L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

Rédacteur en Chef : EDMOND THÉRY

SEPTIÈME VOLUME

Numéros 156 à 181 (du 5 Janvier au 29 Juin 1895 inclusivement). Premier semestre 1895

TABLE ALPHABÉTIQUE

FRANCE

QUESTIONS DU JOUR

Alcool en Turquie (*Ed. Théry*), p. 463.
Alcools (Production des), p. 723.
Actions de 25 francs (*Ed. Théry*), p. 719.

Banques :

Banques Coloniales et Banque de l'Indo-Chine en 1893-94, p. 689.
Banque de Belgique, p. 275.
Banque de France (Abaissement du taux d'escompte à la) (*Ed. Théry*), p. 366.
Banque de France (A la) (*Ed. Théry*), p. 431.
Banque de France en 1894, p. 147.
Banque de France (Fonctions de la), (*Ed. Théry*), p. 109, 141, 176, 206, 239, 272.
Banque de France (Titres russes à la), p. 625.
Banques de l'Afrique du Sud, p. 787.
Banque de Paris et des Pays-Bas, p. 144, 593.
Banque Impériale Ottomane, p. 84.
Banque Internationale de Paris, p. 49, 497, 267.
Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens, p. 562.

Budgets :

Budget de 1895, p. 180.
Budget de 1895 au Sénat, p. 432.
Budget des Colonies, p. 303.

Caisses d'épargne postales en Europe et au Canada, p. 85.

Canaux :

Canal de Jonction de Marseille au Rhône, p. 339, 465.
Canal maritime de Suez, p. 721.

Changes (Conséquences économique de la hausse des) (*Ed. Théry*), p. 558, 591, 621.
Charbonnages du port de Sidney, p. 304.
Charbons et sidérurgie en 1894, p. 595.

Chemins de fer :

Chemins de fer Brésiliens. p. 369.
Chemins de fer de l'Ouest, p. 467.
Chemins de fer de Paris à Orléans, p. 530.
Chemins de fer de Saö-Paulo et Rio Grande, p. 692.
Chemin de fer de Smyrne-Cassaba, p. 369.
Chemins de fer du Midi, p. 628.
Chemins de fer du Nord, p. 565.
Chemins de fer du Nord et grandes Compagnies françaises, p. 274.
Chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée, p. 818.
Chemins de fer Salonique-Constantinople, p. 113, 817.

Commerce :

Commerce extérieur en 1894, p. 82, 145.
Commerce extérieur par mois, de janvier à mai inclus, p. 210, 244, 340, 468, 625, 657, 785.
Commerce extérieur pendant les trois premiers mois de 1895, p. 528.

Compagnies :

Compagnie des Messageries Maritimes, p. 784.
Compagnie des Nitrate Railways, 560, 592, 626, 693.
Compagnie des Voitures à Paris, p. 725.
Compagnie française des Câbles télégraphiques, p. 819.
Compagnie française de Mines d'or, p. 211.
Compagnie générale des Eaux pour l'étranger, p. 753.
Compagnie générale des Omnibus de Paris, p. 436.
Compagnie Internationale des Wagons-Lits, p. 661.
Compagnie Parisienne d'Éclairage et de Chauffage par le gaz, p. 242, 402.

Comptoir National d'Escompte de Paris, p. 465, 529.
Congo (Obligations à lots du), p. 51.
Conventions de 1883 au Sénat, p. 401.
Conversion de la Compagnie de l'Est, p. 656.

Crédits :

Crédit Foncier de France, p. 466, 495.
Crédit Industriel et Commercial, p. 22, 211, 403.
Crédit Lyonnais, p. 497.

Culture du Caféier (*Bibliographie*), p. 180.
Cusenier fils et Cie (Distillerie), p. 370.
Démonétisation de l'argent et socialisme, p. 110.
Dette convertie ottomane, série B., p. 336.
Emissions en Europe en 1894, p. 180.

Emprunts :

Emprunt 3 0/0 de l'État de Berne, p. 594.
Emprunt chinois, p. 656, 721.
Emprunt sino-russe, p. 751.

Entrepôts et Magasins généraux de Paris, p. 726.
Etablissements Cail (Anciens), p. 819.
Etablissements Duval, p. 339.
Etrangers devenus Français, p. 114.
Fièvre aurifère (*Ed. Théry*), p. 430.
Figaro, p. 305.
Finances serbes, p. 816.
Garanties d'intérêts du Midi et de l'Orléans, p. 82.
Guerre entre le Japon et la Chine, p. 86.

Impôts :

Impôts en 1894, p. 50.
Rendement des impôts, p. 180, 303, 469, 592.

Japon économique et financier, p. 624.
Législation russe pour les titres de l'Etat au porteur, p. 335.

M. de Witte et les Finances russes (*Ed. Théry*), p. 301.
Message présidentiel, p. 144.

Mines d'or :

Compagnie française de Mines d'or. Voir *Compagnies.*
Encore les Mines d'or, p. 494.
Mines d'or et Capitaux français (*Ed. Théry*), p. 653.
Mines d'or du Transwaal (*Ed. Théry*), p. 752, 781, 815.
Société des Mines d'or de la Russie. Voir *Sociétés.*

Monnaies, poids et mesures (*Bibliographie*), p. 52.
Navigation de la France, p. 787.
Nickel. Voir *Sociétés.*
Nord de l'Espagne (*Ed. Théry*), p. 334, 364, 400.
Nouveau Président de la République (*Ed. Théry*), p. 76.
Octrois (Question des), p. 243.
Paix en Europe (*Ed. Théry*), p. 749.
Paix Sino-Japonaise (Conséquences éventuelles pour l'Europe de la) (*Ed. Théry*), p. 491.
Population en 1893 (Mouvement de la), p. 114.
Printemps (Grands Magasins du). Voir *Sociétés.*
Privilège des Bouilleurs de cru, p. 338.
Question d'Extrême-Orient, p. 526.
Réformes commerciales (*Bibliographie*), p. 532.
Rentes françaises en 1894 (Achats et ventes de), p. 147.
Rio-Tinto, p. 659.
Serbie (La). (*Ed. Théry*), p. 18, 44, 77.
Situation financière de la Serbie, p, 591, 751.
Situation financière de l'Italie (*Ed. Théry*), p. 523.
Sous-Comptoir des Entrepreneurs, p. 179, 723.
Statistique Européenne (*Ed. Théry*), p. 20.
Sucres (Question des), p. 367.

Sociétés :

Société des Chantiers et Ateliers de la Gironde, p. 276.
Société des Grands Magasins du Printemps.
Société des Mines d'or de la Russie, p. 367, 751.
Société des Moulins de Corbeil, p. 437, 531.
Société du Petit Journal, p. 498.
Société du Petit Parisien, p. 404.
Société Foncière Lyonnaise, p. 691.
Société Générale, p. 112, 434.
Société Industrielle des Téléphones, p. 210.
Société « Le Nickel », p. 275.

Traité de Shimonoséki, p. 783.
Union Coloniale Française, p. 754.
Valeurs françaises en 1894 (*Ed. Théry*), p. 47.
Vins et cidres en 1894, p. 51.
Vitesse de circulation de la Monnaie, p. 563.
Watana (La) (*Ed. Théry*), p. 687.

CHANGES

Changes, numéraires et métaux précieux. Voir *Revue des Changes dans chaque numéro.*
Encaisses-Circulation fiduciaire. Voir *Revue des Changes dans chaque numéro.*
Revue des Changes, p. 2, 34. 66, 98, 130, 162, 194, 226, 258, 291, 322, 354, 386, 418, 450, 482, 514, 546, 578, 610, 642, 674, 706, 738, 771, 802.
Situation monétaire aux Etats-Unis. Voir *Revue des Changes dans chaque numéro.*

CHRONIQUE MONÉTAIRE

Allemagne :

Bimétallisme, p. 229, 358.
Bimétallisme au Conseil d'Etat de Prusse, p. 358.
Bimétallisme au Parlement Prussien, p. 612, 644.
Commission d'enquête allemande sur la question de l'argent, p. 5, 37, 69, 102, 169.
Frappes de monnaies, p. 134, 485.
Monnayage allemand au 1er mai 1895, p. 613.
Question monétaire, p. 168, 294, 741, 807.
Question monétaire à la Chambre des députés de Prusse (Landtag), p. 679, 709.
Question monétaire au Conseil d'Agriculture de Berlin, p. 328.
Union bimétallique allemande, p. 267, 582, 681.

Angleterre :

Adresse bimétallique au Chancelier de l'Echiquier, p. 804.
Bimétallisme, p. 100, 259.
Bimétallisme à la Chambre des Communes, p. 199, 230, 261.
Bimétallisme à la Société Royale de Statistique à Londres, p. 805.
Bimétallisme et élections, p. 168, 294.
Cité de Londres et question de l'argent, p. 678.
Ligue bimétallique anglaise, p. 420, 452.
Misère à Londres (Accroissement de la), p. 423.
Monnaie internationale de billon, p. 7.
Monométallistes-or, p. 612.
Mouvement bimétallique à l'étranger, p. 642.
Mouvement bimétallique en Angleterre jugé par un Américain, p. 739.
Mouvement des métaux précieux, p. 646.
Opérations de la Monnaie en 1894, p. 36, 740.
Piastre britannique (Nouvelle), p. 201, 740.
Question de l'argent, p. 484.
Question de l'argent et situation du commerce et de l'industrie anglais, p. 517, 548, 581.
Question monétaire au « London Institution », p. 612, 679.
Question monétaire au « Royal Colonial Institute », p. 265.
Rapport entre l'or et l'argent, p. 37.
The Bimetallist, p. 133.
Vulgarisation de la question monétaire, p. 710.

Autriche-Hongrie :

Retrait de florins de papier, p. 359.

Belgique :

Billets de Banque (Nouveaux), p. 613.
Centimes, p. 648.
Monnaie de billon, p. 424.
Monnaie trouée, p. 551.
Question monétaire, p. 806.

Brésil :

Rachat du papier-monnaie, p. 486.

Bulgarie :

Prime sur l'or, p. 39.

Chili :

Conversion du papier-monnaie, p. 296, 486.
Situation monétaire, p. 714.
Suppression du papier-monnaie, p. 103, 134, 296.

Chine :

Baisse de l'argent et commerce extérieur en 1894, p. 646.
Histoire monétaire, p. 68.
Prix de la main-d'œuvre et l'industrie, p. 614.

Corée :

Nouvelle monnaie, p. 103.

Espagne :

Fausse monnaie, p. 68.
Frappe d'argent, p. 359.
Frappes de monnaies, p. 69.

Etats-Unis :

Bimétallisme, p. 39, 266, 295, 328, 518, 613, 713, 741, 772.
Circulation, p. 391, 613.
Crise monétaire, p. 132, 552, 583.
Frappe illimitée de l'argent, p. 201.
Monnaie (La), p. 455.

Nécrologie (M. S. Dana Horton), p. 420.
Production d'argent et d'or, p. 647.

Extrême-Orient :

Bimétallisme, p. 232, 456.
Exportations de filés cotons pour l'Extrême-Orient, p. 424.
Taux de la piastre, p. 484, 581, 708.

France :

Aux Agriculteurs de France, p. 196, 229.
Bimétallisme à l' « Association de l'Industrie et de l'Agriculture », p. 228.
Chambre de Commerce de Marseille et Bimétallisme, p. 357.
Conférence de M. Théry à Amiens, p. 708.
Conférence de M. Théry à Angers, p. 644.
Conférence de M. Théry à Laon, p. 391.
Création d'une Ligue Bimétallique, p. 165.
Frappe des monnaies en 1894, p. 68, 132.
Ligue Nationale Bimétallique Française, p. 196, 389, 420, 452, 677.
Nécessité du Bimétallisme, p. 164.
Question monétaire dans la Côte d'Or, p. 708.
Question monétaire à Montpellier, p. 548.
Question monétaire à Reims, p. 772.
Question monétaire à Saint-Etienne, p. 804.
Question monétaire à Toulouse, p. 677.
Société d'Economie industrielle et commerciale, p. 292, 324.

Grèce :

Or et monnaie fiduciaire, p. 39.

Ile de la Réunion :

Situation monétaire, p. 5.

Iles Philippines :

Crise monétaire, p. 134.
Influence des Changes sur le Commerce, p. 714.

Indes :

Bimétallisme et Finances, p. 70, 101, 294.
Concurrence japonaise en Asie, p. 329.
Ligue Bimétallique Orientale, p. 170, 614.
Parallèle entre les industries orientales et occidentales, p. 295.
Perturbations monétaires, p. 392.
Piastre britannique (Nouvelle), p. 456.
Situation économique, p. 6.
Taux du change des Monnaies étrangères, p. 709.

Italie :

Billets d'Etat (Nouveaux), p. 6.
Circulation monétaire, p. 294, 328.
Congrès bimétalliste, p. 518, 679.
Monnaie de nickel, p. 39.
Question monétaire, p. 267.
Rapatriement des monnaies divisionnaires, p. 583, 613.

Japon :

Baisse de l'Argent et l'Industrie, p. 103.
Circulation fiduciaire, p. 456.
Etalons monétaires, p. 518.

Martinique :

Monnaie de billon, p. 678.

Mexique :

Dollar-argent, p. 714.
Etalon-argent, p. 772.
Frappes de piastres, p. 296, 329.
Opinion d'un producteur mexicain sur la question monétaire, p. 394.

Questions générales :

Baisse de l'argent et Bimétallisme, p. 166.
Baisse des prix de gros, p. 100, 201, 295, 423, 485, 613.
Bimétallisme en Europe, p. 228.
Bimétallisme et libre-échange, p. 327, 357.
Conférence monétaire internationale, p. 267, 710, 772.
Crise monétaire (*Bibliographie*), p. 36.
Dépression actuelle : ses causes et ses conséquences, p. 454.
Internationalisation du métal blanc, p. 516.
Manuel de la Question monétaire (*Bibliographie*), p. 393.
Monnaies d'étalon et lingots, p. 807.
Or et argent, p. 455.
Prime sur l'or et baisse des prix, p. 100.
Prix des marchandises et l'argent, p. 168.
Production de l'argent, p. 804.
Production de l'étain dans les pays à circulation d'argent, p. 168.
Production de l'or et de l'argent dans le monde, p. 199, 677, 772.
Production de l'or et reprise des affaires, p. 423.
Projet pour le relèvement de l'argent, p. 484.
Question monétaire, p. 580.
Question monétaire (*Bibliographie*), p. 807.
Question monétaire (Etonnements d'un Chinois à propos de la), p. 740.
Question monétaire (Principes élémentaires de la) (*Bibliographie*), p. 741.
Situation des mines d'or au Transwaal, p. 580.
Systèmes monétaires du monde (*Bibliographie*), p. 807.
The Bimetallist, p. 265.
Théorie de la surproduction, p. 808.
Valeur de l'or, p. 485.

Perse :

Effets du Change sur le Commerce, p. 807.

Porto-Rico :

Baisse de l'argent, p. 394.

République Argentine :

Achats d'or, p. 296.
Prime de l'or, p. 6.

Russie :

Bimétallisme, p. 772.
Circulation monétaire, p. 518, 551.
Fixation du Taux des Monnaies, p. 102.
Frappes de monnaies, p. 552.
Paiements des douanes, p. 455.
Paiements en or, p. 613.
Production des métaux précieux en 1893, p. 267.

Suisse :

Frappe de monnaies, p. 6.
Nouvelles monnaies, p. 551.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Achats et ventes de Rente pour les départements, p. 566.
Ateliers et Chantiers de la Loire, p. 278.

Avis des Chambres syndicales des Agents de change :

Bordeaux :

Emprunt de la Chambre de Commerce de Bordeaux, p. 245.
Emprunt Ville de Bordeaux 1891, p. 245.

Lyon :

Bons de l'ancienne Caisse syndicale des Agents de change, p. 115, 499.
Nomination de M. Waldmann, p. 52.

Paris :

Banque de France, p. 821.
Banque Hypothécaire de Buenos-Ayres, p. 180.
Billets hypothécaires de l'Ile de Cuba, p. 308.

Toulouse :
Nomination de M. Colomer, p. 789.
Nomination du Bureau, p. 52.

Chemins de fer :
Chemins de fer Brésiliens, p. 498, 630.
Chemins de fer de l'Est, p. 181.
Chemins de fer de l'Est Algérien, p. 631.
Chemins de fer de l'Etat Austro-Hongrois, p. 149.
Chemins de fer de l'Ouest, p. 727.
Chemins de fer de l'Ouest de l'Espagne, p. 308.
Chemins de fer de Madrid à Cacérès, p. 308.
Chemins de fer de Miramas à Port-de-Bouc, p. 213.
Chemins de fer du Médoc, p. 596.
Chemins de fer de Porto-Ricc, p. 308, 821.
Chemins de fer de Smyrne-Cassaba, p. 52, 149.
Chemins de fer Economiques du Nord, p. 85.
Chemins de fer russes Dvinsk-Vitebsk, p. 213.
Chemins de fer suisses, p. 694.

Communales 3 20 0/0 1892, p. 788.
Communales de 500 fr. de 1879, p. 181.

Compagnies :
Compagnie centrale d'Eclairage et de Chauffage par le Gaz (Eug. Lebon et Cie), p. 52.
Compagnie de Biskra et Oued-irRh, p. 630.
Compagnie départementale des Eaux et Services municipaux, p. 629.
Compagnie des Câbles Télégraphiques, p. 755, 820.
Compagnie des Eaux de Bayonne, p. 212.
Compagnie des Phosphates de France, p. 181.
Compagnie des Tramways du Nord, p. 307.
Compagnie du Boléo, p. 661.
Compagnie électrique du Secteur Rive Gauche de Paris, p. 371.
Compagnie Franco-Algérienne, p. 85.
Compagnie Générale de Construction, p. 630.
Compagnie Générale des Eaux, p. 596.
Compagnie Générale des Eaux pour l'Etranger, p. 755.
Compagnie Générale d'Eaux minérales et de Bains de mer, p. 821.
Compagnie Générale des Omnibus, p. 52, 181.
Compagnie Générale des Tramways, p. 180, 661.
Compagnie Générale des Voitures, p. 631.
Compagnie Madrilène d'Eclairage et de Chauffage, p. 181.

Comptoir National d'Escompte, p. 565, 789.

Crédits :
Crédit Foncier de France, p. 565.
Crédit Foncier Egyptien, p. 533.
Crédit Lyonnais (Actions), p. 371.

Emprunts :
Emprunt belge 3 1/2 0/0, p. 694.
Emprunt chinois, p. 631.
Emprunt Confédération Suisse, p. 630, 694.
Emprunt danois 3 0/0 1894, p. 307, 727.
Emprunt de la Province de Cordoba, p. 308.
Emprunt de la Province de Québec, p. 85.
Emprunt de l'Etat d'Espirito-Santo, p. 438.
Emprunt de la Sarthe 3 1/2 0/0 1894, p. 149.
Emprunt roumain 5 0/0, p. 308.
Emprunt roumain 4 0/0, p. 439.
Emprunt russe 3 0/0 or 1894, p. 52, 308.
Emprunt russe 3 1/2 0/0 or 1894, p. 85, 565, 755.
Emprunt suédois 4 0/0, p. 755.
Emprunt suédois 3 1/2 0/0, p. 533, 821.
Emprunt suédois 3 0/0, p. 630.
Emprunt Ville de Bordeaux 3 1/2 0/0 1891, p. 371.
Emprunt Ville de Constantine 5 0/0 1878, p. 149.
Emprunt Ville de Montpellier 3 1/2 0/0, p. 213.
Emprunt Ville de Niort 3 60 0/0 1894, p. 212.
Emprunt Ville de Paris 1886, p. 52.
Emprunt Ville de Paris 2 1/2 0/0 1892, p. 630.
Emprunts Villes de Roubaix et Tourcoing, p. 245.

Etablissements et Usines Léonard Paupier, p. 371.
Etablissements Orosdi-Bach, p. 821.
Fonderies, Laminoirs Lazare Weiler et Cie, p. 596.
Forges et Aciéries de Montataire, p. 341.
Kébao (Actions nouvelles), p. 438.

Mines :
Compagnie française de Mines d'or, p. 308.
Mines de Kef-Oum-Théboul, p. 371.
Mines et Fonderies de Pontgibaud, p. 661.

Monde (Compagnie d'assurances), p. 371.
Mort de M. Joubert, p. 631.
Nomination de M. Gilbert-Boucher, p. 565.
Nomination de M. Margaritis, p. 181.
Rente russe 4 0/0 1894, p. 180.

Sociétés :
Société de l'Imprimerie Chaix, p. 630.
Société de la Laiterie des Fermiers Réunis, p. 630.
Société des Télégraphes Sous-marins, p. 565.
Société de la Tuilerie de Bourgogne, p. 755.
Société Française d'Incandescence par le Gaz, p. 821.
Société Internationale du Canal de Corinthe, p. 821.
Société Lyonnaise des Eaux et de l'Eclairage, p. 821.
Société Lyonnaise des Forces motrices du Rhône, p. 821.
Société du Petit Parisien, p. 438, 694.

The Lagunas Nitrate Company, p. 532.

BANQUES

Banques Coloniales, p. 278. Voir aussi *Questions du jour.*
Banque de France (Dividende), p. 821.
Banque de France (Nomination d'un Sous-Gouverneur, p. 596.
Banque de France (Situation hebdomadaire et comparaison avec les années précédentes(, p. 23, 53, 85, 115, 148, 181, 212, 246, 278, 307, 341, 371, 405, 438, 469, 499, 532, 565, 596, 629, 661, 693, 727, 755, 788, 820.
Banque de France (Taux de l'Escompte), p. 341.
Banque de France (Titres russes à la), p. 662, 726, 788, 821.
Banque de l'Indo-Chine. p. 695. Voir aussi *Questions du jour.*
Banque Nationale d'Haïti, p. 789.
Banque de Paris et des Pays-Bas, p. 695.
Banque de Tunisie, p. 694.
Banque Transatlantique, p. 695.
Blé dans le Monde (Production du), p. 599.
Bons du Trésor, p. 212, 277, 406, 694.
Cafés en 1894, p. 277.

Caisses d'épargne :
Caisses d'Epargne ordinaires en 1894, p. 115.
Caisse d'Epargne de Paris, p. 53.
Caisse d'Epargne postale en Tunisie, p. 54.
Caisse nationale d'Epargne, p. 116, 246, 406, 533, 694.
Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse, p. 149, 246, 405, 533, 662, 789.
Mouvement des Caisses d'Epargne, p. 23, 53, 116, 181, 212, 277, 342, 372, 439, 533, 566, 631, 662, 727, 755, 789.

Chambre de Compensation des Banquiers de Paris, p. 52, 341, 469, 565, 597, 756.

Chemins de fer :
Chemins de fer Brésiliens, p. 86, 214, 372, 500, 757.
Chemins de fer Départementaux, p. 534.
Chemins de fer de l'Est, p. 566.
Chemins de fer du Midi, p. 439, 598.
Chemins de fer du Nord, p. 439, 599.
Chemins de fer de l'Ouest, p. 470.
Chemins de fer de Paris à Orléans, p. 439.
Chemins de fer Economiques, p. 534, 757.
Chemins de fer Economiques du Nord, p. 756.
Chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée, p. 439, 566.

Chemins de fer français en 1894 (Obligation des), p. 372.
Chemins de fer Régionaux des Bouches-du-Rhône, p. 756.
Comité de défense des obligataires du Nord-de-l'Espagne, p. 404, 469, 499, 556, 596, 821.
Compagnie auxiliaire Internationale des Chemins de fer, p. 470.
Recettes des grandes Compagnies de Chemins de fer français, p. 52, 86, 116, 149, 214, 246, 278, 309, 342, 372, 406, 439, 470, 500, 534, 566, 599, 631, 695, 727, 757, 789, 822.

Compagnies :

Compagnie Algérienne, p. 533, 756.
Compagnie Centrale d'Eclairage par le Gaz (Eug. Lebon et Cie), p. 470.
Compagnie du Canal de Suez, p. 695, 727.
Compagnie du Canal de Suez (Recettes), p. 116, 149, 181, 246, 278, 309, 372, 406, 439, 470, 500, 534, 566, 631, 662, 727, 757, 789, 822.
Compagnie des Entrepôts et Magasins généraux de Paris, p. 598.
Compagnie des Moteurs Niel, p. 789.
Compagnie des Omnibus de Paris, p. 470.
Compagnie du Gaz et Régie coïntéressée des Eaux de Tunis, p. 500.
Compagnie Franco-Algérienne, p. 822.
Compagnie française d'Electro-Métallurgie, p. 822.
Compagnie française d'Entreprises militaires et civiles, p. 534.
Compagnie générale des Cycles, p. 54.
Compagnie générale des Marchés, p. 500.
Compagnie générale des Nitrates, p. 599.
Compagnie Internationale des Wagons-Lits, p. 500.
Compagnie Parisienne du Gaz, p. 406.
Compagnie Richer (Ancienne), p. 756.

Comptoirs :

Comptoir général de Crédit, p. 308.
Comptoir Maritime, p. 309.
Comptoir National d'Escompte, p. 405, 499, 822.

Conversions en France en 1894, p. 23.

Crédits :

Crédit Foncier de France, p. 470, 599.
Crédit Industriel et Commercial, p. 406.
Crédit Lyonnais, p. 439.

Emissions en France en 1894, p. 23.
Emprunt Dom Miguel de 1832, p. 789.
Emprunt Ville de Paris, p. 439.

Etablissements :

Etablissements Cail (Anciens), p. 694.
Etablissements Decauville, p. 54.
Etablissements Duval, p. 534.

Forges de Châtillon et Commentry, p. 695.
Gaz et Eaux, p. 694.
Houillères de Saint-Etienne, p. 499.
Houillères de Montrambert, p. 499.

Impôts :

Impôt sur le Tabac dans les principaux pays, p. 598.
Rendement des Impôts, p. 214, 341, 661, 756.

Légion d'Honneur, p. 438.

Mines :

Mines de Carmaux, p. 406.
Mines du Laurium, p. 822.
Mines de Lexington, p. 822.
Mines de la Loire, p. 500.
Mines de Malfidano, p. 694.
Mines de Meurchin, p. 116.
Mines de Mouzaïa, p. 309, 342.
Mines de Vigsnaës, p. 214.
Mines et Fonderies de Pontgibaud, p. 86
Mines et Usines de Borax, p. 695,

Ministère des Finances, p. 149, 371.
Monopole des Tabacs et Allumettes, p. 342.
Musée Grévin, p. 469.
Octroi de Paris, p. 54, 149, 213, 309, 469, 565.
Rente 3 0/0 Amortissable, p. 308.
Rente Foncière, p. 597.
Salines domaniales de l'Est (Anciennes) p. 439.

Sociétés :

Société des Chalets de nécessité, p. 278.
Société Commentry-Fourchambault, p. 470.
Société Commerciale Française au Chili, p. 54.
Société de la Tour Eiffel, p. 534.
Société de l'Imprimerie Chaix, p. 534.
Société de Travaux Dyle et Bacalan, p. 86.
Société des Grands Moulins de Corbeil, p. 533.
Société des Jumelles de théâtre, p. 278.
Société des Tramways de Paris et de la Seine, p. 822.
Société du Creusot, p. 86.
Société du Figaro, p. 214.
Société du Gaz Général de Paris (Hugon et Cie), p, 822.
Société du Jardin d'Acclimatation, p. 342, 695.
Société du Nickel, p. 246.
Société du Petit Journal, p. 534.
Société Foncière Lyonnaise, p. 756.
Société Française des Allumettes, p. 278.
Société Générale, p. 439.
Société Générale de Laiterie, p. 533.
Société Générale des Téléphones, p. 116.
Société Immobilière Marseillaise, p. 214.
Société Lyonnaise de Dépôts et Comptes Courants, p. 500.

Théâtres et Spectacles de Paris (Recettes des), p. 213.
Titres russes à la Banque de France. Voir *Banques*.
Transports Maritimes à vapeur, p. 695.
Union Postale en 1893 (Résultat final de l'), p. 597.
Usines à Gaz (Compteurs et Matériel des), p. 214.
Ville de Paris (Recettes et Dépenses), p. 406, 821.

MARCHÉ

Marché des Mines d'or. Voir *Mines d'or*.
Marché Financier, p. 15, 42, 74, 107, 139, 174, 205, 237, 269, 299, 332, 362, 398, 428, 459, 489, 521, 556, 586, 618, 651, 685, 717, 747, 778, 812.

MINES D'OR

Banque Internationale de Paris, p. 40.
Coupons détachés, p. 136.
Dissolution de Société, p. 104.
Marché des Mines d'or, p. 7, 39, 70, 103, 134, 170, 201, 234, 268, 296, 329, 359, 394, 425, 456, 487, 519, 553, 583, 614, 648, 681, 714, 744, 774, 808.
Production de décembre 1894, p. 7.
Production de janvier, p. 171, 202.
Tableau du cours des principales Sociétés de Mines d'or, p. 7, 39, 70, 103, 134, 170, 201, 234, 268, 296, 329, 359, 394, 425, 456, 487, 519, 553, 583, 614, 648, 681, 714, 744, 775, 809.

SITUATION FINANCIÈRE GÉNÉRALE

Fonds d'Etat européens (cours de clôture de chaque semaine), p. 8, 40, 71, 104, 136, 171, 203, 235, 268, 297, 330, 361, 395, 426, 458, 487, 520, 555, 584, 615, 649, 683, 715, 746, 776, 810.
Situation financière générale, p. 8, 40, 71, 104, 136, 171, 203, 235, 268, 297, 330, 361, 395, 426, 458, 487, 520, 555, 584, 615, 649, 683, 715, 746, 776, 810.
Statistique générale de l'Europe en 1883 et en 1893. Voir couverture du nº 156.

Situation hebdomadaire des Banques d'émission de l'Europe, p. 1, 32, 65, 97, 129, 161, 193, 225, 257, 289, 321, 353, 385, 417, 449, 481, 513, 545, 577, 609, 641, 673, 705, 737, 769, 801.
Tableau des principales valeurs françaises et étrangères négociées à la Bourse de Paris. Voir à la couverture de chaque numéro et p. 448.

SITUATION POLITIQUE

Agriculture (Budget de l'). Voir *Budgets*.
Agriculture (M. Gadaud et l'), p. 203.
Ambassadeur d'Italie (Départ de l'), p. 41.
Ambassadeur d'Italie (Nouvel), p. 172.
Amnistie, p. 136.
Anniversaire de la Mort du Président Carnot, p. 811.
Bilan parlementaire, p. 136.
Bons sexennaires, p. 136.

Budgets :

Budget au Sénat, p. 396, 427, 458.
Budget de 1893, p. 236.
Budget de 1895, p. 41, 236, 488.
Budget de 1896, p. 361, 521, 555, 616.
Budget de la Guerre, p. 298, 331.
Budget de l'Agriculture, p. 172.
Budget de la Marine, p. 331.
Budget de l'Annam et du Tonkin, p. 458.
Budget de l'Instruction publique, p. 203.
Budget des Colonies, p. 269, 298.
Budget des Finances, p. 331, 361.
Budget des Postes, Télégraphes et Téléphones, p. 203.
Budget des Travaux publics, p. 269.
Budget du Commerce, p. 172.

Câble de Mozambique à Majunga, p. 427.
Canal de Marseille au Rhône, p. 321, 427, 616.
Cartes de visite, p. 236.
Catastrophe de Bouzey, p. 555, 585.
Catastrophe de Montceau-les-Mines, p. 172, 236.
Cercles (Procès des), p. 203.

Chambres :

Ajournement des Chambres, p. 488.
Bureau de la Chambre, p. 41.
Réouverture des Chambres, p. 41.

Chemins de fer du Sud de la France, p. 14, 236.
Cochinchine (Nouvelles taxes en), p. 585.

Commissions :

Commission de l'Impôt sur les Revenus, p. 298, 331.
Commission de la Réforme de l'Impôt, p. 811.
Commission du Budget (Nouvelle), p. 650, 683, 716.
Commission du Budget au Sénat, p. 747.
Commission parlementaire d'Enquête sur les Garanties d'intérêts. Voir *Garanties*.

Congrès :

Congrès des Chemins de fer, p. 521.
Congrès de Versailles, p. 72.

Congo, p. 172.
Conseils généraux, p. 521.
Contrôle des Chemins de fer, p. 427.

Conventions :

Conventions avec les Messageries Maritimes, p. 427.
Conventions des Chemins de fer, p. 396.

Conversion du 4 1/2 0/0, p. 427.
Côte d'Ivoire, p. 41.
Crédits supplémentaires, p. 811.

Déclarations :

Déclarations de M. Hanotaux, p. 458.
Déclarations de M. Ribot, p. 172.
Déclarations du Ministre des Travaux publics, p. 555.

Démissions :

Démission de M. Barthou, p. 72.
Démission de M. Casimir-Perier, p. 72.
Démission du Cabinet Dupuy, p. 72.

Droits de Douane à la Martinique, p. 585.
Elections législatives et sénatoriales, p. 298, 331, 361, 396, 427, 458, 521, 555, 585, 650, 683, 746, 811.

Elysée :

Corps diplomatique à l'Elysée, p. 136.
Dîner diplomatique à l'Elysée, p. 203.
Réceptions à l'Elysée, p. 14.

Empereur d'Autriche à Menton, p. 203, 236.
Emprunt de la Ville de Paris, p. 458.
Envoi au Président de la République du Collier de Saint-André, p. 777.
Exercice financier (Changement de la date d'ouverture de l'), p. 298.
Exposition Universelle de 1900, p. 41, 172, 331, 683.
Extrême-Orient (Question d'), p. 585.
Finances (Nominations au Ministère des), p. 585.
Fonds de roulement du Tonkin, p. 811.
France à Kiel (La), p. 298, 777.
Garanties d'intérêts (Commission parlementaire d'Enquête sur les), p. 41, 172, 203, 236, 269, 298, 650, 683.
Gare des Invalides, p. 361.
Gouverneur de l'Afrique Occidentale, p. 777.
Gouverneurs de l'Indo-Chine, p. 14.
Grève des Omnibus, p. 521, 555.
Groupe Viticole, p. 650.
Halles centrales, p. 236.
Indemnités allouées aux témoins judiciaires, p. 650.
Interpellations, p. 616.
Le 1er mai, p. 555.
Loi de Finances à la Chambre (Vote final), p. 361.
Loi sur l'Exportation des armes de guerre, p. 458.

Madagascar :

Câble de Mozambique à Majunga. Voir *Câble*.
Expédition de Madagascar, p. 41, 172, 616, 683, 777.
Général Duchesne à Majunga, p. 585.
Prise d'Ambohimarina, p. 521.
Prise de Marovoay, p. 585.
Question malgache et Angleterre, p. 236.

Maréchal Martinez Campos à Paris, p. 298.
M. Armand Rousseau (Nomination de), p. 14.
M. de Lanessan (Rappel de), p. 14.
Messages, p. 72, 136.
Métropolitain, p. 14, 41.
Ministère Ribot, p. 136.
M. Léon Bourgeois (Démarches et Retraite de), p. 105.
M. Levaillant (Révocation de), p. 203.
MM. Cavaignac, Peytral et Cochery (Refus de), p. 105.
Mort d'Auguste Vacquerie, p. 236.
Mort de Canrobert, p. 136.
M. Ribot devant la Commission du Budget, p. 203.
M. Waldeck-Rousseau à Lyon, p. 172.
Octrois (Question des), p. 236.
Paix entre la Chine et le Japon, p. 488.
Présidents (Anciens), p. 72.
Président de la République, p. 72.
Quatrième douzième provisoire, p. 396.
Réforme des Boissons, p. 616, 683, 716, 746, 777, 811.
Règlement de la Zone franche. Voir *Zone*.
Relations avec la République Dominicaine, p. 521.
Relations franco-suisses, p. 811.
Retraites ouvrières, p. 41.
Roi de Serbie à Paris, p. 136, 172, 361, 396.
Services maritimes postaux, p. 488, 616, 716, 746, 811.
Soldats français morts pendant la guerre franco-allemande, p. 650.
Statistique ministérielle, p. 105.

Sucres allemands, p. 236.
Télégrammes différés, p. 488.
Traité franco-chinois, p. 811.
Troisième douzième provisoire, p. 236, 269.
Voyages du Président de la République, p. 396, 427, 489, 521, 683, 716.
Zone franche (Règlement de la), p. 269.

ÉTRANGER

ALLEMAGNE

Accord franco-russe-allemand p. 535, 567, 600.
Adhésion de l'Allemagne à la convocation monétaire, p. 247.
Affaire de Maréaberg, p. 823.
Agriculteurs (Union des), p. 247, 310.
Alcool (Crise de l'), p. 535.
Alcool (Impôt sur l'). Voir *Impôt*.
Allemands du Nord et Allemands du Sud, p. 182.
Alliance franco-russe, p. 758.
Alsace-Lorraine (Contributions indirectes en), p. 247.
Alsace-Lorraine (L'), p. 567.
Anniversaire de l'Empereur, p. 150.
Anniversaire du Prince de Bismarck, p. 440, 471.
Apaisement (Signes d'), p. 310.
Avances sur titres (Droits sur les), p. 373.

Banques :

Banques de Dépôts (Projets de loi sur les), p. 501.
Banques d'émission (Situation générale), p. 118, 632.
Banque de l'Empire (Bilans de la), p. 24, 55, 87, 117, 150, 182, 215, 247, 279, 310, 343, 373, 407, 440, 471, 502, 535, 567, 600, 632, 663, 696, 729, 758, 791, 823.
Banque de l'Empire (Comptes de la), p. 56, 310, 344.
Banque de l'Empire (Constitution de la), p. 471.
Banque de l'Empire (Participation aux bénéfices), p. 501.
Banque de l'Empire (Rapport de la), p. 247.
Banque de l'Empire (Thalers de la), p. 310.
Banques rhénanes (Développement des), p. 343.
Norddeutsche-Bank, p. 501.

Bismarck et le Reichstag. Voir *Reichstag*.
Blés. Voir *Monopole*.
Blés (Importations de), p. 215.

Bourses :

Bourse de Berlin (Bourse financière et Courrier de la), p. 24, 55, 87, 117, 150, 182, 215, 247, 279, 310, 345, 373, 407, 440, 471, 502, 535, 567, 600, 632, 663, 696, 729, 758, 791, 824.
Bourse (Nouvelles de), p. 117.
Bourses (Réforme des), p. 24, 182, 215, 373, 408, 501, 535, 632, 696, 728.

Budgets :

Budget de l'Empire, p. 471.
Budget prussien, p. 87.

Caisse centrale des Unions syndicales, p. 790.
Caisse de liquidation des marchandises à Hambourg, p. 25.
Canal des Deux-Mers, p. 215, 310, 600.
Canal de l'Empereur Guillaume, p. 823.
Chambres de Commerce (Projets de loi sur les), p. 55.
Charbons (Commerce des). Voir *Commerce*.

Chemins de fer :

Chemins de fer allemands en 1894, p. 56.
Chemins de fer (Accidents de), p. 663.
Chemins de fer de l'Afrique Orientale, p. 663.
Chemin de fer de la Ludwigsbahn, p. 758.
Chemin de fer du Prince Henri, p. 758.
Chemis de fer prussiens, p. 24, 150, 344, 729.
Chemins de fer (Rachats de), p. 150, 182, 279, 790.
Chemins de fer (Recettes des), p. 344, 440, 633.

Coloniales (Questions et nouvelles), p. 182, 310.

Commerce :

Commerce des charbons, p. 280.
Commerce en 1893 et en 1894, p. 150, 183.
Commerce extérieur, p. 343, 407, 567, 824.
Exportations aux Etats-Unis, p. 440, 472.

Conversion (M. Miquel et la), p. 117.
Conversion des Rentes (Projets de), p. 55, 247.
Contributions matriculaires en 1895-96, p. 471.
Crise, p. 117, 373.
Crise politique française, p. 87.
Déficit prussien, p. 471.
Désaccord ministériel, p. 663.
Dette publique, p. 117, 696.
Développement des affaires, p. 823.
Disconto-Gesselschaft, p. 279, 343, 501.
Distillerie (Détresse de la), p. 373.

Douanes :

Amendements au régime douanier, p. 279, 471, 535, 600.
Nouvelles taxes douanières, p. 117.
Représailles douanières. Voir *Reichstag*.

Eau-de-vie, p. 279, 373.
Elections wurtembergeoises, p. 150.
Emigration en 1894, p. 311.
Emigration par les ports, p. 664.
Emissions, p. 117, 600.
Empereur et flotte. Voir *Flotte*.

Emprunts :

Emprunt chinois, p. 535, 567, 758.
Emprunt sino-russe, p. 758.
Emprunt 3 1/2 0/0, Ville de Mannheim, p. 25.

Fer et acier (Production), p. 345, 440, 664.
Fêtes de Kiel, p. 758, 790.
Fidéicommis en Prusse, p. 182.

Finances :

Finances impériales (Réforme des), p. 150, 279.
Finances prussiennes et nouveaux droits du Timbre, p. 215, 279.

Flotte :

Empereur et Flotte, p. 55, 215, 567.
Flottes étrangères à Kiel, p. 471, 696, 728.
Renforcement de la flotte, p. 279, 310.

Fortune publique en Prusse, p. 501.
Hambourg (Navigation du port de), p. 24, 56, 440.
Immeubles en Prusse (Vente d'), p. 87.
Importations de blés. Voir *Blés*.

Impôts :

Impôt du Timbre, p. 150, 344, 535, 823.
Impôt du Timbre (Effets de l'), p. 87, 373.
Impôt en Wurtemberg (Réforme de l'), p. 247.
Impôt sur l'Alcool, p. 407, 440, 696.
Impôt sur les Affaires, p. 408.
Impôt sur les Tabacs, p. 150, 279, 567, 632.

Indignation impériale, p. 407.
Le 3 0/0 prussien au pair, p. 790.

Lois :

Loi Bérenger en Saxe, p. 663.
Loi sur les Accidents (Réforme de la), p. 501.
Loi sur les Sucres et sur l'Alcool, p. 790.
Loi sur le Timbre en Prusse, p. 790.

Loyers en Prusse, p. 600.
Luxembourg (Français et Allemands dans le), p. 758.
Matriculaires (Contributions). Voir *Contributions*.
Menées révolutionnaires (Projet de loi contre les), p. 600.
Mines de l'Etat (Revenus des), p. 117.
Monétaire (Question), p. 117, 182, 373, 440, 632, 663.
Monopole des Blés, p. 150.
Motion Kanitz, p. 310, 343, 407, 440.
Norddeutsche-Bank. Voir *Banques*.
Obligations foncières en Prusse, p. 823.
Or (Fièvre de l'), p. 600.
Parti du Tiers-Etat, p. 501.
Parti libéral, p. 567, 632.
Partis (Attitude et programme des), p. 279.
Pension pour la vieillesse et les Invalides du Travail, p. 280.
Pétrole (Hausse du), p. 600.
Prêts fonciers (Réduction de l'intérêt sur les), p. 790.
Question monétaire. Voir *Monétaire*.
Réaction anti-socialiste, p. 55, 215.
Recensement des professions, p. 790.
Recensement industriel, p. 823.

Recettes :

Recettes budgétaires, p. 408, 535, 696.
Recettes des chemins de fer. Voir *Chemins de fer*.

Récoltes, p. 568.
Réformes des Bourses. Voir *Bourses*.
Réforme fiscale prussienne, p. 501.
Refus d'admission à la cote, p. 823.

Reichstag :

Reichstag, p. 87, 215, 696, 728.
Reichstag (Représailles douanières au), p. 535.
Reichstag et Prince de Bismarck, p. 407.

Seckel (Affaire), p. 55.

Situation :

Situation politique, p. 24, 55, 87, 117, 150, 182, 215, 247, 279, 310, 343, 373, 407, 440, 471, 501, 535, 567, 600, 632, 663, 696, 731, 758, 790, 823.
Situation politique (Difficultés de la) p. 728.

Sociétés :

Sociétés anonymes (Droits sur le capital des), p. 790.
Société de Dynamite, p. 663.

Sucre et Alcool, p. 663, 790. Voir aussi *Lois*.
Sucres (Réforme du Régime des), p. 150, 310, 343.
Syndicat des Charbonnages rhénano-westphaliens, p. 823.
Tabacs. Voir *Impôt*.
Teinturiers de Crefeld et teinturiers de Lyon, p. 247.
Textiles (Exportations des), p. 791.
Tiers-Etat (Parti du). Voir *Parti*.
Timbre en Prusse (Nouvelle loi sur le), p. 790.
Timbre (Impôt du). Voir *Impôt*.
Titres étrangers (Projet de loi sur les), p. 728.
Traité de commerce avec l'Angleterre, p. 343.
Travail du dimanche, p. 150.
Trône (Discours du), p. 87.
Umsturvorlage (L'), p. 567, 632.
Usances (Nouvelles), p. 55, 471.
Valeurs grecques, p. 87.
Vins (Projet d'accise sur les), p. 600.

ANGLETERRE

Adresse (Vote de l') p. 248.
Affaires égyptiennes, p. 248.

Banques :

Banques (Dividendes), p. 56.
Banques (Opérations), p. 664.
Banque d'Angleterre, p. 280, 346, 374.
Banque d'Angleterre. (Bilans), p. 25, 56, 88, 118, 151, 183, 216, 248, 280, 312, 345, 375, 409, 442, 473, 504, 538, 569, 602, 634, 664, 697, 730, 760, 791, 825.
Banque d'Angleterre (Escompte), p. 791.
Banque d'Angleterre (Nouveau Gouverneur), p. 472.
Banques écossaises, p. 119.
Joint-Stock-Bank Métropolitaines, p. 249, 665.

Barbade (Emprunt de la). Voir *Emprunt*.
Baring Brothers, p. 88, 184.
Beers (Compagnie de), p. 27.
Bill relatif aux tenanciers évincés, p. 441.
Bimétallisme à la Chambre des Communes, p. 280.
Bons du Trésor, p. 281.
Board of Tread (Rapport du). Voir *Grèves*.
Bourse de Londres (Bourse financière et Courrier de la), p. 25, 56, 88, 118, 151, 183, 216, 248, 280, 311, 345, 374, 409, 441, 472, 504, 538, 568, 633, 664, 697, 730, 760, 792, 825.

Budgets :

Budget à la Chambre des Communes, p. 568.
Budget de 1895-96, p. 374, 601, 602.
Budget de la Marine, p. 345.
Budgets du Royaume-Uni, p. 57.
Budget indien, p. 409.
Résultats budgétaires de 1894-95, p. 56, 374, 472, 473.

Caisses d'Epargne, p. 151.
Canal de Manchester. Voir *Manchester*.
Casimir-Perier, (Démission de M.), p. 88.
Central London Railway, p. 825.
Charbon, p. 184, 409, 410.
Chambres de Commerce, p. 346.

Chemins de Fer :

Chemins de fer américains (Hausse des), p. 538.
Chemins de fer (Dividendes des Compagnies), p. 118, 697.
Chemins de fer du Nicaragua (Emprunt des). Voir *Emprunts*.
Chemins de fer en 1894, p. 281.

Chèque sur Paris (Hausse du), p. 248.
Clearing-House, p. 27, 58, 89, 119, 152, 184, 216, 282, 312, 345, 375, 410, 442, 473, 504, 539, 569, 602, 634, 698, 730, 760, 792, 825.
Cleveland (Message de M.), p. 151.

Commerce :

Chambres de Commerce. Voir *Chambres*.
Commerce anglais avec les pays étrangers, p. 635.
Commerce australien, p. 825.
Commerce canadien, p. 375.
Commerce du coton. Voir *Coton*.
Commerce du Transwaal, p. 825.
Commerce extérieur, p. 58, 88, 89, 216, 217, 345, 346, 504, 505, 602, 633, 634, 569, 759, 791, 792.
Dépression commerciale. Voir *Dépression*.
Mouvement commercial entre la France et l'Angleterre, p. 792.

Compagnies :

Compagnie de Beers. Voir *Beers*.
Compagnie anglaise de l'Afrique du Sud, p. 118, 119.
Nouvelles Compagnies, p. 635, 760.

Consolidés (Emission) p. 538, 730.
Consolidés (Hausse), p. 151.
Conversion du Rio-Tinto, p. 792.
Cordonniers (Grève des), p. 538.

Cotons :

Commerce du coton, p. 504.
Cotons dans l'Inde (Droits d'entrée), p. 88.
Industriels du coton à Manchester (Réunion des), p. 88.

County Council, (Elections du) p. 311.
Crise américaine, p. 151.
Crise ministérielle, p. 824.
Cuivre, (Production du). p. 635.
Dépression commerciale, p. 441.
Dette de l'Uruguay, p. 442.
Dissolution (Bruits de), p. 664.
Eglise (L') et l'Etat, p. 280, 441.
Emissions. Voir *Emprunts*.

Emprunts :

Emissions de 1894, p. 25.
Emissions de Consolidés. Voir *Consolidés*.
Emissions du 1er trimestre, p. 473.
Emission du Queensland, p. 538, 568.
Emprunt américain, p. 183, 216, 248, 280.
Emprunt chilien, p. 697, 730, 759.
Emprunts chinois et japonais, p. 25, 26, 151, 183, 216, 280, 345, 538, 568, 664, 697, 659.
Emprunts coloniaux, p. 58.
Emprunts de la Barbade, p. 375.
Emprunt de Terre-Neuve. Voir *Terre-Neuve*.
Emprunt 6 0/0 des chemins de fer du Nicaragua, p. 152.
Filateurs du Lancashire, p. 311.

Finances :

Finances argentines, p. 152, 375.
Finances australiennes, p. 27.
Finances chiliennes, p. 152.
Finances de la Nouvelle-Zélande, p. 569.
Finances de l'Equateur, p. 473, 539.
Finances de Terre-Neuve. Voir *Terre-Neuve*.
Finances du Venézuéla, p. 119.
Finances égyptiennes, p. 184, 282, 442, 569, 730, 792.
Finances mexicaines, p. 504.
Finances ottomanes, p. 410.

Fonds helléniques, p. 25.
Franco-Anglaises (Relations). Voir *Relations*.
Gladstone et Lord Rosebery, p. 791.
Grève des cordonniers. Voir *Cordonniers*.
Grève (Menaces de), p. 311.
Grèves (Rapport du *Board of Tread* sur les), p. 729.
Gréviste (Mouvement), p. 375.
Harcourt (Démission de Sir William), p. 56.
Index-Numbers, p, 56, 312, 441, 633, 729.
Irlande (Contribution de l') aux recettes du Royaume-Uni, p. 184.
Irlande (Population de l'), p. 282.
Joint-Stock-Bank-Métropolitaines. Voir *Banques*.
Journée de huit heures, p. 345.
Madagascar (Interpellation sur), p. 248.
Majorité (La), p. 791.
Manchester (Canal de), p. 119, 311.
Manchester (Réunion des industriels du coton à). Voir *Coton*.
Marché (Le), p. 409, 441, 504.
Marché monétaire, p. 697.
Marine marchande en 1894, p. 281.
Message (Discussion du), p. 216.
Métaux précieux (Mouvement des), p. 89, 217, 346, 505, 665, 825.
Mines d'or (Actions des) et Budget, p. 602.
Mineurs du Pays de Galles, p. 311.
Nicaragua, p. 568, 601.
Or en Australie (Production), de l'), p. 505.
Or du Cap (Expéditions d'), p. 730.
Paix Sino-Japonaise, p. 504, 538, 601.
Parlement (Rentrée du), p. 118, 759.
Péruvian Corporation, p. 698.
Presse (Commentaires de la). p. 759.

Recettes :

Recettes douanières chinoises, p. 26.
Recettes du Royaume-Uni (Contribution de l'Irlande aux). Voir *Irlande*.
Recettes publiques, p. 25, 58.

Récoltes en 1894, p. 729, 760.
Relations Franco-Anglaises, p. 441, 472.
Reports (Tension des), p. 409.
Rosebery (Démission de Lord), p. 824.
Rosebery (Discours de Lord), p. 118.
Rosebery et le Parti Libéral, p. 633.
Salisbury (Lord) et les nouveaux ministres, p. 824.
Sel (Expédition de), p. 312.
Session parlementaire, p. 602.
Sidérurgiques (Produits), p. 602.

Situation :

Situation du Gouvernement, p. 216.
Situation monétaire, p. 280, 729, 791.
Situation politique, p. 25, 56, 88, 118. 151, 183, 216, 248, 280, 311, 345, 374, 409, 441, 472, 504, 538, 568, 633, 664, 697, 729, 759, 791, 824.

Speaker (Le), p. 345, 374, 472.
Tenanciers évincés (Bill relatif aux). Voir *Bill*.
Terre-Neuve (Finances, emprunt), p. 25, 58, 665, 698, 825.
Thorgmorton Street (Troubles de), p. 409.
Trône (Discours du), p. 183.

AUTRICHE-HONGRIE

Achats d'or du groupe Rothschild, p. 636.
Achats d'or (la Rente-or et les). Voir *Rente*.
Agio sur l'or, p. 443.
Alcool (Monopole de l'), p. 218, 569.
Archiduc Albert (Mort de l'), p. 249, 282.
Austria (Compagnie d'assurances), p. 761.

Banques :

Banque d'Autriche-Hongrie, p. 91, 153, 185, 219, 474.
Banque d'Autriche-Hongrie (Dépôts d'or à la), p. 28, 218, 411, 570, 699.
Banque d'Autriche-Hongrie (Privilège de la), p. 185, 539, 603, 826.
Banque Centrale de Crédit Foncier en Autriche, p. 507.
Banque des Pays-Autrichiens *(Laenderbank)*, p. 28, 347, 507.
Banque Hongroise de l'Industrie et du Commerce, p. 283.
Banque I. R. P. des Pays Autrichiens. Voir *Questions du jour*,
Credit-Anstalt autrichienne et Credit-Bank hongroise, p. 282, 376.
Commercial-Bank hongroise, p. 443.
Crédit-Bank hongroise, p. 443.
Union-Bank autrichienne, p. 443.

Betteraves (Culture des), p. 732.
Billets d'Etat (Retrait des), p. 731.
Bons de Salines, p. 27, 185.
Bosnie et Herzégovine, p. 731, 761.

Bourses :

Bourse de Budapest (Spéculation à la), p. 249.
Bourse de Vienne (Bourse financière et Courrier de la), p. 27, 58, 89, 120, 153, 185, 218, 249, 282, 313, 347, 375, 410, 442, 474, 506, 539, 569, 635, 666, 698, 732, 763, 794, 827.

Budgets :

Budget commun de 1896, p. 761.
Budget de la Bosnie et Herzégovine. Voir *Bosnie*.
Budget hongrois de 1895, p. 249, 347.

Cabinet hongrois et Président de la Chambre hongroise, p. 89, 120.

Caisses d'Epargne :

Caisse d'épargne autrichienne (Première), p. 121, 314, 794.
Caisses d'épargne postales, p. 59, 347, 604, 636, 666, 732.
Caisses du Gouvernement hongrois (Existences de), p. 604.
Céréales (Exportations des), p. 250.
Chambre autrichienne (A la), p. 410.

Chemins de fer :

Chemin de fer d'Aussig-Teplitz, p. 376.
Chemin de fer de Lemberg-Czernowitz, p. 604.
Chemin de fer de raccordement Sud-Nord Allemand, p. 540.
Chemin de fer de Buschterad, p. 507, 637.
Chemin de fer Métropolitain de Budapest, p. 569, 636.
Chemins de fer autrichiens, p. 121, 154, 283, 826.
Chemins de fer de l'Etat (Tarif des voyageurs), p. 666.
Chemins de fer d'intérêt local (Construction de), p. 506.
Chemins de fer d'intérêt local (Priorités 3 0/0), p. 27.
Chemins de fer hongrois, p. 219, 250.
Chemins de fer Orientaux (Société des), p. 570.
Nordbahn en Bohême, p. 863.
Nordwestbahn, p. 540.
Prague-Dux. (Priorités 5 0/0), p. 27.
Rachats de Chemins de fer, p. 58, 375, 442, 539.
Recettes des Chemins de fer, p. 121, 153, 218, 411, 506, 540, 666, 762.
Sudbahn, p. 506, 569, 667, 762.
Staatsbahn, p. 249, 347, 586, 507, 539, 569, 570, 762.
Commerce extérieur, p. 120, 153, 154, 313, 411, 570, 699, 793.
Conversion de la Rente de mai, p. 731.
Cotonnière (Industrie), p, 732.
Crédit Foncier de Hongrie, p. 443.

Crises :

Crise conjurée, p. 603.
Crise ministérielle, p. 793.
Crise ministérielle hongroise, p. 27, 58.
Crise sucrière, p. 282, 313, 474.

Danube (Travaux de régularisation du), p. 666.
Délégations, p. 27, 761.
Délégations austro-hongroises, p. 826.
Délégations d'Istrie et de la Basse-Autriche, p. 153.

Dettes :

Dette flottante, p. 59, 218, 636, 762.
Dette publique, p. 762.

Différend avec la Bulgarie (Accises), p. 120, 218, 347.
Diètes (Convocation des), p. 635.
Diète hongroise, p. 698.
Discours du Ministre des finances hongrois, p. 218.
Dissolution de la Municipalité viennoise. Voir *Municipalité.*
Dividendes des Etablissements de Crédit viennois, p. 313.
Elections municipales à Vienne, p. 185, 442.

Emprunts :

Emprunt de la Ville de Budapest, p. 154.
Emprunt de la Ville de Prague, p. 507.
Emprunt pour la Bosnie, p. 570, 603.
Emprunt pour les voies de communication de Vienne, p. 186.

Etat hongrois (Recettes et Dépenses), p. 283, 569.
Exercice 1893 en Autriche, p. 313.

Finances :

Finances de la Basse-Autriche, p. 28.
Finances hongroises, p. 698.

Fers et machines, p. 540.
Grève des ouvriers de la fabrique de tuiles, p. 539.
Industrie cotonnière. Voir *Cotonnière.*

Impôts :

Impôt de consommation en 1893, p. 732.
Impôt du timbre, p. 154.
Impôt sur les opérations de Bourse, p. 635.
Impôt sur le revenu, p. 635, 666.
Impôts directs en Hongrie (Réforme des), p. 89.

Le 1er mai à Vienne, p. 569.
Lloyd autrichien (Société du), p. 283, 540, 793.
Logements insalubres (Question des), p. 603.
Loterie en Hongrie, p. 569.
Loteries en Autriche, p. 636.
Maïs (Importations et Exportations), p. 603.
Manifestations en faveur de Bismarck, p. 375.
Marine marchande en 1895, p. 89, 793.
Métaux précieux (Mouvement des), p. 250, 794.
Ministère autrichien (Nouveau), p. 826.
Ministre des affaires étrangères (Nouveau), p. 666.
Mortalité (Statistiques de la), p. 410.
Municipales (Elections). Voir *Elections.*
Municipalité viennoise (Dissolution de la), p. 731.
Œuvre de M. de Plener, p. 826.
Opérations financières de l'Etat, p. 635.
Parti hongrois (Nouveau), p. 185.
Programme du cabinet Banfly, p. 120.
Programme monétaire pour 1896, p. 793.
Rachat du réseau téléphonique de Vienne, p. 375.

Récoltes :

Récolte de 1894 en Autriche, p. 120.
Récolte de 1894 en Hongrie, p. 411.
Récolte et transport de céréales, p. 761.

Réforme des impôts et réforme électorale, p. 313, 347, 474, 569, 698, 731.
Relations commerciales avec l'Espagne, p. 666.
Retraite de M. Casimir-Perier, p. 89.

Rentes :

Rente (Nouveau taux d'émission de la), p. 58.
Rente amortissable (Emission de), p. 826.
Rente de mai. Voir *Conversion.*
Rente-or et achats d'or, p. 376, 475, 666.
Rentes-papier et rentes-argent (Nouveaux coupons), p. 732.

Situation :

Situation économique et financière à la fin de 1894, p. 58.
Situation politique, p. 27, 58, 89, 120, 153, 185, 218, 249, 282, 313, 347, 375, 410, 442, 474, 506, 539, 569, 635, 666, 698, 731, 761, 793, 826.

Sociétés :

Société d'Électricité (Une grande), p. 474, 827.
Société de Navigation à vapeur du Danube, p. 28, 375, 410, 411, 667.
Société hongroise de Naphte, p. 539.
Société hongroise de Navigation fluviale et maritime, p. 153, 410, 540.
Société I. R. P. privilégiée du Crédit Foncier autrichien, p. 347.

Stock d'or de la Hongrie, p. 185.
Stock d'or de la Monarchie, p. 90, 506, 826.
Sucre (Production et Exportation), p. 251, 313, 376, 794, 827.
Tabacs (Recettes de la Régie des), p. 28.
Taux de 3 0/0, p. 249.
Télégraphes en Autriche (Recettes des), p. 283.
Traité de commerce avec la Bulgarie, p. 603.
Transit en 1893, p. 59.
Travaux pour les voies de communication de Vienne en 1895, p. 28.
Tremblement de terre, p. 506.
Trésor hongrois (Recettes), p. 636.
Vacances parlementaires, p. 442.
Valuta, p. 218, 731.
Voyage de l'Empereur-Roi, p. 218, 249.

BELGIQUE

Banques :

Banque de Belgique. Voir *Questions du jour.*
Banque de Belgique (Taux d'escompte), p. 411.
Banque de Bruxelles, p. 605.

Bourses :

Bourse d'Anvers, p. 348, 795.
Bourse de Bruxelles, p. 348, 795.

Budgets :

Budget de 1895, p. 91.
Budget de 1896, p. 411.

Caisse générale d'Epargne et de Retraite, p. 348, 507, 794.

Chemins de fer :

Chemins de fer, p. 314, 347, 733.
Chemins de fer d'Anvers-Rotterdam, p. 604.

Commerce :

Commerce en 1893, p. 121.
Commerce en décembre 1894 et 4 premiers mois de 1895, p. 155, 314, 443, 604, 700.

Congo, p. 219, 699.
Conversion, p. 219, 668.
Crise ministérielle, p. 669.
Dette publique, p. 667.
Douanière (Protection). Voir *Protection.*
Droits de navigation, p. 348, 733.
Exposition d'Anvers, p. 508.
Impôts (Rendement des), p. 667.
Navigation (Droits de). Voir *Droits.*
Port d'Anvers (Mouvement du), p. 348, 795.
Postes et Télégraphes, p. 314, 347, 733.
Protection douanière, p. 699.
Rendement des impôts. Voir *Impôts.*

Situation :

Situation des Etablissements de crédit, p. 794.
Situation du Trésor, p. 794.
Situation politique, p. 699.

BULGARIE

Accises (Loi sur les), p. 122.
Accises nouvelles (Protestations de l'Autriche-Hongrie contre les), p. 122
Agio sur l'or, p. 348.
Banque (Une nouvelle), p. 348.
Banque Nationale, p. 186, 376.

Budgets :

Budget des recettes, p. 155.
Budget (Etude sur le), p. 155.
Budget pour 1895, p. 156.
Budget rectifié, p. 59.

Caisses agricoles, p. 60, 123, 251, 476.
Caisses de l'Etat, p. 605.
Caisses d'épargne (Société des), p. 252.
Charbon (Transports de), p. 733.
Charges extérieures et dettes, p. 315.
Commerce extérieur, p. 60, 186, 251.
Constructions (Nouvelle Société de), p. 605.
Démenti officiel aux fausses nouvelles, p. 122.
Dettes. Voir *Charges extérieures.*
Douanes (Recettes), p. 733.
Elections complémentaires, p. 59, 283.
Finances, p. 186, 315.
Impôts (Rendement des), p. 155, 186, 348.
Postes et Télégraphes, p. 605.
Recettes des Douanes. Voir *Douanes.*
Remaniement ministériel, p. 59.

Situation :

Situation politique, p. 59, 122, 155, 186, 283, 315.
Situation budgétaire et dette, p. 763.

Sobranié (Clôture du), p. 59.
Société commerciale de navigation à Varna, p. 733.
Soies (Récolte des), p. 733.
Vins (Commerce des), p. 605.
Volailles et Œufs (Exportation des), p. 476.

ESPAGNE

Agriculture, p. 350.
Ambassade marocaine, p. 156.
Amortissement (Tirages d'), p. 378.
Antille (Situation à la Grande), p. 763.
Antilles (Question des), p. 219.
Attentat contre le Capitaine général de Madrid, p. 733.

Banques :

Banque d'Espagne (Convention avec la), p. 827.
Banque d'Espagne (Emission de billets à la), p. 444.
Banque d'Espagne en 1894, p. 349.
Banque d'Espagne et Trésor, p. 219, 508, 668.
Banque d'Espagne (Nouveau Gouverneur de la), p. 444.
Banque d'Espagne (Taux des avances à la), p. 91.
Banque d'Espagne (Taux d'escompte à la), p. 412.
Banque Hypothécaire, p. 219.
Banque Militaire, p. 668.

Barcelone (Vie industrielle à), p. 700.
Bimétallisme aux Cortès, p. 795.
Blés (Arrivages de) dans les six principaux ports, p. 156.
Blés (Question des) et protectionnisme. Voir *Protectionnisme.*
Blés (Surtaxe sur les) et Recettes des chemins de fer, p. 186.

Bourses :

Bourse de Barcelone (Bourse financière et Courrier de la), p. 29, 60, 91, 123, 156, 186, 219, 252, 284, 315, 349, 377, 412, 444, 476, 508, 540, 571, 605, 637, 668, 700, 734, 765.
Bourse de Madrid (Admission à la cote), p. 157.
Bourse de Madrid (Bourse financière et Courrier de la), p. 29, 60, 91, 123, 156, 186, 219, 252, 284, 315, 349, 377, 412, 444, 476, 508, 540. 571, 605, 637, 668, 700, 734, 765, 796, 828.
Bourse de Madrid (Cours moyens à la), p. 378, 477, 637, 765.
Bourse de Madrid en 1894, p. 61, 219, 220.

Budgets :

Budgétaires (Recettes), p. 605.
Budget de 1893-94, p. 197.
Budget de 1894-95, p. 187.
Budget de M. Canalesas, p. 156.
Budget de Porto-Rico, p. 541.
Budget et Mesures financières, p. 444.
Budget et Recettes du Trésor, p. 540, 795.
Budget municipal de Madrid, p. 156, 258, 669.
Budget pour 1895-96 (Projet de), p. 60, 186.

Cabinet (Nouveau), p. 412.
Canovas (Discours de M.), p. 29.
Céréales (Mouvement des), p. 285.
Chambre (Blâme de la), p. 733.

Circulation des billets, p. 637.

Chemins de fer :

Chemin de fer de Porto-Rico, p. 444.
Chemins de fer en 1894, p. 92.
Chemins de fer et surtaxe sur les blés. Voir *Blés*.
Chemins de fer (Question des), p. 123, 156, 252, 284, 315, 700, 827.
Chemins de fer (Recettes), p. 29, 61, 92, 123, 156, 187, 220, 252, 284, 316, 349, 378, 412, 444, 476, 508, 541, 571, 606, 668, 701, 734, 764, 795, 827.
Nord de l'Espagne (*Ed. Théry*). Voir *Questions du jour*.
Nord-Espagne, p. 349, 377, 444, 540, 541, 795.

Commerce :

Commerce extérieur, p. 29, 30, 188, 220, 349, 476, 571, 606, 734.
Commerciales (Relations) avec les Etats-Unis, p. 60.

Conservateurs et Silvellistes, p. 444.
Cortès (Vacances des), p. 476.
Coupons (Paiement de), p. 378.
Crédit populaire, p. 509.
Crédits supplémentaires, p. 444.
Crise ministérielle, p. 377.

Cuba :

Admission à la cote des Bons de Cuba, p. 827.
Budget de Cuba, p. 638, 734, 827.
Circulation des billets à Cuba, p. 828.
Mouvement de Santiago de Cuba, p. 828.
Opération financière pour Cuba, p. 763, 764.
Situation à Cuba, p. 60, 284, 315, 444, 476, 540, 571, 605, 700, 733, 795, 827.
Sucres et tabacs à Cuba, p. 571.
Troubles à Cuba et départ de Martinez Campos, p. 412.

Démission de M. Casimir-Perier, p. 91.

Dettes :

Dette flottante, p. 668, 764.
Dette flottante du Trésor. Voir *Trésor*.
Dette perpétuelle 4 0/0, p. 508.

Dividendes :

Dividendes, coupons et amortissements, p. 413.
Dividendes des principales Sociétés, p. 123.

Douanes :

Recettes des Douanes, p. 638, 733.
Tarifs douaniers, p. 60.

Ducados (Débat relatif aux), p. 123.
Elections municipales, p. 476, 540, 637.

Emprunts :

Emprunt de Madrid, p. 285.
Emprunt et recettes publiques, p. 284, 315.
Emprunt municipal de Barcelone, p. 157, 350.

Houille (Production de la), p. 350.
Iles Philippines, p. 188, 508, 571, 796.

Impôts :

Impôt de consommation à Madrid, p. 571.
Impôts (Rentrée des), p. 638.
Impôts sur la Rente intérieure, p. 123.

Lancement du *Charles V*, p. 349.
Las Palmas (Mouvement du port de), p. 188.
Le 1er mai à Madrid, p. 571.
Marché (Situation du), p, 315, 412, 444, 571.
Maroc (Négociations avec le), p. 252.
Métaux précieux (Mouvement des), p. 284, 349.
Mines d'Almaden en 1894, p. 123.
M. Navarro Reverter (Déclarations de), p. 476, 508, 571, 637.
M. Puigcerver (Retraite probable de), p. 123.
M. Sagasta (Attitude de), p. 668.
Nord Espagne. Voir *Chemins de fer*.
Obstruction (Système d'), p. 668.
Protectionnisme et Question des Blés, p. 91, 156.
Recettes du Trésor. Voir *Trésor*.
Recettes budgétaires. Voir *Budget*.
Recettes publiques et emprunt. Voir *Emprunt*.
Récoltes, p. 315.
Reine Régente (Perte de la), p. 476.
Semaine Sainte, p. 508.
Silvellistes (Agissements des), p. 605.

Situation :

Situation du Marché. Voir *Marché*.
Situation ministérielle, p. 315.
Situation politique, p. 29, 60, 91, 123, 156, 186, 219, 252, 284, 315, 349, 377, 412, 444, 476, 508, 540, 571, 605, 637, 668, 700, 733, 763, 795, 827.

Sociétés :

Société des Hauts-Fourneaux, à Bilbao, p. 477.
Société Industrielle Asturienne de Santa-Barbara, p. 541.
Tabacs (Compagnie fermière des), p. 156, 219, 252, 284, 378, 541, 668, 764.
Température (Rigueurs de la), p. 60.

Trésor :

Dette flottante du Trésor, p. 61, 315, 608.
Obligations du Trésor, p. 795.
Recettes et Paiements du Trésor, p. 29, 156, 315, 316, 412, 477, 541, 606, 701, 827.

Vie industrielle à Barcelone. Voir *Barcelone*.
Vins espagnols, p. 700.

GRÈCE

Amélioration économique (Symptômes d'), p. 572.
Banqueroute (Vraies causes de la), p. 124.
Cabinet (Nouveau), p. 124, 189.
Chambre des députés, p. 765.
Change (Différence du), p. 351.

Chemins de fer :

Chemin de fer de Pirée-Larisse, p. 93.
Chemin de fer Myli-Calamata, p. 93.

Chypre (Agitation à), p. 572.

Commerce :

Commerce en 1893 et en 1894, p. 285, 378.
Commerce extérieur (1er trimestre), p. 828.
Traité de Commerce. Voir *Traité*.

Coromilas (Plan), p. 92.
Crise ministérielle, p. 124.
Crise viticole, p. 189.
Delyannis Théodore, Président du Conseil, p. 765.
Delyannis (Programme financier de M.), p. 316, 572.
Delyannistes (Triomphe des), p. 572.
Dette publique (Service de la), p. 316.
Dissolution, p. 316.
Elections, p. 316.
Emprunt (Bruits d'), p. 765.
Exportations de raisins secs, p. 317.
Fonds réservés, p. 316.
Fortune publique (Dépression de la), p. 93.
Impôt du tabac, p. 317.
Jeux Olympiques, p. 316.
Laurium (Le), p. 351.
Manifestations populaires, p. 189.
M. Bourée (Arrivée de), p. 572.
Ministère (Echec du), p. 92.

Ministère Tricoupis (Renversement du), p. 189.
Paiement en billets, p. 316.
Recettes douanières, p. 317.
Raisins secs (Exportations). Voir *Exportations*.
Raisins secs (Projet de loi sur les), p. 92.
Situation, p. 92, 124, 189, 316, 572, 765.
Tabac (Impôt du). Voir *Impôt*.
Traités de Commerce, p. 765.
Tricoupis (Défaite de M.), p. 572.

HOLLANDE

Amsterdam et Navigation du Rhin, p. 157, 158.
Mouvement protectionniste, p. 157.
Obligations 3 1/2 0/0 Ville d'Amsterdam, p. 157.
Situation, p. 157.

ITALIE

Agriculteurs (Société des). Voir *Sociétés*.
Ambassadeur d'Italie à Paris (Nouvel), p. 190.
Ambassadeur d'Italie à Paris (Rappel de l'), p. 62.
Balance commerciale. Voir *Commerce*.

Banques :

Banque Commerciale Italienne, p. 31.
Banque de Gestion et de Liquidation, p. 318, 607, 638.
Banque de Naples, p. 220, 734, 796.
Banque de Rome, p. 253.
Banque de Sicile en 1894, p. 378.
Banque de Turin, p. 445.
Banque d'Italie, p. 62, 158, 220, 285, 318, 509, 638.
Banque d'Italie et Actionnaires de la Banque Romaine, p. 765.
Banques méridionales. Voir *Trésorerie*.
Banques populaires (Congrès), p. 158.
Banque Tibérine, p. 30.

Billets de Banque (Fabrication et garde des), p. 734.
Bons du Trésor. Voir *Trésor*.
Bourse de Rome (Bourse financière et Courrier de la), p. 30, 62, 93, 125, 158, 190, 220, 253, 285, 318, 351, 378, 413, 445, 477, 509, 542, 572, 607, 638, 669, 701, 734, 766, 798, 830.
Cabinet Crispi et Marché financier, p. 253.

Caisses d'épargne :

Caisses d'épargne en 1894, p. 378.
Caisses d'épargne postales, p. 158, 351, 510, 607.

Chambres :

Chambres de Commerce. Voir *Commerce*.
Chambres de Compensation en 1894, p. 607.
Nouveau Président de la Chambre, p. 765.

Chanvre et maïs en 1894, p. 126.

Chemins de fer :

Chemins de fer secondaires Sardes, p. 253.
Constructions de chemins de fer, p. 190.
Personnel des chemins de fer, p. 734.
Recettes des chemins de fer, p. 93, 286, 379, 478, 542, 735.

Consolidé italien, p. 31.
Coupons de juillet des valeurs italiennes, p. 766, 828.

Crédits :

Crédit Agraire, p. 351, 509.
Crédit Foncier, p. 190, 379, 509, 542.
Crédit Italien (Nouveau), p. 220.
Crédit Mobilier (Liquidation), p. 220, 445, 638.

Démission de M. Casimir-Perier, p. 93.

Dettes :

Dettes de l'Etat (Unification des), p. 828.
Dette hypothécaire, p. 125.
Dette publique, p. 221, 766.

Discours du Trône, p. 765.
Discours électoraux des Ministres, p. 607, 638, 669.

Douanes :

Douanes (Recettes), p. 31, 62, 190, 510, 574, 735, 829.
Elévation des Douanes, p. 126.

Drawback pour les sucres, p. 477.
Elections générales, p. 351, 378, 413, 445, 509, 572, 607, 701.
Emigration en 1894, p. 125.

Emprunts :

Emprunt de la Ville de Turin, p. 125.
Emprunt de la Ville de Barletta, p. 701.

Erythrée (Dépenses pour la colonie de l'), p. 379.
Fermage des terres à mi-fruit, p. 477.

Finances :

Programmes financiers, p. 93, 701, 796, 797.
Situation financière de l'Italie (*Ed, Théry*). Voir *Questions du jour*.

Gabelles (Rapport annuel du directeur des), p. 572.
Gênes (Travaux du port de), p. 509.

Impôts :

Impôt sur la richesse mobilière et obligations de la Ville de Milan, p. 509, 607, 701.
Rendement de l'impôt sur le sel, p. 62.

Incident Crispi-Cavallotti, p. 828.
Le 1er Mai, p. 572.
Loteries, p. 796. Voir aussi *Taxes*.
Magasins généraux de soufre. Voir *Soufres*.
Marché financier et cabinet Crispi. Voir *Cabinet*.
Marine marchande, p 607.
M. Colomba (Discours de M.), p. 542.
M. di Rudini (Lettre de), p. 638.
Mesures fiscales (Agitation contre les), p. 62.
Métaux précieux (Mouvement des), p. 31, 380, 414, 702.
M. Ferrari (Mort de), p. 65.
M. Giolitti (Cas de), p. 253, 318.
Milan (Ville de) et Clause Antonelli, p. 413. Voir aussi *Impôt*.
Ministère du Trésor (Economies du), p. 477.
M. Sonnino (Prévisions de), p. 607.
Navigation à Massouah, p. 445.
Obligations de la Ville de Milan. Voir *Impôts*.
Or des Banques d'émission (Réserve d'). Voir *Trésor*.
Paiements effectués à l'étranger, p. 828.
Papier-monnaie et Stock métallique, p. 286.

Pensions :

Pensions civiles et militaires, p. 93.
Pensions (Mouvement des), p. 510.

Percement du Simplon. Voir *Simplon*.
Pétroles (Monopole des), p. 572.
Population (Mouvement de la), p. 829.
Poudres (Monopole des), p. 158.
Produits agricoles en 1894, p. 159.
Programme du Ministère, p. 734.
Programmes financiers. Voir *Finances*.
Question sicilienne, p. 190.
Recettes postales, p. 221, 671.
Rente, p. 253, 510.
Sel (Monopole du), p. 638.

Services :

Service de Trésorerie (Voir *Trésorerie*).
Service des titres à charge, p. 446.
Service direct entre Venise et Bombay, p. 445.

Session parlementaire, p. 125, 734, 765, 796.
Simplon (Percement du), p. 285.

Situation :

Situation du Trésor. Voir *Trésor*.
Situation en Afrique, p. 158.
Situation financière. Voir *Finances*.
Situation politique, p. 30, 62, 93, 125, 158, 190, 220, 253, 285, 318, 351, 378, 413, 445, 477, 509, 542, 572, 607, 638, 669, 701, 734, 765, 796, 828.

Sociétés :

Sociétés coopératives, p. 351.
Société des Agriculteurs, p. 378.
Société de l'Acqua-Pia, p. 413.
Société de Navigation Générale, p. 158.
Société du Risanamento, p. 510, 607.
Société Immobilière, p. 445.

Soies en 1894, p. 639.
Soufres en Sicile (Magasins généraux des), p. 607.
Soufres (Exportations des), p. 639.
Tabacs en 1893-94 (Monopole des), p. 253, 669.
Taxe de consommation et de loteries, p. 639.
Taxe de fabrication (Industries soumises à la), p. 352.
Terrains incultes, p. 62.

Trésor :

Bons du Trésor, p. 62, 318, 573.
Recettes du Trésor, p. 125, 220, 221, 285, 318, 378, 413, 414, 828, 830.
Situation du Trésor, p. 62, 158, 318, 380, 445, 478, 573, 671, 701.
Trésor et Réserve d'or des Banques d'émission, p. 285, 351.
Trésorerie et Banques méridionales, p. 190, 638.

Tribunal de Gênes (Arrêt du), p. 253.
Valeurs postales, p. 190.
Vins italiens en Autriche, p. 542, 669.

PORTUGAL

Agitation, p. 63.
Allumettes (Monopole des), p. 574, 703.
Banque et Trésor. Voir *Trésor*.
Centenaire de saint Antoine (Fêtes du), p. 767, 830.
Centralisation de l'Administration, p. 191.
Changes, p. 767.
Chemins de fer, p. 63, 126.
Coloniales (Questions), p. 703.
Commerce extérieur, p. 126, 703.
Comptes de l'année 1894, p. 319.
Concessions, p. 703.
Convention avec le Crédit Lyonnais et la Société générale, p. 767.

Dettes :

Dette flottante, p. 510.
Dette extérieure (Porteurs de la), p. 639.

Douanes. Voir *Recettes*.
Exposé financier pour 1895-96, p. 830.
Finances (Rapport de M. Conway), p. 510, 574.
Impôts (Refus de paiement des), p. 191, 254.
Incendie de la Chambre des députés, p. 830.
Junta do Credito Publico, p. 191.
Laurenço Marquez, p. 703.
Nyana (Affaire du), p. 703.
Parti progressiste, p. 639.
Protestations, p. 574.
Recensement de 1890, p. 510.

Recettes :

Recettes douanières, p. 191, 319, 446, 510, 639, 767.
Recettes et dépenses publiques, p. 63.

Récoltes, p. 380.
Réforme électorale, p. 446, 574.
Situation du Brésil, p. 126, 380.
Situation politique, p. 63, 126, 191, 254, 319, 380, 446, 510, 574, 639, 703, 767, 830.
Trésor et Banque, p. 191, 254, 319, 380.

ROUMANIE

Agriculture, p. 799, 830.

Banques :

Banque Agricole, p. 222, 287.
Banque Nationale, p. 287, 575, 831.

Budgets :

Budget 1894-95, p. 254, 671.
Budget 1895-96 (Projet de), p. 320.
Budget de la Guerre, p. 221.

Chemins de fer :

Chemins de fer de l'Etat, p. 94.
Recettes des Chemins de fer, p. 798.

Commerce extérieur de 1884 à 1893, p. 127.
Crédit Foncier urbain de Bucarest, p. 287.
Dette publique, p. 127, 287, 320.

Emprunts :

Emprunt de la Ville de Braïla, p. 703.
Emprunt de la Ville de Bucarest, p. 381, 511, 575.

Finances :

Finances de la Ville de Bucarest, p. 221, 704, 736.
Finances roumaines, p. 94, 127.

Loi minière (Nouvelle), p. 221, 287, 575.
Opposition nationale libérale, p. 575.
Pétrole (Exploitations de), p. 767.

Ports :

Ports de Braïla et de Galatz (Mouvement des), p. 94.
Port de Varna, p. 575.
Ports roumains du Danube, p. 381.
Revenu des Ports, p. 799.

Récolte, p. 127.

Situation :

Situation financière, p. 254, 414.
Situation politique, p. 287, 575.

Tabacs (Manufacture de), p. 222.
Trésor (Bons du), p. 94.
Viticulture, p. 831.

RUSSIE

Alliance franco-russe, p. 799.
Bourse financière de Saint-Pétersbourg, p. 768.

Budgets :

Budget définitif de 1893, p. 94, 127, 159, 223.
Budget 1895 (Projets de), p. 94, 127, 159, 223.
Résultats de l'exercice 1891, p. 478.

Céréales (Récolte des), p. 255.

Chemins de fer :

Chemins de fer, p. 479.
Chemins de fer du Sud-Ouest, p. 255.
Chemins de fer en 1894, p. 768.
Ligne d'Astrakan à Taritzine, p. 255.
Recettes des Chemins de fer, p. 768.

Commerce :

Mouvement commercial, p. 799.
Traité de Commerce russo-japonais. Voir *Traité*.

Conversion (Bruit de), p. 255.

Emprunts :

Emprunt chinois, p. 779.
Emprunt finlandais, p. 255.
Emprunt sino-russe. Voir *Questions du jour*.

Exercice 1891. Voir *Budgets*.
Finances, p. 64, 222, 352, 800.
Légalisation des paiements en or (Effets de la), p. 799.
M. de Witte et les Finances russes (*Ed. Théry*). Voir *Questions du jour*.
Ministre accusé, p. 255.
Mort de M. de Giers, p. 159.
Mort de M. Vichnegrasdki, p. 478.
Paiements en roubles d'or, p. 768.
Paiements en Extrême-Orient, p. 799.
Pétroles russes et américains, p. 799.
Police autocratique, p. 255.
Prescription des Titres et Coupons, p. 255.
Seigle (Prix du), p. 255.
Situation politique, p. 255, 478, 799.
Société des Mines d'or de la Russie. Voir *Questions du jour*.
Spiritueux (Vente des), p. 95.
Titres russes à la Banque de France. Voir *Questions du jour*.
Titres russes et la Banque de France. Voir *Informations économiques et financières*.
Traité de Commerce russo-japonais, p. 799.
Stock d'or (Augmentation du), p. 799.

SERBIE

Banque Nationale en 1894, p. 608.
Elections et nouvelle Skoupchtina, p. 543.
Exportations de bestiaux, p. 223.
Finances serbes. Voir *Questions du jour*.
Période électorale et attitude des partis politiques, p. 223.
Questions financières, p. 543.

Recettes :

Recettes de l'Etat en 1894, p. 223, 224.
Recettes des Chemins de fer, p. 224.

Reine Nathalie (Le Retour de la), p. 543.
Service de la Dette, p. 224.
Serbie (*Ed. Théry*. — La). Voir *Questions du jour*.

Situations :

Situation politique, p. 223, 543.
Situation financière de la Serbie. Voir *Questions du jour*.

SUÈDE ET NORVÈGE

Banque Royale de Suède, p. 95.
Budget (Projet de) pour 1895, p. 128.
Chemins de fer au delà du cercle polaire, p. 447.
Comité secret, p. 447.
Conversion de l'emprunt 4 0/0 1880, p. 128.
Crédits militaires, p. 672.
Loi sur le timbre (Résumé de la), p. 128.
Protectionnistes (Succès des), p. 447.
Recettes douanières en 1894, p. 95.
Réseau ferré de la côte Ouest, p. 95.
Situation, p. 447, 672.
Suédois et Norvégiens, p. 447, 672.

SUISSE

Alcool. Voir *Monopoles*.
Allumettes. Voir *Monopoles*.
Aluminium (L'), p. 608.
Armée, p. 415.
Assurances, p. 704.

Banques :

Banques cantonales, p. 315.
Banque de Bâle, p. 288.
Banque de Dépôts de Bâle, p. 288.
Banque d'Etat, p. 415, 479, 831.
Banque de Genève, p. 832.
Banque Fédérale, p. 288.

Bilan de la Confédération, p. 640.
Bourse financière de Genève, p. 832.

Budgets :

Budget 1895.
Budget de la Ville de Zurich, p. 160.

Chemins de fer :

Chemins de fer du Jura-Simplon, p. 479, 832.
Chemins de fer Nord-Est Suisse, p. 736.
Question des Chemins de fer, p. 831.
Rachat des Chemins de fer, p. 192.
Recettes des Chemins de fer, p. 415, 832.

Commerce avec la France en 1894, p. 831.
Comptes de l'Etat pour 1894, p. 415.
Discours de M. Lardy, p. 255.
Douanes (Recettes des), p. 160, 479, 640.
Emigration, p. 608.
Emprunt bernois (Conversion de l'), p. 576, 640.
Escompte (Taux de l'), p. 255.

Monopoles :

Monopole de l'Alcool, p. 576.
Monopole des Allumettes, p. 447.
Monopole du Tabac, p. 704.

Situation politique, p. 831.
Population, p. 415.
Principales valeurs en 1893 et en 1894, p. 32.
Projet de loi d'impôt (Nouveau), p. 192.
Réforme militaire, p. 831.
Relations commerciales avec la France, p. 831.
Zone franco-suisse (Question de la), p. 64, 256, 288.

TURQUIE

Alcools (Monopole des), p. 416.
Alcool en Turquie (*Ed. Théry*). Voir *Questions du jour.*
Assainissement de Constantinople, p. 256.

Banques :

Banque Agricole, p. 160, 416, 640.
Banque Impériale Ottomane. Voir *Questions du jour.*
Banque Ottomane (Bilan), p. 640.

Beyrouth (Port et Quais de), p. 192, 480.
Bourse de Constantinople (Bourse financière et Courrier de la), p. 96, 192, 256, 416, 480, 541, 704, 832.
Chambre de Commerce française de Constantinople, p. 608.
Charbons (Importations de), p. 288.

Chemins de fer :

Chemins de fer, p. 32, 192, 543.
Chemins de fer d'Anatolie, p. 288, 832.
Chemins de fer en Asie Mineure, p. 64.
Chemins de fer en Syrie, p. 736.
Chemins de fer (Garanties des), p. 704.
Chemins de fer Salonique-Constantinople, p. 736. Voir aussi *Questions du jour.*
Chemins de fer Smyrne-Cassaba, p. 832. Voir aussi *Questions du jour.*
Lignes stratégiques, p. 541.
Métropolitain de Constantinople, p. 576.

Dédéagatch (Port de), p. 32.

Dettes :

Dette convertie Ottomane. Voir *Questions du jour.*
Dette (Discours du Président du Conseil de la), p. 416.
Dettes (Recettes), p. 32, 160, 480, 576, 672, 704.

Echelle de Hodeida, p. 416.
Ile de Crète (Budget), p. 832.
Impôts sur les Tabacs, p. 640.
Inondations dans la Roumélie-Orientale, p. 192.
Lots Turcs, p. 480, 640.
Mines (Règlement sur les), p. 576.
Navigation des Ports ottomans, p. 541.
Navigation du Bosphore, p. 256.
Raffinerie du sel, p. 96.
Récoltes, p. 160.
Reconstitution des Vignobles en Syrie, p. 832.
Régie des Tabacs, p. 416, 704, 832.
Sel (Contrebande du), p. 480.
Sériciculture, p. 256.

Situation :

Situation financière et économique, p. 256.
Situation politique, p. 96, 192, 256, 416, 480, 541, 704.

Sociétés :

Société des Quais de Constantinople, p. 96, 192.
Société des Tramways de Constantinople, p. 96.
Société Orosdi-Bach, p. 256.
Société Ottomane de Change et de Valeurs, p. 64, 672.

Taxe d'Exonération militaire, p. 192.
Travaux publics, p. 576.
Tumbékis (Règlement sur les), p. 32.
Turkish Regie Export Company, p. 416.

Paris. — Imprimerie de la Presse, 16, rue du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25 fr.**
— — Six mois. **14 fr.**
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32 fr.**
— — Six mois.. **18 fr.**

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
Prix du Numéro :
France : **0 fr. 60** ; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission.

N° 156. — 7e volume. (1) | **BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS** | Samedi 5 janvier 1895.

SOMMAIRE DU N° 156

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation générale de l'Europe. — Pages 1 à 13.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique ; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — La Situation Financière et Economique des Etats Balkaniques (La Serbie). — Statistique Européenne 1883-93. — Société Générale de Crédit Industriel et Commercial. — Pages 13 à 23.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Emissions et Conversions effectuées en France pendant l'année 1894. — Mouvement des Caisses d'Epargne. — Page 23.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :

ALLEMAGNE : Pages 24 et 25. — ANGLETERRE : Pages 25 à 27. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 27 à 29. — ESPAGNE : Pages 29 et 30. — ITALIE : Pages 30 et 31. — SUISSE : Page 32. — TURQUIE : Page 32.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 4 janv.	1.698.5	1.259.2	2.957.7	3.612.1	82	2½
1894 20 déc.	2.050.0	1.243.1	3.292.1	3.455.9	95	2½
1894 27 déc.	2.069.5	1.242.0	3.311.5	3.481.6	95	2½
1895 3 janv.	2.069.2	1.235.6	3.304.8	3.679.2	90	2½
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1893 23 déc.	719.1	321.0	1.040.1	1.250.0	83	5
1894 7 déc.	843.6	495.4	1.339.0	1.301.1	102	3
1894 15 déc.	842.2	494.6	1.336.8	1.298.5	102	3
1894 23 déc.	824.5	484.2	1.308.7	1.349.6	97	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 4 janv.	621.2	»	621.2	643.7	97	3
1894 20 déc.	834.5	»	834.5	658.1	119	2
1894 27 déc.	813.6	»	813.6	641.9	127	2
1895 3 janv.	827.2	»	827.2	647.9	126	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1893 2 déc.	122.5	17.5	140.0	182.5	72	»
1894 9 sept.	109.5	19.9	129.4	160.9	81	»
1894 6 oct.	109.3	19.8	129.1	160.6	81	»
1894 1er déc.	124.3	17.5	141.8	182.0	73	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1893 2 déc.	75.0	10.0	85.0	172.5	49	»
1894 8 sept.	65.5	11.4	76.9	149.1	51	»
1894 6 oct.	70.0	12.1	82.1	151.1	54	»
1894 1er déc.	76.5	10.0	86.5	171.2	50	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1893 23 déc.	213.1	339.1	552.2	976.3	57	5
1894 7 déc.	316.5	298.2	614.7	1.030.0	60	4
1894 15 déc.	323.4	297.3	620.7	1.036.5	60	4
1894 23 déc.	326.9	294.5	621.4	1.025.6	60	4
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1893 28 déc.	78.0	33.4	111.4	435.3	26	3
1894 13 déc.	87.9	41.4	129.3	434.1	30	3
1894 20 déc.	89.1	42.0	131.1	438.1	30	3
1894 27 déc.	88.1	41.4	129.5	446.7	29	3
BULGARIE. — Banque Nationale						
1893 30 oct.	4.9	0.5	5.4	1.2	450	8
1894 8 oct.	4.1	0.4	4.5	1.0	450	8
1894 14 oct.	7.2	0.7	7.9	1.2	659	8
1894 22 oct.	6.8	0.7	7.5	1.6	470	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1893 31 déc.	86.5	»	86.5	113.7	76	4
1894 31 oct.	76.7	»	76.7	108.2	70	3½
1894 30 nov.	80.5	»	80.5	106 2	75	3½
1894 31 déc.	86.9	»	86.9	114.8	76	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1893 30 déc.	197.9	174.7	372.6	927.9	40	5
1894 15 déc.	200.1	271.0	471.1	903.1	52	5
1894 22 déc.	200.1	274.9	475.0	900.9	52	5
1894 29 déc.	200.1	275.6	475.7	909.4	52	5
GRÈCE. — Banque Nationale						
1893 30 nov.	2.5	»	2.5	113.1	2	6½
1894 30 sept.	2.0	»	2.0	112.8	2	6½
1894 31 oct.	1.8	»	1.8	112.9	2	6½
1894 30 nov.	1.9	»	1.9	110.5	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1893 30 déc.	94.5	177.2	271.7	423.8	64	3½
1894 15 déc.	102.9	173.3	276.2	422.7	65	2½
1894 22 déc.	102.9	173.8	276.7	419.3	66	2½
1894 29 déc.	102.9	173.7	276.6	426.0	65	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1893	»	»	»	»	»	»
1894 20 nov.	299.7	64.0	363.7	847.8	43	5
1894 30 nov.	292.3	69.6	361.9	838.8	43	5
1894 10 déc.	292.4	69.5	361.9	825.9	44	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1893 10 déc.	91.6	9.2	100.8	256.4	39	6
1894 20 nov.	103.5	10.5	114.0	233.6	49	5
1894 30 nov.	103.5	10.5	114.0	233.8	49	5
1894 10 déc.	103.5	10.5	114.0	234.2	49	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1893 10 déc.	35.2	1.5	36.7	64.0	56	6
1894 20 nov.	35.2	1.5	36.7	49.9	70	5
1894 30 nov.	35.2	1.5	36.7	50.6	70	5
1894 10 déc.	35.2	1.5	36.7	51.4	70	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1893 30 nov.	32.2	»	32.2	64.4	50	5
1894 30 sept.	38.5	»	38.5	70.0	55	4
1894 31 oct.	31.3	»	31.3	67.9	46	4½
1894 30 nov.	30.6	»	30.6	69.3	44	4½
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1893 27 déc.	15.0	34.6	49.6	287.9	17	6
1894 12 déc.	20.2	38.2	58.4	293.0	20	6
1894 19 déc.	22.4	38.1	60.5	293.7	20	6
1894 26 déc.	22.4	38.2	60.6	294.5	20	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1893 23 déc.	60.2	0.1	60.3	134.3	45	6
1894 8 déc.	48.3	4.0	52.3	110.2	48	6
1894 15 déc.	47.3	4.0	51.3	110.7	46	6
1894 22 déc.	45.9	4.1	50.0	107.5	46	6

Dates	Encaisse métallique — Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1893 1er déc..	1.504.0	13.9	1.517.9	4.058.0	37	5
1894 1er nov.	1.519.7	16.0	1.535.7	3.940.2	39	4
1894 16 nov.	1.521.7	15.5	1.537.2	3.924.0	39	4
1894 1er déc..	1.519.7	15.7	1.535.4	3.915.7	39	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1893 30 nov.	21.7	3.9	25.6	45.6	55	»
1894 30 sept.	21.8	3.3	25.1	49.1	51	»
1894 31 oct..	21.8	3.4	25.2	51.0	49	»
1894 30 nov.	21.9	3.5	25.4	49.9	50	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1893 15 déc..	9.0	4.0	13.0	27.4	48	6
1894 30 nov.	6.5	4.3	10.8	25.3	43	6
1894 8 déc..	6.6	4.3	10.9	25.3	43	6
1894 15 déc..	6.5	4.3	10.8	25.1	40	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1893 30 nov.	23.2	3.5	26.7	61.7	43	4
1894 30 sept.	28.3	4.8	33.1	70.6	47	4
1894 31 oct..	28.3	3.7	32.0	65.9	49	4
1894 30 nov.	30.9	4.0	34.9	66.6	53	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1893 30 nov.	10.4	13.2	23.6	84.1	27	»
1894 30 sept.	10.4	13.8	24.2	88.0	26	»
1894 31 oct..	10.4	14.4	24.8	86.3	28	»
1894 30 nov.	10.5	14.0	24.5	84.1	29	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1893 23 déc..	74.4	18 9	93.3	173.5	54	4
1894 8 déc..	82.9	16.4	99.3	176.8	56	3½
1894 14 déc..	82.3	15.8	98.1	175.6	56	3
1894 22 déc..	82.2	15.4	97.6	176.2	55	3

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

1894 5 janv.	5 792,7	2 455,5	8 248,2	14 108,1	58%
1894 20 déc..	6 909,3	2 733,5	9 642,8	14 654,3	66
1894 27 déc..	6 894,8	2 727,3	9 622,1	14 700,9	65
1895 4 janv.	6 937,6	2 714,4	9 652,0	14 964,9	64

TOTAUX au 31 décembre

1889 31 déc.	4 734,0	2 192,4	6 926,4	13 416,3	52%
1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	30 nov.	6 déc.	13 déc.	20 déc.	27 déc.	3 janv.
Amsterdam	48 02	48 03	48 02	48 »	47 95	47 95
Anvers	100 04	100 01	100 15	100 »	100 01	100 01
Athènes	180 50	184 75	188 25	187 »	188 75	187 25
Barcelone	12 90	11 80	12 20	12 30	11 30	12 30
Berlin	81 15	81 20	81 15	81 10	81 10	81 10
Bruxelles	100 »	100 03	100 »	99 98	99 97	100 02
Bucharest	101 50	101 12	101 »	101 »	101 »	101 »
Constantinople	22 87	22 75	22 75	22 75	22 75	22 75
Francfort	81 21	81 22	81 17	81 01	81 03	81 02
Gènes	107 70	107 05	106 35	106 80	106 42	106 67
Genève	100 15	100 12	100 14	100 15	100 07	100 07
Lisbonne	663 »	665 »	695 »	675 »	680 »	680 »
Londres	25 28	25 28	25 28	25 31	25 35	25 31
Madrid	12 50	11 27	11 92	12 20	11 20	12 25
Rome	107 80	107 10	106 60	106 87	106 37	106 60
Saint-Pétersbourg	36 70	36 62	36 70	36 75	36 85	36 75
Vienne (à vue)	49 65	49 65	49 55	49 42	49 30	49 42
— (à 3 mois)	49 60	49 60	49 47	49 37	49 22	49 37

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	7 déc.	14 déc.	21 déc.	28 déc.	4 janv.
Amsterdam. pap. court	4 %	205 87	206 »	206 19	206 25	206 25
Allemagne.. —	4 %	121 87	121 97	122 19	122 19	122 13
Vienne-Tr.. —	4 %	199 50	200 12	200 50	201	200 50
Barcelone.. —	4 %	444 75	441 50	442 75	442 50	443 »
Madrid ..... —	4 %	444 75	441 50	442 75	442 50	443 »
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	269 »	268 50	267 75	267 50	268 »
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 12	25 13½	25 14½	25 15½	25 13½
— ..... ch. court	2 %	25 13	25 15	25 16	25 17	25 15
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	3 %	0 06 p.	pair	pair	pair	0 06 p.
Italie........ —	5 %	6 62 p.	6 12 p.	6 50p.	6 12 p.	6 25 p.
Suisse....... —	4 %	0 19 p.	0 12 p.	0 15p.	0 12 p	0 12 p.
New-York.........	2 ½ %	514 25	513 50	513 50	513 50	513 50
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	102 99	101 90	100 80	99 71	100 15
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains...**		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres.................		2 56	2 52	2 49	2 49	2 49
Souverains anglais.......		25 09	25 12	25 12	25 12	25 11
Banknotes...............		25 10	25 12	25 12	25 13	25 12
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)......		24 62	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 4 janvier 1895 :

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*......	100 17	Billets *Allemands*....	99 83
En *Angleterre*......	100 34	— *Anglais*.......	99 66
En *Autr.-Hongrie*...	103 70	— *Austro-Hongr.*	96 42
En *Belgique*........	100 06	— *Belges*........	99 94
En *Espagne*........	111 74	— *Espagnols*....	89 48
En *Grèce*...........	187 25	— *Grecs*.........	53 40
En *Hollande*.......	100 81	— *Hollandais*....	99 19
En *Italie*..........	106 95	— *Italiens*.......	93 50
En *Russie*.........	147 77	— *Russes*........	67 67
En *Suisse*.........	100 12	— *Suisses*........	99 88

Revue des Changes, Banques et Métaux précieux

POUR L'ANNÉE 1894

L'année 1894 a été curieuse au point de vue des changes; ce qu'on en peut dire de mieux, c'est qu'elle finit moins mal qu'elle n'a commencé.

Nous n'avons aucune observation à faire sur l'Allemagne, la Hollande, la Belgique et la Suisse, dont les changes sont stéréotypés; les variations très restreintes que l'on a pu enregistrer sur leurs devises, sont absolument normales et indiquent des relations régulières.

Pour l'Angleterre, le change, qui avait été presque constamment au pair, s'est modifié vers la fin d'octobre, et le chèque est tombé à 25 11 1/2, atteignant presque le *gold point* d'exportation.

La Banque d'Angleterre a tenu le taux de son escompte à 2 0/0 depuis le 22 février, c'est-à-dire à 1/2 0/0 au-dessous de la Banque de France, et c'est ce qui explique le bas prix des devises sur Londres. Le contraire aurait dû se produire, car Londres paraît avoir été créancière de Paris, surtout dans les derniers mois, où l'épargne française s'est jetée sur les actions des Mines d'or du Transvaal.

Les devises austro-hongroises ont eu un marché très tourmenté; on peut dire que ce pays a péché par excès de prévoyance: il a eu le tort de compliquer par des conversions la rectification de la *Valuta;* ses rentes se sont déclassées et sont rentrées dans le pays. Le cours du papier austro-hongrois est tombé, au commencement de février, à 197 1/4, il s'est amélioré depuis.

Le change espagnol, qui était très haut au commencement de l'année, s'est beaucoup abaissé : de 23 45 0/0

au 2 janvier, l'agio de l'or est tombé à 12.12 0/0. Il y a une légère amélioration dans la situation de l'Espagne, mais elle n'est pas de nature à produire de pareils résultats. La vérité, c'est qu'un Syndicat puissant est à la hausse sur l'Extérieure, et que cette valeur, qui était compensée à 65 40 au mois de juillet, est cotée 73 45 le 28 décembre.

On a pu suivre dans nos revues hebdomadaires le mouvement des changes et voir combien il est lié à la cote de l'Extérieure. Nous en dirons autant de l'Italie : malgré les mauvaises conditions économiques du pays, la hausse du change n'a pas fait de nouveaux progrès, mais, comme pour l'Espagne, il faut fermer les yeux à l'évidence pour ne pas voir que le mal ce sont les mauvais budgets et les sommes énormes que ces pays doivent exporter chaque année pour solder leurs dettes à l'étranger, et que leur circulation est à la merci de tous les événements.

En Portugal et en Grèce la prime de l'or n'a aucune signification, ces pays sont saturés de papier-monnaie à cours forcé et la cote du change n'est qu'affaire de sentiment.

Le rouble a donné lieu à des mouvements étendus provoqués par les rachats du Ministre des finances russes ; sur le marché de Berlin, les vendeurs à découvert ont fait de grosses pertes. Il faudra tôt ou tard que la Russie songe à régulariser sa monnaie qui n'est pas définie, l'opération — qui pourrait présenter quelques inconvénients au point de vue de la situation économique spéciale de la Russie — serait facilitée par l'énorme stock d'or que détient la Banque.

Les changes américains clôturent mal : le Gouvernement tout en émettant des billets gagés sur l'argent, s'est reconnu débiteur d'or, la réserve du Trésor est drainée avec une régularité mathématique et il en sera ainsi tant que les billets d'argent ne seront pas retirés il en coûtera au moins 15 millions de dollars d'intérêts annuels au Trésor, mais il faudra qu'il en arrive là, sous peine de dépenser en pure perte, par l'émission de bons destinés à renforcer l'encaisse, des sommes bien plus considérables.

Les changes sud-américains n'ont pas été brillants ; ceux du Brésil et du Chili finissent en hausse nouvelle ; quant à la République argentine, c'est de l'extravagance toute pure.

La roupie, sans atteindre le taux légal de 16 d., est restée au-dessus de la valeur nominale de l'argent, mais la suppression de la frappe a créé toutes sortes de difficultés et il est malaisé de dire si, dans la balance des avantages et des inconvénients, le bien ou le mal l'emporte.

En ce qui concerne l'Extrême-Orient, la guerre sino-japonaise est venue jeter un élément perturbateur. Les deux belligérants se trouvent débiteurs de l'Europe et des Etats-Unis de grosses sommes pour achats de matériel de guerre ; leurs exportations sont arrêtées, il est donc tout simple que leurs changes aient haussé.

Le taux de l'escompte a été peu élevé en Europe et assez stable dans les bas cours. En voici le tableau :

	Variations	Plus haut	Plus bas
	—	—	—
Allemagne	2	5	3
Angleterre	3	3	2
Autriche-Hongrie	2	5	4
Belgique	»	3	3
Bulgarie	»	8	8
Danemark	1	3 1/2	3
Espagne	»	5	5
Hollande	2	3 1/2	2 1/2
Grèce	»	6 1/2	6 1/2
Italie	2	6	5
Norvège	1	5	4 1/2
Portugal	»	6	6
Roumanie	2	7	6
Russie	1	4 1/2	4
Serbie	»	6	6
Suède	»	4	4
Suisse	5	4	3

A Paris, l'or est resté au pair pendant toute l'année, sauf une prime insignifiante en janvier. Le marché de l'argent a été de plus en plus faible ; voici le maximum et le minimum de la perte par mois :

	Plus haut 0/00	Plus bas 0/00
Janvier	489 50	472 50
Février	543 50	485 50
Mars	550 »	537 »
Avril	538 50	512 50
Mai	532 50	512 50
Juin	527 50	520 »
Juillet	527 50	518 »
Août	520 »	492 50
Septembre	517 50	495 »
Octobre	521 »	512 50
Novembre	529 50	512 50
Décembre	548 50	529 50

Le petit relèvement du cours que l'on remarque au mois d'août tient aux achats effectués par le Gouvernement français dont nous avons entretenu nos lecteurs.

Les encaisses or des principales Banques d'émission se sont beaucoup accrues ; en voici le mouvement :

	1er bilan de l'année	Dernier bilan publié	Augment.
	Millions	Millions	Millions
Banque de France	1.698	2.070	372
— d'Allemagne	637	825	188
— d'Angleterre	645	814	169
— d'Aut.-Hongr.	214	326	112
— d'Espagne	198	200	2
— de Hollande	97	103	6
— d'Italie	397	430	33
— de Russie	1.513	1.520	7
Totaux	5.399	6.288	889

L'augmentation pour les 8 banques précitées est de 889 millions. Si on recherche d'où vient cet or, on voit qu'il provient des Etats-Unis qui du 1er janvier au 15 décembre ont perdu, par le port de New York seulement, 370 millions de fr. importations déduites ; mais il faut aussi tenir compte de l'appoint considérable fourni par les mines. Pendant les 11 premiers mois, celles du Witwatersrand ont jeté sur le marché environ 167 millions d'or ; d'après les chiffres donnés par M. Preston pour 1894, on peut estimer à 545 millions la production annuelle de l'or par les mines autres que celles du Witwatersrand : donc, à 189 millions près les Banques qui précèdent ont absorbé tout l'or disponible.

Il est inouï qu'une pareille pléthore soit accompagnée de la disette dans certains pays, disette qui se traduit par des primes dépassant 260 0/0. Rien ne jette un jour plus triste sur la mauvaise organisation des relations monétaires internationales que cette concentration de l'or nuisible à tous. Nous n'avons rien de nouveau à signaler en ce qui concerne les encaisses argent. Tout le métal inutile se réfugie dans les Banques et nous savons qu'en France la partie active du stock peut s'élever à 8 ou 900 millions.

Si nous passons à l'examen de la circulation fiduciaire, nous relevons les variations suivantes :

	1er bilan de l'année	Dernier bilan publié
	Millions	Millions
Banque de France	3.612	3.482
— d'Allemagne	1.341	1.350
— d'Angleterre	644	642
— d'Autriche-Hongrie	988	1.026
— d'Espagne	934	909
— de Hollande	439	426
— d'Italie	1.231	1.111
— de Russie	4.066	3.915
	13.255	12.861

Ainsi, tandis que l'encaisse-or augmente de 889 millions, la circulation des billets diminue de 394 millions,

ce qui démontre que le public est saturé de moyens de paiement et que le billet de banque perd son caractère de monnaie fiduciaire pour devenir un certificat d'or. Il y a, dans cette accumulation de monnaie, par points, une cause très effective de l'abaissement du taux de l'intérêt et, à un point de vue plus étroit, il ne faut pas chercher ailleurs la cause de la diminution des bénéfices des Banques d'émission, qui se fait sentir aussi bien en France qu'en Angleterre, en Allemagne et en Autriche-Hongrie.

Les pays à finances saines sont dans une période d'*inflation*, les pays à finances avariées sont dans une période de *contraction* dont malheureusement on ne voit pas la fin et dont les uns et les autres souffrent de cruelle manière.

Paris, le 4 janvier 1895.

Toujours la même absence de variations sur les devises hollandaises et allemandes, les secondes se tiennent toujours dans le voisinage du pair.

La *Valuta* a légèrement réagi, le marché de Vienne achète beaucoup de Rente hongroise et d'actions des Chemins autrichiens à des cours qui les font sortir des portefeuilles étrangers. C'est là qu'il faut chercher la cause de la petite hausse du change que nous constatons.

Les devises espagnoles sont à 443, en hausse d'un 1/2 point sur les cours d'il y a 8 jours ; la parité du papier sur Paris est à Madrid 11,74 0/0 d'agio. Il n'y a pas lieu de s'arrêter à ce mouvement, qui est entièrement sous la dépendance du marché de l'Extérieure.

En Portugal, la prime de l'or est de 25 1/4 0/0.

Le rouble est plus ferme à 268, la place de Berlin est bien disposée à son égard.

Le Londres est de nouveau en réaction, ce qui ne peut s'expliquer que par l'écart de 1/2 0/0 entre le taux et l'escompte à la *Banque d'Angleterre* et à la *Banque de France*, car les introductions des valeurs de mines d'or à Paris créent à Londres beaucoup de remises sur notre place.

Le papier italien perd 6,25 0/0, pour ces devises comme pour les devises espagnoles, c'est la Rente qui donne le ton.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	6 déc.	13 déc.	20 déc.	27 déc.	3 janv.
Hong-Kong	2/0 1/2	2/0 3/4	2/0 1/2	2/0 1/2	2/0 1/4
Shanghaï.	2/9 1/8	2/9 3/8	2/8 7/8	2/8 7/8	2/8 7/8
Yokohama	2/0 1/8	2/0 3/8	2/0 1/8	2/0	1/0 7/8
Valeurs à vue:					
Singapoure.....	2/0 1/8	2/0 1/4	2/0 1/8	2/0 1/8	2/0 1/8
Bombay	1/0 15/16	1/0 27/32	1/0 7/8	1/0 7/8	1/0 27/32
Calcutta.	1/0 15/16	1/0 27/32	1/0 29/32	1/0 7/8	1/0 27/32
Rio-Janeiro.	10 3/4	10 5/8	10 7/16	11 1/4	10 5/8
Valparaiso.....	13 7/8	14 ./.	13 15/16	13 15/16	13 11/16
Buenos-Ayres, prime de l'or..	274	258	255	270	257
Argent en barres	28 1/8	27 7/8	27 5/8	27 7/16	27 7/16

Les changes de l'Extrême-Orient sont toujours mauvais ; les devises sur Hong-Kong et sur Yokohama sont en baisse et le papier sur Shanghaï se tient péniblement au cours de la semaine dernière.

Les devises sur l'Inde ont fléchi de 1/32. La *Banque d'Angleterre* a vendu mercredi 60 laks de roupies sur Calcutta, Madras et Bombay entre 1/0 3/8 et 1/0 7/8.

Les devises sur Rio et Valparaiso sont en nouvelle réaction. A Buenos-Ayres, la prime sur l'or a baissé de 13 points. Pour rétablir son change, la République Argent ne n'a plus à compter que sur elle-même ; le dernier message présidentiel montre que le pays est bien pénétré de cette vérité ; qu'il sait qu'il doit exporter beaucoup et importer peu, mais passer de cette théorie à la pratique n'est pas facile, d'autant plus qu'il s'est formé de nombreux intérêts autour de la hausse du change.

L'or reste au pair à Paris.

A Londres, la cote de l'argent en barres n'a pas varié. A Paris, il y a une légère amélioration, mais elle ne signifie pas grand'chose ; l'argent tend de plus en plus à se rapprocher de son prix de revient.

Encaisses. — Circulation fiduciaire

Comme nous le prévoyions la semaine dernière, l'encaisse or de la *Banque de France* est restée stationnaire, bien qu'il y ait eu des mouvements importants dont voici le détail :

Paris : Entrées de matières...	12.445.000	
Sorti par la circulation.	8.948.000	
Excédent des entrées..		3.497.000
Succursales : Reçu de Tunisie.	300.000	
Sorti par la circulation.	4.130.000	
Excédent des sorties...		3.830.000
Diminution nette...............		333.000

L'argent a diminué de 6.705.000 fr. Il a été livré au public 2.532.000 fr. à Paris, 3.450.000 fr. dans les succursales et 390.000 fr. à la Suisse.

La circulation des billets, comme toujours au commencement de janvier, a beaucoup grossi ; elle est de 197.600.000 fr. au-dessus de celles du 27 décembre ; dans une quinzaine de jours, elle sera revenue à son niveau habituel.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent d'entrées de 2.325.000 fr. La circulation ayant rendu 11.275.000 francs, l'augmentation du métal jaune a été de 13.600.000 francs.

Voici le détail des entrées et des sorties :

Entrées		Sorties	
27 déc. Ach. en barres £	14.000	27 déc. La Plata.....£	70.000
28 — — ...	75.000	31 — Espagne	13.000
28 — Roumanie.....	8.000	2 jer Amér. du Sud..	45.000
31 — —	5.000		
31 — Achat en barres	41.000	Excédent des entrées.	93.000
2 jer — ..	23.000		
2 — Roumanie.....	5.000		
2 — Australie......	50.000		
Total des entrées. £	221.000	Total égal........ £	221.000

On remarque une forte augmentation dans l'encaisse des *Banques d'Ecosse et d'Irlande* ; elles ont coutume de s'approvisionner en Angleterre au mois de décembre pour parer à leurs besoins de fin d'année. Les bilans de janvier et de février constateront une diminution importante.

Du 15 au 23 décembre, la *Banque d'Autriche-Hongrie* a gagné 3.500.000 fr. d'or et perdu 2.800.000 fr. d'argent.

La *Banque de Belgique* a une diminution d'encaisse de 1.600.000 fr. et une augmentation de 8.600.000 fr. dans ses billets.

La *Banque de Danemark*, depuis quelque temps, renforce son encaisse. En décembre, elle a gagné 6.400.000 fr. ; on retrouve la même tendance en Suède.

A la *Banque d'Espagne* l'encaisse-or reste stationnaire, l'encaisse-argent a légèrement augmenté. Depuis un an 100 millions de métal blanc sont entrés dans cet Etablissement. La composition de l'encaisse n'est pas conforme aux statuts. Le Ministre des finances ne paraît pas réclamer de la Banque la stricte observation de sa charte, et en cela, il a raison, mais les rentrées d'argent prouvent que dans un pays bimétalliste il est impossible de fixer, législativement, les quantités de chaque sorte de métal formant la réserve des Banques. Les billets sont en augmentation de 8.500.000 francs.

L'or ne cesse de s'échapper de la *Banque de Roumanie*. Du 15 au 22 décembre elle a perdu 1.400.000 fr. de métal jaune et, cette semaine, comme le montre notre tableau des entrées à la Banque d'Angleterre le drainage a continué, il paraît bien difficile d'éviter la hausse de l'escompte.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ÉTATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

OR	EXPORTATIONS du 8 au 15 déc.	EXPORTATIONS depuis le 1er janv.	IMPORTATIONS du 8 au 15 déc.	IMPORTATIONS depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	15.438.800	7.080	2.669.28?
France.........	3.580.000	28.670.999	»	6.232.886
Allemagne......	1.451	32.608.451	»	1.683.417
Autres pays....	12.900	13.702.643	49.992	5.895.239
Total 1894...	3.594.351	90.420.893	57.072	16.480.824
— 1893...	1.740.573	72.737.819	16.323	61.930.514
— 1892...	4.290.146	66.152.349	6.462	8.449.967
ARGENT				
Grande-Bretagne	574.500	30.546.926	155	26.469
France.........	500	395.500	»	100.778
Allemagne......	620	268.720	»	7.504
Autres pays....	2.158	1.163.176	19.810	1 537.591
Total 1894...	577.778	32.374.322	19.965	1.672.342
— 1893...	916.514	31.554.193	2.217	3.151.433
— 1892...	495.280	22.161.658	175	2.979.635

Encaisse des Banques associées de New-York

1893.....	30 déc..	106.300.000	dollars
1894.....	15 déc..	65.600 000	—
1894.....	22 déc..	75.100.000	—
1894.....	29 déc..	73.800.000	—

Les expéditions d'or de New-York recommencent d'une manière très sérieuse ; samedi dernier 750.000 dol. ont été expédiés pour Paris, et le paquebot allemand du 3 janvier a emporté 2.200.000 dol. En 4 semaines la réserve du Trésor a baissé de 24 millions de dol., et n'est plus que de 84 millions de dollars On parle, si la situation ne s'améliore, pas d'une nouvelle émission de bons en février. Les *Banques associées* de New-York commencent aussi à perdre de l'or.

On dit les banquiers de New-York mécontents de l'attitude de M. Carlisle, secrétaire du Trésor dans la question du *Bill* sur la réforme de la circulation, M. Cleveland serait disposé à soutenir le Ministre.

La crise de Terre Neuve suit son cours ; le projet du Gouvernement local tendant à garantir 30 0/0 des billets de la *Banque Union* et 20 0/0 de ceux de la *Banque Commerciale* a été adopté le 3 janvier. Le rachat de ces billets ne pourra avoir lieu avant quelques années, les noms des détenteurs actuels seront enregistrés et les billets estampillés.

L'*Union* obtiendra un *moratorium* et la *Banque Commerciale* sera mise en liquidation.

Le Gouvernement a obtenu de la *Banque de Montréal* un prêt de 1.400.000 dollars en espèces pour payer les coupons, les salaires et les autres dettes de l'Administration.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

La Situation monétaire à la Réunion

A la suite d'une réclamation formulée par le Directeur de l'agence du Crédit Foncier Colonial à Saint-Denis de la Réunion, le Directeur général des Postes et télégraphes a fourni les explications suivantes :

... Vous me faites connaître qu'un mandat-poste de 25 fr. émis à Paris, à votre profit, vous a été payé pour cette somme par le trésorier-payeur de Saint-Denis de la Réunion, mais en monnaie locale, sans qu'il ait été tenu compte de la différence au change, alors que les mandats émis de la colonie sur la métropole sont assujettis à une taxe additionnelle de change qui serait actuellement de 10 0/0.

J'ai l'honneur de vous informer que, « dans les colonies de même qu'en France, les comptables du Trésor doivent, pour acquitter les créances dont le paiement leur incombe, quelle que soit la valeur de ces créances, utiliser pour leur valeur nominale, les monnaies fiduciaires ou autres qui constituent leur encaisse et qui ont cours légal. Il s'ensuit que, quelles que soient les monnaies employées au paiement des mandats de poste, à la condition, bien entendu, qu'elles bénéficient de ce cours légal, les destinataires de ces mandats n'ont à recevoir que les sommes qui y sont inscrites, sans qu'il y ait lieu de faire intervenir le cours du change pour en majorer ou en diminuer le montant ».

Le Trésorier-payeur de Saint-Denis ne devait donc vous verser que 25 fr. en valeurs ayant cours à la Réunion.

En ce qui concerne la taxe additionnelle de change dont les mandats de poste émis dans les colonies et payables en France sont passibles, en sus du droit proportionnel de 1 0/0, cette taxe variable, équivalente à celle que perçoivent les Etablissements de crédit coloniaux, a été établie par le décret du 26 juin 1878, qui a réglé les conditions d'exécution du service des mandats franco-coloniaux.

Le destinataire de cette lettre a adressé à un de nos confrères les observations suivantes :

Comment se fait-il, puisque le Trésor doit utiliser « pour leur valeur nominale » les valeurs fiduciaires ou autres qui ont cours dans la colonie, qu'il réclame une prime de change à ceux qui payent la contrevaleur d'un mandat postal, soit : en billets de la Banque de la Réunion « qui sont remboursables en numéraire » ; ou en bons du Trésor, dont la « contrevaleur en or » a été déposée dans les caisses de ce Trésor ?

Poser la question n'est pas la résoudre ; et, en effet, examinez les conséquences : d'abord, en me réclamant une prime de change, je me demande à quel chapitre des recettes budgétaires votées par les Chambres cette recette pourra être inscrite ? Ensuite, si je paye 115 fr. en billets de la Banque de la Réunion, comment se fait-il que le trésorier ait « le droit » de réclamer à la Banque le remboursement « en monnaie française » de ce billet, « alors qu'il ne l'admet pas comme l'équivalent de cette monnaie, lorsque je le lui présente ? »

Il suit de là que, pour rembourser au Trésor ceux de ses billets qui vont y échouer par le fait de la délivrance des mandats postaux, la Banque de la Réunion est obligée de faire venir de France du numéraire et de supporter, par suite, le change et le change du change. Voilà une charge bien arbitrairement imposée, me semble-t-il, aux actionnaires de notre Banque d'émission.

Et ce n'est pas tout ! La colonie a-t-elle des commandes à faire en France ? elle en verse la contre-valeur au Trésor en billets de la Réunion, comptés « pour leur valeur au pair » ; les communes ont-elles à faire venir quelque pont métallique, quelques tuyaux en fonte, un objet quelconque, c'est la même loi qui les régit ; notre chemin de fer et notre port sont tenus de verser leurs recettes au Trésor, et c'est aussi celui-ci qui reçoit la subvention annuelle de 160.000 fr., argent du pays, accordé à cette Compagnie par la colonie ; enfin, et c'est là le bouquet, les caisses d'épargne établies dans la colonie font venir « sans frais », pour leurs déposants, des titres de rente en versant simplement au Trésor la contre valeur de ces titres en billets de la Banque, « toujours comptés pour leur valeur au pair ».

Vous voyez que, par le jeu de ces multiples opérations, ce sont les actionnaires de la Banque qui supportent le change sur toutes ces transmissions de fonds et, est-il besoin de le dire, cette charge est au-dessus de leurs forces.

Il est facile d'ailleurs d'en juger : tous les billets de la Banque de la Réunion allant nécessairement s'accumuler au Trésor — puisqu'il n'y a pas de sortie correspondante aux opérations que je viens d'énumérer — on évalue à plus de sept millions actuellement, sur une circulation totale de 11.720.000 fr., le montant de cette accumulation. En sorte que, s'il prenait fantaisie au Gouvernement d'exiger le remboursement immédiat de tous ces billets, la Banque devrait subir un change de 16 1/2 0/0, soit 1 155.000 francs pour faire venir le numéraire nécessaire au retrait de ses billets. Il est à peine besoin de dire que la Banque de la Réunion, en l'état de ses affaires, ne pourrait supporter un pareil choc, et notez que, s'il lui fallait acheter pour sept millions de traites, Dieu sait à combien le change monterait, la place pouvant déjà suffire à peine aux besoins de remises.

Et, si le Trésor ne réclame pas le remboursement des millions en billets qu'il détient, l'accumulation va se poursuivre, et nous apprendrons un beau matin que la Banque de la Réunion a dû suspendre ses opérations faute de billets.

La Commission d'Enquête Allemande sur la Question de l'Argent. (Suite) (1)

Dixième Séance (24 mai 1894)

Le Dr *Arendt* (bimétalliste), expose les inconvénients qu'amène la division du monde en pays à étalon d'or et en pays

(1) Voir l'*Economiste Européen*, nos 151 à 154.

à étalon d'argent : « M Russell, dit l'orateur, a admis dans son discours l'existence de cette division. Il a dit, que c'était là un phénomène naturel, que les pays riches maintiendront l'étalon d'or et que les pays pauvres ne pourront pas le faire. C'est là, dans une certaine mesure, une reculade du parti de l'étalon d'or ; car le programme primitif du monométallisme-or, tel qu'il a été élaboré à Paris en 1869 porte : unité d'étalon et unité monétaire sur la base de l'étalon d'or.

Mais on ne peut pas même appliquer ce programme modifié. Les partisans de l'étalon d'or en Angleterre disent que l'Angleterre est un pays riche, un pays de créanciers, et doit par conséquent avoir l'étalon d'or ; l'erreur dont proviennent les difficultés est simplement que l'Allemagne et d'autres pays ont imité l'Angleterre. Maintenant, M. Russell, comme précédemment M. Soetbeer, a dit : L'Allemagne est également un pays riche, elle doit suivre l'Angleterre, mais les autres pays doivent rester à part. Mais que voit-on en Autriche-Hongrie, pays dont M. Russell a dit, si je ne me trompe, qu'il ne saurait maintenir l'étalon d'or? En Autriche, on est d'avis que le pays est riche comme l'Allemagne et qu'avant tout, on doit avoir le même étalon que le pays avec lequel on fait le plus de commerce, qui est l'Allemagne ; et c'est pourquoi, on veut aussi avoir l'étalon d'or en Autriche. Le mouvement se propage ainsi de pays en pays, et il ne peut pas avoir de fin ; la Turquie elle-même désire l'étalon d'or, et elle en a parfaitement le droit.

Mais quel est le revers de la médaille? Les pays font bien la tentative de se procurer l'étalon d'or ; mais par là, ils commencent par compliquer les difficultés monétaires dans le monde entier, et en second lieu, ils se mettent dans les plus grands embarras, en ce sens, que l'étalon d'or ne se maintient pas et est remplacé par la désorganisation, comme cela se voit en Italie, dont l'exemple était précédemment toujours invoqué par le parti de l'étalon d'or.

On dit qu'il y a toujours eu de pareils exemples de désorganisation financière. Certes, la différence est seulement que cette désorganisation se produit maintenant sans qu'il y ait faute de la part des pays intéressés ; qu'elle est, à l'heure qu'il est, une conséquence des circonstances amenées par les troubles monétaires. Personne, par exemple, ne peut contester que l'Inde possède une Administration financière rationnelle, économe et sensée, et si, maintenant, l'Inde souffre de telle façon qu'on a pu dire à Londres qu'elle a en réalité fait faillite et n'est soutenue que par le crédit de l'Angleterre, si le Ministre des finances a eu recours à la fermeture des Monnaies indiennes comme à un moyen désespéré, si à la réunion bimétalliste de Londres on a représenté la situation de l'Inde comme déplorable, ce sont bien là des choses qu'on ne voyait pas auparavant.

M. Bamberger a dit : « Il y a toujours eu des crises ; pourquoi n'y en aurait-il pas à présent ? » Cela est vrai, la différence est que précédemment les crises étaient passagères, tandis que nous avons maintenant une crise permanente. »

L'orateur répond ensuite à certaines déclarations faites par M. Russell au cours de la séance précédente. « M. Russell, dit-il, a répété l'argument dont on se sert contre nous dans la presse monométalliste ; on nous accuse de vouloir détruire tout le système monétaire de l'Allemagne. Non, il n'est pas question de cela. Nous voulons maintenir tout notre système monétaire, mais nous voulons le compléter. Il ne s'agit pas du dilemme : Or ou Argent, mais du dilemme : Or et Argent déprécié ou bien Or et Argent avec pleine valeur. Nous désirons garder le système monétaire que nous possédons, en le complétant au point de vue où il soulève des objections, non seulement monétaires, mais économiques, c'est-à-dire au point de vue de l'argent.

Il n'est pas exact non plus que nous désirions, comme M. Russell l'a dit, que les paiements soient faits avec de l'argent déprécié. Nous désirons que l'on rétablisse d'abord la valeur de l'argent, et qu'on paye avec de l'argent ayant récupéré sa pleine valeur, de sorte que personne ne souffre de dommages. »

Le Dr Arendt critique ensuite, en ces termes, les opinions de M. Russell relatives aux changes :

« Je croyais que M. Russell était un spécialiste dans cette question ; mais depuis les déclarations qu'il a faites, j'éprouve des doutes à cet égard. Il est d'avis que les changes ne dépendent pas de la législation monétaire, mais de la balance des paiements, et que les changes ne baissent jamais quand la balance des paiements est favorable. Admettons un instant qu'il en soit ainsi ; le principal argument du parti de l'étalon d'or contre le bimétallisme n'existerait plus, car le bimétallisme ne pourrait en aucune façon ébranler notre système monétaire. Mais tout cela n'est qu'une erreur extraordinaire. Les cours des changes ne dépendent que de la loi monétaire. Pourquoi la parité des changes entre Berlin et Londres est-elle de 20,43 marks pour une livre sterling ? Supposons que l'Allemagne passe isolément à l'étalon d'argent ; le change de 20,43 marks pour une livre s'élèverait certainement à 40,86 marks pour une livre.

Les partisans de l'étalon d'or nous disent toujours qu'avec le bimétallisme nous serons inondés d'argent et perdrons tout notre or. Mais est-il possible qu'entre deux pays à étalon d'or, on transporte de l'or autrement qu'en considération des cours des changes ? Pourquoi ? Cela résulte de la considération du bénéfice ; les particuliers subiront une perte s'ils déplacent de l'or, alors qu'ils peuvent déplacer des lettres de change. Admettons maintenant que l'argent jouisse des mêmes droits que l'or, que l'argent, ici comme en Angleterre, ait une valeur monétaire fixe comme l'or, comment peut-on imaginer qu'en pareil cas, un Anglais ait l'idée d'envoyer de l'argent en Allemagne, si les changes ne le permettent pas? C'est de là que vient ce que M. Russell a remarqué, que les changes dépendent de la balance des paiements.

Nous ne pourrons recevoir de l'argent que d'un pays ayant les mêmes lois monétaires que nous, et seulement dans le cas où la balance des paiements nous sera favorable et où nos changes le permettront. C'est pourquoi nous ne serons pas inondés d'argent ; mais la plus grande partie de l'argent restera aux Etats Unis, car les Etats-Unis auront les mêmes lois monétaires que nous et ne nous enverront de l'argent que sur la base des cours des changes, et non pas comme marchandise. D'ailleurs, ce qui se passera chez nous se passera exactement de la même manière en France, en Angleterre, aux Etats-Unis ; et quels sont les pays qui pourront enlever l'or aux plus grandes puissances commerciales du monde?

« On dit, poursuit le Dr Arendt, que le bimétallisme est impossible. Il faut alors faire l'impossible pour l'établir, car la situation actuelle est intenable et deviendra de moins en moins tenable. Bien entendu, je ne suis pas de l'avis de M Stroell, qui pense que la baisse des prix est un état paradisiaque. Il se place au point de vue du consommateur ; mais que l'on me montre un consommateur qui ne fait que consommer ; nous sommes tous, en effet, intéressés à la production. »

(A suivre).

La Frappe de Monnaies en Suisse

A la fin de 1893, après déduction des pièces retirées, la circulation totale des monnaies *suisses* en circulation s'élevait à 59.423.766 francs, savoir :

Monnaies de cuivre	Fr.	730.766
— de nickel		5.475.000
— divisionnaires d'argent		22.000.000
Ecus de 5 francs		10.630.000
Pièces de 20 francs *or*		20.588.000
Total	Fr.	59.423.766

Pendant le cours de l'année 1894, la frappe des pièces d'or de 20 francs a été de 2.412.000 francs, ce qui en porte, par conséquent, le total à 23 millions. Tout le restant de l'or en circulation ou dans les Banques suisses est étranger.

Quant aux 10.630.000 francs d'écus de 5 francs, on a refondu les pièces les plus vieilles.

Les nouveaux billets d'Etat italiens

L'Administration des Titres et Valeurs pousse activement la fabrication de 200 millions de billets d'Etat qui doivent être remis incessamment aux Instituts d'émission, suivant les termes de la loi du 22 juillet 1894.

La prime de l'or dans la République Argentine

Les Banques qui ont fait l'émission de l'emprunt or 5 0/0 1887 de la République Argentine ont publié un avis relatif à l'arrangement survenu avec le Comité de Londres pour le paiement du coupon du 2 janvier 1895.

Conformément à cet arrangement, le Gouvernement argentin a réuni les fonds sur la base de 60 0/0 du capital nominal, 5 piastres 04 en or représentant 1 livre sterling.

La Situation économique aux Indes

Le *London and China Telegraph* commente dans les termes suivants l'augmentation des droits d'entrée sur les cotonnades et les filés importés dans l'Inde :

C'est là, dit notre confrère, une mesure logique, si on admet qu'il soit logique de revenir aux droits de douane et de renoncer aux principes du libre-échange ; elle résulte des expériences monétaires faites par le Comité Herschell.......

Mais elle aura pour résultat de développer l'industrie des filatures de coton en Chine et au Japon......

Les perturbations causées aux finances de l'Inde par les expériences monétaires actuelles sont curieuses à observer ; mais l'Inde semble approcher de plus en plus de sa ruine

définitive. Qand elle sera commencée et que, par suite de sa rareté, la roupie fera prime, l'Inde aura perdu presque tout son commerce d'exportation vers l'Extrême Orient, et presque tout son commerce d'outre-mer dans les pays où elle se trouve en concurrence avec les pays monométalliques-argent.

Chaque pas en avant fait par le Gouvernement indien, pour appliquer le système imposé par la Métropole, plonge davantage le pays dans le marasme; on ne pouvait rien imaginer de mieux pour ruiner le commerce et nuire à ce grand pays.

Une foi aveugle dans le monométallisme-or ayant amené le Gouvernement anglais à fournir des armes aux pays monométalliques-argent, il a imposé sa politique monétaire à l'Inde, en mettant ce grand pays en dehors des autres pays asiatiques.

La Monnaie internationale de Billon

Il vient de paraître à Londres une brochure, publiée par M. Geo. Handasyde Dick, dont le but est de démontrer qu'une monnaie internationale de billon peut-être utilisée sans qu'il soit nécessaire de bouleverser les monnaies nationales existant. L'auteur estime qu'en fixant, à la suite d'une entente entre les divers pays, une valeur internationale pour le règlement des balances commerciales, on éviterait les difficultés pouvant résulter d'une modification des rapports nationaux entre l'or et l'argent,

MARCHÉ DES MINES D'OR

L'Année 1894

L'année 1894 se signalera par le grand mouvement qui s'est produit sur les valeurs minières. Le public, longtemps réfractaire à ces placements, s'est peu à peu intéressé à la progression ininterrompue montrée par la production de l'or dans le Sud de l'Afrique, et comme la confiance revenait dans le marché, que les grandes valeurs n'offraient plus qu'un revenu insignifiant, des demandes incessantes se sont produites en valeurs minières. Le mouvement n'aurait cependant pas eu une telle envergure s'il s'était confiné à Londres, mais les divers marchés Européens s'y sont intéressés et, pendant la deuxième partie de cette année, les valeurs d'or ont été l'objet d'un véritable enthousiasme.

Il est curieux cependant de noter que les titres ayant eu la hausse la plus forte sont des deep-levels tels que les Rand Mines, les Consolidated Deep, les East Rand, qui n'ont été connus que récemment des spéculateurs et des capitalistes. Les principales valeurs du Rand représentent maintenant une valeur totale de plus de 50 millions de livres, quoique les dividendes pour l'année ne soient guère supérieurs à 1.500.000 liv, On peut en conclure que le public attend de bien meilleurs résultats pour l'avenir.

Le relevé suivant des cours des principales mines à un an de distance est instructif à consulter :

	30 Déc. 1893	31 Déc. 1894	Hausse
	—	—	—
City and Suburban	11 1/8	17 3/8	6 1/4
Crœsus (New)	1 3/8	2 3/8	1 1/4
Crown Reef	9 1/8	10 3/8	1 1/4
Durban-Roodepoort	4 5/8	7 3/8	2 3/4
Ferreira (*a*)	8	15 3/4	7 3/4
Geldenhuis Estate	4 1/2	6 3/8	1 7/8
Glencairn	1 1/8	4	2 7/8
Henry Nourse	1 7/8	5 3/4	3 7/8
Heriot (New)	3 1/2	8 1/2	5
Jubilee	6 7/8	8 7/8	2
Jumpers	3	6	3
Langlaagte Estate	3 3/4	4 1/4	1/2
Meyer and Charlton	4 3/4	6 7/8	2 1/8
Modderfontein	5s 6d	10 3/8	10 1/8
New Chimes	1 1/8	2 7/8	1 3/4
New Primrose	3 3/4	6	2 1/4
Nigel	2 3/4	6 1/8	3 3/8
Paarl Central	10s	30s	1
Randfontein	8s 6d	19s	10s 6d
Robinson (£5 shares)	4 5/8	7 7/8	3 1/4
Simmer and Jack (*b*)	3 5/8	13 7/8	10 1/4
Van Ryn	12s 6d	4 7/8	4 1/4
Village Main Reef	3 1/8	6	2 7/8
Wemmer	4 1/8	6 1/4	1 3/4

(*a*) Capital élevé de £45.000 à £89.000.
(*b*) Capital élevé de £85.000 à £250.000.

On remarquera que la progression a atteint des proportions énormes sans que l'on puisse souvent l'attribuer qu'à l'engouement du public : la Modderfontein, par exemple, a progressé de 5 sh. 6 d. à 10 liv. 7 sh. 6 d. par action, quoique la Compagnie soit dans une situation sensiblement pareille puisqu'elle ne donne aucun dividende. Dans d'autres cas, la hausse a été de 200 0/0 environ et la progression la plus importante s'est manifestée sur les actions des Compagnies sans dividende.

Londres, le 4 janvier 1895.

Jusqu'au 31 décembre, les affaires ont été fort actives; les fêtes ont ensuite amené un certain ralentissement

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	1892	1893	1894	PRODUCTION 1892	1893	1894		COURS DU 28 décemb.	1 janvier
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9.505	2	1.594	15/0	1 1/16
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 /.	2 1/2
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg	40	»	»	40	»	»	28 36	21.806	11	26.485	2 13/16	3 1/16
City and Suburban	85 000	1	65 00	24 — Main Reef	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	11	61.830	17 1/2	17 1/4
Crœsus (New)	225.000	1	195.000	16½ — —	»	60	»	10	»	»	11 50	1 339	»	»	2 5/16	2 5/16
Crown Reef	120.000	1	120.000	19 — —	90	120	50	55	50	»	70 204	82 105	11	110100	10 1/4	10 1/4
Durban Roodep.	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30.931	60 635	9	46.229	7 1/8	7 1/4
Ferreira	45 000	1	43 292	11 claims M. R. et 9 deep. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	11	33 141	15 3/4	15 5/8
Geldenhuis Estate	200.000	1	187.500	190 acres Elandsfontein	80	40	15	10	25	»	47 721	47.431	10	45 633	5 11/16	6 1/8
Heriot (New)	85.000	1	73.250	39 claims Doornfontein	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	11	39 269	8 9/16	8 1/2
Jubilee	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17.319	30.066	11	24.562	9 ./.	9 1/4
Jumpers	100.000	1	100.000	39 — Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22 115	44.490	11	47.901	6 1/4	6 1/16
Langlaagte Estate	500.000	1	467.000	31 — —	160	»	10	20	30	»	88.951	101.909	11	134680	4 7/16	4 3/16
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres —	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27.898	7 /.	6 13/16
Nabob	75.000	1	71.500	224 — ferme Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	6/0	13/0
New Aurora West	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M.R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	4.932	11/0	18/6
— Primrose	240.000	1	240.000	51 cl. Elndsft.. Turff	100	»	15	27½	40	»	56 449	83.777	11	81.769	5 15/16	6 1/8
Nigel	160 000	1	159 895	5000 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55 936	46.007	11	51.272	5 3/8	5 1/8
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3.221	4 1/8	4 1/8
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvi-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	11	38.512	18/9	21/0
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kieti	50	»	»	10	15	»	11 931	35 451	11	49.577	3 9/16	3 7/8
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170 150	161.133	11	145248	7 11/16	7 5/8
Salisbury (New)	100.000	1	93 000	5 claims —	70	»	»	30	10	»	20.829	24.851	11	16.931	3 11/16	3 5/8
Simmer and Jack	85 000	1	83 000	120 acr. Elandsfont.	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	13 7/8	13 1/2
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. —	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	11	10.849	2 1/8	2 3/8
Wemmer	55 000	1	46.300	12½ claims M. R.	30	»	10	»	»	»	16 250	24.297	9	25 241	6 9/16	7 ./.
Worcester	100.000	1	90 727	10 — —	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	11	28.075	4 5/16	4 7/16

dans les transactions et les petits spéculateurs se sont empressés de réaliser. Aucun effort n'a été fait pour arrêter ce mouvement, que l'on considérait comme salutaire, puis, après que ces liquidations ont été opérées, la reprise s'est terminée très vive et la tendance reste ferme.

Le *Champ d'Or* a déclaré un dividende de 20 0/0, soit 5 francs par action et se maintient très ferme aux environs de 4 1/4. La *Teutonia,* sa voisine, s'est élevée de 16 sh. à 26 sh. pour revenir ensuite dans les environs de 20 sh. Ce mouvement est dû au fait qu'un syndicat anglo-français a exercé l'option qu'il avait de reconstituer la Compagnie sur les bases suivantes : la nouvelle Compagnie aura un capital de 100.000 liv., 31.000 actions seront remises aux 93 000 actions actuelles, 19.000 titres serviront à payer 39 claims acquis de la Cie Champ d Or deep ; enfin, 30.000 actions serviront à créer le fonds de roulement Les autres 20.000 actions resteront attachées à la souche.

Le *Champ d'Or deep,* qui, par la transaction que nous venons de signaler, sera à même de rembourser sa dette, qui est d'environ 60.000 livres, a progressé de 19 sh. à 27 sh. Le premier broyage de la Compagnie est pourtant peu satisfaisant (1.100 onces environ), et il est peu probable que les rendements montrent une augmentation sensible avant une période éloignée.

Les grandes valeurs ont subi quelques réalisations, qui ne les laissent pas au plus haut.

La *Robinson* se tient à 7 5/8 ; la *City and Suburban* est à 17 1/4, la *Ferreira* se retrouve à 15 5/8, et la *Simmer and Jack* reste à 13 1/2.

Les *Geldenhuis Estates* ont monté de 5 3/8 à 6 1/2, sur leur prochaine introduction à Paris ; nous les retrouvons à 5 7/8.

Les *Brown Reef,* qui avaient atteint le cours de 10 1/2 pour le même motif, sont revenus dans les environs de 10 livres.

La *Henry Nourse,* qui sera aussi introduite à Paris, se maintient en bonne tendance à 5 1/2. Les *Jumpers* ont fait un bon pas en avant : cette Compagnie vient de déclarer un dividende de 25 0/0 pour le second semestre de 1894, ce qui fait, avec le dividende payé en juin, 55 0/0 pour l'année.

Les *Nigel,* fortement achetées pour compte parisien, ont dépassé un moment le cours de 6 livres. Aujourd'hui, elles se tiennent à 5 1/8.

Les *Rand Mines,* les *East Rand* et les *Modderfontein* ont éprouvé des pertes sensibles par suite de liquidations de positions à la hausse qui se trouvaient dans des mains faibles. Il est à prévoir que, ces liquidations terminées, ces valeurs se remettront.

La *Wolhuter* s'est distinguée par sa fermeté ; le bilan, au 31 octobre 1894, montre que la Compagnie, qui est dans une position transitoire, a gagné plus de 37.000 livres, ce qui, ajouté aux bénéfices précédents, a permis à la Compagnie de reporter à nouveau, après amortissement, une somme de 60.000 livres. Le rapport des Directeurs montre que la mine se développe dans des conditions satisfaisantes et, à partir d'avril prochain, 90 pilons pourront travailler régulièrement.

Les valeurs de l'*Ouest du Rand,* jusqu'ici assez délaissées, ont été, cette semaine, les plus actives du du marché : la *Randfontein,* particulièrement favorisée, s'est élevée de 18 sh. à 24 sh. Le dernier courrier du Cap apporte de grandes espérances sur les parties non encore travaillées du filon. Les *South West Rand Mines* ont eu également des achats très suivis et finissent à 1 1/2 demandées. Les *Steyn Estate* ont aussi progressé à 1 5/16. Quant à la *Dornkop,* Société u même district, qui manque de fonds de roulement, mais qui sera reconstituée, ses actions passent de 2 sh. à 8 sh.

En dehors du *Witwatersrand,* les *New Clewer,* qui ont déclaré un dividende intérimaire de 5 0/0, sont demandées, ainsi que les *Buffelsdorn,* qui ont progressé de 37 sh. 6 d. à 3 liv. 1/2. Les *Klerksdorp Estates* ont eu des achats considérables entre 5/0 et 7/3. Les *Potchefstroon* sont également en avance à 8 sh.

Paris, le 4 janvier 1895.

La liquidation de fin décembre, pour les *Mines d'Or,* s'est passée dans des conditions favorables. Les reports ont été modérés sur la généralité des nouveaux titres. Pourtant un léger tassement est à signaler cette semaine, tassement qui disparaît, en partie, au dernier moment, grâce surtout à la *Randfontein,* qui monte de 23 43 3/4 à 29 37 1/2. On dit que la *Banque de Paris et des Pays-Bas,* qui a acheté à option une partie des terrains de cette mine, option qui échoit en février prochain, a décidé d'exercer cette option. *Simmer et Jack,* 340 ; *Robinson,* 195 31 1/4, contre 197 81 1/4 ; *Langlaagte,* 107 50, en avance de 0.62 centimes 1/2 ; *Ferreira,* 393 12 1/2, en recul de 6 fr. 25.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	28 décembre			4 janvier		
	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel).......	101 80	33 93	2 94	101 80	33 93	2 94
Consolidés anglais (ch. f. 25 fr. 20)	103 75	37 72	2 65	103 85	37 76	2 64
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)...	102 10	25 52	3 91	102 80	25 70	3 89
Belgique 3 ½ %..................	102 70	29 34	3 40	102 65	29 32	3 40
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.) ..	73 45	18 36	5 44	74 15	18 53	5 39
Grèce 5 % 1881 (en suspension).	155 »	» »	» »	155 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam).	101 50	29 »	3 44	101 62	29 03	3 44
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)..	103 »	25 75	3 88	102 15	25 53	3 91
Italie 4 % net..................	86 90	21 72	4 60	87 05	21 76	4 59
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)....	95 75	31 91	3 13	96 2	32 06	3 11
Portugal 3 % (1 fr. net).........	21 15	21 15	4 14	21 25	24 25	4 12
Roumanie 5 %..................	99 75	19 95	5 01	99 25	19 85	5 03
Russie 3 % or 1891 libéré........	88 55	29 51	3 38	88 65	29 55	3 38
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.).......	72 40	14 48	6 90	74 25	14 85	6 73
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)..	102 20	25 55	3 91	102 15	25 53	3 91
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	101 90	33 96	2 94	101 95	33 98	2 94
Turquie convertie 1 % série D..	25 60	25 60	3 90	25 60	25 60	3 90
— Priorité 4 % 1890......	481 25	24 06	4 15	482 50	24 12	4 14
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	95 50	31 83	3 14	96 25	32 08	3 11

Situation Générale de l'Europe en 1894

ALLEMAGNE

La fin du nouveau *cours,* c'est-à-dire du régime qui avait remplacé l'omnipotence bismarckienne, voilà l'événement capital de l'année politique. Jusqu'à présent il est impossible de préciser le caractère du nouveau régime. Ce n'est plus le libéralisme éclairé de M. de Caprivi, ce n'est pas encore le retour au système de compression politique et économique, auquel avait imprimé son cachet personnel le Chancelier de fer.

Au point de vue économique, un fait important mérite d'être rappelé : la guerre de tarifs entre l'Allemagne et la Russie. Elle a pris fin ; les relations commerciales ont été reprises et l'Allemagne a su pratiquer une brèche dans la muraille du tarif douanier russe Dès la signature de l'accord, les affaires prirent un grand élan. Il s'est ralenti depuis, et les espérances conçues lors de la conclusion du traité de commerce ne se sont réalisées que partiellement.

Une grande guerre de tarif a éclaté pendant le cours de l'année entre l'Espagne et le Zollverein.

Les transactions entre la Péninsule et l'Allemagne sont trop peu importantes pour que cette rupture ait exercé une influence appréciable sur le mouvement économique de l'Empire allemand.

Et, en effet, les relevés mensuels de la statistique officielle indiquent une reprise assez accentuée dans le développement du commerce national. En voici le résumé pour les onze premiers mois ; le mouvement n'est indiqué qu'en quintaux métriques :

11 mois	Importation q. m.	Exportation q. m.
1894	296.246.148	208 463.585
1893	274.397.536	194.426 992
Augm. pour 1894.	21.848.612	14 036.593

L'exportation s'est accrue d'environ 7 0/0. Il en est de même pour l'importation, mais cette différence ne s'applique qu'aux poids. Elle est indépendante de l'abaissement des prix, aussi marqué en Allemagne qu'en Angleterre et dans tout le monde civilisé.

C'est le résultat de la démonétisation de l'argent et de la politique monométalliste que de vaillants adversaires, tels que le docteur Arendt, de Kardorff, combattent avec tant de dévouement.

Cette dépréciation de marchandises détourne les capitaux du courant ordinaire des affaires commerciales et industrielles. L'épargne se reporte alors sur les valeurs mobilières. De là, cette hausse continue des fonds d'Etat et des bonnes valeurs; de là l'abaissement du taux de l'escompte. La Bourse s'en est ressentie. Ce reflux des capitaux vers les affaires financières a atténué pour les grandes maisons, sinon pour les petites, les résultats fâcheux des droits de timbre sur les transactions au comptant et à terme. Mais les spéculateurs se sentent mal à l'aise : ils redoutent de nouvelles rigueurs. La nouvelle réforme du règlement des Bourses ne leur dit rien qui vaille. Aussi, malgré l'activité des affaires au cours du dernier tiers de l'année, le monde de la finance n'est pas sans inquiétude pour l'avenir.

ANGLETERRE

Le fait capital de l'année politique est, à l'intérieur, la retraite de M. Gladstone, et l'on peut juger par le désarroi qui se manifeste, depuis lors, parmi ses héritiers, toute l'étendue de la perte faite par le parti libéral. Depuis le départ de M. Gladstone, le *home rule* paraît bien compromis, sinon condamné ; mais, par contre, l'Angleterre a vu s'opérer, grâce à l'énergie du *grand old man*, une évolution fort intéressante pour ses destinées : la réforme du Gouvernement local, qui introduit le principe de *self government* jusque dans les plus petites communes du royaume.

Le Gouvernement de lord Rosebery paraît quelque peu affaibli ; tous ses efforts n'ont abouti à rien par suite de l'obstruction de la Chambre des Lords : le premier Ministre a pris, depuis, position contre cette Chambre, mais sa réforme n'apparaît que comme une question de plate-forme électorale et la dissolution de la Chambre des Communes s'impose à brève échéance, à cause des énormes difficultés éprouvées par le Gouvernement pour retenir les éléments de sa majorité. Il n'est qu'un point sur lequel l'entente soit absolue, c'est la politique extérieure : les différents groupes parlementaires obéissent, de plus en plus, à des règles uniques et générales dans l'appréciation des faits du dehors et nul ne songe à reprocher les échecs qu'a subis la diplomatie de lord Rosebery.

Au point de vue économique, l'année 1894, commencée sous d'assez mauvais auspices, s'est achevée dans des conditions favorables. Des efforts constants n'ont cessé d'être faits pour sortir des crises qui avaient assombri les années précédentes et l'on a réussi, au moins, à enrayer le mal. Une légère amélioration s'est, d'ailleurs, produite dans la situation de certains pays à finances avariées dont les embarras avaient eu leur influence sur le marché anglais ; en même temps, les Etats-Unis se sont efforcés de réparer les maux survenus pendant les dernières années et se sont appliqués à réformer leur politique monétaire et leur politique douanière. Malheureusement, les résultats obtenus n'ont pas été ceux que l'on avait espérés et les nouveaux tarifs douaniers n'ont pas encore eu sur le commerce anglais l'influence attendue. Il est juste, cependant, de reconnaître que les chiffres du commerce extérieur sont plus favorables et montrent au moins l'arrêt de la crise.

Un des traits caractéristiques de l'année sera l'amoncellement de l'or sur le marché anglais; cette pléthore n'a eu d'autre résultat que de faire monter les fonds d'Etat à un niveau inconnu jusqu'ici, elle a coïncidé avec une baisse générale des prix qui déconcerte la production, elle n'a été d'aucun secours pour l'industrie. Cette masse d'or continue cependant à grossir et la production de l'or prend un développement formidable, aujourd'hui au Witwatersrandt, demain peut être dans l'Australie occidentale. Pendant ce temps, l'argent continue de baisser et rien n'est fait pour le réhabiliter malgré les graves conséquences de cette dépréciation, conséquences qui ont été savamment exposées dans la Conférence bimétallique tenue à Londres au mois de mai dernier.

Pour le Stock-Exchange, l'année 1894 a été favorable : elle a permis de travailler au relèvement de la cote, et depuis la crise Baring, aujourd'hui définitivement liquidée, on n'avait pas constaté un tel retour de la confiance. Pendant la première partie de l'année, l'attention a été plus particulièrement attirée par les fonds d'Etats et les grandes valeurs de placement ; la confiance est ensuite revenue avec l'esprit d'entreprise, et le dernier trimestre témoigne, surtout pour les *Mines d'or*, d'une activité depuis longtemps inconnue.

AUTRICHE-HONGRIE

Le Cabinet Windischgraetz, issu de la coalition des grands partis parlementaires, a présidé, pendant toute l'année 1894, aux destinées de l'Autriche. Dès le début, on estimait que le successeur du comte Taaffe pouvait seul assurer la paix à l'intérieur et que seul il était capable de résoudre les difficultés d'ordre politique et économique restant à vaincre. Mais les jalousies nationales et l'agitation en faveur du suffrage universel ont créé de grosses préoccupations au ministère cisleithanien. Ces préoccupations subsistent plus grandes que jamais, et il est permis de se demander comment le prince Windischgraetz et ses collaborateurs pourront résoudre les graves problèmes qui se dressent tous les jours plus menaçants ? Hâtons-nous d'observer, cependant, que les revendications des principales races qui peuplent la monarchie ne semblent pas susceptibles d'affaiblir sa puissance extérieure.

En Hongrie, toute l'attention s'est concentrée sur les lois politico-religieuses mises à l'ordre du jour depuis 1893. Le Cabinet Wekerlé, désireux de réaliser les réformes libérales demandées par le pays, en donnant des garanties aussi bien à l'église qu'aux partisans de la liberté de conscience, s'est consacré à cette tâche avec une persévérance remarquable, malgré l'opposition du haut clergé et de la Table des magnats. Mais, tout en obtenant gain de cause, M. Wekerlé a dû se retirer, en donnant comme prétexte qu'il ne jouissait plus de la confiance pleine et entière de l'Empereur-Roi. La crise ministérielle qui vient d'éclater au delà de la Leith a un caractère de gravité exceptionnel, car elle touche à la fois à l'autonomie nationale et aux questions religieuses toujours fort délicates ; depuis le compromis de 1867, la politique intérieure n'avait jamais été aussi embrouillée.

L'étude consacrée récemment par M. Edmond Théry (*Economiste Européen* du 24 novembre 1894, nº 150 et suivants) à la situation économique et financière de la monarchie de Habsbourg, donne un historique très complet de son développement économique et financier. Elle démontre, par l'énumération des divers éléments de la fortune publique, la solidité du terrain sur lequel s'est appuyé la grande réforme monétaire qui s'accomplit en Autriche-Hongrie.

Si le but n'est pas encore atteint, il faut reconnaître que la partie a été bien engagée par les deux Gouvernements.

En effet, l'anée 1894 mérite de figurer parmi les meilleures, en ce qui touche aux questions économiques et financières ; aussi la cote des valeurs autrichiennes et hongroises a-t-elle gagné plus de 250 millions de florins du 1er janvier au 31 décembre. Tout en faisant la part de la spéculation, il faut reconnaître que l'épargne a contribué, dans une forte mesure, à cette augmentation. Le crédit de l'Etat s'est sensiblement accru et on s'approche, à grands pas, du taux officiel de 3 0/0 inauguré par la récente émission d'obligations de la *Société autrichienne des chemins de fer d'intérêt local*. C'est, du moins, ce qu'annoncent les grands organes viennois qui invoquent, à l'appui de la modification de

*

l'intérêt, les cours actuels des rentes et les disponibilités de capitaux en quête de placements sérieux. Notre correspondant de Vienne nous a dit, à ce propos, qu'on songeait à émettre à 3 1/2 0/0 les 67 millions de rente *autrichienne* destinés à l'achèvement des opérations de la *valuta*. Faut-il en conclure que les rentes-or, déjà placées dans le public, soient menacées d'une prochaine conversion ? Nous attendons les déclarations du Gouvernement pour nous former une opinion.

BELGIQUE

Au début de l'année, nous signalerons l'augmentation de la Dette nationale belge, qui progresse comme les autres dettes européennes. En janvier 1894, la Dette belge s'élevait à 2 milliards 195 millions, 993.000 francs. En janvier, la Belgique adoptait l'arrangement monétaire conclu à Paris, le 15 novembre 1893, entre ce pays, la France, l'Italie et la Suisse. En février, la Belgique formait une Ligue bimétallique internationale ayant à sa tête les économistes les plus distingués.

En mars, M. de Mot faisait prendre en considération un projet de loi repoussant l'exception de jeu en matière de Bourse et réprimant les abus de la spéculation. Puis, la Belgique signait le traité de commerce avec l'Espagne ; à la fin de mars, le Cabinet Beernaert se retirait. M. de Burlet prenait la présidence du Conseil.

En juin, la Belgique et la France avaient à trancher un différend au sujet du Congo. La solution intervenue donnait satisfaction aux deux parties.

En juillet, la statistique nous démontrait que toutes les recettes du Trésor étaient en augmentation. Un congrès des économistes était tenu à Anvers. Les questions du change et des traités de commerce y étaient discutées de la façon la plus libérale.

Une exposition à Genève des produits belges était autorisée en septembre.

Le 2 octobre avait lieu la proclamation des récompenses à l'Exposition universelle d'Anvers. La France obtenait 2.783 récompenses sur 3.559 exposants. Le suffrage universel, appelé à fonctionner pour la première fois en Belgique, donnait la majorité aux catholiques : les socialistes arrivaient, avec un très grand nombre de sièges ; les libéraux perdaient presque toutes leurs positions.

Un nouveau projet de loi sur les concessions publiques était distribué à la Chambre des représentants, le mois dernier. La conversion en 3 0/0 de la Rente belge 3 1/2 était décidée ; elle aura lieu très prochainement. La Chambre et le Sénat votaient quatre douzièmes provisoires, afférents à l'exercice 1895.

En résumé, la situation de la Belgique n'a pas été trop mauvaise en 1894 ; mais l'agitation socialiste peut constituer un péril pour cette puissance si laborieuse et si digne d'intérêt.

BULGARIE

L'événement saillant de l'année 1894, en Bulgarie, est la chute du ministère Stamboulof dont l'administration a été néfaste à tous les points de vue. Le Gouvernement qui lui a succédé a repris, à l'extérieur, la véritable politique nationale, c'est-à-dire celle qui tend à un rapprochement avec la Russie. Ces tendances russophiles se sont accentuées depuis la reconstitution du cabinet Stoïlof.

A l'intérieur, la tâche était ardue, car le régime Stamboulof ne pouvait songer à des économies sans affaiblir sa situation ; il lui fallait même recourir à des expédients pour se maintenir.

Mais les élections pour le Sobranié ont constitué un éclatant succès pour le Gouvernement.

M. Guéchof, le nouveau ministre des finances, s'est efforcé d'arriver à faire l'équilibre du budget à l'aide d'un relèvement des tarifs douaniers et son collègue du Département du Commerce a entamé des négociations en vue de la conclusion de traités avec divers Etats ; il a obtenu leur adhésion au relèvement du tarif douanier *ad valorem* de 8 1/2 à 10 1/2 0/0.

Les études que nous avons publiées sur le budget bulgare ont fait ressortir l'importance des réformes fiscales accomplies par M. Guéchof; pour parer au déficit, il a réduit les dépenses extérieures et, outre la surélévation des droits de douane que nous venons d'indiquer, il a créé des accises nouvelles sur diverses marchandises. Ces mesures, que le Sobranié est appelé à sanctionner, permettront d'alléger les charges du contribuable relatives à l'impôt foncier.

Malgré la crise agricole, les résultats de l'exploitation des lignes ferrées de la Bulgarie ont été satisfaisantes ; le progrès est évident, mais pour obtenir le maximum de rendement, il sera nécessaire de relier entre eux les tronçons épars, c'est-à-dire de créer le réseau complémentaire.

ESPAGNE

Le parti libéral ou fusionniste a présidé, pendant toute l'année 1894, aux destinées de l'Espagne, malgré les échecs qui lui ont été infligés par les Cortès. Dans l'ordre extérieur, nous avons à enregistrer la fin de la campagne de Melilla, au Maroc, qui a abouti au traité signé à Marakesch par le maréchal Martinez Campos, muni des pleins pouvoirs du Gouvernement.

A l'intérieur, il convient de rappeler les diverses crises ministérielles qui n'ont pas amené la retraite de M. Sagasta, et qui se sont bornées à des remaniements partiels. C'est ainsi que M. Gamazo, ministre des finances, a cédé, en mars 1894, son portefeuille à M. Amos Salvador ; ce dernier, vient à son tour, d'être remplacé, en décembre, par M. Canalejas.

La politique suivie par M. Sagasta consiste à vivre, à écarter les difficultés sans les résoudre et à gagner du temps. Aussi toute l'année s'est-elle passée en discussions stériles. On est arrivé au 31 décembre 1894 sans avoir résolu aucune des questions depuis si longtemps pendantes; entre autres, celle des Compagnies de chemins de fer, si grosse de conséquences au point de vue du crédit de l'Espagne; rien n'a été tenté pour les indemniser des pertes si graves subies au moment de la forte hausse des changes ; comme résultat, les capitalistes étrangers s'abstenant des affaires, tous les travaux publics ont dû être suspendus dans la péninsule.

Au point de vue budgétaire, le Cabinet libéral a bénéficié surtout des réformes préparées par les conservateurs, car le rendement des impôts nouveaux qu'il a créés est insignifiant.

Grâce aux achats de rente *Extérieure* effectués depuis plusieurs mois sur les places étrangères (on en évalue le chiffre à une centaine de millions), le change extérieur s'est abaissé dans de notables proportions ; mais il est à craindre que le jour où ce mouvement s'arrêtera, le Gouvernement, qui ne montre aucun souci des intérêts dont il a la garde, et aucune intuition des intérêts du pays, sera tout étonné de se voir ramené aux plus mauvais jours. Actuellement, la *Banque d'Espagne* qui, suivant ses besoins, peut créer une hausse ou une baisse factice, est pourvue de moyens de paiement ; en outre, la récolte de blé ayant été suffisante, on n'a pas eu besoin d'importer des céréales.

Mais la balance commerciale continue à être peu satisfaisante ; les exportations diminuent de mois en mois et l'Espagne ne trouve plus le placement de ses vins achetés autrefois par la France.

En résumé, ni les questions politiques, entre autres celle de Cuba, où les idées séparatistes se donnent libre cours, pas plus que les questions économiques et financières, n'ont été résolues par le Cabinet libéral pendant l'année qui vient de finir. Pour faire face aux échéances du 31 décembre, on s'est borné à renouveler, par l'intermédiaire de la *Banque d'Espagne*, les Bons du Trésor, et on attend les événements sans s'inquiéter du lendemain. Cette situation ne pourra pas se prolonger indéfiniment.

GRÈCE

L'année 1894 aura été mauvaise pour les créanciers

de la Grèce et pour la bonne réputation de ce petit pays.

M. Tricoupis a employé, à l'égard des Comités représentant les porteurs de fonds helléniques des procédés d'une allure par trop cavalière ; nous avons, d'ailleurs, tenu nos lecteurs au courant des diverses péripéties qui se sont déroulées à Athènes et des résolutions énergiques prises par les Comités français, allemand et anglais.

La politique suivie par M. Tricoupis, dans cette question du règlement de la Dette en souffrance, peut se caractériser d'un mot : mauvaise foi.

Au point de vue économique, la crise des raisins de Corinthe, qui forme le fond de l'exportation grecque, compromet, pour le présent, la situation agricole et commerciale du pays ; sans cette circonstance spéciale l'agio de l'or aurait favorisé considérablement les exportations.

Les fonds grecs ont été délaissés sur toutes les places et cette situation se prolongera jusqu'à ce qu'un arrangement équitable soit intervenu entre l'Etat et ses créanciers.

HOLLANDE

Une étude rétrospective de la situation financière des Pays-Bas nous apprend que le déficit budgétaire qui était de 2.689.146 florins en 1888, s'élève à 7.900.128 florins en 1894 ; pour l'exercice 1895 le déficit est évalué à 8.031.749 florins. Les expéditions coloniales n'ont pas peu contribué à amener cette situation.

Il ne semble pas que le nouvel impôt sur le revenu mis en vigueur le 1er mai de cette année ait donné les résultats attendus. Rappelons que cet impôt frappe tout ce que le contribuable retire, soit en espèces, soit en valeurs, de son industrie, commerce, métier, profession ou entreprise, de travaux temporaires ou faits une seule fois, de quelque nature que ce soit, de dividendes stipulés ou non, de pensions ou de rentes viagères. Les contribuables sont divisés en plusieurs catégories que nous avons énumérées dans l'*Economiste Européen* du 2 juin 1894 (no 125, 5e volume).

D'une manière générale la Hollande a subi, en 1894, les effets de la crise économique qui atteint l'ensemble des Etats à circulation d'or, relations commerciales suivies avec les pays d'outre-mer.

ITALIE

L'année 1894 s'était ouverte sous de fâcheux auspices en Italie : scandales des Banques, dépréciation générale de toutes les valeurs, crise économique, financière et sociale : tel était le résumé de la situation à la fin de 1893. Si, depuis ce moment, il ne s'est rien produit de saillant dans l'ordre extérieur, les luttes n'ont pas cessé d'être vives au sein du Parlement et le Cabinet présidé par M. Crispi a dû soutenir de terribles assauts.

M. Crispi avait succédé à M. Giolitti, après une tentative infructueuse de M. Zanardelli pour constituer un Cabinet ; à ce moment, l'insurrection battait son plein en Sicile, tandis qu'une vive agitation se manifestait sur divers points du continent, dans les Pouilles, dans l'Emilie, en Lombardie, et surtout, dans les provinces de Massa et de Carare.

Les tribunaux militaires eurent raison de ces tentatives révolutionnaires, et les dissentiments politiques semblaient s'être apaisés quant, à la suite du procès de la *Banque Romaine*, éclata un nouveau scandale. M. Giolitti, en butte aux attaques de ses adversaires politiques, venait de remettre à la Commission parlementaire, chargée de l'enquête, des papiers qu'il avait cru devoir, étant premier ministre, soustraire à la justice.

L'émotion causée à Montecitorio, par des accusations visant les notabilités politiques du royaume, fut telle que M. Crispi, demanda et obtint du Roi la prorogation du Parlement italien. L'impression produite par cette mesure a été des plus fâcheuses : les amis du trône estiment que Humbert Ier s'est engagé dans une voie dangereuse à tous égards en permettant au Président du Conseil d'épuiser toutes les ressources de la Constitution pour ôter la parole aux représentants du pays.

Si, du domaine politique, nous passons aux questions économiques, la note est moins sombre. Certes, la terrible crise qui sévit depuis si longtemps en Italie, ne semble pas être arrivée encore à sa dernière période, mais, sur certains points, elle a perdu de son intensité. Ainsi que l'observe M. Luigi Luzzatti, ancien ministre des finances et du Trésor, (dans un article écrit, il y a trois jours, pour le *Sole* de Milan) l'industrie est en progrès ; seule, la métallurgie fléchit sous le poids de ses stocks, constitués en vue des constructions de chemins de fer ou autres, que les nécessités budgétaires ont obligé d'abandonner. D'autre part, on cherche à apurer la circulation. Les faillites diminuent et les Caisses d'épargne s'engagent dans la voie du crédit agricole Ajoutons que, sous l'influence de la hausse des changes, les statistiques du commerce extérieur accusent une augmentation progressive des exportations et une diminution des importations ; le déficit de la balance commerciale se réduit de mois en mois.

De nouveaux Etablissements de crédit sont venus se constituer sur les ruines des Banques disparues ; et les Banques populaires ont résisté aux terribles secousses que nous avons décrites.

Nous avons analysé, dans ses grandes lignes, l'exposé financier de M. Sonnino qui, de pessimiste qu'il était au commencement de 1894, a proclamé sa confiance dans l'avenir. Pour faire face au déficit avoué de 80 millions, le Ministre du Trésor a proposé 53 millions d'économies et 27 millions d impôts nouveaux ou de remaniements de taxes. La prorogation des Chambres a arrêté la discussion et le vote des mesures proposées, dont plusieurs sont mal accueillies par le public.

Malgré les vives protestations formulées à l'étranger, en Allemagne notamment, contre l'*affidavit* et contre l'augmentation de 13 1/5 à 20 0/0 de l'impôt sur les valeurs italiennes, les Bourses européennes n'ont pas fait preuve de mauvaise humeur : il faut reconnaître aussi que l'épargne nationale s'est portée sur la rente, achetant les titres qui faisaient retour dans le pays.

En résumé, tout espoir de relèvement n'est pas perdu si les passions politiques s'apaisent et si on consacre toutes les forces vives du pays aux réformes économiques et financières. Mais il n'y a plus de fautes à commettre.

PORTUGAL

Des efforts ont été faits en Portugal pour sortir de la crise intense qui a amené ce pays jusqu'à la réduction des intérêts de sa dette. Le Président du Conseil, désirant ne rencontrer aucun obstacle dans l'œuvre de réparation commencée, a pris une mesure énergique en ajournant les Cortès, et en gouvernant sans le contrôle de la représentation nationale. C'est seulement après avoir opéré les mesures qu'il croyait utiles, que M. Hintze Ribeiro a rappelé les Chambres. Ses premières réformes avaient reçu leur approbation, quand des scènes de désordre de la plus grande violence sont venues empêcher toutes discussions et obliger le Gouvernement à dissoudre le Parlement, sans que les mesures proposées dans le nouveau plan financier du Ministre aient pu être discutées.

La politique extérieure du Portugal n'a pas été plus heureuse que la politique intérieure : Une rupture diplomatique avec le Brésil est venue aggraver la situation économique du pays : les questions des Chemins de fer Portugais et du port de Lisbonne ont obligé le Gouvernement français à prendre une mesure énergique, et ce n'a été que par ce moyen que le Portugal s'est décidé à faire droit à de justes réclamations. A Lourenço Marques, enfin, la situation s'est sensiblement compliquée.

Malgré ce mauvais état de choses à l'intérieur comme à l'extérieur, la situation financière s'est améliorée :

les statistiques publiées par *l'Economiste Européen* nous en donnent la preuve et les porteurs de la Dette étrangère ont pu recevoir un léger intérêt supplémentaire prélevé sur les excédents des recettes douanières. Ce fait, autant que l'amélioration du change, a provoqué un relèvement des fonds portugais sur les divers marchés, relèvement qu'une mauvaise fin d'année a empêché de maintenir complètement.

ROUMANIE

L'évolution pacifique de la Roumanie, la politique prudente de son Gouvernement qui lui permet de consacrer ses dépenses, non aux armements, mais à des créations utiles et civilisatrices, donnent à ce pays une bonne situation au point de vue des relations extérieures. Il y a bien la fameuse question des Roumains de Transylvanie, agités aux Chambres, mais les récentes déclarations du Ministre des affaires étrangères prouvent que l'orientation de la politique extérieure suivie depuis 1893 ne s'est pas modifiée.

Au point de vue économique, la Roumanie, pays essentiellement agricole, souffre du mal général aux pays producteurs, c'est-à dire de la baisse du prix des céréales. Mais sa situation budgétaire est bonne, ainsi que l'attestent les comptes définitifs de l'exercice 1893-94, présentant un excédent de plus de 20 millions de francs; pour les six premiers mois de 1894-95 l'excédent dépasse 6 millions, malgré la crise agricole.

Cela explique la faveur dont jouissent les fonds roumains sur les grands marchés européens et, notamment, à Paris et à Berlin, où deux opérations d'emprunt ont été réalisées au cours de la présente année. Le public apprécie la prudence apportée dans l'établissement des budgets et, en effet, les résultats obtenus montrent que les forces économiques de la Roumanie lui permettent de traverser la crise actuelle.

RUSSIE

Un grand deuil a frappé la Russie pendant l'année qui vient de s'écouler, deuil auquel l'Europe entière, la France surtout, s'est associée. Alexandre III avait été l'arbitre de la paix; le premier, il avait tendu une main amie à notre pays en le faisant sortir de son isolement.

Mais l'avènement de Nicolas II, héritier de la nature morale de son père, n'a modifié en rien la politique extérieure de la Russie, qui continuera, selon toutes les apparences, à exercer un rôle pondérateur dans les événements européens.

Au point de vue économique, si la récolte de 1894 a été inférieure à celle de 1893, l'ensemble dépasse beaucoup la moyenne des sept dernières années; quant au mouvement du commerce extérieur, les chiffres publiés accusent de notables plus-values sur ceux des années antérieures, tant pour les importations que pour les exportations.

L'industrie se développe de mois en mois, et la construction des Chemins de fer est poussée avec une grande vigueur.

Si nous passons au domaine financier, les résultats provisoires du Trésor, en recettes et en dépenses, pour les neuf premiers mois de 1894, accentuent l'amélioration qui s'est produite comparativement à 1893.

Le Gouvernement s'est préoccupé surtout de sa situation financière, continuant, avec un succès croissant, la série d'emprunts et de conversions qui font du 3 1/2 0/0, émis avec un si merveilleux résultat en 1894, le type officiel du taux de l'intérêt pour l'avenir.

En résumé, sous le double rapport économique et financier, grâce à la politique constamment pacifique du Gouvernement Impérial, la Russie donne des gages indiscutables de progrès et de prospérité. C'est là une constatation agréable à faire, en raison de l'importance des intérêts français engagés sur les valeurs russes.

SERBIE

La politique intérieure a été très agitée, en Serbie, pendant le cours de l'année 1894. Divers changements ministériels ont eu lieu et la crise la plus récente a éclaté aussitôt après le retour du Roi de son voyage en Autriche et en Allemagne. La direction des affaires est passée aux mains d'hommes modérés depuis l'élimination de l'élément radical, en décembre 1893; mais le Cabinet actuel s'efforce de gouverner en dehors des partis et s'applique à consolider sa situation financière. Signalons l'abandon de la Constitution de 1889 et le retour à celle de 1888 et ajoutons que le pays sera bientôt appelé à se prononcer entre libéraux, progressistes et radicaux, en traçant, par ses votes, la ligne de conduite à suivre par le Pouvoir exécutif.

Le développement commercial de la Serbie a suivi une progression ascendante depuis 1870 et le Ministre des finances actuel, M. Voukachine Petrovitch, va s'attacher à améliorer et à réformer les divers rouages de son administration fiscale; ses efforts porteront certainement leurs fruits et, bien que les chiffres officiels ne soient pas encore publiés, on sait déjà que les recettes budgétaires de l'exercice 1894 sont supérieures à celles de 1893; ces recettes ont suivi, depuis dix années, une voie ascendante.

Les sommes nécessaires au paiement du coupon de janvier des emprunts serbes ont été déposées dans les Banques correspondantes de Paris, Vienn et Berlin.

On sait que les négociations relatives au projet de conversion et d'unification d'une partie de la Dette serbe ont abouti à un contrat signé, le 26 décembre dernier, entre M. Voukachine Pétrovitch et la *Banque Ottomane;* cette opération qui augmente les garanties des créanciers, est le point de départ d'une série d'autres opérations destinées à relever et à consolider le crédit extérieur de la Serbie en diminuant les charges de sa Dette publique.

SUÈDE ET NORVÈGE

La Suède poursuit paisiblement le cours de son développement économique. La politique y laisse les esprits assez froids. Ils s'y préoccupent davantage des questions philosophiques et sociales.

Malgré le coup porté en 1892 à l'exportation des bois du pays sur le marché français, la réaction n'a pas tardé à se produire et les relations commerciales avec la France n'ont guère diminué. Même en cette année critique de 1893, le mouvement du commerce extérieur a donné des résultats satisfaisants.

L'ensemble des transactions avec l'étranger s'élevait à 958.566.000 couronnes, tandis que la moyenne quinquennale 1886-1890 ne montait qu'à 845.337.000 couronnes.

Industriellement, l'Allemagne se plaint de la concurrence que lui font les établissements métallurgiques suédois sur le marché russe et de l'apparition de leurs excellents fers au sud de la Baltique.

L'événement financier de l'année a été la conversion de l'emprunt 4 0/0 1878 émis à Paris et à Londres. *L'Economiste Européen* du 16 juin 1894 (p. 755) a, du reste, donné tous les détails de cette opération.

La Suède a pu ainsi tirer parti de l'abaissement du prix de l'argent en allégeant les charges de ses contribuables.

La situation générale de la Norvège ne s'est guère modifiée. Les autonomistes essaient toujours de relâcher les liens qui unissent ce pays à la Suède, mais le courant séparatiste semble diminuer d'intensité.

Les relations commerciales avec l'Espagne ont été resserrées par la mise en vigueur d'un des rares traités de commerce que le cabinet Sagasta ait réussi à conclure. Financièrement les comptes définitifs du Budget de 1891-1892, publiés au cours de l'année, se soldent avec le passif insignifiant de 136.264 couronnes, complètement couvert par une augmentation équivalente de l'actif; ce résultat est d'autant plus heureux que la somme des dépenses s'était accrue de 2 millions de couronnes.

Aussi l'Etat norvégien a profité de la situation du marché international des capitaux pour convertir en 3 1/2 0/0 sa rente 4 0/0 de 1880. L'opération a complètement réussi sur le marché de Paris sous le patronage du Comptoir national d'Escompte. La sagesse qui préside à la direction financière des petits pays de l'Europe septentrionale justifie complètement la confiance des capitalistes. Le capital de la Dette publique est en voie de diminution et les comptes de l'exercice 1892/93 n'ont pas été moins avantageux que ceux des précédents exercices.

SUISSE

En janvier, l'Assemblée fédérale votait un emprunt de 20 millions. L'*Annuaire statistique* nous apprenait qu'il y a 100.000 étrangers en Suisse, soit le trentième de la population. La question de la zone neutre donnait lieu déjà à de nombreuses contestations. Le Conseil fédéral se prononçait en faveur de la création d'une Banque d'Etat.

En février, des difficultés surgissaient entre l'Italie et la Suisse au sujet du paiement des droits de douane en valeurs métalliques.

L'équilibre du budget de 1895 nécessitait des ressources nouvelles pour faire face au déficit causé par la diminution des recettes ou les dépenses nouvelles. En avril, un traité de commerce était conclu avec la Norvège.

Sous le régime du tarif maximum français, l'exportation suisse était, en 1893, de 40 0/0 inférieure aux chiffres atteints sous l'ancien tarif conventionnel.

En juin, le Chemin de fer *Central* effectuait sa conversion et son Emprunt. Le *Nord-Est* opérait son Emprunt de 10 millions. Un fort mouvement de spéculation se produisait sur les titres des Chemins de fer.

En juillet, les experts pour le percement du *Simplon* remettaient leur rapport au Conseil fédéral. Le mémoire était très favorable au projet.

En septembre, la Compagnie du *Jura-Simplon* décidait de faire un emprunt de 140 millions en 3 1/2 0/0, pour rembourser ses obligations 4 0/0 restant en circulation.

La Compagnie du *Gothard* prenait la même mesure touchant un emprunt de conversion de 125 millions. Ces opérations réussissaient parfaitement.

La situation de la Dette fédérale à la fin de 1894 était de 74 millions 690.000 fr., montant des emprunts qui grèvent le compte d'Etat de la Confédération.

La grosse question de la zone neutre revenait à l'ordre du jour le mois dernier. Le Conseil fédéral a réservé sa décision pour le commencement de janvier 1895.

Il est à souhaiter que nos bonnes relations continuent avec la Suisse, car on verra plus loin, dans les « Informations de l'étranger », que le marché financier de Genève est devenu très important.

TURQUIE

L'année 1894 n'a pas modifié la situation politique de la Turquie et il ne semble pas que les récents événements qui se sont produits en Arménie puissent être une cause d'inquiétude. On sait que le Sultan voit tout par lui même et provoque des enquêtes pour se renseigner exactement sur les moindres faits ; ce contrôle personnel, exercé avec un soin minutieux, permet au Souverain de diriger les affaires de l'Etat en parfaite connaissance de cause et c'est là, si nous en jugeons par le passé, une garantie pour l'avenir.

Au point de vue économique la Turquie a été éprouvée par la mévente des céréales : c'est là un mal universel, dont souffrent actuellement tous les pays producteurs. Mais les recettes de la *Dette publique Ottomane* en 1894 ont continué à donner des plus-values par rapport à l'année 1893, grâce aux améliorations introduites dans l'administration. Aussi la faveur dont jouissent les valeurs turques, sur les divers marchés européens, est-elle justifiée.

Il y a eu, dans le cours de l'année, quelques grosses opérations financières couronnées de succès ; citons, entre autres, la conversion des *Emprunts ottomans gagés sur le Tribut d'Egypte*, à laquelle on a procédé sur le marché de Londres, l'*Emprunt ottoman* 1894 (portant sur 80 000 obligations de 500 francs) destiné à rembourser l'avance de la Compagnie d'exploitation *des Chemins de fer Orientaux*, émis à Paris, et la nouvelle série de Priorités des Chemins de fer émise en Allemagne.

Parmi les affaires projetées, citons l'Etablissement du *Monopole des alcools* et la conversion des obligations des *Douanes Ottomanes ;* bien que les choses ne semblent pas aussi avancées que l'affirment certains de nos confrères, cette conversion s'impose dans un délai plus ou moins rapproché, en raison de la valeur actuelle des titres et de l'impossibilité de procéder à leur rachat.

Quant au monopole de l'alcool, il est à remarquer que l'alcool faisant partie de la catégorie d'articles administrés par la *Dette Publique Ottomane*, la Porte n'en retirera que des avantages indirects.

L'extension du réseau ferré apporte, à l'Etat turc, du chef des garanties qu'il a accordées, des charges assez lourdes ; nous ne doutons pas qu'il y puisse faire face, mais il serait prudent d'attendre pour s'engager dans de nouvelles entreprises. En allant trop vite, on risquerait de compromettre une situation qui est actuellement bonne.

Sur l'initiative de sir Edgard Vincent, directeur général de la *Banque Impériale Ottomane*, on poursuit l'unification des tarifs de l'Administration des trois lignes de la Roumélie : Chemins de fer orientaux, Salonique-Constantinople (jonction) et Salonique-Monastir. Cette entente est désirable à tous les points de vue, notamment pour faciliter les négociations futures avec l'Etat qui reprendra ces divers réseaux.

FRANCE

Revue politique de l'Année 1894

L'année 1894 n'aura pas une place fortunée dans nos annales, car elle a été fort agitée. Au début, la terreur anarchiste sévissait encore. L'exécution de Vaillant, le 6 février, à laquelle, huit jours plus tard, succéda la bombe d'Emile Henry au café Terminus, le suicide de Pauwels, à la Madeleine, le 17 mars, après ses attentats de la rue Saint-Jacques et du faubourg Saint-Martin laissaient présager de nouveaux crimes ; mais, le 6 avril, l'explosion du restaurant Foyot a clos la lugubre série à Paris.

Après l'exécution d'Emile Henry nous avons eu, pendant quelques mois, une tranquillité relative ; mais le crime atroce commis par Caserio, le 24 juin, a plongé la France dans une véritable stupeur.

M. Carnot, président de la République, qui avait voulu rehausser de sa présence l'Exposition universelle de Lyon, et qui venait de prononcer un discours pacifique pour célébrer cette grande fête du Travail, était frappé à mort par un forcené Italien, qui se prétendait l'apôtre des doctrines anarchistes.

La Chambre et le Sénat, réunis en Congrès, nommaient, le 27 juin, M. Casimir-Perier président de la République. Le Parlement votait ensuite une loi exceptionnelle qui divisait le parti républicain. Le procès des Trente se terminait par la seule condamnation des malfaiteurs de droit commun. Caserio, condamné à mort par la Cour d'assises du Rhône, était exécuté à Lyon le 16 août.

L'automne avait amené le commencement des scandales qui se sont succédé jusqu'à la fin de l'année. Au mois d'août, l'affaire de Cempuis, malgré son ordre infime, était vivement discutée. En septembre, la révélation des fraudes électorales, de Toulouse, mettait à jour des mœurs déplorables. En octobre avait lieu l'arrestation du capitaine Dreyfus, qui sera dégradé aujourd'hui 5 janvier.

Le 1er novembre, un événement des plus douloureux causait au pays une profonde tristesse : le tsar Alexandre III, qui honorait de ses vives sympathies la République française, mourait à Livadia. Ainsi l'année de deuil 1894 emportait Carnot et Alexandre III, ces deux hommes vénérés, dont la perte était si vivement déplorée par tous les partisans de la paix.

Pour revenir à nos tristesses intimes, il suffit de signaler l'affaire Allez, qui a été le point de départ d'arrestations retentissantes et qui a donné lieu à une longue instruction dont on ne prévoit pas encore la fin. Des directeurs de journaux, un ancien député et d'autres inculpés ont été écroués à Mazas. Enfin, pour terminer l'année, le gouverneur général de l'Indo-Chine, M. de Lanessan, a été rappelé pour avoir communiqué à des particuliers des documents intéressant le Gouvernement.

Malheureusement, à ce bilan si défavorable, nous ne trouvons presque rien à opposer.

Les débats parlementaires ont été d'une violence inouïe; tout récemment M. Jaurès, député socialiste, était expulsé de la Chambre, et le Ministère risquait deux fois d'être mis en minorité sur des questions secondaires. Le Budget n'est pas voté; aucune réforme attendue n'a été faite.

La mort si prématurée de M. Burdeau a ajouté encore au trouble politique, car l'élection de M. Henri Brisson à la présidence de la Chambre, abstraction faite de la personnalité de ce très honnête homme, paraît accentuer l'antagonisme entre les républicains.

Dans l'ordre scientifique, signalons pourtant la merveilleuse découverte du docteur Roux contre la diphtérie.

Que sera l'année 1895 ? Le monde du travail et de l'épargne retrouvera-t-il la sécurité indispensable à la prospérité et à la grandeur d'un pays ? Souhaitons-le ardemment.

LA SITUATION

Le Métropolitain. — Rappel de M. de Lanessan. — Nomination de M. Armand Rousseau. — Les gouverneurs de l'Indo-Chine. — Les Réceptions à l'Élysée. — Les Chemins de fer du Sud de la France.

Le 28 décembre dernier, le Préfet de la Seine a été saisi d'une demande signée par un grand nombre de conseillers municipaux, tendant à obtenir une convocation spéciale du Conseil dans le courant du mois de janvier pour discuter le projet du Métropolitain. En conformité de cette demande, le Conseil municipal de Paris sera convoqué en session extraordinaire dans les premiers jours du mois, probablement du 8 au 15 janvier.

Le 29 décembre, la note officielle suivante nous a été communiquée :

« Sur la proposition du Ministre des colonies, le Président de la République a signé un décret par lequel M. de Lanessan est relevé de ses fonctions de gouverneur général de l'Indo-Chine. Une dépêche va être envoyée pour notifier à M. de Lanessan sa révocation. Cette mesure a été prise par le Gouvernement, sur la preuve acquise par lui que M. de Lanessan communiquait à des tiers des rapports et des documents officiels. »

Le *Temps* a publié, à ce sujet, l'entrefilet suivant :

« Nous croyons savoir que, dans la dépêche où il annonce à M. de Lanessan la décision du Gouvernement, le Ministre des colonies, M. Delcassé, signale la présence, dans les papiers de M. Canivet, de copies de documents dont le Gouvernement devait être seul à avoir connaissance.

« Le Gouvernement a considéré ce fait comme un manque de confiance envers lui, alors qu'il avait pourtant donné à M. de Lanessan une preuve manifeste de ses sentiments en le confirmant dans ses pouvoirs de gouverneur de l'Indo-Chine française. »

M. Armand Rousseau, conseiller d'Etat en service ordinaire, a été nommé gouverneur général de l'Indo-Chine en remplacement de M. de Lanessan.

M. Armand Rousseau, qui a soixante ans, est un polytechnicien sorti de l'Ecole des Ponts-et-Chaussées en 1860, en qualité d'ingénieur de troisième classe. Elu à l'Assemblée nationale en 1871, il siégea à la Gauche républicaine.

En 1873 et 1874, M. Rousseau fit partie de la Commission du budget et s'occupa tout spécialement des travaux publics, ce qui lui mérita, ayant été battu aux élections de 1876, d'être appelé, dans ce dernier Ministère, à la direction des routes et navigations. Il quitta ce poste après avoir été réélu par l'arrondissement de Morlaix en 1881 et fut nommé sous-secrétaire d'Etat d'abord aux Travaux publics en 1882, puis, deux ans plus tard, aux Colonies.

Non réélu en 1885, il entra au Conseil d'Etat. Rappelons que M. Armand Rousseau fut chargé d'une enquête spéciale dans l'isthme de Panama et que son rapport fit grand bruit.

Voici la liste des gouverneurs généraux de l'Indo-Chine depuis dix ans :

M. Harmand, médecin de la marine, nommé gouverneur du Tonkin après la mort de l'infortuné commandant Rivière, conserva son poste jusqu'en septembre 1883.

De cette date à 1885, aucun gouverneur civil ne fut nommé; les pouvoirs civils et militaires furent réunis dans les mêmes mains. Les titulaires furent :

L'amiral Courbet en 1883; le général Millot en 1884; le général Brière de l'Isle en 1884-1885; le général de Courcy en 1885; le général Warnet en 1885.

Depuis, les gouverneurs de nos possessions de l'Indo-Chine (Tonkin, Annam, Cochinchine et Cambodge ayant été réunis sous un même chef) ont été :

MM. Paul Bert (1886), mort à Hanoï, le 11 novembre 1886; Bihourd (1886); Berger, gouverneur par intérim; Constans (1887); Richaud (1888); Piquet (1889); de Lanessan (1891).

Le décret de nomination de M. de Lanessan a été signé le 16 avril 1891; M. de Freycinet était président du Conseil, et M. Etienne sous-secrétaire d'Etat aux colonies.

M. de Lanessan a télégraphié qu'il avait remis les pouvoirs du gouverneur général à M. Rodier, chargé du gouvernement intérimaire de l'Indo-Chine jusqu'à l'arrivée de M. Rousseau. M. Rodier a télégraphié, de son côté, qu'il avait pris possession du gouvernement intérimaire.

Les réceptions à l'Elysée ont eu lieu le 1er janvier 1895 avec le cérémonial ordinaire.

M. le Président de la République a répondu en ces termes à M. Ferrata, nonce apostolique :

« Au nom du Gouvernement de la République je remercie le corps diplomatique et son éminent interprète.

« Je ne puis me rappeler sans une douloureuse émotion que l'année dernière, en ce même jour, j'étais ici aux côtés de mon regretté prédécesseur, mais j'ai gardé de mes relations avec le corps diplomatique un si bon souvenir que je me félicite de pouvoir, messieurs, vous exprimer mes souhaits personnels.

« Les vœux que vous formez pour la France et pour la République répondent à ceux que nous adressons aux souverains, aux chefs d'Etat, aux nations que vous représentez ici.

« Un pays qui est maître de ses destinées, qui a conscience de ce qu'il vaut et de ce qu'il peut, s'honore en affirmant son amour de la paix et sa volonté de se consacrer tout entier à des œuvres de liberté, de justice et de fraternité sociale. Ce sont les sentiments et les espérances de la France.

« Elle atteste ainsi que fidèle à son passé et à son génie, elle veut servir la cause de la civilisation et de l'humanité. »

A l'allocution du premier président de la cour d'appel, M. Casimir-Perier a répondu :

« C'est l'honneur de notre pays d'avoir proclamé l'égalité devant la loi. Affirmer que les responsabilités morales sont plus lourdes pour l'intelligence et la fortune que pour l'ignorance et la misère, ce n'est pas faire une concession aux nécessités momentanées de la politique, c'est satisfaire aux exigences permanentes de la morale et de l'équité. »

En réponse au général Saussier, M. le Président de la République a dit :

« Je sais que l'armée sera toujours, en temps de paix comme aux jours où la patrie serait menacée, à la hauteur de tous ses devoirs. La confiance du pouvoir public ne lui a jamais été ménagée. Je tiens à affirmer mes sentiments pour elle, mon estime pour ceux qui commandent, ma reconnaissance pour les chefs et les soldats. »

Mercredi 2 janvier, M. Félix Martin, ancien directeur de la Société des Chemins de fer du Sud de la France, maire de Saint-Raphaël, a été arrêté. Le 3 janvier, MM. H. Bobin, sous-directeur, et René André, entrepreneur de travaux publics, ont été également arrêtés.

MARCHÉ FINANCIER

Revue de l'Année 1894

Nous avons à signaler, pour l'année 1894, une amélioration sensible du *Marché financier français*. Le public, il faut le reconnaître, revient à la Bourse. Son indifférence a cessé. Montrons-nous en heureux et sachons reconnaître que la mobilisation des capitaux, au cours de l'exercice, a été remarquable, bien que les conversions aient eu une importance exceptionnelle. Les résultats constatés sont donc, en résumé, très favorables et permettent de bien augurer de l'avenir.

Nous venons de parler des conversions. La première en date et, disons-le aussi, celle qui a attiré l'attention du monde entier, est la conversion de notre *Rente Française 4 1/2 0/0* en *Rente 3 1/2 0/0*, qui a pris place le 21 janvier 1894. Elle portait sur un total de 305.540.276 fr. de Rentes, soit, en chiffres ronds, sur un capital nominal de 6.789 millions de francs. Les porteurs ont accepté, à l'unanimité, pour ainsi dire, la réduction imposée, puisque les demandes de remboursement n'ont atteint que 61.645 francs de rente (1.369.888 fr. de capital). Ensuite : Conversion en *Rente Russe 4 0/0* des Billets 5 0/0 de la *Banque d'Etat* (*1re et 2e émissions*), et des 2e et 3e *Emprunts d'Orient 5 0/0*, conversion qui portait sur 3 milliards de francs ; Conversion de l'*Emprunt 4 0/0 Norvégien 1880* en *Rente 3 1/2 0/0*, dont l'émission s'est montée à 55.137.600 fr. de capital ; Conversion des 315.775 *obligations 5 0/0* de la *Compagnie Parisienne du Gaz* encore en circulation, en *obligations 4 0/0* ; échange des actions et des parts de fondateurs de la *Grande Société des Chemins de fer Russes* contre des titres de *Rente Russe 4 0/0 or, 6e émission*. Conversion des *Emprunts Ottomans 5 0/0 1854 et 4 1/4 0/0 de 1871* en *Rente 3 1/2 0/0*, sur le cours de 94 0/0 ; remboursement, par anticipation, par le *Crédit Foncier de France*, des 290.850 *obligations foncières 4 0/0 Emprunt 1882* restant en circulation à la date du 1er juillet 1894 ; Conversion de l'*Emprunt Suédois 5 0/0 1878* en *Rente 3 0/0 Amortissable*, opération qui a porté sur un chiffre de 55 millions de francs ; Conversion de 750.000 *obligations Foncières 1879* du *Crédit Foncier de France*, appelées au remboursement à la suite de la nouvelle Convention avec la *Ville de Paris* ; Conversion facultative des *Emprunts 3 1/2 0/0 Danois* en nouvelle *Rente 3 0/0*.

Passons maintenant aux appels adressés au public.

Souscription, à 445 fr., à 20.000 obligations 4 0/0 de 500 fr. de la *Société Industrielle des Téléphones*. Emission, par la *Compagnie de Suez*, de 25.000 *obligations nouvelles 3 0/0, 2e série*, réservées par privilège aux actionnaires. Emprunt, par la *Ville de Paris*, au cours de 340 fr., de 588.235 *obligations 2 1/2 0/0* de 400 fr., emprunt couvert près de 85 fois. Emission, au cours de 97 3/4, de 40 millions de florins de *Rente-or Autrichienne 4 0/0* ; Emprunt *3 1/2 0/0* de 20 millions de francs de la *Confédération Suisse*, pour lequel la *Banque de Paris et des Pays-Bas* a servi d'intermédiaire. Souscription à 40 millions de francs d'un *Emprunt 4 0/0 Ottoman*, avec garantie sur la redevance annuelle due par la *Compagnie d'Exploitation des Chemins de fer Orientaux* ; vente au prix de 485 fr., par émission publique, de 15.000 *obligations* de la *Société Internationale d'Eclairage* par le *Gaz et l'Electricité* ; émission de 119.254 *obligations 3 0/0* de 500 fr. de la *Compagnie du Chemin de fer de Jonction Salonique-Constantinople* ; émission réservée aux anciens actionnaires de 4.080 *actions nouvelles* de la *Compagnie Générale Française de Tramways* ; émission de 1.200 *obligations* de la *Société Française des Allumettes* ; de 4.333 *obligations* de la *Société anonyme de la Galerie des Champs-Elysées* ; de 1.232 *obligations* de la *Compagnie des Chemins de fer de l'Est de Marseille* ; de 11.612 *obligations* des *Ports de Tunis, Sousse et Sfax* ; de 10.000 *obligations* de la *Compagnie Electrique du Secteur de la Rive Gauche* ; de 10.000 *obligations* des *Mines de la Loire* ; de 35.000 *obligations* de 500 fr. 5 0/0 de l'*Emprunt de Espirito-Santo* (Brésil) ; de 800.000 *obligations* de l'*Emprunt Russe or 3 1/2 0/0* de 1894, qui n'a donné, à la répartition, que 1 3/4 0/0 des souscriptions remises ; de 33.600.000 fr. de capital nominal de l'*Emprunt Danois 3 0/0 1894* ; de 3.000 *obligations hypothécaires 5 0/0* de la *Compagnie Générale des Produits Chimiques du Midi* ; 10.000 *actions-parts* de la *Société Civile Française des Charbonnages de l'Esera* ; 2.000 *actions* de 500 fr. pour l'achat du *Café Riche* ; 4.000 *obligations* de la *Compagnie Générale des Eaux de Source*.

Toutes les opérations mentionnées ci-dessus se chiffrent par un total de 12 milliards de francs, en chiffres ronds ; mais elles ne peuvent encore donner une idée précise du mouvement réel des capitaux pendant l'année 1894 ; en effet, il n'est pas tenu compte de nombreuses affaires qui n'ont pas fait l'objet d'un appel direct au public sous forme d'émission publique. Nous citons, entre autres, les introductions suivantes sur le marché : 6.667 *obligations 6 0/0 nouvelles* du *Canal de Corinthe* ; 50.000 *obligations 3 0/0* de la *Compagnie du Chemin de fer de Jonction Salonique-Constantinople* ; les *actions* de la *Nitrate Railways Cy Ld* ; celles de la *Lautaro Nitrate Cy Ld* ; 25.000 *actions* de la *Société d'Exploitation des Chemins de fer Orientaux* ; 141.884 *Bons à lots* de la *Compagnie universelle du Canal de Panama* (loi du 15 juillet 1889), etc. Au reste, dans les *Informations financières* que nous publions chaque semaine, nous fournissons toutes les notes qui ont trait à ce sujet. Aussi, nous ne nous appesantirions pas davantage sur ce point, si nous n'avions à rappeler de plus les titres nouveaux lancés sur le *Marché Libre*, et dont nous mentionnons les principaux : *Obligations* de la *Compagnie du Chemin de fer Monastir-Salonique* ; *obligations* des *Chemins Smyrne-Cassaba* ; *actions* de la *Randfontein Estate Gold Mining Company*, de la *Langlaagte Estate Gold Mining Company*, de la *Ferreira*, de la *Compagnie de Mozambique*, de la *Compagnie Lagunas Nitrate*, de la *Paccha et Jazpampa Nitrate Company*, de la *De Lamar Mining Company Ld*, de la *Consolidated Goldfield*, de la *Simmer and Jack*. Comment apprécier la quantité de ces titres qui a pénétré dans nos portefeuilles ? C'est là le point difficile.

Ajoutons encore qu'en 1894 la libération intégrale des *actions* du *Crédit Lyonnais* a été décidée et qu'il est impossible, à l'heure actuelle, d'évaluer la quantité d'obligations prise directement par l'épargne, aux guichets de nos *Grandes Compagnies de Chemins de fer*, au cours de l'année dont nous rendons compte.

Comme événements à noter, signalons la mise en faillite de la *Banque d'Escompte de Paris* et la mise en liquidation judiciaire de la *Société des Immeubles de France* ; par contre, mentionnons la constitution de la *Nouvelle Compagnie du Panama*, et les négociations qui ont eu lieu au sujet du futur *Métropolitain Parisien*.

Dans l'année qui a pris fin, les *Fonds d'Etat* ont été favorisés sans exception, pour ainsi dire. Les *Rentes Françaises* ont été très fermes, notamment le *3 1/2 0/0*, qui a monté aussitôt après la conversion de janvier. Les *Fonds Russes* ont progressé, de même que les *Fonds Autrichiens et Hongrois*. Les *Valeurs Ottomanes* ont conservé la faveur qui s'était attachée à elles. Du côté de l'Espagne, l'amélioration du change a profité à sa *Rente Extérieure*, bien qu'aucune solution ne soit intervenue dans la question des *Chemins de fer*. Quant à l'Italie, elle a eu à souffrir tout d'abord de l'application de l'*affidavit*, application qui a précipité, un moment, le cours de sa Rente à 71 50 ; mais la fin de l'année lui est favorable, bien qu'elle ait porté son impôt sur les valeurs mobilières de 13 20 à 20 0/0.

La tenue des *Etablissements de Crédit Français* a été assez différente. La *Banque de France* a baissé sur la diminution de ses bénéfices, et le *Crédit Foncier* a fléchi. Par contre, *Crédit Lyonnais*, *Banque de Pa-*

ris, etc., très en faveur. *Valeurs Industrielles* délaissées en principe, et plutôt déprimées. Actions de nos *Grandes Compagnies de Chemins de fer* très mouvementées. On a, malheureusement, agité la question de l'interprétation à donner aux Conventions de 1883, en ce qui regarde les *Compagnies d'Orléans* et du *Midi*, et on s'est, à un moment, attaqué à la *Compagnie du Nord*. On est, maintenant, remis de la première alerte, mais on en est encore à attendre la décision du Conseil d'Etat, en ce qui regarde les *Compagnies d'Orléans* et du *Midi*.

En dehors des événements financiers que nous venons d'enregistrer, nous devons, avec tristesse, rappeler la mort de M. Carnot, tombé à Lyon sous le couteau d'un misérable, et celle de l'Empereur de Russie, Alexandre III, qui a disparu à la suite d'une cruelle maladie. L'émotion qui a été ressentie alors, les témoignages respectueux de sympathie qui se sont, en cette occasion, manifestés de toutes parts, ont vite calmé les appréhensions premières et permis de constater que l'Europe entière veut la tranquillité et n'entend que se consacrer au travail et au progrès.

Marché financier. — Nous avions raison, il y a huit jours, en avançant que les capitaux n'étaient pas aussi flottants qu'on voulait bien le dire. Ce qui s'est passé en liquidation de fin décembre, sur le marché de Paris, justifie amplement nos réserves antérieures. Cependant le taux de l'argent, même sur nombre de nos grandes valeurs, a été plus élevé que l'on était en droit de le penser. En fait, ce qui s'est produit est une répétition de ce qui se passe ordinairement à certaines grandes dates de l'année, et surtout à la fin du mois de décembre. Cette fois, on s'en est montré ému, bien que ce ne soit que la conséquence de choses dont il est aisé de se rendre compte.

La date du 1er janvier est une des deux grandes échéances de coupons, et en prévision de cette échéance, nombre de disponibilités sont partout gardées en réserve. Nos grandes *Compagnies de Chemins de fer*, par exemple, qui ont coutume de faire constamment, en cours d'exercice, des emplois temporaires et sans risques de leurs capitaux flottants, cessent d'agir ainsi dès la fin du mois de novembre. De même la *Compagnie Parisienne du Gaz*, la *Compagnie universelle du Canal de Suez*, etc. La cessation des avances consenties par ces grandes entreprises amène un retrait de disponibilités que l'on peut évaluer à 100 millions de francs. Mais, à ce qui précède, il faut ajouter certaines circonstances particulières qui se sont produites. Le *Crédit Foncier de France* a dû, lui aussi, à cause de l'opération qu'il a entreprise au mois de décembre dernier, restreindre le montant des sommes qu'il prête ordinairement à la place, et la diminution imposée de ce chef, doit se chiffrer par environ 50 millions de francs.

Enfin, Paris est, en novembre et en décembre, entré fortement dans nombre de nouvelles valeurs, principalement les *Mines d'or*, et ce pour un montant d'au moins 60 millions de francs. Voici donc un total de plus de 200 millions de francs de disponibilités dont notre place a été privée en fin d'année, et dont on ne s'est aperçu que subitement. Telle est la cause réelle de la rareté des capitaux en liquidation de fin décembre 1894. Le fait a éclaté brusquement et a causé de l'émotion. Il doit simplement servir d'enseignement, et nous apprendre à être à l'avenir plus avisés.

Ce que nous venons de relater a naturellement pesé sur notre marché. Mais on s'est vite repris; et, hier, après un début assez hésitant, les cours ont de nouveau, et en général, progressé. Certainement, en liquidation du 15 janvier, les *reports* seront beaucoup moins tendus, à cause des sommes qui seront venues dans le public après le paiement des arrérages du 1er janvier, et tout sera oublié. On sait que tous les coupons des titres se négociant à terme seront détachés après-demain lundi.

★ ★ Il faut convenir que les affaires en *Rentes Françaises* laissent plus qu'à désirer. Les échanges sont presque nuls et les quelques centimes de fluctuation que l'on peut constater à chaque séance sont obtenus à l'aide de transactions insignifiantes. Cependant, samedi dernier, on s'est cru, un instant, en présence d'un mouvement assez sérieux. De 101 80, la *Rente 3 0/0 perpétuelle* est tombée à 101 42 1/2, sur les réalisations d'un spéculateur assez engagé. On s'est un peu repris depuis, grâce au *report* qui n'a été, mercredi, que de 19 et de 21 centimes, et on a pu ainsi coter jusqu'à 101 95 fin janvier. Mais, de nouveau, la lourdeur s'est imposée. Sous l'influence de la tension des capitaux, le *report*, pour des positions prolongées tardivement, s'est élevé, dans la journée de jeudi, jusqu'à 40 centimes. Aussi, les cours ont-ils reculé à 101 50. On reste, au dernier moment, à 101 80 fin janvier. En tenant compte du cours moyen du *report* soit 20 centimes, la moins value, sur le *3 0/0*, pour la semaine qui vient de s'écouler, atteint 20 centimes. *Ecarts des primes* fin janvier : 0,17 1/2 centimes dont 0,50 centimes ; 0,37 1/2 centimes dont 0,25 centimes ; 0,57 1/2 centimes dont 0,10 centimes.

La *Rente 3 1/2 0/0* a passé de 107 47 1/2 à 107 40 pour monter à 107 95 fin janvier, avec un report de 24 et 27 centimes. Elle clôture à 107 90 avec une avance, report déduit, de 17 centimes. C'est le coupon de 0,87 1/2 centimes à détacher le 1er février qui influe sur la tenue de ce fonds. *Rente 3 0/0 Amortissable* 100 60 ex-coupon contre 101 12 1/2 il y a huit jours.

★ ★ La Commission du Conseil municipal de la *Ville de Paris*, dont nous annoncions samedi la nomination, et qui était chargée d'examiner les conditions dans lesquelles devra s'effectuer le nouvel emprunt de 117 millions de francs, a, pour ainsi dire, achevé son travail. Le Conseil aura à statuer bientôt sur des propositions diverses émanant de MM. Baudin, Lyon-Alemand, Deville et Piache. On ne sait s'il s'arrêtera au mode d'émission adopté par les *Grandes Compagnies de Chemins de fer*, mode au sujet duquel nous nous sommes prononcés antérieurement, et qui comportera un échelonnement d'émissions partielles. La première de ces émissions, si ce mode est adopté, aurait lieu dans quelques semaines.

En ce qui regarde les titres divers de la *Ville de Paris*, constatons que les cours sont presque tous en avance. L'*Obligation 1855-1860*, que nous laissions à 590 francs, est à 595. *Obligations 1865*, en avance de 4 fr. 75, à 557 ; *Obligations 1869*, 429 50 contre 427 francs ; par contre, *Obligations 1871*, en recul de 1 franc 50, à 418 fr. ; *Obligations 4 0/0 1875* 554 fr., bénéficiant ainsi d'une plus-value de 1 fr. 50; *Obligations 1876* 555, contre 552 ; *Obligations 3 0/0 1886* sans variation à 415; *Obligations 2 1/2 0/0 1892* 386 fr. 50, contre 385 il y a huit jours.

★ ★ Les actions de la *Banque de France* ont repris de 3.540 à 3.645, sur un report anticipé au pair et même obtenable seulement avec 5 fr. de bénéfice. La situation s'est modifiée jeudi, et on a coté alors 25 et 35 fr. de report. Par suite, les cours ont reculé à 3.600 fin janvier, et nous restons ainsi. Les bénéfices nets des escomptes et intérêts divers de la deuxième semaine du premier semestre de l'exercice en cours se sont élevés à 705.755 fr., contre 1.215.392 fr. en 1894, 1.042.944 francs en 1893, 1.553.629 fr. en 1892, 2.048.731 fr. en 1891, et 1.993.392 fr. en 1890. On annonce que le Conseil de Régence de notre premier Etablissement financier a pris une détermination importante. A partir du 15 janvier, il acceptera, sans intérêt, tous les dépôts d'argent qui lui seront confiés, et dont les titulaires pourront disposer ensuite par chèques à vue.

★ ★ Les actions du *Crédit Foncier de France* sont revenues de 921 25 à 916 25 pour remonter à 928 75 fin janvier avec un report moyen de 7 fr. On fait remarquer que, après les mesures qui ont été prises à l'égard des *Obligations Communales 1879*, les actionnaires qui pouvaient, jusqu'à présent, se demander comment le *Crédit Foncier* arriverait à concilier le taux instable de ses prêts avec le taux stable de ses emprunts, sont

maintenant pleinement rassurés, persuadés qu'ils sont que l'on peut, lorsque les circonstances l'exigent, procéder à des arrangements spéciaux, sans cesser d'agir correctement vis-à-vis les porteurs d'obligations. Ces arrangements ont cela de précieux, qu'ils mettent le *Crédit Foncier* en mesure de défendre habilement le dividende auquel ses associés ont légitimement droit.

La fermeté continue sur les diverses obligations de notre grand Etablissement hypothécaire. Les *Obligations Foncières 1877* passent de 400 50 à 402, pendant que les *Obligations Communales 1879 non estampillées* montent de 500 à 503, et que les *Obligations estampillées* s'échangent à 495 francs. On sait que les porteurs de ces titres sont assurés d'échapper à tout remboursement anticipé pendant quinze ans. *Foncières 1879* 501 25, en avance de 2 fr. 25; *Communales 1880* 502 50, contre 499; par contre, *Foncières 1883* un peu plus lourdes à 463; *Foncières 1885* 502 fr., en avance de 3 fr. 50; *Cinquièmes* très recherchées à 100 75, gagnant ainsi 0.50 centimes; *Communales 1891 libérées* 400 fr., contre 398 75; *Obligations 1891 libérées* 508, en bénéfice de 1 franc.

Dans sa dernière séance hebdomadaire, le *Crédit Foncier* a autorisé pour 3.211.521 fr. de nouveaux prêts, dont 2.130.600 fr. en prêts fonciers et 1.080.921 fr. en prêts communaux.

★ ★ Les actions de nos *Grands Etablissements de crédit* ont été mouvementées. La *Banque de Paris et des Pays Bas*, que nous laissions à 747 fr. 50 monte à 766 25 fin janvier, après avoir fait au plus bas 745 en liquidation fin décembre. Le chemin parcouru par les titres de cet Etablissement depuis un an s'explique par l'activité que la Société n'a cessé de déployer, et par le succès des affaires auxquelles elle s'est intéressée au cours du dernier exercice. *Credit Lyonnais* 847 50 contre 830, clôture du 28 décembre, et après 873 75 fin janvier au plus haut. Le bilan de cet Etablissement, arrêté au 30 novembre, et qui vient d'être publié, accuse à l'actif une augmentation sur la situation, au 31 octobre, de 22 millions dans le *Portefeuille* (Effets de commerce), et de 2 1/2 millions dans les *Avances*. Par contre, il y a moins-value de 3 millions dans les *Reports*, et de 6 millions dans les *Comptes courants*. Au *passif* : diminution de 7 millions dans les *Dépôts* à vue et de 1 million dans les *Dépôts et Bons à échéance fixe;* mais augmentation de 7 millions dans les *Comptes courants*, et de 14 millions dans les acceptations.

Le *Comptoir National d'Escompte*, qui cotait précédemment 560 fr. au comptant et 562 fr. 50 à terme monte à 565 francs. Après le succès que cet Etablissement a obtenu dans les opérations auxquelles il s'est intéressé, on peut croire qu'il s'efforcera davantage encore, à l'avenir, d'ajouter les profits à retirer de son patronage à certaines affaires sérieuses, aux bénéfices que lui procurent ses transactions de banque et d'escompte. *Crédit Industriel et Commercial* 552 francs : nous nous reportons à l'article spécial que nous consacrons aujourd'hui même à cette Institution. *Société Générale* 473 fr. contre 476 fr. 25. Le soin qu'elle prend à développer la puissance de son service de province la mettra à même de profiter largement de la reprise d'affaires que l'on espère. *Banque Internationale de Paris* sans changement à 515 fr.

La *Banque Parisienne* conserve difficilement les hauts cours auxquels on l'avait inscrite précédemment. Elle recule encore de 2 fr. 50 à 405 fr. *Banque de l'Algérie* 760 fr., perdant ainsi 9 francs; *Société Foncière Lyonnaise* 355 francs, en avance de 1 fr. 25; *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* presque sans variation à 586 fr. 25; titres de la *Société des Immeubles* calmes; *Actions*, 36 fr. contre 36 fr 50; *Obligations Foncières remboursables à 1.000 fr.*, sans changement à 170 fr.; *Obligations 4 0/0* en recul de 5 francs, à 195 fr.; *Obligations libérées de 350 fr.*, 260 fr. contre 265 fr.

★ ★ Pour la 51e semaine de 1894, les recettes de nos grandes Compagnies de Chemins de fer accusent, sur la période correspondante de 1893, une augmentation de 674.748 fr. 64. Depuis le 1er janvier 1894, la plus-value, sur l'année précédente, atteint maintenant 21 millions 176.587 fr. 25. Quant aux actions, elles se maintiennent pour la plupart. Le *Lyon* cote 1.415 contre 1.418 75; *Nord*, plus faible de 10 fr. à 1.792 50; *Ouest*, en avance de 9 fr. à 1.090; *Est*, 960, réalisant ainsi un progrès de 15 fr.; *Midi*, très demandé à 1.240, en bénéfice de 5 fr. pour la semaine. Enfin, *Orléans*, sans changement à 1.500. C'est le 11 janvier que doit venir en séance publique, au Conseil d'Etat, le différend qui existe entre l'Etat et les Compagnies d'*Orléans* et du *Midi* au sujet de l'interprétation à donner aux conventions de 1883.

Les titres de la *Compagnie du Sud de la France* se sont ressentis des nouveaux et tristes incidents que l'on a signalés ces derniers jours. L'*Action* a reculé de 258 à 248 75; quant aux *Obligations 3 0/0*, elles sont revenues de 417 à 396 50.

★ ★ Le *report* pratiqué en liquidation de fin décembre sur l'action *Suez* (10 et 9 fr.) a ramené le cours de ces titres de 3.105 à 3.090 au 15 janvier, après 3.115 au plus haut, et ce, en dépit de l'avenir favorable que l'on envisage pour la Société. Au dernier moment, ce titre remonte à 3.112 50. *Compagnie Parisienne du Gaz* en grande avance à 1.062 50 au 15 janvier, en hausse de 35 francs. La liquidation a démontré qu'il existait un clan de vendeurs désireux de se liquider dès à présent. *Compagnie Générale Transatlantique* 345, contre 340; *Messageries Maritimes* 597 50 profitant ainsi d'une amélioration de 7 fr. 50; *Chargeurs-Réunis* calmes à 1.219.

Les actions de la *Nitrate Railways Company Limited* montent de 432 fr. 50 à 462 fr. 50. Les recettes de la Compagnie pour la seconde quinzaine de décembre se sont élevées à 30.431 livres sterling, témoignant ainsi d'une plus-value de 7.961 livres, sur la période correspondante de 1893. Le Conseil d'administration, ayant décidé de payer un dividende intérimaire de 13 shellings 6 pence pour le second semestre de 1894 échéant le 31 décembre, le montant total des sommes payées pour l'année 1894 atteint 32 shellings 6 pence, soit environ 41 francs. *Lautaro Nitrate*, 225 contre 210, il y a huit jours.

Sur une statistique défavorable du cuivre-métal au 31 décembre, le *Rio-Tinto* a reculé de 384 à 372 50. Il clôture à 376 25. Le stock visible du métal a augmenté, dans la seconde quinzaine de décembre, de 1.988 tonnes, sur le chiffre accusé au 15 décembre. Pendant l'année qui vient de prendre fin, les importations ont été supérieures de 7.369 tonnes à la consommation. *Métaux* 268 contre 276 25; *Aciéries de France* 520, en avance de 12 francs; *Lots du Congo* en forte reprise à 93 50 gagnant ainsi 11 francs, et après même 93 75 au plus haut : nous nous reportons à ce que nous disions de cette valeur dans l'*Economiste Européen* du 22 septembre 1894; Actions de la *Société Hellénique du Canal de Corinthe* en perte de 2 fr. 50 à 105; par contre, *Obligations 6 0/0* en bénéfice de 7 francs à 178 francs.

Les actions *Omnibus* ont passé de 1.081 à 1.140. Les recettes de l'exercice 1894 présentent, sur le précédent, une augmentation de recettes appréciable. Cependant, il ne faut pas perdre de vue l'affaire du *Métropolitain* sur laquelle le Conseil Municipal de Paris va être appelé à se prononcer et qui, dans un avenir plus ou moins rapproché, peut lui causer certains préjudices. *Société Centrale de Dynamite*, 620 contre 610 le 29 décembre; *Grands Moulins de Corbeil*, 459 francs, en recul de 3 francs.

Le groupe *Panama* est délaissé. Les actions restent au même cours de 10 fr. 50; *Obligations 5 0/0* en léger bénéfice de 0,25 centimes à 22 fr 25; *3 0/0* 15 50 contre 15 fr.; *4 0/0*, 15 75 en bénéfice de 0.25 centimes; *1re série*, sans variation à 26 50; par contre, la *2e série* passe de 23 fr. 50 à 23 fr.; *Lots*, 120 fr. contre 119. Mentionnons ici une nouvelle que le télégraphe nous a apportée. Les ports de *Panama* et de *Colon* ne sont plus des ports libres. A partir du 1er janvier, les marchandises sont, en effet, frappées d'un droit de

douane de 10 0/0. La *Compagnie du Canal de Panama* et celle du *Chemin de fer de Panama* protestent contre le nouvel état de choses créé.

★ ★ La *Rente Extérieure Espagnole*, que nous laissions le 29 décembre à 73 fr. 45, monte à 74 fr. 15, en bénéfice de 70 centimes. Le groupe parisien semble reprendre ses achats, en prévision d'une amélioration du change, et confiant dans la situation financière de l'Espagne qui, cependant, ne paraît pas tout à fait aussi favorable qu'on le laisse entrevoir. Il est vrai que le coupon de 1 franc qui va être détaché le 7 courant sur la *Rente Extérieure*, est un appât pour les haussiers, qui l'escomptent dès à présent.

★ ★ Depuis longtemps le *report* de la *Rente Italienne* n'avait été aussi élevé qu'en liquidation de fin décembre 1894. De 17 centimes, il s'est élevé à 25 centimes pour un demi mois. On a prétendu que nombre de titres étaient venus de l'étranger se faire reporter à Paris, les porteurs de l'extérieur désirant par ce moyen être crédités en *or* du coupon qui va être détaché dans deux jours. Cette explication est à mettre en doute, le bénéfice pouvant résulter du change, qui est bon en ce moment, n'étant pas assez important pour couvrir les risques de report. En tout cas, le report susmentionné a pesé sur les cours de l'*Italien*, qui clôture à 87 05. En déduisant le cours moyen du raport, soit 21 centimes, ce fonds est en légère perte pour la semaine de 6 centimes.

★ ★ Nouveau progrès sur les *Fonds Roumains* : Le *5 0/0 Amortissable*, que nous laissions à 97 75 à terme et à 98 au comptant, monte à 99 25. Quant au *4 0/0 1890*, s'il conserve à terme son cours précédent de 86 50, il monte au comptant à 87 fr., gagnant ainsi 0,50 centimes.

★ ★ Les *reports* élevés cotés sur les *Fonds Russes* n'ont que peu nui à ces valeurs préférées des portefeuilles. Les *Consolidés 1re et 2e séries* conservent leur cours de 102 francs ; *Russe nouveau 3 1/2 0/0* 96 65, contre 96 70 il y a huit jours ; *Orient* en avance de 35 centimes, à 64 75 ; *Russe 3 0/0 1891* et *2e Emission 1894* 88 65. On remarque que les deux types de *Rente or 3 0/0 1891* et *1894* sont maintenant inscrits sous une seule rubrique.

★ ★ Grande animation, cette semaine, sur les *Fonds Serbes*, qui réalisent une avance considérable. L'*Obligation Hypothécaire 5 0/0* passe de 365 à 376 fr. 50, pendant que l'*Emprunt 5 0/0 1890* gagne 1 fr. 85 à 74 fr. 25. Ces progrès sont la conséquence de l'annonce publiée par nous le 29 décembre dans notre *Marché Financier*, au sujet des négociations relatives au projet de conversion et d'unification d'une partie de la Dette serbe, négociations heureusement terminées dès le 26 décembre.

★ ★ Les *Valeurs Ottomanes* sont fermes mais calmes, sauf les actions de la *Banque Ottomane*, qui sont demandées à 677 50, contre 673 75 il y a huit jours. *Turc C* 28 70, en avance de 5 centimes ; *Turc D*, sans changement à 25 60.

On a annoncé que le Conseil de la Dette Publique Ottomane avait demandé l'avis des jurisconsultes les plus autorisés de Paris, de Vienne, de Berlin et de Londres, au sujet du paiement éventuel de 1/4 0/0 additionnel sur les séries de la Dette convertie. M. le Dr Gneist, légiste allemand, aurait répondu que la proposition d'augmentation occasionnelle lui paraissait incompatible avec la stabilité de l'intérêt que l'on doit attendre d'un fonds d'Etat. *Douanes* 516 contre 513 75 ; *Obligations Ottomanes 4 0/0 1894* sans variation à 451 au comptant ; *Obligations Salonique Constantinople* 320, mais demandées ainsi.

★ ★ L'année 1894 a été favorable aux *Valeurs d'Assurances*, surtout à celles de la branche *Incendie*. Il y a eu, en effet, à signaler dans l'année qui vient de finir, moins de sinistres qu'en 1893. Aussi espère-t-on en des résultats bénéficiaires plus élevés. En conséquence, les cours se maintiennent toujours à leur plus haut point.

QUESTIONS DU JOUR

La Situation Économique et Financière
DES PAYS BALKANIQUES

LA SERBIE (1)

IV

Suite

Le général Grouitch ne fut pas plus heureux que le docteur Dokitch, et son Cabinet ne put résister que six semaines aux assauts du Club radical de Belgrade.

Vers le milieu de janvier 1894 la situation gouvernementale de la Serbie pouvait se résumer ainsi : un parti (les radicaux) ayant une majorité considérable à la Skoupchtina, voulant gouverner à sa guise, n'entendant subir aucune contradiction et prétendant imposer au roi, sans le moindre ménagement pour ses amis et pour sa propre personne, les projets politiques du Club radical.

Sans revenir sur les faits que nous avons signalés dans l'*Economiste Européen* au commencement de l'année 1894, nous rappellerons la lutte douanière que les radicaux engagèrent contre l'Autriche, le principal acheteur des produits agricoles serbes.

Cette lutte, qui pouvait être mortelle pour les intérêts économiques du pays, se serait encore expliquée si elle avait servi d'une manière quelconque la politique de la Russie. Mais au moment même où les radicaux risquaient ainsi de ruiner leur commerce d'exportation avec leur puissante voisine, c'est-à-dire risquaient de tarir la principale source fournissant à la Serbie l'or nécessaire au paiement de ses coupons extérieurs, la Russie se rapprochait de l'Autriche et nouait avec elle des relations commerciales avantageuses pour les produits russes et qui subsistent encore.

L'Autriche ayant pris une attitude menaçante pour le commerce de la Serbie et la Russie ayant fait comprendre aux hommes d'Etat serbes qu'elle n'approuvait nullement leur conduite : force fut aux radicaux de capituler et d'accepter la tarification douanière imposée par le cabinet de Vienne.

Le Roi, qui voulait tenir la balance égale entre les trois partis, s'efforçait de contrecarrer les agissements du Club radical, mais ce dernier ne pardonnant pas au jeune Souverain d'entretenir des relations avec les progressistes, saisissait toutes les occasions pour l'humilier et pour agir contre ses désirs personnels.

Vers le milieu de janvier 1894 le conflit entre le roi Alexandre et les radicaux devint si aigu que l'on pu croire, un instant, à des événements de la plus haute gravité. Le retour du roi Milan en Serbie dénoua brusquement la crise.

Quelle fut la cause réelle de ce retour ? Un appel pressant du jeune Roi qui, ayant appris d'une manière certaine que le cabinet présidé par le général Grouitch avait fait prévenir secrètement M. Pachitch, le chef des radicaux, alors ministre plénipotentiaire de Serbie à Saint-Pétersbourg,

(1) Voir l'*Économiste Européen*, n° 154 et 155.

de rentrer immédiatement à Belgrade, se crut directement menacé.

En apprenant l'arrivée de Milan à Belgrade (21 janvier 1894) le Cabinet radical donna immédiatement sa démission sous le prétexte que la présence de l'ex-Roi en Serbie était contraire à la Constitution. Ce prétexte était d'ailleurs discutable, puisque le roi Milan n'avait volontairement renoncé à revenir sur le territoire serbe que pendant la minorité de son fils, et que le roi Alexandre avait été reconnu majeur, par les radicaux eux-mêmes, depuis le 13 avril 1893. La vérité, c'est que les Ministres radicaux comprirent que le Club radical était allé trop loin dans sa lutte contre le pouvoir royal, et que la présence à Belgrade d'un conseiller de la trempe et de l'expérience de Milan allait changer la face des choses.

N'ayant ni l'intention de blâmer, ni l'intention d'approuver les actes de la politique intérieure serbe, nous passerons sur les faits qui aboutirent d'abord à la formation du Cabinet Joka Simitch (23 janvier), puis à la formation du Cabinet de conciliation Nicolaïevitch (2 avril), et enfin au Cabinet actuel, présidé par Nicolas Christitch, qui a pour programme particulier de gouverner en dehors des partis politiques et de restaurer la situation financière de la Serbie.

La chute des radicaux a été suivie de la dissolution de la Skoupchtina, de la suspension de la Constitution de 1889 et du retour à la Constitution du 11 juin 1869. Les prochaines élections de la Skoupchtina — qui auront lieu au mois de mars —, démontreront si le peuple serbe approuve ou désapprouve la politique du roi Alexandre.

La Constitution de 1889, nous l'avons déjà dit, était peut-être trop avancée pour l'état politique actuel de la Serbie, mais la Constitution de 1869, qui donne au Souverain le droit de nommer directement le quart des députés et qui écarte de la Skoupchtina tous les fonctionnaires, tous les avocats, c'est-à-dire tout l'élément éclairé de la nation : est certainement trop rétrograde. Après les élections, un nouveau *modus vivendi*, plus libéral que la Constitution de 1869, plus rationnel que la Constitution de 1889, interviendra sûrement entre le Roi et le peuple serbe : c'est du moins l'opinion des hommes politiques de tous les partis serbes que nous avons consultés sur ce point spécial.

Jusqu'à ce moment-là, c'est-à-dire jusqu'à ce que la Serbie soit rentrée dans un régime légal et régulier et que le peuple serbe ait lui-même indiqué de quelle manière il entendait être gouverné, nous estimons qu'il faut attendre les événements et observer à l'égard du Gouvernement serbe la neutralité la plus absolue.

V

La France possède en ce moment pour environ 100 millions de francs, en capital nominal, de divers types de rentes serbes. Il y a donc un réel intérêt pour nous à connaître la situation économique et financière de ce pays débiteur.

Population et Superficie : Le dernier recensement date du 31 décembre 1890; il accusait 1.109.885 individus du sexe masculin et 1.052.076 individus du sexe féminin, soit au total 2.161.961 individus. L'excédent de la population mâle était alors de 57.809 individus.

En 1893, d'après le mouvement des naissances et des décès, la population totale était évaluée à 2.250.712 habitants; en 1883, cette population atteignait à peine 1.669.337 individus, c'est donc une augmentation annuelle moyenne de 3,4 0/0, trois fois supérieure à l'augmentation annuelle moyenne de la population en Europe.

La superficie territoriale de la Serbie étant de 48.589 kilomètres carrés, la densité de la population serbe se trouvait être, en 1893, de 46 habitants par kilomètre carré. La densité moyenne de l'Europe n'est que de 36 habitants, celle de la Roumanie de 39, celle de l'Espagne de 35, celle de la Grèce de 34 et celle de la Bulgarie de 33.

La densité de la France est de 72 habitants par kilomètre carré; la densité de la Serbie est semblable à celle de nos départements de l'Ariège, de l'Aveyron, de la Drôme, de la Meuse et de l'Yonne.

Agriculture, Industrie. — Sur les 4.858.900 hectares formant le territoire serbe, les terres cultivées entrent pour au moins 1.500.000 hectares, sur lesquelles les maïs et les céréales occupent 840.000 hectares, les prairies et pâturages 360.000 hectares et les autres cultures 300.000 hectares environ.

Le sol est d'une très grande fertilité; il se prête admirablement à la culture des fruits et de la vigne; quelques-uns des vins produits par la Serbie, tels que ceux de Négotin et de la Jupa, jouissent d'une réputation méritée et leur exportation pourrait reprendre une réelle importance si le vignoble serbe, récemment ravagé par le phylloxera, était reconstitué sur le modèle du vignoble français et si les procédés par trop rudimentaires de l'industrie vinicole serbe pouvaient s'améliorer.

Pour obtenir ces résultats, il suffirait d'établir en Serbie un bon régime foncier, d'introduire quelques capitaux ayant spécialement l'agriculture pour objectif et de modifier les préventions qui existent, dans les classes dirigeantes, contre les affaires organisées et dirigées par les étrangers en Serbie. On arriverait ainsi à transformer très rapidement une situation économique déjà supérieure à la moyenne européenne.

Les divers Gouvernements qui se sont succédé à Belgrade, depuis l'érection de la principauté serbe en royaume, n'ont pas compris le parti merveilleux que la Serbie pouvait tirer de son sol, de ses forêts, de ses mines, en facilitant aux capitaux étrangers la mise en valeur de ces richesses inexploitées.

Le pays possède actuellement 13 mines de charbon, fournissant environ 100 millions de tonnes de combustible par année, chiffre suffisant pour faire face à la consommation serbe. Mais ces mines sont mal, très mal exploitées et elles pourraient facilement produire le double de charbon avec la même main-d'œuvre.

En Serbie les neuf dixièmes de la population vivent exclusivement de l'agriculture; la forme sociale qui domine dans la population rurale est celle de la propriété agricole possédée et exploitée en commun par la famille (*radougra*). Tout le monde est, peu ou prou, propriétaire et c'est cette organisation vraiment curieuse qui donne à ce petit pays un aspect social unique en Europe.

D'ailleurs, pour empêcher la constitution de vastes domaines fonciers la loi serbe stipule que nul individu ne peut posséder en Serbie plus de 200 hectares de terre, et comme la fortune mobi-

lière y est à peu près inconnue il en résulte qu'il n'y a pas dans tout le royaume plus de quatre citoyens jouissant d'une fortune supérieure à deux millions de francs en capital. Mais, réciproquement, il n'y a pas de familles misérables.

Il est vrai qu'il n'existe — dans ce pays favorisé des Dieux — ni noblesse, ni aristocratie, ni bourgeoisie, ni prolétariat industriel ou agricole; on n'y rencontre que quelques commerçants et une immense majorité de cultivateurs... et la loi serbe protège le cultivateur contre l'usurier en mettant hors de saisie pour dette personnelle de chaque citoyen serbe : 3 hectares de terre labourable, les instruments aratoires nécessaires à leur culture et une paire de bœufs.

Avec une pareille organisation de la propriété agricole, l'industrie n'avait guère raison d'être en Serbie, car les vêtements, le linge, les ustensiles, les outils, et. en général, tous les objets nécessaires à la vie, sont confectionnés au sein même des familles. L'industrie proprement dite est donc inconnue en Serbie, et on n'y trouve, en effet, comme produits indigènes, que quelques broderies médiocres et des tapis tissés à la main, dits tapis de Pirot, d'une valeur très relative.

Le sol serbe est cependant très riche en minerais de fer, et grâce au charbon qu'il recèle, grâce aux forêts dont les collines et les montagnes sont couvertes, grâce, enfin, au bon marché de la main-d'œuvre et aux cours d'eau navigables qui entourent ou traversent le territoire : Danube, Save, Morava, l'exploitation de mines de cuivre, d'antimoine, de plomb argentifère, etc., pourrait y être des plus fructueuses.

Malheureusement, la population serbe, si longtemps courbée sous le joug de la domination turque, n'aime guère l'étranger, et les divers partis qui se disputent le pouvoir exploitent volontiers cette tendance.

Ainsi, par exemple, les radicaux spolièrent brutalement, en 1890, la Compagnie française d'exploitation des Chemins de fer serbes en s'emparant de son matériel et des gares en dépit des contrats. Et il fallut la double intervention de la France et de la Russie pour les amener à désintéresser les actionnaires. D'autre part, nous avons vu que les libéraux, sous le ministère Avakoumovitch, dans le but de préparer les élections de 1893, parlèrent de supprimer les Monopoles constitués en garantie de plusieurs emprunts contractés à l'étranger. L'idée fut abandonnée après les élections, mais c'est déjà trop qu'elle soit venue à des Ministres.

Aujourd'hui le ministère Christitch, qui s'est placé au-dessus des luttes de partis, s'efforce de modifier l'état d'esprit de ses compatriotes en leur prouvant qu'ils ont tout intérêt à bien accueillir les étrangers en Serbie ; il cherche à rendre la confiance aux créanciers extérieurs en leur affirmant que la Serbie restera scrupuleusement fidèle à tous ses engagements, et en appuyant ses affirmations par des projets de réformes fiscales comportant des garanties sérieuses au point de vue de l'avenir des finances serbes.

Nous saurons, dans deux ou trois mois, le cas qu'il faudra faire de ces projets par la façon dont la population serbe les accueillera.

(A suivre.) EDMOND THÉRY.

STATISTIQUE EUROPÉENNE

1883-1893

(DEUXIÈME ARTICLE)

DÉPENSES BUDGÉTAIRES. — De toutes les statistiques d'ensemble c'est certainement celle-ci qui comporte le plus de difficultés, non seulement parce que chaque nation se sert d'une méthode spéciale pour établir ses Budgets, mais encore parce que pour certains pays comme l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche-Hongrie, il existe deux Budgets (Budget de l'Empire ou de la Fédération et Budgets particuliers des Etats ou Cantons confédérés) dont les divers éléments se combinent et font double emploi dans les chiffres d'ensemble.

Certaines nations centralisent dans leur Budget annuel les dépenses proprement dites de l'Etat et les dépenses des départements ou provinces ; d'autres y font également figurer les dépenses des communes, mais quelques-unes ne soumettent à leur Parlement que les dépenses de l'Etat.

Certaines nations comprennent dans leurs dépenses générales les frais d'exploitation de leurs monopoles : Tabacs, Postes, Télégraphes, Chemins de fer, etc.... Quelques-unes ne font entrer dans leurs Budgets que les produits nets de ces exploitations.

Il en résulte que l'ensemble des *Dépenses budgétaires* de l'Europe est sensiblement supérieur au chiffre réel des impôts payés par les contribuables européens. Au surplus, les quatre cinquièmes des nations de l'Europe ayant des Budgets se soldant par des déficits plus ou moins déguisés, une fraction plus ou moins importante des dépenses publiques est couverte par l'Emprunt, c'est-à-dire par des impôts différés.

Tous les pays publient régulièrement — mais sous les formes différentes indiquées ci-dessus — leur Budget de *prévision*, c'est-à-dire les Budgets annuellement votés par les Parlements et promulgués en lois de finances. Mais en cours d'exercice surviennent des dépenses supplémentaires et des variations de recettes qui modifient, d'une manière plus ou moins profonde, les chiffres primitifs. Certains pays (la grande majorité) présentent, au bout de quelques années, des règlements définitifs qui donnent alors l'expression de la vérité pour l'exercice budgétaire envisagé ; mais d'autres pays opèrent les rectifications par lois successives, effectuent des virements, font passer d'un exercice à l'autre les dépenses ou les recettes classées sous le nom d'*arriérés*.....et compliquent si bien leur comptabilité publique, que leurs propres financiers ne peuvent quelquefois s'y reconnaître.

Ce sont toutes ces considérations qui nous ont conduit à calculer les *Dépenses budgétaires* de l'Europe d'après les Budgets de *prévision*, ces Budgets donnant d'ailleurs assez exactement la véritable situation budgétaire moyenne de l'Europe, car, pour les grands pays surtout, les Gouvernements s'efforcent toujours d'établir leurs prévisions de dépenses d'après les ressources ordinaires et extraordinaires de leur pays.

Les chiffres que nous donnons ci-après sont donc des *minima*, et il ne faut les prendre que comme des chiffres approximatifs eu égard aux difficultés considérables que présente leur groupement sous une rubrique commune.

L'ensemble des *Dépenses Budgétaires* de l'Europe, qui était de 18.817 millions de francs en 1883, est passé à 23.052 millions de francs en 1893, soit en dix années une augmentation certaine de 4.235 millions de francs ou de 22,5 0/0 par rapport aux dépenses de l'année 1883 : c'est une augmentation moyenne annuelle de 2,2 0/0.

La moyenne annuelle de ces dépenses par habitant est passée de 57 fr. 19 en 1883, à 63 fr. 31 en 1893.

Les grandes puissances de l'Europe : Allemagne, Angleterre, Autriche-Hongrie, France, Italie et Russie figurent dans cet ensemble pour 20.144 millions de

francs et on trouvera, à la deuxième page de la couverture de l'*Economiste Européen* la situation particulière de toutes les nations de l'Europe pour les deux années comparées.

DÉPENSES MILITAIRES. — Les dépenses budgétaires proprement dites ont augmenté de 22,5 0/0 en dix années; pendant la même période, les dépenses d'ordre militaire (ordinaires et extraordinaires) comprenant à la fois l'armée de terre et la marine de guerre, se sont élevées, pour toute l'Europe, de 4.293 millions de francs en 1883, à 5.303 millions en 1893. C'est une augmentation de 1.010 millions, ou de 23,5 0/0 par rapport à 1883, représentant une moyenne annuelle de 2,35 0/0.

Les six grandes puissances de l'Europe entrent dans ce total pour 3.682 millions de francs en 1883, et 4.555 millions en 1893.

Voici, à ce sujet, un petit rapprochement qui ne manque pas d'intérêt :

(En millions de francs)

	1883			1893		
	Guerre	Marine	Total	Guerre	Marine	Total
France	645	205	850	634	255	889
Russie	772	122	894	1.050	200	1.250
Totaux	1.417	327	1.744	1.684	455	2 139
Allemagne	458	46	504	819	99	918
Aut.-Hongr.	295	23	318	330	25	355
Italie	249	57	306	242	105	347
Totaux	1.002	126	1.128	1.391	229	1.620
Angleterre	480	330	810	438	358	796

La moyenne annuelle des *Dépenses militaires* par habitant, est, en 1893, de 23 fr. 18 pour la France; 21 fr. pour l'Angleterre; 18 fr. 58 pour l'Allemagne; 12 fr. 78 pour la Russie; 11 fr. 29 pour l'Italie et 8 fr. 57 pour l'Autriche-Hongrie.

La moyenne générale européenne en 1893 est de 14 fr. 56 par habitant : elle était de 12 fr. 97 en 1883.

DETTES PUBLIQUES : En 1883 le total des Dettes publiques consolidées de l'Europe était de 88.502 millions de francs; en 1893, ce même total s'élève à 116.600 millions, soit une augmentation d'environ 28 milliards, représentant un accroissement de 31,7 0/0 par rapport à 1883 et une moyenne annuelle de 3,17 0/0 par chaque année de la période considérée.

Seule des grandes puissances. l'Angleterre a diminué de 1.560 millions de francs le capital nominal de sa Dette publique.

Les autres nations les ont majorées de :

Allemagne (Empire et Etats), 8.385 millions de francs; Russie, 6.691 millions de francs; France, 4.487 millions de francs; Italie, 3.185 millions de francs; Autriche-Hongrie, 1.922 millions de francs.

En 1883 la moyenne des Dettes publiques par habitant de l'Europe n'était que de 267 francs. En 1893, cette moyenne s'élève à 320 francs.

De toutes les grandes puissances c'est la Russie qui a la moyenne la plus faible : 146 francs par habitant, et c'est la France qui a la moyenne la plus élevée : 677 francs par habitant. Puis viennent l'Angleterre : 429 francs ; l'Italie : 417 francs ; l'Autriche-Hongrie : 304 francs et l'Allemagne : 286 francs.

EFFECTIFS MILITAIRES. — C'est l'examen détaillé de ce chapitre de la statistique européenne qui donne les indications les plus précises sur les véritables préoccupations des grandes nations de l'Europe.

Les contingents de l'armée permanente sur le *Pied de paix* n'ont guère augmenté que dans la proportion de l'accroissement de la population européenne elle-même, mais les effectifs du *Pied de guerre* ont pris une importance colossale. Toutes les nations, sauf l'Angleterre, ont établi le recrutement sur le principe du service obligatoire pour l'universalité des citoyens et les effets d'une mobilisation générale européenne qui n'atteignaient que 13.285.599 individus en 1883, auraient pu mettre en mouvement 21.204.257 hommes en 1893, non compris l'armée territoriale russe et les troupes cosaques de défense nationale, qui représentent à elles seules environ 5 millions d'hommes.

Comme pour les *Dépenses militaires*, un petit groupement donnera une idée très nette des forces respectives des grandes puissances :

(Milliers de combattants)

	1883		1893	
	Sur le pied de		Sur le pied de	
	Paix	Guerre	Paix	Guerre
France	500	3.753	564	4.372
Russie (1)	660	1.970	781	2.411
Totaux	1.160	4.723	1.345	6.783
Allemagne	445	1.519	579	5.100
Autriche-Hongrie	290	1.058	347	1.872
Italie	250	2.119	278	3.781
Totaux	985	4.696	1.204	10.753
Angleterre	97	640	227	734

COMMERCE EXTÉRIEUR. — Le Commerce extérieur de toutes les nations de l'Europe s'élevait, en 1883, à 32.712 millions de francs à l'*importation* et à 25.032 millions à l'*exportation*, soit au total : 57.744 millions de francs. Il est descendu, en 1893, à 31.800 millions aux *importations* et à 24.908 millions aux *exportations*, soit, au total : 56.708 millions de francs. C'est une diminution de 1,8 0/0 pour la période considérée.

Ce Commerce extérieur embrasse, bien entendu, toutes les transactions effectuées par le diverses nations de l'Europe entre elles, et les transactions effectuées par ces mêmes nations avec les autres parties du monde.

Nous établirons plus tard la statistique spéciale des relations commerciales de toutes les nations européennes avec l'Amérique, l'Asie, l'Afrique et l'Océanie, ce qui nous permettra de dégager la véritable balance commerciale de l'Europe.

Mais, en attendant, voici la balance du Commerce extérieur des dix principaux pays de l'Europe pour les deux années 1883 et 1893 :

(Millions de francs)

	1883			1893		
	Imp.	Exp.	Balance	Imp.	Exp.	Balance
Allemagne	4.078	4.088	+ 10	5.167	4.056	— 111
Autr.-Hong.	1.562	1.874	+ 312	1.675	1.966	+ 291
Belgique	1.552	1.343	— 209	1.370	1.200	— 170
Espagne	893	719	— 174	684	626	— 58
France	4.804	3 452	— 1.352	3.853	3.236	— 617
Gr.-Bretagne	10.672	5.995	— 4.677	10.167	5.426	— 4.741
Hollande	2.252	1.437	— 815	2.958	2.344	— 614
Italie	1.380	1.198	— 182	1.190	964	— 224
Russie	2.248	2.561	+ 313	1.687	2.378	+ 691
Suisse	727	633	— 94	827	645	— 182

Par rapport à l'année 1883, la balance commerciale de l'année 1893 s'est sérieusement améliorée pour la France, la Russie, l'Espagne, la Hollande et la Belgique. Elle s'est dépréciée pour l'Allemagne, l'Autriche, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Suisse.

BANQUES D'ÉMISSION. — L'encaisse métallique des Banques d'émission européennes s'est augmentée du 31 décembre 1883 au 31 décembre 1893 d'une somme totale de 2 900 millions de francs, dont 2.478 millions d'or et 422 millions d'argent.

(1) Les chiffres de la Russie pour l'effectif sur le *Pied de guerre*, en 1895, doivent s'augmenter de 5 millions d'hommes pouvant être fournis par l'armée territoriale et les troupes cosaques de défense nationale.

En ce qui concerne l'or, la plus forte augmentation à signaler s'applique à la *Banque impériale de Russie* pour une somme totale de 821 millions de francs; puis viennent la *Banque de France* avec une augmentation de 789 millions de francs et la *Banque impériale d'Allemagne* avec 315 millions de francs. Aucune Banque d'émission européenne, sauf la *Banque nationale de Grèce*, n'a vu son encaisse or diminuer.

Ces 2.478 millions de francs de métal jaune ont été surtout fournis à l'Europe par la circulation monétaire des Etats-Unis, de quelques pays de l'Amérique du Sud et par les mines d'or américaines, australiennes, sud-africaines et russes.

Quant à l'augmentation de l'encaisse-argent, la presque totalité des 422 millions constatés a été apportée par la circulation monétaire européenne elle-même.

En tous les cas, l'augmentation de 263 millions de francs d'argent signalée à la *Banque de France* provient exclusivement d'écus fournis par nos associés de l'*Union latine*.

EDMOND THÉRY.

(Voir le Tableau général p. 2 de la Couverture).

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Bien que la date du 31 décembre 1894 soit passée, les bilans à cette date ne sont pas encore établis. On ne peut donc, pour les Etablissements qui, comme la *Société Générale de Crédit Industriel et Commercial*, publient leur bilan à chaque fin de mois, que se reporter aux chiffres de la situation de fin novembre. Mais, comme le mois de décembre ne doit apporter aucune modification sensible aux derniers totaux connus, on peut, d'ores et déjà, se rendre compte des opérations effectuées au cours de l'exercice écoulé, et des progrès réalisés depuis un an. Nous allons donc prendre la situation de la *Société Générale de Crédit Industriel et Commercial* au 30 novembre 1894, et la comparer à celle du 30 novembre 1893 :

ACTIF	30 novemb. 94	30 novemb. 93
Espèces au siège social.....	6.274.298 21	9.238.056 06
— à la Banque de France	512.398 03	
Fonds disponibles dans les banques (France).........	1.438.636 68	6.637.319 61
Fonds disponibles dans les banques (Etranger).......	3.975.131 51	
Coupons à encaisser........	1.010.443 87	595.569 26
Agents de change...........	252.663 70	321.545 80
Effets à recevoir (France)..	63.604.692 06	62.252.604 23
— — (Etranger)	4.170.275 28	
Reports..................	8.036.330 60	7.643.338 50
Rentes, actions et obligations	3.935.058 40	3.321.539 75
Avances sur titres.........	9.109.333 70	8.092.492 28
— sur garanties......	1.476.205 31	
Comptes courants..........	21.460.194 64	21.318.255 42
Crédits d'acceptations garan.	12.523.722 15	8.410.806 15
Frais génér. (semestre écoulé)	» »	604.437 16
— (semestre en cours)	610.672 93	
Immeuble social...........	3.213.606 16	3.198.631 96
Versement non appelé......	45.000.000 »	45.000.000 »
	186.603.663 23	176.634.596 18

PASSIF	30 novemb. 93	30 novemb. 94
Capital...................	60.000.000 »	60.000.000 »
Fonds de réserve statutaire	6.000.000 »	7.000.000 »
— extraordinaire	1.000.000 »	
Comptes de dépôts à vue...	42.642.501 01	55.659.880 71
— à préavis	11.699.940 36	
Comptes courants (France).	46.569.749 67	43.291.516 13
— (Etranger)	3.605.418 44	
Agents de change..........	362.621 50	16.156 10
Acceptations à payer sur garanties..................	12.523.722 15	8.425.787 50
Acceptations à payer sur provisions..................	44.013 90	
Divers....................	» »	» »
Réescompte du portefeuille.	209.539 10	243.993 30
Intérêts et dividendes antérieurs restant à payer....	36.794 »	113.134 »
Intérêts et dividendes à compte exercice 1894......	75.985 »	
Profits et pertes (solde du semestre écoulé).........	140.945 54	1.884.128 44
Profits et pertes (semestre en cours)................	1.692.432 56	
	186.603.663 23	176.634.596 18

Ce qui ressort des tableaux ci-dessus, c'est, en premier lieu, l'augmentation, d'une année à l'autre, du chiffre d'affaires. Cette augmentation se répercute principalement à l'actif : sur le *Portefeuille d'effets à recevoir*, qui progresse de 5 1/2 millions de francs ; sur les *Avances* sur *titres* et sur *garanties*, qui passent de 8.092.492 fr. 28 à 10.585.539 fr. 01, et sur les *Crédits d'acceptations garantis* que nous trouvons établis à 12.523.722 fr. 15, contre 8.410.806 fr. 15. Sur les *Reports*, sur les *Rentes, Actions et Obligations* également avance à signaler, pendant que les *Comptes courants* s'établissent visiblement aux mêmes chiffres.

Si nous passons au *Passif*, nous voyons que si les *Comptes de Dépôts* sont stationnaires, par contre, les *Comptes courants* sont en avance de 7 millions. Quant au *Compte de Profits et Pertes* il s'établit à 1 million 833.378 fr. 10 contre 1.884.128 fr. 44, c'est-à-dire à peu près dans les mêmes conditions qu'il y a un an si on tient compte que la Société, par suite des rigueurs du fisc au sujet du nombre de ses employés a été frappée, pour 1894, de 27.000 francs d'impôts supplémentaires. Il s'ensuit que les *Frais généraux* accusent une légère augmentation de 6 mille francs, alors qu'ils devraient être en diminution du chef des économies réalisées. Ajoutons que, vraisemblablement, cette augmentation de charges sera sensiblement atténuée pour 1895, et qu'en tout cas, le dividende de 1893 est déjà réalisé pour 1894.

Un chapitre du bilan publié plus haut doit attirer spécialement l'attention : c'est le chiffre des *Réserves statutaires et extraordinaires* qui atteignent 7.000.000 de francs, pour un capital versé de 15 millions. La proportion est, là, de près de 50 0/0, et témoigne de la prudence et de la vigilance du Conseil d'administration.

Cette somme de 15 millions versés sur un capital de 60 millions de francs nous amène à faire remarquer avec quel capital effectif modeste une Société bien dirigée peut conduire des opérations de banque importantes, et la confiance même qui s'attache à elle par la garantie des sommes restant à appeler, et qui forment une réserve toujours prête en cas d'éventualités. Les éventualités ne sont certainement pas à craindre pour la *Société Générale de Crédit Industriel et Commercial ;* cependant les 45 millions de francs non versés n'en sont pas moins un gage indiscutable pour les *Comptes de Dépôts* dont le montant est de bien peu supérieur à ce chiffre.

Puisque nous parlons des versements non encore appelés sur les actions du *Crédit Industriel*, nous croyons devoir réfuter une erreur commise à tout propos au sujet des titres nominatifs non libérés. Beaucoup estiment qu'ils peuvent créer des embarras à de certains moments, par suite des longues responsabilités qu'ils entraînent avec eux. Disons, à ce propos, que l'on envisage la question sous un point de vue faux. Nous ne vivons plus plus, en effet, sous l'ancienne législation. La loi de 1893 sur les Sociétés a décidé, en effet, que tout souscripteur ou actionnaire qui venait à céder son titre, cessait, deux ans après la cession, d'être responsable des versements non appelés.

En résumé, la *Société de Crédit Industriel et Commercial*, à défaut d'émissions, continue à développer ses affaires de banque. N'ayant pas de succursales ni en province ni à l'étranger, elle ne peut élargir son champ d'action en dehors d'un certain cercle ; mais elle ne néglige rien pour tirer parti des bureaux de

quartiers établis par elle dans Paris et pour donner satisfaction à sa clientèle, en se mettant à la hauteur des progrès exigés par les modifications économiques qui se produisent. C'est ainsi que nous croyons pouvoir avancer qu'à partir du 15 janvier courant, elle ouvrira des guichets spéciaux pour assurer, contre les risques de remboursement de tirages, les porteurs de titres cotés au-dessus du pair. Tant que le pair n'était dépassé que par les seuls titres portant intérêt à 5 0/0 l'an, ce nouveau service pouvait, vu la quantité relative de ces titres, ne présenter qu'un intérêt de second ordre ; mais, maintenant que le taux de 4 0/0 s'est imposé et n'a pas empêché la plupart des obligations de s'inscrire au-dessous de leur prix de remboursement, son utilité s'impose, et c'est ce qui a été compris.

On sait qu'au cours de l'année 1894, et pour raisons de santé, l'honorable M. Gay, président du Conseil d'administration, a dû résigner ses fonctions, tout en restant administrateur de cet Etablissement. Il a été remplacé par M. A. de Monplanet, ancien inspecteur général des finances, que M. Gay, miné depuis longtemps par la maladie, avait fait entrer comme administrateur au *Crédit Industriel et Commercial* dans l'idée qu'un jour il serait appelé à lui succéder. Le choix du successeur de M. Gay a rencontré une approbation unanime. Cette approbation signifiait que le monde des affaires et le public étaient heureux de voir les destinées de la Société confiées à une personnalité éminente qui saurait, en suivant la voie tracée par son prédécesseur, lui assurer une situation prospère.

Ajoutons enfin que depuis quatre mois la Société s'est attachée comme Directeur M. Desvaux, un jeune inspecteur des finances, dont l'activité et la haute compétence sont de bon augure pour l'avenir.

A. LECHENET.

Informations Économiques et Financières

Emissions et Conversions effectuées en France pendant l'année 1894. — Dans le courant de l'année 1894, les émissions publiques auxquelles il a été procédé en France représentent un capital de 11 milliards 448.708.574 francs. Mais, dans ce chiffre, les Conversions entrent pour la plus grande partie, ainsi que l'indiquent les deux tableaux ci-dessous :

Conversions effectuées en France en 1894

Conversion du 4 1/2 français en 3 1/2 0/0...	6.789.000.000
Emprunt Norvégien	55.000.000
Conversion en Rente russe 4 0/0 des billets 5 0/0 de la Banque (1re et 2e émissions) et des 2e et 3e emprunts d'Orient 5 0/0	3.000.000.000
315.775 oblig. de la Cie Parisienne du Gaz..	157.887.200
Remboursement et Conversion des Emprunts ottomans dits « *Tributs d'Egypte* »	205.308.500
Emprunt Suédois	55.137.600
Emprunt Danois	33.600.000
Conversion du Crédit Foncier (Comm. 1879).	375.000.000
Total des Conversions.... Fr.	10.670.933.600

Emissions publiques effectuées en France en 1894

20.000 oblig. Soc Indust. des Téléphones..	8.900.000
1.200 — Soc. française des Allumettes.	540.000
4.333 — Société anonyme de la Galerie des Champs-Elysées	1.234.905
1.232 oblig. Compagnie des Chemins de fer de l'Est de Marseille	542.080
Emprunt suisse	20.000.000
4.000 oblig. Compagnie générale des Eaux.	1.840.000
588.235 — Ville de Paris	200.000.000
15.000 — Société génér. intern. d'Eclairage par le Gaz et l'Electricité	7.275.000
80.000 oblig. Chemins de fer Orientaux	40.000.000
100.000 — Chemins de fer Vladicaucase.	50.000.000
119.254 — — Salonique-Constantinople	38.280.534
11.612 oblig. des ports de Tunis, Sousse, Sfax	5.762.455
10.000 — Compagnie Electrique du Secteur de la Rive Gauche	4.925.000
10.000 oblig. Mines de la Loire	4.950.000
Emprunt de Espirito-Santo	14.525.000
800.000 oblig. Emprunt Russe 3 1/2 0/0	379.000.000
Total des Emissions..... Fr.	777.774.974
Total des Conversions.... Fr.	10.670.933.600
Total général....... Fr.	11.448.708.574

Emissions et Conversions effectuées en France

En 1893 ... Fr.	301.411.147
En 1892	601.614.999
En 1891	2.292.763.760
En 1890	2.512.233.812
En 1889	3.786.831.739

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	27 décembre	3 janvier
ACTIF		
Encaisse de la Banque : 27 décembre / 3 janvier — Or .... 2.069 569 552 / 2.069 236 331 ; Argent... 1.241.970 832 / 1.235.599 642 ; 3.311.540 385 / 3 304.835 973	3.311.540 385	3.301.835 973
Effets échus hier à recevoir ce jour	99 829	204.236
Portefeuille Paris — Effets Paris	219.741 389	227 937.965
Portefeuille Paris — Effets Etranger	»	»
Bons du Trésor	»	»
Portefeuilles des succursales	277.928 301	378.577.358
Avances sur lingots à Paris	3.442 800	3 635.800
Avances sur lingots dans les succursales	48 600	48.600
Avances sur titres à Paris	129.861 010	111 407 739
Avances sur titres dans les succursales	158.187 720	160.726.894
Avances à l'Etat	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles	99.627.294	99.627.294
Rentes immobilisées	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales	15.143.604	15.154.317
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales	»	44.922
Emploi de la réserve spéciale	8.407.444	8.407.444
Divers	90 883 532	89.327.455
Total	4.571 892 690	4.686.916.750
PASSIF		
Capital de la Banque	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières — Loi du 17 mai 1834	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières — Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières — Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque	4 000.000	4.000.000
Réserve spéciale	8 407 444	8.407.444
Billets au porteur en circulation	3.481.571 005	3.679 215.530
Arrérages de valeurs déposées	12 601 227	24 855.406
Billets à ordre et récépissés	34.328.215	34 541.063
Compte courant du Trésor, créditeur	187.743 888	144 978 760
Comptes courants de Paris	493.406 160	410.030.199
Comptes courants dans les succursales	64.707 567	77.980 023
Dividendes à payer	10.485.501	8.957.007
Escompte et intérêts divers	267 655	750.677
Réescompte du dernier semestre	782 337	782.337
Divers	60.983 685	79 810.237
Total	4.571.892 690	4.686 916.750

Comparaison avec les années précédentes

	8 janv. 1891	7 janv. 1891	5 janv. 1892	4 janv. 1893	3 janv. 1894
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation	3.204 3	3.161.5	3.439.1	3.612 0	3.679.2
Encaisse	2.360 2	2.588.8	2.968.6	2.957.7	3 304.8
Portefeuille	1.027 2	762.1	656.6,	680.9	506.5
Avances aux partic.	344 8	356.5	337.6	316 0	305.8
— à l'Etat	140.0	140.0	140.0	140 0	140.0
Compt. cour. Trésor	124 8	263.0	182 7	121.0	141 9
— part.	525.8	429.3	467.6	393 9	488.0
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0
Prime de l'or	5 0/00	2 0/00	1 0/00	1 ½ 0/00	pair
Bénéfices nets	2.048 7	1.553 6	1.012.9	1.215.3	705.7

Mouvement des Caisses d'Epargne. — Voici le relevé des opérations concernant les Caisses d'épargne ordinaires, du 21 au 31 décembre 1894 :

Dépôts de fonds ... Fr.	6.763.652 36
Retraits de fonds	4.559.426 97
Excédent de dépôts ..... Fr.	2 204.225 39

Excédent de dépôts du 1er janvier au 31 décembre 1894 : 38.345.735 fr. 03.

Capitaux employés en achats de rentes, du 21 au 31 décembre 1894, pour le compte des déposants des Caisses d'épargne ordinaires : 164.180 fr. 80.

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 2 janvier 1895.

Le Trafic hambourgeois en 1894. — La Réorganisation des Chemins de fer Prussiens. — La Réforme de la Bourse.

L'allocution de l'Empereur à son état-major général que vous connaissez sans doute, fait le sujet de toutes les conversations, si tant est que les Berlinois s'intéressent pour le présent aux questions politiques.

C'est une véritable déclaration de guerre aux partis révolutionnaires. Mais c'est aussi un symptôme rassurant pour le maintien de la paix européenne. Si S. M. Guillaume II prépare la mobilisation contre les ennemis intérieurs, le monde civilisé n'aura pas à craindre les horreurs de la guerre moderne.

Mais, à demain les affaires sérieuses ! Les réceptions officielles ou familiales, les dividendes des banques et des innombrables Sociétés anonymes financières ou industrielles préoccupent davantage les esprits.

Les dividendes se sont naturellement ressentis du calme des affaires. Ils sont généralement égaux ou inférieurs à ceux de l'année précédente. Ainsi le dividende taxé de la Banque de l'Empire est réduit à 5 3/4 0/0. L'an dernier, il était de 7,53 0/0. Pour les autres banques, les écarts sont beaucoup plus faibles.

Ici, nos Chambres de commerce ne tardent pas à publier le bilan de l'année économique. Ainsi la Chambre de commerce de Hambourg a déjà livré au public la Revue commerciale de l'année 1894.

Hambourg, en Allemagne, c'est plus que Marseille en France. Ce qui est vrai pour Hambourg, l'est aussi pour l'ensemble de l'Empire. D'après le rapport en question, le développement économique de la grande cité hanséatique s'est poursuivi paisiblement.

Pour une série d'industries, la situation des affaires ne s'est pas améliorée ; pour d'autres branches, la tendance est visiblement plus favorable.

L'état du trafic maritime de Hambourg, qui résume la situation économique de la Ville libre et de la majeure partie de l'Empire, est fort significatif. L'an dernier, le mouvement maritime de Hambourg avec l'étranger dépassait déjà celui du premier port du monde, Liverpool, avec les pays d'outre-mer. En 1894, le trafic de la métropole maritime allemande s'est encore largement développé. Il dépasse de 300.000 à 400.000 tonneaux celui de l'année antérieure.

Aussi est-il permis d'espérer que le commerce hambourgeois présentera à l'importation, comme à l'exportation, une augmentation égale à celle du commerce extérieur de l'Allemagne pendant les dix premiers mois de l'année courante.

Les échanges avec les pays à étalon d'argent ne sont naturellement pas dans une situation prospère. Toutefois ils ont été moins éprouvés qu'en 1893, lors de la déplorable chute du cours de l'argent.

D'après le rapport, la guerre entre la Chine et le Japon n'a encore exercé aucune influence visible sur le commerce auquel Hambourg prend une si large part.

Mais les talents stratégiques et militaires déployés par les Japonais donnent fort à penser dans les hautes sphères économiques. Les esprits perspicaces redoutent que le peuple japonais, si laborieux et si intelligent, n'applique ses qualités naturelles au développement de ses industries d'exportation. Dans ce cas, avec le bas prix des salaires concordant avec la néfaste dépréciation de l'argent, l'industrie européenne trouverait dans le Japon un concurrent redoutable. Du reste, le commerce japonais a déjà fait subir des pertes sensibles à l'exportation anglaise sur les marchés de l'Asie et de l'Amérique.

Nous avons déjà donné le bilan du budget des chemins de fer de l'État prussien pour l'exercice 1895/1896. Il faut signaler son remaniement complet. Aussi l'a-t-on présenté sous deux formes. La première correspond à l'ancienne division territoriale par districts de direction, la seconde se modèle sur la nouvelle division du réseau par provinces.

Les résultats ne diffèrent pas. Le changement le plus caractéristique est la séparation des dépenses pour travaux complémentaires d'établissement, opérés sur les lignes en exploitation et des dépenses d'établissement des lignes nouvelles.

Les dépenses complémentaires figureront désormais dans le budget général des chemins de fer. Elles étaient inscrites jusqu'à présent dans le projet de loi relatif au réseau secondaire.

En somme, c'est une imitation du système français, parfois si décrié chez vous et mieux apprécié à l'étranger.

Ces corrections auront leur importance l'an prochain au point de vue des finances de l'État par la distinction désormais établie entre les dépenses normales d'exploitation et les dépenses extraordinaires, à porter au compte d'établissement.

L'Administration compte aussi simplifier les écritures et réaliser de notables économies : elles seront appliquées à la formation d'un fonds de roulement, dont l'absence a souvent été regrettée pour l'acquisition du matériel.

La réforme de la Bourse suscite toujours une grande agitation dans les cercles intéressés. Les représentants des villes hanséatiques au Conseil fédéral essaient d'obtenir le concours des représentants d'autres États pour provoquer quelques amendements au projet de loi. Ils auraient, dit-on, réussi auprès d'un grand État de l'Allemagne du Sud. Même au sein du Ministère prussien, certaines voix discordantes se font entendre. Plusieurs fonctionnaires redoutent que le caractère draconien de certaines dispositions du projet ne compromette la situation internationale des Bourses allemandes.

Des modifications favorables sont encore à espérer, qu'elles viennent du Gouvernement prussien ou du Conseil fédéral.

Il est aussi question d'une réorganisation des Chambres de commerce.

Le Gouvernement fédéral s'en occupe, mais seulement au point de vue des lignes générales.

Avant la préparation d'un projet de loi définitif, les Chambres de commerce et les Compagnies similaires seront directement consultées.

En attendant, la Chambre de commerce de Hambourg procède à une enquête régulière au sujet de la dénonciation du traité de commerce avec la République Argentine.

Les témoignages seront recueillis jusqu'au 5 janvier. Les agrariens, inquiétés par l'invasion des blés argentins, ont déjà fait déposer un projet de loi au Reichstag pour obtenir la dénonciation du traité, c'est-à-dire l'application du tarif général aux blés argentins.

Les négociations entamées entre les Administrations de Chemins de fer belges et allemands n'ont pas encore abouti. Elles tendent à l'établissement de trains directs entre les principaux centres commerciaux allemands et le port d'Ostende, en vue du transit des personnes et des marchandises à destination de Douvres. C'est une concurrence pour le trafic de Calais et de Boulogne.

Ici la fameuse guerre de la bière a pris fin. Les deux partis s'attribuent la victoire : c'est dire que l'issue de la bataille a été indécise. On redoute que les socialistes n'utilisent dans quelque autre affaire l'influence et la force dont ils ont fait preuve.

Les organisateurs de l'Exposition industrielle de 1896 s'efforcent de lui donner un caractère attrayant. Il y aura une nouvelle rue du Caire de 25 000 mètres de superficie, un musée historique et ethnologique, un diorama figurant la navigation des dahabiehs sur le Nil, des dromadaires, des ânes blancs et aussi des âniers. En un mot, Berlin espère s'amuser et faire son petit Paris.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1894		1893	
	22 déc.	Dif. 15 déc.	23 déc.	Dif. 15 déc.
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.046 997	— 22.372	832 133	— 7 386
Billets du Trésor	21.157	— 2 652	21.641	— 3 175
Billets d'autres banques	9 549	— 381	9.440	+ 451
Lettres de change	537 322	+ 16 2 6	540 0?7	+ 25 897
Prêts sur titres	71.971	+ 89	100 982	+ 1 305
Valeurs	4 545	— 451	6 489	+ 689
Autres propriétés	55.151	+ 9 115	59 362	+ 5 757
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	1.079.682	+ 4 .851	999 553	+ 56 736
Autres engagements à vue	498.958	— 41 424	405 002	— 26.748
Autres engagements	18.045	+ 174	1.982	— 345

Comparaison avec 1893 et 1892
(Millions de marks)

Stock métallique

	1892	1893	1894
30 nov. ...	871,6	826,9	1074,3
7 déc. ...	866,1	829,2	1071,2
15 — ...	87 ,9	839,5	1069,4
23 — ...	861,7	832,1	1047,0
31 — ...	837,8	797,7	... ,.

Lettres de change et prêts sur titres

	1892	1893	1894
30 nov. ...	652,8	649,3	613,8
7 déc. ...	629,9	618,8	593,6
15 — ...	641,9	613,9	592,9
23 — ...	648,0	641,0	613,3
31 — ...	654,1	753,1	. .,.

Circulation

	1892	1893	1894
30 nov. ...	1005,8	962,4	1061,6
7 déc. ...	943,1	9 1,6	1040,9
15 — ...	984,2	948,8	1038,8
23 — ...	1020,9	1020,9	1079,7
31 — ...	1140,2	1110,1	. . .,.

Réserve de billets

	1892	1893	1894
30 nov. ...	190,6	192,9	339,6
7 déc. ...	156,1	204,8	356,0
15 — ...	212,4	216,6	357,7
23 — ...	161,3	155,8	291,4
31 — ...	16,8	8,4	...,.

Le nouvel Emprunt 3 1/2 0/0 de la Ville de Manhe m. — On annonce que la municipalité de la Ville de Mannheim se propose de contracter un emprunt de 6 millions de marks, destiné à rembourser l'emprunt de 1890 (soit 4.400.000 marks) et les titres non convertis de l'emprunt 1885; le solde est destiné à faire face aux travaux de l'exercice actuel.

Le nouvel emprunt portera intérêts à 3 1/2 0/0 à partir du 1er février 1895, avec coupons semestriels aux 1er février et 1er août; les versements devront être effectués dans les délais suivants: 1er août 1895, 4 millions de marks; 1er septembre 1895, 500.000 marks; 1er octobre 1895, 500 000 marks; 1er novembre 1895, 500.000 marks, et 1er décembre 1895, 500.000 marks.

La Caisse de liquidation des Marchandises à Hambourg. — Il résulte des comptes de 1894 que les affaires à terme ont été moins importantes l'an dernier qu'en 1893. Voici, en effet, les chiffres comparatifs :

	1893		1894	
	Quantités	Valeur en marks	Quantités	Valeur en marks
Sacs de café...	4.178.000	167.120	3.243.500	109.404
Sacs de sucre..	10.291.500	205.830	8.498.000	145.635
Balles de coton.	52.000	5.200	42.500	3.774

La moins-value, en 1894, est donc de 119.337 marks.

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 4 janvier 1895.

La Bourse a été bien impressionnée par les bruits relatifs à l'adoucissement du projet de réforme, à la suite des démarches faites auprès du Gouvernement. Les cours se raffermissent, pour l'ensemble de la cote. Je vous signale la bonne tenue des fonds d'Etat, des valeurs minières et des principales valeurs de Banque, malgré la diminution annoncée des dividendes. Cette situation s'explique par l'abondance de l'argent. Par contre, les valeurs dépendant de la place de Vienne clôturent en faiblesse.

La *Banque de l'Empire* a réduit le taux de son escompte pour les particuliers de 2 1/8 à 2 0/0.

BOURSE FINANCIÈRE DE BERLIN
Cours officiels de clôture des six dernières semaines

VALEURS	29 nov.	6 déc.	13 déc.	20 déc.	27 déc.	3 janv.
Fonds d'État						
Consol. Pruss. 3 0/0	95 25	95 12	91 80	95 37	95 50	96 25
Russe Intérieure 4 0/0	65 62	65 75	65 25	65 »	65 »	65 12
Consolidés Russes	102 »	102 87	102 40	102 50	1 2 75	102 42
Hongrois	100 75	101 12	101 »	101 50	101 75	101 42
Turc VI	25 87	25 75	25 50	25 62	25 62	25 50
Italien 5 %	83 50	84 62	85 62	85 12	85 75	85 87
Chemins de fer						
Autrichiens	160 25	159 37	159 12	161 93	163 »	162 12
Lombards	44 90	44 75	41 62	43 75	43 12	43 62
Gothard	183 37	184 37	183 37	185 62	185 »	181 12
Nord-Est Suisse	129 02	126 90	126 75	127 93	128 62	120 50
Marienbourg	81 37	82 25	81 50	81 37	80 25	80 25
Vars.-Vienne	236 37	240 75	240 40	242 75	242 75	249 12
Banques						
Crédit	239 25	239 »	238 50	241 »	243 62	243 »
Disconto	204 37	207 37	206 62	207 63	208 62	207 12
Darmstadt-Bank	149 56	150 25	150 50	150 25	151 50	152 »
Berl-Handels	151 50	152 25	152 37	152 25	154 37	154 75
Dresde-Bank	153 »	153 60	1 3 25	153 75	156 62	157 87
National-Bank	127 »	127 60	127 50	128 25	128 62	130 37
Mines et diverses						
Laura	121 90	123 60	122 62	121 80	121 90	124 25
Dortmund	55 50	57 12	56 50	56 63	56 37	62 25
Bochumer	135 87	139 »	138 »	139 »	139 60	139 42
Gelsenkirch	166 50	167 50	167 60	167 37	167 12	167 12
Hibernia	137 »	137 50	137 60	137 37	136 75	137 25
Harpener	146 50	147 37	147 60	147 12	146 37	147 12
Packets de Hambourg	87 75	87 62	87 43	86 12	86 37	82 75
Nordd Lloyd	93 »	92 40	91 50	90 75	91 12	87 75
Lots Turcs	111 75	110 75	109 50	110 75	110 50	111 75
Changes						
Paris 8 jours	81 15	81 20	81 15	81 10	81 10	81 10
Londres —	20 39	20 40	20 39	20 39	20 38	20 39
Vienne —	163 65	163 80	163 75	164 10	164 35	163 30
Pétersbourg 8 jours	221 10	220 80	220 ?0	219 60	218 80	216 90
Roubles comptant	222 25	221 37	221 25	220 25	220 2	219 90
fin courant	222 25	221 50	221 50	220 25	220 »	220 25

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 3 janvier 1895.

Les Émissions de 1894. — L'Emprunt chinois. — Les finances de Terre-Neuve. — Les Fonds helléniques. — Les Recettes publiques.

L'année 1895 vient de commencer sous d'assez bons auspices, et l'on espère que le retour d'activité que l'on remarque depuis quelque temps ne fera que s'accentuer. Nous souhaitons que cet espoir se réalise. En attendant, on dresse le bilan de l'année écoulée et l'on cherche à trouver dans les tendances montrées par les affaires une indication pour l'avenir. Le fait le plus rassurant qui se dégage d'un pareil examen, c'est l'oubli des événements de 1890 qui avaient tellement intimidé le marché. Il n'en reste, en effet, plus de vestige, et la liquidation Baring est définitivement soldée. Les capitalistes, qu'une prudence exagérée avait tenus à l'écart de tous les placements, sont revenus dans la voie des placements nouveaux.

Le chiffre définitif des émissions de l'année est, à ce sujet, intéressant à consulter. Vous en trouverez plus loin le tableau, et vous pourrez constater que le montant total des émissions du dernier trimestre égale presque celui des neuf mois précédents.

Le total du dernier trimestre a été, il est vrai, grossi par les 15 000.000 de livres de l'Emprunt Russe, dont une partie relativement peu importante a été seulement placée ici, mais, même en tenant compte de ce fait, nous avons une augmentation sensible par rapport aux mois précédents et à la période correspondante des années antérieures.

En étudiant le détail des dernières émissions, on doit remarquer l'importance prise par les placements coloniaux et indiens, qui ont absorbé cette année 13.129.000 livres. Cette plus value est d'autant plus sensible qu'une crise financière a troublé les Banques austra-

liennes et que la colonie de Terre-Neuve se trouve actuellement dans de graves embarras.

On doit aussi remarquer l'augmentation de 8.809.000 livres faite pendant l'année par la dette des corporations. A juger de l'empressement du public à demander des emprunts comme ceux de Sheffield ou de Manchester, on peut s'attendre à ce que ces placements soient recherchés avant peu autant que les Consolidés eux-mêmes.

Les émissions de 1894 m'amènent à vous parler de l'Emprunt chinois. Je vous ai fait part la semaine dernière de la protestation de la légation chinoise ; voici que MM. Armstrong relèvent le défi et font publier par leurs sollicitors une note dans laquelle ils maintiennent toutes leurs allégations. Ils ajoutent qu'un de ces emprunts proposés à un taux supérieur à celui de l'emprunt accepté leur fut même offert, détail que le Ministre a pu ignorer puisque, dans le cas de leur propre emprunt, ils étaient en communication directe avec les autorités chinoises, bien avant que celui-ci eût reçu des instructions de son Gouvernement.

L'affaire en est là et toutes les négociations se trouvent, par conséquent, suspendues momentanément.

L'opinion publique continue à se préoccuper des événements de Terre-Neuve que je vous ai déjà signalés. Les nouvelles à ce sujet sont un peu plus rassurantes : le Conseil législatif a voté, en effet, un bill garantissant à 80 0/0 la valeur des banknotes de l'Union bank, ce qui est un premier pas vers une solution que tout le monde souhaite ; il a délibéré en même temps sur le bill relatif à la Commercial bank. Il est certain que le Gouvernement approuvera les bills garantissant les billets de ces banques.

La nouvelle de cette détente a été favorablement accueillie. Une solution rapide est désirée d'autant plus que la situation est extrêmement pénible dans la colonie, où l'hiver s'ouvre et où les habitants sont sans ressources. Le Gouvernement a dû demander à la Banque de Montréal le prêt, pour samedi, de 1.400.000 dollars en espèces métalliques afin de payer les coupons, les salaires et autres dettes de l'administration. Ce prêt a été consenti.

Le marché a accueilli favorablement la nouvelle que le Gouvernement britannique prenait sur lui d'entreprendre une action diplomatique en Grèce dans l'intérêt des porteurs de Fonds Helléniques. Une note aurait même été remise invitant le Gouvernement à prendre de nouveau en considération les demandes des porteurs. On n'a pas oublié que le rapport du major Laws, autorisé en 1892, par le Gouvernement britannique, à faire une enquête sur les finances grecques, déclarait que la situation financière était favorable et concluait en faveur d'un emprunt. Ce rapport fut publié officiellement ; dès lors, on n'a pas manqué de rendre le Cabinet de Saint-James moralement responsable des choses de Grèce, et la presse a fait tous ses efforts pour que le Gouvernement soutînt les obligataires. La décision prise a donc été un peu considérée comme une satisfaction donnée à l'opinion publique.

Les comptes du Trésor nous montrent une situation budgétaire assez favorable : pendant les trois premiers trimestres de l'exercice en cours (1er avril au 31 décembre), les recettes se sont élevées, en effet, à 66.820.280 livres : l'augmentation du revenu a ainsi atteint, pendant le dernier trimestre, 1.240.600 livres et, pendant les trois trimestres réunis, 2.869.788 livres.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

2 Janvier 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés	47.649.895	Dette fixe de l'Etat	11.015.100
		Rentes immobilisées	5.784.900
		Or monnayé et lingots	30 849 895
Total	47.649.895	Total	47.649.895

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	14.689.099
Réserve et profits et pertes	3.192.427	Portefeuille et avances	24.[illegible]25 528
Trésor et administration publique	6.598 906	Billets en réserve	21.731.120
Comptes particuliers	38.198 631	Or et argent monnayés	2 211 184
Billets à sept jours, etc.	143 967		
Total	62 686.931	Total	62.686.931

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es-compte %
26 Septembre	38.711	25.509	42.118	30.119	30.001	71	2
3 Octobre	37.455	26.363	40.787	31.249	27.891	68	»
10 »	36.843	26.006	44.606	34.787	27.637	61	»
17 »	36 649	25.776	44.699	34.807	27.672	61	»
24 »	37.751	25.430	44.158	34.118	27.821	63	»
31 »	36 177	25.783	43.338	33 918	27.191	62	»
7 Novembre	35.052	25.508	42.400	33.776	26.441	62	»
14 »	35.558	25.443	42.593	33.460	26.914	63	»
21 »	35 018	25 111	41.135	32.248	26.706	64	»
28 »	34.855	25 015	40.782	31.822	26.740	65	»
5 Décembre	34.196	25.257	40.263	32.412	25 739	65	»
12 »	33.743	25.176	39.936	32.427	25.366	63	»
19 »	33.362	25 325	38 868	31.886	24 8[illegible]7	63	»
26 »	32.547	25.676	37.087	31.272	23.670	63	»
2 Janvier	33 091	25.918	44.797	38.714	23.972	53	»

Les Emissions en 1894. — Voici, en milliers de livres, le total nominal des émissions faites en Angleterre pendant les cinq dernières années ;

	1894	1893	1892	1891	1890
1er trimestre	11.358	7.770	30.943	30.54[illegible]	30.243
2e trimestre	19.719	18.179	28.133	24.808	59.510
3e trimestre	18.140	8.951	7.716	16.936	30.103
4e trimestre	42.618	14.241	14.345	32.302	13.709
	91.835	49.141	81.137	104.595	142.565

Pour l'année 1894, ce total se divise ainsi :

Emprunts d'Etats étrangers £	22.692.000
— coloniaux et indiens	13.129.000
— corporations anglaises	8.8[illegible]9.000
— — coloniales	2.041.000
Chemins de fer anglais	6.384.000
— étrangers	9.411.000
Brasseries	4.297.000
Compagnies minières	5.018.000
— de navigation	1.093.000
Gaz, électricité, eaux	1.622.000
Divers	17.338.000
	91.835.000

Les Recettes douanières Chinoises. — Les recettes douanières des ports chinois ouverts au commerce devant être la garantie de tous les emprunts que la Chine pourra faire, la statistique suivante, que vient de publier l'*Economist* est intéressante à examiner. Elle donne les résultats obtenus pendant le trimestre de septembre des trois dernières années :

	1894 Hk. Tls	1893 Hk. Tls.	1892 Hk. Tls.
Droit d'importation	1.407.969	887.250	1.057.796
— d'exportation	2.774.979	2.888.489	2.605.000
— de cabotage	213.188	223.204	203.288
— sur l'opium	528.498	496.881	522.153
— de tonnage	117.751	106.721	95.566
— de transit	109.665	110.601	114.237
Opium	1.158.236	1.270.108	1.343.503
	6.010.286	5.983.254	5.941.543

Opérations du Clearing-House. — Le montant des traites, chèques, etc., payés par la Chambre de compensation des banquiers pendant l'année 1894 s'élève à 6.337.222.000 liv., en diminution de 140.791.000 liv. sur l'année précédente. Les paiements faits les jours de liquidation du Stock Exchange entrent dans cette somme pour 964.455.000 liv. et montrent une diminution de 38.209.000 liv. sur l'exercice 1893.

Finances Australiennes. — Les revenus de la Nouvelle-Galles du Sud se sont élevés pour l'exercice finissant au 31 décembre 1894, à 9.746.000 liv., en diminution de 43.000 liv. sur 1893.

Compagnie De Beers. — La Compagnie De Beers a déclaré un dividende de 12 sh. 6 d. par action pour le second semestre de 1894. Les recettes du semestre, y compris les diamants non vendus, se sont élevées à 1.492.000 liv., et les dépenses à 623.000 liv. Les bénéfices bruts ont été de 869.000 liv., laissant, après provision faite pour les intérêts et l'amortissement des diverses obligations, un bénéfice net de 635.000 liv. Ces chiffres ne comprennent pas la somme de 720.666 liv., reportée à nouveau le 30 juin dernier. Le stock de « blue ground » sur le carreau de la mise dépasse actuellement 3 millions de « loads ».

Clearing-House

Résultat des compensations du 27 décembre au 2 janvier

Jeudi 27 déc....... £	23.391.000	Lundi 31 déc .... £	33.273.000
Vendredi 28 déc....	46.717 000	Mardi 1er janv......	28 499.000
Samedi 29 déc.......	25 993.000	Mercredi 2 janv.....	22 446 000
		Total.......£	180.319 000

Pour la semaine correspondante de 1893, le total a été de £ 156.326.000.

BOURSE FINANCIÈRE DE LONDRES

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

Valeurs	29 nov	6 déc.	13 déc.	20 déc.	27 déc.	3 jan.
Fonds d'États						
Consolidés anglais 2 3/4 0/0.	103 31	102 87	103 19	103 12	103 41	104 »
Rupee 4 0/0	56 25	55 50	55 »	55 12	55 75	55 87
Brésil 4 0/0	75 50	75 50	75 50	71 50	75 75	75 50
Argentine 5 0/0	67 50	66 75	68 »	68 »	67 75	66 25
Cédulas E	25 62	24 37	26 »	26 »	25 50	25 50
Mexicain 6 0/0	70 50	71 »	71 12	71 25	72 50	70 50
Turc I	66 »	65 75	65 50	66 »	65 50	65 50
— II	45 »	45 »	43 25	44 »	44 »	43 19
— IV	25 56	25 44	25 25	25 87	25 41	25 31
Egypte Unifiée	102 50	102 62	102 50	102 37	102 62	102 50
Grec Monopole	34 25	33 25	33 25	32 »	32 50	31 »
Italien 5 0/0	81 06	85 19	86 19	85 75	86 41	84 37
Russe 4 0/0	103 »	103 25	102 75	103 »	103 25	102 25
Portugais 3 0/0	25 50	25 62	24 50	24 37	24 50	23 75
Espagne Ext. 4 0/0	72 62	73 12	73 25	73 25	73 81	72 87
Hongrois	100 50	101 »	101 25	101 50	101 75	99 75
Français 3 0/0	101 50	101 50	101 50	101 50	102 »	101 »
Divers						
Suez	118 »	120 50	122 »	123 »	121 »	122 »
Lombards	9 50	9 50	9 37	9 37	9 25	9 25
Banque Ottomane	16 81	16 69	16 56	16 62	16 81	16 56
Rio Tinto	14 94	15 06	14 94	15 06	15 19	14 87
Brighton A	157 »	156 50	157 75	156 62	158 50	158 25
North Brit. ord	36 87	38 25	38 25	38 25	38 25	36 52
Pérou ord	3 87	3 50	3 12	3 37	3 12	3 12
— préf.	10 75	9 75	9 25	9 50	9 »	9 25
— debs.	47 75	46 »	43 »	43 50	43 25	43 25
De Beers	18 50	18 69	18 62	18 12	18 69	19 »
Chemins Américains						
Atchison Incom. Bds	20 25	19 50	18 87	18 50	17 12	17 75
— actions	5 »	5 12	5 12	4 87	4 25	4 25
Canada Pacific	61 37	61 »	61 »	60 87	60 25	58 75
Eries	11 50	12 37	11 »	10 12	10 12	10 »
Denver préf.	31 87	31 37	35 50	34 37	33 87	31 25
Milwaukee	59 62	59 75	60 75	59 12	58 25	56 37
Louisville	55 12	55 50	55 37	54 75	54 37	54 12
Norfolk préf	22 12	20 75	20 »	19 87	17 50	18 50
Union Pacific	12 12	12 12	11 50	12 12	11 37	11 25
Mexican ord.	14 25	14 25	14 25	14 25	14 25	13 87
Argent en barres	28 44	28 12	27 87	27 62	27 44	27 44
Change sur Paris	25 28	25 28	25 28	25 31	25 35	25 31
Escompte de la Banque	2 »	2 »	2 »	2 »	2 »	2 »
Escompte hors banque	1 »	0 87	0 87	0 87	0 87	0 62

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 4 janvier 1895.

L'année a commencé, pour le marché anglais, dans des conditions assez favorables : depuis la liquidation les transactions sont redevenues très nombreuses et les sommes manipulées sont plus considérables que jamais : ce fait prouve combien les spéculateurs reprennent de hardiesse et d'audace. Le marché créancier continue d'attirer l'attention de la place : on constate toutefois, depuis quelques jours, des réalisations assez suivies provenant de la petite spéculation et les gros spéculateurs n'ont rien fait pour arrêter ce tassement qu'ils considèrent comme salutaire.

Les Consolidés sont fermes et atteignent le cours de 104, la majorité des Chemins anglais gagne environ 1/2 0/0.

Parmi les fonds étrangers, les Rentes allemandes sont demandées, l'Italien et l'Extérieure suivent les fluctuations du marché de Paris, les Fonds russes sont calmes; les Grecs restent plus faibles après avoir été poussés sur la nouvelle que le Gouvernement britannique prenait sur lui d'entreprendre une action diplomatique dans l'intérêt des porteurs.

Les Fonds argentins et de l'Uruguay sont fermes tandis que les Brésiliens restent délaissés.

Les Chemins américains témoignent d'une certaine lourdeur.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 3 janvier 1895.

La Crise ministérielle hongroise. — Les Délégations. — La Bourse de Vienne. — Les Priorités-or 5 0/0 de Prague-Dux. — Les Priorités 3 0/0 de la Société des Chemins de fer d'intérêt local. — La circulation des Bons de Salines.

Toute l'attention du pays se porte sur la crise ministérielle hongroise, qui n'est pas encore résolue, malgré la présence de l'Empereur-roi à Budapest. L'opinion est très surexcitée dans la capitale hongroise, où M. Wekerlé jouit d'une grande popularité, et l'ignorance où l'on est de la volonté du Souverain contribue à augmenter l'effervescence. On reproche à la *camarilla* de la Cour viennoise, à la tête de laquelle serait le comte Kalnoky, de mettre en échec le Parlement hongrois.

Divers noms ont été mis en avant; après le comte Banffy qui, en sa qualité de calviniste, est la bête noire du parti clérical, on parle du comte Khuen-Hedervary, chef du banat de Croatie, comme ayant le plus de chances d'être appelé à former le Cabinet. Quoiqu'il en soit, le parti libéral est prêt à soutenir tel Ministère capable de résister aux tentatives de pression venant de Vienne et de poursuivre la politique intérieure de M. Wekerlé.

Les sessions des Diètes s'ouvrent l'une après l'autre sur toute l'étendue du territoire; avant le nouvel An, aussitôt après la séparation du *Reichsrath*, les Assemblées de Vienne, Linz, Graz, Prague, Brünn, Troppau et Gorz ont commencé leurs travaux et les autres vont suivre. Je résumerai, comme d'habitude, les travaux de ces 17 Assemblées, qui jouent un si grand rôle au point de vue de la politique intérieure et qui s'occuperont surtout de la réforme électorale, sur laquelle il sera bien difficile de se mettre d'accord.

L'année 1894 a fini en hausse, malgré la cherté des reports et les entraves à la spéculation créées par la haute Banque. Si nous comparons la cote du 31 décembre 1894 à celle du 30 décembre 1893 (dernier jour de l'année), les principales plus-values ressortent, comme suit, en florins : Rente-or autrichienne, + 5,90 ; rente-couronne autrichienne 4 0/0, + 3,15 ; rente-or hongroise, + 7,40 ; rente-couronne hongroise, + 3,90 ;

lots de 1860, + 11 ; *Actions* du Crédit Foncier autrichien, + 103 ; Crédit Anstalt, + 55,25 ; Laenderbank, + 26,20 ; Banque d'Autriche-Hongrie, + 43 ; Chemins de Bushtiehrad, réseau A, + 220, réseau B, + 88 ; Société de Navigation à vapeur du Danube, + 126 ; Chemin de fer de l'Empereur Ferdinand du Nord, + 555, etc., etc.

Les seules valeurs qui aient reculé d'une année à l'autre sont : les actions de la Sudbahn, qui perdent 1 florin, et deux ou trois petites affaires industrielles pour lesquelles la baisse est insignifiante.

La Chambre de la Bourse de Vienne a rayé de la Cote, à partir de ce jour, les obligations or 5 0/0 du Chemin de fer de Prague-Dux, première émission 1883 ; il s'agit des titres qui n'ont pas été présentés à la conversion en août 1892 et dont le nombre est relativement élevé, paraît-il. On veut, évidemment, amener les porteurs à s'en défaire ou à accepter la conversion et la même mesure sera prise pour d'autres valeurs telles que les priorités de la *Albrecht-bahn*.

L'émission des priorités 3 0/0 de la *Société des Chemins de fer d'intérêt local* prises ferme par le groupe de l'*Unionbank*, s'est faite, vous le savez, avec une facilité remarquable. Pour les 30 millions de couronnes émis le 15 décembre dernier, les demandes ont afflué à ce point qu'il a fallu faire de très grosses réductions. En présence de ce succès, le groupe a placé, par vente libre, le second lot de titres s'élevant à 40 millions de couronnes, de telle sorte qu'il a suffi de deux semaines pour liquider cette affaire et dissoudre le Syndicat formé par la *Unionbank*.

Ajoutons que l'Allemagne et la Hollande ont pris les 2/3 de ces titres, le solde ayant été placé dans la Monarchie.

A la suite des retraits effectués en fin d'année, la circulation des bons de Salines se chiffre actuellement par 38 1/2 millions de florins environ, après être descendu à 33 millions, pour remonter à 40 1/2 millions de florins.

Informations Économiques et Financières

Les Finances de la Basse-Autriche. — Le budget provincial de la Basse-Autriche, pour 1895, prévoit 9.769.379 florins de dépenses, contre 9.462.785 florins de recettes, soit un déficit de de 306.594 florins. En 1894, le déficit prévu était de 210.482 florins.

Pour compenser les sacrifices inéluctables, le Conseil provincial a émis un vœu tendant à ce que le Gouvernement alloue aux diverses provinces une part suffisante sur les recettes du monopole de l'alcool actuellement à l'étude.

Les Travaux pour les Voies de communication de Vienne en 1895. — La Commission des voies de communication de Vienne a arrêté le programme des travaux à exécuter pendant l'année 1895 ; le chiffre des dépenses a été fixé à 25.764.350 florins, se répartissant comme suit :

Chemin de fer de ceinture, 6.060.900 florins ; lignes des faubourgs, 2.409.550 florins ; ligne de la Wien, 6.017.900 florins ; ligne du canal du Danube, 3 350.000 florins.

La Commission a décidé aussi de commander trois ponts pour les chemins de fer de ceinture et de la Wien, pour une valeur de 180.000 florins, et de consacrer 70.000 florins au rachat d'un terrain pour la ligne des faubourgs.

Les Recettes de la Régie des Tabacs en Autriche. — Pendant les trois premiers trimestres de 1894 les recettes de la Régie des tabacs se sont élevées à 65 millions 508.246 florins, dont 62.585.862 florins pour les qualités ordinaires, 2.345.124 florins pour les spécialités et 527.260 florins pour les produits étrangers. Le total des ventes accuse ainsi une plus-value de 1 million 730.991 florins, ou de 2,7 pour cent, par rapport à la période correspondante de 1893.

La consommation des cigares, provenant des fabriques privées, s'est élevée à 872.455.100 cigares, soit une augmentation de 14.925.665 cigares, ou de 1.7 0/0 ; l'importation des cigares étrangers s'est élevée à 953 500 unités, soit une plus-value de 5,5 0/0. On a vendu, en outre, 1.293.152.887 cigarettes, soit une plus-value de 12,7 0/0.

Par contre, la consommation du tabac à priser a diminué de 39.915 kilogrammes, et celle du tabac à fumer de 37.968 kilogrammes.

La Banque des Pays-Autrichiens (Laenderbank). — La succursale de la Banque des Pays-Autrichiens à Prague a été ouverte le 1er janvier, mais elle s'occupera exclusivement des opérations relatives au commerce des sucres, pour le compte de trois raffineries et de six usines de sucre brut.

Les Dépôts d'Or à la Banque d'Autriche-Hongrie. — Les Gouvernements autrichien et hongrois ont déposé récemment un nouveau montant de 3 millions 330 mille florins à la *Banque d'Autriche-Hongrie*. La contrevaleur a été fournie en billets de banque destinés, comme on le sait, au retrait des billets d'Etat.

Les dépôts d'or effectués jusqu'ici par les deux Gouvernements s'élèvent à 47 millions 660 mille florins, en échange desquels la Banque leur a délivré 16 millions 660 mille florins en billets et 25 millions 610 mille florins en monnaies d'argent.

Le crédit des deux Gouvernements à la Banque, s'élevant à 5 millions 360 mille florins, ne s'est pas modifié depuis trois semaines.

Société de Navigation à Vapeur du Danube, en Autriche. — Les recettes du mois de novembre 1894 se sont élevées à 895.985 florins, en diminution de 150.073 florins par rapport à novembre 1893.

Depuis la reprise de la navigation et jusqu'à fin novembre, les recettes se sont élevées à 8.888.465 florins, soit une moins-value de 1.096.760 florins sur la période correspondante de 1893.

BOURSE FINANCIÈRE DE VIENNE

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

VALEURS	29 nov	6 déc.	13 déc.	20 déc.	27 déc.	2 janv
Fonds d'États						
Autriche Rente Or	124 30	124 40	124 25	124 35	124 10	124 20
— — Argent	99 90	100 02	100 »	100 10	100 12	100 20
— — Couronne	99 95	100 »	99 80	99 80	98 50	98 60
Hongrie Rente Or	123 40	123 80	123 80	124 30	124 05	123 65
— Rente Couronne	97 95	97 90	98 05	98 75	98 35	98 45
Chemins de fer						
Bohême-West	407 »	408 »	407 50	408 »	409 »	411 25
Buschtherader-B.	543 »	536 50	533 »	537 »	542 »	512 »
Lemberg-Czernowitz	288 »	294 75	292 50	291 50	293 50	293 »
Ferd.-Nord	3445 »	3500 »	3460 »	3485 »	3485 »	3485 »
Autriche Nord-West	246 70	245 »	242 20	246 »	246 »	244 »
Staatsbahn	391 »	389 50	388 »	392 70	393 »	392 70
Lombard	109 90	108 70	107 60	106 60	106 20	105 70
Lokalbahn	211 »	219 50	209 »	209 »	208 75	210 50
Changes						
Sur Londres	124 60	124 65	124 35	124 25	123 85	124 10
— Paris	49 60	49 62	49 47	49 37	49 32	49 30
Napoléons d'or	9 91	9 91	9 89	9 88	9 84	9 85

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 4 janvier 1895.

L'année a débuté avec des tendances fermes pour la Bourse de Vienne, malgré les difficultés d'obtenir des avances dans les Etablissements de crédit. Il y a lieu de signaler, notamment, les achats de rente hongroise

et de valeurs de chemins de fer. On s'attend, du reste, à une détente monétaire, en raison d'un remboursement d'une quinzaine de millions de florins qui doit être effectué ces jours-ci par les Banques ; cette somme viendra s'employer sur le marché.

Un avis officiel annonce que la ligne d'intérêt local de Laibach à Stein est exploitée par l'Etat à partir du 1er janvier.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 2 janvier 1895.

Le discours de M. Canovas del Castillo au Cercle conservateur. — Le mouvement du Commerce extérieur.

M. Canovas del Castillo a admirablement dépeint la situation actuelle dans le discours qu'il a prononcé au cercle conservateur. Je regrette de ne pouvoir reproduire tout au long ce document, qui met bien les choses au point et qui démontre que le système économique préconisé par les conservateurs n'est pas une protection aveugle comme on l'a dit.

M. Canovas del Castillo s'est étendu aussi sur la question budgétaire. Il importe, a-t-il dit, en substance, d'évaluer le *déficit*, non seulement d'après les comptes de Trésorerie, mais aussi sur tous les autres points qui touchent au budget de l'Etat; en d'autres termes, il est dangereux de jouer sur les chiffres, comme on le fait, de masquer la véritable situation. En effet, les données que publie la *Gaceta* n'inspirent plus aucune confiance ; par conséquent, elles ne trompent plus personne.

Ce discours, commenté par la presse madrilène, a produit une profonde impression; en présence du manque de cohésion et de l'absence de tout programme dans les rangs ministériels, on estime que les conservateurs devraient reprendre le pouvoir. Mais je ne pense pas que leur chef y songe à l'heure actuelle, ni même qu'il soit disposé à prendre une succession des plus embrouillées.

Constatons, cependant, que les recettes du Trésor s'améliorent dans une certaine mesure; s'il est difficile de dégager la vérité au milieu des comptes préparés en haut lieu, on n'en voit pas moins que le rendement des impôts est en progresssion de mois en mois. Mais il est décourageant de constater l'apathie du Gouvernement de M. Sagasta, qui ne résout aucune question et vit d'atermoiements.

Le mouvement du commerce extérieur des onze premiers mois de l'année 1894 n'est guère satisfaisant; l'excédent des importations sur les exportations s'élève à 130 millions 290 mille pesetas, contre 68 millions 270 mille pesetas pour la période correspondante de 1893 et 89 millions 370 mille pesetas pour celle de 1892.

En ce qui concerne les *importations*, l'augmentation porte sur les articles suivants: produits chimiques 10 millions, coton en balles 21 millions, laines et tissus de laine 5 millions, soies 1 million, animaux et dépouilles 17 millions, sucre 8 millions, produits alimentaires 18 millions. Il faut signaler, comme toujours, les importations de blé qui se sont élevées à 396 millions de kilogrammes, soit une valeur de 76 millions, contre 73 millions en 1893.

Quant aux *exportations*, la moins-value, par rapport aux onze premiers mois de 1893, est de 5 millions de pesetas, en chiffres ronds ; elle s'applique surtout aux minéraux et à la céramique, aux métaux, au coton manufacturé et aux substances alimentaires. Seules les oranges ont gagné. Signalons encore la baisse des expéditions d'huiles, qui atteignent à peine la moitié du chiffre de 1893, et, enfin, les vins ordinaires; pour le Jerez, il y a une légère augmentation.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 16 décembre (50 semaines)

	1891	1892	1893	1894
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	14.133 716	14.173.202	14.201 698	13.495.564
Nord de l'Espagne (1959 k.)	59.413 417	53 158 751	56 166 795	56.730.670
Asturies (741 kil.)........	10 169 538	11.377 090	12.008.198	13 043.876
Lérida-Reus (103 kil.) . .	1 614 853	1.358.611	1 289 825	1 156.384
Almensa-Valence (460 kil.)	11.990 438	11.296 015	10.149 338	10 379 920
Saragosse (2672 kil.)......	54 371 808	51 913.432	49.767 714	49.985.458

Les Recettes et les Paiements du Trésor espagnol. — Notre correspondant de Madrid nous a indiqué, dans sa lettre du 26 décembre 1894 (*Economiste Européen*, no 155) les chiffres officiels des *recettes* jusqu'à fin novembre 1894, accusant une plus-value de plus de 10 millions de pesetas.

Il est intéressant, à ce propos, de reproduire l'analyse de ces chiffres, telle qu'elle a été donnée par notre grand confrère madrilène, *La Epoca* :

	Pesetas
Les recettes jusqu'à fin novembre 1894 s'élèvent, pour les cinq premiers mois de l'exercice, à..................................	314.810.310
Elles s'élevaient pour la même période de 1893, à..................................	314.825.582
Soit une moins-value pour l'exercice en cours de..................................	15.272

Comme on le voit, dit notre confrère, ce résultat n'accuse pas une amélioration de recettes; pourtant, on s'efforce, dans les milieux officiels, de masquer la véritable situation, en diminuant les chiffres des exercices antérieurs, de façon à rendre la comparaison favorable à l'exercice en cours. Grâce à ce système on est arrivé aux chiffres suivants :

	Exercice en cours	Exercices antérieurs	Total
		En pesetas	
Pendant les cinq premiers mois de 1893-94.........	261.857.438	46.510.055	308.367.494
Pendant les cinq premiers mois de 1894-1895.......	271.885.417	42.635.655	314.521.072
Différence...	+ 10.027.999	— 3.874.400	+ 6.253.578

Voici, au surplus, le tableau détaillé :

Nature des recettes	5 premiers mois 1893-94	5 premiers mois 1894-95
—	Pesetas	
Contribution immobilière.........	54.358.731	53.704.557
Contribution industrielle..........	12.494.492	12.863.509
Impôt des droits royaux...........	10.954.935	12.816.862
— des cédules personnelles....	3.909.298	3.773.446
— sur appointements..........	7.085.208	8.064.385
— sur paiements de l'Etat.....	1.197.439	1.870.676
— sur voitures de luxe........	74.519	184.268
Contribution de concert avec les provinces Basques et la Navarre.	1.270.564	1.650.202
Droits de Douanes................	54.196.809	51 205.198
— des Consulats...............	379.095	606.165
Impôt de consommation...........	26.783.423	28.034.746
— spécial sur les alcools......	415.013	516.730
— sur le sucre................	2.990.789	5.367.995
— spécial sur les articles des colonies................	3.755.123	4.347.467
— sur tarifs de chemins de fer.	4.948.144	4.903.480
Timbre d'Etat....................	19.253.313	21.095.532
Impôt spécial sur la vente des cartes.........................	260.631	53.440
Impôt spécial sur la vente de la poudre........................	»	177.246
Tabacs	37.499.081	37.499.608
Allumettes	1.239.583	1.947.916
Loteries..........................	9.211.812	5.220.700
A reporter..............	252.278.002	255.904.128

Report	252.278.002	255.904.128
Mines d'Almaden	13.761	9.694
Mines de Linarès	93.750	93.750
Produit des canaux	534.536	510.514
Rente de Cruzada	»	17.492
Rachat du service militaire	144.187	23.750
Autres ressources	8.793.191	15.326.077
Totaux	261.857.438	271.885.417
Reliquats des exercices de 1850 à 1893-94	46.510.055	42.635.655
Totaux	308.367.494	314.521.072

Pour obtenir ces résultats d'apparence si satisfaisante on se livre à un escamotage fort ingénieux. En effet, la *Gaceta* du 25 décembre 1893 donnait comme recettes 264 1/2 millions de pesetas (et non 261 3/4 millions) pour les cinq premiers mois de 1893 94. et 50 1/3 millions (au lieu de 46 1/2) pour les exercices antérieurs.

En rétablissant les chiffres réels, on arrive donc à une moins-value de 15.272 pesetas, au lieu d'une plus-value de 6.253.578 pesetas.

Il convient d'observer que les chapitres suivants sont en diminution pour l'exercice en cours : contributions foncières, douanes (3 millions), loterie (4 millions). Par contre, il y a augmentation pour : la contribution industrielle, les droits royaux, l'impôt sur les soldes et appointements, la consommation, les sucres et articles coloniaux, le timbre de l'Etat et les autres sources de revenus non spécifiées.

Quant aux *paiements*, ils s'élèvent, pour les cinq premiers mois de l'exercice, à 301.247.260 pesetas, soit à 13 millions de moins que les recettes; mais cet excédent ne suffit pas pour faire face aux échéances de fin décembre, qui se chiffrent par 70 millions tant pour l'amortissement que pour les intérêts de la Dette.

Le Commerce extérieur de l'Espagne. — En novembre 1894, les *Importations* se sont élevées à 65.969.684 pesetas et les *Exportations* à 55.252.663 pesetas.

Et voici, en attendant le tableau détaillé que nous publierons prochainement, les chiffres comparatifs des onze premiers mois des trois dernières années :

	1892	1893	1894
	En millions de pesetas		
Importations	681,58	624,03	681,01
Exportations	592,21	555,76	550,72
Excédent des importations sur les exportations.	89,37	68,27	130,29

Dans sa lettre du 2 janvier 1895, notre correspondant de Madrid nous donne l'analyse de ce mouvement.

BOURSES FINANCIÈRES DE MADRID & BARCELONE

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

	29 nov	6 déc.	13déc.	20déc.	27déc.	3 janv
Madrid						
Dette Intérieure 4 0/0	72 70	73 15	73 20	73 05	73 35	72 15
— Extérieure 4 0/0	81 05	81 05	81 45	81 80	81 90	81 »
Amortissable 4 0/0	80 85	80 86	80 80	81 0	81 20	80 40
Change sur Londres 3 mois	28.28	27 99	28 07	28 20	28 06	28 22
— sur Paris 8 jours	12 50	11 27	11 92	12 20	11 20	12 25
Barcelone						
Dette Intérieure 4 0/0	72 62	73 35	73 20	73 22	73 43	72 57
— Extérieure 4 0/0	81 17	81 50	81 77	81 80	81 72	81 10
Obligations Hyp. Cuba 6 0/	109 37	109 »	109 87	110 37	110 37	110 37
-- 5 0/.	98 62	99 »	99 37	99 62	99 62	99 62
Change sur Paris	12 90	11 80	12 20	12 30	11 30	12 30

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 4 janvier 1895.

D'importantes réalisations alourdissent le marché espagnol depuis le commencement de l'année; l'*Intérieure* est délaissée; mais l'abondance de l'argent a facilité la dernière liquidation. On parle de nouveau, en Bourse, du projet d'emprunt de 500 millions que le Gouvernement tenterait de réaliser dans le courant du premier semestre; mais, c'est là une réédition des bruits qui avaient cours il y a deux mois déjà et qui ne reposent sur une aucune raison sérieuse.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 2 janvier 1895.

La Situation politique. — Le mouvement du Commerce extérieur à fin novembre. — La Banque Tibérine.

L'accueil fait à M. Crispi, par le Roi, à l'occasion des réceptions du jour de l'An, confirme bien l'accord gouvernemental que d'aucuns avaient mis en doute. Il y a donc tout lieu de supposer que, malgré les efforts des partis coalisés, en vue d'obtenir la démission du Cabinet, le Souverain ne se séparera pas de ses Ministres; alors c'est la dissolution à bref délai et un nouvel appel au pays. Cet appel, vous savez ce qu'il signifie en Italie : la masse des électeurs s'abstenant d'aller aux urnes, les résultats dépendent de l'activité et du savoir-faire du Ministre de l'intérieur.

Je vous ai envoyé le tableau du commerce extérieur pour le mois de décembre et les onze premiers mois de 1894; il a causé, pour cette période, un accroissement de 76 millions de lire par rapport à 1893, dû à une plus-value de 118 millions dans les exportations et à une diminution de 76 millions pour les importations.

Grâce à l'abondance des récoltes, les achats de céréales de l'étranger ont baissé de 64 millions 570 mille lire; il en est de même pour les denrées coloniales, les articles droguerie et le tabac, qui perdent 3 millions 360 mille, et la laine, dont la moins-value est de 3 millions 40 mille lire. Par contre, il y a augmentation pour les produits suivants : pierres, verreries et poterie, 18 millions 610 mille lire, — minéraux et métaux, 3 millions 720 mille lire, — peaux, 6 millions 880 mi le lire. — coton 7 millions 900 mille lire, — produits de la teinturerie, 3 millions 160 mille lire et boissons, 3 millions 630 mille lire.

Quant aux *exportations*, presque toutes les catégories sont en progrès, ainsi que l'attestent les plus-values suivantes :

Huiles d'olives, 21 millions; soies grèges, 43; — animaux et sous produits, 32 millions, dont 9 millions s'appliquent aux exportations d'œufs, etc., etc. Ce sont là des produits du sol, mais l'augmentation est sensible aussi pour les produits industriels tels que : les tissus de coton, 2 millions 1/2, — les tissus de laine, 1 million, — de soie, 5 millions, etc., etc.

En résumé, l'écart entre les importations et les exportations, c'est-à-dire le déficit de la balance commerciale se réduit à 64 millions pour les onze premiers mois de l'année, alors qu'il était de 226 millions en 1893, de 440 millions en 1889 et de 603 millions en 1887.

On annonce la prochaine convocation des actionnaires de la *Banque Tibérine*, en assemblée générale extraordinaire, pour ratifier le profit de liquidation arrêté par les administrateurs d'accord avec la Banque d'Italie.

Voici les bases du concordat :

1° Tout l'actif mobilier de la Banque Tibérine servirait à payer — à l'exception de la Banque d'Italie, — tous les créanciers qui avanceraient deux millions environ; l'excédent de la réalisation de l'actif reviendrait aux actionnaires;

2° La *Banque d'Italie* deviendrait possesseur de tout l'actif immobilier. pour le total de ses créances s'élevant à une soixantaine de million;

3° La liquidation devrait se faire par les soins de personnes désignées ou agréées par la *Banque d'Italie*.

Informations Économiques et Financières

Le Mouvement du Commerce extérieur de l'Italie pendant les onze premiers mois de 1894.

Les sommes s'entendent en milliers de lire

CATEGORIES	IMPORTATIONS Du 1er janvier au 30 nov. 1894	Différ. sur 1893	EXPORTATIONS Du 1er janvier au 30 nov. 1894	Différ. sur 1893
Spiritueux, boissons et huiles	28.492	+ 3.629	116.527	+ 13 259
Denrées coloniales, drogues et tabacs	69.895	— 10.291	5.275	— 563
Produits chimiques, articles médicinaux, résines et parfumeries	12.371	+ 688	33.262	+ 26
Couleurs et articles pour teinture et tannerie	25.712	+ 3.165	12 426	— 681
Chanvre, lin, jute, etc.	20.340	— 3.359	46.064	+ 5 935
Coton	140.841	+ 7 902	33 616	+ 1.965
Laine, crin, poils	70.830	— 3.048	16 485	+ 5.148
Soie	107.587	— 2 124	321.071	+ 44.541
Bois et paille	35.927	+ 1.414	33.818	+ 4.449
Papier et livres	10 834	— 535	6.803	— 435
Peaux	46.812	+ 6.884	21.081	+ 1.730
Minéraux, métaux et leurs dérivés	118.530	+ 3.723	37.162	+ 8.202
Pierres, terres, poteries, verres et cristaux	127.855	+ 18.596	46.980	+ 312
Céréales, farines, pâtes, etc.	106.891	— 4.570	103.705	— 71
Animaux, produits et dépouilles d'animaux	78.539	— 1.995	131.747	+ 32.813
Objets divers	13 297	— 1.873	14 723	+ 1 190
Total	1.044.798	— 41 793	980.752	+117.824

Ces chiffres se résument comme suit :

	En lire	Différ. sur 1893
Importations	1.044.800.000	— 41.790.000
Exportations	980.752.000	+117.824.000
Total	2.025.552.000	+ 56.034.000

On trouvera l'analyse de ce mouvement dans la lettre de notre correspondant de Rome.

Le Mouvement des Métaux précieux en Italie. — Pendant les onze premiers mois de 1894, les *importations* d'or et d'argent se sont élevées à 87.566.100 lire, en augmentation de plus de 48 millions de lire sur la période correspondante de 1893.

Quant aux *exportations*, elles se sont élevées à 35.131.900 lire, en diminution de 54 1/2 millions sur l'année antérieure.

Voici, au surplus, les chiffres relatifs détaillés du mouvement :

Importations	janv.-nov. 1894	diff. sur 1893
Or brut en barres..L.	3.871.400	+ 1.040.600
Or monnayé	14.108.100	+ 11.491.700
Argent monnayé	69.586.600	+ 35.509.400
Total......L.	87.566.100	+ 48.041.100

Exportations	janv.-nov. 1894	diff. sur 1893
Or brut en barres..L.	3.520.400	— 2.438.800
Or monnayé	19.030.900	— 44.912.800
Argent monnayé	12.580.600	— 11.958.400
Total......L.	35.131.900	— 54.432.400

Les nouveaux Titres de Consolidé italien. — L'Administration des Titres et Valeurs a terminé la préparation des nouveaux titres de Consolidé 4 0/0 et 4 50 0/0 net, qui seront délivrés à tous ceux qui en feront la demande, pour la conversion du 5 0/0 brut ou des dettes rachetables, conformément à la loi votée par le Parlement.

Les Recettes douanières, en Italie. — Nous avons indiqué dans *l'Economiste Européen* du 29 décembre (nº 155), le rendement des douanes pour les cinq premiers mois de l'exercice financier en cours. Voici le total des recettes douanières du 1er janvier au 30 novembre 1894, comparées avec celles de la période correspondante de 1893 :

	1er janvier au 30 novembre 1894	1893
Droits d'importation......L.	185.194.002	212.417.689
Droits d'exportation	3.949.298	4.262.481
Surtaxes de fabrication	2.136.183	2.443.703
Droits de timbre	918.887	1.197.164
Droits maritimes	5.136.213	4.951.052
Recettes diverses	725.469	784.109
Total	198.060.052	226.055.898

La diminution, pour 1894, ressort ainsi à 27.995.846 lire.

La Banque Commerciale Italienne. — Le *Sole* de Milan annonce que la nouvelle Banque Commerciale a consenti, en compte à demi avec le Crédit Industriel de Turin, un prêt de 4 millions de lire à la Ville de Turin.

C'est la première affaire conclue par le nouvel Etablissement.

On annonce, d'autre part, que la Banque a signé, avec la Ville de Milan, un accord en vertu duquel elle se chargerait de la perception des taxes municipales. Cet accord devra être ratifié par l'assemblée général extraordinaire des actionnaires convoqués pour le 12 janvier en vue d'une modification à introduire dans les statuts.

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 4 janvier 1895.

Malgré les événements politiques, le marché italien fait preuve de bonnes tendances pour la rente, mai les valeurs locales sont délaissées. Les actionnaires de la *Banque de Gênes* ont adhéré aux propositions du Conseil d'administration relatives à la reconstitution ; le capital sera porté de 5 à 20 millions de lire, avec l'aide des maisons Vonwiller et Cie de Milan et Robert Warschauer et Cie de Vienne. Je vous parlerai de cette affaire dans ma prochaine lettre.

BOURSES FINANCIÈRES DE ROME ET DE GÊNES

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

	29 nov	6 déc.	13 déc.	20 déc.	27 déc.	3 jan.
Rome						
Rente Italienne 5 0/0	91 15	91 65	92 52	92 27	92 57	90 67
Ch. de fer Méditerranée act.	493 »	494 »	494 »	492 »	494 »	484 »
— Méridionaux act.	648 »	653 »	654 »	649 »	652 »	689 »
Banque Nationale act.	775 »	820 »	745 »	761 »	774 »	769 »
— de Rome	350 »	350 »	350 »	350 »	350 »	350 »
— Générale	46 »	42 »	37 50	28 »	27 »	27 »
Comp. Nav. à vap. F. R.	» »	314 »	288 »	290 »	280 »	280 »
Banque Immobilière	26 50	24 »	23 »	23 »	23 »	17 »
Crédit mobilier Italien	105 »	105 »	105 »	105 »	105 »	102 »
Eaux Marcia	1113 »	1120 »	1145 »	1138 »	1138 »	1158 »
Change sur la France	107 80	107 10	105 60	106 87	106 37	106 60
— sur Londres	27 04	26 87	26 77	26 87	26 79	26 80
— sur Berlin	132 70	131 80	131 20	131 80	131 25	131 45
Gênes						
Rente Italienne 5 0/0	90 92	91 70	92 17	92 25	92 45	90 52
Crédit Mobilier Italien	103 50	105 »	105 »	104 »	107 »	106 »
Chemins de fer Méridionaux	645 »	651 »	654 »	648 »	651 »	637 »
Change sur Paris	107 70	107 05	106 35	106 80	106 42	106 67
— sur Berlin	132 65	131 70	130 90	131 65	131 66	131 47

SUISSE

Les principales Valeurs suisses en 1893 et en 1894. — Les chiffres suivants établissent la situation favorable acquise par le marché de Genève en une année nous ne donnons que les cours des principales valeurs :

	30 déc 1893	30 déc. 1894
3 1/2 Fédéral	105 50	108
5 0/0 Genevois	108	110
Ville de Genève	997	1014
» Lausanne	498	499
» Rome	370	408
5 0/0 Italien	79 75	87
5 0/0 Serbe Obrt.	315	320
Oblig. Lombardes	306	344
» Méridionales	262	277
Act. Jura-Simplon	141	172
Central suisse	595	680
Nord-Est	535	645
Union suisse	405	475
Tramways	845	—
Voie étroite	156	245
Industrie électrique	500	435
Gaz de Rio, privil.	455	435
Rio-Tinto	370	383
Alpines	105	222
Crédit Lyonnais	770	835
Banque de Paris	645	755

La Banque de Genève. — M. Albert-Louis Richard, ancien conseiller d'Etat, ex président du Conseil d'administration de la Banque, a été nommé Directeur de la Banque de Genève, pour cinq ans, en remplacement de M. Florian Racine, décédé.

BOURSE FINANCIÈRE DE GENÈVE

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

VALEURS	29 nov	6 déc.	13 déc.	20 déc.	27 déc.	2 janv
Fonds d'États						
Genève avec lots 3 %	108 87	109 12	109 25	109 12	109 87	111 50
Fédéral 1887 3 ½ %	108 50	108 50	108 50	108 »	» »	108 50
— 1889 3 ½ %	104 12	104 62	» »	104 75	104 62	104 75
— Ch. de fer 3 %	101 50	102 50	102 »	102 12	102 »	101 12
Italien 5 %	84 25	85 25	86 42	86 62	86 97	84 65
Chemins de fer (Actions)						
Jura-Simplon	170 50	156 50	159 50	163 50	170 50	173 »
Central Suisse	691 50	674 »	673 50	675 50	676 »	683 »
Nord-Est Suisse	655 »	642 »	637 50	645 »	646 »	666 »
Banques						
Union fin. gén.	634 »	622 »	623 50	639 »	653 50	654 50
Banque de Paris	710 »	720 »	717 50	730 »	755 »	742 »
Crédit Lyonnais	774 50	792 »	797 »	815 50	834 »	842 50
Changes						
France	100 15	100 12	100 14	100 15	100 07	100 07
Londres	25 15	25 15	25 15	25 19	25 18	25 18

TURQUIE

Les Recettes de la Dette. — Les recettes de la Dette publique Ottomane, pour le mois de novembre 1894 et pour l'exercice financier en cours, sont représentées par les chiffres suivants :

	Novembre 1894	Total au 30 nov. 94	Total au 30 nov. 93
	(Livres turques)		
Revenus concédés	91.412	837.033	820.790
Régie des tabacs	»	562.500	562.500
Tribut de la Bulgarie	4.616	89.279	82.101
Redevance de la Roumélie orientale	12.668	114.019	101.350
Divers	»	76.298	76.298
Total	108.727	1.679.130	1.643.041

Il résulte de ces chiffres que la plus-value au 30 novembre 1894 est de 36.089 liv. turques par rapport à la période correspondante de 1893.

Chemins de fer de la Turquie d'Europe. — Nous avons signalé le projet dû à l'initiative de Sir Edgar Vincent, directeur général de la Banque Impériale Ottomane, pour l'unification des tarifs et de l'administration des trois lignes de la Roumélie : Chemins de fer Orientaux, Salonique-Constantinople (jonctions) et Salonique-Monastir. Aujourd'hui, nos informations particulières nous permettent d'annoncer que les négociations entamées à Vienne, puis à Paris, par Sir Edgar Vincent, suivent leur cours normal dans les meilleures conditions possibles. Tout fait espérer que, vu les aptitudes spéciales du négociateur pour d'aussi grandes combinaisons, les pourparlers aboutiront bientôt.

L'arrangement proposé, dont on ne connaît pas encore les détails, repose sur l'idée suivante : chaque Compagnie garderait son autonomie et profiterait d'une économie très notable de frais d'exploitation qui renforcerait la situation des obligataires. Ainsi, la Compagnie Salonique Constantinople jouit d une garantie kilométrique de 15.500 fr., ce qui, pour la ligne entière, fait 7.750.000 fr., alors que le service des obligations n'exige que 5.300.000 fr. Il y a donc un écart de plus de deux millions entre les sommes nécessaires au service des obligations et le revenu garanti, et cela, sans tenir compte des résultats du trafic. Lorsque la ligne aura atteint son entier développement, l'appel à la garantie diminuera tous les ans, surtout si, par suite de l'entente avec les Sociétés voisines, les frais d'exploitation subissent, de leur côté, la réduction qu'assurerait la combinaison de Sir Edgar Vincent.

Le Port de Dédéagatch. — Notre confrère, *The Oriental Advertiser*, annonce que la direction des Chemins de fer Orientaux est de nouveau en instance auprès du Gouvernement impérial pour la construction aux frais de l'Etat, ainsi que cela est stipulé dans son acte de concession, du port de Dédéagatch, D'après les plans et les devis dressés par la direction et qui sont soumis à la section technique du Ministère des travaux publics, la dépense totale serait évaluée à 6.500.000 francs. Ce serait là une somme minime par rapport aux avantages multiples que donnerait la création du port en question.

Le Règlement sur les Tumbékis. — Les journaux turcs ont publié un règlement sur l'importation et la visite douanière des tumbékis étrangers. Ce règlement est divisé en huit parties : la première est relative à des dispositions générales ; la deuxième, à l'importation ; la troisième, au transit ; la quatrième, au transport dans l'intérieur de l'Empire ; la cinquième, à la visite douanière ; la sixième, aux pénalités ; la septième, au mode de procédure ; la huitième, à des dispositions diverses et provisoires.

BOURSE FINANCIÈRE DE CONSTANTINOPLE (Galata)

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

VALEURS	29 nov	6 déc.	13 déc.	20 déc.	27 déc	3 janv
Tabacs Ottomans L.	20 38	21 »	20 32	20 38	20 35	20 39
Pièce	88 »	88 01	88 05	88 03	88 02	88 05
Ottoman 4 0/0 3e groupe	28 17	28 17	27 35	28 12	28 09	28 13
Parité à Paris Fr.	25 77	25 63	24 80	25 57	25 53	25 57
4 0/0 Intérieur	90 10	90 10	90 10	90 10	90 10	90 10
Emprunt 1er groupe	57 25	57 25	57 25	57 25	57 75	57 25
Chemins Ottomans	127 »	127 »	120 »	124 75	124 50	125 50
Crédit Ottoman L.	9 18	10 20	10 22	10 22	10 32	10 36
Société Générale	5 35	5 35	5 35	5 35	5 35	5 35
Change sur Paris 3 mois	22 87	22 75	22 75	22 75	22 75	22 75
— sur Londres 3 mois	111 »	110 75	111 25	111 25	111 25	111 25

Le Propriétaire-Gérant : Jules Montel.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 rue du Croissant. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... 25 fr.
— — Six mois. 14 fr.
Étranger (U.-P.) : Un an..... 32 fr.
— — Six mois.. 18 fr.

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Etranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... 2 fr.
Réclames en 8 points .... 4 »
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission

N° 157. — 7e volume. (2) ‖ BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS ‖ Samedi 12 janvier 1895.

SOMMAIRE DU N° 157

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation générale Financière. — Pages 33 à 41.

FRANCE. — LA SITUATION ; La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — La Situation Financière et Economique des Etats Balkaniques (La Serbie). — Les Grandes Valeurs françaises en 1894. — Le Rendement définitif des Impôts en 1894. — Banque Internationale de Paris. — Les Obligations à lot du Congo. La Production des Vins et des Cidres en 1894. — Bibliographie : Monnaies, Poids et Mesures. — Pages 41 à 52.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris. — Bourses de Lyon et Toulouse. — Chambre de Compensation des Banquiers de Paris. — Mouvement des Caisses d'Epargne. — Caisse d'Epargne de Paris. — La Caisse d'Epargne postale en Tunisie. — Octroi de Paris. — Etablissements Decauville. — Société Commerciale française au Chili. — Compagnie Générale des Cycles. — Recettes des Chemins de fer. — Canal de Suez. — Pages 52 à 54.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :
ALLEMAGNE : Pages 55 et 56. — ANGLETERRE : Pages 56 à 58. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 58 et 59. — BULGARIE : Pages 59 et 60. — ESPAGNE : Pages 60 et 61. — ITALIE : Pages 62 et 63. — PORTUGAL : Pages 63 et 64. — RUSSIE : Page 64. — SUISSE : Page 64. — TURQUIE : Page 64.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 11 janv.	1.696.6	1.256.5	2.953.1	3.591.1	82	2½
1894 27 déc..	2.069.5	1.242.0	3.311.5	3.481.6	95	2½
1895 3 janv.	2.069.2	1.235.6	3.304.8	3.679.2	90	2½
1895 10 janv.	2.079.5	1.232.9	3.312.4	3.635.0	91	2½
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1893 31 déc..	688.0	309.1	997.1	1.387.6	72	5
1894 15 déc..	842.2	494.6	1.336.8	1.298.5	102	3
1894 23 déc..	824.5	484.2	1.308.7	1.349.6	97	3
1894 31 déc..	798.6	469.1	1.267.7	1.514.0	84	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 11 janv.	645.3	»	645.3	633.8	101	3
1894 27 déc..	813.6	»	813.6	641.9	127	2
1895 3 janv.	827.2	»	827.2	647.9	126	2
1895 10 janv.	847.0	»	847.0	638.0	132	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1893 2 déc..	122.5	17.5	140.0	182.5	72	»
1894 9 sept.	109.5	19.9	129.4	160.9	81	»
1894 6 oct..	109.3	19.8	129.1	160.6	81	»
1894 1er déc..	124.3	17.5	141.8	182.0	73	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1893 2 déc..	75.0	10.0	85.0	172.5	49	»
1894 8 sept.	65.5	11.4	76.9	149.1	51	»
1894 6 oct..	70.0	12.1	82.1	151.1	54	»
1894 1er déc..	76.5	10.0	86.5	171.2	50	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1893 31 déc..	213.8	340.2	554.0	1.021.9	54	5
1894 15 déc..	323.4	297.3	620.7	1.036.5	60	4
1894 23 déc..	326.9	294.5	621.4	1.025.6	60	4
1894 31 déc..	326.2	292.3	618.5	1.066.4	58	4
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 4 janv.	81.1	34.7	115.8	437.7	26	3
1894 20 déc.	89.1	42.0	131.1	438.1	30	3
1894 27 déc..	88.1	41.4	129.5	446.7	29	3
1895 3 janv.	91.1	42.9	134.0	455.7	29	3
BULGARIE. — Banque Nationale						
1893 22 oct..	4.9	0.5	5.4	1.2	450	8
1894 8 oct.	4.1	0.4	4.5	1.0	450	8
1894 14 oct..	7.2	0.7	7.9	1.2	659	8
1894 22 oct..	6.8	0.7	7.5	1.6	470	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1893 31 déc..	86.5	»	86.5	113.7	76	4
1894 31 oct..	76.7	»	76.7	108.2	70	3
1894 30 nov.	80.5	»	80.5	106 2	75	3
1894 31 déc..	86.9	»	86.9	114.8	76	3
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 6 janv.	197.9	177.1	375.0	934.0	40	5
1894 22 déc..	200.1	274.9	475.0	900.9	52	5
1894 29 déc..	200.1	275.6	475.7	909.4	52	5
1895 5 janv.	200.1	278.2	478.3	913.9	52	5
GRÈCE. — Banque Nationale						
1893 30 nov.	2.5	»	2.5	113.1	2	6½
1894 30 sept.	2.0	»	2.0	112.8	2	6½
1894 31 oct..	1.8	»	1.8	112.9	2	6½
1894 30 nov.	1.9	»	1.9	110.5	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 6 janv.	96.8	176.2	273.0	438.9	62	3½
1894 22 déc..	102.9	173.8	276.7	419.3	66	2½
1894 29 déc..	102.9	173.7	276.6	426.0	65	2½
1895 5 janv.	103.1	172.4	275.5	441.4	62	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1893	»	»	»	»	»	»
1894 30 nov.	292.3	69.6	361.9	838.8	43	5
1894 10 déc..	292.4	69.5	361.9	825.9	43	5
1894 20 déc..	292.6	68.9	361.5	798.9	45	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1893 20 déc..	91.6	9.2	100.8	275.6	36	6
1894 30 nov.	103.5	10.5	114.0	233.8	49	5
1894 10 déc..	103.5	10.5	114.0	234.2	49	5
1894 20 déc..	105.5	10.5	116.0	233.5	49	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1893 20 déc..	35.2	1.5	36.7	61.6	59	5
1894 30 nov.	35.2	1.5	36.7	50.6	70	5
1894 10 déc..	35.2	1.5	36.7	51.4	70	5
1894 20 déc..	35.2	1.5	36.7	60.3	60	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1893 30 nov.	32.2	»	32.2	64.4	50	5
1894 30 sept.	38.5	»	38.5	70.0	55	4½
1894 31 oct..	31.3	»	31.3	67.9	46	4½
1894 30 nov.	30.6	»	30.6	69.3	44	4½
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1893 27 déc..	15.0	34.6	49.6	287.9	17	6
1894 12 déc..	20.2	38.2	58.4	293.0	20	6
1894 19 déc..	22.4	38.1	60.5	293.7	20	6
1894 26 déc..	22.4	38.2	60.6	294.5	20	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1893 30 déc..	60.6	0.1	60.7	132.4	45	6
1894 15 déc..	47.3	4.0	51.3	110.7	46	6
1894 22 déc..	45.9	4.1	50.0	107.5	46	6
1894 29 déc..	46.6	4.0	50.6	104.9	48	6

Dates	Encaisse métallique Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1893 1er déc..	1.504.0	13.9	1.517.9	4.058.0	37	5
1894 1er nov.	1.519.7	16.0	1.535.7	3.940.2	39	4
1894 16 nov.	1.521.7	15.5	1.537.2	3.924.0	39	4
1894 1er déc..	1.519.7	15.7	1.535.4	3.915.7	39	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1893 30 nov.	21.7	3.9	25.6	45.6	55	»
1894 30 sept.	21.8	3.3	25.1	49.1	51	»
1894 31 oct..	21.8	3.4	25.2	51.0	49	»
1894 30 nov.	21.9	3.5	25.4	49.9	50	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1893 15 déc..	9.0	4.0	13.0	27.4	48	6
1894 30 nov.	6.5	4.3	10.8	25.3	43	6
1894 8 déc..	6.6	4.3	10.9	25.3	43	6
1894 15 déc..	6.5	4.3	10.8	25.1	40	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1893 30 nov.	23.2	3.5	26.7	61.7	43	4
1894 30 sept.	28.3	4.8	33.1	70.6	47	4
1894 31 oct..	28.3	3.7	32.0	65.9	49	4
1894 30 nov.	30.9	4.0	34.9	66.6	53	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1893 30 nov.	10.4	13.2	23.6	84.1	27	»
1894 30 sept.	10.4	13.8	24.2	88.0	26	»
1894 31 oct..	10.4	14.4	24.8	86.3	28	»
1894 30 nov.	10.5	14.0	24.5	84.1	29	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 6 janv.	74.5	18.1	92.6	176.6	52	4
1894 22 déc..	82.2	15.4	97.6	176.2	55	3
1894 29 déc..	81.5	13.0	94.5	179.2	52	3
1895 5 janv.	82.5	13.4	95.9	179.7	53	3

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

1894 11 janv.	5 788,3	2 423,9	8 212,2	14 303,3	57%
1894 27 déc..	6 894,8	2 727,3	9 622,1	14 700,9	65
1895 3 janv.	6 937,6	2 714,4	9 652,0	14 964,9	64
1895 10 janv.	6 946,9	2 694,6	9 641,5	15 127,0	63
TOTAUX au 31 décembre					
1889 31 déc.	4 734,0	2 192,4	6 926,4	13 416,3	52%
1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	6 déc.	13 déc.	20 déc.	27 déc.	4 janv.	11 janv.
Amsterdam	48 03	48 02	48 »	47 95	47 95	47 92
Anvers	100 01	100 15	100 »	100 01	100 01	100 07
Athènes	184 75	188 25	187 »	188 75	187 25	187 25
Barcelone	11 80	12 20	12 30	11 30	12 30	11 10
Berlin	81 20	81 15	81 10	81 10	81 10	81 10
Bruxelles	100 03	100 »	99 98	99 97	100 02	100 06
Bucharest	101 12	101 »	101 »	101 »	101 »	101 »
Constantinople	22 75	22 75	22 75	22 75	22 75	22 75
Francfort	81 22	81 17	81 01	81 03	81 02	81 11
Gènes	107 05	106 35	106 80	106 42	106 67	106 62
Genève	100 12	100 14	100 15	100 07	100 07	100 13
Lisbonne	665 »	695 »	675 »	680 »	680 »	679 »
Londres	25 28	25 28	25 31	25 35	25 31	25 31
Madrid	11 27	11 92	12 20	11 20	12 25	10 80
Rome	107 10	106 60	106 87	106 37	106 60	106 55
Saint-Pétersbourg	36 62	36 70	36 75	36 85	36 75	36 70
Vienne (à vue)	49 65	49 55	49 42	49 30	49 42	49 37
— (à 3 mois)	49 60	49 47	49 37	49 22	49 37	49 32

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	14 déc.	21 déc.	28 déc.	4 janv.	11 janv.
Amsterdam. pap. court	4 %	206 »	206 19	206 25	206 25	206 31
Allemagne.. —	4 %	121 97	122 19	122 19	122 03	121 97
Vienne-Tr.. —	4 %	200 12	200 50	201 .	200 50	200 75
Barcelone.. —	4 %	441 50	442 75	442 50	443 »	447 »
Madrid ..... —	4 %	441 50	442 75	442 50	443 »	447 »
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	268 50	267 75	267 50	268 »	268 »
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 13½	25 14½	25 15½	25 13½	25 14½
— ..... ch. court	2 %	25 15	25 16	25 17	25 15	25 16
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	3 %	pair	pair	pair	0 06 p.	0 06 p.
Italie........ —	5 %	6 12 p.	6 50p.	6 12 p.	6 25 p.	6 12 p.
Suisse....... —	4 %	0 12 p.	0 15p.	0 12 p.	0 12 p.	0 19 p.
New-York........	2 ½ %	513 50	513 50	513 50	513 50	514 »
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	101 90	100 80	99 71	100 15	99 71
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains...**		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres.......		2 52	2 49	2 49	2 49	2 49
Souverains anglais.......		25 12	25 12	25 12	25 11	25 12
Banknotes.......		25 12	25 12	25 13	25 12	25 13
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 11 janvier 1895 :

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*	100 22	Billets *Allemands*....	99 78
En *Angleterre*	100 30	— *Anglais*	99 70
En *Autr.-Hongrie*...	103 57	— *Austro-Hongr.*	96 54
En *Belgique*	100 06	— *Belges*	99 94
En *Espagne*	110 75	— *Espagnols*	90 29
En *Grèce*...........	187 25	— *Grecs*	53 40
En *Hollande*	100 78	— *Hollandais*....	99 22
En *Italie*	106 51	— *Italiens*	93 88
E *Russie*	147 77	— *Russes*........	67 67
En *Suisse*	100 19	— *Suisses*........	99 81

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 11 janvier 1895.

La cote des changes conserve sa physionomie habituelle, les devises allemandes et hollandaises ne varient que dans des limites très resserrées. La *Valuta* est plus ferme, on a pu craindre un moment l'emballement du marché, mais il est revenu à des idées plus raisonnables.

Les devises espagnoles sont en nouvelle hausse à 447, la prime du papier sur Paris à Madrid et à Barcelone est réduite à 10 75 0/0. Le Gouvernement paraît penser que la baisse du change permettra aux Compagnie de Chemins de fer de se tirer d'affaire par leurs propres moyens, c'est une incroyable illusion.

Si quelques Compagnies en arrivent à demander un *convenio* à leurs obligataires ou à payer leurs coupons en pesetas, la panique ne s'arrêtera pas aux porteurs d'obligations, les porteurs d'Extérieure prendront peur à leur tour, et des cours actuels il ne restera rien, pas plus que de la baisse du change, qui ne résulte nullement de l'intelligence et des efforts du Gouvernement.

En Portugal, la prime de l'or est de 25 1/4 0/0.

Le rouble est ferme à 268. Les capitaux deviennent de plus en plus abondants en Russie, et ce pays est en état d'absorber une partie notable de sa dette publique. Peut-être faut-il voir dans les rachats effectués par l'épargne la cause du bas prix du rouble, qui contraste avec l'excellent crédit de la Russie.

Le Londres est en légère reprise, nous laissons le papier court à 25 14 1/2 et le chèque à 25 16. Le papier italien est stationnaire, la perte est de 6 12 0/0.

Le dollar est à 5 1/4 au-dessous du *Gold point* d'importation à Paris.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	13 déc.	20 déc.	27 déc.	3 janv.	10 janv.
Hong-Kong	2/0 3/4	2/0 1/2	2/0 1/2	2/0 1/4	2/. ./.
Shanghaï.......	2/9 3/8	2/8 7/8	2/8 7/8	2/8 7/8	2/8 3/4
Yokohama	2/0 3/8	2/0 1/8	2/0	1/10 7/8	1/11 3/8
Valeurs à vue :					
Singapoure.....	2/0 1/4	2/0 1/8	2/0 1/8	2/0 1/8	2/. ./.
Bombay........	1/0 27/32	1/0 7/8	1/0 7/8	1/0 27/32	1/0 21/32
Calcutta...	1/0 27/32	1/0 29/32	1/0 7/8	1/0 27/32	1/0 11/16
Rio-Janeiro.	10 5/8	10 7/16	11 1/4	10 5/8	10 11/16
Valparaiso.....	14 ./.	13 15/16	13 15/16	13 11/16	»
Buenos-Ayres, prime de l'or..	258	255	270	257	257 50
Argent en barres	27 7/8	27 5/8	27 7/16	27 7/16	27 1/4

Le change est en hausse à Hong-Kong et à Shanghaï, par contre il a baissé à Yokohama.

A Singapoure, la piastre est tombée à 2 shillings, entraînée par la baisse de l'argent métal. Les changes indiens ont également empiré.

Les devises sur Rio-Janeiro sont en légère reprise, les valeurs brésiliennes sont recherchées sur la place de Londres, on paraît croire à une amélioration dans la situation économique du pays.

La prime sur l'or se tient toujours au même point à Buenos-Ayres.

L'argent métal est en réaction à 99 fr. 71 le kilo.

Encaisses. — Circulation fiduciaire.

L'encaisse or de la *Banque de France* s'élève à 2.079.480.000 fr., en augmentation de 10.246.000 fr. sur la semaine précédente.

Il est entré à Paris : 11.870.000 fr. de matières, et il est sorti 2.854.000 fr. par la circulation.

Les succursales ont reçu 881.000 fr. du public, 300,000 francs d'Autriche et 49.000 fr. de Syrie.

L'argent a diminué de 2.684.000 fr., la circulation a prélevé 84.000 fr. à Paris, 2.370.000 fr. dans les succursales, et 230.000 fr. ont été expédiés en Suisse. La circulation fiduciaire commence à baisser : elle s'est réduite de 44.200.000 fr.

Du 23 au 31 décembre la *Banque d'Allemagne* a perdu 41 millions d'or et d'argent, tandis que sa circulation augmentait de 164.400.000 fr. ; ces mouvements s'expliquent par les besoins de fin d'année.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent d'entrées de 2.450.000 fr. La circulation ayant rendu 17.350.000 francs, l'augmentation du métal jaune a été de 19.800.000 francs.

Voici le détail des entrées et des sorties :

Entrées		Sorties	
5 jer Australie.....£	75.000	7 jer Roumanie....£	100.000
7 — —	100.000		
7 — Roumanie....	5.000	Excédent des entrées.	98.000
8 — —	8.000		
9 — Paris........	10.000		
Total des entrées.£	198.000	Total égal........£	198.000

La Banque d'Angleterre se voit de nouveau encombrée d'or malgré le taux si modique auquel elle maintient son escompte.

Au dernier bilan le pouvoir d'*émission* était de 48.433.355 liv. st., sur lesquelles 25.519.480 ou 53 0/0 seulement étaient entre les mains du public.

A la *Banque d'Autriche-Hongrie* l'or est stationnaire, l'argent a diminué de 2.200.000 fr. et on remarque une augmentation de 40.800.000 fr. dans les billets. La prorogation du privilège de cet Etablissement reste en suspens.

A la *Banque de Belgique* on relève une augmentation de 4.500.000 fr. dans l'encaisse et de 9 millions dans la circulation.

A la *Banque d'Espagne* l'encaisse or n'a pas varié, l'argent s'est encore accru de 2.600.000 fr., la circulation n'a pas changé. Depuis un an il est entré 101 millions 100.000 fr. d'argent. Cet accroissement du métal blanc dans de pareilles proportions est un phénomène unique en Europe.

Parmi les *Banques italiennes*, la *Banque de Naples* présente seule une augmentation de l'encaisse or, qui du 10 au 20 décembre a gagné 2 millions.

Les actionnaires de la *Banque d'Italie* ont adopté, sans modification, le projet Sonnino, dont nous avons entretenu nos lecteurs ; il impose, sans compensation sérieuse, de bien grandes charges à cet Etablissement, qui a déjà un lourd passé à liquider.

La *Banque de Roumanie* a eu une rentrée de 600.000 fr. d'or ; Londres lui envoie un peu de métal.

Les *Banques suisses* ont gagné 1 million d'or et 400.000 francs d'argent.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ÉTATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 15 au 22 déc.	depuis le 1er janv.	du 15 au 22 déc.	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	15.438.800	»	2.669.282
France.........	1.603.000	30.273.999	»	6.232.886
Allemagne......	2.250.000	34.858.451	»	1.683.417
Autres pays....	17.300	13.719.943	51.854	5.947.093
Total 1894...	3.870.300	94.291.193	51.854	16.532.678
— 1893...	75.500	72.813.319	179.863	62.110.377
— 1892...	4.457.125	70.609.474	38.066	8.488.033
ARGENT				
Grande-Bretagne	838.900	31.385.826	»	26.469
France.........	»	395.500	25	100.803
Allemagne......	»	268.720	»	7.504
Autres pays....	69.950	1.233.126	16.302	1.553.893
Total 1894...	908.850	33.283.172	16.327	1.688.669
— 1893...	1.083.205	32.637.398	27.905	3.179.398
— 1892...	415.970	22.577.628	71.309	3.050.944

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	6 janv.	111.100.000	dollars
1894.....	22 déc..	75.100.000	—
1894.....	29 déc..	73.800.000	—
1895.....	5 janv.	75.900.000	—

Les sorties d'or ne s'arrêtent pas aux Etats-Unis. Depuis que la douane de New-York a arrêté les chiffres qui précèdent il a encore été fait de fortes expéditions ; celles de la semaine dernière ont été de 4,477.336 dol. et les embarquements de cette semaine sont de 1.205.000 dol. sans compter ce qui va partir aujourd'hui par le paquebot français. La réserve du Trésor est réduite à 81.080.983 dol. C'est lui qui a fait tous les frais des exportations, car, comme on le voit par le tableau ci-dessus, l'encaisse des *Banques associées* a grossi de 2.100.000 dol.

La Chambre des Représentants a repoussé, le 9 janvier, par 129 voix contre 122, une motion tendant à soumettre au vote la proposition présentée par le Gouvernement au sujet de la réforme de la circulation, qui peut être considérée comme définitivement rejetée. Toutefois, une nouvelle mesure, approuvée par le Pouvoir exécutif, sera proposée à la Chambre dans une quinzaine de jours.

Le Gouvernement local de Terre-Neuve a ratifié les bills financiers dont nous avons parlé la semaine dernière. Le prêt consenti par la Banque de Montréal a permis de payer toutes les dépenses publiques, mais la misère est grande dans la population ouvrière, qui est en chômage.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

La Crise Monétaire (1)

M. J. Séverin, secrétaire de la section des relations internationales à la Société des Agriculteurs de France, vient de consacrer à la crise monétaire, cause de toutes les crises du monde, une remarquable étude qui résume ce qui a été dit et écrit jusqu'à cé présent sur cette importante question.

L'auteur nous parlé de la loi de l'an III, dite loi *de Mirabeau*, de la loi de l'an XI, fixant à 15 1/2 pour 1 le rapport entre les deux métaux précieux, et rappelle dans quelles circonstances l'Allemagne et les Etats-Unis adoptèrent, en 1873, l'unique étalon-or. Puis, arrivant au décret de 1876, qui autorisa le Président de la République à suspendre la frappe libre de l'argent, il en énumère les conséquences : la baisse sans cesse croissante des prix, l'envahissement de nos marchés par les produits des contrées nouvelles, la ruine des agriculteurs.

M. Jules Séverin consacre deux chapitres fort intéressants à l'économie politique anglaise et aux changes; c'est, nous dit-il, le triomphe du financier cosmopolite, des grands importateurs ou armateurs anglais, seuls bénéficiaires de cet état de choses désastreux pour les producteurs.

Mais l'opinion publique commence à s'émouvoir; à la suite des échecs successifs des conférences monétaires internationales de 1878, 1881 et 1892 des ligues se sont formées en Angleterre, en Belgique, en Allemagne, en Hollande et, à la *Conférence bimétallique internationale* de Londres, en mai 1894, des notabilités venues de tous les pays du monde ont confirmé l'étendue du mal que la dépréciation de l'argent avait causées sur les divers marchés.

Nous ne suivrons pas l'auteur dans tous ses développements tendant à prouver la nécessité de l'accord poursuivi par les bimétallistes; aussi bien les documents publiés toutes les semaines dans notre *Chronique monétaire* ont permis à nos lecteurs de juger en parfaite connaissance de cause.

Ce qu'il importe de dire, c'est que la brochure de M. Jules Séverin apporte d'utiles documents à la propagande qui se fait actuellement en faveur du *bimétallisme international;* à ce titre, elle mérite d'attirer l'attention de toutes les personnes s'occupant de la question monétaire et de la question sociale, qui y touche de si près.

Les Opérations de la Monnaie en Angleterre en 1894

Suivant l'excellent usage adopté par son prédécesseur, le Directeur de la Monnaie anglaise vient de publier, avant son rapport annuel, un tableau sommaire des opérations de l'année écoulée. Nous voyons, par ce document, que l'année 1894 a été moins active pour la Monnaie que les années 1892 et 1893 ; mais, néanmoins, de nouveaux progrès ont été faits dans la transformation de la monnaie d'or.

Depuis que les opérations ont été commencées, d'après le *Coinage Act de 1891*, les nouvelles monnaies d'or émises ont atteint le chiffre de 28.651.900 liv. st., dont voici le détail :

	Monnaies d'or émises Souverains	Demi-Souverains
	— £	— £
1892	7.080.100	6.617.400
1893	6.309.000	2.406.400
1894	4.381.000	1.857.700
	17.770.400	10.881.500

Pendant la même période, il a été retiré de la circulation 26.100.000 liv. d'or léger dont voici le détail :

	Or léger retiré Souverains	1/2 souverains
	£	£
1892	9.415.000	6.785.000
1893	3.943.000	2.357.000
1894	2.356.000	1.244.000
	15.714.000	10.386.000

Il faut ajouter à ce total 1.168.000 liv. d'or léger reçu comme lingots, de telle sorte que les retraits de monnaies d'or victoriennes se sont élevés à 27.268.000 liv. contre une émission de 28.651.900 liv. de pièces nouvelles. Quand l'Act de 1891 fut proposé, on évalua à 43.000.000 de liv. le total de monnaies légères qu'il faudrait retirer de la circulation, dont 29.000.000 de liv. de souverains et 14.000.000 de liv. de 1/2 souverains ; si nous admettons que dans les 1.168.000 liv. de monnaies reçues comme lingots, les deux tiers étaient en souverains et l'autre tiers en 1/2 souverains, l'état de la reconstitution de la monnaie d'or anglaise se présente ainsi :

	Evaluations des sommes à retirer	Montant retiré au 31 déc. 94	Proportion retirée
	£	£	0/0
Souverains......	29.000.000	16.492.000	58.4
1/2 souverains...	14.000.000	19.776.000	77.0
	43.000.000	27.268.000	63.4

Les demi-souverains légers ont été retirés dans une plus forte proportion que les souverains : cela tient probablement au fait qu'ils ont plus rapidement souffert de l'usage ou qu'ils entrent dans une plus grande proportion qu'on ne l'avait prévu dans la circulation.

Quant aux monnaies d'argent, voici quelles ont été leurs émissions et leurs retraits en 1893 et 1894 :

	Emis 1893	Emis 1894	Retiré 1893	Retiré 1894
	£	£	£	£
Angleterre	667.471	517.996	235.000	271.000
Ecosse......	84.000	145.000	36.000	103.145
Irlande	27.500	44.800	5.000	»
Colonies	220.600	235.060	18.113	15.633
	1.008.971	942.856	294.113	389.778

Il y a eu en 1894 un montant bien moins important de monnaies divisionnaires d'argent émises qu'en 1893; mais, dans cette dernière année, la demande d'argent fut exceptionnelle car un coin d'un nouveau modèle a été mis en circulation. Le total de l'argent acheté par la Monnaie en 1894 est de 2.242.314 onces, ce qui donne environ 300.000 onces de plus qu'en 1893. Le prix moyen payé pour le métal a été de 29 1/4 d. l'once et comme la monnaie est émise à 66 d. l'once, la Monnaie a réalisé sur le seigneuriage 125 9/16 0/0 et fait un bénéfice de 343.376 liv. Le tableau suivant établit une comparaison entre ce seigneuriage et celui des années précédentes :

	Prix moyen payé pour le lingot d'argent	Taux du seigneuriage
	d.	0/0
1890	48 11/16	35 1/2
1891	45 5/16	45 11/16
1892	39 13/16	65 3/4
1893	36 5/16	81 3/4
1894	29 1/4	125 9/16

Le nombre des pièces de toute sorte frappées pendant les deux dernières années et le total des pièces exécutées pour les colonies sont données dans le tableau suivant :

	1893 Pièces	1893 Pièces	1894 Pièces	1894 Pièces
Or impérial.	»	11.397.502	»	7.577.202
Arg. impér.	21.530.451	»	14.701.018	»
— colon..	23.954.000	»	29.767.000	»
		45.484.451		44.468.018
Bronze imp.	18.948.527	»	8.047.857	»
— colon.	2.000.000	»	1.550.000	»
		20.948.527		9.597.857
Nickel colon.	»	264.000	»	276.000
Totaux..		78.094.480		61.919.077

(1) A la Société des Agriculteurs de France.

Pièces frappées pour les Colonies

Colonies	Métal		1893	1894
Honduras	Argent	$	»	50.000
Canada	—	$	160.000	144.518
Ceylan	—	Rs	1.000.000	300.000
Hong-Kong	—	$	1.500.000	2.100.000
Terre-Neuve	—	$	»	58.000
Straits Settlement	—	$	194.000	306.000
Indes Occidentales	—	£	»	2.000
Honduras	Bronze	$	»	500
Canada	—	$	20.000	10.000
Jersey	—	£	»	1.000
Terre-Neuve	—	$	»	2.000
Jamaïque	Nickel	£	500	500

Le Rapport entre l'Or et l'Argent

M. J. P. Heseltine, de Londres, dont nous avons maintes fois cité les remarquables travaux et que nous n'avons plus besoin de présenter à nos lecteurs, a adressé la lettre suivante au *Times*. Cette lettre a été insérée par notre grand confrère d'outre-Manche dans son numéro du 31 décembre 1894.

Le Dr Giffen, C. B., chef du département des statistiques de la Chambre de commerce, vient de rééditer dans son « Argumentation contre le bimétallisme (*The case against Bimetallism*) » une lettre qu'il dit avoir déjà été publiée le 1er février 1890 dans les colonnes de votre journal.

Dans cette lettre le Dr Giffen donne, d'après le rapport du directeur de la Monnaie des Etats-Unis, les moyennes du rapport entre l'or et l'argent établies par le Dr Adolf Soetbeer pour les années 1803 à 1820, et il ajoute :

« Bien entendu, les moyennes impliquent qu'il y a eu des variations extrêmes plus considérables, mais, à part cela, il suffira de constater que, pendant la moitié de la période de 1803 à 1820 l'or a fait prime comparativement au rapport légal existant en France — pendant trois années la moyenne de cette prime a été de trois pour cent.... — Le rapport du marché a sérieusement différé du rapport légal au point de paralyser absolument la loi bimétallique ».

Le Dr Giffen ne nous dit pas comment le Dr Soetbeer a trouvé ses chiffres du rapport entre l'or et l'argent, mais il déclare que « ce ne sont pas les cotes de Paris ».

Bien que le Dr Giffen fasse cette déclaration, qui permet de supposer qu'il savait où le Dr Soetbeer avait puisé ses renseignements il n'en indique pas la source à ses lecteurs.

L'autorité des chiffres publiés par le chef du bureau des statistiques de la Chambre de commerce, et reproduits par le *Times*, est telle que personne ne semble s'être référé jusqu'ici aux rapports indiqués par le Dr Adolf Soetbeer dans son propre livre : *La production des métaux précieux* (Gotha 1879, p. 127).

Les rapports indiqués par le Dr Soetber, de 1803 à 1820, n'ont aucune relation avec le prix de l'or à Paris ; ce sont les rapports de la cote du marché de l'or à Hambourg, payable en monnaie de Hambourg, qui était à cette époque l'argent.

Les cotes de la marchandise-or établies à Hambourg, d'après lesquelles le Dr Soetbeer calcule ces rapports, n'ont pas plus de relation avec le prix de l'or à Paris que le prix du marché de l'or à Bombay.

La lettre du Dr Giffen, tendant à prouver que le rapport bimétallique français a été inefficace de 1803 à 1820, et son raisonnement étant entièrement basé sur les chiffres du Dr Adolf Soetbeer, qui n'ont aucune valeur dans ce cas, cette lettre faisant suite, en outre, à l'*Argumentation contre le Bimétallisme* et pouvant induire en erreur les personnes qui cherchent à discerner la vérité dans les discussions monétaires, il importe de démontrer la fausseté du raisonnement du Dr Giffen.

Vos lecteurs pouvant croire que le rapport du marché de Hambourg, bien que n'étant pas exactement limité à un dixième de point près, pourrait être approximativement celui de Paris, permettez-moi d'observer que le « Comité du billon de la Chambre des communes en 1810 » a établi que le coût moyen et l'assurance pour le transport, à cette époque, de l'or de Londres à Hambourg et en Hollande ne dépassait pas 7 0/0, mais que ce coût était plus élevé à certains moments, quand le risque dépassait la moyenne.

En conséquence, si la prime sur l'or à Hambourg ne couvrait pas le prix du transport de ou pour Paris, la cote ne pouvait être basée sur la cote de Paris.

Le *Comité du billon en 1810* a indiqué, en outre, que le risque du transport, pour un marché intérieur (Paris, par exemple), serait plus élevé, en moyenne, que le transport d'Amsterdam à Hambourg.

Je ne veux pas dire qu'une prime illimitée sur l'or à Hambourg ne pouvait, dans aucun cas, influer sur la valeur de l'or à Paris : mais il est certain que, aussi longtemps que la prime sur l'or à Hambourg ne couvrait pas les frais de transport de l'or de Paris à Hambourg, cette prime n'était pas susceptible d'en provoquer une à Paris et ne pouvait influer sur les exportations d'or de cette dernière place. On ne transporte pas de la monnaie d'une place à une autre sans profit ou sans que les expéditeurs n'espèrent en tirer profit. Ou bien les primes sur l'or à Hambourg ou à Bombay étaient assez élevées, de 1803 à 1820, pour drainer l'or de Paris, ou, s'il n'en était pas ainsi, on ne peut pas baser un raisonnement sur ces primes en ce qui concerne Paris.

Pendant la période de 1803 à 1820, le prix le plus élevé de l'or a été atteint en 1812 et en 1813 ; en 1812, la moyenne du prix de l'or à Londres a été de 4/15/6 liv. st. par once, et les billets de la Banque d'Angleterre étaient escomptés, en moyenne, à 20 3/4 0/0. Pour l'année 1813, la moyenne du prix de l'or a été de 5/1/0 liv. st. par once, et la moyenne de l'escompte des billets de la Banque d'Angleterre a été de 22 1/2 0/0.

Sans aucun doute, l'explication du prix élevé de l'or à Hambourg, coïncidant avec une prime élevée sur l'or à Londres, réside dans ce fait que l'or, à Hambourg, constituait une remise profitable pour Londres.

La Commission d'Enquête Allemande sur la Question de l'Argent. (Suite) (1)

Dixième Séance (24 mai 1894)

Le *Dr Arendt* (bimétalliste), terminant sa réfutation des idées émises par M. Stroell, déclare que la baisse du taux de l'intérêt et de l'escompte, si funeste aux rentiers, était le résultat de la stagnation des affaires.

M. le Dr Bamberger a invoqué l'abondance de l'argent, fait contraire à la thèse de la raréfaction de l'or. A cette objection, le Dr Arendt oppose la baisse des prix. Malgré le bon marché de l'argent, l'entrepreneur refuse celui qui lui serait offert : la dépréciation des marchandises entamerait le capital emprunté.

Les monométallistes, et avec eux le Dr Bamberger, nient la démonétisation de l'argent. Certes, le fait est exact. On frappe et on emploie toujours l'argent. Il n'est pas déprécié. Toute la production nouvelle trouve preneur. Nulle part ne se forment de stocks invendables, selon le Dr Arendt. Le phénomène réel auquel nous assistons, c'est la baisse du prix de l'argent, en tant qu'il s'exprime en monnaie d'or.

M. Stroell croit que personne n'oserait demander la frappe libre de l'argent. Nous avons cette audace. J'adhère au programme de la Ligue anglaise bimétalliste. Soixante membres du Parlement ont adopté la devise de l'Association : « Libre monnayage de l'or et de l'argent. »

On a invoqué les préférences du public pour la monnaie d'or. Qu'est-ce que ce public ? Sur 100 habitants, 95 n'ont jamais eu d'or à leur disposition. Et ce serait un devoir pour le Gouvernement de laisser aux masses, comme jadis, une monnaie réelle au lieu d'une monnaie fiduciaire. Que vaudraient les thalers en temps de guerre ?

Les monométallistes reconnaissent l'existence d'une partie des maux engendrés par la dépréciation de l'argent. Ils répondent que tout finira par s'arranger. Il y a vingt ans que nous entendons cette chanson, et la situation empire et M. Arendt rappelle un mot de Luzzati :

« Certains économistes font remarquer que la proscription de l'argent a raréfié l'or et accru son prix en déprimant le cours des marchandises ; mais l'équilibre sera un jour rétabli sur de nouvelles bases. Sait-on quel est le véritable nom de cet équilibre, qui se présente si facilement dans un entretien ou dans un livre ? Dans la réalité, il s'appelle crise, c'est-à-dire ruine pour l'industrie, misère pour les ouvriers, souffrance et malaise universels. »

Passant à l'attitude respective de l'Angleterre et de l'Allemagne à la dernière Conférence monétaire, le Dr Arendt a rappelé que l'Angleterre avait plusieurs délégués. L'un d'eux était M. Houldsworth, bimétalliste convaincu. Un autre, M. de Rothschild, y déposa un projet de portée plus vaste que le mien. Quant à l'Allemagne, ses délégués ont assisté à la Conférence, après avoir déclaré qu'ils s'abstiendraient dans les débats et n'adhèreraient à aucune décision.

En Allemagne, le bimétallisme a reçu une étiquette politique. En Angleterre, cette doctrine n'est pas une question de parti. Le Dr Arendt en a donné des preuves nombreuses, en citant les noms de bimétallistes anglais qui se rallient politiquement aux libéraux, aux unionistes, aux autonomistes et aux socialistes.

M. Bamberger reprochait au Dr Arendt d'avoir substitué des moyennes à des indications positives au sujet de la situation monétaire de la France, dans un mémoire distribué à la

---

(1) Voir l'*Économiste Européen*, nos 151 à 154 et 156.

Commission. Pour répondre à cette observation, le Dr Arendt a rappelé qu'en l'espace de 70 ans, les cours extrêmes de l'argent à Londres ont été de 58 3/4 pence en 1833 et de 62 3/8 pence en 1857 et en 1859. L'écart maximum observé a donc été seulement de 3 5/8 pence. En un seul jour de l'année dernière, le prix de l'argent a varié tout autant qu'en 22 années. En 1833, la taxe de monnayage s'élevait, en France, à 1 1/2 0/0 pour l'argent et à 3 0/00 pour l'or.

Les explications données par le professeur Lexis sur la situation monétaire de la France sont parfaitement exactes; mais il y a toujours ajouté un « si ». Par exemple : si la production s'était toujours développée — mais elle ne s'est pas accrue davantage. — Il a raison de prétendre que le double étalon, limité à un seul Etat, ne saurait suffire aux exigences de la situation. Le double étalon universel est déjà préférable, et, dans tous les cas, il serait bien plus efficace que l'étalon unique dans un seul pays.

Supposons, un instant, que la France eût été soumise au régime de l'étalon d'or ou de l'étalon d'argent. Au commencement du siècle, avec l'étalon d'or, elle aurait souffert d'une rareté extrême de la production. Plus tard, le débordement de l'or eut encore été plus gênant que celui auquel elle a résisté; puis en 1850 et en 1860, lors de la pénurie de l'argent, le désordre de sa circulation monétaire eût été encore plus sensible. Avec l'étalon d'argent, elle eût été hors d'état de rendre, comme elle le fit, à l'humanité le grand service d'offrir un puissant déversoir à la surproduction subite du métal jaune. Le marché des métaux précieux aurait subi vers 1850, une crise aussi pénible que celle qui éclata après 1870. Enfin, le professeur Lexis admet sans réserve que la situation générale change complètement de face, si le double étalon est accepté par un groupe de grands Etats ou s'il ne l'emporte que dans un pays isolé.

Et le Dr Arendt a terminé en rappelant que la France a tout récemment infligé un démenti indirect à ceux qui la montrent disposée à renier le bimétallisme.

La frappe toute récente de monnaie subdivisionnaire s'est faite avec du métal neuf. Nous aurions pu employer des pièces de 5 francs. — M. Arendt n'approuve guère le procédé mais il y voit la preuve de la puissance de la tradition bimétalliste (1), qui reste plus fort encore en France qu'en Allemagne.

Le Dr de Glasenapp, conseiller supérieur du Gouvernement, délégué du Gouvernement impérial à la Conférence monétaire de Bruxelles, essaie de répondre aux assertions du Dr Arendt, sur l'attitude de la délégation allemande. A cet effet, il rappelle le texte de la déclaration officielle lue à la seconde séance dont voici les termes :

« L'Allemagne, satisfaite de son système monétaire, n'éprouve pas le besoin d'en modifier les bases. Cependant, le Gouvernement impérial ne méconnait pas que les fluctuations continuelles et la baisse sensible de la valeur de l'argent sont fort regrettables au point de vue économique et qu'il y aurait avantage pour les intérêts de l'Empire à trouver un remède durable, susceptible d'atténuer ces inconvénients. S'inspirant de cette pensée, le Gouvernement impérial s'est cru assujetti à l'obligation de donner suite à l'invitation présentée par les Etats-Unis. Cependant, le Gouvernement impérial, eu égard à la situation satisfaisante de l'Empire au point de vue monétaire, a prescrit à ses représentants d'observer la réserve la plus stricte. En vertu de ces instructions, les délégués ne peuvent prendre part ni à la discussion, ni à un vote au sujet de la résolution présentée par MM. les délégués des Etats-Unis. »

M. de Glasenapp, s'appuyant sur ce texte, expose que l'abstention imposée aux délégués allemands n'avait pas un caractère général. Elle ne s'appliquait qu'à la résolution américaine, dont le Gouvernement impérial n'appréciait pas le caractère abstrait. Le retrait de la résolution américaine annulait notre déclaration d'abstention. Plus tard, la délégation allemande n'a pas cru utile de prendre part aux débats de la Conférence, sans se croire cependant astreinte au silence.

Le Dr Arendt (bimétalliste). — Messieurs, la résolution américaine était l'âme même de la Conférence. Renoncer à prendre part aux débats et aux décisions relatives à ce projet, c'était déclarer qu'on n'avait pas l'intention de se mêler à la discussion. La presse et les membres eux-mêmes de la Conférence ne se sont pas abusés à cet égard. Aussi la Délégation allemande ne fut pas représentée dans la Commission choisie pour étudier les projets déposés; il fut même difficile à ses membres d'assister aux séances en qualité d'auditeurs.

Le Président. — Les actes font foi; chaque membre est en mesure de tirer ses conclusions en consultant les procès-verbaux de la Conférence monétaire.

La Commission discute ensuite la légalité de la clause de l'or. Serait-il licite et légal de stipuler, dans les contrats, le paiement en monnaie d'or, si l'argent acquérait cours légal? La discussion démontre que cette clause aurait un caractère légal.

M. Bueck, secrétaire général (monométalliste). — Le Dr Arendt prétend que nous poursuivons l'établissement du monométallisme absolu sur la base de l'étalon d'or. Je ne sais rien à cet égard. Nous n'avons jamais rien espéré de plus que l'adoption de l'étalon d'or dans les pays, où la situation financière et économique permet l'application de ce système.

Notre contradicteur a aussi rappelé l'ébranlement des finances de plusieurs Etats, notamment l'Italie. Il soutient que leur situation critique a pour cause le désarroi monétaire. Cependant, messieurs, ceux d'entre nous qui se sont occupés quelque peu des finances italiennes savent parfaitement que l'Italie s'est livrée, pendant une longue série d'années, à des dépenses extraordinaires, qui ne cadraient pas avec ses recettes. Les peuples et les individus, lorsque leurs dépenses sont supérieures à leurs revenus, tombent dans une fâcheuse situation financière.

Le docteur Arendt a encore cité l'exemple de l'Inde. Il a déclaré qu'elle était à l'état de faillite ou à la veille d'être considérée comme telle par l'Angleterre. Or, l'Inde n'a pas failli à ses engagements; la balance du commerce lui est extrêmement favorable et elle l'est constamment.

M. de Kardorf (bimétalliste). — En Portugal aussi!

— Cependant, continue M. Bueck, diverses circonstances exercent une influence défavorable sur les finances indiennes. Etat tributaire, l'empire anglo-indien verse des sommes énormes en or aux fonctionnaires anglais. L'armée lui coûte cher. L'Inde n'est pas libre de régler à sa guise son régime douanier. Il y a là des faits indépendants du régime monétaire.

S'il y eut jadis des crises, elles étaient temporaires, a soutenu M. Arendt. Maintenant, la crise est permanente, dit-il. M. Bueck répond en citant les années de crise et d'essor commercial qui se sont présentées depuis 1873. A la prospérité de la période, comprise entre 1879 et 1882 succéda une période de dépression. La reprise sensible, observée de 1889 à 1891, fut suivie d'une nouvelle crise. Mais nous nous trouvons maintenant engagés dans un mouvement ascensionnel. La crise n'est donc pas permanente: tel est l'avis de M. Bueck.

Il tient pour irréalisable le rétablissement de la parité de l'argent à 15 1/2 et, par suite, pour inexacte la théorie de M. Arendt sur les changes.

Pour lui, la monnaie d'argent en circulation est une valeur sûre, parce qu'elle a pour base un stock d'or. Ce serait le contraire si l'on supprimait cette base.

M. Bueck expose ensuite, sous une forme humoristique, un voyage qu'il fit en Angleterre pour étudier le mouvement bimétalliste. Il prétend que, malgré le nombre et la situation sociale de ses partisans, la doctrine n'y est pas prise au sérieux (1). Quant au Gouvernement, il ne serait pas disposé à faire la moindre concession aux bimétallistes.

Les membres de la Ligue seraient en désaccord avec les bimétallistes allemands. Leur but serait seulement l'adoption d'un rapport quelconque entre l'or et l'argent, sans le moindre enthousiasme pour le 15 1/2 universel.

Le Dr Arendt (bimétalliste). — Reprenant la parole pour répondre à l'orateur, le docteur affirme que M. Bueck a mal compris les idées des principaux bimétallistes anglais au sujet du rapport à établir entre l'or et l'argent. Ils sont tous favorables au système français.

M. Bueck (monométalliste) maintient ses déclarations en ce qui concerne M. Mac-Niel, secrétaire général de la Ligue anglaise, et M. Gibbs. Il ne peut rien affirmer sur l'opinion de M. Schmidt.

En réponse aux assertions de M. Wülfing sur la diminution de l'exportation allemande aux Indes, M. Bamberger avait opposé la valeur croissante de cette exportation. *M. Wülfing* explique cet accroissement par l'augmentation des exportations directes. Avant l'application de la loi anglaise sur les marques de fabrique, les marchandises allemandes à destination de l'Inde transitaient par les ports anglais (2).

(A suivre.)

---

(1) *Note de la Rédaction.* — Dans l'exposé des motifs du projet de loi relatif à cette frappe de monnaies d'argent, le rapporteur déclare en termes exprès que la solution choisie par le Gouvernement avait précisément pour but de laisser les choses en l'état au point de vue du grand problème monétaire.

(1) *Note de la Rédaction.* — MM. Gladstone et Balfour ont prononcé des discours importants sur la baisse des prix et sur le bimétallisme. Le *Times* a reproduit des comptes rendus très détaillés sur les séances de la Ligue.

(2) *Note de la Rédaction.* — C'est aussi et plus encore le résultat de l'incorporation des Villes libres dans le Zollverein. La statistique allemande de 1888 ne comprenait pas les expéditions opérées par voie de Hambourg ou de Brême.

Les Monnaies de Nickel en Italie

Le Ministère du Trésor a constaté que les nouvelles monnaies divisionnaires de nickel disparaissent rapidement de la circulation.

On a acquis la certitude que les monnaies de nickel sont accaparées par une association d'industriels qui les transportent en Orient, où elles leur sont payées 25 centimes pièce.

L'Or et la Monnaie fiduciaire en Grèce

Dans un récent arrêt la Cour de cassation d'Athènes ne faisait pas de distinction entre l'or et la monnaie fiduciaire, qui est la monnaie légale du pays.

Le Tribunal de première instance d'Athènes n'a pas cru devoir se conformer à la jurisprudence de la Cour de cassation et a maintenu, dans un jugement longuement motivé, que certaines obligations contractées avant l'établissement du cours forcé sont remboursables en or. Mais ce jugement ne tranche point la question car la Cour de cassation, jugeant en dernier ressort, peut toujours casser les arrêts des autres tribunaux.

La Prime sur l'or en Bulgarie

On mande de Roustchouk que les pièces d'or font prime sur cette place depuis quelques jours, et que cette hausse du change a provoqué aussi un renchérissement des bank-notes et des pièces d'argent roumaines.

On cotait le mois dernier Napoléon d'or contre bank-notes 1 0/0 : contre argent roumain, 1 40 0/0 ; contre argent bulgare, 8 0/0.

Des quantités considérables de pièces d'argent roumaines affluent à Roustchouk.

Le Bimétallisme aux Etats-Unis

La Chambre de Commerce et de Transport de New-York a lancé, en décembre dernier, la circulaire suivante, qui indique nettement les idées défendues par les hommes compétents de l'autre côté de l'Atlantique :

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous envoyer la copie des résolutions adoptées à l'unanimité par notre Chambre le 12 décembre 1894, en les recommandant à votre attention.

Nous désirons, autant que possible, centraliser ici toutes les informations relatives au progrès du mouvement en faveur de la remonétisation générale de l'argent dans les divers pays d'Europe. Notre but est de renseigner la presse, afin de démontrer à notre pays que le mouvement européen en faveur de l'argent intéresse au plus haut point nos compatriotes, et, dans le cas où des mesures pourraient être prises à Washington, nous voulons faire notre possible pour que le public puisse apprécier l'importance des solutions qu'elles comportent. Il importe d'être à même d'éclairer l'opinion en temps opportun.

En vous priant d'adhérer à ces résolutions et de les faire connaître, je vous présente, etc., etc.

Pour la Chambre de Commerce et de Transport à New-York.

Le Secrétaire : S. Gardner.

Résolution prises à l'unanimité par la Chambre de Commerce et de Transport de New-York, dans sa séance du 12 décembre 1894 :

1° La Chambre déclare à nouveau qu'à son avis le rétablissement d'un rapport stable de parité entre les deux métaux monétaires, au moyen de la remonétisation générale de l'argent, — conformément au projet présenté par les Etats-Unis, à l'Europe, en 1878, et par la République française en 1881, — intéresse au plus haut point toutes les nations ;

2° Afin de faciliter l'enquête relative aux voies pratiques à suivre pour atteindre ce but, le Comité de la librairie est invité à faire paraître, de temps en temps, des publications importantes relatant les progrès de l'opinion dans les divers pays d'Europe et à faciliter au public les moyens d'être renseigné ;

3° Autant que possible tous les renseignements devront être tenus à la disposition des Comités, Sociétés ou particuliers ; on devra enregistrer les noms de ceux qui, sur toute l'étendue du territoire des Etats-Unis, s'intéressent à la question, et on devra en donner la liste individuellement aux membres des Comités formés à Boston et à Chicago en vue de poursuivre la remonétisation d'accord avec l'Europe.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 11 janvier 1895.

Les affaires ont été plus calmes ces jours-ci, bien que le volume des transactions soit encore très considérable ; les réalisations ont prédominé pendant la majeure partie de la semaine, d'où un tassement assez sensible sur certaines valeurs. Ce n'est guère qu'aujourd'hui que la tendance s'est relevée sous l'impulsion donnée par la hausse de l'*East-Rand*.

Cette valeur, offerte un moment jusqu'à 5 0/6, s'est avancée rapidement à 5 4/6. On annonce la constitu-

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	FILONS en travail	FILONS commandes	DIVIDENDES 1891	DIVIDENDES 1892	DIVIDENDES 1893	DIVIDENDES 1894	PRODUCTION 1892	PRODUCTION 1893	PRODUCTION 1894	PRODUCTION 1894	COURS DU 4 janvier	COURS DU 11 janvier
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9.505	2	1.594	1 1/16	1 ./.
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 1/2	2 3/16
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg	40	»	»	40	»	»	28.36	21.806	11	26.485	3 1/16	3 ./.
City and Suburban	85 000	1	65.000	24 — Main Reef	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	11	61.830	17 1/4	16 3/4
Crœsus (New)	225.000	1	195.000	16½ — —	»	60	»	10	»	»	11.50	1.339	»	»	2 5/16	2 3/16
Crown Reef	120.000	1	120.000	19 — —	90	120	50	55	50	»	70 204	82.105	11	110100	10 1/4	9 3/4
Durban Roodep.	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30.931	60.635	9	46.229	7 1/4	6 7/8
Ferreira	45.000	1	43.292	11 claims M. R. et 9 deep. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	11	33 141	15 5/8	15 3/8
Geldenhuis Estate	200.000	1	187.500	190 acres Elandsfontein	80	40	15	10	25	»	47.721	47.431	10	45.633	6 1/8	6 ./.
Heriot (New)	85.000	1	73.250	39 claims Doornfontein	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	11	39 269	8 1/2	8 1/4
Jubilee	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17.319	30.066	11	24.562	9 1/4	8 7/8
Jumpers	100.000	1	100.000	39 — Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22.145	44.490	11	47.901	6 1/16	6 ./.
Langlaagte Estate	500.000	1	467.000	31 — —	160	»	10	20	30	»	88.951	104.909	11	134680	4 3/16	4 1/16
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres —	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27.898	6 13/16	7 ./.
Nabob	75.000	1	71.500	224 — ferme Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	13/0	12/0
New Aurora West	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M. R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	4.932	18/6	17/6
— Primrose	240.000	1	240.000	51 cl. Elndsft., Turft	100	»	15	27½	40	»	56.449	83.777	11	81.760	6 1/8	6 ./.
Nigel	160.000	1	159.895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55.936	46.007	11	51.272	5 1/8	5 1/2
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3.221	4 1/8	4 1/8
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvl-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	11	38.512	21/0	22/0
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kieti	50	»	»	10	15	»	11.934	35 451	11	19.577	3 7/8	3 3/4
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170.150	161.133	11	145248	7 5/8	7 3/4
Salisbury (New)	100.000	1	93.000	5 claims —	70	»	»	30	10	»	20.829	24.851	11	16.931	3 5/8	3 5/16
Simmer and Jack	85.000	1	83.000	120 acr. Elandsfont.	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	13 1/2	12 3/8
Stanhope (New)	35.000	1	34.000	10 cl. —	20	»	55	»	50	»	14.120	11.681	11	10.849	2 3/8	2 3/8
Wemmer	55.000	1	46.300	12½ claims M. R.	30	»	10	»	»	»	16.250	24.297	9	25 241	7 ./.	7 ./.
Worcester	100.000	1	90.727	10 — —	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	11	28.075	4 7/16	4 1/4

tion de la Compagnie *New-Comet :* les actionnaires de l'*East-Rand* auront le droit de souscrire à 25 sh. dans la proportion de l'action *New-Comet* par 10 actions *East-Rand*. Les *New-Comet* sont déjà recherchées à 2 liv. 1/2.

L'*Anglo-French* est aussi en vigoureuse reprise à 38 sh. après 35/6 ; elle vient de vendre à la Compagnie *New-Kleinfontein* un lot d'environ 60 deep level claims à un prix très avantageux.

Le *Champ d'or* se maintient très ferme, alors que le *Champ d'or deep* est plus lourd à 24/6. Le Directeur de cette dernière Compagnie demande les pouvoirs nécessaires pour emprunter encore 50.000 livres, ce qui portera la dette flottante de la Compagnie à 110.000 liv. La *City and Suburban* est un peu plus calme : les rendements sont toujours favorables, mais la Compagnie ne déclare pas de dividende pour le semestre écoulé.

La *Crown Reef* est lourde sur l'impression produite par un article du *Statist* sur la situation de cette Compagnie.

La *Durban Roodeport* fléchit à 6 13/16; la direction avait d'abord annoncé qu'elle broierait avec les anciens et les nouveaux pilons; aujourd'hui, elle déclare que les 70 pilons anciens resteront momentanément en repos et que tout le travail sera fait par les 60 nouveaux.

La *Geldenhuis Estates* ne broiera pas ce mois-ci : on raccorde en ce moment 40 nouveaux pilons aux 80 anciens, et l'on refait certaines autres installations. — Néanmoins, cette valeur reste assez ferme.

La *Glencairn* n'est pas influencée par la diminution de son rendement de décembre. Cette diminution provient de ce fait, que la batterie a été arrêtée pour permettre le raccordement des 20 nouveaux pilons. Cette Compagnie vient de commander 30 autres pilons, ce qui portera la batterie à 100.

La *New Heriot* voit son rendement progresser ainsi que ses cours, par suite de la mise en marche du nouveau matériel.

La *Modderfontein*, qui avait atteint la semaine dernière le cours de 11 livres, revient à 9 liv. 1/4. Cela n'a rien d'étonnant si l'on veut songer que l'action vient directement du cours de 25 sh.

Les *Randfontein* ont eu quelques achats. La partie Sud de la propriété se développe dans des conditions assez favorables ; d'autre part, on annonce que M. Hamilton Smith, l'ingénieur de la maison Rothschild, vient d'acheter les terrains qui se trouvent au sud de la *Randfontein* et de la *South West Rand Mines*. Ceci est également favorable à cette dernière valeur, qui est demandée à 1 7/16.

Les *Robinson* profitent de leur excellent rendement.

Les *Simmer and Jack* ont baissé par suite de ventes de certains acheteurs qui ne comprennent pas que cette grande affaire est en pleine voie de développement et qu'elle ne peut donner actuellement ce que l'on ne doit espérer que dans dix-huit mois ou deux ans.

La *Village Main Reef* est retournée à 5 5/16. La Compagnie avait perdu son filon et les travaux faits pour le retrouver ont retardé le développement de telle sorte que le minerai manque momentanément pour le moulin.

La *Wolhuter* est très ferme à 5 1/4. Le rapport annuel de cette Compagnie est attendu lundi ; il est, dit-on, favorable.

Les grosses valeurs *Rand Mines*, *Ferreira*, *Langlaagte*, etc., se sont toutes tassées un peu sans qu'il y ait aucun motif spécial.

Paris, le 11 janvier 1895.

La semaine n'a pas été des plus favorables pour la plupart des *Mines d'or* de notre Marché. Néanmoins, en dernier lieu, on reprend sur presque toute la ligne, et la nuance est beaucoup plus ferme. *Randfontein* 28 75, contre 29 37 1/2; *Simmer et Jack* 333 12 1/2, après avoir eu à supporter de fortes réalisations; *Robinson* 199 37 1/2, en avance de 4 fr. 06 1/4; *Langlaagte* 108 75, contre 107 50; *Ferreira* 392 50, en légère moins-value de 0 62 1/2 centimes.

Production de Décembre. — Voici les rendements de décembre connus jusqu'à ce jour : Champ d'Or, 3.950 onces, contre 4.080 en novembre ; Champ d'or deep, 1.200 ; City and Suburban, 10.484 onces, contre 10.262 en novembre ; Clever Estate, 2.175, contre 2.310 ; Durban Roodeport, 4.948, contre 4.792 ; Geldenhuis Main reef, 1.718, contre 1.670 ; Glencairn, 4.584, contre 5.057 ; Henry Nourse, 2.535, contre 2.421 ; New Heriot, 5.494, contre 4.583 ; Jubilee, 2.079, contre 2.261 ; Kleinfontein, 2.552, contre 2.447 ; Langlaagte Estate, 11.731, contre 11.882 ; New Chimes, 2.637, contre 2.861 ; Nigel, 4.270, contre 4 256 ; Randfontein, 3,591, contre 3.390 ; Robinson, 16.508, contre 14.054 ; Salisbury, 1.850, contre 1.750 ; Sheba, 4,567, contre 5.295 ; Stanhope, 1,366, contre 1.360 ; Transvaal Gold, 2.360, contre 2.135 ; United Main Reef, 3.898, contre 3.447 ; Van-Ryn, 3.037, contre 2.891 ; Wemmer, 4.966, contre 3.579 ; Worcester, 2.713, contre 2.831.

Banque Internationale. — La *Banque Internationale de Paris* vient d'être chargée de représenter à Paris les trois Compagnies suivantes : Langlaagte Royal Gold Mining Company ; New Primrose Gold Mining Company ; Glencairn Main Reef Gold Mining Company.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	4 janvier			11 janvier		
	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)	101 80	33 93	2 94	102 30	34 10	2 93
Consolidés anglais (ch. f. 25 fr. 20)	103 85	37 76	2 64	104 50	38 »	2 63
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)	102 80	25 70	3 89	103 15	25 78	3 87
Belgique 3 ½ %	102 65	29 32	3 40	102 70	29 34	3 40
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.)	74 15	18 53	5 39	73 60	18 40	5 43
Grèce 5 % 1881 (en suspension)	155 »	» »	» »	155 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam)	101 62	29 03	3 44	101 62	29 03	3 44
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)	102 15	25 53	3 91	101 60	25 40	3 93
Italie 4 % net	87 05	21 76	4 59	85 82	21 45	4 66
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)	96 20	32 06	3 11	99 »	33 »	3 03
Portugal 3 % (1 fr. net)	24 25	24 25	1 12	25 20	25 20	3 96
Roumanie 5 %	99 25	19 85	5 03	100 »	20 »	5 »
Russie 3 % or 1891 libéré	88 65	29 55	3 38	87 70	29 23	3 42
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)	74 25	14 85	6 73	73 50	14 70	6 80
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)	102 15	25 53	3 91	102 25	25 56	3 91
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	101 95	33 98	2 94	101 40	33 80	2 95
Turquie convertie 1 % série D.	25 60	25 60	3 90	26 05	26 05	3 83
— Priorité 4 % 1890	482 50	24 12	4 14	494 50	24 72	4 04
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	96 25	32 05	3 11	96 25	32 08	3 11

Situation Financière générale

France. — La tendance du marché est, en fin de semaine, bonne, après avoir été un peu hésitante au début. Toutefois, il y a eu des réalisations sur les actions de quelques-unes de nos Sociétés de crédit, et nous avons eu à constater de nouveau des mouvements assez violents sur nos *Grands Chemins de fer français*. Par contre, tous les fonds d'Etats sont en avance, et bien que les transactions soient encore assez restreintes, on augure bien des dispositions générales de la place encouragée, du reste, par la tenue des Bourses étrangères.

La liquidation de quinzaine s'annonce comme devant être très facile. On parle de nouvelles affaires, dont un emprunt brésilien.

Allemagne. — Grâce à l'abondance de l'argent la cote a été soutenue, cette semaine, à Berlin, notamment en ce qui concerne les fonds d'Etat. Aussi les bruits de conversion de l'Emprunt impérial 4 0/0 et du Consolidé prussien 4 0/0 reprennent-ils de la consistance. Ces conversions se feront, sans doute, dans un temps prochain, mais rien ne prouve qu'elles soient imminentes.

Les nouvelles usances à la Bourse de Berlin sont entrées en vigueur depuis le 2 janvier, on en trouvera le détail dans la lettre de notre correspondant de Berlin.

Angleterre. — La situation continue à être très favorable et les tendances du marché se maintiennent fermes : la surabondance des disponibilités s'est, d'ailleurs, accrue grâce au détachement du coupon sur les Consolidés et sur beaucoup d'autres valeurs.

Le résultat des recettes budgétaires pour les neuf premiers mois de l'exercice est des plus satisfaisants et l'on s'attend à ce que les évaluations de sir William Harcourt soient largement dépassées.

Le monde politique a accueilli avec une certaine émotion la nouvelle de la démission prochaine du Chancelier de l'Echiquier. Cette information démentie avait, cependant, quelques bases assez sérieuses et nul n'ignore que des dissentiments aient surgi entre les membres du Cabinet.

Autriche-Hongrie. — Malgré l'inquiétude que cause la prolongation de la crise ministérielle hongroise, la fermeté a dominé à la Bourse de Vienne. Elle s'explique par la détente monétaire qui a fait baisser, dans de notables proportions, le taux des reports.

L'émission de Rente-or autrichienne, pour la continuation des opérations de la *Valuta*, est à l'ordre du jour; suivant nos prévisions, le Syndicat Rothschild préconise le taux de 3 1/2 0/0; mais le Ministre des finances cisleithanien, M. de Plener, n'a pas encore fait connaître son avis.

La conversion des obligations de Priorité des Chemins Autrichiens paraît devoir se faire en février, si le Gouvernement approuve, en temps utile, le projet qui lui a été soumis.

Bulgarie. — Le Sobranié, dont la session a été close le 1er janvier, a consacré ses dernières séances aux discussions budgétaires; le projet du Ministère a subi quelques modifications et le budget équilibré présente un total de 89 millions 700 mille francs en recettes et en dépenses.

Le commerce extérieur des dix premiers mois de l'année accuse, par rapport à la période correspondante de 1893, une augmentation de plus de 7 millions de francs pour les *importations*, et une moins-value de plus de 21 millions de francs pour les *exportations*.

Espagne. — Le marché espagnol n'a pas suivi, cette semaine, l'impulsion des places étrangères; les réalisations de *Rente intérieure* ont pesé sur les cours.

Cette situation est quelque peu inquiétante, car elle est susceptible de provoquer des surprises désagréables pour les changes.

Le projet de budget de 1895-96 a été approuvé par le Conseil des Ministres; il sera présenté aux Cortès dans une dizaine de jours. Ce budget comporte une réduction de dépenses de 3 1/2 millions sur le projet de M. Amos Salvador; la plus grosse économie est basée sur la baisse des changes, la perte étant réduite de ce chef de 22 à 10 0/0.

Italie. — Les rachats du découvert ont favorisé, en fin de semaine, la *Rente* italienne; la fermeté s'est étendue aux actions de la *Banque d'Italie*, en raison de la perspective d'un dividende pour l'exercice en cours.

Les recettes du Trésor, pendant le mois de décembre 1894, accusent des plus-values pour les *douanes et les droits maritimes*, ainsi que pour la *taxe sur les affaires*; elles permettent de croire à une reprise sérieuse.

Portugal. — Les Fonds portugais ont bénéficié, cette semaine, de la reprise des Fonds brésiliens. La situation du pays ne se modifie nullement; on continue à constater une certaine amélioration dans les recettes diverses, mais la situation politique reste toujours très tendue.

Russie. — Les recettes des Caisses de l'Etat russe, pendant les neuf premiers mois de l'année 1894, ont donné une plus-value de plus de 10 millions de roubles, en comparaison avec les neuf premiers mois de 1893; les principales augmentations portent sur les accises des boissons, les douanes, les chemins de fer de l'Etat et l'impôt sur le sucre.

L'accroissement des dépenses, pendant cette même période, est insignifiant.

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — Les Retraites ouvrières. — Départ de l'ambassadeur d'Italie. — Réouverture des Chambres. — Le Bureau de la Chambre. — Nouvelles du Tonkin. — Nouvelles de la cote d'Ivoire. — L'Exposition Universelle de 1900. — Nouvelles de Madagascar. — Le Métropolitain. — Le Budget de 1895. — La Garantie d'intérêt.

La Commission d'assistance et de prévoyance, instituée pour organiser les retraites ouvrières, a entendu M. Poincaré, ministre des finances. Une subvention de deux millions est attribuée aux pensions de retraites, dans le budget de 1895. La Commission voudrait que cette somme servît à augmenter certaines pensions. Elle était d'avis d'abaisser à 65 ans la limite d'âge et de réduire en outre, sinon à 10 ans, du moins à 15 ans, la durée pendant laquelle les versements auraient été effectués. Le Gouvernement et la Commission sont d'accord en ce qui concerne la limite du revenu à 360 francs.

Les possesseurs de livrets devront justifier en outre que leurs ressources, en dehors de ce revenu de 360 fr., sont inférieures à 300 fr. de rente.

M. Poincaré a, de plus, indiqué l'emploi que le Gouvernement compte faire de la rente produite par la vente des diamants de la Couronne. La moitié de cette rente, soit 150.000 fr. environ, est réservée aux Musées; l'autre moitié serait affectée à l'augmentation annuelle destinée aux retraites. Ces 150.000 fr. serviraient surtout à payer, sans condition d'âge, des subventions aux possesseurs de livrets atteints de graves infirmités.

Quant à la répartition de la subvention, la Commission s'est arrêtée au système soutenu par M. Denys Cochin. D'après ce système, et en supposant que la limite d'âge soit fixée à 65 ans, les livrets représentant une rente inférieure à 360 fr. bénéficieraient d'une majoration égale au tiers de la différence entre ce chiffre maximum de 360 fr. et le montant réel de la rente perçue par le titulaire, mais sous cette réserve que la majoration ne dépassera pas 100 0/0.

Il résulte des calculs faits que tous les pensionnés qui touchent en ce moment moins de 90 fr. recevraient une majoration qui doublerait la rente actuellement perçue. Au-dessus de 90 fr., les majorations iraient en décroissant.

En prenant pour base l'âge fixé par la Commission, c'est-à-dire 65 ans, on constate que 32.186 possesseurs de livrets seraient appelés à bénéficier d'une majoration. Si, au contraire, on adoptait l'âge de 70 ans, auquel s'est arrêté le Gouvernement, 19.177 pensionnés seulement profiteraient de la majoration.

Il reste à examiner la question des secours mutuels, c'est-à-dire de savoir si les membres de ces Sociétés, qui jouissent d'un certain revenu, seront admis à participer aux subventions supplémentaires de retraites.

Une solution est donc imminente; la question sociale ne sera pas tranchée, elle ne le sera jamais; mais celle des retraites ouvrières est d'une importance capitale.

∿∿ Deux élections législatives ont eu lieu dimanche 6 courant. A Paris, dans le treizième arrondissement, M. Gérault-Richard, socialiste-révolutionnaire, a été élu par 2.742 voix. Dans la Côte-d'Or, deuxième circonscription de Beaune, M. Ernest Carnot, fils du regretté président de la République, a été élu par 8.896 voix.

∿∿ M. Ressmann, ambassadeur d'Italie en France, rappelé par son Gouvernement, a quitté Paris le 7 courant.

∿∿ La rentrée des Chambres a eu lieu le 8 courant. M. Pierre Blanc, président d'âge, a prononcé une allocution très applaudie: « Aujourd'hui, a-t-il dit, plus que jamais, il faut être de son temps. »

Le scrutin a été ouvert pour la nomination du président définitif. M. Henri Brisson, qui n'avait pas de concurrent, a été renommé président par 272 suffrages sur 281 votants.

*

Les quatre vice-présidents ont été également renommés dans l'ordre suivant :

MM. de Mahy	333 voix.
Etienne	216 —
Clausel de Coussergues	214 —
Lockroy	199 —

Puis la Chambre a procédé à l'élection des secrétaires : MM. Chaudey, Farjon, André Lebon, Dulau, Plichon, Doumergue, Pierre Richard et Laroze. La nomination de M. Laroze a donné lieu à une lutte assez vive. MM. Guillemet, Royer et Bizarelli ont été réélus questeurs au premier tour.

Au Sénat, c'est M. le comte de Laubespin qui a prononcé le discours, en qualité de président d'âge.

~~ Le Ministre des colonies a reçu la dépêche suivante, envoyée de Hanoï par le Gouverneur général intérimaire de l'Indo-Chine :

« Le 30 décembre, les pirates ont attaqué l'escorte d'un convoi allant de Bac-Kem à Cho-Ra. Les pirates ont été repoussés et le convoi a été sauvé. Un sergent et deux tirailleurs tonkinois ont été tués. »

Bac-Kem est situé sur le Song-Gam et possède une garnison de cent tirailleurs. Cho-Ra est situé sur le Song-Nong et sa garnison renferme soixante soldats européens et soixante-dix tirailleurs annamites.

Les deux postes sont compris dans le troisième territoire militaire et distants d'environ cinquante kilomètres.

Une dépêche du colonel Monteil, qui opère sur la côte occidentale d'Afrique, a annoncé que les bandes de Samory avaient été repoussées aux environs du Grand-Lahou. Le colonel Monteil va faire occuper Satama, sur la position du Djimini.

~~ Le *Journal Officiel* a publié le rapport de M. Guadet, relatif au récent concours des projets de l'Exposition Universelle de 1900. Le rapporteur dit :

« L'Administration saura, dans la préparation du projet définitif, assurer un aspect vraiment nouveau et varié au vaste ensemble à créer ».

~~ La dépêche suivante est parvenue à Paris, le 9 courant :

Tamatave, 9 janvier. — Après l'occupation de Tamatave, le Gouvernement français s'est substitué au Gouvernement hova pour la perception des douanes, dans l'intérêt des porteurs de la Dette malgache.

Le Comptoir d'Escompte est chargé du service financier du corps d'occupation de Tamatave. Incessamment aura lieu l'occupation de Majunga. Tout est tranquille ici.

~~ Le Conseil municipal de Paris s'est réuni le 9 courant en session extraordinaire pour examiner la question du Métropolitain. M. Georges Girou a lu un rapport concluant au rejet du projet présenté par le Gouvernement ; M. Champoudry a combattu ce rapport ; M. Grébauval a combattu le Gouvernement, M. Girou et M. Champoudry.

La discussion a continué le jeudi 10 courant. MM. André Berthelot et Patenne se sont prononcés contre le projet. M. Sauton a demandé au Conseil de passer à la discussion des articles du projet ministériel en y introduisant les amendements reconnus nécessaires. M. Poubelle, préfet de la Seine, a demandé un vote favorable au projet ; la suite de la discussion a été remise au lendemain.

~~ Le 9, M. Henri Brisson, président de la Chambre, a prononcé son discours d'inauguration. Il a dit :

« Le budget réclame, en effet, toute notre diligence : il contient une proposition considérable en elle-même et aussi par l'importance de son rôle dans l'établissement des recettes ; l'équilibre est lié dans une certaine mesure à la transformation de l'impôt sur les successions : il importe donc de trancher la question le plus promptement possible. Retarder la solution au delà du terme nécessaire pour une discussion approfondie, ce serait non seulement prolonger l'attente du pays, mais encore faire naître de nouvelles difficultés budgétaires ; celles-ci risqueraient à leur tour de nous amener, au fur et à mesure du temps écoulé, à rechercher des expédients qui pourraient, sous la pression des circonstances, n'être pas tous heureux.

Après ce discours, M. Millerand a déposé le projet de résolution suivant :

« La Chambre des députés requiert la suspension de la détention de M. Gérault-Richard, élu dans la première circonscription du treizième arrondissement de Paris. «

M. Flandin a rappelé le décret de 1852 aux termes duquel le genre de condamnation enlèverait la qualité d'électeur au condamné.

M. Charles Dupuy, président du Conseil, a pris la parole. Voici un extrait de son discours :

« Le Gouvernement demande le rejet pour trois raisons : d'abord par respect pour le principe de la séparation des pouvoirs ; ensuite, par respect pour le principe de l'égalité de tous devant la loi ; et enfin, au nom du principe même de la souveraineté nationale.

« Vous répondrez ainsi au sentiment du pays, épris à la fois d'égalité, d'ordre et de justice.

« Quant à nous, qui sommes intervenus dans ce débat pour rappeler ce que nous croyons êtres les principes, nous vous supplions de repousser la motion de M. Millerand.

« En tout cas, si vous croyiez devoir la voter, ce serait un autre Gouvernement qui en poursuivrait l'exécution. »

M. Millerand a répondu : sa proposition a été repoussée par 294 voix contre 205, soit 89 voix de majorité. M. Marcel Habert a donné lecture d'une proposition d'amnistie ; par 337 voix contre 156, l'urgence a été refusée.

La Chambre a également examiné une proposition de M. de Pontbriant, relative à la naturalisation et une interpellation de M. le vicomte d'Hugues sur les fraudes électorales de Toulouse.

~~ Dans le nouveau fascicule que M. Pierre, secrétaire général de la présidence de la Chambre, vient de préparer sur l'état des travaux législatifs, il fait cette constatation que dans la session extraordinaire de 1894, qui a duré deux mois, il a été adressé au Gouvernement vingt-cinq interpellations, c'est-à-dire en moyenne une interpellation par séance.

D'autre part, au cours de cette même session, huit questions ont été adressées aux Ministres.

Depuis le début de la législature actuelle, 61 interpellations et 31 questions ont été adressées au Gouvernement.

~~ Le Sénat a procédé aux différents scrutins pour la nomination de son bureau.

M. Challemel-Lacour a été élu président par 169 voix sur 179 votants : MM. Chalamet, Magnin, Bérenger et Combes ont été nommés vice-présidents ; MM. Morel, Barrier, Gadaud, Puzat, Godin, Ollivier, Maxime Lecomte et Marlet, secrétaires ; MM. Gayot, Cazot et Tolain, questeurs.

Sauf, M. Chalamet, vice-président, Maxime Lecomte et Marlet, secrétaires, qui sont élus pour la première fois, le bureau est absolument le même que celui de l'année précédente.

~~ La Chambre a repris hier, 11 courant, la discussion du Budget de 1895.

~~ Hier, vendredi, ont commencé devant le Conseil d'Etat, statuant au contentieux, les débats de la garantie d'intérêt pour les Compagnies d'Orléans et du Midi.

Marché Financier. — Il n'y a pas à se dissimuler que la place semble vouloir se lancer à la hausse. Elle n'a prêté qu'une attention relative à l'élection de dimanche dernier qui a eu lieu à Paris, et à l'interpellation qui s'en est suivie, interpellation qui a fourni, au Ministère, l'occasion d'une victoire. Il s'est plutôt préoccupé de la masse de coupons détachés en Bourse le 7 courant, et des remplois qu'ils allaient occasionner. On a donc monté, mais non sur toutes les valeurs. Il manque encore une cohésion qui ne se produira qu'avec peine, en raison des intérêts opposés engagés. Cependant, l'attitude de la spéculation est bonne, et comme la tenue des places étrangères est, en général, satisfaisante, on peut espérer que rien ne viendra contrarier les dispositions actuelles. On ne s'est pas fait faute, cependant, de vouloir impressionner les esprits. On a voulu s'appesantir sur le rappel de M. Ressmann, ambassadeur d'Italie à Paris, et on a parlé aussi de M. de Munster, ambassadeur d'Allemagne. Le premier de ces faits, on le sait maintenant, n'a qu'une importance relative ; quant au second, il était absolument faux. Il conviendrait que l'on se montrât un peu plus réservé à l'avenir au sujet des bruits colportés de temps à autre sur la place, et que l'on nous laissât travailler en toute tranquillité.

★ ★ Fluctuations à signaler sur notre *Rente 3 0/0 française*. La moins-value accusée dans le rendement des impôts et revenus indirects pendant le mois de décembre, a fait un moment rétrograder les cours à 101 85, mais on s'est vite repris. On semble, au reste, croire qu'il existe en ce moment une forte position de vendeur à découvert qu'aurait prise depuis quelque temps, un de nos plus gros spéculateurs ; et on travaille à l'inquiéter. Toutefois, il se pourrait que l'on exagérât, et que le chiffre des rentes vendues ait de beaucoup diminué dans ces derniers temps. Le spéculateur est as-

sez avisé pour ne pas racheter ouvertement; et, depuis quelques jours, nous voyons des achats effectués d'après les ordres d'autres spéculateurs très en vue, et qui pourraient bien être en définitive pour le compte de l'audacieux qui se liquiderait ainsi sans laisser prise à ses adversaires. En tout cas, on finit au plus haut, à 102 30, en bénéfice pour la semaine de 50 centimes. *Primes fin janvier* 25 centimes d'écart dont 0.25 centimes, et 0.47 1/2 centimes dont 0.10 centimes. Ecart fin février : 0.62 1/2 dont 50 centimes.

La *Rente 3 1/2 0/0* a aussi progressé sensiblement. Elle gagne, en effet, à 108 30, 40 centimes pour la semaine, merveilleusement soutenue par le comptant qui escompte le détachement prochain du coupon trimestriel sur ce titre. *Rente 3 0/0 amortissable* 101 25, en bénéfice seulement de 12 1/2 centimes.

★ ★ Les actions de la *Banque de France* que nous laissions à 3.600 fr. ont bondi, cette semaine, à 3.810, cours auquel nous les laissons. La décision dont nous avons parlé il y a huit jours a été fort bien accueillie par le monde des affaires, qui croit que notre premier Etablissement de Crédit sera amené, à bref délai, à en prendre d'autres aussi intéressantes pour le public. Mentionnons que, pour les trois premières semaines du premier semestre de l'exercice en cours, les produits nets des escomptes et intérêts divers perçus par la *Banque de France*, se sont élevés à 914.025 fr., contre 1.421.675 fr. en 1894, 1.279.730 fr. en 1893, 2.074.182 francs. en 1892, 3.929.113 fr. en 1891 et 2.483.278 fr. en 1890.

★ ★ Le *Crédit Foncier* a détaché le 7 courant un acompte de dividende de 25 fr. L'action cote actuellement 908 75, après même 915. En tenant compte du susdit acompte, l'avance depuis huit jours est de 5 fr. Dans ses deux dernières séances hebomadaires des 3 et 9 janvier, le Conseil d'administration a autorisé pour 4.350.617 francs de nouveaux prêts, dont 3.696.817 fr. en prêts fonciers et 653.800 fr. en prêts communaux.

En ce qui regarde les *Obligations Foncières et Communales*, constatons que les cours sont toujours admirablement tenus. Les *Obligations Foncières 1877* passent de 402 fr. à 403; *Obligations Communales 1879* non estampillées, sans changement, mais très fermes à 503; *Obligations estampillées*, au même cours de 495 fr., mais demandées ; *Communales 1880*, en avance de 1 fr. à 503 50; *Foncières 1883*, 455 fr., ex-coupon de janvier ; *Foncières 1885*, 503 50, contre 502 il y a huit jours ; *Cinquièmes*, 100 75, toujours en faveur; *Communales 1891 libérées*, 399 75 et 400; *Obligations 1892 libérées*, 503 fr., ex-coupon de 8 fr., ce qui la constitue en profit de 3 fr.

★ ★ Un peu moins de mouvement sur les actions de nos grandes Sociétés de crédit. Cependant, pour quelques-unes d'entre elles, le marché a voulu escompter la nouvelle mesure prise par la *Banque de France* au sujet des dépôts de fonds ; aussi certains cours accusent-ils une réaction sur la semaine précédente. *Crédit Lyonnais*, 833 75 contre 847 50 il y a huit jours. Ce sont des réalisations qui ont pesé sur les prix, réalisations amenées par les interprétations diverses auxquelles on s'est livré sur la mesure dont nous venons de parler. Néanmoins le marché des primes fin janvier reste très actif sur ce titre. *Banque de Paris et des Pays-Bas*, 742 50, ex-acompte de dividende de 20 fr., contre 766 25 il y a huit jours ; par contre, *Comptoir National d'Escompte de Paris*, 572 50, gagnant ainsi 7 50. Après l'occupation de Tamatave, le Gouvernement français s'est substitué au Gouvernement Hova pour la perception des douanes, dans l'intérêt des porteurs de la *Dette Malgache*, et a chargé le *Comptoir National* du service financier du corps d'occupation.

Le *Crédit Industriel et Commercial* conserve son cours de 552 fr.; *Société Générale* toujours très soutenue à 473 50, avec tendance de plus en plus accentuée à se rapprocher du pair. *Banque Internationale de Paris* 512 50, ex-acompte de dividende de 12 fr. 50, ce qui constitue un progrès de 10 fr. Nous consacrons, aujourd'hui même, à cette Société, un article spécial auquel nous référons nos lecteurs. Hier, en Bourse, on assurait qu'elle était à la veille de lancer deux affaires très fructueuses. *Banque Parisienne* absolument délaissée aux environs de 400 francs. *Banque de l'Algérie* 760, sans variation sur samedi dernier. *Société Foncière Lyonnaise* 350 contre 355; *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* en grand progrès à 605 fr., gagnant ainsi 18 fr. 75. Groupe de la *Société des Immeubles* peu mouvementé, mais ferme. L'action conserve son cours de 36 fr.; *Obligations Foncières remboursables à 1.000 fr.*, 171 contre 170; *Obligations 4 0/0* en bénéfice de 5 francs à 200 fr.; *Obligations libérées de 350 francs*, sans affaires.

★ ★ Pour la 52e semaine de 1894, du 24 au 31 décembre, les recettes de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer* accusent une moins-value de 13.473 francs 65 sur la période correspondante de 1893. Quant aux actions, elles ont eu à subir les conséquences de divers bruits répandus et qui avaient trait à la discussion qui a commencé hier devant le Conseil d'Etat, au sujet de l'interprétation à donner aux Conventions conclues, en 1883, par l'Etat avec les *Compagnies du Midi* et de l'*Orléans*. D'abord très recherchées jusqu'à 1.220, ex-dividende de 20 fr, celles du *Midi* ont été précipitées à 1.170, mais reprennent et clôturent à 1.207 50, constituant encore un profit, pour la semaine, de 22 francs 50; *Orléans* 1.515 contre 1.500, après 1.506 25 au plus haut et 1.490 au plus bas. *Lyon* 1.418 75 contre 1.415; *Nord* 1.790, ex-acompte de 20 francs, gagnant ainsi, en tenant compte du coupon, 17 fr. 50 depuis huit jours. *Ouest* 1.095 contre 1.090; *Est* 959 francs, en légère moins-value de 1 franc.

L'action *Sud de la France* revient, de 248 75 à 245, pendant que les *Obligations 3 0/0* reprennent de 396 50 à 408 fr. sur des achats de maisons de banque importantes. L'administration de la Compagnie a, dans une note, protesté contre tous les bruits répandus, et qui étaient de nature à nuire à sa situation et à son crédit. Il ne s'est, a-t-elle dit, produit aucun fait nouveau qui puisse justifier les attaques contre l'administration actuelle. L'information judiciaire annoncée par le Gouvernement à la tribune de la Chambre des députés s'est, en effet, engagée et poursuivie, mais les diverses personnes qui peuvent y être impliquées n'appartiennent plus au personnel de la Société. Le résultat de ces poursuites ne pourrait d'ailleurs, en aucun cas, conclut l'administration, préjudicier aux intérêts de la Compagnie.

★ ★ La première décade de janvier n'a pas été très favorable pour les recettes de la *Compagnie de Suez*. De plus, on paraît croire que la raison des plus-values obtenues en 1894 est plutôt due à un passage plus fréquent des navires de guerre qu'à une reprise du mouvement commercial, qui avait considérablement diminué dans les deux exercices précédents. Néanmoins, les actions de cette *Compagnie* sont toujours très demandées. Nous les trouvons, au dernier moment, à 3.090, gagnant ainsi tout le coupon de 40 francs, détaché le 7 courant. *Compagnie Parisienne du Gaz*, 1.066 fr. 25 en bénéfice de 3 fr. 75. *Compagnie Générale Transatlantique*, 335 fr., ex-coupon de 7 fr. 50, en perte de 2 fr. 50 sur la clôture d'il y a huit jours ; *Messageries Maritimes*, 590 fr., contre 597 fr. 50; *Chargeurs Réunis*, 1.220, gagnant 1 franc.

Les actions de la *Nitrate-Railway Company Limited* ont progressé de 462 fr. 50 à 481 25, après 485 au plus haut. *Lautaro Nitrate* 220 ex-acompte de dividende de 9 fr. 15, contre 225 il y a huit jours. On annonce de Valparaiso que les exportations de nitrate, au Chili, et à destination d'Europe, se sont élevées, en 1894, à 970.500 tonnes, contre 815.000 en 1893, et 706.000 en 1892. *Rio-Tinto* délaissé à 376 25, sans changement sur veudredi dernier.

Les actions des *Métaux* progressent de 268 fr. à 280; *Lots du Congo* très recherchés à 94 50. Nous nous reportons à l'article que nous publions plus loin sur ces valeurs. *Omnibus* lourds à 1.090 ex-coupon de 22 fr. 95 nets, contre 1.140 vendredi dernier, à

cause du procès avec la Société des *Transports Parisiens*, procès perdu en première instance par la *Compagnie des Omnibus* et dont la Société des *Transports Parisiens* a fait appel. Il est vrai que, d'un autre côté, la question du *Métropolitain* ne paraît pas être près d'une solution.

Les actions du *Canal de Corinthe* sont mieux. Elles montent de 105 à 110 ; par contre, les *Obligations 6 0/0* perdent 1 franc à 177 fr. Les recettes de la Compagnie n'arrivent toujours à couvrir que les frais de l'entreprise.

Le groupe *Panama* est toujours faible et sans animation. L'action cote 10 fr. contre 10 fr. 50 ; *Obligations 5 0/0*, 21 en perte de 1 fr. 25 ; *Obligations 3 0/0* en recul de 1 franc à 14 fr. 50 ; *1re série*, 25 50 contre 26 50 ; *2e série*, 22 fr. 25, fléchissant de 0,75 centimes ; *Bons à Lots* sans changement à 120 fr.

Des avis venus de Panama mentionnent qu'à l'occasion de la constitution de la *Nouvelle Compagnie du Panama*, l'hôtel de la direction a été pavoisé et illuminé le 22 octobre, et l'embauchage d'ouvriers pour la reprise des travaux a commencé immédiatement. A noter que le prix des journées a été diminué. La *Compagnie Nouvelle* paie seulement 70 centavos la journée de terrassier. Le capital réuni jusqu'à présent par la Compagnie servira à faire une expérience restreinte ayant pour but de constater s'il est possible de travailler dans ces conditions d'économie, qui laissent bien augurer du succès de l'entreprise. En ce moment, 800 ouvriers sont occupés sur les chantiers de la Culebra et ce nombre paraît suffisant quant à présent.

★ ★ L'*Obligation Argentine 5 0/0 1886* est demandée, au comptant, à 328 fr. On a télégraphié de Buenos-Ayres qu'après plusieurs refus le Dr Alcorta avait finalement accepté le portefeuille des affaires étrangères. D'après nos renseignements particuliers, le choix du Dr Alcorta est excellent, le nouveau Ministre des affaires étrangères étant excessivement au courant de tout ce qui a trait à l'extérieur.

★ ★ Sur le bruit qu'un emprunt de 2 millions de livres sterling serait émis prochainement à Paris et à Londres, par les soins de notre première maison de banque, les *Fonds Brésiliens* ont été très recherchés. Le *4 1/2 0/0 1888* monte de 78 fr. 75 à 80 fr. 25, pendant que le *4 0/0 1889* monte de 75 fr. 75 à 76 fr. 70, avec une très bonne tendance.

★ ★ La *Rente Extérieure Espagnole* a été très favorisée cette semaine. Son coupon trimestriel de 1 fr., détaché lundi dernier, a été en grande partie regagné. Dernier cours 73 60 ex-coupon, contre 74 15 en avance réelle de 45 centimes en tenant compte du coupon.

★ ★ La *Rente Italienne* a aussi profité du détachement de son coupon semestriel de 2 fr. Elle reste à 85 82 1/2 ce qui constitue pour elle, pour la semaine, une avance de 77 1/2 centimes. Le rappel de M. Ressmann ne lui a nui en rien.

★ ★ Toujours de bonnes demandes à signaler sur les *Fonds Roumains*. Le *5 0/0 Amortissable*, ex-coupon de 2 fr. 50 est en bénéfice de 30 centimes à 95 75 ; *4 0/0 1890* 84 90, en progrès de 40 centimes, en tenant compte de son coupon détaché de 2 fr.

★ ★ Les *Fonds Russes* continuent à attester une grande fermeté. Les *Consolidés 1re et 2e séries* sont à 101, sans changement, vu le coupon de 1 fr. détaché le 7 courant. *Russe nouveau 3 1/2 0/0*, 96 40 contre 96 65 ; *Orient*, 64 65 contre 64 75 ; *Russe 3 0/0 1891* et *Russe 3 0/0 1894* 87 70, ex-coupon de janvier. Le télégraphe nous a appris hier que le *Bulletin des Lois* publiait une ordonnance du Ministère des finances autorisant les douanes à recevoir en paiement des droits à acquitter, les coupons et les titres sortis de l'*Emprunt 3 0/0 en or*.

★ ★ Les *Valeurs Ottomanes* ont été très demandées en fin de semaine. Le *Turc C* de 28 70 monte à 29 10, pendant que le *Turc D* passe de 25 60 à 26 05. *Douanes* 517 50, en avance de 1 fr. 50; *Obligations Ottomanes 1894* 445 50 ex-coupon de 10 francs, et témoignant ainsi d'une avance de 4 50 ; *Banque Ottomane* poussée à 681 25 et de nouveau en avance de 3 75 sur les cours d'il y a huit jours.

L'*Obligation Salonique-Constantinople*, recherchée au comptant, monte de 320 à 325. A signaler aussi de bonnes demandes qui se produisent en *Obligations 4 0/0 de la Société Ottomane Smyrne-Cassaba et prolongements*. Ces titres, nouvellement inscrits à la *Cote Officielle* de la Bourse de Paris, se tiennent entre 447 50 et 448 francs.

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1894	1893
Du 1er janvier au 30 nov...	67.730.000	64.870.000
Du 1er au 10 décembre.....	1.900.000	1.650.000
Du 11 au 20 décembre.....	2.000.000	1.890.000
Du 21 au 31 décembre.....	2.150.000	2.270.000
Du 1er janvier au 31 déc....	73.780.000	70.680.000
	1895	1894
Du 1er au 10 janvier.......	2.080.000	2.090.000

QUESTIONS DU JOUR

La Situation Économique et Financière
DES PAYS BALKANIQUES

LA SERBIE [1]

VI

COMMERCE EXTÉRIEUR. — Nous avons dit que la Serbie vivait de son agriculture, et que son commerce d'exportation s'effectuait, pour la plus grande partie, avec l'Autriche-Hongrie : quelques chiffres nous indiqueront la véritable situation du petit royaume.

Balance du Commerce Extérieur Serbe des sept dernières années

(Milliers de dinars ou francs)

Années	Importat.	Exportat.	Balance des exportat.	Transit
1887.......	36.478	36.130	— 348	969
1888.......	35.183	38.909	+ 3.726	5.780
1889.......	34.843	39.065	+ 4.222	7.989
1890.......	38.044	45.840	+ 7.796	13.905
1891.......	42.805	52.279	+ 9.474	18.367
1892.......	37.069	46.451	+ 9.382	20.790
1893.......	40.922	48.910	+ 7.988	16.349

C'est en 1888 que le réseau des Chemins de fer serbes a été complètement livré à l'exploitation, or, depuis cette date, l'exportation des produits indigènes a toujours été supérieure à l'importation des produits étrangers, bien que la valeur intrinsèque des produits indigènes ait diminué de plus de 25 0/0 au cours de la période observée.

La Serbie possède, au point de vue de son commerce d'exportation, des ressources considérables, qui assurent à ce commerce une régularité que n'a certainement pas le commerce roumain ou le commerce bulgare. Alors que ces pays voisins n'exportent que des *céréales*, la Serbie envoie à l'étranger quatre principaux produits : *céréales*, *fruits* (pruneaux), *porcs* et *bœufs*.

Sur une exportation totale de 48.910.000 fr. en 1893, les *céréales* et *fruits* entrent pour 21.712.450

(1) Voir l'*Economiste Européen* nos 151 à 156.

francs et les *animaux* et produits d'animaux (lards, jambons, fromages, etc.), pour 20.623.497 francs.

Voici, d'ailleurs, la décomposition du commerce extérieur serbe pour l'année 1893 :

Décomposition du Commerce Extérieur Serbe pour l'année 1893.

Nature	Importat.	Exportat.	Différence pour les expor.
	Francs	Francs	Francs
Papier	726.331	»	— 726.331
Céréales et fruits	11.461.752	21.712.450	+ 20.250.698
Laines et poils	2.822.416	41.397	— 2.781.019
Bois et produits	2.370.087	421.914	— 1.948.173
Animaux et produits	501.537	20.623.497	+ 20.121.960
Boissons, aliments	2.277.852	1.091.512	— 1.186.340
Matériaux, verreries	1.914.733	915.133	— 999.600
Métaux	3.908.393	245.073	— 3.663.320
Cuirs, caoutchouc	3.009.488	2.426.001	— 583.487
Produits coloniaux	4.669.087	2.261	— 4.666.826
— chimiques	1.374.895	21.072	— 1.353.823
— de corps gras	2.273.641	180.647	— 2.092.994
Machines, out., libr.	1.459.869	8.146	— 1.451.723
Déchets	522	68.014	+ 67.492
Cotons, chanvre, lin	7.567.854	1.148.025	— 6.419.829
Soie	502.885	40	— 502.845
Petits articles	1.079.710	221	— 1.079.489
Confections	3.001.432	5.032	— 2.996.400
Totaux	40.922.484	48.910.435	+ 7.987.951

Nous n'avons encore aucune indication précise sur les résultats du commerce extérieur de l'année 1894, parce que la Serbie ne publie sa statistique commerciale qu'en fin d'exercice et non mensuellement, ainsi que le font presque tous les Etats de l'Europe. Cependant, par les recettes de douanes et les indications particulières que nous avons pu recueillir à Belgrade, nous savons que les résultats de 1894 seront sensiblement inférieurs à ceux de 1893.

L'exportation des *céréales* a fléchi, comme d'ailleurs pour les autres pays balkaniques ; seuls, les *animaux* et produits d'animaux ont dû se maintenir. Mais la hausse du change, qui a été la conséquence directe de la diminution des exportations, a également paralysé l'importation des marchandises étrangères.

Il y a cinq ou six ans, la Serbie exportait pour environ 2 millions de francs de vins ; aujourd'hui, au contraire, et par suite des ravages du phylloxéra, la Serbie n'exporte plus de vins et en reçoit plus de 100.000 hectolitres de l'étranger. Mais le vignoble serbe est en pleine voie de reconstitution, et nul doute que d'ici deux ou trois années la production serbe ne suffise à la consommation indigène.

Décomposition du Commerce extérieur par pays d'origine et de destination

Pays	Importat.	Exportat.	Différence pour les Exp.
	Francs	Francs	Francs
Autriche-Hongrie	23.755.270	43.196.000	+ 19.440.730
Angleterre	4.548.142	32.895	— 4.515.247
Allemagne	4.097.105	1.655.909	— 2.441.196
Turquie	2.485.611	2.098.677	— 386.934
Roumanie	619.400	825.642	+ 206.242
Bulgarie	91.173	667.404	+ 576.231
Russie	735.136	»	— 735.136
France	475.955	178.269	— 297.686
Pays divers	4.114.792	255.639	— 3.859.153
Totaux	40.922.584	48.910.435	+ 7.987.851

Comme on le voit par le tableau ci-dessus, c'est l'Autriche-Hongrie qui est le principal pays de destination ou d'origine des marchandises exportées de Serbie ou importées sur son territoire. La balance du commerce serbe et austro-hongrois se traduit par un excédent de 19.440.730 fr en faveur de la Serbie, et c'est, à 2 millions de francs près, le montant du service extérieur de la Dette publique serbe. Dès lors, on comprend pour quelle raison majeure la politique serbe doit au moins ne pas être agressive à l'égard de l'Autriche.

Chemins de fer. — Le Congrès de Berlin (juillet 1878), imposa à la Serbie l'obligation de construire sur son territoire le tronçon de la ligne internationale devant relier directement l'Europe centrale à Salonique et à Constantinople. Cette grande voie est aujourd'hui en exploitation, et un magnifique pont jeté sur la Save, entre Belgrade et Semlin, unit les lignes austro-hongroises au réseau serbe.

Ce réseau comprend d'abord la ligne principale qui part de Belgrade, remonte la vallée de la grande Morava jusqu'à Nich, où elle se sépare en deux tronçons : l'un dans la direction de Sofia, Constantinople, en suivant la vallée de la Nichava jusqu'à la frontière bulgare, par Pirot et Tsaribrod ; l'autre dans la direction de Salonique, en continuant à remonter la vallée de la Morava jusqu'à la frontière ottomane, par Vrania.

En dehors de cette grande artère internationale, qui a un développement total de 466 kil., il existe en Serbie deux autres lignes secondaires : la ligne de Velika-Plana à Semendria (45 kil.), et la ligne de Lapova à Kragouïevatz (29 kil.), soit au total 540 kilomètres de chemins de fer en exploitation.

La construction du réseau serbe a été relativement coûteuse, eu égard à la nature du territoire traversé. En effet, toutes les lignes, à section normale et à voie unique, sont établies — sauf le tronçon de Nich à la frontière bulgare et une partie de la ligne de Nich à Vrania — en plaine ou dans de larges vallées, et l'on ne s'explique guère les dépenses considérables de frais de premier établissement qui grèvent aujourd'hui de ce chef la Dette publique serbe.

Au 1er janvier 1894, cette Dette s'élevait au capital nominal de 362.670.000 francs, représentant pour l'année 1893 un service de 20.540.125 francs d'intérêts et d'amortissement. Or, sur cet ensemble, la portion de la Dette contractée pour l'établissement et l'exploitation du réseau ferré serbe figure pour les chiffres suivants :

Emprunts contractés pour l'Exécution et l'Exploitation du Réseau des Chemins de fer Serbes

Désignation des Emprunts	Période de l'amort.	Taux réel de l'Emprunt	Capital nominal		Annuités payées en 1893	
			A l'émission	Au 1er janv. 94	Intérêts	Amortis.
			Francs	Francs	Francs	Francs
Hypothéc. : *Série A.*	1882-1931	7 %	90.000.000	82.110.000	1.091.750	870.000
Série B.	1885-1936	7 %	30.000.000	28.150.000	1.119.750	220.000
Série C.	1887-1937	6.25 %	12.500.000	12.020.000	600.000	80.000
Empr. de Rachat de la Soc. d'Exploitation	1890-1950	6.66 %	26.666.500	26.350.000	1.316.387	90.000
Totaux			159.166.500	148.930.000	7.130.887	1.260.000

Ce *capital nominal*, de 159.166.500 fr., a produit au Gouvernement serbe une somme nette de 116.800.000 fr., établissant le coût moyen kilométrique réel du réseau à 216.074 fr., y compris la période intercalaire et le matériel roulant. Mais par suite des conditions onéreuses des emprunts, ce coût moyen kilométrique s'élève, en *capital nominal*, à 294.752 fr.

En d'autres termes, le capital d'établissement

des chemins de fer représentait, au 1er janvier 1894, environ 44 0/0 de la Dette publique totale Serbe, et le service des intérêts et amortissement de ce capital, pour l'année 1893 : 42 0/0 du service total de la Dette.

Jusqu'au mois de mai 1889, le réseau de l'Etat de Serbie a été exploité par une Compagnie française. A cette époque, le Gouvernement serbe (les radicaux) trouvant sans doute que cette Compagnie observait trop fidèlement son contrat, prit un prétexte quelconque pour la spolier brutalement, et s'emparer, par la force, de l'exploitation des lignes situées sur son territoire.

La vérité, c'est que les radicaux voulaient se rendre populaires : d'abord en frappant une exploitation étrangère, ensuite en remplaçant le personnel de la Compagnie par des partisans dévoués. Il ne fallut rien moins qu'une énergique intervention de notre Ministre plénipotentiaire à Belgrade, M. Patrimonio, vigoureusement soutenu par les Cabinets de Paris et de Saint-Pétersbourg, pour faire rendre justice aux intéressés.

La Société d'exploitation reçut une indemnité de rachat qui fut réalisée par un emprunt de 26 millions 666.500 fr., créé en vertu de la loi serbe du 13 mars 1890, émis sur le marché de Paris le 25 mars suivant, par MM. Hoskier et Cie et le *Crédit Lyonnais*, au taux de 83,25 0/0 et garanti spécialement :

1o Par un prélèvement AVANT TOUT PARTAGE, sur les *recettes brutes* des lignes des chemins de fer de l'Etat serbe, jusqu'à concurrence d'une somme annuelle de 1.406.000 francs *en or*, nécessaire au service de l'intérêt et de l'amortissement de l'emprunt :

2o Par tout le matériel nécessaire à l'exploitation des chemins de fer de l'Etat serbe ;

3o Par le produit des impôts sur l'*Obrt* (transactions en marchandises), y compris l'impôt des boissons, avec déduction des affectations déjà existantes sur ces rentrées.

L'Emprunt — qui est coté à la Bourse officielle de Paris sous le titre d'*Emprunt serbe 5 0/0 1890* et qui se trouve aujourd'hui en presque totalité dans des portefeuilles français — a, en outre, pour gage la garantie de la nation serbe ; mais cette garantie, de même que les gages 2 et 3, n'est qu'une garantie nominale, car son service d'intérêts et d'amortissement à prélever AVANT TOUT PARTAGE sur les *recettes brutes* du réseau ne s'élève qu'à 1.406.000 francs, alors que le montant annuel de ces recettes brutes dépasse en ce moment la somme de 5.500.000 francs.

La reprise de l'exploitation des Chemins de fer a été une opération détestable pour les finances serbes et quelques indications sommaires vont le démontrer d'une manière péremptoire :

Au commencement de l'année 1889, avec la Compagnie française, la Direction des Chemins de fer à Belgrade comptait en tout 86 employés.

En 1890-91, avec l'Administration organisée par le Gouvernement radical, le nombre des employés à la Direction de Belgrade s'est élevé à 204.

Au commencement de l'année 1889 le personnel attaché au service des gares, pour toute la Serbie, était de 185 employés : moins de deux années après la reprise de l'exploitation par les radicaux, ce même personnel atteignait le chiffre de 425 employés. *Ab uno disce omnes !*

La conséquence de ce changement d'administration se retrouve naturellement dans les résultats de l'exploitation :

CHEMINS DE FER SERBES : *Résultats de l'exploitation de 1888 à 1894 inclusivement.*

(Longueur kilométrique exploitée : 540 kil.).

	Recettes brutes		Dépenses d'expl.		Coëffic.
	totales	par kil.	totales	par kil.	d'explon
	fr.	fr.	fr.	fr.	
1888........	3.106.404	5.752	1.763.850	3.118	54 0/0
1889........	4.100.112	7.593	1.976.254	3.659	48 0/0
1890........	4.993.376	9.246	2.971.434	5.502	59 0/0
1891........	5.394.849	9.990	3.225.484	5.973	60 0/0
1892........	5.086.841	9.420	3.397.395	6.291	66 0/0
1893........	5.561.891	10.299	3.528.923	6.635	64 0/0
1894 (*Prévus*)	5.500.000	10.185	4.005.940	7.418	72 0/0

Les chiffres de l'année 1894 sont ceux qui figurent dans le Budget de prévision de l'exercice 1894 dressé par M. Vouitch, le Ministre des finances du dernier cabinet radical. Les résultats définitifs de l'année ne sont pas encore connus, mais nous croyons cependant savoir — d'après les chiffres des dix premiers mois — que les prévisions se réaliseront à peu de chose près en recettes et en dépenses.

Quoiqu'il en soit et en comparant seulement l'exercice 1888 (le dernier de l'exploitation de la Compagnie française) à l'exercice 1893, c'est-à-dire à la dernière année de l'administration des radicaux, on constate que les *Recettes brutes* n'ont augmenté que de 79 0/0, alors que les dépenses d'exploitation se sont majorées de 112 0/0 : Le coefficient d'exploitation est passé de 54 à 64 0/0 : or, c'est justement le contraire qui aurait dû se produire, parce que le réseau n'a pas été augmenté d'un seul kilomètre pendant la période considérée.

LES BUDGETS DE L'ETAT. — L'examen des Budgets d'Etat de la Serbie donne l'impression que la situation économique de ce petit pays vaut infiniment mieux que sa réputation extérieure ; qu'il dispose de ressources relativement importantes et que c'est seulement à la mauvaise administration des partis se disputant le pouvoir qu'il faut attribuer le discrédit dont les titres de l'Etat serbe sont frappés à l'étranger.

Voici les résultats définitifs des Exercices 1887 à 1893 et les prévisions du Budget de 1894 :

Budgets Serbes de l'année 1887 à l'année 1894 incluse

Années	Recettes ordinaires	Dépenses totales	Déficits
	Francs	Francs	Francs
1887...............	31.061.000	42.037.000	10.976.000
1888...............	37.272.000	44.282.000	7.010.000
1889...............	36.271.000	50.604.000	14.333.000
1890...............	41.762.000	46.028.000	4.226.000
1891...............	53.320.000	54.007.000	687.000
1892...............	52.568.000	59.878.000	7.310.000
1893...............	56.138.000	62.461.000	6.323.000
1894 (Prévisions).	63.755.600	63.623.868	— ? —

Pour les sept dernières années connues, les déficits atteignent la somme globale de 50.865.000 fr. Pour l'année 1894, et grâce aux énergiques mesures prises par M. Voukachine Petrovitch, le Ministre des finances actuel, on pense que le déficit ne dépassera pas le chiffre de 3.500.000 francs. Pour l'année 1895 et par suite des réformes que le Gouvernement compte introduire dans le régime fiscal et des économies de la Conversion projetée d'une partie de la Dette publique serbe, dont nous

expliquerons plus loin le mécanisme, M. Voukachine Petrovitch estime que l'exercice se soldera en équilibre.

Voici le détail du Budget des prévisions de l'année 1894 :

Développement du Budget de l'année 1894 (prévisions).

DÉPENSES TOTALES	
Liste civile du Roi .... Fr.	1.200.000 »
Dette publique (intérêts, amortissements, change)	21.691.529 75
Dotations (armement, invalides)	1.200.000 »
Dépenses speciales (Skoupchtina, Conseil d'Etat)	299.007 20
Crédits généraux (besoins imprévus)	226.800 »
Pensions et Secours	2.186.698 83
Ministères :	
Justice et Cour des comptes	2.249.837 40
Instruction publique et Cultes	4.162.170 70
Affaires étrangères	1.170.526 66
Intérieur (admininistion, police, santé)	2.482.719 70
Finances (administration et monopoles)	6.423.856 60
Guerre (armées : gardes-frontières)	12.465.000 »
Travaux publics (chemins de fer, administration)	4.885.055 15
Agriculture et Commerce	2.980.666 20
Total des Dépenses	63.623.868 19
RECETTES ORDINAIRES	
Impôts directs et centimes additionnels.. Fr.	20.544.600 »
Impôts indirects : douanes, monopoles, consommation	26.022.000 »
Produits divers : chemins de fer, mines, etc..	17.189.000 »
Total des Recettes	63.755.600 »
Balance en excédent	131.731 81

Il y aurait beaucoup de choses à dire sur ce Budget, mais nos observations seraient inutiles puisque le Gouvernement actuel doit en réformer les bases. Nous jugerons son œuvre lorsque nous la connaîtrons dans ses détails.

Le tableau suivant, donnant le développement des *Recettes ordinaires* pendant les huit dernières années, va d'ailleurs nous indiquer le point faible de l'Administration fiscale serbe :

Développement des Recettes ordinaires Serbes de l'année 1887 à l'année 1894 incluse.

(Milliers de francs)

Années	*Imp. dir.:* Fonc., Obrt. Capit., etc.	*Imp. indir.:* Douanes, Monopoles, Cons., etc.	*Prod. dir.:* Chem. de fer Mines, Rec. div., etc	Total des rec. ordin.
1887	15.210	7.433	8.418	31.061
1888	16.138	8.620	12.514	37.272
1889	17.416	8.958	9.897	36.271
1890	18.450	12.022	11.290	41.762
1891	18.161	17.674	17.485	53.320
1892	18.301	19.526	14.741	52.568
1893	18.650	21.801	15.687	56.138
1894 (prév.).	20.544	26.022	17.189	63.755

Ainsi, en comparant les résultats de l'année 1887 aux résultats de la dernière année, connue : 1893, on constate que les *impôts indirects* se sont élevés de 193 0/0, les *produits divers* de 86 0/0, alors que les *impôts directs* n'ont augmenté que de 22 0/0. La création du réseau de chemins de fer a cependant amélioré, d'une façon très sensible, la valeur de la propriété serbe puisque la somme des produits exportés est passée, de 36 millions de francs en 1887, à près de 49 millions de francs en 1893 et que les recettes brutes de toutes les lignes serbes se sont élevées, de 2.610.801 fr. en 1887, à 5.561.891 fr. en 1893.

Malheureusement, la perception des impôts en Serbie s'effectue par l'intermédiaire des maires élus des communes, placés eux-mêmes sous la dépendance directe du Ministère de l'intérieur : ce qui revient à dire qu'elle est aux mains d'une administration d'ordre politique.

La conséquence de ce régime fiscal est facile à concevoir : les partis au pouvoir, pour conserver leur influence électorale, se montrent d'une tolérance excessive à l'égard des contribuables qui votent pour eux et ne font payer rigoureusement l'impôt qu'à leurs adversaires politiques.

De là le chiffre colossal des *arriérés*, qui a atteint le montant de 11.094.000 francs en 1893 pendant le dernier exercice du ministère radical, et que le Gouvernement actuel s'efforce de réduire.

La perception de l'impôt confiée à une Administration serbe, mais indépendante du Ministère de l'intérieur, relevant directement et exclusivement du Ministère des finances, dégagée, en un mot, et dans la mesure du possible, de toute influence de parti : voilà la réforme pratique qu'il faut désirer pour la Serbie, dans l'intérêt de ses finances, de son crédit et de sa prospérité nationale.

(*A suivre.*) Edmond Théry.

Les Grandes Valeurs Françaises

en 1894

La statistique spéciale des 127 grandes valeurs françaises que nous observons, semestre par semestre, à l'*Economiste Européen* révèle, pour l'année 1894, des variations assez importantes indiquant nettement les diverses préoccupations par lesquelles les capitalistes français sont passés au cours de cette année tourmentée.

Les 127 grandes valeurs, *exclusivement françaises*, de notre statistique se divisent en 8 groupes distincts :

1° Rentes françaises et Obligations Tunisiennes (4 valeurs) représentant un capital nominal de 26 milliards 176.676.000 fr. ;

2° Obligations de la Ville de Paris (8 valeurs) représentant un capital nominal de 1.555.099.000 fr. ;

3° Obligations du *Crédit Foncier de France* et de divers Etablissements hypothécaires français (14 valeurs) représentant un capital nominal de 5.445.416.000 francs ;

4° Actions des dix principales Sociétés françaises de crédit : *Banque de France, Crédit Foncier, Crédit Lyonnais, Comptoir National d'Escompte, Banque de Paris, Crédit Industriel, Société Générale, Banque Internationale, Société Foncière Lyonnaise, Société Marseillaise*, portant sur un capital nominal réellement versé de 755.500.000 fr. ;

5° Actions des onze principales Compagnies françaises de Chemins de fer : *Est, Paris-Lyon-Méditerranée, Midi, Nord, Orléans, Ouest, Chemins Algériens, Départementaux, Sud de la France*, portant sur un capital nominal réellement versé de 1.510.572.000 fr. ;

6° Obligations des Chemins de fer français garanties par l'Etat, portant sur 38 groupes d'obligations différentes et représentant un capital nominal de 16 milliards 663.889.000 fr. ;

7° Actions des vingt-cinq principales Sociétés industrielles françaises : *Compagnies de Gaz*, de *Transports Maritimes*, de *Métallurgie*, de *Mines*, etc., portant sur un capital nominal réellement versé de 560.056.000 fr. ;

8° Obligations des principales Sociétés industrielles françaises (17 valeurs) portant sur un capital nominal de 781.698.000 fr. ;

Soit en tout 127 valeurs représentant un capital nominal de 53.448.906.000 francs.

La valeur réelle de ce capital nominal a été calculée au cours de clôture de fin décembre 1893, fin juin 1894

et fin décembre 1894, d'après le nombre de titres exactement en circulation au 1er janvier 1894, sans tenir compte, bien entendu, ni des amortissements survenus dans le courant de l'exercice, ni des nouvelles émissions d'obligations effectuées pendant la même période par les diverses Compagnies de Chemins de fer : amortissements et émissions nouvelles que nous ne connaîtrons qu'avec les rapports annuels de l'exercice 1894.

Le tableau suivant va d'abord donner une idée des variations subies, d'un trimestre à l'autre, par les principales des 127 valeurs observées :

COURS DE CLÔTURE A LA FIN DES MOIS DE :

	Déc. 1893	Mars 1894	Juin 1894	Sept. 1894	Déc. 1894	Différence d'une année à l'autre
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	%
3 % Français...	98 25	99 32	100 35	102 52	101 62	+ 3.4
4 1/2 ou 3 1/2 nouv.	105 55	106 85	107 05	108 30	107 45	+ 1.8
3 % Amortiss...	98 80	99 90	100 60	101 60	101 25	+ 2.4
Obl. Tunisienne	486 »	486 »	493 50	505 50	503 »	+ 3.5
— V. Paris 65	546 50	546 »	549 »	546 25	555 50	+ 1.6
— — 71	420 50	419 »	421 »	416 »	421 »	+ 0.1
Foncier :						
Obl. Comm. 79	485 »	490 »	493 25	497 »	499 »	+ 2.8
— Fonc. 83	425 50	430 50	446 »	458 50	465 »	+ 8.4
Banq. de France	4100 »	3990 »	3920 »	3985 »	3600 »	—12.1
Crédit Foncier..	1038 75	967 50	957 50	910 »	922 50	—11.1
Crédit Lyonnais	771 25	762 50	737 50	751 25	836 25	+ 8.4
Comp. Nat. d'Es.	490 »	496 25	506 25	532 50	561 25	+14.5
Compagnies :						
P.-L.-M.. *act.*	1517 50	1532 50	1377 50	1412 50	1416 »	— 6.6
Midi..... —	1365 »	1343 50	1120 »	1100 »	1202 50	—11.9
Nord .... —	1913 75	1857 50	1820 »	1798 75	1795 »	— 6.2
Orléans.. —	1620 »	1643 »	1447 50	1485 »	1502 50	— 7.2
Obligat. 3 % :						
Fus. P.-L.-M.	469 »	460 »	465 »	470 »	478 50	+ 2.0
Midi.........	468 »	459 75	448 »	455 »	466 »	— 0.4
Nord.........	473 50	465 »	478 »	478 »	486 50	+ 2.7
Orléans......	470 »	462 »	463 »	471 »	478 50	+ 1.8
Actions :						
Compagnie Gaz	1390 »	1260 »	1095 »	1132 50	1045 »	—24.8
Transatl. —	490 »	370 »	315 »	347 50	342 50	—30.1
Mess.Mar.—	609 50	595 »	560 »	570 »	595 »	— 2.3
Omnibus. —	1046 »	1030 »	1000 »	1037 »	1091 25	+ 4.3
Suez..... —	2728 75	2830 »	2877 50	2925 »	3090 »	+13.2
Obligations :						
4 % Par. Gaz.	536 »	529 »	522 50	513 »	521 50	— 2.7
3 % Transatl..	364 75	337 »	310 »	322 »	332 »	— 8.9
4 % Mes.Mar.	515 »	525 »	515 »	518 50	518 »	+ 0.5
4 % Omnibus.	515 »	511 »	515 »	513 »	521 »	+ 1.1
3 % Suez.....	494 »	485 »	490 »	493 »	492 »	— 0.4

Le premier semestre a été favorable aux *Rentes françaises*, malgré la Conversion du 4 1/2 survenue au commencement de l'année, malgré les attentats anarchistes et l'épouvantable crime de l'italien Caserio. Il est vrai que la mort du président Carnot — qui fut un véritable malheur national — a donné à la France l'occasion d'affirmer, une fois de plus, son bon sens, son sang-froid et la puissante vitalité des institutions politiques qu'elle s'est librement données. M. Carnot tombait le 24 juin sous le poignard de l'anarchiste-assassin : le 27 juin, la Chambre et le Sénat, réunis en Congrès à Versailles, proclamaient, au milieu d'une tranquillité publique absolue, M. Casimir-Perier Président de la République française pour une période de sept années.

Les actionnaires et obligataires des grandes Sociétés industrielles françaises, et en particulier les porteurs de titres des Compagnies de Chemins de fer, furent moins heureux que les rentiers de l'État et les porteurs d'obligations de la Ville de Paris et du *Crédit Foncier*. C'est en effet dans le courant du mois de mai que se posa, à la Chambre des députés, la question relative à la durée des garanties d'intérêts pour le *Midi* et l'*Orléans*, et les actions des quatre grandes Compagnies suivantes, qui valaient, au commencement de mai : le *P.-L.-M.* 1.540 fr., le *Midi* 1.345 fr., le *Nord* 1860 fr. et l'*Orléans* 1.605 fr. : clôturaient, à la fin du mois de juin, à : le *P.-L.-M.* 1.377 fr. 50, le *Midi* 1.120 fr., le *Nord* 1.820 fr. et l'*Orléans* 1.447 fr. 50.

Bref, le calcul de la valeur des 127 groupes de titres observés d'après les cours de clôture donne respectivement, pour les deux semestres 1894 et pour l'année entière, les résultats suivants :

PREMIER SEMESTRE 1894, DU 30 DÉCEMBRE 1893 AU 30 JUIN 1894

(*Milliers de francs*)

Nombre de Valeurs	Valeurs	Valeur nominale totale	Valeur au 30 décem. 1893	Valeur au 30 juin 1894	Diff. au 30 juin 94 sur le 30 déc. 93
4	Rentes français.	26.176.676	26.260.376	26.729.827	+ 469.451
8	Obl. Vil. de Paris.	1.555.099	1.652.456	1.685.460	+ 33.004
14	Obl. Créd. Fonc. et diverses....	5.445.416	4.550.071	4.579.721	+ 29.650
10	Act. Soc. de Cr. fr.	755.500	1.624.374	1.553.547	— 70.827
11	— Ch. de fer fr.	1.510.572	4.359.789	3.978.192	—381.597
38	Obl. —	16.663.889	15.391.395	15.360.976	— 30.419
25	Act. Soc. Ind. fr.	560.056	1.608.497	1.524.058	— 84.439
17	Obl. —	781.698	801.065	765.163	— 35.902
127	Totaux......	53.448.906	56.248.023	56.176.944	— 71.079

Pendant le deuxième semestre, les *Rentes françaises* ont continué leur ascension, dans une proportion moindre cependant que dans le courant du semestre précédent, et une très vigoureuse reprise s'est produite sur les actions et les obligations des Compagnies de Chemins de fer et des grandes Sociétés industrielles françaises ; d'autre part, les actions des Sociétés françaises de crédit, sauf la *Banque de France* qui a perdu 320 francs par titre et le *Crédit Foncier* 35 francs, ont acquis une avance considérable.

Voici le résultat du calcul des cours de clôture du 30 juin 1894 comparé au cours de clôture du 31 décembre de la même année :

DEUXIÈME SEMESTRE 1894 : DU 30 JUIN AU 31 DÉCEMBRE 1894

(*Milliers de francs*)

Nombre de Valeurs	Valeurs	Valeur nominale totale	Valeur au 30 juin 94	Valeur au 31 décem. 1894	Diff. au 31 déc. 94 sur le 30 juin 94
4	Rentes français.	26.176.676	26.729.827	26.979.741	+ 249.914
8	Obl. Vil. de Paris	1.555.099	1.685.460	1.722.676	+ 37.216
14	Obl. Crédit fonc. et diverses.....	5.445.416	4.579.721	4.690.152	+ 110.430
10	Act. Soc. de cr. fr.	755.500	1.553.547	1.569.044	+ 15.496
11	— Ch. fer franç.	1.510.572	3.978.192	4.056.128	+ 77.937
38	Obl. —	16.663.889	15.360.976	15.837.322	+ 476.346
25	Act. Soc. indle fr.	560.056	1.524.058	1.575.400	+ 51.343
17	Obl. —	781.698	765.163	778.239	+ 13.076
127	Totaux.....	53.448.906	56.176.944	57.208.702	+1.031.758

Le tableau suivant va nous indiquer le résultat pour l'année 1894 entière, c'est-à-dire la différence constatée par nos calculs entre les cours de clôture du 30 décembre 1893 et du 31 décembre 1894 :

ANNÉE 1894 : DU 30 DÉCEMBRE 1893 AU 31 DÉCEMBRE 1894

(*Milliers de francs*)

Nombre de Valeurs	Valeurs	Valeur nominale totale	Valeur au 30 décem. 1893	Valeur au 31 décem. 1894	Diff. au 31 déc. 94 sur le 30 déc. 93
4	Rentes français.	26.176.676	26.260.376	26.979.741	+ 719.365
8	Obl. Vil. de Paris	1.555.099	1.652.456	1.722.676	+ 70.220
14	Obl. Crédit fonc. et diverses.....	5.445.416	4.550.071	4.690.152	+ 140.081
10	Act. Soc. de cr. fr.	755.500	1.624.374	1.569.044	— 55.330
11	— Ch. fer franç.	1.510.572	4.359.789	4.056.128	— 303.661
38	Obl. —	16.663.889	15.391.395	15.837.322	+ 445.927
25	Act. Soc. indle fr.	560.056	1.608.497	1.575.400	— 33.097
17	Obl. —	781.698	801.065	778.239	— 22.826
127	Totaux.....	53.448.906	56.248.023	57.208.702	+ 960.679

En résumé, notre statistique des 127 grandes valeurs françaises calculées d'après les cours de clôture du 31 décembre 1894, porte sur un capital réel de 57 milliards 208.702.000 fr., réparti en huit groupes : 1° *Rentes françaises* : 26.979.741.000 fr. ; — 2° Obligations de la

Ville de Paris : 1.722.676.000 fr. ; — Obligations du *Crédit Foncier* et autres Etablissements hypothécaires : 4.690.152.000 fr. ; — 4° Actions des dix principales Sociétés françaises de crédit : 1.569.044.000 fr. ;—5° Actions des onze principales Compagnies françaises de Chemins de fer : 4.056.128.000 fr. ; — 6° Trente-huit catégories d'obligations des Compagnies françaises de Chemins de fer : 15.837.322.000 fr. ; — 7° Actions des vingt-cinq principales Sociétés industrielles françaises : 1.575.400.000 fr. ;—8° Dix-sept catégories d'obligations de Sociétés industrielles françaises : 778.239.000 fr.

Pendant le prèmier semestre 1894 (30 décembre 1893 au 30 juin 1894) les *Rentes françaises* se sont majorées de 469 millions, les *Ville de Paris* de 33 millions et les Obligations Communales, Foncières et Hypothécaires de 29 millions, soit en chiffres ronds une majoration de 532 millions, tandis que les titres de cinq autres groupes se sont dépréciés de 603 millions, sur lesquels les actions des Compagnies de Chemins de fer entrent pour 381 millions, les actions des Sociétés industrielles pour 84 millions et les actions de Sociétés de crédit pour 70 millions.

La dépréciation globale du semestre a été finalement de 71 millions de francs.

Pendant le deuxième semestre (30 juin au 31 décembre 1894) les *Rentes françaises* se sont encore majorées de 250 millions, les *Ville de Paris* de 37 millions, les Obligations Communales, Foncières et Hypothécaires de 110 millions : soit au total 397 millions, et les cinq autres groupes ont vu l'ensemble de leurs titres progresser de 634 millions.

La majoration globale de ce deuxième semestre a donc été de 1.031 millions de francs.

Enfin, pour l'année 1894 entière, la valeur des *Rentes françaises* a augmenté de 719 millions, celle des obligations de la *Ville de Paris* de 70 millions, celle des Obligations Communales Foncières et Hypothécaires de 140 millions, celle des obligations de Chemins de fer français de 446 millions : soit au total 1.375 millions de francs. Mais la valeur des quatre autres groupes de titres a diminué de 415 millions, dont 303 millions s'appliquent aux actions des onze principales Compagnies de Chemins de fer françaises.

Le résultat final de l'année entière (30 décembre 1893 au 31 décembre 1894) se traduit donc par une majoration nette de 960.679.000 francs.

EDMOND THÉRY.

BANQUE INTERNATIONALE DE PARIS

Lorsque, le 31 décembre 1893, et, plus tard, le 12 mai 1894, nous nous occupions, ici même, de la *Banque Internationale de Paris*, nous faisions ressortir que cette Institution, du fait de sa situation spéciale, pouvait s'adonner exclusivement aux affaires de participations et d'émissions. Nous mentionnions, alors, la part active qu'elle avait prise dans les affaires nouvelles présentées au cours de l'année 1893, année cependant peu favorisée à tous les points de vue. Nous laissions, en même temps, entrevoir que le champ d'action de la *Banque Internationale de Paris* devait s'étendre à bref délai, grâce à l'initiative dont témoignait sa direction. Or, il semble, à l'heure actuelle, que l'établissement dont nous nous occupons ait plus que répondu, pendant l'année qui vient de prendre fin, aux espérances conçues anciennement. Naturellement, nous ne connaissons rien des résultats définitifs obtenus, et il conviendra, sous ce rapport, d'attendre les déclarations que fera aux actionnaires, et dans quatre mois environ, le Conseil d'administration. Néanmoins, et comme nous suivons toujours attentivement la marche de nos Sociétés de crédit, nous croyons être à même, dès maintenant, de donner un aperçu des mois passés et d'en tirer une conclusion.

Nous n'allons pas retracer le rôle de la *Banque Internationale de Paris* pendant l'année 1893. Elle s'était alors occupée de nombre d'affaires intéressant au premier degré l'épargne française. C'est ce qu'elle a encore fait en 1894. Elle a été, en effet, un des contractants de l'*emprunt 4 0/0* de 40 millions de francs émis par le Gouvernement Impérial Ottoman avec garantie spéciale sur la redevance annuelle due par la *Compagnie d'Exploitation des Chemins de fer Orientaux*.

On sait que cet emprunt, dont la souscription a été présentée au public par la *Banque Internationale* avec le concours de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, a obtenu un grand succès. Offert au public au prix de 425 fr. l'obligation de 500 francs, il cote, aujourd'hui, 445 francs. Inutile d'insister davantage. De plus, la *Banque Internationale* a continué de prêter son concours aux affaires Russes, auxquelles nous faisions allusion dans les articles mentionnés plus haut. Ces affaires, nous avons tout lieu de le croire, n'ont donné que d'excellents résultats. En outre, elle a pris part au mouvement important qui s'est produit sur les *Mines d'or*, mouvement auquel a participé, dans une si large mesure, la place de Paris et qui doit avoir fourni de beaux profits dont elle aura à faire état. Enfin, elle a continué à prêter son appui à certaines grandes affaires industrielles françaises, témoignant ainsi de sa sollicitude pour les intérêts nationaux. On n'a pas oublié qu'elle s'intéresse à la *Société des Ateliers et Chantiers de la Loire*, qu'elle a pris une large part à la transformation de l'ancienne *Société des Téléphones* et qu'elle a amené la fusion de la *Société Française des Télégraphes sous-marins* avec la *Compagnie Française du Télégraphe de Paris à New-York*. Avec la jonction des divers réseaux de ces deux dernières entreprises, il est incontestable que la nouvelle Société est appelée à profiter d'avantages sérieux, par suite de la concurrence qu'elle pourra établir avec les Compagnies étrangères qui, jusqu'alors, tenaient les deux entreprises, aujourd'hui fusionnées, sous une véritable tutelle.

Tel est, d'après les données que nous possédons, le bilan, pour l'année 1894, de la *Banque Internationale de Paris*. N'est-il pas satisfaisant ?

Et si nous passons maintenant à un autre ordre d'idées, nous trouvons que nos appréciations anciennes sur cette Société, étaient pleinement justifiées. A la date du 12 mai 1894, nous écrivions que la valeur intrinsèque des actions de la *Banque Internationale* s'établissait, par suite des sommes mises en réserve à 521 francs. Ces titres ne cotaient alors que 485 francs. Aujourd'hui, ils sont demandés à 512 fr. 50, ex-acompte de dividende de 12 fr. 50. Le public nous a donné déjà raison, et il est à croire que la marche en avant n'est pas encore arrêtée.

Il conviendrait, ici, de parler des profits réalisés pendant l'exercice qui vient de se terminer. Malheureusement, nous ne pouvons donner des chiffres, et nous ne devons nous baser que sur des données personnelles. Mais tout porte à croire que l'année 1894 aura été au moins aussi fructueuse que sa devancière. En 1893, les bénéfices représentaient 39 francs par action, chiffre bien supérieur au dividende distribué, le Conseil d'administration ayant voulu largement doter les réserves de la Banque. Vraisemblablement, on peut espérer en un résultat au moins identique ; aussi, et quelle que soit la somme qui sera répartie aux actionnaires, on peut être sûr qu'elle pourrait être de beaucoup augmentée encore si la prudence peut-être exagérée du Conseil ne la réduisait pas à un montant quand même très satisfaisant pour les intéressés.

En résumé, la situation de la *Banque Internationale* s'affermit tous les jours. Et quand nous aurons rappelé qu'elle ne possède pas de *comptes de Dépôts*, nous aurons établi qu'une Banque peut faire grand, même lorsqu'elle ne travaille qu'avec ses seuls capitaux, à condition qu'elle soit habilement et honnêtement dirigée.

D'après ce que nous entendons dire, la *Banque Internationale de Paris* s'occuperait encore en ce moment de créer de nouvelles affaires. Nous en sommes heureux et applaudissons à tous les efforts qu'elle tente et qui seront certainement couronnés de succès.

A. LECHENET.

Les Résultats définitifs des Impôts EN 1894

Le *Journal officiel* vient de publier le rendement des impôts pour l'année 1894. En voici les résultats :

BUDGET DE L'ÉTAT (France et Algérie)
RECOUVREMENTS du mois de décembre 1894

Désignation des produits	Recouvrements (Milliers de francs) Recouv. de déc. 1894	Evaluat. budgétaires.	Différences par rapp. aux évaluat. budgetair.	Différences par rapport à 1893
FRANCE (1894)				
Impôts directs	»	»	»	»
Impôt 4 0/0	420	435	— 15	— 5
Enregistrement	42 919	46.125	— 3.176	— 2.890
Timbre	15.098	13.170	+ 1.927	+ 77
Douanes	41.864	50.481	— 8.617	— 5.609
Contributions indirectes	53.185	55.477	— 2.292	— 531
Sels	5.048	5.147	— 99	— 342
Sucres	17.003	20.908	— 3.905	+ 1.433
Tabacs	31.222	31.204	+ 18	+ 615
Allumettes, poudres, etc.	3 566	3.596	— 30	+ 137
Postes, Télégr. et Téléphones	27.066	25.682	+ 1.384	+ 1 868
Domaines	1.447	1 539	— 91	+ 119
Forêts	1.548	2.750	— 1 202	— 600
Produits divers	2.013	2.235	— 222	+ 37
Ressources exceptionnelles	»	»	»	»
Recettes d'ordre	5.433	4.762	+ 671	+ 740
Totaux pour la France	250.864	266 514	— 15.650	— 4 952
ALGÉRIE (novembre 1894)				
Impôts directs	65	65	»	+ 4
Impôt 4 0/0	»	8	— 8	— 1
Enregistrement	317	362	— 45	+ 20
Timbre	399	359	+ 39	— 11
Douanes	961	1.011	— 50	— 235
Contributions diverses	225	301	— 75	— 93
Tabacs	30	31	— 1	— 3
Poudres	62	60	+ 2	+ 13
Postes, Télégr. et Téléphones	394	379	+ 15	+ 29
Domaines	165	246	— 81	— 5
Forêts	135	66	+ 69	+ 37
Produits divers	76	70	+ 6	+ 28
Recettes d'ordre	298	349	— 51	+ 78
Totaux pour l'Algérie	3.129	3.311	— 182	— 137

BUDGET DE L'ÉTAT (France et Algérie)
RECOUVREMENTS de l'année 1894

Désignation des produits	Recouvrements (Milliers de francs) Recouv. de l'année.	Evaluat. budgétaires.	Différences par rapp. aux évaluat. budgétair.	Différences par rapport à 1893
FRANCE (1894)				
Impôts directs	»	»	»	»
Impôt 4 0/0	66.220	69.249	— 3 029	— 830
Enregistrement	528.537	548.499	— 19.962	+ 7.099
Timbre	172.027	159 181	+ 12.543	+ 6.833
Douanes	445.918	413 233	+ 2.684	+ 14.940
Contributions indirectes	568.068	583.158	— 15 090	— 9.798
Sels	32.247	33.167	— 920	— 106
Sucres	182.665	194.754	— 12 089	— 1.969
Tabacs	375.597	375.800	— 203	+ 1.552
Allumettes, poudres	37 812	34 922	+ 2.890	+ 801
Postes, Télégr. et Téléphones	211.615	205.610	+ 6.005	+ 3.906
Domaines	14.590	15.536	— 916	+ 933
Forêts	26.533	27.721	— 1.187	— 340
Produits divers	13.658	13.215	+ 443	— 89
Ressources exceptionnelles	»	»	»	»
Recettes d'ordre	43.027	40.658	+ 2.369	+ 3.765
Totaux pour la France	2718.516	2745.008	— 26.492	+ 26.697
ALGÉRIE (11 pr. mois 1894)				
Impôts directs	5.885	6.432	— 547	— 73
Impôt 4 0/0	193	230	— 37	— 30
Enregistrement	3.269	3.539	— 270	— 150
Timbre	3.818	3.662	+ 155	+ 35
Douanes	10.227	9.728	+ 499	— 94
Contributions diverses	2.623	2.660	— 36	— 252
Tabacs	333	359	— 25	— 20
Poudres	590	652	— 61	— 12
Postes, Télégr. et Téléphones	3.731	3 632	+ 102	+ 87
Domaines	3.108	1.960	+ 1.147	+ 1.330
Forêts	633	454	+ 179	— 18
Produits divers	526	667	— 140	— 55
Recettes d'ordre	2.625	2.538	+ 87	+ 160
Totaux pour l'Algérie	37.570	36.517	+ 1.052	+ 905

Les contributions directes et taxes assimilées ont donné 837.998.000 fr. soit 10.385.000 fr. de plus qu'en 1893, mais les frais de poursuites ont légèrement augmenté, ils représentent 1,838 0/00 des sommes recouvrées contre 1,750 en 1893.

En ce qui concerne les contributions indirectes, les monopoles et le domaine accusent, par rapport aux évaluations, un déficit de 26.492.000 fr. sur lequel le mois de décembre figure à lui seul pour 15.650.500 fr.

Nous résumons dans notre tableau statistique les manquants et les plus-values ; voici le détail des principaux chiffres :

	Moins-values	Plus-values
Mutations par décès...	21.184.500	»
Lettres de voiture, etc..	»	5.431.500
Droits sur les boissons.	14.443.000	»
— alcools ..	»	32.790.000
Sucres indigènes......	»	9.280.000

Toutes les autres branches de revenus diffèrent de moins de 5 millions des évaluations.

Par rapport à 1893, on trouve :

	Moins-values	Plus-values
Transmiss. entre-vifs..	»	5.737.000
Effets de commerce....	»	6.175.000
Droits de douane......	»	14.102.000
Droits sur les boissons.	»	7.309.000
— alcools ..	18.632.000	»

Nous ne pouvons que nous féliciter de l'accroissement du timbre des effets de commerce, il correspond à un accroissement de circulation que l'on peut évaluer à une dizaine de milliards et qui indique incontestablement une augmentation d'affaires. Le progrès des droits sur les vins est la conséquence de la reconstitution de nos vignobles et de deux récoltes abondantes, nous l'enregistrons avec plaisir.

Nous voudrions croire que la diminution des droits sur l'alcool correspond à une diminution parallèle de la consommation, malheureusement nous pensons qu'il n'en est rien et qu'il faut bien plutôt l'attribuer à l'action des bouilleurs de cru qui ont beaucoup brûlé en 1893 et en 1894.

PIERRE DES ESSARS.

Les Obligations à Lots du Congo

Le 5 janvier, nous signalions dans notre *Marché Financier*, la hausse qui s'était produite, dans ces derniers temps, sur les *Obligations à lots du Congo*. Nous rappelons, à ce sujet, ce que nous disions ici même dans un article spécial le 22 septembre dernier, et en complément de ce que nous écrivions alors, et des détails que nous donnions au sujet de la composition du portefeuille qui forme la garantie de ces titres, nous croyons devoir, aujourd'hui, donner connaissance des variations que ce même portefeuille a subies pendant l'année 1894. On sait qu'en fin de chaque année, le Comité permanent d'administration publie, à ce sujet, tous les renseignements désirables et qui ne peuvent qu'intéresser le public.

En 1894, il a été vendu :

225.000 francs Rente Belge 3 0/0;
200.000 — Caisse d'annuités 3 0/0;
200.000 — Rente Française 3 0/0;
50.000 marks Rente Allemande 3 0/0;
100 Oblig. Chemins de fer Est-Belge 4 0/0;
50 — — — Nord-Belge 3 0/0;
25 — Merbes-le-Château 4 0/0;
200 — Paris-Lyon-Méditerranée 3 0/0;
200 — Orléans 3 0/0 1842;
300 — Est nouvelles 3 0/0.

Par contre, il a été acheté :

400.000 francs Rente Belge 3 1/2 0/0;
200.000 florins Rente Autrichienne-or 4 0/0;
300.000 — Rente Hongroise-or 4 0/0;
3.500 oblig. de l'Emprunt Norvégien 3 1/2 0/0 de 1894;
425 — Russe 4 0/0 1889;
300 — — 4 0/0 1890;
405 — Levant du Flénu 3 0/0;
450 — Chemins de fer Réunis de Charleroi 3 1/2 0/0;
375 — Charbons-Unis de l'Ouest de Mons 4 1/2 0/0;
137 — Marcinelle et Couillet 4 1/2 0/0;
500 — Charbonnage du Gouffre 4 1/2 0/0;
1.033 — Société Métallurgique d'Aubrives et Villerupt 4 0/0;
2.400 — du Nord de Milan 4 1/2 0/0;
400 — Banque hypothécaire de Suède 4 0/0;
300 — Chemin de fer Vienne-Aspang 4 0/0;
176 actions de capital de la Société Générale Belge.

Il ressort de ce qui précède que le Comité d'administration se préoccupe d'augmenter les revenus du portefeuille dont il a la gestion. Il ne doit cependant pas perdre de vue que les fonds au placement desquels il procède, doivent être employés en valeurs dites de premier ordre. L'article 3 du décret du 7 février 1888, rendu par le roi Léopold II, roi des Belges et souverain de l'Etat indépendant du Congo et qui créait la Dette publique du Congo, est formel sur ce point. Il dit, en effet :

Le service de l'emprunt comprenant le paiement des primes, le remboursement des obligations non primées, avec l'accroissement annuel de 5 francs à titre d'intérêt, ainsi que les frais dudit service, seront spécialement assurés au moyen d'un fonds d'amortissement.
Ce fonds sera constitué en valeurs de premier ordre.

Nous arrêtons là notre citation, pour rappeler que le prix de remboursement des obligations à Lots du Congo désignées cette année à l'amortissement est de 140 francs, et pour mentionner un fait qui est de la plus grande importance.

On a, en effet, appris, ces jours derniers, que le Gouvernement belge avait décidé formellement de proposer aux Chambres, l'annexion du Congo à la Belgique. La question viendra devant le Parlement en février. En attendant, on est assuré qu'une majorité est acquise, dans la droite de la Chambre, en faveur du projet dont il est question. Le chef du Cabinet belge a déclaré que les difficultés qui s'opposaient jusqu'à présent à l'annexion avaient disparu, et il a donné l'assurance que les puissances étrangères ne formulaient, à ce sujet, aucune objection.

J .M.

La Production des Vins et des Cidres en 1894

La récolte de 1894 a été inférieure à celle de 1893; c'était prévu, l'année 1893 ayant été exceptionnelle. La production des vins de vendange en 1894 a été, en France, de 39.052.809 hectolitres ; elle avait été en 1893 de 50.070.000 hectolitres. Le rendement moyen à l'hectare, pour l'année 1894, ressort à 22 hectolitres, soit une diminution de 6 hectolitres par rapport à la quotité de rendement moyen de 1893. La superficie de l'ensemble du vignoble français a diminué en 1894 de plus de 26.000 hectares. Si la reconstitution des vignobles est poursuivie activement et se traduit par des augmentations de superficie dans 28 départements, les arrachages effectués pour préparer de nouvelles plantations ont pris un grand développement.

La production des vins de raisins secs a été de 514.002 hectolitres — dont 228.966 hectolitres pour la fabrication industrielle ; — en 1893 cette production avait été de 834.236 hectolitres.

La fabrication des vins de sucre s'est également ralentie : 1.147.167 hectolitres en 1894 contre 1.210.017 en 1893.

Le tableau suivant permettra les comparaisons depuis dix ans :

Production, Importation et Exportation des Vins (1884-1894)

Années	Superficies plantées en vignes	Vins de vendange Production	Vins de toutes sortes Importat.	Vins de toutes sortes Exportat.
—	—	—	—	—
	Hectares	Hectol.	Hectol.	Hectol.
1884..........	2.040.759	34.781.000	8.115.000	2.470.000
1885..........	1.990.586	28.536.000	8.182.000	2.580.000
1886..........	1.959.102	25.063.000	11.011.000	2.704.000
1887..........	1.944.150	24.333.000	12.277.000	2.402.000
1888..........	1.843.580	30.102.000	12.064.000	2.118.000
1889..........	1.817.787	23.224.000	10.470.000	2.166.000
1890..........	1.816.544	27.416.000	10.830.000	2.162.000
1891..........	1.763.374	30.140.000	12.278.000	2.049.000
1892..........	1.782.588	29.082.000	9.400.000	1.845.000
1893..........	1.793.299	50.070.000	5.895.000	1.569.000
Moyenne.	1.775.176	30.274.700	10.052.200	2.206.500
1894 (10 premiers mois).	1.766.841	39.052.809	3.513.157	1.446.503

Voici comment se décomposent les chiffres de l'importation des vins en 1894 :

Les vins d'Espagne figurent dans ce chiffre pour 1.773.195 hectolitres ; les vins d'Italie pour 16.214 hectolitres ; les vins de Portugal pour 1.003 hectolitres ; les vins d'Algérie pour 1.514.029, et ceux de Tunisie pour 28.250.

En ce qui concerne l'Algérie, les chiffres définitifs de la récolte s'élèvent à 3.642.479 hectolitres pour une superficie de 114.887 hectares, savoir :

	Hectares.	Hectolitres.
	—	—
Département d'Alger........	40.604	1.495.977
— d'Oran	53.760	1.359.902
— de Constantine.	20.523	786.600
Totaux......	114.887	3.642.479

Le total de l'Algérie avait été, en 1893, de 3.937.132 hectolitres pour 110.485 hectares.

Voici les chiffres des dix départements qui ont produit le plus de vin en 1894 :

Hérault, 8.806 526 hectolitres ; Aude, 4.785.237 hectolitres ; Gironde, 2.333.996 hectolitres ; Gard, 2.220.000 hectolitres ; Pyrénées-Orientales, 1.940.790 hectolitres ; Bouches-du-Rhône, 1.192.756 hectolitres ; Puy-de-Dôme, 1.015.958 hectolitres ; Yonne, 947.910 hectolitres ; Indre-et-Loire, 808.762 hectolitres ; Loire-Inférieure, 754.000 hectolitres.

Voici les dix départements qui ont produit le moins de vin en 1894 :

Creuse, 14 hectolitres ; Ille-et-Vilaine, 115 ; Mayenne, 166 ; Haute-Vienne, 1.016 ; Lozère, 2.634 ; Oise, 2.657 ; Cantal, 3.768 ; Ardennes, 4.150 ; Eure-et-Loir, 12.097 ; Eure, 13.202.

La récolte des cidres s'est élevée en 1894 à 15.541.051 hectolitres ; elle dépasse de 2.121.710 hectolitres la moyenne des dix dernières années, mais elle est inférieure de 16.067.574 hectolitres à la récolte de 1893.

Voici le tableau des dix dernières années :

Production, importation et exportation des cidres (1884-1894).

Années	Cidres Production	Cidres Import.	Cidres Exportation
—	—	—	—
	hectol.	hectol.	hectol.
1884..............	11.907.000	»	17.000
1885..............	19.955.000	»	17.000
1886..............	8.301.000	»	16.000
1887..............	13.437.000	»	14.000
1888..............	9.767.000	941	13.000
1889..............	3.701 000	8.319	12.000
1890..............	11.095.000	7.035	9.000
1891..............	9.280.000	684	10.000
1892..............	15.141.000	402	10.600
1893..............	31.609.000	845	14.537
Moyenne....	13.419.000	1.822	13.313
1894 (10 pr. mois).	15.541.051	643	16.353

Voici les dix départements qui ont produit le plus

de cidre en 1894 : Ille-et-Vilaine, 2.761.911 hectolitres ; Calvados, 1.899.947 ; Eure, 1.693.674 ; Côtes-du-Nord, 1.398.970 ; Orne, 1.070.105 ; Morbihan, 870.307 ; Manche, 673.678 ; Mayenne, 501.105 ; Sarthe, 440.107.

Voici les dix départements qui ont produit le moins de cidre en 1894 :

Haute-Marne, 1.330 hectolitres ; Saône-et-Loire, 886 ; Meuse, 824 ; Bouches-du-Rhône, 742 ; Seine, 695 ; Tarn, 679 ; Haute-Loire, 413 ; Ardèche, 298 ; Gard, 160 ; Hautes-Alpes, 47.

Si la moyenne de production des vins et des cidres est inférieure à celle de 1893, elle n'en reste pas moins, en 1894, très satisfaisante, celle du vin surtout, qui est la meilleure des 9 années précédentes. Les cidres n'ont que l'année 1885 supérieure à 1894. Nous exceptons toujours 1893.

Louis LAUNAY.

BIBLIOGRAPHIE

Monnaies, Poids et Mesures des principaux Pays du Monde

La *Bibliothèque d'Enseignement commercial*, dirigée par M. Georges Paulet, vient de s'enrichir d'un nouvel ouvrage dû à la plume de M. Lejeune, directeur de l'Ecole supérieure de commerce de Marseille. Le livre que nous présentons à nos lecteurs tient plus qu'il ne promet ; non seulement il fournit la *métrologie* complète des divers pays, mais il donne des renseignements précieux sur les changes, les arbitrages et les parités sans pour cela faire double emploi avec le livre de M. Ottomar Haupt, plus exclusivement financier. Le travail de M. Lejeune est une mine de renseignements intéressants et utiles. Signalons toutefois une légère inadvertance : la Roumanie a été omise parmi les pays à étalon d'or, bien que ce régime ait été institué chez elle par la loi du 15-27 octobre 1890. L'auteur rectifiera cette petite erreur dans sa prochaine édition.

Informations Économiques et Financières

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Depuis le 2 janvier, les obligations de l'Emprunt Russe 3 0/0 or, 2e émission 1894, ne sont plus négociables qu'en titres définitifs.

Il n'y a plus à la Cote qu'une seule rubrique pour les emprunts russes 3 0/0 or 1891 et 3 0/0 or 2e émission 1894.

Les livraisons en liquidation du 31 décembre se sont effectuées en titres de l'un ou de l'autre de ces deux Emprunts sans distinction.

Depuis le 2 janvier, les obligations de l'Emprunt de la Ville de Paris 1886, 4e émission, ne sont plus négociables qu'en titres définitifs.

Il n'y a plus à la Cote qu'une seule rubrique pour tous les emprunts de 1886, 1re, 2e, 3e, 4e et 5e émissions.

Pour toutes les négociations, à compter du 2 janvier inclus, les livraisons s'effectuent en titres des 5 émissions sans distinction.

Depuis le 2 janvier, les 5.000 obligations de 500 fr. 4 0/0, numéros 177199 à 182198, de la Compagnie Générale des Omnibus ont cessé d'être négociables à la Bourse de Paris.

Par suite, le nombre des obligations 4 0/0 de ladite Société, négociables sur notre marché, se trouve ramené à 159.549, numérotées de 1 à 20051 et de 37701 à 177198.

Depuis le 5 janvier présent mois, les 5.000 obligations de 500 fr. 4 0/0 nouvelles, numéros 40001 à 45000, de la Compagnie Centrale d'Eclairage et de Chauffage par le Gaz, Eug. Lebon et Cie, sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote, sous la même rubrique que les 40.000 obligations 4 0/0 anciennes.

Par suite, le nombre des obligations 4 0/0 de ladite Société, négociables sur notre marché, se trouve porté de 40.000 à 45.000.

Depuis le 7 janvier présent mois, les obligations de 500 fr. 4 0/0 de la Société Ottomane du Chemin de fer de Smyrne-Cassaba et prolongement sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant et à terme.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote.

113.120 obligations de 20 liv. st. ou 500 fr. 4 0/0, émises à 83 0/0 ou 418 fr. 32 par titre de 500 fr., entièrement libérées et au porteur ; remboursables au pair, par tirages au sort annuels, en 99 ans, à partir de 1895.

Intérêt annuel : 4 0/0, soit 29 fr. par titre de 500 fr., payable par moitié, les 1er février et 1er août de chaque année.

Jouissance courante : 1er août 1894.

Ces obligations sont actuellement représentées par des certificats provisoires de une, cinq, dix et vingt-cinq obligations à échanger ultérieurement contre des titres définitifs.

Service des titres et des coupons, à Paris, à la Banque Impériale Ottomane, 7, rue Meyerbeer.

Bourse de Lyon. — Par décret du Président de la République, en date du 8 janvier 1895, rendu sur la proposition du Ministre des finances, M. Waldmann (Abel-Félix) a été nommé agent de change près la Bourse de Lyon, en remplacement de M. Rey, démissionnaire.

Bourse de Toulouse. — La Compagnie des Agents de change de Toulouse, réunie en assemblée générale, le 24 décembre dernier, a composé comme suit sa Chambre syndicale pour l'année 1895 :

MM. L. Arrès, syndic ; A. Dordan, 1er adjoint et M. Dupont, 2e adjoint.

Chambre de Compensation des Banquiers de Paris. — Les capitaux compensés par la Chambre pour le mois de décembre dernier s'élèvent au chiffre de 584.673.236 fr. 36.

La moyenne par jour est de 23.386.929 fr. 45.

Les capitaux compensés pendant l'année 1894 sont de 5.718.414.733 fr. 37 ; moyenne par mois 476.534.561 francs 11.

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 24 au 31 décembre (52e semaine)

(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine		Rec. br. depuis le 1er janvier		Différence pr 1894	
		1894	1893	1891	1893		
Etat	2.762	717	688	39 615	38 543	+	1.071
Paris-Lyon-Méditer.	8.601	6 907	6 840	361.725	356 893	+	7.832
— Rhône au Mont-Cenis	133	80	99	4.611	4.641	—	26
— Chemins Algériens..	513	151	149	8 616	7.916	+	700
Nord	3.699	4.203	4.005	193 865	189.701	+	4.164
Ouest	5.349	2.541	2 658	153.629	150 598	+	3.031
Orléans	6.772	3.459	3.654	178 417	176.003	+	2.414
Est	4.802	2.637	2 604	149 020	147 927	+	1 093
Midi	3.136	»	»	94 860	91.956	+	2.903
Est-Algérien	897	103	107	6.031	5.954	+	79
Bône-Guelma voie larg.	607	77	53	3 797	3 263	+	533
— voie étroite	128	22	6	642	380	+	262
Ouest-Algérien	296	»	»	2.606	2.451	+	154
Arzew à Kralfallah	214	32	18	1.565	1.319	+	246
Médoc	101	»	»	1.209	1.138	+	71

Mouvement des Caisses d'Epargne. — Voici le relevé des opérations concernant les Caisses d'épargne ordinaires :

1° Opérations complémentaires de l'année 1894

Départements. — Du 21 au 31 décembre 1894

Dépôts de fonds ....Fr.	7.304.723 40
Retraits de fonds	8.120.224 25
Excédent de retraits.....Fr.	815.500 85
Excédent de dépôts du 1er janvier au 31 décembre 1894..........................Fr.	37.530.236 18
Intérêts liquidés provisoirement au profit des Caisses d'épargne pour leurs dépôts de fonds pendant l'année 1894	113.150.000 »
Total de l'augmentation, pour l'année 1894, des fonds déposés par les Caisses d'épargne à la Caisse des Dépôts et Consignations (chiffres provisoires)	150.680.236 18
Capitaux encaissés sur les valeurs composant le portefeuille provenant de l'emploi des fonds des Caisses d'épargne, appelés au remboursement pendant l'année...............	20.048.706 95
Total des disponibilités de l'année 1894............	130.631.529 23

2° Opérations de l'année 1895

Paris. — Du 1er au 10 janvier 1895

Dépôts de fonds.................	912.597 27
Retraits de fonds................	169.799 64
Excédent de dépôts	742.799 63

Capitaux employés en achats de rentes, du 1er au 10 janvier 1895, pour le compte des déposants des Caisses d'épargne ordinaires : 616.122 fr. 30.

Voici le relevé des capitaux employés en achats de rentes pendant l'année 1894 pour le compte de divers services :

Janvier ....Fr.	19.534.092 05
Février	26.301.058 65
Mars	31.582.962 25
Avril	17.813.425 85
Mai	10.070.335 20
Juin	10.424.611 95
Juillet	13.159.322 40
Août	15.805.374 40
Septembre	11.351.506 60
Octobre	9.412.179 05
Novembre	3.689.690 20
Décembre	»
Total...............Fr.	169.144.558 60

Ces achats se décomposent comme suit :

3 0/0 .... Fr.	27.544.777 90
3 0/0 amortissable	22.817.676 80
3 1/2 0/0	103.569.528 55
4 1/2 0/0	15.212.575 35
Total............. Fr.	169.145.558 60

Et ont été faits pour les services suivants :

Caisses d'épargne privées	54.493.143 35
Caisse nationale d'épargne............	83.068.068 35
Société de secours mutuels. L/C de fonds de retraites..................	3.975.474 70
Caisse d'assurances en cas d'accidents.	198.883 25
Caisse d'assurances en cas de décès ..	36.949 55
Réserve provenant de l'emploi des fonds des Caisses d'épargne	27.372.039 40
Total...........	169.144.558 66

A ce total, il y a lieu d'ajouter une somme de 1.309.398 fr. 50, représentant le prix de la cession faite directement par le Trésor de 42.911 francs de Rente 3 1/2 0/0, pour le compte de la réserve provenant de l'emploi des fonds des Caisses d'épargne.

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	3 janvier	10 janvier
ACTIF		
Encaisse de la Banque : 3 janvier / 10 janvier		
Or .... 2.069 236 331 / 2.079 482.618	3.301.835 973	3.312.397.714
Argent... 1.235.599 642 / 1 232.915.096		
3 301.835.973 / 3.312.397.714		
Effets échus hier à recevoir ce jour....	204.236	18 352
Portefeuille Paris { Effets Paris........	227.937.965	220.436.461
Portefeuille Paris { Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor...........................	»	»
Portefeuilles des succursales...........	378.577.358	287.416 060
Avances sur lingots à Paris............	3 635.800	2 955.800
Avances sur lingots dans les succursales	48 650	48 600
Avances sur titres à Paris..............	111.407 739	132 601.071
Avances sur titres dans les succursales	160.726.891	161 996.228
Avances à l'Etat..........................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles	99.627.294	99.627.294
Rentes immobilisées	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales.............	15.154.317	15.154.717
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales..................	44.922	149.972
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.414
Divers	89.327.455	88.256.541
Total..........	4.686.916.750	4.585.797.009
PASSIF		
Capital de la Banque	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4.000.000	4 000.000
Réserve spéciale	8.407.444	8.407.144
Billets au porteur en circulation........	3.679.215.530	3.635.009.625
Arrérages de valeurs déposées..........	24 855.406	26.794.236
Billets à ordre et récépissés	34.511.063	34.519.083
Compte courant du Trésor, créditeur ...	144.978 760	126 948.723
Comptes courants de Paris	410.030.199	409 037.686
Comptes courants dans les succursales.	77.980 023	58.756.176
Dividendes à payer	8.957.007	6.672.107
Escompte et intérêts divers............	750.677	1.063 997
Réescompte du dernier semestre	782.337	782.337
Divers	79 810.237	61.197 528
Total............	4.686.916.750	4 585.797.009

Comparaison avec les années précédentes

	15 janv. 1891	14 janv. 1892	12 janv. 1893	11 janv. 1894	10 janv. 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	3.222 4	3.171.9	3.473.2	3.591.0	3 635.0
Encaisse	2.364.3	2.589 6	2.958.7	2.953.0	3.312.3
Portefeuille........	1.436 9	738.7	670.3	702.6	507.8
Avances aux partic.	598.1	346 6	321.3	308 1	296.9
— à l'Etat....	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	405 0	271.9	139.9	125.1	126 9
— part...	802.9	388 8	471.7	379.3	467.7
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0
Prime de l'or.......	4 0/00	2 0/00	1 0/00	1 ½ 0/00	pair
Bénéfices nets......	3.929.1	2.074.1	1.279 7	1.421.6	914.0

Caisse d'Epargne de Paris. — La Caisse d'épargne de Paris vient d'arrêter son bilan à la date du lundi 31 décembre 1894.

Voici le résumé des opérations de l'année :

La Caisse d'épargne de Paris a reçu, en 1894 :

1° En 391.706 versements, dont 34.463 nouveaux, la somme de.......................... 63.239.997 13

2° En 2.419 transferts-recettes provenant des Caisses d'épargne départementales, la somme de.. 1.560.225 93

3° En 55.534 parties d'arrérages de rentes appartenant aux déposants, la somme de.... 1.463.001 75

En 24 versements provenant d'amortissement de rentes appartenant aux déposants, la somme de.......................... 156.500 »

Elle a, en outre, capitalisé pour le compte des déposants, les intérêts montant à la somme de........................... 4.557.050 20

Elle a remboursé, par contre :

1° En 224.873 retraits, dont 26.163 pour solde, la somme de........................... 54.881.973 86

2° En 2.314 transferts-paiements envoyés aux Caisses d'épargne départementales, la somme de........................... 1.148.263 94

3° En achats de 285.117 fr. de rentes pour le compte de 5.309 déposants, la somme de..... 9.098.747 95

4° En 96 placements à la caisse de retraites pour la vieillesse, la somme de.............. 45.636 »

Au 31 décembre 1894, le solde dû par la Caisse d'épargne de Paris à 645.737 déposants, s'élève à........................... 159.630.362 70

Le nombre des déposants était de 637.576 au 1er janvier 1894 ; il s'est donc accru dans l'année de 8.171.

Le solde dû aux déposants, qui était au 1er janvier 1894 de........................... 153.805.970 04
s'est augmenté dans l'année de....... 5.825.272 66

Le nombre des inscriptions de rentes en portefeuille, appartenant aux déposants, s'élève à 28.762 fr. pour la somme de 1.509.763 fr. de rente 3 0/0, 3 0/0 amortissable et 3 1/2 0/0.

La Caisse d'Epargne postale en Tunisie (1884-1893). — Nous empruntons le tableau suivant à la *Statistique générale de la Tunisie* publiée l'année dernière, et nous le mettons à jour en y portant les chiffres relatifs à l'année 1893, qui ont été insérés dans le dernier rapport du Ministre des affaires étrangères sur la situation économique et financière de la Régence (*Journal officiel* du 30 septembre).

On sait que la Caisse d'épargne postale fonctionne en Tunisie depuis le 1er mai 1884. Une succursale de la Caisse nationale a été créée en Tunisie et mise en activité à partir du 1er juillet 1886.

Voici le résumé des opérations :

Années	Nombre total des versem.	Nombre total des remb.	Montant total des versem.	Montant total des rembours.	Nombre de livrets ouverts	Avoir des déposants au 31 déc.
—	—	—	—	—	—	—
			Francs	Francs		Francs
1884.	1.326	78	97.330	15.205	478	»
1885.	1.831	415	222.465	17.153	465	»
1886.	3.180	734	348.558	154.428	932	101.964
1887.	4.603	1.361	418.367	236.035	873	262.859
1888.	5.578	1.788	474.395	291.128	999	409.669
1889.	6.812	2.344	727.837	408.264	1.342	642.977
1890.	8.005	2.896	888.852	524.628	1.601	890.481
1891.	9.727	4.220	1.273.330	816.271	1.961	1.265.504
1892.	11.230	5.631	1.472.902	1.081.605	1.992	1.550.000
1893.	11.134	7.265	1.677.275	1.432.973	1.914	1.729.726

L'Office ne possède pas les renseignements concernant les comptes soldés et l'avoir des déposants antérieurement au 1er juillet 1886. Les chiffres qui figurent ci-dessus, depuis cette date, se rapportent exclusivement aux opérations des déposants dont la succursale de Tunis détient les comptes courants.

Etablissements Decauville. — L'assemblée générale a eu lieu le 5 décembre dernier.

Après lecture du rapport du Conseil d'administration et de celui du commissaire, les comptes de l'exercice clos le 30 juin dernier ont été approuvés.

Il a été ensuite donné connaissance, à l'assemblée, des conditions de constitution définitive de la Société de reprise.

Pour procéder à la liquidation de la Société ancienne, le liquidateur, déjà désigné par le jugement du Tribunal de commerce, avait paru tout naturellement indiqué au Conseil d'administration qui avait pris en conséquence l'initiative de le désigner aux suffrages de la dernière assemblée.

Mais on s'est trouvé, après cette assemblée, en présence du refus de M. Moreau qui a pensé que la préexistence du mandat judiciaire qu'il avait reçu, le mettait dans l'impossibilité d'accepter les fonctions de liquidateur amiable.

Bien que ce mandat judicaire ait pris fin par suite de l'arrêt de la Cour, M. Moreau n'a pas voulu, depuis, modifier sa résolution à cet égard.

Par suite, l'assemblée a désigné MM. Ravenez et Bergaud comme liquidateurs, avec mission de procéder à la constitution immédiate de la Société Nouvelle.

Il sera fait deux parts de l'actif social :

L'une comprendra les éléments industriels et les valeurs disponibles, c'est-à-dire les usines, l'outillage, les brevets, le matériel, les marchandises et les fonds de roulement nécessaires à la marche de la Société de reprise, à laquelle les liquidateurs en feront apport en échange d'un grand nombre d'actions à délivrer aux actionnaires, dans la proportion de deux actions de 100 francs chacune contre une action ancienne.

L'autre sera constituée par l'actif immobilisé que la liquidation sera chargée de réaliser pour en répartir le montant en espèces au fur et à mesure des réalisations.

Le départ de l'actif en deux catégories sera opéré par les soins des liquidateurs, avec le concours d'une Commission de 5 actionnaires qui ont été désignés.

L'assemblée a unanimement approuvé le projet qui lui était soumis.

La seconde assemblée constitutive de la **Société Nouvelle des Etablissements Decauville aîné** a eu lieu le 31 décembre, au siège social. Après la lecture du rapport des commissaires-vérificateurs des apports, la Société a été déclarée définitivement constituée au capital de 7.050.000 fr., dont 7 millions d'apports et 50.000 fr. versés en espèces. MM. Paul Decauville, Ravenez, Bergaud, Poidatz et Chalupt ont été nommés administrateurs. Les jetons de présence du Conseil qui, dans l'ancienne Société s'élevaient à 100.000 fr., ont été fixés à 50.000 fr. MM. Georges Chaulin, Tomasi et Zerlin ont été nommés commissaires des comptes pour le premier exercice social devant expirer le 1er janvier 1896.

Compagnie Générale des Cycles. — La première assemblée générale annuelle de cette Société a eu lieu le 27 décembre 1894.

Les comptes, approuvés à l'unanimité, se rapportent au premier exercice social, couru du 15 janvier au 30 septembre dernier, et dont la durée n'a été, par conséquent, que de huit mois et demi.

Sur le solde bénéficiaire du compte de profits et pertes s'élevant, pour cette période, à..Fr. 246.083 20
il a été prélevé pour réserves et amortissements........................... 102.312 10

Et le surplus........... 143.771 10

a été réparti conformément aux statuts, entre la réserve légale, les actions, les parts de fondateurs et le Conseil.

Cette répartition qui donne 4 fr. par action de 100 fr., 0 fr. 40 par part de fondateur, est payable, au siège social, depuis le 2 janvier courant, sous déduction des impôts et droits.

Société Commerciale Française au Chili. — L'assemblée générale, tenue le 19 novembre, a approuvé les comptes de l'exercice 1893-1894 et fixé le dividende à 12 fr. 50 par action.

La nomination de M. Hugo Finaly comme administrateur a été confirmée, et M. Ch. Dumaine a été désigné comme administrateur pour l'exercice en cours.

L'Octroi de Paris. — Le total des recettes d'octroi, pour décembre 1894, est de 16.538.588 fr. 08, en diminution de 253.646 fr. 84 sur le mois correspondant de 1893.

Le total pour l'exercice 1894 est de 149.692.357 fr. 72, en diminution sur l'année précédente de 885.398 fr. 80.

Le mois de décembre est inférieur de 351.411 fr. 50 aux prévisions budgétaires, et l'ensemble de l'année 1892 est de 307.462 fr. 28 inférieur aux évaluations.

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 9 janvier 1895.

La Réaction anti-socialiste. — L'Empereur et la Marine. — Projets de lois sur les Chambres de commerce et sur la Répression de la Concurrence deloyale. — L'Affaire Seckel. — Projets de Conversion des Rentes. — Nouvelles Usances.

Le Reichstag allemand est en session; le Landtag prussien ouvre ses séances le 15 janvier. L'activité parlementaire bat son plein.

Elle s'est rarement appliquée à des sujets plus importants. La chute de M. de Caprivi apparaît maintenant sous son vrai jour. C'est la réaction antisocialiste qui prend le dessus. Le Gouvernement, c'est-à-dire l'Empereur et la vieille bureaucratie prussienne renoncent à la réalisation des réformes sociales. Tandis que le Reichsrath discute avec âpreté la loi relative à la répression des tendances révolutionnaires, le recteur de l'Université s'oppose même à la formation d'une Association d'étudiants, qui se proposait l'examen des questions sociales, sous le patronage peu compromettant des professeurs Ad. Wagner et Schmoller.

Le Centre catholique se montre prêt à voter la loi de répression, sauf un paragraphe, à condition que le Conseil fédéral autorise la rentrée des Jésuites.

Quant à l'Empereur, il fait des conférences sur la marine. Il faut s'attendre au dépôt prochain d'un plan nouveau de réorganisation de la marine. Dieu sait ce qu'il coûtera aux contribuables!

Mais s'il n'est plus question de réformes sociales, notamment, de l'amélioration des lois sur l'assurance ouvrière, sur la protection des ouvriers mineurs, sur le travail des femmes, les réformes économiques restent à l'ordre du jour.

Le Ministre du commerce prussien consulte les Chambres de commerce et les Compagnies similaires sur l'opportunité d'une loi relative à l'organisation de la représentation commerciale. Nous avons déjà annoncé l'étude des bases fondamentales de cette institution. Nous y revenons en ayant sous les yeux le texte du questionnaire officiel.

Le Ministre demande si l'institution des Chambres de commerce doit être obligatoire, si le droit électoral doit être étendu à tous les industriels, patentés ou non, aux chefs des maisons inscrites dans le Registre du commerce ou à tous les négociants, quelle que soit la classe de leur patente.

Les Chambres de commerce seront-elles subdivisées en sections locales ou en branches distinctes d'après le genre d'industrie?

Seront-elles investies de la personnalité juridique?

Auront-elles le droit d'être consultées lors de la préparation des lois d'intérêt économique?

Leur existence sera-t-elle conciliable avec celle des corporations commerciales?

Enfin y a-t-il lieu de créer un organe central servant de Comité consultatif et de conseiller technique du Gouvernement dans la défense des intérêts commerciaux et industriels?

Tels sont les principes fondamentaux auxquelles auront à répondre les Chambres de commerce prussiennes.

Un projet de loi relatif à la répression de la concurrence déloyale préoccupe aussi les sphères économiques. Il est assez sévère et comporte jusqu'à un an d'emprisonnement.

Les démocrates-socialistes se proposent de demander, au Reichstag l'extension aux employés de commerce de la juridiction des tribunaux industriels (tribunaux de prudhommes).

Le mouvement protectionniste tend à s'affirmer.

Les droits de douanes applicables aux parfumeries à base d'alcool et au miel artificiel seront accrus en raison des matières taxables qu'ils contiennent. L'importation grandissante des blés argentins donne plus de force aux revendications des agrariens.

L'excédent des entrées sur les sorties de blé et de seigle représentait les chiffres suivants pour les onze premiers mois.

Années	Quintaux métriques
1889..........	14.585.225
1890..........	14.572.473
1891..........	16.456.864
1892..........	17.967.809
1893..........	8.539.299
1894..........	16.304.777

On voit que l'agriculture allemande suffit de moins en moins aux besoins de la consommation.

Le collège des Anciens de Magdebourg demande l'augmentation de la prime d'exportation des sucres, pour mettre l'industrie allemande en mesure de lutter contre la concurrence des pays étrangers.

L'industrie houillère montre plus de vitalité. Sur le terrain, neutre en quelque sorte de Hambourg, les charbons westphaliens gagnent constamment du terrain sur les charbons anglais.

La Bourse s'occupe beaucoup d'un scandale qui a éclaté il y a quelques jours. Il n'a cependant aucune importance matérielle; mais les boursiers s'en montrent assez émus. Voici les faits : Le directeur du *Boersen-Handelsverein*, M. Seckel, s'est suicidé, après avoir dévoré en spéculations une belle fortune et en laissant un déficit de 800.000 M. Le *Boersen-Handelsverein* était un Syndicat de coulissiers. Il servait exclusivement d'agent de transmission des ordres reçus. Le Directeur, en cette qualité, n'avait aucun droit de se livrer à des affaires et d'engager la responsabilité de la Société. Certains prétendent que les actionnaires ne sont pas tenus de payer les dettes du Directeur, qui n'avait aucun droit d'agir au nom du Syndicat. D'autres soutiennent la thèse contraire. Quoi qu'il en soit, la situation du Syndicat reste bonne. Tout au plus le dividende de l'année serait-il compromis, et depuis 1872, le *Boersen-Handelsverein* a distribué un dividende moyen de 10 0/0. Dans aucun cas, les actionnaires ne sont à plaindre. La plupart d'entre eux sont fort riches.

La plus-value constante des fonds d'Etats allemand et prussien fait reparaître les nouvelles de conversion.

L'Emprunt Impérial 4 0/0 est à 106 40, le 3 1/2 à 105, le 4 0/0 Consolidé prussien à 106 et le 3 0/0 à 96 80. Il est donc tout naturel qu'on pense à la conversion. Elle se fera sans doute dans un temps prochain; mais rien ne prouve que cette conversion soit imminente. Les adversaires des nouveaux impôts, notamment ceux de l'impôt sur le tabac, s'appuient sur cette hypothèse de la conversion pour en démontrer l'inutilité.

La Banque hypothécaire prussienne émet la 19e et la 20e série de ses lettres de gage hypothécaires 4 0/0. Les deux séries représentent une somme totale de 60 millions de M. (75 millions de fr.), elles seront probablement écoulées par fractions d'un million de francs. Les souscripteurs sont garantis contre toute conversion jusqu'au 1er janvier 1905.

Depuis le 2 janvier, de nouvelles usances sont entrées en vigueur. Pour toute une série de valeurs, l'intérêt de 4 0/0 est substitué à celui de 5 0/0 pour le règlement des arrérages. Cette série comprend toutes les parts de fondateurs et toutes les actions de priorité des chemins étrangers et des chemins de fer (excepté celles qui jouissent d'un intérêt supérieur ou qui sont menacées du rachat par l'Etat).

Il faut joindre à cette série toutes les actions de priorité des chemins allemands, les actions industrielles privilégiées et la Rente italienne, conformément à la déduction nouvelle de 20 0/0.

Quelques autres valeurs, telles que les Lots autrichiens de 1854, se négocieront désormais sur le pied de 3 1/2 0/0 au lieu de 4 0/0, en raison de l'impôt de 20 0/0 qui frappe leurs coupons.

Cette mesure radicale s'applique au calcul des intérêts en cours pour toutes les valeurs étrangères à revenu

variable et pour toutes les valeurs traitées à terme, jusqu'au jour du paiement effectif des dividendes.

Exception est faite en faveur des titres, qui bénéficient d'une distribution de dividendes réduits, telles que les actions du Chemin d'Arad-Csanad, de la *Staatsbahn*, de la *Disconto-Bank*, de la *Commerz-Bank* de Saint-Pétersbourg, de la *Disconto-Bank* et de la *Commerz-Bank* de Varsovie.

Pour les actions de chemins de fer, les intérêts seront comptés à dater du 1er juillet, pour les quatre banques à partir du 1er janvier.

Quelques changements sont aussi introduits dans les cours des changes. On ajoutera ceux du papier à deux mois sur les places suisses et sur New-York, jusqu'à présent traité à vue à notre Bourse.

Le cours du Copenhague et des places suisses court sera reporté de 10 jours à 8 jours de date.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1894		1893	
	31 déc.	Dif. 22 déc.	30 déc.	Dif. 23 déc.
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.014.220	— 32.777	797 709	— 34 424
Billets du Trésor	18.691	— 2.466	19.587	— 2 077
Billets d'autres banques	8.443	— 1.106	9.061	— 379
Lettres de change	602.731	+ 65.409	603.995	+ 63 918
Prêts sur titres	100.380	+ 28.409	149.158	+ 48 176
Valeurs	4 453	— 92	6.850	+ 361
Autres propriétés	67.458	+ 12.304	65.534	+ 6.172
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	1.211.232	+131 550	1.110.078	+110.525
Autres engagements à vue	435 350	— 63.618	373 308	— 31 691
Autres engagements	19.794	+ 1.749	3.220	+ 1.238

Comparaison avec 1893 et 1892

(Millions de marks)

Stock métallique

	1892	1893	1894
30 nov. ...	871,6	826,9	1074,3
7 déc. ...	866,1	829,2	1071,2
15 — ...	871,9	839,5	1069,4
23 — ...	861,7	832,1	1047.0
31 — ...	837,8	797,7	1014,2

Lettres de change et prêts sur titres

	1892	1893	1894
30 nov. ...	652,8	649,3	613,8
7 déc. ...	629,9	618,8	593,6
15 — ...	611,9	613,9	592,9
23 — ...	648,0	641,0	613,3
31 — ...	654,1	753,1	703,1

Circulation

	1892	1893	1894
30 nov. ...	1005,8	962,4	1064.6
7 déc. ...	993,1	951,6	1040,9
15 — ...	984,2	948,8	1038,8
23 — ...	1020.9	1020,9	1079,7
31 — ...	1140,2	1110,1	1211,2

Réserve de billets

	1892	1893	1894
30 nov. ...	190,6	192,9	339,6
7 déc. ...	186,1	204,8	356,0
15 — ...	212,4	216,6	357,7
23 — ...	161,3	155,8	291,4
31 — ...	16,8	8,4	123,5

Le Mouvement mensuel des Comptes de la Banque Impériale d'Allemagne

Mois	1890	1891	1892	1893	1894
	(Millions de marks)				
Janvier...	1.620 71	1.583 17	1.337 02	1.452 34	1.575 20
Février ..	1.455 15	1.272 98	1.551 12	1.383 43	1.293 83
Mars.....	1.452 22	1.366 37	1.447 88	1.396 61	1.546 11
Avril.....	1.453 97	1.687 59	1.448 15	1.683 21	1.587 90
Mai......	1.527 93	1.338 05	1.379 25	1.722 07	1.546 81
Juin	1.463 56	1.495 21	1.423 12	1.566 33	1.558 46
Juillet....	1.484 73	1.654 27	1.331 92	1.591 00	1.531 99
Août.....	1.287 23	1.370 67	1.368 35	1.491 73	1.364 55
Septemb..	1.424 08	1.387 10	1.260 62	1.453 11	1.491 41
Octobre ..	1.769 81	1.615 56	1.394 32	1.516 85	1.651 90
Novembre	1.274 20	1.418 04	1.326 97	1.505 69	1.616 01
Décembre	1.677 79	1.174 26	1.494 13	1.509 56	1.633 87
Total...	17.891 40	17.363 27	16.762 80	18.722 93	18.398 04

Les Nouveaux Chemins de fer allemands pendant l'année 1894. — L'accroissement du réseau allemand, en 1894, dépasse légèrement celui qui s'était produit en 1893. En effet, pendant l'année dernière on a construit 654 kilomètres de lignes nouvelles au lieu de 625 kilomètres en 1893. L'extension du réseau avait été de 700 kilomètres en 1892, de 504 kilomètres en 1891, et de 1.038 kilomètres en 1890.

En 1894, les nouvelles lignes se répartissent en 469 kilomètres pour le réseau de l'Etat et 185 kilomètres pour les lignes privées ; ces dernières se décomposent en 53 kilomètres à voie normale et 53 kilomètres à voie étroite, tandis que le nouveau réseau de l'Etat comprend 454 kilomètres à voie normale et 15 kilomètres à voie étroite.

Le Mouvement de la Navigation du Port de Hambourg. — Voici le relevé des arrivées et des départs de navires pour le port de Hambourg en 1894, comparées avec plusieurs années antérieures :

	Arrivées			Départs		
	Navires		Tonnes	Navires		Tonnes
1880...	6.024	=	2.767.000	6.058	=	2.762.000
1885...	6.790	=	3.704.000	6.798	=	3.712.000
1890...	8.176	=	5.203.000	8.185	=	5.214.000
1892...	8.569	=	5.639.000	8.565	=	5.640.000
1893...	8.792	=	5.886.000	8.838	=	5.934.000
1894...	9.165	=	6.229.000	9.175	=	6.249.000

Il résulte de ces chiffres que depuis quatorze ans le mouvement du port de Hambourg a progressé de 50 0/0, en ce qui concerne le nombre des navires, tandis que le tonnage est 2 1/3 fois plus considérable.

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 11 janvier 1895.

L'abondance de l'argent qui, sur le marché libre, est offert à 1 5/8 0/0, exerce toujours une influence très encourageante sur les cours. La tendance reste ferme, malgré les fausses nouvelles répandues à propos de tout... ou de rien. Un journal de Leipzig annonce la conversion imminente du 4 0/0 consolidé en 3 0/0 consolidé. La nouvelle a été démentie. M. Miquel, le ministre des finances, ne s'occupe pas encore directement de cette opération. Pourtant le 3 1/2 0/0 est très offert et a légèrement fléchi.

Les nouvelles inscriptions 3 1/2 0/0 des Chemins de fer de la Werra ont été traitées comme cours de début au cours de 100 1/2 0/0. Plusieurs Etablissements métallurgiques sont intéressés à la commande de 339 locomotives, faite le 1er décembre dernier par la Direction des Chemins de l'Etat prussien.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 10 janvier 1895.

La Démission de sir Williams Harcourt. — La Situation politique. — Le Budget. — Les Prix des marchandises. — Index-numbers. — Les Dividendes des Banques.

L'année dernière à pareille époque, la *Pall Mall Gazette* annonçait la retraite prochaine de M. Gladstone et cette information, aussitôt démentie, était confirmée peu de temps après. Le même journal vient d'annoncer la démission de sir William Harcourt qui serait bientôt suivie d'une dissolution et d'élections générales : cette nouvelle n'a pas manqué de faire une grande impression, car le public s'est souvenu du fait que je viens de rapporter et les termes dans lesquels le démenti a été communiqué aux agences permettent toutes les suppositions. « La nouvelle en question, dit, en effet, le communiqué officiel, *dans les termes employés*, est absolument sans fondement. » Le démenti est loin d'être catégorique.

Nul n'ignore d'ailleurs que lord Rosebery et sir William Harcourt sont loin de s'entendre sur bien des points. Depuis le jour où ce dernier, ayant plus de titres que son collègue pour recueillir la succession de

M. Gladstone dut s'effacer devant lui, bien des dissentiments ont surgi entre les deux hommes d'Etat et l'accord n'a jamais été complet sur la direction à donner au parti libéral. Il va falloir adopter un programme général pour la prochaine session et les divergences ne manqueront pas de s'accentuer, les causes de division étant nombreuses. Cependant, à en croire les bruits qui circulent, le motif du désaccord serait l'augmentation projetée des crédits pour la marine à laquelle sir William Harcourt serait opposé. Le Ministre, qui a introduit dans son budget le principe de la progression dans les droits de succession, rêverait encore d'abolir certains impôts indirects tels que les droits sur le thé, le café, etc.... il est donc peu disposé à accepter une augmentation de dépenses. Nous ne tarderons pas à savoir à quoi nous en tenir.

En tout cas, si sir William Harcourt démissionnait actuellement, il se retirerait sur un succès. Je vous ai donné, la semaine dernière, le résultat des recettes publiques pendant les neuf premiers mois de l'année fiscale ; ces chiffres nous montrent que le ministre a tout lieu d'être satisfait de l'importante progression obtenue jusqu'ici. Les évaluations budgétaires prévoyaient pour l'année un excédent de recettes de 3.042.000 liv. sur 1893-94, et nous avons déjà une augmentation de 2.870.000 liv. Si l'augmentation continue à se manifester dans les mêmes proportions pendant le dernier trimestre, les recettes de l'exercice dépasseront de beaucoup les évaluations et l'on commence déjà à spéculer sur le montant de l'excédent et sur la destination qui lui sera donnée. On peut considérer peut-être ces calculs comme prématurés, mais on doit reconnaître que la situation se présente comme fort satisfaisante.

Ces éléments favorables ne se rencontrent malheureusement pas partout, et l'examen que l'on continue à faire des résultats de l'année 1894 ne donnent pas toute satisfaction. Un fait, principalement, a attiré l'attention, c'est la diminution constante du prix des marchandises. Ce fait est d'autant plus regrettable, qu'au commencement de l'année dernière on avait cru que, les prix ayant atteint leur niveau le plus bas depuis 1887, une reprise allait se produire, provoquée en partie par la grande augmentation de la production de l'or. On doit se rendre compte aujourd'hui que l'on s'est trompé en prévoyant une reprise des affaires, et que les éléments invoqués en faveur de cette reprise n'ont pas eu toute l'action attendue. Le remaniement des tarifs aux Etats-Unis n'a fait ressentir que peu ses effets ; il n'y a pas eu encore en Australie de reprise réelle, et l'esprit d'entreprise ne s'est pas manifesté aussi fortement qu'on l'espérait... et, pendant ce temps, les prix ont continué de baisser, la diminution s'accentuant surtout sur quelques marchandises telles que le coton, la laine et le froment, à cause d'une forte augmentation de la production. Heureusement, le commerce donne pendant ces derniers mois des signes de reprise et les prévisions sont plus favorables qu'il y a un an. Voici le mouvement des prix que nous indique l'*Index number* de l'*Economist* :

31 décembre 1892............	2.120
31 décembre 1893............	2.082
30 avril 1894................	2.021
30 juin 1894..................	1.974
30 septembre 1894...........	1.952
31 décembre 1894............	1.923

Ces chiffres nous montrent une baisse de 7 1/2 0/0 par rapport à 1893.

La facilité de l'argent pendant la dernière partie de l'année a diminué tellement les bénéfices des Banques, que les dividendes vont s'en ressentir et les événements de Terre-Neuve obligeant les Etablissements à constituer des réserves spéciales, afin de parer à toute éventualité provenant de cette source, ne font qu'aggraver la situation. La *London and Westminster Bank* ne va donner que 9 0/0 au lieu de 11 0/0.

Ses recettes ont diminué de 16.000 liv. st. ; elle a dû constituer un fonds de réserve de 56.000 liv. st. pour supporter les pertes que ses relations avec Terre-Neuve pourront lui faire subir. La *City Bank* réduit son dividende de 10 à 8 0/0. La *London Joint Stock* de 10 à 9 0/0, et l'*Union Bank of London* de 10 à 8 1/2 0/0. La *London and South-Western* qui fait des opérations un peu différentes des autres Établissements, est la seule parmi celles qui ont annoncé leur dividende qui ne le réduise pas. Le désappointement que ces diminutions doit provoquer chez les capitalistes peut les amener à chercher d'autres placements sur le marché.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

9 Janvier 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés..........	48.433.855	Dette fixe de l'Etat...	11.015.100
		Rentes immobilisées..	5.784.900
		Or monnayé et lingots	31 633.855
Total..........	48.433.855	Total..........	48.433.855

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social.........	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque).........	16.677.309
Réserve et profits et pertes..............	3.383.621	Portefeuille et avances	21.305 245
Trésor et administration publique.......	6 213 105	Billets en réserve....	22.914.375
Comptes particuliers..	38 845 839	Or et argent monnayés	2.246.257
Billets à sept jours, etc.	147 618		
Total..........	63 143.186	Total	63.143.186

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
3 Octobre	37.455	26.363	40.787	31.249	27.891	68	[illegible]
10 »	36.843	26.006	44.606	34.787	27.637	61	»
17 »	36.649	25.776	44.699	34.807	27.672	61	»
24 »	37.751	25.430	44.458	34.118	27.821	63	»
31 »	36.177	25.783	43.338	33.918	27.194	62	»
7 Novembre	35.052	25.508	42.400	33.776	26.444	62	»
14 »	35.558	25.443	42.593	33.460	26.914	63	»
21 »	35.018	25.111	41.135	32.248	26.706	64	»
28 »	34.955	25.015	40.782	31.822	26.740	65	»
5 Décembre	34.196	25.257	40.263	32.412	25.739	65	»
12 »	33.743	25.176	39.936	32.427	25.366	63	»
19 »	33.362	25.325	38.868	31.886	24.8[illegible]7	63	»
26 »	32.547	25.676	37.0[illegible]7	31.272	23.670	63	»
2 Janvier	33 091	25.918	44.797	38.714	23.972	53	»
9 »	33.880	25.519	45.0[illegible]8	37.982	25.160	55	»

Les Budgets du Royaume-Uni. — Le tableau suivant, emprunté au dernier *Statistical Abstract for the United Kingdom*, présente les recettes et dépenses des quinze derniers exercices :

	Recettes		Dépenses		Excédents
	Evaluations	Recouvrements	Crédits budgétair. et supplémentair.	dépenses effectiv.	de recettes ou de dép.
	(En milliers de liv. st.)				
1879-80	81.161	79.344	84.105	82.184	— 2.840
1880-81	80.851	81.872	81.995	80.938	+ 933
1881-82	83.274	83.955	84.364	83.605	+ 349
1882-83	85.862	87.386	88.247	87.288	+ 98
1883-84	85.319	86.160	86.589	85.954	+ 205
1884-85	86.733	87.988	89.898	89.037	— 1.049
1885-86	90.790	89.581	94.190	92.223	— 2.642
1886-87	89.869	90.772	90.869	89.996	+ 776
1887-88	88.135	89.802	88.036	87.423	+ 2.378
1888-89	86.827	88.472	87.024	87.683	+ 788
1889-90	86.150	89.304	86.723	86.083	+ 3.221
1890-91	87.610	89.489	88.511	87.732	+ 1.756
1891-92	90.430	90.994	90.924	89.927	+ 1.067
1892-93	90.453	90.395	91.069	90.375	+ 20
1893-94	91.640	91.133	92.056	91.302	— 169

La Crise Financière de Terre-Neuve. — La situation continue à être très tendue : des mesures sont prises, cependant, pour enrayer la crise. La Banque de Montréal a loué les locaux de l'ancienne Banque Commerciale. Le Gouvernement, qui a reçu une grande quantité de billets de cette Banque et 250.000 dollars en espèces, peut enfin payer toutes les sommes qu'il devait.

Le Gouvernement a ratifié les bills financiers votés par le Parlement.

Résultats budgétaires au 31 décembre 1894. — Le tableau suivant nous montre, en millions de livres, les différents mouvements de chaque chapitre des recettes publiques à la fin de chaque semestre par rapport aux évaluations budgétaires pour 1894-95 :

	Augmentation ou diminution				Evaluat. des augm. ou dimin. pour l'exercice complet
	au 1er trim. de juin	au 1er trim. de sept.	au 1er trim. de déc.	à la fin des 9 pers mois	
	Milliers de liv. st.				
Douanes.....	+ 263	— 24	+ 104	+ 343	+ 303
Exercice	+ 300	»	+ 480	+ 780	+1.040
Timbres......	+ 100	+ 292	+ 720	+1.112	+1.220
Land tax.....	+ 25	+ 2	— 5	+ 22	+ 10
Income tax...	+ 270	+ 58	+ 100	+ 428	+ 330
Postes	+ 30	+ 10	+ 60	+ 100	+ 100
Télégraphes..	+ 25	+ 10	— 5	+ 30	+ 80
Divers.......	— 141	+ 409	— 213	+ 54	— 41
	+ 871	+ 757	+1.240	+2.869	+3.042

Le Commerce Extérieur en 1894. — Les importations de l'Angleterre se sont élevées en 1894 à 408.505.718 l. st. et les exportations à 216.194.239.

Les importations sont en augmentation de 3.817.540 liv. st. sur l'année précédente et les exportations en diminution de 1.900.626 sur 1893.

Emprunts coloniaux. — Le Gouvernement de la Tasmanie vient d'émettre un emprunt de 750.000 livres 3 1/2 0/0, au taux minimum de 96 0/0. Cette opération a remporté un grand succès : les demandes se sont élevées à 2.429.800 liv.; celles au taux de 97 9/10 0/0 recevront 4 0/0 et celles au-dessous de ce taux la totalité.

On annonce en même temps que le Gouvernement de la Colombie anglaise est sur le point de négocier un emprunt de 500.000 liv.

Clearing-House

Résultat des compensations du 3 au 9 janvier

Jeudi 3 janv....... £	19.539.000	Lundi 7 janv. .... £	22.875.000
Vendredi 4 janv.....	26.232.000	Mardi 8 janv........	16.381.000
Samedi 5 janv.......	19.582.000	Mercredi 9 janv.... ..	19 270 000
		Total.......£	123.879.000

Pour la semaine correspondante de 1893, le total a été de £ 117.878.000.

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 11 janvier 1895.

La situation continue à être très favorable et les tendances du marché se maintiennent très fermes. Le coupon sur les Consolidés et beaucoup d'autres fonds et valeurs a été payé ces jours-ci; la surabondance des disponibilités s'est ainsi accrue et va trouver son chemin au Stock-Exchange; les avances sur reports étant devenues impossibles, on achète des valeurs.

Les titres de tout repos sont les premiers à profiter de ces tendances et leurs cours témoignent d'une nouvelle plus-value.

Les fonds étrangers, après avoir été un peu plus lourds sur Paris, ont repris une certaine activité, notamment les Fonds Ottomans. Le Portugais a des tendances meilleures grâce à la bonne tenue des Fonds Brésiliens.

La hausse de ce dernier fonds a pour cause spéciale la probabilité d'une avance de deux millions de livres sterling contre Bons du Trésor à faire à ce Gouvernement par un groupe financier.

Le Vénézuéla monte dans un petit marché.

Les Chemins Américains sont en réaction, leur dernière reprise ayant amené des reventes.

Les valeurs minières sont plus faibles à cause des réalisations qui se produisent depuis quelques jours et qui s'accentuent.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 9 janvier 1895.

La Crise ministérielle en Hongrie. — La Situation économique et financière à la fin de 1894. — Les Rachats de Chemins de fer. — Le nouveau Taux d'émission de la Rente.

La crise ministérielle n'est pas encore résolue, et il semble que le comte Khuen-Hedervary, à qui on voulait confier la délicate mission de former un Cabinet, se dérobera devant les difficultés de l'heure présente. L'Empereur-roi est revenu samedi dernier à Budapest, où il a reçu aussitôt plusieurs notabilités politiques parmi lesquelles je citerai le comte Tisza, le baron Banffy, président de la Chambre et M. Szlavy, président de la Table des Magnats. Mais la situation est fort embrouillée et il faut s'attendre à de vives interpellations à la Chambre hongroise qui se réunit aujourd'hui même.

Pour compléter la Revue de l'année 1894 que vous avez publiée dans l'*Economiste Européen* du 5 janvier (nº 156) il convient de rappeler que l'audace de la spéculation a fait craindre, un instant, l'approche d'un péril analogue à celui de 1873. Mais les grands Etablissements de crédit, en tête desquels il faut citer la *Banque d'Autriche-Hongrie*, ont eu la sagesse de restreindre les avances sur titres, en fin d'année, dans le but manifeste d'enrayer la spéculation.

Comme dans la plupart des pays, l'agriculture a été assez éprouvée, des deux côtés de la Leith, pendant l'année qui vient de s'écouler, par suite de la baisse du prix des céréales ; par contre, les résultats obtenus par l'industrie sont des plus satisfaisants. Si la balance commerciale accuse des moins-values, cela tient en partie aux importations de matières premières, preuve non équivoque de l'activité industrielle; il n'en faut pas moins constater que, pour les onze premiers mois de 1894, le solde du mouvement des échanges accuse une moins-value de 45.400.000 florins par rapport à la période correspondante de 1893.

Le Gouvernement a témoigné sa sollicitude pour les intérêts du commerce et de l'industrie en se préoccupant de l'extension des voies de communication; non seulement il a arrêté un plan de constructions d'un grand nombre de lignes d'intérêt local, mais il a décidé aussi le rattachement, au réseau de l'Etat, de plusieurs entreprises des plus importantes.

Cette politique a un double but : elle permettra d'arriver à l'unification des tarifs, et elle éliminera, petit à petit, l'élément étranger qui domine dans les Conseils d'administration des Sociétés de chemins de fer austro-hongrois.

En résumé, les divers facteurs de la richesse financière et économique de la Monarchie sont de nature à inspirer confiance. Si la spéculation a escompté un peu trop vite les résultats attendus de la réforme monétaire en risquant de compromettre la fortune et le crédit du pays, il semble que les *leaders* du marché aient compris qu'il fallait enrayer des tendances fâcheuses et agir avec circonspection. On est donc fondé à croire que les progrès réalisés se poursuivront en 1895.

Je vous signale, à titre documentaire, un article du *Journal des Chemins de fer (Zeitschrift für Eisenbahnen)* consacré à l'importante question du rachat des lignes par l'Etat. Notre confrère estime que, seule, la politique d'unification des tarifs, basée sur un système des chemins de fer d'Etat, sera en mesure de répondre aux besoins de la production nationale. Par ses négociations avec la *Sudbahn* (Chemins Lombards), le Gouvernement a manifesté son intention de poursuivre, dans une large mesure, son action de rachat; en ce faisant, il développera son crédit.

Depuis le commencement des opérations de rachat du Gouvernement, ajoute l'auteur de l'article dont il s'agit, la rente a haussé de près de 25 pour cent, tandis que le rendement des grandes lignes privées a remarquablement peu varié. Et, en matière de conclusion, il affirme qu'en poursuivant le rachat des chemins de fer, le Gouvernement facilite les opérations de la réforme monétaire en acquérant les éléments nécessaires au maintien de la balance commerciale.

Une importante nouvelle financière pour terminer: On assure que les membres du syndicat Rotschild sont tous d'accord pour fixer à 3 1/2 pour cent le taux de la rente-or à émettre dans le but de continuer les opérations relatives à la Valuta. Vous voyez que mes prévisions se confirment.

Informations Économiques et Financières

La Dette flottante en Autriche. — La situation de la Dette flottante à fin décembre 1894 était la suivante :

1° D'après les états établis par la Banque d'Autriche-Hongrie :

Obligations hypothécaires partielles : 25.250 florins sans intérêts, 20.150 florins, rapportant 3 0/0 à 6 mois; 30.870.650 florins, rapportant 3 1/2 0/0 à 6 mois ; 7.690.100 florins, rapportant 3 0/0 à 3 mois, soit, au total, 38.606.150 florins ;

2° D'après les relevés de *Billets d'Etat* fournis par les deux Commissions de contrôle :

14.470.320 florins à 1 florin, 143.143.925 florins en billets de 5 florins, 145.691.650 florins en billets de 50 florins, soit, ensemble, 303.305.895 florins.

Le total général de la Dette flottante, à la fin de l'année 1894, s'élevait ainsi à 341.912.045 florins.

La Commission de contrôle, en publiant ces chiffres, a donné les explications suivantes :

Par suite d'un décret du Ministre des finances en date du 20 novembre 1894, le total des *obligations hypothécaires partielles* de la Dette flottante a été limité à un maximum de 90 millions de florins, dont on a déduit 4.447 fl. 50 kr. amortis cette année.

En vertu de la loi du 9 juillet 1893, on a rayé du total de 312 millions de *billets d'Etat* à rembourser, à frais communs, une somme de 60.079.690 fl. 25 kr. représentant les billets de 1 fl., 5 fl. et 50 fl. retirés de la circulation jusqu'à la date du 31 décembre 1894.

En conséquence, la Dette flottante en billets d'Etat, restant à rembourser, s'élevait à la fin de 1894 à 251 millions 920.309 fl. 75 kr.

Quant aux billets d'Etat de 1 florin, sur un total de 57.883.361 florins existant au 24 juillet 1894, les annulations, par suite des retraits, s'élevaient au 31 décembre à 43.413.040 fl 25 kr.; il en restait donc en circulation, à cette date, pour 14.470.320 fl. 75 kr.

Les Statistiques du Mouvement du Transit de 1893 en Autriche. — Le bureau des statistiques du Ministère du commerce autrichien vient de faire paraître le troisième volume (2e division) relatif au commerce extérieur pendant l'année 1893 ; ce volume traite du transit. Nous en extrayons les renseignements suivants :

Le mouvement général du transit de 1893 comprend 5.165.339 quintaux métriques contre 5.203.943 quintaux en 1892), représentant une valeur totale de 214 millions 900.000 florins contre 223.800.000 florins en 1892.

La plus grosse diminution a porté sur les provenances d'Allemagne (20 millions 170 mille florins), tandis que l'augmentation la plus importante incombe à l'Italie (8 millions 370 mille florins).

Les Caisses d'Epargne Postales en Autriche. — Pendant le mois de décembre 1894 le mouvement des Caisses d'épargne autrichiennes a été le suivant :

Epargne: 2.711.628 florins de dépôts, contre 2 millions 277.309 florins de retraits, soit un excédent de 434.319 florins en faveur des des dépôts.

Comptes de chèques : versements, 130.749.556 florins, contre 131.111.582 florins de paiements, soit une diminution de 362.026 florins pour les versements.

Le nombre des *participants* s'est accru de 4.761 dans le mouvement de l'épargne, de 272 dans les comptes de chèques et de 245 pour le *Clearing.*

Le *mouvement des fonds* du mois de décembre 1894 s'est élevé à 266.850.076 florins.

Voici les soldes généraux au 31 décembre 1894 :

Epargne, 37.472.799 florins; comptes des chèques, 52.316.552 florins — soit, ensemble, 89.789.352 florins.

Ajoutons que le nombre total des participants s'élève à 1.037.524 pour l'épargne et à 25.834 pour les comptes de chèques. Parmi les titulaires de carnets de chèque, 18.250 participent au mouvement du *Clearing.*

Le nombre des titulaires de livrets de rente s'élevait à 11.023 à fin décembre 1894, et l'Administration des Caisses d'épargne avait acheté et gardé pour leur compte pour 19.769.670 florins (valeur nominale) de titres de l'Etat.

Enfin l'Administration avait acheté et expédié aux déposants, à fin décembre 1894, pour 25.133.745 florins (valeur nominale) de titres d'Etat.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 11 janvier 1895.

La tendance de notre marché a été ferme pendant une partie de la semaine et on a constate une détente monétaire ; tandis que les reports se payent de 6 à 8 0/0, on escompte les premières signatures en Banque à 3 5/8 0/0 et le bon papier de commerce entre 3 7/8 et 4 0/0. La Bourse se préoccupe de l'éventualité de l'émission de Rente-or, au sujet de laquelle des pourparlers vont s'engager entre le Gouvernement et les divers membres du Syndicat Rothschild ; on arrêtera, au cours des conférences, le nouveau taux d'intérêt, qui sera certainement inférieur à 4 0/0. Le groupe Rothschild est favorable au 3 1/2, mais M. de Plener n'a pas encore fait connaître son avis.

On annonce aussi une émission de 10.000 actions du *Nord-Ouest Autrichien,* dont le produit est destiné à rembourser les avances pour travaux urgents. Le dividende de la *Banque d'Autriche-Hongrie* a été fixé, par l'assemblée générale, à 42 fl. 90, contre 44 fl. 30 l'an dernier; la part de l'Etat, dans les bénéfices, est de 126.971 fl.

BULGARIE

LA SITUATION

Sofia, 6 janvier 1895.

Le Remaniement ministériel. — Clôture du Sobranié. — Le Budget rectifié. — Les Elections complémentaires.

Je suis obligé de remettre à un prochain courrier l'étude sur les *charges extérieures de la Dette et redevances,* ainsi que l'indication de l'emploi du dernier emprunt de 142 millions de francs, contracté en 1892. Aussi bien, les questions politiques priment les autres ces jours derniers.

Vous savez déjà que la crise ministérielle, née du manque d'homogénéité du Cabinet, s'est dénouée pacifiquement et normalement par la retraite des deux ministres Radoslavof et Peschef ; ils ont été remplacés,

le premier, par M. Madjarof, unioniste ou russophile modéré, ancien Directeur de la Roumélie orientale, et le second par M. Minchivitch, ministre de Bulgarie à Vienne. Les autres Ministres conservent leur portefeuille et M. Guechof continue à gérer (par intérim) le Ministère du commerce et de l'agriculture.

Il convient de remarquer que M. Radoslavof avait été chargé de constituer un Ministère; mais il réclamait la dissolution de la Chambre et de nouvelles élections, et comme le prince Ferdinand a refusé de souscrire à ces conditions, la combinaison a échoué. C'est ainsi que M. Stoïlof est revenu au pouvoir.

La manœuvre, si c'en est une, a été habile. Elle aura eu pour effet, de démontrer au Sobranié, qu'au cas où il se montrerait par trop indiscipliné on pouvait lui opposer un Gouvernement de combat susceptible de mettre un frein à toutes velléités de révolte!

Peut-être a-t-on simplement voulu user M. Radoslavof et lui enlever toute autorité en lui faisant faire cette demande au Prince de dissoudre le Sobranié s'il acceptait le pouvoir.

Quoiqu'il en soit, le Cabinet actuel, composé de conservateurs et d'unionistes ou russophiles modérés, s'est aussitôt trouvé aux prises avec une minorité bruyante, composée de Radoslavistes, d'une part, et de Zankovistes ou russophiles intransigeants de l'autre. Grâce à son habileté, M. Stoïlof a su se maintenir; c'est un charmeur, habile diplomate sachant se gagner des sympathies.

Les dernières séances du Sobranié ont été absorbées par les discussions du budget, mais je reviendrai sur ces divers points en vous indiquant les modifications introduites dans le projet de budget qui se trouve en équilibre, avec 89 millions 700 mille francs de recettes et de dépenses.

La session de la *huitième assemblée* a été clôturée le 1er janvier 1895 (20 décembre 1894) par le prince Ferdinand, qui a prononcé le discours d'usage. La Chambre a pu voter, outre les budgets des divers ministères de nombreux projets de loi, parmi lesquels je citerai: ceux concernant le réseau des chemins de fer, le port de Varna, les encouragements à l'industrie, les Chambres de commerce, la diminution de la dîme, l'abolition de la tave emliak; le règlement de l'Exarchat Bulgare, modifié et complété, la loi sur la poste rurale, etc. Beaucoup d'autres projets de loi préparés par le Gouvernement n'ont pu être discutés faute de temps et restent pour la session prochaine.

En résumé les russophiles de nuance modérée ont fait définitivement prévaloir leurs vues; aux paroles conciliantes à l'égard de la Russie ont succédé des actes qui dénotent une politique sage et habile. Nous voilà loin du régime despotique et provocateur de M. Stamboulof!

M. Karavelof, qui supportait courageusement sa captivité, est rendu à la liberté, sans conditions, et M. Zankof, qui s'était exilé, pour ne pas être incarcéré, vient de rentrer dans sa patrie. Sont seuls exclus de l'amnistie les condamnés de droit commun et les chefs militaires qui ont pris part à des conspirations.

Les élections complémentaires pour le Sobranié sont fixées au 3 février; on annonce que MM. Karavelof et Zankof poseront leur candidature, ce dernier à Bjela-Slatina.

Informations Économiques et Financières

Les Caisses Agricoles en Bulgarie. — Voici la situation des Caisses agricoles au 1/13 novembre 1894: 22.111.155 francs de capital, 4.465.443 francs 62 de dépôts des orphelinats, 3.384.845 francs 31 de prêts de la Banque Nationale de Bulgarie et 3.293.001 francs 32 de dépôts particuliers.

En comprenant les prêts aux agriculteurs et le solde en caisse (de 521.953 fr. 01) la situation totale ressort à 33.354.444 francs 65.

Le Commerce extérieur de la Bulgarie, en octobre 1894. — En octobre 1894, les *importations* se sont élevées à 8.369.035 francs et les *exportations* à 6.540.551 francs, soit, par rapport à octobre 1893, une augmentation de 364.207 francs pour les premières et une diminution de 242.611 francs pour les secondes.

Ces chiffres se répartissent comme suit, entre les divers pays:

De ou pour:	Importations	Exportations
Autriche-Hongrie... Fr.	2.788.699	409.994
Allemagne	950.442	1.195.771
Angleterre	1.469.594	731.277
France	372.910	391.255
Belgique	107.162	212.563
Italie	243.469	64.839
Roumanie	341.942	40.504
Russie	618.132	587
Serbie	100.618	4.082
Turquie	1.257.582	2.935.632

Les principaux facteurs de l'exportation sont: les animaux vivants, 943.930 francs; produits d'animaux, 533.203; peaux, 86.093; produits textiles, 482.901; articles en bois, 78.200; parfumerie, 108.634 francs.

Si nous ajoutons les chiffres d'octobre à ceux des neuf premiers mois (voir l'*Economiste Européen* nº 154 du 22 décembre 1894), nous trouvons pour les dix premiers mois de 1894:

	Dix premiers mois 1894	1893
	En francs	
Importations	81.138.851	73.690.691
Exportations	59.177.926	80.467.813

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 10 janvier 1895.

Le Projet de budget pour 1895-96. — Les Tarifs douaniers. — Les Relations commerciales avec les Etats-Unis. — La Situation à Cuba. — Les Rigueurs de la température.

Le Cabinet a approuvé le projet de budget que lui a présenté M. Canalejas et qui comporte une réduction de dépenses de 3 1/2 millions par rapport au budget arrêté par M. Amos Salvador. Il faut bien dire que la plus grosse économie est celle qui provient de la baisse des changes; tandis que, l'an dernier, le Gouvernement subissait une perte de 20 à 22 0/0 pour les paiements à effectuer à l'étranger, il a pu réduire aujourd'hui cette perte à 10 ou 12 0/0.

M. Canalejas a diminué de quatre millions le budget des *travaux publics* arrêté par M. Lopez Puigcerver pour les subventions aux Compagnies de Chemins de fer et il a accordé les demandes de matériel pour la *guerre* présentées par le général Lopez Dominguez, sous réserve qu'on pourra y faire face avec les fonds de l'emprunt projeté.

Pour la *marine*, il n'y a pas de modifications; le contre-amiral Pasquin a fait des économies sur le personnel, mais il a augmenté, par contre, les dépenses relatives au matériel, de telle sorte que les chiffres sont à peu près ceux de l'exercice en cours.

Je vous donnerai, du reste, les chiffres détaillés des prévisions budgétaires, qui seront présentés aux Cortès dans une dizaine de jours, en même temps que la loi douanière, à moins que les interpellations sur la politique générale du Cabinet et les discussions relatives au projet de réforme de Cuba ne se prolongent au delà de cette date.

Pour les tarifs douaniers, la discussion sera vive, le Cabinet ayant décidé de combattre toute proposition touchant aux tarifs douaniers, tandis que les conservateurs se posent en protectionnistes intransigeants.

M. Canovas del Castillo a prononcé, avant-hier, au Cercle industriel, un grand discours sur « l'industrie en général et en particulier chez les grands peuples » et s'est déclaré l'adversaire résolu de l'opportunisme éco-

mique. Attendons-nous donc, de ce chef, à un grand débat.

Le Ministre d'outre-mer s'est mis d'acccord avec M. Taylor, représentant des Etats-Unis, pour appliquer aux produits de ce dernier pays, à leur entrée à Cuba, la deuxième colonne du tarif douanier ; M. Taylor en a référé par le câble à son Gouvernement, en lui demandant de ne pas faire application de la loi prohibant l'entrée des sucres de la Grande Antille et de Porto-Rico aux Etats-Unis. Dès que la réponse de Washington sera parvenue, on préparera le projet de loi à soumettre aux Cortès.

A propos de Cuba, les nouvelles reçues par le dernier courrier présentent la situation politique et économique comme étant peu rassurante ; on déplore l'aveuglement du Ministère qui a laissé aller les choses. J'y reviendrai au moment de la discussion parlementaire.

Je ne sais si cette lettre vous arrivera en temps utile, les tourmentes de neige menaçant d'interrompre les communications avec la France ; déjà le télégraphe ne fonctionne plus depuis plusieurs jours et les courriers postaux nous arrivent très irrégulièrement. Je ne me souviens pas d'avoir eu aussi froid à Madrid.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 23 décembre (51 semaines)

	1891	1892	1893	1894
	Pesetas			
Andalous (891 kil.)	14.461 845	14.472.385	14.503.347	13.786.243
Nord de l'Espagne (1959 k.)	60.888.334	59.405.424	57.417.812	57.871.291
Asturies (741 kil.)........	10.392.377	11.631.903	12.294.400	13.332.526
Lérida-Reus (103 kil.)	1.664 579	1.390.408	1.315.012	1.181.484
Almensa-Valence (460 kil.)	12.301 299	11.199.279	10.349 845	10.615.840
Saragosse (2672 kil.)......	55.728.292	53.057.996	50.958 397	51.115.750

La Dette flottante du Trésor en Espagne. — Pendant le mois de décembre 1894, la Dette flottante du Trésor a diminué de 45.728.085 pesetas 60, mais, par contre, elle a augmenté d'une somme égale par suite du renouvellement de pagarés.

En conséquence, au 1er janvier 1895, le chiffre de la Dette du Trésor restait, comme au 1er décembre 1894, à 378.840.085 pesetas 60.

Valeurs publiques négociées à la Bourse de Madrid, en 1894. — Notre confrère, l'*Economista*, publie le tableau suivant des valeurs publiques négociées à la Bourse de Madrid pendant l'année 1894, en comparant les totaux avec ceux de 1893 :

	4 % Intérieur	4 % Extérieur	4 % Amort.	Billets de Cuba 6 %	Billets de Cuba 6 %
	(En milliers de pesetas, valeur nominale)				
Janvier.....	118.215	38.953	8.313	5.379	4.016
Février.....	104.175	22.421	7.562	2.874	2.956
Mars.......	98.471	31.841	7.515	3.650	2.976
Avril.......	117.627	18.991	9.946	3.578	2.173
Mai........	84.958	21.780	7.096	2.781	2.829
Juin	94.803	16.528	8.758	2.370	2.904
Juillet......	57.735	14.763	8.796	2.276	3.584
Août.......	74.765	17.956	4.886	1.438	2.014
Septembre..	102.184	28.414	7.774	2.397	2.122
Octobre	99.106	20.325	8.579	2.653	3.502
Novembre..	115.083	24.679	8.436	3.571	3.795
Décembre ..	83.397	12.695	8.481	4.095	2.677
Totaux...	1.150.523	269.152	96.145	37.064	35.550
Totaux de 1893........	2.466.562	336.450	86.680	38.770	17.375
Différence en 1894 par rapport à 93.	—1.316.038	— 67.298	+ 9.465	— 1.705	+18.175

La Cote des Valeurs à la Bourse de Madrid en 1894. — Voici, mois par mois, les cours les plus hauts et les plus bas des principales valeurs cotées à la Bourse de Madrid pendant l'année 1894 :

	4 % Intérieur	4 % Extér.	4 % Amort.	Billets de Cuba 6 %	Billets de Cuba 5 %
Janvier......	67 50	77 80	77 70	108 20	96 »
—	66 45	76 10	76 »	107 20	95 25
Février......	68 35	78 »	78 »	109 »	97 25
—	67 25	77 »	77 30	107 95	95 95
Mars........	69 70	79 70	79 »	110 05	98 60
—	67 95	77 55	77 65	108 75	97 »
Avril........	69 20	79 »	78 20	109 »	97 60
—	67 60	77 35	77 »	107 80	96 80
Mai.........	69 15	79 35	78 90	110 40	98 70
—	68 »	77 70	77 20	108 90	97 60
Juin.........	69 90	80 05	79 »	111 »	99 »
—	68 65	78 65	77 50	109 95	98 20
Juillet.......	68 85	79 05	79 90	110 55	98 »
—	68 45	78 45	77 60	109 40	97 15
Août.........	71 »	82 05	80 35	112 10	99 60
—	68 70	78 90	79 »	110 50	98 »
Septembre...	72 80	83 70	81 »	112 »	100 »
—	71 »	82 »	80 »	111 30	99 30
Octobre.....	71 95	82 50	80 »	110 75	98 70
—	70 90	81 20	79 30	109 75	98 »
Novembre...	73 10	82 45	80 85	111 »	98 25
—	71 10	80 20	79 60	108 25	96 50
Décembre...	73 45	82 20	81 30	110 55	100 »
—	72 90	80 85	80 »	109 10	98 70

Pour compléter ce tableau, il convient d'ajouter les valeurs suivantes et les cours des devises sur Paris et sur Londres :

	Cédules 5 0/0 Banque hypot.	Cédules 4 0/0 Banque hypot.	Actions de la Banque d'Espag.	Actions de la Cie ferm. des Tab.	Devises sur : Paris	Devises sur : Londr.
Janvier ...	98 60	82 »	383 »	168 50	23 05	31 »
—	97 80	81 80	366 »	159 »	21 60	30 60
Février ...	100 »	83 25	375 50	168 25	22 90	30 95
—	98 75	82 »	372 50	161 50	22 35	30 80
Mars......	100 60	83 75	380 »	170 »	22 55	30 85
—	99 80	83 25	372 50	166 50	20 35	30 31
Avril......	99 »	82 »	381 »	169 75	21 70	30 62
—	98 10	81 50	376 »	166 50	20 40	30 30
Mai.......	99 35	82 50	386 »	168 75	21 65	30 65
—	98 95	82 10	379 50	167 »	21 05	30 46
Juin	99 50	83 »	394 »	173 25	21 80	30 68
—	99 »	82 50	389 »	168 »	21 10	30 46
Juillet	99 50	83 10	390 »	170 25	22 90	30 91
—	99 20	83 »	379 25	163 »	21 45	30 53
Août......	99 75	84 »	390 »	169 »	22 75	30 94
—	99 35	83 10	384 50	163 25	21 85	30 68
Septembre.	100 10	84 »	389 »	168 25	21 35	30 55
—	99 60	»	385 »	166 25	16 25	29 33
Octobre ...	98 60	84 »	386 »	169 75	18 90	29 93
—	98 »	83 50	381 50	168 »	16 25	29 18
Novembre.	99 15	85 80	391 »	177 »	16 65	29 25
—	98 50	84 50	386 »	168 50	10 »	27 62
Décembre.	99 15	85 60	392 50	177 50	13 50	28 48
—	99 »	85 25	389 75	175 50	10 85	27 »

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 11 janvier 1895.

Les ventes de *Rente intérieure* ont pesé sur notre marché et ont arrêté le mouvement de reprise qui se dessinait depuis le commencement de l'année. Aussi, notre Bourse résiste-t-elle à l'impulsion des marchés étrangers. Il y a là une situation quelque peu inquiétante, car elle est susceptible de provoquer des surprises désagréables pour les changes.

On annonce un dividende de 25 pesetas par action pour la Compagnie fermière des Tabacs, grâce aux bénéfices réalisés au cours du 2e semestre 1894.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 9 janvier 1895.

Le Rappel de l'ambassadeur d'Italie à Rome. — Les Délégations du Trésor. — L'agitation entre les nouvelles mesures fiscales. — Réunion des actionnaires de la « Banque d'Italie ». — Le Rendement des douanes et de la taxe sur les affaires. — Les Terrains incultes.

Les journaux modérés sont unanimes à critiquer, dans les circonstances actuelles, le rappel de M. Ressmann, ambassadeur d'Italie à Paris. Il se peut que cette mesure se rattache à un mouvement diplomatique comprenant aussi des changements de poste pour M. Tornielli, ambassadeur à Londres, et pour M. Marrochetti, à Saint-Pétersbourg ; mais le cas de M. Ressmann, qui avait su s'attirer de nombreuses sympathies à Paris, est spécial, et à ce point de vue, on doit le regretter. Quoi qu'il en soit, il faut attendre de plus amples renseignements pour apprécier la mesure prise.

En ce qui concerne la politique intérieure, on se trouve toujours dans le même état d'incertitude ; l'idée d'une dissolution parlementaire domine en général.

Mais passons aux questions financières et économiques qui sont plutôt de notre domaine et dont l'étude est, en somme, moins ingrate.

Pour se conformer au décret du 10 décembre 1894, le Ministre du Trésor vient de constituer les délégations du Trésor avec les meilleurs éléments pris dans le personnel de son département. Comme conséquence des modifications administratives et du passage du service de la Trésorerie provinciale à la Banque d'Italie, un certain nombre de fonctionnaires est mis à la retraite ou en disponibilité ; le Ministre réalise de ce chef une économie actuelle de 775.900 lire.

Je vous ai signalé, déjà, l'agitation des distillateurs et producteurs de vins, qui ne cessent de protester contre le *catenaccio* sur les alcools. Dans une récente réunion des intéressés à Bari, le Président de l'Association italienne des fabricants et négociants en alcools de Milan a déclaré que le décret appliqué est inconstitutionnel et qu'il favorise les distilleries de grains étrangers au détriment des distillateurs de vins. Dans une nouvelle réunion tenue hier à Rome de nombreux adhérents ont réclamé des atténuations au *Catenaccio*.

D'autre part, les raffineurs de sucre insistent auprès de M. Boselli pour obtenir une réduction de la taxe sur les sucres raffinés.

Les actionnaires de la *Banque d'Italie* se sont réunis, ici, lundi dernier, en assemblée générale, pour entendre les explications du Conseil d'administration relatives à sa gestion. Après la lecture du rapport fait par le Directeur général comm. Marchiori, l'assemblée a voté, à la presque unanimité, un ordre du jour approuvant l'œuvre des administrateurs. Mais il convient d'observer que ce vote n'implique pas l'approbation du contrat intervenu avec l'État à la date du 30 octobre 1894, et qui comporte des charges si lourdes pour la Banque.

Je reviendrai sur cette question, dont vous vous êtes occupés dans l'*Economiste Européen* du 22 décembre 1894, en faisant ressortir les conséquences désastreuses de cet accord.

Le rendement des *douanes et des droits maritimes* s'est élevé, en décembre 1894, à 21.800.000 lire, soit une moins-value de 700.000 lire par rapport à novembre 1894, mais une plus-value de 6.500.000 lire en comparaison avec décembre 1893.

Ce résultat permet d'espérer que les prévisions pour l'exercice 1894-95, se chiffrant par 232 millions, pourront se réaliser, sinon dépassées, indépendamment des *catenacci* qui viennent d'être décrétés.

Constatons également une amélioration pour la *taxe sur les affaires*, dont le rendement a été de 14.837.524 lire 40 en décembre dernier ; c'est là une plus-value de 6.089 lire 65 par rapport au mois correspondant de 1893.

Il y a lieu de constater que les recettes du 1er juillet au 31 décembre 1894 présentent encore une diminution de 984.060 lire 34 en comparaison avec le 1er semestre de l'exercice antérieur ; toutefois les plus-values des deux derniers mois laissent croire à une reprise sérieuse.

La Direction générale de l'agriculture au Ministère du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie à Rome vient de déterminer, à l'aide de relevés statistiques récents qu'elle a rapprochés de travaux analogues antérieurs, la superficie des terrains incultes, existant actuellement en Italie, qui seraient susceptibles d'être rendus à la culture.

Il en résulte que la superficie des terrains à pâturages, exploités ou exploitables, qui occupait, avant 1860, un cinquième du territoire, n'occupe plus aujourd'hui, par suite de l'extension progressive des terrains cultivés, que la septième et même, pourrait-on dire, la huitième partie.

En tenant compte des conditions spéciales du sol de l'Italie, dont les deux tiers sont en montagnes et où, d'autre part, la « mal'aria » entrave la mise en valeur d'une partie des plaines, la superficie des terrains incultes susceptibles d'utilisation paraît pouvoir être évaluée, au maximum, à un million d'hectares, soit un peu plus du tiers des terrains à pâturages non susceptibles de transformation.

Informations Économiques et Financières

La Situation du Trésor italien. — Pendant les cinq premiers mois de l'exercice en cours, c'est-à-dire du 1er juillet au 30 novembre 1894, les *Recettes* du Trésor italien, pour impôts, douanes et autres chapitres, se sont élevées à 580.100.000 lire, contre 593.700.000 lire pour la période correspondante de 1893.

C'est là une moins-value de 13.600.000 lire.

Dans le chapitre *Mouvement des capitaux*, les recettes ont été de 64.600.000 lire, contre 44.900.000 lire en 1893 — soit une plus-value de 19.700.000 lire pour ce chapitre.

Au total, les *Recettes du Trésor* des cinq premiers mois s'élèvent à 644.700.000 lire, soit 6.100.000 lire de plus qu'en 1893.

Pendant cette même période, les *Dépenses* se sont élevées à 513.800.000 lire, contre 509.300.000 lire pour les cinq premiers mois de 1893. Cette augmentation de 4 1/2 millions de lire porte exclusivement sur le Ministère des travaux publics, qui a absorbé, cette année, pour l'extinction d'anciennes dettes des chemins de fer, une somme de 80.000.000 de lire, au lieu de 52.000.000 de lire en 1893.

Le Rendement de l'Impôt sur le Sel en Italie. — A fin décembre 1894, le rendement de l'impôt sur le sel s'élevait, pour la moitié de l'exercice financier en cours, à 36.117.000 lire.

Les prévisions, pour tout l'exercice, sont de 71 millions, soit de 8 millions de plus qu'en 1893-94, par suite de l'augmentation de cinq centimes décrétée au printemps dernier. Conséquemment le rendement du premier semestre représente plus de la moitié des prévisions.

Cette constatation est d'autant plus importante que, en ne tenant pas compte de l'augmentation de 4 millions due, pendant le semestre écoulé, à l'accroissement du prix de vente, il y a encore une plus-value de 4.581.000 lire par rapport à l'année antérieure. Nous pouvons en conclure que la consommation n'a pas diminué.

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 11 janvier 1895.

Les transactions ont été actives, cette semaine, et la *Rente* a été favorisée par les rachats du découvert. Constatons la fermeté des actions de la *Banque d'Ita-*

lie, par suite de la déclaration du président faite à la récente assemblée générale des actionnaires, promettant un dividende sur les bénéfices de l'exercice en cours. Les *Chemins Méridionaux* sont faibles.

PORTUGAL

LA SITUATION

Lisbonne, 9 janvier 1895.

La Situation politique. — L'Agitation. — Recettes et Dépenses publiques.

Le mouvement de protestation contre la dissolution des Cortès continue à se manifester; les meetings succèdent aux manifestes, et de tous côtés éclosent des vœux et des motions contre le parti au pouvoir.

Il faut bien reconnaître cependant que ces manifestations dirigées par l'opposition ont un bien faible retentissement dans le pays, et le Gouvernement trouve son plus fort appui dans l'indifférence générale.

La seule agitation que nous puissions constater à Lisbonne, vient d'un conflit ayant éclaté entre les étudiants et la police à la suite d'une gaminerie sans importance : bien que l'on s'occupe beaucoup de ces incidents, on ne saurait leur donner une importance politique quelconque.

La feuille officielle vient de publier les comptes des recettes et dépenses publiques des deux premiers mois de l'exercice actuel. Voici ces chiffres comparés à ceux de la période correspondante de 1894 :

	Juillet et Août 1892-93	Juillet et Août 1893-94	Différence en 1894
Dépenses ordinaires :			
Service propre des Ministères	2:808	2:527	— 281
Charges générales	570	424	— 146
Junta do Credito Publico	2:107	2:181	+ 74
Caisse des Dépôts	6	4	— 2
Total	5:491	5:136	— 355
Dépenses extraordinaires	511	951	+ 440
Total	6:002	6:087	+ 85
Recettes	6:615	7:190	+ 575
Solde	613	1:103	+ 490

On voit par ces chiffres que l'excédent des recettes sur les dépenses, passe de 613 contos de reis à 1:103, soit une augmentation de 460 contos. Ce fait dispense de tous commentaires, car il prouve que la situation financière s'est sensiblement améliorée. Il est bon de noter aussi que les recettes douanières à l'augmentation desquelles les porteurs de la Dette extérieure sont intéressés, étaient inférieures de 128 contos en juillet 1894 à celles de juillet 1893; cette différence n'était plus que de 28 contos à fin novembre.

Pour décembre, les résultats ont été les suivants :

Lisbonne :		
Générales	490:400$976	
Céréales	»	
Consommation	191:961$025	682:362$001
Porto :		
Générales	466:780$408	
Céréales	»	466:780$408
		1.149:142$409

Les résultats de décembre 1893 avaient été les suivants :

Lisbonne	912:307$897	
Porto	513:666$532	
	1.425:974$429	
Nous devons re-		
A reporter	1.425:974$429	1.149:142$409
Report	1.425:974$429	1.149:142$409
trancher de ce total les recettes des céréales dont nous n'avons pas le chiffre pour décembre 1895	306:274$460	1.119:699$969
La comparaison des deux totaux nous donne, pour 1894, une différence en plus de		29:442$440

Les recettes de même nature, pour les mois de décembre des années antérieures, ont donné les résultats suivants :

Décembre	Générales	Céréales	Consommation Lisbonne	Total
1881	632	73	135	840
1882	550	136	131	817
1883	636	88	134	858
1884	734	98	145	977
1885	784	120	137	1:041
1886	821	127	157	1:105
1887	795	92	191	1:078
1888	891	93	201	1:185
1889	1:022	74	210	1:306
1890	993	76	196	1:265
1891	1:076	»	191	1:267
1892	1:007	190	186	1:383
1893	947	307	172	1:426
1894	957	»	192	1:149

On voit que les recettes générales de 1894 sont supérieures de 10 contos à celles de 1893 et que la consommation de Lisbonne augmente de 20 contos.

Les recettes totales des dernières années civiles ont été les suivantes :

Années	Générales	Céréales	Consommation Lisbonne	Total
1881	7:945	877	1:289	10:111
1882	8:046	1:157	1:332	10:535
1883	7:991	1:066	1:433	10:490
1884	8:794	1:332	1:458	11:584
1885	9:454	1:112	1:511	12:077
1886	10:286	1:281	1:583	13:150
1887	10:893	1:680	1:726	14:299
1888	11:349	1:689	2:039	15:077
1889	12:603	1:314	2:117	16:034
1890	12:965	1:594	2:087	16:646
1891	12:110	1:336	1:995	15:441
1892	10:092	660	2:125	12:877
1893	11:836	1:685	1:941	15:462
1894	12:154	1:442	1:866	15:462

Les recettes totales de 1894 sont donc égales à celles de 1893 ; ce que l'on a eu en moins, avec les céréales et la consommation, a été compensé par les recettes générales et celles-ci sont supérieures, en 1894, à toute la série, sauf 1889 et 1890.

La Compagnie des Chemins de fer Portugais. — Nous avons annoncé la réorganisation de la Compagnie Royale des Chemins de fer Portugais.

Voici la composition de l'administration actuelle de la Compagnie :

Conseil d'administration. — Président, M. Pereira Carrilho; vice-présidents, MM. Kergall et Alves de Sá; membres, MM. Arouca, Arroyo, Madeira Pinto, Antunes Navarro, Bazilio Cabral, Daehnhart, Boyer, Victorino Vaz, Patrone, Jorge de Mello, Reis Torgal, Paes Villas Boas, Buron, Enders, Le Roy Beaulieu, de Richemond, Bayart et Rostand.

Commission exécutive. — Président, M. Carrilho; vice-président, M. Arouca; membres, MM. Arroyo, Boyer, Victorino Vaz, Daehnhardt, Paes Villas Boas et Bayard.

Commissaires. — Président, M. Centeno; secrétaire, M. Mendes da Silva; membres, MM. Santhiago Gou-

veia, Alves Diniz, Teixeira de Queiroz et Manuel José Monteiro.

La Compagnie Royale va émettre les titres provisoires représentatifs des obligations de premier privilège de 3 0/0 (capital 500 francs), à remettre aux lignes espagnoles et aux créanciers de la dette flottante.

Ces titres provisoires représentent :

72.718	obligations pour le Gouvernement;	
59.629	—	pour le restant de la dette flottante;
1.282	—	pour la caisse des pensions de la Compagnie;
50.000	—	pour les chemins de fer Madrid-Cacérès-Portugal et de l'Ouest;
13.714	—	pour le Grand Central;
197.343	obligations au total.	

Il y aura, en outre, à créer opportunément 185.690 titres à échanger contre les obligations actuelles, et 14.867 obligations pour réserve de la Compagnie.

Les titres provisoires porteront trois coupons pour le paiement des intérêts des premier et deuxième semestres de l'année 1894 et du premier semestre 1895.

Le paiement des intérêts du premier semestre 1894 est autorisé dès maintenant, et sera probablement annoncé aussitôt que les titres provisoires seront prêts, soit, probablement, à la fin de la semaine.

Comme l'échange des obligations actuellement en circulation contre de nouveaux titres n'a pas encore pu avoir lieu, le paiement du coupon des obligations du premier privilège se fera pour le tiers de la valeur primitive, manière déjà employée pour le paiement des coupons de 1893.

A l'occasion de ce paiement du coupon relatif au premier semestre 1894, on déduira aussi le coût du timbre que les obligations nouvelles auront à acquitter selon les lois portugaises, et les statuts.

Le timbre est de 0 fr. 45 par titre, et si l'on y ajoute les impôts en France, la liquidation sera finalement comme suit :

Titres provisoires de 3 0/0, par coupon.......F. 6 75

Obligations actuelles en circulation :

De 3 0/0......................	par coupon.	F.	2 25
De 4 0/0......................	—	F.	3 »
De 4 1/2 0/0 première série....	—	M.	6 05
De 4 1/2 0/0 deuxième et troisième séries...............	—	M.	3 »

Les paiements se feront dans les mêmes établissements et de la même façon que lorsqu'il s'est agi des deux coupons de 1893.

RUSSIE

Les Finances russes. — Pendant les neuf premiers mois de 1894, les recettes totales des Caisses de l'Etat russe se sont élevées à 756.710.000 roubles pour les recettes ordinaires (contre 665 millions 443 mille roubles pour la période correspondante de 1893), et à 19 millions 950 mille roubles, pour le budget *extraordinaire* (contre 100 millions 880 mille roubles en 1893).

Ces deux facteurs nous donnent, pour les neuf premiers mois de 1894, un total de 776 millions 660 mille roubles, contre 766 millions 320 mille roubles pour la période correspondante de 1893.

Les principales plus-values portent sur les accises des boissons, soit 38 millions 790 mille roubles; les douanes, 19 millions 810 mille roubles; les chemins de fer de l'Etat, 9 millions 840 mille roubles, et l'impôt sur le sucre, 6 millions 130 mille roubles.

Le rendement des *impôts directs* s'élève de 54 millions 310 mille roubles à 57 millions 350 mille roubles, et celui des *impôts indirects* de 337 millions 110 mille roubles à 405 millions 460 mille roubles; les paiements des taxes se sont élevés de 40 millions 970 mille roubles à 53 millions 990 mille roubles.

Si nous passons aux *dépenses*, nous constatons que, pendant la susdite période, les paiements pour compte du budget *ordinaire* se sont élevés à 479 millions 310 mille roubles (contre 464 millions 580 mille roubles en 1893), et pour compte du budget *extraordinaire*, à 50 millions 300 mille roubles (contre 42 millions 540 mille roubles en 1893).

A ces chiffres, il convient d'ajouter 171 millions 810 mille roubles (contre 192 millions 200 mille roubles en 1893), pour paiement sur emprunts au compte du budget de 1894 et des budgets précédents.

Le total des dépenses s'élève ainsi à 651 millions 120 mille roubles pour les 9 premiers mois, contre 656 millions 780 mille roubles en 1893.

SUISSE

La Question de la Zone Franco-Suisse. — Le Conseil fédéral a chargé le Département des affaires étrangères d'adresser une note au Gouvernement français lui annonçant qu'il est prêt à examiner les propositions touchant le contrôle sur l'exportation des produits agricoles de la zone neutre.

Le Budget Suisse 1895. — Le budget imprimé pour 1895 accuse les chiffres généraux ci-après : recettes 76 millions 532.000 fr., dépenses 78 millions 895.000 fr., soit un déficit de 2 millions 363.000 francs.

TURQUIE

La Société Ottomane de Change et de Valeurs, à Constantinople. — Le projet de fusion de la Banque de Constantinople avec la *Société Ottomane de Change et de Valeurs*, que nous avions annoncé il a quelques mois déjà, vient d'être approuvé par le Conseil d'Etat. Le Conseil a sanctionné les modifications statutaires, grâce auxquelles on propose d'effectuer la fusion, et les documents relatifs ont été envoyés au Grand-Vizirat avec un rapport favorable.

Disons, à ce propos, que le Conseil d'administration de la *Société Ottomane de Change et de Valeurs* a pris une mesure très louable en faveur de son personnel, en fondant une Caisse d'épargne pour ses employés. La Société constitue un premier fonds en versant une somme de 2.000 liv. t., qui est distribuée en proportion du nombre d'années de service de chaque employé et des services rendus par chacun d'eux. Le 10 0/0 des appointements mensuels de chaque employé servira à alimenter la Caisse d'épargne, et la Société y place, en même temps, une somme égale; elle augmente ainsi de 10 0/0 les appointements de chaque employé de la Société.

Ajoutons qu'il résulte du rapport lu à la dernière assemblée des actionnaires que les opérations de la Société ont été conduites avec succès et ont produit des bénéfices importants. Il est évident qu'après que le capital de 600.000 liv. t. de la Banque de Constantinople sera ajouté au sien, la Société aura un champ plus vaste pour ses opérations, ce qui amènera une nouvelle hausse du cours de ses actions.

Chemin de fer en Asie-Mineure. — On rapporte que M. le baron de Vandeuvre, membre du Conseil d'administration de la Société du Chemin de Mersine-Adana, a demandé la concession d'un chemin de fer d'Adana à Koniah et d'un port à Mersine. Cette demande, présentée aux autorités d'Adana, a été envoyée par celles-ci au Ministère des travaux publics.

Le Propriétaire-Gérant : JULES MONTEL.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 rue du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... 25 fr.
— — Six mois. 14 fr.
Étranger (U.-P.) : Un an..... 32 fr.
— — Six mois.. 18 fr.

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... 2 fr.
Réclames en 8 points .... 4 »
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission.

N° 158. — 7e volume. (3) ‖ BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS ‖ Samedi 19 janvier 1895.

En même temps que le présent numéro, nous offrons à nos abonnés et lecteurs la Table Alphabétique des matières contenues dans le sixième volume de l'*ECONOMISTE EUROPEEN*.

SOMMAIRE DU N° 158

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation générale Financière. — Pages 65 à 72.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — Le Nouveau Président de la République Française. — La Situation Economique et Financière des Etats Balkaniques (La Serbie). — Le Commerce Extérieur de la France. — La Garantie d'intérêts du Midi et de l'Orléans. — Banque Impériale Ottomane. — Les Caisses d'Epargne Postales en Europe et au Canada. — Pages 72 à 85.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris. — Société du Creusot. — Mines et Fonderies de Pontgibaud. — Compagnie Générale des Chemins de fer Brésiliens. — Société de Travaux Dyle et Bacalan. — Recettes des Chemins de fer. — Canal de Suez. — La Guerre entre le Japon et la Chine. — Pages 85 et 86.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :
ALLEMAGNE : Pages 87 et 88. — ANGLETERRE : Pages 88 et 89. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 89 à 91. — BELGIQUE : Page 91. — ESPAGNE : Pages 91 et 92. — GRECE : Pages 92 et 93. — ITALIE : Page 94. — ROUMANIE : Page 94. — RUSSIE : Pages 94 et 95. — SUEDE ET NORVEGE : Page 95. — SUISSE : Pages 95 et 96. — TURQUIE : Page 96.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 18 janv.	1.699.8	1.259.0	2.958.8	3.610.6	82	2½
1895 3 janv.	2.069.2	1.235.6	3.304.8	3.679.2	90	2½
1895 10 janv.	2.079.5	1.232.9	3.312.4	3.635.0	91	2½
1895 17 janv.	2.090.8	1.232.3	3.323.1	3.657.6	91	2½
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 8 janv.	636.9	374.1	1.011.0	1.340.9	75	5
1894 23 déc..	824.5	484.2	1.308.7	1.349.6	97	3
1894 31 déc..	798.6	469.1	1.267.7	1.514.0	84	3
1895 8 janv.	807.1	474.0	1.281.1	1.455.0	88	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 18 janv.	663.5	»	663.5	625.7	111	3
1895 3 janv.	827.2	»	827.2	647.9	126	2
1895 10 janv.	847.0	»	847.0	638.0	132	2
1895 17 janv.	865.1	»	865.1	630.1	137	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1893 2 déc..	122.5	17.5	140.0	182.5	72	»
1894 9 sept.	109.5	19.9	129.4	160.9	81	»
1894 6 oct..	109.3	19.8	129.1	160.6	81	»
1894 1er déc..	124.3	17.5	141.8	182.0	73	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1893 2 déc..	75.0	10.0	85.0	172.5	49	»
1894 8 sept.	65.5	11.4	76.9	149.1	51	»
1894 6 oct..	70.0	12.1	82.1	151.1	54	»
1894 1er déc..	76.5	10.0	86.5	171.2	50	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 8 janv.	214.4	340.6	555.0	988.2	56	5
1894 23 déc..	326.9	294.5	621.4	1.025.6	60	4
1894 31 déc..	326 2	292.3	618.5	1.066.4	58	4
1895 8 janv.	326.8	293.1	619.9	1.024.2	60	4
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 11 janv.	76.9	36.2	113.1	443.8	25	3
1894 27 déc..	88.1	41.4	129.5	446.7	29	3
1895 3 janv.	91.1	42.9	134.0	455.7	29	3
1895 10 janv.	88.9	41.8	130.7	462.9	28	3
BULGARIE. — Banque Nationale						
1893 22 nov.	5.1	1.1	6.2	1.2	517	8
1894 7 nov.	10.9	1.1	12.0	1.1	1098	8
1894 14 nov.	10.6	1.1	11.7	1.1	1063	8
1894 22 nov.	10.5	1.1	11.6	1.0	1160	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1893 31 déc..	86.5	»	86.5	113.7	76	4
1894 31 oct..	76.7	»	76.7	108.2	70	3½
1894 30 nov.	80.5	»	80.5	106.2	75	3½
1894 31 déc..	86.9	»	86.9	114.8	76	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 13 janv.	197.9	178.6	376.5	945.1	40	5
1894 29 déc..	200.1	275.6	475.7	909.4	52	5
1895 5 janv.	200.1	278.2	478.3	913.9	52	5
1895 12 janv.	200.1	280.0	480.1	919.6	52	5
GRÈCE. — Banque Nationale						
1893 30 nov.	2.5	»	2.5	113.1	2	6½
1894 30 sept.	2.0	»	2.0	112.8	2	6½
1894 31 oct..	1.8	»	1.8	112.9	2	6½
1894 30 nov.	1.9	»	1.9	110.5	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 13 janv.	101.2	175.8	277.0	442.4	62	3
1894 29 déc..	102.9	173.7	276.6	426.0	65	2½
1895 5 janv.	103.1	172.4	275.5	441.4	62	2½
1895 12 janv.	103.1	172.4	275.5	445.2	62	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1893	»	»	»	»	»	»
1894 30 nov.	292.3	69.6	361.9	838.8	43	5
1894 10 déc..	292.4	69.5	361.9	825.9	43	5
1894 20 déc..	292.6	68.9	361.5	798.9	45	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1893 20 déc..	91.6	9.2	100.8	275.6	36	6
1894 30 nov.	103.5	10.5	114.0	233.8	49	5
1894 10 déc..	103.5	10.5	114.0	234.2	49	5
1894 20 déc..	105.5	10.5	116.0	233.5	49	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1893 20 déc..	35.2	1.5	36.7	61.6	59	5
1894 30 nov.	35.2	1.5	36.7	50.6	70	5
1894 10 déc..	35.2	1.5	36.7	51.4	70	5
1894 20 déc..	35.2	1.5	36.7	60.3	60	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1893 30 nov.	32.2	»	32.2	64.4	50	5
1894 30 sept.	38.5	»	38.5	70.0	55	4½
1894 31 oct..	31.3	»	31.3	67.9	46	4½
1894 30 nov.	30.6	»	30.6	69.3	44	4½
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1893 27 déc..	15.0	34.6	49.6	287.9	17	6
1894 12 déc..	20.2	38.2	58.4	293.0	20	6
1894 19 déc..	22.4	38.1	60.5	293.7	20	6
1894 26 déc..	22.4	38.2	60.6	294.5	20	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 6 janv.	60.2	0.1	60.3	132.0	45	6
1894 22 déc..	45.9	4.1	50.0	107.5	46	6
1894 29 déc..	46.6	4.0	50.6	104.9	48	6
1895 5 janv.	45.1	4.0	49.1	104.8	47	6

Dates	Encaisse métallique Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1893 1er déc..	1.504.0	13.9	1.517.9	4.058.0	37	5
1894 1er nov.	1.519.7	16.0	1.535.7	3.940.2	39	4
1894 16 nov.	1.521.7	15.5	1.537.2	3.924.0	39	4
1894 1er déc..	1.519.7	15.7	1.535.4	3.915.7	39	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1893 30 nov.	21.7	3.9	25.6	45.6	55	»
1894 30 sept.	21.8	3.3	25.1	49.1	51	»
1894 31 oct..	21.8	3.4	25.2	51.0	49	»
1894 30 nov.	21.9	3.5	25.4	49.9	50	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1893 31 déc..	9.0	4.0	13.0	26.8	49	6
1894 15 déc..	6.5	4.3	10.8	25.1	43	6
1894 22 déc..	6.5	4.3	10.8	25.1	43	6
1894 31 déc..	6.4	4.3	10.7	25.1	43	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1893 30 nov.	23.2	3.5	26.7	61.7	43	4
1894 30 sept.	28.3	4.8	33.1	70.6	47	4
1894 31 oct..	28.3	3.7	32.0	65.9	49	4
1894 30 nov.	30.9	4.0	34.9	66.6	53	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1893 30 nov.	10.4	13.2	23.6	84.1	27	»
1894 30 sept.	10.4	13.8	24.2	88.0	26	»
1894 31 oct..	10.4	14.4	24.8	86.3	28	»
1894 30 nov.	10.5	14.0	24.5	84.1	29	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 13 janv.	74.7	18.6	93.3	175.0	53	3½
1894 29 déc..	81.5	13.0	94.5	179.2	52	3
1895 5 janv.	82.5	13.4	95.9	179.7	53	3
1895 12 janv.	83.0	14.3	97.3	178.9	54	3

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

1894 18 janv.	5 760,3	2 495,4	8 255,7	14 252,4	58%
1895 3 janv.	6 937,6	2 714,4	9 652,0	14 964,9	64
1895 10 janv.	6 946,9	2 694,6	9 641,5	15 127,0	63
1895 17 janv.	6 985,8	2 701,1	9 686,9	15 055,7	64

TOTAUX au 31 décembre

1889 31 déc.	4 734,0	2 192,4	6 926,4	13 416,3	52%
1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	13 déc.	20 déc.	27 déc.	4 janv.	11 janv.	18 janv
Amsterdam	48 02	48 »	47 95	47 95	47 92	47 92
Anvers	100 15	100 »	100 01	100 01	100 07	100 05
Athènes	188 25	187 »	188 75	187 25	187 25	189 »
Barcelone	12 20	12 30	11 30	12 30	11 10	11 30
Berlin	81 15	81 10	81 10	81 10	81 10	81 15
Bruxelles	100 »	99 98	99 97	100 02	100 06	100 03
Bucharest	101 »	101 »	101 »	101 »	101 »	101 »
Constantinople	22 75	22 75	22 75	22 75	22 75	22 75
Francfort	81 17	81 01	81 03	81 02	81 11	81 15
Gènes	106 35	106 80	106 42	106 67	106 62	106 60
Genève	100 14	100 15	100 07	100 07	100 13	100 17
Lisbonne	695 »	675 »	680 »	680 »	679 »	679 »
Londres	25 28	25 31	25 35	25 31	25 31	25 31
Madrid	11 92	12 20	11 20	12 25	10 80	11 »
Rome	106 60	106 87	106 37	106 60	106 55	106 57
Saint-Pétersbourg	36 70	36 75	36 85	36 75	36 70	36 75
Vienne (à vue)	49 55	49 42	49 30	49 42	49 37	49 45
— (à 3 mois)	49 47	49 37	49 22	49 37	49 32	49 10

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	21 déc.	28 déc.	4 janv.	11 janv.	18 janv.
Amsterdam. pap. court	4 %	206 19	206 25	206 25	206 31	206 44
Allemagne.. —	4 %	122 19	122 19	122 13	121 97	121 97
Vienne-Tr.. —	4 %	200 50	201 ..	200 50	200 75	200 50
Barcelone .. —	4 %	442 75	442 50	443 »	447 »	446 »
Madrid ..... —	4 %	442 75	442 50	443 »	447 »	446 »
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	267 75	267 50	268 »	268 »	267 50
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 14½	25 15½	25 13½	25 14½	25 15½
— ..... ch. court	2 %	25 16	25 17	25 15	25 16	25 17
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	3 %	pair	pair	0 06 p.	0 06 p.	0 06 p
Italie....... —	5 %	6 50p.	6 12 p.	6 25 p.	6 12 p.	6 25 p.
Suisse...... —	4 %	0 15p.	0 12 p.	0 12 p.	0 19 p.	0 22 p.
New-York........	2 ½ %	513 50	513 50	513 50	514 »	514 »
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	100 80	99 71	100 15	99 71	98 83
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— mexicains...		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres		2 49	2 49	2 49	2 49	2 49
Souverains anglais		25 12	25 12	25 11	25 12	25 12
Banknotes		25 12	25 13	25 12	25 13	25 13
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 18 janvier 1895 :

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*	100 22	Billets *Allemands*	99 78
En *Angleterre*	100 26	— *Anglais*	99 74
En *Autr.-Hongrie*	103 70	— *Austro-Hongr.*	96 42
En *Belgique*	100 06	— *Belges*	99 94
En *Espagne*	111 ..	— *Espagnols*	90 09
En *Grèce*	189 ..	— *Grecs*	50 79
En *Hollande*	100 72	— *Hollandais*	99 28
En *Italie*	106 66	— *Italiens*	93 75
E *Russie*	148 05	— *Russes*	67 54
En *Suisse*	100 22	— *Suisses*	99 78

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 18 janvier 1895.

Le papier hollandais a légèrement haussé, les devises allemandes sont au même cours que la semaine dernière, c'est-à-dire presque au pair. La *Valuta* est en légère réaction, il en est de même du papier espagnol. Notre correspondant de Madrid nous en donne une curieuse explication. Les blés étrangers, malgré le droit de 7 pesetas 1/2, arrivent à meilleur compte dans les ports espagnols que les blés de Castille. Il s'en est fait de gros achats, malgré la récolte considérable du plateau central, et il n'est pas étonnant que ces opérations amènent une certaine tension du change. D'ailleurs, l'inertie du Gouvernement vis-à-vis de la question si grave du change, est réellement inconcevable ; on a beau, dans les feuilles officieuses, s'extasier sur la situation de la Banque, à moins de fermer les yeux à l'évidence, on ne peut contester que cette situation soit mauvaise et dangereuse au premier chef. L'encaisse dont on fait étalage a augmenté, depuis un an, de 103.600.000 pesetas, mais il n'est entré que 2 millions 200.000 fr. d'or, et les 280 millions d'argent ne peuvent servir à payer les dettes de l'Espagne à l'étranger, à moins qu'elle ne consente à vendre ses pièces de 5 pesetas comme lingots, à 98 fr. 83 le kilo. Il est inutile d'insister encore une fois de plus sur la position des chemins de fer, vis-à-vis desquels le Gouvernement agit sans équité et sans intelligence, et contrairement aux intérêts du pays ; nous persistons à croire que, dans un avenir prochain, il aura lieu de s'en repentir. En Portugal, la prime de l'or est à 25 1/4.

Le Rouble est en légère réaction.

Le Londres s'est un peu relevé ; nous laissons le papier court à 25 15 1/2 et le chèque à 25 17. Le papier italien se fixe à 6 25 0/0 de perte ; les marchés de Rome et de Gênes sont hésitants et se contentent de maintenir les résultats acquis.

Le New-York est toujours au-dessous du *Gold point* d'entrée.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	20 déc.	27 déc.	3 janv.	10 janv.	17 janv.
Hong-Kong	2/0 1/2	2/0 1/2	2/0 1/4	2/. /.	1/11 7/8
Shanghai.......	2/8 7/8	2/8 7/8	2/8 7/8	2/8 3/4	2/8 3/4
Yokohama	2/0 1/8	2/0	1/10 7/8	1/11 3/8	1/11 5/8
Valeurs à vue :					
Singapoure.....	2/0 1/8	2/0 1/8	2/0 1/8	2/. ./.	1/11 7/8
Bombay.........	1/0 7/8	1/0 7/8	1/0 27/32	1/0 21/32	1/0 13/32
Calcutta........	1/0 29/32	1/0 7/8	1/0 27/32	1/0 11/16	1/0 13/32
Rio-Janeiro.	10 7/16	11 1/4	10 5/8	10 11/16	10 3/8
Valparaiso.....	13 15/16	13 15/16	13 11/16	»	»
Buenos-Ayres, prime de l'or..	255	270	257	257 50	260
Argent en barres	27 5/8	27 7/16	27 7/16	27 1/4	27 3/16

Les changes de l'Extrême-Orient sont à peu près au niveau de la semaine précédente ; le papier sur Hong-Kong a légèrement baissé, le papier sur Yokohama est en petite hausse.

Les devises sur Singapoure sont en baisse. La roupie, peu demandée, est faible.

La *Banque d'Angleterre* a offert le 16 janvier 60 laks de roupies, et il n'a été pris que 51 laks à 1/0 1/2.

La *Banque de Bombay* et la *Banque du Bengale* viennent de relever de 3 à 4 0/0 le taux de leur escompte.

Le papier sur Rio est en baisse sensible. La prime de l'or est en nouvelle hausse à Buenos-Ayres.

L'or est au pair à Paris et à Londres.

Nous trouvons l'argent-métal en nouvelle baisse : il est tombé à 98 fr. 83 le kilo.

D'après des dépêches de Denver, les fondeurs du Colorado auraient exporté directement en Chine plusieurs centaines de mille onces.

Encaisses. — Circulation fiduciaire.

La *Banque de France* a reçu cette semaine 11 millions 276.000 fr. d'or.

Il est entré 13.902.000 fr. de matières à Paris, mais il en a été repris pour 1.087.000 fr. et la circulation a prélevé 879.000 francs. Les succursales ont donné 1 million 135.000 fr. à leurs guichets et ont reçu 375.000 fr. de Suisse et 100.000 fr. de Turquie.

L'argent a diminué de 612.000 fr. Les succursales ont donné 1.170.000 fr. au public et expédié 1 million à Madagascar ; par contre, il est rentré 1.558.000 fr. à Paris par la circulation.

La circulation des billets, par suite de l'échéance du 15, a augmenté de 22.000.000 fr.

La *Banque d'Allemagne* a gagné 13.400.000 fr. d'or et d'argent ; sa circulation a baissé de 59 millions.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent d'entrées de 1.700.000 fr. La circulation ayant rendu 16.400.000 francs, l'augmentation du métal jaune a été de 18.100.000 francs.

Voici le détail des entrées et des sorties :

Entrées		Sorties	
12 jer Roumanie ....£	5.000	10 jer Buenos-Ayres £	100.000
14 — Australie.......	189.000	10 — Montevideo....	10.000
14 — Lisbonne.......	20.000	10 — Continent.....	6.000
16 — Achat en barres	9.000	15 — Antilles	7.000
		16 — Amériq. du Sud	32.000
		Excédent des entrées.	68.000
Total des entrées.£	223.000	Total égal........£	223.000

La circulation a baissé de 7.900.000 francs.

Plusieurs de nos lecteurs nous demandent ce que c'est que la *réserve* de la *Banque d'Angleterre*.

Aux termes de l'Act de 1844, la Banque d'Angleterre a été divisée en deux départements : *département de l'émission, département des opérations de Banque.*

Le département de l'émission est autorisé à créer des billets pour une somme de 16.800.000 liv. st., représentant la dette de l'Etat vis-à-vis de la Banque et le portefeuille des Fonds publics immobilisés. Au delà de ce chiffre, tout billet créé doit être représenté par des valeurs métalliques. La circulation de la *Banque d'Angleterre* est donc couverte en totalité et ne peut, en aucun cas, lui causer d'inquiétude. Les billets créés sont versés par le département de l'émission au département des opérations de banque et, avec une caisse courante d'espèces, constituent ses ressources. C'est le solde en billets et la caisse courante qui forment la *réserve*. Il est de règle de ne pas la laisser tomber au-dessous du tiers des engagements à vue, c'est-à-dire du total des comptes courants du Trésor et des particuliers. Suivant le rapport de la réserve aux engagements, la Banque élève ou abaisse le taux de son escompte.

Aucun changement important à la *Banque d'Autriche-Hongrie* et à la *Banque de Belgique*.

Les derniers bilans publiés par la *Banque de Bulgarie* montrent une forte augmentation de l'encaisse, qui paraît venir de la Lænderbank, débitrice de 18 millions envers la Bulgarie sur son dernier emprunt.

La *Banque d'Espagne* a encore reçu 1.800.000 fr. d'argent, le dernier bilan montre que le compte courant du Trésor est débiteur de 22 millions.

Le taux des avances vient d'être ramené de 5 1/2 à 5 0/0.

Le dernier bilan de la *Banque des Pays-Bas* ne présente aucune modification.

La *Banque de Roumanie* a perdu 1.500.000 fr. d'or. Depuis un an, le quart de son encaisse a été drainé par petites fractions, il y a là une situation qui demande à être surveillée, car elle pourrait devenir dangereuse.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 23 au 29 déc.	depuis le 1er janv.	du 23 au 29 déc.	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	15.438.800	8.000	2.677.282
France.........	850.000	31.123.999	»	6.232.886
Allemagne.......	»	34.858.451	»	1.683.417
Autres pays....	11.500	13.731.443	6.665	5.953.758
Total 1894...	861.500	95.152.693	14.665	16.547.343
— 1893...	31.935	72.845.254	46.048	62.156.425
— 1892...	659.812	71.269.286	39.456	8.527.486
ARGENT				
Grande-Bretagne	657.700	32.043.526	»	26.469
France.........	»	395.500	»	100.803
Allemagne......	»	268.720	»	8.382
Autres pays....	29.325	1.262.451	7.668	1.560.683
Total 1894...	687.025	33.970.197	7.668	1.696.337
— 1893...	826.823	33.464.221	3.560	3.182.958
— 1892...	718.288	23.295.916	10.578	3.061.522

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	13 janv.	118.300.000	dollars
1894.....	29 déc..	73.800.000	—
1895.....	5 janv.	75.900.000	—
1895.....	12 janv.	75.500.000	—

Comme l'indique le cours du change, les Américains ont à expédier de l'or en Europe. Le drainage, dont ils s'étaient tant inquiétés en 1893, a continué dans des proportions bien plus considérables en 1894. Depuis que les chiffres qui précèdent ont été arrêtés, il a encore été fait de gros envois : ceux du 12 janvier ont été de

2.400.000 dollars, dont 2.099.300 dollars ont été emportés par la *Champagne* à destination de Paris; 850.000 dollars ont été retirés du Trésor et sont embarqués sur le paquebot français quittant New-York aujourd'hui.

La réserve du Trésor est tombée à 75.481.799 dollars.

Les projets les plus variés sont à l'ordre du jour; on dit que le Président Cleveland approuverait un bill pour le monnayage de l'argent du *seigneuriage* s'il était accompagné de stipulations pour aider la situation financière.

Les Etats-Unis pourront reculer un emprunt destiné à liquider les conséquences des lois Bland et Sherman, mais ils seront obligés de le faire, et ils devraient s'y décider, plus tôt que plus tard, les atermoiements leur coûtant réellement trop cher.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

L'Histoire monétaire de la Chine

Dans une récente étude publiée par le *London and China Telegraph*, notre confrère constate que tous les types de monnaies connus de par le monde ont été introduits, à certaines époques, dans le Céleste-Empire. On peut reconstituer l'historique du développement des instruments d'échange sur le vaste territoire de la Chine, depuis le troc rudimentaire jusqu'aux monnaies légales.

Dès le vingtième siècle avant l'ère chrétienne, on fabriquait des instruments métalliques ayant une valeur déterminée et servant de monnaies; on en trouve encore des spécimens dans les cabinets des collectionneurs, et ces spécimens, quand ils sont reconnus comme authentiques, ont une très grande valeur. Dans les périodes postérieures, on se servait d'écailles de tortues de diverses grandeurs et de cauries qui furent mises en circulation sur différents points du pays; la tradition des ancêtres, consistant à échanger des marques contre la nourriture et les vêtements nécessaires à leur existence, subsiste encore dans quelques coins reculés des provinces du Sud-Ouest.

Les chefs des villages des districts producteurs de soie se procuraient les objets dont ils avaient besoin contre des pièces de soie; dans d'autres régions, l'instrument d'échange consistait en blocs de sel de dimensions et de poids déterminés. Ces transactions sont l'indice de la situation économique d'un peuple arriéré.

L'Occident, d'où leur venait la lumière, mit les Chinois sur une voie meilleure; des bracelets ou des anneaux en or, en argent et en cuivre, semblables à ceux trouvés récemment au Caucase, servirent alors aux échanges, en même temps que des ustensiles en bronze, des perles, de l'argent et de l'étain.

L'or fut employé, sans aucun doute, à une époque très reculée (environ 1.200 ans avant Jésus-Christ); mais ce n'est qu'au troisième siècle avant l'ère chrétienne qu'on vit apparaître une monnaie d'or proprement dite. Avec l'avènement de la dynastie des Ts'in et l'établissement de l'Empire par le Souverain qui construisit la Grande Muraille et brûla les livres sacrés, la nécessité de consolider la circulation se fit sentir; on créa un système bimétallique reposant sur l'or et le bronze. Les pièces d'or furent fondues en lingots pesant une livre et la monnaie de bronze, dont le poids était d'une demi-once environ, avait une forme arrondie, avec un trou carré au milieu, comme aujourd'hui.

On s'est souvent extasié sur la préservation et la durée de l'Empire chinois; mais les changements dynastiques ont été fréquents et brusques. A peine Shi Hwangti, le premier empereur, était-il mort, que le mécontentement populaire se manifesta avec la plus grande intensité; la dynastie des Ts'in fut chassée avec sa monnaie et tout ce qui s'y rattachait, et les nouveaux gouvernants introduisirent un système de circulation dans lequel l'or ne figurait pas.

Après l'abolition du système bimétallique des Ts'in, la circulation tomba dans un état de dépression extrême et perdit toute stabilité. Les souverains proclamèrent alternativement la liberté de la frappe ou firent couper les têtes de ceux de leurs sujets pris à fabriquer des monnaies; tandis que les uns permettaient de se servir de marques faites avec des peaux de fauves, d'autres n'admettaient comme légales que les pièces frappées à l'Hôtel impérial.

Cette situation se prolongea jusqu'au règne de Wang-Mang, de l'an 7 à l'an 21 de notre ère, époque à laquelle on essaya de revenir à l'étalon d'or, c'est-à-dire au système monétaire de la dynastie des Choco. Les pièces d'or frappées par ces empereurs pesaient une livre chaque, et leur valeur équivalait à 10.000 pièces de monnaie de cuivre. L'argent était émis en pièces de huit onces et on fabriquait, à l'Hôtel des monnaies, dix types différents de monnaies de cuivre.

Cette diversité de monnaies était trop grande pour l'esprit chinois; en outre, les pièces d'or et d'argent présentaient une tentation trop forte aux faussaires qui, tous, ont fait preuve d'une remarquable habileté pour réduire la valeur des métaux précieux passant entre leurs mains. Sur ce point, ajoute le *London and China Telegraph*, les orfèvres actuels en Chine sont les dignes descendants de leurs ancêtres.

Il y a peu d'années, le commandant d'un navire de guerre anglais, de passage à Canton, envoya à un orfèvre de cette ville une superbe théière qui avait besoin de réparations; l'orfèvre rendit l'objet soigneusement emballé, au moment où le navire levait l'ancre. Une fois au large, le commandant ouvrit le paquet et constata avec stupéfaction qu'on avait gratté l'intérieur de la théière au point de ne laisser que la surface extérieure réduite à sa plus simple expression.

Les monnaies d'or de Wang-Mang subirent-elles le même sort? Toujours est-il qu'on en reconnut les inconvénients et que, avant la fin de son règne, on en revint à une circulation de cuivre. Depuis cette époque, les Gouvernements chinois ont écarté l'idée d'un étalon d'or, dont l'adoption en Europe est, dans leur pensée — telle est la conclusion du *London and China Telegraph* — une nouvelle preuve de l'état de barbarie des Occidentaux!

La Frappe des Monnaies françaises en 1894

La Monnaie de Paris a terminé, le mois dernier, la frappe des 4 millions de francs de pièces divisionnaires d'argent qui avait été ordonnée comme conséquence du retrait des monnaies italiennes : il a été livré au Trésor pour 1.800.000 fr. de pièces de 50 centimes, pour 1.600.000 fr. de pièces de 1 fr. et pour 600.000 fr. de pièces de 2 francs. Cette frappe ne paraît pas devoir suffire longtemps aux besoins de la France et de ses possessions d'Afrique.

Il est à remarquer, d'ailleurs, que les fabrications monétaires ont repris chez nous une activité qu'elles n'avaient pas eue depuis la fermeture des Monnaies de province et depuis la mise en régie de la Monnaie de Paris. Les fabrications de 1894 se sont élevées à près de 50 millions de pièces, tandis que le chiffre de 25 millions était depuis longtemps considéré comme un maximum. Et la variété des fabrications n'a pas moins augmenté que la quantité : la production de 1894 comprend des monnaies d'or, d'argent, de bronze et de nickel. Quant aux nationalités, il a fallu, dans ces derniers mois, battre monnaie pour la France, pour la Suisse, pour la Grèce, pour Tunis, pour le Maroc, pour l'Indo-Chine, pour Haïti, pour la Bolivie, pour le Venezuela... Nous allions oublier l'Ethiopie qui, pour la première fois, a aussi fait travailler, cet hiver, la Monnaie de Paris.

La fabrication des médailles coloniales est commencée depuis quelques jours. Six mille médailles (chiffre de la première commande) ont déjà été frappées par la Monnaie et livrées à l'adjudicataire consenti par le ministère des colonies pour cette fourniture.

D'autre part, la Monnaie va être autorisée à frapper 230 millions de pièces de 20, de 10 et de 5 francs en or à prendre sur les 429 millions de francs de lingots d'or qui existent actuellement dans les caves de la Banque de France. Cette opération commencera à la fin du mois de janvier.

La fausse Monnaie en Espagne

On écrit de Madrid que depuis quelque temps l'Espagne est inondée de faux douros (monnaies de cinq pesetas) qui

présentent cette particularité que la valeur intrinsèque est à peu près la même que celle des pièces frappées par l'État, ce qui fait qu'on ne peut les reconnaître ni au tact ni au poids ni au son. Il résulte, en effet, d'un avis publié par l'administration de la Monnaie, que leur poids et leur titre de fin sont les suivants ;

Pièces au millésime de 1888.

Poids : 24 grammes 452 milligrammes au lieu de 25, (différence 548 milligrammes, soit environ 1/2 gramme).

Titre 897 millièmes au lieu de 900.

Pièces au millésime de 1890.

Poids : 24 grammes 710 milligrammes, (soit 29 décigrammes de moins ou environ 1/4 de gramme).

Titre : 799 millièmes (celles-là sont les plus éloignées du titre légal).

Pièces au millésime de 1892.

Poids : 24 grammes 614 milligrammes l'une et 24 grammes 805 milligrammes l'autre.

Titre : 893 millièmes l'une (soit 7 millièmes de moins) et 894 millièmes l'autre (soit 6 millièmes de moins).

Quant aux différences dans la frappe, elles sont si minimes qu'il faut presque avoir recours à une loupe et à un compas de précision pour reconnaître les pièces fausses des vraies — et cela, à la condition d'avoir sous les yeux les unes et les autres.

Dans ces conditions, les conflits deviennent de plus en plus fréquents et on voit venir le moment où le public repoussera indistinctement toutes les pièces des millésimes précités (1888-1890-1892).

Les Frappes de Monnaies en Espagne, en 1894

Le travail effectué, pendant l'année 1894, à l'Hôtel des monnaies de Madrid se borne à la refonte des anciennes pièces d'argent et à leur transformation en pièces ayant actuellement cours, ainsi qu'à la frappe d'argent fin acheté.

Voici les quantités frappées et mises en circulation l'an dernier :

	Pesetas
	—
Pièces de 5 pesetas........	19.355.695
— 2 —	557.616
— 1 —	328.949
— 0 50 centimes....	204.500
Total........	20.446.760

On n'a pas frappé une seule pièce d'or pendant l'année 1894.

La Commission d'Enquête Allemande sur la Question de l'Argent. (Suite) (1)

Dixième séance (24 mai 1894)

M. Wülfing (bimétalliste), continuant sa réfutation des arguments invoqués par ses adversaires, a déclaré que le maintien des exportations pour l'Inde en 1893, année de la clôture des Hôtels de monnaies indiens, n'expliquait rien. Les ordres d'achats se donnent au commencement de l'année ; les livraisons s'effectuent en juin, juillet et août. Il fallut bien livrer les marchandises. Il importe peu de savoir si ce fut l'acheteur ou le banquier qui supporta les pertes. Ce qui est certain, c'est qu'elles furent énormes.

M. Stroell a invoqué le peu d'importance de l'exportation allemande à destination des pays à étalon d'argent. Elle égalerait seulement 3 0/0 de la valeur globale. C'est une erreur de la statistique commerciale. Elle attribue aux pays des points de transit, France, Belgique, Hollande, les exportations qui y sont embarquées pour les pays d'outre-mer.

En réalité les pertes de l'industrie cotonnière sont considérables. Nous sommes à la veille d'une crise. Les usines, dont les produits sont chassés de l'Inde, travailleront pour l'intérieur en encombrant le marché.

Le maintien de l'étalon d'or importe aux intérêts de l'industrie. Pour quelles raisons ? On ne les indique pas.

Reste l'enquête de l'Union centrale des industriels allemands. A leur réunion de Cologne assistaient 79 membres : 34 étaient des bimétallistes résolus ; parmi les 40 autres se trouvaient un grand nombre de directeurs de filatures et de tissages du Midi. N'exportant pas, ils étaient intéressés au maintien du *statu quo*. C'est pour eux un moyen d'acheter le coton à bas prix.

On invoque l'intérêt des consommateurs. Mais ne sont-ils pas producteurs eux-mêmes ou tout au moins intéressés à la production ?

M. Wülfing cite aussi un rapport du Directeur de la Banque d'émission de Munich. Le mauvais état des affaires en Italie et en Amérique à la fin de l'année 1893 permit la distribution d'un dividende de 7 0/0, grace au relèvement du taux de l'intérêt.

D'une lettre reçue d'un exportateur hambourgeois, M. Wulfing tire la conclusion que les banquiers tirent profit des fluctuations continuelles des étalons monétaires. Mais ceux d'entre eux qui savent prévoir n'ignorent pas qu'ils seront finalement éprouvés par la ruine de leurs clients.

Le taux de l'escompte a baissé : M. Wülfing le reconnaît ; mais les variations de l'escompte sont plus fréquentes et plus fortes. Les pays qui, comme la France, disposent d'une circulation monétaire suffisante, jouissent à la fois de la stabilité du bas prix de l'escompte.

A l'appui de cette thèse, il lit le taleau suivant :

	Circulation métallique par tête en marks	Taux de l'escompte à la fin des années : 1893	1892	1891	1890	1889	Moyenne 0/0
	—	—	—	—	—	—	—
France......	164	2½	2½	3	3	3	2.8
Hollande....	89	3½	2½	3	4½	2½	3.2
Belgique.....	88	3	2½	3	3	4	3.1
Grande-Bret.	69	3	3	3½	5	6	4.1
Allemagne...	61	5	4	4	5½	5	4.7

La lecture de ce tableau soulève de vives protestations dans le camp monométalliste.

En réponse au Dr Kœnig, qui ne se place pas tout à fait au même point que les bimétallistes, M. Wülfing déclare que la surproduction est le résultat de l'avilissement des prix. On produit toujours davantage en perfectionnant les machines.

La production de l'argent s'est accrue pour les mêmes raisons. Mais si l'ancien rapport était rétabli, les propriétaires de mines d'argent renonceraient à une exploitation, qui épuise les mines ; ils ne chercheraient pas à bouleverser le rapport des valeurs par une production exagérée. D'ailleurs, rien n'est illimité, la production de l'argent comme le reste.

M. Bueck a cité l'essor économique survenu à diverses époques depuis 1873. Il s'explique par l'influence des nouveaux tarifs douaniers. En 1890, la hausse de l'argent a stimulé l'exportation aux Indes et le mouvement s'est répercuté sur d'autres branches d'industrie.

Dr Lotz (monométalliste). — L'orateur se propose d'examiner de haut l'ensemble du problème monétaire. Il le résume en trois questions :

1° Le déplacement du rapport de valeur entre l'or et l'argent est-il la cause de la détresse générale ?

2° Le bimétallisme est-il applicable et améliorerait-il la situation de la communauté en Allemagne ?

3° L'établissement du bimétallisme conventionnel et la fixation du prix de l'argent n'amèneraient-ils pas des dangers plus redoutables que les maux actuels ?

Avant d'aborder l'examen de la 3e question, M. Lotz expose qu'il n'est pas complètement avec les monométallistes. Ainsi, il ne rejette pas l'intervention de l'Etat ; il admet, avec les bimétallistes, que le consommateur ne doit pas être distingué du producteur et, contre l'avis de Soetber, croit qu'il est encore possible d'économiser l'emploi de l'argent.

Puis, au lieu d'en venir à la question, M. Lotz cherche noise au Dr Arendt. Celui-ci avait, jadis, fait un appel aux industriels, avant de s'appuyer sur les agrariens protectionnistes. Il joue de même sur un mot de M. Schalscha au sujet du change et de la hausse de l'or. Enfin, l'orateur arrive à la question principale. Supposant le bimétallisme établi, il expose qu'en cas de guerre l'or sera recherché et thésaurisé. L'Allemagne contractera des emprunts qui seront payés en argent. Si la production de l'argent augmente alors dans une proportion démesurée, les autres pays suspendront la frappe, comme l'a fait l'Union latine, et la circulation allemande sera saturée d'une monnaie dépréciée.

Il se peut aussi qu'au lieu de contracter des emprunts à l'étranger, l'Allemagne émette des billets à cours forcé. Dans ce cas, dit M. Lotz, les billets chasseront l'or. Il sera absorbé par l'Angleterre ou par l'Australie. Elles le remplaceront en expédiant de l'argent.

Le Dr Arendt a soutenu que la balance du commerce régit l'entrée ou la sortie de l'un des deux métaux. L'expérience, dit M. Lotz, n'a confirmé cette thèse ni en France, ni dans la République Argentine. La composition de la circulation allemande pourra donc constamment varier, et, au moment critique, l'argent la composera peut-être exclusivement.

Examinant toujours l'hypothèse d'une guerre avec la France, le Dr Lotz déclare que l'Allemagne ne trouverait de crédit qu'en Angleterre, et que ce crédit serait ébranlé, dès que l'or ferait prime en Allemagne.

Aussi prétend-il que le pays réussirait mieux à surmonter les plus dures épreuves, — même avec le cours forcé, — s'il conservait l'étalon d'or.

(A suivre.)

(1) Voir *l'Économiste Européen*, nos 151 à 154, 156 et 157.

L'Inde et le Bimétallisme

M. Robert Barclay, vice-président de la Ligue bimétallique anglaise, qui accomplit actuellement un voyage dans l'Inde, a été invité, par la Chambre de commerce du Bengale, à faire une conférence sur le *Bimétallisme international.*

Cette conférence a eu lieu le 11 janvier, au Royal-Exchange, à Calcutta, en présence des membres du Gouvernement de l'Inde et des sommités commerciales.

Voici le compte rendu télégraphique qu'en donne le *Times :*

M. Barclay a fait l'historique de la question et a constaté que le bimétallisme gagnait rapidement du terrain, non seulement en Angleterre, mais encore dans les autres parties du monde. A son avis, en poursuivant la réalisation du monométallisme-or universel, on risque d'arriver à une scission commerciale entre l'Orient et l'Occident.

M. Barclay a déclaré vouloir garder une certaine réserve au sujet de la tentative d'introduction, dans l'Inde, d'un étalon or, sans or, tentative qui a avorté, du reste. L'Inde devra, en fin de compte, revenir à l'étalon argent; mais cela ne peut se faire actuellement sans courir le risque d'augmenter les difficultés financières et d'aboutir à un véritable désastre.

L'orateur estime que l'Inde doit demander très énergiquement que l'Angleterre ne s'oppose plus à une entente internationale et qu'elle s'emploie, au contraire, à sa réalisation.

Cette Conférence a été très applaudie, et la Chambre de commerce a voté de chaleureux remerciements à M. Robert Barclay.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 18 janvier 1895.

Le début de la semaine a été très ferme: la liquidation a montré que le continent, et plus particulièrement Paris, procédait à d'énormes levées de titres. Cependant la crise présidentielle en France a amené un ralentissement notable dans les transactions. Certains spéculateurs ont cherché à réaliser leurs bénéfices, et les cours se tassent sans que les transactions soient bien actives. Après la période de hausse continue qui dure depuis plusieurs mois, un calme relatif ne peut être que salutaire.

La *Simmer and Jack* est en nouvelle réaction pour les raisons que nous avons indiquées la semaine dernière.

La *Ferreira* et certaines grosses valeurs telles que la *Geldenhuis* éprouvent également des pertes assez sensibles.

Les *Rand-Mines* et les autres deep levels ont eu des alternatives de hausse et de baisse, et la lourdeur prédomine.

La *East-Rand* est une des rares valeurs qui se soit maintenue à peu près stationnaire. Le *Wolhuter* est toujours très ferme. Le bilan annuel, arrivé par le dernier courrier de Johannesburg, montre que les bénéfices de l'année se sont élevés à 32.000 liv., ce qui, ajouté aux bénéfices de l'exercice précédent, forme un total de 60.000 liv. que la Compagnie reporte à nouveau. Il est à noter que le *Wolhuter* broie son main reef en même temps que ses autres filons, ce qui n'a pas lieu dans la plupart des Compagnies du Rand.

Les directeurs annoncent que les 50 nouveaux pilons seront prêts avant fin juin et qu'à partir de cette époque le travail se fera avec 90 pilons : le revenu à attendre, à partir de ce moment, devra être de 70 0/0 sur le capital nominal.

Le *Champ d'Or deep* continue à être offert : les nouvelles de la mine ne sont pas favorables, les filons sont étroits et ne donnent que 6 à 7 penny weights d'or à la tonne. Les *Evelyn* sont invendables : on dit que le projet de reconstitution de cette Compagnie est définitivement abandonné. La cause en est que la propriété étant divisée en trois blocks distincts, elle ne peut être travaillée utilement.

Une nouvelle valeur a fait son apparition cette semaine. C'est le *Tigersfontein,* Société au capital de 50.000 liv. st., formée pour exploiter 1.600 acres de terrain aurifère dans le district de Potchefstroom, non loin de la mine *Buffelsdorm.* Les actions ont monté brusquement de une livre à 3 7/16, dernier cours coté : C'est simplement de la folie.

On a également formé une Société au sud de la *Randfontein* et non loin de la *South West Rand Mines.* Cette nouvelle affaire a nom *Rockery Block* et a un capital de 120.000 liv. st. D'autres affaires sont en préparation dans cette région.

La *Robinson* se maintient très bien à 7 7/8. La *Langlaagte* est à 4 3/16.

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	1892	1893	1894	PRODUCTION 1892	1893	1894	1894	COURS DU 11 janvier	18 janvier
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9.505	2	1.594	1 ./.	1 1/16
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 3/16	2 5/8
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg	40	»	»	40	»	»	28.36	21.806	12	29.346	3 ./.	2 3/4
City and Suburban	85.000	1	65.000	24 — Main Reef	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	12	72.092	16 3/4	16 3/8
Crœsus (New)	225.000	1	195.000	16½ — —	»	60	»	10	»	»	11.50	1.339	»	»	2 3/16	2 3/8
Crown Reef	120.000	1	120.000	19 — —	90	120	50	55	50	»	70 204	82.105	12	120953	9 3/4	9 3/8
Durban Roodep	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30.931	60.635	12	55.969	6 7/8	7 ./.
Ferreira	45.000	1	43.292	11 claims M. R. et 9 deep. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	12	69.463	15 3/8	15 3/8
Geldenhuis Estate	200.000	1	187.500	190 acres Elandsfontein	80	40	15	10	25	»	47.721	47.431	10	45.633	6 ./.	5 3/4
Heriot (New)	85.000	1	73.250	39 claims Doornfontein	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	44 763	8 1/4	8 3/8
Jubilee	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17.319	30.066	12	26.611	8 7/8	8 1/4
Jumpers	100.000	1	100.000	39 —Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22.145	41.490	12	52.106	6 ./.	6 1/8
Langlaagte Estate	500.000	1	167.000	31 — —	160	»	10	20	30	»	88.951	104.909	12	146411	4 1/16	4 1/4
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres —	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27.898	7 ./.	7 1/8
Nabob	75.000	1	71.500	224 — ferme Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	12/0	9/16
New Aurora West	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M.R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	4.932	17/6	17/0
— Primrose	240.000	1	240.000	51 cl. Elndsft., Turff	100	»	15	27½	40	»	56.449	83.777	12	86.030	6 ./.	6 3/16
Nigel	160.000	1	159.895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55.936	46.007	12	53.909	5 1/2	5 11/16
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3.221	4 1/8	4 1/8
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvi-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	12.133	22/0	22/0
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kiet	50	»	»	10	15	»	11.931	35 451	11	19.577	3 3/4	3 3/8
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170.150	161.133	12	161756	7 3/4	7 13/16
Salisbury (New)	100.000	1	93.000	5 claims —	70	»	»	30	10	»	20.829	24.851	12	18.781	3 5/16	3 1/4
Simmer and Jack	85.000	1	83.000	120 acr. Elandsfont.	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	12 3/8	12 1/2
Stanhope (New)	35.000	1	34.000	10 cl. —	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	12	12.206	2 3/8	2 5/16
Wemmer	55 000	1	46.300	12½ claims M. R.	30	»	10	»	»	»	16.250	24.297	9	25 241	7 ./.	7 1/2
Worcester	109.000	1	90.727	10 — —	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	12	30.788	4 1/4	4 3/4

Paris, le 18 janvier 1895.

De nouveau, des réalisations sont à signaler, cette semaine, sur le *Marché des Mines d'or*, et on reste lourd en général. *Langlaagte*, 106 25 en réaction de 2 fr. 50; *Randfontein*, 27 18 3/4 contre 28 75; *Simmer et Jack*, 311 25 perdant 21 fr. 87 1/2; *Robinson*, 197 50 contre 199 37 1/2; *Ferreira*, 387 50 en moins-value de 5 francs.

Production de décembre. — Le rendement des mines d'or du Witwatersrandt pour le mois de décembre a été de 182.104 onces contre 146.357 en décembre 1893, et 175.304 en novembre 1894. Le total pour l'année 1894 est de 2.024.159 onces contre 1.478.473 en 1893 et 1.210.868 en 1892.

Voici les résultats connus dans les principales usines :

En onces (l'once vaut 91 francs)

Noms des Compagnies	Product. de sept. — Onces	Product. de octob. — Onces	Product. de novemb. — Onces	Product. de décemb. — Onces
Aurora	»	»	»	»
Champ-d'Or	3.900	4.050	4.080	3.950
City and Suburban	9.583	8.399	10.262	10.484
New Crœsus	»	»	»	»
Crown Reef	10.727	11.048	10.852	»
Durban Roodepoort	4.434	5.010	4.792	4.948
Ferreira	5.461	5.477	5.981	6.322
Geldenhuis Estate	7.565	6.299	»	»
Geldenhnis MainReef	1.700	1.775	1.670	1.718
Glencairn	4.261	4.580	5.057	4.584
Heriot	4.218	4.233	4.583	5.494
Henry Nourse	2.378	2.557	2.421	2.535
Jubilee	2.192	2.374	2.261	2.079
Jumpers	4.502	4.388	4.325	4.205
Langlaagte	12.811	13.103	11.882	11.731
— Block B.	2.792	3.799	3.393	3.546
Main Reef	»	»	»	»
May Consolidated	2.105	2.117	2.200	»
May Deep Level	»	»	»	»
Meyer et Charlton	2.171	2.929	»	»
New Aurora West	»	»	»	»
New Chimes	2.511	2.512	2.861	2.637
New Clever Estates	»	»	»	»
Metropolitan	1.205	1.285	1.350	2.568
New Primrose	7.315	7.556	7.502	4.270
Nigel	4.196	4.138	4.256	2.637
Pionneer	»	»	»	»
Princess	»	»	»	»
Randfontein	3.436	3.444	3.399	3.591
Rietfontein	»	2.055	2.400	»
Robinson	14.464	14.581	14.054	16.508
Salisbury	2.000	1.850	1.750	1.850
Sheba	5.008	4.671	5.295	4.567
Simmer et Jack	6.232	6.019	6.128	»
Stanhope	1.350	1.450	1.350	1.366
Trans Gold	2.350	2.300	2.135	2.360
United Roodepoort	3.139	3.175	3.447	3.898
Village Main Reef	1.856	1.804	»	»
Wemmer	2.545	2.946	3.579	4.966
Wolhuter	2.657	2.710	2.745	»
Worcester	2.635	2.613	2.831	2.713

FONDS D'ETATS EUROPEENS a la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	11 janvier — Derniers Cours	11 janvier — P. de 1 f. de rente	11 janvier — Revenu p. 0/0	18 janvier — Derniers Cours	18 janvier — P. de 1 f. de rente	18 janvier — Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)	102 30	34 10	2 93	102 05	34 01	2 93
Consolidés anglais (ch. f. 25 fr. 20)	104 50	38 »	2 63	104 65	38 05	2 62
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)	103 15	25 78	3 87	103 40	25 85	3 86
Belgique 3 ½ %	102 70	29 34	3 40	103 10	29 45	3 39
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.)	73 60	18 40	5 43	73 55	18 38	5 43
Grèce 5 % 1881 (en suspension)	155 »	» »	» »	160 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam)	101 62	29 03	3 44	101 62	29 03	3 44
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)	101 60	25 40	3 93	101 70	25 42	3 93
Italie 4 % net	85 82	21 45	4 66	85 35	21 33	4 68
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)	99 »	33 »	3 03	99 »	33 »	3 03
Portugal 3 % (1 fr. net)	25 20	25 20	3 96	24 85	24 85	4 02
Roumanie 5 %	100 »	20 »	5 »	102 »	20 40	4 90
Russie 3 % or 1891 libéré	87 70	29 23	3 42	87 65	29 21	3 46
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)	73 50	14 70	6 80	74 »	14 80	6 75
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)	102 25	25 56	3 91	102 50	25 62	3 90
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	101 40	33 80	2 95	102 »	34 »	2 94
Turquie convertie 1 % série D.	26 05	26 05	3 83	26 35	26 35	3 79
— Priorité 4 % 1890	494 50	24 72	4 04	488 75	24 43	4 09
Consolidé Prussien 3 % (à Berlin)	96 25	32 08	3 11	96 62	32 20	3 10

Situation Financière générale

France. — En dépit des événements politiques qui se sont succédé depuis samedi dernier, notre Bourse a témoigné d'une très grande fermeté. Sur nos *fonds nationaux*, quelques centimes de réaction ont accompagné la crise ministérielle et la crise présidentielle qui a suivi celle-ci. Il y a lieu de se montrer heureux de la tenue de notre marché en cette circonstance, et du calme dont on a fait preuve. Au dernier moment, cependant, une petite réaction se produit par suite de nouvelles non confirmées, mais télégraphiées de Berlin et de Vienne, et qui ont trait à des événements qui, soi-disant, se seraient produits à Athènes. Comme la place est un peu chargée, la lourdeur s'est imposée immédiatement ; cependant, disons que les dispositions générales sont toujours favorables. L'argent, en liquidation de quinzaine a été un peu resserré.

Allemagne. — La tendance du marché allemand est assez bonne, malgré les réalisations nombreuses qui se sont produites cette semaine sur les valeurs charbonnières.

On commentait beaucoup, à Berlin, ces jours derniers, le discours d'ouverture du *Landtag* prussien, par l'Empereur-Roi, roulant sur le déficit budgétaire de la Prusse ; on pense l'atténuer par la réforme générale du système d'impôts.

La rapidité avec laquelle s'est effectuée en France, la transmission des pouvoirs du Président de la République a produit une impression favorable dans le monde des affaires.

Angleterre. — Les tendances du marché anglais restent favorables et les transactions font toujours preuve de quelque activité. Les événements de Paris ont eu cependant leur retentissement au Stock-Exchange et provoqué une certaine hésitation sur le marché des valeurs d'arbitrage et sur celui des mines d'or. Ce mouvement n'a pas été de longue durée, le monde des affaires ayant pris confiance dans la solution de la crise.

La rapidité et le calme avec lesquels s'est opérée la transmission des pouvoirs a produit, depuis, le meilleur effet.

On trouvera, dans notre correspondance de Londres, des détails sur la réunion des représentants de l'industrie du coton en vue de protester contre le nouveau droit d'entrée imposé par le Gouvernement de l'Inde sur les cotons importés.

Autriche-Hongrie. — La crise gouvernementale en France avait fortement ému le monde financier austro-hongrois ; aussi sa solution rapide a-t-elle ramené la fermeté à la Bourse de Vienne.

C'est la place de Budapest qui semble diriger le mouvement en passant des ordres d'achats suivis et en profitant des facilités que lui offre le marché monétaire.

Au 1er janvier 1895 le stock d'or de la Monarchie, accumulé à la *Banque d'Autriche-Hongrie* et dans les Caisses publiques des deux Gouvernements s'élevait à 360 millions de florins ; ce chiffre ne comprenait pas les monnaies d'or pouvant exister dans la circulation à cette date.

Espagne. — L'hésitation domine sur le marché espagnol en raison de l'incertitude relative aux projets de M. Canalejas, projets tenus secrets jusqu'ici. Aussi a-t-on enregistré de nombreuses ventes d'*Intérieure*, qui ont provoqué, cependant, des rachats en fin de semaine.

La grosse question à l'ordre du jour est celle de la mévente des céréales ; elle a failli amener une crise ministérielle.

On trouvera, à ce propos, des détails fort intéressants dans la lettre de notre correspondant de Madrid.

Grèce. — Le désordre financier règne toujours à Athènes ; le Ministère n'a pu faire voter son budget

avant les vacances de Noël. En outre, la crise des raisins de Corinthe porte la ruine dans le pays. Pour en atténuer les effets, on songe à créer des magasins de dépôt, la Banque devant consentir à des avances aux cultivateurs.

Italie. — Malgré la réserve de la spéculation, qui attendait avec anxiété la fin des événements politiques en France, les Bourses italiennes sont assez fermes. On espère que les projets financiers de M. Sonnino pourront être votés assez prochainement, dès l'ouverture de la nouvelle session parlementaire.

Le marché a été bien impressionné aussi par la nouvelle d'une victoire du général Baratieri en Afrique.

Russie. — Le projet de budget russe pour l'exercice 1895, qui vient d'être publié par les soins du Ministre des finances, se solde par 1.214.378.030 roubles de recettes et de dépenses. Malgré les incorporations de dépenses extraordinaires, le budget ordinaire présente un excédent de recettes de 22.862.068 roubles.

Les comptes définitifs de l'exercice 1893 donnent des résultats fort satisfaisants; ils font honneur au talent financier et à la sage prévoyance de l'Administration impériale.

Turquie. — D'après les calculs établis par notre correspondant de Constantinople, les garanties d'intérêts à payer par l'Etat s'élèveront à 10.368.500 fr. pour 1895. Pour l'exercice 1896, ce chiffre se trouverait porté à 18 millions de francs environ.

Ces sommes sont minimes eu égard à la situation financière de la Turquie ; toutefois, il serait bon de ne pas s'engager dans de nouvelles entreprises avant que le réseau actuel ait donné son rendement normal.

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — La Démission de M. Barthou. — La Démission du Cabinet Dupuy. — La Démission de M. Casimir-Perier. — Le Message. — Le Congrès de Versailles. — L'Election du nouveau Président de la République. — Les anciens Présidents. — Le nouveau Président.

Dimanche, 13 courant, M. Barthou a adressé la lettre suivante à M. Ch. Dupuy, président du Conseil :

Paris, 13 janvier 1895.

Mon cher Président,

J'ai le regret de ne pouvoir céder à vos instances, et de maintenir la démission que je vous ai donnée ce matin. Cette décision m'est inspirée par le sentiment de mes responsabilités et de mon devoir.

J'ai soutenu le 23 juin 1894, devant la Chambre des députés, dont les votes successifs ont approuvé mes déclarations, que les conventions de 1883 ont maintenu pour les Compagnies du Midi et de l'Orléans la date du 31 décembre 1914 comme limites des garanties dues par l'Etat. J'ai invité les Compagnies à inscrire cette mention sur leurs titres et, sur leur pourvoi, mon administration a défendu cette thèse devant la juridiction compétente.

Les arrêts du Conseil d'Etat n'ont pas modifié mon opinion et il me serait impossible de m'inspirer, comme ministre des travaux publics, dans les négociations avec les Compagnies de l'Orléans et du Midi, d'une décision devant laquelle je m'incline, mais que mon attitude précédente ne me permet pas d'appliquer.

Je vous prie de vouloir bien faire accepter ma démission par M. le Président de la République.

Veuillez agréer, mon cher Président, l'assurance cordiale de mon meilleur dévouement.

Louis Barthou.

Nos lecteurs trouveront aux « Questions du Jour » un article sur la *Garantie d'Intérêts du Midi et de l'Orléans*.

~~ Lundi, 14 courant, la Chambre était saisie d'une interpellation de M. Millerand sur les causes de la démission de M. Barthou, ministre des travaux publics. M. Ch. Dupuy, Président du Conseil, réclamait la discussion immédiate.

Après un discours de M. Millerand, mettant en cause la responsabilité de M. Raynal, Ministre des travaux publics à l'époque où les Conventions de 1883 ont été votées par le Parlement, le député de Paris a proposé à la Chambre l'adoption des deux textes suivants :

« Ordre du jour. — La Chambre, constatant qu'il résulte de la lettre même de l'ancien Ministre des travaux publics que le Gouvernement qui a permis aux Compagnies de soustraire au jugement du Parlement et de porter devant la juridiction administrative une question d'un intérêt si considérable pour les finances publiques n'est plus en état de conduire des négociations sur ce sujet, passe à l'ordre du jour. »

« Projet de résolution. — La Chambre nommera dans ses bureaux une Commission chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation, pour crime commis dans l'exercice de ses fonctions, M. Raynal, ancien Ministre des travaux publics. »

M. Raynal a répondu à M. Millerand et a demandé, lui-même, la nomination de la Commission réclamée par M. Millerand, afin de prouver son innocence.

M. Ch. Dupuy, Président du Conseil, succédant à M. Raynal à la tribune, a eu le grand tort, aux yeux des députés ministériels, de ne pas combattre énergiquement le projet de résolution de M. Millerand, relatif à la nomination d'une Commission d'examen, lequel a été adopté par 253 voix contre 225.

La Chambre a adopté ensuite, par 283 voix contre 231, la priorité sur un ordre du jour de MM. Pourquery de Boisserin, Bazille et Delpeuch, ainsi conçu :

La Chambre, invitant le Gouvernement à défendre énergiquement les droits de l'Etat que l'arrêt du Conseil d'Etat, en tranchant une question d'espèce, n'a pu compromettre, passe à l'ordre du jour.

M. le Président du Conseil a fait la déclaration suivante :

— Je désire faire une simple observation : le Gouvernement ne s'est pas engagé sur la question de priorité... (*Interruptions à l'extrême gauche*) mais il s'engage sur le fond et, si cet ordre du jour est voté, il s'en ira. (Mouvement prolongé.)

L'ordre du jour ci-dessus a été repoussé, après pointage, par 264 voix contre 246, mais, à partir de ce moment, le Ministère était virtuellement renversé.

L'ordre du jour pur et simple proposé par M. Gerville-Réache et repoussé par le Gouvernement, a été rejeté par 266 voix contre 250.

Il ne restait plus à voter que sur un ordre du jour de M. Trélat, accepté par le Gouvernement et ainsi conçu :

La Chambre, respectueuse du principe de la séparation des pouvoirs, passe à l'ordre du jour.

Mais M. Camille Krantz a déposé l'ordre du jour suivant :

La Chambre, réservant les droits de l'Etat, passe à l'ordre du jour.

M. Jumel a déclaré qu'il voterait contre l'ordre du jour accepté par le Gouvernement.

La Chambre n'ayant pas accordé la priorité à l'ordre du jour de M. Trélat, qui n'a réuni que 241 voix contre 263, Le Président du Conseil est monté à la tribune et a fait la déclaration suivante :

— Après la proclamation de ce scrutin, la Chambre comprendra que le Gouvernement ne puisse pas continuer à prendre part à ses délibérations.

Les ministres ont quitté la salle des séances. L'ordre du jour de M. Krantz a été voté à l'unanimité de 329 votants.

~~ Le ministère Charles Dupuy succéda au ministère Casimir-Perier le 31 mars 1894. Il fut nouvellement investi le 2 juillet de la même année. Il a duré tout près de dix mois.

~~ Mardi, 15 janvier, la crise ministérielle s'est transformée en crise présidentielle. La note officieuse suivante était communiquée aux journaux dans la soirée :

M. le Président de la République a pris la résolution de résigner ses fonctions.

La séance et le vote d'hier ne sont à ses yeux qu'un incident secondaire. Une lutte est engagée contre le régime parlementaire et contre les libertés publiques. Il avait espéré que la présidence de la République, dépourvue de moyens d'action, demeurerait hors des atteintes des partis, que la confiance politique de tous les républicains lui donneraient force et autorité ; il avait espéré que ceux qui l'avaient, malgré lui, placé dans un poste où il ne peut se défendre lui-même, prendraient la défense de la première magistrature de l'Etat. Il a prié les ministres de reprendre provisoirement leur démission pour assurer la transmission des pouvoirs.

M. Charles Dupuy, Président du Conseil, a fait connaitre la détermination du Président de la République au Président du Sénat et au Président de la Chambre, qui vont convoquer le Parlement d'urgence.

Dans la journée, M. Casimir-Perier avait reçu, à titre individuel, plusieurs membres du Cabinet démissionnaire. Dans l'après-midi, il avait reçu M. Challemel-Lacour, président du Sénat. L'entretien avait duré de 1 heure 30 à 3 heures.

〰 Le 16 janvier, le *Journal Officiel* a publié la note suivante :

M. le Président de la République a pris la résolution de résigner ses fonctions. Il a prié les Ministres de reprendre provisoirement leur démission pour assurer la transmission des pouvoirs.

Suivait la convocation du Sénat et de la Chambre des députés pour mercredi à trois heures.

〰 Le 17, M. Challemel-Lacour, président du Sénat et M. Henri Brisson, président de la Chambre, ont donné lecture du message présidentiel. Voici ce document :

Paris, le 15 janvier 1895.

Messieurs les sénateurs,
Messieurs les députés,

Je ne me suis jamais dissimulé les difficultés de la tâche que l'Assemblée nationale m'a imposée. Je les avais prévues.

Si on ne refuse pas un poste au moment du danger, on ne conserve une dignité qu'avec la conviction de servir son pays.

La présidence de la République, dépourvue de moyens d'action et de contrôle (rumeurs à gauche), ne peut puiser que dans la confiance de la nation la force morale sans laquelle elle n'est rien. Ce n'est ni du bon sens, ni de la justice de la France que je doute; mais on a réussi à égarer l'opinion publique : plus de vingt années de luttes pour la même cause, plus de vingt années d'attachement à la République, de dévouement à la démocratie n'ont suffi ni à convaincre tous les républicains de la sincérité et de l'ardeur de ma foi politique, ni à désabuser des adversaires qui croient ou affectent de croire que je me ferai l'instrument de leurs passions et de leurs espérances.

Depuis six mois se poursuit une campagne de diffamation et d'injures contre l'armée, la magistrature, le Parlement (bruit), le chef irresponsable de l'Etat, et cette liberté de souffler les haines sociales continue à être appelée la liberté de penser. Le respect et l'ambition que j'ai pour mon pays ne me permettent pas d'admettre qu'on puisse insulter, chaque jour, les meilleurs serviteurs de la patrie et celui qui la représente aux yeux de l'étranger.

Je ne me résigne pas à comparer le poids des responsabilités morales qui pèsent sur moi et l'impuissance à laquelle je suis condamné. Peut-être me comprendra-t-on si j'affirme que les fictions constitutionnelles ne peuvent faire taire les exigences de la conscience politique ; peut-être, en me démettant de mes fonctions, aurai-je tracé leur devoir à ceux qui ont le souci de la dignité du pouvoir et du bon renom de la France dans le monde. (Exclamations à gauche.)

Invariablement fidèle à moi-même, je demeure convaincu que les réformes ne se feront qu'avec le concours actif d'un Gouvernement résolu à assurer le respect des lois, à se faire obéir de ses subordonnés et à les grouper tous dans une action commune.

J'ai foi, malgré les tristesses de l'heure présente, dans un avenir de progrès et de justice sociale.

Je dépose sur le bureau du Sénat et de la Chambre des députés ma démission des fonctions de Président de la République française.

Signé : CASIMIR-PERIER.

MM. les Présidents des deux Chambres ont fait connaître à nouveau les termes de la Constitution. Les voici :

La loi constitutionnelle du 25 février 1875 porte, article 7 :

« En cas de vacance par décès ou pour toute autre cause, les deux Chambres réunies procèdent immédiatement à l'élection d'un nouveau Président.

« Dans l'intervalle, le Conseil des ministres est investi du pouvoir exécutif. »

Et la loi du 16 juillet 1873, art. 3, § 3, ajoute :

« En cas de décès ou de démission du Président de la République, les deux Chambres se réunissent immédiatement et de plein droit. »

En exécution de ces prescriptions constitutionnelles, la Chambre des députés se réunira à Versailles, conformément à l'article 3 de la loi du 22 juillet 1879, pour former, avec le Sénat, l'Assemblée nationale qui doit procéder à l'élection d'un nouveau président de la République.

Puis, à la Chambre, M. Henri Brisson a lu la lettre qui lui était adressée par le Président du Sénat :

Paris, le 16 janvier 1895.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'Assemblée nationale se réunira le jeudi 17 janvier, à une heure, à Versailles, pour procéder à l'élection du Président de la République. Je vous prie de vouloir bien en informer MM. les députés.

Veuillez agréer, monsieur le Président, etc.

Le Président de l'Assemblée nationale,
Signé : CHALLEMEL-LACOUR. »

Les groupes parlementaires se sont réunis dans l'après-midi. La note suivante a été communiquée aux journaux :

Les membres des bureaux des gauches de la Chambre des députés et du Sénat se sont réunis pour examiner si l'accord était possible sur le nom d'un candidat unique pour l'élection à la présidence de la République. Cet accord n'a pu s'établir définitivement et deux candidatures semblent devoir rester en présence : celles de MM. Brisson et Félix Faure.

M. Waldeck-Rousseau, qui avait décliné tout d'abord les offres qui lui avaient été faites, avait accepté finalement une candidature.

〰 Le Congrès du 17 janvier 1895, réuni en Assemblée nationale, à Versailles, a désigné le successeur de M. Casimir-Perier.

M. Challemel-Lacour, président de l'Assemblée nationale, a ouvert la séance à une heure dix et donné lecture des articles de la Constitution.

M. de Baudry d'Asson, député de la droite, a demandé la suppression de la Présidence de la République; M. Michelin, ancien député boulangiste, a demandé la convocation d'une Assemblée constituante. MM. Toussaint et Fabérot, députés socialistes, ont prononcé quelques mots violents, puis le scrutin s'est ouvert. Il était clos à trois heures trente. Le Président a proclamé les résultats suivants :

Nombres de votants	793
Bulletins blancs	6
Suffrages exprimés	787
Majorité absolue	395

MM. Brisson	338 voix
Félix Faure	244 —
Waldeck-Rousseau	181 —
Divers	21 —

La communication suivante a été affichée dans la salle :

Je remercie mes collègues du Sénat et de la Chambre des députés qui ont voté pour moi, et je les prie de reporter leurs suffrages sur M. Félix Faure.

Signé : WALDECK-ROUSSEAU.

Le second tour de scrutin s'est terminé à 6 h. 30. La séance a été reprise à 7 heures. Le président a proclamé les résultats suivants :

Nombre de votants	801
Bulletins blancs	1
Suffrages exprimés	800
Majorité absolue	401

M. Félix Faure	430 voix
M. Henri Brisson	361 —
Voix diverses	9 —

Le Président. — M. Félix Faure, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, est proclamé président de la

République pour sept ans. Conformément à l'article 7 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875, le Conseil des Ministres fera part à M. Félix Faure de la décision de l'Assemblée nationale.

Après une discussion assez courte, mais très animée, sur le procès-verbal, lu par M. Barrière, et à laquelle ont pris part MM. de Baudry d'Asson, Chauvière, Baudin, Viviani et le Président du Congrès ; après le dépôt, par M. Toussaint, d'une proposition tendant à reviser les lois constitutionnelles, après une dernière intervention de M. Michelin, le procès-verbal a été adopté et la séance levée à 7 heures 35.

〰 Après la proclamation du scrutin, M. Félix Faure s'est rendu dans le salon Marengo, affecté au Président de la République, et a reçu un certain nombre de ses amis politiques qui étaient venus le féliciter.

La transmission des pouvoirs a eu lieu ensuite et M. Charles Dupuy, président du Conseil, en accomplissant cette formalité, a adressé au nouveau Président l'allocution suivante :

Monsieur le Président de la République,

Le Conseil des Ministres a l'honneur de vous remettre les droits, prérogatives et charges du pouvoir exécutif dont la Constitution lui avait confié l'intérim.

Vos collègues d'hier se sentent honorés que l'Assemblée nationale ait choisi dans leurs rangs le premier magistrat de la République.

Connaissant votre loyauté et votre caractère, ils sont assurés que les intérêts de la République sont entre de bonnes mains.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, nos vœux pour votre personne, pour le succès de votre magistrature et la durée normale de vos fonctions.

M. Félix Faure a très cordialement remercié le Président du Conseil, puis s'adressant aux sénateurs et aux députés qui étaient venus le féliciter, il a dit :

Je suis ému, au delà de toute expression, du grand honneur que l'Assemblée nationale vient de me faire.

La haute mission dont vous m'avez investi, je ne l'ai pas recherchée ; j'en accepte néanmoins la charge avec une profonde reconnaissance et avec le sentiment des devoirs qu'elle m'impose. Vous me connaissez, vous ne doutez pas que je n'apporte à l'accomplissement de ma lourde tâche toute mon énergie et tout mon dévouement.

Je cesse dès à présent d'appartenir à un parti pour devenir l'arbitre entre tous. C'est dans cet esprit que je fais appel, sans distinction d'opinions républicaines, au concours de tous les représentants de la nation.

Nous nous rencontrerons toujours dans un effort commun qu'inspireront l'amour de la patrie, le dévouement à la République, le souci de la justice et la préoccupation du sort de tous nos concitoyens, surtout des petits et des humbles.

Dans la soirée, le Président du Conseil et les Ministres, qui avaient repris provisoirement leurs fonctions pour assurer la transmission des pouvoirs, ont remis leur démission au Président de la République qui l'a acceptée.

Les Ministres démissionnaires continueront à expédier les affaires courantes jusqu'à la nomination de leurs successeurs.

〰 Rappelons que M. Casimir-Perier est le quatrième président de la République française qui résigne ses fonctions : le premier fut M. Thiers ; le second, le maréchal de Mac-Mahon, et le troisième, M. Jules Grévy.

M. Thiers fut renversé le 24 mai 1873 à la suite d'une interpellation de M. le duc de Broglie « sur la nécessité de faire prévaloir une politique résolument conservatrice ».

M. Thiers était mis en minorité par 16 voix.

Le maréchal de Mac-Mahon, après avoir dissous la Chambre, qui revint en majorité et qui comptait les 363, démissionna le 28 janvier 1879.

Le jour même, à huit heures, M. Jules Grévy était élu.

Après réélection, M. Grévy donnait sa démission à la suite des scandales que personne n'a oubliés.

Le 3 décembre 1887, Sadi-Carnot était élu.

Il était dans la dernière année de sa législature quand il fut assassiné.

M. Casimir-Perier avait été élu président de la République le 27 juin 1894 par 451 voix contre 195 à M. Brisson, 91 à M. Charles Dupuy, 53 au général Février et 27 à M. Emmanuel Arago.

Il a donc occupé la situation de chef de l'Etat pendant six mois et dix-huit jours.

〰 M. Félix Faure, le sixième Président de la République, est né à Paris le 30 janvier 1841. Après un séjour en Touraine, M. Félix Faure vint au Havre, où il fonda une maison de commerce. Chef de bataillon de la garde mobile en 1870, il fut décoré de la Légion d'honneur. Il était adjoint au maire quand il fut révoqué en 1876, pendant la période de l'Ordre moral. Elu député le 21 août 1881, il a toujours été réélu depuis cette époque. Gambetta le nomma sous-secrétaire d'Etat au Commerce et aux Colonies ; M. Jules Ferry lui confia de nouveau ce poste ; puis ce fut M. Tirard. Sous ce dernier ministère, en 1888, M. Félix Faure donna sa démission en raison d'un vote de la Chambre qui rejetait, par un nombre de voix égal, un crédit de 20 millions représentant la subvention annuelle servie au Tonkin.

M. Félix Faure s'est surtout consacré à l'étude des questions coloniales et maritimes. Il était vice-président de la Chambre quand il accepta le portefeuille de la marine dans le cabinet Dupuy.

〰 Le *Journal Officiel* a publié hier matin, en tête de sa partie officielle, la note suivante :

Le Sénat et la Chambre des députés se sont réunis aujourd'hui, à une heure, à Versailles, en Assemblée nationale, à l'effet de procéder à l'élection du Président de la République, en remplacement de M. Casimir-Perier, démissionnaire.

M. Félix Faure a été élu Président de la République par 430 voix sur 800 suffrages exprimés.

Marché financier — Ce n'est pas par les cours inscrits, depuis huit jours, à la *Cote Officielle* de la Bourse de Paris, que l'on a pu se faire une idée des graves événements qui se sont produits cette semaine. Pour le monde des affaires, crise ministérielle et crise présidentielle ont, en effet, et pour ainsi dire, passé inaperçues. Plus nous allons donc, et plus le capitaliste, grand ou petit, se persuade que les difficultés intérieures reçoivent, toujours, une solution favorable. Il y a là une constatation agréable à faire et qui doit encourager et notre activité et notre initiative. Naturellement, ce qui vient de se passer a été peu goûté des amateurs de mouvements violents, de ceux qui sont toujours préparés à profiter du moindre incident pour fausser la situation de place. Mais si ceux-là regrettent d'avoir perdu, cette fois, une belle occasion de se livrer à leurs opérations habituelles, par contre, la masse témoigne d'une satisfaction non équivoque.

La Bourse n'ayant pas eu à subir une réaction violente aussitôt après l'annonce de la démission de M. Casimir-Perier, n'avait pas à se relever considérablement, en apprenant la nomination du nouveau Président. Du reste, et avant même que le Congrès se fût définitivement prononcé, l'avènement du nouveau Président avait été escompté, en ce sens que l'on s'était empressé de regagner, et sans effort, le peu de terrain perdu à la première minute de la crise présidentielle. Enfin il faut bien convenir que l'on est toujours à attendre la discussion des lois de finances, et que cette attente rend un peu timide. Quoiqu'il en soit, et en résumé, notre place a témoigné une fois de plus de sa puissance, et si, au dernier moment, tous les cours sont en réaction sur ceux de la semaine précédente, c'est par suite de circonstances spéciales. Dans la dernière heure de la Bourse d'hier, des dépêches sont arrivées de Berlin et de Vienne, signalant une réaction assez sensible sur des bruits répandus d'un soulèvement en Grèce, soulèvement qui, ajoutait-on, aurait entraîné le départ du Roi. Rien n'est venu encore confirmer ces bruits, mais comme il existe ici du trop-plein, quelques réalisations ont fait fléchir tout l'ensemble de la cote.

La liquidation de quinzaine s'est passée tranquil-

lement. Cependant l'argent n'a pas été aussi abondant qu'on l'espérait. Il s'est tenu, en général, entre 4 et 4 1/4 0/0 l'an. Cela provient surtout de ce fait que beaucoup de capitaux ont encore, ces jours derniers, passé le détroit pour la liquidation de quinzaine de Londres, qui a eu lieu le 16 courant.

★ ★ Tous les incidents de politique intérieure que l'on connaît n'ont que peu atteint notre *Rente 3 0/0 perpétuelle*. De 102 30, elle a fléchi un instant à 101 70, pour se relever, même avant le vote du Congrès, à 102 20. Il est vrai que l'on a avancé qu'un de nos grands Etablissements de crédit avait alors fortement soutenu le marché. Nous ne croyons pas qu'il ait eu à tenter de grands efforts pour réussir, l'attitude de la spéculation n'ayant pas cessé d'être bonne. Après l'élection de M. Félix Faure, notre grand fonds national a touché 102 30, cours qu'il n'a pu conserver en présence de la tenue des marchés étrangers, tenue signalée plus haut. Il a donc rétrogradé jusqu'à 102 05 pour rester ainsi. Ce petit mouvement en arrière a donné naissance à quelques commentaires. On a reparlé du déficit budgétaire pour 1894, et de la possibilité d'un grand Emprunt de liquidation. Mais, en général, on est disposé à accorder crédit au nouveau Ministère qui va venir. *Primes fin janvier* : *Ecarts* 0,25 c. dont 0,25 centimes ; 0,42 1/2 c. dont 0,10 centimes. *Ecarts* fin février : 0,70 centimes dont 0,50 centimes ; 1 fr. dont 0,25 centimes.

La *Rente 3 1/2 0/0* est à 108 17 1/2, en réaction de 12 1/2 centimes sur la clôture du 11 janvier. *Rente 3 0/0 Amortissable* 101 contre 101 25 il y a huit jours.

★★ Les actions de la *Banque de France* ont passé de 3.810 à 3.860, pour revenir à 3.725 et clôturer enfin à 3.800. Les bénéfices nets des escomptes et intérêts divers des quatre premières semaines du premier semestre de l'exercice en cours, s'élèvent à 1.182.349 fr., contre 1.853.818 fr. en 1894, 1.743.328 fr. en 1893, 2.531.525 fr. en 1892, 4.135.705 fr. en 1891 et 2.805.380 francs en 1890.

★ ★ Les actions du *Crédit Foncier de France*, que nous laissions à 908 75, restent à 900 francs, en concordance avec le reste de la Cote. Dans sa séance hebdomadaire du 16 courant, le Conseil d'administration du *Crédit Foncier* a autorisé pour 2.713.071 francs de nouveaux prêts, dont 1.573.400 fr. en prêts fonciers et 1.139.671 fr. en prêts communaux.

Le marché des *Obligations Foncières et Communales* est toujours animé et toujours aussi ferme. Les *Obligations Foncières 1877* sont en avance de 2 francs à 405 francs, pendant que les *Obligations Communales 1880* conservent leur cours antérieur de 503 50; *Foncières 1883* 458 50, en bénéfice de 3 fr. 50; *Foncières 1885* 504 fr. contre 503 50; *Cinquièmes* 101, en progrès de 25 centimes; *Obligations Communales 1879 non estampillées* sans changement à 503 fr., *estampillées* 495 fr. On signale, sur ces titres, des achats pour le compte d'anciens porteurs qui, après avoir demandé le remboursement, rentrent dans la valeur n'ayant pu obtenir un autre remploi équivalent; *Communales 1891 libérées* 400 75, en avance de 1 franc; *Obligations 1892 libérées* sans variations, mais toujours aussi fermes à 503 fr.

★ ★ En fin de semaine, les titres de quelques-unes d'entre nos grandes Sociétés de crédit sont plus lourds. Cependant la note générale est bonne. La *Banque de Paris et des Pays-Bas* revient de 742 fr. 50 à 730 fr. Au sujet de cet Etablissement, nous nous reportons à ce que nous disons plus loin sur les *Fonds Roumains*. *Crédit Lyonnais* 820, contre 833 75. Cette Société a constitué une nouvelle Banque, dénommée *Crédit Franco-Portugais*, au capital de 5 millions de francs, divisé en 10.000 actions de 500 fr. Cette Institution est destinée à s'occuper des affaires portugaises, et elle prendrait la clientèle et les affaires de la succursale du *Crédit Lyonnais* à Lisbonne, succursale qui arriverait à être alors supprimée. Dans le Conseil d'administration de la nouvelle Société, nous voyons M. Ed. Kleinmann, administrateur du *Crédit Lyonnais*, et MM. Ed. de Bondeli et A. Cellerier, sous-directeur et directeur des agences étrangères de cet Etablissement. *Comptoir National d'Escompte* 575 fr., en progrès de 2 fr. 50.

La *Banque Internationale* cote 515, gagnant 2 fr. 50, après même avoir fait 525 au plus haut. On avance que cette Institution s'intéresserait, d'accord avec une Société anglaise, à la création d'une Banque dont le capital s'élèverait à 10 millions de francs, et qui s'occuperait spécialement des mines d'or. *Crédit Industriel et Commercial* 550 fr. toujours ferme. *Société Générale* 475 fr., contre 473 50 il y a huit jours. Son bilan au 31 décembre 1894 atteste, sur celui au 30 novembre, une augmentation d'affaires de 17 millions de francs qui porte, principalement, sur les *Comptes à l'Etranger et divers*. Quant aux bénéfices réalisés à la même date, ils atteignent 3.651.757 fr. 50, frais généraux déduits, contre 3.655.906 fr. 55 pour l'année 1893. *Banque Parisienne* en perte de 15 fr., à 385 fr. *Banque de l'Algérie* 769 50 en bénéfice de 9 50; *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* plus faible à 592 50, contre 605, sur les nouvelles reçues de Vienne, et auxquelles nous avons fait allusion plus haut. On avait prétendu qu'il était question, à Sofia, d'un nouvel Emprunt à faire à cet Etablissement. La nouvelle est inexacte.

Groupe de la *Société des Immeubles* mou. L'action recule de 36 fr. à 27 50; *Obligations Foncières* remboursables à 1.000 fr., 170 sans changement; *Obligations 4 0/0* 195, contre 200 fr.; *Obligations libérées de 350 francs*, 255.

★ ★ Le Conseil d'Etat a, samedi dernier, rendu son arrêt au sujet de l'interprétation à donner aux Conventions conclues, en 1883, entre l'Etat et les *Compagnies de Chemins de fer du Midi* et de l'*Orléans*. Nous reproduisons cet arrêt plus loin, dans un article spécial, auquel nous renvoyons nos lecteurs.

Cette solution a profité à tous les titres de nos grandes Compagnies, mais surtout au *Midi* et à l'*Orléans*, qui ont passé de 1.207 50 à 1.355 et de 1.515 à 1.640. Des réalisations de bénéfices et la lourdeur générale du marché les font respectivement revenir à 1.300 fr. et à 1.577 50; néanmoins, le bénéfice pour la semaine est encore de 92 fr. 50 pour le *Midi* et de 62 fr. 50 pour l'*Orléans*. *Lyon*, 1.430 contre 1.418 75; *Nord*, 1.797 50, en avance de 7 fr. 50; *Ouest*, 1.105 contre 1.095; *Est*, sans changement à 959 fr.

L'action *Sud de la France* est revenue de 245 à 238 75; obligations 3 0/0 fermes à 407 50, ne perdant que 50 centimes sur la clôture du 11 janvier.

★ ★ Les actions de la *Compagnie de Suez* ont fléchi de 3.090 à 3.080. L'honorable président de la Compagnie, M. Jules Guichard, s'est embarqué, le 12 courant, à Marseille, se rendant en Egypte. En ce qui regarde les recettes, rien de particulier à signaler, si ce n'est que les cours des frets sont meilleurs un peu partout. Il semble donc qu'il y ait à signaler une reprise dans les échanges commerciaux. *Compagnie Parisienne du Gaz*, 1.080, en progrès de 13 fr. 75, après 1.082 50 au plus haut. On paraît croire, pour l'exercice écoulé, à un dividende de 60 fr., ce qui permettrait aux actionnaires de pratiquer un amortissement sérieux sur leurs titres.

La *Compagnie Générale Transatlantique* a passé de 335 fr. à 340; *Messageries Maritimes* 595 fr., gagnant 5 fr.; *Chargeurs Réunis* 1.225 contre 1.220.

Les *Nitrate Railway Company* ont reculé de 481 25 à 467 50, conservant pourtant encore une partie de l'avance conquise la semaine précédente; *Lautaro Nitrate* 213 75 contre 220; *Rio-Tinto* 375 contre 376 fr. 25, mais sans affaires.

Les actions de la *Société Française des Métaux* sont à 275 fr., en recul de 5 fr. La nouvelle Direction semble s'occuper activement de pratiquer de sérieuses économies sur les *frais généraux* et sur la fabrication dans les usines.

Lots du Congo 93 fr. 25; *Omnibus* en perte de 20 fr. à 1.090.

Le groupe *Corinthe* fléchit de nouveau ; l'*action* revient de 110 fr. à 105, pendant que l'*obligation 6 0/0*

perd 2 fr. à 175 fr. La Compagnie a fait annoncer que le canal étant complètement déblayé, la navigation a pu être reprise dès samedi dernier pour tous les navires sans exception. Ajoutons que les recettes pour la décade du 3 au 12 janvier ont produit 2.160 drachmes et 242 francs en or, pour 39 bateaux jaugeant 2.591 tonnes. Valeurs *Panama* un peu mieux ; l'action cote 10 fr. 25, contre 10 fr. il y a huit jours ; *Obligations 5 0/0*, en bénéfice de 1 fr. à 22 fr. ; *Obligations 3 0/0*, 15 fr., contre 14 fr. 50 ; *4 0/0*, 15 fr. 25 ; *1re Série*, 25 fr. 75, contre 25 50 ; *2e Série*, 23 fr., en progrès de 0.75 centimes. Par contre, *Bons à Lots*, 118 75, en légère réaction de 1 fr. 25.

★ ★ La fermeté est toujours à signaler sur les *Valeurs Argentines*. L'*Obligation 5 0/0 1886* passe de 328 fr. à 330, gagnant ainsi 2 francs.

★ ★ Les *Fonds Brésiliens* ont conservé presque toute l'avance obtenue la semaine dernière. Le *4 1/2 0/0 1888* se tient à 80 fr., contre 80 fr. 25 ; *4 0/0 1889*, 76 50 au comptant, ne perdant que 20 centimes.

★ ★ La *Rente Extérieure Espagnole*, qui avait progressé de 73 60 à 74 fr. après 73 50, revient, en dernière heure, à 73 55. Le change est moins favorable. Nous reportons nos lecteurs à la lettre de notre correspondant de Madrid, que nous publions plus loin, et qui explique la raison de cette dépréciation.

★ ★ Les avantages que viennent de remporter les Italiens à Kassala contre les Tigrins n'ont pas beaucoup profité à la *Rente Italienne*, que nous laissions à 85 82 1/2. Elle s'est, en effet, portée seulement à 85 90, après avoir fait 85 30 au plus bas. Sur la tendance générale, elle clôture à 85 35, perdant, pour la semaine, 0,47 1/2 centimes. Rien de nouveau n'est à signaler de Rome.

★ ★ Rien de particulier à signaler sur les *Fonds Roumains*, dont le comptant s'occupe assez. Le *5 0/0 Amortissable* est à terme, à 95 90, en bénéfice de 0.15 centimes, pendant que les demandes au *comptant* le font se tenir entre 96 10 et 96 20. *4 0/0 1890*, 85 fr., gagnant 10 centimes; les coupures de 20 francs de Rente sont demandées avec une prime de 0,50 centimes 0/0. On a annoncé, ces jours derniers, que le groupe à la tête duquel se trouve la *Disconto-Gesellschaft* de Berlin avait pris en option les 30 millions de francs qui restaient du dernier *Emprunt Roumain 4 0/0 1894* de 120 millions. On assure que la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, sans faire partie du Syndicat, a néanmoins promis son appui à cette opération.

★ ★ Les *Fonds Russes* sont toujours demandés par les portefeuilles, et conservent presque tous facilement leurs cours précédents, en dépit de la lourdeur générale. Les *Consolidés 1re et 2e séries* gagnent même 50 centimes à 101 50 ; *Orient* 64 70 contre 64 65 ; *Russe 3 0/0 1891 et 1894* 87 65 contre 87 70. Par contre, *Russe 3 1/2 0/0 1894* un peu plus mou à 95 90.

★ ★ La hausse est à signaler cette semaine sur les *Valeurs Ottomanes*, bien qu'elles ne restassent pas aux plus hauts cours faits. Le *Turc C* gagne 45 centimes à 29 55; *Turc D* 26 35, en avance de 0,30 centimes; *Douanes*, 503, ex-coupon dû le 13 janvier, contre 517 francs 70 vendredi dernier; *Obligations Ottomanes 1894* 446 25, en plus-value de 0,75 centimes. Quelques réalisations font revenir les actions de la *Banque Impériale Ottomane* de 681 25 à 677 50; au sujet de cet Etablissement, nous renvoyons nos lecteurs à l'article spécial que nous lui consacrons plus loin.

Ajoutons que l'on a signalé la présence à Paris, en ce moment, de sir Edgar Vincent, dont l'arrivée se rapporterait, dit-on, à la présentation aux Comités de Paris et de Londres de la *Banque Ottomane*, de deux projets qui toucheront les intérêts vitaux de la Turquie et de l'exécution desquels cette institution pourrait retirer de sérieux profits. *Obligations 4 0/0 de la Société Ottomane Smyrne-Cassaba* très demandées à 448 fr. 25 en excellente tendance.

★ ★ Les demandes de l'épargne ont porté l'*Obligation Salonique-Constantinople* à 328 fr., en bénéfice de 3 francs sur vendredi dernier. Nous attirons de nouveau l'attention de nos lecteurs sur ce titre, que la hausse récente sur les autres *Valeurs Ottomanes* doit porter à des cours beaucoup plus élevés. Nous nous réservons de revenir prochainement, dans une étude spéciale, sur la situation de cette entreprise, au point de vue de l'avancement de ses travaux.

QUESTIONS DU JOUR

LE NOUVEAU PRÉSIDENT

DE LA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Jamais crise présidentielle ne fut plus imprévue ni plus inexplicable, car — s'il faut en croire l'extraordinaire lettre de démission ci-dessus reproduite — c'est simplement devant les attaques de trois ou quatre journaux d'opposition que M. Casimir-Perier, Président de la République française, a déserté son poste.

Ce représentant de la noblesse républicaine, ainsi qu'on s'était plu à l'appeler lors de son élévation à la magistrature suprême ; cet ancien Président de la Chambre des députés, cet ancien Président du Conseil, fils de ministre et petit-fils de ministre.... a fini comme un simple bourgeois du Marais.

Il a, sans doute, voulu faire passer sa tranquillité personnelle avant son devoir civique et nous sommes déjà en mesure — nous qui pouvons suivre, au jour le jour, tout ce qui se dit à l'étranger — d'apprécier le mal que sa lettre de démission a fait au bon renom de la France républicaine, et à la valeur de ses institutions politiques.

L'élection de M. Félix Faure à la présidence de la République pourra-t-elle, atténuer d'abord, et supprimer ensuite, cette mauvaise impression ? Nous le croyons fermement.

M. Félix Faure est le fils de ses œuvres dans toute l'acception du mot ; son passé est à donner en exemple et on ne pourra attaquer ni ses ancêtres, ni la fortune de sa famille, ni sa carrière politique, ni aucun de ses actes d'homme d'Etat.

Il a fait son devoir de patriote pendant la guerre et, à peine député, Gambetta — qui se connaissait en hommes — le fit entrer dans son Cabinet de 1881, comme sous-secrétaire d'Etat aux Colonies, en raison des connaissances spéciales, de la droiture de caractère et de l'intelligence pratique qu'il avait reconnues chez lui.

Nous avons donc le droit d'espérer que le Congrès a été bien inspiré en lui confiant le mandat de représenter la France, et qu'il saura

comprendre son devoir en s'entourant de républicains éprouvés et en poursuivant une politique de progrès franchement social.... sans laquelle il ne pourrait avoir le pays avec lui.

Edmond THÉRY.

La Situation Économique et Financière
DES PAYS BALKANIQUES

LA SERBIE [1]

VII

LA DETTE PUBLIQUE SERBE. — Si, aux 159.166.590 francs, en capital nominal, empruntés pour la construction et l'exploitation des chemins de fer serbes, on ajoute les dépenses de travaux publics, exécutés de 1880 à 1893, les dépenses extraordinaires résultant de la guerre de 1885 et les 70 millions, capital nominal, qu'il a fallu emprunter pour combler les déficits des exercices 1887 à 1893, on aura l'origine de la Dette serbe actuelle. En voici la situation au commencement de chacune des huit dernières années :

Situation de la Dette publique Serbe, au 1er Janvier

	Francs		Francs
1887....	238.773.000	1891....	302.500.000
1888....	278.778.000	1892....	299.550.000
1889....	275.700.000	1893....	340.600.000
1890....	305.450.000	1894....	338.600.000

Etat général de la Dette Serbe au 1er janvier 1894
(Milliers de francs)

Désignation des Emprunts	Montant nominal des Emprunts	Montant nominal Taux de prise	Capital produit par le taux des contrats	Terme de l'amortisst	Cap. nomin. dû au 1er janv. 94	Annuit. payées en 93 Intérêts	Annuit. payées en 93 Amortissement	Annuit. payées en 93 Totale
		%						
Lots Serbes 1881.	33.000	81	21.730	1931	31.345	1.354	296	1.650
Obl. Ch. de fer *série* A 5 %......	90.000	71.4	65.260	1931	82.110	1.095	870	1.965
Emp. agraire 5 %	8.103	71.4	6.000	1905	5.915	292	300	592
Bons du Sel 6 %.	6.000	100	6.000	1900	5.080	295	650	955
Emprunt 1884 5 %	10.270	61	21.867	1951	39.485	1.973	106	2.079
Obl. Ch. de fer *série* B 5 %	30.000	71.4	21.420	1936	28.450	1.420	220	1.640
Rentes amortissables 1885 5 %...	40.000	62.5	25.000	1935	38.108	1.902	293	2.195
Uprava Fondara 5 %............	12.000	76	9.120	1921	10.952	546	170	716
Obl. Ch. de fer *série C* 5 %......	12.500	80	10.000	1937	12.020	600	80	680
Emp. de l'Obrt 5 %	30.000	80	24.000	1937	29.045	1.450	190	1.640
Lots Serbes 1888.	10.000	61	6.100	1953	9.808	224	45	269
Empr. Hoskier 5%	26.666	75	20.000	1950	26.350	1.316	90	1.406
— Vouitch 93 5 %	14.000	75	»	1944	14.000	1.548	205	1.753
Totaux..............					362.670	17.014	3.526	20.540

L'Emprunt de 1893 n'est pas complètement réalisé : c'est ce qui explique la différence existant entre le montant du *Capital nominal* restant dù au 1er janvier 1894 de l'État général et le total indiqué dans la *Situation* précédente. Cet Emprunt appartient d'ailleurs à la catégorie de ceux qui vont être convertis et unifiés en *Emprunt 4 0/0 amortissable en 75 années* au maximum.

Nous abordons ici l'un des points les plus intéressants des projets financiers que le Gouvernement serbe actuel se propose de faire ratifier par la prochaine Skoupchtina.

L'examen du tableau ci-dessus établit que la Serbie a toujours contracté ses Emprunts sous la forme d'obligations amortissables et que la Dette publique serbe n'est pas, comme les Dettes publiques de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne ou de l'Italie, une Dette perpétuelle, gagée sur l'unique garantie de la nation.

Chaque Emprunt est amortissable, possède un gage particulier et dispose de ressources que la loi lui a spécialement affectées. Or, l'ensemble de ces ressources figure pour près de 40 millions dans les recettes ordinaires serbes, alors que le service total de la Dette publique (intérêts, amortissements, commission et agio) n'est inscrit au budget de 1894 que par une somme globale de 21.691.529 francs.

Le Portugal, dont la Dette publique extérieure n'était gagée que par la garantie générale de l'Etat, a réduit arbitrairement l'intérêt de cette Dette sous le prétexte que l'impôt public — seul gage de la Dette — ne pouvait plus faire face aux dépenses nouvelles que l'agio sur l'or occasionnait au Trésor ; mais le Gouvernement portugais a respecté l'*Emprunt des Tabacs*, qui avait pour gage spécial le Monopole des Tabacs, parce que les produits de ce gage étaient supérieurs au service dudit Emprunt. La Serbie se trouve exactement dans ce dernier cas pour tous ses Emprunts et, dans l'hypothèse d'une faillite à ses engagements, jadis soulevée par quelques journaux serbes d'opposition, elle commettrait une véritable spoliation en imposant une réduction quelconque à ses créanciers alors que les ressources qu'elle leur a spécialement déléguées dépassent sensiblement le service des Emprunts.

Cette situation particulière de la Serbie à l'égard de ses créanciers extérieurs ne peut être méconnue par aucun homme d'Etat serbe, à quelque parti qu'il appartienne. C'est pourquoi l'hypothèse d'une faillite brutale, dans le genre de celle de Portugal ou de la Grèce, doit être écartée... d'autant plus que la situation économique et financière actuelle de la Serbie ne ressemble en rien à la situation des deux nations sinistrées.

La Dette publique serbe improductive, déduction faite des Emprunts pour les Chemins de fer, n'est que de 214 millions de francs, représentant un service d'intérêt et d'amortissement de 12 millions par année ; la Dette publique serbe totale s'élevait à 362 millions au 1er janvier 1894 : mais, à cette même date, la Dette publique du Portugal atteignait le total de 3.800 millions de francs, dont 1.700 millions de Dette extérieure payable en or.

Au 1er janvier 1893, la Dette publique de la Grèce s'élevait à 730 millions de francs, dont 569 millions payables en or et 161 millions payables en papier. Or, le Portugal n'a qu'une population de 5 millions d'habitants, c'est-à-dire seulement deux fois supérieure à celle de la Serbie ; et la population de la Grèce est inférieure de 5 0/0 à la population serbe.

Enfin, la balance du commerce extérieur serbe se présente, pour les cinq dernières années, avec une moyenne de 8 millions de francs d'excédent en faveur des exportations, alors que la moyenne de balance du commerce extérieur portugais était, avant la faillite, en déficit annuel de 90 millions de francs, et celle de la Grèce de 30 millions environ.

Nous ajouterons enfin que le sol de la Serbie, pris dans son ensemble, est infiniment plus fertile que le sol des deux pays considérés et que sa po-

[1] Voir l'*Economiste Européen* nos 151 à 157.

pulation a la réputation, méritée, d'être économe et prévoyante.

Mais, au point de vue financier proprement dit, la division de la Dette publique serbe en un trop grand nombre de types de Rentes est une cause réelle de faiblesse pour son crédit, car il n'est pas possible de créer un marché un peu actif sur 13 Emprunts différents, d'un capital moyen de 28 millions de francs environ. Le public n'aime pas beaucoup à s'engager sur des titres dont il ne peut ensuite se défaire qu'avec certaine difficulté, même lorsqu'ils sont solidement gagés ; il préfère, avec raison, un rendement un peu inférieur et conserver la possibilité de réaliser ses valeurs au moment nécessaire. Donc, l'idée de fusionner dans un *Emprunt unifié* quatre ou cinq des Emprunts constituant la Dette publique serbe ne peut que favoriser le relèvement du crédit de la Serbie.

D'autre part, quelques-uns de ces Emprunts ont été conclus pour des périodes très courtes et comportent, par suite, des charges d'amortissement exagérées pour un pays dont les Budgets se soldent en déficit. Ces emprunts — jouissant d'ailleurs d'excellents gages — sont restés entre les mains des Banques qui les ont consentis, parce qu'ils étaient de trop faible importance pour supporter les frais d'une émission publique et pour bénéficier d'un marché suivi ; leur durée peut donc être facilement modifiée, puisque leurs titres, n'étant pas en circulation, le Gouvernement serbe, en ce qui les concerne, n'a devant lui que le Consortium des Banques créancières.

C'est en partant de ce double principe que M. Voukachine Pétrovitch, Ministre des finances de la Serbie et représentant le Gouvernement serbe, a signé, à Paris, le 26 décembre dernier, avec un Consortium comprenant : la *Banque Ottomane*, un Syndicat des Banques suisses, la *Laenderbank* de Vienne et la *Berliner Handels Gesellschaft*, un contrat de conversion et d'unification des quatre Emprunts serbes suivants : *Emprunt Agraire 5 0/0*, *Emprunt du Sel 6 0/0*, *Emprunt Hypothécaire des Chemins de fer Série C*, *5 0/0* et l'*Emprunt de 44 millions Vouitch 5 0/0*, non encore réalisé.

Ces quatre Emprunts seront, en principe, remboursés par la Serbie au taux réel des contrats primitifs et les Banques recevront, en retour de l'*Unifié Serbe 4 0/0* au taux de 70 0/0, amortissable en 75 années et auquel seront délégués les revenus reconnus suffisants de quatre Monopoles : Sel, Pétrole, Papier à cigarettes et Allumettes.

Une caisse spéciale dite : *Caisse spéciale de l'Emprunt serbe unifié 4 0/0*, fonctionnera à Belgrade pour assurer les rentrées affectées à cet Emprunt, sous le contrôle de quatre délégués dont deux seraient désignés par le Gouvernement serbe et deux par les créanciers.

Voyons, de suite, les conséquences pour le Trésor serbe de cette première opération d'Unification et de Conversion d'une partie de sa Dette publique (1).

(1) Les calculs qui vont suivre sont, en quelque sorte, les calculs théoriques de l'opération : Dans la pratique, les chiffres du contrat du 26 décembre différeront un peu des nôtres, car ils doivent s'appliquer au capital restant à rembourser au 1er janvier 1895.

Les quatre Emprunts convertis se présentaient ainsi :

Désignation des Emprunts	Capital nominal restant dû au 1er janv. 94	Taux des Emprunts	Service de l'annuité		
			Intérêts	Amortist	Total
	Francs	%	Francs	Francs	Francs
Emprunts :					
Agraire 5 %	5.915.500	71.40	292.062	300.500	592.562
Sel 6 %...	5.080.000	100	295.050	660.000	955.050
Obl. Ch. de fer 5% sie C	12.020.000	80	600.000	80.000	680.000
Empr. 1893.	44.000.000	75	2.200.000	209.065	2.409.065
Totaux...	67.015.500		3.387.112	1.249.565	4.635.677

Nous considérons l'*Emprunt 1893* comme complètement réalisé aux conditions du contrat Vouitch et, tous les calculs qui vont suivre, s'appliquent aux trois autres Emprunts, tels qu'ils existaient dans l'état général de la Dette publique Serbe à la date du 1er janvier 1894 avec service des annuités pour l'année 1893.

En remboursant les 67.015.500 francs restant dus au 1er janvier 1894 au taux des contrats primitifs, on se trouve en présence de la somme effective suivante :

		Francs
Emprunt Agraire :	$\frac{5.915.500 \times 71.40}{100}$ =	4.223.667
Emprunt du Sel :	$\frac{5.080.000 \times 100}{100}$ =	5.080.000
Oblig. série C (2) :	$\frac{12.020.000 \times 80}{100}$ =	9.616.000
Emprunt 1893 :	$\frac{44.000.000 \times 75}{100}$ =	33.000.000
	Total.........	51.919.667

Ces 51.919.667 francs sont transformés en un *Emprunt Unifié 4 0/0*, amortissable en 75 années, et donné au Consortium des Banques au taux de 70 0/0. Ce capital effectif nécessitera donc la création d'un capital nominal de :

$$\frac{51.919.667 \times 100}{70} = 74.170.953 \text{ fr.}$$

Et celui-ci exigera pour son service annuel d'intérêt à 4 0/0 et d'amortissement en 75 ans :

		Francs
Intérêts...	74.170.953 × 0 f. 04 =	2.966.838
Amortissement....	74.170.953 × 0 f. 002229 =	165.327
	Annuité totale.........	3.132.165

En d'autres termes, la Conversion et l'Unification, dont nous venons d'exposer le mécanisme, apporteront au Trésor serbe, pour la portion de la Dette publique serbe à laquelle elles s'appliquent, une économie annuelle de 420.274 fr. *d'intérêts* et de 1.084.238 fr. *d'amortissement*, soit, au total, 1.504.512 fr.

Mais l'économie de la double opération sera un peu plus importante pour le Trésor serbe, parce

(2) Les conditions du Contrat du 26 décembre 1891 sont même plus avantageuses pour le Trésor Serbe, car les *Obligations Série C* ne doivent être, aux termes de ce Contrat, que remboursées au taux 74,75 0/0 et non à 80 0/0, taux du Contrat primitif de l'Emprunt.

que le contrat de Conversion et d'Unification, signé le 26 décembre 1894, prévoit également la consolidation d'une partie de la Dette flottante serbe (environ 16 millions effectifs), ce qui élèvera le capital nominal de l'*Emprunt Unifié Serbe 4 0/0 or* à 97 ou 98 millions de francs.

Ces 16 millions effectifs, empruntés aux conditions du contrat Vouitch (*Emprunt 1893 5 0/0*, contracté à 75 0/0 et amortissable en 50 années), auraient coûté au Trésor serbe 1.066.650 fr. d'intérêts annuels et 101.900 fr. d'amortissement : soit une annuité totale de 1.168.550 fr., tandis qu'aux conditions générales de l'*Emprunt Unifié 4 0/0*, ci-dessus spécifiées, il ne représentera qu'un service annuel de 914.280 francs d'*intérêts* et de 50.970 fr. d'*amortissement :* soit une économie annuelle de 203.300 fr.

Tous les détails de l'opération, et toutes les garanties qu'elle comporte à l'égard des créanciers, doivent être ratifiés par la Skoupchtina serbe, soit en ce qui touche les ressources expressément affectées à l'*Emprunt Unifié 4 0/0*, soit en ce qui concerne le fonctionnement de sa Caisse spéciale. Et l'opération ne deviendra réalisable, dans les conditions déterminées par le contrat du 26 décembre 1894, que lorsqu'elle aura reçu une sanction définitive de la prochaine législature serbe.

L'opération sera certainement ratifiée, car, indépendamment des 1.708.000 francs d'économies qu'elle procurera au Trésor serbe, elle pourra être le point de départ d'une série d'opérations de même nature : l'*Emprunt Unifié Serbe 4 0/0* devenant l'Emprunt étalon sur lequel les autres Emprunts serbes se convertiront successivement quand le taux du crédit de la Serbie le permettra.

VIII

La Situation monétaire. — La puissance réelle de conversion en or du numéraire national, perçu sous la forme d'impôts publics, est certainement l'une des questions les plus importantes à étudier lorsqu'il s'agit — comme c'est le cas de la Serbie — d'un pays dont la presque totalité de la Dette est contractée *payable en or à l'étranger*.

Il ne suffit plus, en effet, à l'époque d'incertitude monétaire dans laquelle nous vivons, que le Budget de l'Etat se présente en parfait équilibre, que les recettes soient même en excédent appréciable, pour que le service de la Dette extérieure soit à l'abri de tout aléa. Il faut, et *surtout*, que la monnaie nationale, dite monnaie de signe, c'est-à-dire monnaie d'argent ou de papier, puisse être facilement convertie, et sans emprunt nouveau, en monnaie effective d'or, si l'Etat s'est engagé à payer les arrérages et les amortissements de sa Dette sous cette forme.

C'est cette facilité, plus ou moins grande, de trouver de l'or sans nouvel emprunt, que nous désignons, pour les pays où l'or fait prime, sous le nom de « *Puissance réelle de conversion en or de la monnaie nationale de signe.* »

On croit généralement que cette puissance de conversion est indiquée par l'agio de l'or lui-même, ou par les positions des changes extérieurs des pays considérés. C'est en s'appuyant sur ces signes apparents que raisonnent presque tous les économistes traitant des questions monétaires : mais un seul exemple nous suffira pour montrer les erreurs de fait auxquelles cette méthode peut conduire.

Le Portugal, jusqu'au jour de la crise qui l'a acculé à la faillite, avait des changes extérieurs favorables ; sa circulation monétaire, très abondante, se composait en presque totalité de souverains d'or anglais. Cependant, le commerce extérieur portugais se soldait par un déficit moyen de 90 millions de francs et, chaque année, le Trésor devait trouver 55 à 58 millions pour le service de sa Dette extérieure.

Comment, avec une telle situation, le Portugal pouvait-il avoir des changes extérieurs au pair ? Nous l'avons appris lorsque M. Diaz Ferreira a fait, vers la fin de 1892, l'historique des finances portugaises en remontant à vingt années en arrière.

Les Budgets portugais — toujours équilibrés en apparence — s'étaient soldés par des déficits annuels variant entre 40 et 50 millions de francs... Mais la Maison Baring, et d'autres banquiers étrangers, avaient régulièrement mis à la disposition du Portugal la plus grosse partie des sommes nécessaires au service de sa Dette extérieure. Ces Emprunts permanents à l'étranger et les remises d'or que les Portugais du Brésil effectuaient sur Lisbonne — remises d'autant plus explicables que ces Portugais employaient volontiers leurs disponibilités en Bons du Trésor portugais rapportant 6 0/0 net, et que l'or ne faisait point prime au Portugal où il constituait la circulation ordinaire du pays — suffisaient amplement pour maintenir les changes au pair.

Mais la chute de la Maison Baring ayant coupé le crédit extérieur du Portugal, et la Révolution du Brésil ayant raréfié les remises d'or sur Lisbonne..., la crise des changes survint avec une telle rapidité et une telle violence, que dans l'espace de quelques jours l'agio sur l'or s'éleva à 40 0/0 et le Portugal vit disparaître non seulement la totalité de ses souverains, mais aussi son numéraire d'argent.

J'ai expliqué, dans ma *Crise des changes*, (1) les conséquences singulières de cette catastrophe monétaire (ruine pour les porteurs étrangers, relèvement de la production indigène) que ni la prime de l'or, ni le rendement des impôts intérieurs (qui étaient toujours en progression) ne permettaient de prévoir.

Les Emprunts à jet continu de la Maison Baring, qui, donnant au Portugal la position de créancier permanent sur Londres, avaient pendant, plus de vingt ans, dénaturé la situation des changes portugais.

Donc, la cote des changes étrangers et la prime de l'or ne sont pas suffisantes pour déterminer la véritable situation monétaire d'un pays.

Pour apprécier cette situation, il faut, avant tout, étudier la balance des paiements extérieurs du pays, c'est-à-dire établir d'une manière suffisamment approximative la *puissance réelle de conversion en or de sa monnaie de signe :* Il faut, en un mot, rechercher aussi exactement que possible les ressources qui lui viennent de l'étranger par les voies naturelles, et mettre ces ressources en regard des sommes que la nation est elle-même dans la nécessité d'exporter, soit pour les besoins de son commerce, soit pour le service de sa Dette extérieure.

---

(1) La Crise des Changes : La Baisse de l'argent et ses conséquences. — La Situation monétaire universelle. — Le Bimétallisme : (un volume : 3 fr., *Economiste Européen* 4e édition) par Edmond Thèry.

C'est cette étude que nous voulons essayer de faire pour la Serbie.

Passif. — Nous avons vu, d'après l'*Etat général de la Dette publique serbe au 1er janvier 1894*, que la somme totale des annuités payées par la Serbie en 1893, pour le service de sa Dette, s'élevait à la somme de 20.540.125 francs. Si, à cette somme, on ajoute l'intérêt et l'amortissement correspondant au solde de l'*Emprunt 1893* non réalisé : soit 657.103 fr., on arrive à un total effectif de 21.197.228 francs.

De ce total il convient de déduire l'économie que produira la Conversion des quatre Emprunts indiqués d'autre part, soit 1.504.512 fr., et le service de 14 ou 15 millions, en capital nominal, des Rentes serbes existant en Serbie dans diverses Caisses publiques ou dans les portefeuilles particuliers : *Lots Serbes, Emprunt du Sel*, etc., c'est-à-dire environ 750.000 fr. : soit au total 2.254.512 francs à retrancher. Reste 18.942.716 fr.

Mais il faut ajouter l'annuité nécessaire à la consolidation de la Dette flottante, non comprise dans le Tableau général, c'est-à-dire 965,250 fr.; ce qui porte le total réel du service extérieur de la Dette, après la Conversion, au chiffre de 19.907.966 fr.

Enfin, pour compléter le *passif* extérieur de la Serbie, il faut augmenter ce chiffre d'une somme de 1.200.000 fr. pour la représentation diplomatique et consulaire et pour les nationaux serbes voyageant à l'étranger. Ces derniers sont, en effet, si peu nombreux, qu'on peut en quelque sorte les désigner nommément, et le budget du Ministère des affaires étrangères de l'année 1894, atteint à peine le chiffre de 1.170.526 fr. pour l'ensemble des services intérieurs et extérieurs.

Nous arrivons ainsi à une somme totale de 21.107.966 fr.

Actif. — La balance du commerce extérieur serbe se solde par un excédent en faveur des exportations (moyenne des quatre dernières années) de 8 millions de francs environ.

Depuis l'ouverture de la double voie internationale Belgrade-Nich-Constantinople et Nich-Salonique, le nombre des étrangers venant visiter la Serbie, et s'y arrêtant quelques jours, augmente d'année en année. Pour l'année 1893, et d'après le nombre des voyageurs entrés et sortis en chemin de fer par les trois frontières (30 par frontière et par jour), le séjour moyen des voyageurs dans les hôtels de Belgrade, de Nich et de Pirot (6 jours pour l'ensemble du territoire) et la dépense moyenne de chaque voyageur (hôtel, nourriture, voitures, etc., environ 20 francs par jour), on peut estimer que les étrangers ont laissé sur le territoire serbe une somme d'au moins 3.800.000 fr.

D'autre part, les recettes des voyageurs traversant la Serbie sans s'y arrêter, ou qui y viennent avec des coupons pris à Budapest, Vienne, Berlin ou Paris — recettes qui vont toujours en augmentant depuis la création de l'*Orient-Express* — donnent maintenant un solde net de 1.500.000 fr. à l'Etat serbe.

Les marchandises transitant par le territoire serbe laissent également un produit d'ordre international qu'on évalue, vu la longueur du réseau, à 10 0/0 de la valeur totale des marchandises (17 millions 350.000 fr., moyenne des quatre dernières années), soit 1.735.000 fr.

Les agents diplomatiques et consulaires étrangers résidant en Serbie (12 légations, non compris les postes consulaires) dépensent chaque année environ 600.000 fr. d'argent étranger. Un des plus anciens et des plus habiles de ces agents diplomatiques estime même cette dépense à un chiffre sensiblement supérieur.

Enfin, les droits de douane étant payables en or au moment de l'entrée des marchandises étrangères sur le territoire serbe, on calcule au Ministère des finances que 2.500.000 fr. *d'or étranger* tombent, de ce chef, dans les caisses du Trésor. C'est, en effet, ce qui s'est produit en Italie depuis que les droits de douane y sont perçus en or.

D'ailleurs, d'après une situation qui nous a été communiquée par ce Ministère, l'Etat encaisserait directement chaque année 12 millions de francs d'or pour ses droits de douane, de consommation et monopoles, et ne serait dans la nécessité de convertir en or que 8 millions de monnaie d'argent ou de billets de banque remboursables en argent.

Si l'on réunit toutes les recettes d'ordre étranger que nous venons d'énumérer, on arrive (abstraction faite, bien entendu, des 12 millions dont il est parlé au paragraphe précédent) à la somme totale de 18.135.000 francs.

Il y aurait ainsi un déficit réel d'environ 3 millions de francs d'or dans la balance annuelle des paiements extérieurs de la Serbie.

Ce déficit, qui pourrait persister, même si le Budget de l'Etat se soldait par un excédent de recettes de 5 à 6 millions de francs, augmenterait si l'Etat continuait à emprunter à l'étranger pour ses dépenses ordinaires non productives, ou si l'excédent des exportations sur les importations diminuait. Mais il se réduira fatalement et finira par se changer en excédent de recettes, si le Gouvernement, appliquant à l'intérieur une sérieuse politique d'économie, s'abstient de faire, à l'avenir, tout appel de crédit à l'étranger pour le compte de l'Etat, s'il s'efforce d'accélérer la reconstitution du vignoble serbe et, d'une manière générale, s'il favorise la mise en valeur, par des étrangers librement venus en Serbie, des richesses inexploitées dont la nature a si libéralement doté le territoire serbe.

Ainsi, et sans revenir sur les mines et les forêts dont on n'a pas encore su tirer parti, sait-on, en Europe, que la Serbie a des sites d'une extrême variété ? Des montagnes, surtout vers les frontières bulgare et bosniaque, qui rappellent les plus belles régions alpestres de la Suisse et du Tyrol? Qu'elle compte quelques villes intéressantes à visiter, au moins une fois, comme Belgrade, Sémendria, Nich et Pirot, et quantité de ruines très anciennes? Qu'elle possède, enfin, des sources minérales de grande valeur et d'une efficacité reconnue ?

Mais ce que les Européens visitant la Serbie savent très vite... c'est que les hôtels y sont fort mauvais et qu'il n'en existe que dans les cinq ou six principales villes du royaume : En compensation ils n'y trouvent nulle part ni pauvres, ni mendiants.

Les lignes internationales de Salonique et de Constantinople ont déjà, il est vrai, considérablement amélioré la situation économique générale de la Serbie et notablement diminué le déficit de sa balance des paiements extérieurs.

En 1887, pendant l'achèvement du réseau serbe, le service de la Dette publique exigeait déjà

15.303.174 fr. d'intérêts et d'amortissements annuels, les exportations ne s'élevaient qu'au total de 36 millions de francs et se présentaient en moins-value de 348.000 francs sur les importations.

Les étrangers étaient trois ou quatre fois moins nombreux qu'aujourd'hui, et la balance des paiements extérieurs se soldait finalement par un déficit annuel réellement supérieur à 14 millions de francs.

Quel chemin parcouru en sept années ! Et cependant, en 1887, le napoléon d'or ne valait, à Belgrade que 20 fr. 45 en monnaie serbe. Aujourd'hui, le même napoléon se paie environ 23 francs, ce qui constitue une perte au change de 15 0/0.

D'où vient cette différence? D'abord de ce que la Serbie a successivement contracté, de 1884 à 1886, cinq Emprunts d'un capital effectif de 90.407.000 francs, et qu'elle était ainsi créditeur à l'étranger de sommes importantes. Au contraire, de 1887 à 1894 inclusivement, elle n'a réellement emprunté qu'un capital effectif de 63 millions, non compris les 20 millions effectifs du rachat de la Compagnie d'exploitation des chemins de fer qui n'ont, d'ailleurs, pas fait rentrer un centime dans les caisses de l'Etat.

En outre, les Ministres des finances qui se sont succédé en Serbie depuis 1890, ont pris, comme à tâche, de faire eux-mêmes la hausse de l'agio de l'or par leur imprévoyance du lendemain, ou leur insouciance des intérêts du Trésor.

Ainsi, nous avons vu que pour faire face au service annuel de sa Dette, l'Etat recevait directement une douzaine de millions d'or par ses douanes et ses divers droits payables en or, et qu'il était, en outre, dans la nécessité de convertir en or environ huit millions de monnaie nationale de signe, argent ou papier.

Il existe, à Belgrade, une *Banque Nationale* jouissant du privilège de l'émission qui a — au moment même où nous écrivons ces lignes — une encaisse métallique de 10.800.000 francs dont 6.500.000 francs d'or et 4.300.000 francs d'argent, et une circulation totale de 25.100.000 francs, dont 20.800.000 francs de billets remboursables en argent. Or, le Gouvernement — qui n'ignore cependant pas qu'il lui faudra trouver, dans le courant de l'année, l'or nécessaire à ses remises sur l'étranger — n'a jamais songé à utiliser pratiquement cette Banque d'émission pour s'assurer, sans perte sensible, la conversion de ses huit millions de monnaie de signe.

Il a commis l'immense faute de se faire faire, par la *Banque Nationale*, des avances dont le montant s'élevait à 4.064.000 francs en 1888, à 6.958.328 francs en 1890, à 8.699.034 francs en 1892, mais qui était ramené à 5.900.000 francs au 30 juin 1894. Et on prétendait à Belgrade que la *Banque Nationale*, grâce à ce service (consistant simplement à prêter au Trésor, au taux de 3 0/0 par an, du papier qui ne lui coûtait que les frais d'impression des billets) s'est tenue pour quitte envers l'Etat et n'a pas manqué de lui faire payer, le plus cher possible, l'or nécessaire à la conversion de sa monnaie de signe.

La hausse de l'agio favorisait trop les intérêts de la *Banque Nationale* pour qu'elle cherchât à l'enrayer : Au 31 décembre 1892, le napoléon cotant 21 fr. 25, chaque million d'or qu'elle avait dans ses caisses valait 1.062.500 fr. en monnaie serbe. Au 31 décembre 1893, le napoléon cotant 22 fr. 30, chacun de ses millions d'or valait 1.115.000 fr. en monnaie serbe. Au 30 juin 1894, le napoléon valant 23 fr. 30, chacun de ses millions représentait 1.165.000 francs en monnaie serbe.

On reprochait surtout à la Banque d'acheter de l'or avec des billets remboursables en argent — ce qui était exact — et de contribuer, par ces achats de pure spéculation, à la hausse de l'agio.

En effet, au 31 décembre 1889, le napoléon valant 20 fr. 80, la circulation fiduciaire de la *Banque Nationale* de Serbie était de 29.888.000 fr., et son encaisse métallique de 10.234.000 fr., dont 5.804.000 fr. d'or et 4.430.000 fr. d'argent. Au 31 décembre 1892, la circulation fiduciaire de la Banque était de 40.309.000 fr., son encaisse métallique de 13.306.000 fr., dont 9.191.000 fr. d'or et 4.115.000 francs d'argent... mais le napoléon valait en Serbie 21 fr. 25. Dans le commencement de 1893, il s'était même élevé au-dessus de 22 francs.

Au 31 décembre 1892, la Banque avait une encaisse d'or de 9.191.000 francs, valant en monnaie serbe 9.761.000 fr. Au 31 décembre 1893, l'encaisse d'or était descendue à 9.026.000 fr., mais, grâce à la hausse du napoléon à 22 fr. 30, cette encaisse, bien que réduite effectivement de 165.000 francs, valait à cette même date 10.064.000 fr. en monnaie de signe serbe : c'est-à-dire 303.000 fr. de plus qu'au 31 décembre de l'année précédente.

On comprendra l'importance de cette majoration quand on saura que la *Banque Nationale de Serbie* constituée en principe au capital nominal de 20 millions de francs, ne fonctionne qu'avec un capital réellement versé de 2.479.750 fr.

A ces accusations, — reposant sur les apparences que nous venons d'exposer — la *Banque Nationale* a répondu que ses opérations d'achats et de ventes d'or ne lui avaient jamais procuré que des bénéfices insignifiants; qu'elle ne les pratiquait qu'en faveur du commerce national, tâchant d'acheter l'or à bon marché mais, aussi, le donnant à bon compte aux négociants qui en avaient besoin; et que les spéculateurs, uniquement guidés par le sentiment de leurs intérêts personnels, n'agissaient pas comme elle.

Bref, et pour couper court aux attaques dont elle était l'objet par suite d'une nouvelle hausse de l'agio, la Banque, dans le courant de l'année 1893, décida de cesser toute opération d'achats et de ventes d'or.

Dans son Rapport de février 1894, sur l'exercice 1893, le Conseil de la Banque déclara « qu'il n'avait « pas renoncé à ces opérations par suite d'un chan- « gement d'idées au sujet des avantages qu'elles « apportaient au commerce serbe *mais bien et sur-* « *tout* pour prouver que les reproches qui lui « étaient adressés étaient immérités. »

L'évènement a justifié les affirmations du Conseil de la Banque, car au 30 juin 1894, la circulation fiduciaire étant tombée à 22.982.790 fr., l'encaisse or à 5.683.782 fr., et l'encaisse argent maintenue au chiffre de 4.184.576 fr.: le cours du napoléon d'or en Serbie atteignait 23 fr. 30.

La vérité c'est que, depuis trois ou quatre ans, tous les *zarafs* de Belgrade spéculent sur les besoins de conversion du Trésor arrivant toujours à la veille des échéances... et sur l'inexpérience reconnue de l'administration des finances.

Nous estimons que la prime normale de l'or en Serbie, étant donnée la quantité de numéraire d'or que les paysans serbes (que la domination turque

a rendus méfiants) possèdent, et la balance des paiements extérieurs du pays, d'autre part établie, devrait être de 6 à 7 0/0. On doit considérer, en effet, que la véritable monnaie de compte extérieure de la Serbie est le florin autrichien, puisque les 86 0/0 des exportations serbes s'effectuent en Autriche-Hongrie et que ces exportations sont réglées en florins, perdant eux-mêmes 4 0/0 par rapport aux napoléons d'or. Les 3 0/0 de surplus seraient justifiés par le déficit constaté dans la balance. Mais ils doivent rationnellement disparaître par la seule influence du développement du trafic des lignes internationales de Constantinople et de Salonique, qui introduit de l'or dans le pays et changera ce déficit en excédent d'ici à quelques années... si le Gouvernement Serbe n'augmente pas les charges d'ordre extérieur du Trésor par de nouveaux Emprunts.

Que le Ministre des finances organise pratiquement le rôle et les attributions monétaires de la *Banque Nationale* — et nous croyons qu'il le fera — qu'il défende, mieux que par le passé, les intérêts du Trésor contre la spéculation cambiste, et bientôt, l'agio sur l'or en Serbie s'équilibrera avec l'agio de la Monarchie austro-hongroise.

CONCLUSIONS

De ce qui précède, il résulte nettement que la Serbie peut passer au rang des puissances à crédit de premier ordre, si son Gouvernement met à exécution ses projets de réformes fiscales, s'il sait maintenir la tranquillité politique et la stabilité gouvernementale à l'intérieur, et s'il tient fidèlement les engagements qu'il a contractés envers ses créanciers étrangers.

Le peuple serbe sera le premier à bénéficier du relèvement du crédit national, parce que les capitaux étrangers n'hésiteront plus à venir s'employer en Serbie et à mettre en valeur les richesses de son sol aujourd'hui stériles.

C'est un magnifique programme économique à réaliser et nous comprenons à merveille qu'il passionne le jeune roi Alexandre, dont le bon sens raisonné mérite d'être connu.

« La Serbie — nous a dit le jeune Souverain, au mois de novembre dernier à Belgrade, — ne peut avoir la prétention, avec ses 2.250.000 habitants, de jouer à la grande puissance militaire ; elle doit borner sa politique extérieure au maintien de l'indépendance nationale qu'elle a conquise au prix de son sang, et sa politique intérieure au maintien de l'ordre, de la tranquillité sociale et au développement rationnel de toutes ses forces morales et matérielles.

« Mon Gouvernement fera toujours tous ses efforts pour conserver l'amitié de la Russie à laquelle le peuple serbe, et ma famille, doivent toute leur reconnaissance, et pour rester aussi dans les meilleurs rapports avec les nations qui nous entourent.

« Jusqu'à ce jour, la Serbie a toujours loyalement tenu ses engagements : Soyez bien convaincus, en France, que mon Gouvernement s'attachera, dans l'avenir comme dans le passé, non seulement à les remplir scrupuleusement, mais aussi à apporter dans son administration financière des améliorations d'ordre intérieur qui auront pour double conséquence le développement de notre prospérité nationale et le relèvement de notre crédit extérieur. »

C'est en prenant acte de ces sages déclarations que nous voulons terminer cette Etude.

FIN — EDMOND THÉRY.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE
pendant l'année 1894

L'Imprimerie Nationale vient de mettre sous presse le volume des Documents statistiques publiés par l'Administration des Douanes sur le commerce de la France pendant l'année 1894.

Les importations se sont élevées, du 1er janvier au 31 décembre 1894, à 4.119.465.000 fr., et les exportations à 3.275.047.000 francs.

Ces chiffres se décomposent comme suit pour le mois de décembre :

IMPORTATIONS	1894	1893	
Objets d'alimentation	103.558.000	121.713.000	—18.155.000
Matières nécessaires à l'industrie.......	186.164.000	218.812.000	—32.648.000
Objets fabriqués.....	48.528.000	62.285.000	—13.757.000
Totaux......	338.250.000	402.810.000	—64.560.000

EXPORTATIONS	1894	1893	
Objets d'alimentation	71.137.000	70.712.000	+ 425.000
Matières nécessaires à l'industrie.......	79.488.000	67.255.000	+12.233.000
Objets fabriqués.....	197.839.000	167.578.000	+30.261.000
Colis postaux........	10.779.000	9.375.000	+ 1.404.000
Totaux......	359.243.000	314.920.000	+44.323.000

Le tableau suivant donne, du 1er janvier au 31 décembre, le mouvement du commerce extérieur comparé à celui des années 1893 et 1892 :

IMPORTATIONS	1894	1893	1892
Objets d'alimentation........	1.255.211.000	1.060.689.000	1.400.435.000
Matières nécessaires à l'industrie.......	2.301.373.000	2.228.856.000	2.172.688.000
Objets fabriq..	562.881.000	564.155.000	614.936.000
Totaux...	4.119.465.000	3.853.700.000	4.188.059.000

EXPORTATIONS	1894	1893	1892
Objets d'alimentation........	721.312.000	710.596.000	759.303.000
Matières nécessaires à l'industrie.......	848.962.000	783.991.000	822.587.000
Objets fabriq..	1.625.940.000	1.669.191.000	1.820.713.000
Colis postaux..	78.833.000	72.605.000	58.132.000
Totaux...	3.275.047.000	3.236.383.000	3.460.735.000

Il a été fait usage, pour le calcul des valeurs de 1894 et de 1893, des taux d'évaluation fixés, pour cette dernière année, par la Commission permanente des valeurs de douane.

Les valeurs de 1892 ont été établies au moyen des taux propres à cette année.

Nous formulerons nos appréciations quand nous aurons entre nos mains le volume donnant des détails sur les chiffres ci-dessus.

Les Garanties d'Intérêt du Midi et de l'Orléans

C'est samedi dernier, 12 janvier, que le Conseil d'Etat a rendu son jugement visant l'interprétation à donner aux Conventions conclues en 1883, entre l'Etat et les *Compagnies* du *Midi* et de l'*Orléans*. Rappelons brièvement l'état de la question exposée par notre rédacteur en chef, M. Edmond Théry, dans l'*Economiste Européen* du 26 mai 1894, et dans son livre intitulé : l'*Etat et les Grandes Compagnies de Chemins de fer.*

A la date du 22 mai 1894, le Ministère présidé par M. Casimir-Perier était renversé pour avoir voulu prendre la défense des Compagnies de Chemins de fer, en général, et de l'Administration des Chemins de fer

de l'Etat, en particulier, contre le Syndicat des ouvriers de ces Compagnies. Mais, dans la matinée de ce même jour, le Conseil s'était entretenu de l'avis donné par M. Camille Pelletan, député, d'une interpellation que l'honorable représentant des Bouches-du-Rhône devait adresser au Ministre des travaux publics, sur le point de savoir jusqu'à quelle époque la garantie d'intérêts fixée par les Conventions de 1883 serait servie par l'Etat aux Compagnies du *Midi* et d'*Orléans*. Le Gouvernement résolut alors de faire savoir qu'examen fait de la question et des négociations qui eurent lieu lors de la conclusion des susdites Conventions, la garantie d'intérêts pour les Compagnies précitées ne devait pas durer jusqu'à l'expiration de la concession, mais prendre fin en 1914, date fixée par les Conventions antérieures de 1859. En 1883, le délai d'action de la garantie avait été étendu, pour deux Compagnies seulement, dont la situation était particulière, — l'*Est* et l'*Ouest* — et formulé explicitement dans les Conventions. Mais il n'en avait pas été ainsi pour les Compagnies du *Midi* et de l'*Orléans*, pour lesquelles il n'avait été stipulé aucune limitation de durée. L'article 13 de la Convention passée avec le *Midi* disait simplement :

> Les dispositions des Conventions antérieures concernant la garantie d'intérêts à la charge de l'Etat et le partage des bénéfices sont *remplacées*, à partir du 1er janvier 1884, par les suivantes : La Compagnie ne pourra avoir recours à la garantie de l'Etat que dans le cas d'insuffisance du produit net résultant du compte unique, etc.

Cependant, dès la signature des Conventions, les Conseils d'administration des *Compagnies d'Orléans* et du *Midi* avaient cru pouvoir inférer de cet article que la durée de la garantie se trouvait prorogée jusqu'en fin de concession. Des déclarations en ce sens furent faites par eux à leurs actionnaires, réunis en assemblées générales extraordinaires les 22 et 23 décembre 1883 pour approuver ces mêmes Conventions votées par le Parlement. La divergence d'appréciation entre l'Etat et les Compagnies du *Midi* et de l'*Orléans* était donc flagrante. Comment une telle erreur avait-elle pu se produire? Comment, surtout, expliquer que le Gouvernement, qui avait eu, en temps, connaissance des rapports des Compagnies contenant les déclarations formelles du Conseil, ait attendu plus de dix années de fonctionnement du nouveau régime, pour faire une déclaration qui portait préjudice à de si nombreux intérêts? C'est ce que l'on ne peut dire. Il est vrai que le volume de *Statistique des Chemins de fer*, publié en novembre 1893, contenait, pour la première fois, la désignation suivante et qui avait trait à la fin de la période de garantie pour chaque Compagnie : *Est*, 1935; *Ouest*, 1934; *Midi*, 1914; *Orléans*, 1914, etc.

Il faut admettre que les Compagnies intéressées n'ont pas remarqué cette addition à la statistique annuelle, ou elles ont pu croire à une erreur typographique sans importance. Il a fallu qu'un journal technique relevât le fait dans le courant du mois d'avril 1894, pour que l'attention de tous se trouvât éveillée. Pour calmer toutes craintes, le Conseil d'administration de la *Compagnie du Midi* renouvela à ses associés, à la date du 30 du même mois, et dans le Rapport de l'exercice 1893, les assurances données en 1883. Quelques jours après, se produisait l'incident soulevé par M. Camille Pelletan, dont nous avons parlé plus haut, incident qui donna naissance à la communication officielle à laquelle nous avons fait allusion. Cette communication ne pouvait rester sans réponse de la part des Compagnies. C'est ce que comprit M. d'Eichthal, ancien président effectif de la *Compagnie du Midi* et actuellement président honoraire. Dans une lettre adressée à M. David Raynal, qui avait, en 1883, négocié et signé la Convention en qualité de Ministre des travaux publics, il rappela dans quelles conditions, suivant lui, avaient été conclues ces mêmes conventions. La réponse de M. Raynal ne se fit pas attendre, et elle ne fit qu'accentuer le conflit, l'ancien Ministre des travaux publics affirmant, qu'en 1883, il n'avait jamais été question de proroger la durée de la garantie d'intérêts pour la *Compagnie du Midi*, garantie qui, conformément aux conventions de 1859, devait prendre fin en 1914. Cette réponse fut suivie d'une décision de M. Barthou ; tout en autorisant l'émission, par la *Compagnie du Midi*, d'obligations nécessaires au paiement des travaux à effectuer par elle en 1894, sur le réseau concédé par les conventions de 1883, le Ministre des travaux publics prescrivait à cette même Compagnie de soumettre à l'approbation ministérielle un nouveau modèle de titres portant spécialement la mention que la garantie de l'Etat prendrait fin le 31 décembre 1914. La *Compagnie du Midi* informa alors le Gouvernement que, dans ces conditions, elle ne croyait plus pouvoir faire appel au crédit public, et qu'elle se trouvait, par suite, dans l'impossibilité de continuer les travaux devant être effectués en 1894. Le Gouvernement dut alors prendre pour ces travaux les lieu et place de la Compagnie, et demanda, à cet effet, aux Chambres, un crédit de 15 millions de francs qui fut voté. En même temps, la *Compagnie du Midi* adressait au Conseil d'Etat une requête contre la décision ministérielle dont nous venons de parler, et la *Compagnie d'Orléans* se joignait à elle. C'est sur cette requête que le Conseil d'Etat s'est prononcé. Le Rapport a été fait par M. le conseiller d'État Mayniel, et le siège du commissaire du Gouvernement a été occupé par M. Jagerschmidt.

Me Devin était à la barre pour les Compagnies d'*Orléans* et du *Midi*, et Me Bernier pour l'Etat. Les débats ont duré deux jours, et le Conseil d'Etat a rendu alors l'arrêt suivant, accompagné de *Considérants* qu'il serait trop long de reproduire ici :

> Article 1er. — La décision ci-dessus visée du Ministre des travaux publics, en date du 15 juin 1894, est annulée en tant qu'elle invite la Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne à compléter les mentions relatives à la garantie qui figurent sur ses titres et indiquant que cette garantie prendra fin le 31 décembre 1914.
> Art. 2. L'Etat est condamné aux dépens.

L'arrêt est identique en ce qui regarde la Compagnie d'Orléans sauf quelques différences dans les dispositifs, quant aux dates et au numérotage des articles visés.

L'affaire, malheureusement, ne pouvait en rester là. En effet, dans la journée de dimanche, M. Barthou, ministre des travaux publics, démissionnait, et, lundi, M. Millerand, député de la Seine, demandait à interpeller le Gouvernement sur cette même démission. On sait que cette interpellation a entraîné la chute du Ministère entier présidé par M. Charles Dupuy, et finalement la démission de M. Casimir Périer, Président de la République. Il serait trop long d'analyser tout ce qui a été dit dans la séance du 14 janvier, séance sinon orageuse, tout au moins grosse de conséquences. Bornons-nous à constater que M. Millerand a avancé que l'arrêt du Conseil d'Etat ne tranche pas, dans son dispositif, la question agitée entre les Compagnies et le Gouvernement ; ou pour parler plus justement, que la décision de cette haute juridiction n'a pas tranché le *fond* de la question. Cet argument n'est-il pas spécieux? Autre chose est la déclaration de M. Charles Dupuy ; le président du Conseil a nettement dit que l'arrêt intervenu paraît étendre la garantie de l'Etat au delà de 1914, et, qu'en tout cas, le Gouvernement, après avoir déclaré le 23 juin 1894, devant les Chambres, qu'il attendait les décisions de la juridiction compétente, ne pouvait tenir, aujourd'hui, un autre langage. Il a attendu les décisions du Conseil d'Etat ; ces décisions se sont produites, et le Gouvernement s'incline. Si raisonnables qu'elles fussent, ces paroles ont été fatales au Ministère, qui a dû se retirer devant un ordre du jour réservant, en dépit de l'arrêt rendu, les droits de l'Etat.

Cet arrêt est celui que notre Rédacteur en chef avait toujours prévu ; il le spécifiait ici même et dans son livre : l'*Etat et les grandes Compagnies de Chemins de fer*. Qu'engendrera-t-il? Comme l'a dit M. Edmond Théry, la question des *Rapports de l'Etat avec les*

grandes Compagnies de Chemins de fer français, — relativement à la construction et à l'exploitation du *Troisième Réseau*, — a été mal posée ; aussi est-il probable que de nouvelles Conventions seront conclues un jour, Conventions devant sauvegarder à la fois l'intérêt de l'Etat et, par suite, des contribuables, et l'intérêt des *Compagnies de Chemins de fer*, qui est celui des milliers de porteurs de titres effrayés par la question si inopinément soulevée il y a à peine un an.

C.-R. WEHRUNG.

BANQUE IMPÉRIALE OTTOMANE

Ainsi que nous l'avons mentionné en temps dans notre *Marché Financier*, la *Banque Impériale Ottomane* a distribué le 1er janvier, à ses actionnaires, un acompte de dividende de 7 fr. 50. Cette mesure a été mise en pratique cette année pour la première fois, et il faut dire qu'elle a obtenu une approbation générale, d'autant plus que, dans le courant de ces dernières années, le marché de Paris s'est particulièrement intéressé aux actions de cette Société.

Etablie par statuts approuvés par firmans de S. M. I. le Sultan des 4 février 1863, 18 mai 1874 et 17 février 1875, la Banque Impériale Ottomane avait pour objet l'exploitation du privilège de Banque de l'Etat dans l'Empire ottoman. Ses opérations consistaient : à émettre des billets au porteur, remboursables à présentation et ayant cours légal dans l'Empire ottoman, à condition que la circulation de ces billets ne dépassât point le triple du numéraire en caisse; à escompter tous effets de commerce, billets à ordre, lettres de change et tous engagements à ordre et à échéance fixe, résultant de transactions commerciales; à effectuer, partout où elle a des succursales ou des agences, l'encaissement de tous les revenus de l'Empire, quels qu'il soient; à opérer, pour le compte du Gouvernement ottoman, le paiement des coupons de la Dette Intérieure et Extérieure Ottomane et de se charger de toute opération du Gouvernement; à soumissionner des emprunts pour son propre compte ou pour compte de tiers et à se charger de leur négociation avec faculté d'ouvrir, au Gouvernement impérial, un crédit à valoir sur les revenus; à faire le commerce des monnaies et métaux précieux; à faire des avances sur titres, valeurs, warrants, connaissements, etc.; à faire toutes opérations de change et à recevoir, en comptes courants, à des taux et intérêts déterminés, les fonds qui lui seraient versés; enfin, à faire, pour le compte du Gouvernement et de toutes personnes, toutes affaires pouvant rentrer dans les opérations d'une institution de banque.

Le siège social de la *Banque Impériale Ottomane* est à Constantinople, avec agences à Paris, Londres, Smyrne, Beyrouth, Larnaca, Salonique, Alexandrie, Samsoun, Trébizonde, Ouchak, Bagdad, Mersine, Roustchouk, Alep, etc. La durée de la Société a été fixée à 50 ans, à dater du 4 août 1863. Quant à son capital, primitivement de 67.500.000 francs, il a été élevé, à la suite de créations d'actions nouvelles et de la fusion avec la *Banque-Austro-Ottomane*, à 250 millions de francs, et est représenté par 500.000 actions de 500 francs au porteur, libérées de 250 francs.

L'administration de la Banque est confiée à un Conseil de sept membres, dont quatre directeurs et trois administrateurs, nommés par un Comité siégeant à Paris et à Londres, composé de vingt-six membres, dont dix membres français ou résidant en France, dix membres anglais ou résidant en Angleterre, et six membres autrichiens ou résidant en Autriche. Un sous-Comité de huit membres du Comité, dont quatre Français et quatre Anglais, et nommé par le Comité, est chargé de la gestion des affaires sociales.

Le Comité général de Paris comprend les plus grands noms de la finance: MM. A. André, Th. Berger, comte A. de Germiny, Charles Goguel, Michel Heine, baron Hottinguer, Ch. Mallet, P. Naville, comte Pillet-Will, Ad. Vernes. Quant à la direction de Paris, elle est confiée à M. Auboyneau.

Depuis sa création, la *Banque Impériale Ottomane* a distribué à ses actionnaires les dividendes suivants :

Exerc.	1863	16 fr. ..	Exerc.	1879	12 fr. 60
—	1864	15 fr. ..	—	1880	12 fr. 60
—	1865	25 fr. 05	—	1881	37 fr. 60
—	1866	22 fr. 60	—	1882	37 fr. 75
—	1867	27 fr. 61	—	1883	25 fr. 10
—	1868	31 fr. 40	—	1884	20 fr. ..
—	1869	32 fr. 70	—	1885	15 fr. ..
—	1870	25 fr. ..	—	1886	12 fr. 50
—	1871	34 fr. 25	—	1887	12 fr. 50
—	1872	35 fr. 60	—	1888	12 fr. 50
—	1873	25 fr. 15	—	1889	12 fr. 50
—	1874	98 fr. 45	—	1890	17 fr. 50
—	1875	12 fr. 55	—	1891	17 fr. 50
—	1876	rien	—	1892	17 fr. 50
—	1877	rien	—	1893	17 fr. 50
—	1878	rien			

L'exercice social de la *Banque Impériale Ottomane* prend fin au 31 décembre de chaque année. Les chiffres du bilan, au 31 décembre 1894, ne nous sont pas encore connus. Nous n'avons encore sous les yeux que ceux du bilan au 31 octobre dernier, mais ils nous suffiront, en les comparant au bilan du 31 décembre 1893, pour constater la marche toujours ascendante des opérations de cet Etablisrement. A remarquer que les divers chapitres de la situation au 31 décembre 1893 ont été réduits par nous en francs au change fixe de 25 francs la livre sterling.

Actif

	31 déc. 1893 — Francs	31 oct. 1894 — Francs
Actions. Versements non appelés	125.000.000 »	125.000.000 »
Caisse :		
A Constantinople	40.595.052 10	31.641.564 30
Dans les succursales		13.280.290 »
Fonds d'Etat anglais, français, allemands	»	33.875.098 65
Valeurs diverses	123.586.067 30	85.116.808 10
Effets en portefeuille	42.629.228 25	35.795.521 60
Comptes courants du Trésor impérial	35.178.725 50	27.252.689 80
Comptes courants divers	86.920.067 40	136.224.858 46
Avances sur valeurs publiques et marchandises	89.846.228 50	92.863.415 25
Immeubles et mobilier	1.849.822 50	2.731.495 90
Divers	1.777.203 45	3.088.110 »
	557.382.395 »	586.869.852 05

Passif

	31 déc. 1893	31 oct. 1894
Capital	250.000.000 »	250.000.000 »
Billets de Banque	21.642.954 65	20.793.022 75
Effets à payer	50.804.304.20	57.436.221 60
Comptes courants divers	169.112.077 50	1 0.471.507 95
Comptes courants spéciaux		26.874.247 25
Réserves	10.985.910 »	12.006.398 60
Dépôts à échéances fixes	34.230.890 25	35.677.228 90
Dividendes à payer	»	246.470 90
Divers	»	13.364.754 10
Profits et pertes	10.606.258 40	»
	547 382.395 »	586.869.852 05

Ce qui ressort des tableaux ci-dessus, c'est l'augmentation du chiffre général des affaires, qui a progressé de 40 millions de francs en chiffres ronds. Cela témoigne et de l'activité de la *Banque Ottomane*, et des services de plus en plus grands que lui rendent les succursales dont elle annonçait, dans son Rapport du 27 juin dernier, la création récente en province.

Dans la situation au 31 octobre 1894, on voit apparaître un chapitre nouveau: *Fonds d'Etats anglais, français et allemands*. C'est une sorte de réserve d'or que s'est ainsi constituée la Banque, bien que la situation ne l'exige en aucune façon, la Turquie étant créditrice de l'étranger. Néanmoins, ce fait est à signaler. De même à faire remarquer que la *Banque Ottomane* a su, en 1894, continuer à procéder au classement en Europe des *Valeurs ottomanes*, ce dont les porteurs doi-

vent lui être reconnaissants. Elle a émis, en France, le solde des *Obligations 3 0/0* de la *Compagnie de Jonction Salonique-Constantinople*, et, à Londres, 113.120 *Obligations 4 0/0* de la *Compagnie du Chemin de fer de Smyrne à Cassaba* pour lesquelles elle recevait aussi les souscriptions à Paris. Ce sont ces obligations que l'on trouve maintenant inscrites à la *Cote officielle* de la Bourse de Paris, et qui s'échangent aux environs de 450 francs.

Il y a un mois environ, on a fait courir divers bruits au sujet du dividende futur de la *Banque Ottomane*. De même on avait avancé la répartition possible aux actionnaires d'une portion des réserves sociales. En premier lieu, au sujet des bénéfices de cet Etablissement, on n'a encore aucune donnée. Ils ont certainement été remarquables, mais on sait que cette Société n'a jamais recherché les gros dividendes. Quant à la répartition dont nous venons de parler, elle serait en contradiction avec la prudence que l'on a toujours reconnue à son Conseil d'administration qui n'a qu'un objectif : conserver à l'institution dont il a la charge, le haut renom qu'elle a su conquérir et la position exceptionnelle à laquelle elle a dû se placer.

A. Léchenet.

Les Caisses d'Epargne postales en Europe et au Canada
au 31 décembre 1893

Le tableau suivant est extrait des rapports annuellement adressés au Président de la République française sur les opérati ons de la Caisse d'épargne nationale :

Nom des pays et année de fondation des Caisses d'épargne postales	Nombre de déposants au 31 déc. — Milliers de dép^ts	Montant des sommes dues aux déposants — Milliers de fr.	Moyenne par déposant	Nombre de déposants par 1.000 habitants	Montant des sommes dues par 100 habitants
			Fr. C.		Fr. C.
Autriche 1883 { Epargne	971	83.193	85 63	41 00	358 13
Autriche 1883 { Chèques	23	522.048	5.300 »	1 00	510 76
Belgique (1869).....	715	258.088	360 73	111 25	1.121 32
Canada (1868)	116	135.732	1.161 51	23 30	251 16
France (1882), y compris l'Algérie et la Tunisie	2.079	610.793	292 31	54 21	1.584 18
Hongrie (1 fév. 86) { Epargne.	234	21.831	93 21	13 38	121 75
Hongrie (1 fév. 86) { Chèques.	2	13.813	5.379 05	0 11	78 91
Italie (1876)........	2.677	400.099	149 11	95 00	1.428 92
Pays-Bas (1881).....	101	67.718	168 85	80 20	2.082 15
Royaume-Uni (1861)	5.718	2.031.060	353 35	149 00	5.261 28
Suède..............	325	32.550	100 »	67 00	671 73

Informations Economiques et Financières

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Depuis le 15 janvier présent mois, les titres de la Compagnie Franco-Algérienne, dits : « Créance de 100 francs assimilée aux obligations, portion A, suivant concordat du 19 avril 1890 », sont admis aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres, au nombre de 8.000, numérotés de 100001 à 108000, sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote, sous la même rubrique que les obligations de 100 francs, portion A, de ladite Société.

Par suite, cette rubrique est complétée comme suit :
« Compagnie Franco-Algérienne. Obligations et « Créance assimilée de 100 fr., portion A, suivant con- « cordat du 19 avril 1890, remboursables à 100 fr. »

Par suite de l'appel au remboursement pour le 20 janvier présent mois des obligations de l'Emprunt de la Province de Québec 4 0/0 1893, la Chambre syndicale a décidé que lesdites obligations cesseraient d'être négociables à la Bourse de Paris, à dater du 15 janvier.

Depuis le 15 janvier présent mois, les 10.000 obligations de 500 fr. 4 0/0, série lilas, de la Compagnie des Chemins de fer Economiques du Nord, qui étaient inscrites à la deuxième partie du Bulletin de la Cote, sont admises à la première partie dudit Bulletin, au comptant.

Un versement de 25 0/0, soit 125 fr. par obligation de 500 fr., est appelé le 25 janvier sur les titres de l'Emprunt russe 3 1/2 0/0 or 1894.

En conséquence, la Chambre syndicale a décidé qu'à partir du 19 janvier inclus, ledit Emprunt ne sera plus négociable qu'en titres libérés de 50 0/0, soit 250 fr. par obligation.

Jusqu'au 25 janvier, il pourra être traité, suivant conventions particulières, en titres libérés de 25 0/0.

En liquidation du 31 janvier, les livraisons devront s'effectuer en titres libérés de 50 0/0.

En outre, la libération par anticipation étant admise à partir dudit jour 25 janvier, il sera ouvert, à la cote au comptant, dès le 19, une rubrique spéciale affectée aux titres entièrement libérés.

Le coupon du 1er avril prochain étant reçu en déduction des versements, les titres libérés seront cotés avec jouissance du 1er avril 1895.

Jusqu'à délivrance des titres définitifs, les certificats provisoires libérés des versements en cours ou libérés en totalité par anticipation, ne seront négociables à la Bourse de Paris qu'en certificats français émanant de la maison Rothschild frères de Paris.

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	10 janvier	17 janvier
ACTIF		
Encaisse de la Banque :		
Or .... 10 janvier 2.079 482.618 — 17 janvier 2.090.758 503		
Argent... 10 janvier 1.232.915.096 — 17 janvier 1.232.302.305		
10 janvier 3.312.397.714 — 17 janvier 3.323.061 808	3.312.397.714	3.323.061 808
Effets échus hier à recevoir ce jour....	18 352	74.894
Portefeuille Paris { Effets Paris........	220.436.464	192.598.754
Portefeuille Paris { Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor..........................	»	»
Portefeuilles des succursales...........	287.416 060	300.247.993
Avances sur lingots à Paris............	2 905.800	1.325.800
Avances sur lingots dans les succursales	48.600	18.600
Avances sur titres à Paris.............	132 001.071	130.648.260
Avances sur titres dans les succursales	161 996.228	156.326.282
Avances à l'Etat........................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve....................	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles......................	99.627.294	99.627.294
Rentes immobilisées.....................	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales...............	15.154.717	15.156.045
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales..................	149.972	186.024
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers	88.256.541	88.536.182
Total...........	4.585.797.009	4.573 196.133
PASSIF		
Capital de la Banque	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation........	3.635.009.625	3.657.634.900
Arrérages de valeurs déposées..........	26.794.236	22.463.084
Billets à ordre et récépissés............	34.519.083	34.334.909
Compte courant du Trésor, créditeur...	126 948.723	120.833.609
Comptes courants de Paris..............	409 037.686	369.754.288
Comptes courants dans les succursales.	58.756.176	59 025.480
Dividendes à payer.....................	6.672 107	5.238.332
Escompte et intérêts divers............	1.053 997	1.368.373
Réescompte du dernier semestre	782.337	782.337
Divers	61.197 528	76.745.310
Total............	4.585.797.009	4.573.196.133

Comparaison avec les années précédentes

	22 janv. 1891	21 janv. 1892	19 janv. 1893	18 janv. 1894	17 janv. 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	3.186.9	3.146.9	3.399.1	3 610.6	3 657.6
Encaisse...........	2.371.3	2.594.0	2.832.4	2.958.7	3.323.0
Portefeuille........	1.292.1	745.2	646.3	746.1	492 8
Avances aux partic.	323.9	351.8	320.6	305.2	258.3
— à l'Etat....	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	332.6	354.8	88.2	136.2	120.8
— part...	599.1	356.1	462.5	377.8	428.7
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0
Prime de l'or.......	4 0/00	4 ½ 0/00	pair	1 ½ 0/00	pair
Bénéfices nets......	4.135.7	2.531.5	1.743.3	1.853.8	1.182.3

Société du Creusot (*Schneider et Cie*). — L'assemblée générale ordinaire a eu lieu le 30 novembre 1894.

Après avoir entendu la lecture des rapports de la Gérance et du Conseil de surveillance, les actionnaires ont, à l'unanimité, approuvé les comptes de l'exercice 1893-1894 tels qu'ils leur étaient présentés, et fixé le dividende y afférent à 100 fr. par action, chiffre égal à celui de l'exercice précédent.

Ce dividende est payable par moitié, sous déduction de l'impôt, au 15 décembre 1894 et au 15 juin 1895.

M. Charles Demachy, membre sortant du Conseil de surveillance, a été réélu à l'unanimité.

Société des Mines et Fonderies de Pontgibaud. — Les actionnaires se sont réunis le 30 novembre, en assemblées générales ordinaire et extraordinaire.

La première de ces réunions, après avoir entendu la lecture habituelle des rapports, a, à l'unanimité, voté les résolutions suivantes :

1° Approbation des comptes de l'exercice 1893-1894, et distribution d'un dividende de 15 fr. par action (au porteur 14 fr. 47) ;

2° Réélection de MM. Ad. Basset et comte de Salvandy, comme administrateurs;

3° Nomination comme administrateur de M. Louis Kœnigswarter;

4° Réélection de MM. Ph. Vernes et Ch. Cambefort comme commissaires aux comptes pour 1894-1895.

L'assemblée générale extraordinaire a voté la réduction du capital de la Société de 7 millions de francs à 3.930.000 francs et les modifications aux statuts, conséquence de cette réduction.

Compagnie Générale de Chemins de fer brésiliens.

Paranagua-Curityba (111 kilom.) (1)	1894 Francs	1893 Francs
Recettes du mois de décembre.	379.096	277.599
Recettes des mois antérieurs...	3.145.080	3.025.310
Recettes totales de l'exercice...	3.524.476	3.302.909
Recettes kilométriques annuelles du mois de décembre........	40.212	29.446
Recettes kilométriques annuelles de l'exercice................	31.749	29.756
Prolongements (Longueur actuelle 247 kil. 5) (2)		
Recettes du mois de décembre.	251.412	178.665
Recettes des mois antérieurs...	2.579.789	1.378.522
Recettes totales de l'exercice...	2.831.201	1.557.187
Recettes kilométriques annuelles du mois de décembre........	11.960	10.732
Recettes kilométriques annuelles de l'exercice................	11.925	8.252

32 kil. ont été ouverts à l'exploitation en décembre 1894.

Société de travaux Dyle et Bacalan. — L'assemblée générale ordinaire a été tenue le 29 décembre dernier.

(1) Garantie par kilomètre 20.608 fr.
(2) — — 5.084 fr.

Après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil et des commissaires, les actionnaires ont, à l'unanimité, approuvé les comptes de l'exercice 1893/94 et fixé le dividende y afférent à 5 fr. par action contre 12 fr. 50 pour l'exercice précédent.

M. Bosmans, administrateur sortant, a été réélu.

Les commissaires des comptes, MM. Louvet et Cousin, ont eu leurs pouvoirs renouvelés pour l'exercice 1894-1895.

BULLETIN COMPARATIF DES RECETTES DES CHEMINS DE FER de la journée complémentaire du 31 décembre 1894 pour les chemins de fer de l'Etat, Paris-Lyon-Méditerranée, Ouest, Orléans, Est, Midi, et du 1er au 7 janvier 1895 (1re semaine) **pour les autres Compagnies.**

(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1893	Différence pr 1894
Etat..................	2.762	80	119	39.695	38.663	+ 1.032
Paris-Lyon-Méditer.	8.604	1.189	977	365.915	357.870	+ 8.044
— Rhône au Mont-Cenis	133	11	14	4.626	4.655	— 29
— Chemins Algériens..	513	»	»	»	»	»
Nord..................	3.699	3.098	3.236	»	»	»
Ouest................	5.350	370	379	154.079	150.978	+ 3.101
Orléans..............	6.772	491	522	178 912	176.525	+ 2.386
Est..................	4.802	435	470	149.455	148 746	+ 709
Midi.................	3.136	1.841	1.616	96.701	93.573	+ 3.127
Est-Algérien.........	897	67	97	67	97	— 29
Bône-Guelma voie larg.	607	94	54	3.891	3.318	+ 573
— voie étroite	128	13	4	655	384	+ 271
Ouest-Algérien.......	296	19	34	»	»	»
Arzew à Kralfallah..	214	10	15	»	»	»
Médoc................	101	18	18	»	»	»

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er au 10 janvier	2.080.000	2.090.000
Du 11 au 17 janvier	1.330.000	1.130.000
Du 1er au 17 janvier	3.410.000	3.220.000

LA GUERRE ENTRE LE JAPON ET LA CHINE (1)

Depuis que nous avons cessé de résumer les événements d'Extrême-Orient, les négociations en vue de la paix n'ont guère avancé, malgré la présence à Tokio des envoyés chinois et de M. Foster, l'acien sous-secrétaire d'Etat américain. On ne sait rien des conditions posées par le Japon.

En attendant, depuis la disgrâce de Li-Hung-Chang, vice-roi du Petchili, et le choix de Liou-Koun-Yi, ancien vice-roi de Nankin, comme généralissime des forces de terre et de mer, les Japonais ont poursuivi leur marche victorieuse en Mandchourie. La dernière défaite à enregistrer a été celle du général Seh, qui disposait de 4.000 hommes, défaite qui a eu pour conséquence la prise de Kaï-Ping, à l'extrémité nord-est du Petchili.

Les première et deuxième armées japonaises ont opéré leur jonction et elles occupent, d'une part, la ligne de Port-Arthur à Kaï-Ping et, de l'autre, celle de Hai-Cheng à l'embouchure du Yalu.

Un événement important est la déclaration d'indépendance de la Corée ; elle a été proclamée à Séoul, en présence des troupes du Mikado.

En résumé, depuis un mois, malgré leurs échecs successifs, les Chinois ne perdent pas beaucoup de terrain ; battus par les Japonais dans toutes les rencontres, ils se reforment derrière des positions occupées par de gros détachements composés en partie de corps en formation et, ainsi, les vainqueurs ont constamment de nouveaux combats à livrer.

Comme conclusion, la position des belligérants ne se modifie pas, et il ne paraît pas qu'elle puisse changer en Mandchourie avant la fin des grands froids. Les hostilités ne sont pas suspendues, mais la série des succès éclatants paraît être interrompue.

(1) Voir l'*Economiste Européen*, nos 134 à 155.

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 16 janvier 1895.

Le Discours du Trône au Landtag prussien. — La Crise politique Française. — Le Budget prussien. — Effets de l'Impôt du Timbre. — Valeurs grecques. — Au Reichstag.

Mardi, l'Empereur Guillaume II ou plutôt Sa Majesté le roi de Prusse lisait, dans la salle Blanche, le discours d'ouverture du Landtag, à ses sujets immédiats les membres de la Chambre des Seigneurs et de la Chambre des députés. Le déficit du budget et les moyens de l'atténuer, tels sont les sujets principaux traités par le royal orateur. Le dernier budget prussien était en déficit de 31.000.000 de marks; celui de 1895-96, sans être en équilibre, sera moins désavantageux. C'est l'état critique des finances impériales, qui réagit sur la balance du budget prussien comme sur celle des Etats allemands.

Cependant les revenus propres de la Prusse augmentent; mais leur progression est compensée par le développement des contributions matriculaires, ou, ce qui revient au même par la réduction des versements de l'Empire.

Néanmoins, le Gouvernement prussien poursuit la réforme générale de son système d'impôts. Après le remaniement des impôts directs, la réorganisation des contributions indirectes. Les droits de timbre, les frais judiciaires, le tarif des notaires seront revisés dans un sens uniforme: ils seront échelonnés en raison de l'importance des objets ou des actes soumis aux droits.

Le réseau des Chemins de fer de l'Etat sera accru par la construction de nouvelles lignes; le même projet de loi prévoit la participation de l'Etat à la formation d'un réseau tertiaire.

Le dépôt de ce dernier projet de loi a produit une impression favorable à la Bourse.

Aujourd'hui, l'Empereur a rendu visite à M. Herbette, à l'ambassade de France, vers dix heures et demie. Il se proposait d'y attendre les nouvelles de France.

La démission présidentielle a provoqué ici une grande surprise. On s'étonne fort de la résolution subite prise par le Président de la République, dont le caractère était fort apprécié. Ici, on pense que la démission du Président est le début d'une crise politique dont personne ne peut prévoir l'issue.

D'après le projet de budget prussien pour l'exercice 1895-96, les recettes ordinaires sont évaluées à 1 milliard 865.173.497 marks, les dépenses ordinaires à 1.837.214.103 m. Les recettes extraordinaires sont portées à 62.259.394 m.

Le déficit général monte à 34.300.000 marks, somme qui sera couverte par l'emprunt.

Relativement à l'année précédente, les recettes présentent une augmentation de 14.274.916 marks et les dépenses ordinaires une diminution de 40.887.329 m. Par contre, les dépenses extraordinaires ont progressé de 4.402.413 M.

L'augmentation des recettes peut être exclusivement attribuée aux recettes de chemins de fer.

Dans un article sur la *garantie des émissions*, le *Deutsche Economist* cite deux exemples bien caractéristiques des effets produits par le droit de timbre. Le 29 juin 1893, la maison Bleichrœder émettait, au cours de 101 1/2 0/0, un emprunt de la Ville de Christiania, dont les titres étaient souscrits en Norvège au taux de 100 9 0/0. Lors de la conversion des Priorités du Saint-Gothard, la place de Berlin perdit aussi 0 6 0/0 du capital converti.

La même Revue évalue à 1.260.660.000 m. le montant des émissions nouvelles faites en 1894. L'an passé, avec un montant nominal sensiblement supérieur (1.326.830.000 m.), le prix d'émission était légèrement inférieur à celui de l'année 1894. C'est une preuve matérielle bien évidente de l'abaissement du taux de l'intérêt.

Un Comité de porteurs de valeurs helléniques, nouvellement formé sous le titre de « Union libre des porteurs de valeurs grecques » demande le retrait de la loi grecque du 10 décembre 1893, 50 0/0 des intérêts réguliers pendant trois ans, puis le paiement intégral à partir de 1898. Les intérêts non payés devraient être restitués au moyen d'inscriptions portant 5 0/0 d'intérêts à dater de 1900.

Le Reichstag a discuté hier les projets relatifs à l'érection de Chambres ouvrières. Le Gouvernement s'y déclare favorable, mais il veut préparer à sa guise l'établissement de cette institution.

Le projet de loi sur le rappel des Jésuites, qui a été discuté en premier, a été soutenu par le parti socialiste. La seconde lecture du projet a été reportée à demain.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	7 janv.	Dif. 31 déc.	7 janv.	Dif. 30 déc.
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.024 847	+ 10.627	808 807	+ 11 098
Billets du Trésor	18 977	+ 286	19.903	+ 336
Billets d'autres banques	9 573	+ 1.130	10.831	+ 1.770
Lettres de change	558.296	— 44.435	532 757	— 71.258
Prêts sur titres	89.974	— 10.406	129.328	— 19 830
Valeurs	4 446	— 7	6.502	— 348
Autres propriétés	59.644	— 7.814	61.818	— 3.716
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	1.164.010	— 47 192	1.072 655	— 37.423
Autres engagements à vue	433.966	— 1.384	331.400	— 41 908
Autres engagements	17.751	— 2.013	1.945	— 1.275

Comparaison avec 1894 et 1893

(Millions de marks)

Stock métallique

	1893	1894	1895
1 janv. ...	837,8	797,7	1011,2
7 — ...	863,3	808,8	1024,8
15 — ...	878,2	837,2	—
23 — ...	902,3	872,5	—
31 — ...	901,5	880,0	—

Lettres de change et prêts sur titres

	1893	1894	1895
1 janv. ...	724,8	753,2	703,1
7 — ...	658,8	662,1	618,3
15 — ...	616,8	580,5	—
23 — ...	584,8	557,1	—
31 — ...	586,6	565,3	—

Circulation

	1893	1894	1895
1 janv. ...	1140,2	1110,1	1211,2
7 — ...	1087,8	1072,7	1164,0
15 — ...	1036,0	1014,2	—
23 — ...	989,2	960,1	—
31 — ...	987,7	953,2	—

Réserve de billets

	1893	1894	1895
1 janv. ...	16,8	8,4	123,5
7 — ...	96,3	59,00	182,8
15 — ...	163,6	91,18	—
23 — ...	236,7	241,9	—
31 — ...	238,2	255,0	—

Les Ventes aux enchères d'Immeubles en Prusse.

	Propriétés rurales				Propriétés urbaines	
Ann.	Nomb. des ventes	Etendue en hectares	Produit cadastral net	Valeur utile taxée	Nombre des ventes	Valeur utile taxée
—	—	—	—	—	—	—
1888	6.308	128.579	1.087.991	751.394	2.478	2.049.899
1889	6.337	108.737	908.581	711.779	2.781	2.628.107
1890	5.704	122 566	916.677	688.799	2.892	3.212.803
1891	5.481	104.408	978.092	736.045	3.106	4.912.928
1892	6.610	108.442	954.926	993.972	4.108	6.250.631
1893	6.423	107.402	934.597	1.125.882	4.553	8.671.840
1894	6.961	98.941	862.417	1.597.743	4.757	7.646.714

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 18 janvier 1895.

Le paragraphe du Discours du trône prussien va encourager la création des Chemins de fer d'intérêt local. Il a été bien accueilli à la Bourse.

La tendance, un moment plus faible sur les nouvelles de Paris, s'est ensuite raffermie. Les valeurs charbonnières sont mal tenues en raison de nouvelles qui circulent au sujet du Syndicat des charbonnages.

Par contre, les fabriques de locomotives seraient sur le point de recevoir des ordres considérables des Chemins russes. Il s'agirait d'une commande de 50 millions de marks à livrer en trois ans.

Après bourse les cours faiblissent sauf sur les Consolidés.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 16 janvier 1895.

La Fin de la liquidation Baring. — Réunion des représentants de l'industrie du coton à Manchester. — Le Droit d'entrée sur les cotons dans l'Inde. — Le Commerce extérieur. — La Démission de M. Casimir Perrier.

La liquidation Baring est définitivement close : les derniers paiements ont été faits vendredi et M. David Powell, gouverneur de la Banque, a envoyé aux garants notification de la cessation de leur responsabilité. La maison Baring frères a remercié, de son côté, la Banque d'Angleterre de la confiance et de la considération dont elle a fait preuve à leur égard au cours de la liquidation. Cette grosse opération se trouve donc terminée et elle restera comme l'exemple de ce que peut l'union désintéressée des grands capitaux en présence d'une catastrophe générale.

La liquidation, admirablement conduite d'ailleurs, s'est opérée sans qu'aucun de ceux qui s'y sont engagés aient éprouvé des pertes, et ce fait permet de regretter une fois de plus que l'on n'ait pas mis à profit l'exemple donné par l'affaire Baring pour aider la colonie de Terre-Neuve à sortir des graves embarras où elle se trouve ; mais les groupes financiers, qui étaient intervenus en 1891 pour sauver un Etablissement privé, n'ont pas jugé à propos d'intervenir aujourd'hui pour sauver une colonie et le Gouvernement n'a pas voulu influencer les volontés hésitantes. On pourrait peut-être le regretter bientôt.

Le 8 janvier a eu lieu, à Manchester, une réunion des principaux représentants de l'industrie du coton dans le Comté de Lancashire. Cette réunion a eu pour but de provoquer, au sein du Parlement, un mouvement d'opposition et de protestation contre le nouveau droit d'entrée, imposé par le Gouvernement de l'Inde sur les cotons en fil ou les tissus de coton importés dans la colonie.

Les industriels qui ont pris part à la Conférence de Manchester ont été unanimes à déclarer que le nouveau droit allait affecter d'une façon très grave leur commerce d'exportation, déjà si éprouvé par la crise monétaire qui sévit en Orient. Le premier effet de cette crise a été de diminuer considérablement le chiffre des importations des cotons anglais et d'augmenter, en sens inverse, le nombre des manufactures de la colonie.

Si, disent les fabricants anglais, le Gouvernement frappe maintenant les cotons étrangers d'un droit d'entrée, c'en est fait du commerce d'exportation du Lancashire. C'est d'ailleurs là, ajoutent-ils, le but véritable auquel tendent les partisans du nouvel impôt ; en effet, l'imposition du droit de 5 0/0 sur les cotons étrangers est bien moins destinée à procurer un secours financier au Gouvernement de l'Inde qu'à favoriser, par une mesure de protection à peine déguisée, le développement de l'industrie cotonnière dans la colonie. Les partisans de l'impôt protestent, par l'organe de la majorité des journaux anglais, contre cette allégation. Il s'agit si peu de protection, disent-ils, que le Gouvernement de l'Inde, en imposant un droit d'entrée de 5 0/0 sur les cotons étrangers, frappe en même temps d'un droit également de 5 0/0, le droit « d'excise », les cotons fabriqués dans l'intérieur de la colonie ; à quoi les manufacturiers anglais répondent qu'il n'y a là qu'un trompe-l'œil ; qu'en effet, tandis que tous les cotons importés, sans exception, sont atteints par le droit d'entrée, un cinquième seulement des cotons fabriqués dans la colonie est passible du droit d'« excise », savoir ceux-là seuls supérieurs à 20 « counts ». Mais à cela les partisans du droit d'entrée répliquent qu'il n'y a guère à être importées d'Angleterre dans l'Inde que les qualités de cotons supérieures à 20 « counts » ; ce qui fait qu'en réalité l'égalité de traitement entre les marchandises indiennes et anglaises existe bien.

Tel est l'état de la question.

La Conférence s'est séparée après le vote d'une résolution invitant le Parlement anglais à protester contre la mesure adoptée par le Gouvernement indien et à lui faire toute l'opposition possible, à moins qu'un droit d'« excise » équivalent au droit d'entrée ne soit imposé sur *tous* les cotons manufacturés dans l'Inde.

Certains membres de la Conférence ont émis le vœu que, plutôt que de laisser porter une atteinte aussi grave aux intérêts des manufacturiers du Lancashire, par l'établissement d'un droit protecteur à l'entrée des Indes, le Gouvernement anglais vînt directement en aide au Gouvernement indien au moyen d'une subvention de l'Etat, laquelle serait du moins supportée, en définitive, par tous les contribuables, tandis qu'un droit d'entrée n'atteint qu'une faible partie de ces derniers.

Un autre vœu, très suggestif, a été émis par un autre membre de la Conférence, savoir : que le droit d'entrée soit imposé, non sur les cotons ou tissus étrangers, mais sur les machines nécessaires à la fabrication de ces marchandises.

Le rapport du *Broard of Trade* pour le commerce extérieur de décembre, accuse une diminution importante des importations, qui sont inférieures de 3.678.000 francs soit 10 0/0, à celles de décembre 1893.

Cette baisse, la plus forte de l'année, absorbe presque la moitié de l'augmentation constatée pendant les 11 mois antérieurs. L'importation totale se trouve être ainsi de 408.505.718 liv., soit une augmentation de 3.817.540 liv. (environ 1 0/0) sur l'année 1893. La baisse provient surtout des grains et du coton : les articles de consommation perdent 1.519.000 liv., l'orge et le blé indien 287.000 et 230.000 liv., le blé et la farine 197.000 liv., bien que les arrivages aient été plus considérables ; les sucres, 680.000 liv. à cause de la diminution des expéditions de l'Allemagne.

La diminution des produits textiles est de 1.452.000 liv. et sur ce chiffre, les cotons entrent pour 1.231.000 liv., quoiqu'on en ait reçu 157.000 quintaux de plus qu'à l'ordinaire. Les soies, les laines, les chanvres ont moins donné tandis que la jute est en augmentation. Les métaux perdent 137.000 liv. : parmi eux, le fer seul est plus abondant.

Les résultats de l'exportation sont plus satisfaisants : ils contribuent à accroître l'augmentation constatée dans les mois précédents. Le total est de 17.500.585 liv., soit 231.511 ou 1,3 0/0 de plus qu'en décembre 1893. La diminution des exportations totales de l'année se trouve ainsi réduite à 1.900.626 liv., soit 0,9 0/0 par rapport à 1893. Le total est de 216.194.239 liv.

Le bénéfice en décembre est donné par les articles divers, tels que armes et munitions, qui gagnent 248.000 liv. Les métaux ont donné plus, notamment le fer, qui se majore de 134.000 liv. et le cuivre de 126.000. L'exportation des fils de coton atteint près de trois millions et quart de livres, représentant une valeur de 18.000 liv., tandis que les tissus perdent 419.000 liv. à cause de la diminution des demandes pour l'Inde et la Chine. Les Etats-Unis ont fait augmenter de 80.000 liv. les expéditions de toiles et fait donner 30.000 liv. de plus aux tissus de jute.

La nouvelle de la démission de M. Casimir-Perier a produit une profonde sensation et une vive surprise. Tout en constatant que, par sa courtoisie et son honorabilité, le Président de la République avait droit à la reconnaissance de l'Angleterre, les journaux ont reconnu que rien ne justifiait le manque de confiance en lui-même dont il vient de faire preuve et regretté qu'il abandonnât son poste dans un moment difficile.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

16 Janvier 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés..........	49.060.605	Dette fixe de l'Etat...	11.015.100
		Rentes immobilisées..	5.784.900
		Or monnayé et lingots	32 260 605
Total...........	49.060.605	Total...........	49.060.605

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social.........	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque).........	16.077.309
Réserve et profits et pertes..............	3.401.939	Portefeuille et avances	17.448 428
Trésor et administration publique.......	6 045.154	Billets en réserve....	23.858.090
Comptes particuliers..	35.532.467	Or et argent monnayés	2.344.360
Billets à sept jours, etc.	195.627		
Total...........	59 728.187	Total	59.728.187

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
10 Octobre	36.843	26.006	44.606	34.787	27.637	61	2
17 »	36.649	25.776	44.699	34.807	27.672	61	»
24 »	37.751	25.430	44.458	34.118	27.821	63	»
31 »	36.177	25.783	43.338	33.918	27.194	62	»
7 Novembre	35.052	25.508	42.400	33.776	26.441	62	»
14 »	35.558	25.443	42.593	33.460	26.914	63	»
21 »	35.018	25.111	41.135	32.248	26.706	64	»
28 »	34.955	25.015	40.782	31.822	26.740	65	»
5 Décembre	34.196	25.257	40.263	32.412	25.739	65	»
12 »	33.743	25.176	39.936	32.427	25.366	63	»
19 »	33.362	25.325	38.868	31.886	24.817	63	»
26 »	32.547	25.676	37.087	31.272	23.670	63	»
2 Janvier	33 091	25.918	44.797	38.714	23.972	53	»
9 »	33.880	25.519	45.058	37.982	25 160	55	»
16 »	34.601	25.202	41.577	33.525	26.202	62	»

Clearing-House

Résultat des compensations du 10 au 16 janvier

Jeudi 10 janv...... £	18.892.000	Lundi 14 janv. ... £	21.334 000
Vendredi 11 janv....	17.707.000	Mardi 15 janv.......	19.648.000
Samedi 12 janv......	17.611.000	Mercredi 16 janv.. ..	47 939 000
		Total.......£	143.131.000

Pour la semaine correspondante de 1893, le total a été de £ 133.232.000.

Le Commerce Extérieur en Décembre. — Nous publions ci-dessous notre tableau mensuel des Importations et Exportations :

IMPORTATIONS EN ANGLETERRE

(Décembre et 12 mois de 1894)

DÉSIGNATION	Décembre 1894	Comparaison avec déc. 1893	12 mois de 1894	Comparaison avec 1893
	£	£	£	£
Animaux vivants...	516.765	+ 117.394	9.098.796	+ 2.747.092
Objets d'alimentat.	11.030 361	— 1.518.976	139.411.601	— 4 856.197
Exempts...........				
Taxés..............	2 257.836	+ 44 046	21.383.880	— 342.292
Tabacs.............	229.748	+ 25.964	3 512 601	— 36 581
Métaux............	1.450 770	— 137.052	19.062.612	— 1.566.894
Prod.chimiq., coul..	424.668	— 69.409	6 318 268	— 16 851
Huiles.............	648 264	— 124.769	7 505.703	+ 104.798
Mat. premières textil.	7.262.954	— 1.452.376	70.623.485	+ 2.615.998
Mat. premières autres	2.779.874	— 314 164	43.091.143	+ 2.102.337
Objets fabriqués...	5.263.143	+ 439.766	68.958.531	+ 3.104.235
Divers..............	1.157.808	— 666 885	15.730.206	— 227.879
Colis postaux......	48.289	— 21.779	808 892	+ 189.774
Totaux........	33.070.180	— 3.678.210 (= 10.0 %)	408 505.718	+ 3.817.540 (= 0.9 %)

EXPORTATIONS DE L'ANGLETERRE

(Décembre et 12 mois de 1894)

DÉSIGNATION	Décembre 1894	Comparaison avec déc. 1893	12 mois de 1894	Comparaison avec 1893
	£	£	£	£
Animaux vivants...	59 532	+ 21.124	665.353	+ 35.362
Objets d'alimentat.	860.186	+ 5.320	10.698 194	+ 75.786
Matières premières	1.547.621	+ 28.592	19.816.100	+ 2.780.728
Obj. fabr. ou en partie Fils et tissus.......	7.783.218	— 234 104	96 090.032	— 464.024
Mét. et ouvrages en Mét. (sauf les mach.)	2.238.452	+ 111 845	28.045.527	— 2 791.648
Machines..........	1.079 308	+ 15.178	14 265.122	+ 347.579
Confections........	678.571	— 73.771	8.740.732	— 807.784
Prod.chim.et pharm.	652 418	— 5.068	8 496.333	— 183.980
Divers..............	2.482 039	+ 357.415	28.267.710	— 962 430
Colis postaux.......	119.210	+ 1.979	1.109.136	+ 66 785
Totaux des prod. angl.	17.500.585	+ 231.511 (= 1.3 %)	216.194.239	— 1.900.626 (= 0.9 %)
Réexportation des marchandises imp.	4.827.861	+ 594 438 (= 14.0 %)	57.966.484	— 1.076 921 (= 1.8 %)
Total des exportat..	22.328.446	+ 823.949 (= 3 8 %)	274.160.723	— 2.977.547 (= 1.1 %)

Mouvement des métaux précieux. — Le tableau suivant donne le mouvement des métaux précieux de décembre et pendant les 12 premiers mois de l'année :

	Or		Argent	
	Décembre	12 mois	Décembre	12 mois
	£	£	£	£
Importations 1894.....	1.594.665	27.580.926	715.303	11.005.507
— 1893.....	1 569 150	24.834.727	1.136.735	11.913.395
Différence en 1894..	+ 25.515	+ 2.746.199	— 421 432	— 907.888
Exportations 1894....	2.412 218	15 647 551	717.207	12.171.449
— 1893	1.634.957	19.502 273	1.371.993	13.589.745
Différence en 1894..	+ 777.171	— 3.854.722	— 654.786	— 1.418.296

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 18 janvier 1895.

La liquidation, très légère sauf dans le marché minier, s'est effectuée avec tranquillité : les avances ont été peu demandées et très offertes : tenant compte du détachement du coupon de janvier, les haussiers ont été favorisés sur les valeurs parisiennes : ils ont touché sur les Chemins anglais, tandis que, sur les Chemins américains, les différences étaient insignifiantes et irrégulières.

Les valeurs de placement ont continué à témoigner d'excellentes tendances et de bénéficier des nombreux remplois qui se produisent tous les ans à cette époque ; le marché étranger, un peu influencé d'abord par l'allure de Paris, est redevenu ferme, mais les transactions ne sont pas fort étendues ; les groupes turcs C et D restent recherchés, de même que les Fonds russes ; les Grecs sont offerts.

Les Fonds sud-américains sont négligés.

Les Chemins américains, un instant recherchés par New-York, sont redevenus hésitants.

Les Chemins anglais sont plus faibles sur la publication d'un dividende très inférieur par le Comité du Sheffield.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 16 janvier 1895.

Le Nouveau cabinet hongrois et le nouveau président de la Chambre hongroise. — La Réforme des impôts directs en Hongrie : l'impôt progressif sur le revenu. — La Marine marchande autrichienne en 1895. — La Retraite de M. Casimir-Perier.

Suivant mes prévisions, c'est un ministère Banffy qui sort des combinaisons soumises à l'Empereur-Roi ; en voici la composition définitive :

Le baron Banffy, *président du Conseil* sans portefeuille; Desider Perczel, *intérieur;* Ladislas Lukaçs, *finances;* Alexandre Erdelyi, *justice;* Jules Wlassiçs, *instruction publique et cultes;* Ernest Daniel, *commerce;* comte Festetiçs, *agriculture;* baron Fejervary, *défense nationale* et ministre *a latere* par intérim: Josipovich, *ministre Cracovie, Dalmatie* et *Esclavonie.*

Constatons que le baron Banffy et ses collaborateurs appartiennent au parti libéral, qui reste maître du pouvoir et de la majorité, comme avant la démission de M. Wekerlé.

M. de Szilagyi, ex-ministre de la justice, va succéder au baron Banffy à la présidence de la Chambre basse.

Les appréciations sont très diverses: tandis que les uns regrettent de ne pas voir figurer dans le nouveau Cabinet les chefs des groupes les plus importants du parti libéral, les cléricaux sont mécontents de la présence d'un calviniste à la tête du Gouvernement.

Il faut donc s'attendre à une lutte assez vive.

Une des dernières mesures prises par le Dr Wekerlé, avant de quitter le Ministère des finances hongrois, a été l'impression des dispositions relatives à la réforme des *impôts directs.* Les deux volumes qui viennent d'être édités contiennent aussi les détails de la réforme de l'impôt sur le revenu des troisième et quatrième classes, dont le taux varie, pour la *troisième classe,* de 3 à 9 8 0/0.

Le taux de 3 0/0 est appliqué aux contribuables dont le revenu n'excède pas 2.000 florins; il comprend 356.177 contribuables ayant un revenn de 78.864.390 florins. Viennent ensuite 101 catégories dont les revenus s'élèvent jusqu'à 100.000 et 200.000 florins.

Voici le nombre des contribuables prévus pour les principales catégories : 1.130 jusqu'à 3.000 florins, 290 jusqu'à 3.500 fl., 653 jusqu'à 4.000 fl., 431 jusqu'à 5.000 fl., 346 jusqu'à 6.000 fl., 122 jusqu'à 7.000 florins, 181 jusqu'à 8.000 fl., 73 jusqu'à 9.000 fl., 169 jusqu'à 10.000 fl., 268 de 11.000 à 15.000 fl., 150 de 15.000 à 20.000 fl., 64 de 20.000 à 25.000 fl., 68 de 25 mille à 30.000 fl., 50 de 30.000 à 40.000 fl.. 17 de 50.000 à 60.000 fl., 1 de 80.000 à 90.000 fl., 7 de 90.000 à 100 mille fl. et 24 de 100.000 à 200.000 fl.

Vous remarquerez que le nombre des contribuables à faibles revenus est relativement minime.

D'après les nouvelles dispositions, le total des revenus imposés s'élèverait de 58 millions de florins, devant donner un rendement de 5.880.531 florins 96, alors qu'en 1890 le rendement était de 9.175.343 fl. 22.

Pour la *quatrième classe,* on compte 89.551 contribuables — dont 32.674 pour Budapest — ; l'impôt, portant sur un total de 53.506.196 florins, doit rendre 861 mille 566 florins.

L'*Annuaire Maritime,* qui vient de paraître, donne des statistiques très complètes sur la marine marchande de l'Autriche pendant l'année 1895; ces statistiques ne sont guère satisfaisantes.

Voici, en effet. la décomposition des navires battant pavillon autrichien :

	1894		Differ. sur 1893	
	Nombre de navires	Tonnes	Nombre de navires	Tonnes
Voiliers du long cours	73	39.641	— 9	—5.231
— grands côtiers	41	4.852	— 5	— 782
— petits côtiers.	1.421	17.671	+ 27	+ 454
Bateaux de pêche.....	9.605	22.496	+294	+ 641
Vapeurs du long cours	70	87.033	— 1	+ 48
— grands côtiers	23	7.127	— 2	—1.514
— petits côtiers.	46	1.622	— 2	— 263

Il résulte de la comparaison de ces chiffres que le nombre des *voiliers* des trois catégories est réduit à 1.535, jaugeant 44.493 tonnes contre 1.616 navires et 68.627 tonnes en 1893. Pour les *vapeurs,* nous avons 139 navires et 95.782 tonnes, contre 144 vapeurs et 97.407 tonnes en 1893.

Au total, ces deux facteurs nous donnent : 1.674 navires et 157.946 tonnes en 1894, contre 1.720 navires et 166.034 à la fin de 1893. Seuls les bateaux de pêche sont en augmentation.

P.-S. — La nouvelle télégraphique de la démission de M. Casimir-Perier donne lieu, à Vienne, à des commentaires très divers. En général, on trouve que cette démission ne se justifie pas, et on considère que le Président de la République a eu tort d'abandonner son poste.

Informations Économiques et Financières

Le Stock d'or de la Monarchie austro-hongroise. — Le métal jaune, constituant le stock d'or de la Monarchie austro-hongroise, se trouve accumulé en trois endroits :

1o Dans les caves de la *Banque d'Autriche-Hongrie;* 2o dans les *Caisses publiques* du Gouvernement *autrichien;* 3o dans les *Caisses publiques* du Gouvernement *hongrois.*

En voici la décomposition au commencement de 1895 :

	En milliers de florins
1o A la *Banque d'Autriche-Hongrie* :	
Or en barres et monnaies d'or.............	155.320
Devises..................................	12.480
Fonds de réserve.........................	13.500
Total.................	181.300
2o Dans les Caisses du Gouvernement *autrichien* :	
Or destiné à la *Valuta* (après déduction du montant de 34 millions 60 mille florins déposé à la Banque)................	79.370
Or disponible du Gouvernement autrichien	30.000
Total................	109.370
3o Dans les caisses du Gouvernement *hongrois* :	
Or destiné à la *Valuta* (après déduction du montant de 14 millions 680 mille florins déposé à la Banque)................	65.320

Ces trois facteurs réunis donnent un total général de 355.990.000 florins, soit, en chiffres ronds, 360 millions de florins, sans tenir compte des monnaies d'or, nationales ou étrangères, actuellement dans la circulation.

Avant le commencement des opérations de la *Valuta,* la *Banque d'Autriche-Hongrie* possédait un stock d'or évalué à l'ancien cours du pair à 80 millions, et représentant, d'après le nouveau rapport, 93 1/2 millions de florins.

A l'époque dont il s'agit, les existences de caisse en or du Ministre des finances autrichien correspondaient uniquement au service des coupons; quant au Ministre des finances hongrois, il commença à constituer son stock de métal jaune en se procurant des devises.

Rappelons que le Ministre des finances autrichien a émis, jusqu'ici, pour 100 millions de florins de *Rente-or* dont le rendement a été de 113 millions 430 mille florins. Sur ce total, 34 millions 60 mille florins ont été déposés à la Banque et le solde de 79 millions 370 mille florins se trouve dans les caisses centrales de l'Etat.

Le Gouvernement autrichien a décidé de retenir, dans ces Caisses, tout l'or provenant des paiements en douane ou des autres sources de recettes; déjà, il a acquis, de ce chef, une trentaine de millions de florins.

Le montant de l'or appartenant au Gouvernement hongrois s'élève à 80 millions de florins, sur lesquels 14 millions ont été déposés à la Banque. Ce stock de métal jaune provient de l'émission de 24 millions de florins de Rente-or et d'achats effectués avec les disponibilités de Caisses. A cela, il faut ajouter le montant des devises achetées aux Etablissements de crédit de Budapest.

La *Banque d'Autriche-Hongrie* possédait, dans le courant de 1892, un stock d'or de 93 1/2 millions de florins; elle l'a augmenté de 40 millions de florins, en chiffres ronds. En outre, elle a reçu en dépôt, des Gou-

vernements autrichien et hongrois, une somme totale de 48 millions 600 mille florins, destinée au retrait des billets d'Etat.

La Banque d'Autriche-Hongrie. — Le Bilan de l'exercice 1894 accuse, après déduction de tous impôts et taxes, un bénéfice net de 6.639.542 florins, contre 7 millions 98.336 florins en 1893.

En vertu de l'article 102 des statuts, le capital-actions doit recevoir avant tout autre prélèvement 5 0/0 sur le capital versé de 90 millions de florins, soit 4 1/2 millions de florins ; après dotation du fonds de retraite, il revient encore aux actionnaires une part de 2 0/0, pour porter le dividende à un minimum de 7 0/0, le surplus devant être partagé par moitié entre les actionnaires et les deux administrations des finances autrichienne et hongroise.

Dans ces conditions, le dividende de l'exercice 1894 ressort à 42 fl. 90, soit 7 15 0/0, contre 44 fl. 90 ou 7 38 0/0 pour 1893. En conséquence, l'acompte payé en juillet dernier étant de 15 florins, le coupon de janvier s'élève à 27 fl. 90 (au lieu de 29 fl. 30 en janvier 1893).

La part de bénéfices de l'Etat, qui était de 347.201 florins en 1893, ressort cette fois à 126.971 florins, dont 70 0/0 reviennent à l'Autriche et 30 0/0 à la Hongrie ; elle doit être appliquée à la diminution du compte d'avances de l'Etat qui se réduit ainsi à 76 millions 860 mille florins.

La limite légale des billets exempts d'impôt ayant été dépassée à plusieurs reprises en 1894, la Banque a payé pour 2.139 florins d'impôts (au lieu de 16.695 florins en 1893).

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 18 janvier 1895.

La crise gouvernementale en France a provoqué ici, au premier moment, une très grande réserve de la part des spéculateurs ; mais les ordres d'achats venus de Budapest ont maintenu la fermeté des cours pour les fonds d'Etat et les principales valeurs.

Le Conseil d'administration de la Société des *Alpines* a décidé de retirer la demande d'autorisation présentée au Gouvernement, relative à l'augmentation du capital-actions.

L'argent est toujours facile ; on escompte les premières acceptations de Banque entre 3 3/8 et 3 1/2 pour cent et le bon papier de commerce entre 3 3/4 et 3 7/8.

La nomination du baron Josika, ancien Secrétaire d'Etat, au poste de ministre *a latere*, complète le Cabinet hongrois.

BELGIQUE

Le Budget Belge pour 1895. — Les recettes de l'Etat sont, pour l'exercice actuellement en cours, évaluées à 357.427.028 fr., et les recettes exceptionnelles, provenant des ventes de biens domaniaux à 300.000 fr. Voici le détail du budget :

Contributions directes		
Contribution foncière .... Fr.		24.955.000
Contributions personnelles		19.250.000
Droit de patente		6.900.000
Redevances sur les mines		800.000
Douanes, accises, etc.		
Douanes		25.840.570
Accises : vins	3.251.500	
» eaux-de-vie indigènes	23.841.859	
» bières	10.042.500	
» sucres et divers	5.112.050	
		42.247.409
Recettes diverses		443.000
Enregistrement, etc.		
Enregistrement, greffe, hypothèques		24.410.000
Successions		19.525.000
Timbre		6.050.000
Divers		50.000
Péages		
Rivières, routes, quais		1.535.000
Chemins de fer		144.000.000
Télégraphes et téléphones		6.000.000
Postes		11.687.300
Divers		1.175.900
Capitaux et revenus		
Divers		17.840.700
Remboursements		
Divers		3.818.000
Total		357.427.028
Ressources exceptionnelles		300.000
Ensemble		357.727.028

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 16 janvier 1895.

La Situation politique. — Le Protectionnisme et la question des blés. — Le Taux des avances à la *Banque d'Espagne*. — La Démission de M. Casimir-Perier.

La majorité gouvernementale se désagrège de plus en plus, en même temps que disparaît le peu d'autorité dont jouissait encore M. Sagasta. La division règne sur un nombre infini de questions ; elle règne même au sein du Cabinet à propos des droits protecteurs sur les blés, M. Puigcerver, qui représente l'élément libre-échangiste, ayant positivement déclaré qu'il s'opposait à une augmentation de tarif, si petite quelle soit, pour les céréales étrangères introduites en Espagne.

Il convient, à ce propos, de mettre les choses au point.

Vous savez que tout le plateau central de la péninsule produit du blé ; le manque d'eau ne permet pas de s'y livrer à d'autres cultures.

La dernière récolte a été particulièrement belle, en quantité et en qualité, et la Compagnie des Chemins de fer Andalous, dont le réseau traverse les régions productrices, comptait, de ce chef, sur une augmentation de recettes d'au moins 500.000 pesetas. Or, elle n'a rien eu à transporter et son exercice se solde, au contraire, par une moins-value importante !

L'explication de ce phénomène est très simple. La population, relativement peu dense en Castille, est répandue sur le littoral, autour des centres tels que Barcelone, Tarragone, Valence, Alicante, Almeria, Malaga, Cadix, etc., etc., tous points où les navires venant du large peuvent livrer directement les céréales étrangères, sans faux frais. Aussi le droit de 7 pesetas 50 par quintal n'a-t-il pas empêché les arrivages, au grand détriment des producteurs du plateau central, des Compagnies de Chemins de fer et du change à l'extérieur !

On s'explique, dès lors, les plaintes des cultivateurs, qui, ne pouvant produire autre chose que du blé (car il y a déjà trop de vin), demandent à être garantis contre la concurrence étrangère.

Ces considérations, développées par les conservateurs et appuyées par M. Gamazo et ses amis, obligent le Gouvernement à faire de nouvelles concessions aux *trigueros* ; M. Gamazo, sans aller aussi loin que les ultra-protectionnistes, a proposé une surélévation du tarif pour les provenances étrangères, mais on se heurte à la résistance de M. Puigcerver, soutenu par les Morettistes.

Fidèle à son système de temporisation, M. Sagasta veut, avant tout, éviter un conflit ministériel ; dans ce but, il a déclaré à ses collègues qu'on chercherait une formule pouvant donner satisfaction à tout le monde.

C'est ainsi que le Gouvernement veut demander aux Compagnies de Chemins de fer des diminutions de tarif pour les produits agricoles et qu'il étudie une réduction de la contribution territoriale.

En somme, le Cabinet Sagasta est aussi hésitant pour les questions économiques que pour toutes les autres, et son manque d'initiative amène la division au sein de la majorité. Il est obligé de s'incliner devant la puissante union des protectionnistes. Au surplus, comme l'a fort bien dit M. Canovas del Castillo, dans son récent discours au Cercle industriel, l'opportunisme, consistant à ajourner les solutions qu'on n'ose prendre, constitue une erreur politique.

La *Banque d'Espagne* a abaissé de 5 1/2 à 5 0/0 le taux de ses avances garanties par des valeurs publiques. Cette mesure, dit la *Epoca*, a pu être prise en raison de l'accroissement de la réserve métallique ; en la prenant, la Banque se crée de nouvelles sources de bénéfices et suit le courant général qui se produit en Europe.

P.-S. — La démission du Président de la République française, dont la nouvelle télégraphique nous est parvenue aujourd'hui, a causé ici un profond étonnement. On estime que M. Casimir-Perier commet une grande faute en se retirant au moment où il importait de faire preuve d'énergie et de courage civique, mais on espère que la transmission des pouvoirs à son successeur s'effectuera sans incidents.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 30 décembre (52 semaines)

	1891	1892	1893	1894
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	14.841.764	14.995.891	14.839.447	14.092.117
Nord de l'Espagne (1959 k.)	62.572 643	60 831.481	58.778.573	59.012.253
Asturies (741 kil.)	10.645.431	12.066 595	12.637.165	13.666.053
Lérida-Reus (103 kil.)	1.717.794	1.433.557	1.348.003	1 212.477
Almansa-Valence (460 kil.)	»	11.753 335	10.609 543	10 861 711
Saragosse (2672 kil.)	56.956.575	54 090.709	52.092 594	52.032.485

Les Chemins de fer Espagnols en 1894. — Notre confrère *El Economista*, examinant la situation des Compagnies de Chemins de fer pendant l'année 1894, déclare que cet exercice n'a pas été un des plus mauvais. Sans les fluctuations du change, les Compagnies auraient pu distribuer à leurs actionnaires des dividendes correspondant à l'intérêt normal de l'argent.

Les recettes totales de la Compagnie du Nord-Espagne se sont élevées, du 1er janvier au 30 décembre 1894, à 88.381.533 pesetas, en plus-value de 1.611.657 pesetas sur la période correspondante de 1893.

La Compagnie du Midi — Madrid, Saragosse et Alicante, a encaissé pendant toute l'année 1894, 52.032.484 pesetas, soit une moins-value de 60.109 pesetas sur 1893.

Les chiffres totaux des autres lignes ne sont pas encore connus ; jusqu'à fin novembre, les lignes de Tarragone-Barcelone-France a gagné 900.000 pesetas ; celle de Zafra à Huelva a gagné 200.000 pesetas jusqu'au 23 décembre et celle de Bilbao-Portugalete a gagné 50.000 pesetas jusqu'au 20 novembre.

Enfin, on constate de légères baisses pour la Compagnie des Andalous, tandis que pour Madrid-Caceres-Portugal et Medina-Zamora-Orense à Vigo il n'y a pas de modifications.

Pendant l'année 1894, l'accroissement du réseau espagnol a été de 460 kilomètres, dont 210 de voie normale et 250 de voie étroite.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 18 janvier 1895.

On a vendu, cette semaine, une forte quantité de rente *Intérieure* ; par contre l'*Extérieure* a bénéficié d'ordres d'achats venus de l'étranger.

L'inquiétude constitue la note dominante du marché ; on craint que le Gouvernement ne s'engage dans une voie dangereuse en matière de crédit et on a hâte de connaître les projets de M. Canalejas tenus secrets jusqu'ici. Il y a enfin la question des *trigueros*, qui prend de grosses proportions.

Aujourd'hui, la spéculation locale se rachète sur l'*Intérieure*.

GRÈCE

LA SITUATION

Athènes, 6 janvier n. s. 1895

Echec du Ministère. — Le Projet de loi sur les raisins secs. Le Plan Coromilas.

Le Ministère n'a pas réussi à enlever le vote du budget avant les vacances de Noël (5 janvier nouveau style).

La Chambre a préféré mettre à son ordre du jour la discussion urgente des projets de lois sur les raisins secs et sur les octrois. C'est un véritable échec pour le cabinet Tricoupis, car la discussion de la loi sur les octrois aurait pu être retardée sans grands inconvénients.

On ne saurait en dire autant du projet relatif aux raisins secs. C'est une question vitale pour le pays. Sans exagérer, il est permis de dire que tout le commerce extérieur et indirectement les changes et les finances helléniques dépendent du marché des raisins secs. L'augmentation des droits de douane, en France, a porté un coup terrible à cette branche essentielle de la production agricole. Les qualités ordinaires sont invendables et les qualités supérieures s'écoulent à des prix désastreux. C'est une ruine pour le pays. Ainsi s'explique le projet extraordinaire, un instant conçu, de détruire tout ou partie de la récolte, afin d'assurer le relèvement des cours par la réduction du stock.

L'opinion s'est rassise, et la Commission parlementaire, saisie de la question, en est venue à recommander des mesures plus pratiques. Pour atténuer l'encombrement du marché, on créerait des magasins de dépôt. De plus, point essentiel, la Banque ferait des avances aux cultivateurs sur les raisins secs, déposés dans les nouveaux magasins généraux. Peut-être, mais l'issue est moins certaine, le Gouvernement abandonnerait-il une partie de l'impôt prélevé sur les raisins ? La situation financière rend cette solution peu vraisemblable.

Quoique la délibération sur le budget ait été reportée jusqu'à la rentrée de la Chambre, la situation financière préoccupe fort les esprits. On discute notamment un projet de M. L. Coromilas pour le règlement de la Dette intérieure.

Le plan général a pour but la réduction de la circulation fiduciaire. A un service spécial seraient affectés les revenus du timbre, du tabac, du papier à cigarettes, du sel, du pétrole, des allumettes et des cartes à jouer. Le tout produit environ 24.500.000 dr. Le service de la Dette et les frais généraux absorbant 19.305.000 dr., l'excédent de 5.194.000 dr. serait affecté au retrait du papier-monnaie.

Ce résultat ne serait atteint qu'en imposant de lourds sacrifices aux créanciers du pays. M. Coromilas veut réduire de 25 0/0 le capital nominal de la Dette extérieure : les intérêts seraient payés en *drachmes*, c'est-à-dire en papier-monnaie et seulement à raison de 40 0/0 du taux initial. Il ne serait élevé qu'après la réalisation du pair.

Au préalable, il y aurait lieu de rembourser l'emprunt contracté en or.

Il y a là une idée sage, le retrait du papier-monnaie. Pour le reste, la décision dépend des porteurs de titres et aussi de l'adoption du plan L. Coromilas.

Post-Scriptum. — L'agitation populaire grandit. Les classes dirigeantes font appel au Pouvoir royal pour réagir contre les vices du régime parlementaire.

Informations Économiques et Financières

Dépression de la fortune publique. — L'*Ephiméris* évalue à la somme de 250.000.000 de dr., somme énorme pour la Grèce, la dépression subie par la fortune publique depuis deux ou trois ans. Les actions de la Banque Nationale, cotées à 4.500 dr. il y a deux ans, n'en valent plus que 2.300. Et comme elles sont au nombre de 20.000, il en résulte une perte de 46.000.000 de dr. Les actions du Laurium, qui étaient à 225 dr. sont tombées à 66 dr. Perte sèche de 16.000.000 de dr. sur les 100.000 actions de cette Société. Les actions du Crédit Industriel, à 65 dr., perdent 75 drachmes chacune, soit 4.000.000 de dr. pour l'ensemble des actions de cet Etablissement de crédit. Les actions des chemins de fer du Péloponèse, au nombre de 92.000, perdent 185 drachmes par action, soit 18.000.000 de dr. en tout. Les actions des Chemins de fer thessaliens perdent 10.000.000 de dr., et les autres Sociétés 15 millions de dr. au moins. Si l'on ajoute à ce chiffre les 16.000.000 de dr. du Crédit Général perdus à tout jamais et 100.000.000 de dr. au moins de pertes sur la dépréciation des valeurs d'Etat qui se trouvent entre les mains des Hellènes, on arrive à un total de 225 millions de dr., qui est, comme on l'a dit, un chiffre énorme sur une population d'un peu plus de deux millions d'habitants.

Chemin de fer de Pirée-Larisse. — La concession donnée à la Société anglaise a été annulée. Pour utiliser les travaux commencés, le Gouvernement propose l'achèvement d'une partie de la ligne, section Pirée-Livadia avec embranchement sur Chalcis. La ligne est hypothéquée aux porteurs de l'emprunt Pirée-Larisse, qui sont presque tous Allemands.

Le Cabinet de Berlin pourrait bien protester contre le projet de loi qui prévoit une concession nouvelle de cette ligne à une Société à former.

Le Chemin de fer Myli-Calamata. — On affirme que le Gouvernement va présenter, ces jours-ci, à la Chambre un projet de loi sur l'achèvement et l'exploitation du chemin de fer Myli-Calamata. C'est la Compagnie des Chemins de fer du Péloponèse, avec lequel le président du Conseil est en négociations, qui sera chargée de l'exploitation de cette ligne, dont elle exploite déjà la partie qui a été déjà livrée à la circulation.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 16 janvier 1895.

La Situation politique. — Les Projets financiers. — Les Pensions civiles et militaires. — Impression produite par la Démission de M. Casimir-Périer.

Il paraît, décidément, que l'idée d'une dissolution des Chambres est écartée; la nouvelle session de l'ancien Parlement serait ouverte à très bref délai, assure-t-on dans les cercles ministériels, et le Cabinet demanderait l'interversion de l'ordre du jour. On discuterait ainsi les décrets à transformer en lois et on réglerait les questions financieres avant de revenir au fameux pli Giolitti.

Dans un récent discours prononcé à Brescia devant ses électeurs, M. Guicciardini, le député toscan appelé à prendre le portefeuille des finances, dans la combinaison Zanardelli qui échoua avant la formation du Cabinet actuel, a constaté l'amélioration sérieuse de la situation financière. Si le programme de M. Sonnino aboutit, a dit en substance l'orateur, le déficit de 99 millions, pour l'exercice 1894-95, pourra être couvert par un emprunt de 97 millions, et par 2 millions sur la Dette flottante (mouvement des capitaux). Pour le cas où on ne ferait aucune amélioration nouvelle, l'exercice 1895-96 verrait se réduire le déficit à 88 millions, qu'on couvrirait encore par un emprunt et par un appel à la Dette flottante.

Mais, a ajouté M. Guicciardini, la réduction de dépenses et les augmentations de recettes proposées par le Ministre du Trésor réduisent le déficit à 8 millions; en admettant que ses combinaisons soient acceptées, on sera arrivé en trois ans à ce résultat satisfaisant qu'au lieu de 168 millions de lire pour 1893-94, et 179 millions de lire (réduits à 95 millions) pour 1894-95, il ne manquera plus que 8 millions à l'équilibre budgétaire en 1895-96.

Il convient d'ajouter que M. Guicciardini, loin d'être un ami du Cabinel actuel, est à ranger parmi les membres de l'opposition qui réclament la démission de M. Crispi.

Pendant le premier semestre de l'exercice financier en cours, c'est-à-dire du 1er juillet au 31 décembre 1894, le mouvement de la Dette de l'Etat, relatif aux pensions civiles et militaires, accuse une augmentation de 140 titulaires de retraites et de 282.376 lire. Ce chiffre porte à 77.260.489 lire 63 le total de la Dette (pour 95.008 titulaires), dont 69.931.113 lire 28, s'appliquent à des pensions inscrites antérieurement au 1er juillet 1893, et le solde, soit 7.329.376 lire 35, à des pensions inscrites depuis.

On a été très surpris de la nouvelle relative à la démission de M. Casimir-Périer; beaucoup de personnes croient à une fausse retraité. En général, on ne considère pas la situation comme dangereuse et on pense que la crise sera de courte durée.

Informations Économiques et Financières

Les Recettes des Chemins de fer italiens. — Les résultats des deux premiers mois de l'exercice 1894-95, c'est-à-dire pour la période du 1er juillet au 31 août 1894, sont les suivants :

Recettes approximatives : 42.273.189 lire, soit une augmentation de 1.212.918 lire sur la période correspondante de 1893.

Longueur moyenne des lignes exploitées : 14.817 kilomètres, en augmentation de 426 kilomètres.

Recette kilométrique moyenne : 2.853 lire, en diminution de 2 lire sur le précédent exercice.

Voici la répartition par réseau :

	Longueur moyenne	Recettes brutes	Recettes kilomét.
	Kilom.	Lire	Lire
Réseau Méditerranéen..	5.437	20.641.680	3.796
» de l'Adriatique..	5.491	17.096.546	3.149
» de la Sicile......	1.029	1.588.636	1.543
Chemins de fer de l'Etat exploités par la Société véntienne............	140	173.000	1.235
Chemins Sardes, Compagnie royale...........	411	298.101	725
Chemins Sardes, Société secondaire	594	152.150	256
Lignes diverses.........	1.715	2.323.026	1.354

DIFFÉRENCES PAR RAPPORT A JUILLET-AOUT 1893

Réseau Méditerranéen.	+ 231	+ 727.610	— 29
» de l'Adriatique.	— 16	+ 217.467	— 84
» de la Sicile.....	+ 33	+ 51.712	— =
Ch. de fer de l'Etat exploités par la Société vénitienne	=	+ 1.183	+ 8
Ch. de fer Sardes, Cie royale	=	+ 11.832	+ 29
Ch. de fer Sardes, Soc. secondaire	+ 83	+ 16.298	— 9
Lignes diverses........	+ 100	+ 185.816	+ 28

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 18 janvier 1895.

Malgré la réserve de la spéculation locale, la tendance du marché est ferme ; nous avons même enregistré, en fin de semaine, des rachats assez importants.

La nouvelle d'une victoire remportée en Afrique par le général Baratieri a produit une excellente impression en Bourse.

ROUMANIE

Les Finances roumaines. — Le Ministère des finances roumaines vient de publier la situation du Trésor au 31 octobre 1894 (12 novembre).

Voici pour les sept premiers mois de l'exercice financier 1894-1895, c'est-à-dire depuis le 1/13 avril jusqu'au 31 octobre 1894, les chiffres totaux en lei (francs) :

Recettes	107.913.348
Dépenses	100.495.462
Soit un excédent de	7.417.886

Si, à cette somme, on ajoute les reliquats de caisse du précédent exercice on arrive à un total de 10 millions de lei environ.

Ce résultat est très satisfaisant. Il faut observer, cependant, que les *recettes* des sept premiers mois de l'exercice 1894-95 accusent une moins-value de 9 millions 270.026 lei par rapport à la période correspondante de 1893-94. Cette moins-value porte sur : le Ministère des domaines, 3 millions 920 mille lei ; l'Administration des Chemins de fer de l'Etat, un million 429 mille lei, et les impôts directs, un million 20 mille lei.

En admettant que les diminutions se continuent, il est bon de rappeler qu'elles étaient prévues dans les calculs du Gouvernement, en raison de la crise agricole qui sévit en Roumanie.

Les Bons du Trésor Roumain. — Le *Curierul Financiar* nous annonce que, conformément aux dispositions de l'article 135 de la loi sur la comptabilité publique, le Ministre des finances est autorisé à émettre, en cas de besoin et jusqu'à la rentrée des revenus de l'Etat, des Bons du Trésor, qui devront être retirés de la circulation au 31 mars 1895.

Conformément à cette autorisation, le Ministre des finances a emprunté en Bons du Trésor :

	Francs
Le 3 janvier 1894, à la Caisse des Dépôts	3.000.000
Le 1er avril 1894, à la Banque Nationale	2.000.000
Le 1er avril 1894, a la Banque Disconto-Gesellschaft et Bleichrœder	19.779.841
Le 1er avril 1894, à la Banque de Paris et des Pays-Bas	5.001.000
Le 1er juillet 1894, à la Caisse des Dépôts	3.000.000
Le 1er juillet 1894, à la Banque Nationale	2.400.000
Fr.	35.580.841
Si, à cette somme, nous ajoutons le solde en circulation le 1er avril 1894, pour une somme de	5.400.000
on trouve, au total, du 1er janvier au 31 octobre 1894, une émission de Bons du Trésor s'élevant à ... Fr.	40.980.841

Sur cette somme, il a été payé dans le courant de l'année 35.979.841 francs. Il restait donc, le 31 octobre 1894, pour une somme de 5.001.000 fr. de Bons du Trésor en circulation.

Les Chemins de fer de l'Etat Roumain. — D'après les statistiques du Ministère des travaux publics de Bucarest, le réseau des Chemins de fer de l'Etat a un développement de 2.600 kilomètres, représentant une valeur de 641 millions 60 mille lei. Sur ce montant, on a amorti 77.747.197 lei.

Le solde de 563.308.106 lei, augmenté des intérêts, sera amorti par sommes annuelles, s'élevant en moyenne à 30.206.561 lei.

Le Mouvement commercial des Ports de Braïla et de Galatz en 1893. — Le commerce des importations et des exportations des ports de Braïla et de Galatz accuse, d'après les statistiques du *Curierul Financiar*, de Bukarest, un total de 166.834.475 fr., dont 60.631.174 pour les importations et 106.203.301 pour les exportations, d'où il résulte une différence de 45.572.127 fr. en faveur des exportations.

A Galatz, le commerce des importations et des exportations réunies a atteint le chiffre de 114.179.712 fr., dont 76.304.164 pour les importations et 37.875.548 pour les exportations ; la différence en faveur des importations est donc de 38.428.616 fr. Cette différence provient de ce que Galatz, par sa situation plus rapprochée de Soulina, attire à lui tous les vaisseaux arrivant de la mer, chargés de marchandises de l'étranger, qui évitent ainsi le chemin jusqu'à Braïla. Braïla et Galatz étant les seuls ports par lesquels la Roumanie expédie par eau ses céréales, il est intéressant de connaître, chiffre par chiffre, la quantité de céréales qui ont été exportées en 1893 par ces deux ports et la valeur que représentent ces quantités.

Voici donc quels chiffres représentent les exportation de céréales :

	Braïla		Galatz	
	Kilog.	Francs	Kilog.	Francs
Blé	210.517.084	37.893.075	31.165.636	5.609.814
Maïs	275.859.525	27.585.953	120.688.139	12.069.814
Orge et malt	181.342.748	16.320.847	71.109.162	6.399.824
Farine de blé	16 099.660	6.439.904	3.739.257	1 494.503
Avoine	80.849.556	5.667.964	18.006.020	1.440.482
Légumes secs et farineux dérivés	10.614.435	4.245.774	882.010	322.804
Seigle	35.353.027	4.242.363	61.848.150	7.421.778
Graines oléagineuses	9.021.191	2.255.298	638.070	159.517
Millet	3.383.099	270.617	101.480	40.118
	Fr.	104.922.525	Fr.	34.988.654

On voit, par ce tableau, que les céréales représentent presque la totalité des exportations de Braïla et de Galatz.

RUSSIE

Le Projet de Budget Russe pour l'année 1895 et le Budget définitif de 1893. — D'après le rapport du Ministre des finances, dont le texte est sous nos yeux, le budget général de l'année 1895 se présente sous la forme suivante :

RECETTES

		Roubles
Recettes ordinaires		1.142.957.006
Ressources extraordinaires (dépôts perpétuels à la Banque de Russie)		2.000.000
		1.144.957.006
Montant à prélever sur l'encaisse disponible du Trésor		69.421.024
Total		1.214.378.030

DÉPENSES

Dépenses ordinaires		1.120.094.938
Dépenses extraordinaires :		
Construction de chemins de fer	92.122.783	
Mesures auxiliaires se rattachant à la construction du chemin de fer de Sibérie	2.160.309	94.283.092
Total		1.214.378.030

L'an passé, les recettes ordinaires montaient à 1.004.823.000 roubles et les dépenses de même nature à 981.222.950 roubles; mais, par suite des modifications introduites dans le budget de 1895, une comparaison exacte porterait les recettes ordinaires à 1 milliard 8.160.416 roubles et les dépenses de même nature à 1.035.887.850 roubles. La différence en augmentation est donc de 134.796.590 roubles en recettes et de 84 millions 207.088 roubles en dépenses.

Ainsi, malgré les incorporations de dépenses extraordinaires, le budget ordinaire se solde avec un excédent de recettes montant à 22.862.068 roubles.

Ces incorporations sont cependant considérables.

D'après le règlement du 4 juin 1894, sont désormais classés dans les dépenses ordinaires : la transformation de l'armement, la préparation de réserves spéciales d'approvisionnements, les travaux d'amélioration exécutés sur le réseau de l'Etat, le développement de son matériel d'exploitation, l'aménagement des ports de commerce.

Une transformation analogue est opérée à l'égard des recettes. Ainsi, les dépôts perpétuels à la Banque de Russie, les entrées résultant d'aliénations notables du domaine public, les remboursements au compte Capital effectués par des Compagnies de chemins de fer, enfin, tous les produits quelconques d'emprunts et d'opérations de crédit, seront considérées comme recettes extraordinaires.

Mais on ajoute au budget ordinaire les indemnités de guerre à payer par la Turquie et par le Khanat de Khiva.

Ce nouveau règlement, dont on ne saurait trop louer la sagesse, donne au budget général de 1895 un caractère rigoureusement systématique qui fait défaut à celui d'un grand nombre d'Etats de l'Europe.

Peu importerait l'aspect si favorable de ce buget d'évaluation, si les prévisions budgétaires n'étaient dressées dans un esprit de modération bien rare en Europe. C'est le résultat de plusieurs années d'observations. Le règlement du budget de 1893 ne fait que les confirmer.

Les recouvrements ont dépassé les prévisions de 84.463.328 r. 93 sur les recettes ordinaires.

Les dépenses ordinaires étaient prévues jusqu'à concurrence de 947.760.385 roubles. Portées à 958 millions 175.095 r. 74 par les crédits supplémentaires, elles se sont réduites à 946.955.016 r. 93. On a ainsi annulé des crédits de 5.635.227 r. 84.

Le budget ordinaire de 1893 s'est donc réglé comme suit :

	Roubles
Recettes ordinaires........	1.045.685.471 93
Dépenses ordinaires.......	946.955.016 93
Excédent des recettes ordinaires....................	98.730.455 00

Les résultats du budget extraordinaire définitif n'ont pas été moins heureux. On avait évalué les recettes à 10.673.909. Elles se sont élevées à 174.374.762.

En déduisant les recettes fournies par les emprunts intérieur 4 1/2 0/0, 3 0/0 or et 4 1/2 0/0 intérieur en obligations de Chemins de fer, il reste encore un excédent non prévu de 1.108.735 roubles.

Les dépenses extraordinaires inscrites au budget de 1892 pour 92.768.000 roubles se sont bien accrues. Elles ont été arrêtées à la somme de 111.974.928 roubles, mais en tenant compte des reliquats d'exercices périmés, le budget de 1893 a été clos avec un excédent de recettes de 64.768.555 roubles.

L'excédent définitif du budget général de 1893 est, en somme arrêté par le contrôle de l'Empire à 167.644.115 roubles, après déduction de 11.006.457 roubles, pour la différence de change de 20 copecks par rouble or et de 19 copecks par rouble argent.

Ces brillants résultats font honneur au talent financier et à la sage prévoyance de S. E. le Ministre des finances impériales. Ils sont d'un bon augure pour la réalisation des prévisions inscrites au budget de 1895. Les assises en sont bien solides, puisqu'une partie des dépenses extraordinaires est couverte par l'excédent des recettes sur les dépenses ordinaires, et que le reste sera prélevé sur l'encaisse du Trésor.

Au 1er janvier 1894, cette encaisse présentait un total de 259.902.389 roubles, en comptant le rouble or au change de 1 60 rouble-crédit, et on l'évalue actuellement à un minimum de 325 millions et demi de roubles au 1er janvier 1895.

La Vente des Spiritueux en Russie. — Le Ministre des finances de Russie vient de publier les prix maximum et minimum auxquels les spiritueux seront vendus par l'Etat dans les provinces de Perm, d'Oufa, d'Orenbourg et de Samara en 1895.

Le prix minimum de l'eau-de-vie sera de 6 r. 40 par vedro et le prix maximum de 9 r. par vedro. Pour l'esprit de vin rectifié, le prix minimum sera de 16 copecks par degré et le prix maximum de 22 copecks 1/2 ; pour l'eau-de-vie distillée supérieure à 42 degrés, ainsi que pour les produits de l'eau-de-vie, le prix minimum sera de 7 roubles par vedro et le prix maximum de 20 roubles.

SUÈDE & NORVÈGE

Les Recettes des Douanes Suédoises en 1894. — Le total des recettes douanières de la Suède, pendant l'année 1894, s'est élevé à 38 millions 630 mille couronnes, soit une plus-value de 1 million 520 mille couronnes sur 1893 et de 1 million 790 mille couronnes sur les prévisions budgétaires.

Les droits de phares ont donné 1 million 790 mille couronnes, soit 390 mille couronnes de plus que les prévisions.

La Banque Royale de Suède. — Le bénéfice net de la *Banque royale de Suède*, pour l'exercice 1894, s'élève à 2 millions 600 mille couronnes, contre 2 millions 480 mille couronnes en 1893.

Le Réseau ferré de la côte ouest en Suède. — La Direction générale des Chemins de fer de l'Etat a dressé un devis pour le rachat éventuel du *réseau de la côte ouest*, entre Gothenbourg et Malmoe. Ce réseau appartient actuellement à cinq Sociétés par actions distinctes.

Le prix de rachat, comprenant les travaux complémentaires, est évalué à 25 millions 690 mille couronnes pour toute la ligne entre Gothenbourg et Malmoe; sur ce capital, la ligne a rapporté, en 1893, un intérêt de 4,93 pour cent.

On ne sait pas encore si le Gouvernement soumettra au *Riksdag*, qui doit se réunir incessamment, un projet de rachat de ce réseau.

SUISSE

La Consommation de l'Alcool. — La régie fédérale de l'alcool a livré, en 1893, à la consommation intérieure du pays, 6.518.154 kilos d'alcool, plus 3.187.839 kilos d'alcool dénaturé.

Le tout représente une valeur de 13.612.488 francs.

La consommation moyenne par tête de population. est de 2,2 kilos dans l'année. Elle est en légère diminution. C'était 2,3 dans les trois années précédentes.

Voici dans quel rang les cantons se suivent :

Neuchâtel, 9,0 ; — Bâle-Ville, 5,9 ; — Genève, 5,0 ; — Berne, 3,6 ; — Zoug, 3,6 ; — Schwytz, 2,6 ; — Soleure, 2,6 ; — Nidwald, 2,1 ; — Fribourg, 2,1 ; — Lucerne, 2,0 ; — Grisons, 1,8 ; — Vaud, 1,3 ; — Glaris, 1,2 ; — Bâle-Campagne, 1,2 ; — Zurich, 1,0 ; — Tessin, 1,0 ; — Argovie, 0,9 ; — Uri, 0,9 ; — Obwald, 0,7 ; — Schaffouse, 0,6 ; — Saint-Gall, 0,5 ; — Valais, 0,4 ; — Appenzell, Rh.-Ext., 0,4 ; — Thurgovie, 0,3 ; — Appenzell Rh.-Int., 0,1.

La statistique fédérale nous donne aussi le nombre des décès causés en 1893 par l'alcoolisme. Les renseignements portent seulement sur les quinze villes principales et les quarante-trois arrondissements de l'état-civil comptant plus de 5.000 habitants, soit sur une population totale de 830.000 habitants.

Cette population a eu 11.751 décès dans l'année, dont 803 ont été causés par l'alcoolisme, soit 6,8 pour cent. Pour les hommes, le pour cent est de 11,3, pour les femmes 2,2.

TURQUIE

LA SITUATION

Constantinople, 13 janvier 1895.

Les Garanties de Chemins de fer. — Les Quais de Constantinople.

Dans votre revue de l'année 1894 (*Economiste Européen*, n° 156, du 5 janvier) vous disiez que l'extension du réseau ferré, en Turquie, apporte à l'Etat, du chef des garanties qu'il a accordées, des charges assez lourdes. A ce propos il m'a paru intéressant d'établir la situation réelle et de voir ce que le Gouvernement ottoman aura à payer, pour les garanties kilométriques, pendant les années 1895 et 1896.

En 1895 nous avons :

1° La ligne de *Salonique-Constantinople*, dont la longueur exploitée est de 300 kilomètres; la garantie kilométrique étant de 15.500 fr., et les recettes prévues de 4.000 fr., l'Etat aurait à payer 11.500 fr. par kilomètre, soit au total : 3.450.000 fr.;

2° La ligne de *Salonique-Monastir* : longueur exploitée 218 kilomètres; garantie kilométrique 14.300 fr., dont il faut déduire 6.000 fr. de recettes, soit, net, 8.300 fr. par kilomètre et, au total, 1.809.400 fr.;

3° Les Chemins de fer d'*Anatolie* : longueur exploitée 578 kilomètres; garantie kilométrique, *a)* 10.300 fr. pour 77 kilomètres, *b)* 15.000 pour 501 kilomètres. Les recettes prévues étant respectivement de 7.000 fr. et de 4.008 fr., le net à payer pour les deux catégories (*a* et *b*) ressort à 4.262.100 fr.;

4° Le Chemin de fer de *Smyrne-Cassaba* : longueur exploitée 266 kilomètres; annuité à payer par le Gouvernement 2.310.000 fr., dont il convient de déduire 11.000 fr. de recettes kilométriques, ainsi que la part revenant au Gouvernement dans ces recettes (soit la moitié); il reste ainsi, net à payer, une somme de 847.000 francs.

Ces quatre entreprises exigeront, suivant des prévisions établies avec soin, une somme totale de 10.368.500 francs pour les garanties d'intérêts de 1895.

En 1896, du fait des constructions nouvelles, cette somme s'élèvera à 18 millions de francs environ.

Pour la ligne de *Salonique-Constantinople*, la longueur exploitée sera portée à 508 kilomètres; mais la garantie restant la même et les recettes devant s'élever à 6.000 fr. par kilomètre, le total à payer par l'Etat ne dépassera pas 4.826.000 francs;

Pour *Salonique-Monastir*, le calcul reste le même;

Pour les *Chemins de fer d'Anatolie*, il faut ajouter au calcul de 1895 l'embranchement d'*Eskicheïr-Konia*, d'une longueur de 445 kilomètres; la garantie étant de 13.750 francs et les recettes kilométriques prévues de 7.000 francs, il restera, de ce chef, 6.750 fr., soit un total de 3.003.750 fr. en sus des 4.662.100 francs de l'année 1895;

Enfin, pour *Smyrne-Cassaba*, le calcul de 1895 se modifie comme suit : *a) Réseau primitif* : 266 kilomètres; annuité du Gouvernement 2.310.000 francs, moins 12.500 fr. de recettes kilométriques et la part revenant au Gouvernement sur ces recettes, soit net à payer 667.500 francs; *b) prolongement du réseau* : longueur 250 kilomètres; garantie 19.000 francs, moins 6.000 fr. de recettes prévues; reste 13.000 fr., ce qui nous donne un total de 3.250.000 francs.

Je ne fais pas entrer en ligne de compte les *Chemins de fer de Syrie*, qui ne seront vraisemblablement pas encore livrés à l'exploitation en 1896.

Ces sommes sont relativement minimes, eu égard à la situation financière de la Turquie qui pourrait faire face à des engagements bien plus considérables; il n'en est pas moins vrai — comme vous l'observiez très justement — qu'il serait préférable de ne pas s'engager dans de nouvelles entreprises avant que le réseau en exploitation ait atteint son rendement normal.

Les travaux des quais de Constantinople ayant été poussés très vigoureusement, la Société concessionnaire va pouvoir livrer, d'ici deux ou trois jours, à l'exploitation, la partie comprise entre Tophané et le Pont de Carakeney.

Deux cent quatre-vingts mètres sont pavés sur une largeur de 19 mètres. Devant les douanes provisoires et les dépôts, il y a 8 mètres de quai, suffisant au débarquement des marchandises, et derrière, la Société leur a réservé un large espace qui sera entièrement cimenté.

Pour la facilité du déchargement des marchandises, la Société a commandé à l'étranger des grues et des treuils, dont deux sont déjà arrivés. Ces machines sont très ingénieuses et simplifieront les opérations de manière à gagner beaucoup de temps.

Du côté de Stamboul, les travaux d'enrochement continuent, un peu lentement, il est vrai, à cause de la mauvaise saison, mais la Société d'entreprise se prépare à les pousser très énergiquement dès les premiers jours du printemps.

Informations Économiques et Financières

La Raffinerie du Sel en Turquie. — Minas bey Balian, qui, on le sait, avait demandé la concession du monopole de la raffinerie du sel, a présenté au Gouvernement impérial une nouvelle requête tendant à ce que les opérations de la raffinerie ne se bornent pas à la capitale mais soient étendues à toutes les provinces de l'Empire.

Société des Tramways de Constantinople. — Le Conseil d'administration informe les porteurs d'obligations de la Société des Tramways de Constantinople que l'assemblée générale extraordinaire du 5 janvier 1895 a autorisé le remboursement au pair ou la réduction de l'intérêt de 5 à 4 0/0 des obligations en circulation à partir du 1er février 1895.

En conséquence, les obligataires qui auront opté pour le remboursement au pair, sont invités à présenter aux guichets de la Société des Tramways à Constantinople et à ceux de la Banque de Constantinople, 23, rue Taitbout, à Paris, à partir du 25 janvier 1895 jusqu'au 1er février 1895, leurs titres munis du coupon, lesquels seront remboursés en espèces à 500 fr. plus les intérêts courus jusqu'au 1er février 1895 à raison de 5 0/0 l'an, soit fr. 4,166 par obligation.

Les obligations qui ne seraient pas présentées jusqu'au 1er février 1895, cesseront de plein droit à porter intérêt à partir de cette date.

Ceux des obligataires qui voudront opter pour la réduction de l'intérêt de 5 à 4 0/0 devront déposer leurs titres avant le 1er février 1895 à la Société des Tramways de Constantinople à Constantinople et à la Banque de Constantinople, 23, rue Taitbout, à Paris.

Ces titres, contre lesquels sera remis un récépissé provisoire, seront estampillés avec la mention que l'intérêt a été réduit de 5 à 4 0/0 à partir du 1er février 1895, et retournés aux obligataires après le 10 février 1895.

La date du 1er février passée, les obligataires n'auront plus la faculté de garder leurs titres en acceptant la réduction de l'intérêt de 5 à 4 0/0, ces titres devant être remboursés au pair.

Le Propriétaire-Gérant : Jules Montel.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 ru du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25 fr.**
— — Six mois. **14 fr.**
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32 fr.**
— — Six mois.. **18 fr.**

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission.

N° 159. — 7e volume. (1) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 26 janvier 1895.

SOMMAIRE DU N° 159

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation générale Financière. — Pages 97 à 105.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — Les Fonctions de la Banque de France. — La Démonétisation de l'Argent et le Socialisme. — Société Générale. — Compagnie du Chemin de fer Ottoman (Jonction Salonique-Constantinople). — Mouvement de la Population en France en 1893. — Les Etrangers devenus Français. — Pages 105 à 111.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris. — Ancienne Caisse syndicale des Agents de change de Lyon. — Les Caisses d'Epargne ordinaires en 1894. — Mouvement des Caisses d'Epargne. Caisse Nationale d'Epargne. — Mines de Meurchin. — Recettes et Dépenses de la Ville de Paris. — Recettes des Chemins de fer. — Canal de Suez. — Pages 114 à 116.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :
ALLEMAGNE : Pages 117 et 118. — ANGLETERRE : Pages 118 à 120. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 120 et 121. — BELGIQUE : Pages 121 et 122. — BULGARIE : Pages 122 et 123. — ESPAGNE : Pages 123 et 124. — GRECE : Pages 124 et 125. — ITALIE : Pages 125 et 126. — PORTUGAL : Pages 126 et 127. — ROUMANIE : Page 127. — RUSSIE : Pages 127 et 128. — SUEDE ET NORVEGE : Page 128.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 25 janv.	1.702.8	1.259.0	2.961.8	3.564.8	83	2½
1895 10 janv.	2.079.5	1.232.9	3.312.4	3.635.0	91	2½
1895 17 janv.	2.090.8	1.232.3	3.323.1	3.657.6	91	2½
1895 24 janv.	2.108.1	1.234.2	3.342.3	3.630.3	92	2½
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 15 janv.	659.3	387.2	1.046.5	1.267.7	82	4
1894 31 déc..	798.6	469.1	1.267.7	1.514.0	84	3
1895 8 janv.	807.1	474.0	1.281.1	1.455.0	88	3
1895 15 janv.	836.1	491.1	1.327.2	1.376.8	96	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 25 janv.	684.6	»	684.6	614.3	112	3
1895 10 janv.	847.0	»	847.0	638.0	132	2
1895 17 janv.	865.1	»	865.1	630.1	137	2
1895 24 janv.	883.9	»	883.9	625.4	142	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1893 2 déc..	122.5	17.5	140.0	182.5	72	»
1894 9 sept.	109.5	19.9	129.4	160.9	81	»
1894 6 oct..	109.3	19.8	129.1	160.6	81	»
1894 1er déc..	124.3	17.5	141.8	182.0	73	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1893 2 déc..	75.0	10.0	85.0	172.5	49	»
1894 8 sept.	65.5	11.4	76.9	149.1	51	»
1894 6 oct..	70.0	12.1	82.1	151.1	54	»
1894 1er déc..	76.5	10.0	86.5	171.2	50	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 15 janv.	215.5	340.8	556.3	945.2	59	5
1894 31 déc..	326 2	292.3	618.5	1.066.4	58	4
1895 8 janv.	326.8	293.1	619.9	1.024.2	60	4
1895 15 janv.	325.5	292.3	617.8	980.5	63	4
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 18 janv.	78.9	37.1	116.0	439.0	26	3
1895 3 janv.	91.1	42.9	134.0	455.7	29	3
1895 10 janv.	88.9	41.8	130.7	462.9	28	3
1895 17 janv.	90.8	42.7	133.5	460.9	29	3
BULGARIE. — Banque Nationale						
1893 22 nov.	5.1	1.1	6.2	1.2	517	8
1894 7 nov.	10.9	1.1	12.0	1.1	1098	8
1894 14 nov.	10.6	1.1	11.7	1.1	1063	8
1894 22 nov.	10.5	1.1	11.6	1.0	1160	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1893 31 déc..	86.5	»	86.5	113.7	76	4
1894 31 oct..	76.7	»	76.7	108.2	70	3½
1894 30 nov.	80.5	»	80.5	106.2	75	3½
1894 31 déc..	86.9	»	86.9	114.8	76	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 20 janv.	197.9	180.4	378.3	942.4	40	5
1895 5 janv.	200.1	278.2	478.3	913.9	52	5
1895 12 janv.	200.1	280.0	480.1	919.6	52	5
1895 19 janv.	200.1	283.0	483.1	919.5	52	5
GRÈCE. — Banque Nationale						
1893 30 nov.	2.5	»	2.5	113.1	2	6½
1894 30 sept.	2.0	»	2.0	112.8	2	6½
1894 31 oct..	1.8	»	1.8	112.9	2	6½
1894 30 nov.	1.9	»	1.9	110.5	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 20 janv.	102.3	176.4	278.7	439.1	63	3
1895 5 janv.	103.1	172.4	275.5	441.4	62	2½
1895 12 janv.	103.1	172.4	275.5	445.2	62	2½
1895 19 janv.	103.3	173.1	276.4	445.4	62	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1893	»	»	»	»	»	»
1894 30 nov.	292.3	69.6	361.9	838.8	43	5
1894 10 déc..	292.4	69.5	361.9	825.9	43	5
1894 20 déc..	292.6	68.9	361.5	798.9	45	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1893 20 déc..	91.6	9.2	100.8	275.6	36	6
1894 30 nov.	103.5	10.5	114.0	233.8	49	5
1894 10 déc..	103.5	10.5	114.0	234.2	49	5
1894 20 déc..	105.5	10.5	116.0	233.5	49	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1893 20 déc..	35.2	1.5	36.7	61.6	59	5
1894 30 nov.	35.2	1.5	36.7	50.6	70	5
1894 10 déc..	35.2	1.5	36.7	51.4	70	5
1894 20 déc..	35.2	1.5	36.7	60.3	60	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1893 30 nov.	32.2	»	32.2	64.4	50	5
1894 30 sept.	38.5	»	38.5	70.0	55	4½
1894 31 oct..	31.3	»	31.3	67.9	46	4½
1894 30 nov.	30.6	»	30.6	69.3	44	4½
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1893 27 déc..	15.0	34.6	49.6	287.9	17	6
1894 12 déc..	20.2	38.2	58.4	293.0	20	6
1894 19 déc..	22.4	38.1	60.5	293.7	20	6
1894 26 déc..	22.4	38.2	60.6	294.5	20	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 6 janv.	60.2	0.1	60.3	132.0	45	6
1894 22 déc..	45.9	4.1	50.0	107.5	46	6
1894 29 déc..	46.6	4.0	50.6	104.9	48	6
1895 5 janv.	45.1	4.0	49.1	104.8	47	6

Dates	Encaisse métallique — Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1893 1er déc..	1.504.0	13.9	1.517.9	4.058.0	37	5
1894 1er nov.	1.519.7	16.0	1.535.7	3.940.2	39	4
1894 16 nov.	1.521.7	15.5	1.537.2	3.924.0	39	4
1894 1er déc..	1.519.7	15.7	1.535.4	3.915.7	39	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1893 30 nov.	21.7	3.9	25.6	45.6	55	»
1894 30 sept.	21.8	3.3	25.1	49.1	51	»
1894 31 oct..	21.8	3.4	25.2	51.0	49	»
1894 30 nov.	21.9	3.5	25.4	49.9	50	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1893 31 déc..	9.0	4.0	13.0	26.8	49	6
1894 15 déc..	6.5	4.3	10.8	25.1	43	6
1894 22 déc..	6.5	4.3	10.8	25.1	43	6
1894 31 déc..	6.4	4.3	10.7	25.1	43	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1893 30 nov.	23.2	3.5	26.7	61.7	43	4
1894 30 sept.	28.3	4.8	33.1	70.6	47	4
1894 31 oct..	28.3	3.7	32.0	65.9	49	4
1894 30 nov.	30.9	4.0	34.9	66.6	53	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1893 30 nov.	10.4	13.2	23.6	84.1	27	»
1894 30 sept.	10.4	13.8	24.2	88.0	26	»
1894 31 oct..	10.4	14.4	24.8	86.3	28	»
1894 30 nov.	10.5	14.0	24.5	84.1	29	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 20 janv.	74.8	19.4	94.2	171.9	54	3½
1895 5 janv.	82.5	13.4	95.9	179.7	53	3
1895 12 janv.	83.0	14.3	97.3	178.9	54	3
1895 19 janv.	83.0	15.4	98.4	174.5	56	3

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

1894 25 janv.	5 810,2	2 512,8	8 323,0	14 065,1	59%
1895 10 janv.	6 946,9	2 694,6	9 641,5	15 127,0	63
1895 17 janv.	6 985,8	2 701,1	9 686,9	15 055,7	64
1895 24 janv.	7 051,9	2 725,0	9 776,9	14 895,5	66

TOTAUX au 31 décembre

1889 31 déc.	4 734,0	2 192,4	6 926,4	13 416,3	52%
1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	20 déc.	27 déc.	4 janv.	11 janv.	18 janv.	25 janv.
Amsterdam	48 »	47 95	47 95	47 92	47 92	47 95
Anvers	100 »	100 01	100 01	100 07	100 05	100 07
Athènes	187 »	188 75	187 25	187 25	189 »	190 75
Barcelone	12 30	11 30	12 30	11 10	11 30	11 50
Berlin	81 10	81 10	81 10	81 10	81 15	81 14
Bruxelles	99 98	99 97	100 02	100 06	100 03	100 07
Bucharest	101 »	101 »	101 »	101 »	101 »	101 »
Constantinople	22 75	22 75	22 75	22 75	22 75	22 75
Francfort	81 01	81 03	81 02	81 11	81 15	81 11
Gênes	106 80	106 42	106 67	106 62	106 60	106 62
Genève	100 15	100 07	100 07	100 13	100 17	100 21
Lisbonne	675 »	680 »	680 »	679 »	679 »	679 50
Londres	25 31	25 35	25 31	25 31	25 31	25 33
Madrid	12 20	11 20	12 25	10 80	11 »	11 17
Rome	106 87	106 37	106 60	106 55	106 57	106 65
Saint-Pétersbourg	36 75	36 85	36 75	36 70	36 75	36 82
Vienne (à vue)	49 12	49 30	49 42	49 37	49 45	49 45
— (à 3 mois)	49 37	49 22	49 37	49 32	49 10	49 37

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	28 déc.	4 janv.	11 janv.	18 janv.	25 janv.
Amsterdam. pap. court	4 %	206 25	206 25	206 31	206 44	206 40
Allemagne.. —	4 %	122 19	122 13	121 97	121 97	122 03
Vienne-Tr.. —	4 %	201 ..	200 50	200 75	200 50	200 37
Barcelone.. —	4 %	442 50	443 »	447 »	446 »	441 50
Madrid..... —	4 %	442 50	443 »	447 »	446 »	444 50
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	267 50	268 »	268 »	267 50	267 50
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 15½	25 13½	25 14½	25 15½	25 16½
— ..... ch. court	2 %	25 17	25 15	25 16	25 17	25 18
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	3 %	pair	0 06 p.	0 06 p.	0 03 p.	0 09p.
Italie........ —	5 %	6 12 p.	6 25 p.	6 12 p.	6 25 p.	6 25p.
Suisse....... —	3 %	0 12 p.	0 12 p.	0 19 p.	0 22 p.	0 22p.
New-York.........	2 ½ %	513 50	513 50	514 »	514 »	514 »
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	99 71	100 15	99 71	98 83	100 15
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains...**		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres.........		2 49	2 49	2 49	2 49	2 52
Souverains anglais.......		25 12	25 11	25 12	25 12	25 14
Banknotes.........		25 13	25 12	25 13	25 13	25 15
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 25 janvier 1895 :

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		100 francs en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*......	100 16	Billets *Allemands*....	99 84
En *Angleterre*......	100 22	— *Anglais*.......	99 78
En *Autr.-Hongrie*...	103 77	— *Austro-Hongr.*	96 36
En *Belgique*........	100 09	— *Belges*........	99 91
En *Espagne*........	111 37	— *Espagnols*....	89 78
En *Grèce*............	190 75	— *Grecs*.........	52 42
En *Hollande*.......	100 74	— *Hollandais*....	99 26
En *Italie*..........	106 66	— *Italiens*.......	93 75
E *Russie*..........	148 05	— *Russes*.......	67 54
En *Suisse*..........	100 22	— *Suisses*.......	99 78

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 25 janvier 1895.

La cote des changes n'enregistre que d'insignifiantes variations sur les devises hollandaises, allemandes et austro-hongroises.

Les opérations de la *Valuta* poursuivent leurs cours ; des renseignements qui nous arrivent de Vienne nous informent que les représentants du groupe Rothschild ont tenu une conférence sur la question d'une nouvelle émission de rente or dont le produit est destiné à retirer des billets d'Etat. Rien n'a transpiré des résolutions adoptées.

Les devises espagnoles sont en réaction à 444 50. La question des Chemins de fer semble devoir sortir de la période d'attente. Persuadé qu'il n'avait rien à attendre du Gouvernement, le *Nord-Espagne* a pris le parti de relever ses tarifs au maximum fixé par le cahier des charges. Une pareille mesure, qui porte atteinte à de nombreux intérêts, devait naturellement soulever de vives protestations, c'est vraisemblablement le but que veut atteindre la Compagnie.

Dans l'impossibilité d'obtenir par elle-même les compensations auxquelles elle a droit, elle cherche à soulever des réclamations du public pour forcer la main au Gouvernement.

Jusqu'ici, nation et Gouvernement ne prêtaient qu'une médiocre attention aux embarras des Chemins de fer, croyant que les capitaux étrangers seraient seuls à en souffrir, il était utile de les détromper. Malheureusement, le *Saragosse*, loin de suivre l'exemple énergique donné par le *Nord*, déclare vouloir abaisser ses tarifs. Ce manque d'entente est profondé-

ment regrettable, car on n'obtiendra rien que par la rigueur et une forte leçon de choses est absolument indispensable.

En Portugal, l'agio sur l'or se tient à 25 0/0, on est étonné d'une pareille hausse dans un pays qui a, à peu près, renoncé à payer ses dettes.

Le rouble est ferme à 267 50. Le rapport sur le budget de 1895, présenté par M. de Witte, est un modèle de sincérité et de netteté, il produit le meilleur effet.

Le Londres a un peu haussé, et il probable que les achats de valeurs Sud-africaines sont la cause de ce mouvement, car l'écart de 1/2 0/0 entre les taux officiels de Londres et de Paris est suffisant par ce temps de pénurie d'affaires pour amener les banquiers anglais à acheter du papier français.

La perte du papier italien est de 6 25 0/0, elle s'élèverait sans doute si l'expédition de l'Erythrie prenait de grandes proportions.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	27 déc.	3 janv.	10 janv.	17 janv.	24 janv.
Hong-Kong	2 0 1 2	2/0 1/4	2/. /.	1/11 7/8	1/11 3/4
Shanghaï.......	2 8 7/8	2/8 7/8	2/8 3/4	2/8 3/4	2/8 3/4
Yokohama	2/0	1/10 7/8	1/11 3/8	1/11 5/8	1/11 1/2
Valeurs à vue :					
Singapoure.....	2/0 1/8	2/0 1/8	2/. ./.	1/11 7/8	1/11 7/8
Bombay........	1/0 7/8	1/0 27/32	1/0 21/32	1/0 13/32	1/0 13/32
Calcutta...	1/0 7/8	1/0 27/32	1/0 11/16	1/0 13/32	1/0 3/8
Rio-Janeiro.	11 1/4	10 5/8	10 11/16	10 3/8	10 1/2
Valparaiso....	13 15/16	13 11/16	»	»	»
Buenos-Ayres, prime de l'or..	270	257	257 50	260	255
Argent en barres	27 7/16	27 7/16	27 1/4	27 3/16	27 1/4

Les changes de l'Extrême-Orient présentent peu de variations mais restent faibles, les changes indiens ne s'améliorent pas.

La *Banque d'Angleterre* a mis en vente 60 laks de *council drapts* qui ont trouvé preneur dans les environs de 1/0 2/5.

Le papier sur Rio-Janeiro est un peu plus ferme ; à *Buenos-Ayres* la prime de l'or est à 255.

Nous n'avons pas de changement dans les taux d'escompte officiels en Europe, mais les *Banques d'Ecosse* viennent de ramener à 1 0/0 l'intérêt bonifié à leurs déposants.

La *Banque du Bengale* a élevé son escompte de 4 à 5 0/0.

L'or reste au pair à Londres et à Paris. L'argent en barres est plus ferme à 100 fr. 15 le kilo. Il est étrange de voir sur ce métal des fluctuations si restreintes, car il n'y a nulle part de stock visible, et les besoins ont certainement de l'importance, si l'on en juge par les expéditions que font chaque semaine les Etats-Unis ; il serait donc facile d'amener des mouvements inopinés dans les cours ; et, si on ne le fait pas, c'est qu'il y a probablement sur le carreau des mines un stock latent, qui se montrerait à la première hausse.

Encaisses. — Circulation fiduciaire.

La *Banque de France* enregistre une augmentation de 17.308.000 fr. d'or. A Paris les entrées de matières ont été de 17.436.000 fr. et les sorties de 2.764.000 fr., la circulation a rendu 236.000 fr.

Les succursales ont reçu du public 1.192.000 fr., de Suisse 458.000 fr., de Turquie 450.000 fr. et de Belgique 300.000 fr.

L'argent a grossi de 1.907.000 fr. La circulation a rapporté 2.427.000 fr. à la Caisse centrale ; elle a repris 280.000 fr. dans les succursales, qui ont, en outre, expédié 240.000 fr. en Italie.

Les billets ont diminué de 27.300.000 fr.

L'encaisse or et argent de la *Banque d'Allemagne* a gagné 46.100.000 fr., tandis que la circulation fiduciaire diminuait de 78.200.000 fr.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent de sorties de 2.950.000 fr. La circulation ayant rendu 21.750.000 francs, l'augmentation du métal jaune a été de 18.800.000 francs.

Voici le détail des entrées et des sorties :

Entrées		Sorties	
17 j[er] Etats-Unis...£	5.000	18 j[er] Afrique du Sud £	350.000
19 — Australie.....	210.000		
23 — Continent.. ...	17.000		
Excédent des sorties.	118.000		
Total égal........£	350.000	Total des sorties. £	350.000

La réserve est de 65 73 0/0.

La *Banque d'Autriche-Hongrie* a perdu une petite quantité d'or et d'argent.

A la *Banque de Belgique*, on remarque une augmentation d'encaisse de 2.800.000 fr.

Nous avons encore une augmentation de 3 millions d'argent à la *Banque d'Espagne*, elle ferait sagement de remettre en circulation une partie de ce stock de métal blanc et de faire rentrer des billets de petite coupure.

Aucun changement à la *Banque des Pays-Bas*.

Les *Banques italiennes* qui, pendant quelque temps, ont publié assez régulièrement leur bilan, gardent le silence depuis plus d'un mois. Il en est de même de la *Banque de Portugal*.

Rien à signaler pour les *Banques suisses*.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 30 déc. au 5 janv.	depuis le 1er janv.	du 30 déc. au 5 janv.	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	»	»	»
France.........	2.244.000	2.244.000	»	»
Allemagne......	2.210.036	2.210.036	»	»
Autres pays....	21.300	»	66.838	23.363
Total 1895...	4.475.336	4.454.036	66.838	23.363
— 1894...	5.200	5.200	115.156	115.156
— 1893...	2.128.240	2.055.740	14.300	5.400
ARGENT				
Grande-Bretagne	501.200	501.200	»	»
France.........	»	»	»	»
Allemagne......	408	408	1.380	1.380
Autres pays....	1.015	»	54.582	52.938
Total 1895...	502.623	501.608	55.962	54.318
— 1894...	925.410	925.410	71.944	71.944
— 1893...	1.078.720	1.078.720	»	»

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	20 janv.	123.600.000	dollars
1895.....	5 janv.	75.900.000	—
1895.....	12 janv.	75.500.000	—
1895.....	19 janv.	78.000.000	—

La situation devient de plus en plus grave aux Etats-Unis ; on voit, par le tableau qui précède, que l'année 1895 débute mal et que les exportations d'or sont toujours aussi considérables et elles ne paraissent pas près de finir. La réserve du Trésor, qui était de 86.200.000 d. au 31 décembre, est réduite aujourd'hui à 64 millions de d. Le stock de monnaie est insuffisant et le Gouvernement commence à faire frapper des lingots.

Comme nous l'avions prévu, un nouvel emprunt devient nécessaire et le Gouvernement paraît s'y préparer ; les banquiers de New-York souscriront probablement pour éviter une crise nationale.

Cette politique d'émission de bons à jet continu est ruineuse autant qu'elle est inefficace, il n'y a pas d'autre remède aux difficultés présentes que de retirer les 453 millions de dollars de billets d'argent en circulation au moyen d'un grand emprunt de liquidation et de retirer en même temps tous les billets de 10 dollars et au-dessous, en les remplaçant par des dollars

argent, ce qui permettrait d'écouler une partie des 504 millions de dollars qui encombrent le Trésor. En dehors de ce plan si simple il n'y a rien à tenter.

Encaisse et circulation du Trésor des Etats-Unis au 31 décembre 1894.

ENCAISSE		
Or en barres.............. $	47.700.000	
monnayé..............	91.900.000	
		139.600.000
Argent barres.............	125.000.000	
dollars et monnaie divisionnaire....	379.000.000	
		504.000.000
Total de l'encaisse métallique..... $		643.600.000
CIRCULATION		
Greenbacks et autres billets............ $		317.600.000
Certificats d'or..........................		53.400.899
— d'argent (Bland Act)... ...... } Billets du Trésor de 1890 (Sherman Act). }		453.500.000
Total de la circulation.. $		824.500.000
Réserve d'or.......................... $		86.200.000

La Chambre de commerce de New-York, effrayée de la situation du Trésor, qui s'est encore empirée depuis la publication des chiffres précédents, demande au Congrès de nommer une Commission d'experts chargés de formuler le plan d'une réforme de la circulation monétaire.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

Le Mouvement bimétallique en Angleterre

Le progrès des idées bimétallistes s'accentue de l'autre côté de la Manche. Nous en trouvons une nouvelle preuve dans les rapports présentés, la semaine dernière, aux assemblées générales de la *Banque de Londres et de Westminster* et de la *Union-Bank* de Londres.

M. John Sanderson, le Président de la première de ces assemblées, a déclaré, en effet, que malgré la hausse des cours de certaines valeurs, la dépression générale des affaires continuait à se faire sentir. Le capital, a-t-il ajouté en substance, ne trouve plus une rémunération suffisante, et cette situation n'est pas spéciale à l'Angleterre.

Les pertes subies par la *Banque de Londres et de Westminster*, a déclaré M. John Sanderson, doivent être attribuées à la baisse des prix. Cette baisse ne s'arrête pas, malgré l'accroissement de la production de l'or dans l'Afrique du Sud et ailleurs, et la puissance d'achat des pays d'outre-mer, surtout des Etats-Unis et des colonies anglaises, se restreint de jour en jour. Il en sera ainsi tant que la question monétaire ne sera pas résolue aux Etats-Unis.

A ce propos le *Manchester Guardian* observe très justement que M. Sanderson n'aurait pas dû limiter la question monétaire aux seuls Etats-Unis; elle se pose dans tous les autres pays. Sur ce point, M. C. T. Ritchie, qui a présidé la réunion des actionnaires de la *Union-Bank* a été plus explicite. Cet Etablissement a subi, lui aussi, des grosses pertes et M. Ritchie a reconnu qu'il existe un lien intime entre la mauvaise marche des affaires et la question de l'argent. « Nous espérons tous, telle est sa conclusion, — qu'on la résoudra à bref délai, afin de ramener une ère de prospérité si impatiemment attendue. »

La Baisse des Prix de Gros

M. A. Sauerbeck vient de publier les *index numbers* sur 45 catégories de marchandises pour toute l'année 1894, en même temps que ceux de plusieurs années depuis 1873.

La moyenne des onze années de 1867 à 1877 étant 100, le savant statisticien anglais dresse le tableau suivant :

1873....	111	1886....	69	1891....	72
1879....	83	1887....	68	1892....	68
1880....	88	1888....	70	1893....	68
1884....	76	1889....	72	1894....	63
1885....	72	1890....	72	—	

La dépression amenée par les événements de 1890 à 1893 s'est continuée pendant toute l'année dernière dans la plupart des branches commerciales ; elle a été aggravée par la diminution de la puissance d'achat des pays d'outre-mer, spécialement les Etats-Unis, par la nouvelle baisse du métal-argent et, enfin, par l'accroissement de production de certaines catégories telles que le blé, le jute, l'étain, le suif, ainsi que par les récoltes extraordinaires de coton et de sucre.

La moyenne de l'*index number* des prix en 1894 est inférieure de 5 0/0 à celle de 1893, et de 37 0/0 à celle de la période de 1867 à 1877 ; ajoutons que la baisse s'étend plus ou moins sur toutes les catégories de marchandises.

Les fluctuations mensuelles des *index numbers* de toutes les catégories ressortent comme suit :

1889	Déc.	73.7.	1894	Fev..	65.0.	1894	Août.	63.0
1890	—	71.1.	—	Mars.	64.3.	—	Sept.	62.7
1891	—	71.4.	—	Avril.	63.8.	—	Oct..	61.7
1892	—	67.7.	—	Mai..	63.1.	—	Nov..	63.8
1893	—	67.0.	—	Juin.	63.1.	—	Déc..	60.1
1894	Janv.	65.8.	—	Juil..	62.6.			

La baisse a été ininterrompue et l'année a fini sur la cote la plus basse qui ait été enregistrée jusqu'à présent, soit 7 0/0 au-dessous de la fin de 1893 et 13 0/0 au-dessous de décembre 1889. L'alimentation végétale a perdu en moyenne 9 0/0 et l'alimentation animale 5 0/0. Le prix moyen du beurre n'a jamais été aussi bas depuis 1852. Pour le sucre, la perte est de 30 0/0; les meilleures sortes de café se sont assez bien vendues, mais les qualités inférieures du Brésil sont tombées de 20 0/0 environ ; le thé a été bon marché.

Pour les minéraux, la baisse de l'année 1894 est de 14 0/0. Mais le recul le plus important s'est produit pour les textiles, soit 20 0/0 en une année et 35 0/0 depuis 1889.

Le coton a décliné progressivement, atteignant en novembre ses plus bas cours ; le jute a baissé pendant toute l'année, la soie a été déprimée ; le lin, qui avait conservé un bon niveau jusqu'à l'été dernier, a baissé depuis de 30 0/0 dans certains cas.

Le prix moyen de l'argent a été d'environ 29 d. l'once, contre 35 5/8 d. et 39 13/16 d. pour les deux années antérieures. On cotait : 31 3/4 d. à la fin de 1893 et 27 d. en mars 1894 ; en août l'argent est remonté à 30 1/2 d. pour retomber à 27 1/4 d. à la fin de 1894.

Les *index numbers* de l'argent ressortent comme suit : (60.84 d. l'once = 100, représentant la parité de 15 1/2 d'argent pour 1 d'or):

Moyenne de 1893...	58.6	Fin de 1893...	52.2
— 1894...	47.7	— 1894...	44.8

La Prime sur l'Or et la baisse des prix

Le *Financial News* de Londres a publié ces jours derniers la lettre suivante, qui lui a été adressée par un de ses lecteurs :

Le *Times* du 11 janvier 1895 a publié les *index-numbers* des prix établis par M. Sauerbeck et portant sur 45 catégories de marchandises. Ils démontrent que la baisse a été de 111 en 1873 à 63 en 1894, les prix entre 1867 et 1877 étant égaux à 100.

Les statistiques du commerce accusent, pour l'an dernier, une diminution de 1.900.626 liv. st. pour les exportations anglaises et irlandaises et une diminution de 1.076.921 liv. st. pour les exportations de marchandises étrangères et coloniales entreposées dans le Royaume Uni pendant cette même période.

Beaucoup de personnes s'imaginent que ces moins-values proviennent de la baisse du prix des marchandises plutôt que de la diminution des quantités exportées ; et pourtant ces mêmes personnes attribuent la baisse des prix à l'augmentation de la production.

En attendant, nous autres Anglais, nous perdons de l'argent dans des proportions sans cesse croissantes ; le motif invoqué, c'est-à-dire la surproduction, n'est qu'un des facteurs de la perte. Le bon marché des frets (par suite de l'augmentation des embarquements) et la spéculation doivent également entrer en ligne de compte. Mais j'affirme que la cause principale est la hausse de la prime sur l'or ; aussi longtemps que le *bimétallisme international* ne sera pas établi, nous ne pouvons nous attendre à une reprise de notre commerce d'exportation.

Les pays à circulation d'argent nous battent en brèche et nous chassent de leurs marchés. Devons-nous patienter jusqu'à ce que l'augmentation de la production de l'or ait fait hausser la valeur de l'argent, ou bien faut-il prendre le taureau par les cornes et, nous mettant d'accord avec les autres pays, régler une bonne fois cette grande question de l'argent ?

Le Bimétallisme et les Finances de l'Inde

M. A. J. Balfour, membre du Parlement anglais, a prononcé, la semaine dernière, dans le quartier Est de Manchester, devant plus de deux mille personnes, un discours qui fait grand bruit de l'autre côté de la Manche. Nous en extrayons les passages suivants, relatifs aux questions que nous traitons ici :

. . . .

LES DROITS SUR LES COTONS INDIENS

Je veux aborder un sujet qui devrait préoccuper tout citoyen de l'Empire, et spécialement les habitants du Lancashire. Les industries du Lancashire sont à ce point solidaires les unes des autres que le coup qui frappe certaines d'entre elles est ressenti dans tout le district . . . .

Tout d'abord, parlant en mon nom personnel et au nom des habitants du Lancashire, je proteste contre cette idée que nous considérions l'Inde comme devant être uniquement une source de richesse pour nous, comme une propriété à administrer à notre seul profit pécuniaire et dont nous ayons le droit de retirer tout ce que notre puissance supérieure nous permet de retirer. Ce serait là une politique peu généreuse, indigne de l'Angleterre et du Lancashire. (*Très bien, très bien*).

Pour ma part, je ne voudrais, ni à présent, ni à aucune époque, être le porte-parole d'un parti — si parti il y a — qui soutiendrait des idées aussi dégradantes en ce qui concerne nos relations avec nos grandes possessions.

Cela posé, permettez-moi de dire que j'ai constaté de gros errements touchant aux relations entre la métropole et ses dépendances. Si la question était loyalement portée devant le pays, je suis convaincu qu'aucun sujet anglais n'admettrait qu'on puisse permettre à nos dépendances, dont la responsabilité gouvernementale nous incombe, d'élever des barrières fiscales qui ne devraient pas exister dans le circuit des quatre océans.

Aussi bien nous avons la conscience d'avoir accompli une grande œuvre de civilisation, non seulement dans l'Inde, mais encore dans nombre de régions tropicales ou sous tropicales que nous continuons à administrer et qui, vraisemblablement, n'auront jamais un Gouvernement autonome à l'instar de l'Australie, du Canada ou du Cap. Nous avons dépensé dans ces régions, consciencieusement, volontairement et d'une façon libérale, du sang et des trésors. Nous avons essayé de leur procurer nos propres jouissances (*très bien, très bien*); il serait donc extravagant et absurde de leur permettre d'élever contre nous des barrières commerciales que les nations étrangères ont le droit — qu'ils exercent malheureusement — d'élever entre nos fabricants et leurs consommateurs et qui constituent une grosse menace pour les industries britanniques (*applaudissements*).

En conséquence, tout en repoussant avec indignation l'idée que nous puissions nous placer à un point de vue égoïste, en ce qui touche à nos relations avec l'Inde ou toute autre de nos dépendances, il est ridicule de dire qu'il ne faille jamais considérer les intérêts anglais, que le producteur anglais ne puisse faire entendre sa voix, et que le manufacturier anglais doive rester muet en toutes circonstances, quelles que soient les mesures prises. (*Très bien ! très bien !*).

LA SOLVABILITÉ FINANCIÈRE DE L'INDE

Un autre principe que je poserai est celui-ci : aucune question ne doit nous tenir plus à cœur que la solvabilité financière de l'Inde. L'Inde n'est pas seulement une dépendance dont nous soyons fiers et dont nous ayons le droit d'être fiers ; c'est aussi un pays pour lequel nous avons assumé une responsabilité et des devoirs que nous ne pouvons remplir si la situation financière est incertaine. La perception des taxes est chose difficile dans tous les pays, mais surtout dans l'Inde.

Il ne suffit pas de dire que l'Inde est riche, ce qui est peut-être le cas dans un certain sens; la masse de sa population, si nous la prenons par unités, est très pauvre.

Les sources de revenus ouvertes à tout Gouvernement sont extrêmement limitées, et même s'il y avait des richesses accessibles à des taxes ne devant pas briser les ressorts de l'industrie ou peser trop lourdement sur la population, ces richesses ne pourraient être accaparées par aucun des moyens à notre disposition. Conséquemment les sources de revenus auxquelles le Gouvernement de l'Inde peut frapper pour faire face à ses obligations financières sont peu nombreuses et presque taries pour la plupart.

LES EFFETS SUR L'INDUSTRIE DU LANCASHIRE

En présence de cette situation, quelle attitude le Lancashire et l'Angleterre doivent-ils adopter relativement aux droits sur les cotonnades ? Ces droits, à mon avis, frappent durement une industrie qui n'est pas actuellement dans une passe trop prospère. D'après tout ce qu'on me dit, la marge des bénéfices est réduite au *minimum*. L'énorme capital engagé dans une industrie dont vivent des centaines de mille personnes des deux sexes, trouve une rémunération à peine suffisante pour qu'on continue à l'exercer.

C'est là, une question sérieuse pour une assemblée du Lancashire. Mais on vous dit qu'il ne s'agit pas d'un droit protecteur élevé contre le Lancashire, puisqu'on a établi un droit équivalent pour les produits similaires dans l'Inde, et que, par suite, que les industries du Lancashire soient lésées ou non, le principe du libre-échange est sauvegardé. On ajoute que le manufacturier du Lancashire ne souffrira pas plus que son confrère de l'Inde des droits d'importation qu'on a établis.

Sans doute le Gouvernement a loyalement cherché à sauvegarder le principe du libre-échange ; il s'est efforcé de remplir sa tâche ingrate de manière à léser le moins possible les intérêts en jeu. Mais je sais positivement que le droit d'accise dont on a frappé les cotonnades atteint seulement les marchandises qui font actuellement une concurrence directe aux produits du Lancashire. Nous exportons dans l'Inde les marchandises au-dessus du nº 20, et c'est seulement aux produits au-dessus du nº 20 qu'on a imposé un droit d'accise équivalant au droit d'entrée que nous payons. La chose, vue superficiellement, semble logique ; mais on m'assure — j'attends de plus amples renseignements à ce sujet — et cela me paraît naturel et probable, que cette taxe particulière sur une catégorie spéciale (au-dessus du nº 20) aura pour effet de réduire la consommation et d'augmenter, par contre, la consommation des produits au-dessous du nº 20, produits que nous n'importons pas et sur lesquels il n'y a pas de taxe. (*Très bien ! très bien !*)

Un pareil résultat est à peu près inévitable, et alors il subsiste un fait : le Gouvernement anglais a consenti à un plan de taxation dans l'Inde qui équivaut, en réalité, à une prohibition dirigée contre les marchandises du Lancashire. C'est là une responsabilité très sérieuse assumée par les Gouvernements indien et anglais.

LA VÉRITABLE NATURE DE LA DIFFICULTÉ

Je n'ai pas assez de renseignements pour dire si le déficit du budget auquel on fait face au moyen de la taxe peut être comblé autrement. J'admets qu'il faut le combler ; mais ce qui me frappe le plus est ceci : Si nous avions, entre l'Angleterre et l'Inde, un système monétaire logique, il n'y aurait pas de déficit, partant pas de droits sur les cotonnades, pas de taxe sur les produits du Lancashire, pas de protection directe ou indirecte en faveur du manufacturier indien.

En effet, les difficultés existant entre l'Angleterre et l'Inde proviennent uniquement du change, et si l'Inde se trouve en face d'un déficit, c'est seulement parce qu'elle doit effectuer ses paiements *en or* à l'Angleterre et qu'elle n'a à sa disposition que de l'argent déprécié.

Si le change entre l'or et l'argent était au pair, non seulement il n'y aurait pas actuellement de déficit dans l'Inde et il n'y en aurait jamais eu : les excédents dont disposerait le Ministre des finances de l'Inde auraient suffi au delà à tous les besoins.

Si on se reporte au Livre bleu récemment publié par le Gouvernement, on y trouvera la confirmation absolue de ce que j'avance. Conséquemment, si on guérissait les maux dont découlent les difficultés du change, si on pouvait adopter un système monétaire (ce que je crois possible) permettant d'éviter ces difficultés — dont nous n'avons pas encore vu la fin ! — la pression exercée par les habitants du Lancashire sur le Gouvernement pour l'amener à intervenir dans les finances de l'Inde ne se serait pas produite ; le mal serait guéri dans sa racine et on ne perdrait pas du temps à chercher des remèdes ou des expédients. (*Très bien ! très bien !*)

J'ose dire que beaucoup d'entre vous savent que j'ai toujours préconisé un système monétaire permettant d'éviter ces maux. Je ne crois pas que ce système comporte un danger quelconque. Je ne traiterai pas la question aujourd'hui, mais nos adversaires les plus acharnés admettront, en tout état de cause, que notre système amènerait la fixité du change entre l'Angleterre et l'Inde, — qu'il préserverait le fabricant anglais, en temps ordinaire, des secousses dues aux fluctuations si nuisibles au commerce ; qu'il éviterait enfin, en toutes circonstances, au Gouvernement indien l'obligation de demander au peuple indien ou aux habitants du Lancashire, les sommes nécessaires au paiement des différences de change.

Tel est le point de vue auquel je me place dans cette question si complexe.

LA SOLUTION MONÉTAIRE

Je ne crois pas qu'il y ait d'autre solution à la question monétaire. Si notre pays refuse, comme c'est son droit, de l'accepter, il n'est pas en mon pouvoir de changer le cours des événements. Je parle, comme je l'ai toujours fait, non comme chef de parti, mais en mon nom propre; mais je ne remplirais pas mon devoir envers le public en général et envers les habitants du Lancashire en particulier, si je ne redonnais pas l'opinion maintes fois émise depuis que j'ai étudié la question, c'est-à-dire depuis 20 ans. Cette opinion est la suivante : Si nous voulons placer nos affaires monétaires sur une base solide, adaptée à un pays dont les relations commerciales s'étendent sur tous les coins du globe, avec toutes les nations et toutes les tribus — si nous voulons avoir une circulation appropriée à ces grandes transactions — il faut conclure, une bonne fois, un accord international.

Cet accord éviterait toutes les difficultés du change; il ne serait pas exposé aux fluctuations incessantes dont nous souffrons aujourd'hui; il remplirait le but vers lequel doit tendre tout système monétaire, savoir : une mesure de valeur permanente et fixe pour les transactions d'homme à homme. (*Très bien! très bien!*)

. . . .

M. Balfour a abordé, ensuite, la politique intérieure dont nous n'avons pas à nous occuper ici; nous devons cependant signaler ce fait, qu'il a parlé du mouvement social, si intimement lié, comme nous l'avons dit maintes fois, à la question monétaire.

Constatons aussi que le *Times*, dans l'analyse qu'il donne de ce discours, admet que le déficit du budget de l'Inde est dû au change; mais notre grand confrère d'outre-Manche pense que le rétablissement du bimétallisme est encore trop éloigné pour constituer un remède à la situation présente!

Il n'appartient pas à l'Angleterre seule, ajoute le *Times*, de réhabiliter le métal blanc.

La Commission d'Enquête Allemande sur la Question de l'Argent. (1)

Dixième séance (24 mai 1894) (Suite)

Supposons un instant que la Banque Impériale ait cédé son or au Gouvernement. Néanmoins, grâce à la limitation de ses émissions de billets et à une politique prévoyante relativement à l'escompte, admettons qu'à l'exemple de la Banque de France en 1870-71, elle ait su éviter une déviation sensible du change. A la fin de la guerre, l'Allemagne n'aura à surmonter qu'une difficulté, celle du retour aux paiements en espèces. Nous aurons encore en réserve l'or resté en circulation, comme en France. Au contraire, si la législation favorise l'afflux de l'argent et si le rapport de 15 1/2 est ébranlé, nous nous trouverons obligés de vendre des masses d'argent bien plus considérables qu'aujourd'hui. (Interruptions : Pourquoi le rapport serait-il ébranlé?) Ce qui précède ne s'applique qu'à l'hypothèse d'une guerre. Mais la panique peut se produire en temps de paix. L'or se prête mieux que l'argent à la thésaurisation, en raison de son faible volume. L'or se cacherait si l'exploitation épuisante des mines d'argent continuait et si la surproduction effrayait le public.

Tels sont les facteurs psychologiques, invoqués par M. Lotz, pour lui faire craindre, même après l'établissement du bimétallisme, de nouvelles variations dans la valeur respective des deux métaux.

Il met ensuite en doute le développement de l'exportation aux Indes et au Mexique, même après l'adoption du rapport de 1 à 15 1/2. Les capitalistes européens y fonderaient plus aisément des manufactures, lorsqu'ils ne redouteraient plus la diminution de leur capital, et les pays précités pourraient adopter une politique protectionniste.

En Europe, MM. de Schalscha et de Kardoff prétendent que le bimétallisme amènera les prix à leur ancien niveau. Les ouvriers agricoles souffriraient donc du renchérissement des denrées. Ils demanderont alors aux propriétaires une partie de la plus-value, acquise par la rente foncière, et l'obtiendront, s'ils jouissent, comme en Amérique, du droit de coalition.

Simultanément la puissance d'achat des ouvriers de l'industrie sera diminuée, au détriment de la grande industrie qui, tout en leur donnant de hauts salaires, les pourvoit d'une masse d'objets à bas prix. C'est pour l'industrie une question de vie ou de mort. L'augmentation de la puissance d'achat des propriétaires de l'Est ne compensera pas cette perte. (Interruptions : Et les paysans bavarois!)

Et si les ouvriers de l'industrie, appauvris par la hausse des denrées alimentaires, emploient tous les moyens dont ils disposeront, même la guerre sociale; si les propriétaires fonciers s'enrichissent à leur détriment, ils se croiront encore dupés, pour peu que l'augmentation des salaires ne soit pas égale à celle des denrées.

— M. de Schalscha : Donc l'idéal serait l'abaissement des prix!

M. Lotz ne croit pas, d'ailleurs, à la praticabilité du 15 1/2. Trop d'intérêts seraient lésés. L'établissement d'un rapport voisin de celui qui existe actuellement, comme le souhaitent les Anglais, échouerait en raison des difficultés financières éprouvées par les Etats-Unis et par les pays de l'Union latine.

Question préjudicielle, l'orateur conteste aussi le renchérissement de l'or. Il ne suffit pas de considérer le prix des denrées agricoles brutes. Il faut observer la masse des paiements, les prix des produits industriels, ceux du commerce de détail, du loyer du sol et des maisons, des valeurs mobilières, etc.

S'attaquant aux déclarations du Dr Arendt, il lui reproche d'avoir choisi l'Inde comme champ d'observation, en négligeant la hausse des salaires, si légère qu'elle soit.

Dans les pays à étalon d'or, la baisse générale ne lui est pas démontrée. Il croit aussi à l'efficacité continue des virements et des chèques comme moyen d'économiser l'emploi de l'or.

Comme exemple, il cite l'Amérique. Au mois d'août 1893, lorsque la circulation était accrue de 500 millions de dollars par l'émission des certificats d'argent, la circulation par chèques et par virements du Clearing House exerça une pression bien plus puissante sur les prix, faute d'une base d'or assez forte pour faciliter le mouvement du crédit.

Il y eut, au lieu d'une inflation, une contraction de la circulation. Une circulation à base d'or assure seule la sécurité : c'est un de ces éléments impondérables qui échappent à tout calcul. M. Lotz ne croit pas que le bimétallisme ait la même efficacité.

M. Leuschner (bimétalliste) soutient la thèse du renchérissement de l'or. A son avis, en dehors des démonstrations fournies par les *Index Numbers* de M. Sauerbeck, c'est un fait palpable, résultant de l'observation journalière. On se procure beaucoup plus d'utilités qu'il y a vingt ans avec la même quantité d'or. (Négations.) Je le maintiens.

La demande d'or est bien supérieure à l'offre. D'après les principes économiques, tout ce qui est plus demandé qu'offert doit hausser de prix.

Les salaires baissent par suite de la dépression générale et l'orateur est en mesure de démontrer cette baisse.

Les bimétallistes, dit-il, n'ont pas l'intention de favoriser un afflux de l'or. Sans mesures gouvernementales, le niveau s'établira, pourvu qu'un rapport fixe entre l'or et l'argent soit bien établi.

M. Lotz prétend que le bimétallisme serait très dangereux en temps de guerre, l'orateur soutient la thèse contraire. Il sera plus aisé de contracter des emprunts en argent. L'Allemagne n'obtiendrait pas d'or : il se thésaurise partout en temps de guerre.

On attaque le rapport de 15 1/2. Il est aussi arbitraire que tout autre rapport. Sans fixer un rapport quelconque, rien n'est plus possible. Le 15 1/2 est nécessaire pour obtenir l'adhésion de la France. Elle n'en admettrait pas d'autre.

M. Bueck a invoqué l'avis de l'Union centrale des industriels allemands en faveur du monométallisme. Ce fut, dit-il, une question politique. Tout autre vœu aurait provoqué la dissolution de l'Union. Aujourd'hui, il en serait tout autrement. Les industriels savent quelles pertes leur a fait subir le régime actuel. Non seulement l'industrie de la laine et du coton et toutes les industries textiles, mais celle des mines et et toutes celles qui font de l'exportation en ont trop souffert. L'exploitation des mines argentifères est à deux doigts de la ruine.

Avec le plomb et le cuivre, cette industrie a perdu 100 millions depuis l'introduction de l'étalon d'or.

(*A suivre.*)

(1) Voir l'*Économiste Européen*, nos 151 à 154, 156 à 158.

Fixation du taux des Monnaies en Russie

Le département des douanes de Russie fait savoir que pour la réception des roubles argent, des roubles crédit et la petite monnaie d'argent et de cuivre présentés aux douanes en paiement de droits et comme paiement de fractions de monnaie d'or n'existant pas en numéraire, le Ministre des finances a fixé pour le terme du 1/13 janvier au 1/13 avril 1895 les cours suivants :

a) Par rouble argent en monnaie de banque 0.45 kop. or.

et *b*) Par rouble crédit et par rouble de petite monnaie d'argent et de cuivre 0.65 kop. or.

La Baisse de l'Argent et l'Industrie au Japon

Nous relevons, dans le rapport du consul anglais à Hakodate (Japon, province de Oshima), relatif au mouvement commercial de ce port en 1893, les explications suivantes, qui confirment tout ce que nous avons déjà publié dans l'*Economiste Européen*.

Le fait saillant révélé par les statistiques est le progrès considérable réalisé par l'industrie et le commerce indigène, en face de la diminution des importations étrangères. En thèse générale, la cause d'un semblable phénomène est plus difficile à déterminer que le fait lui-même ; mais, dans ce cas particulier, il est facile de la trouver.

Il y a sept ans, quand, lorsqu'on entreprit les travaux d'adduction d'eau dans ce port (Hakodate), on importa environ 1.500 tonnes de conduites en fer au prix de liv. st. 4/4, représentant alors 28 piastres la tonne. En 1893, en raison de l'extension considérable prise par la ville, il a fallu établir un second réseau parallèle d'adduction d'eau. Si on avait commandé les matériaux en Angleterre, le coût eût été liv. st. 4 0/0, représentant 40 piastres la tonne, tandis que la valeur de l'argent par rapport aux produits indigènes n'a pas varié. Il n'y a donc pas lieu d'être surpris de ce que la fabrication des conduites d'eau ait été vigoureusement développée au Japon.

Et ceci s'applique à tous les articles jadis importés d'Angleterre ou des autres pays occidentaux.

L'abîme creusé entre les deux masses monétaires du monde par la proscription de l'argent en Occident, équivaut à un tarif protecteur, subtil et automatique pour les pays monométalliques-argent de l'Extrême-Orient, en transformant le cours naturel économique des industries.

On a prétendu que l'emploi simultané de l'or avec l'argent aurait pour résultat de chasser le métal jaune. Mais le grand Newton, lorsqu'il était directeur de l'Hôtel des Monnaies, a démontré que ce résultat serait évité par une entente internationale établissant un rapport fixe entre les deux métaux.

La Nouvelle Monnaie Coréenne

Voici les prescriptions relatives à la nouvelle monnaie édictées par le Gouvernement coréen, en septembre 1894 :

1° La nouvelle monnaie comprendra quatre types distincts : argent, nickel, cuivre, bronze ;

2° La plus petite valeur sera le *fen* ; 10 *fen* = 1 candareen ; 10 candareens = 1 taël ;

3° Il y aura cinq dénominations différentes, savoir : 1 cash en bronze ; 5 cash en cuivre ; 2 ½ cents en nickel ; 1 liang en argent ; 5 liang en argent (1 piastre) ;

4° La piastre constituera l'étalon, les autres pièces constituant la monnaie divisionnaire ;

5° Les monnaies anciennes et nouvelles auront réciproquement les valeurs suivantes :

1 nouveau cash bronze...	=	1 cash ancien	
1 — — cuivre...	=	5	—
2 ½ cents nickel........	=	25	—
1 liang argent..........	=	100	—
5 —	=	500	—

6° Les taxes et droits payés jusqu'à présent en argent devront, à l'avenir, également être payées en argent ; mais on recevra, à titre temporaire, les anciennes monnaies aux taux fixés par l'art. 5 ;

7° Les émissions des nouvelles monnaies coréennes étant encore assez restreintes, on acceptera les monnaies étrangères ayant la même valeur et la même dénomination que les premières.

La Suppression du Papier-Monnaie au Chili

D'après un télégramme de Santiago au *Times*, le Congrès chilien serait appelé à discuter un projet émanant de la Commission des finances de la Chambre des députés, projet de loi amendant la loi de 1893 et concernant la conversion du papier-monnaie chilien. On croit que ce projet sera adopté. En voici un résumé :

L'Etat rachète tout le papier-monnaie offert au taux de 16 d. par dollar, du 1er avril au 30 septembre 1895, et au taux de 20 d. du 1er octobre 1895 au 30 juin 1896.

Les 25 0/0 de droits de douane seront payables en papier-monnaie au lieu d'être payables en or ou en papier sur Londres, et ce jusqu'au 30 juin 1896.

La quotité des droits d'exportation sur le nitrate et l'iode, payables en or ou en papier sur Londres, sera élevée de 34 à 50 0/0 avec droit de réduction de 2 0/0 pour les paiements ainsi faits, 400.000 liv. st. provenant de ces droits seraient affectées à la conversion.

Le président aura le droit, pendant trois ans, de faire frapper jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars en argent, d'acheter le métal nécessaire à cet effet et d'échanger, jusqu'au 1er juillet 1896, des billets fiscaux contre des dollars en argent et vice-versa.

Toutes les sommes provenant de la vente des propriétés nitratières seront affectées à l'acquisition et à la frappe de monnaie métallique, avec faculté d'escompter les versements échéant après le 1er juillet 1896.

Le président aura le pouvoir, pour le terme de trois ans, de contracter des emprunts jusqu'à concurrence de 2 millions de livres sterling destinés uniquement à la conversion.

Jusqu'au 1er juillet 1897, l'Etat remboursera les billets de banque en même temps et de la même manière que les billets d'Etat, et jusqu'au 1er juillet 1896, les billets de banque auront même cours légal que les billets du Gouvernement.

Les banques garantiront la valeur de leurs émissions par des dépôts d'or au Trésor, au 1er juillet 1897, en quatre versements avec intérêt de 6 0/0 avec faculté d'anticipation.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 25 janvier 1895.

Les affaires sont décidément moins actives ; la liquidation qui commence lundi prochain paraît devoir amener un tassement général du marché : en effet, la spéculation a continué ses achats et le portefeuille a commencé à réaliser. Il est évident qu'après la campagne que nous venons de traverser, un repos peut paraître nécessaire. Il faut convenir, du reste, que certaines actions sont arrivées à un prix raisonnable et que d'autres sont au-dessus de leur valeur réelle.

On table, en général, pour prédire les dividendes futurs, sur les bilans précédents et sur l'augmentation du nombre des pilons ; par une simple règle de trois, on tire ainsi le revenu à venir. Cette méthode est erronée ; sauf pour une ou deux Compagnies les amortissements indiqués dans les bilans sont insuffisants et dans les exercices à venir les Compagnies seront forcément amenées à amortir davantage. D'autre part, en ce qui concerne les broyages, presque toutes les Compagnies se bornent à traiter les filons *south-reef* et *main-reef leader* ; lorsque le nombre des pilons augmentera, il sera nécessaire, pour beaucoup de Compagnies de traiter le *main-reef* sous peine de ne pouvoir subvenir aux besoins des pilons. Or, le *main-reef* a une teneur d'or bien moins considérable que les deux autres filons et, par conséquent, les rendements ne seront pas aussi forts qu'actuellement. Ceci dit, il va de soi que bon nombre de valeurs méritent des cours supérieurs à ceux qui sont cotés actuellement, mais il nous semble qu'une sélection devient nécessaire.

Les nouvelles sont peu nombreuses cette semaine : on annonce que les actionnaires de la *New Comet* sont convoqués pour le 29 courant. L'assemblée aura à approuver un projet de reconstitution de l'affaire sur les bases suivantes : la nouvelle Compagnie aura un capital de 225.000 livres ; 50.000 titres seront attribués aux actionnaires de la *New Comet* ; 50.000 titres iront à la *East Rand* qui apporte à la nouvelle affaire 60 claims environ ; 75.000 actions seront émises à 25 sh. et les 50.000 restant données à option à 30 sh. à la *East Rand*.

On dit que la *Randfontein* vient de vendre une partie de ses terrains à un prix très rémunérateur ; il nous est impossible de contrôler cette nouvelle ; néanmoins, elle paraît exacte. La *Randfontein* a été certainement la valeur la plus active et la plus ferme.

La *Wolhuter* a atteint le prix de 5 15/16 ; des réalisations la ramènent à 5 11/16. Ceci n'a rien d'étonnant, la valeur venant directement du prix de 3 livres. Cependant, avec le temps, la *Wolhuter* doit voir encore des cours plus élevés.

La *Geldenhuis Estates* est toujours embarrassée par sa dette, qui dépasse 80.000 livres. En dernière heure, on annonce que des mesures vont être prises pour consolider cette dette.

La *Champ d'Or deep*, sur laquelle nous avions des avis défavorables, a été forcée de fermer sa mine. La

Compagnie n'a plus de fonds, elle doit 100.000 livres environ et la mine est très insuffisamment développée. Cette affaire devra être reconstituée sur des bases qui sont actuellement inconnues : le titre a fléchi à 19/3.

La *City and Suburban* est un peu plus lourde : l'administration vient de commander 40 nouveaux pilons, ce qui portera la batterie à 170. Comme le capital ne sera pas augmenté, ces nouvelles machines seront payées par les bénéfices et il est peu probable que le dividende de l'exercice 1895 dépasse 125 0/0 du pair de 1 livre.

La *Langlaagte Estate* a été très poussée ; on attribue ces achats à la bonne impression produite par une circulaire émanant de Hambourg.

La *Simmer and Jack* a eu un marché très soutenu et elle reste ferme à 11 5/8 après 10 3/4.

La *Ferreira*, la *Robinson* et la *Durban Roodeport* sont bien tenues.

Le reste du marché ne demande pas de commentaires.

Paris, le 25 janvier 1895.

Le *Marché des Mines d'or* a été très agité cette semaine. Quelques titres ont eu à subir, momentanément, une dépréciation sensible, par suite de ventes précipitées et de l'ignorance où on se trouvait de la tenue du marché de Londres, les communications avec cette ville ayant été, soit par télégraphe, soit par téléphone, plus qu'insuffisantes à de certains moments. On reste ferme cependant. La *Simmer et Jack* à 295 est pourtant encore en recul de 16 fr. 25. Quant à la *Ferreira*, elle n'a été que peu touchée à 386 87 1/2, contre 387 50, il y a huit jours. Les autres Mines sont en plus-value. *Robinson*, 199 37 1/2, en avance de 1 fr. 87 1/2; *Randfontein*, 31 56 1/4, contre 27 18 3/4, le 18 courant; Langlaagte, très demandée, et passant de 106 25 à 117 18 3/4.

Dissolution de Société. — On annonce la dissolution de la *New Austral Company*, Société au capital de 10 millions formée pour s'occuper des valeurs sud-africaines et dans laquelle un de nos grands Etablissements de crédit était largement intéressé.

Situation Financière générale

France. — La bonne tenue du marché de Paris a été très remarquée cette semaine encore. La crise ministérielle n'a que peu influencé, en effet, les esprits, et la tendance, en fin de semaine, est très bonne, bien que les cours ne restent pas au plus haut. On augure donc favorablement de la liquidation de fin janvier, à laquelle on paraît vouloir se préparer dès maintenant.

On annonce de nouvelles opérations auxquelles participeront plusieurs de nos grandes Sociétés de crédit et qui font présumer d'une année favorable au point de vue des affaires.

Pour le moment l'argent est très abondant, et il est à croire que les *reports* s'en ressentiront dans la prochaine liquidation.

Allemagne. — Le marché allemand est soutenu ; on a exploité, d'une part, en faveur du *3 0/0 Consolidé prussien*, les bruits relatifs à la conversion prochaine du *4 0/0*, tandis que, d'autre part, les sceptiques soutenaient les cours de cette dernière valeur. Ces manœuvres opposées ont profité aux deux Fonds d'Etat.

Mais M. Miquel, ministre des finances de Prusse, se tient sur une réserve prudente, se bornant à déclarer que, si la conversion est désirable à certains égards, le Gouvernement ne pourra s'expliquer qu'au moment même de l'action.

Angleterre. — Le marché anglais, qui avait témoigné d'une certaine hésitation au commencement de la semaine, a repris toute sa fermeté et les tendances restent favorables.

La vie politique reprend peu à peu à l'approche de l'ouverture de la session parlementaire, qui s'effectuera le 5 février ; les orateurs recommencent leur campagne de discours ; c'est ainsi que lord Rosebery vient d'exposer, à Cardiff, le programme des travaux qu'il va soumettre aux Chambres. Les questions que ce programme soulève sont assez graves pour que l'on ne doute pas un peu de sa réalisation.

Autriche-Hongrie. — La Bourse de Vienne a fait preuve de fermeté en ce sens qu'elle a absorbé, au fur et à mesure de leur présentation, les titres offerts pour compte du découvert berlinois. Cependant, la baisse

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	DIVIDENDES 1892	DIVIDENDES 1893	DIVIDENDES 1894	PRODUCTION 1892	PRODUCTION 1893	PRODUCTION 1894	PRODUCTION 1894	COURS DU 18 janvier	COURS DU 25 janvier
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9.505	2	1.594	1 1/16	7/8
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 5/8	2 1/4
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg.	40	»	»	40	»	»	28.36	21.806	12	29.346	2 3/4	2 13/16
City and Suburban	85.000	1	65.000	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	12	72.092	16 3/8	16 3/8
Crœsus (New)	225.000	1	195.000	16½— — ..	»	60	»	10	»	»	11.50	1.339	»	»	2 3/8	2 5/16
Crown Reef	120.000	1	120.000	19 — — ..	90	120	50	55	50	»	70.204	82.105	12	120953	9 3/8	9 1/2
Durban Roodep	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30.931	60.635	12	55.969	7 ./.	7 ./.
East Rand	650.000	1	650.000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	49 6	50 6
Ferreira	45.000	1	43.292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	12	69 463	15 3/8	15 3/8
Geldenhuis Estate	200.000	1	187.500	190 acres Elandsf...	80	40	15	10	25	»	47.721	47.431	10	45.633	5 3/4	5 3/4
Heriot (New)	85.000	1	73.250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	41.763	8 3/8	8 ./.
Henry Nourse	125 000	1	125.000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	»	22 220	12	29.528	5 7/16	5 9/16
Jubilee	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17.319	30.066	12	26.611	8 1/4	8 3/4
Jumpers	100.000	1	100.000	39 —Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22.145	44.490	12	52.106	6 1/8	6 1/16
Langlaagte Estate	500.000	1	467.000	31 — — .	160	»	10	20	30	»	88.951	101.909	12	146411	4 1/4	4 11/16
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres — .	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27.898	7 1/8	6 7/8
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	9/16	1/2
New Aurora West	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M.R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	4.932	17/0	17/0
— Primrose	240.000	1	240.000	51 cl. Elndsft., Turft	100	»	15	27½	40	»	56.449	83.777	12	86.030	6 3/16	6 1/16
Nigel	160.000	1	159.895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55.936	46.007	12	53.909	5 11/16	5 1/2
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3.221	4 1/8	4 ./.
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvl-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	42.133	22/0	24/6
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	20 1 2	21 ./.
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kieti	50	»	»	10	15	»	11.931	35 451	11	19.577	3 3/8	3 1/2
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170.150	161.133	12	161756	7 13/16	7 15/16
Salisbury (New)	100.000	1	93.000	5 claims — .	70	»	»	30	10	»	20.829	24.851	12	18.781	3 1/4	3 3/16
Simmer and Jack	85.000	1	83 000	120 acr. Elandsfont..	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	12 1/2	11 3/4
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. — ..	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	12	12.206	2 5/16	2 3/8
Wemmer	55.000	1	46.300	12½ claims M. R..	30	»	10	»	»	»	16.250	24.297	9	25.241	7 1/2	7 1/16
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — — .	40	50	»	»	»	10	»	25.948	12	30.602	5 1/4	5 3/8
Worcester	100.000	1	90.727	10 — — .	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	12	30.788	4 3/4	4 3/8

constante des exportations commence à causer une certaine inquiétude; on constate que les traités de commerce, conclus ou renouvelés en 1892, n'ont pas donné de résultats satisfaisants jusqu'ici.

L'argent est assez abondant sur le marché monétaire et le taux de l'escompte en Banque a une tendance à se réduire.

Bulgarie. — Le Ministre des affaires étrangères a fait démentir les nouvelles répandues à l'étranger relatives à un prétendu déficit budgétaire et à un nouvel emprunt destiné aux constructions de chemins de fer.

Mais la protestation de l'Autriche-Hongrie contre les droits d'accise récemment décrétés a produit une profonde émotion dans les sphères gouvernementales.

On trouvera dans la lettre de notre correspondant de Sofia le résumé de la note que M. Natchovitch a fait parvenir à Vienne; si l'Autriche-Hongrie ne retire pas sa protestation, le Cabinet bulgare offrira sa démission au Prince.

Espagne. — Les bruits relatifs à un nouvel impôt sur la Rente *Intérieure* ont provoqué des réalisations à la Bourse de Madrid; cette mesure, si elle est prise, causerait un vif mécontentement, mais on ne sait rien des projets du Ministre des finances, qui seront soumis aux Cortès dans quelques jours.

La lutte entre protectionnistes et libre-échangistes continue au sein du Cabinet; elle amènera peut-être la retraite de M. Puigcerver, ministre des travaux publics.

Constatons le mauvais effet produit par l'abaissement des tarifs de la Compagnie de *Madrid-Saragosse et Alicante;* cette Compagnie fait preuve d'un manque de solidarité vis-à-vis des autres, au rebours des intérêts des actionnaires et obligataires.

Grèce. — M. Tricoupis est à terre. Un nouveau Cabinet a été constitué sous la présidence de M. Nicolas Delyannis, ancien ambassadeur à Paris, qu'il ne faut pas confondre avec M. Théodore Delyannis, chef du parti de ce nom.

L'amélioration du sort des porteurs de titres helléniques dépend maintenant du corps électoral, car on s'attend à la dissolution des Chambres.

Le Ministère Tricoupis aura été néfaste à tous égards; sa détestable politique financière a compromis pour longtemps le crédit extérieur du pays.

Italie. — Malgré les nouvelles de l'Erythrée, où il faut envoyer des renforts, et la perspective d'une prochaine lutte électorale, les Bourses italiennes sont orientées à la hausse; l'épargne continue à acheter de la Rente.

Aussi bien, la situation économique du Royaume s'améliore sensiblement, le déficit de la balance commerciale se réduisant de mois en mois.

Portugal. — La situation politique est toujours aussi tendue, mais l'indifférence du public est de plus en plus grande, on ne saurait par conséquent s'attendre à de graves complications.

Les statistiques officielles, qui sont publiées avec plus ou moins de régularité, continuent à montrer que la situation économique, sans bénéficier d'une très grande amélioration, a cependant des tendances assez favorables.

Russie. — En continuant l'analyse du projet de Budget russe pour l'exercice 1895, nous trouvons la confirmation des appréciations d'ensemble que nous avons déjà formulées. Dès à présent la perspective d'un excédent réel se dessine et la comparaison des Budgets de 1895 et 1893 est de nature à justifier la confiance témoignée par l'épargne française aux valeurs russes.

Suède et Norvège. — On annonce l'émission prochaine du nouvel Emprunt 3 0/0 suédois, destiné à la conversion du 4 0/0 1880; l'opération portera sur 147 1/2 millions de francs environ.

La Diète a reçu le projet de Budget pour l'année 1896; pour les exercices 1893 et 1894 il reste un excédent de 5.400.000 couronnes dont il ne sera fait état pour 1895.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.

Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	18 janvier			25 janvier		
	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)........	102 05	34 01	2 93	102 30	34 10	2 93
Consolidés anglais (ch. f. 25 fr. 20)	104 65	38 05	2 62	105 90	38 70	2 59
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)...	103 40	25 85	3 86	103 30	25 82	3 87
Belgique 3 ½ %..................	103 10	29 45	3 39	103 60	29 60	3 37
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.) ..	73 55	18 38	5 43	73 60	18 10	5 43
Grèce 5 % 1881 (en suspension).	160 »	» »	» »	151 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam).	101 62	29 03	3 44	101 75	29 07	3 43
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)..	101 70	25 42	3 93	101 55	25 38	3 93
Italie 4 % net..................	85 35	21 33	4 68	85 92	21 48	4 65
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)....	99 »	33 »	3 03	100 »	33 33	3 »
Portugal 3 % (1 fr. net)..........	24 85	24 85	1 02	24 85	24 85	4 02
Roumanie 5 %.................	102 »	20 40	4 90	102 »	20 40	1 90
Russie 3 % or 1891 libéré.......	87 65	29 21	3 42	88 85	29 61	3 37
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)......	74 »	14 80	6 75	73 »	14 60	6 84
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)..	102 50	25 62	3 90	102 65	25 66	3 89
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	102 »	34 »	2 94	102 25	34 08	2 93
Turquie convertie 1 % série D..	26 35	26 35	3 79	26 70	26 70	3 74
— Priorité 4 % 1890......	488 75	24 43	4 09	498 50	24 92	4 01
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	96 62	32 20	3 10	98 10	32 70	3 05

FRANCE

LA SITUATION

Statistique ministérielle. — Démarches faites par M. Léon Bourgeois. Refus de MM. Cavaignac et Peytral. — Refus de M. Cochery. — Retraite de M. Bourgeois.

Le trente-troisième Ministère de la République est tombé sur une question économique; le trente-quatrième n'est pas encore fait à cause d'une question fiscale.

Les Ministères qui se sont succédé depuis 1871 ont peu connu ces crises économiques.

M. Thiers, élu le 17 février 1871, fut le premier président régulièrement nommé; c'est donc la date de la fondation de la République. Le Gouvernement de la Défense nationale ne fut que transitoire.

M. Thiers eut deux Ministères avec M. Dufaure président du Conseil. Le maréchal de Mac-Mahon, qui remplaça M. Thiers le 24 mai 1873, eut huit Ministères dont voici les chefs: le duc de Broglie, le général de Cissey, MM. Buffet, Dufaure, Jules Simon, le général de Rochebouët et Waddington.

M. Grévy, président le 28 janvier 1879, eut douze Ministères.

Voici les noms des présidents du Conseil: MM. Waddington, de Freycinet, Jules Ferry, Gambetta, Duclerc, Fallières, Henri Brisson, Charles Floquet, René Goblet et Maurice Rouvier.

M. Carnot, élu le 3 décembre 1887, eut dix Ministères, présidés par MM. Tirard, Floquet, de Freycinet, Loubet, Ribot, Dupuy et Casimir-Perier.

M. Casimir-Perier, élu le 27 juin 1894, n'a eu que le Ministère Dupuy.

Il y a eu vingt présidents du Conseil pour trente-trois Ministères.

C'est M. de Freycinet qui est revenu le plus souvent aux affaires. Il a figuré dans dix Ministères. Ces trente-trois Cabinets ont nécessité le concours de deux cent un personnages. Soixante-six anciens Ministres sont morts; d'autres ont renoncé à occuper ces fonctions; d'autres enfin n'en sont plus dignes; mais il reste une centaine de sénateurs et de députés qui ont exercé le pouvoir et qui peuvent y revenir.

Ce n'est donc pas la quantité qui manque.

On sait que M. Félix Faure, président de la République, a fait appeler à l'Elysée, dès le 18 courant, MM. Challemel-Lacour, président du Sénat, et Henri Brisson, président de la Chambre, pour les consulter.

M. Léon Bourgeois, député de la Marne, a été chargé le

soir même du 18, de former le nouveau Cabinet, et il a commencé ses démarches aussitôt.

~ Le 19 courant, dans la matinée, M. Léon Bourgeois a mis le Président de la République au courant de ses négociations.

~ Trois groupes républicains se sont réunis à la Chambre : la gauche progressiste, présidée par M. Jullien ; l'extrême-gauche, présidée par M. Goblet ; l'union progressiste, présidée par M. Isambert.

La gauche progressiste a décidé qu'une démarche serait faite auprès de M. Bourgeois pour l'engager à accepter l'offre du Président de la République et à former un Cabinet de concentration et d'union républicaine.

A l'extrême-gauche, le ministère Bourgeois a été accueilli favorablement en principe.

L'union progressiste a déclaré qu'elle appuierait ce ministère.

Signalons encore l'association pour la réalisation des réformes, qui compte des membres en dehors du Parlement ; cette association a offert son concours à M. Bourgeois en exprimant le vœu de voir inscrire dans le programme du nouveau ministère l'amnistie, l'impôt progressif sur le revenu et la création d'une caisse de retraites ouvrières. M. Léon Bourgeois a réçu sucessivement les délégations de ces groupes.

On croyait le Ministère constitué et la date de convocation de la Chambre semblait prochaine.

~ Le 20 courant, une conférence a eu lieu, de cinq heures à huit heures du soir, dans le cabinet de M. Poincaré, au Ministère des finances.

MM. Léon Bourgeois, Poincaré, Hanotaux, Barthou, Godefroy Cavaignac et Peytral y assistaient.

L'entretien a porté sur la question financière et sur les attributions de portefeuilles.

La note suivante était communiquée à la presse le dimanche soir :

« M. Peytral ayant refusé le portefeuille des finances, M. Bourgeois a de nouveau insisté pour que M. Poincaré demeurât à ce Ministère. Il lui a déclaré qu'il aurait toute liberté de soutenir son propre programme financier et, par conséquent, de proposer aux Chambres, dans les contributions directes prochaines, le commencement d'un système d'impôts sur les revenus, au lieu d'un projet d'impôt personnel et général sur le revenu.

« MM. Cavaignac et Peytral ayant, de leur côté, adhéré à cette entente, M. Poincaré a répondu à M. Bourgeois qu'afin d'arriver au vote le plus rapide possible du budget, il acceptait, dans ces conditions, de conserver son portefeuille. »

~ Lundi 21, MM. Cavaignac et Peytral protestaient contre les termes de cette note, M. Léon Bourgeois se rendait à l'Elysée où il mettait le Président de la République au courant de l'incident.

M. Félix Faure lui fit observer que la difficulté qui venait de surgir ne lui apparaissait pas, pour regrettable qu'elle fût, absolument insurmontable, et qu'il comptait sur son dévouement pour écarter les difficultés et arriver à une solution satisfaisante.

M. Léon Bourgeois réitéra au Président de la République l'assurance qu'il emploierait tous ses efforts pour arriver à ce résultat.

La note suivante nous était transmise :

« A la suite de cette nouvelle conférence, il a été reconnu d'un commun accord que la situation actuelle commandait la formation d'un Ministère de concentration républicaine dont M. Bourgeois était le chef le plus naturellement désigné.

« Mais, malgré tous les efforts faits pour assurer par leur collaboration personnelle le succès de cette combinaison, MM. Peytral, Cavaignac, Poincaré et Barthou ont été amenés à penser que l'entente s'établirait plus facilement entre des hommes moins directement engagés dans les discussions financières.

« Dans ces conditions, ils ont prié M. Bourgeois de vouloir bien les délier des engagements qu'ils avaient pris vis-à-vis de lui, tout en lui promettant leur concours le plus actif pour la réussite de l'œuvre qu'il a entreprise. »

~ Le 22, M. Bourgeois retournait à l'Elysée et déclarait qu'il croyait devoir remettre entre les mains du Président de la République le mandat dont M. Félix Faure avait bien voulu le charger.

M. le Président de la République répondit que, avant d'appeler un autre homme politique, il se réservait de conférer avec MM. Poincaré et Cavaignac ; mais ces messieurs, qui s'étaient rendus à l'appel du Président, s'en tinrent aux termes de la note communiquée. La situation commandait la formation d'un Ministère de concentration dont M. Léon Bourgeois était le chef le plus naturellement désigné. »

Tous deux déclarèrent également que l'entente s'établirait plus facilement entre des hommes moins directement engagés dans les questions financières.

La note suivante était communiquée :

« M. Léon Bourgeois s'est rendu, à deux heures, auprès du Président de la République, qui lui a fait savoir qu'en présence des déclarations concordantes de MM. Poincaré et Cavaignac, desquelles il ressort que les négociations antérieures n'avaient pu aboutir pour une raison d'ordre purement fiscal, il le priait à nouveau de constituer le Cabinet.

« Devant cette insistance du Président de la République, M. Léon Bourgeois a fait connaître qu'il ne croyait pas pouvoir décliner cette nouvelle mission ».

~ Le 23, une nouvelle réunion a eu lieu, dans la matinée, chez M. Léon Bourgeois. MM. Cavaignac, Lockroy, Doumer, Combes, Cochery, de Verninac et Demôle, prirent part à cette conférence où fut encore une fois agitée la difficile question budgétaire et, en particulier, l'impôt général sur le revenu.

En présence du refus de M. Léveillé de prendre le portefeuille de la justice, qui lui avait été offert la veille, M. Léon Bourgeois avait fait appeler M. Demôle, ancien garde des sceaux, que M. Lockroy était allé aussitôt chercher et qu'il avait rencontré au Sénat.

Le futur Président du Conseil a vivement insisté auprès de M. Demole, qui ajourna sa réponse et promit de la faire connaître à cinq heures.

M. Georges Cochery, dont il avait été question, en sa qualité de rapporteur général du budget, pour le portefeuille des finances, a fait de très vives objections au sujet de l'impôt global sur le revenu en déclarant qu'il ne pouvait, quant à lui, l'accepter après l'avoir combattu au mois de juillet dernier.

La conférence du matin ne fut terminée qu'à midi et demi. A deux heures, M. Cochery revenait chez M. Léon Bourgeois et avait avec lui une nouvelle entrevue à la suite de laquelle le rapporteur général du budget déclara qu'il lui était impossible de faire partie de la combinaison.

La note suivante, communiquée à la presse par M. Cochery lui-même, précise la position qu'il a prise dans toutes ces négociations :

« Appelé hier par M. Léon Bourgeois, M. Georges Cochery lui a tout d'abord déclaré qu'il ne croyait pas pouvoir entrer dans une combinaison dont le programme comprendrait le principe de l'impôt global sur le revenu, combattu par lui à la tribune en juillet dernier.

« Sur l'insistance de M. Léon Bourgeois, M. Georges Cochery consentit à examiner, dans une entrevue qui a eu lieu hier soir, si une solution transactionnelle pourrait être acceptée de part et d'autre ; mais, dans une dernière conférence, un accord sur ce point a été jugé impossible.

« M. Georges Cochery, persistant à se considérer comme personnellement trop engagé dans la question, a donc dû prier M. Bourgeois de lui rendre toute liberté. »

~ Jeudi 24, dans la matinée, M. Léon Bourgeois résignait ses pouvoirs entre les mains du Président de la République.

La visite fut très courte, et, quelques minutes après, la note officieuse communiquée aux journaux rendait compte, dans les termes suivants, du résultat de cette entrevue :

« M. Léon Bourgeois s'est rendu ce matin, à neuf heures, chez le Président de la République, et lui a fait connaître qu'il n'avait pu réunir les concours suffisants pour l'exécution du programme sur lequel pouvait se faire, dans sa pensée, l'union du parti républicain.

« Il a prié, en conséquence, M. le Président de la République de le décharger du mandat qu'il avait bien voulu lui confier.

« En exprimant à M. Léon Bourgeois tous ses regrets, M. Félix Faure a tenu à le remercier de l'empressement avec lequel il avait personnellement répondu à son appel, et a ajouté qu'il lui restait obligé de ses efforts persévérants.

« Le Président de la République a décidé de faire appeler dans la matinée plusieurs personnages politiques pour les consulter sur la situation. »

Le premier personnage politique appelé à l'Elysée a été M. Henri Brisson, qui a été reçu à dix heures et demie.

Le Président de la Chambre des députés a de nouveau déclaré qu'après comme avant les démarches entreprises par M. Léon Bourgeois, il considérait qu'un Ministère de concentration était seul possible dans la situation politique actuelle.

M. Poincaré est ensuite arrivé à onze heures, M. Ribot à midi moins dix.

M. Maurice Lebon, ancien sous-secrétaire d'Etat aux colonies, a conféré avec le Président de la République jusqu'à midi et demi, mais cette visite ne se rattachait en rien à la crise ministérielle. M. Maurice Lebon, député de la Seine-Inférieure, est très lié avec le Président de la République, et c'est à ce titre seul qu'il s'était rendu à l'Elysée.

Dans l'après midi, M. Félix Faure a continué ses consultations et a successivement reçu MM. Lockroy, Peytral, Méline et Loubet.

Ces consultations ont duré jusqu'à cinq heures et demie, et l'on annonça alors que le Président de la République ne recevrait plus personne dans la soirée et qu'il ferait appeler, dans la matinée de vendredi, le personnage politique à qui il confierait la mission de constituer le Cabinet.

⁂ Hier, 25 courant, la note suivante nous a été communiquée :

« Le Président de la République a fait appeler, ce matin, à huit heures, M. Ribot et lui a offert de former un Cabinet.

« L'honorable député du Pas-de-Calais, avant d'accepter cette mission, a demandé à M. Félix Faure la permission d'en conférer avec ses amis. Il compte pouvoir, dans la soirée, rendre réponse au Président de la République. »

M. Ribot a commencé immédiatement ses démarches. Il a vu MM Challemel-Lacour, président du Sénat et Brisson, président de la Chambre. Il s'est également entretenu avec MM. Méline et Poincaré.

Marché Financier. — En dépit de la crise ministérielle qui n'est pas encore dénouée au moment où nous écrivons, l'hésitation que nous signalions il y a huit jours a pris fin. Il est vrai que les nouvelles répandues au sujet d'un soulèvement à Athènes étaient dénuées de tout fondement. Quelque chose, pourtant, s'est passé en Grèce : M. Tricoupis a abandonné la direction des affaires, et c'est M. Delyannis qui lui succède. Ce changement n'a produit aucun effet réel sur notre place. On ne s'est attaché et on ne s'attache encore à ne prendre en considération que les seules dispositions du public qui sont excellentes. Quelques mouvements ont bien eu lieu ; mais ces mouvements n'ont eu qu'une importance relative, et on paraît décidé maintenant à gagner tranquillement la liquidation de fin du mois. Les affaires n'ont pas été, en général, aussi actives que dans les semaines précédentes. Les arbitragistes, par exemple, ont été visiblement gênés par suite des interruptions ou des difficultés téléphoniques et télégraphiques avec l'étranger ; mais ces incidents n'ont eu aucune répercussion sur les cours que nous trouvons en clôture, très fermes. On ne reste pourtant pas au plus haut des cours faits, bien que l'on paraisse disposé à escompter les nouvelles grandes opérations que l'on paraît vouloir préparer de divers côtés. Déjà la Conversion du *4 0/0 Suédois 1880* est décidée, et on parle aussi, mais vaguement, d'une nouvelle Conversion russe. En résumé, on se prépare à profiter de tout, et il faut espérer que rien ne viendra contrarier d'aussi bonnes dispositions.

★ ★ Notre *Rente 3 0/0 française*, que nous laissions à 102 20 en clôture de vendredi dernier, a reculé de nouveau à 101 75, pour remonter plus tard à 102 40. Elle clôture à 102 30, en bénéfice de 10 centimes, avec un marché au comptant excessivement soutenu. Les primes s'obtiennent, maintenant, à des écarts des plus minimes. Fin janvier, *écarts* dont 0,25 centimes, 0,10 centimes ; dont 0,10 centimes, 0,20 centimes. *Ecarts* fin février : dont 0,50 centimes, 0,62 1/2 centimes ; dont 0,25 centimes, 0,90 centimes.

La *Rente 3 1/2 0/0*, qui s'approche de son coupon trimestriel, gagne 15 centimes à 108 32 1/2. Au comptant, on la demande à 108 40.

Rente 3 0/0 Amortissable 100 70 contre 101.

★ ★ La *Banque de France*, que nous laissions à 3 800 fr., est revenue à 3.780 après 3.825 au plus haut, et clôture à 3.780. Les actionnaires de notre premier Etablissement de crédit, auquel notre Rédacteur en chef, M. Edmond Théry, consacre plus loin un article spécial, sont convoqués en assemblée générale pour le 31 janvier. C'est décidément à partir du 1er février que fonctionnera le nouveau service des comptes de dépôts sans intérêts. Pour les cinq premières semaines du semestre en cours, les bénéfices nets des escomptes et intérêts divers ont produit à la *Banque de France*, 1.347.285 fr., contre 2.188.281 fr. en 1894, 1.926.274 fr. en 1893, 2.446.002 fr. en 1892, 3.904.484 fr. en 1891 et 2.768.979 fr. en 1890.

★ ★ Le *Crédit Foncier de France*, que nous laissions à 900 fr., est revenu à 895 fr. et reste à 900 fr., sans changement. Dans sa séance hebdomadaire du 23 janvier, le Conseil d'administration du *Crédit Foncier* a autorisé pour 4.256 922 fr. de nouveaux prêts, dont 2.109.500 fr. en prêts fonciers et 2 147.422 francs en prêts communaux.

Quant aux obligations *Communales* et *Foncières*, elles sont toujours très fermes. Celles à lots *3 0/0*, de 500 fr., continuent à se maintenir au-dessus du pair. Désormais, les placements à effectuer en valeurs à lots doivent se contenter d'un intérêt un peu au-dessous de 3 0/0 l'an. C'est ce que le public comprend, puisqu'il demande maintenant les *Obligations Communales 1879* estampillées à 495 fr., pendant que les *Obligations non estampillées* gardent leur cours précédent de 503 fr. *Obligations Foncières 1877* 405 fr., sans variation ; *Obligations Communales 1880* 503 francs 50 ; *Foncières 1883* 458 fr. en légère moins-value de 0.50 cent. ; *Foncières 1885* 504 fr., comme précédemment ; *Cinquièmes* 101 fr. ; *Obligations Communales 1891* libérées 400 25 contre 400 fr. 75 ; *Obligations Communales 1892 3 20 0/0 libérées* 506 fr. 50, en avance de 1 fr. 50.

★ ★ Les actions de nos Sociétés de Crédit sont encore, quelques-unes au moins, hésitantes. La *Banque de Paris et des Pays-Bas* a passé de 730 fr. à 720 fr. pour reprendre à 735 fr. et rester à 730 fr. : *Comptoir National d'Escompte* 572 contre 575 ; *Crédit Industriel et Commercial* 544 en réaction de 6 fr ; *Crédit Lyonnais* passe de 820 à 805 fr. après 823 fr. 75. Il reprend à 826 fr. 25 et clôture à 823 fr. 75. Des opérations importantes à primes se traitent journellement sur ce titre. La faiblesse que l'on a eu à constater momentanément s'explique par les réalisations qui se sont produites. Les réalisations ont été surtout effectuées pour le compte de Lyon, mais elles n'empêchent pas la bonne tendance de s'affirmer de nouveau. *Société Générale* en avance de 5 francs à 480 fr. Nous consacrons, aujourd'hui, un article spécial à cette institution. Ajoutons à ce que nous disons plus loin que cette Société pratique continuellement des arbitrages avantageux qui lui permettent de faire face, avec avantage, à son service d'assurance des valeurs à lots. *Banque Internationale de Paris* 507 contre 515.

La *Banque Parisienne* est en reprise de 6 fr. 25 à 391.25 ; *Banque de l'Algérie* très recherchée à 795, gagnant ainsi 25 fr. 50 pour la semaine ; *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* 597 fr. 50 contre 592 fr. 50. On annonce que cet établissement est chargé par la *Société des Tramways de Budapesth* d'émettre un emprunt de 10 millions de francs.

Le groupe de la *Société des Immeubles de France* est en reprise : l'action monte de 27 fr. 50 à 35 francs pendant que *l'Obligation 4 0/0* passe de 195 à 200 fr., et que les *Obligations libérées de 350 francs* sont en avance de 5 francs à 260. Par contre, cependant, les *Obligations Foncières remboursables à 1.000 francs* perdent 2 fr. à 168 fr.

★ ★ Pour la première semaine de 1895, les recettes de cinq de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer* (Paris-Lyon, Ouest, Orléans, Est et Midi) accusent, sur la période correspondante de 1894, une plus-value de 362.445 fr. 24. Pour la deuxième semaine de l'exercice actuel (du 8 au 14 janvier), le *Nord*, par contre, accuse une diminution, sur 1894, de 294.000 fr.

En ce qui regarde les cours des actions, ils sont quelques-uns et, par suite de réalisations, un peu incertains. Le *Midi*, de 1.300 est revenu un moment à 1.270 ; il a repris à 1.295, mais reste à 1.292 50 ; *Orléans*, 1567 50, en recul de 10 francs, après 1.540 au plus bas ; *Ouest*, 1.100 contre 1.105 après 1.090 au plus bas et 1.110 au plus haut. *Est*, 954 50 en perte de 4 fr. 50 après avoir fléchi jusqu'à 950. Par contre, *Lyon*, en progrès de 8 75 à 1.438 75 et *Nord*, 1.799 50, en bénéfice de 2 fr. 50, après même 1.800 fr.

Les titres du *Sud de la France* ont été très mouvementés. Les actions ont fléchi de 238 75 à 200 fr. Elles remontent à 225 fr. *Obligations 3 0/0* lourdes à 404, en recul de 3 fr. 50.

★ ★ L'action *Suez*, de 3.080 est revenue à 3.035,

mais remonte à 3.075, ne perdant ainsi, pour toute la semaine, que 5 francs. Nous avons, il y a huit jours, signalé le départ de M. Jules Guichard, l'honorable président de la Compagnie, qui va soumettre au Khédive le vœu des administrateurs de la Compagnie, vœu relatif au changement de nom du Canal, qui s'appellerait alors, désormais, « Canal de Lesseps ». *Compagnie Parisienne du Gaz* plus faible à 1.055 contre 1.080. Cependant, l'exonération des frais de compteur et de branchement en faveur des abonnés dont le loyer est inférieur à 500 fr. paraît avoir complètement réussi. On dit que 73.000 nouveaux abonnés se seraient fait inscrire depuis le 1er juillet 1894. Voilà qui viendrait contrebalancer efficacement l'emploi des becs à incandescence.

Magasins Généraux de Paris, 567 50 en progrès de 7 fr. 50; *Compagnie Générale Transatlantique* sans changement à 340 fr.; *Messageries Maritimes* 586, en recul de 9 francs; *Chargeurs Réunis* très fermes à 1.258 fr., gagnant ainsi 33 fr. sur la clôture du 18 courant. Cette avance est justifiée par les importantes réserves que cette entreprise a su se créer. *Omnibus de Paris* en recul à 1.090 contre 1.070. On paraît vouloir reprocher à cette Compagnie la convention passée avec les entreprises de transport desservant les gares, convention qui lui assure une subvention annuelle, mais qui a nécessité, de la part des Sociétés concurrentes, une augmentation du prix des places pour les voyageurs. Cette augmentation, selon les appréciations du Conseil municipal de Paris, semblerait constituer une cession partielle du privilège de la *Compagnie des Omnibus*, contrairement au traité de 1860. Il ne peut y avoir, dans l'interprétation de l'arrangement intervenu, qu'une confusion qui doit prendre fin au premier jour. *Voitures à Paris* 565 francs, sans variation et sans affaires. Pour la première quinzaine de janvier, les recettes de cette Compagnie se sont élevées à 825.231 fr. 77 contre 833.684 francs 86 pour la période correspondante de 1894.

Les actions de la *Société Française des Métaux* sont à 266 francs contre 275. Le groupe *Panama* est plutôt délaissé. L'*action* est à 10 fr. contre 10 25; *Obligations 5 0/0* au même cours de 22 fr.; *Obligations 3 0/0* en recul de 0 fr. 75, à 14 25; *Obligations 4 0/0*, par contre, en progrès de 1 fr. à 16 25; *1re série* lourde à 25 fr. contre 25 75; *2e série* 22 fr. 25 contre 23 francs; *Bons à Lots* 118 75 à terme, comme il y a huit jours, et 119 fr. 50 au comptant.

La *Société Centrale de Dynamite* qui restait, il y a huit jours, à 635 fr., est montée à 640, pour revenir ensuite à 615 et clôturer à 620. La spéculation, en poussant ce titre à la hausse, paraît vouloir contraindre le Conseil d'administration à augmenter le dividende de ce titre, ce qui ne pourrait se faire qu'au détriment du bon fonctionnement de l'entreprise. Le *Télégraphe de Paris à New-York* reste au même cours de 105 fr., ce que la logique n'explique pas, après la fusion votée de cette entreprise avec la *Société Française des Télégraphes Sous-Marins*. *Société Générale des Téléphones*, 295, contre 303 75.

Le groupe *Corinthe* est un peu mieux. L'action de la *Société Hellénique du Canal* monte de 105 à 110 fr. *Obligation 6 0/0* en même avance de 5 fr. à 180. Le passage du canal est actuellement entièrement dégagé, mais les grandes Compagnies de navigation se montrent encore rebelles à utiliser la nouvelle voie.

Les *Nitrate Railway Company*, qui a détaché un coupon de 15 fr. 10 le 19 courant, est à 450 fr. contre 467 50; *Lautaro Nitrate*, 208 75 contre 210; *Rio-Tinto* faible à 358 75, en perte de 16 fr. 25 sur la baisse du cuivre métal dont les cours paraissent avoir une tendance à se déprécier encore. Les stocks ont encore augmenté, les arrivages n'ayant pas été livrés à la consommation.

Les *Ateliers et Chantiers de la Loire* sont à 535 contre 530. Les travaux de cette Société sont alimentés par les commandes qu'elle reçoit de l'Etat et qui la mettent à même de traverser dans des conditions exceptionnelles la crise qui sévit sur l'industrie métallurgique. Si les commandes de la marine marchande devenaient plus importantes, ce qui peut se produire à la suite d'un relèvement des frets, les résultats de cette entreprise ne laisseraient plus rien à désirer. Il ne faut pas perdre de vue que l'augmentation de son dernier dividende a été très remarquée. *Compteurs à Gaz* très fermes à 1.450 fr. Dans l'*Economiste Européen* du 10 novembre 1894, nous avons publié, sur cette Compagnie, une étude dans laquelle nous établissions la situation favorable de cette entreprise. Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale extraordinaire pour le 8 février prochain, à l'effet d'approuver une convention avec la *Ville de Paris* pour vente et achat de terrains. Le Conseil d'administration demandera aussi à ses associés l'autorisation de contracter un nouvel emprunt que nécessiterait l'extension considérable non seulement des compteurs à gaz, mais encore des compteurs à électricité, par suite des commandes venues de l'étranger et surtout d'Angleterre. Le *Nickel*, de 340 est revenu à 319 fr. Il paraît certain qu'il n'y aura pas de dividende pour l'exercice 1893-1894, dont on rendra compte à l'assemblée générale des actionnaires du 18 février prochain. De nombreuses critiques sont émises sur cette entreprise que nous aurons à examiner de nouveau ultérieurement. En attendant, nous nous reportons aux appréciations que nous formulions dans un article spécial paru dans l'*Economiste Européen* du 7 juillet 1894.

★★ Les *Fonds Brésiliens* ont été peu animés cette semaine. Le *4 1/2 0/0 1888* reste au même cours de 80 fr., après avoir fléchi un moment à 79 50. Quant au *4 0/0 1889*, il est revenu de 76 50 à 75 50, mais reprend à 76 30, après même 76 65 au plus haut.

★★ La *Rente Extérieure Espagnole* est soutenue à 73 60, gagnant 5 centimes sur vendredi dernier, et après 73 70 au plus haut et 73 10 au plus bas. On dit que le ministre des finances lira prochainement son projet de budget pour 1895-1896. Nous reportons nos lecteurs à la lettre que nous publions plus loin de notre correspondant de Madrid, dans laquelle la question des *Chemins de fer espagnols* est particulièrement traitée.

★★ La *Rente Italienne*, qui de 85 35 était revenue à 84 75, remonte à 85 95 et clôture à 85 92 1/2. Dans la séance d'hier, d'importants achats de ferme et de primes ont été effectués, sur le bruit que les marchés italiens commencent à se ressentir de l'influence de l'abondance de l'argent sur les marchés étrangers. Au sujet de la *Rente Italienne*, mentionnons que, suivant les renseignements parvenus sur les comptes de paiement du coupon de cette rente à l'étranger, le nombre des porteurs diminuerait d'une manière générale en France, tandis que l'on constaterait une certaine augmentation du stock des titres sur les places de Berlin et de Londres.

★★ Après la hausse de ces derniers temps, il s'est produit sur les *Valeurs Serbes* un petit tassement qui a ramené le *5 0/0 1890* de 74 à 73 fr. Mais, en clôture, ce titre reste demandé.

★★ Cette semaine, et sur les bruits auxquels nous faisons allusion plus haut, les *Fonds Russes* sont en forte avance. Les *Consolidés 1re et 2e Séries*, de 101 50, montent à 102 10, après même 102 20 au plus haut; *Orient*, 65 37 1/2, en avance de 0.67 1/2 centimes; le *3 0/0 1891 et 1894*, qui de 87 65 était revenu à 87 40, bondit à 88 85; *Russe 3 1/2 0/0 1894*, 97 10 après même 97 20 au plus haut, en bénéfice de 1 fr. 20, et avec une excellente tendance.

★★ Les *Valeurs Ottomanes* sont encore en avance. Le *Turc C* de 29 55 passe à 29 80, pendant que le *Turc D* gagne 0.35 centimes à 26 70; *Douanes* 505 en bénéfice de 2 fr.; *Obligations Ottomanes 1894* 420, en bénéfice de 3 fr. 75; *Obligations 4 0/0 Smyrne-Cassaba* 452 50, contre 448 25, après même 455 au plus haut. *Obligations 3 0/0 Jonction Salonique-Constantinople* très recherchées à 328 75 avec des échanges nombreux au comptant et à terme. Nous reportons nos

lecteurs à l'article que nous publions plus loin sur cette valeur.

La *Banque Impériale Ottomane*, que nous laissions à 677 50, a repris à 683 75 après 675 au plus bas et 685 au plus haut.

Nous avions signalé il y a huit jours la présence à Paris de sir Edgard Vincent. L'honorable Directeur général de la Banque Ottomane est maintenant à Londres et confère avec les administrateurs anglais de cet Etablissement pour la préparation des opérations nouvelles auxquelles nous faisions allusion samedi dernier.

QUESTIONS DU JOUR

Les Fonctions de la Banque de France

I

Lors de la discussion du renouvellement du privilège de la *Banque de France*, en juillet 1892, on a reproché à ce grand Etablissement de n'avoir point suivi l'évolution économique et financière du pays et de s'être trop systématiquement confiné dans son rôle de banque d'émission, de régulatrice de la circulation monétaire.

On l'a accusée, notamment, d'être restée inaccessible au petit commerce, de réserver le bénéfice de son puissant crédit à la haute finance et de régler le fonctionnement de ses divers services au seul profit de ses actionnaires, sans se préoccuper des intérêts du public, que son indifférence et sa raideur rejetaient vers les Sociétés de dépôts.

En principe, ces reproches sont immérités, car la *Banque de France* ayant le privilège de l'émission fiduciaire et remplissant, en fait, depuis la suspension de la frappe libre de l'argent, l'office d'Hôtel de monnaies à l'égard des importateurs d'or étrangers, était tenue, dans l'intérêt supérieur de notre crédit public, à une extrême prudence.

On perd de vue, aujourd'hui, la situation extrêmement délicate que la baisse de l'argent-métal avait créée à notre circulation monétaire. Au commencement de l'année 1881, au cours de laquelle l'honorable M. Magnin a été nommé gouverneur de la Banque, l'encaisse métallique de cet établissement s'élevait à la somme de 1.770 millions de francs, dont 556 millions d'or et 1.214 millions d'argent. Sa circulation fiduciaire atteignant alors le chiffre de 2.516 millions, la proportion entre l'encaisse métallique et les billets de banque en circulation était exactement de 22 0/0 d'or, de 48 0/0 d'argent : et les 30 0/0 de surplus se trouvaient gagés par le portefeuille de l'escompte, les avances sur titres et le capital social de la Banque.

A cette époque, la dépréciation de l'argent-métal, par rapport à l'or, était déjà supérieure à 15 0/0, et ce sera l'honneur de M. Magnin d'avoir compris, dès son arrivée à la Banque, que la suppression du bimétallisme effectif condamnant fatalement le métal blanc à une baisse illimitée, il était indispensable, pour empêcher notre circulation monétaire de se déprécier à l'extérieur, de défendre le crédit du billet de banque français, d'attirer l'or étranger à la *Banque de France* et de l'y maintenir.

M. Magnin a eu l'intuition très nette du rôle prépondérant que l'or allait jouer dans le régime monétaire universel et, quoi qu'il fût bimétalliste convaincu, il s'est efforcé, par des moyens ingénieux, de mettre la France à l'abri de toute surprise en accroissant son stock de métal jaune. Il y est parvenu sans un centime de dépense pour notre pays.

Voici un tableau qui va nous indiquer les résultats obtenus depuis 1881 :

Situation de la « Banque de France » au 1er Bilan de chaque année (millions de francs) :

DATES	ENCAISSE			Circulation	BILLETS non gagés par l'encaisse	Portefeuille	PROPORTION de l'encaisse à la circulation		
	Or	Argent	Total				Or	Argent	Total
							%	%	%
1881	556	1.214	1.770	2.516	745	1.005	22	48	70
1882	648	1.150	1.799	2.881	1.082	1.411	22	39	61
1883	954	1.082	2.037	2.858	821	1.079	33	38	71
1884	950	996	1.946	3.101	1.155	1.236	30	32	62
1885	1.001	1.028	2.029	2.977	948	1.050	33	34	67
1886	1.151	1.082	2.233	2.913	680	737	39	37	76
1887	1.227	1.138	2.365	2.858	493	674	43	39	82
1888	1.100	1.186	2.287	2.839	552	684	38	40	78
1889	1.005	1.225	2.230	2.765	535	834	36	44	80
1890	1.261	1.242	2.503	3.155	652	872	40	39	79
1891	1.120	1.240	2.361	3.186	825	994	35	38	73
1892	1.340	1.248	2.588	3.161	573	762	42	39	81
1893	1.704	1.264	2.968	3.439	471	656	50	36	86
1894	1.698	1.259	2.957	3.612	655	681	47	35	82
1895	2.069	1.236	3.305	3.679	374	606	56	34	90
24 janv	2.108	1.234	3.342	3.630	288	455	58	34	92

Ainsi, depuis le commencement de l'année 1881 jusqu'au 24 janvier 1895, l'encaisse or de la *Banque de France* s'est augmentée de la somme formidable de 1.552 millions de francs, tandis que l'encaisse argent, à 20 millions près, s'est maintenue au chiffre primitif.

La proportion de l'or, par rapport à la circulation fiduciaire, est passée de 22 0/0 à 58 0/0, et celle de l'argent est tombée de 48 0/0 à 34 0/0.

Cette proportion serait elle-même beaucoup plus favorable à l'or si la *Banque de France* ne détenait pas dans ses caisses, pour le compte du Gouvernement français, 450 millions de francs environ d'écus de nos associés de l'*Union latine* et si l'Etat n'avait pas emprunté à notre Etablissement d'émission (Conventions des 10 juin 1857 et 29 mars 1878) 140 millions de francs, qui figurent dans la circulation fiduciaire par une somme équivalente en billets.

Si, conformément à l'esprit de la liquidation éventuelle de l'*Union latine*, les 450 millions d'argent étranger que possède la Banque étaient remplacés par 450 millions d'or, et si l'Etat lui remboursait son avance de 140 millions : le rapport de l'or à la circulation fiduciaire s'élèverait, aujourd'hui, à 73,1 0/0, celui de l'argent s'abaisserait à 22,4 0/0 et le montant des billets non gagés par des espèces sonnantes et trébuchantes atteindrait à peine 158 millions de francs, c'est-à-dire 4,5 0/0 du total des billets en circulation.

Ce résultat est d'autant plus remarquable que pendant que la *Banque de France* augmentait son encaisse or de 1.552 millions, sans aucuns frais pour le pays, le métal argent, calculé en or, s'avilissait dans la proportion de 15 0/0 en 1881, contre 55 0/0 de perte en 1895.

Pourquoi et comment cette masse d'or — nécessaire pour *dorer* nos écus, c'est-à-dire pour défendre l'ensemble de la circulation monétaire française (composée elle-même par des espèces d'or et d'argent et par des billets remboursables en or ou en argent au choix de la *Banque de France*) contre

la dépréciation extérieure dont la baisse du métal blanc devait être la conséquence forcée — est-elle venue s'engouffrer dans les caves de la Banque?

Simplement parce que le billet de banque français est accepté au pair de l'or (et souvent au-dessus de ce pair) dans tous les pays du monde civilisé, et qu'en cédant à la *Banque de France* ses lingots d'or, ou ses espèces d'or étrangères, au tarif des Hôtels de monnaies européens, l'importateur d'or a le grand avantage de pouvoir disposer sur l'heure (c'est-à-dire sans aucune perte d'intérêts) de la *valeur monétaire* de son métal.

Si l'on ajoute à cette facilité de conversion la tendance naturelle des changes extérieurs français, que l'application des tarifs douaniers de 1892 et les excellentes récoltes des dernières années ont nécessairement améliorée, puisque le déficit de notre balance commerciale a été ramené du chiffre de 951 millions de francs (moyenne annuelle de la période 1882-1891) à 729 millions de francs (moyenne annuelle de la période 1892-1894).... et on aura l'explication de la grosse augmentation d'or survenue du commencement de l'année 1892 au commencement de l'année 1895 (729 millions de francs).

Si cette masse d'or, maintenant nos changes extérieurs au-dessus du pair, a indirectement placé l'agriculture et la grande industrie française dans une situation défavorable à l'égard des nations à monnaies avariées, — et c'est pour cette raison que nous désirons si vivement l'établissement d'un *bimétallisme universel* — elle a eu au moins l'avantage de procurer aux producteurs français du crédit à bon marché.

En effet, ces producteurs ont été les premiers à bénéficier de l'accroissement de la réserve or de la *Banque de France*, parce que cette Banque, comme d'ailleurs toutes les Banques d'émission, ne pouvait jadis défendre son encaisse métallique qu'en élevant le taux de son escompte. C'est le procédé habituellement employé par la *Banque d'Angleterre* et, à l'époque où notre réserve d'or était sensiblement inférieure à 1 milliard de francs, le taux de l'escompte à la *Banque de France* dépendait en quelque sorte de la situation monétaire anglaise.

Grâce à l'augmentation de son stock de métal jaune, notre pays s'est affranchi de ce servage, et son prix du loyer des capitaux n'est plus à la merci immédiate de la hausse ou de la baisse du chèque sur Londres. Enfin — et c'est l'un des côtés les plus importants de la question — cet or permettra à la France de défendre énergiquement ses intérêts économiques lorsque se posera, devant la vieille Europe, la question de la régularisation de la *Valuta universelle*, compromise dans son ensemble par la rupture de l'ancien pair bimétallique, et dont l'augmentation de la production aurifère du Transwaal ne fera qu'accentuer la dépréciation.

Par conséquent — et sans rappeler la situation politique que nous avons en Europe et qui impose à la *Banque de France* des obligations d'ordre national au point de vue de son encaisse d'or — il n'est pas douteux que notre grand Etablissement d'émission a fait de la bonne politique monétaire en augmentant si considérablement ses réserves de métal jaune.

Cette politique a-t-elle été profitable aux intérêts particuliers de la *Banque de France*? Nous pouvons énergiquement répondre non!

En augmentant son encaisse or, et en s'affranchissant de l'influence monétaire anglaise, la Banque a évidemment travaillé contre ses intérêts particuliers, puisque ses bénéfices dépendent surtout du taux de l'escompte et qu'avec le stock précaire de 1881 il fallait immédiatement élever ce taux (c'est-à-dire augmenter les bénéfices sociaux) dès que le change sur Londres devenait défavorable à la France.

D'autre part, il ne faut point oublier que l'or qui rentre à la *Banque de France* ne donne aucun profit à cet Etablissement, qui ne peut l'acheter à un prix inférieur à celui que les possesseurs de lingots ou monnaies étrangères en retireraient s'ils les portaient aux Hôtels de monnaies. La Banque déduit seulement les frais de monnayage, mais elle est elle-même obligée de verser les sommes ainsi retenues à notre Administration nationale des Monnaies lorsqu'elle fait transformer l'or étranger en pièces françaises.

Et, à ce propos, nous savons que la Monnaie de Paris frappe en ce moment même une grosse partie des lingots d'or que la Banque possède dans ses caves.

La vérité, c'est que l'augmentation du stock d'or de la *Banque de France*, loin de servir ses intérêts particuliers leur a été, au contraire, préjudiciable de deux manières : 1° En maintenant l'escompte à un taux réduit; 2° en imposant à la Banque un excédent notable de dépenses pour la fabrication et le timbre d'Etat des billets émis en échange de l'or nouveau.

En 1894, pour une circulation fiduciaire moyenne de 3.476 millions de francs, les dépenses de fabrication se sont élevées à la somme de 1.250.000 fr., soit environ 360 francs par million. A ce chiffre, il faut ajouter 200 francs pour droit de timbre (0 fr. 20 0/00 de circulation gagée par l'encaisse métallique) : soit, au total, 560 francs par million.

Ce qui revient à dire que les 1.552 millions d'or dont l'encaisse de la Banque s'est accrue depuis 1881 représentent 869.000 francs de dépenses annuelles, dont 310.000 francs perçus au profit exclusif du Trésor.

On est donc forcé de reconnaître que la *Banque de France* a scrupuleusement rempli sa fonction de régulatrice de notre circulation monétaire, et que, en constituant par le seul crédit de ses billets la puissante réserve d'or qui existe aujourd'hui sur le sol français, elle a su faire passer l'intérêt supérieur du pays avant ses intérêts particuliers.

(*A suivre.*) EDMOND THÉRY.

La Démonétisation de l'Argent et le Socialisme

Tandis que nos plus éminents économistes entrevoient, à travers la production croissante des mines sud-africaines, un âge d'or où, la valeur intrinsèque du métal jaune diminuant, les prix des marchandises se relèveraient, la crise économique et monétaire bat son plein. Nos lecteurs ont pu en apprécier l'intensité par les *Index-Numbers* de M. A. Sauerbeck, publiés dans l'*Economiste Européen* du 22 décembre 1894 (n° 154, 6e vol.) ; le savant statisticien anglais nous apprend que la baisse moyenne des prix a été de 45 1/4 0/0 depuis vingt ans et qu'elle augmente proportionnellement puisqu'elle a été de 10 0/0 pour les onze premiers mois de 1894.

L'or déjà extrait des nouveaux gisements découverts au Transvaal n'est pas loin d'atteindre 200 millions de

francs, a déclaré M. Jacques Siegfred dans une récente séance de la Société d'Economie politique, et on peut, sans exagération, a-t-il ajouté, estimer à 250 millions, à 300 millions, bientôt à 400 millions la production annuelle de ces mines.

Et pourtant la valeur du métal jaune n'a pas varié. Pourquoi ? Tout simplement, ainsi que nous l'observons toujours dans notre journal, parce que les propriétaires de mines, si bas que soient leurs prix de revient, ne vendent et ne vendront jamais à un cours inférieur à celui auquel les Hôtels de monnaie prennent des quantités illimitées de métal jaune.

Je ne m'étendrai pas ici sur les conséquences prévues de l'accroissement de la production de l'or, le but de cet article étant de constater l'un des effets les plus importants de la terrible crise qui s'est produite dans le monde civilisé depuis que l'argent métal a cessé d'être un instrument d'échange international. Ces effets ont été longuement analysés par M. Edmond Théry, dans sa *Crise des Changes*, et par les divers orateurs qui ont pris la parole à la *Conférence bimétallique internationale de Londres*, en mai 1894.

M. Alphonse Allard, directeur honoraire de la Monnaie à Bruxelles, vient d'en donner un tableau saisissant dans un remarquable article publié ces jours ci par le *Journal de Bruxelles*. Il démontre que le mouvement socialiste, dont les manifestations inquiètent les divers Gouvernements européens, avait été prévu dès 1870 par Wolowski, membre de l'Institut et professeur au Collège de France, pour le cas où l'on démonétiserait l'argent. Wolowski entrevoyait des perturbations profondes à travers le monde entier, cette mesure imprudente devant amener une baisse des prix, et, par conséquent, une diminution des salaires.

La crise sociale se déclara après 1873; en 1881, la moyenne des prix avait déjà baissé de 26 0/0.

Elle était à ce point intense, dit M. Alphonse Allard, qu'*Emile de Laveleye* écrivait à ses amis du Cobden Club une lettre mémorable pour leur signaler cette baisse des prix, pour leur dire la misère des travailleurs, la mort du libre-échange et l'avènement du protectionnisme sur un monde déjà ruiné.

On ne chercha pas à réagir comme il l'eût fallu : la crise devint plus violente.

Cinq ans après, nous étions en mai 1886, elle prenait un caractère plus grave : les prix avaient baissé de 39 0/0; j'avais réuni les agriculteurs en une conférence au palais des Académies :

« Chaque jour, leur disais-je, voit croître la crise ouvrière, « encouragée par les théories malsaines et antisociales dont « les philosophies allemandes nous ont abreuvés : l'*athéisme*, « le *socialisme*,, le *partage des biens !*

« Notre mal prend sa source dans la baisse des prix; en « restaurant le métal argent dans sa valeur monétaire an- « cienne, on ferait remonter les prix. Tout le monde en tombe « d'accord.

« Le remède est donc indiqué !

« Espérons qu'il ne se fera plus attendre, car la crise du « travail vient d'entrer dans une phase aiguë et redoutable. »

On se battait alors à Liège, à Mons et à Charleroi.

Le signal des grèves avait été donné par le *Catéchisme du Peuple*, dû à la plume de M. Alfred Defuisseaux, condamné le 4 juin 1886 par la Cour d'assises du Brabant à 12 mois de prison. Le parquet de Charleroi écrivait le 7 avril 1886 au chef de la Sûreté de Belgique :

« Cette brochure, qui a été répandue partout dans les « chaumières, a mis le feu aux poudres. — Le terrain était « préparé; le malaise était général. — Il ne fallait qu'une « allumette pour amener une explosion. — C'est la brochure « qui devait remplir cet office. L'ouvrier à l'intelligence « étroite, à l'instruction bornée devait, après avoir lu la bro- « chure, arriver à cette conclusion qu'il était exploité par les « classes riches. — Aussi la grève a-t-elle éclaté dès le paie- « ment de la première quinzaine qui a suivi sa publication. »

M. Alphonse Allard constate que M. Alfred Defuisseaux et ses coréligionnaires politiques, représentant aujourd'hui à la Chambre une fraction du peuple belge, poursuivent paisiblement leur œuvre sous la protection de l'immunité parlementaire.

Cette situation n'est pas spéciale à la Belgique; les autres pays, l'Angleterre surtout, se trouvent en face de difficultés effrayantes. On l'a répété, sur tous les tons, à la *Conférence bimetallique de Londres* : depuis nous l'avons constaté, ici même, par la reproduction des études publiées dans notre journal et M. Alphonse Allard confirme toutes ces observations :

M. Keir Hardie signalait ces jours derniers au Gouvernement anglais que plus d'un million d'ouvriers de métier (*skilled labourers*) se trouvaient sans ouvrage, qu'il appartenait au Gouvernement anglais ou aux autorités locales de leur procurer de l'ouvrage moyennant un salaire qui leur permît tout au moins de ne pas mourir de faim.

Or, l'ouvrier est prolifique en Angleterre ; un ouvrier de métier, d'après de récentes statistiques, représente en moyenne cinq bouches à nourrir ! L'on conçoit la gravité du cas.

Lord Rosebery vient de répondre à M. Keir Hardie que le Gouvernement anglais s'occupait de la question, qu'une Commission travaillait depuis 1893. — Mais le *Times* se révolte contre la prétention de M. Keir Hardie, il la qualifie de « *grotesque* » ; rien que pour subvenir pendant cet hiver à ce monde de besogneux, il n'en coûterait pas moins de 625.000.000 de francs : — ce serait la ruine de l'Angleterre, dit-il.

A son avis, et au nôtre, les mesures anodines proposées sont plus sentimentales que réelles ; elles démontrent l'impuissance de notre société actuelle à venir en aide aux travailleurs livrés à la misère.

Pour défendre les classes ouvrières contre le communisme et le collectivisme, c'est-à-dire contre les idées que ces théories représentent, il importe de remonter la moyenne des prix, de faire renaître les bénéfices des agriculteurs et des industriels; alors les salaires s'élèveront et la main d'œuvre imposera sa loi au capital.

Le remède, dit M. Alphonse Allard, consiste à hâter la solution de la crise monétaire. Voici sa conclusion :

C'est la seule, la vraie solution, croyons-nous ; nous en appelons à *Wolowski* et à *Emile de Laveleye*, dont nous avons cité les opinions au début de cet article. Le socialisme était prévu depuis vingt ans et par eux et par bien d'autres ; nous savons comment la crise monétaire, la baisse des prix et la misère ouvrière l'ont développé ; plus que jamais, aujourd'hui que les faits nous ont donné raison, nous pouvons répéter ce que nous disions en 1866 : c'est que *la crise*, *la misère et le socialisme* grandiront aussi longtemps que, par une entente internationale, le métal argent n'aura pas été rétabli dans ses séculaires fonctions monétaires.

Si les efforts tentés dans ce sens par les Conférences monétaires internationales en 1878, en 1881, en 1892 n'ont pas abouti, nous ne devons pas désespérer ; les souffrances actuelles de l'Angleterre sont assez menaçantes pour la ramener à de meilleures dispositions. Il est permis de croire qu'une grande évolution s'est faite dans les idées de la Grande-Bretagne et nous pouvons espérer la voir revenir bientôt. Ce serait la solution de la question sociale; chacun la souhaite ; espérons que les Gouvernements, dans la mesure de leur influence, travailleront à la faciliter. Nous doutons que l'on trouve jamais mieux ou autre chose.

Dans son travail sur l'*augmentation de la production de l'or et ses conséquences*, dont nous avons publié la traduction, M. Otto Arendt s'est efforcé de démontrer que l'accroissement de cette production, loin de marquer la fin du bimétallisme, est, au contraire, propice à son rétablissement. Reprenant les arguments développés par M. Edmond Théry, le député allemand déclare, en effet, que le principal argument des monométallistes contre le *bimétallisme international* n'existant plus (surproduction de l'argent par rapport à l'or), rien ne doit théoriquement empêcher la réforme bimétalliste d'aboutir, et que l'or et l'argent devenant monnaie internationale, il ne peut pas y avoir pléthore de l'un ou de l'autre des deux métaux précieux, dans un pays plutôt que dans l'autre. Au surplus, qui oserait affirmer que la production annuelle des mines d'or suffirait pour généraliser et pour maintenir l'unique étalon, en admettant que les mines ne s'épuisent pas assez vite en raison du perfectionnement des procédés techniques ?

Mais nous aurons occasion de revenir sur ces points, qui nécessitent de plus amples développements : il importait, en attendant, de signaler l'article de M. Alphonse Allard en indiquant le lien intime qui existe

entre la crise sociale et la crise monétaire et économique dans les divers pays du monde.

C.-R. Wehrung.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Il y a à peu près un an, en étudiant le Rapport sur l'exercice 1893, présenté par le Conseil d'administration de la *Société Générale* aux actionnaires réunis en assemblée générale, nous constations que cet Etablissement maintenait sa situation, mais nous regrettions en même temps qu'il ne s'appliquât pas à profiter davantage et de sa clientèle spéciale, et de son organisation particulière. Nous sommes heureux de dire dès à présent que, pour l'année qui vient de prendre fin, nous n'aurons pas à maintenir nos appréciations antérieures sur une de nos principales institutions de crédit dont l'outillage, déjà si remarquable, augmente de jour en jour et qui semble avoir décidément pris à cœur de remplir, tout en sachant rester dans les bornes de la plus grande prudence, le rôle important qu'elle a su jouer à de certains moments.

Ces réflexions nous sont suggérées par l'étude du bilan au 31 décembre 1894, dont nous publions les chiffres ci-dessous, en les rapprochant de ceux du bilan dressé au 31 décembre 1893.

ACTIF

	31 déc. 1893 — Francs	31 déc. 1894 — Francs
Caisse et Banque	32.392.457 98	33.066.202 89
Portefeuille d'effets	103.413.165 09	115.545.047 39
Effets à l'encaissement	14.017.421 35	19.388.302 02
Reports	18.255.553 55	24 803.881 34
Coupons à encaisser	5.600.636 94	3.918.876 67
Rentes et actions, bons et obligations	62.439.051 87	49.570.534 27
Avances sur garanties	55.556.601 04	75.255.652 43
Participations industrielles et commerciales	4.194.395 32	3.837.993 38
Participations financières	60.550.300 15	64.230.372 45
Immeubles de la Société	3.787.969 86	4.166.360 76
Comptes de Banque à l'étranger et comptes courants divers	69.439.417 83	97.494.854 63
Appels différés sur actions	60.000.000 »	60.000.000 »
Intérêts sur actions (coupon payé au 1er octobre)	1.500.000 »	1.500.000 »
	491.196.970 98	552.778.078 23

PASSIF

	31 déc. 1893	31 déc. 1894
Capital	120.000.000 »	120.000.000 »
Réserve statutaire	7.726.253 07	7.726.253 07
Réserve spéciale	6.000.000 »	6.000.000 »
Comptes de chèques	154.305.469 56	161.383.235 12
Dépôts à échéances fixes	97.107.000 »	93.674.500 »
Comptes à disponibilité	2.415.522 »	2.312.304 27
Effets à payer	16.943.046 44	41.199.835 49
Comptes de Banque à l'étranger et comptes courants divers	82.620.552 44	116.614.393 71
Intérêts et dividendes	167.895 50	.180.114 50
Solde du dernier exercice	205.325 42	35.684 57
Profits et pertes (frais généraux déduits)	3.655.906 55	3.651.757 50
	491.146.970 98	552.778.078 23

Il n'est besoin que d'un coup d'œil pour juger de la progression dans les affaires, obtenue d'une année à l'autre, bien que les chiffres auxquels nous nous référons ne donnent cependant qu'une idée imparfaite des véritables résultats de l'exercice. On constate bien une avance considérable dans les *comptes courants à l'étranger et comptes courants divers*, avance provenant de la partie commerciale française, et une plus-value de 12 millions de francs dans le *portefeuille d'effets ;* mais, eu ce qui regarde ce dernier chapitre, par exemple, ces 12 millions ne sont qu'un solde et n'indiquent pas autrement le mouvement qui a réellement eu lieu. Il faudra attendre, pour être fixé sur ce point, les explications qui seront fournies à la prochaine assemblée générale des actionnaires. En attendant, nous ne croyons pas trop nous avancer en disant que les opérations d'escompte de la *Société Générale* ont été, en 1894, d'un tiers plus importantes que dans les années précédentes. De plus, elles n'ont pas uniquement servi comme « emplois de fonds ». En effet, la *Société Générale* n'a pas seulement escompté du papier; elle s'est, aussi, fait escompter à des taux hors banque excessivement bas, réalisant : 1° un double profit provenant ainsi de la différence entre le taux qu'elle avait donné et celui qu'elle avait obtenu plus tard sur sa signature ; 2° et des opérations qu'elle a engagées avec des capitaux devenus disponibles à la suite de ces réescomptes favorables. Parmi ces opérations figurent les *reports* qui, comme on le sait, depuis plusieurs mois ont été élevés et dont il fallait savoir profiter.

Si nous passons maintenant aux autres chapitres, nous voyons qu'ils sont tous également non pas en amélioration, mais en notable plus-value. Les *avances sur garanties* gagnent 20 millions et les *comptes de chèques 7 millions.* Malheureusement, le bilan ne nous parle pas des opérations de Bourse, qui doivent avoir progressé de plus de 100 millions de francs. Un compte pourtant est en retard, celui des *Rentes et actions, bons et obligations,* qui recule de 62 millions à 49 millions. Certainement, et pour ses opérations de banque, la *Société Générale* a procédé à des réalisations opportunes, et probablement, avant tout, sur le stock de 28 millions de francs de capital effectif qu'elle détenait en *Rente française 3 1/2 0/0.* Nous estimons qu'elle a agi sagement en se créant ainsi des disponibilités dont elle a fait profiter le commerce en général, et en réalisant, pour elle-même, des bénéfices véritablement appréciables.

Au *passif,* nous trouvons, dans les *dépôts à échéances fixes,* au 31 décembre 1894, 93.674.500 fr., contre 97.107.000 fr. au 31 décembre 1893. La *Société Générale* doit, et avec raison, chercher, dans les limites du possible, à restreindre ces comptes, en raison du taux d'intérêt qu'ils comportent. Est-ce là tout ce que nous devons observer? En aucune façon, car il nous reste à examiner le côté intéressant pour une Société qui reçoit des dépôts, c'est-à-dire les disponibilités. Elles s'établissent ainsi :

Caisse et Banque ..... Fr.	33.066.202 89
Portefeuille	115.545.047 39
Effets à l'encaissement	19.388.302 02
Coupons à encaisser	3.918.876 67
Reports	24.803.881 34
Comptes de Banque, etc.	97.494.854 63
Avances sur garanties	75.255.652 43
Rentes, actions, etc.	49.570.534 27
	419.043.351 64

Par contre, comme exigibilités, nous trouvons :

Comptes de chèques ..... Fr.	161.383.235 12
Comptes à disponibilité	2.312.304 27
Effets à payer	41.199.835 49
Comptes de Banque, etc.	116.614.393 71
	321.509.768 59

Comme excédent, nous trouvons ici un montant de 97 1/2 millions; et, en admettant que l'on ne tienne en aucune façon compte des *Rentes, Actions,* etc., on se trouve encore encore en présence de 369 1/2 millions de *Disponibilités* contre 321 1/2 millions d'exigibilités.

De tout ce qui précède, il ressort que le chemin parcouru depuis un an par la *Société Générale* est considérable, et que cet Etablissement n'a qu'un but : faire mieux encore. Le 29 décembre, dans notre *Marché Financier*, nous annoncions qu'il avait créé de nouvelles agences à Evreux, Saint-Gaudens et Millau, et ouvert en province 16 nouveaux bureaux, ce qui la mettait à la tête d'une agence à Londres, de 31 bureaux de quartier dans Paris, de 5 bureaux dans le département de la Seine et de 141 guichets dans le reste de la France. Il semble que cela ne soit pas encore suffisant, car la

Société Générale paraît, en ce moment, absolument débordée. C'est que, sous la direction habile et prudente de l'honorable M. G. Buron, directeur, on paie d'initiative et on donne son attention, non seulement aux affaires ordinaires de banque, mais encore à toutes celles qui intéressent l'épargne et les grands intérêts français. C'est ainsi que lors de l'*Emprunt de la Ville de Paris* du mois d'avril 1894, la *Société Générale* avait prêté ses guichets à cette vaste opération, et avait souscrit, à elle seule, l'emprunt seize fois. L'encombrement à ses bureaux avait été tel sur plusieurs points, qu'elle avait dû rendre à la *Ville de Paris* 3.476 formules d'irréductibles inutilisées sur les 22.200 mises à sa disposition. Plus tard, le 14 juin de la même année, elle concourait, avec la *Banque Impériale Ottomane* et la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, à l'émission de 119.254 obligations de 500 fr. 3 0/0 de la *Compagnie du Chemin de fer ottoman de jonction Salonique-Constantinople*. Or, l'année 1895 s'annonce comme devant être encore plus favorisée. Nous croyons savoir, en effet, que la *Société Générale* vient d'être acceptée comme soumissionnaire de l'opération de conversion de l'*Emprunt Suédois 4 0/0 1880* de 150 millions de francs. Ce n'est qu'un commencement, certainement, car bien d'autres affaires sont à l'étude auxquelles cette Institution est disposée à s'intéresser.

Nous avions donc raison en disant, au début de cet article, que les circonstances n'étaient plus les mêmes qu'il y a un an, et en nous montrant satisfaits des changements survenus. La *Société Générale* a maintenant repris son rang parmi nos premières Institutions de crédit. Elle complète cet assemblage merveilleux de puissances financières dont nous nous enorgueillissons, et dont le concours nous est assuré en cas de crise aiguë, crise qu'il est difficile d'entrevoir, mais qu'il est essentiel de prévoir.

A. LECHENET.

Compagnie du Chemin de fer Ottoman

JONCTION-SALONIQUE-CONSTANTINOPLE

A la date du 22 décembre 1894, nous avons, dans le *Marché Financier* de l'*Economiste Européen*, relaté le bruit mis en circulation d'une union de trafic possible entre les Compagnies de Chemins de fer de la Turquie-Européenne: *Chemins Orientaux*, *Compagnie Jonction Salonique-Constantinople* et *Compagnie Monastir*. Nous avons fait ressortir que cette union ne pouvait avoir que des résultats favorables, et ce qui a été dit et écrit à ce moment a de nouveau attiré l'attention du public sur cette catégorie de titres représentée, à l'heure actuelle, à la *Cote officielle* de la Bourse de Paris, par 100.000 actions de la *Compagnie d'Exploitation des Chemins de fer Orientaux*, 320.000 obligations 3 0/0 de la *Compagnie du Chemin de fer Ottoman-Jonction-Salonique-Constantinople*, 113.120 obligations 4 0/0 de la *Société Ottomane du Chemin de fer Smyrne-Cassaba et prolongement*, et sur le *Marché en Banque* par les obligations *Monastir-Salonique*.

C'est que l'on se rend bien compte, maintenant ici, des avantages que retirera la Turquie du nouveau réseau de voies ferrées dont elle commence à être dotée. On comprend que non seulement Constantinople, mais encore l'Asie Mineure se trouvera désormais en communication directe avec l'Ouest du Continent. Quelle amélioration dans les échanges extérieurs, et quelle source certaine de profits pour des contrées qui n'ont pu encore, à cause du manque de communications, se développer comme l'exigerait la richesse naturelle du sol! Nous avons, à plusieurs reprises, déjà attiré l'attention du public sur ce point spécial, et nous sommes heureux de voir que tous les efforts faits en Turquie tendent à rendre cette nation, dans le plus bref délai possible, l'égale des autres pays producteurs.

Ce sont ces considérations qui ont fait que la *Compagnie de Jonction-Salonique-Constantinople*, par exemple, a mis tout en œuvre pour devancer les termes extrêmes auxquels devaient être exécutés les travaux complets de la ligne. Selon les stipulations de l'acte de concession, ces travaux devraient être terminés pour 1897. Or, nous croyons pouvoir avancer que les douze sections de la ligne,— ligne partagée elle-même en trois grandes divisions : de *Férédjik* à *Dédéagatch* et *Gumuldjina;* de *Gumuldjina* à *Sérès* et de *Sérès* à *Kara-Souli* et *Salonique*, — que les douze sections de cette ligne, disons-nous, seront achevées à la fin de l'année présente, c'est-à-dire en notable avance sur la date fixée tout d'abord.

Que l'on nous permette ici de jeter un rapide coup d'œil en arrière.

Le capital-actions de la *Compagnie Jonction Salonique-Constantinople* se trouve représenté par 36.000 actions de 500 francs. Son capital-obligations comprend les 320.000 *obligations 3 0/0*, cotées à la Bourse de Paris, comme nous le disions plus haut, et qui ont fait l'objet de souscriptions publiques, en 1893 et 1894, à Paris, Londres, Constantinople, Bruxelles, Amsterdam, Francfort, Genève, Alexandrie (Egypte), Salonique, etc. Ces obligations, rappelons-le, ont été favorablement accueillies par l'épargne française; aussi, depuis leur apparition, n'ont-elles pas, pour ainsi dire, cessé de progresser, pour se tenir, actuellement, aux environs de 330 francs. Or, ce cours nous paraît trop bas encore, eu égard à la valeur intrinsèque du titre constituée par les garanties spéciales que lui a concédées le Gouvernement Ottoman.

Etablissons, en effet, une comparaison avec les autres Valeurs ottomanes, comme la *Priorité* et la *Consolidation Ottomane 4 0/0 1890*. Le premier de ces titres cote, présentement, environ 490 francs, ce qui, pour un rapport de 20 francs d'intérêts par an, donne un rendement annuel de 4,08 0/0. Le second, que nous trouvons à 461 25, et qui rapporte également 20 francs, représente un placement à 4,37 0/0 l'an, alors que l'*Obligation Jonction-Salonique-Constantinople*, avec ses 15 francs de coupons par an, procure, au cours de 330 francs, un intérêt annuel de plus de 4,50 0/0. Ce qui équivaut à dire que l'*Obligation Jonction-Salonique* devrait être cotée : 367 fr. 50 quand l'obligation *Priorité* vaut 490 francs, et 343 fr. 12 1/2 quand l'obligation *Consolidation* s'échange à 461 fr. 25. Prenons, entre ces deux parités, un terme moyen et disons que l'*Obligation Salonique-Constantinople*, aux cours actuels des Fonds d'Etats ottomans, devrait s'établir aux environs de 355 francs.

Bien plus, regardons ce qui se passe ici en France. Notre *Rente 3 0/0 perpétuelle*, au cours de 102 fr. 30, rapporte par an 2,93 0/0, alors que les obligations de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer français*, déduction faite de l'impôt 4 0/0 sur le revenu, ne donnent que 2,85 0/0 environ l'an. Etablissons alors une comparaison analogue entre les *Obligations Jonction-Salonique* et la *Rente Turque Consolidée*.

Le *Turc Série D* se traite, en ce moment, à 26 fr. 70, ce qui représente 3,76 0/0 l'an. Le *Turc Série C*, a conquis le cours de 29 fr. 80, ne donnant que 3,37 0/0 l'an, alors que la *Salonique*, avec son coupon annuel de 15 francs, et jouissant d'une double garantie, — une concédée spécialement par le Gouvernement Ottoman, et l'autre reposant sur la propriété même de la ligne — donne, exceptionnellement et comme nous venons de le dire, un revenu de plus de 4 1/2 0/0. Cela ne veut pas dire que les *Emprunts Ottomans, Séries C* et *D* sont à des prix trop élevés, mais bien que l'*Obligation Salonique* est loin d'être à son véritable cours.

Nous nous rappelons du temps où nous avons pour la première fois parlé de ce titre. C'était le 23 avril 1893, soit deux jours avant la première émission de 100.000 obligations à 282 fr. 50. Depuis, nous n'avons pas varié dans nos appréciations, et l'événement nous a donné raison. Nous pensons donc pouvoir dire aujourd'hui qu'à notre avis, l'*Obligation Jonction-Salonique*, eu égard à la plus-value acquise dans ces derniers temps par les autres *Fonds Ottomans*, doit progresser à bref délai.

J. M.

Mouvement de la Population de la France en 1893

M. Moron, directeur de l'Office du travail, vient d'adresser à M. le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, le rapport annuel sur le mouvement de la population en France.

Voici les principaux résultats statistiques pour 1893.

Il a été enregistré pendant cette année :

287.294 marages ; 6.184 divorces ; 874.672 naissances ; 867.526 décès.

Ainsi que le faisait pressentir le Directeur de l'Office du travail en publiant son rapport pour 1892, la situation est redevenue meilleure. Le tableau suivant permettra de comparer les chiffres depuis l'année 1881 :

Années	Mariages	Divorces	Naissances	Décès	Accroissem. ou diminution de la population
1881......	282.079	»	937.057	828.828	+ 108.229
1882......	281.060	»	935.566	838.539	+ 97.027
1883......	284.519	»	937.944	841.141	+ 96.803
1884......	289.555	1.657(1)	937.758	858.784	+ 78.974
1885......	283.170	4.277	924.558	836.897	+ 87.661
1886......	283.208	2.950	912.838	860.222	+ 52.616
1887......	277.060	3.636	899.333	842.797	+ 56.536
1888......	276.848	4.708	882.639	837.867	+ 44.772
1889......	272.934	4.786	880.579	794.933	+ 85.646
1890......	269.332	5.457	838.059	876.505	— 38.446
1891......	285.458	5.752	866.377	876.882	— 10.505
1892......	290.319	5.772	855.847	875.888	— 20.041
1893......	287.294	6.184	874.672	867.526	+ 7.146

Si, en 1893, les mariages ont fléchi de 3.025 unités, ils se sont maintenus à un taux très sensiblement supérieur à la moyenne de 280.000, constatée pendant la période décennale 1881-1890.

Le chiffre des naissances, qui se relevait déjà depuis 1890, a augmenté en 1893 de 18.825 unités et s'est élevé à 874.672, dont 446.957 pour le sexe maseulin et 427.715 pour le sexe féminin.

On peut dire que l'augmentation a été générale, car elle a porté sur 71 départements, parmi lesquels on distingue comme comptant les plus fortes augmentations : à l'Ouest, les Côtes-du-Nord, le Morbihan, le Finistère, et d'une manière générale, toute la Bretagne et les départements voisins (accroissement de 600 à 700 naissances) ; au Nord, les départements du Nord et du Pas-de-Calais, qui ont présenté à eux deux un accroissement de 4.000 naissances.

Dans 36 départements, il y a eu excédent de naissances ; dans 51 départements, au contraire, il y a eu excédent de décès.

Voici les dix départements où l'on constate le plus d'excédents de naissances sur les décès :

Nord, 13.427 ; Pas-de-Calais, 8.513 ; Seine, 4.947 ; Finistère, 4.403 ; Morbihan, 3.080 ; Loire, 2.437 ; Corse, 2.241 ; Haute-Vienne, 2.119 ; Saône-et-Loire, 1.778 ; Côtes-du-Nord, 1.701.

Voici les dix départements où l'on constate le plus d'excédents de décès sur les naissances :

Rhône, 2.383 ; Orne, 2.336 ; Sarthe, 2.326 ; Haute-Garonne, 2.239 ; Hérault, 2.020 ; Eure, 1.755 ; Côte-d'Or, 1.694 ; Seine-et-Oise, 1.683 ; Lot-et-Garonne, 1.573 ; Yonne, 1.495.

Sauf dans le Rhône et Seine-et-Oise, pour lesquels les excédents des décès sont compensés et au delà par des immigrations constantes, les foyers de dépopulation sont donc toujours les mêmes et situés en Gascogne, en Bourgogne et en Normandie.

(1) Quatre derniers mois de 1884, époque à laquelle la loi de divorce a été mise en vigueur.

LES ÉTRANGERS DEVENUS FRANÇAIS

M. La Borde, directeur des Affaires civiles et du Sceau, vient d'adresser un rapport au Garde des Sceaux, ministre de la justice, sur les résultats de l'application de la loi du 26 juin 1889 relative à la nationalité pendant l'année 1893.

En récapitulant le nombre des étrangers devenus Français en 1893, soit par naturalisation, soit par simple déclaration, soit par réintégration, suivant leur nationalité d'origine, et en tenant compte seulement de ceux qui sont originaires des divers pays d'Europe, on trouve :

1.906 Alsaciens-Lorrains ou Allemands, dont 1.518 Alsaciens-Lorrains et 388 Allemands.
1.431 Belges.
1.273 Italiens.
224 Suisses.
223 Espagnols.
175 Luxembourgeois.
86 Autrichiens Hongrois.
84 Russes ou Polonais.

Les dix départements qui présentent le plus grand nombre de naturalisations ou de déclarations acquisitives de nationalité sont :

Seine avec 1.723 naturalisations ou déclarations ; Nord avec 682 ; Bouches-du-Rhône avec 451 ; Meurthe-et-Moselle avec 373 ; Ardennes avec 171 ; Pas-de-Calais avec 144 ; Alpes-Maritimes avec 128 ; Var avec 113 ; Vosges avec 113 ; Seine-et-Oise avec 110.

En résumé, durant l'année 1893, 9.047 personnes majeures sont devenues Françaises par voie de naturalisation, de déclaration ou de réintégration. A ce nombre, il faut ajouter 6.194 enfants mineurs, dont 3.001 sont devenus Français irrévocablement, et 3.193 sous faculté de répudiation. On obtient ainsi un total de 15.241 nouveaux Français.

Informations Économiques et Financières

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Depuis le 21 janvier présent mois, les obligations de 500 fr. 4 0/0 de la Compagnie des Mines de la Loire sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant, à la deuxième partie du Bulletin de la Cote.

10.000 obligations de 500 fr. 4 0/0, entièrement libérées et au porteur, émises à 495 fr. ; remboursables au pair, par tirages au sort annuels, en 30 ans, de 1897 à 1926.

Intérêt annuel : 20 fr., payables par moitié, les 1er juin et 1er décembre de chaque année.

Jouissance courante : 1er décembre 1894.

Depuis le 21 janvier présent mois, les 640 actions de capital, numéros 13436 à 14075, entièrement libérées et au porteur, de la Compagnie des Salins du Midi sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant, à la deuxième partie du Bulletin de la Cote.

Par suite, le nombre des actions de ladite Société, négociables sur notre marché, se trouve porté de 13.435 à 14.075, comprenant :

13.435 actions de jouissance, numéros 1 à 13435 ;
Et 640 actions de capital, numéros 13436 à 14075.

Depuis le 21 janvier présent mois, les actions et les obligations de la Compagnie du Chemin de fer sur route de Paris à Arpajon sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant, à la deuxième partie du Bulletin de la Cote.

100.000 actions de 500 fr., émises au pair, entièrement libérées et au portenr.

6.450 obligations de 500 fr. 3 0/0, entièrement libérées et au porteur, émises à 310 fr., remboursables au pair, par tirages au sort annuels, en 63 ans, de 1894 à 1956.

Intérêt annuel : 15 fr., payables par moitié les 1er janvier et 1er juillet de chaque année.

Jouissance courante : 1er janvier 1895.

Service des titres et des coupons, à Paris, à la Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, rue de Provence, 54.

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	17 janvier	24 janvier
ACTIF		
Encaisse de la Banque :		
17 janvier / 24 janvier		
Or .... 2.090.758.503 / 2.108 066 820	3.323.061 808	3.342.276.416
Argent... 1.232 302 305 / 1 234 209.596		
3 323.061 808 / 3.342.276 416		
Effets échus hier à recevoir ce jour....	74.891	27 015
Portefeuille Paris { Effets Paris........	192 598.754	196.711.782
Portefeuille Paris { Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor......................	»	»
Portefeuilles des succursales...........	300.247 993	258.705.798
Avances sur lingots à Paris............	1.325.800	848.800
Avances sur lingots dans les succursales	18.600	18 600
Avances sur titres à Paris.............	130.648.260	124.636.909
Avances sur titres dans les succursales	156.326.282	152.505.831
Avances à l'Etat.....................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles	99.627.294	99.627.294
Rentes immobilisées	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales.............	15.156.045	15.158.250
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales..................	196.024	209.940
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers	88.536.182	97.822.000
Total..........	4.573 196.133	4.553.937.832
PASSIF		
Capital de la Banque	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4.000.000	4 000.000
Réserve spéciale	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation........	3.657.634.900	3.630.269.070
Arrérages de valeurs déposées..........	22.463.084	18.941.754
Billets à ordre et récépissés	34 334.909	39.402.731
Compte courant du Trésor, créditeur ...	120.833.609	147.978.609
Comptes courants de Paris	369.754.288	371.337.916
Comptes courants dans les succursales.	59 025.480	56.490.627
Dividendes à payer..................	5.238.332	4.290 099
Escompte et intérêts divers............	1.368.373	1.557.225
Réescompte du dernier semestre	782 337	782 337
Divers	76.745 310	57.871 954
Total...........	4.573.196.133	4 553.937 832

Comparaison avec les années précédentes

	29 janv. 1891	28 janv. 1892	26 janv. 1893	25 janv. 1894	24 janv. 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	3.173.1	3.136.6	3.311.7	3 564.7	3 630.2
Encaisse..........	2.375.6	2.606.6	2 790.0	2.961.7	3.342.2
Portefeuille........	1.221.5	803.7	630·5	737 9	455 4
Avances aux partic.	309.3	346.3	312.6	298 4	278.0
— à l'Etat....	140.0	140.0	140.0	140 0	140.0
Compt. cour. Trésor	318.6	375.1	105 9	156.9	147.9
— part...	539.8	411.6	467.0	411 4	427.8
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0
Prime de l'or.......	4 0/00	4 ½ 0/00	pair	1 ½ 0/00	pair
Bénéfices nets......	3.904.4	2.446.0	1.926 6	2 183.2	1.317.2

Ancienne Caisse syndicale des Agents de Change de Lyon. — Le quarante-septième remboursement des Bons de l'ancienne Caisse syndicale des Agents de change de Lyon a eu lieu le 10 janvier.

Il a été amorti 522 bons au prix moyen de 364 fr. 233. Le prix maximum a été de 375 francs. A ce prix, les soumissions ont été réduites de 90 0/0. Le prix minimum a été de 340 fr.

La moyenne du précédent remboursement avait été de 355 fr. 79.

Il a été affecté à cet amortissement une somme de 190.000 fr., composée de 150.000 fr. provenant du prélèvement de 30 0/0 sur les courtages et de 40.000 fr. des rentrées de la liquidation de l'ancienne Caisse syndicale.

13.883 bons, soit 6.900.000 fr. de capital, restent en circulation.

Les Caisses d'Epargne ordinaires en 1894. — Voici le résumé des opérations des Caisses d'Epargne ordinaires en 1894, d'après les résumés sommaires produits par ces établissements.

Au 31 décembre 1893, il existait 544 caisses en activité, avec 1.115 succursales ou bureaux auxiliaires et 395 percepteurs, dont elles ont utilisé le concours. En 1894, 8 succursales environ ont été créées, ce qui porterait à 1.123 le nombre de ces annexes.

Voici, d'après les chiffres fournis par les Caisses, quelle a été approximativement la situation de ces établissements en 1894 :

	Livrets ouverts pendant l'année	Livrets existant au 31 déc.
	—	—
1893 (définitifs).......	435.317	6.172.480
1894 (provisoires).....	484.740	6.314.345
Augmentation en 1894.	49.423	141.865
Soit.......	11.33 %	2.30 %

Voici, maintenant, pour les crédits :

	1893 Chiffres définitifs	1894 Chiffres provis.
	—	—
Versements de l'année.............	784.810.899 06	861.007.435 56
Remboursements de l'année (1).......	948.127.596 30	794.602.325 07
Solde dû aux déposants au 31 déc..	3.140.261.867 27	3.244.494.414 36

Il y a donc eu, en 1894, augmentation dans les versements de 76.196.536 fr. 50 ou 9 71 0/0 et diminution, dans les remboursements, de 153.525.271 fr. 23 ou 16 19 0/0.

Quant au solde dû aux déposants, il était, au 31 décembre 1894, en plus-value sur celui du 31 décembre 1893 de 104.232.546 fr. 09 ou 3 32 0/0.

Les chiffres qui précèdent représenteraient, en moyenne, 513 fr. 91 par livret, 11,94 déposants par kilomètre carré, 1 déposant sur 6,07 habitants, ou 165 déposants par 1.000 habitants et 84 fr. 62 par habitant. En 1893, la moyenne du livret était de 508 fr. 75 et la somme moyenne par habitant de 81 fr. 90. Les autres résultats sont, pour ainsi dire, restés sans changement.

Les intérêts provisoirement liquidés au profit des caisses d'épargne, au taux de 3 50 0/0, par la Caisse des Dépôts et Consignations, s'élèvent à 113.150.000 fr.; ceux que ces Etablissements ont alloués à leurs déposants, au taux de 3 25 ou de 3 0/0, peuvent être évalués à 98 ou 100 millions.

Les résultats de l'année 1894 ont fait disparaître les dernières traces de la crise que les caisses d'épargne avaient traversée en 1893. Les versements ont, comme en 1892 et 1890, dépassé 860 millions ; les remboursements sont revenus à leur chiffre normal ; enfin, la diminution, qui avait fait rétrograder le solde dû aux déposants de plus de 87 millions, a été entièrement comblée et le total des dépôts se retrouve au même chiffre qu'au 31 décembre 1892, avec une légère avance de 13 millions.

(1) Ne sont pas compris dans ces chiffres les remboursements effectués par transferts, par versements à la Caisse des retraites pour la vieillesse, par l'effet de la déchéance trentenaire, non plus que ceux opérés en achats de rentes soit d'office pour réduction des comptes dépassant le maximum ou pour consolidation des comptes abandonnés, soit à la demande des déposants.

Mais, malgré une augmentation considérable, les livrets nouveaux n'ont pu atteindre 500.000 comme pendant les trois années qui ont précédé 1893. La progression des livrets en circulation au 31 décembre, bien que plus importante qu'en 1893, serait donc un peu moins rapide qu'il y a quelques années.

Néanmoins, il n'y a qu'à se féliciter de ce que le trouble apporté aux opérations de 1893 n'ait été que passager. Cette situation démontre combien sont grandes la vitalité et la force de résistance de l'institution, soutenue, comme elle l'est, par le concours de la Caisse des Dépôts et Consignations et appuyée sur la garantie de l'Etat.

Mouvement des Caisses d'Epargne. — Voici le relevé des opérations concernant les Caisses d'épargne ordinaires, du 11 au 20 janvier 1895 :

Dépôts de fonds.................	3.985.062 05
Retraits de fonds................	2.768.867 95
Excédent de dépôts	1.216.194.10

Excédent de dépôts du 1er janvier au 20 janvier 1895 : 1.958.993 fr. 73

Capitaux employés en achats de rentes, du 1er au 20 janvier 1895, pour le compte des déposants des Caisses d'épargne ordinaires : 740.588 fr. 75.

Caisse nationale d'Epargne. — Voici le Tableau des opérations de la Caisse Nationale d'Epargne effectuées pendant le mois de décembre 1894 :

Versements reçus de 214.810 déposants, dont 41.000 nouveaux..............................		35.199.435 59
Remboursements à 107.899 déposants, dont 28.313 pour solde	29.098.644 14	29.596.892 34
Rentes achetées à 397 déposants, pour un capital de.......	498.248 20	
Excédent de recettes.......		5.602.543 25

Nombre de comptes existant au 31 déc. : 2.286.484.

Voici le tableau des opérations effectuées par la Caisse nationale d'Epargne pendant l'année 1894 :

Versements reçus de 2.632.298 déposants, dont 479.465 nouveaux....................		391.924.824 59
Remboursements à 1.111.665 déposants, dont 275.250 pour solde..........	323.202.295 52	
Rentes achetées à 4.955 déposants, pour un capital de........	6.643.466 50	329.845.762 02
Excédent de recettes......		62.079.062 57

Nombre de comptes existant au 31 déc. : 2.286.484.

Mines de Meurchin. — Les actionnaires de la Compagnie des Mines de Meurchin ont tenu le 26 décembre dernier une assemblée extraordinaire, convoquée en vue de voter la division des titres.

Après avoir exposé dans son rapport l'état de la question au point de vue du droit civil et du droit social et montré que la division possible était la division en cinquièmes, le Président du Conseil met la question de la division aux voix, qui est votée.

Mais comme un grand nombre d'actionnaires ne sont pas favorables à une mesure générale et absolue, la division restera facultative.

Les actions actuelles, qui sont nominatives, seront, lorsque l'actionnaire en fera la demande, converties en cinq coupures au porteur représentant chacune un cinquième de l'action primitive.

Les actions anciennes non divisées resteront nominatives.

Société Générale des Téléphones (en liquidation). — Les actionnaires, réunis en assemblée générale le 14 décembre 1894, après avoir entendu la lecture des rapports, ont à l'unanimité voté les résolutions suivantes :

1° L'assemblée, après avoir entendu le rapport de la Commission de liquidation et celui des commissaires chargés de la vérification des comptes de l'exercice 1893, approuve les comptes de cet exercice tels qu'ils sont présentés par la Commission de liquidation ;

2° L'assemblée donne quitus de leur gestion à MM. Lair, Ern. May, Ch. Bivort, Duchateau, Halfon, Lebey, Paraf, de Parville, Vernes, Vuigner, Wallerstein, L. Weiller, en tant qu'administrateurs de la Société Générale des Téléphones, et jusqu'à la date du 18 octobre 1893, à laquelle leursdites fonctions d'administrateurs ont pris fin ;

3° L'assemblée générale donne acte à la Commission de liquidation des communications contenues au rapport spécial sur sa gestion postérieure au 18 octobre 1893.

Recettes et Dépenses de la Ville de Paris. — Situation sommaire à la fin du mois de décembre 1894 :

Nature des recettes	Pendant le mois	Depuis le commencement de l'exercice
I.— *Recettes constatées.*		
Ordinaires :		
Octroi..............	16.538.588 08	149.692.537 72
Autres recettes.....	8.211.405 46	98.924.332 61
Extraordinaires :		
Fonds généraux....	198.517 58	29.981.519 16
Fonds spéciaux.....	7.990 »	85.086.677 99
Totaux.......	24.956.501 12	363.685.067 48
II. — *Dépenses ordonnancées.*		
Ordinaires :		
Dette municipale (1re section).............	789.462 78	105.464.361 02
Autres dépenses....	14.666.645 56	161.637.889 54
Extraordinaires :		
Fonds généraux....	1.291.514 25	15.059.057 97
Fonds spéciaux	9.506.118 15	46.693.787 39
Totaux.......	26.253.740 74	328.955.095 92

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) **du 8 au 14 janvier 1895** (2e semaine)

(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Différence pr 1895	
Etat..................	2.761	601	596	601	596	+	4
Paris-Lyon-Méditer.	8.604	5.101	5.059	»	»		»
— Rhône au Mont-Cenis	133	79	79	»	»		»
— Chemins Algériens..	513	99	115	»	»		»
Nord..................	3.699	3.334	3.628	6.432	6 726	—	294
Ouest.................	5.350	2.398	2.298	2.398	2.298	+	99
Orléans...............	6.772	2.457	2.436	»	»		»
Est...................	4.802	2.348	2 219	»	»		»
Midi..................	3.136	1.410	1.340	1.410	1.340	+	70
Est-Algérien..........	897	101	99	169	196	—	27
Bône-Guelma voie larg.	607	61	46	109	90	+	18
— voie étroite	128	9	5	17	9	+	7
Ouest-Algérien.......	296	34	36	54	71	—	16
Arzew à Kralfallah..	214	15	22	25	38	—	12
Médoc................	101	15	17	33	35	—	2

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er au 10 janvier	2.080.000	2.090.000
Du 11 au 20 janvier	2.110.000	1.760.000
Du 21 au 24 janvier	680.000	950.000
Du 1er au 24 janvier ...	4.870.000	4.800.000

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 24 janvier 1895.

La Crise. — Mécontentement des Monométallistes. — Nouvelles Taxes douanières. — M. Miquel et la Conversion. — Nouvelles de Bourse.

Le Gouvernement s'est préoccupé du malaise de l'opinion. Il a cru devoir apaiser l'inquiétude, provoquée par les bruits de réaction répandus dans le public. Le chancelier de l'Empire a attribué ces rumeurs aux confidences de députés impressionnables à des journalistes dénués d'autorité. Ces nouvelles engendrent malheureusement le pessimisme; aussi le Gouvernement doit y opposer une attitude calme et indifférente.

Une note officieuse du *Reichsanzeiger* a également démenti les bruits de modifications ministérielles.

La nomination de M. de Kanitz au Conseil d'Etat et la réponse de M. de Posadowski à une Chambre de commerce ont eu le don d'agacer les partisans de l'étalon d'or.

M. de Kanitz est l'auteur d'une proposition tendant à l'établissement du monopole du commerce du blé pour le compte d'Etat. C'est un agrarien résolu et il est en même temps favorable à la doctrine bimétalliste.

M. de Posadowski, chef du service du Trésor, a repoussé une demande de la Chambre du Commerce de Hanovre qui sollicitait l'émission de nouvelles pièces d'or de 10 M. pour faciliter le paiement des salaires aux ouvriers.

M. de Posadowski a répondu, avec beaucoup de sagesse, que les paiements pouvaient parfaitement se faire en thalers et en monnaies subdivisionnaires. Mais les monométallistes sont mécontents, quoique le retrait des petites monnaies d'or ait jadis été recommandé par l'un des leurs, le regretté M. Soetbeer.

Le Reichstag discute l'amendement à la loi douanière. Il s'agit seulement d'augmenter les droits sur quelques produits secondaires soumis à des taxes de consommation ou dont l'emploi n'intéresse que les falsificateurs de beurre et d'huile.

A la réunion des Chambres de commerce prussiennes, tenue lundi au Kaiserhof, sous la présidence de M. Doms Ratibor, près de quarante chambres avaient envoyé des délégués. Il s'agissait de répondre au questionnaire posé par le Ministre du commerce.

L'assemblée s'est prononcée en faveur de l'établissement obligatoire des Chambres de commerce, mais elle a rejeté l'institution d'un organe central.

Le ministre de Berlepsch, dans un discours prononcé à l'anniversaire de la fondation de la Société pour le développement de l'industrie, a loué le zèle de l'industrie allemande à utiliser les découvertes de la science. Il espère l'utilisation prochaine des forces hydrauliques et a terminé son discours en affirmant que dans la lutte pacifique entre les nations, le succès appartiendrait au peuple, qui saurait unir les progrès de la science à ceux de la pratique industrielle.

Au Landtag prussien, M. Miquel se débat contre les questionneurs. En financier avisé, il refuse de se prononcer sur l'opportunité et sur la date de la Conversion éventuelle du 4 0/0 Consolidé prussien. Poussé dans ses derniers retranchements, il s'est décidé à dire que la Conversion était désirable à certains égards, mais que d'autres facteurs étaient aussi en jeu. Dans tous les cas, le Gouvernement ne devait s'expliquer sur cette question qu'au moment même de l'action.

La Bourse de Berlin a néanmoins déduit de cette réponse ambiguë que l'éventualité d'une Conversion prochaine n'était pas impossible. Aussi la demande s'est-elle portée de préférence sur le 3 0/0 Consolidé prussien. L'achat de la Banque de Brême par la Banque de Dresde a été bien accueilli dans les cercles financiers.

M. Seckels, directeur du *Boersen Handelsverein*, dont le suicide récent avait fait sensation, a eu pour successeur M. Isidore Sachs.

La fusion des deux Banques prend date du 1er janvier 1895. La Banque de Brême reçoit pour la somme de son actif des actions de la Banque de Dresde, représentant un capital nominal de 15 millions de marks. Les actions de la Banque de Brême s'échangent à raison de 4.000 marks, contre 3.000 marks d'actions de la Banque de Dresde.

Les détournements à la Société de Dynamite de Hambourg (ancienne Société Nobel et Cie) s'élèvent à 750.000 marks.

La Direction et le Conseil de surveillance de la Société de Dynamite ont décidé de proposer à l'assemblée générale de couvrir ce déficit sur les fonds de réserve. Le montant du dividende ne sera donc pas compromis.

Le coupable était chargé des affaires de la Société depuis 1871. Il jouait à la Bourse de Berlin, de sorte que ses spéculations étaient ignorées à Hambourg.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	15 janv.	Dif. 7 janv.	15 janv.	Dif. 7 janv.
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.061.834	+ 36.987	837.177	+ 28.370
Billets du Trésor	20.566	+ 1.589	21 575	+ 1.672
Billets d'autres banques	12.665	+ 3.092	13.546	+ 2.715
Lettres de change	524.791	— 33.505	485 316	— 47.441
Prêts sur titres	72.556	— 17.418	95.198	— 34 130
Valeurs	4 497	+ 51	6 096	— 406
Autres propriétés	52.129	— 7.515	56.664	— 5.154
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	130.000	non mod.
Circulation de billets	1.101.472	— 62.568	1.014 231	— 58.424
Autres engagements à vue	479.818	+ 45.852	335.212	+ 3 812
Autres engagements	17.718	— 3	2.220	+ 275

Comparaison avec 1894 et 1893

(Millions de marks)

Stock métallique

	1893	1894	1895
1 janv. ...	837,8	797,7	1014,2
7 — ...	863,3	808,8	1024,8
15 — ...	878,2	837,2	1061,8
23 — ...	902,3	872,5	—
31 — ...	901,5	880,0	—

Lettres de change et prêts sur titres

	1893	1894	1895
1 janv. ...	724,8	753,2	703,1
7 — ...	658,8	662,1	618,3
15 — ...	616,8	580,5	597,3
23 — ...	584,8	557,1	—
31 — ...	586,6	565,3	—

Circulation

	1893	1894	1895
1 janv. ...	1140,2	1110,1	1211,2
7 — ...	1087,8	1072,7	1164,0
15 — ...	1036,0	1014,2	1101,5
23 — ...	989,2	960,1	—
31 — ...	987,7	953,2	—

Réserve de billets

	1893	1894	1895
1 janv. ...	16,8	8,4	123.5
7 — ...	26,3	59,00	182,8
15 — ...	163,6	91,18	287,0
23 — ...	236,7	241,9	—
31 — ...	238,2	255,0	—

Revenu des Mines de l'Etat. — Le revenu des mines de l'Etat prussien est évalué à 85.956.620 M. dans le projet de budget pour l'exercice 1895/95, soit avec une diminution de 245.810 M.

Dette publique. — Le budget de l'administration de la Dette publique prussienne est inscrit en dépenses pour 279.879.270 M., soit 2.430.540 M. de moins qu'en 1894/95 par suite du remboursement de l'emprunt A de 1868 à dater du 1er janvier.

L'ensemble de la Dette au 1er avril 1895 montera à 6.353.866.318 M. 41, soit 7.942.332.898 fr. 01.

Les Emissions en Allemagne. — Voici les totaux

comparatifs des émissions en Allemagne, pendant les années 1892, 1893 et 1894 :

(Millions de marks)

	1892		1893		1894	
	Valeur nominale	Valeur au cours	Valeur nominale	Valeur au cours	Valeur nominale	Valeur au cours
Valeurs allemandes						
Emprunts d'Etats..	369	313	401	356	226	202
Empr. municipaux	56	55	82	79	94	92
Obl. hypothécaires	437	437	349	349	400	400
Obl. de Chem. de fer	3	3	2	2	7	7
Obl. industrielles..	13	13	68	68	48	50
Act. de Chem. de fer	4	4	4	4	1	1
Act. de Banques...	2	2	21	34	31	36
Act. d'assurances..	»	»	1	2	2	5
Act. industrielles..	12	14	19	25	60	79
Totaux......	900	844	950	923	872	875
Valeurs étrangères						
Emprunts d'Etats..	89	83	304	304	200	188
Empr. municipaux	14	13	»	»	6	6
Obl. hypothécaires.	4	4	9	9	»	»
Obl. de Chem. de fer	106	65	62	62	152	142
Obl. industrielles..	»	»	»	»	»	»
Act. de Chem. de fer	4	4	»	»	24	31
Act. de Banques...	»	»	»	»	3	4
Act. d'assurances..	»	»	»	»	»	»
Act. industrielles..	»	»	»	»	8	10
Totaux......	218	171	376	342	396	384
Totaux généraux.	1.118	1.016	1.326	1.266	1.260	1.269

Situation générale des Banques d'Emission allemandes

ACTIF

Dates	Capital	Réserves	Circulation des billets	Circulation non couverte	Dépôts quotidiens	Dépôts à terme	Autres passifs	Virements
	(Millions de marks)							
Déc.... 1893	222	46	1297	369	403	23	8	17
Janvier 1894	222	46	1217	208	442	26	10	13
Février —	222	46	1078	39	541	30	11	10
Mars.. —	222	46	1261	273	448	31	15	13
Avril.. —	222	46	1181	173	470	32	18	7
Mai.... —	222	46	1105	38	408	31	17	11
Juin... —	222	46	1292	256	518	30	18	»
Juillet. —	222	46	1172	109	557	33	17	8
Août... —	222	46	1144	64	551	33	18	8
Sept.... —	222	46	1308	262	502	30	19	9
Octobre —	222	46	1285	177	527	31	21	7
Nov.... —	222	46	1244	22	588	36	23	6
Déc.... —	222	46	1401	257	474	29	24	11

PASSIF

Dates	Encaisse métallique	Billets de l'Empire	Billets	Portefeuille	Avances sur titres	Effets	Autres actifs	Billets en réserve
	(Millions de marks)							
Déc.... 1893	877	19	30	806	177	18	88	15
Janvier 1894	962	24	22	688	108	17	70	176
Février —	994	26	17	718	100	18	70	55
Mars.. —	934	24	28	826	122	20	70	111
Avril.. —	956	27	25	773	105	16	70	211
Mai.... —	1015	29	21	789	106	19	78	346
Juin... —	977	25	32	835	135	20	103	128
Juillet. —	1006	26	30	777	103	18	88	275
Août.. —	1032	26	20	746	98	18	75	320
Sept.... —	994	23	28	839	125	17	104	122
Octobre —	1050	24	33	787	103	17	93	207
Nov.... —	1155	24	41	757	95	17	71	362
Déc.... —	1093	19	30	818	123	16	89	127

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 25 janvier 1895.

La spéculation tourne et retourne les réponses énigmatiques de M. Miquel, le ministre des finances, au sujet de la Conversion. Les uns soutiennent que la conversion, quoique certaine, n'est pas imminente, et ils soutiennent les cours du 4 0/0. Les autres poussent plus énergiquement le 3 0/0 Consolidé prussien, qu'ils espèrent rapprocher du pair.

Les valeurs charbonnières sont mal tenues.

En somme, le marché est soutenu et les affaires actives en raison des achats de rente 3 0/0.

ANGLETERRE

LA SITUATION.

Londres, 24 janvier 1895.

Discours de lord Rosebery. — La Rentrée du Parlement. — L'Assemblée générale de la Compagnie anglaise de l'Afrique du Sud. — Les Dividendes des Compagnies de Chemins de fer.

L'approche de l'ouverture de la session parlementaire a donné une nouvelle ardeur aux orateurs parlementaires et la campagne de discours politiques, qui se mène pendant l'intersession, a repris de plus belle. Nous avons eu, cette semaine, les discours de lord Rosebery à Cardiff, de M. Balfour à Manchester, du duc de Devonshire à Ulverston. Libéraux, conservateurs et unionistes ont ainsi développé, une nouvelle fois, leur programme et fait entrevoir leurs espérances.

Nous ne trouvons, cependant, rien de bien nouveau dans ces manifestations oratoires et nous n'avons à retenir, du discours du premier Ministre, que le programme des questions qui vont être soumises, ces jours-ci, aux Chambres.

C'est le 5 février, en effet, que la rentrée s'effectuera et les circulaires d'usage envoyées par lord Rosebery et sir William Harcourt aux membres des deux Assemblées mentionnent qu'il sera soumis au Parlement, dès le commencement de la session, des questions de la plus haute importance. A en croire le discours de Cardiff, ces questions seraient : la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans le pays de Galles, le contrôle local du commerce des spiritueux ou, en d'autres termes, le droit pour les électeurs communaux d'interdire ce commerce sous certaines conditions ; le paiement des membres du Parlement ; enfin, l'abolition du vote plural dans les élections : *one man, one vote.*

Quant à la Chambre des Lords, les dernières déclarations de lord Rosebery nous montrent qu'il ne s'agit pas de son abolition, mais du règlement de ses rapports avec la Chambre basse.

Les questions que ce programme soulèvent sont assez graves pour que l'on ne doute pas un peu de sa réalisation. Il faut reconnaître, d'ailleurs, qu'aucune mesure proprement écossaise n'est demandée et que l'Irlande est laissée de côté. Lord Rosebery réussira-t-il ainsi à grouper toute sa majorité et à la retenir ? On sent bien que toute la question est là et le premier Ministre ne se fait pas faute, toutes les fois qu'il a l'occasion de parler en public, de prêcher la concorde et l'union de tous les éléments du parti.

Vendredi dernier a eu lieu, au Cannon-street Hôtel, l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie anglaise de l'Afrique du Sud. M. Cecil Rhodes, premier ministre de la colonie du Cap, qui a organisé cette Société et a constitué, en cinq ans, sans l'aide de la mère-patrie, un empire deux fois grand comme la France, M. Cecil Rhodes, dis-je, a lu un rapport sur la situation de la Compagnie et, s'est trouvé amené ainsi à discuter la politique coloniale de l'Angleterre. Il s'est efforcé de mettre ses compatriotes en garde contre des assertions sans fondement et les a engagés à ne pas confier leurs intérêts à leurs seuls législateurs ; il a

combattu les objections que le *Foreign-Office* a opposées aux propositions qu'il lui a faites pour assurer à la Métropole le droit de toujours importer librement et en franchise les produits anglais dans le Matabeleland. Bref, le roi de l'Afrique du Sud a fait preuve de la hardiesse et de l'intransigeance qu'on lui a toujours connues, mais le public, qui sait tout ce qu'on lui doit, a applaudi à ses protestations, acclamé ses déclarations et l'accueil qui lui a été fait a été véritablement triomphal.

Quelques restrictions ont été cependant faites par les journaux radicaux : le *Daily Chronicle*, entre autres, se demande ce que l'ouvrier anglais a gagné à l'expansion anglaise en Afrique. Plus, déclare l'organe du radicalisme ouvrier, cette colonie deviendra riche et prospère, moins l'ouvrier profitera de ce bien et toute expansion de l'Angleterre se trouve donc être nuisible au travailleur. Voici comment le *Daily Chronicle* défend cette théorie : « Loin de résoudre, dit-il, une seule des difficultés industrielles ou sociales qui troublent l'Angleterre, l'ouverture de nouveaux marchés ne fait qu'empirer la situation économique du pays métropole et oblige à considérer plus attentivement le seul problème véritable, celui de développer la production de notre sol si négligé, d'administrer sagement nos affaires intérieures, de faire naître une condition sociale qui donne du pain et de l'ouvrage à tous. »

A cela, les journaux conservateurs répondent que M. Cecil Rhodes, sans engager la Métropole dans aucune entreprise sérieuse, pouvant détourner son attention de son sol ou de tout autre problème, a créé de nouveaux marchés et même de nouveaux terrains de colonisation pour les nationaux. La réponse paraît péremptoire.

Les dividendes pour le second semestre de l'année 1894, annoncés jusqu'ici par les Compagnies de chemins de fer sont peu satisfaisants. Il est vrai que, dans chaque cas, on constate une augmentation sur la distribution faite il y a un an ; mais le deuxième semestre de 1893 avait été tellement défavorable à cause de la grève des mineurs, que l'on ne peut établir une comparaison avec les chiffres de cette année. Les taux actuels sont cependant au-dessous de ceux payés pour le second semestre de 1892, qui a été normal.

Lord Randolph Churchill, qui fut chancelier de l'Echiquier en 1886 et l'un des adversaires les plus acharnés de M. Gladstone, est mort ce matin après une longue maladie.

Informations Économiques et Financières

Banques Ecossaises. — Les Banques écossaises ont décidé de réduire de 1 1/2 0/0 à 1 0/0 l'intérêt sur les comptes de dépôts. On n'attache pas grande importance à cette décision, dont les conséquences, pense-t-on, seront purement locales.

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE
23 Janvier 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés	49.746.010	Dette fixe de l'Etat	11.015.100
		Rentes immobilisées	5.784.900
		Or monnayé et lingots	32.946 010
Total	49.746.010	Total	49.746.010

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	14.477.309
Réserve et profits et pertes	3.408.480	Portefeuille et avances	17.636 010
Trésor et administration publique	6 334.255	Billets en réserve	24.730.460
Comptes particuliers	34 773 673	Or et argent monnayés	2.411.997
Billets à sept jours, etc.	186.368		
Total	59 255.776	Total	59.255.776

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
17 Octobre	36.619	25.776	44.699	34.807	27.672	61	2
24 »	37.751	25.430	44.458	34.118	27.821	63	»
31 »	36 177	25.783	43.338	33.918	27.194	62	»
7 Novembre	35.052	25.508	42.400	33.776	26.444	62	»
14 »	35.558	25.443	42.593	33.460	26.914	63	»
21 »	35.018	25.111	41.155	32.248	26.706	64	»
28 »	34.955	25 015	40.782	31.822	26.740	65	»
5 Décembre	34.196	25.257	40.263	32.112	25.739	65	»
12 »	33.743	25.176	39.936	32.427	25.366	63	»
19 »	33.362	25.325	38.868	31.886	24.857	63	»
26 »	32.547	25.676	37.057	31.272	23.670	63	»
2 Janvier	33 091	25.918	44.797	38.714	23.972	53	»
9 »	33.880	25.519	45.058	37.982	25 160	55	»
16 »	34.601	25.202	41.577	33.525	26.202	62	»
23 »	35.358	25.015	41.107	32.113	27.142	65	»

Clearing-House

Résultat des compensations du 17 au 23 janvier

Jeudi 17 janv. £	20.539.000	Lundi 21 janv. £	22.735 000
Vendredi 18 janv.	21.791 000	Mardi 22 janv.	17 782.000
Samedi 19 janv.	20.699.000	Mercredi 23 janv.	19 166 000
		Total £	122.712.000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 121.947.000.

Finances du Venezuela. — Le *Council of foreign Bondholders* et l'agent financier du Gouvernement vénézuélien se sont mis définitivement d'accord au sujet de l'arrangement de la dette publique du Venezuela. Celle-ci sera unifiée au moyen d'un emprunt de conversion 4 0/0.

Canal de Manchester. — Les recettes du Canal de Manchester se sont élevées, en 1894, à 87.470 livres sterling.

Cette somme se répartit comme suit :

Droits sur 686.158 tonnes de marchandises transportées par navire, 73.581 livres sterling ;

Droits sur 239.501 tonnes de marchandises transportées par chaland, 3.636 livres sterling ;

Droits sur les navires, 3.388 livres sterling ;

Droits sur les passagers, 6.799 livres sterling ;

Droits sur le bétail, 66 livres sterling.

Les marchandises qui ont pris la voie du canal représentent 925.659 tonnes.

Compagnie Anglaise de l'Afrique du Sud (*Chartered*). — A l'assemblée générale de cette Compagnie, M. Cecil Rhodes a exposé très clairement la situation financière. Les 650.000 liv. d'obligations de la Société sont représentées par 100 milles de chemins de fer jetés sur le Bechuanaland, par un intérêt dans la ligne de Beira, aujourd'hui achevée, et par 1.400 milles de lignes télégraphiques enfin. Dans le seul Bechuanaland anglais, la Compagnie possède un actif matériel représentant 300.000 liv. de sa dette obligations ; les lignes télégraphiques et les immeubles bâtis sur son domaine répondent largement pour le reste.

Le capital-actions, de 2 millions de livres, représente un territoire long de 1.200 milles et large de 500, presque partout salubre et habitable, et riche, en outre, en gisements métalliques. Les mines feront la fortune du pays et donneront les dividendes. Il ne faut pas oublier que les soixante-deux Sociétés minières, actuellement en voie de formation, sont légalement tributaires de la Compagnie de l'Afrique du Sud. Ces Sociétés n'ont pas dépensé moins de 750.000 livres pour les fouilles, les études de terrain et l'établissement, ce qui prouve amplement qu'elles augurent bien de l'avenir du pays. M. Rhodes a rappelé aux actionnaires qu'ils ne devaient pas attendre leurs dividendes de l'augmentation des revenus du pays, car il faudra prélever sur ce

chapitre d'importantes sommes pour le développement matériel du pays.

En 1894, les dépenses directes des administrations du Matabeleland et du Mashonaland se sont élevées à 1.337.000 fr. et les revenus ont été de 1.112.250 fr. Il y a donc eu un excédent de 224.750 fr. des dépenses sur les revenus. La Compagnie a fait, en outre, de nouvelles dépenses pour les routes, les télégraphies, l'amélioration des transports, etc., pour une somme de 532.000 francs.

L'excédent de dépenses comparé à celui de l'an dernier est inférieur de 741.700 fr. à ce qu'il était alors, et l'augmentation de revenus en faveur de 1894 s'élève à 260.000 fr. Ce résultat est évidemment satisfaisant et permet d'entrevoir pour l'avenir des budgets en équilibre et même en excédent.

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 25 janvier 1895.

Après avoir témoigné d'une certaine hésitation au commencement de la semaine, le marché a repris une bonne activité et les tendances restent très favorables.

Les grandes valeurs de placement continuent à bénéficier des remplois qui s'effectuent chaque année à la même époque et les Consolidés atteignent le cours de 105 5/8.

Les Fonds internationaux font preuve d'une grande fermeté, notamment les Egyptiens, les Turcs, les Italiens, l'Extérieure, les Ottomans et Russes particulièrement recherchés.

Les Fonds Grecs 1881 et 1884 ont avancé de 1/2 0/0 sur la démission de M. Tricoupis.

Les Argentins sont mieux sur la démission du Président.

Les Chemins anglais sont calmes.

Aux exportations d'or de New-York, vient s'ajouter comme cause déprimante des Chemins américains, des troubles de rue de la même ville.

La De Beers est en nouvelle avance sur la situation intrinsèque favorablement appréciée.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 23 janvier 1895.

Le Nouveau Président de la Chambre hongroise et le gardien de la couronne. — Le Programme du Cabinet Banffy. — La Récolte de 1891 en Autriche. — Le Commerce extérieur de l'Autriche-Hongrie depuis le renouvellement des traités de commerce. — Le Différent avec la Bulgarie.

L'empereur-roi François-Joseph est rentré à Vienne, après que les choses avaient repris leur cours normal en Transleithanie. Suivant mes prévisions, M. Szilagyi a été élu Président de la Chambre des magyards par 207 voix contre 150 et le Souverain a nommé, avant son départ, le baron Bela Randvanzski de Radvany et Sajohaza gardien de la couronne de Hongrie.

En prenant possession du fauteuil présidentiel, M. Szilagyi a déclaré, aux applaudissements de la Chambre, qu'il s'efforcerait de sauvegarder les droits du Parlement; faut-il voir dans ces paroles, comme on le prétend, une critique à l'adresse de la couronne?

De son côté, le Président du Conseil, M. Banffy, en exposant le programme du Cabinet, a promis de s'inspirer des principes libéraux et des aspirations de la nationalité hongroise. Il entend se placer absolument sur la base des compromis de 1867 et continuer la politique inaugurée sous M. Wekerlé.

D'après les statistiques publiées par le Ministère de l'agriculture autrichien, les résultats de la récolte des céréales en 1894, à l'exception de celle de maïs, ont dépassé non seulement les moyennes des dix dernières années, 1884 à 1893, mais aussi de près de 18 millions 1/2 de quintaux métriques les chiffres de 1893. Le rendement de 1894, évalué en millions de quintaux métriques, se décompose comme suit :

	1894		1893
Froment........	12,9	contre	11,6 en 1893
Seigle..........	21,0	—	19,4 —
Orge...........	13,6	—	11,7 —
Avoine.........	17,4	—	13,9 —
Maïs...........	3,5	—	4,0 —

Bien que les prix extrêmement bas des blés amoindrissent considérablement la valeur du rendement, le résultat n'en est pas moins satisfaisant pour l'agriculture autrichienne.

Le journal le *Merkur* a publié, ces jours derniers, un article fort intéressant sur le commerce extérieur de la Monarchie, depuis l'application des nouveaux traités de commerce. Notre confrère constate que ces traités, si onéreux pour l'industrie autrichienne, ont abouti, au point de vue économique, à un résultat négatif.

En 1892, c'est-à-dire la première année où les traités ont été appliqués, les *exportations* diminuèrent de 64 millions de florins, soit de 8 0/0; mais on pouvait attribuer cet état de choses aux perturbations causées par l'épidémie cholérique. En 1893, les *importations* ont augmenté de 48 millions 300 mille florins, par rapport à 1892, et de 57 millions 200 mille florins, par rapport à 1891, tandis que les *exportations* ne gagnaient que 18 millions 800 mille florins.

Vous avez pu voir, d'après les tableaux mensuels publiés dans l'*Economiste Européen*, que la situation s'est aggravée l'an dernier. Pendant les onze premiers mois de 1894, les *importations* se sont accrues de près de 45 millions de florins, tandis que les *exportations* perdaient 500 mille florins. Et le détail des chiffres prouve que le mal est grand.

En effet, la balance active des objets fabriqués est tombée de 89 millions 800 mille florins en 1893 à 32 millions 800 mille florins en 1894, soit une diminution d'environ 64 0/0, tandis que, d'autre part, les exportations des produits manufacturés diminuaient de plus de 30 millions de florins. L'invasion du marché autrichien par les produits étrangers saute aux yeux quand on examine de près les chiffres.

Voici, au surplus, quelques statistiques précises :

Importation des produits manufacturés de janvier à novembre

	1893	1894	augmentation en 1894
	en milliers de florins		
Produits textiles...	87.269	97.101	9.832 ou 11,2 0/0
— de la métallur.	47.742	54.414	6.672 ou 14 —
— chimiques....	32.749	34.716	1.967 ou 6 —
— de matières organiques...	59.220	63.196	3.976 ou 6 —
Autres produits....	56.891	61.267	4.376 ou 7,7 —
Totaux......	283.871	310.694	26.823 ou 9.5 0/0

En ce qui concerne les exportations, on ne relève de plus-values que pour la métallurgie; tous les autres chapitres sont en diminution.

Une autre remarque assez curieuse : la baisse du prix des marchandises a coïncidé avec une hausse considérable des cours des valeurs. Cette hausse a été d'environ 1 milliard de florins dans l'espace d'une année.

Pour terminer, constatons que le commerce des céréales accuse une plus-value énorme pour les importations. Cela ressort du tableau suivant :

	Importations	Exportations	Plus-value des export.
	en quintaux métriques		
1893.......	1.608.146	7.839.453	+ 6.231.307
1894.......	5.099.484	5.806.997	+ 707.513
Différ. absolue	+ 3.491.338	— 2.032.456	— 5.523.794
Différ. en 0/0.	+ 317	— 26	— 89

En résumé, les résultats de l'application des nouveaux traités de commerce se traduisent par une diminution de 86 millions 100 mille florins ou de 49 1/2 0/0, dans l'excédent des importations sur les exportations.

La presse officieuse, commentant la réponse du Gouvernement bulgare à la protestation adressée au sujet des nouveaux droits d'accises établis dans la principauté, estime que l'Autriche-Hongrie ne peut tolérer une élévation indirecte des droits de douanes et que, au surplus, cette question des impôts directs doit faire l'objet d'une entente entre toutes les puissances étrangères. Elle se base sur le refus de la Turquie d'adhérer à la loi qui vient d'être promulguée à Sofia. Le conflit menace de tourner à l'aigu.

Informations Économiques et Financières

Les Recettes des Chemins de fer Austro-Hongrois. — Du 1er janvier au 30 novembre 1894 les *recettes* des Chemins de fer austro-hongrois se sont élevées à 318.502.871 florins, contre 303.681.242 florins pour la période correspondante de 1893 ; le nombre des voyageurs a été de 135.941.296 (au lieu de 126.581.700) et la quantité de marchandises transportée de 101.114.922 tonnes (au lieu de 95.381.726).

La *longueur moyenne* des lignes exploitées ayant été de 28.903 kilomètres (au lieu de 28.085 en 1893), la *recette kilométrique* ressort à 11.020 florins (au lieu de 10.813 florins) ; si on évalue sur ces bases l'année entière on trouve, pour 1894, une plus-value de 1,9 0/0.

Les recettes kilométriques varient entre 98.950 florins pour le *Chemin de fer de raccordement de Vienne* et 521 florins pour le *Chemin de fer local de Warasdin-Golubovec*.

Citons entre autres :

	Recettes kilomét. en florins 1894	Différ. sur 1893 0/0
Chemins de fer de l'Etat ou exploités par l'Etat	11.296	+ 6,5
Sudbahn (Chemins lombards), réseau principal et lignes locales autrichiennes	23.758	+ 0,1
Nordbahn (réseau principal)	32.471	+ 5,1
Staatsbahn (lignes autrichiennes)	19.308	+ 1,4
Nordwestbahn (Nord-Ouest)	16.220	+ 2,0
Chemin de fer de la vallée de l'Elbe	20.907	— 1,1
— Aussig-Teplitz	61.635	+ 6,6
— Kaschau-Oderberg lig. autric.	37.766	+ 3,4
— Kaschau-Oderberg — hongr.	11.039	+ 2,5
Lignes royales hongroises de l'Etat	11.322	+ 6,0

Les Chemins de fer autrichiens en 1893. — Le Bureau des statistiques du Ministère du commerce autrichien vient de publier les chiffres définitifs des chemins de fer pour l'année 1893.

Le réseau des lignes communes et autrichiennes avait, au 31 décembre 1893, un développement de 16.942 kilomètres (au lieu de 16.685 kilomètres en 1892), dont 2.653 kilomètres pour les lignes communes et 14.288 kilomètres pour les lignes autrichiennes. Ces dernières se décomposaient en : 6.320 kilomètres pour le réseau de l'Etat, et 7.968 kilomètres pour les réseaux privés.

Voici les résultats de l'exploitation en 1893 :

Service des voyageurs 97.305.586 personnes (contre 92.074.080 en 1892), — service des marchandises 90.903.517 tonnes (contre 85.271.793 tonnes en 1892).

Les *recettes* se sont élevées à 242.071.741 florins, — contre 224.939.149 florins en 1892.

Les *dépenses* se sont élevées à 137.142.152 florins, — contre 132.317.981 florins en 1892.

Première Caisse d'Epargne Autrichienne. — Voici la situation de la *Première Caisse d'Epargne autrichienne* à la fin de l'année 1894 :

Pendant le mois de décembre les *dépôts* se sont élevés à : 1.113.787 florins à 3/4 0/0 pour 22.726 comptes, — 1.276.058 florins à 3 3 1/4 0/0 pour 4.119 comptes, — 1.441.342 florins à 3 0/0 pour 432 comptes ; — soit, au total, 3.831.189 florins pour 27.277 comptes.

Dans ce même mois les *retraits* se sont élevés à : 1.161.522 florins à 3 3/4 0/0 pour 12.626 comptes, — 1.182.893 florins à 3 1/4 0/0 pour 5.248 comptes, — 1.686.894 florins à 3 0/0 pour 1.002 comptes ; — soit, au total, 4.031.310 florins pour 18.876 comptes.

A fin décembre 1894, le compte des *Dépôts à intérêts* s'élevait à 192.425.610 florins, dont 126.686.140 florins à 3 3/4 0/0, — 45.230.168 florins à 3 1/4 0/0, et 20 millions 509.301 florins à 3 0/0.

Les prêts hypothécaires du mois de décembre se sont élevés à 99.093 florins, les fonds d'amortissement à 60.506 florins ; les bons hypothécaires en circulation se décomposaient en 77.600 florins, remboursables en trente années et 82.000 florins remboursables en trente-deux années.

La *liquidation des hypothèques* a encaissé, en décembre, 858.342 florins et a payé 641.661 florins.

A fin décembre 1894, le total des prêts en cours s'élevait à 103.883.395 florins.

Le *Bureau des avances et des valeurs* a escompté, en décembre, pour 3.577.460 florins de traites et a encaissé 3.757.980 florins.

Au 31 décembre 1894, le *Syndicat de Crédit* comptait 567 participants, représentant un crédit utilisable de 7.988.000 florins, avec un fonds de garantie de 427.000 florins. Pendant ce même mois de décembre le Syndicat a escompté aux participants 2.012 effets, s'élevant à 680.000 florins (au taux de 4 1/4, 4 3/4 et 5 1/2 pour cent) et le crédit utilisé à la date du 31 se chiffrait par 2.565.000 florins.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 25 janvier 1895.

En dépit des réalisations qui se sont produites au commencement de la semaine, le marché viennois fait preuve d'une assez grande fermeté. Aussi bien les titres offerts pour compte du découvert berlinois ont été pris aussitôt. Toutefois, la baisse des exportations de la Monarchie commence à causer une certaine inquiétude.

Les Chemins de fer de l'Etat gagnent du terrain à la suite de la publication des recettes totales de l'année 1894, accusant une plus-value de 687 mille florins environ sur 1893.

Parmi les affaires nouvelles, je vous signale l'émission, pour février, de 14 millions de couronnes d'obligations de la Société des tramways de Budapest ; c'est là une partie de l'emprunt de 18 millions de couronnes pris ferme par la *Laenderbank* et *la Banque Commerciale Hongroise*.

L'argent est toujours facile sur le marché de l'escompte : on cote 3 1/2 0/0 pour les premières acceptations en Banque et 3 5/8 à 3 3/4 pour le bon papier de commerce.

BELGIQUE

Le Commerce de la Belgique en 1893. — La *Revue du Commerce Extérieur*, de Paris, a publié récemment un excellent article sur le commerce de la Belgique. Nous en extrayons les lignes suivantes :

« Depuis quatre ans, le commerce général de la Belgique (importation et exportation réunies), va toujours diminuant, ainsi que le prouvent les chiffres officiels que nous transcrivons.

1890	Fr. 6.137.300.000
1891	5.966.600.000
1892	5.462.000.000
1893	5.401.000.000

« Donc, en quatre ans, le mouvement commercial de la Belgique a diminué de 736 millions 300 mille francs.

« Les exportations belges, d'année en année, ont

diminué avec les pays étrangers, excepté avec l'Allemagne, pays avec lequel les relations commerciales depuis 1890 se sont accrues de 53 millions 260 mille francs.

« Les exportations belges, pendant ce temps, ont diminué de 25.900 mille francs avec l'Angleterre, diminué de 29.300 mille francs avec la Hollande, périclité de 48.400 mille francs en France, dégringolé de 209.900 mille francs aux Etats-Unis. »

L'*Economiste International*, journal belge, répond à cette étude ; mais, à part quelques redressements de chiffres, les résultats ci-dessus ne sont pas contestés. L'*Economiste International* écrit :

« Oui, nos relations commerciales avec l'étranger suivent, depuis quatre ans, une voie descendante, mais il est à remarquer que celles de la plupart des autres pays ont subi le même sort. »

BULGARIE

LA SITUATION

Sofia, 19 janvier 1895.

La Protestation de l'Autriche-Hongrie contre les nouvelles accises. — Un démenti officiel aux fausses nouvelles.

Dans ma lettre du 15 décembre 1894, en vous parlant des modifications introduites sur l'initiative de M. Guéchof dans le système douanier si primitif de la Principauté, je vous disais que cette question pourrait bien créer une situation fort délicate. Mes prévisions étaient justes.

En effet, les difficultés qui surgissent sont à la fois d'ordre extérieur et d'ordre intérieur.

Dans l'ordre extérieur, c'est l'Autriche qui a protesté énergiquement contre la loi sur les accises frappant à l'entrée en Bulgarie, l'alcool, les spiritueux, les bougies, les allumettes, le sucre, la parfumerie, le papier, etc., c'est-à-dire diverses catégories de marchandises que la Monarchie austro-hongroise envoie dans la Principauté.

Cette protestation, et surtout la forme dans laquelle elle s'est produite, a causé une légitime émotion dans les sphères gouvernementales. Le Conseil des ministres, après en avoir délibéré, a chargé M. Natchovitch, titulaire du portefeuille des affaires étrangères et des cultes, d'adresser au grand voisin une réponse à sa protestation en le priant de la retirer.

M. Natchovitch expose que la plupart des grandes puissances européennes ont admis les nouveaux droits indirects votés par le Sobranié, et que la loi ayant reçu, avec la sanction du Prince régnant, un commencement d'application, il est impossible de la rapporter. Au surplus, le produit des nouvelles accises est incorporé dans les prévisions budgétaires.

Il s'agit, a ajouté le Ministre, d'une taxe intérieure, frappant le consommateur bulgare. Pour témoigner sa bonne volonté, M. Natchovitch propose la conclusion d'un traité de commerce entre les deux pays, traité par lequel des avantages pourraient être faits à l'Autriche-Hongrie, de façon à lui procurer certaines compensations. On spécifierait, par exemple, que la liste des articles soumis aux accises ne serait pas augmentée.

La protestation du Gouvernement austro-hongrois porte aussi sur les taxes relatives aux brevets d'invention. On estime ici que c'est là une pure chicane, car les modifications votées par la Chambre sur ce point sont insignifiantes.

En matière de conclusion, la note du Cabinet bulgare laisse prévoir sa démission, pour le cas ou l'Autriche-Hongrie se refuserait à retirer sa protestation.

Voilà pour l'extérieur. A l'intérieur la surélévation des droits indirects n'est pas sans causer un mécontentement que l'opposition cherche à exploiter.

Il convient de rappeler le but poursuivi par M. Guéchof : en créant les nouvelles accises, il a voulu, à la fois, équilibrer son budget et être à même de dégrever l'impôt qui pèse si lourdement sur l'agriculture.

Au surplus, notre confrere *Mir* constate que les impôts d'accises contre lesquels on s'insurge au dehors et au dedans sont bien inferieurs à ceux perçus en Serbie, notamment pour le sucre, le café, les allumettes, les spiritueux, la bière et le pétrole; en outre, l'*Obrt* (équivalant à 7 0/0 de la valeur de ces articles), que nous n'avons pas ici, vient, en Serbie, s'ajouter aux accises.

M. Natchovitch n'a pas eu seulement à s'occuper de cette importante question soulevée par l'Autriche-Hongrie ; il a dû aussi démentir les fausses nouvelles répandues à l'étranger au sujet d'un prétendu déficit budgétaire et d'un emprunt éventuel de 105 millions de francs destiné à des constructions de chemins de fer. Je reviendrai sur ces points dans une prochaine lettre, car ils nécessitent des développements que le départ du courrier m'empêche de vous donner aujourd'hui.

Informations Économiques et Financières

Loi sur les Accises en Bulgarie

Voici le texte de la loi sur les accises qui soulève des complications avec l'Autriche-Hongrie :

Article premier. — Sont soumis à la taxe d'accise au profit du Trésor : le sucre, le helva et toutes les sucreries, le café, le chocolat et les subrogés de ces deux derniers articles; les allumettes et les bougies-allumettes, le pétrole, l'alcool, les spiritueux, la bière, les bougies stéariques et celles de luxe; l'huile d'olive et ses subrogés destinés à la table; le thé; les parfumeries, les cartes à jouer; les conserves de poissons de toutes espèces; le caviar et toutes espèces de conserves destinées à la table.

Art. 2. — La taxe d'accise sur les articles précités est perçue lors de leur importation de l'étranger, aux bureaux de douane; en ce qui concerne les articles indigènes, la taxe est perçue lors de leur transport de la fabrique, conformément aux règlements spéciaux du Ministère des finances.

Remarque. — Il est fait exception pour l'alcool; pour le paiement de la taxe d'accise, il est accordé un délai de trois mois à compter du jour de sortie de l'usine. En tel cas, l'usine est tenue de donner une obligation contresignée de deux garants.

Art. 3. — Sont exempts de la taxe d'accise les objets importés pour l'usage prévu aux art. 200-206 de la loi douanière.

Art. 4. — Sur les objets énumérés à l'art. 2, la taxe d'accise est perçue sur le poids net, ainsi qu'il suit :

1. Alcool étranger et indigène de 100 degrés (alcoolomètre Gay-Lussac), 75 levs par hectolitre;
2. Pétrole, 5 levs par 100 kilos ;

Remarque. — La taxe d'accise perçue sur du pétrole consommé par des moteurs à gaz est rendue au consommateur.

3. Sucre, 20 levs par 100 kilos ;
4. Bonbons, helva et toutes espèces de sucreries et confitures, 40 levs par 100 kilos;
5. Café et ses subrogés, 50 levs par 100 kilos;
6. Bière étrangère et indigène, 5 levs par hectolitre;
7. Rhum, liqueurs, cognac, amer, absinthe, etc., 30 levs par hectolitre ;

Remarque. — Rhum, liqueurs, cognac, amer, absinthe, etc., en fûts, s'ils sont supérieurs à 14 degrés (alcoolomètre Wagner), sont taxés d'après la catégorie des spiritueux.

8. L'huile d'olive et ses subrogés destinés à l'alimentation, 10 levs par 100 kilos;
9. Les allumettes et les bougies-allumettes, 100 levs par 100 kilos;

Remarque. — La taxe est calculée sur la base de 1 centime par 100 allumettes, ou 1 lev par kilogramme, lequel contient 10-12 mille allumettes.

10. Thé, 100 levs par 100 kilos;
11. Parfumeries (savons, huiles, pommades, eaux et poudres), 300 levs par 100 kilos;
12. Bougies stéariques et autres de luxe, 20 levs par 100 kilos;
13. Une douzaine de cartes à jouer (12 paquets), 12 levs;
14. Toutes espèces de poissons conservés, 50 levs par 100 kilos;
15. Caviar, 100 levs par 100 kilos;
16. Toutes espèces de poissons conservés destinés à l'alimentation, 100 levs par 100 kilos.

Immédiatement après que la loi sera entrée en vigueur, des préposés du fisc feront le relevé du stock des marchandises dans les magasins, boutiques, dépôts et hôtelleries. Pour le paiement de l'accise due, il sera accordé un délai de 12 mois contre obligation contresignée de deux garants solvables.

Toute tentative de fraude lors du dressement du relevé sera punie d'une amende quadruple de la taxe due.

Les Caisses Agricoles en Bulgarie. — Le *Journal du Commerce bulgare* annonce que le Gouvernement étudie un projet relatif à l'augmentation du capital des Caisses agricoles ; à cet effet il demanderait au Sobranié d'autoriser un emprunt de 10 millions de francs. Les Caisses agricoles disposent actuellement d'un capital de 22 millions de francs environ.

L'emprunt étant destiné spécialement à l'amélioration du crédit agricole, qui doit être accordé aux cultivateurs à des conditions avantageuses, le Ministre des finances, M. Guéchow, n'acceptera que des offres à un taux raisonnable, eu égard aux garanties données aux prêteurs.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 23 janvier 1895.

Retraite probable de M. Puigcerver. — La Question des Chemins de fer. — L'Impôt sur la Rente intérieure et les projets de M. Canalejas. — Le Débat relatif aux « ducados ».

La question des blés, dont je vous entretenais dans ma dernière lettre, va provoquer, sans doute, la retraite de M. Puigcerver, ministre des travaux publics. En sa qualité de député de Valence, centre de consommation des céréales étrangères, M. Puigcerver est opposé à une augmentation de droits; or, le courant protectionniste l'emporte et, selon toutes les probabilités, le tarif de douane pour les blés importés en Espagne va être porté de 7 50 à 10 pesetas par hectolitre. Je vous ai expliqué que la protection se justifie dans une certaine mesure, la production étant concentrée sur le plateau central, tandis que les consommateurs se trouvent échelonnés sur la périphérie de la péninsule, à proximité des ports où les navires livrent directement leurs cargaisons sans frais.

La lutte se poursuit entre les Gamazistes, qui préconisent l'augmentation du tarif douanier, et les amis de MM. Moret et Puigcerver, qui se résoudront tout au plus à accepter un nouveau droit *provisoire*.

Cette question, déjà si embrouillée, se complique par suite du manque d'entente entre les Compagnies de chemins de fer. Au moment où l'unité de vues s'impose pour arriver à une solution conforme aux intérêts des porteurs étrangers et où la *Compagnie du Nord-Espagne*, voulant obliger le Gouvernement à sortir de son inertie, a décidé la suppression des contrats spéciaux en même temps que l'augmentation de ses tarifs ordinaires pour les marchandises, la *Compagnie de Saragosse et Alicante* a baissé les siens. Ce manque de solidarité est profondément regrettable ; il fait le jeu du ministère, qui n'a plus aucune raison de rechercher un moyen d'indemniser les Compagnies des pertes résultant du change. La Compagnie de Saragosse a été bien mal inspirée en agissant de la sorte, au rebours des intérêts de ses actionnaires et obligataires.

Je n'ai encore rien à vous dire du budget de 1895-96; il faut attendre le dépôt du projet de M. Canalejas. Mais on prête au Ministre des finances l'intention de frapper d'un nouvel impôt la *Rente Intérieure*, qui serait grevée au total de 5 0/0. Si la nouvelle est vraie, nous verrons se produire de violentes protestations; le procédé est commode, sans doute, mais il est par trop sommaire! On parle également d'un projet d'emprunt de consolidation de la Dette flottante.

Bien que nous nous occupions surtout des questions économiques et financières, je ne peux passer sous silence le grand débat qui vient de se produire aux Cortès à propos des titres de noblesse. Voici, en deux mots, l'origine de l'affaire. Parmi les titres de noblesse révoqués ou tombés, parce qu'on n'avait plus payé les droits, assez élevés, de chancellerie, figuraient ceux de ducs de Terranova et de Monteleon auxquels ne se rattache aucune propriété dans le pays. Ce sont d'anciens duchés italiens. Or, un membre de la petite noblesse, s'étant entendu avec un employé de la chancellerie, avait réussi à faire rattacher à sa généalogie le duché de Terranova, tandis qu'en usant du même procédé, une dame de la société madrilène repêchait celui de Monteleon. La supercherie passa inaperçue et le décret de propriété des titres dont il s'agit, préparé par le Cabinet, fut approuvé par la Reine-Régente.

Mais les grands d'Espagne, plus ferrés que le Gouvernement sur les questions généalogiques, s'émurent; l'ancien Ministre et ex-président du Conseil d'Etat comte de Xiquena, chargé de porter leurs doléances à la tribune, attaqua vigoureusement le décret ministériel. Bien entendu, M. Maura, en sa qualité de Ministre de la justice et des cultes, s'est défendu, en couvrant les bureaux. Les choses en sont là, mais cette affaire fait grand bruit à Madrid. Voici, à ce propos, le dilemme posé par l'*Imparcial* : ou bien l'interpellation du comte de Xiquena se réduit à un incident propre à réjouir les belles et aristocratiques dames qui remplissaient les tribunes de la Chambre, ou bien c'est une accusation en règle contre les Ministres coupables d'aveuglement. Dans ce cas, la parole est aux tribunaux.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er au 7 janvier (1re semaine)

	1892	1893	1894	1895
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	282 762	242.854	222 829	»
Nord de l'Espagne (1959 k.)	1.061.105	935 763	901 802	»
Asturies (741 kil.)	147 254	188 700	192.672	»
Lérida-Reus (103 kil.)	31 881	21 425	21 103	»
Almansa-Valence (460 kil.)	194.067	178 387	182 796	»
Saragosse (2672 kil.)......	1.009 361	840.171	796 116	783.393

La Production des Mines d'Almaden en 1894. — Notre confrère l'*Economista* publie, cette semaine, une étude très complète sur les mines de mercure d'Almaden.

Pendant l'année 1894, l'extraction a été de 6.680.049 mètres cubes de minerai, dont 561.261 *mètres cubes* seulement de roche improductive, ayant donné 19.728 tonnes 460 de minerai et 1.828 tonnes 420 de roche improductive.

On a manipulé, du 1er janvier au 31 décembre, 18.744 tonnes 250 de minerai, qui ont produit en :

Janvier........	7.142 bouteilles de 34	kil. 503
Février........	6.226 »	»
Mars...........	7.135 »	»
Avril...........	5.149 »	»
Octobre........	2.912 »	»
Novembre......	7.898 »	»
Décembre......	8.059 »	»

Soit un total de 44.521 bouteilles représentant 1 million 535.987 kil. 86 de mercure.

Ce rendement donne une teneur en mercure de 8,19 0/0, au lieu de 7,82 0/0 en 1893.

Les Dividendes des principales Sociétés en Espagne pour l'exercice 1894. — La *Banque d'Espagne* a donné 100 pesetas par action, dont 50 ont été payés en juillet 1894 et 50 en janvier 1895. Ce chiffre est la moyenne la plus élevée des dernières années; en 1874, 1878, 1881, 1887 et 1893, le dividende a été un peu plus fort.

La *Banque Hypothécaire* a donné le même dividende

qu'en 1893 et que depuis dix années, soit 15 pesetas par action libérée de 200 francs chaque.

La *Compagnie fermière des Tabacs* vient de distribuer un acompte de 25 pesetas par action (l'exercice va du 1er juillet au 30 juin) ; en 1893, l'acompte n'était que de 20 pesetas. Les recettes du premier semestre dépassent de 300.000 pesetas ceux de la période correspondante de 1893.

La *Banque Hispano-Coloniale* paie, comme en 1893, 50 pesetas par action de 1.250 pesetas. Les bénéfices de l'exercice s'élèvent à 2 millions, contre 2 millions 200 mille pesetas en 1893.

La Compagnie du *Rio-Tinto* a donné 5 1/2 pour cent.

La Compagnie de *Tharsis* a donné 12 0/0.

La Compagnie de *Linarès* (plomb) donne 15 0/0.

La Compagnie du *Chemin de fer de Langreo* donne un acompte de 25 pesetas par action.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 25 janvier 1895.

Les bruits relatifs à l'établissement d'un nouvel impôt sur la *Rente Intérieure* ont provoqué des réalisations; mais la publication des recettes du Trésor pendant le premier semestre de l'exercice en cours a détruit cette mauvaise impression. J'analyserai, la semaine prochaine, les chiffres de la *Gaceta*, qui accusent 417.391.286 pesetas de recettes, soit une plus-value de 13.867.890 pesetas sur le semestre correspondant de 1893-94.

C'est toujours la cote de Paris qui donne ici le ton.

GRÈCE

LA SITUATION

Paris, 25 janvier 1895.

La Crise ministérielle. — Les vraies Causes de la Banqueroute. — Le nouveau Cabinet.

De graves nouvelles arrivent de Grèce. Le premier ministre Tricoupis, que ses partisans comparaient aux plus grands des hommes d'Etat de l'Europe contemporaine, s'est vu contraint de donner sa démission.

Il succombe à un véritable soulèvement de dégoût inspiré par son imperturbable confiance en soi, malgré les plus éclatantes palinodies.

C'était le mauvais génie de la Grèce. Il est le véritable auteur de la banqueroute qu'il a si allègrement proclamée. Il n'a pas même su profiter de cette triste nécessité pour renoncer à la politique néfaste qui avait poussé la Grèce aux abîmes.

Considéré impartialement, l'homme de la banqueroute n'était qu'un politicien adroit, dénué de tout scrupule. Il n'avait d'autre mérite que d'avoir su organiser merveilleusement le système de corruption électorale, de manière à disposer d'une majorité de mameluks.

Non seulement les postes administratifs étaient exclusivement dévolus à ses partisans, mais les ressources du Trésor étaient constamment mises au pillage. On avait dressé, sans aucun besoin, un vaste plan de travaux publics inutiles et coûteux, dans le but exclusif de retarder le dépôt du bilan de la nation en mettant des fonds à la disposition du Ministre des finances.

La première et la principale cause du désarroi financier de la Grèce, c'est l'incroyable laisser-aller de la perception des impôts fonciers. Un dixième au moins des recettes budgétaires était constamment payé en retard et restait indéfiniment dû au Trésor. Ce retard était bien antérieur à la crise agricole actuelle. Mais c'était une nécessité pour les tricoupistes de se montrer indulgents à l'égard des contribuables récalcitrants : ils acquéraient ainsi des électeurs fidèles.

Le déficit budgétaire créé par cette pratique était encore accru par l'exagération relative des dépenses.

Pour couvrir cette insuffisance de ressources, le Gouvernement empruntait à gros intérêts, d'abord à des banques indigènes, puis aux grands établissements d'Europe. Il soutenait ses emprunts en établissant des budgets toujours en équilibre apparent, que les comptes ultérieurs ne justifiaient jamais.

Les préparatifs de guerre et la mobilisation de 1882, quoique coûteuses, n'ont fait qu'augmenter le déficit. En revanche, l'annexion des riches provinces thessaliennes aurait dû accroître les ressources réelles de la Grèce. La détestable politique financière de M. Tricoupis, presque constamment au pouvoir, annula les effets heureux des annexions.

Les emprunts en Europe n'étaient pas toujours faciles. On se rabattit sur les Banques locales. L'émission exagérée de la monnaie fiduciaire, autorisée pour permettre aux Banques de faire au Trésor des avances considérables, compromit irrémédiablement la situation financière. Le change de la drachme atteignit une hauteur effrayante. Il s'éleva à 140 0/0, 150 0/0, 170 0/0 avant la suspension des paiements. Comme le service des emprunts étrangers devait être fait en or, la charge de la Dette devenait de plus en plus lourde. Un équilibre réel eût-il été établi entre les dépenses et les recettes, exprimées en drachmes, que la situation de la Grèce fût restée franchement mauvaise à cause du taux du change.

On emprunta donc, on emprunta toujours, et la Dette publique s'accrut dans une progression géométrique, tant en raison de la prime croissante du change, qu'en conséquence des déficits successifs.

Après la banqueroute, tout pouvait encore s'arranger. Il fallait s'entendre à l'amiable avec les porteurs de titres helléniques, leur assurer la totalité des plus-values futures, en compensation des sacrifices que la nécessité leur imposait. Le Gouvernement devait faire preuve de bonne foi et de bonne volonté en diminuant les dépenses publiques et en augmentant les impôts. M. Tricoupis préféra ruser avec les délégués européens. Il ne songea pas un instant à réduire les dépenses : c'eût été sacrifier les intérêts de ses acolytes. Augmenter les impôts ruraux et exiger le paiement des impôts arriérés, il n'y songea pas davantage. Sa majorité l'eût abandonné. La seule mesure à laquelle il se décida, ce fut l'augmentation des charges qui pèsent sur les populations des villes et sur les classes aisées, qui ne goûtent guère la politique tricoupiste. De là, les projets sur l'élévation des patentes et la suppression des octrois, qui allait priver les villes de leurs revenus les plus clairs.

La bourgeoisie des villes et des campagnes a été fort atteinte dans ses intérêts par la banqueroute de l'Etat. Elle souffre plus que la population rurale de l'augmentation du change et des droits de douanes. Elle a supporté sa part dans les pertes causées par la crise des raisins secs et par sa répercussion sur l'ensemble des affaires commerciales. De plus, elle est instruite et sait ce qu'a coûté au pays l'administration Tricoupis.

C'est elle qui a donné l'élan aux manifestations hostiles contre le Ministère et qui a stigmatisé la politique d'un ministère néfaste.

D'autre part, la majorité parlementaire était ébranlée. Son chef ne pouvait plus donner entière satisfaction aux appétits. A plusieurs reprises, l'opposition coalisée avait tenu le Ministère en échec en se retirant de la salle des séances. La Chambre n'était plus en nombre. Bref, la situation de M. Tricoupis ne tenait plus qu'à un fil. Les manifestations d'Athènes et de la province, la discrète intervention du duc de Sparte en faveur du droit de pétition ont coupé ce dernier fil.

M. Tricoupis est à terre. Le nouveau Cabinet est définitivement constitué de la manière suivante :

Présidence du Conseil, Affaires étrangères et *intérieur* par intérim : M. Nicolas Delyannis; *Guerre :* le colonel Papadiamantopoulo, aide de camp du roi; *Marine :* le capitaine de vaisseau Criésis, aide de camp du roi; *Finances :* M. Ketzas, vice-président de la Cour des Comptes; *Justice :* M. Aravantinos, membre de la Cour de Cassation; *Cultes ;* M. Ange Vlachos, ancien ambassadeur.

L'amélioration du sort des porteurs de titres hellé-

niques dépend maintenant du corps électoral, car la dissolution de la Chambre est une mesure qui s'impose en raison de la division des groupes de l'opposition. Le télégraphe nous renseignera bientôt à cet égard.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 23 janvier 1895.

La Clôture de la session parlementaire. — Les Recettes du Trésor en décembre 1894. — La Balance commerciale; les paiements en or à effectuer à l'étranger; l'or importé par les touristes et les émigrants. — Le Mouvement de l'émigration en 1894. — L'Emprunt de la ville de Turin.

Le décret de clôture de la session parlementaire, publié avant-hier dans la *Gazette Officielle*, semble être le prélude de la dissolution : à quand les élections nouvelles ? On est muet à ce sujet dans les sphères gouvernementales, mais il y a tout lieu de croire qu'on trainera les choses en longueur, les derniers scrutins partiels étant défavorables au Cabinet. Il s'agirait, assure-t-on, de remanier les listes électorales, ce qui remettrait nécessairement au moins d'avril ou au mois de mai la convocation des collèges.

Le rapport relatif aux comptes du Trésor au 31 décembre 1894 attribue la plus-value de 6.366.991 lire 50 constatée pour les recettes douanières, en comparaison avec décembre 1893, à l'augmentation des importations de denrées coloniales et de grains. Quant à la plus-value de 1.355.513 lire 46 relevée pour les ventes de sel, elle serait due à l'accroissement des tarifs et à celle de la salaison des viandes.

J'ai déjà fait ressortir l'amélioration de la situation économique du Royaume, résultant du progrès de la balance commerciale. En 1887, l'excédent des importations sur les exportations était de plus de 600 millions de lire, et de 1881 à 1890 la moyenne de cet excédent ressortait à 400 millions de lire. Pendant les années 1891, 1892 et 1893, le passif de la balance commerciale a été, successivement, de 250, 212 et 256 milliions, tandis que, pour 1894, il se trouve réduit à environ 65 millions.

Mais l'agio est encore sensible pour le commerce extérieur et il faut tenir compte, d'autre part, des paiements en or à effectuer à l'étranger, pour arrérages et autres obligations.

D'après les chiffres relevés à la date du 1er juillet 1894, le Trésor doit verser annuellement à l'étranger : 1° 66 millions 700 mille lire pour les intérêts de la rente 5 0/0 ; 2° 600 mille lire pour la rente 3 0/0; 3° 27 millions 800 mille lire pour l'amortissement du réseau de la Sudbahn sur territoire italien ; 4° 20 millions pour les obligations de chemins de fer, emprunts Blount, Hambro, etc., etc. ; 5° 15 millions pour les obligations 3 0/0 de chemins de fer — soit un total de 130 millions 100 mille lire.

Quant aux paiements en or à effectuer au dehors par les entreprises particulières, on les évalue à 16 1/2 millions de lire (dont : 10 millions pour les Chemins méridionaux ; 5 millions pour les Chemins de la Méditerranée ; 600 mille pour les Chemins de fer siciliens et 900 mille lire pour les Chemins sardes).

Si vous ajoutez à ces sommes une dizaine de millions pour les emprunts des villes dont les titres sont placés hors du pays et une trentaine de millions pour les diverses Sociétés industrielles, financières, etc., vous aurez une idée assez exacte des sommes qu'il faut acquitter en or, à l'étranger ; le total général varie entre 185 et 190 millions de lire.

Mais, en regard de ce montant, il convient de placer les évaluations de l'or laissé ici par les voyageurs ou touristes.

D'après les statistiques établies en 1893, la moyenne *quotidienne* des étrangers venus en Italie pour leur plaisir serait de 60.000 ; si on évalue leurs dépenses journalières à 20 lire par tête, on arriverait à un apport annuel d'environ 440 millions de lire.

M. Colombo, l'ex-ministre des finances, fixe à un minimum de 350 millions l'ensemble des sommes d'or que les étrangers apportent annuellement dans le pays. Ce calcul est sans doute approximatif, car les éléments d'appréciation sont difficiles à vérifier ! Dans tous les cas, il est permis de supposer que cet apport est supérieur aux sommes dues au dehors pour arrérages ou amortissements, sans même tenir compte de l'épargne des émigrants temporaires italiens travaillant à l'étranger : ceux-ci envoient régulièrement dans le pays les sommes économisées. On a constaté, en effet, grâce au pointage des mandats postaux, que les neuf dixièmes des émigrants (dont le chiffre est évalué à plus de 2 millions) envoyaient, chacun, en moyenne, 125 lire annuellement.

A ce propos, le mouvement de l'émigration italienne, pendant les neuf premiers mois de 1894, a été en diminution par rapport à la période correspondante de l'année antérieure ; cela ressort des statistiques récemment publiées par le Département de l'agriculture et du commerce, statistiques qui nous donnent un total de 165.884 émigrants, contre 210.982 en 1893.

Cette diminution porte exclusivement sur l'émigration permanente, qui a baissé de 106.818 à 61.064 personnes. Quant à l'émigration temporaire, elle n'a guère varié : 104.164 personnes en 1894, au lieu de 104.820 en 1893.

Le nombre des émigrants à titre définitif a baissé de 13.190 en Campanie, 7.029 en Calabre, 5.089 en Piémont, 4.741 en Sicile, 3.922 dans les Abbruzzes et 2.791 en Vénétie. Mais, dans cette dernière province, on a enregistré, pendant les neuf premiers mois de 1894, 73.000 émigrants à titre temporaire contre 64.000 en 1893.

La Ville de Turin vient d'émettre 8.000 obligations de 500 lire (valeur nominale) à 450 lire, payables : 100 lire le 29 courant et 150 lire les 14 avril et 14 juillet prochains; la bonification étant de 2 1/2 0/0 pour les versements anticipés. L'amortissement de ces titres doit se faire en 19 années, au pair, au moyen de tirages annuels.

Cette opération fait partie de l'emprunt de 18 millions de lire que la Ville de Turin avait été autorisée à contracter en 1892, et sur lequel elle avait déjà émis, en 1893, un lot de 10.500 obligations.

Ajoutons que la municipalité prend à sa charge l'augmentation de 6.80 0/0 de l'impôt sur la richesse mobilière, et que sa dette courante s'élève à un capital nominal de 12.124.000 lire.

Informations Économiques et Financières

La Dette hypothécaire. — Le *Bolletino sul credito e la previdenza* que fait paraître le Ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, vient de publier différents tableaux qui montrent l'état de la Dette hypothécaire en Italie au 31 décembre 1893.

Voici, par régions, le montant total des prêts consentis, divisés en prêts ne portant pas intérêts.

Situation de la dette hypothécaire au 31 décembre 1893

Régions	Montant des prêts portant intérêts francs	Montant des prêts ne portant pas intérêts francs	Total francs
Piémont et Ligurie	1.532.960.187	930.517.623	2.463.477.810
Lombardie	958.065.104	367.880.539	1.325.945.643
Vénétie	428.852.912	180.356.951	609.209.863
Emilie	740.656.555	625.789.252	1.366.445.807
Toscane	803.196.924	459.311.738	1.262.508.662
Marche et Ombrie	335.370.195	428.119.066	763.489.261
Latium	853.211.584	517.988.875	1.371.200.459
Napolitain	3.091.770.314	1.930.647.911	5.022.418.225
Sicile	1.030.757.187	961.631.271	1.992.388.458
Sardaigne	128.222.014	88.983.670	217.205.684
Ensemble du Royaume	9.903.062.976	6.491.226.896	16.394.289.872
Chiff. correspondants au 31 déc. 92	9.685.068.634	6.259.775.266	15.914.843.900
Différence en 1893	+217.994.342	+231.451.630	+ 449.445.972

Les Elévations des droits de douane en Italie. — Il est intéressant d'indiquer les élévations de tarifs douaniers résultant du récent décret royal ; le relèvement des droits porte sur les articles suivants :

Sucre de 1re classe, 99 lire (au lieu de 94) ; sucre 2e classe, 88 lire (au lieu de 82 70) ; sucre de raisin 1re classe, 90 lire ; sucre de raisin 2e classe, 70 lire ; sucreries et conserves, 125 lire (au lieu de 120) ; paraffine, 15 lire (au lieu de 10) ; coton en balles, 3 lire ; ouate, 9 lire ; froment 75 lire par tonne (au lieu de 70) ; grains, 45 lire par tonne ; pâte de froment, 16 lire ; pain, 16 lire ; huile de palme et de coco, 45 lire par tonne ; farine de froment, 12 lire 30 ; gruau, 15 lire 50 ; son, 3 lire 50.

Il convient de citer encore l'augmentation de l'impôt sur les allumettes (nº 47 du tarif douanier italien) d'un centime par 30 allumettes de cire et par 60 allumettes en bois.

Le Paiement des droits de douane en Italie. — Un décret ministériel a prorogé jusqu'au 30 juin 1895 les dispositions en vigueur relatives au paiement des droits de douane en monnaies divisionnaires d'argent ou en billets d'Etat ou de Banque, ainsi que les conditions auxquelles doivent se faire ces paiements.

Récolte du chanvre et du maïs en 1894. — La Direction générale de l'Agriculture à Rome vient de publier, d'après les renseignements fournis par les préfets, les résultats de la récolte du maïs et du chanvre, en Italie pendant l'année 1894.

L'ensemble donne 19.299.737 hectolitres pour le maïs et 629.840 quintaux pour le chanvre, au lieu de 27.576.000 hectolitres et 678.727 quintaux en 1893.

La sécheresse prolongée dans la plupart des régions est cause de l'infériorité de le récolte de 1894.

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 25 janvier 1895.

Notre marché a fait preuve, cette semaine, d'une remarquable fermeté, aussi bien pour la Rente que pour les Chemins Méridionaux. Les haussiers ont donné avec un entrain que nous n'avions pas constaté depuis longtemps malgré les craintes que causent les événements d'Afrique.

Les actionnaires de la *Banque d'Italie* sont convoqués en assemblée générale pour le 25 février, pour délibérer sur la réduction du capital et approuver le bilan du dernier exercice ; les actions ont gagné plusieurs points.

PORTUGAL

LA SITUATION

Lisbonne, 23 janvier 1895.

Situation politique. — Le Commerce extérieur du premier semestre de 1894. — La Situation du Brésil.

La situation politique est toujours aussi tendue, mais l'indifférence du public est de plus en plus grande, on ne saurait par conséquent s'attendre à de grosses complications.

Les statistiques officielles, qui sont publiées avec plus ou moins de régularité, continuent à montrer que la situation économique, sans bénéficier d'une très grande amélioration, a cependant des tendances assez favorables.

Comme ces chiffres intéressent particulièrement les porteurs de notre Dette, je crois devoir reproduire les résultats du commerce extérieur pendant les six premiers mois de l'année 1894, résultats que vient de publier l'Administration générale des Douanes et Contributions.

Voici, en contos de reis, les chiffres représentant le mouvement des marchandises pendant les mêmes périodes de 1893 et de 1894 :

Importation pour la consommation

	Premier semestre 1893	Premier semestre 1894
Animaux vivants	362	568
Matières premières pour les arts et l'industrie	8.429	7.383
Fils, tissus, feutres et produits manufacturés	2.444	2.474
Substances alimentaires	5.935	7.122
Appareils, instruments, machines et ustensiles, etc	921	817
Manufactures diverses	1.186	1.176
Tares	36	32
Somme	19.313	19.572
En plus en 1894	259	

Soit environ 1.3 0/0 d'augmentation.

Exportation nationale et nationalisée

	1893	1894
Animaux vivants	310	708
Matières premières pour les arts et l'industrie	2.368	2.740
Fils, tissus, feutres et produits manufacturés	273	442
Substances alimentaires	8.120	6.506
Appareils, instruments, machines et ustensiles, etc	33	41
Manufactures diverses	729	846
Somme	11.833	11.283
En moins en 1894		550

Soit environ 4.6 0/0 de diminution.

Réexportation et transit

	1893	1894
Réexportation	4.756	6.154
Transit	928	918
Somme	5.684	7.072
En plus en 1894	1.388	

Soit environ 24 0/0 d'augmentation.

En résumant les tableaux ci-dessus, on trouve pour le mouvement général des marchandises, pendant la période considérée :

	Premier semestre 1893	Premier semestre 1894
Importation	19.313	19.572
Exportation	11.833	11.283
Réexportation et transit	5.684	7.072
Total général	36.830	37.927
En plus en 1894	1.097	»

Soit environ 3 0/0 d'augmentation.

Le mouvement des métaux a été, à l'importation, de 78 contos au lieu de 89,7 en 1893 et, à l'exportation, de 2.793 contos au lieu de 2.578, soit, au total, une différence en moins de 604 contos, ou 17 0/0 pour 1894.

Les marchés étrangers ont fait progresser nos fonds sur les nouvelles reçues du Brésil, dans l'espoir que le relèvement de ce pays amènerait l'amélioration de notre situation économique. D'après les nouvelles qui nous parviennent, le nouveau Gouvernement fait preuve, en effet, de modération et de prudence, chacun s'est mis résolument au travail et s'efforce de réparer les maux que la guerre civile a causés. La tâche n'est pas facile. Il faut ramener l'armée au sentiment de neutralité politique, réorganiser la marine, réduite à trois ou quatre navires passables et encombrée des achats faits pendant la révolution, qu'il faudra liquider avec perte : le Chemin de fer de l'Etat a vu son revenu net de 4 à 6.000 contos par an se transformer en un déficit de 10 à 15.000 contos, le Trésor public est épuisé par la révolution, une émission exagérée de papier-monnaie et un change qui aggrave de moitié la charge des paiements extérieurs.

Malgré ces faits, tout le monde espère et compte sur un relèvement, car le Brésil n'a besoin que d'ordre et

de tranquillité pour réparer en quelques années toutes ses blessures.

Compagnie Royale des Chemins de fer Portugais

Recettes du 1er au 7 janvier de 1895 et 1894 (1re semaine)

Lignes	Kilom. exploités	Recettes approximatives 1894	1895	Différ. en 1895
Réseau non garanti	690	46:110$379	46:842$000	+ 731.621
Réseau garanti :				
Torres-Figueira-Alfarellos....	168	2:536$121	2:523$000	— 13$121
Beira-Beixa.....	212	2:608$032	2.565$000	— 43$032
Total général.	1.070	51:254$532	51:930$000	+ 675$468
Recette moyenne par jour..................		6:949$500	7:052$143	+103$143
Recette moyenne annuelle par kilomètre....		2:956$372	3:000$036	+ 43$666

ROUMANIE

Les Finances roumaines. — Voici, pour compléter l'information contenue dans l'*Economiste Européen*, du 19 janvier (no 158), des renseignements que nous empruntons au *Curierul financiar :*

« Les emprunts autorisés étant de 882.887.921 fr. et les emprunts contractés ainsi que les crédits couverts avec les excédents de revenus dont nous parlons plus haut, étant de 676.924.640 fr., il en résulte que, au 31 décembre 1894, le Gouvernement roumain est encore en droit de contracter des emprunts pour la somme de 205.963.281 francs.

Il est à noter que sur l'emprunt de 120 millions 4 0/0 de capital nominal contracté en septembre 1894 il n'a été pris, jusqu'à la fin d'octobre, que 60 millions de capital nominal, sur le produit net duquel il est encore resté, au 31 octobre 1894, une somme approximative non encore encaissée de 7.079.500 fr. ; par conséquent, la somme réelle que le Gouvernement est encore en droit d'emprunter, en vertu des lois votées par les Chambres, est de 198.888.056 francs. »

Caisse d'amortissement pour l'extinction de la Dette publique roumaine. — Cette Caisse, dont le revenu est alimenté per la valeur des propriétés vendues en lots et par la valeur des coupons ainsi que des titres sortis aux tirages, a racheté, jusqu'au 31 octobre 1894, pour une valeur nominale de 4.885.500 fr. de rente amortissable.

La rente amortissable 4 0/0 rachetée fait partie des émissions suivantes :

Fr.	272.000	sur l'émission de	32.500.000 fr.	faite en	1889
»	681.500	»	50.000.000	»	1889
»	1.300.500	»	274.375.000	»	1890
»	1.331.500	»	45.000.000	»	1891
»	1.300.000	»	120.000.000	»	1894

Fr. 4.885.500 au total.

Ainsi qu'on le voit, en dehors de l'amortissement fixé par les engagements pris à l'émission desdits emprunts, le Gouvernement roumain, dans son désir d'éteindre, le plus rapidement possible, la dette publique, a aussi amorti, par voie de rachat à la Bourse, pour une valeur de 5 millions de francs, en chiffres ronds, de rente 4 0/0.

La Récolte. — Les résultats de la récolte en Roumanie, en 1893 et en 1894, sont représentés par les chiffres suivants :

	1893 Hectares	Hectolitres	1894 Hectares	Hectolitres
Blé...	1.284.990	21.184.260	1.392.660	15.360.050
Seigle.	143.010	2.714.160	160.030	2.033.160
Orge..	591.760	12.561.980	559.250	5.958.140
Avoine	248.480	5.383.140	262.680	3.531.060
Colza.	18.690	217.800	22.489	223.750
Maïs..	1.989.180	25.658.060	1.767.560	10.533.716

Le Commerce extérieur de la Roumanie de 1884 à 1893. — Le *Curierul financiar* publie un tableau comparatif du mouvement du commerce extérieur pour la période décennale allant du 1er janvier 1884 au 1er janvier 1894.

Voici les chiffres totaux par année :

	Importat.	Exportat.	Total du mouvement
	En Francs		
1884...........	294.986.273	184.115.542	479.101.815
1885...........	268.539.150	247.968.201	516.507.351
1886...........	296.497.362	255.547.263	552.044.625
1887...........	314.680.752	265.726.613	580.407.365
1888...........	310.378.320	256.788.642	567.166.962
1889...........	367.944.099	274.167.146	642.111.245
1890...........	362.791.054	275.958.415	638.749.469
1891...........	436.682.685	274.662.083	711.344.768
1892...........	380.747.296	285.384.057	666.131.353
1893...........	430.489.731	370.651.787	801.041.518

Il ressort de ce tableau que les *importations*, qui étaient en 1884 de 575.386 tonnes, ont atteint, en 1893, 727.125 t. et accusent une augmentation de 26 0/0 et que les *exportations*, de 1.323.783 tonnes en 1884, sont montées en 1892 à 2.895.490 t. et présentent une augmentation de plus du double.

En ce qui concerne la valeur des marchandises importées et exportées, on remarque la même augmentation constante. De 294.986.273 fr. en 1884, les importations ont atteint en 1893 la somme de 430.489.931 fr.; et les exportations, de 184.115.542 fr. il y a dix ans, ont augmenté continuellement chaque année de sorte que, en 1893, elles ont atteint le chiffre de 370.651.787 fr. L'augmentation des importations en 1893 représente 32 0/0 et celle des exportations 50 0/0 en comparaison de 1884.

Le *mouvement total* des importations et des exportations réunies, en 1893, se chiffre par 801.041.518 fr. contre 479.101.815 fr. en 1884. Ce mouvement, ainsi qu'on le voit, a presque doublé en dix ans et à en juger d'après le développement naturel des richesses du pays et de ses relations avec les pays étrangers, il n'y aurait rien d'étonnant à ce que ce mouvement puisse doubler en cinq ans, après l'achèvement du port sur le Danube et du port de Constantza.

« Nous devons ajouter, dit notre confrère, que nos revenus douaniers se sont accrus en proportion de l'augmentation constante de notre commerce. Ces revenus, de 16.575.632 fr. en 1884, ont atteint en 1893, 34.407.634 fr.

« Le progrès marquant du commerce de la Roumanie dans ces dix dernières années est l'indice d'une prospérité très prochaine. »

RUSSIE

Le projet de budget russe pour l'exercice 1895 et le budget définitif de 1893. — Nous avons indiqué, dans notre numéro du 19 janvier, la situation générale des trois derniers budgets. L'analyse des recettes ordinaires confirme les appréciations d'ensemble. Il est facile de s'en rendre compte d'après le résumé par titres des prévisions budgétaires pour les exercices 1895 et 1894, et d'après les résultats définitifs de l'exercice 1893.

Ramenées à la forme nouvelle, les prévisions du budget de 1894 (incorporations comprises) ont été dépassées de 41.468 350 roubles par les recettes effectives de 1893. La différence est de 4,14 0/0 et reste inférieure de moitié à l'augmentation réalisée sur les prévisions.

En tablant seulement sur une augmentation de 4,14 0/0 par an, les recettes de 1895 atteindraient presque les évaluations actuelles. La prévision serait même modeste, eu égard à la situation critique de l'agriculture russe en 1893, après la disette de 1891-1892. Mais les prévisions sont établies sur des bases plus solides.

Ainsi, le relèvement des produits des contributions directes ne ressort qu'à 1 1/2 0/0 pour deux années. L'augmentation apparente des prévisions de recettes

provenant des contributions indirectes est de 39 millions ; en réalité, les résultats de l'exercice 1893 ramènent la plus-value espérée à 8 millions et demi.

Le montant des recettes du titre III a été sagement réduit en raison de diminutions diverses sur le taux des droits, notamment de ceux qui pesaient sur le transport des voyageurs par chemins de fer, mais on a fait état du développement du commerce extérieur et des droits de douane sur le coton.

C'est sur les revenus du domaine que le Ministère des finances impériales prévoit les plus fortes augmentations. L'augmentation monte à 88 millions, mais elle est en partie fictive. On a prévu 63.993.000 roubles pour l'inscription au budget de l'Etat des recettes de diverses lignes rachetées, et 9.815.000 r. comme plus-value du trafic de l'ancien réseau, d'après les recettes les plus récentes des lignes ferrées.

Il y a aussi un excédent nouveau de 10.849.000 r. sur le revenu des usines et manufactures, en raison du monopole de la vente de l'eau-de-vie dans quatre grandes provinces. L'ensemble de ces inscriptions nouvelles s'élève à 84.657.000 r. sur une augmentation totale de 88 millions. Le mouvement anormal de ce titre s'explique donc très aisément.

Pour les annuités de rachat, le chiffre des prévisions a été relevé de 5.776.000 r. Le produit de ce chapitre a été évalué d'après la moyenne annuelle du rendement de la période 1887-1893, sans faire abstraction des mauvaises années. Le chiffre porté au budget est ainsi inférieur de 10,5 millions r. au montant des rôles.

Les autres titres ne comportent aucune différence sensible.

En résumé, la différence entre les recettes effectives de 1893 et les prévisions du budget de 1895 est seulement de 93.329.000 roubles. Les inscriptions de recettes nouvelles par suite du rachat de lignes de chemins de fer et de l'extension du monopole de l'alcool entrent dans cet écart apparent pour 74.842.000 roubles au monopole. En mettant les choses au pis, il est bien permis d'espérer qu'en deux ans, les recettes de l'Empire s'accroîtront de 19 millions de roubles, c'est-à-dire de 2 0/0.

L'analyse comparative des budgets de 1895 et de 1893 doit donc satisfaire les esprits les plus soupçonneux.

D'ailleurs, on connaît déjà l'état des recouvrements pendant les dix premiers mois de 1894. Ils ont dépassé de 98,5 millions les rentrées de la période correspondante de 1893.

La réalisation des estimations de 1895 était donc assurée par les recouvrements effectifs des 5/6 de l'année précédente, sans escompter les plus-values éventuelles de novembre et de décembre, sans tenir aucun compte des recettes nouvelles provenant des chemins de fer rachetés.

Dès à présent, il est certain que le déficit apparent du budget ordinaire de 1894 sera nul et que l'existence d'un excédent réel est fort vraisemblable, tant pour l'année 1894 que pour l'exercice 1895.

Voici, du reste, le tableau qui a servi de base à nos appréciations :

Recettes ordinaires

Titres	Prévisions de recettes 1895	1894	Recettes définitives 1893
1° Contributions directes	101.557.788	101.266.243	100.496.557
2° Contributions indirectes	520.588.041	481.538.541	511.916.986
3° Droits (timbres, enregistrement, transports, etc.)	63.582.700	62.879.062	68.780.217
4° Droits régaliens	42.297.106	40.274.957	40.025.957
5° Domaine de l'Etat	247.893.586	159.951.872	142.474.924
6° Aliénation de propriétés domaniales	819.310	826.310	866.253
A reporter	976.738.538	846.736.985	864.560.894
Report	976.738.538	846.736.985	864.560.894
7° Annuités de rachat	87.774.325	82.000.000	98.994.480
8° Recouvrements de débours effectués	71.328.827	73.205.382	76.222.695
9° Recettes diverses	7.113.323	6.218.206	9.848.854
Totaux	1.142.957.006	1.008.160.573	1.049.628.923

SUÈDE & NORVÈGE

Projet de Budget pour 1896. — La Diète a reçu le projet de budget pour l'année 1896. Les recettes sont évaluées à 99.570.000 couronnes. Il faut y ajouter l'excédent du précédent budget, montant à 670.000 couronnes, le bénéfice de la Banque Royale, 2.600.000 couronnes, soit un total de 102.840.000 couronnes, contre une somme de 97.040.000 couronnes de recettes inscrites au budget de 1895.

Le service de la Dette est évalué à 10.030.000 couronnes au lieu de 10.049.000 couronnes.

Budgets antérieurs. — Le budget de 1893 s'est clos avec un déficit de 2.400.000 couronnes. Pour celui de 1894, l'excédent des recettes sur les dépenses monte à 7.800.000 couronnes. Le résultat des deux années se solde par un excédent de 5.400.000 couronnes, dont il ne sera fait état que lors du règlement d'un autre budget.

Conversion de l'Emprunt 4 0/0 de 1880. — Trois Syndicats sont en concurrence pour l'émission du nouvel emprunt de conversion 3 1/2 0/0. Le montant de l'emprunt est de 147.500.000 fr. environ.

Les trois Syndicats comprennent les Etablissements suivants :

J. Hambro et Son, de Londres, avec le Crédit Lyonnais et plusieurs Etablissements allemands et suédois.

La Banque de Paris, d'accord avec des maisons de Banque hambourgeoises ;

La Société Générale de Paris avec la *Dresdner Bank* et un groupe d'Etablissements suédois et francfortois.

C'est le groupe de la *Société Générale* et de la *Dresdner* qui l'ont emporté. L'emprunt est en 3 1/2 0/0 et s'élève à 106 millions de couronnes. Le concessionnaire direct est un Etablissement suédois.

Résumé de la nouvelle loi sur le timbre en Suède. — A dater du 1er janvier 1895, les obligations émises en Suède, sont soumises à un droit de timbre de 30 oere jusqu'à concurrence d'une valeur de 100 couronnes inclusivement et 30 oere de surplus par fraction de 100 couronnes.

Les obligations de l'Etat sont exemptes de timbre. Les obligations étrangères, introduites en Suède avant la fin de l'année 1894, doivent, avant d'être cédées, vendues ou transmises, être assujetties au timbre dans les mêmes conditions que les obligations suédoises.

Les lettres de change tirées de l'étranger, transmises, présentées à l'acceptation ou au paiement en Suède, sont soumises à un droit de 50 oere, si elles sont d'une valeur de 1.000 couronnes, plus 50 oere par fraction de 1.000 couronnes.

Sont exemptes, les lettres de change, présentées à l'échéance ou payables par virement en banque ; celles qui sont tirées sur une banque étrangère ou sont payables sur présentation à l'étranger ; celles qui sont tirées de l'étranger et payables à l'étranger.

Les premières de change sont seules assujetties au timbre. Les chèques de place sur place endossés sont assimilés aux lettres de change.

Les mouvements d'argent effectués par l'intermédiaire de la poste sont exempts.

Le Propriétaire-Gérant : Jules Montel.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 rue du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25 fr.**
— — Six mois. **14 fr.**
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32 fr.**
— — Six mois.. **18 fr.**

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... .. **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission

N° 160. — 7e volume. (5) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 2 février 1895.

SOMMAIRE DU N° 160

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation générale Financière. — Pages 129 à 136.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — Les Fonctions de la Banque de France. — Le Message Présidentiel. — Banque de Paris et des Pays-Bas. — Le Commerce Extérieur de la France. — La Banque de France en 1894. — Les Achats et Ventes de Rentes en 1894. — Pages 136 à 148.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris — Ministère des Finances. — Caisse Nationale de Retraites. — Le Budget de la Ville de Paris. — Produits des Droits d'octroi de la Ville de Paris. — Recettes des Chemins de fer. — Canal de Suez. — Pages 148 et 149.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :
ALLEMAGNE : Pages 150 et 151. — ANGLETERRE : Pages 151 à 153. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 153 et 154. — BELGIQUE : Page 155. — BULGARIE : Pages 155 et 156. — ESPAGNE : Pages 158 et 157. — HOLLANDE : Pages 157 et 158. — RUSSIE : Pages 159 et 160. — SUISSE : Page 160. — TURQUIE : Page 160.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 1er fév..	1.701.9	1.261.2	2.963.1	3.608.0	82	2½
1895 17 janv.	2.090.8	1.232.3	3.323.1	3.657.6	91	2½
1895 24 janv.	2.108.1	1.234.2	3.342.3	3.630.3	92	2½
1895 31 janv.	2.120.6	1.234.5	3.355.1	3.749.7	90	2½
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 23 janv.	687.1	403.5	1.090.6	1.200.0	91	4
1895 8 janv.	807.1	474.0	1.281.1	1.455.0	88	3
1895 15 janv.	836.1	491.1	1.327.2	1.376.8	96	3
1895 23 janv.	979.4	377.5	1.356.9	1.316.1	103	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 1er fév..	700.7	»	700.7	618 4	113	3
1895 17 janv.	865.1	»	865.1	630.1	137	2
1895 24 janv.	883.9	»	883.9	625.4	142	2
1895 31 janv.	898.7	»	898.7	623.1	144	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1893 2 déc..	122.5	17.5	140.0	182.5	72	»
1894 9 sept.	109.5	19.9	129.4	160.9	81	»
1894 6 oct..	109.3	19.8	129.1	160.6	81	»
1894 1er déc..	124.3	17.5	141.8	182.0	73	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1893 2 déc..	75.0	10.0	85.0	172.5	49	»
1894 8 sept.	65.5	11.4	76.9	149.1	51	»
1894 6 oct..	70.0	12.1	82.1	151.1	54	»
1894 1er déc..	76.5	10.0	86.5	171.2	50	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 23 janv.	213.6	341.4	555.0	912.2	61	4½
1895 8 janv.	326 8	293.1	619.9	1.024.2	60	4
1895 15 janv.	325.5	292.3	617.8	980.5	63	4
1895 23 janv.	325 9	287.9	613.8	938.1	65	4
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 25 janv.	76.4	35.9	112.3	441.1	25	3
1895 10 janv.	88.9	41.8	130.7	462.9	28	3
1895 17 janv.	90.8	42.7	133.5	460.9	29	3
1895 24 janv.	89.6	42.2	131.8	464.5	28	3
BULGARIE. — Banque Nationale						
1893 22 nov.	5.1	1.1	6.2	1.2	517	8
1894 7 nov.	10.9	1.1	12.0	1.1	1098	8
1894 14 nov.	10.6	1.1	11.7	1.1	1063	8
1894 22 nov.	10.5	1.1	11.6	1.0	1160	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1893 31 déc..	86.5	»	86.5	113.7	76	4
1894 31 oct..	76.7	»	76.7	108.2	70	3½
1894 30 nov.	80.5	»	80.5	106 2	75	3½
1894 31 déc..	86.9	»	86.9	114.8	76	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 27 janv.	197.9	182.7	380.6	938.4	40	5
1895 12 janv.	200.1	280.0	480.1	919.6	52	5
1895 19 janv.	200.1	283.0	483.1	919.5	52	5
1895 26 janv.	200.1	286.0	486.1	917.6	53	5
GRÈCE. — Banque Nationale						
1893 31 déc..	2.4	»	2.4	113.6	2	6½
1894 31 oct..	1.8	»	1.8	112.9	2	6½
1894 30 nov.	1.9	»	1.9	110.5	2	6½
1894 31 déc..	2.0	»	2.0	109.5	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 27 janv.	103.9	176.9	280.8	438.7	64	3
1895 12 janv.	103.1	172.4	275.5	445.2	62	2½
1895 19 janv.	103.3	173.1	276.4	445.4	62	2½
1895 26 janv.	103.5	173.7	277.2	443.9	62	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 10 janv.	270.3	41.7	312.0	905.4	34	6
1894 20 déc..	292.6	68.9	361.5	798.9	45	5
1894 31 déc..	292.7	68.9	361.6	826.5	43	5
1895 10 janv.	292.7	69.0	361.7	813.2	44	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1893 31 déc..	91.6	9.1	100.7	261.2	38	6
1894 10 déc..	103.5	10.5	114.0	234.2	49	5
1894 20 déc..	105.5	10.5	116.0	233.5	49	5
1894 31 déc..	105.5	10.5	116.0	246.5	47	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1893 31 déc..	35.2	1.5	36.7	61.9	59	6
1894 10 déc..	35.2	1.5	36.7	51.4	70	5
1894 20 déc..	35.2	1.5	36.7	60.3	60	5
1894 31 déc..	35.2	1.5	36.7	53.2	69	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1893 30 nov.	32.2	»	32.2	64.4	50	5
1894 30 sept.	38.5	»	38.5	70.0	55	4½
1894 31 oct..	31.3	»	31.3	67.9	46	4½
1894 30 nov.	30.6	»	30.6	69.3	44	4½
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1893 27 déc..	15.0	34.6	49.6	287.9	17	6
1894 12 déc..	20.2	38.2	58.4	293.0	20	6
1894 19 déc..	22.4	38.1	60.5	293.7	20	6
1894 26 déc..	22.4	38.2	60.6	294.5	20	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 6 janv.	60.2	0.1	60.3	132.0	45	6
1894 22 déc..	45.9	4.1	50.0	107 5	46	6
1894 29 déc..	46.6	4.0	50.6	104.9	48	6
1895 5 janv.	45.1	4.0	49.1	104.8	47	

Dates	Encaisse métallique Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1893 1er déc..	1.504.0	13.9	1.517.9	4.058.0	37	5
1894 1er nov.	1.519.7	16.0	1.535.7	3.940.2	39	4
1894 16 nov.	1.521.7	15.5	1.537.2	3.924.0	39	4
1894 1er déc..	1.519.7	15.7	1.535.4	3.915.7	39	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1893 30 nov.	21.7	3.9	25.6	45.6	55	»
1894 30 sept.	21.8	3.3	25.1	49.1	51	»
1894 31 oct..	21.8	3.4	25.2	51.0	49	»
1894 30 nov.	21.9	3.5	25.4	49.9	50	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 8 janv.	9.0	4.0	13.0	26.4	50	6
1894 31 déc..	6.4	4.3	10.7	25.1	43	6
1895 8 janv.	6.5	4.3	10.8	25.0	43	6
1895 15 janv.	6.5	4.3	10.8	24.9	43	6
SUEDE. — Banque Royale						
1893 31 déc..	26.6	3.5	30.1	66.9	44	4
1894 31 oct..	28.3	3.7	32.0	65.9	49	4
1894 30 nov.	30.9	4.0	34.9	66.6	53	4
1894 31 déc..	30.8	3.8	34.6	72.6	48	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1893 31 déc..	10.2	15.4	25.6	82.7	31	»
1894 31 oct..	10.4	14.4	24.8	86.3	28	»
1894 30 nov.	10.4	14.0	24.5	84.1	29	»
1894 31 déc..	10.5	18.6	29.1	85.8	34	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 27 janv.	74.8	19 4	94.2	170.3	54	3½
1895 12 janv.	83.0	14.3	97.3	178.9	54	3
1895 19 janv.	83.0	15.4	98.4	174.5	56	3
1895 26 janv.	83.4	15.0	98.4	172.7	57	3

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

1894 1er fév..	6 123,8	2 577,3	8 701,1	14 903,0	58%
1895 17 janv.	6 985,8	2 701,1	9 686,9	15 055,7	64
1895 24 janv.	7 051,9	2 725,0	9 776,9	14 895,5	66
1895 31 janv.	7 222,3	2 614,5	9 836,8	14 934,0	66

TOTAUX au 31 décembre

1889 31 déc.	4 734,0	2 192,4	6 926,4	13 416,3	52%
1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	27 déc.	4 janv.	11 janv.	18 janv	25 janv	1 févr.
Amsterdam	47 95	47 95	47 92	47 92	47 95	47 97
Anvers	100 01	100 01	100 07	100 05	100 07	100 12
Athènes	188 75	187 25	187 25	189 »	190 75	186 »
Barcelone	11 30	12 30	11 10	11 30	11 50	11 50
Berlin	81 10	81 10	81 10	81 15	81 14	81 05
Bruxelles	99 97	100 02	100 06	100 03	100 07	100 10
Bucharest	101 »	101 »	101 »	101 »	101 »	101 »
Constantinople	22 75	22 75	22 75	22 75	22 75	22 75
Francfort	81 03	81 02	81 11	81 15	81 11	81 17
Gènes	106 42	106 67	106 62	106 60	106 62	106 12
Genève	100 07	100 07	100 13	100 17	100 21	100 24
Lisbonne	680 »	680 »	679 »	679 »	679 50	682 »
Londres	25 35	25 31	25 31	25 31	25 33	25 33
Madrid	11 20	12 25	10 80	11 »	11 17	11 30
Rome	106 37	106 60	106 55	106 57	106 65	106 20
Saint-Pétersbourg	36 85	36 75	36 70	36 75	36 82	36 85
Vienne (à vue)	49 30	49 42	49 37	49 45	49 45	49 32
— (à 3 mois)	49 22	49 37		[illegible]	49 37	49 27

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	4 janv.	11 janv.	18 janv.	25 janv.	1 fév.
Amsterdam. pap. court	4 %	206 25	206 31	206 41	206 40	206 19
Allemagne.. —	4 %	122 03	121 97	121 97	122 03	121 91
Vienne-Tr.. —	4 %	200 50	200 75	200 50	200 37	200 62
Barcelone.. —	4 %	443 »	447 »	446 »	441 50	445 25
Madrid..... —	4 %	443 »	447 »	446 »	444 50	445 25
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	268 »	268 »	267 50	267 50	267 50
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 13½	25 14½	25 15½	25 16½	25 17
— ..... ch. court	2 %	25 15	25 16	25 17	25 18	25 18½
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	3 %	0 06 p.	0 06 p.	0 06 p	0 09p.	0 15 p.
Italie........ —	5 %	6 25 p.	6 12 p.	6 25 p.	6 25p.	5 81 p.
Suisse....... —	3 %	0 12 p.	0 19 p.	0 22 p.	0 22p.	0 28 p.
New-York.........	2 ½ %	513 50	514 »	514 »	514 »	513 50
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	100 15	99 71	98 83	100 15	99 71
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains...**		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres.................		2 49	2 49	2 49	2 52	2 52
Souverains anglais.......		25 11	25 12	25 12	25 14	25 15
Banknotes.................		25 12	25 13	25 13	25 15	25 16
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 1er février 1895 :

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*	100 25	Billets *Allemands*....	99 75
En *Angleterre*	100 20	— *Anglais*	99 80
En *Autr.-Hongrie*...	103 64	— *Austro-Hongr.*	96 48
En *Belgique*	100 15	— *Belges*	99 85
En *Espagne*	111 18	— *Espagnols*	89 94
En *Grèce*	186 »	— *Grecs*	53 76
En *Hollande*	100 84	— *Hollandais*....	99 16
En *Italie*	106 17	— *Italiens*	94 19
En *Russie*	148 05	— *Russes*.........	67 54
En *Suisse*	100 28	— *Suisses*........	99 72

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 1er février 1895.

Les devises hollandaises et allemandes sont en légère réaction; le marché de Berlin a été particulièrement lourd; quoiqu'il semble être assez chargé, il paraît ne pas vouloir encore se liquider, ce qui l'oblige à faire de gros paiements à l'étranger, principalement en Autriche.

La *Valuta* est ferme à la suite d'achats de titres faits à la Bourse de Vienne pour le compte de Berlin.

Le papier espagnol se fixe dans les environs de 445, soit 11 25 0/0 de perte. La question de la surtaxe des blés n'est pas tranchée et rencontre des difficultés imprévues, les députés du littoral ne se soucient pas d'affronter le mécontentement de leurs électeurs et de compromettre leur réélection pour venir en aide aux cultivateurs de la Castille; d'autre part, les Chemins de fer ne veulent faire aucune faveur aux blés indigènes, par conséquent, les achats de grains exotiques vont continuer. Ils ont certainement une répercussion sur le change, soit en le faisant hausser, soit en arrêtant la baisse.

A Lisbonne, la prime sur l'or est de 25 3/4 avec tendance à des cours plus élevés. Les événements du Brésil ne sont pas pour améliorer les choses.

Le rouble est stéréotypé à 267 50.

Le papier anglais a légèrement haussé, le goût manifesté par l'épargne continentale pour les valeurs sud-africaines n'est pas étranger à cette reprise.

La devise belge perd 0,15 0/0, il s'en faut de peu que les exportations d'écus ne deviennent possibles.

La perte diminue sur le papier italien, il y a quelque

amélioration dans l'état du pays et sa Rente continue à être très soutenue sur les places étrangères.

Le papier suisse est faible, la perte est de 0 fr. 28 0/0, il est possible que les banques soient amenées à élever leur escompte pour ramener la devise au pair.

Le New York est de plus en plus mauvais, il clôture à 513 50, ce qui permet aux expéditeurs d'or d'envoyer du *tout-venant* avec bénéfice. Nos lecteurs trouveront dans notre *Chronique monétaire* une étude étendue sur la circulation des Etats-Unis.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	3 janv.	10 janv.	17 janv.	24 janv.	31 janv.
Hong-Kong	2/0 1/4	2/. /.	1/11 7/8	1/11 3/4	1/11 7/8
Shanghai.	2/8 7/8	2/8 3/4	2/8 3/4	2/8 3/4	2/9 1/8
Yokohama	1/10 7/8	1/11 3/8	1/11 5/8	1/11 1/2	1/11 5/8
Valeurs à vue:					
Singapoure.....	2/0 1/8	2/. ./.	1/11 7/8	1/11 7/8	1/11 3/4
Bombay	1/0 27/32	1/0 21/32	1/0 13/32	1/0 13/32	1/0 21/32
Calcutta... ...	1/0 27/32	1/0 11/16	1/0 13/32	1/0 3/8	1/0 17/32
Rio-Janeiro.	10 5/8	10 11/16	10 3/8	10 1/2	10 1/8
Valparaiso. .	13 11/16	»	»	»	»
Buenos-Ayres, prime de l'or..	257	257 50	260	255	251
Argent en barres	27 7/16	27 1/4	27 3/16	27 1/4	27 3/16

On remarque un peu d'amélioration sans cause appréciable sur les changes de l'Extrême-Orient. Les changes indiens restent à peu près aux cours de la semaine dernière, mais avec un peu plus de fermeté.

Le Rio s'est affaissé à la suite des émeutes de Rio-Janeiro.

A Buenos Ayres, la prime sur l'or ne varie guère : le Gouvernement et les Banques ne font aucun effort sérieux pour la faire baisser.

L'or est au pair en France et en Angleterre.

L'argent-métal est faible à 99 71 le kilo.

Il n'y a pas de changement dans les taux d'escompte officiels, mais on croit qu'en Autriche-Hongrie les capitaux vont devenir plus exigeants, car certaines maisons de banque de Buda-Pesth retirent les fonds qu'elles avaient en reports.

Encaisses. — Circulation fiduciaire.

La *Banque de France* a gagné 12.553.000 fr. d'or. Paris a reçu 16.673.000 fr. de matières et 1.100.000 fr. d'or venant de Vienne, mais la circulation a pris 3.700 000 fr.

Les succursales ont versé au public 1.861.000 fr. et reçu 171.000 fr. de Suisse, 130.000 fr. d'Autriche, 40.000 francs de Turquie.

L'argent a augmenté de 468.000 fr. à Paris par la circulation et a diminué de 120.000 fr. dans les succursales qui ont donné 200.000 fr. à leurs guichets, compensés par une rentrée de 80.000 fr. venant de Suisse.

La circulation fiduciaire est à un des niveaux les plus élevés qu'elle ait encore atteints.

Avec la mesure que vient de prendre la Banque d'ouvrir des comptes de chèques aux particuliers, il y a lieu de penser que de temps en temps l'encaisse dépassera la circulation.

D'après les renseignements fournis par le Président de la *Banque d'Allemagne*, nous pouvons rectifier approximativement les chiffres de la composition de l'encaisse métallique en or et en argent. Le stock or s'est accru de 218 millions de marks, du 1er janvier au 31 décembre 1894, et de 63 millions de marks du 1er au 23 janvier 1895. En combinant ces éléments avec ceux fournis l'année dernière par M. Pasadowski, on arrive à trouver que le 23 janvier, l'encaisse-or représente 72 0/0 de l'encaisse totale et s'élève à 979.400.000 fr.; l'encaisse-argent est, par suite, de 377.500.000 fr. L'encaisse totale, au 23 janvier, dépasse de 29.700,000 fr. celle du 8 janvier; la circulation fiduciaire a diminué de 60.700.000 fr.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent d'entrées de 6.500.000 fr. La circulation ayant rendu 8.300.000 francs, l'augmentation du métal jaune a été de 14.800.000 francs.

Voici le détail des entrées et des sorties :

Entrées		Sorties	
25 jer Ach. en barres £	56.000	24 jer Afrique du Sud £	200.000
» Etats-Unis.....	170.000	» Répub. Argent.	70.000
26 — Achat en barres	21.000	25 — Afrique du Sud.	50.000
» Australie......	25.000	Excédent des entrées.	260.000
28 — Etats-Unis.....	228.000		
30 — »	80.000		
Total des entrées. £	580.000	Total égal........ £	580.000

A la *Banque d'Autriche-Hongrie* l'argent est en diminution de 4.400.000 fr., les billets ont fléchi de 42.400.000 fr.

La *Banque de Belgique* a perdu 1.700.000 fr. d'or et d'argent.

A la *Banque d'Espagne*, il y a une nouvelle entrée de 3 millions d'argent; ce grossissement ininterrompu du métal blanc devient suspect, on en arrive à se demander s'il n'y a pas là des frappes clandestines et de la fausse monnaie.

La *Banque d'Italie* vient de donner son bilan au 10 janvier, il n'indique aucun fait nouveau. On peut mesurer les efforts de cet Etablissement pour améliorer sa circulation. Du 10 janvier 1894, date du premier bilan publié par la nouvelle Banque au 10 janvier 1895, l'or a augmenté de 22.400.000 fr., l'argent de 27 millions 300.000 fr. et la circulation a diminué de 92 millions 200.000 francs.

Les *Banques de Naples et de Sicile* ont également fait de leur mieux, il est juste de le reconnaître.

Depuis le 26 décembre, la *Banque de Portugal* n'a fourni aucun bilan; on dit qu'elle a reçu de l'or en très grande quantité. Les autres banques ne donnent lieu à aucune observation.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 5 au 12 janv.	depuis le 1er janv.	du 5 au 12 janv.	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	»	5.875	5.875
France.........	2.060.000	4.304.000	»	»
Allemagne......	»	2.210.036	»	
Autres pays....	39.300	39.300	5.240	28 603
Total 1895...	2.099.300	6.553.336	11.115	34.478
— 1894...	212.946	217.146	27.995	143.151
— 1893...	7.755	2.063.495	25.902	31.302
ARGENT				
Grande-Bretagne	673.550	1.174.750	»	»
France.........	»	»	»	»
Allemagne......	»	408	»	1.380
Autres pays....	15.000	15.000	21.486	74.424
Total 1895...	688.550	1.190.158	21.486	75.804
— 1894...	802 786	1.728.196	2.843	74.787
— 1893...	341.784	1.420.504	18.611	18.611

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	27 janv.	126.900.000 dollars
1895.....	12 janv.	75.500.000 —
1895.....	19 janv.	78.000 000 —
1895.....	26 janv.	81.200.000 —

La situation monétaire devient très sérieuse, la réserve d'or est tombée à 42.500.000 dollars.

Les banquiers étrangers ont eu une longue conférence avec M. Curtis, sous-secrétaire du Trésor, relativement à une émission de 100 millions de dollars d'obligations. La maison Rothschild consentirait à prendre 50 millions sur la base de 3 1/2 0/0. Les autres banquiers fourniraient 30 millions en or, en échange de reçus du Trésor, pourvu qu'il leur fût démontré que cette manière d'opérer est conforme à la loi.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

La Crise monétaire aux Etats-Unis

Les événements s'aggravent aux Etats-Unis ; nos lecteurs ont pu suivre, par les renseignements que nous donnons chaque semaine, l'appauvrissement de l'encaisse or du Trésor et l'importance croissante des exportations de ce métal.

L'exode de l'or a commencé en 1888 ; voici le tableau des pertes nettes annuelles :

1888 ....$	23.565.676
1889	38.928.828
1890	3.832.984
1891	34.116.471
1892	59.081.110
1893	7.013.431
1894	81.200.351
Total........$	247.738.851

Comme il est impossible d'attribuer toutes ces sorties à une mauvaise balance commerciale, puisque, sauf en 1888, les exportations des Etats-Unis ont largement dépassé leurs importations et que, notamment en 1894, on relève un excédent d'exportations de 152.294.824 dollars, il faut en conclure qu'on est en présence d'un rapatriement considérable de titres américains se négociant sur les marchés de l'Europe, et que ce rapatriement se heurte à un vice propre à la circulation monétaire américaine.

Le vice, nous l'avons bien souvent signalé, ce sont les billets émis en vertu des lois Bland et Sherman. Aux termes de ces lois, les *Silver Certificates* et les *Treasurynotes* sont payables en or ou en argent à la volonté du Trésor, mais cette clause n'a jamais été invoquée contre les porteurs.

Ceux-ci ont pu se procurer tout l'or qu'ils ont voulu car la moindre prime sur ce métal aurait été une cause de drainage redoutable.

La *réserve d'or*, c'est-à-dire l'excès de l'encaisse or sur les *certificats d'or*, qui gage les billets d'Etat ne doit pas, théoriquement, descendre au-dessous de 100 millions de dollars.

Dans le courant de l'année 1894, elle a été rarement à ce chiffre. Voici sa situation à la fin de chaque mois :

Janvier...$	66.700.000	Juillet....$	55.000.000
Février....	100.000.000	Août.......	55.200.000
Mars	100.000.000	Septembre .	58.900.000
Avril	100.000.000	Octobre....	61.400.000
Mai........	78.700.000	Novembre .	100.000.000
Juin.......	64.900.000	Décembre..	86.200.000

Pour ramener la réserve au niveau réglementaire, le Gouvernement des Etats-Unis a émis un premier emprunt de 50 millions de dollars le 17 janvier 1894, et un second de pareille somme au mois de novembre. Malgré les dépenses considérables qu'entraînent les intérêts de ces emprunts, le maintien de la réserve à 100 millions de dollars n'a été obtenu que pendant un temps très court, et aujourd'hui on parle d'un troisième emprunt.

On peut continuer longtemps de la sorte. Tant qu'un remède radical n'aura pas été apporté à la mauvaise organisation de la circulation des Etats-Unis, le mal subsistera. Le mal, c'est tout simplement d'avoir créé des billets gagés sur l'argent et de consentir, aujourd'hui, à les payer en or.

Le président Cleveland n'est point persuadé de cette vérité puisqu'il vient de lancer un message dans lequel il propose une émission de bons destinés à maintenir la réserve d'or et à racheter, pour les annuler, les certificats d'argent et les billets du Trésor émis en vertu de la loi Sherman. Ces bons du Trésor seraient payables en billets à retirer de la circulation.

Le projet est excellent, disent déjà les monométallistes-or : nous affirmons qu'il serait détestable pour les Etats-Unis, car il perpétuerait un régime monétaire déplorable à tous les points de vue.

Il y a un nettoyage complet à faire du passé : cela n'est plus douteux maintenant, mais pour y arriver il n'est pas nécessaire de faire un emprunt du montant des billets gagés sur l'argent en circulation, soit de 455 millions de dollars. Ce serait, en effet, une lourde et inutile charge à ajouter à celle déjà contractée en 1894, et le Trésor ne pourrait y trouver qu'une seule compensation : la suppression des billets inférieurs à 10 dollars et leur remplacement par des dollars argent qui, bien entendu, seraient émis au pair, quoiqu'ils aient coûté sensiblement moins.

Voici, au 30 juin 1894, la circulation des billets de 1 et 2 dollars émis par le Trésor et les banques :

Billets de 1 dollars..........$	38.520.180
Billets de 2 dollars...........	28.357.383
Total...............$	66.877.563

La disparition de ces billets ferait sortir 67 millions de dollars argent sur les 504 millions qui forment l'encaisse du Trésor... et ce serait le commencement de la sagesse.

En somme, la force des choses doit conduire les Etats-Unis à adopter un système monétaire se rapprochant assez de notre ancien *bimétallisme*, mitigé cependant par quelques dispositions transitoires, par exemple : pouvoir de libération illimité accordé à l'argent, la frappe étant réservée au Gouvernement.

La crise américaine actuelle a pour origine les tâtonnements et les fautes commisès relativement à la réhabilitation de l'argent. Si, en 1878 ou en 1890, les Etats-Unis avaient ouvert courageusement leurs Hôtels de Monnaies à la libre frappe de l'argent et de l'or, c'est-à-dire s'ils avaient énergiquement résolu la question du *bimétallisme réel*, à leur rapport de 1 à 16, ils auraient ramené de par le monde la confiance dans l'avenir de l'argent, et la divergence existant entre les deux métaux précieux serait peut-être réduite aujourd'hui à des proportions infinitésimales. Il en est temps encore... mais il n'y a plus une seule faute à commettre.

L'adoption du projet de M. Cleveland aboutirait fatalement à la prolongation indéfinie de cette lutte pour l'or qui ébranle le crédit international, qui déprécie les produits des pays dont la circulation est au pair de l'or et qui ruinera les Etats-Unis.

Au contraire, l'établissement d'un *bimétallisme réel* assurerait aux producteurs et aux exportateurs américains les avantages que la baisse des changes de l'Orient, et la prime sur l'or, ont donnés aux filateurs de Bombay ou aux fermiers de la République Argentine.

Mais, nous l'avons souvent observé, ce n'est ni le bons sens ni la logique qui mènent les affaires aux Etats-Unis, et il y est déjà question d'une solution extrême, telle que l'adoption du monométallisme-argent. Les conséquences en seraient si graves pour l'Europe qu'il vaut mieux, pour le moment, s'abstenir de toute discussion à ce sujet.

Quoi qu'il en soit, l'année ne se passera pas sans que les Etats-Unis aient pris un parti sur leur circulation monétaire et fiduciaire.

E. T.

La Fabrication des Monnaies en France en 1894

Tableau des Monnaies d'Or et d'Argent françaises frappées de 1795 à 1894

Dans le numéro 30 de l'*Economiste Européen* (7 août 1892, page 171), nous avons publié le tableau général des monnaies d'or et d'argent françaises frappées de 1795 au 31 décembre 1891. Nous complétons aujourd'hui ce tableau par les frappes effectuées au cours des années 1892, 1893 et 1894.

A la date du 31 décembre 1891, la situation se présentait ainsi :

(Milliers de francs)

Années	Or	Argent Pièc. de 5 f.	Monnaies division.	Total général
—	—	—	—	—
Antérieures à 1892	8.826.948	5.060.606	474.068	14.361.623
Démonétisées....	104.081	»	222.166	326.247
Frappe nette.....	8.722.867	5.060.606	251.902	14.035.376
A reporter..	8.722.867	5.060.606	251.902	14.035.376

Report	8.722.867	5.060.606	251.902	14.055.376
1892..........	4.514	»	»	4.514
1893..........	50.943	»	»	50.943
1894..........	9.831	»	4.000	13.831
Total général....	8.788.155	5.060.606	255.902	14.104.664

La valeur nominale totale des *monnaies* françaises ou étrangères fabriquées à Paris par l'Administration des monnaies s'est élevée, en 1894, à 33.533.740 fr. 19.

Voici le détail des fabrications monétaires de cette dernière année :

	Pièces	Valeur nominale — Francs
Monnaies françaises..	9.680.981	14.031.060 »
Autres monnaies :		
Tunisie	2.100	3.000 »
Indo-Chine..........	5.123.437	7.990.797 54
Grèce	11.751.992	1.450.398 40
Suisse	2.700.000	3.000.000 »
Chili	50	200 »
Ethiopie	70.000	159.375 »
Haïti	11.413.700	4.202.860 25
Maroc	3.051.817	1.696.049 »
Vénézuéla	2.250.000	1.000.000 »
Total général....	46.044.077	33.533.740 19

Les *Monnaies françaises* se subdivisent en :

			Valeur — Francs
Or :			
Pièces de 100 fr....	143	14.300 »	9.831.060 »
— 20 fr. (1)	490.838	9.816.760 »	
Argent :			
Pièces de 2 fr.	300.000	600.000 »	4 000.000 »
— 1 fr.	1.600.000	1.600.000 »	
— 0 fr. 50..	360.000	1.800.000 »	
Bronze :			
Pièces de 10 cent...	800.000	80.000 »	200.000 »
— 5 cent...	2.240.000	112.000 »	
— 2 cent...	150.000	3.000 »	
— 1 cent...	500.000	5.000 »	
Total ....Fr.			14.031.060 »

La frappe de 1893 avait été de 51.143.360 fr.

Pour la *Tunisie* on a frappé :

			Francs
Or :			
Pièces de 20 fr.....	20	400 »	1.200 »
— 10 fr.....	80	800 »	
Argent :			
Pièces de 2 fr......	300	600 »	1.800 »
— 1 fr......	700	700 »	
— 50 cent....	1.000	500 »	
Total			3.000 »

La frappe de 1893 s'était élevée à 749.094 fr. 15.

Voici le détail de la frappe pour l'*Indo-Chine :*

			Francs
Argent			
Pièces de 1 piastre	1.308.437	7.121.822 59	7.938.272 59
— 50/100e de —	100.000	272.150 »	
— 20/100e —	250.000	272.150 »	
— 10/100e —	500.000	272.150 »	
Bronze :			
Pièces :			
de 1/100e de piast.	465.000	25.309 95	52.524 95
de 1 sapèque.....	2.500.000	27.215 »	
Total			7.990.797 54

Pendant l'année 1893, la frappe pour le compte de l'*Indo-Chine* ne s'était élevée qu'à 4.980.207 fr. 09.

La *Grèce* a commandé 12 millions de francs de pièces de nickel ; sur cette somme, il a été livré en 1893, 248 008 pièces de 20 lepta, soit une valeur nominale de 49.601 fr. 60.

(1) Il a été refondu, en 1894, 390.696 pièces de 20 fr. légères représentant une valeur nominale de 7.813.920 fr.

Voici le détail de la frappe en 1894 :

		Francs
Pièces de 20 lepta	4.751.992	950.398 40
— 10 lepta	3.000.000	300.000 »
— 5 lepta	4.000.000	200.000 »
Total		1.450.398 40

La *Suisse* a fait frapper une certaine quantité de pièces d'argent.

En voici le détail :

		Francs
Pièces de 2 fr.	700.000	1.400.000 »
— 1 fr.	1.200.000	1.200.000 »
— 0 fr. 50	800.000	400.000 »
Total		3.000.000 »

Le *Chili* a fait frapper comme *essai* 50 pièces de 1 peso, soit une valeur de 200 fr.

Par contre, l'*Ethiopie* a commandé une certaine quantité de pièces d'argent. Nous avons donné la description de cette *monnaie* dans notre numéro 155, du 29 décembre 1894, page 806.

Voici le détail de la frappe :

		Francs
Pièces de 1 talari	20.000	100.000 »
— 1/2 talari	10.000	25.000 »
— 1/4 talari	15.000	18.750 »
— 1/8 talari	25.000	15.625 »
Total		159.375 »

La frappe pour le compte de la *République d'Haïti* a été la suivante :

			Francs
Argent :			
Pièces de :			
20/100e de gourde	1.859.579	1.859.379 »	3.724.107 »
10/100e de gourde	3.729.056	1.864.528 »	
Bronze :			
Pièces de :			
2/100e de gourde.	3.750.000	375.000 »	478.753 25
1/100e de gourde.	2.075.065	103.753 25	
Total			4.202.860 25

La frappe pour le *Maroc*, qui s'était élevée en 1893, à 2.889.895 fr. 50, s'est réduite, en 1894, à 1.696.049 fr., dont voici le détail :

		Francs
Argent :		
Pièces de 5 onces........	175.462	438.655 »
— 2 onces 1/2....	331.223	414.028 75
— 1 once.........	828.329	414.164 50
— 1/2 once.........	1.716.803	429.200 75
Total..................		1.696.049 »

Enfin, le *Vénézuéla* a fait frapper les pièces suivantes :

		Francs
Argent :		
Pièces de 2 bolivar	250.000	500.000 »
— 25/100e de bolivar	2.000.000	500.000 »
Total..................		1.000.000 »

Ainsi qu'on le voit, la diminution subie pendant l'année 1894 est causée entièrement par la frappe française qui a été réduite, en 1894, de 37.112.300 fr.

The Bimetallist

MM. Horace Marshall and Son, de Londres, viennent de lancer, sous ce titre, le premier numéro d'un nouvel organe publié sous les auspices de la *Ligue bimétallique anglaise* et consacré exclusivement à la réforme monétaire.

Cette publication, faite sous forme de brochure in-8°, sera mensuelle. Le premier numéro (janvier 1895) contient le résumé de travaux récents des principaux professeurs d'économie politique anglais, résumés, pour la plupart, par l'*Economiste Europeen*. Il y a aussi des renseignements inédits que nous donnerons dans un prochain numéro.

Citons, parmi les collaborateurs du *Bimétallist*, MM. A.-J. Balfour, David Barbour, Robert Barclay, H.-R. Beeton, G.-M. Boissevain, J.-P. Heseltine, Sir W.-H. Houldsworth, professeur Nicholson, etc., etc.

L'Economiste Européen souhaite une cordiale bienvenue à son jeune confrère anglais et adresse ses meilleurs souvenirs aux économistes éminents qui l'ont fondé pour la bonne cause.

Les Frappes de Monnaie en Allemagne en 1894

Voici, d'après le *Reichsanzeiger*, quel est le montant des fabrications effectuées en 1894. Mettant en regard de ces nouvelles données les frappes anterieures nettes et les retraits effectués jusqu'à l'année 1895, nous en déduisons le total net des existences au 31 décembre dernier. Les retraits dont il est fait mention dans le tableau suivant sont totalisés depuis l'époque où l'on a commencé à frapper des marks (1872).

	Monnayage en 1894	Frappes antérieures nettes jusqu'en 1894	Total net au 31 déc. 1894 déduction faite des retraits jusqu'en 1895
	—	— (En marks)	—
Pièces d'or :			
De 20 marks....	136.750.680	2.171.247.780	2.328.273.220
De 10 marks....	175.600	535.255.430	535.220.340
De 5 marks....	»	27.959.490	27.959.370
Ensemble....	136.926.280	2.734.462.700	2.841.452.930
Pièces d'argent :			
De 5 marks....	4.089.980	80.273.125	84.362.505
De 2 marks....	213.500	111.742,216	111.954.948
De 1 mark.....	183.685	184.798.386	184.980.767
De 50 pfennigs..	»	71.482.435	71.482.016
De 20 pfennigs..	»	22.713.934	22.713.670
Ensemble....	4.487.165	471.010.095	475.493.906
Pièces de nickel :			
De 20 pfennigs..	»	5.005.830	5.005.822
De 10 pfennigs..	25.197	31.233.489	31.259.305
De 5 pfennigs..	817.921	15.345.964	16.163.838
Ensemble....	843.118	51.585.283	52 428.965
Pièces de bronze :			
De 2 pfennigs...	»	6.213.172	6.213.168
De 1 pfennig....	373.390	6.074 113	6 447.498
Ensemble....	373.390	12.287.285	12.660.666

Il convient de faire remarquer que ces chiffres ne semblent pas se compléter les uns les autres. Cela tient à ce que les retraits sont totalisés. Si l'on veut connaître l'importance d'un retrait annuel, il convient de tenir compte des chiffres correspondants de l'année précédente.

Il a été, en outre, frappé jusqu'ici, pour le compte des particuliers, 1.572.310.060 marks en monnaies d'or.

La Crise monétaire aux Iles Philippines

Nous extrayons les renseignements suivants du rapport sur la situation économique, industrielle et commerciale des Philippines au 31 juillet 1894, adressé au Département des affaires étrangères par M. G. de Bérard, consul de France à Manille :

Dans les rapports que j'ai faits, l'année dernière, sur la situation des Philippines en 1892, j'ai signalé la crise monétaire qui jette une fâcheuse perturbation parmi les divers éléments de la richesse de cet archipel de plus de 7 millions d'habitants. . . . . . .

Cette année, je suis malheureusement obligé de constater que la situation s'est encore aggravée et que la question des changes sur l'Europe et sur les pays qui sont en relations d'affaires avec ces îles a atteint un degré d'intensité terrible pour bien des intérêts.

La population européenne des Philippines se compose, en majeure partie, de fonctionnaires et de militaires, qui, tous, sont obligés d'envoyer en Espagne une portion de leur traitement ou de leur solde, soit pour leur famille soit pour d'autres obligations. Il est facile de se rendre compte du préjudice qui est porté aux uns et aux autres par suite de l'abaissement de la valeur de la piastre et de l'augmentation des prix de tous les articles d'importation nationale ou étrangère.

Le change sur la Péninsule était au pair il y a cinq ans ; il est à 35 0/0 de perte aujourd'hui. Par conséquent, tous ceux qui ont à remettre des fonds sur l'Espagne perdent le tiers de la valeur de l'argent qu'ils versent aux maisons de banque.

Les commerçants de Manille prétendent atténuer cette perte qui aggrave celle qu'ont entraînée les nouveaux tarifs de douane des Philippines, en élevant les prix de tous les articles venant d'Espagne dans les proportions exigées par cette double circonstance ; en réalité, ils devraient majorer de 50 0/0 la valeur de toutes les marchandises qui sont importées de la Péninsule pour compenser la différence existant entre la situation actuelle et celle de l'année 1890 ; mais ils ne se bornent pas à ce gain et la majoration atteint quelquefois 100 à 150 0/0.

Pour les articles de provenance étrangère, la proportion est encore plus énorme, puisque la piastre n'est estimée que 3 fr. 05 ou 2 marks 50 depuis le commencement de l'année 1894.

Aussi voit-on quantité d'objets pour ainsi dire sans valeur atteindre des prix quatre, cinq, six fois plus élevés qu'en Europe, selon que le besoin s'en fait plus ou moins sentir.

La colonie européenne, au contraire, supporte la perte sur le change pour les fonds qui sont envoyés en Europe, et de plus il lui faut subir l'accroissement de tous les prix d'articles de luxe ou de première nécessité.

Cette situation des Philippines est grave et les plaintes générales du monde administratif et militaire de cette colonie ont fini par attirer une fois de plus l'attention des pouvoirs publics, en Espagne.

Les uns demandent qu'il soit frappé dans ces îles une monnaie d'argent semblable à celle d'Espagne, en fondant les monnaies mexicaines qui ont cours actuellement sur le marché ; mais cette substitution de monnaie d'argent espagnol aux 30 millions de piastres mexicaines dont les Philippines usent actuellement offre bien des difficultés, et le Gouvernement de Madrid s'est borné à rétablir l'Hôtel de la Monnaie, à autoriser la fabrication des monnaies frappées il y a quelques années, au moyen de la fonte des pieces mexicaines.

Une pétition a été adressée à l'autorité compétente, en vue d'obtenir le paiement des traitements et des soldes des militaires résidant dans cet archipel en pesetas et non en piastres, c'est-à-dire en prenant celles-ci au pair.

Ce dernier procédé restreint la question et ne la trancherait qu'au point de vue de l'intérêt d'une partie de la population, mais il ne résoudrait pas le problème en ce qui concerne la situation du pays.

La Suppression du Papier-Monnaie au Chili

Nous avons publié dans notre numéro 159, 26 janvier 1895, page 103, un résumé de la loi présentée aux Chambres chiliennes pour la conversion du papier-monnaie chilien. Une depêche de Buenos Ayres, en date du 29 janvier, nous annonce que le Sénat chilien a approuvé la conversion du papier-monnaie à raison de 18 cents par peso.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 1er février 1895.

La liquidation, ainsi que nous l'avions fait prévoir, a montré que les gros faiseurs livraient des titres et que le petit portefeuille ralentissait ses achats. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la semaine qui s'écoule ait été une semaine de tassement et d'affaires très calmes.

On a beaucoup parlé des articles défavorables aux Mines d'or publiés par l'*Economist* et le *Times*. Ces articles ne sont, en somme, que le résumé d'un pamphlet publié par un banquier allemand de notre place et qui a le défaut de prendre les mines d'or en un bloc et de ne pas tenir compte que certaines mines capitalisées actuellement à un prix fort élevé ne sont pas encore en exploitation et donneront certainement de très jolis résultats. Il est donc inexact de dire que, dans l'ensemble, toutes les mines d'or sont capitalisées à un taux trop élevé. Cependant, nous reconnaissons parfaitement que certaines valeurs n'offrent guère, aux prix actuels, de marge à la hausse. Nous sommes également d'avis que beaucoup de mines d'or ont encore devant elles un brillant avenir et méritent l'attention du capitaliste. Il faut se garder de toute exagération.

Le *Champ d'or deep* sur lequel nous avons donné, à plusieurs reprises, de mauvaises indications est offert, aujourd'hui à 14/6. Ainsi que nous l'avons déjà dit, la mine a dû être fermée : la dette flottante de la Compagnie dépasse 100.000 livres. Nous apprenons qu'un Syndicat anglo-français s'occupe de la reconstitution de cette Société : le capital serait porté à 400.000 liv., ce qui nous paraît beaucoup pour une propriété qui,

bien que très grande, n'a que des filons très minces et surtout très irréguliers.

Puisque nous en sommes au *Champ d'Or deep*, annonçons que prochainement les actions de la *Rip Gold Mining Company* seront introduites sur notre marché et peut-être sur celui de Paris. Cette Compagnie est une *deep level* de la *Champ d'Or deep level*, c'est-à-dire encore plus éloignée de l'affleurement du filon et par conséquent n'ayant guère plus de chances d'avenir.

Quant au *Champ d'Or french*, qui possède évidemment quelques veines très riches, nous croyons que les rendements actuels ne pourront pas être maintenus. Néanmoins, un dividende de 30 à 40 0/0 sur le pair d'une livre nous paraît assuré. Le prix de 4 livres coté actuellement est donc suffisant, si on veut tenir compte de ce fait, que la mine n'aura qu'une durée d'une douzaine d'années.

Parmi le groupe des mines qui se trouvent sur la ferme *Roodeport*, la *Durban Roodeport* est certainement la plus belle; cette Compagnie a distribué l'année dernière 4 dividendes trimestriels de 15 0/0 chacun. Cette année, avec les nouveaux pilons de type lourd, le dividende total devra atteindre environ 75 0/0. Il est probable que, les années suivantes, la répartition sera encore plus forte. La Durban Roodeport ayant 97 claims et un très bon filon a une durée de 20 à 22 ans; elle paraît donc mériter largement le cours de 7 livres coté actuellement.

L'*United Main Reef Roodeport* est une belle mine, mais beaucoup plus petite que la précédente et d'une exploitation moins facile. Quant à la *Roodeport deep*, la mine est peu développée et il se passera encore de longs mois avant que la Compagnie puisse commencer ses broyages.

L'*Evelyn*, qui se trouve dans les mêmes parages, est une propriété morcelée en trois blocs qui ne sont pas exploitables et seront forcément vendus aux Compagnies dont nous venons de parler.

Parmi les *Langlaagte*, la *Langlaagte Estate* est certainement la plus belle affaire, bien administrée et admirablement outillée. Les avis sont très partagés quant à la durée de la mine, mais nous devons accepter les déclarations des ingénieurs de la Compagnie qui fixent une durée de 21 ans. La *Langlaagte Estate* est parvenue à son maximum d'extraction et doit donner régulièrement un dividende de 40 à 50 0/0 sur le pair de la livre.

La *Royal Langlaagte* et l'*United Langlaagte* n'ont pas encore donné des preuves suffisantes de leur valeur réelle.

La *Crown Reef* doit donner 100 0/0 environ pendant une période d'une dizaine d'années; le cours de 9 1/4 paraît donc suffisant.

La *Robinson*, au contraire, est une valeur de premier ordre et du plus grand avenir: en effet, actuellement, 70 pilons sont en mouvement; vers la fin du premier semestre, 50 nouveaux pilons fonctionneront et donneront des bénéfices qui viendront grossir les dividendes.

L'année dernière, la Robinson a donné 10 sh.; il n'est pas exagéré de dire que le dividende de 1895 sera au moins de 12/6. En 1896, une nouvelle augmentation est à prévoir.

La *Ferreira* est aussi une belle affaire dont la durée est de seize ans, et dont les dividendes doivent atteindre, lorsque le nouveau matériel fonctionnera, près de 30 sh.

La *Worcester*, la *Salisbury* et la *Wemmer* sont de trop petites affaires pour mériter l'attention du capitaliste désireux d'un placement de longue haleine. Par contre, la *City and Suburban* et la *Wolhuter* sont de grandes et magnifiques propriétés qui sont loin d'avoir donné tout ce qu'on peut attendre. Leur durée est d'au moins vingt-cinq ans.

L'*East Rand* et la *Modderfontein* sont encore dans la période de la spéculation, mais semblent devoir mériter les cours cotés actuellement.

La *Modderfontein* a remonté aujourd'hui rapidement par suite d'un rachat forcé.

Paris, le 1er février 1895.

Notre *Marché des Mines d'Or* a encore été faible cette semaine. Il témoigne néanmoins, en clôture, de tendances un peu meilleures, bien que les derniers cours soient tous en recul sur ceux de vendredi dernier. La *Simmer et Jack* cote 290 contre 295; *Ferreira* 373 75, en recul de 13 fr. 12 1/2; *Robinson* 195 62 1/2, perdant 3 fr. 75; *Randfontein* 28 12 1/2 contre 31 56 1/4; *Langlaagte* 110 fr., contre 117 18 3/4. Cette semaine, on a introduit les actions de la *Geldenhuis Estate*, qui restent à 113 12 1/2 également lourdes.

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	DIVIDENDES 1892	DIVIDENDES 1893	DIVIDENDES 1894	PRODUCTION 1892	PRODUCTION 1893	PRODUCTION 1894		COURS DU 25 janvier	COURS DU 1er février
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9 505	2	1.594	7/8	7/8
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 1/4	2 1/4
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg.	40	»	»	40	»	»	28 36	21.806	12	29 316	2 13/16	2 3/4
City and Suburban	85 000	1	65 00	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	»	29.51	46 815	12	72.092	16 3/8	16 1/8
Crœsus (New)	225.000	1	195 000	16½ — — ..	»	60	»	10	»	»	11 50	1 339	»	»	2 5/16	2 7/16
Crown Reef	120.000	1	120.000	19 — — ..	90	120	50	55	50	»	70 204	82 105	12	120953	9 1/2	9 3/8
Durban Roodep	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30 931	60 635	12	55 969	7 ./.	7 ./.
East Rand	650 000	1	650.000	190 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	50 6	49/6
Ferreira	45 000	1	43 292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	12	69 463	15 3/8	15 3/8
Geldenhuis Estate	200 000	1	187.500	190 acres Elandsf...	80	40	15	10	25	»	47 721	47.431	10	45 633	5 3/4	5 5/8
Heriot (New)	85.000	1	73.250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	41 763	8 ./.	8 1/8
Henry Nourse	125 000	1	125 000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	»	22 220	12	29.528	5 9/16	5 1/8
Jubilee	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17 319	30.066	12	26.611	8 3/4	8 5/8
Jumpers	100.000	1	100.000	39 — Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22 145	44.490	12	52.166	6 1/16	5 9/16
Langlaagte Estate	500.000	1	167.000	31 — — .	160	»	10	20	30	»	88.951	104.909	12	146411	4 11/16	4 9/16
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres —	50	»	50	45	60	»	22 332	34.737	10	27 898	6 7/8	6 7/16
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	1/2	1/2
New Aurora West	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M. R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	4 932	17/0	17/0
— Primrose	240.000	1	240 000	51 cl. Elndsft.. Turff	100	»	15	27½	40	»	56 449	83.777	12	86.030	6 1/16	5 15/16
Nigel	160 000	1	159 895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55 936	46.007	12	53 909	5 1/2	4 7/8
Pioneer	21 000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3 221	4 ./.	4 1/8
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvl-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	12.133	24/6	22/0
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21 ./.	20 1/4
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kieti	50	»	»	10	15	»	11 931	35 451	11	19.577	3 1/2	3 3/16
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170 150	161.133	12	161756	7 15/16	7 15/16
Salisbury (New)	100 000	1	93 000	5 claims — .	70	»	»	30	10	»	20 829	24 851	12	18.781	3 3/16	3 3/16
Simmer and Jack	85 000	1	83 000	120 acr. Elandsfont..	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	11 3/4	11 1/2
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. — ..	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	12	12.206	2 3/8	2 3/8
Wemmer	55 000	1	46 300	12½ claims M. R..	30	»	10	»	»	»	16 250	24.297	9	25 241	7 1/16	7 ./.
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — — .	40	50	»	»	»	10	»	25.948	12	30.602	5 3/8	5 9/16
Worcester	100.000	1	90.727	10 — —	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	12	30.788	4 3/8	4 1/16

Coupons détachés. — Voici les coupons qui ont été détachés avant-hier à Londres : Champ-d'Or, 4 sh. — Glencairn, 1 sh. 6. — New Heriot, 4 sh. — Jubilee, 6 sh. — Jumpers, 5 sh. — Kleinfontein, 2 sh. 6. — Meyer et Charlton 6 sh. — Nigel, 2 sh. — New Primrose, 4 sh. — Robinson, 5 sh. — Roodeport united Main Reef, 2 sh. — Worcester, 4 sh.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	25 janvier			1er février		
	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)	102 30	34 10	2 93	102 80	34 26	2 91
Consolidés anglais (ch. f. 25 fr. 20)	105 90	38 50	2 59	104 70	38 07	2 62
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)	103 30	25 82	3 87	103 50	25 87	3 86
Belgique 3 ½ %	103 60	29 60	3 37	103 60	29 60	3 37
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.)	73 60	18 40	5 43	74 05	18 51	5 40
Grèce 5 % 1881 (en suspension)	151 »	» »	» »	141 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam)	101 75	29 07	3 43	101 75	29 07	3 43
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)	101 55	25 38	3 93	101 85	25 46	3 92
Italie 4 % net	85 92	21 48	4 65	86 80	21 70	4 60
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)	100 »	33 33	3 »	98 20	32 73	3 05
Portugal 3 % (1 fr. net)	21 85	24 85	4 02	24 80	24 80	4 03
Roumanie 5 %	102 »	20 40	4 90	103 »	20 60	4 85
Russie 3 % or 1891 libéré	88 85	29 61	3 37	89 75	29 91	3 34
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)	73 »	14 60	6 84	73 25	14 65	6 82
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)	102 65	25 66	3 89	102 75	25 68	3 89
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	102 25	34 08	2 93	102 50	34 16	2 92
Turquie convertie 1 % série D	26 70	26 70	3 74	26 52	26 52	3 77
— Priorité 4 % 1890	498 50	24 92	4 01	497 »	24 85	4 02
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	98 10	32 70	3 05	97 90	32 63	3 06

Situation Financière générale

France. — Bien que la Bourse ne reste pas aux plus hauts cours pratiqués cette semaine, on est encore, en général, en avance sur la clôture de vendredi dernier. La liquidation dans laquelle nous sommes entrés permettra-t-elle de maintenir les cours actuels ? C'est la question qui se pose. L'argent, jusqu'à présent, parait assez facile entre 4 et 4 1/2 0/0 pour les valeurs courantes ; mais il se pourrait que certaines autres aient à subir des conditions onéreuses. C'est le petit point noir que l'on peut, pourtant, oublier vite, grâce à la bonne tenue que l'on est en droit d'espérer de nos Rentes nationales et des principaux titres de la cote.

Les affaires sont au grand calme, depuis ces derniers jours. On attend, avant de s'engager à nouveau, ce que les règlements de fin courant vont révéler.

Allemagne. — La Bourse de Berlin, très soutenue en ce qui concerne les Fonds d'Etat, a été plus faible pour les valeurs. On se préoccupe aussi de l'emprunt or éventuel des Etats-Unis, qui pourrait bien bouleverser le marché monétaire international.

L'annonce du rachat, par l'Etat, des Chemins de fer de la Hesse rhénane a fait baisser de plusieurs points le cours des actions ; ce réseau comprend 420 kilomètres.

Angleterre. — Les tendances du marché restent très calmes, mais les transactions sont assez restreintes. La principale préoccupation du monde des affaires est la crise monétaire américaine, dont les conséquences peuvent être très graves pour les places européennes et Londres principalement. Le *Times* exprime l'avis que tous les hommes politiques américains seront obligés d'adopter les mesures proposées par M. Cleveland. Tout ce que les Américains doivent et peuvent faire, c'est, ajoute-t-il, de trouver un débouché pour leurs marchandises.

Cette question de la crise américaine, à laquelle nous consacrons une étude spéciale dans notre *Chronique monétaire*, a provoqué une réaction des Consolidés, qui viennent d'atteindre le cours exceptionnel de 105 1/2 par suite de demandes du continent.

Autriche-Hongrie. — La liquidation de fin janvier s'est effectuée, à Vienne, à l'avantage des acheteurs, malgré les manœuvres des baissiers berlinois. Toutefois on croit à un renchérissement prochain du loyer de l'argent, plusieurs Banques de Budapest retirant leurs capitaux mis en report.

L'émission de rentes-or, annoncée ces temps derniers, paraît être ajournée ; on veut attendre, nous dit notre correspondant, les résultats de l'emprunt américain projeté.

Bulgarie. — En présence de l'adhésion générale de toutes les autres puissances, on croit que l'Autriche-Hongrie ne persistera pas dans sa protestation contre les nouvelles accises ; les négociations se poursuivent entre les Gouvernements des deux pays.

En comparant les deux budgets de 1894 et de 1895, on constate que M. Guéchof, ministre des finances, s'est attaché à demander aux classes riches une plus large participation dans les charges de l'Etat, de façon à alléger les paysans durement frappés par la crise agricole.

Espagne. — La Bourse de Madrid s'est montrée assez nerveuse, cette semaine, mais elle semble revenir à la fermeté. On attend avec impatience le dépôt, sans cesse retardé, du budget de M. Canalejas, ainsi que la solution de la question des blés.

La façon cavalière dont le Gouvernement en use, depuis plus d'un an, envers les Compagnies de Chemins de fer, permet de supposer que, malgré la mesure prise par la direction du Madrid-Saragosse, les autres Compagnies ne consentiront pas à réduire leurs tarifs pour le transport des céréales de Castille.

Hollande. — Profitant du bas prix de l'argent, la Ville d'Amsterdam procède au rachat de ses obligations 3 1/2 0/0. L'opération roule sur 42.350.000 florins, soit environ 100 millions de florins, valeur nominale.

Notre correspondant constate que la crise agricole a provoqué, en Hollande, un mouvement en faveur de la protection ; là, comme ailleurs, la question monétaire devient de plus en plus menaçante.

Italie. — Malgré d'assez nombreuses réalisations de bénéfices, le marché italien reste très ferme ; la liquidation s'y est effectuée dans des conditions normales.

Les recettes du Trésor, au 31 décembre 1894, accusent, pour le premier semestre de l'exercice financier en cours, une plus value de près de 12 millions sur la période correspondante de 1893 ; l'augmentation porte sur les *impôts directs.*

Turquie. — Les recettes de la Dette publique ottomane, pour l'exercice financier en cours, accusent, au 31 décembre 1894, une plus-value de 28.341 liv. turques par rapport à la période correspondante de 1893.

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — Bilan Parlementaire. — Le Ministère Ribot. — L'Arrivée du Roi de Serbie. — Le Message présidentiel. — Interpellation Goblet. — Réponse de M. Ribot. — L'Amnistie. — Les Visites et les Réceptions du Roi de Serbie. — Mort de Canrobert. — Les Bons sexennaires. — Le Corps diplomatique à l'Elysée. — Le Roi de Serbie à l'Elysée et chez le Ministre des Affaires étrangères.

M. Ribot, le nouveau président du Conseil, n'a pas lu de déclaration, on le sait ; mais il a prononcé des paroles qui méritent d'être notées. Il a dit notamment : « Il y a des réformes dont je puis vous parler, celles dont s'occupe la Commission du travail que j'avais l'honneur de présider ; elle les a étudiées en dehors de tout esprit de réaction...

« Il y a encore le projet de loi sur les accidents, qui peut aboutir par une entente entre les deux Chambres ; il y a la question de la Caisse des retraites, celle des retraites ouvrières ; c'est là une réforme qui peut être meilleure pour la pacification des esprits que telle ou telle interpellation sur la Constitution ou les rapports de l'Eglise et de l'Etat. »

M. Ribot a ajouté, très justement, que la préoccupation dominante à l'heure actuelle, c'était le budget.

M. Edouard Lockroy nous a fait la statistique des travaux parlementaires de la Chambre. Il a écrit avec cet esprit charmant, exempt de toute acrimonie :

La Chambre actuelle n'a peut-être pas voté beaucoup de lois, mais elle en a projeté beaucoup et, à ce point de vue, elle s'est montrée aussi féconde que ses aînées. Savez-vous bien qu'elle a mis au monde la somme effrayante de deux cent quatre-vingt-dix-neuf propositions relatives à toute espèce de sujets, si bien que si l'on adoptait seulement une proposition par an nous aurions devant nous près de trois siècles de progrès ininterrompus.

Remaniements des codes, lois d'assistance, lois sociales, parmi lesquelles la loi sur les Caisses d'épargne, tout y a passé.

La réforme générale de l'impôt tient la tête des lois économiques ; puis viennent la loi sur les héritages, la question des octrois, la loi sur le taux de l'intérêt légal de l'argent, la loi sur la participation aux bénéfices, etc., etc.

Nous ne mentionnerons pas les revendications du parti avancé qui s'exercent dans cet ordre d'idées. Nous n'avons pas parlé davantage des lois de politique pure ; cela nous aurait entraînés trop loin.

Gambetta disait : « Il faut aboutir ». Nous sommes de son avis, en ajoutant : « Dans la mesure du possible ».

Samedi 26 janvier, le Cabinet Ribot a été formé de la façon suivante :

MM. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances ;*
Hanotaux, *Affaires étrangères ;*
Leygues, *Intérieur ;*
Poincaré, *Instruction publique ;*
Dupuy-Dutemps, *Travaux publics ;*
Trarieux, *Justice ;*
André Lebon, *Commerce ;*
Gadaud, *Agriculture ;*
Chautemps, *Colonies.*

Cette liste a été complétée ainsi qu'il suit :

Général Zurlinden, *Guerre ;*
Amiral Besnard, *Marine.*

Le Ministère comprend quatre membres qui ont déjà exercé les fonctions de ministre et trois membres du Cabinet Dupuy. Ce sont MM. Ribot, Hanotaux, Leygues et Poincaré.

Au point de vue politique, le Cabinet compte : un membre de l'extrême-gauche de la Chambre, M. Chautemps ; un membre de la gauche radicale, M. Dupuy-Dutemps ; un membre du groupe progressiste, M. André Lebon ; trois membres du groupe des républicains de Gouvernement — auquel appartient également M. Félix Faure — MM. Ribot, Leygues et Poincaré ; MM. Trarieux et Gadaud appartiennent l'un à la gauche républicaine, l'autre à l'union républicaine du Sénat.

Le nouveau Cabinet a tenu sa première séance le dimanche 27 janvier. M. le Président de la République a fait connaître aux Ministres les termes de son message.

Il a été décidé qu'il n'y aurait pas de déclaration ministérielle à l'ouverture des Chambres.

Le roi Alexandre Ier de Serbie est arrivé à Paris, dimanche dernier. Il avait quitté son royaume vendredi soir, afin de rendre visite à son père, le roi Milan, en ce moment à Paris, et à sa mère, la reine Nathalie, actuellement à Biarritz.

Sur le quai de la gare de l'Est, les personnages suivants ont salué le roi Alexandre :

Le comte de Takovo (le roi Milan), le colonel Chamoin, représentant le Président de la République ; le comte de Bourqueney, directeur du protocole, représentant le Ministre des affaires étrangères ; M. Revoil, chef de cabinet du Ministre des affaires étrangères ; M. Bruneau, secrétaire général de la préfecture de la Seine ; M. Laurent, secrétaire général de la préfecture de police, délégué par M. Lépine, indisposé ; M. Picard, chef de l'exploitation de la Compagnie de l'Est ; M. Garachanine, Ministre plénipotentiaire de Serbie à Paris, et un nombre considérable de notabilités et d'étudiants de la colonie serbe de Paris.

Après les présentations, M. Picard a conduit le roi Alexandre dans le salon d'honneur, où il a reçu les membres de la colonie serbe, qui l'ont escorté jusqu'à sa voiture en poussant des vivats.

Le roi Alexandre, accompagné de son père, s'est rendu place Vendôme, à l'hôtel du Rhin, où des appartements lui ont été préparés. Dans la journée, il a fait déposer sa carte à l'Elysée.

Lundi 28 janvier, M. Ribot, président du Conseil, a donné lecture à la Chambre du Message de M. le Président de la République.

Voici ce document :

« Messieurs les Députés,

« En m'élevant à la première magistrature de la République, l'Assemblée nationale a choisi, pour ces hautes fonctions, l'un des serviteurs les plus modestes du pays.

« J'exprimerais imparfaitement la profonde reconnaissance dont je suis pénétré, si je ne reportais tout l'honneur de ce choix sur la démocratie laborieuse à laquelle j'appartiens. (Applaudissements.)

« C'est bien à elle que s'adresse la manifestation du 17 janvier ; c'est au labeur obscur qu'elle accomplit sans cesse pour la grandeur de la patrie française que les représentants de la Nation ont entendu décerner un solennel hommage. (Très bien ! très bien !)

« Je mesure toute l'étendue des devoirs que m'a imposés l'Assemblée nationale en me confiant la garde de la Constitution ; je n'y faillirai pas.

« Vous pouvez compter, messieurs, sur tout mon dévouement, sur toute ma vigilance pour garantir l'observation des lois constitutionnelles, la pratique régulière et loyale du régime parlementaire. (Très bien ! très bien !)

« Par le calme absolu et l'inaltérable confiance qui ont marqué la transmission des pouvoirs présidentiels, la France a montré, une fois de plus, combien elle se sent maîtresse de ses destinées sous la protection des lois républicaines. (Applaudissements.)

« Vous avez prouvé, messieurs, que le libre fonctionnement de nos institutions suffit, en toutes circonstances, pour assurer la marche continue des affaires publiques.

« L'ordre républicain ne saurait, d'ailleurs, courir de dangers. A tous moments, en effet, la nation a le pouvoir d'exprimer ses volontés par l'entremise de ses représentants, et ceux-ci ont toujours l'assurance de trouver dans le Gouvernement un collaborateur fidèle s'appliquant, avec eux, à faire aboutir, par les voies légales, toutes les réformes sérieuses et utiles au pays. (Applaudissements.)

« La France ne confond pas l'agitation stérile avec la poursuite incessante du progrès. Forte de sa probité, fière de ses épargnes, sensible à toute idee généreuse, elle n'est l'esclave d'aucune théorie préconçue, mais elle ne se désintéresse d'aucun des grands problèmes qui, dans le monde entier, passionnent les esprits.

« Rechercher les solutions que comportent ces problèmes pour les adapter au génie national, à nos traditions, à nos mœurs, telle est l'œuvre essentielle que vous avez à poursuivre.

« Toutes les bonnes volontés s'uniront dans une même pensée de conciliation, d'apaisement et de justice sociale, pour préparer par la concorde générale et par la fraternité républicaine le développement continu du bien-être matériel et moral. (Très bien ! très bien !)

« Contemplant avec un juste orgueil son armée et sa marine, assez forte pour être en droit d'affirmer bien haut son amour de la paix, ayant conquis des sympathies qui lui sont précieuses et auxquelles elle reste fidèlement attachée, la France, dans un nouvel essor vers le progrès, s'apprête à inviter les nations à de grandes fêtes du travail, digne couronnement du siècle qui va finir.

« Dans les lettres, les arts et les sciences, dans l'industrie, le commerce et l'agriculture, partout où se déploie l'activité féconde du pays, dans les masses profondes du suffrage universel comme dans le monde politique, il faut qu'une même ardeur réunisse tous ceux qui ont à cœur l'éclat du nom français.

« C'est à cette union, à cet effort commun pour la puissance et la gloire de la République française que je vous convie, messieurs, certain d'être l'interprète de notre démocratie tout entière. (Vifs applaudissements.) »

Le Message de M. Félix Faure a été accueilli très chaleureusement par la Chambre,

Au Sénat, c'est M. Trarieux, ministre de la justice, qui a lu le Message. Cette lecture a été également très applaudie.

M. Goblet, député de l'extrême-gauche, a interpellé le Gouvernement sur sa politique générale. La discussion générale a été votée. M. Ribot a répondu aux applaudissements très nourris de la majorité. Il a terminé ainsi :

« Le vote du budget est une garantie indispensable d'ordre dans les finances ; si le budget de 1895 n'est pas voté à bref délai, quand sera voté celui de 1896, quand celui de 1897 ?

*

Que deviendra votre droit de contrôle, que deviendront les réformes ?

« Nous demanderons résolument à la Chambre de dégager la discussion du budget de tout ce qui peut la retarder. »

Le Président du Conseil a ajouté que le Gouvernement étudierait à part le projet de loi sur les successions et la réforme des bouilleurs de cru.

Puis il a conclu :

« Vous nous jugerez sur nos actes. Nous sommes des hommes d'honneur. Si la Chambre a confiance en nous, nous resterons à notre poste.

« Nous vous apportons un projet de loi que M. le Ministre de la justice va déposer tout à l'heure, et que je prie la Chambre de voter d'urgence.

« Je supplie la Chambre de se mettre ensuite à la loi de finances. Dès jeudi, les Ministres auront étudié leurs budgets et seront aux ordres de la Chambre.

« Nous ferons ensemble cette œuvre que le pays attend et qui sera bonne pour le régime parlementaire, pour la Chambre et pour notre situation devant l'étranger.

« Je fais ici appel à toute la Chambre. Je parle loyalement, sincèrement ; maintenant c'est à vous d'agir. »

L'ordre du jour suivant, présenté par MM. Bastid, Trouillot, Dulau et Chaudey, a été adopté par 329 voix contre 74 :

« La Chambre, approuvant les déclarations du Gouvernement et confiante dans sa volonté de pratiquer une politique d'union républicaine et de progrès démocratique, passe à l'ordre du jour. »

La Chambre a adopté l'amnistie proposée par le Gouvernement par 511 voix contre 7.

Par 332 voix contre 198, l'urgence a été refusée à une proposition de revision des lois constitutionnelles présentée par M. Gauthier (de Clagny).

〰 Le roi Alexandre de Serbie s'est rendu, à trois heures de l'après-midi, à l'Elysée pour y voir M. le Président de la République.

Le Roi de Serbie a été reçu, au bas du perron, par le commandant de La Garenne, officier de service, le capitaine Bouchez, commandant du palais, MM. Le Gall, Blondel, de La Motte, le comte de Bourqueney, directeur du protocole, Armand Mollard, chef adjoint, en grand uniforme.

Il a été conduit dans le salon des aides de camp, où l'attendait le Président. Le Roi et le Président sont restés seuls à causer pendant plus de vingt-cinq minutes.

Après cette conférence, le Roi, accompagné de M. Félix Faure, est monté dans un salon du premier étage pour présenter ses hommages à Mme et à Mlle Félix Faure.

Le roi Alexandre, après un quart d'heure de conversation, a quitté le palais de l'Elysée.

Il a été suivi jusqu'à sa voiture de tous les fonctionnaires de la présidence et du protocole.

A son départ, la musique du 74e de ligne a joué l'hymne national serbe. A quatre heures trente, le Président de la République, accompagné du général Tournier et de M. Le Gall, directeur de son cabinet, a rendu sa visite au roi de Serbie. Il était de retour à l'Elysée à cinq heures.

〰 Le maréchal Canrobert est mort à l'âge de quatre-vingt-six ans ; c'était le dernier des maréchaux de France.

〰 On nous a communiqué la note suivante :

« C'est à tort que l'on a, paraît-il, annoncé que le Gouvernement se proposait de faire face au service de la garantie d'intérêts par une émission d'obligations sexennaires.

« Si une émission de cette nature a lieu, elle sera destinée uniquement à liquider un reliquat de comptes anciens résultant des garanties d'intérêts, mais remontant à des exercices écoulés. »

〰 Le 29 janvier, le roi de Serbie a reçu, à onze heures et demie, la visite de M. Hanotaux, qui était accompagné du comte de Bourqueney, directeur du protocole. Sa Majesté a remis au Ministre des affaires étrangères le grand cordon de l'ordre de Takovo.

Le roi, après avoir déjeuné à l'hôtel du Rhin, où il est descendu, avec M. Patrimonio, ministre de France à Belgrade, et les personnes de sa suite, est sorti à trois heures avec son aide de camp pour déposer sa carte chez les Présidents du Sénat et de la Chambre, chez le général Février, grand-chancelier de la Légion d'honneur, les Ministres et les membres du corps diplomatique qui s'étaient déjà inscrits chez lui.

Le roi Alexandre Ier a dîné le soir, à l'hôtel du Rhin, avec son père, le colonel Chamoin et les membres de sa suite, et a passé le reste de la soirée à la Comédie-Française.

〰 Le 29 janvier, le Président de la République a reçu les membres du corps diplomatique accrédités en France. Le Nonce a prononcé l'allocution d'usage. Le Président de la République a répondu en ces termes :

« Je remercie l'éminent interprète du corps diplomatique de ses félicitations ; je suis particulièrement sensible aux souhaits qu'il forme pour la France.

« Dans les hautes fonctions où m'a appelé la confiance d'une nation laborieuse et pacifique, je m'appliquerai à maintenir et à développer les bonnes relations que le Gouvernement de la République entretient avec les autres puissances.

« Les sentiments qui viennent de m'être exprimés me donnent l'assurance que le concours de leurs représentants ne me fera pas défaut dans l'accomplissement d'une tâche si conforme aux vœux de mon pays.

« Je tiens à vous témoigner toute ma gratitude. »

Les discours prononcés, le comte de Bourqueney a présenté individuellement au Président de la République les Ambassadeurs et les Ministres. M. Félix Faure s'est entretenu très cordialement pendant quelques instants avec chacun d'eux. Les missions ont présenté à leur tour leur personnel au chef de l'Etat.

La réception a duré une heure environ. Au départ, les mêmes honneurs ont été rendus qu'à l'arrivée.

〰 Le 30 janvier, le Président de la République a offert, à l'Elysée, un dîner de quarante couverts en l'honneur du roi Alexandre de Serbie. Les honneurs militaires ont été rendus au Roi par le poste de garde rangé dans la cour.

Le Roi a été reçu au bas du perron par le commandant de La Garenne, officier de semaine ; le capitaine Bouchez, commandant du palais ; le comte de Bourqueney, directeur du protocole, qui l'ont conduit dans le grand salon doré où l'attendait le président de la République, entouré des officiers de sa maison militaire, en grande tenue, et des membres de son cabinet civil, Mme Félix Faure et Mlle Félix Faure.

A table, Mme Félix Faure avait à sa droite le roi Alexandre, et à sa gauche le roi Milan. Le président de la République avait à sa droite M. Challemel-Lacour, président du Sénat, et à sa gauche M. Henri Brisson, président de la Chambre.

Les autres convives étaient M. Ribot, président du Conseil, et tous les Ministres. Mme Berge, Mlle Lucie Félix-Faure. MM. Garachanine, le commandant Kassidolatz, Markovitch, Militchevitch, le docteur Yvanovitch Nisard, Patrimonio, Jankovitch, Revoil, de Bourqueney, Berge, Mollard, le général Tournier et tous les membres du cabinet civil et de la maison militaire.

La musique de la garde républicaine a joué l'hymne national de Serbie à l'arrivée du souverain, et s'est également fait entendre pendant toute la durée du déjeuner.

Dans la soirée, le Roi a assisté, avec M. Militchevitch, son chef de cabinet, et le colonel Chamoin, à la représentation de l'Opéra, dans la loge du Président de la République.

〰 La Chambre a voté, par 296 voix contre 150, sur 446 votants, le crédit pour les funérailles du maréchal Canrobert. Un contre-projet de M. Paschal Grousset a été repoussé par 288 voix contre 159, sur 447 votants.

〰 Le Sénat a adopté l'amnistie votée par la Chambre.

〰 M. le Président de la République a visité l'hôpital Saint-Antoine. Il a été acclamé par la foule.

〰 Le Roi de Serbie, accompagné de son aide de camp, a rendu visite à M. Hanotaux, au ministère des affaires étrangères.

Le Roi a été reçu au bas du perron par le comte de Bourqueney, directeur du protocole, et par M. Mollard, chef-adjoint de ce service.

Le Ministre des affaires étrangères, prévenu de son arrivce, s'est porté aussitôt à sa rencontre jusqu'au vestibule, accompagné de M. Revoil, directeur du cabinet.

Rentrés ensemble, le Roi a eu avec M. Hanotaux un entretien qui a duré environ vingt minutes.

Dans l'après-midi, le roi Alexandre s'est rendu au Luxembourg, où il a assisté à la séance du Sénat, accompagné par son père, le roi Milan, et par le colonel Chamoin.

Le Roi de Serbie a conféré la croix de Takovo, du premier degré, au général Tournier, secrétaire général de la Présidence, et la croix de l'ordre de l'Aigle-Blanc, de troisième classe, au colonel Chamoin, attaché à sa personne par le Président de la République pendant son séjour à Paris. Des décorations serbes ont été également conférées à tous les membres de la maison militaire et du cabinet civil de la Présidence.

D'autre part, le commandant Kassidolatch et M. Miliévitch, aide de camp et secrétaire du Roi de Serbie, ont été nommés officiers de la Légion d'honneur. On a nommé en même temps officier de l'instruction publique le docteur Yvanovitch.

〰 Le Roi de Serbie, qui avait été reçu il y a trois ans à Fontainebleau par le président Carnot, a exprimé le désir de rendre visite à Mme Carnot. Le Roi, accompagné par le colonel Chamoin, a été reçu hier, à deux heures et demie, par Mme Carnot.

~~ La Chambre a repris hier la suite de la discussion du budget des affaires étrangères.

Marché Financier. — Après s'être montrée calme au cours des divers événements politiques intérieurs qui se sont produits depuis un mois, la Bourse de Paris ne pouvait guère changer d'attitude, une fois toutes les difficultés pendantes résolues. Il n'y a donc pas à s'étonner de sa conduite au début de la semaine qui prend fin aujourd'hui, et du peu d'enthousiasme avec lequel elle a accueilli la formation du nouveau Cabinet, dont l'arrivée était, du reste, escomptée à l'avance. Il est vrai que, depuis, d'autres sentiments se sont manifestés. La liquidation approchait, et il importait de la faire plutôt dans de bonnes conditions. Aussi a-t-on repris sur presque tout. Malheureusement, au dernier moment, les dispositions générales, excellentes jusqu'alors, se montrent plutôt hésitantes, avec des transactions excessivement restreintes. C'est que l'opinion de beaucoup est que les *reports* seront, aujourd'hui, plutôt élevés. Cependant, chacun a pris ses mesures dès hier, au moins pour les valeurs courantes ; et le taux auquel on a pu se procurer des capitaux, auprès de nos grandes Sociétés de crédit, par exemple, n'a varié que de 4 à 4 1/2 0/0 l'an. Il est vrai qu'il existe des titres pour lesquels on se montre plus difficile. Quelques-uns, parmi ceux introduits nouvellement sur le *Marché Libre*, par exemple, trouvent difficilement des reporteurs, et on estime qu'ils auront à subir des conditions assez dures. S'il en est ainsi, on aura commis une faute, que l'on pourra avoir à regretter pendant quelque temps, et qui pourra exercer une influence préjudiciable sur l'ensemble de la cote. C'est que, en dépit des disponibilités créées en janvier par les coupons venus à échéance, toutes les valeurs absorbées par Paris depuis plusieurs mois ne sont pas encore classées. Il existe encore du flottant, et c'est contre ce flottant qu'il faut savoir se prémunir, en ne décourageant pas la spéculation qui le porte.

Maintenant, si on considère bien tout, nous ne sommes pas les seuls à témoigner de l'hésitation. Toutes les places étrangères sont, pour ainsi dire, dans notre cas ; et, à Londres, notamment, on s'attend à une sérieuse raréfaction des capitaux à cause de l'Emprunt américain dont on parle, et auquel cette place prendra certainement une large part.

La liquidation de fin du mois, qui a commencé avant-hier par la réponse des primes, ne paraît donc pas devoir servir de tremplin à la Bourse. Néanmoins, ce n'est qu'après la journée d'aujourd'hui que l'on pourra se faire des idées plus nettes sur la tendance du marché parisien, en général.

★ ★ La *Rente Française 3 0/0 perpétuelle* clôturait, vendredi dernier, à 102 80. Elle est revenue un moment à 102.17 1/2 pour progresser ensuite jusqu'au cours de 102 75 en liquidation. Encore une fois, les échéliers ont, dans les derniers jours du mois, aidé au mouvement en avant, par suite des rachats qu'ils ont été dans l'obligation d'effectuer contre leurs primes vendues et débordées. Nous restons à 102 80 fin février, avec un report de 19 et de 20 centimes. Pour notre grand fonds national, le mois de février s'annonce comme pouvant être plutôt agité ; le marché devant retrouver un peu d'élasticité par suite du départ prochain pour Nice de l'un de nos plus grands spéculateurs auquel on reproche communément de trop enrayer les mouvements. *Ecarts des primes* fin février : 0.25 centimes dont 0.50 centimes ; 0.45 centimes dont 0.25 centimes.

Le *3 1/2 0/0*, qui a détaché hier son coupon trimestriel de 0.87 1/2 centimes, se tient à 107 65 fin février, en perte pour la semaine de 2 centimes, en tenant compte du susdit coupon, et en déduisant le *report* moyen qui s'est établi à 22 centimes (cours extrêmes 21 et 23 centimes). *Rente 3 0/0 amortissable* 101 10, contre 100 70. *Report*, 24 et 29 centimes.

★ ★ La *Banque de France*, de 3.780 est revenue à 3.770 pour reprendre à 3.790 et clôturer à 3.775. Les bénéfices nets des escomptes et intérêts divers des six premières semaines du premier semestre en cours s'élèvent à 1.246.922 fr. contre 2.301.543 fr. en 1894 ; 1.921.484 fr. en 1893 ; 3.125.449 fr. en 1892 ; 4.404.505 francs en 1891 ; 3.377.148 fr. en 1890. L'assemblée générale des actionnaires, qui se compose des deux cents plus forts actionnaires, s'est réunie le 31 janvier. Nous en rendons compte plus loin, dans un article spécial.

★ ★ Peu de variations à signaler sur les actions du *Crédit Foncier de France*, qui cotent 897 50 contre 900 il y a huit jours, après 896 25 au plus bas. Dans sa séance hebdomadaire du 30 janvier, le Conseil d'administration a autorisé pour 5.004.726 fr. de nouveaux prêts, dont 3.164.426 fr. en prêts fonciers, et 1.840.300 francs en prêts communaux.

Les *Obligations Foncières* et *Communales*, par suite des demandes continuelles du comptant, ont toujours une aussi belle allure. Quelques arbitrages sont à signaler entre certaines catégories d'obligations de la Ville de Paris et les *Obligations Communales 1879* à *intérêt réduit*. Les premières, se négociant bien au-dessus du pair, donnent lieu à des ventes de la part de certains porteurs désireux de posséder des titres qui n'ont rien à craindre d'un appel au remboursement et qui sont, en même temps, susceptibles d'une marge à la hausse ; *Obligations Communales 1879 non estampillées*, 502 50 contre 503 fr. il y a huit jours ; *Obligations estampillées* en avance de 50 centimes à 495 50 ; *Obligations Foncières 1877*, 405 75 gagnant 0,75 centimes sur la précédente clôture ; *Obligations Communales 1880* sans variation à 503 50 ; *Foncières 1883*, 459 50 contre 458 ; par contre, *Foncières 1885* en léger recul de 1 fr. 50 à 502 50 ; *Cinquièmes* au même cours de 101 ; *Obligations Communales 1891 libérées*, 400 25 comme précédemment ; *Obligations Communales 1892 3 20 0/0 libérées*, 504.

★ ★ La semaine n'a pas, en général, apporté de changements notables au marché des actions de nos grandes *Sociétés de Crédit*. Notons, cependant, que la *Banque de Paris et des Pays-Bas* a repris de 720 à 732 fr. 50, et reste, au dernier moment, à son cours antérieur de 720 fr. Nous consacrons, aujourd'hui, un article spécial à cette Institution. *Comptoir national d'Escompte*, 575 en avance de 3 francs pour la semaine. D'après le bilan de cet Etablissement, établi au 31 décembre, le chiffre général des affaires est plutôt encore supérieur à celui accusé par la situation au 30 novembre. A partir du 31 janvier, le *Comptoir national d'Escompte* a mis en paiement un acompte de dividende sur ses actions de 12 fr. 50, acompte qui sera détaché en Bourse le 6 février. *Crédit Industriel et Commercial*, toujours aussi ferme à 544 francs ; *Crédit Lyonnais*, un peu plus mou à 815, perdant ainsi 8 fr. 75. On annonce que les deux délégués envoyés au Cap, l'été dernier, par l'Administration du *Crédit Lyonnais*, sont rentrés à Paris depuis samedi dernier. Disons aussi que cet Etablissement procédera à l'émission d'un *Emprunt Finlandais* de 18 millions de marks 3 1/2 0/0, qu'il a obtenu au taux de 97 1/4, contre le groupe de la *Dresdner Bank*. *Société Générale*, 480 francs, comme vendredi dernier. Nous avons annoncé, samedi dernier, dans un article auquel nous renvoyons nos lecteurs, que cette Société venait d'être acceptée comme soumissionnaire de l'opération de conversion de l'*Emprunt Suédois 4 0/0 1880*. Ajoutons, à cette occasion, que le Gouvernement suédois doit offrir aux porteurs la réduction de l'intérêt à 3 1/2 0/0 par un simple estampillage. Complétons nos renseignements sur cette Société en disant encore qu'elle figure, avec la *Banque Internationale de Paris*, dans le consortium d'une importante Société Sud-Africaine d'exploration, récemment créée au capital de 10 millions de francs, et dénommée *Compagnie Française de Mines d'or et d'Exploration*. *Banque Internationale de Paris*, 510, en bénéfice de 3 francs.

La *Banque Parisienne* perd 1 fr. 25, à 390 ; *Banque de l'Algérie* en grande avance de 28 fr. 75, à 823 75 ; *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* 595 fr., contre 597 50. D'après les nouvelles reçues de Vienne, la *Ban-*

que des Pays-Autrichiens serait en mesure de répartir à ses actionnaires un revenu de 16 florins.

La *Société Foncière Lyonnaise*, qui s'inscrivait vendredi dernier à 337 50, passe à 340 fr. On approche de l'époque à laquelle on pourra se rendre compte des effets qu'auront exercés, sur ses résultats bénéficiaires, la réorganisation de la Société et l'économie résultant de la transformation de sa dette hypothécaire.

Le groupe de la *Société des Immeubles* est calme. L'action est tout à fait délaissée. *Obligation 4 0/0*, 204 contre 200 fr. le 25 janvier ; *Obligations libérées de 350 francs* sans changement, à 260 fr. ; *Obligations Foncières remboursables à 1.000 fr.* 170, accusant ainsi une petite avance de 2 fr.

L'action du *Crédit Foncier Colonial* a passé de 72 francs à 75 fr. Quant aux *Obligations de 420 fr.* elles s'établissent à 300 fr., pendant que celles de *350 fr.* s'échangent à 250 fr. On sait que le revenu garanti de ces deux derniers titres est, respectivement, de 12 fr. pour les premiers et de 10 francs pour les seconds. On assure que ce revenu a été gagné l'an dernier, en dépit de la campagne sucrière, qui a laissé à désirer. En ce qui regarde le revenu variable, il ne peut en être question avant l'établissement des comptes.

★ ★ Les recettes de nos grandes Compagnies de Chemins de fer sont très défavorables. Pour la 3e semaine de 1895 (du 15 au 21 janvier), le *Nord* accuse une diminution de 131.000 francs sur la période correspondante de 1894. Pour les autres lignes, la moins-value totale de la seconde semaine de l'année en cours atteint 1.109.894 fr. 43. C'est le *Lyon* le plus durement frappé, avec 584.403 fr. 60 ; par contre, l'*Ouest* est en légère augmentation de 5.210 fr. 20. Il faut attribuer cette situation spéciale à la rigueur de la saison, et à l'abondance des neiges qui ont compromis momentanément presque partout le trafic ordinaire et qui l'ont même arrêté complètement sur certains points.

Cette circonstance n'a pas empêché les actions de nos grands Chemins d'être, en général, encore recherchées cette semaine. Le *Midi* gagne 30 francs à 1.300, après avoir même coté 1.310 ; *Orléans* 1.575, en bénéfice de 7 fr. 50 ; *Nord*, un peu plus mou à 1.792 50, contre 1.799 50 ; *Lyon* 1.442 50, gagnant ainsi 3 fr. 75 ; l'*Ouest*, que nous laissions à 1.100, s'élève à 1.109 ; *Est* en légère moins-value à 952 50, en perte de 2 fr.

Les actions du *Sud de la France* passent de 225 fr. à 237 fr. 50, pendant que les *Obligations 3 0/0* que nous trouvions à 404 fr. il y a huit jours, gagnent 2 fr. 25 à 406 fr. 25. La Compagnie vient d'adresser une note à ses actionnaires, dans laquelle elle se dégage de l'ancien directeur, et déclare que, bien que les comptes de 1894 ne soient pas encore établis et que l'on ne puisse préjuger les résultats de l'exercice, ces résultats cependant ne seront pas de nature à justifier la récente dépréciation du cours des actions. Au reste, les actionnaires seront convoqués en assemblée générale, aussitôt après que le Sénat aura statué sur la nouvelle convention approuvée déjà par la Chambre des députés.

★ ★ L'action *Suez* s'établit à 3.107 fr. 50 contre 3.075 il y a huit jours. Les recettes pour janvier ont été satisfaisantes ; et comme l'expédition de Madagascar va bientôt entrer dans une phase active, comme, d'un autre côté, l'Italie envoie des renforts à son corps expéditionnaire de l'Erythrée, et l'Angleterre augmente ses forces navales en Extrême-Orient, on peut prévoir des bénéfices spéciaux résultant du passage des transports militaires dans le Canal.

La *Compagnie Parisienne du Gaz* de 1.055 remonte à 1.085. On assure que la rigueur du froid rend très importantes les ventes de coke effectuées par la Compagnie.

Magasins Généraux de Paris très fermes à 568 fr. contre 567 50 ; *Compagnie Générale Transatlantique* en perte de 5 francs à 335 fr.; *Messageries Maritimes* presque sans changement à 585 fr.

Les *Chargeurs-Réunis* perdent 8 francs à 1.250 fr. ; *Omnibus de Paris* un peu plus fermes à 1.075 fr., en avance de 5 francs. Il ne faut pas perdre de vue que le nombre restreint d'actions non remboursées encore en circulation doit rendre circonspecte la spéculation à la baisse qui voudrait s'attaquer à cette valeur. Actions de la *Société Française des Métaux* 258 francs, contre 266 ; *Groupe Panama*, toujours faible : action 9 fr. 25, contre 10 francs ; *Obligations 5 0/0* 20 fr. 50 en recul de 1 fr. 50 ; *Obligations 3 0/0* 14 francs, en perte de 25 centimes ; *Obligations 4 0/0* 15 fr. 25, contre 16 25 il y a huit jours ; par contre, *1re série* 25 fr. 25 en bénéfice de 25 centimes ; *2e série* sans changement à 22 fr. 25 ; *Bons à lots*, 118 fr. 75 à terme comme vendredi dernier. Au sujet de la *Compagnie Nouvelle de Panama*, on annonce que le Directeur est parti pour l'isthme samedi dernier, en compagnie du directeur de la partie technique, pour examiner l'état des chantiers et contrôler l'exactitude des documents qui lui ont été fournis. De Washington, on a télégraphié que le Sénat américain avait adopté le 25 courant, par 31 voix contre 21, le bill relatif au *Canal de Nicaragua*. Au cours des débats, M. White a lu une lettre de Londres, déclarant que si les Etats-Unis ne mettaient pas le projet du canal à exécution, ce projet serait exécuté avec des capitaux anglais.

La *Société Centrale de Dynamite* revient de 640 fr. à 610. *Société Générale des Téléphones*, 292 fr. 50 contre 295. La Société vient de succomber devant le Tribunal civil de la Seine, dans une réclamation de 1.115.350 fr. qu'elle adressait à la Ville de Paris. *Groupe de Corinthe* de nouveau faible. L'action, de 110 fr., revient à 105. *Obligation 6 0/0*, en perte de 4 fr. à 176 fr.

La *Nitrate Railway Company* est à 437 50, en recul de 12 fr. 50 ; *Lautaro*, 195 contre 210 ; *Rio-Tinto* 335, perdant ainsi 23 fr. 75 pour la semaine. Toutes sortes de nouvelles ont été mises en circulation au sujet de cette valeur, pour expliquer la baisse que nous signalons. On a parlé d'une émission nouvelle d'obligations, et on a discuté les résultats bénéficiaires de l'entreprise pendant le dernier exercice.

Rien n'est venu confirmer le premier de ces bruits ; quant au second, il paraît, en effet, établi que la Compagnie a beaucoup à souffrir de l'arrêt presque complet dans la vente des sous-produits, pyrites sulfureuses, etc., arrêt qui serait la conséquence de la fermeture de plusieurs fabriques de produits chimiques du Lancashire qui traitaient ces sous-produits dont l'emploi est supprimé dans les industries qui s'en servaient, et cela par suite de l'invention d'un nouveau procédé. Quoi qu'il en soit, la baisse qui vient de se produire a été accentuée par la liquidation forcée d'un gros acheteur de Londres ; et ce qui se passe sur le *Rio-Tinto* confirme les craintes que nous avons toujours émises sur cette valeur dont notre place n'a pas voulu se désintéresser, comme nous n'avons cessé de le lui conseiller.

★ ★ Sur les nouvelles reçues de Rio-de-Janeiro, les *Fonds Brésiliens* sont moins bien. Le *4 1/2 0/0 1888* reste, pourtant, dans les environs de 80 francs ; mais le *4 0/0 1889* revient de 76 30 à 75 60.

★ ★ Beaucoup d'animation à signaler sur la *Rente Extérieure Espagnole* qui, de 73 60, a monté à 74 10 pour clôturer à 73 95. La réponse des primes a accusé un découvert de place que l'on a exploité dans une certaine mesure. Cependant, la question des blés sur laquelle notre correspondant de Madrid a appelé l'attention, depuis quelque temps, n'est pas encore résolue, et le budget, que l'on espérait voir déposé dans les derniers jours de janvier, n'est pas encore prêt.

★ ★ La *Rente Italienne*, sur laquelle des rachats ont été aussi signalés, a progressé de 85 92 1/2 à 87 fr., mais revient, au dernier moment, à 86 60, gagnant pourtant encore 0,67 1/2 centimes sur la clôture d'il y a huit jours. Le *report* coté, par anticipation, sur ce fonds, a varié, hier, entre 12 et 13 centimes.

★ ★ Les *Valeurs Serbes* restent fermes. Le *5 0/0 1890*, qui restait à 73 francs, passe à 73 fr. 25, gagnant 25 centimes.

★ ★ Nouvelle hausse à constater sur les *Fonds Russes*, dont les *reports* paraissent devoir être, cette fois, très modérés. On a démenti, de divers côtés, les bruits de Conversion probable répandus la semaine dernière, mais ces démentis n'ont pas refroidi l'ardeur du public. Les *consolidés 1re et 2e Séries* gagnent encore 30 centimes à 102 40; *Russe 3 0/0 1891 et 1894* 89 00, contre 88 85 il y a huit jours; *Russe 3 1/2 0/0 1894* 97 20, en bénéfice de 10 centimes; *Orient* relativement calme à 65 40, contre 65 37 1/2, clôture de vendredi dernier.

★ ★ Un peu de tassement à signaler sur les *Valeurs Ottomanes*, tassement compréhensible après la hausse de ces temps derniers. Contrairement à tout ce qui a été dit, il ne paraît avoir été rien résolu encore au sujet d'une augmentation de l'intérêt de la *Dette convertie*. Le *Turc C*, de 29 80 revient à 29 17 1/2, pendant que le *Turc D* recule de 26 70 à 26 40; *Douanes*, 503 75 contre 505; par contre, *Obligations Ottomanes 1894* en avance de 3 fr. à 453 fr.; *Obligations 4 0/0 Smyrne-Cassaba* soutenues aux environs de 452 fr. 50; *Obligations 3 0/0 Jonction-Salonique-Constantinople* 326 avec un large marché au comptant.

La *Banque Impériale Ottomane* est ferme à 680 fr. On prétend que le Comité de Londres serait, cette année, favorable à une augmentation de dividende.

QUESTIONS DU JOUR

Les Fonctions de la Banque de France [1]

II

L'ESCOMPTE

Depuis l'année 1881, et jusqu'à l'année 1894 inclusivement, le taux officiel du loyer de l'argent en France a été constamment au-dessous du taux officiel de l'Europe, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant, donnant le taux moyen officiel de l'escompte pour la période considérée de la *Banque de France*, de la *Banque d'Angleterre*, de la *Banque Impériale d'Allemagne*, de la *Banque I. R. d'Autriche-Hongrie* et de la *Banque Nationale d'Italie:*

Taux moyen annuel de l'escompte officiel en Europe de 1881 à 1894:

Années	Paris %	à Londres %	à Berlin %	à Vienne %	à Rome %	Moyenne des 5 grands Marchés Européens
1881..	3.84	3.48	4.42	4	4.13	3.97
1882..	3.80	4.14	4.54	4.20	5	4.33
1883..	3.08	3.58	4.05	4.11	5	3.96
1884..	3	2.96	4	4	4.43	3.68
1885..	3	2.92	4.12	4	5.16	3.84
1886..	3	3.05	3.28	4	4.71	3.61
1887..	3	3.34	3 41	4 12	5.50	3.87
1888..	3.07	3.30	3.32	4.17	5.50	3.87
1889..	3.16	3.55	3.67	4.19	5 60	4.04
1890..	3	4.69	4.52	4.48	6	4.54
1891..	3	3.35	3.80	4.40	5.78	4.06
1892..	2.70	2.52	3.20	4.02	5.20	3.53
1893..	2.50	3.06	4.07	4.24	5 18	3.81
1894..	2.50	2.11	3.12	4.08	5.74	3.51

Le taux moyen de la *Banque de France* a donc été sensiblement inférieur au taux moyen des cinq grandes Banques d'émission pour toutes les années de la période.

[1] Voir l'*Economiste Européen* n° 159.

L'augmentation de l'encaisse-or de la *Banque de France* a certainement contribué pour une forte proportion à cette réduction du taux du loyer de l'argent, puisqu'elle lui a permis de s'affranchir de l'influence monétaire anglaise et de maintenir souvent son taux d'escompte fortement au-dessous de celui de la *Banque d'Angleterre*. Au commencement des années 1888, 1889 et 1890, par exemple, le taux de l'escompte était, en effet, de 3 0/0, 4 1/2 0/0 et 3 0/0 à la *Banque de France*, alors que nous le trouvons à la *Banque d'Angleterre*, et aux mêmes dates, à 4 0/0, 5 0/0 et 6 0/0.

Mais cette augmentation de l'encaisse-or n'est pas la seule influence qui ait agi dans le sens de la baisse du loyer de l'argent en France. Dans l'espace de quatre années (1890-1894), le taux moyen de l'escompte sur les trois grands marchés européens : Paris, Londres et Berlin, s'est abaissé de 1,50 0/0, et cette période coïncide non seulement avec la grande baisse de l'argent-métal, le développement de la crise des changes qui pèse actuellement sur plus de vingt pays du monde civilisé, mais aussi—et c'est une des conséquences les plus certaines de la crise générale des changes — avec la baisse de plus en plus accentuée des grandes marchandises de production et de consommation universelles.

En 1890, l'argent-métal valait encore 47 d. 68 l'once standard, soit 21 0/0 de perte par rapport à l'or; les changes asiatiques et du Mexique ne perdaient que 19 3/4 0/0; les changes du Brésil, du Portugal, de l'Espagne et de l'Italie étaient aux environs du pair : Alors la cote moyenne annuelle des 45 groupes de marchandises sur le marché libre de Londres (*index numbers*) s'inscrivait à 72.

La cote moyenne de l'année 1894 a été de 29 d. pour l'argent-métal, la perte moyenne des changes asiatiques et du Mexique supérieure à 51 0/0 et la prime de l'or s'est maintenue à environ 20 0/0 dans l'ensemble des pays à monnaies avariées. De son côté, la moyenne des *index numbers* est tombée de 72 à 63, pour rester à 60 en fin d'année. Ce qui revient à dire que l'ensemble des prix des marchandises de production et de consommation universelles s'est réduit de plus de 16 0/0.

Quelle a été la répercussion de ces phénomènes économiques sur le commerce extérieur des trois grandes nations industrielles de l'Europe?

Voici un petit tableau qui vous renseignera :

Commerce extérieur de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne, pour les années 1890 et 1894 :

(En millions de francs)

Années	France		Angleterre		Allemagne (1)		Total	
	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Import.	Export.
1890	1.437	3.753	10.517	6.587	5.181	4.158	20.135	14.498
1891	1.119	3.275	10.212	5.404	5.478	3.772	19.809	12.451
Diff.	— 318	— 478	— 305	—1.183	+ 297	— 386	—. 326	— 2.047

Ainsi, le commerce extérieur des trois pays a perdu, de 1890 à 1894, 2.373 millions de francs, dont 2.047 millions aux *exportations* et 326 millions aux *importations*.

Est-ce que ces chiffres ne donnent pas la preuve évidente du préjudice énorme que cause aux gran-

(1) Les chiffres officiels du commerce allemand de 1894 ne sont connus que pour le 1er semestre. Pour la comparaison avec l'année 1890, nous avons donc supposé que les résultats du second semestre seraient égaux à ceux du premier.

des nations industrielles de l'Europe l'effroyable perturbation monétaire provoquée dans l'univers par la disqualification de l'argent comme instrument d'échange international?

Cette disqualification a enlevé au numéraire blanc, que la moitié du monde civilisé utilise encore aujourd'hui sous la forme de *monnaie unique*, la stabilité qu'il avait autrefois, et (pour ne parler que des pays à circulation d'argent) le commerce entre l'Europe et ces pays a perdu son ancien caractère d'échanges à base fixe, pour revenir à la formule primitive du troc de marchandises contre marchandises.

La sécurité dont jouissaient les industriels français, anglais et allemands dans leurs rapports extérieurs n'existant plus aujourd'hui avec les pays à monnaie avariée (et leur nombre, pour une raison ou pour une autre, s'est élevé à 22 en 1894); la prime sur l'or agissant, en outre, dans ces pays comme une formidable barrière à l'importation des produits étrangers : on s'explique assez facilement les diminutions d'*exportations* constatées par le tableau précédent.

Les débouchés se ferment; les pays consommateurs s'affranchissent, par nécessité, de l'industrie européenne et deviennent à leur tour des pays de production; la crainte du change restreint les avances que la France, l'Angleterre et l'Allemagne consentaient aux Gouvernements des pays à crédit secondaire; les comptes créditeurs de leurs nationaux se liquident peu à peu... Et, ce qui démontre d'une manière irréfutable la réalité de cet état de choses nouveau, c'est que, pendant cette même période 1890-1894, comportant une réduction annuelle de 2.047 millions de francs dans la valeur des marchandises franco-anglo-allemandes exportées, l'or drainé par les liquidations forcées (commerciales, industrielles ou de crédit), dans toutes les nations à monnaie avariée, a fait augmenter les encaisses métalliques de la *Banque de France*, de la *Banque d'Angleterre* et de la *Banque Impériale d'Allemagne* dans la proportion suivante :

Situation de l'encaisse métallique de la *Banque de France*, de la *Banque d'Angleterre* et de la *Banque Impériale d'Allemagne* à la fin des années 1890 et 1894 :

(Millions de francs)

	1890	1894	Différence sur 1894
	—	—	—
Banque de France.....	2.361	3.305	+ 944
Banque d'Angleterre..	586	813	+ 227
Banque d'Allemagne..	947	1.267	+ 320
Totaux...,.....	3.894	5.385	+ 1.491

Par ses fonctions de régulatrice de la circulation monétaire, la *Banque de France* est tellement associée aux affaires et à la prospérité de notre pays, que ses opérations reflètent d'une manière presque parfaite la véritable situation économique de la France.

Au point de vue spécial de l'*escompte*, il est bien certain que les producteurs ou négociants, obligés de recourir au crédit, ont le plus grand intérêt à la réduction du loyer de l'argent. Mais, d'une manière générale, une trop grande réduction du taux de l'escompte n'est pas désirable, car elle indique toujours une période de dépression commerciale.

Le portefeuille d'escompte de la Banque s'enfle ou se vide, selon que les affaires se développent ou se ralentissent. En temps normal, et grâce au fonctionnement actuel des *Sociétés de dépôts* dont nous parlerons plus loin, le haut commerce peut, dans une certaine mesure, se dispenser du concours de la Banque : mais vienne une crise, une de ces secousses périodiques qui ébranlent les positions économiques et financières les plus solides en apparence, et instinctivement tous les yeux se tournent vers la *Banque de France*, parce que la puissante organisation de cet Etablissement, unique au monde, peut se prêter à toutes les exigences de la situation, et que son crédit universel n'a jamais fait défaut à la nation..... même aux heures les plus terribles de notre histoire.

Voici le détail des opérations annuelles d'escompte de la Banque de 1881 à 1894 inclusivement :

Opérations d'escompte de la BANQUE DE FRANCE, *1881 à 1894*

(Millions de francs)

Annees	Nombre d'effets escomptés	Capital des effets escompt.	Moyenn. des effets escomp.	Portefeuille Maximm	Portefeuille Mimimm	Portefeuille Moyen.
	Unités		Francs			
1881...	10.494.849	11.374	1.083	1.525	917	1.167
1882...	11.049.169	11.322	1.024	1.724	891	1.151
1883...	11.602.333	10.827	933	1.249	896	1.028
1884...	11.801.364	10.385	866	1.351	798	997
1885...	11.660.589	9.250	793	1.116	583	784
1886...	11.377.405	8.303	730	1.126	414	621
1887...	11.579.661	8 269	714	792	431	578
1888...	11.958.143	8.686	718	817	495	621
1889...	12.368.431	9.180	742	1.077	491	714
1890...	12.583.225	9.610	757	985	493	670
1891...	12.277.234	9.969	750	1.437	533	761
1892...	13.089.468	8 416	642	871	410	550
1893...	13.425.904	8.831	661	802	476	579
1894...	13.489.506	8.725	646	1.031	360	573

L'augmentation considérable du nombre des effets escomptés entre les années 1881 et 1894 et la diminution non moins considérable du capital escompté : c'est-à-dire la réduction de la moyenne des effets présentés à l'escompte (40 0/0 en quatorze années) prouve nettement que cette branche des fonctions de la Banque devient de plus en plus accessible au petit commerce.

La diminution du portefeuille moyen, combinée avec la réduction du taux de l'escompte résultant du 1er tableau de ce chapitre, indique également la dépression commerciale dont nous avons fourni la preuve d'autre part, mais cette diminution a une autre cause et le tableau suivant va nous en révéler l'importance :

Portefeuille des quatre grandes Sociétés françaises de Dépôts et de la **Banque de France** *au 31 décembre de chaque année*

(Millions de francs)

Années	Crédit Lyonnais	Compt. d'Escompte	Société Générale	Crédit Indust.	Total des 4 Sociétés	Banque de France	Total général des Portefeuilles
1881....	178	111	98	64	451	1.414	1.865
1882....	131	98	115	68	412	1.146	1.558
1883....	187	102	111	70	470	1.259	1.729
1884....	164	87	109	91	451	1.051	1.502
1885....	228	129	118	83	558	762	1.320
1886....	244	100	116	80	544	710	1.254
1887....	265	94	125	78	562	700	1.262
1888....	324	121	156	94	695	788	1.483
1889....	412	98	131	87	728	872	1.600
1890....	460	140	134	88	822	994	1.716
1891....	544	117	134	79	874	810	1.684
1892....	503	148	121	74	846	712	1.558
1893....	527	153	120	62	862	738	1.600
1894....	598 (1)	172	135	63	968	559	1.527

Au 31 décembre 1881, sur 1.000 francs d'effets

(1) Pour le *Crédit Lyonnais* au 30 novembre 1894.

existant dans les portefeuilles de nos quatre grandes *Société de dépôts* et de la *Banque de France*, le portefeuille de celle-ci en possédait pour 750 francs environ ; au 31 décembre 1894, la proportion s'est abaissée à 360 francs.

Les *Sociétés de dépôts* font donc, au point de vue de l'escompte, une grande concurrence à la *Banque de France* et cela pour deux principales raisons :

La première, c'est que la grande liquidation de nos affaires extérieures, signalée ci-dessus, qui a fait entrer à la *Banque de France* 944 millions d'espèces métalliques du 31 décembre 1890 au 31 décembre 1894, n'a pas immobilisé ces espèces dans les caves de cet Etablissement, puisqu'elles figurent actuellement dans notre circulation monétaire pour une somme équivalente en billets de banque.

Ce numéraire disponible est allé en grande partie dans les caisses des *Sociétés de dépôts* sous la forme de comptes courants, ou de comptes de chèques remboursables à vue, grâce à l'intérêt et aux facilités de toute nature que ces Sociétés — contrairement à ce qui se passait à la Banque — donnaient à leurs déposants. Quand nous examinerons le chapitre des comptes courants particuliers et du Trésor à la *Banque de France*, nous verrons que ces comptes courants (dont l'accès est si difficile au grand public) sont tombés de 829 millions de francs au 31 décembre 1881 à 632 millions au 31 décembre 1894... alors que, pendant la même période, les comptes de chèques remboursables à vue et comptes courants créditeurs des quatre grandes *Sociétés de dépôts* ci-dessus désignées, sont passés du chiffre global de 527 millions de francs au 31 décembre 1881, à celui de 1.347 millions au 31 décembre 1894.

Mais les *Sociétés de dépôts* ne sont pas les seules à disputer l'escompte à la *Banque de France* : Les Compagnies de Chemins de fer, le *Crédit Foncier*, les grandes Sociétés industrielles, les Compagnies d'assurances et, en un mot, toutes les Administrations qui disposent temporairement de fonds destinés, soit à l'intérêt et à l'amortissement de leurs obligations, soit aux dividendes sociaux : s'efforcent de faire travailler leurs capitaux disponibles jusqu'à la veille des échéances trimestrielles, semestrielles ou annuelles.

Ces Sociétés, ne voulant courir aucun risque, n'acceptent que du papier de premier, premier ordre et, plus généralement, des bons du Trésor à courte échéance. Elles ne demandent, en conséquence, qu'un intérêt très réduit et toujours sensiblement inférieur à celui des *Sociétés de dépôts* ou de la *Banque de France*.

Les *Sociétés de dépôts* ont deux grandes catégories de clients d'escompte : des signatures de haute marque, valant de l'*or en barre*, et qui bénéficient naturellement d'un taux d'escompte beaucoup plus réduit que le taux de la Banque ; et des clients de second choix auxquels le taux et l'importance du crédit sont autant que possible calculés d'après le degré de solvabilité et de garantie qu'ils offrent aux Sociétés.

On reproche souvent à la *Banque de France* son apparence d'inertie, son manque de souplesse, sa résistance systématique à toute idée de réforme ou de transformation de ses vieilles habitudes : on aurait raison, en ce qui concerne l'escompte, si, au lieu d'envisager cette branche de ses fonctions au point de vue supérieur de l'intérêt national (comme elle l'a fait pour la *circulation monétaire*), elle ne devait songer qu'à l'intérêt particulier de ses actionnaires.

Pour lutter contre les *Sociétés de dépôts*, et les vaincre sur le terrain de l'escompte, pour défendre victorieusement son portefeuille contre la concurrence du marché libre, la *Banque de France* avait deux procédés à employer : ou supprimer l'uniformité de son taux d'escompte en le modifiant, à son gré, d'après la solvabilité des signataires des effets présentés à elle ; ou maintenir l'uniformité de l'escompte, mais en ramenant son taux au niveau du marché libre et même au-dessous de ce niveau si c'était nécessaire.

Le premier système est appliqué par les *Sociétés de dépôts*, par les Sociétés industrielles qui font travailler leurs capitaux disponibles, et par le plus grand nombre des Banques d'émission de l'Europe, dont la *Banque d'Angleterre* elle-même.

Rien, ni dans les statuts de la *Banque de France*, ni dans les lois relatives à la concession et aux divers renouvellements de son privilège, ne pourrait s'opposer à sa mise en pratique..... Et on peut dire, d'avance, que son droit d'émission de billets à 4 milliards, sans condition spéciale de proportion d'encaisse métallique, rendrait ce système fructueux. Mais le Gouvernement de la Banque a toujours estimé, et estime encore, qu'il y aurait une certaine injustice sociale à user de ce procédé..... dont l'application serait cependant si favorable à ses actionnaires.

Ce sont les gros effets, les grandes signatures offrant de larges garanties : c'est-à-dire les crédits de premier ordre ayant déjà, par le marché libre un taux plus réduit que celui de la Banque, qui jouiraient nécessairement de la mesure, tandis que le moyen et le petit commerce, ces travailleurs laborieux — dont le modeste papier a cependant ramené la moyenne des effets escomptés par la Banque : de 1.155 francs en 1881, à 646 francs en 1894 — seraient fatalement soumis au taux maximum.

Le deuxième système échapperait à ce reproche : la Banque maintenant l'uniformité de son taux d'escompte, toute sa clientèle bénéficierait de sa réduction au niveau du taux minimum du marché libre.

Grâce à son privilège d'émission, la *Banque de France* pourrait abaisser son escompte et ses avances sur titres à un taux absolument ruineux pour les *Sociétés de dépôts*, lesquelles vivent surtout d'opérations similaires. Mais, sur ce terrain encore, son Gouvernement, s'inspirant des véritables intérêts économiques de notre pays — qui prête avec si grands profits ses capitaux et son crédit à tant de nations tributaires, qui est, en un mot, toujours *créditeur* de l'étranger — se gardera bien de contribuer à l'avilissement du taux du loyer de l'argent par une baisse inconsidérée du taux de son escompte... même si cette baisse devait la rendre populaire et servir largement ses intérêts particuliers.

Que la Banque devienne de plus en plus accessible au grand et au petit public : rien de mieux et de plus parfait. Mais il ne faut point lui demander d'arriver à ce résultat par des mesures, qu'elle aurait certes le droit strict d'appliquer, mais qui

pourraient avoir — pour l'ensemble des intérêts français — des conséquences économiques et financières fâcheuses à tous égards.

(A suivre.) EDMOND THÉRY.

LE MESSAGE PRÉSIDENTIEL

Le Message du Président de la République, dont nous donnons le texte dans une autre partie du journal, clôt, de la façon la plus heureuse, une crise gouvernementale qui prenait des allures inquiétantes. Presque tous nos confrères de la presse quotidienne ont apprécié, comme il convient, la modestie de M. Félix Faure.

Il sied, en effet, à un homme sorti des rangs de la « démocratie laborieuse » de constater que son élection constitue « un hommage au labeur obscur accompli pour la grandeur de la patrie française ». Dans un pays vraiment républicain, le pouvoir ne doit pas être accessible aux seuls porteurs de noms historiques; le *self made man* a sa place marquée, car il peut, aussi bien et peut-être mieux que d'autres, assurer la marche des affaires publiques.

La note dominante du Message, c'est l'appel à la concorde; le nouveau chef de l'Etat trace un programme susceptible de plaire aux Français, à la fois las des agitations stériles et soucieux de voir réaliser les réformes urgentes.

Depuis quelque temps, la politique avait pris une place trop grande dans les travaux parlementaires; la violence des discussions a non seulement entravé tout travail utile, mais nui sérieusement à la dignité de la Chambre. C'est ainsi que la loi de finances s'est trouvée reléguée au second plan. Cependant, la France ne peut vivre au jour le jour, à l'aide d'expédients; il nous faut un budget.

Dans un autre ordre d'idées, M. Félix Faure rappelle les préparatifs à faire en vue de l'Exposition universelle de 1900. Il prévoit donc une ère de paix, au dedans comme au dehors, et cette espérance, ainsi formulée, a produit une excellente impression dans toute l'Europe.

Les grands journaux étrangers, que nous venons de parcourir, nous apportent l'écho des appréciations flatteuses émises dans les divers pays; si la crise provoquée par la démission de M. Casimir-Perier avait jeté l'alarme, la rapidité avec laquelle elle s'est dénouée et les déclarations pacifiques du sixième Président de la République remettent, on le voit, les choses au point.

En résumé, le Message a déjà accompli son œuvre d'apaisement, puisque le Parlement, en votant l'amnistie pour délits politiques, a compris dans son vote les délits d'ordre religieux. Il y a six mois, la note du Gouvernement était plutôt belliqueuse; aujourd'hui, elle est conciliante. M. Félix Faure a été bien inspiré en faisant appel à la bonne volonté de tous pour mener à terme les affaires les plus urgentes.

C.-R. WEHRUNG.

Banque de Paris et des Pays-Bas

Près de deux ans se sont écoulés depuis le jour où nous écrivions, ici même, que la valeur intrinsèque de l'action de la *Banque de Paris et des Pays-Bas* s'établissait à 685 francs. La Bourse, alors, — on était au 30 avril 1893, — ne ratifiait pas tout à fait nos dires, puisque ces titres ne s'échangeaient, à ce moment, qu'aux environs de 670 francs. Quelques jours après, — le 14 mai 1893, — en analysant le rapport du Conseil d'administration de cette Société sur l'exercice 1892, nous disions, en constatant que cet exercice n'avait pas été favorable au sujet des émissions :

En tout cas, l'état actuel des affaires ne peut se prolonger indéfiniment. En 1889, le montant des émissions, en France, atteignait 4 milliards; en 1892, il n'a guère dépassé 600 millions. Or, les besoins n'ont pas cessé; ils naissent et renaissent sans cesse. Aussi, pouvons-nous être assurés qu'au premier signal, la *Banque de Paris* saura, de nouveau, se mettre à la tête de toutes les opérations de crédit et donner, comme elle vient de le faire encore dernièrement avec l'émission des obligations du *Chemin de fer de Jonction de Salonique-Constantinople*, la mesure de sa force.

Ce premier signal ne s'est pas fait attendre longtemps. Dès 1893, plusieurs émissions ont eu lieu auxquelles la *Banque de Paris* a participé. Pourtant, en cette année, les nouvelles affaires contractées étaient encore rares, et on ne pouvait encore réellement qu'escompter l'avenir. Or, cet avenir c'est l'exercice 1894 qui l'a assuré.

Dès le mois de mai, et d'accord avec la *Banque Internationale de Paris*, la *Banque de Paris et des Pays-Bas* présentait au public l'*Emprunt 4 0/0*, avec garantie spéciale du *Gouvernement Impérial Ottoman*, de 80.000 obligations de la *Compagnie d'Exploitation des Chemins de fer Orientaux*. Le succès de cette émission, qui dépassa toutes les espérances, secoua la torpeur du marché de Paris. Quant à ces obligations, émises à 425 francs, elles cotent aujourd'hui 453 fr. 75. Plus tard, et conjointement avec MM. Hottinguer et Cie, le *Crédit Lyonnais* et le *Comptoir National d'Escompte*, elle procède à la conversion des *Obligations 5 0/0* de la *Banque Centrale du Crédit Foncier de Russie*. Entre temps, le 14 juin, elle avait, avec la *Banque Impériale Ottomane* et la *Société Générale* offert à notre épargne française, au cours de 321 francs, 119.254 *obligations de 500 fr. 3 0/0* de la *Compagnie du Chemin de fer Ottoman de Jonction Salonique-Constantinople*. Enfin, en décembre, elle émettait 35.000 *obligations de 500 fr. 5 0/0* de l'*Emprunt de l'Etat de Espirito-Santo* (Etats-Unis du Brésil), et, avec le *Crédit Lyonnais*, ouvrait ses guichets à l'*Emprunt 3 0/0 or 1894* de 35 millions de francs du royaume de Danemark.

Est-ce à dire que la *Banque de Paris* s'est montrée satisfaite de ces opérations? En aucune façon. Elle s'est, en effet, intéressée à l'introduction, sur notre marché, des actions de *The Lautaro Nitrate Cy Ld* qui, traitées dès le début à 137 fr. 50, s'échangent maintenant à 198 75 après avoir même vu des cours plus élevés, et des actions de la *Compagnie des Chemins Orientaux*. Elle a, par l'entremise de sa succursale de Genève, participé à l'émission de l'*Emprunt Hypothécaire 3 1/2 0/0* de 123 millions de francs de la *Compagnie des Chemins de fer du Jura-Simplon*. Par celle d'Amsterdam, elle a pris part à la *Conversion de l'Emprunt 3 1/2 0/0 de la Ville de Rotterdam*, et, par sa succursale de Bruxelles, à l'émission, en Belgique de 40 millions de francs d'*Obligations 5 0/0 or*, série II (réseau complémentaire), de la *Société du Chemin de fer Ottoman d'Anatolie*. En outre, elle a fait, dans ses succursales d'Amsterdam et de Genève, l'émission des *Obligations 3 0/0* à lots du *Crédit Foncier* du royaume de Hongrie.

Ce n'est pas tout encore, car la *Banque de Paris*, avec le *Crédit Lyonnais*, a placé l'*Emprunt*, remboursable à partir de 1905, de 27.632.000 fr. du *Gouvernement de la Province de Québec*, emprunt émis à 427 fr. 50. Elle s'est aussi occupée de coopérer, avec le concours de plusieurs Etablissements étrangers, à la formation, à Bruxelles, d'une importante institution au capital-actions de 25 millions de francs, avec faculté d'émission d'obligations, institution qui représentait un omnium de titres de Chemins de fer en exploitation, surtout de Chemins de fer d'Autriche-Hongrie. Et, en dehors d'autres opérations, elle s'est encore entremise dans les affaires du *Transwaal*, et a été choisie pour être le banquier, à Paris, de plusieurs des principales Compagnies Minières de ce pays.

L'activité de l'institution dont nous nous occupons ici ne s'est donc pas démentie un instant, le siège social de Paris et les diverses succursales de l'étranger s'étant constamment attachés à participer à toutes les nouvelles et grandes opérations qui prenaient place. Aussi peut-on conclure en avançant que les bénéfices,

en 1894, ont dû être très satisfaisants. Ajoutons que le hasard même a favorisé cet Etablissement. Au tirage des *Bons à Lots de Panama* du 15 avril 1894, le gros lot de 500.000 francs lui est, en effet, échu.

De tout ce qui précède, il ressort que la faveur qui, depuis quelque temps surtout, s'est attachée aux actions de cette puissante Institution d'émission, s'explique par les faits. Quelles décisions prendra le Conseil d'administration au sujet de la répartition à faire aux associés pour l'exercice qui vient de prendre fin au 31 décembre? Nous l'ignorons. Un acompte de 20 francs a déjà été payé et on se demande, dans le monde des affaires, si le solde à revenir ne rendra pas le dividende de 1894 supérieur à celui de 1893, car aux profits réalisés pendant l'année viennent se joindre les plus-values acquises sur le *Portefeuille*. Mais la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, sachant combien l'avenir est incertain et combien s'accuse rapidement la tendance générale à l'abaissement du taux de l'intérêt, peut tenir encore à grossir ses réserves. Cependant, quelles que soient les résolutions auxquelles on s'arrêtera, elles ne doivent pas impressionner les actionnaires. Le tout, pour eux, est d'obtenir pour leurs capitaux un placement suffisamment rémunérateur, et d'être assuré de la situation exceptionnelle de l'Etablissement auquel ils ont donné leur confiance. Or, cette situation exceptionnelle se traduit par les réserves auxquelles nous faisions allusion plus haut et qui, en fin d'exercice 1893, s'élevaient à 18.995.848 fr., c'est-à-dire à près du tiers du capital social !

En résumé, le chemin parcouru par la *Banque de Paris* depuis depuis deux ans ne nous surprend pas ; et le cours auquel s'établissent actuellement ses actions nous paraît pleinement justifié, d'autant plus que l'animation que l'on a eue a constater dans les transactions en général, pendant l'année 1894, se continuera certainement en 1895. De nouvelles grandes affaires verront le jour auxquelles cette Institution ne peut manquer de prêter son aide. Elle est, au reste, spécialement désignée pour ce rôle, et il n'est pas une opération importante à laquelle on ne veuille la mêler. Lorsqu'il a été question, pendant l'exercice qui vient de finir, d'un emprunt espagnol qui devait consolider les dettes du Gouvernement espagnol et liquider la situation du Trésor vis-à-vis la *Banque d'Espagne*, c'est elle que l'on considéra la plus apte à s'entremettre en cette occasion. L'emprunt n'a pas eu lieu. Mais les idées générales conçues alors témoignent de la confiance que l'on a dans cette puissante Société, qui se trouve même à l'abri de certaines éventualités, par suite du désir qu'elle a toujours témoigné de s'abstenir de recevoir des fonds en dépôt.

A. LÉCHENET.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE
pendant l'Année 1894

RÉSUME COMPARATIF des Importations et Exportations par catégories pendant les dix dernières années (1885-1894).

IMPORTATIONS (en milliers de francs)

Années	Matières premières	Objets fabriqués	Objets d'alimen.	Total des import.	Or, arg. et billon
1894	2.301.373	562 881	1.255.211	4 119 465	552.483
1893	2.228 856	564 155	1.060 689	3.853.706	464.338
1892	2 172 688	614 936	1.400.435	4 188 059	507 746
1891	2.457 030	658.335	1.652.502	4.767 867	538.855
1890	2.382 839	609 004	1.445.065	4 436 908	256.446
1889	2.303.308	572.298	1 441.162	4.316 768	448.355
1888	2 507 626	542.346	1 507.036	4.107 008	265.763
1887	2.036 637	566.915	1 423 014	4 025 966	271.218
1886	2 099 912	567 519	1.540.711	4 208 142	445.006
1885	2.040 651	592.417	1.455.333	4.088.401	479.189

EXPORTATIONS (en milliers de francs)

Années	Matières prem.	Objets fabriqués	Objets d'alimen.	Colis postaux	Total des export.	Or, arg. et billon
1894	848.962	1 625 940	721 312	78.833	3 275.047	218.239
1893	783.991	1.669 191	710.596	72 605	3.236.383	212.697
1892	822 587	1.820 713	759 303	58.132	3.460 735	211.215
1891	836 021	1.863 415	808 822	61.479	3.569 737	381.320
1890	960.132	1.950 879	895 378	47 069	3.753 458	359 062
1889	942 628	1.884 302	837 525	39.502	3 703 957	232 090
1888	815.601	1.666 136	726 722	38 290	3 246.749	301 370
1887	806 884	1.703 589	703.006	33.020	3.246 499	396 702
1886	775 215	1 715 316	731 209	27 055	3.248.795	332.655
1885	710 167	1.608 611	749.798	19 569	3 088.145	338.851

Résumé des échanges avec les principaux pays

(En milliers de francs)

ÉTATS	Année 1894			Décembre 1894		
	Importat.	Exportat.	Différ. pr l'exp.	Importat.	Exportat.	Différ. pr l'exp.
Angleterre	503 022	960.196	+457.174	48 790	106.959	+ 58.169
Allemagne	325 553	345.611	+ 20 058	33.239	38.395	+ 5.156
Belgique	379.126	505.296	+126.170	26 944	52.839	+ 25 895
Suisse...........	67 008	159.842	+ 92.831	6.490	17 115	+ 10 625
Italie...........	138.498	124 430	— 14 068	12 568	21.091	+ 8.523
Espagne	180 78	113 022	— 67.758	20 917	12 957	— 7 960
Turquie..........	107 839	59 043	— 48.796	11 331	3 719	— 7.612
Etats-Unis	371 267	190.104	—181.163	37.547	19.912	— 17.635
Brésil...........	56 993	83.391	+ 26 398	6.988	7.945	+ 957
Républ. Argentine	182 202	53.504	—128.698	10.420	4 285	— 6.135

Les résultats de l'année 1894 sont bien meilleurs que ceux des années qui ont suivi la mise en vigueur du nouveau tarif ; nous retrouvons des chiffres à peu près identiques à ceux de l'année 1888 tant à l'importation qu'à l'exportation. Toutefois, comme les statistiques sont établies d'après les prix de 1893, qui ont été supérieurs à ceux de 1894, lorsque la Commission des valeurs en douane aura déterminé les coefficients à appliquer, on aura vraisemblablement à diminuer les chiffres provisoires.

Comme on le voit, les excédents d'importation portent sur les matières premières et les objets d'alimentation.

Parmi ces derniers, les grosses augmentations, par rapport à 1893, se rencontrent sur les céréales, 89 millions, conséquence du relèvement des droits sur les blés, le riz 12 millions, les fruits de table 5 millions, les sucres 7 millions, les bestiaux 75 millions ; cette importation a été nécessitée par la reconstitution du cheptel français fortement diminué par la sécheresse de 1893, les graines 5 millions, les viandes fraîches et salées 18 millions, les huiles d'olive 5 millions. La principale diminution est relative aux vins, elle n'est pas inférieure à 39 millions.

Sur un grand nombre de matières nécessaires à l'industrie, on relève des augmentations, savoir : les chevaux, 6 millions ; les laines, 16 millions ; les plumes de parure, 7 millions ; le coton, 25 millions ; les pâtes de cellulose, 6 millions ; le nitrate de soude, 8 millions ; les graines oléagineuses, 25 millions ; les bois à construire, 9 millions ; les merrains, 15 millions.

Par contre, nous relevons des diminutions sur les peaux et pelleteries, 25 millions ; les soies, 13 millions ; les lins, 19 millions ; les fourrages, 10 millions ; les minerais, 6 millions.

Toutes ces variations s'expliquent facilement par les conditions économiques de 1894, année de bonne récolte.

Les importations d'objets fabriqués sont restées stationnaires.

Nos exportations de matières premières sont en progrès, nous trouvons, comme excédents, 9 millions de peaux brutes, 5 millions de bois à construire, 14 millions de laines, 11 millions de plumes de parure, 13 millions de soies, 8 millions de cuivre.

D'autre part, les pâtes de bois fléchissent de 6 millions.

Les objets fabriqués sont en baisse ; les tissus de laine perdent 25 millions ; les ouvrages en peau, 12 millions ; les confections pour hommes, 6 millions ; les

confections pour femmes, 16 millions. Comme augmentations, on trouve les tissus de soie, 11 millions ; les tissus de coton, 10 millions ; la bimbeloterie, 5 millions.

Il y a une légère plus-value des objets d'alimentation; la plus grande part en revient aux farineux alimentaires, 8 millions ; aux vins, 37 millions ; aux sucres raffinés 9 millions. Nous perdons 18 millions sur les bestiaux et 4 millions sur les œufs.

Les pays qui nous ont plus vendu qu'en 1893 sont : l'Angleterre, 11 millions ; les États-Unis, 54 millions; la République Argentine, 16 millions.

Ceux qui nous ont moins vendu sont : la Belgique, 15 millions ; l'Italie, 13 millions ; l'Espagne, 23 millions ; le Brésil, 16 millions.

L'Allemagne, la Suisse et la Turquie donnent les mêmes chiffres qu'en 1893.

Nos exportations ont progressé en Allemagne de 9 millions, au Brésil de 8 millions ; elles ont reculé aux États-Unis de 4 millions, dans la République Argentine de 6 millions. En Angleterre, en Belgique, en Suisse, en Italie, en Espagne, en Turquie, les écarts en plus ou en moins, par rapport à 1893, sont inférieurs à 5 millions.

L'année 1894 est particulièrement intéressante, en examinant en détail les fluctuations de notre commerce extérieur, on voit qu'elles sont modérées ; on peut en conclure que les droits de douane ont à peu près produit leur effet, et que nous nous trouvons maintenant dans les environs du point d'équilibre. Si on ne change pas notre régime économique soit pour l'atténuer, soit pour l'aggraver, on n'a plus à envisager d'autres causes intrinsèques de modification que le change dont la répercussion est manifeste sur le mouvement des affaires. A ce propos nous croyons utile de donner par trimestre, pour les années 1893 et 1894, la situation du commerce franco-italien, on pourra à la simple inspection de ce tableau juger de la fidélité avec laquelle le courant suit les variations du change.

Commerce Extérieur entre la France et l'Italie pendant les années 1893 et 1894

Dates	Perte moyenne du change à Rome	Exportat. françaises en Italie	Importat. italiennes en France	Différence pour les exportat. françaises
—	—	—	—	—
1893	0/0	(Milliers de Francs)		
1er Trimestre.	4.21	35.423	30.447	+ 4.976
2e — .	4.49	33.118	33.142	— 24
3e — .	9.29	30.310	38.343	— 8.033
4e — .	13.71	29.539	49.339	— 19.800
Totaux........		128.390	151.271	— 22.881
1894				
1er Trimestre.	14.31	23.593	40.882	— 17.289
2e — .	11.96	24.430	33.180	— 8.750
3e — .	10.64	26.539	28.347	— 1.808
4e — .	7.68	49.868	36.089	+ 13.779
Totaux........		124.430	138.498	— 14.068

Dans son livre la *Crise des Changes*, M. Edmond Théry a soutenu cette thèse, vérifiée depuis par une foule d'observations directes, que la crise des changes subie par un pays favorisait sa production nationale :

1° En élevant une barrière protectrice contre l'importation des produits étrangers;

2° En créant en faveur des produits indigènes une prime d'exportation proportionnelle à la hausse de ces changes.

Il est impossible de ne pas être frappé de la vérité de la théorie de M. Edmond Théry lorsqu'on examine le tableau ci-dessus.

Au point de vue de l'importation des métaux précieux l'année 1894, avec 552.483.000 francs, est la plus forte de la période décennale. On constate une augmentation, sur 1893, de 86.146.000 francs.

Quant à l'exportation, sauf l'année 1892 qui était inférieure de 4 millions, la dernière année est la plus faible de la période des dix dernières années.

L'excédent des entrées d'OR existant à fin novembre 1894, 259.668.000 francs, s'est augmenté de 54.658.000 francs en décembre, ce qui donne un stock, pour l'année 1894, de 350.326.000 francs. Pour l'ARGENT, l'importation de l'année entière s'est élevée à 93 millions 61.000 francs contre une sortie de 109.852.000 francs, soit une moins-value de 16.791.000 francs sur les anciens stocks. Ce résultat est dû au renvoi, en Italie, des monnaies divisionnaires.

BILLON. — Les entrées de ce métal ont été supérieures aux sorties de 708.000 francs pour l'année 1894.

MÉTAUX PRÉCIEUX. — Importations et Exportations des Métaux précieux pendant les années 1892-1893-1894 (Valeur en milliers de francs) :

Matières	IMPORTATIONS (milliers de fr.)			EXPORTATIONS (milliers de fr.)		
	1894	**1893**	**1892**	**1894**	**1893**	**1892**
Or en lingots.........	223 702	55.255	85.442	6.700	8.948	17.343
Or monnayé..........	234 226	250.216	302.1[illegible]3	100.902	107 922	93 824
Argent en lingots....	29.608	20.635	18.782	8 343	14 082	20 738
Argent monnayé.....	63.453	138.081	101.245	101.509	111.568	81.346
Monnaie de billon....	1 491	179	122	783	175	962
Totaux....	552.483	461 337	507.745	218.329	242.697	214.215

RÉSUMÉ des perceptions opérées par le service des douanes et le service des contributions indirectes pendant les années 1894, 1893 et 1892 :

DÉSIGNATION	**1894**	**1893**	**1892**
Service des Douanes :	Mille fr.	Mille fr.	Mille fr.
Droits de douanes à l'importation......	461.926	452.492	430.779
— — à l'exportation	»	»	»
— de statistique..................	7.146	7.007	7.053
— de navigation..................	8.319	8.103	8.283
— et produits divers de douanes....	5.568	5 180	5 102
Taxe de consommation des sels........	22.340	22.100	22.299
Total.................	505.299	494.882	473.516
Service des contribut. indirectes :			
Boissons et droit de fabr. des bières....	448.523	461.236	469.024
Sels..................................	9 907	10.254	10.947
Sucre indigène (droit de fabrication)...	145 624	145.484	155.478
Droits divers et rec. à diff. titres.......	119.545	116.630	123 616
Vente des tabacs	375.597	374.045	376 374
— des poudres	10 940	10.752	9 711
— des allumettes......................	26 174	25 526	24 434
Total..................	1136.310	1143.927	1169 614
Total général des perceptions..	1641.609	1638.809	1643.130
A déd. les dép. p primes ou drawbacks.	630	563	502
Reste acquis au Trésor.........	1640.979	1638.246	1642.628

Pendant l'année 1894, les perceptions opérées par le service des *Douanes* ont été supérieures de 10.417.000 francs à celles de l'année 1893. Ce résultat est dû aux entrées de céréales, dont la plus-value de droits a été de 22.765.000 francs.

Le service des *Contributions indirectes* a supporté une moins-value de perceptions de 7.617.000 fr., imputable surtout aux boissons. En résumé, les perceptions opérées par ces deux services sont, pour l'année 1894, en augmentation de 2.800.000 fr. sur l'année 1893.

RÉSUMÉ de la navigation de la France pendant les années 1893 et 1894 *(navires chargés)* :

	ENTRÉE				SORTIE			
	1894		1893		1894		1893	
Navires français	Nomb de navir.	Ton.	Nomb de navir.	Ton.	Nomb de navir.	Ton.	Nomb de navir.	Ton.
		(mil t.)		(mil t.)		(mil t.)		(mil t.)
Avec colonies et possessions françaises	1.982	1.391	1.882	1 330	2.094	1 470	2.027	1.457
Grande pêche.......	522	50	507	50	445	54	483	52
Etranger :								
Pays d'Europe......	4 447	1.536	4.559	1.578	4 228	1.413	4.318	1.459
— hors d'Europe.	630	911	675	998	533	777	571	876
Total..........	7.581	3.889	7.623	3.958	7.300	3.745	7.402	3.846
Navires étrang.								
Avec colonies et possessions françaises	185	130	210	145	119	45	196	69
Etranger :								
Pays d'Europe......	15.675	7.122	15.963	6 8[illegible]1	12.334	4 496	12.163	4.241
— hors d'Europe.	1.605	2.330	1.665	2.246	502	8[illegible]3	515	722
Total..........	17.465	9.584	17.838	9.247	12 9[illegible]5	5.316	12.874	5.033
Total général.......	25.046	13474	25.401	13205	20.165	9.091	20.276	8 880

Pendant l'année 1894 le nombre des navires entrés dans les ports français a été inférieur de 415 à celui de l'année 1893, mais le tonnage a été supérieur de 269 milliers de tonneaux. A la sortie, le nombre des navires a été inférieur de 111 navires, mais le tonnage emporté a été supérieur de 211 milliers de tonneaux.

TONNAGE des navires chargés, français et étrangers, pendant les années 1892, 1893 et 1894 (entrées et sorties réunies) :

En tonneaux

	1892	1893	1894	Différence par rapport à 1893	
				Total	%
Dunkerque	1 631.448	1.659.307	1 603.736	— 55.571	3.35
Calais	1.091 027	1 001.011	868 874	— 132.137	13 20
Boulogne	1.227.666	1.246.327	1 277 846	+ 31.519	2.52
Dieppe	679 774	734.799	745 613	+ 10 841	1.47
Le Havre	3 455 748	3 518 403	3.742 410	+ 224.007	6.36
Rouen	972.023	1.059 886	1 006.266	— 53 620	5.05
Nantes	142 839	147 027	166 553	+ 19.526	13.28
Saint-Nazaire	825 820	747.738	72 319	— 27 419	3.66
Bordeaux	1.870 533	1 841.081	1.789 827	— 58 254	2.78
Bayonne	308.957	315.452	346 624	+ 31.172	9.87
Cette	814.542	708.318	632.084	— 76 234	10 76
Marseille	6.413 399	6.260.094	6 592 841	+ 332.747	5 31
Nice	108.101	117 603	122 432	+ 4 829	4 10
Autres ports	2.777.194	2.728.507	2.950.375	+ 221.868	8.13
Tous les ports	22.282 076	22.085.553	22.565.830	+ 480.277	2.17

L'augmentation constatée pendant les onze premiers mois de l'exercice dans le tonnage total (entrées et sorties) s'est encore accrue en décembre. De 311.967 tonnes ou 1,54 0/0 qu'elle était à fin novembre, elle est montée pour les douze mois de 1894 à 480.277 tonnes ou 2,17 0/0.

L'augmentation sur 1892 était, à fin novembre, de 389.170 tonnes ou 1,93 0/0, elle est à fin décembre de 283.754 tonnes ou 1,27 0/0.

PIERRE DES ESSARS.

LA BANQUE DE FRANCE EN 1894

Le compte rendu présenté aux actionnaires de la Banque de France à l'assemblée du 31 janvier met en évidence deux points importants : le préjudice causé à la Banque et au public par l'ajournement inexplicable de la décision à intervenir sur son privilège et les efforts de toute sorte de notre principal Établissement de crédit pour donner satisfaction à sa clientèle.

Les bénéfices de la Banque deviennent de plus en plus faibles. En 1893, elle avait pu distribuer 124 fr. pour l'année ; en 1894, elle n'a donné que 113 fr.

Ce n'est pas que l'activité ait diminué, mais les opérations improductives et onéreuses deviennent la règle, les affaires lucratives l'exception.

Parmi les premières, citons les mouvements de fonds du Trésor, formant en recettes et en dépenses un total de .... 7.333 millions
et ceux des particuliers s'élevant à.. 113.734 —

L'émission de billets contre du numéraire, n'occasionne à la Banque que des frais et lui impose une responsabilité très lourde. Contre une circulation de 3 milliards 1/2, on relève une encaisse de plus de 3 milliards.

Si on examine les opérations productives, on a en première ligne l'escompte qui, en 1894, a porté sur 13.489.506 effets, valant 8.725 millions ; en 1893 il avait été escompté 13.425.904 effets pour 8.836 millions.

L'échéance moyenne est de 24 jours et une fraction, comme en 1893, mais le montant moyen de l'effet est tombé à 646 fr. 80 au lieu de 661 fr. 75 en 1893. Plus du tiers des effets escomptés à Paris sont inférieurs à 101 fr. Beaucoup de travail et de risque, peu de profit, voilà la note de l'escompte.

Les opérations d'avances sont en progrès, elles ont été de 1.001 millions.

Une bonne part de cet accroissement revient aux comptes courants d'avances si maniables et si peu onéreux pour l'emprunteur.

Le service des dépôts est aussi en grand progrès.

En 1874 il y avait	18.627 déposants et		81.082 dossiers.	
En 1884	—	29.002	—	161.280 —
En 1894	—	41.818	—	262.922 —

A cette dernière date, le nombre des titres en garde à Paris était de 4.020.291 valant, au cours du jour, 3.003.352.000 fr.

Nous avons dit que la Banque avait créé, en 1894, plusieurs services nouveaux.

Le premier est la vérification des tirages des valeurs étrangères déposées à la Banque ; bien que cette vérification comporte un travail considérable et très minutieux, la Banque le fait gratuitement, mais sans assumer de responsabilité pour les erreurs ou les omissions.

Le second est l'ouverture de comptes de dépôts à toute personne honorable, qui en fait la demande, sans exiger aucune des formalités que doivent remplir ceux qui désirent des comptes courants. Déjà, pour abréger l'attente des personnes ayant a toucher des coupons au bureau des dépôts, la Banque avait ouvert des comptes dits d'arrérages, alimentés par les revenus des titres déposés et dont les titulaires peuvent disposer au moyen de chèques. La création des comptes de dépôts complète très heureusement cette mesure.

Il est à remarquer que toutes ces améliorations proviennent de l'initiative propre de la Banque et qu'elle ne recule pas devant les frais et le travail qu'elles doivent lui coûter.

Cette année, quinze succursales ont été en perte de 156.831 fr.

Après avoir entendu le compte rendu de la Banque, on ne peut s'empêcher d'être frappé de l'énormité des capitaux à remuer pour obtenir un piètre bénéfice.

Les opérations productives ont présenté un ensemble de 13.071.183.400 fr.

Le dividende distribué correspond à un bénéfice net de	21.481.770
En 1893 le produit des placements, qui n'a pas dû beaucoup changer en 1894, était de	10.514.893
Il reste donc comme bénéfices industriels	10.966.877

Si on rapproche cette somme du chiffre de 13 milliards 71.183.400 fr., on trouve que les opérations lucratives rapportent la somme, que l'on ne saurait trouver excessive, de 0 fr. 083 0/0.

E. T.

LES ACHATS ET LES VENTES
de Rentes Françaises en 1894

Voici quelques documents pour compléter les renseignements statistiques que nous avons déjà donnés sur les achats et les ventes de Rentes françaises pendant l'année 1894 :

Achats et Ventes de Rentes effectués pour le compte des départements

Pendant le 4e trimestre de l'année 1894

	Octobre	Nov.	Décembre	Cours moyen du 4e trimestre 1894	1893
Cours moyens de la Rente :	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
3 0/0 perpétuelle	103 63	102 16	101 96	102 58	98 67
3 0/0 amortissable	100 11	100 50	100 83	100 49	98 56
4 1/2 0/0 1883	»	»	»	»	104 83
3 1/2 0/0 1894	108 15	107 46	107 41	107 67	»
				Totaux du 4e trimre 1894	1893
Achats en Rentes :				—	—
3 0/0 perpétuelle	315.479	363.468	329.747	1.008.694	1.502.005
3 0/0 amortissable	35.175	23.595	40.500	99.270	102.765
4 1/2 0/0 1883	»	»	»	»	515.020
3 1/2 0/0 1894	324.116	295.966	285.327	905 409	»
Totaux des achats	674.770	683.029	655.574	2.013.373	2.119.790

Capitaux correspondant aux achats (milliers de francs).	21.913	22.285	21.359	65.457	64.976
Ventes en Rentes :					
3 0/0 perpétuelle....	264.132	163.679	160 091	587.812	511.873
3 0/0 amortissable..	20.925	23.055	17.295	61.275	45.570
4 1/2 0/0 1883.......	»	»	»	»	1.462.543
3 1/2 0/0 1894.......	122.362	134.013	158.718	415.093	»
Totaux des Ventes	407.419	320.747	336.014	1.064.180	2.019.986
Capitaux correspondant aux ventes (milliers de francs)	12.748	10.398	10.878	34.024	52.143

En réunissant les résultats des 4 trimestres, on trouve comme résultats comparatifs :

	Achats	Ventes
	(En francs)	
Année 1893..........	289.087.490	211.073.399
— 1894..........	317.834.976	163.779.039
Différence pour 1894..	+ 28.747.486	— 47.294.360

Achats et Ventes de Rentes effectués pour le compte des Départements pendant les années 1866 à 1894 :

Années	Capitaux correspond. aux achat	Capitaux correspond. aux vente	Cours moyen de la Rente 3 %	3 0/0 amort	4 1/2 % ancien	5 %	4 1/2 % 1883	3 1/2 %
	millions	millions	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1866	146.7	70.1	68 01	»	96 84	»	»	»
1867	125.8	67.9	69 03	»	98 49	»	»	»
1868	128 7	86.0	69 91	»	100 61	»	»	»
1869	133.9	72.1	71 41	»	102 28	»	»	»
1870	107.1	52.8	65 79	»	94 57	»	»	»
1871	146.1	9.0	54 19	»	79 97	»	»	»
1872	479.0	40.5	54 80	»	86 10	89 10	»	»
1873	577.9	78.3	56 50	»	81 10	89 95	»	»
1874	597.9	155.9	60 80	»	87 56	96 54	»	»
1875	514 5	190.0	64 91	»	94 49	103 36	»	»
1876	517.9	238.4	68 82	»	98 94	105 23	»	»
1877	505.4	255.7	70 86	»	100 56	105 10	»	»
1878	392.4	380.4	75 08	80 34	105 53	111 42	»	»
1879	391.4	311.6	80 70	80 05	111 46	115 36	»	»
1880	365.7	252.4	84 45	86 37	116 96	118 66	»	»
1881	324.1	211.0	84 97	86 46	114 42	118 29	»	»
1882	389.5	146.5	82 19	82 62	111 38	115 65	»	»
1883	365.3	162 0	79 05	80 53	109 10	112 06[1]	107 57[1]	»
1884	372.8	135.0	77 70	79 12	106 28	»	107 69	»
1885	344.6	157.1	80 41	82 25	105 49	»	109 22	»
1886	335.8	167.4	82 32	84 72	106 08	»	109 80	»
1887	367.3	153.3	81 07	84 26	103 82[2]	»	107 45	»
1888	315.3	171.4	82 63	85 68	»	»	105 86	»
1889	272.6	198.7	85 77	89 07	»	»	104 79	»
1890	252.3	191.4	91 69	94 21	»	»	105 96	»
1891	289.9	165.2	95 23	95 84	»	»	105 12	»
1892	249.4	203.6	98 05	98 59	»	»	105 46	»
1893	289 0	211.0	97 86	98 07	»	»	105 55	»
1894	317.8	163.7	100 93	100 06	»	»	104 75	107 28[3]

Achats de Rentes effectués par la Caisse de Dépôts et Consignations en 1893 et 1894

RENTES

Caisses d'Epargne

	1894	1893
4 1/2 0/0	382.500	1.372.500
3 1/2 0/0	1.501.500	»
3 0/0 perpétuel......	»	147.000
3 0/0 amortissable ..	»	114.000
Caisse Nationale d'Epargne		
4 1/2 0/0	270.000	»
3 1/2 0/0	1.891.890	»
3 0/0 perpétuel......	429.000	213.000
3 0/0 amortissable ..	132.000	165.000

(1) A partir du 1er août 1883, le 5 0/0 a cessé d'être coté ; il a été remplacé par le nouveau 4 1/2 0/0.

(2) A partir du 23 novembre 1887, le 4 1/2 0/0 ancien a cessé d'être coté.

(3) A partir du 1er février 1894, le 4 1/2 0/0 1883 a cessé d'être coté ; il a été remplacé par le 3 1/2 0/0.

CAPITAUX	1894	1893
Caisses d'épargne	54.493.143 35	40.311.068 25
Caisse natle d'épargne	83.068.063 35	12.042.564 70
Divers services.......	31.583.346 90	4.855.840 15
Totaux....Fr.	169.144.588 60	57.209.473 10

On constatera une forte augmentation d'achats de rentes tant pour le compte des Caisses d'épargne que pour celui des Trésoriers généraux.

Informations Économiques et Financières

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	24 janvier	31 janvier
ACTIF		
Encaisse de la Banque :		
Or .... 24 janvier 2.108.066.820 — 31 janvier 2.120 619 941		
Argent... 24 janvier 1 234.209.596 — 31 janvier 1.234.558.032	3.342.276.416	3.355.178 004
Total : 3.342.276 416 — 3 355 178.004		
Effets échus hier à recevoir ce jour....	27 015	95.099
Portefeuille Paris { Effets Paris........	196.711.782	291.193.113
Portefeuille Paris { Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor..........................	»	»
Portefeuilles des succursales...........	258.70› 798	314 285.458
Avances sur lingots à Paris.............	848.800	1.299.800
Avances sur lingots dans les succursales	18 600	18.600
Avances sur titres à Paris..............	124.636.9·9	129.235 979
Avances sur titres dans les succursales	152.505.831	150.976.562
Avances à l'Etat........................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve....................	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles......................	99.627.294	99.627.294
Rentes immobilisées.....................	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales..............	15.158.250	15.201.483
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales..............	209.940	636.006
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers..................................	97.822.000	86.357.701
Total...........	4.553.937.832	4.709.493 296
PASSIF		
Capital de la Banque....................	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital........	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4 000.000	4.000.000
Réserve spéciale........................	8 407 444	8.407.444
Billets au porteur en circulation.......	3.630.269.170	3.749.721 650
Arrérages de valeurs déposées..........	18.941 751	17.382.125
Billets à ordre et récépissés...........	39.402.731	40.170 580
Compte courant du Trésor, créditeur ...	147 978 609	134.604 422
Comptes courants de Paris.............	371 337 916	387.302.474
Comptes courants dans les succursales.	56.490.627	79 811.293
Dividendes à payer.....................	4.290 099	3.741.790
Escompte et intérêts divers............	1 557.225	1.882.928
Réescompte du dernier semestre	782 337	782 337
Divers...................................	57.871 954	69 128.186
Total...........	4 553.937 832	4.709.493.296

Comparaison avec les années précédentes

	5 févr. 1891	4 févr. 1892	2 févr. 1893	1 févr. 1894	31 janv. 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation..........	3.173.1	3.136.6	3.378.9	3 608.0	3 749.7
Encaisse............	2.375.6	2.606 6	2 827.4	2.963.0	3 355.1
Portefeuille.........	1.221.5	803.7	666.8	803 7	605.4
Avances aux partic.	309.3	316.3	314.0	298 5	231.5
— à l'Etat....	140.0	140.0	140.0	140 0	140.0
Compt. cour. Trésor	318.6	375.1	76.3	186.3	134.6
— part...	539.8	411.6	489.9	397 7	467.1
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0
Prime de l'or........	4 0/00	4 ½ 0/00	pair	1 ½ 0/00	pair
Bénéfices nets......	4.404.5	3.125.4	1.921 4	2.301.5	1.216.9

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Depuis le 22 janvier dernier, les obligations de l'Emprunt du département de la Sarthe 3 1/2 0/0 1894 sont

admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote.

6.800 obligations de 500 fr. 3 1/2 0/0, entièrement libérées et au porteur, émises à 497 fr. 50; remboursables au pair, par tirages au sort semestriels, en 33 ans, de 1896 à 1928.

Intérêt annuel : 17 fr. 50, payables par moitié les 15 janvier et 15 juillet de chaque année.

Jouissance courante : 15 janvier 1895.

Service des titres et des coupons, à Paris, au Crédit Lyonnais, 19, boulevard des Italiens.

Depuis le 25 janvier dernier les obligations de la Société Autrichienne-Hongroise privilégée des Chemins de fer de l'Etat, 2e hypothèque, numéros 803084 à 950486, ne sont plus négociables qu'en titres munis de coupon.

Par suite de l'appel au remboursement, pour le 31 janvier dernier, des obligations de l'Emprunt de la Ville de Constantine 5 0/0 1878, la Chambre syndicale a décidé que lesdites obligations ont cessé d'être négociables à la Bourse de Paris à partir du 25 janvier.

Depuis le 28 janvier dernier les obligations 4 0/0 de la Société Ottomane du Chemin de fer de Smyrne-Cassaba et prolongement ne sont plus négociables qu'en titres définitifs.

En liquidation du 31 janvier, les livraisons se sont effectuées en titres définitifs, coupon no 1 attaché.

Produits des Droits d'octroi de la Ville de Paris en 1894 et 1893

(ÉVALUATIONS PROVISOIRES)

Produits constatés à l'entrée de Paris et à la sortie des entrepôts fictifs. (Principal et décimes)

Chapitres des perceptions	Résultat des années 1894	Résultat des années 1893	Augmentations en 1894	Diminutions en 1894
	Francs	Francs	Francs	Francs
Boissons	66.068.390	63.826.223	2.242.167	»
Préparations à base alcoolique et alcools dénaturés	382.047	359.746	22.301	»
Liquides autres que les boissons	17.760.518	17.957.047	»	196.529
Comestibles	31.285.974	33.298.112	»	2.012.138
Combustibles	13.149.195	13.835.693	»	686.498
Matériaux	7.787.984	7.964.482	»	176.498
Bois à ouvrer, bateaux, bois de déchirage	4.678.229	4.812.809	»	134.580
Fourrages	5.553.542	5.431.970	121.572	»
Objets divers	2.316.242	2.370.796	»	54.554
Forts centimes	17.754	17.478	276	»
Droits sur bestiaux	»	»	»	»
Entrepôts à domicile et usines :				
Droits d'admission à la faculté d'entrepôt	332.400	332.600	»	200
Droits d'abonnement sur les comestibles	284.957	296.314	»	11.357
Timbres des bulletins de sortie	75.305	74.666	639	»
Totaux	149.692.537	150.577.936	2.386.955	3.272.354
Diminution en 1894			885.399	

Le Budget de la Ville de Paris. — Le *Bulletin municipal* a publié le décret suivant :

Le budget de la Ville de Paris, pour l'exercice 1895, est réglé ainsi qu'il suit :

En recettes, à la somme de 331.683.559 fr. 90, savoir :

Recettes ordinaires	291.831.809 90
Recettes extraordinaires	39.741.750 »
Recettes des exercices clos	110.000 »
Total	331.683.559 90

En dépenses, à la somme de 331.683.559 fr. 90, savoir :

Dépenses ordinaires	291.831.809 90
Dépenses extraordinaires	39.741.750 »
Dépenses des exercices clos	110.000 »
Total égal	331.683.559 90

Ministère des Finances. — Par arrêtés du Président du Conseil, Ministre des finances, en date du 27 janvier 1895, ont été nommés :

Chef du Cabinet du Ministre des finances, M. Arnauné, chef de bureau à la Direction générale des douanes.

Chef-adjoint du Cabinet du Ministre des finances, M. Gérard, chef de bureau à l'Administration centrale du Ministère des finances.

Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse

Opérations du 1er au 31 décembre 1894

Reçu des déposants :

A Paris	64.325	versements	2.009.499 59
Dans les départements	118.439	—	1.803.443 77
Ensemble	182.764	—	3.812.943 36

Payé aux déposants :

Arrérages de rentes viagères 6.665.171 74

Payé à leurs héritiers :

Remboursements de capitaux réservés. 1.003.428 74

Ensemble 7.668.600 48

Les nouvelles rentes inscrites s'élèvent à .... 84.600 » aux noms de 1.177 parties.

Le total des rentes viagères est de... 33.216.088 » réparties entre 197.990 titres.

La Caisse a perçu pour arrérages ou remboursements de rentes et valeurs.. 1.250.299 87

Elle a placé :

En obligations départementales et communales 751.427 88

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 15 au 21 janvier 1895 (3e semaine)

(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Différence pr 1895
Etat	2.761	645	605	1.247	1.202	+ 44
Paris-Lyon-Méditer.	8.601	4 965	5.550	10.067	10.609	— 541
— Rhône au Mont-Cenis	133	77	83	156	163	— 6
— Chemins Algériens..	513	119	114	219	229	— 10
Nord	3.699	3.445	3.576	9.877	10.283	— 406
Ouest	5.350	2 347	2.342	4.745	4 6 1	+ 104
Orléans	6.772	2.591	2 723	5.049	5.164	— 115
Est	4.802	2 23[illegible]	2 358	4 582	4 577	+ 5
Midi	3.136	1 277	1.547	2 688	2 888	— 200
Est-Algérien	897	112	96	281	292	— 11
Bône-Guelma voie larg.	607	47	44	47	44	+ 3
— voie étroite	128	8	4	8	4	+ 3
Ouest-Algérien	296	43	34	97	105	— 8
Arzew à Kralfallah	214	20	20	46	59	— 12
Médoc	101	16	20	50	56	— 5

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er au 10 janvier	2.080.000	2.090.000
Du 11 au 20 janvier	2.110.000	1.760.000
Du 21 au 31 janvier	1.910.000	1.870.000
Du 1er au 31 janvier	6.100.000	5.720.000

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 30 janvier 1895.

Anniversaire de l'Empereur. — La Réforme des Finances impériales. — L'Impôt sur les Tabacs. — Le Monopole des Blés. — Réforme du Régime des Sucres. — Le Commerce de l'Allemagne en 1894. — Le Travail du dimanche. — Elections wurtembergeoises. — Rachat du *Ludwigsbahn*.

Avant-hier, c'était la fête de l'Empereur. Les panégyristes de la monarchie des Hohenzollern se sont mis en frais d'éloquence. Ils ont célébré à la fois l'incontestable vigueur corporelle et intellectuelle du chef de l'Empire, ses talents sans nombre et même les avantages que lui assure sa passion des voyages.

Un hommage indirect, qui a dû être plus sensible à l'Empereur Guillaume, c'est la recommandation adressée aux députés saxons, par leur Souverain, de voter la réforme financière.

Le Reichstag est en effet saisi du projet Miquel, tendant à l'augmentation des ressources financières de l'Empire. M. Miquel se propose, comme jadis, d'atteindre deux buts. Il veut trouver les ressources exigées par les nouvelles dépenses militaires et assurer en même temps l'indépendance financière de l'Empire.

C'est, au fond, une idée essentiellement politique. D'après la Constitution fédérale, il serait toujours facile de couvrir les dépenses impériales en augmentant les contingents matriculaires, c'est-à-dire la part des Etats confédérés dans les dépenses de l'Empire. Mais les partisans de l'unification se refusent d'admettre cet assujétissement de l'Empire aux Etats. Ils préféreraient que ceux-ci en devinssent tributaires. Toutefois, comme les populations allemandes se résignent difficilement à l'établissement de nouvelles charges, le Ministre des finances limite son idéal. Il cherche seulement à établir un strict équilibre entre les recettes et les dépenses de l'Empire, en restituant aux Etats le montant de leurs contributions matriculaires.

Les contributions indirectes sont chargées de faire face aux excédents de dépenses. L'impôt sur le tabac comblerait le déficit actuel.

En outre, en ne demandant plus aux Etats un pfennig de véritables contributions matriculaires, l'Empire rendrait un service précieux aux finances locales ébranlées par les exigences du ministère de la guerre.

Le *Reichsanzeiger* a publié le projet d'impôt sur le tabac. Il s'agit de trouver 32 millions de marks en portant le revenu de l'impôt actuel de 55 à 91 millions. On fait remarquer que l'Allemagne est le pays où la consommation du tabac est le plus légèrement taxée.

Le mode de perception serait remanié. Au lieu d'une taxe spécifique, le droit serait de 25 ou de 40 0/0 sur la valeur des tabacs fabriqués.

La proposition Kanitz sur le monopole des blés étrangers fait l'objet de sérieuses discussions. La *Germania*, organe du Centre, l'appuie de concert avec les agrariens ; mais les économistes proclament que le monopole des blés est inconciliable avec le respect des traités de commerce.

Un autre projet, appuyé par les mêmes partis, a grand chance d'être adopté, car le Ministre de l'agriculture s'y est rallié. Il s'agit du régime des sucres. Un député, M. Paasch, propose de porter le droit de consommation de 18 à 24 M. par 100 k. de poids net. En outre, une taxe progressive de fabrication serait établie sur les fabriques produisant plus de 20.000 quint. métriques, à raison de 10 pf. de 20.000 à 50.000 quintaux métriques par échelon de 5.000 quintaux métriques et de 20 pf. au-dessus de 50.000 quintaux métriques.

Le droit d'entrée monterait à 42 M. par 100 kilogr.

Le montant des excédents de revenus, acquis par ce système, serait attribué à une caisse de primes jusqu'à concurrence de 10 millions de marks. Les primes d'exportation seraient de 4 M. sur les sucres de la classe *a*, 5 m. sur celles de la classe *b*, 4 m. 60 sur la classe *c*.

Le Bureau de la statistique impériale a publié les résultats annuels du commerce allemand pendant l'année 1894. L'importation s'est élevée à 320.224.521 quintaux métriques, contre 298.155.571 quintaux métriques en 1893. Sa valeur est estimée provisoirement à 4 milliards 605.755.000 marks, contre 4.134.070.000 m. en 1893.

L'augmentation totale est de 471.685.000 marks. Mais il faut en déduire le mouvement d'entrée des métaux précieux, qui réduit l'augmentation à 264.376.000 m. pour le trafic des marchandises.

A l'exportation, on signale la sortie de 228.830.188 quintaux métriques, contre 213 615.442 quintaux métriques. D'après l'estimation provisoire de la valeur, l'année 1894 présente une augmentation apparente de 31.813.000 m. (3.277.375.000 M. en 1894, contre 3 milliards 244.562 000 M. en 1893). En réalité, la valeur de l'exportation a diminué de 19.633.000 M. par suite de la réduction des sorties de métaux précieux. Celles-ci ont diminué de 53.446 000 M.

En somme, l'année 1894 n'a pas été brillante. Si les importateurs ont fait sûrement de bonnes affaires, le commerce d'exportation n'a pas à se féliciter des résultats acquis. Ses pertes, insignifiantes d'après les données provisoires, puisqu'elles ne dépassent guère 1/2 0/0, doivent être considérables, eu égard à la baisse des prix.

Par contre, les réserves monétaires se sont considérablement accrues, puisqu'elles se traduisent par un gain net de 240.775.000 M. sur les résultats de l'année antérieure.

Le Gouvernement impérial est fier d'avoir mené à bonne fin l'œuvre bien difficile de la suppression du travail du dimanche.

Les règlements prévus par le § 105 de l'ordonnance industrielle sont à la veille de leur promulgation.

Ils déterminent les exceptions autorisées à l'interdiction générale du travail dans la grande et dans la petite industrie. Reste à savoir quel sera le résultat définitif de cette réglementation.

Les élections générales au Landstag wurtembergeois sont imminentes. Il est permis de se faire une idée approximative de la force des partis par le nombre des candidats présentés. Pour 70 circonscriptions, il y a 55 candidats démocrates (parti du peuple), 33 du parti allemand, 26 du centre, 18 indépendants, la plupart agrariens, 5 anciens autonomistes et 2 conservateurs.

Quant aux démocrates socialistes, ils se présentent dans tous les collèges !

Le ministre d'Etat Finger a annoncé solennellement le rachat prochain des Chemins de fer de la Hesse rhénane. Le rachat, devenu licite en 1893, se fera sur le pied de 20 fois le montant du revenu moyen des cinq dernières années.

Le matériel roulant, les installations et le mobilier des gares, etc. etc., doivent être payés à part.

Cette nouvelle a fait baisser de plusieurs points le cours des actions du Ludwigsbahn. Le réseau menacé de rachat comprend 420 kilomètres.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	23 janv.	Dif. 15 janv	23 janv.	Dif. 15 janv
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.085 535	+ 23.701	872.459	+ 35.282
Billets du Trésor	21 882	+ 1.316	23 240	+ 1.665
Billets d'autres banques	9.784	— 3.231	12.907	— 639
Lettres de change	509.864	— 14 927	478 838	— 6.478
Prêts sur titres	65.013	— 7.543	78 240	— 16 958
Valeurs	4 423	— 74	5.188	— 908
Autres propriétés	49 272	— 2.857	48.229	— 8.435
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	1.052.922	— 48.550	960.171	— 54 160
Autres engagements à vue	522.673	+ 42.855	390.518	+ 55 306
Autres engagements	19.778	+ 2 030	2.871	+ 651

Comparaison avec 1894 et 1893

(Millions de marks)

	Stock métallique			Lettres de change et prêts sur titres		
	1893	1894	1895	1893	1894	1895
1 janv. ...	837,8	797,7	1011.2	724,8	753,2	703,1
7 — ...	863,3	808,8	1024,8	658,8	662,1	618,3
15 — ...	878,2	837,2	1061.8	616,8	580,5	597,3
23 — ...	902,3	872,5	1085.5	584,8	557,1	574.9
31 — ...	901,5	880,0	—	586,6	565,3	—

	Circulation			Réserve de billets		
	1893	1894	1895	1893	1894	1895
1 janv. ...	1140.2	1110,1	1211,2	16,8	8,4	123.5
7 — ...	1037,8	1072.7	1164.0	96,3	59,00	182 8
15 — ...	1036,0	1014,2	1101.5	163.6	91,18	287,0
23 — ...	989,2	960,1	1052.9	235,7	241.9	357,3
31 — ...	987,7	953,2	—	233,2	255,0	—

Les Dépenses du Réseau de l'Etat prussien. — Voici, d'après le projet de budget, l'état des dépenses qui intéressent les industries métallurgiques :

	1895/96	1894/95
	M.	M.
Matériel des gares.....	67.995.000	67.900.000
— d'exploitation.	63.695.000	66.490.000
Renouvellement de la superstructure	40.250.000	45.880.000
Renouvellement du matériel d'exploitation..	38.721.000	38.420.000
Dépenses pour travaux complémentaires	5.750 000	5.850.000
Totaux.....	216.411.000	224.540.000
Autres dépenses exceptionnelles et extraordinaires............	29.150.000	20.865.000
	245.561.000	245.405.000

Les Produits de l'Impôt du Timbre impérial. — L'augmentation des tarifs survenue depuis le 1er mai 1894 altère quelque peu la signification des différences constatées. Concurremment avec le mouvement des affaires, elle a accru les recettes du droit de circulation de 90 1/2 0/0 pendant les trois derniers trimestres pour la taxe de circulation. Le produit du timbre des effets a augmenté jusqu'à présent les recettes de 4 118.731 marks, soit 176 0/0 de plus. Avec les recettes tirées des loteries d'Etats ou des loteries particulières, le produit complet dn timbre impérial s'élève à 25 584.360 marks avec un excédent de 11.322.786 marks sur les dernières recettes budgétaires.

	Produits du Timbre			
	sur la circulation		sur les effets	
	1893	1894	1893	1894
Janvier	831.648	730.214	213.057	584.038
Février	978.127	759.355	584.707	428.943
Mars.........	902.774	795.712	599.459	820.638
Avril	852.335	760.715	306.594	807.698
Mai	760.482	1.145.353	329.982	314.101
Juin	616.986	1.003.862	249.165	904.213
Juillet	674.044	1.947.813	295.283	520.122
Août	625.654	1.230.127	117.239	187.376
Septembre ...	575.000	1.622.430	191.066	678.332
Octobre	593.785	1.590.600	22[illegible].254	1.527.691
Novembre....	644.543	1.614.079	231.243	715.918
Décembre	532.996	1.293.435	380 188	793 267
Totaux	8.594.374	13.493.695	3.727.237	8.282.247

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 1er février 1895.

Le rachat prochain du Ludwigsbahn hessois a provoqué de nombreuses réalisations d'actions. La tendance en a été alourdie sur le marché des valeurs.

On s'étonne du retard constant de la communication des cours du comptant à la presse.

C'est le 2 mars que la *Dresdner Bank* réunit l'assemblée générale de ses actionnaires pour approuver l'achat de la Banque de Brême.

Si la mesure est approuvée, ce qui n'est pas douteux, la Bourse prévoit un redoublement d'activité de la part de ce grand Etablissement de crédit.

Les fonds d'Etats conservent des cours fermes.

BOURSE FINANCIÈRE DE BERLIN

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

VALEURS	27déc.	3 janv	10jan.	17jan.	24jan.	31jan.
Fonds d'État						
Consol. Pruss. 3 0/0........	95 50	96 25	96 25	96 62	97 62	97 90
Russe Interieure 4 0/0.....	65 »	65 12	65 12	65 12	65 50	65 50
Consolidés Russes..........	102 75	102 42	102 62	102 75	102 12	103 50
Hongrois..................	101 75	101 42	102 25	102 12	102 25	102 75
Turc VI....................	25 62	25 50	25 75	26 25	26 40	26 40
Italien 4 %................	85 75	85 87	86 50	86 62	86 62	87 50
Chemins de fer						
Autrichiens................	163 »	162 12	166 50	164 62	163 50	164 »
Lombards..................	43 12	43 62	43 62	43 37	43 25	43 62
Gothard....................	185 »	181 12	187 40	185 »	185 »	182 87
Nord-Est Suisse............	128 62	120 50	124 12	123 12	138 87	137 90
Marienbourg...............	80 25	80 25	81 12	80 25	78 75	76 ..
Vars.-Vienne...............	242 75	249 42	253 37	251 62	254 »	252 75
Banques						
Crédit.....................	243 62	243 »	251 50	251 62	219 75	251 »
Disconto...................	208 62	207 12	208 75	206 87	207 40	206 37
Darmstadt-Bank............	151 50	152 »	153 12	152 75	152 40	152 25
Berl-Handels...............	154 37	154 75	157 »	155 37	154 »	155 25
Dresde-Bank...............	156 62	157 87	159 12	156 50	1[illegible]8 »	158 »
National-Bank..............	128 62	130 37	131 12	128 87	129 50	131 75
Mines et diverses						
Laura......................	121 90	124 25	124 87	122 75	123 25	121 25
Dortmund..................	56 37	62 25	63 50	62 40	62 62	61 37
Bochumer..................	139 60	139 42	139 12	137 62	135 50	136 25
Gelsenkirch................	167 12	167 12	167 50	158 75	157 75	1[illegible]5 25
Hibernia..................	136 75	137 25	137 42	130 87	128 75	128 12
Harpener..................	146 37	147 12	147 37	139 75	136 50	134 50
Packets de Hambourg......	86 37	82 75	84 50	83 37	83 »	82 25
Nordd Lloyd...............	91 12	87 75	89 25	88 37	88 75	84 40
Lots Turcs.................	110 50	111 75	112 37	113 »	112 75	111 75
Changes						
Paris 8 jours..............	81 10	81 10	81 10	81 15	81 10	81 05
Londres —	20 38	20 39	20 39	20 42	20 40	20 41
Vienne —	164 35	163 30	164 30	164 60	164 55	164 20
Pétersbourg 8 jours.......	218 80	216 90	219 40	219 30	219 »	219 10
Roubles comptant..........	220 2	219 90	219 67	219 30	219 35	219 30
fin courant........	220 »	220 25	220 »	219 75	219 50	219 25

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 31 janvier 1895.

La Crise américaine. — Le Message de M. Cleveland. — La Hausse des Consolidés. — Les Caisses d'épargne. — Emprunts Chinois et Japonais.

Le marché s'est trouvé fort ému du Message que le Président de la République des Etats-Unis a adressé au Congrès. On se souvient que l'emprunt de 50 millions de dollars émis, il y a un an, n'ayant pas réussi à reconstituer la réserve, MM. Carlisle et Cleveland se décidèrent à émettre en novembre, un second emprunt de 50 millions de dollars, et le niveau de la réserve fut reporté à 112 millions de dollars. S'il est facile cependant de faire entrer de l'or dans les caisses du Trésor, il est, par contre, impossible de l'y retenir ; les billets affluent au remboursement et, à peine retirés, on doit les remettre en circulation pour payer les dépenses gouvernementales ; le produit de l'emprunt n'a pas tardé à être dévoré : le 28 janvier, le secrétaire du Trésor n'avait plus que 52 millions de dollars d'or ; 69 millions étaient partis.

En présence de cette situation, M. Cleveland s'est décidé à adresser au Congrès un Message, demandant un emprunt en obligations 3 0/0, remboursables en or en 50 années, permettant d'assurer l'acquittement en or de tous les engagements du Trésor, une réforme du système des Banques afin de donner à la circulation fiduciaire l'élasticité qui lui fait défaut.

Il ne semble pas que, dans le cas où la Chambre des représentants accepterait la proposition de M. Cleve-

land, le Sénat consentît à voter un bill de ce genre. On se demande alors ce qu'il adviendra si le drainage de l'or continue, comme tout permet de le prévoir : le jour ne serait pas éloigné où le Secrétaire du Trésor déclarerait ne plus pouvoir acquitter en or la totalité des engagements. On voit quelle intensité a prise la crise monétaire, et les marchés étrangers, principalement le marché anglais, ne peuvent pas se désintéresser d'une pareille situation. A un point de vue plus général, il est évident que l'état des affaires aux Etats-Unis fait craindre des complications économiques et financières pouvant entraîner, si l'on n'y prend garde, de sérieuses conséquences de nature à écarter toute apparence d'une reprise générale des affaires en Europe.

Les Consolidés anglais, en recul aujourd'hui à cause de la crise américaine et des craintes d'emprunt qu'elle provoque, avaient atteint au commencement de la semaine le cours, vraiment exceptionnel, de 105 9/16, grâce un peu aux achats des capitalistes français. Cette progression a remis à l'ordre du jour la question de l'intérêt servi aux Caisses d'épargne, dont je vous ai déjà parlé.

Avec la diminution actuelle du revenu et étant données les charges d'exploitation, la situation devient de plus en plus critique. Il y a, en outre, à considérer la possibilité d'une perte provoquée par des réalisations dans le cas où une hausse dans la valeur de l'argent amènerait des retraits sur une échelle considérable concurremment avec une baisse dans le prix des fonds publics. La question se pose donc de savoir si le Gouvernement doit continuer à s'exposer à de tels risques dans l'intérêt d'une classe de déposítaires en vue de laquelle les Caisses d'épargne n'ont pas été établies et dont les opérations seraient acceptées et mieux gérées par les Banques ordinaires. La marge entre l'intérêt payé, augmenté des dépenses, et l'intérêt reçu est aujourd'hui tellement étroite que la question demande une prompte solution.

L'emprunt chinois paraît revenir à l'ordre du jour : le *Standard* vient d'annoncer qu'un emprunt de 6 0/0 se ferait prochainement ici et que le taux d'émission serait fixé à 82 1/2. D'après le *Financial News*, il serait question aussi d'un emprunt japonais, qui serait contracté prochainement à Paris pour compenser l'emprunt tenté sans succès il y a quelques mois.

Informations Économiques et Financières

Finances Argentines. — Le bruit court que le Ministre des finances de la République aurait l'intention de priver la Banque Nationale de son caractère officiel. On annonce que M. Romero voudrait d'abord régler la question des garanties des Chemins de fer avant d'entamer des négociations pour le règlement des dettes provinciales, attendu que la première question touche davantage le crédit national que le second.

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE
30 Janvier 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés	50.271.000	Dette fixe de l'Etat	11.015.100
		Rentes immobilisées	5.784.900
		Or monnayé et lingots	33.471 000
Total	50.271.000	Total	50.271.000

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	12.877 309
Réserve et profits et pertes	3.412.498	Portefeuille et avances	17.515.061
Trésor et administration publique	6 342 966	Billets en réserve	25 314.155
Comptes particuliers	33 761 450	Or et argent monnayés	2.475.720
Billets à sept jours, etc.	142.331		
Total	58,212 245	Total	58.212.245

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
24 Octobre	37.751	25.430	44.458	34.118	27.821	63	2
31 »	36 177	25.783	43.338	33.918	27.194	62	»
7 Novembre	35.052	25.508	42.400	33.776	26.444	62	»
14 »	35.558	25.443	42.593	33.460	26.914	63	»
21 »	35.018	25 111	41.135	32.248	26.706	64	»
28 »	34.955	25 015	40.782	31.822	26.740	65	»
5 Décembre	34.196	25.257	40.263	32.412	25.739	65	»
12 »	33.743	25.176	39.936	32.427	25.366	63	»
19 »	33.362	25 325	38.868	31.886	24.8[illegible]7	63	»
26 »	32.547	25.676	37.087	31.272	23.670	63	»
2 Janvier	33 091	25.918	44.797	38.714	23.972	53	»
9 »	33.880	25.519	45.058	37.982	25 160	55	»
16 »	34.604	25.202	41.577	33.525	26.202	62	»
23 »	35.358	25.015	41.107	32.113	27.142	65	»
30 »	35.946	24.926	40.104	30.392	27.819	69	»

Les Porteurs de l'Emprunt 6 0/0 des Chemins de fer du Nicaragua. — Les Porteurs de titres de l'Emprunt 6 0/0 des Chemins de fer du Nicaragua viennent de constituer un Comité de défense. Voici, d'après les renseignements fournis à l'assemblée des Porteurs, quelle est la situation :

L'emprunt de 285.000 liv. st. a été émis à un bon prix ; le capital devait être remboursé au pair le 1er juillet 1919, mais le Gouvernement se réservait le droit de le rembourser par anticipation à partir du 1er juillet 1896.

Comme garanties, l'emprunt jouissait d'une première hypothèque sur le Chemin de fer et au moment de l'émission la ligne rapportait 20.000 liv. st. par an, ce qui était plus que suffisant pour garantir l'intérêt de l'emprunt ; l'emprunt était garanti, en outre, par les douanes, qui rapportaient 500.000 dollars par an et dont le rendement s'est encore accru.

Le pays, dont la population n'est que de 300.000 habitants, n'avait à ce moment pas d'autre dette extérieure et la dette intérieure était peu considérable.

Le Comité de défense vient d'annoncer sa constitution au Gouvernement et de lui demander à quelle époque on peut espérer la reprise du paiement des intérêts. En réponse, le Gouvernement du Nicaragua a annoncé que le Ministre des finances, M. Barrios, est autorisé à traiter avec les Porteurs.

Finances Chiliennes. — Le Sénat chilien a approuvé la conversion du papier-monnaie à raison de 18 cents par peso.

Clearing-House

Résultat des compensations du 24 au 30 janvier

Jeudi 24 janv. £	15 458.000	Lundi 28 janv. £	21.126.000
Vendredi 25 janv.	18 163 000	Mardi 29 janv.	15 575.000
Samedi 26 janv.	17.829.000	Mercredi 30 janv.	20 077 000
		Total £	108.228.000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 135.932.000.

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 1er février 1895.

Après une semaine assez active, où la liquidation a été la principale préoccupation du marché, les tendances générales restent satisfaisantes, bien que les transactions aient peu d'entrain. Le monde des affaires est surtout préoccupé par la crise américaine.

Le *Times* publie une dépêche de Philadelphie annonçant que les directeurs du Trésor ont eu une longue conférence avec divers représentants de maisons de banque étrangères au sujet du drainage de l'or ; l'impression dans les milieux financiers est que l'on arrivera à faire un emprunt de 100.000.000 de dollars en bons-or que l'on essaiera de placer en Europe.

Les Consolidés ont été l'objet de quelques réalisations qui leur font perdre leurs plus hauts cours.

Les valeurs à revenu assuré sont toujours recherchées, sans fournir, toutefois, de nouveaux éléments d'affaires.

Les fonds étrangers sont fermes, sauf les Brésiliens affaiblis sur les nouvelles de Rio-de Janeiro. L'Uruguay et le Péruvien sont également plus faibles.

Le marché des Chemins américains est déprimé par les offres de New-York.

Le Rio est mouvementé ; les offres prédominent aussi bien pour le compte des porteurs de titres désaffectionnés que pour celui de la spéculation visant un niveau inférieur de cours. Le bruit se répand d'une nouvelle émission d'obligations.

BOURSE FINANCIÈRE DE LONDRES

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

Valeurs	27déc.	3 jan.	10jan.	17jan.	24jan.	31jan.
Fonds d'États						
Consolidés anglais 2 3/4 0/0	103 44	101 »	104 37	104 69	105 75	104 31
Rupee 4 0/0	55 75	55 87	54 87	53 37	53 87	54 12
Brésil 4 0/0	75 75	75 50	76 50	76 25	76 50	75 75
Argentine 5 0/0	67 75	66 25	65 75	65 25	65 50	66 25
Cédulas E	25 50	25 50	25 25	25 25	26 »	25 75
Mexicain 6 0/0	72 50	70 50	69 87	71 »	71 25	73 50
Turc I	65 50	65 50	66 »	66 »	65 50	65 50
— II	44 »	43 19	44 50	45 »	45 50	44 87
— IV	25 44	25 31	25 69	26 19	26 56	26 25
Egypte Unifiée	102 62	102 50	102 87	104 12	105 25	105 »
Grec Monopole	32 50	31 »	31 50	31 »	31 25	32 »
Italien 4 0/0	86 44	84 37	85 06	85 1-	85 56	86 37
Russe 4 0/0	103 25	102 25	102 25	102 50	103 »	103 »
Portugais 3 0/0	24 50	23 75	24 87	25 12	25 »	24 87
Espagne Ext. 4 0/0	73 81	72 87	73 56	74 »	74 »	71 19
Hongrois	101 75	99 75	100 75	100 75	101 »	101 25
Français 3 0/0	102 »	101 »	101 50	101 50	101 50	102 »
Divers						
Suez	124 »	122 »	122 »	123 »	122 »	123 »
Lombards	9 25	9 25	9 37	9 25	9 25	9 37
Banque Ottomane	16 81	16 56	17 06	17 12	17 25	17 »
Rio-Tinto	15 19	14 87	14 87	14 87	14 81	13 50
Brighton A	158 50	158 25	160 »	160 62	161 »	156 »
North Brit. ord	38 25	36 52	38 12	39 »	39 75	38 25
Pérou ord	3 12	3 12	3 »	3 »	2 87	2 87
— préf.	9 »	9 25	9 »	9 25	9 »	9 »
— debs	43 25	43 25	42 75	43 »	42 75	41 75
De Beers	18 69	19 »	19 56	18 94	19 »	19 44
Chemins Américains						
Atchison Incom. Bds	17 12	17 75	18 87	20 37	19 62	18 50
— actions	4 25	4 25	4 25	4 25	4 62	4 12
Canada Pacific	60 25	58 75	58 »	58 50	57 75	53 37
Eries	10 12	10 »	10 25	10 75	10 37	9 87
Denver préf.	33 87	31 25	31 87	36 50	35 62	34 75
Milwaukee	58 25	56 37	57 50	57 75	57 12	56 25
Louisville	54 37	54 12	54 37	56 62	55 25	51 75
Norfolk préf	17 50	18 50	18 75	19 25	18 12	14 12
Union Pacific	11 37	11 25	11 75	11 75	9 75	9 37
Mexican ord.	14 25	13 87	13 87	15 75	15 75	16 25
Argent en barres	27 44	27 44	27 25	27 25	27 25	27 19
Change sur Paris	25 35	25 31	25 31	25 31	25 33	25 33
Escompte de la Banque	2 »	2 »	2 »	2 »	2 »	2 »
Escompte hors banque	0 87	0 62	0 62	0 62	0 62	0 75

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 30 janvier 1895.

Les Délégations d'Istrie et de la Basse-Autriche. — Les Recettes des Chemins de fer de l'Etat et le commerce extérieur de l'Autriche. — La Banque d'Autriche-Hongrie. — La Société Hongroise de Navigation fluviale et maritime.

Les Délégations n'ayant pas terminé leurs travaux; je me bornerai à vous signaler les incidents les plus saillants qui se soient produits jusqu'ici.

C'est d'abord la dissolution de la Diète d'Istrie, en vertu d'un décret impérial ; la mesure est justifiée par ce fait que, la majorité ayant décidé de se servir, pour les discussions, de la langue italienne, à l'exclusion de toute autre, les représentants de la population slave se trouvent dans l'impossibilité de défendre les intérêts de leurs mandants. On va donc procéder à de nouvelles élections.

A la Diète de la Basse-Autriche, les violences des antisémites ont revêtu un caractère tel que le Président, ne pouvant plus rétablir l'ordre, a dû clore la session.

Ailleurs, c'est-à dire à Prague et en Moravie, les tendances nationalistes se manifestent avec plus de force que jamais, mais on n'a pas eu à prendre, jusqu'ici, de mesures de rigueur.

Je vous ai envoyé le tableau des recettes des *Chemins de fer de l'Etat Autrichien* au 31 décembre 1894. Il résulte de ces chiffres que le capital de 950 millions de florins (en chiffres ronds) placé dans les réseaux de l'Etat a produit, en 1894, plus de 3,2 0/0, au lieu de 2,53 0/0 en 1893. Il faut bien dire que la préoccupation dominante de l'Administration est de pousser aux recettes, sans trop se préoccuper des besoins du commerce ; c'est du moins ce que prétendent les adversaires du rachat par l'Etat.

Aussi bien, la crise économique dure toujours; vous en avez la preuve dans le mouvement du commerce extérieur au 31 décembre 1894.

Ces chiffres ne sont pas de nature à modifier les appréciations que j'ai émises dans ma dernière lettre; la concurrence des blés américains a porté un rude coup aux exportateurs de céréales de la Monarchie dont les transactions ont baissé, l'an dernier, de 43 millions de florins. Même constatation pour les sucres, qui perdent 23 millions de florins par rapport à 1893. Mais, c'est surtout à la baisse des prix qu'il faut attribuer les moins-values.

Par contre, l'industrie se développe dans de notables proportions, ainsi qu'en témoignent les importations sans cesse croissantes de matières premières.

Je vous ai annoncé, pour le 4 février, l'assemblée générale des actionnaires de la *Banque d'Autriche-Hongrie*, à l'effet d'entendre l'exposé du bilan de 1894; à ce propos il me paraît intéressant de donner les grandes lignes de ce bilan.

Les opérations de l'année 1894 se sont étendues à 201 places banquables et ont porté sur un chiffre total de 2 milliards 311 millions 775 mille florins, soit une augmentation de 120 millions 883 florins mille par rapport à 1893.

La réserve métallique consistait en 155 millions 320 mille florins d'or (+ 53.490.000 fl.) et 139 millions 199 mille florins d'argent (— 22.782.000). Le stock des devises s'élevait à 12.485.000 fl. (— 1.936.000).

Au 31 décembre 1894, le solde créditeur des deux Administrations des finances s'élevait à 5 153.000 florins et la circulation des billets à 507.808.000 fl. (+ 25.184.000); cette dernière avait une couverture dépassant de 14.220 mille florins le chiffre légal.

Le Portefeuille de l'escompte accuse, en fin d'exercice, 180.253.000 fl. (+ 8.854.000) et les avances sur titres 38.501.000 fl. (— 4.812.000). Les virements se sont élevés à 7 milliards 049.521.000 fl. (+ 220.704.000).

Les dépôts de garantie comprennent 626.199.000 fl. (+ 50.106.000).

Enfin les Prêts hypothécaires ont atteint le chiffre de 131.504.000 fl. (+ 6.242.000) et la circulation des Bons hypothécaires celui de 127.513.000 fl. (+ 6.944.000).

Les bénéfices nets de l'année 1894 ressortent à 6.639.000 florins, dont 4 millions 1/2 peuvent être répartis entre les actionnaires, le solde de 2.139.000 fl. devant être appliqué comme suit: 85.000 fl. pour le fonds de réserve (4 0/0); 1.800.000 fl. pour le supplément de dividende aux actionnaires; 253.000 fl. à partager entre ceux-ci et les deux Administrations des finances.

Dans ces conditions, le dividende total de l'exercice s'élèvera à 42 fl. 90, au lieu de 44 fl. 30 en 1893.

Par suite de la part revenant aux deux Etats, leur Dette se réduit à 76.857 000 florins, tandis que le fonds de réserve de la Banque s'élève à 22.710.000 florins.

Le rapport s'étend assez longuement sur les négociations poursuivies par le Conseil d'administration avec les deux Gouvernements autrichiens et hongrois, au sujet du renouvellement du privilège de la Banque;

il rappelle aussi l'entente intervenue pour le retrait des billets d'Etat.

La question du privilège va donc revenir sous peu à l'ordre du jour.

L assemblée constitutive de la *Société Hongroise de Navigation fluviale et maritime* a eu lieu vendredi dernier, dans les bureaux de la Banque Hongroise de Crédit, sous la présidence du conseiller secret Koloman de Szell.

On a constaté le versement effectif du capital de 10 millions de couronnes (5 millions de florins) et on a approuvé les statuts. Outre les cinq millions de florins représentant le capital-actions, l'assemblée a autorisé les Directeurs à émettre pour 5 millions de florins de Priorités et à conclure divers traités avec la Société de Navigation à vapeur sur le Danube et les Chemins de fer de l'Etat hongrois; enfin elle a nommé, pour cinq ans, les membres du Conseil de direction.

Ces formalités remplies, le Président a rappelé le but poursuivi par la nouvelle Société, c'est-à-dire le développement des forces économiques de la Hongrie.

Informations Économiques et Financières

Le Commerce extérieur de l'Autriche en 1894. — Pendant le mois de décembre 1894, les *Importations*, en Autriche, se sont élevées à 65 millions de florins (contre 61 millions 600 mille florins en décembre 1893) et les *Exportations* à 66 millions 700 mille florins (contre 63 millions 900 mille florins en 1893), ces chiffres ne comprenant pas les métaux précieux.

Pour toute l'année 1894, les *Importations* se sont élevées à 717 1/2 millions de florins (+ 47 millions 400 mille florins), et les *Exportations* à 805 millions 800 mille florins (— 2 millions 300 mille florins par rapport à 1893).

Il résulte de ces chiffres que le solde actif de la balance commerciale s'est réduit (non compris les métaux précieux) à 88 millions 300 mille florins ; voici, au surplus, les divers soldes actifs depuis 1884, *en millions de florins* :

1884.......	78,8	1890.......	160,6
1885.......	114,1	1891.......	173,9
1886.......	159,4	1892.......	101,0
1887.......	104,3	1893.......	135,7
1888.......	195,7	1894.......	88,3
1889.......	177,0		

Il convient d'observer que si la valeur des *Importations*, en 1894, ne dépasse que de 7 0/0 celles des *Importations* de 1893, les quantités importées ont été supérieures de 15 0/0.

Les céréales, destinées à la meunerie, reçues de l'étranger en 1894, représentent une valeur commerciale de 11 millions de florins, tandis que les farines exportées se chiffrent par 14 millions 100 mille florins.

Les Chemins de fer de l'Etat autrichien. — Les chemins de fer de l'Etat ou exploités par l'Etat autrichien accusent, pour le mois de décembre 1894, une plus-value de 535.851 florins par rapport à décembre 1893.

Du 1er janvier au 31 décembre 1894, les recettes s'étant élevées à 85.686.958 florins, il y a une plus-value de 5.877.601 florins sur la période correspondante de 1893.

En décembre dernier, le nombre des voyageurs a augmenté de 165.358 personnes et le chiffre des recettes de 103.514 fl.; pour le service des marchandises, il y a eu une augmentation de 226.827 tonnes, et une plus-value de recettes de 424.035 fl. — soit une augmentation totale de 527.549 florins. Dans ces chiffres n'est pas compris le service de navigation à vapeur du lac de Constance.

Pour l'année entière, l'augmentation du service des voyageurs a donné une plus-value de recettes de 1 million 773.232 florins; pour le service des marchandises, on a enregistré une augmentation de 4.108.930 florins — soit, dans l'ensemble, une plus-value de 5.882 162 florins par rapport à la période correspondante de 1893.

Le Rendement de l'impôt du timbre en Autriche. — Pendant le premier semestre de 1894, le rendement du timbre pour les affranchissements, traites, cartes à jouer, etc., s'est élevé à 10.138.139 florins, en plus-value de 106.440 florins sur 1893.

Voici la décomposition de ces sommes :

Affranchissements, 7.755.966 florins ; timbres pour valeurs, 124.865 florins ; feuilles timbrées, 493.392 fl. ; mandats, 2.757 fl ; engagements, 24.365 fl. ; lettres de voiture pour chemins de fer et navires, 441.587 fl. ; factures, 132.498 fl. ; cartes à jouer, 154.899 fl. ; almanachs, 14.954 fl. ; journaux, 965.974 florins.

Les taxes perçues, pour les journaux, par l'entremise des bureaux de poste se sont élevées, pendant le 1er semestre 1894, à 21.893 florins.

L'Emprunt de la Ville de Budapest. — La semaine dernière a eu lieu, à Budapest, une soumission pour le placement du solde de 2 1/2 millions de florins de l'emprunt 4 1/2 0/0 de la capitale hongroise, dont le total s'élevait à 25 millions de florins.

L'affaire a été prise, au cours de 100 60, par la *Banque Commerciale hongroise* et par la *Laenderbank.* La souscription publique va être ouverte simultanément à Vienne et à Budapest.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 1er février 1895.

La Bourse viennoise a eu, cette semaine, des alternatives de fermeté et de lourdeur ; bien impressionnée par le Message de M. Félix Faure, elle a eu à subir les assauts livrés par les baissiers berlinois. Toutefois la liquidation de fin de mois s'est effectuée à l'avantage des acheteurs, et les taux de report ont été assez modérés. Toutefois on s'attend à une hausse du taux de l'argent, plusieurs Banques de Budapest retirant leurs capitaux mis en report.

Pas de changement à signaler sur le marché de l'escompte : on cote 3 1/2 0/0 pour le papier de banque de premier ordre, et 3 5/8 à 3 3/4 pour le bon papier de commerce.

L'émission de rentes-or dont on avait parlé ces temps derniers est ajournée ; le Syndicat Rothschild est d'avis qu'il faut attendre les résultats de l'emprunt américain projeté, résultats susceptibles de modifier la situation monétaire générale.

BOURSE FINANCIÈRE DE VIENNE

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

VALEURS	27déc.	2janv	10jan.	17jan.	24jan.	31jan.
Fonds d'États						
Autriche Rente Or..........	124 10	124 20	125 30	125 65	126 25	125 75
— — Argent.....	100 12	100 20	100 80	100 75	100 8[illegible]	100 80
— — Couronne..	98 50	99 60	100 2	100 »	101 »	101 »
Hongrie Rente Or..........	124 05	123 65	124 30	124 30	124 30	125 05
— Rente Couronne...	98 35	98 45	99 15	99 05	99 05	99 35
Chemins de fer						
Bohême-West..............	409 »	411 25	415 »	415 75	416 »	417 »
Buschtherader-B.	542 »	512 »	546 »	544 »	540 »	543 »
Lemberg-Czernowitz......	293 50	293 »	299 50	298 50	298 »	299 »
Ferd.-Nord..................	3485 »	3485 »	31 5 »	349[illegible] »	348[illegible] »	3[illegible]00 »
Autriche Nord-West........	246 »	244 »	246 »	251 »	248 50	249 70
Staatsbahn...............	393 »	395 70	401 40	401 40	398 »	398 50
Lombard..................	106 20	105 70	105 50	105 40	104 90	105 50
Lokalbahn.................	208 75	210 50	212 50	213 50	216 »	215 25
Changes						
Sur Londres................	123 85	124 10	124 0	124 35	124 45	124 05
— Paris..................	49 32	49 30	49 32	49 40	49 37	49 27
Napoléons d'or...........	9 84	9 85	9 86	9 88	9 88	9 85

BELGIQUE

Le Commerce de la Belgique. — On remarque à l'importation pour le mois de décembre 1894, un mouvement en valeurs de 122.795.000 francs, ce qui constitue une diminution de 10 0/0 sur le même mois de l'année 1893. Pour 1894 entier, le mouvement en valeurs s'est élevé à 1.367.304.000 francs, soit une augmentation de 3 0/0 sur 1893.

A l'exportation, le mouvement en valeurs s'est élevé, pour le mois de décembre, à 127.099.000 francs, soit une diminution de 11 0/0, comparativement au mois correspondant de l'année précédente.

Quant au chiffre total d'exportation pour les douze mois de l'année 1894, il est de 1.138.407.000, soit à peu près égal à celui de l'année 1893.

La comparaison du commerce de l'année 1894, avec celui de l'année 1893, fait ressortir que, au chapitre des importations, l'augmentation porte sur les froment, épeautres et méteils, pour 26.712.000 fr.; les sels de soude, 12.443.000 fr.; les viandes, 10.299.000 fr.; les houblons, 6.291.000 fr.; les orges et escourgeons, 4 millions 831.000 fr.; les vins, 4.231.000 fr., etc.

La diminution, aux importations, porte sur les bestiaux de l'espèce bovine, pour 16.765.000 fr.; les graines oléagineuses, 7.736.000 fr.; les soies, 7.017.000 fr.; les avoines, maïs et sarrasins, 4.291.000; les riz, 3 millions 291 000 fr., etc.

Au chapitre des exportations, l'augmentation porte sur les viandes, pour 15.754.000 fr.; les aciers ouvrés, 15.208.000 fr.; les fils de lin ou autres filaments végétaux, 5.070.000 fr.; les chevaux et poulains, 4.863.000 francs; les sels de soude, 3.865.000 fr.; les fers battus, 3.593.000 fr.; les peaux brutes, 3.428.000 fr.

La diminution, aux exportations, porte sur les sucres bruts, pour 26.041.000 fr.; les lins, 11.770.000 fr.; les fils de laine, 8.705.000 fr.; les soies, 6.102.000 fr.; les sucres raffinés, 5.248.000 fr.; les houilles, 4 millions 729.000 fr.; les voitures pour chemins de fer et tramways autres qu'en bois, 4.654.000 fr. etc., etc.

BULGARIE

LA SITUATION

Sofia, 26 janvier 1895.

Etude sur le budget bulgare. — Budget des recettes.

Dans la première partie de notre étude sur les Budgets bulgares (voir l'*Economiste Européen*, n° 154, du 22 décembre 1894), nous nous sommes attachés à démontrer que le budget des dépenses préparé par M. Guéchof, malgré un accroissement de 2.187.324 fr., au chapitre des « charges extérieures », se soldait en définitive par 87.529.425 fr. avec une diminution de 4.200.527 fr., sur le budget de 1894.

Aussi, le Sobranié s'est-il empressé de ratifier dans son intégralité le projet ainsi élaboré par le successeur de M. Salabatchef, sans chercher à y apporter la moindre modification. En le votant presque par acclamations, les députés de la majorité ont prouvé à M. Guéchof quelle confiance ils avaient dans sa compétence financière et combien ils lui savaient gré des efforts qu'il avait dû faire pour reconstituer et raffermir une situation budgétaire léguée dans un aussi pitoyable état par ses prédécesseurs.

Pour couvrir ces dépenses, M. Guéchof ne disposait que d'un budget de recettes, qui, ainsi que nous l'avons établi, accusait un déficit de près de dix millions.

Nous avons indiqué que le Ministre des finances allait demander les quelques millions qui lui manquaient :

1° A la surélévation des droits de douanes;

2° A la création de certaines accises.

A ces deux réformes il convient d'ajouter un remaniement des patentes.

Ces trois modifications apportées aux impôts existants ont encore reçu l'approbation du Parlement bulgare, et le budget des recettes définitivement voté pour l'année 1895 se répartit ainsi :

	1894	1895
Impôts directs	41.942.250	36.101.100
— indirects	22.362.000	32.432.000
Taxes diverses	3.906.500	4.308.000
Amendes	720.500	546.750
Revenus des communications	7.549.000	7.293.400
Domaines de l'Etat	5.757.800	4.613.375
Divers (encaissés)	1.000.000	2.234.800
Total	83.238.050	87.529.425

Nous rappelons, enfin, qu'il incombait au Gouvernement bulgare une tâche particulièrement ardue : celle de diminuer les impôts directs, tout en assurant un équilibre absolu des recettes et des dépenses.

Il est facile de voir, en comparant les chapitres des deux budgets de 1894 et de 1895, que des changements profonds sont désormais apportés dans la répartition des impôts.

Les impôts indirects augmentent de plus de dix millions, par contre l'impôt foncier se trouve réduit de six millions. Le but ainsi poursuivi par l'honorable ministre M. Guéchof et le Gouvernement tout entier du prince Ferdinand est visible : c'est de demander à la classe riche ou aisée une plus large participation dans les charges de l'Etat et d'alléger les classes laborieuses c'est-à-dire les paysans bulgares, d'une partie des charges écrasantes qui pèsent si lourdement sur eux, surtout au travers de la crise agricole qui a sévi cruellement en Bulgarie durant l'année 1894. Toutefois n'est-ce pas sans difficulté, et sans complications, que l'augmentation des impôts indirects a pu s'effectuer. La surélévation de l'impôt des patentes, et la création des accises dont nous avons précédemment parlé, ont soulevé bien des récriminations de la part des grandes puissances, et les interventions diplomatiques se sont multipliées ces derniers temps.

La fermeté du Gouvernement, la bienveillance de certaines cours étrangères, paraissent devoir amener une entente prochaine et définitive. Seule, je vous l'ai dit dans une précédente lettre, l'Autriche-Hongrie résiste et proteste encore contre l'application des impôts nouveaux. Quand on songe qu'elle est le pays qui a bénéficié jusqu'à ce jour dans la plus grande proportion et du commerce bulgare et des emprunts bulgares, on a quelque raison de s'étonner de rencontrer chez elle tant de résistance et tant de mauvaise volonté à laisser la jeune Principauté se mouvoir à l'aise et développer son économie financière.

En présence de l'adhésion générale de toutes les autres puissances, il y a lieu d'espérer que la grande nation voisine se laissera à son tour fléchir. Une plus longue obstination de sa part pourrait fort bien jeter, sur le commerce autrichien en Bulgarie, une impopularité dont les conséquences sont faciles à déduire.

Prochainement, nous traiterons « Des charges extérieures » de la Bulgarie, et de l'emploi du dernier emprunt de 1892.

Informations Économiques et Financières

Le Rendement des Impôts, en Bulgarie. — En novembre 1894, le rendement des *impôts directs* a été de 1.613.610 fr. 82, dont 66.438 fr. 90 proviennent des reliquats de 1877-1891 et le solde des sommes dues pour les exercices 1892-1894.

Les arriérés s'élèvent à 25.563.464 fr. 38, dont 11 millions 342.189 fr. 69 s'appliquent encore aux années 1877 à 1891.

Le Budget Bulgare pour l'exercice 1895. — Voici le budget rectifié, pour l'exercice 1895, arrêté conformément à l'entente entre le Gouvernement et le Sobranié :

Recettes

Impôts directs ....Levs	35.471.000
— Indirects	35.032.000
— Contributions	3.958.000
— Amendes	546.750
Péages	7.293.400
Domaines et capitaux	4.613.375
Rentrées éventuelles	2.934.800
Total	89.849.425

Dépenses

Autorité supérieure .... Levs	1.760.800
Dettes de l'Etat	19.220.272
Haute Cour des Comptes	217.776
Ministère des Aff. étrang. et Cultes	3.198.347
— de l'Intérieur	7.960.208
— de l'Instruction publique.	9.349.842
— des Finances	5.260.255
— de la Justice	4.584.476
— de la Guerre	22.474.708
— du Commerce et Agricult.	3.896.704
— des Travaux publics	11.907.581
Total	89.830.969
Excédent	18.456
Total général..	89.849.425

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 30 janvier 1895.

Encore la Question des Blés et des Chemins de fer. — Les Arrivages de Blés dans les six principaux Ports. — Le Budget de M. Canalejas. — L'Ambassade marocaine. — La Compagnie fermière des Tabacs.

M. Puigcerver n'a pas donné sa démission, mais la fameuse question des blés n'est pas encore réglée. Chacun apporte son petit projet ; les uns, et M. Puigcerver est du nombre, ne veulent accepter la surtaxe de 2 pesetas 50 sur les produits étrangers qu'à titre temporaire; les autres désirent obtenir des Compagnies de Chemins de fer l'abaissement des tarifs pour le transport des céréales indigènes et un relèvement pour celui des céréales étrangères.

Cette dernière mesure serait absurde, car seuls les habitants de Madrid en supportera ent les conséquences; comme je vous l'ai déjà dit, le gros débouché des blés étrangers est dans la zone du littoral.

Au surplus, les Compagnies de Chemins de fer ne se prêteront à aucune combinaison ; la façon dont on les a traitées jusqu'ici justifie leur attitude. Si la direction du Madrid-Saragosse a réduit ses tarifs, elle l'a fait dans un but de concurrence, pour attirer le trafic sur son nouveau réseau du Nord.

A ce propos, je relève dans une étude sur la crise agricole et sur la question des Chemins de fer, publiée par la *Ligue agraire*, les quantités de céréales et de farines arrivées de l'étranger ou expédiées de l'intérieur, en 1894, pour les ports suivants :

	Arrivages (en tonnes)	
	Par vapeur de l'étranger	Par chemin de fer de l'intérieur
	—	—
Barcelone	202.066	43.059
Tarragone	55.251	16.235
Pasajes	7.570	1.670
Bilbao	14.416	22.351
Santander	10.005	32.876
Totaux	289.308	76.211

Je n'ai pas les chiffres des autres ports.

Nous espérions connaître avant la fin du mois le budget de M. Canalejas, mais le dépôt en a encore été ajourné d'ici à quelque temps. C'est toujours l'histoire du passé qui se renouvelle; les semaines s'écoulent, et on attend le dernier moment pour s'occuper de la loi des finances, la plus importante de toutes. Aussi n'y a-t-il pas lieu d'être surpris si la Bourse fait preuve de nervosité !

L'ambassade marocaine, dont l'arrivée était annoncée depuis si longtemps, a débarqué la semaine dernière à Cadix ; elle comprend, outre le docteur Ovilo et un interprète, un conseiller, neuf chefs kabyles et plusieurs *askaris*.

Les autorités ont fait aux envoyés du Sultan une réception correcte, mais le public se montre assez froid ; on sait, en effet, que le Maroc veut gagner du temps pour le paiement de l'indemnité de guerre et peut-être se dérober aux obligations assumées.

Les ambassadeurs ont été reçus hier par M. Moret, ministre des affaires étrangères.

La Compagnie fermière des Tabacs a convoqué ses actionnaires en assemblée générale ordinaire pour le 29 février prochain. L'ordre du jour porte : Vote du bilan de l'exercice 1893-94 et diverses propositions.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er au 14 janvier (2 semaines)

	1892	1893	1894	1895
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	563 644	492.210	434 999	491.039
Nord de l'Espagne (1959 k.)	2.207.002	2.006.041	1.9[illegible]3 0[illegible]0	1.534 279
Asturies (741 kil.)	313 753	401 918	418.404	268.427
Lérida-Reus (103 kil.)	65 865	55 023	53 120	48.421
Almansa-Valence (460 kil.)	412.015	383 618	400 720	357.956
Saragosse (2672 kil.)......	2.150 532	1.807.813	1.744 249	1.684.021

Le Budget Municipal de Madrid. — Voici, d'après l'*Economista*, les comptes définitifs du *budget de 1893-94*, clôturé au 31 décembre 1894 :

	Pesetas
Recettes liquidées pour tous les chapitres	25.416.287 85
Dépenses liquidées pour tous les chapitres	25.383.985 15
Solde en caisse au 31 décembre 1894...	32.302 70
Obligations acceptées et restant à acquitter pour les exercices clôturés...	336.894 82
Déficit	304.592 12

Quant au *budget de 1894-95*, il s'établit comme suit :

	Pesetas
Recettes pour tous les exercices jusqu'au 31 décembre..................	13.036.345 82
Dépenses pour tous les exercices jusqu'au 31 décembre...............	11.522.294 88
Solde en caisse au 31 décembre...	1.514.050 94
Obligations en suspens...............	674.888 97
Excédent......	839.161 97

Les Recettes du Trésor espagnol. — Les recettes du Trésor se sont élevées pendant le mois de décembre 1894, pour tous les chapitres, à .... 88.474.498 au lieu de .... 84.318.121 pour décembre 1893.

	Pesetas
	—
chapitres, à	88.474.498
au lieu de .... pour décembre 1893.	84.318.121
Soit une plus-value, en décembre 1894, de	4.156.377
Pour les six premiers mois de l'exercice en cours, les recettes se sont élevées à..	403.284.808
et pour la période correspondante de 1893, à........................	399.105.883
Soit une augmentation, en 1894, de...	4.178.925

Dans ces sommes, dit la *Epoca*, figurent 3 1/2 millions de pesetas, pour ressources éventuelles (au lieu de 714.000 pesetas en 1893), et 3.990.105 pesetas provenant de l'indemnité de guerre payée par le Maroc.

Cela démontre que l'augmentation totale ne doit pas être attribuée aux revenus permanents, mais bien à des recettes transitoires sur lesquelles il n'est pas permis de tabler pour l'avenir.

Voici le détail par chapitre :

Nature des recettes —	6 premiers mois 1893-94	 1894-95
	Pesetas	
Contribution immobilière	69.002.717	69.333.235
Contribution industrielle	15.853.492	15.913.442
Impôt des droits royaux	13.610.319	15.583.664
— des cédules personnelles	4.978.876	4.619.224
— sur appointements	9.933.832	11.109.205
— sur paiements de l'Etat	1.345.898	2.012.987
— sur voitures de luxe	282.713	272.670
Contribution de concert avec les provinces Basques et la Navarre	1.650.141	1.680.000
Droits de Douanes	64.259.519	61 136.078
— des Consulats	470.903	662.772
Impôt de consommation	32.436.036	33.735.738
— spécial sur les alcools	534.594	692.495
— sur le sucre	3.491.885	6.173.128
— spécial sur les articles des colonies	4.728.138	5.357.242
— sur tarifs de chemins de fer	5.902.855	5.845.287
Timbre d'Etat	23.018.102	25.206.749
Impôt spécial sur la vente des cartes	278.108	53.440
Impôt spécial sur la vente de la poudre	133.333	211.695
Tabacs	44.999.081	44.999.608
Allumettes	1.593.750	2.302.083
Loteries	32.355.961	30.885.572
Mines d'Almaden	19.785	16.276
Mines de Linarès	93.750	93.750
Produit des canaux	556.180	532.314
Rente de Cruzada	57.630	67.541
Rachat du service militaire	227.437	74.250
Autres ressources	10.645.545	18.986.622
Totaux	342.460.597	357.557.077
Reliquats des exercices de 1850 à 1894-95	50.190.161	45.438.493
Totaux	392.650.759	402.995.570
Augmentation apparente en 1894-95	10.344.811	

On ne s'explique pas, conclut la *Epoca*, cette augmentation apparente dépassant, en réalité, de 6 millions la plus-value réelle ; elle résulte de diverses erreurs.

L'Emprunt Municipal de Barcelone. — On annonce que toutes les clauses relatives à l'emprunt de 15 millions de pesetas de la Ville de Barcelone, destiné aux travaux publics, ont été arrêtées.

L'opération s'effectuera par une émission de titres 5 0/0, amortissables en trente années et garantis par la municipalité; mais on ne connaît pas encore le taux d'émission.

Admission à la Cote de la Bourse de Madrid. — Le Comité de la Bourse de Madrid a décidé l'inscription à la Cote officielle de 37.500 obligations 4 0/0 au porteur de 500 pesetas, numéros 1 à 37500, du Chemin de fer de Plasencia à Astorga, émises le 13 août 1894 par la *Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest-Espagne*.

Les coupons semestriels sont à échéance des 1er avril et 1er octobre.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 1er février 1895.

Le retard apporté au dépôt du budget et la question des blés se compliquant d'un conflit possible avec les Compagnies de chemins de fer, expliquent la lourdeur et la nervosité du marché espagnol.

Toutefois la liquidation est plus facile qu'on ne le croyait et le marché se raffermit en fin de semaine.

BOURSES FINANCIÈRES DE MADRID & BARCELONE

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

	27déc.	3 janv	10 jan	17 jan	24 jan	31 jan
Madrid						
Dette Intérieure 4 0/0	73 35	72 15	72 60	72 60	72 40	72 35
— Extérieure 4 0/0	81 90	81 »	81 05	81 70	81 55	82 05
Amortissable 4 0/0	81 20	80 10	81 20	81 90	81 95	82 05
Change sur Londres 3 mois	28 06	28 22	27 79	27 96	27 96	27 95
— sur Paris 8 jours	11 20	12 25	10 80	11 »	11 17	11 30
Barcelone						
Dette Intérieure 4 0/0	73 43	72 57	72 81	72 85	72 52	72 65
— Extérieure 4 0/0	81 72	81 10	81 12	81 95	81 57	82 20
Obligations Hyp. Cuba 6 0/0	110 37	110 37	109 85	110 20	110 15	110 06
— — 5 0/0	99 62	99 62	99 66	99 95	99 05	100 25
Change sur Paris	11 30	12 30	11 10	11 30	11 50	11 50

HOLLANDE

LA SITUATION

Amsterdam, 31 janvier 1895.

Le Mouvement protectionniste. — La Conversion des Obligations 3 1/2 0/0 de la Ville d'Amsterdam.

La crise agricole sévit durement en ce pays. Elle a atteint une telle intensité, provoqué de telles misères qu'un vif mouvement s'est dessiné en faveur du système protecteur.

Dans la libre Hollande, cette apparition peut paraître étrange. Mais nos voisins belges nous en ont déjà donné l'exemple et ils se disposent à frapper de droits protecteurs les céréales non alimentaires.

Ici, l'on irait plus loin pour porter remède à la misère des campagnes et enrayer l'agitation socialiste révolutionnaire, si puissante déjà dans la Frise.

Mais la population des grands centres, les armateurs, les *prince-merchants*, tout ce qui vit de l'énorme commerce de transit, proteste contre ce retour en arrière.

L'idée est cependant forte et elle dispose déjà d'un puissant appui dans le Parlement. Mais que faire contre la concurrence privilégiée des exportateurs de la Plata ? Le mauvais état de leur circulation leur assure une prime d'exportation, contre laquelle l'agriculture européenne ne peut lutter, même dans nos riches polders.

La baisse des prix et la hausse de l'or forment un flot puissant contre lequel la ténacité hollandaise se lasse de poursuivre une lutte inégale.

La Ville d'Amsterdam s'est décidée à profiter du bas prix de l'argent. Elle emprunte pour racheter ses obligations 3 1/2. L'affaire est assez importante. Il s'agit de 42.350.000 fl., soit d'environ 100 millions de francs de valeur nominale.

L'opération présente cette particularité que la Ville a voulu se passer du concours des banquiers. Elle s'adresse directement au public et accepte les anciennes obligations au pair avec un agio de 1/4 0/0.

Le taux d'émission est fixé à 98 0/0.

Avec le montant de l'emprunt, Amsterdam amortira une dette de 41.724.500 florins.

MM. Broes et Gosman ont aussi échangé les obligations 6 0/0 Priorités de la New-York, Pensylvania et Ohio, contre des obligations similaires, mais au taux réduit de 4 1/2 0/0.

L'échéance est prorogée à 40 ans. Les porteurs d'obligations qui refusent l'échange devront accepter le remboursement au pair à dater du 1er avril. A la Bourse les *Bonds* 6 0/0 étaient cotés à raison de 103 1/2 0/0 de leur montant nominal.

Le Mouvement de la navigation de Rotterdam en 1894. — Pendant toute l'année 1894, le mouvement de la navigation à travers la passe de Nieuwen a été de 5.325 navires, dont 414 voiliers ; sur ce chiffre, 5.140 navires, jaugeant 4 millions de tonnes, étaient destinés à Rotterdam.

En 1893, le mouvement du port de Rotterdam n'avait été que de 4.631 navires et de 3.600.000 tonnes : c'est donc une augmentation de 509 navires et de 400.000 tonnes pour 1894.

Amsterdam et la Navigation du Rhin. — D'après un rapport de la Chambre de commerce d'Amsterdam, les chargements et les déchargements pendant la période quinquennale 1883-87 se sont élevés à 133.324 tonnes et à 173.924 tonnes pendant la période 1888 92.

Le canal du Rhin, section d'Amsterdam à Vreeswyk, a été ouvert le 4 août 1892 ; la section de Gorinchem, le 1er mai 1893. Aussi le tonnage total s'est élevé à 211.740 tonnes en 1892 et 235.812 en 1893.

A l'écluse de Zeeburg, le mouvement de la navigation s'est chiffré, en 1894, par 31.149 bateaux jaugeant 2.824.159 tonneaux, contre 28.560 bateaux de 2.546.970 tonneaux pendant l'année précédente.

En bateaux du Rhin, on a enregistré 1.427 unités avec 428.579 tonneaux, au lieu de 1.360 navires avec 400.550 tonnes.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 30 janvier 1895.

La Situation en Afrique. — Le Monopole des Poudres. — La Banque d'Italie. — La *Société de navigation générale italienne*. — Un Congrès des Banques populaires.

La politique chôme depuis quelque temps ; l'attention du public se porte sur les événements d'Afrique, qui prennent une tournure inquiétante. On semble se lancer dans une voie coûteuse dans l'Erythrée et assumer des charges sans compensation d'aucune sorte. Cette crainte se traduit dans la presse ; le *Popolo romano* a timidement observé que le Gouvernement devrait faire connaître le programme arrêté pour l'Afrique, afin de démentir les nouvelles alarmantes répandues par l'opposition.

M. Boselli met la dernière main aux divers projets annoncés dans son exposé financier. C'est ainsi qu'il a fait préparer un rapport relatif au monopole des poudres et a même prétendu que ce monopole serait appliqué par décret royal à convertir plus tard en loi. Mais la chose ayant été démentie par les journaux ministériels, il est probable qu'on ne fera rien avant d'avoir obtenu un vote des Chambres.

Il y a quelques jours, le *Corriere di Napoli* publiait, sur la *Banque d'Italie*, une étude qui mérite d'être résumée, tout en laissant à notre confrère la responsabilité de ses chiffres. On annonce, écrivait il, que la Banque a réalisé, l'an dernier, 22 millions de bénéfices, en regard desquels il faut inscrire 15 1/2 millions de frais généraux, savoir : 8 millions 200 mille lire pour l'administration ; 5 millions 400 mille lire d'impôts et 1 million 800 mille lire de dépenses à amortir.

A ces 15 1/2 millions, il faut ajouter 2 millions pour la liquidation de la Banque romaine et 4 millions sont à inscrire au fonds de réserve, conformément à la dernière convention passée avec le Gouvernement, de telle sorte que les sommes à déduire des 22 millions de bénéfices indiqués plus haut s'élèvent à 21 1/2 millions de lire.

Mais, ajoute le *Corriere di Napoli*, ce n'est pas tout : Les pertes de l'an dernier se chiffrent par 3 millions 800 mille lire, indépendamment des 27 millions 100 mille lire perdus les années précédentes et qui doivent être amortis, dans un délai de quinze années, à raison de 2 1/2 millions de lire par an. Aussi, les actionnaires devront-ils se passer de dividende cette année, et, en outre, il est probable qu'il faudra modifier la loi des Banques de façon à pouvoir reporter provisoirement sur les exercices futurs les pertes des années antérieures.

D'autre part, le *Sole* affirme que, déduction des dépenses et taxes se chiffrant par 8 1/2 millions, les bénéfices de l'exercice 1894 s'élèveraient à 12 millions 639 mille lire ? Attendons le rapport des syndics pour savoir exactement à quoi nous en tenir.

La *Société de Navigation générale italienne* a vu baisser de 4.569.136 lire ses recettes pendant l'exercice 1893-94 ; elles se sont élevées, en effet, à 37.248.599 lire, en diminution de 2.597.078 lire pour le service des voyageurs et de 1.972.078 pour le transport des marchandises.

Cette diminution est attribuée surtout à la concurrence étrangère et aussi à la dépression générale des affaires.

Déduction faite des frais d'exploitation, qui se sont réduits de 953.066 lire, le bénéfice net de l'exercice 1893-94 ressort à 1.478.260 lire, au lieu de 2.693.864 lire pour l'année antérieure.

Après inscription de 71.734 lire au fonds de réserve, les sommes à répartir entre les actionnaires s'élèvent à 1.375.000 lire, soit 12 1/2 lire par action ou 2 1/2 0/0.

Ajoutons que, par suite de la vente de sept vapeurs, la flotte de la Société a été réduite à 98 navires, représentant une valeur de 54.050.000 lire.

Vous savez avec quelle persévérante énergie M. Luigi Luzzatti, ancien ministre des finances et du Trésor, s'occupe des questions économiques en général et des Banques populaires en particulier. En sa qualité de président de l'Association desdites Banques, M. Luzzatti a été chargé de préparer le Congrès qui doit avoir lieu, en automne prochain, à Bologne, Congrès auquel prendront part, outre les représentants des Banques populaires, les délégués des Caisses d'épargne du Royaume.

Voici les questions qui seront examinées par le Congrès : Ligne de conduite à suivre par les Institutions italiennes en présence du mouvement catholique et socialiste ; — mesures à adopter pour donner une vigoureuse impulsion au Crédit agricole et aux Sociétés coopératives de production ; — lettres de crédit entre les Banques italiennes et les Banques étrangères ; — création d'une Chambre de compensation entre les Banques populaires et les Caisses d'épargne, conformément au projet de M. Maggiorino Ferraris, etc., etc.

Ce programme, déjà assez étendu, sera encore complété d'ici à l'époque où se réunira le Congrès dont il s'agit.

Informations Économiques et Financières

La Situation du Trésor Italien. — Au 31 décembre 1894, les *Dettes de Trésorerie* s'élevaient à 790.930.729 lire, en augmentation de 85.226.225 lire sur les chiffres arrêtés au 30 juin de la même année. Dans la susdite somme sont compris les 92.149.221 lire de monnaies divisionnaires immobilisés pour garantir les émissions de bons du Trésor.

Déduction faite des *Crédits de Trésorerie*, le total des *Dettes* ressort, au 31 décembre 1894, à 580.034.613 lire, en augmentation de 20.973.099 lire sur le semestre antérieur.

L'*encaisse* du Trésor s'élevait à la fin de l'année dernière à 358.872.297 lire, soit une plus-value de 24.555.297 lire sur l'existence au 30 juin.

Quant aux *Recettes du Trésor*, elles s'élevaient pour le 1er semestre de l'exercice financier en cours, c'est-à-dire pour la période allant du 1er juillet au 31 décembre 1894, à 790.287.560 lire (non compris les virements) ; c'est là une plus-value de 11.974.465 lire sur les recettes du semestre correspondant de 1893.

Parmi les principales différences, signalons celle provenant des *impôts directs*, dont le rendement accuse une augmentation de 23 millions 700 mille lire.

Par contre, nous avons à enregistrer les moins-values suivantes : 11 millions pour les *taxes de consommation*, 1 million 1/2 pour les *taxes sur les affaires* et plus de 4 millions pour les *recettes patrimoniales* de l'Etat.

Les Caisses d'épargne postales en Italie. — La crise économique se reflète dans le mouvement des Caisses d'épargne postales.

Pendant les onze premiers mois de l'année, c'est-à-dire du 1er janvier au 30 novembre 1894, les *versements* effectués aux Caisses d'épargne postales se sont élevés à 218.174.835 lire, en diminution de 18 millions environ sur la période correspondante de 1893.

Déduction faite des remboursements et des achats de rente publique pour compte des déposants, le montant des versements a dépassé de 10.556.129 lire celui des retraits, au lieu de 23 millions en 1893.

Au 30 novembre 1894, on comptait 2.822.427 livrets de caisse d'épargne, représentant un capital de 410 millions 655.222 lire; c'est là, sur la période correspondante de 1893, une augmentation de 33.545.187 lire.

Ajoutons que, au 30 novembre 1893, l'augmentation, par rapport à 1892, ressortait à 31.094.742 lire.

Les Exportations des Produits agricoles pendant l'année 1894, en Italie. — Voici, d'après les relevés dressés au Ministère de l'agriculture, les chiffres des exportations agricoles pendant l'année 1894, comparés avec ceux de 1893 :

		1893	1894
Vins en cercles	hectol.	2.088.915	1.674.433
Vins en bouteilles	centaines	30.621	27.554
Huile d'olives	quintaux	377.540	569.576
Essence de citrons	kilogr.	336.568	532.319
Suc d'orangers et de citrons	—	36.208	48.793
Tartre et lie de vin	quintaux	176.432	150.515
Bois, racines, etc., pour teinture et apprêt	—	392.216	349.131
Chanvre brut	—	289.482	336.692
Chanvre, jute et lin peignés	—	21.545	30.799
Laines naturelles	—	11.221	17.296
Cocons	—	4.781	2.179
Soie grège	—	41.239	49.226
Charbon de bois	tonnes	31.120	44.995
Bois à brûler	—	6.036	10.249
Bois de construction	—	35.483	44.350
Douves et cercles	quintaux	25.450	22.968
Grenailles et avoine	tonnes	30.134	53 693
Châtaignes	—	8.668	6.226
Riz	—	29.980	33.745
Farines	quintaux	7.437	10.300
Légumes	—	1.804.411	1.941.304
Fruits frais	—	308.333	334.842
Fruits secs	—	387.653	280.379
Herbes fraîches	—	1.024.571	681.393
Animaux de race bovine	têtes	19.007	52.695
Bétail de race ovine et chèvres	—	22.706	21.342
Bétail de race porcine	—	21.849	38.968
Volaille	quintaux	61.551	77.939
Poisson frais	—	10.991	12.009
Beurre	—	45.528	47.599
Fromages	—	59.326	64.273
Œufs de volaille	—	225.018	295.561

BOURSES FINANCIÈRES DE ROME ET DE GÊNES

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

	27 déc.	3 jan.	10 jan	17 jan	24 jan	31 jan
Rome						
Rente Italienne 4 0/0	92 57	90 67	91 15	91 40	91 35	92 12
Ch. de fer Méditerranée act.	494 »	484 »	495 »	495 »	494 »	508 »
— Méridionaux act.	652 »	689 »	655 »	655 »	654 »	670 »
Banque Nationale act.	774 »	769 »	768 »	765 »	757 »	779 »
— de Rome	350 »	350 »	350 »	350 »	350 »	350 »
— Générale	27 »	27 »	20 »	18 50	18 50	18 »
Comp. Nav. à vap. F. R.	280 »	280 »	290 »	282 »	284 »	292 »
Banque Immobilière	23 »	17 »	17 »	18 50	20 »	23 »
Crédit mobilier Italien	105 »	102 »	102 »	105 »	105 »	105 »
Eaux Marcia	1138 »	1158 »	1140 »	1140 »	1145 »	1170 »
Change sur la France	106 37	106 60	106 55	106 57	106 65	106 20
— sur Londres	26 79	26 80	26 80	26 81	26 82	26 70
— sur Berlin	131 25	131 45	131 35	131 30	131 40	130 80
Gênes						
Rente Italienne 4 0/0	92 45	90 52	91 10	91 30	91 32	92 15
Crédit Mobilier Italien	107 »	106 »	103 »	106 »	115 »	115 »
Chemins de fer Méridionaux	651 »	637 »	653 »	655 »	653 50	668 »
Change sur Paris	106 42	106 67	106 62	106 60	106 62	106 12
— sur Berlin	131 66	131 47	131 35	131 35	131 40	130 12

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 1er février 1895.

Les réalisations de bénéfices, assez nombreuses en fin de semaine, ont pesé sur le marché ; mais la tendance générale reste excellente et la liquidation s'effectue sans incidents.

C'est aujourd'hui que la *Banque d'Italie* a commencé à exercer le service de Trésorerie pour le compte de l'Etat.

RUSSIE

Le Projet de Budget russe pour l'exercice 1895 et le Budget définitif de 1893. — Nous avons examiné successivement la situation générale des derniers budgets russes et l'état des recettes ordinaires. Il nous reste à analyser sommairement l'état des dépenses ordinaires et des budgets extraordinaires.

Le tableau suivant, qui comprend tous les titres généraux du budget des dépenses ordinaires, édifiera le lecteur sur l'allure générale des charges de l'Empire.

Nous nous bornerons à le commenter, lorsque les sommes indiquent une variation importante.

Tout d'abord, il importe de ne pas s'effrayer de la progression des dépenses. C'est un phénomène général qui se produit dans tous les pays du monde.

La différence totale de 85 millions entre les prévisions de 1895 et celles de 1894 a déjà été expliquée par l'incorporation de dépenses jadis en dehors du budget.

Ainsi nous voyons le titre XII accru de 47 millions de roubles du chef des dépenses de chemins de fer rachetés. La progression des dépenses de la Dette publique, montant à 13 millions, est due à la même cause et aussi celle des dépenses propres au département des finances. Enfin, comme les gros mangeurs du budget, les Ministères de la guerre et de la marine ne sont inscrits que pour des crédits inférieurs à ceux de 1894. La Russie présente une exception heureuse à la règle observée dans presque tous les Etats d'Europe. Ses dépenses militaires sont contenues dans de sages limites : c'est le vrai moyen d'assurer l'équilibre des budgets.

Ajoutons que le crédit pour dépenses imprévues, largement ouvert, est une réserve réelle qui préparera un excédent déjà appréciable, si aucune catastrophe imprévue ne vient déranger les sages prévisions du Ministre des finances impériales.

DÉPENSES ORDINAIRES

	Prévues 1895	Prévues 1894	Effectives 1893
1° Dette publique	277.407.014	264.379.053	266.903.188
2° Grands corps de l'Etat	2.368.873	2.210.451	2.240.351
3° Saint-Synode et culte orthodoxe	13.648.893	12.606.924	12.309.459
4° Maison de l'Empereur	11.769.264	10.560.000	10.522.268
5° Affaires étrangères	4.895.749	5.013 198	5.124.768
6° Guerre	271.161.313	275.836.411	236.312.371
7° Marine	54.923.509	55.129.393	50.386.848
8° Finances	144.346.392	128.838.298	124.336.843
9° Agriculture et domaines	31.409.378	28.864.096	25.292.741
10° Intérieur	84.782.146	85.362.817	83.232.913
11° Instruction publique	23.600.125	22.260.935	22.409.954
12° Voies et communications	152.745.292	105.863 946	75.556 368
13° Justice	24.148.870	26.071.909	25.507.879
14° Contrôle de l'Empire	5.386.928	4.854.548	4.492.881
15° Haras	1.501.192	1.535.871	1.305.017
Dépenses à prévoir dans l'éventualité d'une hausse du prix des vivres et des fourrages	»	1.500.000	828.368
Dépenses imprévues pouvant résulter de besoins extraordinaires	12.000.000	10.000.000	192.800
Totaux	1.120.094.938	1.035.887.550	946.955.017

La Mort de M. de Giers. — La mort de M. de Giers, le consciencieux successeur du chancelier Gortchakof, a causé une bien pénible impression en Russie. Il a succombé à une paralysie du cœur. Jusqu'au dernier moment, les médecins conservaient l'espoir de prolonger la vie du Ministre des affaires étrangères. La presse russe et la presse française ont unanimement déploré la mort de M. de Giers. C'était un Finlandais, qui s'était voué corps et âme à la défense des intérêts de l'Empire.

La France doit lui savoir gré d'avoir fait abnégation de ses sentiments personnels pour servir efficacement la grande cause de l'alliance russo-française. Jusqu'à présent, S. M. l'Empereur n'a pas désigné son successeur. M. Chichkine, *ad latus* de M. de Giers, le remplace momentanément sans avoir été investi du titre de Ministre des affaires étrangères, qui sera peut-être attribué à un personnage d'un rang plus élevé.

BOURSE FINANCIÈRE DE SAINT-PÉTERSBOURG

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

VALEURS	27déc.	3 jan.	10jan.	17jan.	24 jan	31 jan
Russe 4 % 94 (Papier)	95 »	95 25	95 37	95 50	95 75	96 25
Russe 4 % 94 (Or)	» »	» »	149 »	150 »	» »	» »
Banque de Commerce extér.	447 »	455 »	464 »	459 »	445 »	445 »
— d'Esc. de St-Pétersb.	644 »	658 »	650 »	642 »	624 »	618 »
— Intern. de St-Pétersb.	630 »	676 »	677 »	644 »	638 »	668 50
Russe 4 ½ % val. de Cr. f.	151 »	151 »	151 »	152 »	152 »	152 »
Ch. de fer du Sud-O. Russe act.	103 »	103 50	103 75	» »	» »	» »
Change sur Paris	36 85	36 67	36 70	36 75	36 82	36 82
— sur Londres	92 75	92 65	92 60	92 75	92 90	93 05
— sur Berlin	» »	45 32	45 37	45 35	45 45	45 50

SUISSE

Les Douanes suisses. — Le produit approximatif des douanes en 1894 est de ....Fr. 41.200.000
En 1893, il était de 38.378.000
Au budget, il était devisé à 37.000.000
La plus value est ainsi de 4.200.000
L'équilibre financier commence à se rétablir.

Le Budget de la Ville de Zurich. — La ville la plus populeuse de la Suisse a un budget plus élevé que celui de la plupart des cantons. Il dépasse huit millions de francs pour 1895 et boucle par un déficit de 51.800 fr. En 1893 les comptes ont accusé 7.550.811 fr. en recettes et 7.601.553 en dépenses.

L'augmentation des recettes prévue au budget de 1895 provient essentiellement d'une plus-value du rendement des impôts, évaluée à 250.000 fr. Les capitaux imposables se sont accrus d'une trentaine de millions depuis l'an passé et atteignent le chiffre de 550 millions, lesquels sont soumis à une contribution de 6 pour mille. Le rendement de l'impôt sur le capital est évalué pour 1895 à 3.300 300 fr (1894, 3.120.000 fr.); celui de l'impôt sur le revenu, à 550.000 fr.; celui de la capitation, à 280.000 fr., soit en tout 4.130.000 fr., contre un rendement effectif de 3.784.416 fr. en 1893.

Parmi les dépenses il y a lieu de relever les chiffres suivants : service de la dette, 2.247.500 fr.; travaux publics, 1.873 900 fr.; écoles, 1.744.400 fr.; police, 421.800 francs; service sanitaire, 568 400 fr. Les dépenses du service extraordinaire s'élèvent à 1 923 000 fr. et consistent principalement en construction de routes, de maisons d'école et de bains. En outre, le musée national absorbera un crédit de 450.000 fr.

A fin 1893, la fortune de la ville de Zurich s'élevait à 52 millions, chiffre que le passif dépassait de 4 1/2 millions.

TURQUIE

Les Recettes de la Dette. — Les recettes de la Dette publique Ottomane, pour le mois de décembre 1894 et pour l'exercice financier en cours, sont représentées par les chiffres suivants :

	Décembre 1894	Total au 31 déc. 94	Total au 31 déc. 93
	(Livres turques)		
Revenus concédés	78.157	915.191	904.113
Régie des tabacs	187.500	750.000	750.000
Tribut de la Bulgarie	5.001	94.280	89.686
Redevance de la Roumélie orientale	12.668	126.688	114.019
Divers	»	25.000	25.000
Total	283.328	1.962.458	1.934.117

Il résulte de ces chiffres que la plus-value au 31 décembre 1894 est de 28.341 liv. turques par rapport à la période correspondante de 1893.

La Banque Agricole. — Le vali d'Angora, dépeignant la situation très gênée des cultivateurs de la province, avait sollicité l'envoi de fonds pour renforcer le capital des banques agricoles, qui serait, ainsi, en état de consentir les prêts qui leur sont demandés de tous côtés.

La direction de la Banque agricole a pris les mesures nécessaires pour subvenir aux besoins de l'agriculture pendant l'hiver.

Les Récoltes en Turquie. — Les rapports des villes et provinces, publiés dans le bulletin mensuel de la Chambre de commerce française, contiennent d'utiles renseignements sur les récoltes. Ainsi, nous voyons, pour Rodosto, que les pluies ont fait le plus grand bien aux semences en terre. La montagne est couverte de neige; il en est également tombé dans l'intérieur, et le littoral a été aussi arrosé; en un mot, les cultivateurs ont été favorisés par la nature. En attendant la saison des ensemencements de printemps, il faudrait un temps sec en janvier, tant pour les agriculteurs que pour les bergers, les brebis devant prochainement commencer à agneler.

De Panderma, on écrit que les récoltes d'été et d'hiver n'ont pas réussi; il n'y a eu, en somme, que la production des cocons qui a été assez bonne. Parmi les céréales, il n'y a seulement que le maïs qui a donné lieu à quelques transactions, et encore à des prix bien réduits.

A Limassol, les transactions sont rares par suite du peu de production de ce district. L'avoine, cependant, fait l'objet de plusieurs expéditions pour Marseille.

Les *daris* et les *sésames* ont donné lieu à Caiffa à de grosses transactions. La récolte de ces deux produits a été abondante, et les commerçants, se souvenant des pertes qu'ils avaient subies pendant la précédente campagne pour avoir gardé la marchandise en magasin dans l'espoir d'un prix meilleur, ont eu la sagesse, cette année, de se contenter des cours des marchés d'Europe — les seuls qui consomment ces articles — et y ont expédié la plus grande partie de la récolte. Les pluies qui sont tombées au commencement de novembre font espérer une bonne récolte.

BOURSE FINANCIÈRE DE CONSTANTINOPLE (Galata)

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

VALEURS	27 déc	3 janv	10 jan	17 jan	24 jan	31 jan
Tabacs Ottomans ... L.	20 35	20 39	21 01	21 06	21 06	21 15
Pièce	88 02	88 05	88 06	88 05	88 06	88 09
Ottoman 4 0/0 3e groupe	28 09	28 13	28 14	29 04	29 08	28 07
Parité à Paris ... Fr.	25 53	25 57	25 33	26 42	25 46	25 43
4 0/0 Intérieur	90 10	90 10	90 10	90 10	90 10	90 10
Emprunt 1er groupe	57 75	57 25	57 25	57 25	57 25	57 25
Chemins Ottomans	124 50	125 50	126 25	127 75	129 »	126 50
Crédit Ottoman ... L.	10 32	10 36	10 27	10 30	10 32	10 35
Société Générale	5 35	5 35	5 35	5 35	5 35	5 35
Change sur Paris 3 mois	22 75	22 75	22 75	22 75	22 75	22 75
— sur Londres 3 mois	111 25	111 25	111 25	111 »	111 »	111 »

Le Propriétaire-Gérant : JULES MONTEL.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 ru du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25** fr.
— — Six mois. **14** fr.
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32** fr.
— — Six mois.. **18** fr.

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2** fr.
Réclames en 8 points .... **4** »
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission.

N° 161. — 7e volume. (6) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 9 février 1895.

SOMMAIRE DU N° 161

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation générale Financière. — Pages 161 à 172.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — Les Fonctions de la Banque de France. — Sous-Comptoir des Entrepreneurs. — Le Rendement des Impôts. — Les Emissions en 1894. — Bibliographie : La Culture du Caféier. — Pages : 172 à 180.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris. — Nomination d'un Agent de change. — Mouvement des Caisses d'Epargne. — Recettes des Chemins de fer. — Canal de Suez. — Pages 180 et 181.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :

ALLEMAGNE : Pages 182 à 184. — ANGLETERRE : Pages 184 et 185. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 185 et 186. — BULGARIE : Page 186. — ESPAGNE : Pages 186 à 189. — GRECE : Pages 189 et 190. — ITALIE : Page 190. – PORTUGAL : Page 191. — SUISSE : Page 192. — TURQUIE : Page 192.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 8 fév..	1.706.7	1.261.3	2.968.0	3.541.1	84	2½
1895 24 janv.	2.108.1	1.234.2	3.342.3	3.630.3	92	2½
1895 31 janv.	2.120.6	1.234.5	3.355.1	3.749.7	90	2½
1895 7 fév..	2.141.4	1.235.9	3.377.3	3.632.0	93	2½
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 31 janv.	693.0	407.0	1.100.0	1.191.5	92	4
1895 15 janv.	836.1	491.1	1.327.2	1.376.8	96	3
1895 23 janv.	979.4	377.5	1.356.9	1.316.1	103	3
1895 31 janv.	98[illegible].7	382.1	1.364.8	1.319.5	103	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 8 fév..	711.2	»	711.2	611 6	116	2½
1895 24 janv.	883.9	»	883.9	625.4	142	2
1895 31 janv.	898.7	»	898.7	623.1	144	2
1895 7 fév..	920.0	»	920.0	628.0	147	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1893 2 déc..	122.5	17.5	140.0	182.5	72	»
1894 9 sept.	109.5	19.9	129.4	160.9	81	»
1894 6 oct..	109.3	19.8	129.1	160.6	81	»
1894 1er déc..	124.3	17.5	141.8	182.0	73	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1893 2 déc..	75.0	10.0	85.0	172.5	49	»
1894 8 sept.	65.5	11.4	76.9	149.1	51	»
1894 6 oct..	70.0	12.1	82.1	151.1	54	»
1894 1er déc..	76.5	10.0	86.5	171.2	50	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 31 janv.	213.6	341.4	555.0	921.5	60	4½
1895 15 janv.	325.5	292.3	617.8	980.5	63	4
1895 23 janv.	325 9	287.9	613.8	938.1	65	4
1895 31 janv.	338.5	289.0	627.5	966.6	65	4
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 1er fév..	78.3	36.8	115.1	436.9	26	3
1895 17 janv.	90.8	42.7	133.5	460.9	29	3
1895 24 janv.	89.6	42.2	131.8	464.5	28	3
1895 31 janv.	89.3	42.1	131.4	478.9	27	3
BULGARIE. — Banque Nationale						
1893 22 nov.	5.1	1.1	6.2	1.2	517	8
1894 7 nov.	10.9	1.1	12.0	1.1	1098	8
1894 14 nov.	10.6	1.1	11.7	1.1	1063	8
1894 22 nov.	10.5	1.1	11.6	1.0	1160	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 31 janv.	74.6	»	74.6	100.5	74	4
1894 30 nov.	80.5	»	80.5	106 2	75	3½
1894 31 déc..	86.9	»	86.9	114.8	76	3½
1895 31 janv.	75.5	»	75.5	103.3	73	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 2 fév..	197.9	181.2	379.1	939.6	40	5
1895 19 janv.	200.1	283.0	483.1	919.5	52	5
1895 26 janv.	200.1	286.0	486.1	917.6	52	5
1895 1er fév..	200.1	288.3	488.4	924.[illegible]	53	5
GRÈCE. — Banque Nationale						
1893 31 déc..	2.4	»	2.4	113.6	2	6½
1894 31 oct..	1.8	»	1.8	112.9	2	6½
1894 30 nov.	1.9	»	1.9	110.5	2	6½
1894 31 déc..	2.0	»	2.0	109.5	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 3 fév..	106.7	176.8	283.5	434.5	65	3
1895 19 janv.	103.3	173.1	276.4	445.4	62	2½
1895 26 janv.	103.5	173.7	277.2	443.9	62	2½
1895 2 fév..	103.5	173.7	277.2	438.5	63	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 20 janv.	278.0	53.5	331.5	921.5	36	6
1894 31 déc..	292.7	68.9	361.6	826.5	43	5
1895 10 janv.	292.7	69.0	361.7	813.2	44	5
1895 20 janv.	292.6	68.9	361.5	801.5	45	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 10 janv.	91.6	9.0	100.6	261.0	38	6
1894 20 déc..	105.5	10.5	116.0	233.5	49	5
1894 31 déc..	105.5	10.5	116.0	246.5	47	5
1895 10 janv.	105.5	10.5	116.0	243.4	47	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 10 janv.	35.2	1.5	36.7	65.3	56	6
1894 20 déc..	35.2	1.5	36.7	60.3	60	5
1894 31 déc..	35.2	1.5	36.7	53.2	69	5
1895 10 janv.	35.2	1.5	36.7	52.9	69	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1893 31 déc..	31.7	»	31.7	66.1	48	5
1894 31 oct..	31.3	»	31.3	67.9	46	4½
1894 30 nov.	30.6	»	30.6	69.3	44	4½
1894 31 déc..	31.4	»	31.4	66.9	47	4½
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1893 27 déc..	15.0	34.6	49.6	287.9	17	6
1894 12 déc..	20.2	38.2	58.4	293.0	20	6
1894 19 déc..	22.4	38.1	60.5	293.7	20	6
1894 26 déc..	22.4	38.2	60.6	294.5	20	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 18 janv.	58.8	0.2	59.0	125.8	46	6
1894 29 déc..	46.6	4.0	50.6	104.9	48	6
1895 5 janv.	45.1	4.0	49.1	104.8	47	6
1895 17 janv.	46.6	4.1	50.7	102.7	49	6

Dates	Encaisse métallique Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
			RUSSIE. — Banque Impériale			
1894 16 janv.	1.522.0	14.2	1.536.2	4.027.5	38	4½
1894 1er déc..	1.519.7	15.7	1.535.4	3.915.7	39	4
1895 1er janv.	1.557.2	14.8	1.572.0	4.304.2	36	4
1895 16 janv.	1.557.2	15.3	1.572.5	4.252.2	37	4
			RUSSIE. — Banque de Finlande			
1893 30 nov.	21.7	3.9	25.6	45.6	55	»
1894 30 sept.	21.8	3.3	25.1	49.1	51	»
1894 31 oct..	21.8	3.4	25.2	51.0	49	»
1894 30 nov.	21.9	3.5	25.4	49.9	50	»
			SERBIE. — Banque Nationale			
1894 8 janv.	9.0	4.0	13.0	26.4	50	6
1894 31 déc..	6.4	4.3	10.7	25.1	43	6
1895 8 janv.	6.5	4.3	10.8	25.0	43	6
1895 15 janv.	6.5	4.3	10.8	24.9	43	6
			SUEDE. — Banque Royale			
1893 31 déc..	26.6	3.5	30.1	66.9	44	4
1894 31 oct..	28.3	3.7	32.0	65.9	49	4
1894 30 nov.	30.9	4.0	34.9	66.6	53	4
1894 31 déc..	30.8	3.8	34.6	72.6	48	4
			SUÈDE. — Banques Privées			
1893 31 déc..	10.2	15.4	25.6	82.7	31	»
1894 31 oct..	10.4	14.4	24.8	86.3	28	»
1894 30 nov.	10.4	14.0	24.5	84.1	29	»
1894 31 déc..	10.5	18.6	29.1	85.8	34	»
			SUISSE. — Banques d'Emission			
1894 3 févr.	74.9	18 8	93.7	170.6	54	3½
1895 19 janv.	83.0	15.4	98.4	174.5	56	3
1895 26 janv.	83.4	15.0	98.4	172.7	57	3
1895 2 févr	83.4	13.9	97.3	173.5	56	3

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

1894 8 fév..	6 161,7	2 591,7	8 753,4	14 794,3	59%
1895 24 janv.	7 051,9	2 725,0	9 776,9	14 895,5	66
1895 31 janv.	7 222,3	2 614,5	9 836,8	14 934,0	66
1895 7 févr.	7 308,3	2 622,3	9 930,6	15 175,7	66

TOTAUX au 31 décembre

1889 31 déc.	4 734,0	2 192,4	6 926,4	13 416,3	52%
1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	4 janv.	11 janv.	18 janv	25 janv	1 févr.	8 fév.
Amsterdam	47 95	47 92	47 92	47 95	47 97	47 90
Anvers	100 01	100 07	100 05	100 07	100 12	100 15
Athènes	187 25	187 25	189 »	190 75	186 »	186 50
Barcelone	12 30	11 10	11 30	11 50	11 50	9 60
Berlin	81 10	81 10	81 15	81 14	81 05	81 20
Bruxelles	100 02	100 06	100 03	100 07	100 10	100 15
Bucharest	101 »	101 »	101 »	101 »	101 »	101 »
Constantinople	22 75	22 75	22 75	22 75	22 75	22 75
Francfort	81 02	81 11	81 15	81 11	81 17	81 17
Gènes	106 67	106 62	106 60	106 62	106 12	105 62
Genève	100 07	100 13	100 17	100 21	100 21	100 24
Lisbonne	680 »	679 »	679 »	679 50	682 »	680 »
Londres	25 31	25 31	25 31	25 33	25 33	25 35
Madrid	12 25	10 80	11 »	11 17	11 30	9 25
Rome	106 60	106 55	106 57	106 65	106 20	105 70
Saint-Pétersbourg	36 75	36 70	36 75	36 82	36 85	36 77
Vienne (à vue)	49 42	49 37	49 45	49 45	49 32	49 40
— (à 3 mois)	49 37		[illegible]	49 37	49 27	49 35

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	11 janv.	18 janv.	25 janv.	1 fév.	8 févr.
Amsterdam. pap. court	4 %	206 31	206 44	206 40	206 19	206 37
Allemagne.. —	4 %	121 97	121 97	122 03	121 94	121 94
Vienne-Tr.. —	4 %	200 75	200 50	200 37	200 62	200 50
Barcelone.. —	4 %	447 »	446 »	441 50	445 25	453 50
Madrid ..... —	4 %	447 »	446 »	444 50	445 25	453 50
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	268 »	267 50	267 50	267 50	268 »
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 14½	25 15½	25 16½	25 17	25 19½
— ..... ch. court	2 %	25 16	25 17	25 18	25 18½	25 21
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	3 %	0 06 p.	0 06 p	0 09p.	0 15 p.	0 12 p.
Italie........ —	5 %	6 12 p.	6 25 p.	6 25p.	5 81 p.	5 25 p.
Suisse....... —	3 %	0 19 p.	0 22 p.	0 22p.	0 28 p.	0 28 p.
New-York.........	2 ½ %	514 »	514 »	514 »	513 50	514 75
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	99 71	98 83	100 15	99 71	99 71
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains...**		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres.................		2 49	2 49	2 52	2 52	2 47
Souverains anglais.......		25 12	25 12	25 14	25 15	25 17
Banknotes.................		25 13	25 13	25 15	25 16	25 18
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 8 février 1895:

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque etrangers valent en France :	
En *Allemagne*......	100 25	Billets *Allemands*....	99 75
En *Angleterre*......	100 10	— *Anglais*.......	99 90
En *Autr.-Hongrie*...	103 70	— *Austro-Hongr.*	96 42
En *Belgique*........	100 12	— *Belges*........	99 88
En *Espagne*........	109 16	— *Espagnols*....	91 60
En *Grèce*...........	186 50	— *Grecs*.........	53 61
En *Hollande*.......	100 75	— *Hollandais*....	99 25
En *Italie*..........	105 54	— *Italiens*.......	94 75
En *Russie*..........	147 77	— *Russes*........	67 67
En *Suisse*.........	100 28	— *Suisses*.......	99 72

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 8 février 1895.

Les devises hollandaises et allemandes, à quelques centimes près, sont toujours aux mêmes cours. La *Valuta* est ferme à 200 50; le marché de Vienne est revenu à des idées plus saines et achète avec moins d'entrain les fonds étrangers, il faut l'en féliciter, car le pays aurait eu tout entier à souffrir de la hausse du change, qui aurait été la conséquence de spéculations exagérées.

Les devises espagnoles ont fortement haussé : à Madrid et à Barcelone, la prime du papier sur Paris est descendue à 9 16 0/0. Il se produit en Espagne un mouvement très accentué d'arbitrages de l'Extérieure contre l'Intérieure.

Paris a salué par un mouvement de hausse sur l'Extérieure le projet de budget de M. Canalejas; nos voisins, au contraire, se montrent sceptiques sur les prévisions du Ministre des finances.

La question des Chemins de fer est toujours en suspens.

A Lisbonne, la prime de l'or est en légère baisse, quoiqu'elle s'élève encore à 25 0/0.

Le Rouble est bien tenu à 268; les avis de M. de Witte mettant le public en garde contre les excès de spéculation, paraissent avoir été entendus à Saint-Pétersbourg et à Moscou.

Le Londres est en hausse marquée et se rapproche du pair malgré la différence des taux d'escompte à la Banque de France et à la Banque d'Angleterre.

La perte du papier italien à Paris est réduite à 5 25 0/0 en conséquence de la faveur que manifeste la Bourse de Paris pour la rente italienne.

La New-York est en reprise à 514 fr. 75; à ce cours les

importations d'or américain à Paris sont encore possibles, mais c'est la limite.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	10 janv.	17 janv.	24 janv.	31 janv.	7 fév.
Hong-Kong	2/. /.	1/11 7/8	1/11 3/4	1/11 7/8	1/11 3/4
Shanghaï.	2/8 3/4	2/8 3/4	2/8 3/4	2/9 1/8	2/9 ./.
Yokohama	1/11 3/8	1/11 5/8	1/11 1/2	1/11 5/8	1/11 5/8
Valeurs à vue :					
Singapoure.....	2/. ./.	1/11 7/8	1/11 7/8	1/11 3/4	1/11 3/4
Bombay	1/0 21/32	1/0 13/32	1/0 13/32	1/0 21/32	1/0 25/32
Calcutta.	1/0 11/16	1/0 13/32	1/0 3/8	1/0 17/32	1/0 25/32
Rio-Janeiro.	10 11/16	10 3/8	10 1/2	10 1/8	9 7/8
Valparaiso. ..	»	»	»	»	15 7/8
Buenos-Ayres, prime de l'or..	257 50	260	255	251	246
Argent en barres	27 1/4	27 3/16	27 1/4	27 3/16	27 3/8

Les devises sur Hong-Kong et Shanghaï sont faibles ; les défaites de la Chine réagissent sur les changes qui, selon toute apparence, hausseront beaucoup lorsqu'il s'agira de régler l'indemnité de guerre que le Japon est bien décidé à réclamer.

Les changes indiens sont plus fermes. La *Banque d'Angleterre* a mis en adjudication, mercredi dernier, 50 laks de roupies en *council drafts*. Les demandes ont été de 133 laks, les prix ont atteint 1/0 ; les acheteurs qui n'ont pu être servis ont payé la roupie sensiblement plus cher sur le marché libre.

La *Banque de Bombay* vient d'élever de 4 à 5 0/0 le taux de son escompte.

Le papier brésilien est en baisse nouvelle. La situation politique du pays inspire toujours des inquiétudes, la devise chilienne est, au contraire, en progrès.

A Buenos-Ayres, la prime de l'or est de 246 0/0, ses variations n'ont aucune espèce de signification économique.

L'or est au pair à Paris et à Londres.

L'argent en barres est comme la semaine précédente à 99 fr. 71 le kilo.

Mouvement des Métaux précieux

Voici, d'après la statistique douanière allemande, les quantités de métaux précieux entrées ou sorties de l'Empire (commerce spécial) pendant les années 1894 et 1893 :

IMPORTATIONS

	1894		1893	
Or monnayé.........	80.429	kilogr.	25.636	kilogr.
Or en barres.........	37.058	—	27.266	—
Totaux........	117.487	—	52.902	—
Argent monnayé....	19.811	kilogr.	24.171	kilogr.
— en barres....	190.340	—	77.573	—
Totaux........	210.151	—	101.744	—

EXPORTATIONS

	1894		1893	
Or monnayé.........	17.345	kilogr.	34.648	kilogr.
Or en barres.........	3.514	—	5.250	—
Totaux.......	20.859	—	39.898	—
Argent monnayé	7.679	kilogr.	29.434	kilogr.
— en barres....	419.970	—	450.596	—
Totaux.........	427.649	—	480.030	—

L'Administration évalue comme suit les importations et les exportations de métaux précieux d'après les prix fixés en 1893 :

	1894	1893
	—	—
	Marks	Marks
Importations.........	359.641.000	172.332.000
Exportations.........	99.150.000	152.604.000
Excédent des entrées sur les sorties.....	260.491.000	19.728.000

Encaisses. — Circulation fiduciaire.

La *Banque de France* a gagné cette semaine 20 millions 817.000 fr. d'or ; voici le détail des mouvements :

Paris : entrées	Autriche	288.000	
	Belgique	500.000	
	Matières......	16.054.000	
	Circulation...	605.000	
	Total		17.447.000
Succursales :	étranger (dont 600.000 de Belgique)........	853.000	
	Circulation...	2.517.000	3.370.000
	Total des entrées d'or ..		20.817.000

L'argent a grossi de 1.365.000 francs.

A Paris, il est entré : par la circulation...	275.000
Dans les succursales — ...	990.000
Venu de Suisse	100.000
Total des entrées d'argent..........	1.365.000

La circulation fiduciaire a diminué de 117.700.000 fr. Le bilan du 7 février porte en addition, au poste des comptes courants de Paris et des succursales, la mention *Dépôts de fonds*. Ce nouveau service, dont nous avons entretenu nos lecteurs, paraît de nature à faire diminuer la circulation des billets lorsqu'il sera bien connu des intéressés.

La *Banque d'Allemagne* a gagné 7.900.000 francs d'or et d'argent, la circulation des billets a augmenté de 3.400.000 francs.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par une entrée totale de 20 millions 300.000 fr. Il ne s'est produit aucune sortie. La circulation ayant rendu 1 million de francs, l'augmentation du métal jaune a été de 21.300.000 francs.

Voici le détail des entrées :

31 jan.	Continent.......£		8.000
1er fév.	Achat en barres...		9.000
»	Paris..............		7.000
2	—	Etats-Unis.......	619.000
»	Achat en barres..		135.000
4	—	»	10.000
»	Porto		6.000
5	—	Roumanie........	8.000
6	—	Achat en barres ..	10.000
	Total des entrées....£		812.000

Ce sont les Etats-Unis qui ont le plus contribué aux entrées, mais on constate aussi l'effet des expéditions des mines d'or dans les achats de barres d'or.

A la *Banque d'Autriche-Hongrie*, on constate une augmentation de 12.600.000 fr. d'or, chiffre assez exceptionnel pour cet Etablissement ; il est rentré 1 million 100.000 fr. d'argent et la circulation des billets s'est accrue de 28.500.000 fr.

Il n'y a pas de changement dans l'encaisse de la *Banque de Belgique*.

La *Banque de Danemark* a perdu dans le courant de janvier 11.400.000 fr. d'or et fait rentrer 11.500.000 francs de billets.

A la *Banque d'Espagne*, le stock d'argent a encore grossi de 2.300.000 fr.

Aucun changement dans les *Banques Italiennes*.

Le Conseil d'administration de la *Banque de Naples* vient d'être dissous et remplacé par un administrateur provisoire.

Notre correspondant de Rome nous donne à ce sujet des renseignements que l'on trouvera dans la partie du journal consacrée à l'Italie.

La *Banque de Portugal* n'a pas encore publié de bilan cette semaine.

La *Banque de Roumanie* a gagné 1.500.000 fr. d'or du 5 au 17 janvier.

Peu de changements à la *Banque de Russie*; voici la

situation complète de l'or dans cet Etablissement :

Encaisse de la Banque et fonds d'échange des billets de crédit............. Fr.	1.557.200.000
Fonds à l'étranger........................	46.300.000
Or appartenant au Trésor en dépôt à la Banque............................	809.100.000
Total...	2.412.600.000

L'encaisse argent des *Banques Suisses* a baissé de 1.100.000 fr., l'encaisse or n'a pas varié, la circulation des billets a augmenté d'une somme insignifiante.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 12 au 19 janv.	depuis le 1er janv.	du 12 au 19 janv.	depuis le 1er janv.
	—	—	—	—
Grande-Bretagne	1.700.000	1.700.000	82.029	87.904
France.........	3.519.000	7.823.000	96.500	96.500
Allemagne......	»	2.210.036	»	»
Autres pays....	146.800	186.100	18.820	47.423
Total 1895...	5.365.800	11.919.136	197.349	231.827
— 1894...	721.150	939.296	15.668	158.819
— 1893...	4.436.400	6.499.895	5.538	36.840
ARGENT				
Grande-Bretagne	363.030	1.537.780	198	198
France.........	»	»	»	»
Allemagne......	»	»	»	1.380
Autres pays....	»	15.408	23.396	97.800
Total 1895...	363.030	1.553.188	23.594	99.378
— 1894...	829.006	2.557.202	10.605	85.392
— 1893...	270.230	1.690.734	38.016	38.016

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	3 févr..	129.500.000	dollars
1895.....	19 janv.	78.000.000	—
1895.....	26 janv.	81.200 000	—
1895.....	2 févr..	81.500.000	—

Comme le montre le tableau précédent, la situation est toujours fort grave ; en 19 jours, une soixantaine de millions d'or ont quitté New-York et il est certain que le Trésor n'a pas seulement à répondre aux besoins des exportateurs mais aussi aux demandes de ceux qui veulent de l'or pour pour le thésauriser et attendre les événements.

L'emprunt, qui paraissait chose décidée au commencement de la semaine, est repoussé. Le Sénat a rejeté, par 161 voix contre 134, un bill de M. Springer, approuvant les mesures financières proposées par M. Cleveland, et par 135 voix contre 123 une motion du même M. Springer tendant à revenir sur cette décision.

Le plan du Président est donc définitivement repoussé.

La proposition de M. Bland en faveur du libre monnayage de l'argent a été également rejetée par 130 voix contre 52.

Le Sénat a ensuite discuté un bill de M. Reed tendant à l'émission d'obligations à longue échéance et à faible intérêt payables en monnaie.

Un amendement stipulant que les obligations payables en monnaie seraient payables en or ou en dollars argent étalon au choix du Gouvernement a été repoussé par 169 voix contre 127. Le bill Reed a ensuite été repoussé par 167 voix contre 23.

On croit que la Chambre n'adoptera aucune mesure pour alléger la situation et que, dans ces conditions, le Trésor va pouvoir s'occuper immédiatement d'une nouvelle émission de bons.

Voici, à titre de renseignement, la situation des 3.737 Banques nationales des Etats-Unis au 19 décembre 1894, la dernière publiée :

Monnaies d'or............$	114.900.000	
Dollars argent............	7.000.000	
Monnaie divisionnaire.....	5.500.000	
Total de l'encaisse métal.		127.400.000
Certificats d'or...........$	29.700.000	
Certificats d'argent........	29.700.000	
Total........		59.400.000
Autres billets de l'Etat		287.800.000
Total.............		374.600.000
Circulation.............................$		169.400.000

L'encaisse métallique est à peu près concentrée à New York et dans les Etats de la Nouvelle-Angleterre ; la circulation fiduciaire est insignifiante et on comprend parfaitement qu'avec la législation si restrictive des Banques nationales, le Trésor soit amené lui-même à faire fonction de Banque. Il est évident qu'il y a là une confusion d'attributions qui appelle un prompt remède.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

La Nécessité du Bimétallisme en France

La discussion du Budget de l'agriculture a permis à notre ami M. Fougeirol, député de l'Ardèche, d'exposer à la Chambre, en quelques mots et cependant d'une manière très saisissante, la cruelle situation que la baisse de l'argent métal, provoquée elle-même par la suspension de sa frappe libre, fait à la production française en général et à l'agriculture en particulier :

Voici le passage *in-extenso* de cette discussion au cours de laquelle M. Ribot, président du Conseil a fait les déclarations très importantes que l'on trouvera plus loin :

M. Fougeirol. — Messieurs, je vous demande la permission, non pas de traiter à fond, à cette heure, une question aussi importante que celle dont je désire vous entretenir, mais seulement de vous en dire quelques mots. Je veux parler de la question monétaire.

Tout à l'heure, en approuvant les paroles prononcées par l'honorable M. Turrel et en entendant les orateurs qui se sont succédé à la tribune et qui nous ont dépeint la situation déplorable de l'agriculture, je faisais cette réflexion que personne ne semblait apercevoir l'une des causes les plus graves, les plus redoutables, les plus profondes de ses souffrances. Cette cause, c'est la crise monétaire, qui est, d'une façon absolument exclusive, la conséquence de la législation monétaire. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. le comte de Lanjuinais. — Vous avez raison.

M. Fougeirol. — Quelle est l'influence de la crise monétaire ? En quoi consiste-t-elle ? Je voudrais indiquer la question en deux mots.

Sur plusieurs bancs. — Parlez ! parlez ! — C'est extrêmement intéressant.

M. Fougeirol. — Je voudrais donner une simple indication afin que l'opinion se préoccupe de cette question. Sa solution, en effet, importe plus que celle de toutes les autres questions, de tous les problèmes qui se posent aujourd'hui devant nous.

Vous savez que, grâce au développement des progrès modernes, grâce à l'abaissement du fret, à la création des Chemins de fer et à l'abaissement du prix des transports, on peut dire aujourd'hui que tous les grands produits agricoles, qui constituent le fond même de la richesse nationale et les trois quarts de la richesse du monde, circulent avec une telle facilité entre toutes les nations que leur prix est le même partout.

Ils circulent entre toutes les nations absolument comme ferait un liquide dans des vases communicants, et leur prix est le même partout, de même que le niveau du liquide et la hauteur de la colonne dans les branches des vases communicants. Ainsi s'explique que le prix des produits agricoles est le même partout, et il ne peut pas en être autrement.

Il n'est pas admissible, en effet, que le blé qui vaut 10 fr. à New-York, à Calcutta, à Odessa, puisse valoir 12 fr. à Marseille, par cette excellente raison que, si cette différence existait, il arriverait immédiatement à Marseille, de tous les points du globe, des dépêches faisant des offres considérables

pour mettre à profit cette différence de prix ; ces offres seraient tellement considérables que le prix du blé baisserait à Marseille, et que le même niveau s'établirait. Le prix de toutes ces marchandises est donc le même partout.

Ce prix étant représenté par la hauteur de la colonne liquide, il suffit de réfléchir un peu pour s'apercevoir qu'il est mesuré, dans tous les pays à étalon d'argent, avec l'argent unité de mesure, dont la longueur est restée fixe, tandis que, dans les pays à étalon d'or, il est mesuré avec l'unité de mesure or, dont la longueur a doublé par rapport à celle de l'argent. Il en résulte que le prix des marchandises agricoles est resté le même dans tous les pays à étalon d'argent, tandis que ce prix se trouve diminué de moitié dans les pays à étalon d'or. C'est là, messieurs, la conséquence de la crise monétaire (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs*), et c'est un fait absolument indéniable. Par suite des communications faciles qui existent aujourd'hui entre tous les pays, les nations à étalon d'argent continuent à toucher, comme rémunération de leurs travailleurs agricoles, comme prix de leurs marchandises agricoles, la même quantité de monnaie, qui a toujours pour eux la même valeur, qui leur procure à eux la satisfaction de la même somme de besoins ; tandis que, dans les pays à étalon d'or, la quantité de monnaie que nos producteurs reçoivent pour leurs marchandises n'est plus que la moitié de celle qu'ils recevaient autrefois.

Dans ces conditions, qu'y a-t-il de surprenant à ce que notre agriculture souffre ? C'est là la cause capitale, à mes yeux, de ses souffrances. (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.*)

Je ne veux pas rechercher aujourd'hui le remède qu'on pourrait apporter à cette situation ; ce n'est pas l'heure de se livrer à cette étude. Je me borne à signaler le mal et à appeler l'attention du Parlement sur cette question. La France n'est pas le seul pays qui souffre de cette situation ; tous les pays monométallistes, l'Europe entière, les Etats-Unis, éprouvent les effets de cette crise. Cette souffrance étant commune à tous les pays à étalon d'or, il est certain qu'elle les amènera à une entente qui facilitera la recherche et l'application du remède à apporter à la situation.

Mais il faut, pour cela, que le Gouvernement ne perde pas de vue l'importance de cette question, et c'est pour appeler son attention et celle de l'opinion publique que je me suis permis de monter à la tribune. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. Ribot, président du Conseil et ministre des finances, a répondu lui-même à M. Fougeirol, et les déclarations très formelles qu'il a apportées en son nom et au nom de M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, nous permettent d'espérer que les efforts que nous faisons depuis deux années pour attirer l'attention du Gouvernement sur cette grande question n'ont point été stériles et que l'on comprend enfin la gravité du mal.

M. Ribot, président du Conseil. — Messieurs, je ne puis pas, à cette heure, aborder la question très grave, très complexe, dont j'ai eu dans ces derniers temps l'occasion de m'entretenir bien souvent avec mon honorable ami M. Fougeirol.

Je pense avec lui que l'abandon de la frappe de l'argent, dont la responsabilité remonte au Gouvernement allemand en 1873, a été un acte extrêmement malheureux ; mais on ne peut pas imputer à la suspension de la frappe de l'argent la crise agricole dans toute son étendue.

A droite. — En très grande partie.

M. le Président du Conseil. — Il y a eu, depuis vingt ans, bien des causes qui ont contribué à faire baisser, d'une façon générale, le prix de toutes les marchandises qui se vendent en grandes quantités, et notamment des produits agricoles. Mais, pour moi, il est évident que l'abandon du bimétallisme coïncidant avec ces causes générales a précipité la crise et lui a donné un caractère bien plus grave. (*Très bien ! très bien !*)

Je n'éprouve aucun doute à cet égard, et je suis d'accord sur ce point avec M. Fougeirol, qui a étudié cette question avec passion, ce dont je le loue, et s'en est fait une spécialité.

La solution, je ne l'apporterai pas immédiatement. M. Fougeirol a trop étudié cette question pour ne pas savoir que la solution ne peut pas être donnée par un seul pays. Il vous a dit tout à l'heure que ce n'est pas la France seule qui souffre de l'abandon de la frappe de l'argent : c'est exact, et nous ne pouvons résoudre la question que par une entente avec les grandes nations voisines...

M. Lemire. — Prenez-en l'initiative !

M. le Président du Conseil... car, si nous essayions de la résoudre seuls, c'est nous qui payerions tous les frais de la solution.

M. Fougeirol aurait pu vous dire que, dans les pays les plus attachés jusqu'à présent au système du monométallisme, en Angleterre notamment, il se crée un courant d'opinion très sérieux pour chercher un remède à la crise actuelle, et c'est un événement considérable que de voir la Chambre de commerce de Manchester, par exemple, abandonner la théorie du monometallisme et demander qu'on revienne, par un moyen quelconque, à rendre à l'argent sa valeur de circulation.

On peut différer d'avis sur les moyens à employer, mais je crois qu'il se fait, en Angleterre et en Allemagne, un mouvement en faveur de la reprise de la frappe de l'argent. Je ne peux pas dire à quelle heure ce progrès sera assez décisif pour que les résistances soient enfin vaincues, et elles sont considérables !

En cette occurrence, quelle peut être l'attitude du Gouvernement français ? Nous avons été appelés, en 1892, à Bruxelles, à une conference qui, malheureusement, n'a pas produit de résultats, qui s'est ajournée sans date.

Bien que je ne sois Ministre des finances que depuis très peu de jours, je me suis déjà entretenu de cette question avec mon collègue des affaires étrangères. Nous sommes complètement d'accord. Je ne crois pas que la France puisse à elle seule résoudre la question ; mais elle peut ne pas se borner à une attitude d'indifférence et d'attente.

Elle doit marquer qu'elle désire presser la solution ; elle doit prendre une attitude qui encourage ce mouvement d'opinion dans les pays voisins. C'est l'attitude que prendra M. le Ministre des affaires étrangères et c'est celle que j'ai prise. J'espère ainsi donner satisfaction à la question qui a été posée. (*Très bien ! très bien !*)

Les paroles de M. le Président du Conseil auront un grand retentissement en Europe et nous espérons que l'année 1895 ne s'écoulera pas sans que la question du *Bimétallisme Universel* ait été examinée à fond par les nations intéressées.

Création en France d'une Ligue nationale Bimétallique

La *Société des Agriculteurs de France*, sur le Rapport de notre Rédacteur en chef, M. Edmond Théry, approuvé par le Conseil de la Société, et à la suite des intéressants travaux de la *Commission Monétaire permanente*, qui fonctionne depuis le 1er juin dernier au siège de la *Société des Agriculteurs de France*, vient d'adresser à tous ses membres la lettre circulaire suivante :

Paris, le 1er février 1895.

Monsieur et cher Collègue,

Le Conseil de la *Société des Agriculteurs de France* vient de donner à la *Commission Monétaire permanente*, créée par décision du 1er juin dernier, le mandat suivant :

Mandat de la Commission Monétaire permanente

1° La *Commission Monétaire permanente* se mettra en relations directes avec les Ligues bimétalliques qui fonctionnent en ce moment à l'Etranger, afin de recueillir tous les éléments nécessaires pour la création d'une *Ligue nationale bimétallique ;*

2° En attendant le fonctionnement de cette Ligue — qui devra être constituée aussitôt que possible — la *Commission Monétaire permanente* groupera tous les documents statistiques, tous les résultats des enquêtes et travaux faits à l'Etranger sur la question ; en un mot, tous les renseignements d'ordre monétaire pouvant éclairer l'opinion publique en France, et démontrer qu'il est nécessaire et possible d'instituer le « Bimétallisme universel » ;

3° Elle propagera les doctrines de la réforme monétaire :

A En publiant des mémoires spécialement écrits pour vulgariser la question monétaire ;

B En mettant au concours des études dont elle déterminera l'objet et le caractère ;

C En organisant, au siège social de la Société, dès le premier trimestre de l'année 1895, une série de conférences embrassant l'ensemble de la question monétaire ;

D En facilitant, provoquant ou organisant des réunions dans toutes les régions de la France où ces meetings seront jugés utiles ;

4° La *Commission* charge son bureau de prendre les mesures d'ordre intérieur nécessaires pour donner une suite immédiate à ces résolutions, et de recueillir, par anticipation, des adhésions individuelles et provisoires à la future *Ligue nationale bimétallique.*

En prenant cette décision, le Conseil de la *Société des Agriculteurs de France* a été guidé par les hautes considérations que nous vous demandons la permission de vous soumettre en les résumant.

Considérations Générales

Toutes les enquêtes qui ont été faites ces temps derniers à l'étranger — et notamment en Angleterre, en Allemagne, en Belgique et en Hollande — établissent que la baisse des produits agricoles a pour principale cause la diminution de la valeur du métal argent, provoquée, elle-même, par la suspension à peu près générale de sa frappe libre dans les Hôtels de monnaies.

Cette baisse de l'argent a déterminé, ou accentué, la hausse de l'or dans tous les pays de grande production agricole à circulation d'argent : comme le Mexique, les Indes et toutes les nations asiatiques ; ou à circulation papier-monnaie comme : la République Argentine, la Russie, l'Espagne, le Portugal, etc.

Mais cette hausse de l'or n'ayant pas fait élever d'une manière proportionnelle (toutes les enquêtes le démontrent) le prix général de tout ce qui se paye dans les pays qui la subissent : salaires, fermages, transports, impôts, etc... c'est-à-dire de tout ce qui constitue le prix de revient de leur production, est devenue une source de grands bénéfices pour les pays à changes avariés et une cause de préjudices considérables pour les pays où la circulation monétaire est au pair de l'or comme la France, parce que la prime sur l'or agit dans les nations où elle existe, non seulement comme un tarif protecteur contre l'importation des produits étrangers, mais aussi et surtout comme une *formidable prime à l'exportation* pour les produits indigènes.

Il en est ainsi résulté sur les marchés européens une baisse effroyable de toutes les marchandises de production et de consommation universelles et notamment des produits agricoles.

Et l'agriculture française, dont les prix de revient sont si lourdement grevés par la cherté de sa main-d'œuvre, par les tarifs élevés de ses transports, par les impôts qui la frappent sous mille formes, souffre plus cruellement de ce nouvel état de choses que l'agriculture des autres pays d'Europe.

Nécessité de remédier à la situation actuelle

Le Conseil de la *Société des Agriculteurs de France* a donc pensé qu'il était du devoir du Gouvernement, et de tous les Français sans distinction de parti politique ou d'école économique, de rechercher — dans l'intérêt supérieur de la patrie — les moyens pratiques de remédier au mal, et il a chargé la *Commission Monétaire permanente* de la Société de faire tous ses efforts pour attirer l'attention de l'opinion publique sur ce grave problème et pour grouper — sous la forme d'une *Ligue nationale bimétallique* constituée sous les auspices de la *Société des Agriculteurs de France*, mais devant rester complètement indépendante dans son fonctionnement — toutes les bonnes volontés qui se présenteront à elle.

RÉALISATION DU PROGRAMME DE LA COMMISSION. — CONFÉRENCES MONÉTAIRES.

La *Commission monétaire permanente* a commencé la réalisation de son programme en décidant qu'elle tiendrait deux grandes conférences monétaires au siège de la Société, les 12 et 22 février 1895, à *deux heures très précises*.

La première, celle du 12 février, sera faite par M. Edmond Théry, rédacteur en chef de *l'Economiste Européen*, et embrassera l'ensemble de la double question du bimétallisme et du monométallisme au point de vue technique et international.

La deuxième, celle du 22 février, sera faite par M. Lejeune, ancien député de l'Indre, et portera plus spécialement sur les conséquences de la baisse de l'argent au point de vue particulier des produits agricoles français.

Tous les membres de la *Société des Agriculteurs de France* présents à Paris, les 12 et 22 février, sont instamment priés d'assister à ces deux conférences.

ADHÉSION PROVISOIRE A LA LIGUE BIMÉTALLIQUE EN FORMATION

La Commission a également pensé qu'il convenait d'utiliser la Session de Février pour recueillir, par anticipation, les adhésions individuelles et provisoires à la future *Ligue nationale bimétallique* dont le Conseil a décidé de provoquer la création.

En conséquence, elle vous adresse ci-joint un *Bulletin d'adhésion provisoire* qu'elle vous prie de remplir et de retourner, revêtu de votre adresse, si vous désirez faire partie de la *Ligue nationale bimétallique* en formation.

La Ligue ne sera définitivement constituée que lorsqu'un nombre suffisant d'adhésions provisoires sera parvenu à la Commission.

Conditions Générales de la Participation à la Ligue

Les conditions générales de la participation à la Ligue seront les suivantes :

1° MEMBRES ADHÉRENTS, *2 francs par an*, tout compris, payables seulement lorsque la Ligue sera constituée et en fonctions.

Les *membres adhérents* recevront, gratuitement, chaque mois, le « Bulletin mensuel de la Ligue » qui les tiendra au courant, non seulement de tous les travaux de la *Ligue nationale bimétallique*, mais aussi de toutes les études, enquêtes et travaux d'ordre monétaire qui se produiront en France et à l'étranger.

2° MEMBRES CORRESPONDANTS, *20 francs par an*, tout compris, payables seulement lorsque la Ligue sera constituée et en fonctions.

Les *membres correspondants* recevront gratuitement, chaque mois, comme les *membres adhérents*, le « Bulletin mensuel de la Ligue » et en outre le Conseil supérieur de la Ligue leur fera parvenir, toujours à titre gracieux, tous les mémoires, rapports, brochures, etc., dont la *Ligue nationale bimétallique* provoquera la publication. Ces membres pourront, de leur côté, soumettre au Conseil des mémoires ou des observations personnelles, qui seront étudiés par des Comités spéciaux et auxquels il sera toujours répondu.

Par exception : tous les membres de la Ligue, *adhérents* ou *correspondants*, recevront, à titre gratuit, le texte in extenso des deux conférences de MM. Edmond Théry et Lejeune.

Les MEMBRES ADHÉRENTS ET CORRESPONDANTS auront le droit d'assister à toutes les réunions générales de la Ligue et de prendre part (par correspondance) à l'élection annuelle des membres de son Conseil supérieur.

Réponse urgente

Espérant que vous viendrez suivre les travaux de la 26e Session de la Société et assister aux *conférences monétaires* des 12 et 22 février, nous vous adressons, en même temps que cette invitation, un *Bulletin d'adhésion provisoire* à la formation de la « Ligue nationale bimétallique » qui ne deviendra *définitif*, nous le répétons, qu'après sa constitution définitive. Mais nous vous prions de nous retourner ce *Bulletin*, rempli et revêtu de votre adresse, le plus rapidement possible, afin que nous puissions prendre nos mesures pour faire tirer un nombre suffisant d'exemplaires des deux conférences, que vous recevrez gratuitement, en cas d'adhésion provisoire.

Veuillez agréer, Monsieur et cher Collègue, l'assurance de nos sentiments les plus dévoués.

Le Bureau de la Commission Monétaire,

P. TEISSONNIÈRE, Président; Baron de LADOUCETTE et d'AILLIÈRES, Vice-Présidents; PAUL SENART, S. de LANZAC, de LABORIE, CH. PAPILLON et P. SALMON, Secrétaires.

Les personnes qui désireront faire partie de la **Ligue Nationale Bimétallique** en formation, aux conditions générales exposées d'autre part, n'auront qu'à envoyer leur adhésion de *Membre adhérent* ou de *Membre correspondant* à l'adresse suivante :

Monsieur le Président de la Commission Monétaire permanente de la « Société des Agriculteurs de France », 8, rue d'Athènes, Paris.

La Baisse de l'Argent et le Bimétallisme

On lit dans le *Temps* du 6 février 1895 :

Les déclarations que M. Ribot, président du Conseil, ministre des finances, a faites samedi dernier, à la tribune de la Chambre — relativement aux conséquences de la baisse de l'argent métal — remettent à l'ordre du jour la grave question du problème monétaire.

Ayant résumé, dans notre numéro du 7 janvier dernier, l'opinion de la Société d'Economie politique et des monométallistes, nous avons pensé être agréable à nos lecteurs en demandant à notre confrère, M. Edmond Théry, qui s'est fait en France l'ardent propagateur de la réhabilitation de l'argent, et dont le journal, *l'Economiste Européen* est en quelque sorte le journal officiel des bimétallistes français, de vouloir bien nous résumer lui-même les principaux arguments du *bimétallisme* :

« Il est impossible, nous écrit M. Edmond Théry, de réduire dans un article l'ensemble des faits d'ordre national et d'ordre universel sur lesquels nous nous appuyons — en nous plaçant exclusivement sur le terrain des intérêts économiques de la France — pour démontrer la raison d'être du bimétallisme universel : c'est-à-dire la nécessité et la possibilité de rendre à l'argent son ancienne fonction d'instrument d'échange international et d'établir entre les deux métaux précieux, que

tous les peuples de la terre emploient comme agents monétaires, un rapport fixe et invariable.

« Mais je veux profiter de l'occasion que vous m'offrez si gracieusement pour exposer, au moins, quelques-unes de nos observations.

« La quantité de numéraire existant dans le monde est extrêmement minime par rapport à l'importance des richesses et des choses qu'elle sert à évaluer, à représenter et à transporter. Par exemple, l'outillage monétaire de France est évalué à 7 ou 8 milliards de francs d'or et d'argent, ceux de l'Angleterre et de l'Allemagne réunies, à une somme à peu près égale : soit 16 milliards pour les trois nations.

« D'après les statistiques les plus dignes de foi, la valeur des richesses en France, en Angleterre et en Allemagne ne serait pas inférieure à 600 milliards de francs, et l'ensemble des opérations de toute nature qui s'y effectuent aux cours d'une année (commerce extérieur, achats et ventes du commerce intérieur, opérations mobilières et immobilières, salaires, impôts, arrérages, etc.) est certainement supérieure à mille milliards de francs.

« On peut dire, sans doute, que, pour le plus grand nombre de ces opérations, les billets de banque, les chèques, les lettres de change, les billets à ordre, le fonctionnement des *clearing houses*, des chambres de compensation, des comptes courants aux banques, etc., remplacent le numéraire effectif. Il est évident que le *crédit* joue un role considérable dans nos sociétés modernes, mais il faut bien se garder, si l'on veut apprécier sainement cette grave question de la sécurité et de la régularité des transactions, de confondre *crédit* et *monnaie*. On doit toujours se rappeler que le premier n'a de valeur que s'il peut se convertir facilement et sûrement en numéraire effectif.

« On conçoit, dès lors, quelles graves conséquences peut avoir la moindre réduction d'un stock métallique relativement aussi faible en présence de la masse d'opérations qu'il est chargé de gager.

« Depuis vingt années (c'est-à-dire depuis la suspension de la frappe libre de l'argent en Europe) la masse monétaire du monde, que l'on estime à environ 40 milliards de francs — dont moitié en or et moitié en argent — s'est dépréciée de plus de 10 milliards de francs par suite de la baisse du métal blanc etc.; durant cette période, la fortune publique universelle et les besoins de la civilisation se sont accrus dans des proportions considérables. Or, toutes les enquêtes faites en Angleterre dans ces derniers temps prouvent, d'une manière irréfutable en raison des preuves réunies en sa faveur que la baisse effroyable des marchandises de production et de consommation universelles, survenue au cours des vingt dernières années, doit être attribuée, pour une large part, à la suppression de l'ancien bimétallisme, ayant elle-même déterminé la baisse de l'argent et l'énorme divergence qui existe aujourd'hui entre les deux métaux précieux.

« En outre, des preuves directes de la coïncidence de la baisse de l'argent et de la baisse générale des marchandises — coïncidence que M. Nicholson, le savant professeur d'économie politique de l'Université de Dublin, a lumineusement démontrée à la Conférence de Londres — ce phénomène s'explique à merveille, si l'on considère que la baisse de l'argent, par rapport à l'or, n'est autre chose que la dépréciation d'une partie de l'outillage monétaire universel, car s'il est vrai — ainsi que les monométallistes-or en conviennent maintenant — que l'augmentation de la masse monétaire universelle, par la surproduction des mines du Transwaal, doit relever le prix général des choses, il est non moins vrai que la réduction de cette masse a dû produire l'effet opposé.

« Mais que l'on ne vienne pas dire que l'augmentation du stock d'or résultant de l'accroissement de production des mines du Transwaal aura pour effet d'abaisser la valeur *monétaire* du métal jaune. Cette affirmation, qui est la base du système développé récemment devant la *Société d'économie politique*, procède d'une confusion que les monométallistes-or commettent toujours... parce que tout leur système repose sur elle. Ils confondent, en effet, comme l'avait fait avant eux Michel Chevalier lors de la découverte des mines d'or australiennes et californiennes, la qualité de l'or, en tant que marchandise, avec sa *valeur monétaire légale*... En d'autres termes, ils perdent de vue que le MONOPOLE *monétaire* que la loi confère à l'or en France, en Angleterre, en Allemagne, en Hollande, etc., transforme ce métal et lui enlève son ancienne qualité de *marchandise*.

« En effet, l'or ne peut être, ne sera jamais *marchandise* en France, en Angleterre, en Allemagne, en Hollande, etc., tant que subsistera le système du monométallisme-or aujourd'hui appliqué *en fait* dans ces Etats, c'est-à-dire tant que le propriétaire d'un lingot d'or aura le *droit rigoureux* de faire convertir son lingot en monnaies ayant cours légal et forcé dans ces pays. Le propriétaire d'un lingot d'or n'aura évidemment jamais la naïveté de vendre son métal à Paris, par exemple, à un prix sensiblement inférieur à 3.437 francs par kilog. de fin, puisque notre Hôtel des monnaies est obligé, *de par la loi*, de lui convertir en 3.444 fr. 44 de monnaies françaises (3.437 francs en déduisant les frais de la frappe) ayant cours légal et forcé en France. Et l'on peut en conclure que la fameuse loi de l'offre et de la demande perd tout effet sur ce métal précieux, car nul possesseur de lingot d'or — qu'il habite le Transwaal, l'Australie, l'Amérique ou la Russie — ne sera jamais assez sot pour vendre son métal à un prix sensiblement inférieur à celui qu'il en retirerait à Paris, à Londres, à Berlin ou à Amsterdam, déduction faite de quelques frais parfaitement connus d'avance, tels que transport, assurance, frais de frappe, intérêts intercalaires, etc.

« Par conséquent, tant que les lois monétaires française, anglaise, allemande, néerlandaise, etc., décideront que 5 grammes 80 d'or fin ont *cours forcé* pour 20 francs en France; 7 grammes 32 pour 1 livre sterling en Angleterre; 7 grammes 16 pour 20 marks en Allemagne; 6 grammes 04 pour 10 florins en Hollande, etc., l'or ne sera pas *marchandise* dans ces pays, car sa valeur monétaire *n'y descendra jamais* au-dessous de ce *cours forcé*.

« Un seul fait pourrait amener la dépréciation monétaire du métal jaune : ce serait la fermeture des Hôtels de monnaies européens à la frappe de l'or. Si cette fermeture se produisait, l'or deviendrait une simple marchandise (comme l'est aujourd'hui l'argent), et serait alors soumis à la loi générale de l'offre et de la demande, comme une marchandise quelconque.

« D'un autre côté, depuis la suspension de la frappe de l'argent dans les pays européens, l'argent se porte naturellement vers l'Inde, la Chine et le Japon ; l'or, au contraire, est exclusivement absorbé par les pays à circulation d'or. C'est pour ce motif que l'encaisse-or de toutes les banques européennes a, depuis dix ans, augmenté de près de 3 milliards de francs (c'est-à-dire de plus de la moitié de la production universelle de l'or pendant la même période), tandis que leur encaisse-argent n'a presque pas varié.

« Du rapprochement de ces deux faits — nécessité d'une circulation monétaire suffisante et absorption du métal jaune à *cours forcé* par les pays à monnaie d'or — résulte cette première conséquence : Pour augmenter notre circulation monétaire dans la proportion nécessitée par l'accroissement de la fortune publique, de la production nationale (résultant elle-même des nouveaux besoins de la société moderne) et enfin pour combler le vide de la dépréciation de notre propre monnaie d'argent, nous sommes obligés par nos lois — dans les pays comme la France où la circulation monétaire est au pair de l'or — de payer l'or nécessaire au développement de notre outillage monétaire à un prix *toujours invariable*..., tandis que les pays à étalon d'argent peuvent augmenter leur outillage monétaire à des conditions de plus en plus avantageuses, grâce à la baisse du métal blanc que la fermeture de nos Hôtels de monnaies a elle-même provoquée.

« Résultat de cette belle politique monétaire : Déjà écrasé de dettes, succombant sous le poids d'impôts et de charges sociales, le vieux monde est, en outre, obligé d'entretenir et d'accroître sa circulation monétaire au prix de sacrifices doubles de ceux que s'imposent, pour le même objet, des pays neufs et exempts de ces obligations multiples.

« Dans de telles conditions, la lutte économique engagée depuis vingt années par les pays à étalon d'argent (lesquels possèdent aujourd'hui les connaissances industrielles et agricoles des nations européennes) contre les pays à étalon d'or — et dont la baisse générale des prix constatée d'autre part est la conséquence certaine — ne tardera pas à être impossible pour ces derniers.

« Nos professeurs d'économie politique, hypnotisés par les vieilles querelles locales du libre-échange et de la protection, n'ont pas encore entrevu les conséquences économiques universelles de la divergence de l'or et de l'argent. Ils en sont encore à enseigner que le monométallisme est le système monétaire le plus parfait parce qu'il supprime toute divergence, et que, de tous les métaux précieux, l'or est le plus apte à exercer la fonction d'instrument monétaire, parce qu'il est le moins abondant et que son prix d'extraction est le plus élevé.

« Ils oublient que les peuples de la terre, ayant ignoré pendant de longs siècles les bienfaits de l'économie politique, l'or et l'argent ont été employés indistinctement par eux comme instrument monétaire et que, par suite, le *bimétallisme* n'est pas une *théorie*, mais bien un *fait acquis* depuis trois ou quatre mille ans.

« Ils perdent de vue, quand ils parlent du relèguement de l'argent au rang de simple métal industriel, que le stock monétaire universel se divise presque d'une manière égale en pièces d'or et d'argent, et que c'est précisément pour avoir divisé la masse monétaire que la civilisation s'est constituée au cours de son évolution, et pour avoir avili la moitié de cette masse, qu'on a déterminé les phénomènes économiques nouveaux dont la vieille Europe souffre aujourd'hui.

« Les professeurs d'économie politique de l'Angleterre, sans aucune exception, tout en restant des libre-échangistes

passionnés, sont devenus bimétallistes convaincus, et c'est l'observation rationnelle des événements économiques survenus en Angleterre et dans le monde entier depuis 1873, c'est-à-dire depuis la suspension de la frappe libre de l'argent, qui les a ralliés à cette formule monétaire si nouvelle pour eux cependant.

« En France, les monométallistes-or nous jettent toujours le mot de *protection* à la tête et feignent de croire que nous voulons *protéger* les mines d'argent uniquement pour partager les profits immédiats qu'elles retireront de cette protection. Ils ne voient pas que c'est surtout leur système monétaire qui mérite ce dernier reproche, puisqu'il nous oblige (nous qui n'avons sur notre sol ni mine d'argent, ni mine d'or) à n'employer que l'or comme instrument monétaire et à nous procurer ce métal précieux à un prix qui ne peut descendre *au-dessous* de la valeur monétaire assignée par la loi monométallique... et que cette protection, d'un ordre si spécial, permet précisément aux propriétaires anglais des fameuses mines du Witwatersrand de nous passer, à *cours forcé* et sans aucune crainte de résistance de la part de l'acheteur, tout ce qui sort de leurs pilons, quel que soit, d'ailleurs, le prix de revient du métal extrait par leurs ouvriers. »

EDMOND THÉRY.

Le Bimétallisme et les Élections en Angleterre

Les candidats bimétallistes ont gagné cinq sièges dans les récentes élections partielles au Parlement anglais.

Ce résultat indique les progrès réalisés de l'autre côté de la Manche, par les partisans de la réforme monétaire.

La Production de l'Etain dans les Pays à Circulation d'Argent

Le *Bimétallist* de Londres, dont nous avons annoncé l'apparition, publie dans son numéro de janvier une étude fort intéressante sur la production de l'étain.

Notre confrère démontre que les pays à circulation d'argent tendent de plus en plus à supplanter les pays monométallistes-or pour la production de l'étain.

En 1873, les expéditions des Détroits n'étaient que de 6.963 tonnes; en 1894, le chiffre s'est élevé à 46.640 tonnes.

En 1885, la Bolivie embarquait 224 tonnes à destination de Liverpool; en 1894, les embarquements se sont chiffrés par 3.482 tonnes.

Par contre, l'Australie, pays à circulation d'or, a vu baisser ses expéditions de 11.121 tonnes, en 1893, à 5.824 tonnes en 1894, et le Cornwall (Angleterre), qui était jadis le pays producteur par excellence, a vu tomber ses envois de 10.000 tonnes par an à 8.000 tonnes en 1894.

Mais il ne faut pas se borner à signaler le déplacement des quantités; alors que les mines du Cornwall ne donnent que des déboires à leurs actionnaires, celles des pays à circulation d'argent réalisent des bénéfices considérables.

Notons que les résultats de 1894 ont été obtenus quand la moyenne des cours de l'étain des Détroits ressortait à 68 livres sterling 14/2 d. pour l'année; actuellement le cours est de 59 liv. st. 5, soit une moins-value de 9 liv. st. 10 par tonne. Cet écart, en admettant que la baisse ne s'accentue pas, représente une perte totale de 88.000 liv. st. pour les 1 mines du Cornwall.

Les Prix des Marchandises et l'Argent

L'*Economist* du 12 janvier 1895 — écrit M. J. Barr Robertson dans le *Bimétallist* — publie une lettre de M. Joseph Ackland qui s'exprime ainsi : « Votre revue des prix des marchandises en 1894 suggère l'examen de cette assertion, fréquemment répétée par les bimétallistes dans vos colonnes, que le prix de l'argent n'a baissé que par rapport à l'or. »

Cette thèse a été soutenue par tous ceux qui ont étudié la question de 1873 à 1893, c'est-à-dire jusqu'à la fermeture des Hôtels de monnaies de l'Inde et jusqu'à la suspension des achats d'argent.

La table détaillée que donne M. Ackland compare les index numbers de l'*Economist* des prix en or des marchandises et ceux des prix en argent; mais les index numbers ne sont pas réduits en pourcentages, pas plus que les prix en or de l'argent; en outre, la table des pourcentages, dressée séparément, produit une confusion, tous les pourcentages étant calculés sur 1895.

M. Ackland cherche à établir que la valeur de l'argent a baissé par rapport aux marchandises, mais il ne fait aucune démonstration et ne donne aucun chiffre à l'appui de cette thèse.

Par contre, M. J. Barr Robertson donne le tableau suivant avec les chiffres qu'il a empruntés au *Journal de la Société des Arts* des 3 février 1893 et 23 mars 1894 :

ANNÉES	Index numbers de l'*Economist* pour les prix des principales marchandises.				Index numbers de M. Sauerbeck
	Col. 1 — 22 catégories principales de marchandises : 100 = 3.102, 1er janvier. Prix en or	Col. 2 — Prix de la col. 1 évalués en argent en barres; 1er janvier. Prix en argent	Col. 3 — Augmentation de la puissance d'achat de l'or, relevée d'après les prix de la colonne 1.	Col. 4 — Augmentation de la puissance d'achat de l'argent, relevée d'après les prix de la colonne 2.	Valeur en or de l'argent en barres à Londres : moyenne de l'année 100 = 60-81/4 l'once
			p. c.	p. c.	
1865 à 1869 ..	100	100	pair	pair	100
1870....	87	87	15	15	99.6
1871....	83	83	20	20	99.7
1872....	91	91	10	10	99.2
1873....	95	96	5	4	97.4
1874....	93	95	8	5	95.8
1875....	90	94	11	6	93.3
1876....	87	95	15	5	86.7
1877....	88	93	14	8	90.2
1878....	81	91	23	10	86.4
1879....	71	87	41	15	84.2
1880....	82	95	22	5	85.9
1881....	77	91	30	10	85.0
1882....	78	91	28	10	84.9
1883....	75	90	33	11	83.1
1884....	72	86	39	16	83.3
1885....	68	82	47	22	79.9
1886....	65	84	54	19	74.6
1887....	66	87	51	15	73.3
1888....	72	98	39	2	70.4
1889....	71	101	41	— 1	70.2
1890....	72	98	39	2	78.4
1891....	72	90	39	11	74.1
1892....	69	95	45	5	65.4

Nota : La colonne 1 a été calculée par M. Robertson d'après les *Index-numbers*, 3.102 étant pris pour 100.

Ce tableau démontre que, pendant la période 1865-1869 jusqu'en 1892, l'argent en barre n'a pas baissé par rapport aux prix des vingt-deux principales catégories de marchandises puisque un poids inférieur d'argent — malgré sa baisse par rapport à l'or — a permis d'acheter la même quantité de marchandises de 1870 à 1892 (sauf pour l'année 1889), que pendant les cinq années de 1865 à 1869, avant les perturbations monétaires.

La colonne 4 indique l'étendue de l'augmentation de la puissance d'achat de l'argent par rapport aux marchandises ; pendant une année seulement, de la période de vingt trois ans allant de 1870 à 1892, la puissance d'achat de l'argent a baissé de 1 0/0.

En conséquence, la thèse soutenue par les bimétallistes, à savoir que de 1870 à 1892 la puissance d'achat de l'argent par rapport aux autres marchandises n'a pas diminué, est pleinement justifiée.

Naturellement, depuis deux ans, l'argent s'est déprécié, mais la moyenne des vingt-cinq années allant de 1870 à 1894 indique que, pendant cette période, l'argent a acheté plus de marchandises que de 1865 à 1869, avant le commencement des perturbations monétaires.

La Question monétaire en Allemagne

On annonce de Berlin, que le comte de Kanitz va déposer au Reichstag un projet ayant pour but la réforme monétaire. D'autre part, l'Association économique du Reichstag a adopté la proposition de Mirbach, tendant à inviter les Gouvernements confédérés à convoquer une conférence internationale en vue du rétablissement de l'argent comme étalon monétaire.

Ajoutons que M. de Hammerstein, le ministre de l'agriculture prussien, a fait, le 31 janvier, les déclarations suivantes au *Landtag :*

« Le Gouvernement se préoccupe de la question de l'argent, mais il ne peut prendre aucune détermination avant d'en avoir délibéré. Toutefois, ses dispositions sont prises et on arrivera peut-être à ce résultat que l'Allemagne prendra l'initiative de cette question ».

Ces déclarations ont produit une profonde sensation en Allemagne.

D'autre part, d'après un télégramme du 8 février, daté de Berlin, M. de Hohenlohe aurait déclaré, dans une soirée parlementaire qui a eu lieu chez lui, que le Gouvernement allemand ne ferait rien dans la question du *bimétallisme* sans une entente avec l'Angleterre.

« A quoi bon, aurait dit M. de Hohenlohe, faire des déclarations agréables aux bimétallistes tant que l'abstention de l'Angleterre nous empêchera de faire quelque chose de pratique ? »

Ces paroles confirment ce que nous avons toujours exprimé dans l'*Economiste Européen*, et ce que les bimétallistes allemands ont dit eux-mêmes : on ne pourra rien tenter de sérieux dans le sens d'une entente monétaire internationale tant qu'on ne sera pas certain de l'adhésion de l'Angleterre.

La Commission d'Enquête Allemande sur la Question de l'Argent. (1)

Dixième séance (24 mai 1894) (Suite)

M. Leuschner (bimétalliste), répondant à une assertion de M. Stroel, émet des doutes sur la valeur d'une opinion omise par un ingénieur des mines, M. Haschecorne. Les avis des experts concordent rarement.

On ne peut donc ajouter une foi entière aux avis qu'ils émettent sur la quantité de métaux précieux contenue dans les terrains miniers. Mais il est certain que l'extraction de l'argent est en voie de diminution. Les rapports du Directeur de la Monnaie fédérale aux Etats-Unis en font foi.

C'est un fait établi que la production de l'argent a baissé de 100.000 kilog. en 1893. Du reste, en cette matière, il ne faut tabler que sur des moyennes.

On allègue le développement de la consommation. Il est réel si l'on se reporte à vingt ans en arrière. Mais, actuellement, les millionnaires sont les seuls qui s'enrichissent. La masse des producteurs agricoles et industriels travaille sans bénéfices. Même en Westphalie, l'exploitation de certaines mines ne continue qu'à perte. Les propriétaires veulent seulement éviter les frais coûteux que cause la reprise de l'exploitation, quand les fosses ont été fermées. Le bien-être ne s'accroît plus, car le nombre des ouvriers sans travail augmente sans cesse.

Encore une observation à l'adresse de M. Russel. Il a contesté l'une de mes assertions au sujet de la baisse qu'aurait dû subir la valeur de l'or. Je la maintiens. D'après les statistiques de M. Soetbeer, la production de l'or en 1892 équivalait à neuf fois l'extraction moyenne, de 1801 à 1850; celle de l'argent a seulement septuplé.

En bonne logique, la valeur de l'or aurait dû diminuer. C'est le contraire qui s'est produit, parce que des mesures législatives ont conservé à l'or l'accès des Hotels de Monnaie, tandis qu'elles l'ont refusé à l'argent.

La séance est levée après l'audition de MM. Bamberger, Bueck, Arendt et Russel, prenant la parole pour présenter quelques observations personnnelles.

Onzième séance (25 mai 1894)

Au début de la séance, *M. Büsing* (*monométalliste*) demande que le Dr Stelzner, de Freiberg, soit entendu à titre d'expert technique comme M. Suess, pour émettre son avis sur l'avenir de l'or.

M. Hammacher conteste que les cercles industriels et commerciaux de l'Allemagne ne soient pas au courant de la question monétaire. Il prétend qu'ils sont partisans, en connaissance de cause, du maintien de l'étalon d'or.

Il reproche, à M. Wülfing d'avoir déclaré que les intérêts du commerce et de l'industrie étaient radicalement contraires à ceux des capitalistes.

Cependant, il reconnaît que le même orateur a abordé un point très intéressant. Si la dépréciation de l'argent causait un préjudice aussi considérable à l'industrie allemande qu'à l'industrie britannique, M. Hammacher observerait avec moins d'inquiétude la campagne des bimétallistes.

L'Angleterre a trente fois plus d'intérêt que l'Empire allemand à maintenir la solvabilité de l'Inde et des autres parties de l'Extrême-Orient. L'Inde est, en outre, l'une de ses possessions et lui paye annuellement 17 millions de liv. st. en intérêts.

Il pense que les agriculteurs allemands s'illusionnent sur l'efficacité du système bimétalliste et leur reproche de n'avoir pas su réunir un ensemble de faits concrets semblables à ceux qui ont été exposés au point de vue industriel par le bimétalliste M. Wülfing. Mais l'agriculture anglaise a aussi sa part de souffrances. Il appartient à la Grande-Bretagne d'agir, dans le but d'arrêter la dépréciation de l'argent et de sauvegarder ainsi ses intérêts vitaux.

M. Leuschner a dessiné un tableau fort sombre de la situation économique de l'Allemagne. L'orateur le tient pour exagéré. Mais il reconnaît, avec M. de Kardoff, que l'agriculture est au début d'une crise profonde et les phénomènes inquiétants, déjà observés, s'aggraveront encore l'an prochain. Mais ces industries houillère et métallurgique ont déjà été soumises à des conditions aussi désavantageuses en 1870 et même en 1880.

M. Hammacher attribue la crise économique à une foule de faits connus, tels que la mauvaise politique économique ou financière de divers Etats, à la faillite Baring, etc., etc.

Cependant, il le reconnaît, « la politique monétaire de certains Etats et la dépréciation de l'argent ont également exercé une influence préjudiciable sur la vie économique du monde entier et cette dépréciation a été l'une des causes des souffrances actuelles. Je le reconnais pleinement. » Mais l'orateur ne croit pas que le passage au double étalon guérirait les maux actuels.

L'adjonction de l'argent à l'or comme métal monétaire procurerait une hausse des prix et ranimerait les affaires. M. Hammacher admet que ces espérances sont fondées à un certain degré, mais il croit que cette reprise ne serait que temporaire.

Il termine en disant qu'il faut attendre ce que fera l'Angleterre. L'Allemagne avisera alors et devra agir au mieux de ses intérêts.

M. de Schalscha (bimétalliste) est surpris de voir que, malgré le développement démesuré de certaines branches de la production, il puisse néanmoins régner une telle détresse économique, une telle dépression des affaires. C'est donc qu'une cause bien grave stérilise les effets bienfaisants de ce surcroît de production.

Il redoute les effets de l'inflation produite par la frappe de l'argent. Avec l'étalon d'argent dans certains pays, avec le double étalon dans les grands Etats, cette appréhension est inintelligible. Avec le bimétallisme universel, peu importe que l'argent remplace l'or, puisqu'il aurait partout la même valeur, et, par suite, que personne ne préférerait l'autre métal.

L'Angleterre doit donner l'exemple ! Peu importe qu'elle souffre plus que l'Allemagne, si l'Allemagne souffre, elle aussi, du même mal. Il est d'ailleurs inexact que l'Angleterre soit aussi éprouvée par le malaise de son agriculture. Au-delà de la mer du Nord, 18 0/0 des habitants se livrent aux travaux agricoles. En Allemagne, cette proportion est de 45 0/0.

M. Russell a prétendu que l'emprunteur devait acccepter le risque de la fluctuation des prix et n'avait rien à réclamer s'il lui fallait plus tard rembourser 150 boisseaux de blé au lieu de 100 pour acquitter sa dette. C'est juste. Il y a toujours eu des fluctuations de prix, mais actuellement la baisse des prix est constante : il ne s'agit plus de simples oscillations.

D'après M. Russell, la valeur d'un domaine, placé sous son administration, a baissé de 50 0/0. Si ce domaine était hypothéqué, il serait dévolu au prêteur.

A la Chambre des députés, une communication officielle prouve que les inscriptions hypothécaires sur les biens-fonds ruraux se sont accrues de 900 millions en cinq ou six années. Ce n'est pas une preuve de bien-être. Si les prix de vente restent inférieurs aux frais de production, l'agriculture ne saurait prospérer et l'industrie perd ainsi ses meilleurs clients.

On sait aussi que le produit de l'impôt sur le revenu baisse constamment en Prusse et, l'an prochain, ce sera pis encore. C'est la détresse causée par les bas prix. La situation serait tout autre avec les prix obtenus vers 1870.

M. de Schalscha maintient, contre l'avis de M. Bueck, que les industriels qui étudient la question monétaire se rallient au système bimétalliste. Il a reçu de l'est, de l'ouest et du centre de l'Allemagne de nombreuses félicitations à l'occasion de ses discours au Reichstag. Ces manifestations émanaient des industries textiles et métallurgiques, et des fabricants de machines.

Sans condamner les industriels, l'orateur leur reproche de s'être désintéressés des causes de la baisse des prix.

Il place dans la même catégorie les banquiers. Ceux-ci ne peuvent arriver à une conception nette de la situation. Ils sont arrêtés par un sentiment intime que l'étalon d'or accroît la puissance d'achat de la monnaie, dont ils sont les détenteurs. Ainsi, en admettant que les valeurs autres que la monnaie représentent un capital 200 fois plus considérable que les valeurs monnayées, la deux-centième partie de la fortune publique se développe au détriment des 199 autres éléments de la richesse nationale.

L'indifférence, observée en Angleterre par M. Bueck, qui règne au même degré en Allemagne, voilà l'ennemi !

M. Bueck a soutenu que la monnaie d'argent conservait sa valeur en vertu du régime de l'étalon d'or. C'est vrai aussi de la monnaie fiduciaire. Mais, en temps de guerre, lorsque l'or disparaît, le public rejette les signes monétaires dépréciés.

D'après M. Lotz, j'aurai méconnu le sens du mot *change*

*

(1) Voir l'*Économiste Européen*, nos 151 à 154, 156 à 159.

en le confondant avec les primes de l'or ou de l'argent qui ont toujours existé. C'est une chinoiserie Il y a une grande différence entre les légers écarts du change dans le passé, quoiqu'ils forment un renchérissement et le grand renchérissement auquel je faisais allusion.

Le même professeur a contesté que l'on ait jamais essayé de créer une monnaie universelle. Il se trompe. M. le Dr Bamberger l'a écrit dans son ouvrage sur l'origine de l'étalon d'or. Les faits ont prouvé que la tentative a échoué avec l'or, faute d'une quantité suffisante de ce métal.

Jadis, avec l'Union monétaire latine, nous avions cette monnaie universelle; nous l'aurons, grâce au bimétallisme, lorsque la valeur de l'argent serait régularisée au moyen de conventions entre les Etats. Il n'y aura plus qu'à convertir les unités monétaires.

Présentement, il faut convertir les monnaies et tenir compte des fluctuations du prix des métaux.

C'est un changement en pis, au lieu de l'amélioration attendue du monométallisme.

Le docteur Lotz a dépeint les avantages du monométallisme en temps de guerre. Sait-il à quel prix l'Angleterre nous vendrait alors le crédit? Et, l'or ayant disparu, nous n'aurions même pas l'argent.

Si le bimétallisme triomphait, les pays à étalon d'argent établiraient, dit-on, des droits de douane.

Pourquoi? la dépréciation de l'argent est un droit protecteur plus sûr qu'aucun tarif douanier raisonnable. Autrement, leurs taxes seraient prohibitives, et les taxes prohibitives ne rapportent rien.

On a prétendu que les salaires agricoles monteraient, si les ouvriers jouissaient du droit de coalition. Mais ils se coalisent fort bien, malgré la loi, et opposent une résistance passive. D'ailleurs qu'importe! Les salaires ne forment qu'une fraction du produit brut. Cette fraction s'élèvera comme les autres; mais le reste sera plus élevé.

J'ai cité, à tort, une phrase du Dr Bamberger sur la puissance de l'étalon d'or. Elle vous rend fort pour l'importation, Soit! mais alors le prix de l'or a renchéri et sa puissance vous affaiblit pour l'exportation dans les pays à étalon d'argent. C'est le revers de la médaille. Ces messieurs ont reconnu que la dépréciation de la monnaie assurait aux pays atteints une prime à l'exportation et un droit protecteur. Dans ce cas, la dépréciation de l'argent produit le même effet. Avec le bimétallisme, nous pouvons triompher de ces deux obstacles. Cela ne dépend que de nous.

Pour le choix du rapport de valeur à établir, à 15 1/2, à 21 ou à 24, M. de Schalscha s'en réfère à l'avenir. Quel qu'il soit, ce serait déjà un avantage d'avoir un rapport fixe. Personnellement il pense que le 15 1/2 serait préférable, les progrès de la production de l'or rapprochant sa valeur de l'ancienne relation. Elle permettrait aussi de réparer le préjudice causé à la fortune publique par le renchérissement de la monnaie.

Le rétablissement de la valeur du métal blanc n'est pas à vrai dire la question de l'argent. Ce qui importe, c'est le rétablissement de la fortune publique, compromise par la plus-value du signe monétaire dans les pays à étalon d'or, au préjudice de la masse des produits dépréciés par ce renchérissement.

M. *Büsing* (monométalliste) n'admet pas que les banquiers, obéissent à un mobile d'intérêt personnel en soutenant l'étalon d'or. La vieille *Gazette de la Bourse de Berlin*, le premier organe financier, est bimétalliste. Plusieurs banquiers notamment Rothschild, partagent les mêmes sentiments.

Ils gagnaient du reste plus d'argent avant 1870 qu'aujourd'hui, car les provisions perçues étaient alors beaucoup plus élevées.

Le point cardinal de la question monétaire est pour l'orateur, le renchérissement de l'or. Il en conteste l'existence. Si les prix d'un certain nombre de marchandise ont baissé, ceux d'un plus grand nombre de produits ont augmenté dans une proportion sensible (1)

Les véritables étalons de la valeur sont les salaires et les traitements. Ils se sont accrus et l'on proclame l'insuffisance des traitements.

(Interruptions : « Les besoins ont augmenté!)

Et l'orateur cite les terrains et les loyers urbains, le lait, le beurre, les œufs, etc.

(A suivre.)

La Question monétaire et la Ligue bimétallique Orientale

M. W. S. Westmore, président de la *Ligue bimétallique orientale*, vient de publier une étude sur le monométallisme-or et ses conséquences au point de vue des salaires. Il démontre qu'un Anglais peut se procurer en Chine, avec la monnaie de son pays, le double des objets qu'il achèterait pour une somme égale, en Angleterre, tandis que, toujours avec la même somme, le Chinois ne peut acheter en Angleterre que la moitié des marchandises qu'il se procurerait en Chine.

Conséquemment, la tendance naturelle des habitants à circulation d'or sera de s'adresser là où ils trouveront les produits à meilleur compte, c'est-à-dire aux pays à circulation d'argent. D'autre part, les habitants de ces dernières contrées cesseront de passer des ordres aux centres monométallistes-or.

En d'autres termes, les industries se déplaceront, et le travail moins coûteux de l'Extrême-Orient supplantera celui plus onéreux de l'Occident.

C'est la thèse que nous n'avons cessé de soutenir dans l'*Economiste Européen*.

M. Westmore ajoute que le jour, prochain peut-être, où la Chine sera débarrassée des entraves officielles apportées à l'esprit d'entreprise du peuple, elle suivra l'exemple du Japon. Cette transformation s'accomplira après la guerre actuelle.

Comment éviter la catastrophe qui menace l'Occident? M. Westmore estime que c'est par l'adoption du *bimétallisme international*, suivant un rapport approchant de l'ancien 15 1/2 à 1. Les Gouvernements ne doivent pas rester indifférents aux faits énoncés par la *Ligue bimétallique orientale*, sous peine de fournir aux pays à circulation d'argent l'occasion d'une terrible revanche du passé.

(1) Les *Index Numbers* prouvent le contraire (*Note de la Rédaction*)

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 8 février 1895.

Les affaires ont continué à être très calmes cette semaine; les fluctuations ont été assez nombreuses, mais c'est la lourdeur qui prédomine. Paris a cessé presque complètement ses achats et les quelques réalisations de bénéfices qui se produisent amènent forcément un tassement dans les cours.

La liquidation qui commencera mardi montrera, sans doute, de nouvelles livraisons de titres; aussi faut-il prévoir que le mouvement rétrograde n'a pas dit son dernier mot.

Les valeurs les plus éprouvées ont été la *Rand Mines* et la *Modderfontein;* cette dernière a eu un marché excessivement sensible. Des mouvements de 1 livre en hausse ou en baisse se sont succédé rapidement et dans la même séance. Ainsi que nous l'avons déjà dit, la *Modderfontein* est encore dans la période de la spéculation; les rapports des ingénieurs de la Compagnie font prévoir un avenir brillant; mais, d'autre part, il est certain que les filons de cette partie du Witwatersrandt sont très étroits et très brisés et peuvent, par conséquent, créer des difficultés réelles dans l'exploitation.

La *Rand Mines* est certainement une grande affaire, mais il ne faut pas oublier que la Compagnie aura besoin de plus d'un million de livres pour mettre ses diverses mines en valeur et que, d'autre part, il est à peu près impossible que des dividendes rémunérateurs puissent être distribués avant deux ou trois ans.

L'*East Rand*, où il existe une forte position à la hausse, est également lourde; ce que nous venons de dire de la *Rand Mines* s'applique aussi à cette Compagnie.

La *Simmer and Jack* recule à 11 1/4. Nous avons déjà expliqué que l'action de cette Compagnie mérite plus que les cours actuels, mais qu'il faut savoir prendre patience jusqu'au jour (dix huit mois à deux ans) où les dividendes viendront justifier l'importante avance précédemment obtenue.

Les Compagnies qui sont en pleine exploitation ont mieux résisté; elles ne perdent que des fractions relativement insignifiantes.

La *Wolhuter*, la *Durban Roodeport*, la *Ferreira*, la *Jumpers* font très bonne contenance La *Wemmer* est même en hausse. On dit que cette Compagnie gagne actuellement 9.000 livres par mois, bénéfice splendide si l'on veut considérer que le capital n'est que de 55.000 livres. Pourtant, il ne faut pas oublier que la mine a une très courte durée : six ou huit ans.

La *Sheba* a baissé brusquement de 34 sh. à 30 sh.

sur des dépêches annonçant que la mine vient d'être inondée

La *Geldenhuis Estate* ne brille guère depuis son introduction à Paris. Elle est offerte aujourd'hui à 5 3/8. Avec 70 claims et une batterie de 120 pilons, la mine sera épuisée très rapidement; les ingénieurs de la Compagnie disent en 14 ans, les personnes plus indépendantes en 8 ans. Quant au dividende à attendre, il peut varier entre 50 et 60 0/0 par an sur le pair d'une livre.

La *New Crœsus* cote 2 1/8. On annonce que cette Compagnie fusionnera prochainement avec la *Crœsus deep* et qu'on créera un nouveau fonds de roulement de 50.000 livres, pour exploiter les deux mines réunies. L'échange des actions des deux Compagnies se ferait action pour action.

La *Henry Nourse* se maintient relativement très bien. Les nouveaux pilons sont en place et prêts à fonctionner, mais ne pourront être mis en marche que dans deux ou trois mois, à cause du manque de force motrice.

La *Meyer and Charlton* fait également preuve de fermeté; on sait que cette valeur est dirigée par un puissant Syndicat allemand.

La *Nigel* se maintient aux environs du cours de 5 ./. Cette Compagnie, qui broiera prochainement avec quarante-cinq nouveaux pilons, doit donner environ 50 0/0 du dividende annuel sur le pair d'une livre. Les terrains de la mine sont très grands; malheureusement, le filon, bien que très riche, est étroit, ce qui fait que l'exploitation est coûteuse.

La *Langlaagte Estate* et la *Robinson* sont sans changements appréciables : la seconde a même donné lieu à de bons achats. Les petites valeurs, telles que *Champ d'Or deep, Teutonia, Potchefstroom*, ont vu leur marché se rétrécir, la marge entre leurs prix d'achat et de vente devenant trop grande.

Paris, le 8 février 1895.

En ce qui regarde notre *Marché des Mines d'Or*, Paris semble avoir cessé, au moins pour le moment, ses achats. La *Simmer et Jack* cote 288 75 contre 290 francs; *Ferreira*, sans changement à 373 75; *Robinson* mieux à 198 12 1/2 gagnant, ainsi, 2 fr. 50; *Randfontein*, 27 81 1/4 contre 28 12 1/2; *Langlaagte*, 112 50 en bénéfice de 2 fr. 50; *Geldenhuis*, plus lourde à 138 12 1/2, perdant 5 francs.

Production de Janvier. — Voici les rendements de janvier connus jusqu'à ce jour : Champ d'Or deep, 1.415 onces, contre 1.200 onces en décembre; City and Suburban, 10 219 contre 10.484; Crown Reef, 10.260, contre 10 443; Goldenhuis Main Reef, 1.812, contre 1.718; Jubilee, 2.095, contre 2.079, May Consolidated, 5.584, contre 2.668; New Chimes, 2.657, contre 2.637; Nigel, 3 841, contre 4.270; Sheba 4.637, contre 4.567; Transwaal Gold, 2.650, contre 2.360; Van Ryn, 3.005, contre 3.037; Wemmer, 4.780, contre 4.966.

FONDS D'ETATS EUROPEENS a la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	1er février Derniers Cours	1er février P. de 1 f. de rente	1er février Revenu p. 0/0	8 février Derniers Cours	8 février P. de 1 f. de rente	8 février Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)........	102 80	34 26	2 91	103 30	34 43	2 90
Consolidés anglais (ch.f. 25 fr. 20)	104 70	38 07	2 6[illegible]	105 2[illegible]	38 27	2 61
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)...	103 50	25 87	3 86	104 20	26 05	3 83
Belgique 3 ½ %................	103 60	29 60	3 37	103 25	29 50	3 38
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.) ..	74 05	18 51	5 40	76 15	19 03	5 25
Grèce 5 % 1881 (en suspension).	141 »	» »	» »	160 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam).	101 75	29 07	3 43	101 75	29 07	3 43
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)..	101 85	25 46	3 92	101 75	25 43	3 93
Italie 4 % net..................	86 80	21 70	4 60	87 85	21 96	4 55
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)....	98 20	32 73	3 05	98 »	32 66	3 06
Portugal 3 % (1 fr. net).........	24 80	24 80	4 03	25 »	25 »	4 »
Roumanie 5 %................	103 »	20 60	4 85	102 97	20 59	4 85
Russie 3 % or 1891 libéré.......	89 75	29 91	3 34	90 90	30 30	3 30
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)......	73 25	14 65	6 82	73 50	14 70	6 80
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)..	102 75	25 68	3 89	103 »	25 75	3 88
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	102 50	34 16	2 92	102 90	34 30	2 91
Turquie convertie 1 % série D..	26 52	26 52	3 77	26 55	26 55	3 76
— Priorité 4 % 1890........	497 »	24 85	4 02	491 25	24 56	4 07
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	97 90	32 63	3 06	97 37	32 45	3 08

Situation Financière générale

France. — Au cours de la semaine qui prend fin aujourd'hui, la Bourse de Paris a témoigné d'un entrain remarquable et a affecté une tendance excellente, en dépit de la tenue plutôt lourde des autres marchés étrangers. L'argent, en liquidation, ayant été décidément facile, la spéculation a repris courage et on a, sur certai-

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	DIVIDENDES 1892	DIVIDENDES 1893	DIVIDENDES 1894	PRODUCTION 1892	PRODUCTION 1893	PRODUCTION 1894	PRODUCTION 1894	COURS DU 1er février	COURS DU 8 février
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora..............	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9 505	2	1.594	7/8	13/16
Bantjes..............	95.000	1	95 000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 1/4	2 3/16
Chimes (New)......	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg.	40	»	»	40	»	»	28 36	21.806	12	29.346	2 3/4	2 11/16
City and Suburban.	85 000	1	65 00	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	12	72.092	16 1/8	16 3/4
Crœsus (New)......	225.000	1	195 000	16 ½ — — ..	»	60	»	10	»	»	11 50	1 339	»	»	2 7/16	2 7/16
Crown Reef........	120.000	1	120 000	19 — — ..	90	120	50	55	50	»	70 204	82 105	12	120953	9 3/8	9 3/4
Durban Roodep....	135 000	1	125 000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30 931	60 635	12	55 969	7 ./	6 15/16
East Rand..........	650 000	1	650.000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	49/6	51/6
Ferreira..........	45 000	1	43 292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	»	51.413	66.108	12	69 4[illegible]	15 3/8	14 7/8
Geldenhuis Estate.	200.000	1	187.500	190 acres Elandsf...	80	40	15	10	25	»	47 721	17.431	10	45 633	5 5/8	5 5/8
Heriot (New).......	85.000	1	73 250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	44 763	8 1/8	8 3/8
Henry Nourse......	125 000	1	125 000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	»	22 220	12	29 528	5 1/8	5 3/16
Jubilee..............	30.000	1	30 000	10 ¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17 319	30.066	12	26.611	8 [illegible]/8	8 5/8
Jumpers............	100.000	1	100.000	39 — Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22 115	41.490	12	52.166	5 9/16	5 11/16
Langlaagte Estate.	500.000	1	467.000	31 — — .	160	»	10	20	30	»	88.951	101.909	12	146411	4 9/16	4 7/16
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres —	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27 898	6 7/16	6 1/2
Nabob..............	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	1/2	1/2
New Aurora West.	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M. R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	4.932	17/0	16/0
— **Primrose**......	240.000	1	240 000	51 cl. Elndsft., Turfl	100	»	15	27 ½	40	»	56 449	83.777	12	86.030	5 15/16	6 1/16
Nigel..............	160 000	1	159 895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47 ½	50	»	55 936	46 007	12	53 909	4 7/8	5 1/16
Pioneer............	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37 ½	»	10.811	10.191	4	3 221	4 1/8	4 /.
Randfontein........	2.000.000	1	1966500	Watvl-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	12.133	24/0	23/0
Rand Mines........	400.000	1	332.70[illegible]	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	20 1/4	21 /.
Rietfontein........	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kieti	50	»	»	10	15	»	11 931	35 451	11	19.577	3 3/16	2 13/16
Robinson..........	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170 150	161.133	12	161756	7 15/16	7 5/8
Salisbury (New)...	100 000	1	93 000	5 claims — .	70	»	»	30	10	»	20 829	24 851	12	18.781	3 3/16	3 1/4
Simmer and Jack..	85 000	1	83 000	120 acr. Elandsfont..	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	11 1/2	11 7/8
Stanhope (New)....	35.000	1	34 000	10 cl. — ..	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	12	12.206	2 3/8	2 1/4
Wemmer..........	55 000	1	46 300	12 ½ claims M. R..	30	»	10	»	»	»	16 250	24.297	9	25 241	7 ./.	7 1/8
Wolhuter..........	130.000	1	130.000	110 — — .	40	50	»	»	»	10	»	25.948	12	30.602	5 9/16	5 5/8
Worcester..........	100.000	1	90.727	10 — —	40	»	10	17 ½	15	10	16.723	18.527	12	30.788	4 1/16	4 1/8

nes valeurs, atteint des cours très élevés. Il faut espérer que ces cours pourront être consolidés facilement, et c'est à quoi on fera bien de s'employer dans les jours qui vont suivre.

On parle, de nouveau, de grandes opérations financières. En ce qui regarde nos *Rentes Françaises 3 0/0*, on espère des cours plus élevés.

Allemagne. — Les transactions ont été très restreintes à la Bourse de Berlin, bien que la cote y soit assez soutenue. On attribue cette réserve à la nouvelle publiée par la *Gazette de Voss*, annonçant que le Gouvernement a enfin donné son avis sur le projet de loi relatif à la réforme de la Bourse.

Les déclarations de M. Hammerstein, ministre de l'agriculture, au Landtag prussien, touchant au bimétallisme international ont produit une excellente impression en Allemagne.

Il résulte de ces déclarations, que le Gouvernement ne serait pas éloigné de l'idée de faire preuve d'initiative en se mettant à la tête du mouvement bimétalliste.

Angleterre. — La tendance est bonne sur le marché anglais, surtout pour les Chemins de fer américains; mais on constate un léger resserrement monétaire en attendant la solution de la question américaine. Des négociations se poursuivent entre les principales Banques et le Gouvernement américain pour un emprunt en obligations nouvelles.

La *Hong-Kong and Shanghaï Banking Corporation* émet au prix de 96 1/2 0/0 le nouvel emprunt-or chinois 6 0/0 portant sur un total de 3 millions de livres sterling. Cette affaire, gagée sur les revenus des douanes maritimes, est l'objet de nombreuses critiques dans le monde des affaires.

Autriche-Hongrie. — La Bourse de Vienne a été affectée par un resserrement monétaire, qui s'est traduit par une hausse des taux de report. Cependant la tendance reste bonne et on prépare le terrain en vue des nombreuses affaires qui doivent être lancées d'ici au 30 juin prochain. En outre, plusieurs Etablissements de crédit, à Vienne et à Budapest, s'apprêtent à augmenter leur capital.

Les pourparlers entre les deux Gouvernements cisleithanien et transleithanien, relatifs au renouvellement du privilège de la *Banque d'Autriche-Hongrie* vont être repris; une entente s'impose pour la continuation des opérations de la *Valuta*.

Espagne. — Le marché espagnol est en reprise; il subit l'impulsion des places étrangères. Pourtant, on se montre assez sceptique à l'égard du budget très incomplet de M. Canalejas. Les chiffres de recettes sont optimistes et les points les plus essentiels sont réservés dans des projets annexes qai ne sont pas encore élaborés.

On espère que la surtaxe sur les blés étrangers aura pour effet d'accroître les recettes des Compagnies de chemins de fer, en faisant sortir des magasins les céréales indigènes qui devrait être dirigées sur les centres de consommation.

Grèce. — M. Tricoupis a dû céder la place à un Cabinet d'affaires dont les membres sont surtout connus pour leur honorabilité indiscutable.

Si la situation financière et économique du pays est toujours des plus précaires, il est permis de concevoir des espérances au sujet de la vente des raisins secs; ce produit trouve, en effet, un débouché croissant dans les ports de la Russie méridionale.

Italie. — Le marché italien est assez ferme, aussi bien pour la Rente que pour les actions des Sociétés de Chemins de fer.

A signaler encore la faveur dont jouissent les actions de la *Banque d'Italie*; le Conseil supérieur de cet Etablissement vient de fixer à 15 lire par action le dividende du dernier exercice.

On commente beaucoup le décret nommant un commissaire royal à la *Banque de Naples*, mais cette mesure se justifie par les irrégularités relevées à la charge de cet Etablissement.

Portugal. — Les recettes douanières du mois de janvier ont été un peu supérieures à celles du mois de janvier 1894; les porteurs de la Dette Extérieure peuvent donc être assurés que leur participation ne sera pas inférieure à celle qu'ils ont obtenue en 1893-1894.

La situation politique ne se modifie pas; le Ministère continue à gouverner sans le secours de la représentation nationale et les protestations se poursuivent. Il y a lieu de signaler, à ce sujet, un mouvement qui pourrait présenter quelque danger: c'est celui provoqué par M. de Castro, qui refuse de payer les impôts que les Chambres n'ont pas votés.

Turquie. — Le projet de fusion des Chemins de fer de la Turquie d'Europe semble devoir aboutir; l'Etat y trouvera son compte aussi bien que les Compagnies, car, en s'unifiant, l'exploitation deviendra plus économique. Il s'agit, on le sait, des Chemins Orientaux, de la ligne de Dédéagatch à Salonique et de la ligne de Salonique à Monastir.

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — Le Congo. — Déclarations de M. Ribot, président du Conseil. — Le Transport des troupes à Madagascar. — M. Waldeck-Rousseau à Lyon. — Le Nouvel ambassadeur d'Italie à Paris. — Le Départ du roi de Serbie. — Le Budget de l'Agriculture. — La Commission d'enquête sur les garanties d'intérêt. — L'Exposition universelle de 1900. — Le Budget du Commerce. — La Catastrophe de Montceau-les-Mines.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, et M. le baron d'Anethan, ministre plénipotentiaire de Belgique à Paris, ont signé, le 1er février, une convention reconnaissant à la France un droit de préférence sur les territoires de l'Etat indépendant du Congo.

Il convient de féliciter M. Hanotaux et le Président du Conseil d'avoir obtenu satisfaction au sujet d'un différend qui menaçait de prendre les proportions d'un conflit.

Cette convention précise formellement les droits que la France peut être appelée à faire valoir dans le cas où la Belgique renoncerait à la possession de l'Etat indépendant du Congo, que Léopold II, souverain et propriétaire de ce territoire, désire annexer au royaume de Belgique.

La France a parfaitement admis que le roi offrit d'abord à la Belgique de lui céder ses droits sur une propriété privée, d'autant plus que des engagements financiers et des promesses existaient dans ce sens; mais nous gardons notre droit de préemption.

C'est-à-dire que si la Belgique refusait le Congo, nous pourrions l'acquérir; si, après l'avoir accepté, ce qui paraît certain, la Belgique se trouvait dans la nécessité de céder tout ou partie de l'Etat indépendant, c'est à la France qu'elle devrait s'adresser.

La convention récemment signée met à néant les rêves de l'Angleterre, qui voudrait régner sans partage du Cap à Alexandrie, en Afrique. Le Congo belge, du Nil au Zambèze, constitue un vaste pays, neutre et garanti, qui délimite les possessions européennes et assure l'équilibre du Continent noir.

Que la Belgique s'annexe l'Etat indépendant, qui appartient au Roi, soit; mais nos droits ultérieurs sont sauvegardés; c'est un résultat fort important à l'actif de notre Gouvernement.

~~~ Samedi 2 courant, M. Ribot, président du Conseil, a fait, à la Chambre, des déclarations que l'on trouvera analysées page 164 dans un article intitulé : la *Nécessité du Bimétallisme en France*.

Le Président du Conseil a fait d'autres déclarations dont voici le résumé :

M. Ribot a rappelé qu'il avait fait partie de la Commission
~~~

des octrois, qu'il y avait soutenu la nécessité d'une solution et qu'il avait voté un projet — adopté ensuite par la Chambre — qui consistait à donner aux personnes une liberté d'action plus grande. Or la Commission de décentralisation que va nommer le Gouvernement aura, entre autres questions, à examiner celle-là.

Puis, revenant sur la réforme de l'impôt des successions, M. Ribot a répété que le produit de cet impôt devait surtout être employé au dégrèvement des droits de mutation sur les immeubles.

En résumé, les réformes que proposera le Gouvernement sont donc les suivantes : impôt sur les successions, dégrèvement des droits de mutation sur les immeubles ruraux, réforme des octrois, décentralisation, retraites ouvrières, loi sur les accidents, frappe de l'argent, réforme du code d'instruction criminelle, lois sur les conditions du travail.

M. Breton, député de la Seine-Inférieure, a posé une question au ministre de la guerre, relative au transport de nos troupes à Madagascar. M. le général Zurlinden a répondu.

L'amiral Besnard, ministre de la marine, a été appelé à faire les déclarations suivantes :

« — Dès le début, quand il a été décidé qu'on enverrait douze canonnières démontables, la direction des constructions navales a étudié les moyens de transport : elle a reconnu, après de longues études, qu'il faudrait beaucoup de temps et d'argent pour mettre nos transports en état de transporter les tranches de canonnière par un vaste tirant d'eau. On s'est adressé à la Compagnie Transatlantique et aux Messageries Maritimes, qui n'avaient pas de bâtiments appropriés. C'est alors qu'on a eu recours à l'industrie ; il s'agit de bateaux spéciaux de 5 mètres 50 sur 4 mètres à fond très plat.

« Le transport total comprend 330 morceaux et représente 30.000 mètres cubes. On a traité avec une compagnie qui a déjà fait des transports de ce genre pour le Dahomey. La marine de l'Etat n'aurait plus le temps nécessaire et le Ministre déclare qu'il ne prendrait pas la responsabilité de préparer les transports en temps utile. »

M. Lockroy a demandé que des officiers français commandassent les navires de transport frétés à l'étranger. L'ordre du jour pur et simple a été adopté.

La Chambre a commencé l'examen du Budget de l'agriculture.

Dimanche, 3 courant, M. Waldeck-Rousseau, sénateur de la Loire, a prononcé à Lyon un discours fort commenté. Voici un extrait de ce discours :

« On a insisté sur la nécessité de voter un budget de réformes. Le budget est assez équilibré et assez élastique pour permettre de faire des réformes ; un Gouvernement qui veut être réformateur doit établir un budget qui lui permette d'agir.

« N'est-ce pas l'intérêt majeur du moment, pour tous les républicains, de se presser pour barrer la route à une secte qui, par des méthodes malsaines, discrédite la République ?

« N'est ce pas une question vitale que de mettre le Président de la République au-dessus des injures de parti pris qui sont à la fois un calcul et une tactique ?

Les funérailles du maréchal Canrobert ont eu lieu aux Invalides.

M. Henri Rochefort est rentré à Paris en vertu de la loi d'amnistie.

Le 4 février, le comte Tornielli, qui vient de passer plusieurs années à Londres, a été nommé ambassadeur à Paris en remplacement de M. Ressmann, qui est promu grand-croix de la Légion d'honneur.

Le roi Alexandre de Serbie et son père le roi Milan ont visité l'Institut Pasteur. Ils ont déjeuné ensuite chez le ministre de Serbie, M. Garachanine.

Dans l'après-midi, ils ont visité l'Institut agronomique.

Après le dîner offert par le roi Milan au Café Anglais, et auquel assistaient M. Garachanine, les membres de la légation, le colonel Chamoin et les fonctionnaires de la suite, le Roi de Serbie, accompagné de toutes ces personnes, s'est rendu à la gare d'Orléans. Il a pris le train de Biarritz à 10 heures 22 minutes.

Le Roi restera cinq à six semaines auprès de sa mère la reine Nathalie ; à son retour de Biarritz, il fera un plus long séjour à Paris.

Avant de quitter Paris, le Roi a déposé sa carte chez M. et Mme Félix Faure et a conféré à MM. Leygues et Poincaré, ministres de l'intérieur et de l'instruction publique, la grand-croix de l'ordre de Takovo.

Il a également donné les insignes de la quatrième classe de Takovo à M. Marcovitch, et de la cinquième classe à M. Yancovitch, l'un secrétaire, l'autre attaché de la légation de Serbie en France.

Le roi Alexandre de Serbie a remis au colonel Chamoin une somme de mille francs en faveur des victimes de la catastrophe de Montceau-les-Mines.

Le Roi est arrivé le mardi 5 février à Biarritz, à 11 heures 25 minutes du matin.

Lundi, 4 courant, la Chambre a repris la discussion du Budget de l'agriculture. M. Guillemin a fait adopter un amendement tendant à la vérification des beurres, pour lutter contre les progrès de la margarine.

M. Ducos a développé un amendement relatif aux garanties d'intérêt aux Compagnies concessionnaires des travaux d'hydraulique agricole. Il a fait, à ce sujet, une critique de l'état des travaux d'hydraulique agricole subventionnés par l'Etat et, en particulier, du canal de Pierrelatte. Il a demandé que la partie du chapitre concernant spécialement cette affaire fût distraite du chapitre. Après l'intervention du commissaire du Gouvernement et du rapporteur, l'amendement de M. Ducos a été repoussé à mains levées.

Le Budget de l'agriculture a été adopté le 5 courant. La Chambre a passé à la discussion du Budget du commerce.

Mardi, 5 février, M. Edouard Drumont, directeur de la *Libre Parole*, est rentré à Paris, revenant de Bruxelles.

La Chambre a nommé, le 5 février, une Commission d'enquête de trente-trois membres, chargée de rechercher pourquoi on avait oublié de préciser l'époque à laquelle devait prendre fin la garantie d'intérêt des Compagnies de Chemins de fer.

La Commission comprend vingt-deux membres qui ont voté contre la proposition d'enquête, trois qui se sont abstenus, deux absents sans congé.

Cinq députés qui ont voté en faveur de la nomination de cette Commission composent la minorité.

Un seul député socialiste a été élu, M. Argeliès ; il a démissionné. Réélu de nouveau, il s'est retiré.

M. Gotteron, élu par erreur, a été remplacé par M. Dejean.

La discussion dans les bureaux, avant le vote, a été assez courte. Les observations présentées par M. Turrel résument l'esprit des débats.

M. Turrel a dit qu'il fallait, à son avis, faire la lumière complète, mais qu'il fallait la faire rapidement. Il estime surtout qu'il faut éviter le plus possible que le travail de cette Commission provoque, sans qu'elle le veuille, des spéculations ruineuses pour la petite épargne. C'est la question de l'attitude d'un ministre qui est posée, et non le fond des Conventions.

Voici maintenant, à titre de document, l'analyse du discours prononcé par M. Raynal dans son bureau :

M. Raynal rappelle tout d'abord qu'il a appuyé la motion de M. Millerand, parce qu'il y voyait le moyen de s'expliquer sur sa responsabilité générale au point de vue des Conventions et sa responsabilité particulière en ce qui concerne le litige sur lequel s'est prononcé récemment le Conseil d'Etat.

M. Raynal établit quel était le régime qui a précédé les Conventions de 1883 et la situation au moment où le ministère Ferry a pris les affaires.

Il rappelle qu'une partie des lignes de 1875 devaient être construites par l'Etat après le refus d'incorporation des Compagnies, que plus tard, en 1877 et 1878, un grand projet de travaux publics, celui de M. de Freycinet, comprenait 12.000 kilomètres de chemins de fer. On se mit à l'œuvre sur tous les points du territoire.

Mais bientôt les excédents budgétaires firent défaut et apparut l'impossibilité de continuer les emprunts à jet continu. En même temps, on constatait que les produits des Compagnies augmentaient toujours et qu'elles bénéficiaient de tous les affluents qu'on livrait à l'exploitation.

C'était la continuation du *statu quo* et, comme le rachat n'avait plus de partisans en nombre appréciable, par voie d'élimination on arrivait à l'entente avec les Compagnies. M. Varroy avait fait en 1882 une tentative dans ce sens. Le cabinet Ferry, dans sa déclaration ministérielle, annonça l'ouverture des négociations. Voilà la justification originelle des Conventions.

Quels ont été les avantages et les inconvénients des Conventions au point de vue des intérêts de l'Etat ? Elles ont conféré la construction de 10.000 kilomètres de chemins de fer ; elles ont permis la suppression des emprunts et du budget extraordinaire des Travaux publics ; elles ont aussi largement contribué à la hausse de nos fonds publics et permis à la Rente de passer de 78 à 102 fr.

Les Compagnies liquidaient leurs dettes vis-à-vis de l'Etat et lui faisaient 550 millions de travaux sans bourse délier, elles contribuaient pour 615 millions à la construction de lignes nouvelles, elles acceptaient les insuffisances d'exploitation. Le dividende avant partage était baissé et l'Etat avait droit aux deux tiers des excédents au lieu de la moitié. Quels avantages l'Etat faisait-il aux Compagnies ?

La transformation du revenu réservé en revenu garanti était une simplification et non un danger, puisque le produit net des six réseaux était, en 1882, de 260 millions et le revenu réservé de 160 millions seulement.

Les travaux complémentaires, l'interprétation de la loi Montgolfier étaient des avantages au cas seulement de rachat, de même que le rachat ne pouvait se faire sur une base moindre que le revenu garanti.

Mais du moment qu'il n'y a pas eu rachat, aucun de ces avantages n'a pu se faire sentir jusqu'à cette heure.

« Le seul point qu'on puisse relever à la charge des Conventions c'est le dividende du Midi porté à 50 fr. ; c'est, pour 250.000 actions, 2 millions 1/2 par an ; mais on a gagné 4 millions par la réduction du dividende garanti du P.-L.-M. Il est donc fantastique de parler des milliards que les Conventions ont coûté.

« La vérité, c'est que, sans les Conventions, on aurait dépensé en pure perte 1.230 millions et qu'aujourd'hui la moitié de cette somme est à la charge de la garantie d'intérêt, et elle a pour gage un matériel roulant valant un milliard »

La Commission a élu, le 8 février, M. Clausel de Coussergues, président ; MM. Krantz et Bory (Cantal), vice-présidents ; MM. Dejean, Plichon et Henri Blanc, secrétaires.

~~ Jeudi, 7 courant, la Chambre a voté le Budget du Ministère du Commerce. Un seul amendement a été adopté, celui de M. Gustave Humbert, qui porte de 100.000 à 200.000 francs les crédits de l'Exposition universelle de 1900.

~~ M. de Lanessan, ancien gouverneur général de la Cochinchine, est rentré à Paris.

~~ M. Dupuy-Dutemps, ministre des Travaux publics, qui s'était rendu à Montceau-les Mines, a renseigné ses collègues au sujet de la catastrophe qui a fait de nombreuses victimes le 4 courant. L'explosion est due à un accident fortuit ; la mine n'était pas en exploitation, mais en surveillance.

~~ La Chambre a adopté hier la motion suivante :

« La Chambre donne à la Commission du Travail les pouvoirs de procéder à une enquête générale sur les conditions du travail et de la sécurité dans les mines. »

La Chambre, sur la proposition du Gouvernement, a adopté un projet tendant à accorder au Ministère des travaux publics un crédit de 30.000 francs pour venir en aide aux victimes de la catastrophe de Montceau-les-Mines.

Marché Financier. — Les appréhensions nées la semaine dernière au sujet du report de quelques valeurs spéciales n'étaient pas de raison, comme on l'a vu depuis. Le taux, pour les prolongations en général, est resté sensiblement le même que celui que nous indiquions. Dans ces conditions le marché a repris courage, et a progressé sur presque toute la ligne. Les fonds d'Etats étrangers ont surtout profité, bien que les autres places affectent plutôt une tendance à la lourdeur. Mais nous ne nous occupons que peu, pour l'instant, de ce qui se passe à Berlin et à Londres. Notre spéculation témoigne d'un grand entrain, et, pour elle la fermeté doit continuer. Pourtant des réalisations se produisent, facilement absorbées jusqu'à présent, mais qui peuvent finir par amener un certain tassement des cours. On fera peut-être bien de ne pas perdre de vue ce point en dépit des bruits répandus au sujet de grandes opérations qui viendraient, sous peu, mais sur lesquels on n'est, en tout cas, encore aucunement fixé.

★ ★ La *Rente 3 0/0 Française* s'est élevée de 102 80 à 103 35 pour rester à 103 30, en bénéfice de 50 centimes depuis vendredi dernier, bien que le comptant, sur ce titre, soit pourtant très hésitant. Quant aux primes, elles se détendent : celles dont 0 fr. 50 centimes fin courant s'obtiennent à 0,17 1/2 centimes d'écart, et celles dont 0,25 centimes à 0,37 1/2 centimes d'écart. *Rente 3 1/2 0/0* 108 05, en avance de 40 centimes ; *Rente 3 0/0 Amortissable* 101 fr. 40 contre 101 fr. 10.

★ ★ La *Banque de la France* de 3.775 a, sur les rachats continuels du découvert, progressé à 3 900 pour rester ainsi. Pour les sept premières semaines du semestre en cours, les bénéfices nets des escomptes et intérêts divers atteignent 1.500.213 fr., contre 2 millions 733.806 fr. en 1894, 2.189.479 fr. en 1893, 3 millions 364.850 fr. en 1892, 4.611.739 fr. en 1891 et 3 millions 587.601 fr. en 1890. A remarquer que, dans la liquidation de fin janvier, les vendeurs à découvert sur cette valeur ont eu à supporter un déport de 10 francs, en dépit du soin que l'on avait mis la veille à coter un report de 5 francs.

★ ★ Les actions du *Crédit Foncier de France* ont repris de 897 50 à 913 75 et clôturent à 911 fr. 25. Dans sa séance hebdomadaire du 6 courant, le Conseil d'administration de notre grand Etablissement hypothécaire a autorisé pour 8.286 981 francs de nouveaux prêts, dont 2.972.900 fr. en prêts fonciers, et 5.314.081 fr. en prêts communaux.

La clientèle, qui se porte sur les obligations à lots du *Crédit Foncier*, augmente tous les jours, et les transactions, sur ces titres, sont, au comptant, très actives. Les *Obligations Foncières 1877* sont à 401 fr. ex-coupon, contre 405 75 avec coupon vendredi dernier ; *Obligations Communales 1880* 503, en légère moins-value de 0,50 centimes ; *Obligations Foncières 1879* 503 fr., en progrès de 1 fr. ; *Communales 1879 non estampillées* 503, contre 502 50 clôture du 1er février ; *Communales 1879 à intérêt réduit* 495 fr. ; ces titres, cotés au-dessous du pair, attirent spécialement l'attention de l'épargne. *Obligations Foncières 1883* 462 fr., gagnant ainsi 2 fr. 50 ; *Foncières 1885* sans changement, à 502 fr. 50 ; *Cinquièmes* 101 25, contre 101 ; *Obligations Communales 1891 libérées* 400 50, en léger bénéfice de 0,25 centimes ; *Obligations Communales 1892 3 20 0/0 libérées* 506 fr., contre 504 francs.

★ ★ Le marché des actions de nos grandes *Sociétés de crédit* a été plutôt un peu négligé cette semaine. Peu de variations sont à signaler. La *Banque de Paris et des Pays Bas* est, pourtant, de nouveau demandée à 727 fr. 50, en avance de 7 fr. 50. On se rend compte de l'activité que déploie cette Société. Le *Comptoir National d'Escompte*, qui vient de détacher un coupon de 11 fr. 50 nets, cote 565 fr. contre 575 fr. avec coupon il y a huit jours. Dans notre dernier marché financier nous avons fait une brève allusion à son bilan du 3 décembre dernier. Si on compare cette situation à celle du 31 décembre 1893, on trouve que, d'une année à l'autre, l'ensemble des opérations accuse une plus value de 77 millions de francs. *Crédit Industriel et Commercial* ferme à 544 fr. Comme pour l'exercice écoulé, les bénéfices sont, à 50.000 fr. près, ceux de 1893, il n'y a guère à prévoir de modifications de dividende pour le moment du moins.

Dans la situation de cet Etablissement au 31 janvier, nous voyons que si les comptes courants créditeurs ont fléchi de 2 1/2 millions, par contre, les *comptes de dépôts* ont progressé de 4 1/2 millions en chiffres ronds. *Crédit Lyonnais* sans grande variation à 813 75 contre 815 fr. Dans son bilan au 31 décembre qui vient d'être publié, on remarque, au total, une plus-value de 65 millions de francs. A l'*actif*, le *portefeuille commercial*, cependant, a diminué de 13 millions de francs ; par contre, il y a, notamment, augmentation de 44 1/2 millions dans les *comptes courants*, de 10 millions dans les *reports*, de 1 1/2 million dans les avances, etc. Au *passif*, légère moins-value de 2 millions aux *dépôts* et *bons à échéance fixe* que le *Crédit Lyonnais*, comme on le sait, s'efforce de réduire ; mais augmentation de 4 millions dans les *dépôts* et *bons à vue*, de 12 1/2 millions dans les acceptations, de 48 millions dans les *comptes courants* créditeurs, etc. *Société Générale* de nouveau très ferme et gagnant 7 fr. 50 à 487 fr. 50. Cet Etablissement tend, comme nous le faisions remarquer dans un article spécial, paru dans l'*Economiste Européen* du 25 janvier dernier, à sortir du rôle effacé dans lequel elle avait été maintenue par l'ancienne Direction. *Banque Internationale de Paris* 508 75. On sait que cette Société représente déjà à Paris trois Compagnies de mines d'or importantes : la *Langlaagte*, la *New Primrose* et la *Glencairn*.

La *Banque Parisienne* cote 392 50 contre 390 ; *Banque de l'Algérie* un peu plus lourde à 815, perdant 8 fr. 75. Après la vive reprise de ces derniers temps, il était naturel qu'un petit tassement se produisît. *Banque des Pays-Autrichiens* toujours très ferme à 598 75, en progrès de 3 fr. 75.

La *Société Foncière Lyonnaise* se tient dans les environs de 336 fr.; *Groupe des Immeubles* plus recherché. L'action cote, actuellement, 32 francs, mais elle est toujours sans grand marché. L'*obligation 4 0/0*, de 204 fr. monte à 210, pendant que les *obligations libérées de 350 francs* passent de 260 fr. à 262 fr.; *obligations Foncières remboursables à 1.000 francs* 179 50, en avance de 9 fr. 50. On a dit, dans ces derniers jours, que l'accord se serait établi, en ce qui concerne le concordat de cette Société, concordat dont le projet, ajoute-t-on, serait soumis, actuellement, au Tribunal. L'intérêt du prêt consenti par le *Crédit Foncier de France* serait réduit à 3 1/2 0/0, et le liquidateur poursuivrait le recouvrement de l'actif résultant de la liquidation de la *Banque d'Escompte*. Action du *Crédit Foncier Colonial*, 71 fr.; *Obligations de 420 fr.* plus faibles à 282 fr. contre 300 fr.; *Obligations de 350 fr.* en recul de 15 fr. à 235 fr.

★ ★ Des mouvements sont à signaler, cette semaine, sur les actions de nos *Grandes Compagnies* de Chemins de fer. De nouveau, certains d'entre eux, au moins, ont vu leurs cours dépréciés un moment, à la suite de la résolution prise par la Chambre des Députés de nommer la Commission de trente-trois membres pour examiner le cas spécial de M. Raynal, ancien Ministre des Travaux publics, en ce qui a trait aux Conventions passées, en 1883, entre l'Etat, les *Compagnies du Midi* et de l'*Orléans*. La Bourse a paru craindre, tout d'abord, que cette Commission ne voulut aborder un terrain spécial. Elle s'est remise plus tard lorsqu'elle a vu que la grande majorité des membres de cette Commission — pour ne pas dire la totalité, — entendait limiter son œuvre à cette seule et unique question, à savoir s'il y a lieu de mettre M. Raynal en accusation. Comme la Commission est résolue de travailler vite, et de déposer son rapport dans le plus bref délai possible, l'agitation causée depuis près d'un an touche à sa fin.

Pour l'instant, mentionnons que le *Lyon*, que nous laissions à 1.442 50 il y a huit jours, cote maintenant 1.445, en léger bénéfice de 2 fr. 50. Le *Nord* profite de la même avance à 1.795 fr., pendant que le *Midi* reste à 1.302 50 contre 1.300, après avoir fait 1.272 fr. 50 au plus bas et 1.315 au plus haut; *Orléans*, 1.577 50, en progrès de 2 fr. 50, après 1.530 et 1.585, cours extrêmes; *Ouest*, 1.110 contre 1.109; *Est*, 951 50, en léger recul de 1 franc.

Pour la 4e semaine de 1895 (du 22 au 28 janvier), les recettes de nos grandes Compagnies ont encore laissé à désirer pour les mêmes raisons que celles énoncées par nous samedi dernier. Le *Midi* seul accuse une plus-value de 117.157 fr. 23 sur la période correspondante de 1894; mais la moins-value de toutes les lignes réunies atteint cependant encore 500.187 fr. 32. Depuis le 1er janvier 1895, il y a, sur 1894, une diminution totale de 1.667.636 fr. 51.

Les actions du *Sud de la France* gagnent 12 fr. 50 à 250 fr., pendant que les *Obligations 4 0/0* remontent de 406 fr. 25 à 415.

★ ★ L'action *Suez* a continué, cette semaine, sa marche en avant. De 3.107 50, elle s'est établie un instant à 3.198 75. Elle est, depuis, revenue à 3.195, mais son bénéfice, pour la semaine, est encore de 87 fr. 50. Les recettes de l'entreprise continuent à être satisfaisantes. *Compagnie Parisienne du Gaz*, 1.090, en bénéfice de 5 francs. Les rachats se sont un peu ralentis, bien que les positions de vendeurs soient loin d'être liquidées.

Les *Magasins Généraux de Paris* sont recherchés à 570, en avance de 2 francs. La *Compagnie Générale Transatlantique*, mouvementée sur la nouvelle que son paquebot *La Gascogne*, attendu dimanche dernier à New-York, n'était pas encore arrivé à destination. De 335 fr., les actions de cette Compagnie ont fléchi, le 7 courant, à 306 25, pour reprendre à 335 fr., sur des bruits alors erronés. En clôture d'hier, nous les trouvons de nouveau offertes à 307 50, aucune nouvelle n'étant parvenue encore à la Compagnie sur le sort de *La Gascogne*. Dans le cas où un sinistre épouvantable se serait produit, on évalue les pertes que la disparition de ce paquebot occasionnerait à la *Compagnie Transatlantique* à environ 3 1/2 millions de francs, et cela en prenant même en considération que *La Gascogne* est couverte, assure-t-on, d'une assurance de 300.000 livres sterling, soit 7 1/2 millions de francs en chiffres ronds.

Les *Messageries Maritimes* sont un peu plus lourdes à 580 fr., en recul de 5 fr. *Chargeurs-Réunis* sans variation à 1.250 fr.; *Omnibus de Paris* 1.070 contre 1.075. *Société Française des Métaux*, encore en recul à 230 fr., perdant 28 fr. *Groupe Panama* toujours lourd. Les *Actions* sont à 9 fr. contre 9 25! *Obligations 5 0/0* 20 fr. 50, perdant 0,50 centimes; *Obligations 3 0/0* sans changement à 14 fr.; *Obligations 4 0/0* 15 fr. contre 15 fr. 25; *1re Série* en recul de 1 fr. à 24 fr. 25; *2e Série* 21 fr. contre 22 fr. 25; par contre, *Bons à Lots* fermes à 119 50, en bénéfice de 0,75 centimes.

La *Société Générale de Dynamite* que nous laissions à 610 francs, cote, présentement, 612 50; actions de l'*Ancienne Société Générale des Téléphones* 290, perdant 2 fr. 50, pendant que l'action 300 fr. de la *Nouvelle Société Industrielle des Téléphones*, qui a pris la suite de l'entreprise, s'inscrit aux environs de 310 fr. *Groupe Corinthe* calme. L'action de la *Société Hellénique* reste au même cours de 195 francs; *Obligation 6 0/0*, 180 fr., contre 176. Pour la décade du 23 janvier au 1er février, la Compagnie accuse une recette de 2.726 drachmes pour 33 bateaux jaugeant 3.213 tonneaux.

Le *Nitrate Railway Company* à 448 75, gagne 11 25; *Lautaro* monte de 195 fr. à 209; *Rio Tinto* 340 en petite reprise à 5 fr. Nous avons, il y a huit jours, expliqué les mécomptes que cette Compagnie éprouvait depuis quelque temps. Néanmoins, et en dépit de toutes les autres raisons que l'on donne encore pour justifier la dépréciation de cette action, nous conseillons toujours la plus grande abstention, car il faut toujours s'attendre à un retour offensif des intéressés qui ne craignent pas d'avoir, à l'occasion, recours aux nouvelles les plus extraordinaires.

★ ★ Les *Fonds Brésiliens* sont de nouveau fermes et en avance sur vendredi dernier. Le *4 1/2 0/0 1888* passe de 80 fr. à 80 10, et le *4 0/0 1889* de 75 60 à 76 fr.

★ ★ L'animation que nous signalions il y a huit jours sur la *Rente Extérieure Espagnole* a continué cette semaine et les rachats des vendeurs de primes débordés ont aidé au mouvement violent que nous avons à enregistrer aujourd'hui. De 73 fr. 95, ce fonds a progressé à 76 15, en plus-value de 2 fr. 20 et après avoir même fait 76 25 au plus haut. Notre place, sur cette valeur, se montre plus enthousiaste que l'Espagne même. Il est vrai que l'on propage ici le bruit, non confirmé encore d'ailleurs, que M. Canalejas, ministre des finances, aurait décidé un emprunt de 500 millions de pesetas, à la condition de proroger le contrat de la *Compagnie des Tabacs*.

★ ★ La *Rente Italienne 5 0/0* a, elle aussi, profité de la tendance générale, et monte à 87 85, après avoir même touché le cours de 88 francs. L'amélioration du change entretient la fermeté de ce fonds.

★ ★ Comme nous le laissions prévoir samedi dernier, les *reports* sur les *Fonds Russes*, en général, ont été modérés en liquidation de fin janvier. De plus, et bien qu'aucune nouvelle de Pétersbourg ne vienne les confirmer, les bruits de conversion possible sont de nouveau mis en circulation. La vérité qui, tout au moins, apparaît pour le moment, est la continuité des achats français, alors que Berlin vend continuellement. Le *Russe 3 1/2 0/0 or* monte de 97 20 à 98 37 1/2. On assure que chaque jour il s'échange, au comptant, une moyenne de 70.000 fr. de *Rente 3 1/2 0/0*. *Consolidés 1re et 2e séries*, 102 75, en bénéfice de 35 centimes; *Russe 3 0/0 1891 et 1894*, 90 90 contre 89 60; *Orient*, 66 30, en avance de 90 centimes. On a beaucoup re-

marqué, hier, de nombreux achats effectués par la succursale, à Paris, d'une grande Institution de Russie.

★ ★ L'avance continue sur les *Fonds Serbes*. Le *5 0/0 1890* passe de 73 25 à 73 50 en très bonne tendance.

★ ★ Les *Fonds Ottomans* ont, en général, de nouveaux progrès à enregistrer. Le *Turc C*, qui était revenu la semaine dernière à 29 17 1/2, clôture à 29 50 ; *Turc D*, 26 55 à terme et 26 70 au comptant, contre 26 francs 40; *Douanes* 506 25, en bénéfice de 2 fr. 50; *Obligations Ottomanes 1894* 458 75, gagnant ainsi 5 francs 75 ; *Obligations Smyrne-Cassaba*, ex-coupon de 10 francs, 440. *Banque Impériale Ottomane*, sans changement, à 680 fr. On annonce que cette Institution a accepté d'être le correspondant financier de la *Chartered*.

★ ★ Les obligations du *Chemin de fer jonction Salonique-Constantinople* ont passé de 326 fr. à 327 50 à terme, et à 327 75 au comptant. Par ce temps d'abaissement continu du taux de l'intérêt et des conversions successives qui en sont la conséquence, le public français se porte de plus en plus sur les *Valeurs Ottomanes*. L'obligation *Salonique-Constantinople* est une de celles qu'il préfère avec la *Priorité Ottomane 4 0/0*, la *Consolidation 4 0/0* et l'*Obligation Ottomane 4 0/0 1894*.

Mais, de tous ces titres, comme nous le faisions ressortir le 26 janvier dans un article spécial auquel nous renvoyons nos lecteurs, elle est, en parité de rendement, loin d'être encore au cours que lui assigne la garantie spéciale qui lui est affectée sur les dîmes dont l'encaissement s'effectue sous le contrôle du Conseil de la *Dette Publique Ottomane*. Aussi, cette obligation attire-t-elle spécialement l'attention, d'autant plus qu'elle est, et de longtemps, à l'abri de toute conversion, et qu'elle offre, au public, une prime de remboursement supérieure encore actuellement à 170 francs.

★ ★ Au sujet de l'Etat de *Espirito-Santo* (Brésil), qui a, au mois de décembre dernier, procédé par l'entremise de la *Banque de Paris et des Pays-Bas* à l'emprunt de 35.000 obligations dont le produit devait servir à l'achevement du *Chemin de fer du Sud* de Espirito-Santo, mentionnons que, pendant l'année 1894, les droits de douane ont été de 1.459 contos, contre 545 contos en 1893, en plus-value de 140 0/0. Les excédents des recettes de l'Etat pendant l'année qui vient de prendre fin ont été de 2.135 contos, soit 2.400.000 fr. Ajoutons que les travaux du Chemin de fer sont commencés simultanément aux kilomètres 46,102 et 152. Pendant le 2e semestre de 1894, il est arrivé 5.293 émigrants, pendant que 162 vapeurs et 32 voiliers entraient dans le port de Victoria.

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 22 au 28 janvier 1895 (4e semaine)

(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine		Rec. br. depuis le 1er janvier		Différence pr 1895
		1895	1894	1895	1894	
Etat	2.761	651	638	1.898	1 841	+ 57
Paris-Lyon-Méditer.	8.601	5 646	5.825	15.714	16 434	— 720
— Rhône au Mont-Cenis	133	77	84	234	247	— 13
— Chemins Algériens	513	137	105	356	335	+ 21
Nord	3.699	3.376	3.510	13 253	13.807	— 551
Ouest	5.350	2 309	2 375	7.054	7 016	+ 37
Orléans	6.772	2.734	2 950	7.784	8.114	— 330
Est	4.802	2 339	2 361	6.921	6.938	— 17
Midi	3.136	1 680	1.562	4 368	4.451	— 82
Est-Algérien	897	108	96	389	388	»
Bône-Guelma voie larg.	607	77	43	257	183	+ 74
— voie étroite	128	13	4	43	20	+ 23
Ouest-Algérien	296	41	31	139	137	+ 1
Arzew à Kralfallah	214	29	22	75	81	— 5
Médoc	101	16	18	66	75	— 8

QUESTIONS DU JOUR

Les Fonctions de la Banque de France (1)

III

AVANCES SUR TITRES. — DÉPOTS DE TITRES

Les articles 9, 18 et 19 des Statuts du 16 janvier 1808, autorisent la *Banque de France* à tenir une « caisse de dépôts libres ou volontaires pour tous « titres, lingots et monnaies d'or et d'argent de « toute espèce ».

L'article 16 des mêmes Statuts autorise la Banque à faire des avances sur effets publics, à échéance déterminée. La loi du 17 mai 1834, complétée au point de vue des mesures d'exécution, par l'ordonnance du 17 juin suivant, a étendu cette autorisation aux effets publics à échéance non déterminée.

Le décret du 3 mars 1852 (art. 2) a autorisé les avances sur les actions et les obligations des chemins de fer français; le décret du 28 mars de la même année, les avances sur les obligations de la Ville de Paris.

Les avances sur les obligations du *Crédit Foncier de France* ont été autorisées par la loi du 9 juin 1857 ; enfin, le décret du 28 février 1880 a admis, au bénéfice des avances, toutes les obligations de villes françaises et de départements français.

En exécution de ces lois et décrets, la *Banque de France* fait au public, au taux fixé par le Conseil général et sans commission, des avances calculées d'après la Cote Officielle de la Bourse, en penant pour base le dernier cours du comptant de la veille et aux conditions générales ci-après énumérées :

80 0/0 sur les Rentes françaises, Bons et Obligations du Trésor ;

75 0/0 sur les Actions et Obligations des principales lignes de chemins de fer de la France et des colonies, sur les Obligations de la Ville de Paris, sur les Bons de liquidation (Paris et départements), sur les Obligations du Crédit Foncier, sur les Obligations Algériennes ; enfin, sur certains emprunts des départements, des villes de France et des Chambres de Commerce ;

60 0/0 sur les Actions de jouissance des Chemins de fer de l'Est, d'Orléans, de l'Ouest, du Midi et du Nord.

Le minimum des prêts est de 250 francs. Les avances sont faites pour 90 jours ; ce délai peut être prolongé. Elles sont remboursables par anticipation au gré de l'emprunteur ; un minimum de 15 jours d'intérêts est dû dans tous les cas.

Les arrérages des valeurs remises en garantie sont payés sans frais aux emprunteurs.

Les titres nominatifs ne peuvent servir de nantissement qu'après avoir été transférés au nom de la Banque. Celle-ci se charge d'opérer elle-même ce transfert **sans aucuns frais** et dans un délai très court, pour les valeurs des Chemins de fer, de la Ville de Paris et du Crédit Foncier destinées à former la base d'une avance.

Sur la demande de ses emprunteurs des départements, la Banque fait vendre, par ministère d'agent de change, les valeurs sur lesquelles elle a consenti des avances ; le transport des titres s'opère par ses soins et les risques de route sont couverts par une assurance.

La Banque ouvre des comptes courants spéciaux d'avances. Le crédit à accorder ne peut être supérieur à 3 millions. Le titulaire dépose ses titres en nantissement ; ils doivent être du nombre de ceux sur lesquels la Banque prête, et d'importance suffisante pour que le crédit ouvert ne dépasse pas la proportion allouée en matière d'avances ordinaires.

Le bénéfice des avances de la *Banque de France* porte ainsi sur 126 espèces de titres comprenant : Effets publics : 3 — Actions de capital et actions de jouissance de Chemins de fer : 6 et 5 — Obliga-

(1) Voir l'*Economiste Européen*, nos 159 et 160.

tions de Chemins de fer : 44 — Obligations du *Crédit Foncier de France* : 7 — Emprunts des Départements : 10 — Emprunts des Villes : 45 — Emprunts des Chambres de Commerce : 4 — Bons de Liquidation de Canaux : 2.

Le tableau suivant indique, au 24 décembre de chaque année, le détail des dépôts de titres effectués en garanties d'avances :

DÉPOTS *en garanties d'avances : Situation au 24 décembre de chaque année.*

Années	Nombre des				Evaluation au cours de la Bourse du 24 déc.
	Comptes ouverts	Dépôts	Titres	Espèces de valeurs	
	Unités	Unités	Unités	Unités	Milliers de fr.
1881.....	9.290	21.449	395.783	94	466.421
1882.....	11.409	27.602	390.463	93	385.198
1883.....	12.959	33.748	455.026	96	342.356
1884.....	13.716	36.368	478.802	104	377.315
1885.....	13.652	37.162	476.669	145	376.051
1886.....	13.193	36.596	514.135	102	373.560
1887.....	14.127	37.681	514.883	108	387.498
1888.....	14.665	38.169	504.794	104	394.271
1889.....	14.341	37.738	521.361	120	419.607
1890.....	13.333	38.152	562.796	117	440.025
1891.....	14.689	42.310	649.402	113	506.390
1892.....	14.084	41.956	649.807	117	527.698
1893.....	13.828	42.029	663.850	115	519.890
1894.....	13.281	43.027	695.977	115	550.047

Cette branche des fonctions de la *Banque de France* a rendu à la fortune mobilière des services analogues à ceux de l'organisation du *Crédit Foncier* pour la propriété immobilière. C'est surtout après la construction de nos premières voies ferrées que les avances sur obligations et actions de Chemins de fer ont été d'une utilité incontestable pour notre pays, car, en augmentant de 75 0/0, par simple jeu d'ouverture de crédit, la puissance d'acquisition des capitaux engagés dans ces entreprises nouvelles, elles ont permis à l'épargne française de reprendre très vite, et à des moments favorables, les titres de cette nature que détenaient alors les capitalistes anglais.

Depuis l'année 1881, le portefeuille des avances sur titres a passé par les points extrêmes de 155 millions de francs, *minimum* de 1881, à 1.294 millions, *maximum* de 1891, et le total des sommes avancées dans le courant de l'année : du *minimum* 585 millions (1885) au maximum 1.980 millions en 1891, date du grand Emprunt de 939 millions en 3 0/0 perpétuel, émis au taux de 92 fr. 55 et pour lequel il fut souscrit 15.662 millions par 260.060 souscripteurs.

Voici d'ailleurs le tableau des diverses positions du portefeuille des avances de l'année 1881 à l'année 1894 inclusivement :

AVANCES *sur Titres à la* **Banque de France**
(Millions de francs)

Années	Total des sommes avancées	Taux moyen des avances	Portefeuille des avances			Portefeuille au 31 déc.
			Maxim.	Minim.	Moyenne	
1881....	1.123	4.45	375	155	248	365
1882....	884	4.69	377	278	302	309
1883....	665	4.08	311	288	297	320
1884....	626	4 »	329	290	300	300
1885....	585	4 »	312	274	285	396
1886....	993	4 »	728	254	276	286
1887....	590	4 »	289	258	271	270
1888....	635	3.85	277	250	258	278
1889....	713	4.03	289	240	255	260
1890....	812	3.62	280	236	249	273
1891....	1.980	3.50	1.294	264	298	317
1892....	751	3.50	333	279	297	317
1893....	807	3.50	345	283	303	292
1894....	1.002	3.50	424	273	291	280

La branche des Dépôts libres de titres à la *Banque de France* prend une extension chaque jour plus considérable, en raison de la sécurité absolue offerte aux déposants par ce grand Etablissement de crédit et, aussi, par les facilités très réelles que l'excellent fonctionnement de ce service donne au public.

Voici les conditions générales des Dépôts libres.

La Banque reçoit en dépôt à Paris et dans ses Succursales de Bordeaux, Lyon et Marseille, les valeurs de toute nature, françaises et étrangères, moyennant un droit de garde annuel de :

0 fr. **10** c. par 25 francs de rente ou fraction de 25 francs de rente perpétuelle ;

0 fr **20** c. par action, obligation ou titre de Rente amortissable d'une valeur de 1.000 francs et au-dessous ;

0 fr. **10** c. en sus par 1.000 francs ou fraction de 1.000 francs.

Elle encaisse gratuitement et paie au porteur du récépissé les arrérages de ces valeurs.

Elle se charge de faire timbrer les titres, d'en opérer l'échange, de les faire regarnir de coupons moyennant une commission égale à la moitié du droit de garde, lorsque ces deux dernières opérations peuvent se faire à Paris, par l'intermédiaire d'Etablissements accrédités à cet effet.

Elle encaisse les titres amortis, lorsqu'il lui a été donné connaissance des sorties par les Compagnies ou par les déposants, et elle effectue, après provision reçue, les versements sur les valeurs non libérées, moyennant une commission de **un franc** pour mille francs.

Tout déposant de valeurs à la Banque centrale ou aux Succursales de Bordeaux, Lyon et Marseille, peut se faire inscrire à une Succursale pour y toucher ses arrérages ; ils lui sont payés sous déduction d'un droit de **0** fr. **05** c. pour 100 francs, avec minimum de **50** centimes.

Les propriétaires de valeurs en dépôt peuvent, en présentant leurs récépissés, et en justifiant de leur identité, obtenir des avances dans tous les comptoirs de la Banque, quand les valeurs déposées sont au nombre de celles sur lesquelles la Banque fait des prêts.

La *Banque de France* ne peut recevoir des Dépôts libres de titres dans toutes ses succursales, parce que la généralisation de ces dépôts l'entraînerait à des responsabilités et à des dépenses hors de proportion avec les services à rendre au public. Mais, grâce aux dispositions qui précèdent, tout porteur de titres d'une ville quelconque ayant une succursale de la Banque, a la facilité d'utiliser l'organisation des Dépôts volontaires puisqu'il peut remettre ses titres en garde à Paris, à Bordeaux, à Lyon ou à Marseille et obtenir d'en toucher les arrérages à sa succursale de résidence.

L'*Etat* suivant, ne comprenant que les Dépôts volontaires effectués à l'Administration centrale de Paris, indique la progression de ce service :

DÉPOTS LIBRES *de Titres : Situation au 24 décembre de chaque année*

Années	Nombre des				Evaluation au cours de la Bourse du 24 déc.
	Comptes ouverts	Dépôts	Titres	Espèces de valeurs	
	Unités	Unités	Unités	Unités	Milliers de fr
1881.....	22.264	111.938	2.152.470	1.380	1.628.371
1882.....	24.544	128.439	2.392.283	1.512	1.742.163
1883.....	26.670	143.991	2.519.496	1.582	1.785.887
1884.....	29.002	161.280	2.698.252	1.593	1.952.276
1885.....	31.157	177.486	2.887.080	1.577	2.073.087
1886.....	31.784	184.267	2.888.481	1.528	2.142.368
1887.....	32.711	190.275	2.904.240	1.485	2.182.109
1888.....	33.436	198.589	2.956.087	1.533	2.218.620
1889.....	35.271	211.417	3.322.862	1.634	2.454.661
1890.....	36.800	225.048	3.628.703	1.757	2.700.606
1891.....	39.130	241.695	3.863.946	1.859	2.805.584
1892.....	40.450	251.953	3.947.991	2.052	2.918.341
1993.....	41.362	258.276	3.997.345	2.125	2.949.889
1894.....	41.818	262.922	4.020.291	2.181	3.003.532

Dans une période de quatorze années, le nombre des comptes ouverts a augmenté de 87 0/0, celui des Dépôts libres de 135 0/0, le nombre des titres

déposés de 86 0/0 et la valeur de ces titres s'est elle-même majorée de 84 0/0.

Voici, maintenant, à titre de simple indication, la décomposition du portefeuille des Dépôts libres pour chacune des quatorze dernières années :

ETAT *des titres déposés à la* **Banque de France** *à Paris seulement : Situation au 24 décembre de chaque année (Dépôts volontaires) :*

Années	Rentes françaises et étrangères (En revenus)			
	Françaises	Etrangères	Total des revenus	Nombre de titres
	Francs	Francs	Francs	Unités
1881....	14.720.235	15.385.338	30.105.573	247.938
1882....	17.004.960	14.832.517	31.837.477	260.399
1883....	17.077.184	15.757.824	32.835.008	267.216
1884....	18.962.414	16.875.277	35.837.691	298.632
1885....	20.265.782	18.456.583	38.722.365	343.101
1886....	20.445.181	19.232.884	39.678.065	360.968
1887....	20.868.009	20.842.604	41.710.613	388.135
1888....	20.641.690	21 264.679	41.906.369	412.935
1889....	21.873.635	24.324.008	46.197.643	627.925
1890....	22.785.646	27.147.762	49.933.4 8	782.251
1891....	25.046.486	30.313.267	55.359.753	938.744
1892....	24.552.423	31.741.072	56.293.495	998.485
1893....	24.512.394	32.949.575	57.461.969	1.060.786
1894....	22.662.925	34.084.549	56.747.474	1.128.071

Années	Nombre des Bons, Reconnaissances et Divers	Nombre d'actions et d'obligations		
		Françaises	Etrangères	Total
1881....	1.106	1.312.120	591.306	1.903.426
1882....	1.654	1.468.533	661.697	2.130.230
1883....	1.792	1.567.236	683.252	2.250.488
1884....	4.597	1.668.230	726.793	2.395.023
1885...	3.615	1.777.057	763.307	2.540.364
1886....	3.812	1.799.755	723.946	2.523.701
1887....	2.206	1.801.002	712.897	2.513.899
1888....	2.588	1.830.139	710.425	2.540.564
1889....	1.991	1.927.109	765.837	2.692.946
1890....	2.944	2.045.189	798.319	2.843.508
1891....	2.867	2.054.761	867 574	2.922.335
1892...	1.363	2.078.057	870.086	2.948.143
1893....	1.150	2.066.507	868.902	2.935.409
1894....	620	2.056.119	835.481	2.891.600

Les progressions constatées par les tableaux ci-dessus sont des plus significatives, car elles démontrent :

1° Que le public, qui confie ses titres à la *Banque de France*, n'est pas seulement composé de petits capitalistes, puisque la valeur moyenne des comptes de Dépôts libres existant à la date du 24 décembre 1894 est de 71.819 francs ;

2° Que les capitalistes français se portent de plus en plus sur les Fonds d'Etat et, de préférence, sur les Fonds d'Etat étrangers. Les revenus en rentes françaises n'ont en effet augmenté que de 53 0/0, alors que l'augmentation des revenus en rentes étrangères a dépassé 121 0/0 : l'ensemble des Fonds d'Etat s'est majoré de 88 0/0 ;

3° Que les capitalistes français n'ont pas la même tendance relativement aux placements en actions et obligations puisque l'ensemble des actions et obligations françaises et étrangères déposées à la Banque n'a augmenté que de 51 0/0.

Cet engouement pour les Fonds d'Etat est un courant dont nos Pouvoirs publics feront bien de se préoccuper, car sa continuation aurait pour effet de paralyser l'essor de l'industrie nationale. Pour nous, la cause évidente de l'abandon des valeurs françaises réside dans les menaces dont le capital français est l'objet, sous toutes ses formes, et, surtout, dans les entraves que la loi de 1867 sur les Sociétés apporte à la création et au fonctionnement des Sociétés par actions, et aux responsabilités individuelles que la jurisprudence a consacrées à l'égard des administrateurs des Sociétés anonymes.

Il est si dangereux, aujourd'hui, d'être administrateur d'une Société française quelconque, qu'il ne sera bientôt plus possible de trouver des hommes compétents et de valeur pour accepter cette délicate fonction. La conséquence de ce nouvel état de choses se déduit trop naturellement pour qu'il soit nécessaire d'insister.

Depuis l'année 1880, la *Banque de France* a établi, en faveur de la *Compagnie des Agents de change de Paris*, une Caisse de Dépôts libres assurant un service régulier de garde aux *Dépôts volontaires* de cette honorable corporation et de sa nombreuse clientèle.

En 1881, le nombre des titres déposés par la Compagnie était de 523.931 unités; au 24 décembre 1894, le nombre des unités s'élevait à 1.735.459.

En 1881, le capital représenté par ces titres était évalué à 571.504.000 francs d'après le cours de clôture du 24 décembre : au 24 décembre 1894, ce même capital atteignait la somme globale de 950.105.000 francs.

Enfin, en réunissant les trois catégories de Dépôts de titres de la Banque, on arrive aux chiffres suivants pour les quatorze années considérées :

SITUATION *générale des Titres déposés à la* **Banque de France** *au 24 décembre de chaque année. (Dépôts volontaires, dépôts en garanties d'avances et dépôts du Syndicat des Agents de change) :*

Années	Nombre des				Evaluation au cours de la Bourse du 24 déc.
	Comptes ouverts	Dépôts	Titres	Espèces de valeurs	
	Unités	Unités	Unités	Unités	Milliers fr.
1881....	31.606	154.906	3.072.184	1.618	2.666.296
1882.....	36.009	177.833	3.290.774	1.812	2.577 633
1883.....	39.687	204.681	3.601.843	1.929	2 659.996
1884.....	42.777	230.775	3.948.808	2.002	2.882.977
1885.....	44.869	261.582	4.238.281	2.077	3.024.011
1886.....	45.037	251.700	4.352.246	2 008	3.196.362
1887.....	46.898	267.382	4.357.987	2.004	3.181.759
1888.....	48.161	275.376	4.404.853	2.071	3.237.604
1889.....	49.672	289.480	4.949.160	2.214	3.525.820
1890.....	50.193	310.116	5.475.393	2.361	3.865.926
1891.....	53.879	341.238	6.023.122	2.553	4.160.484
1892.....	54.594	341.838	5.991.188	2.775	4.240.147
1893.....	55.190	345.937	6.057.956	2.847	4.242.892
1894.....	55.159	363.195	6.451.727	2.935	4.503.684

Il n'y a pas eu de temps d'arrêt dans le développement des comptes ouverts et dans la progression des Dépôts, des espèces de titres et du capital effectif représenté par l'ensemble de ces valeurs. Et cependant jusqu'au mois de juillet 1893, date à laquelle la *Banque de France* a créé les *Comptes spéciaux d'arrérages* par carnets de chèques, le service des arrérages des titres déposés à la Banque comportait de si longues formalités et une telle perte de temps que le public s'en plaignait toujours.

Mais les choses ont bien changé depuis l'ouverture de la succursale de la place Ventadour, et en examinant, dans notre prochain chapitre, l'organisation spéciale de cette *Succursale de titres*, nous aurons à constater des améliorations qui auront pour résultat certain de doubler, d'ici à quelques années, l'importance des Dépôts de toute nature effectués à la *Banque de France*.

(*A suivre.*) EDMOND THÉRY.

SOUS-COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Le procès pendant devant la Cour d'appel entre la *Compagnie des Canaux Agricoles* et le *Sous Comptoir des Entrepreneurs*, est sur le point d'aboutir. Les plaidoiries sont finies et M. Puech, avocat général, doit donner ses conclusions le 20 courant. Quelle solution interviendra? La Cour d'appel infirmera-t-elle le jugement rendu par le Tribunal de la Seine le 30 mars 1893, ou confirmera-t-elle la sentence des premiers juges ? Il est impossible de rien préjuger dès maintenant. Et comme le *Sous-Comptoir* peut, en définitive, s'entendre condamner de nouveau, il ne faut pas s'étonner si, pour l'exercice 1893 1894, le Conseil d'administration de cette Société a cru devoir réserver les bénéfices acquis, comme il l'avait fait déjà, du reste, pour l'exercice 1892-1893. Naturellement, les actionnaires du *Sous-Comptoir* ont approuvé la résolution prise par ceux qui ont la charge des intérêts de la Société; et il ne nous reste, pour le moment, qu'à examiner la marche des affaires au cours de l'année sociale qui a pris fin le 31 octobre 1894.

Du 1er novembre 1893 au 31 octobre 1894, 122 crédits nouveaux ont été ouverts. Ces crédits atteignent le montant de 14.339.700 fr. Et comme 60 crédits seulement, représentant 9.021 100 fr., ont été amortis ou éteints, il s'ensuit que l'augmentation, d'une année à l'autre, porte sur 62 crédits s'élevant, ensemble, à 5 millions 318 600 francs. De sorte que les crédits en cours s'établissent ainsi :

	Crédits en cours au 31 octobre	
	Nombre	Sommes
	—	Millions
Exercice 1892-93.....	145	22.3
— 1893-94.....	207	27.6

Tous ces crédits n'ont pas encore été réalisés entièrement. En effet, à ladite date du 31 octobre 1894, les capitaux engagés par le *Sous-Comptoir* ne s'élevaient qu'à 18 1/2 millions de francs. Par suite, il restait à réaliser un capital de 9 millions de francs en chiffres ronds, alors qu'au 31 octobre 1893, la différence entre les capitaux engagés à cette époque et les crédits en cours ne se chiffrait que par 7 millions de francs. Mais ceci n'implique pas que l'exercice 1893 1894 n'ait été particulièrement favorisé. Il conviendrait, au contraire, pour retrouver une situation meilleure au point de vue du développement des affaires, de remonter aux années 1884-1885 et 1885-1886.

La seconde de ces années accusait un chiffre de crédits en cours de 43 millions de francs, mais pour 164 crédits seulement, et la première mentionnait 271 crédits, pour un montant de 101 millions de francs. Depuis, et comme nous le mentionnions ici-même dans l'*Economiste Européen*, le 3 février 1894, les transactions avaient été en diminuant et n'avaient réellement repris qu'en 1891-92, pour progresser en 1892-93, en conséquence de la réduction à 4 3/4 0/0, sans commission de banque, du taux d'intérêt des prêts. On ne peut donc, à l'heure actuelle, que se montrer satisfait de la tendance qui s'accuse de plus en plus.

Du côté du domaine du *Sous-Comptoir*, qui comprend maintenant vingt maisons de rapport et quatre hôtels, nous avons, par suite de la vente de deux maisons, à signaler, au montant de 2.881.142 fr., une réduction de 336.124 fr. sur 1892-1893, y compris un accroissement d'évaluation de 130.281 fr. provenant de l'acquisition, en adjudication publique, des mines de Bert (Allier), adjudication qui a eu lieu à la suite de la liquidation judiciaire de la *Compagnie du Chemin de fer de Dompierre à Lapalisse*, débitrice du *Sous-Comptoir* pour une ouverture de crédit consentie en 1890 Quant au produit *net* des locations, il s'est élevé, en tenant compte des deux immeubles vendus comme il vient d'être dit plus haut, à 147,164 fr., c'est-à-dire en réelle plus-value de 2.500 fr.

En ce qui regarde les bénéfices nets réalisés en 1893-1894, il y a à faire remarquer une petite augmentation sur 1892-1893, bien que les bénéfices *bruts* accusent, sur l'exercice précédent, une légère diminution. Cela tient à cette circonstance qu'en 1892-1893, il avait été inscrit au compte de *frais généraux* une somme de 10.000 francs pour frais judiciaires. En tout cas, et en les comparant aux années antérieures, ces bénéfices se décomposent comme suit :

	1890-91	1891-92	1892-93	1893-94
	—	—	—	—
Frais généraux......Fr.	154.374	163.320	172.804	161.370
Réserve statutaire.......	10.000	20.000	»	»
Distribué aux actions...	700.000	700.000	»	» .
Reporté à l'exercice suivant..................	20.441	10.690	711.327	713.954
Total des bénéfices bruts.	884.815	894.010	884.131	875.324

Si, maintenant, nous examinons les exigibilités et les disponibilités du *Sous-Comptoir*, nous trouvons qu'elles s'établissent ainsi, en millions de francs :

Disponibilités

	1890-91	1891-92	1982-93	1893-94
	—	—	—	—
Caisse..................	0.045	0.043	0.023	0.058
Portefeuille	5.408	6.777	4.671	3.303
Immeubles.............	3.217	3.217	3.217	2.881
Crédit Foncier (solde)...	2.347	1.563	3.823	3.794
Créances..............	4.482	3.586	3.290	5.636
	15.499	15.186	15.024	15.672

Exigibilités

	1890-91	1891-92	1892-93	1893-94
Solde des accrédités.....	0.682	0.494	0.376	0.173
Solde des créditeurs	1.331	1.195	1.090	1.024
Solde des répartitions bénéficiaires............	0.597	0.599	0.711	1.425
	2.610	2.288	2.177	2.622
Capital et réserve.......	12.889	12.898	12.8 7	13.050
Montant égal.....	15.499	15.186	15.024	15.672

Après ce résumé, il convient de rappeler les articles publiés par l'*Economiste Européen* les 18 décembre 1892 et 3 février 1894, dans lesquels nous avons exposé la situation de cette Société et défini les revendications produites par les obligataires des *Canaux Agricoles*. Quelle perte encourra le *Sous-Comptoir* dans le cas de confirmation, par la Cour d'Appel, du jugement de première instance ? Combien de porteurs d'obligations des *Canaux Agricoles* établiront-ils qu'ils ont acquis leurs titres au dessus de 115 fr., montant fixé par les premiers juges ? C'est ce qu'il reste à savoir. Lors de la formation de la *Société Nouvelle du Canal du Verdon* fondée pour utiliser partie de l'actif de l'*Ancienne Compagnie des Canaux Agricoles*, 30.100 obligations avaient été apportées. Quels dommages-intérêts résulteraient pour ces 30.100 obligations ? Il est certain que le capital du *Sous-Comptoir*, quoi qu'il arrive, restera intact, que la Société continuera à fonctionner, même en cas de perte du procès en cours ; et tout laisse présumer, sans même tenir compte de la transaction qui, au besoin, peut intervenir, qu'une partie des réserves seulement sera absorbée. L'actif net, on ne doit pas perdre de vue ce point, s'élève à 13 millions de francs, et c'est ce qui explique pourquoi les actions du *Sous Comptoir*, actions au capital nominal de 100 francs, se tiennent, à l'heure actuelle, à 180 francs.

A la vérité, ce prix n'a pas lieu de nous surprendre. A ladite date du 3 février 1894, nous écrivions que le cours coté à cette époque, 138 fr. après 130 fr., laissait croire que l'on avait atteint la plus grande période de baisse. On voit que l'événement nous a donné raison, et que les intéressés qui n'ont pas désespéré à ce moment, ont été, depuis, largement indemnisés des craintes qu'ils ont pu concevoir alors que les opérations du *Sous-Comptoir* périclitaient.

A. LECHENET.

LE RENDEMENT DES IMPOTS
EN JANVIER 1895

L'Administration des Finances vient de publier le rendement des impôts et revenus indirects, ainsi que des monopoles de l'Etat, pendant le mois de janvier 1895.

Les résultats accusent une moins-value de 360.000 francs par rapport aux évaluations budgétaires, et une diminution de 21.449.700 fr. par rapport à la période correspondante de 1894.

Recouvrements de janvier 1895

	Recouvrements de janvier 1895	Evaluations budgétaires	Différence par rapport aux eval. budgét.	Différence par rapport à janvier 1894
	(Milliers de francs)			
Impôts directs.....	»	»	»	»
Impôt 4 0/0........	14.769	15.021	— 252	— 244
Enregistrement.....	46.215	44.189	+ 2,026	+ 1.174
Timbre............	16.960	16.365	+ 595	— 202
Douanes...........	28.393	29.305	— 912	—23.011
Contrib. indirectes..	43.417	48.110	— 4.693	— 788
Sels..............	1.823	1.774	+ 49	— 11
Sucres............	10.098	8.789	+ 1.309	+ 1.904
Postes et Télégr....	17.723	16.455	+ 1.268	— 27
Monopoles, etc......	34.929	34.679	+ 250	— 244
Totaux....	214.327	214.687	— 360	—21.449

Il n'est pas sans intérêt de faire remarquer qu'en janvier 1894 des acquittements très importants avaient été faits, par anticipation, sur les blés étrangers, en prévision d'un prochain relèvement des droits.

En janvier 1895, les acquittements ont été normaux. C'est la principale cause de la diminution que les recouvrements de ce mois présentent, par rapport aux résultats de janvier 1894.

LES ÉMISSIONS EN EUROPE EN 1894

Voici, d'après notre confrère le *Moniteur des Intérêts Matériels*, le tableau des émissions pour 1894 :

(Millions de francs)

Pays emprunteurs	Emprunts d'Etats et de Villes	Etablissements de Crédit	Chemins de fer et Soc. Industr.	Conversions	Total 1891	Total 1893
Allemagne.......	313.3	121.2	129.9	387.5	985.0	717.0
Autriche-Hongrie.	112.8	26.2	113.1	»	282.5	2.175.1*
Belgique.........	14.4	1.7	19.5	4.2	10.0	30.9*
Bulgarie.........	»	9.0	»	»	9.0	»
Danemark........	»	»	»	35.0	35.0	»
Espagne et colon.	»	»	2.0	»	2.0	339.9
France et colonies.	213.6	»	256.9	7.546.1	8.016.6	267.9*
Gr.-Bretag. et col.	615.3	123.5	730.0	289.5	1.758.4	914.8*
Italie............	»	»	»	»	»	109.8
Luxembourg......	»	»	0.1	14.1	11.3	»
Norvege..........	37.2	»	1.3	26.3	61.9	»
Pays-Bas et colon.	85.6	9.4	51.7	»	146.8	15.1
Portugal et colon.	»	»	0.2	»	0.2	2.5
Roumanie........	120.0	5.0	»	»	125.0	25.0
Russie...........	100.0	26.0	116.0	3.735.3	1.327.3	859.2*
Suède............	»	»	1.1	25.0	26.1	»
Suisse............	40.4	10.3	32.2	372.7	455.7	59.5*
Turquie..........	40.0	»	161.0	205.3	109.3	71.7
Totaux de l'Europe	2.083.0	335.6	1.669.0	12.611.2	16.728.8	5.652.3
Autres pays......	847.7	2.7	235.3	»	1.085.8	356.8
Totaux généraux.	2.930.7	338.3	1.904.3	12.611.2	17.814.6	6.009.1

Total 1894.........	17.814.668.035	francs
— 1893.........	6.009.133.035	—
— 1892.........	2.509.136.000	—
— 1891.........	7.658.893.122	—
— 1890.........	8.147.000.000	—
— 1889.........	12.678.000.000	—
— 1888.........	7.851.000.000	—

* *Les totaux marqués d'une astérisque comprennent des conversions faites dans ces pays.*

BIBLIOGRAPHIE

La Culture du Caféier (1)

On sait que les grandes cultures sont à l'ordre du jour dans nos possessions d'outre-mer, et notamment en Indo-Chine où la main d'œuvre est si abondante et à si bon marché. Nous avons parlé à diverses reprises des essais tentés par des colons entreprenants, au Tonkin, en Annam et au Cambodge, exprimant la conviction qu'on arriverait ainsi à la mise en valeur certaine de notre domaine d'outre-mer.

Mais les personnes qui s'occupent des questions coloniales se plaignaient, à juste titre, qu'il n'existât, pour les cultures et les entreprises agricoles dans les pays chauds, ni guide, ni manuel, ni traité d'aucune sorte.

M. E. Raoul, professeur à l'Ecole coloniale et membre du Conseil supérieur des Colonies, vient de combler cette lacune ; continuant son intéressante série de publications sur les conditions spéciales de l'agriculture dans les régions tropicales, il a fait paraitre un traité très détaillé sur la culture du caféier.

Cette œuvre considérable est divisée en trois parties, savoir :

1° La partie culturale, donnant des renseignements inédits sur le caféier, le choix du sol, les semis, etc. etc., ainsi que sur le traitement des maladies, les analyses, la préparation du café pour l'exportation et, enfin, les comptes de culture ;

2° Une partie commerciale, indiquant les classifications, le groupement des espèces, l'exportation des pays producteurs et la consommation des pays non producteurs, etc. etc. ;

3° Une partie purement botanique.

Pour une semblable publication, il fallait un spécialiste ayant été à même d'étudier les pays les plus divers et ayant séjourné dans toutes les régions de la zone intertropicale. C'est le cas de l'auteur, qui joint à une rare érudition la pratique d'un agronome. M. E. Raoul a habité, en effet, toutes les colonies françaises, anglaises et hollandaises ; il y a créé des jardins botaniques, complétant ensuite ces longues années d'études préliminaires par une mission officielle autour du monde.

Le livre que nous présentons à nos lecteurs constitue donc une œuvre très complète et il convient de féliciter l'auteur de la clarté avec laquelle il a développé les nombreux points dont nous venons de donner un trop court résumé.

C.-R. W.

(1) Un volume de 250 pages, chez Challemel, 5, rue Jacob, Paris.

Informations Économiques et Financières

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Depuis le 30 janvier dernier, les obligations 6 0/0, série E, de la Banque hypothécaire de Buenos-Ayres ont cessé d'être négociables à la Bourse de Paris.

Depuis le 4 février courant, les titres de la Rente Russe 4 0/0 1894 (Dette intérieure) ne sont plus négociables qu'en titres définitifs.

En liquidation du 15 février, les livraisons devront s'effectuer en titres définitifs.

Par suite des délibérations des assemblées générales extraordinaires des actionnaires de la Compagnie générale Française de Tramways, en date des 6 juillet et 6 septembre 1894, qui ont voté : 1° la réduction du capital de ladite Société de 10.200.000 fr. à 4.080.000 fr., au moyen de l'échange des 20.400 actions libérées, contre 8.160 actions nouvelles de 500 fr. également libé-

rées (5 contre 2) ; — 2° et simultanément, l'augmentation dudit capital à 10.200.000 fr. par la création de 12.240 actions nouvelles de 500 fr.,

La Chambre syndicale a décidé ce qui suit :

Depuis le 1er février, les 20.400 actions nouvelles de 500 fr. entièrement libérées et au porteur, de la Compagnie générale Française de Tramways, sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la 1re partie du Bulletin de la Cote sous deux rubriques distinctes, affectées :

L'une aux 8.160 actions, nos 1 à 8160, jouissance janvier 1894, coupon no 1 attaché;

Et l'autre aux 1s.240 actions, nos 8161 à 20400, jouissance août 1894, coupon no 1 attaché.

Les 20.400 actions anciennes seront maintenues à la Cote jusqu'à nouvel ordre.

Depuis le 4 février présent mois, les actions et les obligations de 500 fr. 5 0/0 de la Compagnie des Phosphates de France, qui étaient inscrites à la deuxième partie du *Bulletin de la Cote*, sont admises à la première partie dudit *Bulletin*, au comptant.

Depuis le 5 février présent mois, les 5.000 obligations nouvelles de 500 fr. 4 0/0, numéros 177199 à 182198, de la Compagnie générale des Omnibus, sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces obligations sont inscrites à la première partie du *Bulletin de la Cote*, sous la même rubrique que les obligations anciennes.

Les titres portent, à l'encre rouge, au recto : L'indication du remboursement en quinze ans, à partir de 1896, et la date du 2 janvier 1895. — Le tableau d'amortissement (de 1896 à 1910) est collé au verso.

Par suite, le nombre des obligations de ladite Société, négociables sur notre marché, se trouve porté de 159.549 à 164.549, numérotées de 1 à 20051 et de 37701 à 182198.

Depuis le 6 février présent mois, les actions de jouissance de la Compagnie des Chemins de fer de l'Est, actuellement au nombre de 53.539, qui étaient déjà inscrites à la première partie du *Bulletin de la Cote*, au comptant, sont admises aux négociations à terme.

Depuis le 7 février présent mois, les 10 000 obligations de 500 francs 4 0/0 nouvelles, numéros 60001 à 70000, de la Compagnie Madrilène d'éclairage et de chauffage par le Gaz, sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant,

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote sous la même rubrique que les 60.000 obligations anciennes.

Par suite, le nombre des obligations 4 0/0 de ladite Société, négociables sur notre marché, se trouve porté de 60.000 à 70.000.

Depuis le 7 février présent mois, les obligations Communales de 500 fr. 1879, sorties au tirage spécial du 5 décembre 1894 et comprises sous les séries indiquées à l'avis du 24 décembre, ne sont plus négociables qu'en titres munis de l'estampille : « Intérêt annuel réduit à 13 fr. ».

A ces titres, doit être collée une nouvelle feuille de coupons semestriels de 6 fr. 50, sauf le coupon no 31 à l'échéance du 1er mars prochain, qui sera encore payé à raison de 7 fr. 50.

Nomination d'un Agent de Change. — Par décret du Président de la République en date du 5 février 1895, rendu sur la proposition du Président du Conseil, Ministre des finances, M. Margaritis (Guillaume-Antoine-Raoul) a été nommé Agent de change près la Bourse de Paris, en remplacement de M. de l'Escaille, décédé.

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	31 janvier	7 février
ACTIF		
Encaisse de la Banque :		
31 janvier — 7 février		
Or .... 2.120 619 941 — 2.141.436 250	3.355.178 004	3.377.360.153
Argent... 1.231.558 062 — 1.235.923 903		
3 355 178.004 — 3.377.360.153		
Effets échus hier à recevoir ce jour....	95.099	68 896
Portefeuille Paris { Effets Paris........	291.193.113	168.450.452
Portefeuille Paris { Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor........................	»	»
Portefeuilles des succursales..........	314 285.458	262.286.471
Avances sur lingots à Paris............	1.299.800	1.270.800
Avances sur lingots dans les succursales	18.600	18 600
Avances sur titres à Paris.............	129.235.979	124 844.388
Avances sur titres dans les succursales	150.976.562	153 897.126
Avances à l'Etat......................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve..................	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles....................	99.627.294	99.627.294
Rentes immobilisées...................	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales.............	15.201.483	15.227.119
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales..................	636.006	672.137
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers................................	86.357.701	93 049.608
Total...........	4.709.493 296	4.562.161.241
PASSIF		
Capital de la Banque..................	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital.......	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale......................	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation......	3.749.721.650	3.631.985.985
Arrérages de valeurs déposées..........	17.382.125	17 668.180
Billets à ordre et récépissés..........	40.120.580	35 657.897
Compte courant du Trésor, créditeur...	134.604 422	107.745.232
Comptes courants de Paris..............	387.302.474	417.870.584
Comptes courants dans les succursales.	79 811.293	61.457.177
Dividendes à payer....................	3.741.790	3.504.454
Escompte et intérêts divers............	1.882.928	2.172.350
Réescompte du dernier semestre	782 337	782.337
Divers................................	69.128.186	58.301.534
Total.............	4.709.493.296	4 562.161.241

Comparaison avec les années précédentes

	12 févr. 1891	11 févr. 1892	9 févr. 1893	8 févr. 1894	7 févr. 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	3.167.2	3.109.0	3.342.4	3 541.1	3.631.9
Encaisse...........	2.4 [illegible]	2.626.4	2 867.2	2.968.0	3.377.3
Portefeuille........	947 1	670.0	532 1	742 4	430.7
Avances aux partic.	296.3	343.1	324 2	297.0	230.0
— à l'Etat....	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	235.3	330.5	80.1	211 5	107.7
— part...	381.1	374.7	462.1	385.9	479.3
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0
Prime de l'or.......	5 0/00	1 ½ 0/00	pair	pair	pair
Bénéfices nets......	4.611.7	3.364.8	2.189.4	2.733.8	1.500.2

Mouvement des Caisses d'Epargne. — Voici le relevé des opérations concernant les Caisses d'épargne ordinaires, du 21 au 31 janvier 1895 :

Dépôts de fonds.....................	9.865.196 69
Retraits de fonds...................	6.642.279 87
Excédent de dépôts	3.222.916 82

Excédent de dépôts du 1er janvier au 31 janvier 1895 : 5.181.910 fr. 55.

Capitaux employés en achats de rentes, du 21 au 31 janvier 1895, pour le compte des déposants des Caisses d'épargne ordinaires : 1.072.283 fr. 40.

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er au 31 janvier	6.100.000	5.720.000
Du 1er au 7 février	1.630.000	1.750.000
Du 1er janv. au 7 fév...	7.730.000	7.470.000

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 7 février 1895.

Allemands du Nord et Allemands du Sud. — La Déclaration du Gouvernement prussien sur la Question de l'Argent. — Les Fidéicommis en Prusse. — Nouvelles coloniales. — Le Rachat de Chemins de fer en Thuringe. — La Réforme de la Bourse.

L'issue des élections wurtembergeoises et les progrès sensibles du parti démocratique ne laissent pas de jeter quelque jour sur l'un des points faibles de la situation intérieure de l'Empire. Quoi qu'il y ait encore ballottage dans 26 circonscriptions, le Wurtemberg se détache nettement des partis foncièrement centralistes et conservateurs. Comme, d'autre part, le parti socialiste de Bavière et de Bade, les catholiques ultramontains de l'Allemagne du Sud affirment nettement leur indépendance à l'égard de Berlin, ce mouvement général prête matière à de sérieuses réflexions. L'Allemagne du Nord incline visiblement vers une politique conservatrice; l'Allemagne du Sud affirme à la fois ses convictions libérales et autonomistes. Ce double mouvement doit être suivi de près.

Les débats de la Chambre des députés prussiens présentent actuellement un certain intérêt au point de vue économique.

Les souffrances de l'agriculture en forment l'élément essentiel. Mais les mesures qui peuvent relever cet élément principal de la prospérité nationale allemande, sont surtout de la compétence du Reichstag. Les agrariens s'attachent à la défense de la motion Kanitz avec peu de chances de succès. Par contre, il faut noter une importante déclaration de M. de Hammerstein, ministre prussien de l'agriculture.

Le Gouvernement, a-t-il dit, étudie la question de l'argent et il est presque disposé à prendre l'initiative des mesures nécessaires.

Quoique le Ministre ait employé diverses formules atténuatives, on ne saurait attacher trop d'importance à cette assertion officielle.

Nous publions ci dessous un tableau intéressant sur l'importance des terres de fidéicommis dans le royaume de Prusse. Leur étendue totale égale celle de trois départements français, et leur produit net 28 millions de francs.

On remarquera que cette forme quasi féodale de la propriété foncière est rare dans les provinces occidentales, quoiqu'elle n'y soit pas inconnue:

	Superficie en hectares	Produit net en marks
Prusse orientale	125.133	1.000.102
Prusse occidentale	79.212	461.381
Brandebourg	268.797	2.462.379
Poméranie	173.314	2.444.386
Silésie	462.492	4.383.036
Posnanie	111.658	857.776
Saxe	115.642	2.263.846
Slesvig-Holstein	158.723	3.607.563
Hanovre	75.186	1.313.688
Westphalie	146.826	2.196.374
Hesse Nassau	62.657	809.361
Rhin	54.122	792.109
Totaux	1.833.769	22.592.001

La *Feuille Coloniale Allemande* public quelques renseignements qui peuvent intéresser vos lecteurs. Le lieutenant Dœring a exploré le nord de la colonie de Togoland, voisine de votre colonie du Dahomey. Parti de Bismarckbourg, il est arrivé avec 14 porteurs à Bossari. C'est une agglomération de villages qui réunit bien 10 000 cabanes, soit 40 000 habitants; jadis dépendante de Yendi, elle a conquis, par les armes, son autonomie. C'est un centre de travaux métallurgiques. On y fabrique surtout des armes. Les habitants élèvent du bétail. Ils font du beurre et du fromage. Hostiles d'abord à l'explorateur allemand, ils se sont radoucis. Le chef principal, Tagba, aurait accepté le protectorat de l'Allemagne. Le lieutenant Dœring, en restant dans le Togo, aurait hissé le pavillon allemand à Kvakvamouri.

Du côté de Cameron, le capitaine de Stetten a créé une station du Gouvernement à Boüéa. On y attache une certaine importance, ce point étant susceptible de quelque développement au point de vue agricole. Avis à votre administration du Gabon-Congo.

La politique du rachat des Chemins de fer est toujours en faveur.

Après la Hesse, la Saxe royale s'y adonne. Cette fois, le Gouvernement dépasse même les frontières de l'Etat en opérant dans les petits duchés saxons. C'est ainsi que l'Etat va racheter le chemin de fer de Weimar à Géra. Cette nouvelle a naturellement provoqué des mouvements sensibles sur les cours des actions de la Société. On prévoit aussi de nouveaux rachats de Chemins de fer thuringiens par l'Etat saxon, d'accord avec les gouvernements intéressés.

La *Gazette de Voss* assure que tous les ministres ont donné leur avis sur le projet de loi élaboré à l'Office impérial de l'intérieur au sujet de la réforme de la Bourse.

En ce qui concerne les deux points du projet qui ont soulevé des objections dans les cercles de la Bourse et qui concernent les registres de la Bourse et la responsabilité des banques d'émission, on croit qu'on maintiendra dans le projet la disposition relative aux registres de la Bourse et qu'on n'appliquera la disposition concernant la responsabilité que dans des cas particuliers.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	31 janv.	Dif. 23 janv	31 janv.	Dif. 23 janv
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.091.983	+ 6.348	880 027	+ 7.568
Billets du Trésor	22 335	+ 453	23 383	+ 143
Billets d'autres banques	9.920	+ 536	11 391	— 1.516
Lettres de change	508 868	— 996	483 031	+ 4.193
Prêts sur titres	67.853	+ 2.840	82.214	+ 4 004
Valeurs	4 043	— 380	6.310	+ 4 122
Autres propriétés	49 074	— 198	44.915	— 3 314
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	1.055.604	+ 2.682	953.172	— 6 899
Autres engagements à vue	528.[illegible]70	+ 5.697	4[illegible]9.0[illegible]8	+ 18.540
Autres engagements	20.0[illegible]2	+ 224	3.415	+ 544

Comparaison avec 1894 et 1893

(Millions de marks)

Stock métallique

	1893	1894	1895
1 janv.	837,8	797,7	1011,2
7 —	863,3	808,8	1024,8
15 —	878,2	837,2	1061,8
23 —	902,3	872,5	108[illegible],5
31 —	901,5	880,0	1091,8

Lettres de change et prêts sur titres

	1893	1894	1895
1 janv.	724,8	753,2	703,
7 —	658,8	662,1	618,3
15 —	616,8	580,5	597,3
23 —	584,8	557,1	57[illegible],9
31 —	586,6	565,3	1576,7

Circulation

	1893	1894	1895
1 janv.	1140,2	1110,1	1211,2
7 —	1087,8	1072,7	1164,0
15 —	1036,0	1011,2	1101,[illegible]
23 —	989,2	960,1	1052,9
31 —	987,7	953,2	1055,6

Réserve de billets

	1893	1894	1895
1 janv.	16,8	8,4	123,5
7 —	96,3	59,00	182,8
15 —	163,6	91,18	287,0
23 —	236,7	241,9	357,3
31 —	238,2	255,0	258,6

Commerce de l'Allemagne en 1894 et en 1893

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	1894	1893	1894	1893
	Valeurs en milliers de marks			
Déchets.........	59.126	63.081	11.553	11.573
Cotons et cotonnades.........	303.182	278.942	194.105	198.248
Plomb	5.419	5.340	9.086	8.860
Brosseries......	2.958	2.824	15.660	17.295
Drogueries	237.975	233.823	277.783	265.671
Fer	32.523	31.031	268.775	253.556
Terres, minerais, métaux préc..	478.663	279.741	144.846	195.553
Lin, chanvre, jute	96.553	99.337	30.165	34.115
Céréales........	703.656	545.928	83.469	61.233
Verreries.......	9.547	7.978	44.505	41.472
Poils et plumes.	39.573	41.683	21.568	23.058
Peaux..........	138.029	140.858	70.143	62.366
Bois...........	197.705	216.901	87.803	86.666
Houblon........	11.010	19.384	65.440	33.071
Instruments et machines.....	34.916	32.013	135.252	120.980
Calendriers.....	268	280	287	339
Caoutchouc.....	32.310	31.169	24.184	25.523
Confection et lingerie	9.150	8.700	95.853	99.206
Cuivre	51.042	52.273	61.834	61.506
Quincaillerie ...	39.635	37.858	74.082	75.122
Cuirs	45.102	44.196	134.662	138.285
Lin............	29.505	32.739	25.492	32.053
Bougies	147	131	516	799
Œuvres d'art...	31.761	28.740	102.359	103 572
Epiceries.......	583.845	568.812	398.996	350.906
Huiles, graisses.	185.910	174.792	31.767	32.330
Papier	10.232	12.446	94.457	94.903
Fourrures......	1.563	1.428	3.617	3.519
Pétrole.........	66.754	66.781	1.344	892
Soies..........	173.057	166.042	161.444	190.851
Savons	2.104	2.334	9.807	10.335
Cartes à jouer..	7	6	326	378
Pierres	39.246	35.470	23.139	22.882
Charbons, cokes	95.603	94 585	143 099	136.737
Paille	6.758	6.498	3.710	3.792
Poix	30.458	30.748	7.374	6.801
Animaux	113.874	96.137	7.513	7.488
Poterie	5 586	5.325	35.010	34.746
Bétail	262.604	206.672	20.389	24.848
Toiles et taffetas cirés	1.282	992	1.051	1.055
Laines..........	408.506	406.699	306.389	323.424
Zinc	6.888	5.067	30 595	31.667
Etain	18.723	18.286	4.900	4.399
Marchandis. non déclarées	»	»	13.026	12.487
Totaux.....	4.605.755	4.134.070	3.277.375	3.244.562
A déduire : Métaux précieux	359.641	172.332	99.150	152.604
Sommes pour les marchandises.	4.246.114	3.961.738	3.178.225	3.091.958

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 8 février 1895.

La nouvelle publiée par la *Vossische Zeitung* au sujet de l'adoption définitive par le Gouvernement de la réforme de la Bourse a produit une impression bien défavorable. Les avis plus fermes arrivés de Vienne ont amélioré la tendance sans ranimer les affaires.

On conçoit que le règlement nouveau, dont l'idée première est inspirée par des adversaires systématiques des affaires de Bourse, inspire de bien vives appréhensions.

Les nouvelles de rachat dépriment les valeurs de chemins de fer.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 7 février 1895.

Ouverture de la session parlementaire. — Le Discours du Trône. — L'Emprunt américain — L'Emprunt chinois.

Le discours du Trône a été rédigé pour donner satisfaction au plus grand nombre et pour engager tous les membres de la majorité à prêter leur concours au Gouvernement dans l'espoir que les mesures auxquelles ils s'intéressent auront tôt au tard leur tour.

On commencera donc par proposer le bill relatif à la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans le pays de Galles ; on s'occupera ensuite de la loi sur l'abolition du vote plural, de celle sur la responsabilité des patrons et du bill relatif au Gouvernement local de l'Ecosse. Gallois, Anglais, ouvriers et Ecossais ont donc quelque chose à attendre du Gouvernement, et si les Irlandais n'entendent plus parler du home rule, ils auront du moins une nouvelle loi agraire, qui satisfait tout le monde, même les unionistes de l'Ulster.

Ce programme législatif, dont j'ai déjà eu l'occasion de vous parler à propos du dernier discours de lord Rosebery, est trop vaste pour que le Premier ait l'espoir de le réaliser : il a contre lui une situation parlementaire rendue difficile par la réduction de la majorité, une situation ministérielle fort précaire et enfin l'indifférence de la masse. Les conditions dans lesquelles le Gouvernement vient de se présenter devant le Parlement sont, par conséquent, peu favorables, et l'on peut s'attendre à ce que la session qui vient de s'ouvrir soit la dernière de la législature actuelle.

En ce qui concerne la politique extérieure, je me contente de signaler le passage du Message rappelant qu'une enquête a été ordonnée pour les événements d'Arménie. Cette déclaration, suivie du changement du Ministre ottoman à Londres, a provoqué un certain recul sur les valeurs turques.

On voit, par ce résumé, que l'intérêt de la séance d'ouverture n'a pas résidé dans le discours du Trône auquel la presse a fait un accueil assez froid, mais dans la discussion qu'il soulève aux deux Chambres. A la Chambre haute, lord Salisbury a déjà vivement critiqué la conduite du Gouvernement dans les affaires arméniennes et attaqué la campagne menée contre les Lords par lord Rosebery. Le débat devant la Chambre des Communes promet d'être encore plus vif ; l'impression générale reste que lord Rosebery, en demandant au Parlement une tâche au-dessus de ses forces, n'a eu en vue que la menue monnaie électorale pour les élections qui, suivant toute apparence, auront lieu en automne. Mais avec une majorité si réduite, un incident pourrait se produire qui précipiterait les événements et les pessimistes prétendent déjà que l'amendement à l'adresse présenté par M. Keir Hardie, relativement aux sans-travail, pourrait amener une surprise.

Le marché monétaire est encore impressionné par la situation des Etats-Unis, et cette question forme la principale préoccupation du monde des affaires : le Message du président Cleveland est toujours discuté, et l'emprunt est généralement considéré comme une mesure inutile, car son produit ne tardera pas à prendre le même chemin que celui de l'emprunt précédent. Quoi qu'il en soit, les principales maisons de Banque sont en pourparlers avec le Gouvernement américain, pour placer ici un emprunt en obligations nouvelles : les négociations dépendent du prix que le Gouvernement acceptera : on parle de 3 1/2 0/0, mais rien n'est encore fixé, il n'y a jusqu'ici d'acquis que le consentement des grandes Banques à prendre le reliquat de l'emprunt dans le cas où le public ne souscrirait pas avec empressement aux nouvelles obligations.

L'entente s'est faite pour l'émission d'un nouvel emprunt chinois 6 0/0 or de 3 millions de livres. La nouvelle rente est émise en ce moment par l'intermédiaire de la *Hong-Kong and Shanghaï Banking Corporation* par coupures de 100 et 500 livres au prix de 96 1/2 0/0.

Cet emprunt, principal et intérêts, est gagé par le revenu des douanes maritimes impériales avec la clause additionnelle que cette garantie, en cas d'appel, aurait la priorité sur les emprunts postérieurs. Si l'on se souvient que la dette actuelle de la Chine, y compris l'emprunt en argent de 1.600.000 liv., monte à 300.000 liv. par an tandis que les revenus de la douane maritime sont de 3.600 000 liv. d'après les chiffres de sir Robert Hart, on verra que le nouvel emprunt est très suffisamment gagé. Il est loin cependant d'avoir

obtenu le succès qu'on aurait pu attendre. L'opération est en effet assez critiquée dans le monde des affaires, où l'on regrette ces petits emprunts continuels qui ne font qu'affaiblir le crédit de la Chine alors qu'un grand emprunt sera nécessaire quelle que soit l'issue de la guerre.

Le produit de l'emprunt actuel est destiné à payer, jusqu'à concurrence de 2 millions de livres, le matériel de guerre que la Chine vient d'acheter en Europe et un million sera envoyé en Chine en argent, ce qui n'a pas été sans influencer favorablement le marché de ce métal.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

6 Février 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés	50.993.700	Dette fixe de l'Etat	11.015.100
		Rentes immobilisées	5.784.900
		Or monnayé et lingots	34.193 700
Total	50.993 700	Total	50.993.700

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	12.478 488
Réserve et profits et pertes	3.441.879	Portefeuille et avances	17.660.953
Trésor et administration publique	6 659.007	Billets en réserve	25.873.815
Comptes particuliers	33 814.772	Or et argent monnayés	2.608.100
Billets à sept jours, etc.	152.698		
Total	58 621 356	Total	58.621.356

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
31 Octobre	36 177	25.783	43.338	33.918	27.194	62	2
7 Novembre	35.052	25.508	42.400	33.776	26.444	62	»
4 »	35.558	25.443	42.593	33.460	26.914	63	»
21 »	35.018	25.111	41.135	32.248	26.706	64	»
28 »	34.955	25.015	40.782	31.822	26.740	65	»
5 Décembre	34.196	25.257	40.263	32.412	25.739	65	»
12 »	33.743	25.176	39.936	32.427	25.366	63	»
19 »	33.362	25.325	38.868	31.886	24.817	63	»
26 »	32.547	25.676	37.087	31.272	23.670	63	»
2 Janvier	33 091	25.918	44.797	38.714	23.972	53	»
9 »	33.880	25.519	45.058	37.982	25 160	55	»
16 »	34.601	25.202	41.577	33.525	26.202	62	»
23 »	35.358	25.015	41.107	32.113	27.142	65	»
30 »	35.946	24.926	40.104	30.392	27.819	69	»
6 Fevrier	36.801	25.119	40.473	30.139	28.481	70	»

Contribution de l'Irlande aux Recettes du Royaume-Uni. — Un rapport vient d'être publié par le Trésor dont le but est de montrer quelle a été la part contributive de la Grande-Bretagne et de l'Irlande dans les dépenses impériales, pendant l'année 1893-94. Un rapport semblable fut publié pour l'année 1892-93 et il est intéressant de comparer les chiffres de ces deux documents :

	Grande-Bretagne		Irlande	
	(en milliers de livres)			
	1893-94	1892-93	1893-94	1892-93
Recettes totales	89.286	88.455	7.568	7.643
Dépenses totales	30.618	29.981	5.602	5.540
Balance pour les dépenses impériales	58.668	58.473	1.966	2.103
Pourcentage total	96.76%	96.53%	3.24%	3.47%

D'après ces documents, la Grande-Bretagne a contribué aux dépenses générales, en 1893-94, pour 215.000 livres de plus qu'en 1892-93, tandis que l'Irlande y a contribué pour 137.000 liv. de moins. Le rapport explique cependant que cette diminution apparente dans le chiffre de l'Irlande provient entièrement du changement opéré dans le mode d'estimation du montant payé par elle dans le chapitre des droits sur le tabac. Une plus complète information a poussé le Trésor à croire que le montant appliqué à l'Irlande pour ce chapitre, en 1892-93, était de 211.000 liv. environ trop fort, et la rectification de cette erreur a provoqué la diminution apparente constatée en 1892-93. En fait, il n'y a pas de moyen précis pour déterminer le montant exact dans lequel les trois divisions du Royaume contribuent aux dépenses de l'Echiquier. On se souvient que ce fut en conséquence de la découverte d'une erreur dans l'évaluation du montant de l'Irlande, en ce qui concerne les spiritueux, que M. Gladstone fut poussé à reviser les dispositions financières du dernier bill du home rule ; nous voyons maintenant que, par suite d'une erreur dans le droit sur les tabacs, le budget irlandais revisé était également faux.

La Production et la Consommation du Charbon. — Le « Board of Trade » vient de publier un rapport sur la production et la consommation du charbon dans toutes les principales parties du globe, de 1883 à 1893.

Nous y voyons qu'en 1893, la production de la houille dans les Iles-Britanniques a été de 164.326.000 tonnes ; elle a atteint en Allemagne 73.852.000 tonnes, c'est-à-dire un peu moins de moitié de la production du Royaume-Uni.

La France est placée en troisième rang des puissances européennes, avec une production de 25.250.000 tonnes.

La Belgique vient ensuite avec un chiffre presque égal.

Finances Egyptiennes. — Les recettes en janvier se sont élevées à 168.431 liv. st, contre 158 483 pour la dette Unifiée, et à 105 480 liv. st. contre 105.493 en 1894 pour la dette Privilégiée. Voici, à ce propos, quelles ont été, en 1894, les recettes comparées des ces deux dettes :

	Unifiée	Privil.		Unifiée	Privil.
Janvier	158.483	105.493	Juillet	337.966	25.480
Février	271.478	105.491	Août	292.951	71.203
Mars	202.074	65.477	Septembre	115.307	115.480
Avril	214.400	130.000	Octobre	671.576	60.000
Mai	196.854	125.400	Novembre	307.861	105.491
Juin	201.138	81.209	Décembre	729.917	200.480

Maison Baring Brothers. — Le rapport de la maison Baring Brothers and Comp., pour l'exercice 1894, fait ressortir, y compris le solde reporté, un bénéfice net de 101.103 liv. st.

Le Conseil propose de consacrer 90.000 liv. st. au paiement d'un dividende de 7 0/0, plus un boni de 10 liv. st. par action, constituant ensemble pour l'année un dividende de 9 0/0.

Le solde de 11.103 liv. ster. serait reporté à nouveau.

Clearing-House

Résultat des compensations du 31 janvier au 6 Février

	£		£
Jeudi 31 janv.	59 577.000	Lundi 4 fév.	21 657.000
Vendredi 1 fév.	32 469 000	Mardi 5 fév	20 105.000
Samedi 2 fév.	23.066.000	Mercredi 6 fév.	20.784 000
		Total	180.658.000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 125.945.000.

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 8 février 1895.

Le marché fait preuve de tendances plus calmes et les transactions restent plus hésitantes en attendant que la question américaine soit terminée. Les Consolidés ont eu des rachats qui ont relevé leurs cours ; les grandes valeurs de placement sont bien tenues.

Les fonds internationaux, alourdis au milieu de la semaine, ont repris depuis hier sous l'influence des bourses étrangères. Il n'y a eu de lourdeur persistante que sur les valeurs turques, à cause du rappel de l'ambassadeur ottoman coïncidant avec les déclarations du message de la Reine. Le soutien que leur prêtent les achats parisiens a permis du moins à ces fonds de ne pas enregistrer un fort recul.

L'annonce de troubles à Rio a provoqué des offres en Brésilien ; le démenti donné à cette nouvelle a amené ensuite une reprise.

Les Mexicains 6 0/0 sont bien tenus.

Les Chemins américains sont en hausse sur l'emprunt avec des rachats pour New-York.

Le Rio est toujours très faible, tandis que la De Beers poursuit sa progression.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 6 février 1895.

Les Elections municipales à Vienne. — Un nouveau parti hongrois. — L'Assemblée générale de la « Banque d'Autriche-Hongrie ». — Les Pourparlers relatifs au renouvellement du privilège de la Banque.

La période électorale est déjà ouverte à Vienne pour le renouvellement de la Municipalité qui doit avoir lieu en avril. Socialistes, antisémites, démocrates, etc., etc., tiennent réunion sur réunion pour arrêter la liste des candidats. De leur côté, les libéraux allemands cherchent à s'organiser d'une façon solide. La lutte promet d'être vive.

Le Parlement se réunira sans doute dans les premiers jours de mars, les Diètes devant clore leurs sessions d'ici à une dizaine de jours.

En Transleithanie, on se préoccupe beaucoup des agissements du nouveau parti dit « du peuple », à la tête duquel se trouve le comte Esterhazy et qui groupe tous les adversaires des lois politico-ecclésiastiques. Ce parti ajoute au programme des cléricaux la poursuite des réformes agrariennes et la réalisation des vœux des populations non magyares.

Mais le Gouvernement vient de remporter un succès, contre les candidats de ce parti, dans la personne des Ministres, qui, conformément à la loi, se sont représentés aux suffrages des électeurs. Les Ministres des finances, de la justice et du commerce ont été élus à une grande majorité, et la réélection de M. Banffy est également assurée.

L'assemblée générale des actionnaires de la *Banque d'Autriche-Hongrie*, qui a eu lieu lundi dernier, a approuvé le bilan de l'exercice 1894. Ainsi que je vous l'ai déjà dit, le dividende est fixé à 42 fl. 90, au lieu de 44 fl. 30 en 1893.

Je ne reviendrai pas sur les chiffres contenus dans ma lettre du 30 janvier, mais il convient de vous signaler un passage essentiel du rapport lu par le secrétaire général.

M. Mezencseffy constate que la baisse des exportations a entravé l'an dernier, dans une certaine mesure, le développement économique de la Monarchie ; toutefois, l'esprit d'entreprise n'a cessé de grandir, ainsi que l'attestent les nombreux groupements de capitaux effectués en 1894. D'autre part, la situation du marché monétaire a été plus satisfaisante et le taux d'intérêt plus stable que pendant les années antérieures.

Le secrétaire général déclare aussi que si la Banque s'est montrée réservée pour les avances sur titres, cette mesure n'était pas dirigée contre telle ou telle valeur, et encore moins contre les rentes de l'Etat. Au surplus, je vous ai dit, maintes fois, à ce propos, que la rigueur relative dont les Banques viennoises ont fait preuve pour les prêts d'argent avait pour but unique d'enrayer la spéculation malsaine, toujours prête à abuser des facilités de l'argent.

J'aurai occasion de revenir encore sur ce rapport, en raison des négociations entre la *Banque d'Autriche-Hongrie* et l'Etat, relatives au renouvellement du privilège. Ces négociations doivent être reprises à bref délai ; mais on ne sait pas encore dans quel sens la Banque modifiera ses premières propositions repoussées l'an dernier. Il me revient que les deux Gouvernements insisteront sur l'amortissement de la Dette de 80 millons de florins (devant être réduite cette année à 76.857.000 de florins d'après les chiffres donnés dans ma lettre du 30 janvier) avec des facilités pour le Trésor; on passerait un compromis en vertu duquel l'Etat règlerait le quart de la Dette en or, les trois autres quarts devant être amortis progressivement par sa part sur les bénéfices de la Banque. Mais cette part ne compterait plus après prélèvement de 7 0/0 de dividende; on abaissera sans doute la limite à 5 0/0.

L'entente avec la *Banque d'Autriche-Hongrie* est intimement liée à la continuation des opérations de la *Valuta*. Le nouveau Ministre des finances, M. de Lukacs, semble l'avoir compris, si on en juge par les déclarations qu'il a faites, la semaine dernière, à un rédacteur de la *Nouvelle Presse Libre*. En outre, le successeur du Dr Wekerlé estime qu'il faut bannir les questions politiques du domaine économique et financier et que la création d'un Etablissement de crédit autonome, en Hongrie, ne lui semble pas opportune, car elle aurait pour conséquence d'accroître les difficultés en compliquant les négociations.

Aussi bien la récente crise politique hongroise, qui a abouti à la retraite du Dr Wekerlé, a retardé quelque peu la marche de la réforme monétaire, les deux Ministres des finances n'ayant pu arriver à une entente en ce qui touche le renouvellement du privilège de la Banque. Cette dernière, on le conçoit, ne pourra pas prendre des dispositions définitives en vue de la reprise des paiements en espèces, tant que sa situation ne sera pas réglée d'une façon définitive vis-à-vis de l'Etat.

Informations Économiques et Financières

La Circulation des Bons de Salines en Autriche. — A fin janvier 1895, la circulation des *Bons de Salines* s'élevait à 61 millions de florins, soit une augmentation de 22 millions pendant ledit mois, par rapport au chiffre relevé au 31 décembre 1894.

Le Stock d'Or de la Hongrie. — D'après les chiffres arrêtés par la Commission hongroise de contrôle, les existences de caisse de la Hongrie se composaient au 31 décembre 1894, de 160.892.532 couronnes (dont 107.142.857 couronnes formant la contre-partie des 45 millions de florins-or sortis des caisses de l'Etat, et 53.749.675 couronnes représentant les 24 millions de florins d'obligations rente-or 4 0/0 qui ont été émises).

Sur ce total, 15.494.493 couronnes ont été placées à intérêts, et on a frappé 145.398.039 couronnes. Ces dernières se décomposent en 32 millions de couronnes déposées à la *Banque d'Autriche-Hongrie* et 113 398.039 couronnes existant dans les Caisses centrales de l'Etat.

Le Mouvement des Valeurs à la Bourse de Vienne, en 1894. — Le rapport annuel présenté aux actionnaires du *Wiener Giro et Kassenverein* contient des renseignements fort intéressants sur le mouvement des valeurs à la Bourse de Vienne pendant l'année 1894.

Ce mouvement s'est élevé à 4 milliards 388 millions de florins, en plus-value de 1 milliard 57 millions de florins sur 1893.

Le chiffre des transactions sur les actions de Banques d'Entreprises industrielles et de transports s'est augmenté de 5 millions de titres représentant une valeur d'après les cours de 1.200 millions de florins ; par contre, les opérations sur titres d'Etat, obligations hypothé-

caire, priorités, etc., ont baissé de 148 millions de florins.

Ces chiffres donnent la mesure de la tendance spéculative qu'a eue, l'an dernier, la Bourse de Vienne.

L'Emprunt pour les Voies de communication de Vienne. — Le *Fremdenblatt* annonce que le Syndicat, constitué l'an dernier, entre la *Unionbank* de Vienne et la maison Mendelssohn et Cie de Berlin, pour l'emprunt de 81.490.000 couronnes, émis par la Commission des voies de communication de la capitale cisleithanéenne, a placé tous les titres.

Les comptes définitifs du Syndicat vont être bouclés incessamment.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 8 février 1895.

Le resserrement monétaire, qui se traduit par une hausse des taux de report (variant entre 5 1/2 et 10 0/0), a pesé, cette semaine, sur le marché viennois. Les transactions ont été peu actives, mais la tendance n'en reste pas moins ferme; on prépare le terrain pour les nombreuses affaires qui doivent être lancées d'ici au 30 juin : conversions, émissions de rentes-or ou d'actions de Sociétés industrielles, etc., etc. En outre, plusieurs Etablissements de crédit, aussi bien à Vienne qu'à Budapest, s'apprêtent à augmenter leur capital.

Sur le marché de l'escompte, on cote de 3 1/2 à 3 5/8 pour les premières acceptations de Banque et de 3 3/4 à 3 7/8 pour le bon papier de commerce.

BULGARIE

Le Commerce extérieur de la Bulgarie, en novembre 1894. — En novembre 1894, les *importations* se sont élevées à 8.753.488 francs et les *exportations* à 6.308.615 fr., soit, par rapport à novembre 1893, une augmentation de 384.923 francs pour les premières et une diminution de 231.936 francs pour les secondes.

Ces chiffres se répartissent comme suit, entre les divers pays :

De ou pour :	Importations	Exportations
Autriche-Hongrie... Fr.	3.186.858	120.271
Allemagne	588.307	1.627.104
Angleterre	1.387.106	294.088
France	363.869	609.215
Belgique	111.137	127.916
Italie	289.032	1.850
Roumanie	251.637	19.612
Russie	875.387	1.781
Serbie	67.905	905
Turquie	1.460.130	3.101.763

Les principaux facteurs de l'exportation sont : les animaux vivants, 640.362 francs; les fourrages, 346.413; les céréales, 4.554.741; peaux, 53.586; produits textiles, 398.654; articles en bois, 62.677; parfumerie, 102.128 francs.

Si nous ajoutons les chiffres de novembre à ceux des dix premiers mois (voir l'*Economiste Européen* no 157 du 12 janvier 1895), nous trouvons pour les onze premiers mois de 1894 :

	Onze premiers mois 1894	1893
	En francs	
Importations	89.892.339	82.059.256
Exportations	56.786.541	87.008.364

Les Finances de l'Etat bulgare. — Pendant le mois d'août 1894, les caisses de l'Etat ont reçu 19.505.086 fr. 83 et ont payé 12.246 056 fr. 35.

Du 1er janvier au 31 août 1894, les *recettes* se sont élevées à 184.273.079 fr. 67, et les *dépenses* à 151 millions 430.618 fr. 44, soit un excédent de 32.842.461 fr. 23 en faveur des recettes.

Si on ajoute à cette somme l'existence du 1er janvier 1894, soit 12.064.691 fr. 63, l'encaisse au 1er septembre 1894 ressort à 44.907.152 fr. 86.

Le Rendement des impôts en Bulgarie. — Dans l'*Economiste Européen* du 22 février 1895, no 160, nous avons indiqué le rendement des impôts directs en novembre 1894.

Pendant ce même mois, les *impôts indirects* ont rendu 1.266.917 fr. 57, soit une plus-value de 256.266 fr. par rapport à novembre 1893.

La Banque nationale de Bulgarie. — On annonce que les bénéfices de la *Banque nationale de Bulgarie* s'élèvent, pour l'exercice 1894, à 1.300.000 francs, en plus-value de 123.000 francs sur 1893.

Ce chiffre représente, eu égard au capital versé et au fonds de réserve, un rendement de 12 0/0 environ, soit 1 1/2 0/0 de plus qu'en 1893.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 6 février 1895.

Le Projet de Budget de 1895-96. — La Surtaxe sur les blés et les recettes des Compagnies de Chemins de fer.

M. Canalejas a voulu faire une surprise au pays en déposant, plus tôt qu'on ne s'y attendait, son projet de budget pour 1895-96. Mais l'œuvre qu'il donne est des plus incomplètes.

S'il a le mérite de redresser certaines erreurs commises par M. Gamazo, la partie la plus importante de son programme se trouve comprise dans des projets de loi annexes, qu'il conviendra d'étudier séparément pour pouvoir apprécier l'ensemble en parfaite connaissance de cause.

En attendant que ses projets soient établis et votés, il faut s'en tenir aux anciens éléments, c'est-à-dire aux évaluations de recettes et aux crédits demandés.

Ces évaluations sont assurément optimistes; elles prévoient, entre autres, des plus-values de 25 millions pour les douanes — alors que les nouveaux droits sur les blés ont pour but de restreindre les importations! —, de 3.300.000 pesetas pour la contribution territoriale, de 1.200.000 pesetas pour les ressources éventuelles, de 2 millions 317.000 pesetas pour l'imôt de consommation, de 4.300.000 pesetas pour le timbre, de 1.000 000 de pesetas pour les soldes et appointements, de 2.000.000 de pesetas pour les Hôtels des Monnaies, etc., etc.

Quant aux dépenses, le Ministre, s'appuyant, sans doute, sur la baisse du change extérieur, réduit de 7 1/2 millions les charges de la Dette; mais, au lieu de réaliser des économies, il augmente de 3 1/2 millions les frais des divers Ministères.

Dans son exposé, M. Canalejas, attachant une grande importance aux réformes administratives et à la fermeté avec laquelle on doit poursuivre les rentrées, estime que le budget présente une élasticité suffisante pour arriver à l'équilibre. Mais il se propose d'enlever aux autorités locales le soin de répartir et de recouvrer les impôts ; ce point spécial fera l'objet d'un projet de loi.

En ce qui concerne les colonies agricoles, on les reverra d'une façon très rigoureuse; déjà 768 concessions, sur 2.000, sont devenues caduques.

Grâce à des modifications de tarifs et aux mesures tendant à réprimer la contrebande, le Ministre compte sur une augmentation de rendement des tabacs ; de même il espère obtenir de meilleurs résultats pour l'impôt des droits royaux, en l'affermant, comme le proposaient ses prédécesseurs, mais en modifiant les conditions de l'affermage.

Malgré les moins-values des nouveaux impôts imaginés par les libéraux (voitures de luxe, explosifs, etc.), et malgré la crise minière et agricole, M. Canalejas constate que, pendant le premier semestre de l'exercice 1894-95, les recettes du Trésor se sont sensiblement améliorées par rapport à 1893-94, bien que l'avance de 50 millions consentie par la *Banque d'Espagne* figure dans les comptes de ce dernier. On a pu ainsi faire face aux charges du budget extraordinaire avec les ressources du budget ordinaire.

La progression des recettes ressort des chiffres suivants : en 1891-92, 689.425.851 pesetas ; en 1892-93, 719.473.690 ; en 1893 94, 767.307.582 ; pour 1894-95, on table sur 773.994.593 pesetas.

Telles sont les grandes lignes de l'exposé.

En résumé, le Ministre des finances s'est dépêché de dresser un budget pour la galerie ; mais les chiffres de recettes sont manifestement exagérés et les points les plus essentiels sont réservés dans des projets annexes, qui ne sont pas encore élaborés. Bien mieux, certains d'entre eux, comme l'affermage du canal Isabelle II ou celui des mines de Torreviejas, sont irréalisables.

Constatons toutefois, que, pour la première fois, la publication du budget a provoqué une hausse sur les valeurs espagnoles ; mais cette hausse s'est produite... à Paris et non à Madrid.

La question des blés est réglée : le droit d'entrée sur les blés étrangers va être élevé de 7 50 à 10 pesetas par 100 kilogrammes. On espère qu'il en résultera, entre autres avantages, une augmentation de recettes pour les Compagnies de chemins de fer, qui auront à transporter les immenses approvisionnements entassés dans les magasins. Comme je vous l'ai déjà expliqué, les consommateurs, groupés sur la périphérie de la Péninsule, prenaient jusqu'à présent les produits étrangers.

A ce propos, les diminutions de recettes des Compagnies doivent être attribuées aux violents ouragans qui se sont déchaînés dans le pays; sur nombre de points, la circulation s'est trouvée interrompue, et il a fallu réparer les dégâts des voies.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er au 21 janvier (3 semaines)

	1892	1893	1894	1895
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	808.122	741 897	753 916	713 578
Nord de l'Espagne (1959 k.)	3.256.970	2.954.147	2.973 394	2.464 301
Asturies (741 kil.)	460 961	581 156	644.715	421.449
Lérida-Reus (103 kil.)	99.640	88 832	81 228	75.873
Almansa-Valence (460 kil.)	634 920	586.139	6 3.110	565.369
Saragosse (2672 kil.)......	3.170.083	2.797 416	2 692 983	2.531.870

Le Projet de Budget de 1895-96 en Espagne. — Voici le projet de budget présenté aux Cortès, par M. Canalejas, pour l'exercice 1895/96 :

RECETTES

	Pesetas
Contributions directes............................	290.680.810
— indirectes	304.230.000
Monopoles	127.105.000
Propriétés :	
Revenus..	18.615.312
Aliénations..	1.924.000
Ressources du Trésor :	
Ordinaires	13.875.000
Extraordinaires	2.000.000
Total des recettes..........................	758.430.122

DÉPENSES

Maison royale.......................................	9.500.000
Corps législatif....................................	1.651.085
Dette publique	318.969.011
Frais de justice....................................	1.659.090
Classes passives	55.016 400
Présidence du Conseil des Ministres	833.050
Ministère des Affaires Etrangères...............	4.763.945
— des Graces et Justice :	
Obligations civiles..................	12.395.508
— ecclésiastiques..........	40.354.521
— de la Guerre	139.486.281
— de la Marine..............................	23.470.114
— de l'Intérieur..............................	26.964.620
— des Travaux publics......................	85.377.246
— des Finances..............................	16.145.475
Dépenses des Contributions et Rentes publiques	28.118.002
Colonie de Fernando-Po..........................	655.000
Total des dépenses	765.409.882

RÉCAPITULATION :

Recettes	758.430.122
Dépenses	765.409.882
Déficit..........................	6.979.760

Le Budget Espagnol de 1894-95. — En vertu du décret royal du 28 juin 1894, les prévisions de 1893-94 étaient applicables à l'exercice 1894-95, sauf modifications à introduire ultérieurement.

Mais le désarroi des divers services qui a amené le Gouvernement à demander aux Cortès des crédits extraordinaires, les changements introduits dans la loi de comptabilité d'après lesquels on a considéré comme augmentations de recettes ou de dépenses les sommes encaissées ou payées pour compte des exercices antérieurs, ont eu pour effet de faire établir comme suit les prévisions du budget de 1894-95 :

	Pesetas
Recettes....................	798.975.920
Dépenses..................	804.949.965
Déficit..............	5.974.045

En regard de ces chiffres, il convient de placer les recettes et les dépenses déjà réalisées, et celles qui viendront encore s'ajouter d'ici à la fin de l'exercice. On a ainsi le budget suivant :

	Pesetas	Pesetas
Recettes		
Jusqu'à fin décembre 1894......	402.995.570	
Probables pendant le 2e semest.	364.715.872	767.711.442
Dépenses		
Effectives jusqu'à fin déc. 1894.	361.892.421	
Probables pendant le 2e semest.	411.743.305	773.635.726
Déficit..........................		5.924.284

Budget extraordinaire

Les 234 millions qui ont alimenté ce budget ont été complétés par les 50 millions remis au Trésor par la Banque d'Espagne le 1er juillet 1893, lesdits 50 millions formant le dernier lot de l'avance de 150 millions prévue par la loi du 14 juillet 1891.

Depuis la création de ce budget (loi du 7 juillet 1888) et jusqu'à la fin de décembre 1894, les paiements pour

	Pesetas
la Dette publique et pour les Ministères de la Guerre, de la Marine et des Travaux publics, se sont élevés à..................	208.225.638
à valoir sur le total ci dessus de.........	234.000.000
Soit, au 31 décembre 1894, un excédent de................................	25.774.361

Cet excédent se répartit comme suit :

Dette publique	11.103
Ministère de la Guerre......	389.492
— de la Marine......	25.297.568
— des Trav. publics.	76.197
Total..............	25.774.361

Le Budget de 1893/94 en Espagne. — En présentant aux Cortès le projet de budget de 1895/96, le Ministre des finances a exposé les comptes définitifs du budget de 1893/94 qui se présente comme suit :

Recettes....................	749.563.003 11
Dépenses....................	763.219.972 90
Déficit	13.656.969 79

Rappelons que les échéances de la Dette publique du 4e trimestre de l'exercice 1893/94 ne figurent pas dans ces chiffres, non plus que les subventions aux Compagnies de chemins de fer qui n'ont pas été réglées.

Le Commerce extérieur de l'Espagne en 1894. — Voici, d'après les statistiques officielles qui viennent d'être publiées, les chiffres totaux du commerce extérieur en 1894 (pour les douze mois) comparés avec ceux des deux années antérieures :

	1894	1893	1892
	En millions de pesetas		
Importations	743,63	674,97	751,72
Exportations	600,59	609,90	663,02
Excédent des importations sur les exportations	143,04	65,07	88,70

Comme on le voit, les *importations* n'ont cessé d'augmenter pendant toute l'année dernière. On constate, toutefois, que la plus-value porte, en partie, sur les matières premières ; ainsi le coton en balles est passé de 76 millions en 1893 à 91 millions en 1894, et cette progression est un indice du développement industriel.

Voici le tableau relatif aux importations de céréales pendant les deux dernières années :

Blés — Provenances	1893	1894
	En millions	de kil.
Etats-Unis	51 81	34
France	34 90	19
Russie	126 63	240 02
Turquie	54 64	17 73
Autres pays	150 65	113 71
Total	418 66	425 85
Farines	7 17	7 51
Autres Céréales :		
France	780 585	4 12
Maroc	4 004	4 17
Roumanie	8 37	16 05
Russie	2 26	10 07
Turquie	2 17	6 13
Total	20 51	48 69

En ce qui concerne les *exportations*, la baisse porte sur presque tous les chapitres et notamment sur les substances alimentaires, c'est-à-dire les vins.

Viennent ensuite les métaux et dérivés, sauf pour le fer en lingots, qui accuse une légère augmentation.

La Situation du Trésor espagnol au 31 décembre 1894. — D'après l'exposé budgétaire de M. Canalejas, la situation du Trésor espagnol au 31 décembre 1894, s'établissait comme suit :

Actif : 969 millions dont : 226 millions réalisables dans le délai d'une année, 189 millions à échéance plus éloignée, et 554 millions considérés comme irréalisables.

Passif : 504 millions exigibles à courte échéance ; 351 millions à échéances plus éloignées et 325 millions non exigibles. Il résulte de ces chiffres que le solde passif du Trésor à courte échéance est de 278 millions.

Les obligations à échéance d'une année sont inférieures de 13 millions aux sommes indiquées dans les prévisions budgétaires de 1894-1895, par suite des augmentations de recettes.

Le Commerce extérieur des Iles Philippines en 1893. — D'après les chiffres que l'Administration vient de publier, le commerce extérieur des îles Philippines a donné, en 1893, les résultats suivants :

La valeur des exportations et des importations réunies a été, pour l'année 1893, de $	62.104.700
En 1892, elle avait été de	51.793.942
soit une différence de $	10.310.758

en faveur de 1893.

Ces chiffres se répartissent ainsi qu'il suit entre les deux années :

	1893 Piastres	1892 Piastres	Diff. pour 1893 Piastres
Exportations	36.187.966	27.976.569	+ 8.211.397
Importations	25.922.515	23.817.373	+ 2.105.142
Totaux	62.110.481	51.793.942	+ 10.316.539

Les *exportations* ont donc bénéficié d'une augmentation de 8 millions de piastres, et les *importations* se sont accrues de 2 millions, de l'année 1892 à l'année 1893, d'après les évaluations de l'Administration de la douane des Philippines.

En comparant les quantités exportées et importées on constate que l'augmentation de 10 millions de piastres provient de l'accroissement des exportations d'*abaca*, de sucre et de bois de teinture et des importations d'huiles minérales, de produits alimentaires, d'allumettes, de tissus de coton, de chanvre, de lin, de laine, de vins, etc. Cette augmentation est atténuée par la diminution survenue dans les exportations de café, de tabac et de cigares et dans les importations de riz, de fils de coton, de parapluies, de tissus de soie, etc.

Le total des droits de douane perçus dans les Philippines, pendant l'année 1893, a été de $	4.238.815 57
En 1892, il avait été de	4.025.513 12
Il y a donc une augmentation, en faveur de 1893, de $	213.302 45

Voici le détail des différents droits de douane recouvrés dans le cours de ces deux années :

Nature des droits	1892 Piastres	1893 Piastres
Droits d'importation	3.493.257 73	3.519.109 05
— d'exportation	»	314.930 90
— de navigation	»	592 41
Saisies et amendes	19.090 39	17.557 59
Droits de dépôt commercial	504 34	547 76
— de consommation	1.472 47	1.261 01
— de chargement	505.069 04	12 29
— de déchargement	38 78	380.772 90
— de 50 0/0 de surtaxe	747 20	94 72
— divers	5.333 17	3.936 94
Totaux	4.025.513 12	4.238.815 57

Le Mouvement commercial du port de Las Palmas (Grande Canarie) en 1893. — Le mouvement commercial du port de Las Palmas en 1893, importations et exportations comprises, a été sensiblement supérieur à celui de l'année précédente. Il a atteint le

chiffre de	18.222.012	pesetas
Il s'était élevé en 1892	13.369.699	—
Soit une différence totale de	4.852.313	—

en faveur de 1893.

Tableau comparatif des importations et exportations

IMPORTATIONS

Noms des puissances	1892 Pesetas	1893 Pesetas	Augment. 1893 Pesetas	Diminut. 1893 Pesetas
Allemagne	712.788	440.090	»	272.698
Angleterre	4.907.688	6.075.290	1.167.602	»
Confédération Argentine	172.429	89.101	»	83.328
Espagne	»	756.588	»	»
Colonies espagnoles	388.280	643.953	1.012.261	»
Etats-Unis	592.348	728.602	136.254	»
France	389.661	401.122	11.461	»
Italie	69.486	98.710	29 224	»
Maroc	217.309	351.195	133.886	»
Divers	462.230	98.362	»	363.868
Totaux	7.912.219	9.683.013	2.490.688	719.894

Différence en faveur de 1893 : 1.770.794 pesetas.

EXPORTATIONS

Noms des puissances	1892 Pesetas	1893 Pesetas	Augment. 1893 Pesetas	Diminut. 1893 Pesetas
Allemagne...	190.032	249.046	59.014	»
Angleterre...	2.874.827	3.730.434	855.607	»
Confédération Argentine..	»	»	»	»
Espagne.....	»	1.127.183	»	»
Colonies espagnoles.....	1.483.095	2.523.286	2.167.374	»
Etats-Unis...	»	»	»	»
France......	395.275	670.954	275.679	»
Italie........	70.383	88.800	18.417	»
Maroc........	136.209	126.116	»	10.093
Divers.......	307.659	23.180	»	284.479
Totaux..	5.457.480	8.538.999	3.376.091	294.572

Différence en faveur de 1893 : 3.081.519 pesetas.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 8 février 1895.

Notre marché est en reprise et suit l'impulsion des places étrangères; pourtant, les dispositions à la hausse sont moins accentuées ici qu'à Paris. Le découvert étant assez considérable, il se peut que le mouvement s'accentue.

On commence à se montrer moins enthousiaste du budget de M. Canalejas et on attend avec impatience le dépôt des nombreux projets qui doivent le compléter.

GRÈCE

LA SITUATION

Athènes, 31 janvier 1895.

Renversement du ministère Tricoupis. — Les Manifestations populaires. — Le Nouveau cabinet. — La crise viticole.

Enfin, la Grèce est débarrassée de l'homme néfaste. L'indignation populaire a fait justice du Ministre qui proclamait allègrement du haut de la tribune la banqueroute nationale, dont il était seul responsable.

Déjà la majorité se détachait peu à peu de sa personne. Il ne réunissait que difficilement l'*apartie* ou *quorum*, pendant que la crise viticole et le projet de suppression des octrois soulevaient les populations de l'Elide, de l'Achaïe, de la Corinthie et des autres parties du Péloponèse. Les manifestants se déclaraient prêts à refuser le paiement de l'impôt, si le Gouvernement ne découvrait pas un moyen de soulager la propriété rurale. M. Tricoupis tenait bon; mais il n'a pu résister au soulèvement général de la population d'Athènes.

La veille du Jour de l'An, un syllaliterion (meeting) se forma sur la place de l'Omonia.

Les propriétaires et les patentés s'étaient réunis presque subitement pour protester contre la suppression des diapylies et surtout contre les nouveaux impôts, qui devaient remplacer ce revenu urbain. Une délégation fut chargée de présenter au Roi une pétition.

Le président de la délégation, M. Bacalopoulo, fut merveilleusement reçu par le souverain, auquel il déclarait : « Sire, le peuple a faim, il n'a plus confiance qu'en vous. »

M. Tricoupis, auquel s'était aussi présentée la délégation, répondit par des plaisanteries tout à fait déplacées et mit ainsi le feu aux poudres. Un nouveau meeting fut convoqué pour le 5-17 janvier, et toutes les classes de la population s'y rendirent en masses compactes. M. Bacalopoulo, rendant compte de sa double entrevue avec le Roi et avec le premier Ministre, n'hésita pas à répéter les langage éhonté de M. Tricoupis : « Il nous a dit que nous devons souffrir de la faim pour devenir plus sveltes et vendre nos maisons pour qu'elles soient achetées par les boursicotiers qui l'entourent. Il n'a pas la moindre compassion pour nos souffrances. Aussi, je vous propose de le maudire. »

« Anathema! Anathema »! s'écria la foule, et c'est à ce cri que s'est faite la révolution pacifique, qui a renversé M. Tricoupis.

Le 8/20 janvier, un nouveau syllaliterion fut annoncé. L'intervention et la brutalité de la police mirent le comble à l'indignation populaire. Les troupes, réunies sans l'ordre du Prince royal, commandant du corps d'armée d'Athènes, blessèrent plusieurs citoyens honorables. On ne sait guère ce qui serait arrivé sans l'intervention du duc de Sparte. Acclamé par la foule et justement irrité des mouvements militaires prescrits sans son ordre, il fit retirer la troupe.

C'est en s'appuyant sur cette intervention qu'il prétendait contraire aux lois, que M. Tricoupis s'est décidé à remettre sa démission.

Le télégraphe vous a déjà transmis les noms des nouveaux Ministres. C'est un Cabinet d'affaires. Ses membres sont surtout connus pour leur honorabilité indiscutable. Ils ne représentent aucune politique particulière. Mais ils feront les élections et laisseront au peuple le droit de choisir librement ses représentants.

Malheureusement, les gens sensés doutent que la Constitution actuelle puisse permettre l'établissement d'un régime sain et honnête, à l'abri des compétitions et des appétits personnels.

C'est toujours la crise viticole, c'est-à-dire la mévente des raisins secs, qui bouleverse la situation économique du pays. Cependant, il est permis de concevoir quelques espérances. Les raisins de Corinthe trouvent, dans les ports de la Russie méridionale, un débouché toujours croissant. Les classes populaires s'y habituent et en demandent des quantités croissantes. En trois mois, les prix ont monté de 50 0/0 à Odessa au grand profit des détenteurs.

Grâce au développement de l'exportation en Russie, la situation critique des propriétaires agricoles s'améliorera peut-être dans des proportions inespérées.

Je vous envoie ci-inclus le dernier bilan de la Banque Nationale.

Banque Nationale de Grèce
Bilan général au 31 décembre 1894
Actif

Encaisse métallique	1.975.539
Billets des Banques ionienne et épiro-thess.	446.475
Billets de 1 et 2 drachmes	2.682.236
Mandats sur le Trésor	71.754
Comptes à l'étranger	7.299.343
— de Rothschild frères, Paris	141.399
Prêts à l'Etat en vertu du cours forcé	74.713.494
— — en billets de 1 et 2 drachmes	7.035.000
Avances au Gouvernement	10.418.098
Obligations des emprunts de l'Etat	38.667.740
Prêts à la Caisse des routes nationales	1.711.545
Prêts aux communes, ports et autres personnes légales	20.778.557
Prêts en obligations au porteur	6.515.340
Portefeuille	9.281.777
Effets agricoles	1.082.331
Effets de commerce échus	1.788.398
Effets agricoles échus	3.002.412
Arriérés des prêts amortissables et communaux	264.600
Prêts sur 1re hypothèque	33.734.722
— en comptes courants	3.351.403
Prêts amortissables	182.972
Avances sur titres	1.390.852
— en compte courant	1.769.136
Obligations à lots de la Banque nationale.	1.996.002
Actions de Sociétés locales	2.315.621
Locaux de la Banque	2.116.202
Immeubles adjugés à la Banque	4.114.139
Créances en souffrance	1.428.488
Frais de premier établissement	989.203
Comptes divers	1.421.844
Rachat de la participation de l'Etat aux bénéfices de la Banque	3.153.920
Comptes divers de la Banque avec les succursales	502.638
	246.347.192

Passif

Capital social	20.000.000
Réserve statutaire et fonds de prévoyance	11.500.000
Billets de banque en circulation	102.452.000
— de 1 et 2 drachmes	7.000.000
Dépôts à intérêts	89.839.107
— sans intérêts	7.850.532
Caisse d'épargne	1.343.136
Billets à ordre	1.017.614
Dividendes non réclamés	600.427
— du 2e sem. 94 à dr. 50	1.000.000
Réescompte du portefeuille	44.443
— des effets agricoles	9.613
Intérêts d'avances au Gouvernement, proportion du semestre prochain	136.032
Dépôts en espèces sans intérêt	174.464
Service de l'emprunt à lots de la Banque	2.620.561
Recettes pour compte du service d'emprunts de l'Etat	143.305
Service d'emprunts de l'Etat	132.821
Caisse de l'emprunt de l'Etat de 100.000.000	26.852
Comptes divers à l'étranger	424.415
Profits et pertes, solde à nouveau	31.867
Total	246.347.192

Pour l'édification du public, nous dégageons de ce bilan les comptes exprimés en or ou en espèces :

Actif

Compte de Rothschild frères, Paris, somme versée par le Gouvernement ou crédit du compte de l'emprunt en or de la loi du cours forcé	141.399
Prêt à l'Etat en vertu du cours forcé, en espèces	13.923.872
Avances au Gouvernement, en or	7.102.845
Obligations des emprunts de l'Etat	3.115.252
Prêts en obligations au porteur, en or	13.035.780
Somme des escomptes de l'actif, en or ou en espèces	37.319.148
A ajouter encaisse métallique	1.975.539
Total de l'actif, espèces en or	39.294.687

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 6 février 1895.

Le Nouvel ambassadeur à Paris — Le Service de Trésorerie et les Banques méridionales. — Les Constructions de Chemins de fer. — La Question sicilienne.

C'est décidément le comte Tornielli qui remplace M. Resmann en qualité d'ambassadeur d'Italie à Paris. Ce choix est très diversement commenté ici, mais, dans les sphères officielles, on assure qu'il n'a rien de désobligeant pour la France.

Vous savez que le service de la Trésorerie est confié, depuis le 1er février, à la *Banque d'Italie ;* la transmission des pouvoirs s'est faite, dans toutes les provinces, dans les meilleures conditions. Mais voici qu'une partie de la presse proteste en alléguant que l'entente entre l'Etat et la Banque d'Italie cause le plus grand préjudice aux Banques méridionales. Nos confrères auraient voulu que le service de la Trésorerie fût confié, dans leurs régions respectives, à la *Banque de Naples* et à la *Banque de Sicile.*

Etant donnée la prorogation des Chambres, ces protestations resteront sans portée, car elles ne seront pas appuyées par des interpellations ! Au surplus, la *Banque de Naples* étant dirigée actuellement par un commissaire royal, son Conseil n'a plus voix au chapitre.

En effet, par décret royal en date du 3 février, M. Giovanni Simeoni, directeur général au Ministère des finances, a été investi de ces fonctions ; ce même décret prescrit au Ministre de présenter au Parlement, avant le 30 juin 1895, un projet de loi relatif à la réforme des statuts de la *Banque de Naples.* Dans son rapport au Roi, M. Sonnino explique que la mesure prise est la conséquence des irrégularités constatées par les inspections spéciales de 1893 et de 1894, et de la nécessité de réorganiser, sur des bases solides, le crédit et la circulation dans une des régions les plus importantes de l'Italie.

Certains journaux ont prêté, ces temps derniers, au Ministre des travaux publics l'intention de reprendre l'exécution des constructions de Chemins de fer décrétées par la loi de 1888. Ce serait un grave danger pour le budget, mais la nouvelle a été démentie dans les sphères officielles.

S'il faut en croire le *Popolo romano,* le Gouvernement ne songerait en aucune façon à augmenter les charges budgétaires en poursuivant l'exécution du réseau ferré ; mais il entendrait maintenir, dans leur intégralité, les crédits ouverts, en étudiant une combinaison permettant de hâter les travaux les plus urgents.

En résumé, dit notre confrère, il s'agit, non de suspendre, mais de ralentir l'exécution de la loi de 1888, en maintenant les dépenses relatives aux Chemins de fer dans leurs limites actuelles. On étudierait, simultanément, une combinaison permettant de faire passer le service des constructions entre les mains des trois grandes Sociétés qui exploitent le réseau italien. Grâce à cet accord, les populations n'attendraient plus indéfiniment la réalisation de leurs vœux et le développement des lignes s'accomplirait sans secousses pour le budget.

M. di Rudini, ancien Président du Conseil, vient de publier une brochure intitulée : *Terre incolte e latifondi,* dans laquelle il combat le projet de loi de M. Crispi relatif à la Sicile. L'auteur estime que le morcellement des propriétés en faveur des paysans serait une faute, car il développerait les tendances socialistes qu'à son avis, le Gouvernement a tort d'encourager. M. di Rudini pense qu'il suffirait de modifier les contrats entre propriétaires et paysans pour remettre les choses au point.

Cette question est, en effet, fort délicate ; mais il importe de la résoudre au plus tôt, en raison de l'état des esprits en Sicile. D'après le projet du Gouvernement, élaboré par M. Barazzuoli, les propriétaires de *latifondi* seraient tenus de mettre leurs terres en culture dans un délai déterminé ; quant aux terres appartenant aux Domaines, elles seront réparties entre les paysans, en garantissant contre toute expropriation la maison d'habitation, l'écurie et un hectare d'étendue tout autour. On créera, en outre, à l'aide de fonds siciliens, une caisse de prêts pour l'agriculture.

Informations Économiques et Financières

Les Recettes des Douanes en Italie. — Pendant le mois de janvier 1895, les recettes des douanes italiennes se sont élevées à 19.400.000 lire, en augmentation de 1 million 600 mille lire par rapport à janvier 1894.

Du 1er juillet 1894 au 31 janvier 1895, c'est-à-dire pendant les sept premiers mois de l'exercice financier en cours, les recettes douanières se sont élevées à 136.700.000 lire, soit une moins-value de 100.000 lire en comparaison avec la période correspondante de 1893-94.

L'amélioration est sensible, car, à fin novembre, on constatait une moins-value de 10 millions de lire environ.

Le Crédit Foncier en Italie. — Au 1er janvier 1894, les dix Etablissements exerçant le Crédit foncier en Italie avaient consenti 15.619 prêts pour une somme totale de 738.722.082 lire 18.

Du 1er janvier au 31 août 1894 — c'est-à-dire pendant les 8 premiers mois de 1894, le nombre des prêts s'est accru de 363, pour une somme de 17.141.000 lire, ce qui porte

à 15.982 prêts et à 755.863.451 lire 20 le total des opérations de ces Etablissements.

Le tableau suivant ne comprend pas les opérations de la *Banque Tibérine* et l'*Institut de Crédit Foncier Italien*, et tient compte des extinctions et amortissements à fin août 1894 :

	Nombre de prêts —	Montant Lire	Garantie hypothécaire Lire
Banque de Naples.....	2.339	158.741.938	318.076.500
Banque de Sicile.......	683	29.015.580	62.892.700
Monte Paschi Siena....	658	21.313.538	58.367.716
Œuvre pie de St-Paul de Turin............	2.066	66.770.535	188.775.763
Caisse d'Epargne de Milan..................	3.740	167.708.047	335.881.000
Caisse d'Epargne de Bologne................	1.092	32.439.334	77.626.864
Banque du Saint-Esprit à Rome.............	469	23.857.568	58.974.359
Banque Nationale d'Italie.....	4.678	226.737.388	467.928.345
Banque Tibérine......	»	»	»
Institut Italien de Crédit Foncier..	»	»	»
Totaux........	15.716	726.583.932	1.568.523.158

Ajoutons que l'*Institut Italien de Crédit Foncier* et la *Banque Tibérine* qui, au 31 août 1894, ne faisaient d'opérations qu'en espèces, ont effectué, dans cette même période : le premier pour 27.776.977 lire et la seconde pour 192.503 lire 35 de prêts.

Les Valeurs postales en Italie. — Pendant le premier trimestre de l'exercice financier en cours, c'est-à-dire du 1er juillet au 30 septembre 1894, l'Administration des postes a émis pour une somme totale de 166.362.130 lire de valeurs ou titres de crédit postaux; c'est là une diminution de 6.468.506 lire par rapport à la période correspondante de 1893.

Voici le détail des diverses valeurs :

	1er trimestre 1894-95	
	Nombre de valeurs —	Sommes —
Valeurs ordinaires.........	1.122.537	135.817.075 50
Cartes valeurs..............	913.962	6.860.225 »
Valeurs militaires	89.010	615.982 35
— télégraphiques....	69.457	16.374.972 70
— internationales....	45.968	6.573.189 65
— consulaires	941	94.085 »
Autres titres de crédit.....	29	26.600 »
Totaux	2.241.904	166.362.130 20

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 8 février 1895.

Après plusieurs séances de lourdeur, le marché est devenu plus ferme.

Signalons la bonne tenue des actions de la *Banque d'Italie;* le Conseil supérieur, après avoir entendu l'avis des syndics, vient d'approuver le compte des profits et pertes en fixant à 15 lire par action le dividende du dernier exercice. Ce dividende sera payable aussitôt après le vote du bilan par l'assemblée générale.

Les valeurs de transport, notamment les Chemins Méridionaux, sont plutôt recherchées.

PORTUGAL

LA SITUATION

Lisbonne, 5 février 1895.

Les Négociations entre le Trésor et la Banque. — Les Recettes douanières. — Le Refus du paiement des Impôts. — La Centralisation de l'Administration.

Des négociations sont engagées entre le Trésor et la Banque du Portugal pour modifier les contrats existants; les bruits répandus à ce sujet sont trop contradictoires pour que l'on puisse les rapporter; mais je pense pouvoir vous indiquer la semaine prochaine quels nouveaux avantages le Trésor va tirer de la forte émission de billets inconvertibles qui sera concédée à la Banque.

Les recettes douanières, pendant le mois de janvier, exception faite des céréales, ont été un peu supérieures à celles de janvier 1894 : les porteurs de la Dette Extérieure peuvent donc être assurés que leur participation ne sera pas inférieure à celle qu'ils ont obtenue en 1893-94.

Voici ces chiffres tels que les publie l'*Economista :*

Lisbonne :		
Générales	556:898$971	
Céréales........	»	
Consommation .	176:248$425	733:147$396
Porto :		
Générales......	449:873$074	
Céréales........	»	449:873$074
		1.183:020$470
Les recettes en janvier 1894 avaient été de :		
Lisbonne.......	980:050$576	
Porto	481:994$605	
	1.662:045$181	
Mais, déduction faite de la recette des céréales dont le chiffre pour janvier 1895 n'est pas encore connu..............	317:229$450	1.144:815$731
Il reste en plus pour les recettes du mois..........................		38:204$739

Je dois vous signaler un mouvement assez curieux qui se produit et dont les conséquences budgétaires pourraient être assez défavorables. M. José Luciano de Castro, chef du parti progressiste, voulant protester contre les récentes mesures prises par le Gouvernement, a refusé de payer ses contributions sous prétexte que leur perception, n'ayant pas été votée par les Chambres, était illégale. Le tribunal, saisi de cette protestation, ayant admis la thèse de M. de Castro, celui-ci a convoqué une réunion de l'opposition libérale et la résistance au paiement des impôts a été décidée. Des avocats ont offert leur concours gratuit pour défendre la cause des protestataires, des circulaires sont distribuées pour indiquer les moyens de protestation, une souscription est proposée pour subvenir aux frais du procès et, d'après certaines communications, un nombre plus ou moins grand de contribuables auraient déjà suivi l'exemple de M. de Castro. Il est à souhaiter que ce mouvement soit bientôt arrêté car, par sa nature, il pourrait prendre des proportions inquiétantes.

En attendant, le Gouvernement poursuit sa politique indépendante.

On parle, en effet, d'une réforme administrative dont le but serait la centralisation de l'administration et placerait toutes les municipalités sous la dépendance du Ministère de l'intérieur. On annonce qu'en application de cette réforme, la Chambre municipale de Lisbonne serait dissoute et remplacée provisoirement par une Commission municipale entièrement dévouée au Gouvernement.

Junta do Credito Publico. — Conformément à l'état publié par la Junta do Credito publico à Lisbonne, les recettes de décembre provenant des droits d'importation et d'exportation (outre ceux des tabacs et céréales), se sont élevées à 949 contos de reis, faisant, avec les sommes encaissées précédemment, un total de 6.136 contos de reis pour le premier semestre de l'exercice en cours.

Voici le détail des sommes déposées dans les agences du Gouvernement :

A la Banque de Portugal, 1.012 contos;

Chez MM. Baring Brothers, à Londres, 52.324 liv. st.;
Au Crédit Lyonnais, à Paris, 4.659.945 fr.;
A la Banque Darmstadt, à Berlin, 1.078.527 marks.

SUISSE

Le Rachat des Chemins de fer. — Notre marché se préoccupe beaucoup, en ce moment, du rachat éventuel des chemins de fer.

Le Conseil national a engagé le Conseil fédéral à poursuivre activement l'étude du rachat et à examiner également la question de l'expropriation des chemins de fer suisses. Le Conseil des Etats s'est borné à prendre acte du rapport du Conseil fédéral.

Au cours de la discussion, M. le conseiller fédéral Zemp a annoncé que le Conseil fédéral serait en mesure encore, dans la première moitié de cette année, de présenter un rapport d'ensemble et des propositions sur ce sujet.

En attendant, on annonce que le second des messages partiels du Conseil fédéral va paraître prochainement, dans une quinzaine de jours, dit-on. Il traitera du rachat sur la base des concessions et contiendra l'estimation du prix de revient des principales lignes à voie normale. A cet effet, le Département des chemins de fer a fait calculer le rendement net de ces lignes pendant les dix dernières années. Ces calculs doivent servir de base au rapport du Conseil fédéral, et ils seront sans doute publiés en même temps.

Le Nouveau Projet de loi d'Impôt. — Le Gouvernement bernois vient de terminer le premier examen du nouveau projet de loi d'impôt et l'a renvoyé à la Direction des finances, chargée de lui donner sa forme définitive.

Ce projet introduit des conditions fondamentales dans le régime en vigueur jusqu'ici. Il admet deux sortes de taxes portant, l'une sur le revenu et le gain, l'autre sur la fortune, à titre de taxe complémentaire. La taxe sur le revenu frappe les capitaux productifs d'intérêts et le gain, bénéfice, etc., provenant de l'exercice d'une profession, d'un emploi ou d'une fonction. La taxe complémentaire sur la fortune frappe l'avoir net, tant en biens mobiliers qu'en biens immobiliers.

Pour ces deux sortes de taxes, le projet admet une progression modérée.

L'inventaire officiel, tel que l'avait proposé antérieurement le Gouvernement, a aussi trouvé sa place dans le projet.

TURQUIE

LA SITUATION

Constantinople, 2 février 1895.

Les inondations dans la Roumélie orientale. — Les Chemins de fer de la Turquie d'Europe. — La Société des quais de Constantinople.

D'après les télégrammes reçus d'Andrinople, le débordement des eaux de la Maritza et de l'Arda a causé de grands ravages dans la Roumélie orientale. L'exploitation des chemins de fer orientaux a été arrêtée par suite d'accidents survenus au pont d'Andrinople et il a fallu transborder les voyageurs d'une rive de l'Arda à l'autre; comme conséquence, il a fallu modifier l'itinéraire des trains et les postes étrangères ont pris leurs dispositions pour expédier les courriers par la voie de Salonique.

Je vous ai déjà entretenus du projet de fusion des Chemins de fer de la Turquie d'Europe, en vous signalant le grand avantage que procurerait sa réalisation, c'est-à-dire une unité d'exploitation.

Actuellement, il s'agit de la fusion de trois Compagnies, savoir : les Chemins orientaux, la ligne de Dédéagatch à Salonique et celle de Salonique à Monastir.

La Compagnie des Chemins de fer Orientaux possède un tronçon qui va d'Andrinople à Dédéagatch et une ligne ferrée de Salonique à Nisch, ou Nissa, par Uskub. Les deux autres lignes, celles de Dédéagatch à Salonique et de Salonique à Monastir forment les deux côtés d'un pentagone qui enferme une des zones les plus productives de la Turquie d'Europe. Ajoutons que de Monastir à Avlona il n'y a qu'une faible distance et que si une ligne ferrée reliait ces deux points, la tête de cette nouvelle ligne se trouverait en face de Brindisi; il ne resterait que le canal d'Otrante — une faible distance — à traverser, pour que le voyage de Constantinople en Italie puisse presqu'entièrement s'effectuer par cette nouvelle voie ferrée, dont les principaux points d'attache seraient depuis Constantinople : Andrinople, Dédéagatch, Salonique, Monastir, Avlona.

Je n'ai pas besoin d'insister sur l'intérêt qui s'attache à une entente capable de supprimer les arrêts inutiles et les différences de tarifs.

Quant à la situation financière des Compagnies, il est évident que, en s'unifiant, l'exploitation deviendrait plus économique. D'autre part, les intérêts de l'Etat étant parallèles à ceux des Compagnies, tout le monde trouverait son compte à la réalisation du projet dont il s'agit.

Ainsi que je vous le laissais prévoir dans une précédente lettre, la *Société des Quais de Constantinople* a terminé la construction des douanes provisoires de Galata, pour le compte du Gouvernement. Les services y ont été officiellement installés et y resteront jusqu'à l'édification des bâtiments définitifs, dont les travaux vont être commencés incessamment.

Le Port de Beyrouth. — La Commission technique qui s'est rendue à Beyrouth pour examiner les travaux du port et du quai de cette ville, a télégraphié au Ministère des travaux publics que la Société de construction avait intégralement rempli tous ses engagements et que les travaux avaient été exécutés en conformité des conditions du cahier des charges. A la suite de cette déclaration, le Ministère a transmis samedi l'ordre à la susdite Commission de prendre livraison provisoire du port et du quai et d'en autoriser la mise en exploitation.

La Taxe d'Exonération militaire en Turquie. — Un règlement composé de 18 articles vient d'être promulgué au sujet de la taxe d'exonération militaire que doivent payer les sujets musulmans de l'Empire. En vertu de ce règlement chaque groupe de 135 habitants mâles forme une unité et paye 5.000 piastres d'impôt militaire.

Les sujets non-musulmans qui sont professeurs dans les écoles militaires et de médecine, les étudiants, ceux qui exercent des fonctions dans l'armée et ceux qui, ayant exercé les mêmes fonctions, ont obtenu leur certificat de service, sont entièrement exonérés de cet impôt. Ceux qui servent dans la police et la gendarmerie sont, durant leur service, exemptés de la taxe.

La répartitition de l'impôt se fait par les soins de chaque communauté et la taxe est payée individuellement. Sont exemptés de la taxe ceux qui sont âgés de moins de 15 ans et de plus de 75, ainsi que les religieux et les pauvres, dont la part est supportée par les autres.

Des pénalités sont édictées pour toute dissimulation de contribuables.

Les impôts seront perçus en quatre termes. Dans les localités dont le recensement n'a pas encore été opéré, on procédera d'après les us et coutumes pour fixer le montant de la taxe dont la répartition et la perception se feront conformément aux dispositions du présent règlement.

Le Propriétaire-Gérant : JULES MONTEL.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 ru du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25 fr.**
— — Six mois. **14 fr.**
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32 fr.**
— — Six mois.. **18 fr.**

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... .. **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission

N° 162. — 7e volume. (7) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 16 février 1895.

SOMMAIRE DU N° 162

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation générale Financière. — Pages 193 à 203.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — Les Fonctions de la Banque de France. — Le Budget de 1895. — Le Commerce Extérieur de la France en janvier 1895. — Société Industrielle des Téléphones. — Assemblée générale de la Société de Crédit Industriel et Commercial. — Compagnie Française des Mines d'or et d'Exploration. — Pages 203 à 212.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris — Le Rendement des Impôts. — Bons du Trésor. — Mouvement des Caisses d'Epargne. — Recettes des Théâtres et Spectacles de Paris. — Compagnie des Chemins de fer Brésiliens. — Société du Figaro. — Société Immobilière Marseillaise. — Octroi de Paris. — Mines de Vigsnaés. — Compteurs à Gaz. — Recettes des Chemins de fer. — Pages 212 à 214.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :

ALLEMAGNE : Page 215. — ANGLETERRE : Pages 216 à 218. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 218 et 219. — BELGIQUE : Page 219. — ESPAGNE : Pages 219 et 220. — ITALIE : Pages 220 et 221. — ROUMANIE : Pages 221 et 222. — RUSSIE : Pages 222 et 223. SERBIE : Pages 22 3et 224.

TIRAGES FINANCIERS : Page 224.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 15 fév..	1.708.6	1.264.7	2.973.3	3.528.4	84	2½
1895 31 janv.	2.120.6	1.234.5	3.355.1	3.749.7	90	2½
1895 7 fév..	2.141.4	1.235.9	3.377.3	3.632.0	93	2½
1895 14 fév..	2.146.0	1.235.7	3.381.7	3.598.7	94	2½
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 7 fév..	699.8	411.0	1.110.8	1.166.1	95	3½
1895 23 janv.	979.4	377.5	1.356.9	1.316.1	103	3
1895 31 janv.	982.7	382.1	1.364.8	1.319.5	103	3
1895 7 fév..	988.3	384.4	1.372.7	1.280.1	107	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 15 fév..	729.9	»	729.9	603 8	131	2½
1895 31 janv.	898.7	»	883.9	623.1	144	2
1895 7 fév..	920.0	»	898.7	628.0	147	2
1895 14 fév..	926.1	»	926.1	618.1	149	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1893 30 déc..	112.5	17.5	130.0	170.0	76	»
1894 6 oct..	109.3	19.8	129.1	160.6	81	»
1894 1er déc..	124.3	17.5	141.8	182.0	73	»
1894 29 déc..	117.1	17.0	134.1	182.2	74	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1893 30 déc..	72.5	10.0	82.5	162.5	51	»
1894 6 oct..	70.0	12.1	82.1	151.1	54	»
1894 1er déc..	76.5	10.0	86.5	171.2	50	»
1894 29 déc..	73.1	9.5	82.6	171.2	48	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 7 fév..	214.6	341.3	555.9	900.5	61	4
1895 23 janv.	325 9	287.9	613.8	938.1	65	4
1895 31 janv.	338 5	289.0	627.5	966.6	65	4
1895 7 fév..	339.8	289.4	629.2	972.7	64	4

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 8 fév..	78.1	36.7	114.8	431.3	26	3
1895 24 janv.	89.6	42.2	131.8	464.5	28	3
1895 31 janv.	89.3	42.1	131.4	478.9	27	3
1895 7 fév..	90.5	42.6	133.1	453.0	29	3
BULGARIE. — Banque Nationale						
1893 14 déc..	4.5	1.0	5.5	1.4	392	8
1894 30 nov.	11.1	1.2	12.3	1.0	1230	8
1894 7 déc..	12.7	1.3	14.0	1.0	1400	8
1894 14 déc..	10.3	1.1	11.4	1.0	1140	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 31 janv.	74.6	»	74.6	100.5	74	4
1894 30 nov.	80.5	»	80.5	106 2	75	3½
1894 31 déc..	86.9	»	86.9	114.8	76	3½
1895 31 janv.	75.5	»	75.5	103.3	73	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 10 fév..	197.9	178.2	376.1	947.5	40	5
1895 26 janv.	200.1	286.0	486.1	917.6	52	5
1895 1er fév..	200.1	288.3	488.4	924.4	53	5
1895 9 fév..	200.1	287.6	487.7	930.0	51	5
GRECE. — Banque Nationale						
1893 31 déc..	2.4	»	2.4	113.6	2	6½
1894 31 oct..	1.8	»	1.8	112.9	2	6½
1894 30 nov.	1.9	»	1.9	110 5	2	6½
1894 31 déc..	2.0	»	2.0	109.5	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 10 fév..	107.1	176.2	283.3	428.6	66	3
1895 26 janv.	103.5	173.7	277.2	443.9	62	2½
1895 2 fév..	103.5	173.7	277.2	438.5	63	2½
1895 9 fév..	106.2	173.7	279.9	436.6	64	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 20 janv.	278.0	53.5	331.5	921.5	36	6
1894 31 déc..	292.7	68.9	361.6	826.5	43	5
1895 10 janv.	292.7	69.0	361.7	813.2	44	5
1895 20 janv.	292.6	68.8	361.4	801.5	45	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 20 janv.	91.6	9.0	100.6	264.8	38	6
1894 31 déc..	105.5	10.5	116.0	246.5	47	5
1895 10 janv.	105.5	10.5	116.0	243.4	47	5
1895 20 janv.	105.5	10.5	116.0	238.3	48	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 20 janv.	35.2	1.5	36.7	65.8	56	6
1894 31 déc..	35.2	1.5	36.7	53.2	69	5
1895 10 janv.	35.2	1.5	36.7	52.9	69	5
1895 20 janv.	35.2	1.5	36.7	52.6	69	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1893 31 déc..	31.7	»	31.7	66.1	48	5
1894 31 oct..	31.3	»	31.3	67.9	46	4½
1894 30 nov.	30.6	»	30.6	69.3	44	4½
1894 31 déc..	31.4	»	31.4	66.9	47	4½
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1893 27 déc..	15.0	34.6	49.6	287.9	17	6
1894 12 déc..	20.2	38.2	58.4	293.0	20	6
1894 19 déc..	22.4	38.1	60.5	293.7	20	6
1894 26 déc..	22.4	38.2	60.6	294.5	20	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 3 fév..	56.5	0.3	56.8	122.4	46	6
1895 17 janv.	46.6	4.1	50.7	102.7	47	6
1895 24 janv.	45.5	4.1	49.6	99.9	50	6
1895 2 fév..	44.6	4.4	49.0	99.1	50	6

Dates	Encaisse métallique Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 16 janv.	1.522.0	14.2	1.536.2	4.027.5	38	4½
1894 1er déc..	1.519.7	15.7	1.535.4	3.915.7	39	4
1895 1er janv.	1.557.2	14.8	1.572.0	4.304.2	36	4
1895 16 janv.	1.557.2	15.3	1.572.5	4.252.2	37	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1893 30 nov.	21.7	3.9	25.6	45.6	55	»
1894 30 sept.	21.8	3.3	25.1	49.1	51	»
1894 31 oct..	21.8	3.4	25.2	51.0	49	»
1894 30 nov.	21.9	3.5	25.4	49.9	50	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 31 janv.	8.5	4.0	12.5	25.7	49	6
1895 8 janv.	6.5	4.3	10.8	25.0	43	6
1895 15 janv.	6.5	4.3	10.8	24.9	43	6
1895 22 janv.	6.5	4.3	10.8	24.8	44	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1893 31 déc..	26.6	3.5	30.1	66.9	44	4
1894 31 oct..	28.3	3.7	32.0	65.9	49	4
1894 30 nov.	30.9	4.0	34.9	66.6	53	4
1894 31 déc..	30.8	3.8	34.6	72.6	48	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1893 31 déc..	10.2	15.4	25.6	82.7	31	»
1894 31 oct..	10.4	14.4	24.8	86.3	28	»
1894 30 nov.	10.4	14.0	24.5	84.1	29	»
1894 31 déc..	10.5	18.6	29.1	85.8	34	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 10 févr.	74.9	18 9	93.8	169.0	54	3½
1895 26 janv.	83.4	15.0	98.4	172.7	57	3
1895 2 févr	83.4	13.9	97.3	173.5	56	3
1895 9 févr.	83.7	13.3	97.0	172.9	56	3

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

1894 15 fév..	6 174,4	2 595,4	8 769,8	14 700,1	59%
1895 31 janv.	7 222,3	2 614,5	9 836,8	14 934,0	66
1895 7 févr.	7 308,3	2 622,3	9 930,6	15 175,7	66
1895 14 févr.	7 317,3	2 623,2	9 940,5	15 067,5	66

TOTAUX au 31 décembre

1889 31 déc.	4 734,0	2 192,4	6 926,4	13 416,3	52%
1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	11 janv.	18 janv	25 janv	1 févr.	8 fév.	15 fév.
Amsterdam	47 92	47 92	47 95	47 97	47 90	47 87
Anvers	100 07	100 05	100 07	100 12	100 15	100 15
Athènes	187 25	189 »	190 75	186 »	186 50	185 50
Barcelone	11 10	11 30	11 50	11 50	9 60	9 40
Berlin	81 10	81 15	81 14	81 05	81 20	81 15
Bruxelles	100 06	100 03	100 07	100 10	100 15	100 12
Bucharest	101 »	101 »	101 »	101 »	101 »	100 85
Constantinople	22 75	22 75	22 75	22 75	22 75	22 70
Francfort	81 11	81 15	81 11	81 17	81 17	81 17
Gênes	106 62	106 60	106 62	106 12	105 62	101 80
Genève	100 13	100 17	100 21	100 21	100 24	100 21
Lisbonne	679 »	679 »	679 50	682 »	680 »	679 »
Londres	25 31	25 31	25 33	25 33	25 35	25 40
Madrid	10 80	11 »	11 17	11 30	9 25	9 10
Rome	106 55	106 57	106 65	106 20	105 70	101 85
Saint-Pétersbourg	36 70	36 75	36 82	36 85	36 77	36 75
Vienne (à vue)	49 37	49 45	49 45	49 32	49 40	49 30
— (à 3 mois)		[illegible]	49 37	49 27	49 35	49 25

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	18 janv.	25 janv.	1 fév.	8 févr.	15 fév.
Amsterdam. pap. court	4 %	206 44	206 40	206 19	206 37	206 69
Allemagne.. —	4 %	121 97	122 03	121 94	121 94	121 97
Vienne-Tr.. —	4 %	200 50	200 37	200 62	200 50	200 81
Barcelone .. —	4 %	446 »	441 50	445 25	453 50	453 »
Madrid ..... —	4 %	446 »	444 50	445 25	453 5	453 »
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb. . —	4 %	267 50	267 50	267 50	268 »	268 50
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 15½	25 16½	25 17	25 19½	25 23
— ..... ch. court	2 %	25 17	25 18	25 18½	25 21	25 24½
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	3 %	0 06 p	0 09p.	0 15 p.	0 12 p	0 12 p.
Italie .... —	5 %	6 25 p.	6 25p.	5 81 p.	5 25 p.	4 75 p.
Suisse....... —	3 %	0 22 p.	0 22p.	0 28 p.	0 28 p.	0 28 p.
New-York........	2 ½ %	514 »	514 »	513 50	514 75	515 25
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	98 83	100 15	99 71	99 71	99 71
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains...**		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres...................		2 49	2 52	2 52	2 47	2 47
Souverains anglais.......		25 12	25 14	25 15	25 17	25 22
Banknotes..................		25 13	25 15	25 16	25 18	25 22
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 15 février 1895 :

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque etrangers valent en France :	
En *Allemagne*	100 22	Billets *Allemands*	99 78
En *Angleterre*	99 97	— *Anglais*	100 03
En *Autr.-Hongrie*...	103 51	— *Austro-Hongr.*	96 60
En *Belgique*	100 12	— *Belges*	99 88
En *Espagne*	109 28	— *Espagnols*	91 50
En *Grèce*............	185 50	— *Grecs*	53 90
En *Hollande*	100 60	— *Hollandais*....	99 40
En *Italie*	104 98	— *Italiens*	95 25
En *Russie*	147 50	— *Russes*........	67 79
En *Suisse*	100 28	— *Suisses*........	99 72

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 15 février 1895.

La cote est généralement en progrès sur la semaine dernière; les devises hollandaises et allemandes sont fermes, la *Valuta* atteint 200 81, le papier espagnol recule légèrement, sans cause appréciable.

Il n'est toujours pas question de l'Emprunt de consolidation, le Gouvernement ne paraît pas bien inspiré en ne profitant pas de la baisse artificielle du change et des hauts cours de l'Extérieure pour nettoyer sa situation. On s'explique, du reste, qu'il ne soit pas pressé, il place facilement ses *pagarés* tandis que l'Extérieure prend le chemin de l'Etranger; en réalité, c'est un emprunt qui se fait, mais un emprunt remboursable à court terme et, lorsqu'il s'agira de faire faire face aux échéances, les embarras recommenceront. Il est vraiment incroyable q'un pays de l'importance de l'Espagne puisse consentir à vivre au jour le jour, comptant sur le hasard qui, jusqu'ici, l'a bien servi, mais qui finira par se lasser.

En Portugal, la prime de l'or est de 25 1/2 0/0.

Le Londres a dépassé le pair, cette hausse s'explique, partie par le paiement des actions de mines d'or, partie par les achats de papier faits par les capitalistes français qui se préparent à souscrire aux bons que va émettre le Trésor des Etats-Unis.

Le rouble est ferme, Berlin se montre bien impressionné des bruits qui circulent sur les prochaines conversions russes.

Le change italien est en nouvelle baisse, la perte est réduite à 4 75 0/0.

Le New-York s'est amélioré, il est à 515 25, soit 0,50 au-dessus du gold point d'entrée.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	17 janv.	24 janv.	31 janv.	7 fév.	14 fév.
Hong-Kong....	1/11 7/8	1/11 3/4	1/11 7/8	1/11 3/4	1/11 5/8
Shanghaï.......	2 8 3/4	2/8 3/4	2 9 1/8	2/9 /	2/8 7/8
Yokohama.....	1/11 5/8	1/11 1/2	1/11 5/8	1/11 5/8	1/11 5/8
Valeurs à vue :					
Singapoure.....	1/11 7/8	1/11 7/8	1/11 3/4	1/11 3/4	1/11 1/2
Bombay	1/0 13/32	1/0 13/32	1/0 21/32	1/0 25/32	1/0 11/16
Calcutta.	1/0 13/32	1/0 3/8	1/0 17/32	1/0 25/32	1/0 23/32
Rio-Janeiro.	10 3/8	10 1/2	10 1/8	9 7/8	9 5/8
Valparaiso.	»	»	»	15 7/8	16 ./.
Buenos-Ayres, prime de l'or..	260	255	251	246	248 1/2
Argent en barres	27 3/16	27 1/4	27 3/16	27 3/8	27 5/16

Les changes de Hong-Kong et de Shanghaï ont haussé de 1/8, les changes japonais sont au même niveau que la semaine dernière.

Les devises sur Singapoure, Bombay et Calcutta sont faibles. La *Banque d'Angleterre* a mis en vente, mercredi dernier, 60 laks de roupies, les demandes ont dépassé 201 laks ; les prix ont varié de 1/0 7/8 à 1/0 3/4. Les *Banques du Bengale et de Bombay* viennent de porter le taux de l'escompte de 5 à 6 0/0.

Le change brésilien ne cesse de hausser, au contraire le change du Chili est en baisse en raison de l'excellente tenue des fonds de ce pays. La prime sur l'or est à peu près stationnaire à Buenos-Ayres, il est évident que ni le Gouvernement ni les particuliers ne se soucient d'améliorer les changes.

L'or est au pair en France et en Angleterre, l'argent a baissé de 1/16 à Londres, à Paris il est au cours de la semaine dernière. Les limites de la baisse paraissent décidément atteintes et on ne doit plus s'attendre à voir baisser les prix que de quelques centimes.

Il n'y a pas de changement dans les taux officiels de l'escompte en Europe. A New-York, les effets de premier ordre de 60 à 90 jours d'échéance sont pris à 4 0/0.

Encaisses. — Circulation fiduciaire.

La *Banque de France* a gagné cette semaine 4 millions 591.000 fr. d'or; il est entré à Paris 278.000 fr. par la circulation, 703.000 fr. de matières, 480.000 fr. sont venus de Belgique et 50.000 fr. de Roumanie.

Les succursales ont reçu 1.027.000 fr. du public, 1.047.000 fr. d'Italie, 436.000 fr. de Suisse, 300.000 fr. de Belgique, 270.000 fr. de Turquie.

L'argent a diminué de 198.000 fr., Paris a eu une entrée de 1.412.000 fr. par la circulation, mais les succursales ont livré 1.390.000 fr. à leurs guichets, expédié 415.000 fr. à Madagascar et 55.000 fr. en Suisse ; par contre, elles ont reçu 250.000 fr. de ce dernier pays.

La circulation fiduciaire a diminué de 33.300.000 fr.; il n'y a plus que 6 0/0 de papier non couvert par du métal.

La *Banque d'Allemagne* a gagné 7.900 000 fr. d'or et d'argent. La circulation a baissé de 39.400.000 fr.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent de sorties de 2.650.000 fr. La circulation ayant rendu 8.750.000 francs, l'augmentation du métal jaune a été de 6 millions 100.000 francs.

Voici le détail des entrées et des sorties :

Entrées			Sorties		
7 fév.	Continent...£	5.000	8 fév.	Roumanie..£	50.000
11 »	Australie.....	20.000	13 »	Amér. du Sud.	110.000
» »	Chine.......	24.000			
» »	Paris.......	5.000			
	Excéd. des sorties.	106.000			
	Total égal.......£	160.000		Total des sorties..£	160.000

Pas de changement à la *Banque d'Autriche-Hongrie*.

La *Banque de Belgique* a gagné 1.700.000 fr. d'or et d'argent et réduit sa circulation de 25.900.000 fr.

L'encaisse argent de la *Banque d'Espagne* a diminué de 700.000 fr.; pareil fait ne s'était pas produit depuis bien longtemps.

La *Banque des Pays-Bas* a gagné 2.700.000 fr. d'or.

Dans les *Banques Italiennes*, il n'y a pas de changements dans l'encaisse, mais la circulation diminue de semaine en semaine ; peut-être le retrait des billets est-il un peu rapide, en raison de la pénurie de moyens d'échange existant dans le pays.

La *Banque de Portugal* ne publie pas de bilan, on ignore complètement la cause de ce mutisme, il paraît ne rien indiquer de satisfaisant.

L'écoulement de petites quantités d'or que nous avons souvent signalé à la *Banque de Roumanie* ne s'arrête pas ; ce drainage mérite attention, car il peut devenir très dangereux.

Les autres Banques, ou n'ont pas publié de bilan, ou ne donnent lieu à aucune observation.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 19 au 26 janv.	depuis le 1er janv.	du 19 au 26 janv.	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	3.900.000	5.600.000	»	87.904
France.........	3.039.000	10.862.000	96.500	193.000
Allemagne......	»	2.210.036	»	»
Autres pays....	383.000	569.100	22.909	70.332
Total 1895...	7.322.000	19.241.136	119.409	351.236
— 1894...	»	939.296	113.009	271.828
— 1893...	4.235.000	10.735.845	37.420	74.260
ARGENT				
Grande-Bretagne	741.500	2.279.280	»	198
France.........	»	»	»	»
Allemagne......	»	408	»	1.380
Autres pays....	6.954	21.954	6.122	103.922
Total 1895...	748.454	2.301.642	6.122	105.500
— 1894...	855.588	3.412.790	28.390	113.782
— 1893...	568.400	2.259.134	35.515	73.531

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	10 févr..	107.800.000	dollars
1895.....	26 janv.	81.200 000	—
1895.....	2 févr..	81.500.000	—
1895.....	9 févr..	82.300.000	—

Le tableau qui précède montre au milieu de quelles difficultés se débat le Trésor des Etats-Unis ; près de 100 millions de francs d'or ont été expédiés en moins de 26 jours et les Banques paraissent faire leur provision de métal jaune.

Voici quelles étaient, au 31 janvier 1895, l'encaisse et la circulation du Trésor :

ENCAISSE

Or en barres..............$	46.000.000	
monnayé...............	51.300.000	
		97.300.000
Argent dollars...........	366.800.000	
Monnaie division.	15.500.000	
Lingots...........	124.800.000	
		507.100.000
Total de l'encaisse métallique..... $		604.400.000

CIRCULATION

Greenbacks et autres billets............ $	300.300.000
Certificats d'or..........................	52.600.000
— d'argent (Bland Act).........	326.500.000
Billets du Trésor de 1890 (Sherman Act)..	117.200.000
Total de la circulation.. $	796.600.000
Réserve d'or............................ $	44.700.000

Depuis, la réserve est tombée à 41.200.000 dollars. Le Gouvernement a négocié le 8 février, avec MM. de

Rothschild et fils de Londres, Morgan et Cie, Belmont et Cie de New-York, l'achat d'un peu plus de 65 millions d'or contre 62.400.000 dollars de bons 4 0/0 payables en espèces métalliques remboursables après 30 ans. La moitié de l'or à fournir doit provenir de l'étranger, le Gouvernement bénéficiant de la prime sur l'or, l'emprunt ressort à 3 3/4 0/0; il est entendu que ces bons stipulés payables en *monnaie* sont payables en or.

Le Gouvernement s'est réservé, vis-à-vis des maisons contractantes le droit de substituer à ces bons, dans un délai de dix jours et au pair, d'autres *bons or* 3 0/0 au cas où le Congrès en autoriserait l'émission.

Des versements d'or faits en conséquence de ce traité ont relevé la réserve du Trésor à plus de 48 millions.

Le *Comité des voies et moyens* de la Chambre des représentants s'est prononcé, le 13 février, par 8 voix contre 5, en faveur d'une résolution portant que la nouvelle émission d'*obligations or* n'excédera pas 65.116.275 dollars et que l'intérêt sera de 3 0/0 au plus.

La Chambre a rejeté hier, par 175 voix contre 120, la proposition tendant à substituer des *obligations or*, *3 0/0* aux *obligations payables en espèces métalliques*; le Sénat avait voté, le 13, une résolution favorable à la frappe illimitée de l'argent. Les choses en sont là, mais la situation devient de plus en plus grave.

Nous venons de recevoir le rapport de M. Eckels, contrôleur de la circulation des Etats-Unis pour l'exercice 1894.

Le nombre des Banques nationales, qui était de 3.781 au 3 octobre 1893, n'est plus que de 3.755 au 2 octobre 1894: il a été organisé 50 Banques nouvelles, mais 79 ont liquidé volontairement et 21 sont tombées en faillite; ces derniers chiffres se rapportent à l'année fiscale finissant le 30 juin.

Au 1er septembre 1894, on comptait 3.741 Banques, dont le capital cumulé était de 655.453.165 dollars, les réserves de 244.660.363 dollars; leurs bénéfices bruts s'élevaient à 68 212.712 dollars, les bénéfices nets à 22.192 422 dollars, le dividende ressortait à 3 32 0/0 du capital.

Voici, d'autre part, le mouvement du clearing house de New-York pendant les cinq dernières années:

	Compensations	Soldes payés en numéraire
1890.....$	37.660.686.572	1.753.040.145
1891......	34.053.698.770	1.584.635.500
1892......	36.279.905.236	1.861.500.575
1893......	34.421.380.870	1.696.207.176
1894......	24.230.145.368	1.585.241.634

On voit combien le chiffre des compensations a diminué en 1894, en conséquence de la crise qui sévit aux Etats-Unis, c'est le signe le plus certain de la diminution des affaires.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

Aux Agriculteurs de France
La Crise de l'argent. — La Ligue bimétallique

Séance du 12 février 1895

Nous lisons dans le *Temps* du 14 février:

La Société des Agriculteurs de France a commencé hier sa 26e session générale annuelle par une très intéressante conférence (1) de M. Edmond Théry, rédacteur en chef de l'*Economiste Européen*, sur la « crise de l'argent ».

Le conférencier était chargé, par le Conseil de la Société, d'exposer aux membres de la Société, et, en particulier, aux délégués des Sociétés d'agriculture départementales, les origines de la baisse de l'argent-métal et les conséquences économiques qui en résultent naturellement pour les diverses nations du monde. Notre excellent confrère a fort bien rempli sa tâche et sa conférence a été vigoureusement applaudie.

Les lecteurs du *Temps* connaissent déjà la thèse de M. Edmond Théry: La baisse de l'argent-métal a pour cause initiale la suspension de sa frappe libre dans nos Hôtels de monnaie. Cette suspension, enlevant à l'argent sa qualité d'instrument d'échange international, a divisé la masse monétaire universelle en deux parties: l'or allant aux pays à circulation d'or, l'argent aux pays asiatiques, au Mexique, etc. Cette division, ou, plus exactement, la divergence qui en est résultée dans la valeur relative des deux métaux précieux, s'est répercutée sur les prix des marchandises de production et de consommation universelles et a contribué, pour une large part, à la dépression agricole, industrielle et commerciale qui écrase en ce moment les grandes nations de l'Europe et la France, en particulier.

Pour enrayer cette dépression générale, dont profitent les pays à circulation d'argent, il faut en supprimer l'une des causes principales et placer les grandes nations d'Europe, à circulation d'or, sur un pied d'égalité monétaire avec les nations asiatiques: en un mot, revenir au bimétallisme international.

Nous laissons, bien entendu, à M. Edmond Théry la responsabilité de son argumentation, mais nous devons à la vérité de reconnaître qu'il l'a présentée avec une remarquable clarté d'exposition et qu'elle a produit une grande impression sur son nombreux auditoire.

Pour montrer que la France ne serait pas isolée en s'engageant dans la voie du bimétallisme international, M. Edmond Théry a donné communication à l'assemblée de lettres d'adhésion qu'il avait reçues le matin même des ligues bimétalliques anglaises et allemandes et des bimétallistes belges et hollandais.

La lecture de ces lettres a été accueillie par des applaudissements unanimes et M. Théry a terminé sa conférence en demandant à ses auditeurs de se faire, à leur tour, « les apôtres de la bonne cause européenne ».

Remarqué sur l'estrade: MM. Tessonnière, secrétaire général de la Société des agriculteurs de France, président de la conférence; de Monicault, vice-président; Agliès et Paul Sénart, secrétaires de la Société; Le Breton, sénateur; Fougeirol, Fouquet, du Breil de Pontbriand, de Saint-Quentin, députés; Boucher d'Argis, le comte Armand, Chacry de la Fosse, Courtin, Duport, de Fontgalland, Marc de Haut, de Ladoucette, Le Conte, de Vilmorin, etc.

Voici le texte des lettres auxquelles il est fait allusion dans l'article du *Temps*:

LIGUE BIMÉTALLIQUE ALLEMANDE

Berlin, 9 février 1895.

Très honoré Monsieur Théry,

Nous avons appris avec plaisir, par le contenu de votre lettre et par la circulaire de la Société des Agriculteurs de France, qu'une Ligue nationale bimétallique est en voie de formation en France.

Dès 1882, nous avons constitué, en Allemagne, un « Syndicat allemand pour le Double Etalon international », et depuis, soit au sein du Parlement, soit dans la Presse, soit dans diverses réunions, nous avons soutenu que seule la réhabilitation de l'argent pouvait clore la crise économique qui pèse si lourdement sur nous et sur le monde civilisé.

Les agriculteurs allemands sont tous arrivés à cette conviction que le règlement de la question monétaire constitue le meilleur moyen de relever les prix désastreux des céréales, de façon à ce que le cultivateur puisse vivre. L'« Union des Agriculteurs » a inscrit la réforme monétaire dans son programme, et parmi les questions que cette vaste organisation pose à tous les candidats aux élections parlementaires, figure celle de savoir si le candidat est partisan de la réforme monétaire.

Celui qui répond négativement n'a aucune chance de recueillir les suffrages des électeurs ruraux.

Actuellement, des centaines de syndicats agricoles adressent des pétitions au Parlement, pour demander que l'Allemagne prenne l'initiative de la convocation d'une conférence monétaire.

Au sein même du Parlement nous avons une « Union économique libre » présidée par le député soussigné de Plotz; son but est de défendre les intérêts économiques et spécialement ceux de l'agriculture.

Cette Union a décidé, le 6 février dernier, à l'unanimité, une résolution, dont nous vous envoyons le texte, qui tend à ce que l'Allemagne prenne l'initiative de la réunion d'une Conférence monétaire internationale. Nous réunissons, en ce moment, les adhésions pour ce vœu. Non seulement, nous comptons sur sa prise en considération, mais nous espérons même avoir la grande majorité de la Chambre.

Il n'y a plus lieu de craindre l'abstention du Gouvernement allemand, comme cela a été le cas à la Conférence monétaire de Bruxelles. Nous avons acquis la certitude que le Gouvernement allemand prendra la plus large part à toute tentative

(1) Cette Conférence sera publiée ultérieurement *in extenso* dans l'*Economiste Européen*.

en vue du règlement international de la question monétaire et qu'il en aura même l'initiative à la suite du vote attendu du Parlement

Aucun pays, isolément, ne pourrait arrêter l'énorme perturbation de la situation monétaire et de celle des changes qui pèse si lourdement sur la vie industrielle et qui menace le monde civilisé. L'union des peuples est nécessaire.

Aussi, est-ce avec la plus grande satisfaction que nous avons pris connaissance du discours du Président du Conseil français. M. Ribot, et des résolutions de la Société des Agriculteurs de France :

La lutte, le but, le danger sont chez vous les mêmes que chez nous.

Nous envoyons donc nos meilleurs vœux à la nouvelle « Ligue nationale bimétallique » et nous espérons entretenir avec elle les bonnes relations d'alliance qui existent depuis si longtemps, et avec tant de succès, entre la « Bimetallic League » de Londres et nous.

La question qui se pose pour l'Europe est celle-ci : doit-elle sacrifier à une doctrine mal comprise de l'expérience funeste de l'étalon-or, sa civilisation et le bien-être de ses peuples? Après la guerre sino-japonaise, l'Extrême-Orient, avec sa population active et dense, écrasera nos industries européennes et fera une concurrence insoutenable à notre agriculture, si nous lui laissons l'avantage d'un étalon-argent déprécié.

Si jamais le moment a été favorable pour la réhabilitation de l'argent, c'est aujourd'hui. L'augmentation de la production du métal blanc s'est arrêtée, et les richesses, considérées comme incommensurables, de la Nevada, sont totalement épuisées

Broken-Hill, la plus riche mine du globe, est sur le point de tomber; la production de l'argent redevient normale, tandis que, simultanément, l'augmentation de la production de l'or, — qui, sans doute, ne se produira pas longtemps, — écarte toutes les préoccupations relatives à l'agio ou au drainage de l'or, en cas de retour au bimétallisme.

La fermeture des Hôtels des monnaies de l'Inde et l'échec complet de cette mesure maladroite, la situation économique de l'Angleterre, le puissant mouvement bimétalliste qui se dessine dans ce pays et dans ses colonies, nous permettent d'espérer que l'Angleterre ne refusera plus longtemps son concours en vue de la réhabilitation de l'argent.

Mais si, malgré tout, elle le refusait, nous sommes prêts à nous entendre avec votre Ligue nationale bimétallique au sujet des mesures à prendre en commun pour briser, le plus vite possible, la résistance de l'Angleterre et pour mettre un terme à la crise économique.

MM.

De Kardorff, membre du Reichstag, de la Chambre des députés de Prusse et de l'Union allemande pour le double étalon international;

Leuschner, membre du Reichstag, vice-président de l'Union allemande pour le double étalon international;

De Mirbach, membre du Reichstag et de la Chambre des députés de Prusse, président de l'Union pour la réforme des impôts et de la réforme économique;

De Plotz, membre du Reichstag et de la Chambre des députés de Prusse, président de l'Alliance des agriculteurs;

Dr Arendt, membre de la Chambre des députés de Prusse, secrétaire de l'Union allemande pour le double étalon international.

Motion déposée le 9 février dernier sur le bureau du Reichstag allemand par MM. le Dr Friedberg, de Kardorff, Dr Lieber et comte de Mirbach :

Plaise au Reichstag de décider :

« Qu'on priera les Gouvernements confédérés de vouloir « bien adresser le plus tôt possible des invitations à une Con- « férence monétaire, en vue du règlement international de la « question monétaire ».

Berlin, le 9 février 1895.

Ligue Bimétallique Anglaise

26, Lombard street,
Londres
11 février 1895.

Cher Monsieur Théry,

Le Conseil de la *Bimetallic League* de l'Empire britannique a reçu, avec la plus grande satisfaction, l'avis contenu dans votre lettre, à savoir qu'on doit inaugurer le 12 courant, à Paris, les premiers travaux d'une Ligue bimétallique française.

Il convient, en effet, que la grande nation française, qui pendant les trois premiers quarts de ce siècle a maintenu seule et sans appui le pair du change entre les deux métaux précieux, — procurant, ainsi, des bénéfices inestimables à tous les peuples — reprenne une part active à la réintégration de l'argent dans son ancienne fonction monétaire internationale, à côté de l'or.

La France ne se trouvera pas isolée dans ce mouvement en faveur du retour à l'ancien système si judicieux. Depuis 1873, le public anglais a beaucoup appris dans la science monétaire; récemment ses connaissances se sont étendues avec une grande rapidité, de telle sorte qu'une agitation puissante se produit, dans ce pays, en faveur du rétablissement d'un pair de change entre l'or et l'argent, à l'aide d'une entente internationale.

Nous englobons dans ce mouvement plusieurs de nos plus grands hommes d'Etat, tous les professeurs d'économie politique de la Grande-Bretagne, et quelques-uns des plus notables financiers et négociants de Londres et des provinces.

Nos colonies et l'Inde marchent avec nous.

Les souffrances générales de l'agriculture, de l'industrie, conséquences de la démonétisation de l'argent, justifient l'appel à un effort décisif de tous ceux dont les yeux se sont ouverts pour cette importante question.

Que votre Ligue et la nôtre marchent de l'avant, la main dans la main, vers le succès qui *doit* se produire, notre mot d'ordre étant « Justice et Humanité ».

Avec nos sincères compliments et notre estime,

Nous restons vos dévoués,

La Ligue bimétallique,
Henry Mc Niel,
Secrétaire général.

Groupe Hollandais

Amsterdam, le 9 février 1895.

Cher Monsieur Théry,

C'est avec une vive satisfaction que j'apprends la constitution d'une Ligue bimétallique en France.

Vous savez que le Gouvernement hollandais, dans toutes les Conférences monétaires qui ont eu lieu jusqu'ici, et en maintes autres occasions, s'est toujours déclaré en faveur de l'adoption internationale de l'étalon bimétallique.

De même, l'opinion générale en Hollande est certainement favorable à la solution du problème monétaire en ce sens.

Nous aimons à rappeler que c'est un économiste hollandais, M. W. C. Mees, président de la Banque Néerlandaise, qui a été un des premiers, c'était en 1869, à exposer la théorie du bimétallisme international.

Et je puis ajouter que, tout dernièrement, le mouvement en Hollande en faveur du bimétallisme s'est accentué plus que jamais.

Nous considérons que la rupture du lien qui, jusqu'à 1873, unissait les deux métaux précieux, a eu les conséquences les plus néfastes pour le commerce, l'industrie et l'agriculture et, par suite, pour le bien-être général.

Le commerce international demande, afin de pouvoir se maintenir et se développer, l'identité de l'étalon monétaire. Du fait que le lien qui unissait l'or et l'argent a été rompu, il est résulté un ralentissement très sensible dans le développement international du commerce. Il n'aurait pu en être autrement, la stabilité des changes étant une condition indispensable à ce développement.

Cependant ce n'a pas été là le seul résultat malheureux du nouvel ordre de choses par rapport à la situation monétaire, qui a été la conséquence de la fermeture des Monnaies des divers Etats européens à la frappe libre du métal blanc.

La rupture du lien entre les deux métaux précieux a aussi eu pour conséquence l'appréciation de l'or et la dépréciation de l'argent.

Dans tous les pays à étalon d'or, c'est là encore ce qui, en soi, a été la cause d'un tort immense fait au commerce, à l'industrie et à l'agriculture, tant parce que la baisse des prix — conséquence de l'appréciation de l'or, ou plutôt révélation de cette appréciation — a entravé leur développement, que parce qu'il en est résulté une concurrence nuisible des pays à étalon d'argent pour un grand nombre de produits, soit naturels, soit fabriqués. Et cependant, ces pays à étalon d'argent, à leur tour, ont souffert aussi du nouvel état de choses, bien que d'une manière différente, par exemple, par la surcharge qui en est résultée pour leurs dettes contractées en or et par la difficulté qu'ils éprouvent à conclure de nouveaux emprunts dans les pays à étalon d'or.

Un autre résultat néfaste de la nouvelle situation monétaire a été la recrudescence du mouvement protectionniste en Europe. En différents pays, on a cherché là le remède contre la baisse des prix. Mais ce qui en a été le résultat le plus certain, c'est un nouveau ralentissement du mouvement commercial et industriel.

Il est évident — ou du moins, il devrait être évident — qu'il n'y a qu'un seul remède efficace à la dépression agricole,

commerciale et industrielle de ces derniers vingt ans, au malaise général qui est la conséquence de la situation monétaire, à savoir la réhabilitation du métal blanc.

Il faut que ce métal reconquière sa place de métal monétaire, à l'égal de l'or. Il faut que partout, de par la Loi, il lui soit rendu le pouvoir libératoire pour un montant indéterminé, les Monnaies étant de nouveau ouvertes à la frappe libre des deux métaux et le pouvoir libératoire leur étant donné dans un rapport légal de valeur identique de par le monde commercial entier.

Jamais on ne s'est autant trompé que lorsque, dans les dernières années avant 1870, on a pensé que par le monométallisme-or, on pourrait obtenir l'identité absolue de l'étalon monétaire dans le monde commercial et, en même temps, la plus grande stabilité de valeur de l'étalon.

Que donc, enfin, l'on reconnaisse cette erreur, et que, par un retour à l'état de choses antérieur, le malaise existant fasse place à une nouvelle ère de prospérité.

Inutile d'entrer dans des développements quelconques pour démontrer que cela ne pourra avoir lieu que grâce à et en conséquence d'une entente internationale.

Agréez, etc...

G.-M. Boissevain.

Groupe Belge

Nice, 10 février 1895.

Mon cher Monsieur Théry,

C'est au bord de la Méditerranée que j'apprends la création d'une *Ligue nationale bimétalliste*, sous les auspices de la *Société des Agriculteurs de France !*

Infatigable à la tâche, vous donnez (après-demain) une conférence.

Retenu ici, je regrette ne pouvoir y être ; j'aurais été heureux d'applaudir un homme de votre valeur, et de profiter des exposés que vous ne manquerez pas de faire avec ce talent, cette lucidité, cette conviction, dont si souvent vous nous avez donné des preuves éloquentes !

De près comme de loin, j'applaudis à vos succès, à ceux de votre Ligue ; les bimétallistes belges vous suivront et marcheront de grand cœur avec vous !

Depuis 1873, alors que certains économistes ont imaginé la funeste idée de troubler l'ordre établi depuis plus de 3.000 ans, en démonétisant l'*argent* et en forçant le monde à ne plus se servir que d'*or*, l'univers entier a été frappé de crise.

Combien de fois l'avez-vous dit, la monnaie n'a jamais été ni une richesse, ni une marchandise ! Elle n'est qu'un instrument, un outil indispensable, un intermédiaire nécessaire, une sorte de courtier entre les différents désirs des hommes.

Elle rappelle ces wagons de chemins de fer qui transportent les richesses et le travail du vendeur à l'acheteur ; elle ressemble encore à ces globules de sang qui circulent, invisibles et silencieux, dans nos veines, et vont porter à nos organes la chaleur, l'activité et la vie !

En retranchant l'argent de la circulation, ces économistes mal avisés ont produit le même mal que s'ils avaient supprimé la moitié des wagons de chemins de fer ; ils ont provoqué, par une énorme saignée d'*argent*, l'anémie sociale ; ils ont enlevé la moitié de la circulation monétaire du monde !

Vous qui avez étudié ces phénomènes, vous savez mieux que personne que l'histoire fourmille d'exemples qui établissent l'influence décisive qu'ont toujours exercée sur les prix, sur les contrats, sur les richesses et sur l'activité des hommes, les quantités de monnaie mises à leur portée, que ce soit la nature, que ce soit le Prince qui les aient modifiées !

Vos auditeurs sortiront de votre Conférence persuadés de votre thèse, ils ne s'étonneront plus que la valeur de la monnaie réduite à l'or seul se soit accrue ; pas plus de ce que l'or devenu rare ait provoqué la baisse des prix et ait produit un trouble profond dans toutes les relations sociales. — ils s'étonneront tout au contraire qu'une pareille révolution ait pu se produire, par simple amour d'une théorie fausse !

Avant 1873, avec les deux métaux *or* et *argent*, il manquait de métal, et c'est ce moment que l'on a choisi pour démonétiser l'un des deux !

L'or, qui devait à lui seul faire le service de tous les deux, monta de valeur ; c'était prédit d'avance. Vos statistiques si probantes nous ont montré depuis la baisse énorme qui en est résultée dans tous les prix : — de jour en jour, on ne consent plus à donner la même quantité d'or pour le même objet.

Heureux donc ceux qui possèdent des pièces d'or ! — de jour en jour, elles ont plus de puissance, — l'or hausse de valeur !

Heureux les rentiers!

Malheureux les travailleurs!

C'est, dit-on, la question sociale !

Je vous en prie, dites bien et faites comprendre à vos auditeurs que ce n'est là qu'une des formes multiples de la *question monétaire!*

Et puisque vous allez vous adresser à des Agriculteurs, il vous sera facile de leur rappeler que l'agriculture est le fondement de la vie humaine, partout et toujours elle a été regardée comme la source de tous les biens ; — O'Connell prétendant même que « celui qui n'apprécie pas la puissance qui « réside dans les deux bras d'un paysan ne peut pas s'appeler « un homme d'Etat ! »

Or le mal pour les Agriculteurs est devenu aigu, il s'aggrave chaque jour, et l'avenir apparaît plus sombre encore ; — il est urgent d'appliquer le remède monétaire que vous allez indiquer dans votre *Conférence!*

La baisse des prix provoquée par la démonétisation de l'argent a déterminé le *protectionnisme douanier;* seul remède entrevu ; mais chacun sait que si la protection peut être un baume, jamais elle ne sera un remède définitif ; — le *change* paralyse la protection et, d'ailleurs, quand tout le monde sera protégé, on se demande qui le sera encore ? C'est pourquoi le parti agraire se montre de plus en plus mécontent dans tous les pays.

Je ne doute pas que votre auditoire vous écoutera avec cette attention et cette bienveillance qu'obtiennent toujours les hommes de talent qui défendent de bonnes causes !

La conséquence fatale d'une telle crise devait, en dernière analyse, retomber sur l'ouvrier.

Quand le Capital souffre, le travailleur doit souffrir ; quelques efforts que l'on tente pour faire croire à leur antagonisme, il ne saurait y avoir qu'harmonie entre le Capital et le Travail ! Malheureusement, dans cette lutte des prix (c'est-à-dire de la Monnaie que l'on paiera), dans ce *Struggle for life*, c'est l'ouvrier qui, de toutes les classes de la société, a généralement le plus à souffrir.

Les cris de douleur, les élans de menace, viennent de chez lui ; le spectre de la question sociale se lève, aucun remède n'est proposé depuis 20 ans, sinon le remède monétaire ! C'est le seul qui puisse faire remonter les prix, le seul qui puisse rendre du travail aux ouvriers, le seul enfin qui puisse faire renaître le courage et l'espérance dans les cœurs des travailleurs !

Je vous félicite, mon cher Monsieur, de l'énergie que vous mettez à combattre le fléau terrible de la crise monétaire, de cette crise qui désorganise notre Société moderne ; je vous fais gloire de cette constance que vous apportez, de cette force que vous mettez au service de votre grand talent pour mener à bonne fin notre longue croisade ; tous ceux qui ont encore au cœur la grandeur de leur Patrie et le bonheur de l'Humanité nous suivront et marcheront avec nous.

Bien à vous,

Alphonse Allard.

Séance du 14 février 1895

Cette séance, à laquelle assistaient cinq ou six cents membres de la Société et délégués des Sociétés départementales et un grand nombre de sénateurs et députés, — parmi lesquels MM. Méline, Fougeirol, Le Breton, Fouquet, du Breil de Pontbriand, de Saint-Quentin, etc., etc. — a été ouverte, à 2 heures, sous la présidence de M. le marquis de Barbentane.

Après l'expédition de quelques affaires inscrites à l'ordre du jour, le Président donne la parole à M. Edmond Théry, qui fait un rapport verbal sur les travaux de la Société relativement à la question monétaire.

Dans un discours très documenté et fréquemment coupé par les applaudissements unanimes de l'assemblée, M. Edmond Théry a fait l'historique de ces travaux en expliquant par quelles étapes successives cette question était passée, avant d'en arriver au point où elle se trouve aujourd'hui.

Sans revenir sur les arguments qu'il avait développés dans sa Conférence de l'avant-veille, l'orateur, analysant les travaux de la *Conférence bimétallique* internationale de Londres, à laquelle la Société des Agriculteurs de France avait été conviée et représentée, a fait un magistral historique des événements d'ordre économique, survenus dans le monde depuis 1873, et dont l'observation rationnelle a déterminée l'évolution vers le *bimétallisme* des économistes anglais.

M. Théry a terminé son discours en proposant à l'assemblée l'ordre du jour qu'on trouvera plus loin.

Après le discours de M. Théry, une discussion des plus intéressantes s'est engagée entre MM. Sénart, Teissonnière, président de la Commission monétaire, et Lavollée.

Un délégué de Lyon, M. Duport, ayant prié M. Méline de faire connaître à l'assemblée son sentiment sur

la proposition faite à la Société et, d'une manière plus générale, sur les conséquences de l'application du *bimétallisme* en France, M. Méline, dans un discours des plus remarquables, souligné par des salves d'applaudissements, a expliqué comment l'observation des faits l'avait conduit à constater l'influence de la crise monétaire sur la baisse générale du prix des marchandises et, en particulier, des produits agricoles.

Le Président de la Commission des douanes a démontré, d'une façon lumineuse, que les tarifs douaniers étaient insuffisants pour contrebalancer les effets de la concurrence que font aux pays à circulation d'or les pays à étalon monétaire déprécié extérieurement. Il a expliqué comment se produisait cette fameuse répercussion des changes que personne ne saurait nier aujourd'hui, et il a terminé en adjurant l'assemblée de marcher énergiquement dans la voie qui lui était tracée aujourd'hui.

« Ce rétablissement du *bimétallisme* ne sera pas, a dit l'orateur la guérison de toutes les souffrances que subit aujourd'hui la production nationale, mais il aura pour conséquence certaine d'atténuer considérablement ces souffrances, en mettant notre pays en situation de se défendre pratiquement, et d'une manière efficace, contre la concurrence des produits avilis par la dépréciation de l'étalon monétaire de certains pays exportateurs. »

A la suite de ce magistral discours, l'assemblée a réclamé la clôture de la discussion et a voté, en quelque sorte par acclamation, l'ordre du jour suivant :

La Société des Agriculteurs de France, renouvelant et confirmant les vœux précédemment émis par elle ou par son Conseil, sur la proposition, soit de sa Section des Relations internationales et coloniales, soit de la Commission permanente monétaire, notamment en 1892, 1893 et 1894 ;

Considérant les conséquences funestes qu'entraîne, pour l'agriculture française de même que pour toutes les autres branches de la production nationale, la disqualification de l'argent comme instrument d'échange international ;

Considérant que le monométallisme-or, sous lequel nous vivons en fait, a pour conséquence la baisse universelle et constante des prix, l'incertitude dans toutes les transactions, l'altération arbitraire des rapports entre créanciers et débiteurs ;

Qu'il constitue, pour les pays à étalon unique d'argent, une prime énorme à l'exportation de leurs propres produits et une protection non moins considérable contre les importations des pays à étalon unique d'or ;

Considérant que, cette situation étant commune à la plupart des pays de l'Europe, l'universalité de la crise et l'identité des intérêts nécessitent et préparent la conclusion d'une entente internationale en vue d'y porter remède ;

Prenant acte des déclarations faites en ce sens par M. le Président du Conseil, à la tribune de la Chambre des députés dans sa séance du 2 de ce mois ;

Adressant, d'autre part, ses remerciements aux Ligues et groupes bimétalliques de l'étranger qui ont adressé aux promoteurs de la *Ligue nationale bimétallique* des vœux de sympathie et des renseignements précis sur l'état actuel de la question dans leurs pays respectifs ;

Décide :

1° De donner son patronnage à la *Ligue nationale bimétallique*, actuellement en formation ;

2° D'inviter le Gouvernement français à entrer en négociations avec l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Hollande et le groupe des nations de l'Union latine, pour établir entre la France et ces Etats ou quelques-uns d'entre eux, une entente internationale destinée à rendre à l'argent son ancienne fonction d'instrument d'échange international ;

3° Et au cas où cette entente internationale serait reconnue impossible : d'inviter le Gouvernement français à faire étudier quelles pourraient être, pour les intérêts économiques de la France, les conséquences du retour pur et simple à la frappe libre de l'argent.

La séance a été levée à 5 heures 1/4.

La Production de l'Or et de l'Argent dans le Monde

Notre confrère le *Commercial Chronicle*, de New-York, donne une intéressante statistique sur la production de l'or et de l'argent dans le monde. Nous en résumons les points les plus importants. Les chiffres de 1894 résultent des évaluations de M. Valentine, ceux des années précédentes sont donnés par le Directeur de la Monnaie des Etats-Unis :

Production d'or dans le Monde
(En onces)

	Australasie	Et.-Unis	Russie	Afrique	Autres pays	Total
	—	—	—	—	—	—
86-90(Moy.)	1.377.130	1.611.011	1.042.539	222.869	1.061.251	5.320.833
1891......	1.518.690	1.601.840	1.168.761	727.912	1.266.029	6.286.235
1892......	1.538.238	1.597.098	1.199.809	1.150 519	1.156.158	7.011.822
1893......	1.711.892	1.739.323	1.279.731	1.381.128	1.550.000	7.662.077
1894......	1.883.240	2.080.129	1.354.085	1.837.773	1.665.000	8.820.227

Voici maintenant le détail de la production là où on a pu l'obtenir :

Australasie
(En onces)

	Victoria	New-So Wales	Queens-land	Western Australia	Nouv.-Zélande	South Australia	Tasmanie
	—	—	—	—	—	—	—
1891......	530.287	141.069	516.710	27.886	231.837	26.404	44.497
1892.....	602.100	142.227	515.051	54.785	218.401	26.401	39.817
1893.....	612 767	163.571	562.649	101.132	206.852	35.957	31.377
1894.....	616.400	202.400	575.000	202.400	209.760	30.844	43.240

Afrique

	Witwatersrandt	Autres régions
	—	—
1891......	600.860	127.052
1892......	1.001.818	148.701
1893......	1.221.151	159.977
1894......	1.637.773	200.000

Production de l'argent dans le Monde
(En onces)

	Etats-Unis	Mexique	Australie	Autres pays	Total
	—	—	—	—	—
86-90(Moy.)	16.196.000	30 103.904	6.229 621	28.980.821	111.510.319
1891......	58.330.000	35.719.237	10.000.000	33.916.175	137.965.412
1892......	63.500.000	39.504.800	13.439.011	36.196.175	152.939.986
1893......	60.000.000	44.370.717	20.501.497	36.298.028	161.170.242
1894......	48.000.000	43.100.000	22.000.000	33.000.000	149.100.000

Voici, maintenant, quelques renseignements sur la production dans différents pays :

Etats-Unis
(Onces)

	Colorado	Montana	Autres Etats
	—	—	—
1891......	21.160.000	16.350.000	20.820.000
1892.....	26.632.300	19.038.800	17.828.900
1893.....	25.838.600	16.906.400	17.255.000
1894.....	18.000.000	14.000.000	16.000.000

Australie (Production de Broken Hill)

	Minerai traité	Production	Produit moyen par tonne
	—	—	—
	Tonnes	Onces	Onces
1891....	283.966	9.853.008	34,70
1892....	208.134	7.065.572	33,59
1893....	438.792	12.498.301	28,48
1894....	580.954	13.538.202	23,30

Comme on le voit, d'après ces tableaux, la production de l'or, en 1894, a augmenté dans une proportion énorme, par rapport à 1893 (soit 1.148.150 onces). Par contre, nous constatons une diminution de 12.070.242 onces, pour l'argent.

N'est-ce pas là une preuve évidente que la baisse du prix du métal blanc n'est pas due à la surproduction, puisqu'en 1893, avec une extraction totale de 161.170.242 onces, le prix moyen de l'argent a été de 35 5/8 d., tandis que, en 1894, le cours moyen est tombé à 29 1/8 d. avec une extraction de 149.100.000 tonnes ?

Le Bimétallisme à la Chambre des Communes

Le débat relatif à un amendement à l'Adresse, en réponse au discours du Trône, a fourni à plusieurs orateurs de la Chambre des Communes l'occasion de faire ressortir les souffrances de l'agriculture, de l'industrie et la misère des travailleurs ou plutôt des « sans travail » anglais. Nous avons extrait de la discussion les principaux passages traitant de la question monétaire et des faits qui s'y rattachent, en donnant aussi bien les arguments des bimétallistes que ceux de leurs adversaires.

Discours de M. Chaplin *(bimétalliste)* :

Les témoins appelés devant la Commission ont été unanimes pour reconnaître que la dépression qui cause aujourd'hui tant de ruines provient de la grande baisse des prix relatifs aux produits agricoles. *(Très bien! très bien!)* Ils ont déclaré aussi — et c'est là, peut-être, le point le plus noir de la situation — que cette baisse est constante et que, si on ne parvenait à l'enrayer, il n'y avait aucun espoir d'amélioration dans le pays

Le Gouvernement a été prévenu de tout cela; on lui a fourni les preuves. Pourquoi n'a-t-il pas porté son attention sur un sujet aussi sérieux? Le rapport de la Commission ne pouvait lui être d'aucun secours...

Au surplus, l'agriculture n'est pas la seule industrie frappée ; dans les temps présents, il serait malheureusement difficile de trouver une industrie prospère. Prenons la métallurgie. Point n'est besoin d'avoir des connaissances spéciales ; on sait qu'il est impossible d'ouvrir un journal sans y trouver de longs articles consacrés à « la ruine de l'industrie métallurgique du Royaume ».

Il en est de même pour l'industrie textile dans le Nord de l'Angleterre. On lisait récemment dans le *Manchester Guardian* : « Notre correspondant de Blackburn nous télégraphie : Malgré la donation de 1.000 liv. st. fait par M. Tattersall, la misère est effrayante parmi les pauvres de Blackburn. Le Mayor estime que 2.000 familles au moins sont dans le plus profond dénuement, par suite du manque de travail. La résidence de l'evêque Gramer Roberts et le poste de police sont assiegés par des centaines de solliciteurs, dont plus de 300 ont as ailli, dans l'espace de deux heures, la demeure privée du Mayor. »

Et quelle est la cause de cette dépression? La réponse est celle de tout à l'heure : la baisse des prix.

La Chambre se rappellera de la grève des charbonniers, qui éclata il y a quelques années, la plus désastreuse, peut-être, qu'ait connue la génération actuelle. Cette grève fut provoquée par une tentative des propriétaires de mines de réduire les salaires. Pourquoi? En raison de la baisse des prix.

La Chambre pourra voir que la dépression de toutes les industries, en Angleterre et à l'étranger, est due à une baisse des prix terrible et sans precédent.

Ce fait étant acquis, le devoir du Gouvernement serait de rechercher l'origine de cette grande baisse progressive et de voir s'il n'y avait pas lieu de tenter quelque chose de sérieux pour l'enrayer.

Une explication courante, donnée maintes fois par le Chancelier de l'Echiquier, consiste à prétendre que la baisse des prix provient des nouvelles inventions tendant à faciliter la production.

Mais la théorie de la surproduction est condamnée aujourd'hui.

L'orateur veut attirer l'attention de la Chambre sur des circonstances remarquables ayant trait à la récolte du blé dans le monde entier. Des évaluations assez exactes ont été faites et les chiffres publiés dans la *Corn Trade Review* ne diffèrent guère de ceux relevés à d'autres sources.

..... Ce qui l'a surpris le plus, en présence de la situation déplorable dans laquelle se trouve l'agriculture, alors que tant d'autres intérêts sont si gravement atteints et qu'un si grand nombre de personnes perdent journellement leurs emplois, c'est l'inertie du Gouvernement de Sa Majesté, qui ne paraît pas se rendre compte de la gravité de cet état de choses. Or, il est impossible d'exagérer la gravité de la situation de l'agriculture. La dépression qui a frappé, au début, les propriétaires et les tenanciers s'étend, aujourd'hui, aux travailleurs de la terre eux-mêmes *(Très bien! très bien!)*

En 1892, la récolte, dans le monde entier a été inférieure à celle de 1891, et pourtant elle a coïncidé avec une baisse de 18 0/0 dans les prix.

En 1894, la récolte a été identique à celle de 1891 ; mais la population avait considérablement augmenté dans le monde. Et pourtant la baisse des prix a été de 29 0/0.

Comment conciliera-t-on ces données avec la théorie de la surproduction? *(Très bien! très bien!)*

Voici ce que demande actuellement les industries de ce pays dans le marasme; le Gouvernement veut-il loyalement regarder les choses en face? Est-il prêt à rechercher les moyens d'arrêter la baisse constante des prix et de s'occuper de ce qu'on considère comme la racine du mal? *(Très bien! très bien!)*

S'il est disposé à le faire, tout est pour le mieux. Mais si cet appel doit être renouvelé, s'il se heurte, comme par le passé, au *non possumus* du Chancelier de l'Echiquier — avec cette déclaration que la question des prix ne regarde pas le Gouvernement — alors toutes ses prétendues sympathies pour les souffrances de l'agriculture ou des autres industries ressembleront fort à une moquerie ou à une farce ! *(Applaudissements.)*

L'orateur signale le fait, avec toute l'énergie dont il est capable, à la Chambre des Communes ; il faut prendre un parti et arrêter la baisse des prix, ou se résigner à la ruine totale des plus grandes industries de l'Angleterre. *(Applaudissements.)*

Il passe en revue les remèdes proposés jusqu'ici. C'est d'abord le remède du Gouvernement pour l'agriculture, consistant en la construction, aux frais des intéressés, de chemins de fer à voie étroite. Quant à l'industrie textile du Lancashire, l'attitude du Gouvernement a été des plus étranges ; il a choisi, en effet, le moment où cette industrie était dans le marasme pour imposer aux produits du Lancashire des droits à leur entrée dans l'Inde.

C'est la conséquence directe du système qui a consisté à fermer, il y a deux ans, les Hôtels des Monnaies — système adopté en dépit des vives objections soulevées par un grand nombre de membres de l'opposition à la Chambre des Communes et des protestations formulées dans le Lancashire.

Il a fallu adopter ce système parce que le Gouvernement n'a pas voulu entendre les appels réitérés du Gouvernement de l'Inde et du Lancashire relatifs à la *Question de l'argent*.

En ce qui concerne l'Agriculture, l'honorable député du *East Northamptonshire* a déclaré qu'il attirerait l'attention du Gouvernement sur ce point, à savoir s'il ne convenait pas de faire une enquête au sujet des taxes locales. On a proposé cette enquête. C'est le remède préconisé par le parti radical dès qu'il s'agit de la dépression de l'agriculture. Mais l'agriculture a besoin qu'on agisse. *(Applaudissements.)*

Au surplus, comment l'honorable député peut-il s'attendre à obtenir une enquête? Le Chancelier de l'Echiquier n'a-t-il pas refusé, il y a quelques jours, de recevoir une délégation de la Chambre d'agriculture, alors que le député du Northamptonshire était président de cette Chambre? *(Applaudissements.)*

L'orateur aborde ensuite la question principale, c'est-à-dire la baisse phénoménale des prix survenue dans ces dernières années. On connaît ses idées sur ce point.

La baisse provient, non pas tant des changements survenus dans la production ou dans les moyens de transport, que des perturbations de la valeur de la monnaie datant des grandes modifications introduites, il y a vingt ans, sur le continent européen et en Amérique.

L'orateur sait que ses vues sont partagées par plusieurs des plus grands penseurs du monde, par tous les professeurs d'économie politique de l'Angleterre, et par un grand nombre d'hommes d'affaires des plus expérimentés, dans la Cité et ailleurs. Ces vues méritaient d'attirer l'attention du Gouvernement. Mais elles se sont heurtées jusqu'ici à l'hostilité du Chancelier de l'Echiquier, qui ne s'est jamais donné la peine de les approfondir, comme le prouvent ses déclarations antérieures.

Le Chancelier de l'Echiquier : Vous oubliez feu le Premier Ministre.

M. Chaplin réplique que feu le Premier Ministre n'a pas répondu à ses arguments avec le dédain dont fait preuve le Chancelier de l'Echiquier. *(Rires.)*

L'intérêt public porté à cette grosse question grandit de jour en jour et le Chancelier de l'Echiquier, ou ses successeurs, seront contraints, par la force des circonstances, à s'en occuper.

Mais, jusqu'à présent, le Chancelier de l'Echiquier s'est toujours efforcé de la discréditer en signalant l'échec de la Conférence qui a eu lieu à Bruxelles, il y a deux ou trois ans, et en alléguant que les autres nations ne voulaient pas en entendre parler.

L'orateur a déjà établi que ces allégations sont contraires à la vérité. Il a démontré aussi qu'un examen minutieux des débats à la Conférence de Bruxelles fait ressortir la bonne volonté des puissances européennes à étudier la question si l'Angleterre leur donnait le plus petit encouragement. Au surplus, l'échec de la Conférence est dû à l'attitude des délégués anglais.

C'est donc une pure invention de la part du Chancelier de l'Echiquier dans le but d'écarter une question qu'il redoute.

Les prix de l'agriculture occupent l'attention du Parlement allemand. Le Ministre prussien de ce Département a prononcé, à ce sujet, un important discours, en reconnaissant que le *bimétallisme* rendrait les plus grands services à l'agriculture, mais qu'on ne pouvait s'en occuper en raison de l'opposition de l'Angleterre.

Le Chancelier de l'Echiquier : Il n'a pas dit cela.

M. Chaplin répond que ces paroles sont reproduites dans une lettre étrangère du *Times*. Il y a aussi une déclaration importante du Président du Conseil français faite dimanche.

M. Ribot, répondant à une interpellation relative à la crise monétaire, a constaté qu'un mouvement en faveur du *bimétallisme* se dessinait en Angleterre et qu'il s'efforcerait de vaincre l'opposition faite à ce système en France, avec l'espoir que le pays reviendrait au *bimétallisme*.

Chacun sait que les sommités politiques des Etats-Unis sont profondément divisées sur le point de savoir si la libre frappe de l'argent devait être tentée par l'Amérique seule ; mais elles sont d'accord pour reprendre cette libre frappe à la suite d'une entente internationale.

La méthode à suivre consiste à réunir une nouvelle Conférence internationale. Y a-t-il une objection ? Peut-on s'opposer à ce que la question soit examinée à fond par les hommes les plus compétents, ayant le plus grand désir d'arriver à la vérité ?

Un des obstacles réside dans l'infatuation, dans l'entêtement du Chancelier de l'Echiquier, qui a refusé jusqu'à présent de prendre en considération cette question si vitale pour les intérêts de l'agriculture dans ce pays, pour les industries du Lancashire, pour l'Inde, pour les ouvriers et les producteurs de toutes les industries du Royaume, question formant, enfin, l'origine des troubles en Irlande. Elle est plus importante encore pour les fermiers irlandais que pour les tenanciers anglais.

L'orateur ne veut pas entrer aujourd'hui dans de plus longs développements ; tout ce qu'il demande c'est que le Gouvernement l'examine sérieusement conformément aux vues exprimées. Dès l'instant où les puissances européennes ne sont pas hostiles, le long délai réclamé par le député du Northamptonshire n'a plus sa raison d'être. Il n'y a pas d'autre remède pratique pour éviter la ruine de l'agriculture. Quelque membre de la Chambre a-t-il une autre proposition à formuler ? (*Rires*)

Comme conclusion, il affirme que la prise en considération de ses propositions ramènerait l'espoir de temps meilleurs pour l'agriculture et pour toutes les autres industries du Royaume, en même temps que pour tous les travailleurs et producteurs. (*Applaudissements.*)

(*A suivre.*)

La Baisse des Prix de Gros

M. A. Sauerbeck vient de publier les *index numbers* sur 45 catégories de marchandises pour janvier 1895.

La moyenne des onze années 1867 à 77 étant 100, voici les résultats indiqués par le savant statisticien anglais :

1873	111	Juin 1894	63,1
1883	82	Septembre 1894	62,7
1893	68	Décembre 1894	60,1
1894	63	Janvier 1895	60

Les prix et *index numbers* de l'argent ressortent comme suit (60,8^d l'once = 100, représentant la parité de 15 1/2 d'argent pour 1 d'or) :

Fin décembre 1893, 31 3/4^d = 52,2 ; fin juin 1894, 28 3/4^d = 47,3 ; fin septembre 1894, 29 3/16^d = 48 ; fin décembre 1894, 27 1/4^d = 44,8 ; fin janvier 1895, 27 7/16^d = 45.

La nouvelle Piastre britannique

Le *Times*, parlant un peu tardivement de la nouvelle piastre britannique dont nous avons annoncé la création il y a plusieurs mois (notamment dans l'*Economiste Européen* du 22 septembre 1894, 6e vol., p. 367), déclare que la guerre sino-japonaise devant avoir pour conséquence d'ouvrir la Chine au commerce international, cette piastre viendra à point pour faire face à l'accroissement des besoins de la circulation.

« Sa valeur et son titre, ajoute notre grand confrère d'outre-Manche, ont été choisis avec soin, de façon à la faire accepter sur les marchés de l'Extrême-Orient.

« On avait à choisir entre deux modèles, savoir : la *piastre mexicaine* et le *yen japonais*.

« Tout d'abord, on penchait pour la *piastre mexicaine*, pesant en moyenne 417 1/2 grains et titrant 902 fin, de façon à permettre à la piastre anglaise d'entrer en parallèle dans le Nord de la Chine avec 417 grains et 900 fin.

« Mais, en fin de compte, on s'est décidé pour le modèle du *yen japonais*, du poids de 416 grains et du titre de 900 fin.

« Il a été reconnu, en effet, que les légères différences de poids et de titre du *yen* n'entravaient pas sa libre circulation dans les Détroits, et qu'à Hong-Kong, ces différences étaient insignifiantes, puisque les paiements y sont effectués au poids.....

« Au surplus, conclut le *Times*, quel que soit l'avenir réservé à la nouvelle monnaie, elle augmente le prestige anglais ; grâce aux efforts de deux banques anglaises — la *Chartered Bank of India* et la *Hong-Kong and Shanghaï Banking corporation* — on a écarté un péril et on a créé des facilités à la circulation de l'Extrême-Orient. »

La Frappe illimitée de l'Argent aux Etats-Uuis.

Une dépêche de New-York, en date du 14 février, nous apporte la nouvelle que le Sénat fédéral a voté, mercredi 13 février, une résolution favorable à la frappe illimitée de l'argent.

Cette résolution, bien qu'elle soit encore loin d'être exécutoire, présente cependant une très grande gravité, car elle indique la tendance qui s'accentue de jour en jour aux Etats-Unis en faveur de la frappe illimitée de l'argent.

Autre fait non moins caractéristique : la Chambre des représentants a rejeté hier, par 175 voix contre 120, la proposition tendant à substituer des *obligations en or* 3 0/0 aux obligations payables en *espèces métalliques*, sans désignation de métal.

L'étalon d'or semble irrémédiablement compromis aux Etats-Unis : que va-t-il en résulter pour l'Europe ? *That is the question !*

La Suppression du Papier-Monnaie au Chili

Dans notre no 160, 2 février 1895, page 136, nous annoncions l'approbation, par le Sénat chilien, de la conversion du papier-monnaie à raison de 18 cents par peso. D'après une nouvelle dépêche de Santiago, la loi de conversion aurait été promulguée et entrerait en vigueur à partir du mois de juin.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 15 février 1895.

La liquidation a montré que les positions à la hausse étaient bien réduites et que les livraisons de titres ont servi aux besoins des baissiers : il paraît même s'être formé un découvert sur quelques grosses valeurs qui sont depuis longtemps connues du portefeuille anglais.

Le rendement total pour l'ensemble des mines pendant le mois de janvier a été de 177.463 onces contre 182.104 en décembre 1894 et 149.814 en janvier 1894. Cette diminution s'explique par le fait que la *Champ d'or deep* a cessé de travailler et que la *Geldenhuis* a dû arrêter sa batterie pour accoupler 40 nouveaux pilons.

La *City and Suburban* sera, dit-on, introduite sous peu à Paris. Quoi qu'il en soit, elle a eu les honneurs du marché : à 18 3/4 elle est en avance de 2 livres sur son cours de compensation. La *City and Suburban* est une des plus belles mines du Witwatersrandt; ses 130 claims lui donnent une durée d'environ 25 ans, son capital nominal n'est que de 85.000 livres, elle travaille actuellement avec 130 pilons et gagne environ 14.500 liv. par mois ; mais 40 nouveaux pilons sont commandés ce qui augmentera encore les bénéfices.

La *Wemmer* enregistre également une très forte avance, elle gagne plus d'une livre à 9. Les bénéfices de décembre ont été de 18.850 livres. Comme le capital de la Compagnie n'est que de 55.000 livres, on prévoit des dividendes pouvant atteindre jusqu'à 200 0/0 sur le pair d'une livre. Mais il ne faut pas oublier que la Wemmer exploite une petite mine qui devra être épuisée dans une période qui peut varier de 6 à 8 ans.

La *Henry Nourse*, à 5 7/8, reste excessivement ferme. Nous avons déjà dit qu'on n'attend plus que la force motrice pour mettre en marche les 45 nouveaux pilons, type lourd ; alors la Compagnie devra marcher sur le pied d'un dividende de 60 0/0 sur le pair d'une livre. Le prix actuel ne paraît donc pas exagéré, car, bien que la mine ne contienne que 39 claims, le filon a une inclinaison qui se rapproche beaucoup de la perpendiculaire (85 degrés), ce qui fait qu'elle devra vivre 14 à 15 ans. En outre, la Henry Nourse a un très grand bewardplatzen dont elle pourra sans doute obtenir les droits miniers. Il y a là un actif important : le capital de la Compagnie est de 125.000 livres.

La *Ferreira* a également des demandes suivies à 15 1/2. Le courrier du Cap nous apporte le rapport trimestriel du 31 décembre; les bénéfices pour cette période dépassent 47.000 livres, alors que le dividende de 50 0/0, pour les trois mois, n'absorbe que 44.500 liv.

Le capital de la Compagnie est de 89.000 liv. st. Si la durée de la mine doit être, ainsi qu'on le dit, de seize ans environ, ces résultats sont très satisfaisants. Faisons cependant quelques réserves quant à cette durée.

La *Robinson*, dont le titre se fait rare, monte à 7 7/8.

*

La *Langlaagte* est calme. La *Simmer and Jack* avance à 12 liv. st.

Parmi les valeurs spéculatives, la *Modderfontein* reprend à 9 3/16, tandis que la *East Rand*, offerte passagèrement à 48/6, revient dans les environs de 52/0.

La *Randfontein* est également en légère reprise. Son capital énorme gêne le mouvement.

La *South West Rand Mines* est soutenue à 15/16. La répartition des titres a eu lieu cette semaine sans qu'aucune réalisation importante se soit produite. M. Freschville, manager de la Compagnie, envoie un rapport très satisfaisant sur les premiers travaux qu'il a entrepris.

La *Bonnanza* a eu des demandes à 15/8 sur le bruit que cette Compagnie fusionnerait avec la *Johannesburg Pioneer*.

Nouveau recul de la *Sheba*. Nous avons signalé, la semaine dernière, que la mine était inondée : de nouveaux renseignements disent que les dégâts sont très importants ; l'exploitation devra être arrêtée pendant plusieurs mois et une somme de 40.000 liv. st. sera nécessaire pour remettre la mine en état.

La *Geldenhuis Estate* s'est relevée un peu grâce à quelques petits achats du Syndicat, mais les demandes ont été vivement servies et on revient à 5 5/8. Nous avons déjà dit que la mine n'aurait qu'une durée de 8 à 10 ans ; quant aux bénéfices à attendre, ils ne sauraient guère dépasser un dividende de 60 0/0 sur le pair d'une livre.

Le reste du marché est ferme. La nouvelle animation dont ces actions font preuve aujourd'hui montre combien nous avions raison de prévenir nos lecteurs que le moment était venu de faire un choix parmi les mines d'or. Certaines peuvent encore monter, d'autres ne laissent plus de marge à la hausse.

Paris, le 15 février 1895.

Notre *Marché des Mines d'or*, négligé ces temps derniers, est de nouveau très actif. On signale de nombreuses demandes qui favorisent un sensible relèvement des cours. La *Ferreira*, principalement, gagne 25 fr. à 398 fr.75 ; *Robinson* 208 fr. 43 3/4 contre 198 fr. 12 1/2 ; *Geldenhuis*, la plus nouvellement introduite sur la place, monte de 138 12 1/2 à 150 62 1/2 ; les bénéfices de décembre de cette mine s'élèvent à 9.369 liv. st. ; *Simmer and Jack*, 308 75, en reprise de 20 francs ; cette mine a gagné, en janvier, 3.300 liv. st. ; *Randfontein* 37 68 3/4 gagnant ainsi 9 fr. 87 1/2 ; *Langlaagte* 113 12 1/1 contre 112 fr. 50.

Il vient de se constituer un puissant Syndicat de financiers français et anglais qui s'attachera à l'étude des diverses exploitations de mines d'or au *Transwaal*, et qui s'occupera de l'introduction sur notre marché des actions de celles de ces entreprises qui paraîtront présenter un avenir sérieux. Nous sommes heureux de cette initiative prise au moment où notre public semble vouloir s'intéresser de plus en plus à cette sorte de valeurs. Elle canalisera le mouvement qui s'est produit en France vers les actions des mines d'or et guidera, ainsi que nous l'avons toujours demandé, les choix sur lesquels nos capitaux français pourront se porter avec confiance.

Production de janvier. — Le rendement des mines d'or du Witwatersrandt pour le mois de janvier a été de 177.463 onces contre 182.104 en décembre 1894, et 149.814 en janvier 1894.

Voici les résultats connus dans les principales usines :

En onces (l'once vaut 91 francs)

Noms des Compagnies	Product. de octob. — Onces	Product. de novemb. — Onces	Product. de décemb. — Onces	Product. de janvier — Onces
Aurora	»	»	»	»
Champ-d'Or	4.050	4.080	3.950	4.250
City and Suburban	8.399	10.262	10.484	10.219
New Crœsus	»	»	»	»
Crown Reef	11.048	10.853	10.443	10.260
Durban Roodepoort	5.010	4.792	4.948	»
Ferreira	5.477	5.981	6.322	6.229
Geldenhuis Estate	6.299	6.532	6.433	5.966
Geldenhnis Main Reef	1.775	1.670	1.718	1.812
Glencairn	4.580	5.057	4.584	4.413
Heriot	4.233	4.583	5.494	»
Henry Nourse	2.557	2.421	2.535	2.257
Jubilee	2.374	2.261	2.079	2.095
Jumpers	4.388	4.325	4.205	4.361
Langlaagte	13.103	11.882	11.731	10.801
— Block B.	3.799	3.393	3.546	3.150
Main Reef	1.285	»	»	»
May Consolidated	2.117	2.200	2.568	3.584
May Deep Level	»	»	»	»
Meyer et Charlton	2.929	2.431	»	»

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	DIVIDENDES 1892	DIVIDENDES 1893	DIVIDENDES 1894	PRODUCTION 1892	PRODUCTION 1893	PRODUCTION 1894		COURS DU 8 février	COURS DU 15 février
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9.505	2	1.594	13/16	13/16
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 3/16	2 1/16
Chimes (New)	.100 000	1	95.000	40 — Heidelberg	40	»	»	40	»	»	28.36	21.806	12	29 346	2 11/16	2 9/16
City and Suburban	85 000	1	65 000	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	12	72.092	16 3/4	18 3/4
Crœsus (New)	225.000	1	195.000	16½ — — ..	»	60	»	10	»	»	11.50	1.339	»	»	2 7/16	2 5/16
Crown Reef	120.000	1	120 000	19 — — ..	90	120	50	55	50	»	70 204	82 105	12	120953	9 3/4	9 3/4
Durban Roodep	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30.931	60 635	12	55 969	6 15/16	6 3/4
East Rand	650 000	1	650.000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	51/6	52/0
Ferreira	45 000	1	43 292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	12	69 433	11 7/8	15 1/2
Geldenhuis Estate	200.000	1	187.500	190 acres Elandsf...	80	40	15	10	25	»	47.721	47.431	10	15 633	5 5/8	5 5/8
Heriot (New)	85.000	1	73 250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	41 763	8 3/8	8 1/2
Henry Nourse	125 000	1	125 000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	»	22 220	12	29 528	5 5/16	6 /
Jubilee	30.000	1	30 000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17.319	30.066	12	26.611	8 3/8	9 3/8
Jumpers	100.000	1	100.000	39 —Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22.145	41.490	12	52.106	5 11/16	6 1/8
Langlaagte Estate	500.000	1	167 000	31 — — .	160	»	10	20	30	»	88.951	104.909	12	146411	4 7/16	4 7/16
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres —	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27 898	6 1/2	6 1/2
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	1/2	1/2
New Aurora West	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M.R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	1 932	16/0	15/0
— Primrose	240.000	1	240 000	51 cl. Elndsft., Turff	100	»	15	27½	40	»	56.449	83.777	12	86.030	6 1/16	6 /.
Nigel	160 000	1	159 895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55.936	46.007	12	53 909	5 1/16	5 /.
Pioneer	21 000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3 221	4 /.	4 ./.
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvl-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	12.133	23/0	23/3
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21 /.	21 7/8
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kieti	50	»	»	10	15	»	11.931	35 451	11	19.577	2 13/16	2 7/16
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170.150	161.133	12	161756	7 5/8	7 7/8
Salisbury (New)	100 000	1	93 000	5 claims — .	70	»	»	30	10	»	20 829	24.851	12	18 781	3 1/4	3 1/8
Simmer and Jack	85 000	1	83 000	120 acr. Elandsfont..	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	11 7/8	12 ./.
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. — ..	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	12	12.206	2 1/4	2 1/4
Wemmer	55 000	1	46 300	12½ claims M. R..	30	»	10	»	»	»	16.250	24.297	9	25 241	7 1/8	9 /.
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — — .	40	50	»	»	»	10	»	25.948	12	30.602	5 5/8	5 7/8
Worcester	100.000	1	90.727	10 — —	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	12	30.788	4 1/8	4 1/8

New Aurora West..	»	»	»	»
New Chimes	2.512	2.861	2.637	2.657
New Clever Estates	2.348	2.310	2.175	1.773
Metropolitan........	1.285	1.350	2.175	1.930
New Primrose......	7.556	7.502	»	»
Nigel...............	4.138	4.2[illegible]6	4.270	3.841
Pionneer............	»	»	»	»
Princess	1.577	»	1.855	1.960
Randfontein.........	3.444	3.390	3.591	4.055
Rietfontein	2.055	2.400	»	2.095
Robinson...........	14.581	14.054	16.508	»
Salisbury...........	1.850	1.750	1.850	»
Sheba...............	4.671	5.295	4.567	4.637
Simmer et Jack.....	6 019	6.709	7.031	7.175
Stanhope	1.450	1.350	1.366	»
Trans Gold.........	2.300	2.135	2.360	2.650
United Roodepoort..	3.175	3.447	3.898	4.254
Village Main Reef..	1.804	»	»	»
Wemmer............	2.946	3.579	4.966	4.780
Wolhuter....	2.710	»	2.745	2.725
Worcester..........	2.613	2.831	2.713	»

Situation Financière générale

France. — Non seulement la Bourse a consolidé facilement les cours conquis précédemment, mais encore elle a pu imprimer, à certaines valeurs, une allure que quelques-uns considèrent comme excessive. Cependant, à voir avec quelle facilité les réalisations sont absorbées, on peut croire que le mouvement actuel ne sera pas enrayé pour le moment au moins. L'argent est toujours facile, et les dispositions générales, qui sont toutes à la hausse, peuvent encore triompher une fois de plus d'ici la fin du mois.

Nos *Rentes nationales* sont un peu délaissées pour le moment. Par contre, nos *Sociétés de crédit*, — quelques-unes surtout, — sont en grande faveur. Mais ce sont les *Fonds étrangers* qui attirent le plus l'attention, et ce sont eux, du reste, qui profitent le plus, et dans une proportion considérable, de l'entrain de notre spéculation locale.

Allemagne. — Les transactions ont été actives, cette semaine, sur le marché berlinois, les haussiers se servant des nouvelles favorables de Vienne pour pousser les cours en attendant que la forme définitive du projet de réglementation des affaires de Bourse soit connue.

L'attention du monde financier se porte sur les débats qui viennent de s'ouvrir au Reichstag relativement à la question monétaire; l'Union économique du Parlement étudie aussi le projet de conversion du 4 0/0 allemand.

Angleterre. — La situation politique devient plus calme : la discussion de l'Adresse n'a pas amené les incidents que l'on craignait; l'opposition paraît peu, désireuse de forcer la dissolution et le parti gouvernemental fait tous ses efforts pour conserver le pouvoir.

Le marché se préoccupe toujours des affaires d'Amérique, mais l'émission n'est pas assez importante pour qu'elle puisse inquiéter le marché.

La liquidation s'est opérée avec facilité, les avances se sont trouvées peu recherchées et on a constaté une diminution des positions à la hausse, une augmentation des positions à la baisse.

Autriche-Hongrie. — Le resserrement monétaire persiste à Vienne, où les reports en Banque ont varié entre 6 1/2 et 10 0/0. Pourtant, en fin de semaine, la fermeté s'accentue, malgré les efforts des baissiers berlinois, dont les pertes sont évaluées à 70 millions de florins environ.

Le grand événement financier du moment c'est le contrat passé entre le syndicat Rothschild et le Ministre des finances cisleithanien pour 50 millions de rente-or autrichienne 4 0/0, pris moitié ferme et moitié à option; mais cette affaire, escomptée d'avance par la spéculation, n'a pas exercé d'influence appréciable sur le marché.

Belgique. — M. de Smeet de Naeyer, ministre des finances de Belgique, a déposé, cette semaine, un projet de loi portant remboursement au pair des dettes de l'Etat 3 1/2 en 3 0/0.

Cette conversion portera sur trois séries de 3 1/2 0/0, qui se négocient actuellement au-dessus du pair.

Espagne. — Depuis deux jours les réalisations sur l'Extérieure pèsent sur le marché espagnol; mais le début de la semaine avait été très ferme.

Les cédules de la Banque Hypothécaire, notamment, étaient l'objet de demandes suivies, la baisse du change favorisant les opérations de cet Etablissement.

L'accroissement des *pagarés* dans le portefeuille de la *Banque d'Espagne*, s'explique par la liquidation des avances qu'il a fallu faire au Gouvernement pour combler les vides budgétaires.

Italie. — La fermeté a dominé à la Bourse de Rome pendant une partie de la semaine dernière, mais les réalisations, assez nombreuses depuis deux jours, pèsent sur les cours.

Toutefois, la baisse du change fait croire à une reprise sérieuse, la situation économique du pays s'améliorant sensiblement.

Russie. — Pendant les dix premiers mois de 1894, les recettes du budget ordinaire russe accusent une plus-value de 96.976.000 roubles. Ce résultat confirme toutes nos appréciations antérieures sur la prudence avec laquelle sont gérées les finances de l'Empire du tsar.

Serbie. — Les recettes des douanes serbes, pour toute l'année 1894, accusent une plus-value de 508.572 fr. en comparaison avec 1893; par contre, les tabacs, sels et l'obrt, ont donné des moins-values.

Les Caisses spéciales ont remis, pendant le mois de janvier dernier, 635.000 francs en or pour le service des coupons pendant le 1er semestre 1895.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	8 février			15 février		
	Derniers Cours	P. de 4 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 4 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)........	103 30	34 43	2 90	103 47	34 49	2 89
Consolidés anglais (ch.f. 25 fr. 20)	105 25	38 27	2 61	105 20	38 25	2 61
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)....	104 20	26 05	3 83	103 95	25 98	3 84
Belgique 3 ½ %................	103 25	29 50	3 38	103 »	29 42	3 39
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.) ..	76 15	19 03	5 25	76 25	19 06	5 24
Grèce 5 % 1881 (en suspension).	160 »	» »	» »	160 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam).	101 75	29 07	3 43	101 87	29 10	3 43
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)..	101 75	25 43	3 93	102 25	25 56	3 91
Italie 4 % net..................	87 85	21 96	4 55	88 85	22 21	4 50
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)....	98 »	32 66	3 06	99 »	33 »	3 03
Portugal 3 % (1 fr. net).........	25 »	25 »	4 »	26 »	26 »	3 84
Roumanie 5 %..................	102 97	20 59	4 85	103 »	20 60	4 85
Russie 3 % or 1891 libéré.......	90 90	30 30	3 30	90 95	30 31	3 30
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)......	73 50	14 70	6 80	73 75	14 75	6 77
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)..	103 »	25 75	3 88	103 [illegible]	25 87	3 86
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	102 90	34 30	2 91	102 60	34 20	2 92
Turquie convertie 1 % série D..	26 55	26 55	3 76	26 90	26 90	3 71
— Priorité 4 % 1890......	491 25	24 56	4 07	492 50	24 62	4 06
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	97 37	32 45	3 08	97 75	32 58	3 06

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — M. Ribot devant la Commission du Budget. — Le Budget des Postes, Télégraphes et Téléphones. — Revocation de M. Levaillant. — M. Gadaud et l'Agriculture. — Le Budget de l'Instruction publique. — L'Empereur d'Autriche à Menton. — La Commission d'Enquête. — Le Procès des Cercles. — Dîner diplomatique à l'Elysée.

Les déclarations faites par M. Ribot, président du Conseil, ministre des finances, au sein de la Commission du Budget, ont été fort bien accueillies.

En effet, la tâche de M. Ribot, acceptée presque à

l'improviste, serait impossible s'il ne pouvait compter sur le concours dévoué de la majorité du Parlement. L'honorable Ministre des finances a dit sagement :

Certes, ce n'est pas le Budget idéal que je vous apporte ; le Budget n'est même pas mien, en ce sens qu'on ne peut pas, en ce moment, faire un Budget de réformes.

La chose urgente, celle à laquelle doivent s'attacher tous les républicains, c'est de faire aboutir le Budget.

A ce point de vue, il est indispensable de disjoindre de la loi de finances le projet spécial sur les successions, qui doit être amendé, mais dont le ministère maintient le principe.

Le point capital sur lequel une revision doit porter, c'est la question de la déduction du passif.

Avec la progressivité, si on ne calcule pas prudemment l'actif net, on arriverait à des conséquences plus fâcheuses qu'on ne le suppose.

Il convient donc de se livrer à des études nouvelles et de se consacrer, en attendant qu'elles soient terminées, au Budget.

La discussion suit son cours et fait grand honneur au Parlement. Nous ne pouvons pas espérer avoir le Budget pour la fin de février ; mais nous devons tous nous mettre d'accord pour que la loi de finances soit promulguée pour le 1er avril.

On a dit que nous sommes en temps de trêve : soit ! Nous nous retrouverons, mais, pour l'instant, unissons nos efforts pour donner au pays le Budget qu'il attend.

Le Budget de 1896 sera très différent de celui de 1895 ; mais, à l'heure où l'on est, il faut se contenter de solutions en quelque sorte transitoires.

Puis, M. Ribot a exposé ses idées et ses combinaisons touchant la loi de finances, que l'on lira plus loin dans l'article intitulé : le *Budget de 1895*.

Il est revenu modestement sur son rôle et il a dit :

« Mon ambition n'est pas de faire le Budget de 1896. J'ai trouvé une ressource qui me permet d'établir en équilibre le Budget de 1895 ; c'est un résultat appréciable. »

Il a conclu en ces termes :

Tout ce qui nous dispensera, soit d'un impôt, soit d'un emprunt, sera excellent ; le Budget est en équilibre ; la Chambre peut le voter ; et, simplifié comme il est, il sera voté sans plus de retard par le Sénat ; on donnera de la sorte à la France la loi de finances qu'elle attend.

On ne saurait mieux répondre aux préoccupations générales ; la Chambre le comprendra.

〰 M. Ribot, président du Conseil, ministre des finances, a déposé, le 9 courant, à la Chambre, le projet de Budget rectifié pour 1895.

〰 La Chambre a adopté le Budget des Postes, Télégraphes et Téléphones.

〰 La Commission d'enquête des Chemins de fer a discuté les trois propositions qui lui ont été présentées par MM. Georges Berry, Martinon, Darlan et Lasteyrie.

Une très longue discussion a eu lieu ; y ont pris part : MM. Georges Berry, Plichon, Turrel, Jumel, Alicot, Julien Dumas, Martinon, de Lasteyrie, Descubes et Darlan ; la proposition de M. Berry a été repoussée.

M. Martinon a alors insisté pour que la Commission se déclare prête à faire porter son enquête sur les Conventions de 1883, sans s'arrêter aux conséquences juridiques ou autres qui pourraient en résulter. Ce texte a été également repoussé.

Les deux premiers articles de la motion de MM. Darlan et de Lasteyrie ont alors été adoptés et plusieurs membres ont proposé un paragraphe additionnel, destiné à donner, dans une certaine mesure, satisfaction à M. Martinon. Ce paragraphe, accepté par M. Martinon, est ainsi conçu :

« La Commission donnera ses conclusions dans la limite du mandat qui lui a été confié par la Chambre, sauf à celle-ci à envisager les conséquences civiles qui pourraient résulter des constatations qui viendraient à être faites et qui lui seraient révélées par le rapport ».

〰 M. Isaïe Levaillant, ancien directeur de la Sûreté Générale, en dernier lieu trésorier-payeur général de la Loire, a été relevé de ses fonctions.

〰 Le 10, M. Gadaud, ministre de l'agriculture, a assisté à un concours à Nevers. Il a prononcé un discours dont voici un extrait :

« Il faut au cultivateur le calme qui donne la sécurité des affaires, le goût du travail, la facilité de l'épargne, la certitude du lendemain. Peut-être dépend-il de nous tous de lui assurer ces bienfaits par la trêve de nos querelles, par la substitution de nos efforts communs en vue de la grandeur et de la prospérité de la patrie à l'antagonisme mesquin de nos intérêts et de notre amour-propre.

« Suivons, en un mot, les conseils d'apaisement et de concorde inscrits dans le message du Président de la République et confirmés par la déclaration du Président du Conseil qui vous a dit que la politique du Gouvernement devait être et serait une politique d'union entre les républicains, pour le plus grand bien de la République et de la France ».

〰 Le 11, la Chambre a commencé la discussion du Budget de l'Instruction publique. MM. d'Hulst, Jaurès et Poincaré, ministre de l'Instruction publique, ont pris la parole.

〰 La Commission d'enquête a entendu la déposition de M. Millerand et la déposition de M. Allain-Targé. M. Georges Berry a donné sa démission de membre de la Commission.

〰 Le 12 courant, l'empereur d'Autriche, François-Joseph, est arrivé à Menton, où il a retrouvé l'impératrice d'Autriche.

Le président de la République a envoyé la dépêche suivante à l'Empereur, pour le saluer à son arrivée sur le territoire français :

« Le Président de la République française à S. M. François-Joseph Ier, empereur d'Autriche, roi de Bohême et roi apostolique de Hongrie, au Cap Martin.

« Je tiens à souhaiter à Votre Majesté la bienvenue à son entrée sur le territoire français et à lui exprimer l'espoir qu'un nouveau séjour au Cap Martin lui sera agréable.

« Je dépose aux pieds de Sa Majesté l'Impératrice mes respectueux hommages et je prie Votre Majesté de croire à mes sentiments de sincère amitié. »

L'Empereur d'Autriche a répondu par la dépêche suivante à M. Félix Faure :

« Je vous remercie sincèrement, Monsieur le Président, du souhait de bienvenue que vous venez de m'adresser à l'occasion de mon arrivée en France.

« C'est avec un grand plaisir que l'Impératrice et moi revenons séjourner dans ce beau pays.

« Je suis heureux d'avoir cette occasion de vous exprimer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute estime et sincère amitié. »

〰 La Chambre a continué la discussion du Budget de l'Instruction publique.

〰 La Commission d'enquête a pris connaissance d'une lettre de M. Camille Pelletan, refusant de témoigner et elle a entendu la déposition de M. Maurice Barrès.

〰 La Commission d'enquête, dans sa séance du 13 courant, qui a duré cinq heures, a entendu successivement MM. Heurteaux, directeur de la Compagnie d'Orléans ; Aucoc, président du Conseil d'administration de la Compagnie du Midi, et Bagé, directeur de cette dernière Compagnie.

M. d'Eichthal, président honoraire de la Compagnie du Midi, s'est excusé en raison de son grand âge.

〰 Le procès des Cercles, qui comprend sept inculpés, a commencé devant la onzième Chambre.

〰 Le 14 courant, M. Félix Faure, président de la République, a donné son premier grand dîner officiel offert en l'honneur des membres du Corps diplomatique.

〰 La Chambre a poursuivi la discussion du Budget de l'Instruction publique et adopté tous les articles, sauf le chapitre 64.

〰 La Commission d'enquête a entendu M. Bénac, ancien chef de cabinet de M. Raynal, au ministère des Travaux publics. La Commission a ensuite entendu M. Menant, ancien chef-adjoint du cabinet de M. Raynal ; MM. Schelle et Systermans, chef de division au ministère des Travaux publics, et M. Crémieux, avocat à la Cour de Paris, ancien chef-adjoint du cabinet du sous-secrétaire d'Etat.

〰 Le 15, la Chambre, après avoir adopté le chapitre 64 réservé, du Budget de l'Instruction publique, a passé au Budget des Beaux-Arts.

〰 La Commission d'enquête a entendu MM. Rougé, inspecteur général des finances ; Picard, président au Conseil d'Etat ; Lax, inspecteur général des Ponts et Chaussées et Metzger, ancien directeur des Chemins de fer.

La Commission a décidé d'envoyer une délégation à la prison d'Etampes pour y interroger M. Baïhaut.

Elle a décidé d'envoyer une autre délégation chargée d'examiner sur place les comptes de publicité des Compagnies.

Marché Financier. — La tendance du marché a été en général excellente, cette semaine. Notre spéculation a vigoureusement travaillé, et, pour certains fonds d'Etats étrangers, comme la *Rente Extérieure Espagnole* et la *Rente Italienne*, a obtenu des cours auxquels on n'était plus habitué depuis longtemps. En clôture d hier, les hauts prix conquis ne sont pas tout à fait conservés sur l'ensemble, et on paraît devoir s'attendre à un petit tassement. Néanmoins, les dispositions restent bonnes.

Ces dispositions, à l'heure actuelle, sont à peu près forcées. On fait bien remarquer les augmentations de dépenses budgétaires que l'on signale dans presque tous les pays ; mais la politique est au grand calme en ce moment, et, pour la Bourse, c'est là le point capital. Il serait peut être bon de compter un peu avec le renchérissement des capitaux, renchérissement qui doit suivre les grandes opérations nouvelles auxquelles on est appelé à assister, à savoir les emprunts américain et autrichien, par exemple. Mais, en vue même de ces opérations, la fermeté est obligatoire, d'autant plus que, d'un autre côté, il existe encore des conversions à mener à bonne fin. Il ne paraît donc pas que l'on ait à craindre, pour l'instant au moins, un recul sensible en arrière.

La réponse des primes pour la liquidation de quinzaine s'est effectuée hier dans le plus grand calme. La journée d'aujourd'hui ne doit, au sujet des reports, donner lieu à aucune surprise. Aussi estime-t-on que, la semaine prochaine, on s'emploiera de nouveau à pousser le marché.

★ ★ Bien que négligé en ce moment, le marché de notre *Rente Française 3 0/0* est ferme. On pouvait espérer davantage un moment, vu l'amélioration sensible que le mois de janvier a apportée dans la situation de notre commerce extérieur. On croyait voir apparaître une nouvelle couche d'acheteurs qui auraient ainsi contribué à une avance sérieuse des cours. Mais il n'en a rien été. Toute l'attention se porte sur les autres fonds à mouvements brusques, et il faut se contenter d'enregistrer, pour la semaine, une plus-value de 17 1/2 centimes à 103 47 1/2. *Comptant*, toujours très hésitant. Primes calmes. *Ecarts* fin courant, 0 12 1/2 centimes dont 0 50 centimes ; 0,22 1/2 centimes dont 0,25 centimes ; 0.40 centimes dont 0,10 centimes. *Ecarts* fin prochain, 0.55 centimes dont 0,50 centimes et 0,80 centimes dont 0,25 centimes.

Sur le *3 1/2 0/0* à signaler quelques rares échanges. De 108 05, ce fonds est revenu un moment à 107 85. mais il reprend et clôture à 108 02 1/2. *Rente 3 0/0 amortissable* sans variation à 101 40.

★ ★ La *Banque de France* continue à être recherchée. Elle reste, au dernier moment, à 3.905, contre 3.900 il y a huit jours, et après même 3.947 50 au plus haut. Pour les huit premières semaines du semestre en cours, les bénéfices de la Banque, pour escomptes et intérêts divers, se sont élevés a 1.637 561 fr., contre 2.960.873 en 1894, 2.384.402 fr. en 1893, 3.588.672 fr. en 1892, 4.885.523 fr. en 1891, et 4.060.754 fr. en 1890.

★ ★ Nous laissions, vendredi dernier, le *Crédit Foncier* à 911 25. Il a coté, depuis, 916 25 et clôture à 913 75, en bonne tendance. Dans sa séance hebdomadaire du 13 courant, le Conseil d'administration a autorisé pour 4.105.920 fr. de nouveaux prêts, dont 2 millions 663.791 fr. en prêts fonciers et 1.442.129 fr. en prêts communaux. On fait remarquer qu'en 1894, les bénéfices du *Crédit Foncier de France* ont atteint 15.728.982 fr. Ils avaient été de 17.520.473 fr. en 1893. Malgré cette petite diminution, la situation de notre grand Etablissement hypothécaire est toujours très satisfaisante. On attend de connaître le montant du dividende qui sera proposé à la prochaine assemblée des actionnaires. Rappelons que celui de l'année 1893 avait été fixé à 45 fr.

★ ★ Les actions de nos grandes *Sociétés de Crédit* ont été un peu plus favorisées dans ces derniers jours que dans la semaine précédente. La *Banque de Paris et des Pays-Bas*, de 727 fr. 50 passe à 740, mais, sur des réalisations, revient à 735. Avec le *Crédit Lyonnais*, cet Etablissement vient de procéder à l'émission par vente d'un *Emprunt Amortissable 3 1/2 0/0* de 18 millions de *marks or* ou 18 millions de francs, du Gouvernement du Grand-Duché de Finlande, conformément à l'autorisation donnée par l'Empereur de Russie, grand-duc de Finlande. Cet emprunt est exclusivement affecté à la construction de chemins de fer en Finlande, et a été offert au cours de 99 3/4 0/0, soit 498 fr. 75 l'obligation de 500 francs. L'opération a parfaitement réussi. *Crédit Lyonnais*, 827 50 contre 813 75 il y a huit jours. La succursale à Bombay de cette institution a ouvert ses guichets ces jours derniers.

Le *Comptoir National d'Escompte* monte de 565 à 570 fr. *Crédit Industriel et Commercial*. 545 contre 544. Nous reportons nos lecteurs à l'article que nous publions plus loin sur cet Etablissement. La *Société Générale*, de plus en plus demandée, se rapproche du pair, comme nous l'avions pressenti précédemment. Elle cote 498 75, réalisant ainsi une plus value de 11 fr. 75. C'est très prochainement que la Société Générale va ouvrir ses guichets à la Conversion Suédoise dont nous avons parlé dans l'article consacré à cette institution dans l'*Economiste Européen* du 26 janvier dernier. *Banque Internationale de Paris*, 516 25 en progrès de 7 fr. 50.

La *Banque Parisienne*, tout à fait délaissée, reste à son cours précédent de 392 50 *Banque de l'Algérie*, plus lourde à 770 fr., en recul de 45 fr. *Banque des Pays-Autrichiens*, 605 contre 598 75 ; elle se prépare à participer à l'émission des Rentes cisleithanes et à celle de l'*Emprunt Serbe*.

La *Société Foncière Lyonnaise*, peu mouvementée, cote 335 contre 336 ; *Groupe des Immeubles*, moins soutenu ; l'*Action* est sans changement à 32 fr. ; *Obligations 4 0/0*. plus faibles à 203, pendant que les *Obligations libérées de 350 francs* reviennent de 262 fr. à 255 fr. ; *Obligations Foncières remboursables à 1.000 francs*, 175, en perte de 4 fr. 50.

L'action du *Crédit Foncier Colonial* est à 70 francs ; *Obligation de 420 fr.*, en hausse de 11 fr. à 293 fr. ; *Obligations de 350 fr.*, 240 contre 235.

Le *Crédit Mobilier*, de 53 fr. passe à 62 fr. 50. Il vient d'obtenir. dans une réunion préparatoire, que les obligataires de *Porto-Rico* acceptent le *convenio* proposé par les actionnaires.

★ ★ La Bourse, au sujet des actions de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer*, s'attache, en ce moment, à maintenir la fermeté de leurs cours. Elle suit les travaux de la Commission d'enquête nommée, mais ne témoigne d'aucune appréhension. Aussi trouvons-nous : l'*Est* à 952 50, en bénéfice de 1 fr. : *Paris-Lyon*, 1.450, en avance de 5 fr. ; *Midi*, 1.310 contre 1.302 50 il y a huit jours ; *Orléans*, 1.580, en progrès de 2 fr. 50 ; quant à l'*Ouest*, il est sans changement à 1.110, pendant que le *Nord* est en légère moins-value de 1 fr. 25 à 1.793 fr. 75.

Pour la cinquième semaine de 1894 (du 29 janvier au 4 février), les recettes laissent encore à désirer. Il y a à constater une moins-value de 628.117 fr. 17. Le *Paris-Lyon* et le *Midi* sont seuls en légère augmentation. Depuis le 1er janvier dernier, les recettes totales, comparées à la période correspondante de 1894, accusent une diminution de 2.305.753 fr. 68.

Le *Sud de la France* est en bonne tendance. Les actions sont à 251 fr. 50 contre 250, pendant que les *Obligations 3 0/0* passent de 415 à 420 fr. 50.

★ ★ Les actions *Suez* sont en nouveau progrès à 3.272 50, gagnant ainsi 77 fr. 50. Une manœuvre a été tentée, cette semaine, contre cette valeur. Une agence de notre place a reçu, lundi, une dépêche émanant soi-disant du correspondant du journal anglais le *Times*. Dans cette dépêche, il était dit qu'une grève, suivie de sérieux désordres, venait d'éclater à Port-Saïd et que l'on redoutait de graves complications. Il va sans dire que la nouvelle était fausse. *Part Civile*, 2.347 50 contre 2.240 il y a huit jours. De nombreux arbitrages

ont été effectués, dans ces derniers jours, entre les actions *Suez* et la *Part Civile*; cette dernière, comparée à l'action, ne paraît pas être encore tout à fait à son cours. *Compagnie Parisienne du Gaz*, 1.085 contre 1.090. La Bourse croit que le dividende de ces actions, pour 1894, variera entre 58 et 60 fr.

Les *Magasins Généraux de Paris*, sur lesquels nous avons attiré l'attention depuis quelque temps, gagnent 4 francs à 574. *Compagnie Générale Transatlantique*, 332 50 contre 335. La *Gascogne* est heureusement arrivée à New-York. Son retard est dû à la rupture de son piston. Par contre, la Compagnie a à enregistrer la perte de son bateau l'*Amérique*. *Messageries Maritimes* sans changement à 580 fr.; *Chargeurs-Réunis*, 1.250, au même cours qu'il y a huit jours. *Compagnie Havraise Péninsulaire*, 400 fr., très soutenue.

Par une note parue au *Journal Officiel*, les armateurs et Compagnies de navigation sont informés que le département de la marine doit affréter quelques navires pour transporter des troupes, des animaux et du matériel à Madagascar. Les offres doivent être déposées au Ministère de la Marine le 20 février au plus tard. Il est à croire que les *Messageries Maritimes*, les *Chargeurs-Réunis* et la *Compagnie Havraise* prendront part à cette adjudication.

Les *Omnibus de Paris* sont sans changement à 1.070; *Société Française des Métaux* toujours faible à 230; *Groupe Panama* sans animation. L'action est à son même cours de 9 fr.; *Obligations 5 0/0* 19 25, en perte de 1 fr. 25; *Obligations 3 0/0* sans changement, 14 fr.; *Obligations 4 0/0* également sans variation à 15 fr.; *1re Série*, 24 fr. 25; *2e Série*, 21 fr.: *Lots Panama*, 118 75 contre 119 50.

La *Société Centrale de Dynamite* monte de 612 fr. 50 à 620; *Téléphones*, 287 50 contre 290; *Nouvelle Société Industrielle des Téléphones*, 310. C'est à cette Société et à la maison Grammont, qu'avait été confiée la fabrication du câble transatlantique sous-marin destiné à l'expédition de Madagascar.

La *Société Industrielle* avait mission de fabriquer, avant le 7 février, 425 kilomètres de câble. Elle est parvenue à se tenir dans les délais, et a embarqué le câble sur son navire *François-Arago*. Ce navire est parti de Calais se dirigeant sur Saint-Tropez, qu'il quittera aujourd'hui même, emportant les 330 kilomètres de câble fabriqués par la maison Grammont.

Les lots du *Congo* sont demandés à 97 fr. Le tirage de ces valeurs a lieu le 20 courant. Le Ministre des affaires étrangères de Belgique a déposé le 12 courant, sur le bureau de la Chambre, le projet approuvant la cession du Congo à la Belgique, cession conclue le 9 janvier dernier. Actions de la *Société Hellénique de Corinthe*, 102 50 contre 105; *Obligations 6 0/0*, 179 50, en perte de 50 centimes.

Le *Nitrate Railway Company* monte de 448 75 à 465, en bénéfice de 16 fr. 25; *Lautaro*, 215 contre 209. Les demandes du comptant sont nombreuses sur ce titre. Par contre, *Rio-Tinto* encore en mauvaise tenue à 326 fr. 25, en perte de 13 fr. 75, après même 320 fr. au plus bas. L'action *Nickel* est à 270 fr. On connaît maintenant le rapport des commissaires établi en vue de la prochaine assemblée des actionnaires. L'exercice a été peu favorable. Après les attributions aux amortissements, il ne reste qu'un solde de 30.982 francs que l'on reporte à nouveau.

★ ★ Les *Fonds Brésiliens* sont toujours merveilleusement tenus. Le *4 1/2 0/0 1888* est à 80 50, en en avance de 40 centimes; *4 0/0 1889*, 76 25, gagnant pour sa part 25 centimes d'une semaine à l'autre.

★ ★ Les mouvements sur la *Rente Extérieure Espagnole* ont été violents cette semaine, et se sont produits, pour ainsi dire, sans interruption. De 76 15, ce fonds monte à 77 35 après même 77 75 au plus haut. C'est la position de place qui contribue réellement à ces variations importantes. Le découvert sur *primes* vendues et débordées doit être encore considérable à l'heure actuelle, et les acheteurs de primes n'ont encore que peu réalisé. La hausse n'a donc pas encore dit son dernier mot, selon toutes probabilités. Mais il faudra une grande prudence, car un recul un peu accentué serait funeste au marché à qui l'Espagne fournit continuellement le titre.

★ ★ La *Rente Italienne 5 0/0* a profité, elle aussi de la bonne tendance générale, bien que l'on répande le bruit qu'il faut s'attendre d'un moment à l'autre, à de grosses livraisons de titres. Elle monte de 87 85 à 89 25, mais revient sur des réalisations à 88 50 pour rester, au dernier moment, à 88 85. Le résultat officiel du rendement des impôts en Italie pendant le mois de janvier 1895 a causé une impression très favorable. Nous en donnons le détail dans nos informations d'Italie.

★ ★ Les *Fonds Russes* ont été un peu négligés cette semaine, et plutôt plus mous que la semaine dernière. Ils ne perdent cependant rien de leur bonne tendance. L'*Orient* est à 66 35 contre 66 30 vendredi dernier. *Russes Consolidés 1re et 2e séries*, 102 45 en recul de 30 centimes; *Russe 3 0/0 1891 et 1894*, 90 95, gagnant 5 centimes; *Russe 3 1/2 0/0 or*, 98 30, en légère moins-value de 0,07 1/2 centimes.

★ ★ Toujours très fermes les *Fonds Serbes*. Le *5 0/0 1890* monte de 73 50 à 73 75, pendant qu'au comptant les demandes du portefeuille portent ce fonds à 74 10. On télégraphie de Berlin que les envois en or pour le service de la Dette Serbe, en janvier dernier, s'élèvent à 635.000 francs.

★ ★ Les *Valeurs Ottomanes*, quelque peu négligées ces temps derniers, sont de nouveau très demandées. Le *Turc C* passe de 29 50 à 29 75; *Turc D* 26 90, en avance de 0.35 centimes; *Douanes* 506 très soutenues; *Obligations Ottomanes 4 0/0 1894* 465, en avance de 6 fr. 25; *Obligations Smyrne-Cassaba* 435; *Banque Impériale Ottomane* en plus-value de 12 fr. 50, à 692 50. On a annoncé que cet Etablissement venait de gagner un procès, conséquence de la faillite Murietta. Ce procès, dont l'issue ne faisait, du reste, pas de doute, portait sur une somme de 70.000 livres sterling.

Dans ces derniers temps, nous avons, d'une manière spéciale, attiré de nouveau l'attention sur les obligations du *Chemin de fer* de *Jonction Salonique-Constantinople*. Les demandes du public, demandes qui viennent de porter ces titres de 327 50 à 331 fr. 25 à terme et à 332 fr. au comptant, montre que nos appréciations antérieures étaient fondées.

QUESTIONS DU JOUR

Les Fonctions de la Banque de France (1)

IV

LA VÉRIFICATION DES TITRES ÉTRANGERS

Les statistiques que nous avons publiées dans le précédent chapitre prouvent que les titres étrangers déposés à la *Banque de France*, et notamment les Fonds d'Etat, augmentent d'année en année. Le courant qui porte le public français vers ces titres est incontestable, et il ne faut pas trop s'en plaindre, car étant donné la crise économique générale dont nous signalons chaque semaine les effets dans l'*Economiste Européen*, en tenant compte des remplois que les liquidations successives de nos affaires dans les pays à monnaie avariée rendent nécessaires: si les capitaux français disponibles n'avaient pas aujourd'hui les Fonds étrangers comme débouchés, le taux du loyer de l'argent, déjà si déprécié, tomberait à rien, et la France perdrait de ce chef, chaque année, des sommes considérables.

(1) Voir l'*Economiste Européen*, nos 159 à 161.

Des placements judicieux sur valeurs étrangères de premier ordre constituent donc un acte de sage économie financière, et ces placements, pour un pays comme le nôtre, sont nécessaires parce qu'ils forment, dans l'ensemble de nos portefeuilles, une puissante réserve que la France retrouverait au moment psychologique.

En matière d'économie financière, comme en matière politique, le passé doit servir de leçon : or l'histoire du merveilleux relèvement économique de la France, après ses désastres immérités de 1870-71, nous enseigne que les titres étrangers, existant alors dans nos portefeuilles, ont été les premiers matériaux de la reconstitution de notre crédit public et de notre outillage de production nationale.

Mais ces placements ne peuvent être réellement utiles à notre puissance économique que s'ils sont effectués dans une prudente mesure, avec discernement, sur des valeurs offrant des garanties sérieuses de rendement et de sécurité, et si le public qui détient ces valeurs est en état de surveiller ses intérêts.

D'après les statistiques les plus sérieuses, nous estimons que le revenu net des Fonds d'Etat et valeurs de Chemins de fer étrangers circulant en France au commencement de l'année 1895 atteint le chiffre global de 700 millions de francs, le capital nominal de ces titres se décomposant de la manière suivante :

Capital nominal (approximatif) *des Fonds d'Etats et valeurs de Chemins de fer étrangers circulant en France au commencement de l'année 1895 :*

	Millions de francs
Fonds d'Etats et val. ch. de fer Russes	6.500
— — Espagnols	3.200
— — Ottomans	2.300
— — Italiens	1.400
— — Austro-Hongrois	1.000
— — Egyptiens	800
— — Roumains, Serbes	600
Divers (Brésiliens, Argentins, Suédois, Danois, Portugais, etc.)	2.000
Total	17.800

Or, si le public qui possède ces valeurs — lesquelles sont, pour l'immense majorité, des titres amortissables — peut assez facilement se rendre compte de la situation économique et financière des pays dont il est créancier, il est certaines choses qu'il ignore presque toujours : 1° la législation particulière de ces divers pays relativement à la prescription du capital et des intérêts des titres amortis ; 2° les numéros des titres sortis aux divers tirages.

En ce qui concerne le paiement des coupons d'arrérages, par exemple, le public français croit généralement que les dispositions de la législation française, résumées par la loi du 1er août 1893 portant modification à la loi du 24 juillet 1867, sont également applicables aux titres étrangers

L'article 70 de notre loi sur les Sociétés est ainsi conçu :

Art. 70. — Dans le cas où les Sociétés ont continué à payer les intérêts ou dividendes des actions, obligations ou tous autres titres remboursables par suite d'un tirage au sort, elles ne peuvent répéter ces sommes lorsque le titre est présenté au remboursement.

Ce qui revient à dire que lorsqu'une Société française a payé, par inadvertance ou pour toute autre cause, des coupons d'intérêt ou de dividende à ceux de ses titres sortis à des tirages antérieurs, elle n'a pas le droit de retenir le montant des coupons indûment payés aux porteurs des titres amortis, lorsque ces titres sont présentés au remboursement.

La Société débitrice étant ainsi tenue de surveiller rigoureusement ses listes d'amortissement et de refuser le paiement des coupons des titres sortis aux tirages, le porteur est, en réalité, garanti contre les conséquences d'un oubli ou d'une erreur.

Mais il n'en est pas de même pour certains de nos pays débiteurs et, pour ne citer que l'exemple du plus important d'entre eux : la Russie, nous rappellerons que la législation russe diffère, sur ce point, essentiellement de la nôtre.

Aux yeux de l'Administration financière russe, tout coupon des *emprunts-or russes* échu ou à échéance de moins de six mois et un jour, est une sorte de monnaie d'or que tout le monde peut, pendant dix ans, présenter en paiement ou échanger contre de l'or effectif.

Les coupons échus sont toujours acquittés sans examen par les caisses publiques et l'Etat (et, par extension, toutes les Sociétés russes) n'a pas à savoir si les titres desquels sont détachés les coupons présentés à l'encaissement sont amortis ou non amortis. Les porteurs sont responsables des coupons payés après la sortie des titres aux tirages et c'est sur le capital remboursable que s'opère ensuite la retenue.

Par exemple, le porteur d'une obligation russe de l'Emprunt consolidé 4 0/0 1880, sortie au tirage du 13 mai 1890 et qui, ayant négligé de vérifier la liste officielle de ce tirage, aurait continué à toucher ses coupons (dont on ne lui aurait point refusé le paiement) jusqu'au 13 mai 1895, devrait subir une retenue de 100 francs par titre s'il présentait, à cette dernière date, son titre au remboursement.

Bien mieux, s'il restait plus de dix années sans demander le remboursement du titre amorti, la prescription resterait acquise au profit du Gouvernement russe (ou de la Société) et tout le capital serait perdu.

Nous demandons à nos lecteurs la permission de placer sous leurs yeux quelques extraits d'une communication que le *Bulletin Russe de Statistique Financière et de Législation* a publiée en août 1894 et qui leur feront comprendre les principes rationnels sur lesquels l'Administration financière russe s'appuie, et les conséquences que l'application de ces principes peuvent avoir pour les porteurs de titres russes négligeants ou ignorants :

« Le capital nominal des titres sortis est exigible dès la première échéance d'intérêt qui suit le tirage respectif. A partir de ce moment, le titre sorti *n'est plus une obligation :* c'est un bon toujours valable de pieces d'or : tant de demi-impériales payables à vue. Et à tout moment ces demi-impériales se trouvent *en nature* dans les caisses de l'Etat (1) à la disposition du porteur ou plutôt à la disposition du bon lui-même, car le Trésor russe ne connaît pas la partie prenante, il échange simplement un bon contre la somme qui est inscrite.

« D'autre part, aux yeux de l'Administration financière, tout coupon (des emprunts or russes) échu ou à échéance de moins de six mois et un jour est une quasi-monnaie d'or que tout venant peut, pendant dix ans au moins, présenter en paiement (*douane*) ou échanger contre de l'or effectif. Personne n'a à s'en-

(1) Elles n'y sont pas seules. Au 1er juillet 1894, le Trésor disposait d'une encaisse métallique de 219.158.000 roubles (entièrement distincte de l'encaisse métallique de la Banque de Russie).

quérir de l'état-civil de l'obligation dont ces coupons ont été détachés. Le Trésor acquitte sans difficulté des coupons échéant en 1894 d'obligations consolidées 5 0/0, quoique, depuis cinq ans, ces obligations soient rayées du Grand-Livre.

« Ici se présente la grave question des coupons échus postérieurement à la date d'exigibilité du capital des obligations auxquelles ils appartiennent et présentés cependant à l'encaissement.

« L'obligation ayant cessé d'être productive d'intérêt, puisque le montant en est tenu en nature à la disposition du porteur, il est évident que le coupon ne donne aucun droit à recevoir quoi que ce soit; ce n'est plus un coupon, c'est une annexe nécessaire du Bon de demi impériales dont il a été parlé plus haut.

« Tous les oukases ou arrêtés ministériels d'émission, — oukases ou arrêtés dont la teneur est généralement reproduite dans le texte des titres mêmes, — stipule t expressément ; 1° que les obligations cessent de porter intérêt aussitôt que le remboursement du capital est exigible; 2° que le montant des coupons touchés indûment (c'est-à-dire après que l'obligation aura cessé de porter intérêt) sera déduit du capital à payer sur l'obligation, lors de la présentation de celles-ci à l'encaissement.

« Les porteurs ne peuvent pas ignorer cette double cause. Beaucoup, cependant, font comme si elle n'existait pas. A chaque échéance, ils détachent leurs coupons, et les présentent, sans jamais consulter la liste des tirages.....

« Explicable ou non, la négligence des porteurs à consulter des listes qui se trouvent partout et que la Commission impériale d'amortissement envoie par liasse à ses correspondants, a quelquefois de fâcheuses conséquences pour les intéressés. Après avoir touché pendant plusieurs années les coupons d'une obligation sortie, ils apprennent — par exemple, lorsqu'ils veulent négocier leur titre ou que la feuille de coupons doit en être renouvelée — qu'ils ont dépensé sans le savoir une partie de leur capital. Ils subissent ainsi une perte, dont « *personne ne peut les dédommager parce que cette perte n'a profité à personne et dans aucune mesure* ».

Le tableau suivant indiquant le nombre et la valeur des *obligations consolidées 4 0/0 des chemins de fer russes* (6e émission 1880) sorties aux tirages depuis l'origine de l'Emprunt jusqu'au 1er juillet 1892, et non présentées au remboursement, donne une idée de la portée de cette négligence :

Années des tirages	Nombre de titres à 500 fr.	Nombre de titres à 2.500 fr.	Valeur en francs
1881	9	»	4.500
1882	26	2	18.000
1883	2	»	1.000
1884	11	»	5.500
1885	26	»	13 000
1886	24	6	27.000
1887	34	6	32.000
1888	132	12	96.000
1889	207	41	206.000
1890	286	52	273.000
1891	362	69	353.500
1892	518	92	489.000
	1.637	280	1.518.500

Comme on peut le constater, le nombre des titres sortis et non présentés au remboursement augmente avec l'importance de l'amortissement.

La jurisprudence française a consacré d'une manière définitive ce principe de la *responsabilité du porteur* et, parmi les nombreux arrêts rendus à cet effet, nous dégagerons les considérations suivantes :

COUR DE CASSATION : 14 janvier 1890 :

Le porteur d'obligations amortissables (étrangères) sorties à un tirage remontant à plus de dix ans, est déchu du droit de s'en faire rembourser le montant par la Société débitrice, si les statuts de cette Société ont édicté une déchéance absolue, relativement aux remboursements non réclamés dans les dix années de l'amortissement.

La déchéance dont il s'agit est encourue, alors même que pendant les dix ans écoulés depuis la sortie des obligations au tirage, la Société a continué d'en payer les coupons d'intérêt, si, d'après les statuts et le libellé des quittances signées par le porteur, les coupons perçus étaient déclarés restituables, pour le cas où ils auraient été payés sans être dus.

COUR DE NANCY : 28 octobre 1890 :

Il incombe au porteur de titres amortissables (étrangers) de vérifier, sur les listes de tirages publiées conformément aux statuts, si aucun de ses numéros n'est sorti, et la Société n'est pas tenue de l'informer personnellement de la sortie de ses titres, si les statuts ne prescrivent qu'une mesure de publicité générale ;

La Société n'est surtout pas responsable, s'il résulte des mentions précises, inscrites en caractères apparents sur les bordereaux et quittances signés par le porteur lors du paiement des arrérages, qu'il a dû vérifier lui-même les listes de tirage à ses risques et périls, et garantir à la Société le remboursement des coupons indûment payés.

Avec la quantité considérable de titres russes circulant actuellement en France et eu égard aux difficultés auxquelles se heurtent les porteurs de ces titres (sans parler de leur négligence) pour vérifier les titres des tirages — vérification dont les Sociétés de crédit elles-mêmes ne veulent point endosser la responsabilité — cet état de choses présente de sérieux inconvénients pour le public français : le fait est indéniable.

La *Banque de France* s'en est nettement rendu compte et, voulant donner l'exemple d'une organisation rationnelle destinée à surveiller d'aussi près que possible les intérêts des porteurs de titres étrangers, elle a établi, dans sa grande succursale de la place Ventadour, un service des plus pratiques et des plus ingénieux pour opérer la vérification permanente et gratuite des titres dont elle a la garde et dont elle encaisse les coupons.

Au commencement du mois de février, les journaux de Paris ont publié, relativement à cette innovation, la note suivante :

La « Banque de France » informe le public qu'une nouvelle organisation de son service de dépôts de titres lui permet, à partir de ce jour, d'effectuer la vérification des listes de tirages pour les valeurs étrangères déposées à Paris.

Ce service est rendu gratuitement aux déposants, sous la seule réserve que la Banque n'assume de ce chef aucune responsabilité.

Nous pouvons ajouter, en terminant ce chapitre, que depuis que ce nouveau service fonctionne à la *Banque de France* — c'est-à-dire depuis deux semaines seulement — les agents vérificateurs ont déjà découvert pour plus de 400.000 fr. de titres amortis et dont les coupons ont été régulièrement touchés par les porteurs, qui ignoraient absolument, et la sortie de ces titres, et la situation pécuniaire fâcheuse dans laquelle cette ignorance les plaçait vis-à-vis de leur débiteur.

(*A suivre.*) EDMOND THÉRY.

LE BUDGET DE 1895

M. Ribot, président du Conseil et ministre des finances, a fait distribuer, mardi dernier, le projet de budget rectifié pour l'exercice 1895.

En voici les grandes lignes :

Recettes	Fr.	3.425.349.183
Dépenses		3.424.958.603
Soit un excédent de	Fr.	390.580

Les dépenses se répartissent comme suit :

Ministères :	
Des Finances........................Fr.	1.476.964.897
De la Justice........................	35.053.100
Des Affaires étrangères................	16.044.800
De l'Intérieur	76.082.951
De la Guerre..........................	638.346.820
De la Marine..........................	270.516.011
De l'Instruction publique, Beaux-Arts et Cultes....................	243.181.315
Du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes...............	201.321.067
Des Colonies..........................	79.937.143
De l'Agriculture......................	42.698.320
Des Travaux publics...................	271.323.864
Dépenses de l'Algérie (pour les divers Ministères)........................	73.488.315
Total des dépenses.........Fr.	3.424.958.603

La nouvelle loi de finances se distingue des propositions présentées le 10 janvier dernier par plusieurs points, notamment par la disjonction du projet de réforme sur les successions, qui devait procurer, à l'exercice courant, un peu plus de 17 millions de ressources. M. Ribot ne rejette pas le principe de cette réforme admise par la Commission du budget, mais il veut l'amender. Le remaniement va être mis à l étude ; nous attendrons, pour en parler plus longuement, que le travail entrepris soit achevé,

Bornons-nous à constater aujourd'hui que, dans son exposé des motifs, le Président du Conseil indique son intention de supprimer l'option au profit de l'Etat entre la taxation du capital ou du revenu, selon que l'une ou l'autre de ces deux bases d'évaluation lui est avantageuse. « En outre, il veut rechercher si la réforme de la « déduction du passif dans la liquidation des droits de « succession ne devrait pas, en raison du principe de « la progressivité des droits de mutation à titre gratuit, « subir certains remaniements .»

Enfin, s'inspirant des vœux du Parlement, M. Ribot propose d'affecter le produit de cette réforme au dégrèvement de certaines taxes si lourdes pour l'agriculture.

Voilà donc une ressource de 17.083.336 francs à laquelle on renonce ; ce n'est pas la seule.

Le Gouvernement propose, en second lieu, de réserver le boni de 3.750.000 francs à provenir de la frappe des monnaies divisionnaires d'argent formant le solde du contingent que notre pays, en vertu de ses accords dans l'Union latine, peut mettre en circulation.

Poursuivant la politique d'unification budgétaire, en même temps que la réduction de la dette flottante, M. Ribot repousse l'idée de nouveaux impôts ou celle d'un emprunt. Loin de recourir, comme on l'avait annoncé, à une émission de bons du Trésor à court terme, il entend commencer, dès 1895, le remboursement des obligations de cette catégorie. C'est à cette opération que sera consacrée le bénéfice effectif devant résulter de la frappe des monnaies divisionnaires d'argent.

Ces deux facteurs réunis, c'est-à-dire la réforme des droits de succession ....Fr.	17.083.336
Et le bénéfice de la frappe des monnaies divisionnaires..............................	3.750.000
Forment un total de ....Fr.	20.833.336

à déduire des évaluations de recettes du dernier budget rectifié qui, en y ajoutant d'autres rectifications dans les prévisions, se trouvaient ramenées à une somme inférieure de 25 millions 800 mille francs environ aux dépenses.

Si le Ministre maintient les dispositions de son prédécesseur relatives à la fraude sur les cigarettes, les allumettes et l'alcool, et d'autres points secondaires, il n'a pas voulu réduire les incorporations des avances aux Compagnies de Chemins de fer pour garanties d'intérêts ; il en a même augmenté le chiffre de 5 millions en raison des soldes qui restent à payer sur les exercices antérieurs (60 340.000 francs).

Les insuffisances prévues par les Compagnies au mois d'octobre dernier s'élevaient à 91.706.000 francs, mais, grâce à l'augmentation des recettes de grande vitesse et aux économies réalisées dans l'exploitation, la garantie de 1894 a pu être ramenée à 77.061.000 fr., somme inférieure de plus de 20 millions au montant de la garantie demandée pour 1893.

Toutefois, le Gouvernement maintient le chiffre primitif et, comme nous l'avons dit tout à l'heure, il juge utile d'y ajouter une somme représentant une partie de l'amortissement des arriérés. « Les remboursements « qui seront opérés de ce chef, lisons-nous dans l'exposé « des motifs, soulageront les budgets des exercices à « venir .»

On porte ainsi à 97.100.000 francs le crédit des garanties pour 1895.

Dans cette analyse sommaire de la loi de finances nous ne pouvons avoir la prétention d'aborder tous les points, mais il importe d'indiquer la combinaison à l'aide de laquelle M. Ribot comble le déficit de 25 millions 800 mille francs signalé plus haut.

En premier lieu il propose de faire état d'un reversement de 1.900.000 francs à effectuer par les Compagnies de chemins de fer sur les annuités primitives payées par l'Etat et qui — cela ressort de la vérification des liquidations primitives — avaient été calculées à un chiffre trop élevé.

En second lieu il trouve une ressource exceptionnelle dans l'adoption de diverses dispositions, depuis longtemps à l'étude, concernant le service de la *Caisse des Dépôts et Consignations*.

L'Administration de cette Caisse a effectué la revision de toutes les opérations et de toutes les liquidations d'intérêt sur les comptes de consignations judiciaires et administratives. Ces sommes, constituant des bénéfices exceptionnels — car les intérêts, au lieu d'être portés à des comptes individuels, sont inscrits à une réserve spéciale, — s'élèvent à 12.643.000 francs, qui seraient versés au Trésor pour figurer dans les recettes du budget de 1895.

Une autre ressource importante serait acquise à ce budget, si les Chambres adoptent la mesure, demandée par l'Administration de la Caisse des Dépôts et Consignations, savoir : la déchéance des droits des titulaires de comptes ne s'étant pas présentés pendant un délai de trente années.

Si on considère que plus de 33.000 comptes de consignations sont soldés annuellement, on voit quel est le nombre des dossiers dont la Caisse doit assurer la garde ; les locaux dont elle dispose ne suffiraient plus aujourd'hui, sans l'incendie de 1871, dans lequel ont disparu les papiers accumulés depuis 1820 !

Au surplus, l'Administration dont il s'agit se trouve seule exposée à des revendications indéfinies.

Pour éviter toute erreur possible au moment de l'application de la loi proposée, le Ministre consent à accorder un dernier délai de faveur pour les réclamations pouvant se produire ; ce délai expirerait le 31 décembre 1900.

En outre un crédit de 200.000 francs est inscrit pour les remboursements éventuels qu'il pourrait y avoir à faire pour réclamations justifiées. Mais cette somme est très supérieure aux nécessités, car depuis longtemps on n'a jamais dépassé 16.000 francs par an pour les remboursements de comptes datant de plus de trente ans.

La déchéance aurait pour effet de rendre immédiatement disponible une somme de 14.565.000 francs, qui, venant s'ajouter au boni de la revision des liquidations d'intérêts, nous donne un total de 27,208.000 francs. L'excédent des recettes sur les dépenses serait ainsi très appréciable si M. Ribot, réalisant les intentions du précédent Cabinet et de la Commission du budget, n'avait inscrit, dans ses prévisions de dépenses, un chiffre de 2 millions pour majorer les pensions constituées par des livrets de la Caisse nationale des retraites.

Enfin, dans les dépenses, il a fallu tenir compte des augmentations de crédit votées, ces temps derniers, par la Chambre, soit 781.910 fr.

Telles sont les grandes lignes du budget de 1895. Sans doute, ainsi que l'a déclaré le Président du Conseil, au cours de sa première conférence avec la Commission du budget, il a limité sa tâche à l'exercice 1895 sans se préoccuper de la loi des finances de 1896, qui devra être bien différente. Mais il fallait se hâter.

L'œuvre soumise au Parlement a du moins ce grand avantage d'écarter à la foi de nouveaux impôts et un emprunt; grâce à une double combinaison fort simple, elle permettra de sortir à bref délai du régime, si scabreux, des douzièmes provisoires. Il nous fallait un budget.

C.-R. Wehrung.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE
en Janvier 1895

L'Imprimerie Nationale vient de mettre sous presse le volume des Documents statistiques publiés par l'Administration des Douanes sur le commerce de la France pendant le mois de janvier de l'année 1895.

Les importations se sont élevées, du 1er au 31 janvier, à 286.700.000 fr., et les exportations à 264.052.000 fr.

Ces chiffres se décomposent comme suit :

IMPORTATIONS	1895	1894	
Objets d'alimentation	80.314.000	155.612.000	—75.298.000
Matières nécessaires à l'industrie	170.045.000	195.295.000	—25.250.000
Objets fabriqués	36.341.000	40.018.000	— 3.677.000
Totaux	286.700.000	390.925.000	—104225.000
EXPORTATIONS	1895	1894	
Objets d'alimentation	44.299.000	45.447.000	— 1.148.000
Matières nécessaires à l'industrie	65.670.000	55.086.000	+10.584.000
Objets fabriqués	144.450.000	102.307.000	+42.143.000
Colis postaux	9.633.000	7.128.000	+ 2.505.000
Totaux	264.052.000	209.968.000	+54.084.000

Les valeurs pour les trois années ont été établies d'après les taux fixés pour 1893 par la Commission permanente des valeurs de douane.

Nous formulerons nos appréciations sur ces résultats qui se présentent d'une manière très favorable, quand nous aurons entre nos mains le volume donnant des détails sur les chiffres ci-dessus.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DES TÉLÉPHONES

La première assemblée générale ordinaire des actionnaires de la *Société Industrielle des Téléphones* a eu lieu le 29 novembre dernier. Les comptes présentés à l'approbation des intéressés comprenaient la période écoulée entre le 18 octobre 1893 — date à laquelle a commencé le premier exercice de la Société — et le 30 juin 1894. Ils ne portent donc que sur une durée d'à peine huit mois et demi. Néanmoins, ils ont profité de la majeure partie des résultats obtenus à la suite des opérations engagées par l'ancienne *Société Générale des Téléphones*, aujourd'hui en liquidation, et par MM. Menier, après le 30 juin 1893.

Le compte de *Profits et Pertes* s'établit comme suit :

AVOIR	
Bénéfices bruts sur ventes de marchandises. Fr.	1.734.751 11
Bénéfices sur contrats d'entretien et divers	191.950 47
Revenus des participations industrielles	116.846 72
Intérêts des comptes courants et cautionnements	29.808 85
Escomptes sur factures et ventes de vieux matériaux	47.690 78
Total. Fr.	2.121.047 93

Dont il y a lieu de déduire :

Frais généraux : Administration. Fr.	191.255 23
— Service commercial	193.871 30
Intérêts des obligations 1er semestre	200.000 »
Annuités sur brevets	4.358 80
Abonnement au timbre	6.206 67
Amortissements	851.018 22
Réserve légale	33.714 39
Total. Fr.	1.480.474 61

La somme restant disponible s'élève à 640.573 fr. 32, sur lesquels il a été prélevé un montant de 540.000 fr., représentant une répartition de 9 fr. par action. Il reste donc un solde de 100.573 fr. 32 qui a été reporté à nouveau.

A première vue, cette répartition de 9 fr. par action ne représente, pour le capital engagé, qu'une rémunération modeste; mais cette rémunération provient des bénéfices pendant huit mois et demi seulement; de plus, elle ne peut, comme on le verra plus loin, faire préjuger de l'avenir. En attendant, examinons le bilan de l'entreprise. Ce bilan se décompose ainsi :

ACTIF	
Apports : Marchandises, usines, brevets, participations industrielles, et navire « François-Arago ». Fr.	14.000.000 »
Usine de Grenelle de MM. Menier.	4.000.000 »
Installations nouvelles	88.806 76
Participations industrielles, augmentation	53.000 »
Disponibilités : Espèces en caisse	98.792 29
Comptes courants chez les banquiers	1.562.111 34
Cautionnements pour garantie des adjudications auxquelles la Société peut prendre part.	114.739 30
Effets à recevoir	251.993 49
Comptes débiteurs	2.886.527 27
Marchandises en magasin et en cours de fabrication	5.534.787 51
Frais de premier établissement amortissables.	192.911 75
Prime de remboursement des obligations	1.500.000 »
Loyers payés d'avance	21.758 70
Avances d'impôts sur le revenu	23.394 92
Total. Fr.	30.328.823 33

PASSIF	
Capital social. Fr.	18.000.000 »
Obligations	10.000.000 »
Comptes créditeurs	603.517 40
Coupon des obligations	200.000 »
Profits et pertes, sur lesquels il y a à déduire : les *amortissements*, 851.018 fr. 22; la *réserve légale*, 33.714 fr. 39; le *dividende*, 540.000 fr., pour laisser un solde à nouveau de 100.573 fr. 32	1.525.305 93
Total. Fr.	30.328.823 33

Ce qui ressort des tableaux ci-dessus, c'est le chiffre peu élevé des exigibilités, contre un total de disponibilités s'élevant à plus de 2 millions de francs. Et ce qu'il convient surtout d'ajouter, c'est : 1° que les *matières premières* sont inventoriées aux prix d'achat, prix en concordance avec les cours au 30 juin ; 2° que les marchandises fabriquées ou en cours de fabrication sont évaluées au prix de revient dans les usines.

A la date du 20 janvier 1894, nous avons, ici même et dans un article spécial, mentionné dans quelles conditions avait été créée la *Société Industrielle des Téléphones*. Nous n'avons donc pas à revenir sur ce point. Cependant, nous devons faire observer que, sur la *Cote officielle* de la Bourse de Paris, les actions de l'ancienne *Société Générale des Téléphones*, en liquidation, sont encore inscrites au cours de 300 fr. environ, prix qui paraît inférieur à leur valeur réelle, puisque les 2.000 actions nouvelles de la *Société Industrielle des Téléphones* s'inscrivaient, ces temps derniers, à 310 francs. A ce sujet, quelques mots d'explication.

Lorsque l'*Ancienne Société des Téléphones* est entrée en liquidation, elle a cédé à la nouvelle Société tout son actif, à l'exception de ses créances à recouvrer sur l'Etat et la Ville de Paris. La nouvelle Société,

on s'en souvient, a été créée au capital de 18 millions de francs ; mais ce capital représentait, pour 17 400.000 francs, un apport, et on sait que, conformément à la loi du 1er août 1893 sur les *Sociétés anonymes*, les actions d'apport ne peuvent être négociées que deux ans après la constitution de la Société. L'actionnaire de l'ancienne Société avait donc intérêt à être laissé, jusqu'en octobre 1895, en possession de son ancien titre, qui représentait, et l'action nouvelle de la *Société Industrielle*, et la part qui lui revenait dans la liquidation de la *Société Générale des Téléphones*. Or, à combien peut être estimée cette part?

Au moment où l'Etat reprit, pour son compte, l'entreprise des *Téléphones*, les trois experts désignés par le Conseil de préfecture de la Seine pour déterminer la valeur des réseaux téléphoniques s'arrêtèrent au chiffre de 9.362.232 fr. 90, au lieu de 15.611 176 fr. 71 (voir l'*Economiste Européen* du 9 juillet 1893), chiffre auquel la *Société Générale des Téléphones*, dans ses bilans, estimait son réseau. Sur ces 9.362.232 fr. 90, l'Etat versa, à titre d'acompte, 5 millions de francs. Il restait donc dû 4.362.232 fr., à la condition que le Conseil de préfecture adoptât les conclusions de ses experts. A cette somme, il convient d'ajouter les intérêts à 5 0/0 l'an depuis le jour de la dépossession. Quant à la créance de 1.115 350 francs sur la *Ville de Paris*, dont nous avons parlé dans les articles ci-dessus, qui figurait du reste pour mémoire, il n'y a pas à en tenir compte, par suite du jugement rendu récemment et qui a débouté la Société de ses prétentions. Néanmoins, et en ne tablant que sur des chiffres approximatifs, il existerait un montant de 5 millions de francs environ à revenir aux 50.000 actions de l'ancienne *Société Générale des Téléphones*, ce qui représenterait de 90 à 100 fr. par titre. Déduisez ce montant à revenir du cours actuel de 300 fr., et vous obtenez pour l'action ancienne un cours réel de 200 à 210 fr., alors qu'il y a un an, 2.000 des titres de la nouvelle Société ont été souscrits à 300 fr., et qu'ils cotent présentement, comme il est dit plus haut, 310 fr. Il y a là quelque chose d'anormal à signaler.

Examinons maintenant la question des dividendes futurs. Parmi les amortissements effectués en 1894, nous voyons une somme de 300.000 francs réservée à l'amortissement du portefeuille, c'est-à-dire aux 11.278 actions de la *Société Française des Télégraphes Sous Marins* possédées par la *Société Industrielle des Téléphones*. Cet amortissement ne sera certainement plus pratiqué en 1894-1895, ce qui équivaut à dire que le bénéfice net, accusé en fin d'exercice en cours, peut être augmenté de 300.000 fr. Par contre, il faut tenir compte de 264.000 fr. nécessaires au service du second semestre des obligations, amortissement compris. Reste encore néanmoins un solde de 36.000 francs, qui, augmenté du report à nouveau de 100 mille 573 fr. 22, représente pour les 60.000 actions de la *Société Industrielle des Téléphones* plus de 2 francs par action. En prenant comme base les résultats de 9 fr. pour huit mois et demi d'exercice, nous voici donc en présence d'un dividende annuel de 15 fr. Et cela, sans avoir égard aux espérances que l'on est en droit de concevoir : 1° de l'usine que la Société possède à Calais pour l'exécution des câbles sous-marins, et qui n'a pas fonctionné pendant l'exercice écoulé ; 2° des avantages que la Société retirera certainement de la fusion qui s'est opérée entre la *Compagnie Française du Télégraphe de Paris à New-York* et la *Société Française des Télégraphes Sous-Marins*, fusion qui doit amener la jonction des câbles des Antilles avec le câble de Paris à New York, qui doit même être doublé ; 3° et de la pose du câble sousmarin de *Mozambique* à *Majunga* auquel elle s'est intéressée pour la plus grande partie. L'avenir de la *Société Industrielle*, grâce aux ressources diverses dont elle dispose, ne laisse donc rien à désirer. Quant à la sécurité de ses obligations, elle est assurée par les contre-parties de l'actif ; et le service de ces titres n'exige qu'une annuité de 464.000 francs, alors que les bénéfices de l'entreprise se sont élevés, pour huit mois et demi, à 2.421.047 fr. 93, soit, après déduction des *frais généraux*, des *annuités aux brevets* et de l'*abonnement au timbre*, à 1.725.305 francs 93 nets.

A. LECHENET.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE LA

Société Générale du Crédit Industriel et Commercial

Les actionnaires de la *Société Générale du Crédit Industriel et Commercial* sont convoqués en assemblée générale annuelle ordinaire pour le 19 mars prochain. On trouvera l'ordre du jour de cette assemblée aux annonces du présent numéro. Mentionnons seulement ici que le Conseil d'administration de la Société a fixé le dividende, pour l'exercice 1894, à 12 fr. 50 par action libérée de 125 francs, soit 12 fr. nets d'impôt. Comme les actionnaires ont déjà reçu un acompte de 5 francs, il leur reste encore à toucher 7 francs nets.

Si on examine attentivement la marche des affaires du *Crédit Industriel et Commercial* pendant l'année qui a pris fin au 31 décembre dernier, on en arrive à conclure que, par suite des bénéfices acquis, bénéfices qui sont sensiblement les mêmes que ceux de l'année 1893, on aurait pu facilement arriver, pour 1894, à la distribution d'un dividende égal à celui de l'exercice précédent et qui se montait à 14 fr. 58 bruts. Mais le Conseil d'administration a cru préférable, — maintenant qu'il n'y a plus à doter la réserve statutaire qui a atteint son maximum de 6 millions de francs, ce qui représente le dixième du capital social, et 40 0/0 du capital versé effectivement — de renforcer les provisions, en vue des affaires en cours, et nous ne pouvons qu'approuver cet acte de prévoyance, qui correspond si bien aux idées émises constamment par l'*Economiste Européen* sur les Sociétés par actions.

Au reste, et à tout bien considérer, le dividende de 12 fr. 50 représente, sur le capital effectif versé (l'action du *Crédit Industriel* étant libérée seulement de 125 fr.), une rémunération de 10 0/0 l'an. En tenant compte du cours auquel s'établissent actuellement les actions de cette institution : 540, cours peu différent de celui pratiqué il y a un an, on trouve que le taux de capitalisation de ces titres représente encore annuellement un rendement exceptionnellement rémunérateur de plus de 7 0/0.

On peut donc se montrer satisfait des résolutions proposées par le Conseil du *Crédit Industriel*, résolutions qui laissent, pour l'avenir, les coudées franches à cet Etablissement, et nous sommes persuadés que les actionnaires approuveront les décisions prises par ceux à qui incombe la défense de leurs intérêts, rendant ainsi justice à leur gestion sage et prudente.

J. M.

COMPAGNIE FRANÇAISE

DE MINES D'OR ET D'EXPLORATION

La *Compagnie Française de Mines d'or et d'Exploration*, dont il a été tant parlé depuis quelque temps est définitivement formée. Sa deuxième assemblée constitutive a eu lieu le 8 courant, et il nous appartient, maintenant, d'examiner le but qu'elle se propose et les services qu'elle peut être appelée à rendre.

La Société a pour objet : la recherche, l'étude, l'achat, l'exploitation de mines d'or ou de gisements aurifères ; la création d'entreprises minières d'or ou d'exploration ; l'achat et la vente de toutes concessions ; l'achat et la vente d'actions, parts d'intérêts ou toutes autres valeurs de Sociétés de mines d'or et d'exploration, soit pour son compte, soit pour compte de tiers ; la représentation de Sociétés de mines d'or ou d'exploration pour toutes opérations ou négociations, et, généralement, toutes opérations pour compte de tiers relatives aux

mines d'or et aux Sociétés d'exploration ; les opérations financières, commerciales et industrielles se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus spécifiés ; enfin, les opérations de toute nature dans le Sud de l'Afrique.

La Société, dont la durée est fixée à 50 années, a son siège à Paris, 3, rue Saint-Georges. Elle pourra établir des succursales ou agences en France et à l'étranger, partout où le Conseil d'administration le jugera convenable. Son capital social est établi à 10 millions de francs, divisé en 100.000 actions de 100 francs chacune, devant rester nominatives jusqu'à leur complète libération. Ce capital peut être augmenté jusqu'à 25 millions de francs par décisions du Conseil d'administration. Au delà de ce chiffre, les augmentations devront être décidées par les actionnaires réunis en assemblée générale.

En cas d'augmentation par l'émission d'actions payables en numéraire, les propriétaires d'actions antérieurement émises auront un droit de préférence à la souscription de la moitié des actions à émettre. L'autre moitié sera réservée aux souscripteurs du capital social d'origine — c'est-à-dire du capital actuel, — qui, de plus, ont droit à 15 0/0 des bénéfices réalisés par la Société et restant disponibles après la dotation des réserves et le paiement d'un intérêt de 6 0/0 l'an aux actions. A noter que ces 15 0/0 pourront être représentés par des parts bénéficiaires dont le Conseil d'administration déterminera le nombre, la forme et le mode de transmission.

Nous venons de parler du droit de préférence réservé en cas d'augmentation du capital social. Mentionnons, ici, que ce droit, toutefois, ne s'exercera pas, pour la première augmentation, dans la limite de 2.500.000 fr. De plus, pour les augmentations au delà du chiffre de 12.500 000 francs, l'assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, pourra décider qu'un tiers des actions nouvelles à émettre sera placé par les soins du Conseil, avant tout partage du droit réservé, comme il est dit plus haut, aux actionnaires et aux propriétaires de parts bénéficiaires.

Voici les noms des personnalités qui ont été appelées, pour six ans, à la diriger : Administrateurs : MM. le comte J. de Camondo, E. Ducourau, le baron Hély d'Oissel, J. Kulp, S. Lilienthal, Ernest May, Harry, Mosenthal et Hamilton Smith.

Commissaires des comptes nommés pour un an : MM. Corrion et Pfeiffer.

Ajoutons, enfin, que deux de nos grandes Sociétés de crédit s'intéressent particulièrement à la nouvelle *Compagnie Française des Mines d'or et d'Exploration* qui trouvera, de ce fait, un appui sérieux auprès du public.

P. B.

Informations Économiques et Financières

Les Bons du Trésor. — Par décision du Ministre des finances, en date du 9 février 1895, l'intérêt attaché aux Bons du Trésor a été fixé ainsi qu'il suit à partir du lundi 11 février inclusivement :

A 1 3/4 p. 100, pour les Bons à trois mois ;
A 2 p. 100, pour les Bons de quatre mois à un an.

Mouvement des Caisses d'Epargne. — Voici le relevé des opérations concernant les Caisses d'épargne ordinaires, du 1er au 10 février 1895 :

Dépôts de fonds	11.625.461 19
Retraits de fonds	6.648.183 87
Excédent de dépôts	4.977.277 32

Excédent de dépôts du 1er janvier au 10 février 1895 : 10.159.187 fr. 87.

Capitaux employés en achats de rentes, du 1er au 10 février 1895, pour le compte des déposants des Caisses d'épargne ordinaires : 1.070.520 fr. 75.

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	7 février	14 février
ACTIF		
Encaisse de la Banque : (7 février / 14 février)		
Or .... 2.141.436 250 / 2.146.027.827	3.377.360.153	3.381.752.966
Argent... 1.235.923 903 / 1.235.725 138		
3.377 360.153 / 3 381 752.966		
Effets échus hier à recevoir ce jour....	68 896	39 045
Portefeuille Paris — Effets Paris........	168 450 452	159.035.771
Portefeuille Paris — Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor	»	»
Portefeuilles des succursales	262 286.471	247 739.347
Avances sur lingots à Paris	1.270.800	1.022.800
Avances sur lingots dans les succursales	18 600	18.600
Avances sur titres à Paris	124 841.388	122.505.358
Avances sur titres dans les succursales	153 897 126	149.997 055
Avances à l'Etat	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles	99.627.294	99.627.294
Rentes immobilisées	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales	15.227.119	15.228.522
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales	672 137	692.466
Emploi de la réserve spéciale	8.407.444	8.407.444
Divers	93 049 608	90.885.[illegible]93
Total	4.562.161.241	4.533 934.014
PASSIF		
Capital de la Banque	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières — Loi du 17 mai 1834	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières — Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières — Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque	4 000.000	4.000.000
Réserve spéciale	8 407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation	3.631 985.98[illegible]	3.598 705.550
Arrérages de valeurs déposées	17 668.180	16 695.990
Billets à ordre et récépissés	35 657 897	33.963 485
Compte courant du Trésor, créditeur	107 745 232	123.607 288
Comptes courants de Paris	417.870 584	408 416 395
Comptes courants dans les succursales	61 457.177	63 298 931
Dividendes à payer	3 504 454	3.27[illegible] 946
Escompte et intérêts divers	2.172.350	2.330.027
Réescompte du dernier semestre	782 337	782 337
Divers	58 301 534	57 817.551
Total	4 562.161 241	4.533.934.014

Comparaison avec les années précédentes

	19 févr. 1891	18 févr. 1892	17 févr. 1893	15 févr. 1894	14 févr. 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation	3.144 8	3.[illegible]91.6	3.368 3	3 528 3	3 598.7
Encaisse	2.4[illegible]9.7	2.646.9	2 892 6	2.9[illegible]3 3	3 3[illegible]1.7
Portefeuille	802 3	661 2	518 1	735.7	406 7
Avances aux partic.	285.8	340.5	319 1	288.5	273.5
— à l'Etat	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	205.8	314 4	61 2	219.9	123.6
— part.	339 6	390 6	438.5	379 7	471.7
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0
Prime de l'or	4 ½ 0/00	1 ½ 0/00	pair	pair	pair
Bénéfices nets	4.855 5	3.588.6	2 384.4	2 960.8	1.637 5

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Depuis le 11 février présent mois, les 10.000 obligations de 300 fr. 4 0/0 de la Compagnie des Eaux de Bayonne sont cotées sous deux rubriques distinctes, affectées :

L'une, aux 3.000 obligations, nos 1 à 3000, dites privilégiées, dont les titres portent au recto et au verso une estampille constatant la délégation à leur profit des annuités dues par la Ville de Bayonne, pour fourniture d'eau ;

Et l'autre, aux 7.000 obligations, nos 3001 à 10000.

Depuis le 11 février présent mois, les obligations de l'Emprunt de la Ville de Niort 3 60 0/0 1894 sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la 1re partie du Bulletin de la Cote.

2.670 obligations de 500 fr. 3 60 0/0, entièrement libérées et au porteur, émises à 498 fr. 75 ; rembour-

sables au pair par tirages au sort semestriels, en 48 ans au plus, de 1896 à 1944.

Intérêt annuel : 18 fr., payables par moitié les 25 mai et 25 novembre de chaque année.

Jouissance courante : 25 novembre 1894.

Service des titres et des coupons, à Paris, au Crédit Lyonnais, boulevard des Italiens, 19.

Depuis le 11 février présent mois, les obligations de l'Emprunt de la Ville de Montpellier 3 1/2 0/0 1894 sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant. Ces titres sont inscrits à la 1re partie du Bulletin de la Cote.

2.256 obligations de 500 fr. 3 1/2 0/0, émises à 495 fr. ; remboursables au pair, par tirages au sort annuels, en 35 ans au plus, à partir du 31 décembre 1895.

Intérêt annuel : 17 fr. 50, payables par moitié les 30 juin et 31 décembre de chaque année.

Ces obligations sont actuellement représentées par des titres provisoires, au porteur, libérées de 140 fr.

Service des titres et des coupons, à Paris, au Crédit Lyonnais, boulevard des Italiens, 19.

Depuis le 11 février présent mois, les actions de la Société du Chemin de fer de Miramas à Port-de-Bouc sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant, à la 2e partie du Bulletin de la Cote.

900 actions de 500 fr. émises au pair, entièrement libérées et au porteur.

Jouissance courante : 1er octobre 1894.

Siège social à Paris, rue Cambon, 49.

Depuis le 12 février présent mois, les titres de l'Emprunt Russe dit : Obligations 4 0/0 du Chemin de fer Dvinsk Vitebsk, sont admis aux négociations de la Bourse, au comptant et à terme.

Ces titres sont inscrits à la 1re partie du Bulletin de la Cote.

Cet emprunt, au capital de 3.026.240 livres sterling, est représenté par 151.312 obligations de 20 livres sterling ou 500 francs, entièrement libérées et au porteur.

Remboursables au pair, par tirages au sort annuels, en 58 ans, de 1894 à 1951.

Intérêt annuel : 20 fr., payables par moitié les 5 avril et 4 octobre de chaque année.

Jouissance courante : 5 octobre 1894.

Les cours se cotent en rente.

Les négociations à terme ont lieu par 2.000 fr. de rente et les multiples, Elles sont soumises à la double liquidation et au courtage fixe de 25 fr. par 2.000 fr. de rente.

Service des titres et des coupons, à Paris, à la Banque Russe pour le commerce étranger, rue du Quatre-Septembre, 31.

Les Recettes des Théâtres et Spectacles de Paris. — Dans notre numéro 8 (6 mars 1892), nous avons publié le relevé des recettes des théâtres de Paris de 1848 à 1891. Voici les chiffres des recettes depuis 1889 :

	Francs		Francs
1889..	32.138.998	1892..	22.533.316
1890..	23.013.459	1893..	28.132.106
1891..	23.599.657	1894..	29.257.451

Nous rappellerons que, depuis 1893, l'Administration de l'Assistance publique fait figurer les recettes des cafés-concerts et autres établissements, qui ne figuraient pas antérieurement dans ses relevés. Il y a lieu, pour comparer les années 1893 et 1894 aux précédentes, de déduire des chiffres de la première 6.577.836 francs et de 1894, 6.065.269 fr. ; ce qui ramène les chiffres comparatifs à 21.734.270 francs en 1893 et à 23.192.162 francs en 1894.

On voit que la dernière année a été meilleure pour les théâtres, l'augmentation sur 1893 se chiffrant par 1.457.892 francs.

Voici maintenant le détail des recettes de l'année 1894 comparée à 1893 :

	1894 Francs	1893 Francs
Opéra	3.146.670 24	3.319.588 74
Comédie-Française	2.009.773 95	1.839.898 86
Opéra-Comique	1.545.267 »	1.724.132 50
Odéon	428.609 73	453.780 48
Gymnase	578.390 50	362.840 »
Vaudeville	1.487.984 20	977.085 05
Variétés	930.144 »	1.161.332 90
Palais-Royal	778.349 »	683.933 »
Gaîté	715.328 »	686.007 50
Châtelet	953.491 »	832.393 »
Ambigu	604 644 »	424.858 50
Porte-Saint-Martin	766.531 25	769.809 25
Folies-Dramatiques	493.176 60	555.914 05
Bouffes-Parisiens	521.644 50	382.653 »
Renaissance	1.305.551 50	348.373 50
Nouveautés	494.486 99	759.021 50
Menus-Plaisirs	143.741 »	261.457 25
Cluny	330.775 25	326.369 25
Château-d'Eau	301.044 50	309.779 40
Déjazet	133.322 »	129.588 25
Belleville	183.609 55	196.018 25
Montmartre	126.875 05	130.117 47
Batignolles	133.386 40	141.515 09
Grenelle	141.868 35	136.684 65
Montparnasse	199.533 35	191.844 80
Gobelins	167.797 80	159.276 60
Bouffes-du-Nord	150.952 »	132.714 50
Voltaire	»	30.575 60
Moncey	130.583 30	71.467 50
Nouveau Théâtre	192.060 »	401.510 50
Grand-Théâtre	»	258.366 38
Folies-Bergère	1.147.406 50	1.128.615 »
Isola	49.161 »	»
Dicksonn	»	25.554 20
Robert-Houdin	38.364 50	41.267 25
Cirque d'Hiver	368.408 50	376.531 75
Cirque d'Eté	269.974 »	317.850 75
Cirque Fernando	73.603 70	181.432 75
Nouveau-Cirque	760.577 75	946.478 50
Pôle-Nord	200.606 »	467 029 »
Palais de Glace	651.775 »	»
Vélodrome d'Hiver	198.517 »	32.529 »
Patinage à roulettes	»	52.415 »
Panor. d'Austerlitz	28.260 75	33.259 50
Casino de Paris	569.210 50	541.147 50
Bullier	154.792 »	164.349 50
Jardin de Paris	288.655 50	281.152 50
Moulin-Rouge	582.964 50	625.160 »
Eldorado	385.415 »	566.544 »
Scala	621.396 75	455.730 »
Alcazar d'Eté	187.431 50	152.943 75
Ambassadeurs	404.988 75	432.871 50
Horloge	175.636 50	228.981 »
Parisiana	271.830 50	»
Bataclan	342.310 25	461.[illegible] 25
Eden-Concert	382.693 40	381.514 05
Olympia	493.998 »	722.307 »
Cigale	158.463 10	225.748 75
Fourmi	75.847 50	»
Concert Parisien	86.017 15	123.364 50
Concert Européen	110.784 20	169.654 50
Epoque	119.378 35	118.140 50
Gaîté-Montparnasse	200.178 65	214 276 70
Gaîté-Rochechouart	153.218 50	160.235 55
Trianon-Concert	182.137 25	»
Musée Grévin	427.937 05	424.374 »
Totaux	29.257.430 61	28.312.106 57

Voici les comparaisons avec l'année 1893 pour les grands théâtres :

Augmentation : Comédie-Française, 169.875 fr. 09; Gymnase, 215.550 fr. 50; Vaudeville, 509.899 fr. 15; Palais-Royal, 94.416 fr., etc.

Par contre, nous relevons les diminutions suivantes : Opéra, 172.918 fr. 50; Opéra-Comique, 178.865 fr. 50; Odéon, 25.170 fr. 75; Variétés, 231.188 fr. 90.

Octroi de Paris. — Les produits de l'octroi de Paris se sont élevés, pendant le mois de janvier 1895, à 11,235.700 francs, en augmentation de 91.220 fr. sur les produits de janvier 1894 et en augmentation de 610.913 francs sur les évaluations budgétaires correspondantes.

Le Rendement des Impôts en Janvier 1895. — Nous avons publié dans notre numéro du 9 février 1895, page 180, le résultat du recouvrement des impôts en janvier, d'après les chiffres fournis par le Ministère des finances. Le tableau ci-dessous complète et rectifie ces renseignements. La diminution des recouvrements, par rapport aux évaluations budgétaires, est de 499.800 francs et, par rapport à janvier 1894, de 21.456.400 fr.

BUDGET DE L'ÉTAT (France et Algérie)
RECOUVREMENTS du mois de janvier 1895

Désignation des produits	Recouvrements (Milliers de francs)					
	Recouv. de jan. 1895	Evaluat. budgétaires.	Différences par rapp. aux évaluat. budgétair.		Différences par rapport à 1894	
FRANCE (1895)						
Impôts directs	»	»		»		»
Impôt 4 0/0	14.769	15.021	—	252	—	244
Enregistrement	46.215	14 188	+	2.026	+	1 171
Timbre	16.960	16.364	+	595	—	202
Douanes	28 393	29.305	—	912	—	23 011
Contributions indirectes	43.417	48 110	—	4.693	—	788
Sels	1 823	1 774	+	49	—	11
Sucres	10.098	8.789	+	1.309	+	1 904
Tabacs	29.641	29.235	+	406	—	331
Allumettes, poudres, etc.	1.903	2.059	—	156	+	95
Postes, Télégr. et Téléphones.	17.722	16.454	+	1.268	—	28
Domaines	941	964	—	22	—	64
Forêts	508	744	—	235	+	9
Produits divers	357	411	—	53	—	141
Ressources exceptionnelles	»	»		»		»
Recettes d'ordre	1 570	1.397	+	172	+	181
Totaux pour la France	214.320	214 820	—	499	—	21 456

Compagnie Générale de Chemins de fer brésiliens

Paranagua-Curityba (111 kilom.) (1)	1895 Francs	1894 Francs
Recettes du mois de janvier....	316.384	210.803
Recettes des mois antérieurs...	»	»
Recettes totales des mois écoulés de l'exercice	316.384	210.803
Recettes kilométriques annuelles du mois de janvier	33.560	22.360
Recettes kilométriques annuelles des mois écoulés de l'exercice	33.560	22.360
Prolongements (Longueur actuelle 279 kil. 5) (2)		
Recettes du mois de janvier...	243.220	167.491
Recettes des mois antérieurs...	»	»
Recettes totales des mois écoulés de l'exercice	243.220	167.491
Recettes kilométriques annuelles du mois de janvier	10.246	10.113
Recettes kilométriques annuelles des mois écoulés de l'exercice	10.246	10.113

(1) Garantie par kilomètre 20.608 fr.
(2) — — 5.084 fr.

Mines de Vigsnaës. — L'assemblée annuelle de la Société des Mines et Usines de cuivre de Vigsnaës a eu lieu le 22 janvier.

L'amélioration qui s'était produite pour l'exercice précédent et qui avait pu faire croire aux plus optimistes que le temps de l'antique splendeur de la Société était près de renaître, a été de courte durée.

La Société va liquider, sauf à se transformer ensuite si les circonstances le permettent.

L'exploitation de la mine Norvégienne de cuivre de Vigsnaës, qui fut l'objet principal de l'activité de la Société, a complètement cessé d'être fructueuse, et la Société se propose de réaliser cette partie de son avoir et, en tout cas, d'abandonner une exploitation dans des conditions onéreuses. Par contre, l'usine d'Hemixen, et plus particulièrement la fabrication de l'acide sulfurique, donnent des résultats figurant pour le dernier exercice par 86.559 fr. au crédit de profits et pertes. Il serait, en conséquence, question de reconstituer pour Hemixen une Société belge spéciale.

Le compte de profits et pertes solde par 2 millions 226.000 francs (dont 145.000 fr. afférant à l'exercice 1893-1894), mais sans tenir compte des dévaluations de l'actif.

Société Immobilière Marseillaise. — L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société Immobilière Marseillaise a eu lieu le 22 janvier, à Marseille.

Après avoir entendu la lecture des rapports habituels, elle a approuvé les comptes de l'exercice 1893-1894 et fixé le dividende y afférent à 27 fr. par action, sur lequel un acompte de 10 fr. a été payé le 1er août 1894 et le solde de 17 fr. est payé depuis le 1er février courant, sous déduction des impôts.

A l'issue de la séance, il a été procédé au tirage au sort de 125 actions à rembourser à partir du 1er février 1895, conformément au tableau d'amortissement adopté par l'assemblée générale ordinaire du 31 mai 1890.

Compteurs et Matériel d'Usines à Gaz. — Les actionnaires de cette Société se sont réunis samedi dernier, 9 février, en assemblée générale extraordinaire.

Cette réunion avait pour objet de régulariser un échange de terrains survenu entre la Société et la Ville de Paris. Grâce à cet échange et à l'acquisition antérieure d'un terrain contigu, la Société des Compteurs a pu agrandir, dans une proportion notable, ses ateliers, tout en recevant de la Ville une soulte de 175.000 fr.

Le Conseil a fait ressortir l'utilité de cet agrandissement de ses ateliers au moment où un grand accroissement de commandes rendait insuffisante son installation première.

Nous croyons savoir que, au 31 décembre dernier, le chiffre d'affaires était en augmentation de 600.000 fr. environ sur le chiffre correspondant au 31 décembre 1893.

Société du Figaro. — L'assemblée annuelle ordinaire des actionnaires, réunie le 11 courant, a voté à l'unanimité les résolutions suivantes :

1° Approbation des comptes de la gérance pour l'exercice 1894 ;

2° Fixation du solde du dividende à 15 fr., ce qui porte le dividende de l'exercice à 65 fr. par titre, net d'impôts ;

3° Report à l'exercice 1895 d'une somme de 34.509 francs 16 ;

4° Réélection de MM. Prestat et Prevet, membres du Conseil de surveillance, tombés au sort.

Il résulte des rapports de la gérance et du Conseil que le bénéfice de l'exercice 1894 est de 1.721.298 fr. 87.

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 29 janvier au 4 février 1895 (5e semaine)
(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Différence pr 1895	
Etat	2.761	673	698	2.571	2.539	+	31
Paris-Lyon-Méditer.	8.604	5.789	5.748	21.503	22.183	—	680
— Rhône au Mont-Cenis	133	81	82	315	330	—	14
— Chemins Algériens	513	136	126	492	461	+	30
Nord	3.699	3.346	3.524	16.599	17.341	—	742
Ouest	5.350	2 283	2.383	9 338	9 400	—	62
Orléans	6.772	2.765	3 057	10.549	11.172	—	622
Est	4.802	2 197	2 372	9.118	9.310	—	192
Midi	3.136	1.677	1.600	6 045	6 051	—	6
Est-Algérien	897	74	94	463	483	—	19
Bône-Guelma voie larg.	607	70	48	179	139	+	40
— voie étroite	128	12	5	30	15	+	15
Ouest-Algérien	296	45	28	184	165	+	19
Arzew à Kralfallah	214	29	20	105	101	+	3
Médoc	101	13	21	80	96	—	15

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 14 février 1895.

L'Empereur et la Marine. — Ouverture du Canal des Deux-Mers. — La Loi sur les Menées révolutionnaires. — La Réforme de la Bourse. — Les Finances prussiennes et les nouveaux Droits de Timbre. — Le Reichstag et le Paragraphe de la Dictature.

L'Allemagne, où le naufrage du transatlantique l'*Elb* a causé une si douloureuse impression, n'a pas été insensible au péril de votre transatlantique *La Gascogne*.

L'Empereur s'est même intéressé au sort de ce navire, car « rien de ce qui concerne la marine ne lui est étranger ». Tout récemment encore, il l'a prouvé, dans une conférence à la Société Militaire, sur la nécessité d'une coopération intime de la flotte et de l'armée dans les opérations de campagne.

Ce qui lui tient toujours à cœur, c'est surtout le renforcement de la marine militaire allemande et il n'a pas renoncé à l'espoir d'obtenir du Reichstag les crédits nécessaires au développement de la flotte de guerre.

Dans le même ordre d'idées, je vous annonce l'ouverture du canal des Deux-Mers allemand, c'est-à-dire de la Baltique à la mer du Nord, pour la seconde quinzaine de juin. C'est la jonction assurée, en cas de guerre, des deux escadres allemandes.

Pour l'avenir immédiat, le commerce international y trouvera un moyen facile d'aborder plus directement la Russie baltique et Saint-Pétersbourg. A cet égard, la marine de commerce allemande n'y gagnera pas plus que celles de l'Angleterre ou de la France.

Les socialistes de la chaire ont publié une déclaration solennelle contre le projet de loi tendant à réprimer les menées révolutionnaires. Pour atténuer l'animosité qui sépare les classes possédantes et les classes ouvrières, ils demandent que l'Empire laisse au moins à ces dernières la liberté de critiquer ce qui existe. Le professeur Ad. Wagner, le directeur de la *Tagliche Rundschau* et d'autres personnalités très éminentes ont adhéré à cette déclaration. Ils la justifient en rappelant le progrès des idées modérées pendant la période postérieure à la suppression de la loi contre les socialistes.

Les nouvelles répandues sur le point où en est arrivée la réglementation des affaires de Bourse sont toujours contradictoires. On ne sait pas encore au juste si le Gouvernement a arrêté la forme définitive du projet.

Le Ministre des finances prussiennes, M. Miquel, espère que le remaniement des droits sur le timbre augmentera le revenu de 12 à 15 millions de M. Mais M. Richter porte à plus de 24 millions le surcroît de charges qui pèsera de ce chef sur la gent contribuable. Ce serait le doublement des recettes actuelles.

Par contre, la nouvelle législation sur le timbre aura l'avantage d'unifier la législation en vigueur dans les anciennes et dans les nouvelles provinces prussiennes.

Après un dernier discours prononcé par l'Alsacien M. Küechli contre les navrantes applications du paragraphe de la Dictature, le Reichstag a adopté en seconde lecture les propositions Kollbus et Auer. La droite et les nationaux libéraux ont naturellement voté contre l'adoption. Malheureusement le Reichstag ne peut rien sans l'assentiment du Conseil fédéral, formé des Délégués de chaque Gouvernement allemand.

Les malheureux Alsaciens-Lorrains ne sont donc pas encore sûrs d'être traités sur le même pied que les Allemands de l'Empire.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	7 février	Dif. 31 janv	7 février	Dif. 31 janv
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.098.154	+ 6.271	888 611	+ 8.584
Billets du Trésor	23 342	+ 1.007	24 185	+ 702
Billets d'autres banques	9.114	— 806	10 899	— 582
Lettres de change	489 772	— 19.196	484 151	+ 1.120
Prêts sur titres	66 306	— 1.517	71 703	— 7.541
Valeurs	3 692	— 351	6 889	+ 579
Autres propriétés	47.450	— 1.624	39.859	— 5.056
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	1.024.074	— 31.531	932.947	— 30 225
Autres engagements à vue	543 931	+ 15.564	427.429	+ 18 371
Autres engagements	19.822	— 180	3.094	— 321

Comparaison avec 1894 et 1893

(Millions de marks)

Stock métallique

	1893	1894	1895
31 janv. ...	901,5	880,0	1091,8
7 fév. ...	899,8	888,6	1098,1
15 — ...	913,8	904,4	»
23 — ...	929,1	918,7	»
28 — ...	924,3	913,5	»

Lettres de change et prêts sur titres

	1893	1894	1895
31 janv. ...	586,6	565,3	576,7
7 fév. ...	565,8	558,9	556,0
15 — ...	555,8	571,6	»
23 — ...	558,9	584,5	»
28 — ...	564,0	586,7	»

Circulation

	1893	1894	1895
31 janv. ...	987,7	953,2	1055,6
7 fév. ...	952,9	932,9	1021,0
15 — ...	923,6	920,2	»
23 — ...	904,6	892,9	»
28 — ...	927,9	908,6	»

Réserve de billets

	1893	1894	1895
31 janv. ...	238,2	255,0	258,6
7 fév. ...	269,6	284,0	297,4
15 — ...	317,1	325,2	»
23 — ...	350,4	354,3	»
28 — ...	322,6	334,0	»

Les Importations de Blés en Allemagne. — La conclusion du traité de commerce avec la Russie a singulièrement modifié le courant des importations de céréales.

Le tableau suivant indique, pour les trois dernières années, les principales provenances des froments exotiques consommés en Allemagne :

	Quintaux métriques		
	1894	1893	1892
Russie	2.805.943	216.362	2.572.991
Roumanie	1.429.526	1.435.778	917.850
Autriche-Hongrie	194.094	237.834	456.730
Indes Britanniques	94.699	27.163	509.081
Argentine	3.462.445	1.513.961	661.697
Etats-Unis	3.234.975	3.149.282	6.302.130

Les importations russes ont dépassé celles de 1892. Mais ce n'est plus les Etats-Unis de l'Amérique du Nord qui tiennent le 1er rang : il a été pris par la République Argentine.

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 14 février 1895.

Affaires actives sur les titres industriels au comptant. Les haussiers utilisent tous les prétextes, qui présentent quelques perspectives de bénéfice pour pousser les valeurs.

Ce matin s'est réuni le Comité central de la Banque de l'Empire pour fixer la détermination du dividende pour l'exercice 1894.

Les Consolidés sont bien tenus, quoique les achats pour compte anglais aient presque cessé.

La tendance générale est ferme.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 14 février 1895.

La Discussion du Message. — La Situation du Gouvernement. — Commerce extérieur de janvier. — Emprunt américain — Échec de l'emprunt chinois.

Les craintes que l'on avait émises relativement aux incidents que pouvait provoquer la discussion de l'Adresse ne paraissent pas devoir se réaliser : l'opposition, qui avait manifesté son intention de forcer la dissolution en mettant, dès les premiers jours, le Gouvernement en minorité, hésite et semble disposée à laisser la majorité s'user elle-même.

La discussion n'a pas pour cela manqué de vivacité ; par moments, l'orage a été menaçant, mais on a bien senti que la volonté des unionistes n'était pas de pousser les choses à fond, et la discussion de l'Adresse se terminera ainsi sans accidents graves, sinon sans à-coups, car des deux côtés on tient à ce que les choses ne s'enveniment pas. L'intérêt de l'opposition est, en effet, que la désorganisation du parti libéral s'accentue encore : les libéraux, de leur côté, cherchent à prolonger par des expédients une existence difficile, car tout le monde s'accorde à reconnaître qu'une consultation électorale ne pourrait qu'être, en ce moment, fatale au Gouvernement. Parce qu'ils le comprennent, les libéraux ont écarté un des obstacles les plus dangereux ; ils ont désarmé M. Keir Hardie en proposant d'eux-mêmes l'institution d'une Commission destinée à faire une enquête sur la situation des « sans travail ». Cette proposition était le principal écueil que le Gouvernement avait à redouter.

Le rapport sur le commerce extérieur pendant le mois de janvier était attendu avec un certain intérêt : le monde des affaires était curieux de voir si l'année commence avec une plus-value ou avec une diminution qu'il faudrait combler pendant les mois suivants. Diverses circonstances ont empêché cependant que les chiffres de janvier eussent une moyenne normale et ont contribué à ne donner à leur signification qu'une importance secondaire.

L'une de ces circonstances est la mauvaise saison, qui a agi grandement sur le commerce de la navigation et a ainsi contribué à diminuer les chiffres de la statistique. On doit reconnaître en outre que la comparaison est faite avec un mois où le commerce a bénéficié, en 1894, du retour d'activité qui a suivi la grève des charbonnages, terminée en novembre 1893. En prenant ce fait et d'autres encore en considération, on peut regarder les chiffres de janvier 1895 comme assez favorables et comme montrant la continuation du mouvement de reprise constaté dans le commerce général.

Le fait principal à noter, dans le dernier rapport, est la diminution des arrivages de laine et du coton : dans tous les autres chapitres, les chiffres restent presque sans changement. Les importations s'élèvent à 36.753.000 liv., en diminution de 1.705.500 liv., ou 4 4 0/0 ; la matière première pour l'industrie textile accuse une diminution de 2.258.000 liv. ; la laine à elle seule représente une diminution de 1.137.000 liv. Les arrivages de métaux sont en diminution de 123.000 liv. à cause des moins-values en étain et en fer ; le cuivre est en augmentation. Le blé accuse une augmentation de 676 000 liv.

Les exportations s'élèvent à 18.224.000 liv., soit 72.000 liv. de plus qu'en 1894 ou 0,4 0/0. L'industrie textile accuse une augmentation de 363.000 liv., principalement à cause de l'exportation pour les Etats-Unis : les tissus en coton accusent une diminution de 350.000 liv.

L'exportation du charbon a diminué de 410.000 liv., l'exportation des machines a augmenté de 154.000 liv. et celle des métaux diminué de 4.400 liv.

Le marché est encore impressionné par les nouvelles de New-York, mais la quantité d'or que l'emprunt décidé pourra retirer du marché n'est pas assez importante pour qu'elle puisse provoquer quelque inquiétude. Avec la pléthore d'or que possède en ce moment la Banque d'Angleterre, le retrait de quelques millions de livres ne peut être envisagé comme une éventualité défavorable et l'on attend avec tranquillité la fin des négociations engagées ici. Ces négociations se poursuivent dans le sens d'un placement de 60 millions de dollars, moitié aux Etats-Unis moitié en Europe, d'obligations 4 0/0, à un prix qui rétablirait effectivement à 3 1/2 0/0 leur taux d'intérêt. Les pourparlers sont sur le point d'aboutir et la discussion a porté plutôt sur le prix d'émission à établir que sur la garantie du remboursement en or.

Je vous disais la semaine dernière que l'emprunt Chinois ne paraissait pas avoir de succès ; mes prévisions ont été dépassées : sur les 3 millions de livres offerts par la *Hong-Kong and Shanghaï Banking Corporation*, la moitié seulement a été prise et beaucoup de souscripteurs se sont empressés de vendre leur part au nouvel emprunt, dont le déport reste sensible. Déjà je vous avais signalé que le monde des affaires se montrait peu enthousiaste pour cette opération : les capitalistes ont craint que le paiement d'une grosse indemnité de guerre ne vienne amoindrir fortement la garantie offerte pour cette opération. Cet échec est d'autant plus regrettable qu'un succès eût été fort utile pour le marché de l'argent.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

13 Février 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés	51.270.315	Dette fixe de l'Etat	11.015.100
		Rentes immobilisées	5.784.900
		Or monnayé et lingots	34.470 315
Total	51.270.315	Total	51.270.315

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	12.478 488
Réserve et profits et pertes	3.449.957	Portefeuille et avances	17.651 791
Trésor et administration publique	7 939.071	Billets en réserve	26 544.495
Comptes particuliers	33 167.524	Or et argent monnayés	2.573.540
Billets à sept jours, etc.	138.762		
Total	59.248.314	Total	59.248.314

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
7 Novembre	35.052	25.508	42.400	33.776	26.441	62	2
14 »	35.558	25.443	42.593	33.460	26.914	63	»
21 »	35 018	25.111	41.165	32.248	26.706	64	»
28 »	34.855	25 015	40.782	31.822	26.740	65	»
5 Décembre	34.196	25.257	40.263	32.412	25.739	65	»
12 »	33.743	25.176	39.936	32.427	25.366	63	»
19 »	33.362	25 325	38.868	31.886	24 8 7	63	»
26 »	32.547	25.676	37.087	31.272	23.670	63	»
2 Janvier	33 091	25.918	41.797	38.714	23.972	53	»
9 »	33.880	25.519	45.058	37.982	25 169	55	»
16 »	34.601	25.202	41.577	33.525	26.202	62	»
23 »	35.3.8	25.015	41.107	32.113	27.112	65	»
30 »	35.946	24.926	40.104	30.392	27.819	69	»
6 Février	36.801	25.119	40.473	30.139	28.481	70	»
13 »	37.043	24 725	41.106	30.130	29.118	70	»

Clearing-House

Résultat des compensations du 7 au 13 Février

	£		£
Jeudi 7 fév.	18 618.000	Lundi 11 fév.	20.371.000
Vendredi 8 fév.	21.111.000	Mardi 12 fév.	17.748.000
Samedi 9 fév.	18.595.000	Mercredi 13 fév.	19 919.000
		Total	114.352.000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 131.819.000.

Le Commerce extérieur en 1894. — Plus intéressante que les statistiques sur le commerce du mois est l'annexe ajoutée au rapport du *Board of Trade*, relative au commerce extérieur pendant l'année 1894 dont voici le résumé :

IMPORTATIONS	1892	1893	1894
Des :	Liv. st.	Liv st.	Liv. st.
Possessions britanniques	97.766.000	91.769.000	94.023.000
Pays étrangers	326.028.000	312.919.000	314.395.000
	423.794.000	404.688.000	408.418.000
EXPORTATIONS			
Aux :			
Possessions britanniques	74.630.000	72.015.000	72.748 000
Pays étrangers	152.447.000	146.080.000	143.446.000
	227.077.000	218.095.000	216.194.000

Au point de vue anglais, ces chiffres sont satisfaisants et montrent une reprise dans le commerce avec les possessions britanniques. On pourra constater, en outre, que la baisse constatée avec les pays étrangers est due surtout à la baisse des importations et exportations américaines. Voici le détail des chiffres du commerce avec les possessions anglaises :

Pays	Importations 1892	Importations 1893	Importations 1894	Exportations 1892	Exportations 1893	Exportations 1894
	(En milliers de livres)					
Indes orient^{les}.	39.327	35.005	36.383	30.940	31.433	32.609
Australie	30.543	29.874	31.875	19.276	15.083	16.083
Canada	14 052	12.946	12.553	6.870	6.658	5.510
Afrique du Sud	5 463	5.550	4.989	7.929	8.584	3.365
Indes occid^{les}.	1.94.	1.740	1.920	2.184	2.384	2.194
Hong-Kong	837	886	631	1.800	1.822	1.802
Afrique occid^{le}.	1.787	2.162	1.974	1.389	1.624	1.700
Afrique orient^{le}	234	148	235	113	285	72
Autres posse^{ons}.	3.578	3.458	3.463	4.129	4.142	4.383
	97.766	91.769	94.023	74.630	72.015	72.748

Voici le détail des chiffres du commerce avec les pays étrangers :

Pays	Importations 1892	Importations 1893	Importations 1894	Exportations 1892	Exportations 1893	Exportations 1894
	(En milliers de livres)					
Russie	15.123	18.575	23.496	5.357	6.372	6.889
Suède	8.230	8.416	8.328	2.862	2.698	2.978
Norvège	3.577	3.570	3.638	1.706	1.757	1.920
Danemark	8.042	8.937	9.512	2.622	2.540	2.596
Allemagne	25.727	26.365	27.111	17.583	17.698	17.915
Hollande	28.821	28.851	27.578	8.836	9.249	8.804
Belgique	17.014	16.849	17 063	6.943	7.129	7.664
France	43.519	43.658	43.244	14.687	13.36.	13.543
Portugal	3.441	2.378	2.387	1.395	1.739	1.448
Espagne	10.917	10.354	10.487	4.673	3.614	3.967
Italie	3.284	2.948	3.136	5.564	5.207	5.557
Autriche	1.238	1.627	1.382	1.143	1.095	1.427
Grèce	1.827	1.420	1.276	922	605	882
Turquie	5 552	4.979	4.904	6.190	5.769	6.522
Egypte	10.525	8.845	9.251	3.193	3.364	3.996
Indes orientales	3.917	3.745	2.311	3.017	2.823	2.678
Chine	3.583	3.894	3.545	5.776	4.613	4.457
Etats-Unis	108186	91.784	89.903	25.547	23.957	18.807
Mexique	454	584	576	1.298	1.153	1.212
Amériq^e central^e	1.089	1.198	950	829	694	998
Chili	8.871	3.797	3.680	3.735	2.386	2.208
Brésil	3.512	4.636	3.943	7.910	7.773	7.531
Uruguay	288	131	267	1.281	1.499	1.486
Républ. Argent.	4.549	4.837	6.170	5.652	5.536	4.524
Autres pays	9.750	10.543	10.367	12.726	13.445	13.437
	326 027	312.919	314.395	152.447	146.080	143.446

Le Commerce Extérieur en Janvier. — Nous publions ci-dessous notre tableau mensuel des Importations et Exportations :

IMPORTATIONS EN ANGLETERRE
(Janvier 1895 et 12 mois de 1894)

DÉSIGNATION	Janvier 1895	Comparaison avec janv. 1894	12 mois de 1894	Comparaison avec 1893
	£	£	£	£
Animaux vivants	474.727	— 3 968	9.098.796	+ 2 717.092
Objets d'alimentat. Exempts	11.872 138	+ 675.964	139 411 601	— 4 856.197
Taxés	1 970.705	— 8 788	21.383 880	— 342 292
Tabacs	227.524	+ 52.315	3 512 601	— 36 581
Métaux	1.604 199	— 122.771	19 062.612	— 1.566 894
Prod.chimiq., coul.	600.583	— 162.459	6 3 8 268	— 16 851
Huiles	676 876	+ 11.534	7 505 703	+ 104 798
Mat. premières textil.	9.625.233	— 2.257.991	70 623.485	+ 2.615.998
Mat. premières autres	2.699.557	— 52 567	43 091.143	+ 2.102.337
Objets fabriqués	5 683 915	+ 519.930	68 978.531	+ 3 104.235
Divers	1.208.847	— 424 652	15.730.206	— 227.879
Colis postaux	128.764	+ 69 011	808 892	+ 189.774
Totaux	36.753.068	— 1.705 545 (= 4.4 %)	408 505.718	+ 3.817.540 (= 0.9 %)

EXPORTATIONS DE L'ANGLETERRE
(Janvier 1895 et 12 mois de 1894)

DÉSIGNATION	Janvier 1895	Comparaison avec janv. 1894	12 mois de 1894	Comparaison avec 1893
	£	£	£	£
Animaux vivants	39.114	+ 5.838	665.353	+ 35.362
Objets d'alimentat.	731.396	— 57.883	10.698 194	+ 78.786
Matières premières.	1.308.503	— 410.257	19.816.100	+ 2.760.728
Obj.fabr.ou en partie Fils et tissus	9.240.205	+ 362 684	96 090 032	— 464.024
Mét. et ouvrages en Mét.(sauf les mach.)	2.033.598	— 41 317	28.045.527	— 2 791.648
Machines	1.121 417	+ 153 898	14 265.122	+ 347.579
Confections	782 832	— 48.289	8.719 732	— 807.784
Prod.chim.et pharm.	662 667	— 57 352	8 496.333	— 183.980
Divers	2.220 621	+ 152.082	28 267.710	— 962 430
Colis postaux	83.883	+ 5.342	1.109.136	+ 66 785
Totaux des prod.angl.	18.224.236	+ 72 348 (= 0.4 %)	216 194.239	— 1 900.626 (= 0 9 %)
Réexportation des marchandises imp.	4.827.861	+ 594 438 (=14.0 %)	57.966.484	— 1.076 921 (= 1.8 %)
Total des exportat.	22.328 446	+ 823.949 (= 3 8 %)	274 160.723	— 2.977.547 (= 1.1 %)

Mouvement des métaux précieux. — Le tableau suivant donne le mouvement des métaux précieux de décembre et pendant le mois de janvier 1895 :

	Or		Argent	
	Janvier	12 mois 1894	Janvier	12 mois 1894
	£	£	£	£
Importations 1895	2.419.102	27.581.926	949.308	11 005.507
— 1894	1 786 220	24 834.727	1 162.190	11 913.395
Différence en 1895	+ 632.882	+2 746 199	— 212 882	— 907.888
Exportations 1895	1.776 982	15 647 551	1 018 081	12.171.449
— 1894	1.301.466	19.502 273	1.319.499	13 589 745
Différence en 1895	+ 475 516	—3.854.722	— 301.418	—1.418.296

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 15 février 1895.

La liquidation s'est opérée avec facilité, les avances se sont trouvées peu recherchées et on a constaté une diminution des positions à la hausse, une augmentation des positions à la baisse. Les tendances du marché ont été, depuis, assez fermes. Tandis que les fonds étrangers n'avaient que des affaires restreintes et se contentaient de suivre l'impulsion de Paris, la spéculation locale s'attachait à relever les fonds Sud Américains et quelques-unes des grandes lignes de Chemins de fer.

Les échanges sont également actifs en De Beers, mais le Rio ne peut se relever.

Le marché des Chemins américains sont un peu mieux, en clôture, mais animés dans l'attente des mesures financières proposées par le Congrès.

On attribue la fermeté de l'Uruguay au bruit qu'un premier amortissement de la Dette uruguayenne va avoir lieu simultanément à Londres et Montevideo.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 13 février 1895.

Le Voyage de l'Empereur-roi. — Les Négociations relatives à la *valuta* et l'émission de rente or. — Un discours du Ministre des finances hongrois. — Le Monopole de l'alcool. — Les Recettes des Chemins de fer hongrois. — Les Droits d'accise en Bulgarie.

Le départ de François-Joseph pour le cap Saint-Martin constitue, dans le monde officiel, la question du jour. Accompagné par une suite comprenant, entre autres dignitaires, le grand écuyer prince de Lichtenstein, et l'adjudant général comte Paar, l'Empereur-Roi s'est rendu au château de Lichtenegg, auprès de sa fille, la grande-duchesse Marie-Valérie, et de son gendre, le grand-duc François-Salvator. Le Souverain a acheté, avant son départ, moyennant la somme de 1.600.000 florins, l'hôtel Philippe ou Ziererhof, à Vienne, pour servir de résidence au grand-duc Salvator et à sa famille lorsqu'ils quitteront la garnison de Wels.

Les négociations relatives à la continuation des opérations de la *Valuta* viennent d'aboutir à une nouvelle entente avec le groupe Rothschild ; ce dernier prend ferme 25 millions de florins, et à option une somme égale de rente-or 4 0/0 autrichienne, soit, au total, 50 millions de florins, à 101 25 0/0. Le cours d'émission sera de 102 65 0/0, l'Etat ayant une participation dans les bénéfices. En couverture de ses frais pour les achats d'or, le Syndicat touchera une commission de 3/4 0/0; quant au solde de 18 millions 600 mille florins, nécessaire à la constitution complète du stock d'or, le Ministre des finances cisleithanien pourra le prélever sur les existences de caisses, de telle sorte qu'il n'aurait plus besoin de recourir à une opération de crédit.

D'après les renseignements publiés ces jours-ci par la presse officieuse, le Syndicat écoulera petit à petit les titres sur le marché afin de ne pas causer de perturbation ; il n'y aura de souscription publique que les 25 millions de florins pris ferme.

Comme vous le voyez, on a renoncé à réduire le taux d'intérêt à 3 1/2 0/0.

Je vous rappelle, à ce propos, que la loi du 2 août 1892 autorisait le Ministre des finances *autrichien* à émettre jusqu'à concurrence de 183.456.000 florins de rente or. Le groupe Rothschild a donc pris jusqu'à présent : 60 millions à 97 0/0, — 40 millions à 97 1/2 0/0 et 50 millions à 101 1/4 0/0 — soit, au total 150 millions.

Le premier lot a été donné au public le 27 février 1893 à 98 1/2 : quant au second lot, il a été placé à l'étranger le 13 mars 1894 à 97 3/4 0/0.

Jusqu'à présent, on avait accordé au Syndicat un délai de 11 à 16 mois pour livrer les monnaies ou lingots d'or ; il est vraisemblable qu'on lui laissera, cette fois, la même latitude, de façon à profiter des circonstances les plus favorables du marché international.

Mais, je ne cesserai de le répéter, il ne faut pas accorder à cette première partie des opérations de la *Valuta*, c'est-à-dire à la constitution du stock d'or, plus de portée qu'elle n'en a. De là à la reprise des paiements en espèces il y a loin et il faudra compter avec la spéculation cambiste le jour où on marchera sérieusement de l'avant !

A propos de la *Valuta*, nous avons à enregistrer un nouveau discours prononcé à la Chambre hongroise par le Ministre des finances transleithanien, au cours de la discussion du Budget. M. Lukacs a confirmé que le Cabinet dont il fait partie suivra le programme de M. Wekerlé ; la réforme monétaire progresse, a-t-il ajouté, le retrait des billets de 1 florin devant être terminé vers le milieu de 1896, au lieu de fin 1897, époque primitivement fixée. La Hongrie a son stock d'or au complet.

M. Lukacs maintient aussi la réforme des impôts directs décidée par son prédécesseur, et il présentera prochainement au Parlement le projet de monopole de l'alcool, qui n'a pas en Hongrie les mêmes inconvénients qu'en Autriche, en ce sens qu'il ne correspond pas à une augmentation d'impôt.

On annonce, en effet, que le Gouvernement cisleithanien renonce au monopole de l'alcool et songe à le remplacer par une augmentation de taxe de 5 florins ; l'impôt serait de 20 florins au lieu de 15 florins par hectolitre.

Les recettes des *Chemins de fer hongrois* pour toute l'année 1894 s'élèvent à 107.047.512 florins, soit une augmentation de 6.401.920 florins par rapport à l'exercice antérieur ; c'est là une recette kilométrique de 8.334 florins. Cette plus-value se répartit sur les Chemins de fer de l'Etat hongrois (+ 4.914.468 fl.), les lignes Funfkirchen-Barcs (+ 32.157 fl.), de Mohacs-funfkirchen (+ 68.245) et les Chemins de fer vicinaux (+ 1.398.280 fl.) ; par contre, il y a moins value de 95.953 fl. pour la Sudbahn (réseau hongrois) et de 26.679 fl., pour la ligne de Raab Œdenburg-Ebenfurth.

En résumé, les recettes kilométriques ont augmenté de 649 fl. pour les Chemins de fer de l'Etat hongrois, de 299 fl. pour la ligne Kaschau-Oderderg et de 37 fl. en moyenne pour les chemins vicinaux.

Le ministre bulgare, M. Natchevitch, est attendu ces jours ci à Vienne pour régler définitivement la question des nouvelles accises décrétées dans la Principauté. On espère trouver un terrain d'entente préparé, du reste, par la Conférence commerciale et douanière qui a terminé ses travaux la semaine dernière.

Informations Économiques et Financières

La Dette flottante en Autriche. — La situation de la Dette flottante à fin janvier 1895 était la suivante :

1° D'après les états établis par la Banque d'Autriche-Hongrie :

Obligations hypothécaires partielles : 18.400 florins sans intérêts, 11.900 florins, rapportant 3 0/0 à 6 mois ; 53.217.400 florins, rapportant 3 1/2 0/0 à 6 mois ; 7.663.900 florins, rapportant 3 0/0 à 3 mois, soit, au total, 60.911.600 florins ;

2° D'après les relevés de *Billets d'Etat* fournis par les deux Commissions de contrôle :

9.530.735 florins à 1 florin, 137.861.220 florins en billets de 5 florins, 121.659.500 florins en billets de 50 florins, soit, ensemble, 269.051.455 florins.

Le total général de la Dette flottante, à la fin de janvier 1895, s'élevait ainsi à 329.963.055 florins.

La Commission de contrôle, en publiant ces chiffres, a donné les explications suivantes :

En vertu de la loi du 9 juillet 1894, on a rayé du total de 312 millions de *billets d'Etat* à rembourser, à frais communs, une somme de 72.019.276 fl. représentant les billets de 1 fl., 5 fl. et 50 fl. retirés de la circulation jusqu'à la date du 31 janvier 1895.

En conséquence, la Dette flottante en billets d'Etat, restant à rembourser, s'élevait à fin janvier 1895 à 239 millions 980.724 fl.

Quant aux billets d'Etat de 1 florin, sur un total de 57.883.361 florins existant au 24 juillet 1894, les annulations, par suite des retraits, s'élevaient au 31 décembre à 48.352.626 fl ; il en restait donc en circulation, à cette date, pour 9.530.735 fl.

Les Dépôts d'or des Gouvernements autrichien et hongrois à la Banque d'Autriche-Hongrie. — Au commencement du mois de février, les dépôts d'or effectués par les deux Ministères des finances (autri-

chien et hongrois) et destinés au remboursement des billets d'Etat de 5 et de 50 florins, s'élevaient à 54 millions 640 mille florins.

En échange, la Banque avait remis 29 millions 420 mille florins en monnaies d'argent, pour le retrait des billets de 1 florin, et 21 millions 640 mille florins en billets de banque pour le remboursement des billets de 50 et de 5 florins, de telle sorte que le compte des deux Gouvernements restait créditeur de 3 millions 580 mille florins.

Le Dividende de la Banque d'Autriche-Hongrie. — Comme suite aux renseignements que nous avons déjà publiés, le dividende du *deuxième semestre 1894*, de la Banque d'*Autriche-Hongrie*, s'élevant à 27 florins 90 kr., est payable au siège social et dans les succursales depuis le 5 février courant.

Rappelons que le dividende de l'exercice entier est de 42 fl. 90.

Les Chemins de fer Hongrois en 1894. — Les recettes des Chemins de fer hongrois se sont élevées, en 1894, à 107.047.512 florins, soit une plus-value de 6 millions 401.902 florins par rapport à l'exercice antérieur.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 15 février 1895.

Le nouveau contrat passé avec le groupe Rothschild, pour les 50 millions de rente or autrichienne 4 0/0, n'a pas exercé d'influence appréciable dans le marché austro-hongrois. Cette opération était escomptée depuis quelque temps et elle n'a pas contrebalancé les effets de resserrement monétaire. Les reports en Banque varient entre 6 1/2 et 7 0/0 et, dans certains cas, on a payé jusqu'à 10 0/0 ces jours derniers.

Au surplus, les baissiers berlinois continuent à peser sur les cours, bien que leurs pertes soient déjà évaluées à 70 millions de florins environ.

Pourtant, en fin de semaine, les valeurs de Crédit bénéficient des bons résultats accusés par les publications de bilan des diverses Sociétés et la tendance générale est meilleure.

BELGIQUE

La Conversion Belge. — Le 12 courant, M. de Smeet de Naeyer, ministre des finances, a déposé un projet de loi portant remboursement au pair des dettes de l'Etat 3 1/2 en 3 0/0. La conversion en 2 1/2 est écartée. Le Ministre des finances a donné lecture de l'exposé des motifs du projet, l'urgence ayant été déclarée.

Les charges de l'Etat pour 1895, dans un budget total de 357.727.028 fr., s'élèvent à 109.796.483 fr. 70, mais le service de la Dette proprement dite se limite à :

Intérêts	72.068.669 02
Dotation de l'amortissement	4.004.143 81
Ensemble	76.072.812 83

Le surplus s'applique à des redevances dues au Gouvernement des Pays-Bas, à des annuités diverses, à des garanties d'intérêts, rémunérations, pensions, intérêts de cautionnements ou de consignations.

Les intérêts de la Dette publique proprement dite se décomposent ainsi :

	Millions
Rente 3 1/2 0/0	5.499
— 3 0/0	21.017
— 3 1/2 0/0 (1re série)	4.934
— — (2e série)	33.617
— — (3e série)	7.001
En totalité	72.068

La conversion porte sur ces trois séries de 3 1/2 0/0, qui se négocient à des cours au-dessus du pair.

Une Commission spéciale a été nommée. Le lendemain, la Chambre a voté la conversion à l'unanimité.

Le Congo. — Le même jour, M. le comte de Mérode, ministre des affaires étrangères, a déposé le projet de loi portant approbation de l'arrangement conclu, le 5 février, entre les Cabinets de Paris et de Bruxelles en vue de la cession de l'Etat indépendant du Congo à l'Etat belge.

La proposition a été renvoyée à une Commission spéciale où la droite compte deux tiers de membres et la gauche un tiers.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 13 février 1895.

La Banque d'Espagne et le Trésor. — La Hausse des valeurs. — La Compagnie fermière des Tabacs. — La Banque Hypothécaire. — La question des Antilles.

Le bilan du 9 février de la Banque d'Espagne accusait, comme vous avez pu le voir, une augmentation d'une dizaine de millions pour les bons du Trésor; c'est la conséquence de la liquidation des avances qu'il a fallu faire au Gouvernement pour boucher les trous budgétaires.

Malgré les chiffres optimistes établis par M. Gamazo, il a fallu demander aux Cortès une trentaine de millions de crédits supplémentaires, et le Gouvernement s'est, comme toujours, retourné vers la Banque. De là accroissement du chiffre des *pagarès* dans le portefeuille de cet Etablissement.

Pourra-t-on m'accuser encore de pessimisme, et mes critiques d'antan, relatives aux fantaisies budgétaires de l'ancien Ministre des finances, ne sont-elles justifiées par les événements? Un exemple entre dix: d'après les chiffres publiés par la *Gaceta*, les disponibilités du Ministère de la marine pour la création d'une escadre n'étaient que de 25.297.588 pesetas, tandis que les sommes engagées en vertu de contrats en cours d'exécution, s'élèvent à 33.687.768 pesetas, soit un *déficit* de 8.390.180 pesetas qu'il faut combler.

Je me plais à constater l'amélioration des recettes; elles expliquent, dans une certaine mesure, la faveur dont jouit la Rente extérieure. Mais est-ce une raison suffisante pour pousser les cours comme on l'a fait ces temps derniers à Paris? Cette hausse est l'œuvre de la spéculation.

De même, on a fait monter à un taux invraisemblable les actions de la Compagnie fermière des Tabacs, dont la concession expire dans cinq ans. Je ne crois pas que le Gouvernement songe à renouveler son privilège, ni qu'il puisse tenter, par son intermédiaire, une opération financière quelconque. Et dire que la *Banque d'Espagne* a pour 12.270.000 pesetas d'actions de cette Compagnie immobilière dans son portefeuille!

La baisse du change favorise les grands Etablissements de crédit, et la *Banque Hypothécaire d'Espagne* est un de ceux dont les opérations se développent dans les meilleures conditions. Au 31 janvier dernier, les prêts hypothécaires s'élevaient à près de 95 millions, sans compter les prêts aux corporations et les avances sur valeurs représentant plus de 12 millions. La prudence avec laquelle les opérations sont conduites, justifie la faveur dont jouissent les valeurs de la Banque Hypothécaire; actuellement, les cédules dépassent le pair.

Les réformes à introduire à Cuba sont à l'ordre du jour, et sur ce point l'accord est complet entre les conservateurs et les libéraux. M. Canovas del Castillo vient de se rallier ouvertement au projet de M. Maura, en faisant appel au patriotisme de toutes les fractions politiques. Le vote du projet tirera une fameuse épine du pied au Gouvernement, car la question des Antilles est une de ses grosses préoccupations.

J'y reviendrai dans une prochaine lettre.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er au 28 janvier (4 semaines)

	1892	1893	1894	1895
	Pesetas			
Andalous (891 kil.)	1 079.405	1 023 446	1.033 789	940 899
Nord de l'Espagne (1959 k.)	4.290.101	3.988 082	4 060 623	3.453 855
Asturies (741 kil.)	646 712	799 0[illegible]7	876.288	618.752
Lérida-Reus (103 kil.) . ..	134.174	121 009	109 873	105.844
Almansa-Valence (460 kil.)	904.414	818 279	853.062	776 911
Saragosse (2672 kil.)......	4.150.207	3 812 052	3 656.017	3.365.009

Le Commerce extérieur de l'Espagne

TABLEAU COMPARATIF des importations et exportations pendant les douze mois des années 1892, 1893 et 1894 :

IMPORTATIONS

Articles du tarif d'importation	1892 Pesetas	1893 Pesetas	1894 Pesetas
1. Pierres, terres, minéraux, etc.	76.454.474	72 031.126	72.740.695
2. Métaux et leurs dérivés ...	30.146.773	23 025 163	24.490.107
3. Drogueries et produits chim.	47 597 987	5[illegible] 68[illegible].486	55.859 395
4. Coton et ses dérivés	98.982 830	87.364 269	105.362 912
5 Autres textiles et leurs dériv.	32.258.905	29 537 209	27.153.339
6. Laine, filets et leurs dérivés	36.698 812	26.416 4 3	32.400.799
7. Soie et dérivés.............	19 286.[illegible]03	20.218 173	2[illegible] 8[illegible]1 838
8. Papier et ses applications..	9.071.037	10 552.2[illegible]3	9.748 941
9. Bois et ses dérivés	54.215.026	42 057.5[illegible]8	46.9 5.193
10 Animaux et dépouilles	38.577 517	37.062 975	52 758.470
11. Mach., courroies et embarc..	50.414.451	37.407 8[illegible]5	31 628.131
12. Produits alimentaires......	163.500 437	171.578 797	192 655 362
13. Produits divers	6.106.119	5 939 964	5 376.9 5
14. Importations spéciales.....	88 402.396	58 594 921	64.672.6[illegible]0
Totaux	751.723.597	674.972.142	743.634.687

EXPORTATIONS

Articles de la table de valeurs	1892 Pesetas	1893 Pesetas	1894 Pesetas
1. Minéraux, céramique, etc...	78.351.741	83.28 238	85.416.349
2. Métaux et leurs dérivés	137.975.672	101.983.588	91 1[illegible]8.378
3. Drogueries et produits chim.	27.461.190	22.878.382	25.277.082
4. Articles en coton manufact.	40.233 2 9	48.78[illegible].160	46.963.246
5. Art. des autres textiles manu.	5.990.0 3	6 363.693	4.505 686
6. Laine et ses dérivés	16 662 2[illegible]9	18 595 342	15.427 171
7. Soies et ses dérivés	5.759 126	4.447 384	6 257.076
8. Papier et ses applications..	11 227.060	9.342 618	10.819.989
9. Bois	32.3[illegible]5.605	30.392 001	29.648 907
10. Animaux et dépouilles	39.829.412	44.940.578	55.960 754
11. Machines	459.105	928.674	532.486
12. Produits alimentaires......	263.613.251	235.577.153	226 191.877
13. Divers	3 154 442	2 399 953	2 182 463
Totaux	663.022.145	609.909.764	600.591.467

Ce tableau complète l'information contenue dans l'*Economiste Européen* du 9 février 1895, nº 161, p. 188.

Cote moyenne des Valeurs à la Bourse de Madrid. — L'*Economista* publie, dans son numéro de cette semaine, la moyenne des cours à la Bourse de Madrid pendant le mois de janvier 1895 :

	Pesetas
Dette perpétuelle 4 0/0 intérieure	72,400
— 4 0/0 extérieure.......	81,398
Dette amortissable 4 0/0..................	81.552
Bons du Trésor 5 0/0......................	100,440
Billets hypothéc. de Cuba, émission 1886.	109.940
— — 1890.	99,524
Banque Hypothécaire, cédules 5 0/0.......	99.081
— — 4 0/0.....	85,359

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 15 février 1895.

La tendance de notre marché a été ferme pendant une partie de la semaine; on a subi l'influence de Paris. Les cédules de la Banque Hypothécaire sont très demandées au-dessus du pair. De même les actions de la Compagnie des Tabacs ont fait 190. Le mouvement en hausse s'explique par les rachats du découvert. En fin de semaine, des réalisations sur l'Extérieure amènent une légère réaction.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 13 février 1895.

Les Recettes du Trésor. — La Banque d'Italie. — La Banque de Naples. — Le Nouveau Crédit Italien. — La Liquidation du Crédit Mobilier.

Je vous ai envoyé le tableau des recettes du Trésor pour les sept premiers mois de l'exercice en cours. La plus-value de 26.675.396 lire, par rapport à la période correspondante de 1893-94, résulte des mesures fiscales prises en vue d'améliorer la situation budgétaire ; pourtant il convient d'observer que l'impôt sur la richesse mobilière, qui ne figurait pas en 1893 94, a produit à lui seul 27.813.000 lire.

Nous devons donc conclure de là que, malgré les aggravations des taxes de fabrication, des droits et du prix du sel, les autres impôts ont donné une moins-value de 1.138 000 lire.

Faut-il voir, dans ce fait, l'indice de l'épuisement des forces contributives? Il démontre, en tous cas, qu'il serait imprudent de vouloir imposer de nouvelles charges au pays.

Ainsi que je vous le disais, la semaine dernière, le Conseil d'administration de la *Banque d'Italie* a décidé de proposer à l'assemblée générale de ses actionnaires un dividende de 15 lire, soit 2 1/7 pour cent. C'est le dividende le plus bas que la Banque, ou plutôt que sa devancière, la Banque nationale d'Italie, ait jamais payé. Pour 1893 les bénéfices avaient permis de donner 5 0/0, et, les années antérieures, la répartition avait varié entre 6 et 8 0/0.

Sur les 12 millions de profits réalisés, en 1894, la Banque ne distribue que 4 millions 1/2 : elle réserve 7 millions 1/2 pour l'amortissement des effets en souffrance et pour les immobilisations.

Puisque je m'occupe des Etablissements de crédit — c'est ici la question du jour, — je vais passer en revue les diverses entreprises dont il y a lieu de s'occuper.

Tout d'abord, je reviendrai sur le séquestre de la *Banque de Naples* autour duquel on fait g and tapage. D'après le rapport d'inspection, les immobilisations se chiffraient par 127 millions, dont 7 millions sont absolument perdus ; en outre, il y a pour 21 millions d'effets en souffrance. De telle sorte que, même en déduisant la réserve spéciale destinée à faire face aux pertes, l'actif immobilisé ou compromis s'élève à 148 millions de lire, soit à plus du double du capital de la Banque sur lequel est basée sa circulation.

Dans ces conditions, il fallait aviser, bien qu'on n'ait guère l'espoir de sauver grand'chose. J'ajoute que les dépôts à la *Banque de Naples* s'élevaient, au 31 décembre 1894, à 97 millions de lire, dont 42 millions 700 mille lire remboursables à vue.

L'assemblée générale des actionnaires de la Banque de Gênes, après avoir approuvé les comptes de l'exercice 1894 et fixé le dividende à 15 lire par action (soit 6 0/0), a voté la t ansformation de la Société en *Crédit Italien*. Dans le nouveau Conseil d'administration figurent, à côté des Italiens, les directeurs de la National-Bank d'Allemagne, de la Banque commerciale de Bâle et le chef de la maison Robert Warshauer et Cie de Berlin. Le directeur général du *Crédit Italien* est M. de Gonzenbach.

On annonce, d'autre part, la constitution d'un Syndicat qui se chargerait de la liquidation du *Crédit Mobilier Italien*, dont il continuerait les opérations sur des bases plus restreintes. Le capital de ce nouvel Etablissement de crédit serait fixé à 4 millions de lire, dont moitié espèces et moitié en actions de la Société du Crédit Mobilier. Les anciens actionnaires pourraient souscrire au pair.

Si cette combinaison aboutit, on en finirait bientôt avec cette malheureuse liquidation du Crédit Mobilier.

Informations Économiques et Financières

Les Recettes du Trésor italien. — Du 1er juillet 1894 au 31 janvier 1895, les recettes du Trésor italien se sont élevées à 765.855.837 lire, en augmentation de 26.675.395 lire par rapport à la période correspondante de 1893-94.

En voici le détail :

Impôts directs, 245.828.642 lire, soit une plus-value de 28.303.730 lire par rapport à 1893-94. Tous les chapitres, sauf les fonds rustiques, sont en augmentation ; la plus-value est de 27.812.977 lire pour la richesse mobilière.

Taxes sur les affaires, 122.347.565 lire. Les taxes de successions, le timbre et les concessions du Gouvernement sont en augmentation, mais les autres chapitres sont en diminution. La moins-value totale est de 2.366.275 lire.

Taxes de consommation, 360.485.105 lire, en légère plus-value.

Taxes de fabrication et de droits maritimes : l'augmentation est de 1.276.480 lire, malgré les moins-values sur le sel et sur d'autres chapitres.

Loterie et taxes sur les tombolas, 37.222.525 lire, en moins-value de 538.540 lire.

La Dette publique Italienne. — D'après les chiffres officiels, les Dettes publiques italiennes, consolidées et rachetables, représentaient, au 31 décembre 1894, un total de 12.900.507.701 lire de capital et 584.629.078 lire de rente. C'est là, par rapport aux chiffres du 30 septembre 1894, une augmentation de 401.060.338 lire de capital et de 19.056.958 lire de rente annuelle.

En voici la répartition par chapitres :

Chapitres administrés par la Direction générale de la Dette publique	Rente	Capital
Grand-Livre .... L.	459.283.457	9.294.393.184
Rentes à transcrire au Gr.-Liv.	341.627	6.832.911
Rentes du Saint-Siège..........	3.225.000	64.500.000
Dettes rachetables		
Dettes inscrites séparément...	16.326.097	378.367.715
Comptabilités diverses........	29.977.039	686.565.998
	509.153.220	10.430.659.808
Chapitres administrés par la Direction générale du Trésor		
Dette perpét. 5 0/0 de Sicile..	1.273.634	25.472.671
Rentes 3 0/0 des provinces napolitaines	107.235	3.574.490
Rente 3 0/0, loi du 20 mars 1855	598.632	19.954.401
Dettes rachetables		
Emprunt anglais 3 0/0.......	414.565	13.818.833
Bons des personnes ayant subi des dommages en Sicile.....	246.930	4.938.600
Annuité de rachat du Chemin de fer de la Haute-Italie....	27.351.653	1.004.238.899
Oblig. de chemins de fer 3 0/0	36.835.500	1.227.850.000
Bons du Trésor à longue échéance	8.647.710	170.000.000
Total............ L.	584.629.079	12.900.507.702

L'augmentation provient en grande partie de la rente 4 1/2 0/0 inscrite en faveur de l'Administration des fonds du culte, en vertu de la loi du 22 juillet 1894, et de l'inscription, dans les Dettes rachetables, des bons du Trésor à longue échéance. Ces bons figuraient jusqu'alors dans le compte des Dettes du Trésor.

Les Recettes postales en Italie. — Le montant des recettes postales pour le 1er semestre de l'exercice financier 1894-95 s'est élevé à 25.920.536 lire, en plus-value de 188.185 lire sur la période correspondante de l'exercice antérieur.

En voici le détail :

	Juillet-Décembre 1894	Diff. sur 1893
Timbres-poste....... L.	17.113.005 »	+ 127.644 »
Billets postaux.........	3.145.263 »	+ 145.584 »
Cartes-correspondance..	85.583 »	+ 10.010 »
Cartes pour colis.......	2.146.857 »	+ 54.397 »
Surtaxes..............	2.056.810 »	+ 21.948 »
Affranchissements de journaux............	605.447 »	+ 22.579 »
Remboursement de l'étranger..............	710.459 »	— 169.031 »
Recettes diverses........	57.112 »	— 14.847 »
Total......	25.920.536 »	+ 188.185 »

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 15 février 1895.

La fermeté a dominé une partie de la semaine, bien que les affaires fussent calmes, sur le marché romain. On commence à négocier les actions du nouveau *Crédit Italien* (ancienne Banque de Gênes).

Depuis hier, des réalisations assez nombreuses se produisent et la tendance devient lourde.

ROUMANIE

Le Budget de la Guerre en Roumanie. — Le projet du budget de la guerre de Roumanie pour 1895-96, présenté à la Chambre par le Ministre de la guerre, s'élève à 41.016.134 lei, au lieu de 41.391.712 lei pour 1894-95.

C'est là, pour 1895-96, malgré les augmentations de solde, une diminution totale de 375.578 lei par rapport à l'exercice antérieur, grâce aux économies réalisées sur le matériel et sur divers autres chapitres.

Les Finances de la Ville de Bucarest. — Le projet relatif à la création d'une « caisse d'amortissement », pour l'extinction de la dette publique de la Ville de Bucarest, a été approuvé par le Conseil des ministres. M. Catargi, ministre de l'intérieur, a été autorisé à soumettre, au plus tôt, ce projet aux débats de la Chambre. Le texte de ce projet a été publié dans le *Curerul Financiar* nº 47 du 20 novembre 1894.

En ce qui concerne le Budget de 1895-96, le Conseil communal en a commencé la discussion cette semaine, sous la présidence du Maire, M. Nicolas Philipesco. Ce Budget prévoit, aux revenus et aux dépenses, la somme de 12.500.000 fr., chiffre qui figure aussi dans le Budget de l'année courante 1894-1895.

La Nouvelle Loi minière en Roumanie. — Voici les nouvelles dispositions sur les mines arrêtées par le Gouvernement, à la suite de l'entente entre les Présidents de la Chambre et du Sénat :

1) Le droit de propriété donné à l'exploiteur d'une mine a été remplacé par un droit de concession pour un terme de 75 ans.

2) Dans le texte du projet, il est prévu, de la part de l'exploiteur de la mine, une redevance de 3 0/0 pour le propriétaire du sol dans le cas où il ne voudrait pas être copropriétaire de la mine, et de 3 0/0 pour l'Etat, comme taxe proportionnelle du revenu net.

Cette redevance a été modifiée ainsi : 4 0/0 au propriétaire et 2 0/0 à l'Etat.

3) En admettant un terme de concession de 75 ans, on a admis en même temps qu'après l'expiration de ce terme, la mine devient la propriété du propriétaire du sol.

4) La question de l'art. 132, relatif à l'inaliénabilité des terres des paysans est ainsi résolue : pour les be-

soins de l'exploitation des mines, il sera donné aux paysans dépossédés de leurs terres trois fois la valeur du fermage usuel de cette terre.

5) L'indemnité pour les dégâts que l'exploiteur fera sur la surface du sol nécessaire, sera du double de la valeur de terre abîmée.

6) Dans le projet, il est prévu, parmi les emplacements pris au propriétaire, ceux nécessaires pour les logements d'ouvriers. Cette disposition est supprimée ; les ouvriers iront se loger où ils pourront.

La Banque Agricole de Roumanie. — Nous extrayons du *Curierul Financiar* les renseignements suivants sur la situation de la Banque Agricole, qui a été constituée en juillet 1894 et dont les opérations ont commencé le 15 octobre.

Le bilan au 31 décembre 1894, portant sur deux mois et demi de fonctionnement, constate que les opérations sur gages de céréales, machines, bois, bétail, vin, eau-de-vie de prunes, etc., ont atteint le chiffre de 2.623.890 fr.; celles sur dépôts d'effets publics, 175.860 francs, et celles sur billets à ordre revêtus de signatures reconnues comme solvables, 456.662 francs.

Le compte des profits et pertes constate aux revenus 155.315 fr., aux dépenses 143.294 fr. et se solde par un bénéfice *net* de 12.021 francs.

La Banque Agricole, pour les deux mois et demi de la première année de son activité, a réalisé un bénéfice brut de 155.315 fr. qui, après l'acquittement de tous les frais préparatoires et d'installation faits une fois pour toutes et tous les frais d'administration personnel et matériel, laisse encore un bénéfice net de 12.021 fr. Ce résultat, pour un début et pour un temps aussi court, pendant lequel il a fallu tout créer et organiser, peut être considéré comme très favorable.

Le tableau suivant nous donnera une idée des conditions dans lesquelles opère la Banque vis-à-vis de l'agriculture :

Genre du gage	Valeur du gage	Somme avancée	Proportion 0/0
	Fr.	Fr.	
Céréales..........	1.378.113 50	689.056 75	50 0/0
Bétail............	2.134.923 »	1.067.461 50	50 0/0
Bois..............	1.091.024 »	545.512 »	50 0/0
Machines..........	846.120 »	254.540 »	34 1/2 0/0
Vins et mat. alc..	145.434 50	72.717 25	50 0/0
Divers............	50.405 »	25.202 50	50 0/0
	5.676.020 »	2.654.490 »	

Il ressort de ce tableau que les prêts accordés sont garantis par des gages ayant une valeur du double et même plus, qui constituent un nantissement d'autant plus facile à réaliser que l'estimation est plus en dessous des prix courants au moment de la conclusion du prêt.

La Manufacture de tabacs de Bucarest. — La manufacture de tabacs de la Régie des monopoles de l'Etat à Bucarest occupe une surface de plus de 12.000 mètres carrés.

La production totale de la manufacture s'élève à 2.300.000 kilog. de tabac, 100 millions de cigarettes, 8.500.000 cigares, 4.500 kilog. de tabac à priser et 42.000 kilog. d'extrait de tabac, ayant une valeur d'environ 25 millions de francs.

On emploie pour la fabrication 300.000 kilog. de tabac d'Orient, 4 millions de kilog. de tabac indigène et 100.000 kilog. de tabac étranger pour les cigares, ayant une valeur de 6.500.000 francs.

Le personnel total se compose de 1.000 femmes et de 150 hommes.

RUSSIE

Les Finances Russes. — Des états provisoires que le Ministère des finances de Russie a reçus des Caisses de son ressort et de ses correspondants étrangers, il résulte que, pendant les dix premiers mois de 1894, les recettes et les dépenses publiques ont atteint les chiffres ci-après :

Budget ordinaire	Roubles-crédit
Recouvrements effectués..................	867.321.000
Dépenses payées, à imputer sur les crédits de 1894 et ceux des exercices antérieurs	716.652.000
Budget extraordinaire	
Recouvrements effectués..................	22.144.000
Dépenses payées, à imputer sur les crédits de 1894............................	55.040.000

Les résultats respectifs des deux années 1894 et 1893, pour les dix premiers mois, se présentent comme suit :

I. *Budget ordinaire*	Roubles-crédit
Recouvrements de 1894..................	867.321.000
— de 1893..................	770.345.000
Soit, en faveur des dix premiers mois de 1894, une différence en plus de........	96.976.000

Des plus-values ont été réalisées sur les chapitres ci-après :

	Plus-values. Roubles.
Boissons..................................	37.634.000
Douanes...................................	22.043.000
Chemins de fer de l'Etat..................	18.771.000
Sucres....................................	7.158.000
Forêts....................................	3.328.000
Huiles minérales d'éclairage..............	2.379.000
Annuités dues par des Compagnies de chemins de fer..............................	1.757.000
Patentes et taxes additionnelles...........	1.591.000
Timbre, enregistrement et greffe..........	1.462.000
Contributions supplémentaires de ressources indépendantes de l'Etat............	1.330.000
Droits sur le transport des voyageurs et des marchandises par les chemins de fer en grande vitesse..............................	1.263.000
Impôts fonciers et mobiliers...............	1.220.000
Droits de mutation........................	1.015.000
Allumettes................................	1.005.000
Droits divers.............................	930.000
Postes....................................	734.000
Télégraphes et téléphones.................	662.000
Fermages et concessions de droits d'exploitation.................................	343.000
Aliénation de propriétés domaniales.......	185.000
Mines.....................................	110.000
Droits sur les assurances contre l'incendie.	86.000
Passeports................................	82.000
Usines, établissements techniques et magasins de l'Etat............................	41.000

Par contre, des moins-values se sont produites sur les chapitres suivants :

	Moins-values. Roubles.
Paiement de lots..........................	3.147.000
Part de l'Etat dans le produit de diverses lignes concédées..........................	1.445.000
Recouvrement de prêts et d'autres débours.	1.144.000
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières.	600.000
Produit des valeurs mobilières appartenant à l'Etat et bénéfices sur opérations de banque....................................	298.000
Tabacs....................................	81.000
Monnaies..................................	52.000
Recettes accidentelles ou sans importance..	1.386.000

Dépenses ordinaires du 1er janvier au 1er novembre :

	Milliers de roubles 1894	1893	Différence en 1894
Administration de l'Etat...	527.141	512.146	+14.995
Dépenses pour le service de la dette publique au compte de l'exercice 1894 et des années antérieures.....	189.511	212.087	—22.576
Total.......	716.652	724.233	— 7.581

II. *Budget extraordinaire*

	Milliers de r.
En 1894, les recouvrements des dix premiers mois ont été de	22.144
En 1893, ils avaient été de	101.310
Soit, pour 1894, une diminution de	79.166

Le total de 22.144 milliers de roubles-crédit se décompose ainsi :

Indemnités de guerre	2.239
Dépôts perpétuels à la Banque de Russie.	2.246
Remboursements effectués par des Compagnies de chemins de fer	17.559
Réalisation de l'emprunt or 3 0/0	100

Les dépenses effectuées pendant les dix premiers mois présentent :

	Milliers r.-cr.
Pour 1894, un total de	55.040
Pour 1893, —	51.150
Soit, pour 1894, un excédent de	3.890

Outre les dépenses précédentes, on a pourvu sur les fonds des budgets correspondants à des dépenses ressortissant aux budgets précédents, jusqu'à concurrence des ressources suivantes :

	Milliers de roubles 1894	1893	Différence en 1894
	—	—	
Dépenses ordinaires	63.550	63.255	+ 347
Dépenses extraordinaires.	41.099	42.642	— 1.543
Total	104.649	105.897	— 1.248

Le projet de budget russe pour l'exercice 1895 et le budget définitif de 1893. — L'examen des budgets extraordinaires est la pierre de touche avec laquelle s'apprécie la gestion financière d'un Etat. S'il est un pays qui pouvait s'abandonner à une imprudence de cette nature, c'est bien l'Empire russe, surtout dans le but de développer les moyens de communication, si nécessaires dans la plus vaste puissanee du globe.

Mais l'Administration des finances impériales résiste, avec une persistance bien louable, à engager l'avenir.

Malgré la grande œuvre du chemin de fer de Sibérie, la somme des dépenses extraordinaires est encore limitée. Ainsi, en 1895, le budget prévoit seulement une dépense extraordinaire de 94.283.092 roubles, soit environ 260 millions de francs, et le chemin de fer de Sibérie y entre pour plus de moitié.

Il est vrai que M. de Witte a rejeté dans le budget ordinaire la transformation de l'armement, les frais de travaux complémentaires du réseau de l'Etat, l'amélioration du matériel et jusqu'à l'aménagement des ports de commerce.

En tenant compte de ces refoulements dans le budget ordinaire, les dépenses extraordinaires, prévues pour l'année 1895 sont sensiblement augmentées. Elles représentent exactement le double de celles qui étaient inscrites au budget de 1894.

Voici, du reste, le tableau comparatif de ces dépenses, par chapitre :

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

	Prévisions 1895	1894	Effectives 1893
	(En roubles)		
Construction du Chemin de fer de Sibérie	49.816.515	35.502.801	30.900.700
Mesures auxiliaires se rattachant à ladite construction	2.160.309	1.384.875	1.981.233
Construct. d'autres voies ferrées d'intérêt général	32.306.268	10.826.000	8.074.874
Construction de chemins de fer économiques (intérêt local)	10.000.000	»	»
Dépenses non prévues	»	»	167.998
— d'exercices périmées	»	»	236.325
Totaux	94.283.092	47.713.676	41.361.130

Nous avons naturellement redressé le tableau des dépenses effectives de 1894, d'après les nouvelles règles.

L'augmentation de 47 millions comprend 14.314.000 roubles pour la grande voie sibérienne et 11.480.000 roubles pour les autres Chemins de fer.

Le budget de 1895 fait ainsi paraître une nouvelle dépense de 10 millions de roubles pour les Chemins de fer économiques.

Pour faire face à ces dépenses, les budgets extraordinaires offraient les ressources immédiates qui suivent :

BUDGETS EXTRAORDINAIRES

	Ressources Prévues 1895	1894	Effectives 1893
	(En roubles)		
Dépôts perpétuels à la Banque de Russie	2.000.000	1.500.000	1.766.027
Remboursements de prêts à effectuer par des chemins de fer	»	14.927.801	577.486
Fonds spéciaux devenus disponibles	»	»	5.486.419
Emprunts divers	»	»	162.592.118
Montant à prélever sur l'encaisse disponible du Trésor	69.421.024	59.013.309	»
Ressources	71.421.024	75.441.110	170.422.050
Dépenses	94.283.092	47.713.676	41.361.130
Différences	— 22.862.068	+ 23.727.434	+129.060.920

Nous y avons ajouté pour mémoire les dépenses, en indiquant les excédents ou les insuffisances des ressources annuelles.

D'après les prévisions budgétaires de 1895 et de 1894 réunies, il y aurait balance à 863.000 roubles près. Mais ce n'est qu'une apparence. Les résultats définitifs de l'exercice 1893 nous prouvent qu'une partie considérable des dépenses extraordinaires est soldée avec l'excédent des recettes ordinaires.

En fait, telles qu'elles étaient alors calculées, les dépenses extraordinaires réelles de l'exercice 1893 ont été presque entièrement couvertes au moyen des recettes normales. Le Trésor et la Dette publique n'ont eu qu'à régler la somme insignifiante de 5.667.082 roubles. Quel Etat peut se vanter d'un pareil résultat ?

La presque totalité des recettes provenant d'emprunts a donc accru l'encaisse du Trésor.

Ce précédent permet d'espérer que les résultats de l'année 1894 seront à peu près équivalents, tant est faible l'augmentation des dépenses extraordinaires de 1894 sur celles de 1893.

Les fonds d'emprunts réalisés dans le courant de 1893 resteront presque entièrement disponibles pour le paiement des augmentations de dépenses prévues au budget extraordinaire de 1895.

Il est impossible d'en douter et il est parfaitement licite d'espérer que le reliquat, imputable définitivement sur le montant de l'encaisse du Trésor, sera infiniment au-dessous des prévisions budgétaires.

SERBIE

LA SITUATION

Belgrade, 10 février 1895.

La Période électorale et l'attitude des partis politiques. — Les Recettes de l'Etat en 1894. — Les Exportations de bestiaux.

Nous sommes en pleine période électorale ; les préfets viennent d'être mandés à Belgrade pour recevoir les instructions de M. Nicolas Christitch et la liste des candidats officiels, progressistes pour la plupart, a été définitivement arrêtée.

La caractéristique de la campagne qui s'ouvre, c'est la réconciliation, apparente du moins, des divers partis politiques dont vous connaissez les forces respectives. L'ancien président du Conseil, le général Grouitch, et l'ex-ministre Pachitch ont assisté à une réunion chez l'ex-régent M. Ristitch, pour arrêter en commun une ligne de conduite. Il ressort des déclarations émanant des représentants de l'opposition coalisée que leur plan de campagne est de faire taire les rancunes personnelles pour constituer un grand parti national indépendant. La lutte promettant d'être vive entre les candidats de ce parti et ceux du Gouvernement, la tâche de M. Christitch est fort difficile, malgré l'assurance dont il fait preuve.

Quel que soit le résultat, il est à désirer que la nouvelle Skoupchtina, d'accord avec le Roi, trouve un *modus vivendi* qui mette fin aux agitations politiques ; c'est là le seul programme capable de développer la situation économique et de restaurer les finances de ce pays où tous les éléments de prospérité se trouvent réunis. On verra alors combien nos appréciations sur la valeur économique de la Serbie étaient justifiées et quelle est la puissance des ressorts dont elle dispose.

Je vous ai envoyé le tableau des recettes des douanes, tabac, sel et obrt, pendant toute l'année 1894, comparées à celles de l'année 1893. Les résultats satisfaisants des douanes sont dus à la surélévation des tarifs à la suite du traité de 1893.

Le rendement du sel n'est pas brillant. Quant à l'obrt, la diminution — est-il nécessaire de le rappeler? — provient des fausses factures établies par les exportateurs austro-hongrois.

Nous n'aurons pas, avant un mois et demi, les statistiques du commerce extérieur, car l'Administration ne fait pas de relevé mensuel, ni même trimestriel, pour le mouvement des échanges ; on attend que l'année soit écoulée, et alors, vous le comprendrez, la condensation des chiffres de douze mois réunis devient un travail d'Hercule. Constatons, malgré la suspension de la vie économique, par suite de l'abondance des neiges, une assez forte exportation de bestiaux ; les paysans vendent leurs animaux en raison de la rareté du maïs, dont la dernière récolte a été assez mauvaise.

Informations Économiques et Financières

Les Recettes des Chemins de fer Serbes. — Les recettes des Chemins de fer de l'Etat Serbe sont représentées en francs par les chiffres suivants :

	Du 21 au 31 décembre	Du 1er janvier au 31 décembre	Par kil.
1893 (540 kil.)....	112.332 04	4.961.142 64	208 02
1894 (540 kil.)....	100.522 16	4.595.212 15	186 15
M.-value en 1894.	11.809 88	365.930 49	21 87

Les Recettes de l'Etat Serbe. — Voici le relevé comparatif des recettes de l'Etat serbe pendant les années 1893 et 1894 :

	1893	1894	Diff. sur 1893
	en dinars (francs)		
Douanes..........	4.798.782	5.307.354	+ 508.572
Tabac............	9.390.701	9.364.858	— 25.843
Sel..............	3.284.490	3.185.300	— 99.190
Obrt.............	2.961.768	2.374.935	— 586.832

Le Service de la Dette en Serbie. — Les remises effectuées par les Caisses spéciales pour le service des coupons du 1er semestre 1895, se sont élevées, pendant le mois de janvier dernier, à 635.000 francs, en or.

TIRAGES FINANCIERS

VILLE DE PARIS

EMPRUNT MUNICIPAL DE 1855-60

Tirage du 1er février 1895

Le numéro 95493 gagne 100.000 fr.

Les numéros 37759 112785 116647 143328 gagnent chacun 10.000 fr.

Les numéros suivants gagnent chacun 1.000 fr. :

49623 71748 74602 82697 87102 89928 91800 126637 144927 149283

VILLE DE PARIS

EMPRUNT MUNICIPAL DE 1876

Tirage du 11 février 1895

Le numéro 86176 gagne 100.000 fr.

Le numéro 248615 gagne 10.000 fr.

Le numéro 80084 gagne 5.000 fr.

Les 10 numéros suivants gagnent chacun 1.000 fr. :

35407 47430 49805 73984 79245 80544 109325 12[illegible]603 138616 203728

576 autres numéros sont, en outre, remboursables à 498 fr. 60.

CREDIT FONCIER DE FRANCE

Tirage du 5 février 1895

Obligations Communales 400 fr. 3 0/0 1891

Le numéro 263510 gagne 100.000 fr.

Le numéro 773810 gagne 10.000 fr.

Le numéro 951 gagne 5.000 fr.

Les 20 numéros ci-après gagnent chacun 1.000 fr. :

85702 128935 172964 185741 332740 338585 387179 399301 431464 432[illegible]44 562474 649834 668797 737090 742455 823606 923629 949358 970137 979690

1.8[illegible]0 autres numéros ont été, en outre, appelés au remboursement au pair.

Commission Impériale d'Amortissement

à St.-Pétersbourg

Numéros des obligations de l'emprunt russe 4 0/0 or, **cinquième émission** 1893, sorties au tirage du 20 janvier/1er février 1895 et remboursables à partir du 19 avril/1er mai 1895 : à St. Pétersbourg à la Banque de l'Etat; à Paris à la Banque de Paris et des Pays-Bas, au Comptoir National d'Escompte, au Crédit Lyonnais et chez MM. Hottinguer et Cᵒ; à Berlin chez MM. Mendelssohn et Cᵒ; à Amsterdam chez MM. Lippmann, Rosenthal et Cᵒ, à la Succursale de la Banque de Paris et des Pays-Bas; à Londres à la Banque Russe pour le commerce étranger; à New-York chez MM. Baring Magoun et Cᵒ.

à **3.125** roubles or : Nos 274626 à 274650, 298951 à 298975, 302826 à 302850, 323751 à 323775.

à **625** roubles or : Nos 215901 à 215925, 230476 à 230500.

à **125** roubles or : Nos 29701 à 29725, 34101 à 34125, 37676 à 37700, 88726 à 88750, 136501 à 136525, 139676 à 139700.

Les obligations sorties au tirage doivent être munies de tous les coupons échéant après le 19 avril/1er mai 1895; dans le cas contraire le montant des coupons manquants sera déduit du capital à rembourser.

Numéros des obligations restant à rembourser sur les tirages antérieurs :

(A partir du 20 octobre/1er novembre 1894 ces obligations ne portent plus d'intérêt).

à **3.125** roubles or : Nos 275726 à 275750, 312551 à 312575, 348951 à 348975.

à **625** roubles or : Nos 181301 à 181305, 181311 à 181325.

à **125** roubles or : Nos 32051 à 32075, 37226, 37227, 37238 à 37240, 37244 à 37250, 92529 à 92532, 92534 à 92550, 123627, 123628, 123631 à 123648, 1236[illegible]0, 128654 à 128656, 128659, 128669 à 128675, 133576 à 133595.

Le Propriétaire-Gérant : J. Montel.

Paris. — Impr. de la Presse, 16, rue du Croissant. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25** fr.
— — Six mois. **14** fr.
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32** fr.
— — Six mois.. **18** fr.

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... .. **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission

N° 163. — 7e volume. (8) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 23 février 1895.

SOMMAIRE DU N° 163

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 225 à 236.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — Les Fonctions de la Banque de France. — Compagnie Parisienne du Gaz. — La Question des Octrois. — Le Commerce Extérieur de la France en janvier 1895. — Pages 236 à 245.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris. — Bourse de Bordeaux. — Caisse Nationale de Retraites pour la Vieillesse. — Caisse Nationale d'Epargne. — Le Nickel. — Recettes des Chemins de fer. — Canal de Suez. — Pages 245 et 246.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :
ALLEMAGNE : Pages 247 et 248. — ANGLETERRE : Pages 248 et 249. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 249 à 251. — BULGARIE : Pages 251 et 252. — ESPAGNE : Page 252. — ITALIE : Pages 253 et 254. — ROUMANIE : Pages 254 et 255. — RUSSIE : Page 255. — SUISSE : Pages 255 et 256. — TURQUIE : Page 256.

SITUATION HEBDOMADAIRE
des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 22 fév..	1.712.2	1.267.9	2.980.1	3.484.9	86	2½
1895 7 fév..	2.141.4	1.235.9	3.377.3	3.632.0	93	2½
1895 14 fév..	2.146,0	1.235.7	3.381.7	3.598.7	94	2½
1895 21 fév..	2.150.6	1.237.9	3.388.5	3.577.7	94	2½
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 15 fév..	712.2	418.3	1.130.5	1.150.2	98	3½
1895 31 janv.	982.7	382.1	1 364.8	1.319.5	103	3
1895 7 fév..	988.3	384.4	1.372.7	1.280.1	107	3
1895 15 fév..	1.000.9	389.2	1.390.1	1.248.1	111	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 22 fév..	742.5	»	742.5	597 5	124	2½
1895 7 fév..	920.0	»	898.7	628.0	147	2
1895 14 fév..	926.1	»	926.1	618.1	149	2
1895 21 fév..	937.5	»	937.5	615.8	153	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1893 30 déc..	112.5	17.5	130.0	170.0	76	»
1894 6 oct..	109.3	19.8	129.1	160.6	81	»
1894 1er déc..	124.3	17.5	141.8	182.0	73	»
1894 29 déc..	117.1	17.0	134.1	182.2	74	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1893 30 déc..	72.5	10.0	82.5	162.5	51	»
1894 6 oct..	70.0	12.1	82.1	151.1	54	»
1894 1er déc..	76.5	10.0	86.5	171.2	50	»
1894 29 déc..	73.1	9.5	82.6	171.2	48	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 15 fév..	215.0	341.1	556.1	876.1	63	4
1895 31 janv.	338 5	289.0	627.5	966.6	65	4
1895 7 fév..	339.8	289.4	629.2	972.7	64	4
1895 15 fév..	342.9	288.3	631.2	957.6	65	4
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 15 fév..	77.4	36.4	113.8	433.2	26	3
1895 31 janv.	103.8	27.6	131.4	478.9	27	3
1895 7 fév..	105.1	28.0	133.1	453.0	29	3
1895 14 fév..	102.6	27.3	129.9	455.5	28	3
BULGARIE. — Banque Nationale						
1893 14 déc..	4.5	1.0	5.5	1.4	392	8
1894 30 nov.	11.1	1.2	12.3	1.0	1230	8
1894 7 déc..	12.7	1.3	14.0	1.0	1400	8
1894 14 déc..	10.3	1.1	11.4	1.0	1140	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 31 janv.	74.6	»	74.6	100.5	74	4
1894 30 nov.	80.5	»	80.5	106 2	75	3½
1894 31 déc..	86.9	»	86.9	114.8	76	3½
1895 31 janv.	75.5	»	75.5	103.3	73	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 17 fév..	197.9	179.4	377.3	940.6	40	5
1895 1er fév..	200.1	288.3	488.4	924.4	53	5
1895 9 fév..	200.1	287.6	487.7	930.0	51	5
1895 16 fév..	200.1	291.0	491.1	926.9	53	5
GRÈCE. — Banque Nationale						
1893 31 déc..	2.4	»	2.4	113.6	2	6½
1894 31 oct..	1.8	»	1.8	112.9	2	6½
1894 30 nov.	1.9	»	1.9	110 5	2	6½
1894 31 déc..	2.0	»	2.0	109.5	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 17 fév..	107.3	176.6	283.9	421.3	67	3
1895 2 fév..	103.5	173.7	277.2	438.5	63	2½
1895 9 fév..	106.2	173.7	279.9	436.6	64	2½
1895 16 fév..	111.5	174.7	286.2	438.3	65	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 31 janv.	283.8	63 8	347.6	959.2	36	6
1895 10 janv.	292.7	69.0	361.7	813.2	44	5
1895 20 janv.	292.6	68.8	361.4	801.5	45	5
1895 31 janv.	292.6	69.7	362.3	801.2	45	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 31 janv.	91.6	8.9	100.5	273.5	36	6
1895 10 janv.	105.5	10.5	116.0	243.4	47	5
1895 20 janv.	105.5	10.5	116.0	238.3	48	5
1895 31 janv.	105.5	10.5	116.0	239.9	48	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 31 janv.	35.2	1.5	36.7	66.0	56	6
1895 10 janv.	35.2	1.5	36.7	52.9	69	5
1895 20 janv.	35.2	1.5	36.7	52.6	69	5
1895 31 janv.	35.2	1.5	36.7	54.5	67	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1893 31 déc..	31.7	»	31.7	66.1	48	5
1894 31 oct..	31.3	»	31.3	67.9	46	4½
1894 30 nov.	30.6	»	30.6	69.3	44	4½
1894 31 déc..	31.4	»	31.4	66.9	47	4½
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1893 27 déc..	15.0	34.6	49.6	287.9	17	6
1894 12 déc..	20.2	38.2	58.4	293.0	20	6
1894 19 déc..	22.4	38.1	60.5	293.7	20	6
1894 26 déc..	22.4	38.2	60.6	294.5	20	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 3 fév..	56.5	0.3	56.8	122.4	46	6
1895 17 janv.	46.6	4.1	50.7	102.7	47	6
1895 24 janv.	45.5	4.1	49.6	99.9	50	6
1895 2 fév..	44.6	4.4	49.0	99.1	50	6

Dates	Encaisse métallique Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 1er fév..	1.520.7	14.8	1.535.5	3.981.5	38	4%
1895 1er janv.	1.557.2	14.8	1.572.0	4.304.2	36	4
1895 16 janv.	1.557.2	15.3	1.572.5	4.252.2	37	4
1895 1er fév..	1.556.0	16.0	1.572.0	4.240.0	37	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1893 30 nov.	21.7	3.9	25.6	45.6	55	»
1894 30 sept.	21.8	3.3	25.1	49.1	51	»
1894 31 oct..	21.8	3.4	25.2	51.0	49	»
1894 30 nov.	21.9	3.5	25.4	49.9	50	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 31 janv.	8.5	4.0	12.5	25.7	49	6
1895 15 janv.	6.5	4.3	10.8	24.9	43	6
1895 22 janv.	6.5	4.3	10.8	24.8	44	6
1895 31 janv.	6.5	4.3	10.8	24.6	44	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1893 31 déc..	26.6	3.5	30.1	66.9	44	4
1894 31 oct..	28.3	3.7	32.0	65.9	49	4
1894 30 nov.	30.9	4.0	34.9	66.6	53	4
1894 31 déc..	30.8	3.8	34.6	72.6	48	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1893 31 déc..	10.2	15.4	25.6	82.7	31	»
1894 31 oct..	10.4	14.4	24.8	86.3	28	»
1894 30 nov.	10.4	14.0	24.5	84.1	29	»
1894 31 déc..	10.5	18.6	29.1	85.8	34	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 17 févr.	74.8	18.5	93.3	168.5	54	3
1895 2 févr	83.4	13.9	97.3	173.5	56	3
1895 9 févr.	83.7	13.3	97.0	172.9	56	3
1895 16 fév..	83.8	13.1	96.9	171.6	56	3

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

Dates	Or	Argent	Total	Circulation	Rapport
1894 22 fév..	6 207,3	2 617,4	8 824,7	14 647,9	60%
1895 7 févr.	7 322,8	2 607,8	9 930,6	15 175,7	66
1895 14 févr.	7 331,9	2 608,6	9 940,5	15 067,5	66
1895 21 fév..	7 365,7	2 619,6	9 985,3	14 987,7	67

TOTAUX au 31 décembre

Dates	Or	Argent	Total	Circulation	Rapport
1889 31 déc.	4 734,0	2 192,4	6 926,4	13 416,3	52%
1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	18 janv	25 janv	1 févr.	8 fév.	15 fév.	22 fév.
Amsterdam	47 92	47 95	47 97	47 90	47 87	47 87
Anvers	100 05	100 07	100 12	100 15	100 15	100 19
Athènes	189 »	190 75	186 »	186 50	185 50	185 50
Barcelone	11 30	11 50	11 50	9 60	9 10	8 90
Berlin	81 15	81 14	81 05	81 20	81 15	81 15
Bruxelles	100 03	100 07	100 10	100 15	100 12	100 22
Bucharest	101 »	101 »	101 »	101 »	100 85	100 80
Constantinople	22 75	22 75	22 75	22 75	22 70	22 62
Francfort	81 15	81 11	81 17	81 17	81 17	81 16
Gênes	106 60	106 62	106 12	105 62	101 80	105 35
Genève	100 17	100 21	100 21	100 24	100 24	100 32
Lisbonne	679 »	679 50	682 »	680 »	679 »	678 50
Londres	25 31	25 33	25 33	25 35	25 40	25 36
Madrid	11 »	11 17	11 30	9 25	9 10	8 40
Rome	106 57	106 65	106 20	105 70	104 85	105 30
Saint-Pétersbourg	36 75	36 82	36 85	36 77	36 75	36 85
Vienne (à vue)	49 45	49 45	49 32	49 40	49 30	49 25
— (à 3 mois)	0	49 37	49 27	49 35	49 25	49 20

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	25 janv.	1 fév.	8 févr.	15 fév.	22 fév.
Amsterdam. pap. court	4 %	206 40	206 19	206 37	206 69	206 50
Allemagne.. —	4 %	122 03	121 91	121 91	121 97	121 87
Vienne-Tr.. —	4 %	200 37	200 62	200 50	200 81	201 37
Barcelone.. —	4 %	441 50	445 25	453 50	453 »	455 »
Madrid ..... —	4 %	444 50	445 25	453 50	453 »	455 »
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	267 50	267 50	268 »	268 50	267 75
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 16½	25 17	25 19½	25 23	25 22½
— ..... ch. court	2 %	25 18	25 18½	25 21	25 21½	25 24
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	3 %	0 09p.	0 15 p.	0 12 p	0 12 p.	0 19 p
Italie........ —	5 %	6 25p.	5 81 p.	5 25 p.	4 75 p.	5 25 p.
Suisse....... —	2 ½ %	0 22p.	0 28 p.	0 28 p.	0 28 p.	0 37 p.
New-York.........	2 ½ %	514 »	513 50	514 75	515 25	515 25
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	100 15	99 71	99 71	99 71	100 15
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— mexicains...		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres		2 52	2 52	2 47	2 47	2 47
Souverains anglais		25 14	25 15	25 17	25 22	25 20
Banknotes		25 15	25 16	25 18	25 22	25 21
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 22 février 1895 :

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		100 francs en billets de banque etrangers valent en France :	
En *Allemagne*	100 30	Billets *Allemands*	99 70
En *Angleterre*	99 98	— *Anglais*	100 02
En *Autr.-Hongrie*	103 25	— *Austro-Hongr.*	96 85
En *Belgique*	100 19	— *Belges*	99 81
En *Espagne*	108 80	— *Espagnols*	91 91
En *Grèce*	185 50	— *Grecs*	53 90
En *Hollande*	100 57	— *Hollandais*	99 43
En *Italie*	105 54	— *Italiens*	94 75
En *Russie*	147 91	— *Russes*	67 60
En *Suisse*	100 37	— *Suisses*	99 63

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 22 février 1895.

Les devises hollandaises et allemandes ne présentent que des fluctuations sans importance ; la *Valuta* s'est sensiblement améliorée, la perte est réduite à 3 15 0/0 ; les opérations monétaires continuent en Autriche-Hongrie, il a été acheté dernièrement 10 millions de marks d'or sur le marché de Berlin. Avec l'excellent crédit de la Monarchie on peut espérer voir le change au pair avant la fin de l'année.

Le papier espagnol est à 455, soit 8,80 0/0 de perte. Cependant une période de difficultés pourrait bien commencer : le Nord-Espagne manque de 17 à 18 millions pour assurer le paiement de son coupon de mars ; or la suspension du service des obligations de cette Compagnie est de nature à porter un coup sérieux à l'Extérieure en faisant ressortir le peu de bonne de foi du Gouvernement, qui est l'auteur des difficultés des Chemins de fer et le sans-gêne absolu avec lequel il traite les capitaux étrangers.

Si l'Espagne est obligée, à la suite d'une panique des porteurs, de racheter la Rente qu'elle a expédiée au dehors avec tant de succès, le change remontera et, cette fois, pour longtemps.

La prime de l'or est de 25 1/4 0/0 en Portugal.

Le rouble est un peu plus faible.

Le Londres est toujours un peu au-dessus du pair ; il est probable que les banquiers et les capitalistes français ont souscrit, à Londres, à l'emprunt américain qui est avantageux ; ils ont naturellement couvert leur souscription par des effets sur Londres, ce qui en a fait monter les cours.

Le change italien se tend de nouveau; il est difficile de savoir exactement quelle est la situation des finances italiennes, les comptes publiés dans les documents officiels sont à peu près incompréhensibles.

Les devises sur New-York sont, à Paris, au-dessus du *gold point* d'entrée.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	21 janv.	31 janv.	7 fév.	14 fév.	21 fév.
Hong-Kong....	1/11 3/4	1/11 7/8	1/11 3/4	1/11 5/8	1/11 7/8
Shanghai.......	2/8 3/4	2/9 1/8	2/9 ./.	2/8 7/8	2/9 1/8
Yokohama	1/11 1/2	1/11 5/8	1/11 5/8	1/11 5/8	1/11 3/4
Valeurs à vue:					
Singapoure.....	1/11 7/8	1/11 3/4	1/11 3/4	1/11 1/2	1/11 3/4
Bombay	1/0 13/32	1/0 21/32	1/0 25/32	1/0 11/16	1/1
Calcutta.	1/0 3/8	1/0 17/32	1/0 25/32	1/0 23/32	1/1
Rio-Janeiro.	10 1/2	10 1/8	9 7/8	9 5/8	10 ./.
Valparaiso. .	»	»	15 7/8	16 ./.	16 1/2
Buenos-Ayres, prime de l'or..	255	251	246	248 1/2	259
Argent en barres	27 1/4	27 3/16	27 3/8	27 5/16	27 1/2

Les changes de l'Extrême-Orient se sont légèrement améliorés. D'après un article de l'*Economist* de Londres, le commerce du Japon aurait beaucoup augmenté l'année dernière; on aurait forcé les exportations pour se procurer les moyens de soutenir la guerre.

Les changes indiens sont également plus satisfaisants, la roupie atteint 13 d., ce qu'on n'avait pas vu depuis longtemps.

Le change brésilien bénéficie des efforts du Gouvernement qui contracte un emprunt de 100.000 contos de reis pour retirer une partie du papier-monnaie; le rendement des impôts est très bon; on pense que l'exercice 1894 donnera un boni de 46.000 contos de reis par rapport aux évaluations.

Les devises chiliennes sont très fermes à 16 1/2.

La prime de l'or est en nouvelle hausse à Buenos-Ayres.

L'or reste au pair à Paris et à Londres. L'argent a légèrement haussé; l'agitation qui se fait sur le bimétallisme est de nature à amener une reprise.

Les *Banques Suisses* ont réduit leur escompte à 2 1/2 0/0 à partir du 20 février.

Encaisses. — Circulation fiduciaire.

L'encaisse or de la *Banque de France* est en augmentation de 4 568 000 fr.; il est entré à Paris 1.788.000 francs par la circulation. La Belgique a envoyé 1 million 200.000 fr.; la Turquie 500.000 fr. Les succursales ont reçu 970.000 fr. du public, 250.000 fr. d'Autriche, 197.000 fr. de Suisse, 65.000 fr. d'Italie, 48.000 fr. de Syrie.

L'encaisse argent a grossi de 2.220.000 fr.; il est entré par la circulation 2.070.000 fr. à Paris et 215.000 fr. dans les succursales, qui ont reçu 175.000 fr. de Suisse et réexpédié 240.000 fr. dans ce pays.

La circulation des billets a diminué de 21 millions.

La *Banque d'Allemagne* a reçu 27.400.000 fr. d'or et d'argent; sa circulation a baissé de 32 millions.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent d'entrées de 1.325.000 fr. La circulation ayant rendu 10.075.000 francs, l'augmentation du métal jaune a été de 11 millions 400.000 francs.

Voici le détail des entrées et des sorties :

Entrées		Sorties	
14 fév. Egypte......£	27.000	14 fév. Am. du Sud. £	20.000
» » Roumanie....	10.000	Excédent des entrées.	53.000
» » Paris.........	6.000		
15 » Continent....	11.000		
18 » Australie.....	12.000		
19 » Continent....	7.000		
Total des entrées. £	73.000	Total égal.........£	73.000

La circulation a diminué de 2.300.000 fr.

A la *Banque d'Autriche-Hongrie*, on remarque une augmentation de 3.100.000 fr. d'or et une diminution de 1.100.000 fr. d'argent; la circulation a baissé de 15.100.000 fr.

La publication du compte rendu de la *Banque de Belgique*, dont nous donnerons l'analyse dans notre prochain numéro, nous permet de rectifier la composition de l'encaisse: l'or y entre pour 79 0/0 environ. Il est sorti, du 7 au 14 février, 3.200.000 de francs d'or et d'argent.

Le mouvement ascendant de l'argent à la *Banque d'Espagne*, qui s'était arrêté la semaine dernière, reprend de nouveau: il est entré 3.400.000 fr. de métal blanc.

Il y a une augmentation d'or assez importante à la *Banque des Pays-Bas;* d'une semaine à l'autre, la réserve de métal jaune a gagné 5.300.000 fr.

Aucun changement dans les *Banques italiennes*.

La *Banque de Portugal* garde le silence sur sa situation depuis le 26 décembre dernier. Le Gouvernement, par traité du 9 février 1895, vient de se faire ouvrir par elle un crédit de 21.000 contos de reis valable jusqu'au 30 juin 1897, la Banque recevra en garantie de la Rente intérieure; la circulation fiduciaire sera ramenée à 54.000 contos de reis lorsque le compte courant débiteur du Gouvernement sera réduit à 12 000 contos de reis.

Nous ne trouvons, à la *Banque de Russie*, que des changements sans importance. Voici la situation complète de l'or dans cet Etablissement à la date du 1er février :

	Situation de l'or à la Banque de Russie 1er février 1895
Encaisse de la Banque et fonds d'échange des billets de crédit.............Fr.	1.556.000.000
Fonds à l'étranger.........................	43.500.000
Or appartenant au Trésor en dépôt à la Banque..	815.200.000
Total...	2.414.700.000

Rien à signaler dans l'encaisse et la circulation des *Banques suisses*.

D'après notre tableau récapitulatif, l'augmentation de l'or dans les Banques européennes a dépassé 1 milliard depuis un an; c'est l'accroissement le plus rapide que l'on ait encore vu, il correspond à la liquidation des pays à finances avariées.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 25 janv. au 2 févr.	depuis le 1er janv.	du 25 janv. au 2 févr.	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	2.408.800	8.008.800	»	87.904
France.........	1.054.400	11.916.400	164.436	357.436
Allemagne......	3.562.000	5.772.036	»	»
Autres pays....	257.600	826.700	1.671	72.003
Total 1895...	7.282.800	26.523.936	166.107	517.343
— 1894...	718.252	1.657.548	330.244	602.072
— 1893...	4.008.665	14.744.510	20.804	95.064
ARGENT				
Grande-Bretagne	548.500	2.827.780	39.486	39.684
France.........	»	»	»	»
Allemagne......	3.690	4.098	»	1.380
Autres pays....	24.052	46.006	16.258	120.180
Total 1895...	576.242	2.877.884	55 744	161.244
— 1894...	860.309	4.273.099	3.287	117.069
— 1893...	537.350	2.796.484	189.676	263.207

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	17 févr..	98.600.000	dollars
1895.....	2 févr..	81.500.000	—
1895.....	9 févr..	82.300.000	—
1895.....	16 févr..	81.400.000	—

Comme on le voit, il était grand temps que le Gouvernement américain se décidât à prendre quelques mesures pour arrêter l'exode de l'or, car, au train dont allaient les exportations sans compter les prélèvements opérés par la thésaurisation, le Trésor aurait été promptement mis à sec. Le 15 février, pour la première fois, on a constaté sur l'or un agio de 3/8 à 1/2 0/0.

Le Gouvernement n'a pas usé du droit qu'il s'était réservé de remplacer les obligations 4 0/0 payables en *monnaie* par des obligations or 3 0/0.

Le Syndicat a mis en vente les bons qu'il avait achetés, ils ont eu un grand succès, car ils constituent, au prix d'émission, 112 1/4, un placement à 3 3/4 0/0, tout à fait exceptionnel aujourd'hui quand l'emprunteur a un crédit de premier ordre; aussi, ils ont fait immédiatement une prime de 5 1/2 0/0.

La réserve du Trésor est actuellement de $ 61.263.121.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

Le Bimétallisme en Europe

Depuis le commencement du mois de février courant, la *Question du Bimétallisme* en Europe a fait un pas de géant : en France, M. Ribot, président du Conseil et ministre des finances, a déclaré, du haut de la tribune de la Chambre, qu'il était évident, pour lui, que l'abandon du *bimétallisme*, coïncidant avec d'autres causes générales, avait précipité la crise économique en lui donnant un caractère bien plus grave.

En Angleterre, la discussion de l'Adresse à la Couronne a révélé les progrès immenses que l'idée de la réhabilitation de l'argent comme instrument d'échange international avait faits dans toutes les régions industrielles et agricoles du Royaume Uni et au sein même de la Chambre des Communes.

En Allemagne, le Reichstag a adopté, à la majorité des deux tiers de ses membres, une motion invitant le Gouvernement de l'Empire à prendre l'initiative de la réunion d'une Conférence monétaire en vue d'un règlement international de la question.

Les déclarations du Chancelier de l'Empire, prince de Hohenlohe, et du comte de Posadowski, secrétaire d'Etat du Trésor, sont assez précises et assez nettes pour nous permettre de croire que le Gouvernement allemand désire, bien sincèrement aujourd'hui, la réintégration de l'argent dans son ancienne fonction.

Nous laissons volontairement de côté, dans cette revue, les Etats-Unis, parce que nous savons, grâce aux précédentes déclarations de M. Cleveland, que le Gouvernement de la grande Confédération américaine s'empressera de répondre à l'appel des puissances européennes.

Comment les négociations, relativement à l'établissement d'un bimétallisme international s'engageront-elles et quelle est celle des grandes puissances intéressées de l'Europe dont l'initiative directe aurait le plus de chance, non seulement d'activer les études préliminaires, mais aussi de faire définitivement aboutir la solution cherchée, c'est-à dire une entente monétaire entre la France, l'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis?

Un simple examen de la question, telle qu'elle se pose en ce moment, l'indique : c'est l'Allemagne qui doit prendre l'initiative des négociations; c'est de son attitude que dépend la solution du problème à résoudre.

C'est en effet l'Allemagne qui a poussé l'Europe à l'étalon unique d'or en démonétisant son argent; ce sont les lois monétaires des 4 décembre 1871 et 9 juillet 1873 qui, involontairement ou non, ont brisé l'ancien *bimétallisme* français, dont le simple fonctionnement avait assuré pour le monde entier la stabilité du rapport de l'or et de l'argent pendant près de trois quarts de siècle; c'est donc à elle d'intervenir la première, et la décision du Reichstag semble indiquer qu'elle a compris son devoir envers l'Europe.

D'ailleurs, on nous écrit de Berlin que l'empereur Guillaume ne aurait suivi très attentivement les travaux de la grande Commission d'enquête monétaire allemande et qu'il se serait rendu compte, par lui-même, de tous les phénomènes économiques que la baisse du métal blanc a provoqués dans le monde

Il aurait compris que les producteurs allemands, de même que les producteurs anglais et français, étaient atteints dans leurs intérêts par la concurrence des pays à étalon d'argent, concurrence que la guerre sino-japonaise pourrait rendre plus terrible encore dans quelques années; et ce serait à la suite de son intervention directe que le Chancelier de l'Empire et le Secrétaire d'Etat du Trésor auraient sérieusement étudié les conséquences pour l'Allemagne du retour au *bimétallisme* et auraient fait ensuite au Reichstag les déclarations qu'on lira plus loin.

Nous ne savons le cas qu'il faut faire de cette information, mais ce que nous croyons sincèrement, c'est que l'empereur Guillaume et son Gouvernement pourraient rendre un grand service au monde civilisé en prenant la question en main.

Nous sommes convaincu, en effet, qu'en présence des souffrances, des réclamations de tous les centres producteurs de l'Angleterre et des graves difficultés que la situation monétaire des Indes fait surgir chaque jour, le Gouvernement de la Reine — devant une attitude très nette de l'Allemagne dans la question du bimétallisme international — n'oserait prendre la responsabilité d'un refus qui aurait de si graves conséquences pour l'industrie et l'agriculture anglaises et pour les intérêts de l'Europe tout entière.

Et maintenant, quelle doit être l'attitude de la France, si l'Allemagne, conformément au vote du Reichstag prend l'initiative des négociations générales? M. Ribot l'a fort bien définie dans la séance du 2 février en disant :

« Elle doit marquer qu'elle désire presser la solution;
« elle doit prendre une attitude qui encourage ce mou-
« vement d'opinion dans les pays voisins. C'est l'atti-
« tude que prendra M. le Ministre des affaires étran-
« gères et c'est celle que j'ai prise. »

EDMOND THÉRY.

Le Bimétallisme à l'« Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises »

On lit dans la *République Française* du 20 février 1895 :

Hier lundi, à deux heures, a eu lieu, dans les salons du Grand Hôtel, l'assemblée générale annuelle de l'*Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises.* Malgré la rigueur de la température, un grand nombre d'industriels et d'agriculteurs, représentants de comices et de syndicats, étaient accourus de tous les points de la France pour y assister.

M. Méline présidait, assisté de M. Jaubert, administrateur-délégué de l'Association; MM. le baron Reille et Charles Saint, députés, vice-présidents ; Lesueur, sénateur ; Fougeirol et Turrel, députés; Gustave Denis, ancien sénateur, et les autres membres du Comité. Au bureau avaient pris place également MM. Marc de Haut, de la Société des Agriculteurs de France ; Sagnier, secrétaire général de la *République Française ;* Domergue, directeur de la *Réforme Economique ;* Dubar, directeur de l'*Echo du Nord ;* Edmond Théry, rédacteur en chef de l'*Economiste Européen*, et plusieurs hautes personnalités du monde industriel et agricole.

M. Méline ouvre la séance par un magistral discours, dont nos lecteurs trouveront, dans la *République Française* du 22 février, le texte complet. Nous nous bornerons aujourd'hui à dire que l'orateur, par des chiffres indiscutables et d'irréfutables arguments, a victorieusement répondu aux attaques de ses adversaires.

Après avoir démontré que le nouveau régime douanier n'a en rien justifié les sinistres prédictions des libre-échangistes, M. Méline a signalé le régime monétaire actuel comme la véritable cause de la désastreuse

baisse des prix qui pèse en ce moment sur la production universelle. Il a donc terminé en réclamant la création d'une ligue bimétalliste pour agir sur les Gouvernements dans le but de les amener aux réformes nécessaires.

L'assemblée a fait à M. Méline une longue et enthousiaste ovation.

L'honorable M. Fougeirol, qui a fait de la question monétaire une étude approfondie, a pris ensuite la parole.

Il a d'abord remercié M. Méline de l'ardeur qu'il apporte à la défense de tous nos intérêts nationaux, ainsi que M. Domergue, l'éminent publiciste qui, dès 1889, dans son livre la *Révolution Economique*, dénonçait les conséquences déplorables du monométallisme, et M. Edmond Théry, qui a entrepris dans son journal, l'*Economiste Européen*, et la Presse, une si brillante campagne à ce sujet.

Puis, dans une causerie extrêmement lumineuse, il a expliqué cette question monétaire, malheureusement si peu connue du public. Dans une énergique péroraison, qui a été fort applaudie, il a déclaré qu'il ne fallait pas se laisser intimider par les efforts désespérés d'une spéculation intéressée à l'agio de l'or ; qu'il fallait, au contraire, s'efforcer d'obtenir, par tous les moyens, des Gouvernements, le retour à la frappe libre de l'argent, avec le rétablissement de l'ancien rapport entre les deux métaux.

M. Edmond Théry, sur les instances de l'assistance, a fait, avec sa facilité d'élocution et son talent bien connus, une magnifique Conférence sur l'état de la question à l'étranger :

Il se produit en ce moment, a-t-il dit, chez toutes les nations, un mouvement très marqué dans le sens de la réforme monétaire. L'Allemagne, qui, depuis 1873, s'était tournée vers le monométallisme-or, commence à reconnaître son erreur, et le Reichstag a voté, il y a quelques jours, une proposition invitant le Gouvernement à négocier avec les autres pays une entente bimétalliste pour la réhabilitation de l'argent.

En Angleterre aussi, où l'étalon d'or existe depuis 1816, tous les économistes prônent le retour au bimétallisme ; une Ligue bimétallique puissante s'est créée dans ce but. Le suffrage populaire lui-même n'élit plus aux fonctions législatives que des candidats partisans du bimétallisme. Il y a donc bon espoir que, dans un avenir prochain, la réforme projetée soit en excellente voie dans la Grande-Bretagne.

M. Edmond Théry développe la nécessité de cette réforme :

En France, le Gouvernement, par l'organe de M. le Président du Conseil, a déjà déclaré l'accepter et même la souhaiter ; mais elle rencontrera, il faut s'y attendre, d'acharnés adversaires. Ce seront ceux qui ont toujours affirmé que la dépression économique dont nous souffrons actuellement était uniquement causée par les tarifs douaniers, et qui craindraient de voir leur affirmation tomber d'elle-même quand on aurait prouvé que la crise provient surtout du régime monétaire tel qu'il fonctionne actuellement dans le monde. Mais la vérité est tellement évidente que le bimétallisme s'imposera et que les Gouvernements seront bien obligés, de par la force des choses, de s'y rallier.

Par des applaudissements chaleureux, l'assemblée a remercié M. Edmond Théry, et a adopté, à l'*unanimité*, la création d'une Ligue bimétalliste; elle a émis un vœu invitant le Gouvernement à prendre l'initiative d'une entente internationale en vue de décider :

1° L'établissement d'un rapport de valeur fixe entre les deux étalons ;

2° L'ouverture des Hôtels des monnaies de toutes les nations à la libre frappe de l'or et de l'argent dans le rapport de valeur ainsi établi par elles.

Société des Agriculteurs de France

Ainsi que nous l'annoncions dans l'*Economiste Européen* du 9 février (N° 161), la seconde conférence figurant au programme de la *Commission monétaire permanente*, a été faite, hier 22 février, par M. Lejeune, ancien député de l'Indre, au siège de la Société, 8, rue d'Athènes.

M. Lejeune a indiqué, devant un public nombreux, les conséquences de la baisse de l'argent au point de vue particulier des produits agricoles français, et il a fait ressortir, avec une grande lucidité, les avantages que nos agriculteurs retireraient du rétablissement du double-étalon.

Cette conférence, dont le compte rendu sera publié par les soins de la *Commission monétaire permanente* a été vivement applaudie.

Le Bimétallisme en Allemagne

Séance du Reichstag allemand du 15 février 1895

Au banc des ministres : prince de HOHENLOHE, M. de MARSHALL, comte de POSADOWSKI, D[r] MIQUEL. Le président de LEVETZOW ouvre la séance à 1 h. 20.

L'ordre du jour porte : discussion de la motion des députés D[r] Friedberg, de Kardorff, D[r] Lieber, comte Mirbach et leurs amis, relative à la *Question monétaire*, « tendant à prier les « Gouvernements confédérés d'adresser le plus promptement « possible des invitations à une conférence monétaire en vue « du règlement international de la question ».

LE COMTE DE MIRBACH a la parole : Il expose que la question monétaire présente un côté économique et un coté social de premier ordre, mais elle ne peut être résolue que par une entente internationale. La situation des agriculteurs est désespérée; les prix des céréales ne couvrent plus les frais de production. Pour remédier à cet état de choses, il faut relever la puissance d'achat de la monnaie, et ce but peut être atteint par une entente internationale, comme cela a été le cas pour les traités de commerce.

Pourquoi l'Angleterre tient-elle à l'étalon d'or? M. Gladstone en a donné la raison : c'est parce que l'Angleterre est créancière du monde entier.

Que signifie la baisse des prix évaluée, à 40 0/0, depuis le commencement de la décade de 1870, par un économiste anglais? Elle indique qu'on peut acheter, pour la même quantité de monnaie, 40 0/0 de plus de marchandises.

La Chambre de commerce de Hambourg compte parmi les partisans de l'étalon-or; pourtant, dans son rapport de 1893, elle admet que les fluctuations du prix de l'argent ont provoqué de grosses pertes.

Nous constatons, en effet, que l'industrie agricole prospère dans les seuls pays à circulation d'argent.

.... L'orateur, comparant les taux d'escompte des principaux centres commerciaux, cherche à démontrer qu'un rapport stable entre l'or et l'argent exerce une influence favorable sur ces taux, au profit des diverses industries.

.... L'Angleterre est depuis 1816 au régime de l'étalon-or ; sa situation économique a été bonne tant que le double étalon existait en Allemagne et en France. Mais l'ère des épreuves s'est ouverte pour l'Angleterre le jour où la France a suspendu la libre frappe de l'argent, et, dans ces dernières années, la Banque d'Angleterre a dû subir d'énormes retraits d'or. On sait que la Banque de France a dû lui venir en aide.

Aujourd'hui, l'agriculture est totalement ruinée en Angleterre. La France est peut-être le pays dont la situation économique est la meilleure et la Banque de France n'a pas eu d'embarras.

L'Autriche a pris des dispositions pour introduire l'étalon d'or, mais elle n'a pas fait un pas dans la voie de la reprise des paiements en espèces.

En Italie, l'or a disparu.

L'Amérique traverse une crise terrible ; elle est obligée, ou de contracter un emprunt argent de 500 millions de dollars — et où s'adressera-t-elle pour cela ? — ou de renoncer totalement à l'étalon d'or et de revenir à l'unique étalon-argent. Mais, dans ce dernier cas, les fluctuations des changes seront telles que l'Amérique, unie à l'Asie, écrasera le commerce de toutes autres nations du monde.

« J'ai une sincère admiration, dit le comte de Mirbach, pour l'Eglise catholique quand elle se consacre aux pauvres et aux malades. Mais, il convient d'admirer surtout l'archevêque de Dublin, qui a si bien élucidé les questions monétaires. »

Le Président du Conseil des Ministres français, M. Ribot, a déclaré récemment que son Gouvernement était tout disposé à résoudre la question monétaire au moyen d'un accord international.

Le moment est donc propice pour arriver à une entente. (*Applaudissements à droite et au centre.*)

Le D[r] BARTH estime que le précédent orateur a exagéré la portée des paroles de M. Ribot. On se trouve en présence d'une *agitation bimétallique* qui ne parviendra pas à ébranler l'étalon-or. (*Protestations à droite.*)

Le Prince de Bismarck quand il était au pouvoir, s'est bien gardé de toucher aux questions monétaires, car il savait que les Conférences internationales n'aboutissent jamais.

Il comprendrait que la France, ayant un grand stock d'argent, prenne l'initiative ; ou encore l'Amérique (Etats-Unis), à cause de sa grosse production de métal blanc. Mais il n'en

est pas de même pour l'Allemagne. Il espère que le Gouvernement mettra fin à cette agitation bimétalliste, dangereuse au point de vue social.

Le Comte de Bismarck (*conservateur*) : La Conférence de Bruxelles a échoué parce que les Gouvernements ne s'étaient pas mis d'accord au préalable. Il faut, au moins, que deux Gouvernements s'entendent pour arrêter les bases de la discussion.

Le *bimétallisme* a gagné du terrain partout ; les *Trades Unions* de l'Angleterre sont bimétallistes.

Les signataires de la motion présentée au Parlement ne sont pas tous des bimétallistes avérés, mais ils ont reconnu les avantages que l'Allemagne pouvait retirer d'un retour au double-étalon ; notre stock d'argent, bien que moins important que celui de la France, est à considérer.

Nos adversaires s'efforcent de rechercher les mobiles qui ont fait prendre position au Ministre français, M. Ribot, dans la question monétaire ; mais ils ne les connaissent pas plus que nous. Un fait certain est celui-ci : l'Union monétaire latine est prête à accepter le double étalon s'il résulte d'une entente internationale.

Tout le monde reconnaît la baisse générale des prix qui s'est produite depuis vingt ans. D'où provient-elle, si ce n'est de la modification de l'étalon monétaire ? On a parlé de la transformation des moyens de transport : elle a pu exercer une certaine influence, mais n'oubliez pas que vingt ans avant l'ère de la baisse, des progrès considérables ont été réalisés par suite du développement des voies ferrées et des lignes de vapeur. Et pourtant les prix ne baissaient pas alors.

On a parlé aussi de la surproduction, mais la population du globe s'est accrue dans des proportions énormes. Les statistiques nous apprennent que cette population augmente de 150 à 200 millions tous les vingt ans. Ce sont là des consommateurs.

Les tables anglaises nous apprennent aussi que de 1890 à 1893, c'est-à-dire pendant une période où les prix des céréales ont baissé considérablement, la production offerte sur les marchés du monde a diminué ! Comment expliquer ce fait ? La cause de la baisse des prix est donc ailleurs. Dans les milieux des moyens et des petits agriculteurs on ne sait plus de quel côté se retourner.

Les délégués anglais à la Conférence monétaire latine avaient assuré que le prix du blé ne descendrait pas au-dessous de 40 ; douze ans après il était tombé à 30 et, en juillet dernier, il était à 19 ! Ce phénomène s'est produit dans le monde entier.

Personne ne contestera que jusqu'en 1870 la France était le plus riche pays du monde, et elle a pu payer, dans un délai étonnemment court, l'indemnité de guerre de quatre milliards de marks.

Les conditions dans lesquelles se trouve l'Inde obligeront finalement les Anglais à adherer aux propositions des partisans du double étalon.

D'autre part, la République Argentine et d'autres pays peuvent, grâce aux divergences de valeur, vendre à des prix ridiculement bas.

Dans l'espace de vingt ans les prix des blés indiens sont tombés de moitié par rapport à l'or, mais la roupie a gardé là-bas sa valeur.

Si, ce que je considère comme certain, on rétablit un rapport fixe entre l'or et l'argent, l'argent reprendra rapidement sa situation normale.

On a objecté que l'Angleterre était le plus grand créancier du monde ; si la dette totale s'élève à 5 ou 600 milliards et si l'argent devient meilleur marché, l'ensemble des dettes tombera sur la monnaie le meilleur marché.

D'après les évaluations des statisticiens, le stock métallique du monde est de 32 milliards d'or et de 40 milliards d'argent environ.

« Je me réjouis, ajoute l'orateur, de ce que la discussion « ait lieu sans acrimonie ; nous poursuivons tous le même « but, c'est-à-dire l'amélioration de notre situation économique nationale. Si nous l'atteignons, grâce à la mesure « proposée, nous pourrons nous declarer satisfaits.

« Au surplus serais-je convaincu — ce qui n'est pas le cas « — de l'inefficacité du double-étalon, je n'en demanderais « pas moins la réunion d'une Conférence internationale sus- « ceptible d'éclairer tout le monde. » (*Applaudissements répétés.*)

Dr Lieber (*centre*), appuie les déclarations du comte de Bismarck : il faut se hâter de faire cesser les perturbations monétaires et l'Allemagne doit prendre l'initiative d'une Conférence monétaire.

Ses amis et lui voteront à l'unanimité pour la motion. (*Bruyantes approbations.*)

Le Chancelier de l'Empire, Prince de Hohenlohe. — A mon avis, nous ne pouvons engager ici un débat complet sur la question monétaire, car on produira encore de nouveaux arguments pour ou contre les propositions faites. Mais je crois pouvoir vous faire la déclaration suivante :

Sans porter préjudice à l'étalon de l'Empire, il faut reconnaître que l'écart sans cesse croissant entre les deux métaux monétaires pèse lourdement sur notre vie industrielle. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

Comme suite aux mesures qui ont abouti à la nomination d'une Commission d'enquête sur l'argent, je suis disposé à examiner, avec les Gouvernements confédérés, s'il n'y aurait pas lieu d'échanger des vues amicales avec les Etats intéressés au relèvement de l'argent, pour prendre telles dispositions permettant d'arriver à une solution. (*Applaudissements à droite et au centre.*)

La séance est levée à 5 heures.

Séance du 16 février

La séance est ouverte à 1 h. 20 par M. de Buol, vice-président.

M. Siegl (*national-libéral et monométalliste-or*) estime que le règlement international de la question monétaire peut porter aussi bien sur l'étalon-or ou l'étalon-argent que sur le double-étalon.

Il repousse la motion, parce que son acceptation équivaudrait, de la part du Reichstag, à un acheminement vers le *bimétallisme.*

La situation économique de l'Allemagne s'est beaucoup développée sous le régime monétaire actuel et on ne saurait prétendre que l'or se soit raréfié dans le pays. Dans les Hôtels des monnaies allemands, on a frappé déjà pour plus de 2 1/2 milliards de monnaies d'or et le stock de métal jaune de la Banque Impériale s'est accru, dans les dernières années, de plus de 200 millions de marks.

L'orateur admet, cependant, que la dépréciation du métal blanc a eu pour effet de restreindre, pour l'Allemagne, le débouché vers les pays à circulation d'argent tels que l'Asie orientale et le Mexique ; il désire donc qu'on trouve les moyens de relever le prix de l'argent.

M. Richter (*monométalliste-or*) se prononce contre toute modification au régime actuel, car il pourrait en résulter de graves perturbations économiques.

Au surplus, toutes ces motions n'ont aucune chance d'aboutir.

Dr Friedberg (*national-libéral*) craint que le double-étalon ne cause un préjudice aux créanciers. Mais il faut porter remède aux grandes fluctuations des changes qui entravent les relations internationales. La Conférence dont il s'agit n'a pas besoin de s'occuper du double-étalon pour faire œuvre utile ; elle obtiendrait déjà un résultat considérable si, comme on l'a proposé à la *Commission d'enquête sur l'argent*, elle parvient à établir des bases fixes pour les changes.

Il faut, avant tout, vaincre la résistance de l'Angleterre.

Comte de Posadowski (*Secrétaire d'Etat du Trésor de l'Empire*) : « Les monométallistes-or ont reconnu eux-mêmes que la baisse du prix de l'argent a une influence désastreuse sur nos industries nationales. En outre, nos exploitations de mines d'argent sont en partie ruinées.

« Ce doute qui est entré dans les esprits, quant à l'efficacité de l'étalon-or, a provoqué un puissant mouvement dans d'autres pays ; le chef d'un Gouvernement étranger a préconisé, dans un récent discours, le retour au *bimétallisme*, a déclaré que, s'il n'a pas encore eu lieu, la faute en est à l'Allemagne.

« D'autre part, les représentants des divers partis demandent la réunion d'une conférence internationale.

« On ne peut donc pas repousser la motion présentée au Reichstag. La question monétaire est complexe : sa solution procurera les plus grands avantages aux agriculteurs allemands. (*Très bien ! très bien ! à droite.*) »

Après un discours de M. de Kardorff, la motion a été votée à une forte majorité de deux tiers par la Droite et le Centre en entier et la moitié des nationaux-libéraux.

Ce résultat a été accueilli avec des applaudissements répétés.

Le Bimétallisme à la Chambre des Communes

(*Suite*) (1)

M. Shaw-Lefevre (*monométalliste*). Il souhaiterait de pouvoir dire, comme M. Chaplin, que la dépression de l'agriculture est due à la rareté de l'or. S'il lui était possible d'arriver à cette conclusion il reprendrait confiance dans l'avenir.....

---

(1) Voir l'*Economiste Européen*, n° 162 du 16 février 1895, p. 199.

Si les prix causent de dures souffrances à tous ceux qui ont des intérêts dans l'agriculture, ils procurent, d'autre part, de grands bienfaits à nombre de travailleurs dans le pays. La thèse que soutient l'orateur est la suivante : la condition moyenne des travailleurs en Angleterre est bien meilleure que dans le passé. Son argumentation soulève des protestations dans une partie de la Chambre.

L'orateur poursuit en suppliant la Chambre de bien réfléchir avant de hausser artificiellement les prix; quant à lui, il résistera le plus possible, car il estime que les bas prix sont avantageux pour le pays, malgré le nombre des « sans travail ». (*Très bien! sur plusieurs bancs.*)

M. Keir Hardie dit que M. Shaw-Lefevre n'a pas été heureux dans ses comparaisons.

De 1871 à 1874, le salaire d'un mineur était de 8 shillings par jour dans certains districts; il est aujourd'hui de 4 sh 6 dans les mêmes districts. On ne peut donc prétendre que les ouvriers soient aujourd'hui dans une situation meilleure qu'autrefois.

L'orateur donne les statistiques des travailleurs sans emploi dans les différentes parties du Royaume : dans toutes les branches de l'industrie, les salaires ont été réduits. Le mécontentement est grand.

Sir C. Dilke et sir J. Gorst parlent dans le même sens.

M. Whiteley (*bimétalliste*) résume le débat en s'étendant sur la situation déplorable de l'industrie. Les chiffres qu'il a envoyés au *Times* et qui ont été empruntés au *Textile Recorder* établissent que les filatures coopératives de coton de Oldham, Rochdale et Ashton, formant 94 sociétés avec un capital de 6.947.000 liv. st., n'ont réalisé, en 1894, que 4.300 liv. st. de bénéfices, correspondant à 0,06 0/0 de dividendes pour les actionnaires. L'année 1895 sera plus désastreuse encore pour le Lancashire, en raison des droits d'entrée appliqués aux Indes.

Pourtant la consommation du coton augmente sur la surface du globe.

De grandes quantités de machines ont été expédiées sur divers points du globe, notamment en Chine et au Japon. Les pays à étalon-or ont dû créer des barrières protectrices pour les produits de l'industrie.

Une des principales causes de la stagnation industrielle de l'Angleterre réside dans la question monétaire, à laquelle la Chambre n'accorde pas une attention suffisante.

. . . .

M. Everett (*bimétalliste*) : En qualifiant la dépression industrielle de tragédie nationale, le *leader* de l'opposition n'a rien exagéré...

.....La cause de la dépression est parfaitement connue; c'est la baisse continue des prix qui a affecté plus ou moins tous les produits de l'industrie. Les lois dites *corn laws* n'ont pu enrayer cette dépression, pas plus ici qu'ailleurs. Elle se manifeste dans un grand nombre de pays, mais d'autres en sont exempts; cela s'explique par les conditions dans lesquelles se trouvent ces derniers.

L'Inde, tout bien considéré, ne souffre pas d'une dépression spéciale; au Mexique, l'agriculture progresse rapidement, et dans la République Argentine, elle grandit par bonds successifs.

Ce qui distingue ces pays de l'Angleterre, c'est qu'ils n'ont pas l'étalon-or; aussi, l'orateur veut-il respectueusement faire remarquer à la Chambre que l'étalon adopté par l'Angleterre est la véritable cause de la dépression. Nous sommes écrasés par un étalon dont la valeur hausse sans cesse.

Cette hausse continue n'a pas été amenée par une cause naturelle; l'œuvre, absolument artificielle, est celle de la législation.

Il n'y a pas eu de différence pour l'or, mais bien pour le travail que l'or a dû produire, et tandis que, en 1873, deux pays seulement, l'Angleterre, avec ses colonies, et le Portugal, représentant une population de 47.000.000 d'âmes, étaient au régime de l'or, cet étalon s'applique aujourd'hui à 320 millions d'habitants. Pendant les vingt dernières années, l'or a dû accomplir un travail sept fois plus considérable.

Un pareil état de choses devait forcément entraîner une énorme baisse des prix.

L'orateur avertit respectueusement la Chambre que toutes les mesures proposées seront inefficaces tant que la baisse des prix continuera.....

L'Histoire nous enseigne que les prix sont la clef de la dépression ou de la prospérité de l'agriculture, et les conditions monétaires donnent la clef des prix.

Un *quarter* de blé rapportait 7 ou 8 shillings au temps d'Elisabeth; sa valeur a graduellement quintuplé, et les historiens, ainsi que les économistes, sont d'accord pour reconnaître que cette merveilleuse hausse des prix était entièrement due aux changements survenus dans la production des métaux précieux.

Il y a vingt ans, nous avons réduit l'étalon monétaire et nous avons essayé de faire produire à un seul métal le travail de deux : il en est résulté une contraction qui a amené des difficultés au milieu desquelles nous nous débattons aujourd'hui.

Personnellement, l'orateur s'élève contre la restriction des importations de blé au moyen d'une élévation de droits; et il estime que la véritable voie libérale à suivre pour résoudre la question, c'est de mettre un terme aux restrictions qui suspendent la frappe libre des deux métaux précieux.

Si les bas prix sont une bonne chose, comme on l'a prétendu tout à l'heure, que le Gouvernement ferme les Hôtels des monnaies à l'or; on verra alors les prix atteindre un niveau assez bas.

L'orateur espère que, la discussion se poursuivant le lendemain, d'autres membres de la Chambre exposeront leurs vues. Il croit que le Gouvernement a des sympathies pour l'agriculture, dont la situation a été dépeinte dans le discours de la Reine. (*Rires.*) On a nommé une Commission et il voudrait qu'on lût les dépositions du Dr Giffen, de M. Coxwell et les siennes relativement à la corrélation qui existe entre les questions monétaires et la baisse des prix.....

Le Gouvernement a témoigné ses sympathies pour l'agriculture déprimée, mais il ferait bien plus pour elle s'il accordait à l'argent, comme à l'or, dans les Hôtels des monnaies, la liberté qui règne pour l'importation des marchandises. (*Très bien! très bien!*)

Sir W. Houldsworth (*bimétalliste*) constate que les autres industries ne souffrent pas moins que l'agriculture, sauf, peut-être, les fabriques de machines, qui ont eu l'avantage d'expédier leurs produits dans toutes les parties du monde. La caractéristique de la dépression actuelle, c'est qu'elle n'est pas transitoire ou temporaire, comme on le croyait il y a vingt ans.

La doctrine admise autrefois était celle-ci : aux périodes de dépression succèdent des périodes de prospérité. Mais la dépression actuelle existe depuis plus de vingt ans. On considérait alors comme phénoménal que les prix puissent tomber de 24 0/0. Mais, depuis 1873, la baisse n'a pas été inférieure à 40 0/0.

La dépréciation de la propriété industrielle et de la propriété en général a été énorme.

L'orateur admet que la somme des transactions n'a pas diminué et que les exportations accusent une augmentation, mais la Chambre ne doit pas perdre de vue que la population s'accroît aussi.

La question qui se pose est la suivante : réalisons-nous, avec notre commerce, un profit non seulement pour les capitalistes, mais pour les salariés (*Très bien! très bien!*) ou vivons-nous sur notre capital en détruisant les réserves destinées à la génération future?

Dans les deux ou trois dernières années, on n'a pas créé, pour ainsi dire, de nouvelle usine d'aucune sorte; et, bien que le nombre des broches ou des métiers soit resté le même, on sait parfaitement que le tiers environ ne rend plus et devra bientôt disparaître, parce qu'il ne peut plus lutter.

Un fait certain, c'est que le placement des capitaux dans ce pays est tombé de 207 millions de livres sterling, en 1889, à 49 millions de livres sterling en 1893, et, sur cette dernière somme, 36 millions de livres sterling ont été employés, non à des entreprises dans le pays, mais en prêts aux Gouvernements coloniaux ou étrangers. En outre, sur le solde, un million environ a été placé dans des *music-halls* ou des hôtels.

On n'a donc pas jeté de bases pour l'emploi futur des travailleurs, et, comme résultat final, nous aboutirons à une immense catastrophe (*Très bien! très bien!*)

L'explication de cet état de choses, a-t-on dit, réside dans l'énorme baisse de prix due à la surproduction; mais l'orateur répliquera à cet argument que le prix du coton a augmenté de 50 0/0 de 1849 à 1872, bien que le nombre de balles débarquées se fût élevé de trois à sept millions. Le même fait s'est produit pour le blé.

L'orateur pense que les deux périodes mentionnées peuvent servir de termes comparatifs pour la position relative des prix et des quantités et il ne trouve pas d'autre explication que celle-ci : jadis, la grande augmentation de production du coton, du blé et d'autres articles, coïncidait avec un accroissement énorme de la production de l'or, permettant de maintenir le niveau des prix. Pendant la dernière période, au contraire, il y a eu non seulement une diminution de la masse d'or, mais on a exclu l'un des deux métaux précieux, l'argent.

Le Chancelier de l'Echiquier estime que les industries du pays ne peuvent être dans une bien mauvaise situation, parce que le rendement de l'*income-tax* (impôt sur le revenu) s'était non seulement maintenu, mais avait encore augmenté!

La réponse est aisée.

Il est peu probable que les recettes de l'*income-tax* reflètent exactement la situation industrielle du pays, car le chapitre D comprend quantité de choses en dehors des béné-

fices des entreprises industrielles, telles que les profits résultant des placements ou de professions variées.

A l'appui de sa thèse, l'orateur cite le discours prononcé, il y a deux ou trois ans, par le député de Saint Georges, discours par lequel cet honorable député a établi que le profit total réalisé par la profession médicale dépassait les bénéfices totaux de l'industrie cotonnière tout entière, et que le bénéfice des professions légales dépasse l'ensemble des profits de l'industrie charbonnière.

On ne doit pas faire entrer les professionnels en ligne de compte; il ne faut pas rechercher seulement la prospérité des temps présents, mais aussi le capital nécessaire pour l'avenir.

La situation actuelle de l'industrie cotonnière est lamentable. *(Très bien! très bien!)* Le secrétaire de la grande *United Trade's Union*, comprenant toutes les branches du commerce des cotons, a dit à l'orateur que la proportion des gens sans emploi est la plus grande qu'on ait jamais constatée depuis la « famine » du coton. Ce renseignement a été confirmé par ses informations particulières. Un délégué des patrons lui a affirmé qu'on ne pouvait traverser les grands districts du Lancashire sans voir, de tous côtés, des métiers et des broches arrêtés, en ajoutant qu'il n'y avait aucun espoir d'amélioration.

Ce délégué craint qu'on ne soit enclin à rendre le Secrétaire d'Etat de l'Inde responsable de cette situation. *(Très bien! très bien!)* Sans doute l'application des droits a pu produire un certain effet; pourtant, il est disposé à attendre. Mais il pense que la racine du mal est plus profonde; si la baisse des prix continue, il sera impossible de continuer à fabriquer avec profit ou même de joindre les deux bouts sans réduire les salaires.

Déjà on a enregistré de nombreuses faillites dans le Lancashire et le Cheshire; si la situation ne se modifie pas prochainement, la misère sera extrême dans tous les grands centres industriels.

Le Gouvernement et la Chambre devraient prendre la question en sérieuse considération et ne pas attendre qu'on se trouve en face de difficultés insurmontables.

Le Gouvernement n'a pas une notion exacte de la dépression ; cela ressort des communications faites par la Trésorerie, dont les agents se fient à des statistiques sans se rendre compte des conditions dans lesquelles ces statistiques ont été établies.....

Sir F. Evans *(monométalliste)* ne croit pas à l'efficacité du *bimétallisme*. Les orateurs qui préconisent ce régime oublient que l'Angleterre a prêté à l'étranger environ 600 millions de liv. st. remboursables en or. Si on accepte le paiement en argent, ce métal remplira les Banques et chassera l'or.

Au surplus, c'est une erreur de croire que le remède pour l'agriculture réside dans la circulation monétaire; si l'agitation qu'on crée cessait, l'argent retomberait à son niveau réel dans les échanges du monde.

Le Chancelier de l'Échiquier ne nie pas les souffrances de l'agriculture, mais le Gouvernement a fait ce qu'il pouvait faire en nommant une Commission. Quant aux transactions commerciales, si la baisse des prix diminue les bénéfices des capitalistes, c'est surtout le chiffre de ces transactions qui intéresse l'agriculture. Si on importe et si on transforme de plus grandes quantités de coton, on emploie plus de monde. Or, le volume des transactions a augmenté.

On accuse le Chancelier de l'Echiquier d'être le seul à résister au désir de l'Europe de revenir au bimétallisme, et on a dénaturé le sens des paroles du Ministre de l'agriculture de Prusse.

Quoi qu'il en soit, le Chancelier de l'Echiquier ne veut pas du relèvement des prix, car c'est un bienfait pour les travailleurs que de pouvoir se procurer à bon marché les articles nécessaires à leur existence. Le Gouvernement est opposé à la création d'une cherté artificielle et au moyen d'un remaniement de la circulation monétaire.

M. Balfour critique les déclarations du Chancelier de l'Echiquier. La crise financière, agricole et commerciale impose la recherche d'un remède.

L'amendement à l'Adresse en réponse au discours du trône est repoussé par 273 voix, contre 261, soit une majorité de 12 voix en faveur du Gouvernement.

FIN

Le Bimétallisme en Extrême-Orient

Un de nos correspondants de Shanghaï, M. E. Bard, nous adresse le travail suivant qui résume une étude de M. Wood, secrétaire de la *Eastern Bimetallic League*. Nous le publions d'autant plus volontiers qu'il fait suite aux travaux de cette Ligue dont nous avons déjà donné les analyses, et qu'il confirme les théories que nous soutenons ici :

LA MONNAIE DANS SES RELATIONS AVEC LES PRIX

Quoiqu'il y ait quelques divergences d'opinion en ce qui concerne la proportion entre la masse des métaux monnayés et les prix des marchandises, les écrivains les plus autorisés admettent que la base sur laquelle reposent tous les instruments qui facilitent le mouvement des affaires dans le monde : banques, clearing houses, établissements de crédit de tout genre, c'est la quantité des métaux monnayés.

En effet, nous savons que, dans l'état actuel du stock de métaux précieux en circulation ou en dépôt, la valeur de 12 fr. 50 en or et 15 fr. en argent suffit à un mouvement annuel de 25 000.000 de fr. C'est sur la base solide d'un stock métal que repose le crédit, et toute addition à ce stock augmente les moyens d'action des banques et stimule le commerce général, de même que tout retranchement les diminue.

L'expérience des dernières années 1840-1893 le prouve. Le stock des métaux precieux pendant cette période de 53 ans s'est accru :

Pour l'or de........................ 168 0/0
Pour l'argent de.................... 59 0/0

soit, 96 0/0 pour les deux métaux réunis, et le chiffre des échanges dans le monde s'est élevé de 14 milliards à 88 milliards de francs, soit une augmentation de 614 0/0. Toute augmentation du stock métallique amène donc un accroissement des facilités de crédit, stimule la demande de produits et fait monter les prix. Voici l'opinion, à ce sujet, de quelques écrivains qui font autorité en matière économique :

« Le prix est la valeur d'un article quelconque dans la « monnaie à l'aide de laquelle cet article est évalué, et varie, « par conséquent, suivant la quantité des métaux précieux « affectés à la fabrication de cette monnaie (Huskisson). »

« Une réduction de la circulation a pour effet de faire « baisser les prix (Lord Overstone). »

« Les prix peuvent monter ou descendre, pour un temps, « indépendamment de la quantité d'or existant dans le pays, « mais, en dernière analyse, ils seront gouvernés par cette « quantité. Le crédit donne une certaine latitude, mais ne « rend pas pour cela les prix indépendants du stock d'or « (Jevons). »

« Si le stock de monnaie en circulation dans le monde « était doublé, les prix doubleraient; s'il était augmenté seulement d'un quart, les prix monteraient d'un quart (John « Stuart Mill) »

Il va de soi que la réciproque de cette dernière proposition est vraie, et la théorie de Mill reçoit sa confirmation par ce fait qu'une grande partie de l'Europe a réduit sa circulation à l'or et les prix ont baissé en proportion de la réduction. Il y a là plus qu'une simple coïncidence.

En passant, il est utile de remarquer que la production de l'argent n'a pas suivi, par rapport à celle de l'or, la progression que l'on suppose généralement.

De 1493 à 1840, on a produit :

Or.................... 151.018.000 onces
Argent................ 4.791.840.000 —

soit 31 fois plus d'argent que d'or (exactement 31,7).

De 1841 à 1893 on a produit :

Or, 253.522.000 onces ;
Argent, 2.871.569.000 onces,

soit seulement 11 fois plus d'argent que d'or (exactement 11,3).

Si nous prenons quelques années de grande production d'argent, nous trouvons les résultats suivants :

	Or	Argent			
	—	—			
1891	6.160.000	137.171.000	onces, soit	22	fois pl. d'arg. que d'or.
1892	6.898.000	152.940.000	—	22,1	—
1893	7 334.000	161.162.000	—	21,9	—

Il semble donc prouvé que ce n'est pas la surproduction de l'argent qui l'a déprécié, mais bien la résolution de plusieurs Etats d'expulser ce métal de leur circulation.

Comme il n'est pas douteux que, dans les Etats qui ont établi le monométallisme-or, la puissance d'achat de l'or a augmenté, c'est une vérité de M. de la Palisse de dire que le prix de toutes choses a baissé, y compris le prix de l'argent, devenu une marchandise comme les autres.

Ceci établi, il nous reste à examiner les conséquences du système qui a partagé le monde en deux parts : d'un côté les pays à circulation d'or, de l'autre les pays à circulation d'argent.

En fait, toute augmentation de la production de l'argent est un bénéfice pour les contrées à circulation d'argent et un préjudice pour les contrées à circulation d'or, ce qui ne serait pas si les deux métaux avaient force libératoire dans toutes les parties du monde. Quelques chiffres vont prouver l'exactitude de notre assertion. En 1893, le prix, en argent, d'une

pièce de shirting fabriquée à Manchester et vendue en Chine, d'un poids de 7 k., était 1 1/4 taël, ce qui, au change de 3 6 1/4, donnait 219 liv. st. pour un lot de 1.000 pièces. Au commencement de 1894, le change baisse ; le consommateur chinois doit payer sa pièce de shirting 1 t. 42, mais le manufacturier anglais ne reçoit plus que 204 liv. st. pour 1.000 pièces au lieu de 219 liv. st. (change 2/10 1/2).

Si le cours de l'argent tombe à 24 pence, le consommateur chinois devra payer la pièce de shirting 1 t. 63 1/2, soit 31 0/0 de plus qu'en 1893, ou bien le producteur anglais devra se contenter de 169 liv. st. pour 1.000 pièces, soit une perte de 23 0/0 sur le prix en or de 1893.

Il est clair que le consommateur chinois ne continuera pas longtemps à payer ces hauts prix, ayant chez lui la matière première, la main-d'œuvre à moins de 4 pence par jour, le charbon à moins de 10/— la tonne. La puissance d'achat conférée à l'or est donc la ruine certaine des pays à circulation d'or, et non seulement les Orientaux fabriquent déjà pour leur propre consommation, mais la baisse de l'argent les met en état d'envahir l'Occident avec leurs produits. Quelques chiffres vont en faire la preuve irréfutable. Comparons le prix de la production d'un article donné : les filés de coton, par exemple, à diverses époques, en Angleterre et en Chine, et admettons pour la clarté de la démonstration que toutes choses soient égales ; prix de la matière première, main-d'œuvre, combustible, etc., ce qui n'est pas, la main-d'œuvre et les frais généraux, notamment, étant bien meilleur marché en Chine :

En 1873, un million de livres sterling de filés de coton aurait présenté les éléments de prix de revient suivants :

Angleterre

		Liv. st.
Matière première	48.8 %	488.000
Main-d'œuvre	20 %	200.000
Frais et bénéfices	31.2 %	312.000
		1.000.000

Chine

	Liv. st.		Taëls
Matière première	488.000	ou	1.664.958
Main-d'œuvre	200.000		682.360
Frais et bénéfices	312.000		1.064.482
	1.000.000		3.411.800

Prenons maintenant 1891. Le prix de la matière première a baissé pour l'Anglais. Pour le Chinois, ce prix, en monnaie d'argent, est resté le même. Voici le résultat :

	Angleterre	*Chine*		
	Liv. st.	Taëls		Liv. st.
Matière	422.000	1.664.958	ou	370.633
Salaires	200.000	682.360		151.899
Frais et bénéfices	312 000	1.064.482		236.962
	934.000			759.494

Chacune de ces manufactures a produit 117.000 piculs de filés, qui en 1873, ont coûté liv. st. 8.10.8, soit taëls 29.12, et, en 1891, l'Anglais devait faire payer plus de 36 taëls, tandis que le prix de son concurrent chinois, en monnaie d'argent, demeurait inchangé.

Prenons encore 1893, avec des prix de matière première plus bas pour l'Anglais. Voici les chiffres, la matière première chinoise restant toujours au même prix :

	Angleterre	*Chine*		
	Liv. st.	Taëls		Liv. st.
Matière	386.000	1.664.958	ou	293.449
Salaires	200.000	682.360		120.266
Frais et bénéfices	312 000	1.064.482		187.615
	898.000			601.330

A l'heure où nous écrivons (décembre 1894), une baisse sans précédent des cotons semblerait avoir rendu quelques chances au fabricant anglais. Il n'en est rien ; la fermeture des Hotels des monnaies aux Indes, en 1894, et l'abolition du Sherman bill aux Etats-Unis ont amené une telle dépréciation de l'argent que les chiffres restent encore les suivants :

	Angleterre	*Chine*		
	Liv. st.	Taëls		Liv. st.
Matière	193.000	1.664.958	ou	228.931
Salaires	200.000	682.360		97.991
Frais et bénéfices	312.000	1.064.482		138.032
	705.000			464.954

Si nous abordons le Japon, nous pourrons faire une démonstration identique, dont nous nous dispensons pour ne pas fatiguer l'attention. Nous pourrions passer en revue aussi tous les articles dont les Japonais ont entrepris la fabrication, et ils sont nombreux, les chiffres proclameraient des résultats semblables.

Nous ferons seulement une observation, c'est que le prix de revient du manufacturier asiatique restant sensiblement le même en monnaie d'argent, puisque cette monnaie a toujours, sur le marché intérieur, la même force libératoire, tout effort de l'importateur européen pour faire monter les prix de ses produits amène un accroissement de bénéfices pour le producteur asiatique. Une comparaison des dividendes obtenus dans les pays d'Europe et dans les pays d'Asie pour une même industrie ne laissera pas que d'être instructive. La plus grande affaire anglaise en coton, *The Oldham Limited*, a distribué, en 15 ans (1876-1891), des dividendes constamment en décroissance, mais qui, totalisés, représentent 51 0/0. Les derniers dividendes distribués ayant été assez faibles, les actions sont cotées environ 30 0/0 au-dessous du prix d'émission. Les premiers souscripteurs ont donc vu, en 15 ans, leur capital rémunéré de 21 0/0 seulement (51 moins 30), soit 1 1/2 0/0 par an comme moyenne.

En regard, voici les dividendes distribués par quelques filatures japonaises :

		%
Osakà Cotton Spinning Co.		10
Nanisva	—	12 1/2
Eemma	—	10
Hirano	—	20
Senshin	—	20
Amagasaki	—	10 1/2

Chiffres empruntés à un rapport de M. Enslie, le consul d'Angleterre à Hiogo.

L'augmentation dans la production de l'or ne peut pas amener le retour des hauts prix, tant que le monde restera divisé en deux parts, dont l'une se servira d'or et l'autre d'argent. Les exportations des pays d'or vers les pays d'argent, comme nous venons de le prouver, ne peuvent qu'aller en diminuant et faire refluer toute la production sur le marché intérieur des pays d'or, pendant qu'au contraire les pays d'argent pourront pratiquer des prix d'autant plus bas et exporter d'autant plus vers les pays d'or, que le nombre des adhérents au monométallisme-or ira en s'accroissant, chaque nouvelle dépréciation de l'argent étant un avantage pour le manufacturier des pays d'argent.

Il y a un fait bien évident, c'est que pendant longtemps encore, une partie du monde, la plus importante, devra continuer à se servir de monnaie d'argent et que si, par impossible, toutes les nations du monde en arrivaient à adopter l'étalon d'or, il n'en resterait pas moins acquis que la puissance d'achat de l'or augmenterait encore et les prix de toutes choses tomberaient à un niveau inconnu jusqu'ici. Tel ne sera pas le cas, les nations à circulation d'argent se rendant très bien compte de l'énorme avantage que les Occidentaux ont accordé à leurs industries, témoin cet article d'un journal japonais :

« La crainte que la baisse de l'argent ne diminue les profits « des filatures de coton est absolument sans fondement. C'est « exactement le contraire, les prix des filés indigènes montant « en sympathie avec les prix des filés étrangers, auxquels, « par contre, la baisse de l'argent rend l'accès du marché « japonais très difficile. »

Ceux qui se flattent de voir le Japon adopter l'étalon d'or pourraient donc bien se tromper.

Les Japonais sont cent fois trop intelligents pour ne pas se rendre compte que l'état de choses actuel, non seulement leur assure la tranquille possession de leur marché intérieur, mais encore leur livre tous les marchés des pays d'argent et même ceux des pays d'or. Jamais ils ne renonceront à un pareil avantage et, si l'Europe veut éviter la ruine de ses industries et de son agriculture au profit de l'Asie, il faut qu'elle rende à l'argent son rôle monétaire, avec ou sans rapport fixe, ce qui est une question à étudier.

Le rapport actuel entre les quantités d'or et d'argent existant dans le monde n'est d'ailleurs pas aussi éloigné qu'on le croit de l'ancien rapport fixe.

Nous avons vu plus haut que de 1493 à 1893 on a produit :

404.540.000 onces or ;
7.663.409.000 onces argent.

Le rapport naturel est donc entre 19,20 pour 1.

En dehors donc du bimétallisme franchement pratiqué par le monde entier, aucune puissance humaine, ne pourra arrêter l'expansion de l'industrie asiatique, ni la baisse des prix, et le mal ne fera que s'aggraver en Europe où on n'a pas l'air d'en soupçonner la véritable cause, les capitalistes et les industriels cherchant le remède dans une protection impuissante et les ouvriers dans des grèves ruineuses où le politicien véreux trouve seul son avantage.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 22 février 1895.

Les affaires ont été très calmes cette semaine et les cours ont peu varié ; la liquidation qui commence lundi ne paraît pas devoir amener de grands changements dans la situation.

Il est évident qu'une période de calme est absolument nécessaire après l'effervescence des mois de décembre et de janvier ; d'autre part, certaines valeurs n'offrent plus de marge réelle à la spéculation ; cependant, il faut tenir compte de ce fait que plusieurs Syndicats anglo-français viennent de se former et qu'ils s'intéresseront à certaines valeurs qui pourront en profiter. Un autre élément de fermeté est le bruit que plusieurs actions de Compagnies minières seront introduites prochainement à Paris ; on cite notamment la *City and Suburban*, la *Buffelsdorm*, l'*East Rand*, la *Glencairn*, la *New Primrose*, la *New Kleinfontein* et la *Van Ryn*.

La première de ces valeurs serait introduite au parquet et, pour ce faire, les actions actuelles d'une livre seront transformées en actions de 4 livres. Les autres feraient leur apparition sur le marché libre.

La *Geldenhuis* est très soutenue ici par le Syndicat, qui essaie d'écouler ces actions à Paris. La Compagnie, avec 80 pilons, a gagné en janvier 6.100 livres ; le 9 février, tout travail a été arrêté pour permettre l'adjonction de 40 nouveaux pilons. Il est probable que toute la batterie fonctionne actuellement, mais on doute que les rendements obtenus justifient même le cours actuel. Quoi qu'il en soit, nous serons fixés sous peu ; un rapport d'un ancien ingénieur de la Compagnie confirme notre appréciation, ne donnant à la mine qu'une dizaine d'années d'existence.

La *Langlaagte Estate* est remarquablement ferme. On constate des achats suivis pour compte allemand ; ces achats sont probablement inspirés par une circulaire qui émane de Hambourg.

La *Randfontein* subit quelques offres qui la ramènent à 22 sh.

C'est aux demandes de Paris qu'il faut attribuer la nouvelle hausse de la *Robinson*, qui cote actuellement 8 1/8 et qui verra probablement des cours plus élevés.

La *Simmer and Jack* a peu varié cette semaine. Les bénéfices de janvier sont de 3.300 livres.

Très bonne tenue de la *Ferreira*. C'est toujours Paris qui achète.

Le *Champ d'Or* est franchement faible. Nous maintenons notre avis : cette valeur est largement payée à 4 livres sterling.

Les *Champ d'Or deep* et les *Teutonia* subissent le contre-coup de la baisse du *Champ d'Or*.

La *City and Suburban* se maintient très ferme dans les environs de 18 5/8.

La *Durban Roodeport*, recherchée par le placement, atteint le cours de 7 1/8.

Parmi les valeurs du groupe Barnato, la *Glenclairn* a été très poussée et atteint le cours de 3 7/8. Nous ne savons trop pourquoi, car il paraît à peu près certain qu'avec 100 pilons la mine sera épuisée dans huit ans environ et que les dividendes à attendre ne dépasseront guère 40 0/0 par an sur le pair d'une livre.

La *Henry Nourse* est très en faveur dans l'attente d'une solution favorable pour la Compagnie, en ce qui concerne les *bewardplatzen*.

La *Modderfontein* a eu des demandes suivies qui la maintiennent au-dessus de 9 1/2. La *Van Ryn*, sa voisine, franchit le cours de 5 liv. st., elle atteint même 5 1/4.

La *Wolhuter* est sans variation sensible à 5 7/8.

On fait courir le bruit qu'il est question de la fusion des Compagnies *Spes Bona*, *George Goch* et *Metropolitan*. Certains ajoutent que la *Wolhuter* serait comprise dans cette amalgamation. Nous espérons que ce dernier bruit est inexact, car la Compagnie *Wolhuter* possède une mine capable de lui assurer une existence de plus de vingt ans et elle n'a aucun avantage à retirer de cette combinaison. Les autres mines sont, en effet, plus pauvres, moins régulières comme filon, mal agencées et leur développement est peu avancé.

Les *South West Rand Mines* ont été recherchées à 1 3/8 pour compte de Johannesburg.

La *Transwaal Coal Trust* continue son mouvement de hausse sensationnelle qui l'a portée en deux mois, de 14 sh. à 45 sh. On dit aujourd'hui, avec une certaine vraisemblance, que tout le sous-sol de cette mine contient en deep-level les filons du *Van Ryn* et de la *Modderfontein*. Or, la *Coal Trust* possède 12.000 acres de terrains, ce qui correspond à 8.000 claims. Si la

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	1892	1893	1894	PRODUCTION 1892	1893	1894		COURS DU 15 février	22 février
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9.505	2	1.594	13/16	13/16
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 1/16	2 3/8
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg	40	»	»	40	»	»	28.36	21.806	12	29 346	2 9/16	2 15/16
City and Suburban	85 000	1	65 000	24 — Main Reef	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	12	72.092	18 3/4	18 3/4
Crœsus (New)	225.000	1	195.000	16½ — —	»	60	»	10	»	»	11.50	1.339	»	»	2 5/16	2 3/8
Crown Reef	120.000	1	120 000	19 — —	90	120	50	55	50	»	70.204	82 105	12	120953	9 3/4	10 1/8
Durban Roodep	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30.931	60 635	12	55 969	6 3/4	7 1/16
East Rand	650 000	1	650.000	190 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	52/0	53 0
Ferreira	45 000	1	43 292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	12	69 4[illegible]3	15 1/2	16 1/8
Geldenhuis Estate	200.000	1	187.500	190 acres Elandsf.	80	40	15	10	25	»	47.721	47.431	10	45 633	5 5/8	6 ./.
Heriot (New)	85.000	1	73 250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	41 763	8 1/2	8 3/4
Henry Nourse	125 000	1	125 000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	»	22 220	12	29 528	6 ./.	6 /.
Jubilee	30.000	1	30 000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17.319	30.066	12	26.611	9 3/8	9 1/2
Jumpers	100.000	1	100.000	39 — Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22.115	44.490	12	52.106	6 1/8	6 /.
Langlaagte Estate	500.000	1	467 000	31 — —	160	»	10	20	30	»	88.951	101.909	12	146411	4 7/16	4 9/16
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres —	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27 898	6 1/2	7 1/8
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	1/2	1/2
New Aurora West	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M. R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	4 932	15/0	15/0
— Primrose	240.000	1	240 000	51 cl. Elndsft., Turff	100	»	15	27½	40	»	56.449	83.777	12	86.030	6 /	5 15/16
Nigel	160 000	1	159 895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55.936	46.007	12	53 909	5 /.	5 7/16
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3 221	4 ./.	3 7/8
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvl-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	42.133	23/3	22/9
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	21 7/8	22 1/8
Rietfontein	160.000	1	150 000	68 cl. et 5000 ac. Kietf.	50	»	»	10	15	»	11.931	35 451	11	19.577	2 7/16	3 1/4
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170.150	161.133	12	161756	7 7/8	8 1/4
Salisbury (New)	100 000	1	93 000	5 claims —	70	»	»	30	10	»	20.829	24.851	12	18 781	3 1/8	3 3/8
Simmer and Jack	85 000	1	83 000	120 acr. Elandsfont.	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	12 ./	11 7/8
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. —	20	»	55	»	50	»	14.120	11.681	12	12.206	2 1/4	2 1/4
Wemmer	55 000	1	46 300	12½ claims M. R.	30	»	10	»	»	»	16.250	24.297	9	25 241	9 ./.	8 7/8
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — —	40	50	»	»	»	10	»	25.948	12	30.602	5 7/8	6 /.
Worcester	100.000	1	90.727	10 — —	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	12	30.788	4 1/8	4 1/4

nouvelle est exacte, on peut s'attendre à une nouvelle accentuation du mouvement de hausse.

Nous apprenons que M. Hammond, l'ingénieur conseil de la Cie *New Rietfontein*, qui vient de visiter la mine, est d'avis qu'il sera nécessaire d'arrêter les travaux afin de remplacer les broyeurs actuels par de plus puissants, dans le but d'accélérer la préparation du minerai.

Il y aurait lieu, également, de foncer un nouveau puits. Ce serait le seul moyen d'amener une réduction dans les frais d'extraction.

Ces améliorations entraîneront des dépenses assez importantes.

Il est confirmé, par l'ingénieur-conseil, que, en l'état actuel, le filon nord ne couvre pas les frais et que le *Middle Reef*, malgré sa richesse, ne donne aussi que des résultats insuffisants.

On n'a pas encore décidé sous quelle forme on réunirait les capitaux nécessaires pour l'exécution de ces améliorations, si c'est par une réorganisation de la Société, ou par un emprunt, lorsqu'on aura une évaluation des travaux à exécuter et des dépenses.

Paris, le 22 février 1895.

Peu d'affaires, cette semaine, en actions de *Mines d'or*. Cependant, bien que calme, le marché de ces titres a toujours une bonne tenue. La *Ferreira* cote 403 fr. 12 1/2 contre 398 fr. 75 ; *Robinson* 213 12 1/2 en avance de 4 fr. 68 3/4, et en tendance favorable ; *Geldenhuis* 150 62 1/2 sans changement ; *Simmer and Jack* 300, en recul de 8 fr. 75; *Langlaagte* 115.62 1/2 bénéficiant de 2 fr. 50. Par contre, *Randfontein* en recul de 9 fr. 56 1/4 à 28 12 1/2 sur l'abandon d'*options*.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.

Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	15 février			22 février		
	Derniers Cours	P. de 4 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 4 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)........	103 47	34 49	2 89	103 32	34 44	2 90
Consolidés anglais (ch. f. 25 fr. 20)	105 20	38 25	2 61	105 25	38 27	2 61
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)...	103 95	25 98	3 84	104 »	26 »	3 84
Belgique 3 ½ %..................	103 »	29 42	3 39	102 70	29 34	3 40
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.) ..	76 25	19 06	5 24	77 20	19 30	5 18
Grèce 5 % 1881 (en suspension).	160 »	» »	» »	167 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam).	101 87	29 10	3 43	101 75	29 07	3 43
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)..	102 25	25 56	3 91	101 77	25 44	3 93
Italie 4 % net....................	88 85	22 21	4 50	88 70	22 17	4 50
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)....	99 »	33 »	3 03	98 50	32 83	3 04
Portugal 3 % (1 fr. net).........	26 »	26 »	3 84	25 50	25 50	3 92
Roumanie 5 %.....................	103 »	20 60	4 85	102 95	20 59	4 85
Russie 3 % or 1891 libéré.......	90 95	30 31	3 30	92 70	30 90	3 23
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)......	73 75	14 75	6 77	73 40	14 68	6 81
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)..	103 50	25 87	3 86	103 75	25 93	3 85
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	102 60	34 20	2 92	102 80	34 26	2 91
Turquie convertie 1 % série D..	26 90	26 90	3 71	26 85	26 85	3 72
— Priorité 4 % 1890......	492 50	24 62	4 06	493 75	24 68	4 05
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	97 75	32 58	3 06	98 62	32 87	3 04

Situation Financière générale

France. — En dépit de nombreuses réalisations et des efforts faits par les vendeurs à découvert, le marché continue à faire preuve de fermeté. On estime même généralement que la fin du mois amènera une nouvelle plus-value des cours, l'argent ne paraissant pas devoir être exigeant dans la liquidation de fin février.

On attend, pour la semaine prochaine, l'annonce de nouvelles affaires présentées au public et on compte que le mois de mars ne s'achèvera pas sans apporter d'autres opérations importantes.

Les actions de nos grandes *Sociétés de Crédit*, de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer* sont très fermes. *Rentes françaises*, calmes.

Allemagne. — Le marché allemand a fait preuve de faiblesse cette semaine, bien que les valeurs de crédit aient gardé une fermeté relative. On ne croit pas à l'imminence de la conversion du 4 0/0 prussien, dont la Bourse de Berlin commence à se désintéresser.

L'attention publique se concentre sur les succès complets et inattendus des bimétallistes. A la prière de l'empereur Guillaume, le Chancelier de l'Empire et ses principaux collaborateurs ont étudié à fond le problème monétaire et leurs déclarations n'ont pas peu contribué au récent vote du Reichstag.

L'Allemagne se rallie à l'idée d'une Conférence monétaire internationale, dont elle prendra, sans doute, l'initiative.

Angleterre. — La discussion de l'Adresse s'est terminée sans gros incidents et le Gouvernement a pu retrouver une majorité suffisante. Les affaires politiques seraient ainsi des plus calmes si l'on n'avait à craindre de l'imprévu avec les questions extérieures.

Le marché s'est occupé très activement, pendant la plus grande partie de la semaine, de l'emprunt américain, et cette grosse opération, dont le succès a été des plus vifs, continue à exercer une excellente influence sur la place.

Autriche-Hongrie. — La spéculation viennoise se tient sur la réserve, et, d'autre part, le resserrement monétaire, qui s'est accentué à Vienne, a provoqué des réalisations.

On annonce que le Syndicat Rothschild a déjà placé 17 millions de florins de rente-or autrichienne sur les 25 millions pris ferme. Parmi les affaires nouvelles, signalons la conversion en titres 3 0/0 prochain de 32 1/2 millions de florins de priorités 5 0/0 de la *Staatsbahn;* le Gouvernement vient de délivrer l'autorisation nécessaire.

Bulgarie. — Il est question d'émettre un emprunt de 10 millions de francs pour augmenter le capital des caisses agricoles de Bulgarie. Le mouvement de ces caisses s'est élevé de 5 millions 900 mille francs en janvier 1881 à 21 millions 851 mille francs au 1er septembre 1894.

Le mouvement du commerce extérieur de la Bulgarie pour 1894 accuse une moins-value assez importante pour les exportations; c'est la conséquence de la crise agricole qui n'a pas épargné ce pays essentiellement producteur.

Espagne. — Le marché espagnol, assez chargé, ne semble pas orienté à la hausse. Au surplus, la question des Chemins de fer devient inquiétante; si les pourparlers engagés actuellement à Madrid entre les représentants des Compagnies et le Gouvernement n'aboutissent pas, on peut craindre une suspension de paiements pour le *Nord-Espagne*.

Le budget de la Ville de Madrid pour 1895-96 s'élève à 30.222.199 pesetas de dépenses balancées par une égale prévision de recettes. La presse est, en général, favorable à ce projet.

Italie. — Le marché romain a perdu de son activité en fin de semaine, mais il suffit de jeter un coup d'œil rétrospectif sur la cote pour constater que les haussiers maintiennent leurs positions. Ils ont escompté les succès éventuels du Cabinet dans les élections générales.

Notre correspondant nous signale un arrêt important rendu par le Tribunal de Gênes: il a décidé que la taxe sur la richesse mobilière, appliquée aux obligations de l'emprunt municipal, devait être intégralement supportée par la Ville.

Portugal. — La feuille officielle a publié le décret approuvant le nouveau contrat passé entre le Gouvernement et la Banque de Portugal; d'après ce contrat, la Banque élève de 9 millions de reis les avances à faire à l'Etat et obtient, à titre de compensation, l'autorisation d'augmenter l'émission des billets de banque jusqu'à concurrence de 63 millions de reis.

La situation politique et financière du pays reste la même ; le mouvement de résistance à la perception des impôts se poursuit.

Roumanie. — Les comptes provisoires des huit pre-

miers mois de l'exercice 1894-95 accusent un excédent de recettes de 4 millions 750 mille francs; il est donc certain, dès aujourd'hui, que l'exercice ne se soldera pas en déficit.

Russie. — La situation financière reste toujours excellente, mais notre correspondant de Saint-Pétersbourg nous écrit qu'il ne faut pas prendre au sérieux les bruits relatifs aux conversions des derniers emprunts émis en Europe.

En vertu d'un ukase en date du 27 janvier dernier, les titres sortis aux tirages et les coupons russes ne seront plus prescrits que dans un délai de dix ans après leur échéance. Ainsi disparaît une législation spéciale, considérée comme trop rigoureuse aux yeux des porteurs étrangers ou français.

Turquie. — Les recettes de la Dette Ottomane continuent à être satisfaisantes; on prévoit que les plus-values du dernier exercice seront maintenues ou même dépassées cette année.

On s'occupe beaucoup, sur le marché de Constantinople, de la transformation d'une grande maison de commission en Société anonyme au capital de 10 millions de francs; cette affaire a été bien accueillie.

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — La Discussion du Budget de 1895. — La Question Malgache et l'Angleterre. — La Commission des Conventions. — Le Budget de 1893. — Les Halles Centrales. — L'Empereur d'Autriche et le Président de la République. — Le troisième Douzième provisoire. — Les Chemins de fer du Sud. — La Commission de Montceau-les-Mines. — Mort de M. Auguste Vacquerie. — Les Sucres allemands. — La Question des Octrois. — Les Cartes de Visite.

La Chambre a continué paisiblement la discussion du Budget de 1895; si les débats n'ont pas été orageux, ils n'en ont pas moins été très intéressants.

Le Budget des Cultes, notamment, qui soulevait autrefois des tempêtes, a été voté dans les conditions les plus normales.

Depuis lundi dernier, la Chambre a tenu deux séances quotidiennes; c'est le Budget de l'Intérieur qui a commencé la semaine : jusqu'au chapitre 58, tout a bien marché, mais ce chapitre 58, qui comporte les fonds secrets, a donné lieu à une discussion assez animée; M. Leygues, ministre de l'intérieur, a répondu avec beaucoup d'à-propos à M. Prudent-Dervillers, député socialiste; M. Leygues a déclaré qu'il ne distribuerait pas d'argent à la presse. M. Marcel Habert, qui est entré dans un autre ordre d'idées, a provoqué cette réponse de M. Trarieux, garde des sceaux :

M. Marcel Habert peut se rassurer. J'ai la volonté ferme d'agir, non pas avec le plumeau ou le balai, mais avec la main vigoureuse de la justice. J'ai la volonté ferme de poursuivre les instances engagées et d'en ouvrir de nouvelles, s'il est nécessaire, sur les plaintes qui pourraient m'être adressées et qui me paraîtraient légitimes. Je ne puis faire qu'une réserve, c'est qu'il me faut pour agir que les langues se délient, qu'on se décide à parler, que tous ceux qui savent ou disent savoir veuillent bien renseigner la justice. (*Applaudissements au centre et à gauche.*)

J'ai, comme tous les hommes de cœur de cette Chambre, le sentiment profond que nous ne devons aucune pitié à ceux qui déshonorent la presse et jettent la démoralisation dans le pays. (*Nouveaux applaudissements.*)

Si la Chambre s'est remise à travailler sérieusement, elle n'en est pas moins en retard et n'a pu rattraper le temps perdu. M. le Président du Conseil, ministre des finances, a déposé le projet de loi portant ouverture du troisième douzième provisoire; ce sera le dernier.

Quand le Budget de 1895 sera promulgué, il faudra s'occuper de celui de 1896, le Budget des réformes...

La Chambre a terminé, le 16 courant, l'examen du Budget des beaux-arts et elle a commencé la discussion du Budget des cultes.

Au Conseil des Ministres, le Ministre des affaires étrangères a communiqué au Conseil une dépêche par laquelle notre ambassadeur à Londres fait savoir que le Gouvernement anglais, après avoir pris l'avis des jurisconsultes de la Couronne, a décidé de ne pas publier de déclaration de neutralité à propos du conflit survenu entre la France et le Gouvernement malgache.

En conséquence, le Gouvernement britannique a résolu de ne pas s'occuper des contrats conclus par des maisons anglaises en vue du transport du matériel destiné aux troupes françaises.

Le Ministre des finances a fait signer un décret pourvoyant à des nominations de trésoriers-payeurs généraux.

A l'ouverture de la séance du 16, la Commission des conventions a décidé que la sous-Commission chargée d'examiner les documents du Ministère des travaux publics serait composée de cinq membres au lieu de trois. Elle a désigné, pour compléter ce nombre, MM. Julien Dumas et Martinon.

La Commission a ensuite entendu MM. Noblemaire, directeur de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée; Van Blarenberghe, président du Conseil d'administration de la Compagnie de l'Est, et Marin, directeur de la Compagnie de l'Ouest.

Le lundi 18, la Chambre a terminé le Budget des cultes et elle a examiné le Budget de l'intérieur.

Elle a adopté, tout d'abord, par 362 voix contre 24, un crédit pour l'établissement d'un câble sous-marin entre Obock et Djibouti, dans la baie de Tadjourah.

On a distribué à la Chambre le règlement définitif du Budget de l'exercice 1893.

Les ressources réalisées pendant l'exercice se sont élevées à 3.366.409.499 fr. 17; les dépenses effectuées ont été de 3 milliards 450.920.594 fr. 99. Il en résulte que l'excédent final des dépenses ne s'est pas élevé à moins de 84.511.895 fr. 82.

Le projet de loi portant règlement définitif de l'exercice 1892 avait présenté un excédent de dépenses de 9.949.759 fr. Il en résulte pour le Budget de 1893, comparativement à l'exercice précédent, une augmentation de dépenses de 74 millions et demi.

Le Sénat a adopté un projet sur la règlementation des Halles centrales de Paris.

La Commission des conventions a entendu M. Cartier, secrétaire général de la Compagnie des Chemins de fer d'Orléans, et M. Gustave Isambert, député, qui avait demandé à déposer.

L'Empereur d'Autriche, avant de quitter le Cap Martin, à la suite de la mort de l'archiduc Albert, a adressé un télégramme au Président de la République.

Le Président de la République a répondu par une dépêche de condoléances.

Le Président de la République a reçu, à l'Elysée, le comte Tornielli, nouvel ambassadeur d'Italie en France. Des discours ont été échangés.

Le 19 courant, M. Ribot, ministre des finances, a déposé à la Chambre le projet de loi portant ouverture, sur l'exercice 1895, des crédits provisoires applicables au mois de mars 1895.

Les crédits demandés s'élèvent à la somme totale de 254.929.195 francs, dont 247.684.655 francs pour le budget général et 7.244.540 fr. pour les budgets annexes.

On a pris, en principe, pour base du calcul de ce troisième douzième provisoire, les chiffres portés au dernier projet de budget rectifié déposé par le Gouvernement dans la séance du 9 février dernier.

La Chambre a continué la discussion du budget de l'intérieur, notamment le budget de l'Algérie.

La Commission des Conventions a entendu M. Alphonse de Rothschild, administrateur de la Compagnie du Nord, MM. Menche de Loisne et de Boutillier, anciens inspecteurs généraux des ponts et chaussées et M. René Lefebvre, inspecteur général en activité de service.

La Commission des Chemins de fer après avoir décidé d'ajourner ses résolutions sur le projet de convention avec la Compagnie des chemins de fer du Sud, jusqu'après la clôture de l'instruction ouverte par le Parquet, a adopté les deux premiers articles du projet.

La Commission d'enquête parlementaire a terminé sa mission à Montceau-les Mines. MM. Mesureur, Lacombe et Lavy sont repartis pour Paris.

M. Auguste Vacquerie, directeur du *Rappel*, est mort à l'âge de 75 ans, après une très courte maladie.

M. Auguste Vacquerie était un des plus honnêtes et des plus brillants représentants de la presse républicaine; sa mort a causé des regrets unanimes.

〰 Le 20 courant, les Ministres se sont réunis à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

Le Conseil s'est occupé des mesures à prendre pour le cas où le Parlement allemand voterait l'augmentation de la prime d'exportation sur les sucres, qui lui est proposée, et il a décidé qu'il demanderait immédiatement aux Chambres, en ce cas, le vote de dispositions permettant de mettre l'industrie française à l'abri des sucres allemands et de détruire l'effet de ces primes sur le marché français.

〰 Sur la proposition du Ministre des finances, le Gouvernement a approuvé l'idée de faire à Lyon une expérience de suppression ou de transformation des octrois.

Nos lecteurs trouveront plus loin un article intitulé : *La Question des Octrois*, qui étudie de la façon la plus compétente la mesure dont il s'agit.

〰 S. M. l'empereur d'Autriche a adressé le télégramme suivant au Président de la République, en réponse à la dépêche de condoléances qu'il en avait reçue :

« Agréez tous mes remerciements pour l'expression cordiale de la vive part que vous voulez bien prendre à l'événement douloureux survenu à ma famille.

« Veuillez croire que cette nouvelle marque de sympathie m'a profondément touché.

« François Joseph. »

〰 Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes a décidé que les cartes de visite affranchies, *à prix réduits*, pourront désormais contenir les indications suivantes : vœux, souhaits, compliments de condoléance ou autres formules de politesse n'excédant pas cinq mots. L'expéditeur emploiera telle rédaction qui lui conviendra.

Jusqu'ici, on le sait, la formule même des mentions manuscrites sur les cartes de visite était imposée à l'expéditeur.

〰 Le premier bal de la Présidence a eu lieu jeudi 21 courant à l'Elysée.

Dans la matinée, M. le Président de la République a visité l'hopital Lariboisière et l'hopital militaire Saint-Martin.

〰 La Chambre a terminé la discussion du Budget de l'Algérie.

M. Cochery, rapporteur du Budget, a déposé le rapport concluant au vote du troisième douzième provisoire.

〰 La onzième chambre correctionnelle a rendu son jugement dans l'affaire des chantages.

MM. Trocart et Raoul Canivet ont été acquittés.

M. Portalis a été condamné (par défaut) à cinq ans de prison et 3.000 fr. d'amende ; M. Girard, à deux ans de prison et 1.000 fr. d'amende ; M. Blazowski (par défaut), à deux ans de prison et 200 fr. d'amende ; M. de Clercq, à quinze mois de prison et 200 fr. d'amende ; M. Camille Dreyfus, à un an de prison et 500 fr. d'amende.

〰 La Commission des Conventions a entendu MM. Boutillier et Lefèvre, inspecteurs généraux des ponts et chaussés ; M. Chivoix, député, ancien membre de la Commission qui fut autrefois chargée de l'étude des Conventions, et, en dernier lieu, M. Raynal.

〰 Hier, 22 courant, la Chambre a voté le troisième douzième provisoire.

Marché Financier. — Nous avons, cette semaine, à constater un arrêt dans la marche en avant qui s'était produite presque sans interruption depuis le début du mois. Nombre d'acheteurs ont, en effet, cru le moment opportun pour s'alléger quelque peu, et ils ont été accompagnés par la spéculation à la baisse. Néanmoins, les cours ont bien résisté, car la spéculation n'est pas seule à travailler. Les vendeurs ont, en effet, à compter avec le vrai public ; et c'est pourquoi il est à croire que l'on aura encore une fois assez facilement raison des résistances. La lutte, cependant, promet d'être vive la semaine prochaine, et on peut, dès à présent, présumer que, sur certaines valeurs, les mouvements seront importants. La réponse des primes ne passera vraisemblablement pas inaperçue. Les intérêts engagés sur la *Rente Extérieure Espagnole*, par exemple, sont trop considérables pour qu'il en soit ainsi.

Il ne semble pas que les capitaux soient exigeants en liquidat on de fin février. Dans ces conditions, il est probable que le mois de mars se fera encore remarquer par une grande fermeté, d'autant plus que nous nous avançons vers le mois d'avril, mois qui amène de nouveaux détachements de coupons.

★ ★ Le marché de nos *Rentes Françaises* est calme à 103 32 1/2, en moins-value de 15 centimes. L'absence momentanée d'un de nos plus grands spéculateurs est pour beaucoup dans la pénurie d'affaires que nous avons à constater de ce côté. Ce spéculateur rentrant aujourd'hui, il est à présumer que les échanges vont être un peu plus animés ces jours prochains. Primes délaissées, malgré l'approche du coupon trimestriel. *Ecarts* fin février : 0.12 1/2 centimes dont 0.25 cent.; 0.25 centimes dont 0.10 centimes. *Ecarts* fin prochain : 0.52 1/2 centimes dont 0.50 centimes; 0.77 1/2 dont 0.25 centimes.

La *Rente 3 1/2 0/0* est plutôt lourde à terme, malgré un comptant ferme. De 108 02 1/2, elle revient à 107 90. *Rente 3 0/0 amortissable* 101 45 contre 101 40 il y a huit jours. On sait que c'est le 1er mars qu'a lieu le tirage annuel sur ce fonds.

★ ★ Les actions de la *Banque de France* sont revenues de 3.905 à 3.800 pour clôturer à 3.810. Les bénéfices nets des escomptes et intérêts divers des neuf premières semaines du semestre en cours ont atteint 1.781.785 fr., contre 3 167.745 fr. en 1894, 2.637.642 fr. en 1893, 3.860.373 fr. en 1892, 5.404.239 fr. en 1891 et 4.421.932 fr. en 1890. Suivant l'usage, M. Magnin, gouverneur de notre premier Etablissement de crédit a remis, cette semaine, à M. le Président de la République, le compte rendu des opérations de la *Banque de France* et de ses succursales, pendant l'année 1894.

★ ★ Un peu de lourdeur à signaler, cette semaine, sur les actions du *Crédit Foncier de France* qui, de 913 75, reviennent à 895 fr., pour reprendre pourtant à 898 75. Dans sa séance hebdomadaire du 21 février, le Conseil d'administration de notre grand Etablissement hypothécaire a autorisé pour 5.255.545 francs de nouveaux prêts, dont 2.493.900 fr. en prêts fonciers et 2.761.645 fr en prêts communaux. Quant aux *Obligations Foncières* et *Communales*, elles sont l'objet de demandes de plus en plus suivies, et qu'expliquent les prix auxquels sont arrivés nos fonds publics et l'intérêt réduit que, par suite, ils donnent. *Obligations Foncières 1877*, sans changement à 401 fr. *Communales 1879*, 503, conservant ainsi leur cours précédent ; *Titres estampillés*. 495 ; *Foncières 1879*, en avance de 50 centimes à 503 fr.; *Communales 1880*, 503 50 contre 503 il y a huit jours; *Foncières 1883*, 462 50, sans variation sur vendredi dernier ; *Foncières 1885*, 503 50; *Cinquièmes*, 101 25, mais recherchées ; *Communales 1891*, tout payé, 401 fr., en avance de 1 fr.; *Communales 1892 entièrement libérées*, 506.

Au sujet du *Crédit Foncier*, mentionnons que la Cour d'appel de Paris a rendu, ces derniers jours, son jugement dans les deux procès en diffamation intentés par cette Institution contre MM. Cail et Sarter, par suite d'appel du jugement dont nous avons parlé anciennement. M. Cail a été condamné à huit jours de prison, à 2.000 fr. d'amende, à 15.000 fr. de dommages et intérêts et à 10 insertions dans les journaux. De son côté, M. Sarter a été condamné à 2.000 fr. d'amende, 50.000 fr. de dommages et intérêts et à 30 insertions.

★ ★ L'attention du marché se porte maintenant sur les actions de nos grandes Sociétés de crédit. L'approche de l'annonce des dividendes n'est pas sans influence sur cet état de choses dont nous nous réjouissons. La *Banque de Paris et des Pays-Bas* gagne 2 fr. 50 à 737 50. Il circule, autour de cet Etablissement, des bruits des plus favorables. *Crédit Lyonnais*, 830, également en avance de 2 fr. 50. On assure que les bénéfices nets de cette Société dépassent, pour 1894, la somme de 14 millions de francs. Rien n'est encore connu au sujet du dividende qui sera proposé pour l'exercice écoulé. C'est dans sa séance du 15 mars que le Conseil d'administration statuera sur ce point. *Comptoir National d'Escompte*, toujours ferme à 569 francs. Son bilan au 31 janvier dernier accuse, dans les *Comptes de Chèques* et *Comptes d'Escompte*, une augmentation de 6 millions de francs. Aucune indication précise n'est encore fournie sur les résultats définitifs de l'année qui a pris fin le 31 décembre dernier; mais

on croit, généralement, que le dividende antérieur de 25 fr. sera maintenu. *Crédit Industriel et Commercial*, 550, contre 545 la semaine dernière ; *Société Générale*, 495, en légère moins-value sur la semaine précédente de 3 fr. 75. Le bilan de cette Société, au 31 janvier, fait ressortir, dans l'ensemble des opérations, une augmentation de plus de 5 millions de francs. Sur ce chiffre, 3 1/2 millions proviennent des Comptes de chèques ; la *Banque Internationale de Paris*, toujours recherchée, cote 515 fr.

La *Banque Parisienne* est délaissée aux environs de 396 fr. *Banque de l'Algérie* en reprise de 30 francs à 800 fr. ; la *Banque des Pays-Autrichiens* est en avance de 13 fr. 75 à 618 75. On escompte un dividende que quelques-uns prétendent devoir être fixé à 16 florins. Il est certain que, pour cet Etablissement, l'année 1894 se signale par un accroissement des affaires courantes. De toutes les Banques de Vienne, c'est elle qui a, sous le rapport de l'escompte et des comptes courants, atteint le plus gros chiffre. De plus, il convient de rappeler que, dans son bilan au 31 décembre 1893, la *Banque des Pays-Autrichiens* n'a pas tenu compte des profits provenant des conversions accomplies en Cisleithanie, profits qui figureront dans les comptes de 1894 et auxquels viendront se joindre ceux obtenus lors de l'émission des *Obligations bulgares*, de la *Rente Autrichienne 4 0/0*, des actions du *Crédit Foncier central*, etc. Toutes ces causes réunies laissent donc espérer que le dividende à proclamer sera plus important que celui de 1893. Toutefois, cette institution ne fera probablement entrer en ligne de compte qu'une partie des profits réalisés, afin de fortifier le montant de ses disponibilités, en prévision d'exercices futurs moins favorisés.

La *Société Foncière Lyonnaise* est à 335 fr., comme il y a huit jours. On dit que le dividende de cette Société, pour 1894, serait de 14 francs, payables en deux fois, le 15 juin et le 15 décembre. Pendant le dernier exercice, les réalisations de terrains atteindraient 700.000 fr., somme qui viendrait en augmentation de la réserve immobilière. *Groupe des Immeubles*, ferme. L'*action*, de 32 fr. passe à 34 francs ; *obligations 4 0/0*, 204 fr., en avance de 1 fr. ; *obligations libérées de 350 francs*, 260 contre 255 ; seules les *obligations foncières remboursables à 1.000 fr.* sont un plus lourdes à 173 francs, perdant ainsi 2 francs. Il semble que l'accord se soit établi sur les bases du concordat de cette Société. Le *Crédit Foncier* consentirait à abaisser à 3 1/2 0/0, amortissement en dehors, le taux de son prêt. Par contre, on lui consentirait abandon des actions des diverses Sociétés immobilières — dont la *Compagnie Foncière de France* — déposées dans ses caisses en garantie de reports.

Une fois ce point réglé, il serait décidé que des *obligations 3 0/0*, admises à 409 fr. 78, et les *4 0/0* admises à 479 fr. 18, auraient droit à un intérêt de 1 1/2 0/0, ce qui représenterait, pour les premières, 6 fr. 15, et pour les autres, 7 fr. 20. Cet intérêt sera assuré, — de même que l'amortissement des titres dans un délai maximum de 75 ans — par l'excédent disponible du produit des locations, après paiement des charges hypothécaires, et par le revenu et, au besoin, la réalisation d'une réserve qui serait constituée au moyen de l'actif mobilier de la Société, c'est-à-dire des valeurs diverses, des créances sur des tiers et des recours en responsabilité. Dans le cas où l'excédent des locations et le revenu de la réserve dépasseraient le montant de l'intérêt de 1 1/2 0/0 et l'amortissement des obligations, le surplus ainsi obtenu reviendrait à des *Bons de liquidation* qui seraient, en prévision de cette éventualité, remis aux obligataires. Il est entendu que, de ce qui précède, rien n'est encore définitif. Des négociations, même, sont en cours avec les anciens administrateurs pour arriver à faire reprendre par eux, en bloc et à leurs risques et périls, l'actif mobilier de la *Société des Immeubles*. En tout cas, il paraît vraisemblable qu'une solution interviendra sous peu et que les créanciers seront convoqués vers la fin du mois prochain. *Crédit Mobilier*, 60 fr. contre 62 fr. 50.

Les actions du *Crédit Foncier Colonial* sont toujours au même cours de 70 fr. Quant aux *Obligations*, elles cotent : celles de *420 fr.*, 292 fr. contre 293 fr., et celles de *350 fr.*, 235 fr. contre 240 fr. L'intérêt fixe de 12 fr. et de 10 fr. a été payé le 1er janvier sur ces titres, dont il restait en circulation à cette même date : 36.596 obligations de 420 fr. et 14.463 obligations de 350 fr. Le service d'intérêts fixes de ces obligations n'exige même pas une somme de 600.000 fr. et est couvert par les *intérêts divers* et le *Compte d'exploitation* du *Crédit Foncier Colonial*, qui donnent un produit annuel de 2 millions de francs, laissant ainsi, pour l'amortissement, un montant de 1.400.000 fr. en chiffres ronds. D'un autre côté, le capital nominal des obligations n'atteint même pas 20.500.000 fr., et est représenté par : 2.700.000 fr. *espèces ;* 1 million de *valeurs ;* 11.349.000 fr. de prêts hypothécaires ; 1.375.000 fr. d'annuités des *Colonies ;* 11.100.000 fr. d'*Immeubles* et 2.000.000 de fr. d'*approvisionnements ;* soit, au total 29.500.000 fr. Il reste donc encore une balance de 9 millions de francs pour le capital-actions de 12 millions de francs.

★ ★ Les recettes de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer* sont encore défavorables pour la 6e semaine de 1895 (du 5 au 11 février). Elle sont, en effet, en déficit de 2.018.286 fr. 27 sur la période correspondante de 1894. Toutes les lignes, sauf le *Nord*, qui est en plus-value de 42.000 francs, participent à cette diminution. Par suite les résultats totaux depuis le premier janvier 1895 sont inférieurs de 4.437.149 fr. 95 à ceux de 1894.

Les travaux de la Commission d'enquête nommée par la Chambre des députés, ont encore servi hier de prétexte à de nouvelles attaques contre les actions du *Midi* et de l'*Orléans*. Néanmoins, l'avance conquise sur la semaine dernière est encore importante. Le *Midi*, que nous laissions à 1.310 fr. est à 1.327 fr. 50, en bénéfice de 17 fr. 50, *Orléans* 1.605 en avance de 25 fr. Quant aux autres lignes, elles ont presque toutes également profité. Le *Lyon* 1.482 50 contre 1.450 il y a huit jours ; *Nord* 1.797 50, gagnant 3 fr. 75 ; *Est* 957 50 contre 952 50. Seul l'*Ouest* est en léger recul de 2 fr. 50 à 1.107 fr. 50.

Les actions du *Sud de la France* que nous laissions à 251 fr. 50 sont à 251 fr., pendant que les *Obligations 3 0/0* passent de 420 50 à 421 fr.

La Commission sénatoriale chargée d'étudier le projet des conventions nouvelles adopté précédemment par la Chambre des députés, avait d'abord décidé, en dépit de l'avis formulé par le Garde des sceaux — avis suivant lequel l'instruction judiciaire en cours était absolument indépendante du projet de convention — de suspendre son examen jusqu'à la fin de l'instruction judiciaire ouverte. Elle est revenue sur cette décision, et a décidé le passage à la discussion des articles. Elle prendra donc, en temps utile, ses résolutions.

★ ★ Grande hausse encore sur le *Suez*, qui de 3.272 50 monte à 3.350. Des réalisations le ramènent à 3.257 50 après même 3.232 fr. 50 au plus bas. C'est le comptant principalement qui semble avoir vendu dans ces derniers jours. Naturellement, en présence d'une hausse aussi violente, toutes les appréciations se sont donné cours. On a été jusqu'à dire que des achats importants avaient été opérés pour le compte de l'Angleterre. *Part civile* 2.300, en réaction de 47 fr. 50. *Compagnie Parisienne du Gaz* 1.105, en progrès de 20 fr. Nous reportons nos lecteurs à l'article spécial que nous consacrons plus loin à cette Compagnie.

Les *Magasins Généraux* sont à 572 50, contre 574 francs. *Compagnie Générale Transatlantique* 330, en moins-value de 2 fr. 50. *Messageries Maritimes* 581 50, en avance de 1 fr. 50.

Le rapport de la Commission des services maritimes postaux a été déposé à la Chambre. D'après la convention projetée entre l'Etat et la *Compagnie des Messageries Maritimes*, la concession dont jouit cette Entreprise sera prorogée de dix ans, et, par suite, le terme se trouvera reporté en 1913. Il est vrai que d'un autre

côté, la Compagnie renonce à la subvention qui était attachée à sa ligne du Brésil et qu'elle s'oblige à augmenter la vitesse et le parcours de ses paquebots. Cela implique au moins la nécessité de deux nouveaux paquebots de grande vitesse, qui rendront vraisemblablement obligatoire une nouvelle émission d'obligations. *Chargeurs-Reunis* 1.255 contre 1.250 vendredi dernier.

Les *Omnibus de Paris* sont sans changement à 1.070 francs. *Société Française des Metaux* 217 50, en nouvelle perte de 12 fr. 50; *Societé Centrale de Dynamite* 630, en avance de 10 fr.; *Téléphones* 290 contre 287 50. *Nouvelle Société Industrielle* 310, comme vendredi dernier.

Les *Lots du Congo* sont à 94 75. Le tirage de ces lots a été effectué jeudi à Bruxelles. Le gros lot de 150.000 francs est échu au numéro 21 de la série 6422, et ce numéro fait partie de ceux qui ont été placés en France. *Aciéries de France*. 522 50. *Compagnie Générale des Eaux*, 1.820 contre 1.790.

D'accord avec cette Compagnie, le Conseil municipal de Paris a, comme on le sait, fixé à 60 centimes, au lieu de 30 centimes, le prix du mètre cube de l'eau destiné à faire mouvoir les nouveaux appareils destinés au fonctionnement du système du « tout à l'égout ». Mentionnons, toutefois, que ce système, qui peut déjà offrir quelques inconvénients pendant la saison d'été. c'est-à-dire pendant les mois de sécheresse, a eu à souffrir de la température que nous subissons depuis plusieurs semaines, à cause des gelées qui ont intercepté les conduites. Cette circonstance avait d'abord amené des demandes sur l'action *Richer*, qui s'était élevée jusqu'à 1.450. On est plus mou maintenant, et on clôture sur ce titre à 1.425.

Les *Nitrate-Railways* sont à 407 50, en recul de 7 fr. 50 sur les hauts cours de vendredi dernier. Pour la première quinzaine de février, les recettes de cette Compagnie ont atteint 27.086 liv. st., en augmentation de 4.177 liv. st. sur 1894. *Lautaro* 210 contre 215. *Rio-Tinto* lourd à 325, contre 326 fr. 25. Le cuivre métal est de nouveau faible. Action *Nickel* 251 fr., en recul de 19 fr.

★ ★ Sur l'annonce d'un emprunt nouveau, les *Fonds Brésiliens*, poussés surtout par Londres, sont en nouveau progrès. Le *4 1/2 0/0 1888* monte de 80 50 à 82 fr., pendant que le *4 0/0 1889* passe de 76 25 à 77 55 à terme et même à 77 70 au comptant.

★ ★ De nouveau, la *Rente Extérieure Espagnole* a été mouvementée cette semaine. Les vendeurs de *primes* débordées ont renouvelé leurs attaques et ont un peu mieux réussi que la semaine précédente. Cependant, et tout compte fait, les cours n'ont rétrogradé, en définitive, que de 15 centimes à 77 20. On a répandu hier, de nouveau, des bruits d'emprunt sur lesquels nous n'avons par à nous appesantir pour le moment.

Ces bruits, en tout cas, ont poussé les spéculateurs à la hausse à escompter une nouvelle importante que l'on attend, dit-on, aujourd'hui. En dépit de tout, on pense, généralement, que la liquidation sur cette valeur s'effectuera en nouvelle hausse. En attendant, les *écarts* des *primes* sont toujours grands. *Ecarts* fin courant, 0.31 1/4 à 0.37 1/2 c. dont 0.50 centimes; 0.56 1/4 c. dont 0.25 centimes. *Ecarts* fin mars, 1 fr. 25 d'écart dont 1 fr.; 1 fr. 81 1/4 dont 0.50 centimes. Hier il a été traité quelques primes dont 1 fr. fin avril, avec un écart de 2 fr. Nous renvoyons nos lecteurs à notre correspondance de ce jour de Madrid, qui traite la question du *Nord de l'Espagne*.

★ ★ La *Rente Italienne* a été plutôt calme au point de vue des échanges. Ses cours, néanmoins, sont toujours très soutenus. Elle clôture à 88 70, ne perdant ainsi que 15 centimes.

★ ★ La nouvelle de l'ukase impérial, dont on trouvera le texte à la *Russie* et aux annonces, a été favorablement accueillie. Quant aux divers fonds, ils conservent leur excellente tendance. *L'Orient* est en nouveau progrès à 67 05, gagnant 70 centimes; *Consolidés 1re et 2e séries*, 102 80 contre 102 45; *Russe 3 0/0 1891 et 1894*, 92 70 gagnant ainsi 1 fr. 75; *Russe 3 1/2 0/0*, 98 70 en avance de 40 centimes. On a parlé, dans ces derniers jours, de la conversion probable des *Russes 1867-1869*.

★ ★ Les *Fonds Serbes* se font toujours remarquer par leur fermeté. Les *Obligations Hypothécaires 5 0/0* gagnent 1 fr. à 372 fr., pendant que le *5 0/0 1890* s'échange à 73 fr. 40.

★ ★ L'activite renait sur les *Valeurs Ottomanes*, qui donnent de nouveau lieu à des affaires très suivies. Le *Turc C* cote 29 70, contre 29 75; *Turc D* 26 85, contre 26 90; *Douanes* 506 25, toujours demandées; *Obligations Ottomanes 4 0/0 1894* 467 50, en avance de 2 fr. 50; *Obligations Smyrne Cassaba* 445, en progrès de 10 fr.; *Banque Impériale Ottomane* 696 25, réalisant ainsi une plus-value de 3 fr. 75. On dit que cet établissement procédera, la semaine prochaine, au lancement d'une affaire d'émission qui serait préparée depuis la semaine dernière.

★ ★ Nos prévisions se sont entièrement réalisées et la hausse a continué cette semaine sur les obligations 3 0/0 du Chemin de fer *Jonction Salonique-Constantinople*, qui passent de 331 fr. 25 à terme et de 332 fr. au comptant, à 340 à terme, après même 341 fr. 25, et à 340 fr. 25 au comptant après 342 fr. 50. On sait que le prochain coupon semestriel de cette obligation, qui est de 7 fr. 20 nets vient à échéance le 15 avril prochain. En achetant maintenant, les portefeuilles profitent donc d'un bénéfice de 4 mois et demi d'intérêt, soit environ 5 fr. 40, ce qui augmente sensiblement le rendement de cette valeur. Il est visible que la hausse de la *Salonique-Constantinople* n'a pas dit son dernier mot. Ce titre doit, en effet, se rapprocher des autres titres similaires, des obligations *Lombardes*, par exemple, qui, bien que ne donnant que 13 francs d'intérêt par an, s'inscrivent, les *anciennes*, à 360 fr., et les *nouvelles* à 363 fr. 75.

QUESTIONS DU JOUR

Les Fonctions de la Banque de France (1)

V

COMPTE COURANT DU TRÉSOR
COMPTES COURANTS AVEC FACULTÉ D'ESCOMPTE
COMPTES COURANTS SIMPLES
COMPTES COURANTS D'AVANCES. — COMPTES DE DÉPOTS
COMPTES D'ARRÉRAGES

Le *Compte courant du Trésor* n'est pas, et il s'en faut de beaucoup, une source de profits pour la *Banque de France*. Le Ministère des finances y centralise gratuitement son service de trésorerie, et c'est par l'intermédiaire des succursales départementales que la partie des impôts publics destinée à la Caisse centrale du Trésor rentre à Paris, et que la plupart des virements effectués entre la Caisse centrale et les Trésoriers-Payeurs généraux s'effectuent.

Ce service, loin d'être onéreux pour le Trésor, lui rapporte, en fait, un bénéfice assez considérable, en ce sens qu'il n'a rien à payer pour les 6 à 7 milliards de mouvemement annuel de fonds réalisés à son profit, et qu'il compense avec son solde créditeur l'avance de 140 millions consentie à l'Etat par les lois des 10 juin 1857 et 29 mars 1878. Cette avance a été faite au taux ordinaire de l'escompte commercial, avec un maximum de 3 0/0 par an, pour les 60 millions prêtés en 1857, et au taux

(1) Voir l'*Economiste Européen*, nos 159 à 162.

de 1 0/0 d'intérêt annuel pour les 80 millions prêtés en 1878. Mais l'intérêt ne joue que lorsque le solde créditeur est inférieur aux 140 millions prêtés, et seulement pour la partie à découvert.

Par exemple, si le solde créditeur du Trésor était de 130 millions, l'Etat devrait payer à la *Banque de France* 1 0/0 d'intérêt annuel sur 10 millions de francs. Si le solde créditeur du Trésor tombait à 50 millions, l'Etat devrait payer 1 0/0 d'intérêt annuel pour 80 millions et, au taux actuel de l'escompte, 2,50 0/0 pour 10 millions. Mais si le solde créditeur est de 140 millions ou au-dessus, l'avance de 140 millions, de même que l'ensemble des services du Compte courant du Trésor, ne laissent pas un centime de profit aux actionnaires.

Un simple coup d'œil sur le tableau suivant permettra de constater l'importance des services que la Banque rend, de ce chef, à notre Trésor public :

MOUVEMENT *du Compte courant créditeur du Trésor à la* **Banque de France** :
(Millions de francs)

Années	Maximum	Minimum	Moyenne	Total du mouvement annuel	Situation au 31 déc.
1881.....	756	83	351	6.969	365
1882.....	500	273	308	5.299	268
1883.....	295	55	143	5.777	62
1884.....	417	55	146	6.538	150
1885.....	244	71	162	5.710	124
1886.....	1.451	45	212	8.973	268
1887.....	328	135	243	5.231	155
1888.....	400	95	253	5.264	263
1889.....	352	61	220	5.145	295
1890.....	360	87	177	5.788	175
1891.....	1.834	68	244	9.636	294
1892.....	460	139	291	6.009	229
1893.....	312	36	128	7.394	159
1894.....	2.064	74	160	7.354	181

Le *minimum* de la période a été atteint en 1893 avec 36 millions, et le *maximum* en 1894 avec 2.064 millions.

En 1894, la moyenne du Compte courant du Trésor a été de 160 millions pour s'élever à 181 millions au 31 décembre. Pour l'année entière, l'avance de 140 millions a produit 70.183 francs à la *Banque de France*, dont 13.000 francs seulement pour le second semestre.

En dehors de l'émission de la monnaie fiduciaire et des diverses opérations que nous avons analysées dans nos précédents chapitres et qui sont accessibles à tout le monde, la *Banque de France* se prête aux combinaisons de crédit les plus variées et les plus ingénieuses, en faveur des titulaires de ses Comptes courants.

Les titulaires reçoivent trois carnets de formule différente : 1° *Bons de virements rouges*, permettant de faire passer une somme quelconque au crédit d'un autre Compte courant sur place ; 2° *Chèques directs violets* à ordre ou au porteur, servant aux retraits de fonds ; 3° *Chèques indirects roses*, exclusivement à ordre et tirés sur une succursale de la Banque autre que celle où le Compte courant est ouvert.

Les deux premières catégories d'opérations sont absolument gratuites, ainsi que les carnets de chèques que la Banque délivre à ses titulaires. La dernière catégorie est gratuite également si les fonds à envoyer sur une autre succursale proviennent d'une opération productive pour la Banque, c'est-à-dire des avances ou de l'escompte. Dans le cas contraire, les *Chèques indirects roses* supportent une commission d'envoi de 0 fr. 05 cent. pour 100 francs, avec un minimum fixé à 0 fr. 50 centimes.

Par exemple, 10.000 fr. qu'un titulaire de Compte courant à Paris voudrait payer à un créancier de Toulouse par l'intermédiaire de la Banque, ne lui nécessiteraient aucun frais de transport de fonds si les 10.000 francs provenaient de l'escompte d'un billet ou d'une avance sur titres. Dans le cas contraire, il aurait à payer à la Banque 5 francs.

Les *Comptes courants avec faculté d'escompte* donnent droit au titulaire de faire, sans frais, toutes les opérations détaillées ci-dessus et en outre :

A prendre domicile à la Banque pour le paiement de billets ou acceptations ; à se faire créditer des bons de virement provenant d'autres comptes courants (mandats rouges), des sommes versées à Paris ou dans les succursales par des tiers non comptes courants, du montant des avances sur titres, des arrérages de titres déposés à la Banque, etc.

A remettre à l'encaissement sur place des effets de toute nature n'ayant pas plus de cinq jours à courir, et dont le montant est porté, le lendemain matin de l'échéance, au crédit du compte courant, sous déduction de la commission suivante : **0** fr. **10** c. par effet de 400 fr. et au dessous ; **0** fr. **25** c. pour mille francs (soit **0** fr. **05** c. pour 200 francs) sur les effets de 400 à 4.000 fr. ; **1** fr. par effet supérieur à 4.000 fr.

A présenter à l'escompte des effets de commerce, des warrants ou des chèques sur Paris, sur les villes où la Banque a des succursales ou des bureaux auxiliaires, et sur les villes rattachées aux succursales. Pour ces dernières, les seules échéances admises sont les 5, 10, 15, 20, 25 et fins de mois.

Les effets et les warrants ne peuvent pas avoir plus de trois mois d'échéance. Les premiers doivent être revêtus de trois signatures, et les seconds de deux au moins. La troisième signature des effets de commerce peut être suppléée par le transfert ou le dépôt en garantie, soit d'actions de la Banque, soit de valeurs sur lesquelles elle fait des avances.

L'escompte est perçu d'après le nombre de jours à courir, et au taux fixé par le Conseil général. Il ne peut être moindre de cinq jours, avec un produit minimum de **0** fr. **10** par effet.

Ces règles s'appliquent tant aux effets sur place qu'à ceux de Paris sur les succursales et des succursales sur Paris. Pour les effets de succursales sur succursales, un minimum d'escompte de huit jours est exigé, ainsi que pour les effets à encaisser dans les villes rattachées, ou dans celles pourvues de bureaux auxiliaires, quel que soit le lieu où ils aient été escomptés ; le produit ne doit jamais être inférieur à **10** centimes par effet.

Il existe une Banque centrale, 94 succursales, 38 bureaux auxiliaires, 20 localités desservies chacune par l'un de ces établissements et 105 villes rattachées, soit aux succursales, soit aux bureaux auxiliaires. Ensemble : 258 places bancables.

Les titulaires des *Comptes courants simples* jouissent des avantages attachés aux *Comptes courants avec faculté d'escompte*, avec cette différence, cependant, qu'ils ne peuvent faire aucune présentation à l'escompte et ne sont crédités des produits du comptant que le surlendemain matin de l'échéance des effets.

Les *Comptes courants d'avances* ont été organisés par la Banque pour permettre aux négociants de se créer un fonds de roulement à l'aide des titres dont ils peuvent disposer, et ce fonds de roulement peut varier dans la limite de la disponibilité résultant du dépôt lui-même.

Quand le négociant qui a déposé, par exemple, 50.000 francs en obligations de Chemins de fer, n'a besoin que de 10.000 francs : son compte courant ne joue que pour 10.000 fr. à 3.50 0/0 d'intérêt annuel. S'il emploie 20.000 francs, c'est sur cette somme que portent les intérêts de l'avance, et ainsi de suite. Mais comme, d'autre part, le titulaire encaisse l'intégralité des arrérages attachés aux titres, dont il reste d'ailleurs propriétaire, il en ré-

sulte que son fonds de roulement (qu'il manipule avec les trois formules de chèques dont il est parlé d'autre part) fonctionne sans aucune perte d'intérêt.

Voici les conditions des *Comptes courants d'avances :*

Le crédit à accorder ne peut être supérieur à trois millions. Le titulaire dépose ses titres en nantissement ; ils doivent être du nombre de ceux sur lesquels la Banque prête, et d'importance suffisante pour que le crédit ouvert ne dépasse pas la proportion allouée en matière d'avances ordinaires.

Le titulaire fait usage de son compte au moyen de chèques directs payables là où le compte est ouvert ou de chèques indirects payables dans une succursale ou un Bureau auxiliaire quelconque. Ces chèques sont toujours gratuits ; ils peuvent être de sommes rompues. Le titulaire peut se faire adresser par la Banque ou faire adresser à des tiers tout ou partie des sommes dont il a la disposition, en vertu du crédit ouvert.

Les arrérages des valeurs déposées sont encaissés sans frais et portés au crédit du *Compte courant ordinaire* ou du *Compte courant d'avances*. Celui-ci est débité pour tous frais des intérêts sur les sommes prélevées ; ils sont calculés au taux fixé pour les avances. Toutefois, si le compte n'a pas fonctionné, il supporte par semestre un droit de **0** fr. **10** c. par 25 francs de rente perpétuelle déposée, et de **0** fr. **20** c. par titre (action, obligation ou titre de Rente amortissable).

Les sommes avancées peuvent toujours être remboursées, soit en totalité, soit par acomptes.

Comme on le voit, le fonctionnement des *Comptes courants* à la *Banque de France* rend d'immenses services aux titulaires qui en bénéficient, et le tableau suivant va nous en indiquer l'importance :

MOUVEMENT *des Comptes courants particuliers à la* **Banque de France** :

(Millions de francs)

Années	Maximum	Minimum	Moyenne	Total du mouvem^t annuel	Situation au 31 déc.
1881.....	766	367	468	119.663	464
1882.....	1.004	342	493	101.677	429
1883.....	581	316	416	88.360	424
1884.....	477	314	387	85.330	373
1885.....	508	289	378	81.008	396
1886.....	1.462	198	463	91.033	380
1887.....	556	287	371	85.528	386
1888.....	458	299	378	95.060	428
1889.....	645	343	461	104.525	453
1890.....	492	311	402	108.636	418
1891.....	1.442	252	433	120.387	430
1892.....	536	324	419	97.429	492
1893.....	501	330	405	97.617	381
1894.....	1.083	352	445	113.734	451

Par le fonctionnement de ses *Comptes courants*, et par sa circulation fiduciaire, qui est six fois plus importante que celle de l'Angleterre, la *Banque de France* donne aux commerçants et aux financiers français exactement les mêmes facilités gratuites de virements et de compensations que le fameux *Clearing-House* de Londres, dont le mouvement global annuel varie entre 130 et 160 milliards de francs.

Malheureusement, le public ne connaît pas suffisamment les avantages qui sont attachés à ces *Comptes courants*..... et nous devons d'ailleurs constater en toute sincérité que, jusqu'à ces dernières années, la *Banque de France* n'avait rien tenté pour les lui faire apprécier et pour lui en faciliter l'accession.

La conséquence de cette réserve, peut-être excessive, a été de pousser le public vers les *Sociétés de Dépôts*, qui s'efforcent, au contraire, d'étudier ses besoins et de toujours aller au-devant de ses désirs.

Le tableau précédent nous a indiqué, en effet, que du 31 décembre 1881 au 31 décembre 1894, la situation des *Comptes courants particuliers* de la Banque s'est à peine maintenue, tandis que la statistique suivante va nous révéler le développement énorme qu'ont pris, pendant la même période, les Comptes courants créditeurs et Comptes de chèques remboursables à vue de nos quatre grandes *Sociétés françaises de Dépôts* :

SITUATION *au 31 décembre de chaque année des Comptes de chèques remboursables à vue et Comptes courants créditeurs des quatre grandes* Sociétés Françaises de Dépôts :

(Millions de francs)

Années	Crédit Lyonnais	Comptoir d'Esc^te	Société Générale	Crédit Industr^el	Total des 4 Sociétés
1881.....	240	82	152	53	527
1882.....	161	88	140	58	447
1883.....	225	93	151	55	524
1884.....	275	108	146	78	607
1885.....	320	105	158	77	660
1886.....	416	101	176	97	790
1887.....	470	99	172	78	819
1888.....	537	108	155	93	893
1889.....	565	140	155	93	953
1890.....	611	210	162	104	1.087
1891.....	667	175	144	96	1.082
1892.....	687	202	150	98	1.137
1893.....	706	223	157	76	1.162
1894.....	857	286	164	91	1.398

C'est assez caractéristique, et si l'on rapproche maintenant la situation débiteur à vue de la *Banque de France* et des quatre grandes *Sociétés de Dépôts*, on trouve les résultats suivants :

SITUATION, *au 31 décembre de chaque année, des Comptes courants de la* **Banque de France** *(Particuliers et Trésor) et Comparaison avec la Situation débiteur à vue des quatre grandes* Sociétés Françaises de Dépôts *aux mêmes dates :*

(Millions de francs)

Années	Comptes courants Banque de France			Comptes courants et comptes de chèques des 4 Sociétés	Total général
	Particuliers	Trésor	Total		
1881.....	464	365	829	527	1.356
1882.....	429	268	697	444	1.141
1883.....	424	62	486	524	1.010
1884.....	373	150	523	607	1.130
1885.....	396	124	520	660	1.180
1886.....	380	268	648	790	1.438
1887.....	386	155	541	819	1.360
1888.....	428	263	691	893	1.584
1889.....	453	295	748	953	1.701
1890.....	418	175	593	1.087	1.680
1891.....	430	294	724	1.082	1.806
1892.....	492	229	721	1.137	1.858
1893.....	381	159	540	1.162	1.702
1894.....	451	181	632	1.398	2.030

Certes, nous ne dirons pas — ainsi que certains confrères l'ont insinué — que cette situation présente un danger public parce que nous savons, nous qui étudions chaque mois leurs bilans, que les opérations des *Sociétés de dépôts*, sont faites avec prudence et sagesse et que les fonds de leurs dépôts à vue et de leurs comptes courants créditeurs sont toujours employés dans l'hypothèse d'une réalisation immédiate.

Mais enfin l'augmentation de leur situation débiteur à vue est un fait dont la *Banque de France* ne pouvait se désintéresser puisque — en cas de besoin — c'est elle qui serait appelée à réescompter les portefeuilles des *Sociétés de dépôts*.

Or, nous l'avons vu au chapitre de l'*Escompte*, les portefeuilles des quatre Sociétés atteignaient le montant global de 955 millions de francs à la date du 31 décembre 1894. En admettant que le portefeuille de la Banque eût été dans la nécessité d'absorber, par une raison quelconque; ces 955 millions : où aurait-elle pu prendre le numéraire correspondant ?

A sa première situation de janvier 1895, sa circulation fiduciaire s'élevait à 3.679 millions : la limite légale de cette circulation étant de 4 milliards, elle n'aurait donc pu émettre à cette date que 427 millions de billets nouveaux. Pour le surplus des Sociétés : soit 528 millions, et pour le service de ses propres Comptes courants créditeurs : soit 632 millions, et enfin pour son service courant d'escompte et d'avances sur titres, elle se serait trouvée dans la nécessité : soit d'attaquer son encaisse métallique, soit de demander au Gouvernement une surélévation de sa limite de circulation légale. Les deux solutions eussent été également critiquées.

C'est pour obvier à cette situation — d'ailleurs purement théorique — que la *Banque de France* a décidé, depuis le 1er février de l'année courante, d'accepter les *Comptes de dépôts de fonds volontaires*, remboursables sur chèques à vue, exactement comme le font les *Société de dépôts*. La seule différence entre ces *Comptes de dépôts* et ceux des Sociétés, c'est que celles-ci servent un léger intérêt à leurs déposants, tandis que la Banque n'en donne point aux siens, pas plus d'ailleurs qu'à ses titulaires de Comptes courants.

Avec le nouveau service, appliqué à Paris et dans tous les succursales des Départements, tout le monde peut avoir un *Compte de dépôts* à la Banque, fonctionnant de la même manière que les Comptes de dépôts remboursables à vue des *Sociétés de dépôts* et sans autre formalité à remplir qu'une demande adressée à la Banque ou à la succursale de résidence, accompagnée d'un premier versement de 500 francs.

Le déposant reçoit gratuitement un carnet de chèques à vue qu'il peut utiliser absolument comme les chèques des *Sociétés de dépôts*.

La *Banque de France* était autorisée à établir ce nouveau service par les articles 9, 18 et 19 de ses Statuts stipulant la création d'une *Caisse de dépôts volontaires* pour tous titres, lingots et monnaies d'or et d'argent de toute espèce, et par des arrêts du Conseil en date des 16 mai et 15 juin 1853.

Quelle est la conséquence rationnelle de cette innovation!

C'est que les déposants à vue, ou bénéficiaires de comptes-courants créditeurs des *Sociétés de dépôts*, pourraient directement déposer à la *Banque de France* les fonds qu'ils retireraient — dans le cas théorique que nous avons examiné d'autre part — et que la Banque aurait une plus grande élasticité pour réescompter les portefeuilles de ces Sociétés. Elle pourrait alors faire face à la situation sans trop toucher à son encaisse métallique et surtout sans recourir à l'expédient de la surélévation de la limite légale, parce que le numéraire qu'elle verserait le matin pour le réescompte en question lui rentrerait, en grande partie, le soir ou le lendemain, sous forme de *Dépôts de fonds volontaires*.

En réalité, le nouveau service de la *Banque de France*, loin d'être dirigé contre la concurrence des *Sociétés de dépôts*, peut et doit être considéré, par celles-ci, comme le complément nécessaire de leur propre organisation, en ce sens qu'il enlève à leurs adversaires le seul argument sérieux qu'ils pouvaient invoquer contre le fonctionnement de leurs comptes de dépôts remboursables à vue et de leurs comptes courants créditeurs.

En ce qui concerne le public l'innovation n'est pas moins heureuse car, grâce à elle, tout le monde pourra, désormais, sans formalité spéciale, utiliser sans frais la *Banque de France* comme caisse particulière. La mesure constitue un réel avantage pour les petits capitalistes, auxquels les services de la Banque étaient, en quelque sorte, inaccessibles. Elle complète enfin, à l'égard des déposants de titres, la réforme du mois de juillet 1893, par laquelle les *Comptes spéciaux d'arrérages* ont permis à ces déposants de toucher leur arrérages sans dérangement et sans perte de temps.

Ces *Comptes spéciaux d'arrérages* sont ouverts, sans frais, à tous les déposants de titres qui en font la demande (il y en a déjà plus de 10.000 ouverts). Chaque titulaire reçoit un carnet de chèques payables au porteur et non endossables, mais son compte ne peut être crédité d'aucun versement en espèces ni d'aucun mandat de virement.

Les *Comptes de dépôts de fonds* englobant les *Comptes spéciaux d'arrérages*, leurs titulaires n'auront plus à se préoccuper de l'encaissement de leurs coupons d'intérêt ou de dividende des titres déposés à la Banque et dont le montant viendra, au fur et à mesure des échéances, s'inscrire au crédit de leur compte.

Le *Compte de dépôts* résume les deux comptes, avec ce double avantage qu'un titulaire de Paris pourra, par son intermédiaire, effectuer tous ses paiements, soit sur Paris, soit sur les villes départementales dotées d'une succursale de la Banque, et qu'un titulaire d'une succursale départementale pourra encaisser sans dérangement, dans sa ville de résidence, les coupons des titres qu'il aura en dépôt dans l'une des caisses de la Banque chargées de ce service : Paris, Bordeaux, Lille, Lyon ou Marseille.

(*A suivre.*) EDMOND THÉRY.

COMPAGNIE PARISIENNE

D'ÉCLAIRAGE ET DE CHAUFFAGE PAR LE GAZ

Au cours de l'année 1894, nous avons, à plusieurs reprises, eu à nous occuper de la *Compagnie Parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz*, et nous nous reportons particulièrement à l'article que notre rédacteur en chef, M. Edmond Théry, consacrait à cette entreprise le 16 juin 1894. Cette Compagnie est, il ne faut pas l'oublier, la plus importante de toutes les Sociétés industrielles françaises non subventionnées par l'Etat. Ses titres sont, pour ainsi dire, exclusivement dans les portefeuilles français. Aussi nous paraît-il intéressant aujourd'hui d'examiner à nouveau, sans attendre l'assemblée générale du 28 mars, et à l'aide des renseignements que nous avons pu recueillir, la situation de la *Compagnie du Gaz* en fin d'exercice 1894 et celle qui lui est faite pour l'exercice 1895, dans lequel nous sommes entrés depuis le 1er janvier.

Tout d'abord, disons que le dividende pour l'année 1894, sera en diminution de 1 fr. 50 sur celui de l'année 1893. Il s'établira donc à 62 fr. 50 pour les *actions de capital*, et à 50 fr. pour les actions de jouissance. Cette petite moins-value s'explique par les résultats généraux

obtenus et que nous croyons pouvoir indiquer dès à présent.

C'est la différence entre les diminutions subies par quelques-uns des éléments des recettes de la Compagnie et les économies ou les plus-values qu'elle a réalisées d'autre part.

Au nombre des premières, il faut ranger les ventes de Coke et de Gaz pour une somme importante, mais moindre, cependant, que l'année dernière.

Les bénéfices sur les produits chimiques sont, au contraire, en augmentation et les *améliorations* apportées dans l'exploitation, tant sur l'emploi des matières premières que sur la manutention et la fabrication, ont largement compensé le déficit résultant d'une légère diminution de consommation et du bas prix des combustibles.

En dehors de ces dépenses et de ces recettes, qui se contrebalancent presque exactement, la Compagnie a, pour la première fois, constitué une réserve supplémentaire de plus de 850.000 francs pour la Caisse de Retraites de son personnel.

Cette réserve suffit seule à expliquer la moins-value du dividende. Elle se reproduira, sans augmentation, pendant les années prochaines.

Voilà donc, et d'une façon très précise, les conditions dans lesquelles la *Compagnie Parisienne* a commencé l'année 1895. Maintenant, pendant cette même année, quelle sera la consommation du gaz? C'est la question à se poser. Or, les résultats du mois de janvier révèlent déjà une amélioration bonne à signaler. En effet, pendant ce mois, l'augmentation totale des recettes a été de 313.366 fr., dont la plus grande partie provient de la consommation des nouveaux *abonnés sans frais*. Ainsi, pour la seule consommation du gaz, l'augmentation sur janvier 1894 est de 3.53 pour cent.

On sait que c'est seulement depuis le 1er août 1894, que fonctionne le service des abonnements sans frais. Or, si nous nous reportons au chiffre constaté au 31 décembre 1894 et qui établit à 22.000 le nombre de ces nouveaux consommateurs, nous trouvons que le nombre moyen a été supérieur à 4.000 par mois.

On peut estimer qu'il y aura de ce chef une augmentation de recettes d'environ 1.300.000 fr., à laquelle viendra s'ajouter la plus-value provenant de l'ancienne clientèle.

Certes, nous devons reconnaître que l'application des *becs à incandescence* dont la *Compagnie Parisienne* a si vigoureusement appuyé le développement est, pour elle, un obstacle qu'elle ne connaissait pas autrefois, ces becs atteignant évidemment la consommation puisque, pour une même lumière donnée, ils réduisent le volume du gaz brûlé. Mais, ce nouveau procédé ayant, d'autre part, l'avantage de réduire la dépense de gaz d'une manière proportionnelle et d'assurer un éclairage aussi parfait que la lumière électrique, ce nouveau procédé, disons-nous, non seulement paralyse la concurrence faite par l'électricité, mais permet encore à la *Compagnie du Gaz*, à ce point de vue particulier, de reconquérir une partie du terrain perdu précédemment.

La consommation de gaz provenant des nouveaux *abonnés sans frais* (et qui représente véritablement une consommation nouvelle), combinée avec l'application des *becs à incandescence*, nous paraît désormais plus que suffisante pour arrêter la diminution de consommation signalée depuis quelques années, et peut-être même pour faire reprendre une nouvelle marche en avant.

Comme nous l'avons dit plus haut, les ventes de coke ont eu à subir, en 1894, une diminution. Cette diminution dépend exclusivement de la baisse générale du combustible. La Compagnie ayant elle-même économisé sur sa matière première, il était rationnel que le coke, qui est le principal sous-produit de cette matière, ait été affecté d'une dépréciation équivalente. Reste à savoir si le coke baissera davantage. C'est peu probable, eu égard aux cours auxquels il est arrivé, et qui sont les plus bas prix qu'il nous ait jamais été donné de voir. Mais baisserait-il encore, que la Compagnie retrouverait à son tour, dans la baisse de la matière première qui en serait la cause initiale, une économie sensiblement correspondante.

Les dépenses pour 1894 se sont trouvées augmentées de 850.000 fr. environ par suite de la nouvelle dotation de la Caisse des Pensions et retraites. C'est là une dépense définitivement inscrite et dont ne se ressentiront plus les exercices suivants. Par contre, nous croyons, en ce qui concerne les *Produits Chimiques*, que l'augmentation accusée en 1894 ne se retrouvera pas en 1895, parce que cette augmentation était due à une élévation momentanée de leur valeur, et que les prix normaux sont maintenant revenus.

Mais, d'autre part, il ne faut pas oublier les économies réalisées sur les frais d'exploitation restant acquises pour les exercices futurs. Ces économies n'ont même pas dit leur dernier mot; et, de ce côté, des résultats nouveaux peuvent être encore obtenus.

En résumé, si on considère l'ensemble de l'exploitation de la *Compagnie Parisienne du Gaz*, on constate que l'année 1895 se présente dans des conditions au moins équivalentes à celles qui ont signalé l'année 1894, et que les éléments de recettes, ont chance d'augmenter, ou tout au moins de se maintenir. Et il reste, en plus, un point encore à examiner: nous voulons parler d'une économie qui ne figure pas entière, dans l'exercice 1894.

Cette économie, c'est celle qui est résultée de la Conversion des *Obligations 5 0/0* de la Compagnie, conversion survenue en juin dernier. La réduction d'intérêts procurée par cette opération a seulement porté sur le deuxième semestre de 1894, et elle a été absorbée par l'augmentation de l'amortissement déterminée par le passage du taux de 5 0/0 à celui de 4 0/0 et qui, elle, a porté sur les deux semestres de l'année. En 1895, la réduction d'intérêts comprendra l'année entière et, déduction faite de l'augmentation d'amortissement dont nous venons de parler, procurera une économie nette de 990.375 fr. Enfin, et pour tout dire, les revenus des *fonds disponibles* ont été, en 1894, extrêmement réduits par suite de la baisse générale du taux du loyer de l'argent en France. Si aucun changement ne se produit en 1895 dans le loyer de l'argent, la situation de la Compagnie, à ce point de vue, restera la même; si le taux fléchit encore, la Compagnie touchera un peu moins sur ses sommes disponibles; mais si, au contraire, il se relève, un avantage évident en ressortira. Ce chapitre des bénéfices sociaux est, d'ailleurs, peu important.

Concluons maintenant. Pour la *Compagnie Parisienne du Gaz*, l'année 1895 se présente dans des conditions aussi bonnes que possible eu égard aux difficultés qu'il a fallu surmonter; et on est en droit d'espérer que les onze exercices qui restent encore à courir jusqu'en fin de concession — en dehors de celui de 1894 — trouveront au moins cette vaste entreprise dans la même situation que celle que nous venons d'exposer dans ses grandes lignes.

A. LÉCHENET.

LA QUESTION DES OCTROIS

La question des octrois, dont nous nous sommes maintes fois occupés, revient à l'ordre du jour; elle est de celles qui ont le don de passionner les esprits dans les grandes villes, notamment à Paris. Aussi bien, de toutes les contributions indirectes, les taxes d'octroi sont assurément les plus mal réparties; pesant sur les objets nécessaires à la consommation, sans tenir compte des facultés du contribuable, elles frappent, d'une façon spéciale et plus lourde, non seulement les plus pauvres, mais encore les familles nombreuses. Tel habitant de la capitale, dont la cave bien garnie reçoit des vins de grand cru, ne paiera pas plus cher pour l'entrée d'un litre de Clos-Vougeot qu'un modeste tra-

vailleur pour un litre de vin ordinaire valant 50 centimes.

Et l'octroi ne constitue pas seulement un impôt injuste ; c'est aussi un impôt vexatoire, en raison de l'inquisition à laquelle il expose tous ceux qui importent des produits dans l'enceinte des villes.

Les griefs articulés dans les rapports soumis au Parlement sont de différentes sortes. On a reproché à la taxe d'octroi d'être improportionnelle, de nuire au développement de la richesse publique et aux intérêts agricoles, de constituer des douanes intérieures contradictoires avec l'unité française, d'être propices à la falsification des denrées et, enfin, de diminuer la consommation.

Depuis l'Assemblée constituante — qui avait supprimé, comme conséquence nécessaire de la liberté du travail, les octrois, rétablis sous l'Empire — et jusqu'à nos jours, la suppression de ces taxes a été tour à tour proposée et discutée. Mais, pour la réaliser, il faut trouver ailleurs les sommes considérables qu'un dégrèvement total ferait perdre aux villes. Pour la seule ville de Paris, la recette annuelle est de 150 millions environ.

D'autre part, il importe de tenir compte des augmentations constantes de dépenses auxquelles les octrois sont tenus de faire face, l'Etat ne pouvant rien abandonner sur sa part des centimes additionnels.

Où trouvera-t-on l'équivalent des ressources? Imposera-t-on davantage les propriétés bâties? Créera-t-on de nouvelles taxes locales sur les débitants de boissons, sur les transmissions d'immeubles, sur le capital immobilier?

Ce sont là des points que l'essai tenté à Lyon, sur l'initiative du Gouvernement, va permettre de trancher.

S'appuyant sur le vote, par la Chambre des députés, d'une loi dont l'idée essentielle est d'autoriser les villes à substituer à leurs octrois certaines taxes en remplacement, M. Ribot, président du Conseil, vient d'adresser à M. Georges Leygues, ministre de l'intérieur, une lettre dont voici l'analyse :

M. Ribot rappelle que le Conseil municipal de notre seconde ville de France a adopté, dès 1887, « à la suite de discussions approfondies, un projet d'après lequel les ressources jusqu'alors fournies par l'octroi devaient être demandées à diverses taxes locales ». Si les circonstances n'ont pas permis au Ministre de l'intérieur d'alors de prendre ce projet en considération, la récente décision du Parlement autorise, aujourd'hui, son successeur à laisser la Municipalité lyonnaise réaliser le programme qu'elle a depuis longtemps arrêté.

Le Président du Conseil ajoute que la situation générale des finances de l'Etat ne permet pas à celui-ci de renoncer, au bénéfice de la Ville, à l'impôt direct sur les propriétés bâties ; mais il est disposé à présenter aux Chambres un projet spécial permettant à l'Administration lyonnaise d'appliquer certaines réformes « énumérées dans le rapport présenté par ses délégués à la Commission sénatoriale ».

Le Ministre de l'intérieur a envoyé aussitôt copie de cette lettre au préfet du Rhône :

Ainsi que M. le Président du Conseil — écrit M. Leygues — j'ai le plus vif désir de seconder les vues de l'Administration lyonnaise et mon Département, de concert avec celui des finances, est disposé à examiner avec le plus sincère intérêt les propositions qui, dans cet ordre d'idées, pourraient nous être présentées par le Conseil municipal.

Je vous invite donc à faire connaître d'urgence à cette assemblée les intentions toutes bienveillantes du Gouvernement et, sous la réserve de l'observation de M. le Ministre des finances relative à l'impôt sur les propriétés bâties, à provoquer de sa part une étude nouvelle de ces questions qui lui sont déjà familières.

Dès que le Conseil municipal aura pris à cet égard une délibération ferme, vous vous empresserez de me la transmettre avec votre avis.

Cet essai sera sans aucun doute fructueux ; les autres villes, Paris surtout, pourront en bénéficier, et c'est en même temps un commencement de décentralisation financière. Il faut donc féliciter le Gouvernement d'avoir pris l'initiative d'une expérience qui sera suivie avec grand intérêt par les nombreux partisans de la suppression des octrois, et il y a tout lieu d'espérer que les Lyonnais, gens à l'esprit pratique, sauront trouver des taxes de remplacement en harmonie avec notre système général d'impôts.

C.-R. WEHRUNG.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

en Janvier 1895

RÉSUME COMPARATIF des Importations et Exportations par catégories pendant le mois de janvier des dix dernières années (1886-1895).

IMPORTATIONS (en milliers de francs)

Années	Matières premières	Objets fabriqués	Objets d'alimen.	Total des import.	Or, arg. et billon
1895	170.045	36 341	80 314	288 700	69 339
1894	195 295	40 018	155.612	390 925	19.496
1893	136.708	33.566	70 824	241.098	56.779
1892	162 697	102.333	176.097	441 127	35 535
1891	145 153	42.119	104 040	291.312	50.452
1890	206.682	40 001	100 671	347 351	11 358
1889	169.552	35.847	111 699	317 098	15.405
1888	135.736	35 555	96.034	267.125	14 886
1887	131.435	35.541	93 686	260.662	11.732
1886	135.451	35.100	107.916	278.467	18 498

EXPORTATIONS (en milliers de francs)

Années	Matières prem.	Objets fabriqués	Objets d'alimen.	Colis postaux	Total des export.	Or, arg. et billon
1895	65.670	144.450	44.299	9 633	264.052	5.244
1894	55 086	102.307	45.447	7.128	209.968	12 415
1893	59.543	116.774	42.507	6.441	225 265	13.785
1892	56 326	108 371	57 012	4 859	226.568	17 994
1891	44 366	105 673	44.375	2.504	196.918	38 563
1890	58.086	125.709	60 162	3.432	247 389	15 343
1889	60 151	117.158	55 963	3.171	236.437	13.574
1888	47 653	113 683	41.322	2 815	205.473	13 574
1887	45.642	105.516	39 446	2.277	192 881	42.679
1886	38.618	97.397	35 210	1.581	172.806	25.926

Résumé des échanges avec les principaux pays

(En milliers de francs)

ÉTATS	Année 1894			Janvier 1895		
	Importat.	Exportat.	Differ. pr l'exp.	Importat.	Exportat.	Differ. pr l'exp.
Angleterre	503 022	960.196	+ 457.174	30 165	75.194	+ 45 029
Allemagne	325 553	345.611	+ 20 058	21 412	19 052	— 2 360
Belgique	379 126	505.296	+ 126 170	22 748	38 476	+ 15 728
Suisse	67 008	159.842	+ 92.834	3.984	7.111	+ 3 127
Italie	138.498	124.430	— 14 068	9 342	12. 37	+ 2.795
Espagne	180 780	113 022	— 67.758	14 009	8.466	— 5.543
Turquie	107.839	59 043	— 48 796	5 801	6 522	+ 721
Etats-Unis	371 267	190.104	— 181 163	59.037	30.705	— 28 332
Brésil	56 993	83.391	+ 26 398	7 137	9 447	+ 2 310
Républ. Argentine	182.202	53.504	— 128.698	14.250	4 870	— 9.380

MÉTAUX PRÉCIEUX. — Importations et Exportations des Métaux précieux pendant le mois de janvier des années 1893-1894-1895 (Valeur en milliers de francs) :

Matières	IMPORTATIONS (milliers de fr.)			EXPORTATIONS (milliers de fr.)		
	1895	**1894**	**1893**	**1895**	**1894**	**1893**
Or en lingots	18.158	3.112	9.039	824	366	227
Or monnayé	45.864	9.574	38.041	1.804	3.144	1,305
Argent en lingots	1.993	1.657	1.729	603	643	1 664
Argent monnayé	3.319	5.138	7.053	2.013	8.255	10.587
Monnaie de billon	2	13	14	»	6	1
Totaux	69.338	19.495	56.778	5.243	12.415	13.785

L'or continue à entrer en France en grandes quantités. Dans le seul mois de janvier 1895, l'importation a été supérieure aux sorties de 61.396.000 francs. L'or

monnayé entre dans ce total dans la proportion d'environ 75 0/0.

Les entrées d'argent ont été de 5.312.000 francs, contre une sortie de 2.616.000 francs, soit une plus-value d'entrées de 2.696.000 francs.

BILLON. — Il est entré pour 2.700 francs de ce métal et on n'a constaté aucune sortie.

RESUMÉ des perceptions opérées par le service des douanes et le service des contributions indirectes pendant le mois de janvier des années 1893, 1894 et 1895 :

DÉSIGNATION	1895	1894	1893
Service des Douanes :	Mille fr.	Mille fr.	Mille fr.
Droits de douanes à l'importation	28.547	50.840	30.095
— — à l'exportation	»	»	»
— de statistique	385	116	387
— de navigation	531	669	533
— et produits divers de douanes	282	310	263
Taxe de consommation des sels	924	836	896
Total	30.669	53.101	32.174
Service des contribut. indirectes :			
Boissons et droit de fabr. des bières	36.699	37.400	41.472
Sels	899	998	878
Sucre indigène (droit de fabrication)	8.746	7.333	7.634
Droits divers et rec. à diff. titres	6.718	6.805	6 615
Vente des tabacs	29.641	29.972	29 235
— des poudres	928	803	925
— des allumettes	957	995	1 116
Total	84.588	84.306	87 905
Total général des perceptions	115.257	137.407	120.079
A déd. les dép. p primes ou drawbacks	44	75	66
Reste acquis au Trésor	115.213	137.332	120.013

Les perceptions opérées par le service des douanes, en janvier 1895, ont été inférieures à celles de janvier 1894 de 22.432.000 francs. Cette moins-value est presque entièrement imputable aux entrées de céréales dont les droits n'ont été que de 3.793.000 francs, contre 25 millions 413.000 francs, en janvier 1894 ; les vins ont aussi donné lieu à une assez forte diminution, soit 1.142.000 francs.

Pour les contributions indirectes, notons une plus-value de perceptions, en janvier 1895, de 282.000 fr. ; certains chapitres, comme les boissons, les sels et les tabacs, ont donné lieu à des diminutions assez considérables, mais le droit de fabrication des sucres indigènes a profité d'une augmentation de 1.413.000 francs.

RÉSUMÉ de la navigation de la France pendant le mois de janvier des années 1894 et 1895 *(navires chargés)* :

	ENTRÉE				SORTIE			
	1895		1894		1895		1894	
Navires français	Nomb de navir.	Ton. (mill.)	Nomb de navir.	Ton. (mill.)	Nomb de navir.	Ton. (mill.)	Nomb de navir.	Ton. (mill.)
Avec colonies et possessions françaises	1.146	103	118	82	143	100	152	110
Grande pêche	5	1	4	1	3	»	1	»
Etranger :								
Pays d'Europe	326	104	341	115	340	113	336	124
— hors d'Europe	52	74	50	73	40	58	39	59
Total	529	283	513	271	526	271	528	294
Navires étrang.								
Avec colonies et possessions françaises	3	1	8	7	6	2	10	5
Etranger :								
Pays d'Europe	1.085	477	1.343	643	928	330	944	343
— hors d'Europe	117	187	201	289	27	45	50	67
Total	1.205	666	1.552	940	9[illegible]1	378	1 004	416
Total général	1.734	949	2.065	1.211	1.487	650	1.532	710

Le mois de janvier 1895 a été déplorable pour le commerce maritime de la France. A l'entrée, on constate une diminution de 331 navires et de 262 milliers de tonneaux. De même à la sortie, le nombre des navires a diminué de 45 et le tonnage emporté de 60 milliers de tonneaux. Cet état de choses doit être imputé au mauvais temps de janvier qui a entravé la navigation.

TONNAGE des navires chargés, français et étrangers, pendant le mois de janvier des années 1893, 1894 et 1895 (entrées et sorties réunies) :

En tonneaux

	1893	1894	1895	Différence par rapport à 1894 Total	%
Dunkerque	123.699	175 757	133.794	— 41 963	23.87
Calais	72.477	66.113	58.083	— 8 030	12.11
Boulogne	106.2 6	81.534	76.985	— 4 549	5.58
Dieppe	47 435	65 690	52 401	— 13 289	20 22
Le Havre	306 465	370.087	305 068	— 65 019	17.56
Rouen	86.497	111.166	70.905	— 40 261	36.21
Nantes	6 904	15.913	9 8 2	— 6.051	37 95
Saint-Nazaire	62 175	69 464	47.996	— 21.168	30.60
Bordeaux	166 042	154 913	119 697	— 35 216	22.73
Bayonne	24 6 9	32.353	37 037	+ 4 684	14.47
Cette	72 552	51 699	56.963	+ 5.264	10.18
Marseille	488.257	554.512	459.753	— 94.749	17.08
Nice	8.932	14.844	6 636	— 8.208	55 96
Autres ports	204.099	159.169	165.214	+ 6 045	3.79
Tous les ports	1.776.443	1.922.944	1.600.434	— 322.510	16.77

En janvier 1895 le commerce maritime total, comparé au même mois de 1894, a subi une diminution de 322.510 tonneaux ou 16.77 0/0. Tous les ports, Bayonne et Cette exceptés, ont été atteints par cette moins-value. Comparé au mois de janvier 1893, le dernier mois est en perte de 176.009 tonneaux ou 9,90 0/0.

P. E.

Informations Économiques et Financières

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Depuis le 16 février présent mois, les 2.842 obligations formant le solde des 13.110 obligations de 500 fr. composant l'Emprunt des Villes de Roubaix et Tourcoing 3 40 0/0 1893 sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres, actuellement représentés par des certificats provisoires au porteur libérés de 329 fr., sont inscrits à la 1re partie du Bulletin de la Cote sous la même rubrique que les 10.268 obligations anciennes dudit Emprunt.

Par suite, le nombre des obligations dudit Emprunt, négociables sur notre marché, se trouve porté de 10.268 à 13.110.

Avis et Décisions de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Bordeaux

Depuis le 13 février présent mois, les 4.922 obligations de 500 francs formant la 3e série de l'Emprunt de six millions de la Ville de Bordeaux 1891 (émission du 9 février courant) sont admises aux négociations de la Bourse de Bordeaux, au comptant, et figureront à la Cote officielle de Bordeaux sous la même rubrique que les obligations précédemment émises.

Par suite, le nombre des obligations « Ville de Bordeaux 1891 » négociables sur notre marché se trouve porté du no 7293 au no 12214.

Depuis le 19 février présent mois, les 5.290 obligations de 500 fr. 3 1/2 0/0, formant l'emprunt de 2.645.000 francs émis par la Chambre de Commerce de Bordeaux, sont admises aux négociations de la Bourse de Bordeaux, au comptant, et figurent à la première partie du Bulletin de la Cote, sous la rubrique : « Chambre de Commerce, Emprunt 1895 ».

5.290 obligations de 500 francs, entièrement libérées, au porteur, remboursables au pair, en 54 tirages semestriels, à partir du 5 juillet 1895.

Intérêts annuels : 17 fr. 50 (impôt à déduire), payables les 5 janvier et 5 juillet de chaque année.

Jouissance courante : 5 janvier 1895.

Service des titres et des coupons, chez MM. Piganeau et fils, banquiers, 4, rue Esprit des Lois, Bordeaux.

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	14 février	21 février
ACTIF		
Encaisse de la Banque : 14 février / 21 février		
Or .... 2.146 027 827 / 2.150.595 350	3.381.752.966	3.388.541.434
Argent... 1.235.725 138 / 1 237 946.084		
3 381 752.966 / 3.388 541.434		
Effets échus hier à recevoir ce jour....	39 045	233.942
Portefeuille Paris { Effets Paris........	159.035.771	147 376.576
Portefeuille Paris { Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor........................	»	»
Portefeuilles des succursales...........	247.739.347	240.463.117
Avances sur lingots à Paris...........	1.022.800	836 800
Avances sur lingots dans les succursales	18.600	34 400
Avances sur titres à Paris..............	122.506.358	123 588.053
Avances sur titres dans les succursales	119.997 155	148.362.177
Avances à l'Etat......................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve..................	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles	99.627.294	99.627.294
Rentes immobilisées	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales.............	15.228.522	15.228.857
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales..................	692.466	716 031
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers	90.885.593	87.321.735
Total...........	4.533 934.014	4.517.718.614
PASSIF		
Capital de la Banque	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4.000.000	4 000.000
Réserve spéciale	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation........	3.598.705.550	3.577.727.770
Arrérages de valeurs déposées..........	16.695.990	17.963 093
Billets à ordre et récépissés...........	33.963 485	33.744 107
Compte courant du Trésor, créditeur ...	123.607 288	141.194.124
Comptes courants de Paris	408.446 395	397 721 951
Comptes courants dans les succursales.	63.298 931	60.493.318
Dividendes à payer....................	3.270 946	3 092.056
Escompte et intérêts divers............	2.330.027	2.497.816
Réescompte du dernier semestre	782 337	782.337
Divers	57.817.551	57.486 531
Total...........	4.533.934.014	4 517.718.614

Comparaison avec les années précédentes

	26 févr. 1891	25 févr. 1892	23 févr. 1893	22 févr. 1894	21 févr. 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation..........	2.132.9	3.066.1	3.375.1	3 484.9	3 577.7
Encaisse............	2.4 8 8	2.614 0	2 920.7	2.980 1	3 388.5
Portefeuille.........	808.4	676 4	521 0	698.3	387.8
Avances aux partic.	280.6	338.0	335.0	288.1	272.8
— à l'Etat....	140.0	140.0	140.0	140 0	140.0
Compt. cour. Trésor	198.3	310.9	74 3	205.0	141.1
— part...	334 8	455 3	475.2	410.4	458.2
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0
Prime de l'or........	4 0/00	3 0/00	pair	pair	pair
Bénéfices nets......	5.104 6	3.860.3	2 637.6	3.167.7	1.781.7

Le Nickel. — Les actionnaires de cette Société se sont réunis en assemblée générale ordinaire le 18 courant et, après avoir entendu la lecture du rapport, ont voté les résolutions suivantes :

L'assemblée générale des actionnaires :

1° Approuve les comptes de l'exercice 1893-1894 arrêtés au 30 juin 1894;

Décide que le solde du compte de profits et pertes s'élevant, après prélèvements d'une somme de 671.521 francs 99 pour amortissements, à 30.982 fr. 09, sera reporté à nouveau au crédit de l'exercice suivant;

2° Confirme la nomination, comme administrateur de la Société, de M. Edouard Maneuvrier, en remplacement de M. Robert King, démissionnaire;

3° Nomme administrateurs de la Société, à compter du 22 décembre 1895 : MM. Denormandie, Ephrussi, Guyot-Sionnest, Maneuvrier, Tambour et Thirria;

4° Décide que les pouvoirs des administrateurs dont les noms sont indiqués ci-dessus dureront jusqu'à l'assemblée générale chargée de statuer sur les comptes de l'exercice prenant fin le 30 juin 1900;

5° Nomme : MM. Jules Josat et Francis Lutscher commissaires pour l'exercice 1894-1895, avec faculté de se suppléer en cas d'empêchement ou de décès de l'un d'eux, et fixe la rémunération à mille francs pour chacun d'eux.

Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse

Opérations du 1er au 31 janvier 1895

Reçu des déposants :		
A Paris......	5.448 versements.....	3.594.640 80
Dans les départements.	13.295 —	735.015 »
Ensemble....	18.743 —	4.329.655 80
Payé aux déposants :		
Arrérages de rentes viagères..........		634.822 50
Payé à leurs héritiers :		
Remboursements de capitaux réservés.		1.424.103 31
Ensemble..................		2.058.925 81

Les nouvelles rentes inscrites s'élèvent à .... 61.709 » aux noms de 921 parties.

Le total des rentes viagères est de... 33.277.797 » réparties entre 197.831 titres.

La Caisse a perçu pour arrérages ou remboursements de rentes et valeurs.. 4.967.253 04

Elle a placé :

En obligations départementales et communales.......................... 622.369 66

Caisse nationale d'Epargne. — Voici le Tableau des opérations de la Caisse Nationale d'Epargne effectuées pendant le mois de janvier 1895:

Versements reçus de 344.708 déposants, dont 62.108 nouveaux.......................... 42.042.243 83

Remboursements à 100.318 déposants, dont 21.459 pour solde	26.199.164 93	26.739.580 98
Rentes achetées à 387 déposants, pour un capital de.......	540.416 05	
Excédent de recettes.......		15.302.662 85

Nombre de comptes existant au 31 janv. : 2.334.592.

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 5 au 11 février 1895 (6e semaine)

(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Différence pr 1895
Etat..................	2.761	506	691	3 077	3 231	— 153
Paris-Lyon-Méditer.	8.604	5.284	6.108	26.787	28.291	— 1 504
— Rhône au Mont-Cenis	133	79	87	395	417	— 22
— Chemins Algériens..	513	111	110	604	572	+ 31
Nord..................	3.699	3.300	3.2?8	19.899	20.612	— 713
Ouest..................	5.350	2.2?8	2.503	11 546	11.904	— 357
Orléans..............	6.772	2.516	2 947	13.065	14 120	— 1 051
Est..................	4.802	2 090	2 376	11.208	11.686	— 478
Midi..................	3.136	1.458	1.681	7 504	7 733	— 229
Est-Algérien.........	897	99	102	563	58[illegible]	— 21
Bône-Guelma voie larg.	607	60	38	368	262	+ 105
— voie étroite	128	13	4	70	28	+ 41
Ouest-Algérien.......	296	37	31	222	196	+ 25
Arzew à Kralfallah..	214	28	26	133	128	+ 5
Médoc................	101	16	20	96	117	— 20

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er au 31 janvier	6.100.000	5.720.000
Du 1er au 10 février	2.230.000	2.390.000
Du 11 au 20 février.........	2.300.000	1.900.000
Du 21 février..........	270.000	250.000
Du 1er janv. au 21 fév..	10.900.000	10.260.000

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 21 fevrier 1895.

Adhésion de l'Allemagne à la Convocation monétaire. — L'Union des Agriculteurs. — La Réforme de l'Impôt en Wurtemberg. — Teinturiers de Crefeld et Teinturiers de Lyon. — Conversion retardée.

La semaine a été riche en événements importants, et la vie politique a rarement été aussi active. Nous avons eu successivement les séances de l'Union des Agriculteurs, les ballottages wurtembourgeois, le retrait de la loi contre la Compagnie de Jésus; mais l'événement capital, c'est le triomphe complet et inattendu du parti bimétalliste. L'Allemagne se rallie à l'idée d'une Conférence monétaire internationale pour le règlement de la question monétaire, et elle est prête à prendre l'initiative de la convocation de cette Conférence.

Il ne faut pas s'y tromper, le vote du Reichstag est bien, comme l'a dit M. Siegl, l'un des chefs du parti monométalliste, un acheminement certain vers le bimétallisme universel. Il ne faut pas l'oublier, la motion présentée par le Dr Friedberg, par M. de Kardorff, par le Dr Lieber et par le comte Mirbach, a réuni, au Reichstag, les deux tiers des suffrages.

Cette ma orité inespérée est due, paraît-il, à l'intervention directe de l'empereur Guillaume. Toujours préoccupé des questions nouvelles, il avait suivi, avec une attention toute particulière les travaux de la grande enquête monétaire. Il s'est ainsi rendu compte, personnellement, du préjudice considérable imposé par la disqualification de l'argent à la production allemande, et, on peut l'affirmer, à la production européenne tout entière. C'est à la prière du Souverain que le Chancelier de l'Empire et M. de Posadowski se sont décidés à étudier à fond le redoutable problème, et, après constatation des faits, que l'*Economiste Européen* a si souvent signalés, à lancer au Reichstag, les déclarations *étudiées* dont je vous envoie le texte dans le compte rendu complet de la discussion parlementaire des 15 et 16 février. (Voir ce texte dans notre *Chronique monétaire*.)

La discussion a été assez calme. L'intensité de la crise agricole est un fait indéniable, qui a dessillé bien des yeux.

Le succès des bimétallistes n'a pas rejeté dans l'ombre les revendications agrariennes. Aussi, les organes monométallistes sont-ils fort mécontents. Ils criblent de leurs flèches les orateurs un peu trop fougueux de l'Union des Agriculteurs, cette formidable machine de guerre, créée par les grands propriétaires conservateurs des provinces orientales.

Mais ceux-ci ont beau jeu, pour le présent, en attaquant à la fois les traités de commerce, qui n'ont assuré aucun avantage appréciable aux exportateurs allemands et qui ruinent l'agriculture et le régime monétaire.

En même temps que la dénonciation si réalisable des traités de commerce et le monopole de l'achat des blés étrangers, ils demandent le renforcement des primes sur les sucres et sur les spiritueux. Enfin, ils sont toujours entichés d'antisémitisme.

Le scrutin de ballottage en Wurtemberg a complété le succès des partis avancés. Les nationaux libéraux sont particulièrement irrités du triomphe d'un menuisier socialiste à Stuttgard. Le drapeau rouge a flotté pour la première fois dans la résidence royale du Wurtemberg. Ne flotte-t-il pas depuis longtemps à Berlin, autre résidence royale et capitale de l'Empire?

Ce qui vaut mieux dans tous les cas pour le Wurtemberg, c'est la prévoyance du Gouvernement, qui se dispose à introduire dans le pays une réforme méthodique du système fiscal. L'impôt sur le revenu, tempéré par la soustraction des dettes, par des déductions pour charges de famille, servirait de base à la taxation au profit de l'Etat. Le produit des impôts réels serait attribué aux communes et aux districts.

La teinturerie et l'industrie des peaux suivent avec intérêt les discussions soulevées par l'établissement des droits sur les quebrachos et autres matières tannantes étrangères. Les propriétaires de forêts protestent contre la suppression des droits d'entrée; les teinturiers en soieries de l'industrie du Bas-Rhin sont favorables à l'entrée en franchise. Indirectement, cette question intéresse l'industrie lyonnaise. Les teinturiers de Crefeld prétendent que le renchérissement de leurs matières premières les rendrait incapables de lutter contre la concurrence de la grande teinturerie de Lyon. Ils sont du reste fort mécontents d'une disposition douanière qui autorise pour deux ans l'entrée en franchise des soies teintes françaises destinées à une transformation ultérieure.

Il n'est plus question, pour le présent, des grands plans de conversion du 4 0/0 prussien en 3 0/0. L'opération serait le prélude nécessaire d'une semblable conversion des rentes de l'Empire et des Etats. Elle sera discutée à la réunion des Ministres des finances des Etats, qui n'aura lieu que le mois prochain.

D'ailleurs, la conversion du 4 0/0 prussien est une grosse affaire. Il s'agit d'un capital de 3.600 millions de marks, soit 4 milliards de francs. Les porteurs de 4 0/0 pourraient résister et demander le remboursement au pair. D'après la *Gazette de Francfort*, on évalue à 600 millions de marks le capital des rentes 4 0/0 qui seraient présentées au remboursement, si la conversion avait lieu en 3 0/0.

Bref, la Bourse commence à se désintéresser des perspectives de conversion.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	15 février	Dif. 7 fév.	15 février	Dif. 7 fév.
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.112 093	+ 13.939	904.445	+ 15.834
Billets du Trésor	24.826	+ 1.484	25.587	+ 1 502
Billets d'autres banques	10 804	+ 1.690	11.944	+ 1.135
Lettres de change	474.303	— 15.469	498 913	+ 14.792
Prêts sur titres	66 662	+ 356	72 677	— 2.026
Valeurs	3 853	+ 161	6 938	+ 49
Autres propriétés	47.623	+ 173	38.406	— 1.453
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	998.459	— 25 621	920.152	— 12.795
Autres engagements à vue	571 736	+ 27.802	463 372	+ 40 943
Autres engagements	19.978	+ 156	4 709	+ 1.615

Comparaison avec 1894 et 1893
(Millions de marks)

Stock métallique	1893	1894	1895
31 janv. ...	901,5	880,0	1091,8
7 fév. ...	899,8	883,6	1098,1
15 — ...	913,8	904,4	1112,0
23 — ...	929,1	918,7	»
28 — ...	924,3	913,5	»

Lettres de change et prêts sur titres	1893	1894	1895
31 janv. ...	586.6	565,3	576.7
7 fév. ...	565,8	558,9	556.0
15 — ...	555.8	571.6	540.9
23 — ...	558.9	584.5	»
28 — ...	564,0	586,7	»

Circulation	1893	1894	1895
31 janv. ...	987,7	953,2	1055.6
7 fév. ...	952,9	932,9	1024,0
15 — ...	923,6	920,2	998,4
23 — ...	904.6	892,9	»
28 — ...	927,9	908,6	»

Réserve de billets	1893	1894	1895
31 janv. ...	238,2	255,0	258,6
7 fév. ...	269,6	284,0	297,1
15 — ...	317.1	325,2	338,4
23 — ...	350.4	35[illegible],3	»
28 — ...	322,6	334,0	»

Rapport de la Banque de l'Empire. — D'après le rapport présenté au Comité central de la Banque de l'Empire, la situation de cette Institution s'est encore [illegible] L'encaisse métallique dépasse de 210 millions celle de l'année 1894 et de 201 millions ce[illegible] de 1893.

Les monnaies étrangères y entrent pour un excédent de 116 et de 215 millions de M. La couverture nécessaire à la circulation offre un excédent de 106 millions.

Malgré la hausse des cours du change, il n'est pas question de relever le taux de l'intérêt.

Les Contributions indirectes en Alsace-Lorraine. — M. Kübler a présenté, à la Délégation d'Alsace-Lorraine, au nom de la troisième Commission, le rapport sur le budget de l'Administration des douanes et contributions indirectes et de l'enregistrement. Dans la discussion du budget, le Gouvernement a fait à la Commission les communications suivantes :

L'impôt sur le vin a produit, en 1892-93, une recette de 944.169 marks, y compris 3.142 m. d'impôt sur le vin fabriqué au moyen de raisins de Corinthe. La quantité de vin étranger employé, en 1893, pour le coupage, sous contrôle douanier, s'est chiffrée par 25.000 hectolitres, contre 30.000 en 1892. L'importation de raisins tend à diminuer : en 1892, elle a été de 64.000 quintaux métriques ; en 1893, de 31.000, et en 1894, de 34.000.

Les recettes provenant de l'impôt sur la bière ne cessent de s'accroître. En 1893 94, elles ont été de 2.809.000 marks, contre 2.756.000 m. en 1892-93. Le droit de transit, compris dans ces chiffres, a été de 793.000 m. en 1892-93 et de 826.000 m. en 1893-94. Le nombre des débits de boissons s'est considérablement accru pendant le dernier exercice. Il était de 9 504 au 1er avril 1894 et de 9.764 au 1er janvier 1895. Les recettes provenant des droits de succession prévues dans le budget de 1893-94 étaient de 2.000.000 de marks ; il en résulte pour l'exercice courant une augmentation de 600.000 marks. Parmi les dépenses non renouvelables figure un crédit de 28.000 m. pour la construction d'un bureau auxiliaire.

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 22 février 1895.

L'argent est toujours abondant au taux de 2 1/4 0/0 et les reports aisés.

Cependant, la Bourse est faible. On ne croit plus à l'imminence de la conversion du 4 0/0 et les Viennois réalisent ici une partie de leurs bénéfices. Avant-hier s'est formée la nouvelle *Banque de l'Allemagne Orientale*, transformée de la Banque privée J. Simon Ve et fils de Kœnigsberg.

Les valeurs minières et les charbonnages se relèvent ; mais les Consolidés restent bien tenus.

Le dividende de la *Banque de l'Empire* est décidément de 6 26 0/0; celui de la *Dresdner Bank* a été fixé à 7 0/0.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 21 février 1895.

Le Vote de l'Adresse. — La Majorité. — Interpellation sur Madagascar. — Affaires égyptiennes. — L'Emprunt américain. — La Hausse du chèque sur Paris.

Comme je vous le faisais prévoir la semaine dernière, la discussion de l'Adresse s'est terminée sans gros incidents, et le Gouvernement a pu retrouver une majorité de quatorze voix, majorité peu importante, mais que les calculs les plus optimistes ne pouvaient faire prévoir comme supérieure : les parnellistes votant contre le Cabinet, la majorité normale de 33 voix devait être en effet réduite à ce chiffre.

Le Gouvernement n'aurait plus maintenant qu'à se laisser vivre tranquillement, s'il n'y avait pas la politique extérieure qui menace de lui causer bien des déboires, à cause de l'attitude hésitante qu'il a dû prendre et des concessions qu'il a dû faire à l'intolérance chauvine d'un certain groupe.

La discussion relative à Madagascar vient de nous montrer, une fois de plus, l'attitude embarrassée du Gouvernement pris entre le désir de ne pas mécontenter les nationalistes et de ne pas créer un conflit avec une puissance étrangère. Aux demandes de M. William Johnston et de M. Gibson Bawles, sir Edward Grey a répondu que le Gouvernement n'avait pas l'intention de publier une proclamation de neutralité ; il reconnaît donc que les opérations entreprises par la France ont le caractère d'une simple répression, mais, par contre, il n'est tenu à aucune des obligations qu'il eût dû respecter s'il s'était déclaré neutre.

Cette attitude en partie double manque évidemment de clarté et de sincérité, mais il n'y a pas lieu d'insister aujourd'hui sur ce point. Nous n'avons qu'à constater que les premiers débats qui viennent de se terminer par le vote de l'Adresse n'ont ni entamé ni fortifié la position du Gouvernement. Elle reste assez précaire.

J'en aurai fini avec les événements politiques en vous signalant la campagne que la presse anglaise paraît vouloir reprendre contre le Khédive. Les résistances que les Anglais éprouvent en Egypte pour y asseoir leur autorité, ont le don de les exaspérer, et ils ne peuvent se faire à l'idée que le khédive Abbas Pacha ne se contente pas d'être un souverain décoratif. De là à découvrir les « sourdes intrigues de la France » et à les dénoncer, il n'y a pas loin. C'est ce que fait déjà le *Times* qui, prévoyant des troubles prochains, paraît vouloir fournir à l'Angleterre une occasion de fortifier son intervention.

L'emprunt américain a été la grave préoccupation du marché : avant que l'on connût les conditions de l'opération, l'emprunt faisait déjà une prime importante et les guichets ont été ouverts aujourd'hui pendant deux heures à peine.

Samedi dernier, l'Assemblée américaine ayant voté contre l'emprunt or 3 0/0, il ne restait à M. Cleveland, qui avait proposé cet emprunt ou un 3 1/2 0/0 en monnaie métallique, qu'à exécuter l'arrangement contracté avec les maisons Rothschild et Morgan, d'après lequel, sur le refus du Congrès d'autoriser l'emprunt 3 0/0 en or, l'intérêt et le remboursement de l'emprunt seraient payables en monnaie légale des Etats-Unis.

Les maisons Rothschild et Morgan ont pris la moitié de l'emprunt 4 0/0 de 62.317.500 fr. ; le prix de l'émission a été fixé à 113 1/2, soit 227 liv. st. pour 1.000 doll. de l'emprunt ; le premier coupon de 3 sh. sera payable dès le 1er août prochain à Londres et les coupons suivants seront payés à New-York.

L'approche de l'émission a eu une première conséquence qui a causé un certain émoi sur le marché, celle de provoquer une élévation du prix du chèque sur Paris. Cette hausse est due principalement à la tactique des financiers parisiens qui ont voulu se pourvoir afin de participer à l'emprunt américain.

Paris n'a pas été, d'ailleurs, la seule place qui ait cherché à se réserver une part du fameux emprunt : de tous côtés les demandes ont été très actives, et le Syndicat américain avait déjà reçu hier, plus d'ordres qu'il n'en fallait pour couvrir deux fois le montant de l'émission.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

20 Février 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés	51 629.960	Dette fixe de l'Etat	11.015.100
		Rentes immobilisées	5.784.900
		Or monnayé et lingots	31.829 960
Total	51.629.960	Total	51.629.960

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	12.478 488
Réserve et profits et pertes	3.457.941	Portefeuille et avances	17.836 649
Trésor et administration publique	9.387 262	Billets en réserve	27.000.865
Comptes particuliers	32.449 237	Or et argent monnayés	2.672.218
Billets à sept jours, etc.	140.780		
Total	59 988.220	Total	59.988.220

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es-compte %
14 Novembre	35.558	25.443	42.593	33.460	26.914	63	»
21 »	35 018	25.111	41.165	32.248	26.706	64	2
28 »	34.-55	25 015	40.782	31.822	26.740	65	»
5 Décembre	34.196	25.257	40.263	32.412	25 739	65	»
12 »	33.743	25.176	39.936	32.427	25.366	63	»
19 »	33.362	25 325	38.868	31.886	24 8.7	63	»
26 »	32.547	25.676	37.087	31.272	23.670	63	»
2 Janvier	33 091	25.918	41.797	38.714	23.972	53	»
9 »	33.880	25.519	45.0.8	37.982	25 16.	55	»
16 »	34.601	25.202	41.577	33.525	26.202	62	»
23 »	35.3 8	25.015	41.107	32.113	27.142	65	»
30 »	35 946	24.926	40.104	30.392	27.819	69	»
6 Février	35.801	25.119	40.473	30.139	28.481	70	»
13 »	37 043	21 725	41 106	30.130	29.118	70	»
20 »	37.502	24.629	41.836	30.315	29.673	70	»

Les Joint-stock Bank Métropolitaines. — L'*Economist* publie une étude complète sur les *Joint-stock Bank* métropolitaines du 1er janvier au 31 décembre 1894. Nous en détachons les renseignements suivants :

Voici d'abord la liste des Etablissements considérés : *Banques purement métropolitaines :* London and Westminster, Lim.; Union, Lim.; Glyn, Mills, Currie and Co; London Joint-stock, Lim.; City, Lim.; London and South Western, Lim.; Consolidated, Lim.; Martins, Lim. *Banques ayant des succursales en province :* National Provincial, Lim.; London and County, Lim.; Lloyds, Lim.; Capital and Counties, Lim.; Williams and Man and Sal., Lim.; London and Middland, Lim ; Parr's and alliance, Lim.; London and Provincial, Lim.; Prescott, Dimsdale, Lim.

Bien que les Banques ne donnent qu'un intérêt fort restreint, le total des dépôts continue de progresser, l'augmentation actuelle dépassant le chiffre le plus élevé qui ait jamais été atteint. Ce total, qui était de 231 millions de livres en 1893, est au 31 décembre 1894 d'environ 250 millions. La plus forte partie de cette augmentation provient des Banques du second groupe, mais les Banques purement métropolitaines montrent aussi une sensible augmentation.

Dans le premier groupe, le montant total du capital payé et des réserves s'élève à 15.402.000 liv., contre 15.444.000 liv. en 1894; dans le second groupe, nous trouvons une différence plus importante : 19.169.000 liv. au lieu de 18.974.000 liv.

Les acceptations des deux groupes n'ont pas eu une vive animation. Bien qu'elles bénéficient d'une certaine augmentation, le total est encore loin de celui atteint il y a cinq ou six ans. L'augmentation est de 858 000 livres. Elles ont produit 14.682.000 liv. au lieu de 13.824.000.

Un tiers de l'augmentation de 16 millions de livres constatée dans les dépôts a trouvé son emploi dans les escomptes et avances; un montant égal est appliqué à l'argent à vue. Trois millions environ restent en caisse et deux millions ont été placés en valeurs. Le montant total à la disposition des Banques des deux groupes, au 31 décembre 1894, était de :

	Liv. st.
Dépôts	249.690.000
Capital et réserve	34.571.000
	284.261.000
Contre ce total, elles ont :	
Encaisse	31.185.000
Argent à vue	31.950.000
Placements	61.585.000
	129.720.000
Escomptes et avances	151.423.000

Comparé avec les dépôts seuls, l'encaisse est de 14.5 0/0; l'argent à vue, 12.7 0/0, et les titres, 24.7 0/0.

Au 31 décembre 1893, la proportion était respectivement de 14.5, 12.7, 24.7.

Bien que la situation des Banques paraisse s'être améliorée sur chaque chapitre, la situation, pour les actionnaires, ne s'est guère modifiée. Les Joint stock ont eu des bénéfices un peu supérieurs aux autres ; mais, même dans leur cas, la répartition ne te de 8 sh. 7 d. sur les ressources totales eût été considérée, il y a quelques années, comme un résultat désastreux. Les autres, quoique souffrant une réduction, ont, comme de coutume, un résultat meilleur dû à leurs affaires provinciales. Les bénéfices nets du premier groupe sont en moyenne de 8 sh. 6 d. 0/0 pour le deuxième semestre contre 10 sh. 10 d. pour le deuxième semestre 1893 et 12 sh. 9 d. pour le deuxième semestrs 1889, ce qui fait, en l'espace de 5 ans, une diminution de bénéfices de 30 0/0 en moyenne.

Les Banques ayant des succursales en province ont, comme de coutume, un dividende supérieur à celles du premier groupe, mais ce bénéfice est encore au-dessous de ce qu'il était autrefois.

Avec l'augmentation constante des dépôt à vue et l'augmentation des facilités demandées par la clientèle, les dépenses s'accroissent considérablement. Les diminutions de bénéfices ont frappé presque uniquement les dividendes; les réserves ont été maintenues.

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 22 février 1895.

Le marché s'est occupé très activement pendant la plus grande partie de la semaine de l'emprunt américain et cette grosse opération, dont le succès a été très grand, continue à exercer une excellente influence sur la place. La souscription n'a pas duré deux heures : ouverte et close mercredi, la prime a atteint 4 1/2 pour s'élever depuis à 5 0/0.

Le marché étranger, un peu impressionné par la lourdeur de Paris, reprend plus d'aisance : les offres prédominent cependant en fonds Egyptiens, à la suite des nouvelles relatives aux tentatives d'indépendance du Khédive et à la nouvelle campagne entreprise par la presse.

Les valeurs libellées en argent, poussées par la spéculation, perdent de leur entrain par le désir de réaliser : c'est ainsi que les Roupies, les Mexicains et les Chinois fléchissent.

L'Uruguay et le Vénézuela sont également faibles ; les Brésiliens, au contraire, progressent sensiblement. On considère comme conclu l'emprunt intérieur de 100.000 contos de reis, destiné à racheter une partie du papier-monnaie. On assure que de nombreuses Maisons de banque de Londres, Paris et Berlin participent à l'opération.

Les Chemins américains sont délaissés.

La Chambre des Communes a discuté hier l'interpellation sur le droit de douanes de 5 0/0 établi récemment sur les cotonnades importées aux Indes. Cette interpellation était demandée par les manufacturiers du Lancashire. Les bruits les plus pessimistes couraient sur la séance, mais l'événement a montré que ces craintes étaient vaines. Sir William Harcourt a expliqué que l'établissement du droit était nécessaire pour rétablir les finances de l'Inde, et la motion des manufacturiers a été repoussée par 304 voix contre 109.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 20 février 1895.

La Mort de l'archiduc Albert. — Retour de l'Empereur-Roi à Vienne. — La Spéculation à la Bourse de Budapest — Le Budget hongrois de 1895. — Les Valeurs à lots à la Bourse de Vienne. — La Conversion des obligations 5 0/0 de la « Staatsbahn ». — Le taux de 3 0/0.

La mort du généralissime ou plutôt de l'inspecteur général de l'armée est un deuil national ici. Fils de

l'archiduc Charles, l'adversaire de Napoléon I[er] à Essling et à Wagram, l'archiduc Frédéric-Rodolphe-Albert était un soldat dans toute l'acception du mot. Pendant la campagne de 1866, il battit les Italiens à Custozza; déjà en 1859, il avait remporté sur les Piémontais la victoire de Novare. Depuis, il n'avait cessé de se consacrer à l'armée.

En mai 1844, l'archiduc Albert épousa la princesse Hildegarde de Bavière, morte vingt ans après; de ce mariage naquirent deux filles, dont l'une, l'archiduchesse Mathilde, succomba en 1867 aux suites d'un terrible accident : sa robe prit feu au moment où elle se disposait à aller au bal. Son autre fille, Marie-Thérèse, a épousé le grand-duc Guillaume de Wurtemberg.

François-Joseph a reçu la triste nouvelle au Cap Saint-Martin d'où il est, vous le savez, revenu aussitôt pour présider aux préparatifs des funérailles de celui qu'il appelait son meilleur ami. A Vienne, comme à Budapest, le Parlement a levé la séance en signe de deuil.

Au cours de la discussion du budget à la Chambre hongroise, un député, M. Visontai, développant un amendement relatif aux spéculations de Bourse, a reproché à l'ancien ministre des finances, M. Wekerlé de ne pas avoir réagi contre le jeu sur le marché; M. Wekerlé a répondu en déclarant qu'il avait pris des mesures contre la spéculation malsaine en s'entendant avec les grands Etablissements de crédit et avec le Comité de la Bourse; en outre, les fonctionnaires convaincus de s'être livrés au jeu étaient l'objet de mesures disciplinaires.

L'amendement de M. Visontai a été repoussé et, après ce débat, le Ministre des finances transleithanien a déposé la loi de finances hongroises pour 1895. Dans ce projet, qui ne diffère guère de celui que vous avez publié dans l'*Economiste Européen* du 13 octobre 1894 (nº 144, 6e vol. p. 473) les dépenses *ordinaires* sont évaluées, en chiffres ronds, à 421 millions de florins, les dépenses *transitoires* à 20 millions 700 mille florins, les *placements de fonds* à 20 millions, et les *dépenses extraordinaires* à 8 millions 600 mille florins, soit un total de 468.528.061 florins.

Les *recettes* étant évaluées à 468.750.257 florins, l'excédent budgétaire de l'exercice 1895 ressortirait à 22.196 florins. J'aurai l'occasion d'y revenir.

La baisse des Lots turcs qui s'est produite ces temps derniers à la Bourse de Vienne doit être attribuée à une récente mesure du Département des finances. Dans une note adressée à la Chambre de la Bourse, le Ministre lui rappelle les dispositions d'un ancien arrêté en vertu duquel il est défendu de spéculer sur les chances de tirages des valeurs à lot étrangères. Depuis quelque temps, de grosses transactions s'opéraient sur les gains éventuels devant résulter des tirages; mais la note du Gouvernement y met fin.

Le vent est, du reste, à la révision des règlements de Bourse dans la Monarchie. C'est ainsi que la Chambre syndicale de Budapest a décidé d'exercer un contrôle sévère sur les transactions; le Tribunal arbitral annulera les opérations jugées illicites et, en ce qui concerne les transactions à terme sur les titres des Sociétés par actions, elles ne seront admises qu'autant que ces Sociétés auront un capital actions de 8 millions de florins au minimum. Ces mesures sont la conséquence de l'interpellation Visontai, dont je vous parlais tout à l'heure.

Nous pouvons considérer comme prochaine la conversion des priorités 5 0/0 de la *Staatsbahn*, qui vient d'être autorisée par le Gouvernement. Il s'agit, comme vous le savez, de 32 millions 440 mille florins d'obligations devant être remplacées par des titres 3 0/0. Bien entendu, la conversion sera facultative, mais, pour allécher les porteurs, on délivrera les nouvelles obligations à un cours qui leur laissera une marge suffisante. La *Staatsbahn* est autorisée à contracter un emprunt de 50 millions de florins, à la condition expresse d'en affecter une partie à des placements.

On s'étonne, dans certains milieux, de constater que le Gouvernement n'ait pas adopté le taux de 3 0/0 ou au moins de 3 1/2 0/0 pour la nouvelle émission de Rente or, mais M. de Plener a craint de mécontenter les porteurs étrangers qui détiennent déjà pour 100 millions de florins de titres 4 0/0. Le Ministre des finances n'a pas voulu les effrayer par la perspective d'une conversion.

Informations Économiques et Financières

Les Recettes des Chemins de fer Austro-Hongrois en 1894. — Du 1er janvier au 31 décembre 1894 les *recettes* des Chemins de fer austro-hongrois se sont élevées à 345.405.404 florins, contre 329.551.126 florins pour toute l'année 1893; le nombre des voyageurs a été de 146.685.952 (au lieu de 137.197.948) et la quantité de marchandises transportée de 110.818.068 tonnes (au lieu de 104.243.916).

La *longueur moyenne* des lignes exploitées ayant été de 28.953 kilomètres (au lieu de 28.124 en 1893), la *recette kilométrique* ressort à 11.930 florins, soit, par rapport à 1893, une plus-value de 2,9 0/0.

Les recettes kilométriques varient entre 98.107 florins pour le *Chemin de fer de raccordement de Vienne* et 524 florins pour le *Chemin de fer local de Warasdin-Golubovec.*

Citons entre autres :

	Recettes kilomét. en florins 1894	Différ. sur 1893 0/0
Chemins de fer de l'Etat ou exploités par l'Etat	11.169	+ 6,3
Sudbahn (Chemins lombards), réseau principal et lignes locales autrichiennes	11.129	+ 0,07
Nordbahn (réseau principal)	32.603	+ 4,5
Staatsbahn (lignes autrichiennes)	19.283	+ 1,5
Nordwestbahn (Nord Ouest)	15.988	+ 3,9
Chemin de fer de la vallée de l'Elbe	20.766	— 2,1
— Aussig-Teplitz	60.780	+ 6,3
— Kaschau-Oderberg lig. autric.	35.501	+ 0,1
— Kaschau-Oderberg — hongr.	11.299	+ 2,6
Lignes royales hongroises de l'Etat	12.299	+ 6,2

Le Mouvement des Métaux précieux, en 1894 en Autriche-Hongrie

(En florins)	1894	1893	Différ. sur 1893
Importations	37.688.403	150.391.714	— 112.703.311
Exportations	27.522.039	20.307.275	+ 7.214.764
Différences	+10.166.364	130.084.439	— 119.918.075

Or	1894	1893
Importations		
Métal	5.960.688	»
Monnaies	25.418.600	68.397.640
Entrées totales	31.379.288	68.397.640
Exportations		
Métal	325.962	1.503.760
Monnaies	22.475.468	13.836.690
Sorties totales	22.801.430	15.340.450
Entrées nettes d'or	8.577.858	53.057.190

Les Exportations de Céréales de l'Autriche-Hongrie en 1894. — Pendant l'année 1894, les *exportations* de céréales de la Monarchie se sont élevées à 7.727.880 quintaux métriques (au lieu de 10.113.477 quintaux en 1893), représentant une valeur de 73 mil-

lions 443.045 florins (au lieu de 101.972.093 florins en 1893).

Parallèlement à cette moins-value, nous constatons, pour les *importations*, une augmentation de 2.985.396 quintaux métriques, ou de 21.743.072 fl., soit un total de 6.491.967 quintaux métriques et de 36.770.762 fl.

La plus-value des *importations* porte sur les produits suivants :

	1893	1894
	quintaux	métriques
Maïs............	474.711	2.010.144
Mil	208.783	475.772
Sarrazin	74.042	128.173
Orge............	159.019	748.636
Avoine..........	413.115	1.263.692
Froment	207.224	327.399

Voici, par contre, les diminutions des *exportations* :

	1893	1894
	quintaux	métriques
Maïs............	337.131	110.650
Orge	5.122.920	4.178.356
Avoine..........	914.371	109.073
Froment	761.772	646.238
Malt............	1.368.988	1.292.882
Haricots	1.032.092	1.005.833
Farine	418.200	262.364

La Production du Sucre en Autriche-Hongrie. — Les statistiques relatives à la production et au stock du sucre pendant les cinq premiers mois de la campagne 1894-95, c'est-à-dire d'août à décembre 1894, s'établissent comme suit :

	En quintaux métriques 1894	Différ. sur 1893
Stock existant en août......	1.081.828	+ 291.081
Production.................	8.038.911	+ 1.272.713
Total....	9.120.739	+ 1.563.794
Exportation................	2.011.950	— 36.787
Consommation indigène....	1.487.318	+ 238.789
Stock au 31 décembre...	5.621.472	+ 1.360.791

Malgré l'importance des stocks existant au début de la campagne, la production du sucre s'est accrue de 1 million 272 mille quintaux métriques, soit de près de 20 0/0. Cette plus-value se répartit en 1.036.000 quintaux métriques pour la Bohême, en 181.000 quintaux pour les régions de la Moravie et de la Silésie, et en 55.000 quintaux seulement pour la Hongrie, où trois nouvelles usines ont été créées.

Quant à l'exportation sucrière de la Monarchie, elle a perdu 35.000 quintaux métriques par rapport à 1893. Par contre, la consommation indigène a augmenté.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 22 février 1895.

Le resserrement monétaire qui s'est accentué sur le marché viennois, a provoqué des réalisations pendant une ou deux séances ; toutefois, les rachats effectués en fin de semaine ont maintenu la fermeté. On constate même une orientation à la hausse.

En somme, la spéculation se tient sur l'expectative.

On annonce que le Syndicat Rothschild a déjà vendu 17 millions de florins rente-or autrichienne, sur les 25 millions pris ferme, et qu'il a acheté, par contre, sur le marché libre de Berlin pour 10 millions de marks d'or.

BULGARIE

Le Commerce Extérieur de la Bulgarie en 1894. — Les statistiques provisoires du commerce extérieur de la Bulgarie, pendant toute l'année 1894, accusent un total de 99.229.193 francs pour les *Importations* et de 72.850.675 francs pour les *Exportations*.

En 1893, les *Importations* s'étaient élevées à 90 millions 867.800 francs et les *Exportations* à 91.163.613 francs.

L'excédent des importations sur les exportations ressortirait ainsi à 26.378.518 francs.

Parmi les importations, les provenances d'Autriche-Hongrie (comprenant les produits d'origine allemande), figurent pour 36 0/0 environ.

Voici, au surplus, la répartition du mouvement par pays :

	Importations (En francs)	Exportations
Autriche-Hongrie	35.105.785	2.881.902
Allemagne	12.096.558	11.951.960
Angleterre	20 273.236	12.302.795
Belgique	1.711.080	3.252.209
France..........	3.740.464	8.720.453
Grèce	535.322	165.682
Hollande	62.344	396.420
Italie	2.694.645	548.390
Roumanie.......	2.828.296	727 374
Russie..........	4.946.722	42.923
Serbie	1.147.014	132.123
Suisse..........	1.000.878	39.293
Turquie	12.785.907	26.794.851
Autres pays.....	150.612	4.894.291

Si on compare ces chiffres à ceux de 1893, on constate :

1° aux *Importations*, des plus-values de 3.340.632 francs pour les provenances d'Autriche-Hongrie, de 2.029.000 fr. pour l'Angleterre, de 529.000 fr. pour la Roumanie et de 3.269.000 fr. pour la Turquie. Par contre, il y a des moins-values de 1.643.000 fr. pour l'Allemagne et de 290.000 fr. pour la France ;

2° Aux *Exportations*, une plus-value de 1.284.000 fr. pour la Turquie et des moins-values de 4.742.000 fr. pour l'Angleterre, de 3.869.000 fr. pour l'Allemagne, de 5.396.000 fr. pour la Roumanie et de 6.454.000 fr. pour la France.

Les Caisses agricoles en Bulgarie. — Au moment où il est question d'émettre un emprunt de 10 millions de francs pour augmenter le capital des Caisses agricoles de la Bulgarie — dit notre confrère la *Bulgarische Handelszeitung* — il est intéressant d'examiner la situation de ces Etablissements de crédit fondés en 1869.

Le capital primitif a été constitué au moyen d'une retenue annuelle de 1 0/0 sur les récoltes de céréales des cultivateurs de l'Empire ottoman. Cinq ans après la création des Caisses, le Gouvernement ottoman retira aux cultivateurs (actionnaires) leurs droits en les transférant aux communes au fur et à mesure des remboursements effectués par ces dernières aux intéressés.

Depuis le 1er janvier 1881, le mouvement des Caisses agricoles a été le suivant :

1er janvier	1881.....Fr.	5.972.073 43
—	1882	6.319.627 34
—	1883	6 850.930 08
—	1884	7.473.617 »
—	1885	8.312.150 02
—	1886	8.988.529 15
—	1887	14.231.438 72
—	1888	14.622.116 21
—	1889	15.565.223 16
—	1890	16.528.274 97
—	1891	17.752.488 74
—	1892	17.531.970 27
—	1893	18.291.442 »
—	1894	19.381.414 88
1er septembre	1894........	21.851.829 82

En outre, à la date du 1er septembre 1894, les Caisses agricoles disposaient des sommes suivantes :

Fonds des orphelins ......Fr.	4.431.729
Emprunt de la Banque Nationale Bulgare	3.220.845
Dépôts........................	3.110.577
Total..........Fr.	10.763.151

Les Sociétés de Caisses d'Epargne en Bulgarie. — La Société bulgare de Caisse d'Epargne *Druschba*, à Varna, au capital de 98.900 francs, accuse un bénéfice de 63.878 francs pour la période comprise entre le 1er décembre 1893 et le 30 novembre 1894.

La Société *Dunaw*, à Sistow, au capital de 80.000 francs, constituée en janvier 1893, a réalisé, pendant la première période de 11 mois, 10.379 francs de bénéfices. Cette Société va fusionner avec la *Première Caisse d'Epargne* de Sistow.

Enfin, le Syndicat d'épargne *Dobrina*, existant à Provadia depuis 1892, au capital de 87.652 francs, accuse 11.561 francs de bénéfices pour l'année 1894.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 20 février 1895.

Les Négociations avec le Maroc. — La Question des Chemins de fer : la situation du « Nord-Espagne ». — Le Budget de la ville de Madrid pour 1895-96.

L'entente ne paraît pas près de se faire avec le Maroc sur la délimitation de la zone frontière aux abords de Melilla ; mais M. Groizard, minis re des affaires étrangères, a été chargé par ses collègues de déclarer à Sidi Brisha, l'ambassadeur de Sa Majesté chérifienne, que l'Espagne exigeait le paiement immédiat des sommes échues sur l'indemnité de guerre. Les choses en sont là et, en attendant que les deux parties soient définitivement d'accord, Sidi Brisha a remis au Gouverneur civil de Madrid, duc de Tamames, une somme de 10.000 pesetas, pour être répartie entre les pauvres de la capitale !

La grosse question du jour, c'est la situation faite aux Compagnies de chemins de fer par suite des atermoiements du Gouvernement, qui subit, dans l'espèce, l'influence de M. Gamazo. L'ancien Ministre des finances a su faire prévaloir ses idées et, pour peu que cela dure, nous sommes exposés à des surprises désagréables.

En effet, la Compagnie du *Nord-Espagne* est dans une situation assez critique, avec une dette flottante de 22 à 25 millions et l'impossibilité de se procurer des avances pour le paiement du coupon de mars. Les établissements de crédit qui lui sont déjà venus en aide ne veulent pas courir de nouveaux risques, avec des garanties plus qu'aléatoires ; si on ne trouve pas une combinaison assurant à la Compagnie, d'ici à quinze jours, une somme de 18 millions (en chiffres ronds), nous avons la perspective d'une suspension de paiements. Actuellement, les représentants des diverses Compagnies sont à Madrid pour négocier avec le Gouvernement, et tout espoir d'entente n'est pas perdu ; mais il faut se hâter.

Non seulement le Ministre n'a rien fait pour les Chemins de fer, mais il leur a même demandé de diminuer leurs tarifs de transport des produits agricoles. Il eût été désirable, à ce propos, que toutes les Compagnies fissent preuve de solidarité, au lieu d'agir isolément, comme c'est le cas du *Madrid à Saragosse*, dont les mobiles sont inconnus.

Un relèvement général des tarifs — ce qui est le droit strict des Compagnies — aurait remué l'opinion publique et forcé la main au Gouvernement. Et ce relèvement était d'autant plus justifié que les violents ouragans de décembre et janvier ont eu pour effet de détruire les remblais sur nombre de points et d'interrompre les communications ; de là une baisse sensible des recettes.

Actuellement les Cortès discutent une modification à la loi relative aux suspensions de paiements ; la procédure serait simplifiée et, moyennant l'adhésion des 2/5 des créanciers, les services continueraient à fonctionner sous certaines conditions. Espérons, toutefois, que la Compagnie du *Nord-Espagne* n'aura pas l'occasion de bénéficier de cette nouvelle législation !

La Commission municipale des finances de Madrid, composée en majeure partie de conseillers conservateurs, a arrêté, sous la présidence de M. Galvez Holguin, le budget ordinaire de l'exercice 1895-96.

Les dépenses évaluées à 30 222.199 p. 56, sont balancées par un chiffre égal de recettes.

Parmi les innovations que renferme ce projet de budget municipal, nous citerons l'augmentation prévue pour le rendement des taxes de consommation, dont le total s'élève à 20 millions de pesetas ; on a pris pour base les recettes actuelles.

Malgré cette plus-value, les taxes n'ont pas été élevées ; on a même exempté de tous droits les articles rentrant dans la catégorie des matières premières pour constructions, en réduisant, d'autre part, plusieurs facteurs, tels que les licences pour les ouvertures de débits de boissons.

L'augmentation est calculée sur les impôts suivants : vélocipèdes, kiosques sur la voie publique, licences de constructions, qui, pour l'exercice en cours, accusent de notables plus-values sur les prévisions.

Quant aux dépenses, la Commission des finances a réduit celles relatives au service des bouages ; en vertu d'un nouveau contrat on réalisera de ce chef 100.000 pesetas d'économies. Par contre, la nouvelle organisation du service des incendies inaugurée par le comte de Romanones, entraîne un supplément de charges annuelles de 268.972 pesetas ; la police à cheval coûte, d'autre part, 64.000 pesetas de plus qu'actuellement.

Ce projet, inspiré par le comte de Romanones et soutenu par les membres conservateurs de la Municipalité, a été bien accueilli ; il est sagement conçu, mais il ne faut pas se réjouir autre mesure, car aussi longtemps qu'on n'aura pas modifié le système budgétaire de la Ville, les gaspillages sont à craindre.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 4 février (5 semaines)

	1892	1893	1894	1895
	Pesetas			
Andalous (891 kil.)	1 370.895	1 332 673	1.337 163	940 899
Nord de l'Espagne (1959 k.)	5.285.821	4.977 191	5 057 559	4.3[illegible]3 701
Asturies (741 kil.)	821 017	992 289	1.033.497	761.440
Lérida-Reus (103 kil.) . .	162 042	1[illegible]2 723	137 134	132.673
Almausa-Valence (460 kil.)	1.136 881	1 052 168	1 078.157	971 561
Saragosse (2672 kil.)......	5.126.286	4.853 771	4 613 8[illegible]7	4.290.166

La Compagnie fermière des Tabacs en Espagne. — Les ventes se sont élevées, pour toute l'année 1894, à 79.535.927 pesetas, en augmentation de 717.649 pesetas sur l'exercice antérieur.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 22 février 1895.

Malgré la bonne tenue relative de l'*Extérieure*, les transactions sont nulles à la Bourse de Madrid.

On attend la solution pour les Compagnies de Chemins de fer qui, pour les raisons exposées dans ma lettre de mercredi, ne saurait être différée plus longtemps.

Au surplus, le marché est très chargé et on n'entrevoit pas la hausse.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 20 février 1895.

Le Cas de M. Giolitti. — Le Cabinet Crispi et le Marché financier. — Un Arrêt du Tribunal de Gênes : La Taxe sur la Richesse mobilière à la charge des Municipalités. — Les Chemins de Fer Secondaires Sard s. — La Banque de Rome.

Les amis de M. Giolitti, en villégiature à Berlin depuis plusieurs semaines, annoncent son retour pour aujourd'hui ; l'ancien Président du Conseil veut répondre au mandat de comparution qui a été lancé contre lui le 23 courant. Mais la Chambre des mises en accusation n'a pas encore décidé si le procès relatif à la soustraction de documents à la Banque Romaine serait joint aux actions pour faux et diffamation intentées à M. Giolitti.

Le marché financier continue à suivre l'impulsion des haussiers qui escomptent les succès électoraux probables du Cabinet actuel ; il suffit de jeter un coup d'œil rétrospectif sur la cote pour s'en convaincre. En effet, depuis trois mois, la Rente est montée de 6 à 7 0/0 environ, et les actions de la *Banque d'Italie* ont progressé de plus de 100 lire ; ce résultat est dû à l'annonce d'un dividence de 15 lire par action et à la conviction, acquise par le public, que la Banque sera bientôt le seul Institut d'émission du Royaume. Sans doute, on connaît les difficultés au milieu desquelles se débat la *Banque d'Italie*, mais l'appui du Gouvernement lui est assuré.

Le tribunal de Gênes vient de rendre un arrêt qui intéresse les porteurs de titres des Villes italiennes ; il a décidé, en effet, sur la demande de la Chambre de commerce de Gênes, que la taxe sur la richesse mobilière, appliquée aux obligations de l'emprunt municipal, devait être intégralement supportée par la Ville, sous peine, par celle-ci, de rembourser le capital.

J'ajoute qu'au lieu d'aller en appel, comme c'était son droit, l'Administration municipale s'est soumise à la décision dont il s'agit, donnant ainsi un exemple que ne suivront peut-être pas toutes les municipalités du Royaume.

D'autre part, le Conseil d'administration de la *Société des Chemins de fer secondaires sardes*, dont le siège est à Turin, a résolu de ne faire aucune retenue sur le coupon de 18 l. 50 représentant le dividende de 1894, en dépit du fameux amendement Antonelli. Cette décision sera soumise à l'assemblée ordinaire convoquée pour le 14 mars.

Le capital de la Société dont il s'agit, s'élevant à 15 millions, est représenté par 60.000 actions de 250 lire dont 6.000 ont déjà été amorties ; la Maison Born et Busse de Berlin en détenait récemment 24.000 qu'elle a achetées partie à la liquidation de la Banque de Turin et partie à d'autres Etablissements italiens ; mais d'après le *Bolleitino delle Finanze*, elle en aurait rétrocédé 6.000 à la Banque des Chemins de fer à Bruxelles.

Le Conseil d'administration de la *Banque de Rome* a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la répartition d'un dividende de 7 l. 50 par action.

Actuellement le cours de ces titres libérés de 500 lire oscille aux environs de 145 lire. Aussi bien la *Banque de Rome*, qui est en relations suivies avec le Vatican, a souffert de la crise générale des Etablissements de Crédit italiens ; mais si elle n'a pas subi le sort du Crédit Mobilier, de la Banque Générale et de la Banque romaine, c'est, assure-t-on, grâce à l'intervention du Pape qui a fait acheter et payer comptant, sur les fonds du denier de saint Pierre, plusieurs palais romains appartenant à la Banque de Rome.

Informations Économiques et Financières

Les Coupons de la Rente Italienne. — Les relevés relatifs aux paiements de coupons de la Rente italienne permettent de se faire une idée approximative du mouvement des titres pendant le 2e semestre de 1894.

Il y a lieu de constater, tout d'abord, que, pendant le mois de janvier dernier, les paiements de coupons ne se sont élevés qu'à 90 millions de lire, tandis qu'en janvier et en juillet 1894 ils se chiffraient par 97 millions de lire, en chiffres ronds.

Cette différence ne provient pas d'une diminution de sommes à payer ; elle est exclusivement due à l'économie qu'a réalisée le Gouvernement du chef de la surtaxe de l'impôt sur le revenu, élevé, on le sait, de 13 1/5 à 20 0/0.

En janvier 1894 on avait constaté qu'il y avait, dans le pays même beaucoup plus de coupons qu'autrefois et que le chiffre à l'étranger avait considérablement baissé.

Voici, en effet, la décomposition des paiements de janvier 1894 pour la rente italienne 5 0/0 : en Italie, 63 1/2 millions de lire ; à l'étranger 34 millions (tandis qu'en janvier 1893 en avait payé : en Italie, 18 millions et à l'étranger 81 1/2 millions).

En juillet 1894 on avait payé : en Italie, 63 millions ; à l'étranger, 34 millions (dont : 16 millions 180 mille lire en France. 14 millions 670 mille lire en Allemagne et 3 millions 240 mille lire en Angleterre).

En janvier 1895 on a payé : en Italie, 58 millions ; à l'étranger 32 millions (dont 15 millions 300 mille lire à Paris. 13 millions 600 mille lire à Berlin et 3 millions 100 mille lire à Londres).

Mais il y a lieu de considérer que, en juillet 1894, l'impôt n'était que de 13 1/5 0/0, tandis que, en janvier 1895, il s'élevait à 20 0/0.

Voici la situation approximative des titres placés à l'étranger, en juillet 1894 et janvier 1895 :

	Juillet 1894	Janvier 1895
	—	—
	En millions de lire	
Paris	812	765
Berlin	710	680
Londres	148	155
Totaux	1.670	1.600

Les portefeuilles français auraient donc, d'après ces données, réduit, pendant le dernier semestre, leur stock de rente italienne de 50 millions, tandis que les Allemands le diminuaient de 30 millions et que les Anglais l'augmentaient de 6 millions.

En résumé, les intérêts annuels de la Rente consolidée italienne s'établissaient comme suit, au 31 décembre 1893 :

	en lire
Rente nominative	196.108.285
— mixte	2.551.370
— au porteur	243.702.585
Soit un total de	441.702.585

Depuis cette date, il n'y a pas eu de nouvelles émissions.

Voici, enfin, la décomposition du capital de cette dette :

	en lire
Rente nominative	3.925.165.700
— mixte	51.087.400
— au porteur	3.260.796.600
Total en Italie	7.237.049.700
— à l'étranger	1.600.000.000
Total général	8.837.049.700

Le Monopole des Tabacs en Italie, en 1894-94. — Pendant l'exercice financier 1893 94, les recettes du Monopole des tabacs se sont élevées à 192 668.692 lire, en plus-value de 668.692 lire sur les prévisions et de 406.794 lire sur les recettes de l'exercice antérieur.

Ce chiffre se décompose comme suit :

Ventes dans le Royaume : 189.592 451 lire (pour 17.207.570 kilogrammes), contre 189.480.458 lire (pour 16.996.965 kilogrammes) en 1892-93 ;

Expéditions à l'étranger : 672.390 lire (pour 113.027 kilogrammes), contre 597.395 lire (pour 100.358 kilogrammes) en 1892-92.

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 22 février 1895.

Après un début de la semaine ferme et mouvementé, le marché a faibli, mais les réalisations ayant été limitées, il y a tout lieu de croire à une reprise.

On annonce que l'*Institut Italien de Crédit Foncier* a placé les 20.000 titres dont l'émission avait été décidée ; il n'y aura pas d'autre émission jusqu'à nouvel ordre.

L'assemblée des actionnaires du *Crédit Mobilier Italien* est convoquée pour le 28 mars.

PORTUGAL

LA SITUATION

Lisbonne, 19 février 1895.

Le Contrat entre la Banque et le Trésor. — Le mouvement contre la perception des impôts.

La feuille officielle a publié le 14 courant le décret approuvant le nouveau contrat passé, le 9 février, entre le Gouvernement et la Banque de Portugal. Ce document, fort important et très développé, contient une longue étude de la crise, des moyens employés pour l'enrayer et présente enfin la situation qui résulte du contrat pour le Trésor.

On peut résumer en deux mots cette situation, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir : la Banque de Portugal élève de 9 millions de reis les avances à faire à l'Etat et obtient, à titre de compensation, l'autorisation d'augmenter l'émission des billets de banque jusqu'à concurrence de 63 millions de reis. L' « *Economista* », qui occupe ici la première place parmi les organes économiques, apprécie ainsi cette combinaison : « Ce contrat est un acte excellent d'administration, qui fait le plus grand honneur aux hautes facultés de l'illustre Président du Conseil, Ministre des finances, et qui représente un des plus grands services rendus au pays. Il n'assure pas au Trésor des ressources fort importantes par les quelques centaines de contos qu'il lui fournit annuellement, mais il liquide une partie fort évaluable des désastres du passé, sans grever le présent ni l'avenir de la Banque ou du Trésor, et contribue dans une part notable au rétablissement de nos finances. »

Je doute fort qu'à l'étranger l'enthousiasme soit aussi grand, car l'opération cache en somme un emprunt intérieur : le Gouvernement qui n'a pu trouver à l'étranger l'appui nécessaire, obtient, en effet, par ce moyen, une avance sans intérêts de 6.000 contos et la Banque lui restitue en outre 9.000 contos d'obligations des Tabacs ; elle reçoit en échange pareille somme de Dette intérieure.

Le mouvement de résistance à la perception des impôts que je vous signalais dans ma dernière lettre continue à se manifester, et en attendant que la Cour d'appel de Porto tranche la question, les tribunaux de première instance rendent des jugements contradictoires : les uns donnent raison au contribuable, les autres lui donnent tort, ce qui est peu fait pour donner confiance dans les arrêts de la justice.

En attendant, le Gouvernement, désireux de mettre fin au mouvement ou voulant plutôt lui lancer un défi, a publié un nouveau décret dictatorial autorisant la perception des revenus de l'Etat et leur application aux dépenses de l'exercice 1894-95. Ce décret n'est que la reproduction de celui promulgué le 27 juin 1894 ; son utilité ne se faisait donc guère sentir.

ROUMANIE

Les Comptes provisoires du Budget roumain en 1894-95. — Le Ministre des finances vient de publier les comptes provisoires pour les huit premiers mois de l'exercice 1894-95.

Du 1er avril au 30 novembre 1894, les recettes se sont élevées à 122.302.346 fr. et les dépenses à 117 millions 552.892 fr., soit un excédent de recettes de 4 millions 752.453 fr.

Sur ces chiffres, les encaissements pour le compte propre de l'exercice 1894-95 ont atteint le chiffre de 119.962.117 fr., soit en chiffres ronds 120 millions de francs sur un budget de 203 millions ; il reste donc à encaisser, pendant les dix derniers mois, jusqu'au 30 septembre 1895, date de la clôture définitive de cet exercice, encore 83 millions de francs, chiffre qui, à en juger par la marche des encaissements jusqu'à ce jour, sera pleinement couvert.

En ce qui concerne les dépenses, qui ont atteint, pendant ces huit mois, un total de 117.552.892 fr., elles sont de 101.507 fr. inférieures à celles de la période correspondante de l'année dernière. Si on tient compte des crédits accordés qui *seront annulés*, on trouve que, jusqu'au 30 septembre 1895, date de la clôture de l'exercice, les économies représenteront un chiffre très respectable. Comme conclusion, si le budget de 1894-95 ne se solde pas par un excédent de recettes, il n'y aura certainement pas de déficit.

Situation financière de la Roumanie. — Le *Curierul Financiar* annonce que M. Germani, ministre des finances, a fait distribuer aux Chambres et à la Presse une étude sur la situation du Trésor public pour l'exercice 1893 94.

Le compte définitif pour l'exercice 1893-94 accuse les résultats suivants :

Droits constatés en faveur de l'Etat. Fr.		222.786.273
Droits constatés en faveur des créanciers de l'Etat		200.956.850
Excédent budgétaire...Fr.		21.829.423
De cet excédent budgétaire, si nous retranchons les sommes restant à encaisser de celles restant à payer à la clôture de l'exercice, soit :		
Sommes restant à encaisser.	3.188.983	
Sommes restant à payer....	1.695.690	
		1.493.247
Il en résulte que l'exercice 1893-1894 se solde par un excédent net de revenus de Fr.		20.336.176

La situation du fonds réalisé par les émissions de rente amortissable au 30 novembre 1894, accuse aux *recettes* 51.824.500 fr., dont 45.524.500 fr. sur l'emprunt de 120 millions 4 0/0 contracté en 1894 et 6.500.000 fr. sur l'emprunt contracté pour l'achat des terres et forêts données à la commune de Iassy ; et aux *dépenses* 83.689.943 fr., dont 31.865.442 fr. ont été couverts par une émission de Bons du Trésor pour une valeur de 10.240.750 fr. et par les excédents des budgets ordinaires de 1893-94 et de 1894-95.

La situation générale des crédits extraordinaires couverts par des émissions de rente amortissable et des paiements effectués au 30 novembre 1894, accuse les chiffres suivants :

Crédits accordés par différentes lois, depuis 1881 jusqu'au 30 novembre 1894, 905.423 237 fr. ; crédits annulés par différentes lois, 22.535.315 fr. ; crédits définitifs accordés jusqu'au 30 novembre 1894, 882.887.921 fr. Sur ces crédits, il a été payé, depuis 1881 jusqu'au 30 novembre 1894, 712.183.082 fr.

Les émissions de rente ont été faites au 4 0/0 et au 5 0/0. Le produit net, encaissé par le Trésor, des émissions du 4 0/0 représente 149.917.970 fr. et celui des émissions de rente 5 0/0, 519.363.786 fr.

Les emprunts autorisés, en comparaison de ceux réalisés, représentent les chiffres suivants :

Emprunt autorisés par différentes lois, depuis 1881 jusqu'au 30 novembre 1894..........Fr. 882.887.921
Emprunts réalisés........................ 680.317.640

Les emprunts que le Gouvernement roumain est donc encore en droit de contracter sont de..........................Fr. 202.570.281

Sur l'emprunt de 120 millions de francs, capital nominal, rente amortissable 4 0/0, contracté en septembre 1894, il n'a été pris jusqu'à la fin de novembre 1894 que 50 millions de francs capital nominal, sur le produit net desquels il restait encore non encaissés, au 30 novembre 1894, une somme approximative de 3 686.504 francs. Conséquemment, la somme réelle que le Gouvernement roumain est encore en droit d'emprunter s'élève à 198.883.766 fr.

RUSSIE

LA SITUATION

Saint-Pétersbourg, 17 février 1894.

La Politique autocratique. — Un Ministre accusé. — Bruits de Conversion. — Les Chemins de fer du Sud-Ouest. — Ligne d'Astrakan à Taritzine. — Le Prix du Seigle. — L'Emprunt Finlandais. — La Prescription des Titres et Coupons.

Le nouveau Tsar est décidément fidèle aux traditions paternelles. Comme l'a prouvé son énergique allocution aux représentants des Zemstvos, il n'entend ni abandonner, ni laisser affaiblir les ressorts du pouvoir autocratique.

Comme son père vénéré, il professe la même horreur des malversations.

L'ex-Ministre des voies et communications, dont la démission ou plutôt la révocation fut si cavalièrement prononcée, va, dit-on, s'en apercevoir. Il sera probablement mis en jugement et devra rendre un compte sévère des irrégularités, dont il est accusé.

La situation financière reste toujours excellente, mais il ne faut pas trop prendre au sérieux les bruits de nouvelles conversions des derniers emprunts émis en Europe.

Mais il n'en est pas de même pour les emprunts des Chemins, qui jouissent encore d'un taux d'intérêt élevé. L'Etat n'hésitera pas à les racheter pour bénéficier plus tard de la réduction du prix de l'argent ou lorsqu'une question d'intérêt national ou stratégique sera en jeu.

Les recettes de la Société des Chemins de fer Russes du Sud-Ouest sont en progrès. En novembre dernier, dernier mois dont on ait reçu les résultats, elles se sont élevées à 3.938.887 roubles, en augmentation de 581 mille 742 roubles. Depuis le 1er janvier 1894, elles se sont accrues de 7.569.574 roubles sur un total de 33 millions 683.6.3 roubles relevé en 1893. Il est probable que l'année entière fournira une somme de 40 millions de roubles. Jamais les recettes n'ont atteint une pareille somme. Les anciens actionnaires (le réseau a été racheté) doivent lire ces résultats avec une satisfaction mêlée de regrets. Mais ils auront encore à encaisser un dividende extraordinaire de 4 roubles par action. Ce sera pour eux une fiche de consolation.

En fait de chemins de fer, je vous signale les études entreprises au Ministère des voies de communication pour l'établissement d'un chemin de fer de Tzaritzine à Astrakan. Il est inutile d'en faire ressortir l'importance. La mer Caspienne serait ainsi directement reliée à l'ensemble du réseau ferré de la Russie d'Europe. En même temps, ce serait une diminution sérieuse du temps nécessaire pour les communications avec l'Asie russe.

La situation agricole actuelle laisse fort à désirer en Ukraine. Les affaires en céréales sont languissantes, malgré l'excellent état des routes. Elles sont couvertes de neige et, en Russie, c'est l'idéal. Mais les cours des blés sont trop bas. Le seigle est coté, dans le pays, à 22 copeks par poud, soit 1 r. 32 par 100 kilog.

Comme on évalue les frais de production à 2 r. 44, les propriétaires sont fort inquiets.

Nos voisins de Finlande ne doivent pas être mécontents. Leur emprunt 3 1/2 0/0 a été pris en entier au taux de 97 fr. 35. Il s'agit, vous le savez, d'un capital de 18 millions de marks, c'est-à-dire de francs or, qui sera appliqué à la construction de chemins de fer. Ce sont les grands Etablissements financiers de Paris qui ont souscrit les 7/9 de l'emprunt. Le *Crédit Lyonnais* et la *Banque de Paris et des Pays-Bas* se sont engagés chacun pour 7 millions ; la *Banque de Finlande* a pris le reste. On voit que les financiers français continuent d'apprécier les valeurs russes ou semi-russes comme celles du Grand-Duché de Finlande.

Notre législation spéciale au sujet des titres et des coupons perdus, détruits ou dérobés était trop rigoureuse aux yeux des porteurs étrangers ou français. Le Gouvernement s'en était ému, et, depuis trois mois, le Ministère des finances étudiait les moyens de rapprocher la législature russe des dispositions particulières de la législation française, plus favorable que la nôtre aux porteurs de Rentes. Deux délégués avaient même été envoyés dans ce but à Paris. Il paraît que les études préalables ont abouti. Un ukase du 27 janvier ordonne la préparation d'un règlement qui donnera satisfaction aux porteurs français.

Le capital et les intérêts des titres russes aux porteurs seront au besoin remboursés, sous réserve des droits du Trésor et des détenteurs accidentels.

Des dispositions analogues seront prises pour les coupons des obligations. Désormais, ils ne seront prescrits que dans un délai de dix ans après leur échéance.

La promulgation de cet ukase sera sans doute accueillie avec satisfaction sur le marché de Paris.

La Récolte des Céréales en 1894, en Russie. — Les renseignements suivants complètent les indications générales que nous avons publiées dans l'*Economiste Européen* nº 154, du 22 décembre 1894 :

En 1894, la récolte en Russie a été en général au-dessus de la moyenne. L'avoine et le seigle se sont présentés particulièrement bien, ainsi que les blés d'hiver et de printemps ; l'orge a dépassé la moyenne, mais le maïs est resté au dessous.

Les totaux généraux des récoltes se présentent pour chacune des céréales ainsi qu'il suit :

	Hectolitres
Seigle........................	289.661.400
Froment d'hiver.............	27.836.151
— de printemps.........	71.819.370
Avoine........................	242.535.300
Orge...........................	65.834.160

La production dépasse celle des années normales 1883-1887. L'excédent s'élève, en 1894, pour :

	Hectolitres
Le seigle à..................	29.782.400
Le blé d'hiver à............	1.323.147
Le blé de printemps à.......	8.101.875
L'avoine à..................	22.478.800
L'orge à.....................	10.863.380

Néanmoins, la récolte de l'année 1894 est inférieure de 56.618.418 hectolitres à celle de 1893.

Parmi les provinces qui ont été le moins favorisées cette année, il faut citer celle de Kherson, qui a beaucoup souffert des insectes, de la grêle et de la sécheresse, et dont la récolte n'est que les 60 0/0 de celle de 1893

SUISSE

Le Discours de M. Lardy. — M. Lardy, ministre de Suisse en France, a assisté, le 16 février, au banquet

de la Société Helvétique de Bienfaisance, à Paris. Il a prononcé un éloquent discours, dont voici un extrait :

Je me bornerai à rappeler, sans vouloir entrer dans les détails qui ne seraient pas à leur place dans cette enceinte, que, dans les vingt années qui ont suivi la guerre franco-allemande, c'est-à-dire de 1871 à 1891, la petite Suisse a acheté à la France, s'il faut en croire la statistique officielle des douanes françaises, pour plus de cinq milliards de marchandises, soit une somme égale ou même supérieure à l'indemnité de guerre de 1871.

Exportations de France pendant la période 1871-1891 :

à destination	Millions de francs	Différences
de Suisse	5.134	
d'Italie	3.827	1.307
d'Espagne	3.169	1.965
de Russie	539	4.595
d'Autriche-Hongrie	415	4.719

Pendant cette même période, l'Autriche en achetait seulement pour 400 millions, soit 12 1/2 fois moins ; la Russie en achetait pour un 1/2 milliard seulement, soit 9 1/2 fois moins ; la Suisse achetait deux milliards de marchandises françaises de plus que l'Espagne et 1.300 millions de plus que l'Italie.

Le marché suisse, en absorbant en vingt ans cinq milliards de produits français que nous pourrions en partie produire nous-mêmes ou acheter ailleurs, représente donc pour la France, non pas proportionnellement à sa population, mais en valeur *absolue*, une somme de travail national réellement considérable ; j'ajouterai que la Suisse absorbait, en particulier, une quantité de produits agricoles français, vins, sucres, bestiaux, qu'elle est obligée de tirer actuellement d'autres pays.

Me sera-t-il permis d'ajouter que ces cinq milliards, comme aussi les deux milliards vendus par la Suisse à la France pendant cette même période de vingt ans, ne représentent pas seulement une somme gigantesque et des opérations de transport et de banque considérables, mais représentent aussi des relations incessantes d'homme à homme, des liens d'affection, d'amitié, de famille, de bonne entente infiniment précieux au point de vue de la bonne marche des relations générales entre les deux Etats ? Nous connaissons trop le bon sens du peuple français, nous savons trop combien, malgré ces divergences économiques, sont fortes les sympathies entre les deux peuples, pour n'avoir pas la confiance qu'à un moment donné, les hommes de bonne volonté qui se sont mis en mouvement des deux côtés de la frontière, ceux qui en France, ont le souci des intérêts généraux, finiront par nous proposer une transaction acceptable et de nature à permettre à la Suisse de rouvrir ses portes à ses anciens et fidèles clients.

Le Taux de l'Escompte en Suisse. — Les Banques suisses d'émission ont réduit, à partir du 20 courant, le taux de l'escompte à 2 1/2 0/0.

La Question de la Zone. — L'agence télégraphique suisse annonce que les pourparlers ne sont pas encore terminés entre les trois départements : affaires étrangères, finances et péages, industrie et agriculture, qui sont spécialement chargés de l'étude de cette question. Il est donc possible que le Conseil fédéral n'adopte, à cet égard, aucune résolution avant le 25 mars, date de la réunion de l'Assemblée fédérale. Toute conclusion tirée de certaines informations serait donc prématurée en ce moment.

TURQUIE

LA SITUATION

Constantinople, 16 février 1895.

La Situation financière et économique. — La Sériciculture en Turquie. — La Nouvelle Société Orosdi-Bach. — L'Assainissement de Constantinople.

Les recettes de la Dette publique ottomane continuent à être très satisfaisantes, et, comme je le prévoyais il y a quelques mois, les plus-values du dernier exercice seront maintenues et même dépassées cette année. Cette constatation est d'autant plus agréable que la Turquie, pays essentiellement agricole, souffre de la baisse générale des produits de cette catégorie sur les divers marchés du monde. Les exportations de céréales et des matières premières, telles que la laine, l'opium, etc., ont baissé dans de notables proportions, et, d'autre part, l'épidémie cholérique qui a sévi l'été dernier en Asie-Mineure et dans certains districts de la Turquie d'Europe a entravé les transactions commerciales. Aussi la marche progressive des recettes nous donne-t-elle la mesure de la force contributive du pays en même temps que de l'habileté de l'administration de la Dette.

Constatons, à ce propos, le développement de la sériciculture en ce pays. De 24.000 liv. t. qu'elle rendait en 1887, la dîme de la soie a progressivement augmenté jusqu'à atteindre à la somme de 66.739 liv. t. Cette plus-value est essentiellement due au système de grainage Pasteur, qui a été pratiqué sur une large échelle dans l'Empire ottoman. Il y a été introduit par MM. Paschalidi frères, avec l'appui de l'Administration de la Dette publique ottomane, et notamment de sir Vincent Caillard. Du vilayet de Hudavendighiar, la méthode Pasteur s'est étendue à la plupart des régions séricicoles de l'Empire.

Le grand événement de ces jours derniers sur notre marché est la transformation, en Société anonyme, de la maison Orosdi Bach et Cie, établie depuis quarante ans à Constantinople, avec comptoirs à Smyrne, Salonique, Philippopoli, Le Caire, Alexandrie, Tantale, Tunis, Bucarest, Vienne et Paris. Cette maison, qui alimente le commerce de détail, a réalisé, depuis 1889, des bénéfices annuels variant entre 1.200.000 et 1.350 000 fr.

La nouvelle Société est constituée au capital de dix millions de francs, divisé en cent mille actions de 100 francs. Les fondateurs apportent : leur fonds de commerce et agences, la clientèle, une série de contrats, des marques de fabrique, en échange de parts qui ne participeront pour 40 0/0 aux bénéfices qu'après prélèvement d'un intérêt statutaire de 6 0/0 en faveur des actionnaires et des sommes destinées au fonds de réserve.

Sur l'ordre du Sultan, une Commission vient d'être formée pour étudier la question de l'assainissement de la ville par la construction d'égouts collecteurs partout où il n'en existe pas et la réparation des anciens égouts, qui se trouvent dans un état défectueux pouvant compromettre la santé publique.

Cette Commission se compose de Krause effendi, ingénieur, membre du Conseil du Ministère des travaux publics ; du major Djafer effendi, ingénieur du Séraskérat, et de Kourchid effendi, ingénieur de la Préfecture de la Ville, qui se sont réunis pour la première fois avant-hier et se mettront à l'œuvre sous la direction de la Commission de l'hygiène publique siégeant à la Préfecture de la Ville. Les travaux commenceront d'abord dans les quartiers dont l'état de canalisation exige le plus d'attention. La Commission s'occupera également de la prompte réparation du pavage partout où il serait dans un état délabré.

Le Mouvement de la Navigation du Bosphore. — De 1890 à 1894, inclusivement, le mouvement de la navigation du Bosphore a été le suivant :

Années	Pavillons													Total
	Anglais	Grec	Italien	Allemand	Hollandais	Autrichien	Danois	Norvégien	Suédois	Belge	Russe	Français	Espagnol	
1890	2839	»	»	70	»	»	»	170	»	»	»	»	»	3079
1891	2578	»	»	138	»	»	»	172	»	»	»	»	»	2888
1892	1757	195	40	36	24	46	»	144	»	25	7	15	»	2289
1893	2602	208	77	40	25	65	26	144	4	20	2	27	6	3256
1894	3094	361	129	73	26	75	34	184	6	29	11	6	9	4047

Le Propriétaire-Gérant : JULES MONTEL.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 ru du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... 25 fr.
— — Six mois. 14 fr.
Étranger (U.-P.) : Un an..... 32 fr.
— — Six mois.. 18 fr.

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission

N° 164. — 7e volume. (9) || BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS || Samedi 2 mars 1895.

SOMMAIRE DU N° 164

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 257 à 269.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — Les Fonctions de la Banque de France. — Compagnie du Chemin de fer du Nord. — La Banque de Belgique en 1891. — Le Nickel. — Société anonyme des Chantiers de la Gironde. — Pages 269 à 277.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Mouvement des Caisses d'Epargne. — Bons du Trésor. — Les Cafés en 1891. — Châlets de Nécessité. — Société des Jumelles de Théâtre. — Société des Ateliers et Chantiers de la Loire. — Banques Coloniales. — Société Française des Allumettes. — Recettes des Chemins de fer. — Canal de Suez. — Pages 277 et 278.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :

ALLEMAGNE : Pages 279 et 280. — ANGLETERRE : Pages 280 à 282. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 282 et 283. — BULGARIE : Pages 283 et 284. — ESPAGNE : Pages 284 et 285. — GRECE : Page 285. — ITALIE : Pages 285 et 286. — ROUMANIE : Pages 287 et 288. — SUISSE : Page 288. — TURQUIE : Page 288.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 1er mars	1.712.9	1.267.8	2.980.7	3.527.1	84	2½
1895 14 fév..	2.146.0	1.235.7	3.381.7	3.598.7	94	2½
1895 21 fév..	2.150.6	1.237.9	3.388.5	3.577.7	94	2½
1895 28 fév..	2.148.7	1.238.7	3.387.4	3.675.7	92	2½
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 23 fév..	723.5	424.9	1.148.4	1.116.1	104	3½
1895 7 fév..	988.3	384.4	1.372.7	1.280.1	107	3
1895 15 fév..	1.000.9	389.2	1.390.1	1.248.1	111	3
1895 23 fév..	999.6	388.8	1.388.4	1.211.0	114	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 1er mars	743.7	»	743.7	598 7	125	2
1895 14 fév..	926.1	»	926.1	618.1	149	2
1895 21 fév..	937.5	»	937.5	615.8	153	2
1895 18 fév..	927.1	»	927.1	619.9	150	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1893 30 déc..	112.5	17.5	130.0	170.0	76	»
1894 6 oct..	109.3	19.8	129.1	160.6	81	»
1894 1er déc..	124.3	17.5	141.8	182.0	73	»
1894 29 déc..	117.1	17.0	134.1	182.2	74	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1893 30 déc..	72.5	10.0	82.5	162.5	51	»
1894 6 oct..	70.0	12.1	82.1	151.1	54	»
1894 1er déc..	76.5	10.0	86.5	171.2	50	»
1894 29 déc..	73.1	9.5	82.6	171.2	48	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 23 fév..	215.2	340.9	556.1	859.2	64	4
1895 7 fév..	339.8	289.4	629.2	972.7	64	4
1895 15 fév..	342 9	288.3	631.2	957.6	65	4
1895 23 fév..	358.9	289.6	648.5	962.6	67	4

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 22 fév..	78.6	37.0	115.6	425.9	28	3
1895 7 fév..	105.1	28.0	133.1	453.0	29	3
1895 14 fév..	102.6	27.3	129.9	455.5	28	3
1895 21 fév..	102.5	27.3	129.8	446.5	29	3
BULGARIE. — Banque Nationale						
1893 14 déc..	4.5	1.0	5.5	1.4	392	8
1894 30 nov.	11.1	1.2	12.3	1.0	1230	8
1894 7 déc..	12.7	1.3	14.0	1.0	1400	8
1894 14 déc..	10.3	1.1	11.4	1.0	1140	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 31 janv.	74.6	»	74.6	100.5	74	4
1894 30 nov.	80.5	»	80.5	106 2	75	3½
1894 31 déc..	86.9	»	86.9	114.8	76	3½
1895 31 janv.	75.5	»	75.5	103.3	73	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 24 fév..	197.9	182.8	380.7	934.5	41	5
1895 9 fév..	200.1	287.6	487.7	930.0	51	5
1895 16 fév..	200.1	291.0	491.1	926.9	53	5
1895 23 fév..	200.1	294.1	494.2	917.6	54	5
GRÈCE. — Banque Nationale						
1893 31 janv.	2.1	»	2.1	112.9	2	6½
1894 30 nov.	1.9	»	1.9	110.5	2	6½
1894 31 déc..	2.0	»	2.0	109.5	2	6½
1894 31 janv.	1.9	»	1.9	108.7	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 24 fév..	107.7	176.8	284.5	420.4	68	2½
1895 9 fév..	106.2	173.7	279.9	436.6	64	2½
1895 16 fév..	111.5	174.7	286.2	438.3	65	2½
1895 23 fév..	111.5	175.6	287.1	438.3	65	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 10 fév..	284.9	63.8	348.7	944.0	37	6
1895 20 janv.	292.6	68.8	361.4	801.5	45	5
1895 31 janv.	292.6	69.7	362.3	801.2	45	5
1895 10 fév..	301.3	76.4	377.7	778.6	48	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 10 fév..	91.8	8.8	100.6	272.1	36	6
1895 20 janv.	105.5	10.5	116.0	238.3	48	5
1895 31 janv.	105.5	10.5	116.0	239.9	48	5
1895 10 fév..	105.5	10.5	116.0	248.0	46	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 10 fév..	35.2	1.5	36.7	65.0	56	6
1895 20 janv.	35.2	1.5	36.7	52.6	69	5
1895 31 janv.	35.2	1.5	36.7	54.5	67	5
1895 10 fév..	35.2	1.5	36.7	54.0	67	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1893 31 janv.	32.9	»	32.9	60.6	54	5
1894 30 nov.	30.6	»	30.6	69.3	44	4½
1894 31 déc..	31.4	»	31.4	66.9	47	4½
1894 31 janv.	32.0	»	32.0	62.3	51	4
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1893 27 déc..	15.0	34.6	49.6	287.9	17	6
1894 12 déc..	20.2	38.2	58.4	293.0	20	6
1894 19 déc..	22.4	38.1	60.5	293.7	20	6
1894 26 déc..	22.4	38.2	60.6	294.5	20	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 17 fév..	55.1	0.4	55.5	119.2	46	6
1895 2 fév..	44.6	4.4	49.0	99.1	50	6
1895 9 fév..	43.4	4.5	47.9	98.2	49	6
1895 16 fév..	43.7	4.5	48.2	97.9	49	6

Dates	Encaisse métallique: Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 1er fév..	1.520.7	14.8	1.535.5	3.981.5	38	4%
1895 1er janv.	1.557.2	14.8	1.572.0	4.304.2	36	4
1895 16 janv.	1.557.2	15.3	1.572.5	4.252.2	37	4
1895 1er fév..	1.556.0	16.0	1.572.0	4.240.0	37	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1893 30 nov.	21.7	3.9	25.6	45.6	55	»
1894 30 sept.	21.8	3.3	25.1	49.1	51	»
1894 31 oct..	21.8	3.4	25.2	51.0	49	»
1894 30 nov.	21.9	3.5	25.4	49.9	50	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 8 fév..	8.5	4.0	12.5	25.6	47	6
1895 22 janv.	6.5	4.3	10.8	24.8	44	6
1895 31 janv.	6.5	4.3	10.8	24.6	44	6
1895 8 fév..	6.4	4.3	10.7	24.5	44	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1893 31 déc..	26.6	3.5	30.1	66.9	44	4
1894 31 oct..	28.3	3.7	32.0	65.9	49	4
1894 30 nov.	30.9	4.0	34.9	66.6	53	4
1894 31 déc..	30.8	3.8	34.6	72.6	48	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1893 31 déc..	10.2	15.4	25.6	82.7	31	»
1894 31 oct..	10.4	14.4	24.8	86.3	28	»
1894 30 nov.	10.4	14.0	24.5	84.1	29	»
1894 31 déc..	10.5	18.6	29.1	85.8	34	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 24 févr.	74.6	17.9	92.5	164.7	56	3
1895 9 févr	83.7	13.3	97.0	172.9	56	3
1895 16 févr.	83.8	13.1	96.9	171.6	56	3
1895 23 fév..	83.6	12.3	95.9	170.1	56	2½

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

Dates	Or	Argent	Total	Circulation	Rapport
1894 1er mars	6 222,9	2 627,3	8 850,2	14 545,0	61%
1895 14 févr.	7 331,9	2 608,6	9 940,5	15 067,5	66
1895 21 févr.	7 365,7	2 619,6	9 985,3	15 987,7	67
1895 28 fév..	7 379,6	2 631,3	10 010,9	15 016,2	67

TOTAUX au 31 décembre

Dates	Or	Argent	Total	Circulation	Rapport
1889 31 déc.	4 734,0	2 192,4	6 926,4	13 416,3	52%
1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	25 janv	1 févr.	8 fév.	15 fév.	22 fév.	1er mars
Amsterdam	47 95	47 97	47 90	47 87	47 87	47 85
Anvers	100 07	100 12	100 15	100 15	100 19	100 15
Athènes	190 75	186 »	186 50	185 50	185 50	186 50
Barcelone	11 50	11 50	9 60	9 40	8 90	9 »
Berlin	81 14	81 05	81 20	81 15	81 15	81 15
Bruxelles	100 07	100 10	100 15	100 12	100 22	100 12
Bucharest	101 »	101 »	101 »	100 85	100 80	100 80
Constantinople	22 75	22 75	22 75	22 70	22 62	22 61
Francfort	81 11	81 17	81 17	81 17	81 16	81 16
Gênes	106 62	106 12	105 62	101 80	105 35	105 35
Genève	100 21	100 21	100 24	100 21	100 32	100 34
Lisbonne	679 50	682 »	680 »	679 »	678 50	678 »
Londres	25 33	25 33	25 35	25 40	25 36	25 38
Madrid	11 17	11 30	9 25	9 10	8 40	8 82
Rome	106 65	106 20	105 70	101 85	105 30	105 35
Saint-Pétersbourg	36 82	36 85	36 77	36 75	36 85	36 90
Vienne (à vue)	49 45	49 32	49 40	49 30	49 25	49 12
— (à 3 mois)	49 37	49 27	49 35	49 25	49 20	49 05

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	1 fév.	8 févr.	15 fév.	22 fév.	1 mars
Amsterdam. pap. court	4 %	206 19	206 37	206 69	206 50	206 69
Allemagne.. —	4 %	121 94	121 94	121 97	121 87	122 »
Vienne-Tr.. —	4 %	200 62	200 50	200 81	201 37	201 62
Barcelone.. —	4 %	445 25	453 50	453 »	455 »	454 50
Madrid ..... —	4 %	445 25	453 50	453 »	455 »	454 50
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	267 50	268 »	268 50	267 75	267 »
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 17	25 19½	25 23	25 22½	25 22½
— ..... ch. court	2 %	25 18½	25 21	25 21½	25 24	25 21
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	3 %	0 15 p.	0 12 p.	0 12 p.	0 19 p	0 15p.
Italie........ —	5 %	5 81 p.	5 25 p.	4 75 p.	5 25 p.	5 37p.
Suisse....... —	2 ½ %	0 26 p.	0 28 p.	0 28 p.	0 37 p.	0 37p.
New-York.........	2 ½ %	513 50	514 75	515 25	515 25	515 »
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	99 71	99 71	99 71	100 15	100 69
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains...**		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres....................		2 52	2 47	2 47	2 47	2 47
Souverains anglais.......		25 15	25 17	25 22	25 20	25 19
Banknotes.................		25 16	25 18	25 22	25 21	25 20
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 1er mars 1895 :

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque etrangers valent en France :	
En *Allemagne*	100 19	Billets *Allemands*....	99 81
En *Angleterre*	99 99	— *Anglais*	100 01
En *Autr.-Hongrie*...	103 12	— *Austro-Hongr.*	96 96
En *Belgique*	100 15	— *Belges*	99 85
En *Espagne*	108 92	— *Espagnols*	91 81
En *Grèce*............	186 50	— *Grecs*	53 61
En *Hollande*	100 60	— *Hollandais*....	99 40
En *Italie*	105 67	— *Italiens*	94 63
En *Russie*	148 32	— *Russes*........	67 41
En *Suisse*	100 37	— *Suisses*........	99 63

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 1er mars 1895.

Les devises hollandaises ont peu varié, le papier allemand est au pair. La *Valuta* poursuit son mouvement de hausse, la perte n'est plus que de 3 0/0. Le change espagnol s'est légèrement tendu, ce qu'il faut attribuer aux craintes causées par la liquidation qui s'est du reste bien passée. La question des chemins de fer ne reçoit toujours pas de solution. La prime de l'or en Portugal est à 25 3/4.

Le rouble est plus faible à 267 fr. sans autre cause que l'hésitation qui, à la suite de la crise de Vienne s'est manifestée sur le marché de Berlin.

Le Londres, papier court et chèque, reste au même cours que la semaine dernière.

Le papier italien a baissé, la perte est de 5 37 0/0, il en est de même du papier sur New-York.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	31 janv.	7 fév.	14 fév.	21 fév.	28 fév.
Hong-Kong	1/11 7/8	1/11 3/4	1/11 5/8	1/11 7/8	1/11 3/4
Shanghaï.......	2/9 1/8	2/9 ./.	2/8 7/8	2/9 1/8	2/9 1/8
Yokohama	1/11 5/8	1/11 5/8	1/11 5/8	1/11 3/4	1/11 3/4
Valeurs à vue:					
Singapoure.....	1/11 3/4	1/11 3/4	1/11 1/2	1/11 3/4	1/11 3/4
Bombay........	1/0 21/32	1/0 25/32	1/0 11/16	1/1	1/0 7/8
Calcutta...	1/0 17/32	1/0 25/32	1/0 23/32	1/1	1/0 7/8
Rio-Janeiro.	10 1/8	9 7/8	9 5/8	10 ./.	9 15/16
Valparaiso.....	»	15 7/8	16 ./.	16 1/2	16 5/8
Buenos-Ayres, prime de l'or..	251	246	248 1/2	[illegible]	255
Argent en barres	27 3/16	27 3/8	27 5/16	27 1/2	27 9/16

Les changes de l'Extrême-Orient sont à peu près au

même niveau que la semaine dernière. les changes indiens sont un peu plus faibles ; la Banque d'Angleterre a mis en vente le 27 février 60 laks de roupies, qui ont été adjugées entre 1/0 15/16 et 1/1.

Le papier sur Rio-Janeiro a un peu baissé ; au contraire, la devise chilienne se tient au-dessus des cours de la semaine dernière. Il y a une amélioration visible dans la situation du Chili, qui se préoccupe sérieusement de résoudre les difficultés que lui ont créées les évènements politiques. On nepeut pas en dire autant de la République Argentine qui paraît bien plus préoccupée de maintenir la détérioration de son change que d'y porter remède.

L'or est au pair à Paris et à Londres ; le mouvement qui se manifeste en faveur du bimétallisme exerce son influence sur le marché de l'argent, qui s'est sensiblement raffermi.

Encaisses. — Circulation fiduciaire.

L'or a diminué à la *Banque de France* de 1.939.000 francs; voici le tableau des entrées et des sorties :

Sorties : Paris Circulation		3.565.000
Matières		314.000
Total		3.879.000
Entrées : Paris Belgique	850.000	
Succursales Circulation	294.000	
— Autriche	400.000	
— Suisse	231.000	
— Roumanie	125.000	
— Turquie	40.000	
Total		1.940.000
Excédent des sorties		1.939.000

L'argent a augmenté de 796.000.

Entrées : Paris, Circulation		1.046.000
Succursales, Suisse		201.000
Total		1.247.000
Sorties : Succursales, Circulation.	211.000	
— Italie	200.000	
— Suisse	40.000	451.000
Excédent des entrées		796.000

La circulation a augmenté de 98 millions par l'effet des besoins de la fin du mois.

A la *Banque d'Allemagne*, l'encaisse est à peu près stationnaire, la circulation a diminué de 37.100.000 fr.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent de sorties de 15.950.000 fr. La circulation ayant rendu 5.550.000 francs, la diminution du métal jaune a été de 10 millions 400.000 francs.

Voici le détail des entrées et des sorties :

Entrées			Sorties		
22 fév.	Continent... £	5.000	21 fév.	Argentine... £	250.000
23 »	Egypte	50.000	» »	Rio de Janeiro	50.000
» »	Australie	7.000	» »	Etats-Unis	120.000
25 »	Portugal	10.000	23 »	Roumanie	80.000
26 »	»	11.000	26 »	Continent	4.000
			27 »	Etats-Unis	200.000
			» »	Chili	10.000
Excédent des sorties.		638.000	» »	Bombay	7.000
Total égal	£	721.000	Total des sorties.	£	721.000

La *Banque d'Autriche-Hongrie* a reçu la somme relativement considérable de 16.000.000 de francs d'or ; c'est la continuation des opérations de la *Valuta* qui amène ce métal. L'argent reste à peu près stationnaire, il en est de même de la circulation.

Aucun changement à la *Banque de Belgique* qu'une diminution de 9 millions dans la circulation.

A la *Banque d'Espagne*, il y a une nouvelle entrée de 3.100.000 fr. d'argent, les billets ont diminué de 9.300.000 fr.

Le bilan de la *Banque d'Italie* porte la trace des opérations de trésorerie dont elle vient d'être chargée. Le compte courant du Trésor a augmenté de 50.106.000 fr. C'est probablement la cause de l'augmentation de 8.700.000 fr. que nous relevons dans l'encaisse-or, de celle de 6.700.000 fr. de l'encaisse-argent et de la diminution de 22.600.000 fr. dans la circulation.

A la *Banque de Naples* et à la *Banque de Sicile*, il n'y a que des modifications sans intérêt.

La *Banque de Roumanie* a regagné 300.000 fr. d'or, ce résultat est assez appréciable dans les circonstances présentes.

Les autres Banques ne donnent lieu à aucune observation.

On remarquera que les encaisses cumulées des Banques européennes ont dépassé le chiffre de 10 milliards, c'est la première fois que l'on voit pareil chiffre. Cette pléthore, qui est le fait de quatre ou cinq Banques seulement, est le résultat de la mauvaise politique financière d'un grand nombre de pays, et il n'y a lieu pour personne de s'en réjouir.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 2 au 9 févr.	depuis le 1er janv.	du 2 au 9 févr.	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	8.008.800	4.400	92.304
France	»	11.916.400	»	357.436
Allemagne	»	5.772.036	»	»
Autres pays	87.281	914.521	18.825	90.828
Total 1895	87.281	26.611.757	23.225	540.568
— 1894	736.815	2.394.363	109.778	711.850
— 1893	3.319.762	18.064.272	28.832	123.896
ARGENT				
Grande-Bretagne	613.900	3.441.680	»	39.684
France	»	»	1.900	1.900
Allemagne	»	4.098	»	1.380
Autres pays	»	46.006	16.228	136.408
Total 1895	613.900	3.491.784	18.128	179.372
— 1894	852.759	5.125.858	2.000	119.069
— 1893	729.453	3.525.937	147.476	410.683

Encaisse des Banques associées de New-York

1894	24 févr.	97.900.000 dollars
1895	9 févr.	82.300.000 —
1895	16 févr.	81.400 000 —
1895	23 févr.	74.400.000 —

Les exportations d'or se sont arrêtées par suite de l'emprunt, il est probable qu'elles reprendront dans peu de mois, car il est meilleur marché de prendre de l'or dans le Trésor des Etats que d'en demander à la Banque d'Angleterre, à laquelle on est obligé de donner du papier qui supporte un escompte de 2 0/0.

Pour le moment la réserve d'or est de 70 millions de dollars et il a été versé 5 millions de dollars dans les Banques désignées par le Trésor. Le Syndicat des souscripteurs de l'emprunt continuera à verser de l'or jusqu'à ce que la réserve soit portée à 115 millions de dollars.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

Le Bimétallisme en Angleterre

Les monométallistes-or français, et notamment notre excellent confrère le *Temps*, se sont trop hâtés de triompher des déclarations que Sir William Harcourt a faites à la Chambre des Communes, au cours de la discussion de la proposition de M. Everett, ainsi conçue :

« La Chambre considère avec une grande appréhension les constantes fluctuations et la divergence croissante dans la valeur relative de l'or et de l'argent ; *elle s'associe de tout cœur aux opinions émises par le Gou-*

vernement de la France et par le Gouvernement et le Parlement de l'Allemagne, en ce qui touche aux maux si graves qui en résultent. En conséquence, exprime au Gouvernement de Sa Majesté son désir de coopérer avec les autres puissances à une Conférence internationale tendant à examiner les mesures qui peuvent être prises pour écarter ou atténuer ces maux. »

Voilà la proposition votée à l'unanimité. Il est maintenant nécessaire de la rapprocher des opinions émises par les Gouvernements français et allemand auxquelles la proposition *associe de tout cœur* la Chambre des Communes :

M. Ribot, *ministre des finances et président du Conseil des ministres français :* (séance du 2 février 1895)..... « Il y a eu, depuis vingt ans, bien des causes qui ont contribué à faire baisser, d'une façon générale, le prix de toutes les marchandises qui se vendent en grandes quantités, et notamment des produits agricoles. Mais, pour moi, il est évident que l'abandon du *bimétallisme*, coïncidant avec ces causes générales, a précipité la crise et lui a donné un caractère bien plus grave. *(Très bien! très bien!)*

« La solution, je ne l'apporterai pas immédiatement. M. Fougeirol a trop étudié cette question pour ne pas savoir que la solution ne peut pas être donnée par un seul pays. Il vous a dit, tout à l'heure, que ce n'est pas la France seule qui souffre de l'abandon de la frappe de l'argent : c'est exact, et nous ne pouvons résoudre la question que par une entente avec les grandes nations voisines, car, si nous essayions de la résoudre seuls, c'est nous qui payerions tous les frais de la solution. »

Comte de Posadowski (*Secrétaire d'Etat du Trésor de l'Empire*) (séance du 16 février 1895). « Les monométallistes-or ont reconnu eux-mêmes que la baisse du prix de l'argent a une influence désastreuse sur nos industries nationales. En outre, nos exploitations de mines d'argent sont en partie ruinées.

« Le doute qui est entré dans les esprits, quant à l'efficacité de l'étalon-or, a provoqué un puissant mouvement dans d'autres pays ; le chef d'un Gouvernement étranger a préconisé, dans un récent discours, le retour au *bimétallisme*, et a déclaré que, s'il n'a pas encore eu lieu, la faute en est à l'Allemagne. D'autre part, les représentants des divers partis demandent la réunion d'une *Conférence internationale*.

« On ne peut donc pas repousser la motion présentée au Reichstag. La question monétaire est complexe : *sa solution* procurera les plus grands avantages aux agriculteurs allemands. (*Très bien ! très bien ! à droite.*) »

Donc, nous sommes en face d'une situation bien nette : la Chambre des Communes s'est associée *de tout cœur* aux opinions émises par les Gouvernements français et allemand et les déclarations de Sir William Harcourt — qui ne nous ont nullement surpris car nous connaissons à merveille l'opinion du Cabinet anglais actuel — n'en dénaturent point la portée, ainsi d'ailleurs que l'a si judicieusement fait remarquer M. Courtney, qui a parlé après lui.

En France, les agences télégraphiques n'ont donné qu'un résumé très incomplet des arguments développés par le Chancelier de l'Echiquier; elles ont laissé dans l'ombre les parties essentielles de ces déclarations et les remarquables discours prononcés par MM. Everett, Chaplin, Lloyd, Meysey-Thomson et Courtney.

Nous engageons vivement nos confrères à lire le compte rendu détaillé de cette grande discussion, et ils pourront alors se rendre compte des progrès extraordinaires réalisés par l'idée du *bimétallisme international* à la Chambre des Communes, où le régime de l'étalon-or ne comptait, il y a dix ans à peine, que des partisans convaincus.

Au surplus le débat du 27 février a produit une grande impression sur l'opinion publique à Londres. Voici, à ce propos, les télégramme et lettre qui nous ont été adressés :

Télégramme de la Ligue bimétallique anglaise

« *Economiste Européen* », Paris

« Londres, 27, 6 h. 57 soir.

« La Chambre des Communes a adopté à l'unanimité notre « résolution ; c'est là une grande victoire dont les effets se font « déjà sentir dans la Cité et qui modifie l'attitude de la presse.

« Le Secrétaire général de la Ligue
« bimétallique anglaise,
« Mac-Niel. »

Londres, 27 février 1895.

Cher Monsieur Théry,

Nous avons été enchantés de constater le succès de votre réunion en ce qui concerne la formation de votre *Ligue*, et je n'ai pas besoin de vous dire combien nous nous réjouissons du grand mouvement que vous avez provoqué en France.

Je vous confirme mon télégramme relatif au succès que nous avons remporté à la Chambre des Communes. Nous eussions certainement fait voter la résolution même si le Gouvernement s'y était opposé. Je vous envoie le *Times* et le *Standard*; vous verrez, d'après les articles de fond, que s'ils ne sont pas entièrement ralliés, ils font de grandes et sérieuses concessions.

Notre victoire d'hier soir a déjà produit son effet sur l'opinion publique dans la Cité de Londres. Vraiment, toutes nos prévisions se réalisent d'une façon remarquable.

Nous devons avancer avec *prudence* et *fermeté;* en ne nous appuyant que sur les véritables intérêts de nos deux pays, nous ne pourrons manquer d'arriver à un accord *bimétallique international*.

L'attitude de la France et le fort courant *bimétallique* qui s'y manifeste, — toutes choses dont nous sommes redevables en si grande partie à vos travaux — ont puissamment aidé notre cause devant le Parlement. Aussi, tout en nous félicitant, nous-mêmes et vous, en votre qualité de frère en *bimétallisme*, de ce résultat, nous nous empressons de vous exprimer notre sincère gratitude pour l'appui que vous nous avez donné, en vue de ce grand effort.

Votre dévoué,

Le Secrétaire général de la Ligue
bimétallique anglaise,
Henry Mac-Niel.

Notre grand confrère d'outre-Manche, le *Times*, hier encore l'organe officiel des monométallistes-or, a publié, dans son numéro du 27 février, auquel M. Henry Mac-Niel fait allusion dans sa lettre, une analyse de la séance qui prouve combien les appréciations ci-dessus sont justifiées.

Bien que ne se ralliant pas au *bimétallisme*, le *Times* constate d'abord la faiblesse de la résistance opposée aux arguments des partisans du double étalon.

« Il y avait, — ainsi s'exprime-t-il, — dans tout le discours du Chancelier de l'Echiquier, une note d'inquiétude, même lorsque son argumentation devenait très serrée, et sa conclusion accuse un sentiment qu'il serait imprudent, pour la presse, d'analyser de trop près. Si sir William Harcourt avait été sûr de sa majorité, il lui eût été impossible d'admettre que la motion de M. Everett était inoffensive, incolore et qu'elle n'engageait personne. Comme l'ont observé MM. Forwood et Courtney, l'interprétation qui sera donnée à l'acceptation du Gouvernement, ne peut être mise en doute. MM. Everett et Chaplin n'ont pas caché leurs opinions, en présentant la motion, et, malgré les déclarations de sir William Harcourt, beaucoup de gens croiront, ici et à l'étranger, qu'en donnant son adhésion à une Conférence internationale, on a l'intention de modifier le régime monétaire dans le cas où un accord serait conclu.....

« Le désordre et la dépression commerciale et financière du monde seront augmentés par la prolongation de la période d'incertitude,.... »

Et notre confrère ajoute :

« Les adversaires du bimétallisme ont été bien mal représentés par les membres de la Chambre des Communes ne faisant pas partie du Gouvernement. M. Goschen a gardé le silence, M. Hoare n'a même pas développé son amendement. Nous ne pouvons que conclure de cette timidité témoignée par les défenseurs du régime monétaire actuel, qu'ils ont craint un échec... Les bimétallistes sont en droit de se glorifier d'un succès que l'influence personnelle de Mr Gladstone, soutenu par la puissance de la discipline du parti ministériel non désorganisé alors, les a empêchés de remporter il y a deux ans. M. Chaplin, ainsi que les représentants des intérêts agricoles, se sont alliés aux députés du Lancashire et aux Anglo Indiens pour demander à la Chambre des Communes ce qui leur avait été refusé en 1893. »

Comme on le voit, le *Times* est loin de partager, sur la portée des restrictions apportées par le Chancelier

de l'Echiquier, les illusions des monométallistes français.

Quant au *Standard*, tout en restant, comme le *Times*, partisan de l'étalon-or pour l'Angleterre, il déclare, dans son numéro du 18 février, « qu'il est d'un intérêt urgent pour le pays d'obtenir, si possible, une stabilité dans la valeur comparative des deux instruments métalliques d'échange ».

« ..... En tant que marchands et manufacturiers pour l'exportation — ajoute notre confrère — notre prospérité dépend de nos relations avec les pays à circulation d'argent ; il est donc extrêmement important de trouver le moyen d'éviter les fluctuations qui paralysent et qui transforment le commerce, avec certaines nations, en un jeu de spéculation. »

Enfin, s'occupant de l'Inde, le *Standard* constate que le Gouvernement indien, ayant à payer chaque année des sommes considérables en or pour les obligations contractées en Angleterre, subit des pertes énormes. « Les déficits — telle est la conclusion — constituent un danger politique qui pèse lourdement sur l'administration responsable ; en conséquence, ne serait-ce que pour le salut de ce vaste Empire, qui constitue un marché si important et un domaine si glorieux, on ferait acte de sagesse en arrêtant, si possible, la baisse de l'argent. »

Nous ajouterons que sir William Harcourt a d'ailleurs très loyalement reconnu — ce que nos monométallistes français s'efforcent cependant de nier — que la baisse de l'argent par rapport à l'or a occasionné les perturbations économiques les plus graves et qu'il serait désirable, à tous les points de vue, qu'un moyen pratique soit trouvé pour relever et réhabiliter l'argent.

Mais il a ajouté que l'Angleterre n'assumerait pas la responsabilité de cette réhabilitation, qu'elle conserverait précieusement son système monétaire, qu'il considérait, lui, le Chancelier de l'Echiquier, comme le plus fort élément de sécurité de l'empire britannique.

La théorie de sir William Harcourt — qui personnifie si bien l'égoïsme britannique — a fait médiocre figure à côté de l'exposé de la situation économique actuelle de l'Angleterre présenté par son honorable ami M. Chaplin et par M. Lloyd. Et M. Courtney, l'un des plus savants économistes du Royaume-Uni, n'a pas eu grand'peine à établir que toutes les réticences et la mauvaise grâce du Chancelier de l'Echiquier ne donneront pas le change sur les conséquences réelles de la motion Everett, adoptée à l'unanimité par la Chambre des Communes.

EDMOND THÉRY.

Le Bimétallisme à la Chambre des Communes

Séance du 26 février 1895

M. EVERETT dépose la motion suivante ;

« La Chambre considère, avec une grande appréhension, les constantes fluctuations et la divergence croissante dans la valeur relative de l'or et de l'argent ; elle s'associe de tout cœur aux opinions émises par le Gouvernement de la France et par le Gouvernement et le Parlement de l'Allemagne en ce qui touche aux maux si graves qui en résultent. En conséquence elle exprime au Gouvernement de Sa Majesté son désir de coopérer, avec les autres Puissances, à une Conférence internationale tendant à examiner les mesures qui peuvent être prises pour écarter ou atténuer ces maux. »

Cette question, expose M. Everett, est aujourd'hui la plus urgente ; elle a déjà été signalée comme telle, en 1886, par le premier Ministre.

Voici les paroles de lord Rosebery : « Il y a trois points que vous devrez résoudre à très bref délai. Le premier et le plus important est celui relatif à l'Irlande ; le second, et un des plus urgents est relatif à votre circulation monétaire. »

La Chambre voudra bien se souvenir qu'il y a quinze jours à peine, le premier Ministre de France, s'occupant de la question monétaire, a déclaré qu'il était fermement convaincu que le moment était venu de prendre des mesures, de concert avec les autres nations, en vue d'atténuer les maux dont souffrent les différents pays ; depuis, le Chancelier impérial d'Allemagne a exprimé l'espoir de voir l'Allemagne prendre les mesures nécessaires afin d'examiner, avec les autres nations, ce qu'il y avait lieu de faire dans l'espèce. A une majorité de deux tiers, le Parlement allemand a adopté une résolution tendant à ce qu'on s'occupât de la réintégration de l'argent dans son ancienne fonction.

A aucune époque, le monde ne s'est intéressé à une plus grande question. De l'avis de beaucoup de personnes, la divergence de l'or et de l'argent a amené les grandes perturbations financières de l'Inde, la baisse extraordinaire des prix ; elle a provoqué une calamité et une misère énorme en ruinant nombre de gens, et, indépendamment de ses effets sur l'agriculture, elle ébranle l'ordre établi en ce pays, en atteignant, dans des proportions inconnues jusqu'ici, les revenus de la terre. Elle est l'origine de la baisse énorme de la valeur des propriétés dans ces vingt dernières années, baisse qui équivaut au montant de la Dette nationale. Des propriétaires de filatures de coton, d'établissements métallurgiques et autres industries similaires affirment qu'ils ont éprouvé les mêmes pertes.

Cette question a donné naissance au mouvement agraire et antisémite en Allemagne, aux faillites des Banques australiennes, à l'accumulation, dans les Banques, des capitaux sans emploi et à la baisse du taux de l'intérêt.

Les solutions contraires proposées pour la question monétaire sont, en elles-mêmes, très claires et très simples. Les *bimétallistes* demandent que l'étalon monétaire du monde soit libre ; les monométallistes désirent qu'il soit restreint. Les *bimétallistes* déclarent que les monnaies d'or et d'argent sont également bonnes et que, plus elles sont abondantes, meilleur cela est pour les peuples. Les monométallistes répondent que les monnaies d'or suffisent, et que les monnaies d'argent étant trop abondantes, il faut en restreindre le nombre.

Il y a, entre les deux métaux, des différences et des points de ressemblance. Ils diffèrent en couleur, mais tous deux sont extrêmement rares et grandement estimés ; dans beaucoup de cas, on les trouve réunis. Tous deux sont, pour ainsi dire, également indestructibles, mais ils sont facilement divisibles et ne peuvent être produits au gré des hommes. En moyenne, le coût de leur production dépasse leur valeur quand ils ont été produits.

Le premier rapport de valeur entre l'argent et l'or a été de 13 à 1. Depuis Jules César jusqu'à la prise de Constantinople, le rapport est tombé à environ 11 à 1. Après la découverte de l'Amérique, le rapport s'est élevé et, pendant les deux cents ans antérieurs à 1873, il s'est maintenu à 15 1/2 pour 1. Depuis les vingt dernières années, il s'est produit, dans le rapport, une variation sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Ce rapport, qui avait existé pendant 200 ans et qui avait relativement peu varié pendant les 2.000 années antérieures, a passé de 15 1/2 pour 1, à 34 pour 1. L'écart entre les deux métaux a été, en une seule année, plus considérable que pendant les siècles passés.

Quelle est l'explication de ce phénomène extraordinaire, dont les effets ont été désastreux ? Nous pouvons la donner au moyen de quantités. La masse d'or en lingots et en monnaies existant dans le monde en 1873 a été évaluée à 700 millions de livres sterling, et la masse d'argent en lingots et en monnaies — donnant un rapport de 15 1/2 pour 1 — a été évaluée à 650 millions de livres sterling environ. On pourrait croire que la production des vingt dernières années a altéré cette proportion.

De 1873 à 1894, la production de l'or a été de 515 millions de livres sterling et celle de l'argent de 535 millions de liv. st. ; si nous additionnons ces chiffres aux premiers, nous trouvons que le total de l'or, en lingots et en monnaies, s'élève à 1 milliard 215 millions de livres sterling environ, et le total de l'argent, en lingots et en monnaies — donnant un rapport de 15 1/2 à 1 — à 1 milliard 185 millions de livres sterling.

Tous ceux qui ont étudié la question savent que la variation du rapport a été l'œuvre de la législation en Europe. Le fait a été constaté par un Comité nommé par le Parlement des Etats-Unis. Un Comité nommé par la Chambre des Communes, en 1876, a conclu de même. Enfin, la Commission pour l'or et l'argent est arrivée à une conclusion identique.

La perturbation a été amenée par la législation dirigée contre l'argent dans le but de lui enlever la fonction qu'il remplissait depuis les temps préhistoriques. La dépréciation de l'argent et la différence de valeur entre l'or et l'argent ont été provoquées artificiellement au moyen d'une législation hostile au métal blanc. C'est l'Angleterre qui a commencé en 1816. A la suite d'une courte discussion dans les deux Chambres, l'ancien étalon monétaire de l'Angleterre, c'est-à-dire l'argent, a été converti en or, et le métal blanc, ne remplissant plus le rôle d'étalon monétaire, ne fut plus admis à la frappe parallèlement avec l'or.

L'orateur supplie le Chancelier de l'Echiquier d'employer son influence, en coopération avec les autres nations, à ramener la situation plus prospère qui existait quand les deux métaux jouissaient d'un rapport commun et restaient à la libre disposition de l'humanité. *(Applaudissements).*

M. CHAPLIN, appuyant la motion, insiste sur ce point que les fluctuations constantes et l'écart croissant entre la valeur

relative des métaux précieux engendrent un grand nombre de maux d'une extrême gravité. Le Gouvernement français, le Gouvernement et le Parlement allemands ont exprimé les mêmes vues. Quels sont les maux dont on se plaint? Le précédent orateur en a énuméré quelques-uns, mais il convient d'appeler l'attention de la Chambre sur d'autres.

Examinons le commerce du monde entre les pays à étalon d'or, d'une part, et les pays à étalon d'argent, de l'autre. Le volume de ce commerce se traduit par des centaines de millions, et il n'est pas un homme versé dans les affaires qui contestera que, par suite des fluctuations constantes de la valeur de l'argent, le commerce ne soit aujourd'hui autre chose qu'une spéculation de change. Cette situation suffit pour attirer sur la motion déposée la bienveillante attention de la Chambre. Les montants énormes de ce commerce n'ont rien qui puisse surprendre si on considère que le tiers de la population étant, il est vrai, au régime de l'or, les deux autres tiers continuent à se servir de l'argent. Depuis un ou deux ans, les monométallistes les plus connus de ce pays ont déclaré qu'il ne résulterait pas de maux pour le monde si l'argent cessait d'être employé comme étalon. L'orateur ne veut pas qualifier cette opinion comme elle mériterait d'être qualifiée, mais il examine la question à un autre point de vue.

Quelle est la véritable cause des difficultés financières de l'Inde? Le Secrétaire d'Etat de l'Inde a déclaré à la Chambre il y a trois jours seulement, que ces difficultés provenaient de la baisse constante des prix, et que la baisse elle-même était due uniquement à la divergence entre l'or et l'argent. Depuis des années, le Gouvernement de l'Inde supplie le Gouvernement britannique de faire quelque chose pour la réhabilitation de l'argent. Mais le Gouvernement britannique a suivi une voie opposée en frappant à coups redoublés sur l'argent. Il a fermé les Hôtels des monnaies de l'Inde, enlevant ainsi à l'argent un de ses derniers grands marchés; puis il a imposé des droits d'importation à l'argent en laissant l'entrée libre à l'or. Par cette action délibérée, il a aggravé la baisse du change, et aujourd'hui il veut parer aux difficultés qui en résultent en frappant d'une taxe d'importation aux Indes les produits de la malheureuse industrie du Lancashire. Le Gouvernement espérait écarter ainsi les difficultés qu'il a créées lui-même. Ces considérations ont incité l'orateur à voter, l'autre jour, en faveur d'une motion de protestation contre le système financier du Gouvernement de Sa Majesté à l'égard de l'Inde. Le Secrétaire d'Etat (M. Fowler) a donné des chiffres topiques relativement aux pertes du change subies en 1894 et 1895, mais il y a une démonstration encore plus frappante.

L'orateur a demandé l'autre jour quelle était la perte totale du change subie par l'Inde depuis vingt années; elle s'élève, d'après la réponse qu'on lui a faite, à 5 millions de roupies multipliés par 20 années. En prenant l'ancien taux de la roupie, c'est là une perte de 100 millions de livres sterling qu'il a fallu récupérer au moyen de taxes supplémentaires imposées aux habitants de l'Inde auxquels on a toujours témoigné une si grande sollicitude. *(Très bien! Très bien!)*

Le Chancelier de l'Echiquier dit que l'orateur se méprend sur la valeur des mots « pertes au change », car il ne tient pas compte des bénéfices réalisés d'autre part, grâce à la baisse de la roupie. Son argumentation a donc besoin d'être corrigée.

M. Chaplin répond qu'il laissera au Chancelier le soin de démontrer si la perte a été de 100, de 70 ou de 50 millions. Il n'en est pas moins certain qu'une perte énorme s'est produite en raison de la divergence entre l'or et l'argent. La grande industrie textile du Nord de l'Angleterre n'a pas été atteinte seulement par les récents droits sur les cotons.

L'industrie cotonnière est épuisée par la baisse du change, qui agit comme droit protecteur contre les marchandises expédiées d'Angleterre en Extrême-Orient, en procurant aux industriels orientaux un immense avantage sur leurs concurrents occidentaux.

En ce qui concerne la culture du blé dans ce pays, personne n'a réfuté la démonstration que l'orateur a faite l'autre jour, à savoir que la diminution de la production du blé dans le monde a coïncidé avec une forte baisse des prix.

A quoi attribuer ce phénomène? Sans aucun doute, dans une large mesure, à la baisse du change résultant de la divergence des deux métaux précieux. L'Inde est un de nos concurrents pour la culture du blé et elle jouit, en cela, d'avantages spéciaux. Un souverain anglais se convertit aujourd'hui en 20 roupies, alors que, jadis, il n'en valait que 10; et bien que, en Angleterre, le prix du blé soit tombé de 40 shill. à 20 shill. par *quarter*, le producteur indien continue à recevoir 20 roupies pour un *quarter* de son blé. On sait qu'il y a eu peu ou point de changements dans les prix de l'Inde; par conséquent, les 20 roupies que reçoit le producteur indien lui procurent aujourd'hui autant de bénéfices qu'autrefois. Il peut acheter, dans l'Inde, autant qu'autrefois et obtient, pour son blé, un prix en or qui ruinerait le producteur anglais. Le membre de la Chambre qui insistait sur le danger, pour un pays comme l'Angleterre, de dépendre de l'étranger en ce qui concerne le principal produit d'alimentation, se joindra certainement à l'orateur pour attirer l'attention du Parlement sur les faits signalés. Le Chancelier de l'Echiquier a cru avoir suffisamment répondu en accusant son ami de retomber dans les doctrines protectionnistes d'il y a trente ans. L'orateur ne s'explique pas l'attitude du Chancelier, car il semble que les prophéties protectionnistes formulées il y a trente ans soient sur le point de se réaliser. *(Très bien! très bien!)*

On a souvent demandé: comment les fluctuations dans la valeur relative de l'or et de l'argent se produisent et quelle est la cause de la divergence? Elle ne se produisait pas autrefois. Notre commerce avec l'Orient se faisait jadis sans tous ces obstacles; nous n'avions aucune difficulté avec la roupie; on ne se plaignait pas, dans le Lancashire, de la baisse du change et les producteurs de blé se déclaraient satisfaits.

Quelle est la cause de tout cela? Est-ce l'accroissement considérable des stocks d'argent? Est-ce une plus grande variation des productions respectives des deux métaux précieux? C'est là un motif qu'on a invoqué communément, mais il n'en est pas de plus faux.

Quiconque prendra la peine d'étudier les statistiques, constatera que les variations dans la production des métaux ont été infiniment plus grandes pendant les années antérieures à 1873, où les valeurs relatives sont restées stables, que depuis. Conséquemment, les fluctuations ne peuvent être imputées à la production; il faut les attribuer aux grands changements introduits, depuis 20 ans, dans les lois monétaires aux Etats-Unis et dans une demi-douzaine de pays du Continent. Avant ces changements, tout l'or et tout l'argent du monde constituait, pour ainsi dire, une monnaie potentielle; on pouvait en porter des quantitées illimitées aux Hôtels des monnaies. Ceux-ci étaient tenus de les accepter et de les convertir en monnaie légale à un taux fixé par once. Toute cette monnaie se déversait dans la circulation en augmentant d'autant le volume de la monnaie dans le monde. La loi avait un double effet qu'il convient de signaler.

D'abord, à cette époque, la population, le commerce, les marchandises et les demandes de monnaies croissaient également, mais l'accroissement du volume de la monnaie, dû à la production constante des deux métaux, suffisait tout juste pour satisfaire à l'accroissement des demandes et pour maintenir la stabilité dans le niveau général des prix.

Ensuite, les deux métaux restaient fixes, dans la pratique, car il ne serait venu à l'idée de personne d'accepter, pour l'un ou l'autre un prix inférieur à celui qu'on pouvait obtenir aux Hôtels des monnaies.

Mais les circonstances sont malheureusement modifiées. Les Hôtels des monnaies, fermés à la frappe de l'argent, sont restés ouverts à l'or; et l'argent, perdant nos grands marchés, tomba aussitôt et tomba constamment, sinon toujours rapidement, jusqu'en 1893. Qu'arriva-t-il? Cette même année, le Gouvernement anglais porta encore un coup mortel à l'argent: il ferma les Hôtels des monnaies indiens, le principal marché restant, et l'effet de cette mesure fut immédiat. L'argent tomba de 8 d. par once en une semaine — fait sans précédent dans l'histoire — et il n'y a aucune raison pour que ce métal, qui constitue encore l'étalon des deux tiers de la population du monde, ne descende au rang d'une marchandise ordinaire.

Mais l'argent n'a pas été seul à souffrir du changement monétaire. Les prix de toutes choses furent atteints et tombèrent, en général, au-dessous du niveau le plus bas.

Sur ce point, l'orateur craint de perdre son temps en faisant appel au Chancelier de l'Echiquier, qui a toujours été l'adversaire des idées des *bimétallistes*.

Il considère que le Chancelier de l'Echiquier n'a jamais accordé à la question une attention sérieuse, car il a prétendu que les nations étrangères étaient absolument opposées à de nouvelles conférences ou à des échanges de vues. Cependant le Chancelier doit bien admettre aujourd'hui — en raison des opinions exprimées en France et en Allemagne — qu'il s'était trompé à l'égard de ces pays. Il doit commencer à croire qu'il y a quelque chose de sérieux au fond des théories *bimétallistes* et que, après les grands changements monétaires qui se sont produits sur le Continent depuis vingt ans — changements qui ont contribué, dans une si large mesure, à la baisse des prix — il serait possible d'arrêter cette baisse si on laissait agir les bimétallistes, en admettant même qu'ils ne puissent pas produire un mouvement en sens inverse.

Mais cela ne conviendrait pas au Chancelier de l'Echiquier. L'agriculture peut être ruinée; la Chambre a entendu, à ce propos, ses récentes déclarations. L'industrie métallurgique peut être déprimée; les filatures du Lancashire peuvent être fermées; des milliers de travailleurs peuvent rester sans emploi par suite de la baisse constante des prix. Qu'importe? Le Chancelier de l'Echiquier a dit: « Laissez baisser les prix; plus ils baisseront, mieux cela vaudra; je ne désire pas les voir remonter. » Telle a été la réponse du Chancelier à l'appel adressé par les industries ruinées, et on n'a jamais

entendu à la Chambre des Communes un Ministre anglais formuler une déclaration plus cruelle et plus égoïste. (*Très bien! très bien!*)

Il y a, dans cette Chambre, des membres hostiles en principe à tout ce qui pourrait menacer l'existence de l'étalon or en ce pays. L'orateur respecte leurs idées, mais la motion présentée ne comporte aucune décision dans ce sens. *Bimétalliste* convaincu, il estime qu'il y a beaucoup de voies et moyens à suivre pour généraliser l'emploi de l'argent; ce n'est pas le moment de les discuter ici, mais on les examinera dans une conférence.

La Chambre ne doit pas oublier qu'il y a un grand empire oriental à côté d'un grand empire occidental. L'orateur ne voit pas pourquoi, en ce qui concerne l'empire oriental, on ne pourrait pas conclure avec les autres puissances un accord relatif à la réouverture des Hôtels des monnaies de l'Inde à la frappe de l'argent, à la condition que ces puissances fassent de même; on prendrait, simultanément, toutes mesures tendant à faciliter et à augmenter l'usage de l'argent en Angleterre. Le Secrétaire d'État de l'Inde accepterait avec empressement une combinaison de ce genre qui serait acceptée par les *bimétallistes* de la Chambre, et qui ne pourrait froisser le monométalliste anglais le plus convaincu. (*Très bien! très bien!*)

En fermant les Hôtels des monnaies de l'Inde, on a voulu raréfier la roupie; mais, en augmentant artificiellement la valeur de la roupie on a amené une baisse de toutes choses mesurées en roupies.

Les partisans de la motion ont aujourd'hui un énorme désavantage, en raison de l'absence du chef de l'opposition, dont on connaît les idées à ce sujet; pourtant ils sont autorisés à dire que la motion a son entier appui. Quoi qu'il en soit, et malgré toutes les influences mises en jeu, les adversaires ne peuvent nier qu'ici et dans d'autres pays on a fait un grand pas; les *bimétallistes*, ayant pour eux l'expérience, la justice, la raison, et la vérité scientifique, sont sûrs de triompher en fin de compte. (*Applaudissements.*)

Le Chancelier de l'Echiquier. — La Chambre doit attendre avec impatience l'exposé des vues du Gouvernement, je reconnais que la question a une extrême gravité et, considérant ma responsabilité en raison de la situation que j'occupe, je serais fortement à blâmer si je traitais la question avec dédain. (*Très bien! très bien!*). L'honorable ami qui siège derrière moi m'a beaucoup aidé dans la discussion. Il a fait une réelle conversion qui m'évite des différences d'opinion avec lui. Jusqu'à hier ou avant-hier il y avait sur un papier portant son nom, une motion intitulée: *Libre frappe de l'argent*, avec ces mots: « La Chambre est d'avis qu'une « entente internationale relative au rétablissement de la libre « frappe de l'argent et à la réintégration du métal blanc dans « la fonction d'étalon légal est désirable ». Si cette motion avait été maintenue, nous eussions dû la combattre; mais elle a été remplacée par une autre dont le caractère est plus inoffensif.

Mon honorable ami a fait un exposé très intéressant de la dualité des deux métaux précieux. Je l'écoute toujours avec le plus grand intérêt et j'ai lu très attentivement tous ses travaux, car il a étudié à fond l'histoire de l'agriculture et sait, comme moi, que les souffrances de cette industrie ne constituent pas un phénomène nouveau.

(Après avoir refait l'histoire de l'agriculture anglaise pendant la période 1819 à 1833 — qui fut une période de compression monétaire et de dépression économique — le *Chancelier de l'Echiquier* aborde le fond de la question):

La motion, dit-il, a trait à la divergence croissante de la valeur relative de l'or et de l'argent; je ne l'ai jamais niée. Nous la connaissons tous: l'Inde nous en offre un grand exemple. La motion indique aussi que, si d'autres pays désirent engager une discussion sur ces points, nous ne devons pas leur refuser de nous joindre à eux. Je n'ai jamais refusé une semblable adhésion; au contraire, j'ai toujours pris part aux débats, ainsi que les Gouvernements précédents.

La question a deux faces également importantes. Elle a un côté international et un côté national. Voyons quelle a été et quelle est notre position dans la question vis-à-vis des pays étrangers. Chacun sait que nous avons pris part, en 1892, à une Conférence tenue à Bruxelles. L'adhésion à la Conférence a été envoyée par nos prédécesseurs. Mais nous n'avons pris le pouvoir qu'après la rédaction des instructions données à nos délégués, bien qu'on m'en ait attribué la responsabilité. Je prie la Chambre de remarquer le caractère de ces instructions que je vais lire textuellement... Ce que je vais lire est tiré du rapport des délégués anglais signé par eux:

« Le Gouvernement des Etats-Unis, en proposant une conférence, a exprimé au Gouvernement de Sa Majesté le désir « qu'un rapport soit établi par les principales nations pour « la frappe de l'argent dans les divers Hôtels des monnaies. » A cela, le Gouvernement anglais refusa d'adhérer et répondit qu'il ne pourrait accepter une invitation conçue en ces termes. Ce point est très important, car le Gouvernement actuel — ni, je pense, aucun autre Gouvernement qui lui succèdera — n'entrera pas dans une voie qui porterait atteinte aux principes fondamentaux de la circulation monétaire de ce pays.

Alors, le Gouvernement des Etats-Unis proposa une Conférence « ayant pour but d'examiner les mesures pouvant être prises en vue d'augmenter l'emploi de l'argent dans la circulation des nations ». Cela fut accepté par nos prédécesseurs et par nous, et nos délégués devaient parler et voter sur tout programme déterminé tendant à étendre l'usage de l'argent, à condition de ne pas engager le Gouvernement. La Conférence s'est réunie dans ces conditions et il est nécessaire de connaître exactement les sentiments des autres nations à ce sujet.

Les représentants des Etats-Unis ajournèrent la question du *bimétallisme*. Ils proposèrent de commencer la discussion par une résolution générale, savoir: « L'opinion de cette Con- « férence est qu'il est désirable que des mesures soient prises « pour augmenter l'emploi de l'argent dans la circulation des « nations ». Qu'est-il arrivé? Cette résolution a été soutenue par les délégués britanniques, sir Rivers Wilson et les autres, conformément aux instructions du Gouvernement. Une série de déclarations fut présentée par les représentants des diverses puissances.

Une des dernières, relative au *bimétallisme*, fut présentée par un représentant de l'Allemagne. J'appelle votre attention spéciale sur cette déclaration, car on a dit, maintes fois, à tort, que l'échec de la Conférence de Bruxelles était dû à une déclaration préalable faite par sir Rivers Wilson contre le *bimétallisme*. Voici la déclaration du comte Alvensleben, délégué de l'Allemagne: « L'Allemagne, étant satisfaite de son régime monétaire actuel, ne désire pas en modifier la base. » Cela fut dit le jour même de l'ouverture de la Conférence, et le comte Alvensleben ajouta: « Le Gouvernement impérial reconnaît, toutefois, que la variation continue et la baisse considérable du prix de l'argent sont profondément regrettables au point de vue économique, et il serait avantageux, pour les intérêts économiques de l'Empire, que l'on pût remédier à ces maux d'une façon définitive. Ces considérations ont décidé le Gouvernement impérial à accepter l'invitation des Etats-Unis à cette Conférence. Néanmoins, considérant sa situation monétaire satisfaisante, le Gouvernement impérial a prescrit à ses délégués de se tenir sur une stricte réserve; ils ne peuvent donc prendre part à la discussion, ou au vote de la résolution présentée par les délégués des Etats-Unis. »

En réalité, c'est l'Angleterre qui a été le principal soutien des Etats-Unis dans cette Conférence, mais l'attitude des autres puissances a été si décourageante, que la résolution fut finalement abandonnée.

Le Chancelier de l'Echiquier donne lecture du rapport général des délégués anglais et continue:

On prétend que l'Allemagne a totalement changé d'attitude, mais je ne vois pas sur quoi s'appuie cette opinion. J'ai lu la déclaration du Chancelier allemand prince Hohenlohe, publiée dans le *Times* du 16 février 1895; il n'y est nullement question d'un accord international pour la fixation d'un rapport entre l'or et l'argent. Nous n'avons pas reçu, jusqu'ici, de communication officielle de l'Allemagne; quand nous en recevrons une, le Gouvernement verra ce qu'il devra répondre; mais je n'hésite pas à déclarer que nous lui réservons l'accueil que nous avons fait à la proposition des Etats-Unis ou de tout autre Gouvernement ami, car, à notre avis, la question doit être discutée. (*Très bien! très bien!*)

Quel est le langage que nous avons tenu aux Etats-Unis? « Nous ne pouvons, a dit alors le député actuel de Saint-Georges, accepter votre proposition si vous voulez voir de notre part une intention de modifier notre étalon monétaire. Mais si vous voulez discuter sur les maux résultant de la dépréciation de l'argent, nous acceptons volontiers d'examiner un programme définitif sur ce point. »

Les délégués qu'on enverra doivent, sous peine de perdre leur temps, comme cela a été le cas à Bruxelles, exprimer l'opinion du Gouvernement qu'ils représentent. Je crains de fatiguer la Chambre, en traitant aussi longuement la question au point de vue international, mais j'estime qu'il faut s'expliquer clairement, car il n'est pas de puissance dans le monde dont les intérêts soient plus intimement liés à une base monétaire stable que notre pays. Il a de grands revenus, son commerce est le plus étendu du monde, et cela, à mon avis, grâce à la solidité de son système monétaire. Pourquoi l'Angleterre, qui a le commerce le plus étendu du monde, le dirige-t-elle sur une base métallique plus petite que celle de tout autre pays? C'est parce qu'elle a le crédit le plus étendu. (*Très bien! très bien!*)

Dans les temps anciens, le commerce se faisait à l'aide du métal; aujourd'hui, le métal or ou argent n'est plus l'instrument d'échange. C'est seulement la mesure de valeur. Mais, ce n'est pas là ce qu'on entend par « quantité d'or ». En théorie, la quantité est ceci: plus vous avez de marchandises à échanger, plus vous avez besoin de métal. Mais cela n'est plus vrai aujourd'hui. Si cela était, l'Angleterre aurait

besoin de la plus grande quantité d'or, et pourtant elle gère son commerce avec une quantité d'or plus faible que celle d'aucun pays. On a dit, avec raison, que la quantité d'or employée par ce pays a diminué d'année en année. Pourquoi? Parce qu'on a trouvé de nouveaux moyens pour conduire les transactions du monde. Et, au fur et à mesure que le commerce se développe et s'organise et que les nations deviennent plus civilisees, moins elles se servent de métaux et plus elles emploient d'autres moyens d'effectuer les échanges de marchandises.

Examinons maintenant la question au point de vue national. Si vous arrivez à discuter le rapport vous constaterez la divergence des intérêts des nations. Celles qui sont à circulation d'argent ont un intérêt manifeste à élever le prix des marchandises qu'elles produisent. D'autres pays ont de grands stocks d'argent dont ils voudraient bien se décharger sur nous. Nous sommes le plus grand créancier du monde et les autres pays nous doivent des centaines de millions ; si ces derniers peuvent nous payer en argent déprécié ou en papier inconvertible, ils en seraient enchantés, et si on signait un pareil accord, quelle garantie aurions-nous de son maintien? Qu'arriverait-il si une grande guerre éclatait? Les accords internationaux n'auraient plus aucune valeur, et les divers pays chercheraient à se procurer de l'or à tout prix.

Je ne veux pas mettre la circulation de ce pays, dont dépend son commerce et sa prospérité, à la merci d'une nation étrangère, ni sous le contrôle d'un Comité d'Etats étrangers.

Le système adopté par l'Angleterre a consisté à éviter les alliances embarrassantes et les combinaisons européennes, parce que nous ne voulons pas exposer les fortunes de ce pays dans des aventures pouvant aboutir à une terrible lutte entre les grandes puissances militaires de l'Europe. Si cette remarque s'applique aux alliances politiques, elle a dix fois plus de force quand il s'agit d'une proposition relative à à une entente monétaire internationale. On a dit — et c'est là un des grands arguments des *bimétallistes* — que, seule parmi les Etats de l'Union latine, la France pouvait assumer la tâche de maintenir le prix de l'argent. Eh bien! si certains pays pensent que c'est là un bon système, pourquoi ne s'entendent ils pas pour atteindre ce but? Si la France, l'Allemagne et les Etats-Unis désirent arriver à un accord sur ce point, nous n'y voyons pas d'objection, mais il faut que nous restions seuls juges du système monétaire à adopter pour nous. Le précédent orateur a parlé de l'Inde; c'est précisément le cas de l'Inde qui me fait reconnaître que la dépréciation de l'argent est une question très sérieuse. Elle a été examinée avec soin par la Commission royale, et c'est parce que celle-ci a conclu que la métropole ne devait pas s'exposer à de sérieux risques en modifiant son système monétaire, mais que le Gouvernement de l'Inde devait être autorisé à prendre les mesures qu'il considérait comme utiles à ses intérêts, que nous avons, d'accord avec le Gouvernement de l'Inde, fermé les Hôtels des monnaies.....

Il n'y a plus qu'un point, c'est l'effet des hauts prix, par l'action du Parlement, sur les salaires. Il n'est pas vrai, et c'est historiquement faux, que les prix élevés aient amené des salaires élevés. (*Très bien! très bien!*) L'histoire de notre pays nous enseigne que c'est précisément quand les prix étaient les plus hauts que les salaires étaient les plus bas; cela s'est produit d'année en année. Les *bimétallistes* n'ont jamais essayé de traiter ce point; ils savent que si les prix ont baissé dans de notables proportions, les salaires se sont à peine modifiés, et que les salaires nominaux ont même largement augmenté grâce à l'accroissement de la puissance d'achat de la monnaie. Si vous cherchez à modifier votre système monétaire et à obliger les habitants de ce pays à payer des prix plus élevés pour leurs aliments, leurs vêtements et toutes les marchandises dont ils ont besoin, vous vous engagez, à mon avis, dans une voie désastreuse.

Après avoir exposé l'opinion du Gouvernement en ce qui touche le côté international et le côté national de la question, je dois ajouter que la motion renferme deux propositions que je ne cherche pas à combattre. J'admets que la baisse du prix de l'argent, en ce qui touche notre commerce avec les pays à circulation d'argent, a amené des fluctuations de change et que, d'autre part, cette baisse nous a mis dans une situation désavantageuse. Cela, je ne l'ai jamais contesté. Mon honorable contradicteur a parlé de la population de ces pays, mais nous n'avons pas à nous en préoccuper. Nous ne devons considérer que le commerce relatif de ces pays. On ne saurait contester que le commerce de l'Angleterre avec les pays à étalon d'or est bien plus considérable que celui avec les pays à circulation d'argent; conséquemment, notre régime monétaire doit être adapté à la partie la plus importante de notre commerce. *(Très bien! très bien!)* Je n'ai aucune objection à prendre part à une Conférence avec l'Allemagne, les Etats-Unis ou tout autre pays, aussi longtemps que notre position restera claire comme elle l'a été à la Conférence de Bruxelles. Mais si la motion dont il s'agit constituait une adhésion au *bimétallisme,* je la combattrais de toutes mes forces.

Je vois qu'il y a deux amendements à cette motion. Le premier en fait une résolution *bimétallique* à laquelle je suis formellement opposé. Le second, émanant de mon ami le député de Hampstead, répudie, comme je le ferais moi-même, toute démarche permettant aux autres pays de croire à une modification possible de notre régime monétaire. Je suis fermement convaincu qu'aucun Gouvernement responsable devant le pays ne voudra proposer une modification au régime monétaire — existant depuis 1816, c'est-à-dire depuis 80 ans — grâce auquel nous avons atteint un degré de prospérité commerciale et financière qu'aucune autre nation du monde n'a pu atteindre.

J'ai cherché à exprimer ma profonde conviction sur la question, mais, considérant que la motion est conçue dans des termes permettant de la placer sur un terrain d'entente, qu'elle ne nous engage, en aucune façon, dans un accord *bimétallique,* qu'elle constate l'existence de maux que nous ne nions pas, qu'elle nous invite seulement à un échange de vues ou à une Conférence avec les grandes nations de l'Erope, et que, pour ces raisons, elle est raisonnable, le Gouvernement de Sa Majesté ne la combattra pas. (*Applaudissements.*)

M. W. Lloyd dit que le Chancelier de l'Echiquier pense, évidemment, que l'Angleterre a un étalon monétaire parfait. S'il en était ainsi, il n'y aurait aucune raison d'adhérer à une Conférence; mais si, au contraire, l'étalon n'est ni parfait, ni stable, il est très important d'examiner s'il ne conviendrait pas d'adhérer à une Conférence qui étudierait la question dans son entier. Les déclarations des experts devant la Commission pour l'or et l'argent ont démontré que l'étalon anglais n'est pas parfait et qu'il est sujet à des variations. Le Chancelier de l'Echiquier a dit qu'il ne désirait pas voir les prix hausser; une nouvelle baisse serait-elle favorable ou contraire aux intérêts nationaux?

L'orateur démontre que la baisse de la valeur des propriétés a appauvri la nation. Les capitaux ne s'emploient plus dans l'agriculture ni dans l'industrie.

On a dit que toute tentative en vue de consolider l'étalon monétaire entraînerait une panique et serait désastreuse pour les intérêts anglais. Mais l'orateur est d'un avis contraire. Si, comme on l'a affirmé, notre pays est créancier de 2 milliards de liv. st., notre intérêt est plutôt de venir en aide à nos débiteurs que de leur nuire. (*Très bien! très bien!*)

Le Chancelier de l'Echiquier semble ignorer que notre pays ne progresse pas. Nos exportations ont baissé progressivement de 239 millions de livres sterling en 1874 à 233 millions en 1884 et 218 millions en 1893, et, simultanément, notre population augmentait. Par contre, les importations ont passé de 370 millions en 1874 à 390 millions en 1884 et à 405 millions en 1893. Cette augmentation, qui porte en majeure partie sur les produits manufacturés, n'accroît ni le travail, ni les salaires, ni la prospérité des classes laborieuses. D'autres pays, touchés par la hausse de l'or, ont pu se défendre grâce aux droits protecteurs, mais l'Angleterre, avec ses ports et ses importations libres, est désarmée, et, comme conséquence, sa richesse et sa puissance d'exportation est allée en déclinant. En ce qui concerne l'Inde, les *bimétallistes* sont d'accord avec les conclusions du rapport de la Commission pour l'or et l'argent. Les mesures prises par le Gouvernement témoignent son embarras. Il faut trouver un remède pour les crises. *(Applaudissements.)*

Sir J. Leng s'étend sur les avantages que la baisse de la roupie a procurés aux filateurs indiens.

Après les observations présentées par MM. Forwood, Whittaker et colonel Bridgemann, Sir H. Meysey-Thompson affirme que l'attitude de l'Angleterre a fait échouer la Conférence de Bruxelles.

Le Chancelier de l'Echiquier, ajoute-t-il, s'est efforcé de persuader à la Chambre qu'une réforme de notre régime monétaire nuirait au travailleur anglais et que les salaires étaient bas lorsque les prix étaient élevés. Quelle est la limite? Car il doit y en avoir une, sinon, les prix continuant à s'élever, il n'y aurait plus de salaires du tout.

Le Chancelier de l'Echiquier interrompt: J'ai dit que les salaires ne s'élevaient pas proportionnellement à la hausse des prix. Je n'ai pas dit que les salaires baissaient parce que les prix s'élevaient. Les hauts prix n'ont pas été suivis, dans l'histoire, par une hausse proportionnelle des salaires.

Sir H. Meysey-Thompson répond que le pays n'a pas à s'occuper de faits historiques. Il importe peu aux travailleurs de ce pays de connaître la proportion, dans le passé, entre les salaires et les prix, à moins qu'elle ne donne une indication de la proportion pour l'avenir. Le Chancelier affirmerait-il que, si les prix venaient à hausser dans le commerce du coton, les salaires se réduiraient? Le point le plus important de la controverse est celle des emplois; or, le présent état de choses dans l'industrie est plein de menaces pour les salariés.

La divergence entre les valeurs respectives de l'or et de

l'argent tend à bannir les grandes industries du territoire britannique en les transférant dans les pays à circulation d'argent, tels que la Chine, le Japon et le Mexique. Le rapport d'un consul dans une des îles japonaises a établi, qu'il y a sept ans, on y importait des tuyaux en fer au prix de 20 *yen* la tonne; aujourd'hui le prix, en Angleterre, a diminué de 4 shill. par tonne, mais, par suite de la baisse du prix en or de l'argent, ce prix s'est élevé, au Japon, de 28 à 40 *yen*. Et le consul ajoutait que nécessairement les indigènes s'étaient mis à fabriquer des tuyaux. En 1873, quatre onces d'argent achetaient pour une livre sterling de produits anglais, aujourd'hui il faut 8 onces pour la même quantité.

Aussi l'industrie cotonnière progresse-t-elle par bonds au Japon, qui, comme la Chine et le Mexique, augmente le nombre de ses manufactures grâce à la baisse de l'argent. Ce transfert des industries est la chose la plus importante pour les travailleurs. Les membres de la Chambre auront bientôt entre les mains trois études sur cette question, l'une émanant du Conseil général à Shanghaï, l'autre d'un négociant en soie de Yokohama et la troisième d'une sommité de Londres; il espère qu'ils voudront bien les lire, car elles sont courtes et elles ont été écrites par des hommes maîtres de leur sujet. (*Très bien! très bien!*)

M. Whiteley parle dans le même sens.

M. Courtney dit que le Chancelier de l'Echiquier ayant accepté la résolution, le débat revêt un caractère académique, mais il ne semble pas l'avoir acceptée avec plaisir. (*Rires.*)

Le Chancelier de l'Echiquier interrompt : Il s'agit d'une résolution *bimétallique*, à l'exclusion du *bimétallisme*. (*Rires.*)

M. Courtney dit que le Parlement allemand s'est très énergiquement prononcé pour des tentatives dans le sens du *bimétallisme*. Le Chancelier allemand s'est tenu sur la réserve en ce qui touche au régime monétaire de son pays, mais, en Allemagne, comme en Angleterre et dans d'autres pays, l'opinion publique a raison des résistances des gouvernants. (*Applaudissements.*) Bien des choses se sont passées depuis deux ou trois ans. La résolution dont il s'agit n'aurait pu être acceptée il y a deux ans, et on verra, dans une prochaine Conférence, combien l'attitude des puissances s'est modifiée. Le Chancelier de l'Echiquier, ayant accepté la résolution, ne peut échapper à ses conséquences. Quelle est, en effet, la première proposition?

« Que cette Chambre considère avec une grande appréhension la divergence croissante de la valeur relative de l'or et de l'argent. » (*Très bien! très bien!*)

En présence de cette grande appréhension, il faut bien admettre qu'on a le désir d'essayer de mettre un terme à la divergence des deux métaux précieux. C'est là le *bimétallisme*. (*Applaudissements*). Tout le monde admet que la rupture a commencé à se produire en 1873. (*Très bien! très bien!*) Elle s'est produite parce que le lien *bimétallique* a été rompu; le fait a été reconnu par lord Farrer, qui est un monométalliste-or au moins aussi convaincu que le Chancelier de l'Echiquier. Y a-t-il une autre explication possible à la stabilité avant 1873, contrastant avec l'instabilité constatée depuis? On pourrait objecter que jusqu'en 1873 il y a eu peu de variation dans la production de l'or et de l'argent, mais beaucoup de membres de cette Chambre sont assez vieux pour se rappeler le début des découvertes de gisements en Californie et en Australie. Il y a eu alors dislocation absolue. Le changement causé par la récente production de l'argent n'est rien si on le compare au changement causé à cette époque par la production de l'or, et pourtant celui-ci n'a entraîné aucune différence dans la valeur relative de l'or et de l'argent.

Le Chancelier de l'Echiquier, qui désire la paix et qui veut rester dans les meilleurs termes avec les autres pays, a repoussé l'idée d'une mesure internationale de valeur dans des termes qu'il regrettera, après réflexion. Il s'est prononcé en faveur de l'isolement et a déclaré ne pas vouloir avoir avec les autres pays du monde des relations qui nous assureraient une paix perpétuelle. (*Applaudissements*). L'orateur se ferait, au contraire, une gloire d'établir une mesure de valeur internationale qui rapprocherait les diverses nations. (*Applaudissements*). La divergence entre l'or et l'argent est la source des plus grands maux économiques. Dans la période où les prix se sont élevés, les conditions de production ont encouragé l'esprit d'entreprise. Il faut qu'à la prochaine Conférence les délégués anglais aient plus de liberté et puissent exprimer l'opinion nationale (*Applaudissements*).

Sir G. Chesney dit qu'il convient de féliciter la Chambre des progrès sérieux réalisés par l'idée *bimétalliste*; c'est la théorie de la jeune génération. Il ne désespère pas de la conversion du Chancelier de l'Echiquier, car jamais les espérances des *bimétallistes* n'ont été plus fondées. L'adoption de la résolution sera un grand pas dans la voie du progrès. (*Très bien! très bien!*).

Sir S. Montagu, tout en pensant qu'on s'exagère, de part et d'autre, la portée du *bimétallisme*, estime qu'en donnant une valeur stable à l'argent, on ramènerait la confiance dans le monde, et que le nombre des sans-travail se réduirait considérablement. Il ne faut pas seulement envisager la question au point de vue anglais, mais aussi au point de vue indien.

Après quelques paroles prononcées par MM. Warner, H. L. Foster et Lougle, la motion a été adoptée à l'unanimité.

The Bimetallist

Le numéro de février du *Bimetallist*, paru cette semaine, contient des études fort intéressantes et de nombreux documents sur la question monétaire. Notre confrère constate aussi les progrès énormes réalisés, aussi bien en Angleterre que sur le continent européen ou aux Etats-Unis, par les partisans du double étalon.

La Question monétaire au « Royal Colonial Institute » à Londres

Une réunion des membres du *Royal Colonial Institute* a eu lieu le 12 février courant à Londres, pour entendre la lecture d'un rapport de M. Whitehead (qui fait des opérations de Banque depuis plus de vingt ans avec l'Inde, la Chine et le Japon), sur la « Situation critique du commerce britannique avec les pays orientaux. » La séance était présidée par M. Neville Lubbock; nous citerons, parmi les personnes présentes : M. Léonard H. Courtney, M. P., Sir J. L. Mackay, Sir D. Barbour, M. J. E. O'Conor (secrétaire-adjoint du Gouvernement de l'Inde), etc., etc., ainsi qu'un grand nombre de personnes en relations d'affaires avec les Détroits et la Chine.

M. Whitehead s'était proposé comme but de démontrer que la situation si critique du commerce de la Grande-Bretagne avec les pays orientaux étaient due à la contraction monétaire, et à ce fait qu'on n'a pas voulu rendre à l'argent la fonction qu'il remplissait depuis des centaines et des milliers d'années.

Il s'est étendu successivement sur : la décadence des transactions commerciales de l'Angleterre, les manufactures indiennes produisant les articles anglais, la fermeture des Hôtels des monnaies de l'Inde équivalant à une prime aux industries chinoises et japonaises — et il a démontré que la divergence entre l'or et l'argent constituait une véritable calamité au point de vue national — alors que les prix ne variaient pas dans les pays à circulation d'argent. Il a fait ressortir enfin le danger de la concurrence asiatique.

Les chiffres du commerce extérieur de l'Angleterre donnés par M. Whitehead sont éloquents : ce commerce a baissé, de 1891 à 1894, de 27 millions de livres sterling pour les *importations* et de 54 millions de livres sterling pour les *exportations*.

En effet, en 1891, les *importations* s'étaient élevées à 435.000.000 liv. st., tandis qu'en 1894 elle n'étaient plus que de 408.000.000 liv. st. Quant aux *exportations*, elles sont tombées de 328.000.000 liv. st. en 1891 à 274.000.000 liv. st. en 1894.

La production totale annuelle des articles en coton, évaluée à 102 millions de livres sterling pour la période 1871-73, n'était plus que de 89 millions de livres sterling pour celle de 1891 à 1893.

M. Whitehead a établi, ensuite que les exportations de filés coton de l'Inde, pour la Chine et le Japon, se sont élevées de 7.926.000 livres anglaises en 1876-77 à 189.000.000 de livres en 1892-93; quant aux cotonnades en pièces, le mouvement s'est accru, dans ces deux périodes, de 15 1/2 millions à 80 millions de yards.

En regard de cette grande prospérité des filatures indiennes qui s'est poursuivie jusqu'à la fermeture des Hôtels de monnaies dans l'Inde, le rapporteur a donné la situation des 67 filatures du Lancashire, dont le déficit a été de 411.000 liv. sterling en 1894.

Cette stagnation ou cette dépression du commerce et de l'industrie en Angleterre provient de la contraction monétaire, conséquence du monométallisme-or impuissant à maintenir les prix, tandis que la prospérité de l'Inde, de la Chine et du Japon est due au fait que ces pays disposent d'une quantité suffisante de monnaie. L'industrie anglaise perd les marchés de l'Orient, qui sont conquis par les produits asiatiques.

La baisse du prix en or de l'argent a procuré des primes à l'industrie asiatique; aussi la divergence entre les deux métaux est-elle une question pressante, qui intéresse au plus haut point les travailleurs anglais.

Pendant que les filatures du Lancashire travaillent à perte, le rapport du consul britannique à Hiogo (Japon) nous apprend

que le 21 filatures locales ont donné, en 1891, un dividende moyen de 17 pour cent, soit 28 0/0 le dividende le plus élevé et 8 0/0 le plus bas. L'ouvrier asiatique travaille à un salaire équivalent à la moitié du salaire or d'il y a vingt ans, bien qu'il reçoive la même somme en argent. Comme conséquence, la production de mines d'étain dans les Détroits a augmenté de 15 0/0 par an.

Semblable constatation peut être faite pour toutes les industries. En ce qui concerne le charbon, les Compagnies de navigation ont passé, au Japon, des contrats pour plusieurs centaines de mille tonnes à livrer à Singapoore au prix de 5 1/2 p. la tonne. Si on considère que la qualité de ce combustible est inférieure de 20 0/0 à celle du meilleur charbon anglais, ce prix, à raison de 2 shill. par piastre, équivaut à 13 shill. la tonne, alors que le charbon de Cardiff revient à 20 shill. rendu à Singapoore.

La production du charbon tend à s'accroître en Extrême-Orient et la vente est favorisée par la baisse du prix en or de l'argent.

Sir Thomas Sutherland a dit à une récente assemblée de la Société de Navigation à vapeur Péninsulaire-Orientale que, parmi les personnes présentes, il en était qui verraient construire les navires de la Compagnie sur les bords du Yangtzé, en Chine, et non plus sur ceux de la Clyde, de la Tees ou du Tyne. La puissance d'achat de l'or mesurée en argent s'étant accrue de 120 pour cent depuis 1870, il est impossible d'évaluer les bénéfices réalisés de ce chef par les races asiatiques au détriment des Anglais.

A l'assemblée des actionnaires de la *Compagnie Chinoise Mutuelle de Navigation à vapeur*, tenue en mars dernier, M. Maitland a constaté que les frais généraux avaient été considérablement réduits grâce à la grande baisse du prix en or de l'argent ; mais ces avantages ont été annulés, en partie, par l'énorme diminution des exportations britanniques à destination de l'Extrême-Orient. Les réparations des navires de la Compagnie constituant une forte dépense annuelle, on a commencé à les faire à Singapoore, en Chine et au Japon. La piastre valant 2 sh., l'ouvrier asiatique dressé travaillera pendant tout un mois pour une somme inférieure à celle qu'il faudrait payer, pour une semaine, à son confrère anglais.

Les patrons anglais se rendent compte, aujourd'hui, du danger que leur fait courir un régime monétaire supprimant le travail en ce pays jusqu'à concurrence de millions de livres sterling par an ; ce régime les oblige nécessairement à réduire les salaires et il a pour conséquence d'augmenter le nombre des sans-travail. Aussi se prononcent-ils en faveur de la réforme monétaire.

LA GRANDE EXPANSION DU JAPON

Dans le voisinage d'Osaka et de Kioto, l'activité industrielle présente un spectacle surprenant. Cinquante-neuf filatures et tissages ont été montés en très peu de temps ; ces établissements, disposant d'un capital, exclusivement indigène, de 20.000 millions de piastres, comptent 770.874 broches. En mai 1894, leur production était déjà évaluée à 500.000 balles de filés d'une valeur brute de 40 millions de piastres, soit, au change actuel, quatre millions de livres sterling.

En résumé, les industries japonaises de toutes catégories ont progressé par bonds énormes ; déjà elles peuvent ne plus se préoccuper de la concurrence anglaise. Le Japon a eu la sagesse de rester au régime de l'argent et d'encaisser les bénéfices qui en résultent pour lui.

Une révolution politique, dont les conséquences ont été des plus sérieuses pour les Anglais, s'est produite l'automne dernier dans l'Extrême-Orient. L'Empire du Japon a voulu prendre rang au milieu des grandes puissances du monde. Il y a trente-cinq ans à peine, les Japonais étaient à l'écart ; depuis lors, ils se sont assimilés aux Européens, et ils se sont rendus maîtres de leur science avec l'aide d'employés venus de l'Occident. Les progrès extraordinaires qu'ils ont réalisés expliquent leurs succès actuels.

Mais les habitants du Japon ont une civilisation qui leur est propre ; à l'instar des Chinois, ils sont très industrieux et aptes aux entreprises commerciales.

Les *exportations* du Japon ont progressé de 16 millions de piastres, en 1868, à 90 millions en 1893, et les *importations* ont passé de 11 millions en 1868, à 88 millions de piastres en 1893. Jadis la Chine et le Japon tiraient de la Grande-Bretagne tous les produits manufacturés dont ils avaient besoin ; plus tard ces pays se sont adressés à l'Inde.

Dans les pays orientaux, l'argent procure la même somme de travail qu'autrefois ; mais l'argent mesuré, en or, ne vaut plus même la moitié de ce qu'il valait autrefois. Ainsi, on pouvait s'assurer, en Angleterre, il y a vingt ans, une somme déterminée de travail, pour huit shillings en or, par exemple, et cette même somme de travail valait, en Chine, deux piastres, d'après l'ancien rapport. Aujourd'hui, en Angleterre, huit shillings ne procureront pas plus de travail que jadis, les salaires étant à peu près les mêmes, et pourtant ce sont les mêmes shillings, bien que leur valeur métallique ait été réduite à moins de *six pence* chaque, en raison de la hausse de l'or.

Les deux piastres, exactement pareilles aux anciennes, procurent la même somme de travail que jadis, mais pas davantage, et pourtant au prix, actuel de l'or, ils ne représentent plus que quatre shillings.

Conséquemment on peut, aujourd'hui, se procurer, en Asie, pour quatre shillings de monnaie anglaise — ou l'équivalent en argent — une somme de travail égale à celle qui coûtait, il y a vingt ans, huit shillings. La valeur de la main-d'œuvre orientale ayant été ainsi réduite de plus de 55 0/0 en or en comparaison avec la valeur d'autrefois, on peut fabriquer et produire, en Asie, avec cette même différence par rapport aux pays monométalliques-or. Notre système monétaire est cause de cette situation, et la loi économique, en vertu de laquelle le marché le plus avantageux conquiert le monde, exercera nécessairement ses effets.

La population du globe est d'environ 1.600 millions d'habitants, dont le tiers, comprenant les Européens et les Américains, a l'étalon-or comme mesure de valeur, tandis que les deux autres tiers comprennent les races asiatiques, qui ont l'argent comme étalon. La somme de travail à bon marché qu'on peut se procurer dans les pays orientaux est illimitée ; d'autre part, des millions d'hommes et de femmes attendent anxieusement du travail qu'il ne faudrait pas payer plus de cinq ou six pence, si on voulait s'en tenir à l'équivalent de l'argent par rapport à l'or.

Si on ne modifie pas le régime monétaire, et si les travailleurs anglais ne sont pas disposés à accepter de fortes réductions de salaires, les entreprises industrielles disparaîtront de l'Angleterre, car elles ne pourront plus lutter contre les industries similaires des pays à étalon d'argent.

..... Dans son rapport à la Commission royale de l'agriculture, le Dr Giffen a signalé un chapitre du *Revenue Department*, d'après lequel l'estimation annuelle pour le *income-tax* des terres en Angleterre était tombée de 39.589.000 liv. st. en 1842-43, à 39.238.000 livres sterl. en 1888-89, malgré les grandes dépenses de capitaux effectuées dans l'intervalle, et il faut tenir compte de ce fait que les revenus avaient été exceptionnellement bas en 1842-43.

De même, la valeur des propriétés en Angleterre, à l'exclusion de la capitale, était de 51.672.798 liv. sterl. en 1879-80, et de 40.718.441 liv. sterl. seulement en 1892-93, soit une diminution de près de 11.000.000 de livres sterling ; la valeur des produits agricoles du Royaume-Uni, estimée à 222.915.000 liv. sterl. en 1891, aurait dû s'élever à 298.997.000 liv. sterl., si les prix de 1874 avaient été maintenus.

Comparons un seul produit : le blé indien et le blé anglais ; on les vend sur le même marché et à peu près au même prix. Mais ce prix, désastreux pour le fermier anglais, est des plus rémunérateurs pour le producteur indien. Pourquoi ? Toute la question se résume en un facteur de change ou dans l'instrument disproportionné dont se sert le commerce britannique. Pourquoi le prix en or anglais procure-t-il au producteur indien une plus grande quantité de sa monnaie d'argent ? C'est parce que, l'Inde ayant une circulation monétaire plus volumineuse que l'Angleterre, il reçoit le même prix qu'autrefois en roupies, tandis que le fermier anglais est payé en une monnaie dont la valeur a considérablement haussé par suite de la contraction.

En d'autres termes, le fermier indien perçoit, aujourd'hui comme il y a vingt ans, 100 roupies pour la même quantité de blé, alors que le fermier anglais ne perçoit plus que liv. st. 50 00/00 pour la quantité de blé qu'on lui payait autrefois liv. st. 100 00/00. . . . .

Une discussion a suivi la lecture, très applaudie, de ce rapport. Parmi les notabilités qui y ont pris part, citons : MM. Leslie Probyn, sir David Barbour, M. Léonard Courtney, M. P., sir W. Hunter, M. Schmidt, M. Barr Robertson, etc., etc. La plupart des orateurs ont déclaré qu'il fallait vaincre la résistance opposée en Angleterre à une entente internationale tendant au rétablissement du *Bimétallisme*.

Le Bimétallisme aux Etats-Unis

On mande de Washington, qu'un sénateur, M. Walcott, a déposé une motion tendant à la nomination d'une Commission chargée de représenter les Etats-Unis à la Conférence monétaire internationale, dans le cas où les puissances étrangères inviteraient le Gouvernement de Washington à participer à cette conférence.

Le Comité agricole du Sénat constate que la situation de nombreux cultivateurs de cotons est mauvaise, beaucoup sont à peu près ruinés.

D'après une dépèche en date du 27 février, le comité financier du Sénat a approuvé la proposition Walcott, autorisant la nomination d'une commission qui représenterait les Etats-Unis à une Conférence monétaire internationale, si l'initiative en est prise en Europe et si les Etats-Unis sont invités à y participer. Le Comite a ajouté un amendement invitant le president à agir dès que la Conférence sera convoquée.

Notre confrère *The American*, qui se publie à Philadelphie, déclare que si on ne se hâte pas de réintégrer l'argent dans son ancienne fonction monétaire, parallèlement à l'or, la baisse persistante des prix amènera une banqueroute générale.

Les recettes de nos Chemins de fer — lisons-nous dans *The American* — sont l'indication la plus sûre de la marche générale des affaires; or, en 1894, les recettes brutes de 194 lignes, ayant un développement de plus de 150.000 milles, ne se sont élevées qu'à 112 millions de dollars (5 0/0 sur un capital de plus de 2 milliards 200 millions de dollars) — soit une diminution de 11 1/2 0/0 par rapport à 1893, qui était déjà une année mauvaise. On peut apprécier par là l'intensité de la dépression.

La Conférence monétaire internationale

La *Berliner Boersen-Courier* du 26 février, annonce que, comme suite aux déclarations faites au Parlement allemand, par le Chancelier de l'Empire, prince de Hohenlohe, les Gouvernements confédérés sont d'avis d'adresser assez prochainement des invitations aux Puissances étrangères pour une Conférence monétaire internationale. On compte sur de nombreuses adhésions, mais on ne sait pas encore quelle sera l'attitude de l'Angleterre.

La nouvelle Union bimétallique allemande

Le *Syndicat allemand pour le double étalon international*, qui existait depuis 1882, vient de se transformer en une *Union bimétallique allemande*, en vue de travailler avec plus d'autorité la question monétaire.

La transformation a été accomplie à Berlin, sous la présidence de M. de Kardorff, député au Reichstag, qui a prononcé à cette occasion un remarquable discours d'ouverture.

L'orateur a dépeint le mouvement bimétallique qui ouvre de nouveaux horizons au commerce, à l'agriculture et à toutes les branches de l'industrie.

Divers membres ont successivement pris la parole ; citons entre autres : MM. Otto Wülfing, un industriel qui a fait ressortir les résultats désastreux du monométallisme-or pour l'Allemagne, et Otto Arendt, député. M. Otto Arendt a parlé de la production des métaux précieux. Les découvertes de nouveaux gisements aurifères dans le Transwaal ne détruisent pas la théorie des métaux précieux du célèbre géologue le professeur Suess, car il s'agit dans l'espèce, ainsi qu'on l'a reconnu, d'alluvions et non de minerais. Le monde se trouve précisement dans la période du *glanage de l'or*.

L'orateur a combattu les craintes relatives à un trop plein d'argent en Allemagne, après la réhabilitation du métal blanc, car celui-ci ne pourra plus être un objet de spéculation.

Un membre de l'Union, qui connaît à fond la situation du Mexique, s'est élevé contre l'idée d'une surproduction d'argent dans ce pays après la réhabilitation.

Sur la proposition de M. Aschendorf, l'assemblée a nommé une Commission chargée de l'organisation de la *Nouvelle Union* qui doit s'appuyer sur l'Union des Agriculteurs.

La Question monétaire en Italie

Notre excellent confrère, le *Sole* de Milan, demande que, suivant l'exemple des principaux Etats civilisés, le Gouvernement italien étudie à fond la question monétaire, en reconstituant, par exemple, le Comité monétaire.

« Sans doute, ajoute le *Sole*, nous sommes au régime du cours forcé ; mais le change s'améliore et nous avons des dettes en or à l'étranger ainsi que des obligations résultant de la convention monétaire.

« Il serait donc essentiel d'avoir une idée claire et une étude approfondie de notre politique monétaire. »

Production des Métaux précieux en Russie pendant l'année 1893

Le *Viestnik Finançof* publie les résultats définitifs de la production des métaux, y compris le lavage des dépôts dépendant du Cabinet impérial. D'après ces données, la production des lavages particuliers s'est élevée à 2.598 pouds (42.555 kgs 24), celle des lavages du Cabinet impérial à 233 3/4 pouds (3.828 kgs 825). La production totale de l'or d'alluvion montait ainsi à 2.831 pouds 3/4 (46.384 kgs 065) en 1893 contre 2.627 pouds 3/4 (43.042 kgs 545) en 1892.

L'augmentation totale était ainsi de 104 pouds (1.703 kgs 52), dont 92 (1.506 kgs 96) pour les lavages particuliers et 12 (196 kgs 56) pour ceux du Cabinet imperial.

Sur cette quantité, les Etablissements d'affinage de l'Etat ont obtenu 2.639 pouds (43.225 kgs 82), dont 2.304 pouds d'or (37.739 kgs 52) chimiquement pur et 221 pouds d'argent (3.619 kgs 98).

Sur l'exploitation de l'année 1893, les administrations de mines ont reçu 43.288 *assignovki* (bons de monnaie) représentant 30.625.900 roubles.

L'exploitation de l'argent en tant qu'elle est conduite d'une façon indépendante a de nouveau fléchi. On en a tiré 513 pouds (8.402 kgs 94), contre 585 pouds (9.582 kgs 3).

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	DIVIDENDES 1892	DIVIDENDES 1893	DIVIDENDES 1894	PRODUCTION 1892	PRODUCTION 1893	PRODUCTION 1894		COURS DU 22 février	COURS DU 1er mars
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9.505	2	1.594	13/16	13/16
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 3/8	2 3/8
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg.	40	»	»	40	»	»	28.36	21.806	12	29.346	2 15/16	2 3/4
City and Suburban	85.000	1	65.000	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	12	72.092	18 3/4	19 3/8
Crœsus (New)	225.000	1	195.000	16½ — — ..	»	60	»	10	»	»	11.50	1.339	»	»	2 3/8	2 3/8
Crown Reef	120.000	1	120.000	19 — — ..	90	120	50	55	50	»	70.204	82.105	12	120953	10 1/8	10 1/8
Durban Roodep	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30.931	60.635	12	55.969	7 1/16	7 1/4
East Rand	650.000	1	650.000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	53/0	54/0
Ferreira	45 000	1	43.292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	12	69 433	16 1/8	17 3/8
Geldenhuis Estate	200.000	1	187.500	190 acres Elandsf...	80	40	15	10	25	»	47.721	47.431	10	45 633	6 ./.	6 5/16
Heriot (New)	85.000	1	73.250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	44 763	8 3/4	9 3/16
Henry Nourse	125 000	1	125.000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	»	22 220	12	29.528	6 ./.	6 ./
Jubilee	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17.319	30.066	12	26.611	9 1/2	9 1/4
Jumpers	100.000	1	100.000	39 —Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22.145	44.490	12	52.106	6 /.	5 7/8
Langlaagte Estate	500.000	1	467.000	31 — — .	160	»	10	20	30	»	88.951	104.909	12	146411	4 9/16	4 1/2
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres — .	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27.898	7 1/8	7 1/16
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	1/2	1/2
New Aurora West.	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M.R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	4.932	15/0	16/0
— Primrose	240.000	1	240.000	51 cl. Elndsft., Turff	100	»	15	27½	40	»	56.449	83.777	12	86.030	5 15/16	6 1/16
Nigel	160.000	1	159.895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55.936	46.007	12	53.909	5 7/16	5 5/8
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3.221	3 7/8	4 3/16
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvi-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	12.133	22/9	24/0
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	22 1/8	23 5/8
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kieti	50	»	»	10	15	»	11.934	35.451	11	19.577	3 1/4	2 15/16
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170.150	161.133	12	161756	8 1/4	8 7/16
Salisbury (New)	100.000	1	93.000	5 claims — .	70	»	»	30	10	»	20.829	24.851	12	18.781	3 3/8	3 1/2
Simmer and Jack	85.000	1	83.000	120 acr. Elandsfont..	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	11 7/8	12 1/4
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. — ..	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	12	12.206	2 1/4	2 1/4
Wemmer	55.000	1	46.300	12½ claims M. R..	30	»	10	»	»	»	16.250	24.297	9	25.241	8 7/8	8 3/4
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — — .	40	50	»	»	»	10	»	25.948	12	30.602	6 ./.	7 1/4
Worcester	100.000	1	90.727	10 — — .	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	12	30.788	4 1/4	4 3/8

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 1er mars 1895.

Les premières séances de la semaine ont été assez calmes, mais, depuis mercredi, les affaires sont devenues progressivement plus actives et nous sommes actuellement en pleine effervescence. Un découvert s'est évidemment formé sur quelques valeurs et divers Syndicats, qui désirent écouler des titres, en profitent pour pousser vigoureusement tous les cours. Il est évident aussi que le capital achète de nouveau ; les principaux ordres sont venus de Paris.

Cette nouvelle marche en avant est certainement justifiée pour beaucoup de valeurs, mais nous ne saurions trop répéter que quelques titres ont atteint un niveau peu en proportion avec leur valeur réelle et ne paraissent être poussés que pour favoriser leur écoulement dans le petit public. Parmi ces titres, nous pouvons citer la *Glencairn*, la *New-Primrose* et la *Geldenhuis Main Reef*.

Cette dernière a progressé, en deux jours, de 20 shill. à 30 shill. pour la simple raison qu'un groupe de banquiers s'est chargé d'écouler dans le public 30.000 actions.

Parmi les valeurs sur lesquelles il existe un découvert, nous pouvons citer la *Rand Mines*, la *Ferreira* et la *Simmer and Jack*, qui toutes trois ont enregistré une avance très importante. Quant à la *Wolhuter* qui a passé, cette semaine, de 5 3/4 à 7 1/4, le titre manque également, mais le principal motif de hausse est la nouvelle qu'un Syndicat de Johannesburg a formé le projet d'amalgamer à cette Compagnie les deep-level claims, qui se trouvent immédiatement au sud et qui sont la propriété de la *Rand-Mines*. Cette nouvelle rectifie le bruit que nous avons reproduit la semaine dernière. Les Compagnies *Sper Bona*, *George Gods* et *Métropolitan* ne seraient pas comprises dans le projet de fusion.

On a détaché, cette semaine, du cours des *East Rand* les droits de souscription aux actions *New-Cornet*. Ce droit a été évalué au Stock-Exchange à 1 sh. 6 d. environ. La date de la souscription sera ultérieurement annoncée.

La *Modderfontein* reprend sa marche en avant : de 9 1/2, elle passe à 10 7/8, cours qui sera probablement dépassé dans un avenir prochain. Les autres mines de l'est du Rand sont assez calmes. Du côté ouest, on remarque de nouveaux achats en *Randfontein*, en *South West Rand Mines*. Cette dernière progresse à 1 1/2 : Johannesburg continue à acheter.

Les valeurs de placement telles que la *City and Suburban*, la *Durban Roodeport*, la *Meyer and Charlton*, la *Robinson*, sont remarquablement fermes.

Le *Nigel* est aussi en très bonne allure : de 5 ./., elle monte à 6 1/4. Jusqu'à présent, on avait quelques doutes sur la permanence du filon qu'exploite cette Compagnie, mais les derniers rapports parvenus de la mine montrent que plusieurs puits ont été foncés à 1.200 pieds et qu'à cette profondeur, le filon conserve la même régularité et le même aspect qu'à des niveaux plus élevés.

Dans ces conditions, le taux de capitalisation de la *Nigel* doit être changé.

La *Transwaal Coal Trust*, que nous laissions la semaine dernière à 45 sh., tombe aujourd'hui à 35 sh., malgré les circulaires enthousiastes de Hambourg. On a peine à croire que l'or puisse se trouver en quantité exploitable dans les cendres d'une mine de houille.

La liquidation de lundi dernier s'est passée très facilement : elle a montré, ainsi que nous l'avions fait prévoir, un découvert sur certaines valeurs ; quant aux autres, elles paraissent tenues par des mains fermes.

Paris, le 1er mars 1895.

La place pousse de nouveau, et vivement, les *Mines d'or*. On annonce la prochaine arrivée à Paris de M. Barnato, qui viendrait pour, dit-on, surveiller le marché parisien.

En ce qui regarde les cours, mentionnons en premier lieu la *Ferreira* qui monte de 403 fr. 12 1/2 à 450 fr. ; *Robinson* 223 fr. 12 1/2 en avance de 10 fr.; *Geldenhuis* 165, contre 150 fr. 62 1/2 ; *Simmer and Jack* 319 fr. 37 1/2 alors que nous la laissions à 300 fr. il y a huit jours ; *Langlaagte* 120 fr. en bénéfice de 4 fr. 37 1/2 ; *Randfontein* 30 fr. 62 1/2 contre 28 fr. 12 1/2.

Situation Financière générale

France. — Semaine mouvementée mais, en définive bonne pour la plupart des valeurs. Paris ne s'est laissé que peu impressionner par les nouvelles reçues de l'étranger; et, comme la liquidation en cours s'annonce comme devant être très facile, la spéculation à la hausse consacre ses bonnes dispositions et paraît même résolue à aller de nouveau de l'avant. Quelques rares exceptions, cependant, sont à prévoir, comme du côté de la *Rente Italienne* dont le marché semble se détacher.

L'argent, pour les besoins de la liquidation s'obtient à 3 1/2 0/0 au plus.

Allemagne. — La situation du marché allemand s'est améliorée grâce à la bonne impression produite par les bilans des principales Banques et aux facilités relatives de l'argent.

Le Reichstag a ouvert la discussion sur la réorganisation des finances impériales ; c'est l'impôt sur le tabac qui forme la base du nouveau régime financier, en supprimant le déficit et en préparant, avec les excédents de l'avenir, l'amortissement de la Dette fédérale.

Angleterre. — La liquidation s'est effectuée dans des conditions favorables malgré une légère tension des reports et les tendances du marché restent fermes.

Parmi les discussions qui ont eu lieu cette semaine à la Chambre des Communes, il y a lieu d'attirer l'attention sur la motion de M. Everett, en faveur de la réunion d'une Conférence monétaire internationale. Par l'organe de Sir William Harcourt, le Gouvernement a déclaré ne pas s'opposer au vote de cette motion, qui avait l'appui de M. Balfour et de M. Chaplin. Les bimétallistes ont remporté un plein succès.

Autriche-Hongrie. — Le marché austro-hongrois a traversé une crise provoquée par l'audace de la spéculation, d'une part, et l'industrie sucrière, de l'autre. Des mouvements désordonnés se sont produits aux Bourses de Vienne et de Budapest. Mais, en fin de semaine, l'émotion s'était calmée, la tendance générale est redevenue ferme.

Espérons que la leçon profitera aux haussiers à outrance.

Bulgarie. — Notre correspondant de Sofia, en nous donnant des renseignements détaillés sur la déroute de l'opposition à l'occasion des élections complémentaires du Sobranié, nous écrit que le Cabinet Stoïlof dispose aujourd'hui d'une majorité compacte. Il pourra, ainsi, venir à bout des difficultés qu'il a rencontrées dans l'application de ses réformes financières et mener à bien son programme de travaux publics dont la Bulgarie attend la prompte réalisation.

Espagne. — La maladie de la Reine régente a inquiété le marché espagnol, mais les rachats du découvert et les achats d'Extérieure pour compte étranger maintiennent la fermeté.

Bien que la question des chemins de fer ne soit pas réglée, la hausse des titres du *Nord-Espagne* s'explique d'abord par les achats du groupe qui, songeant à un *convenio*, cherche à s'assurer un nombre suffisant d'adhésions, ensuite par ceux des spéculateurs qui, se figurant que la Compagnie pourra payer en *pesetas*, escompte le bénéfice devant en résulter pour les actionnaires.

On espère toujours trouver un terrain d'entente entre l'Etat et les diverses Compagnies.

Italie. — Après une liquidation facile, les Bourses italiennes sont fermes; mais la hausse du change a pour effet de restreindre les transactions.

On annonce que les nouveaux impôts perçus depuis le 1er juillet ont fait augmenter les recettes budgétaires de 33 millions de lire. D'autre part, pendant la même période, les obligations du Trésor ont augmenté de 86 millions de lire.

Roumanie. — Le vote de la loi minière, qui a pour but de développer la fortune publique, a été bien accueilli en Roumanie. Si la crise agricole arrête les exportations, on espère que la nouvelle loi hâtera la mise en valeur des gisements de houille, fer, anthracite, cuivre, etc., très abondants dans les Carpathes.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.

Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	22 février			1er mars		
	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)	103 32	34 44	2 90	103 55	34 51	2 89
Consolidés anglais (ch. f. 25 fr. 20)	105 25	38 27	2 61	104 72	38 08	2 62
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)	104 »	26 »	3 84	103 95	25 98	3 84
Belgique 3 ½ %	102 70	29 34	3 40	102 »	29 14	3 43
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.)	77 20	19 30	5 18	77 »	19 25	5 19
Grèce 5 % 1881 (en suspension)	167 »	» »	» »	160 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam)	101 75	29 07	3 43	101 75	29 07	3 43
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)	101 77	25 44	3 93	101 80	25 45	3 92
Italie 4 % net	88 70	22 17	4 50	87 80	21 95	4 55
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)	98 50	32 83	3 04	99 »	33 »	3 03
Portugal 3 % (1 fr. net)	25 50	25 50	3 92	25 30	25 30	3 95
Roumanie 5 %	102 95	20 59	4 85	104 »	20 80	4 80
Russie 3 % or 1891 libéré	92 70	30 90	3 23	92 80	30 93	3 23
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)	73 40	14 68	6 81	72 50	14 50	6 89
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)	103 75	25 93	3 85	103 05	25 76	3 88
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	102 80	34 26	2 91	102 60	34 20	2 92
Turquie convertie 1 % série D.	26 85	26 85	3 72	27 »	27 »	3 70
— Priorité 4 % 1890	493 75	24 68	4 05	497 50	24 87	4 02
Consolidé Prussien 3 % (à Berlin)	98 62	32 87	3 04	98 25	32 75	3 05

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — Le Budget des Travaux publics. — La Commission d'Enquête sur les Garanties d'Intérêt. — Promulgation du Troisième douzième provisoire. — Le Règlement de la Zone franche. — Le Budget des Colonies.

La Commission d'Enquête relative aux Conventions de 1883 poursuit ses travaux : elle a d'abord entendu toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont été mêlées à la négociation de ces Conventions ; elle a aussi entendu, à deux reprises, M. Raynal, ancien ministre des travaux publics qui, après avoir soutenu à nouveau que, dans sa pensée, la garantie d'intérêts pour les Compagnies d'Orléans et du Midi avait été maintenue à l'ancienne date de 1914, a cependant expliqué les avantages que l'Etat avait retirés de l'exécution des Conventions de 1883.

M. Rouvier, qui avait été rapporteur des Conventions, a soutenu la même thèse que M. Raynal et a fait remarquer que l'Etat, en se déchargeant, sur les Compagnies, des dépenses nécessaires à la réalisation du plan Freycinet, a considérablement amélioré son crédit et pu pratiquer, dans la suite, des conversions fructueuses pour les contribuables.

Nous conseillons à toutes les personnes qui s'intéressent au problème posé devant le Parlement, de lire l'étude très documentée que notre excellent confrère M. Albert Meinadier, rédacteur en chef du *Capitaliste*, a publiée, cette semaine, dans ce journal. Cette étude est, en quelque sorte, le complément du livre de notre rédacteur en chef, M. Edmond Théry : *Histoire des Grandes Compagnies de Chemins de fer dans leurs rapports financiers avec l'Etat.*

Le 22 février, la Chambre, après avoir terminé la discussion du Budget de l'Intérieur, a passé au Budget des Travaux publics.

La Commission d'enquête des Chemins de fer a entendu la deuxième déposition de M. Raynal, ancien ministre des travaux publics.

Le 23, la Chambre a continué la discussion du Budget des Travaux publics.

M. Charles-Roux a signalé la nécessité d'opérer la jonction du Rhône au port de Marseille. M. Raymond Leygue a parlé en faveur des canaux du Midi. M. Gendre a recommandé la mise à l'étude d'un tarif de la batellerie.

M. Dupuy-Dutemps, ministre des travaux publics, a expliqué les projets à l'étude, les intentions du Gouvernement. Il a promis de rechercher les meilleures solutions, mais il a demandé à la Chambre le temps de le faire.

La Chambre s'est ajournée au mercredi 27 février.

La Commission d'enquête des Chemins de fer a entendu M. Gay, ancien directeur du mouvement général des fonds; M. Bienvenu, ancien député, et Maurice Rouvier, ancien rapporteur des Conventions.

Le 24 février a été promulguée au *Journal officiel* la loi accordant au Gouvernement un troisième douzième provisoire pour assurer le fonctionnement des services publics durant le mois de mars prochain.

Un décret répartit entre les divers Ministères et, dans chaque Ministère, entre les divers chapitres, les crédits accordés, qui s'élèvent à 247.684.655 francs au budget général et à 7.244.540 francs aux budgets annexes.

Le 24 février, les Ministres se sont réunis à l'Elysée, sous la présidence de M. Faure.

Le Ministre des affaires étrangères a fait un exposé de la situation diplomatique résultant des hostilités engagées entre le Japon et la Chine.

Le Ministre des affaires étrangères a communiqué une dépêche de l'ambassadeur de France à Berne, qui confirme que le Conseil fédéral a pris un arrêté réglant à nouveau les conditions d'importation dans les zones.

Le Ministre de l'agriculture a fait savoir qu'il avait pris un arrêté interdisant l'entrée en France des bœufs américains, en raison de la fièvre du Texas et pour cause de péripneumonie.

Le 27 février, la Chambre a continué la discussion du Budget des travaux publics.

M. Chautemps, ministre des colonies, a déposé à la Chambre un projet de loi qu'il a élaboré de concert avec son collègue des finances et qui a pour but de régler provisoirement la situation financière de l'Indo-Chine.

Ce projet a pour effet d'autoriser le Gouvernement à porter de 6 à 15 millions l'avance permanente que l'Etat fait à l'Indo-Chine, en vertu de la loi de finances de 1890. Le but de cette avance complémentaire de 9 millions est de permettre, en attendant le règlement définitif de la question du chemin de fer de Lang-Son, de restituer à la trésorerie d'Indo-Chine les ressources qu'elle a avancées pour les travaux de ce chemin de fer et qui lui seraient nécessaires aujourd'hui pour couvrir les dépenses des services publics.

Le projet contiendra, en outre, un article prononçant la clôture du compte spécial de trésorerie qui avait été ouvert pour faire face aux dépenses de l'affaire de Siam et qui s'élèvent, au total, à 7 millions.

Le 28 février, dans sa séance du matin, la Chambre a terminé le vote des derniers chapitres du Budget des Travaux publics.

La discussion générale du Budget des Conventions a commencé dans cette séance et s'est continuée dans la séance du soir. L'ensemble du projet de résolution, proposé par la Commission, est adopté.

La Chambre passe ensuite au Budget des Colonies.

Le 1er mars, dans la séance du matin et dans celle du soir, la Chambre a continué la discussion générale du Budget des Colonies.

Marché Financier. — Comme nous le laissions prévoir il y a huit jours, la semaine qui prend fin aujourd'hui a été agitée. Acheteurs et vendeurs se sont livré bataille, mais la victoire est restée aux premiers. Non pas complète, cependant, car il a fallu compter avec les nouvelles défavorables venues de Vienne et de Budapest, et absorber encore ce que nous envoyaient ces deux places. Néanmoins, on a lieu de se montrer satisfait des résultats obtenus, et qui ne changent rien aux dispositions générales que nous signalions dans le numéro du 23 février. Le mois de mars paraît devoir être

encore favorisé ; mais ce qui vient de se passer est un petit avertissement dont il y a lieu de tenir compte dans une certaine mesure. Il faut consolider les cours conquis, nous ne saurions assez le répéter. Le public, le vrai public, y aidera certainement, nous l'espérons du moins, et à condition que l'on ne force pas trop la note.

Comme nous le pensions, les capitaux pour la liquidation des valeurs qui s'effectue aujourd'hui sont obtenables à des conditions plutôt douces, puisque le taux auquel l'argent peut s'employer ne dépasse pas, jusqu'à présent, 3 1/2 0/0 l'an.

★ ★ Notre marché des *Rentes Françaises* a été un peu plus animé cette semaine. Le *3 0/0*, que nous laissions à 103 32 1/2, a passé à 103 40 pour revenir à 103 05, impressionné par les cours de *report* qui, au début de la séance d'hier, s'établissaient à 21 et 23 centimes. Plus tard, une détente s'est produite et on ne trouvait plus à reporter qu'à 20 centimes et même à 16 centimes en dehors du marché officiel. Par suite, les cours se sont relevés et nous clôturons à 103 55 fin mars, en avance de 1 centime seulement pour la semaine, si on tient compte du cours moyen du report de 21 1/2 centimes. *Rente 3 1/2 0/0*, 108 05 fin mars, avec un report de 22 et 23 centimes, soit 22 1/2 centimes cours moyen et qui la constitue en perte de 0,07 1/2 centimes sur la clôture de vendredi dernier. *Rente 3 0/0 Amortissable*, 101 50 fin mars. Report 21 et 23 centimes. Il y a huit jours, ce fonds restait à 101 45 fin février.

★ ★ L'action de la *Banque de France*, qui était revenue de 3.810 à 3.800, reprend à 3.840 et reste en dernière heure à 3.845. Les bénéfices nets des escomptes et intérêts divers des dix premières semaines du semestre en cours s'élèvent à 1.636.743 fr., contre 2.669.939 fr. en 1894, 2.098.998 fr. en 1893, 3.448.960 fr. en 1892, 5.075.429 fr. en 1891 et 4.091.932 fr. en 1890.

★ ★ La lourdeur que nous signalions il y a huit jours sur les actions du *Crédit Foncier de France* n'a pas persisté. Ces titres, en effet, ont repris de 898 75 à 915. Quelques réalisations les font revenir à 907 50, cours de clôture d'hier. Bien que les cours les plus élevés n'aient pas été maintenus, la tendance est très bonne, et les achats que l'on remarque sont des meilleurs. Quant aux *Obligations Foncières* et *Communales*, elles conservent toute leur fermeté antérieure, et leur marché reste animé. *Obligations Foncières 1877* 400 50 contre 401 ; *Communales 1879* sans changement à 503 fr. ; *titres estampillés* toujours recherchés à 495 ; le public vient maintenant visiblement sur cette valeur dont la cote au-dessous du pair est faite pour séduire le capitaliste. Son rendement est un peu inférieur aux autres types d'obligations, mais il ne faut pas perdre de vue que l'acheteur, ici, ne risque pas de perte, en cas d'appel au remboursement au pair, et qu'il participe, chaque année, à 6 tirages de lots comprenant chacun 53 lots, dont 1 lot de 100.000 fr., 1 lot de 25.000 fr., 6 lots de 5.000 fr., et 45 lots de 1.000 fr.

Communales 1880, 503 50 ; *Foncières 1883*, en avance de 50 centimes à 463 fr. ; *Foncières 1885*, 503 contre 503 50 vendredi dernier ; *Cinquièmes* 101 50, en bénéfice de 50 centimes ; *Communales 1891, tout payé*, 402, en avance de 1 fr. ; *Communales 1892 entièrement libérées*, 505.

★ ★ On continue à s'intéresser beaucoup aux titres de nos grandes *Sociétés de Crédit* dont le marché, cette semaine, a été très animé. Pourtant quelques réalisations de bénéfices sont à signaler. La *Banque de Paris et des Pays-Bas*, que nous laissions à 737 fr. 50, est à 740 après 728 75 au plus bas. Nous n'avons pas à nous faire l'écho des bruits qui circulent au sujet du dividende que cet Etablissement proclamera bientôt ; cependant nous ne pouvons nous empêcher de mentionner qu'ils accentuent les dispositions générales du monde des affaires en faveur des actions de cette Société, qui ne laisse échapper aucune occasion de manifester son initiative. *Crédit Lyonnais* très ferme à 833 fr. 75 contre 830 fr. On dit couramment en Bourse que son dividende ne s'éloignera pas beaucoup de 32 fr. par action. Rappelons que l'on ne sera officiellement fixé sur ce point que dans quinze jours. *Comptoir National d'Escompte* 568 fr. 75 à terme, et 571 fr. au comptant, contre 569 fr. On constate que, pour cette institution, l'exercice 1895 s'annonce sous un aspect des plus favorables. *Crédit Industriel et Commercial* 548 fr.

La *Société générale* maintient son cours antérieur de 495 francs, mais ses actions ne peuvent manquer de s'établir de nouveau au pair. Disons ici que la *Conversion de l'Emprunt Suédois 4 0/0 de 1880*, dont nous parlions dans l'étude que nous avons consacrée à cette Société dans l'*Economiste Européen* du 26 janvier 1894, est annoncée. Les porteurs de cet emprunt seront remboursés au pair à partir du 1er octobre 1895. Toutefois, ceux qui désireraient conserver leurs titres mais à un taux réduit à 3 1/2 0/0 à partir du 1er octobre prochain, doivent les déposer du 5 au 30 mars, au siège de Paris de la *Société générale* ou aux guichets de ses agences en province. Les titres ainsi convertis sont garantis contre toute conversion nouvelle, contre tout remboursement intégral de l'emprunt et contre toute augmentation de l'amortissement normal jusqu'au 1er octobre 1900. *Banque internationale de Paris*, 517 50, gagnant 2 fr. 50. La fermeté des *Mines d'or du sud de l'Afrique* doit lui profiter.

La *Banque Parisienne* perd 1 fr. à 395 fr. ; *Banque de l'Algérie* 785, en recul de 15 fr., mais avec une nuance néanmoins plus stable. *Banque des Pays-Autrichiens* mouvementée par suite de la tendance du marché viennois. De 618 75, elle recule à 595, mais, sur les nouvelles meilleures reçues, reprend à 617 50. Les actionnaires de cet Etablissement sont convoqués en assemblée générale pour le 28 mars. *Société Foncière Lyonnaise* sans variation à 335 fr. ; *Groupe des Immeubles* calme. L'*action* est sans affaires aux environs de 31 fr. ; *Obligations 4 0/0* 203, contre 204 ; *Obligations libérées de 350 fr.* 250 fr., contre 260 ; *Obligations foncières remboursables à 1.000 fr.* 174 francs. Mentionnons que, comme conséquence de l'arrangement entre le *Crédit Foncier* et la *Société des Immeubles*, arrangement sur lequel nous nous sommes appesantis il y a huit jours, la *Compagnie Foncière de France* vient de se désister du pourvoi qu'elle avait formé contre l'arrêt prononçant la commercialisation des *Immeubles*.

Le *Crédit Mobilier* est à son même cours précédent de 60 francs ; actions du *Crédit Foncier Colonial* délaissées ; *Obligations de 420 fr.* sans changement à 292 fr. ; *Obligations de 350 fr.* 235 fr., comme il y a huit jours.

Sous-Comptoir des Entrepreneurs en hausse de 25 francs à 175 francs. Dans l'instance en cours devant la Cour d'appel, M. l'avocat général Puech n'a pu, par suite d'une indisposition, donner que le 27 février la première partie de ses conclusions. Relativement à la responsabilité des conséquences que pouvait avoir la nullité des deux *Sociétés des Canaux Agricoles* de 1870 et 1877 à l'égard du liquidateur ou des obligataires, l'honorable avocat général a conclu au rejet de tous les chefs de nullité. Dans la journée d'hier, M. Puech examinant les griefs de responsabilité de l'émission de 1887, a conclu à la confirmation du jugement de première instance qui avait reconnu le principe de la responsabilité du *Sous-Comptoir des Entrepreneurs* et de M. de Lamonta. Il a demandé, toutefois, de faire une répartition différente quant aux condamnations à prononcer, après une expertise dont la Cour chargerait un expert comptable. Il a demandé enfin la mise hors de cause des anciens administrateurs. L'arrêt sera rendu le 12 mars par la Cour.

La *Banque Hypothécaire d'Espagne* est très ferme à 520 fr. à terme et à 530 fr. au comptant.

★ ★ Pour la 7e semaine de 1895 (du 12 au 18 février), les recettes de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer* sont encore défavorables. Elles accusent, sur la période correspondante de 1894, une moins-value de 2.585.325 fr. 09. Le *Midi*, seul parmi

toutes les lignes, est en légère augmentation. Depuis le 1er janvier, la diminution dans les recettes atteint 6.936.475 fr. 04.

En ce qui regarde les actions de nos différentes Compagnies, constatons quelques variations. Le *Midi* est à 1.320 contre 1327 50; *Orléans* 1.605 sans changement; *Lyon* 1.475 en recul de 7 fr. 50; *Nord* 1.800 bénéficiant de 2 fr. 50; *Est* 960 contre 957 50; *Ouest* 1.108 en avance de 0 50 centimes.

Les actions *Sud de la France* gagnent 13 fr. à 264 fr., sur les travaux de la Commission sénatoriale chargée d'étudier le projet des Conventions nouvelles. *Obligations 3 0/0* 430, en bénéfice de 9 francs.

★ ★ Les actions *Suez* donnent toujours lieu à un courant d'affaires considérable. La hausse de ces derniers temps avait été conduite si vivement qu'il est compréhensible qu'à l'heure actuelle, et comme conséquence des allègements de position auxquels on a assisté, les cours soient discutés. On reste cependant ferme, puisque nous trouvons ces titres à 3.295 contre 3.257 fr. 50 vendredi dernier, après 3.250 au plus bas, et 3.320 au plus haut. *Parts civiles* 2.330, en avance de 30 fr. Une dépêche de Port-Saïd, datée du 28 février, mentionne que, par suite du mauvais temps, le service du Canal a été interrompu pendant quelques heures.

Comme le prévoyait le monde financier à la suite des renseignements fournis, l'action de la *Compagnie Parisienne du Gaz* a progressé de 1.105 à 1.140 pour clôturer à 1.138 75, en avance encore, pour la semaine, de 33 fr. 75. Il est certain que les vendeurs à découvert escomptaient un dividende moins important que celui qui va être fixé, et une situation tout autre que celle que nous avons exposée il y a huit jours. Aussi un certain nombre d'entre eux se sont-ils empressés de se racheter; mais il doit encore rester des positions à liquider.

La campagne de dénigration contre le *Gaz* remonte trop loin pour qu'une semaine ait suffi à couvrir toutes les ventes effectuées antérieurement, d'autant plus que le portefeuille, loin de vendre ce titre, le recherche d'une façon persistante. C'est ce qui ressort des cours cotés au comptant, cours supérieurs à ceux cotés à terme. *Magasins Généraux* calmes à 572 fr., contre 572 50; *Compagnie Générale Transatlantique* en recul de 5 francs, à 325; *Messageries Maritimes* 581 comme il y a huit jours; *Chargeurs Réunis* toujours en faveur à 1.258, contre 1.255.

Les *Omnibus* sont un peu plus lourds à 1.067 50, perdant ainsi 2 fr. 50. Le Syndicat des Employés a formulé de nouvelles revendications auxquelles la Compagnie se refuse d'accéder. Il ne semble pas qu'une grève soit à redouter sérieusement de ce côté. *Société Française des Métaux* mieux à 230, contre 217 50 il y a huit jours, après 200 fr. au plus bas et 240 fr. au plus haut. *Société Centrale de Dynamite* 625, contre 630. *Téléphones* sans changement à 290 fr. *Nouvelle Société Industrielle* 310, mais sans affaires. C'est lundi que doit venir devant le Conseil de Préfecture l'instance en suspens entre l'Etat et l'ancienne Société.

Les *Lots du Congo*, que nous laissions à 94 75, sont à 96 fr. 25. L'exposé des motifs accompagnant le traité de cession, signé par les représentants de l'Etat du Congo et de la Belgique, vient d'être publié. Ce document remplit 212 pages de texte et contient tous les renseignements diplomatiques, commerciaux et statistiques établissant les limites de l'Etat du Congo et éclairant la question du droit de préemption, de la neutralité, du régime économique.

Le groupe *Panama* est très ferme; seule l'*action* n'est plus qu'à 9 fr. 50; quant aux obligations, elles sont recherchées; *Obligation 5 0/0*, 25, en plus-value de 6 fr.; *Obligation 3 0/0*, 16 fr. 25, contre 13 fr. 75; *Obligation 4 0/0*, 17 50, gagnant 3 fr. 25; *1re série*, 27 50 contre 24 fr.; *2e série*, 25 fr. 75, en bénéfice de 4 fr. 50. *Bons à Lots*, en hausse à 126 fr. 25, gagnant ainsi 1 fr. 25. On dit que les *Bons* qui restaient encore à la souche viennent d'être cédés à un groupe de banquiers et d'Etablissements de crédit. En ce qui regarde la *Société Nouvelle*, nous n'avons rien à signaler, si ce n'est quelques mutations dans le Conseil d'administration de la Société, mutations qui ont passé inaperçues.

Les *Nitrate Railways*, que nous laissions à 457 50 sont à 450. Les nouvelles reçues du Chili paraissent favorables aux principales Sociétés exploitant les gisements de nitrate et, par suite, aux *Nitrate Railways* qui transportent la production de ces mêmes gisements. *Lautaro*, 208 75 en recul de 1 fr. 25; *Rio-Tinto*, 321 25 en nouveau recul sur la clôture de vendredi dernier, qui s'établissait à 325.

Les obligations de l'*Emprunt de Espirito-Santo* vont prochainement être cotées sur le marché officiel de la Bourse de Paris. Elles s'échangent en ce moment sur le *Marché Libre* à 420.

Au sujet de ces obligations, disons que, depuis le 25 février les titres définitifs sont délivrés en échange des titres provisoires entièrement libérés. Les coupons, comme on sait, sont semestriels et le premier à détacher vient à l'échéance du 5 avril 1895.

★ ★ Bien que ne conservant pas tout à fait leurs hauts cours précédents, les *Fonds Brésiliens* se font remarquer par leur bonne tenue. Le *4 1/2 0/0 1888* s'échange dans les environs de 81 75, pendant que le 4 0/0 1889 reste demandé à 77 25 à terme et à 77 70 au comptant.

★ ★ Contrairement à l'attente générale, aucune nouvelle favorable importante n'est venue d'Espagne dans la journée de samedi dernier. Au contraire, depuis, des troubles ont été signalés à Cuba, et on a parlé d'une indisposition de la Reine régente. Aussi la *réponse des primes* de fin février, qui a eu lieu mercredi, a-t-elle été mouvementée, et les différences de cours ont été importantes. Cependant, la spéculation à la hausse n'a pas eu à souffrir et nous restons à 76 95 après 76 60 au plus bas, en recul pour la semaine de 25 centimes. *Ecarts des primes* fin mars : 1 fr. 12 1/2 c. d'écart dont 1 franc ; 1 fr. 75 c. dont 0,50 centimes ; et 2 fr. 50 c. dont 0,25 centimes.

★ ★ Grosses variations aussi à signaler sur la *Rente Italienne*, qui a été ramenée un moment de 88 70 à 87 francs. Elle a repris ensuite à 88 40; mais, de nouveau attaquée, elle recule à 87 30 et finit enfin à 87 70. Le bruit circulait que des reports avaient été dénoncés, et que la liquidation accuserait des livraisons de titres. Pour le moment on ne parle, cependant, que d'un report de 10 centimes.

★ ★ Le public s'est peu ému de l'annonce d'une brochure de M. de Cyon, que nous venons seulement de recevoir, et sur laquelle nous reviendrons après l'avoir étudiée. Disons toutefois, dès maintenant, que les conclusions de cet ouvrage sont absolument contredites par l'exposé officiel du budget de l'Empire Russe. *Orient*, 67 contre 67 05 ; *Consolidés 1re et 2e Séries*, 102 90, en avance de 0,10 centimes; *Russe 3 0/0 1891* et *2e Emission 1894*, 92 65 contre 92 70; *Russe 3 1/2 0/0* en bénéfice de 5 centimes à 98 75.

★ ★ La lourdeur qui a été signalée sur la plupart des fonds d'Etat s'est quelque peu répercutée sur les *Fonds Serbes*. Cependant le *5 0/0 1889* cote 72 50, toujours avec des demandes.

★ ★ La bonne tendance des *Valeurs Ottomanes* s'est, en dépit de tout, affirmée cette semaine. Le *Turc C* monte de 29 70 à 29 90 ; *Turc D* 27 fr., en avance de 0,15 centimes; *Douanes* 506; *Obligations Ottomanes 4 0/0 1894* 468 50, en bénéfice de 1 franc; *Obligations Smyrne-Cassaba* 450, contre 445. *Banque Impériale Ottomane* en nouvelle avance de 11 fr. 25, à 707 50.

On dit que Sir Edgard Vincent arrive lundi à Paris et que l'on attend son arrivée pour lancer plusieurs affaires en préparation. Mentionnons ici que, par suite du récent versement fait par la Turquie au Gouvernement Russe, le solde de l'indemnité due par la Turquie à la suite de la guerre de 1876 se trouve réduit à 20.000 liv. turq.

★ ★ L'*Obligation 3 0/0 du Chemin de fer de Jonction Salonique-Constantinople* continue à être recherchée de 341 25 à 342 50. Cette valeur, toute de placement, n'a pas à subir les contre-coups des mouvements qu'impriment, à tant d'autres, les efforts de la spéculation.

Nous recevons la nouvelle que cette Compagnie vient d'inaugurer un nouveau tronçon de sa ligne, ce qui porte à 188 kilomètres la longueur de voie ferrée actuellement exploitée. D'autre part, le Gouvernement ottoman a ordonné le paiement de la garantie qui lui incombe sur le réseau ouvert jusqu'au 31 décembre dernier.

QUESTIONS DU JOUR

Les Fonctions de la Banque de France (1)

VI

Il faut maintenant conclure et, après avoir montré l'importance considérable des *Fonctions de la Banque de France*, après avoir indiqué les avantages qui en résultent pour le crédit public et pour l'État lui-même : établir ce que les actionnaires de ce grand établissement retirent du privilège de l'émission fiduciaire.

Voici d'abord un premier tableau qui nous indique les principales sources de recettes de la Banque :

RECETTES TOTALES *de la* **Banque de France** *de 1881 à 1894 inclusivement*

(Milliers de francs)

Années	Escompte	Avances sur Titres	Rentes de la Banque	Produits divers	Total des recettes brutes
1881....	45.356	10.719	9.834	4.453	70.362
1882....	44.926	15.471	10.077	7.424	77.898
1883....	31.959	12.478	10.285	5.806	60.528
1884....	30.203	12.286	10.190	4.492	57.171
1885....	24.646	11.690	10.132	5.190	51.658
1886....	19.002	11.473	9.998	4.824	45.297
1887....	17.830	11.055	10.018	5.234	44.137
1888....	19.679	10.209	9.893	4.066	43.847
1889....	23.476	10.636	9.937	4.986	49.035
1890....	21.612	9.344	9.992	5.891	46.839
1891....	22.618	10.700	9.977	5.695	48.990
1892....	15.571	10.942	10.816	3.996	41.325
1893....	15.327	10.787	10.515	3.693	40.322
1894....	14.774	10.310	10.309	3.396	38.789

De 1881 à 1894, les recettes provenant de l'escompte ont diminué de 30 582.000 francs, soit des deux tiers environ. Mais il convient de rappeler que le total des sommes escomptées s'est abaissé — pour les causes exposées dans le *Chapitre II* — de 11.374 millions, en 1881, à 8.725 millions en 1894, et que le taux moyen de l'escompte, qui était de 3,84 0/0 en 1881, s'est constamment maintenu à 2,50 0/0 depuis le 1er semestre 1892.

Les avances sur titres en 1894, inférieures en quantités à celles de 1881, ont été cependant supérieures en durée d'avances, et les recettes, loin de se réduire de 409.000 francs, auraient, au contraire, sensiblement dépassé les recettes de 1881 si le taux moyen des avances ne s'était lui-même abaissé de 4,45 0/0 à 3,50 0/0, unique taux depuis la fin de l'année 1890.

Dans les bilans hebdomadaires de la Banque, les Rentes sur l'Etat, appartenant en propre aux actionnaires, figurent à l'actif pour une somme de 212.608.000 fr. C'est le prix que la Banque de France a jadis consacré à ces Rentes pour le remploi de son capital et de ses réserves. Ces titres (presque exclusivement du 3 0/0 perpétuel) ayant rapporté 10.309.000 fr. d'intérêt annuel en 1894, valent — aux cours actuels des Rentes françaises — environ 340 millions de francs en capital.

Si l'on ajoute à ce capital la valeur des immeubles et du mobilier appartenant également en propre aux actionnaires, soit pour Paris, soit pour les succursales des départements, portés dans le bilan, pour la somme de 19.228.857 fr., mais que l'on peut actuellement évaluer à 40 millions environ : on constatera sans peine que la seule représentation de l'actif donne une valeur intrinsèque supérieure à 2.000 fr. à chacune des 182.500 actions constituant le capital social de la *Banque de France*.

Cela n'a rien d'extraordinaire si l'on tient compte des réserves constituées par la Banque à travers son siècle d'existence et de la majoration survenue dans la valeur des Rentes françaises achetées aux diverses époques des augmentations du capital, et si l'on considère enfin, que le capital primitif de la Banque, fixé d'abord à 30 millions de francs, divisés en 30.000 actions par les statuts de l'an VIII, a été successivement élevé à 45 millions (non compris le fonds de réserve qui existait déjà à cette époque) par la loi de germinal an XI, à 90 millions, par la loi du 22 avril 1806, à 91.250 millions en 1848 et enfin à 182.500.000 fr., divisés en 182.500 actions de 1.000 fr. par la loi du 9 juin 1857.

En 1894, les produits divers (droits de garde, envoi de fonds, achats et vente de matières, etc.) ont également diminué de 1.057.000 fr. par rapport à 1881, et l'ensemble des *recettes brutes* s'est finalement réduit de 70.362.000 fr. en 1881 à 38.789.000 fr. en 1894 : soit une réduction totale d'environ 45 0/0.

Les *dépenses* n'ont pas suivi le même courant ; les voici pour les quatorze années de la période :

DÉPENSES GÉNÉRALES *de la* **Banque de France** *et résultats définitifs des exercices annuels, de 1881 à 1894 inclusivement :*

(Milliers de francs)

Années	Dépens. de l'exploitat.	Versé à l'Etat	Total des dépenses	Recettes brutes	Bénéfices nets de l'année Totaux	Dividend annuels par action
1881...	10.454	2.818	13.272	70.362	57.090	250
1882...	12.140	2.195	15.336	77.898	62.562	290
1883...	12.885	2.839	15.724	60.528	44 803	226
1884...	13.043	2.733	15.776	57.171	41.394	214
1885...	13.043	2.487	15.530	51.658	36.128	185
1886...	13.374	2.268	15.643	45.297	29.654	155
1887...	13.148	2.223	15.372	44.137	28.766	150
1888...	13.602	2.199	15.801	43.847	28 045	142
1889...	13.318	2.270	15.588	49.035	33.447	152
1890...	13.537	2.385	15.931	46.839	30.917	157
1891..	13.433	2.769	16.202	48.990	32.787	159
1892...	13.782	2.498	16.280	41.325	25.044	130
1893...	13.907	2.532	16.439	40.322	23.883	124
1894...	14.760	2.533	17.293	38.789	21.495	113

Quelle est la vraie raison de l'augmentation des dépenses d'exploitation (41 0/0) constatée entre les deux exercices 1881 et 1894 ? Presque uniquement la « démocratisation » des services de la *Banque de France*.

Le chiffre des opérations improductives (soit en faveur des comptes courants particuliers, soit en faveur du Trésor) est resté au même niveau, alors que les opérations productives diminuaient

(1) Voir l'*Economiste Européen*, nos 159 à 163.

comme importance de 30 0/0, et comme produit de 66 0/0.

Mais si les opérations productives se sont réduites comme importance et comme produit, elles ont augmenté en *nombre*, et d'une manière considérable, puisque en 1881 la *Banque de France* n'a présenté à l'encaissement que 10.494.849 effets, représentant une valeur totale de 11.374 millions de francs et un bénéfice d'escompte de 45.356.000 fr., tandis qu'en 1894 elle a fait encaisser par ses garçons de recette : 13,489.506 effets, représentant une valeur totale de 8.725 millions de francs à peine, et un bénéfice d'escompte de 14.774.000 fr. Or, la manipulation et l'encaissement d'un effet de 646 francs (moyenne de chaque effet pour 1894) nécessite autant de frais d'exploitation (environ 0 fr. 65 par effet escompté et encaissé) que la manipulation et l'encaissement d'un effet de 1.083 francs, moyenne de chaque effet pour 1881.

C'est ce qui explique l'augmentation des dépenses sociales, malgré la diminution des recettes de toute nature.

Voici maintenant toutes les opérations de la *Banque de France*, résumées dans un tableau unique :

RÉSUMÉ DES OPÉRATIONS *annuelles de la* **Banque de France** *de 1881 à 1891 inclusivement :*

Années	Sommes escomptées	Avances sur titres	Comptes courants particuliers	Comptes courants Etat	Total des opérations	Bénéfices nets de l'exercice	Bénéfices par millions de francs d'opérations
	Millions de francs					Millions de francs	
1881	11.374	1.123	119.663	6.969	139.129	57.090	0 fr. 410
1882	11.322	884	101.677	5.299	119.182	62.562	0 fr. 524
1883	10.827	665	88.360	5.777	105.629	44.803	0 fr. 424
1884	10.385	626	85.330	6.538	102.879	41.394	0 fr. 402
1885	9.250	585	81.008	5.710	96.553	36.128	0 fr. 374
1886	8.303	993	91.033	8.973	109.302	29.654	0 fr. 271
1887	8.269	590	85.528	5.231	99.618	28.766	0 fr. 288
1888	8.686	635	95.060	5.264	109.645	28.045	0 fr. 255
1889	9.180	713	104.525	5.145	119.563	33.447	0 fr. 279
1890	9.610	812	108.636	5.783	124.841	30.917	0 fr. 247
1891	9.969	1.980	120.387	9.636	141.982	32.787	0 fr. 230
1892	8.416	751	97.429	6.009	112.605	25.044	0 fr. 222
1893	8.831	807	97.617	7.394	114.649	23.883	0 fr. 208
1894	8.725	1.002	113.734	7.354	130.815	21.496	0 fr. 164

Seize centimes de bénéfices nets par million d'opérations effectuées : tel est le résultat du bilan de l'année 1894. On n'accusera certainement pas la *Banque de France* de pratiquer l'usure à l'égard de sa clientèle.

Si l'on déduit des 21.495.000 francs de bénéfices nets de l'exercice 1894 les 10.309.000 francs fournis par les Rentes appartenant aux actionnaires, il reste, en réalité, 11.186.000 francs de bénéfices industriels proprement dits. Voyons maintenant pour quelle proportion le privilège d'émission — c'est-à-dire la faculté que la loi confère à la *Banque de France* de mettre des billets en circulation jusqu'à concurrence de 4 milliards de francs — entre dans la constitution des bénéfices industriels.

Constatons d'abord, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer au chapitre de la *Circulation monétaire*, que l'émission des billets coûte quelque chose à la Banque. En 1894, pour une circulation moyenne de 3.476.500.000 francs, la Banque a dépensé :

Timbre	Fr.	956.910
Frais de fabrication et autres		1.250.000
Ensemble	Fr.	2.206.910

Mais en 1894 la moyenne de l'encaisse métallique s'est élevée exactement à 3.083.700.000 francs, lesquels étaient représentés dans la circulation monétaire par un nombre équivalent de billets de banque, émis comme des certificats métalliques, sans aucune espèce de profit pour la *Banque de France*.

La circulation à découvert, non gagée par des espèces métalliques, et que nous désignerons sous le nom de *circulation productive*, est donc restée au chiffre moyen de 392.800.000 francs.

De ce chiffre il convient de déduire encore les 140 millions de francs que la *Banque de France* a avancés à l'Etat en vertu des lois des 10 juin 1857 et 29 mars 1878, qui figurent dans la circulation monétaire pour 140 millions en billets de banque, et qui ont seulement procuré à la Banque un produit net de 70.183 francs pour l'année 1894 entière. Reste alors comme *circulation productive* : moyenne 252.800.000 francs.

Ce qui revient à dire que, pendant l'année qui vient de s'écouler, la *Banque de France* n'a usé du privilège que la loi lui accorde d'émettre des billets de banque en faveur de ses opérations d'escompte et d'avances sur titres, que pour une somme moyenne de 252.800.000 fr.

En supposant que cette somme ait été employée au taux moyen annuel entre les opérations d'escompte et les opérations d'avances dans la proportion moyenne des deux portefeuilles (573 millions pour l'escompte, 291 millions pour les avances : soit 67 0/0 d'escompte et 33 0/0 d'avances) elle a donné exactement comme recettes brutes à la Banque : 169.376.000 fr. à 2,50 0/0 pour l'escompte = 4.234.400 fr.; et 83 millions 424.000 fr. à 3,50 0/0 pour les avances = 2.919.820 fr. Soit, au total : 7.154.220 fr. auxquels il convient d'ajouter les 70.183 fr. provenant de l'intérêt des 140 millions avancés à l'Etat.

En d'autres termes, la *circulation productive* de l'année 1894 n'a donné, comme recettes brutes, à la *Banque de France* qu'une somme globale de 7.224.403 fr., et si l'on déduit de cette somme les frais de timbre et de fabrication des billets correspondants à l'exercice, il reste un produit net de 5.017.493 fr.

On peut affirmer, sans crainte d'être démenti, que ce produit net — qui doit lui-même se diminuer des frais sociaux déterminés par 169.376.000 francs d'opérations d'escompte et 83.424.000 francs d'opérations d'avances sur titres — est le seul bénéfice que la *Banque de France* a retiré, en 1894, de son privilège d'émission.

Mais alors, dira-t-on, si la *Banque de France* utilise si peu son privilège d'émission, avec quelles ressources fait-elle ses opérations d'escompte et d'avances sur titres ? Avec ses comptes courants créditeurs, comme le font les *Sociétés de dépôts*.

De ce qui précède, il résulte nettement que l'on ne peut plus accuser la *Banque de France* d'être inaccessible au petit commerce, de ne point se préoccuper des intérêts du grand public et, surtout, de retirer des bénéfices scandaleux de son privilège d'émission.

C'est simplement ce que nous voulions démontrer.

FIN

EDMOND THÉRY.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU NORD

et Grandes Compagnies Françaises

Nous ne connaissons, à l'heure actuelle, que la situation sommaire de nos Compagnies de chemins de fer français pendant l'année 1894. A dire vrai, cette situation, au moins en ce qui regarde cinq de nos grandes lignes, le *Lyon*, l'*Orléans*, le *Midi*, l'*Est* et l'*Ouest*, n'a rien à faire avec les dividendes à distribuer aux actionnaires de ces Compagnies. On sait, en effet, que ces répartitions ne représentent que le minimum garanti par les Conventions de 1883, pour lequel, du reste, il est fait appel à la garantie de l'Etat. Ce minimum s'établit comme suit : pour le *Lyon*, 55 fr. bruts; pour l'*Etat*, 35 fr. 50; pour le *Midi*, 50 fr.; pour l'*Orléans*, 58 fr. 50; pour l'*Ouest*, 38 fr. 50. Reste la *Compagnie du Nord* qui, elle, n'a pas recours à cette garantie et dont, par suite, les résultats d'exploitation intéressent plus particulièrement le public. C'est donc cette Compagnie, qui appelle spécialement l'attention. Néanmoins, un coup d'œil sur l'ensemble de nos grandes Compagnies, au cours de l'année qui a pris fin le 31 décembre dernier, nous semble obligatoire.

Et, d'abord mentionnons qu'en 1894, 443 kilomètres de voies d'intérêt général ont été mises en service, ce qui porte la longueur des lignes d'intérêt général en exploitation au 31 décembre 1894, à 35.469 kilomètres, répartis comme suit :

	Kilomètres
Compagnies principales	32.190
Compagnies secondaires	1.084
Réseau de l'Etat	2.631
Chemins non concédés	342
Chemins industriels et divers	222

Dans l'augmentation signalée ci-dessus, de 443 kilom., les *Compagnies de l'Ouest* et de *Lyon* comptent, chacune, pour 94 kilom.; l'*Orléans*, pour 88 kilom.; l'*Est*, pour 72 kilom.; le *Nord*, pour 50 kilom.; le *Réseau de l'Etat*, pour 23 kilom., et les *Chemins non concédés*, pour 22 kilom. Quant aux recettes brutes de nos grandes lignes, elles ont été assez favorables, puisqu'elles présentent, sur l'exercice 1893, les différences suivantes, en chiffres ronds et en milliers de francs :

	Augmentation
Etat	1.071
Paris-Lyon-Méditerranée, y compris *Rhône au Mont-Cenis* et les *Chemins Algériens*	8.506
Nord	4.164
Ouest	3.031
Orleans	2.414
Est	1.093
Midi	2.903

Comme nous l'avons spécifié plus haut, de toutes les grandes *Compagnies de Chemins de fer*, la *Compagnie du Nord*, seule, se suffit à elle-même et n'ayant, jusqu'à présent, contracté aucune dette envers l'Etat, a conservé sa liberté entière. Son dividende, pour l'exercice 1893, avait été fixé à 64 francs, contre 66 francs en 1892, 70 francs de 1889 à 1891, 64 francs en 1888, 61 francs en 1887, etc. Doit-on croire que l'année 1894 offrira aux actionnaires une répartition équivalente à celle de 1893? Nous le pensons.

Il ne faut pas perdre de vue que, en 1893, une amélioration de 2.600.000 francs avait été déjà signalée dans les recettes. La plus-value, pour 1894, est encore plus considérable, puisqu'elle atteint 4,164,000 francs. Mais, d'un autre côté, il faut mentionner que l'ensemble des recettes de la *Compagnie du Nord*, ensemble qui atteint 193,865,000 francs, ne profite pas exclusivement au compte de dividende. En effet, la Convention de 1883 stipulait que les lignes nouvelles concédées alors n'entreraient pas dans le compte général au fur et à mesure de leur ouverture à l'exploitation, mais resteraient au compte de premier établissement jusqu'au jour où l'ensemble serait exploité. De cette façon, les produits d'exploitation de ces lignes viennent simplement en défalcation des insuffisances, dont le solde est alors à couvrir par voie d'emprunt. Or, en 1894, la longueur moyenne de ces lignes — qui atteignaient 129 kilomètres en 1893 — doit être évaluée à 150 kilomètres. Comme leur produit, en 1893, avait été de 5,100 francs par kilomètre, elles ont dû donner en 1894, vu l'augmentation générale des recettes pendant le dernier exercice, 5,500 francs environ par kilomètre. D'où un produit, pour cette partie du réseau, de 825,000 francs qui sont à déduire des 193,865,000 francs de recettes accusés plus haut, et à porter au compte de premier établissement. D'où, enfin, réduction des recettes à 193,040,000 francs.

Viennent maintenant les dépenses d'exploitation. A combien doivent-elles être évaluées? En 1893, elles avaient atteint la proportion de 51,81 0/0 des recettes, chiffre considérable, mais qui s'explique par les augmentations successives dont une partie remonte aux exercices antérieurs et qui n'étaient, en fait, que la conséquence des mesures de sécurité prescrites par l'Administration et des améliorations de toutes sortes apportées dans le service. Ces augmentations ont-elles continué en 1894? Tout porte à croire que non ou que, du moins, la Compagnie a su trouver des compensations fructueuses, comme, par exemple, dans les services des voyageurs. Ces services représentaient, en 1893, le chiffre excessif de 30,226,000 kilomètres. dont la proportion de plus-value sur les années précédentes dépassait de beaucoup celle des recettes. Aussi la Compagnie songea-t-elle à les réduire autant que le permettaient les besoins du public; de sorte que le coefficient d'exploitation doit plutôt se rapprocher de 50 0/0. En prenant donc comme base cette proportion, on arrive à un montant de dépenses de 96,520,000 fr., qui doivent s'augmenter d'autres charges que nous énumérerons comme suit :

	Francs
Dépenses d'exploitation	96.520.000
Montant du tiers du produit net de la ligne d'Amiens à Rouen à verser à la *Compagnie de l'Ouest*, évaluation	700.000
Charges diverses, y compris l'intérêt et l'amortissement des *actions* et les redevances dues par la *Compagnie du Nord*, sous déduction du produit des placements de fonds, évaluation	70.250.000
Perte sur l'exploitation des deux lignes de *Ceinture*, évaluation	600.000
Insuffisance dans les participations dans diverses entreprises de *Chemins de fer secondaires*, évaluation	450.000
Ensemble, en chiffres ronds	168.520.000

Comme nous avons dit plus haut que les recettes s'établissaient à 193.040.000 fr., nous trouvons un excédent de 24.520.000 fr. auquel il faut ajouter les produits nets du réseau exploité en Belgique, qui doivent être au moins égaux à ceux accusés en 1893, soit 3.900.000 fr. Nous sommes donc alors en présence d'un total de 28.420.000 fr, ce qui représenterait, pour les 525.000 actions existantes, un dividende de 54 francs. Ajoutons à ce chiffre l'intérêt de 4 0/0 sur les actions (dont le nominal est de 400 fr.), soit 16 fr., et nous arriverions à établir le montant du dividende total à 70 fr. Mais il faut compter avec les rectifications que la *Compagnie du Nord* sera appelée à effectuer sur son compte d'exploitation par suite du règlement, par l'Etat, des comptes des exercices antérieurs. Aussi, est-il probable, en définitive, que le dividende de 1894 se rapprochera de celui de 1893. Tout porte à croire, en tout cas, qu'il ne lui sera pas inférieur et qu'il s'établira, au moins, à 64 francs bruts, sur lesquels un acompte de 28 francs a déja été payé.

Il est encore trop tôt pour se faire une idée de ce que sera l'exploitation au cours de l'année actuelle. Tout ce que l'on peut dire en ce moment, c'est que, en admettant aussi pour 1895 le même dividende de 64 francs bruts, soit environ 58 francs nets, le rendement de l'action de la *Compagnie du Nord* est encore de 3 20 0/0 *nets* par an.

A. Léchenet.

LA BANQUE DE BELGIQUE EN 1894

Nous venons de recevoir le compte rendu de la Banque nationale de Belgique pour l'année 1894. Elle n'a pas été éprouvée comme la Banque de France, la Banque d'Allemagne et la Banque d'Angleterre par le marasme des affaires ; le bénéfice net partageable, après déduction des prélèvements de l'Etat, a été de 7.025.596 francs, contre 6.825.230 fr. en 1893, le dividende, comme celui de 1892 et de 1893, a été de 97 fr.

Le taux de l'escompte est resté à 3 0/0 pendant toute l'année, le taux moyen de 1893 avait été de 2,83 0/0.

Les escomptes d'effets sur la Belgique ont porté sur 3.147.805 effets pour 1.874.847.773 fr., se décomposant comme suit :

493.000	effets acceptés	910.356.454
2.654.062	effets non acceptés	763.786.722
457	opérations d'achat et vente	146.458.996
282	opérations sur warrants	14.245.601
4	opérations sur bons du Trésor	40.000.000

La moyenne des effets acceptés a été de 1.846 fr. 56; celle des effets non acceptés de 287 fr. 78.

Le nombre des effets est supérieur de 107.841 et leur montant de 5.909.922 fr. à celui de 1893.

La Banque a reçu 24.260 effets sur l'étranger valant 671.294.260 fr.

Pendant l'exercice 1894, les avances sur fonds publics ont été de 52.132.700 fr., les avances sur lingots ne se sont élevées qu'à 1.872.880 fr.

Les mouvements de caisse forment 7.859.918.892 fr. en recettes et 7.848.763.986 fr. en paiements.

Les recettes en espèces, à la Banque Centrale, ont été :

Or	44.953.000
Argent	300.468.000

Les paiements :

Or	29.212.000
Argent	309.211.000

Il n'est pas sans intérêt de rechercher le rôle de l'or et de l'argent à la Banque de Belgique avant et depuis la dépréciation de l'argent.

	Recettes			Paiements		
	Or	Argent	Rapport de l'or aux recettes totales	Or	Argent	Rapport de l'or aux paiements totaux
	Millions		%	Millions		%
1872..	26	61	30 »	44	79	32 25
1874..	24	20	54 50	17	49	25 80
1875..	63	35	64 »	46	31	60 »
1880..	47	39	54 50	44	44	50 »
1885..	15	47	24 20	14	42	75 »
1890..	74	306	19 50	80	301	21 »
1892..	50	284	15 »	50	285	14 80
1894..	45	300	13 »	29	309	8 60

On voit combien diminue dans la circulation belge le rôle de l'or par rapport à celui de l'argent ; l'encaisse or s'est, du reste, considérablement augmentée. Voici la situation de chacun des métaux à la fin des deux derniers exercices :

	Fin 1893	Fin 1894
Or monnayé	68.758.870	84.499.245
Monnaies étrangères et lingots d'or	7.000.000	19.137.523
Total de l'or	75.758.870	103.636.768
Ecus	21.429.405	19.869.000
Monnaie divisionnaire	14.432.925	7.250.747
Total de l'argent	35.862.330	27.119.747

La Banque de Belgique est comme la Banque de France dans une période d'inflation de la circulation, la moyenne des billets a été de 429.358.450 fr. contre 411.887.150 fr. L'excédent porte surtout sur les billets de 20 francs, qui ont augmenté de plus de 10 millions.

Le mouvement des comptes courants particuliers a été, en recettes et en paiements, de 8.257.508.306 fr., en augmentation de plus de 223 millions sur celui de 1893 ; au contraire, le mouvement du compte courant du Trésor, qui a été de 2.377.685.436 francs, est légèrement au-dessous de celui de l'année précédente.

Les *Accréditifs*, mandats délivrés gratuitement par la Banque, ont été au nombre de 316.501 pour 929.238.551 francs, les délivrances augmentent d'année en année.

Les divers prélèvements du Trésor, s'élevant à 2.130.776 francs, ont absorbé 18 1/2 0/0 des bénéfices bruts, qui ont été de 11.470.306 francs ; la part des actionnaires ne représente que 41 1/4 0/0 de ces mêmes bénéfices. Il est certain que l'Etat se fait la part du lion dans les profits d'un Etablissement dans lequel il n'a pas engagé un centime et pour lequel il n'assume aucune responsabilité.

PIERRE DES ESSARS.

LE NICKEL

Dans notre *Marché Financier* du 16 février, nous avons parlé brièvement des résultats de la Société *Le Nickel*, pour l'exercice qui a pris fin le 30 juin 1894.

L'assemblée générale des actionnaires de cette Société, assemblée qui a eu lieu le 18 courant et qui a été mouvementée, a approuvé les comptes qui lui étaient soumis, et voté les résolutions qui lui étaient proposées. Mais les déclarations faites aux intéressés méritent quelque examen.

L'année sociale 1893-94 a été défavorable à la Société *Le Nickel*. Considérée comme un exercice de transition, selon les expressions mêmes contenues dans le rapport de 1892-1893, elle devait avoir à supporter les effets du mauvais état des affaires. Ces effets ont, malheureusement et certainement, dépassé les prévisions même les plus pessimistes, le total des bénéfices bruts industriels, commerciaux et divers n'ayant atteint que 1 million 360.638 fr. 64, contre 2.225.184 fr. 72, soit une diminution de 864.546 fr. 08. Et si, à ce montant, on ajoute une augmentation dans les charges de 179.864 francs 31, à cause du service des intérêts des obligations nouvellement émises, on trouve que, en définitive, l'année 1893-94 a été inférieure de 1.044.410 fr. 39 à sa devancière.

Cependant, toutes charges payées, le compte *Profits et Pertes* présente encore un solde bénéficiaire de 428.849 fr. 55, résultant des opérations normales de l'exercice. Cette somme, augmentée du solde reporté à nouveau de l'exercice précédent, 273.654 fr. 53, a mis à la disposition de la Société un total de 702.504 fr. 08, soit un peu plus de 27 fr. par action. Mais aucun dividende n'a été distribué, car, depuis le 30 juin 1893, date à laquelle il avait fallu déjà réduire à 30 francs le dividende antérieur de 40 fr. pour se prémunir contre les difficultés que semblait réserver l'avenir, la situation générale du marché des métaux s'est aggravée. Le nickel n'a pu échapper à la baisse qui s'est produite, et cela d'autant plus que les producteurs anglais et américains, selon le rapport même communiqué lundi dernier, ont disputé le marché à la Société *Le Nickel* avec une ardeur qui révèle plus d'acharnement que de prudence.

Nous employons les termes mêmes dont s'est servi le Conseil d'administration de la Société pour bien définir l'état des choses actuel ; et nous devons ajouter, suivant les explications fournies, que cette concurrence a coûté beaucoup à ceux qui l'ont entreprise. Un des plus importants concurrents de la Société *Le Nickel* a accusé, dans son bilan arrêté à la date du 31 juillet 1894, une perte de 684.000 francs, après avoir déjà, au cours de l'année précédente, supporté un déficit de 429.000 fr. Malheureusement, le mal de l'un ne guérit pas celui de l'autre. *Le Nickel* est décidé à défendre

ses positions, à faire le nécessaire pour que sa clientèle ne soit pas entamée, et à chercher désormais ses bénéfices : 1° dans l'abaissement de ses prix de revient et de ses charges ; et 2° dans l'accroissement de ses débouchés. Nous l'en félicitons. Mais comment accroître les débouchés, lorsque l'on a déjà à se défendre pour ne pas laisser entamer sa clientèle ?

Certainement, comme débouchés nouveaux, la Société *Le Nickel* compte l'application en grand des nouveaux alliages à base de nickel, et principalement de l'acier-nickel. Les expériences faites, à ce sujet, *paraissent* avoir démontré qu'en augmentant les proportions du nickel alliées à l'acier, on pourra obtenir un métal incomparable. Mais on n'en est encore, pour ainsi dire, qu'aux essais ; et, jusqu'à présent du moins, toutes les difficultés relatives aux alliages du nickel sont loin d'être résolues. Il faut espérer cependant encore, bien qu'espérer, en semblable matière ne suffit pas.

En tout cas, et ce qui est certain, c'est que *Le Nickel* prévoit encore des jours difficiles, puisque, dès 702 mille 504 fr. 08, solde définitif de l'exercice clos au 30 juin 1894, il n'est, comme nous l'avons dit plus haut, rien prélevé pour servir de répartition aux associés. On a employé :

A divers amortissements.................Fr.	171.521 99
A mettre en réserve en vue de diminuer l'estimation des minerais ou marchandises finies..	500.000 »
Et à reporter à nouveau......................	30.982 09

Ainsi qu'on le voit, la Direction se montre prudente, puisque, même avant bilan, un premier amortissement de 600.000 fr. a été opéré sur les *matières premières* et *produits fabriqués, stocks de minerai* et de *métal.* Mais cette prudence aurait certainement dû se manifester plus tôt encore.

Prenons, par exemple, l'exercice 1892-93 dont il a été rendu compte le 28 avril 1894, c'est-à-dire *dix* mois après la clôture des comptes. Ignorait-on, à ce moment, ce que fournirait, à peu près, l'exercice en cours à cette date, — celui-là même dont nous parlons aujourd'hui, — exercice presque terminé, puisqu'il prenait fin deux mois plus tard ? En tout cas, le Conseil a proposé alors un dividende de 30 fr., en se contentant de réserver 10 fr. pour se garder contre les aléas de l'avenir. Il eût mieux valu certainement se tenir à ce moment sur une plus grande réserve.

Quoiqu'il en soit, la « bataille des prix », — et c'est cette bataille qui est la cause de tout le mal, — continue entre *Le Nickel* et ses concurrents. Quand prendra-t-elle fin ? L'exercice en cours ne paraît pas devoir se signaler par une amélioration notable sur ce point. C'est de plus en plus à regretter.

Voici, maintenant, le bilan de la Société au 31 décembre 1894 :

ACTIF

En Nouvelle-Calédonie :	
Mines...............................Fr.	7.089.081 43
Terrains et immeubles....................	1.490.025 34
Travaux d'exploitation....................	743.725 78
Usines....................................	36.075 05
Matériel d'exploitation....................	438.099 23
Armements..................................	176.289 92
En Europe :	
Usines......................................	2.556.466 30
Matériel d'exploitation....................	89.660 67
Mobiliers......................................	77.330 72
Brevets..	200 »
Valeurs mobilières..............................	130.652 35
Minerais..	10.133.803 64
Matières en cours de fabrication...............	2.377.593 47
Marchandises finies............................	1.432.900 87
Approvisionnements :	
En Nouvelle-Calédonie......................	465.319 78
En Europe..................................	134.260 37
Banquiers......................................	583.198 45
Caisses..	52.325 42
Portefeuilles..................................	26.918 88
Débiteurs divers................................	2.296.852 85
Actionnaires....................................	635.897 54
Avances d'impôts................................	48.077 50
Prime de remboursement (obligat. 13e série)..	775.025 »
Comptes d'ordre................................	582.233 34
Total.................Fr.	32.372.013 90

PASSIF

Capital-actions............................Fr.	12.720.000 »
Réserve statutaire............................	374.462 74
Obligations....................................	13.450.000 »
Banquiers......................................	1.653.750 20
Coupons d'obligations..........................	107.632 »
Dividendes arriérés............................	243.539 89
Effets à payer..................................	1.176.939 33
Créanciers divers..............................	1.881.192 99
Comptes d'ordre................................	61.992 67
Amortissements 1893-94..........................	671.521 99
Liquidation de l'exercice :	
Excédent de l'actif sur le passif..........	30.982 09
Total.................Fr.	32.372.013 90

Quelques explications sont ici nécessaires.

A l'*actif*, il y a diminution, notamment : sur les terrains et immeubles, de 147.500 fr. ; sur les travaux en exploitation, de 148.350 fr. 04 ; sur le matériel d'exploitation, de 97.821 fr. 53 ; sur les armements, de 87.068 fr. 70 ; sur les usines en Nouvelle-Calédonie, de 55.862 fr. 87, et sur les usines en Europe, de 560.596 francs 67. Toutes ces réductions proviennent de l'application à ces chapitres des sommes affectées aux amortissements et votées pour les exercices 1891-92 et 1892-93. Mais il est un compte au sujet duquel on garde le silence : c'est celui des *débiteurs divers.* Il est à croire que la Société, de ce côté, n'a à appréhender aucun mécompte.

En ce qui regarde le *passif*, on remarque que les obligations ont passé de 6.400.000 fr. à 13.450.000 fr., par suite du remboursement de 200.000 fr. d'*obligations 6 0/0* et de l'émission de 7.250.000 fr. nominal en obligations 4 0/0. Au moyen de cette opération, une partie des avances consenties anciennement par les *banquiers* à la Société a pu être remboursée, et ce dernier compte est revenu, par suite, de 4.352.994 fr. 94 à 1.653 750 fr. 20. Il y a là, cependant, une différence de chiffres qui saute aux yeux et qui semble indiquer que l'emprunt en obligations n'a pas servi uniquement à rembourser des avances anciennes.

Nous n'allons pas récriminer, maintenant, sur les circonstances dans lesquelles a eu lieu cette émission. Il faut en finir avec le passé, en dépit des pertes encourues par ceux dont la confiance ne s'est pas démentie, et ne plus regarder que l'avenir. Tout est là ! Un nouvel administrateur vient d'être nommé récemment, en remplacement de M. King, démissionnaire. Ce nouvel administrateur est M. Maneuvrier, sous-directeur général de la *Société anonyme des Mines et Fonderies de zinc de la Vieille-Montagne* et vice-président de la Chambre syndicale des Métaux. Tout donne à penser que sa grande expérience sera utile aux intérêts de la Société.

J .M.

SOCIÉTÉ ANONYME

DES

CHANTIERS ET ATELIERS DE LA GIRONDE

C'est le 5 juin dernier que les actionnaires de la *Société Anonyme des Chantiers et Ateliers de la Gironde* se sont réunis en assemblée générale ordinaire pour approuver les comptes de l'exercice 1893 qui leur étaient soumis.

C'est en 1882 que fut formée la *Société Anonyme des Chantiers et Ateliers de la Gironde.* Elle avait pour objet : l'exploitation des établissements, usines, chantiers et ateliers situés à la Bastide - Bordeaux, et ayant appartenu à MM. Bichon frères, fondateurs de la Société ; l'exploitation de tous autres établissements à acquérir ou à créer, soit à Bordeaux, soit dans toutes autres localités ; la construction, la réparation et l'ornement des navires ; et les opérations commerciales, industrielles ou autres, se rattachant directement ou indirectement à l'objet principal. Le capital de la Société dont la durée a été fixée à 50 ans, et dont le siège social est à Paris, s'élevait, à l'origine, à 7 mil-

lions de francs, et était divisé en 14.000 actions de 500 fr. sur lesquelles : 9.259 ont été souscrites en espèces et au pair, et 4.741 entièrement libérées attribuées à MM. Bichon frères, en représentation de leurs apports consistant en 97.500 mètres de terrain situés à la Bastide-Bordeaux, avec usines, matériel, outillage, clientèle, etc. Par suite d'une décision de l'assemblée générale du 4 juin 1889, le capital social a été réduit à 3.300.000 fr. au moyen de l'annulation de 624 actions d'apports reprises de MM. Bichon frères, conformément aux résolutions de l'assemblée générale du 29 mai 1884 ; de l'achat, par voie de soumissions cachetées à un prix non supérieur à 250 francs, et de l'annulation de 176 actions ; enfin par l'échange des 13.200 actions libérées restantes, contre 6.600 actions nouvelles également libérées.

L'entreprise eut des commencements difficiles. De 1882 à 1888, les actionnaires ne reçurent aucun dividende, mais, à partir de 1889, la somme qui leur a été répartie annuellement s'éleva à 30 fr. C'est encore à ce chiffre qu'a été établi le dividende de l'exercice 1893 qui a donné, comme résultats bruts de l'exploitation, un montant de 632.226 fr. 31 dont il a fallu déduire les charges, à savoir :

Frais généraux.................................Fr.	358.101 12
Amortissements :	
1° Différence sur une machine à chanfreiner, système Bouhey, vendue pour 5.000 francs, et qui figurait dans les comptes pour 10.000 fr.......	5.000 »
2° Prélèvement en vue de l'amortissement de l'avoir mobilier et immobilier, et d'une réduction pour dépréciation et usure....................	50.000 »
Fr.	413.101 12

Le solde des profits se trouve donc réduit à 218.725 francs 19, auxquels il faut ajouter le solde reporté de 1892, 25.599 fr. 72. On se trouve alors en présence d'un total de 244.324 fr. 91.

Ce total a reçu les attributions suivantes :

Réserve statutaire (5 0/0 sur 218.725 fr. 19)...Fr.	10.936 25
Intérêt 5 0/0 aux actionnaires......................	165.000 »
Fr.	175.936 25

Il reste encore 68.388 fr. 66, sur lesquels on a réservé :

85 0/0 aux actionnaires pour parfaire un dividende supplémentaire de 1 0/0.............Fr.	33.000 »
15 0/0 aux administrateurs.........................	5.823 50
Report à nouveau..	29.565 16
Somme égale................Fr.	68.388 66

Il résulte des explications fournies par le Conseil d'administration que, pendant l'année 1893, les chantiers de la Société ont continué la construction : 1° du croiseur cuirassé de 2e classe le *Chanzy*, lancé avec succès le 24 janvier 1894, sinon armé, au moins complètement aménagé et porteur de sa ceinture de protection, de son pont blindé, de ses mâts militaires et de ses machines; 2° du croiseur porte-torpilleur la *Foudre* ; des torpilleurs de 1re classe nos 192, 193 et 194, dont le degré d'avancement, à la susdite date de l'assemblée générale du 5 juin 1894, était bien proche de la terminaison.

Deux torpilleurs de haute mer, le *Sarrazin* et le *Tourbillon*, et six torpilleurs de 1re classe, nos 155 à 160, terminés depuis longtemps par la Société ont vu leur date de livraison reculée. Des difficultés dans le fonctionnement normal des chaudières et un douloureux accident survenu à celle du *Sarrazin* pendant les essais, et qui a coûté la vie à six personnes, ingénieurs et ouvriers, ont conduit l'Administration de la marine à exiger le retrait des chaudières en question et leur remplacement par des appareils évaporatoires d'un autre système déjà éprouvé. Toutefois, les responsabilités nées du malheureux événement mentionné ci-dessus, et les conséquences matérielles qu'il entraîne, ne sont pas à la charge de la Société. Elle a pris, en effet, avec les *Anciens Etablissements Cail*, ses fournisseurs de machines et chaudières pour ces torpilleurs, toutes les dispositions nécessaires pour n'avoir aucunement à souffrir, dans ses intérêts, des retards matériels subis par la confection de nouveaux appareils.

En ce qui regarde la situation au 31 décembre 1893, on trouve, sur le bilan précédent, les différences suivantes :

Terrains : 1.614.800 fr., en diminution de 300 fr. par suite de vente de bois abattus en 1893;
Immeubles : 316.397 fr. 95, sans changement ;
Cales : 647.448 fr. 13, sans changement ;
Grand outillage : 769.012 fr. 40, en augmentation de 152.116 fr. 54, par suite de l'achat de machines à cintrer et à planer, d'une machine motrice, de l'établissement d'un pont roulant et d'un chemin de fer aérien, et en tenant compte de la vente de la machine à chanfreiner dont nous avons parlé déjà ;
Petit outillage : 127.170 fr. 14 en augmentation de 14.325 fr. 51 y compris les achats nouveaux et la consommation ;
Voies ferrées : 65.180 fr. 99, en augmentation de 4.716 fr. par suite de dépenses de rails et de l'installation de 450 mètres de voies Decauville et de quatre plaques tournantes.

Tous ces chapitres, qui représentent les *immobilisations*, atteignent 4.540.009 fr. 62. Quant aux approvisionnements, ils s'élèvent à 321.364 fr. 58. Sur ce chiffre, la valeur des matières ayant un emploi déterminé dans les constructions étant de 264.868 fr. 66, le solde de 57.296 fr. 92 représente l'approvisionnement courant calculé aux prix d'achat. Enfin, les débiteurs divers montent à 898.986 fr. 65; mais la Société ne redoute aucun mécompte sur ce chapitre.

Naturellement, l'assemblée générale du 5 juin a approuvé les comptes présentés. De plus, et en exécution de l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867, elle a autorisé MM. Schneider et Taudonnet, administrateurs, à faire tous traités et marchés avec la Société. Elle a aussi donné autorisation au Conseil d'administration, d'utiliser, s'il le juge convenable, les services de la Maison de Banque Périer, Mercet et Cie, de Paris, en raison de la présence de deux de ses membres dans ledit Conseil.

Terminons en mentionnant que les actions de la *Société des Chantiers et Ateliers de la Gironde* qui cotaient, comme cours moyens, en 1891, 575 fr. 42, en 1892, 551 fr. 37, et en 1893, 592 fr. 02, se négocient actuellement aux environs de 510 francs.

P. B.

Informations Économiques et Financières

Mouvement des Caisses d'Epargne. — Voici le relevé des opérations concernant les Caisses d'épargne ordinaires, du 21 au 28 février 1895 :

Dépôts de fonds................	8.692.782 16
Retraits de fonds................	4.315.253 89
Excédent de dépôts.......	4.377.528 27

Excédent de dépôts du 1er janvier au 28 février 1895 : 21.031.024 fr. 21.

Capitaux employés en achats de rentes, du 21 au 28 février 1895, pour le compte des déposants des Caisses d'épargne ordinaires : 508.845 fr. 90.

Bons du Trésor. — Par décision du Ministre des finances, en date du 27 février 1895, l'intérêt attaché aux Bons du Trésor a été fixé ainsi qu'il suit à partir du 28 février 1895 inclusivement :

A 1 1/4 0/0, pour les Bons de trois à six mois ;
A 1 3/4 0/0 pour les Bons de sept mois à un an.

Les Cafés en 1894. — D'après une statistique publiée à New-York, la récolte du café aurait été, en 1894, supérieure à la consommation. Dans le monde entier, on aurait récolté 12.500.000 sacs contre 10.500.000 consommés. Le Brésil entre en ligne pour huit millions de sacs, dont 3.400.000 de l'Etat de Rio-de-Janeiro, 3.700.000 de l'Etat de Saô-Paulo, 350.000 de Bahia, 350.000 de Espiritu-Santo et de Ceara ; le Mexique, Costa-Rica et le reste de l'Amérique Centrale donnent 1.500.000 sacs; le Vénézuéla, 800.000; Porto-Rico,

150.000; Java et les Indes hollandaises, un million; Ceylan, Manille, Bourbon, 320.000; l'Afrique 230.000 seulement.

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	21 février	28 février
ACTIF		
Encaisse de la Banque :		
21 février — 28 février		
Or .... 2.150.595.350 — 2.148.657.175	3.388.541.434	3.387.398.339
Argent... 1.237.946.084 — 1.238.741.163		
3.388 541.434 — 3 387.398.339		
Effets échus hier à recevoir ce jour....	233.942	69 861
Portefeuille Paris { Effets Paris........	147.376.576	240.900.568
Portefeuille Paris { Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor........................	»	»
Portefeuilles des succursales...........	240.463.117	286.683 230
Avances sur lingots à Paris............	836 800	851.800
Avances sur lingots dans les succursales	34.400	34.400
Avances sur titres à Paris..............	123 588.053	122.327.656
Avances sur titres dans les succursales	148.362.177	146.858.711
Avances à l'Etat........................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve....................	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles......................	99.627.294	99.627.294
Rentes immobilisées.....................	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales..............	15.228.857	15.228.990
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales....................	716.031	1.148.995
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers..................................	87.321.735	85.884.720
Total..........	4.517.718.614	4.652.402.763
PASSIF		
Capital de la Banque....................	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital........	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4 000.000	4.000.000
Réserve spéciale........................	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation........	3.577.727.770	3.675.748.055
Arrérages de valeurs déposées..........	17 963 093	16.121.150
Billets à ordre et récépissés............	33.744 107	33.537.064
Compte courant du Trésor, créditeur...	141 194.124	173.636 702
Comptes courants de Paris..............	397.721 951	367.856 882
Comptes courants dans les succursales.	60.493.318	81.217.332
Dividendes à payer......................	3.092.056	2.911.296
Escompte et intérêts divers.............	2.497.816	2.785.738
Réescompte du dernier semestre	782.337	782.337
Divers..................................	57.486 531	69.790.697
Total..........	4.517.718.614	4.652.402.763

Comparaison avec les années précédentes

	5 mars 1891	4 mars 1892	2 mars 1893	1er mars 1894	28 févr. 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	2.159.4	3.144.2	3.455.7	3 527.1	3.675.7
Encaisse...........	2.454.1	2.653.1	2.924.1	2.980.7	3 387.3
Portefeuille........	716.5	672.0	572.0	715 7	527.5
Avances aux partic.	293.7	338.9	329 8	286.3	270 0
— à l'Etat....	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	118.2	225.2	75 0	191.8	172.6
— part...	351 5	441 6	420.6	382.9	452 0
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0
Prime de l'or.......	5 0/00	2 ½ 0/00	pair	pair	pair
Bénéfices nets......	5 075.4	3.448.9	2 098.9	2.669.9	1.636.7

Chalets de Nécessité. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires a eu lieu le 28 février.

Après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil et du commissaire, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice 1894 et fixé le dividende y afférent à 78 fr. par action, contre 76 fr. pour l'exercice précédent.

Deux acomptes de 25 fr. chacun ayant été payés en juillet et novembre, le solde de 28 fr. sera mis en paiement sous déduction de l'impôt.

Le commissaire-censeur a été réélu pour l'exercice en cours.

Société des Jumelles de Théâtres. — L'assemblée annuelle des actionnaires a eu lieu le 23 février.

Après avoir entendu la lecture des rapports, elle a approuvé les comptes de l'exercice 1894 et fixé le dividende y afférent à 5 fr. par action de 100 fr., sous déduction de l'impôt.

Société des Ateliers et Chantiers de la Loire. — Nous apprenons que MM. le comte Foy, administrateur du Chemin de fer de l'Est et de la Compagnie Générale des Eaux, et Albert Mirabaud, de la maison Mirabaud, Paccard, Puerari et Cie, viennent d'être nommés administrateurs de la Société des Ateliers et Chantiers de la Loire.

Banques Coloniales. — Le dividende du 2e semestre 1894 des actions des Banques de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane s'élève par action, déduction faite de l'impôt 4 0/0, savoir :

Pour la Banque de la Martinique, à ..	29 fr. 70
— Guadeloupe, à..	57 fr. 60
— Guyane, à......	124 fr. 80

Société Française des Allumettes. — L'assemblée des actionnaires a été tenue le 9 février et a voté les résolutions suivantes :

L'assemblée prononce la dissolution de la Société, accepte en conséquence la démission du Conseil d'administration, qu'elle décharge de son mandat, et nomme M. N. Salzedo liquidateur, avec les pouvoirs les plus étendus pour l'extinction du passif et la réalisation de l'actif, notamment par voie de fusion avec une autre Société ou par voie d'apport ou de vente de tout son actif à une Société nouvelle ou sous toute autre forme, après entente préalable avec les créanciers sociaux pour conclure avec lesdits créanciers tels arrangements qui seront nécessaires; pour pourvoir, pendant le cours de la liquidation de la Société, à son administration provisoire au mieux des intérêts des actionnaires et pour prendre toutes mesures urgentes que les circonstances pourraient commander;

Etant entendu que toute aliénation de l'actif social immobilier ou industriel consentie par le liquidateur ne deviendra définitive qu'après ratification par l'assemblée des actionnaires que le liquidateur convoquera à cet effet.

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 12 au 18 février 1895 (7e semaine)

(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Différence pr 1895	
Etat....................	2.761	552	717	3.629	3.948	—	318
Paris-Lyon-Méditer.	8.601	5.027	6.123	31.814	31 415	—	2.600
— Rhône au Mont-Cenis	133	73	85	468	503	—	34
— Chemins Algériens..	513	120	88	724	660	+	64
Nord....................	3.699	3.237	3.454	23.136	24.080	—	944
Ouest....................	5.350	2.147	2.582	13 693	14.486	—	792
Orléans..................	6.772	2.429	2 974	15.495	17.094	—	1 599
Est......................	4.802	2.166	2 502	13 374	14.188	—	814
Midi.....................	3.136	1.655	1.612	9.159	9.346	—	186
Est-Algérien..........	897	92	138	656	724	—	67
Bône-Guelma voie larg.	607	66	63	434	325	+	109
— voie étroite	128	12	7	83	36	+	46
Ouest-Algérien.......	296	36	43	259	239	+	19
Arzew à Kralfallah..	214	24	29	157	157		»
Médoc...................	101	15	18	112	135	—	22

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er au 31 janvier	6.100.000	5.720.000
Du 1er au 10 février	2.230.000	2.390.000
Du 11 au 20 février........	2.300.000	1.900.000
Du 21 au 28 février........	1.620.000	1.420.000
Du 1er janv. au 28 fév..	12.250.000	11.430.000

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 28 février 1895.

L'Attitude et le Programme des Partis. — Renforcement de la Flotte. — Réorganisation des Finances Impériales. — L'Impôt sur le Tabac. — L'Eau-de-Vie. — L'Impôt du Timbre en Prusse. — Amendement au Régime douanier. — Nouveaux Rachats de Chemins de fer. — Le Bilan de la « Disconto-Gesellschaft.

L'adoption par le Reichstag de la proposition Kardorf est sûrement le point essentiel de la situation politique et économique.

La grande lutte entre les partis politiques de droite et de gauche affirme la forme d'un conflit économique.

D'un côté, les libéraux, anciens partisans du Chancelier de Caprivi, soutiennent la politique des traités du commerce et le système de l'étalon d'or.

De l'autre, les hobereaux, les conservateurs appuyés sur les paysans, et, grâce à ces derniers pouvant compter sur le concours du Centre catholique regrettent l'*ancien cours*, c'est-à-dire le régime bismarckien. En même temps, ils combattent à outrance le libre-échange mitigé, et demandent la substitution du bimétallisme au système de l'étalon d'or.

L'Union des Agriculteurs forme leur moyen d'action sur les populations rurales. Celles-ci réclament l'adoption de la motion Kanitz, c'est-à-dire le monopole de l'achat des blés étrangers, en dépit des traités de commerce.

Elles n'ont pas encore eu gain de cause; mais elles ont une autre ressource : la proposition Kardorf sur la Conférence monétaire internationale, qui a beaucoup plus de chances de succès que la motion Kanitz.

C'est du gouvernement que dépendra l'issue de la grande lutte entre l'étalon d'or et le bimétallisme. M. de Hohenlohe est plutôt favorable au maintien de l'état de choses actuel. Mais le bimétallisme compte de chauds partisans dans les ministères de l'Empire et de la Prusse.

Enfin, nous avons de bonnes raisons de croire que l'Empereur, suprême arbitre de la politique de l'Empire, ne partage pas les sympathies de M. de Hohenlohe pour le maintien du *statu quo* en matière monétaire.

Tel est le résumé fidèle de la situation. Passons maintenant aux événements d'importance relativement secondaire.

La Conférence impériale sur la marine a produit son effet.

Grâce à un accord avec le Centre, le Gouvernement a obtenu de la Commission du budget les crédits nécessaires à la construction d'un croiseur cuirassé, de trois autres croiseurs et d'un torpilleur divisionnaire. Par contre, la demande de six autres torpilleurs a été rejetée. On a fait remarquer que, depuis 1884, la marine militaire s'était accrue d'une escadrille de 100 torpilleurs.

En outre, la Commission du budget a aussi approuvé l'addition d'un crédit de 3.334.100 M. aux dépenses semi-extraordinaires de la marine.

Le 25, le Reichstag a commencé la première délibération sur la réorganisation des finances impériales.

M. de Posadowski, le Ministre des finances impériales, a exposé la situation. La réorganisation doit avoir pour but de mettre fin aux fluctuations des contributions matriculaires et des reversements aux Etats. Un rapport fixe serait établi entre ces deux mouvements et l'Empire conserverait les plus-values nouvelles.

Le Gouvernement a l'intention d'attribuer aux Etats un déversement annuel de 50 millions de francs. L'impôt sur le tabac permettra de consolider cette somme au profit des copartageants, au moins pour une période de cinq années.

Par l'organe de M. Lieber, le Centre refuse d'admettre cette durée. Il n'admet pas que le bénéfice de la clause Frankenstein soit ainsi annulé pour l'avenir, sinon pour le présent.

Au cours de la discussion, M. Frege, un député conservateur a protesté, en son nom personnel, contre le projet de Conversion du 4 0/0, dont le succès réduirait le revenu des veuves et des orphelins.

L'impôt sur le tabac forme la base du nouveau régime financier de l'Empire. C'est la ressource essentielle, qui doit supprimer le déficit et préparer avec les excédents de l'avenir l'amortissement de la Dette fédérale. En même temps, les budgets des Etats ne seront plus bouleversés par la variation des contributions matriculaires.

Aussi finalement, le projet complet de réorganisation a-t-il été renvoyé à la Commission de l'impôt sur le tabac.

Cet impôt sera sans doute voté, malgré l'agitation semi-révolutionnaire, fomentée par les fabricants. Ils ont déjà signifié à leurs ouvriers leur renvoi anticipé pour le jour même où le paragraphe relatif au nouveau système aura été voté par le Reichstag.

Les Alsaciens-Lorrains habitués au régime français sont favorables au projet d'impôt qui, rejette le paiement des droits des cultivateurs sur les fabricants.

Un projet de loi relatif à la modification du régime fiscal de l'eau-de-vie a été déposé le 25 février dernier sur le bureau du Reichstag.

L'impôt prussien du timbre, du moins, sous sa forme actuelle, paraît peu sympathique à la majorité du Landtag. Il est douteux qu'il soit voté dans son texte intégral. On proteste surtout contre le timbre proportionnel sur les contrats de location et de livraison, sur la taxation des contrats verbaux et sur l'invocation de la correspondance comme preuve des contrats.

L'Allemagne n'est pas satisfaite des résultats de sa guerre de tarifs avec l'Espagne. L'exportation de cette puissance n'en souffre guère, la plupart des produits espagnols entrant en Allemagne en franchise. Il est, en effet, difficile de percevoir une surtaxe, lorsque la taxe égale zéro.

C'est pour remédier à cette situation que deux députés, MM. de Stümm et Mœller, ont déposé une proposition de loi. Les Etats qui imposent un traitement différentiel aux navires ou aux produits allemands subiraient, pour leurs provenances, une surtaxe de 100 0/0. En même temps, les produits exempts de droits, d'après le tarif général, seraient susceptibles d'être taxés par ordonnance impériale, après autorisation du Conseil fédéral.

Si ce projet est voté, et il a chance de l'être, les marchandises espagnoles seraient surtaxées de 100 0/0 au lieu de l'être de 50 0/0. En même temps, les minerais espagnols seraient soumis à un droit. L'Espagne sentira ainsi le poids du mécontentement de l'Allemagne, dont elle n'a cure; mais l'industrie allemande, qui utilise les matières premières fournies par la Péninsule, devra payer la surtaxe.

Le rachat successif des réseaux de chemins de fer encore existants n'est pas encore arrivé à son terme naturel : la suppression de toute exploitation par les Compagnies.

Le Gouvernement prussien vient d'adresser des offres à deux Compagnies de Chemins de fer. Il s'agit du Chemin de fer de la Werra et de celui de la Saale.

Les actionnaires de la Werra recevaient pour deux actions à 300 M., avec les coupons de 1895 et des années suivantes, des inscriptions de 3 0/0 de rente prussien, au pair pour 450 M., coupons du 1er janvier, avec une soulte de 10 M. par action.

On offre, pour le réseau de la Saale, aux actions de fondation de 300 M. et une inscription de rente 3 0/0 consolidé au pair pour 150 M., intérêts du 1er janvier 1895, avec soulte de 15 M. par action.

Les actions de priorité auraient en titres de rentes un capital de 350 M., et 15 M. espèces.

Les deux réseaux seraient administrés et exploités pour le compte de l'Etat prussien, à dater du 1er janvier 1895. L'échange des actions contre les titres de rente, la transmission de la propriété et la dissolution de la Société deux mois après la régularisation définitive du contrat.

Le Conseil de surveillance de la *Disconto Gesellschaft* propose la répartition d'un dividende de 8 0/0. Le bénéfice brut de l'an s'élève à 12.359.339 M., y compris un report de 345.959 M. En 1893, le bénéfice montait à 10.913.859 M. Déduction faite des dépenses obligatoires et des pertes (celles-ci limitées à 4.078 M.) et d'un compte de 3 millions de M. affecté à la liquidation des participations en cours, le bénéfice net est porté à 7.097.408 M. pour 5.468.604 M. en 1893.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	23 février	Dif. 15 fév.	23 février	Dif. 15 fév.
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.110 680	— 1.413	918.687	+ 14.242
Billets du Trésor	25.746	+ 920	26.161	+ 574
Billets d'autres banques	9 548	— 1.256	8.964	— 2.980
Lettres de change	471.654	— 2.649	512.412	+ 13.469
Prêts sur titres	61 730	— 1.932	72.018	— 659
Valeurs	3 785	— 68	7.028	+ 90
Autres propriétés	47.637	+ 14	36.422	— 1.981
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	968.210	— 30.240	892.870	— 27 282
Autres engagements à vue	595 301	+ 23.565	519.380	+ 51 008
Autres engagements	20 269	+ 291	3.799	— 910

Comparaison avec 1894 et 1893

(Millions de marks)

Stock métallique	1893	1894	1895
31 janv. ...	901,5	880,0	1091,8
7 fév. ...	899,8	888,6	1098,1
15 — ...	913,8	904,4	1112,0
23 — ...	929,1	918,7	1110,6
28 — ...	924,3	913,5	»

Lettres de change et prêts sur titres	1893	1894	1895
31 janv. ...	586,6	565,3	576,7
7 fév. ...	565,8	558,9	556,0
15 — ...	555,8	571,6	540,9
23 — ...	558,9	584,5	536.3
28 — ...	564,0	586,7	»

Circulation	1893	1894	1895
31 janv. ...	987,7	953,2	1055.6
7 fév. ...	952,9	932,9	1024,0
15 — ...	923,6	920,2	998.4
23 — ...	904,6	892,9	968.2
28 — ...	927,9	908,6	»

Réserve de billets	1893	1894	1895
31 janv. ...	238,2	255,0	258,6
7 fév. ...	269,6	284,0	297,4
15 — ...	317,1	325,2	338.4
23 — ...	350,4	354,3	368,2
28 — ...	322,6	334,0	»

Le Commerce des Charbons en Allemagne. — Les importations des houilles, cokes, lignites, dans l'empire allemand se sont élevées en 1894 à 12.149.723 tonnes, contre 11.911.893 en 1893, soit une augmentation de 237.830 tonnes.

Ce sont les houilles d'Angleterre et d'Autriche-Hongrie qui ont profité de cette augmentation, l'importation des charbons belges et français ayant légèrement diminué.

De son côté, l'Allemagne a exporté 12.204.029 tonnes, soit 430.188 tonnes de plus que pendant l'année précédente.

C'est l'Autriche-Hongrie qui offre à la houille allemande le débouché le plus important.

En ce qui concerne le coke, le plus fort client de l'Allemagne est la France, dont les achats ont passé de 427.934 tonnes en 1890 à 980.291 en 1894.

Les Pensions pour la Vieillesse et pour les Invalides du travail. — D'après le compte rendu des opérations du bureau impérial des assurances, le nombre des rentes allouées depuis le 1er janvier 1891 à la fin de l'année 1894 s'élève à 343.467, dont 241.864 rentes pour la vieillesse et 101.603 rentes d'invalidité. Déduction faite des doubles emplois, le bureau pensionne 295.200 personnes. Elles reçoivent 34.400.000 M., dont 10.000.000 de M. pour invalidité.

Les rentes accordées en 1894 par les établissements d'assurances représentent un capital constitué de 157.000.000 de M. sans compter une réserve de 31.500.000 marks.

Les frais d'administration déduits, les cotisations des assujettis se sont élevées en 1891 à 85.200.000 M.; en 1892, à 84 millions; en 1893, à 85.200.000 M.; en 1894, à 87.500.000 M.

Sans compter les intérêts, il reste un capital de 152.700.000 de M. pour servir les rentes pendant l'année 1895.

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 1er mars 1895.

Le bilan de la Disconto-Gesellschaft a contribué au raffermissement du marché et on constate une réaction sur les valeurs d'argent. Le mouvement général s'est accentué sur les nouvelles plus favorables de Vienne où la crise sucrière paraît être calmée; on a enregistré des achats assez suivis de titres de Chemins de fer et notamment de la *Staatsbahn* austro-hongroise.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 28 février 1895.

La Séparation de l'Eglise et de l'Etat dans le pays de Galles. — Le Bimétallisme à la Chambre des Communes. — L'Emprunt américain. — La Banque. — La Situation monétaire. — Emprunt japonais.

J'ai pu vous télégraphier, la semaine dernière, le succès obtenu par le Gouvernement à propos du droit des douanes sur les cotonnades aux Indes. Quelques-unes des discussions qui ont eu lieu cette semaine à la Chambre des Communes, ont présenté encore un certain intérêt.

Je dois d'abord vous signaler la présentation du bill relatif à la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans le Pays de Galles, bill qui n'est que la reproduction de celui déposé l'année dernière sur le même sujet.

Vous savez que ce projet comprend deux mesures distinctes : l'abolition des droits et privilèges de l'Eglise anglicane et l'attribution des revenus enlevés à cette Eglise : c'est cette dernière partie du projet qui en forme le côté le plus délicat.

Les propriétés et revenus de l'Eglise anglicane qui ne proviennent pas de donations particulières représentent 279.000 liv. st. que le bill propose de transférer, suivant leur nature, au Corps représentatif, aux Conseils de paroisse, de district ou de comté.

Cette question, en raison des principes, des intérêts et des passions qu'elle met en cause, soulève les plus vives polémiques et les discussions qui vont en sortir promettent d'être des plus ardentes.

Plus intéressante à votre point de vue est cependant la discussion qui s'est produite mardi relativement à la question du bimétallisme. Il s'agissait, en fait, de voter sur une motion de M. Everett, demandant la réunion d'une conférence internationale « chargée d'étudier les mesures à prendre afin de faire disparaître l'écart grandissant entre la valeur relative de l'or et de l'argent ». Et, fait qui montre bien tout le terrain gagné depuis quelques années en Angleterre par la question du bimétallisme, cette motion a été votée. Sans doute, sir William Harcourt, parlant au nom du Gouvernement, a défendu l'ancienne politique monétaire du pays, mais il a été obligé de constater en même temps que la situation s'aggrave de jour en jour et que, de l'accroissement de la différence de valeur entre l'or et l'argent, il résulte, dans le taux du change, des fluctuations qui engendrent les plus graves inconvénients. L'Angleterre doit donc discuter la question avec les autres nations. Si l'on rapproche ce langage de celui qui était tenu jusqu'à ce jour par les membres du Gouvernement, on constate, comme nous ne cessons de le dire, l'énorme progrès fait par l'idée bimétalliste. Un fait certain, c'est que même sans l'appui de sir William Harcourt, qui a déclaré ne pas s'opposer à la motion, celle-ci aurait été votée.

M. Balfour devait, avec sa grande autorité, soutenir la motion de M. Everett, mais la maladie l'empêche depuis quelque temps d'assister aux séances du Parlement et M. Chaplin est venu annoncer en son nom

qu'il approuvait pleinement l'ordre du jour de son collègue. M. Chaplin a déclaré que la victoire, selon lui, resterait bientôt aux partisans du bimétallisme.

M. Courtney, après le discours de sir William Harcourt, a émis le vœu que, si la nouvelle conférence est décidée, les représentants de l'Angleterre discuteront toutes les propositions sans parti pris, et c'est sur cette dernière déclaration que la motion Everett, a été adoptée sans scrutin.

Je vous adresse d'ailleurs le texte intégral de cette grande dicussion.

Comme je vous le disais la semaine dernière, la souscription à l'emprunt américain a dépassé toutes les prévisions. Les offres se sont élevées ici à 120.000 livres sterling, c'est-à-dire qu'elles ont été de vingt fois la somme réservée au marché anglais. Ce résultat est d'autant plus remarquable que les conditions de l'émission étaient assez dures et que le prix payé faisait ressortir l'emprunt à peu près au taux de 3 1/2, qui aurait été choisi si le remboursement avait été décidé en or. Je ne comprends pas dans ce calcul la prime, qui n'a cessé, d'ailleurs, d'aller en progressant et a atteint 5 3/8.

Il s'agit maintenant de savoir si ce succès va donner au Trésor américain le moyen d'empêcher les sorties d'or, mais ce fait nous paraît douteux.

Il y a juste un an que la Banque d'Angleterre a réduit le taux de son escompte à 2 0/0 et une comparaison entre la situation qu'elle présentait alors et celle qu'elle offre aujourd'hui ne manque pas d'intérêt. Son encaisse, qui était alors de 29.750.000 liv. st., est actuellement de 37.084.000 liv. st., soit une augmentation de 7.334.000 liv. st. En même temps, sa réserve s'est élevée de 22.602.000 liv. st. à 29.090.000 liv. st. et quoique dans l'intervalle ses engagements aient également augmenté, la proportion de la réserve aux engagements, qui était de 60 1/4 0/0 il y a un an, n'est pas inférieure à 69 0/0. A tous les points de vue, la position de la Banque est donc plus forte aujourd'hui que lorsque le taux minimum de 2 0/0 a été établi, et elle resterait toujours plus forte, même dans le cas où la Banque serait appelée à fournir 2 ou 3 millions de livres sterling d'or aux Etat-Unis. On ne peut donc pas dire qu'il y ait quelque perspective d'une élévation du taux officiel de l'escompte, mais diverses circonstances ont provoqué cette semaine une certaine raréfaction monétaire: c'est la souscription au nouvel emprunt américain, c'est le paiement des dividendes des Compagnies de Chemins de fer, c'est le paiement des revenus publics, aussi le papier à trois mois a-t-il subi une légère hausse. Les capitaux enlevés momentanément au marché ne tarderont pas à lui revenir et il ne restera rien de cette légère raréfaction.

On apprend que la Diète japonaise vient d'adopter le projet d'un emprunt de guerre d'environ cent millions de yen et qu'elle a également adopté un emprunt coréen de 3 millions.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

27 Février 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés	51.191.700	Dette fixe de l'Etat	11.015.100
		Rentes immobilisées	5.784.900
		Or monnayé et lingots	34.391.700
Total	51.191.700	Total	51.191.700

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	12.478 488
Réserve et profits et pertes	3.417.264	Portefeuille et avances	18.774.603
Trésor et administration publique	10.193 962	Billets en réserve	26.397.535
Comptes particuliers	32.057.530	Or et argent monnayés	2.692.903
Billets à sept jours, etc.	121.773		
Total	60.343.529	Total	60.343.529

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
21 Novembre	35.018	25.111	41.135	32.248	26.706	64	2
28 »	34.955	25.015	40.782	31.822	26.740	65	»
5 Décembre	34.196	25.257	40.263	32.412	25.739	65	»
12 »	33.743	25.176	39.936	32.427	25.366	63	»
19 »	33.362	25.325	38.868	31.886	24.817	63	»
26 »	32.547	25.676	37.087	31.272	23.670	63	»
2 Janvier	33 091	25.918	44.797	38.714	23.972	53	»
9 »	33.880	25.519	45.058	37.982	25 160	55	»
16 »	34.601	25.202	41.577	33.525	26.202	62	»
23 »	35.358	25.015	41.107	32.113	27.142	65	»
30 »	35.946	24.926	40.101	30.392	27.819	69	»
6 Février	36.801	25.119	40.473	30.139	28.481	70	»
13 »	37.043	24 725	41 106	30.130	29.118	70	»
20 »	37.502	24.629	41.836	30.315	29.673	70	»
27 »	37.084	24.795	42.251	31.253	29.090	69	»

Marine Marchande Anglaise en 1894. — D'après les statistiques du Lloyd's donnant les additions et les suppressions faites à la marine marchande anglaise en 1894, on constate que les additions ont été de 833 vaisseaux d'un tonnage total de 921.843 tonnes, dont 811.859 tonnes représentent des navires à vapeur et 109.884 tonnes des navires à voiles. 93 0/0 de ces nouveaux navires ont été construits en Angleterre, les autres ont été achetés à l'étranger ou envoyés des colonies. Les suppressions provenant de destruction, perte ou vente de navires se sont élevées à 942 navires de 570.004 tonnes laissant une augmentation nette de 351.739 tonnes, tandis qu'il y a une perte de 109 sur le chiffre des vaisseaux.

Emission de Bons du Trésor. — Les demandes de souscription à l'émission de 1 million de liv. st. de bons du Trésor se sont élevées à 16.425.000 liv. st. La somme totale a été appliquée en bons de 12 mois au taux de 98 liv. st. 15 sh. 2 d. et au-dessus, ce qui correspond à un escompte légèrement au-dessous de 1/8 0/0.

Les Chemins de fer pendant le deuxième semestre 1894. — Il ne peut être établi de comparaison entre les résultats donnés par les principales Compagnies de Chemins de fer en 1894 et en 1893. Cette dernière année a été, en effet, trop anormale, par suite de la dépression causée par la grève des mineurs. Pour établir une comparaison plus juste, il faut se reporter aux années antérieures, et les résultats du semestre paraissent alors peu satisfaisants. Le dividende moyen des quinze Compagnies est plus bas qu'il n'a été pendant les derniers semestres des années précédentes. Le cas est le même pour l'année entière.

	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894
1er semestre	4 ./.	4 9/16	4 1/2	4 1/16	3 7/8	3 13/16	4 1/2
2e semestre	5 7/8	6 1/2	6 1/4	6 1/8	5 7/8	4 1/2	5 3/8
Dividende de l'année	4 15/16	5 17/32	5 3/8	5 3/23	4 7/8	4 1/8	4 3/4

La diminution du dividende moyen, en comparaison avec le second semestre de 1892, est due non pas autant à la diminution des recettes qu'à l'augmentation des dépenses d'exploitation et du capital. Les additions au capital ont été faites principalement dans la forme d'actions ordinaires.

Les recettes des quinze Compagnies ont été pour le semestre de 34.527.773 liv., soit une augmentation de 1.881.283 liv. par comparaison avec 1893. De cette somme, 385.426 liv. ont été absorbées par l'augmentation des dépenses d'exploitation, laissant 1.495.854 liv. d'augmentation.

En comparaison avec 1892, ces chiffres nous donnent une diminution de 51.357 liv. de recettes brutes, une augmentation de 270.152 liv. de dépenses d'exploitation et une diminution de recettes de 321.509 liv. ou 2 0/0.

La diminution dans les recettes nettes, comparées avec 1892, est de seulement 18 0/0 environ du montant actuel du stock ordinaire, La proportion des dépenses aux recettes est de 54,6 0/0 en 1894, de 56,5 0/0 en 1893, de 53,7 0/0 en 1892. Le tableau suivant donne les principaux résultats du semestre :

	Recettes brutes	Dépenses d'exploitation	Proportion des frais d'exploitat. aux recettes brutes	Recettes nettes	Dividende
	£	£	%	£	%
Lond. and North Western	6.137.882	3.365.326	54.8	2.772.556	6 ¾
Great Western	4.738.215	2.569.983	54.2	2.168.732	6
Midland	4.753.902	2.559.341	54.0	2.194.561	5 ¾
North Eastern	3.914.153	2.201.259	56.3	1.712.894	6 ¾
Lancashire and Yorkshire	2.374.550	1.344.251	56.6	1.030.299	4 ½
Great Northern	2.363.993	1.435.194	60.7	928.799	4
Great Eastern	2.352.257	1.340.482	57.0	1.011.775	2 ¼
Lond. and South Western	2.064.705	1.134.969	55.0	929.736	7 ½
South Eastern	1.301.985	643.326	49.4	658.659	5 ¾
London, Brighton, etc	1.386.181	670.384	48.4	715.797	7 ¾
Manchester Sheffield, etc.	1.334.718	690.615	51.7	644.103	1 ½
London Chatam and Dover	794.074	409.494	51.6	384.580	4 ½
North Staffordshire	386.721	194.735	50.4	191.986	4 ½
Métropolitan	376.525	155.440	41.3	221.085	2 ¾
North London	247.912	128.593	51.9	119.319	7
Total	34.527.773	18.843.392	54.6	15.684.381	5 ⅜

Finances Egyptiennes. — Les recettes de l'Administration de la Dette pour l'année fiscale 1894 se sont élevées à 10.300.000 livres égyptiennes et les dépenses à 9.518.000 liv. ég.

Sur l'excédent de 782.000 liv., 406.000 liv. proviennent des économies résultant de la Conversion et 224.000 liv. du fonds de réserve de la Dette publique ; 154.000 liv. restent à la disposition du Gouvernement.

En présence de ce résultat, on croit que l'excédent de 660.000 liv. prévu cette année sera dépassé.

La Population de l'Irlande. — Un document parlementaire, qui complète le 27e rapport annuel de l'Etat civil d'Irlande, nous apprend qu'en cette île, pendant les dix années expirées le 31 décembre, la population a diminué de 484.689 âmes par rapport au total précédent. 213.095 mariages ont été enregistrés (au lieu de 250.162 pendant les dix années antérieures), 1.150.463 naissances (au lieu de 1.402.277) et 883.156 décès (au lieu de 966.745). On remarque, en outre, que durant la dernière période de trente années le nombre des mariages précoces est fort heureusement allé en diminuant, surtout pour les femmes.

Clearing-House

Résultat des compensations du 21 au 27 Février

Jeudi 21 fév....... £	21.154.000	Lundi 25 fév...... £	22.577.000
Vendredi 22 fév.....	21.346.000	Mardi 26 fév	17.911.000
Samedi 23 fév.......	21.368.000	Mercredi 27 fév.....	21.315.000
		Total.......£	125.671.000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 138.387.000

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 1er mars 1895.

La liquidation s'est effectuée sans difficultés avec des reports un peu plus chers et, sur les avis favorables reçus de Paris, le marché, d'abord hésitant, s'est relevé. Parmi les valeurs parisiennes, l'Extérieure et l'Italien, influencés un moment par les mauvaises tendances des Bourses de Vienne et de Budapest, se sont améliorées ; les Fonds russes et ottomans restent fermes et en hausse.

Les Chemins anglais restent calmes, mais sans affaires.

Les Chemins américains restent inactifs ; malgré les efforts de quelques-uns on n'arrive pas à animer le marché ; on sent que le soutien lui fait défaut. Seuls, le Canadian-Pacific et le Nord Pacific enregistrent quelques fluctuations.

Les valeurs diamantifères sont soutenues ; la De Beers poursuit sa hausse et la Jagersfontein est en bonne tendance.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 27 février 1895.

Les Funérailles de l'archiduc Albert. — La Crise sucrière. — La Baisse aux Bourses de Vienne et de Budapest. — La « Crédit-Anstalt » autrichienne et la « Crédit-Bank » hongroise.

Les funérailles de l'archiduc Albert, dont le corps est arrivé à Vienne le 25 courant, ont eu lieu hier, à trois heures de l'après-midi. La présence de l'Empereur d'Allemagne, qui a conduit le deuil aux côtés de François-Joseph, a produit une grande impression ; Guillaume II était accompagné d'une suite nombreuse, comprenant trois officiers généraux, plusieurs colonels et un officier de marine. Au surplus, presque toutes les nations étaient représentées aux obsèques.

Nous sommes, depuis quelque temps, en pleine crise sucrière et, si la situation n'est pas aussi grave qu'elle l'était en 1884, il est évident qu'il faut prendre des mesures pour réduire la production. On a eu le très grand tort d'engager les cultivateurs autrichiens à étendre leurs plantations de betteraves ; les usines se sont montées sur un pied considérable et c'est ainsi qu'un des plus gros Etablissements de la Moravie, l'usine Chropine, se trouve dans de graves embarras.

Cet Etablissement travaille d'après les procédés de Steffens, permettant de transformer directement les betteraves en sucre raffiné et d'obtenir le plus grand rendement possible. Grâce à son outillage, sa production journalière est de 25 tonnes de sucre.

Pendant la dernière campagne, la *Chropiner Zuckerfabrik* a travaillé 1/2 million de quintaux métriques de betteraves, mais cette production forcée a entraîné une perte de 600.000 florins, en chiffres ronds, sur un capital-actions de 1 million 400 mille florins et diverses dettes s'élevant à 5 millions 700 mille florins ; en regard de ces sommes, la Société dispose d'un actif de 6 millions 600 mille florins. Parmi les créanciers figurent 25.000 paysans auxquels il est dû 380.000 florins pour livraisons de betteraves.

Le Ministre des finances cisleithanien, M. de Plener, s'est occupé de la crise sucrière devant la Commission du budget ; il a déclaré, toutefois, que la suppression des primes à l'exportation serait inopportune eu égard à la tendance d'augmenter ces primes en Allemagne et en France. M. de Plener a ajouté que le Gouvernement n'était pas hostile aux efforts du Syndicat des sucriers, ayant eu pour effet d'accroître la consommation indigène.

Cette situation a provoqué des mouvements quelque peu désordonnés aux Bourses de Vienne et de Budapest ; il en est résulté une baisse assez forte des titres des principaux Etablissements de crédit de la Monarchie, en général, et de la *Credit-Anstalt* autrichienne en particulier. Mais les pertes des gros spéculateurs ne sont pas de nature à ébranler sérieusement le marché et l'événement démontre combien les Banques ont été bien inspirées en restreignant leurs avances depuis quelques mois.

La baisse des actions de la *Credit-Anstalt* est d'au-

tant moins justifiée que cette Société vient de déclarer, pour 1894, un dividende de 19 florins, identique à celui de l'exercice antérieur et supérieur de 4 1/2 florins au dividende de 1892. Voici, au surplus, les chiffres des cinq dernières années : 1890, 17 fl. ; 1891, 14 fl. ; 1892, 14 1/2 fl. ; 1893, 19 fl. ; 1894, 19 fl. Le rapport du Conseil d'administration annonce que le bilan de 1894 comprend les bénéfices résultant de l'émission de 40 millions de florins de Rente-or *autrichienne* et de 42 millions de florins de Rente-or hongroise ; mais on n'a pas fait entrer en ligne de compte la part de la *Credit-Anstalt* dans les Conversions de Rente couronnes hongroises.

A Budapest, la baisse a été plus accentuée qu'à Vienne ; de nombreuses réalisations ont fait fléchir la cote, et les actions de la *Creditbank* hongroise ont perdu ces jours derniers plus de 50 florins. Cet Etablissement annonce, pour 1894, un dividende de 22 florins par action, au lieu de 24 florins pour 1893.

Informations Économiques et Financières

Les Recettes et les Dépenses de l'Etat Hongrois. — Du 1er octobre au 31 décembre 1894, la situation des Caisses de l'Etat hongrois ressort comme suit :

Recettes totales : 139.745.616 florins contre 131 millions 261.607 florins pour la période correspondante de 1893, soit, pour 1894, une plus-value de 8 millions 484.008 florins ;

Dépenses totales : 98.590.864 florins contre 97 millions 364.487 florins pour la période correspondante de 1893, soit une augmentation, en 1894, de 1.226.379 florins.

Il résulte de ces chiffres une plus-value nette de 7.257.631 florins pour le 4e trimestre 1894, comparé avec le 4e trimestre 1893.

Pour les quatre trimestres de 1894, les *recettes* accusent une plus-value de 22.757.930 florins, et les *dépenses*, une augmentation de 1.861.631 florins. Conséquemment, le bilan de l'année 1894 fait ressortir une plus-value de 20.896.299 florins par rapport à 1893.

Les Recettes des Télégraphes en Autriche. — Pendant l'année 1894, le nombre des télégrammes taxés expédiés, soit dans les bureaux de l'Administration, soit dans les gares de chemins de fer, a été de 11 millions 511.255, contre 11.073.565 en 1893.

Les recettes se sont élevées de ce chef à 4.748.955 florins, au lieu de 4.475.877 fl. en 1893.

Conséquemment, la plus-value en 1894 ressort à 437.690 télégrammes et à 273.078 florins.

Les Chemins de fer de l'Etat Autrichien. — Pendant le mois de janvier 1895, les Chemins de fer de l'Etat ou exploités par l'Etat autrichien accusent, par rapport à janvier 1894, une augmentation de 9.331 voyageurs et de 64.636 tonnes, se traduisant par une plus-value de 44.473 florins.

En janvier 1894, on avait relevé une plus-value de recettes de 1.109.483 florins, par rapport au même mois de 1893.

Les Recettes du Lloyd Autrichien en 1894. — Les recettes de toute l'année 1894 se sont élevées à 8.491.688 florins, en moins-value de 39.884 florins sur 1893 ; le nombre de milles parcourus a été de 1.923.916, en augmentation de 87.190.

On annonce que le dividende du dernier exercice sera le même que pour 1893, soit 21 florins.

Banque Hongroise de l'Industrie et du Commerce à Budapest. — Les bénéfices de cet Etablissement de crédit s'élèvent, pour l'exercice 1894, à 748.539 florins, soit à 9.35 0/0 du capital-actions de 8 millions de florins.

A l'assemblée générale, convoquée pour le 26 courant, le Conseil d'administration proposera la répartition d'un dividende de 7 0/0 (soit 560.000 florins à répartir), le surplus des bénéfices devant être inscrit aux fonds de réserve ordinaire et extraordinaire.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 1er mars 1895.

La situation s'est améliorée à la Bourse de Vienne sur l'annonce du *moratorium* accordé à l'usine sucrière de Chropin, malgré les ventes opérées pour compte de Budapest. En somme, la Bourse est remise de son émotion et il faut espérer que la leçon aura été salutaire pour les spéculateurs incorrigibles. Les exécutions ont été peu nombreuses et la tendance générale est ferme.

On annonce que l'émission de l'emprunt destiné à la conversion des obligations 5 0/0 de la *Staatsbahn* aura lieu du 5 au 10 mars.

BULGARIE

LA SITUATION

Sofia, 25 février 1895.

Les Elections complémentaires du Sobranié.

Les élections complémentaires du Sobranié, qui ont eu lieu le 3 février, ont été marquées par la défaite, il serait permis de dire par la déroute, de toutes les fractions du parti adverse au ministère Stoïlof. Sur les vingt sièges auxquels il fallait pourvoir, dix-huit sont désormais acquis aux ministériels ; seul, le district de Rosgrad a élu deux candidats de l'opposition : un radoslaviste et Karavelof lui-même.

Toutefois, la position quelque peu critique où se trouvait placé le Gouvernement de la Bulgarie par les récentes innovations fiscales de M. Guéchof était bien de nature à fortifier les espérances des ennemis du Ministère actuel et à rendre incertaine l'issue de cette seconde campagne électorale. Les protestations de l'Autriche et de la Turquie contre l'application de la loi nouvelle dite des « accises », la rupture, un instant entrevue, des relations commerciales de la Principauté avec elles ; les embarras extérieurs et intérieurs, en un mot, dans lesquels paraissait enchevêtré le Cabinet Stoïlof, avaient été habilement exploités par une opposition ardente et passionnée, dirigée par des chefs habiles, aux vues divergentes, il est vrai, mais alliés néanmoins dans ce jour de bataille pour livrer un assaut suprême au Ministère conservateur.

Mais ce qui donnait à ces élections un caractère tout particulier d'intérêt, c'était, à coup sûr, la rentrée en scène de Zankof revenu de l'exil, de Karavelof sorti de prison, ensuite de l'amnistie récemment votée, jusqu'à ce retour offensif de Stamboulof dont la candidature était définitivement posée à Tirnovo, son pays natal.

Aussi, l'opposition enhardie par ces nouveaux renforts paraissait-elle assurée du succès et proclamait-elle d'avance sa victoire certaine. C'est le contraire qui est arrivé, et ce sont les ministériels qui ont triomphé sur toute la ligne, sauf l'élection de Karavelof et d'un partisan de l'ex-ministre Radoslavof.

Quelles que soient les protestations presque furieuses des partis vaincus qui ont salué la victoire de M. Stoïlof, et les accusations de pression officielle lancées contre lui, il ne s'en dégage pas moins de ces élections, une triple signification : les électeurs bulgares en préférant les candidats ministériels, aux radoslavistes, ont très clairement indiqué que la politique nationale bulgare répugnait à une promiscuité trop intime de leur Gouvernement avec ceux des pays dont ils sont éloignés et par leur religion et par leurs origines ; ils ont voulu prouver à Zankof, le grand agitateur panslaviste,

que si le pays tout entier souhaitait ardemment un rapprochement avec la grande nation libératrice, il leur paraissait comme indigne d'eux de souscrire à une abdication quelconque de leur indépendance, à un abandon même partiel des droits acquis; enfin les électeurs de Tirnovo, en n'accordant que deux cents suffrages à M. Stamboulof contre près de trois mille à son concurrent gouvernemental, ont voulu affirmer une fois de plus, d'accord en cela avec la masse des patriotes bulgares, qu'ils en avaient assez de ce régime d'oppression et de tyrannie qu'ils avaient subi durant de trop longues années; et ils ont signifié à l'ex-dictateur un congé en due forme, qui lui enlèvera désormais toute illusion sur l'influence dont il jouit, sur les forces que ses meilleurs partisans et lui-même peuvent disposer dans le pays.

Voilà ce Cabinet qu'on avait appelé jadis, un Cabinet de liquidation et de transition, le voilà enfin consolidé, en possession d'une majorité compacte et considérable. Raffermi à l'intérieur, par la confiance que vient de lui témoigner le pays, il pourra plus facilement peut-être, arriver à bout, à l'extérieur, des difficultés qu'il a rencontrées dans la mise en œuvre de ses diverses réformes financières; rien ne s'opposera plus à l'avenir, à ce qu'il poursuive et mène à bien le programme des grands travaux dont la Bulgarie attend avec impatience la prompte réalisation.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 27 février 1895.

La Question des Chemins de fer. — L'Emprunt et les recettes publiques. — La Situation à Cuba. — La Compagnie fermière des Tabacs.

La question des Chemins de fer est toujours en suspens et la guerre de tarifs — une véritable guerre au couteau — se poursuit entre la Compagnie de Madrid-Saragosse et le Nord-Espagne. Pourtant les actions de cette dernière Société ont bénéficié d'une hausse! Le fait n'est pas aussi surprenant qu'on pourrait le croire au premier abord. D'abord, le groupe des gens qui songent à un *convenio* entre le Nord-Espagne et ses créanciers doit chercher à ramasser les titres, car il faut les 4/5 d'adhésions pour obtenir le convenio. Ensuite, nombre de spéculateurs, petits ou gros, se figurant que la Compagnie sera autorisée à payer ses coupons en *pesetas*, escomptent le bénéfice qui en résulterait pour les actionnaires. Mais une pareille mesure soulèverait à l'étranger de trop vives protestations.

Les négociations continuent entre les représentants des Compagnies et le Gouvernement, et peut-être arrivera-t-on à une entente relative à la prorogation des concessions et à l'élévation des tarifs de voyageurs.

Quant à l'emprunt dont on parle toujours, il n'existe, jusqu'ici, aucun projet sérieux; il ne faut donc pas tenir compte des nombreux racontars de Bourse colportés à ce propos.

Constatons en attendant que le rendement des impôts dont je vous enverrai le tableau détaillé accuse, pour les sept premiers mois de 1894-95, un total de 456.783.825 pesetas, soit une plus-value de 14 millions environ par rapport à la période correspondante de l'exercice antérieur. Quant aux dépenses, elles se sont élevées à 444.783.825 pesetas, soit 18 millions de plus que pour l'exercice antérieur. Ce sont là les chiffres officiels; mais il faudra les serrer de plus près.

On a fait beaucoup de bruit au sujet du télégramme de Cuba annonçant la déclaration de l'état de siège. Il résulte des renseignements complémentaires reçus par le Gouvernement que les autorités de la grande Antille avaient été avisées du départ des Etats-Unis de deux barques de flibustiers se dirigeant vers Cuba; c'est afin de pouvoir faire fusiller ces agitateurs dès leur arrivée que les garanties constitutionnelles ont été suspendues.

Mais la situation est toujours très compliquée au double point de vue politique et économique; les conséquences du régime inauguré par M. Maura continuent à se faire sentir et, d'autre part, la mévente des sucres devient inquiétante. Il y a, dans le monde entier un trop-plein de sucre.

Le bilan de 1893-94, soumis à l'assemblée générale des Actionnaires de la Compagnie fermière des Tabacs, qui a eu lieu le 20 février, figure parmi les meilleurs. La Société a acheté quantité de matières premières à des prix réduits et a passé des contrats avantageux jusqu'en 1898-99.

On a produit 731.711.275 milliers de cigares; 5.955.683.500 milliers de cigarettes et 7.067.562 kilog. de tabac. Le bénéfice brut de la fabrication ressort à 249,431 0/0, il est de 81,382 0/0 par rapport au prix de vente. La part revenant au Trésor se chiffre par 3.489.683 pesetas pour un produit de 96.816.139 pesetas, représentant les ventes de l'exercice, indépendamment des 90 millions pour l'affermage du monopole.

Voici le compte de *Profits et Pertes* :

Bénéfice	6.274.316
A déduire :	
5 0/0 pour le fonds de réserve et 2 0/0 pour l'administration	439.202
Bénéfice net de l'exercice	5.835.114
Solde débiteur du compte de *Profits et Pertes*	232.945
Bénéfice total	6.068.059

Comme la Compagnie a déjà payé 2.400.000 pesetas de dividendes pour le coupon nº 3 et 3.600.000 pesetas pour le nº 4 — soit, ensemble, 6.000.000 — il reste un excédent de 68.059 pesetas.

C'est là un dividende de 50 pesetas par action, après amortissement des frais de premier établissement et de diverses créances douteuses.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 11 février (6 semaines)

	1892	1893	1894	1895
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	1 637.319	1 602 842	1.556 949	1.250 341
Nord de l'Espagne (1959 k.)	6 398.910	6.069.807	6.163.933	5.428 718
Asturies (741 kil.)	1.006 791	1.195 102	1.297.356	941.652
Lérida-Reus (103 kil.)	189.192	182 515	163 972	158.913
Almansa-Valence (460 kil.)	1.380 910	1 280.706	1 307.038	1.167.053
Saragosse (2672 kil.)	6.201.632	5.901.371	5 495.390	5.201.024

Le Mouvement des Métaux précieux en 1894 en Espagne. — Voici, d'après les statistiques douanières, les chiffres comparatifs du mouvement des métaux précieux pendant les trois dernières années :

Importations

	1892	1893	1894
		en pesetas	
Or en barres	28.823.800	682.930	» »
— monnayé	19.677	5.040	3.171.970
Argent en barres	17.544.060	63.040	309.600
— monnayé	5.003.471	19.107.491	21.696.597
Totaux	51.391.008	19.858.201	25.478.167

Exportations

	1892	1893	1894
		en pesetas	
Or en barres et or monnayé	476.780	427.490	105.710
Argent en barres et monnayé	43.944.220	11.970.768	4.223.216
Totaux	44.421.000	12.398.258	4.328.926

Il résulte de ces chiffres que les *importations* de métaux précieux ont excédé les *exportations* de 20.849.241 pesetas pendant l'année 1894. Pour l'or seul l'excédent des importations est de 3.066.260 pesetas sur un mouvement total de 3.277.680 pesetas.

Projet de Règlement des Emprunts de la Ville de Madrid. — Le projet d'entente intervenu entre l'Administration municipale de Madrid et les délégués des créanciers étrangers repose sur les bases suivantes :

1° Continuation, sur les bases actuelles, du service des intérêts et des tirages de l'emprunt 3 0/0 de 1868, d'un montant nominal de 42.500.000 pesetas, divisé en 425.000 obligations de 100 pesetas chacune, dont il restait en circulation 376.860 obligations au 30 juin 1893 et dont le service d'intérêts et d'amortissement prévu au budget s'élève à 1.899.980 pesetas ;

2° En ce qui concerne les arriérés des dettes des emprunts 1861, 1868 et d'autres débits existant à Madrid, ils s'élèvent au total à 13.884.995 pesetas. De ce chiffre, il faut retrancher le montant resté impayé des coupons et obligations amorties payables en 1892-93 — et qui seraient payés en espèces au moyen d'un petit emprunt spécial — soit 1.274.357 pesetas. Reste donc : 12.610.638 pesetas. En ajoutant les intérêts à 5 0/0 de 17.500 obligations sorties impayées jusqu'au 1er janvier 1895, le solde de *carpetas de subastas* de l'emprunt de 1861 et les *carpetas de subastas* restant en circulation de l'emprunt de 1868, etc., etc., on obtient le total général de 17 millions de pesetas en chiffres ronds. On en opérerait la consolidation en obligations nouvelles (cédules municipales) avec un intérêt à 4 0/0 et au taux d'amortissement de 2 0/0, payables par trimestre.

Le service des cédules, d'un capital nominal de 17 millions, exigera une somme de 1.020.000 pesetas ; l'emprunt spécial susmentionné de 1.274.357 pesetas, une annuité de 76.460 pesetas : d'où un total de 1 million 96.460 pesetas de charges annuelles nouvelles. Par contre, on fait disparaître pour l'avenir, du budget municipal, une charge de 1.533.546 pesetas ; d'où, en réalité, une économie annuelle, pour la Ville, de 437.086 pesetas. De cette façon, la situation passive de la Ville serait complètement mise à jour sans que les créanciers extérieurs aient à consentir un sacrifice pour l'avenir et sans que, par conséquent, la capitale soit classée parmi les débiteurs ayant demandé un *convenio*. Le seul sacrifice concernant le passé réside dans la consolidation en titres 4 0/0 au pair des sommes dues en espèces.

En échange de ce sacrifice, et pour affermir son crédit à nouveau, la Ville affecterait à due concurrence à la garantie de sa dette sa part dans la recette de l'octroi.

Le Mouvement des Céréales en Espagne. — La *Estafeta* publie le tableau suivant, relatif au mouvement du commerce des céréales, en Espagne, pendant les vingt-cinq dernières années :

Années	Import.	Export.	Années	Import.	Export.
	Millions	de kilogr.		Millions	de kilogr.
1870	62.50	8.44	1883	238.46	1.80
1871	64.60	8.76	1884	98.66	»
1872	28.55	54.42	1885	112.08	»
1873	0.70	198.26	1886	149.85	»
1874	15.69	78.82	1887	314.09	»
1875	22.38	16.97	1888	243.27	»
1876	39.51	12.33	1889	145.31	»
1877	9.03	43.67	1890	161.38	»
1878	60.19	15.69	1891	155.10	»
1879	120.53	2.06	1892	138.80	»
1880	29.91	2.96	1893	418.66	»
1881	19.97	2.61	1894	425.85	»
1882	275.72	3.05			

Notre confrère ajoute que si le prix de 19 pesetas par 100 kil. est rémunérateur pour l'agriculteur français, si celui de 11 pesetas suffit au yankee et celui de 17 pesetas à l'allemand, le prix de 20 pesetas représente une perte pour l'agriculteur espagnol.

Comme conclusion, la *Estafeta* engage le Gouvernement à poursuivre les réformes susceptibles d'accroître la production indigène.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 1er mars 1895.

Le marché est ferme sur les achats d'Extérieure effectués pour compte de l'étranger et sur les rachats du découvert. Mais on s'inquiète de l'indisposition de la Reine régente, qui est atteinte d'une fièvre éruptive.

On annonce comme imminente l'entente avec les Compagnies de Chemins de fer ; c'est là, comme je vous l'écrivais mercredi, l'explication de la fermeté relative des titres de ces Compagnies.

GRÈCE

Le Commerce de la Grèce pendant l'année 1893. — Le bureau de statistique grecque vient de publier un aperçu du commerce de la Grèce pendant l'année 1893. Le trafic général s'est élevé à 192.792.255 drach. d'or contre 202.006.195 drachmes en 1892 (importations et exportations réunies).

L'importation y entre pour 97.943.368 dr. au lieu de 116.041.594 drachmes.

La diminution est considérable : elle monte à 18 millions 98.226 drachmes ; c'est l'effet de la crise du change. Les Grecs ne pouvaient continuer à acheter autant de marchandises en Europe avec un change d'environ 170 drachmes pour 100 francs.

Pour la même raison, la valeur de l'exportation hellénique s'est élevée de 85.964.601 drachmes à 94.848.887 drachmes.

D'après les données du commerce spécial, on obtient les résultats comparatifs suivants :

	1893	1892
	Drachmes	Drachmes
Importations.....	91.484.936	113.906.007
Exportations.....	88.033.862	82.261.464

Les monopoles du pétrole, des allumettes, du papier à cigarettes, ont exigé une importation de 910.272 drachmes contre 1.019.599 drachmes en 1892.

L'élévation du change a fait sortir du royaume 3.359.402 drachmes en monnaies d'or et d'argent ; en 1892, l'exportation des monnaies montait seulement à 2.954.255 drachmes.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 27 février 1895.

La Conférence italo-suisse pour le percement du Simplon. — L'Assemblée générale de la Banque d'Italie. — Les Recettes du Trésor. — Le Trésor et la réserve d'or des Banques d'émission.

Une conférence pour le percement du Simplon est actuellement réunie à Milan ; les délégués suisses sont MM. Ruchonnet, Dumur et les directeurs de la Société de construction Loker et Sultzer ; pour l'Italie on a désigné M. Colombo, l'ex-ministre, assisté des comm. Ferrucci et Massa. On attend également l'auteur du projet de percement, M. Brandt.

Je vous enverrai ultérieurement le résumé des séances dont la série sera close demain ; je me bornerai à vous dire, cette fois, que la discussion a porté sur les questions techniques et de tarif, ainsi que sur la représentation des intérêts italiens.

A l'assemblée générale des actionnaires de la *Banque*

d'Italie, qui a eu lieu le 24 courant, les 808 actionnaires présents (représentant 83.954 titres), ont voté la réduction de 30 millions de lire sur le capital; en même temps l'assemblée a approuvé le bilan de 1894, ainsi que le paiement d'un dividende de 15 lire par action. Par suite de la décision de l'assemblée, les actions de la Banque se trouve réduites de 1.000 à 900 lire.

Le rapport indique que, déduction faite des sommes fixées par la loi du 10 août 1893 et des 4 millions prévus par la Convention du 30 octobre dernier, les bénéfices nets se sont élevés à 4.794.326 lire, dont voici la répartition :

Lire	4.500.000	aux actionnaires à raison de 15 l. par action;
—	239.711	soit 1/20 des bénéfices au fonds de réserve;
—	54.515	à nouveau.
Soit lire	4.794.226	au total.

L'assemblée a décidé, en outre, d'ajourner au second semestre de l'année courante le versement de cent lire à effectuer par action.

Les recettes du Trésor de la deuxième décade de février sont satisfaisantes, notamment en ce qui concerne les douanes; mais le ralentissement de la taxe sur les affaires continue.

On s'est vivement ému ici des critiques formulées à l'Association des Banquiers de Londres à l'égard de la situation financière et économique du Royaume; il s'agit d'un mémoire lu par un banquier de la Cité, M. Rozenraad, qui a pris part jadis à l'emprunt Magliani destiné à l'abolition du cours forcé. Dans ce mémoire, il est dit que M. Sonnino a employé les 200 millions d'or des Banques au remboursement de l'avance de 42 millions consentie par les financiers allemands et de 28 millions de Bons du Trésor circulant à l'étranger, et au retrait de 90 millions de lire de monnaies divisionnaires. Le surplus aurait servi, d'après M. Rozenraad, à maintenir les cours de la Rente et à faire baisser le change.

L'Administration du Trésor s'est empressée de faire démentir ces allégations; d'abord, dit la note officieuse, on n'a pas encore immobilisé un centime des deux cents millions de métal jaune qui doivent être remplacés dans les réserves des Banques par une somme égale en billets d'Etat. La situation des Banques d'émission au 31 janvier 1895, comparée à celle du 31 janvier 1894, accuse une augmentation sensible du stock d'or, qui a passé de 411 à 433 millions de lire; dans la même période, le métal jaune existant dans les caisses du Trésor (et qui est sa propriété absolue) s'est accru d'une vingtaine de millions. Ces facteurs indiquent bien que l'amélioration n'est pas due à des moyens artificiels.

Mais le *Sole*, de Milan, s'empare de cet incident pour conseiller à M. Sonnino d'annuler le décret relatif à l'émission de 200 millions en billets d'Etat, puisqu'il a affirmé que l'équivalent en or ne sortirait jamais des Banques. Notre confrère invite aussi le Ministre à publier régulièrement la décomposition des réserves métalliques du Trésor, de façon à couper les ailes des canards lancés de temps à autre; « de nos jours — conclut le *Sole* — les Trésors ne se sauvent qu'à l'aide de la plus large public[illegible]. »

Informations Économiques et Financières

Les Recettes des Chemins de fer italiens. — Les résultats du premier trimestre de l'exercice 1894-95, c'est-à-dire pour la période du 1er juillet au 30 septembre 1894, sont les suivants :

Recettes approximatives : 65.366.644 lire, soit une augmentation de 1.894.398 lire sur la période correspondante de 1893.

Longueur moyenne des lignes exploitées : 14.833 kilomètres, en augmentation de 435 kilomètres.

Recette kilométrique moyenne : 4.406 lire, en diminution de 5 lire sur le précédent exercice.

Voici la répartition par réseau :

	Longueur moyenne Kilom.	Recettes brutes Lire	Recettes kilomét. Lire
Réseau Méditerranéen..	5.450	31.274.987	5.738
» de l'Adriatique..	5.492	27.191.032	4.951
» de la Sicile......	1.029	2.400.433	2.333
Chemins de fer de l'Etat exploités par la Société véntienne	140	273.000	1.950
Chemins Sardes, Compagnie royale............	411	450.146	1.095
Chemins Sardes, Société secondaire	594	204.907	344
Lignes diverses.........	1.717	3.572.139	2.080
DIFFÉRENCES PAR RAPPORT A JUILLET-SEPTEMBRE 1893			
Réseau Méditerranéen.	+ 244	+ 881.213	— 100
» de l'Adriatique.	— 22	+ 538.385	+ 120
» de la Sicile.....	+ 33	+ 125.927	+ 50
Ch. de fer de l'Etat exploités par la Société vénitienne	=	— 2.907	— 20
Ch. de fer Sardes, Cie royale	=	+ 5.291	+ 13
Ch. de fer Sardes, Soc. secondaire	+ 83	+ 9.324	— 38
Lignes diverses........	+ 97	+ 337.165	+ 72

Ces chiffres indiquent une reprise générale pour le réseau ferré italien.

Le Papier-Monnaie et le Stock métallique en Italie. — Au 31 janvier 1895, la circulation des billets de Banque et des billets d'Etat accusait une diminution de 44.750.000 lire par rapport à la date correspondante de 1894.

Par contre le stock métallique s'est accru, pendant la même période, de 125.200.000 lire dont 41 1/2 millions en or.

Le Mouvement des Caisses d'Epargne, en Italie, pendant le 1er semestre 1894. — Voici la situation comparée des Caisses d'épargne du Royame au 1er janvier et au 30 juin 1894 :

	1er janvier 1894		30 juin 1894	
Régions	Nombre de livrets	Crédit des déposants en lire	Nombre de livrets	Crédit des dépos. en lire
Piémont....	152.786	106.180.712	154.395	100.392.008
Ligurie.....	29.580	32.138.384	28.735	29.763.168
Lombardie.	500.309	310.432.407	508.502	515.675.519
Vénétie.....	57.403	100.348.457	59.058	100.091.876
Emilie	259.827	153.296.068	260.503	148.426.429
Ombrie.....	35.903	17.913.564	35 755	16.468.505
Marche.....	140.17[illegible]	54.159.850	141.033	51.954.368
Toscane....	168.822	141.253.573	169.601	143.199.050
Lazio.......	81.541	92.178.220	81.708	88.755.865
Abruzze et Molise....	7.929	8.055.926	7.871	7.515.050
Campanie ..	58.729	36.657.215	60.214	37.190.094
Pouilles....	1.032	650.059	1.019	619.718
Basilicate ..	956	692.654	958	629.713
Calabre.....	5.519	6.510.219	5.015	5.699.306
Sicile.......	21.517	16.2[illegible]3.627	20.212	14.103.698
Sardaigne ..	718	7.500.011	717	7.487.617
Totaux.	1.522.816	1.283.938.955	1.535.596	1.267.972.092

Il résulte de ces données que, pendant le 1er semestre 1894, le nombre des livrets s'est accru de 12.780, tandis que le crédit des déposants a diminué de 15 millions 966.862 lire.

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 1er mars 1895.

La fermeté domine sur le marché italien, grâce aux rachats du découvert. Les reports sont faciles, mais, en raison de la hausse du change, la spéculation se tient sur la réserve. La liquidation s'est effectuée dans des conditions normales.

ROUMANIE

LA SITUATION

Bukarest. 26 février 1894.

Le Vote de la nouvelle loi minière. — La Banque agricole.

M. P.-P. Carp, ministre des domaines, et M. Alexandre Lahovary, ministre des affaires étrangères, ont remporté un éclatant succès en faisant voter, à la Chambre et au Sénat, la nouvelle loi sur les mines.

Le but de cette loi est de faciliter la mise en exploitation des gisements de houille, fer, anthracite, cuivre, etc., etc., qui abondent dans les Carpathes ; c'est une combinaison des législations française, allemande et anglaise, modifiées et adaptées aux conditions économiques de ce pays.

L'opposition, se basant sur l'article 7 de la Constitution, qui interdit aux étrangers d'acquérir des immeubles ruraux en Roumanie, prétendait que la mine est non seulement un immeuble, mais un immeuble rural et que, dès lors, l'étranger est inapte à l'acquérir.

Mais le Gouvernement n'a pas eu de peine à vaincre ce chauvinisme enfantin, qui voulait empêcher la mise en valeur du pays à une époque où les déceptions éprouvées dans l'agriculture imposent la création de nouvelles industries.

« Le droit d'occupation des terrains miniers, a dit en substance le Ministre des domaines, ne peut être confondu avec l'expropriation ; la propriété minière, distincte de la propriété de la surface, a un caractère industriel nettement caractérisé. »

De son côté, M. Alexandre Lahovary a démontré que l'article 7 de la Constitution ne peut être invoqué à propos de la loi des mines, attendu que la propriété minière ne confère aucun droit politique et qu'elle ne peut être comparée à la propriété rurale, ainsi que l'a démontré M. Carp.

Le nombre des ouvriers mineurs en France, d'après le relevé officiel, est de 146.640. La surface de la Roumanie est environ quatre fois plus petite que celle de la France, la population dix fois moins nombreuse et la richesse vingt fois moindre. En tenant compte de ces éléments, on peut prévoir que le nombre des ouvriers mineurs en Roumanie ne dépassera pas 14.000.

Or, ces 14.000 individus dépourvus de droits politiques et civils dénationaliseraient le peuple roumain qui a résisté pendant des siècles aux Turcs et aux Tartares ? Le bon sens public, a dit le Ministre des affaires étrangères, jugera à sa juste valeur une opposition qui se sert de semblables arguments.

La majorité s'est rangée à cet avis et il est permis d'espérer que la nouvelle loi minière, ayant pour but le développement de la fortune publique, contribuera à l'affermissement du crédit extérieur de la Roumanie.

Je vous signale un projet de M. Germani, ministre des finances, tendant à modifier certaines dispositions de la loi relative à la *Banque agricole*.

D'après ce projet, actuellement en discussion, on établit d'abord d'une manière définitive le capital avec lequel la Banque agricole opère au début, capital résultant de la souscription qui a eu lieu en juillet dernier ; ce capital, s'élevant à 12.212.500 fr., est représenté par 24.425 actions.

Mais le Code de commerce roumain stipulant que les actions ne peuvent être mises au porteur qu'après versement intégral du capital qu'elles représentent, et la Banque agricole ne devant demander que dans deux ou trois ans la libération intégrale de ses actions, fait qui rend les transactions très difficiles, il est nécessaire que, par une disposition législative et par dérogation à l'article 168 du Code de commerce, les actions de la Banque Agricole puissent être transformées en actions au porteur, après qu'on aura opéré le versement de 50 0/0 du capital nominal seulement.

Le nouveau projet de loi contient aussi d'autres modifications, tendant à compléter quelques-unes des dispositions actuelles et à corriger certaines imperfections constatées dans l'application de la loi actuelle.

Informations Économiques et Financières

La Dette publique de la Roumanie. — Les emprunts contractés par la Roumanie, depuis 1864 jusqu'en 1894 inclusivement s'élèvent, à 1.975.641.863 francs de capital nominal.

Sur cette Dette, il a été amorti, jusqu'au 1er avril 1895 une somme de 226.527.243 francs et il a été converti 566.200.912 francs, de sorte que le capital restant à amortir au 1er avril 1895 est de 1.182.916.707 francs.

Le Crédit Foncier Urbain de Bucarest. — La Direction de cette Institution financière vient de publier son bilan pour l'année 1894.

D'après ce bilan, les lettres de gage en circulation au 31 décembre 1894 représentent la valeur de 78.844.600 francs dont 2.013.200 francs d'intérêt à 6 0/0 et 76.231.400 francs en lettres payant 5 0/0 d'intérêts.

Les lettres de gage urbaines sorties aux tirages et non présentées au paiement s'élèvent à la somme de 780.300 francs. La valeur des coupons échus et non présentés au paiement est de 1.546.731 francs.

Le capital social, composé des retenues du 2 0/0 sur les prêts a atteint le chiffre de 1.740.900 francs en effets publics et 39.016 francs en numéraire.

Le capital de réserve, qui se compose de 1/4 0/0 sur les prêts réalisés jusqu'au 31 décembre 1894 et du 90 0/0 du bénéfice réalisé depuis la création de la Société jusqu'à la fin de l'année 1894, s'élève à la somme de 1.310.123 francs.

Les intérêts dus par les sociétaires s'élevaient à la somme de 5.146.736 francs. Sur cette somme, il a été encaissé pendant l'année 1894, 3.737.085 francs ; il reste donc encore à encaisser en 1895, 1.409.651 francs.

Les amortissements dus par les sociétaires figurent pour la somme de 2.498.521 francs sur laquelle il a été encaissé en 1894, 1.778.803 francs ; il reste donc à encaisser 719.718 francs.

Tant les coupons que les lettres de gage sorties aux tirages continuent toujours à être acquittés avec une ponctualité parfaite aux époques fixées.

Enfin le bilan se solde par un bénéfice net de 300.494 francs.

La Banque Nationale de Roumanie. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque Nationale de Roumanie a eu lieu le 19 février.

Il résulte du rapport pour l'exercice 1894, que le capital de la Banque représenté par 24.000 actions de 500 francs chacune entièrement versés, est de 12 millions de francs. De ces actions, 11.403 sont nominatives et 12.597 sont au porteur.

Les opérations d'escompte représentent le chiffre de 109.026.096 fr. ; il restait comme solde dans le portefeuille de la Banque, le 31 décembre 1894, des effets pour une valeur de 13.789.498 francs.

Les bénéfices réalisés sur l'escompte se chiffrent à 1.108.036 fr. Le taux de l'escompte a été de 6 0/0 jusqu'au 5 août 1894 ; de cette date jusqu'au 30 septembre, il a été de 7 0/0, et a été alors abaissé de nouveau à 6 0/0.

Le mouvement des traites et des remises, à cause du manque d'exportation, a été en 1894 inférieur de 71.073.988 fr. à celui de 1893.

Le bénéfice réalisé sur les traites et remises ainsi que sur les autres opérations avec l'étranger a été de 748.585 francs.

Les prêts sur effets publics se sont élevés à la somme de 86.838.000 francs et dépassent de 3 millions ceux de 1893. Sur ces prêts, il a été restitué 67.582.200 fr. ; il restait donc au 31 décembre un solde de 19.255.800 francs.

Les emprunts sur warrants se sont élevés à 1.150.500

francs. Sur ce chiffre, il a été payé 1.129.000 fr.; il restait donc à payer 21.500 francs.

Les dépôts libres ont augmenté en 1894 de 103 millions sur ceux de 1893, à cause des dépôts exceptionnels faits par le Ministère des finances à l'occasion de l'émission de l'emprunt de Rente amortissable 4 0/0.

Ces dépôts figurent au bilan pour la somme de 222 millions 591.690 fr. sur lesquels il a été restitué 140.411.345 francs.

La moyenne des billets de banque en circulation pendant l'année 1894 a été de 110.856.260 fr. Comparativement à l'année 1893, la circulation des billets a été moins élevée de 14.580.884 fr. qu'en l'année précédente. Le rapport mensuel entre le stock et la circulation a varié entre 48 17 et 56 30.

Les bénéfices bruts réalisés en 1894, ensemble avec le solde reporté de 1893, s'élèvent à .... Fr.		4.429.260 »
Les dépenses faites ont été de........		1.046.273 »
Le bénéfice net est donc de....... Fr.		3.202.996 »

D'après les statuts, ce bénéfice doit être réparti comme il suit :

6 0/0 premier dividende .... Fr.		720.000 »
20 0/0 calculés sur la somme de 2 millions 482.996 fr. 34 pour le fonds de réserve		496.599 27
Le reste sera réparti de la manière suivante :		
20 0/0 au Ministère des finances............ Fr.	397.279 41	
7 0/0 au Conseil d'administration et au Conseil des censeurs......... Fr.	139.047 79	
1 0/0 à la Caisse des pensions et secours aux employés de la Banque.....	19.863 97	
72 0/0 second dividende (89 fr. 55 c.).............	1.429.300 »	
A reporter à l'année prochaine..................	1.005 90	1.986.397 07
Total........... Fr.		3.202.996 34

Enfin, le fonds de réserve, après l'approbation du bilan de 1894, s'élève au chiffre respectable de 8.074.639 francs.

Ainsi qu'on le voit, la situation de la Banque est des plus prospères.

SUISSE

Le Nouveau Régime de la Zone. — Le Conseil Fédéral a adopté le 23 février un arrêté qui règle à nouveau la question de l'importation en Suisse des produits des zones franches de Savoie et du pays de Gex.

L'arrêté fait droit en principe aux réclamations de Genève et du commerce suisse intéressé au maintien des bonnes relations entre les zones. Sans préjudice aux faveurs déjà stipulées dans la convention du 14 juin 1881, le Conseil fédéral étend le bénéfice du tarif conventionnel suisse, soit du tarif d'usage, aux produits du sol des zones, pour autant qu'ils rentrent dans l'énumération de l'arrêté.

L'origine des produits doit être constatée au moyen d'un certificat, à l'exception du vin, du bétail et du fromage à pâte dure, marchandises dont la provenance doit être établie conformément au système des « déclarations fondamentales » exigées par la douane française à l'importation en France.

La question des vins a soulevé les plus grosses difficultés.

On objectait que les vins produits en abondance par la Savoie non comprise dans la zone franche ne peuvent être distingués des crus de la zone et qu'il serait facile de les introduire en Suisse sous le couvert des déclarations fondamentales. Cependant le Conseil fédéral ne s'est pas laissé effrayer par cette éventualité. Il a considéré avec raison que l'autorité française chargée du contrôle des déclarations fondamentales est en mesure d'empêcher toute fraude.

L'arrêté du 23 février a un caractère provisoire, ainsi que le prouve l'article final, ainsi conçu :

« Le présent arrêté entrera en vigueur le 1er mars 1895. Le Conseil fédéral se réserve, selon les circonstances et en tout temps, de le modifier en tout ou en partie, ou de l'abroger. »

Ce décret est conçu dans un sens libéral; il améliore les relations entre la France et la Suisse; il faut féliciter le Conseil fédéral.

Banque Fédérale. — L'assemblée générale des actionnaires de la Banque Fédérale a eu lieu, samedi dernier, à Zurich.

MM. Ed. Frey, à Bâle; Charles Carrel, à Lausanne; J.-R. Schellenberg, à Zurich, ont été réélus membres du Conseil d'administration. M. Steinfels-Cramer remplace, en outre, dans ce Conseil, M. Heller-Bürgi.

Le bénéfice de l'année est de 1.325.000 fr. L'assemblée a décidé de donner aux actions un dividende de 4 0/0 et de verser 250.000 fr. au fonds de réserve.

Banque de Dépôts de Bâle. — Le Conseil d'administration de la *Banque de Dépôts à Bâle* proposera à l'assemblée générale, qui se réunit le 12 mars, de prélever sur les bénéfices un dividende de 8 0/0 pour les actions; 35.726 fr. 33 seraient portés à compte nouveau.

Bankverein de Bâle. — L'assemblée générale du *Basler Bankverein* aura lieu le 19 mars. Le Conseil d'administration propose de verser aux actions, après déduction des tantièmes, un dividende de 6 0/0. Une somme de 97.950 fr. serait reportée à compte nouveau.

TURQUIE

Les Importations de Charbon en Turquie. — Voici le détail des importations de charbon relevées à Constantinople pendant la dernière période quinquennale :

Années	Provenances Anglaises	Provenances Diverses	Total
—	Tonnes	Tonnes	Tonnes
1890	245.875	83.943	329.818
1891	234.474	62.644	297.118
1892	205.641	90.603	296.244
1893	228.599	70.430	299.029
1894	257.949	75.531	333.480

Le Chemin de fer d'Anatolie. — En 1894, les recettes du chemin de fer d'Anatolie se sont élevées à une moyenne de 6.000 fr. par kilomètre, tantis que l'année antérieure elles avaient atteint une moyenne de 9 540 fr. par kilomètre. Le Gouvernement impérial a donné à la Compagnie du Chemin de fer une garantie en vertu de laquelle il se charge de parfaire les recettes de la Compagnie Haidar-Pacha-Ismidt jusqu'à concurrence de 10.300 fr. par kilomètre et celles de la ligne d'Ismidt-Angora jusqu'à concurrence de 15.000 fr. par kilomètre. En 1893, le Gouvernement a payé Ltq. 165.000 en vertu de cette garantie, mais, vu la diminution des recettes du trafic de la ligne, la charge de la garantie s'est élevée en 1894 à Ltq. 219.000.

On peut attribuer à deux causes — dit le *Levant-Herald* — la diminution des recettes : 1° la baisse du prix des céréales, qui a empêché l'exportation; 2° l'apparition du choléra, qui a beaucoup affecté le mouvement général du commerce et a réduit le trafic des passagers bien au-dessous de ses proportions normales.

Le Propriétaire-Gérant : JULES MONTEL.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 rue du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25** fr.
— — Six mois. **14** fr.
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32** fr.
— — Six mois.. **18** fr.

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission

N° 165. — 7e volume. (10) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 9 mars 1895.

SOMMAIRE DU N° 165

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 289 à 298.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — M. de Witte et les Finances russes. — Le Rendement des Impôts en Février 1895. — Le Budget des Colonies. — Charbonnages du Port de Sydney. — Le Figaro. — Grands Magasins du Printemps. — Pages 298 à 307.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris. — Bourse de Toulouse. — Rente 3 0/0 Amortissable. — Les Mines de Mouzaïa. — Octroi de Paris. — Comptoir Central de Crédit Naud et Cie. — Comptoir Maritime. — Recettes des Chemins de fer. — Canal de Suez. — Pages 307 à 309.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :

ALLEMAGNE : Pages 310 et 311. — ANGLETERRE : Pages 311 à 313. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 313 et 314. — BELGIQUE : Page 314. — BULGARIE : Page 315. — ESPAGNE : Pages 315 et 316. — GRÈCE : Pages 316 à 318. — ITALIE : Pages 318 et 319. — PORTUGAL : Pages 319 et 320. — ROUMANIE : Page 320.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 8 mars	1.714.5	1.266.4	2.980.9	3.507.2	85	2½
1895 21 fév..	2.150.6	1.237.9	3.388.5	3.577.7	94	2½
1895 28 fév..	2.148.7	1.238.7	3.387.4	3.675.7	92	2½
1895 7 mars	2.148.4	1.238.7	3.387.1	3.604.5	94	2½
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 28 fév..	719.4	422.5	1.141.9	1.135.7	100	3½
1895 15 fév..	1.000.9	389.2	1.390.1	1.248.1	111	3
1895 23 fév..	999.6	388.8	1.388.4	1.211.0	114	3
1895 28 fév..	986.8	383.7	1.370.5	1.230.1	111	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 8 mars	758.2	»	758.2	605.9	125	2
1895 21 fév..	937.5	»	937.5	615.8	153	2
1895 28 fév..	927.1	»	927.1	619.9	150	2
1895 7 mars	929.6	»	929.6	626.8	149	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1894 27 janv.	102.5	20.0	122.5	155.0	79	»
1894 1er déc..	124.3	17.5	141.8	182.0	73	»
1894 29 déc..	117.1	17.0	134.1	182.2	74	»
1895 26 janv.	110.0	16.2	126.2	172.6	73	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1894 27 janv.	67.5	10.0	77.5	157.5	48	»
1894 1er déc..	76.5	10.0	86.5	171.2	50	»
1894 29 déc..	73.1	9.5	82.6	171.2	48	»
1895 26 janv.	71.0	9.4	80.4	162.5	49	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 28 fév..	215.7	340.6	556.3	876.1	63	4
1895 15 fév..	342 9	288.3	631.2	957.6	59	4
1895 23 fév..	358.9	289.6	648.5	962.6	67	4
1895 28 fév..	358.9	287.9	646.8	973.4	66	4

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 1er mars	80.4	37.8	118.2	424.5	28	3
1895 14 fév..	102.6	27.3	129.9	455.5	28	3
1895 21 fév..	102.5	27.3	129.8	446.5	29	3
1895 28 fév..	101.0	26.8	127.8	458.1	28	3
BULGARIE. — Banque Nationale						
1893 14 déc..	4.5	1.0	5.5	1.4	392	8
1894 30 nov.	11.1	1.2	12.3	1.0	1230	8
1894 7 déc..	12.7	1.3	14.0	1.0	1400	8
1894 14 déc..	10.3	1.1	11.4	1.0	1140	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 28 fév..	72.7	»	72.7	96.0	76	4
1894 31 déc..	86.9	»	86.9	114.8	76	3½
1895 31 janv.	75.5	»	75.5	103.3	73	3½
1895 28 fév..	73.6	»	73.6	99.5	74	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 3 mars	197.9	191.3	389.2	927.6	43	5
1895 16 fév..	200.1	291.0	491.1	926.9	53	5
1895 23 fév..	200.1	294.1	494.2	917.6	54	5
1895 2 mars	200.1	297.4	497.5	910.0	55	5
GRÈCE. — Banque Nationale						
1893 31 janv.	2.1	»	2.1	112.9	2	6½
1894 30 nov.	1.9	»	1.9	110.5	2	6½
1894 31 déc..	2.0	»	2.0	109.5	2	6½
1894 31 janv.	1.9	»	1.9	108.7	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 3 mars	107.9	177.1	285.0	420.0	68	2½
1895 16 fév..	111.5	174.7	286.2	438.3	65	2½
1895 23 fév..	111.5	175.6	287.1	438.3	65	2½
1895 2 mars	111.5	176.2	287.7	442.0	65	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 20 fév..	286.1	63.8	349.9	931.8	38	6
1895 31 janv.	292.6	69.7	362.3	801.2	45	5
1895 10 fév..	301.3	76.4	377.7	778.6	48	5
1895 20 fév..	299.7	70.6	370.3	750.3	49	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 10 fév..	91.8	8.8	100.6	272.1	36	6
1895 20 janv.	105.5	10.5	116.0	238.3	48	5
1895 31 janv.	105.5	10.5	116.0	239.9	48	5
1895 10 fév..	105.5	10.5	116.0	248.0	46	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 10 fév..	35.2	1.5	36.7	65.0	56	6
1895 20 janv.	35.2	1.5	36.7	52.6	69	5
1895 31 janv.	35.2	1.5	36.7	54.5	67	5
1895 10 fév..	35.2	1.5	36.7	54.0	67	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1893 31 janv.	32.9	»	32.9	60.6	54	5
1894 30 nov.	30.6	»	30.6	69.3	44	4½
1894 31 déc..	31.4	»	31.4	66.9	47	4½
1894 31 janv.	32.0	»	32.0	62.3	51	4
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1894 21 fév..	15.1	35.3	50.4	278.3	18	6
1895 6 fév..	25.0	38.3	63.3	295.7	21	6
1895 13 fév..	25.0	39.7	64.7	292.4	21	6
1895 20 fév..	26.6	38.6	65.2	290.4	22	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 24 fév..	53.2	0.4	53.6	117.7	46	6
1895 9 fév..	43.4	4.5	46 9	98.2	49	6
1895 16 fév..	43.7	4.5	48.2	97.9	49	6
1895 23 fév..	42.4	4.5	46.9	96.2	49	6

Dates	Encaisse métallique — Or	Encaisse métallique — Argent	Encaisse métallique — Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 16 fév..	1.520.7	14.8	1.535.5	3.981.5	38	4%
1895 16 janv.	1.557.2	15.3	1.572.5	4.252.2	37	4
1895 1er fév..	1.556.0	16.0	1.572.0	4.240.0	37	4
1895 16 fév..	1.557.3	16.2	1.573.5	4.197.5	37	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1893 30 nov.	21.7	3.9	25.6	45.6	55	»
1894 30 sept.	21.8	3.3	25.1	49.1	51	»
1894 31 oct..	21.8	3.4	25.2	51.0	49	»
1894 30 nov.	21.9	3.5	25.4	49.9	50	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 15 fév..	8.3	4.0	12.3	25.6	48	6
1895 31 janv.	6.5	4.3	10.8	24.6	44	6
1895 8 fév..	6.4	4.3	10.7	24.5	44	6
1895 15 fév..	6.3	4.3	10.6	24.3	44	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1894 31 janv.	23.2	4.3	27.5	60.2	46	4
1894 30 nov.	30.9	4.0	34.9	66.6	53	4
1894 31 déc..	30.8	3.8	34.6	72.6	48	4
1895 31 janv.	30.9	4.5	35.4	62.7	57	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1894 31 janv.	10.2	14.6	24.8	76.5	32	»
1894 30 nov.	10.4	14.0	24.5	84.1	29	»
1894 31 déc..	10.5	18.6	29.1	85.8	34	»
1895 31 janv.	10.4	12.1	22.5	79.6	28	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 3 mars.	74.6	17.1	91.7	166.9	55	3
1895 16 févr.	83.8	13.1	96.9	171.6	56	3
1895 23 fév..	83.6	12.3	95.9	170.1	56	2½
1895 2 mars	83.6	11.4	95.0	173.4	55	2½

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

Dates	Or	Argent	Total	Circulation	Rapport
1894 8 mars	6 216,3	2 635,2	8 851,5	14 501,6	60%
1895 21 févr.	7 365,7	2 619,6	9 985,3	15 987,7	66
1895 28 fév..	7 379,6	2 631,3	10 010,9	15 016,2	67
1895 7 mars	7 354,9	2 615,1	9 970,0	14 877,8	67

TOTAUX au 31 décembre

Dates	Or	Argent	Total	Circulation	Rapport
1889 31 déc.	4 734,0	2 192,4	6 926,4	13 416,3	52%
1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	1 févr.	8 fév.	15 fév.	22 fév.	1er mars	8 mars
Amsterdam	47 97	47 90	47 87	47 87	47 85	47 90
Anvers	100 12	100 15	100 15	100 19	100 15	100 07
Athènes	186 »	186 50	185 50	185 50	186 50	186 50
Barcelone	11 50	9 60	9 40	8 90	9 »	8 »
Berlin	81 05	81 20	81 15	81 15	81 15	81 »
Bruxelles	100 10	100 15	100 12	100 22	100 12	100 01
Bucharest	101 »	101 »	100 85	100 80	100 80	100 80
Constantinople	22 75	22 75	22 70	22 62	22 61	22 62
Francfort	81 17	81 17	81 17	81 16	81 16	81 07
Gênes	106 12	105 62	101 80	105 35	105 35	105 40
Genève	100 21	100 24	100 21	100 32	100 31	100 36
Lisbonne	682 »	680 »	679 »	678 50	678 »	678 »
Londres	25 33	25 35	25 40	25 36	25 38	25 36
Madrid	11 30	9 25	9 10	8 40	8 82	7 55
Rome	106 20	105 70	101 85	105 30	105 35	105 27
Saint-Pétersbourg	36 85	36 77	36 75	36 85	36 90	36 87
Vienne (à vue)	49 32	49 40	49 30	49 25	49 12	49 05
— (à 3 mois)	49 27	49 35	49 25	49 20	49 05	49 »

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	8 févr.	15 fév.	22 fév.	1 mars	8 mars
Amsterdam. pap. court	4 %	206 37	206 69	206 50	206 69	206 41
Allemagne.. —	4 %	121 94	121 97	121 87	122 »	122 12
Vienne-Tr.. —	4 %	200 50	200 81	201 37	201 62	202 »
Barcelone.. —	4 %	453 50	453 »	455 »	454 50	461 50
Madrid ..... —	4 %	453 50	453 »	455 »	454 50	461 50
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	268 »	268 50	267 75	267 »	267 »
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 19½	25 23	25 22¼	25 22½	25 21½
— ..... ch. court	2 %	25 21	25 24½	25 24	25 24	25 23
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	3 %	0 12 p.	0 12 p.	0 19 p	0 15p.	0 03 p.
Italie........ —	5 %	5 25 p.	4 75 p.	5 25 p.	5 37p.	5 25 p.
Suisse....... —	2 ½ %	0 28 p.	0 28 p.	0 37 p.	0 37p.	0 37 p.
New-York.........	2 ½ %	514 75	515 25	515 25	515 »	514 50
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	99 71	99 71	100 15	100 69	101 02
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— mexicains...		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres.....................		2 47	2 47	2 47	2 47	2 47
Souverains anglais.......		25 17	25 22	25 20	25 19	25 18
Banknotes.................		25 18	25 22	25 21	25 20	25 19
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 8 mars 1895 :

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*	100 09	Billets *Allemands*....	99 91
En *Angleterre*	100 02	— *Anglais*	99 98
En *Autr.-Hongrie*...	102 93	— *Austro-Hongr.*	97 15
En *Belgique*	100 03	— *Belges*	99 97
En *Espagne*	107 27	— *Espagnols*	93 23
En *Grèce*...........	186 50	— *Grecs*	53 61
En *Hollande*	100 72	— *Hollandais*....	99 28
En *Italie*	105 54	— *Italiens*	94 75
En *Russie*	148 32	— *Russes*........	67 41
En *Suisse*	100 37	— *Suisses*.......	99 63

PAYS EXTRA-EUROPÉENS

NOMS DES PAYS	Valeur au pair en francs	Valeurs en francs au change du jour — 7 fév.	14 fév.	21 fév.	28 fév.	7 mars
Etats-Unis (doll. mét.)	5 18	5 14	5 15	5 15	5 15	5 14
Mexique (piastre mét.)	5 31	2 17	2 47	2 47	2 17	2 17
Répub.Arg.(peso pap.)	5 »	1 14	1 43	1 39	1 40	1 40
Chili (peso papier)....	5 18	1 66	1 68	1 73	1 69	1 77
Brésil (milreis papier)	2 60	1 03	1 01	1 05	1 04	1 »
Indes (roupie métal)..	1 68	1 31	1 33	1 36	1 35	1 35
Japon (yen métal)....	5 39	2 55	2 55	2 57	2 57	2 57
Chine(Shanghaï)(taëlmét.)	7 47	3 57	3 56	3 58	3 58	3 60

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 8 mars 1985.

Les devises hollandaises et allemandes conservent à peu près les cours de la semaine dernière : la *Valuta* continue sa marche ascendante, la perte est réduite à 2.85 0/0 ; si le marché de Vienne sait rester sage et éviter les emballements, vers la fin de l'année le change sera au pair. Ce sera un beau résultat dont l'Autriche-Hongrie aura tout lieu de se féliciter.

Nouvelle amélioration du change espagnol, la perte est réduite à 7.27 0/0, il n'y a pas d'autre raison à ce mouvement que les opérations de Bourse. La baisse continuera, sauf les fluctuations amenées par le paiement des coupons, tant que l'Extérieure sera tenue par les marchés étrangers, mais ce n'est pas un mouvement qui se suffise à lui-même et qui soit, comme pour les devises autrichiennes, le résultat d'opérations bien menées et d'un solide crédit.

En Portugal, l'agio sur l'or est de 25 1/2.

Le rouble est stationnaire à 267.

Le Londres est au même niveau que la semaine dernière, c'est-à-dire au pair. La différence de taux entre la Banque d'Angleterre et les Banques du Continent n'a pas d'effet ; tous les pays à monnaie saine sont saturés d'or et ils n'ont aucun moyen d'en expédier aux pays à finances avariées qui ne peuvent pas le payer.

Le papier italien perd 5 25 0/0; le Gouvernement en est à chercher une ressource fiscale dans le monopole des assurances ; il est triste de le voir réduit à de pareils expédients.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	7 fév.	14 fév.	21 fév.	28 fév.	7 mars
Hong-Kong	1/11 3/4	1/11 5/8	1/11 7/8	1/11 3/4	1/11 3/4
Shanghaï.......	2/9 ./.	2/8 7/8	2/9 1/8	2/9 1/8	2/9 1/4
Yokohama	1/11 5/8	1/11 5/8	1/11 3/4	1/11 3/4	1/11 3/4
Valeurs à vue :					
Singapoure.....	1/11 3/4	1/11 1/2	1/11 3/4	1/11 3/4	1/11 7/8
Bombay	1/0 25/32	1/0 11/16	1/1	1/0 7/8	1/0 27/32
Calcutta.	1/0 25/32	1/0 23/32	1/1	1/0 7/8	1/0 27/32
Rio-Janeiro.	9 7/8	9 5/8	10 ./.	9 15/16	9 1/2
Valparaiso.....	15 7/8	16 ./.	16 1/2	16 5/8	16 15/16
Buenos-Ayres, prime de l'or..	246	248 1/2	259	255	255 1/2
Argent en barres	27 3/8	27 5/16	27 1/2	27 9/16	27 5/8

Le papier sur Shanghaï est un peu plus ferme : le Yokohama finit comme la semaine dernière, la roupie est faible. Le change a légèrement remonté à Rio ; au contraire, le Valparaiso continue à s'améliorer. A Buenos-Ayres, la prime de l'or est de 255 1/2. L'or est au pair en France et en Angleterre, l'argent se relève à 101 02 le kilo.

Les taux d'escompte n'ont éprouvé, cette semaine, aucune modification.

Encaisses. — Circulation fiduciaire.

Les encaisses or et argent de la *Banque de France* n'ont éprouvé que des changements insignifiants. La balance des entrées et des sorties se solde par une diminution de 261.000 fr. pour l'or et de 57.000 fr. pour l'argent.

Voici les mouvements de l'or : Paris a perdu 261.000 francs par la circulation; les succursales ont reçu 788.000 francs de l'étranger : 400.000 fr. de Turquie, 260.000 fr. d'Autriche, 74.000 fr. de Syrie, 54.000 fr. de Suisse ; elles ont expédié 60.000 fr. en Cochinchine, 20.000 francs au Tonkin et perdu par la circulation 708.000 fr., somme précisément égale à l'excès des rentrées de l'étranger sur les sorties pour les colonies.

Quant à l'argent, Paris a reçu 203.000 fr. d'écus par la circulation; les succursales, 120 000 fr. de la Suisse, mais elles ont donné 380.000 fr. à leurs guichets.

La circulation des billets a diminué de 71.200.000 fr.

La *Banque d'Allemagne* a perdu 17.900.000 fr. d'or et d'argent.

Le compte rendu qui vient d'être publié donne, pour la première fois, la composition de l'encaisse à la date du 31 décembre 1894.

Elle comprenait :

Or en barres et monnaies étrangères............M.	422.437.000	
Monnaies allemandes d'or..	291.999.000	
Total de l'or......M.		714.436.000
Argent thalers............	214.294.000	
Monnaie division.	85.490.000	
Total de l'argent..M.		299.784.000
Total de l'encaisse............M.		1.014.220.000

L'or représentait exactement, au 31 décembre, 70 0/0 de l'encaisse métallique ; nos renseignements nous permettent d'affirmer qu'aujourd'hui ce chiffre est dépassé et qu'il faut faire usage au moins du coefficient 72 0/0 que nous avons déterminé dans un précédent numéro.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par une entrée totale de 6 millions 50.000 fr. ; il ne s'est produit aucune sortie. La circulation ayant prélevé 3.550.000 francs, l'augmentation du métal jaune a été de 2.500.000 fr.

Voici le détail des entrées :

28 février	Roumanie..... £		6.000
1er mars	»	....	3.000
» »	Australie........		31.000
2 »	»	....	50.000
» »	Roumanie.......		8.000
3 »	Egypte..........		100.000
5 »	»	....	30.000
» »	Roumanie.......		9.000
6 »	Paris		5.000
	Total des entrées.....		242.000

On remarque une diminution assez sensible de l'or dans les *Banques d'Ecosse*; il est difficile de suivre les mouvements de métal entre ces Banques et la Banque d'Angleterre, en raison d'un système de compensation très particulier adopté par ces Etablissements.

L'or est stationnaire à la *Banque d'Autriche-Hongrie*, l'argent a baissé de 1.700.000 francs.

La *Banque de Belgique* a perdu 2 millions d'or et d'argent et augmenté sa circulation de 11.600.000 fr. en raison des besoins de fin de mois.

L'encaisse et la circulation de la *Banque de Danemark* reculent parallèlement.

La *Banque d'Espagne* a reçu 3 300.000 fr. d'argent.

La *Banque d'Italie* a perdu 1.600.000 fr. d'or, 5 millions 800.000 fr. d'écus et de billon, mais sa circulation a baissé de 28.300.000 fr. Les billets de ce seul Etablissement ont diminué de près de 200 millions depuis un an. C'est peut-être beaucoup pour un pays qui n'a que du papier comme instrument d'échange.

La *Banque de Portugal* a repris la publication régulière de ses bilans. Nous constatons une augmentation d'or assez importante, sans que la circulation des billets ait grandi, mais, par suite du nouveau traité que la Banque vient de passer avec l'Etat, le chiffre de la circulation, déjà trop élevé, s'accroîtra encore.

Nous avons une nouvelle perte d'or à signaler à la *Banque de Roumanie*. L'encaisse s'écoule lentement mais avec une régularité qui est de nature à causer de sérieux soucis à l'Administration; nous croyons que le taux de 7 0/0 s'impose et qu'il ne saurait tarder à être mis en vigueur.

Aucun changement intéressant a la *Banque de Russie*. Voici la situation de l'or dans cet Etablissement à la date du 16 février dernier :

Encaisse de la Banque et fonds d'échange des billets de crédit............. Fr.	1.557.300.000
Fonds à l'étranger......................	38.500.000
Or appartenant au Trésor en dépôt à la Banque............................	814.400.000
Total...	2.410.200.000

Les *Banques Suédoises*, qui viennent de publier leurs bilans de janvier, ne donnent lieu qu'à peu d'observations. On remarque une diminution de 6 millions 500.000 francs dans l'encaisse argent des *Banques privées* ; les Banques comptant avec l'argent les billets de la *Banque Royale*, il est probable que ce sont les billets qui ont diminué et non l'argent, qui ne circule pas beaucoup en Suède.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

OR	EXPORTATIONS du 9 au 16 févr.	EXPORTATIONS depuis le 1er janv.	IMPORTATIONS du 9 au 16 févr.	IMPORTATIONS depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	8.008.800	»	92.304
France.........	»	11.916.400	149.262	507.398
Allemagne......	»	5.772.036	56.742	56.742
Autres pays....	63.206	977.727	11.885	102.013
Total 1895...	63.206	26.674.963	217.889	758.457

Total 1894...	1.333.900	3.728.263	937.093	1.648.943
— 1893...	2.752.295	20.816.567	9.861	133.757
ARGENT				
Grande-Bretagne	539.710	3.981.390	1.046	40.730
France.........	»	»	»	1.900
Allemagne......	»	4.098	»	1.380
Autres pays....	10.933	56.939	7.155	143.563
Total 1895...	550.643	4.042.427	8.201	187.573
— 1894...	872.083	5.997.941	75.593	194.662
— 1893...	387.315	3.913.252	67.292	477.975

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	3 mars	97.500.000 dollars
1895.....	16 févr..	81.400 000 —
1895.....	23 févr..	74.400.000 —
1895.....	2 mars	69.600.000 —

Les mouvements d'or sont momentanément arrêtés à New-York, la réserve du Trésor est de $ 87.000.000.

L'emprunt a fortement drainé l'encaisse des *Banques de New-York* qui, en 15 jours, ont perdu une soixantaine de millions de francs.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

A la Société d'Economie industrielle et commerciale

Une très intéressante discussion sur la *Question monétaire* a eu lieu, vendredi 1er mars, à la réunion hebdomadaire de la « Société d'Economie Industrielle et Commerciale ». Notre excellent confrère l'*Express-Finance*, qui est en quelque sorte l'organe officiel de cette Société, rend compte de cette discussion dans les termes suivants :

M. le président donne la parole sur la question du monométallisme à M. Yves Guyot.

M. Yves Guyot rappelle à la Société le mouvement d'opinion qui s'est formé autour de la question du bimétallisme, au sein même de la réunion des Agriculteurs de France. Déjà posée à plusieurs reprises par M. Méline, cette question, qui sert les théories des protectionnistes dont il est le chef éminent, a été traitée avec grand talent par M. Edmond Théry. Ils ont donc engagé ensemble une polémique dans des articles du *Siècle*, connus sous le titre de : *Lettres d'un Mexicain* ou *Problème monétaire*.

M. Edmond Théry ayant bien voulu accepter de porter la discussion devant notre Société, M. Yves Guyot ne rééditera pas ses propres arguments avant que son honorable contradicteur n'ait développé ses théories. Toutefois, il lui rappelle qu'à son point de vue, toutes les tentatives des bimétallistes pour établir un accord international semblent devoir cesser devant le discours prononcé à la Chambre des communes, à Londres, par le Chancelier de l'Echiquier. Quoique dans ce cas la question perde de son intérêt, il saura gré à son très estimable adversaire M. Théry de bien vouloir exposer ses propres théories devant la Société.

Il croit devoir lui rappeler, pour finir, qu'il n'a pas cessé de lui poser trois questions, auxquelles jusqu'à présent M. Théry n'a pas répondu d'une façon catégorique. Il va les lui poser de nouveau, espérant que dans la réponse qu'il va faire M. Théry trouvera une bonne occasion de résoudre ces questions.

Je renouvelle à M. Edmond Théry, dit-il, les questions suivantes que je numérote, afin qu'il ne puisse pas s'y dérober :

1° S'il suffit à un Français d'emporter des louis au Mexique pour doubler sa fortune, pourquoi ne fait-il pas cette opération ?

2° S'il suffit à un pays d'avoir une monnaie dépréciée pour augmenter son pouvoir de production et d'expansion, pourquoi les importations du Mexique en France sont-elles moindres que les exportations de France au Mexique ?

3° Si le pouvoir de production et d'expansion d'un pays est en raison de la dépréciation de son signe monétaire, il en résulte qu'il atteindra son maximum quand cette valeur sera réduite à zéro ?

Qu'en pense M. Théry? (*Vive approbation.*)

M. Edmond Théry, rédacteur en chef de l'*Economiste Européen*, prend la parole et dit :

Messieurs, je veux d'abord remercier M. Yves Guyot qui, en me provoquant sur le terrain... *monétaire*, m'a donné l'occasion de participer à une excellente réunion avec de bons et loyaux amis ; puis, votre honorable Président, M. Tharel, dont les paroles aimables me vont au cœur. Certainement, si nous apportions, dans nos discussions économiques, moins de passion et un peu plus de courtoisie, bien des problèmes... qui ne sont encore, hélas ! qu'à l'état de problèmes, auraient peut-être aujourd'hui une solution satisfaisante.

Je n'ai cependant pas l'illusion de croire que les arguments en faveur du *bimétallisme* que je vais avoir l'honneur de développer devant vous, vont, du premier coup, vous rallier à cette formule monétaire. Je sais, en effet, que vous êtes tous monométallistes... et que vous avez l'habitude de persévérer dans vos idées. Mais qu'est-ce que nous voulons tous ? Défendre, avec énergie, les grands intérêts de notre pays ! C'est donc sur ce terrain qu'il faut, avant tout, placer la discussion, et mon seul but, ma seule ambition, en prenant la parole après mon savant ami Yves Guyot, c'est de vous prouver que le *bimétallisme* vaut peut-être mieux — en ce qui touche les intérêts matériels de la France — que la réputation qu'on cherche à lui faire dans notre monde économique. Et vous amener ainsi à examiner de très près le redoutable problème monétaire que les événements ont posé à notre fin de siècle et qui mérite, croyez-le bien, une étude des plus approfondies. (*Très bien! très bien!*)

Après cet exorde, M. Edmond Théry dit que M. Yves Guyot a eu tort de déclarer, au commencement de son discours, que les bimétallistes français doivent perdre, maintenant, tout espoir de participation éventuelle de l'Angleterre à une entente internationale, en vue de l'établissement du *bimétallisme*. M. Yves Guyot n'a retenu, de la grande discussion qui vient d'avoir lieu à la Chambre des Communes, que les déclarations du chancelier de l'Echiquier, Sir William Harcourt, et dont les agences télégraphiques n'ont d'ailleurs transmis qu'un résumé incomplet. Pour M. Théry, cette séance — d'après le texte des discours et les commentaires qui ont précédé le vote de la proposition Everett, dont il donne lecture — est, au contraire, des plus significatives, car elle établit — et les grands journaux monométallistes anglais, tels que le *Times* et le *Standard*, le reconnaissent eux-mêmes — qu'il y a aujourd'hui, à la Chambre des Communes, une majorité bimétalliste et que c'est la marche de la crise terrible dont souffre aujourd'hui la production britannique et l'observation rationnelle des faits survenus en Angleterre et dans le monde entier, depuis 1873 (point de départ de la baisse de l'argent), qui ont provoqué le grand mouvement poussant aujourd'hui les milieux économiques et politiques anglais vers le *bimétallisme international*.

Pour indiquer le chemin parcouru dans cette voie par nos voisins d'outre-Manche, M. Edmond Théry rappelle qu'il y a seulement dix années la Chambre des Communes ne comptait pas un seul bimétalliste. L'orateur fait alors l'historique de l'évolution anglaise : il explique comment les producteurs de Manchester et du Lancashire ont, tout d'abord, constaté les effets désastreux de la baisse de l'argent sur les exportations dans les pays à étalon unique d'argent, et comment cette baisse, ayant pour résultat fatal de déprécier la puissance d'achat de la monnaie d'argent, proportionnellement à la prime de l'or, avait fini, en s'accentuant, par fermer aux produits anglais tous les marchés des pays à étalon d'argent.

A cette première cause de dépression industrielle est venue s'ajouter l'incertitude : avant 1873, les échanges entre les pays à étalon d'or et les pays à étalon d'argent s'effectuaient sur la base d'un pair de change en quelque sorte immuable : aujourd'hui, il n'y a plus entre les deux groupes de pays d'opérations commerciales, dans le vrai sens du mot, mais simplement des spéculations de change.

Ce sont ces considérations qui ont poussé les centres industriels de Manchester et du Lancashire — ce berceau du libre-échange — à dénoncer l'étalon d'or. A leur demande, de grandes enquêtes ont eu lieu, au cours desquelles la coïncidence entre la baisse de l'argent et les effets signalés a été établie ; et des économistes comme Nicholson, Foxwell, Léonard Courtney, William Houldsworth, Lacry Everett, Hucks, Gibbs, etc., s'appuyant sur les statistiques les plus parfaites qu'il soit au monde — si toutefois une statistique peut être parfaite — sur les faits les mieux observés, soit dans les pays étrangers, soit dans le Royaume-Uni, ont fait la preuve que la divergence survenue entre l'or et l'argent était l'une des causes certaines de la baisse du prix des marchandises de production et de consommation générales ; que cette dépression économique, qui a déjà provoqué tant de calamités et tant de ruines en Angleterre, s'accentuerait encore avec la baisse de l'argent (et sur ce point, la prédiction s'est réalisée) et, enfin, que la

divergence entre les deux métaux précieux — cause initiale du mal — avait pour véritable origine, non pas la surproduction de l'argent, ainsi qu'on essaie encore de le soutenir en France, mais seulement la fermeture des Hôtels des monnaies à la frappe libre.

M. Edmond Théry entre ici dans des détails circonstanciés pour prouver qu'en effet, depuis 1819, date de la mise en application effective du monométallisme-or anglais, jusqu'à 1873, date de la suspension du bimétallisme dans le monde, la valeur de l'argent, par rapport à l'or, était toujours restée, sauf de très légères modifications, dans les environs du pair bimétallique français : 1 kilog. d'or = 15 kil. ½ d'argent... et cela malgré les variations les plus extraordinaires dans la production respective des deux métaux précieux.

« Je ne puis évidemment, continue M. Edmond Théry, répondre, en une seule fois, à toutes les demandes que M. Yves Guyot m'a posées : il faudrait plusieurs heures pour le faire convenablement, et je ne dispose que de quelques minutes. Mais il est un point sur lequel il est nécessaire de s'expliquer, car c'est le nœud même de la question qui nous divise : L'or et l'argent sont-ils des marchandises ? Peut-on les considérer, par exemple, comme les autres produits dont parle M. Yves Guyot : le blé, le sucre, le coton, le fer, le cuivre, etc. ? M. Yves Guyot dit : oui ! Moi, je réponds : non ! et j'en fournis la preuve : En France et en Angleterre l'or n'est pas marchandise, en ce moment, parce qu'il est investi, de par la loi, du monopole monétaire, c'est-à-dire parce que tout possesseur d'un lingot d'or a le droit de le faire convertir sûrement, et à des conditions connues d'avance, en numéraire ayant cours légal et forcé dans le pays qui l'a frappé.

« Le porteur d'un lingot d'or n'a donc pas, entre les mains, une marchandise qui ne pourra être prise, comme le blé, le coton, le cuivre ou le fer, que par des personnes ayant besoin de blé, de coton, de cuivre ou de fer ; mais, au contraire, une chose spéciale et privilégiée, à laquelle la loi donne le pouvoir libératoire à l'égard de toutes les autres marchandises. Cela revient à dire que ce porteur d'un lingot d'or détient réellement entre ses mains un bloc de monnaies nationales non encore façonnées et qu'il lui suffira d'envoyer ce bloc à l'Hôtel des monnaies pour avoir à sa place — dans un espace de temps très court — une quantité, connue à l'avance, de numéraire légal que personne ne pourra lui refuser.

« Il résulte de ce fait indéniable — dont les monométallistes ne veulent cependant point admettre la conséquence — que tant que le métal précieux, choisi par un pays comme étalon monétaire légal, peut se transformer librement et sans limitation de quantité, en numéraire « ayant cours légal et forcé », ce métal n'est pas marchandise dans ce pays, parce que le détenteur d'un lingot de ce métal ne sera jamais assez sot pour le vendre à un prix inférieur à celui que la loi lui permet d'en retirer à l'Hôtel des monnaies.

« Eh bien ! le *bimétallisme*, donnant aux deux métaux précieux le privilège de la fonction monétaire, a justement pour but d'enlever à l'argent la qualité de marchandise qu'il a effectivement depuis que sa libre frappe est supprimée ; d'établir un rapport immuable entre l'or et ce métal que plus d'un milliard d'individus emploient encore comme unique étalon monétaire, et de faire disparaître ainsi une divergence si défavorable aux intérêts de la production française et que la surproduction de l'or du Transwaal ne fera, au contraire, qu'accentuer. »

Sur une interruption de M. Yves Guyot, M. Edmond Théry explique la différence qui existe, au point de vue monétaire, entre la République Argentine, pays à monnaie-papier dépréciée, et le Mexique ou le Japon, pays à circulation monétaire effective d'argent.

Le papier-monnaie de la République Argentine n'a, comme garantie, que le crédit de ce pays et il n'est pas douteux que, ce crédit variant lui-même d'après la politique ou la situation économique et financière de l'Etat, la hausse ou la baisse de l'or, dans la République Argentine, n'est pas nécessairement liée à la hausse ou la baisse de l'argent. Cependant, la divergence survenue entre les deux métaux a exercé, et exercera encore, sur les changes argentins une répercussion indirecte que M. Théry expliquera une autre fois.

Au contraire, la piastre mexicaine a une valeur intrinsèque, indépendante du crédit de l'Etat mexicain, puisque cette piastre est un véritable lingot de numéraire à cours forcé, pour tous pays où l'argent a pouvoir libératoire illimité. On ne peut donc placer les pays à monnaie-papier avariée sur le même pied que les pays à circulation effective d'argent, quant aux conséquences de l'application du *bimétallisme international* sur les changes extérieurs de ces deux catégories de pays.

En terminant son discours, M. Edmond Théry remercie vivement la réunion de la cordiale et bienveillante attention avec laquelle ses explications ont été écoutées. Il espère que l'année 1895 ne se passera pas sans que l'Angleterre — sans laquelle il ne faut pas songer, un seul instant, à résoudre la question — donne une adhésion éclatante au *bimétallisme international* et, alors, il compte bien que la Société d'Economie industrielle et commerciale l'invitera encore à ses séances et que M. Yves Guyot, reconnaissant, au moins sur ce point, la justesse de ses prévisions, ne lui tressera pas des couronnes... mais lui décernera le brevet de « *bon prophète* ». (*Sympathiques applaudissements.*)

M. le président Tharel remercie vivement l'orateur au nom de la Société, d'avoir exposé ses théories particulières et donne la parole à M. Raffalovich pour lui répondre.

M. Arthur Raffalovich commence par rendre un hommage mérité à la clarté, à la chaleur, à l'esprit que M. Théry déploie à exposer sa thèse. M. Raffalovich demande la permission de rester sur le terrain concret des faits. Les idéologues, les théoriciens, ce sont les bimétallistes qui veulent remonter un courant plus fort que toutes les volontés humaines, que tous les décrets législatifs ou gouvernementaux. M. Raffalovich fait appel à ses souvenirs de la Conférence monétaire de Bruxelles, où les Américains sont venus proposer le bimétallisme universel avec le rapport fixe et la frappe libre, tandis que M. Alfred de Rothschild suggérait l'idée de constituer un syndicat intergouvernemental pour acheter pour 125 millions de francs de métal blanc, de façon à ramener le cours de 42 ou 44 pence. Cette proposition fut renvoyée à une sous-commission dont M. Raffalovich fut le secrétaire et rejetée par les délégués de la France, de l'Italie, de la Suisse, de la Suède, du Danemark, de la Russie ; l'Autriche et l'Allemagne n'étaient pas représentées dans cette sous-commission : l'idée de M. de Rothschild eut l'approbation de l'Espagne, de la Hollande, des Etats-Unis, du Mexique et de l'Inde, et encore avec des réserves. Quant à la proposition des Américains, elle fournit matière à d'interminables discours, qui montrèrent que la majorité des Etats européens ne s'y rallieraient pas. Ce qu'il faut retenir de la discussion, ce sont les déclarations si nettes de M. Tirard : la France a fait plus que tout autre Etat pour l'argent, en ne vendant pas sur le marché ; elle ne saurait rouvrir ses Hôtels des monnaies à la frappe libre sous peine d'être inondée de lingots américains, mexicains, australiens qu'elle ne pourra plus renvoyer à leur pays d'origine, une fois revêtus de l'effigie de la République française.

C'est la voix du bon sens. En effet, au nom des intérêts véritables du commerce, de l'industrie de la France, au nom des intérêts de la défense nationale, il faut conserver le régime actuel avec l'or comme métal véritablement monétaire.

L'orateur n'est pas d'accord avec M. Théry sur la définition de la monnaie ni sur le rôle de la monnaie. L'or est le métal des transactions de gros, des transactions internationales ; il sert de complément pour la liquidation des paiements internationaux, lorsqu'il reste un solde que n'ont pas payé les sorties de marchandises, les mouvements des valeurs mobilières, les coupons, etc. L'argent est le métal des transactions de détail et des pays pauvres. Quant à la pièce d'or, elle a une valeur nominale à l'intérieur du pays, mais hors des frontières du pays, elle n'a de valeur véritable que celle du poids d'or qu'elle contient. Il ne faut pas oublier que les prix des grands produits internationaux se règlent d'après les prix exprimés en or sur le marché universel. Le bimétallisme est impossible. Si on descend au détail, quel rapport prétendra-t-on imposer ? revenir au 15 1/2, prendre 19, ou 34 ou le cours du jour ou la moyenne décennale ?

Si l'on prend le cours du jour ou une moyenne autre que 15 1/2, il y aura deux espèces de monnaie en circulation, à moins qu'on ne refonde et refrappe toute la monnaie, ce qui serait ruineux. Et puis, est-ce qu'on ne commettrait pas une spoliation ? Est-ce que les contrats faits depuis une vingtaine d'années ne seraient pas bouleversés ? Dans cette hausse universelle que rêvent les « *Agrariens coalisés de l'Europe et les Silvermen américains* », les salaires, les appointements fixes seraient les derniers à monter. Est-ce que les rentiers n'ont pas aussi le droit d'être considérés comme intéressants ? Essayez de mettre le bimétallisme en pratique, touchez à la monnaie actuelle et vous verrez les dangers que vous courrez au point de vue social. Est-ce que les ouvriers des villes se laisseront duper par cette tentative de faire renchérir le prix des objets de consommation, dont la baisse a été un bienfait pour eux ?

M. Raffalovich l'a dit bien souvent : protectionnisme, collectivisme, bimétallisme sortent de la même erreur commune,

de la croyance à l'omnipotence de l'Etat pour dicter les prix, pour intervenir dans la répartition des richesses.

L'argument d'autorité, le spectre des professeurs d'économie politique d'Angleterre, conjurés autour de la chaudière bimétallique ne l'effraie pas. L'adhésion des professeurs allemands au socialisme d'Etat, au moment où M. de Bismarck inaugurait la réaction économique, ne l'a pas davantage ébranlé, et M. Raffalovich pourrait opposer aux agrariens allemands, aux cotoniers de Manchester, le fait que 104 Chambres de commerce et Corporations d'Allemagne ont protesté dans leur congrès annuel contre toute atteinte à l'étalon monétaire actuellement en vigueur. M. Raffalovich ne croit pas que les prédictions ultra-optimistes de M. Théry se réalisent de sitôt (*Applaudissements*).

Après un échange de vues entre M. Yves Guyot et M. Ed. Théry au sujet de la traduction exacte du discours du Chancelier de l'Echiquier, M. le président Tharel, après avoir annoncé que plusieurs sociétaires manifestaient le désir de prendre part à la discussion, en reporte la continuation à vendredi prochain, en présence de M. Théry.

La Question monétaire en Allemagne

Cette question vient d'être soulevée au *Landtag* prussien, dans sa séance du 5 mars 1895, au cours de la discussion sur les mines et les salines.

Dr Arendt (*conservateur libéral*) : Ni mes amis ni moi ne désirons ouvrir actuellement un débat sur la question monétaire. Le budget constate une nouvelle diminution de recettes due à la baisse des prix du métal. Dans l'exposé des motifs, il est fait également allusion à la forte baisse des prix de l'argent, en raison de laquelle le déficit de l'exploitation minière de Oberhaz s'accroît sans cesse. L'avis exprimé par le député Gothein, consistant à remplacer cette exploitation par de nouvelles industries, est impraticable, car il y aurait un danger économique à ne plus exploiter les trésors du sol. Aussi faut-il espérer que, malgré les sacrifices qu'il s'est imposés, l'Etat n'en continuera pas moins à assurer le développement de ces mines.

Je saisis cette occasion pour exprimer au Secrétaire d'Etat ma reconnaissance pour l'appui qu'il a prêté, par son intervention personnelle, à l'industrie minière de notre pays. On a dit au Reichstag qu'on ne pouvait songer à modifier notre régime monétaire en faveur de cette industrie; sans doute, mais la situation de l'agriculture amènera cette modification.

La dépréciation de l'argent est la conséquence de mesures législatives dont nous sommes fautifs. Un afflux d'argent se produisit aux Hôtels des monnaies en 1873, au moment où la nouvelle législation entrait en vigueur; mais, à cette époque, la production ne suffisait pas aux besoins.

Dans ces dernières années, la production de l'or s'est accrue dans de notables proportions, tandis que celle de l'argent diminuait; et, cependant, ce double mouvement n'a pas amené une dépréciation de l'or...

Les monométallistes-or nous accusent de vouloir favoriser les propriétaires de mines; je crois inutile d'insister sur l'insanité d'une pareille allégation. Nous pourrions dire aussi bien que si les monométallistes défendent l'étalon-or, c'est dans l'intérêt des propriétaires des mines du Transwaal.

Les débats de la Commission d'enquête sur l'argent sont des plus favorables à notre cause; malheureusement le rapport publié est trop volumineux pour pouvoir être lu facilement. J'avais demandé qu'on le résumât, mais on ne l'a pas fait.

A quel résultat cette Commission a-t-elle abouti? Les monométallistes-or demeurent absolument irrésolus, inactifs, sans programme déterminé, en présence de maux dont on ne saurait nier l'existence.

On a prétendu que les propositions des *bimétallistes* n'avaient été soutenues que par leurs auteurs; le fait est inexact. L'or ne se produit pas comme les pommes de terre; ce qu'on extrait du sol ne s'y retrouve plus et on ne peut compter sur une nouvelle récolte. Tel est le cas pour le Transvaal, et la théorie de Suess se trouve ainsi confirmée.

Dans tous les cas, nous ne devons ni laisser l'argent se déprécier entièrement, ni abandonner l'exploitation de nos mines, si nous ne voulons pas être exposés à la reprendre plus tard au prix de grands sacrifices.

J'ai l'espoir que la Conférence internationale projetée aura pour conséquence d'améliorer la situation actuelle.

M. Bueck (*national libéral et monométalliste-or*) : Ayant été membre de la Commission d'enquête pour l'argent, je désire répondre au précédent orateur. Il est faux de dire qu'il y ait eu, dans cette Commission, une majorité de monométallistes-or; elle comprenait 7 de ces derniers et 8 *bimétallistes*.

L'orateur conteste la contraction monétaire, en se basant sur les stocks d'or qui existent dans les Banques européennes ou dans les caisses de l'Etat. Il estime que la Conférence internationale, dont les bimétallistes demandent la réunion, aura pour conséquence de mettre fin à l'agitation actuelle qui a ému le Gouvernement.

M. de Waldow (*conservateur allemand et libéral*) : La baisse de l'argent est la principale cause de la dépression économique. Le fait de pouvoir acheter à l'étranger des céréales à un prix en or si bas qu'on peut les revendre sur le marché national, malgré les frais de transport et autres, constitue une anomalie criante. Nous préférons renoncer à l'étalon-or et rendre à l'argent son ancienne fonction monétaire plutôt que de laisser ruiner l'agriculture. Celle-ci a le plus grand intérêt à voir s'élever les prix de ses produits, et ce but sera atteint par la rémonétisation de l'argent; sans doute cette rémonétisation ne peut se faire d'un seul coup, mais il faut la commencer.

Pour ces raisons, l'orateur s'est réjoui des déclarations du Chancelier impérial et du Secrétaire du Trésor.

M. de Tiedemann-Bomst (*conservateur libéral*) : Son groupe ne veut pas discuter actuellement la question monétaire, mais il se rallie à la résolution du Parlement et soutiendra énergiquement le Gouvernement dans l'attitude qu'il a adoptée.

Séance du 6 mars

Le Dr Arendt (*conservateur libéral*) revient sur la question du double étalon pour répondre à M. Buech et à ceux qui se figurent pouvoir résoudre des questions importantes en faisant de l'esprit. Les monométallistes-or sont mécontents de l'attitude du Gouvernement, mais nous espérons que ce mécontentement s'accentuera. Les milieux où l'on reconnaît la nécessité de modifier le régime monétaire existant s'augmentent dans de notables proportions; on en a la preuve dans les nombreuses adhésions à la Conférence monétaire apportées au Reichstag, par les docteurs Paasche et Friedberg. Parmi ces adhésions se trouve celle de M. de Bennigsen. Pourquoi les nationaux-libéraux sont-ils hostiles? On prétend que les paysans ont été surexcités contre l'étalon-or et on ajoute que des questions de ce genre ne doivent pas être portées devant des gens qui n'y comprennent rien. Mais tous les faits qui ont été analysés à la tribune parlementaire doivent être soumis aux électeurs. Au surplus, nos adversaires nous combattent par les moyens les plus déloyaux.

Les Elections générales et le Bimétallisme en Angleterre

Le Comité de la *Ligue bimétallique anglaise* a organisé, dans tout le Royaume-Uni, la campagne en vue des prochaines élections générales au Parlement. Dans tous les collèges électoraux et dans toutes les réunions publiques on posera aux candidats les trois questions suivantes :

1° Etes-vous favorable aux mesures à prendre pour régler le plus tôt possible la question monétaire, au moyen d'un accord international?

2° Etes-vous partisan du retour au régime monétaire sous lequel le commerce du monde s'est poursuivi jusqu'en 1873, le rapport entre l'or et l'argent devant être fixé par un accord international?

3° Si vous êtes élu, voterez-vous pour la motion invitant le Royaume-Uni à l'entente internationale en vue du rétablissement de l'emploi simultané de l'or et de l'argent comme étalon monétaire?

Ajoutons, d'après le *London and China Telegraph*, que les fonds dont dispose la *Ligue bimétallique anglaise*, en vue de cette campagne, dépassent 50.000 livres sterling et qu'elle espère réunir bientôt environ 100.000 livres sterling.

Le Bimétallisme et l'Inde

Le *Times* publie l'information suivante :

Sir Lepel Griffin a lu hier devant la nouvelle « *East India Association* », dont le duc de Devonshire est le président, un rapport sur la situation des Indes en 1895. Faisant allusion à la guerre actuelle entre la Chine et le Japon, sir Lepel Griffin a déclaré que cette guerre aurait des conséquences incalculables sur l'avenir des Indes. Il a ajouté que la question de la circulation monétaire était une question de vie et de mort pour les Indes et que le *bimétallisme* constituait le seul remède capable de sauver la situation.

La Circulation monétaire en Italie

On annonce qu'aussitôt après l'établissement du Budget de l'Etat, le Ministre des finances remettra en circulation les pièces d'argent de 2 lire, 1 lira et 50 centimes. Simultanément on retirera une quantité correspondante de billets de 2 lire et de 1 lira. Les pièces de nickel resteront en circulation.

La Baisse des Prix en 1894

Nous trouvons dans le *Bulletin Mensuel de la Chambre de Commerce Belge*, à Paris, un tableau très instructif de la baisse des prix pendant l'année 1894. Ce tableau, dressé à l'aide d'éléments empruntés au *Précurseur d'Anvers*, à l'*Economist* anglais et au *Sémaphore* de Marseille, rapporte le prix aux marchés régulateurs et fait ressortir le pourcentage de baisse (et de hausse dans quelques cas isolés) :

MARCHANDISES	MARCHÉS	MONNAIE	Pourcentage de hausse ou de baisse de janvier à décemb. 1894
Froment Redwinter	New-York	cts	— 8
— en disponible	St-Pétersbourg	r.	— 20
— sur janvier	Paris	fr.	— 10
Maïs sur janvier	New-York	doll.	+ 22
Seigle sur mai	Berlin	rm.	— 9
Avoine	Berlin	—	— 18
Fret de céréales de New-York à Liverpool	»	doll.	— 17
Suif	Paris	fr.	— 8
Saindoux	New-York	cts	— 12
Cacao Guayaquil	Londres	sh.	— 22
Café Santos	Havre	fr.	— 13
Sucre brut	Magdebourg	rm.	— 31
— raffiné	Paris	fr.	— 30
Thé Congou	Londres	den.	+ 10
Poivre noir	Londres	—	»
Graine de sésame Inde	Marseille	fr.	— 10
Fret de Bombay à Marseille	»	sh.	— 9
Huile de colza sur janvier	Paris	fr.	— 6
— d'arachide à fabrique	Marseille	—	— 21
— de coton	Hull	liv. st.	— 12
— de lin	Hull	—	»
— de palme Lagos	Liverpool	—	— 23
— de coprah	Marseille	fr.	— 8
Riz Rangoon	Londres	sh.	— 9
Houblon	Nuremberg	rm.	— 66
Fonte, warrants	Glascow	liv. st.	— 4
Cuivre Chili	Londres	—	— 4
Etain Détroits	Londres	—	— 17
Zinc	Londres	—	— 13
Plomb anglais	Londres	—	— 4
Mercure	Londres	—	+ 5
Argent en barre	Londres	»	— 12
Houille en roche	Cardiff	sh.	— 25
— menue	Newcastle	—	— 16
Fret de Cardiff à Marseille pour houille	»	fr.	— 22
Fret de Newcastle à Marseille pour houille	»	sh.	— 15
Pétrole raffiné	New-York	cts	+ 16
Indigo	Londres	sh.	— 23
Caontchouc India Rubber	Londres	—	+ 48
Térébenthine	Londres	—	— 9
Laine N. S. W.	Londres	—	— 11
Soie Gold kilin	Lyon	fr.	— 20
Coton Middl	Liverpool	den.	— 30
Jute	Dundee	liv. st.	— 17
Alcool 70° disp	Berlin	rm.	»

Les Etats-Unis et le Bimétallisme

Notre excellent confrère le *Bimetallist* publie, dans son numéro de février, une lettre adressée par un banquier de New-York à son correspondant de Londres. Cette lettre est intéressante, car elle résume à merveille les principaux arguments en faveur du *double étalon international*, en faisant ressortir le danger qu'il y aurait, en laissant les choses en l'état, à permettre aux Etats-Unis de revenir à une circulation basée sur l'unique métal blanc.

Je considère que la théorie de l'unique étalon-or est absolument condamnée, en ce qui concerne les pays monométallistes-or ; pour le prouver, nous n'avons pas seulement des arguments théoriques, mais des faits précis. Les industries, qu'on est obligé d'arrêter dans les contrées dont il s'agit, se transportent chez les peuples à circulation d'argent ; les rentiers perdent leurs revenus ; l'agriculture est ruinée ; le grand commerce extérieur, qui contribuait à si haut point à la richesse de l'Angleterre, cesse d'être rémunérateur ; les mines d'étain de Cornwall sont écrasées par les produits de Singapoore ; les manufactures de Dundee ont été transférées à Calcutta et aujourd'hui sir Thomas Sutherland entrevoit la possibilité de construire sur les bords du Yantzé les navires de la Compagnie Péninsulaire et Orientale. Et pourtant sir William Harcourt ne se préoccupe pas de cette situation et se contente d'augmenter les impôts.

J'estime que si l'Amérique avait l'audace de se mettre à l'étalon-argent, elle acquerrait vite une suprématie telle, pour la production et la fabrication dans le monde entier, que l'Angleterre serait obligée de la suivre. Nous ne sommes pas éloignés d'une base d'argent, aujourd'hui ; nous n'en avons jamais été plus près, mais l'Amérique ne compte pas l'adopter et nous espérons que, la cause *bimétalliste* gagnant si rapidement du terrain, l'Angleterre sera forcée de s'y rallier.

Si elle ne s'y ralliait pas, l'Amérique en arriverait, bon gré mal gré, à une circulation d'argent.

En s'attachant d'une façon égoïste à l'or, l'Angleterre a perdu de vue qu'il n'est nullement avantageux pour le créancier de ruiner le débiteur, et comme l'Angleterre est le principal créancier du monde, son souci devrait être la prospérité du plus grand nombre. Ainsi la ruine de l'Amérique, à laquelle nous cherchons à parer, est engendrée par les capitalistes anglais.

Etant donné l'intérêt vital de l'Angleterre en ce qui touche au maintien de la valeur de l'argent, les mesures prises tendant à discréditer le métal blanc dans l'Inde sont incompréhensibles pour quiconque étudie la question.

Le fait a une importance au moins égale à celle qu'a jamais pu avoir la doctrine du libre-échange ; mais comme je ne crois pas que les *bimétallistes* aient à vaincre de plus grands obstacles que jadis les libre-échangistes, j'ai pleine confiance en leur succès.

Si M. Gladstone avait pris en mains le *bimétallisme* au lieu du « Home rule », il aurait glorieusement terminé sa carrière.

D'après un télégramme, en date du 7 mars, le Comité exécutif de la Ligue bimétalliste américaine a lancé une adresse annonçant la formation d'un nouveau parti ayant pour but de favoriser la frappe libre de l'or et de l'argent en monnaie étalon des Etats-Unis, avec rapport fixe entre les deux métaux.

Suivant un télégramme de Philadelphie adressé au *Times*, la Chambre des représentants a retiré son opposition aux propositions du Sénat en faveur de la participation des Etats-Unis à la Conférence monétaire internationale.

Le Sénat a désigné comme délégués : MM. Teller, du Colorado ; Jordes, de l'Arkansas, et Domet, de la Virginie, et la Chambre des représentants a choisi : MM. Crisp, *speaker* de la Chambre, Culbertson (démocrate) et Hitt (républicain). Tous ces délégués, sauf M. Hitt, sont partisans de la libre frappe. Trois autres délégués doivent être nommés par le Président.

Un Parallèle entre les Industries Occidentales et Orientales

Notre confrère le *London and China Telegraph* donne une excellente leçon de choses qui confirme bien l'exposé fait par M. Whitehead devant le *Royal Colonial Institute de Londres* (voir le compte rendu publié dans l'*Economiste Européen* du 2 mars 1895, nº 164, p. 265), des avantages que la baisse du prix en or de l'argent a procurés à l'industrie asiatique.

Voici, en effet, un prix courant comparatif de produits similaires japonais et anglais, vendus sur le marché de Singapore :

	Prix à Singapore en piastres	
	Produits japonais	Produits anglais
	—	—
Allumettes de sûreté	de 14 1/2 à 17 1/2	de 25 à 32
— soufrées	de 11 1/2 à 13 1/2	ne peuvent être importées
Parapluies ordinaires	$ 3 par douzaine	$ 5 1/4
— en soie	1 1/2 pièce	4
Clous en métal jaune	20	32
Serviettes	0,30 cents	0,65
Chemisettes ordinaires	2 par douzaine	4,60
Pendules	4 1/2	8,50
Miroirs	0,60 cents par douzaine	de 1 $ à 1,25
Malles	3 1/2 chaque	12

Parmi les principaux produits que le Japon fournit actuellement au marché de Singapore et aux divers marchés de l'Extrême-Orient, il convient de citer encore : le papier à écrire et le papier d'imprimerie, les feuilles de métal jaune pour doublage, le fil de laine, le savon, la bière, les eaux minérales et plusieurs catégories de cotonnades.

Ces constatations se passent de commentaires.

Les Frappes de Piastres au Mexique

Voici, d'après les chiffres officiels émanant du Secrétariat d'Etat, le total des frappes et des exportations de piastres effectuées de 1877 à 1891 dans les onze Hôtels des monnaies existant dans la République Mexicaine :

Années	Piastres Frappées	Piastres Exportées
—	—	—
1877-78.........	22.084.203	18.750.286
1878-79.........	21.162.987	16.426.877
1879-80.........	24.018.528	16.763.317
1880-81.........	24.617.395	13.183.953
1881-82.........	25.146.260	11.607.888
1882-83.........	24.083.921	22.969.583
1883-84.........	25.377.378	25.999.875
1884-85.........	25.840.727	25.394.262
1885-86.........	26.991.804	21.969.957
1886-87.........	28.844.031	21.955.759
1887-88.........	25.862.927	16.841.117
1888-89.........	26.031.222	22.686.337
1889-90.........	24.328.326	23.084.489
1890-91.........	24.237.149	17.622.171
Total.....	347.627.158	275.259.871

Il résulte de ces données que sur un total de 347.627.158 piastres frappées de 1877 à 1891, il n'en est resté que 72 millions 367.287 dans le pays.

Nous n'avons pas les données complètes relatives aux frappes de 1891 à 1893, mais les relevés des douanes nous apprennent qu'on a exporté :

	Piastres
	—
En 1891-1892............................	26.478.376
Et en 1892-1893	27.170.865
Soit un total, pour ces deux années, de	53.649.241

Nous savons, par contre, que les frappes des neuf premiers mois de 1893-94 se sont élevées à 22.077.064 piastres, dont 14.456.033 piastres ont été expédiées à l'étranger.

La moyenne des quantités annuelles exportées par le Mexique sur les divers marchés du monde ressort ainsi à 20 millions de piastres.

Les Achats d'or de la République Argentine

Notre confrère *Anvers-Bourse* publie l'information suivante :

« Au commencement de ce mois, le Ministre des finances de la République Argentine a ordonné au directeur de la Banque de la Nation de cesser les achats d'or qui s'effectuaient, à raison de 30.000 pesos journellement, pour compte du Gouvernement national. Le Ministre estime que, grâce à ces demandes réitérées, le Gouvernement payait près de quatre points de plus que le prix réel de la Bourse.

« En réalité, le Gouvernement n'a pas besoin de faire ces achats : les recettes en or des douanes sont suffisantes pour ses besoins. Dans ces conditions, le Gouvernement n'a pas à peser sur le marché par ses achats continuels.

« Le nouveau Ministre des finances, Dr Romero, n'est pas partisan de la hausse de l'or, mais il ne veut pas non plus de la baisse rapide. Il a répondu à une personne qui l'interrogeait à ce sujet : « Je suis partisan de la baisse lente : 1 point par semaine, 4 par mois, 50 par année. »

La Conversion du Papier-Monnaie au Chili

Le *Daily News* apprend que 1.200.000 liv. st. en billets du Trésor chilien ont été placés sur le marché de Londres par la maison de Rothschild. Ces billets ont diverses échéances d'une moyenne de six à sept mois. Cette opération se rattache au projet de conversion immédiate du papier-monnaie. On dit aussi que ces billets sont garantis par les ventes des terrains de nitrates.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 8 mars 1895.

Le mouvement de hausse s'est encore accentué cette semaine, les transactions sont toujours aussi actives : toutes les valeurs montent indifféremment, et on en profite pour lancer de nouvelles affaires, qui ne paraissent pas toutes avoir été étudiées assez mûrement.

En ce qui concerne le marché de Paris, il vous sera intéressant d'apprendre que le principal but de M. Barnato dans votre ville est l'introduction, sur le marché libre, des principales valeurs de son groupe. La première qui fera son apparition est la *Buffelsdorm*, ensuite viendra la *New Primrose*.

La *Buffelsdorm* est encore dans la période que nous pouvons appeler spéculative; il est assez difficile de se former une opinion très nette sur la valeur réelle de l'ensemble de cette immense propriété. D'après l'indication des ingénieurs, les filons paraissent se présenter très bien et, dans ces conditions, la *Buffelsdorm* mérite d'attirer l'attention.

Nous avons déjà eu l'occasion de dire que la *New Primrose* nous paraissait à un prix un peu exagéré à 6 1/2.

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	DIVIDENDES 1892	DIVIDENDES 1893	DIVIDENDES 1894	PRODUCTION 1892	PRODUCTION 1893	PRODUCTION 1894		COURS DU 1er mars	COURS DU 8 mars
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora..............	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9.505	2	1.594	13/16	15/16
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 3/8	2 11/16
Chimes (New)......	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg .	40	»	»	40	»	»	28.36	21.806	12	29.346	2 3/4	2 13/16
City and Suburban.	85.000	1	65.000	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	12	72.092	19 3/8	20 1/4
Crœsus (New)......	225.000	1	195.000	16½ — — ..	»	60	»	10	»	»	11.50	1.339	»	»	2 3/8	2 7/8
Crown Reef.........	120.000	1	120.000	19 — — ..	90	120	50	55	50	»	70.204	82.105	12	120953	10 1/8	10 1/2
Durban Roodep....	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30.931	60.635	12	55.969	7 1/4	7 7/16
East Rand	650.000	1	650.000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	54/0	58/6
Ferreira	45 000	1	43.292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	12	69 463	17 3/8	18 1/4
Geldenhuis Estate.	200.000	1	187.500	190 acres Elandsf. ..	80	40	15	10	25	»	47.721	47.431	10	45 633	6 5/16	6 9/16
Heriot (New).......	85.000	1	73.250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	44 763	9 3/16	9 3/16
Henry Nourse	125 000	1	125.000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	»	22 220	12	29.528	6 ./	6 ./.
Jubilee..............	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17.319	30.066	12	26.611	9 1/4	10 ./.
Jumpers............	100.000	1	100.000	39 —Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22.145	44.490	12	52.106	5 7/8	5 11/16
Langlaagte Estate .	500.000	1	167.000	31 — — .	160	»	10	20	30	»	88.951	104.909	12	146411	4 1/2	5 1/4
Meyer and **Charlton**	75.000	1	71.687	12 acres — .	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27.898	7 1/16	7 ./.
Nabob...............	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	1/2	7/16
New Aurora West.	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M.R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	[illegible]	4.932	16/0	./.
— **Primrose**......	240.000	1	240.000	51 cl. Elndsft., Turft	100	»	15	27½	40	»	56.449	83.777	12	86.030	6 1/16	6 5/8
Nigel................	160.000	1	159.895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55.936	46.007	12	53.909	5 5/8	6 1/4
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3.221	4 3/16	4 3/16
Randfontein........	2.000.000	1	1966500	Watvl-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	42.133	24/0	28/6
Rand Mines........	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	23 5/8	25 3/4
Rietfontein.........	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kiet	50	»	»	10	15	»	11.931	35 451	11	19.577	2 15/16	3 ./.
Robinson...........	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170.150	161.133	12	161756	8 7/16	9 1/8
Salisbury (New) ...	100.000	1	93.000	5 claims — .	70	»	»	30	10	»	20.829	24.851	12	18.781	3 1/2	3 5/8
Simmer and Jack..	85.000	1	83 000	120 acr. Elandsfont..	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	12 1/4	12 7/8
Stanhope (New)....	35.000	1	34 000	10 cl. — ..	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	12	12.206	2 1/4	2 1/4
Wemmer...........	55.000	1	46.300	12½ claims M. R..	30	»	10	»	»	»	16.250	24.297	9	25 241	8 3/4	8 3/4
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — — .	40	50	»	»	»	10	»	25.948	12	30.602	7 1/4	7 3/4
Worcester	100.000	1	90.727	10 — — .	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	12	30.788	4 3/8	4 3/8

La *Wolhuter* est aujourd'hui à 7 3/8. Nous l'avons recommandée au moment où elle était à 3 liv. Les actionnaires de cette Compagnie sont convoqués en assemblée générale pour le 8 avril prochain, afin de ratifier les conventions provisoires passées avec la Compagnie *Rand Mines*.

Le capital de la *Wolhuter* sera porté de 130.000 livres sterling à 215.000 liv. st., 60.000 nouvelles actions seront remises à la *Rand Mines* en échange de 85 claims deep-levels, qui se trouvent au sud de la mine *Wolhuter*; 17.000 actions seront offertes à 6 liv. st. aux actionnaires de la Compagnie et les autres actions resteront à la souche.

Cent cinquante pilons seront érigés immédiatement.

Cette combinaison est très avantageuse pour la *Compagnie Wolhuter*, dont les actions devraient dépasser le cours de 10 liv. st.

Puisque nous en sommes aux transformations de Sociétés, signalons le bruit, que nous croyons exact, de la prochaine fusion des *Compagnies Wemmer, Salisbury* et *Jubilee*. Les actions de toutes ces Compagnies ont fortement monté cette semaine.

Le *Champ d'Or deep* est en reprise sur le bruit d'une entente avec la Compagnie *Champ d'or French*.

La *Durban Roodeport* gagne près d'une livre sterling; on annonce que les dividendes trimestriels seront à l'avenir de 4 sh. au lieu de 3 sh.

L'*East Rand* est très actif dans les environs de 60 sh. Cette Compagnie, qui vient de reconstituer la *New-Comet*, dont les actions cotent 2 1/2, s'occupe maintenant de remettre sur pied la Compagnie *Saint-Angelo* dans des conditions similaires.

La *Geldenhuis deep*, qui émet 15.000 nouvelles actions pour compléter l'outillage et le développement de sa mine, monte de 7 1/4 à 8 5/8 et paraît devoir encore progresser.

Bonne tenue de la *United main reef Roodeport*, dont les bénéfices s'élèvent à 7.230 livres.

La *Randfontein* est en hausse à 28/6; on dit que cette Compagnie vient de vendre une petite partie de ses terrains à un syndicat français; le prix serait de 160.000 livres.

Les nouvelles de la *South West Rand Mines* sont toujours très satisfaisantes; le dernier courrier de Johannesburg apporte une lettre du manager disant qu'aux essais le minerai donne partout plus d'une once à la tonne et qu'il faut prévoir que l'exploitation industrielle donnera un rendement de plus de 15 pennyweights, chiffre qui dépasse sensiblement le rendement moyen de l'ensemble des mines.

La *New Kleinfontein* est offerte; son rendement de février laisse à désirer et, d'autre part, on annonce que sa machinerie est défectueuse.

La *Geldenhuis Estate* reperd une partie de son avance. La controverse continue en ce qui concerne la durée de la mine; nous maintenons notre appréciation que cette durée est de dix à onze ans au maximum.

La *Jumpers* est lourde à 5 5/8. On attend toujours la solution de la question des bewardplatzen.

Hausse de la *Robinson*, de la *Langlaagte*, de la *Simmer and Jack*, et de la plupart des valeurs qui se traitent aussi à Paris. Il est évident que votre place absorbe des quantités énormes de titres.

La semaine prochaine, deux nouvelles valeurs, la *East Nigel* et la *South Orion*, feront leur apparition au Stock-Exchange. On connaît peu la valeur intrinsèque de ces titres, mais nous pouvons dire qu'ils sont introduits par de bonnes Maisons.

Paris, le 8 mars 1895.

Le *Marché des Mines d'or* continue à être excellent. La *Ferreira* monte de 450 fr. à 463 75; *Robinson* 229 37 1/2, en avance de 6 fr. 25; *Geldenhuis* un peu plus calme à 163 12 1/2, contre 165; *Simmer and Jack* 334 37 1/2, en nouvelle reprise de 15 francs; *Langlaagte*, 130 62 1/2, contre 120 fr.; *Randfontein*, 36 25, contre 30 62 1/2.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	1er mars			8 mars		
	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)........	103 55	34 51	2 89	103 72	34 57	2 89
Consolidés anglais (ch. f. 25 fr. 20)	104 72	38 08	2 62	105 30	38 29	2 61
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)...	103 95	25 98	3 84	104 »	26 »	3 84
Belgique 3 ½ %................	102 »	29 14	3 43	104 »	29 71	3 36
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.) ..	77 »	19 25	5 19	78 »	19 50	5 12
Grèce 5 % 1881 (en suspension).	160 »	» »	» »	160 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam).	101 75	29 07	3 43	101 75	29 07	3 43
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)..	101 80	25 45	3 92	102 25	25 56	3 91
Italie 4 % net................	87 80	21 95	4 55	88 85	22 21	4 50
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)....	99 »	33 »	3 03	99 »	33 »	3 03
Portugal 3 % (1 fr. net).........	25 30	25 30	3 95	25 45	25 45	3 92
Roumanie 5 %................	104 »	20 80	4 80	103 75	20 75	4 81
Russie 3 % or 1891 libéré.......	92 80	30 93	3 23	94 85	31 61	3 16
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)......	72 50	14 50	6 89	73 25	14 65	6 82
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)..	103 05	25 76	3 88	102 50	25 62	3 90
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	102 60	34 20	2 92	102 95	34 31	2 91
Turquie convertie 1 % série D..	27 »	27 »	3 70	27 70	27 70	3 61
— Priorité 4 % 1890......	497 50	24 87	4 02	498 75	24 98	4 01
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	98 25	32 75	3 05	98 50	32 83	3 04

Situation Financière générale

France. — Le parti de la hausse l'emporte de nouveau cette semaine, et sur toute la ligne, pour ainsi dire. L'avance qu'il a conquise paraît devoir lui faciliter la tâche qu'il s'impose de porter encore plus haut les cours, qui sont pourtant déjà en grande différence sur ceux établis pour les compensations en liquidation de fin février. Il faut dire que les haussiers sont merveilleusement servis par les circonstances.

L'argent en liquidation a été encore plus facile qu'on ne le supposait et l'opinion générale est que d'importantes affaires vont voir le jour au premier moment.

En résumé, la tendance reste très bonne. A signaler le mouvement sur la *Rente Extérieure Espagnole* dont Berlin est vendeur, sur la *Rente Italienne* et sur les *Fonds Ottomans*, ces derniers favorisés spécialement par les achats de l'épargne.

Allemagne. — Les réalisations pour compte de la spéculation viennoise pèsent en fin de semaine sur le marché allemand. Aussi les rentes allemandes 4 0/0, qui avaient bénéficié d'une reprise sur de nouveaux bruits relatifs à une prochaine conversion, perdent-elles l'avance acquise.

Le rapport de la *Banque de l'Empire* nous donne, enfin, la décomposition complète de l'encaisse métallique; les 214.290.000 marks en thalers ou pièces de marks, représentent une partie importante de cette encaisse.

Angleterre. — Les tendances du marché anglais restent très fermes et la hausse des places continentales exerce son influence sur la tenue des cours.

La situation économique ne se modifie pas : au moment où le commerce prend une meilleure tournure, on se trouve malheureusement menacé de troubles nouveaux dans les centres ouvriers; on se souvient trop des désastres provoqués par les dernières grèves pour ne pas souhaiter qu'une entente se produise entre les propriétaires houillers du Pays de Galles, les filateurs du Lancashire et leurs ouvriers.

Autriche-Hongrie. — La Bourse de Vienne a eu, depuis lundi, des alternatives de hausse et de baisse, mais, si les transactions sont peu animées, l'orientation est plutôt à la hausse. Le resserrement monétaire dure toujours, mais il est moins accentué que la semaine dernière. On annonce pour la semaine prochaine la mise en vente des 25 millions de rente-or autrichienne formant la seconde moitié du lot, c'est-à-dire la partie prise à option par le Syndicat Rothschild.

Bulgarie. — Notre correspondant de Sofia nous envoie un tableau détaillé des dettes et charges de la Bul-

*

garie ; le total des charges extérieures, temporaires ou définitives, s'élève à 18.361.642 francs.

M. Stoïlof, président du Conseil, est actuellement à Vienne pour chercher à aplanir les difficultés soulevées par la loi des accises.

Espagne. — Les achats d'*Extérieure* pour le compte du groupe parisien maintiennent la fermeté à la Bourse de Madrid ; comme conséquence immédiate, le change s'est amélioré. Mais on ne voit pas le remploi des fonds effectué par les vendeurs espagnols, car la rente *Intérieure* ne bénéficie pas du mouvement.

La Compagnie du *Nord-Espagne* a trouvé, paraît-il, une avance pour le service de son coupon d'avril ; mais on assure que ce coupon sera payé en *pesetas*. Le Gouvernement aurait promis une prorogation des concessions.

Grèce. — Notre correspondant d'Athènes nous écrit que M. Delyannis se propose d'établir, avec le concours des délégués des créanciers de la Grèce, un état aussi exact que possible des ressources financières et économiques. Mais il repousse l'idée d'un contrôle étranger.

D'après le plan Delyannis, l'excédent des dépenses serait géré par un *Service général de la Dette publique* composé de hauts fonctionnaires et présidé par le Ministre des finances.

Italie. — La tendance du marché italien est ferme, mais les affaires sont limitées. On s'occupe beaucoup, à Rome, du *Banco di Gestioni et Liquidazioni*, ce nouvel Etablissement devant procéder à la liquidation du Crédit mobilier ainsi que de diverses entreprises en souffrance. Le Trésor italien continue à retirer les Bons du trésor payables en or au fur et à mesure qu'ils arrivent à échéance ; il n'en reste plus en circulation que pour deux millions qui seront remboursés en juillet.

Portugal. — Les recettes douanières du mois de février sont peu satisfaisantes : elles montrent une diminution de 152 contos pour le port de Porto. Cette diminution fait craindre que l'on ne puisse rattraper, pendant les deux mois de l'année économique, la perte que les mesures contre le choléra avaient provoquée au commencement de l'exercice 1894-95.

On trouvera dans notre correspondance de Lisbonne un résumé des comptes de la Banque de Portugal en 1894.

Roumanie. — Le rapport général sur le Budget de 1895-96 vient d'être distribué au Parlement roumain ; il s'élève à 209.800.000 francs en recettes et en dépenses, et le Gouvernement n'est pas obligé de recourir à de nouveaux impôts.

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — Projet de changement de la date d'ouverture de l'exercice financier. — La Commission de l'Impôt sur les revenus. — Le Budget des Colonies. — Le Maréchal Martinez Campos à Paris. — Elections législatives. — La France à Kiel. — Le Budget de la Guerre. — La Commission d'enquête.

Le budget de 1895 est si difficile à terminer qu'il a suggéré l'idée au Gouvernement, pour éviter aux budgets futurs l'impasse des douzièmes provisoires, de soumettre au Parlement, aussitôt que le budget sera définitivement arrêté, un projet de loi tendant à changer la date d'ouverture de l'exercice financier.

Il s'agit de faire commencer l'année budgétaire le 1er juillet au lieu du 1er janvier. En d'autres termes, l'année budgétaire chevaucherait, comme l'année scolaire, sur les deux années civiles, à l'exemple de l'Allemagne, de l'Angleterre, de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal et de la Turquie. Parmi ces Etats, les uns ouvrent leur année budgétaire le 1er avril, les autres, le 1er juillet.

Déjà, à la fin de 1818, le baron Louis, ministre des finances de Louis XVIII, avait obtenu de la Chambre des députés que l'année budgétaire commençât le 1er juillet, mais la Chambre des Pairs s'opposa à cette réforme.

En 1882, dans son rapport général sur le budget de 1883, M. Ribot demanda s'il ne serait pas possible de revenir au projet discuté en 1818. Cette proposition fut encore repoussée.

Quelques années plus tard, alors que M. Peytral était ministre des finances, le projet fut représenté à nouveau , mais rejeté, une fois de plus, par le Sénat.

Si, plus heureux cette fois, M. Ribot obtenait du Parlement le vote de son projet de loi, le Gouvernement demanderait, par mesure transitoire, le vote des six douzièmes provisoires du premier semestre 1896, et le budget suivant serait celui de 1896-97 commençant le 1er juillet 1896 pour finir le 30 juin 1897.

De novembre 1895, date à laquelle le Gouvernement déposerait le budget 1896-97, à fin juin 1896, les Chambres auraient amplement le temps pour le discuter et le voter.

La date initiale de l'année budgétaire étant le 1er juillet, et les vacances d'août ne venant plus interrompre le débat, les Chambres auraient ainsi, tous les ans, un semestre entier pour la discussion du budget, cette discussion étant devenue surtout une occasion pour les partis d'essayer leurs forces et l'opposition portant là son effort principal.

Le report au 1er juillet, au lieu du 1er janvier, de l'ouverture de l'exercice, aurait un autre avantage : il permettrait de mieux se rendre compte, vers le milieu de l'année qu'à son début, du rendement des impôts et, par suite, de l'état des ressources du pays.

La Commission extraparlementaire de l'impôt sur les revenus s'est réunie, le 1er mars, au Ministère des finances, sous la présidence de M. Ernest Boulanger, premier président de la Cour des comptes.

La Commission a poursuivi l'étude, entreprise dans sa précédente séance, de la question des centimes départementaux et communaux et du mode de participation des valeurs mobilières aux charges locales.

Après une longue discussion à laquelle ont pris part MM. Boutin, Kergall, de Foville, Coste et Degouy, elle a, sur la proposition de M. le Directeur général des contributions directes, exprimé l'avis que l'Etat, en échange de la ressource nouvelle à provenir des centimes qui seraient ajoutés à l'impôt de 4 0/0 sur les valeurs mobilières, pour faire participer indirectement ces valeurs aux charges locales, devrait abandonner aux départements et aux communes une fraction équivalente du principal des impôts perçus sur les autres sources de revenu.

La Commission a ensuite émis le vœu que le maximum des centimes ordinaires à mettre à la disposition des départements et des communes continuât à être fixé annuellement par la loi de finances et que les communes, au delà de ce maximum, fussent autorisées à recourir à l'emploi d'une taxe locale sur les loyers.

Le 2 mars, la discussion générale du budget des Colonies s'est continuée à la Chambre, dans la séance du matin et dans celle du soir.

Le maréchal Martinez Campos, retour des funérailles de l'archiduc Albert, où il était allé représenter la Reine régente d'Espagne, est arrivé à Paris par l'Orient-Express. Il a déjeuné lundi au Ministère des Affaires étrangères. Le Maréchal est reparti, lundi soir, pour Madrid, après avoir été reçu l'après-midi par le Président de la République.

Le Conseil des Ministres s'est réuni dimanche 3, sous la présidence de M. Félix Faure, pour remplacer la réunion qu'il n'a pu tenir samedi à cause de la séance du matin à la Chambre.

Le Conseil a continué l'examen des divers systèmes relatifs à la création d'une armée coloniale. Cette étude touche à son terme et le Gouvernement arrêtera ses résolutions à bref délai.

Les Ministres se sont ensuite entretenus des revendications formulées par les représentants des départements sucriers.

Ils se sont, en outre, occupés de la question des moyens de transport dans Paris pour l'Exposition de 1900.

Enfin, le Ministre du Commerce a soumis, à la signature du Président de la République, un projet de loi relatif au paiement à domicile des mandats-cartes délivrés par la poste.

~~ Le 3, deux élections législatives ont eu lieu dans l'Yonne (arrondissement de Tonnerre) et dans l'Isère (arrondissement de Saint-Marcellin). Il y a eu ballottage dans l'Yonne et, à Saint-Marcellin, M. Chenavas, républicain, a été élu.

~~ Le 4, M. Hanotaux, ministre des Affaires étrangères, a reçu M. le comte de Munster, ambassadeur d'Allemagne, et lui a fait savoir que le Gouvernement de la République acceptait l'invitation à assister à la cérémonie d'inauguration du canal de la Baltique, qui aura lieu du 17 au 20 juin prochai, à Kiel. La France sera représentée par deux cuirassés et un aviso, commandés par un contre-amiral.

~~ A la Chambre, les derniers chapitres du budget des Colonies ont été votés et l'on a commencé la discussion du budget de la Guerre.

~~ La Commission d'Enquête sur les Conventions a entendu, le 4, MM. Loustalot, Hugot, Mercier, Saint-Prix, Frank Chauveau, Hérault, Trystram, qui étaient membres de la Commission des Chemins de fer en 1883.

A part M. Saint-Prix, tous les témoins ont déclaré qu'ils avaient toujours eu la pensée que la garantie d'intérêts prendrait fin en 1914 pour les Compagnies d'Orléans et du Midi. La question n'a, d'ailleurs, donné lieu à aucun débat dans la Commission des Chemins de fer.

~~ Le 5, le Sénat a adopté la proposition de loi de M. Joseph Fabre sur les obligations des membres du Parlement relatives au service militaire.

Après le renvoi à la Commission du Budget d'une demande de crédit pour venir en aide aux victimes du chômage, la Chambre reprend la discussion générale du budget de la Guerre.

~~ Le 6, les Ministres se sont réunis à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

Les Ministres ont continué l'examen des divers projets relatifs à l'armée coloniale et aux moyens de transport pour l'Exposition de 1900. M. Lebon, ministre du commerce, a annoncé à ses collègues qu'il se rendrait, vendredi, devant la Commission du travail pour s'expliquer sur la loi concernant les Conseils de prud'hommes et sur les modifications à apporter à la loi de 1892, sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures. Les Ministres ont décidé que le Conseil supérieur de la Guerre se réunirait le 20 mars prochain, au palais de l'Elysée et que, par application de l'art. 9 du décret du 12 mars 1888, le Président de la République en prendrait la présidence.

~~ Dans la séance qu'elle a tenue, le 6, au Ministère des finances, sous la présidence de M. Boulanger, premier président de la Cour des comptes, la Commission extraparlementaire de l'impôt sur les revenus avait principalement à rechercher dans quelle mesure l'impôt de 4 0/0, prélevé sur les dividendes distribués par les Sociétés, pouvait être considéré comme formant double emploi avec les impôts particuliers payés par ces mêmes Sociétés pour les immeubles et les valeurs mobilières dont elles sont propriétaires.

Après avoir entendu un exposé très complet de la question par M. Coste, et d'intéressantes observations de la part de MM. Neymarck, Liotard-Vogt, Degouy, Hérault, Fernand Faure et Boulin, la Commission a pensé que le double emploi n'existait qu'à l'égard des Sociétés immobilières, et elle a émis le vœu que l'impôt de 4 0/0 ne fût pas réclamé à celles des Sociétés dont le capital est formé d'actions représentant exactement la valeur des immeubles qu'elles exploitent.

~~ Le 7, la Chambre a continué la discussion générale du budget de la Guerre.

~~ Le 8, la discussion du budget de la Guerre a continué à la Chambre.

Marché Financier. — Nous avions raison de croire, dans ces derniers temps, à un mois de mars favorable. En fait, la hausse continue, et on monte sans mesure, comme le prétendent quelques-uns. Il est vrai que l'on va peut-être de nouveau un peu vite, mais le *comptant* est de la partie, et du moment que le portefeuille ramasse, il n'y a guère à songer à se mettre en travers d'un mouvement. Ceux qui l'essaient ont vite lieu de se repentir de leurs idées et c'est eux, en fin de compte, qui, au moyen des rachats auxquels ils sont obligés, contribuent encore le plus à l'enlèvement rapide des cours.

Au fond, ce qui se passe en ce moment semble donc résulter aussi de cette circonstance, que les hauts cours ont amené, dans ces derniers temps et sur certaines valeurs, une nouvelle couche de vendeurs que l'on veut forcer une fois de plus dans leurs retranchements. Et comme ces vendeurs on les connaît, au moins en partie, l'axiome de Bourse : « position connue position visée », est plus que jamais vrai. La lutte sera peut-être chaude, bien que les séances de cette semaine — les séances officielles bien entendu — ont démontré que l'on ne se risquait pas trop en avant sans s'assurer de la solidité du terrain sur lequel on s'aventurait. Il y a eu progression continue des cours, pour ainsi dire, et c'est ce qui témoigne en faveur de la force des acheteurs et des espérances qu'ils peuvent concevoir.

Les reports, en liquidation de fin février, ont été encore plus faciles que nous ne le pensions. Selon l'expression consacrée, l'argent, dans la journée de samedi, ne valait plus rien. Aussi bon nombre de ceux qui avaient procédé auparavant à la réalisation de leurs bénéfices en liquidant leurs positions à la hausse, ont-ils cru devoir rentrer en scène, apportant ainsi un sérieux appui, aux acheteurs qui avaient persévéré dans leur attitude antérieure. Toutefois, et lorsque tous les gros rachats seront effectués, il sera nécessaire de se montrer un peu prudent.

★ ★ Les *Rentes Françaises* sont excessivement fermes et en hausse sur les cours d'il y a huit jours. Le *3 0/0 ancien* de 103 55 monte à 103 72 1/2, après avoir même fait 103 75 au plus haut. C'est le 16 courant que le coupon trimestriel de 0,75 centimes sera détaché sur ce fonds. *Rente 3 1/2 0/0* sans variation sensible à 108 07 1/2, en bénéfice seulement de 0,02 1/2 centimes. *Amortissable* 101 50 sans changement, après 101 40 au plus bas et 101 57 1/2 au plus haut. On a beaucoup parlé en Bourse, dans ces derniers temps, de la possibilité d'une conversion facultative de ce fonds. On sait que cette question a été traitée par notre Rédacteur en chef, M. Edmond Théry, dans l'*Economiste Européen* du 12 mai 1894, dans un article intitulé les *Conversions futures*.

Ne quittons pas les *Rentes Françaises* sans mentionner les *écarts de primes* actuels. *Ecarts* fin mars : 0,12 1/2 dont 0,50 centimes, 0,22 1/2 dont 0,25 centimes, 0,40 centimes dont 0,10 centimes. *Ecarts* fin avril : 0,45 centimes dont 0,50 centimes, 0,67 1/2 centimes dont 0,25 centimes.

★ ★ La *Banque de France*, que nous laissions à 3.845, passe à 3.840, recule à 3.780 sur des ventes de spéculation pour rester à 3.790. Les bénéfices nets des escomptes et intérêts divers des onze premières semaines de l'exercice en cours s'élèvent à 1.437.535 fr. contre 2.989.149 fr. en 1894, 2.489.209 fr. en 1893, 3.844.880 fr. en 1892, 5.499.695 fr. en 1891 et 4.310.608 fr. en 1890.

★ ★ Les actions du *Crédit Foncier de France*, de 907.50 reviennent à 905, après 912.50 au plus haut. Dans ses deux dernières séances hebdomadaires des 28 février et 6 mars, le Conseil d'administration du *Crédit Foncier* a autorisé pour 5.372.367 fr. de nouveaux prêts, dont 4.099.400 fr. en prêts fonciers et 1.272.967 fr. en prêts communaux.

Le marché sur les obligations *communales* et *foncières* est toujours aussi ferme et animé. *Obligations Foncières 1877*, en hausse de 1 fr. 50 à 402 fr.; *Communales 1879*, 498 ex-coupon contre 503, avec coupon il y a huit jours; *titres estampillés*, 488 ex-coupon; à ce prix, des achats doivent se produire; *Communales 1880*, 498.50 également ex-coupon, soit, au résumé, en avance de 2 fr.; *Foncières 1883*, 464, bénéficiant de 1 fr. sur la clôture d'il y a huit jours; *Foncières 1885*, 502.50; *Cinquièmes*, 101; *Communales 1891 tout payé*, sans changement à 402 fr.; *Communales 1892 entièrement libérées*, 505, conservant ainsi leur cours antérieurs.

A signaler d'importantes demandes en *Bons à Lots de 100 fr. de 1888* qui s'établissent à 63 fr. 50, déjà en avance sur les cours antérieurs. On paraît croire à une plus-value de ces titres.

★ ★ Grande animation sur les actions de nos gran-

des *Sociétés de crédit*. La *Banque de Paris et des Pays-Bas*, qui clôturait à 740 fr. il y a huit jours, est à 747 50, après avoir même touché 753 75. On est persuadé que cette Institution prendra une large part dans les opérations en perspective ; et surtout dans celles que l'on espère du côté de la Turquie. De plus, la hausse des actions de mines du Sud de l'Afrique est faite pour encourager encore, s'il était besoin, ses nombreux partisans. *Crédit Lyonnais* 835, en avance de 1 fr. 25. On est à peu près assuré, dans les cercles financiers, que le dividende de cet Etablissement sera fixé à 30 fr. 50. C'est, au fond, ce que nous laissions pressentir dans l'article que nous avons consacré au *Crédit Lyonnais* dans l'*Economiste Européen* du 22 décembre 1894. On escompte maintenant, au sujet de cet Etablissement, les nouvelles affaires auxquelles il doit forcément s'intéresser. *Comptoir National d'Escompte* très demandé à 580 à terme contre 568 75 à terme et 571 fr. au comptant vendredi dernier. *Crédit Industriel et Commercial* en avance de 2 francs à 550 francs. Le bilan de cette Société, au 28 février, ne fait ressortir que peu de variations sur celui au 31 janvier. Quant au compte de *Profits et Pertes*, il s'est accru, en février, de 351.000 fr.

La *Société Générale* conserve facilement son cours de 495 fr. *Banque Internationale de Paris* en avance de 7 fr. 50 à 525. Au comptant, elle s'inscrit même à 530 francs.

La *Banque Parisienne* monte de 395 à 417 50; *Banque de l'Algérie* 780, contre 785; *Banque des Pays-Autrichiens* en recul de 10 francs à 607 50. On dit cependant qu'elle aurait obtenu une participation d'une certaine importance dans les opérations ottomanes en perspective. Ajoutons encore que, d'après les dépêches reçues hier de Vienne, les bénéfices bruts de cet Etablissement pour 1894 se chiffrent par 6.293.000 florins, contre 5.315.000 en 1893. Le bénéfice net s'élève à 4.598.000 florins, contre 3.616.000 l'année précédente, soit en augmentation de 982.000 florins. Le Conseil d'administration proposerait à l'assemblée générale du 28 mars de distribuer un dividende de 8 0/0, soit 16 florins, contre 7 0/0 ou 14 florins en 1893. *Société Foncière Lyonnaise* 341 25, gagnant ainsi 6 fr. 25 pour la semaine.

Le groupe des *Immeubles* est complètement délaissé. L'*action* cote 31 fr. 25, contre 31; *Obligations 4 0/0* et *Obligations libérées de 358 fr.* sans affaires; *Obligations Foncières remboursables à 1.000 fr.* 173 fr., contre 174.

Le *Crédit Mobilier* ne s'écarte pas du cours de 60 fr.; *Obligations de 420 fr.* du *Crédit Foncier Colonial* plus molles à 285, perdant ainsi 7 fr. ; *Obligations de 350 francs*, environ 240; *Sous-Comptoir des Entrepreneurs*, en réaction de 60 fr., à 115 francs. On en est à supputer les risques de remboursement que peut entraîner le jugement qui sera rendu le 12 courant dans le procès des *Canaux Agricoles*. Il est à supposer, en tout cas, que la possession probable d'un certain nombre de titres du *Canal de Verdon* acquis par le *Sous-Comptoir* atténuera notablement les pertes qu'il peut encourir à la suite du prononcé du Tribunal. *Banque Hypothécaire d'Espagne* 523 75 à terme, en bénéfice de 3 fr. 75 sur vendredi dernier.

★ ★ Les transactions sur les actions de nos *Grandes Compagnies de Chemins de fer* ont été assez calmes en général cette semaine, en dépit de la fermeté que l'on peut constater. Pourtant quelques affaires sont à signaler sur le *Midi* et l'*Orléans*. La Commission des trente-trois poursuit son enquête, qui doit toucher cependant à sa fin.

Le *Midi* cote 1.327 50, contre 1.320 il y a huit jours, pendant que l'*Orléans* passe de 1.605 à 1.620; *Lyon*, 1.490, en bénéfice de 15 fr.; *Nord*, 1.820, contre 1.800; *Ouest*, en avance de 6 francs à 1.114; par contre, *Est* un peu plus mou à 956, en léger recul de 4 francs.

Les recettes pour la 8e semaine de 1895 (du 19 au 25 février) laissent encore à désirer. Elles sont, sur la période correspondante de 1894, en moins-value de 1.719.035 fr. 45. La diminution depuis le 1er janvier atteint, maintenant, 8.660.510 fr. 49. Notons que le *Nord*, cette fois, présente une augmentation de 133.000 francs, et que le *Midi* est en avance de 33.801 fr. 90.

Les actions du *Sud de la France* sont encore en avance à 270 fr., en bénéfice de 6 francs; *Obligations 3 0/0* 431 50, contre 430 francs.

★ ★ Les actions *Suez* ont progressé de 3.295 à 3.345. Dans quelques jours, les recettes du canal vont se ressentir du passage des navires qui transportent nos troupes à Madagascar; *Société Civile* 2.372 fr. 50 en bénéfice de 42 fr. 50. *Compagnie Parisienne du Gaz* 1.151 fr. 25 contre 1.138 fr. 75 après même 1.160 francs au plus haut.

On a parlé, dans ces derniers jours, de l'arrestation du directeur des *Magasins Généraux*. Nous croyons devoir, à ce sujet, mentionner que cette Société n'a rien de commun avec celle des *Entrepôts et Magasins Généraux de Paris* dont les actions cotent 565 contre 572. *Compagnie des Docks et Entrepôts de Marseille* 490 fr. contre 510 fr. il y a huit jours. On a annoncé que le Conseil d'administration de cette entreprise proposera à la prochaine assemblée générale des actionnaires de fixer le dividende pour 1894 à 20 fr. Le dividende de l'exercice précédent s'était élevé à 25 francs.

La *Compagnie Générale Transatlantique*, sans changement à 325 fr., pendant que les *Messageries Maritimes* passent de 581 fr. à 589; *Chargeurs Réunis* 1.320, en progrès de 65 fr. Nous nous reportons à l'article que nous avons publié le 29 décembre 1894 sur cette entreprise, dont nous faisions ressortir la bonne marche et la bonne situation. Disons ici que le Ministre du commerce vient d'instituer une Commission en vue de statuer sur les demandes des Compagnies ou Sociétés françaises et des personnes de nationalité française en vue de l'admission à concourir pour l'adjudication des services postaux entre la France, la Corse, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

Les *Omnibus* sont en reprise de 17 fr. 50 à 1.085. On paraît tout à fait rassuré au sujet de la grève que quelques-uns entrevoyaient. *Compagnie Française des Métaux* en gain de 5 fr. à 235 fr.; *Société Centrale de Dynamite*, 628 75 contre 625; *Téléphones* mieux à 307 50, en avance de 17 fr. 50. Cette avance justifie les appréciations que nous formulions dans un article spécial paru dans l'*Economiste Européen* du 16 février. Toutefois, mentionnons qu'il semble se produire quelques réalisations.

Les *Lots du Congo* continuent leur marche ascensionnelle. Nous les trouvons maintenant à 99 50, gagnant, pour la semaine, 3 fr. 25. *Bons à Lots Panama* 136 25 contre 126 25 après même 137 50 au plus haut.

Les *Nitrate Railways*. de 450 fr., montent à 465 fr.; *Lautaro* 210, bénéficiant de 1 fr. 25; *Rio-Tinto*, 328 75 contre 325 fr. vendredi dernier. Quant aux obligations de l'*Emprunt Espirito Santo*, elles ont progressé de 420 à 427 50.

On a introduit, cette semaine, sur le *Marché officiel*, les actions de 100 fr. de la *Compagnie Française de Mines d'or et d'Exploration*. Ces titres sont cotés actuellement 121 fr. 25, c'est-à-dire avec une prime de 21 fr. 25. Nous nous reportons à l'article que nous avons publié sur cette Société dans l'*Economiste Européen* du 16 février dernier.

★ ★ Les *Fonds Brésiliens* ont été d'abord bien impressionnés par les résultats de l'Emprunt intérieur qui a été souscrit trois fois. En fin de semaine, ils s'alourdissent cependant un peu par suite de réalisations. Le *4 1/2 0/0 1888*, 81 70 contre 81 75; *4 0/0 1889*, 77 20, en léger recul de 0,05 centimes.

★ ★ La tendance sur la *Rente Extérieure Espagnole* est, de nouveau, excellente. On procède à la chasse aux vendeurs à découvert et on veut forcer les spéculateurs à la baisse à se liquider dans les plus mauvaises conditions. On parle de grosses positions prises par des spéculateurs de Berlin et qui sont très compromises par le mouvement auquel nous assistons. Il ne

faut pas, au reste, perdre de vue que, de nouveau, de gros montants de primes fin courant sont débordés à l'heure actuelle et que les primes fin avril sont aujourd'hui même attaquées.

En attendant, la *Rente Extérieure Espagnole* monte de 76 95 à 78 fr. après même 78 10. Primes fin mars : 50 centimes d'écart dont 1 fr.; 1 fr. d'écart dont 50 centimes.

★ ★ La *Rente Italienne* est en progrès à 88 85 contre 87 70 il y a huit jours. Là aussi il existe des positions à la baisse dont on paraît vouloir profiter pour pousser plus haut les cours.

★ ★ Les *Fonds Russes* sont excessivement fermes. *2e Emission 1894*, 94 85, en avance pour la semaine de 2 fr. 20. Quant au *Russe 3 1/2 0/0* qui vient de détacher un coupon de 0,87 1/2 centimes, il s'inscrit à 99 10. En tenant compte du coupon, son avance, pour la semaine, s'élève à 1 fr. 22 1/2. *Orient*, 67 65, en bénéfice de 0 65 centimes ; *Consolidés 1re et 2e séries*, demandés à 102 80.

En ce qui concerne la brochure de M. de Cyon, à laquelle nous faisions allusion déjà samedi dernier, nous renvoyons nos lecteurs à l'article que publie plus loin, sur *M. de Witte et les Finances Russes*, notre rédacteur en chef M. Edmond Théry.

★ ★ Les *Fonds Serbes* sont en reprise. Le *5 0/0 1889* que nous laissions à 72 fr. 50, monte à 73 fr. 25.

★ ★ Les *Valeurs Ottomanes* ont encore monté dans ces derniers jours. Le *Turc C* passe de 29 90 à 30 fr. 75 ; *Turc D* 27 70, contre 27 fr. il y a huit jours. *Douanes* 512 fr., en bénéfice de 6 fr.; *Obligations Ottomanes 4 0/0 1894* 480 fr., en progrès de 11 fr. 50. Au comptant même ces titres sont demandés à 484 fr. *Obligations Smyrne-Cassaba* 456 25 à terme et 460 au comptant, contre 445 fr. vendredi dernier ; *Banque Impériale Ottomane* 717 50, en nouvelle avance de 10 fr.

On est persuadé ici que le Gouvernement ottoman prépare d'importantes opérations financières au sujet desquelles le secret, pour le moment, est soigneusement gardé ! On croit généralement cependant que le moment approche où les résolutions prises seront portées à la connaissance du monde financier.

★ ★ Les *Obligations 3 0/0* de la Compagnie du Chemin de fer de *Jonction Salonique-Constantinople*, qui restaient précédemment à 342 50, s'inscrivent à 347 50 à terme et à 348 50 au comptant. Ce n'est pas encore le cours qu'assignent à ces obligations leur valeur intrinsèque et le caractère qu'elles revêtent par suite de la garantie spéciale qui leur est affectée, et qui les assimile à un véritable fonds d'Etat.

QUESTIONS DU JOUR

M. de Witte et les Finances Russes

Le *Figaro* du 27 février dernier publiait l'écho suivant :

Nous recevons de MM. E. Hoskier et Cie, banquiers, la communication suivante :

« Le *Bulletin russe de statistique financière et de législation* a envoyé à ses abonnés une traduction du budget de l'Empire dans lequel est prévu un excédent des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires.

« Apprenant aujourd'hui qu'il a été publié à Paris, chez MM. Chamerot et Renouard, un ouvrage où serait prouvé un déficit de plusieurs centaines de millions, le *Bulletin de statistique* nous prie d'informer le public que si ce livre, dont il possède plusieurs exemplaires, n'est pas mis en vente le 1er mars au plus tard, il le fera réimprimer *in extenso* à Pétersbourg, pour le distribuer lui-même gratuitement à ses abonnés.

« Si le livre est mis en vente le 1er mars, le *Bulletin russe* achètera cinq cents exemplaires pour être distribués comme ci-dessus. »

Nous avons reçu l'ouvrage en question ; il a pour titre *M. Witte et les Finances Russes* et pour auteur M. E. de Cyon, qui fut, jadis, directeur du *Gaulois*, à l'époque où ce journal appartenait à la *Banque Parisienne*.

Nous l'avons lu avec beaucoup d'attention ; il contient, à l'égard de M. de Witte, des imputations beaucoup plus graves que celle du déficit dont parle l'écho ci-dessus, et voici, d'une manière très sincère, ce que nous en pensons :

Quand un écrivain, au cours d'une polémique, injurie gravement son contradicteur, il indique, par cela même, ou qu'il est à court d'arguments, ou qu'il est dominé par une haine violente. Dans les deux cas, ses accusations deviennent suspectes.

M. de Cyon dit, au commencement de son *Avant-propos* : « On reconnaît certains oiseaux à « leurs premières tentatives de vol ; il en est de « même pour les Ministres des finances. Dès le « mois de novembre 1892, après les premiers actes « de M. Witte, on pouvait être fixé sur ce que se- « rait son administration. »

Puis un peu plus loin : « Suffisantes avec un mi- « nistre honnête et sage, les institutions de con- « trôle qui existent en Russie se sont trouvées « tout à fait insuffisantes avec M. Witte. »

Et à la page suivante : « Il ne rencontre que de « l'opposition chez ses collègues du Comité des « Ministres, qui, presque tous, pour des causes « d'un caractère privé et relevant de l'ordre moral, « évitent même les relations de société avec le gé- « rant du Ministère des finances. »

Ces injures, avant la lettre, nous mettent en garde contre les soi-disant documents dont l'auteur a bourré son livre, car elles prouvent évidemment qu'il a été personnellement blessé par le Ministre dont il dénonce les actes, et que, dominé par un ressentiment féroce, il n'a dû être impartial ni dans le choix des documents produits, ni dans la manière de les présenter.

Eh bien ! malgré ces réflexions, malgré les réserves instinctives que l'on se fait à chaque page, ce pamphlet est tellement suggestif, les opérations dont il expose le but et la trituration affectent une forme tellement précise, qu'on reste — à la fin de sa lecture — avec le sentiment d'une vague inquiétude.

On a l'intuition très nette qu'en écrivant ce factum M. de Cyon voulait surtout se venger d'un Ministre des finances qui a lésé ses intérêts particuliers. Et cependant on ferme le livre sous l'impression pénible que M. Edouard Drumont, dans la *Libre-Parole* de lundi dernier, a très nettement rendue par la phrase suivante :

« Si c'était vrai ! Si notre France, si confiante « et si naïve, était encore le jouet d'une fantasma- « gorie sentimentale, si on abusait de la générosité « de son cœur pour la mettre dedans ! »

Les accusations de M. de Cyon peuvent se résumer ainsi :

1° Depuis le remplacement de M. Wyschnegradski par M. de Witte (1er septembre 1892), les actes, la gestion du ministère des finances de Russie, seraient soustraits à la surveillance du département de l'Economie du Conseil de l'Empire,

à l'examen du Comité supérieur des finances; en un mot, à toute espèce de contrôle effectif;

2º La Banque de l'Etat, clé de voûte de l'administration financière russe, aurait été transformée en une vaste fabrique d'assignats dont M. de Witte se serait, en quelque sorte, réservé le droit exclusif de direction et de contrôle;

3º Les budgets présentés par M. de Witte seraient mensongers, leurs excédents fictifs, l'état économique de la Russie désastreux, la Dette publique augmentée de trois milliards de francs en trois années;

4º En dehors des Emprunts 3 0/0 1891 et 3 1/2 1894, émis au grand jour, toutes les opérations du Gouvernement russe — ayant eu l'apparence de conversions ou de reprises de Chemins de fer — n'auraient, en réalité, servi qu'à racheter aux capitalistes allemands et hollandais des titres de l'Etat et des titres privés, à des conditions excessivement avantageuses pour ces capitalistes, mais désastreuses pour le Trésor russe;

5º Ces opérations de conversions et de rachats de titres, publiques ou clandestines, auraient eu pour résultat d'introduire dans les portefeuilles français 7 à 8 milliards de francs de fonds russes-or, et, sur cet énorme capital, à peine 500 ou 600 millions de francs seraient entrés dans les caisses du Trésor russe: tout le reste étant allé en Allemagne, sauf une petite partie qui aurait pris le chemin de la Hollande et de l'Angleterre;

6º La politique financière de M. de Witte, très fructueuse, d'après M. de Cyon, pour un syndicat de banquiers dont le siège est à Berlin, pourrait devenir très dangereuse pour l'épargne française, et ne serait inspirée que par des sentiments hostiles à la France;

7º Ce sont ces mêmes sentiments qui auraient poussé M. de Witte à négocier avec l'Allemagne le fameux traité de commerce voté par le Reichstag le 18 mars 1894, et par lequel la Russie serait devenue, pour dix années, le Hinterland de l'Empire germanique, et cela sans aucun profit pour l'agriculture russe que M. de Witte prétendait favoriser;

8º Enfin, M. de Witte exploiterait fort habilement, au profit de ses amis de Berlin, le grand courant de sympathie qui porte la France vers la Russie, mais il ne laisserait jamais passer une occasion de manifester sa gallophobie.

M. de Cyon prétend, dans son *Avant-propos*, que son œuvre s'adresse à la fois à l'empereur Nicolas et au public français. Il ajoute :

« Dans tout ce livre on ne trouvera pas une « assertion, pas un fait de quelque importance, « qui ne s'appuie sur des données d'une authenti- « cité incontestable; l'immense majorité de nos do- « cuments émane de M. Witte lui-même; le reste « a été puisé presque exclusivement dans les rap- « ports non moins officiels que le contrôleur de « l'Empire adresse, chaque année, au Conseil de « l'Empire ».

Cette affirmation est inexacte, et nous pourrions dès maintenant relever dans le livre de M. de Cyon plusieurs erreurs flagrantes, si nous ne voulions pas laisser au *Bulletin russe de Statistique financière et de Législation* le soin de justifier M. de Witte.

Mais des explications officielles sont nécessaires; il est même indispensable que nous connaissions très exactement le texte des interviews de M. de Witte publiées par les journaux russes, allemands, autrichiens et anglais, interviews que M. de Cyon se contente d'analyser à sa façon; puis, que des renseignements précis nous soient donnés sur la négociation du solde de l'Emprunt 3 0/0 1891 que M. de Witte avait fait rentrer à Saint-Pétersbourg au mois de décembre 1892 et qui est revenu sur le marché français, quelques mois plus tard, par l'intermédiaire des banquiers berlinois.

Enfin, les détails contenus dans le Chapitre IV, consacrés au nouvel Emprunt 3 1/2 1894, méritent d'être énergiquement démentis, car le Rapport de M. de Witte à l'empereur Nicolas, qui précède le Budget de 1895 auquel fait allusion l'écho du *Figaro*, signale l'opération sans en expliquer les raisons..... et nous ne pouvons oublier, aujourd'hui, que les conditions singulières dans lesquelles cet Emprunt a été décidé et réalisé au commencement du mois de décembre 1894, ont particulièrement ému — pour ne pas dire plus — les financiers français.

Nous acceptons de confiance les uniques documents que le *Bulletin russe de Statistique* veut bien nous communiquer sur les Budgets et la situation financière de la Russie, et nous avons l'intime conviction que, malgré les « révélations » de M. de Cyon, il en sera encore longtemps ainsi : simplement parce que le courant qui nous entraîne de plus en plus vers les fonds de ce grand pays ami, est exempt de tout calcul.

Les Français ont une immense sympathie pour la Russie; ils l'ont prouvé en acclamant l'idée d'une alliance franco-russe, ils le prouvent chaque jour en plaçant leurs épargnes sur les fonds d'Etat russes qu'ils considèrent déjà comme les égaux, en sécurité, de nos Rentes françaises. Voilà la vérité!

M. de Witte — M. de Cyon a soin d'ajouter qu'il ne s'agit ni du Gouvernement russe ni du Tzar — est formellement accusé d'abuser de cet état d'âme et de travailler à la désunion des deux nations. Il doit à la dignité de la Russie et de la France de confondre son accusateur.

EDMOND THÉRY.

LE RENDEMENT DES IMPOTS

EN FÉVRIER 1895

L'Administration des Finances vient de publier le rendement des impôts et revenus indirects, ainsi que des monopoles de l'Etat, pendant le mois de février 1895.

Les résultats accusent une moins-value de 15.204.800 francs par rapport aux évaluations budgétaires, et une diminution de 23.091.700 fr. par rapport à la période correspondante de 1894.

Recouvrements de février 1895

	Recouvrements de février 1895	Evaluations budgétaires	Différence par rapport aux éval. budgét.	Différence par rapport à février 1894
	(Milliers de francs)			
Impôts directs.....	»	»	»	»
Impôt 4 0/0........	369	291	+ 77	+ 77
Enregistrement.....	31.753	35.778	— 4.025	— 4.142
Timbre............	10.112	10.187	— 75	— 359
Douanes...........	28.959	36.401	— 7.442	—17.799
Contrib. indirectes..	38.002	40.080	— 2.078	— 2.327
Sels..............	2.887	3.096	— 208	— 297
Sucres............	10.998	11.017	— 19	+ 1.369
Postes et Télégr....	15.327	15.730	— 403	+ 807
Monopoles, etc......	34.623	35.653	— 1.031	— 442
Totaux....	173.030	188.235	—15.204	—23.091

Recouvrements des deux premiers mois de 1895

	Recouvrements des 2 premiers mois de 1895	Evaluations budgétaires	Différence par rapport aux eval. budgét.	Différence par rapport à 1894
Impôts directs......	»	»	»	»
Impôt 4 0/0........	15.138	15.313	— 174	— 167
Enregistrement.....	77.968	79.967	— 1.998	— 2.967
Timbre	27.072	26.551	+ 520	— 561
Douanes	57.352	65.707	— 8.354	—40.810
Contrib. indirectes.	81.419	88.190	— 6.771	— 3.115
Sels..............	4.710	4.870	— 159	— 308
Sucres	21.096	19.806	+ 1.290	+ 3.273
Postes et Télégr....	33.050	32.185	+ 865	+ 780
Monopoles, etc.....	69.545	70.466	— 920	— 692
Totaux....	387.351	403.055	—15.704	— 44.548

Les recettes du mois de février ne sont pas brillantes et donnent beaucoup à penser. Tous les postes, à l'exception de l'impôt de 4 0/0 sur le revenu des valeurs mobilières, arrivent en moins-value.

Peut-être pourrait-on se féliciter de la diminution des droits d'enregistrement alimentés, pour une forte partie, par les taxes sur les successions et de la diminution du produit des douanes qui est la conséquence d'une bonne récolte en céréales et en vins, mais il n'y a pas de compensations immédiates pour atténuer les vides que causent ces diminutions et la perte sur les contributions indirectes et les monopoles.

En somme, nous voici bientôt au milieu de mars avec un budget non voté, 15.704.000 fr. de déficit, par rapport aux évaluations, et 44 millions de moins-value, par rapport aux mois correspondants de 1894.

Cette situation est de nature à suggérer de sérieuses réflexions au Gouvernement et au Parlement.

E. T.

LE BUDGET DES COLONIES

La discussion du Budget des Colonies, qui s'est poursuivie pendant trois journées, à raison de deux séances par jour, a pris, cette année, une ampleur exceptionnelle. Si les attaques d'antan contre notre expansion coloniale, les demandes d'évacuation de telle ou telle partie de notre domaine d'outre-mer ne se sont plus produites, les orateurs qui se sont succédé à la tribune n'ont pas ménagé leurs critiques aux administrations locales, dont les errements tendent à augmenter les charges de la métropole.

Aussi bien l'accroissement de ces charges est sensible.

Sans remonter bien loin, nous pouvons constater que les dépenses coloniales, figurant pour 71 millions aux prévisions du Budget de 1892, s'approchent aujourd'hui, en tenant compte des crédits supplémentaires, du chiffre de 100 millions. Cette progression ne s'explique pas seulement par le développement territorial, mais encore — les débats l'ont fait ressortir — par ce fait que les budgets locaux, établis sans règles fixes, sans unité de vues, échappent au contrôle du Parlement.

Certes, en théorie, la liberté financière et administrative des Colonies serait l'idéal; on éviterait ainsi « l'effroyable confusion » dont a parlé M. Le Myre de Vilers, qui provient de notre tendance à unifier et à centraliser, à Paris, les affaires des pays situés aux quatre coins du monde. Mais pour appliquer le système de l'Angleterre, inauguré en 1846 par lord Grey, qui s'était inspiré lui-même des doctrines de Turgot, il faudrait que nos colonies fussent à même de payer intégralement leurs dépenses de souverainetés civiles et militaires. Or, le ministre, M. Chautemps a très judicieusement observé que parmi les pays lointains où flotte le drapeau français, il en est peu qui ne pèsent d'une façon sensible sur le budget de la métropole.

Celle-ci, distribuant dans notre domaine d'outre-mer l'argent des contribuables, a un droit de contrôle, et ce droit le Parlement ne pourra l'exercer utilement si on ne lui donne pas des indications très complètes sur les budgets locaux. En procédant ainsi, on éviterait les interpellations sensationnelles basées sur des renseignements erronés, fournis par les mécontents, toujours nombreux dans nos colonies, et les légendes reproduites à la tribune tomberaient d'elles-mêmes.

Tel est le sentiment du Gouvernement; il veut que le Ministère des colonies soit un organe de régularisation et de contrôle, permettant d'apporter la clarté et l'ordre partout où ces qualités manquent. Cette préoccupation ressort des termes de l'article 61 de la loi des finances relatif à l'Indo-Chine, dont nous allons nous occuper plus spécialement.

Cet article est ainsi conçu :

Le projet de budget du protectorat de l'Indo-Chine et les situations provisoires ou définitives des budgets antérieurs seront communiqués, chaque année, au Parlement à l'appui du projet de loi de finances.

Les emprunts qui ne seraient pas gagés sur des excédents constatés aux exercices antérieurs, et ceux qui seraient contractés avant que les ressources locales du budget de l'Indo-Chine lui permettent de s'équilibrer sans subvention aucune de la métropole, ne pourront être autorisés que par une loi.

Les projets relatifs à la construction et à l'exploitation des chemins de fer en Indo-Chine devront être préalablement soumis aux Chambres et adoptés par elles.

Le Gouvernement a accepté, en outre, le principe de la nomination d'une Commission parlementaire de trente-trois membres qui aura pour mission d'étudier les projets relatifs aux colonies dont elle sera saisie.

***

Si le Cabinet présidé par M. Ribot a voulu donner sous ce rapport pleine et entière satisfaction à la Chambre, l'honorable ministre des colonies, M. Chautemps, n'a pas eu de peine à démontrer que les difficultés financières du protectorat de l'Annam et du Tonkin ne menacent en aucune façon sa situation budgétaire; elles n'entravent pas davantage le développement économique de ces régions favorisées où le progrès est manifeste.

Les recettes effectives du Tonkin étaient, en 1890, de 3.760.000 piastres; elles se sont élevées à 4.448.000 piastres en 1891, à 4.792.000 piastres en 1892, à 5.550.000 piastres en 1893 et à 6.600.000 piastres en 1894; elles ont donc presque doublé en cinq années. Quant au rendement des douanes, il a passé, de 1890 à 1894, par les chiffres suivants : 822.000 piastres, 1.133.000, 1.470.000, 1.687.000 et 2.040.000 piastres. Comme on le voit, la progression a été rapidement croissante.

Mais le budget local a dû supporter, pendant les trois derniers exercices, des sacrifices et des pertes dont le total s'élève à 8 millions, savoir : 1° une avance de 2.160.000 francs au budget militaire, dont le Ministère des finances, se fondant sur la spécialité des crédits, a refusé le remboursement; 2° une perte de plus de 2 millions sur l'encaisse du Protectorat par suite de la baisse de la valeur de la piastre; 3° des travaux militaires s'élevant à 2 millions environ; 4° le paiement de deux annuités de 1 million pour le chemin de fer de Langson.

Malgré ces charges anormales, le déficit des trois derniers exercices n'atteint pas un demi-million de francs.

M. Chautemps a expliqué, avec beaucoup de clarté, en quoi consistait la dette du Protectorat; elle comprend la plus grande partie des dépenses du chemin de fer de Langson, soit 13 millions (sur 19 millions, coût total de la ligne) non incorporées dans le budget. Comme on a fait, en 1894, à la Banque de l'Indo-Chine et à quatre établissements financiers de Paris, un emprunt de 6 millions pour payer les sommes échues de cette dette flottante et comme, d'autre part, le Trésor, chargé du service financier du Protectorat se trouve à découvert, il importe de prendre des mesures immédiates pour assurer le service.

Dans ce but, le Ministre des colonies vient de déposer un projet de loi ayant pour objet d'autoriser le

Trésor à consentir de nouvelles avances au Protectorat jusqu'à concurrence de 9 millions au maximum. Ces avances seraient faites sur dépôts de bons analogues à ceux dont l'émission a eu lieu depuis 1891, mais dont l'échéance serait fixée au 1er décembre 1895.

Le projet dont il s'agit comporte encore la liquidation des dépenses résultant des opérations militaires au Siam; ces dépenses, s'élevant à 7.584.598 fr. figurent à un compte ouvert à Saïgon dans les écritures du trésorier-payeur de la Cochinchine.

Avant de déposer le projet de loi, M. Chautemps avait déjà fait remarquer à la Chambre qu'il s'agissait, dans l'espèce, d'un réglement provisoire devant permettre au Trésor, tant en France qu'en Indo-Chine, d'acquitter les mandats présentés à ses caisses dont l'échéance ne peut être reculée. Le Gouvernement entend déterminer, d'une façon complète, les engagements et les dépenses auxquels le Protectorat doit faire face, et il a chargé un inspecteur des finances de procéder à une vérification minutieuse; cette étude est commencée.

Nous ne nous arrêterons pas à la Cochinchine, qui supporte intégralement ses dépenses de souveraineté. Son député, M. Le Myre de Vilers, estime que cette dépense est trop lourde en ce moment où les colonies asiatiques, en relations avec l'Europe, traversent, par suite de la dépréciation de l'argent, une crise des plus graves. Mais, lui a répondu M. Chautemps, la métropole paie 25 millions pour la sécurité de l'Annam et du Tonkin, qui importe au plus haut point à la sécurité de la Cochinchine elle-même. Au surplus l'Indo-Chine forme une possession unique avec un gouverneur général pour les quatre parties de cet immense empire asiatique.

***

La discussion nous a valu, en dehors des critiques très éloquemment formulées par certains orateurs, un magistral discours de M. Delcassé. En se défendant contre les attaques auxquelles son administration a été en butte, l'ancien Ministre des colonies a élevé le débat au-dessus des limites étroites tracées par ses adversaires, et il a fait, dans une péroraison très applaudie, un tableau des plus riants de l'avenir de notre domaine.

D'après les chiffres produits, les contingents coloniaux seraient d'environ 7 millions, qu'il convient de défalquer, avec les 12 ou 13 millions absorbés par les dépenses de la transportation et de la rélégation, de l'ensemble de notre budget colonial. Il faut tenir compte aussi des millions payés à la métropole sous forme de droits de douane à l'entrée de leurs produits en France et de la part que notre commerce a dans le trafic général des colonies. Cette part, M. Delcassé l'évalue à 200 millions pour 1894, sur un mouvement total de 476 millions.

En résumé, les partisans de notre expansion en Asie et en Afrique devront se réjouir des progrès réalisés en ces dernières années. Si des fautes ont été commises, si des privilégiés ont pu bénéficier de largesses distribuées, un peu arbitrairement parfois, par les administrations locales ou même par le pouvoir central, on entrevoit dès à présent des résultats tangibles. Comme étendue de territoire, nous marchons, en Asie, après l'Angleterre et la Russie; en Afrique, nous pouvons prétendre au premier rang. Il est facile de réagir contre les abus, et il est agréable de constater que ces abus, si vraiment ils existent, n'ont pas entravé l'œuvre grandiose qui a contribué, dans une large mesure, au relèvement de notre pays.

Il ne faudrait pas, cependant, aller trop loin dans la voie du contrôle, de peur d'entraver l'essor de la colonisation. S'il est juste de vérifier les dépenses faites avec l'argent de la métropole, on peut, sans danger, permettre aux Administrations locales d'accorder certaines concessions qui ne coûtent rien à l'Etat, et qui doivent avoir pour but de mettre en valeur des mines ou des terres inexploitées. M. Chautemps l'a compris, car il a promis de hâter l'examen du projet de loi relatif aux Compagnies de colonisation qui sommeille dans les cartons depuis 1891.

C'est le seul moyen d'encourager l'initiative privée, dont les efforts ont été si fructueux chez les Anglais.

Mais, pour féconder les contrées nouvelles, il faudra que l'épargne française se décide à se porter vers elles. Après avoir jeté des milliards aux quatre coins du monde, dans des pays étrangers qui, pour la plupart, ont méconnu leurs engagements, nos capitalistes comprendront-ils, enfin, qu'il y a pour eux plus de sécurité dans les régions où flotte notre drapeau? Il incombe au Gouvernement de leur inspirer confiance en apportant, comme on semble vouloir le faire aujourd'hui, une méthode rigoureuse dans cette administration si décriée. Et le jour, prochain peut-être, où nos colonies se suffiront à elles-mêmes, on pourra les sortir de tutelle.

Ajoutons, en terminant, que les débats ont eu cet autre résultat, dont nous nous félicitons pour notre part, de remettre à l'ordre du jour la question de l'armée coloniale, en souffrance depuis tant d'années. M. Ribot, président du Conseil, a promis de la résoudre à bref délai.

C.-R. WEHRUNG.

Charbonnages du Port de Sydney

Il s'agit, ici, d'une nouvelle affaire présentée cette semaine à notre public et qui appelle l'attention, bien que la souscription prenne fin aujourd'hui même.

La *Compagnie des Charbonnages du Port de Sydney* (Nouvelles-Galles du Sud), est à responsabilité limitée et constituée au capital de 500.000 liv. st., divisé en 34.000 actions privilégiées à 10 liv. st. et 16.000 actions ordinaires, également à 10 liv. st. Elle n'a, il est à peine besoin de le dire, rien de français et compte, pour administrateurs: Sir William Thomas Lewis, de Cardiff et l'honorable Chas. W. Mills, de la maison Glyn, Mills, Currie and Co, de Londres.

Ses directeurs sont:

L'honorable James Inglis, ancien président de la Chambre de Commerce de Sydney; W. E. Benton, Esq, ancien professeur du cours des Mines à Mason's College, Birmingham; George E. Bidder, esq. (Queen Councellor), président du Conseil d'administration de la « Cannock Chase Colliery Cy Limited, Londres; Sir William Corry, baronet, de la maison James P. Corry and Co, de Belfast et de Londres; John Fleming, esq., de la maison Robinson et Flenning, de Londres; Arthur Wilson, esq., de la maison Thos, Wilson sons and Co Limited, de Londres.

Il existe, en plus, un Conseil d'administration australien composé de:

L'honorable Sir George Richard Dibbs, ancien premier ministre, New South Wales; Robert Dudley Adams, ssq. (New South Wales Mortgage Loan and Agency Co Limited) de Sydney; James Burns, esq., de la maison Burns, Philp and Co de Sydney, Brisbane, Townsville, etc.; Malcolm Donald Mac Eacharn, esq., de la maison Mac Eacharn and Co Limited, Londres et Australie. Enfin, en dehors des Courtiers, Avocats, Auditeurs et Secrétaire la Compagnie a, pour banquiers, MM. Glyn, Mills, Currie and Co, de Londres.

La Compagnie a été fondée dans le but d'acquérir et de développer tous les droits, titres et intérêts afférents aux droits à l'exploitation des mines des grands gisements de charbon de la ville de Sydney, Nouvelles-Galles du Sud, et est pourvue d'une concession embrassant une surface de 7.351 acres, suffisante pour l'établissement de plusieurs houillères. En outre, 2.814 acres sont dévolus aux représentants de la Compagnie. Elle tient ses pouvoirs directement de la Couronne, et son droit de possession est assujetti à l'observation de plusieurs conditions qui sont d'ailleurs, paraît-il, favorables à la Compagnie, et à un loyer nominal annuel fondu dans une redevance de 6 pence par tonne sur la houille forte et 3 pence sur la houille maigre.

Il y aurait, ici, une petite observation à faire. On nous parle des pouvoirs conférés à la Compagnie, en vertu de la 28e section de la loi des mines (1874), mais le public français ne connaît pas cette loi. Il ne connaît pas, du reste, davantage les lois sur les Sociétés de 1862-1893 qui ont présidé à la formation de la Compagnie, et il n'aurait peut-être pas mieux demandé que d'être éclairé sur ce point plus qu'obscur pour lui. Passons, cependant.

La quantité de charbon propre à l'exploitation dans la concession de la Compagnie est évaluée à environ 113 millions de tonneaux, c'est-à-dire suffisante pour l'exploitation de deux mines importantes pendant un siècle, avec une production de 1 million de tonnes par an. La Compagnie pourra-t-elle exploiter dans ces conditions? C'est à croire, bien que rien ne nous l'indique d'une façon précise. On nous dit bien que M. W. E. Benton, ancien professeur d'exploitation des mines à Maison's College, Birmingham, a avancé que « le bail est « remarquable pour sa concision, sa simplicité et ses « conditions libérales, et la surface énorme concédée, « surface qui, suivant toute probabilité, satisfera les pre- « neurs pendant cent ans, avec un demi-million de « tonnes par an. » Mais c'est tout; et nous en sommes à *supposer* que la concession de la Compagnie a une durée d'au moins cent ans. Nous tromperions-nous?

Le charbon de cette mine est, assure-t-on, de la première qualité pour les usages de la vapeur, et, en ce qui regarde la production, on se base sur une quantité annuelle de 500.000 tonnes de charbon fort et de 100.000 tonnes de charbon maigre qui trouveront vraisemblablement leur écoulement, les premières dans les départements méridionaux, les secondes, dans la ville même de Sydney. Avec cette production, la Compagnie espère réaliser 90.000 liv. st. par an de profits, rien que par l'économie sur les frais de transport, et ce, concurremment aux autres Compagnies de charbonnages. Ces 90.000 liv. st. seront suffisantes pour payer un dividende de 15 0/0 sur le capital de 500 000 liv. st., après avoir tenu compte de la réserve et de l'imprévu, et « en mettant de côté complètement les profits ordi- « naires d'un charbonnage qui, aux prix actuels, « doivent donner un bénéfice additionnel de 2 0/0 par « tonne ».

Voilà, certes, des éléments de prospérité appréciables que la suite ne viendra pas contredire, nous l'espérons du moins; et il ne nous resterait qu'à faire des vœux pour une entreprise qui a à sa tête des personnalités plus que recommandables, si nous ne trouvions, dans le prospectus de l'affaire, matière à de nouvelles observations.

La Compagnie, nous dit-on, tient directement ses pouvoirs de la Couronne, ainsi, du reste, que nous l'avons mentionné plus haut. Cependant les droits, titres et intérêts dont elle jouit lui ont été *rétrocédés*, suivant un acte de vente, pour la somme de 260.000 liv. st., en argent et en actions. Et les cédants se sont déclarés prêts à prendre, en paiement, les 160.000 liv. st. d'actions *ordinaires* dont il a été parlé au début, et le solde de 100.000 livres en argent ou en actions privilégiées au choix des directeurs. Comme la totalité des 34.000 actions a été offerte en souscription publique, il est possible que les directeurs soient à même de payer aux cédants les 100.000 liv. st. en espèces. Or, les 34.000 actions privilégiées souscrites à 10 livres produisent **340.000** liv. st.

De ce chiffre, il faut déduire :

Paiement à effectuer aux cédants, 100.000 liv. st.

Restent alors 240.000 liv. st., que l'on emploiera comme suit :

Frais d'établissement selon évaluation faite par les ingénieurs de la Compagnie	Liv. st.	172.510
Réserve pour les travaux de creusement		40.000
Fonds de roulement de la Compagnie		27.490
Total égal	Liv. st.	240.000

Eh bien! voilà qui nous paraît insuffisant. A eux seuls, les cédants ou, pour les appeler par leur nom, les apporteurs absorbent plus de la moitié du capital de la Société. N'est-ce pas excessif? D'après ce que nous voyons, la Compagnie a tout à faire pour exploiter ses mines, et elle n'est pas sans courir des risques. Le filon à exploiter est situé à 2.700 pieds au-dessous du niveau de la haute mer. Or, est-on sûr que le creusement se fera à sec? Les ingénieurs disent oui, mais la Compagnie, pour se prémunir contre les éventualités, met déjà en réserve 40.000 liv. st. Sera-ce assez? Nous n'osons pas nous prononcer.

Et maintenant, concluons. Les actions offertes ces derniers jours, à Paris, en souscription publique, sont des actions *privilégiées*. Pendant les trois années qui suivront la fondation de la Compagnie, ces titres auront droit à percevoir — avant qu'aucun dividende ne soit payé aux actions *ordinaires* — un dividende cumulatif de 4 0/0 par an sur les sommes payées pendant cette période, et qui se répartissent ainsi : Liv. st. 1 en souscrivant; Liv. st. 1 10 à la répartition, et le reste par appels successifs de Liv. st. 1 10 ou au-dessous, à des intervalles de temps qui ne peuvent être inférieurs à six mois. Mais, après ces trois années, le « dividende de « privilège sur ces titres sera de 7 0/0, en dehors des « bénéfices résultant des opérations de l'année, *et après « que les actionnaires ordinaires auront reçu un « dividende de 7 0/0;* le reste sera partagé au prorata. » A moins qu'une erreur se soit glissée dans cette phrase, ce sont, il nous semble, les actions *ordinaires* qui méritent, réellement, le titre de *privilégiées*.

Il y a encore une observation à faire. Les demandeurs d'actions privilégiées, — mentionne le prospectus d'émission, — seront considérés comme ayant pris connaissance de toutes conventions et de tous contrats de la Compagnie : Contrat de vente, et contrats divers de commerce ordinaires rattachés aux affaires des vendeurs, et dont la Compagnie se charge désormais. Mais où auraient-ils pu prendre connaissance de ces actes? On ne pouvait même pas, croyons-nous pouvoir avancer, obtenir les statuts de la Compagnie! Tout cela peut être le fait d'une simple négligence; mais il n'en est pas moins vrai que ce n'est pas une façon de se rendre le public favorable que de s'entourer de mystères, et de n'être pas à même de fournir sans hésitation les plus amples et les plus satisfaisantes explications.

A. LÉCHENET.

LE FIGARO

Les actionnaires de la Société du journal *Le Figaro* se sont réunis en assemblée générale, le 21 février dernier, pour entendre la lecture du rapport sur l'exercice 1894 et approuver les comptes qui leur étaient soumis. Ayant, le 29 janvier 1893 et dans un article spécial, étudié l'organisation de cette Société, nous n'avons aujourd'hui qu'à rendre compte des communications faites aux intéressés par le Conseil d'administration lors de l'assemblée dont nous venons de parler.

De ces communications, il ressort que, au point de vue des abonnements et de la vente au numéro, la diminution des produits est toujours à signaler. Cette diminution s'accentue, pour ainsi dire, d'année en année. Quelques particularités pourtant sont à indiquer qui permettent de ne pas désespérer. Les abonnements des départements et de l'étranger, qui s'élevaient à 1.145.648 fr. en 1892 et à 1.132.907 fr. en 1893, ont fléchi à 1.031.825 fr. Les *Ventes au numéro* ont reculé, à Paris, à 705.960 fr. contre 774.996 fr. en 1893 et 832.587 fr. en 1892 et, dans les départements et à l'étranger, à 1.064.212 fr., en moins value de 13.044 fr. sur 1893 et de 13.356 fr. sur 1892, pendant que les recettes diverses revenaient de 178.863 fr. en 1892 à 174.975 fr. en 1893 et à 154.660 en 1894. Mais, par contre, les abonnements de Paris s'établissent à 375.943 fr., encore en diminution de 4.086 fr. sur 1892, mais en augmentation de

21.401 fr. sur 1893, et les *annonces et réclames* accusent, à 1.862.026 fr., une progression de 85.213 fr. sur 1892 et de 132.304 fr. sur 1893. Il y a donc là — en dépit des circonstances défavorables parmi lesquelles passe, en ce moment, l'exploitation industrielle de la presse, qui a à souffrir de la rareté des affaires financières et d'un malaise commercial persistant — il y a donc là, disons-nous, l'attestation d'une initiative vraiment remarquable, initiative qui aboutit, comme on le voit, à la compensation, en grande partie du moins, de la moins-value dans la vente du journal au moyen d'un accroissement des produits qui semblaient devoir subir, en premier lieu, le contre-coup de la crise que l'on traverse.

Ce qui est certain, c'est que, grâce aux efforts de la gérance, les résultats, pour 1894, n'accusent qu'une diminution totale de 40.772 fr. Et cette diminution peut disparaître d'un moment à l'autre.

Certainement, on aura toujours à compter avec la facilité des communications télégraphiques et téléphoniques avec les autres villes de France qui porte un grand préjudice aux journaux de Paris, qui n'apportent plus à leurs lecteurs de province la primeur des discussions parlementaires et des faits nouveaux signalés dans la capitale ; certainement, aussi, il faut considérer que la tendance générale est en faveur des journaux à prix réduits. Cependant, un organe comme le *Figaro* a toujours son caractère spécial; et, comme il s'adresse surtout à une certaine classe de lecteurs, il ne doit avoir que peu à faire pour maintenir sa situation, et les sacrifices qu'il sait s'imposer au point de vue des informations et de la rédaction doivent, en définitive, le protéger contre une concurrence plus apparente que réelle.

Nous venons de parler de sacrifices. Ces sacrifices, on en trouve la trace dans les *Frais de rédaction* et dans le chapitre des dépenses générales. En 1894, les frais de rédaction ont été, en chiffres ronds, de 760.000 francs, contre 700.000 fr. en 1893; mais ils avaient atteint 780.000 fr. en 1892. Quant aux dépenses totales, elles ont passé de 3.420.438 fr. en 1893 (chiffre déjà en augmentation sur 1892), à 3.475.864 fr. Il est vrai qu'en 1890, on dépensait 3.550.000 fr. en chiffres ronds, dont 810.000 fr. pour la rédaction.

Néanmoins le dividende, pour 1894, a pu être maintenu à 65 fr., sans changement sur l'année précédente, grâce toutefois à un prélèvement opéré sur le *report à nouveau* de l'exercice antérieur. Ce report s'élevait à 127.810 fr. 34. En ajoutant cette somme aux bénéfices nets de 1894, et qui sont de 1.721.298 fr. 87, on obtient un solde disponible de 1.849.109 fr. 21. Ce solde a été réparti ainsi :

Dividende de 65 fr. aux 19.200 actions de la Société............................Fr.	1.248.000 00
Droits et impôts, conservés, conformément à la coutume, à la charge de la Société......................................	101.849 36
Part de la Gérance..............................	464.750 69
Ensemble......Fr.	1.814.600 05

Il reste alors inemployé un montant de 34.509 fr. 96 qui est reporté à nouveau. Ce montant est, comme on le voit, de beaucoup inférieur à celui de l'exercice 1893, puisqu'il a fallu prélever, sur ce dernier, une somme de 93.301 fr. 18 pour parfaire le dividende de 1894, et, de ce fait, on en conclut qu'il sera peut-être difficile de maintenir, pour 1895, le dividende à 65 fr. Rien n'est impossible, cependant, car les hommes à qui est échue la lourde tâche de continuer l'exploitation à laquelle ils ont apporté leur concours depuis si longtemps, sont certainement de ceux qui savent profiter des circonstances et qui, en tout cas, n'en sont pas à apprendre les moyens de plaire au public et de se faire surtout apprécier par lui.

P. B.

GRANDS MAGASINS DU PRINTEMPS

Il nous tombe sous les yeux un prospectus curieux émanant d'un établissement dont nous dirons le nom plus bas, et dans lequel il est stipulé que ce même établissement, dans le but d'être agréable à sa clientèle, a organisé les services suivants :

Encaissement des Coupons échus de toutes valeurs, moyennant *un centime* par coupon.

Ordres de Bourse.—L'établissement en question se charge de l'achat et de la vente *au comptant* de toutes valeurs négociables à la Bourse de Paris.

Dépôts de Fonds en Comptes Courants. — Les intérêts servis à ces comptes sont fixés comme suit : Pour les dépôts à vue, 1 1/2 0/0 l'an ; à 6 mois, 2 1/2 0/0 l'an ; à 1 an, 3 0/0 l'an ; à 2 ans, 3 1/2 0/0 l'an ; à 3 ans et au-dessus, 4 0/0 l'an. Il est délivré des carnets de chèques aux titulaires de comptes à vue.

Bons de Caisse. — L'établissement délivre des *Bons de Caisse* à échéance fixe. Ils sont munis de coupons trimestriels au porteur et ne sont établis que par cent francs et multiples de cent francs.

Rayon d'Epargne. — Situé au rez-de-chaussée de l'établissement, il a été créé dans un but philanthropique, pour faciliter l'épargne. Le plus petit versement est de 1 franc, le plus fort 1.000 francs, et, dans aucun cas, l'ensemble du livret ne peut être supérieur à 1.000 francs. Intérêt payé : 4 0/0 l'an.

Après avoir lu ce qui précède, la question se pose de savoir quelle est l'institution de crédit dont il peut s'agir ici. Nous devons à la vérité de dire que le prospectus susmentionné a été lancé par les *Grands Magasins du Printemps* dans leur publication trimestrielle de mars 1895; et nous avouons qu'il fait une figure assez étrange à côté d'autres prospectus signalant des *Occasions exceptionnelles*, une *Exposition générale* et une *Grande Mise en vente des Nouveautés d'été.*

Certainement, en cette circonstance, le *Printemps* n'enfreint pas ses statuts. En effet, lors de la constitution de cette entreprise — et ainsi que nous le faisions ressortir dans une étude parue le 1er janvier 1893 dans l'*Economiste Européen* — il a été stipulé que la Société pouvait « avoir des comptes courants, ouvrir des « guichets pour l'escompte des effets de commerce, prê- « ter son concours, s'intéresser et prendre part à toutes « souscriptions, etc. » Mais n'a-t-on pas, ou du moins ne paraît-on pas vouloir dépasser le but que l'on s'était proposé tout d'abord? C'est là le point à examiner et dont il faut tirer une conclusion.

Nous reconnaissons volontiers avoir été de ceux qui ont encouragé la *Société le Printemps*, parce qu'elle représentait un commerce intéressant et une industrie vraiment française. Et si nous l'avons fait, c'est parce que nous comptions bien que la direction s'efforcerait de venir au plus tôt à bout des difficultés nées de nos nouveaux tarifs de douanes et de la tension de nos relations commerciales avec l'étranger. On était alors, ajouterons-nous, au lendemain de l'exercice 1891-92, qui avait été favorable, et, en conséquence, il ne convenait plus de désespérer de l'avenir. Pourquoi les espérances conçues ne se sont-elles pas tout à fait réalisées ? L'exercice 1892-1893 a bien été supérieur à celui de 1891-92, mais l'année sociale 1893-94, dont il a été rendu compte à l'assemblée générale ordinaire du 24 novembre dernier, nous ramène aux plus mauvaises époques. C'est ainsi que, alors que les bénéfices nets atteignaient 2.714.348 en 1888-89, 2.693.434 francs en 1889-90, 2.328.771 fr. en 1890-91, 2.626.397 fr. en 1891-92, 2.698.802 fr. en 1892-93, ils ne sont plus, en 1893-94, que de 2.323.326 fr. Le dividende, néanmoins, est resté fixé à 28 fr. 12 1/2 comme pour les trois exercices précédents, mais au détriment de certains chapitres, comme les *Amortissements* et la *Réserve extraordinaire et Provisions* qui étaient, respectivement, pour 1892-93, de 251.423 fr. et de 142.348 fr., et qui ne sont plus, pour 1893-94, que de 100.000 fr., et de 40.529 fr. Bien plus, si nous jetons les yeux sur les *Frais géné-*

raux, nous constatons, pour l'année qui a pris fin le 31 juillet dernier, une augmentation de 63.718 fr. sur 1892-93, à 6.902.537 fr., due aux impôts nouveaux qui frappent spécialement les magasins de nouveautés, mais qui devrait trouver sa compensation.

Il y a donc là un ensemble de circonstances dont la gravité n'échappera à personne. Et, avant d'aller plus loin, nous croyons devoir comparer les trois derniers bilans de la Société. Les chiffres sont établis en milliers de francs :

	31 juil. 1894	31 juil. 1893	31 juil. 1892
Actif :	—	—	—
Marchandises en magasin	6.616	6.461	6.683
Espèces en caisse, effets à recevoir, mandats, valeurs en portefeuille, fonds en reports	5.883	4.505	3.588
Avances sur titres	2.768	2.631	2.583
Avances, acomptes et divers	82	1.013	147
Terrains, immeubles et constructions	22.355	22.355	22.350
Matériel et installation	1.095	1.200	1.449
Apports mobiliers et immobiliers	9.042	9.042	9.042
Sucrerie et raffinerie	4.491	5.519	5.015
Divers	764	793	1.002
Frais généraux	6.903	6.839	7.157
Totaux	59.999	60.358	59.016
Passif :			
Capital	35.060	35.060	35.060
Effets à payer et créanciers	1.300	1.739	1.890
Comptes courants et rayon d'épargne	7.337	7.077	5.507
Intérêts et dividendes restant à payer	1.321	1.323	1.302
Créanciers hypothécaires et divers	4.958	5.066	5.138
Caisses de secours et de retraite	84	84	61
Impôts et assurances	118	103	90
Réserves et provisions	2.699	2.839	2.697
Profits et pertes (déduction faite des intérêts et répartitions statutaires)	7.122	7.067	7.271
Totaux	59.999	60.358	59.016

Ce qui ressort tout d'abord des chiffres ci-dessus, c'est une diminution sensible dans le *Matériel et l'Installation* et dans la *Sucrerie* et la *Raffinerie*. Mais, par contre, nous trouvons au *passif* une augmentation dans les *Comptes Courants et d'Epargne* qui se traduit en deux ans par une progression de 1.800.000 fr. Eh bien, cette augmentation ne nous plaît guère et la propagande que l'on fait en ce moment pour développer ce que la *Société du Printemps* appelle son *Comptoir des services financiers* nous fait croire que l'on attache plus d'importance à cette branche en dehors qu'aux affaires en vue desquelles le *Printemps* a été spécialement créé. En tout cas, on ne peut pas tout embrasser ; et si l'on perfectionne un service, il est à craindre que l'on n'en laisse péricliter d'autres.

Pourquoi, de plus, prêter le flanc aux insinuations ? Un rayon d'*épargne* est-il si nécessaire ? Si la clientèle du *Printemps* désire mettre ses économies à l'abri, n'a-t-elle pas toutes les facilités désirables aux nombreux guichets des Sociétés de crédit et même de la *Banque de France?* Les *dépôts de fonds et comptes courants*, les *escomptes* s'allient-ils donc si bien avec le métrage de la toile, des dentelles et des tissus de toutes sortes ? Il y a là, on en conviendra, quelque chose d'anormal qui fait réfléchir quelque peu. Nous ne pensons pas, cependant, que le *Printemps* ait besoin des *fonds en dépôts* pour le fonctionnement de son industrie...

Quoi qu'il en soit, ce qui paraissait, au début, n'être qu'une réclame originale, tourne, maintenant, à l'état de véritable commerce. Le *Printemps* fait les opérations de banque, tout comme un Etablissement de crédit ordinaire. Il a des dépôts qui s'élèvent à 7.337.000 francs et qui peuvent être remboursables en grande partie à courte échéance. Comment ferait-il face, le cas échéant, aux nécessités du moment? L'expérience qu'il a faite de la sucrerie aurait dû pourtant lui profiter et le convaincre que, suivant le fabuliste, à chacun son métier.

J .M.

Informations Économiques et Financières

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	28 février	7 mars
ACTIF		
Encaisse de la Banque : 28 février / 7 mars		
Or .... 2.148.657 175 / 2.148.395 598	3.387.398.339	3.387.080.653
Argent... 1.238.741 163 / 1.238.685 055		
3 387.398.339 / 3.387.080.653		
Effets échus hier à recevoir ce jour	69 861	66.137
Portefeuille Paris — Effets Paris	240.900.568	158 465.832
Portefeuille Paris — Effets Etranger	»	»
Bons du Trésor	»	»
Portefeuilles des succursales	286.683 230	237.488.789
Avances sur lingots à Paris	851.800	459.000
Avances sur lingots dans les succursales	34 400	25.300
Avances sur titres à Paris	122.327.656	121 865.444
Avances sur titres dans les succursales	146.858.711	151.607.695
Avances à l'Etat	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles	99.627.294	99.627.294
Rentes immobilisées	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales	15.228.990	15.235.202
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales	1.148.995	1 634.010
Emploi de la réserve spéciale	8.407.444	8.407.444
Divers	85.884 720	86.129.723
Total	4.652.402.763	4.525.073.276
PASSIF		
Capital de la Banque	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières — Loi du 17 mai 1834	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières — Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières — Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation	3.675.748 055	3.604.533.755
Arrérages de valeurs déposées	16 121.150	17 445.078
Billets à ordre et récépissés	33.537 064	32.313.346
Compte courant du Trésor, créditeur	173.636 702	123 640.959
Comptes courants de Paris	367 856 882	394 469.966
Comptes courants dans les succursales	81.217 332	62.957.496
Dividendes à payer	2.911 296	2.730.172
Escompte et intérêts divers	2.785.738	3.071.545
Réescompte du dernier semestre	782 337	782.337
Divers	69.790.697	58.113.112
Total	4.652.402.763	4 525.073.276

Comparaison avec les années précédentes

	12 mars 1891	10 mars 1892	9 mars 1893	8 mars 1894	7 mars 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation	3.138 7	3.098.7	3.449.3	3 507.2	3 604 5
Encaisse	2.453 0	2.651 5	2 921.7	2.980 9	3 387 0
Portefeuille	725.1	565.4	529.9	689 8	395.9
Avances aux partic.	282.4	333.9	322 5	289.9	273.9
— à l'Etat	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	99.5	170 2	79 9	115.3	123.6
— part.	360.8	450 1	384 4	413 6	457.4
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0
Prime de l'or	4 0/00	2 ½ 0/00	pair	pair	pair
Bénéfices nets	5.499.6	3.844.8	2 489.2	2.989.1	1.437.5

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Par suite de l'appel au remboursement, à partir du 1er mars prochain, des obligations de 500 fr. 5 0/0 de la Compagnie des Tramways du Département du Nord restant en circulation, la Chambre syndicale a décidé que lesdites obligations ont cessé d'être négociables à la Bourse de Paris depuis le 26 février écoulé.

Depuis le 27 février dernier mois, les titres de l'Emprunt Danois 3 0/0 1894 sont admis aux négociations de la Bourse, au comptant et à terme.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote.

Cet Emprunt, au capital nominal de 25 millions de couronnes ou 35 millions de francs, est représenté par des titres libérés et au porteur, de 500, 1.000 et 5.000 couronnes ou 700, 1.400 et 7.000 francs de capital, émis à 96 0/0 ou 672 fr. par titre de 700 fr.

Intérêt annuel : 3 0/0, soit 21 fr. par titre de 700 fr., payables par moitié, les 1er juin et 1er décembre de chaque année.

Jouissance courante : 1er décembre 1894.

Les titres sont actuellement représentés par des certificats provisoires émanant de la Banque de Paris et des Pays-Bas et du Crédit Lyonnais, qui seront seuls négociables à la Bourse de Paris jusqu'à la délivrance des titres définitifs.

Les cours se coteront en obligations.

Les négociations à terme auront lieu par 25 obligations de 700 fr. et les multiples, et seront soumises à la double liquidation.

Depuis le 28 février dernier mois, les 50.000 Billets hypothécaires de l'île de Cuba 5 0/0 1890, numéros 435001 à 485000, sont admis aux négociations de la Bourse, au comptant et à terme.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote, sous la même rubrique que les 435.000 Billets hypothécaires de l'île de Cuba 5 0/0 1890 anciens.

Par suite, le nombre de ces titres, négociables sur notre marché, se trouve porté de 435.000 à 485.000.

A partir du 1er mars courant, et en conformité du convenio intervenu entre la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest de l'Espagne et ses créanciers, les coupons nos 8, 9, 10 et 11 des 64.000 obligations de 500 fr. 4 0/0 1888, numéros 1 à 64000, de ladite Société, correspondant aux échéances des 1er avril et 1er octobre 1893, 1er avril et 1er octobre 1894, sont payés, savoir :

Le coupon nº 8	à raison de	2 fr. 50,	net 2 fr. 3375
— nº 9	—	5 fr.	net 4 fr. 675
— nº 10	—	5 fr.	net 4 fr. 665
— nº 11	—	5 fr.	net 4 fr. 665

(Les coupons nos 5, 6 et 7 ont été abandonnés et demeurent sans valeur.)

Ces coupons sont payés sur présentation des titres qui seront échangés contre des obligations nouvelles à revenu variable, nos 1 à 64000, coupon nº 1 échéant le 1er avril 1895 attaché, délivrées en vertu du convenio.

Le 6 mars prochain et en conformité du convenio intervenu entre la Compagnie des Chemins de fer de Madrid à Cacérès et au Portugal et ses créanciers :

I. — Le coupon nº 10 des actions de ladite Société, échu depuis le 1er avril 1894, sera payé à raison de 4 fr., net 3 fr. 745 ;

II. — Et les coupons nos 24, 25, 26 et 27 des obligations de 500 fr. 3 0/0 de ladite Société seront payés à raison de, savoir :

Coup. nº 24 à l'éch.	1er avril 1893 :	2 fr. 50,	net 2 fr. 335
— nº 25 —	1er octobre 1893 :	5 fr.	net 4 fr. 67
— nº 26 —	1er avril 1894 :	5 fr.	net 4 fr. 6615
— nº 27 —	1er octobre 1894 :	5 fr.	net 4 fr. 6615

(Les coupons nos 21, 22 et 23 ont été abandonnés et demeurent sans valeur.)

Les coupons des obligations ne seront payés que sur la présentation des titres qui seront frappés d'une estampille ainsi conçue : « Titre soumis aux conditions du convenio du 3 janvier 1894 et des conventions avec la Compagnie Royale des Chemins de fer Portugais, et avec la Compagnie d'Exploitation des Chemins de fer de Madrid à Cacérès et au Portugal, et de l'Ouest de l'Espagne ; Coupon à revenu variable ».

Suivant les prescriptions de M. le Ministre des finances, en date du 2 mars présent mois, les obligations de 500 fr. 3 0/0 de la Compagnie des Chemins de fer de Porto-Rico ont cessé d'être négociables à la Bourse de Paris, depuis le 4 mars.

Depuis le 5 mars présent mois, les titres des Emprunts Roumains 5 0/0 1881, 1882, 1883, 1885, 1886, 1887 et 1888 sont admis aux négociations de la Bourse au comptant et à terme.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote.

Ces emprunts, au capital nominal d'ensemble 436 millions 525.000 fr., sont représentés par des titres de 500, 5.000 et 20.000 fr. de capital, entièrement libérés et au porteur. Remboursables au pair, par tirages au sort semestriels, de 1881 à 1931.

Intérêt annuel : 5 0/0, soit 25 francs par titre de 500 francs, payables par moitié les 13 avril et 13 octobre de chaque année.

Jouissance courante : 13 avril 1894.

Ces emprunts sont cotés sous quatre rubriques différentes, affectées :

La 1re aux emprunts 1881, 1882, 1883 et 1885 ;

La 2e à l'emprunt 1886 ;

La 3e à l'emprunt 1887,

Et la 4e à l'emprunt 1888.

Les cours se coteront en Rente.

Les négociations à terme ont lieu par 2.500 francs de rente et les multiples. Elles sont soumises à la double liquidation et au courtage fixe de 25 fr. par 2.500 fr. de rente.

Un versement de 24 3/4 0/0, sous déduction des intérêts au 1er avril 1895, soit 123 fr. 75 — 4 fr. 375 = 119 francs 375 par obligation de 500 fr., est appelé le 11 mars sur les titres de l'emprunt Russe 3 1/2 0/0 or 1894.

En conséquence, la Chambre syndicale a décidé, qu'à partir du 6 mars inclus, ledit emprunt ne sera plus négociable qu'en titres libérés de 74 3/4 0/0, soit 373 francs 75 par obligation.

Jusqu'au 11 mars, il pourra être traité, suivant conventions particulières, en titres libérés de 50 0/0.

En liquidation du 15 mars, les livraisons devront s'effectuer en titres libérés de 74 3/4 0/0.

Depuis le 5 mars présent mois, les actions de la Compagnie Française de Mines d'Or et d'Exploration sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant et à terme.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote.

100.000 actions de 100 fr., émises au pair, entièrement libérées et au porteur.

Jouissance courante : 8 février 1895.

Siège social, à Paris, rue Taitbout, 20.

Depuis le 6 mars présent mois, les obligations de l'emprunt de la Province de Cordoba 6 0/0 1888, sorties au tirage depuis 1891 et non remboursées, sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant, à la deuxième partie du Bulletin de la Cote.

Rente 3 0/0 Amortissable. — Le tirage d'une série de la Rente 3 0/0 amortissable à rembourser le 16 avril prochain, a eu lieu le 1er mars au Ministère des finances.

Le sort a désigné la série 148.

Les séries appelées précédemment au remboursement portaient les numéros 3 — 8 — 19 — 52 — 86 — 93 — 102 — 116 — 127 — 130 — 156 — 161 — 163 — 170 — 174 et 35.

Comptoir Général de Crédit (Naud et Cie). — L'assemblée générale annuelle des actionnaires a eu lieu le 28 février.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1894 tels

qu'ils étaient présentés par la gérance et fixé le dividende y afférent à 6 fr. par action sous déduction de l'impôt, contre 6 fr. 50 pour l'exercice précédent.

Les membres sortants du Conseil de surveillance ont eu leur mandat renouvelé, et M. Thélier, élu aux mêmes fonctions.

Comptoir Maritime. — L'assemblée générale annuelle a eu lieu le 15 février.

Des comptes de 1894, il résulte que le compte de profits et pertes s'est soldé par un excédent de 325.799 fr., y compris 106.889 fr., reportés de l'année précédente.

Le dividende a été augmenté de 25 fr., et porté à 225 fr. Un bénéfice de 52.231 fr. ayant été réalisé sur un arbitrage de rente, une somme de 50.000 fr. a été versée à la réserve extraordinaire.

MM. Sabourdin et Frégeac, administrateurs sortants, ont été réélus, et M. Després fils nommé administrateur en remplacement de son père décédé.

M. Stanislas-La-Perche, censeur, et son suppléant, M. Léon Baudrier, ont été également réélus.

Les Mines de Mouzaïa. — On nous communique, sur cette intéressante affaire algérienne, les renseignements suivants qui intéresseront certainement nos lecteurs :

La Société anonyme de Mouzaïa, propriétaire de la concession perpétuelle des Mines de cuivre et de fer de Mouzaïa (Algérie) émet, au prix de 100 francs l'une, des parts d'intérêt remboursables à 125 francs.

Cette Société a été fondée en 1891 pour racheter, étudier et exploiter une concession de 53 kilomètres carrés, la plus ancienne de l'Algérie, puisque les premiers essais d'exploitation remontent à 1841.

La richesse des gisements de Mouzaïa fut reconnue, dès cette époque, d'une manière incontestable et, du reste, incontestée. Mais les moyens de transport faisaient absolument défaut, le combustible vendu sur place revenait à des prix exorbitants, les procédés de réduction du minerai étaient rudimentaires et, de plus, une administration imprévoyante se livra à des gaspillages de capitaux restés légendaires.

Aujourd'hui, la situation n'est plus la même, et le moment est venu où les mines de Mouzaïa vont contribuer puissamment à la prospérité de la France Algérienne.

Le Chemin de fer de Blida à Médéah contourne une grande partie de la concession, avec deux stations qui la desservent, l'une à Mouzaïa même (82 kil. d'Alger), l'autre au Camp-des-Chênes (70 kil. d'Alger). Par cette voie, les charbons arrivent et les produits s'expédient dans de meilleures conditions économiques. Quant aux procédés d'exploitation, grâce au Water Jacket américain, au convertisseur Manhès et au raffinage électrolytique qui ont simplifié la métallurgie du cuivre, ils assurent à la Compagnie un bénéfice important, alors même que le cuivre descendrait à 35 liv. st. la tonne, prix auquel la plupart des mines seraient forcées de suspendre leur exploitation.

Indépendamment des gîtes de cuivre gris argentifères, les seuls touchés par ses prédécesseurs, la Compagnie a reconnu l'existence et la valeur de filons de cuivre pyriteux qui suffiraient, à eux seuls, pour assurer une production considérable.

La concession, en outre, renferme des gîtes inépuisables de minerais de fer hématites qui fourniront un fer d'excellente qualité. En ce moment même, on propose à la Compagnie un marché pour 500.000 tonnes de ce minerai.

L'émission des parts d'intérêts a pour objet la reprise des anciens travaux sur les filons de cuivre gris argentifère à Mouzaïa, l'installation d'une exploitation en grand sur les gîtes vierges de cuivre pyriteux au Camp-des-Chênes et la mise en valeur des gîtes de fer.

On estime que la production annuelle sera de 3.000 tonnes de cuivre au Camp-des-Chênes, avec un bénéfice net de 400 francs par tonne de métal et de 6.000 tonnes de minerai de cuivre gris argentifère à Mouzaïa, avec un bénéfice de 29 fr. par tonne de minerai. A Mouzaïa, la période des bénéfices pourra commencer dans un an ; au Camp-des-Chênes, les travaux préparatoires et installations demanderont environ 2 ans.

Les parts donnent droit à un intérêt annuel de 5 fr. net d'impôt, à prendre sur les bénéfices nets et reportable, en cas d'insuffisance, de manière que les premiers bénéfices réalisés soient toujours appliqués au service de cet intérêt. C'est là le revenu fixe des parts ; en outre, chaque part donne droit à 1/100.000e dans le surplus des bénéfices nets.

L'intérêt de 50.000 parts, à raison de 5 fr., exigerait annuellement une somme de 250.000 fr. Or, la production prévue, dès la mise en train de la mine du Camp-des-Chênes, jointe à celle de Mouzaïa permet de compter sur environ 1.300.000 francs, déduction faite des prélèvements statutaires. Il reviendrait donc aux parts un dividende supplémentaire que l'on peut évaluer de 5 à 10 francs, sans tenir compte des bénéfices à provenir de l'exploitation du minerai de fer.

En résumé, la part d'intérêt des Mines de Mouzaïa présente tous les avantages d'une obligation, puisqu'elle est dotée d'un revenu fixe privilégié sur les actions ; elle jouit, en même temps, des avantages de l'action, puisqu'elle donne droit à la participation dans le surplus des profits nets.

Emise à 100 francs, sans majoration aucune, elle est remboursable à 125 fr., soit avec une prime égale au quart de son capital.

Dans ces conditions, le cours marchand des titres ne peut manquer de dépasser rapidement le prix d'émission.

Les demandes sont reçues au siège de la Compagnie, 20, cour des Petites-Ecuries, à Paris, et chez M. Guyon, banquier, 42, rue Notre-Dame-des-Victoires, à Paris. Elles doivent être accompagnées de 25 francs par titre souscrit ; le solde sera payable, sur avis donné par le Conseil d'administration, un mois au moins à l'avance.

Cette affaire est simple et honnête ; elle promet d'être fructueuse et mérite le concours de tous ceux qui s'intéressent au développement industriel de l'Algérie.

Octroi de Paris. — Les produits de l'octroi de Paris se sont élevés, pendant le mois de février 1895, à 11.354.300 francs, en diminution de 460.200 fr. sur les produits de février 1894 et en diminution de 668.900 francs sur les évaluations budgétaires correspondantes.

Les produits depuis le 1er janvier 1895 se sont élevées à 22.590.000 fr., en diminution de 369.000 fr. sur l'année 1895 et en diminution de 58.000 fr. comparativement aux évaluations budgétaires.

Bourse de Toulouse. — Par décision de la Chambre syndicale en date du 28 février 1895, les 2.000 obligations de 100 fr. 5 25 0/0 nouvelles, nos 14001 à 16000, de la Société Toulousaine d'Electricité — emprunt autorisé par l'assemblée générale du 20 mars 1894 — sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres figureront à la première partie du Bulletin officiel sous la même rubrique que les 14.000 obligations anciennes.

Par suite, le nombre des obligations 5 25 0/0 de ladite Société, négociables sur notre marché, se trouve porté de 14.000 à 16.000.

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 19 au 25 février 1895 (8e semaine)

(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine		Rec. br. depuis le 1er janvier		Différence pr 1895	
		1895	1894	1895	1894		
Etat	2.761	618	720	4.248	4.668	—	420
Paris-Lyon-Méditer.	8.604	5.438	6.223	37.252	40 638	—	3.385
— Rhône au Mont-Cenis	133	79	91	547	595	—	47
— Chemins Algériens..	513	127	131	852	792	+	60
Nord	3.699	3.540	3.407	26.676	27.492	—	816
Ouest	5.350	2.137	2.521	15.831	17.008	—	1.177
Orléans	6.772	2.682	2 987	18.178	20 082	—	1 904
Est	4.802	2.091	2 502	15.465	16 690	—	1.225
Midi	3.136	1.696	1.662	10.856	11.009	—	152
Est-Algérien	897	106	113	763	837	—	74
Bône-Guelma voie larg.	607	»	»	434	325	+	109
— voie étroite	128	»	»	83	36	+	46
Ouest-Algérien	296	42	41	301	281	+	20
Arzew à Kralfallah	214	27	18	185	176	+	9
Médoc	101	17	18	130	154	—	24

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er janvier au 28 février	12.250.000	11.420.000
Du 1er au 7 mars	1.690.000	1.790.000
Du 1er janv. au 7 mars.	13.940.000	13.210.000

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 7 mars 1895.

La Flotte allemande. — Le Canal des Deux-Mers. — Signes d'apaisement. — Le Conseil d'Etat et la motion Kanitz. — Les Primes sur les sucres. — L'Union des agriculteurs. — Les Thalers de la Banque de l'Empire. — Une face de la question coloniale.

Le télégraphe vous a sans doute transmis la dernière allocution de l'Empereur aux recrues incorporées à Kiel. Je ne vous en signalerai qu'un point, la modestie quelque peu affectée, montrée par le Souverain au sujet de la force de la marine militaire impériale. La flotte allemande n'est faible que si on la compare à la marine britannique. Vis-à-vis de la Russie elle est très forte et peut-être serait-elle déjà une adversaire difficile à vaincre pour la marine de guerre française.

Mais c'est un moyen d'arracher au Reichstag de nouveaux subsides. Ils n'ont pas, du reste, été obtenus au delà de la mesure que je vous ai déjà indiquée.

La presse allemande a naturellement enregistré avec satisfaction l'adhésion du Gouvernement français aux fêtes de Kiel, pour l'inauguration du canal des Deux-Mers. D'ailleurs, depuis quelque temps, les manifestations publiques d'hostilité envers la France ont disparu.

On en trouve, du reste, une preuve dans la suppression de la loi sur la dictature et de celle relative aux maires de carrière en Alsace-Lorraine.

Les débats sur le régime monétaire continuent à occuper l'attention parlementaire. Cette fois, la discussion s'est agitée au Landtag de Prusse dans les séances des 5 et 6 mars. C'était à propos du budget des mines, dont le produit net diminue en raison de la crise générale des prix. Je vous en ai envoyé le compte rendu *in extenso*.

On s'attache encore davantage à l'étude des moyens propres à soulager l'agriculture. A cet effet, le Conseil d'Etat, saisi de la motion Kanitz sur le monopole des blés, a confié le rapport sur la question à l'auteur même du projet. M. de Kardoff avait refusé cette tâche.

Outre le monopole de l'achat des blés étrangers, le Conseil d'Etat étudie en même temps divers moyens de relever les prix du blé. Il faut, d'ailleurs, noter qu'en Allemagne on entend par blé le seigle, dont le pain est régulièrement consommé par la masse de la population, aux lieu et place du pain de froment. Donc, à côté du monopole d'achat, on discute aussi le monopole de la fabrication de la farine et même celui du pain. Le but poursuivi est toujours le relèvement des prix du blé à l'intérieur.

Dans le même ordre d'idées, les agrariens soutiennent la proposition Paasche sur le relèvement des primes accordées à l'industrie sucrière.

Cette proposition, dont je vous ai déjà transmis les dispositions essentielles dans ma lettre du 30 janvier, tend aussi à réduire la production en surtaxant les grandes fabriques. C'est un point qu'il ne faut pas oublier. Aussi, les gros fabricants n'en sont pas absolument satisfaits.

L'Union des Agriculteurs, cette grande machine de guerre des agrariens, appuie la proposition Paasche.

L'échec apparent qu'elle avait subi pour l'élection du Président supérieur de la Prusse orientale, le comte Udo de Stolberg s'est presque changé en un triomphe. Il paraît que le comte de Stolberg s'est bien rallié à la proposition Kanitz. Par contre, interrogé à cet égard par le Ministre de l'intérieur, il a refusé de répondre en excipant de ses droits de sujet prussien. Le Ministre a répliqué en *accordant* au Président supérieur une démission qu'il n'avait pas offerte. Si, comme on le pense, la question posée par le Ministre de l'intérieur n'était pas mal vue en haut lieu, l'Union des Agriculteurs n'a pas lieu de se réjouir.

Avant-hier avait lieu l'assemblée générale des actionnaires de la *Banque de l'Empire*. Vous avez déjà publié quelques renseignements sur les résultats des opérations de cette grande Institution.

Le rapport présenté cette année contient, pour la première fois, la décomposition complète de l'encaisse métallique.

Il faut noter qu'il y entre pour 214.290.000 M., soit 267.760.000 fr. en thalers ou pièces de 3 M. Ce sont nos écus d'argent. Comme les vôtres, ils ont pleine valeur libératoire et l'on voit qu'ils représentent une part respectable de l'encaisse métallique.

Les questions coloniales ont acquis en Allemagne une importance réelle. Aussi la retraite du baron de Scheele a provoqué de nombreux commentaires. Il gouvernait la plus grande colonie allemande de l'Afrique orientale, qui paraît appelée à un certain avenir. M. de Scheele avait pris sa tâche au sérieux. Mais il avait un système de colonisation, qui ne plaisait pas à tout le monde. Son but était le peuplement de la colonie au moyen d'immigrants allemands. Il était presque ouvertement hostile au système de la colonisation par les grandes compagnies. De là sa retraite. D'ailleurs, l'Afrique orientale est certainement peu favorable à la colonisation par l'élément blanc, sauf en certaines régions élevées. Le système contraire va donc l'emporter et les capitalistes allemands auront tout le loisir de s'enrichir ou de se ruiner.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	28 février	Dif. 23 fév.	28 février	Dif. 23 fév.
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.095 442	— 14.238	913.469	— 5.218
Billets du Trésor	25.652	— 94	26.235	+ 74
Billets d'autres banques	8 584	— 961	9.518	+ 554
Lettres de change	463.513	— 8.141	508.916	— 3.469
Prêts sur titres	71.425	+ 6.695	77.763	+ 5 745
Valeurs	3 774	— 11	6 828	— 200
Autres propriétés	47 830	+ 193	36.708	+ 286
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	984.088	+ 15 878	908.572	+ 15.702
Autres engagements à vue	562 687	— 32.614	501.139	— 18 211
Autres engagements	20.445	+ 176	4.065	+ 266

Comparaison avec 1894 et 1893

(Millions de marks)

Stock métallique

	1893	1894	1895
31 janv. ...	901,5	880,0	1091,8
7 fév. ...	899,8	888,6	1098,1
15 — ...	913,8	904,4	1112,0
23 — ...	929,1	918,7	1110,6
28 — ...	924,3	913,5	1095,1

Lettres de change et prêts sur titres

	1893	1894	1895
31 janv. ...	586,6	565,3	576,7
7 fév. ...	565,8	558,9	556,0
15 — ...	555,8	571,6	540,9
23 — ...	558,9	584,5	536,3
28 — ...	564,0	586,7	534,9

Circulation

	1893	1894	1895
31 janv. ...	987,7	953,2	1055,6
7 fév. ...	952,9	932,9	1021,0
15 — ...	923,6	920,2	998,4
23 — ...	904,6	892,9	968.2
28 — ...	927,9	908,6	984,0

Réserve de billets

	1893	1894	1895
31 janv. ...	238,2	255,0	258,6
7 fév. ...	269,6	284,0	297,4
15 — ...	317,1	325,2	338,4
23 — ...	350,4	354,3	368.2
28 — ...	322,6	334,0	337,0

Comptes de Profits et Pertes de la Banque de l'Empire.

	1890	1893	1894
Bénéfices bruts :	M.	M.	M.
Change, portefeuille local	11.133.578	11.076.771	8.405.373
— portefeuille de remises	11.856.379	9.971.784	7.111.541
Change étranger	362.938	206.419	134.841
Produit de l'escompte	23.352.895	21.254.975	15.651.756
Avances	4.650.854	4.453.171	3.116.346
Commissions	2.318.074	2.810.800	2.941.333
Comptes courants et effets en compte	296.216	7.450	15.967
Biens fonds	48.727	28.986	28.002
Opérations sur l'or	5.146	26.581	17.760
Bénéfices sur les effets	—	—	—
Créances litigieuses	30.713	11.717	39.299
Divers	179.925	238.909	261.819
Réduction des soldes	—	—	384.725
Bénéfices bruts	30.862.556	28.832.591	22.457.012

Dépenses :			
Administration	7.431.279	8.551.188	9.069.375
Confection des billets	211.970	136.070	117.480
A l'Etat prussien	1.865.730	1.865.730	1.865.730
Taxe sur les billets	338.627	40.122	—
Contentieux	274.176	305.082	—
Sur les immeubles	—	250.000	—
Totaux	10.121.800	11.248.193	11.052.585
Bénéfice net	20.740.000	17.584.397	11.404.426
Répartition du bénéfice net :			
Actionnaires	10.572.000	9.036.000	7.512.000
=	8,81 0/0	7,53 0/0	6,26 0/0
Caisse de l'Empire	7.104.463	8.538.297	3.903.320
Réserve	3.068.154	—	—
Reports	—	11.431	537

L'Emigration en 1894. — L'administration impériale vient de publier le mouvement de l'émigration par les ports allemands pendant l'année 1894.

Le nombre total des émigrants s'est élevé à 86.326, dont 33.566 de nationalité allemande. Sur ce total, 47.499 personnes ont pris la voie de Brême, contre 109.400 en 1893, et 38.827 celle de Hambourg, contre 58.872 en 1893.

Les 52.700 émigrants non Allemands embarqués dans les ports allemands comprenaient 10.297 Russes, 9.400 Austro-Hongrois, 397 Danois, 151 Anglais, 67 Roumains.

Les principaux pays de destination ont été les Etats-Unis (28.773), le Canada (1.362), le Brésil (1.282), l'Afrique, la République Argentine, le Chili, l'Australie.

BOURSE FINANCIÈRE DE BERLIN

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

VALEURS	31 jan.	7 févr.	14 fév.	21 fév.	28 fév.	7 mars
Fonds d'État						
Consol. Pruss. 3 0/0	97 90	97 37	97 75	98 62	98 25	98 50
Russe Intérieure 4 0/0	65 50	66 12	66 40	66 87	66 75	67 37
Consolidés Russes	103 50	103 50	103 87	103 75	103 75	103 50
Hongrois	102 75	102 37	102 40	102 43	102 40	102 50
Turc VI	26 40	26 37	26 50	26 62	26 75	27 40
Italien 4 %	87 50	88 40	89 62	89 50	88 62	88 75
Chemins de fer						
Autrichiens	161 »	164 50	164 25	163 40	164 62	163 75
Lombards	43 62	43 37	43 90	43 87	44 75	45 »
Gothard	182 87	182 37	182 25	183 75	186 »	182 37
Nord-Est Suisse	137 90	134 90	134 12	123 12	131 25	134 62
Marienbourg	76 »	78 37	74 »	74 12	72 87	71 50
Vars.-Vienne	252 75	253 62	253 90	260 »	253 »	257 95
Banques						
Crédit	251 »	251 12	252 75	250 62	243 »	238 50
Disconto	206 37	206 »	207 25	206 62	205 37	209 »
Darmstadt-Bank	152 25	152 87	152 87	153 25	152 »	152 50
Berl-Handels	155 25	154 25	154 »	154 62	153 25	154 »
Dresde-Bank	158 »	159 »	158 37	159 62	158 37	158 37
National-Bank	131 75	130 25	130 37	129 50	130 25	127 25
Mines et diverses						
Laura	121 25	120 90	123 75	123 62	123 25	124 50
Dortmund	61 37	61 12	61 40	61 50	62 25	63 »
Bochumer	136 25	135 50	136 12	136 25	137 75	139 62
Gelsenkirch	155 25	156 25	166 40	155 50	157 62	159 75
Hibernia	128 12	130 25	129 87	130 12	135 40	137 62
Harpener	134 50	135 25	134 25	134 50	137 62	140 »
Packets de Hambourg	82 25	84 12	83 62	83 50	83 »	81 75
Nordd Lloyd	84 40	86 25	85 75	86 50	86 93	85 »
Lots Turcs	111 75	112 »	112 75	114 »	116 50	127 »
Changes						
Paris 8 jours	81 05	81 20	81 15	81 15	81 15	81 »
Londres —	20 41	20 45	20 47	20 40	20 47	20 41
Vienne —	164 70	164 70	161 20	164 85	164 50	163 25
Pétersbourg 8 jours	219 10	220 »	219 50	219 40	218 70	216 80
Roubles comptant	219 3	220 05	219 10	219 55	218 80	219 25
- fin courant	219 25	220 25	219 75	219 50	219 »	219 25

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 8 mars 1895.

Diverses nouvelles relatives à la participation des grandes Banques berlinoises à l'établissement du monopole de l'alcool en Turquie ont activé la demande d'actions de la *Disconto*. On assure que cette Société a vendu ses parts de la Compagnie Popp.

Les Consolidés de l'Empire sont fermes, les fonds Prussiens plus mollement tenus.

Est approuvé le prospectus du 4 1/2 0/0 Badois 1894. Le montant de l'emprunt est de 28 millions de M.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 7 mars 1895.

Les Elections du County Council. — Menaces de Grève. — Les Mineurs du Pays de Galles. — Les Filateurs du Lancashire, — Le Canal de Manchester.

L'élection longtemps attendue des nouveaux conseillers du comté de Londres vient d'avoir lieu ; elle a été un échec pour les progressistes qui ont perdu vingt-deux sièges : ils ne comptent plus en effet que 60 conseillers et les modérés 58, soit une majorité de deux membres. Le Conseil comprend, en outre, 19 aldermen élus pour cinq ans par les conseillers et rééligibles par fractions. Neuf de ces conseillers vont se retirer ; si l'on admet que leurs successeurs seront comme eux progressistes, on comptera, parmi les 19 aldermen, 17 progressistes et 2 modérés. La majorité progressiste serait donc de 17 ; elle était de 45 en 1892.

Un pareil échec a rempli de joie le parti conservateur. Ces élections ont pris en effet une signification politique et il est presque inutile d'employer aujourd'hui les anciennes dénominations de progressistes et de modérés : en fait, c'était le parti libéral qui se trouvait en lutte contre le parti conservateur et ce dernier a remporté une victoire à laquelle les circonstances actuelles donnent une grande signification.

Elle a eu des causes particulières : les progressistes ont, en effet, abusé du pouvoir qui leur était confié; ils ont augmenté les taxes municipales dans une proportion considérable et les Londoniens, mécontentés par cette aggravation de charges, n'ont pas constaté dans l'administration une amélioration sensible : ils ont donc voulu voir si les modérés feraient mieux que leurs rivaux. Quoi qu'il en soit, le parti libéral avait fait du *county council* sa forteresse avancée et l'affaiblisssement de sa majorité lui a été d'autant plus sensible ; elle est un indice du revirement qui s'est fait dans l'opinion et elle peut nous faire entrevoir le sort qui attend les libéraux aux prochaines élections générales.

Au moment où le commerce prenait une meilleure tournure, nous nous trouvons menacés de troubles nouveaux dans les centres ouvriers et on se souvient trop des désastres provoqués par les dernières grèves pour ne pas souhaiter qu'une entente se produise. Nous nous trouverions cette fois en présence de deux grèves, celle des mineurs du pays de Galles et celle des ouvriers filateurs du Lancashire. Dans le pays de Galles, les propriétaires des houillères ont prévenu les mineurs d'avoir à terminer leurs contrats à la fin du mois de mars, car à cette époque le taux du travail serait changé.

Les propriétaires espèrent se trouver ainsi dans une position plus forte vis-à-vis des mineurs qui demandent une augmentation de salaire, refusée jusqu'à présent, mais le Syndicat des mineurs se montre très irrité et menace d'une grève générale.

Dans le Lancashire, les filateurs ont résolu une diminution de salaire afin de lutter contre la dépression que subit leur commerce et de compenser l'influence du droit d'importation aux Indes. La réduction s'élèvera à 5 ou même peut-être à 10 0/0. Cette dernière réduction ne sera certainement pas admise par les ouvriers et si les patrons s'obstinent, nous nous trouverons peut-être en présence d'une lutte aussi désastreuse qu'en 1893.

Espérons que l'exemple du passé sera profitable et que propriétaires de houillères et filateurs éviteront, par leurs prétentions exagérées, une double grève dont les conséquences seraient néfastes.

Les statistiques que nous avons publiées à diverses reprises sur l'exploitation du canal de Manchester ont

montré que les espérances données par l'ouverture de ce canal à la navigation sont loin d'être réalisées. Le rapport qui vient d'être fait sur les résultats du 2e semestre de 1895 et les explications qui ont été données par le Directeur de la Compagnie à l'assemblée des actionnaires, nous font prévoir qu'un arrangement devra être bientôt conclu pour le paiement de l'intérêt des titres car les directeurs ont presque épuisé leurs ressources.

Les recettes totales de l'année ont été d'environ 90.000 livres sterling, ce qui paraît être, à première vue, un résultat désastreux pour une entreprise ayant coûté près de 15 millions de livres. Dans certains cercles, le caractère insignifiant des recettes a été considéré comme la preuve que le canal de Manchester est appelé à une faillite prochaine. Cette conclusion peut être considérée comme trop pessimiste. Le canal n'a été ouvert qu'au commencement de l'année dernière et c'est dans la nature des choses que son trafic, au début de l'entreprise, n'augmente que très lentement. Les routes anciennes sont, en effet, abandonnées très difficilement; il y a, avec le commerce des transports, des habitudes, des usages et des contrats et il est souvent très difficile de passer par-dessus des engagements privés. On doit, d'autre part, reconnaître que la Compagnie a été l'objet de vives attaques de la part de ceux dont les intérêts se trouvaient atteints par l'ouverture de cette nouvelle voie. De telles difficultés pourront être surmontées, mais ce ne sera que progressivement et avec le temps, et la question de savoir si les prévisions des promoteurs du canal se réaliseront oui ou non ne pourra être résolue qu'après une expérience de plusieurs années. Tout ce que l'on peut dire aujourd'hui, c'est qu'un premier pas a été fait et que 2.000 navires sont entrés dans le canal sans que le moindre accident se soit produit : la navigabilité du canal a donc été prouvée. Les charges annuelles s'élèvent à 321.280 liv. et de longtemps on ne pourra couvrir cette somme avec les revenus annuels.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE
6 Mars 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés	51.210.865	Dette fixe de l'Etat	11.015.100
		Rentes immobilisées	5.784.900
		Or monnayé et lingots	34.410.865
Total	51.210.865	Total	51.210.865

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	12.469 488
Réserve et profits et pertes	3.650.513	Portefeuille et avances	19.539 336
Trésor et administration publique	10.391.280	Billets en réserve	26.139.755
Comptes particuliers	32.167.701	Or et argent monnayés	2.775.965
Billets à sept jours, etc.	162.050		
Total	60.924.544	Total	60.924.544

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
28 Novembre	34.955	25.015	40.782	31.822	26.740	65	2
5 Décembre	34.196	25.257	40.263	32.412	25.739	65	»
12 »	33.743	25.176	39.936	32.427	25.366	63	»
19 »	33.362	25.325	38.868	31.886	24.857	63	»
26 »	32.547	25.676	37.087	31.272	23.670	63	»
2 Janvier	33 091	25.918	44.797	38.714	23.972	53	»
9 »	33.880	25.519	45.058	37.982	25 160	55	»
16 »	34.601	25.202	41.577	33.525	26.202	62	»
23 »	35.358	25.015	41.107	32.113	27.142	65	»
30 »	35.946	24.926	40.104	30.392	27.819	69	»
6 Février	36.801	25.119	40.473	30.139	28.481	70	»
13 »	37.043	24 725	41 106	30.130	29.118	70	»
20 »	37.502	24.629	41.836	30.315	29.673	70	»
27 »	37.081	24.795	42.251	31.253	29.090	69	»
6 Mars	37.186	25 071	42.558	32.008	28 915	67	»

Index-Number de l'Economist. — Voici quel a été, au 1er mars 1895 et au commencement des trimestres précédents, l'index-number de l'*Economist*, dont nos lecteurs connaissent la signification :

1er mars 1895	1.906
1er janvier 1895	1.923
1er octobre 1894	1.952
1er juillet 1894	1.974
1er avril 1894	2.021
1er janvier 1894	2.082

L'*index-number* du 1er mars indique une nouvelle baisse dans le prix des marchandises; la proportion de cette baisse a légèrement diminué puisqu'elle est un peu inférieure à 1 0/0 pour les deux derniers mois. Mais la baisse s'étend sur la presque totalité des marchandises considérées.

Expéditions de sel. — D'après les relevés de l'Administration des douanes, les expéditions de sel, des ports de la Mersey, qui étaient en diminution depuis quelques années, se sont élevées en 1894 à 687.418 tonnes.

Les Etats-Unis, où depuis la mise en vigueur du nouveau tarif le sel est admis en franchise, ont contribué largement à cette augmentation.

Les demandes des Indes, de l'Amérique Centrale, de l'Afrique ont été également plus actives pendant l'année écoulée.

Clearing-House

Résultat des compensations du 28 Février au 6 Mars

Jeudi 28 fév. £	48.835.000	Lundi 4 mars £	23.395.000
Vendredi 1er mars	28.986.000	Mardi 5 mars	17 377.000
Samedi 2 mars	23.837.000	Mercredi 6 mars	19.158 000
		Total £	161.788.000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 131.402.000

BOURSE FINANCIÈRE DE LONDRES
Cours officiels de clôture des six dernières semaines

Valeurs	31 jan.	7 févr.	14 fév.	21 fév.	28 fév.	7 mars
Fonds d'États						
Consolidés anglais 2 3/4 0/0	104 31	101 50	101 56	101 44	105 »	104 75
Rupee 4 0/0	54 12	54 87	55 12	55 75	55 87	55 87
Brésil 4 0/0	75 75	75 75	76 »	77 »	77 12	77 »
Argentine 5 0/0	66 25	66 75	67 75	67 »	67 »	66 »
Cédulas E	25 75	26 50	26 37	25 50	26 »	25 75
Mexicain 6 0/0	73 50	75 25	78 62	79 25	79 25	79 »
Turc I	65 50	65 »	65 25	65 25	65 25	65 25
— II	44 87	44 25	44 25	44 50	44 50	45 75
— IV	26 25	26 31	26 44	26 50	26 69	27 37
Egypte Unifiée	105 »	104 62	104 62	103 62	104 50	104 75
Grec Monopole	32 »	30 25	34 75	34 50	34 50	34 »
Italien 4 0/0	86 37	87 19	88 »	88 »	87 06	87 62
Russe 4 0/0	103 »	103 50	103 50	103 62	103 75	103 50
Portugais 3 0/0	24 87	25 »	25 75	25 62	25 50	25 62
Espagne Ext. 4 0/0	74 19	76 12	77 37	77 »	77 31	77 50
Hongrois	101 25	101 25	101 25	101 »	101 »	101 25
Français 3 0/0	102 »	102 50	102 50	102 50	102 50	102 50
Divers						
Suez	123 »	126 »	129 »	129 50	130 50	133 »
Lombards	9 37	9 50	9 37	9 37	9 62	9 75
Banque Ottomane	17 »	17 »	17 44	17 56	17 94	18 50
Rio-Tinto	13 50	13 62	12 75	13 »	12 75	12 87
Brighton A	156 »	154 75	154 87	154 75	153 87	153 25
North Brit. ord.	38 25	37 62	38 12	37 75	37 87	37 »
Pérou ord	2 87	2 87	2 75	2 75	2 75	2 75
— préf.	9 »	8 75	8 25	8 »	8 »	7 75
— debs	41 75	40 50	40 »	39 »	38 50	39 50
De Beers	19 44	19 69	20 50	20 56	20 62	20 94
Chemins Américains						
Atchison Incom. Bds	13 50	19 75	18 87	18 37	17 50	17 25
— actions	4 12	4 75	4 50	4 25	4 25	4 18
Canada Pacific	53 37	53 75	50 87	51 12	44 75	40 18
Eries	9 87	10 87	10 50	9 25	8 37	8 87
Denver préf	34 75	36 25	36 50	36 12	35 12	35 12
Milwaukee	56 25	57 87	56 87	57 50	56 25	55 87
Louisville	51 75	54 87	54 25	54 »	50 25	50 »
Norfolk préf	14 12	14 »	12 75	11 75	11 »	10 62
Union Pacific	9 37	9 87	9 87	10 »	9 »	9 12
Mexican ord.	16 25	17 »	16 75	16 75	16 25	16 25
Argent en barres	27 19	27 37	27 25	27 50	27 62	27 62
Change sur Paris	25 33	25 35	25 40	25 36	25 38	25 36
Escompte de la Banque	2 »	2 »	2 »	2 »	2 »	2 »
Escompte hors banque	0 75	1 »	1 25	1 37	1 50	1 12

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 7 mars 1895.

Les tendances du marché continuent à être assez favorables et les cours ne cessent de faire preuve de fermeté. L'animation s'est principalement reportée sur les valeurs internationales, grâce aux demandes de l'arbitrage. L'Extérieure et l'Italien se retrouvent en avance; les fonds Turcs, très activement poussés, ont supporté facilement des réalisations.

Parmi les fonds Sud-Américains, on a remarqué aussi quelques ventes de réalisations en Argentins et Brésiliens, ces derniers sur un change moins bon.

Les télégrammes annonçant que le nouvel emprunt brésilien a été souscrit trois fois, avaient provoqué, au commencement de la semaine une excellente impression.

Les Chemins américains sont en bonne tendance, sauf le Canadian Pacific. Des achats assez importants se produisent pour compte de New-York.

Les Nitrate-Rails et les Lagunas sont recherchés.

La De Beers est un peu plus lourde.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 5 mars 1895.

La Réforme des Impôts. — Les Comptes définitifs de l'exercice 1893 en Autriche. — La Crise sucrière. — Les Exportations de sucre. — Les Dividendes des Etablissements de crédit viennois.

Le Parlement a abordé, lundi, la discussion de la Réforme des Impôts, qui menace d'être interminable en raison du grand nombre d'orateurs inscrits et des divergences de vues qui séparent les divers partis. Cette réforme et celle de la loi électorale constituent, vous le savez, les deux grosses questions à l'ordre du jour en Cisleithanie.

La semaine dernière, le Gouvernement a soumis au *Reichsrath* les comptes définitifs de l'*exercice 1893*, qui s'établissent comme suit :

Exercice 1893	Prévisions	Chiffres définitifs	Pl.-values sur les prévisions
	(En millions de florins)		
Recettes totales	612.51	659.16	+ 46.65
Dépenses totales	607.80	629.81	+ 22.01
Excédent budgétaire	4.71	29.35	— 24.64

A fin mars 1894 les existences de caisse étaient de 215 millions 200 mille florins, auxquels il convient d'ajouter les 76 millions 400 mille florins d'obligations qui se trouvaient à fin mars 1894, dans les caisses de l'Etat. C'est là une augmentation de 30 millions de florins qui correspond à la plus-value de 1893. L'encaisse or figure pour 19 millions 400 mille florins ; on sait que, depuis, il s'est accru d'une dizaine de millions, de telle sorte que les existences d'or, dans les caisses publiques du Gouvernement cisleithanien, s'élèvent à une trentaine de millions de florins. Quant à l'encaisse-argent, la situation soumise au *Reichsrath* accuse 11 millions 90 mille florins.

En résumé les recettes effectives accusent une plus-value de 46.650.000 florins par rapport aux prévisions, tandis que l'accroissement des dépenses n'est que de 22 millions 10 mille florins ; c'est là un excédent de près de 25 millions de florins sur les prévisions.

La crise sucrière, moins grave qu'on ne le croyait tout d'abord, continue à préoccuper l'opinion publique. Au Syndicat des fabricants de sucre de Prague, diverses motions ont été discutées ; les unes tendent à restreindre la production de 30 ou 20 0/0, d'autres demandent que le remboursement de l'excédent des primes payées à l'exportation incombe pour un tiers aux usines produisant plus de 25.000 quintaux métriques et pour deux tiers aux autres. Il faut bien dire que cette législation sucrière est très compliquée et donne lieu à de nombreuses difficultés ; le Gouvernement a fixé à cinq millions de florins l'ensemble des primes, et lorsque cette somme a été dépassée, les exportateurs sont tenus de rembourser la différence.

En ce qui concerne la consommation indigène, elle n'est que de 17 livres anglaises (à raison de 453 grammes par livre) par tête, en Autriche, contre 73 livres en Angleterre, 28 en France et 26 en Allemagne. Le Gouvernement se préoccupe donc de chercher à augmenter la consommation indigène, soit en diminuant la taxe, soit par tout autre moyen. On voudrait, enfin, arriver à une entente avec les autres pays relativement aux primes d'exportation, car, si la France ou l'Allemagne augmentent ces primes, l'Autriche sera bien obligée de suivre leur exemple.

Ajoutons que, pendant le mois de janvier 1895, les exportations de sucre de la Monarchie se sont élevées à 279.211 quintaux métriques représentant une valeur de 3.715.479 florins ; en janvier 1894 les chiffres comparatifs étaient de 200.673 quintaux métriques et de 3.449.639 florins. Cette exportation de janvier 1895 se répartit comme suit: 26.102 quintaux pour l'Allemagne, 23.899 pour l'Angleterre, 64.324 pour l'Italie, 22.242 pour la Suisse, 1111 pour la Serbie, 10.347 pour la Roumanie, 34.552 pour la Turquie, 948 pour la Bulgarie, 5.455 pour l'Inde anglaise, 1.571 pour l'Egypte et 753 quintaux métriques à destination des Etats-Unis.

Parmi les Etablissements de crédit qui ont publié leurs bilans cette semaine, je citerai : le *Wiener Bankverein*, dont le dividende est de 8 florins, et le *Crédit Foncier*, qui annonce 37 fr. 50 par action, soit, pour ces deux Sociétés, un rendement identique à celui de l'exercice antérieur. Par contre, la *Banque Anglo-Autrichienne* ne répartit que 9 florins, au lieu de 10 pour 1893.

Informations Économiques et Financières

Le Commerce Extérieur de l'Autriche. — Voici les statistiques du commerce extérieur de l'Autriche en janvier 1895 comparées avec celles de janvier 1894 (non compris les métaux précieux) :

	Janvier 1895	Différ. sur janv. 1894
	en millions de francs	
Importations	57,7	+ 2,4
Exportations	56,1	+ 5,4

L'excédent des importations sur les exportations est donc de 1 million 600 mille florins, mais en comparant les chiffres de janvier dernier à ceux du mois correspondant de 1894, on constate que le passif de la balance commerciale s'est réduit cette année de 3 millions de florins.

En ce qui concerne les quantités, les statistiques comparatives s'établissent comme suit :

	Janvier 1895	Différ. sur janv. 1894
	en millions de quint. mét.	
Importations	6,6	+ 0,4
Exportations	8,4	— 0,3

Soit un excédent de 1 million 800 mille quintaux en faveur des exportations.

Les principaux facteurs de ce mouvement sont :

Importations : Denrées coloniales, 3.600.000 florins (— 600.000 florins) ; céréales, 1.400.000 florins (—1 million 5) correspondant à une moins-value de moitié en qualité et en quantité ; charbon et coke, 3.200.000 florins (+ 0 million 5); coton, 4 1/2 millions (— 0,1); filés coton, 1.600.000 florins (+ 0,4); lin, chanvre, jute, etc., 2.400.000 (— 0,5); fer et dérivés, 1.300.000 (+ 0,3); machines et outils, 1.600.000 (+ 0,3).

Exportations : Sucre, 3.700.000 florins (+ 0,3); céréales, 4.100.000 florins (— 0,5); animaux de trait et de

boucherie, 6.900.000 florins (+ 2,3); produits d'animaux, 4.700.000 florins (+ 1.100.000); boissons, 1 million 100.000 (0); produits de la papeterie, 1.400.000 florins (+ 0,1); cuirs et dérivés, 2 millions (+ 0,1); verres et produits de la verrerie, 1 1/2 million (+ 0,4); fers et dérivés, 2.300.000 florins (+ 1 1/2 million de florins).

La Première Caisse d'Epargne en Autriche. — Voici le résumé du bilan de cet Etablissement, pour l'exercice 1894.

Le mouvement total des fonds s'est élevé à 205 millions de florins, dont 192.400.000 florins en comptes de dépôt, en augmentation de 3.440.000 fl. par rapport au chiffre de 1893.

Les sommes déposées en 1894 se chiffrent, au total, par 42.658.000 fl.; les retraits, par 45.780.000 fl., dépassant de 3.120.000 fl. les nouveaux dépôts. L'augmentation du mouvement de fonds provient de ce que 6.500.000 fl. d'intérêts non retirés sont venus s'ajouter aux capitaux primitifs.

Les dépôts ont été productifs d'intérêt :

	Millions de fl.
3 3/4 0/0 pour les livrets de 1 à 100 fl.	126
3 1/4 0/0 — 100 à 1.000 fl.	45
3 0/0.... — de plus de 1.000 fl.	20
Montant des dépôts......	192

L'intérêt annuel de ce capital s'élève à 6.830.000 fl. Le taux moyen de l'intérêt, ressortant à 3 55 0/0, égale celui des deux années antérieures.

Les capitaux de cette Caisse d'épargne ont trouvé l'emploi suivant :

	Millions de fl.
En prêts hypothécaires	103.7
Titres en portefeuille	27.3
Escompte de lettres de change	17.2
Avances sur titres..................	30.7
A la Société de Crédit..............	2.0
Prêts à l'Etat......................	9.7
	192.0

Ainsi, sur le montant des capitaux administrés, plus de 53 0/0 ont été placés en prêts hypothécaires.

Le rendement en intérêts de toutes les branches d'affaires a atteint, pour l'année écoulée, 7.800.000 fl., en plus-value de 300.000 fl. par rapport au résultat de 1893. Les intérêts à servir aux déposants se sont également accrus, d'une année à l'autre, mais dans une plus faible proportion.

L'excédent des intérêts restant disponible s'élève à 1.280.000 fl. Il y a lieu d'y ajouter le revenu des immeubles appartenant à la Première Caisse d'épargne, soit 250.000 fl., de sorte que le bénéfice brut ressort à 1.480.000 fl. (+ 54.000 fl.). Déduction faite des frais d'administration, impôts et dépenses divers, le produit net ressort à 444.383 fl., soit 59.340 fl. de plus que l'année précédente.

Le fonds de réserve s'élève à 6.300.000 fr.; la réserve spéciale pour les variations des cours, à 2.900.000 fl., ensemble, 9.200.000 fl.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 8 mars 1895.

Après une liquidation un peu chargée mais qui s'est effectuée sans trop de difficultés, l'allure générale du marché est ferme. Aussi bien, les positions étant allégées, la cote, prise dans son ensemble, a regagné l'avance perdue fin février, bien que les transactions soient peu animées.

Le resserrement monétaire est moins accentué que la semaine dernière; sur le marché de l'escompte, on cote 3 3/4 à 3 1/2 pour les premières acceptations de Banque et 3 7/8 à 3 1/2 pour le bon papier de commerce.

BOURSE FINANCIÈRE DE VIENNE

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

VALEURS	31 jan.	7 févr.	14 fév.	21 fév.	28 fév.	7 mars
Fonds d'États						
Autriche Rente Or..........	125 75	125 75	126 35	125 60	125 »	125 10
— — Argent.....	100 80	100 90	102 25	102 20	101 60	101 40
— — Couronne..	101 »	100 65	101 »	101 »	101 »	101 30
Hongrie Rente Or..........	125 05	125 »	124 85	124 30	124 »	124 20
— Rente Couronne...	99 35	99 20	99 40	99 45	99 30	99 30
Chemins de fer						
Bohême-West..............	417 »	418 »	418 »	419 »	417 »	418 »
Buschtherader-B.	543 »	541 »	540 50	536 50	530 »	537 50
Lemberg-Czernowitz.......	299 »	300 »	310 »	310 50	309 »	309 »
Ferd.-Nord................	3500 »	3480 »	3480 »	3460 »	3435 »	3440 »
Autriche Nord-West........	249 70	256 »	261 50	265 »	272 50	271 50
Staatsbahn................	398 50	398 20	398 50	396 »	397 50	393 »
Lombard..................	105 50	107 20	106 70	106 »	110 70	109 10
Lokalbahn................	215 25	214 50	213 25	213 »	214 50	213 50
Changes						
Sur Londres..............	124 05	124 30	124 30	124 10	123 80	123 65
— Paris..................	49 27	49 35	49 27	49 20	49 07	49 »
Napoléons d'or...........	9 85	9 86	9 84	9 83	9 82	9 80

BELGIQUE

Le Commerce de la Belgique en janvier 1895. — Nous remarquons, à l'importation, pour le mois de janvier 1895, un mouvement en valeurs de 95.423 000 fr., ce qui constitue une diminution de 3 0/0 sur le mois de janvier 1894.

A l'exportation, le mouvement en valeurs s'est élevé, pour le mois de janvier 1895, à 74.754.000 fr., soit une diminution de 7 0/0, comparativement au mois correspondant de l'année dernière.

La comparaison du commerce du mois de janvier 1895 avec celui du mois de janvier 1894, fait ressortir les principales différences qui suivent :

Du côté des importations, on constate des augmentations sur : les grains, froment, épeautre et méteil 5.064.000 fr.; le café 1.517.000 fr.; les résines et bitumes 1.475.000 fr.; le guano 1.067.000 fr.; le riz 782.000 francs; le houblon 622.000 fr., etc.

Des diminutions sur: les sels de soude 2.026.000 fr.; les peaux brutes 1.624.000 fr.; les bestiaux 1.176.000 francs; les grains, orge et escourgeon 1.020.000 fr.; l'avoine, le maïs et le sarrasin 925.000 fr.; les soies 599.000 fr., etc.

En ce qui concerne les exportations, il y a des augmentations sur: les viandes 1.556.000 fr.; les fils de lin 1.249.000 fr.; les peaux brutes 1.206.000 fr.; le zinc non ouvré 850.000 fr.; les sucres bruts 696.000 fr.; les sels de soude 310.000 fr., etc.

De la diminution sur : les grains, froment, épeautre et méteil, 2.081.000 fr.; l'avoine, le maïs et le sarrasin 911.000 fr.; le lin 743.000 fr.; les graines oléagineuses 572.000 fr.; l'orge et l'escourgeon 530.000 fr.; le seigle 248.000 fr., etc.

Chemins de fer, Postes et Télégraphes belges. — Au sujet des chemins de fer, les recettes de l'État et des Sociétés concessionnaires ont produit, pendant les dix premiers mois de l'année 1894, 128.271.328 fr. 75, contre 121.569.298 fr. 49 pour la période correspondante de 1893, soit une augmentation, en faveur de 1894, de 6.702.030 fr. 26.

Le produit des dix premiers mois de l'année 1894, pour les télégraphes et les téléphones réunis, s'est élevé à 5.132.339 fr. 96, contre 4.798.168 fr. 30 en 1893, soit une différence en plus, pour 1894, de 334.171 fr. 66 ou 6 96 0/0.

BULGARIE

LA SITUATION

Sofia, 2 mars 1895.

Les Charges extérieures et les dettes de la Bulgarie.

Ma lettre du 25 février était exclusivement politique; celle-ci sera, par contre, exclusivement économique et financière, en ce sens qu'elle comporte l'étude, promise depuis longtemps, des *charges extérieures et des dettes de la Bulgarie.* Pour compléter cette étude, il me manque encore l'emploi du dernier emprunt de 1892 et la situation réelle des travaux qui devaient être exécutés avec son aide et qui en constitueront, en définitive, la garantie.

Mais ce point fera l'objet d'un chapitre particulier, que je vous enverrai prochainement, dès que les documents seront tous rassemblés. En même temps, je vous adresserai une note sur la situation de la Bulgarie vis-à-vis de l'Autriche et de la Turquie, ainsi que sur la marche des pourparlers engagés pour assurer le succès des réformes fiscales de M. Guéchof.

En attendant, il me suffira de vous dire que M. Stoïlof se rend à Vienne pour engager, sur cette fameuse question des accises, des pourparlers avec le comte Kalnoky. On assure qu'il se rencontrera dans la capitale cisleithanienne avec le prince Lobanof, nommé, comme vous le savez, ministre des affaires étrangères en Russie, et jettera les bases de la réconciliation de la Bulgarie avec cette dernière puissance.

DETTES ET CHARGES DE LA BULGARIE

	1895	1894
I. — Redevances et divers :		
1° Redevance de la Roumélie orientale	2.951.000	2.951.000
2° Crédit pour le rachat des actions de la Société de navigation bulgare	251.250	»
3° Subvention à ladite Société	180.000	»
4° Frais de change et agio.	722.592	1.171.611
Total	4.024.842	4.122.611
II. — Amortissements :		
5° Amortissement de la dette russe	2.400.000	2.520.000
6° Amortissement des arrérages dus par la Roumélie antérieurement au 1er sept. 1887.	500.000	500.000
7° Amortissement de l'emprunt 1888	677.000	638.000
8° Amortissement de l'emprunt 1889	410.000	385.000
9° Amortissement de l'emprunt 1892	1.615.700	528.800
Total	5.602.700	4.571.800
III. — Intérêts à payer :		
10° Intérêts de l'empr. 1888.	2.617.230	2.654.940
11° — 1889.	1.690.950	1.714.500
12° — 1892.	4.345.920	3.172.800
Total	8.654.100	7.542.240
Total général des trois chapitres	18.361.642	16.336.651

N. B. — Le chapitre des dettes et charges extérieures de la Bulgarie s'élève, en réalité, à 19.461.642 pour l'exercice en cours; mais il convient d'en défalquer la somme de 1.100.000 : crédit spécialement affecté à certaines pensions, qui est donc improprement intercalé dans ce chapitre; ce qui réduit bien à 18.361.642 fr. le total des charges extérieures, temporaires ou définitives de la Bulgarie.

Nous allons donner quelques explications sur la nature et la durée de chaqué crédit.

L'art. 1er se réfère à la redevance rouméliote payée à la Turquie, telle qu'elle avait été stipulée dans le Statut organique de cette province le 14-26 avril 1879. Elle devait correspondre aux 3/10 des revenus totaux de la Roumélie, mais ce principe a subi depuis quelques modifications au profit de cette dernière. Elle est payée mensuellement et c'est la Commission internationale de la Dette publique ottomane qui est chargée de son recouvrement.

Les art. 2 et 3 sont les crédits récemment votés par le Sobranié pour subventionner la Société de Navigation bulgare qui fait le service des ports de Varna et Bourgas, et permettre au Gouvernement de racheter progressivement les actions de cette Société.

L'art. 4 comprend les frais nécessaires pour le service des amortissements et des intérêts en général, c'est-à-dire les achats d'or et les remises à l'étranger.

L'art. 5 représente l'amortissement annuel du montant des frais de l'occupation russe. Le total s'élevait primitivement à 26 millions 546.625 francs; il sera entièrement amorti le 1er juillet 1896.

L'art. 6 est le crédit destiné à l'amortissement des arriérés de la redevance rouméliote, qui étaient dus antérieurement, soit au 1er septembre 1885, soit à la Convention du 13 novembre 1887 intervenue avec la Commission de la Dette publique ottomane. Ces arriérés s'élevaient à 10 millions 910.000 francs; il restait dû au 31 décembre 1894 7 millions 400.000 francs.

Les art. 7 et 10 comprennent les sommes nécessaires à l'amortissement et au service des intérêts de l'emprunt de 1888, s'élevant à 46 millions. Cet emprunt a servi au paiement des rachats de la ligne de chemin de fer Roustchouk-Varna. — Il est amortissable en trente ans et se trouve pour les trois quarts entre les mains des Anglais.

Les art. 8 et 11 sont prévus pour assurer l'amortissement et le service des intérêts de l'emprunt de 1889 de trente millions. Cet emprunt autrichien a servi à construire les deux lignes de chemin de fer Tzaribrod-Vakarel et Yamboli-Bourgas. Il doit être amorti en trente-trois ans.

Les art. 9 et 12 représentent les crédits spécialement affectés au service des amortissements et intérêts de la première moitié de l'emprunt autrichien de 1892, de 142 millions de fr., souscrit par la Laënderbank. Cet emprunt hypothécaire était destiné à assurer l'exécution de certains travaux; nous examinerons ultérieurement comment, en réalité, il en était disposé.

Les Finances de l'Etat Bulgare. — Pendant le mois de septembre 1894, les Caisses de l'Etat ont reçu 28.484.522 fr. 99 et ont payé 27.423.097 fr. 81.

Du 1er janvier au 30 septembre 1894, les *recettes* se sont élevées à 212.567.602 fr. 66., et les *dépenses* à 178.853.716 fr.25, soit un excédent de 33.713.886 fr. 41 en faveur des recettes.

L'encaisse disponible au 1er octobre s'élevait à 15 millions 968.578 fr. 04.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 6 mars 1895.

Les Evénements de Cuba. — La Situation Ministérielle. — La Question des Chemins de fer. — Les Recettes du Trésor, la Dette flottante et l'Emprunt. — L'Etat des Récoltes. — La Situation du Marché.

Les nouvelles les plus contradictoires nous arrivent de la Grande Antille; tout en affirmant que l'ordre n'est pas sérieusement menacé, le Gouvernement local réclame des subsides en hommes et en argent. D'autre part, on demande le rappel du consul général des Etats-Unis, soupçonné d'être de connivence avec les agitateurs, ce qui pourrait bien amener des complications assez sérieuses. Aussi, étant donnée cette situation embrouillée, parle-t-on de l'envoi à la Havane du maréchal Martinez Campos, dont le rôle consiste toujours à réparer les erreurs des ministres libéraux. Le Maréchal ayant déjà remis une fois les choses au point là-bas, on compte sur son expérience et sur son

doigté. Au fond toutes ces petites insurrections partielles sont sans gravité, mais les bandes de pillards, à effectifs réduits, se déplaçant avec la plus grande facilité et tenant, par leur mobilité, les troupes en haleine, la police de l'île peut coûter beaucoup d'argent et de temps. Le Gouvernement s'y attend, car il a demandé des crédits illimités.

Ces incidents et d'autres plus pressants à l'intérieur semblent lasser M. Sagasta; je ne serais pas surpris de le voir saisir la première occasion propice de passer la main après l'échec de tous les projets inscrits au programme des libéraux. On annonçait, ces jours-ci, qu'il voulait se séparer de plusieurs de ses collègues, c'est-à-dire de MM. Capdebon, Croizard et du contre-amiral Pasquin, en faisant appel à M. Moret. Mais ce dernier aurait posé ses conditions, dont la principale serait l'écartement des influences gamazistes, ce à quoi M. Sagasta n'a pu encore se résoudre.

Il faut bien reconnaître que M. Gamazo, depuis qu'il a quitté le pouvoir, joue, dans la coulisse, un rôle prépondérant, mettant son veto à tout instant quand les solutions lui déplaisent et imposant ses volontés à ses anciens collègues. C'est lui qui a toujours fait échouer les négociations avec les Compagnies de Chemins de fer et il empêchera sans doute une entente définitive.

Enregistrons, cependant, les promesses formelles faites à la Compagnie du *Nord-Espagne*, en ce qui touche la prorogation des délais de concessions, pour l'amener à renoncer à augmenter ses tarifs. M. Sagasta a eu la main forcée, l'annonce d'un relèvement des tarifs ayant produit une forte émotion dans le public. Sur ses instances et en égard à l'engagement pris par le Gouvernement, la Compagnie a renoncé à son projet; reste à savoir si les promesses faites se réaliseront!

Puisque je m'occupe du *Nord-Espagne*, je suis heureux de pouvoir vous apprendre que, d'après les bruits circulant ici, cette Société aurait trouvé, enfin, des ressources pour son coupon d'avril, au moyen de réalisations de titres en portefeuille; mais il est à peu près certain que le paiement se fera en *pesetas*. D'autre part, la Compagnie continuera à chercher des avances pour l'avenir.

Je vous envoyé les recettes du Trésor à fin janvier; vous pouvez constater la réduction de la plus-value pour les sept premiers mois de l'exercice et la diminution assez sensible (environ 1.500.000 pesetas) pour le mois de janvier. D'autre part, la dette flottante a augmenté de près de 8 millions. En jetant un coup d'œil sur le bilan de la *Banque d'Espagne* du 2 mars, vous constaterez l'accroissement considérable des Bons du Trésor, qu'on a divisés (je me demande pourquoi) en deux chapitres, dont l'un comprend les *pagarés* rachetés au public; ces deux chapitres réunis nous donnent un total de cent millions environ.

Quant au fameux emprunt, M. Canalejas aurait bien voulu le gager, paraît-il, sur la Compagnie des Tabacs; mais, là encore, il s'est heurté au refus du fier Castillan, qualification qu'on est convenu de donner à M. Gamazo. Comment tout cela finira-t-il? Nous pataugeons ferme et, pour ma part, je ne crois pas au succès de l'emprunt, à moins d'un changement de régime gouvernemental.

Les fortes pluies, qui ne cessent de tomber depuis des semaines, causent de sérieuses appréhensions dans les milieux agricoles, car elles menacent de compromettre la récolte de blé; on a constaté que les racines, noyées dans un sol détrempé, commencent à pourrir.

Sur le marché financier, nous sommes à la hausse pour l'*Extérieure*; les Espagnols vendent à tour de bras et c'est Paris qui achète. Comme conséquence immédiate, le change s'améliore. Mais, comme l'*Intérieure* ne bénéficie pas du mouvement en Bourse, il est permis de se demander où passe l'argent provenant des nombreuses ventes au groupe étranger qui maintient la hausse sur notre place?

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 18 février (7 semaines)

	1892	1893	1894	1895
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	1 900.953	1 863 439	1.809 923	1.715.757
Nord de l'Espagne (1959 k.)	7.497.275	7 118.384	7 266 227	6.606.232
Asturies (741 kil.)	1.189 742	1.386 129	1.506.936	1.223 003
Lérida-Reus (103 kil.).....	217.233	211.500	191.376	186.210
Almansa-Valence (460 kil.)	1.628 990	1.508.828	1 532 526	1.386.406
Saragosse (2672 kil.)......	7.214.079	6.878.513	6 492.332	6.036.878

Les Recettes du Trésor Espagnol. — D'après les chiffres publiés par la *Gaceta*, les recettes du Trésor espagnol, pendant le mois de janvier 1895, se sont élevées à............ Pesetas — 49.419.177

En janvier 1894, elles avaient été de.... 50.893.083

Soit une moins-value de................ 1.473.906

pour le mois dernier.

Les facteurs qui ont contribué à cette moins-value sont: le rendement des tabacs, celui des allumettes et les recettes de l'Hôtel des monnaies. De même, les recours du Trésor ont fléchi de 400.000 pesetas. La baisse des recettes douanières à l'importation n'a été que de 150.000 pesetas, le surplus de la moins-value pour ce chapitre correspondant à des matériaux destinés aux travaux publics.

Dans sa lettre du 27 février dernier (*Economiste Européen* du 2 mars 1895, nº 164), notre correspondant de Madrid nous faisait remarquer, à juste titre, qu'il fallait serrer de près les chiffres officiels. Voici, en effet, comment s'établit le compte des recettes du Trésor pour les *sept premiers mois* de l'exercice 1894-95, comparées à celles de la période correspondante de l'exercice 1893-94: *Recettes totales*, 442.159.780 pesetas, au lieu de 438.779.759 pesetas, ce qui réduit la plus-value de l'exercice 1894 95 à 3.380.021 pesetas.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 8 mars 1895.

La tendance est très ferme en raison de la continuation des achats d'*Extérieure* pour le compte du groupe parisien; mais la spéculation locale se tient sur la réserve et n'effectue pas le remploi de l'argent résultant des ventes d'Extérieure.

Les nouvelles de Cuba sont plus rassurantes; mais on parle toujours du départ du maréchal Martinez Campos.

BOURSES FINANCIÈRES DE MADRID & BARCELONE

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

	31 jan	7 févr.	14 fév.	21 fév.	28 fév.	7 mars
Madrid						
Dette Intérieure 4 0/0......	72 35	74 15	75 20	74 80	74 35	73 55
— Extérieure 4 0/0.....	82 05	82 75	83 90	83 85	83 55	83 50
Amortissable 4 0/0.........	82 05	83 60	83 50	82 75	82 90	82 70
Change sur Londres 3 mois	27 95	27 54	27 53	27 38	27 50	27 15
— sur Paris 8 jours..	11 30	9 25	9 10	8 40	8 82	7 55
Barcelone						
Dette Intérieure 4 0/0......	72 65	74 35	75 42	74 77	74 40	73 50
— Extérieure 4 0/0......	82 20	82 95	84 15	83 70	83 60	83 02
Obligations Hyp. Cuba 6 0/0	110 06	110 »	110 70	109 90	107 37	107 50
— 5 0/0.	100 25	99 50	100 10	100 45	98 25	98 »
Change sur Paris..........	11 50	9 60	9 40	8 90	9 »	8 »

GRÈCE

LA SITUATION

Athènes, 2 mars 1895.

La Dissolution. — Les Elections. — Le Programme financier de M. Delyannis. — Un Service général de la Dette publique. — Fonds réservés. — Les Jeux Olympiques. — Le Paiement en billets.

Le Roi a signé le décret de dissolution et nous sommes enfin débarrassés de la majorité tricoupiste, et de

la Chambre de la faillite. En même temps paraîtra le décret convoquant le corps électoral pour de nouvelles élections législatives. La date en a quelque peu été avancée, car le vote aura lieu le 23 avril au lieu du 28 Mais la Chambre des députés ne se réunira que le 23 mai.

Sera-t-elle meilleure que l'ancienne ? C'est encore le secret des dieux. Sauf à Athènes et dans l'Attique, le corps politique hellénique souffre d'un mal invétéré, l'attachement aux individus et le dédain des programmes. Chaque candidat se fait élire dans sa petite circonscription en s'appuyant sur sa situation personnelle et familiale, sur son clan d'amis et de voisins. Elu, il se rattache au groupe politique, qui lui permet d'espérer le plus de satisfactions, soit pour lui-même, soit pour son clan électoral. De là, ce dédain des intérêts nationaux qui a placé la Grèce dans une situation politique et financière si fâcheuse. Les patriotes ne savent que trop quel préjudice ont causé cette avidité et cet égoïsme à la patrie et à l'hellénisme tout entier. Jusqu'à présent, ils n'ont pas réussi à secouer l'indifférence populaire.

Actuellement, il est permis de concevoir quelques espérances. M. Tricoupis est démasqué et ses adversaires seront bien obligés de suivre une meilleure politique.

A cet égard le programme de M. Théodore Delyannis présente quelques sûretés.

Ce programme est surtout financier et économique. Au point de vue administratif, il comporte la suppression de la police militaire, la réintégration des municipalités dans leurs anciens droits et la réforme des administrations.

La partie financière est évidemment celle qui intéresse le plus les lecteurs de l'*Economiste Européen*. M. Delyannis n'entend pas, comme M. Tricoupis, procéder seul au règlement de la Dette publique. Il se propose d'établir, avec le concours des délégués des créanciers de la Grèce, un état aussi exact que possible des ressources financières et économiques. On fixerait ensuite les dépenses de l'Etat, et l'excédent des recettes serait assuré aux porteurs de titres helléniques.

Malheureusement, M. Delyannis sacrifie toujours au fétiche de l'indépendance financière. Il refuse l'idée d'un contrôle étranger, quoique l'exemple de la Turquie et de l'Egypte ait démontré, d'une façon indiscutable l'heureuse influence exercée par ce contrôle sur les finances et sur le développement des ressources économiques de l'Orient.

D'après le plan Delyannis, l'excédent des dépenses fixes serait géré par un « Service général de la Dette publique ».

Ce Service serait dirigé par un Conseil composé des présidents de la Cour des comptes et la Cour de cassation, des gouverneurs des Banques d'émission, etc., etc., sous la présidence du Ministre des finances.

Quoique le candidat à la Présidence du Conseil n'ait pas désigné les revenus assignés audit Service général, il est vraisemblable qu'ils comprendront les recettes nettes du timbre, du tabac et des articles dont l'Etat s'est réservé le monopole de la vente (sel, allumettes, pétrole, cartes à jouer et papier à cigarettes).

L'excédent ainsi abandonné serait seulement de 23 millions de drachmes, c'est-à-dire à peu près égal à celui du budget de 1894.

Quoique le langage de M. Delyannis n'ait pas été très explicite, nous croyons qu'il n'a pas l'intention d'affecter la totalité de ces revenus réservés au service de la Dette publique proprement dite.

Le paiement des intérêts de la Dette viendrait en premier lieu. Il serait réparti d'après un accord à établir entre le Gouvernement et les créanciers du pays. Mais le même fonds serait affecté à l'achèvement des travaux publics en voie d'exécution et spécialement des chemins de fer Pirée-Larisse et Myli-Calamata.

Il n'y a pas encore un seul kilomètre d'explcité sur la grande ligne de Thessalie par la Compagnie anglaise qui vient d'être mise en état de faillite. On ne comprend guère la nécessité d'un prélèvement sur les revenus réservés au profit de travaux publics nouveaux, malgré les apparences.

On conçoit mieux le retrait graduel du cours forcé. Il commencerait par le remboursement aux Banques des avances en or qu'elles ont faites au Gouvernement.

La Banque Nationale a ainsi déboursé près de 21 millions en or ou en espèces.

Enfin, M. Delyannis prévoit aussi l'ouverture de crédits pour la création d'une Banque agricole et d'un Crédit foncier.

Les porteurs de titres bénéficieraient des plus-values produites par l'extinction de la dette flottante et par l'abaissement du change.

Tel est le plan de M. Théodore Delyannis. Il serait parfait si le Service général de la Dette était débarrassé des affectations étrangères au service des intérêts et à la suppression du cours forcé, et surtout s'il était placé sous la surveillance de délégués étrangers, indépendants de toute attache directe avec le personnel administratif.

Le Diadoque, c'est-à-dire l'héritier présomptif du trône, se voue de tout cœur au succès des Jeux olympiques. Ce serait un moyen d'augmenter les ressources du pays en attirant à Athènes un grand nombre d'étrangers riches ou aisés. Les Grecs le comprennent. Aussi les souscriptions affluent à la Caisse du Comité, avant même qu'il ait fait appel au patriotisme des Hellènes. Les Grecs de Londres ont déjà souscrit une cinquantaine de mille francs et des souscriptions non moins généreuses sont annoncées de partout. Athènes a déjà voté 10.000 drachmes et le Pirée en accorderait 20.000. Le nom du Diadoque inspire la confiance.

L'Aréopage a rendu récemment un arrêt important. Il avait décidé qu'un débiteur pouvait valablement se libérer d'une dette contractée en or en s'acquittant en billets de banque. Mais l'arrêt ne fait pas encore loi. Il n'a été prononcé que par l'une des sections de la Cour suprême. Elle-même ne s'est pas encore définitivement prononcée. Le premier arrêt lie si peu la magistrature que le Tribunal de 1re instance d'Athènes vient de prononcer un jugement qui donne toute sécurité aux porteurs de créances en or.

Sur le rapport de M. D. Papa michalopoulo, le Tribunal a décidé que le créancier était tenu d'accepter en paiement les billets de banque, mais que le débiteur restait tenu à payer la quantité de billets de banque permettant au créancier de se procurer le montant en or résultant des conventions.

Il n'y a donc pas à craindre, pour le présent, que les débiteurs hellènes règlent leurs dettes en or en en payant le montant nominal en monnaie fiduciaire dépréciée.

Informations Économiques et Financières

L'Impôt du tabac. — Le rendement de cet impôt et celui du papier à cigarettes a été, en 1894, de 9.292.160 drachmes, soit une plus-value de 1.083.761 drachmes sur celui de 1893.

Les Recettes douanières.— Les recettes douanières, pendant le mois de janvier, se sont élevées à 1.618.736 drachmes, tandis qu'elles montaient seulement à 1,492.493 drachmes en janvier de l'année dernière. L'excédent égale 126.243 drachmes.

Exportations de Raisins secs. — D'après les renseignements recueillis au Ministère des finances, l'exportation des raisins de Corinthe s'élevait, à la fin de janvier 1895, à 122.300 tonnes, dont 61.000 pour l'Angleterre, 21.000 pour la Russie, 16.200 pour la France, 15.500 pour la Belgique, la Hollande et l'Allemagne, 5.250 pour les Etats-Unis, 2.800 pour l'Autriche, 4.150 pour le Canada et 900 pour l'Australie. Pour les mois correspondants de 1893, l'exportation s'était élevée à 117.300 tonnes. La Russie n'en avait importé que 3.000 tonnes et la France 4.000 environ, mais l'Amé-

rique en avait pris un peu plus de 16.000 et la Hollande, la Belgique et l'Allemagne un peu plus de 24.000. C'est aux commandes venues de Russie qu'est due l'amélioration des prix et, par suite, l'apaisement survenu dans les régions viticoles.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 6 mars 1895.

L'Instruction contre M. Giolitti. — Le Retrait des Bons du Trésor à l'étranger et les recettes du Trésor. — La « Banque Italienne de gestions et de liquidations ». — Le Conflit commercial entre l'Italie et l'Espagne.

Les faits et gestes de M. Giolitti continuent à fournir de la copie aux journaux ; l'ancien président du Conseil a fait opposition à l'ordonnance du juge d'instruction qui n'admet pas l'exception d'incompétence invoquée, et il a déclaré que si la Chambre des mises en accusation donne raison au magistrat, il se pourvoirait en cassation.

Dans ma lettre du 27 février, je vous disais que les recettes du Trésor de février étaient satisfaisantes, notamment en ce qui concerne les douanes. Aussi annonce-t-on que M. Sonnino continuera à procéder, au fur et à mesure des échéances, au retrait des bons du Trésor payables en or dont il n'y a plus que 2 millions en circulation, sans recourir, pour cela, à une opération financière spéciale. Il a décliné toutes les offres des banquiers allemands et anglais.

Du 1er juillet 1894 au 28 février 1895, c'est-à-dire pendant les huit premiers mois de l'exercice financier en cours, les recettes des douanes se sont élevées à 153.900.000 lire, en augmentation de 1.600.000 lire sur la période correspondante du précédent exercice; la reprise est sensible depuis décembre, car, pour les cinq premiers mois, nous avions une moins-value de plus de 10 millions. Il en est de même pour les *loteries*, dont le rendement a augmenté de 1.662.365 lire, et pour le *sel*, dont les ventes, à fin février, s'élevaient à 48.266.223 lire, soit une augmentation de 5.548.606 lire par rapport aux huit premiers mois de 1893-94.

Par contre, il y a une diminution sur les *tabacs*, dont le rendement, à fin février, n'est que de 124.059.444 lire, soit une moins-value de 1.319.331 lire. — Je vous enverrai, avant la fin de la semaine, le tableau détaillé des divers chapitres formant l'ensemble des recettes du Trésor.

Je vous signale la constitution définitive, à Rome, du nouvel Etablissement de crédit dont je vous ai déjà parlé : la *Banque Italienne de gestion et de liquidation* au capital de 2 millions de lire, pouvant être porté à 4 millons; ce sont, comme je vous l'ai dit, les capitaux allemands et suisses qui concourent, avec les capitaux italiens, à la constitution de la nouvelle entreprise. Nous voyons, en effet, figurer parmi les fondateurs de la Banque dont il s'agit, la *National Bank für Deutschland*, de Berlin, et la *Commerzial Bank*, de Bâle, à côté de la maison Manzi et Ce, de Rome, et deux maisons de Turin et de Gênes.

La nouvelle Banque doit assurer la liquidation du Crédit Mobilier — si les actionnaires de cet Institut acceptent les propositions qui vont leur être faites — ainsi que celles de diverses autres affaires en souffrance, tels que les Crédits fonciers des Instituts d'émission. Le programme, vous le voyez, est vaste; en le remplissant, les promoteurs prendront, sans aucun doute, une grande place sur le marché, car leur création répond au désir général de voir créer un Etablissement capable de liquider les trop nombreuses immobilisations.

Il reste, à présent, à combler une autre lacune; depuis que la Banque Générale a cessé ses opérations, le besoin d'un Institut de Crédit agraire se fait de plus en plus sentir dans la province romaine. Certaines communes se trouvent dans une situation des plus précaires, et il n'est que temps de leur en venir en aide.

En ce qui concerne la Sardaigne, on devait constituer, par voie de décret, un Crédit foncier spécial avec deux sièges, l'un à Cagliari et l'autre à Sassari; MM. Crispi et Sonnino avaient déjà, assure-t-on, préparé le décret, mais M. Saracco, opposé en principe à cette façon de procéder, veut que le projet soit soumis au Parlement avant d'être appliqué.

Un conflit commercial a éclaté entre l'Italie et l'Espagne, à propos de l'application du *modus vivendi* en vigueur jusqu'ici. Le Gouvernement italien avait prévenu, il y a quelque temps, le Gouvernement espagnol que, si on persistait à ne pas appliquer le tarif dit « de référence » à certains articles italiens, il renoncerait au *modus vivendi*. Ce tarif « de référence » est celui signalé dans les traités italo-espagnol et hispano-allemand; mais, les Cortès n'ayant pas approuvé ce dernier, les douanes espagnoles se refusent à faire bénéficier les produits italiens des avantages prévus dans les accords dont il s'agit. En réponse aux réclamations qui lui ont été adressées, le Gonvernement espagnol a déclaré qu'il ne se considérait pas tenu à autre chose qu'à l'application réciproque du tarif minimum pour les articles en général. Les choses en sont là, mais on espère arriver finalement à une entente.

Informations Économiques et Financières

La Situation du Trésor Italien. — Voici le résumé de la situation du Trésor au 31 janvier 1895, comparée aux chiffres du 30 juin, c'est-à-dire à la clôture du précédent exercice :

Actif	30 juin 1894	31 janvier 1895	Différence sur 1893-94
		En Lire	
Compte de Caisse...	334.317.000	276.892.494	— 57.424.505
Crédits de Trésorerie.	146.692.989	291.570 871	+144.877.881
Total de l'actif..	481.009 989	568 463.366	+ 87.453.376
Passif			
Dettes de Trésorerie.	705.754.504	791.548.569	+ 85.794.056
Caisse passive	224.744.514	223.085.194	— 1.659.320

La Banque d'Italie. — Pour compléter les informations contenues dans la lettre de notre correspondant de Rome du 27 février 1895 (*Economiste Européen* no 164), nous extrayons les données suivantes du rapport présenté à l'assemblée générale des actionnaires du 26 février :

RÉSERVE MÉTALLIQUE ET COMPTES COURANTS

La réserve métallique a augmenté, en 1894, de 51 millions 745.570 lire, en atteignant le total de 360.561.141 lire ; les comptes courants ont diminué de 103.671.399 lire et se sont trouvés réduits à 4.990.616.894 lire. Les comptes courants à intérêt ont au contraire augmenté de 110.074.869 lire, qui était le chiffre de fin décembre 1893, à 134.461.141 lire, bien que l'intérêt n'ait été que de 1 1/2 0/0.

LETTRES DE CHANGE ET AVANCES

Il a été admis à l'escompte 1.337.473 effets pour 1.578.926.720 lire, contre 2.670.272.490 lire d'effets escomptés en 1893. Les lettres de change reçues simplement à l'encaissement ont été de 119.514, représentant la somme de 120.599.682 lire. La Banque a escompté, par l'intermédiaire de ses 316 correspondants sur les places mêmes où elle n'a pas d'établissement à elle, un total de 203.930.721 lire répartis sur 290.429 lettres de change.

Les avances ont augmenté de 16 millions 711.849 lire et se sont élevées à 127.795.759 lire, dont 92.666.391 lire sur les valeurs d'Etat ; 11.039.750 lire sur les valeurs provinciales et communales ; 5.991.910 sur les valeurs industrielles ; 9.318.146 sur les titres fonciers ; 8 millions 771.562 sur les soies.

Le taux de l'escompte et de l'intérêt sur les avances a été de 6 0/0 de janvier à fin août ; de 5 1/2 0/0 de septembre à fin octobre et de 5 0/0 depuis le 1er novembre.

CIRCULATION. — SUBVENTIONS AU TRÉSOR

La circulation moyenne des billets de banque a été, en 1894, de 785.877.348 lire, non compris 66.707.117

lire de billets émis pour le compte du Trésor. De là, une circulation improductive (et couverte par une égale réserve) de 43.799.052 lire, excédant la circulation ordinaire fixée par la loi du 10 août 1893, en raison de 808.765.413 lire. En regard de la circulation, la réserve a été portée du tiers aux deux cinquièmes et la réserve métallique qui, en 1893, atteignait le 31 0/0 de la dette totale pour la circulation des billets et les dettes à vue, s'élève le 31 décembre 1894 à la proportion du 42 40 0/0.

Les avances faites au Trésor en 1894 se sont élevées à 96.500.000 lire et les remboursements à 58.500.000 lire, outre la restitution de la somme de 51.729.819 lire représentant l'avance faite par les deux anciennes Banques Toscanes et l'ancienne Banque Nationale pour l'opération de la Régie des Tabacs.

SOUFFRANCES ET IMMOBILISATIONS

Les lettres de change, qui étaient restées en souffrance le 31 décembre 1893, représentaient une somme de 35.343.877 lire 70, qui, en 1894, a été augmentée de 6.125.187 lire 52, d'où un total de 41.469.065 lire 22, dont :

6.674.697 lire 61 ont été recouvrées ;
8.727.634 lire 61 passées en comptes immobilisations ;
39.758 lire 25 passées en compte des crédits garantis ;

D'où le montant du reliquat des effets en souffrance est de 26.026.974 lire 77.

Les crédits garantis par des hypothèques représentaient, le 31 décembre 1893, une somme de 18.466.918 lire 51. En 1894, il en a été recouvré ou passé à d'autres comptes pour 4.681.711 lire 70, et il en restait, au 31 décembre, pour 13.785.206 lire 81.

PATRIMOINE IMMOBILIER. — BÉNÉFICES. — CRÉDIT FONCIER

Le patrimoine immobilier de la Banque d'Italie, qui, à la fin de 1893, s'élevait à 14.413.309 lire 90, a été accru de 1.603.252 lire 63, par suite d'autres immeubles provenant de la Banque Nationale Toscane et de la Banque Toscane de Crédit.

Ainsi que nous l'a déjà appris notre correspondant, les bénéfices nets de l'exercice, toutes déductions faites, y compris celle établie par la loi du 10 août 1893 pour la liquidation de la Banque Romaine, ont été de 4.794.226 lire 85, répartis comme il suit : 230.711 lire 35 passés au fonds de réserve, 54.515 lire 50 portés au compte à nouveau, et 4.500.000 lire à distribuer aux actionnaires, à raison de 15 fr. par action.

Le Crédit Foncier de la Banque d'Italie a stipulé 68 contrats de prêts en 1894 pour une somme totale de 4.796.000 lire en liquidant ainsi ses opérations passées désormais à l'Institut de Crédit Foncier. Le bilan spécial du Crédit Foncier de la Banque d'Italie s'est soldé par un bénéfice de 636.593 lire 50, dans lequel est compris le dividende de 1893, encaissé en 1894, pour les 30.000 actions possédées par l'Institut italien de crédit.

FRAIS D'ADMINISTRATION. — TAXES

La Banque d'Italie a payé, en 1893, 8.349.454 lire 68 pour frais d'administration, et 7.611.201 lire 32 pour taxes, soit un total d'environ 16 millions, somme que les syndics ont reconnu être trop considérable, en faisant des vœux pour qu'elle soit réduite à l'avenir. Il faut bien dire que cette forte dépense a été en partie l'effet de la fusion des Banques, qui a occasionné des frais d'indemnités, de déplacements et un nombre exorbitant d'employés ; et, en partie, elle a été l'effet des lourdes taxes qui frappent la circulation et qui sont dans la proportion de 17 lire 22 par action.

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 8 mars 1895.

Après plusieurs séances de réalisations, les transactions sont devenues très restreintes, mais l'attitude du marché parisien contribue à maintenir la fermeté.

On s'occupe beaucoup du nouveau *Banco di Gestioni et Liquidazioni,* qui doit commencer à fonctionner le mois prochain.

BOURSES FINANCIÈRES DE ROME ET DE GÊNES

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

	31 jan	7 févr.	14 fév.	21 fév.	28 fév.	7 mars
Rome						
Rente Italienne 4 0/0	92 12	92 67	93 52	93 52	93 37	93 50
Ch. de fer Méditerranée act.	508 »	506 »	507 »	500 »	504 »	504 »
— Méridionaux act.	670 »	671 »	668 »	660 »	663 »	664 »
Banque Nationale act.	779 »	824 »	850 »	843 »	830 »	842 »
— de Rome	350 »	350 »	350 »	350 »	» »	350 »
— Générale	18 »	18 50	22 »	26 50	33 »	30 50
Comp. Nav. à vap. F. R.	292 »	295 »	295 »	299 »	299 »	200 »
Banque Immobilière	23 »	32 »	30 50	29 »	28 »	28 »
Crédit mobilier Italien	105 »	105 »	112 »	110 »	105 »	110 »
Eaux Marcia	1170 »	1165 »	1195 »	1195 »	1202 »	1255 »
Change sur la France	106 20	105 70	104 85	105 30	105 35	105 27
— sur Londres	26 70	26 60	26 46	26 55	26 64	26 55
— sur Berlin	130 80	130 15	129 50	129 50	129 85	130 45
Gênes						
Rente Italienne 4 0/0	92 15	92 65	93 50	93 45	93 07	93 50
Crédit Mobilier Italien	115 »	110 »	109 »	103 »	» »	106 »
Chemins de fer Méridionaux	668 »	669 »	666 »	651 »	661 »	664 »
Change sur Paris	106 12	105 62	104 80	105 35	105 35	105 40
— sur Berlin	130 12	130 »	129 05	129 65	129 80	129 95

PORTUGAL

LA SITUATION

Lisbonne, 5 mars 1895.

La Banque de Portugal. — Les Comptes de l'année 1894. — Les Recettes douanières en février.

Je vous parlais dans ma dernière lettre du contrat intervenu entre le Gouvernement et la Banque de Portugal.

C'est encore de cet Etablissement que je dois vous entretenir aujourd'hui.

L'assemblée générale ordinaire vient, en effet, de se réunir pour discuter le contrat en question et approuver les comptes de l'année 1894. Ces comptes sont d'un intérêt incontestable et je m'empresse de les résumer.

Le chiffre des affaires de la Banque a été en 1894 de 140.332 contos, soit 1.862 contos de moins qu'en 1893. Le mouvement général de la caisse a atteint 447.240 contos de reis, dépassant de 20.707 contos le chiffre de 1893.

L'augmentation de la réserve métallique a été de 1.894 contos dont 1.314 contos en or, tandis qu'en 1893 cette augmentation avait été de 1.706 contos dont 869 contos en or.

Le solde des effets à recevoir et à payer a atteint 12.258 contos, soit 648 contos de plus qu'en 1893.

L'augmentation provient de l'escompte des effets, qui s'est fait sur une plus large échelle.

Le compte des prêts sur gages avait été clôturé, en 1893, avec un solde de 3.771 contos. Pendant l'année 1894, on a réalisé 337 contos d'opérations de ce genre, et 1.136 contos d'emprunts ont été amortis.

Le compte de la Banque de Portugal avec les Banques auxquelles elle avait ouvert un crédit gratuit de 2.000 contos de reis en échange du droit d'émission des billets de Banque, est descendu à 1.600 contos, la Banque de Portugal ayant remboursé 133 contos pendant l'année 1894.

Les titres en portefeuille accusent une diminution de 2.325 contos et se chiffrent en 1894 par 2.631 contos seulement.

Pour ce qui est des comptes divers, on trouve, pour 1894 : à l'actif, 5.491 contos ; au passif, 2.169 contos, soit des différences en moins, respectivement, de 431 et de 1.183 contos, comparé aux mêmes comptes en 1893.

On constate un accroissement considérable en opérations de change, résultant principalement de transferts de Paris sur Londres, à cause de la vente des obligations des Tabacs. Le total des opérations qui nous occupent s'élève à 12.086 contos, dépassant de 5.331 contos celles faites en 1893.

La Banque a importé pour 1.650 contos de reis d'or en 1894.

Le mouvement général du compte courant avec le

Trésor a été de 169.507 contos, 6.073 contos de moins qu'en 1893.

Passant à un nouveau chapitre du rapport, celui des effets en dépôt, on constate une diminution, pour 1894, de 1.730 contos, le montant, au 31 décembre, étant de 40.156 contos.

Les immeubles, etc., sont évalués à 599 contos, 28 de plus qu'au 31 décembre 1893.

Le mouvement des dépôts en espèces a été de 54.548 contos en 1894, 2.906 contos de plus qu'en 1893.

Le fonds permanent de réserve était, au 31 décembre dernier, de 1.455 contos et, en y ajoutant les 89 contos proposés par la Direction, il s'élève à 1.544, et il s'en faut donc encore de 1.156 contos avant d'arriver au chiffre légal.

Le fonds de réserve variable de 694 contos a reçu l'application suivante : 344 contos pour la liquidation du portefeuille des titres, 350 contos à l'amortisation de crédits irrécouvrables, etc.

Des chiffres que nous venons de citer, il résulte que les affaires de la Banque de Portugal ont bénéficié, en 1894, d'une certaine activité : d'après le rapport, le total des bénéfices pour l'exercice s'est élevé à 2.379 contos, soit une augmentation de 35 contos par rapport à 1893. En vertu du nouveau contrat passé avec le Trésor, le Gouvernement doit recevoir, pour sa part, 238 contos sur ces bénéfices.

Les recettes douanières du mois de février sont loin d'être satisfaisantes.

Voici les chiffres qu'elles donnent :

Lisbonne :		
Générales......	494:702$844	
Céréales.........	177:718$810	
Consommation .	163:059$918	835:481$572
Porto :		
Générales........	363:924$394	
Céréales.........	154:666$240	518:590$634
		1.354:072$206

En février 1894, les recettes avaient été de :

Lisbonne :		
Générales......	507:993$251	
Céréales.........	170:913$935	
Consommation .	165:397$607	
	844:304$793	
Porto :		
Générales......	515:582$141	
Céréales.........	50:949$285	
	566:531$426	1.410:836$219
Soit en moins pour février 1895.		56:764$013

Le fait qui apparaît aussitôt en examinant ces chiffres, c'est l'énorme diminution de 152 contos subie par les recettes du port de Porto. En 1894, les recettes de février avaient bénéficié, dans ce port, d'une augmentation de 160 contos sur 1893 ; cette augmentation s'est trouvée perdue cette année. Quoiqu'il en soit, cette diminution des recettes de février fait craindre que l'on ne puisse rattraper, pendant les derniers mois de l'année économique, la perte que les mesures contre le choléra avaient provoquée au commencement de l'exercice 1894-95.

Pour les sept premiers mois de l'année, voici quels sont les résultats donnés par les recettes à l'augmentation desquelles participent les porteurs de la dette extérieure :

	1893-94	1894-95
Droits d'importation.	7.001:218$354	6.987:563$176
Droits d'exportation .	171:752$092	179:050$119
Soit en moins en 1895.	6.356$327	

Ce résultat nous montre un pas en arrière ; en janvier, nous constations, en effet, une amélioration.

ROUMANIE

La Dette Publique de la Roumanie. — Le tableau suivant complète l'information publiée dans l'*Economiste Européen* du 2 mars 1895 (nº 164, p. 287), en donnant le détail des emprunts formant la Dette publique :

	francs
Rente perpétuelle 5 0/0 1875...	44.600.000
— amortiss. — 1881-88	436.525.000
Oblig. Ch. de fer — 1881...	47.948.000
— rurales... 6 0/0 1880...	31.600.000
Rente amortiss. 4 0/0 1889...	32.500.000
— — — 1889...	50.000.000
— — — 1890...	274.375.000
— — — 1891...	45.000.000
— — 5 0/0 1892...	75.000.000
— — — 1893...	50.000.000
— — — 1894...	6.500.000
— — — 1894...	120.000.000
Chemins de fer Suciava-Iassi-Botosani-Roman.....1871...	51.535.640
Emprunt à la Caisse des dépôts..............1872...	9.985.320
Emprunts, idem, unifiés 1889...	13.303.526
Total......	1.288.872.487

Sur ce total, 95.955.779 fr. ont été amortis jusqu'à la fin de l'exercice 1894 95, de telle sorte qu'au 1er avril 1895, la dette se chiffrera par 1.182.916.707 francs.

Le Projet de Budget roumain pour 1895-96. — D'après le rapport général sur le Budget de 1895-96, qui vient d'être distribué au Parlement roumain, le tableau général des recettes et des dépenses prévues pour cet exercice s'établit comme suit :

RECETTES

	Francs
Contributions directes...................	32.390.000
— indirectes..............	63.410.000
Monopoles de l'Etat....................	48.700.000
Ministères :	
Domaines.............................	28.436.500
Travaux publics.........................	13.919.000
Intérieur..............................	10.220.000
Finances..............................	2.820.000
Guerre................................	1.389.000
Instruction publique...................	868.000
Affaires étrangères	255.000
Justice................................	2.500
Divers.................................	7.390.000
Total................	209.800.000

DÉPENSES

Dette publique	73.975.262
Ministères :	
Guerre................................	41.016.134
Finances..............................	25.653.485
Instruction publique...................	26.118.900
Intérieur..............................	21.350.642
Travaux publics........................	6.318.500
Justice................................	6.610.796
Domaines..............................	5.950.349
Affaires étrangères....................	1.725.741
Conseil des Ministres...................	66.500
Fonds pour l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires.....	1.013.990
Total................	209.800.000

De même que son devancier, le Budget de 1895-96 est absolument normal, c'est-à-dire que les dépenses proviennent de contributions existantes, sans que le Gouvernement ait eu à recourir à la création de nouveaux impôts ou de changer le système fiscal.

Le Propriétaire-Gérant : JULES MONTEL.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 ru du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25 fr.**
— — Six mois. **14 fr.**
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32 fr.**
— — Six mois.. **18 fr.**

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60** ; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission.

N° 166. — 7e volume. (11) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 16 mars 1895.

SOMMAIRE DU N° 166

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 321 à 331.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique ; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — Le Nord de l'Espagne. — La Nouvelle Législation russe pour les Titres de l'État au Porteur. — Dette convertie Ottomane, Série B. — Le Privilège des Bouilleurs de cru. — Le Canal de Jonction de Marseille au Rhône. — Le Commerce extérieur de la France en Février 1895. — Établissements Duval. — Pages 331 à 340.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris — La Banque de France. — Le Rendement des Impôts. — Mouvement des Caisses d'Epargne. — Chambre de Compensation des Banquiers de Paris. — Le Monopole des Tabacs et des Allumettes. — Jardin d'Acclimatation. — Les Mines de Mouzaïa. — Recettes des Chemins de fer. — Pages 341 et 342.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :

ALLEMAGNE : Pages 343 à 345. — ANGLETERRE : Pages 345 et 346. — AUTRICHE-HONGRIE : Page 347. — BELGIQUE : Pages 347 et 348. — BULGARIE : Page 348. — ESPAGNE : Pages 349 à 351. — GRÈCE : Page 351. — ITALIE : Pages 351 et 352. — RUSSIE : Page 352.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 15 mars	1.721.8	1.265.6	2.987.4	3.507.5	85	2½
1895 28 fév..	2.148.7	1.238.7	3.387.4	3.675.7	92	2½
1895 7 mars	2.148.4	1.238.7	3.387.1	3.604.5	94	2½
1895 14 mars	2.143.2	1.239.8	3.383.0	3.593.5	95	2½
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 8 mars	717.6	421.4	1.139.0	1.137.0	100	3½
1895 23 fév..	999.6	388.8	1.388.4	1.211.0	114	3
1895 28 fév..	986.8	383.7	1.370.5	1.230.1	111	3
1895 8 mars	978.9	380.7	1.359.6	1.226.0	111	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 15 mars	768.8	»	768.2	600.6	128	2
1895 28 fév..	927.1	»	927.1	619.9	150	2
1895 7 mars	929.6	»	929.6	626.8	149	2
1895 14 mars	924.2	»	924.2	622.3	149	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1894 27 janv.	102.5	20.0	122.5	155.0	79	»
1894 1er déc..	124.3	17.5	141.8	182.0	73	»
1894 29 déc..	117.1	17.0	134.1	182.2	74	»
1895 26 janv.	110.0	16.2	126.2	172.6	73	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1894 27 janv.	67.5	10.0	77.5	157.5	48	»
1894 1er déc..	76.5	10.0	86.5	171.2	50	»
1894 29 déc..	73.1	9.5	82.6	171.2	48	»
1895 26 janv.	71.0	9.4	80.4	162.5	49	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 8 mars	216.9	341.1	558.0	872.1	63	4
1895 23 fév..	358.9	289.6	648.5	962.6	67	4
1895 28 fév..	358.9	287.9	646.8	973.4	66	4
1895 8 mars	360.8	288.5	649.3	979.7	66	4
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 8 mars	80.4	37.9	118.3	421.5	28	3
1895 21 fév..	102.5	27.3	127.8	446.5	29	3
1895 28 fév..	101.0	26.8	127.8	458.1	28	3
1895 7 mars	103.5	27.5	131.0	443.6	29	3
BULGARIE. — Banque Nationale						
1894 7 janv.	4.8	1.1	5.9	1.3	455	8
1894 21 déc..	10.6	1.1	11.7	1.0	1170	8
1894 31 déc..	10.9	1.2	12.1	0.8	1510	8
1895 7 janv.	9.3	1.0	10.3	0.7	1470	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 28 fév..	72.7	»	72.7	96.0	76	4
1894 31 déc..	86.9	»	86.9	114.8	76	3½
1895 31 janv.	75.5	»	75.5	103.3	73	3½
1895 28 fév..	73.6	»	73.6	99.5	74	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 10 mars	197.9	193.2	391.1	931.4	42	5
1895 23 fév..	200.1	294.1	494.2	917.6	54	5
1895 2 mars	200.1	297.4	497.5	910.0	55	5
1895 9 mars	200.1	298.8	498.9	914.0	55	5
GRÈCE. — Banque Nationale						
1894 31 janv.	2.1	»	2.1	112.9	2	6½
1894 30 nov.	1.9	»	1.9	110.5	2	6½
1894 31 déc..	2.0	»	2.0	109.5	2	6½
1895 31 janv.	1.9	»	1.9	108.7	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 10 mars	109.0	177.0	286.0	418.5	68	2½
1895 23 fév..	111.5	175.6	287.1	438.3	65	2½
1895 2 mars	111.5	176.2	287.7	442.0	65	2½
1895 9 mars	111.5	176.8	288.3	442.3	65	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 20 fév..	286.1	63.8	349.9	931.8	38	6
1895 31 janv.	292.6	69.7	362.3	801.2	45	5
1895 10 fév..	301.3	76.4	377.7	778.6	48	5
1895 20 fév..	299.7	70.6	370.3	750.3	49	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 20 fév..	92.3	9.8	102.1	266.8	38	6
1895 31 janv.	105.5	10.5	116.0	239.9	48	5
1895 10 fév..	105.5	10.5	116.0	248.0	46	5
1895 20 fév..	105.5	10.5	116.0	238.8	48	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 20 fév..	35.2	1.5	36.7	64.0	56	6
1895 31 janv.	35.2	1.5	36.7	54.5	67	5
1895 10 fév..	35.2	1.5	36.7	54.0	67	5
1895 20 fév..	35.2	1.5	36.7	51.2	71	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1894 31 janv.	32.9	»	32.9	60.6	54	5
1894 30 nov.	30.6	»	30.6	69.3	44	4½
1894 31 déc..	31.4	»	31.4	66.9	47	4½
1895 31 janv.	32.0	»	32.0	62.3	51	4
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1894 7 mars	15.1	35.5	50.6	278.8	18	6
1895 20 fév..	26.6	38.6	65.2	290.4	22	6
1895 27 fév..	26.7	38.7	65.4	289.4	22	6
1895 6 mars	26.6	39.1	65.7	291.5	23	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 3 mars	51.8	0.5	52.3	115.2	46	6
1895 16 fév..	43.7	4.5	48.2	97.9	49	6
1895 23 fév..	42.4	4.5	46.9	96 2	49	6
1895 2 mars	42.9	4.8	47.7	95.6	50	6

Dates	Encaisse métallique — Or	Encaisse métallique — Argent	Encaisse métallique — Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 16 fév..	1.520.7	14.8	1.535.5	3.981.5	38	4%
1895 16 janv.	1.557.2	15.3	1.572.5	4.252.2	37	4
1895 1er fév..	1.556.0	16.0	1.572.0	4.240.0	37	4
1895 16 fév..	1.557.3	16.2	1.573.5	4.197.5	37	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1893 30 nov.	21.7	3.9	25.6	45.6	55	»
1894 30 sept.	21.8	3.3	25.1	49.1	51	»
1894 31 oct..	21.8	3.4	25.2	51.0	49	»
1894 30 nov.	21.9	3.5	25.4	49.9	50	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 22 fév..	8.4	4.0	12.4	25.7	48	6
1895 8 fév..	6.4	4.3	10.7	24.5	44	6
1895 15 fév..	6.3	4.3	10.6	24.3	44	6
1895 22 fév..	6.2	4.4	10.6	24.2	44	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1894 31 janv.	23.2	4.3	27.5	60.2	46	4
1894 30 nov.	30.9	4.0	34.9	66.6	53	4
1894 31 déc..	30.8	3.8	34.6	72.6	48	4
1895 31 janv.	30.9	4.5	35.4	62.7	57	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1894 31 janv.	10.2	14.6	24.8	76.5	32	»
1894 30 nov.	10.4	14.0	24.5	84.1	29	»
1894 31 déc..	10.5	18.6	29.1	85.8	34	»
1895 31 janv.	10.4	12.1	22.5	79.6	28	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 10 mars	74.9	17.8	92.7	165.9	55	3
1895 23 fév..	83.6	12.3	95.9	170.1	56	2½
1895 2 mars	83.6	11.4	95.0	173.4	55	2½
1895 9 mars	83.1	10.8	93.9	169.6	55	2½

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

1894 15 mars	6 234,5	2 637,8	8 872,3	14 483,9	61%
1895 28 fév..	7 379,6	2 631,3	10 010,9	15 016,2	67
1895 7 mars	7 354,9	2 615,1	9 970,0	14 877,8	67
1895 14 mars	7 339,7	2 616,7	9 956,4	14 838,6	67

TOTAUX au 31 décembre

1889 31 déc.	4 734,0	2 192,4	6 926,4	13 416,3	52%
1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	8 fév.	15 fév.	22 fév.	1er mars	8 mars	15 mars
Amsterdam	47 90	47 87	47 87	47 85	47 90	47 90
Anvers	100 15	100 15	100 19	100 15	100 07	100 01
Athènes	186 50	185 50	185 50	186 50	186 50	186 50
Barcelone	9 60	9 40	8 90	9 »	8 »	7 10
Berlin	81 20	81 15	81 15	81 15	81 »	81 »
Bruxelles	100 15	100 12	100 22	100 12	100 01	99 98
Bucharest	101 »	100 85	100 80	100 80	100 80	100 60
Constantinople	22 75	22 70	22 62	22 61	22 62	22 60
Francfort	81 17	81 17	81 16	81 16	81 07	80 97
Gênes	105 62	101 80	105 35	105 35	105 40	105 37
Genève	100 24	100 24	100 32	100 34	100 36	100 30
Lisbonne	680 »	679 »	678 50	678 »	678 »	679 50
Londres	25 35	25 40	25 36	25 38	25 36	25 37
Madrid	9 25	9 10	8 40	8 82	7 55	7 20
Rome	105 70	104 85	105 30	105 35	105 27	105 40
Saint-Pétersbourg	36 77	36 75	36 85	36 90	36 87	36 95
Vienne (à vue)	49 40	49 30	49 25	49 12	49 05	49 »
— (à 3 mois)	49 35	49 25	49 20	49 05	49 »	48 95

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	15 fév.	22 fév.	1 mars	8 mars	15 mars
Amsterdam. pap. court	4 %	206 69	206 50	206 69	206 41	206 37
Allemagne.. —	4 %	121 97	121 87	122 »	122 12	122 19
Vienne-Tr.. —	4 %	200 81	201 37	201 62	202 »	202 37
Barcelone.. —	4 %	453 »	455 »	454 50	461 50	462 25
Madrid ..... —	4 %	453 »	455 »	454 50	461 50	462 25
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	268 50	267 75	267 »	267 »	267 50
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 23	25 22½	25 22½	25 21½	25 24
— ..... ch. court	2 %	25 24½	25 21	25 21	25 23	25 25½
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	3 %	0 12 p.	0 19 p	0 15p.	0 03 p	0 06 p.
Italie........ —	5 %	4 75 p.	5 25 p.	5 37p.	5 25 p.	5 12 p.
Suisse....... —	2 ½ %	0 28 p.	0 37 p.	0 37p.	0 37 p.	0 37 p.
New-York.........	2 ½ %	515 25	515 25	515 »	514 50	514 50
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	99 71	100 15	100 69	101 02	102 34
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains...**		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres.................		2 47	2 47	2 47	2 47	2 47
Souverains anglais.......		25 22	25 20	25 19	25 18	25 22
Banknotes................		25 22	25 21	25 20	25 19	25 23
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

PAYS EXTRA-EUROPÉENS

NOMS DES PAYS	Valeur au pair en francs	Valeurs en francs au change du jour — 14 fév.	21 fév.	28 fév.	7 mars	14 mars
Etats-Unis (doll. or)..	5 18	5 15	5 15	5 15	5 14	5 14
Mexique (piastre arg.)	5 43	2 47	2 47	2 47	2 47	2 47
Répub.Arg.(peso pap.)	5 »	1 43	1 39	1 40	1 40	1 41
Chili (peso papier)....	5 »	1 68	1 73	1 69	1 77	1 77
Brésil (milreis papier)	2 60	1 01	1 05	1 04	1 »	1 01
Indes (roupie argent).	2 38	1 33	1 36	1 35	1 35	1 35
Japon (yen argent)...	5 39	2 55	2 57	2 57	2 57	2 51
Chine (Shanghaï) (taël arg.)	7 47	3 56	3 58	3 58	3 60	3 62

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 15 mars 1895 :

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*	100 04	Billets *Allemands*	99 96
En *Angleterre*	99 93	— *Anglais*	100 07
En *Autr.-Hongrie*...	102 74	— *Austro-Hongr.*	97 33
En *Belgique*	100 06	— *Belges*	99 94
En *Espagne*	107 10	— *Espagnols*	93 37
En *Grèce*...........	186 50	— *Grecs*	53 61
En *Hollande*	100 75	— *Hollandais*....	99 25
En *Italie*	105 40	— *Italiens*	94 88
En *Russie*	148 05	— *Russes*........	67 54
En *Suisse*	100 37	— *Suisses*........	99 63
Aux *Etats-Unis*	100 68	Pièces des *Etats-Unis*.	99 32
Au *Mexique*	219 39	— du *Mexique* ...	45 57
En *Rép. Argentine*.	353 ..	Billets *Rép. Argentine*.	28 20
Au *Chili*...........	282 48	— du *Chili*	35 40
Au *Brésil*..........	257 42	— du *Brésil*......	38 84
Aux *Indes*	176 29	Pièces des *Indes*	56 72
Au *Japon*...........	214 74	— du *Japon*......	46 56
En *Chine*	206 35	— de la *Chine*....	48 46

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 15 mars 1985.

En dehors des devises allemandes et hollandaises, dont les cours sont en quelque sorte stéréotypés. le papier étranger est, en général, plus ferme. La *Valuta* est à 202 37, la perte du papier à vue est réduite à 2 74 0/0, elle paraît appelée à disparaître dans un avenir assez prochain.

Le papier sur l'Espagne perd 7 10 0/0, les places de Madrid et de Barcelone arbitrent de plus en plus l'Extérieure contre l'Intérieure, la décision si fâcheuse du Nord-Espagne de payer en pesetas les coupons et

l'amortissement de ses obligations, sur laquelle on trouvera plus loin un article de M. Ed. Théry, ne paraît pas avoir produit beaucoup d'impression, grâce à l'effervescence qui se manifeste sur toutes les places et surtout au cours actuel des obligations qui en fait un placement très rémunérateur, mais le dernier mot n'est pas dit, il ne le sera que lorsque la spéculation lâchera l'Extérieure, qui n'est certainement pas classée. Ce jour-là, le Ministère comprendra la question du change à laquelle il paraît totalement étranger.

En Portugal, la prime sur l'or est à 25 3/4.

Le rouble est ferme à 267 50.

Le change sur Londres est au-dessus du pair, l'abaissement à 2 0/0 du taux de la Banque de France n'y est pas étranger.

Le papier italien reste à peu près au cours de la semaine dernière.

Le New-York se tient à 514 50 au-dessous du *gold point* d'importation à Paris. On peut s'attendre prochainement à voir l'or provenant du dernier emprunt reprendre le chemin de l'Europe.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	11 fév.	21 fév.	28 fév.	7 mars	14 mars
Hong-Kong	1/11 5/8	1/11 7/8	1/11 3/4	1/11 3/4	2/. ./.
Shanghaï.......	2/8 7/8	2/9 1/8	2/9 1/8	2/9 1/4	2/9 1/2
Yokohama	1/11 5/8	1/11 3/4	1/11 3/4	1/11 3/4	1/11 1/4
Valeurs à vue :					
Singapoure.....	1/11 1/2	1/11 3/4	1/11 3/4	1/11 7/8	2/0 1/8
Bombay	1/0 11/16	1/1	1/0 7/8	1/0 27/32	1/0 29/32
Calcutta.	1/0 23/32	1/1	1/0 7/8	1/0 27/32	1/0 15/16
Rio-Janeiro.	9 5/8	10 ./.	9 15/16	9 1/2	9 5/8
Valparaiso.....	16 ./.	16 1/2	16 5/8	16 15/16	16 7/8
Buenos-Ayres, prime de l'or..	248 1/2	259	255	255 1/2	253
Argent en barres	27 5/16	27 1/2	27 9/16	27 5/8	27 15/16

Peu de changements sur les devises de l'Extrême-Orient, le Shanghaï est plus ferme, tandis que le Yokohama faiblit, mais les mouvements sont très limités et n'ont pas de signification.

Rien d'intéressant non plus sur les changes indiens. La *Banque d'Angleterre* a adjugé mercredi dernier 60 laks de roupies, qui ont trouvé preneur à 1/0 29/32 comme prix minimum.

Le Rio-de-Janeiro gagne 1/8 et le Valparaiso perd 1/16. A Buenos-Ayres, la prime sur l'or reste toujours à peu près la même.

L'argent-métal s'est sensiblement relevé à 102 fr. 34 le kilo.

L'or reste au pair à Paris et à Londres.

Dans sa séance du 14 mars, le Conseil général de la *Banque de France*, a décidé l'abaissement à 2 0/0 du taux de l'escompte et à 3 0/0 du taux des avances. Cette mesure a été bien accueillie.

En ce qui concerne l'escompte, elle ne paraît pas devoir produire des résultats immédiats étant donné l'extrême bon marché des capitaux, la modération du taux des avances au contraire, rendra un véritable service aux emprunteurs, dont les coupons qu'ils ont à toucher couvriront à peu près ce qu'ils auront à payer comme intérêts.

Encaisses. — Circulation fiduciaire.

La *Banque de France* a perdu 5.199.000 fr.; d'or par la circulation, 1.560.000 fr. à Paris et 77.000 fr. dans les succursales. Il est sorti 4.649.000 fr. de matières, mais il est arrivé 468.000 fr. de Turquie, 226.000 fr. de Suisse, 250.000 francs d'Autriche, 90.000 fr. de Grèce, 53.000 fr. de Roumanie.

L'argent a augmenté de 1.125.000 fr.; il est rentré à Paris par la circulation 2.025.000 fr. et sorti 670.000 fr. dans les succursales, qui ont expédié 590.000 francs en Suisse et reçu 100.000 francs de la Belgique et de la Suisse.

La circulation des billets a diminué de 11 millions.

La *Banque d'Allemagne* a perdu 10.900.000 francs d'or et d'argent ; on verra par le compte rendu de la Banque que nous publions plus loin combien les opérations sur métaux précieux sont actives dans cet Etablissement, elles expliquent les variations étendues de l'encaisse que l'on constate d'un bilan à l'autre.

La circulation fiduciaire n'a presque pas changé.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent de sorties de 6.525.000 fr. La circulation ayant rendu 1.125.000 francs, la diminution du métal jaune a été de 5 millions 400.000 fr.

Voici le détail des entrées et des sorties :

Entrées			Sorties		
7 mars	Ach. en barres £	43.000	7 mars	Argentine... £	270.000
» »	Paris........	6.000	» »	Cap..........	20.000
8 »	Ach. en barres	131.000	11 »	Indes........	18.000
» »	Roumanie ...	5.000	13 »	Amér. du Sud.	500.000
11 »	Egypte	100.000			
12 »	Australie	182.000			
» »	Roumanie ...	6.000			
13 »	» ...	6.000			
» »	Ach. en barres	68.000			
Excédent des sorties.		261.000			
Total égal.........	£	808.000	Total des sorties.	£	808.000

La *Banque d'Autriche-Hongrie* a gagné 1.900.000 fr. d'or et 600.000 fr. d'argent, la circulation a grossi de 6.300.000 fr,

A la *Banque de Belgique*, l'encaisse augmenté de 3.200.000 fr, les billets ont diminué de 14.500.000 fr.

A la *Banque d'Espagne*, on relève encore une entrée de 1.400.000 fr. d'argent.

Aucun changement à la *Banque des Pays-Bas* et à la *Banque du Portugal.*

La *Banque de Roumanie* a gagné 500.000 fr. d'or ; le fait est assez rare pour qu'on le remarque, mais il est probable que le prochain bilan portera la trace des expéditions faites en Angleterre qu'accuse notre tableau des mouvements d'or à la *Banque d'Angleterre.*

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 16 au 23 févr.	depuis le 1er janv.	du 16 au 23 févr.	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	8.008.800	1.216.635	1.308.939
France.........	»	11.916.400	52.680	560.078
Allemagne......	»	5.772.036	»	56.742
Autres pays....	101.985	1.079.712	3.490	105.503
Total 1895...	101.985	26.776.948	1.270.805	2.031.262
Total 1894...	42.400	3.770.663	107.712	1.756.655
— 1893...	4.893.001	25.709.568	36.962	170.719
ARGENT				
Grande-Bretagne	463.700	4.445.090	»	40.730
France.........	»	»	»	1.900
Allemagne......	»	4.098	»	1.380
Autres pays....	34.402	91.341	2.582	146.145
Total 1895...	498.102	4.540.529	2.582	190.155
— 1894...	643.331	6.641.272	50.571	245.233
— 1893...	537.137	4.450.389	418.507	896.482

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	10 mars	97.400.000	dollars
1895.....	23 févr..	74.400.000	—
1895.....	2 mars	69.600.000	—
1895.....	9 mars	67.200.000	—

Le mouvement de l'or aux Etats Unis est momentanément retourné et les importations dépassent les exportations, mais si l'état actuel du change ne se modifie pas, les exportations recommenceront.

Il faut remarquer que tout compte fait il est plus économique d'avoir de l'or aux Etats-Unis contre billets qu'en Angleterre contre escompte à 2 0/0.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

A la Société d'Economie industrielle et commerciale

Notre excellent confrère l'*Express-Finance*, publie le compte rendu suivant de la réunion du vendredi 8 mars, au cours de laquelle la discussion contradictoire sur la *Question monétaire* s'est poursuivie :

L'ordre du jour appelle la continuation de « *la discussion sur le bimétallisme* » et le Président donne la parole à M. Mercet.

M. Mercet remercie tout d'abord la Société d'avoir bien voulu lui fournir l'occasion de participer à cette intéressante discussion et d'échanger avec M. Théry quelques idées sur les difficultés monétaires actuelles.

M. Mercet est monométalliste, et bien qu'on ait signalé à la dernière réunion deux conversions très saisissantes quoique en sens contraires, l'une d'un bimétalliste devenu monométalliste, M. Raffalovich, l'autre d'un monométalliste devenu bimétalliste, et bimétalliste fougueux, M. Théry, il ne pense pas qu'il vienne de longtemps à un changement d'opinion.

La question monétaire est considérable. Si on voulait la traiter sous tous ses aspects, il faudrait 5, 10, 15 réunions comme celle-ci pour aborder les uns après les autres tous les points qu'elle soulève. M. Mercet se cantonnera dans l'examen de la question au point de vue exclusivement français et pour bien préciser la marche de sa discussion, il indique qu'il examinera :

1° S'il est désirable qu'une nouvelle conférence ait lieu en vue du rétablissement de la frappe de l'argent :

2° S'il est possible que cette conférence se réunisse et aboutisse ;

3° Et enfin quels remèdes on peut apporter aux dificultés existantes et quelles mesures il peut convenir de prendre pour lutter contre le développement de l'opinion bimétalliste.

M. Mercet expose que nous avons déjà vu fonctionner des Unions monétaires, l'une notamment entre l'Allemagne et l'Autriche établie sur la base de 1 1/2 florin pour 1 thaler, soit le florin valant 2 fr. 50.

Cette union a laissé à la charge de l'Allemagne un stock de florins d'Autriche qui ne représentent plus qu'un prix légal de 2 fr. 10, en raison de la dernière loi monétaire d'Autriche d'il y a 2 ou 3 ans.

Une autre union, pleine d'enseignement, celle-là, est l'Union monétaire latine. M. Mercet entre dans des détails très complets sur la formation de l'Union latine, l'état financier des États qui la composent, les difficultés qu'elle a créées à la France qui est le pivot de cette union, qui en est la victime, qui est en réalité l'Union latine à elle toute seule, puisqu'elle a été envahie et qu'elle est encore tout encombrée par les écus de ses coassociés. Il rappelle le but spécial de la conférence de 1885, qui avait à se prononcer sur les conditions dans lesquelles devrait s'effectuer la liquidation des comptes de l'Union, le jour où elle serait dénoncée. On a vu dans cette conférence un pays, la Belgique, essayant de se dérober aux engagements qui découlaient du fait des écus frappés à son effigie, et obtenant enfin pour elle et ses coassociés, grâce à la bienveillance de la France qui voulait à tout prix obtenir une clause de liquidation, de n'être reconnue responsable que de la moitié de ses écus, l'autre moitié devant être rapatriée par les voies commerciales. M. Mercet attire l'attention de M. Théry sur cette question de la liquidation des unions monétaires, et il lui demande comment il la prévoirait dans la conférence à venir, qui comporterait le bimétallisme universel, c'est-à-dire l'alliance de tous les pays *(assentiment)*. Abandonnant l'Union latine sur laquelle M. Mercet pourrait encore parler longtemps, il aborde le second point de sa discussion et examine si la conférence projetée a des chances de se réunir d'abord et d'aboutir ensuite.

Puis, il passe en revue les discussions qui ont eu lieu à la Chambre des députés en France, à la Chambre des communes en Angleterre, au Parlement allemand et au Congrès américain. Il commence par se déclarer tout à fait rassuré et il est convaincu que la conférence n'aboutira absolument pas, en admettant qu'elle se réunisse, ce qui est assez douteux. En effet, la motion de M. Everett au Parlement anglais, était formulée, d'abord, dans des termes impliquant un vote sur la libre frappe de l'argent. Le Chancelier de l'Echiquier la lui a fait complètement modifier. Il n'aurait pas un seul instant admis la discussion sur une formule aussi bimétalliste, et il n'a accueilli le principe de la conférence future qu'autant qu'elle aura pour but de racheter les mesures pouvant être adoptées en vue d'atténuer les maux résultant des constantes fluctuations des deux métaux monétaires.

En Allemagne, même politesse de M. de Hohenlohe à l'égard des agrariens et, malgré le vote intervenu, la presse allemande doute que les invitations à une conférence qui doivent partir d'Allemagne soient jamais lancées.

En Amérique, six membres du Congrès sont déjà nommés. Mais la loi qui les a fait désigner porte formellement que la délégation ne doit venir en Europe que si elle est convoquée pour assurer la frappe libre internationale. Le président, M. Cleveland, ne désignera les trois derniers membres réservés à son choix que lorsque l'invitation sera parvenue dans ces termes. Il est à penser qu'elle n'arrivera jamais. (*Vif assentiment.*)

Enfin, en France, M. le Président du Conseil a prononcé des paroles qui pourraient préoccuper, en raison des espérances qu'elles peuvent donner aux bimétallistes, si l'on ne supposait pas qu'il y a eu de la part de M. Ribot des formules d'aimable politesse plutôt que l'expression d'une opinion bien arrêtée et bien formelle.

Quel remède apporter à cette situation ?

Comme tout le monde, du reste, les monométallistes n'en peuvent présenter aucun. Mais ils s'élèvent avec force contre celui bien simple que croient posséder les bimétallistes, et qui pourrait abîmer le crédit de la France par l'envahissement de monnaie dépréciée.

M. Mercet ne cache pas ses préoccupations à l'égard de la puissance de ses adversaires. Ils sont animés d'une conviction très respectable, mais qui pourrait avoir, dans l'application, des conséquences déplorables. Il faut craindre les erreurs qu'ils pourraient faire commettre et il estime que la *formation d'une Ligue antibimétalliste* est des plus nécessaires.

A chaque coup de clairon lancé par le groupe bimétalliste, le nouveau groupe répondrait par des arguments, par des faits, par des statistiques, par des réunions bien documentées ; bref, l'opinion publique ne pourrait plus s'égarer. Elle ne pourrait plus croire, que, puisqu'on n'entend que les déclarations bimétallistes, il n'y a qu'à les accueillir et à les appliquer. Il appartient à la Société qui fait à M. Mercet l'honneur de le recevoir maintenant, il appartient à la Chambre syndicale des négociants exportateurs dont il voit en face de lui le président, M. Lourdelet, d'opérer ce *groupement de toutes les forces monométallistes* et d'organiser la défense contre les doctrines sincères, mais erronées, dont le crédit de la France pourrait être la victime ! Notre puissance financière est considérable, malgré les erreurs qui ont pu, qui pourront encore être commises et qui alourdissent notre budget. Ne laissons pas commettre la faute à notre pays d'entrer dans la frappe libre de l'argent, ce serait un désastre. (*Bravos prolongés.*)

M. le Président donne alors la parole à M. Fernand Faure.

Comme l'honorable M. Mercet, M. Fernand Faure est monométalliste. Sa conviction est plus ferme que jamais en dépit de l'habile argumentation de M. Théry. Cette argumentation ne lui paraît pas autrement dangereuse dans le milieu éclairé de la Société d'Economie industrielle et commerciale. Mais il est d'accord avec le précédent orateur sur le danger que peut, dans d'autres milieux, présenter la campagne bimétalliste. Greffée sur le protectionnisme, cette campagne peut procurer, dans les masses profondes du suffrage universel, des adhérents tout à fait inattendus au bimétallisme. Il faut donc se préoccuper de l'enrayer, et la chose n'est possible qu'en organisant une campagne en sens contraire. Aussi bien, M. Fernand Faure exprime-t-il à son tour le souhait de voir la Société d'Economie industrielle susciter la formation d'une véritable ligue antibimétalliste.

M. Fernand Faure veut se borner à discuter la proposition fondamentale du système de M. Théry. Cette proposition se formule ainsi : *L'or et l'argent, quand ils possèdent la fonction de monnaie, ne sont pas des marchandises.* La monnaie est-elle une marchandise ? C'est bien là, ainsi que l'a dit M. Théry vendredi dernier, le nœud de la question. *(Assentiment.)*

Si la proposition de M. Théry est vraie, tout son système bimétalliste se trouve, du coup, justifié. L'or et l'argent peuvent être, sans inconvénient, l'objet d'une frappe illimitée. Ils échappent aux fluctuations de l'offre et de la demande. La loi peut leur donner une valeur réelle invariable. Elle peut, par conséquent, établir entre eux un rapport de valeur qu'aucun accident ne viendra troubler.

M. Fernand Faure est persuadé que la proposition de M. Théry est fausse et la démonstration lui paraît facile.

Pour savoir si la monnaie est ou non une marchandise, il suffit de rechercher quel est l'effet sur les prix de l'augmentation ou de la diminution du stock monétaire, toutes choses d'ailleurs ne changeant pas. Cet effet est trop évident pour qu'il soit besoin d'y insister. On peut se contenter de l'indiquer. Supposons le doublement de la quantité de monnaie métallique possédée par un pays. Si la quantité des marchandises à échanger, si l'ensemble des opérations

d'échange restent les mêmes, les prix de toutes choses doubleront ou, du moins, tendront à doubler. Pourquoi ? parce que la valeur de la monnaie tendra à diminuer de moitié sous l'influence nécessaire du doublement de l'offre. C'est là un fait qui ne peut être contesté. Il suffit à démontrer que la monnaie est une marchandise. De là toute une série de conséquences qui ruinent de fond en comble la thèse bimétalliste. La valeur de la monnaie pouvant s'abaisser par suite de l'accroissement de sa quantité, sa frappe ne saurait être illimitée sans de très graves inconvénients, qu'il s'agisse de l'or seul ou de l'argent seul, ou des deux métaux réunis et liés par un rapport légal quelconque.

L'une des qualités essentielles de la monnaie est de posséder une grande valeur sous un petit volume et un petit poids. Que la production de l'or et de l'argent vienne à se multiplier par 10, par 20 ou par 50, ce qui, à la rigueur, n'est pas impossible, si la frappe est illimitée, la valeur de la monnaie sera tellement affaiblie qu'il en faudra forcément une très grande quantité dans tous les échanges. Les pièces de 20 fr., multipliées à l'excès, n'auraient pas plus de valeur que les assignats de la Révolution. Leur valeur nominale aurait beau ne pas changer, leur valeur réelle pourrait s'abaisser indéfiniment. L'or et l'argent sont appelés *métaux précieux*, mais à une condition, c'est qu'ils restent relativement rares. Leur production trop abondante doit fatalement leur faire perdre cette qualité. (*Bravo!*)

Si la valeur de chaque métal monétaire est soumise à la loi de l'offre et de la demande, si elle varie suivant que leur production augmente ou diminue, comment répondre de la fixité du rapport de valeur établi entre eux ? Vouloir assurer cette fixité est une entreprise aussi chimérique que vouloir empêcher l'application de la célèbre loi de Gresham dans un pays qui possède deux monnaies, l'une bonne et l'autre mauvaise. Telles sont les observations développées par M. Fernand Faure et qui, ajoutées à celles des précédents orateurs, semblent bien suffire, et au delà, à renverser tout l'échafaudage des arguments de M. Théry. (*Vive approbation.*)

M. Fleury développe les points suivants : 1° La baisse des prix d'un grand nombre de produits n'est pas un mal en elle-même. Le consommateur en profite. Certains producteurs s'en plaignent, ce sont ceux qui ont réclamé et obtenu la protection douanière. Tout en criant qu'ils sont ruinés, qu'ils travaillent au-dessous du prix de revient, ils continuent à exercer cette industrie qui les ruine. Ils ne le sont donc pas autant qu'ils le disent, et continuent à trouver avantage à produire.

2° La baisse des prix a commencé au même moment à peu près où l'argent baissait de prix, mais cette coïncidence ne suffit pas à créer une relation de cause à effet.

M. Fleury rappelle les faits nombreux qui ont influé sur les prix de revient : amélioration des voies de communication ; extension des chemins de fer dans l'Inde, l'Australie, les Etats du sud de l'Amérique, l'Argentine en particulier, ouverture du Canal de Suez ; progrès de la navigation à vapeur ; progrès de tous genres dans toutes les industries et tous les commerces, ce sont là les véritables causes de la baisse des prix. Quant à l'argent, sa baisse s'explique par le développement de la production, laquelle a quintuplé, ou à peu près. Plus offert, il a été moins demandé, par cela même que sa valeur relativement à l'or est proportionnellement à sa rareté, et c'est là l'unique raison de toutes les démonétisations. (*Approbation.*)

Enfin, M. Fleury renouvelle la question posée par M. Mercet à M. Théry. « Vous voulez réaliser le bimétallisme au moyen d'une entente internationale. Qu'adviendra-t-il au jour de la rupture de cette entente ? Comment rédigerez-vous la clause de liquidation ? (*Bravos répétés.*)

Le président donne ensuite la parole à M. Edmond Théry, rédacteur en chef de l'*Economiste Européen* :

Etant le seul bimétalliste de la réunion — dit en substance M. Edmond Théry — et devant parer et riposter aux brillants coups de bouton que MM. Mercet, Fernand Faure et Fleury viennent de porter à la théorie du double étalon, il devra parler un peu plus longtemps qu'il ne le voudrait. Il s'efforcera cependant, à cause de l'heure avancée, de limiter ses explications au strict nécessaire, mais, plus que jamais, il a besoin de l'attention bienveillante de la Société.

D'après M. Edmond Théry, le très remarquable réquisitoire que l'honorable M. Mercet vient de prononcer contre la réunion d'une conférence monétaire internationale et, par extension, contre le *bimétallisme international* qui pourrait en être la conséquence, comporte deux objections principales :

1° Des conférences monétaires internationales ont déjà été réunies en 1881 et 1892 et n'ont pas abouti ; il est donc inutile de provoquer la réunion d'une nouvelle conférence qui ne pourra pas plus réussir que les précédentes ;

2° Au surplus, la future conférence devrait-elle aboutir à la constitution d'une entente monétaire internationale, qu'il faudrait énergiquement combattre cette solution, parce que l'exemple désastreux de l'*Union latine* est là pour nous rappeler les déplorables résultats que la France a retirés d'une entente de ce genre.

Sur la première objection, M. Edmond Théry répond à M. Mercet que les conférences internationales de 1881 et de 1892 n'ont pas abouti parce que les délégués des nations représentées avaient des instructions contradictoires et, pour quelques-uns d'entre eux, négatives.

En 1881, le rapport de l'or et de l'argent était encore dans la proportion de 1 à 17.8 et les effets de la divergence sur le régime économique des pays à étalon d'or n'étaient pas encore bien sensibles. Dix années plus tard, le rapport était descendu à 1 kilog. d'or pour 20 kilogs 9 d'argent, mais à cette date, comme à la précédente, les conséquences de la baisse du métal blanc étaient loin d'être ce qu'elles sont aujourd'hui, en 1895, puisque le même rapport est maintenant de 1 kil. d'or = 33 kil. d'argent.

A l'heure actuelle, les faits d'ordre économiques provoqués par la divergence toujours croissante entre l'or et l'argent commencent à être nettement connus ; ils ont été étudiés avec soin dans les pays à étalon d'argent, et les producteurs des pays à étalon d'or se rendent parfaitement compte des grands préjudices que la disqualification de l'argent leur fait subir.

La première condition d'une entente, c'est d'être d'accord sur la nature de la maladie et sur l'efficacité probable du remède à employer pour le faire disparaître. Il est donc indispensable que les grandes nations à étalon d'or soient bien pénétrées de la nécessité absolue du *bimétallisme international*... et, une fois cette conviction établie, la Conférence internationale destinée à régler les bases de l'entente aboutira nécessairement.

M. Edmond Théry profite de cette circonstance pour rappeler, encore une fois, que les bimétallistes français combattront énergiquement toute mesure bâtarde qui aurait pour conséquence un relèvement factice des cours de l'argent. Ils veulent supprimer les variations désastreuses qui existent aujourd'hui entre les étalons monétaires des pays en circulation d'argent et des pays à circulation d'or ; ils veulent, en un mot, obtenir au profit de ces derniers un régime monétaire universel, stable et définitif. Ils s'opposeront à tout système qui n'aboutirait pas à cette solution.

Pour la deuxième objection de M. Mercet, M. Edmond Théry rappelle dans quelles conditions l'*Union latine* a été constituée. Il n'ignore pas que la France a fait là un marché de dupe et M. Mercet sait fort bien que, depuis plusieurs années, lui, M. Théry réclame la dénonciation et la liquidation de la Convention de 1885.

Exposant en détail le mécanisme de l'*Union latine*, l'orateur montre la différence capitale qui existe entre cette entente, dans laquelle il n'y avait, en fait, qu'une seule grande nation métallique (la France), et le *bimétallisme international* qui, comprenant à la fois la France, l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Hollande et la Belgique, imposerait nécessairement sa loi au monde entier.

Toutes ces grandes puissances décidant de donner, à des conditions communes, la frappe libre et le pouvoir libératoire illimité à l'or et à l'argent, il n'y aurait plus de divergence possible entre la valeur relative des deux métaux précieux et il suffirait que la première entente internationale fût contractée, pour une durée de dix années, entre ces grandes puissances, pour que les conséquences de la liquidation éventuelle de l'*Union latine* ne fussent pas à craindre et cela simplement parce qu'aucune des nations contractantes ne pourrait se débarrasser de son argent ou de son or si, pour une raison quelconque, l'entente internationale venait à être rompue. L'intérêt commun maintiendra forcément l'entente commune.

M. Théry rappelle, à ce propos, l'exemple de l'Allemagne, qui a dû arrêter la démonétisation de son argent et rendre à ses anciens thalers le pouvoir libératoire illimité, précisément parce que la rupture de l'ancien pair bimétallique lui aurait imposé des sacrifices hors de proportion avec les résultats à obtenir.

Entrant dans le fonctionnement du *bimétallisme international*. M. Edmond Théry explique qu'avec la frappe libre

et illimitée de l'or et de l'argent, à des conditions semblables pour les deux métaux précieux, et d'après un rapport commun à tous les pays contractants, il n'y aurait pas de crainte d'invasion possible de l'or ou de l'argent, parce que les deux métaux, gardant nécessairement leur valeur relative, la spéculation n'aurait aucune espèce d'intérêt à utiliser un métal de préférence à l'autre.

1.000 francs d'argent ne coûtent pas plus cher à transporter et à frapper que 1.000 francs d'or et comme, d'autre part, les billets de banque suppriment l'emploi direct des espèces métalliques qu'ils représentent : 1.000 francs d'argent ne sont pas plus lourds que 1.000 francs d'or. Donc, le *bimétallisme international* réel, supprimant la divergence entre la valeur relative des deux métaux précieux, supprime toute possibilité de spéculation sur un métal par rapport à l'autre, et supprime, par suite, les inconvénients que M. Mercet a signalés pour l'*Union latine* et les effets de la fameuse Loi Gresham que M. Fernand Faure a invoqués à la fin de son discours.

Sir Thomas Gresham — dit M. Ed. Théry — était l'argentier-conseiller de la reine Elisabeth; il vivait donc au XVIIe siècle. A cette époque, toutes les nations de l'Europe employaient l'or et l'argent comme instrument monétaire, mais elles avaient, généralement, des régimes différents et quand, pour une raison quelconque, altération du titre ou diminution du poids, l'une des deux monnaies en usage perdait une partie de sa valeur par rapport à l'autre, la bonne monnaie disparaissait de la circulation. Thomas Gresham avait d'autant mieux constaté ce phénomène que l'Angleterre ne pouvait alors conserver les monnaies nouvelles d'argent qu'elle frappait : à peine frappées, ces monnaies quittaient la Grande-Bretagne pour venir s'échanger sur le continent contre de l'or ou des marchandises.

Il appartenait à l'immortel Newton d'expliquer la raison de cette émigration : Devenu directeur de la Monnaie anglaise, en 1699, le grand physicien, cherchant les moyens de maintenir dans la circulation anglaise les monnaies d'argent qui disparaissaient toujours, constata que la véritable cause de leur exode était la différence du rapport de l'or et de l'argent existant entre le régime monétaire anglais et le régime des nations de l'Europe continentale. En Angleterre, les deux monnaies étaient frappées sur le pied de 1 kil. d'or pour 15 kil. 1/2 d'argent. Sur le continent, au contraire, 1 kil. d'or variait entre 14 kil. 1/2 et 15 kil. d'argent. Les cambistes anglais de l'époque réalisaient donc un grand bénéfice en envoyant les monnaies neuves d'argent sur le continent, puisqu'avec 14 kil. 1/2 ou 15 kil. de ces monnaies, ils pouvaient s'y procurer un kil. d'or, lequel, rapporté en Angleterre, valait de suite 15 kil. 1/2 d'argent.

Le même phénomène s'est d'ailleurs reproduit, au XIXe siècle, entre l'Europe et les Etats-Unis et exactement pour les mêmes raisons.

Eh bien ! ajoute M. Edmond Théry, le *bimétallisme international*, ayant précisément pour objet d'établir, chez les grandes puissances métalliques, la frappe libre de l'or et de l'argent, exactement dans les mêmes conditions de rapport et de pouvoir libératoire pour les deux métaux précieux, a pour conséquence certaine la suppression de la loi Gresham... parce que la spéculation cambiste et le commerce ordinaire n'auront aucune espèce d'avantage d'employer pour leurs opérations un métal de préférence à l'autre.

Mon excellent ami, M. Fernand Faure, a réfuté, avec une grande éloquence, la théorie que j'ai émise, vendredi dernier, et que je résume ainsi : « l'or et l'argent cessent d'être des marchandises, dès qu'ils sont investis du monopole monétaire ». Mon savant contradicteur soutient, en s'appuyant sur la définition de la monnaie et en analysant les fonctions que la monnaie exerce dans les transactions, que l'or et l'argent, transformés en monnaies, ne cessent pas d'être marchandises, puisqu'ils sont l'équivalent des marchandises.

Je répondrai à Fernand Faure, qui a cité la formule de Proudhon : « L'or et l'argent sont des *marchandises princesses* », que nous ne différons déjà plus que sur une question de nuance, puisqu'il semble admettre, avec Proudhon, que ces marchandises ont un caractère différent de celles dont elles sont la représentation ou l'équivalence.

En effet, l'or et l'argent investis du monopole monétaire, c'est-à-dire ayant, de par la loi, le droit de se convertir en numéraire à cours forcé, sont des marchandises (si nous leur conservons cette définition) bien différentes des autres, puisque le numéraire peut les acquérir toutes indistinctement, tandis qu'une marchandise quelconque n'a réellement le *pouvoir* de s'échanger contre une autre marchandise que lorsqu'elle s'est elle-même transformée en numéraire.

Le numéraire étant l'expression finale de nos transactions modernes, constituant, en un mot, l'intermédiaire obligé du troc des marchandises entre elles, a donc bien le caractère particulier que je lui attribue et que Proudhon désignait par sa définition de *marchandise princesse.*

M. Théry complète sa définition du caractère de la monnaie et rappelle que cette définition est absolument semblable à celle que M. Raffalovich avait lui-même donnée à la dernière réunion.

Le *bimétallisme international*, continue l'orateur, ayant donc pour objet, d'une part, de supprimer partout les effets de la loi Gresham et, d'autre part, de généraliser dans le monde entier le monopole monétaire, le pouvoir libératoire des deux métaux précieux sur des bases identiques supprimera donc bien réellement la qualité de marchandise ordinaire à l'or et à l'argent. Dans ces conditions, l'application de ce régime monétaire ne peut présenter, pour les pays actuellement à l'étalon d'or, comme la France, l'Angleterre et l'Allemagne, aucun des inconvénients d'ordre économique ou financier que MM. Mercet et Fernand Faure redoutent pour ces mêmes pays.

Abordant enfin le discours de M. Fleury, M. Edmond Théry déclare que le graphique que son honorable contradicteur a établi à l'aide des cours annuels et de la production annuelle de l'argent, est une démonstration en faveur de la thèse qu'il a soutenue vendredi dernier, à savoir « que la baisse « de l'argent métal a été déterminée non par l'augmentation « de sa production, mais simplement par la fermeture des « Hôtels des monnaies à sa frappe libre et illimitée ».

En effet, le graphique de M. Fleury nous montre que, de 1860 à 1873, la valeur relative de l'or et de l'argent s'est maintenue, sauf de très petites variations, aux environs du pair bimétallique à 15 1/2, malgré l'augmentation considérable de la production de l'or survenue pendant les deux périodes décennales qui ont précédé 1860.

De 1831 à 1840, la moyenne annuelle de la production universelle de l'or avait été de 20.286 kil.; de 1841 à 1850, elle est passée à 54.751 kil.; enfin de 1851 à 1860, elle s'est brusquement élevée à plus de 200.000 kil. La moyenne annuelle de la production universelle de l'argent, pendant les mêmes périodes, avait été de 596.369 kil. pour la période 1831-1840, 780.309 kil. pour la période 1841-1850 et 895.000 kil. pour la période 1851-1860.

Eh bien! dit M. Théry, malgré cette énorme variation dans la production respective des deux métaux précieux, leur valeur relative n'a varié que dans des conditions infinitésimales (au maximum 3 0/0 dans le sens de la hausse de l'argent)... et il ne faut pas oublier que, pendant ces trente années, la France était seule à supporter, par sa frappe libre de l'or et de l'argent, les effets des brusques variations dans la production universelle des deux métaux précieux.

De 1860 à 1873, le graphique de M. Fleury nous montre, pour les cours annuels de l'argent, une ligne presque horizontale. Cependant, à partir de 1866, la ligne représentant la production universelle de l'argent s'élève sans interruption jusqu'à 1893. M. Fleury a dit à M. Théry, en constatant que l'argent a baissé depuis 1873, alors que l'arrêté supprimant la frappe de l'argent en France n'a été pris qu'en 1876 : « Vous voyez bien que c'est l'augmentation de la production survenue entre 1873 et 1875 qui a déterminé la baisse de l'argent et non pas la suppression de la frappe. » M. Théry répond à M. Fleury qu'il commet une confusion et il demande la permission de la lui signaler.

C'est, dit-il, en 1873, au mois de septembre, que le Gouvernement français, redoutant les conséquences de la démonétisation de l'argent allemand pour notre circulation monétaire (car la France sortait alors d'une épreuve terrible), décida la *limitation* de la frappe libre de l'argent.

Jusqu'à cette époque, un porteur d'un lingot d'argent pouvait toujours le faire convertir, à coup sûr, et dans un délai très court, quinze jours environ, en numéraire ayant cours forcé en France. Mais, à partir du moment

où la frappe libre de ce métal fut *limitée* à une certaine somme quotidienne (50.000 fr., je crois) le porteur du lingot perdit la sécurité qu'il avait de convertir, dans un délai et à certains frais connus d'avance, son lingot en numéraire légal, puisque, pour obtenir cette conversion, il fallait désormais attendre que les porteurs inscrits avant lui eussent obtenu la frappe demandée. Il est ainsi tombé dans l'inconnu, ne sachant plus à partir de quel moment son lingot lui serait rendu sous forme d'espèces sonnantes et trébuchantes... En pratique, quelques-uns des possesseurs de lingots d'argent déposés à la Monnaie, après le mois de septembre 1873, ont attendu jusqu'à trois années... c'est-à-dire jusqu'à l'époque où la frappe a été radicalement supprimée.

Mais, ce qu'il faut concevoir nettement, c'est qu'à partir du moment où l'argent a perdu la faculté de se couvertir d'une manière certaine et à bref délai, connu d'avance, en numéraire ayant cours légal et forcé... Il a perdu sa qualité de *marchandise princesse*, comme l'appelait *Proudhon*, pour tomber au rang de simple marchandise. En d'autres termes, il a perdu le privilège que lui donnait le monopole dont la loi l'avait investi... et a subi, dès lors, toutes les conditions de la loi générale de l'offre et de la demande.

D'après moi, on doit donc faire remonter en 1873 le moment précis où la suspension de la libre frappe de l'argent en France a exercé son influence sur les cours de l'argent. Cette date de 1873 est, d'ailleurs, admise par les monométallistes de l'étranger qui, soutenant l'impossibilité, ou l'inefficacité, ou les dangers du *bimétallisme international*, reconnaissent cependant que c'est la limitation de la frappe libre de l'argent en France qui est la cause première de sa baisse par rapport à l'or.

Un autre fait beaucoup plus récent confirme l'hypothèse de l'influence décisive des mesures législatives sur le prix des métaux employés comme étalons monétaires.

A la fin du mois de juin 1893, le Gouvernement britannique a décidé la fermeture des Hôtels de monnaie indiens à la frappe libre des roupies. Dans l'espace de deux semaines, l'argent métal a perdu 20 0/0 de sa valeur, c'est-à-dire plus qu'il n'avait perdu dans la période des dix années antérieures. Il cotait, le 16 juin 1893, 38 d. 50 l'once standard à Londres; le 30 juin suivant, nous le trouvons à 30 d. 50.

M. Théry remercie donc M. Fleury de lui avoir donné l'occasion de s'expliquer complètement sur ce point particulier.

En terminant, M. Edmond Théry se félicite vivement d'être venu à la *Société d'Economie industrielle et commerciale*, d'abord parce qu'il y compte de nombreux amis et qu'il y a été reçu d'une façon parfaite, ensuite parce que cela lui a permis d'établir — malgré l'opinion de MM. Yves Guyot et Raffalovich, qui estiment que la thèse du *bimétallisme international* est opposée aux principes de la doctrine libre échangiste (opinion que l'unanimité de la réunion semble, d'ailleurs, partager) — que le bimétallisme, tel qu'il le conçoit, n'est pas du tout contraire à la liberté commerciale et qu'il en est, en quelque sorte, le complément nécessaire. (*Vifs applaudissements.*)

Bimétallisme et libre-échange

Au Congrès monétaire international tenu à Paris au mois de septembre 1889, pendant l'Exposition universelle, M. Foxwell, de l'Université de Cambridge, professeur d'économie politique à l'Université de Londres et l'un des spécialistes les plus autorisés de l'Angleterre, fit cette déclaration caractéristique :

« La Cité de Londres est toujours conservatrice en « matière de finance; elle souffre de l'inertie due à la « prospérité, elle est trop absorbée par les affaires. « C'est plutôt le Lancashire qui conduit l'Angleterre. « Nous avons un proverbe qui dit : « *Ce que le Lanca-« shire pense aujourd'hui, l'Angleterre le pensera « demain.* » On sait que Manchester a été le berceau « du mouvement libre-échangiste. C'est donc un fait « significatif que les succès principaux de la Ligue bi-« métallique (anglaise) avaient été remportés dans le « Lancashire, où les hommes de toutes les classes, ap-« partenant à toutes les nuances politiques, sont unis « pour proclamer le bimétallisme. »

M. Foxwell a fait cette déclaration en langue anglaise, mais M. Raffalovich en garantira lui-même le sens littéral, car, si j'ai bonne mémoire, c'est notre brillant confrère qui a traduit au Congrès le discours du savant économiste anglais.

La déclaration de M. Foxwell est, en tous les cas, absolument conforme à la vérité des faits et tous les industriels, tous les producteurs libre-échangistes du Lancashire — la Chambre de commerce de Manchester en tête — sont aujourd'hui (mars 1895) des bimétallistes convaincus.

De même, *tous* les bimétallistes de la Hollande et de la Belgique que je connais sont des libre-échangistes passionnés et, sans revenir sur la théorie du *bimétallisme international*, dont tous les principes sont, d'ailleurs, rigoureusement conformes aux principes de la liberté commerciale, ces indications suffiront, je pense, pour établir que l'on peut être bimétalliste sans outrager le dogme infaillible et sacré du libre-échange.

Ce n'est pas l'avis de M. Raffalovich ni surtout celui de notre spirituel confrère, M. Justin Dromel, qui lance contre moi, dans l'*Express-Finance* du 14 mars, une excommunication majeure libre-échangiste. Je ne puis résister à la tentation de mon trer à nos lecteurs avec quelle impartiale modération et quelle angélique douceur nos adversaires monométallistes traitent notre théorie monétaire.

Je ferai cependant précéder l'article de M. Justin Dromel d'un petit détail. Il parle de ma verve méridionale... mais il oublie de dire qu'il est lui-même Marseillais.

EDMOND THÉRY.

DÉFENDONS-NOUS NOUS-MÊMES

Je tiens MM. Méline et Théry pour de très bons citoyens, pour d'excellents patriotes, c'est-à-dire que je les crois capables de tous les dévouements, de tous les sacrifices, le jour où il s'agirait de défendre la Patrie contre une attaque ou une insulte du dehors ; mais, malgré cette bonne opinion que j'ai de leur patriotisme, je les considère, par suite de leurs doctrines économiques, comme les hommes les plus néfastes, comme les ennemis les plus dangereux de notre pays, — et surtout comme les plus coupables.

Laissez-les achever leur œuvre, et la France aura vécu. Vous n'aurez plus devant vous cette France qui, par son intrépide confiance et son travail opiniâtre, s'est relevée régénérée et radieuse de ses ruines de 1870 et qui a étonné le monde par la rapidité et la sûreté de sa résurrection ; vous n'aurez même plus une nation, vous aurez devant vous une collection d'êtres trembleurs et émasculés, une vallée de goîtreux, incapables de tout acte viril, s'avouant vaincus avant même d'avoir lutté, demandant aide et protection devant la moindre difficulté à surmonter, ayant renoncé à toute résistance honorable, à toute expansion courageuse au dehors, se résignant à vivre misérablement de quelques fruits épars que leur fournit encore le sol appauvri, et ne comprenant plus rien aux merveilles que la civilisation et le progrès accomplissent, tout autour d'eux, dans le reste du monde.

Vous parlez de convoquer les peuples à l'apothéose du siècle en 1900 ; renoncez à cet orgueilleux projet : pendant les cinq années qui nous séparent de cette date, MM. Méline et Théry ont tout le temps qu'il leur faut pour que vous n'ayez plus rien à montrer à l'étranger, si ce n'est le spectacle attristant de ce qui fut autrefois une grande nation de soldats, de travailleurs, de commerçants, d'industriels, de savants, de poëtes, et qui ne sera déjà plus qu'un objet de risée pour les peuples voisins, ses anciens admirateurs. Vous avez mieux à faire : rasez ces quelques monuments encore debout, derniers vestiges de nos grandeurs passées, abattez ces cheminées d'usines qui ont cessé de fumer depuis longtemps, et sur ce terrain déblayé, contentez-vous d'écrire : « *Ibi Trojà fuit* », ainsi l'ont voulu MM. Méline et Théry. Ce sera plus grandiose et moins humiliant.

***

Le protectionnisme et le bimétallisme, ces deux frères siamois, issus de deux aberrations économiques à peu près équivalentes, ont fait aujourd'hui leur jonction ; c'était dans l'ordre; ils devaient fatalement s'unir, car ils se complètent et se fortifient l'un par l'autre dans l'œuvre de destruction et de

déraison qu'ils poursuivent de concert. Lorsque M. Méline aura tué, sous ses droits protecteurs, toutes les industries qu'il aura voulu tour à tour protéger ; lorsqu'il verra le dernier de nos industriels passer la frontière et s'établir à l'étranger ; lorsqu'il verra l'agriculteur lui-même, l'objet de ses plus vives tendresses, n'avoir plus ni client, ni fournisseur, réduit à confectionner lui-même sa chaussure et à consommer tout son blé, à ce moment-là, M. Méline éprouvera peut-être un moment de doute, déconcerté par cet exode industriel qu'il n'avait pas prévu, par cette nouvelle révocation de l'Edit de Nantes, dont il aura été tout à la fois le Louis XIV et la Maintenon. Mais alors, M. Théry apparaîtra et, avec sa verve méridionale, il aura vite fait de dissiper ce semblant d'hésitation : « Non, maître, vous ne pouviez pas, nous ne pouvions pas nous nous tromper; nous sommes infaillibles. C'est de l'or que vient tout le mal, c'est l'or qui a faussé tous les calculs, vicié toutes les conséquences ; haro sur l'or! Proclamons le bimétallisme international et la frappe illimitée de l'argent; ouvrons nos Hôtels des monnaies au métal blanc dont le monde entier va nous inonder. Grâce à cette surabondance monétaire, les prix de toutes choses vont doubler ; tout le monde se croira riche ; on nous élèvera des statues; on nous proclamera les bienfaiteurs de l'humanité. Et, allez donc, « Flambez, finances ! »

Alors, nous verrons notre dernier louis d'or passer la frontière ou se cacher à tous les yeux. Les deux milliards d'or que la Banque de France conserve avarement dans ses caves y passeront les premiers; ensuite, les deux ou trois milliards d'or de notre circulation intérieure devront s'enfuir à leur tour devant la marée montante du métal blanc qui viendra de tous les coins du globe prendre la place de notre or. Et, plus tard, lorsque nous voudrons faire le compte de notre stupide opération, nous nous trouverons, appauvris, devant nos caisses vides d'or, mais regorgeant d'un métal dont les *silvermen* eux-mêmes ne voudront plus. Grâce à l'éloquence de MM. Méline et Théry, le tour sera joué; nous étions riches, nous serons réduits à la misère, et quelques semaines auront suffi pour réaliser contre nous ce gigantesque vol à l'*américaine*.

En ce moment, le protectionnisme et le bimétallisme, la main dans la main, sont en train de racoler au dehors quelques recrues parmi les mécontents et les ignorants de tous les pays, pour épaissir un peu leurs bataillons et intimider leurs adversaires ; ils essaient même de se persuader et de persuader aux autres qu'ils possèdent, dans les divers Parlements étrangers, des positions fortifiées, d'où ils pourront imposer leurs volontés à la France, enveloppée et isolée.

Lorsque ce travail préparatoire de circonvallation sera achevé, apprêtez-vous à les entendre parler sur un autre ton et à les voir brûler les étapes.

Qui nous défendra contre l'assaut brutal qui nous sera donné ?

***

Il va sans dire que nous n'avons pas, en France, à compter beaucoup sur le concours de nos Pouvoirs publics ; ils sont eux-mêmes dans le plus triste des esclavages ; les malheureux ne s'appartiennent plus.

Dominé par MM. Méline et Théry, M. Ribot nous a déclaré, l'autre jour, qu'il regardait comme un *acte profondément regrettable* l'abandon du bimétallisme par l'Allemagne en 1873; de là à conclure que la renonciation à la frappe libre de l'argent par la France est également *un acte regrettable* qu'il faut corriger au plus tôt, il n'y a qu'un pas et ce pas sera facilement franchi, si l'on n'y prend garde.

Et remarquez que je suis loin d'en faire un grief personnel à M. Ribot ; tout autre Ministre, à sa place, ne pourrait probablement pas agir avec beaucoup plus d'indépendance d'esprit, alors même qu'il n'en aurait pas le désir.

Nous aurions tort de compter davantage sur nos députés. Tout d'abord, une bonne partie d'entre eux n'a jamais cherché ou ne parviendra jamais à comprendre ce que contiennent de bon ou de mauvais ces mots de mono ou de bimétallisme.

Les autres sont arrivés à comprendre ceci, que la question monétaire n'est qu'un des aspects de la question électorale et que le bimétallisme, c'est leur réélection assurée. En effet, MM. Méline et Théry leur ont démontré que bimétallisme et protectionnisme sont deux choses parfaitement adéquates, sinon identiques, et surtout qu'il faut être protectionniste et bimétalliste si l'on veut être réélu ; sinon, non. Et ils se le tiennent pour dit.

Dans la foule, il y a bien quelques députés qui oseraient se déclarer monométallistes, mais alors ce sont les représentants de nos grands ports de mer, et l'on sait que les ports de mer, ce n'est déjà presque plus la France pour bien des gens, c'est déjà presque le commencement de l'étranger. Ou bien ce sont des hommes très instruits, des savants, des économistes, des académiciens, comme M. Léon Say, par exemple, et alors il est inutile d'en parler ; on ne les tiendra jamais pour hommes pratiques, ils seraient plutôt compromettants. Un mot de plus, et on les accuserait de n'être que de simples orléanistes, et même de vulgaires Pritchardistes ; il n'en faut plus.

Si, au moins, il était permis de compter sur la nation elle-même, sur un réveil de son gros bon sens. Oh ! non, c'est de ce côté-là surtout qu'il faut renoncer à toute espérance. Le protectionnisme et le vote à l'arrondissement ont corrompu le pays jusqu'à la moelle ; l'intérêt particulier a imposé silence à l'intérêt général; le clocher l'emporte sur la patrie. M. Guizot disait à ses électeurs : « Enrichissez-vous » ; M. Méline dit aux électeurs du suffrage universel : « Faites-vous entretenir ; vendez votre vote, non pas pour un plat de lentilles, mais pour une bonne surtaxe douanière en votre faveur. » Le suffrage universel a pris goût à manger de ce pain-là, et on lui a démontré que le bimétallisme n'était que le complément, la consécration du protectionnisme le plus pur, l'élément le plus indispensable à la richesse publique.

Donc, pour nous garantir contre le péril bimétalliste qui nous menace, il ne nous faut compter ni sur nos Ministres, ni sur nos députés, ni sur le pays pris dans sa masse. C'est triste et humiliant à dire, notre principale sauvegarde se trouve au dehors, en Allemagne et en Angleterre, dans les Gouvernements et les Parlements de ces deux pays, sans lesquels rien, heureusement pour nous, ne pourra se faire. Là encore, il se trouve des hommes qui savent distinguer la vérité de l'erreur, l'intérêt général de l'intérêt particulier et ce qui est permanent de ce qui n'est qu'accidentel.

Chez nous, hâtons-nous de le constater, l'imminence du danger a réveillé les énergies ; de toute part, les bonnes volontés s'affirment. Mais c'est surtout dans la classe des grands commerçants et des grands industriels que se rencontreront les hommes qui, habitués à voir les choses sous leurs aspects multiples et complexes, opposeront la barrière la plus puissante aux aberrations dangereuses de M. Méline et de M. Théry. On ne saurait trop les exciter à prendre avec résolution la tête du mouvement. Acceptons, je le veux bien, la sauvegarde que nous offrent Londres et Berlin, mais aussi défendons-nous nous-mêmes. C'est encore le plus sûr.

Justin Dromel.

La Question Monétaire au Conseil d'Agriculture de Berlin

Dans la séance du Conseil d'agriculture du 7 mars, le conseiller de Erffa-Klein a déposé la motion suivante :

. . . .

La principale cause des souffrances de l'agriculture réside dans la baisse constante des prix de céréales. Il faut donc travailler en vue du relèvement des prix qui peut être obtenu : 1° par une union douanière des pays producteurs de l'Europe ; 2° par le règlement international de la question monétaire.

Le Conseil de l'agriculture a voté, à l'unanimité, une adresse au Chancelier de l'Empire l'invitant à prendre d'urgence toutes les mesures capables d'atteindre le but visé ainsi qu'une motion présentée par le professeur Dr Sering, ainsi conçue :

« Le Gouvernement de l'Empire est invité à user de toute son influence pour faire décider par la Conférence internationale monétaire, qui doit se réunir prochainement, le rétablissement du *double-étalon*. »

La Conférence Monétaire internationale

M. de Plener, ministre des finances autrichien, répondant à une question qui lui a été posée au *Reichsrath* par le député Fries, dans la séance du 9 mars, a déclaré que le Gouvernement était prêt à accepter toute invitation qui lui serait adressée en vue de prendre part à une Conférence monétaire internationale.

Le Ministre a ajouté que, jusqu'à présent, aucune invitation de ce genre ne lui était parvenue.

La Question Monétaire aux États-Unis

On mande au *Times*, de Philadelphie, à la date du 7 mars :

« La formation d'un nouveau parti pour l'adoption de l'étalon d'argent occupe fortement l'attention publique d'un bout à l'autre du pays. Le général Warner, président de ce nouveau parti, a déclaré qu'on ne ferait aucun effort pour influencer les élections des États pendant le cours de cette année, car le but qu'on se propose est d'élire, pour l'an prochain, un Congrès et un Président qui soient en faveur de l'argent.

« En ce qui concerne les délibérations de la Conférence monétaire internationale projetée, le général Warner pense que les monométallistes chercheront à temporiser.

« Le correspondant du *Times* ajoute que les partisans de l'étalon argent se proposent de fonder un journal pour soutenir leurs théories. Parmi eux, il en est qui désireraient que ce journal fût publié à New-York et d'autres à Washington. Le général Warner se proposerait d'en être l'éditeur. »

Les Frappes de Piastres au Mexique

Comme suite à l'information publiée dans l'*Economiste Européen* du 9 mars 1895, nº 165, M. H. Wilmanns, vice-consul des Etats-Unis du Mexique à Berlin, nous adresse des renseignements complémentaires sur les frappes et exportations de piastres, pendant les trois derniers exercices :

Le mouvement se décompose comme suit :

	Piastres	
	Frappées	Exportées
1891-92	25.527.017	26.478.376
1892-93	27.169.876	27.170.865
1893-94	30.185.611	17.386.338

Ces chiffres indiquent que, depuis 1877-78, sur un total de 430 509.662 piastres frappées, il en est resté 84 millions dans le pays.

En 1893-94, la production d'argent au Mexique s'est élevée à 47.090.804 piastres, au lieu de 46.238.208 en 1892-93 ; par contre, les exportations d'argent (piastres frappées, et sans tenir compte du plomb argentifère) se sont réduites à 35 millions 48.632 piastres au lieu de 47.822 410 piastres. Mais, si on considère le mouvement général des exportations, on constate qu'elles sont en sensible augmentation en ce qui concerne les autres produits.

« Par suite de la hausse des changes — nous écrit à ce propos M. H. Wilmanns — les capitalistes mexicains se lancent de plus en plus dans les entreprises agricoles et industrielles, et, vendant aux pays monométallistes-or, ils développent ainsi les forces vives du pays. »

La Concurrence japonaise en Asie

Le Consul d'Allemagne à Bangkok a attiré, dans un récent rapport, l'attention de son Gouvernement sur la concurrence sans cesse croissante du Japon sur le marché siamois.

Les allumettes européennes ont été complètement écartées par les produits japonais ; on n'en a pas vendu une seule boîte depuis l'an dernier. De même, les importations de cotonnades japonaises ne cessent d'augmenter ; les prix de vente ne permettent pas aux importateurs d'articles similaires européens de lutter. Le Japon envoie, en outre, à Bangkok, en grandes quantités : des parapluies en coton, des serviettes, des tissus de coton servant à l'uniforme des agents de police, des bas bon marché, des *grey shirting* (imitant les articles anglais et indiens), de la verrerie, des lampes, etc. Pour ce dernier article, les Japonais ont tué, au Siam, la concurrence allemande, et ils commencent à fabriquer de la porcelaine de couleur à bon marché.

Ces renseignements confirment de tous points ceux que nous avons déjà publiés relativement au marché de Singapore.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 15 mars 1895.

Le marché prend une extension formidable ; les brokers, absolument débordés, ne peuvent suffire au mouvement des affaires : cette effervescence provient incontestablement des grandes transactions qui motivent les trusts formés récemment à Paris et, en première ligne, la *London and Paris financial corporation*. Bien entendu, le petit public, aussi bien anglais qu'étranger, continue à acheter et à lever le titre. Non seulement les mines du Witwatersrandt sont recherchées activement, mais les mines du district Buffelsdoorm Klerksdorp commencent à attirer l'attention. D'après les dernières découvertes et les rapports des ingénieurs, ces dernières mines ne le céderaient en rien à leurs aînées comme régularité de filon et comme richesse de minerai.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que des valeurs comme la *Klerksdorp* aient monté en quelques jours de 6 sh. à 2 0/0 et que la *Buffelsdoorm*, qui possède plus de 12.000 acres de terrain dont une partie en pleine production, ait passé de 3 1/2 à 6 1/2. Cette valeur, qui sera introduite assez prochainement à Paris, verra, dit-on, des cours beaucoup plus élevés.

La *Eastleigh*, qui est dans le voisinage de la *Buffelsdoorm*, paraît également devoir atteindre des cours plus élevés. La *Tigresfontein* paraît à 3 3/8 être aussi bon marché.

Ceci dit sur le district de Buffelsdoorm-Klerksdorp, nous revenons au Witwatersrandt.

La plupart des valeurs de ce district ont monté. La *East Rand* a été particulièrement favorisée ; elle atteint presque 4 liv. Nous avons déjà expliqué que cette Compagnie, qui possède 1.173 claims dont une partie sera en exploitation dès le mois prochain, était certainement à un prix inférieur à sa valeur.

La *Wolhuter* que nous laissions la semaine dernière

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	DIVIDENDES 1892	DIVIDENDES 1893	DIVIDENDES 1894	PRODUCTION 1892	PRODUCTION 1893	PRODUCTION 1894	PRODUCTION 1894	COURS DU 8 mars	COURS DU 15 mars
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9.505	2	1.594	15/16	1 ./.
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 11/16	3 1/8
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg	40	»	»	40	»	»	28.36	21.806	12	29.346	2 13/16	2 13/16
City and Suburban	85.000	1	65.000	24 — Main Reef	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	12	72.092	20 1/4	20 3/4
Crœsus (New)	225.000	1	195.000	16½ — —	»	60	»	10	»	»	11.50	1.339	»	»	2 7/8	3 1/16
Crown Reef	120.000	1	120.000	19 — —	90	120	50	55	50	»	70.204	82.105	12	120953	10 1/2	10 3/4
Durban Roodep	135.000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30.931	60.635	12	55.969	7 7/16	8 1/4
East Rand	650.000	1	650.000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	58/6	3 3/4
Ferreira	45 000	1	43.292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	12	69 463	18 1/4	18 5/8
Geldenhuis Estate	200.000	1	187.500	190 acres Elandsf.	80	40	15	10	25	»	47.721	47.431	10	45 633	6 9/16	6 9/16
Heriot (New)	85.000	1	73.250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	44 763	9 3/16	9 1/4
Henry Nourse	125 000	1	125.000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	»	22 220	12	29.528	6 ./.	6 1/8
Jubilee	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17.319	30.066	12	26.611	10 ./.	10 1/2
Jumpers	100.000	1	100.000	39 —Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22.145	44.490	12	52.106	5 11/16	5 3/4
Langlaagte Estate	500.000	1	467.000	31 — —	160	»	10	20	30	»	88.951	104.909	12	146411	5 1/4	5 ./
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres —	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27.898	7 ./.	6 5/8
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	7/16	7/16
New Aurora West	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M.R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	4.932	1/2	1 ./.
— Primrose	240.000	1	240.000	51 cl. Elndsft., Turft	100	»	15	27½	40	»	56.449	83.777	12	86.030	6 5/8	6 3/4
Nigel	160.000	1	159.895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55.936	46.007	12	53.909	6 1/4	6 1/4
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3 221	4 3/16	4 3/16
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvl-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	42.133	28/6	33/6
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	25 3/4	28 7/8
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kieti	50	»	»	10	15	»	11 931	35 451	11	19.577	3 ./.	3 5/16
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170.150	161.133	12	161756	9 1/8	9 1/16
Salisbury (New)	100.000	1	93.000	5 claims —	70	»	»	30	10	»	20.829	24.851	12	18.781	3 5/8	3 7/8
Simmer and Jack	85.000	1	83.000	120 acr. Elandsfont.	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	12 7/8	14 1/2
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. —	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	12	12.206	2 1/4	2 1/4
Wemmer	55.000	1	46.300	12½ claims M. R.	30	»	10	»	»	»	16.250	24.297	9	25 241	8 3/4	9 1/4
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — —	40	50	»	»	»	10	»	25.918	12	30.602	7 3/4	8 7/16
Worcester	100.000	1	90.727	10 — —	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	12	30 788	4 3/8	4 1/16

*

à 7 1/4 a atteint le cours de 8 7/8 pour revenir sur quelques réalisations à 8 3/8. Nos lecteurs connaissent le motif de cette hausse, c'est le projet de fusion avec la *Rand Mines*.

La *Princess* passe de 2 1/2 à 3 1/4 sur le bruit qu'elle fusionnerait avec la Compagnie *United Main Reef Roodeport*. Nous croyons que ce bruit mérite confirmation et nous ne voyons pas l'avantage que pourrait en retirer cette dernière Compagnie.

La *Métropolitan* à 2 1/2 a été recherchée : on dit qu'il y a sous roche un projet à peu près semblable à celui qui a motivé la hausse de la *Wolhuter*.

La *Randfontein*, activement recherchée par Paris, dépasse le cours de 35 sh. On parle de combinaisons merveilleuses qui seraient projetées sur notre place.

La *Geldenhuis Estates* reste lourde ; avec la *New Primerose*, c'est une des rares valeurs qui n'aient pas participé à la faveur générale. On peut dire également que la *Robinson* a été un peu offerte. C'est son rendement de février qui a surpris quelques porteurs.

La *Ferreira*, la *Simmer and Jack* et les autres valeurs qui se traitent sur notre place continuent à faire très bonne contenance, ainsi que la *New Crœsus* qui sera bientôt une valeur parisienne.

La *Modderfontein* à 14 liv. et la *Rand Mines* à 29 liv. sont à peu près aux plus hauts cours qu'elles aient cotés.

Parmi les autres grosses valeurs, il n'y a guère que la *Meyer and Charlton* qui ait éprouvé un recul un peu sensible. La nouvelle combinaison de la *Wolhuter* fait du tort à cette Compagnie en lui prenant ses deep levels.

La liquidation, comme les précédentes, s'est effectuée avec la plus grande facilité et a montré que les levées des titres continuent dans des proportions toujours grandissantes ; il y a eu également des rachats forcés qui n'ont pas peu contribué à maintenir la hausse.

Pour conclure, un tassement est possible et semble même probable, mais le fonds du marché paraît toujours excellent et la hausse doit prédominer, sauf pour quelques valeurs que nos lecteurs connaissent.

Paris, le 15 mars 1895.

La fermeté persiste sur notre *Marché des Mines d'or*. Quelques titres sont même spécialement favorisés. La *Ferreira* cote 458 75, contre 463 75 ; *Robinson*, sans changement, à 229 37 1/2 ; *Geldenhuis*, 163 75, en avance de 62 1/2 centimes ; *Simmer and Jack*, 364 37 1/2, gagnant ainsi 30 francs pour la semaine ; *Langlaagte*, calme à 129 06 1/4, contre 130 62 1/2 ; par contre, *Randfontein* très recherchée à 46 25, après même 46 87 1/2, en avance de 10 francs.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	8 mars			15 mars		
	Derniers Cours	p. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	p. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)........	103 72	34 57	2 89	103 55	34 51	2 89
Consolidés anglais (ch. f. 25 fr. 20)	105 30	38 29	2 61	105 20	38 25	2 61
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)...	104 »	26 »	3 84	104 40	26 10	3 83
Belgique 3 ½ %................	104 »	29 71	3 36	103 25	29 50	3 38
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.) ..	78 »	19 50	5 12	78 95	19 73	5 06
Grèce 5 % 1881 (en suspension).	161 »	» »	» »	156 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam).	101 75	29 07	3 43	102 »	29 14	3 43
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)..	102 25	25 56	3 91	103 10	25 77	3 87
Italie 4 % net................	88 85	22 21	4 50	88 65	22 16	4 51
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)....	99 »	33 »	3 03	99 »	33 »	3 03
Portugal 3 % (1 fr. net).........	25 45	25 45	3 92	26 50	26 50	3 77
Roumanie 5 %..................	103 75	20 75	4 81	104 »	20 80	4 80
Russie 3 % or 1891 libéré.......	94 85	31 61	3 16	94 80	31 60	3 16
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)......	73 25	14 65	6 82	73 »	14 60	6 84
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)..	102 50	25 62	3 90	102 90	25 72	3 88
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	102 95	34 31	2 91	102 95	34 31	2 91
Turquie convertie 1 % série D..	27 70	27 70	3 61	27 30	27 30	3 66
— Priorité 4 % 1890......	498 75	24 98	4 01	490 »	24 50	4 08
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	98 50	32 83	3 04	98 12	32 71	3 05

Situation Financière générale

France. — Bien que le marché de Paris ait eu à subir cette semaine quelques fluctuations, la fermeté l'emporte encore en dernière heure. La hausse des actions de quelques-unes de nos grandes *Sociétés de Crédit*, l'abaissement du taux de l'escompte à la *Banque de France* sont autant de motifs à invoquer pour continuer la marche générale en avant. Pourtant, elle ne doit se faire maintenant qu'avec prudence. On pourra forcer de nouveau à des rachats ceux qui ont, cette semaine encore, vendu à découvert ; mais il conviendra peut-être de le faire avec ménagement.

La liquidation de quinzaine est calme. L'argent est abondant ; aussi les reports seront-ils vraisemblablement des plus modérés.

Allemagne. — La Bourse de Berlin a été faible pendant presque toute la semaine et la faiblesse s'est étendue aux Consolidés prussiens. On a enregistré de nombreuses ventes pour compte de la spéculation viennoise. L'escompte sur le marché libre reste à 1 5/8 0/0.

Notre correspondant de Berlin nous entretient d'un projet de fusion entre la *Disconto-Gesellschaft* et *Norddeutsche-Bank* de Hambourg ; les actions de la Banque hambourgeoise seraient échangées à raison de 3 contre 2 actions de la *Disconto*, qui accroîtrait ainsi son capital nominal de plus de 40 millions de francs.

Angleterre. — L'attention du marché a été retenue pendant la plus grande partie de la semaine par la hausse des mines d'or et les tendances restent très fermes.

Les résultats du commerce extérieur pendant le mois de février montrent une forte diminution tant aux importations qu'aux exportations, mais les circonstances anormales qui se sont produites pendant le mois empêchent de tirer de ce fait une conclusion générale.

A l'assemblée générale des actionnaires de la Banque d'Angleterre, il a été annoncé que les bénéfices du 2e semestre 1894 s'élèvent à 629.103 liv. et qu'il sera payé le 5 avril un dividende de 5 0/0.

Autriche-Hongrie. — Sur le marché de Vienne, on s'était alarmé, au début de la semaine, de l'importance des engagements de quelques gros spéculateurs à la hausse ; mais l'inquiétude a peu duré. Constatons, cependant, une certaine lourdeur due, en partie, au relèvement du taux de l'escompte et du taux des reports qui s'étaient abaissés, ces jours derniers, le premier à 3 5/8 et le second à 5 0/0.

Le prospectus relatif à l'emprunt de conversion des priorités 5 0/0 de la *Staatsbahn* nous apprend que les nouveaux titres 3 0/0 sont offerts au public à 91 8 0/0 ; les porteurs des anciennes obligations ont jusqu'au 20 courant pour se prononcer.

Bulgarie. — Le Gouvernement a mis à la disposition de la *Banque Nationale* une somme de quatre millions de francs en or, pour réagir contre la hausse de l'agio sur l'or.

Nous résumerons, dans notre prochain numéro, le rapport de la Banque pour l'exercice 1894 ; le bénéfice représente 11 0/0 du capital.

Pendant l'année 1894, le rendement des impôts directs a dépassé de 3 1/2 millions de francs les chiffres de 1893, mais il accuse une moins-value de 483 mille francs par rapport aux prévisions.

Espagne. — La cote de Madrid est ferme, bien que les transactions soient peu animées en Bourse. On croit que le Ministre des finances s'en tiendra, en fait de combinaisons financières, aux émissions de bons du Trésor à longue échéance pour racheter les *pagarès* actuellement en circulation et se créer des ressources dans l'avenir.

Le paiement en *pesetas* du coupon des obligations de la Compagnie du Nord-Espagne se confirme ; en outre, grâce à la réalisation d'une partie de son portefeuille, la Compagnie n'a pas eu besoin de recourir à

un emprunt. Nos lecteurs trouveront aux *questions du jour* une première étude de notre rédacteur en chef, M. Edmond Théry, sur cette Compagnie.

Italie. — Les baissiers, que l'on accuse, dans les sphères officielles de l'Italie, de propager de fausses nouvelles, n'ont pas réussi à ébranler le marché romain : mais on a enregistré d'assez nombreuses réalisations et les acheteurs sont rares.

M. Crispi doit prononcer à Rome, dans la première quinzaine d'avril, un discours politique dans lequel il annoncera l'équilibre du Budget de 1896, grâce à de nouvelles économies.

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — Le Budget de la Guerre. — Les Elections législatives et sénatoriales. — Le Budget de la Marine. — L'Exposition de 1900. — Le Canal de Marseille au Rhône. — Le Budget des Finances. — La Commission extraparlementaire de l'Impôt sur les revenus.

Le Gouvernement prépare un projet de loi ouvrant un quatrième douzième provisoire. Mais il s'agit de savoir s'il suffira. En effet, si le Sénat n'est pas saisi du budget le 25 mars, au plus tard, il lui sera impossible, malgré tous ses efforts, de le voter à son tour avant les vacances de Pâques. Le rapporteur général de la Commission du budget au Luxembourg a conféré, à ce sujet, avec la Commission de la Chambre. Il a déclaré que, pour l'achèvement de la rédaction du rapport général, son impression et sa distribution, il lui fallait au moins huit jours entre la fin de la discussion du budget à la Chambre et l'ouverture de cette discussion au Sénat. L'examen de la loi de finances, au Luxembourg, demandera, au minimum, quinze jours.

Si donc, le vote final du budget à la Chambre n'était acquis qu'en fin de mois, la discussion au Sénat se trouverait interrompue par les vacances de Pâques; dans ces conditions, les Chambres devraient voter deux nouveaux douzièmes provisoires, le quatrième et le cinquième.

D'autre part, le Gouvernement préférerait demander aux Chambres de retarder, exceptionnellement cette année, la session des Conseils généraux qui doit s'ouvrir le 22 avril, jusqu'après le vote définitif de la loi budgétaire.

Mais le Sénat accueille avec peu de faveur l'idée de retarder la réunion des assemblées départementales.

~~ Le Conseil des Ministres s'est réuni, le 9, à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

Les Ministres de la guerre et de la marine ont entretenu le Conseil des questions relatives à l'expédition de Madagascar. Ils ont fait connaître l'état des préparatifs et indiqué que les transports s'effectuaient dans de très bonnes conditions. A ce propos, le Conseil a constaté que, contrairement aux bruits répandus dans divers journaux, les crédits votés pour l'expédition n'étaient pas absorbés. Les 65 millions accordés par le Parlement correspondent aux dépenses de préparation et à celles d'exécution. Les engagements pris à l'heure actuelle autorisent à penser que, pour la durée prévue de l'expédition, les dépenses n'excéderont pas ce total de 65 millions.

Le Président de la République a annoncé qu'il irait au camp de Sathonay pour remettre les drapeaux aux régiments en formation pour l'expédition de Madagascar.

Le Ministre des colonies a fait signer un décret par lequel M. Roume, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé directeur des affaires politiques et commerciales, M. Lagarde n'ayant pas accepté sa nomination à ce poste et demandant à conserver ses fonctions de gouverneur d'Obock.

Sur la proposition du Garde des sceaux, M. Jean-Louis Deloncle, sous-directeur des affaires politiques au Ministère des colonies, est nommé maître des requêtes au Conseil d'Etat.

Le Ministre des affaires étrangères a fait savoir que l'affaire de Saint-Domingue était définitivement réglée, avec le concours prêté en cette circonstance par l'ambassade d'Espagne à Paris.

~~ Le 9, la Chambre a achevé la discussion générale du budget de la guerre.

~~ Le 10, une élection législative a eu lieu dans la Seine-Inférieure, au Havre, en remplacement de M. Félix Faure, Président de la République. M. Brindeau, républicain, maire du Havre, a été élu.

Le même jour, on a procédé, dans la Loire, à deux élections sénatoriales en remplacement de M. Audiffred qui, élu sénateur, avait donné sa démission pour rester député, et de M. Madignier, décédé. MM. Bourganel et Blanc, républicains, ont été élus.

~~ Le 11, la Chambre a commencé la discussion du Budget de la marine.

~~ Le 11, a eu lieu une réunion du Conseil des directeurs de l'Exposition de 1900, sous la présidence de M. Alfred Picard. La Conseil, dans cette séance, a examiné et adopté dans ses grandes lignes le projet de M. Bouvard concernant l'emplacement de l'Exposition.

~~ Le Conseil des Ministres s'est réuni, le 12, à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

L'amiral Besnard a indiqué les lignes générales de l'exposé qu'il doit faire aujourd'hui, à la Chambre, de l'état de nos forces navales, dans la discussion du Budget de la marine.

Le Conseil s'est occupé des diverses autres questions à l'ordre du jour des Chambres.

Le Ministre de la guerre, en réponse à une question que doit lui poser M. Chapuis, député de Meurthe-et-Moselle, à propos des désordres qui ont eu lieu à Pont-Saint-Vincent, fera connaître à la Chambre qu'il n'autorisera pas l'emploi d'ouvriers étrangers dans les travaux de construction des forts.

Le général Zurlinden a communiqué au Conseil une dépêche par laquelle le général Metzinger annonce son arrivée à Madagascar avec le *Shamrock* et le *Djemmah*.

L'état sanitaire était excellent à bord ; il en est de même à Tamatave et à Diego-Suarez.

Le Conseil a autorisé le Ministre des travaux publics à déposer un projet de loi tendant à établir un canal de Marseille au Rhône.

~~ A la Chambre, la discussion du Budget de la marine continue.

~~ Le 13, la Commission extraparlementaire a tenu une réunion au Ministère des finances, sous la présidence de M. Ernest Boulanger, premier président de la Cour des comptes ; on y a discuté la question de l'impôt sur la Rente. Après un intéressant débat, auquel ont pris part MM. Coste, Neymark, Degouy, Yves Guyot, Fernand Faure, Zolla, Kergall et Delombre, la Commission a émis l'avis qu'il n'y aurait pas lieu d'exempter la Rente dans un système d'impôt sur les revenus.

~~ Les Ministres se sont réunis, le 14, en Conseil de cabinet, au Ministère des finances, sous la présidence de M. Ribot.

M. Trarieux, garde des sceaux, a fait approuver un projet de loi qu'il vient d'élaborer, d'accord avec ses collègues de la guerre et de la marine, et qui est relatif à la trahison. Ce projet, qui va être incessamment soumis à la Commission de l'armée de la Chambre, ne contient aucune disposition concernant l'espionnage. Les faits d'espionnage feront l'objet d'un projet de loi spécial.

M. Ribot a rendu compte de l'entrevue qu'il a eue hier avec les délégués des ouvriers des manufactures d'allumettes. A la suite de cette entrevue, les ouvriers ont décidé de reprendre le travail aujourd'hui même.

Le Président du Conseil a également entretenu ses collègues de la démarche faite auprès de lui par le bureau du groupe viticole de la Chambre.

Il a été décidé que, dans le cas où les représentants du Midi demanderaient à la Chambre de disjoindre du Budget de 1895 la question des bouilleurs de cru, le Gouvernement ne s'opposerait pas à cette motion.

Toutefois, le Cabinet insistera très vivement pour que le projet de réforme des boissons vienne en discussion aussitôt après le vote du Budget.

~~ Le 14, la Chambre vote les derniers chapitres du budget de la marine et aborde la discussion du budget des finances. Un projet de résolution tendant à soumettre la Rente à un impôt égal à celui des autres valeurs mobilières est repoussé par 264 voix contre 208.

~~ Le 14, la Commission d'enquête sur les Conventions a choisi pour rapporteur M. Darlau. L'audition des témoins est à présent terminée ; la discussion générale commencera à la prochaine séance.

~~ Le 15, la discussion du budget des finances continue à la Chambre.

Marché Financier. — Nous étions dans le vrai, le 2 et le 9 courant, en recommandant la prudence. La semaine, en effet, qui prend fin aujourd'hui est une sorte d'avertissement, car le marché manque, à l'heure actuelle, de cohésion. Comme les cours l'indiquent, on a eu à subir des variations qui n'ont pas été sans causer quelque impression, et cette impression est restée, en dépit de nouvelles plutôt favorables. Il a suffi que la Commission extraparlementaire de l'impôt sur les revenus ait émis l'avis qu'il n'y aurait pas lieu d'exempter les « *Rentes Françaises* dans un système d'impôt sur les revenus », pour que des ventes précipitées sur notre *3 0/0 Perpétuel* ait fait reculer ce fonds et en même temps imprimé un mouvement de recul à toute la cote.

Le vote de la Chambre des députés d'avant-hier, vote approuvant la déclaration gouvernementale stipulant « que le Gouvernement ne peut pas accepter l'invita- « tion de déposer un projet d'impôt sur la Rente », n'a pas entièrement calmé toutes les appréhensions. On est beaucoup mieux pourtant, et, sans cet incident, on aurait été mieux encore, en raison des événements qui ont marqué les jours passés. Nous voulons parler de la mise en liberté, décidée par le roi d'Italie, du capitaine Romani et de la diminution du taux de l'escompte et du taux des avances sur titres résolue jeudi par la *Banque de France*. Aussi est-il nécessaire que la Bourse procède à la consolidation de certains cours, pour ne pas avoir à subir de contre-coups qui finiraient par compromettre la marche en avant que l'on s'est imposée et que vient favoriser la masse du public.

La liquidation de quinzaine a commencé hier par la *Réponse des primes* qui a été des plus calmes. L'argent, pour les règlements, sera abondant aujourd'hui.

★ ★ Par suite de l'incident que nous venons de citer plus haut, notre *Rente 3 0/0 perpétuelle* est revenue, un moment de 103 72 1/2 à 103 22 1/2 pour reprendre à 103 fr. 60 et clôturer à 103 fr. 55. C'est aujourd'hui que se détache, sur ce fonds, le coupon trimestriel de 0,75 centimes, et il est à croire que l'on profitera de cette circonstance pour pousser de nouveau aux rachats ceux qui ont vendu dans la journée de jeudi. Primes très détendues : *écarts* 0,20 centimes dont 0,25 centimes, et 0,40 centimes dont 0,10 centimes.

Le *3 1/2 0/0* est ferme à 108 fr. 05 contre 108 07 1/2 il y a huit jours. *Rente 3 0/0 amortissable* en bénéfice de 0,15 centimes à 101 fr. 65. C'est le premier du mois prochain que ce fonds détache son coupon trimestriel de 0,75 centimes.

★ ★ Les actions de la *Banque de France* sont plus faibles. De 3.790, elles ont reculé à 3.675 et restent à 3.685. Des ventes ont été effectuées sur la résolution prise par le Conseil de régence de réduire le taux d'escompte de 2 1/2 à 2 0/0 l'an et le taux des avances sur titres de 3 1/2 à 3 0/0. Nous croyons que l'on fait fausse route, car l'on devrait songer que le commerce en général saura profiter d'une mesure qui est toute à son avantage. En attendant, mentionnons que les bénéfices de notre grand Etablissement de crédit, pour les douze premières semaines du premier semestre de 1895 s'élèvent à 1.610.681 fr., contre 3.205.584 fr. en 1894, 2.659.840 fr. en 1893, 4.077.955 fr. en 1892, 6.034.005 en 1891 et 4.653.898 en 1890.

Un petit fait que nous ne pouvons passer sous silence. Dans la séance du Conseil d'administration de la Banque d'Angleterre du 13 courant, après avoir fixé le dividende des actions de cette Institution pour le semestre écoulé, le gouverneur a fait allusion à l'heureuse issue de la liquidation Baring Brothers. Aussitôt un administrateur a pris la parole et a tenu à exprimer ses remerciements à la *Banque de France* pour le concours qu'elle a apporté à cette liquidation. La proposition de cet administrateur, Mr. Jones, a été adoptée à mains levées.

★ ★ Peu de variations sur les actions du *Crédit Foncier de France* qui, de 905, passent à 910 pour revenir à 900 et clôturer à 906 25. Dans sa séance hebdomadaire du 13 mars, le Conseil d'administration a autorisé pour 2.470.968 fr. de nouveaux prêts, dont 1.732.500 fr. en prêts fonciers et 738.468 fr. en prêts communaux. En ce qui regarde le dividende de l'exercice écoulé, on ne sait encore rien, et la Bourse s'en préoccupe peu.

Le marché des *Obligations Foncières* et *Communales* ne laisse toujours rien à désirer. Les *Obligations Foncières 1877* cotent 401 50 contre 402; *Communales 1879* en avance de 1 fr. 50 à 499 50; *titres estampillés* demandés à 490, en bénéfice de 2 fr. depuis vendredi dernier; *Communales 1880* 499 50, contre 498 50; *Foncières 1883* 463, un peu plus lourdes; nous les laissions précédemment à 464 fr.; *Foncières 1885* sans changement, à 502 50; *Cinquièmes* au même cours de 101; *Communales 1891 tout payé* très fermes à 403 50, en progrès de 1 fr. 50; *Communales 1892 entièrement libérées* 505, comme il y a huit jours; *Bons à Lots de 100 fr. de 1888* 61 50 contre 63 50, après 65 francs au plus haut.

★ ★ Nous avons, cette semaine, des fluctuations à signaler sur les actions de nos grandes *Sociétés de Crédit*. La *Banque de Paris et des Pays-Bas* revient de 747 50 à 740 fr., mais remonte vivement à 755. Rien de précis n'est connu au sujet du dividende de cet Etablissement. On pense en Bourse qu'il pourra être supérieur à celui de l'année 1893, mais on ne sera fixé à ce sujet que dans quelque temps, l'assemblée générale des actionnaires ne devant vraisemblablement se tenir, comme de coutume, que dans le courant de mai. *Crédit Lyonnais*, plus mou à 830 contre 835 il y a huit jours, après 837 50 au plus haut et 826 25 au plus bas. Le Conseil d'administration a fixé le dividende pour 1894 à 30 fr. 50, comme nous l'avancions il y a huit jours. Ce dividende comprend un dividende égal à celui des années antérieures qui était de 30 fr., et 0 fr. 50 représentant l'intérêt à 4 0/0 du versement effectué le 15 septembre dernier sur les actions. Nous aurons à revenir, dans une étude spéciale, sur les opérations du *Crédit Lyonnais* au cours de l'année 1894. Cependant, disons dès maintenant qu'en dehors de toutes charges, il a été prélevé, avant toute distribution de dividende et sur les profits de l'exercice, un montant de 2.730.055 fr. 15, pour amortissement de dépenses d'installation. Les appréciations formulées par nous dans une étude parue dans l'*Economiste Européen* du 22 décembre 1894, à laquelle nous nous sommes déjà reportés précédemment, étaient donc exactes. Ajoutons que cette fixation de dividende à 30 fr. 50 a déplu à quelques-uns. Il faut pourtant reconnaître que le *Crédit Lyonnais* agit ici avec une prévoyance dont on ne peut que le féliciter, et dont les intéressés lui sauront définitivement gré après réflexion.

Mentionnons encore que le bilan de cette Société au 31 janvier 1895 vient d'être publié. Certains chapitres sont en diminution sur la situation au 31 décembre 1894 ; ce sont les suivants : *Portefeuille commercial, Reports, Comptes courants créditeurs* et *Dépôts à échéance fixe*. La diminution de ce dernier chapitre a été, comme on le sait, désirée par le Conseil d'administration. Par contre, il y a à constater des augmentations dans les avances sur titres, 7 1/2 millions, et dans les *Dépôts à vue*, 12 millions. Néanmoins, le chiffre global des affaires au 31 janvier est en diminution, sur le 31 décembre 1894, de 34 millions en chiffres ronds.

Le *Comptoir National d'Escompte*, que nous laissons à 580 fr., est de nouveau en progrès à 592 50 après même 595 au comptant. En dehors de ses affaires d'escompte, cet Etablissement paraît avoir engagé des pourparlers dans le but de participer à certaines affaires sud-africaines. *Crédit Industriel et Commercial* 562 50, en avance de 12 fr. 50. Les bénéfices de cette Institution, depuis le 1er janvier dernier, s'élèvent à 623.264 fr. *Société Générale*, 498 contre 495. Ses actionnaires sont convoqués en assemblée générale annuelle pour le 29 mars. Ils auront à approuver la décision du Conseil d'administration, qui a fixé à 6 fr. 25

par action le solde du dividende à répartir pour l'année 1894, ce qui, avec l'acompte de 6 fr. 25 déjà distribué, porte à 12 fr. 50 le dividende total de l'exercice qui a pris fin le 31 décembre. *Banque Internationale de Paris* très recherchée et en hausse de 12 fr. 50 à 532 50 après 537 50 au plus haut. C'est cette Société qui a introduit sur le marché les actions de la *Compagnie Française des Mines d'or et d'Exploration* dont nous parlions dans l'*Economiste Européen* du 16 février.

La *Banque Parisienne* perd 1 fr. 25 à 416 fr. 25. On a parlé de la fusion possible de cette Société avec une autre Institution belge. Mais ce bruit mérite confirmation. *Banque de l'Algérie* en reprise de 12 fr. à 792; *Banque des Pays-Autrichiens*, 612 50 contre 607 50 il y a huit jours. Le Conseil d'administration a, conformément à ce que nous écrivions il y a huit jours, décidé de proposer à l'assemblée générale du 28 mars la distribution d'un dividende de 16 florins par action, soit environ 32 fr. 65.

Société Foncière Lyonnaise 346 en progrès de 4 fr. 75. Actions de la *Société des Immeubles* 34 50 contre 31 25; *Obligations 4 0/0* calmes à 203 fr.; *Obligations libérées de 350 francs* 260; *Obligations Foncières remboursables à 1.000 francs* sans changement à 173 fr. Avant hier a eu lieu la première assemblée d'affirmation des créances. Le moment approche donc où les obligataires seront à peu près fixés sur leurs espérances. En attendant, les actionnaires seront convoqués pour le 6 avril en assemblée générale pour examiner le projet de *convenio* et l'approuver s'il y a lieu. Quinze jours après environ, c'est-à-dire le 23 avril, ce projet sera soumis aux créanciers.

Le *Crédit Mobilier* est à son cours précédent de 60 fr.; *Obligations Crédit Foncier Colonial de 420 fr.* 280, en réaction de 5 francs; *Obligations de 350 fr.* 230, perdant 10 fr. pour la semaine; *Sous-Comptoir des Entrepreneurs* mieux à 130, en reprise de 15 fr. Le jugement que l'on attendait pour le 12 courant a été remis à huitaine, c'est-à-dire pour le 19 mars. On dit que cette remise aurait été la conséquence du désistement d'un obligataire. *Banque Hypothécaire d'Espagne* toujours très soutenue à 520 fr.

★ ★ Les actions de nos six grandes *Compagnies de Chemins de fer* ont été peu mouvementées. On ne se préoccupe nullement de la façon dont se terminera l'enquête dont s'occupe encore la commission des Trente-trois. Il faut se féliciter de cette attitude qui contraste avec les efforts tentés anciennement en vue d'amener une dépréciation considérable sur ces titres et dont le mérite revient aux porteurs qui ne se sont pas émus du semblant de panique organisé un moment sur les valeurs de leurs portefeuilles. Ajoutons que la Commission dont nous venons de parler, a nommé rapporteur M. Darlau, député de Lot-et-Garonne. La discussion à la Commission aura lieu prochainement et le rapport sera déposé sur le bureau de la Chambre avant Pâques.

Le *Midi* est à 1.320 contre 1.327 50 il y a huit jours. Les actionnaires de cette Compagnie sont convoqués en assemblée générale pour le 27 avril prochain. Ajoutons que la Chambre des députés a adopté un projet de loi tendant à approuver une convention passée entre l'Etat et cette Compagnie pour la concession du chemin de fer de raccordement des lignes de Bordeaux à la frontière d'Espagne et de Bayonne à Saint-Jean-Pied-de-Port. *Orléans* 1.617 50 contre 1.620. Le Conseil d'administration proposera à la prochaine assemblée générale, de fixer le dividende de 1894 à 58 fr. 50, montant du minimum garanti par les Conventions de 1883; *Lyon* en hausse de 10 francs à 1.500; *Ouest* 1.115 contre 1.114; *Est* en avance de 6 fr. 50 à 962 50; *Nord*, 1.827 50 gagnant 7 fr. 50 sur vendredi dernier.

Quant aux recettes de la 9e semaine (du 26 février au 4 mars), elles sont en diminution de 637.747 fr. 13 sur la période correspondante de 1894, bien que le *Nord* et le *Midi* accusent une augmentation. La moins-value depuis le 1er janvier atteint maintenant 9.275.257 fr. 62.

Les actions du *Sud de la France* passent de 270 fr. à 285 fr., pendant que les *obligations 3 0/0* montent de 431 50 à 439 fr. La Commission sénatoriale des Chemins de fer, sous la présidence de M. Adolphe Cochery, a nommé, à titre provisoire, M. Richard Waddington rapporteur du projet de loi relatif à la Convention conclue entre l'Etat et la *Compagnie du Sud de la France*.

★ ★ Les actions *Suez* sont de nouveau demandées par suite de rachats. Elles cotaient vendredi dernier, 3.345 fr.; depuis elles se sont inscrites à 3.352 fr. 50 et 3.325 fr. et elles clôturent à 3.363 75. Les recettes du Canal laissent plutôt un peu à désirer en ce moment, et la plus-value sur 1894, depuis le 1er janvier, est, à l'heure actuelle, un peu diminuée. *Société Civile* en perte de 2 fr. 50 à 2.372 fr. 50.

La *Compagnie Parisienne du Gaz* revient de 1.151 25 à 1.135. Les recettes de gaz, de la Compagnie pour février, auront dû se ressentir, au point de vue de l'éclairage et du chauffage, de la rigueur de la température pendant ce mois. *Magasins Généraux de Paris* 569 50, en avance de 4 fr. 50; *Compagnie des Docks et Entrepôts de Marseille*, 498 contre 490 il y a huit jours.

La *Compagnie Transatlantique* passe de 325 à 330; *Messageries Maritimes*, 590 contre 589; *Chargeurs Réunis* plus faibles à 1.285, en recul de 35 fr.; *Omnibus* également en recul à 1.065, perdant ainsi 20 fr. Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale pour le 20 mars. Le différend existant entre la Compagnie et ses employés n'a pas encore reçu de solution. Une entrevue a eu lieu, jeudi, entre les représentants de la Compagnie et ceux du Syndicat des employés. La Compagnie a fait des propositions qui seront examinées, demain, par l'assemblée générale des employés. Il faut espérer, en tout cas, que nous n'aurons pas à compter avec une nouvelle grève. *Voitures à Paris* 570 fr., en bénéfice de 4 fr.

On en est à supputer les résultats que donnera l'innovation du tarif appliqué dès lundi dernier et qui réduit à 1 franc les courses n'excédant pas un quart d'heure. *Compagnie Française des Métaux* 230, contre 235; *Société Centrale de Dynamite* 620, en perte de 8 75; ancienne Société des *Téléphones* très ferme à 310, contre 307 50 et après 322 50 au plus haut. Le Conseil de préfecture a statué mardi, sur le litige pendant entre cette Société et l'Etat. Il a accordé à la Compagnie une indemnité de 9.313.250 fr. 35, plus les intérêts à partir du 15 décembre 1890, date de la demande. On prétend, en Bourse, que les deux parties ont l'intention de se pourvoir, contre l'arrêt rendu, devant le Conseil d'Etat. Notons, à ce sujet, que la Compagnie réclamait primitivement 18 millions de francs, réduits à 14 millions au cours de l'instance.

Les *Lots du Congo* sont en avance de 0 fr. 50 centimes à 100 fr.; *Bons à Lots Panama* en nouveau progrès à 143 75, gagnant 7 fr. 50.

Les *Nitrate Railways* perdent 10 francs à 455 fr.; *Lautaro* 215 contre 210. Il a été fondé dans ces derniers jours, à Bruxelles, la *Compagnie Générale des Nitrates* au capital de 3 1/2 millions de francs pouvant être augmenté par délibération du Conseil. Usant de la faculté qui lui était laissée, le Conseil vient de décider de porter le capital de cette nouvelle Société au double, soit à 7 millions de francs. Le marché de Paris sera, paraît-il, appelé à s'intéresser à cette affaire.

Le *Rio Tinto* est peu animé; il cote 325 contre 328 75; les obligations de l'*Emprunt Espirito-Santo*, dont on attend l'apparition prochaine à la *Cote Officielle*, sont demandées à 425 fr., avec un coupon de 12 fr. 50 à détacher le 5 avril prochain; actions de la *Compagnie Française des Mines d'or et d'Exploration* 128 75, en bénéfice de 7 fr. 50.

★ ★ Nouvelle hausse des *Fonds Brésiliens*. Le *4 1/2 0/0 1888* monte, de 81 70, à 83 10, pendant que le *4 1/2 0/0 1889*, que nous laissions à 77 20, progresse à 78 30 à terme et même à 78 90 au comptant.

★ ★ Le *Rente Extérieure Espagnole*, qui cotait vendredi dernier 78, monte à 78 95. Nombre de rachats ont été effectués cette semaine, mais il ne semble pas que les primes débordées soient toutes couvertes. En

tout cas, le marché est lancé et il semble vouloir conquérir des cours plus élevés encore.

★ ★ La *Rente Italienne* n'a pas pu tout à fait conserver ses cours précédents, en dépit de la mise en liberté du capitaine Romani. Elle est revenue un moment de 88 85 à 88 20, mais est mieux au dernier moment, à 88 65, ne perdant ainsi que 20 centimes.

★ ★ Les *Fonds Russes* ont été, en général un peu moins animés cette semaine. L'*Orient* cote 67 70 contre 67 65; *Consolidés 1re et 2e séries* 102 95, en avance de 15 centimes; *Russe 3 0/0 1891 et 2e émission 1894* 94 80 contre 94 85; *Russe 3 1/2 0/0* 98 80 en réaction de 30 centimes par suite de quelques réalisations.

★ ★ La fermeté persiste sur les *Fonds Serbes*; le *5 0/0 1890* est à 73 fr. contre 73 fr. 25. On avait répandu ces jours derniers, à Vienne, le bruit qu'une scission s'était opérée dans le Syndicat des Banques intéressées aux affaires Serbes. Ce bruit est démenti aujourd'hui. On télégraphie qu'un accord parfait n'a cessé de régner parmi les syndicataires, et la ratification par la Skoupchtina de l'entente intervenue avec le Gouvernement au sujet de l'Emprunt Serbe 4 0/0 paraît assurée. Ajoutons enfin que MM. Hoskier et Cie annoncent officiellement le paiement du coupon échéant le 1er Avril de l'*Emprunt 5 0/0 1890*.

★ ★ Les *Valeurs Ottomanes*, en dépit des réalisations, se maintiennent presque à leurs plus hauts cours. Le *Turc C* que nous laissions à 30 75, s'inscrit à 30 50; *Turc D* 27 30, contre 27 70; *Douanes* 511, contre 512; *Ottomanes 4 0/0 1894* 481 25 à terme et 482 50 au comptant, en bénéfice sur la clôture à terme d'il y a huit jours et qui ne cotait que 480. *Obligations Smyrne-Cassaba* 458 75, sans variation sensible; par contre, *Banque Impériale Ottomane* 727 50, en nouvelle avance de 10 francs.

Au comptant et à terme, les transactions en obligations 3 0/0 de la *Compagnie de Chemins de fer Salonique-Constantinople* sont toujours des plus animées. Les demandes continuent à affluer, le coupon de 7 fr. 20 nets qui sera payé sur ces titres, le 15 avril, bonifiant sensiblement les cours actuels, déjà si favorables, en comparaison des autres valeurs similaires de premier ordre.

Cette semaine, le Marché Libre s'est occupé des négociations à terme de la Série B de la *Dette Convertie Ottomane*. Cette valeur est demandée à 48 62 1/2 ex-coupon de 0. 50 centimes, après avoir fait au plus haut 49 75 avec un coupon. Nous renvoyons nos Lecteurs à l'article spécial que nous consacrons plus loin à ce fonds.

QUESTIONS DU JOUR

LE NORD DE L'ESPAGNE

Les lecteurs de l'*Economiste Européen* ont été mis au courant des difficultés dans lesquelles la hausse des changes espagnols plaçait les Compagnies de chemins de fer de la péninsule et le *Nord de l'Espagne* en particulier.

Notre correspondant de Madrid ne s'est jamais fait illusion sur les dispositions du cabinet Sagasta à l'égard de ces Compagnies; il a, à plusieurs reprises, affirmé que cet homme d'Etat, dont l'unique politique consiste à promettre et à ne pas tenir, était le prisonnier de M. Gamazo — l'ennemi de tout arrangement — et que malgré les déclarations du premier Ministre, les démarches, les réclamations de l'industrie et du commerce espagnols resteraient sans effet.

L'événement justifie complètement les prévisions de notre correspondant madrilène.

Une prorogation de quelques années des concessions des Compagnies espagnoles de chemins de fer, et, par suite, de la Compagnie du *Nord de l'Espagne* — plus sérieusement menacée par la dépréciation de la *valuta* espagnole — permettant à cette dernière Compagnie de suspendre pendant sept ou huit années le service de ses amortissements, pouvait donner satisfaction à tout le monde, sans compromettre, en aucune façon, les intérêts du Trésor espagnol : M. Gamazo ne l'a pas voulu, et le Cabinet que préside M. Sagasta n'a rien su faire en temps opportun.

Le Conseil d'administration du *Nord de l'Espagne* a tranché la question en prenant la décision suivante, qui a été communiquée à la presse mardi dernier :

Le Conseil d'administation de le Compagnie des Chemins de fer du Nord de l'Espagne, dans sa séance du 11 mars, a décidé, en vertu de ses pouvoirs généraux et des pouvoirs spéciaux qui lui ont été conférés par les Assemblées générales des 3 mars et 22 juin 1894, que les coupons et amortissement des obligations de la Compagnie seront, à partir du 1er avril prochain, payés *seulement* en pesetas.

L'adverbe *seulement* résume toutes les conséquences de la mesure : il indique que jusqu'à ce jour les obligations étrangères de la Compagnie espagnole, conformément aux engagements des prospectus d'émission et aux prescriptions libellées en français sur les titres, touchaient leurs arrérages et le capital des obligations amorties en *francs*, c'est-à-dire sans perte au change espagnol, mais qu'à partir du 1er avril prochain ces arrérages et amortissement devront supporter la différence de la *Valuta* espagnole par rapport à la *Valuta* française.

Si la décision du Conseil d'administration de la Société espagnole est acceptée sans protestation par les intéressés; si les porteurs français d'obligations du *Nord de l'Espagne* consentent à subir désormais la perte du change espagnol, ce sera un nouveau préjudice que la fortune publique française devra inscrire au passif de la *Crise des changes*.

Avant de dégager les conséquences que cet acte arbitraire peut avoir pour l'ensemble des porteurs français de titres étrangers il est nécessaire d'examiner rapidement la situation particulière du *Nord de l'Espagne*.

A l'heure actuelle, cette Société a émis en France pour son propre compte, ou a pris à sa charge, la responsabilité de 1.990.155 obligations remboursables à 500 francs dont voici l'énumération :

Capital-obligations du *Nord de l'Espagne* :

Désignation	Nombre de titres	Capital nominal	Période d'amortis.
1re Série, 1re hyp.	662.987	331.493.500 fr.	1878-1958
2e — 2e —	268.168	134.084.000	1878-1958
3e — 3e —	50.000	25.000.000	1884-1957
4e — 4e —	50.000	25.000.000	1886-1957
5e — 5e —	100.000	50.000.000	1889-1957
Pampelune 1re hyp.	215.000	107.500.000	1879-1958
Barcelone 1re hyp.	235.000	117.500.000	1881-1951
Asturies 1re hyp.	249.300	124.650.000	1880-1963
— 2e —	100.000	50.000.000	1883-1963
— 3e —	60.000	30.000.000	1887-1959
Totaux	1.990.455	995.227.500	

7 0/0 environ de ces obligations se trouvent amorties en 1895 et, en tenant compte de la durée moyenne de la période d'amortissement, on peut facilement, à quelques centaines de mille francs près, déterminer l'importance des charges annuelles

qui pèsent, du chef de ces emprunts, sur l'exploitation de la Compagnie.

Capital émis	995	millions
Capital amorti	70	—
Reste en circulation	925	millions
Intérêts annuels 3 0/0...Fr.	27.750.000	
Amortissement en 61 années.	4.930.000	
Charges annuelles	32.680.000	

Nous répétons qu'il ne s'agit, dans les chiffres ci-dessus, que des obligations émises en France et inscrites actuellement à la *Cote officielle* des Agents de change de Paris.

Quelle est l'économie que le paiement exclusif en *pesetas* procurerait à l'exploitation du *Nord de l'Espagne?* Une économie proportionnelle à la perte au change espagnol : environ 3.268.000 francs si cette perte annuelle moyenne est de 10 0/0 ; 6.536.000 fr. si elle s'élève à 20 0/0; 1.634.000 fr. si elle s'abaisse à 5 0/0.

Avant l'année 1891, la *valuta* espagnole était presque à la parité relative du *franc* et nous avons, à son heure, démontré que la baisse des changes espagnols, survenue à partir du mois de mai 1891, n'avait pas été provoquée exclusivement par l'application des nouveaux tarifs douaniers français, qui n'ont d'ailleurs été mis en vigueur qu'au mois de février 1892, mais surtout par la mauvaise politique financière du Gouvernement espagnol.

La fameuse discussion du renouvellement et de l'extension du privilège de la *Banque d'Espagne* (mai 1891) révéla, en effet, que cet Etablissement d'émission était devenu une véritable caisse d'Etat, toujours ouverte au Trésor espagnol pour solder des déficits budgétaires, et que l'Espagne allait bientôt se débattre dans les plus graves embarras monétaires. Et c'est à partir de ce moment que le change espagnol, qui accusait 2,90 0/0 de perte à la fin du mois d'avril, s'éleva progressivement à 5,65 0/0 à la fin de mai, 6,40 0/0 à la fin de juillet, 10,80 0/0 à la fin d'octobre, 12.75 0/0 à la fin de décembre et enfin 14 0/0 à la fin de janvier 1892.

Nous rappelons ce fait pour dégager, une fois pour toute, la France de la responsabilité de la hausse des changes espagnols que quelques-uns de nos confrères auraient voulu pouvoir attribuer aux tarifs douaniers du 1er février 1892.

La *valuta* espagnole a, aujourd'hui, une tendance marquée à revenir à la parité de notre propre monnaie : La perte au change, qui était de 23 0/0 au commencement de l'année 1894 et de 21,50 0/0 au commencement de juillet dernier, est tombée à 12,25 0/0 au 1er janvier 1895, à 11,30 0/0 au 1er février, à 9 0/0 au 1er mars et se tient actuellement aux environs de 7 0/0.

Le sacrifice que le Conseil d'administration du *Nord de l'Espagne* voudrait imposer aux porteurs français de ses obligations serait donc peu considérable en lui-même si le change espagnol restait dans la moyenne des cours pratiqués en 1895 (à peine 0 fr. 60 par coupon de 7 fr. 50 bruts), mais la question présente une importance beaucoup plus considérable pour l'ensemble des porteurs français de titres étrangers, et c'est à ce point de vue spécial que nous l'examinerons dans notre prochain numéro.

EDMOND THÉRY.

LA NOUVELLE LÉGISLATION RUSSE

POUR LES TITRES DE L'ETAT AU PORTEUR

Nous avons publié, dans notre numéro du 16 février 1895 (nº 162), au cours de notre Etude sur les *Fonctions de la « Banque de France »*, un exposé de la situation des porteurs français de titres russes à l'égard de la législation russe.

Le Ministère des finances français s'était depuis longtemps préoccupé de l'état de choses que nous avons signalé et avait demandé au Gouvernement russe de vouloir bien examiner la question.

Le Gouvernement russe est entré dans les vues de notre Ministère et nous avons publié, dans l'*Economiste Européen* du 23 février 1895 (nº 163), l'oukase de l'empereur Nicolas II ordonnant d'établir un règlement pour le remboursement du capital et des arrérages des titres au porteur qui seraient déclarés détruits, perdus ou volés et de reconnaître, comme payable pendant trente années, à dater de l'échéance, le capital des valeurs d'Etat appelées au remboursement.

Cet oukase vient de recevoir son application et voici l'arrêté du Ministre des finances réglant, pour les emprunts d'Etat russes, les conditions du remboursement du capital et du paiement des arrérages des titres au porteur déclarés détruits, perdus ou volés :

ARRÊTÉ *du Ministre des finances de Russie.*

§ 1. Les porteurs de fonds d'Etat russes dépossédés de leurs titres, ces titres ayant été détruits, perdus ou volés, ont la faculté d'en faire la déclaration à la Commission impériale d'amortissement, soit directement, soit par l'entremise des maisons de Banque et Institutions de crédit chargées du service des emprunts respectifs.

§ 2. Cette déclaration, libellée en l'une quelconque des quatre langues ci-après : russe, français, anglais ou allemand, doit mentionner ; *a*) les nom et prénoms, la qualité ou profession et le domicile du déclarant ; *b*) le nom de l'emprunt dont fait partie le titre disparu, le montant nominal et le numéro de ce titre ; *c*) la date (avec preuves à l'appui) à laquelle le titre a été acquis et celle de sa disparition, et *d*) les circonstances dans lesquelles il a disparu.

§ 3. Après examen, il appartiendra au Ministre des finances d'autoriser le remboursement du capital et le paiement des arrérages du titre disparu, et ce aux conditions suivantes :

Lorsque le corps des titres a disparu et que le déclarant a conservé la feuille de coupons.

§ 4. Le paiement du capital du titre disparu ne pourra avoir lieu qu'après la cessation du cours des intérêts par suite, soit d'un tirage au sort, soit d'un appel au remboursement.

§ 5. Lorsque le titre aura cessé de porter intérêt, il sera, à dater du jour fixé pour le remboursement du capital, payé au déclarant la valeur des coupons dont il sera resté détenteur, et ce contre remise desdits coupons. Le solde du capital (différence entre le montant nominal du titre et le montant total des coupons ainsi payés) sera acquitté trente ans après que l'obligation aura cessé de porter intérêt, si — dans l'intervalle — le titre déclaré disparu n'a pas été présenté à l'encaissement.

§ 6. Dans le cas où le requérant voudrait toucher la totalité du capital aussitôt que le titre est devenu remboursable, il devrait verser, en valeurs russes émises ou garanties par l'Etat, un cautionnement d'une valeur au moins égale à la différence entre le montant nominal du titre et le montant des coupons remis par lui. Ce cautionnement restera déposé à la Commission impériale d'amortissement pendant trente ans à compter de la cessation du cours des intérêts sur le titre disparu ; les arrérages des valeurs constituant ce cautionnement seront payés au déposant aux échéances respectives.

A l'expiration du terme susmentionné de trente ans, le cautionnement sera rendu au déposant si, dans l'intervalle, le titre déclaré disparu n'a été présenté par personne à l'encaissement. Si, au contraire, le titre déclaré disparu vient — avant l'expiration de ce terme — à être présenté, le capital (moins le montant des coupons manquants) en sera immédiatement payé à la personne qui l'aura présenté et le Trésor impérial se remboursera de ce paiement sur le produit de la vente du cautionnement. L'excédent éventuel de ce produit sur la somme à rembourser au Trésor fait retour à la personne qui a déposé le cautionnement.

§ 7. S'il n'est pas versé de cautionnement, la somme à payer sur l'obligation ayant cessé de porter intérêt dont le titre a disparu pourra, sur le désir du déclarant, être employée à acheter une autre valeur émise ou garantie par l'Etat, laquelle restera en garde à la Commission impériale d'amortissement pendant trente années à dater de la cessation du cours des intérêts sur le titre déclaré disparu. Les arrérages de la valeur ainsi acquise seront payés au fur et à mesure de leurs échéances et la valeur elle-même, à l'expiration de ces trente années, sera délivrée au déclarant, si, pendant ce laps de temps, le titre déclaré disparu n'est pas présenté à l'encaissement. Dans le cas contraire, paiement immédiat sera fait à la personne qui aura présenté à l'encaissement le titre sous déduction de la valeur des coupons manquants et la valeur achetée deviendra la propriété du Trésor impérial.

§ 8. Les arrérages du titre disparu sont garantis au porteur par la feuille de coupons qu'il a conservée et qui, outre les coupons, contient un talon donnant le droit de recevoir une nouvelle feuille de coupons à l'épuisement de l'ancienne; ces arrérages sont payés aux échéances des coupons.

Lorsque le corps du titre a disparu avec la feuille de coupons y annexée.

§ 9. Le capital du titre disparu est payé au déclarant dans les conditions spécifiées aux §§ 5, 6 et 7, mais sous déduction de la valeur des coupons d'échéances postérieures au jour fixé pour le remboursement du capital qui étaient compris dans la feuille de coupons disparue avec le titre.

§ 10. Les arrérages d'un titre disparu avec sa feuille de coupons ne pourront être payés que pour les échéances postérieures à celle du dernier coupon de la feuille disparue.

§ 11 Lors du premier renouvellement des feuilles de coupons respectives qui suivra la déclaration, la nouvelle feuille de coupons afférente au titre déclaré disparu avec l'ancienne feuille de coupons ne sera pas délivrée, mais restera en garde à la Commission impériale d'amortissement. La valeur des coupons de la nouvelle feuille ne sera payée au déclarant que dix ans après leurs échéances respectives, et ce si, dans l'intervalle, ni le titre ni le talon y afférent de l'ancienne feuille qui ont été déclarés disparus n'ont été présentés. A l'épuisement de cette feuille de coupons, il sera procédé de la même manière à l'égard de la suivante, et ainsi de suite jusqu'à ce que le titre ait cessé de porter intérêt.

§ 12. Si la personne qui a déclaré disparus un titre et la feuille de coupons y annexée verse à la Commission impériale d'amortissement, et ce en obligations russes émises ou garanties par l'Etat, un cautionnement d'une valeur au moins égale à celle de dix années d'arrérages du titre disparu, il sera procédé comme suit : lors du premier renouvellement des feuilles de coupons respectives qui suivra la déclaration, la nouvelle feuille de coupons afférente au titre disparu restera en dépôt à la Commission impériale d'amortissement, qui délivrera les coupons au fur et à mesure des échéances, et non dix ans après chacune d'elles, au titulaire du cautionnement. A l'épuisement de cette feuille de coupons, le talon y annexé sera échangé contre une nouvelle feuille dont les coupons seront délivrés comme il vient d'être dit au titulaire du cautionnement, et ainsi de suite jusqu'à ce que le titre ait cessé de porter intérêt.

Le cautionnement susmentionné restera en dépôt à la Commission impériale d'amortissement jusqu'à ce qu'il se soit écoulé dix années depuis la date à laquelle le titre déclaré disparu aura cessé de porter intérêt. Si, pendant la durée de ce dépôt, le talon ou le titre même est présenté par qui que ce soit à l'effet d'obtenir une nouvelle feuille de coupons, le porteur de fait dudit talon ou titre recevra immédiatement tous les coupons non encore détachés plus la valeur de tous ceux — non atteints par la prescription de dix ans — qui ont été délivrés à l'auteur de la déclaration. Le Trésor impérial se remboursera ensuite de la valeur de ces coupons sur le produit de la vente du cautionnement, dont le solde fera retour au titulaire du cautionnement.

Lorsque le corps du titre a été conservé et que la feuille de coupons et le talon ont disparu.

§ 13. La personne qui, étant dépossédée de la feuille de coupons et du talon annexés à un titre, a conservé le corps même du titre pourra, lors du premier renouvellement des feuilles de coupons respectives qui suivra sa déclaration, se faire délivrer la nouvelle feuille de coupons après l'expiration des termes mentionnés sur les talons comme limitant la durée de leur validité pour l'obtention des nouvelles feuilles de coupons.

Ainsi que le fait observer le *Bulletin russe de Statistique financière et de Législation*, « cette loi nouvelle, « qui sera applicable aux obligations de tous les emprunts d'Etat russes, y compris les valeurs émises « par des Compagnies dont le réseau a été racheté, a « été inspiré par le désir de placer les porteurs français « à l'égard des fonds russes dans une situation juridique analogue à celle à laquelle ils sont, d'une manière générale, habitués dans leur pays. La législation russe, en matière de titres au porteur, ne devient pas identique à la législation française, mais « elle s'en rapproche dans l'extrême limite du possible. »

Nous ne pouvons que féliciter notre Ministère des finances, et en particulier M. Delatour, directeur général du Mouvement des fonds, qui a négocié les bases de la réforme avec les envoyés du Gouvernement russe, du résultat obtenu, et constater la bonne volonté de l'Administration financière russe en cette circonstance.

EDMOND THÉRY.

Le *Journal de Saint-Pétersbourg* du 24 février/8 mars reproduit un supplément au fascicule du *Bulletin russe de Statistique financière et de Législation* de février, qui explique l'origine de l'écho du *Figaro* du 27 février, dont j'ai donné le texte dans mon dernier article.

M. Barbet de Vaux, le directeur du *Bulletin russe*, sachant que le livre de M. de Cyon devait être distribué « sous le manteau de la cheminée », et pensant qu'il pouvait ainsi « produire un certain effet, sans « connexion aucune avec la statistique et la législation, « et que si ce livre affichait des dehors de menace, « c'était une raison de plus pour le mettre en pleine « lumière — le grand air et le grand soleil n'étant pas « favorable à la musique de chambre ». M. Barbet de Vaux a voulu d'abord que les lecteurs du *Bulletin russe* pussent apprécier le caractère des accusations contenues dans l'ouvrage.

Le directeur du *Bulletin russe* ajoute ensuite :

En faisant hommage à mes abonnés d'un exemplaire du livre de M. Tsion, je leur fournirai, dans le *Bulletin* même, un examen critique des faits et des chiffres qui y sont cités. Je laisserai de côté les injures et les attaques personnelles, qui ne rentrent pas dans le cadre de ma publication.

C'est, en effet, la meilleure manière de répondre.

E. T.

DETTE CONVERTIE OTTOMANE
SÉRIE B

Le *Marché libre* de Paris s'est occupé, cette semaine, d'un titre qui, quoique figurant depuis le 2 février 1885, au *Cours authentique et officiel* de la Bourse n'avait donné lieu, jusqu'à présent, qu'à de rares transactions à terme. Nous voulons parler de la *Dette Convertie Ottomane série B*, qui, cotée encore 47 25 lundi sur le marché du *comptant*, a été demandée le lendemain, date à laquelle ont commencé les opérations du *Marché en Banque*, à 49 75 dès l'ouverture de la séance. Cette hausse subite a attiré l'attention générale sur ce fonds; aussi croyons-nous devoir nous en occuper aujourd'hui.

Il ne s'agit pas, ici, de faire une étude complète sur les *Finances Ottomanes*. Cette étude, au reste, a été déjà l'objet d'un savant article de notre rédacteur en chef, M. Edmond Théry, auquel nous reportons nos lecteurs (*Economiste Européen* du 9 avril 1893). Nous n'avons qu'à expliquer pourquoi cette valeur, qui, comme la *Dette Convertie séries C et D*, ne donne encore qu'un intérêt annuel de 1 0/0 l'an, a pu atteindre le prix auquel elle s'inscrit maintenant, en attendant une nouvelle plus-value qui ne peut tarder longtemps.

On parle, à tout propos, en ce qui regarde les *Valeurs Ottomanes*, du *Décret de Mouharrem*. Ce décret impérial, rendu le 28 mouharrem 1299 (c'est-à-dire le 8/20 décembre 1881) et qui réglait le service de la *Dette Publique Consolidée* de l'Empire ottoman, est l'acte qui a permis à la Turquie — grâce à sa scrupuleuse observation des engagements pris — de rétablir ses

finances et d'arriver à une situation véritablement florissante. Comme le texte exact en est quelque peu oublié, nous allons le reproduire au moins dans ses parties essentielles.

On sait que la *Dette Ottomane Convertie* est divisée en quatre séries qui ont, avec un capital réduit, remplacé : la *Série A*, les *Emprunts 1858-1862*; la *Série B*, les *Emprunts 1860-1863-1872*; la *Série C*, les *Emprunts 1865-1869-1873*; et la *Série D*, la *Dette générale* et les *Obligations des Chemins de fer de la Turquie d'Europe* (*Lots Turcs*) amorties. Toutes ces séries sont amortissables dans les conditions suivantes :

Après le paiement d'un pour cent pour intérêt du capital réduit des anciennes dettes, le surplus des revenus concédés par le Gouvernement Ottoman, — Monopole du Tabac et du Sel, Impôts du Timbre et des Spiritueux, de la pêche, de la Dîme de la soie, etc., etc. — est appliqué à l'amortissement de la *Série A*, et ce, jusqu'à concurrence d'un quart pour cent du susdit capital ; après elle, de la *Série B*; après celle-ci de la *Série C*, et, après cette dernière, de la *Série D*. En conséquence, et selon l'article XII du Décret de Moharrem :

Si la somme disponible annuellement pour l'amortissement dépasse 1/4 0/0 dudit capital réduit, le surplus, jusqu'à concurrence de 1/2 0/0 dudit capital, sera appliqué à l'amortissement du *Groupe II* (*Série B*), à moins que ce Groupe II ne soit déjà en possession du premier 1/4 ci-dessus mentionné. Dans ce cas, la somme dépassant 1/4 0/0 jusqu'à 1/2 0/0 du capital passe au *Groupe III* (*Série C*), à moins que le Groupe III ne soit déjà en possession du premier 1/4 0/0. Dans ce cas, la somme dépassant 1/4 0/0 jusqu'à 1/2 0/0 passe au *groupe IV* (*Série D*).

Si la somme disponible pour l'amortissement dépasse 1/2 0/0 du capital réduit, l'excédent, jusqu'à concurrence de 3/4 0/0 de ce capital, sera appliqué à l'amortissement du *groupe III*, à moins que ce groupe III ne soit déjà en possession d'une cote d'amortissement de 1/4 0/0; dans ce cas, ce troisième 1/4 passe au *groupe IV*, à moins que ce *groupe IV* ne soit déjà en possession de 1/2; auquel cas, la somme dépassant 1/2 0/0 jusqu'à 3/4 0/0 du dit capital sera partagée, par portions égales, entre les *groupes III et IV*.

Si la somme disponible pour l'amortissement dépasse 3/4 0/0 du dit capital, le surplus va au *groupe IV*, à moins que ce *groupe IV* ne soit déjà en possession de la coté d'amortissement de 1/4 0/0; auquel cas, la somme dépassant 3/4 0/0 est partagée par portions égales entre les groupes qui restent à éteindre.

Après l'extinction des trois premiers groupes, la somme disponible pour l'amortissement fonctionnera au profit du quatrième.

Inutile de dire que, jusqu'à ce jour, l'amortissement a été pratiqué régulièrement. Mais ce qu'il faut préciser, c'est que, à l'amortissement ordinaire qui augmente tous les ans par l'effet de l'amortissement des obligations de *Priorité* — dette créée en représentation des avances consenties anciennement au Gouvernement ottoman par des banquiers de Galata, et dont le service d'intérêts et d'amortissement pour les titres amortis vient en augmentation des revenus concédés — il faut ajouter l'amortissement extraordinaire résultant des plus-values des recettes de la Dette. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, et par suite des divers amortissements, les diverses séries de la *Dette Ottomane convertie* ont été réduites comme suit :

	Montant original	Montant actuel
	—	—
Série A....	7.183.872 liv. st.	2.082.761 liv. st.
Série B....	10.241.048 —	8.944.324 —
Série C....	30.832.511 —	29.770.251 —
Série D....	43.968.396 —	42.919.665 —

Le moment donc approche, comme on le voit, où la *Série A* sera entièrement amortie et où la *Série B* prendra sa place. Mais alors il nous faut maintenant entrer dans de nouveaux détails.

Selon le *Décret de Mouharrem*, il est défini que l'amortissement des séries se fera par achats ou par tirages, à des taux qui ne dépasseront pas les suivants :

1° 66 66 0/0 du capital quand l'intérêt servi sera de 1 0/0;
2° 75 0/0 du capital, quand l'intérêt, supérieur à 1 0/0, sera inférieur à 3 0/0;
3° 100 0/0 du capital quand l'intérêt servi s'élèvera à 3 0/0 ou plus.

Or, c'est ici le point capital.

On sait que le Conseil d'administration de la Dette publique ottomane, qui administre les revenus concédés par le Gouvernement, est actuellement en possession d'une « réserve » pour l'augmentation de l'intérêt servi aux différentes séries. Cette réserve est déjà tellement importante qu'elle suffirait à la distribution momentanée d'un quart pour cent supplémentaire à la Dette convertie. Ce quart pour cent devait-il être distribué ou devait-il être réservé jusqu'au moment où, grâce à l'augmentation des recettes du Gouvernement ottoman, il présenterait un caractère définitif? Telle est la question que l'on s'est posée souvent dans ces derniers temps et que le Conseil d'administration de la Dette vient de résoudre :

Le taux d'intérêt ne pourra être augmenté d'un quart pour cent que lorsque les revenus annuels affectés à l'intérêt comporteront un surplus suffisant pour ajouter 1/4 0/0 supplémentaire à l'intérêt de cette même année; jusque-là, les fractions inférieures à 1/4 0/0 devront être réservées pour égaliser le montant de l'intérêt dans les semestres suivants.

La distribution d'un quart pour cent supplémentaire est donc différée, mais de peu de temps certainement. Les revenus généraux de l'Empire ottoman progressent continuellement et ils vont encore s'augmenter des économies que procurera la conversion prochaine des *Douanes*, et des bénéfices résultant du fermage du monopole de l'alcool.

Or, cette augmentation d'intérêts implique avec elle, une élévation du taux d'amortissement des *séries*. Jusqu'à ce jour, cet amortissement ne pouvait pas excéder 66.66 0/0 du capital. Et le voilà qui va être porté, dans un court délai, à 75 0/0. Vu le montant relativement modique de la *série A* qui reste en circulation, et le prix auquel elle s'établit maintenant, cette modification ne présente pour cette série qu'une importance secondaire. Au contraire, pour la *série B*, la question devient intéressante au premier chef, et nous ne voyons vraiment pas pourquoi les titres de ce *groupe* ne s'établiraient pas prochainement à des cours beaucoup plus élevés que ceux pratiqués actuellement. Ce serait même déjà fait si nous connaissions mieux, ici, les avantages que comporte cette valeur. Il y a même longtemps que notre public l'eût accaparée s'il avait su. Mais il s'en est, malheureusement, trop désintéressé, et ce sont les Anglais qui, jusqu'à présent, ont profité d'espérances considérées comme hypothétiques pendant si longtemps.

Avons-nous tort, maintenant, de nous mettre à la remorque? Nous estimons que non. Plus nous allons, et plus l'hypothèse disparaît pour faire place à la certitude. Nos voisins tablaient sur un « avenir » ; nous nous basons sur un « présent ». Sommes-nous tant à plaindre ?

Au commencement de cet article, nous avons mentionné qu'au début de la séance de mardi, le *Marché en Banque* avait traité la *Rente convertie série B* à 49 75.

Or, le cours de clôture de notre *Marché officiel* du comptant avait été, la veille, et comme nous l'avons dit plus haut, 47 25, et, le lundi également, les échanges s'effectuaient à Londres au cours de 47 1/4, ce qui équivaut à une parité à Paris, tous frais compris, de 48 environ. Depuis, le cours de 49 75 n'a pas été maintenu, et on est actuellement à 48 50 ex-coupon de 50 centimes détaché le 13 courant. En présence de cette légère réaction, peut-on dire que l'on a eu tort de montrer un tel enthousiasme dès le premier moment ? C'est ce qu'il reste à démontrer. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que le portefeuille, en France, joue un rôle prépondérant, et que les montants de *Série B* achetés, ces derniers jours, par nos capitalistes disparaîtront, — comme les autres *valeurs Ottomanes* que notre public recherche toujours, comme anciennement les *valeurs Egyptiennes* et plus récemment les *Fonds Russes*, notamment le *Russe 5 0/0 1822* — dans des portefeuilles dont ils ne

sortiront plus. Et comme le Gouvernement Ottoman doit continuer à effectuer ses amortissements par voie de rachats jusqu'au cours maximum fixé, comme ces rachats annuels, qui ont lieu généralement vers cette époque de l'année, vont commencer et que l'on va se trouver en présence d'une véritable disette de titres, il s'ensuit que l'on reconnaîtra bientôt que Paris n'a pas été mal inspiré en s'intéressant plus que jamais à un titre qui lui réserve des profits sérieux et qui doit forcément se rapprocher, maintenant, du cours de 55 à 60, cours qui n'a rien d'exorbitant, la *Série A* s'établissant actuellement aux environs de 65 francs, c'est-à-dire presque à son maximum actuel de remboursement.

A. Léchenet.

Le Privilège des Bouilleurs de Cru

Depuis de longues années, la question du privilège des bouilleurs de cru a fait verser des flots d'encre dans la presse quotidienne et dans les journaux économiques ; elle divise le Parlement en deux camps, dont l'un réclame la suppression pure et simple de l'immunité accordée aux propriétaires ou fermiers qui transforment en eau-de-vie tout ou partie du produit de leurs vignes et de leurs vergers.

Il faut nous attendre à un grand débat quand la discussion du budget des recettes de la loi des finances s'ouvrira à la Chambre. On annonce, en effet, que MM. de la Batut, député de la Dordogne, et Julien Goujon, député de la Seine-Inférieure, demanderont, au nom de plusieurs de leurs collègues, que la question des bouilleurs de cru soit tranchée sans retard, en s'opposant à sa disjonction du budget.

Par contre, les membres du groupe viticole estiment qu'elle doit être traitée seulement à propos de la réforme de l'impôt des boissons et même réservée. On annonce que le gouvernement ne s'opposera pas à cette motion.

Les adversaires du privilège, très nombreux, il faut bien le dire, affirment que la suppression rapporterait de 25 à 30 millions par an à l'Etat; d'autres donnent un chiffre beaucoup plus élevé; mais M. Catusse, directeur général des contributions indirectes, indique 25 millions. Ils ajoutent que la fraude est considérable et que, dans certains départements, on ne peut vendre un fût d'eau-de-vie, parce que le prix en est au-dessous du droit de consommation.

M. A. Bisseuil, sénateur de la Charente-Inférieure, nous adresse, à ce propos, une étude très documentée qu'il a publiée dans la *Nouvelle Revue* et dans laquelle, en défendant le « droit » des bouilleurs de cru, rétabli par la loi du 24 décembre 1875, il évalue l'importance de la fraude et cherche à prouver que le remède serait pire que le mal, en ce qui concerne le Trésor.

Après avoir constaté que la question intéresse près de 700.000 familles (car il y a en France, d'après un rapport de la Commission du budget, plus de 900.000 bouilleurs de cru), M. A. Bisseuil s'appuie sur les chiffres de l'Administration elle-même relatifs à la distillation des alcools chez les distillateurs. De 1879 à 1893, la moyenne annuelle ressort à 60.000 hectolitres (on a passé de 67.000 hectolitres en 1892 à 159.000 en 1893). Si on déduit de cette quantité l'allocation pour consommation de famille et le montant des déchets réglementaires pour outillage, coulage, etc., les quantités sur lesquelles l'Administration est fondée à réclamer le paiement du droit serait d'environ 15.000 hectolitres. En admettant que la fraude atteigne la moitié de ce reliquat, la perte serait — à raison de 156 fr. 25 sur 7.500 hectolitres — de 1.172.000 fr.

Et, en regard du préjudice que la fraude cause au Trésor, l'auteur de l'étude à laquelle nous nous référons place les avantages que les bouilleurs lui procurent et que la suppression du privilège ferait disparaître. De 1876 à 1894, les recettes sur cette matière imposable ont augmenté de plus d'un tiers, tandis que, dans les années antérieures, les quantités soumises au droit se sont invariablement réduites sous le régime de la suppression du privilège. C'est là une leçon de choses prise dans le passé ; elle nous apprend, avec les chiffres extraits du *Bulletin de Statistique et de Législation comparée*, que les pertes du Trésor ont été beaucoup plus fortes pendant les périodes de suppression que sous le régime du fonctionnement libre du « droit ». M. A. Bisseuil, disons-le en passant, proteste contre le terme de « privilège .»

> Jusqu'en 1872, écrit-il, il n'était sérieusement venu à l'idée de personne de contester au propriétaire ou fermier récoltant le droit de faire de l'eau-de-vie en pleine liberté avec les produits provenant exclusivement de sa récolte.
>
> Si la loi du 2 août 1872 a suspendu momentanément l'exercice de ce droit, il ne faut pas perdre de vue les nécessités d'ordre supérieur qui avaient déterminé l'Assemblée nationale à chercher, dans le vote de cette loi, des ressources que, d'ailleurs — les statistiques le prouvent — elle n'y a pas trouvées.
>
> Le néant de cette conception financière et les légitimes clameurs soulevées dans le pays par cette mesure, plus impopulaire encore qu'inutile, la firent abroger bien vite, et la loi du 24 décembre 1875 rendit aux bouilleurs de cru l'exercice de leur droit auquel on n'aurait jamais dû toucher.

En 1893, la Commission budgétaire de la Chambre se déclara nettement hostile à la réglementation du privilège. « Nous avons cru utile et juste, dit le Rappor-« teur, de ne porter aucune atteinte à ce *droit naturel* « et de soustraire le bouilleur de cru aux vexations et « aux dures formalités fiscales de l'exercice. »

L'auteur s'étend longuement sur ces formalités qui obligeraient le cultivateur à faire soixante-douze heures à l'avance, au bureau de la Régie, une déclaration indiquant les dates et les heures auxquelles l'appareil de distillation sera mis en marche, la durée du travail, l'espèce et la quantité des matières qui seront employées ainsi que leur rendement présumé en alcool. Il serait exposé, en outre, pendant la durée de la fabrication, aux visites de jour et de *nuit* de la régie.

Et M. Bisseuil demande s'il est juste d'implanter l'exercice chez le cultivateur alors qu'on veut le supprimer chez le débitant. Au surplus, ajoute-t-il en substance, la suppression du « droit » des bouilleurs de cru équivaudrait à l'organisation d'un monopole de la fabrication de l'alcool au profit des bouilleurs de profession et du grand commerce.

Nous parlions tout à l'heure de la diminution présumable des recettes du Trésor ; mais, pour soumettre à l'exercice de la régie six ou sept cent mille propriétaires, généralement isolés ou éloignés les uns des autres au fond des campagnes, il faudrait créer des légions de fonctionnaires ou agents nouveaux ; M. Bisseuil évalue les charges devant résulter de ce chef, pour le Budget, à 20 ou 25 millions par an.

Telles sont les grandes lignes de cet éloquent plaidoyer qui conclut en donnant les moyens de combattre la fraude tout en respectant le « droit » des bouilleurs de cru ; ces moyens consistent à interdire à tout propriétaire bouilleur, de laisser sortir de ses celliers une quantité quelconque d'alcool sans en avoir fait la déclaration à la régie. Le droit naîtrait au moment où l'alcool est mis en circulation ; c'est alors qu'il convient de saisir la matière imposable et de constater la contravention, si la régie n'a pas été mise en état de percevoir les droits.

Il est bon de rappeler que, l'an dernier, M. Poincaré, ministre des finances dans le précédent cabinet, avait maintenu, par son projet de réforme de l'impôt des boissons, le privilège du *véritable* bouilleur de cru, — c'est-à-dire de celui qui fabrique, avec sa récolte, l'eau-de-vie nécessaire à sa consommation — en sauvegardant l'inviolabilité de son domicile ; par contre, il demandait des garanties contre les industriels qui abusent des facilités que leur donne la loi pour distiller toutes sortes de matières imposables importées du dehors. Dans le projet de M. Poincaré, ces derniers devaient compte au Trésor des quantités d'alcool fabriquées et

leurs usines étaient placées sous le contrôle incessant des agents du fisc.

Reviendra-t-on à ce projet dans la discussion qui va s'ouvrir ?

Quoi qu'il en soit, l'attitude du groupe viticole, qui a fait connaître, il y a deux jours, à M. Ribot, président du Conseil, sa décision de s'opposer à ce que la question des bouilleurs de cru fût discutée dans le budget, aura, comme nous l'avons dit plus haut, pour conséquence son renvoi à une date ultérieure, au moment des débats sur la réforme de l'impôt des boissons.

Les bouilleurs de cru pourront donc jouir en paix des vacances de Pâques !

C.-R. WEHRUNG.

Le Canal de jonction de Marseille au Rhône

Dans l'*Economiste Européen* du 27 octobre 1894 (6e vol., no 146), notre rédacteur en chef, M. Edmond Théry rappelait, à propos du percement du Simplon, les conclusions de son Rapport de 1888, au Ministre du commerce et de l'industrie, sur la nécessité absolue du canal de jonction de Marseille au Rhône.

Ce rapport, datant de six ans, établissait que, moyennant une dépense totale de 80 millions, on rattacherait directement Marseille à notre réseau de voies navigables, en raccourcissant de plus de 230 kilomètres la distance par voie ferrée qui sépare notre grand port méditerranéen du centre de l'Europe.

Le Gouvernement a compris, enfin, qu'il fallait agir et remédier aux conséquences fâcheuses du nouveau tunnel transalpin. En effet, M. Dupuy-Dutemps, ministre des travaux publics, vient de déposer un projet de loi portant déclaration d'utilité publique d'un canal de Marseille au Rhône, dont voici les grandes lignes :

Ce canal aurait 54 kilomètres de longueur. Il longerait la côte jusqu'à la pointe de la Lave, traverserait ensuite le massif montagneux du Rove par un tunnel d'environ 7 kilomètres 1/2, pour déboucher sur la rive sud de l'étang de Berre. Il longerait cette rive sud jusqu'à Martigues, qu'il traverserait. Il emprunterait ensuite le canal maritime existant entre Martigues et Port-de-Bouc, puis une partie du canal d'Arles à Bouc, qu'il quitterait pour se diriger en ligne droite, par le chemin le plus court, sur le Rhône où il aboutirait à Bras-Mort.

Le canal aura une double utilité : 1o comme voie de camionnage local entre l'étang de Berre et Marseille ; 2o comme voie de transport à longue distance.

Les transports entre l'étang de Berre et Marseille pourront, grâce au canal, ne coûter que le prix d'un simple camionnage en ville. Les rives de cette vaste mer intérieure constitueront ainsi comme une nouvelle banlieue sur laquelle pourront s'étendre les établissements de l'industrie marseillaise, dont le développement est aujourd'hui entravé par la configuration du terrain aux abords du port.

Le canal aurait 2 mètres de tirant d'eau entre le Rhône et Port-de-Bouc, et 3 mètres entre Port-de-Bouc et Marseille. La profondeur de 2 mètres est celle qui correspond aux conditions normales de la navigation du Rhône en eaux moyennes; le supplément de 1 mètre qui existera entre Marseille et Port-de-Bouc permettra le passage facile des petits bâtiments marins propres à la navigation dans l'étang de Berre.

Les largeurs du canal seront suffisantes pour le croisement des puissants vapeurs à aubes, de 14 m. de largeur hors tambours, qui naviguent sur le Rhône.

Pour les transports à longue distance, le canal mettra le port de Marseille en communication directe, sans transbordements, par des convois de chalands ou par des porteurs à vapeur de 1.000 tonnes, avec toute la région que baigne le Rhône jusqu'à Lyon, puis la Saône jusqu'à Chalon, sur un développement de 530 kilomètres. A Chalon, commence le réseau des canaux fréquenté par les péniches ordinaires de 300 tonnes, réseau qui s'étend jusqu'à Nancy, Paris, le Havre et Lille. Sur cet ensemble de canaux, le fret s'abaisse, pour les grandes distances, à 0 fr. 01 par tonne et par kilomètre ; sur le Rhône, il pourra se tenir aux environs de 0 fr. 02.

Le prix du transport dans un rayon de 1.000 kilomètres de Marseille ne dépasserait pas, dans ces conditions, 15 francs par tonne, alors que les tarifs de chemins de fer les plus favorables ne le donneraient pas à moins de 30 francs pour la moyenne des marchandises pondéreuses.

L'ouverture du canal de Marseille au Rhône aura ainsi, au point de vue des transports, pour effet d'augmenter dans des proportions énormes la puissance d'extension du commerce de Marseille. Tout se passera comme si Marseille était rapproché d'au moins 200 kilomètres des principaux centres de production et de consommation de la France et de l'Europe centrale. Notre grand port méditerranéen pourra ainsi lutter, dans des conditions beaucoup plus favorables, avec ses rivaux étrangers, surtout avec le port de Gênes.

La dépense est évaluée à 80 millions, dont 40 millions au plus à la charge de l'Etat et le reste, y compris les imprévisions possibles, à la charge de la Chambre de commerce de Marseille, aidée d'une subvention de 13 millions 1/2 fournie par le Département des Bouches-du-Rhône et la Ville de Marseille.

Nous reviendrons sur ce projet qui est justement celui préconisé, en 1888, par M. Edmond Théry dans son Rapport au Ministre du Commerce sur la concurrence éventuelle du *Simplon*. Bornons-nous à constater, aujourd'hui, qu'il s'agit d'une œuvre de haute importance et félicitons le Gouvernement de l'initiative qu'il a prise.

C.-R. W.

ÉTABLISSEMENTS DUVAL

Les actionnaires de la *Compagnie des Etablissements Duval* étaient convoqués en Assemblée générale ordinaire pour le 8 mars dernier. Mais par suite du nombre insuffisant de titres déposés, l'assemblée — comme c'est un peu l'habitude, du reste — n'a pas pu avoir lieu, et elle a été renvoyée au 25 courant. Néanmoins, et grâce aux soins du Conseil d'administration, les intéressés sont, comme de coutume, à même de juger des résultats obtenus pendant le dernier exercice, au moyen du rapport mis à l'avance à leur disposition, rapport qui nous semble cependant cette fois un peu bref.

Ce document, en effet, n'abonde pas par les détails. Acceptons-le tel quel, et rapprochons les chiffres fournis de ceux accusés à la fin des exercices antérieurs :

	1892	1893	1894
Recettes totales.. Fr.	11.226.308	11.498.966	11.630.419
Dépenses...........	10.002.483	9.997.388	10.400.696
Bénéfices nets... Fr.	1.223.825	1.501.578	1.229.723

Ainsi qu'on le voit, les bénéfices ne suivent pas la marche des recettes. Cependant, les repas servis, qui étaient de 4.130.326 en 1892 et de 4.284.119 en 1893, ont bien passé à 4.284.875, en augmentation de 756, mais leur moyenne est tombée de 2 fr. 337 à 2 fr. 30, soit un écart de 3 centimes 7 par repas, ce qui représente, en fin de compte, une différence de 158.540 fr. 37 1/2. De plus, les frais généraux ont eu à supporter et des réparations importantes et des restaurations d'établissements, sans trouver de compensation dans les boucheries qui, par suite de la cherté de la viande, ont, en dépit de l'augmentation de leur chiffre de vente, donné un résultat négatif. Aussi, les bénéfices nets mentionnés plus haut ne laissent-ils, après les prélèvements statutaires qui atteignent 307.430 fr. 85, qu'un montant à répartir de 97 fr. 083 par action, supérieur à celui de 1892, mais sensiblement inférieur à celui de 1893. Heureusement, il existe des reliquats antérieurs de bénéfices, et sur ces reliquats qui se montent à 100.053 fr.85, le Conseil propose de prélever une somme de 75.207 fr. 35, ce qui permettra de distribuer un dividende de 105 francs par action, dividende égal à celui de l'exercice 1892. Le dividende de 1893 ayant été de 110 francs, il y a, d'une année à l'autre, une moins-value de 5 fr.

Ces résultats viennent à l'appui des réserves que nous avons formulées depuis deux ans (*Economiste Européen* des 5 mars 1893 et 17 mars 1894). Certaines circonstances, comme les fêtes franco-russes de 1894, ont pu, passagèrement, profiter aux *Etablissements Duval* ; mais ceux-ci n'ont, en principe, à compter que sur la clientèle qu'ils doivent savoir s'attirer, et non sur des événements qui ne se reproduiront pas ou qui n'auront d'équivalents qu'à des espaces de temps éloignés.

En ce qui regarde le bilan de la Société, il s'établit comme suit :

ACTIF

	31 déc. 1893	31 déc. 1894
	—	—
Etablissements	4.617.194	4.617.184
Immeubles	4.221.181	4.222.281
Espèces en caisse et en banque	2.350.081	2.152.436
Débiteurs et portefeuille	407.845	612.238
Loyers d'avance et cautionnement d'éclairage	311.841	369.670
Frais de conversion des obligations	259.848	258.087
Marchandises et approvisionnements	649.680	686.504
Fr.	12.817.660	12.918.400

PASSIF

Capital-actions	4.511.500	4.511.500
Obligations anciennes 5 0/0	12.000	6.500
— nouvelles 4 0/0	4.724.500	4.692.500
Créanciers divers	725.762	776.314
Réserve légale	451.150	451.150
— extraordinaire	1.178.091	1.353.483
— immobilière	402.128	434.127
Dividendes arriérés	256.346	»
Solde de dividende	475.000	»
Arriéré au 31 décembre 1894	»	50.480
Coupon au 15 février 1895	»	190.000
— au 15 mai 1895	»	427.500
Report à nouveau	81.183	24.846
Fr.	12.817.660	12.918.400

Ces chiffres n'appellent aucune observation pour le moment, si ce n'est celle qui pourrait avoir trait aux modifications qu'ils auront bientôt à supporter. En effet, les *Etablissements Duval* s'occupent d'étendre leur champ d'action. Après avoir acquis le *Café du Helder* et en avoir décidé la transformation en *bouillon Duval*, ils songent à agrandir leur succursale de la rue Saint-Antoine et à s'établir favorablement sur la rive gauche de la Seine. De plus, par suite de l'approche de fin de bail de l'établissement de la rue des Deux-Ecus et en vue de l'Exposition prochaine de 1900, ils songent à l'acquisition d'un immeuble où il leur sera possible d'installer des ateliers et au besoin les bureaux de l'administration et de centraliser, en cet endroit, leur service des Halles. Si cette acquisition s'effectue, la Compagnie trouvera là un placement à 4 0/0 l'an qui assurerait le remploi des immeubles de Grenelle, de Doumens et de la Mission, dont l'assemblée générale de 1892 avait autorisé la réalisation. Celle de *la Mission* ne sera effectuée que dans un an, mais il y a promesse de vente et ce, sans perte aucune.

Ceci dit, livrons-nous à certaines appréciations dont la portée, nous l'espérons du moins, n'échappera pas à la *Compagnie des Etablissements Duval*.

En premier lieu, il faut tenir compte que, dans les bénéfices accusés, figure l'économie réalisée antérieurement par suite de la conversion des *Obligations 5 0/0* en *Obligations 4 0/0*, conversion effectuée en 1892. Ce qui veut dire que l'entreprise laisse toujours à désirer au point de vue commercial, malgré l'extension qu'elle donne à ses affaires en ouvrant, au fur et à mesure, de nouveaux établissements. A qui la faute? Comme nous le disions encore il y a un an, la faute en est à l'Administration même. Et, ici, que l'on nous permette d'entrer dans certains détails qui fourniront vraisemblablement matière à des observations de la part de certains actionnaires à l'assemblée générale du 25 courant.

Les *Etablissements Duval* ont été, nous l'admettons, surtout créés pour être utiles aux petits consommateurs. Mais, puisque la Compagnie recherche, pour ses établissements, les meilleures situations — comme l'ancien Café du Helder — il faut croire qu'elle désire recruter une clientèle un peu plus qu'ordinaire. Or, nous le répétons encore une fois, elle n'a pas assez souci du confortable. Et si la moyenne de ses repas n'est que de 2 fr. 30 actuellement, c'est que le consommateur qui entre dans un des établissements de la Compagnie n'est aucunement tenté d'y prolonger son séjour. Il a hâte, au contraire, après s'être restauré au plus juste, d'aller là où il ne sera pas assujetti à diverses petites règles qui déplaisent souverainement à certaines natures et à certains caractères. Pour tout dire, les *Etablissements Duval*, n'ont, sous plusieurs rapports, presque jamais rien fait pour plaire à leurs clients. Ils peuvent avoir un personnel attentionné, mais cela ne suffit pas. Le consommateur doit être retenu par un bien-être que l'on rencontre partout, excepté chez eux, ce qui étonne le Parisien, et bien plus encore l'étranger. Il y a là quelque chose à faire. On a commencé des améliorations dans certains endroits ; il faut continuer. En résumé les *Etablissements Duval* ne doivent pas seulement chercher à étendre leur rayon d'action, il faut aussi qu'ils songent à procéder à des réformes dont le public leur saurait gré et qui ne leur seront que profitables. C'est aux actionnaires à faire entrer le Conseil d'administration dans cette voie, autrement l'avenir peut encore réserver de nouvelles désillusions.

P. B.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

en Février 1895

L'Imprimerie Nationale vient de mettre sous presse le volume des Documents statistiques publiés par l'Administration des Douanes sur le commerce de la France pendant les deux premiers mois de l'année 1895.

Les importations se sont élevées, du 1er janvier au 28 février, à 602.315.000 fr., et les exportations à 520.087.000 fr.

Ces chiffres se décomposent comme suit pour le mois de février :

IMPORTATIONS	1895	1894	
Objets d'alimentation	75.826.000	123.307.000	—47.481.000
Matières nécessaires à l'industrie	196.739.000	246.164.000	—49.425.000
Objets fabriqués	43.050.000	49.139.000	— 6.089.000
Totaux	315.615.000	418.610.000	—102995.000
EXPORTATIONS	**1895**	**1894**	
Objets d'alimentation	39.893.000	45.819.000	— 5.926.000
Matières nécessaires à l'industrie	74.032.000	64.939.000	+ 9.093.000
Objets fabriqués	133.062.000	132.839.000	+ 223.000
Colis postaux	9.048.000	7.056.000	+ 1.992.000
Totaux	256.035.000	250.653.000	+ 5.382.000

Le tableau suivant donne, du 1er janvier au 28 février, le mouvement du commerce extérieur comparé à celui des deux premiers mois des années 1894 et 1893 :

IMPORTATIONS	1895	1894	1893
Objets d'alimentation	156.140.000	278.919.000	151.206.000
Matières nécessaires à l'industrie	366.784.000	441.459.000	365.029.000
Objets fabriq.	79.391.000	89.157.000	77.585.000
Totaux	602.315.000	809.535.000	593.820.000
EXPORTATIONS	**1895**	**1894**	**1893**
Objets d'alimentation	84.192.000	91.266.000	91.942.000
Matières nécessaires à l'industrie	139.702.000	120.025.000	123.443.000
Objets fabriq.	277.512.000	235.146.000	251.890.000
Colis postaux	18.681.000	14.184.000	12.119.000
Totaux	520.087.000	460.621.000	479.394.000

Les valeurs pour les trois années ont été établies d'après les taux fixés pour 1893 par la commission permanente des valeurs de douane.

Nous attendrons d'avoir le fascicule du mois de février pour apprécier plus complètement ces chiffres, qui continuent à être satisfaisants.

Informations Économiques et Financières

Banque de France. — La Banque de France a abaissé le taux de l'escompte de 2 1/2 à 2 0/0 et l'intérêt des avances de 3 1/2 à 3 0/0.

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	7 mars	14 mars
ACTIF		
Encaisse de la Banque : (7 mars / 14 mars)		
Or .... 2.148.395 598 / 2.143 196 734 ; **Argent**... 1.238.685.055 / 1.239.809.356 ; total 3.387.080.653 / 3 383.006.090	3.387.080.653	3.383.006.090
Effets échus hier à recevoir ce jour....	66.137	13.437
Porteteuille Paris { Effets Paris........	158.465.832	157.062.762
Porteteuille Paris { Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor..........	»	»
Portefeuilles des succursales..........	237.488 789	230 628.340
Avances sur lingots à Paris..........	459 000	572.000
Avances sur lingots dans les succursales	25.300	497 300
Avances sur titres à Paris..........	121 865.444	119.871.135
Avances sur titres dans les succursales	151.607.695	148.157 912
Avances à l'Etat..........	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve..........	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles..........	99.627.294	99.627.294
Rentes immobilisées..........	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales..........	15.235.202	15.265.400
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales..........	1.634.010	1.647.671
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers..........	86.129.723	91.968.997
Total..........	4.525.073.276	4.513.691.179
PASSIF		
Capital de la Banque..........	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital........	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834.......	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857........	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation........	3.604.533.735	3.593.494.965
Arrérages de valeurs déposées..........	17.445 078	15.917.926
Billets à ordre et récépissés..........	32 313 346	32.774.333
Compte courant du Trésor, créditeur...	123.640.959	131.501 134
Comptes courants de Paris..........	391 469 966	385.999.455
Comptes courants dans les succursales.	62.957.496	61.571 788
Dividendes à payer..........	2.730 172	2.537.739
Escompte et intérêts divers..........	3.071.545	3.258.352
Réescompte du dernier semestre.......	782.337	782 337
Divers..........	58 113.112	57.837.639
Total..........	4 525.073 276	4.513.691.179

Comparaison avec les années précédentes

	19 mars 1891	17 mars 1892	16 mars 1893	15 mars 1894	14 mars 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	3.138.9	3.030.5	3.448 8	3 507.4	3.593.4
Encaisse..........	2.460 0	2.658.7	2 923.0	2.987.3	3 383.0
Portefeuille........	741.0	562.8	541.7	612 3	387 6
Avances aux partic.	280.0	328.8	323 6	284.5	269.0
— **à l'Etat**....	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	99.5	174 3	85 6	116.7	131.5
— **part**...	389.8	451.6	389 5	401 0	450 5
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0
Prime de l'or.......	4 0/00	2 0/00	pair	pair	pair
Bénéfices nets......	6.031.0	4.077.9	2.659.8	3.205.5	1.610.6

Chambre de Compensation des Banquiers de Paris. — Les capitaux compensés par la Chambre de compensation des Banquiers de Paris se sont élevés, dans le mois de février 1895, au chiffre de 488.485.026 francs 82.

Moyenne par jour : 20.368.000 fr.

Le Rendement des Impôts en Janvier 1895. — Nous avons publié dans notre numéro 165, page 302, le résultat du rendement des impôts pendant le mois de février 1894, en nous basant sur les chiffres communiqués par l'Administration. Nous publions ci-dessous les chiffres détaillés et rectifiés des recettes de février et des deux premiers mois de 1895, en y joignant les résultats de l'Algérie pour janvier 1895 :

BUDGET DE L'ÉTAT (France et Algérie)

RECOUVREMENTS du mois de février 1895

Désignation des produits	Recouvrements (Milliers de francs) Recouv. février 1895	Evaluat. budgétaires.	Différences par rapp. aux évaluat. budgétair.	Différences par rapport à 1894
FRANCE (1895)				
Impôts directs..........	»	»	»	»
Impôt 4 0/0..........	369	291	+ 77	+ 77
Enregistrement..........	31.753	35.777	— 4.024	— 4.142
Timbre..........	10.132	10 206	— 74	— 339
Douanes..........	28.959	36.401	— 7.412	— 17.799
Contributions indirectes.....	38.002	40.080	— 2 078	— 2.327
Sels..........	2.887	3.095	— 208	— 297
Sucres..........	10.998	11.017	— 19	+ 1.369
Tabacs..........	27.706	28.782	— 1.076	— 789
Allumettes, poudres..........	2 719	2.675	+ 45	+ 321
Postes, Télégr. et Téléphones	15.327	15.730	— 403	+ 807
Domaines..........	696	876	— 180	— 198
Forêts..........	315	106	+ 208	+ 39
Produits divers..........	465	196	— 31	— 171
Ressources exceptionnelles..	»	»	»	»
Recettes d'ordre..........	2.345	2.372	— 27	— 18
Totaux pour la France...	172.675	187.910	— 15.235	— 23.467
ALGÉRIE (janvier 1895)				
Impôts directs..........	6	6		
Impôt 4 0/0..........	55	49	+ 6	+ 11
Enregistrement..........	294	318	— 24	— 31
Timbre..........	360	353	+ 7	+ 3
Douanes..........	830	851	— 21	— 78
Contributions diverses.......	107	170	— 62	— 14
Tabacs..........	28	32	— 4	— 7
Poudres..........	42	47	— 4	— 7
Postes, Télégr. et Téléphones	332	336	— 4	+ 18
Domaines..........	94	91	+ 3	+ 16
Forêts..........	18	28	— 9	+ 11
Produits divers..........	5	51	— 46	+ 1
Recettes d'ordre..........	52	135	— 83	+ 21
Totaux pour Algérie....	2.228	2.472	— 243	— 54

BUDGET DE L'ÉTAT (France)

RECOUVREMENTS des deux premiers mois de l'année 1895

Désignation des produits	Recouvrements (Milliers de francs) Recouv. de 1895	Evaluat. budgétaires.	Différences par rapp. aux évaluat. budgétair.	Différences par rapport à 1894
FRANCE (2 1ers mois 1895)				
Impôts directs..........	»	»	»	»
Impôt 4 0/0..........	15.138	15.313	— 174	— 167
Enregistrement..........	77.968	79 966	— 1.998	— 2.967
Timbre..........	27.092	26.571	+ 520	— 541
Douanes..........	57 352	65.706	— 8.354	— 40.310
Contributions indirectes.....	81.419	88 190	— 6.771	— 3 115
Sels..........	4.710	4 869	— 159	— 308
Sucres..........	21.096	19.806	+ 1.290	+ 3.253
Tabacs..........	57.347	58.017	— 670	— 1.120
Allumettes, poudres, etc......	4.622	4.734	— 112	+ 416
Postes, Télégr. et Téléphones.	33.050	32 185	+ 865	+ 780
Domaines..........	1.638	1.840	— 202	— 262
Forêts..........	823	851	— 27	+ 48
Produits divers..........	822	908	— 85	— 313
Ressources exceptionnelles..	»	»	»	»
Recettes d'ordre..........	3 915	3.770	+ 145	+ 163
Totaux pour la France..	386.995	402 731	— 15.735	— 44.923

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Depuis le 11 mars présent mois, les obligations de 500 francs 4 1/2 0/0 de la Société des Forges et Fonderies de Montataire sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant, à la deuxième partie du Bulletin de la Cote.

8.830 obligations de 500 fr. 4 1/2 0/0, émises à 453 fr., entièrement libérées et au porteur ; remboursables au pair, par tirages au sort annuels, de 1892 à 1921 ;

Intérêt annuel : 22 fr. 50 payables par moitié les 1er juin et 1er décembre de chaque année;
Jouissance courante : 1er décembre 1894.

Les Mines de Mouzaïa. — On nous communique sur cette affaire les renseignements complémentaires suivants :

La Société anonyme de Mouzaïa, fondée en 1891, a repris la concession des mines de ce nom, située dans le département d'Alger et d'une superficie de 5.392 hectares.

Ces mines avaient été, à la suite de la conquête de l'Algérie, l'objet de travaux considérables qui avaient permis de reconnaître la richesse des gisements et l'excellente qualité des minerais, mais l'absence de tous moyens économiques de transport constituait, à cette époque, un obstacle insurmontable à toute exploitation rémunératrice.

Aujourd'hui, les mines de Mouzaïa sont desservies par le Chemin de fer de Blida à Berrouaghia qui les contourne sur une longueur de 13 kilomètres avec deux stations, l'une à 82 et l'autre à 70 kilomètres seulement d'Alger.

La Société va exploiter :

1° Des gîtes de cuivre gris argentifère;
2° Des gisements de cuivre pyriteux :
3° Des filons de minerai de fer hématite.

Les conditions de l'exploitation du cuivre sont tellement avantageuses pour la Société qu'elle réaliserait encore un important bénéfice, quand bien même le prix du métal tomberait à 35 liv. st. la tonne, cours auquel beaucoup de mines devraient suspendre leurs travaux.

Pour se procurer les fonds nécessaires à une exploitation intensive des richesses reconnues dans ses mines, la Société de Mouzaïa émet au prix de 100 fr. des parts d'intérêt remboursables à 125 fr., qui donnent droit chacune :

1° A un intérêt fixe de 5 francs à prélever sur les bénéfices et reportable d'une année sur les suivantes en cas d'insuffisance ;

2° Et à un cent-millième dans le surplus des bénéfices. Ce supplément de dividende est estimé pouvoir se chiffrer par 5 à 10 francs pour chaque part dès que l'extraction sera pleinement développée.

Dans ces conditions, un titre de 100 fr. remboursable à 125 et productif d'un revenu de 10 à 15 fr. est forcément appelé à bénéficier d'une rapide plus-value.

Les souscriptions sont reçues au siège social : 20, cour des Petites-Ecuries, et chez M. Guyon, banquier, 2, rue Notre-Dame-des-Victoires.

On verse en souscrivant 25 fr. par part. Le solde de 75 fr. sera payable un mois après l'avis donné par le Conseil d'administration.

Ceux qui se libèreront à la souscription n'auront à verser que 97 fr. 30.

Nous appelons tout spécialement l'attention de nos lecteurs sur les parts d'intérêt de Mouzaïa, qui ont le double mérite de présenter par leur intérêt fixe de 5 francs net d'impôt les avantages des obligations, et par leur droit au dividende supplémentaire, les chances de bénéfices et de plus-value des meilleures actions industrielles.

Les Monopoles des Tabacs et des Allumettes. — La Direction générale des manufactures de l'Etat vient de publier les résultats qu'a donnés, en 1893, l'exploitation des monopoles des tabacs et des allumettes chimiques.

Le bénéfice net, donné par la Régie des tabacs, s'est élevé à 306.539.875 fr. 46, en comptant l'augmentation survenue dans le capital.

Les dépenses se sont élevées à 71.569.404 fr. 12 se décomposant ainsi :

Frais de manutention et de fabrication, 18.463.688 fr. ; frais de transport, 2.484.899 fr. ; frais de vente, 1.210.000 francs ; achats de tabacs, 45.552.028 fr., représentant le prix de 23.317.684 kilog. de tabac indigène à 87 fr. 36 les 100 kilog., et de 18.253.615 kilog. de tabacs exotiques à 123 fr. 69 les 100 kilog., prix moyen ; plus le prix de revient de 8.913.000 cigares de La Havane et de Manille, au prix moyen de 236 fr. 52 le mille.

Les recettes se sont élevées à 372.928.513 fr. 01, se décomposant ainsi : 1° ventes à l'intérieur, 370 millions 709.551 31 ; le prix moyen général des ventes à l'intérieur pour les tabacs fabriqués en France a été de 1.033 fr. 84 par 100 kilog., alors que la valeur moyenne pour ces mêmes tabacs, dans les entrepôts, ressort à 185 fr. 16 ; 2° ventes en Corse et en Algérie de tabacs fabriqués, 697.523 fr., ce qui donne 6 fr. 16 comme prix moyen du kilogramme; 3° ventes à l'étranger de tabacs fabriqués ou en feuilles, 1.510.974 fr., ce qui représente 6 fr. 75 comme prix moyen du kilogramme de tabac fabriqué.

L'exploitation du monopole des allumettes s'est soldée par un bénéfice net des 20.430 753 fr. 87.

Les dépenses se sont élevées à 6.587.369 fr. 47, somme dans laquelle les achats de matière première entrent pour 1.896.018 francs et les frais de fabrication pour 3.323.329 fr.

Les recettes brutes ont été de 26.805.506 fr.

Il a été confectionné, en 1893, 27 milliards 21.463.590 allumettes en bois ou en cire prêtes à être livrées à la vente, et qui ont exigé l'emploi de 29.004.443.973 allumettes blanches et 43.812.594 mètres de bougie filée et de 824.450 kilogrammes de matière de trempe. Ces 27.021.463.590 allumettes fabriquées prêtes à la vente se répartissent en 25.739.134.030 allumettes en bois et 1.282.329.560 allumettes en cire. Il a été perfectionné, en outre, 40.070 frottoirs et 3.900 flacons de poudre pour frottoirs ayant exigé l'emploi de 203 kil. 311 de matière de trempe.

2.706.488.440 allumettes chimiques ont, en outre, été achetées à l'étranger; 1.735.739.320 ont été mises en boîtes, étiquetées et vignetées.

La dépense totale des frais de transport s'est élevée à 366.482 fr. 03. Le taux moyen a été de 12 fr. 22 par million d'allumettes, y compris les expéditions de manufacture à manufacture.

Le prix de revient général des allumettes fabriquées dans les manufactures et prêtes à la vente ressort à 196 fr. 70 le million d'allumettes. Le prix de vente est de 1.000 francs au moins.

Jardin d'Acclimatation. — Quelques journaux ont annoncé que le Jardin d'Acclimatation avait transféré son siège rue des Petits-Hôtels. C'est une erreur : l'Administration de cette Société est, comme par le passé, au Bois de Boulogne.

Mouvement des Caisses d'Epargne. — Voici le relevé des opérations concernant les Caisses d'épargne ordinaires, du 1er au 10 mars 1895 :

Dépôts de fonds..................	9.307.084 93
Retraits de fonds..................	3.360.217 48
Excédent de dépôts	5.946.867 45

Excédent de dépôts du 1er janvier au 10 mars 1895 : 26.977.891 fr. 66.

Capitaux employés en achats de rentes, du 1er au 10 mars 1895, pour le compte des déposants des Caisses d'épargne ordinaires : 1.056.985 fr. 70.

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) **du 26 février au 4 mars 1895** (9e semaine)
(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Différence pr 1895	
Etat	2.761	679	702	4.927	5.370	—	442
Paris-Lyon-Méditer.	8.604	5.878	6.312	43.131	46 951	—	3.820
— Rhône au Mont-Cenis	133	81	88	631	684	—	52
— Chemins Algériens..	513	118	131	971	924	+	47
Nord	3.699	3.618	3.552	30.294	31.021	—	727
Ouest	5.350	2.516	2 619	18.347	19 628	—	1.280
Orléans	6.772	3.039	3 206	21.217	23 288	—	2 071
Est	4.802	2.399	2 533	17.864	19 223	—	1.359
Midi	3.136	1.814	1.679	12 671	12.688	—	17
Est-Algérien	897	113	100	876	938	—	62
Bône-Guelma voie larg.	607	67	40	502	365	+	133
— voie étroite	128	13	4	96	41	+	55
Ouest-Algérien	296	43	39	344	320	+	24
Arzew à Kralfallah	214	25	31	211	207	+	3
Médoc	101	18	22	149	177	—	27

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 14 mars 1895.

L'Empereur et la Motion Kanitz. — Le Traite de Commerce avec l'Angleterre. — Régime des Sucres. — Développement des Banques rhénanes. — Fusion de la « Disconto-Gesellschaft » et de la « Norddeutsche Bank ». — Le Commerce Extérieur en Janvier.

Le Reichstag est de nouveau saisi de la proposition Kanitz relative au monopole des blés étrangers. 103 membres y ont adhéré. Ils n'étaient que 76 lors du premier dépôt de la motion. Mais les chances d'adoption, qui n'ont jamais été nombreuses, sont devenues presque nulles. Au Conseil d'Etat, l'Empereur s'est virtuellement prononcé contre la motion agrarienne en faisant allusion au respect des engagements internationaux avec lequel la motion Kanitz est peu compatible.

Le Souverain n'est pas seul à éprouver cette répugnance.

Le professeur Conrad, dont les connaissances économiques sont universellement reconnues, n'est pas favorable à la motion Kanitz. D'après des relevés de prix empruntés aux statistiques officielles, il assure que la dépréciation des prix des grains ne présente pas un caractère exceptionnel. Elle correspond à la baisse générale des prix. Ainsi, tandis que le cours du froment, dont la diminution est le plus sensible, a fléchi de 27 4 0/0 sur la moyenne 1879-89, le prix du cuivre a fléchi de 29 57 0/0. M. Conrad estime que la motion Kanitz n'est qu'un moyen de se dérober aux obligations internationales inscrites dans les traités. Leur sens virtuel oblige l'Allemagne à assurer aux céréales étrangères l'accès de son marché intérieur au cours du marché international sans surcharge supérieure à 35 M. par tonne. Toute mesure gouvernementale tendant à accroître cette charge est une violation flagrante des droits accordés par les traités aux puissances contractantes.

D'ailleurs, la détresse agricole n'est que provisoire, aux yeux de l'éminent statisticien.

L'exécution du plan Kanitz créerait des inégalités regrettables. L'Allemagne du Nord y gagnerait beaucoup, l'Allemagne du Sud n'aurait que les miettes du festin.

D'après le bureau de la Corporation des Négociants de Kœnigsberg, la réalisation du plan Kanitz entraînerait, pour les consommateurs, les sacrifices exposés ci-dessous :

	Prix par tonne de 1.000 kilog.			
	Froment	Seigle	Orge	Avoine
Droit actuel.......Marks	35	35	20	28
Recettes douanières actuelles en millions de M.	24.4	24	12.7	5.4
Augmentation de prix M.	67	43	27	28
Produit éventuel en millions de M..............	46.7	29.3	17.3	5.4
Charge éventuelle en millions de M..............	71.1	53.3	30	10.8

Ces calculs sont établis sur la moyenne des importations de 1885 à 1894.

En tenant compte de la hausse des prix sur le montant de la production indigène, l'Allemagne urbaine aurait à payer un tribut de 202 millions de marks.

Le projet du Gouvernement sur le remaniement du régime des sucres diffère, paraît-il, du projet Paasche en ce qui concerne la répartition des droits. La base essentielle, c'est l'augmentation des taxes de fabrication.

Le développement de l'industrie des banques en Allemagne est un fait acquis. Les banques privées se changent en Sociétés anonymes et augmentent leur capital. Mais d'autres banques fusionnent : telle l'Anglo-Deutsche Bank de Hambourg, absorbée par la *Dresdner Bank*. A vrai dire, c'est seulement dans la grande région industrielle du Rhin que le progrès est le plus sensible. Ainsi le *Schaafhausensche Bank-Verein* de Cologne a porté, en 1891, son capital, de 36 à 48 millions de M., et l'a élevé, tout récemment, à 60 millions. La *Bergisch-Markische Bank*, dont le capital montait seulement en 1888 à 15 millions, travaille maintenant avec 25 millions.

La *Banque de Cologne* a créé une succursale à Berlin. L'*Elberfelder Anstalt*, déjà établi à Düsseldorf, à Aix-la-Chapelle, à Gladbach, est représenté directement à Cologne.

Ces deux Institutions ont créé dans la même ville, il y a un an environ, un établissement de prêts fonciers.

Le *Crédit-Anstalt* d'Essen a porté, l'an dernier, son capital de 4.500.000 M. à 15 millions. La *Bankverein* de Dortmund a émis récemment pour 1 million d'actions nouvelles.

Cet essor de la région rhénano-westphalienne contraste avec la stagnation observée à Francfort, en Bavière et même dans l'Allemagne du Nord. Il coïncide avec le progrès des affaires industrielles et commerciales.

A Berlin même, les grandes Institutions ne s'agrandissent qu'aux dépens des Sociétés similaires qu'elles s'annexent, lorsqu'elles le peuvent, sans que l'augmentation correspondante de leur capital-actions représente un progrès réel.

Néanmoins, ce mouvement de concentration est fort intéressant. La *Dresdner-Bank* négocie avec la *Bremer-Bank* comme elle l'a fait avec l'Anglo-Bank. A son exemple, la Disconto Gesellschalft (Société d'escompte), projette de s'annexer la Norddeutsche-Bank (Banque de l'Allemagne du Nord), de Hambourg. L'avantage est commun aux deux Sociétés. Elles éprouvaient le besoin d'avoir des relations directes, celle-ci à Hambourn, celle-là à Berlin. L'une et l'autre n'ont pas fait, l'an dernier, de brillantes affaires, mais la *Disconto-Gesellschaft* a pu distribuer de 6 à 8 0/0 pendant les quatre dernières années. La Norddeutsche-Bank, malgré un quantième respectable de dépôts, n'a pu distribuer que de 4 à 4 1/2 0/0 de 1891 à 1894.

D'après le projet de fusion des deux Banques, les actions de la Banque hambourgeoise seraient échangées à raison de 3 contre 2 actions de la *Disconto*. Cette dernière Banque recevrait les 12 millions déposés à la *Norddeutsche*, sans accroître son capital nominal de plus de 40 millions. En même temps, elle acquerrait la première place parmi les banques commerciales de l'Allemagne en portant son capital à 115 millions de M., soit 143.750.000 francs. Elle pourrait ainsi rivaliser avec la Banque de l'Empire, qui n'en a guère davantage.

Le mouvement du commerce extérieur de l'Allemagne, pendant le mois de janvier, s'est réduit de 92.681 tonnes à l'importation, tandis que les quantités exportées s'élevaient de 117.024 tonnes.

Les diminutions d'entrée tiennent surtout aux céréales, aux produits agricoles et à la houille. L'importation des bois bruts et des ouvrages en bois s'est accrue sensiblement.

Le fer et les produits métallurgiques, les denrées agricoles, les outils et machines, l'alcool, les sucres et les tissus ont participé aux progrès de l'exportation.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	7 mars	Dif. 28 fév.	7 mars	Dif. 28 fév.
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots........	1.087 698	— 8.744	911.218	— 2.251
Billets du Trésor.............	26.219	+ 567	26.637	+ 402
Billets d'autres banques.....	8 536	— 48	9.826	+ 308
Lettres de change............	455.765	— 7.748	514 0 9	+ 5.093
Prêts sur titres..............	63.837	— 4.588	74.668	— 3 075
Valeurs.......................	3 948	+ 174	7 236	+ 408
Autres propriétés.............	38 501	— 9.329	35.726	— 982
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve.......................	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets........	980.813	— 3 275	909.578	+ 1.006
Autres engagements à vue......	549 388	— 13.299	499.910	— 1.199
Au tresengagements :..........	7.303	— 13.142	4.329	+ 261

Comparaison avec 1894 et 1893
(Millions de marks)

Stock métallique

	1893	1894	1895
28 fév. ...	924,3	913,4	1095.4
7 mars ...	919,4	911,2	1087,6
15 — ...	928,3	917,5	....,.
23 — ...	923,8	906,7	... ..
31 — ...	869,0	856,7	....,.

Lettres de change et prêts sur titres

	1893	1894	1895
23 fév. ...	564,0	586,7	534,9
7 mars ...	548,0	588,7	522,6
15 — ...	554,2	591,5	....,.
23 — ...	570,8	609,2	....,.
31 — ...	683,5	710,6	....,.

Circulation

	1893	1894	1895
28 fév. ...	927,9	908,6	984.0
7 mars ...	926.1	909,6	980,8
15 — ...	917,6	910,3	....,.
23 — ...	935,5	932,1	....,.
31 — ...	1070,5	1079,8	...,

Réserve de billets

	1893	1894	1895
28 fév. ...	322,6	334,0	337,0
7 mars ...	319,4	331,5	333,1
15 — ...	340,6	338,1	.....
23 — ...	314,5	305,5	....,.
31 — ...	121,7	103,7	...,

La Banque d'Allemagne en 1894. — Nous retrouvons, à la Banque Impériale d'Allemagne, le marasme qui a si fâcheusement régné à la Banque de France en 1894; il a même été plus profond en Allemagne qu'en France, car chez nous, si les bénéfices ont diminué, les opérations ont augmenté, tandis qu'en Allemagne, opérations et bénéfices sont en diminution.

La masse des affaires s'est élevée, en 1894, à .... M. 110.783.951.000
En 1893, elle avait été de 110.942.348.000

Ce chiffre, qui représente la totalité des opérations, ne peut pas être comparé à celui des opérations de la Banque de France, qui ne comprend que les opérations productives.

Le taux moyen de l'escompte a été de 3,117 0/0 les taux des avances de 3,617 0/0 et de 4.117 0/0.

La circulation moyenne des billets a varié entre un maximum de M. 1.211.232.000 et un minimum de 892.870.000; la moyenne a été de 1.000.384.000.

Les versements des comptes courants particuliers se sont élevés à .... M. 42.237.361.273
Les paiements pour les comptes courants, à 42.212.197.825

Le mouvement total a été de. M. 84.449.559.098

Les existences au crédit des comptes courants ont été, au plus haut de M. 345.888.000, au plus bas de M. 208 millions 263.000, en moyenne de M. 262.488.000.

Les comptes courants de l'Empire, de la Prusse et du duché de Bade ont donné lieu aux mouvements suivants :

Versements .... M.	2.109.390.385
Paiements	2.084.910.528
Ensemble ...... M.	4.194.300.913

Dans le courant de l'année, il a été émis :

4.146 mandats payants pour M.	96.165.606
3.777 — gratuits —	33.938.971
Ensemble : 7.923 mandats pour .... M.	130.104.577

L'encaisse métallique a été comprise entre M. 808 millions 807.000 et M. 1.075.587.000; la moyenne a été de M. 934.327.000.

Au 31 décembre, elle se décomposait comme suit :

Barres d'or et monnaies étrangères .... M.	422.437.000
Monnaies d'or allemandes	291.999.000
Ensemble ...... M.	714.436.000
Thalers	214.294.000
Monnaies divisionnaires	85.490.000
Total .... M.	1.014.220.000

Les matières d'or, achetées en 1894, s'élèvent à .... M. 241.130.576
Il en a été vendu pour 156.926.579

Les opérations d'escompte ont porté sur :

798.269 effets placés pour	1.790.637.169
2.340.170 effets déplacés pour	2.939.612.075
13.705 effets sur l'étranger pour	52.702.039
Soit 3.152.144 effets pour .... M.	4.782.951.283

Les avances, au nombre de 6.567, ont porté sur 825.030.050 M.

Au 1er janvier 1894, il y avait ...	7.469	dépôts fermés
Les entrées ont été de	4.718	—
Ensemble	12.187	—
Il en a été retiré	4.629	—
Il restait, au 31 décembre	7.558	dépôts fermés

Le mouvement des dépôts ouverts s'établit comme suit :

Au 1er janvier	249.410	dépôts valant M.	2.604.654.800
Entrées	57.443	—	711.705.590
Ensemble ..	306.853	—	3.316.360.390
Sorties	51.248	—	679.765.435
Au 31 déc. ...	255.605	—	M. 2.636.594.955

La Banque avait, au 31 décembre, 267 places bancables. Ses actions étaient réparties entre 6.155 allemands et 1.720 étrangers; elle employait 1.745 agents de tout grade.

Les bénéfices de l'escompte ont été de M.	15.651.756
Ceux des avances de	3.116.346
Les autres produits de	3.688.910
	22.457.012
Les frais et prélèvements de	11.052.585
Le bénéfice net de .... M.	11.404.427

sur lequel les actionnaires ont reçu, y compris le report de l'année précédente, 3.312.538 M., soit 187 marks 80 ou 6.20 0/0 du capital versé, contre 7.53 0/0 en 1893, et l'Etat 3.903.320 M.

Recettes des Chemins de fer en janvier. — Le résumé mensuel publié par le Bureau impérial des Chemins de fer pour le mois de janvier comprend 68 lignes déjà exploitées l'an passé.

Pour une longueur exploitée de 38.563 kilom., on a obtenu les résultats suivants :

	Marks		Marks
	—		—
Trafic des voyageurs	20.516.867	—	272.334
Par kilomètre	542	—	2.52 0/0
Trafic des marchandises	65.888.019	—	264.493
Par kilomètre	»	—	1.55 0/0

Lignes dont l'exercice financier commence au 31 mars : du 1er avril au 31 janvier :

	Marks		Marks
	—		—
Trafic des voyageurs	249.393.497	+	7.025.790
Par kilomètre	8.098	+	1.33 0/0
Trafic des marchandises ...	618.108.975	+	7.732.718
Par kilomètre	19.727	—	0.23 0/0

Le Réseau prussien en 1894. — Depuis le 1er avril 1894, date de l'ouverture de l'exercice, jusqu'au 31 décembre 1894, les chemins de fer de l'Etat prussien ont encaissé les recettes suivantes :

	Marks		Différences sur 1893
	—		
Trafic des voyageurs	205.288.905	—	6.950.955
Trafic des marchandises ..	506.375.693	+	7.085.214
Recettes extraordinaires ..	36.767.346	—	85.675
Recettes totales des 3 derniers trimestres	748.431.954	+	13.950.495

Le Produit de l'Impôt du Timbre en Janvier. — L'impôt du timbre sur la circulation a produit, en janvier 1895, 1.785.991 marks, contre 730.214 marks en janvier 1894. La comparaison est peu significative; mais il faut se rappeler que, pendant le mois de décembre, cette taxe avait seulement produit 1.293.435 marks. C'est donc le résultat le plus élevé atteint depuis la promulgation de la loi nouvelle.

L'impôt sur les effets accuse une différence moins forte, mais elle est encore de 87.387 marks en augmentation sur les résultats de décembre. En janvier 1894, le fisc avait encaissé 584.038 marks et les recettes de janvier 1895 atteignent 880.054 marks. C'est une preuve évidente de l'activité des affaires.

Production du fer et de l'acier.

En milliers de tonnes

	1888	1889	1890	1891	1892	1893
	—	—	—	—	—	—
Fer brut	4.337	4.525	4.659	4.611	4.938	4.986
Fers mi-ouvrés	5.556	6.167	6.297	6.566	6.700	6.855
Objets en fonte	838	990	1.027	1.020	1.011	1.050
Objets mi-ouvrés en fer et en acier	650	747	691	791	863	1.028
Fers et aciers marchan^ds	1.228	1.389	1.335	1.335	1.403	1.503
Matériel de chem. de fer	669	666	825	891	771	735
Tôles	398	465	439	449	458	455
Fils de fer et d'acier	411	399	339	403	437	452
Tuyaux et divers	29	27	33	36	45	46
Autres objets en fer et en acier	122	152	129	140	142	118
Production totale en objets de fer d'acier	2.857	3.098	3.100	3.254	3 256	3.309
Produits ouv. et mi-ouv.	4.345	4.835	4.818	5.065	5.131	5.387

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 15 mars 1895.

Le marché est hésitant et faible à cause de la situation de Vienne. Même les Consolidés fléchissent. Deux spéculateurs en actions des Charbonnages de Brux ont été exécutés.

Le Gouvernement saxon abandonne, dit-on, à la Prusse, l'achat du Chemin de fer de Weimar à Gera.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 14 mars 1895.

Le Speaker. — Budget de la marine. — La journée de huit heures. Le Commerce extérieur.

M. Arthur Peel, speaker de la Chambre des Communes, vient de faire savoir au Gouvernement qu'il a l'intention de résigner ses importantes fonctions et la grosse question du jour est de savoir qui le remplacera. On parle de M. Courtney, de M. Arthur Arnold, de sir Matthew White Ridley, mais aucun de ces noms ne semble devoir, jusqu'ici, réunir les suffrages de la Chambre entière. Il faut trouver, en effet, un homme qui soit acceptable autant par les conservateurs que par les libéraux et les Irlandais, bien que l'élection d'un speaker ne soit pas une affaire de parti. M. Arthur Peel sera, d'ailleurs, difficilement remplacé ; il possédait toutes les qualités requises et, en présence des difficultés les plus graves, il a su toujours se montrer l'homme de la situation. Ces difficultés n'ont fait que s'accentuer, la Chambre des Communes n'est plus ce qu'elle était et son président, qui n'a en somme qu'une autorité toute morale, doit posséder les plus grandes qualités de tact et de fermeté. On parle, en dernière heure, de la nomination possible de sir William Harcourt.

Tandis que la Chambre française s'occupait de discuter le budget de la marine et qu'une comparaison était faite, à la tribune, entre les flottes anglaise et française, la Chambre des communes reprenait la discussion du budget de la marine. Je crois intéressant de signaler quelques-unes des déclarations faites à cette occasion par M. Robertson, lord civil de l'Amirauté. D'après ces déclarations, la somme de 22 millions de livres, affectée au programme de constructions, a été dépensée avec une légère économie et les 70 vaisseaux compris dans ce programme sont déjà en service ou prêts à y être mis. Le personnel de la flotte a été augmenté de 12.500 hommes.

Le programme des travaux à exécuter à Portsmouth, à Douvres, à Gibraltar et à Hong-Kong, programme dont j'ai déjà eu occasion de vous parler, sera couvert par un emprunt de 18.620.000 livres en émissions annuelles, qui devront être autorisées par le Parlement et seront remboursables par annuités dans un délai de trente années.

M. Robertson a établi une comparaison entre ce qu'était la marine, il y a dix ans, et ce qu'elle est aujourd'hui : Il y a dix ans, a-t-il constaté, le budget s'élevait à 10 millions de liv. st. et les équipages étaient de 58.000 hommes, le budget s'élève cette année à 18.001.000 liv. st. et les équipages comprennent 88.850 hommes.

Les navires construits ou en construction qui étaient de 692.000 tonneaux, sont de 1.300.000 tonneaux. La flotte est donc le double de ce qu'elle était il y a dix ans.

M. Robertson a parlé aussi de l'essai du système de la journée de huit heures fait dans les chantiers et arsenaux de l'Etat.

D'après le lord civil de l'Amirauté, cet essai officiel a donné des résultats très satisfaisants.

Les résultats du commerce extérieur, pendant le mois de février, montrent une baisse importante dans le chiffre des importations et dans celui des exportations. La valeur totale des premières a été de 28.134.500 liv. au lieu de 33.984.100 liv. en février 1894. La diminution est donc de 5.849.600 liv., soit 17,2 0/0, ce qui, ajouté à la moins-value de janvier, fait une diminution totale de 7.561.200 liv. ou 10,4 0/0 pour les deux premiers mois. Les exportations ont eu un résultat un peu moins défavorable : leur valeur totale pour le mois est de 15.968.400 liv. au lieu de 17.679.000 liv. en février 1894, soit une diminution de 1.711.000 liv. ou 9,7 0/0. En janvier, il y avait une légère augmentation des exportations ; le résultat, pour les deux mois, montre donc une moins-value totale de 1.638.700 liv. ou 4,6 0/0. A première vue, ces résultats paraissent être très défavorables ; il y a cependant quelques circonstances qui en atténuent la signification. On ne doit pas oublier, en effet, qu'en février 1894, une activité exceptionnelle a régné dans plusieurs branches de commerce, tandis que, cette année-ci, la navigation était interrompue par la glace dans bon nombre de ports importants. En 1894, à la suite de la cessation de la grève des charbonnages, les affaires avaient eu une impulsion excessive et toute passagère. On remarque, en effet, que les chiffres de 1895 se rapprochent plus de ceux de 1893 que de ceux de 1894.

On doit tenir compte aussi, en étudiant les résultats du mois dernier, de la baisse nouvelle survenue dans le prix des marchandises, cette baisse faisant diminuer la valeur totale des articles importés et exportés. Ces considérations modifient le caractère de la moins-value du mois de février et rendent difficile la comparaison avec février 1894. Avant de tirer des conclusions sur la tendance du commerce extérieur, il est bon d'attendre la statistique d'un mois où les affaires se seront trouvées dans une situation plus normale.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE
13 Mars 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés	51.045.675	Dette fixe de l'Etat	11.015.100
		Rentes immobilisées	5.784.900
		Or monnayé et lingots	34.245.675
Total	51.045.675	Total	51.045.675

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	12.469 488
Réserve et profits et pertes	3.651 995	Portefeuille et avances	18.089.287
Trésor et administration publique	10.603.925	Billets en réserve	26.152.480
Comptes particuliers	30.512.254	Or et argent monnayés	2.722.107
Billets à sept jours, etc.	112.188		
Total	59 433.362	Total	59.433.362

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
5 Décembre....	34.196	25.257	40.263	32.412	25.739	65	2
12 »	33.743	25.176	39.936	32.427	25.366	63	»
19 »	33.362	25 325	38.868	31.886	24 8.7	63	»
26 »	32.547	25.676	37.087	31.272	23.670	63	»
2 Janvier	33 091	25.918	44.797	38.714	23.972	53	»
9 »	33.880	25.519	45.058	37.982	25 160	55	»
16 »	34.601	25.202	41.577	33.525	26.202	62	»
23 »	35.3 8	25.015	41.107	32.113	27.142	65	»
30 »	35 946	24.926	40.101	30.392	27.819	69	»
6 Février.......	36.801	25.119	40.473	30 139	28.481	70	»
13 »	37 043	24 725	41 106	30 130	29.118	70	»
20 »	37.502	24 629	41.836	30.315	29.673	70	»
27 »	37.081	24.795	42.251	31.253	29.09	69	»
6 Mars.........	37 186	25 071	42 558	32.108	28 915	67	»
13 »	36.967	24.893	41.116	30.558	28.874	70	»

Le Commerce Extérieur en Février

IMPORTATIONS EN ANGLETERRE

(Février 1895 et 2 premiers mois de 1895)

DÉSIGNATION	Février 1895	Comparaison avec fév. 1894	2 1ers mois de 1895	Comparaison avec 1894
	£	£	£	£
Animaux vivants...	492 806	— 10.230	967 533	— 14 298
Objets d'alimentat.	8.665.372	— 1.972.199	20.537.510	— 1 296 235
Exempts...........				
Taxés..............	1 628 354	— 190 261	3.579.059	— 199 049
Tabacs.............	183 663	+ 10.218	411 187	+ 62 533
Métaux............	1.302 753	— 226.389	2.906 9 2	— 349 160
Prod.chimiq., coul..	620.393	— 101.084	1 220 976	— 263 543
Huiles..............	404 087	— 105 844	1 080 963	— 94 310
Mat. premières textil.	6.751.169	— 1.951 465	16 376 402	— 4.412 460
Mat. premières autres	1.875.018	— 563 756	4 568 525	— 622.373
Objets fabriqués...	5.375 394	— 150.871	11 060.309	+ 368.059
Divers..............	769.201	— 586 331	1.973.048	— 1.010 983
Colis postaux......	65.279	+ 1.617	194 043	+ 70.628
Totaux........	28.131.489	5 849 596 (=17.2 %)	64 881.507	7.561.191 (= 10.4 %)

EXPORTATIONS DE L'ANGLETERRE

(Février 1895 et 2 premiers mois de 1895)

DÉSIGNATION	Février 1895	Comparaison avec fév. 1894	2 1ers mois de 1895	Comparaison avec 1894
	£	£	£	£
Animaux vivants...	36.423	+ 11.178	75.537	+ 27.016
Objets d'alimentat.	598.412	— 109.511	1.329 868	— 168.891
Matières premières.	1.090.528	— 439.230	2.399.031	— 849.487
Obj.fabr.ou en partie Fils et tissus.......	8.055 621	— 642 173	17.295.829	— 279.489
Mét. et ouvrages en Mét.(sauf les mach.)	1.811 973	— 305.235	3.845.571	— 349 452
Machines...........	961.965	— 58.213	2 082.382	+ 95.655
Confections.........	709 875	— 77.356	1.492 687	— 125.635
Prod.chim.et pharm.	613 476	— 82 982	1.276.143	— 140 334
Divers..............	2.065 897	— 26.588	4.226.518	+ 125.491
Colis postaux.......	85.242	+ 19.086	169.125	+ 21.428
Totaux des prod.angl.	15.968.395	— 1.711.054 (= 9.7 %)	34.192.631	— 1.638.698 (= 4 6 %)
Réexportation des marchandises imp.	4.407.824	— 643 896 (=12.7 %)	8.295.082	— 1.103 281 (= 11.7 %)
Total des exportat..	20.376.219	— 2.354 950 (=10.35 %)	42.487.713	— 2.741.979 (= 6.1 %)

Banque d'Angleterre. — L'assemblée générale des actionnaires de la Banque d'Angleterre a eu lieu jeudi. M. David Powell, gouverneur de la Banque, présidait; il a annoncé que les bénéfices du semestre terminé au 28 février dernier s'élèvent à la somme de 629.103 liv. st. Il sera payé aux actionnaires un dividende de 5 0/0 le 1er avril. M. Jones a proposé de voter des remerciements aux directeurs pour les mesures qu'ils on su prendre au moment de l'affaire Behring, afin d'éviter une panique financière sur la place de Londres. M. Jones a ajouté qu'il y a également lieu de remercier la Banque de France pour l'appui qu'elle a apporté dans dans cette circonstance. La proposition de M. Jones a été adoptée à mains levées.

Les Chambres de Commerce. — Le meeting annuel des Chambres de commerce britannique a eu lieu mardi à Londres. Sir John Hibbert, secrétaire financier du Trésor, a annoncé, comme probable, un excédent de recettes budgétaires de 500.000 liv. st. pour l'année financière.

Une résolution appelant l'attention du Gouvernement sur l'effet désastreux des tarifs douaniers à l'étranger a été adopté.

Mouvement des métaux précieux. — Le tableau suivant donne le mouvement des métaux précieux pendant le mois de février 1895 :

	Or		Argent	
	Février	2 mois 189	Février	2 mois 1895
	£	£	£	£
Importations fév. 1895.	3.023.853	5.542.955	723.647	1 672.955
— fév. 1894.	1.301.239	3 087.459	932.296	2 094.486
Différence en 1895..	+1.722.614	+2 455.496	— 208 649	— 421.531
Exportations fév. 1895.	2.234 454	4 011 436	929 487	1.947.568
— fév. 1894.	217.775	1.519 241	1.082.305	2 401 804
Différence en 1895..	+ 16.679	+2.492.195	— 152.818	— 454.236

Emprunt Chinois. — Le *Standard* annonce que la somme affectée au remboursement de l'emprunt chinois or de 1885 a été déposée à Londres.

A l'époque où cet emprunt fut émis, le taël valait 3 sh. 9 ; il vaut maintenant 1 sh. 11 1/2 ; la Chine paie donc le double de ce qu'elle a reçu.

Clearing-House

Résultat des compensations du 7 au 13 Mars

Jeudi 7 mars..... £	17 065.000	Lundi 11 mars.... £	20.585.000
Vendredi 8 mars....	17.086.000	Mardi 12 mars.......	17 760.000
Samedi 9 mars......	17.253.000	Mercredi 13 mars...	20.373 000
		Total.......£	110.122.000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 109.004.000

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 15 mars 1895.

L'attention du marché a été retenue pendant la plus grande partie de la semaine par les fluctuations des valeurs minières. La liquidation commencée lundi a provoqué des rachats très nombreux et un enlèvement des cours s'en est suivi. Si des réalisations se sont ensuite produites les tendances demeurent quand même des plus actives.

Parmi les autres départements, c'est celui des Fonds étrangers qui a montré les dispositions les plus animées, grâce aux demandes de l'arbitrage. La progression, cependant, a été moins forte que pendant la semaine précédente.

Les Brésiliens ont été particulièrement recherchés et leur hausse a entraîné celle des Portugais.

Les Consolidés et les Fonds égyptiens ont eu quelques offres dues à l'impression produite par les fortes sorties d'or de la Banque.

La roupie indienne a un bon courant de demandes. Les emprunts chinois sont l'objet de bons achats.

Les Chemins américains restent négligés.

Les valeurs diamantifères et nitratières sont faibles.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 13 mars 1895.

Les Accises en Bulgarie. — La Réforme des impôts et la réforme électorale. — Le Vote du budget hongrois. — La Conversion des obligations 5 0/0 de la « Staasbahn »

M. Stoïlof, président du Conseil du Cabinet bulgare, s'est mis enfin d'accord avec la Commission austro-hongroise des douanes et du Commerce sur cette fameuse question des accises. Quant à la reconnaissance officielle du prince Ferdinand, elle a été ajournée ; aussi bien — M. Stoïlof l'a déclaré à un rédacteur du *Pester Lloyd* — il n'y a pas péril en la demeure.

La Chambre cisleithanienne a adopté à une forte majorité les grandes lignes du projet relatif à la réforme des impôts. Elle va aborder à présent, la discussion des détails.

M. de Plener, ministre des finances, a déclaré, dans un remarquable discours, que le mouvement du commerce extérieur en 1894 indiquait que la Monarchie était devenue un pays importateur de céréales. Par contre, l'industrie s'est développée dans de notables proportions. Le but de la réforme, a ajouté le Ministre, est de demander de plus grands sacrifices aux catégories de contribuables à même de les supporter, en déchargeant celles qui souffrent. La caractéristique de la réforme est l'application d'un impôt personnel sur le revenu. La loi, s'appuyant sur le projet de 1877 et sur l'expérience faite dans d'autres pays, constitue un progrès social.

Ce discours a été fort applaudi, mais la nouvelle législation provoque de vives réclamations de la part de certaines catégories de contribuables. Le Club Industriel notamment, a protesté contre les aggravations de charges qui pèsent sur les Sociétés par actions. Aussi bien, la Commission parlementaire a renchéri sur le projet du Gouvernement ; d'après une brochure anonyme qui vient de paraître à ce propos, telle Société qui payait jusqu'ici, pour taxes industrielles et impôt sur le revenu, 36.198 florins, paiera 101.171 florins d'après le projet du Gouvernement et 109.947 florins d'après celui de la Commission. Je reviendrai sur cette importante question dans une prochaine lettre.

Quant à la réforme électorale, elle continue à passionner les esprits. La sous-Commission du *Reichsrath* a arrêté la base de la réforme en se rapprochant des principes auxquels s'est rallié le Club polonais. Mais l'accord n'est pas encore fait entre les divers groupes de la Chambre, et le parti socialiste s'agite beaucoup depuis quelque temps.

La Chambre hongroise a enfin terminé la discussion du Budget transleithanien qui s'est poursuivie pendant trois semaines. Mais les débats ont abouti à un échec de la fusion des partis poursuivie par le Comité Szapary et ses amis ; la situation est tendue à ce point qu'il est possible qu'on en arrive à une dissolution parlementaire et à de nouvelles élections.

La *Staatsbahn* vient de publier le prospectus relatif à la conversion en titres 3 0/0 des priorités 5 0/0 de 1873 et 1874, et de celles de 1863 et 1872 du chemin de fer de Brünn-Rossitz soit, au total, 32 millions 446 mille florins. Les porteurs de ces dernières ont jusqu'au 20 courant pour se décider, soit à accepter la conversion, soit à conserver leurs anciens titres. Les nouvelles obligations 3 0/0 sont offertes au cours de 91, 8 0/0.

Informations Économiques et Financières

Les Caisses d'Epargne Postales en Autriche. — Pendant le mois de février 1895 le mouvement des Caisses d'épargne autrichiennes a été le suivant :

Epargne : 3.086.987 florins de dépôts, contre 2 millions 342.365 florins de retraits, soit un excédent de 744.613 florins en faveur des dépôts.

Comptes de chèques : versements, 105.306.661 florins, contre 107.399.973 florins de paiements, soit une moins-value de 2.093.311 florins pour les versements.

Le nombre des *participants* s'est accru de 9.415 dans le mouvement de l'épargne, de 251 dans les comptes de chèques et de 290 pour le *Clearing*.

Le *mouvement des fonds* du mois de février 1895 s'est élevé à 218.135.978 florins.

Voici les soldes généraux à fin février 1895 :

Epargne, 40.173.538 florins ; comptes des chèques, 50.303.273 florins — soit, ensemble, 90.476.811 florins.

Ajoutons que le nombre total des participants s'élève à 1.065.867 pour l'épargne et à 26.516 pour les comptes de chèques. Parmi les titulaires de carnets de chèque, 18.250 participent au mouvement du *Clearing*.

Le nombre des titulaires de livrets de rente s'élevait à fin février 1895 à 11.188, et l'Administration des Caisses d'épargne avait acheté et gardé pour leur compte pour 20.430.540 florins (valeur nominale) de titres de l'Etat.

Enfin l'Administration avait acheté et expédié aux déposants, à fin février 1895, pour 25.720.245 florins (valeur nominale) de titres d'Etat.

La Banque des Pays-Autrichiens (Laenderbank). — Le bilan de l'exercice 1894 accuse 6.293.000 florins de bénéfices, bruts (contre 5.315.528 florins en 1893) ; après déduction des frais généraux, impôts et amortissement, les bénéfices nets ressortent à 4.598.000 florins (au lieu de 3.616.617 florins en 1893).

Le Conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende de 16 florins par action (au lieu de 14 fl. pour l'exercice 1893) — soit 8 0/0 au lieu de 7 0/0.

La Société I. R. Privilégiée du Crédit Foncier Autrichien. — Les bénéfices nets de cet Etablissement pour l'exercice 1894 se sont élevés à 3.340.599 florins, contre 3.277.908 florins en 1893, soit une plus-value de 62.691 florins pour l'année dernière.

Le dividende dont le Conseil d'administration proposera la répartition à l'assemblée générale des actionnaires est de 37 fr. 50 par action, soit 1.800.000 florins en or, comme pour 1893.

Les bénéfices représentent un rendement de 34 8 0/0 pour le capital versé, et le dividende correspond à 18 75 0/0 de ce même capital. Si on calcule d'après les cours actuels des titres à la Bourse de Paris (1.360 fr.), le rendement n'est plus que de 3 54 0/0.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 15 mars 1895.

La Bourse de Vienne s'était alarmée, au commencement de la semaine, de l'importance des engagements de quelques gros spéculateurs à la hausse, mais on est revenu bientôt à une plus saine appréciation de la situation. Constatons, cependant, une certaine lourdeur en dépit de l'abaissement à 5 0/0 du taux des reports et à 3 5/8 du taux de l'escompte pour le bon papier de Banque. Il est vrai qu'il y a une tendance au relèvement de ces taux.

On annonce que le Gouvernement a décidé la conversion des priorités du Chemin de fer de Graz Hoflach.

BELGIQUE

Chemins de fer, Postes et Télégraphes. — Les recettes des chemins de fer de l'Etat et des Sociétés concessionnaires ont produit, pendant les onze premiers mois de l'année 1894, 141.097.813 fr. 56, contre 133.848.854 fr. 84 pour la période correspondante de 1893, soit une augmentation, en faveur de 1894, de 7.248.958 fr. 72.

Les recettes au profit du Trésor seul ont porté, pen-

dant ces mêmes mois, sur 136.415.645 fr. 79 en 1894, contre 129.452.818 fr. 21 en 1893, soit une différence en plus, pour l'année 1894, de 6.962.827 fr. 58.

Les recettes des postes ont produit, pendant les onze premiers mois de l'année 1894, 16.915.837 fr. 20, contre 16.120.631 fr. 80 pour la période correspondante de 1894, soit un excédent, en faveur de 1894, de 795.205 fr. 40.

Pour les télégraphes et les téléphones réunis, le produit des onze premiers mois de l'année 1894 s'est élevé à 5.504.736 fr. 39, contre 5.159.215 fr. 17 en 1893, soit une différence en plus, pour 1894, de 345.521 fr. 22 ou 6 70 0/0.

Les Droits de Navigation. — Pour les onze premiers mois de 1894, les recettes ont porté sur 4.773.862 fr. 26, contre 4.497.282 fr. 70 pour 1893, soit en plus, pour 1894, 276.579 fr. 56.

La Caisse Générale d'Épargne et de Retraite en 1894. — Le montant total des versements effectués, depuis le 1er janvier jusqu'au 31 décembre 1894, s'élève à 233.713.922 francs, se répartissant sur un nombre de versements de 2.030,781. Le nombre des remboursements faits pendant la même année s'élève à 568.389, représentant une somme de 207.139.792 francs. Le nombre des versements a par conséquent dépassé, pendant l'année 1894, de 1.463.392 celui des remboursements, et cet excédent s'élève donc à 26.574.129 francs.

Le solde resté au 31 décembre 1893 étant de 402.242.963 francs, le chiffre total du solde au 31 décembre dernier s'élève à 428.817.093 francs, se répartissant sur un nombre de livrets ouverts de 1.060.655.

Les intérêts capitalisés au 31 décembre 1894 s'élèvent à 11.582.704 fr. 89 et portent le solde, au 1er janvier 1895, à 440.399.798 fr. 54.

Le Mouvement du Port d'Anvers. — L'autorité maritime vient de publier les rapports et tableaux de statistique du mouvement du port d'Anvers en 1894.

Les navires de mer arrivés sont au nombre de 4.640, jaugeant 5.008.983 tonnes, dont 509 voiliers représentant 281.555 tonneaux de jauge.

Depuis 1885, Anvers n'a eu que trois années où le nombre des navires ait été plus grand : ce sont les années 1885, 1886 et 1888, mais jamais pareil tonnage n'avait été atteint. 1894 l'emporte sous ce rapport sur 1893 de plus de 316.000 tonneaux.

Au 31 décembre 1893, Anvers possédait 48 navires sous pavillon belge, jaugeant 74.195 tonneaux.

Un navire a été lancé, 3 ont été nationalisés et 3 perdus.

Tout compte fait, au 31 décembre dernier, Anvers avait 49 navires, dont 1 à voiles, jaugeant ensemble 79.033 tonneaux.

Le nombre de bateaux de l'intérieur entrés au port s'est élevé à 29.494, d'un tonnage global de 3.447.712 tonneaux.

Les sorties ont été de 31.304 navires jaugeant 3 millions 716.631 tonneaux.

Le mois de février a donné un résultat sensiblement inférieur à celui du même mois, dans les années précédentes, par suite du froid rigoureux qui a entravé la navigation pendant presque tout le mois. Voici le tableau :

	Nombre de navires	Tonnage total	Tonnage moyen
Février 1895....	224	283.362	1.265
— 1894....	303	344.137	1.136
— 1893....	281	304.422	1.083
— 1892....	332	365.482	1.101
2 mois 1895....	599	724.819	1.225
— 1894....	635	701.677	1.106
— 1893....	603	660.525	1.095
— 1892....	690	752.558	1.091

Comme on peut le voir par les chiffres ci-dessus, le tonnage des deux premiers mois de 1895 est, néanmoins, sensiblement plus élevé que celui des deux mois correspondants de l'année passée.

BOURSES FINANCIÈRES DE BRUXELLES & D'ANVERS
Cours officiels de clôture des six dernières semaines

Valeurs diverses	7 fév.	14 fév.	21 fév.	28 fév.	7 mars	11 mars
Rente belge 3 1/2 0/0......	102 20	102 10	102 »	101 65	103 »	102 40
— — 3 0/0..........	102 50	102 50	102 30	102 »	103 »	102 40
— — 2 1/2 0/0......	99 »	98 »	98 25	98 50	98 75	99 »
Banque de Belgique	17 75	17 75	17 75	17 75	17 75	17 75
— Nationale..........	2700 »	2700 »	2708 »	2705 »	2650 »	2640 »
Ch. de fer Anvers Rotterd..	935 »	956 25	970 »	959 »	960 »	960 ..
— Brux.-Lille-Calais	465 »	460 »	460 »	457 50	455 »	460 »
— Congo (p. d. f.)...	125 »	125 »	125 »	130 »	115 »	115 »
Valeurs étrangères						
Argentine E	336 »	336 »	337 »	337 50	337 »	335 »
Brésil 4 0/0	76 »	76 »	76 75	76 50	77 »	78 25
Egypte Unifiée.............	526 »	525 »	525 »	523 »	525 »	526 »
Espagne Extérieure 4 0/0..	75 25	77 75	77 «	76 35	77 50	79 »
Hollandais 3 0/0	102 »	102 50	102 25	102 25	100 75	100 90
Change sur Amsterdam	208 70	209 »	209 05	209 12	208 65	208 70
— sur Berlin	123 30	123 35	123 60	123 40	123 40	123 37
— sur Londres........	25 22	25 26	25 27	25 25	25 21	25 24
— sur Paris	100 15	100 12	100 22	100 13	100 01	99 98
Anvers						
Change sur Paris	100 15	100 13	100 19	100 15	100 07	100 01
— sur Berlin	123 30	123 37	123 42	123 25	123 37	123 40
— sur Londres........	25 26	25 28	25 27	25 27	25 24	25 25

BULGARIE

Le Rendement des Impôts Indirects en 1894, en Bulgarie. — Pendant toute l'année 1894 les impôts indirects (douanes, accises, taxes de timbre, amendes, etc.) ont produit une somme totale de 27.254.623 francs, soit une moins-value de 483.376 francs par rapport aux prévisions budgétaires, mais une augmentation de 3.503.078 francs sur l'année 1893.

Les douanes et les recettes secondaires ont produit 10.543.804 francs, soit une augmentation de 723.804 francs sur les prévisions et de 495.421 sur les chiffres de 1893.

Les accises se sont élevées à 15.764.187 francs, en plus-value de 3.084.853 francs sur 1893.

L'Agio sur l'or en Bulgarie. — Le Gouvernement a mis à la disposition de la Banque Nationale la somme de quatre millions de francs en or, destinée à empêcher la hausse de l'agio sur l'or. Cette somme a été prélevée sur le montant de l'emprunt primitivement affecté à la construction du chemin de fer de Sofia à Vidin et du port de Varna. Par suite de cette mesure, l'agio, qui s'élevait déjà à 8 0/0 à Routschouk et dans les autres villes commerçantes du Danube, est redescendu à 5 1/2 0/0.

Une nouvelle Banque en Bulgarie. — On annonce la prochaine création, à Roustchouk, d'un nouvel établissement de crédit qu'on appellerait la *Banque Commerciale Bulgare* et qui serait placée sous le contrôle de l'Etat.

Le capital, de 10 millions de francs, sera réparti en 50.000 actions de 200 fr. D'après la *Bulgarische Handelszeitung*, les 25 fondateurs de la nouvelle Banque auraient souscrit 6.000 actions et effectué le versement de 300.000 fr. à la Banque nationale de Bulgarie ; on compte placer 6.000 actions à Roustchouk, 2.000 à Sofia, 5.000 à Philoppopoli, 3.000 à Varna et le reste à Bucarest et à Constantinople.

On créera des succursales à Sofia, Philippopoli, Burgas, Varna, Paris, Londres, Vienne et Bucarest.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 13 mars 1895.

Le Nord-Espagne. — Le Commerce extérieur et les recettes douanières. — Le lancement du Charles V. — La Perte du cuirassé la Reine-Régente.

Les renseignements que je vous donnais dans mes précédentes lettres, relativement à la Compagnie du Nord-Espagne, se confirment : le paiement du coupon d'avril s'effectuera en pesetas. Si la Compagnie n'a pas eu besoin de recourir à un emprunt pour le paiement, c'est parce qu'elle a vendu un gros paquet de titres de son portefeuille. Il est probable que le retour du beau temps, permettant d'effectuer les réparations des voies, aura aussi pour résultat d'accroître les recettes ; alors la Compagnie du Nord-Espagne aura doublé, sans trop d'accrocs, un cap dangereux.

Je vous ai dit, maintes fois, que les achats de rente extérieure effectués par un groupe étranger constituaient le principal facteur de la baisse du change. Nous voyons, en effet, par le mouvement du commerce extérieur de janvier, dont je vous envoie le tableau détaillé, que l'excédent des importations sur les exportations devient de plus en plus considérable.

La plus-value des importations porte sur : les fibres végétales, le jute, l'abaca et la pita, pes. 1.822.380 au lieu de 131.440 en janvier 1894 ; les tissus de soie, les animaux et leurs dépouilles, 5 millions au lieu de 4 ; la morue, 2.235.299 au lieu de 2 millions en 1894 et 1.559.300 en 1893 ; le café de Puerto-Rico, 2.284.900 au lieu de 1.161.260. L'introduction des blés a diminué : 6.115.200 en 1893, 5.626.940 en 1894, 4.720.021 en 1895.

Les articles qui ont contribué à la diminution des exportations sont : les minerais de cuivre et de fer, l'argent en barre et monnayé, 4.449.648 en janvier 1893, 407.584 en 1894 et 271.376 seulement en 1895 ; les articles de laine, l'huile d'olive, 2.575.216 en 1893, 1.841.239 en 1894 et 1.570.568 en 1895 ; vin ordinaire en France, 567.759 hectolitres en 1893, 324.157 hectolitres en 1894 et 245.926 hectolitres seulement en janvier 1895.

Quant aux recettes douanières pour les sept premiers mois de l'exercice en cours, elles s'élèvent à 62.048.000 pesetas, en augmentation de près de 15 millions sur les prévisions budgétaires, et en diminution de 7 millions environ sur la période correspondante de 1893/94. Si la progression continue, on arrivera, en fin d'exercice, à la plus-value de 25 millions prévue par M. Canalejas.

Le lancement du cuirassé le *Carlos V* a eu lieu hier, à Cadix, en présence des Ministres de la marine et des travaux publics et d'un grand nombre de notabilités politiques et mondaines. En raison du mauvais temps la cérémonie avait été ajournée, mais on n'a pu la reculer plus longtemps à cause des basses marées. Ce navire, construit dans les ateliers de la marine, paraît réunir toutes les qualités requises pour un bon instrument de guerre ; aussi les ingénieurs se montrent-ils fiers de leur œuvre. M. Pasquin, ministre de la marine, a promis de demander aux Cortès des crédits supplémentaires pour terminer les autres navires sur chantier.

J'ajoute qu'on est très inquiet au sujet de la *Reine-Régente*, le cuirassé qui a ramené au Maroc l'ambassade du chériff ; on craint qu'il n'est sombré dans une tempête.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 25 février (8 semaines)

	1892	1893	1894	1895
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	2.136.483	2 124 968	2.043 473	1.985.295
Nord de l'Espagne (1959 k.)	8.515.439	8.120.100	8 362 789	7.533.090
Asturies (741 kil.)	1.370.402	1.570 766	1.726.759	1.455 776
Lérida-Reus (103 kil.)	243.809	239 987	217.200	209.490
Almansa-Valence (460 kil.)	1.877 985	1.747.720	1 741.612	1 586.222
Saragosse (2672 kil.)	8.203.894	7.873.023	7.443.483	6.975.017

Le Commerce extérieur de l'Espagne

TABLEAU COMPARATIF des importations et exportations pendant le mois de janvier des années 1893, 1894 et 1895 :

IMPORTATIONS

Articles du tarif d'importation	1893 Pesetas	1894 Pesetas	1895 Pesetas
1. Pierres, terres, minéraux, etc.	6 610.961	6 621.698	6.628 730
2. Métaux et leurs dérivés ...	1.701.318	2 104 553	1.846.992
3. Drogueries et produits chim.	3 580.671	5 022.730	4.822 022
4. Coton et ses dérivés	10.831.532	8.347.710	9.876 826
5 Autres textiles et leurs dériv.	2.141.577	2 433 205	3.597.536
6. Laine, filets et leurs dérivés	1.193 664	2.765 189	2.636.409
7. Soie et dérivés............	1 181.014	1.536 023	2 058.733
8. Papier et ses applications..	696.724	997.078	870.828
9. Bois et ses dérivés	3.504.988	3 500.406	3.610.417
10 Animaux et dépouilles	3.550 829	4.078 052	5 082.840
11. Mach., courroies et embarc..	2.854.122	2.374.723	2.222.687
12. Produits alimentaires......	13.915 032	13.922 631	13 719.444
13. Produits divers	303.818	409 209	617.491
14. Importations spéciales.....	6 985.916	4 676 135	6.646.510
TOTAUX	59.051.969	58.789.252	64.237.495

EXPORTATIONS

Articles de la table de valeurs	1893 Pesetas	1894 Pesetas	1895 Pesetas
1. Minéraux, céramique, etc...	7.031.369	6.770.814	5.691.363
2. Métaux et leurs dérivés	11.023.413	6.392.992	6.420.414
3. Drogueries et produits chim.	1.692.885	1.90[illegible].777	1.608.432
4. Articles en coton manufact.	2.954 422	2.966.004	3.084.780
5. Art. des autres textiles manu.	463.946	387.087	372.078
6. Laine et ses dérivés	1.101 850	714 238	667 275
7. Soies et ses dérivés	289 105	500 578	371.808
8. Papier et ses applications..	703.549	911 273	799.469
9. Bois	1.620.776	2.112 870	2.286.309
10. Animaux et dépouilles	2.930.348	4.503.829	4.631.292
11. Machines	24.963	106.254	24.330
12. Produits alimentaires......	19.355.959	21.368.365	20 562.124
13. Divers	193 167	246.824	179.119
TOTAUX	49.385.752	48.911.905	46.698.796

On voit par ces chiffres que l'année a mal débuté. Tandis que les *importations* augmentaient de 5 1/2 millions de pesetas, par rapport à janvier 1894, les *exportations* ont perdu 2 millions 300 mille pesetas.

Le Mouvement des Métaux précieux en Janvier 1895 en Espagne. — Voici, d'après les statistiques douanières, les chiffres comparatifs du mouvement des métaux précieux pendant les mois de janvier de 1893, 1894 et 1895 :

Importations

	1893	1894	1895
	—	— en pesetas	—
Or en barres	»	»	»
— monnayé	»	»	»
Argent en barres	»	»	74.240
— monnayé	863.448	1.621.220	1.623.142
Totaux	863.448	1.621.220	1.697.382

Exportations

	1893	1894	1895
	—	— en pesetas	—
Or en barres et or monnayé.....	34.100	18.910	20.770
Argent en barres et monnayé ...	4.449.648	407.584	271.376
Totaux	4.483.748	426.494	292.146

Il résulte de ces données qu'il n'y a pas eu d'importations d'or en janvier dernier.

La Banque d'Espagne en 1894. — Malgré la diminution des bénéfices de la Banque d'Espagne en 1894, les résultats de l'année ont été fort rémunérateurs, comme ils le sont généralement dans les pays à finances avariées, où les banques d'émission sont le seul réservoir où l'Etat peut puiser.

Au 31 décembre la circulation fiduciaire comprenait :

Billets de 1.000 pesetas	267.660 000
— 500	118.801.500
— 250	302.000
— 125	141.000
— 100	297.873.800
— 50	142.903.650
— 25	91.881.350
Ensemble...........	909.563.300

Les versements de l'Etat à son compte ont été de..............................	1.159.624.619
Les prélèvements de.................	1.204.960.922
Ensemble............	2.364.585.541

Le Trésor a remis à la Banque en pagarès	1.715.557
Elle en a réalisé pour	1.302.949

Les paiements effectués à l'étranger pour le compte du Trésor se décomposent ainsi :

Francs.................	2.828.767
Marks	15.942
Livres sterling	238.791
Lire	340.336
Reis	130.432.345

ce qui représente 12.090.244 pesetas.

Les dépôts libres existant le 31 décembre 1893 s'élevaient à................	5.803.730.292 pesetas nomin.
Les entrées de 1894 ont été de	2.253.124.733
Ensemble.........	8.056.855.025
Il est sorti............	2.405.006.523
Il reste au 31 déc. 1894	5.651.848.502 pesetas nomin.

Il a été escompté	63.045 effets sr place pr	674.183.513
—	405.136 effets déplac. pr	384.643.423
Ensemble ..	468.181 effets pour	1.058.826.936

A ce chiffre, il faut ajouter les effets achetés sur l'étranger, soit :

Francs..................	21.698.495
Livres sterling	1.339.617
Marks	761.205

La Banque a avancé directement......	183.353.502
en compte courant	401.945.466
Ensemble............	585.298.968

Le mouvement des comptes courants a été :

En recettes de............	4.517.247.535
En paiements de	5.139.326.191
Total..............	9.656.573.726

Le solde maximum des comptes courants a été de 373.361.159 pes., le minimum de 267.317.454 pes.

A la fin de 1894, les 300.000 actions étaient réparties entre 8.979 propriétaires.

Au compte de profits et pertes on relève :

Bénéfices de l'escompte	14.858.935
— des avances............	6.623.632
— du portefeuille valeurs..	22.046.857
— divers................	5.876.246
	49.405.670
A déduire le réescompte	1.787.874
Bénéfice brut...........	47.617.796
Prélèvements et frais............	11.334.262
Bénéfice net...........	36.283.534

Sur lesquels il a été distribué :

Aux actionnaires, 100 pesetas par action..	30.000.000
Impôt sur les bénéfices nets..............	5.668.495
Report à l'exercice suivant................	615.039
Somme égale aux bénéfices nets..	36.283.534

L'Emprunt municipal de Barcelone. — Voici les bases de l'emprunt décidé par la Municipalité de Barcelone :

1o Pour payer les expropriations de terrains et faire face aux travaux d'agrandissement, l'Administration de la Ville de Barcelone décide l'émission de 15 millions de pesetas de titres 4 1/2 0/0 de 500 pesetas chaque, au porteur, amortissables progressivement en diverses échéances, les dernières ne devant pas excéder trente années ;

2o Ces titres seront remboursés à leur valeur nominale ;

3o L'Administration municipale sollicitera, par la voie légale, leur admission à la cote officielle ;

4o Ces titres, admis pour leur valeur nominale pour dépôts ou cautionnements dans les contrats passés avec la Ville, seront exempts de tous impôts extraordinaires ;

5o On réservera, tous les ans, dans le budget spécial des travaux d'agrandissement, les sommes nécessaires au paiement des intérêts et à l'amortissement ;

6o Les tirages d'amortissement auront lieu semestriellement, en juin et en décembre, les arrérages devant être payés en juillet et en janvier.

L'Agriculture en Espagne. — D'après une étude publiée cette semaine par notre confrère l'*Economista* la superficie du territoire espagnol se divise en :

Terres incultes, 45,8 0/0; terres cultivées, 28,6 0/0; pâturages, 14 0/0; jardins, etc., 7 0/0.

La valeur de la propriété rurale est évaluée à 14.000 millions de pesetas.

Sur les 3.729.660 propriétés existant en Espagne, 2.929.660 sont exploitées par les propriétaires et 800.000 sont affermées ou réparties en colonies agricoles.

La production moyenne des céréales est la suivante : blé, 32.776.055 hectolitres; seigle, 17.410.164; orge, 7.392.778; maïs, 7.778.183; avoine, 2.633.672 hectolitres.

La production de l'huile est de 3.357.124 hectolitres et celle du vin de 23.140.096 hectolitres.

Les troupeaux se répartissent en : 383.113 chevaux, 736.418 mulets, 760.285 ânes, 2 071.326 bœufs, 16 millions 469.303 moutons, 2.820.827 chèvres et 1.910.368 porcs.

Les exploitations agricoles, forestières, etc., emploient : 380.000 domestiques, 800.000 journaliers ou travailleurs; 110.000 bergers, 14.000 bûcherons ou charbonniers. Ces quatre catégories, ajoutées aux propriétaires et aux fermiers, représentent 66 0/0 de la population active.

La Production de la Houille en Espagne. — Voici les chiffres comparés de la production houillère en Espagne pendant les années 1893 et 1894 :

	1893	1894
	En tonnes	
Asturies............	810.000	1.000.000
Cordoue............	310.000	295.000
Palencia	149.850	155.000
Séville	103.660	127.000
Ciudad-Real........	88.000	115.000
Gérone.............	40.300	44.000
Léon...............	30.000	40.000
Total.........	1.531.810	1.776.000

Il résulte de ces données que la production s'est accrue l'an dernier de 244.190 tonnes.

En ce qui concerne les lignites, dont la production a été de 34.000 tonnes en 1893, les chiffres n'ont guère varié ; on signale, cependant, une augmentation de 1.700 tonnes dans la province de Barcelone, et de 1.900 tonnes dans celle de Lérida.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 15 mars 1895.

La tendance du marché est calme, mais la cote continue à faire preuve de fermeté dans son ensemble. En somme, le public espagnol se montre réservé.

On prête à M. Canalejas l'intention de renoncer à

toute idée d'emprunt et de s'en tenir à des émissions de bons du Trésor à longue échéance pour racheter les *pagarés* actuellement en circulation et se créer des ressources dans l'avenir.

GRÈCE

Le Laurium. — La Société métallurgique de Laurium vient de publier son bilan pour le second semestre 1894. Le compte des profits et pertes de ce semestre, comme ceux des deux semestres précédents, se solde en déficit de 244.564 dr. 17 porté à nouveau. Ce déficit n'est pourtant pas le résultat de l'exercice du semestre en question. Au contraire, c'est grâce aux bons résultats de l'exercice de ce dernier semestre que le déficit, qui était de 799.054 dr. 46, à la fin du second semestre 1893, et de 518.839 dr. 64, à la fin du premier semestre 1894, vient d'être réduit à 244.564 dr. 17 à la fin du second semestre 1894.

La Différence du Change. — La Légation de Grèce communique la note suivante :

Les appréhensions que certains journaux français ont exprimées relativement à l'interprétation donnée par la Cour de cassation de Grèce à la loi sur le cours forcé des billets de banque sont dénuées de fondement en ce qui concerne les engagements contractés à l'étranger dont l'exécution aurait lieu en Grèce, l'arrêt de la Cour de cassation ne touchant pas cette question pas plus que celle où il y aurait une stipulation formelle de paiement en or.

D'ailleurs, en admettant même que la Cour de cassation donnât un sens si étendu à la loi sur le cours forcé qui comprendrait tout engagement indistinctement, le Gouvernement hellénique, d'accord avec la Chambre, se verrait dans l'obligation d'y porter remède par une loi.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 13 mars 1895.

Les Elections générales. — Le Crédit agraire. — Les Sociétés coopératives. — Le Trésor et les Banques d'émission.

Le travail de revision des listes électorales se poursuit dans les diverses provinces du Royaume ; dans certaines régions, le nombre de radiations varie entre 20 et 40 pour cent. Jamais les élections n'auront été préparées avec plus de soin. Mais l'opposition ne désarme pas et, malgré les efforts du Gouvernement, la lutte promet d'être vive.

Quant à la date de convocation des collèges, elle doit être fixée aujourd'hui même au Conseil des ministres ; ce sera, assure-t-on, entre le 28 avril et les premiers jours de mai.

La question du Crédit agraire continue à être l'objet de nombreuses études dans la presse italienne ; les projets abondent. Quant au Gouvernement, il n'a pas encore arrêté de programme, bien qu'il ait accueilli, s'il faut en croire les journaux oficieux, d'une façon très favorable les vœux des Syndicats agraires.

M. Luigi Luzatti, ancien ministre du Trésor et des finances, vient de traiter la question dans le *Crédito et Cooperazione* au point de vue de la province de Piacenza où la Fédération des Syndicats agraires et le Comité agraire opèrent dans le local de la Banque populaire, qui leur fait gratuitement le service de Caisse. Depuis dix années, la Caisse d'épargne escompte les effets des agriculteurs qui s'adressent au Comité pour les achats de matières premières, d'instruments aratoires, de machines, etc. Ces effets, à six mois d'échéance, peuvent être renouvelés pour une nouvelle période de six mois, moyennant un taux d'intérêt ne dépassant pas 5 0/0.

« La Caisse d'épargne de Piacenza, ajoute M. Luzzatti, a été des premières à comprendre la nécessité de venir en aide à l'agriculture ; elle a effectué des prêts aux Syndicats pour des travaux d'irrigation et autres, parfois à 3 et à 2 0/0. »

Le groupe d'agriculteurs lombards qui vient de visiter la campagne romaine, afin de voir le parti qu'on en pourrait tirer, demande des diminutions de taxes sur le bétail et l'assurance qu'on n'augmentera pas, pendant une large période, l'impôt foncier. Il résulte de l'étude très sérieuse à laquelle se sont livrés ces agriculteurs, tous gens bien posés, que, en procédant avec méthode, on peut faire, dans les environs de Rome, de l'élevage de bétail à des prix très rémunérateurs, en produisant également du lait, du beurre et des céréales. Le rendement des grains à l'hectare pourrait être le même qu'en Lombardie.

Notre confrère l'*Economista d'Italia* vient de publier une statistique intéressante relative à la situation des Sociétés coopératives pendant l'année 1894. Le nombre de ces Sociétés était, au 31 décembre dernier, de 299, dont voici la répartition : 73 en Lombardie, 66 en Vénétie, 37 en Toscane, 26 dans l'Emilie, 24 au Piémont, 18 en Campanie, 16 dans le Lazio, 9 en Ligurie, 9 dans les Marches, 8 en Calabre, 6 dans les Pouilles et la Basilicate, 2 en Sicile, 1 dans les Abbruzes et en Sicile. Ajoutons que, au cours de l'année 1894, 50 Sociétés coopératives ont liquidé.

Le Trésor a remboursé aux Banques d'émission toutes leurs avances statutaires, de telle sorte que sa dette, de ce chef, est totalement éteinte. Les avances dont il s'agit s'élevaient, au 30 juin 1894, à 106 millions ; au 31 décembre dernier, ce chiffre avait été réduit à 15 1/2 millions.

Informations Économiques et Financières

Le Consolidé italien 5 0/0. — Le Trésor italien a adressé aux journaux la communication suivante :

Au 28 février 1895, le montant des paiements de coupons de la Rente consolidée italienne 5 0/0, au porteur, à échéance du 1er janvier, s'élevait à 94 millions, savoir : 60 millions 600 mille lire dans le pays, et 33 millions 400 mille lire à l'étranger.

Les sommes payées à l'étranger se répartissent comme suit :

Paris, 16.200.000 lire ; Berlin, 14.100.000 lire ; Londres, 3.100.000 lire.

Si l'on tient compte de la réduction des intérêts de 4.34 à 4 0/0, on constate que l'application de l'*affidavit* n'a pas eu pour conséquences de modifier les sommes payées à l'étranger.

Le *Popolo romano*, en publiant le communiqué officiel, établit d'une façon précise le classement de 4 milliards 700 millions de Rente 4 0/0 au porteur : en Italie, 3 milliards 030 millions ; à l'étranger, 1 milliard 670 millions.

Sur ces 1.670 millions, il y en a 810 millions en Allemagne, 705 millions en France, 155 millions en Angleterre.

Et notre confrère ajoute : « Il est singulier que notre Rente soit moins recherchée en Angleterre qu'ailleurs, car ce pays a été le premier à faire des prêts au Piémont et les banquiers anglais ont aidé à l'opération du cours forcé. »

Les Caisses d'épargne postales en Italie. — Pendant toute l'année 1894, les dépôts effectués aux Caisses d'épargne postales se sont élevés à 264.165.793 lire, soit une augmentation de 8 millions sur 1893. Déduction faite des retraits, l'excédent des dépôts ressort pour 1894 à 27.795.166 lire, dont 16.100.376 lire ont été placés, pour le compte des déposants, en rente publique ou en dépôt à la *Caisse des dépôts et prêts*.

Au 31 décembre 1894, le montant général de l'épargne accumulée aux Caisses postales s'élevait à 411.734.259

lire, pour 2.822.687 livrets, contre 387.836.933 lire et 2.677.209 livrets au 31 décembre 1893.

En conséquence, la somme des dépôts s'est accrue de 23.899.326 lire en 1894.

Commerce des Vins dans les onze premiers mois de 1893 et de 1894, en Italie. — L'exportation des vins dans les onze premiers mois de 1894, a été seulement de 1.674.433 hectolitres, tandis qu'elle avait été, pendant la même période de 1893, de 2.088.915 hectolitres, c'est-à-dire de 414.482 hectolitres en plus.

Voici le tableau de l'exportation des vins dans les onze premiers mois de 1893 et 1894 :

DESTINATIONS	1894 Hectol.	1893 Hectol.
Autriche-Hongrie	791.082	847.264
France	37.103	87.030
Allemagne	96.502	152.273
Angleterre	21.998	22.502
Malte	106.689	105.103
Suisse	201.634	367.527
Afrique	59.694	72.469
Amérique du Nord	19.180	72.026
Amérique Centrale et du Sud	310.029	320.989
Autres pays	30.522	41.732
Total	1.674.433	2.088.915

L'importation des vins étrangers en Italie est en augmentation, et sur celle-ci influent spécialement les importations de la Grèce.

Voici le tableau de l'importation des vins dans les onze premiers mois de 1893 et 1894 :

PROVENANCES	1894 Hectol.	1893 Hectol.
Autriche-Hongrie	8.280	4.482
France	1.295	2.160
Grèce	36.325	3.968
Espagne	721	2.149
Turquie	669	2.687
Autres pays	3.338	1.825
Total	50.628	17.671

La Production des Industries soumises à la taxe de fabrication en Italie. — Pendant le premier semestre de l'exercice financier en cours, c'est-à-dire du 1er juillet au 31 décembre 1894, la production des fabriques d'alcool de tout genre s'est élevée à 9.530.842 litres d'alcool pur ; c'est là une augmentation de 772.948 litres par rapport au 1er semestre 1893.

Les fabriques de bière ont produit, pendant la même période, 2.294.741 litres, soit une diminution de 539.382 litres par rapport à 1893.

Les fabriques d'eaux gazeuses ont produit 2.726.189 litres, soit une diminution de 1.245.786 litres.

Les usines produisant la chicorée préparée ont accusé 978.894 kilogrammes, soit une diminution de 62.247 kilogrammes.

La production des usines à sucre a été de 2.089.782 kilogrammes, en augmentation de 942.982 kilogrammes sur 1893.

Pour les glucoses, la production s'est élevée à 1 million 614.278 kilogrammes, mais, par suite de différences d'évaluation, la comparaison avec 1893 n'est pas possible.

Enfin, la production des poudres et autres explosifs a été de 590.706 kilogrammes, en diminution de 324.092 kilogrammes sur 1893.

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 15 mars 1895.

Les efforts des baissiers n'ont pas ébranlé le marché, mais les transactions sont restreintes et on enregistre des réalisations assez nombreuses.

Dans les sphères officielles on attribue les fausses nouvelles lancées au sujet de l'établissement de divers monopoles à des manœuvres de spéculateurs à la baisse organisés en Syndicat.

M. Crispi doit prononcer, à Rome, un grand discours politique dans la première quinzaine d'avril ; il annoncera, dit-on, de nouvelles économies, grâce auxquelles l'équilibre du budget de 1896 serait assuré.

RUSSIE

Les Finances Russes. — Des états provisoires que le Ministère des finances de Russie a reçus des Caisses de son ressort et de ses correspondants étrangers, il résulte que, pendant les onze premiers mois de 1894, les recettes et les dépenses publiques ont atteint les chiffres ci-après :

Budget ordinaire	Roub.-créd.
Recouvrements effectués	986.100.000
Dépenses payées, à imputer sur les crédits de 1894 et ceux des exercices antérieurs	777.528.000
Budget extraordinaire	Roubles-crédit
Recouvrements effectués	27.253.000
Dépenses payées, à imputer sur les crédits de 1894	66.519.000

Les résultats respectifs des deux années 1894 et 1893, pour les onze premiers mois, se présentent comme suit :

I. *Budget ordinaire*

Recouvrements de 1894	986.100.000
— de 1893	883.183.000
Soit, en faveur des onze premiers mois de 1894, une différence en plus de	102.917.000

Les principales plus-values ont été réalisées sur les chapitres ci-après :

	Plus-values. Roubles.
Boissons	37.280.000
Douanes	25.997.000
Chemins de fer de l'Etat	21.267.000
Sucres	10.885.000
Forêts	3.725.000
Huiles minérales d'éclairage	2.720.000
Annuités dues par des Compagnies de chemins de fer	1.379.000
Patentes et taxes additionnelles	1.425.000
Timbre, enregistrement et greffe	1.168.000
Contributions supplémentaires de ressources indépendantes de l'Etat	867.000
Droits sur le transport des voyageurs et des marchandises par les chemins de fer en grande vitesse	1.171.000
Allumettes	916.000
Postes	796.000
Télégraphes et téléphones	790.000

Par contre, les principales moins-values se sont produites sur les chapitres suivants :

	Moins-values. Roubles.
Paiement de lots	6.021.000
Taxe sur le revenu des valeurs mobilières	962.000

II. *Budget extraordinaire*

	Milliers de r.
En 1894, les recouvrements des onze premiers mois ont été de	27.253
En 1893, ils avaient été de	102.616
Soit, pour 1894, une diminution de	75.363

Les dépenses effectuées pendant les onze premiers mois présentent :

	Milliers r.-cr.
Pour 1894, un total de	66.519
Pour 1893, —	56.568
Soit, pour 1894, un excédent de	9.951

Le Propriétaire-Gérant : Jules Montel.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 ru du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25** fr.
— — Six mois. **14** fr.
Étranger (U.-P.) : Un an...... **32** fr.
— — Six mois.. **18** fr.

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2** fr.
Réclames en 8 points .... **4** »
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission

N° 167. — 7e volume. (12) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 23 mars 1895.

SOMMAIRE DU N° 167

STATISTIQUE GÉNÉRALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 353 à 361.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — Le Nord de l'Espagne. — L'Abaissement du Taux de l'Escompte à la Banque de France. — La Question des Sucres. — Société Ottomane du Chemin de fer Smyrne-Cassaba. — Chemins de fer Brésiliens. — Grande Distillerie E. Cusenier et Cie. — Pages 361 à 371.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris. — Mouvement des Caisses d'Epargne. — Émission et Amortissement des Obligations de Chemins de fer français en 1894. — Société Générale des Chemins de fer Brésiliens. — Ministère des Finances. — Recettes des Chemins de fer. — Canal de Suez. — Pages 371 et 372.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :

ALLEMAGNE : Pages 373 et 374. — ANGLETERRE : Pages 374 et 375. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 375 et 376. — BULGARIE : Pages 376 et 377. — ESPAGNE : Pages 377 et 378. — GRÈCE : Page 378. — ITALIE : Pages 378 à 380. — PORTUGAL : Pages 380 et 381. — ROUMANIE : Page 381. — RUSSIE : Pages 382 à 384.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 22 mars	1.726.9	1.268.9	2.995.8	3.461.6	86	2½
1895 7 mars	2.148.4	1.238.7	3.387.1	3.604.5	94	2½
1895 14 mars	2.143.2	1.239.8	3.383.0	3.593.5	95	2½
1895 21 mars	2.140.6	1.242.8	3.383.4	3.569.9	92	2
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 15 mars	722.5	424.4	1.146.9	1.138.0	101	3½
1895 28 fév..	986.8	383.7	1.370.5	1.230.1	111	3
1895 8 mars	978.9	380.7	1.359.6	1.226.0	111	3
1895 15 mars	982.1	381.9	1.364.0	1.217.0	112	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 22 mars	765.8	»	765.8	613.1	125	2
1895 7 mars	929.6	»	929.6	626.8	149	2
1895 14 mars	924.2	»	924.2	622.3	149	2
1895 21 mars	934.1	»	934.1	617.0	152	2
ANGLETERRE. — Banques d'Écosse						
1894 27 janv.	102.5	20.0	122.5	155.0	79	»
1894 1er déc..	124.3	17.5	141.8	182.0	73	»
1894 29 déc..	117.1	17.0	134.1	182.2	74	»
1895 26 janv.	110.0	16.2	126.2	172.6	73	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1894 27 janv.	67.5	10.0	77.5	157.5	48	»
1894 1er déc..	76.5	10.0	86.5	171.2	50	»
1894 29 déc..	73.1	9.5	82.6	171.2	48	»
1895 26 janv.	71.0	9.4	80.4	162.5	49	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 15 mars	216.1	341.2	557.3	877.0	63	4
1895 28 fév..	358.9	287.9	646.8	973.4	66	4
1895 8 mars	360 8	288.5	649.3	979.7	66	4
1895 15 mars	361.0	289.0	650.0	969.6	67	4

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 15 mars	80.4	37.9	118.3	424.4	28	3
1895 28 fév..	101.0	26.8	127.8	458.1	28	3
1895 7 mars	103.5	27.5	131.0	443.6	29	3
1895 14 mars	102.7	27.3	130.0	448.4	29	3
BULGARIE. — Banque Nationale						
1894 7 janv.	4.8	1.1	5.9	1.3	455	8
1894 21 déc..	10.6	1.1	11.7	1.0	1170	8
1894 31 déc..	10.9	1.2	12.1	0.8	1510	8
1895 7 janv.	9.3	1.0	10.3	0.7	1470	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 28 fév..	72.7	»	72.7	96.0	76	4
1894 31 déc..	86.9	»	86.9	114.8	76	3½
1895 31 janv.	75.5	»	75.5	103.3	73	3½
1895 28 fév..	73.6	»	73.6	99.5	74	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 17 mars	197.9	197.4	395.3	922.4	43	5
1895 2 mars	200.1	297.4	497.5	910.0	55	5
1895 9 mars	200.1	298.8	498.9	914.0	55	5
1895 16 mars	200.1	303.7	503.8	910.5	55	5
GRÈCE. — Banque Nationale						
1894 31 janv.	2.1	»	2.1	112.9	2	6½
1894 30 nov.	1.9	»	1.9	110.5	2	6½
1894 31 déc..	2.0	»	2.0	109.5	2	6½
1895 31 janv.	1.9	»	1.9	108.7	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 17 mars	109.0	178.0	287.0	416.0	68	2½
1895 2 mars	111.5	176.2	287.7	442.0	65	2½
1895 9 mars	111.5	176.8	288.3	442.3	65	2½
1895 16 mars	111.7	177.9	289.6	441.0	65	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 28 fév..	287.0	63.9	350.9	898.7	39	6
1895 10 fév..	301.3	76.4	377.7	778.6	48	5
1895 20 fév..	299.7	70.6	370.3	750.3	49	5
1895 28 fév..	299.0	64.9	363.9	757.2	48	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 28 fév..	92.3	10.8	103.1	245.3	42	6
1895 10 fév..	105.5	10.5	116.0	248.0	46	5
1895 20 fév..	105.5	10.5	116.0	238.8	48	5
1895 28 fév..	105.5	10.5	116.0	229.2	49	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 28 fév..	35.2	1.5	36.7	59.1	61	6
1895 10 fév..	35.2	1.5	36.7	54.0	67	5
1895 20 fév..	35.2	1.5	36.7	51.2	71	5
1895 28 fév..	35.2	1.5	36.7	54.2	67	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1894 31 janv.	32.9	»	32.9	60.6	54	5
1894 30 nov.	30.6	»	30.6	69.3	44	4½
1894 31 déc..	31.4	»	31.4	66.9	47	4½
1895 31 janv.	32.0	»	32.0	62.3	51	4
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1894 14 mars	15.1	35.7	50.8	281.5	18	6
1895 27 fév..	26.7	38.7	65.4	289.4	22	6
1895 6 mars	26.6	39.1	65.7	291.5	22	6
1895 13 mars	26.7	39.0	65.7	294.2	23	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 10 mars	51.7	0.7	52.4	115.1	46	6
1895 23 fév..	42.4	4.5	46.9	96.2	49	6
1895 2 mars	42.9	4.8	47.7	95.6	50	6
1895 9 mars	42.8	5.0	47.8	96.1	50	6

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 1er mars	1.521.2	14.8	1.536.0	3.989.0	38	4%
1895 1er fév..	1.556.0	16.0	1.572.0	4.240.0	37	4
1895 16 fév..	1.557.3	16.2	1.573.5	4.197.5	37	4
1895 1er mars	1.559.5	16.7	1.576.2	4.206.8	37	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1893 30 nov.	21.7	3.9	25.6	45.6	55	»
1894 30 sept.	21.8	3.3	25.1	49.1	51	»
1894 31 oct..	21.8	3.4	25.2	51.0	49	»
1894 30 nov.	21.9	3.5	25.4	49.9	50	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 28 fév..	7.7	4.0	11.7	25.0	47	6
1895 15 fév..	6.3	4.3	10.6	24.3	44	6
1895 22 fév..	6.2	4.4	10.6	24.2	44	6
1895 28 fév..	5.9	4.4	10.3	24.3	42	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1894 31 janv.	23.2	4.3	27.5	60.2	46	4
1894 30 nov.	30.9	4.0	34.9	66.6	53	4
1894 31 déc..	30.8	3.8	34.6	72.6	48	4
1895 31 janv.	30.9	4.5	35.4	62.7	57	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1894 31 janv.	10.2	14.6	24.8	76.5	32	»
1894 30 nov.	10.4	14.0	24.5	84.1	29	»
1894 31 déc..	10.5	18.6	29.1	85.8	34	»
1895 31 janv.	10.4	12.1	22.5	79.6	28	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 17 mars	75.1	17.6	92.7	166.8	55	3
1895 2 mars	83.6	11.4	95.0	173.4	55	2½
1895 9 mars	83.1	10.8	93.9	169.6	55	2½
1895 16 mars	83.0	10.2	93.2	171.9	54	2½

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

1894 22 mars	6 242,2	2 650,7	8 892,9	14 398,6	61%
1895 7 mars	7 354,9	2 615,1	9 970,0	14 877,8	67
1895 14 mars	7 339,7	2 616,7	9 956,4	14 838,6	67
1895 21 mars	7 350,9	2 621,5	9 972,4	14 805,8	67

TOTAUX au 31 décembre

1889 31 déc.	4 734,0	2 192,4	6 926,4	13 416,3	52%
1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	15 fév.	22 fév.	1er mars	8 mars	15 mars	22 mars
Amsterdam	47 87	47 87	47 85	47 90	47 90	47 98
Anvers	100 15	100 19	100 15	100 07	100 01	100 06
Athènes	185 50	185 50	186 50	186 50	186 50	186 50
Barcelone	9 40	8 90	9 »	8 »	7 10	7 20
Berlin	81 15	81 15	81 15	81 »	81 »	80 90
Bruxelles	100 12	100 22	100 12	100 01	99 98	100 06
Bucharest	100 85	100 80	100 80	100 80	100 60	100 50
Constantinople	22 70	22 62	22 61	22 62	22 60	22 65
Francfort	81 17	81 16	81 16	81 07	80 97	80 90
Gènes	101 80	105 35	105 35	105 40	105 37	104 95
Genève	100 21	100 32	100 34	100 36	100 30	100 28
Lisbonne	679 »	678 50	678 »	678 »	679 50	680 »
Londres	25 40	25 36	25 38	25 36	25 37	25 41
Madrid	9 10	8 40	8 82	7 55	7 20	6 95
Rome	104 85	105 30	105 35	105 27	105 40	104 90
Saint-Pétersbourg	36 75	36 85	36 90	36 87	36 95	36 77
Vienne (à vue)	49 30	49 25	49 12	49 05	49 »	48 75
— (à 3 mois)	49 25	49 20	49 05	49 »	48 95	48 70

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	22 fév.	1 mars	8 mars	15 mars	22 mars
Amsterdam. pap. court	4 %	206 50	206 69	206 44	206 37	206 12
Allemagne.. —	4 %	121 87	124 »	122 12	122 19	122 31
Vienne-Tr.. —	4 %	201 37	201 62	202 »	202 37	203 25
Barcelone.. —	4 %	455 »	454 50	461 50	462 25	463 »
Madrid..... —	4 %	455 »	454 50	461 50	462 25	463 »
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	267 75	267 »	267 »	267 50	268 »
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 22½	25 22½	25 21½	25 24	25 27
— ..... ch. court	2 %	25 24	25 24	25 23	25 25½	25 28½
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	3 %	0 19 p	0 15p.	0 03 p.	0 06 p.	0 06 p.
Italie........ —	5 %	5 25 p.	5 37p.	5 25 p.	5 12 p.	4 62 p.
Suisse....... —	2 ½ %	0 37 p.	0 37p.	0 37 p.	0 37 p.	0 31 p.
New-York.........	2 ½ %	515 25	515 »	514 50	514 50	514 50
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	100 15	100 69	101 02	102 34	104 52
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains...**		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres.................		2 47	2 47	2 47	2 47	2 54
Souverains anglais.......		25 20	25 19	25 18	25 22	25 25
Banknotes................		25 21	25 20	25 19	25 23	25 26
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)......		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède.....		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

PAYS EXTRA-EUROPÉENS

NOMS DES PAYS	Valeur au pair en francs	Valeurs en francs au change du jour				
		21 fév.	28 fév.	7 mars	14 mars	21 mars
Etats-Unis (doll. or)..	5 18	5 15	5 15	5 14	5 14	5 14
Mexique (piastre arg.)	5 43	2 47	2 47	2 47	2 17	2 51
Répub. Arg. (peso pap.)	5 »	1 39	1 40	1 40	1 41	1 42
Chili (peso papier)....	5 »	1 73	1 69	1 77	1 77	1 77
Brésil (milreis papier)	2 60	1 05	1 04	1 »	1 01	1 02
Indes (roupie argent).	2 38	1 36	1 35	1 35	1 35	1 37
Japon (yen argent)...	5 39	2 57	2 57	2 57	2 51	2 68
Chine (Shanghaï) (taël arg.)	7 47	3 58	3 58	3 60	3 62	3 68

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 22 mars 1895 :

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*......	99 94	Billets *Allemands*....	100 06
En *Angleterre*......	99 81	— *Anglais*.......	100 19
En *Autr.-Hongrie*...	102 29	— *Austro-Hongr.*	97 75
En *Belgique*........	100 06	— *Belges*........	99 94
En *Espagne*........	106 92	— *Espagnols*....	93 52
En *Grèce*............	186 50	— *Grecs*.........	53 61
En *Hollande*.......	100 87	— *Hollandais*....	99 13
En *Italie*...........	104 84	— *Italiens*.......	95 38
En *Russie*..........	147 77	— *Russes*........	67 67
En *Suisse*..........	100 31	— *Suisses*.......	99 69
Aux *Etats-Unis*.....	100 68	Pièces des *Etats-Unis*.	99 32
Au *Mexique*........	213 77	— du *Mexique*...	46 77
En *Rép. Argentine*.	352 ..	Billets *Rép. Argentine*.	28 40
Au *Chili*............	282 48	— du *Chili*.......	35 40
Au *Brésil*...........	254 90	— du *Brésil*......	39 23
Aux *Indes*..........	173 72	Pièces des *Indes*.....	57 56
Au *Japon*...........	201 11	— du *Japon*......	49 72
En *Chine*...........	202 98	— de la *Chine*....	49 26

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 22 mars 1895.

Le papier hollandais est toujours à peu près aux mêmes cours avec tendance à la baisse ; au contraire, le papier allemand gagne chaque semaine quelques centimes, la cause en est due à l'écart de 1 0/0, qui existe entre le taux de l'escompte officiel à Paris et à Berlin ; c'est du reste un fait que nous observons pour d'autres places.

La *Valuta* est plus faible à 203 25 sans autre raison

qu'un peu de tension dans la situation de la Bourse à Vienne.

La devise espagnole continue à monter malgré le gâchis politique, nous avons trop de fois expliqué cette reprise pour avoir besoin d'y revenir. La décision du Nord-Espagne de payer ses coupons en pesetas inquiète les milieux financiers ; il ne manque pas de gens pour conseiller au Gouvernement de suivre cet exemple et de payer en monnaie espagnole les arrérages de l'Extérieure placée à l'étranger ; tout cela est de nature à ébranler sérieusement le crédit de l'Espagne auquel de nouvelles secousses pourraient devenir funestes.

En Portugal la prime de l'or est de 26 1/2.

Le rouble est ferme à 268.

Le Londres continue à hausser, il est probable qu'on doit en chercher l'explication dans les achats de mines effectués par le marché de Paris. Tant que l'escompte a été à 2 1/2 0/0 à Paris, l'effet de nos paiements ne s'est pas manifesté, il est visible aujourd'hui.

Le change italien a sensiblement baissé, la perte est réduite à 4 62 0/0.

Le New-York est à 514 50, il y a lieu de croire que les exportations d'or ne tarderont pas à reprendre.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	21 fév.	28 fév.	7 mars	11 mars	21 mars
Hong-Kong	1/11 7/8	1/11 3/4	1/11 3/4	2/. ./.	2/0 5/8
Shanghaï.......	2/9 1/8	2/9 1/8	2/9 1/4	2/9 1/2	2/10 ./.
Yokohama	1/11 3/4	1/11 3/4	1/11 3/4	1/11 1/4	2/0 3/4
Valeurs à vue :					
Singapoure.....	1/11 3/4	1/11 3/4	1/11 7/8	2/0 1/8	2/1 ./.
Bombay	1/1	1/0 7/8	1/0 27/32	1/0 29/32	1/1 3/32
Calcutta...	1/1	1/0 7/8	1/0 27/32	1/0 15/16	1/1 3/32
Rio-Janeiro.	10 ./.	9 15/16	9 1/2	9 5/8	9 3/4
Valparaiso.....	16 1/2	16 5/8	16 15/16	16 7/8	16 13/16
Buenos-Ayres, prime de l'or..	259	255	255 1/2	253	252
Argent en barres	27 1/2	27 9/16	27 5/8	27 15/16	28 11/16

Les changes de l'Extrême-Orient se sont améliorés sur toute la ligne à la suite de la hausse de l'argent-métal, il en est de même des changes indiens.

Les devises brésiliennes et chiliennes sont fermes avec légère tendance à la hausse.

La prime de l'or à Buenos-Ayres est à 252, mais dans les cours actuels, une fluctuation de quelques points n'a pas de signification.

L'or est au pair à Paris et à Londres.

L'argent-métal, sous l'influence de demandes pour l'Extrême-Orient et aussi dans l'espoir de voir aboutir les projets bimétallistes qui attirent si vivement l'attention publique, se relève et passe à 104 fr. 52 le kilo.

La *Banque Nationale de Belgique* a réduit le taux de son escompte le 16 mars à 2 1/2, c'est la conséquence de la mesure prise le 14 mars par la Banque de France.

Encaisses. — Circulation fiduciaire.

Nous avons encore une nouvelle diminution d'or à la *Banque de France*, elle est exclusivement due à des sorties de matières, car la circulation a rendu plus qu'elle n'a demandé. Voici le détail des mouvements :

Il a été pris, à Paris, 3.462.000 fr. de matières et la circulation a rendu 766.000 fr. En succursales, la circulation a prélevé 46.000 fr., mais il est venu 176.000 fr. de l'étranger.

La diminution nette de l'encaisse est, par suite, de 2.566.000 fr.

L'argent a augmenté de 3.032.000 fr. Il est rentré, par la circulation, 2.302.000 fr. à Paris et 185.000 fr. dans les succursales, qui ont reçu, en outre, 200.000 fr. de Belgique, 430.000 fr. de Suisse et expédié 85.000 fr. à la Réunion.

La circulation fiduciaire a diminué de 23.600.000 fr.

La *Banque d'Allemagne* a gagné 4.400.000 fr. d'or et d'argent.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par une entrée totale de 5.425.000 francs ; il ne s'est produit aucune sortie. La circulation ayant rendu 4.475.000 francs, l'augmentation du métal jaune a été de 9 millions 900.000 fr.

Voici le détail des entrées :

14	mars	Achat en barres £	95.000
15	»	Continent........	5.000
16	»	Achat en barres..	9.000
»	»	Australie.........	5.000
18	»	Lisbonne.........	33.000
20	»	Egypte...........	50.000
»	»	Australie.........	20.000
		Total des entrées.....	217.000

Aucun changement à signaler à la *Banque d'Autriche-Hongrie.*

A la *Banque de Belgique*, il y a une diminution d'encaisse d'un million et une augmentation de 4 millions 800.000 fr. dans la circulation.

La *Banque d'Espagne* a reçu 4.900.000 fr. d'argent, il y a réellement pléthore de métal blanc, il semble arriver surtout par les comptes-courants, les dépôts et les recettes, car la circulation a une tendance à diminuer. La Banque agirait sagement en remettant une partie de cet énorme stock en circulation par le retrait d'une certaine quantité de billets.

La *Banque d'Italie* du 20 au 28 février a perdu 700.000 fr. d'or et 5.700.000 fr. d'argent, elle a eu à répondre à des besoins assez sérieux, car sa circulation, qu'elle s'efforce de diminuer — un peu trop vite même selon nous — a augmenté de 6.900 000 francs.

Aucun changement dans les encaisses des *banques de Naples et de Sicile*, mais la circulation de l'une a diminué de 9.600.000 fr. et celle de l'autre a augmenté de 3 millions.

L'encaisse n'a guère varié à la *Banque de Portugal*, la circulation ne cesse de grossir, c'est la conséquence du dernier traité avec l'Etat.

A la *Banque de Roumanie* il y a encore une petite sortie d'or.

Les comptes encaisse et circulation de la *Banque de Russie* restent à peu près stationnaires ; voici le détail des existences d'or dans cet Etablissement à la date du 1er mars :

Encaisse de la Banque et fonds d'échange des billets de crédit.............. Fr.	1.559.500.000
Fonds à l'étranger.....................	34.300.000
Or appartenant au Trésor en dépôt à la Banque..............................	814.800.000
Total...	2.408.600.000

L'encaisse or de la *Banque de Serbie* tend rapidement vers zéro ; il est singulier qu'en présence d'un écart de 52 0/0 entre la valeur de l'or et celle de l'argent, cette Banque s'engage à donner de l'or moyennant une simple surprime de 1 1/2 0/0 sur l'escompte.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 25 févr. au 2 mars	depuis le 1er janv.	du 25 févr. au 2 mars	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	8.008.800	3.333.553	4.642.492
France.........	»	11.916.400	»	560.078
Allemagne......	»	5.772.036	987.900	1.044.642
Autres pays....	46.000	1.125.712	15.250	120.753
Total 1895...	46.000	26.822.948	4.336.703	6.367.965
Total 1894...	1.786.412	5.557.075	459.051	2.215.706
— 1893...	673.080	26.382.648	6.035	176.754
ARGENT				
Grande-Bretagne	615.500	5.060.590	»	40.730
France.........	»	»	»	1.900
Allemagne......	»	4.098	»	1.380
Autres pays....	18.248	109.589	23.823	169.968
Total 1895...	633.748	5.174.277	23.823	213.978
— 1894...	807.074	7.448.346	2.122	247.355
— 1893...	622.585	5.072.974	595.924	1.492.406

		Encaisse des Banques associées de New-York
1894.....	17 mars	98.600.000 dollars
1895.....	2 mars	69.600.000 —
1895.....	9 mars	67.200.000 —
1895.....	16 mars	67.600.000 —

L'or a repris le chemin de New-York, mais d'une manière tout artificielle et en dépit du change. Il n'est pas probable que ce mouvement puisse durer longtemps.

Les *Banques associées* semblent regarnir un peu leur encaisse.

Voici le tableau de l'encaisse et de la circulation du Trésor à la date du 28 février :

Or : Barres............ $	44.500.000	
Monnaies	94.100.000	
		138.600.000
Argent : Barres	124.600.000	
Monnaies	384.300.000	
		508.900.000
Total de l'encaisse		647.500.000
Greensbacks et autres billets..........$		304.600.000
Certificats d'or		51.500.000
Certificats d'argent et Billets du Trésor de 1890		440.000.000
Total de la circulation		796.100.000
Réserve d'or....................		87.100.000

La réserve du Trésor a augmenté depuis la publication de ces chiffres : elle est, aujourd'hui, de 90.205.349 dollars.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

Bimétallisme et libre-échange

Nos grands confrères monométallistes, le *Temps* et les *Débats*, dans le but évident de rendre le *bimétallisme international* suspect aux yeux des producteurs, des négociants et des Chambres de commerce libre-échangistes, persistent à affirmer que la théorie monétaire — dont nous avons posé les bases et les principes dans l'*Economiste Européen* — n'est qu'une invention du protectionnisme.

Ils croient, ou feignent de croire, que le *bimétallisme international* n'est qu'une sorte de paravent derrière lequel M. Méline et ses amis cherchent à masquer les résultats de leur politique économique. Leur habile diversion n'a pas réussi à égarer la Chambre de commerce de Marseille, qui vient d'adresser à M. André Lebon, notre Ministre du commerce, une délibération des plus remarquables en faveur du *bimétallisme international*, dont on trouvera le texte ci-après, et dont les termes — rigoureusement conformes dans le fond et dans la forme à ce que nous avons toujours défendu dans notre journal — prouvent, d'une manière irréfutable, que l'on peut être *bimétalliste* sans déroger d'un iota aux principes de la liberté commerciale.

Mais le *Temps* et les *Débats* peuvent encore soutenir que la délibération de la Chambre de commerce de Marseille — qu'ils semblent d'ailleurs ignorer — laisse entière la question de l'origine et de la parenté du *bimétallisme*. Mes honorables confrères me permettront de répondre à leurs insinuations par quelques faits précis.

J'ai dit, dans mon dernier article, et c'est un premier fait indéniable, que tous les industriels, tous les producteurs libre-échangistes du Lancashire — la Chambre de commerce de Manchester en tête — sont aujourd'hui (mars 1895) des bimétallistes convaincus. Or, tout le monde sait que Manchester a été le berceau du libre-échange anglais.

C'est, en effet, dans cette grande cité industrielle que fut définitivement organisée, en 1839, la fameuse *Anti-corn-law-League*, dont les travaux et l'active propagande ramenèrent d'abord toutes les querelles des partis anglais sur le terrain économique et parvinrent, après huit années d'ardentes discussions, à doter l'Angleterre du régime de la liberté commerciale.

Ce qui se passe en ce moment dans le Royaume-Uni en faveur du *bimétallisme international* rappelle, à s'y méprendre, cette grande période que la mémorable session de 1846 couronna par ses lois libre-échangistes. C'est encore à Manchester et dans le Lancashire qu'est née, il y a sept ans, l'idée de la réforme monétaire ; c'est de ce centre producteur par excellence que sont parties les premières attaques contre l'étalon unique d'or.

Comme en 1839 pour la liberté commerciale, c'est la grande Chambre de commerce de Manchester qui a pris la tête du mouvement bimétalliste anglais et qui a démontré, par des rapports saisissants (que nous servirons un jour à nos monométallistes français s'ils s'obstinent encore à affirmer que le *bimétallisme* et le *libre-échange* partent de principes économiques opposés), que la disqualification de l'argent portait un préjudice énorme à la puissance industrielle et commerciale de la Grande-Bretagne.

Au mois de mars 1892, voilà juste trois années, la Chambre de commerce de Manchester, résumant ses travaux sur la question, adressait au Gouvernement de la Reine la fameuse résolution suivante, qui a été la première manifestation officielle de l'évolution anglaise en faveur de la réhabilitation de l'argent :

> Les conditions défavorables dans lesquelles se trouve le commerce anglais depuis longtemps, sans que l'on puisse s'attendre à une amélioration dans l'avenir, sont causées *principalement* par les fluctuations fréquentes et violentes dans les changes avec l'Inde, la Chine et les autres contrées à étalon d'argent.
>
> L'opinion de la Chambre est donc que le Gouvernement devrait prendre immédiatement ses dispositions pour provoquer une Convention *sur les bases d'une entente internationale* afin d'assurer un change fixe entre l'or et l'argent.

Le change fixe entre l'or et l'argent ne peut être obtenu — ainsi que cela a été démontré à la Conférence internationale bimétallique de Londres de mai 1894 — que par le *bimétallisme international*.

Peut-il y avoir un doute sur le caractère de l'évolution économique anglaise qui s'accomplit sous nos yeux et sur l'objectif poursuivi par la *Bimetallic League*, dont la création et le fonctionnement rappellent d'une manière si parfaite les travaux et la propagande de l'*Anti-corn-law-League* de 1839 ? La simple lecture du but général que la *Bimetallic League* a inscrit en tête de ses statuts suffit pour établir ses intentions :

> Le *but général* que poursuit la Ligue est d'assurer, au moyen d'une entente internationale, l'ouverture des Hôtels des monnaies dans les principales nations commerçantes, *à la frappe illimitée de l'argent et de l'or*, suivant un Rapport fixe qui pourrait être adopté par ces nations.
>
> Le pair du change (entre les pays métalliques) serait ainsi obtenu ; les deux métaux précieux reprendraient leur caractère international en tant que *monnaie* et passeraient librement d'un pays à l'autre suivant les besoins monétaires des divers marchés.

Et, chose vraiment singulière, alors que les professeurs d'économie politique français et les journaux monométallistes les plus autorisés, comme le *Temps* et les *Débats*, combattent le *bimétallisme international* au nom des principes du libre-échange, c'est précisément pour défendre la liberté commerciale et le commerce d'exportation, de jour en jour plus menacés par la transformation des pays nouveaux, et par la dépréciation de l'argent métal, que tous les professeurs d'économie politique et la presque unanimité des producteurs anglais — car le courant bimétallique a maintenant gagné tous les grands centres de la production britannique — réclament le *bimétallisme international!*

Cette divergence d'opinion entre les professeurs français et anglais d'une science qui a la prétention de s'appuyer sur des principes immuables, est un phénomène bien curieux que j'analyserai prochainement. En attendant, je me contente de reproduire ici la déclara-

tion que le Rt Hon. Léonard H. Courtney, membre du Parlement anglais (qui vient précisément de refuser de se laisser présenter comme speaker de la Chambre des Communes) et l'un des économistes les plus éminents du Royaume-Uni, a consignée dans le Rapport qu'il a présenté à la Conférence internationale de Londres sur : *La possibilité de maintenir un Rapport stable entre l'or et l'argent par suite d'un accord bimétallique international.*

Les professeurs n'ont pas grande autorité dans le monde des affaires. Les esprits incultes résistent à leur tyrannie avec une admirable obstination. Si les professeurs guidaient l'action nationale, les Etats-Unis eussent adopté depuis longtemps le libre-échange. Il n'est pas toujours facile de retrouver dans la législation française l'enseignement qui a distingué, à un si haut point, les écoles d'Economie politique en France. Toutefois, il me sera permis de citer ce fait que *tous* les professeurs d'économie politique du Royaume-Uni sont prêts à signer une *déclaration*, après en avoir mûrement délibéré, non seulement en faveur de la *possibilité* d'une entente bimétallique internationale, mais aussi en faveur de sa *nécessité*.

Je n'ai reproduit cette déclaration que pour avoir l'occasion de rappeler que le Rt Hon. Léonard H. Courtney et tous les professeurs d'économie politique de l'Angleterre, sont restés, malgré leur conversion raisonnée au *bimétallisme international*, des libre-échangistes passionnés.

Les libre-échangistes anglais avaient encore contre eux en 1844 le Gouvernement de la reine, la majorité de la Chambre des Communes et de la Chambre des Lords, et, surtout, toute la grande presse du Royaume-Uni. Le *Times* était le plus ardent à combattre leurs théories économiques, mais, sous la pression de l'opinion publique, convertie en masse aux idées des *free-traders* de Manchester, le *Times* se rallia en 1845 au pavillon libre-échangiste.

En 1846, Robert Peel, que les Anglais considèrent avec raison comme un de leurs plus grands hommes d'Etat, abandonna à son tour le parti *chartiste* ou protectionniste auquel il appartenait, qui l'avait porté au pouvoir, et parvint à faire adopter par le Parlement les idées économiques de Richard Cobden et de l'école de Manchester.

« Ce que le Lancashire pense aujourd'hui, l'Angleterre le pensera demain ! » dit un vieux proverbe anglais que M. Foxwell a rappelé au Congrès monétaire de 1889.

En 1888, à l'époque où la *Bimetallic League* s'est constituée, il n'y avait pas un seul bimétalliste à la Chambre des Communes. Dans son numéro du 27 février dernier, le *Times*, rendant compte de la séance dans laquelle la motion Everett a été adoptée, a fait cette constatation symptomatique :

Il y avait dans tout le discours du Chancelier de l'Echiquier, une note d'inquiétude, même lorsque son argumentation devenait très serrée, et sa conclusion accuse un sentiment qu'il serait imprudent, pour la presse, d'analyser de trop près. *Si sir William Harcourt avait été sûr de sa majorité*, il lui eût été impossible d'admettre que la motion de M. Everett était inoffensive, incolore et qu'elle n'engageait personne.

Nous n'avons jamais écrit, ni même pensé, que le Cabinet anglais actuel trahirait les doctrines monométallistes-or de son premier chef, M. Gladstone, ni que sir William Harcourt deviendrait un Robert Peel. Mais le *demain* du proverbe anglais signifie actuellement : *après les prochaines élections*. Que le *Temps* et les *Débats* affirment que les bimétallistes anglais se trompent dans leurs calculs et que nous nous trompons avec eux, c'est assurément un droit d'hypothèse qu'ils peuvent exercer. Mais, au nom de la logique, qu'ils cessent d'accuser les bimétallistes français de protectionnisme, car, en le faisant, ils accusent aussi leurs frères en économie politique de Manchester et du Lancashire.

EDMOND THÉRY.

La Chambre de Commerce de Marseille et le Bimétallisme international

La Chambre de commerce de Marseille a adressé la lettre suivante à M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes :

Marseille, le 12 mars 1895.

Monsieur le Ministre,

Le monde entier subit, depuis quelques années, une crise économique d'une grande intensité qui se manifeste essentiellement par la dépréciation constante de la valeur des produits bruts et manufacturés.

Cet état de choses a des causes multiples, dont les principales sont les perfectionnements apportés dans les méthodes de la culture, la rapidité avec laquelle elle peut, par l'emploi des machines agricoles, préparer ses produits pour les mettre à la disposition du consommateur et la facilité des transports, jointes à une extension des moyens de pénétration appliqués à l'exploitation de régions fermées jusqu'ici à l'exploration commerciale.

Il est résulté de cet ensemble de faits une surproduction qui dépasse temporairement les besoins de la consommation dont les facultés sont, d'ailleurs, limitées par les droits que de nombreux Etats, pour échapper aux effets de cette situation, ont opposés à l'introduction, sur leurs territoires, d'un très grand nombre de produits.

Ces droits élevés, ou même prohibitifs, ne permettent pas aux consommateurs des pays qui les ont appliqués de bénéficier des bas prix que la surproduction a entraînés et, en satisfaisant plus largement leurs besoins, de diminuer l'écart qui existe entre la production universelle et la consommation générale du monde.

Certains de ces Etats ont même aggravé les conséquences de ces dispositions restrictives en allouant, pour diverses denrées, à leurs producteurs nationaux des primes qui ont accru dans une proportion très au delà du simple au double, la production normale de ces denrées.

Cet état de choses est bien connu de vous, Monsieur le Ministre, et, il ne nous paraît pas qu'il y ait intérêt à le décrire plus complètement dans ses causes et dans ses effets. Le temps pouvant seul atténuer la situation que nous visons, l'expérience pouvant seule aussi démontrer que les obstacles locaux que l'on prétend opposer à la situation générale des choses ne peuvent qu'aggraver les conséquences des faits que nous observons, qui ne sont qu'une manifestation de la marche de l'humanité vers un progrès réel qui substituera l'abondance aux déficits et aux disettes périodiques qui décimaient les nations même les plus civilisées, dans les époques antérieures.

Mais, en dehors de cette surproduction avec laquelle se nivelleront progressivement les besoins de la consommation, il est un facteur de la dépréciation de la valeur des produits qu'il importe de signaler, parce qu'il fausse absolument les conditions des relations internationales, parce qu'il est, à des degrés divers, préjudiciable à tous, parce que, enfin, s'il est impossible de prévaloir contre les effets temporaires ou non de la surproduction, il suffit de l'accord des pays les plus intéressés pour mettre fin aux maux qui résultent de la dépréciation du métal « argent ».

L'or et l'argent ont constitué, depuis les temps les plus reculés jusques à nos jours, les deux métaux que les hommes ont adoptés comme monnaie. Leur valeur relative a été, jusques à ces dernières années, presque immuable et, en remontant très haut dans l'histoire, on trouve cette relation fixée successivement de 11 à 15 1/2 parties d'argent pour une partie d'or, cette dernière proportion de 15 1/2 à un pour la valeur relative de l'argent à l'or ayant été maintenue pendant les 200 dernières années.

Que s'est-il passé depuis ?

La proportion d'or et d'argent existant dans le monde représente pour chaque métal, sur les bases indiquées ci-dessus, une valeur à peu près égale et, cependant, l'argent s'est déprécié, en dernier lieu, relativement à l'or, dans la proportion de 15 1/2 à 34.

Ce fait s'est produit à raison de la démonétisation de l'argent par plusieurs Etats parmi les plus riches et les plus importants.

Quelles en sont les conséquences ?

Le monde se divise aujourd'hui en :

Etats dont la monnaie est à étalon d'or.

Etats dont la monnaie est à étalon d'argent.

Etats dont la monnaie est le papier avec cours forcé.

Pour ces derniers, une entente internationale paraît bien difficile, mais ils ne sont ni les plus nombreux, ni les plus importants et, d'ailleurs, la dépréciation de leur monnaie est à peu près aussi grande sur leurs marchés intérieurs que sur le marché international et n'entraîne pas, par suite, les conséquences que nous allons avoir à observer chez les pays à

étalon d'argent. Ceux-ci ont conservé la monnaie qui a été de tout temps la leur ; monnaie de bon aloi, récemment encore monnaie universelle.

Mais cette monnaie, ils peuvent l'acquérir aujourd'hui à bien moindre prix qu'autrefois, alors qu'elle conserve, sur leur marché intérieur, la même puissance libératoire que quand l'argent avait une valeur double de celle qu'il a conservée sur le marché international. Il suit de là que ces pays acquittent, chez eux, la main-d'œuvre, les frais de transport, etc., à bien moindre prix que ne peuvent le faire les pays à étalon d'or et qu'ils sont, par suite, bien mieux placés que ces derniers pour la production agricole et industrielle qui sera déversée sur le marché universel.

Ils ont, il est vrai, à subir les conséquences de la dépréciation de leur monnaie pour leurs opérations d'importation, pour les sommes qu'ils doivent à l'étranger, qui sont aggravées de toute la perte que subit le change de leur pays sur le marché international.

Cette situation les amène à s'abstenir, dans toute la mesure du possible, de ces achats à l'étranger devenus ainsi onéreux pour eux et, comme ils sont généralement producteurs des matières premières qu'ils fournissent à l'industrie étrangère à qui ils achetaient autrefois leurs produits manufacturés, ils tendent chaque jour davantage à établir chez eux les industries dont ils étaient autrefois tributaires, qui s'y développent avec d'autant plus de facilité qu'elles trouvent sur leur territoire le bas prix de la matière première et de la main-d'œuvre.

De l'ensemble de ces faits, il résulte que la situation est grave déjà et doit s'aggraver encore, s'il n'y est porté remède aussi bien pour ce qui est relatif aux opérations d'importation avec ces contrées que pour ce qui concerne leurs exportations.

Sur ce dernier point, c'est en vain que, pour établir l'équilibre entre les facultés des uns et des autres, les pays à étalon d'or prétendraient frapper de droits spéciaux les produits des Etats à étalon d'argent.

Les droits protecteurs ou autres ont pour conséquence inévitable le renchérissement de la vie dans les pays qui les appliquent et, perçus aux frontières des Etats à étalon d'or, ils ne pourraient qu'aggraver encore la disproportion qui résulte déjà dans leurs facultés de production à bon marché du fait de la différence dans la valeur de la monnaie qu'ils emploient.

Ces dispositions, ces droits opposés comme compensation aux avantages que les Etats à étalon d'argent ont certainement comme exportation, ne sauraient, d'ailleurs, avoir la moindre efficacité que s'ils étaient appliqués par tous les Etats à étalon d'or, car si un seul de ces derniers, l'Angleterre par exemple, se refusait à les adopter, ils seraient de nul effet, puisque cette puissance deviendrait, à son profit exclusif, le débouché que les autres Etats auraient repoussé pour recevoir, par contre, avec majoration de prix, les produits similaires d'autres régions.

La situation est donc grave, elle l'est surtout de ce fait que les deux tiers environ des Etats sont à étalon d'argent, alors qu'un tiers seulement a adopté l'étalon d'or.

Et, cependant, si la situation est grave, elle n'est pas inextricable et il suffirait d'une entente entre ces dernières nations pour reprendre la frappe de la monnaie d'argent, en fixant sa valeur relative à l'égard de l'or pour mettre fin à un état de choses qui, s'il devait se perpétuer, entraînerait les conséquences les plus graves et les plus désastreuses.

C'est à raison de ces considérations que la Chambre de commerce a applaudi très sincèrement aux déclarations de M. le Président du Conseil des Ministres reconnaissant l'intérêt que présenterait la réunion d'une Conférence internationale qui aurait pour mission d'étudier et de résoudre la situation que nous avons l'honneur de vous signaler.

La Chambre s'est vivement félicitée du bon accueil qui a été fait à cette déclaration par les représentants des pays voisins dont le concours pourra assurer bonne et prompte solution de cette grave question et dont l'attitude a d'autant plus lieu de nous réjouir qu'ils avaient été, jusqu'ici, plus ardents à repousser cette solution.

Nous vous serions reconnaissants, monsieur le Ministre, de vouloir bien appuyer de votre autorité la plus prompte réunion possible de cette Conférence et nous souhaitons vivement qu'elle puisse avoir bientôt les résultats que tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de notre prospérité commerciale et industrielle sont fondés à en attendre.

Veuillez agréer, etc.

Le Président de la Chambre de commerce,
AUGUSTIN FÉRAUD.

Le Bimétallisme au Conseil d'État de Prusse

Les travaux du Conseil d'Etat, relatifs à la question monétaire, ont été clos vendredi 15 mars, et, à ce propos, notre correspondant de Berlin nous adresse les renseignements suivants :

Les débats du Conseil d'Etat ont abouti à un résultat important pour les *bimétallistes.* Le parti monométalliste-or avait choisi comme rapporteur un de ses membres les plus habiles, le consul général Russel, ainsi que le directeur de la Banque de l'Empire, M. Koch. Les bimétallistes (Mirbach, Kardorff, Leuschner, etc.) ont présenté un programme et se sont ralliés finalement à la motion Huene. Les monométallistes-or ont combattu cette motion, en demandant qu'à la suite des mots « relativement aux mesures à prendre », on spécifiât que ces mesures ne devraient pas modifier notre étalon monétaire.

Mais cette proposition, faite par M. Russel, a été repoussée, et il a été établi que le Conseil d'Etat visait des mesures tendant à modifier notre étalon monétaire! Ce vote constitue un gros échec pour les monométallistes-or.

Le *Moniteur Officiel de l'Empire* a mal reproduit la résolution en y maintenant le membre de phrase qui avait été enlevé par le Conseil d'Etat, mais les réclamations qui se sont produites à ce sujet ont abouti à une rectification.

Voici donc le texte officiel de la résolution votée :

« D'après la déclaration du Chancelier impérial, dans la « séance du Reichstag du 15 février de cette année — considérant l'action déprimante sur la vie économique de l'écart « de valeur sans cesse croissant entre l'or et l'argent — on « doit examiner, avec les Gouvernements confédérés, l'éventualité d'un échange d'idées avec les autres Etats relativement aux mesures à prendre en commun.

« Se référant à cette déclaration, dont il a pris connaissance avec satisfaction, le Conseil d'Etat estime que, actuellement, il n'y a pas lieu de prendre d'autres mesures, « mais qu'il convient d'attendre le résultat des démarches en « perspective. »

Le Mouvement bimétalliste en Allemagne

La nouvelle *Union bimétallique allemande* vient de lancer, à Berlin, l'appel suivant :

Le Parlement allemand a décidé d'inviter les Gouvernements confédérés de l'Allemagne à convoquer une conférence en vue du règlement international de la question monétaire.

Il appartient à l'opinion publique, en Allemagne, d'agir suivant l'esprit de cette résolution en s'associant aux efforts similaires qui se produisent en Angleterre, en France et dans l'ensemble du monde civilisé, de façon à écarter, grâce à la réhabilitation de l'argent, les maux qui pèsent si lourdement sur notre vie économique, non seulement sur l'agriculture, mais aussi sur l'industrie et le commerce ; ces maux entraînent la diminution des emplois et des salaires pour les classes ouvrières et, préparent la révolution sociale ; ils résultent principalement de la dépréciation de l'argent dont l'épreuve est condamnée.

Le but des efforts bimétallistes n'est pas de détériorer la monnaie ou de lui enlever sa valeur, ou encore de se livrer à une expérience dangereuse pour la sécurité économique de l'Allemagne ; pas plus que tout autre pays isolé, l'Allemagne ne peut ni ne veut résoudre à elle seule la question monétaire, mais elle doit agir, dans le concert des nations, pour que le monde civilisé mette un terme aux fluctuations du prix de l'argent par rapport à l'or et à la hausse de ce dernier métal, au moyen d'un double étalon international argent et or, de façon à établir une relation fixe pour les échanges intérieurs et de pays à pays.

Il s'agit, non pas d'écarter la monnaie d'or indispensable aux transactions modernes, mais d'assurer celles-ci par l'emploi international et complet de la monnaie d'argent avec une valeur qui ne soit plus, comme aujourd'hui, dépréciée de 50 à 60 0/0.

La lutte contre l'étalon-or n'est pas simplement une question monétaire ; c'est la plus importante des questions économiques et sociales. La baisse, sans précédent, des prix équivaut à un renchérissement de la monnaie Le fait que cette baisse ne s'est pas produite dans les pays à circulation d'argent démontre que sa principale cause réside dans la hausse de l'or provoquée par la démonétisation de l'argent. Seule, la réhabilitation du métal blanc est susceptible de faire hausser les prix pour l'agriculture et l'industrie et d'amener un relèvement de la situation économique, en arrêtant la ruine générale.

La crise économique a déjà porté atteinte au capital par les suspensions de paiement et les conversions ; elle a frappé, de même, les fonctionnaires, professeurs et employés, en rendant impossible les augmentations de traitement. En venant en aide aux producteurs on contribuera donc à assurer le bien-être général.

Le parti monométalliste-or répand intentionnellement — et

souvent avec succès — le bruit que la question monétaire est obscure, incompréhensible et, par suite, inabordable pour le peuple ; la question monétaire est assez simple pour être comprise par tout le monde et, en prétendant le contraire, on délivre une attestation de pauvreté d'esprit à la nation allemande.

Les principes de la science monétaire ne sont pas attaqués ; c'est précisément sur eux que repose la nécessité de rétablir le *bimétallisme*, c'est-à-dire l'emploi international des deux métaux précieux comme monnaie.

Les marchandises ne sont pas toutes soumises à des fluctuations égales de valeur par rapport à la monnaie ; la valeur de la monnaie varie elle même et suivant qu'elle hausse ou qu'elle baisse sur le marché du monde, la monnaie achètera plus ou moins de marchandises, qui seront à bon marché ou cher. Un système monétaire, tel que l'unique étalon-or, qui a pour conséquence un renchérissement de la monnaie et qui nuit et nuira encore à tous les producteurs et débiteurs ne saurait être toléré et ne peut être durable chez aucun peuple.

Cette idée pénètre dans tous les pays et aussi en Allemagne, dans les milieux populaires ; elle grandit toujours plus dans l'opinion publique. Et le jour où le peuple se rendra pleinement compte de l'importance qu'a la question monétaire pour le bien-être général, il se produira dans le pays un mouvement tel que les représentants des intérêts des gros capitalistes devront s'incliner.

Le Syndicat allemand pour le double étalon international, existant depuis 1882, a consacré tous ses efforts pour arriver à ce résultat. Mais, comme la solution de la question monétaire s'impose d'une façon impérieuse, nous estimons que le mouvement *bimétalliste* doit être dirigé d'une façon plus serrée en Allemagne, comme il l'est en France. Ces considérations nous ont décidés à convertir le Syndicat allemand pour le double étalon en une *Union bimétalliste allemande*. Cette Union a pour objet d'amener, au moyen d'une entente internationale entre les principales nations commerçantes, l'emploi libre et illimité des deux métaux précieux comme monnaies.

L'*Union bimétalliste allemande* cherchera à atteindre le but visé en luttant dans une revue mensuelle, dans des brochures, dans des articles, par des propositions et des influences sur les Gouvernements et les Parlements, et en rendant compte de tous les efforts faits aussi bien dans le pays qu'à l'étranger en vue du règlement international de la question monétaire.

En conséquence, nous invitons toutes les personnes qui s'intéressent au mouvement bimétalliste allemand à se faire inscrire comme membres de l'Union.

. . . .

Jusqu'à nouvel ordre, M. Emile Aschendorff, à Berlin, a accepté de s'occuper de l'administration ; le trésorier est M. Hermann Richter, banquier à Berlin.

Cet appel est signé par le Conseil de l'*Union bimétalliste allemande*, composé comme suit :

MM. Ackermann-Salisch, assesseur du Gouvernement; Dr Otto Arendt, membre de la Chambre de Prusse; Dr Baedeker, d'Essen, libraire; Otto de Bar, de Langelage, propriétaire; comte de Bismarck-Schoenhausen, ministre d'Etat et secrétaire d'Etat; le chambellan Dr de Fregge, d'Abtnaundorf, membre du Reichstag; de Hammerstein, de Berlin, membre du Reichstag et de la Chambre de Prusse; le chambellan de Landsberg, de Drensteinfurt, membre de la Chambre des Seigneurs; le pasteur Jaeger, de Werder; le conseiller provincial de Kardorff, de Wabnitz, membre du Reichstag et de la Chambre des députés; John A. Leber, de Dusseldorf; le conseiller secret des mines Leuschner, membre du Reichstag; Liebermann, de Sonnenberg, membre du Reichstag; de Manteuffel, premier vice-président de la Chambre des Seigneurs et membre du Reichstag; le conseiller aulique Dr Mehnert, de Dresde, membre de la Chambre de Saxe; Otto Meurer, à Cologne; comte de Mirbach, membre de la Chambre des Seigneurs et du Reichstag; le bourguemestre Mooren, membre du Reichstag et de la Chambre des députés; Gottfried Pastor, à Aix-la-Chapelle, conseiller de commerce; le commissaire impérial, Dr Karl Peters; le professeur Pierstorff, d'Iéna; de Ploetz, membre du Reichstag et de la Chambre des députés, premier président de l'Union des Agriculteurs; le major général en activité, H. de Poser; G. Naedlitz, à Berlin; L. de Reden, propriétaire à Hastenbeck; le conseiller des domaines Rettich, à Rostock, membre du Reichstag; de Riepenhauser, membre de la Chambre des députés; de Schalscha, membre de la Chambre des députés; G. A. Schlechtendahl, de Barmen; Dr de Schorlemer-Alst, membre de la Chambre des Seigneurs; Dr Schroeder, de Poggelow, propriétaire; le conseiller du Gouvernement, R. Schneck, de Berlin; de Sydow, de Dobberpfuhl; A. Tenge, de Niederbarkhausen, propriétaire; Carl de Thüngen, propriétaire à Roszbach, président de l'Union des Agriculteurs bavarois; vice-consul Wilmanns à Berlin; Otto Wulfing, industriel à Gladbach; de Zypen, industriel à Cologne.

Ajoutons que l'*Union bimétallique allemande* a élu, comme président, M. de Kardorff et comme vice-présidents : le comte Mirbach, MM. Leuschner, de Zypen, un grand industriel de Cologne ; le comte Herbert Bismarck fait également partie du Bureau.

Le Retrait de Florins de papier en Autriche-Hongrie

Conformément aux prescriptions de la loi de 1892, il a été retiré de la circulation, jusqu'à la fin du mois de février 1895, des florins de papier (en appoints de 1, 5 et 50 fl.) pour une somme totale de 81.616.790 florins. Ils ont été détruits et la Dette flottante commune, qui s'élevait à 312 millions de florins, n'est plus aujourd'hui que de 230.380.210 florins. Une partie notable de la monnaie fiduciaire ainsi retirée de la circulation a été rachetée à l'aide des excédents disponibles dans les caisses publiques.

Les Frappes d'Argent en Espagne

Le Ministre, dit l'*Economista*, évalue à trois millions de pesetas les bénéfices de l'Hôtel des monnaies pour l'exercice 1895-1896, ce qui semble indiquer qu'on va continuer les frappes de monnaies d'argent. Et voici les renseignements que donne à ce propos notre confrère :

Pendant les années 1892, 1893 et 1894, l'Hôtel des monnaies a reçu, pour les refondre et les convertir en monnaies nouvelles de poids légal, les quantités suivantes de monnaies anciennes : en 1892, 2.015.000 pesetas ; en 1893, 7.485.000 ; en 1894, 6.200.000 ; *Duros* du Maroc, 1.004.870 ; soit un total de 16.704.870 pesetas.

D'autre part, on a acheté les quantités suivantes d'argent fin, correspondant aux frappes dont voici le détail :

Années	Argent fin en grammes	Pièces frappées en pesetas
1892	181.734.053	41.471.290
1893	61.957.655	17.049.692
1894	36.028.029	20.446.760

Les bénéfices ont été assez importants, en prenant pour base des calculs les cours au 31 décembre 1894 :

Bénéfices de la frappe d'un kilogramme d'argent fin en monnaie de 5 pesetas :

		Pesetas
Prix du kilogramme d'argent fin au 31 décembre 1894 à raison de 27 1/4 d. l'once standard	98,657	
Perte au change sur l'or (28.285 par liv. st.)	12,964	
		111,621
Assurances, transports, etc. (5,173 0/0)		5,774
Coût d'un kilogramme d'argent fin à Madrid......		117,395
Frais de frappe :		
(Cuivre pour l'alliage (111 grammes) 0,120 et fabrication 1,155)		1,275
Coût total..........		118,670
Valeur représentative de la monnaie de 5 pesetas au titre de 900		222,222
Bénéfice par kilogramme.......		103,552

soit, par rapport au prix de revient, 87,260 0/0.

Pour la monnaie divisionnaire le bénéfice est encore plus important, soit 111 pesetas 111 par kilogramme.

Les Frappes d'Argent en Bulgarie

Le rapport de la *Banque Nationale de Bulgarie* pour l'exercice 1894 nous apprend que jusqu'en 1887 le total des frappes de monnaies d'argent bulgares s'élevait à 22.500.000 pièces. En 1890, on a frappé pour encore 8 millions et, depuis, les frappes nouvelles ont porté le stock d'argent de la Bulgarie à 47 1/2 millions de levs.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 22 mars 1895.

Les affaires sont toujours très actives et, après des oscillations [illegible]
virons de ce [illegible]
valeurs qu i [illegible]
nières, il fa [illegible]

qui cote aujourd'hui 23 3/4. On prétend qu'un dividende de 25 0/0 sera annoncé pour le premier trimestre de 1895, et les directeurs font connaître leur intention de distribuer 50 0/0 pour les trimestres suivants.

La *South Westh Rand Mines*, que nous laissions la semaine dernière à 1 liv. 1/2, est recherchée aujourd'hui à 2 liv. 3/8. Un puissant groupe financier vient d'acquérir du Syndicat émetteur toutes les actions non encore vendues, dans le but de pousser très activement le développement de la mine et pour créer ensuite plusieurs Compagnies subsidiaires auxquelles la *South Westh Rand Mines* céderait une partie de son domaine, qui comprend plus de 1.400 claims.

La *Klerksdorp* est plus lourde par suite de réalisations; par contre, la *Eastleigh* est en hausse à 2 3/16; cette dernière valeur, ainsi que la *Buffelsdoorm*, paraît avoir devant elle un brillant avenir. La *Tigerfontein*, qui se trouve dans le même district, est recherchée à 3 3/8. Hausse sensible de la *Village main Reef*; on continue à parler vaguement d'un projet de fusion qui comprendrait cette Compagnie, la *Wemmer*, la *Salisbury* et la *Jubilee*.

La *Durban Roodeport* est un peu moins ferme à 7 3/4. Cette Compagnie vient de déclarer un dividende trimestriel de 15 0/0; certains s'attendait à 20 0/0.

La *Geldenhuis Estate* est plutôt offerte, la *Robinson* a manifesté également une certaine lourdeur ainsi que la *Ferreira*, mais la *Langlaagte Estate*, la *Simmer and Jack* et surtout la *Randfontein* sont très demandées. Cette dernière vient de céder à un syndicat français une partie de son vaste domaine.

La *Langlaagte Royal* est ferme à 4 5/8.

La *George and May* est en forte hausse à 2 3/16.

La *Modderfontein* a repris tout le terrain qu'elle avait perdu il y a quelque temps ; elle est de nouveau dans les plus hauts cours. On peut en dire autant de la *Rand Mines*.

La *Van Ryn* et la *Kgnits* ont une excellente tendance.

La *Wolhuter* est un peu plus calme à 7 7/8.

La *Champ d'or deep* est en vigoureuse avance à 3 6/6. On fait courir le bruit d'une entente entre cette Compagnie et la *Champ d'or french*. Ce bruit mérite confirmation ; quoi qu'il en soit, il est certain que la *Champ d'or deep*, qui possède 238 claims, a une mine dont la valeur intrinsèque est au moins égale à celle des mines voisines. La seule chose qui lui manque c'est un plus grand développement et on le poussse avec vigueur.

L'*East Rand* est en faveur à 3 5/8 ; l'émission de la Compagnie filiale *New Comet* a été close hier ; les actions cotent 2 11/16, elles étaient offertes aux actionnaires de la *East Rand* à 25 sh.

La *Heriot* a déclaré un dividende trimestriel de 25 0/0 et se maintient à 9 1/8.

La *Jumpers* est à peu près stationnaire à 5 11/16.

La *Nigel deep* est à 2 5/8; au début de la semaine, elle avait coté 3 1/4. La *Roodeport deep* a de bonnes demandes; la direction annonce que l'aménagement intérieur de la mine est presque achevé et qu'on va ériger immédiatement 60 pilons ; les broyages devront commencer vers le mois de septembre.

Les mines deep-level sont, du reste, toutes très fermes. La *Geldenhuis deep* et la *Rose deep* ont été particulièrement favorisées.

Les *trusts* et Compagnies d'exploration ont eu, cette semaine, un marché plus animé. L'*Anglo-French*, la *Goldfields*, la *Gold trust*, la *London and Paris financial mining corporation* et la *Compagnie française des Mines d'or* sont toutes en progression.

La liquidation, qui commence lundi, paraît devoir s'effectuer aussi facilement que les précédentes ; d'après les indications reçues jusqu'ici, les levées de titres seront au moins aussi considérables que pour la liquidation dernière. La légère tension de l'argent sur le marché libre ne semble pas devoir se refléter d'une manière sensible sur les reports qui seront cotés pour les mines d'or.

Paris, le 22 mars 1895.

Le *Marché des Mines d'or* est toujours bon, bien que les plus hauts cours n'aient pas été maintenus en général. *Ferreira* 450 fr., contre 458 75 il y a huit jours ; *Robinson* 228 75, en légère moins-value de 62 cent. 1/2; par contre, *Geldenhuis* recherchée à 170 62 1/2, bénéficiant d'une avance de 6 fr. 87 1/2; *Simmer and Jack* 358 75, en réaction de 5 fr. 62 1/2; *Langlaagte* 131 25, contre 129 06 1/4; *Randfontein* 48 75, en plus-value de 1 fr. 87 1/2, et en bonne tendance.

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	DIVIDENDES 1892	DIVIDENDES 1893	DIVIDENDES 1894	PRODUCTION 1892	PRODUCTION 1893	PRODUCTION 1894	PRODUCTION 1894	COURS DU 15 mars	COURS DU 22 mars
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9.505	2	1.594	1 ./.	1 1/8
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3 1/8	3 1/4
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg.	40	»	»	40	»	»	28.36	21.806	12	29.346	2 13/16	3 1/16
City and Suburban	85.000	1	65.000	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	12	72.092	20 3/4	24 ./.
Crœsus (New)	225.000	1	195.000	16½ — — ..	»	60	»	10	»	»	11.50	1.339	»	»	3 1/16	3 1/4
Crown Reef	120.000	1	120.000	19 — — ..	90	120	50	55	50	»	70.204	82.105	12	120953	10 3/4	10 1/2
Durban Roodep	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30.931	60.635	12	55.969	8 1/4	7 15/16
East Rand	650.000	1	650.000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	3 3/4	3 9/16
Ferreira	45 000	1	43.292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	12	69 463	18 5/8	18 1/4
Geldenhuis Estate	200.000	1	187.500	190 acres Elandsf...	80	40	15	10	25	»	47.721	47.431	10	45.633	6 9/16	6 5/8
Heriot (New)	85.000	1	73.250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	44.763	9 1/4	9 3/8
Henry Nourse	125 000	1	125.000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	»	22 220	12	29.528	6 1/8	6 1/16
Jubilee	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17.319	30.066	12	26.641	10 1/2	10 1/8
Jumpers	100.000	1	100.000	39 —Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22.145	44.490	12	52.106	5 3/4	5 3/4
Langlaagte Estate	500.000	1	467.000	31 — — .	160	»	10	20	30	»	88.951	104.909	12	146411	5 ./	5 5/16
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres — .	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27.898	6 5/8	7 ./.
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	7/16	9/16
New Aurora West	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M.R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	4.932	1 ./.	20/0
— Primrose	240.000	1	240.000	51 cl. Elndsft., Turff	100	»	15	27½	40	»	56.449	83.777	12	86.030	6 3/4	6 3/4
Nigel	160.000	1	159.895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55.936	46.007	12	53.909	6 1/4	5 7/8
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3.221	4 3/16	5 ./.
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvl-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	42.133	33/6	39/6
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	28 7/8	29 1/2
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kiet.	50	»	»	10	15	»	11.934	35.451	11	19.577	3 5/16	3 7/16
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170.150	161.133	12	161756	9 1/16	8 15/16
Salisbury (New)	100.000	1	93.000	5 claims — .	70	»	»	30	10	»	20.829	24.851	12	18.781	3 7/8	4 1/2
Simmer and Jack	85.000	1	83.000	120 acr. Elandsfont..	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	14 1/2	14 1/8
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. — ..	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	12	12.206	2 1/4	2 1/8
Wemmer	55.000	1	46.300	12½ claims M. R..	30	»	10	»	»	»	16.250	24.297	9	25.241	9 1/4	9 ./.
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — — .	40	50	»	»	»	10	»	25.948	12	30.602	8 7/16	7 7/16
Worcester	100.000	1	90.727	10 — — .	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	12	30.788	4 1/1	4 5/8

Situation Financière générale

France. — Le marché parisien a été moins favorisé cette semaine. Des réalisations se sont produites, accompagnées de ventes à découvert qui ont pesé sensiblement sur les cours. Pourtant, comme nous sommes encore éloignés de la date de la *réponse des primes* de fin mars, on peut espérer que la place aura le temps de se reprendre, et que les cours actuels seront dépassés dans un temps prochain.

Le fait saillant de la semaine est la fermeté des actions de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer* qui sont très recherchées et qui semblent donner lieu à des arbitrages. On ne parle pas encore des *reports* fin du mois, mais on croit que l'argent sera un peu plus cher, comme cela arrive généralement à la fin des trimestres.

Allemagne. — Les transactions ont été relativement peu importantes sur le marché de Berlin et la tendance est plutôt faible. Par suite des besoins pour fin courant, on a offert jusqu'à 3 3/4 0/0 pour l'argent. Les projets de conversion sont momentanément écartés, mais le Ministre des finances de l'Empire a déclaré, au Reichstag, qu'il faudrait emprunter encore environ 113 millions de marks.

On annonce que la solution annoncée depuis si longtemps, pour le projet de réforme des Bourses, se prépare ; le Conseil fédéral en est saisi.

Angleterre. — Les tendances générales du marché se sont un peu alourdies à la suite d'un léger renchérissement de l'escompte hors banque et des réalisations que les hauts cours ont provoquées. Malgré cela, les dispositions conservent leur nuance favorable.

On trouvera, dans notre correspondance de Londres, des renseignements sur les résultats budgétaires de l'exercice qui va se terminer : on peut s'attendre à une plus-value et sir William Harcourt n'aura pas besoin d'avoir recours à des expédients pour présenter le budget de 1895-96 en équilibre.

Les deux grèves que l'on appréhendait ne se sont pas produites, mais, par contre, on a celle des cordonniers.

Autriche-Hongrie. — Après une série de mouvements, provoqués par les bruits relatifs au rachat des chemins de fer, la Bourse de Vienne a résisté aux efforts des spéculateurs à la hausse et les affaires se sont considérablement ralenties.

On constate, en outre, un resserrement monétaire qui a eu pour conséquence de relever le taux de l'escompte sur le marché libre.

En ce qui concerne la rente-or autrichienne, l'enthousiasme du public paraît s'être calmée ; aussi, contrairement à ce qu'on avait annoncé, le syndicat Rothschild n'a-t-il pas encore exercé son option sur le deuxième lot de 25 millions de florins mis à sa disposition.

Italie. — Le marché italien est ferme ; il a été favorablement impressionné par la publication du mouvement du commerce extérieur et par celle de la situation du Trésor à fin février. On achète de la Rente et on recherche les actions des Chemins Méridionaux.

Le Gouvernement s'occupe très activement de la question des Banques méridionales, dont il cherche à favoriser le développement.

Espagne. — La crise ministérielle, qui a éclaté à Madrid, n'a pas eu pour effet de faire fléchir la cote ; pourtant les transactions se sont ralenties. Dans les milieux financiers de Madrid, on se préoccupe des conséquences de la décision de la Compagnie du Nord-Espagne, consistant à payer en *pesetas* le coupon des obligations à échéance d'avril ; elle ne facilitera assurément pas les négociations éventuelles en vue d'un emprunt ou de toute autre combinaison financière du Gouvernement.

La crise ministérielle n'est pas encore résolue ; notre correspondant de Madrid pense que M. Sagasta finira par accepter la mission de former un dernier Cabinet, auquel les conservateurs donneraient leur appui pour le vote du budget.

Portugal. — Les Fonds portugais ont bénéficié d'un certain relèvement provoqué par l'amélioration des Fonds brésiliens et la reprise des négociations diplomatiques entre les deux pays. Les plus hauts cours ne se sont pas d'ailleurs maintenus par suite de réalisations.

La situation politique reste toujours aussi précaire. On a craint une crise ministérielle, mais si ce danger est écarté, l'agitation des divers groupes est toujours assez forte. Divers décrets viennent d'être promulgués sanctionnant des réformes plus ou moins heureuses.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	15 mars			22 mars		
	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)	103 55	34 51	2 89	102 92	34 30	2 91
Consolidés anglais (ch.f. 25 fr. 20)	105 20	38 25	2 61	105 20	38 25	2 61
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)	104 40	26 10	3 83	104 45	26 11	3 82
Belgique 3 ½ %	103 25	29 50	3 38	103 25	29 50	3 38
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.)	78 95	19 73	5 06	78 60	19 65	5 08
Grèce 5 % 1881 (en suspension)	156 »	» »	» »	162 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam)	102 »	29 14	3 43	102 12	29 17	3 42
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)	103 10	25 77	3 87	102 60	25 65	3 89
Italie 4 % net	88 65	22 16	4 51	89 25	22 31	4 48
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)	99 »	33 »	3 03	98 »	32 66	3 06
Portugal 3 % (1 fr. net)	26 50	26 50	3 77	26 »	26 »	3 84
Roumanie 5 %	104 »	20 80	4 80	104 »	20 80	4 80
Russie 3 % or 1891 libéré	94 80	31 60	3 16	94 85	31 61	3 16
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)	73 »	14 60	6 84	73 50	14 70	6 80
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)	102 90	25 72	3 88	103 »	25 75	3 88
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	102 95	34 31	2 91	103 15	34 38	2 90
Turquie convertie 1 % série D	27 30	27 30	3 66	27 05	27 05	3 69
— Priorité 4 % 1890	490 »	24 50	4 08	492 50	24 62	4 06
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	98 12	32 71	3 05	98 »	32 66	3 06

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — Le Budget des Finances. — Les Élections législatives. — Le Vote final de la loi de finances à la Chambre des députés. — La Préparation du Budget de 1896. — La Gare des Invalides. — Le roi de Serbie à Paris.

La Chambre a adopté, le 20 mars, les derniers articles de projet de budget de 1895. Le projet voté par la Chambre a été immédiatement porté au Sénat, et la Commission des finances en a commencé officiellement l'examen le 21 mars. Le rapport de la Commission sera déposé lundi prochain et la discussion en séance publique engagée au Sénat jeudi au plus tard.

Avant de passer au vote sur l'ensemble du budget, M. Cochery, le rapporteur général, a fait remarquer que les dépenses s'élèvent à 3.426.720.502 francs contre 3.424.752.683 fr. de recettes, diminuées encore de 3.600.000 fr. par suite de la disposition des articles relatifs aux fraudes sur les boissons. Il y avait donc un déficit de 6 millions environ. La Commission a proposé, pour l'atténuer, de faire état du produit de la frappe extraordinaire de la monnaie d'argent, soit en chiffres ronds 3.550.000 fr. qu'elle destinait à l'amortissement d'obligations sexennaires. Mais le budget serait encore en déficit. Le Ministre des finances se voit obligé, pour maintenir l'équilibre, de renoncer au dégrèvement de la dette flottante, chargée de payer certains arriérés pour garanties d'intérêt.

~~ Le Conseil des Ministres s'est réuni, le 16, à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

Le Conseil s'est occupé des diverses questions à l'ordre du jour des Chambres.

Le Ministre des travaux publics a entretenu le Conseil de

*

la question des moyens de transport à créer en vue de l'Exposition universelle de 1900 et des divers systèmes qui sont proposés.

Le Ministre de l'instruction publique a été autorisé à déposer un projet de loi tendant à permettre une distribution exceptionnelle de croix de la Légion d'honneur à l'occasion des fêtes prochaines du centenaire de l'Ecole normale supérieure.

Le Ministre des colonies a fait savoir que les 2e et 4e compagnies de tirailleurs haoussas qui faisaient partie de la colonne Monteil vont rentrer au Dahomey et pourront être mises à la disposition du commandant de l'expédition de Madagascar.

〰 La Chambre qui avait adopté, le 15, les derniers chapitres du budget des Finances a commencé, le 16, la discussion des articles de la loi de finances relatifs aux « crédits ouverts. »

〰 Le 17, deux élections législatives ont eu lieu. Dans la Somme, à Abbeville, M. Gellé, républicain, est élu en remplacement de M. le comte de Douville-Maillefeu, décédé. Dans l'Yonne, à Tonnerre, M. Villejean, républicain, est élu en remplacement de M. Rathier, décédé.

〰 Le 18, la Chambre continue la discussion de la loi de finances.

〰 Les Ministres se sont réunis, le 19, à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

Le Président du Conseil a fait savoir que, d'accord avec le Ministre des travaux publics, il avait donné l'ordre de surseoir à l'adjudication pour l'aliénation du domaine de Villeneuve-l'Etang.

Un projet de loi réglant cette question sera soumis au Parlement à très bref délai.

Le Ministre des colonies a fait signer un décret aux termes duquel les chefs des parquets de la Nouvelle-Calédonie et de la Guyane sont invités à faire, au moins une fois par an, une tournée d'inspection dans les établissements pénitentiaires de leur ressort.

Le Ministre de l'instruction publique a annoncé qu'il se proposait de soumettre à la section permanente du Conseil supérieur de l'instruction publique un projet de décret réglementant sur de nouvelles bases le doctorat en droit. D'après ce projet, il y aurait désormais deux diplômes : 1° sciences juridiques ; 2° sciences politiques.

Si la section permanente ratifie les propositions du Ministre, le Conseil supérieur sera convoqué le mois prochain en session extraordinaire pour statuer.

〰 Le 19 et le 20, la Chambre a continué la discussion de la loi de finances. L'ensemble du Budget est adopté par 433 voix contre 75, et la Chambre s'ajourne au jeudi 28 mars.

〰 Les Ministres se sont réunis, le 21, en Conseil de Cabinet, au Ministère des finances, sous la présidence de M. Ribot.

Le Garde des sceaux a communiqué les renseignements qu'il a recueillis au Sénat sur l'époque probable à laquelle le Budget pourrait être discuté dans cette Assemblée.

Il est à présumer que le rapport de la Commission des finances sera déposé lundi prochain et que la discussion en séance publique s'engagera jeudi au plus tard. On a l'espoir que les Chambres pourront se séparer vers le 5 ou le 6 avril, mais il faudra néanmoins demander un quatrième douzième provisoire, ne fût-ce que pour un jour d'avril, quitte à laisser ce douzième se confondre avec les crédits normaux du Budget lorsque celui-ci sera promulgué.

Les Ministres ont commencé à s'occuper de la préparation du Budget de 1896. Quelques-uns d'entre eux ont déjà soumis à leur collègue des finances leurs propositions de dépenses.

Le Ministre des travaux publics a entretenu le Conseil de la question de la gare des Invalides. Il résulte des explications qu'il a fournies que la question n'est plus entière, depuis qu'une dépense assez élevée a été faite en vue de détourner le siphon qui relie à travers la Seine les égouts des deux rives, précisément pour permettre le prolongement de la ligne des Moulineaux jusqu'aux Invalides. Mais le Ministre s'efforcera d'empêcher que les travaux de construction de la gare ne nuisent à la perspective de l'esplanade. Il va conférer avec le Président du Conseil pour arrêter les mesures à prendre dans ce but.

〰 Le Roi Alexandre de Serbie, rentré de Biarritz à Paris le 17 mars, a été reçu, le 22, par le Président de la République.

Marché Financier. — La fin de la semaine laisse à désirer. Depuis quelques jours, du reste, il semblait que les dispositions de l'étranger étaient plutôt moins favorables. On ne baissait pourtant pas ; mais, selon l'expression consacrée, les marchés se tassaient. Quelques-uns ont cru ici le moment opportun pour procéder à des allégements de position et pour assurer ainsi les bénéfices acquis. C'est le moment qu'attendaient ceux qui, trouvant exagéré le mouvement imprimé à la cote depuis si longtemps, se tenaient prêts à peser sur les cours à l'aide de ventes de spéculation. Que pouvait faire le marché en de telles circonstances ? Fléchir, quitte à se reprendre après. Il a donc reculé, mais il serait bien surprenant que le mouvement en arrière s'accentuât beaucoup sans opposition, d'autant plus que ce qui se passe en ce moment est, pour ainsi dire, la répétition de ce que la Bourse a à enregistrer tous les mois. C'est presque toujours, en effet, dans les premiers jours de la troisième décade du mois qu'est tenté un mouvement contraire à celui qui s'est produit dans les jours précédents. En général, ce mouvement n'est pas de longue durée, et il faut espérer qu'il en sera encore ainsi cette fois. Toute une semaine nous sépare encore de la *réponse des primes* de fin mars, et on sait combien notre marché est prompt à se retourner. Néanmoins, la lutte qui s'engage prouve combien les conseils de modération étaient utiles. En tout cas, pour l'instant, il ne suffit plus de les formuler. Il faut faire appel aux forces vives de la place qui — ce qui s'est passé depuis quelque temps l'indique du moins — peuvent compter sur le concours de l'épargne, et souhaiter qu'à bref délai la réaction soit enrayée. Peut-être la journée d'aujourd'hui sera-t-elle la dernière Bourse de lourdeur. S'il en était ainsi, les rachats à effectuer contribueraient à accélérer le mouvement de reprise.

★ ★ Notre *Rente 3 0/0*, conformément à nos prévisions antérieures, était passée de 103 55 cours de clôture de vendredi dernier à 103 20 ex-coupon détaché le 16 mars, bénéficiant de 40 centimes. Le vote de notre Chambre des députés, vote relatif au droit d'accroissement a encouragé quelques vendeurs à prendre de nouveau une position à la baisse, en prévision des titres que le mécontentement d'une certaine catégorie de porteurs, disaient-ils, pouvait amener sur le marché. Les ventes escomptées par les baissiers ont-elles commencé à se produire ? C'est ce qu'il est difficile de préciser. Cependant nous ne pouvons nous empêcher de constater que des arbitrages ont été effectués qui consistaient à vendre du *3 0/0* et à acheter, en remplacement des actions de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer* ; aussi restons-nous à 102 92 1/2, en bénéfice pourtant encore, pour la semaine, de 12 1/2 centimes. Primes fin courant : *Ecarts*, 0,10 dont 0,25 centimes ; 0,20 dont 0,10 centimes. Primes fin avril avril : *Ecarts*, 0,42 1/2 dont 0,50 centimes ; 0,65 dont 0,25 centimes.

La *Rente 3 1/2 0/0*, qui était passée de 108 05 à 108 20 clôture à 108 10, ne gagnant ainsi que 5 centimes. *Rente 3 0/0 amortissable* 101 85, en avance de 20 centimes.

★ ★ Les actions de la *Banque de France* ont encore été mouvementées cette semaine. Nous les laissions, il y a huit jours, à 3.685 fr., depuis, elles ont reculé à 3.650, pour reprendre à 3.715 et rester à 3,710. Pour les 13 premières semaines de l'exercice en cours, les bénéfices de la *Banque de France* s'élèvent à 1.763.106 fr. contre 3.421.603 fr. en 1894, 2.845.166 fr. en 1893, 4.243 113 fr. en 1892, 6.412.062 fr. en 1891 et 4.758.492 fr. en 1890.

★ ★ Le *Crédit Foncier de France* clôturait, il y a huit jours, à 906 25. Il est revenu depuis à 892 50 après 908 75 au plus haut, et reste à 900. Un certain découvert vient encore de se former sur ce titre. Dans sa séance hebdomadaire du 20 courant, le Conseil d'administration a autorisé pour 5.452.557 fr. de nouveaux prêts dont 2.394.500 fr. en prêts fonciers et 3.058.057 fr. en prêts communaux.

En dépit de la réaction légère qu'ont eu à supporter les actions de notre grand Etablissement hypothécaire, les *Obligations Foncières et Communales* sont de plus en plus recherchées par les portefeuilles qui, en présence du décroissement continu du taux de l'intérêt, se

portent de plus en plus sur les valeurs à lots. Les *Obligations Foncières 1877* sont à 401 50 contre 402; *Communales 1879* sans changement à 499 50; *titres estampillés* 489 25 contre 490; *Foncières 1879* en avance de 0.50 centimes à 502 50; *Communales 1880* au même cours de 499 50; *Foncières 1883* 463 50 gagnant ainsi 0 50 centimes après 465 au plus haut; *Foncières 1885* 502 75 contre 502 50; *Cinquièmes* 101 sans variation; *Communales 1891* 403 contre 403 50; *Communales 1892 entièrement libérées* 504 mais demandées; *Bons à lots de 100 francs de 1888* 62 contre 61 50 après 63 50 au plus haut.

★ ★ Nos Sociétés de crédit n'ont pas toutes conservé leurs hauts cours. Cependant, la *Banque de Paris et des Pays-Bas* qui convoque ses actionnaires en assemblée générale pour le 9 mai prochain, gagne encore 13 fr. 75 à 753 fr. 75, après 765 au plus haut. Contrairement à ce que l'on pensait généralement, le Conseil d'administration de cette Société a déjà décidé, dans sa séance du 19 mars, de fixer le dividende de 1894 à 35 francs, c'est-à-dire en augmentation de 5 francs sur l'exercice précédent. Les appréciations émises dans ces temps derniers, et dont nous nous faisions l'écho il y a huit jours sont donc complètement justifiées. Ajoutons que l'exercice en cours s'annonce sous les auspices les plus favorables. La *Banque de Paris et des Pays-Bas* participe, en effet, et en dehors de toutes autres affaires, à l'émission des 68.000 *Obligations de la Compagnie des Chemins de fer Brésiliens* dont nous parlons plus loin et qui a lieu le 28 courant. Bien plus, sa succursale de Bruxelles a ouvert ses guichets, le 21 courant, à une émission de 25 millions de francs d'*obligations 3 1/2 0/0* de la *Banque Belge des Chemins de fer* offertes à 488 fr. 25. L'activité de cet Etablissement ne se dément pas, comme on le voit. *Crédit Lyonnais* plus mou à 822 fr. 50 contre 830 fr.

C'est le 25 mars que sera détaché, sur ces titres, un coupon de 12 fr. 50, à valoir sur le dividende de 1894 de 30 fr. 50 annoncé par nous samedi dernier. Rappelons que le second versement de 50 fr. à effectuer sur les actions du *Crédit Lyonnais*, à raison de l'appel de 250 fr. fait par le Conseil en avril 1894, est exigible à cette même date du 25 courant, et que les actionnaires qui voudraient, pour tout ou partie de ce terme, contracter un emprunt pour une année ou pour un temps moindre au taux des avances de la *Banque de France*, soit à 3 0/0 l'an, peuvent le faire sur dépôt de leurs actions. Ajoutons que la libération complète peut s'effectuer à toute époque et qu'elle donne lieu à une bonification d'intérêt de 3 0/0 l'an sur les sommes versées.

Le *Comptoir National d'Escompte* monte de 592 50 à 610 fr. Dans la situation de cet Etablissement au 28 février, on remarque que si les *reports* sont en diminution de 10 1/2 millions sur la situation précédente, les *participations financières* de 1 1/2 million et les *compte de chèques et comptes d'escompte* de 2 millions, par contre, il y a augmentation de 16 millions dans le *portefeuille*, et de 7 millions dans les *comptes courants*; *Crédit Industriel et Commercial* sans changement à 562 50. Nous étudierons, dans un prochain numéro, les opérations de cette Société pendant l'année 1894. Disons qu'elle prend part aussi à l'émission des *Obligations de la Compagnie Française de Chemins de fer Brésiliens* avec la *Société Générale*. Cette dernière est ferme à 498 75. *Banque Internationale de Paris* en avance de 7 fr. 50, à 540, profitant ainsi de l'activité qui règne sur le *Marché des Mines d'Or*.

La *Banque Parisienne*, qui avait passé de 416 25 à 427 50, revient à 412 50. Il semble que cette Société veuille prendre part, dans une proportion modeste toutefois, aux nouvelles affaires qui se présentent. *Banque de l'Algérie* 800 fr., contre 792. *Société Foncière Lyonnaise* calme à 346 fr.; *Groupe des Immeubles* calme. Les actions montent de 34 50 à 36 fr., pendant que les *Obligations Foncières remboursables à 1.000 francs* s'établissent à 170 fr., en recul de 3 fr.; *Obligations 4 0/0* 200 fr., contre 203; *Obligations libérées de 350 fr.* 255, en perte de 5 fr.

Le *Credit Mobilier* passe de 60 fr. à 65; *Banque des Pays-Autrichiens*, en nouvelle hausse de 13 fr. 75 à 626 fr. 25. Le bilan que le Conseil d'administration présentera à l'assemblée générale des actionnaires du 28 mars sera certainement un des meilleurs de tous ceux que les grandes Institutions de Vienne soumettront à leurs associés.

Les obligations du *Crédit Foncier Colonial, de 420 fr.*, reviennent de 280 à 277; *Obligations de 350 francs*, calmes à leur cours précédent de 230 fr.; *Sous-Comptoir des Entrepreneurs*, mieux à 139, gagnant 9 francs. La première Chambre de la Cour d'appel a rendu, le 19 courant, son arrêt dans l'affaire du *Canal du Verdon*. Les nullités des deux Sociétés invoquées contre la *Société des Canaux Agricoles* ont été définitivement écartées. Par contre, le surplus du jugement de première instance est confirmé, sauf en ce qui concerne la répartition des responsabilités. Cependant, la condamnation du *Sous-Comptoir des Entrepreneurs* aux 6/10es des dommages-intérêts est maintenue. De plus, un certain nombre d'obligataires écartés par le jugement de première instance sont admis, mais les intéressés, et notamment les membres de la *Nouvelle Société du Verdon*, sont admis à faire valoir leurs droits et produire leurs justifications devant M. Gautron, liquidateur nommé à cet effet et qui remplace M. Imbert.

La *Banque Hypothécaire d'Espagne* est toujours ferme à 520 fr.

★★ Les actions de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer* sont fermes. A leur sujet, nous nous reportons à ce que nous avons dit en parlant de nos *Rentes Nationales*. Le *Midi* gagne 15 fr. à 1.335 fr.; *Orléans* 1.625, contre 1.617 50; *Lyon* 1.515 en progrès de 15 fr.; *Est* 172, contre 962 50; *Nord* 1.842 50 alors que nous le laissions à 1.827 50. Seul l'*Ouest* revient de 1.115 à 1.112.

Pour la 10e semaine de 1895 (du 5 au 11 mars), la diminution de recettes est de 418.671 fr. 10 sur la période correspondante de 1894. Toutes les lignes accusent une moins-value, sauf le *Nord*. Depuis le 1er janvier, la diminution des recettes, sur l'exercice précédent, atteint 9.646.928 fr. 72.

En ce qui regarde les obligations, il n'est pas sans intérêt de mentionner ici que le nombre des obligations vendues directement par les Compagnies au public au cours de l'année 1894, s'est élevé à 408.451 titres ayant produit 188.086.029 fr., contre 557.024 titres et 254 millions 599.419 fr. en 1893. Par contre, les obligations amorties pendant le même exercice ont atteint le chiffre de 197.722 pour 101.643.475 fr. Quant au prix de vente, il a varié de 454 fr. 92 au plus bas à 462 fr. 985 au plus haut.

Les actions *Sud de la France* montent de 21 francs à 291 fr., pendant que les *Obligations 3 0/0* sont toujours demandées à 439 fr.

★ ★ Nouveau progrès à constater sur les actions *Suez*, qui passent de 3.363 75 à 3.387 50 après même 3.418 75. *Parts Civiles* 2.394, en progrès de 21 fr. 50. *Compagnie Parisienne du Gaz* 1.112 50 contre 1.135; *Magasins Généraux de Paris* 570 contre 569 50; *Compagnie des Docks et Entrepôts de Marseille* 500 fr., en légère avance de 2 fr.

La *Compagnie Transatlantique* gagne 9 fr. à 339 fr.; *Messageries Maritimes* sans changement à 590 fr.; *Chargeurs-Réunis* en reprise de 20 fr. à 1.305; *Omnibus* 1.070 en avance de 5 francs. Les difficultés pendantes entre la Compagnie et son personnel ne sont pas encore résolues. La diminution dans les recettes, diminution relativement sensible depuis le 1er janvier dernier, tend à disparaître. *Voitures de Paris* 573 contre 570.

La *Compagnie Française des Métaux* 235, en avance de 5 francs; *Société Centrale de Dynamite* 637 50, bénéficiant de 17 fr. 50; *Téléphones* sans changement, mais fermes à 310 francs.

Les actions du *Télégraphe de Paris à New-York*, de 105, reviennent à 103 75. Un actionnaire avait assigné les administrateurs de cette Compagnie pour voir prononcer la nullité de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 29 septembre 1894, qui avait voté la liquidation de la Société et l'apport de l'actif de la Compagnie à la *Société Française des Télégraphes Sous-Marins* pour constituer la *Compagnie Française des Câbles Télégraphiques*. Le Tribunal de commerce, par un jugement en date du 18 courant, a repoussé par des considérants de fait et de droit les allégations de cet actionnaire, l'a débouté de sa demande et l'a condamné aux dépens.

Le groupe *Corinthe* est un peu mieux. L'*action* de la *Société Hellénique* conserve son cours de 105 fr., pendant que l'*obligation 6 0/0* passe de 170 à 175 fr. Les recettes de la Compagnie accusent une légère amélioration. C'est ainsi que, du 4 au 13 mars, le péage perçu a atteint 6.020 drachmes et 706 francs en or, pour 63 bateaux jaugeant 11.092 tonneaux.

Les *Lots du Congo*, à 103 50, profitent indirectement de la hausse qui s'est produite, dans ces derniers temps, sur les *Bons Panama*. De plus, l'annexion du Congo à la Belgique leur est favorable. Toutefois, et en admettant même que cette annexion n'ait pas lieu, les avantages qu'ils présentent les rendent quand même susceptibles d'une nouvelle plus-value. *Bons à Lots Panama*, 141 25 contre 143 75.

Les *Nitrate-Railways* reviennent de 455 à 442 fr. 50. Les recettes de la Compagnie se sont élevées pendant la première quinzaine de mars à 26.416 liv. st., soit en augmentation de 8 liv. st. 30 sur 1894. *Lautaro* 211 25 contre 215.

Le *Rio-Tinto*, qui était monté de 325 fr. à 343 75, revient à 327 50 sur les cours du cuivre plus faibles. *Obligations Espirito-Santo* en grande avance de 8 fr. 50 à 433 50 contre même 437 50 au plus haut. *Compagnie française de Mines d'or et d'exploration*, sans variation mais fermes, à 128 75. Cette Société paye, à partir du 8 avril, au change du jour et contre remise du coupon nº 18, le dividende intérimaire de 15 0/0 (3 shillings) par action d'une livre sterling de la *Compagnie des Mines d'or Durban Roodepoort*.

Les *Moulins de Corbeil* sont à 395 fr. On dit que le Conseil d'administration ne proposera la distribution d'aucun dividende à l'assemblée générale des actionnaires qui doit avoir lieu le 4 avril. Nos réserves du 1894 sur ce titre, qui cotait alors 500 francs, sont donc justifiées.

★ ★ Les *Fonds Brésiliens* ont été favorisés cette semaine. Le *4 0/0 1888* gagne 40 centimes à 83 50, après même 84 40, pendant que le *4 1/2 0/0 1889* monte de 78 90 à 79 50 après même 80 10. On dit que c'est à l'intervention de la légation anglaise à Rio-Janeiro que serait due la reprise des relations diplomatiques entre le Brésil et le Portugal.

★ ★ La crise ministérielle espagnole n'a que peu impressionné notre marché, puisque nous restons sur l'*Extérieure Espagnole* à 78 60, ne perdant ainsi que 0.35 centimes sur la clôture d'il y a huit jours. On a encore beaucoup vendu dans ces dernières Bourses, aussi, dès qu'une dépêche arrivera de Madrid annonçant la formation du nouveau Cabinet, les haussiers pourront de nouveau vraisemblablement forcer le découvert.

★ ★ La *Rente Italienne* ne suit pas tout à fait les mouvements du change. De 88 65, on l'avait fait passer à 89 90 mais il revient à 89 25. Le bénéfice pour la semaine est encore, comme on le voit, de 0 fr. 60 centimes.

★ ★ Les *Fonds Russes* sont calmes, mais fermes. L'*Orient* est à 67 65 contre 67 70; *Consolidés 1re et 2e séries* 103 contre 102 95; *Russes 3 0/0 1891* et *2e émission 1894* 94 85, alors que nous le laissions à 94 80 il y a huit jours ; *Russe 3 1/2 0/0* sans changement à 98 80.

★ ★ Les *Fonds Serbes* sont très demandés. Le *5 0/0 1890* monte de 73 fr. à 73 fr. 50. Les versements faits à Berlin en février dernier pour le service de la Dette de Serbie se sont élevés à 570.000 francs.

★ ★ Des réalisations sont à signaler sur quelques *Valeurs Ottomanes*. Pour les justifier on se reporte aux recettes de l'Administration de la Dette publique de la Turquie qui, en février dernier, sont en moins-value sur la période correspondante de 1894, de 22.039 liv. t. Mais on croit généralement que les comptes définitifs réduiront sensiblement cette moins-value. En attendant, le *Turc C*, de 30 50 revient à 29 90, pendant que le *Turc D* fléchit de 0,65 centimes à 27 05. *Série B*, 47 85, contre 48 62 1/2. Par contre, *Douanes*, en avance de 2 fr. 75 à 513 75; *Ottomanes 4 0/0 1894*, 481 25, comme il y a huit jours. *Obligations Smyrne-Cassaba*, 450 francs. Comme nous le disons plus loin dans un article spécial, on introduit lundi, sur le marché, 60.000 *Obligations nouvelles 4 0/0* de cette Compagnie. *Banque Ottomane*, ferme à 731 25, en avance de 3 fr. 75.

L'arrêt qui vient de se produire à notre Bourse sur un certain nombre de valeurs profite à l'épargne pour les emplois qu'elle effectue en ce moment, et qu'elle aura encore à effectuer après l'échéance des coupons d'avril. Ces emplois se portent de préférence sur les valeurs de premier ordre qui, tout en donnant un revenu rémunérateur, laissent encore une grande marge à la hausse. Parmi les titres de cette catégorie, les *Obligations 3 0/0 du Chemin de fer Jonction Salonique-Constantinople* se distinguent particulièrement et, par cela même, sont demandées à 345, offrant ainsi une prime de remboursement de 155 francs.

QUESTIONS DU JOUR

LE NORD DE L'ESPAGNE

(DEUXIÈME ARTICLE)

Les porteurs français d'obligations du *Nord de l'Espagne* et, d'une manière plus générale, ceux à qui incombe la mission de défendre les intérêts financiers de la France engagés dans les fonds étrangers, ne peuvent accepter la décision du Conseil d'administration de la Compagnie espagnole pour deux principales raisons :

1º Parce que cette décision viole manifestement le contrat intervenu entre le *Nord de l'Espagne* et les porteurs d'obligations au moment de l'émission ou de l'introduction de ces titres sur le marché français ;

2º Parce que son acceptation créerait un précédent de la plus haute gravité pour les porteurs des 20 milliards de francs de titres étrangers que possèdent actuellement les portefeuilles français.

Nous voulions développer ce côté spécial de la double question soulevée si légèrement par le Conseil d'administration du *Nord de l'Espagne*, mais nous estimons, après mûre réflexion, qu'il vaut mieux s'abstenir de tout commentaire à ce propos. Nos lecteurs comprendront à demi-mot les motifs réels de cette abstention.

La violation du contrat à l'égard des obligataires du *Nord de l'Espagne* résulte non seulement des stipulations libellées sur leurs titres, mais aussi de la déclaration faite par le Conseil d'administration lui-même dans son Rapport à l'Assemblée générale extraordinaire du 3 mars 1894.

Voulant expliquer aux actionnaires dans quelle situation lamentable la dépréciation de la mon-

naie espagnole, par rapport à la monnaie française, plaçait l'exploitation des Compagnies espagnoles de Chemins de fer et, en particulier, du *Nord de l'Espagne*, le Conseil leur a dit :

Les Compagnies encaissent en piécettes le montant de leurs recettes et *ont dû prendre l'engagement, lors de la réalisation de leurs emprunts, de payer*, **en francs**, *à l'étranger, les intérêts et l'amortissement de la plus grande partie de leurs obligations.* Or, pour se procurer des francs, elles ont à supporter la perte du change entre la valeur variable des deux monnaies, laquelle a atteint, en 1893, jusqu'à 24 0/0. C'est-à-dire qu'avec le change actuel de 23 0/0, pour payer 100 francs de coupons à l'étranger, il faut que nous encaissions 123 et même 128 piécettes, la dépréciation de la monnaie faisant perdre, comme nous l'avons dit, 5 0/0.

Le tableau suivant donne le taux du change pour la période de 1888 à 1894, et les pertes pour la Compagnie provenant du change et de la dépréciation de la monnaie :

Perte pour la Compagnie sur le change et la dépréciation de la monnaie

Années	Change moyen	Piécettes
1888	2.17 0/0	2.340.806
1889	3.65 »	2.905.439
1890	4.51 »	3.296.125
1891	7 » »	4.306.966
1892	16.85 »	7.717.854
1893	19.21 »	8.862.841

La déclaration est trop précise pour que l'on puisse un seul instant en contester la signification ; les pouvoirs généraux et spéciaux que cette Assemblée du 3 mars a conférés au Conseil d'administration ne sauraient, en conséquence, modifier la nature des engagements de la Compagnie.

Mais, au surplus, quels sont exactement ces pouvoirs généraux et spéciaux donnés par les actionnaires au Conseil et en vertu desquels ce Conseil décide aujourd'hui « que les coupons et amortissement des obligations de la Compagnie seront, « à partir du 1er avril prochain, payés *seulement* « en pesetas » ?

Voici le texte des Résolutions votées par les deux Assemblées des 3 mars et 22 juin 1894 :

Résolutions votées le 3 mars 1894

I

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration, l'approuve en toutes ses parties et confère tous ses pouvoirs au Conseil, pour poursuivre avec le Gouvernement (espagnol) les négociations engagées et pour signer, s'il y a lieu, les conventions qu'il conviendrait de faire dans l'intérêt de la Compagnie.

II

L'Assemblée générale confirme et ratifie l'autorisation donnée au Conseil d'administration par la troisième résolution de l'Assemblée générale du 31 mai 1892, laquelle est ainsi conçue :

« L'Assemblée générale autorise le Conseil d'administration « à créer et à émettre des obligations sur les lignes nouvelle- « ment construites, ou en construction, qui ne sont encore « grevées d'aucune hypothèque.

« Ces obligations auront une valeur nominale de 500 pié- « cettes chacune, portant un intérêt annuel de 3 0/0 ou de « 5 0/0, suivant ce que décidera le Conseil pour chaque émis- « sion.

« La quantité totale ne pourra pas dépasser 124.000 obliga- « tions dans le premier cas et 82.000 dans le second cas.

« Ces obligations seront remboursables au pair pendant la « période de la concession des lignes sur lesquelles elles se- « ront spécialement émises et sur lesquelles elles auront une « première hypothèque.

« Le Conseil fixera les autres conditions spéciales des « émissions. »

L'Assemblée générale confère, en outre, au Conseil les pouvoirs nécessaires pour modifier le type, la durée et le mode d'amortissement de ces obligations et pour déterminer si le paiement des intérêts et de l'amortissement se fera en piécettes ou en francs, ainsi que les places sur lesquelles s'effectueront les paiements, en passant, pour cet objet, tous actes notariés qui pourront être nécessaires, en maintenant ou en annulant leurs hypothèques, ou en adoptant telle autre forme que ce soit.

Elle autorise également le Conseil à disposer de ces titres, soit en procédant à leur vente, soit en les utilisant pour quelque opération que ce soit.

Elle autorise le Conseil d'administration, si celui-ci le juge nécessaire pour faire face aux engagements de la Compagnie, à aliéner les biens de toute nature appartenant à ladite Compagnie et libre de toute hypothèque.

III

L'Assemblée générale autorise, pour sa part, le Conseil d'administration, dans le cas où les circonstances ne permettraient pas à la Compagnie de payer les intérêts et l'amortissement des obligations, à suspendre temporairement le tirage au sort des obligations à amortir et leur remboursement.

IV

L'Assemblée générale, en prévision du cas où les mesures précédemment indiquées ne seraient pas réalisables, ou ne seraient pas suffisantes au jugement du Conseil d'administration pour assurer la marche normale de la Compagnie, autorise enfin le Conseil à adopter toutes autres mesures, que la situation de la Compagnie rendrait nécessaires, en procédant judiciairement ou extra-judiciairement, et en ouvrant toutes négociations avec ses créanciers.

La *1re Résolution* confère au Conseil tous pouvoirs pour poursuivre avec le Gouvernement espagnol des négociations, et pour signer des Conventions s'il y avait lieu de le faire dans l'intérêt de la Compagnie.

La *2e Résolution* confirme et rectifie l'autorisation précédemment donnée pour une émission nouvelle d'obligations et règle les détails de cette opération.

Par la *3e Résolution*, les actionnaires autorisent, en ce qui les concerne, la suspension *temporaire* du tirage au sort des obligations à amortir et, par suite, leur remboursement.

Quant à la *4e Résolution*, elle donne évidemment au Conseil le pouvoir d'adopter « *toutes* « *autres mesures que la situation de la Compa-* « *gnie rendrait nécessaires*, en procédant judi- « ciairement ou extra-judiciairement, et en ouvrant « toutes négociations avec ses créanciers ». Mais, il est impossible d'admettre que ce soit derrière ce texte obscur que le Conseil se retranche aujourd'hui pour décider, arbitrairement et sans avoir ouvert de négociations avec les ayants droit, qu'à partir du 1er avril prochain la perte du change espagnol sera supportée par les obligataires de la Compagnie.

Comment : dans l'hypothèse d'une simple suspension du tirage au sort des obligations — suspension qui ne devait être que *temporaire* et qui, par suite, ne comportait pas de préjudices certains pour les obligataires — ce Conseil aurait cru nécessaire de se faire donner une autorisation spéciale et motivée... et il se contenterait, maintenant, du texte évasif de la *4e Résolution* pour imposer *définitivement* aux obligataires des sacrifices pouvant atteindre des proportions énormes ; pour violer, au détriment des créanciers de la Compagnie, un contrat dont le Rapport, lu à cette même Assemblée, reconnaissait d'une manière si précise la nature, l'esprit et les conséquences pour les actionnaires ? Ce n'est pas admissible !

Les résolutions votées à l'assemblée du 22 juin 1894 sont-elles plus explicites ? Les voici :

I

L'Assemblée générale approuve en toutes ses parties le rapport du Conseil d'administration, ainsi que les comptes de l'Exercice 1893.

II

L'Assemblée générale réélit comme administrateurs de la

Compagnie, pour 5 ans, les membres sortants dont les noms suivent :

MM. Emile Pereire, Angulo, Shée y Saavedra, Luque, marquis de la Havane, marquis de Viesca de la Sierra, Ibarra, Zabala, Arellano.

III

L'Assemblée générale renouvelle et confirme tous les pouvoirs qu'elle a donnés au Conseil d'administration le 3 mars 1894 et qui sont reproduits ci-après :

(Suit le texte intégral des quatre *Résolutions* de l'Assemblée du 3 mars ci-dessus reproduites).

Et c'est tout! Nous pouvons donc conclure de ce rapprochement que la décision prise le 11 mars dernier par le Conseil d'administration, en vertu des soi-disant pouvoirs à lui conférés par les Assemblées des 3 mars et 22 juin 1894, n'est point justifiée par le texte des délibérations qu'il invoque.

Mais le serait-elle d'une manière rigoureuse, que cela ne changerait en rien le droit et la situation des obligataires, car il n'appartient pas aux actionnaires d'une Société quelconque — au nom desquels le Conseil d'administration agit — de modifier, à leur profit et au détriment de leurs créanciers, les termes d'un contrat régulièrement conclu.

Nous reconnaissons loyalement que la Compagnie du *Nord de l'Espagne* se trouve dans une position des plus critiques. La hausse du change espagnol, ajoutées à toutes les autres causes que le Rapport du 3 mars 1894 expose avec beaucoup de clarté, l'ont acculée, nous ne dirons pas à la faillite, mais à quelque chose d'assez approchant. Nous reconnaissons aussi que la mauvaise volonté de M. Gamazo et l'indifférence systématique du Gouvernement présidé par M. Sagasta, en ce qui touche les Compagnies de Chemins de fer, ont aggravé la nature des difficultés dans lesquelles elle se débat depuis bientôt trois années. Mais était-ce une raison pour le Conseil d'administration d'imposer aux obligataires de la Compagnie une mesure qui, indépendamment du préjudice qu'elle comporte, *dénaturerait radicalement* le principe de leur créance si elle était acceptée par eux?

Si le Conseil venait dire en substance à ces créanciers :

« Nous vous devons *15 francs* d'intérêt annuel « par obligation ; pour les motifs que vous con- « naissez, nous ne pouvons plus emprunter, et il « nous est impossible, en ce moment, de vous « payer la totalité de cet intérêt. Nous vous de- « mandons en conséquence de nous faire, à partir « du 1er avril 1895, l'avance de la perte au change « que nous subissons pour convertir les pesetas « de nos recettes en *francs* que nous sommes dans « l'obligation de vous payer.

« Le change espagnol est en ce moment à 7,50 « pour cent de perte, mais pour éviter tout mé- « compte, nous vous proposons de vous retenir sur « vos coupons et vos amortissements 10 0/0, sur « lesquels nous vous délivrerons un *bon spécial* « qui vous sera lui-même remboursé en *francs* « quand la situation de la Compagnie le per- « mettra. »

Ce langage s'expliquerait ; il serait plus conforme à l'esprit et au texte des résolutions des Assemblées des 3 mars et 22 juin 1894 ; il sauverait d'une manière absolue le principe de la créance dont il ne changerait point la nature, et les obligataires n'auraient aucun inconvénient sérieux à accepter cette proposition, parce que la Société resterait leur débitrice pour la totalité de la somme retenue.

Quelle serait, au contraire, la situation des mêmes obligataires, si la décision du Conseil du 11 mars était maintenue et s'ils en acceptaient les conséquences?

Les intérêts et l'amortissement de leur créance, convertie en pesetas, subiraient désormais toutes les fluctuations du change espagnol. Avec un change moyen de 20 0/0, comme en 1893, ils perdraient *3 francs* par *15 francs* de rente et 100 *francs* par obligation amortie ; avec un change de 40 0/0, ils perdraient naturellement le double. Et il pourrait même se produire ce cas particulier que la Compagnie, régularisant sa situation, équilibrant ses dépenses totales avec ses recettes en pesetas, les actionnaires touchassent en pesetas la perte subie par les obligataires.

De plus, à quel endroit les obligataires iraient-ils encaisser leurs coupons? En Espagne, sans doute? Par quel intermédiaire la conversion des pesetas en *francs* s'effectuerait-elle? La décision du 11 mars ne l'indique pas! Et cet oubli est d'autant plus grave qu'au moment même où nous écrivons ces lignes, nous croyons savoir que les Sociétés françaises de crédit qui sont habituellement chargées de payer les coupons du *Nord de l'Espagne* n'ont pas encore reçu de provisions pour le coupon d'avril, c'est-à-dire pour le coupon nº 50 de la 1re série du *Nord de l'Espagne*, le coupon 38 de la 2e série, le coupon 30 des 1res hypothèques *Asturies, Galice et Léon* et les coupons 24 et 16 des 2es et 3es hypothèques de la même Compagnie.

Le Conseil d'administration du *Nord de l'Espagne* s'est engagé dans une impasse : nous voulons espérer qu'il reviendra sur ses pas et, qu'après réflexion, il aura un sentiment plus net de ses devoirs envers les obligataires français.

EDMOND THÉRY.

L'Abaissement du Taux de l'Escompte

A LA BANQUE DE FRANCE

La décision prise par le Conseil général de la *Banque de France*, dans sa séance du 14 mars dernier, de ramener le taux de l'escompte de 2 1/2 à 2 0/0, et le taux des avances sur titres de 3 1/2 à 3 0/0 a été généralement bien accueillie. Mais quelques uns de nos confrères semblent s'être mépris sur le véritable caractère de cette mesure et il nous paraît utile d'y revenir.

Il est certainement très regrettable que le taux officiel du loyer de l'argent continue à s'avilir en France et dans tous les pays à étalon d'or. Il est en ce moment même à 2 0/0 en Angleterre, à 2 1/2 0/0 en Suisse et en Hollande, à 3 0/0 en Allemagne et en Belgique. Mais il ne s'agit là que de l'escompte des Banques d'émission et, par nos correspondances de ces divers pays, nos lecteurs savent que le taux hors banque est sensiblement inférieur à ce taux officiel.

Le même phénomène se produit en France et sur une plus vaste échelle : Alors que pendant presque un siècle le taux officiel de la *Banque de France* a toujours été, le taux minimun de l'escompte dans notre pays, et que le négociant admis à cet escompte bénéficiait d'un avantage incontestable. par rapport à celui qui était dans l'obligation de passer par l'intermédiaire d'un banquier : ce même taux de la *Banque de France*, sous l'influence des divers événements que j'ai étudiés dans ma dernière brochure sur les *Fonctions de la Banque*, est en quelque sorte devenu aujourd'hui le taux maximum du taux du loyer de l'argent sur le marché français.

La clientèle commerciale et industrielle de notre grand Etablissement d'émission, de favorisée qu'elle était jadis, se trouve maintenant plus mal servie que la clientèle des banques ordinaires.

Que l'on compare, en effet, en remontant à deux ou trois années en arrière, le taux de l'escompte sur le marché libre et le taux de l'escompte officiel et l'on constatera qu'il y a toujours eu une différence moyenne de plus d'un point entre les deux taux, et cela au détriment du papier escompté par la *Banque de France.*

Je me suis trop longuement étendu, dans ma récente Etude, sur les causes de cette différence pour qu'il soit nécessaire d'y revenir aujourd'hui.

La *Banque de France* ayant un escompte uniforme, traitant sur le même pied d'égalité du taux un effet de 5 francs et un effet de 100.000 francs, n'offrant, par suite, aucun avantage spécial aux signatures de premier choix, ne peut être accusée de concurrence ruineuse pour le taux du loyer de l'argent.

Les grandes Sociétés de crédit et surtout les Sociétés d'assurances, de chemins de fer, industrielles, etc. ayant des fonds disponibles, sont-elles exemptes du même reproche et ne contribuent-elles point, involontairement sans doute, par l'ardeur avec laquelle elles recherchent le papier escomptable, à cet avilissement que nous déplorons tous? C'est une question que se posent tous ceux qui observent impartialement les faits.

Je n'ai nullement l'intention de critiquer les opérations de ces diverses Sociétés, dont l'organisation et le développement sont si profitables au public, mais je crois user de mon droit de simple observateur en leur disant : « Prenez garde ! examinez la situation d'en« semble, ne compromettez pas vos propres intérêts en « accentuant la crise de l'argent! »

La *Banque de France* a réduit son escompte à 2 0/0 et ses avances sur titres à 3 0/0 sous la pression de cette situation d'ensemble. N'étant plus la régulatrice du taux du loyer de l'argent en France, elle a été obligée, dans l'intérêt du commerce — comme elle devra peut-être encore le faire dans l'avenir — de suivre l'impulsion donnée par le marché libre. C'est assez dire qu'elle ne peut rien pour remédier à un état de choses qu'elle n'a point créé et dont elle ne saurait être rendue responsable.

EDMOND THÉRY.

LA QUESTION DES SUCRES

L'industrie sucrière, comme tant d'autres et peut-être plus que toute autre, traverse une crise terrible qui sévit avec plus ou moins d'intensité dans les divers pays producteurs. En Allemagne, où la campagne de 1893-94 s'est chiffrée par 13.800.000 quintaux et où la production de 1894-95 est évaluée à 17 1/2 millions de quintaux, soit 1.750.000 tonnes, on étudie les moyens de relever les primes à l'exportation ; en Autriche-Hongrie, les Syndicats des fabricants de sucre réclament des mesures tendant à les tirer d'embarras. La Monarchie des Habsbourg a produit 830.000 tonnes dans la dernière campagne, et on assure que cette quantité s'augmentera cette année d'environ 170.000 tonnes, en s'élevant à plus d'un million de tonnes. Le reste de l'Europe se trouve dans la même situation, et notre vieux continent, qui avait un excédent de 400.000 tonnes en 1893-94, en aura un de 700.000 à 1.100.000 tonnes dans la campagne de 1894-95.

Dans un récent rapport adressé aux Ministres des affaires étrangères et du commerce, notre ambassadeur à Vienne a indiqué, avec beaucoup de clarté, l'accroissement successif des sucreries et de la production en Autriche-Hongrie depuis une trentaine d'années ; le nombre des fabriques a passé de 136 à 236, et celui des betteraves mises en œuvre de 810. 323 à 6.564.300 tonnes. Le Gouvernement austro-hongrois ne s'est pas contenté de venir en aide à l'industrie des sucres, en asseyant, par la loi du 20 juillet 1888, l'impôt sur des bases plus rationnelles et plus équitables que par le passé, il a voulu encore faciliter par tous les moyens en son pouvoir l'écoulement de ses produits sur les marchés de l'étranger. C'est ainsi qu'il a exigé des Chemins de fer de l'Etat, dans le trafic international, des taxes qui descendent jusqu'à 0 fr. 028 par tonne kilométrique, et qu'il a obtenu des Compagnies privées de notables atténuations. Une autre mesure des plus efficaces pour la sortie des sucres résulte des primes à l'exportation variant, suivant le degré de polarisation, de 3 fr. 15 à 4 fr. 85 par 100 kilos ; de plus, les sucres exportés sont exempts de l'impôt de 23 fr. 10 par 100 kilos. Les exemptions consenties de ce chef ressortent, en chiffres ronds, à 105 millions de francs pour 1893-94.

Et pourtant, le stock des sucres en Autriche-Hongrie s'élevait, à fin février dernier, — suivant une information que vient de nous envoyer notre correspondant de Vienne — à plus du double de la quantité relevée à fin février 1894 !

En France, le poids total des betteraves mises en œuvre, d'après le *Journal officiel,* s'est élevé de 4.556.796 tonnes en 1884-85, à 7.137.736 tonnes en 1894-95. J'indique à dessein, l'année 1884, car à cette époque notre industrie sucrière, succombant sous la pression de la concurrence étrangère, put être relevée grâce à la loi votée par le Parlement sur l'intervention de MM. Méline, ministre de l'agriculture et Ribot, ministre des affaires étrangères.

Les effets de la nouvelle législation ont été longuement analysés par MM. Méline et Ribot, la semaine dernière, au banquet qui a suivi le Congrès annuel des fabricants de sucre de France. M. Méline a établi, dans un remarquable discours, le bilan de la production française en 1883 et dix ans après: pendant cette période elle a été portée de 273.000 à 800.000 tonnes. En 1883, nous ne suffisions pas à notre consommation et nous demandions à l'étranger de 40 à 50 millions de sucre brut, tandis qu'aujourd'hui nous satisfaisons à notre consommation, en exportant en plus 50 millions de sucres bruts. Comme l'a fort bien dit le Président de la Commission parlementaire des douanes, la proportion est complètement et absolument renversée ; de tributaires que nous étions nous sommes devenus créanciers.

La législation de 1884 n'a pas profité, comme on l'a prétendu maintes fois, aux seuls fabricants de sucre ; l'agriculture, le consommateur et le Trésor français en ont eu leur part.

Rappelant la formule de Bastiat sur « ce qu'on voit et sur ce qu'on ne voit pas », M. Méline a démontré que les primes versées aux fabricants n'ont guère fait que passer par leurs mains ; elles ont servi en majeure partie, à opérer une véritable révolution culturale, à donner aux agriculteurs des encouragements en argent.

Avant 1884, l'industrie sucrière payait la betterave 18 à 20 fr. les 100 kilogrammes ; en 1894-95 les prix s'étaient élevés progressivement à 28 fr., soit une majoration de 10 fr. par tonne. En appliquant la majoration aux quantités de betteraves mises en œuvre d'après le *Journal officiel,* on constate que, sur un total de 489 millions de francs, représentant l'ensemble des primes acquises à la sucrerie de 1884-85 à 1894-95, les cultivateurs ont touché, à eux seuls, près de 400 millions sous forme de surélévation du prix de leurs betteraves, malgré la baisse du prix du sucre depuis dix ans.

Si nous passons au consommateur, les chiffres nous apprennent que les 100 kilos de sucre qui, dans les années antérieures à 1884, avaient atteint le prix moyen de 117 fr., sont tombés à 103 fr. ; ils n'ont pas dépassé, pour la moyenne quinquennale de 1889 à 1893, le chiffre de 108 francs.

Nous arrivons ainsi à cette constatation véritablement saisissante, — a dit M. Méline — que le dégrèvement pour le consommateur est en moyenne, par année, de plus de 50 millions, c'est-à-dire supérieur au montant de toute la prime.

Quant au Trésor, ses recettes directes, du fait de l'in-

dustrie sucrière — qui étaient de 147 millions, en moyenne, dans les années antérieures à la discussion de la loi de 1884 — se sont élevées successivement à 150, 160, 170, 180 et 200 millions ; et il serait juste de tenir compte des plus-values d'impôts résultant, dans tous les départements sucriers, de l'augmentation des revenus agricoles.

Ces renseignements très précieux et très concluants ont été confirmés par M. Ribot, qui, en sa qualité de représentant du Pas-de-Calais, s'intéresse tout spécialement à l'industrie sucrière. Le Président du Conseil a défini le rôle de cette industrie : « C'est à la fois une industrie dans le sens propre du mot, et une industrie agricole qui associe, dans un commun effort, le génie de nos ingénieurs, la patience et la vigueur de nos agriculteurs. » En d'autres termes, c'est une des branches les plus importantes de notre production nationale.

La pensée directrice qui a inspiré la législation de 1884 était de prouver que la terre française valait toutes les terres du monde et qu'il suffisait de tendre la main à nos paysans pour les inciter au progrès. Et M. Ribot ne fait à cette loi tant décriée, qu'un seul reproche, celui d'avoir trop bien réussi, car la production s'est accrue à ce point que nous succombons sous le poids de nos richesses sucrières.

M. Tirard, au début hostile à la loi de 1884, mais qu'on avait finalement rallié, espérait en tirer 160 millions.

En résumé, le Président du Conseil estime qu'au lieu de détruire la loi de 1884, on devrait plutôt songer à la compléter.

Et, ici, a-t-il ajouté, je m'exprimerai comme M. Méline et à peu près dans les mêmes termes : lorsqu'en 1884, nous avons excepté de l'impôt général certains sucres étrangers, nous avons voulu respecter, protéger notre travail national dans son exercice légitime, mais nous n'avons nullement entendu donner un instrument à la spéculation ; nous n'avons pas voulu qu'au moyen de cette disposition de la loi, dont je viens d'indiquer la portée, on pût peser sur les cours par la menace d'importations énormes et avilir ainsi la production nationale.

Respect au travail national partout où il s'exerce, effort sincère, loyal, pour concilier les intérêts des ports et ceux de la sucrerie indigène, telle est la formule de M. Méline, que j'adopte, que je répète à mon tour et que nous traduirons quand il le faudra par un texte législatif. — Mais nous n'admettons pas qu'on abuse de la disposition dont je viens de parler pour fausser l'esprit et le jeu de la loi de 1884. (*Vifs applaudissements.*)

Il était très important de résumer ces déclarations, au moment où la crise sucrière préoccupe l'Europe entière. Que fera-t-on pour la soulager ? C'est une question à laquelle il est difficile de répondre actuellement, mais le Gouvernement paraît être décidé à défendre cette branche si importante de notre industrie dans le cas où les Etats voisins accorderaient de nouveaux avantages à leurs producteurs.

Constatons, en attendant, qu'il y a pléthore de sucre, mais que la consommation pourrait en être considérablement étendue si la situation de notre Budget permettait le dégrèvement de l'impôt.

C.-R. WEHRUNG.

Société Ottomane du Chemin de fer

SMYRNE-CASSABA ET PROLONGEMENT

C'est le 7 janvier dernier que les obligations 4 0/0 de 500 francs de la *Société Ottomane du Chemin de fer de Smyrne-Cassaba et Prolongement*, sur lesquelles nous appelions l'attention dans notre *Marché Financier* du 12 janvier, ont fait pour la première fois leur apparition à la *Cote officielle* du *Marché de Paris*. Il s'agissait alors de 113.120 titres émis à Londres dans le courant de l'année 1894, au cours de 83 0/0 ou 418 fr. 32 par obligation de 500 francs entièrement libérée et au porteur, et remboursables au pair, en 99 ans, à partir de 1895.

Constituée le 18 juillet 1894 au capital de 16 millions de francs divisé en 32.000 actions de 500 francs actuellement libérées de 50 0/0, la *Société Ottomane du Chemin de fer Smyrne-Cassaba et Prolongement* a été créée en vertu d'une concession, pour 99 ans, de S. M. I. le Sultan, en date du 22 février 1893, pour prendre possession des lignes existantes de *Smyrne à Cassaba*, *Alacheir* et *embranchements*, et pour réaliser le prolongement de la ligne principale jusqu'à *Afium-Karahissar*.

La *Société Smyrne-Cassaba* a heureusement rempli la première partie de son programme. Grâce à l'émission des 113.120 obligations dont nous avons parlé plus haut, elle a pu prendre possession d'un réseau de 266 kilomètres, en plein rendement depuis plusieurs années, et dont elle a assumé, elle-même, l'exploitation à partir du 27 juillet 1894. Reste maintenant, pour elle, à assurer l'exécution de l'ensemble de sa concession, en commençant la construction du prolongement de l'ancienne ligne jusqu'à *Afium-Karahissar*, réseau qui mettra en communication directe avec le port de *Smyrne*, les riches plateaux cultivés du centre de l'Asie Mineure, en passant par *Ouchak*, centre important du commerce des céréales et des tapis d'Orient, et qui, rattachant également *Afium-Karahissar* aux *Chemins de fer d'Anatolie* dont l'achèvement est prochain, reliera directement *Smyrne* à *Constantinople*.

Pour la construction et l'exploitation de cette nouvelle ligne, la *Société Ottomane du Chemin de fer de Smyrne à Cassaba et Prolongement* a été autorisée, par l'assemblée générale de ses actionnaires du 4 octobre 1894, à se procurer les sommes qui, jointes à son capital-actions, lui seront nécessaires pour atteindre le but qu'elle s'est proposé. En conséquence, elle a reçu la faculté d'émettre *155,000 obligations nouvelles de 500 francs 4 0/0*, chiffre qui correspond à la longueur maxima de la ligne, longueur subordonnée à des modifications de tracé. Toutefois la Société n'émettra que le nombre de titres représentant, à raison de 560 obligations par kilomètre, la longueur exacte de ladite ligne.

De ces obligations, 60.000, entièrement libérées et jouissance du 1er février dernier — qui sont à valoir sur l'emprunt autorisé comme il vient d'être dit — seront, par les soins de MM. Bénard et Jarislowsky, banquiers à Paris, introduites lundi sur notre marché au prix de 432 fr. 50, cours au-dessus duquel elles doivent s'élever bientôt, les 113,120 obligations anciennes — qui, le 7 janvier dernier cotaient comme premier cours 445 francs — s'échangeant, actuellement, aux environs de 450 fr. Ces obligations sont amortissables en 95 ans par tirages au sort annuels qui commenceront en juillet 1898. Cependant la Société se réserve le droit de les rembourser par anticipation, au pair de 500 francs, à toute époque, à partir du 1er juillet 1900. Elles rapportent 4 0/0, c'est-à-dire 20 francs par an, payables à Paris, Londres, Constantinople, Bruxelles et Genève, moitié le 1er février et moitié le 1er août de chaque année, et sont exemptées de tous droits dans l'Empire ottoman pendant toute la durée de la concession. De plus, elles jouissent, du fait du Gouvernement ottoman, d'une garantie de recette brute annuelle de 18.900 francs (Liv. T. 830,76) par kilomètre sur la totalité de la ligne du chemin de fer à construire, et le Gouvernement a affecté spécialement, au paiement de cette garantie : 1° les dîmes des *Sandjaks* de *Saroukhan* et de *Denizli ;* 2° l'excédent des dîmes du *Sandjak d'Aidin* affectées à l'annuité afférente à la ligne actuellement existante de *Smyrne-Alacheir* et embranchement ; 3° enfin, et en cas d'insuffisance, les dîmes de tous les autres *Sandjaks* traversés par l'ensemble du réseau et dont la Société peut, aux termes de la concession, réclamer l'affectation.

La valeur de la garantie ci-dessus spécifiée s'établit ainsi :

Au cours des trois dernières années, les seules dîmes des céréales des *Sandjaks* de *Denizli* et de *Saroukhan* — en dehors des dîmes des autres produits dont la

Compagnie peut demander l'affectation — ont rapporté une moyenne de 3.367.500 francs. A ce montant, il faut ajouter l'excédent des dîmes du *Sandjak* d'*Aidin* qui donnerait, d'après les chiffres de la même période, 1.404.750 francs, soit un total de revenus de 4.772.250 fr. Or, le service d'intérêt et d'amortissement des 155.000 obligations nouvelles — dont 60.000 seulement sont mises en circulation pour le moment — exigerait une annuité de 3.176.500 francs. Il y a donc là un excédent de garantie de 1.595.750 francs, auquel viennent s'ajouter les recettes de la nouvelle ligne et la part appartenant à la Société dans le surplus des recettes que le *prolongement* donnera à l'ancien réseau.

De ce qui précède, on doit conclure que les nouvelles obligations présentées à notre public seront aussi bien accueillies par lui que l'ont été les obligations de la 1re Série. Avec les garanties dont elles jouissent, elles doivent trouver accès dans tous les portefeuilles désireux de placements sérieux et avantageux, et qui n'ont eu du reste, jusqu'à présent, qu'à se féliciter de l'accueil qu'ils ont réservé depuis si longtemps déjà aux *Valeurs Ottomanes*.

Pour terminer, mentionnons que la *Société Ottomane du Chemin de fer de Smyrne à Cassaba et Prolongement* s'est, dès sa constitution, préoccupée d'assurer la construction à forfait de la ligne qui lui était concédée. Elle a, à cet effet, conclu un contrat avec la *Régie générale pour la Construction et l'Exploitation de Chemins de fer*, Société anonyme *française* au capital de 10 millions de francs, qui a déjà, en Orient, construit les *Chemins de fer Serbes*, les *Chemins de fer de Raccordement de la Turquie d'Europe*, les *Chemins de fer Jonction-Salonique-Constantinople* et *Salonique-Monastir*, ainsi que les principales lignes de l'Asie Mineure. Disons encore que l'encaissement et la gestion des dîmes qui sont affectées comme garantie ont été acceptés par le Conseil d'administration de la *Dette Publique Ottomane*, et que ce même Conseil versera les montants reçus à la *Banque Impériale Ottomane* qui les tiendra à la disposition de la Compagnie pour le service des obligations. Enfin rappelons que le Conseil d'administration de la *Société Ottomane du Chemin de fer de Smyrne à Cassaba et Prolongement* est composé de personnalités financières appartenant, la plupart au moins, à l'administration de la *Banque Impériale Ottomane*, et dont le caractère, la capacité et l'honorabilité sont hautement appréciés.

A. LECHENET.

CHEMINS DE FER BRÉSILIENS

La *Compagnie Générale Française de Chemins de fer brésiliens*, constituée le 31 mai 1879, avait pour objet la construction et l'exploitation du chemin de fer de *Paranagua* à *Curityba* par *Moretes* (Brésil), d'une longueur de 110 kil. 915, et à laquelle était attachée, pendant 30 ans, une garantie du Gouvernement s'élevant annuellement à 2.275.000 francs.

Le capital social de la Société est de 10 millions de francs divisé en 20.000 actions de 500 fr. émises au pair. De plus, la Compagnie a émis, en 1880 et 1884, deux séries d'obligations d'ensemble 70.606 obligations 5 0/0 remboursables au pair, et jouissant de la garantie mentionnée ci-dessus. Le fonctionnement de l'amortissement avait réduit, en 1886, ces obligations encore en circulation à 63.649 titres auxquels il a été proposé, conformément aux décisions de l'assemblée générale du 27 mai 1886, ou le remboursement au pair, ou la conversion en nouvelles obligations 4 1/2 0/0, qui furent créées au nombre de 99.876. Sur ces 99.876 obligations, 94.000 furent d'abord émises au prix de 441 fr. 50, contre 39.070 obligations 5 0/0 présentées à la conversion, et 24.579 remboursées au pair. Le solde de 5.876 obligations 4 1/2 0/0 fut émis ultérieurement à divers cours.

Plus tard et pour faire face aux dépenses de la seconde concession qui comprenait les 306 kilomètres de prolongements de la ligne de *Paranagua-Curityba* concédés par décrets des 5 janvier 1889 et 18 octobre 1890, la Compagnie négocia, en 1891 et 1892, 48.000 bons décennaux 6 0/0 remboursables au plus tard le 1er août 1901. Cette négociation lui permettait d'attendre l'occasion favorable pour une émission d'obligations à long terme, et le moment où elles représenteraient le coût de chemins entièrement exécutés et donnant des revenus nets très importants. C'est cette émission que la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, la *Société Générale de Crédit Industriel et Commercial* et la *Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France* présentent le 28 courant au public, à Paris et dans leurs Agences et Succursales en France et à l'étranger, et qui atteint le montant de 68.000 obligations 4 1/2 0/0 remboursables au pair en 99 ans, *conformément au tableau d'amortissement*, et rapportant 22 fr. 50 d'intérêt annuel, payables moitié le 1er avril et moitié le 1er octobre. Le produit de cette émission est, on le comprend, destiné principalement à la conversion ou au remboursement des 48,000 bons décennaux 6 0/0 dont nous venons de parler.

Le prix auquel ces obligations sont offertes au public a été fixé à 433 fr. 75 payables comme suit: 50 fr. en souscrivant; 183 fr. 75 à la répartition, du 8 au 13 avril, et 200 fr. du 8 au 13 mai. La jouissance de ces titres part du 1er avril et les souscripteurs qui voudront se libérer à la répartition n'auront à débourser que 433 francs. Quant aux porteurs de *Bons 6 0/0*, ils jouissent d'un droit de souscription par préférence défini comme suit:

Tout porteur qui en fera la demande jusqu'au 28 mars inclusivement recevra: 1° au moment de la répartition, un nombre égal d'obligations nouvelles à celui des Bons présentés; 2° une soulte, en argent, de 67 francs par Bon; 3° et l'intérêt à 6 0/0 l'an, couru jusqu'au 1er avril 1895, soit 5 francs.

Il va de soi que les Bons non présentés à la Conversion seront remboursés à une date qui sera fixée au moment de la répartition des nouvelles obligations, et que les intérêts de ces Bons cesseront de courir à partir de cette date.

De même que les obligations émises pour la construction des 110 kil. 915 de voies ferrées de *Paranagua* à *Curityba*, les obligations 4 1/2 0/0 dont nous nous occupons jouissent de la garantie du gouvernement brésilien, garantie applicable jusqu'à ce jour aux Bons appelés à la conversion. Comme nous l'avons déjà vu, celui-ci accordait à la ligne de *Paranagua-Curityba*, une garantie de 2.275.000 fr. Pour le réseau des prolongements, la garantie est fixée à 1.562.548 francs, payables en or à Londres, en deux semestrialités, dans les premières quinzaines de janvier et de juillet de chaque année, et ce jusqu'en 1920.

Or, ces prolongements, constituant un réseau de 306 kilomètres, sont aujourd'hui entièrement construits et complètement ouverts à l'exploitation. Ils mettent en rapport la dernière station terminus de *Rio-Negro* avec le restant de la ligne et offrent une correspondance directe à 600 kilomètres de voies navigables. Quelles recettes produiront-ils? C'est ce qui nous reste à examiner.

Voyons, tout d'abord, les recettes mensuelles et le mouvement du trafic de *Paranagua-Curityba* depuis l'ouverture de la ligne à l'exploitation, trafic qui a commencé le 8 février 1885.

Pendant ce mois, les recettes s'élevaient à 35.127 fr. 90. Au mois de décembre 1894, elles atteignent 379.096 fr., de sorte que la recette kilométrique, qui était d'abord de 8.613 fr. 47, a passé à 31.749 fr. 68. Il est vrai que cette progression est due à l'avancement graduel des travaux de construction, et cet avancement graduel a permis, — en ce qui regarde par exemple les prolongements, — d'exploiter, pendant le deuxième semestre de 1894, une longueur moyenne de 252 kil. 900 mètres, qui ont produit une recette brute de 1.580.065 fr. Faisons état de ce tronçon, et déduisons

les dépenses, soit 733.279 fr. Nous arrivons alors à un produit net de 846.786 fr. Or, la garantie d'intérêt afférente à ces 252 kil. 900 mètres pour un semestre, s'élève à 642.978 fr. Il résulte donc de ces chiffres, que leur produit net dépasserait de 203.808 fr. le montant de la garantie d'intérêt.

Mentionnons ici que tous les chiffres que nous venons de produire sont calculés au change pair de *27 deniers* par *milreis*, change qui sert de base aux règlements qui interviennent entre le Gouvernement brésilien et la Compagnie, et passons à l'examen des recettes actuelles du réseau entier comparées à celles de 1894.

Ligne de Paranagua-Curityba (111 kilomètres), jouissant d'une garantie de 20.608 francs par kilomètre :

	1894	1895
	Francs	Francs
Recette du mois de février........	176.475	296.610
Recette du mois précédent........	210.803	316.384
Recette totale.............	387.278	612.994
D'où, recette kilométrique annuelle du mois de février............	20.725	34.833
Et recette kilométrique annuelle des mois écoulés de l'exercice.......	21.584	34.196

Prolongements : longueur actuelle, 306 kilomètres, jouissant d'une garantie par kilomètre de 5.084 fr. 75 :

	1894	1895
	Francs	Francs
Recette du mois de février........	173.190	247.175
Recette du mois précédent........	167.491	243.220
Recette totale.............	340.681	490.395
D'où recette kilométrique annuelle du mois de février..............	11.578	11.156
Et recette kilométrique annuelle des mois écoulés de l'exercice.......	10.808	10.697

La situation apparaît donc comme des plus favorables, et il ne nous resterait plus qu'à faire remarquer que la garantie annuelle du Gouvernement brésilien, payable en or, est de 1.562.543 fr., alors que l'annuité pour le service de l'intérêt et de l'amortissement des 68.000 obligations 4 1/2 0/0 offertes en souscription n'exige que 1.548.910 fr., si nous ne devions faire encore ressortir le placement avantageux des titres présentés actuellement au public français.

Sans tenir compte de la prime de remboursement, ces valeurs donnent un revenu net de plus de 4 60 0/0. Elles sont émises à 433 fr. 75 ou à 433 fr. entièrement libérées à la répartition, alors que les obligations 4 1/2 0/0 représentant les 110 kil. 915 du Chemin de fer *Paranagua* à *Curityba*, et avec lesquelles elles doivent certainement sous peu s'établir en parité, s'échangent à 444 fr. jouissance janvier. Ajoutons que l'avantage de conversion offert par préférence aux *Bons 6 0/0* est évident. Les porteurs sont ménagés dans leurs intérêts, car, à la place d'un titre coté au-dessus du pair, on les met à même d'entrer en possession d'une obligation à revenu très rémunérateur et présentant une marge à la hausse considérable.

J. M.

Grande Distillerie E. Cusenier fils aîné et Cie

Les actionnaires de la *Grande Distillerie E. Cusenier fils aîné et Cie* se sont réunis, samedi 16 courant, en assemblée générale extraordinaire pour examiner une proposition d'augmentation du capital social qui leur était faite par le Conseil d'administration.

Dans une étude publiée ici même le 27 octobre 1894 (*Economiste Européen*, no 146), nous mentionnions que le capital de cette Société s'élevait à 6 millions de francs et était divisé en 12.000 actions de 500 francs. Or, ce capital n'est pas suffisant pour le développement des opérations de l'entreprise dont nous faisions ressortir, dans l'article mentionné ci-dessus et auquel nous nous reportons, la situation favorable. C'est pourquoi le Conseil d'administration a demandé qu'il fût porté à 10 millions de francs par la création de 8.000 actions nouvelles dont la souscription serait réservée, par privilège, aux porteurs des 12.000 actions déjà existantes, et dont le produit lui permettra l'augmentation de ses stocks et l'extension de ses affaires.

Pour obtenir les sommes qui lui paraissent nécessaires, le Conseil se trouvait en présence de deux moyens : ou émettre des obligations, ou augmenter le capital-actions. Mais, en ce qui regarde le premier moyen, une entreprise industrielle, même en pleine prospérité, doit toujours éviter les engagements qui, dans un moment de crise temporaire, peuvent peser lourdement. De plus, la charge d'obligations constitue, en quelque sorte, une atténuation au crédit, et pourrait rendre, par exemple, plus difficiles les opérations d'escompte que la *Grande Distillerie Cusenier* est amenée à traiter, par suite de l'importance de ses transactions avec la France et l'Etranger. Pourquoi, en conséquence, se grever d'un passif d'emprunt qui alourdirait tout essor ? Il est vrai que, par contre, on peut faire valoir la question d'amortissement. Mais la réponse à cette objection est facile : ne peut-on pratiquer aussi bien l'amortissement des actions que celui des obligations ?

Certainement il peut arriver que l'augmentation du capital-actions comporte, avec elle, et au point de vue du dividende, certaines modifications. Mais, d'après les déclarations que le Conseil d'administration de la *Grande Distillerie* a été amené à faire, ce ne serait pas le cas ici. Il est, en effet, convaincu de pouvoir le maintenir à 40 francs, même après l'augmentation du nombre des actions, la plus-value des profits réalisés pendant la période écoulée de l'exercice en cours justifiant toutes les espérances et permettant d'entrevoir l'avenir avec confiance.

Naturellement, à l'assemblée générale du 16 mars, les actionnaires se sont rangés aux opinions émises par leur Conseil, et les explications diverses qui leur ont été fournies ont abouti à une manifestation de confiance unanime qui s'est traduite par le vote des propositions présentées par le Conseil d'administration.

La situation est donc maintenant la suivante. Tout actionnaire actuel a le droit de souscrire à deux actions nouvelles pour trois actions anciennes. Les versements sur le nouveau titre, qui entrera en jouissance le 1er juillet 1895 c'est-à-dire au début du nouvel exercice social, ont lieu ainsi :

185 fr. en souscrivant. Le droit de souscription peut être exercé d'aujourd'hui, 23 mars, au 11 avril, et les 185 fr. dont il s'agit représentent le premier quart de l'action et une prime de 60 fr., l'action nouvelle étant cédée à 560 fr. ;

125 fr. le 15 septembre 1895 ;

250 fr. à des dates ultérieures, par fraction de 125 fr. et suivant décision du Conseil d'administration.

Les 60 francs de prime mentionnés ci-dessus comprennent : 50 fr. de versement pour égaliser la copropriété de chaque action dans la réserve légale, et 10 fr. représentant la quote-part fixée à forfait des frais de constitution et d'émission. D'où il résulte que l'actionnaire obtient, pour 1.120 fr., deux actions qui, ayant en perspective le même dividende de 40 fr., doivent s'établir dans un temps peu éloigné au cours des anciennes actions. En un mot, le détenteur actuel de trois actions anciennes dont le cours est, en ce moment, 814 fr. 50, ce qui représente 2.443 fr. 50, entre, moyennant un débours de 1.120 fr., en possession de cinq titres dont la valeur, en prenant pour base le cours ci-dessus, doit s'élever à 4.072 fr. 50.

Les actionnaires ont donc tout avantage, maintenant, à user du droit qui leur est accordé. Ils le feront certainement. Pourtant, pour parer à toute éventualité, et au cas où les titres nouveaux ne seraient pas pris en totalité par les porteurs anciens, le Conseil d'administration a constitué un groupe, dont il fait partie du reste, et qui s'est engagé à prendre, à 560 fr., toutes les actions non souscrites. C'est dire la confiance que l'on a, et au sein du Conseil d'administration et dans

certains milieux, de l'affaire en elle-même ; mais il est peu probable que cette confiance ait, cette fois, occasion de se manifester, ce qui se comprend du reste.

Pour terminer, présentons quelques remarques. Les immeubles et terrains de la Société, qui étaient de 1.100.000 francs, s'élèvent aujourd'hui à 2.900.000 fr., bien que les terrains achetés de 1871 à 1883, dans d'excellentes conditions figurent encore au bilan aux prix d'acquisition. Tout ce progrès a été obtenu sans accroissement de capital-actions. De plus le fonds de commerce, compté au premier bilan pour 1.887.000 fr., est évalué présentement un franc ; et l'outillage, qui a coûté 1.400.000fr., est réduit maintenant à 1.140.000 fr. par suite d'amortissements, et en dépit des additions et perfectionnements qu'il reçoit tous les jours.

Les 15 exercices écoulés depuis la fondation de la Société ont donné un total d'affaires de 100 millions de francs qui ont permis de distribuer aux actions 6.092.255 fr. 05. et de consacrer aux réserves et amortissements 3.055.945 fr. 80, soit au total 9.148.200 fr. 85, et ce, sans tenir compte des participations bénéficiaires bien réduites aujourd'hui, comme nous ne manquions pas de le spécifier le 27 octobre 1894. On reconnaîtra que peu d'industries arrivent à un tel résultat qui, du reste, est dû à la sollicitude constante, à l'habileté et la prudence de ceux qui la dirigent.

P. B.

Informations Économiques et Financières

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Depeis le 11 mars présent mois, les 4.922 obligations nouvelles de 500 fr. 3 1/2 0/0, numéros 7293 à 12214, formant la 3e série de l'Emprunt de la Ville de Bordeaux de six millions de francs 3 1/2 0/0 1891, sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote sous la même rubrique que les obligations anciennes.

Par suite, le nombre des obligations dudit emprunt, négociables sur notre marché, se trouve porté de 7.292 à 12.214.

Depuis le 12 mars présent mois, les actions de la Société des Etablissements et Usines Léonard Paupier, en liquidation, ont cessé d'être négociables à la Bourse de Paris.

Depuis le 12 mars présent mois, les actions de la Compagnie des Mines de Kef-Oum-Theboul, en liquidation, ont cessé d'être négociables à la Bourse de Paris.

Depuis le 12 mars présent mois, les actions de la Compagnie d'Assurances contre les Accidents « Le Monde », en liquidation, ont cessé d'être négociables à la Bourse de Paris.

Un versement de 50 fr. est appelé le 25 mars présent mois sur les actions du Crédit Lyonnais, actuellement libérées de 300 fr.

Un coupon de 12 fr. 50 (net 11 fr. 60) est payable le même jour sur lesdites actions.

Par suite, la Chambre syndicale a décidé :

Qu'à partir du 25 mars inclus, les actions non libérées du Crédit Lyonnais se négocieront en titres libérés de 350 francs, ex-coupon no 50, jouissance 25 mars 1895.

Les livraisons en liquidation du 15 mars ont été effectuées en titres libérées de 300 fr., coupon no 50 non détaché.

Le même jour 25 mars, il sera détaché un coupon de 12 fr. 50 (net 11 fr. 60 sur les actions entièrement libérées qui ne sont négociables qu'au comptant.

Depuis le 19 mars présent mois, les actions et les obligations de la Compagnie Electrique du Secteur de la Rive gauche de Paris sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant, à la deuxième partie du Bulletin de la Cote.

6.000 actions de 500 fr., émises au pair, libérées de 250 fr. et nominatives.

10.000 obligations de 500 fr. 5 0/0, libérées et au porteur. Remboursables au pair, par tirages au sort annuels, de 1898 à 1917.

Intérêt annuel : 25 fr., payables par moitié les 1er avril et 1er octobre de chaque année.

Jouissance courante : 1er octobre 1894.

Service des titres et des coupons, chez M. Brocard, banquier, rue Drouot, 5.

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES			14 mars	21 mars
ACTIF				
Encaisse de la Banque :	11 mars	21 mars		
Or	2.143.196.734	2.140.630.752	3.383.006.090	3.383.472.183
Argent	1.239.809.356	1.242 841.431		
	3.383.006.090	3.383.472.183		
Effets échus hier à recevoir ce jour			13.437	255.798
Portefeuille Paris { Effets Paris			157.062.762	149.613.154
Portefeuille Paris { Effets Etranger			»	»
Bons du Trésor			»	»
Portefeuilles des succursales			230 628.340	227.406.558
Avances sur lingots à Paris			572.000	414.000
Avances sur lingots dans les succursales			497 300	829 800
Avances sur titres à Paris			119.871.135	119 305.157
Avances sur titres dans les succursales			148.157.912	148.616.473
Avances à l'Etat			140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve			10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)			2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles			99.627.294	99.611.938
Rentes immobilisées			100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque			4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales			15.265.400	15.302.638
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales			1.647.671	1 677.157
Emploi de la réserve spéciale			8.407.444	8.407.444
Divers			91.968.997	99.140.436
Total			4.513.691.179	4.511.033.491
PASSIF				
Capital de la Banque			182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital			8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834			10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.			2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857			9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque			4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale			8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation			3.593.494.965	3.569.884 635
Arrérages de valeurs déposées			15.917.926	15.109.681
Billets à ordre et récépissés			32.774.333	32 578.560
Compte courant du Trésor, créditeur			131.501.134	144.773 884
Comptes courants de Paris			385 999.455	399.659.754
Comptes courants dans les succursales			61.571.788	59.460.701
Dividendes à payer			2.537.739	2.400.695
Escompte et intérêts divers			3.258.352	3.440.263
Réescompte du dernier semestre			782.337	782.337
Divers			57.837.639	57 927.470
Total			4.513.691.179	4.511.033.491

Comparaison avec les années précédentes

	26 mars 1891	24 mars 1892	23 mars 1893	22 mars 1894	21 mars 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation	3.119 0	3.050.1	3.426 8	3 461 6	3.569.8
Encaisse	2.463.4	2.672 6	2 923.1	2.995.8	3 383.4
Portefeuille	751.6	519.5	502.3	564.1	377.0
Avances aux partic.	278.4	328.0	331 8	282.7	269.1
— à l'Etat	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	109.7	188 5	106.5	136.4	144 7
— part.	389.7	453.4	388.6	393 0	459 1
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 0/0
Prime de l'or	4 0/00	1 0/00	1 0/00	pair	pair
Bénéfices nets	6.412.0	4.243.1	2.845.1	3.421.6	1.763 1

Ministère des Finances. — Par arrêté du Président du Conseil, Ministre des finances, en date du 18 mars 1895, M. Chauvin (Jules), commis ordinaire à l'Administration centrale des finances, attaché au cabinet du

Ministre, a été nommé sous-chef du cabinet du Ministre des finances.

Emissions et Amortissements des obligations des Chemins de fer français en 1894. — Notre savant confrère, M. Alfred Neymarck, publie dans son excellent journal le *Rentier*, la statistique des émissions, prix de vente et amortissements d'obligations de Chemins de fer français pendant l'exercice 1894.

Le tableau suivant indique le nombre d'obligations vendues en 1894, le montant produit par ces ventes, le prix moyen de vente par obligation, le nombre d'obligations amorties, le total de ces amortissements :

	Nombre d'oblig. vendues	Montant produit par ces ventes Francs	Prix moyen de vente Francs	Nombre d'oblig. amorties	Montant des remb^ts d'obl. Francs
Est	73.610	33.486.661 20	454 92	28.951	14.536.100
Midi ...	23.457	10.777.489 98	459 45	17.258	8.363.000 (1)
Nord ...	76.449	35.394.749 90	462 985	24.205	11.865.500
Lyon ...	61.370	28.317.065 »	461 415	65.747	35.681.875
Orléans.	84.915	39.132.434 24	460 842	32.676	16.440.750
Ouest ..	88.740	40.978.228 86	461 778	28.885	14.756.250
Totaux.	408.541	188.086.629 18		197.722	101.643.475

Il résulte de ces chiffres que :

1° Le nombre des obligations vendues s'élève à 408.541;

2° Les capitaux produits par ces ventes s'élèvent à 188.086.629 fr. 18;

3° Le prix de vente a varié de 454 fr. 92 au plus bas, à 462 fr. 985 au plus haut;

4° Le nombre d'obligations amorties s'élève à 197.722;

5° Le montant des remboursements d'obligations effectués pendant l'année 1894 se chiffre par 101.643.475 francs.

Depuis dix ans, le prix moyen de vente des obligations a été le suivant :

Années	Est	Midi	Nord	Lyon	Orléans	Ouest
1885 ...	371 45	376 12	384 22	376 08	377 67	376 318
1886 ...	380 09	385 16	398 40	384 318	384 91	385 334
1887 ...	382 07	391 82	395 25	385 263	393 57	390 22
1888 ...	390 25	398 73	401 547	400 306	399 »	396 71
1889 ...	395 12	408 856	411 52	408 91	404 »	405 60
1890 ...	416 07	425 34	437 05	428 35	433 65	430 79
1891 ...	439 48	445 56	443 41	443 49	443 45	442 502
1892 ...	447 51	454 397	454 48	455 2068	457 318	458 668
1893 ...	451 53	460 139	461 339	458 2581	457 37	457 57
1894 ...	454 92	459 45	462 985	461 415	460 842	461 778

Voici, depuis 1885, le relevé des obligations vendues par les Compagnies et le total du prix de vente :

Années —	Obligations vendues —	Total du prix de vente — Francs
1885	750.752	283.656.206 02
1886	873.992	336.005.657 15
1887	434.396	168.463.646 41
1888	496.743	197.229.253 81
1889	575.926	232.754.566 15
1890	463.484	198.776.709 05
1891	340.510	150.750.644 54
1892	420.153	191.020.388 80
1893	557.024	254.599.419 31
1894	408.541	188.086.629 18
Totaux.....	5.321.521	2.201.343.117 42

Ajoutons enfin que le nombre d'obligations amorties était :

En 1892, de 177.290 pour un capital de 92.896.500 Fr.
En 1893, de 184.333 — 95.451.475
En 1894, de 197.721 — 101.643.475

Ces chiffres, nous ne cesserons de le répéter, prouvent mieux que tout raisonnement la puissance du crédit et la confiance de l'épargne dans les grandes Compagnies. Ce crédit et cette confiance sont deux forces énormes pour l'Etat et pour le pays tout entier : risquer de les amoindrir par des mesures imprudentes, par des demandes continuelles de réformes, par des attaques trop souvent renouvelées, c'est l'imprudence même.

(1) Soit 16.726 × 500 fr. La différence entre 17.258, chiffre des obligations amorties, et 16.726, chiffre des obligations remboursables, soit 532, est égale au nombre des obligations de la série en cours d'émission sorties au tirage avant d'avoir été mises en circulation.

Compagnie Générale de Chemins de fer brésiliens

Paranagua-Curityba (111 kilom) (1)	1895 Francs	1894 Francs
Recettes du mois de février.....	296.610	176.475
Recettes des mois antérieurs...	316.384	210.803
Recettes totales des mois écoulés de l'exercice	612.994	387.278
Recettes kilométriques annuelles du mois de février...........	34.833	20.725
Recettes kilométriques annuelles des mois écoulés de l'exercice	34.196	21.584
Prolongements (Longueur actuelle 306 kil.) (2)		
Recettes du mois de février....	247.175	173.190
Recettes des mois antérieurs...	243.220	167.491
Recettes totales des mois écoulés de l'exercice..............	490.395	340.681
Recettes kilométriques annuelles du mois de février...........	11.156	11.578
Recettes kilométriques annuelles des mois écoulés de l'exercice	10.697	10.808

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 5 au 11 mars 1895 (10e semaine)
(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Différence pr 1895	
Etat	2.761	688	707	5.616	6.078	—	461
Paris-Lyon-Méditer.	8.604	6.261	6.506	49.392	53.457	—	4.065
— Rhône au Mont-Cenis	133	91	103	723	787	—	64
— Chemins Algériens..	513	123	126	1.094	1.050	+	44
Nord	3.699	3.624	3.429	33.968	34 453	—	485
Ouest	5.350	2.593	2.708	20 941	22.336	—	1.395
Orléans	6.772	3.086	3.251	24 304	26.540	—	2.236
Est	4.802	2.511	2 567	20.375	21.790	—	1.415
Midi	3.136	1.719	1.751	14.391	14 440	—	49
Est-Algérien	897	...	...	876	938	—	62
Bône-Guelma voie larg.	607	74	48	577	414	+	162
— voie étroite	128	13	5	110	46	+	63
Ouest-Algérien	296	43	39	388	359	+	28
Arzew à Kralfallah..	214	..	..	...	...		.
Médoc	101	17	21	167	202	—	34

Mouvement des Caisses d'Epargne. — Voici le relevé des opérations concernant les Caisses d'épargne ordinaires, du 11 au 20 mars 1895 :

Dépôts de fonds.................	6.880.430 29
Retraits de fonds................	4.721.666 15
Excédent de dépôts	2.158.764 14

Excédent de dépôts du 1er janvier au 20 mars 1895 : 29.136.655 fr. 80.

Capitaux employés en achats de rentes, du 11 au 20 mars 1895, pour le compte des déposants des Caisses d'épargne ordinaires : 1.132.529 fr. 25.

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er janvier au 28 février	12.250.000	11.420.000
Du 1er janvier au 10 mars.	2.400.000	2.590.000
Du 11 au 20 mars.........	2.340.000	2.030.000
Du 21 mars	260.000	260.000
Du 1er janv. au 21 mars	17.250.000	16.300.000

(1) Garantie par kilomètre 20.608 fr.
(2) — — 5.084 fr.

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 21 mars 1895.

Encore la Crise agricole. — Nouveaux Remèdes proposés. — La Detresse de la distillerie. — Etat de la Question monétaire. — La Réforme de la Bourse. — Protestations contre l'Impôt du timbre. — Droits sur les Avances sur titres et sur les connaissements.

Toujours préoccupés de la crise agricole, les agrariens recourent à tous les moyens imaginables pour l'atténuer. Ils comprennent que leurs projets de monopole des blés étrangers et la dénonciation des traités de commerce ne sont guère réalisables. Aussi se rejettent-ils sur des moyens accessoires. D'une part, ils demandent la réduction des prix de transport par voie ferrée au profit des blés indigènes et, en même temps, l'augmentation du fret par voie d'eau, qui favorise surtout l'importation des céréales étrangères.

Le Conseil d'Etat, saisi de ces divers projets, a admis le premier point en exprimant l'opinion qu'il y avait lieu d'abaisser, autant que possible, le tarif du transport par chemins de fer des matières premières et des produits agricoles et a engagé le Gouvernement à examiner la question de l'établissement de tarifs généraux à base décroissante.

Il a déclaré que l'on devait étendre à tout le pays les tarifs mobiles en vigueur dans les provinces de l'Est pour les bestiaux.

En même temps il a rejeté le second point, la Constitution de l'Empire et les Actes internationaux relatifs à la liberté de navigation sur le Rhin et sur le Danube ne permettant pas l'établissement de droits de navigation proprement dits.

Le parti conservateur a lancé un autre projet. Au Landtag prussien, il demande que l'Etat prête 25 millions de M. aux Associations agricoles sans exiger plus de 2 1/2 0/0 d'intérêt annuel.

Il paraît que le Gouvernement est bien disposé en faveur de cette mesure. C'est la *Seethandlung*, sorte de Banque officielle, qui sera chargée du service des prêts à l'agriculture.

La crise de la distillerie française m'engage à vous communiquer les statistiques fiscales du mois de février relatives à la production, à la consommation et aux stocks d'alcool. Vous y verrez que la production allemande n'échappe pas à la crise.

La réduction de la production n'est pas suffisante. Le projet d'élever de 6 marks le montant de la prime d'exportation, celui de limiter la production des grandes distilleries à dater du 1er octobre, que l'on prête au Gouvernement, ne remédieront pas aux souffrances de l'industrie. On prétend qu'il faudrait une prime de 15 M. à dater du 1er juillet pour relever les cours de l'alcool.

Quoique la proposition Kanitz soit toujours au premier plan, au fond la question monétaire l'emporte de beaucoup sur elle dans l'esprit des économistes. Le Conseil d'Etat prussien en est saisi. Comme la majorité de ses membres professe le bimétallisme, il a déjà donné son approbation pleine et entière aux déclarations du prince de Hohenlohe. Un point est donc acquis, la Prusse et l'autorité impériale sont disposées à chercher les moyens de relever la valeur de l'argent. Il reste à obtenir l'adhésion des Gouvernements fédéraux pour que l'Empire allemand puisse formuler des propositions au sein d'une Conférence internationale. A cet effet, le Conseil fédéral aura à émettre son avis. Il le fera, dit le *Berliner-Bœrsen-Courier*, à bref délai, car la question sera discutée oralement sur les propositions de la Prusse.

Celle-ci n'interviendra qu'après la fin des délibérations du Conseil d'Etat.

Les monométallistes espèrent que certains Gouvernements du Nord et même du Sud de l'Allemagne se rallieront à leur cause. Mais ils se trompent sans doute. En Bavière, notamment, l'agitation rurale des Associations de paysans a déjà pris une grande importance. Elle est aussi active que celle de l'Union des agriculteurs des provinces orientales de la Prusse, avec cette seule différence que le mouvement bavarois est aussi démocratique qu'il est aristocratique dans l'Allemagne du Nord-Est.

Le projet de réforme des Bourses est toujours en suspens, mais la solution approche. Les avis de tous les Ministères prussiens ont déjà été exprimés et recueillis. Le Conseil fédéral est saisi du projet définitif. D'après certains renseignements, il a été modifié dans un sens favorable aux intéressés.

Les modifications que le Gouvernement prussien se prépare à introduire dans l'impôt du timbre ne sont guère moins inquiétantes pour le monde des affaires. Les Compagnies d'assurances se plaignent d'un nouveau mode de perception proposé, qui atteindrait non seulement les premières primes, mais leur totalité, dont le paiement n'est qu'éventuel.

Le Conseil des Anciens de Berlin proteste aussi contre le caractère inquisitorial des mesures de contrôle. Il déclare trop élevé le droit de timbre de 0,20 0/0 sur la transmission des effets de commerce, connaissements, certificats de chargement, warrants. De même le droit de timbre sur toutes les opérations d'avances sur titres ou sur marchandises lui paraît excessif.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	15 mars	Dif. 7 mars	15 mars	Dif. 7 mars
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.091.159	+ 3.461	917.464	+ 6.246
Billets du Trésor	27.192	+ 973	27.636	+ 999
Billets d'autres banques	11.028	+ 2.492	10.350	+ 524
Lettres de change	455.114	— 321	517.905	+ 3.896
Prêts sur titres	66.181	— 655	73.555	— 1.133
Valeurs	3.923	— 25	6.793	— 443
Autres propriétés	39.527	+ 1.026	38.035	+ 2.309
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	973.571	— 7.242	910.350	+ 772
Autres engagements à vue	563.679	+ 14.291	519.453	+ 19.513
Au tresengagements	7.204	— 99	9.995	+ 5.666

Comparaison avec 1894 et 1893
(Millions de marks)

Stock métallique

	1893	1894	1895
28 fév. ...	924,3	913,4	1095,1
7 mars ...	919,4	911,2	1087,6
15 — ...	928,3	917,5	1091,1
23 — ...	923,8	906,7	....,.
31 — ...	869,0	856,7	....,.

Lettres de change et prêts sur titres

	1893	1894	1895
28 fév. ...	564,0	586,7	534,9
7 mars ...	548,0	588,7	522,6
15 — ...	554,2	591,5	466,4
23 — ...	570,8	609,2	....,.
31 — ...	683,5	710,6	....,.

Circulation

	1893	1894	1895
28 fév. ...	927,9	908,6	984,0
7 mars ...	926,1	909,6	980,8
15 — ...	917,6	910,3	973,5
23 — ...	935,5	932,1	....,.
31 — ...	1070,5	1079,8	....,.

Réserve de billets

	1893	1894	1895
28 fév. ...	322,6	334,0	337,0
7 mars ...	319,4	331,5	333,1
15 — ...	340,6	338,1	344,7
23 — ...	314,5	305,5	....,.
31 — ...	121,7	103,7	....,.

Production des Eaux-de-Vie pendant le mois de février.

Districts de perception	Production	Livraisons à la consommation	Stocks en entrepôts
	Hectolitres d'alcool pur		
Prusse orientale	17.132	10.215	23.752
— occidentale	29.728	6.828	59.620
Brandebourg	60.164	19.979	228.335
Poméranie	43.846	9.308	126.333
Posen	66.824	11.482	90.597
Silésie	59.034	24.539	92.686
Saxe prussienne	32.188	23.668	90.449
A reporter	308.916	106.019	711.772

Report.......	308.916	106.019	711.772
Schleswig-Holstein.......	5.083	3.520	8.329
Hanovre.................	11.458	9.411	13.952
Westphalie..............	8.869	10.611	3.636
Hesse-Nassau............	2.018	2.634	1.917
Province rhénane........	6.425	8.861	9.620
Hohenzollern............	15	2	»
Royaume de Prusse...	342.784	141.058	749.236
Bavière.................	19.475	6.002	16.812
Saxe royale.............	23.084	9.866	34.910
Württemberg.............	785	651	3.462
Bade....................	5.642	3.144	14.513
Hesse...................	2.706	2.086	1.087
Mecklembourg............	5.395	2.357	13.592
Thüringe................	1.051	848	2.412
Oldenbourg..............	457	961	146
Brunswick...............	4.579	1.082	1.397
Anhalt..................	6.553	291	74
Lübeck..................	85	300	360
Brême...................	202	639	253
Hambourg................	1.633	3.434	16.901
Alsace-Lorraine.........	1.051	1.952	800
Territoire fiscal allemand.	415.482	174.661	855.955
— — février 1894	440.134	183.005	827.257
Différences.......	—24.652	— 8.344	+28.698

A la fin du mois précédent, le stock montait à 696.378 hectolitres. On a livré à la dénaturation et à l'exportation 81.244 hectol.

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 21 mars 1895.

Le marché des actions de la *Disconto-Gesellschaft* est toujours très actif. A dater du 20 mars, ces actions se négocieront avec les intérêts à dater du 1er janvier, coupon de 1894 détaché. Le dividende de 1894 a été fixé à 8 0/0. Les engagements en cours sur ces titres sont réduits de 4 0/0.

Le Ministre des finances de l'Empire a déclaré au Reichstag qu'il y avait encore à demander 113.191.825 marks à l'emprunt. Les projets de conversion restent momentanément écartés.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 21 mars 1895.

La Question du speaker. — Les Résultats budgétaires de 1894-95. — Le Budget de 1895-96. — L'Assemblée générale des actionnaires de la Banque d'Angleterre.

La question du speaker n'a pas encore reçu de solution. De tous les candidats présentés, deux seuls sont restés d'abord en présence : M. Courtney et M. Campbell Bannermann; mais le premier a depuis retiré sa candidature et le Gouvernement ne veut plus se séparer du second, dont il a besoin pour le Cabinet. Ainsi la question se complique : les conservateurs étaient prêts à voter pour M. Campbell Bannermann; si sa candidature est retirée, ils opposeront un concurrent à toute candidature officielle, et comme celle-ci l'emportera et que le speaker n'est nommé que pour une législature, une nouvelle élection devra se produire à l'époque prochaine où les conservateurs reviendront avec la majorité. Cette nomination du speaker, qui avait été tenue jusqu'ici en dehors des luttes politiques, paraît ainsi devoir être un prétexte à une lutte entre les partis. Ce fait est d'autant plus regrettable qu'il ne peut que diminuer le rôle du Président de la Chambre, qui était resté l'arbitre de tous les partis et sans appartenir à aucun.

Nous sommes presque arrivés à la fin de l'exercice budgétaire et l'on peut prévoir aujourd'hui que les évaluations de Sir William Harcourt seront légèrement dépassées. On pourrait même s'attendre à une plus-value importante si l'on ne se souvenait que les dernières semaines de mars ont vu se produire, l'année dernière, des paiements anticipés dans la crainte d'une augmentation de certaines taxes. Le même fait ne peut se reproduire cette année, mais par contre les recettes ne seront pas interrompues par les fêtes de Pâques qui, en 1894, sont tombées en mars et les *death duties* se perçoivent dans des proportions plus fortes à cause de l'augmentation de la mortalité causée par l'épidémie d'influenza. En admettant donc que les recettes du mois soient égales à celles de mars 1894, on peut évaluer le total pour l'année à 94.400.000 liv. st., ce qui ferait un excédent de 300.000 liv. st. sur les évaluations. Quant aux dépenses, il est peu probable qu'elles s'écartent des prévisions ; les résultats budgétaires de 1894-95 n'affecteront donc pas le budget de 1895-96.

On connaît aujourd'hui les évaluations de dépenses des divers Ministères pour l'exercice qui va commencer et ces chiffres nous permettent de prévoir quel sera le montant du total des dépenses, car il n'y aura pas de variation dans les charges du fonds consolidé. Voici quel doit être ce montant :

Evaluation des dépenses

	1894-95	1895-96	Augmentation ou diminut.
	Liv. st.	Liv. st.	Liv. st.
Charges du fonds consolidé.....	26.653.000	26.653.000	»
Armée.........	18.006.000	17.984.000	— 22.000
Marine.........	17.366.000	18.701.000	+ 1.335.000
Services civils..	18.841.000	19.298.000	+ 457.000
Finances.......	13.240.000	13.374.000	+ 134.000
	94.103.000	96.010.000	+ 1.904.000

A ces évaluations, il faut ajouter les dépenses pour constructions maritimes. Nous avons déjà vu que les recettes de l'année courante s'élèveront à 94.400.000 livres, et si le Chancelier de l'Echiquier ne pouvait obtenir une somme supérieure en 1895-96, il se trouverait en présence d'un déficit d'environ 1.700.000 liv. Mais il y a une source de revenus dont on peut attendre une augmentation importante, c'est le *Death duty*. La nouvelle taxe n'a été appliquée que pendant une partie de l'année courante, et l'Echiquier peut compter sur le paiement de droits dus à l'heure actuelle.

Sir William Harcourt a évalué à 3.500.000 liv. l'augmentation annuelle provenant du nouveau droit. Il faudra, sans doute, plusieurs années avant qu'il soit complètement productif ; mais on peut s'attendre, pour l'exercice prochain, à une plus-value de 1.000.000 de livres.

Le Chancelier de l'Echiquier peut aussi compter sur une augmentation de l'*income-tax*; les postes et télégraphes donneront probablement leur plus-value annuelle de 200.000 liv.; enfin, les actions du Canal de Suez donneront, l'année prochaine, leur dividende complet, ce qui amènera une augmentation de 300.000 livres.

On peut donc s'attendre à ce que Sir William Harcourt présente un budget facilement équilibré : il trouvera des recettes suffisantes pour couvrir l'augmentation des dépenses ; il ne pourrait faire plus.

Vous avez annoncé, la semaine dernière, les résultats de l'assemblée générale des actionnaires de la Banque d'Angleterre et mentionné le témoignage de remerciement qu'un Administrateur a adressé à la Banque de France pour l'aide donnée à propos de l'affaire Baring.

C'est la première fois, depuis plusieurs années, qu'on n'ait plus eu à s'occuper de cette liquidation que pour en constater la clôture définitive. Les actionnaires n'avaient qu'à connaître le dividende décidé pour le semestre finissant le 28 février 1895. On sait que les profits nets pour cette période ont été de 629.103 liv. et que le dividende à distribuer le 15 avril a été proposé à 4 1/4 0/0. C'est 1/4 0/0 de moins que l'année der-

nière, mais on avait cru que le mauvais état général des affaires provoquerait une plus forte réduction, et les actionnaires ont été satisfaits.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

20 Mars 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés	51.322.140	Dette fixe de l'Etat	11.015.100
		Rentes immobilisées	5.784.900
		Or monnayé et lingots	34.522.140
Total	51.322.140	Total	51.322.140

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	12.469 488
Réserve et profits et pertes	3.669 677	Portefeuille et avances	18.480.432
Trésor et administration publique	12.155.153	Billets en réserve	26 612 740
Comptes particuliers	29.939.098	Or et argent monnayés	2.840.712
Billets à sept jours, etc.	116 411		
Total	60 433.372	Total	60.433.372

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
12 Décembre	33.743	25.176	39.936	32.427	25.366	63	2
19 »	33.362	25 325	38.868	31.886	24 8,7	63	»
26 »	32.547	25.676	37.087	31.272	23.670	63	»
2 Janvier	33 091	25.918	44.797	38.714	23.972	53	»
9 »	33.880	25.519	45.058	37.982	25.160	55	»
16 »	34.601	25.202	41.577	33.525	26.202	62	»
23 »	35.358	25.015	41.107	32.113	27.142	65	»
30 »	35.946	24.926	40.104	30.392	27.819	69	»
6 Fevrier	36.801	25.119	40.473	30 139	28.481	70	»
13 »	37.043	24 725	41.106	30 130	29.118	70	»
20 »	37.502	24.629	41.836	30.315	29.673	70	»
27 »	37.084	24.795	42.251	31.253	29.090	69	»
6 Mars	37 186	25 071	42 558	32.008	28 915	67	»
13 »	36.967	24.893	41.116	30.558	28.874	70	»
20 »	37.362	24.679	42.094	30.919	29.483	63	»

Le Mouvement gréviste. — La grève que l'on craignait dans le Lancashire et dans le pays de Galles n'a pas éclaté, mais on a eu, par contre, celle des ouvriers en chaussures. Elle a été provoquée par l'ordre de chômage notifié par les patrons et qui était exécutoire à partir du 16 mars. A l'exception de ceux de Stafford, Norwiels et Kingswood, tous les cordonniers, au nombre de 200.000, ont cessé le travail. Les syndicats ont dû réduire le taux des allocations servies en cas de grève; on évalue cependant à plus de 4.000 liv. la somme déjà déboursée par eux, et à plusieurs fois cette somme par semaine, ce qu'ils auront à trouver pendant la durée d'une lutte qui paraît devoir être longue.

Le Commerce Canadien. — Le bilan du commerce au Canada accuse une diminution très importante. Durant les sept mois finissant le 31 janvier 1894, les exportations du Canada s'étaient élevées à 82.161.983 dollars, tandis que pour la même période du dernier exercice elles n'ont été que de 77.283.584 dollars. Les importations se sont élevées à 69.467.616 dollars.

Emprunt de la Barbade. — Le Gouvernement de la Barbade vient d'émettre un emprunt de 375.000 liv. 3 1/2 0/0.

La souscription a atteint la somme de 1.565.3000 liv. et les prix variaient entre le minimum de 99 liv. et le maximum de 104 liv. La moyenne obtenue a été de 102 liv. 7 sh. 1 d.

Finances Argentines. — D'après le *Diario*, le Gouvernement central, à Buenos-Ayres, s'oppose à l'arrangement proposé entre les créanciers européens et la province de Santa-Fé, et demande que cet arrangement soit soumis au Congrès. Le Président de la Banque Hypothécaire a adressé au Gouvernement une requête tendant à l'exécution de la loi autorisant l'émission de 15 millions de dollars en cédules. Le Ministre des finances, senor Romero, a refusé et déclaré que cette émission serait actuellement inopportune.

Clearing-House

Résultat des compensations du 11 au 20 Mars

	£		£
Jeudi 14 mars	46.922.000	Lundi 18 mars	21.796 000
Vendredi 15 mars	26 373 000	Mardi 19 mars	21.113.000
Samedi 16 mars	19.322.000	Mercredi 20 mars	21.857 000
		Total £	157.383.000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 145.202.000

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 22 mars 1895.

Les tendances générales du marché subissent un ralentissement : un léger renchérissement de l'escompte hors banque provoque une certaine lourdeur et la hausse du chèque pèse, de son côté, sur les valeurs s'échangeant avec Paris. D'autre part, la progression importante des dernières semaines entraîne quelques réalisations.

Les valeurs locales sont assez bien tenues.

Les fonds internationaux restent plus calmes. La Banque Ottomane se fait remarquer par une excessive fermeté, que l'on attribue ici aux projets que l'on prête à cet Etablissement dans les affaires du Transwaal.

Les Argentins et les Brésiliens ont un marché agité; ces derniers ne conservent pas leurs plus hauts cours à la suite de réalisations opérées sur les gros achats effectués récemment.

La hausse de l'argent-métal n'avait eu aucune influence sur les roupies et les mexicains, mais, par contre, sa réaction les alourdit. Quelques Chemins américains fléchissent pour le même motif.

Les Nitrate-Rails sont vendus par le continent.

Les réalisations n'affectent que modérément quelques valeurs minières.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 20 mars 1895.

Les Manifestations en faveur du Prince de Bismarck. — Le Rachat du Réseau téléphonique de Vienne. — La Question du Rachat des Chemins de fer. — La Société de Navigation à vapeur du Danube.

Les manifestations qui se produisent dans plusieurs régions de l'Autriche à l'occasion de l'anniversaire du prince de Bismarck ne sont pas du goût de certains organes, tels que le *Vaterland;* notre confrère s'indigne de ce que 17 villes de la Styrie aient envoyé à l'ex-chancelier impérial une statue en bronze représentant la Styrie avec une couronne de lauriers, sans en informer, au préalable, le Gouvernement cisleithanien.

La Commission parlementaire du budget s'est occupée du rachat du réseau téléphonique de Vienne; elle a décidé que, pour les ressources nécessaires à ce rachat, on s'adresserait à la Caisse d'épargne postale. Ce sera la première fois qu'une transaction financière de l'Etat aura été accomplie par ce moyen; on avait toujours eu recours, pour des petites opérations de ce genre, aux Etablissements de crédit chargés d'émettre des emprunts amortissables; mais, étant donné que la Commission du Budget ne veut payer que 4 0/0 d'intérêt, on n'aurait pu trouver de Banque disposée à faire les avances. La somme demandée par le Gouvernement est de 5 millions de florins; elle sera remboursable en vingt ans.

L'officieux *Fremdenblatt*, traitant l'importante ques-

tion du rachat des Chemins de fer par l'Etat, rappelle les déclarations faites il y a un an, à la Commission du budget, par le comte Wurmbrand, ministre du commerce cisleithanien. Parmi les lignes dont le Ministre avait annoncé le rachat à ce moment figuraient, entre autres : le Chemin de fer de l'Ouest de la Bohême, le Chemin de fer de raccordement Sud-Nord allemand, et celui du Nord-Ouest. Le comte Wurmbrand avait promis, en outre, de déposer, à la session d'automne, sur le bureau du *Reichsrath*, un programme de rachat pour l'ensemble du réseau; mais, jusqu'ici, l'Etat s'est borné à reprendre le Chemin de fer de l'Ouest de la Bohême.

En ce qui concerne la *Sudbahn* (Chemins Lombards), au sujet de laquelle il y avait de grosses difficultés, que je vous ai exposées, on espère enfin pouvoir arriver à une entente; le comte Wurmbrand s'est rendu à Vienne pour continuer les pourparlers engagés depuis le mois de septembre dernier avec le Gouvernement hongrois et, dès que l'accord sera fait entre les deux Cabinets, on entamera les négociations avec les délégués de la *Sudbahn*.

Enfin le *Fremdenblatt* croit savoir que les pourparlers avec la *Staatsbahn* sont assez avancés. A ce propos le Ministre cisleithanien a présenté à la Chambre des députés une demande de crédit supplémentaire de 1.400.000 florins pour améliorer la situation des employés de la *Staatsbahn*; cette somme serait couverte par des plus-values de recettes devant résulter d'une augmentation de tarifs pour les transports de voyageurs. Les recettes de 1893, de ce service, s'étant élevées, en chiffres ronds, à 20 millions de florins, il faudra, pour retrouver les 1.450.000 fl., augmenter les tarifs de 7 0/0 environ.

La Bourse viennoise, escomptant le rachat de la *Staatsbahn*, a vivement poussé les cours des actions ces temps derniers ; un autre prétexte de la hausse a été la conversion en titre 3 0/0 des obligations 5 0/0 qui peut être considérée comme assurée. Le bilan de l'exercice 1894 n'est pas encore arrêté, mais on sait déjà que les bénéfices nets dépassant ceux de l'année antérieure, le dividende sera d'au moins 30 fr. contre 28 fr. pour 1893. Etant donné le cours actuel des actions, c'est là un rendement d'un peu plus de 3 1/2 0/0, qui ne justifierait pas la hausse récente; mais, je le répète, on escompte le rachat, qui assurerait un revenu de 5 0/0 au capital d'établissement des lignes, tout en laissant aux actionnaires les exploitations minières et les usines que la Société possède en Hongrie.

La *Société de Navigation à vapeur du Danube* a repris, depuis le 18 courant, le transport des marchandises, mais il y a lieu de craindre que la hauteur des eaux ne permette pas à ce service de fonctionner régulièrement. Actuellement la moins-value des recettes est déjà de 600.000 florins par rapport à l'année dernière. Peut-être les demandes de céréales faites par la Bavière permettront-elles de combler ce déficit? En tous cas la campagne s'annonce comme devant être assez fructueuse.

Quant à la nouvelle Société hongroise de Navigation à vapeur qui devait commencer à fonctionner ces jours-ci, on n'en entend pas parler ; il n'en est fait aucune mention soit dans les journaux de Vienne, soit dans ceux de Budapest.

Informations Économiques et Financières

La Rente-or Autrichienne et les Achats d'or. — La réalisation, sur le marché, des 25 millions de florins de Rente-or Autrichienne, pris ferme récemment par le Syndicat Rothschild, semble s'être ralentie. On annonce, cependant, qu'à la fin de la semaine dernière le Syndicat avait vendu pour 21 millions de florins de Rente et avait acheté, par contre, pour environ 17 millions de métal jaune.

Le Mouvement des Sucres en Autriche-Hongrie. — Le mouvement des sucres, pendant la période d'août 1894 à février 1895, a été le suivant, en Autriche-Hongrie, en comparaison avec la période correspondante de 1893-1894 :

	Août à Février 1894-95	Août à Février 1893-94
	en quintaux métriques	
Production nette en sucre raffiné et en sucre brut	9.452.855	7.491.645
Sur cette quantité, on a exporté	2.541.036	2.610.106
Et la consommation indigène s'est élevée à	2.142.275	1.838.877
Le stock à fin février était de :		
Sucre raffiné	1.616.132	1.279.594
Sucre brut	4.055.670	2.411.637

Il résulte de ces données que le stock des sucres en Autriche-Hongrie s'élevait, à fin février 1895, à près du double de celui relevé à fin février 1894.

Les Chemins de fer d'Aussig-Teplitz en Bohême. — L'assemblée générale de cette Compagnie est fixée au 20 avril ; le Conseil d'administration proposera la répartition d'un dividende de 75 florins pour l'exercice 1894, contre 72 florins pour 1893. La part de bénéfices revenant à l'Etat s'élève à 410.000 florins.

Le Conseil d'administration demandera également à l'assemblée d'autoriser l'émission de 20 millions de florins d'obligations pour la concession définitive de la ligne de Teplitz-Reichenberg. On examinera ensuite l'éventualité de la conversion des anciennes priorités-or 4 0/0 et de l'émission d'un emprunt de 3 1/2 0/0 en *marks*.

La Banque Hongroise de Crédit. — Le bilan de l'exercice 1894 accuse un total de bénéfices de 1.721.000 florins, contre 1.979.000 fl. en 1893. Ces bénéfices se répartissent comme suit : report de 1893, 57.000 fl.; intérêts, 908.000 fl.; commissions et bénéfices des Syndicats 357.000 fl.; bénéfices sur valeurs, 63.000 fl.; bénéfices des départements, de banque et de marchandises, 770.000 fl.; une partie de ces sommes revient à la Kredit Anstalt Autrichienne.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 22 mars 1895.

Ainsi que je vous le disais dans ma lettre de mercredi, les bruits relatifs au rachat par l'Etat des diverses lignes de chemins de fer avaient provoqué des mouvements assez importants sur notre marché. Mais les manœuvres des haussiers inquiètent les esprits réfléchis et la tendance est devenue lourde; on a applaudi à l'interdiction de la petite Bourse.

On annonce que les bénéfices de la Société des *Alpines* sont égaux à ceux de l'an dernier, soit 1/2 million de florins.

En ce qui concerne la rente-or autrichienne, l'enthousiasme du public se ralentit de plus en plus; il est faux, comme on l'a prétendu, que le syndicat Rothschild ait exercé son option sur le deuxième lot de 25 millions de florins.

A signaler un léger resserrement sur le marché monétaire.

BULGARIE

La Banque Nationale de Bulgarie. — Pendant l'exercice 1894, la *Banque Nationale de Bulgarie*, dont le capital s'élève à 9.120.349 levs, a eu un mouvement général d'opérations s'élevant à 902.936.356 levs (ou francs) ; c'est là une augmentation de 282.566.818 levs sur 1893.

Au 31 décembre 1894, les *billets en circulation* s'élevaient à 824.000 levs contre une *encaisse métallique* de 10.078.000 levs ; à la fin de 1893, ces chiffres étaient respectivement de 1.230.000 pour les billets et de 6.200.000 pour l'encaisse.

Le total général des *effets et titres escomptés* s'est élevé à 64.289.689 levs, en augmentation de 36.681.178 levs sur 1893 ; sur ce total il y a eu pour 3.375.418 levs d'effets protestés.

Les *avances* sur fonds publics et métaux précieux figurent pour 1.175.158 levs dans les comptes de 1894. Les *prêts sur hypothèques* s'élevaient, au 31 décembre, à 18.503.333 levs, dont 2.685.627 levs sont restés en souffrance. Les autres prêts de l'exercice se répartissent comme suit : 3.963.244 levs aux Caisses agricoles, — 11.357.444 levs aux Municipalités.

Les *comptes courants* se divisent en trois catégories qui présentaient, au 31 décembre 1894, les soldes débiteurs suivants : comptes courants spéciaux, 7.919.448 levs ; comptes courants sans intérêts, 3.943.455 levs et comptes courants à intérêts, 4.760.830 levs.

Les *dépôts à intérêts* atteignaient, à la fin du dernier exercice, 35.522.933 levs et les dépôts volontaires, 2.316.635 levs.

Les *transferts* (émission de mandats et chèques) se sont élevés à 47.035.458 levs pour la Bulgarie et à 37.063.177 levs pour l'étranger ; la plus-value sur 1893 est de 9.638.643 levs pour le premier de ces facteurs et de 13.489.587 levs pour le second.

Les achats de *lettres de change* et les *groups* destinés à couvrir l'excédent des tirages sur les correspondants de la Banque à l'étranger, se sont élevés à 27.770.740 levs.

Pendant l'année 1894, le total de l'*escompte, intérêts* et *commissions* ressort à 4.915.380 levs, en augmentation de 1.196.094 levs par rapport à 1893 ; les taux d'escompte et d'intérêt pour les prêts sur hypothèque et sur marchandises sont restés à 8 0/0 comme pendant l'année 1893.

Enfin, le compte des *profits et pertes* s'établit comme suit : Bénéfices bruts, 4.915.380 levs, dont il convient de déduire le total des frais généraux et autres s'élevant à 3.648.695 levs, soit un *bénéfice net* de 1.266.685 levs, en plus-value de 1.266.685 levs sur 1893. Ce bénéfice net pour 1894 représente 11 0/0 sur le capital et sur le fonds de réserve de la Banque.

Un tableau annexé au rapport que nous venons d'analyser à grands traits, indique le développement progressif des opérations de la Banque pendant la dernière période décennale. Il ressort de ce tableau que le total général des opérations a passé de 160 millions en 1885 à 902 millions en 1894 ; les bénéfices nets se sont élevés, dans la même période, de 652.000 levs à 1.266.685. C'est surtout l'an dernier que la progression a été sensible : « Il faut l'attribuer — dit le rapport — à l'augmentation des ressources de la Banque (au moyen de l'émission, sur le marché de Berlin, d'obligations hypothécaires), grâce auxquelles on a pu faire face aux besoins du commerce et de l'agriculture qui ont souffert de la diminution des exportations et de la baisse des prix des céréales.

En terminant, le rapport attire l'attention du Gouvernement sur la hausse de l'agio sur l'or ; il attribue cette hausse : 1° à la grande quantité de monnaies d'argent frappées pendant les trois dernières années ; 2° à la diminution des exportations de céréales.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 20 mars 1895.

La Crise ministérielle. — Une Solution provisoire ; le gâchis. — La perte du croiseur la « Reine-Régente ». — La Question des Chemins de fer et le Nord-Espagne.

Vous savez dans quelles conditions s'est ouverte la nouvelle crise ministérielle : le corps des officiers, qui devrait donner l'exemple de la discipline et de l'obéissance aux lois du pays, a provoqué un scandale inouï, en se livrant à des actes de vandalisme dans les bureaux du *Resumen* et du *Globo*, sous prétexte de se venger de critiques formulées à son adresse par ces deux confrères. Et, fait sans précédent, le Ministre de la guerre, qui aurait dû mettre ses subordonnés à la raison, s'est empressé de les couvrir aux Cortès, cherchant ainsi à se faire dans l'armée une popularité de mauvais aloi.

L'apathie et la lassitude (pour ne pas employer de termes plus durs !) de M. Sagasta, qui, dans la circonstance, a été au-dessous de tout, ont créé au Cabinet une situation intolérable. Aussi bien, en admettant que les articles du *Resumen* et du *Globo* fussent offensants pour l'armée, on pouvait poursuivre les rédacteurs en vertu de l'article 258 du Code, que le général Lopez Dominguez paraît ignorer et que M. Canovas del Castillo lui a rappelé, avec beaucoup d'à-propos, dans un remarquable discours prononcé samedi.

M. Sagasta a, depuis longtemps, le désir de passer la main ; ces remaniements perpétuels de Ministère auxquels il est obligé de se livrer à tout instant l'ont usé et lui ont enlevé toute autorité. Mais qui prendrait sa suite ? Le Budget n'est pas voté, les questions les plus urgentes ne sont pas résolues, et les difficultés politiques et monétaires augmentent de jour en jour à Cuba, à Porto-Rico et aux Philippines. On a parlé tout d'abord d'un Cabinet Martinez Campos ; mais le maréchal, qui n'est pas un politicien, ne pourrait tenir longtemps et il y a lieu de conserver intact le prestige dont il jouit. Sa nomination au grade de capitaine général de Madrid est une garantie pour les amis de l'ordre ; elle lui donne le véritable rôle qui lui convienne. Au surplus, son départ pour Cuba pourrait bien s'imposer à bref délai.

On a parlé aussi du Président des Cortès, M. Vega di Armijo, pour un ministère de transition, permettant de régler les points essentiels, tels que le Budget, et de préparer le retour au pouvoir des conservateurs.

Enfin, une troisième combinaison, qui paraît avoir aujourd'hui le plus de chances d'aboutir, consisterait dans l'acceptation par M. Sagasta de la mission de former un dernier Cabinet, auquel les conservateurs donneraient leur appui pour le vote du Budget, comme ils l'ont fait jadis, lors de la mort du roi Alphonse XII. On sortirait, par ce moyen, d'une situation pour ainsi dire inextricable, car, si les conservateurs acceptaient le pouvoir en l'état actuel, ils seraient obligés de dissoudre la Chambre et de procéder à de nouvelles élections.

Au milieu de ce désarroi on a acquis la certitude de la perte du cuirassé « *la Reine-Régente* », dont je vous parlais dans ma dernière lettre. Après de longues recherches et une minutieuse exploration de la mer jusqu'au Maroc, on a trouvé, sur la côte de Malaga, une barque appartenant au navire. Les détails manquent et on ne saura peut-être jamais les causes de cette catastrophe qui a coûté la vie à environ 450 hommes, tant officiers qu'équipage, et qui cause ici une émotion indescriptible. De nombreuses familles sont plongées dans le deuil et la perte matérielle dépasse 20 millions.

Pour cette fameuse question des Chemins de fer, nous en sommes toujours au même point et la crise ministérielle n'est pas faite pour hâter la réalisation des promesses du Gouvernement.

La Compagnie du *Nord-Espagne* a pu éviter une suspension de paiement, grâce aux mesures que je vous ai annoncées la semaine dernière, mais on se rend très bien compte ici que la décision de payer à partir du 1er avril prochain, en *pesetas*, les coupons et amortissements des obligations ne facilitera pas les négociations éventuelles en vue d'un emprunt ou de toute autre combinaison financière du Gouvernement. Il n'est pas admissible que les actionnaires puissent recevoir quoi que ce soit quand, par suite de cet acte arbitraire, les obligataires sont lésés. On attend, à ce propos, des déclarations catégoriques de la Compagnie.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 4 mars (9 semaines)

	1892	1893	1894	1895
	Pesetas			
Andalous (891 kil.)	2 421 264	2 444 170	2 308 971	2.576.951
Nord de l'Espagne (1959 k.)	9.497 908	8 970.408	9 253 190	8.278 768
Asturies (741 kil.)	1.537.649	1.749 667	1.919.837	1.643 869
Lérida-Reus (103 kil.) ...	269 879	265 102	241.734	228.820
Almansa-Valence (460 kil.)	2 127 760	1 941 270	1 928 286	1 765 966
Saragosse (2672 kil.)......	9.160.215	8 879 387	8 483.954	7.782 413

Les Cours moyens à la Bourse de Madrid en février 1895. — Notre confrère l'*Economista* établit comme suit la moyenne des cours des valeurs publiques, à la Bourse de Madrid, pendant le mois de février dernier :

Dette perpétuelle 4 0/0 intérieure 74,441 ; Dette perpétuelle 4 0/0 extérieure, 83,386 ; Dette amortissable 4 0/0, 83,085 ; Obligations 5 0/0 du Trésor, 100.942 ; Billets hypothécaires de Cuba, émission de 1886, 110,125 ; Emission de 1890, 100.063 ; Cédules 5 0/0 de la Banque Hypothécaire, 100,023 ; Cédules 4 0/0, 84,960.

Paiements de Coupons et Tirage d'Amortissement en Espagne. — La *Banque Hypothécaire d'Espagne* annonce qu'elle paiera, le 1er avril, le coupon semestriel des cédules hypothécaires 4 et 5 0/0, sous déduction de 2.46 0/0 représentant les impôts et taxes. Le même jour aura lieu le septième tirage d'amortissement de 1.000 obligations 5 0/0, des 12.000 titres émis en 1891.

Depuis le 18 mars, la Ville de Madrid paie le coupon nº 26 de l'emprunt 1868 (*carpetas* nos 1087 à 1188) et le coupon 66 de l'emprunt 1861 (*carpetas* nos 205 à 208), échus depuis le 1er janvier.

Enfin, le 31 mars, les porteurs d'obligations du Trésor, émission de 1894, échéance du 30 juin 1894, devront présenter leurs titres à la « Caisse des valeurs en garde » pour les faire estampiller et pour connaître la date à laquelle ils pourront toucher les intérêts du 1er trimestre.

Compagnie Fermière des Tabacs en Espagne. — Les ventes des Tabacs s'élevaient, pour l'exercice en cours, au 31 janvier 1895, à 92.506.242 pesetas, en plus-value de 173.594 pesetas sur la période correspondante de l'exercice antérieur.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 22 mars 1895.

La crise ministérielle n'est pas faite pour ramener l'animation sur notre marché; aussi la tendance est-elle faible et avons-nous enregistré des offres assez suivies de rente intérieure. Constatons, toutefois, que la cote n'a pas fléchi dans son ensemble. Nos prévisions se confirment : il est probable que M. Sagasta acceptera la mission de former un Cabinet de transition qui ferait voter le budget.

GRÈCE

Le Commerce extérieur de la Grèce en 1894. — Le Ministère des finances hellénique vient de publier un aperçu du mouvement commercial de la Grèce pendant l'année 1894. En voici le résumé avec le rappel des résultats de 1893 :

	1894	1893	Différence
	Drachmes		
Importation	109.958.826	91.484.936	+ 18.473 890
Exportation	74.290.906	88.033.862	— 13.742.956

Les progrès de l'importation sont dus aux céréales (+ 7.000.000) et aux tissus pour une quantité légèrement supérieure.

La réduction de l'exportation est le résultat de la crise des raisins secs.

Grâce au développement de l'exportation, le produit des douanes s'est élevé de 22.287.720 dr. à 26.750.000 drachmes. L'augmentation monte à 4.442.948 dr. Elle a dû être la bienvenue.

Il faut remarquer que le commerce extérieur de la Grèce est en voie de réduction régulière depuis l'année 1887, à une seule exception près observée pendant l'année 1891.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 20 mars 1895.

La Période électorale : un discours de M. di Rudini. — La Question des Banques : la Banque de Sicile en 1894. — La Société des agriculteurs italiens. — Réformes des Chemins de fer. — Les Statistiques du commerce extérieur. — Les Recettes du Trésor.

L'agitation causée par la campagne que mène l'opposition n'a rien perdu de son intensité ; l'extrême gauche de l'ancienne Chambre se prépare, avec beaucoup d'activité, à la lutte et, de son côté, la droite vient de faire une éclatante démonstration dans le discours prononcé hier, à Palerme, par le marquis di Rudini. L'ancien Président du Conseil n'y va pas par quatre chemins : après de longues et amères critiques contre les procédés récents où triomphent — a-t-il dit en substance — les rancunes personnelles et la haine des partis, il déclare que la nouvelle Chambre devra choisir entre sa propre abdication ou la démission du Ministère.

La question des Banques est toujours à l'ordre du jour ; actuellement le Ministre du Trésor examine les mesures destinées à favoriser le développement des Banques de Sicile et de Naples, en complétant les dispositions spéciales prises par la *Banque d'Italie* relativement aux immobilisations. En ce qui concerne la Banque de Naples, le commissaire extraordinaire qui remplace le Conseil d'administration ne paraît pas devoir être relevé de sitôt de sa mission, qui durera jusqu'au jour où le Parlement aura discuté le projet de loi relatif à la réorganisation de cet Institut. Quant à la Banque de Sicile, l'enquête a démontré que sa situation est meilleure qu'on ne le croyait ; elle serait donc en mesure de participer, comme le voudrait le Gouvernement à la création des magasins généraux destinés à atténuer les effets de la crise des soufres en Sicile. De même cet Etablissement contribuerait pour deux millions de lire à la constitution d'un Institut de crédit foncier indépendant, au capital de quatre millions de lire.

Le bilan de l'exercice 1894, arrêté la semaine dernière par le Conseil d'administration de cet Etablissement, nous apprend, en effet, qu'on a pu procéder, conformément à la loi, à la liquidation des immobilisations pour un chiffre de 2.738.076 lire, sans toucher au fonds d'amortissement. Le montant des immobilisations reste à 12.907.742 lire et, pour faire face aux pertes éventuelles, la Banque dispose d'une réserve spéciale de 11 1/2 millions de lire. Le total des escomptes s'est élevé, pendant l'année dernière, à 244.849.852 lire, en augmentation de 37.919.191 lire sur 1893 ; en première ligne vient la succursale de Milan, qui a escompté pour 78 millions ; puis, par ordre d'importance : Rome, 52 millions ; Palerme, 35 millions ; Messine, 25 millions et Catania avec 19 millions. Enfin la circulation s'est maintenue dans les limites légales.

La *Société des Agriculteurs italiens*, en formation, reçoit de nombreuses adhésions; le nombre des membres fondateurs dépasse 70 et celui des adhérents s'élève actuellement à 600 environ. Les adhésions les plus nombreuses viennent d'Alessandria, Arezzo, Bari, Bologne, Florence, Milan, Naples, Padoue, Perugia, Palerme, Pise, Rome, Teramo, Turin, Udine et

Venise; quant aux fondateurs, ils se trouvent en majeure partie dans les provinces de Rome, Turin et Udine. Presque toutes les fédérations locales donnent leur concours à la nouvelle Société.

Le Département des Travaux publics étudie, en ce moment, une série de réformes relatives aux chemins de fer; citons, entre autres : une augmentation progressive, suivant les distances, de la validité des billets d'aller et retour, une modification du système des billets circulaires qui pourraient être établis au gré des voyageurs, une réduction du prix des abonnements et la faculté de prendre des abonnements réduits pour familles, etc., etc. Les diverses Compagnies ont accepté d'avance ces réformes.

On s'est étonné, à juste titre, du retard apporté à la publication des statistiques du commerce extérieur pour toute l'année 1894; mais nous les connaîtrons aujourd'hui même, en même temps, sans doute, que les chiffres relatifs aux deux premiers mois de 1895. Le retard est dû aux nombreuses séances de la Commission des valeurs en douane qui vient, enfin, de terminer ses travaux. Cette Commission a constaté une grande diminution des prix pour presque toutes les catégories de marchandises, notamment, à l'exportation, pour les soies, et à l'importation, pour les charbons, les fers, laines et céréales.

Constatons, en terminant, que les recettes du Trésor italien s'opèrent avec une grande régularité; aussi n'a-t-il plus besoin de demander des avances aux Banques d'émission. Le temps est loin où il fallait recourir à des émissions pour les paiements à effectuer à l'étranger; aujourd'hui, les recettes des douanes y suffisent.

Informations Économiques et Financières

Les Recettes des Chemins de fer italiens. — Les résultats des quatre premiers mois de l'exercice 1894-95, c'est-à-dire pour la période du 1er juillet au 31 octobre 1894, sont les suivants :

Recettes approximatives : 90.228.757 lire, soit une augmentation de 2.245.068 lire sur la période correspondante de 1893.

Longueur moyenne des lignes exploitées : 14.842 kilomètres, en augmentation de 339 kilomètres.

Recette kilométrique moyenne : 6.079 lire, en diminution de 33 lire sur le précédent exercice.

Voici la répartition par réseau :

	Longueur moyenne Kilom.	Recettes brutes Lire	Recettes kilomét. Lire
Réseau Méditerranéen..	5.456	42.706.588	7.827
» de l'Adriatique..	5.495	38.286.430	6.967
» de la Sicile......	1.029	3.280.808	3.188
Chemins de fer de l'Etat exploités par la Société vénitienne............	140	380.500	2.717
Chemins Sardes, Compagnie royale...........	411	587.253	1.428
Chemins Sardes, Société secondaire	594	256.599	431
Lignes diverses.........	1.717	4.730.579	2.755

DIFFÉRENCES PAR RAPPORT A JUILLET-OCTOBRE 1893

Réseau Méditerranéen.	+	249	+	696.319	—	241
» de l'Adriatique.	—	23	+	899.952	+	192
» de la Sicile.....	+	33	+	230.268	+	126
Ch. de fer de l'Etat exploités par la Société vénitienne	=		—	7.294	—	52
Ch. de fer Sardes, Cie royale	=		—	7.269	—	18
Ch. de fer Sardes, Soc. secondaire	+	83	+	6.499	—	58
Lignes diverses.........	+	97	+	426.593	+	84

Les Chemins de fer Secondaires de la Sardaigne. — Le bilan présenté à l'assemblée générale de cette Société, le 15 mars, accuse 1.135.655 lire de bénéfices nets.

Les 53.200 actions de capital toucheront, comme premier dividende de 5 0/0, 12 lire 50 (sur lequel on a payé, en octobre 1894, un acompte de 6 lire 25); un dividende de 6 lire sera réparti entre les 59.448 actions de capital et de jouissance.

L'assemblée ayant décidé de renoncer aux avantages de la clause Antonelli, les obligataires toucheront intégralement le coupon semestriel de 10 lire et on leur remboursera la retenue faite de ce chef pour le coupon de janvier.

Ajoutons qu'au 1er janvier 1895, le nombre des obligations en circulation était de 138.791 et qu'il en restait 24.622 à placer.

L'Institut italien de Crédit Foncier. — Voici le résumé de la situation de cet Etablissement telle qu'elle ressort du rapport présenté, le 26 février 1895, à l'assemblée générale des actionnaires, à Rome.

Au 31 décembre 1894, les 40 millions formant le capital versé avaient été entièrement employés en prêts hypothécaires. Sur cette somme, 8.306.117 lire représentaient les 10 millions de prêts hypothécaires provenant de la Banque nationale, 27.695.949 lire de prêts en monnaie ayant cours légal et 4.657.906 lire de prêts stipulés *en or*, soit exactement un total de 40.659.973 lire.

A cette même date du 31 décembre 1894, l'Institut avait émis 8.139 obligations de 500 lire, soit 4.069.500 lire; son portefeuille comprenait 4 1/2 millions de valeurs d'Etat et le compte créditeur à la *Banque d'Italie* — qui assure le service de caisse — s'élevait à 2 millions 800 mille lire.

Outre la réserve statutaire s'élevant à 193 396 lire, l'Institut avait un fonds spécial de 311 mille lire, destiné à couvrir les pertes éventuelles sur l'émission d'obligations.

Les 469 contrats passés à fin 1894 se répartissaient entre 55 provinces et s'élevaient à la somme de 33 millions 842.500 lire pour laquelle les garanties se chiffraient par 74.340.500 lire.

En voici le détail :

Annés	Nombre de contrats	Sommes en lire
1891	6	1.198.000
1892	130	8.345.500
1893	161	11.707.000
1894	172	12.592.000
Totaux..	469	33.842.500

Ajoutons que les bénéfices nets de l'exercice 1894 se sont élevés à 1 690.542 lire, dont 84.527 lire ont été portées au fonds de réserve et 1.600.000 lire réparties entre les actionnaires, le surplus, soit 6 015 lire, ayant été reporté à nouveau. Le dividende ressort à 20 lire par action, soit 4 0/0 du capital versé.

Les Dépenses pour la colonie de l'Erythrée. — Voici, en chiffres ronds, d'après le *Giornale* de Rome, le total des dépenses effectuées, depuis 1885-1886, par l'Erythrée :

Exercices	Millions de lire
1885-1886...................	2
1886-1887...................	5
1887-1888...................	36
1888-1889...................	14
1889-1890...................	19
1890 1891...................	8
1891-1892...................	8
1892-1893...................	8
1893-1894...................	8
Total	108

Les prévisions pour 1894-1895 s'élèvent à 8.150.000

lire en ce qui concerne la part contributive de la Métropole pour les dépenses militaires.

Le Commerce extérieur de l'Italie. — En attendant la publication du tableau détaillé du commerce de l'extérieur de l'Italie, pendant toute l'année 1894 — que nous donnerons dans notre prochain numéro — voici les chiffres totaux de ce mouvement :

Importations : 1.094.621.442 lire ; *Exportations :* 1.025.664.339 lire, soit un excédent de 68.957.103 lire pour les importations, au lieu de 226 millions en 1893.

Il faut remonter à 1878, année exceptionnelle où l'on a appliqué le nouveau tarif général, pour trouver un chiffre inférieur à celui de 1894, en ce qui concerne l'excédent des importations sur les exportations.

La moins-value des importations de 1894, par rapport à celles de 1893, est de 96.606.111.

La Situation du Trésor Italien. — Les comptes du Trésor, au 28 février 1895, s'établissent comme suit par rapport au 30 juin 1894 :

1° Une augmentation de 44 millions de lire pour la circulation des Bons du Trésor. Pendant le 1er semestre 1894, cette circulation s'était notablement réduite par suite des demandes de remboursement provoquées par la crise et par le prix élevé de l'argent. L'augmentation postérieure est due aux demandes faites dans le pays même, car la circulation des Bons à l'extérieur est pour ainsi dire annulée ;

2° Diminution de 106 millions dans la Dette du Trésor pour avances statutaires qui ne figurent plus dans la situation du 28 février, en raison du remboursement effectué ;

3° Diminution de 873.000 lire or dans la situation totale du compte de caisse et des crédits de Trésorerie ;

4° Diminution de 98 millions 600 mille lire dans la situation totale des dettes de Trésorerie ;

5° Amélioration finale de 97.880.000 lire pour le compte du Trésor au 28 février 1895, par rapport au 30 juin 1894.

Le Mouvement des Métaux précieux en 1894, en Italie. — Voici les chiffres comparatifs du mouvement des métaux précieux pendant les années 1894 et 1893 :

	1894	1893
	en lire	
Importations.....	108.135.170	43.014.800
Exportations.....	31.517.700	94.173.900

Il résulte de ces données qu'en 1894 il y a eu un excédent de 76.618.000 lire pour les importations, tandis qu'en 1893, les exportations accusaient un excédent de 51.159.180 lire.

BOURSES FINANCIÈRES DE ROME ET DE GÊNES

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

	14 fév.	21 fév.	28 fév.	7 mars	11 mars	21 mars
Rome						
Rente Italienne 4 0/0......	93 52	93 52	93 37	93 50	93 37	93 75
Ch. de fer Méditerranée act.	507 »	500 »	504 »	504 »	502 »	504 »
— Méridionaux act.	668 »	640 »	663 »	661 »	662 »	668 »
Banque Nationale act......	850 »	843 »	830 »	842 »	836 »	845 »
— de Rome...........	350 »	350 »	» »	330 »	350 »	» »
— Générale...........	22 »	26 50	33 »	30 50	35 »	39 »
Comp. Nav. à vap. F. R...	295 »	299 »	299 »	300 »	314 »	314 »
Banque Immobilière........	30 50	29 »	28 »	28 »	28 »	24 »
Crédit mobilier Italien.....	112 »	110 »	105 »	110 »	105 »	110 »
Eaux Marcia...............	1195 »	1195 »	1202 »	1255 »	1206 »	1212 »
Change sur la France......	101 85	105 30	105 35	105 27	105 40	104 90
— sur Londres........	26 46	26 55	26 64	26 55	26 61	26 50
— sur Berlin..........	129 50	129 50	129 85	130 45	130 20	129 65
Gênes						
Rente Italienne 4 0/0......	93 50	93 45	93 07	93 50	93 37	93 72
Crédit Mobilier Italien.....	109 »	103 »	» »	106 »	106 »	106 »
Chemins de fer Méridionaux	666 »	661 »	661 »	664 »	661 »	667 50
Change sur Paris..........	104 80	105 35	105 35	105 40	105 37	104 95
— sur Berlin..........	129 05	129 65	129 80	129 95	130 10	129 60

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 22 mars 1895.

Après plusieurs séances de lourdeur le marché devient plus ferme, surtout en ce qui concerne les actions des Chemins méridionaux qui continuent à être demandées.

Nous avons, enfin, les statistiques du commerce extérieur si impatiemment attendues que je vous ai envoyées hier, en même temps que le résumé de la situation du Trésor, au 28 février.

La circulation des bons du Trésor a augmenté de 44 millions pendant les huit premiers mois de l'exercice en cours, mais il s'agit de la circulation intérieure seulement, car les bons à l'étranger seront bientôt entièrement retirés.

PORTUGAL

LA SITUATION

Lisbonne, 18 mars 1895.

Situation politique. — Trois décrets. — La Banque de Portugal et le Trésor. — Le Mauvais temps et les récoltes. — Relations avec le Brésil.

Nous avons failli avoir une crise ministérielle ; on prétendait qu'un changement était survenu dans la manière de voir du Roi, relativement à la politique du Gouvernement, mais la publication du décret sur la réforme administrative a montré que tous les bruits mis en circulation à ce sujet manquaient de fondement.

De plus, une querelle survenue entre M. Emygdio Navarro et le Ministre de la marine, querelle qui a failli être suivie d'un duel, a fait craindre que la démission du Ministère ne s'imposât, mais l'incident n'a pas eu de suite.

L'attention publique, détournée de la crise, s'est portée sur les querelles des partis. On s'est occupé de la détermination prise par les progressistes de ne plus prendre part à la campagne électorale, et d'un incident survenu à une réunion du parti républicain où l'autorité a cru pouvoir s'immiscer.

A côté des questions politiques, je dois vous signaler divers décrets dont la promulgation n'a pas passé inaperçue. La réforme administrative dont je vous ai déjà parlé ne présente rien de bien intéressant, si ce n'est sa tendance de centralisation systématique. Ce fait a son importance au moment où, à l'étranger, on étudie la décentralisation de l'organisation administrative.

Un autre décret a rencontré plus d'approbation : c'est celui établissant le principe de la revision des jugements pour la réhabilitation des condamnés victimes d'erreurs judiciaires. Il est dû à la généreuse initiative du Ministre de la justice et a été bien accueilli par tous. On a fait enfin bon accueil à un décret établissant un crédit spécial de 1.171 contos pour solder les factures en retard des entrepreneurs de travaux d'entretien et de réparations des routes. Il y avait des mois que le Ministère des travaux publics négligeait de payer ces dépenses, et les relations entre le débiteur et les créanciers devenaient des plus difficiles.

L'assemblée générale des actionnaires a continué l'examen du contrat intervenu entre la Banque du Portugal et le Trésor.

Cet examen n'a pas été sans soulever de grosses critiques et des incidents assez vifs se sont produits aux diverses séances. L'approbation des actionnaires a été cependant donnée à ce contrat, mais le délégué du Gouvernement a dû intervenir et la déclaration faite par lui que, si les actionnaires n'approuvaient pas le contrat, ils ne toucheraient pas de dividende a produit l'effet attendu. C'est donc par 217 voix contre 36, que l'on a accepté l'annulation des avals du Gouvernement et la perte du gage constitué par les obligations des Tabacs.

On annonce maintenant qu'un nouveau contrat est

en préparation avec la *Banco Ultramarino*. Toutes les grandes Institutions vont y passer !

Le mauvais temps persistant que nous subissons depuis plusieurs mois, va avoir des conséquences fâcheuses au point de vue économique : à la suite des inondations répétées, les champs sont dévastés et les semailles perdues ; les pertes subies ainsi sont incalculables et de grandes misères sont en perspective.

J'ai, fort heureusement, une bonne nouvelle à vous annoncer avant de clore cette lettre. Grâce à l'esprit conciliant et à l'autorité morale de la puissance médiatrice, grâce aussi à la justice de notre cause, les relations diplomatiques avec le Brésil sont reprises. Il faut nous en féliciter, car c'est de côté que l'on attend surtout le relèvement du pays et il y avait quelque chose de triste dans ce mésaccord entre deux nations sœurs.

ROUMANIE

L'Emprunt de la Ville de Bucarest. — M. Nicolas Filipesco, maire de Bucarest, a soumis à l'approbation du Gouvernement le contrat relatif à la conclusion de l'emprunt de 30 millions de francs avec un Syndicat financier.

Le Conseil des Ministres a approuvé ce contrat et a autorisé M. Lascar Catargi, ministre de l'intérieur, à déposer sur le bureau de la Chambre le projet de loi y relatif, dont voici la teneur :

« Article premier. — La Commune de Bucarest est autorisée à contracter un emprunt de 30 millions de francs effectifs, avec intérêt à 4 1/2 0/0 l'an, amortissable en 50 ans par voie de tirages au sort semestriels.

« Art. 2. — Cet emprunt est garanti spécialement par les revenus de la Commune et ceux des travaux qui seront exécutés avec les fonds provenant de cet emprunt.

« Art. 3. — Le produit de cet emprunt, déduction faite des frais d'émission, sera employé à l'accomplissement des travaux d'hygiène relatifs aux eaux et aux canaux, pour les entrepôts, halles et marchés, hôtel de ville, écoles, pavage, plantations, expropriations et autres travaux municipaux, ainsi que pour le paiement de tout ou partie des 15 millions dus par la Commune à la Caisse des Dépôts ou de toute autre dette.

« Art. 4. — La répartition des fonds provenant de cet emprunt sur les différentes dépenses énumérées ci-dessus, ainsi que la modification de cette répartition, sera faite par le Conseil communal avec l'approbation du Ministre de l'intérieur.

« Art. 5. — Les obligations de l'emprunt seront classées parmi les fonds publics roumains reçus en garantie par la Banque Nationale et la Caisse des Dépôts et Consignations aux opérations autorisées par la loi et les statuts de ces Institutions, et seront exemptes de tout impôt.

« Art. 6. — Un règlement spécial déterminera les conditions de la conclusion de cet emprunt. »

La Situation générale des Ports roumains du Danube, de 1874 à 1894. — Dans une étude des plus intéressantes, notre confrère le *Curierul Financiar* rappelle que la Roumanie possède en tout 19 ports sur le Danube. Ces ports, en vertu d'une loi et d'après un tarif spécial, perçoivent sur les marchandises entrant et sortant une taxe de 1/2 0/0, y compris les droits de quai. Les revenus de cette taxe sont employés exclusivement à l'amélioration des ports, d'après les besoins qui se font sentir dans chacun d'eux.

Galatz et Braila sont les principaux ports de la Roumanie sur le Danube.

Jusqu'en l'année 1884-85, Galatz, ainsi qu'on le constate par le revenu des taxes du port, qui donne la mesure du commerce d'importation et d'exportation qui se fait dans chaque port, avait une importance de beaucoup supérieure à celle de Braila.

Mais, à partir de 1885, le port de Braila, grâce sa position naturelle, a dépassé Galatz de plus en plus, de sorte qu'aujourd'hui la différence entre ces deux ports, en ce qui concerne le revenu des taxes de 1/2 0/0 et de quayage, est d'environ cent pour cent, c'est-à-dire que Braila donne actuellement un revenu à peu près du double de celui de Galatz.

Mais à la suite de l'agrandissement du réseau des voies ferrées, qui ont donné les moyens d'écouler et de transporter les produits du pays. Galatz a encore progressé en comparaison avec les dernières années et les revenus des taxes, de 250 à 300 mille francs pour l'exercice 1885-86 et 1886-87, se sont élevés à 400 et 500 mille francs depuis 1888-89 jusqu'à l'exercice courant.

En comparaison avec le revenu total des taxes de tous les ports, le revenu du port de Galatz représente approximativement le cinquième. Mais le revenu des ports de Braila et de Galatz réunis représente plus de la moitié du revenu total de tous les autres ports danubiens, et par conséquent nous pouvons dire que, par ces deux ports, se fait la moitié du trafic d'exportation et d'importation du pays par eau. Et cela s'explique par le fait que ces deux villes, construites sur les points extrêmes du pays près de l'embouchure du Danube, sont les ports jusques auxquels remontent seulement les navires venant de la mer, qui viennent chargés de marchandises ou sous lest, pour s'en retourner chargés de nos céréales.

Dans le tableau suivant on trouvera le détail des recettes et des dépenses depuis l'année 1875 jusqu'au 1er janvier 1894 :

Revenus et Dépenses du Port de Galatz
(De 1875 au 1er janvier 1894)

Indication des exercices	Capital en effets et numéraire	Recettes totales	Dépenses	Solde en caisse pour le dernier exerc.
1875 .... 1876 .... 1877 .... 1878 .... 1879 .... 1880-81..	512.938	1.880.624	1.567.685	312.938
1881-82..	312.938	589.059	188.410	400.649
1882-83..	400.649	746.221	99.435	646.786
1883-84..	646.786	971.362	75.964	895.398
1884-85..	895.398	1.217.322	93.192	1.154.129
1885-86..	1.154.129	1.450.199	44.607	1.405.491
1886-87..	1.405.421	1.742.943	114.635	1.628.307
1887-88..	1.628.307	2.084.535	328.232	1.756.302
1888-89..	1.756.302	2.290.741	192.636	2.048.105
1889-90..	2.098.105	2.656.638	126.343	2.530.295
1890-91..	2.530.295	3.050.197	750.076	2.300.120
1891-92..	2.300.120	2.867.014	2.104.019	762.994
1892-93..	762.994	1.320.603	900.687	419.915
1893-94..	419.915	943.035	543.580	399.455

On voit clairement, par le tableau ci-dessus, les chiffres des revenus de chaque année et le capital accumulé avec les intérêts de 1875 à 1894.

En ce qui concerne les dépenses, ce tableau montre également à quel chiffre elles se sont élevées, année par année, pendant ces vingt ans. Ces dépenses ont été faites dans l'intérêt et pour différentes améliorations du port.

Ajoutons que la Régie des monopoles de l'Etat vient de conclure des contrats avec les minotiers pour le transport, avec les navires roumains, de leurs produits sur le Danube, en créant à Braila ou à Galatz un entrepôt qui pourra devenir le principal centre des marchandises de ce genre. C'est là un nouvel élément d'activité pour la marine roumaine ; d'autre part, le commerce hongrois, qui, au lieu de continuer à envoyer ses marchandises d'exportation à Fiume, dans des conditions difficiles, les enverra à Braila ou à Galatz pour être réexportées beaucoup plus rapidement et avec des frais moindres que ceux causés par le trajet par Fiume.

Le Propriétaire-Gérant : Jules Montel.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 ru du Croissant. — Simart

Commission Impériale d'Amortissement
à St. PÉTERSBOURG

Numéros des obligations de l'emprunt russe 4 0/0 or de 1889, sorties au tirage du 17 février/1er mars 1895 et remboursables à partir du 20 mai/1er juin 1895 : à St. Pétersbourg, à la Banque de l'Etat; à Paris, à la Banque de Paris et des Pays-Bas, au Comptoir National d'Escompte, au Crédit Lyonnais, à la Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France, à la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial et chez MM. E. Hoskier et Ce; à Berlin, chez MM. Mendelssohn et Ce, à la Berliner Handels Gesellschaft et chez MM. Robert Warschauer et Ce; à Londres chez MM. Baring frères et Ce (Limited) et C. I. Hambro and Son; à Amsterdam, chez MM. Hope et Ce et à la Succursale de la Banque de Paris et des Pays-Bas; à New-York, chez MM. Baring Magoun et Ce :

à **3.125** roubles or : 933726 à 933750, 975901 à 975925, 976776 à 976800

à **625** roubles or : 809901 à 809925, 818726 à 818750, 829876 à 829900, 887826 à 887850, 900651 à 900675

à **125** roubles or : 20576 à 20600, 48176 à 48200, 54501 à 54525, 59876 à 59900, 102601 à 102625, 136051 à 136075, 139126 à 139150, 168126 à 168150, 173551 à 173575, 210351 à 210375, 212376 à 212400, 219301 à 219325, 273876 à 273900, 383551 à 383575, 404826 à 404850, 416276 à 416300, 423401 à 423425, 427351 à 427375, 436601 à 436625, 472601 à 472625, 525926 à 525950, 561926 à 561950, 612751 à 612775, 626401 à 626425, 632576 à 632600, 683451 à 683475, 683676 à 683700, 688751 à 688775, 698726 à 698750, 722501 à 722525, 722901 à 722925, 734976 à 735000, 757101 à 757125, 759301 à 759325

Les obligations sorties au tirage doivent être munies de tous les coupons échéant après le 20 mai/1er juin 1895; dans le cas contraire le montant des coupons manquants sera déduit du capital à rembourser.

Numéros des obligations de l'emprunt russe 4 0/0 or, 1889, sorties aux tirages antérieurs et **non présentées au remboursement** à la date du 17 février/1er mars 1895. A partir des termes désignés entre parenthèses, ces obligations ne portent plus d'intérêt.

à **3.125** roubles or : Nos 948051 à 948075 (19 novembre/1er décembre 1892), 960451 à 960475 (20 mai/1er juin 1894), 963976 à 964000 (19 novembre/1er décembre 1894), 968601 à 968625 (20 mai/1er juin 1892), 969426 à 969450 (19 novembre/1er décembre 1894).

à **625** roubles or : Nos 808981 à 808985 (19 novembre/1er décembre 1892), 813326 à 813350 (19 novembre/1er décembre 1894), 819951 à 819965 (19 novembre/1er décembre 1892), 821076 à 821095 (19 novembre/1er décembre 1890), 823826 à 823830, 824066 à 824075 (20 mai/1er juin 1892), 830376 à 830390 (19 novembre/1er décembre 1893), 837226 à 837235, 837241 à 837245 (20 mai/1er juin 1890), 837366 à 837370 (19 novembre/1er décembre 1894), 847256 à 847275 (20 mai/1er juin 1892), 856926 à 856940 (20 mai/1er juin 1894), 868126 à 868150 (20 mai/1er juin 1893), 869081 à 869085, 881891 à 881895 (20 mai/1er juin 1894), 904051 à 904075, 913501 à 913520, 914156 à 914160 (19 novembre/1er décembre 1894), 916736 à 916740 (19 novembre/1er décembre 1889).

à **125** roubles or : Nos 23876, 23879, 23881, 23882, 23887 à 23889, 23891 à 23895, 23897 à 23900 (19 novembre/1er décembre 1894), 29476 à 29478, 29485 à 29500 (20 mai/1er juin 1894), 35326 à 35350 (19 novembre/1er décembre 1894), 41652 à 41654, 41664 à 41675 (20 mai/1er juin 1894), 43548 à 43550 (20 mai/1er juin 1890), 53138 à 53144 (20 mai/1er juin 1891), 58126 à 58142 (20 mai/1er juin 1892), 60968 (20 mai/1er juin 1891), 63426 à 63445 (19 novembre/1er décembre 1892), 73976 à 73983 73993 (20 mai/1er juin 1893), 74076 à 74082, 74088, 74091 à 74100 (19 novembre/1er décembre 1893), 75387 à 75389, 75400 (20 mai/1er juin 1891), 77252 à 77259, 77267, 77273 à 77275 (20 mai/1er juin 1894), 78776 à 78784 (19 novembre/1er décembre 1894), 98201, 98203 à 98207, 98209 à 98217, 98219 à 98225 (19 novembre/1er décembre 1893), 105251 à 105275 (19 novembre/1er décembre 1894), 109123 (19 novembre/1er décembre 1891), 109251, 109275 (20 mai/1er juin 1894), 110326 à 110339 (20 mai/1er juin 1892), 114576 (20 mai/1er juin 1891), 118050 (20 mai/1er juin 1894), 120776, 120790 à 120793 (19 novembre/1er décembre 1894), 122321 à 122325, 122926 à 122931, 122939 (19 novembre/1er décembre 1891), 123603, 123609 à 123611 (20 mai/1er juin 1892), 130991 à 130994, 135576 à 135581, 135583 à 135586, 135599, 135600 (20 mai/1er juin 1893), 137232, 137235 (19 novembre/1er décembre 1891), 144026, 144027, 144034, 144035, 144040, 144041, 144046 à 144049 (20 mai/1er juin 1894), 148464, 148465, 148468, 148473 (20 mai/1er juin 1893), 152401, 152416 à 152421 (19 novembre/1er décembre 1893), 160327 à 160341 160350 (19 novembre/1er décembre 1894), 177562, 177563, 177565, 177566, 177575, 181186 à 181188, 181197 (19 novembre/1er décembre 1893), 182952 à 182956 (20 mai/1er juin 1892), 183426 à 183444 (20 mai/1er juin 1891), 191754 à 191756, 191765 à 191768 (20 mai/1er juin 1894), 193402 (20 mai/1er juin 1892), 198051 à 198055, 198061 à 198064 (20 mai/1er juin 1894), 202476 à 202480, 202483 à 202485, 202494 à 202500 (19 novembre/1er décembre 1892), 203540, 203546 à 203548 (19 novembre/1er décembre 1891), 205826 à 205833 (20 mai/1er juin 1894), 216781 216783 (19 novembre/1er décembre 1894), 229791, 229792, 229797 à 229800 (19 novembre/1er décembre 1890), 229852 à 229858, 229875 (19 novembre/1er décembre 1891), 230376 à 230394, 239226 à 239250, 242867 à 242875, 243402 à 243423 (19 novembre/1er décembre 1893), 245976 à 245980, 245990 à 246000 (19 novembre/1er décembre 1894), 252676 à 252683, 252686 à 252700 (20 mai/1er juin 1894), 254076 à 254082, 254085, 254092 à 254096 (19 novembre/1er décembre 1892), 259277 (20 mai/1er juin 1891), 272451, 272462, 272465 à 272474, 273223, 273224 (19 novembre/1er décembre 1892), 279837 à 279839, 286278 à 286280, 286288 286289, 286292 à 286294, 286300, 286451 à 286454 (20 mai/1er juin 1893), 288501 à 288515, 288520, 288523 à 288525 (20 mai/1er juin 1894), 290330 à 290333, 290404 290416 (19 novembre/1er décembre 1892), 291906, 291907, 291914 à 291925 (19 novembre/1er décembre 1893), 292958 à 292960, 292969, 292971, 292972 (20 mai/1er juin 1894), 294676, 294677, 294694 à 294696, 294698, 294700, 301001 à 301025. 318226 à 318229 (19 novembre/1er décembre 1893), 325160, 325167 à 325175 (20 mai/1er juin 1892), 327401 à 327406 (20 mai/1er juin 1893), 330401 à 330418 (19 novembre/1er décembre 1894), 338488 à 338491 (19 novembre/1er décembre 1893), 342254 (20 mai/1er juin 1890), 343218 (19 novembre/1er décembre 1889), 346552, 346553, 346560, 346561, 346567 (20 mai/1er juin 1893), 359032 à 359034 (19 novembre/1er décembre 1893), 366301, 366310 à 366321 374476 à 374500, 379976 à 379997 (19 novembre/1er décembre 1894), 393751 à 393756, 393759, 393763 à 393767, 393769, 393770, 393772 (20 mai/1er juin 1894), 395101 à 395125 (20 mai/1er juin 1893), 397801 à 397806, 397809 à 397815, 397820 à 397825, 408276 à 408300, 422226 à 422249 (19 novembre/1er décembre 1894), 426270 à 426274 (19 novembre/1er décembre 1890), 430945 à 430949, 435057, 435058, 435067 à 435069, 435073 à 435075 (20 mai/1er juin 1892), 437410 à 437413, 437421 à 437425 (19 novembre/1er décembre 1893), 440353, 445327, 445331, 445332, 445336 à 445345, 445348 à 445350 (20 mai/1er juin 1894), 446477 à 446489, 446500 (20 mai/1er juin 1893), 446868 (19 novembre/1er décembre 1890), 455759 à 455763 (19 novembre/1er décembre 1891), 460233 à 460236, 460239 à 460243 (19 novembre/1er décembre 1893), 469903, 468909, 468913 à 468916 (19 novembre/1er décembre 1894), 470901 (19 novembre/1er décembre 1892), 471884, 471885 (20 mai/1er juin 1890), 475200 (20 mai/1er juin 1891), 477793 (19 novembre/1er décembre 1891), 481301 à 481324 (19 novembre/1er décembre 1892), 482327 à 482349 (20 mai/1er juin 1893), 482376, 482378, 482380, 482389 à 482390, 482396 à 482400 (19 novembre/1er décembre 1893), 489837, 489839 à 489843, 489846, 489848 à 489850, 492976 à 492995 (20 mai/1er juin 1894), 494876 à 494900 (19 novembre/1er décembre 1894), 499801 à 499808, 499810 à 499814, 499824 (20 mai/1er juin 1894), 503726 à 503728, 503730, 503731, 503734, 503735, 503737, 503740 à 503750, 509627 à 509635, 509643 à 509650 (19 novembre/1er décembre 1893), 514327 à 514332, 514344 à 514350 (20 mai/1er juin 1892), 515166 (19 novembre/1er décembre 1890), 517576 à 517581 (19 novembre/1er décembre 1894), 520186, 520187 (20 mai/1er juin 1893), 521826 à 521829 (19 novembre/1er décembre 1891), 523207 à 523209, 523212 à 523215, 523217, 523218, 523223 à 523225 (19 novembre/1er décembre 1894), 525752, 525753, 525756 à 527774 (20 mai/1er juin 1894), 526601 à 526605, 526617 à 526625 (19 novembre/1er décembre 1894), 531767, 531768 (19 novembre/1er décembre 1893), 540301 à 540312, 540314. 540315, 540317 à 540325 (19 novembre/1er décembre 1894), 549171, 549174 (19 novembre/1er décembre 1892), 549223 (20 mai/1er juin 1890), 558203 à 558218, 558224, 558225 (20 mai/1er juin 1894), 561226 à 561250 (20 mai/1er juin 1893), 565576 à 565588 (19 no-

vembre/1er décembre 1893), 572801 à 572805, 572807 à 572816, 572824, 572825 (19 novembre/1er décembre 1894), 573601 à 573605 (20 mai/1er juin 1891), 585864, 585865 (20 mai/1er juin 1892), 594752 à 594775 (19 novembre/1er décembre 1894), 595028 à 595041 (20 mai/1er juin 1894), 601820, 601822 à 601825 (19 novembre/1er décembre 1891), 602001 à 602006, 602013, 602018 à 602023 (19 novembre/1er décembre 1894), 611083 (19 novembre/1er décembre 1893), 611431, 611432, 611443, 611444 (20 mai/1er juin 1894), 613251 à 613275 (19 novembre/1er décembre 1894), 620327 (20 mai/1er juin 1890), 625217 à 625222 (20 mai/1er juin 1894), 627076, 627078 à 627100 (19 novembre/1er décembre 1894), 652804, 652805, 652809 à 652818, 652824, 652825 (19 novembre/1er décembre 1892), 665478 à 665484, 665486, 665488 à 665490, 665493 à 665497, 665500 (19 novembre/1er décembre 1894), 679811 (20 mai/1er juin 1892), 684432 à 684439, 684447 à 684450 (20 mai/1er juin 1893), 697876 à 697892 (20 mai/1er juin 1894), 701142, 701144 à 701150, 707201 (20 mai/1er juin 1892), 712283 (19 novembre/1er décembre 1890), 730192 à 730194, 730196 (20 mai/1er juin 1894), 733827 à 733841, 733845 à 733850 (19 novembre/1er décembre 1892), 734646 à 734650 (19 novembre/1er décembre 1891), 737502, 737505 à 737511, 737515, 737519 à 737525 (20 mai/1er juin 1894), 752301 à 752319, 752322 à 752325 (20 mai/1er juin 1893), 753201 à 753206, 753208 à 753224 (20 mai/1er juin 1894), 753801 à 753806, 753811 à 753817 (20 mai/1er juin 1892), 759176 à 759185 (19 novembre/1er décembre 1893), 767541 à 767550 (20 mai/1er juin 1891), 769912, 769913 (19 novembre/1er décembre 1890), 773051 à 773075, 774676 à 774700, 777076 à 777100 (19 novembre/1er décembre 1894), 782403, 782404, 782406 à 782408 (19 novembre/1er décembre 1892), 788351, 788352, 788354 à 788358, 788371 à 788374 (19 novembre/1er décembre 1891), 789177, 789178, 789181, 789182, 789194 à 789200 (20 mai/1er juin 1894), 799501 à 799505, 799525 (19 novembre/1er décembre 1892), 801160, 801161 (20 mai/1er juin 1892).

Commission Impériale d'Amortissement

à St.-PÉTERSBOURG

Numéros des obligations de l'emprunt russe 4 0/0 or, **deuxième émission** 1890, sorties au tirage du 17 février/1er mars 1895 et remboursables à partir du 20 mai/1er juin 1895; à St. Pétersbourg, à la Banque de l'Etat; à Paris, à la Banque de Paris et des Pays-Bas, au Comptoir National d'Escompte, au Crédit Lyonnais, à la Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France, à la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial et chez MM. E. Hoskier et Ce; à Berlin, chez MM. Mendelssohn et Ce; à Londres, chez MM. Baring frères et Ce (Limited) et C. I. Hambro and Son; à Amsterdam, chez MM. Hope et Ce et à la Succursale de la Banque de Paris et des Pays-Bas; à New-York chez MM. Baring Magoun and Ce.

à **3.125** roubles or : Nos 697401 à 697425, 718951 à 718975.

à **625** roubles or : Nos 269626 à 269650, 294151 à 294175, 302051 à 302075, 345551 à 345575, 352826 à 352850, 435551 à 435575, 454726 à 454750, 473876 à 473900, 482026 à 482050, 490501 à 490525, 501576 à 501600, 515101 à 515125, 516151 à 516175, 539551 à 539575, 569351 à 569375, 582801 à 582825, 591326 à 591350, 598476 à 598500, 642926 à 642950, 646701 à 646725.

à **125** roubles or : 8726 à 8750, 17976 à 18000, 97576 à 97600, 178376 à 178400, 187426 à 187450, 196851 à 196875, 200901 à 200925, 209876 à 209900.

Les obligations sorties au tirage doivent être munies de tous les coupons échéant après le 20 mai/1er juin 1895; dans le cas contraire, le montant des coupons manquants sera déduit du capital à rembourser.

Numéros des obligations de l'emprunt russe 4 0/0 or, **deuxième émission,** 1890, sorties aux tirages antérieurs et **non présentées au remboursement** à la date du 17 février/1er mars 1895. A partir des termes désignés entre parenthèses, ces obligations ne portent plus d'intérêt.

à **3.125** roubles or : Nos 678826 à 678850 (20 mai/1er juin 1891), 712126 à 712150, 717026 à 717050 (19 novembre/1er décembre 1894).

à **625** roubles or : Nos 257151 à 257160, 257586 à 257590, 257596 à 257600 (20 mai/1er juin 1894), 268256 à 268260, 268266 à 268270 (19 novembre/1er décembre 1893), 288626 à 288630 (20 mai/1er juin 1894), 307251 à 307275 (19 novembre/1er décembre 1894), 315551 à 315575 (19 novembre/1er décembre 1890), 317126 à 317130 (20 mai/1er juin 1893), 318481 à 318485 (19 novembre/1er décembre 1891), 327806 à 327825 (19 novembre/1er décembre 1894), 335126 à 335130, 335141 à 335145, 349876 à 349890 (20 mai/1er juin 1893), 354661 à 354670 (19 novembre/1er décembre 1893), 370206 à 370220 (19 novembre/1er décembre 1894), 378576 à 378600 (19 novembre/1er décembre 1891), 393426 à 393430 (19 novembre/1er décembre 1893), 404476 à 404500, 428801 à 428825 (19 novembre/1er décembre 1894), 440536 à 440550 (20 mai/1er juin 1894), 442491 à 442495 (19 novembre/1er décembre 1893), 445541 à 545550 (19 novembre/1er décembre 1894), 452241 à 452245 (20 mai/1er juin 1894), 459636 à 459640 (19 novembre/1er décembre 1893), 459926 à 459935 (20 mai/1er juin 1893), 463636 à 463640 (20 mai/1er juin 1894), 467446 à 467450 (20 mai/1er juin 1893), 469676 à 469700 (19 novembre/1er décembre 1894), 474181 à 474185 (19 novembre/1er décembre 1892), 479991 à 479995 (20 mai/1er juin 1893), 486806 à 486825 (19 novembre/1er décembre 1893), 492726 à 492740 (20 mai/1er juin 1893), 498251 à 498255, 498266 à 498275 (20 mai/1er juin 1894), 504226 à 504250 (19 novembre/1er décembre 1894), 573851 à 573875 (20 mai/1er juin 1892), 582481 à 582500 (19 novembre/1er décembre 1893), 588631 à 588650 (19 novembre/1er décembre 1891), 595901 à 595925 (19 novembre/1er décembre 1893), 596926 à 596950 (19 novembre/1er décembre 1892), 612651 à 612675 (19 novembre/1er décembre 1893), 615051 à 615075, 623351 à 623375, 626701 à 626725, 629571 à 629575 (19 novembre/1er décembre 1894), 635746 à 635750, 640776 à 640780 (19 novembre/1er décembre 1892), 649896 à 649900 (19 novembre/1er décembre 1893), 659811 à 659820 (20 mai/1er juin 1891), 666001 à 666015 (19 novembre/1er décembre 1891).

à **125** roubles or : Nos 2591 à 2600 (19 novembre/1er décembre 1891), 11201, 11206 à 11215, 11218 à 11225, 15176, 15177, 15183 à 15191, 15197 à 15200 (20 mai/1er juin 1894), 26526 à 26535 (19 novembre/1er décembre 1892), 28973 28974 (20 mai/1er juin 1891), 33237 à 33239 (19 novembre/1er décembre 1891), 33478, 33497, 38226, 38227, 38246 (19 novembre/1er décembre 1892), 45193 (20 mai/1er juin 1892), 49751 à 49775 (19 novembre/1er décembre 1894), 55347, 55348, 55350 (20 mai/1er juin 1892), 76351 à 76356, 76359 à 76363, 76367 à 76370, (20 mai/1er juin 1894), 85181 à 85200 (19 novembre/1er décembre 1890), 86276 à 86300 (19 novembre/1er décembre 1894), 87906 à 87913, 87922, 87923 (19 novembre/1er décembre 1890), 98602 à 98612, 98615, 98624 98625, (20 mai/1er juin 1891), 109026 à 109050, 109976 à 110000 (19 novembre/1er décembre 1894), 122891, 122892, 122895, 122896 (20 mai/1er juin 1891), 124776 à 124800, 125326 à 125339, 125346, à 125350 (19 novembre/1er décembre 1894), 125578, 125579, 125581 à 125586, 125596 à 125600 (20 mai/1er juin 1894), 126138 (19 novembre/1er décembre 1890), 126830 à 126832, 126840, 126841 (19 novembre/1er décembre 1892), 129551 à 129558, 129562 à 129574 (20 mai/1er juin 1894), 131727 à 131729, 131739 à 131743 (20 mai/1er juin 1892), 133476 à 133490, 133493 à 133500 (19 novembre/1er décembre 1894), 137301 à 137304, 137310 à 137312 (19 novembre/1er décembre 1892), 138366 à 138373 (20 mai/1er juin 1894), 139507, 139517, 139519, 139520, 139522 (20 mai/1er juin 1893), 151324 (20 mai/1er juin 1892), 152530 à 152534, 152539, 153252 à 153258, 153261, 153268 à 153272, 159534, 159535, 159543 à 159550 (20 mai/1er juin 1894), 161580 (20 mai/1er juin 1893), 163201 à 163211, 163213 à 163216, 163224 (19 novembre/1er décembre 1894), 165251 à 165257, 165264, 165265, 165269 à 165274 (20 mai/1er juin 1893), 165701 à 165708, 165721, 165724, 165801 à 165822 (20 mai/1er juin 1894), 166002, 166003, 166017, 166025 (20 mai/1er juin 1891), 166963 à 166965, 166970 à 166975 (20 mai/1er juin 1893), 169227 à 169232, 169234 à 169238, 169241 à 169250 (19 novembre/1er décembre 1894), 169283, 169284, 169289, 169290, 169297 à 169300 (20 mai/1er juin 1892), 172712 à 172719 (19 novembre/1er décembre 1890), 173921 à 173925 (19 novembre/1er décembre 1892), 186954 à 186957, 186964, 191076 à 191080. 191088 à 191093, 191095 à 191100, 212301 à 212303, 212312 à 212325, 212426 à 212450 (19 novembre/1er décembre 1894), 219428, 219434 (19 novembre/1er décembre 1891), 219878, 219885 à 219888, 219891 à 219894 (19 novembre/1er décembre 1893), 223076 à 223079 (20 mai/1er juin 1894), 236851 à 236870 (19 novembre/1er décembre 1893), 243668, 243672, 243673 (19 novembre/1er décembre 1890), 246476 à 246498 (20 mai/1er juin 1893).

Commission Impériale d'Amortissement
à St. PÉTERSBOURG

Numéros des obligations de l'emprunt russe 4 0/0 or, **troisième émission** 1890, sorties au tirage du 17 février/1er mars 1895 et remboursables à partir du 20 mai/1er juin 1895 : à St. Pétersbourg à la Banque de l'Etat; à Paris chez MM. de Rothschild frères; à Berlin, chez M. S. Bleichrœder et à la Direction de la Disconto-Gesellschaft ; à Francfort-sur-Mein, chez MM. M.-A. von Rothschild u. Sœhne ; à Londres, chez MM. N.-M. Rothschild and Sons.

à **3.125** roubles or : Nos 449551 à 449575, 454751 à 454775, 511076 à 511100, 531801 à 531825.

à **625** roubles or : Nos 324851 à 324875, 337026 à 337050, 363576 à 363600, 400876 à 400900, 401251 à 401275, 412051 à 412075, 426601 à 426625, 427701 à 427725.

à **125** roubles or : Nos 10576 à 10600, 35626 à 35650, 70126 à 70150, 98101 à 98125, 123026 à 123050, 151476 à 151500, 235101 à 235125, 237326 à 237350, 244626 à 244650, 261926 à 261950, 276851 à 276875, 278576 à 278600.

Les obligations sorties au tirage doivent être munies de tous les coupons échéant après le 20 mai/1er juin 1895 ; dans le cas contraire le montant des coupons manquants sera déduit du capital à rembourser.

Numéros des obligations de l'emprunt russe 4 0/0 or, **troisième émission** 1890, sorties aux tirages antérieurs **et non présentées au remboursement à** la date du 17 février/1er mars 1895. A partir des termes désignés entre parenthèses, ces obligations ne portent plus d'intérêt.

à **3.125** roubles or : Nos 447901 à 447925 (20 mai/1er juin 1892), 448301 à 448325 (19 novembre/1er décembre 1893), 449526 à 449550 (20 mai/1er juin 1894), 462051 à 462075, 464476 à 464500 (19 novembre/1er décembre 1894), 466976 à 467000 (20 mai/1er juin 1893), 478276 à 478300 (19 novembre/1er décembre 1891), 481326 à 481350 (20 mai/1er juin 1894), 491001 à 491025 (20 mai/1er juin 1892), 502576 à 502600 (19 novembre/1er décembre 1893), 506126 à 506150, 511251 à 511275 (19 novembre/1er décembre 1894), 536551 à 536575 (19 novembre/1er décembre 1891), 537101 à 537125 (19 novembre/1er décembre 1892), 537376 à 537400 (20 mai/1er juin 1891), 538901 à 538925 (20 mai/1er juin 1894), 539076 à 539100 (20 mai/1er juin 1892), 547201 à 547225 (20 mai/1er juin 1894), 549176 à 549200 (19 novembre/1er décembre 1894), 551501 à 551525 (20 mai/1er juin 1894).

à **625** roubles or : Nos 307701 à 307725, 313526 à 313550 (20 mai/1er juin 1894), 316611 à 316625, 318951 à 318955, 318961 à 318975 (19 novembre/1er décembre 1893), 341301 à 341320, 346251 à 346260, 346266 à 346270 (19 novembre/1er décembre 1894), 354076 à 354100 (20 mai/1er juin 1893), 360286 à 360300 (19 novembre/1er décembre 1894), 368326 à 368330 (19 novembre/1er décembre 1892), 372301 à 372320 (19 novembre/1er décembre 1893), 373726 à 373730, 373736 à 373750 (20 mai/1er juin 1891), 377476 à 377480, 377496 à 377500 (19 novembre/1er décembre 1893), 379356 à 379375 (20 mai/1er juin 1893), 385986 à 385990 (19 novembre/1er décembre 1894), 390371 à 390375 (20 mai/1er juin 1894), 393726 à 393740 (19 novembre/1er décembre 1892), 397326 à 397350 (20 mai/1er juin 1893), 397876 à 397890, 397896 à 397900 (20 mai/1er juin 1894), 407126 à 407130 (19 novembre/1er décembre 1891), 407751 à 407755, 408111 à 408115, 408121 à 408125 (20 mai/1er juin 1891), 413776 à 413790 (19 novembre/1er décembre 1892), 438511 à 438525 (19 novembre/1er décembre 1893).

à **125** roubles or : Nos 4751 à 4755, 4761, 4766, 4770 à 4772, 8479 à 8483, 8486 à 8493, 8499 (19 novembre/1er décembre 1892), 11654 à 11658, 11666 à 11670, 11674, 11675 (20 mai/1er juin 1892), 16251 à 16261 (20 mai/1er juin 1894), 17852 à 17854, 17868 à 17871 (20 mai/1er juin 1892), 27926 à 27950 (19 novembre/1er décembre 1894), 44693 à 44696, 44698 à 44700 (20 mai/1er juin 1891), 52084 à 52093, 52097 à 52100 (19 novembre/1er décembre 1891), 54697 (20 mai/1er juin 1893), 78372 à 78374 (19 novembre/1er décembre 1892), 82551 à 82575 (20 mai/1er juin 1893), 90603 à 90607, 90614 à 90620, 90624, 90625 (19 novembre/1er décembre 1894), 92952 à 92959 (19 novembre/1er décembre 1892), 116604 à 116606, 116617 à 116625 (19 novembre/1er décembre 1893), 123701 à 123725 (19 novembre/1er décembre 1894), 124539 (20 mai/1er juin 1892), 128106, 128112, 128113, 128115 à 128119 (19 novembre/1er décembre 1893), 129154 à 129158, 129161 à 129163, 129165 à 129171 (20 mai/1er juin 1891), 135226 à 135231, 135239 à 135250 (20 mai/1er juin 1894), 136276 à 136288, 136292 à 136299 (19 novembre/1er décembre 1894), 140131 à 140136, 140142 à 140150 (20 mai/1er juin 1893), 140227 à 140249 (20 mai/1er juin 1892), 141777, 141780, 141781 (19 novembre/1er décembre 1891), 142054 à 142060 (19 novembre/1er décembre 1893), 143901 à 143920 143922 (20 mai/1er juin 1892), 149051 à 149073 (20 mai/1er juin 1893), 156176, 156183 à 156187, 156192 à 156200 (19 novembre/1er décembre 1893), 157276 à 157300 (19 novembre/1er décembre 1894), 160423 à 160425 (20 mai/1er juin 1893), 162516 à 162525 (19 novembre/1er décembre 1894), 167134 à 167150 (20 mai/1er juin 1894), 169851, 169853 à 169856, 169866, 169871 à 169875, 170531 à 170535, 170546 à 170550 (19 novembre/1er décembre 1893), 203652 à 203656, 203658 (20 mai/1er juin 1892), 207476 à 207497 (20 mai/1er juin 1893), 208476 à 208478, 208485, 208487 (19 novembre/1er décembre 1891), 208576 à 208586, 208593, 208594, 258596 à 208600 (20 mai/1er juin 1894), 209926, 209927, 209936, 209939 à 209941, 209943 à 209947 (19 novembre/1er décembre 1891), 210006 à 210019, 210022 à 210025 (20 mai/1er juin 1891), 211504, 211505, 211509, 211521, 211525 (19 novembre/1er décembre 1892), 249001 à 249010, 252401 à 252412, 252414 à 252425 (20 mai/1er juin 1894), 261558, 261564, 261565 (19 novembre/1er décembre 1891), 261651 à 261675 (20 mai/1er juin 1893), 263351 à 263375 (20 mai/1er juin 1894), 263615 à 263619 (20 mai/1er juin 1892), 269526 à 269550 (19 novembre/1er décembre 1894), 271590, 271591, 271596 à 271600 (20 mai/1er juin 1893), 280426 à 280431 (19 novembre/1er décembre 1893), 285109, 285110, 285113 à 285118, 285121 à 285124 (19 novembre/1er décembre 1894), 287421, 289801, 289823 à 289825 (19 novembre/1er décembre 1892), 295380, 295381, 295385, 295386, 295388 (20 mai/1er juin 1892).

Commission Impériale d'Amortissement
à St. PÉTERSBOURG

Numéros des obligations de l'emprunt russe 4 0/0 or, **quatrième émission** 1890, sorties au tirage du 17 février/1er mars 1895 et remboursables à partir du 20 mai/1er juin 1895, à St. Pétersbourg, à la Banque de l'Etat; à Paris, chez MM. de Rothschild frères; à Berlin, chez MM. S. Bleichrœder et Cº et à la Direction de la Disconto-Gesellschaft; à Francfort-sur-Mein, chez MM. M. A. von Rothschild et Sœhne; à Londres, chez MM. N. M. Rothschild et Sons.

à **3.125** roubles or : Nos 82504 à 82528, 82929 à 82953

à **625** roubles or : Nos 19554 à 19578, 25129 à 25153, 27454 à 27478, 28229 à 28253, 31029 à 31053, 38129 à 38153

Les obligations sorties au tirage doivent être munies de tous les coupons échéant après le 20 mai/1er juin 1895 ; dans le cas contraire, le montant des coupons manquants sera déduit du capital à rembourser.

Numéros des obligations de l'emprunt russe 4 0/0 or, **quatrième émission** 1890, sorties aux tirages antérieurs **et non présentées au remboursement** à la date du 17 février/1er mars 1895. A partir des termes désignés entre parenthèses, ces obligations **ne portent plus** d'intérêt.

à **3.125** roubles or : Nos 60079 à 60103 (20 mai/1er juin 1893), 61679 à 61703 (19 novembre/1er décembre 1892), 64879 à 64903 (20 mai/1er juin 1894), 82804 à 82828 (19 novembre/1er décembre 1894).

à **625** roubles or : Nos 16179 à 16198 (20 mai/1er juin 1893), 18329 à 18338, 18349 à 18353 (19 novembre/1er décembre 1893), 19954 à 19978 (19 novembre/1er décembre 1892), 30629 à 30638 (20 mai/1er juin 1893), 34254 à 34263, 34269 à 34278 (19 novembre/1er décembre 1894), 34754 à 34763 (20 mai/1er juin 1894), 36409 à 36418, 36424 à 36428 (20 mai/1er juin 1891), 36854 à 36873 (19 novembre/1er décembre 1892), 40929 à 40933 (19 novembre/1er décembre 1893), 41734 à 41753 (20 mai/1er juin 1894), 42679 à 42703, 43029 à 43033, 43049 à 43053, 44404 à 44428 (19 novembre/1er décembre 1894), 45404 à 45428 (20 mai/1er juin 1892), 45754 à 45763, 45769 à 45778 (20 mai/1er juin 1894), 46844 à 46853 (20 mai/1er juin 1893), 56779 à 56793 (19 novembre/1er décembre 1894).

à **125** roubles or : Nos 1176 à 1200 (20 mai/1er juin 1892), 2726 à 2738, 2740, 2743 à 2750 (19 novembre/1er décembre 1894), 10960 à 10971 (19 novembre/1er décembre 1892), 12226 à 12239 (19 novembre/1er décembre 1891), 13076 à 13095 (19 novembre/1er décembre 1894), 15876 à 15888, 15890, 15891, 15900 (19 novembre/1er décembre 1893).

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25 fr.**
— — Six mois. **14 fr.**
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32 fr.**
— — Six mois.. **18 fr.**

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission.

N° 168. — 7e volume. (13) | **BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS** | Samedi 30 mars 1895.

SOMMAIRE DU N° 168

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 385 à 396.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — Le Nord de l'Espagne. — Les Conventions de 1883 au Sénat. — Compagnie Parisienne du Gaz. — Crédit Industriel et Commercial. — Le Petit Parisien. — Pages 396 à 404.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Bons du Trésor. — Recettes et Dépenses de la Ville de Paris. — Caisse Nationale de Retraites pour la Vieillesse. — Le Comité de Défense des Obligataires du Nord de l'Espagne. — Comptoir National d'Escompte. — Crédit Industriel et Commercial. — Compagnie Parisienne du Gaz. — Mines de Carmaux. — Recettes des Chemins de fer. — Canal de Suez. Pages 404 à 406.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :

ALLEMAGNE : Pages 407 à 409. — ANGLETERRE : Pages 409 et 410. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 410 et 411. — BELGIQUE : Page 411. — ESPAGNE : Pages 412 et 413. — ITALIE : Pages 413 et 414. — ROUMANIE : Pages 414 et 415. — SUISSE : Pages 415 et 416. — TURQUIE : Page 416.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 29 mars	1.728.2	1.270.6	2.998.8	3.452.9	87	2½
1895 14 mars	2.143.2	1.239.8	3.383.0	3.593.5	95	2½
1895 21 mars	2.140.6	1.242.8	3.383.4	3.569.9	92	2
1895 28 mars	2.106.9	1.242.5	3.349.4	3.574.2	93	2
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 23 mars	714.0	419.4	1.133.4	1.165.1	98	3½
1895 8 mars	978.9	380.7	1.359.6	1.226.0	111	3
1895 15 mars	982.1	381.9	1.364.0	1.217.0	112	3
1895 23 mars	984.4	382.8	1.367.2	1.241.6	110	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 29 mars	769.7	»	769.7	612 0	125	2
1895 14 mars	924.2	»	924.2	622.3	149	2
1895 21 mars	934.1	»	934.1	617.0	152	2
1895 28 mars	943.2	»	943.2	632.2	149	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1894 27 janv.	102.5	20.0	122.5	155.0	79	»
1894 1er déc..	124.3	17.5	141.8	182.0	73	»
1894 29 déc..	117.1	17.0	134.1	182.2	74	»
1895 26 janv.	110.0	16.2	126.2	172.6	73	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1894 27 janv.	67.5	10.0	77.5	157.5	48	»
1894 1er déc..	76.5	10.0	86.5	171.2	50	»
1894 29 déc..	73.1	9.5	82.6	171.2	48	»
1895 26 janv.	71.0	9.4	80.4	162.5	49	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 23 mars	215.5	341.5	557.0	870.0	64	4
1895 8 mars	360.8	288.5	649.3	979.7	66	4
1895 15 mars	361.0	289.0	650.0	969.6	67	4
1895 23 mars	375.7	287.5	663.2	983.0	67	4

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 22 mars	80.4	37.9	118.3	419.7	28	3
1895 7 mars	103.5	27.5	131.0	443.6	29	3
1895 14 mars	102.7	27.3	130.0	448.4	29	3
1895 21 mars	104.1	27.7	131.8	445.9	34	2½
BULGARIE. — Banque Nationale						
1894 7 janv.	4.8	1.1	5.9	1.3	455	8
1894 21 déc..	3.4	8.3	11.7	1.0	1170	8
1894 31 déc..	3.5	8.6	12.1	0.8	1510	8
1895 7 janv.	2.9	7.4	10.3	0.7	1470	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 28 fév..	72.7	»	72.7	96.0	76	4
1894 31 déc..	86.9	»	86.9	114.8	76	3½
1895 31 janv.	75.5	»	75.5	103.3	73	3½
1895 28 fév..	73.6	»	73.6	99.5	74	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 24 mars	197.9	199.6	397.5	916.9	43	5
1895 9 mars	200.1	298.8	498.9	914.0	55	5
1895 16 mars	200.1	303.7	503.8	910.5	55	5
1895 23 mars	200.1	307.9	508.0	904.7	56	5
GRÈCE. — Banque Nationale						
1894 28 fév..	2.1	»	2.1	110.8	2	6½
1894 31 déc..	2.0	»	2.0	109.5	2	6½
1895 31 janv.	1.9	»	1.9	108.7	2	6½
1895 28 fév..	1.9	»	1.9	106.1	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 24 mars	109.2	178.3	287.5	414.1	69	2½
1895 9 mars	111.5	176.8	288.3	442.3	65	2½
1895 16 mars	111.7	177.9	289.6	441.0	65	2½
1895 23 mars	109.6	178.7	288.3	434.3	66	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 10 mars	287.7	53.2	340.9	874.9	39	6
1895 20 fév..	299.7	70.6	370.3	750.3	49	5
1895 28 fév..	299.0	64.9	363.9	757.2	48	5
1895 10 mars	299.4	60.0	359.4	750.1	48	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 10 mars	92.5	10.8	103.3	239.9	43	6
1895 20 fév..	105.5	10.5	116.0	238.8	48	5
1895 28 fév..	105.5	10.5	116.0	229.2	49	5
1895 10 mars	105.5	10.5	116.0	225.5	51	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 10 mars	35.2	1.5	36.7	58.2	63	6
1895 20 fév..	35.2	1.5	36.7	51.2	71	5
1895 28 fév..	35.2	1.5	36.7	54.2	67	5
1895 10 mars	35.2	1.5	36.7	50.5	72	5
NORVEGE. - Banque de Norvège						
1894 28 fév..	33.6	»	33.6	62.3	54	5
1894 31 déc..	31.4	»	31.4	66.9	47	4½
1895 31 janv.	32.0	»	32.0	62.3	51	4
1895 28 fév..	31.1	»	31.1	63.7	49	4
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1894 21 mars	15.1	35.8	50.9	281.3	18	6
1895 6 mars	26.6	39.1	65.7	291.5	22	6
1895 13 mars	26.7	39.0	65.7	294.2	22	6
1895 20 mars	26.7	39.2	65.9	293.8	22	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 17 mars	51.9	0.9	52.8	115.0	46	6
1895 2 mars	42.9	4.8	47.7	95.6	50	6
1895 9 mars	42.8	5.0	47.8	96.1	50	6
1895 16 mars	43.8	5.1	48.9	95.3	51	6

Dates	Encaisse métallique — Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 1er mars	1.521.2	14.8	1.536.0	3.989.0	38	4%
1895 1er fév..	1.556.0	16.0	1.572.0	4.240.0	37	4
1895 16 fév..	1.557.3	16.2	1.573.5	4.197.5	37	4
1895 1er mars	1.559.5	16.7	1.576.2	4.206.8	37	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1894 28 fév..	21.7	3.6	25.3	45.9	55	»
1894 31 oct..	21.8	3.4	25.2	51.0	49	»
1894 30 nov.	21.9	3.5	25.4	49.9	50	»
1895 28 fév..	21.9	4.5	26.4	49.7	53	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 8 mars	7.4	4.0	11.4	24.4	47	6
1895 22 fév..	6.2	4.4	10.6	24.2	44	6
1895 28 fév..	5.9	4.4	10.3	24.3	42	6
1895 8 mars	5.8	4.4	10.2	24.2	42	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1894 28 fév..	23.2	4.8	28.0	59.1	47	4
1894 31 déc..	30.8	3.8	34.6	72.6	48	4
1895 31 janv.	30.9	4.5	35.4	62.7	57	4
1895 28 fév..	33.6	4.6	38.2	63.3	60	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1894 28 fév..	10.5	15.2	25.7	81.0	32	»
1894 31 déc..	10.5	18.6	29.1	85.8	34	»
1895 31 janv.	10.4	12.1	22.5	79.6	28	»
1895 28 fév..	10.4	14.1	24.5	82.1	30	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 24 mars	75.3	16.7	92.0	167.1	55	3
1895 9 mars	83.1	10.8	93.9	169.6	55	2½
1895 16 mars	83.0	10.2	93.2	171.9	54	2½
1895 23 mars	82.7	9.9	92.6	169.5	54	2½

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

1894 29 mars	6 239,8	2 639,7	8 879,5	14 369,4	61%
1895 14 mars	7 339,7	2 616,7	9 956,4	14 838,6	67
1895 21 mars	7 350,9	2 621,5	9 972,4	14 805,8	67
1895 28 mars	7 330,0	2 630,6	9 960,6	14 831,8	67

TOTAUX au 31 décembre

1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51%
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56
1894 31 déc.	7 030,0	2 599,9	9 629,9	15 047,6	64

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	22 fév.	1er mars	8 mars	15 mars	22 mars	29 mars
Amsterdam	47 87	47 85	47 90	47 90	47 98	48 »
Anvers	100 19	100 15	100 07	100 01	100 06	100 07
Athènes	185 50	186 50	186 50	186 50	186 50	186 50
Barcelone	8 90	9 »	8 »	7 10	7 20	8 75
Berlin	81 15	81 15	81 »	81 »	80 90	80 85
Bruxelles	100 22	100 12	100 01	99 98	100 06	100 03
Bucharest	100 80	100 80	100 80	100 60	100 50	100 10
Constantinople	22 62	22 61	22 62	22 60	22 65	22 65
Francfort	81 16	81 16	81 07	80 97	80 90	80 86
Gènes	105 35	105 35	105 40	105 37	104 95	105 25
Genève	100 32	100 34	100 36	100 30	100 28	100 29
Lisbonne	678 50	678 »	678 »	679 50	680 »	678 50
Londres	25 36	25 38	25 36	25 37	25 41	25 42
Madrid	8 40	8 82	7 55	7 20	6 95	9 »
Rome	105 30	105 35	105 27	105 40	104 90	105 20
Saint-Pétersbourg	36 85	36 90	36 87	36 95	36 77	36 80
Vienne (à vue)	49 25	49 12	49 05	49 »	48 75	48 50
— — (à 3 mois)	49 20	49 05	49 »	48 95	48 70	48 45

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	1 mars	8 mars	15 mars	22 mars	29 mars
Amsterdam. pap. court	4 %	206 69	206 44	206 37	206 12	206 06
Allemagne.. —	4 %	122 »	122 12	122 19	122 31	122 31
Vienne-Tr.. —	4 %	201 62	202 »	202 37	203 25	204 50
Barcelone.. —	4 %	454 50	461 50	462 25	463 »	451 50
Madrid ..... —	4 %	454 50	461 50	462 25	463 »	451 50
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	267 »	267 »	267 50	268 »	267 50
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 22½	25 21½	25 24	25 27	25 25½
— ..... ch. court	2 %	25 24	25 23	25 25½	25 28½	25 27
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	2 ½ %	0 15p.	0 03 p.	0 06 p.	0 06 p.	0 12 p
Italie....... —	5 %	5 37p.	5 25 p.	5 12 p.	4 62 p.	5 12 p.
Suisse....... —	2 ½ %	0 37p.	0 37 p.	0 37 p.	0 31 p.	0 37 p.
New-York.........	2 ½ %	515 »	514 50	514 50	514 50	514 50
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	100 69	101 02	102 34	104 52	107 81
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains...**		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres.......		2 47	2 47	2 47	2 54	2 56
Souverains anglais.......		25 19	25 18	25 22	25 25	25 22
Banknotes.......		25 20	25 19	25 23	25 26	25 22
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

PAYS EXTRA-EUROPÉENS

NOMS DES PAYS	Valeur au pair en francs	Valeurs en francs au change du jour — 28 fév.	7 mars	14 mars	21 mars	28 mars
Etats-Unis (doll. or)..	5 18	5 15	5 14	5 14	5 14	5 14
Mexique (piastre arg.)	5 43	2 47	2 47	2 47	2 51	2 56
Répub.Arg.(peso pap.)	5 »	1 40	1 40	1 41	1 42	1 43
Chili (peso papier)....	5 »	1 69	1 77	1 77	1 77	1 75
Brésil (milreis papier)	2 60	1 04	1 »	1 01	1 02	1 01
Indes (roupie argent).	2 38	1 35	1 35	1 35	1 37	1 38
Japon (yen argent)...	5 39	2 57	2 57	2 51	2 68	2 72
Chine(Shanghai)(taël arg.)	7 47	3 58	3 60	3 62	3 68	3 79

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 29 mars 1895 :

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*	99 94	Billets *Allemands*....	100 06
En *Angleterre*	99 87	— *Anglais*	100 13
En *Autr.-Hongrie*...	101 67	— *Austro-Hongr.*	98 35
En *Belgique*	100 12	— *Belges*	99 88
En *Espagne*	109 64	— *Espagnols*	91 20
En *Grèce*............	186 50	— *Grecs*	53 61
En *Hollande*	100 90	— *Hollandais*....	99 10
En *Italie*	105 40	— *Italiens*.......	94 88
En *Russie*	148 05	— *Russes*........	67 54
En *Suisse*	100 37	— *Suisses*........	99 63
Aux *Etats-Unis*	100 68	Pièces des *Etats-Unis*.	99 32
Au *Mexique*	212 10	— du *Mexique*...	47 14
En *Rép. Argentine*.	350 ..	Billets *Rép. Argentine*.	28 60
Au *Chili*............	285 72	— du *Chili*	35 »
Au *Brésil*...........	257 42	— du *Brésil*.......	38 84
Aux *Indes*	172 46	Pièces des *Indes*	57 98
Au *Japon*...........	198 16	— du *Japon*......	50 46
En *Chine*...........	197 09	— de la *Chine*....	50 73

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 29 mars 1895.

Toujours même absence de mouvement sur les devises hollandaises et allemandes. Par contre, la *Valuta* est en sérieuse reprise : elle finit à 204 50, la perte du papier à vue est ramenée à 1 67 0/0; il y a tout lieu d'espérer, comme nous le disons depuis longtemps, qu'avant peu nous enregistrerons le pair.

La hausse que nous n'avons cessé de prévoir pour le change espagnol commence à se manifester, la prime du papier sur Paris est à Madrid de 9 64. Le groupe

parisien qui opérait sur l'Extérieure a cessé ses achats et la décision prise par le Nord de l'Espagne, de payer ses coupons en pesetas inquiète à juste titre les porteurs de toutes les valeurs d'outre monts. Ajoutons que la situation de Cuba n'est pas sans causer de sérieuses appréhensions. Le Ministère Sagasta a assumé une lourde responsabilité, et peut dire qu'il a détérioré les changes à plaisir en refusant aux Chemins de fer les compensations qui leur étaient légitimement dues.

Nous ne pouvons que féliciter l'Espagne d'être débarrassée des politiciens néfastes qui l'auraient jetée dans les plus grands embarras et nous estimons que le nouveau Ministère mérite qu'on lui fasse confiance et crédit: c'est avec plaisir qu'on voit figurer aux finances un homme de la valeur de M. Navarro Reverter qui saura prendre des décisions et ne renverra pas au lendemain la solution des difficultés.

En Portugal, la prime de l'or est de 26 1/2 0/0.

Le rouble est à 267 fr. 50

Le Londres est à 25 25 1/2 et le chèque à 25 27; c'est une légère détente sur laquelle nous nous expliquons ci-après au chapitre des *encaisses*.

Le change italien se tend de nouveau, par sympathie avec le change espagnol et à la suite d'une légère baisse sur la rente.

La perte sur le papier belge et suisse s'est un peu accrue.

Le New-York reste à 514 50, on croit à de nouvelles expéditions d'or des Etats-Unis. La cote du change les rend possibles et lucratives.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	28 fév.	7 mars	14 mars	21 mars	28 mars
Hong-Kong	1/11 3/4	1/11 3/4	2/. ./.	2/0 5/8	2/1 ./.
Shanghaï.......	2/9 1/8	2/9 1/4	2/9 1/2	2/10 ./.	2/11 ./.
Yokohama	1/11 3/4	1/11 3/4	1/11 1/4	2/0 3/4	2/1 1/8
Valeurs à vue :					
Singapoure.....	1/11 3/4	1/11 7/8	2/0 1/8	2/1 ./.	2/1 3/8
Bombay........	1/0 7/8	1/0 27/32	1/0 29/32	1/1 3/32	1/1 1/8
Calcutta...	1/0 7/8	1/0 27/32	1/0 15/16	1/1 3/32	1/1 1/8
Rio-Janeiro.	9 15/16	9 1/2	9 5/8	9 3/4	9 5/8
Valparaiso.....	16 5/8	16 15/16	16 7/8	16 13/16	16 5/8
Buenos-Ayres, prime de l'or..	255	255 1/2	253	252	250
Argent en barres	27 9/16	27 5/8	27 15/16	28 11/16	29 1/8

Les changes de l'Extrême-Orient se sont améliorés en conséquence de la reprise de l'argent-métal, il en est de même des changes indiens. Par contre, le papier sud-américain est en réaction, nous croyons cependant que le papier brésilien, si la politique laisse au pays le loisir de s'occuper d'affaires, pourrait se relever un peu.

La *Banque d'Espagne* a abaissé, le 26 courant, le taux de son escompte à 4 1/2; l'état de son encaisse argent lui permet certainement cette réduction, mais elle ne sera utile qu'à la condition de ne pas accroître les billets et de rendre au public une partie du métal blanc qui s'est si extraordinairement accumulé dans les caisses depuis un an.

La hausse du métal blanc continue, il finit à 107 81; on escompte la cessation des hostilités entre la Chine et le Japon.

Encaisses. — Circulation fiduciaire.

L'encaisse de la *Banque de France* se présente, cette semaine, avec une diminution de 33.771.000 fr. d'or.

Il est sorti à Paris 2.915.000 fr. par la circulation et pour 29.176.000 fr. de matières. Les succursales ont versé 1.775.000 fr. à leurs guichets et reçu 95.000 fr. de l'étranger.

La Banque a délivré cette quantité d'or considérable pour atténuer la tension qui se manifeste dans le change sur Londres.

En 1893, à pareille époque, le chèque était à 25 14; en 1894, il était à 25 19; malgré les énormes importations de céréales effectuées pendant le premier trimestre, aujourd'hui il est à 25 27, après 25 28 1/2.

Cette hausse du chèque indique que Paris est débiteur de Londres pour des sommes considérables, c'est le résultat de l'entrain avec lequel notre place achète les actions de mines d'or. Tant que le taux de l'escompte de la *Banque de France* a été supérieur à celui de la *Banque d'Angleterre*, l'effet des remises que nous avions à faire à Londres n'est pas apparu; aujourd'hui il est manifeste et il faut qu'il y ait eu une énorme absorption de titres anglais pour produire un pareil résultat.

La *Banque de France* a mieux aimé donner de l'or que de laisser le change s'élever; on ne peut que la féliciter de cette mesure car elle évite, en donnant du métal à propos, le drainage de la circulation qui n'aurait pas manqué de se produire si le change avait monté de 4 ou 5 centimes, chose parfaitement possible et même probable.

Le pays a déjà recueilli le fruit de cette politique puisque le chèque a immédiatement baissé.

L'argent a diminué de 288.000 fr. Il est rentré 1.202.000 fr. à Paris par la circulation, les succursales ont perdu 960.000 fr. par la circulation, expédié 490.000 francs en Suisse, 160.000 fr. en Italie et reçu 120.000 fr. de Suisse.

La *Banque d'Allemagne* a gagné 3.200.000 fr. d'or et d'argent, les billets ont augmenté de 24.600.000 fr., la circulation est toujours largement dépassée par la réserve métallique.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent d'entrées de 14.525.000 francs. La circulation ayant prélevé 5.425.000 francs, l'augmentation du métal jaune a été de 9 millions 100.000 fr.

Voici le détail des entrées et des sorties :

Entrées				Sorties			
21	mars	Ach. en barres £	24.000	21	mars	Chili .... £	270.000
»	»	Porto........	18.000	25	»	Continent....	20.000
22	»	Ach. en barres	51.000	27	»	Amér. du Sud.	555.000
23	»	»	71.000				
25	»	Paris........	493.000				
»	»	Egypte	150.000			Excédent des entrées.	581.000
»	»	Anvers	100.000				
»	»	Australie	11.000				
26	»	Ach. en barres	279.000				
»	»	Egypte	50.000				
27	»	Ach. en barres	74.000				
»	»	Paris........	5.000				
		Total des entrées £	1.326.000			Total égal...... £	1.326.000

A la *Banque d'Autriche-Hongrie* on remarque une augmentation d'or de 14.700.000 fr., et une diminution de 1.500.000 fr. d'argent.

La circulation a progressé de 13.400.000 fr.

La *Banque de Belgique* a reçu 1.800.000 fr. d'or et d'argent.

La publication du compte rendu de la *Banque de Bulgarie* a révélé la véritable composition de l'encaisse. Depuis sa fondation jusqu'en 1894, la Banque avait eu constamment plus d'or que d'argent, la proportion est maintenant renversée. Du reste, cet Etablissement joue plutôt le rôle d'un Crédit foncier que d'une Banque d'émission.

A la *Banque d'Espagne* nouvelle augmentation d'argent s'élevant à 4.200.000 fr.

La *Banque des Pays-Bas* a perdu 2.100.000 fr. d'or et gagné 800.000 fr. d'argent.

Dans les *Banques Italiennes*, l'encaisse or est restée invariable.

La Banque d'Italie a livré au public 4.900.000 fr. de métal blanc.

La circulation a diminué dans les trois Banques. Elles retirent trop rapidement leurs billets et elles risquent d'amener une gêne dans les affaires.

Il est rentré un million d'or à la *Banque de Roumanie*.

L'encaisse de la *Banque de Serbie* a diminué de 100.000 fr.; ce chiffre, insignifiant en lui-même, est très sérieux pour cette Banque, qui n'a qu'un faible stock de métal jaune.

On doit lui rendre cette justice qu'elle surveille de très près sa circulation fiduciaire.

Les *Banques suisses* ont fort peu d'argent, elles seront certainement obligées de prendre des mesures pour renforcer leur approvisionnement de métal blanc.

Nous donnons aujourd'hui la situation exacte de l'encaisse et de la circulation des *Banques européennes* au 31 décembre 1894.

Depuis un an, l'or a augmenté de 945.800.000 fr.; l'argent de 140.400.000 fr.; quant à la circulation des billets elle est de 109.500.000 fr. au-dessous de celle du 31 décembre 1893.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 3 au 9 mars	depuis le 1er janv.	du 3 au 9 mars	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	8.008.800	1.693.542	6.336.034
France.........	»	11.916.400	»	560.109
Allemagne......	»	5.772.036	»	1.044.652
Autres pays....	1.8[illegible]	2.940.112	22.710	143.422
Total 1895...	1.814.400	28.637.348	1.716.252	8.084.217
Total 1894...	299.478	5.856.553	206.056	2.421.762
— 1893...	4.219.057	30.601.705	1.659.693	1.836.447
ARGENT				
Grande-Bretagne	476.165	5.536.755	»	40.730
France.........	»	»	»	2.116
Allemagne......	2.505	6.603	»	1.380
Autres pays....	690	110.279	48.300	218.052
Total 1895...	479.360	5.653.637	48.300	262.278
— 1894...	731.195	8.179.541	17.219	264.574
— 1893...	706.841	5.779.815	116.489	1.608.895

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	24 mars	98.600.000 dollars
1895.....	9 mars	67.200.000 —
1895.....	16 mars	67.600.000 —
1895.....	23 mars	65.100.000 —

Les sorties et les entrées d'or s'équilibrent aux Etats-Unis. Les expéditions d'argent restent toujours à peu près les mêmes. La situation du Trésor ne varie pas, la réserve est de 91.533.800 dollars.

Le paquebot allemand *Lahn* a débarqué le 13 à New-York 672.000 dollars venant de France pour le Syndicat des émetteurs de bons.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

Création de la Ligue Nationale Bimétallique

Samedi dernier, 23 mars, a eu lieu, à l'Hôtel Continental, la constitution définitive de la *Ligue Nationale Bimétallique* dont la *Société des Agriculteurs de France*, l'*Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises* et la *Société Nationale d'Encouragement à l'Agriculture* ont pris l'initiative.

La séance d'inauguration a été présidée par M. E. Loubet, sénateur, président de la Commission des finances du Sénat, ancien président du Conseil des Ministres, qui, dans un excellent discours très applaudi, a fait un exposé magistral des conséquences pour l'industrie, le commerce, l'agriculture et la fortune de la France, de la baisse de l'argent, par rapport à l'or, survenue depuis 1873.

M. E. Loubet a établi que le double problème du relèvement de l'argent et de l'établissement d'un rapport fixe entre les deux métaux précieux ne pouvait se réaliser aujourd'hui que par une entente internationale ; mais il a rappelé le grand mouvement qui s'était produit, en faveur du bimétallisme international, dans ces dernières années, en Angleterre, en Allemagne, en Hollande et en Belgique... qui souffrent actuellement des mêmes maux — on peut même dire de maux plus graves — que la France.

« En Angleterre et en Allemagne — a encore dit M. Loubet — l'opinion publique a été saisie de la question par des *Ligues Bimétalliques*, organisées et dirigées par les hommes les plus éminents, qui centralisent non seulement tous les documents d'ordre économique se rapportant aux faits monétaires, mais qui groupent toutes les énergies en faveur de la réforme qu'ils préconisent et qui vulgarisent, par leurs travaux et une active propagande, les doctrines qui sont aussi les nôtres.

« Les résultats auxquels ces *Ligues* sont arrivées dans des milieux jusqu'alors acquis aux idées monométallistes-or nous ont conduit à l'idée de créer en France une *Ligue* analogue, dont l'objet exclusif sera de propager dans notre pays les principes de la réforme monétaire qui s'impose, de répondre aux attaques dont cette réforme est l'objet, de se mettre en relation directe avec les *Ligues Bimétalliques* fonctionnant à l'étranger et de préparer, par la libre discussion, par une étude approfondie de tous les points, de toutes les conséquences du problème à résoudre, un accord sur des bases communes entre les grandes puissances intéressées, accord sans lequel la solution de la question ne nous paraît ni pratique, ni même possible. »

Après le discours très applaudi de M. Loubet et un échange de vues auquel ont pris part MM. Méline, Bérenger, Sébline, Josseau, baron d'Adelsward, Mézières, de Ladoucette, Lesueur, Fougeirol, Edmond Théry, etc., le président a donné lecture des lettres d'adhésion reçues par le Comité d'initiative.

La liste du Conseil général fondateur a été approuvée, puis les articles des Statuts provisoires de la *Ligue* ont été mis en discussion et successivement adoptés après quelques légères modifications.

L'ensemble des Statuts ayant été approuvé à l'unanimité, la *Ligue Nationale Bimétallique* a été proclamée définitivement constituée.

Une Commission de douze membres, chargée de régler les détails de l'organisation (local, correspondances, archives, personnel, etc.) a été nommée séance tenante. Elle rendra compte de ses travaux au prochain conseil général qui se tiendra dans les premiers jours d'avril.

Voici la liste du *Conseil Général fondateur* et le texte des Statuts définitifs de la *Ligue :*

Conseil Général Fondateur

PRÉSIDENTS D'HONNEUR

MM. **Magnin**, Sénateur, Gouverneur de la *Banque de France*, Vice-Président du Sénat, ancien Ministre des Finances ;

Denormandie, Sénateur, ancien Gouverneur de la *Banque de France*, Président du Conseil du *Comptoir National d'Escompte ;*

Méline, Député, ancien Président de la Chambre des Députés, ancien Ministre de l'Agriculture, Président de la Commission des Douanes de la Chambre des Députés, Président de l'*Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises;*

Josseau, ancien Député, ancien Président de la *Société Nationale d'Agriculture*, Vice-Président de la *Société des Agriculteurs de France*, Président du Comice Agricole de Coulommiers;

Henry Cernuschi, Publiciste, Délégué de la France à la Conférence Internationale de 1881.

PRÉSIDENT

M. **Emile Loubet**, Sénateur, ancien Président du Conseil des Ministres, ancien Ministre des Travaux publics et de l'Intérieur; Président de la Commission des finances du Sénat, Président de la *Société nationale d'Encouragement à l'Agriculture.*

VICE-PRÉSIDENTS

MM. **Bérenger**, Sénateur, Vice-Président du Sénat, Président du *Syndicat des Sériciculteurs de France ;*

Fougeirol, Député, Membre du Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie ;

Herbault, *Syndic de la Compagnie des Agents de Change*, de Paris;

Ladoucette (Baron de), ancien Député, Vice-président du *Syndicat Central des Agriculteurs de France*, Vice-président de la Section des Relations internationales et coloniales de la *Société des Agriculteurs de France;*

Le Blan (Julien) père, Président de la Chambre de Commerce de Lille, Membre du Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie ;

Saint (Charles), Député, Filateur et Tisseur de lin, de chanvre et de jute;

M. **Teissonnière,** Secrétaire Général de la *Société des Agriculteurs de France,* ancien Vice-président de la Chambre de Commerce de Paris, ancien Censeur de la *Banque de France;*

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

M. **Edmond Théry,** Rédacteur en Chef de l'*Economiste Européen.*

CONSEIL GÉNÉRAL

MM. **Adelsward** (baron d'), Président de la *Société des Aciéries de Longwy;*

Aillières (d'), Député, Président du Comice Agricole de La Fresnaye (Sarthe) ;

Armand (le comte), ancien Député, ancien Ministre plénipotentiaire de 1re classe ;

Barbentane (le marquis de), Vice-Président de la *Société des Agriculteurs de France,* Président de la *Société hippique de Saône-et-Loire ;*

Boucher d'Argis, Président de la Section des Relations internationales et coloniales de la *Société des Agriculteurs de France ;*

Carmichael, Filateur de Jute, Membre du Comité de l'*Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises ;*

Caze, Député, ancien Président de la *Société Nationale d'Encouragement à l'Agriculture ;*

Cazelles, Avocat à la Cour d'appel, Membre du Conseil de la *Société Nationale d'Encouragement à l'Agriculture ;*

Cot, Député, Président du *Syndicat des Viticulteurs de France ;*

Dauphin, Sénateur, ancien Ministre des Finances, Président de la *Société des Agriculteurs de la Somme ;*

Develle, Député, ancien Ministre de l'Agriculture et des Affaires étrangères ;

Domergue (J.), Directeur de la *Réforme Economique ;*

Dubar, Directeur de *l'Echo du Nord,* à Lille ;

Ducos, Député ;

Fouquet, Député;

Gautreau, Président de la *Chambre Syndicale des Constructeurs de Machines et d'Instruments d'Agriculture et d'Horticulture de France;*

Graux (Georges), Député ;

Guichard, Sénateur, ancien Président de la *Société nationale d'Encouragement à l'Agriculture;*

Hardon, Ingénieur des Arts et Manufactures, Membre du Conseil de la *Société Nationale d'Encouragement de l'Agriculture;*

Jonnart, Député, ancien Ministre des Travaux Publics, Membre du Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie;

Juillard, Président du *Syndicat Cotonnier de l'Est,* à Epinal;

Jouet-Pastré, Président de la *Société des Forges et Chantiers de la Méditerranée;*

Ketteinger, Président du *Syndicat des Indienneurs de Rouen;*

Lagorsse (de), ancien Député, Secrétaire général de la *Société Nationale d'Encouragement à l'Agriculture;*

Larclause (de), Président du *Syndicat des Agriculteurs de la Vienne;*

Laur (Francis), ancien Député, Rédacteur en chef de l'*Écho des Mines et de la Métallurgie;*

Lebreton, Sénateur;

Lejeune, ancien Député;

Lesueur, Sénateur, Président du Conseil d'administration de la *Bourse du Commerce* de Paris ;

Lugol, Président de l'*Union des Associations Agricoles du Sud-Est,* à Nîmes;

Manchon, Vice-président de la Chambre de Commerce de Rouen ;

Mézières, Député, Membre du Conseil d'administration du *Crédit Foncier de France;*

MM. **Méliodon** (Ph.), Administrateur, Secrétaire général du *Crédit Foncier de France,* Administrateur du *Comptoir National d'Escompte ;*

Muret, Membre du Conseil de la *Société des Agriculteurs de France;*

Ponnier (Alfred), Filateur et Tisseur, à Sénones (Vosges), Membre du Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie;

Raveton, Avocat à la Cour de Paris;

Reille (baron), Député, Président du *Comité des Forges de France ;*

Sagnier (H.), de la *Société nationale d'Agriculture de France,* Directeur du *Journal de l'Agriculture;*

Saint-Quentin (de), Député, Président de la *Société d'Agriculture et de Commerce de Caen;*

Salle (Émile), Docteur en Droit ;

Sébline, Sénateur;

Terves (Comte de), ancien Député;

Tétard, Président du *Syndicat des Fabricants de Sucre;*

Tribou, Président de la *Société des Agriculteurs du Nord;*

Turrel, Député ;

Verneuil (Millon d'Ailly de). Agent de change à Paris;

Viger, Député, ancien Ministre de l'Agriculture;

Vinet, Sénateur, Président du *Syndicat agricole d'Eure-et-Loir;*

Yver, Administrateur-Délégué de la *Société anonyme des Filatures et Tissages Pouyer-Quertier, à Rouen.*

TRÉSORIER

M. **D'Anfreville,** Caissier Principal de la *Banque de France.*

SECRÉTAIRES

FAISANT PARTIE DU CONSEIL GÉNÉRAL

MM. **D'Artois,** publiciste;

Chabry, publiciste;

Senart (Paul), Secrétaire de la *Société des Agriculteurs de France,* Secrétaire général adjoint de l'*Union des Syndicats des Agriculteurs de France,* Secrétaire général du *Syndicat économique Agricole.*

Séverin, Publiciste, Secrétaire général de la *Société des Agriculteurs de la Somme;*

SECRETAIRES-ADJOINTS

MM. **Crépeaux,** Rédacteur à la *Gazette des Campagnes;*

De Lauzac de Laborie, Secrétaire de section à la *Société des Agriculteurs de France ;*

MM. **Papillon,** Secrétaire de section à la *Société des Agriculteurs de France ;*

Salmon, Secrétaire de section à la *Société des Agriculteurs de France.*

N. B. — Le Conseil Général fondateur pourra se compléter ultérieurement, comme il est dit à l'article 11 des Statuts ci-après :

Statuts de la Ligue

ARTICLE PREMIER. — Il est formé, avec le patronage de la *Société des Agriculteurs de France,* de l'*Association de l'Industrie et de l'Agriculture Françaises* et de la *Société nationale d'Encouragement à l'Agriculture,* entre toutes les personnes qui adhéreront aux présents Statuts, une Société qui prend le nom de **Ligue Nationale Bimétallique.**

ART. 2. — Cette Ligue a pour objet de grouper, dans une action commune, toutes les bonnes volontés qui s'offriront à elle pour éclairer l'opinion publique en France sur la valeur pratique et théorique du système monétaire connu sous le nom de *Double-Etalon* ou de *Bimétallisme.*

Elle cherchera à atteindre ce but en réunissant et en faisant connaître : les documents statistiques se rap-

portant à l'existence et à la production de l'or et de l'argent; les faits d'ordre monétaire, économique et financier, observés dans les pays à étalon d'or, dans les pays à étalon d'argent et dans les pays à monnaie-papier; enfin, les résultats de tous travaux, études ou enquêtes ayant trait à la *Question monétaire*.

Elle se mettra en relation directe avec les Groupes et Ligues bimétalliques fonctionnant actuellement à l'étranger, afin de faciliter ou préparer un accord, sur des bases communes, entre les grandes puissances métalliques pour l'emploi simultané de l'or et de l'argent comme étalons monétaires.

Elle vulgarisera en France les principes de la réforme monétaire, par des mémoires, des études, des articles de journaux, des réunions et des conférences qu'elle organisera dans toutes les régions où ces conférences et réunions seront jugées utiles.

Elle mettra au concours sur la *Question monétaire* des études dont elle tracera le programme.

Elle s'interdit formellement toutes publications ou discussions étrangères à son objet et notamment toutes discussions ou publications politiques.

Art. 3. — Le siège social de la **Ligue Nationale Bimétallique** est à Paris.

Art. 4. — La **Ligue Nationale Bimétallique** se compose de *Membres correspondants* à 20 francs de cotisation annuelle, de *Membres adhérents* à 2 francs de cotisation annuelle et de *Membres fondateurs* versant, une fois pour toutes, une somme de 300 francs au moins.

Les trois catégories de Membres recevront gratuitement, chaque mois, le *Bulletin* de la **Ligue Nationale Bimétallique,** qui les tiendra au courant, non seulement de tous les travaux de la Ligue, mais aussi des principaux faits ou événements d'ordre monétaire qui se seront produits en France ou à l'étranger dans le courant du mois.

Les trois catégories auront le même droit d'assister à toutes les Assemblées générales de la Ligue, et de prendre part, soit directement, soit par correspondance, aux élections générales annuelles.

Art. 5. — Les *Membres correspondants* et les *Membres donateurs* recevront, en outre, et gratuitement, tous les mémoires, rapports, livres, brochures et publications spéciales dont la **Ligue Nationale Bimétallique** provoquera l'impression.

Ces Membres pourront, de leur côté, soumettre au Conseil général des mémoires, études ou observations personnelles qui seront étudiés par un *Comité d'etude*. Ils pourront enfin organiser, dans leur région respective, des conférences avec le concours d'un ou plusieurs Membres du Conseil général de la Ligue.

Art. 6. — Le nombre des membres de la Ligue est illimité. En font partie de droit toutes les personnes qui auront donné leur *adhésion provisoire* (membres *adhérents, correspondants* ou *donateurs*) à la date de la constitution définitive de la Ligue.

Tous les membres de la *Société des Agriculteurs de France*, de l'*Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises* et de la *Société Nationale d'Encouragement à l'Agriculture* qui ont donné leur patronage à la création de la Ligue, auront le droit de demander leur inscription comme membres *adhérents, correspondants* ou *donateurs* dans les conditions stipulées aux articles 4 et 5, par simple demande adressée au Conseil général.

Tous les membres des Chambres de Commerce ou Chambres consultatives françaises ayant leur siège en France ou à l'étranger auront la même faculté, ainsi que tous les membres des Associations, Chambres syndicales, Sociétés industrielles, commerciales et agricoles, Syndicats, Comices, Cercles, Sociétés ouvrières, etc..., adhérents, correspondants ou affiliés à l'une des trois Sociétés patronnesses ci-dessus.

Les personnes n'appartenant pas à l'une des catégories désignées ci-dessus et qui désireraient adhérer à la **Ligue Nationale Bimétallique** aux conditions stipulées par les articles 4 et 5, devront se faire présenter par deux membres adhérents, correspondants ou donateurs.

Art. 7. — Le Conseil général, qui se réunira chaque mois au Siège social, statuera sur toutes les demandes d'admission à la **Ligue** prévues par l'article 6.

Art. 8. — Aucune adhésion n'est admise par le Conseil général si elle n'est accompagnée de la cotisation annuelle de 2 francs ou de 20 francs, ou de la donation minimum de 300 francs, suivant la catégorie demandée. La cotisation doit être renouvelée, sans invitation, douze mois après l'admission. Tout retard dans le paiement de la cotisation annuelle expose le membre retardataire à la suspension de l'envoi des publications gratuites, à la suspension du droit de vote et de présence à l'Assemblée générale et, après une mise en demeure sans réponse, à la radiation de la Ligue.

Art. 9. — La Ligue est administrée gratuitement par un Conseil général composé de :

Présidents d'honneur (dont le nombre ne peut dépasser dix);
Un Président;
Dix Vice-Présidents ;
Un Secrétaire général;
Soixante-dix Conseillers généraux;
Un Trésorier;
Quatre Secrétaires;
Un Bibliothécaire-archiviste.

Art. 10. — Les Membres du Conseil général sont élus pour trois années, à la majorité des suffrages exprimés, par l'Assemblée générale qui sera tenue dans le courant du mois de mai, à Paris.

Le renouvellement du Conseil général s'effectuera par tiers : pour les deux premières années la liste du tiers du Conseil soumis au renouvellement sera désignée par le sort.

Les Membres sortants sont toujours rééligibles.

Tous les Membres de la **Ligue** (donateurs, correspondants ou adhérents) sont appelés à participer aux élections annuelles, soit par le dépôt de leur vote personnel au moment de l'Assemblée générale, soit par correspondance.

Les Présidents d'honneur, le Président, les Vice-Présidents, le Secrétaire général, le Trésorier, les Secrétaires et le Bibliothécaire-Archiviste, choisis exclusivement parmi les membres du Conseil général, seront nommés à leurs fonctions pour une année par le Conseil général lui-même, à la majorité des votants, dans la réunion mensuelle qui suivra immédiatement l'Assemblée générale. Ils sont toujours rééligibles.

Art. 11. — Par dérogation à l'article 10, il est convenu que la nomination du Conseil général fondateur de la Ligue, dont la liste précède les présents Statuts, sera ratifiée, de même que lesdits Statuts, par l'adhésion définitive à la **Ligue Nationale Bimétallique.**

Il est également convenu qu'il n'y aura pas d'Assemblée générale ni d'élections générales avant le mois de mai 1896.

Le Conseil général fondateur pourra compléter le nombre de ses Membres conformément aux dispositions de l'article 9 et de l'article 12.

Art. 12. — En cas de vacances après les élections annuelles, le Conseil général pourra compléter le nombre de ses membres et la composition de son Bureau, conformément à l'article 9.

Les nouveaux membres seront élus à la majorité des votants par le Conseil général.

Art. 13. — Le Conseil général se réunira chaque mois à la date fixée par le Président. Deux Comités dits : *Comité d'Exécution* et *Comité d'Etudes*, composés chacun de quinze Conseillers généraux choisis à la majorité des votants dans la réunion mensuelle du Conseil qui suivra immédiatement l'Assemblée générale, rapporteront les questions soumises à l'ordre du jour du Conseil général.

Le Président et le Secrétaire général feront partie de droit de ces deux Comités.

ART. 14. — Le Conseil général représente la Ligue. Il a tout pouvoir pour gérer et administrer les affaires sociales, tant actives que passives. Il encaisse tous les fonds appartenant à la Ligue, à quelque titre que ce soit; il surveille l'emploi que la Ligue en ordonne sur sa proposition. Il fait tous les règlements d'ordre intérieur que peut nécessiter l'exécution des présents Statuts. Il convoque la Ligue et arrête le programme des réunions.

Le Conseil a le droit de déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à une ou plusieurs personnes pour un ou plusieurs objets déterminés;

Le Conseil général nomme et constitue, selon les besoins de la Société, des Commissions spéciales pour les fonds, les concours, les publications.

Le Conseil délibère valablement à la majorité des Membres présents; néanmoins, aucune résolution ne sera valable qu'autant qu'elle aura été délibérée en présence de quinze Membres au moins.

ART. 15. — Le Conseil dresse annuellement le budget des dépenses de la Ligue et lui soumet, dans l'Assemblée générale annuelle, le compte détaillé des recettes et des dépenses de l'exercice écoulé.

ART. 16. — Les Statuts pourront être modifiés sur la proposition du Conseil général, à la majorité des deux tiers des votants dans l'Assemblée générale.

Les modifications proposées sont indiquées dans les convocations adressées à tous les Membres de l'Assemblée.

ART. 17. — En cas de dissolution, le Conseil général est chargé de la liquidation de la Ligue.

L'actif net sera versé à l'Assistance publique.

Paris, le 23 Mars 1895.

Le Siège provisoire de la **Ligue Nationale Bimétallique** est à Paris : 11, rue Monsigny.

Conférence de M. Edmond Théry, au Syndicat agricole de Laon

Nous lisons dans le *Journal de l'Aisne* du samedi 23 mars 1895 :

Voici le compte rendu de la très intéressante Conférence faite mercredi par M. Edmond Théry, sous les auspices du Syndicat agricole de Laon. On sait que cet éminent économiste avait bien voulu venir développer, devant nos amis du Laonnois, les considérations, d'une actualité si pressante, qui rattachent par des liens si directs la crise monétaire à la crise agricole; et l'empressement du public d'élite qui occupait la vaste salle des Assises a bien prouvé que l'importance de cette question n'échappait, en effet, à personne.

La séance était présidée par l'honorable M. A. Debrotonne, président du Syndicat de Laon, ayant à ses côtés l'honorable M. Magniez, président du Comice, et les membres du bureau, auxquels étaient venus se joindre MM. Gentilliez, conseiller général, président du Comice agricole départemental; Ermant, Mazuriez, Modesse Berquet, conseillers généraux; Delval, Lesur de Richemont, Legras, Brunehant, présidents ou vice-présidents de nos Comices et Syndicats régionaux, etc.

M. A. Debrotonne a présenté les excuses et les regrets de M. le Préfet de l'Aisne, empêché par l'état de sa santé; de M. Cuissart, retenu à Paris par les travaux parlementaires; de M. Carlier, président du Comice de Saint-Quentin, etc., puis, après quelques mots de courtoisie et sympathique présentation, il a donné la parole à M. Edmond Théry.

C'était une tâche ardue pour le conférencier que de venir exposer, en une heure, devant un public généralement peu au courant de la question, les causes et les effets de la crise monétaire, de lui faire bien comprendre le mécanisme de la répercussion de cette crise sur notre production nationale; de démontrer, de façon lumineuse, comment, la valeur officielle de la pièce d'argent n'ayant pas changé en France, celle de nos produits n'en est pas moins sensiblement atteinte en face des produits étrangers, et d'établir, avec autant de clarté que de précision, la nécessité de revenir à l'ancien équilibre entre les valeurs relatives internationales de l'or et de l'argent.

Disons tout de suite que M. Théry s'est merveilleusement acquitté de cette tâche. Dès les premiers mots, il avait conquis son nombreux auditoire. Ses définitions claires, ses explications données en orateur maître absolu de son sujet, ses exemples bien choisis à l'appui de sa démonstration, ont fait pénétrer dans tous les esprits la conviction profonde dont on le sent lui-même animé.

Nous ne pouvons pas — malheureusement — songer à reproduire le texte même de cette longue conférence, que personne n'a trouvée trop longue : il faut nous borner à en présenter la physionomie. Nous tâcherons du moins de ne pas être un traducteur trop infidèle. Mais si quelque point, dans ce que nous allons dire, reste obscur ou insuffisant pour un certain nombre de nos lecteurs, qu'ils sachent bien que c'est à l'aridité forcée du compte rendu qu'il leur faudra s'en prendre, et non pas au conférencier lui-même, dont le discours, nous le répetons, a été de la plus parfaite limpidité et n'a rien laissé à désirer, ni comme clarté, ni comme méthode, ni comme démonstration, à ceux qui ont eu la satisfaction de l'entendre.

Prenant texte du lieu même où il se trouve, et qui est, comme on sait, la grande salle où se tiennent les assises départementales, M. Théry commence par dire que bien qu'il ne s'agisse pas aujourd'hui d'audience criminelle, c'est cependant un procès qu'il va plaider, c'est le procès de l'or qu'il poursuit.

Suit le texte de la conférence de M. Edmond Théry. Pour ne pas nous répéter, nous publierons prochainement le texte *in-extenso* de la Conférence faite par notre Rédacteur en chef, le 12 février 1895, à la *Société des Agriculteurs de France*, celle de Laon ayant été conçue dans le même cadre.

Notre confrère, le *Journal de l'Aisne*, termine ainsi son compte rendu :

Soyons donc bimétallistes. Soyons-le énergiquement, résolument, et que notre action se joigne à celle de ces hommes éminents qui, comme M. Théry, ont commencé à combattre le bon combat, et qui marchent à notre tête.

Il va sans dire que l'orateur a reçu les plus chaleureuses ovations, non seulement des membres du bureau mais de tous les assistants et que l'honorable M. Debrotonne a pu, aux applaudissements de tous, se faire auprès de M. Théry l'interprète autorisé des remerciements du Syndicat.

Nous y joignons les nôtres, qui ne sont ni les moins sincères, ni les moins vifs.

A. CORTILLIOT.

Les Classes ouvrières et le Bimétallisme

La *Ligue bimétallique anglaise* vient de résumer, dans une courte notice, les arguments en vertu desquels les classes ouvrières du Royaume-Uni doivent adhérer au *bimétallisme* et signer la pétition qui sera adressée au Parlement pour le rétablissement du double étalon.

Ces arguments sont au nombre de douze :

1° Parce que la prospérité de l'Angleterre dépend, plus que celle de tout autre pays, de son commerce avec l'étranger, l'Angleterre étant de beaucoup le plus grand exportateur et importateur ;

2° Parce que la monnaie constitue la base de ce commerce international; elle sert à mesurer la valeur relative de toutes marchandises, ainsi que le travail grâce auquel elles sont produites ;

3° Parce que l'existence de deux étalons monétaires, or et argent, sans rapport légal fixe entre eux, a causé de grandes fluctuations de change et a entravé les transactions ;

4° Parce que la grande baisse des changes orientaux depuis 1874 (conséquence de la démonétisation de l'argent) a été la *cause principale* qui a permis aux filateurs de Bombay de battre ceux du Lancashire sur les grands marchés de l'Extrême-Orient. *Telle est la conclusion à laquelle est arrivée la Chambre de commerce de Manchester, après une enquête longue et minutieuse ;*

5° Parce qu'un rapport légal fixe entre la monnaie d'argent et la monnaie d'or (comme c'est le cas pour le shilling et pour le souverain) est considéré comme essentiel pour la marche des transactions intérieures. Si cette loi monétaire est nécessaire pour les petites transactions, combien plus sera-t-elle nécessaire pour les transactions plus importantes de notre commerce extérieur. Plus de 900 millions d'hommes de la population du monde emploient l'argent pour leur circulation, et, dans l'Empire britannique lui-même, les cinq sixièmes des sujets se servent de l'argent, qui n'a pas cours dans l'autre sixième ;

6° Parce que le régime bimétallique existait jusqu'en 1874 ; avec lui, notre commerce extérieur se développait progressivement et prospérait ; mais depuis la rupture du lien bimétallique, notre grande industrie cotonnière a perdu son ancienne vitalité et sa grandeur, et, aujourd'hui, elle cesse de

s'étendre proportionnellement à l'accroissement de notre population ;

7° Parce que les véritables intérêts du travail sont mieux sauvegardés par un étalon monétaire commun capable de mesurer sa valeur relative et d'assurer sa juste rémunération ;

8° Parce que le monde ne peut avoir un étalon monétaire commun sans le *bimétallisme ;*

9° Parce que les restrictions apportées à l'emploi de l'argent en tant que monnaie ont considérablement accru la valeur du change de l'or, augmentant par cela même les charges des taxes impériales et locales, celles des rentes foncières, des droits royaux, les droits conventionnels et de douane qui pèsent sur les classes industrielles et réduisent les bénéfices de ceux qui en vivent, telles que les porteurs de *bonds* et les retraités ;

10° Parce que le bon marché artificiel résultant des restrictions monétaires tend à détruire le prix du travail et les emplois, ce bon marché étant entièrement différent dans ses effets à celui qui résulte naturellement du perfectionnement des méthodes de production et de répartition ;

11° Parce que tous les *leaders* connus des classes ouvrières dans les districts cotonniers sont pour le *bimétallisme* ;

12° Parce que le *bimétallisme* est défendu, au sein de la Chambre des Communes, par les représentants les plus distingués de l'industrie et de l'agriculture, sans distinction de parti.

Dans sa séance du 27 mars 1889, le Conseil général de l'Association réunie des filateurs de coton (*Amalgameted association of operative Cotten spinners*) a adopté la résolution suivante :

« La justice en faveur de ceux qui sont engagés dans les industries cotonnières de l'Angleterre commande impérieusement de faire cesser les sérieux inconvénients de la situation actuelle, provoqués par ce fait qu'il n'y a pas de relation fixe entre l'étalon-or de l'Angleterre et les monnaies de nos clients des pays à circulation d'argent. »

Et le Conseil général des Associations réunies des tisseurs des comtés du Nord a voté, le 2 mars 1889, la résolution suivante :

« Considérant que l'intérêt de ceux qui sont engagés dans les industries manufacturières de la Grande-Bretagne commande la plus grande liberté d'échange commercial entre tous les peuples, il est essentiel que les monnaies des pays à circulation d'or et des pays à circulation d'argent aient un rapport fixe et définitif, établi en vertu d'un accord international, de façon à écarter un des plus grands obstacles du commerce actuel. »

Des résolutions en faveur du *bimétallisme* ont été votées par les Associations ou Sociétés ouvrières énumérées ci-après :

The Manchester and Salford Trades Council, The Stalybridge Trades Council, The Preston Trades Council, The Hyde Trades Council, The Newcastle-on-Tyne and Gateshead Trades Council, The Bradford (Yorks.) Trades Council, The Organised Trades Council of Nottingham, The Nottingham Federated Trades Council, The Building Trades Council of Nottingham, The Southport Trades Council, The Wolverhampton Trades and Labour Council, The Oldham Trades Council, The Liverpool United Trades Council, etc...

Les Perturbations monétaires aux Indes

Dans son rapport annuel sur le commerce de l'Inde, M. O'Connor apprécie dans les termes suivants les effets de la fermeture des Hôtels des monnaies sur les pays à circulation d'argent :

Cette mesure, qui devait ramener la fermeté des changes avec les pays à étalon-or, vers lesquels se portent les trois quarts de notre commerce, a provoqué une perturbation des changes avec les pays à étalon d'argent où se porte le quatrième quart de notre commerce. La perturbation a été aussi soudaine que violente. Tandis que le change de la roupie par rapport à la livre sterling haussait, la valeur en or de l'argent tombait lourdement et le change du dollar par rapport à la livre sterling tombait dans les mêmes proportions.

Le change du dollar entre l'Inde et la Chine, qui était resté si longtemps à 100 doll. pour 220 roupies, tomba subitement à 100 doll. pour 192 roupies, et le commerce se trouva paralysé jusqu'à ce que le prix des marchandisses fussent adaptés à ces nouvelles conditions......

M. O'Connor constate que le commerce a repris ensuite son cours normal, mais que trois articles prédominants ont été atteints par une baisse considérable qui a empêché la valeur générale des exportations de l'Inde de progresser. Pour les filés coton et les cotonnades, la baisse a été, en 1893-94, de 1.858.100 roupies, soit environ de 23 0/0. Pour l'opium, la moins-value ressort à 1.235.585 roupies, soit 13,3 0/0. Pour les grains et les plantes légumineuses, la moins-value a été de 4.237.830 roupies, soit environ 20,6 0/0.

En ce qui concerne les finances de l'Inde, en 1894-95, il est intéressant de reproduire le tableau suivant, établi par M. W. E. Dorrington, de Manchester :

		En roupies
D'après les évaluations du Département des finances de l'Inde, le déficit de 1894-95 est évalué à		2.923.100
Dont il convient de déduire :		
La réimposition des droits d'importation (à l'exclusion des droits sur les cotonnades), évaluée à ....Roupies	1.140.000	
Suspension de l'indemnité pour la famine..................................	1.076.200	
Balance du Gouvernement provincial	405.000	
		2.621.200
Reste comme déficit de 1894-95.......		301.900
Le service des paiements extérieurs en 1894-95, porté pour 17.000.000 de liv. st., exige, au change de 1 sh. 2 d		29.148.857
Si le change est pris à 1 sh. 6 d., il faudra, pour ces 17.000.000 de liv. st..........................		22.666.666
Soit une différence de.................		6.476.190

représentant l'écart entre le change à 1 sh. 2 d. et 1 sh. 6 d. par roupie sur 17.000.000 de liv. st.

Le taux budgétaire des *council bills* est de	1 sh. 2 d.
Mais le taux moyen de vente jusqu'en novembre dernier ressort à..........................	1 sh. 1 1/4 d.
Soit une différence de...........	3/4 d.

par roupie ou 5 3/8 0/0. A ce taux moyen pour toute l'année, la perte au change sera d'environ 1.566.400 roupies, ce qui, ajouté aux 301.900 roupies, mentionnées ci-dessus, porte le déficit total de l'année à 1.868.300 roupies.

La Production de l'or et la Question monétaire

Le *Deutsches Wochenblatt*, de cette semaine, publie la très intéressante étude suivante adressée à M. Otto Arendt, à Berlin, par M. Edouard Suesz, le professeur bien connu de l'Université de Vienne, auquel on doit de si remarquables travaux sur les métaux précieux :

Vous me demandez mon avis sur la position actuelle de la question de l'or et de l'argent. Autant que je peux en juger, elle suit la marche périlleuse prévue depuis longtemps, sinon dans les détails mais dans les grandes lignes. Les résultats acquis dans l'Afrique du Sud et dans l'Australie occidentale ont provoqué une nouvelle fièvre d'or. Les journaux sont remplis de réclames et une feuille technique belge, que j'ai en ce moment sous les yeux, mentionne la constitution de quinze nouvelles Sociétés d'exploitation de mines d'or, ayant toutes été créées entre le 15 janvier et la fin de février dernier, pour l'Australie, et treize d'entre elles pour le seul district de Coolgardie. Il en est de même dans la Nouvelle-Zélande, pour ne pas mentionner l'Afrique du Sud. Le faible montant du titre — une livre sterling au maximum — la réclame pressante, le rendement effectif de quelques districts, telles sont les causes de ce mouvement ; et on ne fait pas seulement entrer en ligne de compte la richesse en or du gisement, mais aussi les intérêts qui sont perdus annuellement, par ce fait qu'il n'est pas encore exploité à fond.

Remarquez qu'aucune entreprise de ce genre, méritant d'être mentionnée, ne peut se constituer dans l'ancien monde civilisé ; celui-ci est épuisé et aujourd'hui on ramasse, avec des moyens perfectionnés, ce qui reste encore dans les coins éloignés du globe. Comme conséquence on obtient, sans aucun doute, une notable augmentation de la production annuelle, mais on hâte aussi la fin, non seulement par la mise en exploitation plus rapide de nombreux gisements, mais aussi parce que cette exploitation perfectionnée épuise ces gisements.

Ces circonstances prouvent précisément combien peu l'or, d'après les conditions naturelles de son existence dans le sol, est propre à constituer l'unique mesure de valeur.

Je ne parlerai pas de l'Australie occidentale ; il s'agit là d'or d'alluvion et on a d'autant plus de raisons de ne s'intéresser ici qu'aux gisements les plus riches que le manque

d'eau entrave les lavages. L'Afrique du Sud est un point autrement important.

Je vous ai envoyé récemment un tableau qui indique la diminution progressive et importante de la richesse des minerais traités :

Rendement des moulins à bocarder en PENNYWEIGHT *d'or à la tonne :*

Indications des gisements	Septembre 1894	Avril 1891	Octob. 1890	Janvier 1889
—	—	—	—	—
City and Suburban......	8	12	15	30
Crown Reef............	7 3/4	10	16 1/2	12
Durban Roodepoort.....	9 1/2	11 1/2	18 1/2	25
Jubilee................	10 1/2	16	22	15
Jumpers................	8	7 3/4	6 3/4	14
Langlaagte Estate.......	8 1/4	14	15	22
May Consolidated.......	6 1/2	9 1/2	14 1/2	20
Robinson...............	19 1/2	23	30 1/2	52
Salisbury...............	13 1/2	32	29	37
Simmer et Jack.........	8 1/2	9	8 1/2	16
Stanhope...............	9	12	16 1/2	16
Wemmer................	10	9	18 1/2	16

Le rendement moyen en *pennyweight* d'or par tonne de tous les moulins du rand, ressort comme suit : 1891, 11.23; 1892, 9.87 ; 1893, 9.55 ; 1894, 9.22. Le stock des résidus sera bientôt épuisé et, par conséquent, seuls les nouveaux résidus pourront donner un rendement. (Toutes ces indications, publiées par l'*Economist*, ont été reproduites du *Journal africain des Mines* du 29 décembre 1894).

On prétend, en Afrique, que ce sont là les conséquences du perfectionnement des méthodes qui permet de traiter les minerais pauvres et l'assertion se trouve confirmée par ce fait que, malgré l'extension donnée aux exploitations, les frais de production augmentent. La mine la plus riche, la *Robinson*, travaillait fin 1893 avec 60 et fin 1884 avec 70 pilons ; les frais par tonne, pour l'extraction et le broyage, étaient de 16 sh. 17 d. en 1893 et de 18 sh. en 1894.

La *Crown Reef* travaillait à fin 1893 avec 90, et fin 1894 avec 120 pilons. Les frais s'élevaient à 16 sh. 9 d. en 1893 et à 19 sh. 13 d. en 1894. Cette double constatation, c'est-à-dire la diminution de la richesse et l'accroissement des frais d'exploitation, est en contradiction avec les prévisions des années antérieures et on est obligé de reconnaître le ralentissement signalé récemment par M. Hamilton Smith dans ses appréciations sur le rendement de certaines mines sud-africaines. Mais il ne faut jamais perdre de vue qu'il importe peu de connaître la quantité de métal précieux que contient une mine, mais de savoir quelle proportion le propriétaire peut en retirer avec profit grâce aux moyens dont nous disposons aujourd'hui.

Permettez-moi de jeter un coup d'œil sur l'ensemble de la production. Elle s'est élevée, en 1893, à 1.478.477 onces, et, en 1894, à 2.035.970 onces, soit une augmentation de 37 0/0.

Cette augmentation provient de trois sources :

1° Or à bocarder : augmentation de 1.056.383 à 1.305.408 onces = 249.025 onces. Cet or à bocarder constitue le point important de la production ; la moyenne de sa richesse est tombée, en 1894, de 9,55 à 9,23 pennyweights par tonne ;

2° *Konzentraes* : augmentation de 62.737 à 84.579 onces, d'importance secondaire ;

3° *Tailings* (résidus de minerais riches en or), qui ont donné 304.498 onces en 1893, et 587.388 onces en 1894, de telle sorte que la plus-value du rendement de *tailings*, de 282.890 onces l'an dernier, a été supérieure à celle de l'or à bocarder. Ajoutons que la richesse des *tailings* est tombée de 5 à 4,39 pennyweights. Dans les premières années, on ne savait pas traiter ces *tailings ;* à présent, on en tire parti et les stocks seront bientôt épuisés, de sorte qu'on ne pourra plus tabler que sur les *tailings* nouvellement produits.

Au total, en 1894, on a traité 63 0/0 de plus de minerais bruts, par rapport à 1893, avec lesquels on a obtenu 37 0/0 de plus d'or.

De tout ce qui précède, il faut déduire, à mon avis, que le *Witwatersrand* fournira encore d'importantes quantités d'or pendant un certain nombre d'années, mais que les chiffres élevés qui ont servi de base aux diverses évaluations faites du rendement total, ne reposent pas sur des données sérieuses et qu'on n'a pas tenu compte des aléas.

Mais cessons de nous occuper des détails. Nous nous trouvons en présence d'un flot montant de production qui pourra durer dix, quinze ou même vingt-cinq ans. Il ne dépassera peut-être pas le maximum de la production californienne ou de la production australienne, car, si le travail est plus étendu, il est aussi plus énergique. Il pourra fournir beaucoup d'or, mais on ne saurait croire sérieusement que cet or sera en quantité suffisante pour alimenter la circulation de tous les peuples de la terre ou même des centres les plus importants. Entre temps, les demandes d'or pour l'industrie s'accroîtront et, alors, qu'adviendra-t-il quand le flot aura disparu ? Qu'on ne dise pas que nous ne devons pas nous préoccuper aujourd'hui de cette éventualité. La situation actuelle est-elle bonne ? L'humanité a besoin d'un métal qui, comme l'eau d'une source, coule sans interruption pour les besoins, et non d'un métal qui abonde aujourd'hui pour disparaître demain.

L'or afflue actuellement dans les Banques européennes et, dans cette ère d'abondance, le plus puissant pays producteur d'or, l'Amérique du Nord, en manque. L'insécurité est générale et nombre d'Etats qui s'efforçaient de se relever se sont ruinés, sans qu'il y ait eu de leur faute, au bénéfice immérité des rentiers. En 1890, l'once d'argent valait encore 48 7/8 d. ; en 1894, le prix est tombé à 27 1/2 d. Si je veux avoir des relations d'affaires avec un pays où l'on parle une autre langue que la mienne, il me suffira d'apprendre cette langue pour écarter la difficulté. Si je suis habitué à me servir d'une autre unité monétaire, il me suffira de la convertir en monnaie étrangère et alors les relations seront ouvertes et seront justes. Mais quand l'étranger paie toute sa main-d'œuvre et toutes ses marchandises, non pas en une autre unité monétaire, mais sur la base d'un autre métal et que la valeur de nos deux métaux oscillent l'un par rapport à l'autre, les transactions ne peuvent plus être équitables ; le commerce devient un jeu de Bourse et la marchandise mesurée d'après la valeur la plus basse triomphe sur le marché.

Sans doute M. Harcourt a déclaré récemment que l'Angleterre devait sa prospérité à la stabilité de son étalon monétaire, mais il a omis d'ajouter que jusqu'en 1873, c'est-à-dire tant que la Frappe de Paris est restée ouverte au 1 : 15 1/2, l'Angleterre était redevable de la stabilité de son étalon monétaire non pas à elle-même, mais à l'Union latine ; il reste à démontrer si la prospérité de l'Angleterre suit aujourd'hui la même courbe ascendante, et notamment si le commerce international augmente dans les mêmes proportions.

La question qui se pose est celle-ci : vaut-il mieux supporter encore, pendant une ou deux périodes décennales, toutes les injustices, tous les aléas, toute l'insécurité énervante dans les transactions que comporte la situation actuelle pour se trouver ensuite en face d'une grande crise, ou n'est-il pas préférable de régler, dès à présent, les choses avec calme et de rendre la paix aux transactions du monde avec une base commune et égale pour l'échange des valeurs ?

Excusez-moi si je ne me place pas au point de vue d'un cercle spécial d'intéressés, pas plus qu'à celui des avantages d'un Etat particulier vis-à-vis des autres Etats. Ce sont là des questions spéciales qui sont loin de ma pensée. Mais je constate, au cours des dernières périodes décennales, de grandes phases d'essor général et aussi des phases de dépression générale ; j'en conclus qu'au total les intérêts de toutes les nations sont plus étroitement liés qu'on n'est disposé à le croire. J'ai assisté à la puissante invasion de l'Amérique du Nord dans nos vieilles contrées et nous touchons à l'époque où la Chine, instruite par d'amères expériences, sera obligée de modifier sa position dans le monde.

L'Europe croit-elle pouvoir prétendre alors à jouer un rôle prépondérant avec son étalon-or isolé ?

Il serait donc à la fois habile et juste de modifier le plus tôt possible la situation monétaire anormale du monde suivant les principes tracés par l'existence des métaux dans la nature et par ceux que nous enseigne l'histoire de nombreux siècles. C'est là une tâche digne d'hommes d'Etat prévoyants ; ils recueilleraient une gloire durable, avec la satisfaction d'avoir travaillé dans l'intérêt de la paix. Tout homme exempt de préjugés devrait seconder les efforts faits dans ce but.

EDOUARD SUESZ.

Professeur à l'Université de Vienne.

Manuel de la question monétaire

La 16e édition du manuel du Dr Otto Arendt (mars 1895) avec un index des noms et des matières, brochure de 55 pages, vient de paraître à Berlin chez Hermann Walther.

Le nombre des éditions de cet opuscule prouve le succès qu'il a obtenu en Allemagne. M. Otto Arendt a fait dans cet ouvrage une œuvre de vulgarisation qui a été appréciée à sa juste valeur.

C'est un excellent guide pour le profane ; M. Arendt s'est efforcé de définir l'état de la question monétaire, en indiquant en langage vulgaire le sens des principales expressions. Il a exposé, avec clarté, les différents arguments invoqués par les deux écoles opposées, sans atténuer la portée de la thèse monométalliste. Il est vrai qu'il sait merveilleusement le point faible de l'adversaire et qu'il n'est jamais à court d'arguments.

Un résumé chronique des principaux faits monétaires ainsi qu'un Index des noms et des sujets cités complètent heureusement cet opuscule, dont la lecture offre le plus

*

grand intérêt pour tous ceux qui s'intéressent à la question monétaire.

L'Opinion d'un producteur Mexicain sur la question monétaire

Un de nos amis, mexicain résidant à Paris, mais qui a de grands intérêts au Mexique, nous adresse une longue lettre, relative à la question monétaire, dont nous reproduisons ci-après les passages essentiels :

.... Vous savez que je suis agriculteur au Mexique et, bien que la baisse de l'argent soit très avantageuse pour l'agriculture comme pour l'industrie mexicaines, mes amis et moi nous n'en désirons pas moins le relèvement du métal blanc, qui mettrait notre Gouvernement plus à l'aise pour le service de sa Dette extérieure.

La nation mexicaine, dont on connaît la noblesse des sentiments, est désireuse de voir cesser les entraves commerciales que les fluctuations du change créent dans ses relations avec l'Europe.

On a toujours considéré, au Mexique, que la baisse de l'argent causait un énorme préjudice à l'industrie et à l'agriculture européennes ; aussi ne s'est-on jamais expliqué l'obstination des Gouvernements à défendre l'unique étalon-or....

Il y a quelques jours, le Lord-Chancelier de l'Echiquier déclarait au Parlement anglais qu'il était préférable que le travailleur pût acheter à bas prix les produits nécessaires à son existence ; mais ne faut-il pas, avant tout, assurer du travail à l'ouvrier, car, s'il n'a pas de travail, il ne pourra rien acheter? Le Chancelier a ajouté qu'il restait fidèle au régime monétaire qui avait donné de si bons résultats pendant quatre-vingts ans. Mais cet argument n'est pas probant. Si une famille a habité, pendant plusieurs générations, une maison qui a toujours été très confortable, il arrive un moment où il faut y faire des réparations si l'on ne veut pas qu'elle s'écroule sur la tête de ses habitants!

En dépit des déclarations de son Gouvernement, la population agricole, industrielle et commerciale de l'Angleterre s'est ralliée au *bimétallisme*; et si le Gouvernement s'obstine dans son idée, voici ce qui se produira, à mon avis :

Les Etats-Unis seront les premiers à rétablir la libre frappe de l'argent aussitôt que les autres pays (Allemagne, France, etc.) suivront son exemple. Les affaires des nations qui auront rétabli la libre frappe se développeront et prospéreront, et alors l'Angleterre comprendra, un peu tard, qu'elle a commis une lourde faute en s'abstenant.

Au début de la grande baisse de l'argent, le peuple mexicain s'est effrayé, mais il a bien vite entrevu les avantages que cette baisse assurait à sa production ; en effet, aujourd'hui, de même qu'au Japon, l'industrie et l'agriculture mexicaines prospèrent d'une façon remarquable.

Quant aux objections relatives à la surproduction de l'argent, elles ne sont pas sérieuses : on ne produira, au Mexique, ni plus ni moins qu'actuellement, parce que le rétablissement de l'ancien pair bimétallique français faisant disparaître la prime sur l'or qui existe aujourd'hui au Mexique, placera les mines mexicaines d'argent exactement dans la situation où elles se trouvent aujourd'hui. S'il y a augmentation de bénéfices, ce sera pour les mines d'argent des pays à étalon d'or.

Au surplus, l'exploitation des mines d'argent n'est pas aussi facile ni aussi certaine qu'on le croit généralement ; nombreuses sont les mines qui sont épuisées ou qui s'épuiseront à bref délai...

LOUIS JACOBY.

La Baisse de l'argent à Porto-Rico

Nous relevons les lignes suivantes dans un rapport adressé par M. Jalouzet, consul de France à Porto-Rico, au Ministère du commerce (Direction du commerce extérieur) sur le mouvement commercial, industriel et agricole de l'île de Porto-Rico :

La piastre mexicaine, qui a une valeur officielle de 0 fr. 95 de duro, est aujourd'hui tombée au change variable de 50 à 60 0/0 sur Paris, 64 0/0 sur Londres et jusqu'à 75 0/0 sur les Etats-Unis. C'est le moment pour nos nationaux de venir ici faire valoir leurs capitaux ou acheter, car les prix, malgré la dépréciation de la piastre, n'ont pas encore été sensiblement modifiés dans les transactions.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 29 mars 1895.

La liquidation qui a commencé lundi a montré que les levées de titres continuent avec la même régularité que précédemment, mais il est juste d'ajouter que les positions spéculatives ont augmenté également ; néanmoins, dans toute la première partie de la semaine, la tendance s'est maintenue très ferme. Ce n'est guère que depuis hier qu'une réaction, assez sensible pour certaines valeurs, s'est produite. Cette lourdeur doit être attribuée exclusivement à la faiblesse générale du marché, faiblesse déterminée par le recul de l'Extérieure Espagnole.

Il faut reconnaître que le marché des mines d'or est celui qui offre le plus de résistance.

La *Buffelsdoorn Estates*, qui a été introduite mer-

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	DIVIDENDES 1892	DIVIDENDES 1893	DIVIDENDES 1894	PRODUCTION 1892	PRODUCTION 1893	PRODUCTION 1894		COURS DU 22 mars	COURS DU 29 mars
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9.505	2	1.594	1 1/8	1 1/8
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3 1/4	3 5/8
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg.	40	»	»	40	»	»	28.36	21.806	12	29.346	3 1/16	3 3/16
City and Suburban	85 000	1	65.000	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	12	72.092	24 ./.	22 3/4
Crœsus (New)	225.000	1	195.000	16½ — — ..	»	60	»	10	»	»	11.50	1.339	»	»	3 1/4	3 1/16
Crown Reef	120.000	1	120.000	19 — — ..	90	120	50	55	50	»	70 204	82 105	12	120953	10 1/2	10 3/4
Durban Roodep	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30.931	60 635	12	55.969	7 15/16	7 11/16
East Rand	650 000	1	650.000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	3 9/16	3 9/16
Ferreira	45 000	1	43 292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	12	69 463	18 1/4	17 1/2
Geldenhuis Estate	200.000	1	187.500	190 acres Elandsf...	80	40	15	10	25	»	47 721	47.431	10	45 633	6 5/8	6 5/8
Heriot (New)	85.000	1	73.250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	44 763	9 3/8	8 3/4
Henry Nourse	125 000	1	125 000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	»	22 220	12	29.528	6 1/16	6 1/16
Jubilee	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17.319	30.066	12	26.641	10 1/8	10 ./.
Jumpers	100.000	1	100.000	39 — Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22.115	41.490	12	52.106	5 3/4	5 1/2
Langlaagte Estate	500.000	1	467.000	31 — — .	160	»	10	20	30	»	88.951	104.909	12	146411	5 5/16	5 1/16
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres — .	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27.898	7 ./.	7 1/16
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	9/16	11/16
New Aurora West	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M. R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	4.932	20/0	1 1/8
— Primrose	240.000	1	240.000	51 cl. Elndsft., Turf	100	»	15	27½	40	»	56.449	83.777	12	86.030	6 3/4	6 11/16
Nigel	160 000	1	159.895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55.936	46.007	12	53.909	5 7/8	6 ./.
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3.221	5 ./	5 ./.
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvl-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	12.133	39/6	42/0
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	29 1/2	27 5/8
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kieti	50	»	»	10	15	»	11 931	35 451	11	19.577	3 7/16	3 9/16
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170.150	161.133	12	161756	8 15/16	9 ./.
Salisbury (New)	100 000	1	93 000	5 claims — .	70	»	»	30	10	»	20 829	24.851	12	18.781	4 1/2	4 5/16
Simmer and Jack	85 000	1	83 000	120 acr. Elandsfont..	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	14 1/8	14 ./.
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. — ..	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	12	12.206	2 1/8	2 ./.
Wemmer	55.000	1	46 300	12½ claims M. R..	30	»	10	»	»	»	16.250	24.297	9	25 241	9 ./.	8 3/4
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — — .	40	50	»	»	»	10	»	25.948	12	30.602	7 7/16	8 ./.
Worcester	100.000	1	90.727	10 — — .	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	12	30.788	4 5/8	4 5/8

credi à Paris, s'est maintenue malgré tout dans une excellente tendance aux environs de 6 liv. Les nouvelles de cette mine sont très bonnes, ainsi que celles du district de Klerksdorp en général. Cette Compagnie déclarera un dividende de 10 0/0 fin juin et créera vers la même époque une Compagnie subsidiaire à qui elle cédera environ 200 claims de son domaine, qui comprend 12.000 acres dont environ 3.600 claims miniers.

La *Central Buffelsdoorn* et la *Buffelsdoorn Consolidated*, qui viennent d'être constituées dans le voisinage de la *Buffelsdoorn Estates* paraissent être, également, de bonnes affaires. Elles ont le désavantage de ne pas être dans la période d'exploitation effective.

La *Eastleigh* vient de vendre une partie de sa propriété pour 30.000 actions et 25.000 livres espèces à une nouvelle Compagnie : la *Westleigh*, dont les actions cotent déjà 1 1/4.

La *Klerksdorp Estate* se maintient dans les environs de 15/0 et paraît devoir rester à ce cours en attendant le rapport du nouvel ingénieur de la Compagnie.

Les valeurs du district du Witwatersrandt ont fléchi. Cependant, quelques-unes font exception, notamment la *Glencairn*, la *City and Suburban*, la *New Main Reef*, la *Nigel*, la *Metropolitan*, la *South West Rand Mines*.

Comme nous le faisions prévoir la semaine dernière, la *City and Suburban* a déclaré un dividende trimestriel de 25 0/0. La *Glencairn* monte à 4 3/8 sur des nouvelles très favorables de la mine : le filon, dans les niveaux inférieurs, s'élargit pour atteindre l'épaisseur de six pieds.

La *New Main Reef* avance à 25/0 sur des achats de Johannesburg, dont on ne connaît pas le motif. La bonne tendance de la *Nigel* est due à la déclaration d'un dividende trimestriel de 10 0/0.

Nous avons déjà dit, en ce qui concerne le *Metropotan*, qu'il y avait projet de fusion de cette Compagnie avec certains claims deep-level qui appartiennent à la Compagnie *Rand-Mines*. Quant à la *South West Rand-Mines*, qui a atteint le cours de 2 15/16 et qui reste aujourd'hui à 2 13/16, nous avons déjà expliqué que cette mine venait d'être prise en mains par un puissant Syndicat, qui a l'intention de diviser la propriété en Compagnies subsidiaires tout en poussant rapidement le développement du *Mynpacht*, qui comprend 160 claims et sur lequel sera érigée une batterie de 50 pilons, batterie qui sera portée ensuite à 100.

La *Champ d'or deep* et la *Teutonia* ont été recherchées pour compte de Paris, où un groupe paraît disposé à reconstituer ces deux affaires.

La *Bantjes* a progressé un peu ; on parle d'augmentation de capital.

La *New Crœsus*, qui doit bientôt mettre sa batterie en mouvement, se retrouve à 3 1/16.

Les valeurs qui se traitent à Paris ont fait bonne contenance ; cependant la *Ferreira* a eu quelques réalisations à 17 1/8 ex-coupon. La *Geldenhuis Estates* manifeste de nouveau une certaine lourdeur.

La *Simmer and Jack* se maintient bien ; quant à la *Randfontein*, elle a eu un courant énorme de demandes.

La *Langlaagte Royal* et la *Langlaagte Estates* conservent leur fermeté à 4 9/16 et 5 liv. st., ex dividende.

La *Rand Mines* éprouve une perte assez sensible à 27 1/4 et la *Geldenhuis deep* a eu également à subir des réalisations. Par contre, la *Rose deep* a eu un bon courant de demandes dans les environs de 5 1/2. La *New Primrose*, qui se trouve au nord de la *Rose deep* se développe dans un niveau inférieur d'une manière tout à fait remarquable, ce qui permet de prévoir une grande richesse de filons pour la *Rose deep*.

Les valeurs d'exploitations et les *trusts* se sont distingués par leur bonne tenue. Il est évident que toutes les Compagnies, habilement dirigées, font actuellement des bénéfices importants.

L'*Anglo-French* vient de faire une brillante affaire en s'assurant la ferme *Klipfontein*, à l'est de *Modderfontein*.

La *London and Paris financial and mining corporation*, qui n'a que quelques semaines d'existence, a fait, dit-on, déjà des bénéfices dépassant 150 000 livres. L'*Oceana* progresse, ainsi que la *Bechuanaland*.

Paris, le 29 mars 1895.

C'est décidé. A partir du 1er avril, le *Marché libre* de Paris possédera un groupe spécial qui ne traitera exclusivement que les actions de *Mines d'or*. Est-ce un bien, nous ne le croyons pas. Car, qui sait quelles valeurs fantaisistes vont essayer de prendre pied sur notre place ! Déjà, on se plaint que quelques-unes de celles dont on s'occupe actuellement n'aient pas suffisamment conquis leur droit de cité. Que sera-ce dans quelque temps !

Et, à ce sujet, il conviendrait que l'on s'expliquât une fois franchement. Lorsque quelqu'un est dans l'intention d'*introduire* — puisque c'est le terme consacré — une nouvelle valeur sur la place de Paris, à qui incombe le devoir de l'étudier sérieusement ? Il ne suffit pas toujours que l'introducteur s'en montre partisan pour qu'immédiatement tout le monde aille à elle. Car, alors, des fautes peuvent être commises et des appréciations erronées peuvent être formulées, appréciations qui finissent par coûter cher à ceux qui ont bénévolement cru tout ce qui leur était dit. Il y a là un manque de prévoyance, un abus, pour ainsi dire, contre lequel nous nous élevions déjà dans un article intitulé « Casse-Cou », et paru dans l'*Economiste Européen* du 1er décembre 1894.

Malheureusement, on ne paraît pas nous avoir écoutés. Aussi, nous le répétons avec insistance, en fait de *Mines d'or*, il en est de bonnes, mais il en est aussi qui ne peuvent laisser que de fâcheuses surprises. Il en est surtout dont on ne s'explique pas l'allure. Pourquoi, par exemple, la *Big Blow Gold Mining Cy*, que l'on cherche à écouler dans le petit public, cote-t-elle à Paris, et tous ces temps-ci, 31 et 32 francs, alors qu'à Londres elle s'obtient en ce moment à 13/16 de liv. st. soit à peine au dessus de 20 francs !

Le tout est donc de séparer les bonnes mines des douteuses, et d'éclairer le public. Autrement, nous courons au-devant d'un événement qui peut occasionner une perturbation dont les effets seraient funestes, non seulement à notre place, mais à toute notre épargne. Car il serait difficile de faire que cette perturbation ne se répercutât pas sur tout ; et les meilleures valeurs auraient alors à souffrir d'un mal dont quelques-unes seulement peuvent être rendues responsables.

En ce qui regarde le marché à terme des *Mines d'or*, constatons qu'il est un peu lourd. La *Ferreira* revient de 450 fr. à 441 25 ; *Robinson*, 227 50, en perte de 1 fr. 25 ; *Geldenhuis*, 163 75 contre 170 61 1/2 ; *Simmer and Jack*, calme mais soutenue à 360 contre 358 75 ; *Langlaagte*, 123 12 1/2, en recul de 8 fr. 12 1/2 ; *Randfontein*, mieux à 52 18 3/4, en avance de 3 fr. 43 3/4. La *Londonderry*, introduite samedi dernier sur le marché à 37 fr. 50, est à 53 fr. 75 ; quant à la *Buffelsdorn*, que l'on a traitée ici lundi, pour la première fois, à 148 75, elle s'établit à 152 50.

Situation Financière générale

France. — Mauvaise semaine. Les événements de Cuba ont impressionné considérablement le marché des fonds Espagnols, et toute la cote a, par suite, fléchi. Nos Rentes françaises se sont pourtant relativement peu ressenties du mouvement, à cause du peu d'affaires qui se sont traitées sur elles depuis le commencement du mois ; néanmoins, elles accusent une tendance lourde que les reports peuvent ne pas faire disparaître complètement.

Néanmoins, on espère que les affaires que l'on attend pour avril serviront à enrayer le recul.

Allemagne. — Les facilités monétaires ont contribué,

malgré la baisse des valeurs italiennes, à maintenir la fermeté sur le marché allemand ; la réponse des primes s'est faite sur des cours relativement élevés.

Le projet définitif de la réforme de la Bourse maintient les principes généraux posés par la Commission d'enquête que nous avons déjà indiqués ; la principale modification consiste dans l'obligation du registre à la Bourse des valeurs. Des mesures de répression sont prévues pour l'excitation au jeu.

Les recettes budgétaires de l'Empire accusent, pour les onze premiers mois de l'exercice en cours, un excédent brut de 50 millions de marks environ par rapport à la période correspondante de l'année antérieure.

Angleterre. — Les dispositions générales se modifient peu : si les besoins de la fin du trimestre ont provoqué un certain resserrement de l'argent, le marché n'a été nullement impressionné par ce fait prévu. Si l'on constate aujourd'hui une certaine lourdeur, il faut en attribuer la cause à la faiblesse des places étrangères, à la baisse de l'Extérieure et à la hausse du chèque.

En ce qui concerne la politique, nous devons reproduire un bruit qui a circulé hier avec une certaine persistance : lord Rosebery, fatigué et sentant que la partie lui échappe, abandonnerait le pouvoir et M. Gladstone, voyant la désorganisation des libéraux, se remettrait à leur tête. Si cette nouvelle se confirmait, les chances des conservateurs diminueraient sensiblement.

Autriche-Hongrie. — La tendance est lourde à la Bourse de Vienne ; constatons, cependant, que le resserrement monétaire n'avait pas eu, ces jours derniers, d'influence appréciable sur l'ensemble de la cote. Les valeurs de Chemins de fer ont bénéficié de l'ouverture imminente des négociations relatives au rachat des principales lignes par l'Etat.

Les dépôts d'or destinés au retrait des billets, effectués par le Gouvernement à la Banque d'Autriche, s'élèvent actuellement à 66 millions 1/2 de florins. En ce qui concerne la Rente-or autrichienne, on dément qu'un Syndicat parisien se soit rendu acquéreur d'un lot important que lui aurait cédé le groupe Rothschild.

M. de Plener, ministre des finances cisleithanien, s'est élevé, au cours de la discussion du budget, au *Reichsrath*, contre la spéculation sur les fonds d'Etat du petit public étranger à la Bourse, par l'intermédiaire des maisons de remise ; il recherchera un moyen légal pour combattre cette spéculation.

Espagne. — Le marché espagnol est en réaction, de nombreuses réalisations et des ventes à découvert ayant pesé sur les cours. Mais cette détente facilite plutôt la tâche du nouveau Ministère. Il faut s'attendre à une prochaine hausse des changes, le groupe étranger qui opère sur l'*Extérieure* paraissant avoir suspendu ses achats.

La mesure prise par la Compagnie du *Nord-Espagne* est toujours très commentée ; on trouvera aux « Questions du jour » un troisième article de notre Rédacteur en chef sur cette importante question, qui peut porter une atteinte sérieuse au crédit du pays.

Le choix de M. Navarro Reverter, pour le portefeuille des finances, a produit une excellente impression ; c'est à lui qu'on doit les plus-values des recettes actuelles et on est convaincu qu'il saura développer encore le rendement des divers chapitres.

Italie. — Le taux peu élevé des reports facilite la liquidation à la Bourse de Rome, mais la cote a considérablement fléchi dans son ensemble et les ventes sont suivies.

La Société de l'*Acqua Pia* (ancienne *Acqua Marcia*), de même que la ville de Milan, ont décidé d'appliquer à leurs obligataires la fameuse clause Antonelli, en leur faisant supporter intégralement l'augmentatien de taxe sur la richesse mobilière. Ces décisions produisent assez mauvais effet ; elles sont en contradiction avec les procédés employés par les villes de Gênes, Ferrare et autres.

Roumanie. — Les recettes des neuf premiers mois de l'exercice 1894-95 accusent une moins-value de 16 1/3 millions de francs environ par rapport à la période correspondante de 1893/94 ; on estime que, pour l'année entière, la moins-value pourra être de 22 millions. Mais il faut tenir compte de ce fait que l'exercice 1893/94 avait donné un excédent de 20 millions et que le Ministère des domaines aura des recouvrements assez importants à opérer jusqu'en septembre.

Turquie. — Le commandant Berger a repris la présidence du Conseil de la Dette publique Ottomane. Malgré tout ce qui a été publié à ce sujet, la question du monopole des alcools n'est pas encore sortie de la période d'études ; il faut encore résoudre le principe et se mettre d'accord avec les puissances étrangères.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	22 mars			29 mars		
	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)........	102 92	34 30	2 91	102 70	34 23	2 92
Consolidés anglais (ch. f. 25 fr. 20)	105 20	38 25	2 61	105 30	38 29	2 61
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)...	104 45	26 11	3 82	104 10	26 02	3 84
Belgique 3 ½ %..................	103 25	29 50	3 38	103 »	29 42	3 39
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.) ..	78 60	19 65	5 08	74 95	18 73	5 33
Grèce 5 % 1881 (en suspension).	162 »	» »	» »	162 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam).	102 12	29 17	3 42	101 87	29 10	3 43
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)..	102 60	25 65	3 89	102 65	25 66	3 89
Italie 4 % net..................	89 25	22 31	4 48	88 55	22 13	4 51
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)....	98 »	32 66	3 06	98 »	32 66	3 06
Portugal 3 % (1 fr. net).........	26 »	26 »	3 84	25 85	25 85	3 86
Roumanie 5 %...................	104 »	20 80	4 80	104 »	20 80	4 80
Russie 3 % or 1891 libéré.......	94 85	31 61	3 16	94 80	31 60	3 16
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)......	73 50	14 70	6 80	75 »	15 »	6 66
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)..	103 »	25 75	3 88	102 75	25 68	3 89
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	103 15	34 38	2 90	103 15	34 38	2 90
Turquie convertie 1 % série D..	27 05	27 05	3 69	26 75	26 75	3 73
— Priorité 4 % 1890......	492 50	24 62	4 06	485 »	24 25	4 12
Consolidé Prussien 3 % (à Berlin)	98 »	32 66	3 06	98 30	32 76	3 05

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — Le Budget au Sénat. — Elections sénatoriales. — Départ du Roi de Serbie. — Les Conventions des Chemins de fer. — Le Voyage du Président de la République. — Le Quatrième douzième provisoire.

Le rapport général de M. Morel sur le Budget de 1895 a été approuvé par la Commission sénatoriale des finances et déposé sur le bureau du Sénat. C'est lundi, 1er avril, que la discussion s'ouvrira, à cette occasion, devant cette Assemblée et il est à présumer que, vers le 12 ou 13 avril, l'accord sera fait entre les deux Chambres sur toutes choses et le Budget définitivement voté.

Pour rétablir l'équilibre, la Commission des finances a réduit quelques dépenses, les unes se rattachant à des demandes de crédits émanant de l'initiative parlementaire, les autres proposées par le Gouvernement lui-même.

L'Instruction publique est diminuée de 141.166 fr.;
La Marine, de 85.000 fr.;
L'Algérie, de 10.000 fr.
Des Travaux publics, 117.000 fr. ont été retranchés;
Des Postes et Télégraphes, 600.000 fr.

D'autres réductions frappent les crédits primitivement proposés. En somme, le déficit de 2 millions, auquel la Chambre s'était arrêtée, se change devant la Commission sénatoriale en un excédent de 241.000 fr.

M. Morel, après un exposé de la situation financière du pays, engage vivement les Chambres et le Gouvernement à apporter la plus grande circonspection dans la gestion de nos affaires et il attend avec confiance la ratification, par la Chambre des députés, des résolutions du Sénat.

Le 23 mars, les Ministres se sont réunis à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure. Ils ont examiné les instructions qui vont être données au général Duchesne pour l'expédition de Madagascar. M. Ribot, président du Conseil, a rendu compte de l'entrevue qu'il a eue le 22 avec la Commission sénatoriale des finances. Il a fait savoir, que selon toutes probabilités, la discussion du Budget commencera au Sénat le 30 mars.

Les Ministres des finances et des travaux publics ont fait signer un décret rendu en vertu de l'ordonnance du 14 juin 1833 et de la loi du 25 novembre 1885, qui affectent au Ministère de l'instruction publique une partie du domaine de Villeneuve-l'Etang.

Aux termes du décret préparé par MM. Ribot et Dupuy-Dutemps, la partie du domaine de Villeneuve-l'Etang actuellement disponible est affectée au Ministère des travaux publics, à titre d'annexe du parc de Saint-Cloud.

Le 24 mars, trois élections sénatoriales ont eu lieu : à Nantes, M. Lecour de Grandmaison, monarchiste, a été élu en remplacement de M. Decroix, décédé; à Montpellier, M. Déandréis, ancien député républicain, a été élu en remplacement de M. Griffe, décédé; enfin, au Mans, M. Legludic, député républicain, a été élu en remplacement de M. Le Monnier, décédé.

S. M. Alexandre, roi de Serbie, accompagné de son père le roi Milan, a quitté Paris dimanche 24 mars, pour rentrer directement à Belgrade.

Lundi 25 mars, le Conseil supérieur de la guerre s'est réuni, à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

Comme à la réunion précédente, y assistaient le Président du Conseil, les Ministres de la guerre et de la marine.

Les Ministres se sont réunis le 26 mars, à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

Le Conseil a consacré la plus grande partie de sa séance à l'examen des instructions d'ordre politique et militaire qui vont être données au général Duchesne, commandant en chef de l'expédition de Madagascar.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, a informé ensuite le Conseil que les réclamations formulées par le Gouvernement de la République auprès du Gouvernement Brésilien viennent d'être réglées conformément aux demandes de la France. Une somme de 900.000 francs a été mise à la disposition du Gouvernement Français, qui la répartira entre les intéressés.

Au Sénat, M. Couteaux a interpellé le Gouvernement sur les Conventions de 1883. Nous parlons plus loin, dans un article spécial, de cette interpellation. A la fin de la séance, le Sénat a décidé de commencer lundi la discussion du Budget.

Le 27 mars, le Président de la République a quitté Paris par la gare de Lyon à 11 h. 20 du soir; il se rendait au camp de Sathonay, pour remettre les drapeaux aux corps de troupes qui doivent faire partie de l'expédition de Madagascar.

M. Félix Faure était accompagné par le ministre de la guerre, général Zurlinden, et par le ministre de la marine, amiral Besnard.

Le Président de la République est arrivé à Sathonay à 8 h. 1/2 du matin, le 28 mars; il a été reçu par le préfet du Rhône, le préfet de l'Ain et le général Voisin, gouverneur de Lyon. A son arrivée au camp, M. Félix Faure a été reçu par le général Duchesne et a procédé à la remise des drapeaux aux régiments qui vont faire la campagne de Madagascar.

Sur un commandement du général Duchesne, les 2.700 hommes du 200e régiment portent les armes. Un autre commandement, et 4 sous-officiers décorés de la médaille militaire, portant les nouveaux drapeaux, viennent se placer devant le Président de la République.

« Le 200e! » appelle d'une voix forte le général Duchesne. Le Président de la République prend l'étendard des mains du sous-officier qui le porte. Le colonel du 200e s'avance, sabre au clair, suivi à quelques pas d'un lieutenant du régiment.

M. Félix Faure remet le drapeau au colonel qui s'incline et remet à son tour au lieutenant porte-drapeau l'étendard de soie dont les trois couleurs flottent joyeusement à la brise.

Trois autres fois cette cérémonie s'accomplit, et M. Félix Faure remet aux colonels du 13e régiment d'infanterie de marine, du régiment algérien et du régiment colonial les drapeaux qui leur sont destinés et que les lieutenants porte-drapeaux reçoivent immédiatement des mains de leur colonel.

La remise de chaque drapeau a duré une minute à peine. Dans sa simplicité, cette cérémonie a un caractère de réelle grandeur. Les quatre colonels des régiments qui vont partir pour Madagascar, sabre au poing, à un mètre en arrière desquels se tiennent les lieutenants porte-drapeaux tenant les étendards, se placent sur une même ligne face au Président de la République, qui s'avance d'un pas et [illegible] le discours suivant :

« Au nom de la patrie française dont il symbolise l'unité et la grandeur, je vous remets ce drapeau.

« Ses couleurs sont connues dans les mers que vous allez traverser et dans la grande île africaine où vous allez protéger nos compatriotes, défendre les intérêts du pays et imposer le respect de nos droits.

« Avec l'autorité des armes, notre drapeau porte dans ses plis tout le génie de la France.

« Vous ne l'oublierez jamais et vous saurez vous montrer dignes de la mission civilisatrice que vous confie la République.

« Au cours de cette campagne, vous aurez à affronter des difficultés sérieuses et à donner des preuves de courage, de discipline et d'endurance. Sous le commandement de vos chefs, vous serez à la hauteur de tous les sacrifices. Dans les marches, dans les combats, aux heures de péril et aux heures de victoire, en jetant un regard sur vos drapeaux déployés, vous sentirez que la France est avec vous. Nous vous suivrons avec fierté et nous attendons avec confiance le moment où vous inscrirez sur ces étendards intacts aujourd'hui un premier nom glorieux : Madagascar ».

L'allocution du Président de la République terminée, le général Duchesne commande : « Prenez vos places ! » et colonels et porte-drapeaux vont se placer au milieu des délégations qui forment la garde d'honneur.

Le Président de la République, après avoir remis quelques décorations, a passé en revue le 200e régiment. La cérémonie a pris fin à 9 h. 1/2. A 11 heures, M. Félix Faure a offert un déjeuner de 60 couverts aux officiers supérieurs prenant part à l'expédition et aux personnages officiels présents.

Le Ministre de la guerre a porté un toast au Président de la République, qui a répondu en ces termes :

« Mon cher Ministre,

Je suis très touché des paroles que vous venez de prononcer et des sentiments que vous m'exprimez au nom des troupes de la guerre et de la marine désignées pour l'expédition de Madagascar.

« L'armée, sauvegarde et espoir de la patrie, est l'objet constant de la sollicitude du Gouvernement de la République et de la nation tout entière.

« En toute circonstance, elle doit compter sur la sollicitude du chef de l'Etat.

« Personnellement, je m'honore de lui avoir appartenu à une heure de danger, et je reste profondément attaché de cœur à cette virile école du devoir, du patriotisme et de l'honneur.

« Ainsi que vous le rappelez, le pays a depuis vingt-cinq ans consenti tous les sacrifices pour l'armée; de son côté, l'armée a su répondre à l'attente du pays ; elle persévérera dans la voie du travail; elle conservera ses belles traditions de valeur et de discipline; elle acquerra la force nécessaire pour assurer la paix et la grandeur de la patrie.

« Le spectacle imposant auquel nous venons d'assister ne laisse aucun doute sur la solidité des belles troupes auxquelles la République confie la défense de ses droits. Elles seront les dignes émules des vaillants équipages de la division navale de l'océan Indien, et, sous le commandement de M. le général Duchesne, placé à leur tête par la confiance du Gouvernement, elles sauront justifier nos légitimes espérances.

« Je lève mon verre en l'honneur de l'armée et de la marine, et au nom de la grande famille française je bois à tous ceux de ses enfants, soldats et marins, qui vont au loin combattre pour l'honneur et les intérêts de la France. Je les confonds tous dans une même pensée affectueuse qui les suivra au delà des mers. »

Ce discours, écouté debout et dans un silence tout militaire par les assistants, a produit une profonde impression.

A deux heures, M. Félix Faure quittait Sathonay pour rentrer à Paris, où il arriva à 10 h. 45 du soir.

Le 28 mars, les Ministres se sont réunis en Conseil de cabinet au Ministère des finances, sous la présidence de M. Ribot. Le général Zurlinden et l'amiral Besnard, partis pour Sathonay avec le Président de la République, n'assistaient pas à la délibération, qui a été exclusivement consacrée à l'expédition des affaires courantes. Le Conseil s'est occupé du Congrès international pénitentiaire qui doit se tenir à Paris vers la fin du mois de juin. Le Ministre de l'agriculture a annoncé qu'il déposerait prochainement à la Chambre un projet de loi concernant le canal d'irrigation du Verdon. M. Gadaud a, en outre, entretenu ses collègues des demandes formulées par un certain nombre d'agriculteurs du Nord en vue de surélever les droits sur le colza et les graines de betterave. M. Gadaud va examiner la question.

La Chambre des députés a repris le cours de ses tra-

vaux le 28 mars. A cette séance, elle a adopté le projet de loi relatif à un quatrième douzième provisoire, applicable au mois d'avril. Ce projet de loi a été adopté par 455 voix contre 33.

~~~ Hier, 29 mars, le Sénat a voté le projet de loi relatif au quatrième douzième provisoire.

Marché financier. — Toutes les espérances que l'on concevait il y a huit jours sont maintenant évanouies. Samedi dernier pourtant, le marché commençait à reprendre. Malheureusement, les nouvelles reçues de Madrid et qui avaient trait à l'insurrection fomentée depuis quelque temps dans l'île de Cuba, ont depuis occasionné un recul considérable sur les fonds Espagnols et ce recul s'est répercuté plus ou moins sur tout l'ensemble de la cote. C'est là l'événement dont on ne tient jamais compte. Maintenant il n'y a plus qu'à attendre la liquidation et à voir si des exécutions ne seront pas rendues nécessaires. Quant à la *réponse des primes* qui a lieu aujourd'hui, elle n'offrira certainement qu'un intérêt restreint, des quantités de primes se trouvant abandonnées en ce moment et sur nombre de valeurs. Cela ne veut pas dire qu'il faille renoncer à voir une reprise du marché. Cette reprise doit avoir lieu, car toutes les valeurs ne sont pas solidaires les unes des autres. Aussi croyons-nous qu'on agira prudemment en ne se lançant pas à la suite du mouvement de réaction qui vient de se produire. De même aussi nous pensons qu'il faudra conduire sagement le mouvement en avant que l'on tentera certainement quand le terrain sera déblayé, afin de ne pas s'exposer à de nouvelles désillusions.

On annonce pour le mois prochain des affaires importantes. C'est cela qu'il ne faut pas perdre de vue, et qui doit contribuer — avec les reports modérés auxquels on est en droit de s'attendre par suite des liquidations qui viennent de se produire — à faire entrevoir, pour avril, un mois plus favorable que celui que nous venons de traverser.

★ ★ Notre *Rente 3 0/0 française* est lourde et perd 22 1/2 centimes à 102 70, après même 102 60 au plus bas. Notre grand fonds d'Etat ne se ressent en définitive que peu des mouvements des autres valeurs. Il est vrai qu'il n'a donné lieu, ce mois-ci, qu'à des transactions restreintes et que, par suite, il est facile de maintenir les cours. *Ecart des primes* fin avril : 0 fr. 40 dont 50 centimes; 0 fr. 60 dont 25 centimes.

Le *3 1/2 0/0* est calme; il ne perd que 10 centimes à 108 francs, pendant que le *3 0/0 Amortissable* clôture à 101 55 au comptant contre 101 85 à terme il y a huit jours.

★ ★ Les actions de la *Banque de France* sont plutôt fermes. Elles cotaient, il y a huit jours, 3.710. Depuis, elles ont monté à 3.715, puis sont revenues à 3.690 pour rester enfin à 3.700. Les bénéfices nets des comptes et intérêts divers des quatorze premières semaines du semestre en cours se montent à 1.474.504 fr. contre 3.074.031 fr. en 1894, 2.596.570 fr. en 1893, 4.294.203 francs en 1892, 6.355.381 fr. en 1891 et 4.535.563 fr. en 1890.

★ ★ Le *Crédit Foncier de France* a passé de 900 fr. à 906 fr. 25, après 898 fr. 75 au plus bas, et reste au plus haut à 907 fr. 50. Dans sa séance hebdomadaire du 27 courant, le Conseil d'administration a autorisé pour 8.464.241 fr. de nouveaux prêts, dont 2.879.100 fr. en prêts fonciers et 5.585.141 fr. en prêts communaux.

Le Gouvernement a décidé, cette semaine d'autoriser cet Etablissement à émettre, pour le service de ses prêts hypothécaires, un emprunt à lots de 250 millions de francs. Le type de titres choisi par notre grand Etablissement hypothécaire serait, assure-t-on, du 2 80 0/0, ce qui veut dire que l'intérêt annuel de l'obligation nouvelle de 500 fr. nominal, sera de 14 fr. payables en deux coupons semestriels de 7 fr. chacun. Le montant des lots annuels affectés à l'emprunt dont il s'agit s'élèverait à 800.000 francs, répartis en quatre tirages trimestriels. Les charges de cette émission, y compris l'intérêt fixe, l'amortissement et les lots, atteindraient 3 40 0/0. La souscription, ajoute-t-on, aurait lieu vers la fin du mois prochain et le prix auquel les nouvelles obligations seraient présentées au public ne s'écarterait pas beaucoup du cours de 490 francs.

L'annonce de cette grande opération, qui est appelée, il ne serait guère besoin de le dire, à un immense succès, a été chaleureusement accueillie sur le marché de Paris. C'est pourquoi, et en dépit de la tendance lourde qui a signalé presque toutes les séances de la semaine, nous voyons les *Obligations Foncières* et *Communales* conserver, pour ainsi dire, leurs plus hauts cours. Les *Obligations Foncières 1877* passent de 401 50 à 402; *Communales 1879* sans changement mais fermes à 499 50; *titres estampillés*, 489 fr.; *Foncières 1879*, 503 50 en avance de 1 franc; *Communales 1880*, sans changement à 499 50 ; *Foncières 1883*, 464 25, en progrès de 0 75 centimes ; *Foncières 1885*, 503 50 contre 502 75 : *Cinquièmes*, toujours recherchées à 101 fr. ; *Communales 1891 tout payé* 404 contre 403; *Communales 1892 entièrement libérées*, 505, bénéficiant ainsi d'une avance de 1 fr. ; *Bons à lots de 1888*, mous à 60 fr. contre 62.

★ ★ Les actions de nos grandes Sociétés de crédit ont été peu animées. Elles ont, cependant, conservé une bonne tenue. La *Banque de Paris et des Pays-Bas* monte de 753 75 à 761 25, mais revient à 753 75. Au sujet du dividende de 35 fr. dont nous parlions samedi dernier, mentionnons qu'un acompte de 20 fr. ayant été distribué déjà au mois de janvier dernier, le solde de 15 fr. sera payé à partir du 1er juillet prochain. Disons encore que l'assemblée générale des actionnaires du 9 mai prochain devra certainement être intéressante, surtout si des explications sont fournies aux associés sur la participation que cette Institution a prise au Transwaal et sur les résultats que l'on est en droit d'espérer de ce fait. Ne quittons la *Banque de Paris et des Pays-Bas* sans parler de l'émission des 68.000 *obligations 4 1/2 0/0* de la *Compagnie des Chemins de fer Brésiliens*, à laquelle cette Société, la *Société Générale* et le *Crédit Industriel et Commercial* ont pris part le 28 mars et dont les résultats définitifs ne sont pas encore connus.

Le *Credit Lyonnais* est beaucoup mieux. Il clôturait, vendredi dernier, à 722 50. Lundi, il a détaché un acompte de dividende de 12 fr. 50, et nous le retrouvons à 817 50, après 813 75 ex-dividende au plus bas et 818 75 au plus haut. Comme on le voit, et par suite du taux considérablement réduit (3 0/0 l'an) auquel sont consenties les avances que cette Société consent sur ses actions pour aider au versement de 50 fr. exigible depuis le 25 courant, cet appel de fonds n'a produit aucun effet et n'a occasionné aucune réalisation. Ajoutons que le rapport des Commissaires de cette Institution, rapport qui sera présenté à l'assemblée générale du 3 avril, vient d'être publié. A l'heure actuelle, 72.000 actions sont entièrement libérées. Sur les bénéfices de 1894, il est prélevé 2.730.055 fr. pour amortissements et dépenses d'installation. Quant aux bénéfices nets, ils dépassent de 100.000 francs ceux de l'exercice 1893.

Le *Comptoir National d'Escompte de Paris* revient de 610 fr. à 595. Nous nous reportons, au sujet de cette Institution, à l'annonce que nous publions dans nos *Informations financières* de ce jour, et qui se rapporte à l'ouverture d'une nouvelle succursale dans l'île de Madagascar. *Crédit Industriel et Commercial*, 570 francs, en avance de 7 fr. 50 : *Société Générale* 496 25, contre 498 75. On dit que cette Société saisira vraisemblablement sous peu le public de diverses affaires qui sont actuellement en préparation. *Banque Internationale de Paris*, 535 contre 540. Les actionnaires de cette Société sont convoqués en assemblée générale annuelle pour le 11 mai prochain. Le Conseil d'administration a décidé de proposer aux intéressés la répartition d'un dividende, pour 1894, de 30 francs par action. Le dividende pour 1893 n'avait été que de 25 fr. L'augmentation est donc de 5 fr. et justifie les appréciations for-
~~~

mulées par nous si souvent sur cet Etablissement, et notamment dans l'étude que nous lui avons consacrée dans l'*Economiste Européen* du 12 janvier dernier.

La *Banque Parisienne* passe de 412 50 à 414 ; *Banque de l'Algérie*, 792 contre 800; *Société Foncière Lyonnaise*, 345, en recul de 1 fr. ; *Groupe des Immeubles*, mou ; les *actions* reviennent de 36 fr. à 34 fr. ; *Obligations Foncières remboursables à 1.000 fr.*, 166, en perte de 4 francs ; *Obligations 4 0/0*, 197 fr. contre 200 fr. ; *Obligations libérées de 350 fr.*, 255, mais délaissées.

Les actionnaires de la *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* se sont réunis à Vienne en assemblée générale jeudi dernier. Sur les bénéfices nets qui s'élèvent à 4.598.000 florins, le Conseil a proposé d'affecter 500.000 florins à la réserve spéciale, 25.000 florins au fonds de retraites et 476.000 florins au report à nouveau. Les réserves totales atteignent donc maintenant 10.690.000 florins, soit 26 7 0/0 du capital-actions. Toutes les propositions du Conseil ont été acceptées et le dividende proposé de 16 fl. a été voté. Ce dividende a été détaché hier sur les actions qui cotent 597 50 ex-dividende, contre 626 fr. 25 avec dividende il y a huit jours.

Le *Sous-Comptoir des Entrepreneurs* revient de 139 fr. à 131. On se demande si l'affaire du *Canal du Verdon* ne sera pas portée, en dernier ressort, devant la Cour de cassation. *Banque Hypothécaire d'Espagne*, sans changement à 520 fr.; *Rente Foncière* en avance de 2 fr. 50 à 197 50. Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale pour le 6 avril. Ils auront à approuver le bilan et les comptes de l'exercice qui a pris fin le 31 décembre 1894, fixer le dividende et recevoir communication du nouveau traité avec le *Crédit Foncier de France* dont il a été tant parlé dans ces derniers temps.

★ ★ Quelques variations à signaler sur les actions de nos six grandes *Compagnies de Chemins de fer*. Le *Midi* revient de 1.335 à 1.321 25; l'*Orléans*, dont les actionnaires se sont réunis hier en assemblée générale ordinaire, cote 1.620 contre 1.625; *Lyon* 1.502 50, en perte de 12 fr. 50; *Est* 970 contre 972. Les actionnaires de cette Compagnie sont convoqués pour le 30 avril en assemblée générale. Ils auront à statuer sur les questions qui leur sont soumises ordinairement, et, en outre, sur les pouvoirs à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à la réduction de l'intérêt ou au remboursement par anticipation des obligations 5 0/0 de la Compagnie encore en circulation. *Nord* 1.825, en recul de 17 fr. 50; *Ouest* 1.100 contre 1.112.

Les actions *Sud de la France* ont été assez animées. Les cours, cependant, sont sans changement sensible à 291 25 contre 291; obligations 3 0/0 437 50 contre 439 fr.

★ ★ Les actions *Suez*, qui de 3.387 fr. 50 étaient montées à 3.405, rétrogradent à 3.300, accusent de nouveau une reprise à 3.410 et reviennent enfin à 3.372 fr. 50. On trouve de différents côtés que la hausse de ces derniers mois a été assez accentuée, et qu'il serait quelque peu imprudent de la pousser davantage. *Parts Civiles*, 2.360 fr. contre 2.394 fr. il y a huit jours.

La *Compagnie Parisienne du Gaz* monte de 1.112 fr. 50 à 1.125 fr. Nous publions plus loin un article spécial dans lequel nous analysons les points principaux du Rapport qui a été présenté aux actionnaires dans l'Assemblée générale du 28 courant. *Magasins Généraux de Paris* 570 fr. 50, contre 570 fr. vendredi dernier.

La *Compagnie Transatlantique* revient de 339 fr. à 328 75; *Messageries Maritimes* en avance de 10 fr. à 600 fr.; *Chargeurs-Réunis*, 1.310 contre 1.305; *Omnibus* sans changement à 1.070. Rien n'est encore réglé entre la Compagnie et son personnel. *Voitures de Paris* 572 50 contre 573 fr. ; *Compagnie Française des Métaux* 230 contre 235 ; *Société Centrale de Dynamite* 631 25, en perte de 6 fr. 25; *Téléphones* 307 50 contre 310; *Télégraphe de Paris à New-York* 101 25, en recul de 2 fr. 50.

Pas d'amélioration à signaler sur le groupe *Corinthe*. L'action de la *Société Hellénique* recule de 105 à 100 francs, pendant que l'*obligation 6 0/0* fléchit de 175 fr. à 173 fr. Pour la décade du 14 au 23 mars, les recettes de la Compagnie ont atteint 10.422 drachmes et 810 fr. en or pour 75 bateaux jaugeant 13.103 tonnes. De ce que les berges sont complètement réparées et de ce que les mauvais temps sont passés, on espère que l'amélioration des recettes se soutiendra.

Les *Lots du Congo*, qui se traitent maintenant au comptant et à terme, s'échangent à 103 75 contre 103 50. Les nouvelles reçues de Bruxelles sont favorablement accueillies sur le marché. *Nitrate-Railways* 430 contre 442 50 ; *Lautaro* 208 75 en recul de 2 fr. 50 ; *Rio-Tinto* un peu mieux à 330, en avance de 2 fr. 50 ; *Compagnie Française de Mines d'or et d'Exploration* 120 62 1/2 ; *Obligations Espirito-Santo* 428 12 1/2, mais demandées.

★ ★ Vu la tendance générale, les *Fonds Brésiliens* sont un peu moins bien tenus. Le *4 1/2 0/0 1888* cote 82 75 au comptant contre 83 50. Il est vrai que les petites coupures sont recherchées à 83 50 ; *4 0/0 1889*, 78 75 à terme et 79 au comptant, contre 79 50 il y a huit jours.

★ ★ Comme nous le disons plus haut, la *Rente Extérieure Espagnole* a violemment rétrogradé. De 78 60 elle tombe à 74 55 et reste à 74 95. C'est l'échelle de primes qui, au dernier moment, a dû jeter par-dessus bord tout le ferme qu'elle détenait. Il n'y a plus maintenant qu'à laisser passer la liquidation et à attendre le détachement du coupon trimestriel qui aura lieu le 5 avril.

★ ★ La *Rente Italienne* a été entraînée par la *Rente Extérieure Espagnole* et revient de 89 25 à 88 55, après même 88 au plus bas. On ne peut encore évaluer le report qui sera pratiqué en liquidation sur ce fonds.

★ ★ Les *Fonds Russes* se maintiennent merveilleusement. L'*Orient* gagne 10 centimes à 67 75 ; *Consolidés 1re et 2e Séries*, 102 90 contre 103 ; *Russes 3 0/0 1891* et *2e Emission 1894*, 94 80, ne reculant ainsi que de 0,05 centimes. Quant au *Russe 3 1/2 0/0*, il cote 98 60 contre 98 80 il y a huit jours.

★ ★ Les *Fonds Serbes* sont en hausse, contrastant ainsi avec le reste de la cote. Le *5 0/0 1890* clôture à 75, en avance de 1 fr. 50 sur vendredi dernier.

★ ★ Les réalisations ont continué sur les *Valeurs ottomanes*. Le *Turc B*, de 48 62 1/2 revient à 46 75; *Turc C* 29 65, en recul de 85 centimes; *Turc D* 26 75 contre 27 05; *Douanes* 508 75, perdant ainsi 5 fr.; *Ottomanes 4 0/0 1894* 470 contre 481 25; *Banque Ottomane* 727 50, en moins-value de 3 fr. 75.

Les *Obligations Smyrne-Cassaba* anciennes sont en avance de 3 fr. 75 à 453 75 ; nouvelles 431 25. L'introduction des 60.000 obligations dont nous avons parlé samedi dernier a obtenu un grand succès. Les recettes de la Compagnie, pour la 10e semaine de 1895 (du 3 au 9 mars), se sont élevées à 130.747 piastres-or. Les recettes totales, depuis le 1er janvier, atteignent 1.699.861 piastres-or.

Les obligations 3 0/0 *Jonction Salonique-Constantinople* s'échangent entre 338 75 et 340. Il faut remarquer ici que les obligations de Chemins de fer n'ont pas, en principe, à subir comme les Fonds d'Etats, l'influence de la spéculation. Aussi doivent-elles, à la moindre réaction, attirer l'attention de capitalistes, surtout quand elles sont cotées, — comme c'est le cas pour les obligations *Salonique-Constantinople*, — bien au-dessous de leur prix de remboursement. Rappelons que la *Salonique-Constantinople* jouit, pour toute la durée de sa concession, qui est de 99 ans, de garanties spéciales de beaucoup supérieures au service de ses obligations, garanties qui reposent sur les impôts directs prélevés sur le rendement agricole des contrées qui doivent, en premier lieu, bénéficier de l'établissement de la nouvelle voie ferrée. Ajoutons que ces impôts (dîmes) sont encaissés par le Conseil d'adminis-

tration de la Dette publique Ottomane, composé des représentants européens des porteurs de *Fonds ottomans*, et qui fonctionne d'une manière régulière et *tout à fait indépendante*.

QUESTIONS DU JOUR

LE NORD DE L'ESPAGNE

(TROISIÈME ARTICLE)

Les Administrateurs du *Nord de l'Espagne* n'ont tenu compte ni de la déplorable impression que leur acte inqualifiable à l'égard des obligataires français a produite en France, et même en Espagne, ni des sages conseils qui leur ont été donnés par les représentants autorisés du marché financier français.

Ils pouvaient, ainsi que nous l'avons expliqué dans notre dernier numéro, arriver au résultat voulu en sauvant le principe de la créance ; mais ils ont préféré accomplir leur spoliation d'une manière irrémédiable.

Un avis publié par le *Journal officiel* d'avant-hier consacre, en effet, la mesure décidée le 11 mars dernier et indique aux obligataires français la procédure à suivre pour convertir en *francs* les *pesetas* que le Conseil leur offre à partir du 1er avril.

Nous nous étonnons cependant que ceux de nos compatriotes qui font partie de ce Conseil d'administration à jamais célèbre, n'aient pas énergiquement protesté, et que ces Français, que notre Gouvernement a comblés de distinctions honorifiques — espérant sans doute qu'ils défendraient les intérêts de nos nationaux — n'aient pas immédiatement donné leur démission, pour bien marquer qu'ils n'entendaient nullement s'associer à cet acte inqualifiable.

Les Administrateurs du *Nord de l'Espagne* — ceux de Madrid comme ceux de Paris — se retranchent, paraît-il, derrière la consultation d'un de leurs conseillers judiciaires, un avocat espagnol très retors, qui leur a démontré que la Compagnie n'avait rien à craindre des obligataires français..... parce qu'elle était espagnole, qu'elle avait son siège à Madrid, que son matériel circulait sur territoire espagnol et qu'il n'y aurait pas en Espagne un tribunal qui la condamnerait pour avoir décidé de payer ses coupons et amortissements en monnaie légale espagnole.

D'ailleurs, pour éviter tout *accident* en France, c'est-à-dire toute tentative de saisie de la part des obligataires français, le Conseil n'a fait aucune remise de fonds au nom de la Compagnie aux établissements financiers français qui effectuent ordinairement le paiement de ses coupons et amortissements. « Ces établissements — dit un second « Avis du Conseil — ont l'honneur d'informer « MM. les porteurs d'obligations que, pour leur « *faciliter le recouvrement de leurs coupons*, ils « les recevront à leurs guichets et en escompteront « le produit à présentation sans aucun frais ni « charge, au cours moyen du change de la veille. »

Faciliter le recouvrement de leurs coupons est un joli euphémisme, car, dans l'espèce, ces établissements facilitent surtout la manœuvre du Conseil du *Nord de l'Espagne* : 1° en mettant les fonds de la Société espagnole à l'abri des légitimes revendications des obligataires français ; 2° en incitant ces obligataires à accepter des *pesetas* à la place des *francs* qui leur sont dus.... c'est-à-dire à subir le fait accompli !

Mais nous sommes persuadé que la mesure qui vient d'être prise en ce qui concerne ces mêmes coupons par la Chambre syndicale des Agents de change de Paris — d'accord, croyons-nous, avec le Ministre des finances, qui est bien décidé à défendre énergiquement, par tous les moyens possibles, les droits des porteurs d'obligations du *Nord de l'Espagne* — va permettre à ces établissements de retirer leur concours annoncé par le Conseil.

Voici le texte de la décision de la Chambre syndicale des Agents de change :

« Par un avis publié dans les journaux, le Conseil d'administration de la *Compagnie des Chemins de fer du Nord de l'Espagne* a informé ses obligataires que les coupons et amortissements des obligations de la Compagnie seraient, à partir du 1er avril prochain, payés seulement en pesetas et sous déduction des charges établies par les lois espagnoles.

« Cette décision *étant en contradiction absolue* avec les engagements *formels* pris par la Compagnie vis-à-vis du public français, lors des émissions successives desdites obligations en France, de payer le montant des coupons en *francs*, ainsi qu'il résulte d'ailleurs des stipulations inscrites sur les titres ;

« Cette décision tout arbitraire étant de nature à léser gravement les intérêts français ;

« La Chambre syndicale, soucieuse de sauvegarder dans la mesure qui lui appartient les droits des créanciers de la Compagnie en France, a décidé que les coupons des obligations *Nord de l'Espagne*, 1re et 2e séries, et des obligations *Asturies, Galice* et *Léon*, 1re, 2e et 3e hypothèques, à l'échéance du 1er avril 1895, ne seront pas détachés à la cote officielle et que lesdites Obligations continueront à se négocier exclusivement jouissance octobre 1894. »

Ce qui revient à dire que les obligations désignées ci-dessus cesseront d'être négociables à la Bourse de Paris si leur coupon échéant le 1er avril prochain est détaché.

Nous savons bien que cette mesure sera critiquée par les partisans du *fait accompli*, qui ne manqueront pas de dire qu'elle gênera les obligataires en les empêchant d'accepter, dès maintenant, ce que le Conseil d'administration du *Nord de l'Espagne* leur offre ; mais la Chambre syndicale n'a pas d'autres moyens pour protester contre un acte qui viole d'une façon si cavalière et si parfaitement préméditée les engagements pris par la Compagnie envers ses créanciers français, et dont l'acceptation créerait un précédent si grave pour les porteurs des vingt et quelques milliards de titres étrangers actuellement possédés par l'épargne française.

Est-ce à dire que les moyens de défense se borneront à cette première mesure ? Nous sommes certain du contraire ! On avait déjà pensé que, puisque le Conseil avait pris sa décision du 11 mars au nom des soi-disant pouvoirs spéciaux et généraux que les Assemblées des actionnaires des 3 mars et 22 juin 1894 lui avaient conférés et que l'acte de spoliation dont les obligataires allaient être victimes était surtout profitable aux actionnaires, il convenait de rayer de la Cote officielle les actions du *Nord de l'Espagne* à partir du 1er mai prochain.

Mais, en étudiant attentivement le texte des délibérations desdites Assemblées — ainsi que nous l'avons fait dans notre dernier numéro — on a

estimé que le Conseil d'administration avait véritablement outrepassé ses pouvoirs et qu'il serait peut-être injuste de rendre responsables, dès aujourd'hui, des actionnaires qui n'avaient nullement entendu, en votant les résolutions en question, violer les engagements pris par la Compagnie envers ses créanciers français.

Mais l'Assemblée générale annuelle doit avoir lieu, d'après les statuts sociaux, au mois de mai prochain, à Madrid, et si, à cette réunion, les actionnaires approuvent ou ratifient la décision du Conseil... on peut alors avoir la certitude que les actions du *Nord de l'Espagne* seront immédiatement rayées de la cote officielle française et cesseront d'être négociables en France.

Les actionnaires du *Nord de l'Espagne* tiennent donc leur propre sort entre leurs mains. La valeur de leurs actions dépendra de leur attitude, nous pourrions dire de leur honnêteté.

La mesure prise par la Chambre syndicale des Agents de change de Paris relativement au coupon d'avril est à la fois un acte de protestation, conforme aux précédents, et une mesure de préservation qui aura pour conséquence de maintenir intacts les droits des obligataires si les actionnaires n'admettent pas la manière d'agir de leur Conseil d'administration. Dans le cas contraire, elle indique, dès maintenant, la voie à suivre pour la défense des intérêts de ces obligataires.

Nous avons, d'ailleurs, la certitude que le Gouvernement français ne restera pas impassible et que son action sera facilitée par le nouveau Cabinet espagnol. M. Canovas vient, en effet, de prendre le pouvoir dans des conditions particulièrement délicates, et les charges de la campagne militaire de Muidanao, s'aggravant aujourd'hui de l'insurrection de Cuba et de l'expédition qu'elle rend indispensable, augmenteront ses difficultés d'ordre financier.

M. Navarro Reverter, le nouveau ministre des finances d'Espagne, est certainement l'un des économistes les plus compétents et les plus habiles de ce pays et, à ses qualités techniques que nous avons si souvent appréciées dans l'*Economiste Européen*, nous pouvons ajouter celle de la droiture, de la loyauté la plus absolue.

Il comprendra donc, mieux que personne, le coup terrible que l'acte du Conseil d'administration du *Nord de l'Espagne* porterait au crédit extérieur de l'Espagne, si les créanciers de cette Société étaient obligés, pour défendre leurs droits si légitimes, de recourir à des moyens judiciaires ou extra-judiciaires.

M. Navarro Reverter a développé, il y a trois jours à peine, au correspondant madrilène de notre confrère parisien le *Matin*, le programme qu'il allait appliquer pour achever l'œuvre du relèvement des finances espagnoles :

— « Je compte du reste, a-t-il ajouté en terminant, pour améliorer chaque jour le crédit de l'Espagne, sur l'*estime du monde financier*, dont les sympathies sont acquises aux nations courageuses et droites qui reconnaissent les erreurs du passé, savent y couper court et travaillent vaillamment, comme le fait l'Espagne, à faire honneur à leur signature. »

Il est bien certain que M. Navarro Reverter et le Gouvernement auquel il appartient ne pourraient plus compter sur le concours financier de la France, ni pour le présent ni pour l'avenir, s'ils n'intervenaient énergiquement auprès du Conseil d'administration du *Nord de l'Espagne* pour faire honneur à la signature de la Compagnie et rendre justice à nos nationaux.

EDMOND THÉRY.

Les Conventions de 1883 au Sénat

L'an dernier, M. Edmond Théry faisait paraître une *Histoire des Grandes Compagnies de chemins de fer français dans leurs rapports financiers avec l'Etat*. Cette étude très documentée établissait, entre autres points, que les Conventions de 1883 ont été conclues pour dégager l'Etat de certaines charges financières et que, loin d'être favorables aux actionnaires des Grandes Compagnies, les résultats avaient, au contraire, singulièrement compromis leurs intérêts.

Les arguments de notre Rédacteur en chef viennent d'être reproduits, d'une façon très fidèle, à la tribune du Sénat, au cours d'une interpellation développée à la séance du 26 mars ; aussi nous suffirait-il de renvoyer nos lecteurs à son volume, tant pour l'historique de notre réseau ferré que pour l'énumération des avantages retirés par l'Etat des Conventions, si l'intervention de M. Buffet, sénateur inamovible, n'avait amené M. de Freycinet, ancien président du Conseil et ancien ministre des travaux publics, à s'expliquer sur le fameux plan de constructions ferrées, objet de tant de critiques.

S'appuyant sur certains passages de l'exposé des motifs du Budget de 1895, déposé par M. Burdeau, M. Buffet a soutenu que le plan démesuré conçu par le Gouvernement de la République avait entraîné des charges effrayantes pour le pays; les chemins de fer créés depuis 1878 ne répondent pas, a-t-il ajouté, à des besoins suffisants et il n'y aurait pas eu besoin de Conventions si on avait arrêté l'extension du réseau.

M. de Freycinet, ainsi mis en cause, s'est expliqué avec une lucidité incomparable, en plaçant la question sur son véritable terrain. Il a démontré, tout d'abord, que, si la France s'en était tenue aux lignes exclusivement commerciales, à celles qui rapportent d'une façon certaine l'intérêt du capital engagé, elle se trouverait aujourd'hui dans un état d'infériorité inquiétant vis-à-vis des pays qui l'environnent. Malgré les constructions blâmées par M. Buffet, le développement du réseau allemand est supérieur au nôtre de 8.000 kilomètres environ ; l'Angleterre, dont le territoire est infiniment moins étendu, a presque autant de kilomètres que la France et, toutes proportions gardées, il en est de même pour la Belgique.

Je constate ce fait, a dit M. de Freycinet, que toutes les nations industrielles et militaires de l'Europe sont obligées d'avoir un réseau de chemins de fer analogue à celui que nous construisons. Par conséquent, il n'est pas admissible, *a priori*, que la France ait été saisie de vertige ou ait eu véritablement un bandeau sur les yeux quand elle a décidé d'exécuter les travaux contre lesquels vous réclamez aujourd'hui.

Elle n'a fait, je le répète, que se conformer à une loi générale, à une force majeure qui s'impose à toutes les nations militaires et industrielles qui nous entourent.

Il va de soi que les premières lignes construites, au début de l'industrie des chemins de fer, sont les plus productives ; mais le réseau secondaire ou les doublements de voie se justifiaient par des considérations d'ordre stratégique.

Abordant ensuite les calculs comparatifs des charges et des avantages retirés, l'ancien Président du Conseil constate que, depuis le 31 décembre 1877, il a été dépensé, pour les constructions ferrées, un peu plus de 6 milliards par l'Etat, par les Compagnies et par les Départements ; en prenant une moyenne d'intérêt et d'amortissement de 4 1/2 0/0, cela représente une annuité de 277 millions, c'est-à-dire un chiffre supérieur aux garanties d'intérêts, en regard duquel il convient de placer l'excédent des recettes, s'élevant en 1877

pour les chemins de fer d'intérêt général, à 415 millions. Pour 1893, cet excédent est de 515 millions, soit une augmentation de 101 millions en 16 années qui est à déduire des 277 millions indiqués ci-dessus.

Ces chiffres sont indiscutables; on les trouve dans la statistique du Ministère des travaux publics. Ils démontrent que la charge nette résultant pour le pays de la construction et de l'exploitation des Chemins de fer, dans la période écoulée depuis 1877, ne dépasse pas 116 millions.

Mais il ne faut pas perdre de vue les abaissements de tarifs consentis par les Compagnies, sous l'influence de l'Etat, abaissements qui se chiffrent aujourd'hui par 250 milllons; si les tarifs étaient restés en 1893 ce qu'ils étaient en 1877, au lieu d'une charge nette de 116 millions, on se trouverait en présence d'un bénéfice net de 130 millions. Pour la *grande vitesse*, l'unité de transport est tombée de plus de 5 centimes à 3 centimes 88 par kilomètre; pour la *petite vitesse*, le tarif est de 71 centièmes de centime plus bas qu'en 1877. En tenant compte de ces deux facteurs, on trouve que le pays a réalisé 246 millions de bénéfices sur ses transports.

Eh bien, ces 246 millions de bénéfices — ajoute M. de Freycinet — lui coûtent à l'heure qu'il est l'annuité nette de 116 millions dont je parlais tout à l'heure. Par conséquent, lorsque vous mettez d'un côté l'annuité nette financière de 116 millions, et de l'autre le bénéfice obtenu sur les transports, 246 millions, il en ressort un bénéfice net de 130 millions que fait le pays par rapport à sa situation en 1877. Voilà donc une industrie, présentée comme devant ruiner la France par l'exagération qui a présidé à son développement, et qui se traduit par un bénéfice net de 130 millions. »

Cette façon de présenter les choses est des plus rationnelles. Au surplus, pour apprécier une grande entreprise d'intérêt public, il ne faut pas s'en tenir à une simple comparaison des rendements et des tarifs. Le développement du réseau ferré a apporté au commerce et à l'agriculture un accroissement d'activité qu'il est impossible de chiffrer : « C'est là un résultat, qui, pour l'importance, laisse loin derrière lui tous les calculs qu'il soit possible de faire sur les articles du Budget. »

Après avoir ainsi justifié le « fameux plan de 1878 », M. de Freycinet a fait des réserves en ce qui touche la construction, dont le coût actuel est, à son avis, trop élevé.

Il n'est pas douteux que, dans le désir d'avoir des lignes convenablement établies, on est allé trop loin. Ainsi je trouve dans la statistique ce fait absolument concluant que le prix moyen du kilomètre de chemin de fer est aussi élevé aujourd'hui qu'il y a douze ans.

Or, depuis douze ans, nous avons introduit dans le réseau des lignes secondaires et même tertiaires, qui évidemment ne comportaient pas une installation aussi considérable.

Le prix moyen du kilomètre, dans l'ensemble du réseau, aurait donc dû baisser, et cependant je le trouve au même niveau. Je crois donc que là on aurait pu réaliser certaines économies et que, pour les kilomètres restant encore à construire, il conviendra de s'en préoccuper. Il faudra être très réservé dans le choix des tracés, dans les profils acceptés, dans les installations proposées. A mon avis, il faut poursuivre par tous les moyens la réduction des dépenses. Les prédécesseurs de l'honorable Ministre des travaux publics et lui-même, si je ne me trompe, ont pris l'engagement de les réduire; je ne puis que donner dans la circonstance mon modeste encouragement. (*Très bien !*)

Pour le doublement des voies, il y a eu, aussi, peut-être un peu d'excès. Cependant, la question militaire entrant en jeu, l'on ne peut se prononcer d'une façon générale à cet égard; les doublements sont souvent rendus indispensables par les nécessités stratégiques; il faudrait étudier chaque ligne isolément.

A-t-on quelquefois donné trop d'importance à ces nécessités stratégiques ?

A-t-on été un peu facile ?

Je n'en sais rien. Ce qui est certain, c'est que le nombre des voies doubles paraît un peu considérable.

Tel est, du reste, l'avis du Gouvernement actuel. M. Dupuy-Dutemps, ministre des travaux publics, tout en faisant ses réserves pour certains doublements de voie indispensables à la rapidité des trains et pour les exigences de la défense nationale, a déclaré qu'il écarterait le « danger des concessions nouvelles ».

En résumé, M. de Freycinet a clairement démontré que l'industrie des chemins de fer ne mérite pas les reproches dont on l'accable; s'il y a eu des erreurs de détail, nous sommes, au point de vue militaire, dans des conditions satisfaisantes, et au point de vue commercial ou industriel, le pays a trouvé dans le développement de la richesse nationale une large compensation aux dépenses encourues.

Cette double constatation est de nature à rassurer l'opinion publique.

C.-R. Wehrung.

La Compagnie Parisienne du Gaz

C'est jeudi dernier, 28 mars, que se sont réunis, en Assemblée générale ordinaire, les actionnaires de la *Compagnie Parisienne d'Eclairage et de Chauffage par le Gaz*. Dans un article paru dans l'*Economiste Européen* du 23 février dernier et auquel nous nous reportons, nous avions déjà donné des aperçus des comptes qui viennent d'être soumis aux intéressés. Il ne nous resterait plus à dire maintenant que tout ce que nous avons alors avancé se trouve confirmé, s'il ne convenait pas de reproduire les chiffres officiels fournis, et les appréciations mêmes du Conseil d'administration de la Compagnie.

C'est le *Compte d'Exploitation* qui attire, naturellement, notre attention. Il s'établit ainsi et présente, sur celui de l'exercice 1893, les différences suivantes :

Dépenses :

	1893	1894
	—	—
Fabrication, matières... Fr.	26.241.886 15	24.472.906 84
Service des usines..........	8.925.469 31	8.205.620 07
Service de l'éclairage et de la canalisation..............	3.810.454 81	3.873.526 83
Administration centrale.....	23.915.252 42	25.229.326 86
Charges municipales	6.789.518 08	6.584.981 33
Charges envers l'Etat : subventions, impositions, timbre des titres.............	1.150.204 76	1.124.863 25
Fr.	70.832.785 53	69.491.225 18

Produits :

	1893	1834
	—	—
Produit de la vente du gaz. Fr.	78.009.633 31	77.098.549 38
Gaz restant en magasin au 31 décembre...............	43.480 »	49.630 »
Coke.......................	14.376.162 97	12.070.754 50
Goudrons	1.943.476 87	1.920.305 02
Eaux ammoniacales	1.319.781 73	1.847.779 71
Location de compteurs, branchements et entretien des robinets..................	2.743.049 43	3.408.950 64
Briqueterie.................	77.073 23	64.459 49
Intérêts et escomptes.......	1.155.802 24	805.048 33
Fr.	99.668.459 78	97.265.477 07

Si, des produits de 1894, qui s'élèvent à 97.265.477 francs 07, nous déduisons les dépenses qui atteignent 69.491.225 fr. 18, nous trouvons un écart de 27.774.251 francs 89, auquel il convient d'ajouter le solde de la liquidation de l'exercice 1893 224.164 fr. 47. Nous arrivons alors au total de 27.998.416 fr. 36. De ce chiffre, il faut réserver 298.416 fr. 36 pour liquider les dépenses non soldées au 31 décembre 1894. Il reste alors comme chiffre définitif 27.700.000 fr. qui sont à répartir.

De ce montant, et conformément à son traité avec la Ville, la Compagnie prélève 11.200.000 fr. Le reliquat n'est plus alors que de 16.500.000 fr., dont la moitié revient à la Ville de Paris à titre de redevance, et la

moitié aux actionnaires. Ceux-ci ont donc à faire état des sommes ci-dessous mentionnées :

Prélèvement indiqué plus haut..........Fr.	11.200.000 »
Moitié des bénéfices partagés..............	8.250.000 »
Somme portée au crédit des actionnaires et provenant du règlement avec la Ville de Paris de l'emprunt de 1872..........................	50.000 »
Solde des bénéfices de 1893 non distribué au mois d'avril 1894 et reporté au crédit des actionnaires..................................	71.683 60
Ensemble.......Fr.	19.571.683 60

Dont il faut déduire :

Montant à verser à la réserve spéciale à raison de 1 fr. par action, 336.000 fr..........	336.000 »
Reste alors à partager.....Fr.	19 235.683 60

De cette somme, il a été payé en octobre 1894, 12 fr. 50 par action non amortie, soit 2.298.900 fr. Le solde de 16.936.783 fr. 60 représente alors : 50 fr. par action de capital ou de jouissance et laisse disponibles 136.783 francs 60 qui sont reportés au crédit des actionnaires.

Le dividende, pour les actions de capital, s'élève donc à 62 fr. 50, en diminution, comme nous le disions le 23 février, de 1 fr. 50 sur celui de 1893. Cette diminution a pour cause principale, non pas les diminutions de recettes provenant de la vente du gaz et du coke qui se trouvent, en effet, compensées en grande partie par des diminutions de dépenses sensiblement équivalentes, mais bien, comme nous l'avions déjà dit et comme le déclare le Conseil d'administration, le prélèvement de la somme destinée à former la réserve de la *Caisse des retraites* des employés, prélèvement qui vient pour la première fois, en 1894, grever les résultats de l'exploitation et qui ne subira pas d'augmentation dans l'exercice 1895.

Si nous passons maintenant aux dépenses du *Compte de premier établissement*, nous trouvons qu'en 1894 elles ont été motivées par la pose et la fourniture des branchements, compteurs et fourneaux qu'entraîne l'augmentation du nombre des abonnés de la Compagnie. Ces dépenses comprennent aussi les frais de conversion des obligations 5 0/0, opération qui a été réalisée avec le plus grand succès et qui procurera une économie annuelle de près d'un million de francs. Quant aux autres dépenses de premier établissement, réduites autant que possible, elles ont été compensées en partie par les produits de la vente en cours des terrains provenant des anciennes usines des Ternes et de Belleville. De ces terrains, il restait à vendre au 31 décembre 1894 :

Des terrains des Ternes, une surface de.. 31.412 m. c. 60
Des terrains de Belleville, une surface de. 1.864 m. c. 48

Sur les premiers, des ventes nouvelles ont été conclues depuis le commencement de l'année en cours, et ces ventes nouvelles ont été effectuées à des prix supérieurs à ceux déjà obtenus pour des terrains de valeur comparable.

Ceci dit, concluons dans le même sens que nous avons conclu le mois dernier,

L'économie provenant de la conversion des obligations 5 0/0, l'augmentation considérable du nombre des abonnés, augmentation résultant de l'application de la combinaison des abonnements sans frais ; enfin, les économies à prévoir sur les fournitures de charbon et sur les dépenses de la fabrication, permettent de croire que l'année 1895 se présente dans des conditions meilleures que les années 1893 et 1894. Il semble, au reste, que les résultats connus jusqu'à présent, corroborent toutes les appréciations antérieures. Les recettes de la *Compagnie Parisienne* pour février, n'ont atteint, il est vrai, que 7.081.297 fr. 84 contre 7.278.759 fr. 20 en février 1894 ; mais, du 1er janvier au 28 février, les recettes accusent, sur l'année antérieure, une augmentation de 115.905 fr. 13 à 16.238.431 fr. 49. De plus, il est hors de doute que le mois de mars accusera une amélioration sensible dont il conviendrait, dès à présent, de tenir compte.

A. LECHENET.

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Lorsqu'à la date du 5 janvier dernier, nous examinions, dans un article spécial, la situation de la *Société Générale de Crédit Industriel et Commercial*, nous ne pouvions prendre comme base que le bilan au 30 novembre 1894, et, le comparant à celui établi dans le mois correspondant de 1893, nous en arrivions néanmoins à conclure que cette Société, bien que ne disposant de succursales ni en province, ni à l'étranger, avait, d'une année à l'autre, considérablement élargi son cercle d'opérations. Mais les chiffres que nous produisions alors ne donnaient que des soldes ; et le rapport du Conseil d'administration, lu à l'assemblée générale des actionnaires, qui a eu lieu le 19 courant, est là pour attester que, ainsi que nous l'avancions alors, la *Société Générale de Crédit Industriel et Commercial* n'a rien négligé pour se mettre à la hauteur des progrès exigés par les modifications économiques qui ne cessent de se produire. C'est pourquoi, si cet Etablissement s'est ressenti des difficultés créées aux maisons de banque par une concurrence qui s'accentue chaque jour et par la baisse du loyer de l'argent ; si la pénurie des affaires a rendu ses opérations moins fructueuses qu'en 1894 — ce qui ne lui permet de distribuer à ses associés qu'un dividende de 12 fr. 50 bruts ou 12 francs nets, contre 14 francs nets pour 1893 — d'autre part, son activité ne s'est pas ralentie, comme le témoignent les états ci-dessous.

Les mouvements à signaler au cours de l'année 1894, comportent les augmentations ci-dessous :

Caisses : 382.393.584 fr. 69 ;
Comptes de dépôts : 20 millions en chiffres ronds ;
Comptes courants : 884.064.111 fr. 46 ;
Opérations de Bourse : 71.046.764 fr. 25, amélioration résultant presque complètement d'opérations au comptant.

Par contre, le mouvement des escomptes a subi une diminution de 6 0/0 ; mais cette diminution trouve sa contre-partie dans l'importance plus grande des fonds placés en reports.

Si, maintenant, nous nous reportons au bilan de fin d'exercice et que nous le comparions aux bilans établis aux 31 décembre 1892 et 1893, nous trouvons les différences suivantes :

ACTIF : *en milliers de francs*

	31 déc. 1892	31 déc. 1893	31 déc. 1894
Espèces :	—	—	—
Au siège social.............Fr.	6.138	7.727	6.153
A la Banque de France.......	3.296	585	927
Fonds disponibles dans les Banques :			
France......................	2.144	1.579	1.372
Etranger....................	4.439	2.972	2.960
Coupons à encaisser............	1.785	484	2.163
Effets à recevoir :			
France......................	71.662	58.809	59.220
Etranger....................	2.355	3.604	3.841
Reports.......................	12.404	8.004	10.309
Rentes, actions, obligations.....	5.150	3.451	3.521
Avances :			
Sur titres....................	7.275	7.808	8.135
Sur garanties.................	1.798	1.753	842
Comptes courants................	18.925	20.311	22.134
Agents de change................	515	397	41
Crédits d'acceptations garantis..	4.739	8.463	11.878
Immeuble social.................	3.184	3.207	3.214
Versements non appelés.........	45.000	45.000	45.000
Dividendes pour :			
1892 : 15 fr. 625 par action, impôt compris....................	1.875	»	»
1893 : 15 fr. 58333 par action, impôt compris..................	»	1.750	»
1894 : 12 fr. 50 par action, impôt compris....................	»	»	1.500
Tantième du Conseil............	194	130	100
Réserve extraordinaire..........	500	»	»
Fr.	193.378	176.034	183.310

PASSIF : *en milliers de francs*

	31 déc. 1892	31 déc. 1893	31 déc. 1894
Capital émis... Fr.	60.000	60.000	60.000
Fonds de réserve statutaire...	6.000	6.000	6.000
— extraordinaire	1.000	1.000	1.000
Comptes de dépôts à vue...	41.662	40.720	39.882
— à préavis...	13.056	13.431	9.790
Comptes courants France...	57.560	39.008	48.318
— Etranger...	4.432	3.630	3.649
Agents de change...	112	229	5
Acceptations à payer sur garanties	4.739	8.464	11.878
— sur provisions	380	13	17
Divers...	308	222	»
Réescompte du portefeuille...	209	188	163
Intérêts et dividendes antérieurs restant à payer...	76	77	76
Solde de l'exercice...	1.200	1.080	840
Profits et pertes :			
Produit net de l'exercice...	2.537	1.897	1.600
Solde reporté de l'exercice précédent...	107	75	92
Fr.	193.378	176.034	183.310

Ainsi qu'il est aisé de s'en rendre compte, si le chiffre global des transactions effectuées en 1894 est inférieur à celui de 1892, il est sensiblement en plus-value sur celui de 1893 et provient d'affaires de banque proprement dites. Cela ne veut pas dire que la *Société Générale de Crédit Industriel et Commercial* ait délaissé les autres opérations qui se présentaient. Elle a, en effet, prêté son concours à la conversion du *4 1/2 0/0 français*, à l'emprunt de 200 millions de la *Ville de Paris*, au placement des obligations de la *Compagnie Madrilène d'Eclairage et de Chauffage par le Gaz* et à la reconstitution de la *Compagnie Générale Française de Tramways*. D'un autre côté, et conjointement avec d'autres Etablissements de crédit, elle a aidé à la formation de la Société nouvelle qui a été créée en vue de l'achèvement du *Canal de Panama*, formation qui mettait fin aux difficultés pendantes jusqu'alors.

Pendant l'année 1894, de sages économies ont amené une diminution dans les frais généraux proprement dits de 27.271 fr. 61. Malheureusement l'accroissement de l'impôt foncier, taxe de main-morte, patentes, etc., a absorbé complètement et même un peu au delà l'économie réalisée.

En résumé, le compte de *Profits et Pertes*, après prélèvement des sommes nécessaires aux amortissements et aux provisions pour risques en cours, s'est élevé exactement à 1.600.237 fr. 04, montant auquel il faut ajouter le report de l'exercice précédent, soit 92.257 fr. 56; d'où un total de 1.692.494 fr. 60. Déduction faite du dividende de 12 fr. 50 (1.500.000 fr.) et du tantième du Conseil (100.023 fr. 70), il reste une somme de 92.470 fr. 90 à reporter à nouveau.

Et, maintenant, si on se reporte à l'exercice en cours, on constate, d'après la situation au 28 février dernier, que le chiffre global des affaires est sensiblement le même que celui accusé au 31 décembre 1894 et que les bénéfices des mois de janvier et février 1895 sont à peu près égaux à ceux réalisés pendant la période correspondante de 1894. Mais les profits ne peuvent manquer d'augmenter, grâce aux affaires nouvelles. Le *Crédit Industriel et Commercial* a ouvert, par exemple, le 28 courant, ses guichets à l'émission des 68.000 obligations 4 1/2 0/0 de la *Compagnie Générale de Chemins de fer brésiliens*, dont nous avons parlé il y a huit jours; et sous l'habile direction qui préside à ses opérations, il saura encore profiter de toutes les circonstances qui se présenteront pour donner un aliment à son activité et tirer ainsi avantage de la haute situation à laquelle il sait se maintenir.

P. B.

LE PETIT PARISIEN

Les actionnaires du *Petit Parisien* se sont réunis le 19 mars en assemblée générale et ont approuvé les comptes de l'exercice 1894.

Le bénéfice de cet exercice s'est élevé à 2.444 367 fr. 26 et le dividende a été fixé à 65 francs par action ou part bénéficiaire.

Deux acomptes de 12 fr. 50, soit 25 francs, ayant été distribués au cours de l'exercice, il revient à chaque titre 40 francs soit, impôt déduit 38 fr. 40 (au nominatif) et 37 fr. 899 (au porteur).

Ces sommes ont été mises en paiement à la caisse de la Société à partir du 20 mars.

Il est à remarquer que ce dividende est supérieur de 10 francs à celui de 1893, qui n'avait été que de 55 fr. Et cependant, au cours du dernier exercice, le *Petit Parisien* a eu à faire face à une augmentation considérable de frais, du fait de l'agrandissement du format auquel il a été procédé en juin 1894. Sans parler des dépenses annuelles qui se trouvent sensiblement augmentées par suite de l'accroissement du papier, des frais de transport, impression, rédaction, etc., on a dû dépenser près de 500.000 francs pour approprier aux besoins nouveaux l'installation ancienne, devenue insuffisante. Dans ce chiffre l'achat de presses et de matériel de composition figure pour 200.000 francs en chiffres ronds.

Toutes ces dépenses ont été amorties presque complètement et le *Petit Parisien* possède actuellement des réserves diverses s'élevant à 1.725.356 fr. 05, représentées par des rentes sur l'Etat et différentes obligations en dépôt au Crédit Foncier.

Avant de se réunir en assemblée ordinaire, les actionnaires du *Petit Parisien* avaient pris en assemblée extraordinaire deux résolutions très importantes :

1° Le capital a été porté de 2.500.000 fr. à 3 000.000 fr. par la création de 1.000 actions de 500 fr., entièrement libérées, attribuées en représentation de l'apport des divers immeubles actuellement occupés par le *Petit Parisien*;

2° Les titres seront dédoublés. En conséquence il sera délivré à chaque propriétaire ou porteur deux actions de 250 fr. chacune en échange d'une action de 500 fr. et deux parts bénéficiaires en échange d'une part actuelle.

J. M.

Informations Économiques et Financières

Comité de Défense des Obligataires du « Nord de l'Espagne ». — On nous adresse la circulaire suivante conviant les obligataires du *Nord de l'Espagne* à se grouper en vue de la défense de leurs droits. Nous approuvons énergiquement les termes de cette circulaire et nous félicitons M. Tony Chauvin de l'initiative qu'il vient de prendre :

29 mars 1895.

Monsieur,

A la suite de l'avis officiel de la Compagnie du Nord de l'Espagne annonçant le paiement, non plus en « francs », mais en « pesetas », du prochain coupon à l'échéance d'avril — ce qui a pour conséquence de faire supporter à l'obligataire la perte au change en dénaturant le principe de sa créance, — un groupe important de porteurs m'a confié la mission de les représenter, et de protester en leur nom contre cette décision contraire aux engagements pris et stipulés sur le titre même.

J'ai également accepté de centraliser les adhésions des porteurs qui voudraient se joindre à nous dans le même but, et s'entendre ultérieurement sur un programme commun pour la défense de leurs droits de créanciers.

En raison de l'urgence, d'accord avec mes mandants, et pour éviter que l'ignorance des faits ou la négligence de quelques porteurs établissent un précédent qui pourrait être invoqué dans l'avenir, aussi bien contre les obligataires du Nord de l'Espagne, que contre tout porteur de valeurs étrangères, il a été décidé qu'une protestation serait immédiatement adressée au Conseil d'administration de la Compagnie.

De son côté, la Chambre syndicale des Agents de change vient d'annoncer que lesdits coupons payables

en « *pesetas* » ne seraient pas, jusqu'à nouvel ordre, détachés à la Cote officielle, sur les obligations qui continueront à se négocier, *jouissance octobre 1894*.

Cette mesure est certainement favorable aux porteurs qui, renonçant au moins momentanément à l'encaissement de leurs coupons, sont décidés à réserver l'intégralité de leurs droits.

Il faut néanmoins considérer qu'un certain nombre d'obligataires, soit par convenances personnelles, petit nombre de titres, ou difficulté d'agir isolément, — sans se préoccuper de la question de négociation éventuelle de leurs obligations, — seront tentés d'encaisser leurs coupons, même réduits, bien qu'étant au fond tout disposés à protester.

Nous avons pensé qu'il convenait d'appeler ces porteurs à se joindre à nous, en leur recommandant de ne pas encaisser leurs coupons sans avoir fait établir par un constat que ce paiement a été effectué en « *pesetas* », et non en « *francs* ».

Pour éviter les difficultés et les frais qu'entraînerait la constatation par officier ministériel, si cette formalité avait lieu séparément pour chaque obligataire, je me suis mis en rapport avec les chefs de l'honorable maison de banque LEHIDEUX et Cie, 3, rue Drouot, à Paris. Ces Messieurs ont bien voulu se charger de recevoir à *l'encaissement* tous les coupons que les porteurs leur adresseraient accompagnés du bordereau ci-joint, qui contient l'autorisation de la formalité du constat. Les frais étant répartis sur un grand nombre de coupons, pourront varier, suivant la quantité présentée, de 1 à 2 centimes par coupon.

Les originaux des constats seront déposés 3, rue de Grammont, au Comité, qui pourra, en cas de besoin, remettre aux porteurs un certificat correspondant aux numéros de leurs obligations et reproduisant, avec le constat, les réserves signifiées en leur nom à la Compagnie du Nord de l'Espagne.

La mesure prise par la Chambre Syndicale sauvegarde pour le moment la question de principe ; le mode de présentation des coupons, tel que nous le recommandons, permet aux obligataires d'opérer l'encaissement du coupon aux conditions proposées par la Compagnie, sans renoncer à la revendication de leurs droits.

Je me mets, dès maintenant, à la disposition des obligataires pour recevoir toutes communications, ainsi que leur adhésion au groupement en préparation.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

TONY CHAUVIN,

Vice-Président du Comité Français des Porteurs de Fonds Helléniques, Ancien Délégué du Comité des Obligataires des Chemins Portugais.

Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse

Opérations du 1er au 28 février 1895

Reçu des déposants :		
A Paris	2.400 versements.....	172.585 »
Dans les départements.	10.893 —	633.091 15
Ensemble	13.293 —	805.676 15
Payé aux déposants :		
Arrérages de rentes viagères..........		906.423 10
Payé à leurs héritiers :		
Remboursements de capitaux réservés.		675.504 61
Ensemble..................		1.581.927 71

Les nouvelles rentes inscrites s'élèvent à .... 374.196 »
aux noms de 4.213 parties.

Le total des rentes viagères est de... 33.168.092 »
réparties entre 197.953 titres.

La Caisse a perçu pour arrérages ou remboursements de rentes et valeurs .. 1.876.287 82

Elle a placé :

En obligations départementales et communales........................ 770.909 27

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	21 mars	28 mars
ACTIF		
Encaisse de la Banque : 21 mars / 28 mars		
Or .... 2.110.630.752 / 2.106 859 422		
Argent... 1.242 841.431 / 1.242.554.321	3.383.472.183	3.349.413.744
3.383.472.183 / 3.349 413.744		
Effets échus hier à recevoir ce jour....	255.798	74.244
Portefeuille Paris { Effets Paris........	149.613.154	183.732.033
Portefeuille Paris { Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor........................	»	»
Portefeuilles des succursales...........	227.406.558	255.918.720
Avances sur lingots à Paris............	414 000	459.000
Avances sur lingots dans les succursales	829 800	814 000
Avances sur titres à Paris.............	119 305.157	120.118.420
Avances sur titres dans les succursales	148.616.473	147.991.449
Avances à l'Etat.......................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles	99.611.938	99.627.294
Rentes immobilisées	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales..............	15.302.638	15.311.926
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales..............	1 677.157	2.136.833
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers	99.140.436	99 365.706
Total...........	4.511 033.491	4.540.335.760
PASSIF		
Capital de la Banque	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation........	3.569.884 635	3.574.192.130
Arrérages de valeurs déposées..........	15.109.681	14 623.050
Billets à ordre et récépissés	32.578.560	31.997.011
Compte courant du Trésor, créditeur ...	144.773 884	167.645 428
Comptes courants de Paris	399 659.754	393 279.196
Comptes courants dans les succursales.	59.460 701	69.261.937
Dividendes à payer	2.400.695	2.297.752
Escompte et intérêts divers............	3.440.263	3.611.337
Réescompte du dernier semestre	782.337	782.337
Divers	57.927.470	57.630.072
Total............	4.511.033.491	4.540.335.760

Comparaison avec les années précédentes

	2 avril 1891	31 mars 1892	30 mars 1893	29 mars 1894	28 mars 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	3.196 4	3.166.5	3.478.6	3 452 8	3.574.1
Encaisse...........	2.461.5	2.680 8	2.934.4	2.998 8	3 349 4
Portefeuille........	843 3	687.5	627.5	627.3	439.6
Avances aux partic.	286 8	333.6	335 5	288.1	269.3
— à l'Etat....	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	108.3	210 8	115.1	149 2	167.6
— part...	305.9	471.7	438 7	541 3	462.5
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 0/0
Prime de l'or.......	4 0/00	pair	1 0/00	pair	pair
Bénéfices nets......	6.355.3	4.294.2	2.596.5	3.074.0	1.472.5

Comptoir National d'Escompte. — Le Comptoir National d'Escompte de Paris vient de créer une nouvelle agence à Majunga, ce qui porte à trois le nombre de ses établissements à Madagascar.

L'agence de Majunga est appelée à rendre de grands services aux commerçants français en rapport avec l'Ile, aux négociants déjà établis sur place et à nos officiers et soldats, qui trouveront à cette nouvelle agence toutes les facilités pour la réception et le dépôt de leurs fonds, la délivrance de carnets de chèques, les envois d'argent en Europe, soit par poste, soit par câble.

Dès à présent, l'Administration du Comptoir à Paris et dans ses agences de quartier et de province est en mesure de se charger de toutes opérations de recouvrement et d'émission de traites sur Majunga.

Nous appelons spécialement l'attention des familles des officiers et soldats du corps expéditionnaire sur la facilité qui leur est gracieusement accordée par le Comptoir de faire adresser à l'agence de Majunga leur correspondance aux intéressés, qui trouveront auprès de

cet Etablissement un accueil empressé et un patriotique dévouement.

Mines de Carmaux. — Les actionnaires se sont réunis le 28 mars en assemblée générale ordinaire.

Après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'administration et des commissaires, ils ont, à l'unanimité, approuvé les comptes de l'exercice 1894, tels qu'ils leur étaient présentés, et fixé le dividende y afférent à 50 fr. par action, comme l'année dernière.

Un acompte de 15 fr. ayant été payé le 3 novembre dernier, le solde, soit 35 fr. sous déduction des impôts, sera mis en paiement à partir du 1er mai prochain.

MM. le baron R. Reille, président, et le baron de Gaujac, administrateurs sortants, sont réélus.

Le mandat de MM. Prisse et Cosmao-Dumanoir, commissaires des comptes, a été renouvelé pour l'exercice en cours.

Compagnie Parisienne d'Eclairage et de Chauffage par le Gaz. — L'assemblée générale annuelle a été tenue le 28 mars 1895, à l'Hôtel Continental.

Après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil et de la Commission de vérification des comptes, l'assemblée à l'unanimité, a voté les résolutions suivantes :

1° Les comptes et inventaires de l'exercice 1894, tels qu'ils viennent d'être exposés et résumés, sont approuvés ;

2° Le dividende de l'année 1892 est fixé à 62 fr. 50 par action de capital, sur lequel un acompte de 12 fr. 50 a été payé en octobre dernier. En conséquence, il sera payé 50 fr. par action de capital ou de jouissance, sous déduction de l'impôt, à dater du 6 avril prochain, au siège de la Société, 6, rue Condorcet ;

3° Réélection de MM. Em. Camus, Carez, le baron de Heeckeren et Eugène Pereire, administrateurs sortants, et élection comme administrateur de M. Claude-Lafontaine, en remplacement de M. Güet, décédé ;

4° Nomination de MM. Gilbert-Boucher, R. Guichard, Luuyt, le baron Michel de Trétaigne et Widmer, comme membres de la Commission de vérification des comptes pour l'exercice 1895.

Bons du Trésor. — Par décision du Ministre des finances, en date du 26 mars 1895, l'intérêt attaché aux Bons du Trésor a été fixé ainsi qu'il suit à partir du mercredi 27 mars inclusivement :

A 3/4 0/0, pour les Bons de trois à cinq mois ;
A 1 1/4 0/0 pour les Bons de six mois à un an.

Crédit Industriel et Commercial. — L'assemblée générale a été tenue le 19 mars courant, sous la présidence de M. de Montplanet, président du Conseil.

Après la lecture du rapport du Conseil sur le 36e exercice de la Société, suivi du résumé des opérations, les résolutions suivantes ont été mises aux voix et successivement adoptées :

1° L'assemblée générale approuve le rapport, le bilan et les comptes qui lui sont présentés par le Conseil d'administration pour l'exercice 1894.

Elle fixe à 12 fr. 50 le dividende attribué à chaque action pour ledit exercice, soit 12 fr. nets d'impôts. Un acompte de 5 fr. ayant été mis en paiement en novembre dernier, le solde, soit 7 fr., sera payable à partir du 6 mai prochain.

2° L'assemblée générale, en exécution de l'art. 23 des statuts, réélit administrateur pour six ans : M. Louis Passy, et nomme administrateurs pour quatre ans : M. Etienne Hély d'Oissel (administrateur du P.-L.-M.), en remplacement de M. Ernest Lehideux ; pour six ans : M. A. Crozes, en remplacement de M. Joseph de la Bouillerie, décédé.

3° L'assemblée générale, en vertu de l'article 24 des statuts, réélit M. Lefèvre-Pontalis censeur pour trois années.

4° L'assemblée générale nomme MM. Mathieu-Bodet, Lefèvre-Pontalis et Albert Aubry commissaires pour l'année 1895, conformément à l'article 25 des statuts.

Recettes et Dépenses de la Ville de Paris. — Situation sommaire à la fin du mois de février 1895 :

Nature des recettes	Pendant le mois	Depuis le commencement de l'exercice
I.— *Recettes constatées.*		
Ordinaires :		
Octroi	» »	149.692.537 72
Autres recettes	4.115.940 23	123.588.462 96
Extraordinaires :		
Fonds généraux	679.761 01	30.949.618 16
Fonds spéciaux	» »	157.235.377 99
Totaux	4.795.701 24	461.465.996 83
II. — *Dépenses ordonnancées.*		
Ordinaires :		
Dette municipale (1re section)	» »	105.559.279 97
Autres dépenses	4.346.149 67	174.561.317 77
Extraordinaires :		
Fonds généraux	22.661 89	15.614.166 93
Fonds spéciaux	4.000 »	49.339.385 34
Totaux	4.372.811 56	345.074.150 01

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 12 au 18 mars 1895 (11e semaine)

(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Différence pr 1895
Etat	2.761	735	721	6.351	6.799	— 447
Paris-Lyon-Méditer.	8.604	6 491	6.727	55 883	60.185	— 4 301
— Rhône au Mont-Cenis	133	95	99	818	886	— 68
— Chemins Algériens	513	131	129	1 226	1.179	+ 46
Nord	3.699	3.656	3.453	37.624	37 883	— 295
Ouest	5.350	2.554	2.727	23 495	25.064	— 1.569
Orléans	6.772	3.066	3 238	27.371	29 779	— 2.408
Est	4.802	2.621	2 680	22 996	24 470	— 1.474
Midi	3.136	1.727	1.741	16.118	16 181	— 63
Est-Algérien	897	104	102	1 088	1 156	— 67
Bône-Guelma voie larg.	607	66	47	643	461	+ 181
— voie étroite	128	12	6	123	53	+ 69
Ouest-Algérien	296	40	32	428	392	+ 35
Arzew à Kralfallah	214	26	26	269	259	+ 10
Médoc	101	18	22	185	224	— 38

Caisse nationale d'Epargne. — Voici le Tableau des opérations de la Caisse Nationale d'Epargne effectuées pendant le mois de février 1895 :

Versements reçus de 236.838 déposants, dont 41.730 nouveaux		33.624.973 91
Remboursements à 92.080 déposants, dont 23.614 pour solde	23.311.735 69	23.680.111 74
Rentes achetées à 248 déposants, pour un capital de	368.376 05	
Excédent de recettes		9.944.862 17

Nombre de comptes existant au 28 fév. : 2.352.708.

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er janvier au 28 février	12.250.000	11.420.000
Du 1er janvier au 10 mars	2.400.000	2.590.000
Du 11 au 20 mars	2.340.000	2.030.000
Du 21 au 28 mars	1.930.000	1.800.000
Du 1er janv. au 28 mars	18.920.000	17.840.000

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 28 mars 1895.

Le Reichstag et le prince de Bismarck. — L'Indignation Impériale. — L'opposition maitresse du bureau du Reichstag. — Rejet du plan Kanitz. — L'Impôt sur l'alcool. — Le Commerce de l'Allemagne pendant le mois de février.

La célébration du quatre-vingtième anniversaire du prince de Bismarck a provoqué une véritable tourmente. Tandis que les partis conservateurs et le petit groupe national libéral (*quantum mutatus ab illo!*) se préparaient à célébrer leur triomphe sur M. de Caprivi, les partis adverses s'organisaient silencieusement. Dans les Diètes des États, notamment en Prusse, il était facile d'enlever les votes : les suffrages populaires y sont mal représentés. Au Reichstag, les élus sont plus rapprochés du peuple et obéissent plus docilement à l'influence de la démocratie sous toutes ses formes.

Il va sans dire que les démocrates socialistes étaient gagnés d'avance à l'opposition. M. de Bismarck les a combattus avec trop d'acharnement pour qu'ils fussent enclins à l'indulgence. De même les démocrates de l'Allemagne du Sud, quoique fervents partisans de l'unité, n'ont jamais été tendres à l'égard de leur vieil adversaire. M. Richter et les débris de l'ancien parti progressiste qu'il a ralliés autour de lui sont, pour ainsi dire, des ennemis personnels du premier Chancelier de l'Empire.

Le noyau de l'opposition était donc formé. Il était, dans tous ses éléments, réfractaire à la conciliation, mais il s'en fallait de beaucoup qu'il pût seulement inspirer quelque inquiétude aux zélateurs de M. de Bismarck. Restait le Centre, le groupe numérique le plus nombreux du Reichstag. Son opposition n'est pas intransigeante, mais les défenseurs attitrés du catholicisme allemand ont la mémoire longue. M. de Bismarck fut l'auteur responsable du Kulturkampf : certains bruits de restriction du droit électoral allemand avaient ému le parti catholique. Il a voulu faire sentir sa force. Aussi, lorsque M. de Levetzow, le président conservateur du Reichstag, eut émis sa proposition d'une adresse de félicitations au prince de Bismarck, fondateur de l'Empire allemand, et que M. de Hompesch eut gravement annoncé, au nom du Centre, que l'adresse proposée était un acte politique, le camp conservateur pouvait faire son deuil des félicitations.

En effet, la partie nationale du Reichstag allemand était dès lors divisée en deux fractions de force presque égale. Les ennemis de l'Allemagne, telle qu'elle a été constituée par « le fer et le feu », pouvaient tirer vengeance de leur conquérant : ils étaient maîtres du vote. Polonais, Guelfes, Hanovriens, Alsaciens-Lorrains ont donné, et la proposition Levetzow a été enterrée par 163 non contre 146 oui. Comme le groupe polonais compte à lui seul 19 membres, et que la majorité est seulement de 17 voix, le rejet de l'adresse s'explique fort naturellement.

Cette décision du Reichstag a excité la « profonde indignation » de l'Empereur. Il s'est hâté de l'exprimer dans un télégramme au duc de Lauenbourg, qui ignorait encore l'incident. Mais l'opposition démocratique ne s'en est point émue. Un Congrès électoral de 1.500 démocrates, réunis à Stuttgart, a répliqué par un vote de félicitations aux députés démocrates du Reichstag.

Enfin, la démission de M. de Levetzow était à l'avance escomptée par le parti du Centre. Il avait ses candidats prêts : MM. de Buol et Spahn. Le premier a été élu aujourd'hui président par 183 voix : les droites s'étaient abstenues. Elles n'ont même pas accepté une vice-présidence, qui a été attribuée à un membre du parti libéral démocratique, M. Schmidt d'Elberfeld. Le bureau du Reichstag appartient désormais à l'opposition.

L'importance des événements politiques ne doit pas faire oublier les événements de l'ordre économique. Tout d'abord le plan Kanitz est définitivement rejeté par le Conseil d'État.

En guise de consolation aux agrariens, cette Assemblée recommande la solution de la question monétaire, l'établissement du crédit agricole, la réduction des tarifs de chemins de fer sur les matières premières et sur les produits agricoles, la suppression des entrepôts utilisés pour le trafic intérieur, la limitation des opérations à terme sur les marchandises, la réforme du régime fiscal du sucre et de l'alcool.

Le plan de cette réforme de la loi sur l'alcool est aujourd'hui connu. Comme elle intéresse la France, je dois vous en transmettre les éléments essentiels.

La crise de l'alcool en Allemagne tient à la surproduction. La production des distilleries dépasse la consommation de plusieurs centaines de mille hectolitres et cet excédent déprime les cours de l'alcool. Pour remédier à cette situation, le Conseil fédéral propose de faciliter l'exportation au moyen de primes d'exportation et d'arrêter la surproduction par l'impôt sur la fabrication.

Le régime proposé est fort complexe. On distinguerait les distilleries agricoles et les distilleries industrielles. Un impôt sur la distillation (*Brennsteuer*) à base variable serait perçu sur la fabrication, en arrêtant par une échelle progressive le développement de la production. De même, à la taxe de consommation seraient jointes des surtaxes variant entre 0 M. 12 et 0 M. 20 pour un litre d'alcool pur.

Un contingent serait, en outre, assigné à chaque distillerie industrielle opérant sur la mélasse, la betterave ou son jus. Si ce contingent était dépassé de 25 0/0, l'excédent serait surtaxé à raison de 5 M. par hectolitre d'alcool pur.

La prime d'exportation serait de 6 M. par hectolitre d'alcool pur.

Par mesure transitoire pour empêcher l'inondation du marché par l'alcool de mélasse, toutes les distilleries ayant dépassé, pendant l'exercice courant, de 50 0/0 le contingent qui leur est assigné, supporteront un droit de fabrication de 5 M. par hectolitre produit après le 31 mars. Les distilleries de mélasse, dont le contingent n'est pas fixé, seront soumises au même droit pour la production du 1er avril au 30 septembre.

D'après le tableau mensuel du commerce, l'importation est en voie de diminution. Les quantités entrées se sont réduites de 18.432.373 quintaux en février 1894 à 15.543.868 q. m. en février 1895.

De même l'exportation s'est abaissée de 15.948.200 quintaux métriques à 14.639.285 q. m.

En réunissant les résultats des deux mois écoulés, la baisse reste fort sensible à l'importation et elle apparaît à l'exportation.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	23 mars	Dif. 15 mars	23 mars	Dif. 15 mars
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.093 863	+ 2.641	906.695	— 10 769
Billets du Trésor	27.076	— 116	26.578	— 1 058
Billets d'autres banques	8 228	— 2.800	10.454	+ 104
Lettres de change	466.734	+ 11.290	536 448	+ 18.543
Prêts sur titres	65.735	— 445	72.715	— 840
Valeurs	4 123	+ 200	7 914	+ 1.121
Autres propriétés	41 816	+ 2.289	40.722	+ 2.687
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	993.273	+ 19.702	932.066	+ 21.716
Autres engagements à vue	556.742	— 6.937	505.289	— 14.164
Au tresengagements	7.500	+ 296	12.237	+ 2.242

Comparaison avec 1894 et 1893

(Millions de marks)

Stock métallique	1893	1894	1895
28 fév. ...	924,3	913,4	1095,4
7 mars ...	919,4	911,2	1087,6
15 — ...	928,3	917,5	1091,1
23 — ...	923,8	906,7	1093,8
31 — ...	869,0	856,7	....,.

Lettres de change et prêts sur titres	1893	1894	1895
28 fév. ...	564,0	586,7	534,9
7 mars ...	548,0	588,7	522,6
15 — ...	554,2	591,5	521,5
23 — ...	570,8	609,2	532,4
31 — ...	683,5	710,6	....,.

Circulation	1893	1894	1895
28 fév. ...	927,9	908,6	984.0
7 mars ...	926.1	909,6	980,8
15 — ...	917,6	910,3	973,5
23 — ...	935,5	932,1	993,2
31 — ...	1070,5	1079,8	....,.

Réserve de billets	1893	1894	1895
28 fév. ...	322,6	334,0	337,0
7 mars ...	319,4	331,5	333,1
15 — ...	340.6	338,1	344,7
23 — ...	314,5	305,5	327,6
31 — ...	121,7	103,7	....,.

Les Recettes budgétaires de l'Empire. — Depuis le 1er avril 1894, date du commencement de l'exercice, jusqu'à fin février 1895, le Trésor de l'Empire a effectué les recettes suivantes :

	Marks	Différence sur l'exerc. précéd.
Douanes	362.653.171	+ 23.424.827
Impôt sur le tabac	10.633.260	— 28.029
— de consommation sur le sucre	77.075.186	+ 6.839.965
— sur le sel	141.798.699	+ 919.982
— de distillation	14.032.358	— 1.825.214
— de consommation sur l'alcool et surtaxe	109.217.766	+ 424.236
— sur la brasserie	23.907.213	— 151.274
Taxe transitoire sur la bière	3.300.176	— 21.143
Total	644.617.829	+ 29.583.350
AUTRES RECETTES		
Timbre des cartes à jouer	1.273.204	+ 19.298
— des lettres de change	7.471.467	— 27.251
— des valeurs	8.115.764	— 4.772.996
— des transactions	14.519.905	+ 7.148.511
— des loteries privées	2.159.595	+ 723.026
— des loteries d'Etat	9.239.626	+ 3.306.000
Postes et télégraphes	245.037.903	+ 11.503.879
Chemins de fer impériaux	57.101.000	+ 470.000

Les encaissements nets, déduction faite des primes d'exportation et des frais d'administration, représentaient, à la fin du mois de février :

	Marks	Différence
Douanes	334.934.759	+ 24.470.280
Tabac	10.723.004	+ 440.333
Sucre	74.924.191	+ 8.840.529
Sel	40.017.697	+ 883.773
Droit de fabrication de l'alcool	15.112.025	— 499.918
Droit de consommat. et surtaxe	91.424.095	— 451.614
Impôt sur la brasserie et taxe transitoire sur la bière	23.118.724	— 144.849
Total	590.254.459	+ 33.538.534
Timbre des jeux de carte	1.149.935	+ 33.677

Les recettes nettes des onze premiers mois de l'exercice dépassent donc d'une cinquantaine de millions celles de l'exercice précédent, en tenant comptant des excédents bruts, dont le montant net n'est pas indiqué dans notre dernier tableau.

L'impôt sur les affaires. — Le produit de l'impôt sur les affaires pendant le mois de février est naturellement inférieur à celui de janvier, qui comprenait trois jours de plus. Relativement au mois de février 1894, l'excédent est considérable; mais il tient en partie aux relèvements de droit effectués depuis le 1er mai : il n'y a donc pas lieu de s'en préoccuper, sauf au point de vue fiscal, car il ne fournit aucun renseignement sur le mouvement des transactions.

Mais on peut noter le développement des recettes depuis le 1er mai, date du relèvement des tarifs, en y comparant les recettes correspondantes des exercices précédents.

L'impôt sur les affaires a produit les recettes que voici :

	1894-95	1893-94	Augment.
	M.	M.	M.
Mai	1.145.353	760.482	+ 384.871
Juin	1.003.862	616.986	+ 386.876
Juillet	947.813	674.044	+ 273.769
Août	1.230.127	625.654	+ 604.473
Septembre	1.622.430	575.000	+ 1.047.430
Octobre	1.590.600	599.785	+ 990.815
Novembre	1.614.079	644.543	+ 969.536
Décembre	1.293.435	532.996	+ 760.439
Janvier	1.785.991	730.214	+ 1.055.777
Février	1.525.500	759.355	+ 766.145
Somme des dix mois	13.759.190	6.519.059	+ 7.240.131

L'augmentation s'est élevée en dix mois à 7.240.131 M. ou 9.050.163 francs et elle dépasse les recettes antérieures de 111 0/0. Aucun mois n'accuse une diminution réelle sur les résultats antérieurs.

Le droit de timbre sur les effets a produit les sommes suivantes :

Timbre des effets

	1894	1893	
	M.	M.	M.
Mai	314.101	329.982	— 15.881
Juin	904.213	249.165	+ 655.048
Juillet	520.122	295.283	+ 224.839
Août	187.376	117.239	+ 70.137
Septembre	678.332	191.066	+ 487.266
Octobre	1.527.691	229.227	+ 1.298.464
Novembre	715.918	231.243	+ 484.675
Décembre	793.267	380.188	+ 413.079
Janvier	880.054	584.038	+ 296.016
Février	786.992	428.943	+ 358.049
Total des dix mois	7.308.046	3.036.374	+ 4.271.692

On remarquera que, pendant le premier mois, une légère réduction s'est produite; elle a été vite compensée et le résultat définitif du timbre a dépassé encore celui de l'impôt sur les affaires.

Le timbre a fourni un excédent de 4.271.692 M., soit 5.339.615 fr. de plus qu'en 1893.

La Réforme de la Bourse. — Le projet définitif maintient les principes généraux posés par la Commission d'enquête. La principale modification, c'est l'obligation du registre imposé à la Bourse des valeurs.

Les cinq sections du projet de loi sont littéralement conformes aux cinq divisions adoptées par la Commission d'enquête.

Ainsi, l'excitation au jeu de Bourse ne sera punissable que dans les conditions suivantes : il faudra qu'elle soit inspirée par l'esprit de lucre en abusant de la légèreté et (ou) de l'inexpérience du joueur et que le développement des affaires atteigne une hauteur démesurée. Le projet atteint l'excitation, si elle s'adresse à un particulier, la Commission visait seulement celle des personnes n'appartenant pas à la profession de l'individu excité.

D'après le projet, les opérations des Bourses de commerce sont aussi comprises dans les mesures de répression.

L'obligation du registre ne s'appliquait qu'aux affaires à terme en marchandises; elle s'étendra aux opérations sur valeurs.

La Commission d'enquête avait voulu déclarer nulles en droit les affaires de Bourse à terme sur les marchandises, si les passifs n'étaient pas enregistrés, sous réserve de garantie des valeurs déposées à titre de caution ; d'autre part, dans les réclamations des différences provenant d'affaires à terme sur les valeurs de Bourse ou sur les marchandises, elle voulait déclarer inadmissible l'exception de jeu. Selon le projet de loi, cette exception serait maintenue, sauf dans le cas de contrats conclus entre boursiers inscrits au registre de la Bourse.

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 29 mars 1895.

L'abondance des titres avait porté un instant à 4 1/2 0/0 le taux des reports. Il a ensuite fléchi à 4 0/0. Les actions de la Disconto étaient recherchées après la réponse des primes, mais les nouvelles de Paris ont provoqué une certaine réaction sur les valeurs.

Les déclarations successives du Gouvernement sur les plans de conversion n'émeuvent plus le marché.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 28 mars 1895.

La tension des reports. — Les disponibilités du marché. — Les troubles de Thorgmorton Street. — Le budget indien.

La liquidation s'est effectuée avec un certain resserrement de l'argent. Aux motifs pris dans la situation de place qui pourraient avoir causé cette tension des reports, il faut ajouter d'autres raisons : les nécessités de la fin du trimestre ont obligé les Banques à retirer une partie de l'argent qu'elles mettent d'ordinaire au service de la place, le marché a supporté aussi les paiements ordinaires de fin de trimestre. — Malgré cette situation, les tendances générales ont conservé une excellente fermeté et la liquidation a été facile.

Les banquiers paraissent d'ailleurs compter sur un prompt relèvement des affaires; on prévoit une amélioration provenant des Etats-Unis, on s'attend surtout à une reprise du commerce du coton, de la laine et du blé. En prévision de l'élévation prochaine des prix, plusieurs ont pensé que les spéculateurs s'empresseraient de faire des provisions aux prix actuels, ce qui amènerait une forte demande d'argent. Il ne semble pas jusqu'ici que cette perspective se soit réalisée et l'argent que l'échéance d'avril va rendre au marché pourra s'employer sur les nouvelles affaires que l'on proposera.

On vient de publier le tableau des résultats obtenus par les Caisses d'épargne postales ; il est probable que les capitaux accumulés par ces Caisses seront bientôt employés sur le marché. Le Chancelier de l'Echiquier a manifesté, en effet, son intention de réduire prochainement de 2 1/2 à 2 1/4 ou 2 0/0 l'intérêt des Caisses d'épargne postales.

En attendant, les Consolidés ont augmenté leur prix et la différence du rapport qui doit diminuer de plus en plus, est devenue fort peu importante.

J'aurai fini avec le Stock-Echange après vous avoir signalé les échauffourées qui se sont produites dans Throgmorton-Street. Depuis que le marché a pris l'extension que l'on sait, on tenait une petite Bourse dans cette rue courte et étroite, tous les jours après 4 heures. L'affluence des spéculateurs a rendu peu à peu la circulation impossible et la police qui fermait d'abord les yeux, a voulu faire observer le règlement en laissant un côté de la rue libre pour la circulation. Les policemen qui s'acquittaient jusqu'ici courtoisement de leur tâche, ont fait preuve d'une certaine brutalité et des scènes regrettables se sont produites : il y a eu des coups échangés, des arrestations de courtiers connus, de véritables rixes qui se sont renouvelées plusieurs jours et qui ont un peu nui aux affaires. Le calme s'est enfin rétabli, mais les querelles pourraient bien ne pas tarder à recommencer. Je ne vous rapporte ce fait que comme un épisode de l'histoire de la fièvre de l'or.

Après vous avoir parlé, la semaine dernière, du Budget anglais, je dois vous donner aujourd'hui quelques renseignements sur les résultats budgétaires de l'Inde pour l'exercice actuel et sur les prévisions pour 1895-96.

Contre toute attente, le Budget revisé de l'exercice actuel se présente dans des conditions favorables. Les évaluations pour l'année mettaient les recettes à rx 92.024.000 et les dépenses à rx 93.326.000, soit un déficit de rx 301.000. Ces chiffres étaient établis en comptant le taux moyen du change à 1 sh. 2 d. par roupie, il est maintenant d'un peu moins de 1 sh. 1 d. et sa baisse a provoqué une charge de 1.864.000 rx pour le Trésor. On aurait donc dû s'attendre, d'après les évaluations, à un déficit de rx 2.166.000. Mais grâce à une augmentation de recettes et à quelques réductions de dépenses, au lieu d'un déficit on se trouve en présence d'une plus-value de rx 990.000, ce qui fait qu'en tenant compte de la baisse du change, les prévisions de sir James Westland ont été dépassées de rx 3.156.000.

Les évaluations budgétaires pour 1895-96 sont ainsi établies :

	Roupies
Recettes	95.421.900
Dépenses	95.375.800
Plus-value	46.100

Nous n'avons à faire quelques remarques qu'à propos des dépenses : la perte du change a été calculée au même taux que dans les évaluations rectifiées de l'exercice courant. Sur le chapitre de l'intérêt de la dette, nous trouvons une économie de 525.000 roupies due à la conversion et au remboursement partiel des emprunts 4 0/0 roupies. On sait que cette conversion a eu un grand succès. Des 95.149.000 roupies sur lesquelles elle portait, 92.388.000 roupies ont été converties, 949.000 roupies ont été remboursées et 1.787.000 roupies seulement restent pour conversion ou rachat. Le résultat de cette opération est une économie d'intérêt de 420.000 roupies.

Il n'y aura, fort heureusement, pendant l'exercice aucun emprunt indien sur le marché anglais, sauf pour le renouvellement des 2.000.000 de liv. de dette flottante venant à échéance en mai.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE
27 Mars 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés	51.723.185	Dette fixe de l'Etat	11.015.100
		Rentes immobilisées	5.784.900
		Or monnayé et lingots	34.923.185
Total	51.723.185	Total	51.723.185

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	12.469 488
Réserve et profits et pertes	3.676 451	Portefeuille et avances	20.964.836
Trésor et administration publique	12.513.559	Billets en réserve	26.436.025
Comptes particuliers	31.825.648	Or et argent monnayés	2.806.765
Billets à sept jours, etc.	103 456		
Total	62 677.114	Total	62.677.114

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
19 Décembre	33.362	25 325	38.868	31.886	24 847	63	2
26 »	32.547	25.676	37.087	31.272	23.670	63	»
2 Janvier	33 091	25.918	44.797	38.714	23.972	53	»
9 »	33.880	25.519	45.058	37.982	25.160	55	»
16 »	34.601	25.202	41.577	33.525	26.202	62	»
23 »	35.358	25.015	41.107	32.113	27.142	65	»
30 »	35 946	24.926	40.101	30.392	27.819	69	»
6 Février	36.801	25.119	40.473	30.139	28.481	70	»
13 »	37.043	24 725	41 106	30 130	29.118	70	»
20 »	37.502	24.629	41.836	30.315	29.673	70	»
27 »	37.081	24.795	42.251	31.253	29.090	69	»
6 Mars	37 186	25 071	42 558	32.008	28 915	67	»
13 »	36.767	24.893	41.116	30.558	28.874	70	»
20 »	37.362	24.679	42.094	30.949	29.483	63	»
27 »	37.729	25.287	44.339	33.434	29.242	65	»

Production du Charbon dans le Royaume-Uni. — Les inspecteurs des districts miniers viennent de publier

un rapport sur la production du charbon dans le Royaume-Uni pendant l'année 1894. Leurs chiffres sont plus satisfaisants qu'on n'aurait pu le croire. La production totale s'est élevée à 188.277.525 tonnes, soit une augmentation d'environ 3 millions de tonnes sur 1891, année où la production avait été la plus forte. Voici les résultats par district pendant les 4 dernières années :

District	1894	1893	1892	1891
—	(En milliers de tonnes)			
Ecosse, Est	12.217	15.531	15.718	14.763
Ecosse, Ouest	9.264	9.951	11.472	10.660
Newcastle	21.222	19.924	17.828	19.338
Durham	22.939	21.827	16.965	21.475
Yorkshire	23.442	15.951	23.185	22.789
Manchester et Irlande	10.641	7 709	10.555	10.941
Liverpool	15.747	10.511	14.872	15.039
Midland	21.744	15.951	21.587	21.569
Staffordshire Nord	6.419	6.165	6.314	6.479
— Sud	9 164	8.970	9.995	10.153
Sud-Ouest	11.140	9.589	10.085	10.230
Pays de Galles	24.333	22.239	23.204	22.038
	188.277	164.325	181.786	185.479

On voit que pendant l'année dernière, la diminution de production en Ecosse, provoquée par la grève, a été largement contrebalancée par la production des autres districts, notamment ceux du Yorkshire et du Midland.

Finances Ottomanes. — Le *Council of Foreign Bondholders* a informé la presse que le Conseil de la Dette publique Ottomane annonce qu'à partir du 1er avril, la Dette publique ne délivrera plus de certificats pour le tirage des valeurs à lots, en attendant que le nouvel arrangement relatif à ces valeurs soit approuvé par la Porte.

Clearing-House

Résultat des compensations du 21 au 27 Mars

Jeudi 21 mars .... £	21 461.000	Lundi 25 mars .... £	23.863 000
Vendredi 22 mars...	17 896.000	Mardi 26 mars.......	18 003.000
Samedi 23 mars.....	17.757.000	Mercredi 27 mars ...	19.382 000
		Total.......£	118.362 000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 80.580.000.

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 29 mars 1895.

La liquidation s'est effectuée assez facilement bien que l'argent ait montré des prétentions un peu plus grandes : on prévoyait, d'ailleurs, ce fait, qui se renouvelle à la fin de chaque trimestre et qui n'est que passager.

Les tendances générales se sont depuis sensiblement alourdies à cause de la hausse du chèque, de la faiblesse du marché de Paris et du recul de l'Extérieure provoqué par la tournure sérieuse prise par l'insurrection de Cuba et par un article du *Times* peignant la situation dans la Péninsule sous des couleurs très sombres.

Les valeurs anglaises se tiennent en dehors du mouvement et font preuve de fermeté.

Les valeurs internationales sont faibles. Les valeurs sud-américaines ont peu d'activité : les Péruviens cependant ont des demandes dans un marché étroit.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 27 mars 1895.

La Situation politique en Hongrie. — A la Chambre autrichienne. — La Société de navigation à vapeur du Danube. — La Nouvelle Société hongroise de navigation fluviale et maritime. — L'Heure légale à la Bourse de Vienne. — Statistiques relatives à la mortalité en Autriche.

La Table des Magnats a encore fait des siennes en repoussant, par 126 voix contre 118, les paragraphes de la loi sur le libre exercice des cultes, relatifs aux confessions ; mais le Cabinet hongrois ne se tient pas pour battu. En effet, le baron Banffy, président du Conseil, a déclaré au club libéral qu'il allait renvoyer à la Chambre haute le texte primitif, en maintenant dans leur intégrité les paragraphes repoussés. Il sera appuyé par la Chambre basse, qui discutera avant de se séparer pour les vacances de Pâques (devant durer jusqu'au 22 avril) le vote des Magnats.

A Vienne, le *Reichsrath* a commencé aujourd'hui même la discussion du budget provisoire qui sert de prétexte à l'opposition pour attaquer le Cabinet. J'aurai l'occasion d'y revenir lorsque les débats seront clos.

Le bilan de la *Société de Navigation à vapeur* du Danube, que je vous ai envoyé, semble indiquer que le Conseil d'administration et de direction a enfin triomphé des difficultés au milieu desquelles il se débattait depuis si longtemps ; bien que le dividende ne s'élève qu'à 2,67 0/0, le progrès est sensible. Pour vous en donner une idée, je ne peux mieux faire que de vous citer à ce propos les termes de l'exposé de la situation qui accompagne le bilan : la Société se trouvait avoir, il y a quelques années, un matériel insuffisant, pas de capital d'exploitation et une dette en obligations de 20 millions de florins ! Grâce à des efforts constants, la Direction est parvenue à réduire d'année en année le coefficient d'exploitation qui, de 97,8 0/0 en 1890, est descendu successivement à 88,07, 79.21 et 72,43 Le déficit de 568.166 fl. qui existait à la fin de 1893, et qui s'élevait jadis à 2 millions 900 mille florins, est comblé, et si le dividende de 1894 est aussi réduit, c'est parce qu'il a fallu rembourser à l'Etat l'avance annuelle de 250.000 florins.

Quant à la nouvelle *Société Hongroise de Navigation fluviale et maritime*, je vous disais, dans une précédente lettre, qu'elle ne faisait guère parler d'elle ; mais j'apprends qu'elle vient d'acquérir le matériel flottant de l'ancienne maison Lutzenbacher se composant de six vapeurs et 30 remorqueurs ; la Société a acheté en outre à la *Staatsbahn hongroise* 10 vapeurs et 40 remorqueurs. Enfin, la Société a engagé des pourparlers avec la *Société Hongroise de Navigation à vapeur* pour l'acquisition de son matériel et elle a commandé, sur plusieurs chantiers, pour 2 1/2 millions de florins de navires.

On a fait circuler ces jours-ci, à la Bourse de Vienne, une pétition tendant à faire prolonger jusqu'à 3 h. 1/2 l'heure légale pour les transactions en Bourse. Déjà à la fin de l'année 1892, les boursiers avaient obtenu, après de nombreuses démarches, une prolongation jusqu'à 2 h. 3/4, ce qui constituait déjà un avantage appréciable pour les arbitragistes. Mais le développement des transactions est tel qu'on ne peut les terminer en temps utile, et, comme les contractants sont exposés à payer des amendes lorsqu'ils dépassent l'heure légale, on s'explique l'agitation qui se produit à ce propos sur notre marché.

Depuis 1883, la mortalité a sensiblement diminué en Autriche ; cela ressort d'un rapport publié par le Dr Ritter de Kusy, conseiller ministériel et membre du Conseil supérieur de santé. En 1873 — lisons-nous dans ce rapport — la mortalité annuelle était de 395 pour 10.000 habitants ; elle est descendue à 277 en 1893 ; pendant la dernière période décennale la diminution a été de 10 0/0, malgré l'épidémie cholérique. Ces résultats sont dus au développement des installations et aux mesures hygiéniques prises pour combattre les maladies infectieuses.

Si on évalue la population de l'Autriche à 24 millions d'habitants (en chiffre rond) et si on considère que de 1888 à 1892, par rapport aux périodes quinquennales antérieures, le chiffre de la mortalité a diminué annuellement de 210 par 100.000 habitants, on constate qu'on a sauvé annuellement 240 $\times$ 210 = 50.400 vies humaines, soit 252.000 pour cinq années. Pour compléter ces statistiques, le Dr Ritter de Kusy estime que, sur les milliers d'individus arrachés à la mort, un tiers au moins est apte au travail ; en évaluant à 400 fl. le gain annuel de ce tiers, il trouve 84.000 $\times$ 400 =

33.600.000 florins de profit pour les familles, pendant la période quinquennale.

Informations Économiques et Financières

Le Commerce Extérieur de l'Autriche. — Pendant les deux premiers mois de l'année 1895, le commerce extérieur de l'Autriche-Hongrie s'est élevé à 222 millions 400.000 florins à l'importation, et 110 millions à l'exportation.

L'excédent des entrées sur les sorties se chiffre ainsi par 2.400.000 florins, contre 5.600.000 florins en 1894. Les importations se sont accrues de 2.300.000 florins, alors que les exportations ont augmenté de 5.500.000 florins. Par rapport à l'année dernière, il y a donc amélioration de 3.200.000 florins dans la balance commerciale.

Les plus-values des exportations portent sur les animaux vivants et leurs produits, les boissons, verreries, soies, fer, etc.; par contre, il y a diminution dans les exportations de céréales.

Les Dépôts d'Or à la Banque d'Autriche-Hongrie. — Le Gouvernement a déposé à la fin de la semaine dernière, à la Banque d'Autriche-Hongrie, une nouvelle somme de 5 millions de florins en pièces d'or de 20 couronnes. Actuellement, le total des dépôts d'or effectués à la Banque s'élève à 66 1/2 millions de florins.

Les Chemins de fer de l'Etat autrichien. — Les recettes des chemins de fer exploités par l'Etat autrichien accusent, pour le mois de février 1895, une moins-value de 345.240 florins.

Du 1er janvier au 28 février 1895, les recettes se sont élevées à 12.613.071 florins soit une diminution de 300.766 florins par rapport à la période correspondante de 1894.

Il y a une diminution de 13.558 voyageurs (41.809 florins) et de 171.358 tonnes (303.431 florins), mais elle est due surtout aux interruptions et aux arrêts occasionnés sur plusieurs points, notamment en Galicie et en Bukowine par les tempêtes et la neige.

La Société de Navigation à vapeur sur le Danube. — Le bilan de 1894, qui vient d'être arrêté par le Conseil d'administration de cette Société, accuse 1.476.747 florins de bénéfices nets, dont il faut déduire le solde débiteur du compte des profits et pertes de l'année antérieure, soit 568.166 florins. Le reliquat disponible ressort ainsi à 908.581 florins.

Le Conseil d'administration a décidé de répartir cette somme comme suit : 100 000 fl. au fonds spécial de réserve ; 121.287 fl. pour le remboursement à l'Etat de 15 0/0 des avances, prévu dans le contrat du 4 avril 1892 ; 15.293 fl. à reporter à nouveau. Le solde serait attribué aux actionnaires qui toucheraient un dividende de 14 florins par titre.

La Récolte de 1894, en Hongrie. — Le Bureau hongrois de statistiques agricoles vient de publier les chiffres exacts de la dernière récolte. D'après ces données, cette récolte portait sur 12.113.541 hectares (soit 25.545 hectares de moins qu'en 1893).

Voici les résultats comparatifs des deux années :

	1894	1893
	(En quintaux	métriques)
Blé	39.622.620	43.711.732
Seigle	13.961.656	14.095.125
Orge	13.112.709	14.099.223
Avoine	10.876.134	10.553.475
Maïs	17.803.683	35.120.301
Pommes de terre	28.380.645	32.693.149

Et voici les résultats des deux années antérieures :

	1892	1891
	(En quintaux	métriques)
Blé	38.647.613	37.371.872
Seigle	9.300.919	11.708.775
Orge	11.607.651	12.119.032
Avoine	9.787.146	9.857.980
Maïs	30.257.379	37.924.377
Pommes de terre	27.742.137	20.794.843

On voit qu'en 1894 la récolte a été sensiblement inférieure à celle de 1893.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 29 mars 1895.

Malgré la cherté des reports, dont le taux varie entre 5 1/2 et 12 0/0, la Bourse de Vienne est assez ferme. On parle de diverses affaires qui doivent être lancées prochainement, entre autres d'une entreprise industrielle patronnée par le *Crédit anstalt* autrichienne. La hausse de ces jours derniers doit être attribuée principalement à des rachats, et en ce qui concerne les valeurs Chemins de fer à l'ouverture imminente des négociations relatives au rachat des principales lignes par l'Etat ; mais, en fin de semaine, la tendance est plus lourde.

Constatons aussi l'amélioration du cours des devises étrangères ; l'agio est réduit à 2 30 0/0 ; depuis 1893, la prime sur l'or a baissé de 4 0/0.

Les Société continuent à publier les bilans de l'exercice 1894 ; la Banque Centrale de Crédit Foncier autrichien annonce un dividende de 13 florins (au lieu de 12 florins pour 1893) et l'Union-Bank, un dividende de 17 florins (au lieu de 16 florins en 1893).

Il est inexact qu'un Syndicat parisien ait acheté un gros paquet de Rente-or autrichienne au groupe Rothschild.

BELGIQUE

Le Budget Belge pour 1896. — Le projet de Budget pour l'année 1896 a été déposé à la Chambre des députés. En voici le résumé :

Recettes .fr.		355.609.678
Dépenses ordinaires.	350.966.122	
— extraordin.	3.343.000	354.309.122
Excédent des évaluations de recettes sur les prévisions de dépenses...		1.300.556

Voici maintenant les chiffres des recettes des cinq dernières années, sur lesquels le Gouvernement s'est basé pour établir ses prévisions de recettes :

(En milliers de francs)

	Impôts directs	Douanes, accises et divers	Enregistrement	Péages	Recettes totales
1890	50.441	66.341	49.749	152.665	340.525
1891	51.705	66.578	51.728	154.965	346.346
1892	51.303	66.514	55.675	153.367	347.263
1893	51.083	69.085	51.600	160.246	352.306
1894	51.296	70.961	51.303	168.309	362.520
Moyenne	51.166	68.096	52.011	157.911	350.001
Eval. 1895	51.905	68.530	50.935	164.397	357.727
Propos. 1896	52.391	68.962	51.660	165.037	355.609

Une différence existe entre le total des 4 catégories de recettes ci-dessus indiquées et les recettes totales, il s'agit des rentrées concernant les capitaux et revenus et les remboursements.

La situation de la Belgique est toujours excellente, cela ressort des chiffres que nous publions.

Le Taux de l'Escompte à la Banque de Belgique. — La Banque de Belgique a réduit le taux de son escompte à 2 1/2 0/0.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 27 mars 1895.

Le nouveau Cabinet. — La situation du Marché. — Les troubles à Cuba et le départ du maréchal Martinez-Campos

Le parti conservateur n'a décidément pas voulu se dérober à l'obligation de prendre en mains le pouvoir ; il faut lui en savoir gré, car il arrive dans un moment difficile à tous égards. Mais avant de m'étendre sur la situation actuelle, il convient de vous donner la liste du nouveau ministère Canovas :

MM. Canovas del Castillo, *président du Conseil;* duc de Tetuan, *affaires étrangères ;* Cos-Gayon, *intérieur ;* Romero Robledo, *grâce et justice ;* le général Azcarraga, *guerre ;* l'amiral Beranger, *marine;* Navarro Reverter, *finances ;* Bosch, *travaux publics ;* Castellano, *colonies.*

Je n'ai pas besoin de vous présenter les notabilités qui deviennent les collaborateurs de M. Canovas del Castillo ; vous les connaissez pour la plupart, car sauf MM. Bosch et Castellano, ils ont déjà fait partie du Gouvernement. M. Navarro Reverter surtout est apprécié suivant son mérite dans tous les milieux financiers et producteurs ; on sait qu'étant sous-secrétaire d'Etat, il a préparé les réformes grâce auxquelles le Cabinet Sagasta a pu encaisser des plus-values. Aussi suis-je convaincu qu'il saura développer encore le rendement des divers chapitres, faire, en un mot, une œuvre complète et définitive.

Pour M. Bosch on a été assez injuste, car on ne connaît pas assez le dessous des cartes de ces affaires municipales de Madrid ; s'il a résigné pour la seconde fois ses fonctions d'alcade, c'est parce qu'on ne voulait pas déférer aux tribunaux les membres de l'*ayuntamiento* convaincus de concussion. Au surplus, M. Bosch, ancien élève de l'Ecole polytechnique de Paris, est un homme très instruit et très distingué.

Quant à M. Castellano, il passe pour avoir le sens pratique des affaires, étant l'associé d'une des principales maisons de banque de ce pays. C'est le plus jeune des nouveaux ministres.

Le choix des sous secrétaires d'Etat est également des plus heureux : je citerai, entre autres, M. Guillermo Joaquin de Osna, qui devient sous-secrétaire d'Etat aux colonies ; c'est un neveu de Mme Canovas del Castillo. Député aux Cortès, il a su y acquérir une haute situation.

Le seul regret que j'aie à exprimer, c'est de ne plus voir figurer l'élément silvéliste dans le Cabinet que préside M. Canovas ; cette lacune indique que l'union des conservateurs, si nécessaire à l'heure actuelle, n'est pas encore entière.

Aussi bien, je le disais tout à l'heure, la situation est embrouillée. La hausse survenue ces temps derniers, conséquence des agissements de la spéculation étrangère, ne facilite guère la tâche de M. Navarro Reverter et la mesure prise par la Compagnie du Nord-Espagne porte un coup sérieux au crédit du pays. On trouve ici que les appréciations formulées, à cet égard, par votre rédacteur en chef, M. Edmond Théry, sont parfaitement justes ; il est étrange que la Compagnie n'ait pas fait encore une déclaration catégorique de nature à rassurer les obligataires pour l'avenir et établissant son désir de ne pas les léser au profit des actionnaires.

En ce qui concerne Cuba, les nouvelles sont de plus en plus alarmantes, mais le Président du Conseil, qui n'est pas l'homme des demi-mesures, n'a guère perdu de temps pour agir. Tout d'abord, il a décidé le maréchal Campos à accepter le poste de gouverneur général de la Grande Antille, en mettant à sa disposition les renforts et les sommes nécessaires. L'annonce du départ du maréchal, qui a déjà, vous le savez, remis les choses au point là-bas, et des renforts (6.000 hommes) qui vont être embarqués à Barcelone, Carthagène et Cadix, ne peut manquer de produire son effet sur les entrepreneurs de flibusterie. Mais quel gâchis que cette Administration inaugurée par M. Maura, dont l'œuvre néfaste a été achevée par le général Calleja, le protégé de M. Gamazo ! En facilitant les agissements des séparatistes, on est arrivé à ce joli résultat, qui pèsera lourdement sur les finances du pays. Il va falloir tout réorganiser ; mais le maréchal Martinez Campos saura se tirer d'affaire !

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 4 mars (9 semaines)

	1892	1893	1894	1895
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	2 424 264	2 444 470	2.308 971	2.576.951
Nord de l'Espagne (1959 k.)	9.497 908	8 970.408	9 253 190	8.278.768
Asturies (741 kil.)	1.537.649	1.749 667	1.919.837	1.643 869
Lérida-Reus (103 kil.).....	269 879	265 102	241.734	228.820
Almansa-Valence (460 kil.)	2 127 760	1.911.270	1 928.286	1 765.966
Saragosse (2672 kil.)......	9.160.213	8.879.387	8 483.954	7.782.413

Les Recettes du Trésor Espagnol. — D'après les chiffres publiés par la *Gaceta*, les recettes du Trésor se sont élevées, en février 1895, à 73.690.487 pesetas contre 76.088.927 pesetas en février 1894, soit pour le mois dernier une moins-value de 2.328.440 pesetas. Ce résultat semble indiquer un recul dans le rendement des divers impôts.

Les contributions *directes* ont baissé de 3.100.000 pesetas et les contributions *indirectes* de 1.800 000 pesetas, tandis que les produits des propriétés ont progressé de 400.000 pesetas et les recours du Trésor de deux millions. Sans ces facteurs, indépendants de l'administration des finances, la moins-value de février eût été 4 millions 1/2.

Pour les douanes, la diminution de 700.000 pesetas est due à celle des importations de céréales.

Pendant les huit premiers mois de l'exercice financier en cours, les recettes du Trésor se sont élevées à 512.905.360 pesetas contre 514.343.111 pesetas pour la période correspondante de 1894, soit une moins-value de 1.437.751 pesetas pour l'exercice financier en cours. La *Gaceta* indique, au contraire, une plus-value de 5.084.523 pesetas en se livrant à un jeu de chiffres incompréhensible.

Voici les principales différences des chapitres des recettes des huit premiers mois, par rapport à l'année antérieure :

Moins-values : Contribution territoriale, 1.400.000 pesetas ; contribution industrielle, 900 000 ; cédules personnelles, 1 million ; douanes, 4.400.000 ; tabacs, 1 million ; loteries, 3 millions 1/2.

Plus-values : Droits royaux, 800.000 pesetas ; impôt sur les soldes, 1.400.000 ; contribution des Provinces basques, 800.000 ; sucre, 2 millions 1/2 ; coloniales, 200 000 ; timbre de l'Etat, 3 millions, et rachat du service militaire, 2 millions.

Les résultats des exercices clôturés présentent une baisse de 4 millions 1/2.

Les Obligations du Trésor en Espagne. — En vertu d'un décret royal, en date du 18 mars, l'échéance des obligations 5 0/0 du Trésor, émises le 30 juin 1894, a été prorogée de 3 mois, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 1895. Cette prorogation porte sur un total de 333.112.000 pesetas, savoir : 20.094 obligations de la série A, de 500 pesetas chaque, et 64.613 obligations de la série B de 5.000 pesetas chaque.

On paiera le coupon trimestriel, à raison de 5 0/0 l'an, et les titres pourront être négociés à la Bourse pendant la durée de la prorogation.

La Banque d'Espagne. — Le Conseil du Gouverne-

ment a autorisé la Banque à abaisser, à partir du 26 mars courant, le taux d'escompte et d'avances à 4 1/2 0/0.

Dividendes, Coupons et Amortissements en Espagne. — Voici quelques indications relatives aux dividendes, coupons ou amortissements devant être payés soit à présent, soit dans le courant d'avril :

Crédit et Docks de Barcelone, dividende de 5 pesetas par action pour l'exercice 1894 ; Banque de Felanitx, 12 pesetas par action, et coupon nº 2 des obligations, s'élevant à 12 1/2 pesetas ; Société Générale des Téléphones de Barcelone, coupon nº 3 des actions de préférence, émission de 1892, et coupon nº 1 de la même catégorie de titres émission de 1894 ; Chemins de fer de Barcelone à Sarria (Barcelone), acompte de 5 pesetas sur les bénéfices du dernier exercice, coupon nº 33 ; Banco de Sabadell, dividende de 7 pesetas par action pour le dernier exercice ; Banque Hypothécaire d'Espagne, le 1er avril, coupon semestriel des cédules hypothécaires 4 et 5 0/0 et septième tirage d'amortissement de 1.000 obligations 5 0/0 et de 12.000 obligations émises en 1891, Compagnie des Chemins de fer de Madrid à Saragosse et Alicante, coupon de 12 fr. 50, nº 36, des obligations de la Compagnie de Ciudad Real à Badajoz et de Almorchois aux mines de Belmez ; remboursement de 45 obligations de 500 fr. amorties le 14 mars ; Compagnie Générale des Tabacs des Philippines, remboursement à raison de 500 pesetas l'une, à partir du 1er avril de 170 obligations amorties au tirage du 15 mars, et paiement du coupon sous déduction de 3,69 0/0 pour l'impôt de contribution industrielle ; Chemins de fer du Nord-Espagne : 1º coupon nº 50 des obligations de la première série et nº 38 des obligations de la seconde série, à raison de 7 pesetas 125 ; 2º coupon nº 42 des obligations de Alar à Santander, à raison de 14 pesetas 25 ; 3º coupon nº 58 des obligations des première et deuxième séries de la ligne de Tudela à Bilbao, à raison de 12 pesetas 50 ; 4º les coupons 30, 24 et 16 des obligations de première, deuxième et troisième hypothèques des lignes des Asturies, Galice et Léon, à raison de 7 pesetas 125 par titre pour la première et la deuxième hypothèque et de 7 pesetas 50 pour ceux de troisième hypothèque.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 29 mars 1895.

De nombreuses réalisations et des ventes à découvert ont pesé, cette semaine, sur le marché espagnol ; l'*Intérieure* a perdu 2 points, mais cette détente, dans les positions surchauffées, est une bonne chose ; elle écarte le danger d'une réaction trop subite ; attendons-nous, toutefois, à une hausse des changes, comme conséquence de la cessation des achats de rente par le groupe étranger.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 27 mars 1895.

Les Elections générales. — Le modus vivendi avec la France. — Les Recettes du Trésor. — L'Assemblée générale de la Société de l'Acqua Pia (ancienne Acqua Marcia). — La Ville de Milan et la clause Antonelli.

On annonce que le travail de revision des listes électorales doit être entièrement terminé pour le 15 avril ; le Gouvernement a adressé des instructions très strictes dans ce sens aux Préfets. Il semble que toutes les précautions soient prises pour constituer une majorité au cabinet actuel ; mais les diverses fractions de l'opposition redoublent d'activité.

En attendant, il se produit dans le pays une agitation d'une nature bien différente ; c'est celle des Chambres de commerce en faveur d'une entente commerciale avec la France. On annonce qu'une réunion des délégués des diverses Chambres doit avoir lieu ici incessamment, mais le Gouvernement semble vouloir garder, dans la circonstance, une stricte neutralité.

Je vous ai envoyé le tableau des recettes des principaux chapitres du Trésor à fin février dernier. La plus-value considérable du rendement de la richesse mobilière et du monopole du sel sont la conséquence des mesures prises par M. Sonnino et approuvées par le Parlement ; elle ne prouve rien au point de vue de l'économie nationale, mais il convient de constater que, contrairement aux craintes émises il y a quelques mois, l'augmentation du prix du sel n'a pas eu d'influence sur les ventes. Les adversaires du Cabinet prennent acte des moins-values des taxes sur les affaires et du droit de consommation pour critiquer l'administration financière du Gouvernement ; à cela, l'officieux *Popolo romano* répond que ces moins-values ne sont qu'apparentes, les chiffres de la période correspondante de 1893-94 ayant été grossis par les effets du décret d'avril 1893 et de la loi complémentaire de juillet 1893, qui se sont fait sentir en septembre de la même année. « Ce qui le « prouve, ajoute notre confrère, c'est que, en novembre « 1894, le rendement de la taxe sur les affaires, pour les « cinq premiers mois de l'exercice, était inférieur de « 7 millions à celui de la période correspondante de « 1893, tandis qu'aujourd'hui, après huit mois d'exer- « cice, l'écart s'est réduit à 2 1/2 millions environ. »

Enfin, en ce qui concerne les droits de consommation, la diminution est due au décret qui a aboli le droit intérieur des farines et qui a bonifié de ce chef quatre millions aux communes. Ce droit rapportait, pour la Sicile seulement, 3 1/2 millions au Trésor.

Samedi dernier a eu lieu l'assemblée générale de la Société de l'*Acqua Pia* (ancienne Société *Acqua Marcia*). Il résulte du rapport présenté et adopté par l'assemblée que les bénéfices nets (après déduction de 761.615 lire de frais généraux et taxes) s'élèvent à 1.185.515 lire ; le dividende pour l'exercice 1894 a été fixé à 56 lire par action, et comme la Société a déjà payé un acompte de 25 lire, il lui reste à verser un solde de 31 lire.

Il convient de noter que la Société n'avait pas exercé ses droits en ce qui concerne l'augmentation de la taxe sur la richesse mobilière ; considérant qu'elle s'était engagée à donner 5 0/0 net à ses obligataires, elle avait payé sans retenue, de ce chef, le coupon d'octobre dernier. Mais, en se référant aux déclarations du Gouvernement, le Conseil d'administration a proposé à l'assemblée — qui s'est empressée d'accepter — de faire supporter aux obligataires la surtaxe dont il s'agit. La décision ne sera évidemment pas du goût des créanciers !

Cette décision de la Société de l'*Acqua Pia* peut être rapprochée de celle que vient de prendre la municipalité de la ville de Milan, qui, continuant les errements d'octobre et de janvier, retiendra 6,80 0/0 sur le coupon à détacher le 1er avril des titres 4 0/0 des emprunts unifiés de 80 millions de lire. La Ville n'a pas tenu compte dans l'espèce des jugements rendus récemment par plusieurs tribunaux de première instance, tels que ceux de Gênes, Ferrare et autres, jugements en vertu desquels les intérêts des obligations portant la mention « exempts d'impôts » doivent être payés intégralement. Il est vrai que ces arrêts de tribunaux de première instance ont été déférés à la Cour d'appel, et qu'en dernier ressort on s'adressera à la Cour de cassation. En attendant une juridiction définitive, le président de la Commission financière de la ville de Milan a décidé de mettre en réserve les sommes retenues en vertu de la clause Antonelli, pour les rembourser éventuellement aux porteurs d'obligations quand le cas sera tranché.

Informations Économiques et Financières

Le Commerce extérieur de l'Italie en 1894. — Voici, pour compléter les renseignements contenus dans l'*Economiste Européen* du 23 mars 1895 (nº 167), le tableau détaillé du mouvement du commerce exté-

rieur de l'Italie pendant toute l'année, 1894 en comparaison avec celui de 1893 :

Les sommes s'entendent en milliers de lire

CATÉGORIES	IMPORTATIONS Du 1er janvier au 31 déc. 1894	Différ. sur 1893	EXPORTATIONS Du 1er janvier au 31 déc. 1894	Différ. sur 1893
Spiritueux, boissons et huiles	31.530	+ 3.910	124.323	+ 8.043
Denrées coloniales, drogues et tabacs	74.946	— 10.003	6.221	+ 111
Produits chimiques, articles médicinaux, résines et parfumeries	46.362	+ 1.335	36.610	— 640
Couleurs et articles pour teinture et tannerie	25.484	+ 833	13.895	— 513
Chanvre, lin, jute, etc.	20.686	— 5.447	53.776	+ 6.653
Coton	145.377	— 837	31 287	— 1.342
Laine, crin, poils	73.129	— 6.720	13.738	+ 1.421
Soie	105.304	— 13.824	319.621	+ 11.954
Bois et paille	38.701	+ 508	37.058	+ 3.696
Papier et livres	11.804	— 907	7.614	— 1.115
Peaux	49.468	+ 4.932	22.224	+ 861
Minéraux, métaux et leurs dérivés	129.022	+ 805	39.603	+ 8.129
Pierres, terres, poteries, verres et cristaux	131.785	+ 13.967	46.996	— 1.473
Céréales, farines, pâtes, etc.	106.640	— 81.794	108.058	— 7.551
Animaux, produits et dépouilles d'animaux	89.694	— 1.035	146.292	+ 35.921
Objets divers	14.681	— 2.328	15.340	+ 320
Total	1.094.621	— 96.606	1.025.664	+ 61.476

Ce mouvement peut se résumer en quatre catégories principales, savoir :

Importations	1893	1894	Différence sur 1893
	Lire	Lire	Lire
Matières 1res pr l'industrie	430.575.937	456.900.162	+26.324.225
Matières ouvr.	200.237.054	195.686.551	— 4.550.503
Prod. manuf.	268.614.667	241.925.923	—26.688.744
Denrées alim.	291.799.895	200.108.806	—91.691.089
Totaux	1.191.227.553	1.094.621.642	—96.906.111
Exportations			
Matières 1res pr l'industrie	196.126.765	180.012.724	—16.514.051
Matières ouvr.	322.303.115	342.259.970	+19 956.855
Prod. manuf.	152.425.413	172.056.206	+10.630.793
Denrées alim.	292.932.842	331.335.439	+38.402.597
Totaux	964.188.135	1.025.664.339	+61.476.240

Ainsi que nous l'avons indiqué déjà, l'excédent des importations s'est réduit, en 1894, à 68 1/2 millions environ.

La seule augmentation constatée dans les *importations* porte sur les matières premières nécessaires à l'industrie ; d'autre part la seule diminution relevée dans les *exportations* porte également sur les matières premières. Ce double mouvement indique un accroissement de l'activité industrielle dans le pays qui a consommé, en 1894, une quantité de matières premières bien plus considérable qu'en 1893. La diminution de 91 millions aux *importations* pour les denrées alimentaires porte presque en totalité sur les céréales.

Enfin, la plus-value de 38 millions pour les *exportations* des denrées alimentaires est représentée par environ 16 millions de bœufs et 3 millions de porcs expédiés en majeure partie en Suisse.

Les Recettes du Trésor Italien. — Pour compléter les renseignements contenus dans l'*Economiste Européen* du 23 mars courant (no 167), voici les chiffres relatifs aux principales catégories de recettes du Trésor, pour la période du 1er juillet 1894 au 28 février 1895, (c'est-à-dire pour les huit premiers mois de l'année) avec l'indication des différences par rapport à la période correspondante de 1893-94 :

	1er juillet 94 au 28 fév. 95	Différence sur 1893/1894
	(En lire)	
Richesse mobilière	172.342.528	+ 29.881.484
Taxes sur les affaires	133.435.080	— 2.611.960
Taxes sur les alcools	22.011.868	+ 2.515.861
Douanes	154.539.256	— 9.035.185
Droits de consommation	52.945.649	— 8.137.023
Tabacs	126.015.206	— 974.432
Sel	48.265.694	+ 5.463.788
Loterie	40.602.113	+ 519.334
Total	740.157.394	+ 17.571.867

Il n'y a donc diminution que sur les *taxes sur les affaires*, les *douanes*, les *droits de consommation* et les *tabacs;* tous les autres chapitres sont en plus-value.

Le Mouvement des Métaux précieux en Italie. — Pour compléter les indications contenues dans le no 167 de l'*Economiste Européen* du 23 mars, voici le détail du mouvement des métaux précieux en 1894, en comparaison avec celui de 1893 :

Importations	Année 1894	Diff. sur 1893
Or brut en barres..L.	4.183.400	+ 1.133.600
Or monnayé	14.362.300	+ 11.559.900
Argent monnayé	89.590.000	+ 52.427.400
Total......L.	108.135.700	+ 65.120.900

Exportations	Année 1894	Diff. sur 1893
Or brut en barres..L.	4.011.800	+ 2.930.200
Or monnayé	19.712.900	— 46.940.200
Argent monnayé	7.793.000	— 18.646.200
Total......L.	31.517.700	— 62.656.200

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 29 mars 1895.

La tendance est faible sur notre marché, et la baisse atteint la plupart des valeurs ; mais la liquidation s'annonce comme devant être facile, avec des taux de report modérés. Les nouvelles d'Afrique impressionnent favorablement le monde de la Bourse ; nous pouvons donc nous attendre à une reprise prochaine.

ROUMANIE

La Situation Financière de la Roumanie. — La moins-value des recettes pendant les neuf premiers mois de l'exercice 1894-95 est de 16.387.096 99, par rapport à la période correspondante de l'année 1893. Voici la situation comparative détaillée :

	Recettes Du 1er avril au 31 décembre 94	Recettes Du 1er avril au 31 décembre 93
Contributions directes	19.352.596 60	19.156.107 81
— indirectes	43.013.778 42	46.050.948 »
Monopoles de l'Etat	36.000.467 51	37.466.988 30
Ministère des domaines	14.961.552 58	20.717.319 05
— des travaux publics	6.002.945 »	10.250.000 »
— de l'intérieur	6.309.711 14	6.188.577 98
— des finances	748.437 43	1.368.337 40
— de la guerre	878.029 79	803.142 95
— des affaires étrangères	157.308 05	145.342 18
— de l'instruction publ.	313.909 05	121.040 42
— de la justice	1.142 »	1.978 »
Divers	4.041.483 03	5.898.675 80
Total	131.781.360 90	148.168.457 39

D'après ces données, la moins-value porte principalement sur les contributions indirectes, sur les travaux publics (chemins de fer) et sur les domaines. Pour les deux premiers chapitres, la clôture des comptes s'effectuant au 30 mars 1895, il n'y a pas à prévoir une diminution du déficit ; mais il n'en est pas de même pour les domaines qui à partir du 30 mars ont encore six mois devant eux pour opérer des recouvrements par l'encaissement des reliquats.

La situation est donc la suivante, lisons-nous à ce propos dans l'*Indépendance Roumaine* : étant donnée la marche des recettes pendant l'année 1894, une année de crise et de mauvaise récolte, il est à prévoir que le total des revenus au 30 mars prochain, c'est-à-dire à la fin de l'exercice budgétaire, présentera une moins-value par rapport à l'année 1893 d'environ 22 millions. Mais n'oublions pas que cette année exceptionnelle de 1893 a donné un excédent de 20 millions. Le déficit réel de 1894-1895 ne serait donc que de 2 millions, si les prévisions budgétaires de cette dernière année n'avaient pas été majorées à leur tour. Cependant, comme le Ministère des domaines opérera des recouvrements jusqu'au 30 septembre de cette année, date de la clôture définitive des comptes, comme le chapitre « Divers » est également alimenté par les arriérés, nous pensons que M. Germani ne s'est nullement avancé en affirmant que le déficit de 1894-95 ne sera certainement pas supérieur à cinq millions.

SUISSE

Comptes de l'Etat Suisse pour 1894. — Les recettes pour l'année 1894 se sont élevées à 84.047.312 francs 24 et les dépenses à 83.675.812 fr. 41, soit un excédent de recettes de 371.499 fr. 83. Le Budget, pour cette même année, prévoyait un excédent de dépenses de 3.575.000 fr. auquel étaient venus s'ajouter ,encore des crédits supplémentaires pour plus de six millions de francs.

Ce résultat favorable est surtout dû aux facteurs suivants : l'Administration des douanes accuse une plus-value totale de 4.476.000 fr. A l'augmentation des intérêts des emprunts fédéraux (emprunt de 20 millions) correspond une élévation du produit des capitaux placés d'environ 800.000 fr. Le Département militaire a dépensé en moins une somme ronde de 2.300.000 fr., dont la majeure partie cependant sera reportée sur l'exercice 1895 comme restant de crédit. Les dépenses du Département de l'intérieur sont aussi restées de 1.250.000 fr. au-dessous des prévisions. Enfin, les recettes nettes de l'Administration des postes et des télégraphes dépassent de 1.500.000 fr. le montant inscrit au Budget.

La Population suisse. — Le Bureau fédéral de statistique communique les renseignements suivants, relatifs à la population de la Suisse. Au milieu de l'année 1894, la Suisse comptait 2 millions 986.848 habitants.

La population de la Suisse augmente de 12.000 âmes par année, ainsi qu'il résulte du tableau suivant :

Années	Population
1890	2.938.009
1891	2.949.723
1892	2.962.098
1893	2.974.473
1894	2.986.848

Voici la progression correspondante des mariages et des naissances :

Années	Mariages	Nés vivants	Mort-nés
1890	20.836	78.548	3.072
1891	21.264	83.596	3.125
1892	21.884	83.125	3.140
1893	21.884	84.897	3.203
1894	22.573	84.292	3.186

L'Armée suisse. — Voici quel était l'effectif de l'armée suisse au 1er janvier 1895, comparé à l'effectif du 1er janvier 1894 :

	1895 Hommes	1894 Hommes
Elite	137.649	134.932
Landwehr	80.602	80.298
Landsturm armé	61.224	61.859
— non armé	209.139	211.487
Totaux	488.614	488.526

Recettes des Douanes. — Les recettes des douanes suisses se sont montées, en février 1895, à 2.858.713 fr. 88 contre 2.964.380 fr. 22 en 1894, ce qui donne pour 1895 une moins-value de recettes de 105.666 fr. 34.

Du 1er janvier à fin février 1894, elles se sont élevées à 5.502.360 fr. 50; du 1er janvier à fin février 1895, à 5.488.971 fr. 44, soit une diminution pour 1895 de 13.389 fr. 06.

La Banque d'Etat Suisse. — Voici le *Bulletin officiel* de la Commission du Conseil national pour la Banque d'Etat :

« La Commission, après avoir voté l'entrée en matière sur le projet du Conseil fédéral, a décidé d'y apporter les modifications suivantes :

« 1° Tandis que le projet du Conseil fédéral réservait exclusivement à la Confédération l'apport du capital de fondation, il sera réservé aux cantons un droit de participation à la souscription pour les deux cinquièmes. Chaque canton aura droit à dix titres de participation à la souscription ; chaque demi-canton à cinq de ces titres, valant chacun 10.000 fr. La répartition du surplus aura lieu d'après l'évaluation de la population domiciliée. Les cantons ne peuvent pas être obligés à prendre des titres; il leur est interdit de céder leurs titres à des banques particulières;

« 2° Le capital de fondation sera rémunéré à 3 1/2 0/0 au lieu de 4 0/0, comme le prévoyait le projet. Une différence éventuelle dans l'intérêt serait couverte par le fonds de réserve ;

« 3° Le projet prévoyait la nomination par l'Assemblée fédérale de vingt et un membres du Conseil de la Banque. D'après la Commission, le président et six autres membres seront nommés par le Conseil fédéral.

La Commission s'est encore réunie le 7 mars à Berne pour discuter les dispositions relatives aux pénalités, etc., ainsi que pour la mise au net de la rédaction du projet.

Banques Cantonales. — Le bénéfice net de la Banque cantonale de Lucerne pour 1894 est le plus fort qui ait été obtenu jusqu'à présent; il se monte à 432.498 francs, sur lesquels 72.000 fr. ont été versés au fonds de réserve et 280.496 fr. pour des buts d'intérêt général, pour l'Hôtel de Ville et pour la caisse cantonale des pauvres.

Le bénéfice net de la Banque cantonale de Schwytz en 1894 a été de 83.034 fr. ; le dividende dépassera 8 0/0. 20.000 fr. seront répartis entre l'Etat et le fonds de réserve, et 7.000 fr. seront destinés à la construction d'un bâtiment pour la Banque.

Banque de Bâle. — Par décision du 15 mars 1895, le Conseil fédéral a accordé à la Banque de Bâle d'élever son émission actuelle de billets de banque de 20.000.000 à 24.000.000 sous la garantie, à fournir par elle, de son portefeuille d'effets de change.

Recettes des Chemins de fer. — Les recettes de la Compagnie Jura-Simplon se sont fortement ressenties, en février, des rigueurs de la température. Elles accusent, sur février 1894, une diminution de 250.000 francs. D'autre part, les dépenses ont augmenté, du fait du déblaiement des neiges, de plus de 100.000 fr., de sorte que le bénéfice d'exploitation est réduit à 245.000 fr. Il était de 595.000 francs en février 1894.

— Les recettes du Chemin de fer du Gothard se sont élevées, en février 1895, à 930.000 fr., les dépenses à 600.000 fr., soit un excédent de recettes de 330.000 fr., contre 474.715 francs en février 1894.

TURQUIE

LA SITUATION

Constantinople, 24 mars 1895.

Le Discours du commandant Berger, président du Conseil de la Dette publique ottomane. — Le Monopole des alcools.

Le commandant Berger, qui vient de succéder à sir Vincent Caillard, comme président du Conseil de la Dette publique ottomane, fonctions qu'il a déjà occupées, a prononcé, en prenant possession de son poste, un discours qui résume la situation actuelle de la dette.

De ce discours, qui expose les vues personnelles du nouveau Président, il y a lieu de retenir tout d'abord le tableau relatif à la situation économique :

L'Empire ottoman n'a pu être complètement affranchi des conséquences de la crise économique qui sévit dans le monde entier. Un excès de production de céréales et de la vigne s'est produit, surtout en Europe, diminuant les débouchés des pays agricoles d'exportation comme la Turquie. Les soies ont subi presque partout une dépréciation considérable ; l'industrie viticole particulièrement a été atteinte si profondément que le vignoble est sur plus d'un point de ce pays menacé d'être détruit par ceux mêmes qui l'ont planté ; les mesures sanitaires sagement prises cependant au moment des maladies épidémiques, ont rendu les communications plus difficiles, entravant les échanges commerciaux. Ajoutez à cela que notre Administration a dû accepter le retour au système ancien pour la taxation du resmi-miri des boissons, décrété à l'échéance du forfait quinquennal (retour provisoire il est vrai, et dont nous n'aurons heureusement à subir les conséquences que jusqu'à ce que le régime nouveau, destiné à concilier les divers intérêts en présence et à l'élaboration duquel nous travaillons de concert avec le Gouvernement impérial, ait pu être adopté).

Mais ces causes multiples de dépression n'ont pas fait fléchir les revenus de la Dette, dont la plus-value reste acquise.

Je citerai encore le passage suivant, qui traite des Lots turcs et de la situation des bondholders :

Des diverses questions parfois délicates qui sont venues à l'ordre du jour de nos délibérations, une seule n'a pu jusqu'à présent être résolue, celle qui concerne les obligations de l'emprunt à primes des Chemins de fer de la Turquie d'Europe, communément appelées Lots turcs. Il y a deux ans, à pareille date, j'exprimai le regret que l'accord ne se fût pas établi entre les divers Syndicats. Depuis, après des phases diverses dont vous avez gardé le souvenir, cet accord intervenu paraissait nous promettre une conclusion immédiate. Mais il semble vraiment que la question soit née sous de mauvais présages. Aujourd'hui, cependant, je crois pouvoir, sans vous faire sourire, vous parler de l'imminence de la solution. La haute sagesse du Gouvernement impérial nous est le meilleur garant qu'un tel sujet, qu'il y a pour tous l'intérêt le plus évident à régler, ne demeurera pas davantage en suspens. Peut-être une ou deux modifications seront-elles proposées aux porteurs offrant un terrain d'entente un peu différent de celui où ils croient avoir droit de se placer. Dans ce cas, la proposition sera examinée, nous en sommes sûrs, avec le plus sincère esprit de conciliation.

Notre Conseil a eu récemment à étudier s'il y avait lieu d'augmenter l'intérêt payé aux bondholders.

Cette question s'est posée bien avant l'époque prévue par ceux qui ont présidé aux débuts de l'Administration de la Dette publique : c'est précisément la ligne de conduite prudente et prévoyante du Conseil qui a assuré la prospérité actuelle de notre Institution, et il convenait de ne pas s'en départir.

Vous connaissez les opinions qui ont été émises sur ce thème, et qui se sont fait jour jusque dans notre assemblée. Je n'ai pas à revenir sur toutes les considérations qui ont guidé notre détermination ; j'ai cependant la conviction intime que vous me laisserez bien la faculté d'exprimer ici que cette décision, qui a, d'ailleurs, été accueillie avec une faveur marquée par le Gouvernement impérial et qui, d'autre part, réserve complètement l'avenir, était la plus conforme non seulemen aux textes que nous avons à appliquer, mais encore aux lois supérieures qui doivent régir de bonnes finances.

C'est une preuve nouvelle de la connexion complète et intime qui ne peut manquer de lier l'intérêt général de l'Empire et les intérêts spéciaux dont nous avons la charge, ceux-ci ne devant et ne pouvant prospérer que de la prospérité de celui-là.

Malgré tout ce qui a été publié récemment à ce propos, la question du monopole des alcools ne semble pas près de sortir de la période d'études. Il faut d'abord en résoudre le principe, puis se mettre d'accord avec les puissances étrangères ; c'est évidemment sur le monopole, s'il est concédé, que pourra être basée l'augmentation d'intérêts réclamée par les bondholders.

Informations Économiques et Financières

La Régie des Tabacs en Turquie. — Les recettes de l'Administration de la Régie des tabacs, pour le mois terminé le 12 mars courant, s'élèvent au chiffre de 172.000 liv. t. contre 169.000 liv. t. pour le mois correspondant de 1894.

La Turkish Regie Export Company. — La consommation locale de cigarettes de la « Turkish Regie Export C° », pendant le semestre terminé le 28 février dernier, a dépassé le nombre de 25.500.000 cigarettes. Le nombre pour chacun des six mois, respectivement, a été de 3.726.800 en septembre ; 3.404.200 en octobre ; 5.282.900 en novembre ; 4.323.850 en décembre ; 4 millions 478.800 en janvier et 4.373.050 en février. Pendant le même semestre, on a vendu plus de 13.800 kilogrammes de tabac, dont la plus forte quantité (3.331) en février et la moindre (1.784) en décembre.

La Banque Agricole en Turquie. — Il résulte d'un rapport sur la situation de la Banque Agricole pendant les quatre premières années de son existence, que cet Etablissement a avancé, durant cette période, 206.304.295 piastres à 191.111 cultivateurs ; 624 d'entre eux n'ayant pu se libérer aux termes convenus, la Banque a fait vendre leurs propriétés pour rentrer dans ses fonds. Toutefois, en vue de ne pas recourir à ce moyen extrême, la Banque a offert de nouvelles facilités à la classe agricole. Ainsi les cultivateurs qui ont emprunté pour des termes relativements courts, pourront obtenir une prolongation de ces délais jusqu'à dix ans pendant lesquels ils payeront leurs dettes par des versements annuels.

La Banque ne dispose pas encore de fonds suffisants pour faire face à tous les besoins de la classe agricole ; aussi ses agences se voient-elles dans la nécessité de limiter leurs avances entre 100 et 15.000 piastres au plus. Elle prête invariablement à 6 0/0.

Ajoutons que les agences de la Banque Agricole dans les districts du vilayet d'Angora, qui manquaient de fonds suffisants, ont été mises à même de venir efficacement en aide aux cultivateurs. Ainsi on a envoyé 90.000 piastres à l'agence de Keskin, 40.000 à celle d'Avanos, 33.000 à celle de Kirchéchir, 40.000 à celle de Tchoroum et 150.000 à celle de Yabanabad.

L'Echelle de Hodeida — Les autorités du Yémen ont décidé de faire construire des quais à Hodeida, principale échelle de cette province. Cette échelle est exposée aux vents du midi et il s'y produit souvent des accidents par suite des difficultés que l'on éprouve pour l'embarquement et le débarquement des voyageurs et des marchandises. Les travaux, confiés à l'entreprise privée, ne doivent pas coûter plus de 15.000 livres turques.

Le Propriétaire-Gérant : JULES MONTEL.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 ru du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25 fr.**
— — Six mois. **14 fr.**
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32 fr.**
— — Six mois.. **18 fr.**

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Etranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission

N° 169. — 7e volume. (14) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 6 avril 1895.

SOMMAIRE DU N° 169

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 417 à 427.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — La Fièvre aurifère. — A la Banque de France. — Le Budget de 1895 au Sénat. — Société Générale. — Compagnie Générale des Omnibus. — Grands Moulins de Corbeil. — Pages 427 à 437.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris — Légion d'Honneur. — Crédit Lyonnais. — L'Emprunt de la Ville de Paris. — Chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée. — Compagnie du Nord. — Chemins de fer du Midi. — Chemin de fer de Paris à Orléans. — Société Générale. — Anciennes Salines Domaniales de l'Est. — Mouvement des Caisses d'Epargne. — Recettes des Chemins de fer. — Canal de Suez. — Pages 438 et 439.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :

ALLEMAGNE : Pages 440 et 441. — ANGLETERRE : Pages 441 et 442. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 442 et 443. — BELGIQUE : Pages 443 et 444. — ESPAGNE : Pages 444 et 445. — ITALIE : Pages 445 et 446. — PORTUGAL : Pages 446 et 447. — SUEDE ET NORVEGE : Page 447. — SUISSE : Page 447.

Tableau des Cours de la Bourse de Paris, page 448.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
	FRANCE. — Banque de France					
1894 5 avril	1.726.9	1.272.6	2.999.5	3.515.9	85	2½
1895 21 mars	2.140.6	1.242.8	3.383.4	3.569.9	92	2
1895 28 mars	2.106.9	1.242.5	3.349.4	3.574.2	93	2
1895 4 avril	2.087.5	1.239.8	3.327.3	3.623.9	92	2
	ALLEMAGNE. — Banque Impériale					
1894 31 mars	674.5	396.2	1.070.7	1.349.7	79	3½
1895 15 mars	982.1	381.9	1.364.0	1.217.0	112	3
1895 23 mars	984.4	382.8	1.367.2	1.241.6	110	3
1895 30 mars	935.4	363.7	1.299.1	1.446.5	96	3
	ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre					
1894 5 avril	772.4	»	772.4	629.3	124	2
1895 21 mars	934.1	»	934.1	617.0	152	2
1895 28 mars	943.2	»	943.2	632.2	149	2
1895 4 avril	943.6	»	943.6	653.1	144	2
	ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse					
1894 24 févr.	95.0	20.0	115.0	152.5	76	»
1894 29 déc..	117.1	17.0	134.1	182.2	74	»
1895 26 janv.	110.0	16.2	126.2	172.6	73	»
1895 23 févr.	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
	ANGLETERRE. — Banques d'Irlande					
1894 24 févr.	67.5	10.0	77.5	157.5	49	»
1894 29 déc..	73.1	9.5	82.6	171.2	48	»
1895 26 janv.	71.0	9.4	80.4	162.5	49	»
1895 23 févr.	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
	AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie					
1894 31 mars	215.5	341.5	557.0	870.0	64	4
1895 15 mars	361.0	289.0	650.0	969.6	67	4
1895 23 mars	375.7	287.5	663.2	983.0	67	4
1895 30 mars	373 8	287.9	661.7	1.015.4	65	4

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
	BELGIQUE. — Banque Nationale					
1894 29 mars	79.4	37.3	116.7	422.2	27	3
1895 14 mars	102.7	27.3	130.0	448.4	29	3
1895 21 mars	104.1	27.7	131.8	445.9	34	2½
1895 28 mars	98.1	26.1	124.2	450.2	27	2½
	BULGARIE. — Banque Nationale					
1894 14 janv.	6.2	1.6	7.8	1.2	650	8
1894 31 déc..	3.5	8.6	12.1	0.8	1510	8
1895 7 janv.	2.9	7.4	10.3	0.7	1470	8
1895 14 janv.	3.4	7.4	10.8	0.9	1200	8
	DANEMARK. — Banque Nationale					
1894 31 mars	71.7	»	71.7	98.8	72	4
1895 31 janv.	75.5	»	75.5	103.3	73	3½
1895 28 fév..	73.6	»	73.6	99 5	74	3½
1895 30 mars	74.9	»	74.9	102.4	74	3½
	ESPAGNE. — Banque d'Espagne					
1894 31 mars	197.9	205.0	402.9	916.5	44	5
1895 16 mars	200.1	303.7	503.8	910.5	55	5
1895 23 mars	200.1	307.9	508.0	904.7	56	5
1895 30 mars	200.1	310.6	510.7	907.7	56	4½
	GRÈCE. — Banque Nationale					
1894 28 fév..	2.1	»	2.1	110.8	2	6½
1894 31 déc..	2.0	»	2.0	109.5	2	6½
1895 31 janv.	1.9	»	1.9	108.7	2	6½
1895 28 fév..	1.9	»	1.9	106.1	2	6½
	HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas					
1894 31 mars	109.2	178.9	288.1	420.0	70	2½
1895 16 mars	111.7	177.9	289.6	441.0	65	2½
1895 23 mars	109.6	178.7	288.3	434.3	66	2½
1895 30 mars	107.9	178.3	286.2	426.8	67	2½
	ITALIE. — Banque d'Italie					
1894 20 mars	288.0	48.2	336.2	854.7	40	6
1895 28 fév..	299.0	64.9	363.9	757.2	48	5
1895 10 mars	299.4	60.0	359.4	750.1	48	5
1895 20 mars	300.0	60.0	360.0	742.7	48	5
	ITALIE. — Banque de Naples					
1894 20 mars	92.8	10.8	103.6	235.6	43	6
1895 28 fév..	105.5	10.5	116.0	229.2	49	5
1895 10 mars	105.5	10.5	116.0	225.5	51	5
1895 20 mars	105.5	10.5	116.0	223.0	52	5
	ITALIE. — Banque de Sicile					
1894 20 mars	35.2	1.5	36.7	57.9	63	6
1895 28 fév..	35.2	1.5	36.7	54.2	67	5
1895 10 mars	35.2	1.5	36.7	50.5	72	5
1895 20 mars	35.2	1.5	36.7	49.7	74	5
	NORVEGE. — Banque de Norvège					
1894 28 fév..	33.6	»	33.6	62.3	54	5
1894 31 déc..	31.4	»	31.4	66.9	47	4½
1895 31 janv.	32.0	»	32.0	62.3	51	4
1895 28 fév..	31.1	»	31.1	63.7	49	4
	PORTUGAL. — Banque de Portugal					
1894 28 mars	16.8	36.0	52.8	280.4	19	6
1895 13 mars	26.7	39.0	65.7	294.2	22	6
1895 20 mars	26.7	39.2	65.9	293.8	22	6
1895 27 mars	26.7	39.7	66.4	292.8	22	6
	ROUMANIE. — Banque Nationale					
1894 24 mars	51.7	0.9	52.6	115.4	46	6
1895 9 mars	42.8	5.0	47.8	96.1	50	6
1895 16 mars	43.8	5.1	48.9	95.3	51	6
1895 23 mars	43.7	5.1	48.8	96.7	50	6

Dates	Encaisse métallique Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 16 mars	1.521.3	14.7	1.536.0	3.954.1	39	4%
1895 16 fév..	1.557.3	16.2	1.573.5	4.197.5	37	4
1895 1er mars	1.559.5	16.7	1.576.2	4.206.8	37	4
1895 16 mars	1.559.2	16.8	1.576.0	4.198.7	37	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1894 28 fév..	21.7	3.6	25.3	45.9	55	»
1894 31 oct..	21.8	3.4	25.2	51.0	49	»
1894 30 nov.	21.9	3.5	25.4	49.9	50	»
1895 28 fév..	21.9	4.5	26.4	49.7	53	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 8 mars	7.4	4.0	11.4	24.4	47	6
1895 28 fév..	5.9	4.4	10.3	24.3	42	6
1895 8 mars	5.8	4.4	10.2	24.2	42	6
1895 15 mars	5.7	4.4	10.1	24.2	42	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1894 28 fév..	23.2	4.8	28.0	59.1	47	4
1894 31 déc..	30.8	3.8	34.6	72.6	48	4
1895 31 janv.	30.9	4.5	35.4	62.7	57	4
1895 28 fév..	33.6	4.6	38.2	63.3	60	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1894 28 fév..	10.5	15.2	25.7	81.0	32	»
1894 31 déc..	10.5	18.6	29.1	85.8	34	»
1895 31 janv.	10.4	12.1	22.5	79.6	28	»
1895 28 fév..	10.4	14.1	24.5	82.1	30	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 31 mars	75.3	15.8	91.1	170.0	54	3
1895 16 mars	83.0	10.2	93.2	171.9	54	2½
1895 23 mars	82.7	9.9	92.6	169.5	54	2½
1895 30 mars	82.7	9.5	92.2	174.9	52	2½

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

1894 5 avril	6 195,8	2 618,6	8 814,4	14 585,2	61%
1895 21 mars	7 350,9	2 621,5	9 972,4	14 805,8	67
1895 28 mars	7 330,0	2 630,6	9 960,6	14 831,8	67
1895 4 avril	7 251,3	2 617,8	9 869,1	15 110,8	65

TOTAUX au 31 décembre

1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51%
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56
1894 31 déc.	7 030,0	2 599,9	9 629,9	15 047,6	64

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	1er mars	8 mars	15 mars	22 mars	29 mars	4 avril
Amsterdam	47 85	47 90	47 90	47 98	48 »	47 97
Anvers	100 15	100 07	100 01	100 06	100 07	100 09
Athènes	186 50	186 50	186 50	186 50	186 50	186 50
Barcelone	9 »	8 »	7 10	7 20	8 75	12 80
Berlin	81 15	81 »	81 »	80 90	80 85	81 »
Bruxelles	100 12	100 01	99 98	100 06	100 03	100 11
Bucharest	100 80	100 80	100 60	100 50	100 10	100 10
Constantinople	22 61	22 62	22 60	22 65	22 65	22 62
Francfort	81 16	81 07	80 97	80 90	80 86	81 02
Gènes	105 35	105 40	105 37	104 95	105 25	105 32
Genève	100 34	100 36	100 30	100 28	100 29	100 34
Lisbonne	678 »	678 »	679 50	680 »	678 50	679 »
Londres	25 38	25 36	25 37	25 41	25 42	25 40
Madrid	8 82	7 55	7 20	6 95	9 »	11 37
Rome	105 35	105 27	105 40	104 90	105 20	105 22
Saint-Pétersbourg	36 90	36 87	36 95	36 77	36 80	36 81
Vienne (à vue)	49 12	49 05	49 »	48 75	48 50	48 45
— (à 3 mois)	49 05	49 »	48 95	48 70	48 45	48 40

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	8 mars	15 mars	22 mars	29 mars	5 avril
Amsterdam. pap. court	4 %	206 41	206 37	206 12	206 06	206 25
Allemagne.. —	4 %	122 12	122 19	122 31	122 31	122 15
Vienne-Tr.. —	4 %	202 »	202 37	203 25	204 50	204 50
Barcelone.. —	4 %	461 50	462 25	463 »	451 50	442 50
Madrid ..... —	4 %	461 50	462 25	463 »	451 50	442 50
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	267 »	267 50	268 »	267 50	268 50
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 21½	25 24	25 27	25 25½	25 24½
— ..... ch. court	2 %	25 23	25 25½	25 28½	25 27	25 26
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	2 ½ %	0 03 p.	0 06 p.	0 06 p.	0 12 p	0 12p.
Italie........ —	5 %	5 25 p.	5 12 p.	4 62 p.	5 12 p.	5 »p.
Suisse....... —	2 ½ %	0 37 p.	0 37 p.	0 31 p.	0 37 p.	0 37p.
New-York.........	2 ½ %	514 50	514 50	514 50	514 50	514 50
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	101 02	102 34	104 52	107 81	108 89
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains...**		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres		2 47	2 47	2 54	2 56	2 71
Souverains anglais		25 18	25 22	25 25	25 22	25 23
Banknotes		25 19	25 23	25 26	25 22	25 23
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

PAYS EXTRA-EUROPÉENS

NOMS DES PAYS	Valeur au pair en francs	Valeurs en francs au change du jour 7 mars	14 mars	21 mars	28 mars	4 avril
Etats-Unis (doll. or)..	5 18	5 14	5 14	5 14	5 14	5 14
Mexique (piastre arg.)	5 43	2 47	2 47	2 51	2 56	2 71
Répub.Arg.(peso pap.)	5 »	1 40	1 41	1 42	1 43	1 41
Chili (peso papier)....	5 »	1 77	1 77	1 77	1 75	1 75
Brésil (milreis papier)	2 60	1 »	1 01	1 02	1 01	1 »
Indes (roupie argent).	2 38	1 35	1 35	1 37	1 38	1 39
Japon (yen argent)...	5 39	2 57	2 51	2 68	2 72	2 78
Chine(Shanghai)(taël arg.)	7 47	3 60	3 62	3 68	3 79	3 91

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 5 avril 1895 :

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*	99 96	Billets *Allemands*	100 04
En *Angleterre*	99 91	— *Anglais*	100 09
En *Autr.-Hongrie*	101 67	— *Austro-Hongr.*	98 35
En *Belgique*	100 12	— *Belges*	99 88
En *Espagne*	111 87	— *Espagnols*	89 38
En *Grèce*	186 50	— *Grecs*	53 61
En *Hollande*	100 81	— *Hollandais*	99 19
En *Italie*	105 26	— *Italiens*	95 ..
En *Russie*	147 50	— *Russes*	67 79
En *Suisse*	100 37	— *Suisses*	99 63
Aux *Etats-Unis*	100 68	Pièces des *Etats-Unis*	99 32
Au *Mexique*	200 36	— du *Mexique*	49 90
En *Rép. Argentine*	354 ..	Billets *Rép. Argentine*	28 20
Au *Chili*	285 72	— du *Chili*	35 »
Au *Brésil*	260 ..	— du *Brésil*	38 46
Aux *Indes*	171 22	Pièces des *Indes*	58 40
Au *Japon*	193 88	— du *Japon*	51 57
En *Chine*	191 04	— de la *Chine*	52 34

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 5 avril 1895.

Les devises hollandaises ont légèrement monté tandis que le papier allemand perd quelques centimes. La Valuta conserve le cours de la semaine dernière ; quant au papier espagnol il perd 9 points. La parité du Paris à Madrid et à Barcelone est de 11 87 0/0 de prime.

Nous ne triomphons certes pas de cette hausse du change, que nous n'avons cessé d'annoncer, il suffisait de comprendre que le sort de l'Extérieure était lié en

quelque manière à celui des Chemins de fer et que le jour où ces derniers manqueraient à leurs engagements la défaveur s'attacherait à tout papier d'origine espagnol. Ce que nous disions au moment où ce change baissait est encore plus vrai aujourd'hui qu'il hausse avec une effrayante rapidité. Le Gouvernement espagnol est tenu en équité de donner aux Chemins de fer les compensations auxquelles ils ont droit, il y va de son intérêt et de celui du pays tout entier que le ministère Canovas fasse preuve de bonne volonté envers les Compagnies et instantanément la confiance reviendra.

Nous avons rendu pleine justice aux efforts de M. Gamazo pour rétablir de l'ordre dans la perception des revenus publics; cette partie de sa tâche a mérité l'approbation de tous les hommes impartiaux, mais il ne suffit pas de faire rentrer les ressources, il faut que l'*Etat soit honnête homme*, comme l'a si parfaitement dit M. Navarro Reverter et le Ministère libéral n'a pas compris l'importance de cette formule. Nous pensons que le Ministère conservateur se montrera plus avisé.

En Portugal, la prime de l'or est est à 26 1/4 0/0.

Le rouble a haussé d'un point.

Grâce aux délivrances d'or effectuées par la *Banque de France* et dont les deux derniers bilans ont porté la trace, le Londres se rapproche du pair.

Le papier italien se maintient à 5 0/0 de perte.

Le New-York reste à 514 50, au dessous du *gold point* d'importation.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	7 mars	14 mars	21 mars	28 mars	4 avril
Hong-Kong	1/11 3/4	2/. ./.	2/0 5/8	2/1 ./.	2/1 1/2
Shanghaï......	2/9 1/4	2/9 1/2	2/10 ./.	2/11 ./.	3/0 1/8
Yokohama	1/11 3/4	1/11 1/4	2/0 3/4	2/1 1/8	2/1 3/4
Valeurs à vue :					
Singapoure.....	1/11 7/8	2/0 1/8	2/1 ./.	2/1 3/8	2/1 3/4
Bombay........	1/0 27/32	1/0 29/32	1/1 3/32	1/1 1/8	1/1 1/4
Calcutta...	1/0 27/32	1/0 15/16	1/1 3/32	1/1 1/8	1/1 5/16
Rio-Janeiro.	9 1/2	9 5/8	9 3/4	9 5/8	9 9/16
Valparaiso......	16 15/16	16 7/8	16 13/16	16 5/8	16 11/16
Buenos-Ayres, prime de l'or..	255 1/2	253	252	250	254
Argent en barres	27 5/8	27 15/16	28 11/16	29 1/8	30 ./.

La reprise est très accentuée sur le papier de l'Extrême-Orient et sur la roupie, comme on devait s'y attendre avec la hausse du métal blanc. Le Rio est immobile, le Valparaiso gagne 1/16. A Buenos-Ayres, la prime de l'or est à 254 ; il y a évidemment, dans le pays, un parti pris de laisser tomber le papier à ce taux misérable.

Nous n'avons pas, cette semaine, de nouvelle modification dans les taux officiels.

L'argent métal continue à monter : nous le laissons à 108 fr. 89 le kilo.

A ce propos, plusieurs de nos lecteurs nous demandent comment on peut passer facilement du prix de l'once anglaise au prix du kilo ? Il suffit de multiplier la cote anglaise par 365. Le 3 avril, l'argent était coté à Londres 30 d. 3/8 l'once standard, soit 30,375. En multipliant ce nombre par 365, on obtient 110 fr. 87 le kilo, à Paris, l'argent était coté 111 fr. 75. Inversement, pour passer du prix du kilo au prix de l'once standard, on divise le premier par 365.

Encaisses. — Circulation fiduciaire.

A la *Banque de France*, on relève une sortie d'or de 19.385.000 fr.; nous avons expliqué, dans notre dernier numéro, que la Banque consentait à livrer le métal jaune pour éviter la hausse du Londres. Les mouvements ont été les suivants :

La circulation a prélevé 6.461.000 fr. à Paris, 8.080.000 fr. dans les succursales ; il est sorti 5.144.000 fr. de matières et il est venu 300.000 fr. de Turquie.

L'argent a baissé de 2.721.000 fr., la circulation a pris 361.000 fr. à Paris, 1.070.000 fr. dans les succursales, qui ont, en outre, expédié 1.290.000 fr. en Suisse.

La circulation des billets a augmenté de 49.700.000 fr.

La *Banque d'Allemagne* a perdu 68.100.000 fr. d'or et d'argent. La circulation a grossi de 204.900.000 fr. Ce mouvement s'explique par les besoins de fin de mois qui ont amené une forte augmentation du portefeuille et aussi par la fièvre des mines d'or qui sévit également en Allemagne comme en France.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent d'entrées de 28.400.000 francs. La circulation ayant prélevé 28 millions de francs, l'augmentation du métal jaune a été de 400.000 fr.

Voici le détail des entrées et des sorties :

Entrées				Sorties	
28 mars	Ach. en barres	£ 541.000	3 avril	Paris.......	£ 11.000
29 »	Paris	170.000			
» »	Australie	50.000			
» »	Belgique	100.000		Excéd. des entrées.	1.136.000
» »	Egypte	50.000			
30 »	Australie.....	30.000			
2 avril	Ach. en barres	26.000			
3 »	»	69.000			
» »	Egypte	100.000			
» »	Chine........	11.000			
	Total des entrées	£ 1.147.000		Total égal......	£ 1.147.000

La *Banque d'Autriche-Hongrie* a perdu 1.900.000 fr. d'or et gagné 400.000 fr. d'argent, les billets ont augmenté de 32.400.000 par l'effet de l'échéance du 1er avril.

A la *Banque de Belgique*, il y a une diminution d'encaisse de 7.600.000 fr. et une augmentation de 4.300.000 fr. de la circulation.

La *Banque d'Espagne* a encore reçu 2.700.000 fr. d'argent et augmenté sa circulation de 3 millions. Il serait de bonne politique de diminuer les billets et d'augmenter la circulation du métal argent. D'ailleurs, la composition de l'encaisse n'est pas conforme aux lois qui régissent la Banque.

La *Banque des Pays-Bas* a perdu 1.700.000 fr. d'or.

Dans les *Banques italiennes* l'encaisse est stationnaire et la circulation continue à diminuer ; il serait intéressant de connaître les moyens employés pour arriver à ce résultat. Les comptes rendus nous renseigneront probablement à cet égard.

Aucun changement à la *Banque de Russie ;* voici la situation de l'or dans cet Etablissement à la date du 16 mars.

Encaisse de la Banque et fonds d'échange des billets de crédit............. Fr.	1.559.200.000
Fonds à l'étranger........................	33.000.000
Or appartenant au Trésor en dépôt à la Banque..................................	820.400.000
Total...	2.412.600.000

Le trait saillant des bilans publiés cette semaine est la diminution des encaisses, qui a atteint le chiffre de 91.500.000 fr. et l'augmentation de la circulation, qui s'élève à 279 millions. Une partie du métal ne tardera pas à rentrer, mais il n'y a pas de mal à voir le métal revenir aux mains du public, qui tend trop à s'en déshabituer.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

OR	EXPORTATIONS du 9 au 16 mars	EXPORTATIONS depuis le 1er janv.	IMPORTATIONS du 9 au 16 mars	IMPORTATIONS depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	8.008.800	1.352.887	7.688.921
France.........	»	11.916.400	»	560.109
Allemagne......	»	5.772.036	»	1.044.652
Autres pays....	146.151	3.086.613	8.068	151.490
Total 1895...	146.151	28.783.849	1.360.955	9.445.172
Total 1894...	1.830.820	7.687.373	183.709	2.605.471
— 1893...	1.479.720	32.081.425	1.315.991	3.152.438

ARGENT				
Grande-Bretagne	430.500	5.967.255	»	40.730
France.........	»	»	»	2.116
Allemagne......	»	6.603	»	1.380
Autres pays....	52.187	162.466	15.684	233.736
Total 1895...	482.687	6.136.324	15.684	277.962
— 1894...	605.277	8.784.818	13.182	277.756
— 1893...	628.175	6.407.990	7.612	1.616.507

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	31 mars	100.200.000 dollars
1895.....	16 mars	67.600 000 —
1895.....	23 mars	65.100.000 —
1895.....	30 mars	65.600.000 —

Malgré le mauvais état du change aux Etats-Unis, les entrées à New-York dépassent les sorties, mais ce courant est artificiel, et si le change ne se modifie pas, les exportations recommenceront comme cela est arrivé après les deux premiers emprunts.

La réserve d'or du Trésor est de 90.643.307 dollars.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

Ligue Nationale Bimétallique française

Le Conseil général de la *Ligue nationale bimétallique* a tenu hier sa deuxième réunion à l'Hôtel Continental, sous la présidence de M. Méline, député, l'un des Présidents d'honneur de la Ligue.

Presque tous les membres du Conseil général assistaient à cette réunion, dans laquelle M. Edmond Théry a fait un compte rendu très détaillé de l'Assemblée générale de la *Ligue bimétallique anglaise*, qui a eu lieu à Londres le 3 avril dernier.

Le Conseil général a pris ensuite plusieurs importantes résolutions, que nous ferons connaître dans notre prochain numéro.

Nécrologie

Nous avons le regret d'apprendre la mort de M. S. Dana Horton, le bimétalliste américain bien connu, décédé à Washington à la fin de février dernier.

M. S. Dana Horton, que nous avions eu, maintes fois, le plaisir de voir à l'*Economiste Européen*, s'était consacré, depuis 1876, à l'étude des questions monétaires et n'avait cessé de lutter pour l'établissement d'un double étalon international. Délégué des Etats-Unis à la Conférence internationale de 1878 à Paris et à celle de 1881, il publia des ouvrages très appréciés parmi lesquels nous citerons le *Silver pound*, édité en 1887 à Londres.

L'Assemblée annuelle de la Ligue bimétallique anglaise

L'assemblée annuelle de la *Ligue bimétallique anglaise* a eu lieu le 3 avril, dans le hall Egyptien du Mansion house, à Londres, sous la présidence de l'alderman Sir Joseph Dimsdale, le banquier de la Cité bien connu, remplaçant le Lord-Maire retenu à la Cour.

Le hall était bondé et je peux vous assurer qu'on n'a jamais vu, à Londres, une réunion plus enthousiaste; c'était à croire qu'il s'agissait de questions relatives à la marine ou à l'abolition de l'esclavage! Les places ont été littéralement prises d'assaut, dès l'ouverture des portes, et nombre de notabilités du monde financier ont eu du mal à se frayer un passage.

On remarquait dans l'assistance : le duc de Fife, le comte Fortescue, le comte Grey, le Right Hon. A.-J. Balfour, M. P., le Right Hon. Lord George Hamilton, M. P., le marquis de Carmarthen, M. P., Lord Addington, Lord Willoughby de Eresby, M. P., Hon. Evelyn Hubbard, Right Hon. W. Lidderdale, Sir Donald H. Macfarlane, M. P., Sir Charles Tennant, Sir Samuel Montagu, M. P., Sir Leonard Lyell, M. P., Sir Joseph McKenna, Sir Alfred Hickman, M. P., Sir Henry Cunningham, Sir William H. Houldsworth, M. P., Sir Lepell H. Griffin, Colonel the Hon. F. C. Bridgeman, M. P., Mr. H. Seton-Karr, M. P., Colonel C.-E. Howard Vincent, M. P., Mr. H. R. Grenfell, Mr. Vicary Gibbs, M. P. Mr. Alban C.-H. Gibbs, M. P., Mr. George Howell, M. P., Colonel Sandys, M. P. et Mme John E. W. Addison, Q. C., M. P., G. W. Balfour, M. P., W. W. B. Beach, M. P., Gilbert Beith, M. P., E. Howley Palmer, C. W. Cayzer, M. P., R. L. Everett, M. P., A. B. Freeman-Mitford, M. P., E. Heneage, M. P., Herbert Praed, E. F. Vesey Knox, M. P., Walter H. Long, M. P., J. W. Maclure, M. P., Hugh Matheson, J. Biddulph Martin, R. G. C. Mowbray, M. P., R. H. Inglis Palgrave, T. H. Sidebotham, M. P., Samuel Smith, M. P., George Whiteley, M. P., Stephen Williamson, M. P., Colonel Cornwallis West, Reginald E. Johnston, le professeur Foxwell, Robert Barclay, W. E. Dorrington, J. P. Heseltine, A. G. Renshaw, J. Howard Gwyther, H. R. Beeton, Thomas Hanbury, J. S. Dods, Arthur Lee et H. McNiel (secrétaire général).

LE RAPPORT ANNUEL

Voici le texte du rapport adressé aux membres de la Ligue :

Rapport presente à l'assemblée générale de la Ligue bimétallique anglaise, le 3 avril 1895 à Mansion-House, Londres.

L'assemblée générale annuelle de la Ligue ayant été ajournée, cette année, par suite de diverses circonstances, jusqu'au commencement d'avril, le Conseil estime qu'il convient de présenter, avec le rapport de l'année 1894, l'exposé de la situation pendant les trois premiers mois de l'année en cours.

Pendant cette période, la cause du *Bimétallisme* international a réalisé des progrès bien plus grands que pendant toute autre période similaire depuis l'origine du mouvement.

Dans toutes les provinces, le nombre des adhérents s'est accru d'une façon continue. De nouvelles agences ont été établies dans les centres industriels importants, notamment à Bristol, où le Comité local a travaillé avec une énergie et un dévouement auquel le Conseil désire rendre un hommage spécial.

De nombreuses réunions publiques, couronnées de succès, ont été tenues dans les villes et les cités de l'Angleterre et de l'Ecosse et dans beaucoup de districts agricoles.

Les demandes de brochures traitant la question monétaire sous toutes ses faces ont dépassé le nombre de celles qui avaient été reçues depuis le début du mouvement.

De puissantes fédérations ouvrières ont prôné le *Bimétallisme international* parmi leurs membres comme étant d'une importance vitale pour la vie industrielle et la prospérité du pays. Le Syndicat des ouvriers de l'industrie textile a souscrit 500 liv. st. 00/00 pour le fonds de la Ligue.

A Londres, la profonde conviction, quant à la nécessité d'une réforme monétaire, a progressé de la façon la plus remarquable, et la réforme préconisée par la *Ligue bimétallique* est de plus en plus admise comme offrant la seule solution pratique à la crise qui sévit aussi bien sur la Cité que sur les industries productives du pays.

En mai dernier a eu lieu, sous les auspices de la Ligue et sous la présidence du Lord-Maire, dans Mansion-House, à Londres, une Conférence internationale à laquelle ont pris part toutes les personnes qui s'intéressent au rétablissement du double étalon or et argent pour les besoins monétaires, sur la large base d'une union monétaire des grandes puissances.

A cette Conférence sont venus : les représentants autorisés des employés et salariés des industries productives du Royaume-Uni, les représentants des intérêts de la banque et du commerce, et des notabilités en relations avec notre empire colonial et de l'Inde. De même des délégués de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de la France, de l'Allemagne et de la Hollande ont honoré cette Conférence de leur présence et ont pris part à ses délibérations. La discussion a eu pour résultat de démontrer la solidarité des intérêts des peuples en faveur du *Bimétallisme international*.

Le Conseil désire attirer spécialement l'attention sur les débats qui ont eu lieu à la Chambre des Communes le 26 février dernier. M. R. Lacey-Everett, membre du Parlement, a déposé une motion conçue dans les termes suivants :

« La Chambre considère, avec une grande appréhension, les constantes fluctuations et la divergence croissante dans la valeur relative de l'or et de l'argent; elle s'associe de tout cœur aux opinions émises par le Gouvernement de la France et par le Gouvernement et le Parlement de l'Allemagne en ce qui touche aux maux si graves qui en résultent. En conséquence, elle exprime au Gouvernement de Sa Majesté son désir de coopérer, avec les autres Puissances, à une Confé-

rence internationale tendant à examiner les mesures qui peuvent être prises pour écarter ou atténuer ces maux. »

Cette motion a été soutenue par les membres de toutes les fractions politiques. Elle a été acceptée par le Gouvernement et votée à l'unanimité, tandis que l'amendement préparé par un représentant du parti monométalliste-or, déclarant « qu'il serait inopportun d'apporter une modification quelconque au système monétaire du Royaume-Uni » et condamnant « toute mesure pouvant laisser croire aux autres pays qu'un changement soit probable », n'a même pas été présenté. On ne saurait trop apprécier l'importance de ce revirement dans l'attitude du Gouvernement et du Parlement en ce qui concerne la question monétaire et la presse a reconnu que ce revirement était dû à l'opinion publique du pays. Pour la première fois, depuis 1816, le Parlement a admis que le monométallisme-or avait engendré des maux sérieux.

Des progrès très satisfaisants ont été réalisés dans les colonies. A l'exemple de l'Australie, où les Comités de la Ligue ont déployé, pendant quelque temps, une activité extrême, on a établi, ces mois derniers, une organisation similaire dans la Nouvelle-Zélande ; les résultats sont très encourageants.

Des annexes de la Ligue ont été créées dans l'Inde. En Extrême-Orient, une *Ligue bimétallique orientale*, groupant les notables commerçants et les banquiers, s'est constituée également et on a publié, sous ses auspices, une quantité de brochures très intéressantes.

Mais l'événement le plus important à signaler est, peut-être, le mouvement qui s'est manifesté sur le continent européen.

En France, on a formé une forte *Ligue bimétallique* à la tête de laquelle se trouve un groupe des plus distingués des principaux hommes politiques, tandis que le Président du Conseil, M. Ribot, parlant au nom de son Gouvernement, a déclaré que la fermeture à l'argent des Hôtels de monnaies avait été désastreuse, qu'il en était résulté des crises industrielles, non seulement en France, mais dans d'autres pays, qu'une opinion générale croissante se produit dans le monde en faveur du *bimétallisme*, qu'enfin d'autres nations étant également intéressées, la France ne peut agir seule, mais qu'elle désire hâter la solution, d'accord avec les autres puissances.

En Allemagne, le mouvement *bimétallique* a pris de grandes proportions et a gagné une popularité remarquable. L'*Union Bimétallique allemande* s'est reconstituée cette année sous les auspices les plus favorables. En outre, le Gouvernement allemand a déclaré, il y a moins de cinq semaines, que le régime monétaire actuel est préjudiciable à l'industrie, et il a témoigné son désir de faire un effort sérieux, conjointement avec les autres puissances, en vue de prendre des mesures communes pour atténuer le mal. Au *Reichstag*, une motion présentée par le parti *bimétalliste* a été adoptée par une majorité écrasante. Il convient de remarquer aussi que le Conseil d'Etat, réuni spécialement par l'Empereur et présidé par Sa Majesté en personne, a rejeté, après une longue discussion sur la question monétaire, toutes les résolutions proposées par les partisans du monométallisme-or, et a accepté une forte résolution présentée par les *bimétallistes*.

En Autriche-Hongrie, en Hollande et dans d'autres pays, on reconnaît de plus en plus l'importance de la question.

Tout porte à croire qu'aux Etats-Unis le Gouvernement et le Congrès sont moins enclins que jadis à chercher des « palliatifs », mais qu'ils sont toujours disposés à s'allier aux autres nations pour une union *bimétallique*. Il convient de remarquer que dans plusieurs centres importants des Etats-Unis, les principaux banquiers, financiers et commerçants, qu'on considérait comme des monométallistes-or intransigeants, ont constitué de puissants Comités pour soutenir le *bimétallisme* international, en déclarant, comme la Ligue l'a toujours fait, qu'il devait être réalisé au moyen d'un accord commun entre les grandes puissances.

Le Conseil espère que le progrès général encouragera les membres de la Ligue à redoubler d'efforts, et qu'il encouragera les amis de la cause qui ne sont pas encore inscrits, à venir à la Ligue, donnant ainsi un nouveau poids et une nouvelle force à ses opérations.

Dans le but de constituer des ressources suffisantes pour faire face aux frais de réunions publiques, brochures, et autres dépenses, il a été décidé de constituer un fonds de garantie de 100.000 liv. st. 00/00, qui accroîtra d'une façon considérable les recettes ordinaires de la Ligue provenant des souscriptions et donations annuelles. Déjà les souscriptions privées pour la constitution de ce fonds atteignent 50.000 liv. st. 00/00, et le Conseil adresse un appel sérieux aux membres et aux amis de la Ligue pour qu'ils le complètent.

En janvier dernier, on a lancé le *Bimétallist*, un journal mensuel. Son utilité est grande et le nombre des demandes s'accroît rapidement.

Jamais la nécessité pour la Ligue d'accomplir vite son œuvre n'est apparue d'une façon plus évidente. La situation financière du Gouvernement indien, due exclusivement au change, est des plus défavorables. La non-solution de la question de l'argent a causé de lourdes pertes à ce Gouvernement ; il a fallu ajourner les travaux publics urgents. Les industries anglaises et indiennes sont écrasées par les droits d'importation et d'accise, tandis que l'avenir est plein d'incertitude.

Il faut reconnaître aussi que le système monétaire actuel crée, pour les pays débiteurs en général, une dépression non seulement injuste, mais impolitique, et constitue un grave danger pour nos placements à l'étranger et dans les colonies.

Dans notre pays, on reconnaît parfaitement la dépression de nos industries productives. Le désarroi de la vie industrielle du pays, provoqué par les effets de notre régime monétaire, menace de produire de graves conséquences. Bien que notre population s'accroisse et cherche du travail, le capital nouveau ne se porte pas vers l'industrie ; au contraire, il y a une tendance à lui retirer les capitaux qui lui avaient été confiés. D'autre part, dans les pays à circulation d'argent, les industries sont favorisées industriellement par le régime monétaire en vigueur ; elles chassent des marchés les produits anglais qui occupaient jadis une situation prépondérante, et c'est là un mouvement qui finira par être préjudiciable à toutes les classes qui en vivent.

Le Conseil considère comme un devoir de signaler le fait qu'une continuation et un développement des phénomènes actuels sont susceptibles de provoquer une tension, sinon un antagonisme, entre les diverses classes de la société.

LES SOUHAITS DE BIENVENUE DU LORD-MAIRE

Le Président s'est exprimé dans les termes suivants :

Mylords, Mesdames et Messieurs,

En l'absence du Lord-Maire, en ma qualité de citoyen, de banquier de Londres et de membre de la Cité, j'ai le grand plaisir d'offrir, en son nom, une cordiale bienvenue aux membres de la *Ligue bimétallique* dans Mansion House. (*Applaudissements.*)

Je ne suis pas étonné que la *Ligue bimétallique* ait voulu avoir sa réunion annuelle dans l'enceinte de Mansion House, dans la Cité de Londres, car nous ne pouvons oublier que, dans le passé, les citoyens de Londres furent les promoteurs et les défenseurs du commerce auquel notre nation est, dans une si large mesure, redevable de sa prospérité. Nous ne saurions oublier davantage que notre Souveraine, gardienne de son puissant Empire, a des millions de sujets dont les intérêts vitaux sont liés à l'étalon or et argent. (*Très bien ! très bien !*) Tout mouvement ayant pour objectif la consolidation, le développement et la prospérité de notre nation, a toujours la sympathie et la coopération de la Cité de Londres, et je suis certain qu'aujourd'hui, nous les banquiers et les commerçants, nous accueillerions avec enthousiasme toute tentative propre à écarter la variation aiguë et constante entre les étalons de valeur et le rapport de l'or et de l'argent. (*Applaudissements.*) Je n'ai, ni le désir, ni le droit d'accaparer plus longtemps votre attention, aussi je vous souhaite, au nom du Lord-Maire, une cordiale bienvenue dans Mansion House, en donnant la parole au secrétaire général qui vous lira quelques lettres d'excuses qu'il a reçues.

M. Mac Niel donne lecture des lettre et télégramme suivants : de *M. Henry H. Gibbs :*

Mon cher Mac Niel,

Je regrette profondément de ne pas me trouver à la réunion de Mansion House, mais la goutte est inexorable. J'eusse été heureux de pouvoir féliciter moi-même les membres de la *Ligue bimétallique* des progrès énormes réalisés pour leur cause, ces mois derniers, tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Il ne nous reste plus qu'à combattre l'ignorance ; mais les efforts de la *Ligue* dissipent chaque jour les nuages et nous pouvons espérer que bientôt les rayons du soleil éclaireront, sans rencontrer d'obstacles, nos rangs victorieux. (*Applaudissements.*)

M. Edmond Théry, de Paris, au Président de la Ligue bimétallique, à Londres, au nom de la *Ligue nationale bimétallique française* :

La *Ligue bimétallique française* adresse ses vœux cordiaux à la *Ligue anglaise* pour son Assemblée annuelle. Nous nous associons par la pensée à vos travaux et souhaitons que vous réussissiez comme en 1894. Nous espérons, enfin, avoir bientôt l'occasion de travailler ensemble pour faire triompher définitivement en Europe la grande cause de la justice et de défense sociale que nous poursuivons en commun et que résume la formule du *bimétallisme* international. La *Ligue française* fait de grands progrès et vous adresse ses sympathiques souvenirs.

La lecture de cette dépêche, traduite en anglais par un membre de la Ligue anglaise, M. R. W. Granville-Smith, a été unanimement applaudie.

LA PREMIÈRE RÉSOLUTION

M. H. R. Grenfell : Messieurs, voici la résolution que je présente :

« Adoption du rapport, pour l'année 1894 et les trois mois de l'année courante, qui a été imprimé et distribué. »

En présentant cette résolution, je prends une part prédominante dans l'assemblée, par suite de l'indisposition de mon ami M. Gibbs ; aussi résumerais-je le plus brièvement possible les observations que je désire présenter, car je suis certain que vous êtes tous anxieux d'entendre les paroles de nos hommes d'Etat sur ce grand sujet qui nous intéresse à un si haut point. (*Très bien ! très bien !*) Au surplus, je n'ai rien à ajouter, au point vue abstrait, à ce que je disais, il y a quatorze ans, quand j'étais Gouverneur de la Banque d'Angleterre. En ce qui concerne la position actuelle de la question — c'est-à-dire les symptômes que nous remarquons à la Chambre des Communes, les recrues que nous avons enrôlées et l'intérêt qu'on témoigne dans tout le pays à un sujet si important — ces hommes d'Etat vous renseigneront mieux que je ne pourrais le faire moi-même. Nous avons à saluer aujourd'hui un grand nombre de nouveaux venus dans notre Ligue, mais il faut déplorer, par contre, la perte de deux hommes éminents. Je vise d'abord M. D. Horton. C'était un *gentleman* cosmopolite qui se rendait dans n'importe quelle partie de l'Europe ou de l'Amérique, toutes les fois que la question y était traitée. Nous lui sommes redevables — tous ceux qui ont étudié la question le savent — d'un ensemble de travaux aussi soignés qu'excellents, qui nous expliquent, mieux que tous les autres, les diverses lois, relatives à ce sujet si important, promulguées dans les divers pays. Nous avons eu à déplorer aussi, ces jours derniers, la perte d'un éminent homme d'action, un soldat de la science, sir George Chesney, qui, grâce à sa connaissance des faits se déroulant dans l'Inde et au point de vue strictement économique auquel il se plaçait, nous a donné le plus précieux appui en toutes occasions.

CLASSEMENT DES OBJECTIONS

Messieurs, nous sommes, comme vous le savez, combattus par diverses personnes. D'abord par ceux qui ne veulent pas s'instruire, ensuite par ceux qui ont étudié la question à fond, mais qui se refusent à reconnaître la fausseté de leurs conclusions résultant d'un premier examen. En troisième lieu, il y a ceux qui sont intéressés à la propagation de doctrines différant totalement de celle que nous cherchons à propager.

Parmi ceux qui n'aiment pas s'instruire, je citerai lord Sherbrooke, qui a déclaré que le sujet était trop vaste pour pouvoir être approfondi par la grande masse de l'humanité. Puis il y a les gens — et ils m'ont toujours fait l'effet d'appartenir à une catégorie fort étrange — qui pensent que, dans une question relative à la monnaie, l'homme le plus stupide est le plus apte à la discuter. (*Rires.*)

Nous connaissons tous les paroles de cet homme éminent et fin, lord Ellenborough qu'on accusait de faire des affaires de banque avec un individu très bête : « Par Dieu, disait-il, si je connaissais un homme encore plus bête, je lui porterais mon argent. » (*Rires.*) On lui prête aussi ces mots à l'occasion d'une poésie écrite par M. Rogers : « Si mon banquier avait dit une chose sensée, ou bien mieux, s'il avait écrit une poésie, je lui retirerais mon argent. » (*Nouveaux rires.*)

Enfin, il y a encore les gens — et beaucoup de mes amis sont du nombre — qui n'aiment pas à avouer qu'ils se sont trompés dans une question de ce genre, ou dans toute question d'économie politique, et, enfin, il y a ceux qui sont ou se croient intéressés au maintien de l'état de choses actuel.

IDÉES CONFUSES SUR LA QUESTION

Je pense que vous avez tous lu un journal intitulé la *Revue du Capitaliste* (*Investor's Review*) ; le numéro de ce mois renferme une attaque contre les bimétallistes. L'auteur fait un mélange des principes de morale dont l'enseignement est prêté à Mme Besant (*Rires.*) et des actes répréhensibles qu'on attribue à Mme Blavatsky, et il compare notre activité à celle des assassins. Heureusement, je trouve sur la couverture de ce même numéro, l'annonce d'un dictionnaire publié par le directeur de la Revue, relatif à l'argot de la Bourse, et j'imagine que l'argot de Bourse ou de la Cité a troublé à ce point l'esprit de l'auteur qu'il a pensé que les meilleurs arguments consistaient dans l'emploi des expressions contenues dans son dictionnaire. (*Rires.*)

Mais, passons, Messieurs, sur ces petites personnalités et abordons la grande question politique qui surgit devant nous. Qu'observons-nous, aujourd'hui, dans l'Inde et en Amérique ? Ce sont là les pays que nous devons étudier pour connaître les difficultés à résoudre par les hommes d'Etat. En temps normal, il est permis de dire que les deux services des finances nationales et de la monnaie sont absolument distincts ; mais, dans une période troublée, nous constatons qu'il y a un lien intime entre le budget des finances et la monnaie du pays, et nous voyons précisément qu'aux Indes et en Amérique, les gouvernants ont dû porter leur attention sur la question, parce que leurs Budgets se soldaient par de gros déficits. (*Très bien ! très bien !*) Ils se sont alors laissés entraîner à une législation que je qualifierai presque d'hystérique, touchant la monnaie, pour combler les déficits.

Nous, les *bimétallistes*, nous prétendons qu'il ne faut pas attendre le jour où nos finances seront dans une mauvaise situation, mais qu'il convient d'étudier la question quand on peut encore le faire avec calme, et ne pas recourir à des mesures législatives analogues à celles qui ont été appliquées aux Etats-Unis et, tout récemment, dans l'Inde. Nous devrions être en mesure d'élucider la question en ce moment, parce que nos finances ne sont pas dans une situation embarrassée, comme c'était le cas pour les deux pays mentionnés ci-dessus.

Tels sont les principaux points que je voulais signaler à l'attention des hommes d'Etat que j'aperçois dans cette enceinte et je vous demande de songer sérieusement si le moment n'est pas venu de déclarer que certaines personnes — les unes appartenant au Trésor et les autres ayant des intérêts dans Lombard street — ne doivent plus s'opposer aux réformes dont nous poursuivons la réalisation. (*Applaudissements.*)

L'OPINION D'UN NOUVEAU CONVERTI

L'honorable M. Evelyn Hubbard s'est exprimé dans les termes suivants :

Monsieur le Président, Mylord Duke, Mesdames et Messieurs,

Je suppose qu'on m'a demandé d'appuyer le rapport principalement parce que la *Ligue bimétallique* me considère comme un catéchumène et, suivant l'usage antique, on m'invite à témoigner de ma sincérité en faisant, en quelque sorte, une profession de foi publique. J'étais fermement convaincu qu'aucune législation ne pourrait jamais fixer le rapport de deux marchandises dont l'offre varie. Mais je me suis rendu compte que le *bimétallisme* comporte la régularisation, sinon du prix, du moins du rapport, et que ce qui a été possible pour l'Union latine ne saurait être irréalisable pour l'Europe et les Etats-Unis.

Je m'imaginais que, quand bien même la loi fixerait un rapport entre l'or et l'argent, le prix sur le marché différerait inévitablement du rapport légal suivant l'augmentation ou la diminution de production de l'un ou de l'autre métal. J'ai découvert que ce n'est pas là une question d'argumentation, mais une question historique et que la période de 1849-73 a fourni la preuve la plus concluante du pouvoir qu'a le rapport de maintenir un prix fixe, même en présence des plus violentes variations de l'offre. J'avais une vague impression que la suprématie commerciale de l'Angleterre devait être attribuée, dans une large mesure, à son étalon-or. Je trouve que, théoriquement et pratiquement, l'Angleterre a été *bimétalliste* jusqu'à la fin du siècle dernier, et que jusqu'en 1873, elle a joui de tous les avantages du *bimétallisme ;* ce n'est que dans les vingt dernières années de baisse des prix et de dépression commerciale, qu'elle a été strictement monométalliste. J'étais hanté par cette vision que mes créances seraient réduites si j'acceptais, à des époques peu propices, des masses encombrantes d'argent. Je me suis aperçu que, sous le régime *bimétallique*, les dettes seraient payées, comme elles le sont aujourd'hui, au moyen de chèques ou de lettres de change, et que, dans aucune circonstance nous n'étions exposés à recevoir des paiements avant la date d'échéance. D'autre part l'argument insulaire avait un certain poids.

L'Angleterre, disait-on, est un grand pays créditeur ; le monde entier lui doit en livres sterling. Si l'or hausse, tant mieux pour nous. Pourquoi chercherions-nous à détruire un bien ? Mais ce raisonnement m'a bientôt paru faux. Il suffit de réfléchir tant soit peu pour s'apercevoir qu'il n'est pas seulement égoïste mais qu'il se détruit lui-même. Si l'or hausse, votre étalon-or est condamné à perdre sa qualité la plus essentielle, c'est-à-dire la stabilité, et vous êtes convaincu d'étrangler votre débiteur, non seulement par l'intérêt qu'il s'est engagé à vous payer, mais aussi par l'augmentation de la puissance d'achat que votre monnaie a acquise.

Le capitaliste anglais, ainsi que le dit le rapport, a appris à ses dépens qu'il est peu sage d'imposer à nos débiteurs étrangers des charges trop lourdes pour eux, et j'estime qu'il commence à reconnaître la vérité d'une remarque faite à cette assemblée, il y a un ou deux ans : « Mieux vaut avoir un débiteur-argent qui paie qu'un débiteur-or qui ne paie pas. » (*Applaudissements*).

LA RESPONSABILITÉ DE L'ANGLETERRE

Mais, le point de vue insulaire est trop étroit, et l'homme d'Etat est tenu de surveiller, au delà des limites immédiates de notre pays, les intérêts plus étendus de tout l'Empire bri-

tannique. L'Angleterre a, vis-à-vis de l'Inde, des devoirs qu'elle ne peut ignorer; dans un voyage que j'ai fait là-bas, il y a quelques années, j'ai constaté par moi-même que la perturbation du commerce n'était pas due autant à la baisse de la roupie qu'à l'incertitude quotidienne où l'on était de sa valeur du lendemain. Quand j'ai vu à quels expédients le Gouvernement indien était réduit, en désespoir de cause — sous le fardeau sans cesse croissant de sa dette en livres sterling — pour essayer de joindre les deux bouts, en aboutissant à cette malheureuse mesure par laquelle, en mettant une prime artificielle sur la roupie frappée, l'Inde a été battue par ses concurrents de la Chine et de l'Extrême-Orient (*Très bien! très bien!*), j'ai acquis la conviction que l'Etablissement d'un pair de change stable entre les pays à circulation d'or et les pays à circulation d'argent ne présentait pas seulement un intérêt académique, mais que c'était une mesure réellement pratique; aussi suis-je résolu à faire mon possible pour contribuer à ce résultat.

Je présente mes excuses à l'assemblée pour m'étendre sur un point qui doit sembler, à la plupart des membres présents, être l'A B C de cette grande question. Mais l'éducation élémentaire n'est pas la moins importante. Aussi bien l'exposé de ma propre expérience pourra encourager ceux qui hésitent encore. Nous devons souhaiter que la presse en général, se place à un point de vue plus juste. (*Applaudissements.*) Il est significatif de constater que les arguments de nos adversaires deviennent plus décousus et leur langage plus brutal au fur et à mesure qu'ils sentent le terrain leur manquer sous les pieds. Mais la cause doit être portée devant une cour suprême, et grâce aux fonds réunis pour la propagande, le *bimétallisme* pourra être présenté loyalement et d'une façon complète au peuple anglais. Quand cela sera fait, l'issue ne laissera aucun doute. Et c'est avec la ferme conviction que les principes du *bimétallisme* sont aptes à assurer non seulement la prospérité du royaume et de l'empire, mais aussi le bien-être de tout le monde civilisé, que j'appuie la résolution. (*Applaudissements*).

LE COUT DU MONOMÉTALLISME

Sir D. Macfarlane a soutenu également la résolution en se présentant comme un converti relativement récent, dont la conversion devait être attribuée bien plus à l'argumentation des adversaires qu'à ceux des partisans du *bimétallisme*. (*Rires.*) On ne doit pas perdre de vue que ce pays est plus intéressé que toute autre nation européenne, et même que l'Amérique ou que les propriétaires des mines d'argent du monde à la question de l'argent, parce que les trois quarts de son commerce se fait avec les pays à circulation d'argent.

Il y a un autre prix que ce pays a payé en raison de sa ténacité pour le monométallisme. On connaît les soldes d'or conservés à la Banque d'Angleterre; c'est ce qu'on peut appeler le capital actif de la communauté commerciale. Actuellement, en raison du faible courant d'affaires, les négociants peuvent avoir n'importe quel montant de ce capital à 1 pour cent; mais, quand les affaires étaient actives, ils étaient obligés de payer 3 et 4 0/0. C'est là le prix que les négociants de la Cité de Londres étaient tenus de payer pour leur étalon-or. Mais ce n'était pas tout. Supposez que la Russie, par exemple, ait demandé à la Banque d'Angleterre 1.000.000 de liv. st. en or; aussitôt le taux de la Banque se serait élevé, et, en cas d'une nouvelle demande de pareille somme, il aurait monté de 2 ou 3 0/0. Cela tend à dire que les négociants de Londres ont dû payer d'autant plus pour l'emploi du capital, parce que le capital était insuffisant. Si on ne se hâte pas d'aller de l'avant les autres nations découvriront que l'Angleterre est le pays le plus intéressé à la question de l'argent, et alors elles seront moins disposées à adhérer à un accord international. Le Gouvernement de l'Inde est sur la limite de la faillite alors que, sans les difficultés de l'argent, elle serait en pleine prospérité. La baisse du change lui fait perdre 19.000.000 liv. st. par an, alors qu'elle pourrait accumuler les richesses sans qu'il soit nécessaire de recourir à des taxes. La question se pose aujourd'hui entre le détenteur d'or et le détenteur d'argent. La richesse du monde est plus grande sous forme d'argent que sous forme d'or. Notre pays est intimement lié avec tous les grands pays à circulation d'argent, et on le rend responsable de la réussite et du bonheur. Enfin il ne suffit pas de se placer à un point de vue abstrait. Il faut être pratique, et il importe à la prospérité nationale que la question soit résolue, si on ne veut pas voir la Chine et le Japon enlever au Lancashire tout son trafic. (*Applaudissements.*)

Nous donnerons dans notre prochain numéro la traduction intégrale du très remarquable discours prononcé par M. A.-J. Balfour, le leader du parti tory, mais nous pouvons, dès maintenant, constater, avec l'unanimité de la presse anglaise, l'extrême importance des déclarations qui ont été faites à Mansion House et de l'impression qui en résultera sur l'opinion publique anglaise.

L'Accroissement de la Misère à Londres

Les statistiques suivantes, publiées par le *Times*, démontrent avec quelle intensité les effets de la crise économique sont ressentis dans la capitale du Royaume-Uni.

Dans la seconde quinzaine de février 1895, le nombre des pauvres inscrits était de 144.116, contre 106.493 pour la période correspondante de 1894, 101.235 pour celle de 1893 et 98.458 pour celle de 1892.

Comme on le voit, la progression est considérable d'année en année.

La Production de l'or et la reprise des affaires

Sous ce titre, M. G. Schilizzi, publie, dans le *Bimétallist* de mars, l'étude documentée dont voici la traduction :

L'augmentation de la production de l'or, évaluée d'après l'expérience d'un phénomène analogue qui s'est produit il y a quarante-cinq ans, ranime les espérances de ceux qui aspirent après une reprise prochaine des affaires; malheureusement, ils ignorent la véritable cause de la dépression actuelle.

Lorsque, après une longue période de dépression, une sérieuse amélioration se manifesta en 1852-1853, les conditions générales étaient bien différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui.

La production brute de l'or pour la période de quarante-six années se terminant à la fin de 1894 est évaluée à 1.044.000.000 de liv. st.; la moitié environ de cette somme, soit 524 millions de liv. st., s'applique à la période de 1849-71, et le solde, 520 millions, à celle de 1872-94.

Pendant la première période la masse monétaire composée d'or et d'argent, masse, qui à l'époque dont il s'agit, jouissait de l'autorité légale en tant qu'étalon et que monnaie internationale — s'est accrue d'environ 300 millions de liv. st. d'or et d'une quantité considérable d'argent évaluée à 140 millions de liv. st. Cette augmentation de la masse monétaire, sans augmentation correspondante des stocks de marchandises, a eu pour effet de diminuer la valeur de la monnaie et de relever les prix des marchandises.

En 1873, il se produisit un changement qui a modifié entièrement les considérations existantes. Bien que pendant la période de vingt-trois années finissant en 1894 la production d'or du monde eût été égale à celle des vingt-trois années antérieures finissant en 1871, l'accroissement net de la masse monétaire n'a été que de 250 millions de liv. st. *mais il n'a pas été accompagné par une augmentation correspondante d'argent* comme pendant la première période, quand l'accroissement se faisait avec la masse accumulée d'or et d'argent.

L'or est devenu ainsi l'unique étalon de valeur, et la seule monnaie internationale, et comme on n'a pris aucune mesure pour réhabiliter la masse monétaire formée jadis par l'argent, en a créé une situation sans précédent.

L'or est une marchandise et, comme toutes les autres marchandises, il a une valeur intrinsèque qui dépend de l'offre et de la demande par rapport, à l'offre et à la demande des autres choses. Sa valeur a considérablement haussé depuis qu'il a dû suffire, non seulement au travail qu'il produisait jadis avec l'aide de l'argent, mais à un travail bien plus étendu encore; il en est résulté que les demandes d'or se sont accrues, dans des proportions énormes, depuis que certains pays tels que l'Allemagne et les Etats-Unis ont adopté l'étalon-or, et aussi par suite des accroissements de stocks de marchandises, de populations, etc., etc., dans l'ensemble des pays monométallistes-or.

La fonction d'un étalon monétaire consistant à mesurer la valeur des autres marchandises au moyen de sa valeur intrinsèque propre, laquelle, de son côté, dépend de l'offre et de la demande, il est clair que si sa masse n'augmente pas proportionnellement aux besoins créés par l'augmentation du stock des marchandises, la valeur de celles-ci devra se conformer à la hausse de l'étalon; de là, la baisse des prix.

Cette baisse ayant été amenée par la hausse de l'étalon, il est téméraire, tant qu'elle subsistera, de prévoir une reprise.

Il est possible, comme d'aucuns le croient, que nous ayons un accroissement énorme de la production de l'or, mais il ne faut pas perdre de vue que le gouffre creusé dans le stock monétaire du monde ne peut être comblé de sitôt.

La Baisse des Prix de Gros

M. A. Sauerbeck vient de publier les *index numbers* sur 45 catégories de marchandises pour février 1895. La moyenne

des onze années 1867 à 1877 étant 100, voici les résultats indiqués par le savant statisticien anglais :

1874	102	Septemb. 1894..	62.7
1884	76	Décemb. 1894..	60.1
1893	68	Janvier 1895..	60
1894	63	Février 1895..	60

Les prix d'*index numbers* de l'argent ressortent comme suit (60d.84 l'once = 100 représentant la parité de 15 1/2 d'argent pour 1 d'or) :

1893, 35 5/8d = 58,3; 1894, 28 15/16d = 47,7; décembre 1894, 27 3/4d = 44,8; janvier 1895, 27 5/16d = 45,1; février 1895, 27 1/2d = 45,3.

Les Exportations de Filés Coton pour l'Extrême-Orient

Notre excellent confrère, *The Bimetallist* de Londres publie, dans son numéro de mars 1895, une lettre adressée à l'*Economist* par M. Abraham Howarth. Dans cette lettre, qui accompagne des statistiques très complètes sur les exportations des filés coton d'Angleterre et des Indes à destination de la Chine et du Japon, M. Howarth s'exprime ainsi : « La situation précaire dans laquelle se trouve l'industrie cotonnière du Lancashire nous a amenés à déterminer ce fait que, sans la question des changes, l'Angleterre aurait eu sa large part dans l'accroissement des demandes provenant des marchés de l'Extrême-Orient. »

Les Monnaies de Billon en Belgique

Le Gouvernement belge, en vue de prévenir tout nouvel envahissement du billon étranger, vient de saisir la Chambre des représentants d'un projet de loi tendant à l'interdiction des paiements en monnaies de bronze étrangères, et, dans l'exposé des motifs de ce nouveau projet, il fournit des données intéressantes sur le retrait effectué l'année dernière. Nous en détachons ce qui suit :

La loi autorisait le Gouvernement à faire l'échange de toutes les monnaies de bronze étrangères de 10, de 5 et de 2 centimes circulant dans le pays. Mais le Gouvernement s'est borné à prendre des mesures pour le retrait des pièces de 10 et de 5 centimes françaises, anglaises, italiennes et luxembourgeoises, persuadé que si ces pièces, qui abondaient surtout en Belgique, étaient écartées de la circulation, l'expulsion des autres monnaies de billon étrangères s'effectuerait facilement sans son concours, par l'initiative des détenteurs. L'événement a confirmé cette prévision

Les opérations d'échange du billon étranger contre des monnaies légales belges ont été organisées par la Banque nationale et les frais à la charge de l'Etat se sont réduits à une somme extrêmement modérée, la Banque n'ayant demandé que le remboursement des frais que l'opération devait lui causer et dont elle a fait l'avance (frais de transport, de vérification, d'emballage, etc.).

Les monnaies étrangères qui ont été échangées contre des monnaies belges représentent, en chiffres ronds, une valeur nominale de 6 037.000 francs, se décomposant ainsi :

Pièces françaises .... Fr.	5.289.000
Pièces anglaises	326.000
Pièces italiennes	320.000
Pièces luxembourgeoises	102.000
Total .... Fr.	6.037.000

Presque toutes ces pièces ont été présentées pendant la période de l'échange au pair (les trois premiers mois); les échanges à 90 0/0 de la valeur nominale (pendant le 4e mois) n'ont donné qu'une somme d'un peu plus de 4.500 francs ; les échanges à 80 0/0 (pendant le 5e et le 6e mois) ont à peine dépassé 3.100 francs.

Sur l'ensemble des monnaies étrangères retirées de la circulation, la perte subie par l'Etat (déduction faite du bénéfice résultant de l'échange d'une certaine quantité de ces pièces à 90 et à 80 0/0 de leur valeur nominale) sera d'environ 833.000

Il y a lieu d'y ajouter les frais de transport, de vérification, etc., avances par la Banque nationale et quelques autres dépenses, le tout s'élevant à environ 146.000

La dépense totale pour le retrait et le rapatriement du billon étranger monte ainsi à 979.000

Soit 16.2 0/0 de la valeur nominale des retraits.

Le crédit de 1 million de francs ouvert par la loi du 31 mai 1894 ne sera donc pas intégralement dépensé, bien que la quantité de billon étranger retirée de la circulation ait dépassé de beaucoup les prévisions.

Les fabrications des monnaies de nickel destinées à remplacer dans la circulation les monnaies de bronze étrangères représentent une valeur nominale d'environ 2.765.000 francs, et le bénéfice réalisé sur ces fabrications sera d'environ 2.301.000 francs. L'ensemble de l'opération du retrait du billon étranger et de son remplacement se soldera donc par un bénéfice net d'environ 1.322.000 francs.

Voici maintenant, en résumé, comment est justifiée la nouvelle mesure proposée :

Il importe maintenant d'empêcher tout nouvel envahissement du billon étranger. Cependant les ouvriers qui vont travailler en France ne peuvent refuser d'y recevoir une partie de leur salaire en monnaie de billon française, et il serait impossible de les empêcher de rapporter cette monnaie en Belgique, à moins de recourir à des mesures vexatoires; il serait non moins impossible, et il serait contraire aux intérêts de nombreux commerçants belges de mettre obstable à ce que des habitants de localités françaises viennent s'approvisionner sur le territoire belge en payant leurs achats au moyen de la monnaie courante dont ils disposent chez eux. Aussi longtemps que ces transactions se font exclusivement dans le voisinage de la frontière, il n'en résulte pas de grave inconvénient. Ce qu'il est nécessaire d'empêcher, c'est que le billon étranger se répande graduellement vers l'intérieur du pays, que, reçu par les commerçants des localités limitrophes, il soit donné par eux en paiement à leurs fournisseurs, ou employé à d'autres échanges en Belgique.

Il est légitime que ceux qui bénéficient de ce commerce de frontière aient aussi la charge d'effectuer la réexportation des monnaies étrangères qu'ils ont reçues, charge bien légère, d'ailleurs, à cause précisément du voisinage du territoire étranger où ces monnaies ont cours légalement.

On remarquera que, d'après le projet de loi, aucune pénalité ne frappera les particuliers qui *accepteront* du billon étranger, mais uniquement ceux qui le *donneront* en paiement. Le but que nous avons en vue sera du reste pleinement atteint si celui qui donne en paiement est seul menacé d'une amende.

Voici, enfin, celles des dispositions du projet de loi qui concernent l'interdiction du billon étranger :

Article 1er. — Il est défendu de donner en paiement des monnaies étrangères de bronze, de nickel ou de cuivre.

Toutefois, dans les localités voisines de la frontière, qui seront désignées par arrêté royal, ces monnaies pourront être données en paiement jusqu'à concurrence, pour chaque transaction, d'une valeur nominale ne dépassant pas 2 francs.

2. — Il est défendu à tous comptables de l'Etat, des provinces et des communes d'accepter lesdites monnaies en paiement des sommes qu'ils ont à recevoir en vertu de leurs fonctions. La même défense s'applique à toutes entreprises de transport de voyageurs en commun.

3. — Les contraventions aux articles 1 et 2 seront punies d'une amende de 5 à 200 francs.

Les Piastres d'Argent et d'Or au Chili

On mande de Londres que le Gouvernement du Chili a acheté de l'argent pour une somme importante et en conformité à la nouvelle loi monétaire chilienne du 3 mars, qui l'autorise à émettre 10 millions de piastres en monnaie d'argent. Les nouvelles pièces d'or seront de trois types : colons de 20 piastres, doublons à 10 et escudos à 5 piastres. Les pièces seront au titre de 11/12.

Voici des détails sur la loi de conversion métallique votée par le Congrès :

Bien que l'Etat ne rembourse qu'à 18 peniques la piastre dont la valeur était de 36 peniques au moment de l'émission du papier, cette loi n'en constitue pas moins une amélioration sérieuse et elle aura notamment pour effet de faire cesser l'aléa de toutes les transactions commerciales en donnant à la piastre, tombée il y a quelques mois au taux dérisoire de 10 peniques, une valeur fixe et certaine de 18 peniques (1 fr. 90) à partir du 1er juin prochain.

Cette loi établit également qu'il y aura à l'avenir trois classes de monnaies en or dénommées condor, doublon et écu avec le titre de 11/12 de fin.

Le condor aura le poids de 11 gr. 98.207 et vaudra 20 piastres.

Le doublon pèsera 5 gr. 99.103 et en vaudra 10; l'écu, de 2 gr. 99.551, en vaudra 5.

Il y aura quatre classes de monnaies d'argent, l'une de 100 centimes et les autres de 20, 10 et 5 centimes avec le type de 835/1.000 de fin.

L'unité monétaire sera la 20e partie du condor, la 10e du doublon, et sera dénommée piastre.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 5 avril 1895.

Le marché s'est très bien maintenu pendant les premiers jours de la semaine, mais l'approche de la liquidation a motivé des réalisations plutôt forcées que volontaires. Certains brokers refusent de reporter les positions qui se trouvent dans des mains faibles, le mot d'ordre paraît avoir été donné par les meneurs qui ne veulent pas entraîner à leur suite une foule de petites positions qui gênent leurs mouvements. Dans ces conditions, il faut prévoir que les reports qui seront cotés demain et lundi seront très chers. Pourtant, au fond, le marché reste assez sain et les nouvelles des mines sont en général favorables.

C'est toujours les mines du district de Klerksdorp qui offrent le principal intérêt. Il est évident que cette région plus neuve que celle du Witwatersrandt offre par cela même des chances plus importantes de plus-value. La *Buffelsdoorn Estate* se maintient à 5 13/16. Un dividende de 10 0/0 sera déclaré vers la fin du mois de juin, et, à cette époque, une Compagnie subsidiaire sera créée pour exploiter la mine dite *Whitereef*. Plus tard, une seconde Compagnie sera formée à l'est de la mine *Buffelsdoorn*; d'autres Compagnies subsidiaires viendront ensuite.

La *Buffelsdoorn* n'est pas la seule Compagnie du district qui profite de nouvelles affaires. La *Eastleigh*, qui cote 2 liv. st. et vient, ainsi que nous l'avons annoncé, de former la *Westleigh*, a l'intention de créer encore une autre Compagnie pour exploiter le reste de son domaine.

La *Klerksdorp* est la seule valeur qui ait enregistré, cette semaine, une hausse sensible. Cette Compagnie recherche sur sa propriété le filon de la *Buffelsdoorn* et on attend, d'un moment à l'autre, la nouvelle de sa découverte. L'action passe de 15/0 à 20/6.

La *Pottchefstroom*, qui se trouve dans le même district, a été également recherchée jusqu'à 13 sh. Peu de prospections ont été faites sur le vaste territoire de cette Compagnie; si le filon de la *Buffelsdoorn* se continue dans la direction comme actuellement, il est très probable qu'il sera recoupé dans le terrain de la *Pottchefstroom*.

La *Tigersfontein*, à 3 1/4, est à peu près stationnaire. Cette Compagnie est encore à ses débuts, il faut attendre pour avoir quelques résultats.

Les valeurs du district du Witwatersrandt sont relativement moins fermes que celles dont nous venons de parler, l'exception notable est la *Metropolitan*, qui a été recherchée jusqu'à 2 13/16 et est aujourd'hui à 2 5/8 sur les projets de fusion dont nous avons déjà parlé.

La *Wolhuter* se distingue également par sa bonne tenue ainsi que la *Henry Nourse*. La *Wemmer*, qui avait atteint, au commencement de la semaine, le cours de 10 1/4, revient à 9 5/8. Cette Compagnie est sur le point de déclarer un premier dividende de 50 0/0 sur le pair d'une livre et il paraît probable que le revenu annuel dépassera 150 0/0. La *Wemmer* n'a qu'un défaut, c'est d'avoir une existence très limitée, de six à sept ans.

La *Nigel deep* est tombée lourdement à 2 1/4. Cette baisse est due aux manipulations du Syndicat qui dirige cette valeur.

L'*East Rand* est un peu plus lourde à 3 1/2. Cette Compagnie annonce aujourd'hui la reconstitution de sa Compagnie subsidiaire *San Angelo*, au capital de 250.000 livres. 30.000 titres seront donnés aux actionnaires de l'ancienne Compagnie *San Angelo* en échange de leurs 33 claims 25; 15.000 à la Compagnie *Rietfontein* pour 38 claims 40; 55.000 à la Compagnie *East Rand* pour 42 claims 94 deep-level : soit un total de 114 claims 59 pour 100.000 actions.

75.000 actions serviront à créer le capital de roulement.

Les 50.000 autres resteront à la souche. Les actionnaires de la Compagnie *East Rand* auront le droit de souscrire aux actions du capital d'exploitation au prix de 20 sh. dans la proportion de 1 action *San Angelo* pour 10 *East Rand*. 40 pilons seront érigés sur la mine *San Angelo* et on estime que celle-ci sera épuisée en 40 ans. D'autre part, on attend un bénéfice de 15 sh. par tonne de minerai traité.

La *Champ-d'Or deep* a eu un marché très agité; après avoir coté 47/6, nous la retrouvons à 38/9. Un Syndicat français a l'intention de fusionner cette mine avec la *Teutonia* et certains claims appartenant à MM. Bayley et autres. La nouvelle affaire aurait un capital de 600.000 liv. et disposerait de 600 claims.

La *Geldenhuis Main reef* a déclaré un dividende d'un shelling et se maintient à 1 1/4.

La *Jubilee*, qui vient de déclarer son dividende tri-

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	1892	1893	1894	PRODUCTION 1892	1893	1894	1894	COURS DU 29 mars	5 avril
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9.505	2	1.594	1 1/8	1 1/4
Bantjes	£5.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3 5/8	3 1/4
Chimes (New)	100.000	1	95.000	40 — Heidelberg.	40	»	»	40	»	»	28 36	21.806	12	29.346	3 3/16	2 13/16
City and Suburban	85.000	1	65.000	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	12	72.092	22 3/4	24 5/8
Crœsus (New)	225.000	1	195.000	16½ — —	»	60	»	10	»	»	11 50	1.339	»	»	3 1/16	2 13/16
Crown Reef	120.000	1	120.000	19 — —	90	120	50	55	5 0	»	70 204	82.105	12	:20953	10 3/4	10 5/8
Durban Roodep.	135.000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30 931	60.635	12	55.969	7 11/16	7 7/16
East Rand	650.000	1	650.000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	3 9/16	3 9/16
Ferreira	45.000	1	43.292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	12	69 453	17 1/2	17 1/8
Geldenhuis Estate	200.000	1	187.500	190 acres Elandsf.	80	40	15	10	25	»	47 721	47.431	10	45 633	6 5/8	6 1/16
Heriot (New)	85.000	1	73.250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	41 763	8 3/4	9 1/8
Henry Nourse	125 000	1	125 000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	»	22 220	12	29.528	6 1/16	6 1/4
Jubilee	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17.319	30.066	12	26.641	10 /.	9 3/4
Jumpers	100.000	1	100.000	39 —Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22 145	44.490	12	52.106	5 1/2	5 1/2
Langlaagte Estate	500.000	1	467.000	31 — —	160	»	10	20	30	»	88.951	104.909	12	146411	5 1/16	4 11/16
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres —	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27.898	7 1/16	7 ./.
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	11/16	11/16
New Aurora West.	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M. R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	4.932	1 1/8	1 1/4
— Primrose	240.000	1	240.000	51 cl. Elndsft., Turft	100	»	15	27½	40	»	56 449	83.777	12	86.030	6 11/16	6 5/8
Nigel	160.000	1	159.895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55 936	46.007	12	53.909	6 ./.	6 1/16
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3.221	5 ./.	5 ./
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvi-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	12.133	42/0	39/6
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	27 5/8	28 ./.
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kieti	50	»	»	10	15	»	11 931	35 451	11	19.577	3 9/16	3 11/16
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170 150	161.133	12	161756	9 /	8 15/16
Salisbury (New)	100.000	1	93.000	5 claims —	70	»	»	30	10	»	20 829	24.851	12	18.781	4 5/16	4 5/16
Simmer and Jack	85.000	1	83.000	120 acr. Elandsfont.	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	14 ./	14 ./.
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. —	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	12	12.206	2 ./.	2 ./.
Wemmer	55.000	1	46.300	12½ claims M. R.	30	»	10	»	»	»	16.250	24.297	9	25.241	8 3/4	9 9/16
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — —	40	50	»	»	»	10	»	25.948	12	30.602	8 ./.	7 3/4
Worcester	100.000	1	90.727	10 — —	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	12	30.788	4 5/8	4 1/2

*

mestriel habituel de 6 sh., est également stationnaire à 9 5/8.

La *Randfontein* est plus faible, ainsi que la plupart des valeurs qui se traitent à Paris. Ce mouvement de recul doit être attribué à la liquidation un peu difficile que vient de traverser votre place.

La *Modderfontein* est à 13 1/2; d'après des avis privés de Johannesburg, ce serait loin d'être la belle affaire dont on a parlé. Ici, il est bien difficile de se faire une opinion précise; on connaît certaines analyses chimiques du minerai, mais on n'a aucune donnée au point de vue d'un rendement industriel.

La *South West Rand Mines*, qui avait été poussée trop rapidement de 1 1/4 à 3 liv., se retrouve aujourd'hui à 2 1/8. Ce tassement n'est que le fait d'un mouvement spéculatif.

La *Sheba* est à 32 sh. après 36. Le rendement de mars n'est que de 1.683 onces contre 4.445 en février. Cette diminution provient de l'arrêt du moulin, le minerai faisant défaut par suite d'inondations dans la mine. Nous avions annoncé cet incident au moment où il s'est produit.

Paris, le 5 avril 1895.

A peine avions-nous, il y a huit jours, présenté nos observations au sujet de ce qui se passait sur notre *Marché des Mines d'or*, que les événements nous donnaient raison. En premier lieu, nous avons à signaler la baisse violente qui s'est produite en quelques jours sur les parts de *Watana*, mine de Siam, dont l'exploitation n'a pas encore commencé.

Puis est venu la question de la *Londonderry* introduite, comme nous l'avons dit samedi dernier, sur le *Marché libre* le 22 mars au cours de 37 fr. 50. Cette action, qui avait pu s'élever jusqu'à 55 fr., a fléchi à 43 fr. 75, repris à 55 fr., rétrogradé à 41 fr. 25 sur le bruit que les affaires faites pourraient être annulées attendu qu'il s'agissait de *Vendor's Shares* — actions des vendeurs ou actions d'apports, — qui, aux termes de la loi anglaise ne pourraient pas être négociables à Londres avant le 11 mars 1896.

Mais cela ne suffisait pas encore, car hier on s'est effondré à 27 fr. 50 sur un télégramme reçu de Londres et annonçant que l'on avait reçu d'Australie une dépêche disant en substance, qu'il avait été trouvé très peu de métal précieux dans le trou principal de la mine, et ce, contrairement aux suppositions premières. Ainsi, voilà à quelles surprises peut être exposé notre public qui devra méditer profondément l'article que publie aujourd'hui, plus loin, notre rédacteur en chef, M. Edmond Théry. Mentionnons encore que les actions d'*apport* de la *Londonderry* qui se traitent ici, cotaient hier sur notre marché, au dernier moment, 31 fr. 25, alors que les actions *ordinaires* de la même Compagnie s'échangeaient à Londres aux environs de 13 shillings, soit près de 50 0/0 de différence !!!

En ce qui regarde les autres Mines, constatons qu'elles sont lourdes, à cause peut-être un peu aussi de la liquidation de Londres qui commence aujourd'hui. La *Ferreira* recule de 6 fr. 25 à 435; *Geldenhuis*, 162 50, contre 163 75; *Simmer and Jack*, 359 37 1/2 en, diminution de 62 centimes 1/2; *Randfontein*, 49 06 1/4, perdant 3 fr. 12 1/2; *Ruffelsdorn*, 150 62 1/2, contre 152 50. Seule, la *Robinson* est très ferme à 228 12 1/2, gagnant ainsi 62 centimes 1/2.

Situation Financière générale

France. — La liquidation de fin mars a été assez difficile. L'argent s'est montré assez exigeant, et la position de place a nécessité des allégements et même des liquidations forcées. Heureusement, nos grandes valeurs françaises ont résisté admirablement au mouvement de réaction qui s'est produit sur certains titres; et même nous avons à constater, avec plaisir, une avance sensible sur plusieurs des actions de nos grandes Sociétés de crédit. En tête vient le *Crédit Foncier* qui va procéder, ce mois-ci, à son opération d'émission d'obligations, dont il a été déjà parlé précédemment.

En fin de semaine, les affaires, très actives au moment de la liquidation, deviennent plus calmes; on semble se recueillir un peu avant de rien tenter à nouveau.

Allemagne. — Les déclarations faites à la tribune par le comte Wurmbrand, ministre du commerce autrichien, relativement au rachat du réseau ferré, ont servi de prétexte aux haussiers pour chercher à pousser les cours à la Bourse de Berlin Mais de nombreuses réalisations ont arrêté, dans le courant de la semaine, le mouvement ascensionnel, en pesant surtout sur les valeurs de Banque.

La Chambre des Seigneurs, saisie de la proposition Mirbach sur la question monétaire, a décidé son renvoi à une Commission de quinze membres, parmi lesquels la cause du *bimétallisme* compte des défenseurs résolus.

Angleterre. — Le marché financier reste encore sous l'influence de la baisse de l'Extérieure, mais toute l'animation se porte du côté des valeurs de mines d'or. Des affaires nouvelles se créent chaque jour; après les mines du Cap, on exploite les mines australiennes et les ordres affluent, les brokers sont débordés. Les opérations se font ainsi dans un désordre très grand, et chaque liquidation amène des incidents nouveaux et des surprises.

Autriche-Hongrie. — Le resserrement monétaire a amené une gêne relative pour la liquidation à la Bourse de Vienne; on a enregistré, en outre, des réalisations de bénéfices assez nombreuses sur certaines valeurs de chemins de fer. Mais, malgré les efforts du Gouvernement qui voudrait entraver la spéculation, on cherche à pousser énergiquement les cours.

Les avertissements n'auront pas manqué au marché austro-hongrois; si, malgré tout, le public se laisse entraîner, le Gouvernement ne pourra pas être rendu responsable d'un état de choses qu'il n'a cessé de combattre.

Espagne. — Le marché espagnol est plus ferme en fin de semaine, mais la liquidation a été fort laborieuse et nombre de positions ont eu le plus grand mal à se faire reporter. L'écart se maintient toujours entre l'*Extérieure* et l'*Intérieure*, malgré les rachats enregistrés depuis deux jours.

On s'émeut en haut lieu, nous écrit notre correspondant de Madrid, des agissements de la Compagnie du *Nord de l'Espagne*, dont l'attitude pourrait gêner considérablement telle ou telle combinaison financière. Toutefois, M. Navarro Reverter ne songe pas actuellement à un emprunt; pour avoir le temps de mettre de l'ordre dans la situation financière du pays, il renouvelle purement et simplement, pour un an, les Bons du Trésor.

Italie. — Le marché italien est ferme et la rente bénéficie de la cote des places étrangères. Mais les transactions sont fort restreintes et on s'inquiète des proportions que semble prendre la campagne africaine.

On annonce la mise en liquidation judiciaire de la *Banque Tibérine*, dont le passif est considérable. Par contre, la *Banque Commerciale Italienne* développe ses affaires; elle a décidé la création d'une succursale à Milan.

Portugal. — La situation ne se modifie point; le relèvement que l'on attend toujours est fort lent à se manifester. Les recettes douanières de mars montrent encore une diminution sur celles de la période correspondante de 1894.

En politique, il y a une réforme importante à signaler : celle du régime électoral, le scrutin d'arrondissement avec représentation des minorités est remplacé par le scrutin de liste sans cette représentation. Le mode de recrutement de la Chambre des Pairs n'a pas été modifié.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	29 mars			5 avril		
	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)........	102 70	34 23	2 92	103 10	34 36	2 90
Consolidés anglais (ch.f. 25 fr. 20)	105 30	38 29	2 61	105 45	38 34	2 60
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)...	104 10	26 02	3 84	102 70	25 67	3 89
Belgique 3 ½ %..................	103 »	29 42	3 39	102 85	29 38	3 40
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.) ..	74 95	18 73	5 33	73 05	18 26	5 47
Grèce 5 % 1881 (en suspension).	162 »	» »	» »	160 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam).	101 87	29 10	3 43	101 50	29 »	3 44
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)..	102 65	25 66	3 89	104 10	26 02	3 84
Italie 4 % net....................	88 55	22 13	4 51	88 52	22 13	4 51
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)....	98 »	32 66	3 06	97 »	32 33	3 09
Portugal 3 % (1 fr. net).........	25 85	25 85	3 86	25 60	25 60	3 90
Roumanie 5 %.....................	104 »	20 80	4 80	105 »	21 »	4 76
Russie 3 % or 1891 libéré.......	94 80	31 60	3 16	94 25	31 41	3 18
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)......	75 »	15 »	6 66	72 60	14 52	6 88
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)..	102 75	25 68	3 89	100 10	25 02	3 99
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	103 15	34 38	2 90	103 50	34 50	2 89
Turquie convertie 1 % série D..	26 75	26 75	3 73	26 50	26 50	3 81
— Priorité 4 % 1890......	485 »	24 25	4 12	486 25	24 31	4 11
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	98 30	32 76	3 05	98 37	32 79	3 04

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — La Conversion du 4 1 2 0/0. — Le Contrôle des Chemins de fer. — La Convention avec les Messageries maritimes. Election législative. — Le Canal de Marseille au Rhône. — Le Budget au Sénat. — Le prochain Voyage du Président de la République. — Le Câble de Mozambique à Majunga.

On sait qu'une loi, promulguée le 17 janvier 1894, autorisa le remboursement, ou la conversion en rentes 3 1/2 0/0, des rentes 4 1/2 0/0. M. le Ministre des finances, Président du Conseil, adresse, le 5 avril, à M. le Président de la République un rapport se rattachant à cette opération. Il est publié par le *Journal Officiel*. Nous en indiquons ci-après les chiffres principaux.

Les titres 4 1/2 0/0 (*nominatifs, mixtes et autres*) s'élevaient en rentes à 305.540.276 francs, inscrits au nom de 1.778.789 parties.

Sur ces..............Fr.	305.540.276
les demandes de remboursement se sont élevées, en rentes, à..................	62.692
C'est le surplus, soit.....	305.477.584

que l'on a converti.

Les 62.292 francs provenaient de 433 demandes de remboursement et représentaient un capital de 1 million 393.155 fr. 55, soit 0.0205 0/0 du montant nominal des rentes.

A l'heure où nous sommes, il ne reste à rembourser, pour les rentes non converties, qu'un capital de 14.466 francs 64.

Grâce au cours élevé du 3 1/2 0/0, le Trésor a bénéficié d'une différence de 3.166 fr. de rente dont l'eût privé la conversion pure et simple des 62.692 francs de rente 4 1/2 0/0.

On peut aujourd'hui considérer la conversion comme terminée. Elle a été rapidement menée, eu égard, notamment, à l'importance de ce grand travail.

Ajoutons que l'Etat économise annuellement 67 millions 900.975 francs.

L'opération coûtera environ 2.800.000 fr., économie de 1.050.000 francs sur le crédit de 3.850.000 francs ouvert par la loi de janvier 1894.

〰 Le 30 mars, les Ministres se sont réunis à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure. Le Président de la République a fait savoir qu'à la suite de son voyage à Sathonay il avait résolu de gracier cent dix soldats ou marins.

Le Ministre des travaux publics a fait approuver par le Conseil un décret organisant le contrôle des chemins de fer sur les bases indiquées par le Gouvernement lors de la discussion du Budget devant la Chambre. Ce décret assure la situation des agents et donne une forme définitive à l'institution du contrôle. Les attributions du contrôle de la comptabilité sont étendues au matériel et à l'exploitation.

Un arrêté qui sera publié au *Journal Officiel* en même temps que le décret d'organisation, instituera un concours pour neuf places de contrôleurs qui vont être créées.

A l'occasion des mesures de clémence signalées plus haut en faveur de soldats français, le Président de la République a signé la grâce des italiens Falta et Aurelio, condamnés pour espionnage.

〰 La Chambre des députés a commencé, le 30 mars, l'examen du projet de loi portant approbation d'une convention additionnelle passée entre l'État et la Compagnie des Messageries Maritimes. A la suite d'une longue discussion, la continuation des débats a été renvoyée au lundi 1er avril.

〰 Le 31 mars, une élection législative a eu lieu à Blois. M. Gauvin, républicain, a été élu député en remplacement du général Riu, décédé.

〰 La Commission de la Chambre chargée d'examiner le projet relatif à l'établissement d'un canal de Marseille au Rhône s'est réunie le 1er avril. Elle a choisi pour président M. J. Méline, pour vice-présidents MM. Leydet et Lagnel et pour secrétaire M. Gellibert des Seguins.

M. Méline a exposé qu'il avait accepté de faire partie de la Commission pour bien prouver que, quoi qu'on en dise, il était aussi attaché que personne aux intérêts de notre grand port méditerranéen. Il n'est séparé de lui que par la manière de comprendre ces intérêts ; sa conviction est que nos grands ports ne peuvent être prospères que par le développement de la production française et de la richesse publique et non par l'augmentation dans l'importation des produits étrangers.

Ce qui fait l'infériorité relative du port de Marseille, ce sont les grands travaux exécutés en Europe, c'est surtout le percement du Saint-Gothard qui a mis Gênes à cinq cents kilomètres de Bâle, c'est-à-dire au centre de l'Europe, pendant que Marseille restait à sept cents kilomètres. Voilà pourquoi M. Méline est partisan convaincu du projet qui donnera aux capitaux français un emploi utile pour le pays.

Après avoir entendu le compte rendu des commissaires, tous favorables au principe du projet, la Commission s'est ajournée au mercredi 3 avril pour entendre le Président de la Chambre de commerce de Marseille et l'ingénieur en chef du département des Bouches-du-Rhône.

〰 Dans sa séance publique, la Chambre des députés a voté le projet de loi approuvant la convention avec les Messageries Maritimes.

〰 Le Sénat a commencé la discussion générale du budget de 1895.

〰 Le 2 avril, les Ministres se sont réunis à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure. M. le Président de la République sera accompagné dans son voyage à Rouen et au Havre par MM. les Ministres de l'intérieur, des travaux publics et du commerce.

M. Hanotaux a indiqué les déclarations qu'il doit faire au Sénat à propos de la discussion de son budget, en réponse à la question de M. de Lamarzelle sur les affaires de l'Afrique centrale.

Le Ministre de la guerre a donné les renseignements qui lui sont parvenus sur l'accident du *Brinkburn*.

Il a fait connaître les mesures prises en vue de prévenir tout retard dans l'arrivée du personnel destiné à Madagascar.

〰 Au Sénat, la discussion générale du budget a pris fin, et le budget du Ministère des finances a été voté en entier.

〰 Dans sa séance du 3 avril, le Sénat a voté entièrement les budgets suivants : Justice, Intérieur, Guerre et Marine. Sur la proposition de M. Le Royer, le Sénat a ordonné l'affichage du discours prononcé, dans la séance du 2 avril, par M. Loubet, président de la Commission des finances.

〰 Le 4 avril, les Ministres se sont réunis en Conseil de Cabinet, au Ministère des finances, sous la présidence de M. Ribot.

M. Lebon, ministre du commerce, a entretenu le Conseil des déclarations qu'il doit faire à la Chambre au cours de la discussion relative aux Caisses de prévoyance, en réponse à M. Leydet, qui, on le sait, propose de distribuer le crédit de deux millions, voté par les Chambres, aux vieillards âgés de plus de 70 ans. Le Ministre s'en tient aux articles de la loi de finances dont le texte a été arrêté d'accord avec la Commission de prévoyance.

Le général Metzinger a fait savoir, par une dépêche en date du 3 avril, que les travaux d'immersion du câble de Mozambique à Majunga venaient d'être achevés et que la ligne était ouverte à l'exploitation.

〰 Le 4 avril, la Chambre des députés a adopté l'ensemble du projet de loi de M. l'abbé Lemire, tendant à resteeindrr

les difficultés premières du mariage et elle a ensuite commencé la discussion de la proposition de loi relative à la majoration des pensions de la Caisse nationale de retraites. On continuera cette discussion à la séance d'aujourd'hui samedi.

~~ Au Sénat, les budgets du commerce et de l'instruction publique ont été votés. Celui des colonies a donné lieu à une longue discussion sur la politique du Gouvernement en Indo-Chine. M. de Lamarzelle a fait le procès de l'administration de M. de Lanessan et M. Constans lui a répondu et a terminé en disant qu'en matière d'administration coloniale, le pire système était de changer trop souvent de gouverneurs.

~~ Hier, 5 avril, le Sénat a continué la discussion du budget des Colonies.

Selon toutes probabilités, le budget reviendra mardi prochain du Sénat à la Chambre. Dès que l'accord final sera établi entre les deux assemblées, celles-ci se sépareront pour les vacances de Pâques.

On est généralement d'avis de fixer la rentrée au 14 mai.

Marché Financier. — La liquidation de fin mars a été loin de donner ce que l'on attendait d'elle. L'argent a été cher, contrairement aux idées que l'on s'était faites tout d'abord. De plus, la *Rente Extérieure Espagnole*, encore très mouvementée, a continué à impressionner l'ensemble de la cote. Il n'est pas jusqu'aux *Mines d'or* qui, quelques-unes du moins, n'aient contrarié les bonnes dispositions que l'on affectait. Cependant, en fin de semaine, on est un peu plus calme et on envisage plus tranquillement l'avenir.

En dépit des soubresauts qui se sont produits, les règlements des comptes fin mars se sont bien passés, du moins officiellement. Toutefois il est à croire que toute la clientèle n'a pas répondu à l'appel, au moins le premier jour, et qu'il reste des plaies à panser. Que l'on soit donc prudent pendant quelque temps, et que l'on utilise les jours qui vont venir — et qui, à cause des fêtes prochaines, seront vraisemblablement dépourvus d'intérêt — pour se remettre de la secousse passée et pour chercher les moyens à employer pour éviter celles que les esprits sérieux peuvent craindre encore, et qui présenteraient, si elles se produisaient, un caractère des plus graves.

★ ★ Nos *Rentes Françaises* sont plutôt fermes, en dépit des reports élevés pratiqués, et qui ont été les suivants : 17 et 22 centimes pour le *3 0/0 perpétuel*, 21 et 23 centimes pour le *3 1/2 0/0* et 20 et 23 centimes pour le *3 0/0 Amortissable*.

En ce qui regarde notre grand Fonds national 3 0/0, nous le trouvons maintenant à 103 10 fin avril après 103 25 au plus haut, contre 102 70 le 29 mars, gagnant ainsi 20 centimes 1/2, y compris le report. C'est l'opération annoncée que le *Crédit Foncier* doit faire ce mois-ci, et dont nous parlons plus loin, qui donne du ton à ce marché. *Rente 3 1/2 0/0* 108 50 fin avril, contre 108 fr. fin mars il y a huit jours. *Rente 3 0/0 Amortissable* 101 05 fin avril, ex-coupon de 75 centimes, contre 101 85 fin mars le 29 écoulé.

★ ★ La *Banque de France*, de 3.700 recule à 3.675 et reste à 3.680. Le *report* de cette valeur témoigne bien qu'il existe des vendeurs à découvert. On a, en effet, coté le *pair* et 8 fr. de bénéfice. Les profits nets des escomptes et intérêts divers de notre premier Etablissement de crédit, pour les quinze premières semaines de l'exercice en cours, s'élèvent à 1.460.054 francs, contre 3.276.032 fr. en 1894, 2.655.499 fr. en 1893, 4.352.404 fr. en 1892, 6.905.260 fr. en 1891 et 4.915.273 francs en 1890.

★ ★ Les actions du *Crédit Foncier de France*, que nous laissions il y a huit jours à 906 fr. 25, ont passé à 907 50 fin mars, pour revenir à 897 50. En liquidation, les *reports*, sur ce titre, ont été de 4 fr. 50 et de 7 fr. Mais nous clôturons en sensible reprise à 917 50 fin avril. L'assemblée des actionnaires de notre grand Etablissement hypothécaire aura lieu le 9 courant. Le dividende, pour 1894, a été fixé par le Conseil d'administration à 44 fr., contre 45 fr. pour l'exercice précédent. Dans sa séance hebdomadaire du 3 avril, ce même Conseil d'administration a autorisé pour 4.686.712 fr. de nouveaux prêts, dont 3.594.642 fr. en prêts fonciers et 1.092.070 fr. en prêts communaux. Mentionnons ici que les prêts fonciers et communaux effectués en 1894, par le *Crédit Foncier*, s'élèvent à 231.062.000 fr., en augmentation de 25.630.000 fr. sur 1893. Ajoutons que ce montant présente un excédent de 44 millions de francs sur les remboursements anticipés de l'exercice.

L'approbation par le Sénat de la convention intervenue entre la Ville de Paris et le *Crédit Foncier*, convention dont nous avons parlé antérieurement, a souffert quelque retard. Mais le vote n'est plus maintenant qu'une formalité, la Commission ayant entendu, à ce sujet, le Préfet de la Seine. Quant à l'*Emprunt* de 250 millions de francs dont nous parlions la semaine dernière, il paraît devoir être présenté au public aux environs du 27 avril. Le taux de 490 fr. cité par nous paraît se confirmer.

En ce qui regarde les anciennes *Obligations Foncières et Communales*, la fermeté s'impose toujours, bien que nous n'ayons pas beaucoup d'avance à constater cette semaine. L'*Obligation Foncière 1877* passe de 402 fr. à 403, pendant que les *Communales 1879* s'échangent à 499 fr. contre 499 50 ; *titres estampillés* sans changement à 489 fr. ; *Foncières 1879* toujours demandées à 503 50 ; *Communales 1880* 499 fr., en léger recul de 0 fr. 50 ; *Foncières 1883* en hausse à 468 francs, gagnant ainsi 3 fr. 75 ; *Foncières 1885* 495 50 ex-coupon, contre 503 50 il y a huit jours ; *Cinquièmes* 101, sans variation ; *Communales 1891 tout payé* 396 francs 50 ex-coupon, contre 404 ; *Communales 1892 entièrement libérées* 505, sans changement ; *Bons à lots de 1888* 61 francs, en avance de 1 franc.

★ ★ Le marché des actions de nos grandes *Sociétés de Crédit* a été calme, sauf hier ; aussi avons-nous quelques variations à signaler dans leurs cours. La *Banque de Paris et des Pays-Bas* passe de 753 75 à 758 75 au 15 avril, avec un *report* de 1 fr. 50, revient à 747 50 et reste au dernier moment à 753 75. L'émission des 68.000 obligations 4 1/2 0/0 de la *Compagnie des Chemins de fer Brésiliens* qui a eu lieu le 28 mars par les soins de cet Etablissement, de la *Société Générale* et du *Crédit Industriel et Commercial*, a obtenu un plein succès, et a donné lieu à une réduction sur les souscriptions de 31 obligations et au-dessus. *Crédit Lyonnais* en hausse à 828 75 au 15 avril, avec un *report* moyen de 1 fr. 30, contre 817 50 fin mars vendredi dernier. L'assemblée générale des actionnaires a eu lieu à Lyon, le 3 avril ; 103.065 actions étaient représentées. Nous aurons, dans un prochain numéro, à étudier le rapport qui a été présenté aux actionnaires par le Conseil d'administration. Disons toutefois, dès aujourd'hui que, conformément aux appréciations émises par nous antérieurement, et notamment dans un article spécial publié dans l'*Economiste Européen*, du 22 décembre 1894, pendant l'exercice dernier, le mouvement des opérations effectuées par cet Etablissement ne s'est ralenti sur aucun point, et que, dans plusieurs services importants, il a même pris un développement remarquable. Ajoutons enfin que le bruit s'est répandu hier que cet Etablissement ouvrirait ses guichets à Paris et en province à la prochaine émission des obligations du *Crédit Foncier*.

Le *Comptoir National d'Escompte* est toujours aussi soutenu à 595 fr. Il est permis de croire que la nouvelle agence créée à Majunga, ainsi que nous l'annoncions il y a huit jours, dans nos *Informations financières*, aura un développement rapide et apportera, à bref délai à la Société, son contingent de bénéfices appréciables. *Crédit Industriel et Commercial* 567, contre 570 il y a huit jours ; la *Société Générale* qui a détaché son solde de dividende de 6 fr., est à 491 25, contre 496 25 avec coupon vendredi dernier.

Nous reportons nos lecteurs à l'article spécial que nous consacrons plus loin à cette Institution. Disons cependant ici que, en raison du développement des affaires, le Conseil d'administration vient de compléter les cadres de la Direction, en nommant Sous-Direc-

teurs MM. Dorizon, secrétaire du Conseil, et Defontaine, chef de la division des agences. *Banque Internationale de Paris* en avance de 2 fr. à 537 fr.

La *Banque Parisienne* est complètement délaissée. Son dernier cours coté est 414 fr.; *Banque de l'Algérie* 805, bénéficiant ainsi d'une avance de 12 fr.: *Société Foncière Lyonnaise* au même cours précédent de 345 fr.; *Groupe des Immeubles* un peu mou; *Actions* 32 fr. contre 34 fr.; *Obligations Foncières remboursables à 1.000 fr.* sans changement à 166 fr.; *Obligations 4 0/0* 195 fr., en réaction de 2 fr.; *Obligations libérées 350 fr.* 255 fr., comme il y a huit jours.

Dans le projet définitif du concordat qui sera présenté aux obligataires, et sur lequel les actionnaires ont à se prononcer aujourd'hui, nous lisons que cette Société abandonne à ses créanciers : la partie de son actif mobilier comprenant diverses créances hypothécaires détaillées à l'inventaire, tous les dividendes susceptibles d'être encaissés dans la faillite de la *Banque d'Escompte*, et les sommes à provenir des répétitions et recours à exercer. De plus, la Société s'engage à payer aux mêmes créanciers 50 0/0 du montant de leurs créances dans un délai de quarante ans, à raison de 1 25 0/0 par an. Toutefois, ce dividende de 1 25 0/0 pourra être converti en obligations nouvelles, qui seront délivrées dans les conditions suivantes. Les *obligations 1re émission 3 0/0 libérées* seront admises au passif de la liquidation pour 412 fr. 96 et seront échangeables contre des obligations nouvelles de 400 francs, rapportant un intérêt annuel de 6 fr.; *obligations 2e émission 4 0/0 libérées*, admises pour 483 francs 46, seront échangeables contre des obligations nouvelles au capital de 475 fr. et produisant un intérêt fixe annuel de 7 fr. En outre, les obligations anciennes recevront un bon dit de liquidation donnant droit à une part proportionnelle de solde du fonds de réserve constitué et, éventuellement, à un intérêt variable.

La *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* s'inscrit à 595 fr. contre 597 50 vendredi dernier; *Sous-Comptoir des Entrepreneurs*, 125 fr., en perte de 6 fr.; *Banque Hypothécaire d'Espagne*, 520 fr. On sait que le dividende de cet Etablissement, pour 1893, a été de 15 piécettes, ce qui représente un intérêt de 7 1/2 0/0 sur le capital versé.

★ ★ Les actions de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer* sont un peu délaissées en ce moment. Le *Midi* est à 1.320 contre 1.321 25; l'*Orléans*, qui a détaché hier un coupon de 38 fr. 50, cote 1.590 contre 1.620 vendredi dernier; le *Lyon* monte de 1.502 50 à 1.520, pendant que le *Nord* revient de 1.825 à 1.820; *Est*, en avance de 3 fr. à 973 fr.; *Ouest*, 1.085 fr., ex-dividende de 21 fr., contre 1.100 fr. avec coupon. Au sujet de la *Compagnie du Midi*, mentionnons que le Ministre des travaux publics a déposé jeudi, sur le bureau de la Chambre des députés, un projet de loi ayant pour objet l'approbation d'une convention passée avec la *Compagnie du Midi*. Aux termes de la Convention de 1893, la Compagnie devait avancer à l'Etat, pendant dix ans, les sommes destinées à subvenir aux dépenses d'infrastructure des lignes à exécuter par l'Etat et concédées par cette convention. Par la nouvelle convention, ce délai est prorogé jusqu'à l'entier achèvement des travaux que l'Etat doit exécuter. Quant à l'avance en elle-même, elle sera versée par la Compagnie en termes mensuels, et lui sera remboursée au moyen d'annuités dont la dernière sera à l'échéance du 31 décembre 1957. Chaque année, l'Etat fera connaître à la Compagnie le montant des avances qu'il lui demandera pour l'année suivante, sans que ce montant puisse excéder 15 millions.

Les titres *Sud de la France* sont calmes. Les *actions* cotent 290 au comptant et 292 50 à terme, contre 291 25, pendant que les *obligations 3 0/0* gagnent 50 centimes à 438 fr.

★ ★ En dépit des opinions émises précédemment, le *Suez* est en reprise à 3.435 fr., contre 3.372 fr. 50 il y a huit jours, et après 3.450 au plus haut. On escompte les plus-values qui se produiront en avril et en mai, du fait du passage dans le Canal du corps expéditionnaire à Madagascar, et la fin de la guerre sino-japonaise; *Parts civiles* 2.407 50, en avance de 47 fr. 50.

Compagnie Parisienne du Gaz 1.080 fr. ex-dividende de 50 francs, contre 1.125 avec dividende il y a huit jours. Les recettes du mois de mars s'annoncent comme devant être sensiblement supérieures à celles du mois correspondant de 1894 et il faut s'attendre à voir, en conséquence, les actions de la Compagnie regagner rapidement le coupon détaché hier. *Magasins Généraux de Paris* 571 50, en bénéfice de 1 fr.

La *Compagnie Transatlantique* gagne 11 fr. 25, à 340 fr. C'est cette Compagnie qui a fait les offres les plus avantageuses pour les trois combinaisons proposées par l'Etat en vue du renouvellement des services postaux de la Méditerranée. *Messageries Maritimes* 645 fr., en hausse de 45 francs. Le projet de loi relatif à la convention passée entre l'Etat et cette Compagnie, et qui proroge le contrat des *Messageries* jusqu'en 1912, a été voté par la Chambre des députés le 1er avril; *Chargeurs Réunis* 1.320, contre 1.313; *Omnibus* en réaction de 10 francs, à 1.060. Nous publions, plus loin, un article spécial sur cette entreprise.

Voitures de Paris, 570, contre 572 50; *Compagnie Française des Métaux*, 222, perdant 8 fr. sur leurs cours précédents; *Société Centrale de Dynamite* toujours agitée par la spéculation, 650 fr. après même 660 fr., en hausse de 28 75; *Téléphones*, 305, contre 307 50; *Télégraphe de Paris à New-York*, 100 fr., en perte de 1 fr. 25

Le groupe *Panama* est mieux. L'*Action* monte de 8 fr. 75 à 10 fr. 25, pendant que les *Obligations 5 0/0* passent de 24 fr. 25 à 28 fr. 75; *Obligations 3 0/0* 20 fr. 25, en avance de 3 fr.; *Obligations 4 0/0* 21 fr. 50, bénéficiant de 3 fr. 25; *1re série*, 31 fr. 75 contre 27 fr. 25; *2e série* 29 fr. 75, en bénéfice de 3 fr. 75; *Bons à lots* 139 fr. au comptant et 137 fr. 50 à terme contre 138 fr. 75. Au sujet de la *Nouvelle Société de Panama*, on annonce le retour de M. de la Tournerie, qui a séjourné pendant plus d'un mois dans l'isthme colombien. On ajoute que les études auxquelles s'est livré cet ingénieur lui permettent de déclarer que non-seulement le canal est achevable, mais encore qu'il peut être terminé avec une dépense inférieure aux sommes prévues.

Les actions de la *Société Hellénique du Canal de Corinthe*, que nous laissions à 100 fr., montent à 105 francs; *Obligations 6 0/0* 177, en avance de 4 fr.; *Lots du Congo* 102 50 contre 102 75.

Les *Nitrate Railways* gagnent 13 fr. 75 à 443 75. Les recettes de cette Compagnie se sont élevées, pendant la seconde quinzaine de mars, à 27.293 liv. st., en augmentation de 8.443 liv. st. sur 1894; *Lautaro*, sans changement à 208 75; *Rio-Tinto*, en perte de 10 francs à 320 fr., après 336 25 au plus haut et 315 au plus bas. Le Conseil d'administration de cette Compagnie vient de déclarer un solde de dividende de 4 shillings, qui, avec les 4 shillings de dividende intérimaire payés précédemment, forme, pour l'année entière, un dividende total de 4 0/0 sur le capital nominal des actions. Les bénéfices de l'exercice n'ont atteint que 147.000 liv. st., sur lesquelles 75.000 livres ont été mises au fonds de réserve, et 25.000 au report à nouveau. Les appréhensions que nous n'avons cessé d'émettre sur cette valeur, à diverses reprises, notamment le 22 octobre 1893, étaient donc complètement justifiées. *Compagnie Française des Mines d'or et d'Exploration*, 123 75, contre 120 62 1/2.

Les *Obligations de l'Etat de Espirito-Santo*, qui se traitent depuis le 2 courant sur le marché officiel, s'établissent en hausse à 422 ex-coupon de 12 fr. 50, contre 428 12 1/2 avec coupon vendredi dernier.

★ ★ Les *Fonds Brésiliens*, qui ont détaché leur coupon semestriel sont très soutenus. Le *4 1/2 0/0 1888* que nous laissions à 82 75 et le *4 0/0 1889* qui clôturait à 78 75 cotent réciproquement ex-coupon 80 et 76 fr. 50.

★ ★ Des exécutions nombreuses ont eu lieu sur la *Rente Extérieure Espagnole*. On cite des positions à la hausse qui n'ont pas pu trouver à se *faire reporter*, et qui ont dû être liquidées. Aussi ce fonds a-t-il reculé de 74 95 à 73 05. Au dernier moment il reste mieux à 73 05 ex-coupon, mais avec un marché des plus calme.

★ ★ La *Rente Italienne* est toujours lourde. Elle a eu, cette fois, à supporter un report assez cher : 12 et 16 centimes. Cependant elle clôture sans grand changement à 88 52 1/2 contre 88 55 il y a huit jours.

★ ★ Les *Fonds Russes* continuent à avoir un marché excellent. L'*Orient*, de 67 75 fin mars passe à 67 90 fin avril, avec un *report* moyen de 12 1/2 centimes ; *Consolidés 1re et 2e séries* 102 ex-coupon avril, contre 102 90 mars ; report moyen 9 centimes ; *Russes 3 0/0 1891 et 2e Emission 1894*, 94 25 ex-coupon et fin avril avec un report de 13 et de 17 centimes, contre 94 80 mars ; quant au *Russe 3 1/2 0/0*, que nous laissions à 98 60 fin mars, il s'échange à 98 70 fin avril. Son report a été de 12 et de 16 centimes.

★ ★ La fermeté persiste sur le *5 0/0 Serbe*, bien que les hauts cours de ces temps derniers n'aient pas été tout à fait maintenus. Le *5 0/0 1890*, qui vient de détacher son coupon trimestriel, s'inscrit à 72 60.

★ ★ Des réalisations sont encore à signaler sur les *Valeurs Ottomanes*. Le *Turc B* cote 46 25 contre 46 75; *Turc C* 29 10 contre 29 65 ; *Turc D* 26 50 contre 26 75; par contre, *Douanes* en avance de 3 fr. 75 à 512 fr. 50; *Ottomanes 4 0/0 1894*, également favorisé à 476 25, en progrès de 6 fr. 25 ; *Banque Ottomane* 725, en recul de 2 fr. 50.

Les obligations *Smyrne-Cassaba anciennes* sont recherchées à 455, en bénéfice de 1 fr. 25; *nouvelles* 431 87 1/2 contre 431 fr. 25.

Nous avons à signaler un commencement de reprise sur les *Obligations 3 0/0 de 500 fr. de la Compagnie du Chemin de fer Jonction Salonique-Constantinople* qui ont passé de 340 fr. à 344 fr. Ce mouvement n'a pas lieu d'étonner. En effet, les capitalistes, après avoir détaché les coupons d'avril sur les titres de leur portefeuille, s'empressent d'entrer dans une valeur dont le coupon semestriel de 7 fr. 20 nets, à l'échéance du 15 avril, sera détaché dans quelques jours. Ce coupon avait été un peu perdu de vue depuis quelque temps, et tout indique que, non seulement il sera après son détachement vite regagné, mais encore que la hausse de l'obligation *Salonique-Constantinople* ne s'arrêtera pas là.

Voir le Tableau de Bourse à la fin du journal.

QUESTIONS DU JOUR

LA FIÈVRE AURIFÈRE

L'expression n'est pas exagérée : c'est bien d'une fièvre qu'il s'agit en ce moment et d'une fièvre dont les conséquences peuvent être *un jour* terribles. Chacun en a conscience, chacun sent venir la catastrophe qui en sera le dénouement fatal, et personne n'ose regarder la situation en face, ou ne veut dire tout haut ce que l'on pense tout bas.

La semaine dernière, l'encaisse or de la *Banque de France* s'est diminuée de 33.771.000 fr.; cette semaine, la perte du métal jaune à la Banque s'élève encore à 19.384.000 fr., et c'est grâce aux remises faites par notre grand Etablissement d'émission que le chèque sur Londres ne s'est pas élevé aux environs du gold-point de sortie de 25,34 et que le drainage de l'or existant dans notre circulation a pu être provisoirement évité. Cependant, à la période correspondante de 1893, ce même chèque n'était qu'à 25,14 et même en 1894, malgré les énormes quantités de blé qu'il a fallu solder à l'étranger au cours du premier trimestre, il se maintenait, à la fin du mois de mars, aux environs de 25,19.

Il n'y a certes pas de péril imminent pour notre circulation monétaire, car les réserves d'or de la *Banque de France* sont assez puissantes pour faire face à la situation présente, mais la fièvre aurifère, jusqu'ici circonscrite à une minorité restreinte de spéculateurs, gagne maintenant toutes les classes de notre société. Nous avons déjà pour plus de 500 millions de francs engagés dans les mines d'or du Transwaal, et la fièvre se développe avec une telle intensité que nous pouvons prévoir que le milliard sera atteint et dépassé à bref délai.

Ce qu'il y a de plus fâcheux pour la bourse de nos compatriotes... et de plus vexant pour notre amour-propre national, c'est qu'en réalité les spéculateurs français de la seconde et de la troisième heure — ceux qui montent dans le train en ce moment — prennent précisément la place des spéculateurs anglais, qui liquident les affaires escomptées à gros bénéfices, pour lancer des affaires nouvelles où les apports jouent un rôle capital (sans jeu de mots) et que l'emballement du public enlèvera comme les précédentes.

Quelles sont ces affaires ? Sur quoi sont-elles basées ? Quels sont leurs créateurs ? Cela importe peu ! Pourvu qu'elles aient un nom bien exotique : *Big Blow gold mining, Nigel Extension Limd*, *North Sheba gold and Exploration, Rip gold mining, Royal Sovereign, Londonderry vendor's shares, Watana, Zapopan*, etc..., cela suffit pour l'acheteur français.

Il y a quelques mois à peine, lorsqu'un Etablissement français voulait émettre un emprunt étranger sur la place de Paris, il commençait d'abord par présenter à l'Administration de l'Enregistrement un représentant responsable pour l'impôt à percevoir sur les titres à placer en France ; puis, par la voie de l'affichage, des prospectus et de la presse, il indiquait aux futurs souscripteurs les conditions générales de l'émission projetée.

C'était le vieux jeu ! Aujourd'hui l'*introduction* a remplacé l'émission publique et plus n'est besoin des vaines formalités que nos lois et nos usages rendaient indispensables. Trois ou quatre intermédiaires, le plus souvent exotiques comme les valeurs introduites, se concertent le matin sur l'*introduction* à faire... Et le soir, à la clôture de la Bourse, l'opération est terminée. Le bon public français a l'*avantage* de posséder quelques chiffons de papier de plus et quelques centaines de milliers de louis d'or de moins.

Veut-on avoir un exemple du degré de folie auquel on est arrivé ! En voici un, des plus caractéristiques :

J'ai reçu hier soir la visite d'un ami, un brave industriel parisien, venant me consulter sur la valeur intrinsèque de deux mines sud-africaines dont il avait, dans la journée, acheté plusieurs centaines d'actions.

Je lui répondis d'abord que personne, à Paris ou ailleurs, ne pourrait le renseigner sur la *valeur intrinsèque* des mines d'or africaines, australiennes ou siamoises; puis, par acquit de conscience, je lui demandai le nom de ses deux mines.

Mon ami fouilla toutes ses poches et constata,

après d'inutiles recherches, qu'il n'avait plus la fiche à lui remise par le courtier *opérateur*.

— Cela n'y fait rien, dit-il, je me souviens des cours d'achat.

— Mais quels sont les noms de ces deux mines?

— Les noms? Mais je les ignore, *puisque je n'ai pas ma fiche!*

— Et le nom de l'intermédiaire?

— Je crois que c'est... (il me désigna un nom parfaitement inconnu) mais je sais où il se tient à la Bourse!!

J'affirme que je n'invente rien et que je rapporte, mot à mot, les termes de la consultation. Je dois à la vérité d'ajouter que mon ami n'est pas spéculateur, qu'il n'a dans son portefeuille que de la Rente française, des obligations de Chemins de fer garanties par l'Etat et qu'il s'est toujours abstenu de souscrire à des affaires industrielles françaises.

Il m'a naïvement avoué qu'il avait acheté des Mines d'or parce que plusieurs de ses amis *gagnaient gros* avec ces sortes de titres et qu'il voulait *simplement* faire comme eux.

L'histoire serait drôle si elle ne révélait qu'un cas particulier; malheureusement, le cas se généralise et ils sont déjà légion ceux que la fièvre de l'or secoue et entraîne vers l'abîme.

Notre correspondant de Londres nous racontait, la semaine dernière, les incidents qui se sont produits dans Throgmorton street à l'avant-dernière liquidation. Depuis que la spéculation sur les Mines d'or a pris l'importance que l'on sait, les courtiers tenaient une petite Bourse dans cette rue étroite qui rappelle, à s'y méprendre, notre rue Quincampoix de si fameuse mémoire. Mais l'affluence des spéculateurs y était devenue si considérable que la police s'est enfin décidée à agir et que, finalement, la petite Bourse, après des rixes suivies d'arrestations et de condamnations de courtiers connus, a été supprimée

Les événements survenus à la dernière liquidation sont encore plus extraordinaires. Certains courtiers ont acheté ou vendu des titres sans pouvoir retrouver les noms de leurs contre-parties et on estime à plus de 40.000 le nombre des actions de Mines d'or qu'il a fallu, sur réclamation des intéressés, racheter et revendre aux risques et périls du Comité des courtiers.

Il ne faut pas être grand prophète pour prédire qu'avant quelques mois d'ici les mêmes scènes de désordre et de confusion se reproduiront à Paris.

Doit-on continuer à fermer les yeux, à feindre d'ignorer ce qui se passe au grand jour de la Bourse? Nous ne le pensons pas, et notre excellent confrère, la *Finance Nouvelle*, donne, sur l'intervention nécessaire des Pouvoirs publics, des raisons qui méritent d'être citées :

« La campagne sur les Mines d'or — dit notre confrère — nous coûtera très cher, plus cher, probablement que le *Panama*, dont les proportions semblaient cependant déjà bien belles. Il est donc regrettable que l'on ne fasse rien pour enrayer ce mouvement funeste. Prétendra-t-on que l'on est désarmé? Soutiendra-t-on que l'on peut laisser dépouiller l'épargne publique sans le moindre scrupule? Nous avons des lois et des règlements que l'on viole impunément aujourd'hui en négociant au grand jour des actions de 25 francs.

« La loi de 1867 sur les Sociétés avait fixé à 500 francs le minimum de la valeur nominale des actions pour toutes les Sociétés dont le capital était supérieur à 200.000 fr. En 1893, le Sénat abaissa ce minimum à 100 fr., malgré le vote de la Chambre des députés qui voulait que la loi autorisât la coupure de 25 fr.

« Il semblait donc qu'aucune action d'un capital nominal inférieur à 100 fr. ne pourrait se négocier sur notre marché. Comment se fait il que c'est l'action de 25 fr. qui y domine aujourd'hui? Il arrive purement et simplement que la plupart des Sociétés vont se créer en Angleterre pour se soustraire à la loi française. Ces Sociétés échappent ainsi, non seulement à l'obligation de se constituer avec des actions de 100 francs, *mais encore aux charges fiscales que la loi impose aux Sociétés françaises*.

« Il y a là une fâcheuse situation : Ou il faut modifier la loi de 1867-1893 et accorder aux Sociétés françaises les mêmes facilités que la loi anglaise accorde aux Sociétés anglaises; ou bien il faut interdire la négociation des titres de toutes les Sociétés étrangères dont la constitution est contraire aux lois françaises. »

On ne saurait dire mieux!

Pour notre part nous ne demandons pas que l'on interdise en France la négociation des actions de Mines d'or : nous estimons que certaines de ces entreprises, parfaitement étudiées, créées et dirigées par des hommes compétents et honorables, peuvent, doivent donner d'excellents résultats ...si ces résultats ne sont pas majorés outre mesure. Et comme notre loi monétaire (le monométallisme-or) nous oblige à prendre à *cours forcé* tout le métal jaune qu'il convient aux mines sud-africaines et australiennes de nous envoyer en France, il est rationnel que les Français puissent devenir propriétaires d'une portion de ces entreprises que nous protégeons d'une manière si parfaite.

Mais nous avons cependant le droit et le devoir de réclamer à leur égard un contrôle sévère qui permette au public d'apprécier les conditions de leur création ou de leur fonctionnement et qui leur garantisse au moins l'existence, la constitution légale, les noms des membres du Conseil d'administration et des directeurs et la marche régulière de l'exploitation. Enfin, nous devons également exiger que ces valeurs étrangères paient tous les impôts qui frappent nos propres valeurs nationales.

La solution de ce double problème ne peut être donnée que par une modification de la loi 1867-1893 et du décret de 1880-1893, modification permettant de négocier *officiellement* les actions des Sociétés françaises et étrangères d'une valeur nominale de 25 francs, quel que soit leur capital social.

EDMOND THÉRY.

A LA BANQUE DE FRANCE

LES OPÉRATIONS DE BOURSE
DÉPOTS ET GARDE DE TITRES POUR TOUTE LA FRANCE
ACCORD AVEC LE GOUVERNEMENT RUSSE

Le Conseil de Régence de la *Banque de France* a pris, jeudi dernier, deux résolutions très importantes qui méritent d'être portées à la connaissance du public, car elles complètent la série des réformes pratiques que notre grand Etablissement d'émission poursuit depuis quelques années, et que nous avons décrites dans notre

récente étude sur les *Fonctions de la Banque de France.*

Le Conseil a d'abord décidé qu'à l'avenir la Banque centrale de Paris, et toutes les succursales de province, accepteraient les ordres de Bourse pour le compte de leurs clients: comptes courants simples, comptes courants avec faculté d'escompte, comptes courants d'avances, comptes de dépôts ou déposants de titres.

Ces ordres embrasseront toutes les valeurs françaises et étrangères négociées par ministère d'agents de change et seront exécutés soit au comptant, soit à terme mais, dans ce dernier cas, avec livraison ou levée de titres pour la liquidation qui suivra la vente ou l'achat.

Un bordereau d'agent de change sera fourni à l'acheteur ou au vendeur pour chaque opération effectuée.

Les opérations à terme proprement dites et les achats ou ventes de primes ne sont pas admises par la Banque.

La deuxième résolution prise par le Conseil de Régence concerne les dépôts volontaires de titres.

Le Conseil a décidé que tous les porteurs de titres habitant les départements pourraient donner leurs titres en garde de la *Banque de France* et la charger du recouvrement des arrérages et des titres sortis aux tirages aux conditions ordinaires de la Banque centrale de Paris.

Ces titres pourront être envoyés à Paris ou dans l'une des succursales suivantes, déjà organisées pour ce service spécial: Bordeaux, Lille, Lyon et Marseille. Mais les déposants auront la faculté d'encaisser leurs arrérages ou les titres sortis aux tirages dans leur succursale de résidence, c'est-à-dire sans dérangement et sans déplacement de leurs titres.

Voici, pour finir, une excellente nouvelle qui intéresse tous les porteurs français de fonds d'Etat russes et qui nous est transmise par notre correspondant de Saint-Pétersbourg.

Le Gouvernement russe, pour compléter l'oukase de l'Empereur Nicolas réglant pour les Emprunts d'Etat russes les conditions de remboursement du capital et du paiement des arrérages des titres au porteur déclarés détruits, perdus ou volés (oukase que nous avons publié dans notre nº 166, et qui a déjà le grand avantage de placer la législation russe en matière de titres au porteur dans des conditions presque identiques à la législation française) vient de se mettre entièrement d'accord avec la *Banque de France*, pour la transformation des titres russes au porteur en titres nominatifs.

Quand les conditions de l'arrangement auront été ratifiées, la *Banque de France* délivrera, à toutes les personnes qui déposeront dans ses caisses des titres d'Etat russes au porteur, des certificats nominatifs, plaçant ainsi ces titres à l'abri de tout accident : perte, vol, incendie, etc...

Cette transformation, qui pourra d'ailleurs permettre aux propriétaires des titres nominatifs de réaliser leurs titres quand cela leur conviendra, absolument comme s'ils les avaient conservés sous la forme au porteur, s'effectuera à *titre gracieux* pour les porteurs français, le Gouvernement russe *prenant à sa charge* tous les frais de conversion et de garde à la *Banque de France* qui en résulteront.

EDMOND THÉRY.

Le Budget de 1895 au Sénat

La discussion générale du budget de 1895 s'est ouverte au Sénat, lundi 1er avril, sur le rapport de M. Morel, sénateur de la Manche, dont voici les grandes lignes.

Après avoir constaté, dans une étude de la situation financière de la France au moment où s'ouvre l'exercice de 1895, que les charges vont en croissant et qu'une centaine de millions de dépenses extraordinaires n'ont pas été incorporées au budget général, le rapporteur rappelait que les ressources dont on fait état ont, en partie, un caractère exceptionnel et ne se reproduiront plus pour les exercices suivants. Les augmentations de crédit votées par la Commission des finances du Sénat ont été acceptées par le Gouvernement, car elles avaient pour but de rétablir les chiffres demandés par les divers Ministères et réduits par la Chambre. Enfin, en ce qui concerne la substitution au droit d'accroissement d'une taxe d'abonnement frappant toutes les congrégations religieuses, autorisées ou non, M. Morel constatait que la Commission des finances du Sénat avait, à la demande du Président du Conseil, repoussé le double tarif de 30 et de 50 centimes voté par la Chambre, en adoptant une taxe unifiée de 30 centimes.

Ce résumé — que le manque d'espace ne nous permet pas de présenter d'une façon plus complète — rapproché de l'article sur le budget de 1895, que nous avons publié dans l'*Economiste Européen* du 16 février (nº 162), suffira sans doute à nos lecteurs pour qu'ils puissent suivre les débats de la Chambre haute.

MM. Hugot (Côte-d'Or), Chesnelong, sénateur inamovible, et Bisseuil (Charente-Inférieure) ont tout d'abord prodigué au Gouvernement les critiques et les conseils, en insistant surtout sur des dégrèvements de diverses natures qui feraient, dans les recettes, un vide de plus de 200 millions, et sur les économies. Leurs discours, très intéressants et très documentés, ont occupé, avec celui du rapporteur, la séance du 1er avril; mais, en indiquant le mal, que personne ne songe à contester, les orateurs de la première journée ont omis d'indiquer le remède.

Cette lacune a été comblée, d'une façon magistrale, par M. Loubet, président de la Commission des finances et sénateur de la Drôme, ainsi que par le Président du Conseil, M. Ribot.

***

M. Loubet reconnaît, tout d'abord, que notre situation budgétaire est embarrassée et qu'il faut y remédier par des résolutions énergiques.

Quelles sont les causes de l'état de nos finances? Comment en sommes-nous arrivés à constater que nos ressources ordinaires et normales ne suffisent plus à payer les dépenses ordinaires et normales et à assurer un équilibre budgétaire réel, sincère, complet?

J'aperçois deux causes : d'une part, les dépenses colossales du rétablissement de notre matériel de guerre et de l'exécution des grands travaux publics ; d'autre part, l'accroissement successif et continu des dépenses dans tous les chapitres de tous les ministères.

La première cause d'accroissement de nos charges est considérable; la guerre a coûté 8 ou 9 milliards, le rétablissement de nos forts et de notre armement a coûté 3 milliards, celui de notre matériel naval 800 millions, les travaux des ports ont coûté 600 millions; les ouvrages des rivières et des canaux ont coûté une égale somme ; les chemins de fer, enfin, ont pris un développement énorme : nous avons plus que doublé notre réseau de voies ferrées.

Si ces travaux ont été exécutés, ils l'ont été, j'imagine, Messieurs, avec le concours du Parlement tout entier, à de très rares exceptions près. (*Rumeurs à droite. — Très bien! très bien! à gauche.*)

Dans ses deux dernières séances du 30 et 31 décembre 1875, l'Assemblée nationale avait déjà voté la construction d'un réseau de voies ferrées s'étendant à 5.000 kilomètres. Plus tard, tous les partis de la Chambre se sont associés au programme des grands travaux publics : chemins de fer, ports, amélioration des rivières et canaux, etc., etc. C'est ainsi que des milliers de kilomètres de voie ferrée sont venus s'ajouter au fameux plan Freycinet, contresigné par M. Léon Say, dont nous avons parlé ici même la semaine dernière.

Et à ce propos, l'honorable Président de la Commission des finances a donné des chiffres qui complètent l'argumentation de M. de Freycinet, relative au développement de notre prospérité nationale :

J'ajoute que l'exécution de ce plan, si elle a été une lourde charge pour nos finances, donna aussi à notre pays une prospérité nouvelle qu'il est impossible de nier.

En effet, en 1875 ou en 1876, le nombre de tonnes kilométriques transportées s'élevait à 6 milliards ; il atteint aujourd'hui 14 milliards environ.

N'est-ce rien que cet accroissement dans les transports de marchandises? Et ne voyez-vous pas que cet outillage nécessaire était une des conditions essentielles de la vie d'un peuple qui marche? Ne voyez-vous pas qu'il était impossible à ce pays de prospérer avec les 17.000 kilomètres de chemins de fer que nous avions en 1870, alors que les peuples concurrents développaient si largement leurs réseaux?

Il en est de même pour la navigation intérieure, où le mouvement des transports s'est élevé, de 1 1/2 milliard de tonnes kilométriques en 1876, à 3 milliards 600 millions en 1892 et en 1893.

Mais on a reconnu qu'on était allé un peu vite et qu'il était dangereux de recourir à l'emprunt pour la continuation des travaux publics. Alors on s'est rallié, dès 1891, à un système consistant à incorporer les grandes dépenses dans le budget ordinaire du pays, et ces incorporations, qui s'élèvent à 250 millions, ont amené de graves embarras.

Pourtant, le chiffre des dépenses laissées en dehors du Budget est encore considérable. Que convient-il de faire? M. Loubet n'est pas partisan de la superposition d'impôts, ni des diverses combinaisons imaginées pour accroître les ressources budgétaires ; il estime qu'on a atteint la limite extrême des charges à imposer aux contribuables et qu'en la dépassant, on compromettrait la prospérité du pays. Il faut donc entrer résolument dans la voie des économies.

En ce qui concerne les Départements de la guerre et de la marine, nous aurons atteint le seul résultat réalisable, si on parvient à arrêter la marche ascensionnelle des dépenses. Mais il importe de mettre un frein aux demandes d'augmentation de traitement dans tous les services des onze Ministères qui constituent notre Administration.

Le mal, profond, réside dans l'organisation des Syndicats constitués sans souci de la loi de 1884.

Pour le Ministère des travaux publics, dont le Budget s'élève à 290 millions (en comprenant les 100 millions d'incorporation de la garantie d'intérêt), M, Loubet croit que des réductions importantes peuvent être réalisées dès aujourd'hui, tout en terminant certaines entreprises. N'y a-t il pas abus dans l'accroissement de 11 millions de kilomètres de parcours qu'on a imposé peu à peu aux Compagnies de Chemins de fer?

Cela représente 11 millions de francs, car le kilomètre coûte un franc à l'unité, si je suis bien renseigné ; mais quand il ne coûterait que 70 centimes, cela fait encore une somme de 7 ou 8 millions. Et, si le Ministre des travaux publics, fidèle à son devoir, d'accord avec les Compagnies, qui ne demandent pas à exagérer les services, qui veulent bien satisfaire à toutes les demandes légitimes, mais qui résistent de tout leur pouvoir à des demandes injustifiées, si le Ministre des travaux publics prend le livret Chaix et constate, comme je l'ai fait moi-même que, sur une ligne de 30, 40, 100 kilomètres, il y a un service exagéré de cinq ou six trains par jour, il a le droit de dire à la Compagnie, qui sera enchantée d'accepter cet avertissement et d'exécuter cet ordre : Supprimez un train, deux trains. Assurez le nécessaire. Le luxe serait possible si nous avions de l'argent à perdre ; il ne l'est pas lorsque nous sommes en déficit et que ce sont les contribuables qui payent. (*Applaudissements.*)

Quant à la navigation intérieure, si on considère que l'entretien des canaux et des rivières coûte plus de 11 millions à notre Budget, pourquoi ne rétablirait-on pas les droits supprimés en 1879 ou 1880? Grâce à l'accroissement du trafic, on obtiendrait, de ce chef, au moins 8 millions.

M. Loubet a parlé ensuite du Budget des colonies ; partisan de l'expansion coloniale, il ne croit pas, cependant, que la métropole doive s'imposer indéfiniment 70 ou 80 millions de sacrifices annuels. Si une pareille situation devait se prolonger, on serait amené à faire une sélection entre les divers pays lointains où flotte notre drapeau.

Enfin, après avoir signalé les abus dans le Budget de l'instruction publique, le Président de la Commission des finances a tracé un tableau saisissant des sacrifices que l'Etat s'est imposé dans un but philanthropique :

J'appelle l'attention du Sénat sur une dépense qui est en germe dans le Budget et qui va se développer dans de très vastes proportions. Je veux parler de l'inscription, au chapitre 13 du Ministère du commerce, d'un crédit de 2 millions pour majorer les versements affectés à la Caisse des retraites pour la vieillesse et aux Sociétés de secours mutuels.

M. le Ministre des finances, dans son exposé, prévoit que, dans un temps donné, il y aura là un sacrifice de 100 millions et que lorsque le projet de loi battra son plein, c'est 156 millions qu'il faudra inscrire au Budget.

Je ne suis pas l'ennemi de l'intervention de l'Etat, sous forme de subventions. Je crois, au contraire, qu'il y a là un emploi très fécond d'une partie des ressources du Trésor. Il faut, à mon avis, apporter de l'aide à l'initiative privée, quand elle s'est manifestée et qu'il s'agit d'une œuvre sociale au premier chef. Je m'y associe complètement. La Commission des finances, à l'unanimité, je suis heureux de le déclarer ici, a été de mon avis. Mais il faut prendre des précautions. Déjà votre projet est dépassé par la Commission de la Chambre des députés ; elle a abaissé de soixante-dix à soixante-cinq ans l'âge de la retraite. La loi de 1853 qui a organisé le régime des pensions civiles a donné tous les mécomptes qu'une loi peut donner au point de vue financier. La loi sur la Caisse des retraites pour la vieillesse a donné les mêmes mécomptes, et lorsqu'on a péniblement, après des efforts répétés, pu abaisser le taux de l'intérêt de capitalisation de 5 à 4 50, puis de 4 50 à 4 0/0, elle avait déjà fait perdre plus de 100 millions au Trésor.

Et pour montrer ce que la France fait déjà pour ses travailleurs, M. Loubet donne des chiffres instructifs, en ce qui concerne les Compagnies des chemins de fer et les exploitations minières :

Les six grandes Compagnies de chemins de fer et celle de l'Etat font, pour les pensions de retraites, pour les secours, pour les indemnités de maladie, les médicaments, des sacrifices qui se chiffrent par les sommes suivantes :

L'Etat : 7.632.000 fr. ; le Paris-Lyon-Méditerranée, 11.683.400 francs ; l'Ouest, 4.451.000 fr. ; le Nord, 5.049.000 fr. ; le Midi, 4.157.000 fr. ; l'Orléans, 6.011.000 fr. ; l'Est, 4.332.245 fr. ; total : 36.258.000 fr.

Si l'on y ajoute les primes annuelles qui sont distribuées sous diverses formes, le montant des sacrifices est de 42.526.000 francs.

Il en est de même pour les mines : la loi de 1894 impose aux exploitants le versement d'une somme égale à 2 0/0 des salaires :

En 1890 — ce sont les chiffres officiels extraits d'une statistique publiée en 1892 par le Ministère des travaux publics — en 1890, les exploitations de mines en toute nature ont versé une somme totale de 11.535.811 fr. en secours, médicaments ou pensions de retraite.

En 1893, les dépenses pour le personnel ouvrier, s'élevant à 145.000 fr., ont représenté 42 p. 100 du bénéfice réalisé.

En 1894, l'effet de la loi sera d'augmenter les versements d'une somme de 3 millions 700.000 fr. environ, de telle sorte que les versements faits pour ces œuvres d'assistance atteindront le chiffre de 15 millions 700 000 francs, soit 56 p 100 du bénéfice des exploitations. C'est encore quelque chose, Messieurs, que ce versement de 15 millions fait par les exploitants de mines au profit du personnel ouvrier!

Ce n'est pas tout. Combien d'associations privées, combien de grandes industries, combien de grands commerçants font ainsi des sacrifices très considérables pour leur personnel ouvrier!

Dans une péroraison éloquente, M. Loubet a insisté sur la nécessité de détruire les légendes en vertu desquelles on vient dire à la tribune que la France ne se préoccupe pas de la classe pauvre et laborieuse ; il importait de faire la lumière sur ce point, pour donner la sécurité du lendemain et faciliter la perception de taxes indispensables à l'équilibre du budget.

Ce langage patriotique a ému le Sénat au point que, sur la proposition de son président, M. Le Royer, il a décidé que le discours de M. Loubet serait affiché dans toutes les communes de France.

***

Il nous reste à analyser le discours du Président du Conseil qui complète, en tous points, les explications fournies par les précédents orateurs. Les efforts énormes

rappelés par M. Loubet — a dit en substance M. Ribot — n'ont malheureusement pas coïncidé avec une augmentation du produit des impôts et si la conversion de l'an dernier a donné 60 millions nets, les dégrèvements de l'impôt foncier, de la grande vitesse, des huiles minérales, si excellents qu'ils soient, ont pesé sur nos budgets. Il y a eu, en outre, dans les cinq dernières années, 227 millions d'accroissement de dépenses parmi lesquelles la marine tient la tête; par contre les recettes, au lieu de se développer dans les proportions de 45 millions par an, comme il le faudrait pour faire face aux dépenses, ne se développent que dans la proportion de 23 millions par an. De là les difficultés actuelles et le Président du Conseil ne croit pas que notre système économique ait contribué à la crise que nous traversons. Au surplus, la cause principale de cette crise, c'est la baisse générale des prix qui s'est produite dans des conditions inquiétantes et pèse sur toutes les nations civilisées. Mais certains symptômes permettent d'entrevoir un relèvement, un essor de notre production industrielle, et, en définitive, la France est restée un des pays les plus solides et les plus riches.

Passant au déficit, M. Ribot s'est exprimé dans les termes suivants :

Nous avons un budget qui, depuis cinq ans, n'est en équilibre qu'au moyen de ressources exceptionnelles; il a fallu que les ministres des finances fussent ingénieux et trouvassent le moyen d'équilibrer ce budget autrement qu'en employant des ressources ordinaires.

Mais, messieurs, ce régime ne peut pas durer toujours : nous sommes arrivés à un point où il faut, comme je le disais tout à l'heure, regarder en face le budget et trouver le moyen de l'équilibrer. Or, il nous manquera pour 1896, — et avant que je n'aie examiné aucune demande de dépenses, aucune de ces demandes qui affluent déjà sur ma table, — il nous manquera, dis-je, 37 millions.

Je ne puis pas les trouver dans des expédients ; je ne les y chercherai pas. Je serai obligé d'apporter au Parlement des propositions et le Parlement, dans son patriotisme, voudra bien les examiner.

. . . .

Et en terminant, le Président du Conseil a insisté sur la nécessité de faire une halte dans la progression des dépenses, en ajournant les améliorations si nécessaires qu'elles paraissent :

C'est un effort qui ne pourrait se prolonger indéfiniment, car il y a des nécessités auxquelles tous les Parlements sont obligés de céder. On ne peut pas arrêter la vie de la nation ni le développement des dépenses publiques ; on peut les retarder par suite de nécessités absolues, mais seulement pour un temps limité.

J'espère que, si nous faisons cet examen avec sévérité, avec conscience, nous donnerons le temps à la prospérité de ce pays de reprendre son essor.

Nos finances sont engagées, disais-je en 1883, mais elles sont puissantes. Je le redis volontiers à cette heure. Nos finances sont aussi puissantes que celles de tous les pays voisins, mais nous devons les ménager; il faut les surveiller, il faut les conduire avec prudence et avec fermeté.

Nous devons, dans un moment difficile, ne pas nous laisser entraîner par un optimisme excessif, mais regarder en face la situation et faire résolument l'effort qui sera nécessaire, mais sans dépasser la mesure ni tomber dans aucune exagération.

Cela fait, nous aurons donné à ce pays si riche, si confiant en lui-même, ce qu'il doit avoir, ce à quoi il a droit : des finances solides, bien assurées. Nous lui aurons donné la sécurité au dehors et la confiance dans l'avenir de ses destinées à l'intérieur. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs à gauche et au centre.*)

Ces deux grands discours, clôturant la discussion générale du budget de 1895, ont produit une vive impression. Ajoutons que les crédits ouverts pour les dépenses générales du budget de l'exercice 1895, s'appliquent :

1° A la dette publique, pour .... Fr.	1.219.466.812
2° Aux pouvoirs publics, pour	13.171.720
3° Aux services généraux des ministères, pour.	1.763.238.634
4° Aux frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics, pour	386.617.120
5° Aux remboursements et restitutions, non-valeurs et primes, pour	41.945.800
Soit un total général de .... Fr.	3.424.440.086

En somme, les journées des 1er et 2 avril marqueront dans les annales parlementaires ; le Sénat a fait là une excellente besogne, et il convient de l'en féliciter.

C.-R. Wehrung.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

A la date du 26 janvier dernier, nous avons ici même, et par avance, publié une étude sur les opérations effectuées au cours de l'année 1894 par la *Société Générale*. Bien que ne possédant pas encore les chiffres exacts du bilan de fin d'année, nous avions avancé alors, néanmoins, que les circonstances, pour cette Institution, n'étaient plus les mêmes qu'un an auparavant et qu'il y avait tout lieu de se montrer satisfait des changements survenus. Aujourd'hui que nous avons sous les yeux le rapport du Conseil d'administration lu à l'assemblée générale des actionnaires du 29 mars dernier, nous avons à constater que nos appréciations antérieures étaient justes et que, au cours du dernier exercice, toutes les branches d'opérations de la *Société Générale* ont pris un développement important, en dépit des circonstances défavorables contre lesquelles ont à lutter depuis longtemps déjà nos Institutions de crédit.

En confirmation de ce que nous venons de dire, nous établissons, en *milliers de francs ou d'unités*, les tableaux suivants pour les trois dernières années :

	Ex. 1892	Ex. 1893	Ex. 1894
Mouvement général de la caisse .... Fr.	12.903.297	12.053.603	14.175.155
Mouvt moyen par jour Fr.	43.011	40.179	47.251
Portefeuille, mouvement général :			
Nombre d'effets	11.692	12.389	14.623
Moyenne par jour du nombre d'effets	39	41	49
Sommes .... Fr.	5.870.693	5.407.656	5.860.922
Moyenne par jour .. Fr.	19.569	18.026	19.536
Effets remis à l'encaissement par les clients :			
Nombre	1.309	1.369	1.548
Moyenne par jour	4	4 ½	5
Sommes .... Fr.	443.475	440.688	500.623
Moyenne par jour .. Fr.	1.478	1.469	1.669
Solde du portefeuille au 31 décembre de chaque année :			
Effets sur Paris ..... Fr.	34.286	29.015	30.364
— sur Province .. Fr.	80.622	81.826	97.180
— sur l'Etranger Fr.	6.360	8.716	13.718
Encaissement de coupons .... Fr.	282.300	277.736	284.384
Ordres de Bourse :			
Nombre	235	231	255
Sommes .... Fr.	855.071	840.684	897.446
Comptes de dépôts :			
A disponibilité, Mouvement général ..... Fr.	630.395	403.865	405.146
Comptes de chèques, Mouvemt général .. Fr.	2.729.552	2.731.075	2.903.615
Nombre de Comptes de chèques au 31 décembre	58	60	63
Dépôts à échéance fixe en cours au 31 décre .. Fr.	101.450	96.965	93.746

Ainsi qu'on le voit, et à l'exception d'un seul, tous les chapitres accusent une augmentation sérieuse, et les chiffres que nous reproduisons témoignent d'une lutte constante contre la concurrence et des efforts tentés aussi bien pour augmenter la clientèle commerciale en province que pour créer cette même clientèle à Paris. Cette dernière manquait en ce qui regarde par exemple les escomptes. Et la *Société Générale*, qui a cru pouvoir, comme les autres Etablissements de crédit, l'aborder directement et éviter que son papier ne continuât à

lui venir qu'avec l'endos des banquiers, a obtenu, de ce côté, une réussite complète que justifient ses attaches, son bon renom et aussi le perfectionnement de ses services intérieurs.

Pour en arriver aux résultats obtenus, il a fallu, nécessairement, ne rien négliger sous le rapport des bureaux et des agences. Aussi ne faut-il pas s'étonner de l'ouverture, en 1894, de 25 agences et bureaux nouveaux, qui portent à 141 le nombre des comptoirs ouverts au 31 décembre 1894. Ces succursales nouvelles n'ont pas été décidées sans étude préalable et sans que l'on se soit bien rendu compte de leur succès à peu près certain. Et comme la plus stricte économie a présidé à leur installation, il y aurait lieu d'affirmer, d'après les déclarations mêmes du Conseil d'administration, que leurs produits couvriront les frais faits, avant la fin du deuxième exercice plein, et que l'année 1896 donnera un résultat effectif remarquable, après l'amortissement intégral des premières dépenses.

Mais les bénéfices qu'apporteront les nouveaux guichets ouverts dans des centres où la concurrence se fait moins sentir ne sont pas les seuls fruits à retirer de l'agrandissement du réseau d'agences de la Société. Il y a là, en effet, un instrument de propagande excellent. Et comme toutes les agences se prêtent un mutuel concours, comme elles se rendent, et rendent par là à la clientèle, des offices réciproques, il arrivera que, non seulement les progrès réalisés à Paris dans la voie de l'escompte se répercuteront en province plus encore que par le passé, mais encore que le domaine des opérations de Bourse et de coupons s'élargira, et que, lorsque la *Société Générale* se trouvera intéressée directement à une nouvelle et importante opération financière, elle pourra s'appuyer sur une clientèle sûre et puissante.

Au cours de l'année 1894, elle n'a pas beaucoup trouvé l'occasion d'utiliser les concours de cette clientèle. Que l'on se reporte à ce que nous disions à ce sujet le 26 janvier dernier. En dehors, en effet, de sa participation à la création de la *Nouvelle Compagnie de Panama*, nous ne voyons que l'émission de 119.354 obligations de 500 fr. 3 0/0 de la *Compagnie du Chemin de fer Ottoman Jonction Salonique-Constantinople*, et l'*Emprunt 2 1/2 0/0 de la Ville de Paris*. Il est vrai que ce dernier a eu une importance exceptionnelle, et la part que la *Société Générale* a prise à cette opération mérite une mention spéciale. Les bureaux de quartier et de la banlieue de cet Etablissement ont été mis officiellement à la disposition du public, et les souscriptions reçues de ce fait et transmises à la *Caisse Municipale*, ont porté sur 40.399 obligations entières et 14.240 quarts d'obligations provenant des demandes de 18.724 personnes. De plus, la *Société Générale* a souscrit, pour le compte de sa clientèle et de ses déposants, 9.403.304 obligations, comportant un versement de 188.066.080 francs ; de sorte que l'Emprunt 2 1/2 0/0 de la *Ville de Paris* a été couvert, par elle seule déjà, *seize* fois !

En 1895, nous avons déjà à l'actif de la *Société Générale* la Conversion en *3 1/2 0/0*, des *Emprunts Suédois 4 0/0 1880* de 150 millions de francs qui a eu un succès complet, et dont il sera rendu compte dans le Rapport prochain. Et comme nous l'avons dit il y a un peu plus de deux mois, ce n'est là qu'un commencement, car cette Institution ne peut rester immobile en présence des grands mouvements qui se produisent.

Pour 1894, les bénéfices nets de la *Société Générale*, s'établissent de la manière suivante. Nous les rapprochons des profits des deux exercices précédents :

	1892	1893	1894
	Francs	Francs	Francs
Produits	6.743.462 54	7.517.512 91	6.910.642 95
Auxquels il faut ajouter la somme reportée de l'exercice précédent	83.737 84	205.325 42	35.684 57
Ensemble	6.827.200 38	6.722.738 33	6.946.327 52

De ces différentes sommes il faut déduire :

	1892	1893	1894
	Francs	Francs	Francs
Dividende de 12 f. 50 par action	3.000.000 »	3.000.000 »	3.000.000 »
Impôts	945.146 89	957.438 70	988.692 30
Frais généraux	2.676.728 07	2.729.615 06	2.853.396 41
	6.621.874 96	6.687.053 76	6.842.088 70
Reste alors à reporter à nouveau	205.325 42	35.684 57	104.238 81
Total égal	6.827.200 38	6.722.738 33	6.946.327 52

Ainsi, et en même temps que la masse des opérations augmente, le montant des bénéfices progresse. Les profits bruts auraient pu même être accusés en plus-value plus sensible, si certaines provisions n'avaient pas dû être effectuées en vue de mécomptes toujours à redouter. Cependant, les affaires anciennes de la Société sont en voie d'amélioration. Ainsi, dans l'affaire *Grotta Calda*, et en dépit des difficultés que crée, en Italie la multiplicité des Cours de Cassation, la *Société Générale* peut espérer avoir, en fin de compte, gain de cause. Pour la *Participation Guano*, on attend toujours la solution du Tribunal arbitral Suisse, mais on peut espérer qu'elle interviendra à la fin de l'année 1895 ou au commencement de 1896. Enfin, l'entreprise du *Callao* a pu, en dépit d'une année exceptionnelle, réaliser des bénéfices suffisants, non seulement pour faire face à l'annuité nécessaire pour assurer, pendant la durée de la concession, l'amortissement des capitaux engagés dans l'entreprise, mais encore pour permettre d'amortir une perte de plus de 30.000 francs qui s'est produite pendant l'exercice, et de porter, en outre, un solde au compte de *Profits et Pertes* de la *Société Générale*.

Nous avions raison, le 26 janvier dernier, de parler de réalisations opportunes de portefeuille effectuées par la Société Générale. En effet, la *Société Générale* a diminué son *portefeuille titres* des *Rentes 4 1/2 0/0 françaises* (converties depuis en *3 1/2 0/0*) qu'elle avait acquises en 1892, faute de remplois suffisants en papier commercial. Et les bénéfices retirés de cette réalisation ont été portés au compte de *Profits et Pertes*.

Pour terminer, arrêtons-nous un moment au bilan du 31 décembre 1894 :

ACTIF	1894
Caisse et Banque ... Fr.	35.277.901 23
Portefeuille	122.201.341 58
Effets à l'encaissement	19.060.560 31
Reports	24.805.786 24
Coupons à encaisser	4.866.304 05
Rentes et actions, bons et obligations	48.033.727 60
Avances sur garanties	76.254.409 43
Participations industrielles et commerciales	3.844.282 73
Participations financières	63.802.694 62
Immeubles	4.173.280 76
Comptes de banque à l'étranger et comptes courants divers	88.563.411 25
Appels différés sur actions	60.000.000 »
Coupon payé au 1er octobre	1.500.000 »
Total	552.383.779 80

PASSIF	
Capital ... Fr.	120.000.000 »
Réserve statutaire	7.726.253 07
Réserve spéciale	6.000.000 »
Comptes de chèques	161.995.204 67
Dépôts à échéance fixe	93.746.400 »
Comptes à disponibilité	2.312.115 12
Effets à payer	42.305.648 93
Comptes de banque à l'étranger et comptes courants divers	115.013.754 70
Intérêts et dividendes à payer aux actionnaires	180.164 50
Profits et pertes (frais généraux et impôts déduits)	3.068.554 24
Solde de l'exercice précédent	35.684 57
Total	552.383.779 80

On pourrait ici faire ressortir que les affaires de la *Société Générale* ont encore progressé depuis la date à

laquelle ce bilan a été arrêté, puisque la situation au 28 février 1895 accuse encore une augmentation globale de près de 8 millions de francs. Mais les chiffres ci-dessus suffisent, surtout si on s'arrête au chapitre des réserves, qui atteignent 13.726.253 fr. 07, soit 23 0/0 du capital versé, et qui représentent, par action, une valeur de 57 francs. On ne comprend donc pas pourquoi l'action de la *Société Générale* ne se tient encore qu'aux environs du pair, alors surtout que l'on est en droit d'escompter l'avenir, la direction de cette grande institution faisant tout, maintenant, pour atteindre le but en vue duquel elle avait été créée.

A. LECHENET.

Compagnie Générale des Omnibus de Paris

C'est le 29 mars dernier que les actionnaires de la *Compagnie Générale des Omnibus de Paris* se sont réunis en assemblée générale annuelle, pour approuver les comptes de l'exercice 1894 et la fixation du dividende à 40 fr., comme en 1892, et en 1893. Nous avons donc, comme de coutume, à examiner les chiffres fournis aux intéressés par le Conseil d'administration, à suivre la marche de l'entreprise, et à envisager l'avenir qui lui est réservé.

En ce qui regarde les recettes, constatons de suite qu'il y a augmentation. Comparées à celles de 1893, elles s'établissent comme suit :

Recettes	1893 Francs	1894 Francs
Omnibus, tramways, banlieue.	39.039.382 85	39.347.528 95
Recettes accessoires (fumiers et affichage)	551.599 80	630.117 76
Locations diverses	222.748 15	173.653 45
Loyers	278.131 23	286.186 19
Recettes diverses	139.218 57	163.409 69
Redevance kilométrique, échange de correspondances.	310.559 08	353.934 80
Indemnités	»	100.000 »
Intérêts des fonds placés	62.430 08	34.126 43
Intérêt et amortissement du capital engagé dans le service spécial de la ville de Versailles	11.662 63	12.082 72
Recettes d'ordre : intérêts des capitaux engagés dans différents services et qui ont leur contre-partie dans les dépenses des mêmes services	2.871.646 36	2.954.473 88
Recettes brutes des voies ferrées (concession Loubat)	1.970.980 18	2.095.841 09
	45.458.358 93	46.151.354 96

Par contre, malheureusement, les dépenses sont aussi en progression.

Dépenses	1893 Francs	1894 Francs
Administration centrale, contributions, travaux et réparations, chauffage, etc	2.614.802 70	2.488.516 12
Personnel actif, loyer et entretien des bureaux de station, entretien et renouvellement des voies, etc	8.300.964 06	8.761.528 49
Entretien et renouvellement des voitures, traction mécanique, etc	3.190.367 49	3.168.537 05
Loyer des immeubles, nourriture et service de la cavalerie, etc	21.614.558 52	22.353.880 87
Redevances à la ville de Paris, droits de régie, intérêts des obligations, service des neiges, etc	3.230.253 71	3.363.044 75
Services des voies ferrées (concession Loubat)	1.918.210 65	1.737.610 »
	40.869.157 13	41.873.117 28

De ce qui précède il résulte que si les recettes accusent, sur 1893, une plus-value de 692.996 fr. 03, les dépenses dépassent de 1.003.960 fr. 15 celles de l'exercice précédent. Il est vrai que cet excédent de dépenses a été motivé, jusqu'à concurrence de 442.255 fr. par le renouvellement des chevaux, et jusqu'à concurrence de 460.564 fr. par la réorganisation du service, en exécution des contrats de 1891. De plus, les charges envers l'Etat et envers la Ville de Paris, qui représentaient, pour l'exercice précédent 130 fr. par action (*Economiste Européen* du 31 mars 1894), atteignent maintenant 133 fr., dont 97 fr. pour la Ville. La disproportion entre les charges supportées par la Compagnie et le dividende réservé aux actionnaires continue donc à s'élever. Et si, de ce côté, un arrangement nouveau quelconque intervenait qui atténuerait les charges susdites, nul doute qu'une entente définitive pourrait alors s'établir avec le personnel dont les réclamations subsistent, comme nous l'avons mentionné depuis quelque temps dans notre *Marché Financier*.

En tout cas, il faut reconnaître que la Compagnie a, à tout propos, à subir des exigences nouvelles : créations de lignes jugées indispensables, modifications d'itinéraires, etc., choses onéreuses en principe. Déjà elle a donné, et en plusieurs circonstances, satisfaction au public en inaugurant des lignes utiles et en commençant ses services du matin et ses services supplémentaires de l'après-midi. Mais comme les améliorations appellent les améliorations, il est à croire que l'ère des sacrifices n'est pas close. Aussi la *Compagnie des Omnibus* estime-t-elle être en droit d'obtenir, sinon des compensations, au moins un appui moral des Pouvoirs compétents. Il est à espérer qu'elle recevra satisfaction sur ce point, et cela avec d'autant plus de facilité que ses relations avec le Conseil municipal de Paris, qui s'amélioraient déjà il y a un an, deviennent maintenant courtoises.

Bien que le Rapport lu aux actionnaires le 29 mars soit des plus étendus par suite des renseignements nombreux fournis, selon l'habitude du reste, l'intérêt de la séance du 29 mars a résidé surtout dans les déclarations que l'honorable M. Cuvinot, président du Conseil d'administration en remplacement de M. Boulanger, a été appelé à faire. Mentionnons dès maintenant que ces déclarations ont été plus que favorablement accueillies. Elles ont comporté, d'abord, un éloge pour les services rendus à la Compagnie par l'ancien président, M. Boulanger, qui a eu, lui, à lutter aux moments les plus difficiles ; puis a suivi un examen très détaillé de la question à l'ordre du jour et qui se rapporte à l'attitude prise par le Conseil d'administration vis-à-vis de son personnel. Et, à ce sujet, disons que le Conseil de la Compagnie semble admettre que le mouvement signalé dans ces derniers temps parmi ce même personnel paraît être non pas professionnel, mais plutôt politique. C'est pourquoi, d'après lui, l'opinion générale n'est pas avec les promoteurs de ce mouvement. De tous côtés on a agi avec la plus parfaite équité ; et, aussi bien au Conseil municipal que dans la presse, on n'a pas caché aux intéressés la vérité, qui consiste à reconnaître que la Compagnie a tenu ses engagements et qu'il arrive un moment où les revendications ne sont plus non seulement excessives, constituent mais une violation des contrats. C'est ainsi que le relèvement des traitements des salaires et des pensions de retraites exigerait, pour la Compagnie une nouvelle charge annuelle évaluée à 3 millions de francs, alors que le service du dividende aux actionnaires n'absorbe que 1.026.000 fr. en chiffres ronds. Cela ne veut pas dire qu'il sera fait table nette des prétentions du personnel. Au contraire, la direction de l'entreprise est toute disposée à des concessions, pourvu que ces concessions ne soient pas incompatibles avec les contrats de 1891. Et si les négociations en cours venaient à se rompre, si une grève avait lieu, la Compagnie estime qu'elle a fait son devoir et qu'elle n'aurait aucune responsabilité dans le préjudice qui serait causé à tout le monde et dans la gêne qui serait infligée au public. Ajoutons qu'une note très complète et qui mettra toutes les choses au point sera publiée par les soins du Conseil d'administration des *Omnibus de*

Paris, qui semble, en cette circonstance, réclamer la plus grande lumière.

Nous n'aurions rien à ajouter à ce qui précède, si nous n'avions encore à dire que l'assemblée générale des actionnaires a donné son entière approbation aux déclarations qui lui étaient ainsi présentées, et, par acclamation, a manifesté sa confiance absolue dans le Conseil, rendant ainsi un haut témoignage au dévouement et à l'énergie dont celui ci a toujours fait preuve.

La même assemblée a aussi autorisé le Conseil à émettre une nouvelle série de 10.000 obligations de 500 fr. 4 0/0, conformes à celles déjà existantes. L'émission de ces titres aura lieu au fur et à mesure des besoins sociaux.

J. M.

GRANDS MOULINS DE CORBEIL

A la date du 14 juillet 1894, et dans un article spécial consacré à la *Société des Grands Moulins de Corbeil*, nous écrivions ici même :

En dehors des chiffres ci-dessus (le bilan de la Société au 31 décembre 1893), le rapport du Conseil d'administration de la *Société des Grands Moulins de Corbeil* ne dit rien des espérances à concevoir de l'avenir. C'est certainement ce silence qui a impressionné certains porteurs, et qui a occasionné, dans ces derniers temps, la lourdeur des actions de cette entreprise. Il ne suffit pas toujours, en effet, de parler du passé, surtout lorsque le passé a, comme en 1893, laissé à désirer...

Or, aujourd'hui, et d'après le rapport des commissaires sur les comptes et le bilan de l'exercice 1894, nous comprenons qu'il n'était pas possible, il y a un an, de parler d'espérances à concevoir de l'avenir, attendu qu'il ne devait guère en exister. C'est, du moins, ce qui ressort des chiffres que nous avons sous les yeux et qui accusent, pour l'année qui a pris fin le 31 décembre dernier, un déficit de 808.924 fr. Par suite de quel concours de circonstances est-on arrivé à un tel résultat ? C'est ce que l'on ne nous dit pas encore. Heureusement, « dans le rapport qu'il dressera, le Conseil d'administration, disent les commissaires, fournira aux actionnaires tous renseignements utiles sur les causes qui ont amené cette perte importante ». Nous serions donc dans l'obligation d'attendre les explications promises si, à l'aide du bilan, nous ne pouvions, dès maintenant, formuler quelques déductions.

Le premier chiffre qui frappe les yeux, dans ce bilan, est celui du *Compte Marchandises*, qui ne s'élève plus qu'à 13.240.193 fr. 50, alors qu'au 31 décembre 1893 il atteignait 28.756.895 fr. Sommes-nous en présence de réalisations de stocks anciens ? C'est à croire, en principe. Pourtant, en cherchant bien, il semble que le mot « réalisations » ne soit pas le vrai à employer ici.

Dans le rapport de l'exercice 1893, il était mentionné que les stocks, au courant de l'exercice dont il était rendu compte, étaient passés de 16.745.333 francs à 28.756.895. Cette augmentation paraissait provenir du ralentissement des livraisons de farine ; de plus : 1° de l'avantage qu'il y avait, depuis longtemps, à acheter de la marchandise disponible et à la vendre à terme, en profitant du prix du report sur les prix d'entretien ; 2° de la nécessité où l'on avait été, en fin d'année 1893, de couvrir en marchandise disponible tous les engagements contractés à terme avec la clientèle, et ce en raison de la surélévation du droit des blés. Naturellement, il n'y a rien à dire en ce qui regarde le ralentissement des livraisons. De même, les achats de marchandise disponible contre ventes à terme se comprennent fort bien et ne comportent, avec eux, que les risques des contre-parties. Mais que dirons-nous de ces achats comme *couverture* d'engagements contractés à terme ? On avait donc vendu à l'avance ? Et alors n'est-ce pas là de la spéculation ?

Eh bien ! ne serait-ce pas là l'explication, au moins en partie, des mauvais résultats de l'année 1894 ? On dit bien encore, de divers côtés, que les gros approvisionnements effectués à la fin de 1893 avaient été faits en prévision d'une hausse des blés, hausse qui devait être la conséquence de l'élévation des droits de douane ; que cette hausse ne s'étant pas produite, les blés ayant, au contraire, subi une forte dépréciation, la Société avait été obligée de les convertir en farine, alors que la farine baissait également. Mais c'était là encore de la spéculation !

En tout cas, à l'assemblée générale des actionnaires du 14 avril 1894, le Conseil d'administration avait proposé à ses associés, outre l'intérêt à 5 0/0 sur les actions, la répartition des bénéfices restants, dans les conditions suivantes :

Dividende supplémentaire de 10 fr. par action ...	240.000 »
D° de 10 fr. par part aux 4.000 parts bénéficiaires..........................	40.000 »
Participations statutaires	74.873 07
Fr.	354.873 07

Or, à cette date du 14 avril 1894, n'avait-on pas déjà une faible idée de ce que pourrait donner l'année 1894 ? Ne savait-on pas si l'on aurait à enregistrer des pertes par suite des « couvertures en marchandise disponible des engagements contractés à terme avec la clientèle » ? Et, si oui, ne devait-on pas réserver ce susdit montant de 354.873 fr. 07 ?

On ne l'a pas fait ; aussi, reste-t-il à éteindre, en fin d'année 1894, un déficit de 808.924 fr. et à assurer la réserve créée en vue du remboursement de 470 obligations échéant le 1er janvier 1895, soit, au total, 1 million 43.924 fr. 90. Pour ce faire, on emploiera :

Le reliquat non distribué des bénéfices de l'exercice 1893.......................... Fr.	25.754 74
Le solde du fonds de prévoyance de 350.000 francs, dont 85 0/0 appartenaient aux actionnaires, et 15 0/0 à l'administration, à la direction et au personnel auxquels cette proportion, soit 52.500 fr., a été distribuée................	297.500 »
Enfin, 720.670 fr. sur le compte de réserve extraordinaire..................................	720.670 16
Fr.	1.043.924 90

En sorte que les différents comptes de réserves s'établissent désormais comme suit :

	31 décembre 1893	31 décemb. 1894
Fonds de réserve légale.... Fr.	505.737 14	505.737 14
Amortissement de premier établissement	534.704 85	588.609 90
Fonds de prévoyance	350.000 »	»
Amortissement des travaux sur terrains loués................	»	140.000 »
Réserve provenant de l'amortissement des obligations........	770.000 »	1.005.000 »
Réserve extraordinaire.........	750.000 »	29.329 84
Fr.	2.910.441 99	2.268.676 88

Cela est-il suffisant ? Nous craignons que non, d'autant plus qu'à l'actif figure un chapitre de *Comptes débiteurs divers* qui atteint 2.328.592 fr. 46, et sur lequel on doit être renseigné.

Quoi qu'il en soit, et en attendant l'assemblée générale qui n'a pu se tenir le 4 avril et qui se trouve reportée au 22 courant, disons que le Conseil d'administration de la *Société des Grands Moulins de Corbeil* doit se tenir prêt à répondre à toutes les questions qui lui seront posées. Il peut avoir été mal servi par les événements ; nous n'en disconvenons pas. Néanmoins, il n'est pas moins vrai que des résultats comme ceux que nous constatons sont loin d'être un encouragement au public à s'intéresser dans les entreprises industrielles ou commerciales françaises. N'a-t-on pas conscience du mal que l'on fait au pays même, en décourageant notre épargne et en la forçant, en quelque sorte, à s'expatrier, aux dépens de tout ce qui est la vie nationale ?

P. B.

Informations Économiques et Financières

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	28 mars	1 avril
ACTIF		
Encaisse de la Banque : 28 mars / 1 avril		
Or .... 2.106 859 422 / 2.087 474.597	3.349.413.744	3.327.306.927
Argent... 1.242.554.321 / 1.239 832.329		
3 349.413.741 / 3.327.306.927		
Effets échus hier à recevoir ce jour....	74.241	40.699
Portefeuille Paris { Effets Paris........	183.732.033	179.197.743
Portefeuille Paris { Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor..........................	»	»
Portefeuilles des succursales...........	255 918.720	218.424.749
Avances sur lingots à Paris............	459.000	662 000
Avances sur lingots dans les succursales	814 000	1.327 000
Avances sur titres à Paris..............	120.118.420	135.074.387
Avances sur titres dans les succursales	147.991.449	153.997.055
Avances à l'Etat........................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles.....................	99.627.294	99.611.938
Rentes immobilisées....................	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales..............	15.311.926	15.318.875
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales..............	2.136.833	2.601.054
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers	99.365.706	113 338.613
Total..........	4.540.335.760	4.512.289.238
PASSIF		
Capital de la Banque	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation........	3.574.192.130	3.623 878.680
Arrérages de valeurs déposées...........	14.623.050	25.121.819
Billets à ordre et récépissés	31.997.011	30.530.133
Compte courant du Trésor, créditeur ...	167.645 428	141.280 777
Comptes courants de Paris	393 279.196	340.162 670
Comptes courants dans les succursales.	69.261.937	60 152.417
Dividendes à payer.....................	2.297.752	2.202 126
Escompte et intérêts divers............	3.611.337	4.061.108
Réescompte du dernier semestre	782.337	782.337
Divers	57.630.072	59.101.660
Total............	4.540.335.760	4 512.289.238

Comparaison avec les années précédentes

	9 avril 1891	7 avril 1892	6 avril 1893	5 avril 1894	1 avril 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	3.159.9	3.131.6	3.433 6	3 515 8	3.623.8
Encaisse............	2.461 8	2.630 6	2 938.3	2.999.5	3 327.3
Portefeuille.........	610.3	543.6	527.9	551.1	397.6
Avances aux partic.	291 7	340 4	341 8	303.0	291.0
— à l'Etat....	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	68.9	130 4	79.1	94 8	141 2
— part...	409.2	451.0	391 9	390.6	400.3
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 0/0
Prime de l'or.......	2 ½ 0/00	pair	1 0/00	pair	pair
Bénéfices nets......	6.905.2	4.352.4	2 655.4	3.276.0	1.460.0

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Jusqu'à nouvel ordre et par exception, les Parts bénéficiaires de la Société du « Petit Parisien » pourront circuler sans être munies de coupons.

Depuis le 1er avril courant, les 3.000 actions nouvelles de 500 fr., libérées et au porteur, numéros 12001 à 15001, de la Société « Kébao » sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote sous la même rubrique que les 12.000 actions anciennes.

Par suite, le nombre des actions de ladite Société, négociables sur notre marché, se trouve porté de 12.000 à 15.000.

Les titres des 12.000 actions anciennes ne seront plus négociables qu'autant qu'ils seront munis de l'estampille suivante : « Capital porté à 7.500.000 fr., divisé en 15.000 actions de 500 fr., par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 5 janvier 1895 ».

Depuis le 2 avril courant, les obligations de l'Emprunt de l'Etat de Espirito Santo (Etats-Unis du Brésil) 5 0/0 1894 sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote.

Cet emprunt, au capital nominal de 17.500.000 fr., est représenté par 35.000 obligations de 500 fr., émises à 415 fr., entièrement libérées et au porteur; remboursables au pair, par tirages au sort annuels, en 33 ans, de 1896 à 1928.

Intérêt annuel : 25 fr. payables par moitié les 5 avril et 5 octobre de chaque année.

Jouissance courante : 5 octobre 1894.

Service des titres et des coupons : à la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin.

Depuis le 5 avril présent mois, les titres de l'Emprunt Roumain 4 0/0 amortissable 1894 sont admis aux négociations de la Bourse, au comptant et à terme.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote.

Cet Emprunt, au capital nominal de 120 millions de francs, est représenté par des obligations de 500 francs, entièrement libérées et au porteur, divisées en titres de 500, 1.000, 2.500 et 5.000 fr. de capital; remboursables au pair, par tirages au sort semestriels, de 1895 à 1939.

Intérêt annuel : 4 0/0, soit : 20 fr. par titre de 500 francs, payables par moitié les 1er janvier et 1er juillet de chaque année.

Jouissance courante : 1er janvier 1895.

Les cours se cotent en rentes.

A terme, les négociations ont lieu par 2.000 francs de rente et les multiples. Elles sont soumises à la double liquidation et au courtage fixe de 25 francs par 2.000 francs de rente.

Service des titres et des coupons : à la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin.

Légion d'Honneur. — Le *Journal Officiel* a publié hier matin un décret, en date du 3 avril, aux termes duquel sont nommés chevaliers de la Légion d'honneur :

M. Gaspard (Charles-Louis), sous-chef de bureau au Ministère des finances ; 30 ans de services.

M. Thiérion de Monclin (Louis-Armand-René), sous-chef de bureau au Ministère des finances ; 20 ans de services.

M. Millon d'Ailly de Verneuil (Maurice-Louis-Alfred), agent de change près la Bourse de Paris, adjoint au syndic ; 12 ans d'exercice, dont 5 comme membre de la Chambre syndicale. Titres exceptionnels : a collaboré avec distinction à l'élaboration du décret du 7 octobre 1890, rendu en exécution de la loi de 1885 sur les marchés à terme.

Nos félicitations les plus sincères aux nouveaux chevaliers et, en particulier, à M. de Verneuil, dont l'intelligente activité et le dévouement à la chose publique ont su être appréciés, en toutes circonstances, par les divers Ministres qui se sont succédé aux Finances depuis cinq années.

Crédit Lyonnais. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires du Crédit Lyonnais a eu lieu le 3 avril, à Lyon, sous la présidence de M. Henri Germain, président du Conseil d'administration. Toutes les propositions du Conseil ont été votées à l'unanimité. Les comptes ont été approuvés et le dividende de l'exercice 1894 a été fixé à 30 fr. 50, dont 12 fr. 50 ont été payés par anticipation le 25 mars dernier et 18 fr. seront payés le 25 septembre prochain, sous déduction des im-

pôts. M. Bô, administrateur sortant, a été réélu. M. de la Martinière a été nommé administrateur. Les commissaires sortants, MM. Basset, des Vallières et Vautier ont été réélus.

L'Emprunt de la Ville de Paris. — La Commission chargée d'étudier les conditions d'émission de l'Emprunt de 117 millions 1/2 Ville de Paris a entendu le syndic des agents de change, les directeurs des grands établissements de crédit et des représentants des grandes Compagnies de chemins de fer. A la suite, et d'accord avec l'Administration, elle a approuvé, à titre d'essai, le système de vente directe des obligations aux guichets de la ville et des banques correspondantes.

Le rapporteur, M. Pierre Baudin, doit prochainement donner lecture du rapport qui viendra immédiatement en discussion devant le Conseil municipal. La Commission est d'avis, pour la fixation du cours des obligations, de recourir au procédé suivi par les Compagnies de chemins de fer en suivant l'offre et la demande.

Une Commission de trois membres : le directeur des finances, le receveur central de la ville et un représentant du Conseil municipal, serait chargée de fixer le prix de vente.

Chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée. — Dans sa dernière séance, le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 26 avril, de fixer à 55 fr. par action le dividende de l'exercice 1894, sur lequel un acompte de 20 fr. a été payé le 1er novembre dernier.

Compagnie du Nord. — Le Conseil d'administration, dans sa dernière séance, a fixé à 62 fr. le chiffre qui sera proposé à l'assemblée générale pour le dividende afférent à l'exercice 1894.

Chemins de fer du Midi. — Dans une de ses dernières séances, le Conseil d'administration de la Compagnie des Chemins de fer du Midi a décidé de proposer à la prochaine assemblée générale des actionnaires de fixer à 50 fr. le chiffre du dividende pour l'exercice 1894.

Chemin de fer de Paris à Orléans. — L'assemblée générale a eu lieu le 29 mars.

Après avoir entendu la lecture du rapport des commissaires sur les comptes de l'exercice 1893 et celle du rapport du Conseil sur l'exercice dernier, les actionnaires ont à l'unanimité voté toutes les propositions à l'ordre du jour.

Le bilan et les comptes, au 31 décembre 1894, ont été approuvés et le dividende pour cet exercice a été fixé à 58 fr. 50 par action de capital et 43 fr. 50 par action de jouissance comme l'an passé.

Un acompte de 20 fr. par action de capital et 5 fr. par action de jouissance ayant été payé le 1er octobre dernier, le solde, soit 38 fr. 50 par action, sera mis en paiement au 1er avril prochain.

L'assemblée a nommé la Commission de vérification des comptes de l'exercice 1894 composée de MM. de Vergès, de la Germonière, comte de Resbecq et de Lajudie.

MM. Bardoux, P. de Waru, A. Bartholoni et Etienne Mallet, administrateurs sortants, ont été réélus.

Société Générale. — L'assemblée générale des actionnaires a eu lieu, le 29 mars, au siège social.

Après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'administration et du comité de censure, les actionnaires ont, à l'unanimité, approuvé les comptes de l'exercice 1894, et fixé le solde du dividende à distribuer à 6 fr. 25 par action, ce qui, avec la somme égale distribuée comme acompte le 1er octobre, porte le dividende total de l'exercice à 12 fr. 50.

M. Le Buègue, administrateur sortant, a été réélu pour 5 ans et M. de Sainte-Anne, censeur de la Société, nommé administrateur pour 3 ans, en remplacement de M. de Molaing, démissionnaire.

M. Thirria, censeur sortant, a été réélu pour 3 ans et M. Chaudruc de Crazannes, désigné pour un an aux mêmes fonctions, en remplacement de M. de Sainte-Anne, nommé administrateur.

Dans sa dernière séance, le Conseil d'administration de la Société Générale a, en raison du développement des affaires, complété les cadres de la Direction en nommant deux nouveaux sous-directeurs : MM. Dorizon, secrétaire du Conseil, et M. Defontaine, chef de la division des agences.

Anciennes Salines domaniales de l'Est. — L'assemblée générale annuelle a été tenue le 29 mars.

Après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil et des commissaires, les actionnaires ont, à l'unanimité, approuvé les comptes de l'exercice 1894 et fixé le dividende y afférent à 20 fr. par action, payable à partir du 15 avril sous déduction de l'impôt, contre remise des coupons 54 et 55.

L'assemblée a, en outre, approuvé une décision prise par le Conseil de créer un atelier de superphosphates de chaux et d'engrais à Dieuse, et par contre a autorisé le Conseil à renoncer à la concession de manganèse de Faucogney.

MM. le marquis de Chantérac et Carabin, administrateurs sortants, ont été réélus.

Le mandat des commissaires des comptes, MM. Bourgoin et E. Cart, a été renouvelé pour l'exercice en cours.

Mouvement des Caisses d'Epargne. — Voici le relevé des opérations concernant les Caisses d'épargne ordinaires, du 21 au 31 mars 1895 :

Dépôts de fonds.................	8.682.088 74
Retraits de fonds................	4.502.629 10
Excédent de dépôts	4.179.459 64

Excédent de dépôts du 1er janvier au 31 mars 1895 : 33.316.115 fr. 44.

Capitaux employés en achats de rentes, du 21 au 31 mars 1895, pour le compte des déposants des Caisses d'épargne ordinaires : 732.103 fr. 75.

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 19 au 25 mars 1895 (12e semaine)

(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Différence pr 1895	
Etat........................	2.761	791	723	7.142	7.523	—	380
Paris-Lyon-Méditer.	8.601	6.933	6.766	62.817	66.951	—	4 134
— Rhône au Mont-Cenis	133	95	96	913	983	—	69
— Chemins Algériens..	513	116	119	1 342	1.299	+	43
Nord.....................	3.699	3.605	3.939	11.129	41 824	—	695
Ouest....................	5.350	2.653	2.619	26.149	27 684	—	1.535
Orléans..................	6.772	3.378	3 299	33.078	30 749	+	2 329
Est........................	4.802	2.713	2.686	25.709	27.156	—	1.447
Midi......................	3.136	1.774	1.670	17.892	17.852	+	40
Est-Algérien..........	897	94	95	1 183	1 251	—	68
Bône-Guelma voie larg.	607	97	67	810	573	+	237
— voie étroite	128	13	8	149	68	+	81
Ouest-Algérien.......	296	43	40	471	433	+	38
Arzew à Kralfallah..	214	26	25	295	285	+	10
Médoc..................	101	19	21	204	248	—	43

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er janvier au 31 mars.	19.610.000	18.600.000
Du 1er au 4 avril	870.000	770.000
Du 1er janv. au 4 avril.	20.480.000	19.370.000

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 4 avril 1895.

L'anniversaire du prince de Bismark. — Encore la proposition Kanitz. — L'Alcool de pommes de terre et l'alcool de mélasse. — 180 millions de bénéfices. — La consommation et la production du fer. — La Question monétaire.

De tous les points de l'Allemagne, le prince de Bismarck a reçu délégations et présents plus ou moins bizarres. Les journaux conservateurs, nationaux-libéraux couvrent d'anathèmes l'opposition démocratique et socialiste. Celle-ci se défend de son mieux en rappelant l'abandon du prince par ses partisans les plus enthousiastes, lorsqu'il fut frappé par la disgrâce impériale. Sur les réunions populaires qui approuvent l'attitude du Reichstag, les feuilles nationales libérales gardent le plus profond silence.

Au Reichstag, la proposition Kanitz est revenue au premier plan. Les agrariens ne peuvent se consoler de leur échec au Conseil d'Etat et continuent quand même leur agitation. Il faut reconnaître qu'ils se défendent fort bien et qu'ils dépeignent en termes émouvants la détresse des provinces agricoles. Mais que faire? Le Gouvernement soutient faute de mieux la thèse de l'efficacité de ce qu'on appelle les *petits remèdes* que nous avons déjà énumérés en rappelant les résolutions du Conseil d'Etat.

Indépendamment du *grand* remède de la réforme monétaire, l'Administration espère beaucoup de la réforme du régime fiscal de l'alcool, dans l'intérêt des distilleries agricoles qui transforment la pomme de terre en alcool brut.

Ce projet de loi, dont nous avons déjà exposé les bases dans une autre correspondance, a bien été déposé sur le bureau du Reichstag. Il n'a pas encore été discuté en première lecture.

Les agrariens ont donné la préférence à la motion Kanitz.

La première lecture sera reportée au mois prochain. Dans l'intervalle, le parti agrarien espère obtenir du Gouvernement une loi du cadenas, restreignant la production de l'alcool de mélasse.

Les adversaires de la réforme font ressortir que la production d'alcool de mélasse est tout au plus de 3 80 0/0 de la production totale. Les producteurs d'alcool de mélasse ne sont donc pas responsables de la surproduction. On fait aussi remarquer que le mode de perception de l'impôt sur les cuves assure, aux distilleries agricoles, un bénéfice de 57.600.000 M. et d'après le cours de l'alcool et les frais de production 145 millions de M. en sept ans.

Depuis plusieurs années, l'Allemagne commence à rivaliser avec l'Angleterre au point de vue de la production métallurgique. Elle lui taille des croupières sur les marchés extérieurs. Mais c'est dans la consommation intérieure que l'industrie sidérurgique allemande a trouvé les meilleurs éléments de son essor.

Un statisticien, le Dr Rentsch, a eu la patience de calculer, d'après les documents officiels, le montant de la consommation du fer pendant les 33 années qui séparent l'année 1861 de l'année 1894.

Il paraît que de 1861 à 1864, la consommation par tête était de 25.200 grammes; en 1889, elle s'est élevée à 76.300 gr.; en 1890, à 81.700 gr.; en 1892, à 74.300 grammes.

L'an dernier, le Dr Rentsch a relevé une consommation de 73 kilog.

La production du fer brut a passé de 751.289 tonnes pendant les années 1861-64 à 5.382.171 tonnes en 1894. C'est le maximum qui ait jamais été observé en Allemagne.

La Chambre des Seigneurs de Prusse est également saisie de la proposition Mirbach sur la question monétaire. Le baron de Manteuffel a demandé et obtenu qu'elle fût soumise à une Commission de quinze membres.

Naturellement, les champions du monométallisme font une guerre acharnée au projet Mirbach. Mais même dans les réunions qu'ils organisent, la cause du bimétallisme trouve des défenseurs résolus.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	31 mars	Dif. 23 mars	31 mars	Dif. 23 mars
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.039.275	— 54.528	856.654	— 50.041
Billets du Trésor	24.321	— 2.755	24.103	— 2.475
Billets d'autres banques	7.699	— 529	9.346	— 1.108
Lettres de change	572.491	+105.757	610 681	+ 74.233
Prêts sur titres	93.167	+ 27.432	99.692	+ 26.977
Valeurs	6 143	+ 2.020	8.012	+ 98
Autres propriétés	43.345	+ 1.529	43.531	+ 2.809
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	1.157.191	+163.918	1.079.798	+147.732
Autres engagements à vue	469 765	— 86.977	409.271	— 96.018
Au tresengagements	9.485	+ 1.985	10.919	— 1.288

Comparaison avec 1894 et 1893

(Millions de marks)

Stock métallique	1893	1894	1895	Lettres de change et prêts sur titres	1893	1894	1895
28 fév. ...	924,3	913,4	1095.4	28 fév. ...	564,0	586,7	534.9
7 mars ...	919,4	911,2	1087,6	7 mars ...	548,0	588,7	522,6
15 — ...	928,3	917,5	1091,1	15 — ...	554,2	591,5	521,5
23 — ...	923,8	906,7	1093,8	23 — ...	570,8	609,2	532,4
31 — ...	869,0	856,7	1039,2	31 — ...	683,5	710,6	635,6

Circulation	1893	1894	1895	Réserve de billets	1893	1894	1895
28 fév. ...	927,9	908,6	984.0	28 fév. ...	322,6	334,0	337,0
7 mars ...	926,1	909,6	980,8	7 mars ...	319,4	331,5	333,1
15 — ...	917,6	910,3	973,5	15 — ...	340,6	338,1	344,7
23 — ...	935,5	932,1	993,2	23 — ...	314,5	305,5	327,6
31 — ...	1070,5	1079,8	1157,1	31 — ...	121,7	103,7	106,4

Recettes des Chemins de fer en février. — Le Tableau des données relatives à l'exploitation de 68 lignes pendant le mois de février 1895 se résume comme suit :

	Recettes en février 1895	Différences sur le mois correspondant
Trafic des voyageurs	17.694.645	— 1.343.846
Trafic des marchandises	62.741.469	— 1.301.598

Lignes dont l'exercice date du 1er avril :

	Pour l'exercice	
Trafic des voyageurs	264.112.864	+ 6.058.147
Trafic des marchandises	672.455.514	+ 6.358.871

Lignes dont l'exercice commence au 1er janvier :

	Pendant les deux prem. mois	
Trafic des voyageurs	6.901.362	— 396.341
Trafic des marchandises	18.072.872	— 82.275

Ces recettes s'appliquent à un réseau de 38.581 kilomètres. L'étendue de ce réseau s'est accrue, en février, des 17 kilomètres livrés à l'exploitation pour la section d'Eilenbourg à Duben (district d'Erfurt).

Le trafic a diminué de 3 0/0 en février, et il paraît avoir fléchi depuis le mois de janvier.

Mouvement Maritime de Hambourg pendant le 1er trimestre. — L'Administration maritime a publié le tableau suivant indiquant les entrées et les sorties des navires de mer avec leur capacité de jauge en tonneaux pendant le 1er trimestre de l'année 1895 et pen-

dant les périodes correspondantes des années antérieures :

	Entrées			Sorties		
	Navires		Tonnes	Navires		Tonnes
	—		—	—		—
1890...	1.681	=	1.134.609	1.612	=	1.102.054
1891...	1.451	=	1.061.810	1.350	=	997.749
1892...	1.645	=	1.196.531	1.636	=	1.220.288
1893...	1.608	=	1.174.676	1.564	=	1.177.942
1894...	1.680	=	1.270.672	1.655	=	1.239.544
1895...	1.516	=	1.272.114	1.407	=	1.173.361

Les glaces qui ont gêné la navigation pendant les mois de janvier et de février ont affaibli le mouvement des expéditions.

En revanche, la proportion entre les navires chargés et les navires sur lest s'est accrue au profit des premiers.

La statistique hambourgeoise en indique comme suit les éléments :

	Entrées		Sorties	
	Nombre de navires			
	chargés	sur lest	chargés	sur lest
1890	1.429	252	1.202	410
1891	1.274	177	996	354
1892	1.385	260	1.174	462
1893	1.402	206	1.105	459
1894	1.427	253	1.230	425
1895	1.324	192	1.075	332

L'Exportation aux Etats-Unis. — D'après le rapport du Consul américain à Francfort-sur-le-Mein, l'exportation des produits allemands de la circonscription consulaire aux Etats-Unis s'est élevée à 3.655.531 doll. pendant le 1er trimestre de l'année.

Pendant les périodes correspondantes de 1893 et de 1894, la valeur de ces mêmes exportations montait à 3.340.738 et 4.490.228 dollars. L'année 1895 débute mal.

Pendant l'ensemble de l'année 1894, le Consul avait enregistré l'expédition de marchandises représentant une valeur totale de 27.646.878 doll. contre 34.358.041 dollars en 1893. Les deux années antérieures avaient fourni des résultats encore plus satisfaisants, savoir : 38.902.166 doll. en 1892 et 37.386.587 doll. en 1891.

Ce n'est pas cette partie de l'Allemagne qui développe ses exportations aux Etats-Unis.

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 4 avril 1895.

L'éventualité du rachat des chemins de fer autrichiens prépare à la hausse de nouveaux éléments. Le prix de l'argent s'est abaissé de 1/4 0/0. Mais de fortes réalisations ont amené une légère dépression à la Bourse de ce jour sur les valeurs de Banque. La tendance eot faible.

D'après un rapport officiel déposé au Landtag de Prusse, le capital de la Dette prussienne, au 31 mars 1894 s'élevait à 6.338.098.954 marks. Elle ne s'est pas accrue pendant le reste de l'année par de nouvelles émissions de rentes consolidées. Mais, à cette date, le Gouvernement prussien disposait encore de 491.880.896 marks de crédits.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 4 avril 1895.

Relations franco-anglaises. — La séparation de l'Eglise et de l'Etat dans le pays de Galles et le Bill relatif aux tenanciers évincés. — La dépression commerciale. — Les Index-Numbers. — Le marché.

Il a été, cette semaine, beaucoup question de la France au Parlement et dans la presse : de grosses accusations ont été formulées contre elle : on a parlé d'empiètement dans le Mékong, dans le Niger, dans la région du Haut-Nil et, fait plus grave, sir Edward Grey a tenu à la tribune un langage que sa situation politique devait lui interdire de tenir. Malheureusement, l'opinion publique, très disposée depuis quelque temps à rendre la France responsable des échecs de la diplomatie anglaise, accepte toutes les insinuations avec le plus grand empressement ; on voit ainsi disparaître peu à peu cet esprit de bienveillance et de justice à notre égard que l'on avait pu constater jusqu'à une époque récente,et cette évolution est le résultat de campagnes menées depuis longtemps avec persistance. Espérons que le baron de Courcel, dans la visite qu'il a faite hier à lord Kimberley, a pu faire cesser les malentendus. Nous ne doutons pas qu'il ait parlé avec énergie et montré l'effet que les paroles inattendues d'hommes d'Etat anglais ont dû produire en France.

La Chambre des Communes a voté, en deuxième lecture, le bill relatif à la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans le pays de Galles. J'ai déjà eu l'occasion de vous parler de ce bill : les Gallois sont en grande partie presbytériens et ne font aucun cas de la religion anglicane. Le maintien de ce culte est donc surtout une question d'argent. Le *desestablishment* était une des réformes comprises dans le programme de M. Gladstone : elle devait amener le concours des libéraux gallois pour le home rule irlandais.

J'aurai fini avec les questions intérieures en vous signalant que M. John Morley a proposé la seconde lecture de son bill pour l'amendement des lois relatives à l'occupation et à la propriété de la terre en Irlande. Cette question des rapports entre propriétaires et tenanciers, qui se trouve au fonds de toute la question irlandaise, est extrêmement complexe et difficile à résoudre. Elle nous promet de longs débats.

On annonce depuis six mois une reprise prochaine et l'on démontre que de nombreuses raisons permettent d'attendre une extension du mouvement commercial et un relèvement des prix. Jusqu'ici, cependant, aucune des statistiques publiées n'a montré la réalisation de cette espérance. Si nous prenons, par exemple, les chiffres du commerce extérieur, nous trouvons pour les deux premiers mois de l'exercice une diminution des importations et des exportations. On peut expliquer ce fait : les premiers mois de 1894 avaient donné de bons résultats à cause de la reprise des affaires qui a suivi la grève des mineurs ; par contre, pendant les premiers mois de l'année actuelle, le commerce extérieur a été gêné par la rigueur de la température ; enfin, la baisse des prix des marchandises a provoqué une diminution dans la valeur des articles importés ou exportés.

Ces explications ont leur valeur, mais elles n'empêchent pas que les chiffres soient peu favorables. Il en est de même pour le trafic des chemins de fer. Les mêmes raisons ont peu influencé les recettes, mais il n'en est pas moins vrai que l'on ne constate pas une augmentation d'activité dans les affaires. Les rapports du Clearing house de Londres donnent une indication plus favorable. Ils montrent, en comparaison avec la période correspondante de l'année dernière, une augmentation de 6 6 0/0 ou si nous omettons les jours de paiement des Consolidés, de 4 6 0/0. Il est possible, cependant, que des opérations financières plutôt que des opérations commerciales aient provoqué cette augmentation et nous constatons, en effet, que les rapport des Clearing provinciaux ne montrent pas de changement.

Il faut convenir que la dépression commerciale, constatée les dernières années, est due en grande partie à la forte baisse du prix des marchandises. En 1894, comme nous l'avons signalé, cette baisse s'est accentuée et elle s'est encore prolongée pendant les deux premiers mois de l'année. En mars, cependant, un mouvement de reprise s'est produit et l'index-number, que vient de publier l'*Economist*, nous en donne la preuve :

Cet index, qui était de 2.021 au 1er avril 1894 et avait baissé successivement à 1.974 au 1er juillet, 1.952 au 1er octobre, 1.923 au 1er janvier 1895, 1.906

au 1er mars, s'est relevé à 1.921 au 30 mars. La reprise est peu importante, elle est confinée à un petit nombre de marchandises, parmi lesquelles le coton et la laine, et l'on peut difficilement prévoir si elle se maintiendra. En tout cas, la baisse a été arrêtée et c'est un fait à noter après le mouvement continu de dépréciations que l'on ne cesse de signaler. L'influence de ce mouvement peut être, d'ailleurs, des plus favorables et aider beaucoup à un relèvement général des affaires.

Le marché financier reste encore sous l'influence de la baisse de l'Extérieure, mais toute l'animation se porte du côté des valeurs de mines d'or. Les esprits sérieux ne peuvent voir sans une certaine inquiétude cette fièvre de spéculation. Des affaires nouvelles se créent chaque jour : après les champs d'or du Cap, on exploite les mines australiennes, les brokers sont débordés; les opérations se font dans un désordre indescriptible et c'est la France qui, principalement, achète.

Je vous envoie le compte rendu in extenso de l'assemblée générale annuelle de la *Ligue Bimétallique anglaise* qui s'est tenue mercredi à Mansion house, sous la présidence de l'alderman sir Joseph Dimsdale, le banquier bien connu de la Cité. Cette réunion a produit une profonde sensation dans le monde des affaires.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE
3 Avril 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés..........	51.756.975	Dette fixe de l'Etat...	11.015.100
		Rentes immobilisées..	5.784.900
		Or monnayé et lingots	34.956.975
Total...........	51.756 975	Total...........	51.756 975

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social.........	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque).........	12.467.727
Réserve et profits et pertes...............	3.669 624	Portefeuille et avances	20.426.749
Trésor et administration publique.......	10.955.122	Billets en réserve....	25.633.210
Comptes particuliers..	31.995.544	Or et argent monnayés	2.787.045
Billets à sept jours, etc.	141.441		
Total...........	61 314.731	Total	61.314.731

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
26 Décembre....	32.547	25.676	37.087	31.272	23.670	63	2
2 Janvier......	33 091	25.918	44.797	38.714	23.972	53	»
9 ».........	33.880	25.519	45.038	37.982	25.160	55	»
16 ».........	34.601	25.202	41.577	33.525	26.202	62	»
23 ».........	35.358	25.015	41.107	32.113	27.142	65	»
30 ».........	35 946	24.926	40.104	30.392	27.819	69	»
6 Février.......	36.801	25.119	40.473	30.139	28.481	70	»
13 ».........	37.043	24.725	41 106	30.130	29.118	70	»
20 ».........	37.502	24.629	41.836	30.315	29.673	70	»
27 ».........	37.081	24.795	42.251	31.253	29.090	69	»
6 Mars.........	37 186	25 071	42 558	32.008	28 915	67	»
13 ».........	36.967	24.893	41.116	30.558	28.874	70	»
20 ».........	37.362	24.679	42.094	30.949	29.483	63	»
27 ».........	37.729	25.287	44.339	33.434	29.242	65	»
3 avril.........	37.744	26 123	42.950	32.891	28.420	66	»

Clearing-House

Résultat des compensations du 28 Mars au 3 Avril

Jeudi 28 mars.... £	49.120.000	Lundi 1er avril.... £	28.375.000
Vendredi 29 mars...	22.533.000	Mardi 2 avril	25.770.000
Samedi 30 mars.....	27.774.000	Mercredi 3 avril....	26.077 000
		Total.......£	179.649.000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 148.924.000.

Finances Egyptiennes. — Les recettes du budget ordinaire du Gouvernement égyptien se sont élevées, pendant le mois de février 1895, à 608.204 L. E.

Depuis le 1er janvier 1895, les recettes s'élèvent à 1.207.210 L. E.

A la date du 28 février dernier, la situation de la Dette publique s'établissait ainsi :

	Liv. st.
Emprunt garanti 3 0/0......	8.766.200
Dette privilégiée 3 1/2 0/0..	29.393.580
— unifiée 4 0/0..........	55.974.820
Emprunt domanial 4 1/4 0/0.	3.995.560
Dette Daïra-Sanieh.........	6.644.360
Total..............	104.774.520

Dette de l'Uruguay. — Le *Council of Foreign Bondholders* a reçu avis de la remise de 49.900 liv. st. pour le service de la Dette de l'Uruguay; le total des remises est actuellement de 124.000 liv. st. et couvre le montant du coupon de mai.

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 5 avril 1895.

Les tendances du marché ont été plus hésitantes : la baisse de l'Extérieure et de l'Italien a influencé l'ensemble des valeurs internationales et modéré les dispositions générales.

Les Consolidés et les valeurs locales conservent toute leur fermeté.

L'Extérieure, très maltraitée, reste au plus bas; les opérations de vente ferme contre primes sont toujours à l'ordre du jour, malgré leurs prix plus élevés. Les acheteurs du Continent ont réalisé aussi les fonds argentins, brésiliens, mexicains et les roupies.

Les Chemins américains sont calmes, sauf le Canadian Pacific, en amélioration sur la publication du rapport des experts financiers, plus favorable qu'on ne l'attendait. Le reste de la liste est soutenu sans un mouvement intéressant à signaler.

Le Rio est très faible sur des bruits relatifs au dividende.

Le marché minier n'a pas pu s'affranchir de la dépression générale.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 3 avril 1895.

Les Vacances parlementaires. — Les Élections municipales à Vienne. — La Question du rachat des Chemins de fer et les déclarations du comte Wurmbrand.

Les vacances parlementaires commenceront aprèsdemain vendredi, pour finir le 23 avril; d'ici à deux jours, le Reichstag aura vraisemblablement achevé la discussion relative à la réforme des impôts, qui a occupé déjà plusieurs séances.

Lundi ont eu lieu les élections complémentaires de la Municipalité viennoise, qui constituent un échec sérieux pour le parti libéral allemand. Sur 46 places, les antisémites en ont gagné 11, qui viennent s'ajouter aux 7 qu'ils détiennent déjà, et on estime que sur les 8 ballottages ils auront encore 6 sièges. Le Conseil municipal se composera ainsi de 64 antisémites contre 74 libéraux.

Il faut que je vous parle encore de la question du rachat des chemins de fer, qui est de plus en plus à l'ordre du jour. Aussi bien, le comte Wurmbrand, au lieu de continuer à tirer les choses en longueur et de chercher à déprécier, par les lenteurs d'antan, la valeur des lignes dont il poursuit le rachat, semble vouloir rattraper le temps perdu en se mettant directement d'accord avec les gros actionnaires.

Au surplus, le hasard veut qu'une seule et même personnalité, M. de Taussig, soit chargée à la fois des intérêts de la *Staatsbahn*, de la *Nordwestbahn* (y com-

pris l'*Elbethalbahn*) et de la ligne de raccordement Sud-Nord allemande. Malheureusement, les choses traînent depuis un an et, dans ce laps de temps, l'ère des négociations étant ouverte, les cours des valeurs de chemins de fer ont progressé dans des proportions énormes. Jugez-en, d'après les chiffres suivants :

	Cours à la Bourse de Vienne (En florins)		
	7 mars 94	28 fév. 95	fin mars 95
Staatsbahn	333	391	447
Nordwestbahn	225	264	289
Elbethalbahn	244	272	295
Südnordd. Verb.-B...	195	208	221
Südbahn.............	105	104	111
K. Ferd. Nordbahn...	2.945	3.420	3.615
Bœhm. Nordbahn	237	297	306
Buschtehr. B. Lit. A..	1.140	1.390	1.490
— Lit. B..	447	529	579
Graz-Kœflach. Bahn..	249	267	292

Depuis mars 1894, la plus-value totale de ces actions ressort, en chiffre rond, à 150 millions de florins, somme qui représente à peu près le quart du capital total de ces diverses Compagnies, s'élevant à 640 millions de florins ! Au taux de 3 1/2 0/0, les 150 millions donnent environ 5 1/4 millions de florins d'intérêts supplémentaires dont il faudra tenir compte.

Toutefois, le comte Wurmbrand s'est défendu, au sein de la Commission du budget, de poursuivre ostensiblement la politique de rachat, et il a exprimé ses regrets au sujet de la publicité donnée aux négociations. Il déplore surtout, a-t-il ajouté, les agissements de la spéculation, dont le Gouvernement n'est pas responsable.

En ce qui concerne la *Sudbahn*, la Hongrie a donné son adhésion en principe, mais l'accord n'est pas encore fait, pour les questions de détail, entre les deux parties de la Monarchie.

Enfin, le Ministre a déclaré catégoriquement que le réseau principal doit se trouver entre les mains de l'Etat, mais que les conditions de rachat doivent être telles que l'Etat ne soit pas lésé dans ses intérêts. Quant à l'augmentation des tarifs de la *Staatsbahn*, le comte Wurmbrand estime qu'elle est justifiée en ce qui concerne le service des voyageurs.

Tel est le résumé des déclarations du Ministre du commerce cisleithanien, qui, vous le voyez, a gardé une grande réserve ; mais il n'en faut pas moins constater que le trafic a une tendance marquée à se développer et que la hausse des actions de chemins de fer semble justifiée, dans une certaine mesure, toute question de rachat à part.

Informations Économiques et Financières

L'Agio sur l'or pour les Paiements en Douane en Autriche-Hongrie. — Le Département des finances a fixé à 23 0/0 l'agio pour les paiements en douane effectués, pendant le mois d'avril 1894, en argent au lieu de l'être en or.

Le Crédit Foncier de Hongrie. — Le bilan 1894 de la Société du *Crédit Foncier de Hongrie* accuse un produit brut de 2.486.841 florins, y compris le solde reporté de l'année précédente. Déduction faite de tous frais et impôts, le bénéfice *net* s'élève à 2.012.555 flor., contre 1.565.692 fl. en 1893.

La Direction proposera à l'assemblée générale des actionnaires de fixer le dividende à 48 fr. par action entièrement libérée, soit 24 fr. par titre libéré de moitié. L'année dernière, le dividende a été de 40 fr. Le fonds de réserve serait doté de 383.443 flor., maximum statutaire ; 100.000 flor. seraient attribués à la réserve spéciale, 15.000 flor. au fonds des pensions et 25.000 fl. aux employés de la Banque à titre de rémunération extraordinaire. Le solde de 146.509 fl. serait reporté au compte à nouveau.

L'Union-Bank Autrichienne. — Le bilan de l'*Union-Bank*, de Vienne, accuse, pour 1894, un bénéfice net de 2.269.947 florins, soit 887.497 (40 0/0) de plus que l'année précédente.

Le Conseil d'administration proposera à l'assemblée générale de distribuer un dividende de 17 florins (contre 16 fl. en 1894), et d'attribuer un million de florins au fonds de réserve. Le dividende de 17 florins représente 8 1/2 0/0 du capital-actions ; l'attribution à la réserve, 8 1/3 0/0. Le produit net est d'environ 17 0/0 du fonds social.

La Commercial-Bank Hongroise. — L'assemblée générale annuelle de la *Commercial-Bank Hongroise* a eu lieu à Budapest le 18 mars courant.

Après avoir entendu la lecture du rapport, l'assemblée a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice 1894 et fixé le dividende à 60 flor., soit le même que pour l'exercice antérieur.

Le rapport annonce que la Société a écoulé, dans sa clientèle, le montant des lettres de gage 4 0/0 et qu'elle a converti en 4 1/2 0/0 les obligations 5 0/0 qui étaient encore en circulation pour une somme de 2.780.000 fl. Les prêts hypothécaires consentis par la Banque ont atteint, fin 1894, 41.100.000 flor., en augmentation de 3.600.000 fl. Les obligations en circulation s'élèvent à 41.600.000 fl., dont 38.400.000 fl. à 4 1/2 0/0 et 3 millions 100.000 fl. à 4 0/0. Les prêts consentis aux communes se chiffrent par 35.000.000 de florins, soit 3 millions 400.000 fl. de plus que l'année dernière.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 5 avril 1895.

Les déclarations du Ministre du commerce autrichien, relativement au rachat du réseau ferré, ont servi de prétexte à la spéculation pour pousser encore les cours; pourtant, en fin de semaine, on a procédé à des réalisations de bénéfices sur les actions de la *Staatsbahn*, de la *Nordwestbahn* et de l'*Elbethalbahn*.

Il y a lieu de constater, du reste, un resserrement monétaire; les taux de reports se sont encore élevés, et, sur le marché de l'escompte, on cote 4 0/0 pour les premières acceptations en Banque ou pour le bon papier de commerce.

Le resserrement a amené une gêne relative pour la levée des titres d'hier en liquidation ; à la seule *Banque d'Autriche-Hongrie* on a réescompté en une journée pour quatre millions de florins d'effets.

BELGIQUE

Le Commerce extérieur de la Belgique en février 1895. — Le commerce extérieur ne s'est guère relevé en février ; on constate, en effet, une diminution à l'importation de 26.418.000 francs et à l'exportation de 5.945.000 francs.

Pour les deux premiers mois, la différence en moins est de 36.371.000 francs à l'importation et de 3.773.000 francs à l'exportation. Voici les chiffres :

	en milliers de francs			
	Février		2 premiers mois	
	1895	1894	1895	1895
Importation......	89.545	115.933	184.968	221.33
Exportation......	70.825	76.771	145.530	149.35

Les différences les plus considérables ont porté sur les articles suivants :

Plus-value à l'importation : Froment, épeautre et méteil, 11.035.000 fr. ; farine de froment, 1.128.000 fr. ; résines et bitumes, 1.839.000 fr. ; café, 928.000 fr. ; houblon, 899.000 fr.

Moins-value à l'importation : sels de soude, 4.999.000 francs ; bestiaux de l'espèce bovine, 2.586.000 fr. ; peaux brutes, 2.265.000 fr. ; avoine, maïs, sarrazin, 2.179.000 fr. ; orge, 1.217.000 fr. ; vins, 1.184.000 fr.

A l'exportation, on constate une augmentation dans les sorties des produits suivants : viandes, 2.975.000 francs ; fils de lin, 2.292.000 fr. ; lin, 2.278.000 fr. ; houille, 1.799.000 fr. Par contre, il y a eu diminution pour le froment, 3.060.000 fr. ; avoine, 2.071.000 fr. ; orge, 1.620.000 fr. ; graines oléagineuses, 1.824.000 francs, etc.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 3 avril 1895.

La Scission entre les conservateurs et les silvélistes. — Le Budget et les mesures financières. — Le Nord-Espagne. — Les Evénements de Cuba. — La Situation du marché espagnol. — Le Nouveau Gouverneur de la Banque d'Espagne.

Je vous exprimais, dans ma dernière lettre, le regret de ne pas avoir vu figurer l'élément silvéliste dans le nouveau cabinet ; aujourd'hui, la scission est complète entre ce jeune parti et les conservateurs, car elle a été proclamée officiellement à la tribune des Cortès dans un remarquable discours du Président du Conseil auquel M. Silvela a répondu. En somme, il s'agit là plutôt d'une question de personnes que d'une question de principes : vous vous souvenez sans doute que, lorsque les conservateurs passèrent la main aux libéraux, M. Romero Robledo n'avait pas été de l'avis de ses collègues et désirait rester au pouvoir. Mais il dut céder devant la décision de M. Canovas del Castillo, appuyé par M. Silvela. M. Romero Robledo s'était alors séparé de ses amis, mais il leur est revenu bientôt, en entraînant un certain nombre de libéraux, et à son tour M. Silvela s'est retiré. Ainsi que l'a déclaré M. Canovas, il ne peut pas y avoir deux pensées dans un Gouvernement : il faut une unité de vues et surtout de direction, et le chef d'un grand parti ne peut admettre de dissidents. La scission est donc définitive, mais elle s'est faite de la façon la plus courtoise, le Président du Conseil souhaitant bonne chance à son jeune ami pour la constitution de son groupe parlementaire. Ce groupe, il faut bien le dire, se réduit, quant à présent, à une dizaine de parents ou d'amis de M. Silvela, dont le rôle semble devoir être assez effacé. Au surplus, il ne s'agit pas d'une opposition militante, et les silvélistes ne marchanderont pas leur concours au Cabinet pour toutes les questions économiques et financières.

Il en est de même pour M. Sagasta et ses amis, qui ont promis leur appui dans cet ordre d'idées. A ce propos, les Cortès ont eu le régal oratoire dont on est si friand en ce pays, le chef des libéraux ayant fait à la tribune l'historique de la crise dont la responsabilité incombe à l'ex-ministre de la guerre, le général Lopez Dominguez.

La situation est la suivante : on ne fera pas d'emprunt, M. Navarro Reverter renouvellera pour un an les bons du Trésor, par l'intermédiaire de la Banque d'Espagne, et il aura alors tout le loisir d'étudier et de préparer la solution des mille questions en suspens depuis tant de mois. Ce n'est pas là, assurément, une mince besogne, et il faudra toute la persévérante activité et la clairvoyance du Ministre des finances actuel pour mettre un peu d'ordre dans ce chaos.

A ce propos, je peux vous assurer qu'on est très contrarié, en haut lieu, des agissements de la Compagnie du *Nord-Espagne*, car on se rend compte que son attitude, portant un très grand préjudice au crédit extérieur du pays, peut gêner beaucoup telle ou telle combinaison future. Il me revient aussi que l'ambassadeur de France a reçu des instructions de Paris à l'effet d'insister sur l'incorrection des procédés du *Nord-Espagne*.

Les nouvelles de Cuba sont assez inquiétantes, mais le départ du maréchal Martinez Campos, auquel la foule a fait des ovations enthousiastes, et la ferme volonté de M. Canovas de pousser énergiquement la campagne de pacification, ne laissent pas de doutes quant au résultat final. Les rapports officiels nous apprennent, du reste, que l'insurrection est limitée à la province de Santiago ; là on se trouve dans une région montagneuse, où les défilés sont souvent impraticables et où la guerre de partisans peut se prolonger au delà du temps prévu ; mais en interceptant les communications, et en empêchant les insurgés de se ravitailler, le maréchal Martinez Campos, qui a, à sa disposition, tous les moyens d'action dont il peut avoir besoin, viendra à bout de ce mouvement provoqué par l'incurie de l'ancien Gouverneur général.

Ce qui se passe actuellement sur notre marché financier justifie toutes mes appréciations antérieures ; les positions sont surchargées et la liquidation a été des plus laborieuses, avec des reports tendus aussi bien à Madrid qu'à Paris. L'écart s'est maintenu entre l'*Extérieure* et l'*Intérieure*. Depuis on a commencé à racheter un peu d'Intérieure, mais la spéculation a reçu un avertissement dont elle se souviendra, espérons-le.

P.-S. — On annonce que M. Isasa, ancien ministre des travaux publics, va être nommé Gouverneur de la *Banque d'Espagne*.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 4 mars (9 semaines)

	1892	1893	1894	1895
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	2 421 264	2 444 470	2.308 971	2.576.951
Nord de l'Espagne (1959 k.)	9.497.908	8 970.408	9 253 190	8.278.768
Asturies (741 kil.)	1.537.649	1.749 667	1.919.837	1.643 869
Lérida-Reus (103 kil.).....	269.879	265 102	241.734	228.820
Almansa-Valence (460 kil.)	2.127 760	1.941 270	1 928 286	1 765.966
Saragosse (2672 kil.)......	9.160.213	8.879 387	8 483.954	7.732.413

Crédits supplémentaires en Espagne. — Le Ministre des finances a déposé aux Cortès le projet de loi suivant qui a pour but de faire voter les crédits nécessaires pour le service des intérêts et de l'amortissement de la Dette amortissable 4 0/0, ainsi que le règlement de la Commission de 1 1/4 0/0 stipulée au profit de la Banque d'Espagne :

Art. Ier. — Il est accordé un crédit supplémentaire de 181.300 pesetas pour le chapitre de la Dette publique des obligations générales de l'Etat pour l'exercice 1894-95, intérêts et amortissement de la Dette amortissable 4 0/0 et commission de 1 1/4 0/0 à la Banque d'Espagne pour le service trimestriel des intérêts et amortissement des valeurs crées par les lois des 9 décembre 1881 et 14 juillet 1891.

Art. II. — Le montant total de 183.566 p. 25 auquel s'élèvent ces suppléments de crédit, sera couvert au moyen des excédents de recettes, ou, à défaut, au moyen de la Dette flottante du Trésor.

D'autre part, le Ministre a déposé une demande de crédit supplémentaire de 3.315.000 pesetas pour le budget de la guerre.

Emission de Billets à la Banque d'Espagne. — La Banque d'Espagne a mis en circulation, la semaine dernière, une nouvelle série de billets de 1.000 pesetas portant la date du 1er octobre 1886.

Le Chemin de fer de Porto-Rico. — Dans une réunion des obligataires du Chemin de fer de Porto-Rico, qui a eu lieu le mois dernier à Vitoria, on a adopté les résolutions suivantes :

1° Les actionnaires devront verser, en un ou plusieurs versements le solde de 250 pesetas pour libérer les actions ;

2° La Compagnie émettra 15.000 obligations rapportant 25 francs ou pesetas d'intérêt et remboursables à 500 pesetas. Les porteurs des obligations de 1888 abandonneront la priorité de l'hypothèque au profit de la nouvelle émission ;

3° Les coupons nos 9 à 14 inclusivement des obligations de 1888 seront payés à raison de 45 francs ou pesetas chaque ;

4° Sur le produit net de la ligne, sous déduction des

sommes nécessaires au service des intérêts et amortissement des 15.000 obligations nouvelles, il sera alloué 25 0/0 aux actionnaires et 75 0/0 aux obligataires de 1888;

5° Si ces 75 0/0 dépassaient les sommes nécessaires au paiement des intérêts et amortissement desdites obligations, l'excédent serait réparti comme suit : *a*) paiement des obligations amorties en 1892 et 93; *b*) aux coupons n°s 9 à 14; *c*) à parfaire les 7 fr. 75 d'intérêt semestriel non payés pendant les semestres antérieurs, *d*) le solde aux actionnaires;

6° Le produit de l'émission des susdites 15.000 obligations servira à payer, en espèces, les créanciers des premier et troisième groupes;

7° Les obligataires pourront prendre part à l'administration de la Compagnie et nommeront, en assemblée générale un nombre d'administrateurs égal à celui désigné par les actionnaires.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 5 avril 1895.

La tendance est un peu meilleure, mais le marché ne s'est pas encore remis de la secousse qu'il a éprouvée la semaine dernière et nombre de positions ont été difficiles à reporter.

La Rente Intérieure se relève un peu après avoir baissé de 60 centimes lundi dernier; il ne faut pas oublier qu'on a détaché un coupon cette semaine.

On est bien impressionné par ce fait que le Maroc semble décidé à tenir ses engagements, le Sultan aurait promis le paiement prochain du solde du premier versement. Pendant le mois de mars dernier, la Dette flottante a diminué de 8.414.012 pesetas.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 3 avril 1895.

Les Elections générales. — La Société immobilière. — Le Crédit mobilier italien et la Banque de Turin. — Un nouveau service direct entre Venise et Bombay. — Le Mouvement de la navigation à Massouah.

On assure que le décret de dissolution de la Chambre sera promulgué avant le 15 courant, et que les collèges électoraux seront convoqués entre le 12 et le 19 mai. En attendant, M. Crispi appelle à Rome un à un les préfets, en poursuivant les préparatifs de la campagne qui est ouverte, en réalité, depuis longtemps.

La *Société Immobilière* vient d'ajourner le paiement du coupon à échéance du 1er avril, parce qu'elle modifie son projet d'organisation financière. Voici les modifications acceptées, assure-t-on, par les maisons suisses et allemandes qui détiennent 40.000 obligations environ sur 64.000.

Sur chaque lot de cinq titres, trois conserveront la valeur actuelle et seront timbrés; les deux autres seront remplacés par un *bon hypothécaire* de même valeur et rapportant le même intérêt et par un *bon remboursable* pour lequel la Société ne s'engage pas à servir un intérêt quelconque tant que les actionnaires n'auront pas touché de dividende.

Les trois *obligations* timbrées seront garanties par les prêts faits par la Société à l'Etat, aux provinces, communes, syndicats, etc. Les *bons hypothécaires* seront garantis par les immeubles dont les revenus sont perçus par l'intermédiaire des administrations judiciaires, et leur amortissement commencera en 1901, à raison de 500.000 lire par an. Quant aux *bons remboursables*, ils seront payés par achat direct ou au pair, par voie de tirage, avec les ressources que la Société se procurera par la vente des immeubles après remboursement des bons hypothécaires. A partir de 1900, la Société devra rembourser annuellement 1/50e au minimum de ces bons, qui concourront, pour leur valeur intégrale, à la répartition de l'actif social, en cas de liquidation amiable ou judiciaire.

En résumé, les obligataires conservent, pour chaque lot de cinq obligations, les droits dont ils jouissent actuellement pour trois titres, en convertissant le quatrième en un bon hypothécaire et en renonçant aux intérêts sur le cinquième titre. Mais il n'est pas dit que ces intérêts ne seront pas servis dans le cas où les résultats des bilans seraient satisfaisants.

L'assemblée générale des actionnaires du *Crédit Mobilier Italien* a eu lieu la semaine dernière.

Il résulte du rapport des liquidateurs que les pertes et dépréciations s'élevaient au 31 décembre 1894 à 53.704.073 l. Après une courte discussion, l'assemblée a adopté un ordre du jour en vertu duquel le capital social, au 31 décembre 1894, est réduit à 5.095.500 lire représenté par 10.191 actions de 500 lire entièrement libérées, en inscrivant au fonds de réserve une somme de 2.220.423 lire restant disponible.

En ce qui concerne la responsabilité des administrateurs, l'assemblée a chargé une Commission de trois membres de poursuivre devant les tribunaux compétents les administrateurs et syndics convaincus d'avoir violé les statuts de la Société.

Enfin, l'assemblée a accepté la proposition faite par la *Banque Italienne de Gestion et de Liquidation* consistant à se charger de la liquidation du *Crédit Mobilier Italien.*

Et, puisque j'en suis au compte rendu des récentes assemblées générales, il importe de parler de celle de la *Banque de Turin*, également en liquidation. Le rapport des liquidateurs nous apprend que la situation, au 31 décembre 1894, établissait l'équilibre entre l'actif et le passif, avec 30.758.817 l., chiffre qui se réduit, à la date du 15 mars, à 25.054.333 l. Il n'y a pas de grosses pertes sérieuses à redouter pour les grosses créances de la Société; d'autre part, les dettes s'amortissent progressivement et les frais de liquidation ont été réduits dans d'assez notables proportions.

Pendant que le Parlement français discutait les nouvelles conventions entre l'Etat et la Compagnie des Messageries Maritimes, le Gouvernement italien passait avec la Compagnie anglaise *Peninsular and Oriental* un contrat en vertu duquel cette dernière reçoit une subvention annuelle de 450.000 lire environ pour un service direct de Venise à Bombay. Cette nouvelle ligne doit commencer à fonctionner incessamment et on espère qu'il en résultera à Venise un mouvement considérable pour le transit et les entrepôts des cotons de l'Inde. Au surplus, la Compagnie anglaise s'est entendue avec la *Société des Chemins de fer de l'Adriatique* pour les transports en transit de ces produits de l'Inde.

Les statistiques relatives au mouvement de la navigation du port de Massouah, pour l'année 1894, accusent, en comparaison avec celles de 1893, une augmentation de 25.799 tonnes. La valeur du mouvement commercial s'élève à 9.606.966 lire, non compris une somme de 2.624.504 lire représentant le mouvement des métaux précieux ou des marchandises destinées au corps expéditionnaire; c'est là une plus-value de 862.465 lire sur 1893.

Informations Économiques et Financières

La Situation du Trésor italien. — Notre confrère l'*Economista* de Florence publie, dans son numéro de cette semaine, une étude qui complète les renseignements que nous avons déjà donnés relativement à l'amélioration de la situation du Trésor italien.

Pendant les huit premiers mois de l'exercice en cours, c'est-à-dire de juillet 1894 à février 1895, les recettes se sont élevées à 1.261.844.179 lire, en augmentation de 138.470.327 lire sur la période correspondante de 1893-94.

Et voici une réduction du tableau de recettes que donne, à ce propos, notre confrère :

	De juillet à février 1893-94	De juillet à février 1894-95	Diff. sur 1893-94
	En millions de lire		
Recettes patrimoniales	60.4	56.5	+ 3.8
Impôts directs	300.9	270.7	+ 30.1
Taxes sur les affaires	146.4	148.8	— 2.4
Taxes de consommation	403.6	413.7	— 10.1
Divers	128.5	118.2	+ 10.3
Virement	79.0	24.5	+ 54.6
Recettes extraordinaires	4.6	5.9	— 1.3
Ventes de patrimoine	121.3	75.0	+ 46.3
Dettes pour la construction des voies ferrées	17.1	9.9	+ 7.2
Totaux	1261.8	1123.3	+ 138.0

En ce qui concerne les *paiements*, les différences ressortent comme suit :

Ministères :	De juillet à février 1893-94	De juillet à février 1894-95	Diff. sur 1893-94
	En millions de lire		
Trésor	506.1	492.8	+ 13.2
Finances	124.0	126.2	— 2.2
Grâces et Justice	22.3	22.2	+ 117.2
Affaires étrangères	10.5	5.9	+ 4.6
Instruction publique	27.5	28.2	— 0.6
Intérieur	42.4	42.8	— 0.4
Travaux publics	107.9	79.4	+ 28.4
Postes et Télégraphes	33.8	33.3	+ 0.4
Guerre	156.6	171.7	— 15.0
Marine	76.2	77.7	— 1.5
Agriculture	7.1	7.6	— 0.4
Totaux	1114.1	1088.3	+ 26.4

Il résulterait de la comparaison de ces chiffres que l'excédent des recettes sur les paiements ressort à 147 millions de lire pour les huit premiers mois de l'exercice financier en cours.

Mais, observe notre confrère, en novembre 1894 est apparue sur les situations du Trésor une nouvelle rubrique : *Décrets ministériels de décharge* qui, admettant pour 49.218.338 lire de paiements *hors budget*, créent une nouvelle complication dans la comptabilité.

Ces décrets ministériels de décharge augmentent les paiements pour les causes suivantes, dont quelques-unes sont indiquées dans le compte de caisse de novembre dernier : différence de 1 million 400 mille lire dans la valeur attribuée par décret du 19 mai 1894 aux piastres bourbonniennes existant à la Trésorerie centrale et à l'Hôtel des monnaies — 2 1/2 millions de rente consolidée 5 0/0 appartenant au Trésor et mise à la disposition de la Caisse des Dépôts et Prêts — 121.806 lire, annulation du déficit de Caisse de la Trésorerie de Lucca.

Par suite de ces décrets, les paiements se sont élevés en réalité à 1.164.230.656 lire et l'excédent des recettes se trouve réduit à 97 millions 800 mille lire.

Mais le Trésor a augmenté ses disponibilités en aliénant des titres à charge de l'Etat, la garantie pour les fonds du culte, les obligations du Tevere, des Chemins de fer et des Bons du Trésor à longue échéance.

Service des Titres à charge de l'Etat italien. — Les coupons du 1er juillet 1895 des titres énumérés ci-dessous, dont le service est assuré par la Direction générale de la Dette publique, seront payés sous déduction de l'impôt de la richesse mobilière et de la taxe de circulation. En voici le montant net :

Obligations du Canal de Cavour, 11 l. 50; obligations des Chemins de fer de Livourne, séries A, B, C, D¹ et D², 5 l. 82 ; obligations du Chemin de fer central de la Toscane, séries A, B et C, 9 l. 71 ; obligations Communales des Chemins de fer romains, 5 l. 83 ; obligations du Chemin de fer de Cavallermaggiore-Alessandria, 5 l. 82 ; actions privilégiées du Chemin de fer Cavallermaggiore-Bra (coupon du 1er janvier 1896), 7 l. 64.

Ajoutons que, sur le capital des actions ordinaires du Chemin de fer Bra-Cantalupo-Castagnole-Mortara, remboursables au cours de l'exercice 1894-95, il sera retenu une somme de 0 l. 55 centimes pour taxe de négociation, soit 0 l. 04 centimes de plus que les retenues faites pendant les exercices antérieurs.

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 5 avril 1895.

Notre marché est ferme, mais les transactions y sont toujours fort restreintes. La Rente est bien tenue, elle bénéficie ici de la cote sur les marchés étrangers.

Le monde financier s'inquiète un peu de la marche progressive du corps d'occupation de l'Erythrée, on estime qu'il est temps de s'arrêter et de songer plutôt au budget. On annonce la liquidation de la *Banque Tibérine* à laquelle la Banque d'Italie avait avancé, jadis, 50 millions pour l'aider à se relever. Le passif est considérable.

PORTUGAL

LA SITUATION

Lisbonne, 2 avril 1895.

La Réforme électorale. — Impression produite par les dernières réformes. — Les Recettes douanières.

Je vous ai tenu au courant des longues difficultés que le Gouvernement a eues avec la représentation nationale : après avoir administré pendant près d'un an sans le contrôle des Chambres, le Ministère a été dans l'obligation de dissoudre la Chambre, et l'on se souvient des nombreux incidents qui se sont ensuite produits. Un tel état de choses ne pouvait se prolonger et, faisant face hardiment à la situation, le Roi vient de réformer la loi électorale en ce qui concerne la Chambre des députés, sans rien toucher au mode de recrutement de la Chambre des pairs. Il n'y a pas à s'y tromper ; c'est un coup d'Etat qui vient d'être ainsi accompli, car le premier droit pour un peuple constitutionnel est de régler sa représentation ; mais il n'y a pas à craindre que cette mesure produise le moindre mouvement : l'indifférence du peuple en matière politique est absolue et le régime sous lequel nous vivons n'est, à proprement parler, ni la monarchie absolue ni la monarchie constitutionnelle.

L'intention du Roi a été de mettre fin à la corruption électorale et de faire cesser la tyrannie des influences locales : le régime qui vient d'être remplacé était basé, en effet, sur le scrutin d'arrondissement et admettait l'inutile représentation des minorités ; le nouveau régime est basé sur le scrutin de liste et les minorités ne se trouvent plus représentées. Les députés seront au nombre de 120, ils seront nommés au suffrage restreint des censitaires et des capacitaires. Les colonies nommeront chacune un représentant. La Chambre ne pourra pas contenir plus de 40 fonctionnaires et de 20 avocats ou médecins.

Le décret décide enfin que les élections auront lieu au mois de novembre et que les Cortès se réuniront en janvier.

La conséquence immédiate de cette réforme est donc que, pendant une année encore, le Cabinet gouvernera sans l'aide de la représentation nationale. D'aucuns prétendent que les affaires n'en sont pas plus mal administrées.

Les récentes réformes que je vous ai signalées soulèvent toujours des protestations. La minorité de la Chambre municipale de Lisbonne s'est élevée violemment contre la réforme administrative et contre l'attitude de la Commission de cette Chambre, dont la majorité n'avait pas convoqué une réunion extraordinaire pour discuter le nouveau Code administratif. De son côté, la Municipalité de Porto tout entière a envoyé à Lisbonne une députation chargée de soumettre à ce sujet ses doléances au Roi.

La loi des céréales, qui avait été fort bien étudiée et devait théoriquement contenter tout le monde, provoque des réclamations très vives des producteurs indigènes, des meuniers, de la presse...

La situation des Ministres devient ainsi peu enviable : ils sont accablés de réclamations, de pétitions, de protestations ; ils sont en même temps l'objet d'attaques continuelles de la presse. Cependant, ils administrent ; mais cet état de choses est peu fait pour faciliter le relèvement dont le pays a tant besoin.

Ce relèvement est fort lent à ss manifester, les recettes douanières du mois écoulé sont encore peu favorables ; elles s'établissent ainsi :

	1894	1895	Diff.
Lisbonne..	933:165$203	990:429$908	+ 57,2
Porto......	493:021$374	602:755$974	+ 109,7
	1.426:186$577	1.593:185$882	+ 166,9
Soit en moins pour 1895...	166:999$305		

SUÈDE & NORVÈGE

LA SITUATION

Stockholm, 1er avril 1895.

Suédois et Norvégiens. — Le Comité secret. — Le Succès des Protectionnistes. — Un Chemin de fer au-delà du Cercle polaire.

Le conflit avec la Norvège a atteint un point d'acuité extrême. En France, où le nom de la Suède est presque inséparable de celui de la Norvège, il est difficile de se faire une idée de la sourde animosité qui sépare les deux nations voisines. Suédois et Norvégiens se jalousent, se détestent même cordialement. Malgré le voisinage, la communauté de mœurs, de religion, presque de langue, les deux peuples scandinaves ne s'entendent pas. La longue sujétion des Norvégiens au royaume de Danemark, ne les a pas empêchés de s'éprendre du régime démocratique. En Norvège, il n'y a pas de noblesse.

En Suède, l'aristocratie est encore puissante. Elle éprouve pour les démocrates de l'Ouest une aversion profonde. Les autres classes n'aiment guère les Norvégiens. Ceux-ci, fiers de leur autonomie, supportent malaisément l'autorité du roi de Suède. Ils préféreraient un monarque qui ne trouvât pas d'appui en dehors du pays.

Dans le conflit prolongé entre la Couronne et le Storthing norvégien, le Souverain est fort du concours de la Suède. Jusqu'à présent il ne l'avait pas invoqué directement, mais il se dispose à y recourir. C'est un moyen de pression morale sur le Parlement norvégien. qui cherche à supprimer tout rapport de dépendance politique avec la Suède, malgré la conquête de 1815.

Voici le moyen employé par le Roi. D'après la constitution suédoise, le souverain a le droit de demander à la Diète la nomination d'un Comité secret ; ce Comité doit l'assister de ses conseils dans les circonstances extraordinaires.

C'est une mesure d'une gravité exceptionnelle. La Couronne ne l'a prise qu'en 1849, à l'époque de la première guerre du Schleswig-Holstein, et en 1853, à la veille de la guerre de Crimée.

Aujourd'hui, le roi Oscar demande l'assistance de ce Comité pour conférer avec lui au sujet de la crise norvégienne.

Les deux Chambres suédoises se sont donc réunies isolément, le 20 mars, pour procéder à la nomination du Comité secret, qui est formé de six membres de chaque Chambre.

La première Chambre a nommé quatre chefs du parti de la Grande-Suède et deux modérés. A la seconde Chambre, l'Union des Agriculteurs a fait passer quatre de ses membres et deux représentants de la bourgeoisie urbaine.

Parmi les douze membres du Comité secret, quatre au moins sont décidés à employer tous les moyens contre la Norvège. Ce sont les quatre représentants de la noblesse. Les deux autres représentants de la première Chambre subiront l'influence des circonstances. Les paysans et les bourgeois de la seconde Chambre sont plus enclins à la modération et sont vraisemblablement hostiles à toute mesure coercitive. Mais la situation est évidemment très tendue, car les deux peuples sont loin de s'entendre et l'antipathie nationale peut mener loin.

Pour le présent, le vent est à la conciliation. On assure que des propositions royales vont être déposées simultanément au Riksdag suédois et au Storthing norvégien pour régler les questions en litige. Chaque pays aurait le droit de nommer ses consuls, sans exclure le choix de consuls communs. La direction des affaires étrangères serait réorganisée sur la base de l'égalité des droits des deux nationalités. Le Ministre et les fonctionnaires pourraient être indifféremment suédois ou norvégiens ; le Ministre des affaires étrangères serait responsable vis-à-vis d'une Délégation commune, nommée par les deux Parlements, comme la Délégation austro-hongroise.

En même temps, le Roi proposait à M. Michelet, un fonctionnaire norvégien, la direction d'un Ministère d'affaires. M. Michelet a demandé à consulter ses collègues.

Le parti protectionniste a le vent en poupe. Il a réussi à faire relever le droit de douane sur les céréales et sur les farines. Les nouveaux droits s'élèvent à 3 couronnes 70 oere, soit 5 fr. 14, sur les grains et 6 couronnes 50 oere (9 fr. 04).

Comme l'agriculture suédoise n'est pas épargnée par la crise, les défenseurs du libre-échange n'ont pas protesté. Ils admettaient en principe le relèvement des droits et se bornaient à soutenir le projet du Gouvernement. Il s'agissait seulement de porter le droit d'entrée à 3 cour. 15 oere, soit 4 fr. 41 au lieu de 5 fr. 14.

Vous avez déjà annoncé la conversion de l'emprunt de 1880, à laquelle prenait part l'une de vos grandes Sociétés de crédit. L'opération a parfaitement réussi.

Nous continuons à étendre notre réseau de chemins de fer. Pour exploiter les mines de fer de Gellivara, situées au delà du cercle polaire, on vient d'achever et de livrer à la circulation une section allant de Benden au fond du golfe de Bothnie à Gellivara.

Cette section complète la grande ligne de 2.315 kil. qui parcourt la Suède dans toute sa longueur.

Le Riksdag vient de porter de 0.025 à 0.065 œre par kilogr. le droit à l'entrée en Suède pour les produits inscrits au tarif sous la rubrique : « pain non spécifié ».

D'autre part, le pain fabriqué en Suède avec des produits de provenance étrangère est l'objet, à la sortie, d'un remboursement de droit fixé à 0.006 œre par kilogramme.

SUISSE

Le Monopole des Allumettes en Suisse. — Dans sa séance du 26 mars, le Conseil national suisse a adhéré à la décision prise, sur cet objet, par le Conseil des Etats, en date du 14 décembre 1892. Suivant cette décision, la Constitution fédérale doit recevoir le nouvel article suivant :

« La fabrication, l'importation et la vente des allumettes et des produits similaires dans toute la Suisse appartiennent exclusivement à la Confédération.

« La caisse fédérale ne doit pas profiter de cette industrie. Les bénéfices nets qu'elle produirait seront employés dans l'intérêt de l'exploitation ; ils seront affectés notamment à l'amélioration du produit et à la réduction du prix de vente.

« L'emploi du phosphore jaune dans la fabrication des allumettes est interdit.

« La vente au détail est une industrie libre, sous réserve des dispositions destinées à prévenir les abus.

« La législation fédérale statuera les dispositions nécessaires pour l'application de ces principes. »

Le Propriétaire-Gérant : JULES MONTEL.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 ru du Croissant. — Simart

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	Rentes à payer		Rentes françaises	Dividende ou intérêt distribué en 1890	1891	1892	1893	1894	Cours de comp. comm. juillet 1891	1892	1893	1894	Cours de clôture des 5 dernières sem. 8 mars	15 mars	22 mars	29 mars	5 avril
Millions	Francs																
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	103 72	103 55	102 92	102 70	103 10
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	101 50	101 65	101 85	101 55	101 05
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	108 07	108 05	108 10	108 »	108 50
25978	813.313.406																
395.286 obl. de 500 f			Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	503 »	503 »	503 25	504 »	500 »
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	**SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES** (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3790 »	3685 »	3710 »	3700 »	3680 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	747 50	755 »	753 75	753 75	753 75
50.000	500	250	Banq. Transatlantique	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	410 »	» »	411 »	411 »	410 »
30.000	500	500	Compagnie Algérienne	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	535 »	535 »	535 »	535 »	532 »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	580 »	592 50	610 »	595 »	595 »
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	905 »	906 25	900 »	907 50	917 50
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	550 »	562 50	562 50	570 »	567 »
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	835 »	830 »	822 50	817 50	828 75
240.000	500	250	Société Générale, nom.	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	495 »	478 »	498 75	495 25	491 25
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	» »	297 50	» »	298 »	» »
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	525 »	232 50	540 »	535 »	537 »
50.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	417 50	416 25	412 50	414 »	» »
40.000	500	500	Banque de l'Algérie	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	780 »	792 »	800 »	792 »	805 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	710 »	710 »	715 »	707 50	700 »
50.000	500	500	Est-Algérien	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	610 »	610 »	620 »	620 »	617 50
584.000	500	500	Est	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	956 »	962 50	972 »	970 »	973 »
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr.	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1490 »	1500 »	1515 »	1502 50	1520 »
250.000	500	500	Midi	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1327 50	1320 »	1335 »	1321 25	1320 »
525.000	400	400	Nord	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1820 »	1827 50	1842 50	1825 »	1820 »
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1620 »	1617 50	1625 »	1620 »	1590 »
300.000	500	500	Ouest	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1114 »	1115 »	1112 »	1100 »	1085 »
40.000	500	500	Sud de la France	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	272 50	290 »	290 »	291 25	292 50
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	565 »	569 50	570 »	570 50	571 50
336.000	500	500	Ce Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1151 25	1155 »	1112 50	1125 »	1080 »
80.000	250	250	Ce Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	325 »	330 »	339 »	328 75	340 »
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	589 »	590 »	590 »	600 »	645 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1085 »	1065 »	1070 »	1070 »	1060 »
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	566 »	570 »	573 »	572 50	570 »
50.000	500	500	Ce française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	235 »	230 »	235 »	230 »	222 »
600.000	500	500	Canal de Panama	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	9 25	9 »	9 »	8 75	10 25
223.398	500	500	Canal de Suez	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3345 »	3363 75	3387 50	3372 50	3435 »
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	628 75	620 »	637 50	631 25	650 »
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	100 »	105 »	103 75	101 25	100 »
50.000	500	500	Téléphones	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	307 50	310 »	310 »	307 50	305 »
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	200fl	200fl	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	608 75	612 50	626 25	597 50	595 »
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	717 50	727 50	731 25	727 50	725 »
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1370 »	1398 75	1427 50	1432 50	1470 »
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	431 25	463 75	463 75	463 50	463 75
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	78 »	75 »	72 50	72 50	68 75
48.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	170 »	173 »	170 »	172 50	» »
60.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	191 25	187 50	180 »	180 »	175 »
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	818 75	857 50	900 »	931 25	936 25
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	246 25	255 »	257 50	256 25	257 50
420.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 »	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	630 »	623 75	636 75	628 75	632 50
350.000	500	500	Nord de l'Espagne	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	120 »	116 25	115 »	106 25	106 25
70.000	500	500	Portugais	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	» »	» »	» »	» »	43 50
356.000	500	500	Saragosse (Madrid à)	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	172 50	167 50	166 25	152 50	155 »
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'amt		**FONDS D'ÉTATS ETRANGERS**														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	105 30	105 20	105 20	105 30	105 45
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	104 »	104 40	104 45	104 10	102 70
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	81 70	82 75	83 50	82 75	80 »
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	77 45	78 30	79 50	78 75	76 40
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	106 15	105 50	106 10	106 50	106 45
3.047.912	1941		— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	105 80	105 60	105 60	105 90	105 70
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	105 »	104 65	105 70	104 25	104 75
	1936		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	78 »	78 95	78 60	74 95	73 05
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	497 50	502 50	499 »	476 »	470 »
341.000	1921		— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	457 »	460 »	459 50	436 »	432 »
240.000	1962		Hellénique 5 0/0 1881	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	» »	156 »	162 »	» »	» »
270.000			— 4 0/0 1887	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	» »	» »	» »	» »	168 50
592.000.000fl			Hongrie 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	102 25	103 50	102 60	102 65	104 10
442.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	88 85	83 65	89 25	88 55	88 52
	1926		Portugal 3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	25 45	26 50	26 »	25 85	25 60
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	468 75	468 75	468 75	466 25	453 75
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	» »	104 »	104 »	104 »	105 »
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	98 90	99 75	99 70	99 40	100 »
150.000.000r	1960		Russie 4 0/0 1880	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	102 65	102 50	102 65	102 60	102 80
1941.992.000	1970		— 4 0/0 Consolidé	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	102 80	102 95	103 »	102 90	102 »
500.000.000	1974		— 3 0/0 1891 or	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	94 85	94 90	94 85	94 80	94 25
100.000.000r	1976		— 3 1/2 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	99 10	98 80	98 80	98 60	98 70
52.870	1949		Serbie 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	73 25	73 »	73 50	75 »	72 60
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	27 70	27 30	27 05	26 75	26 50
227.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	485 »	478 75	478 25	463 75	471 25
391.362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	498 75	490 »	492 50	485 »	486 25
295.454			Douanes Ottom. 5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	513 »	511 »	513 75	508 75	512 50
40.000.000	1958		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	480 »	481 25	481 25	470 »	476 25

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25** fr.
— — Six mois. **14** fr.
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32** fr.
— — Six mois.. **18** fr.

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission

N° 170. — 7e volume. (15) || BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS || Samedi 13 avril 1895.

SOMMAIRE DU N° 170

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 419 à 458.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — L'Alcool en Turquie. — Le Canal de Jonction de Marseille au Rhône. — Comptoir National d'Escompte. — Crédit Foncier de France. — Compagnie du Chemin de fer de l'Ouest. — Le Rendement des Impôts en Mars. — Le Commerce extérieur de la France en Mars. — Pages 458 à 469.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris — Nomination d'un Agent de change à Rouen. — Chambre de Compensation des Banquiers de Paris. — Octroi de Paris. — Nord de l'Espagne. — Musée Grévin. — Chemins de fer de l'Ouest. — Compagnie Centrale d'Eclairage par le Gaz. — Compagnie Auxiliaire Internationale des Chemins de fer. — Compagnie des Omnibus de Paris. — Société Commentry-Fourchambault. — Crédit Foncier de France. — Recettes des Chemins de fer. — Canal de Suez. — Pages 469 et 470.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :

ALLEMAGNE : Pages 471 et 472. — ANGLETERRE : Pages 472 à 474. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 474 et 475. — BULGARIE : Page 476. — ESPAGNE : Pages 476 et 477. — ITALIE : Pages 477 et 478. — RUSSIE : Pages 478 et 479. — SUISSE : Pages 479 et 480. — TURQUIE : Page 480.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 12 avril	1.721.1	1.269.7	2.990.8	3.527.7	85	2½
1895 28 mars	2.106.9	1.242.5	3.349.4	3.574.2	93	2
1895 4 avril	2.087.5	1.239.8	3.327.3	3.623.9	92	2
1895 11 avril	2.075.1	1.234.7	3.309.8	3.639.6	91	2
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 8 avril	670.3	393.7	1.064.0	1.302.6	81	3½
1895 23 mars	984.4	382.8	1.367.2	1.241.6	110	3
1895 30 mars	935.4	363.7	1.299.1	1.446.5	96	3
1895 8 avril	931.4	362.2	1.293.6	1.412.7	92	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 12 avril	780.4	»	780.4	625 8	125	2
1895 28 mars	943.2	»	943.2	632.2	149	2
1895 4 avril	943.6	»	943.6	653.1	144	2
1895 11 avril	916.3	»	916.3	657.9	140	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1894 24 févr.	95.0	20.0	115.0	152.5	76	»
1894 29 déc..	117.1	17.0	134.1	182.2	74	»
1895 26 janv.	110.0	16.2	126.2	172.6	73	»
1895 23 févr.	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1894 24 févr.	67.5	10.0	77.5	157.5	49	»
1894 29 déc..	73.1	9.5	82.6	171.2	48	»
1895 26 janv.	71.0	9.4	80.4	162.5	49	»
1895 23 févr.	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 8 avril	217.4	342.7	560.1	916.0	61	4
1895 23 mars	375.7	287.5	663.2	983.0	67	4
1895 30 mars	373 8	287.9	661.7	1.015.4	65	4
1895 8 avril	373.6	287.9	661.5	1.031.7	64	4
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 5 avril	79.8	37.5	117.3	421.7	27	3
1895 21 mars	104.1	27.7	131.8	445.9	34	2½
1895 28 mars	98.1	26.1	124.2	450.2	27	2½
1895 4 avril	101.4	26.9	128.3	449.7	28	2½
BULGARIE. — Banque Nationale						
1894 31 janv.	7.3	2.0	9.3	1.1	847	8
1895 14 janv.	3.4	7.4	10.8	0.9	1200	8
1895 22 janv.	3.5	7.6	11.1	1.0	1110	8
1895 31 janv.	3.8	8.2	12.0	0.9	1330	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 31 mars	71.7	»	71.7	98.8	72	4
1895 31 janv.	75.5	»	75.5	103.3	73	3½
1895 28 fév..	73.6	»	73.6	99 5	74	3½
1895 30 mars	74.9	»	74.9	102.4	74	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 7 avril	197.9	204.1	402.0	935.2	43	5
1895 23 mars	200.1	307.9	508.0	904.7	56	5
1895 30 mars	200.1	310.6	510.7	907.7	56	4½
1895 6 avril	200.1	309.4	509.5	926.5	55	4½
GRÈCE. — Banque Nationale						
1894 28 fév..	2.1	»	2.1	110.8	2	6½
1894 31 déc..	2.0	»	2.0	109.5	2	6½
1895 31 janv.	1.9	»	1.9	108.7	2	6½
1895 28 fév..	1.9	»	1.9	106.1	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 7 avril	109.2	178.3	287.5	429.5	67	2½
1895 23 mars	109.6	178.7	288.3	434.3	66	2½
1895 30 mars	107.9	178.3	286.2	426.8	67	2½
1895 6 avril	107.7	177.3	285.0	436.4	65	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 20 mars	288.0	48 2	336.2	854.7	40	6
1895 28 fév..	299.0	64.9	363.9	757.2	48	5
1895 10 mars	299.4	60.0	359.4	750.1	48	5
1895 20 mars	300.0	60.0	360.0	742.7	48	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 20 mars	92.8	10.8	103.6	235.6	43	6
1895 28 fév..	105.5	10.5	116.0	229.2	49	5
1895 10 mars	105.5	10.5	116.0	225.5	51	5
1895 20 mars	105.5	10.5	116.0	223.0	52	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 20 mars	35.2	1.5	36.7	57.9	63	6
1895 28 fév..	35.2	1.5	36.7	54.2	67	5
1895 10 mars	35.2	1.5	36.7	50.5	72	5
1895 20 mars	35.2	1.5	36.7	49.7	74	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1894 28 fév..	33.6	»	33.6	62.3	54	5
1894 31 déc..	31.4	»	31.4	66.9	47	4½
1895 31 janv.	32.0	»	32.0	62.3	51	4
1895 28 fév..	31.1	»	31.1	63.7	49	4
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1894 4 avril	16.8	35.9	52.7	281.7	19	6
1895 20 mars	26.7	39.2	65.9	293.8	22	6
1895 27 mars	26.7	39.7	66.4	292.8	22	6
1895 5 avril	26.7	39.7	66.4	294.0	22	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 31 mars	51.5	1.3	52.8	115.9	46	6
1895 16 mars	43.8	5.1	48.9	95.3	51	6
1895 23 mars	43.7	5.1	48.8	96.7	50	6
1895 30 mars	43.9	5.1	49.0	97.8	50	6

Dates	Encaisse métallique Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 16 mars	1.521.3	14.7	1.536.0	3.954.1	39	4%
1895 16 fév..	1.557.3	16.2	1.573.5	4.197.5	37	4
1895 1er mars	1.559.5	16.7	1.576.2	4.206.8	37	4
1895 16 mars	1.559.2	16.8	1.576.0	4.198.7	37	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1894 28 fév..	21.7	3.6	25.3	44.0	57	»
1894 31 déc..	21.9	3.5	25.4	49.0	51	»
1895 31 janv.	21.9	3.6	25.5	48.1	53	»
1895 28 fév..	21.9	4.5	26.4	49.7	53	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 8 mars	7.4	4.0	11.4	24.4	46	6
1895 8 mars	5.8	4.4	10.2	24.2	42	6
1895 15 mars	5.7	4.4	10.1	24.2	42	6
1895 22 mars	5.6	4.4	10.0	24.4	41	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1894 28 fév..	23.2	4.8	28.0	59.1	47	4
1894 31 déc..	30.8	3.8	34.6	72.6	48	4
1895 31 janv.	30.9	4.5	35.4	62.7	57	4
1895 28 fév..	33.6	4.6	38.2	63.3	60	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1894 28 fév..	10.5	15.2	25.7	81.0	32	»
1894 31 déc..	10.5	18.6	29.1	85.8	34	»
1895 31 janv.	10.4	12.1	22.5	79.6	28	»
1895 28 fév..	10.4	14.1	24.5	82.1	30	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 7 avril	75.8	14.8	90.6	170.2	54	3
1895 23 mars	82.7	9.9	92.6	169.5	54	2½
1895 30 mars	82.7	9.5	92.2	174.9	54	2½
1895 6 avril	83.0	8.8	91.8	176.1	52	2½

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

1894 12 avril	6 197,5	2 612,8	8 810,3	14 620,1	61%
1895 28 mars	7 330,0	2 630,6	9 960,6	14 831,8	67
1895 4 avril	7 251,3	2 617,8	9 869,1	15 110,8	67
1895 11 avril	7 211,3	2 609,9	9 821,2	15 145,4	65

TOTAUX au 31 décembre

1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51%
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56
1894 31 déc.	7 030,0	2 599,9	9 629,9	15 047,6	64

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	8 mars	15mars	22mars	29mars	4 avril	11 avril
Amsterdam	47 90	47 90	47 98	48 »	47 97	47 92
Anvers	100 07	100 01	100 06	100 07	100 09	100 08
Athenes	186 50	186 50	186 50	186 50	186 50	186 50
Barcelone	8 »	7 10	7 20	8 75	12 80	11 50
Berlin	81 »	81 »	80 90	80 85	81 »	81 »
Bruxelles	100 01	99 98	100 06	100 03	100 11	100 06
Bucharest	100 80	100 60	100 50	100 10	100 10	100 »
Constantinople	22 62	22 60	22 65	22 65	22 62	22 62
Francfort	81 07	80 97	80 90	80 86	81 02	81 05
Genes	105 40	105 37	104 95	105 25	105 32	105 35
Genève	100 36	100 30	100 28	100 29	100 34	100 31
Lisbonne	678 »	679 50	680 »	678 50	679 »	681 50
Londres	25 36	25 37	25 41	25 42	25 40	25 41
Madrid	7 55	7 20	6 95	9 »	11 37	11 30
Rome	105 27	105 10	104 90	105 20	105 22	105 25
Saint-Pétersbourg	36 87	36 95	36 77	36 80	36 81	36 80
Vienne (à vue)	49 05	49 »	48 75	48 50	48 45	48 40
— (à 3 mois)	49 »	48 95	48 70	48 45	48 40	48 35

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	15mars	22mars	29mars	5 avril	12avril
Amsterdam. pap. court	4 %	206 37	206 12	206 06	206 25	206 31
Allemagne.. —	4 %	122 19	122 31	122 31	122 15	122 12
Vienne-Tr.. —	4 %	202 37	203 25	204 50	204 50	204 50
Barcelone.. —	4 %	462 25	463 »	451 50	442 50	445 50
Madrid..... —	4 %	462 25	463 »	451 50	442 50	445 50
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	267 50	268 »	267 50	268 50	268 »
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 24	25 27	25 25¼	25 24½	25 25
— ..... ch. court	2 %	25 25½	25 28½	25 27	25 26	25 26½
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	2 ½ %	0 06 p.	0 06 p.	0 12 p	0 12p.	0 09 p.
Italie........ —	5	5 12 p.	4 62 p.	5 12 p.	5 »p.	5 .. p.
Suisse....... —	2 ½ %	0 37 p	0 31 p.	0 37 p.	0 37p.	0 37 p.
New-York.........	2 ½ %	514 50	514 50	514 50	514 50	514 50
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	102 34	104 52	107 81	108 89	111 75
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains...**		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres.....................		2 47	2 54	2 56	2 71	2 71
Souverains anglais.......		25 22	25 25	25 22	25 23	25 22
Banknotes.................		25 23	25 26	25 22	25 23	25 23
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

PAYS EXTRA-EUROPÉENS

NOMS DES PAYS	Valeur au pair en francs	Valeurs en francs au change du jour 11mars	21mars	28mars	4 avril	11 avril
Etats-Unis (doll. or)..	5 18	5 11	5 14	5 11	5 14	5 11
Mexique (piastre arg.)	5 43	2 47	2 51	2 56	2 71	2 71
Répub.Arg.(peso pap.)	5 »	1 41	1 42	1 43	1 41	1 38
Chili (peso papier)....	5 »	1 77	1 77	1 75	1 75	1 75
Brésil (milreis papier)	2 60	1 01	1 02	1 01	1 »	1 »
Indes (roupie argent).	2 38	1 35	1 37	1 38	1 39	1 40
Japon (yen argent)...	5 39	2 51	2 68	2 72	2 78	2 81
Chine(Shanghaï)(taël arg.)	7 47	3 62	3 68	3 79	3 91	3 93

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 12 avril 1895

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*	100 09	Billets *Allemands*....	99 91
En *Angleterre*	99 89	— *Anglais*	100 11
En *Autr.-Hongrie*...	101 67	— *Austro-Hongr.*	98 35
En *Belgique*	100 09	— *Belges*	99 91
En *Espagne*	111 11	— *Espagnols*	90 »
En *Grèce*............	186 50	— *Grecs*	53 61
En *Hollande*	100 78	— *Hollandais*....	99 22
En *Italie*	105 26	— *Italiens*	95 ..
En *Russie*	147 77	— *Russes*........	67 67
En *Suisse*	100 37	— *Suisses*........	99 63
Aux *Etats-Unis*	100 68	Pièces des *Etats-Unis*.	99 32
Au *Mexique*	200 36	— du *Mexique* ...	49 90
En *Rép. Argentine*.	360 50	Billets *Rép. Argentine*.	27 75
Au *Chili*............	285 72	— du *Chili*	35 »
Au *Brésil*...........	260 ..	— du *Brésil*.......	38 46
Aux *Indes*	170 »	Pièces des *Indes*	58 82
Au *Japon*...........	191 81	— du *Japon*......	52 15
En *Chine*...........	190 07	— de la *Chine*....	52 61

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 12 avril 1895.

Les devises hollandaises sont à 206 31, les devises allemandes à 122 12, c'est-à-dire presque au pair ; la *Valuta* n'a pas varié Le papier espagnol s'est amélioré, il est à 445 50. Un grand nombre de petits spéculateurs s'étant portés dans ces derniers temps sur l'Extérieure, ont dû se liquider au moment de la baisse, mais le titre a trouvé facilement preneur et la fermeté de la Rente a amené celle de la devise. Il est bien à désirer que le nouveau Gouvernement ne suive pas les errements de

celui qui l'a précédé ; la question des Chemins de fer, nous ne saurions trop le répéter, est intimement liée à celle des finances espagnoles, et bien plus elle intéresse le bon renom de l'Espagne. Il ne peut entrer dans l'esprit d'honnêtes gens de se désintéresser du sort de ceux qui ont contribué à créer l'outillage industriel de la Péninsule, sous prétexte qu'ils sont étrangers.

L'agio sur l'or se tient à 27 0/0 en Portugal.

Le Rouble est à 268.

Le Londres est toujours au-dessus du pair, le papier court à 25 25, le chèque à 25 26 1/2. Il faut que le marché français ait acheté de bien gros paquets d'actions de mines d'or pour produire un effet si durable, attendu que la place de Londres est largement débitrice de Paris pour le paiement de coupons étrangers.

Le papier italien reste à 5 0/0 de perte et le New-York conserve le cours de 514 50, ce qui n'a empêché Paris d'expédier de l'or à New-York comme on le verra plus loin.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	11 mars	21 mars	28 mars	4 avril	11 avril
Hong-Kong	2/. ./.	2/0 5/8	2/1 ./.	2/1 · 1/2	2/2
Shanghaï.......	2/9 1/2	2/10 /	2/11 /.	3/0 1/8	3/0 1/4
Yokohama	1/11 1/4	2/0 3/4	2/1 1/8	2/1 3/4	2/2
Valeurs à vue :					
Singapoure.....	2/0 1/8	2/1 ./	2/1 3/8	2/1 3/4	2/1 7/8
Bombay	1/0 29/32	1/1 3/32	1/1 1/8	1/1 1/4	1/1 11/32
Calcutta.	1/0 15/16	1/1 3/32	1/1 1/8	1/1 5/16	1/1 11/32
Rio-Janeiro.	9 5/8	9 3/4	9 5/8	9 9/16	9 9/16
Valparaiso. ..	16 7/8	16 13/16	16 5/8	16 11/16	16 11/16
Buenos-Ayres, prime de l'or..	253	252	250	254	260 1/2
Argent en barres	27 15/16	28 11/16	29 1/8	30 ./.	30 3/8

La hausse de l'argent métal continue à exercer ses effets sur les changes de l'Extrême-Orient, qui sont en meilleure situation. Nous trouvons le papier chilien et brésilien aux mêmes cours que la semaine dernière. A Buenos-Ayres, la prime sur l'or de 260 1/2.

L'or est au pair à Londres et à Paris, l'argent métal vaut 111 75 le kilo et il paraît appelé à voir des cours plus élevés.

Encaisses. — Circulation fiduciaire

La *Banque de France* a encore perdu, cette semaine, 12.333.000 fr. d'or, elle donne ce qu'on lui demande pour éviter la hausse du Londres et le drainage de la circulation qui en serait la conséquence ; voici le tableau des entrées et des sorties :

Entrées		Sorties	
Matières (Paris)..	1.020.000	Circulation (Paris).	5.123.000
Suisse............	342.000	Matières (Paris)..	500.000
Belgique..........	300.000	Circulation (Succ.).	8.342.000
Turquie..........	60.000	Syrie..............	40.000
Excéd. des sorties.	12.333.000	Inde..............	40.000
		Tripoli...........	10.000
	14.055.000	Total des sorties	14.055.000

L'argent a diminué de 5.118.000 fr. Paris a perdu 608.000 fr. par la circulation; les succursales ont livré 3.920.000 fr. au public. 500.000 fr. pour Madagascar, 250.000 pour la Suisse et reçu 160.000 fr. du même pays.

La circulation des billets a augmenté d'une somme insignifiante de 15.700.000 fr.

La *Banque d'Allemagne* a perdu 4.500.000 fr. d'or et d'argent, et sa circulation a diminué de 33.800.000 francs.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent d'entrées de 7.800.000 francs. La circulation ayant prélevé 35 millions 100.000 francs, la diminution du métal jaune a été de 27.300.000 fr.

Voici le détail des entrées et des sorties :

Entrées				Sorties	
4 avril	Ach. en barres £	28.000	10 avril	Afrique.....£	200.000
5 »	»	46.000	» »	Bombay......	10.000
» »	Egypte	28.000	» »	?	100.000
6 »	»	18.000			
» »	Ach. en barres	5.000			
8 »	»	60.000		Excéd. des entrées...	312.000
9 »	»	143.000			
» »	Australie.....	94.000			
» »	Hong-Kong ..	50.000			
10 »	Ach. en barres	50.000			
» »	Belgique	100.000			
	Total des entrées.. £	622.000		Total égal........ £	622.000

L'encaisse n'a pas varié à la *Banque d'Autriche-Hongrie*, elle a augmenté de 4.100.000 fr. à la *Banque de Belgique*.

Il y a une petite sortie d'argent à la *Banque d'Espagne*; il est regrettable qu'elle ne soit pas plus considérable, d'autant plus que les billets ont augmenté de 18.800.000 fr.

Rien à signaler à la *Banque des Pays-Bas*. La *Banque de Roumanie* a gagné 200.000 fr. d'or.

Les *Banques suisses* ont eu une entrée de 300.000 fr. d'or et une sortie de 700.000 fr. d'argent, leur encaisse de métal blanc a beaucoup diminué depuis un an. Le retrait des monnaies divisionnaires italiennes semble avoir créé un vide dans la circulation du pays.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(n dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 17 au 23 mars	depuis le 1er janv.	du 17 au 23 mars	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	3.700	8.012.500	1.648.128	9.337.049
France.........	»	11.916.400	550.257	1.110.366
Allemagne......	»	5.772.036	»	1.044.652
Autres pays....	785.722	3.872.335	9.045	160.535
Total 1895...	789.422	29.573.271	2.207.430	11.652.602
Total 1894...	138.486	7.825.859	146.972	2.752.443
— 1893...	1.475.053	33.556.478	1.105.906	4.258.344
ARGENT				
Grande-Bretagne	562.750	6.530.005	»	40.730
France.........	»	»	»	2.176
Allemagne......	»	»	»	1.380
Autres pays....	47.234	216.303	3.291	236.967
Total 1895...	609.984	6.746.308	3.291	281.253
— 1894...	480.572	9.265.390	113.337	391.093
— 1893...	416.775	6.824.765	14.914	1.631.421

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	7 avril	99.600.000	dollars
1895.....	23 mars	65.100.000	—
1895.....	30 mars	65.600.000	—
1895.....	6 avril	64.400.000	—

Du 17 au 23 mars, les entrées nettes d'or à New-York ont été de 1.418.000 dollars venant d'Angleterre et de France : c'est la suite de l'emprunt, car la cote du change implique des mouvements absolument inverses. Le Syndicat doit encore 16 millions de dollars.

Les Banques associées de New-York ont perdu 1.200.000 dollars, on signale quelques exportations dans l'Amérique du Sud.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

La Ligue Nationale Bimétallique Française

Dans sa réunion du 3 avril dernier, le Conseil général de la Ligue, sur la demande de divers Présidents de Sociétés départementales, a décidé que la *Ligue Nationale Bimétallique* se mettrait en relations directes avec toutes les Associations, Chambres, Comices, Sociétés et Syndicats de province affiliés ou correspondants à la *Société des Agriculteurs de France*, à l'*Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises* et à la *Société Nationale d'Encouragement à l'Agriculture*.

Ces Sociétés recevront régulièrement toutes les publications dues à l'initiative de la Ligue et le Secrétaire général se tiendra à la disposition de leurs Présidents pour leur fournir tous les documents ou renseignements nécessaires à l'étude de la question monétaire.

Le Conseil général a également décidé que le journal de la Ligue prendrait le nom de « *Bulletin officiel de la Ligue Nationale Bimétallique* », qu'il paraîtrait le 15 de chaque mois, qu'il aurait seize pages de texte sur deux colonnes, du format de l'*Economiste Européen*, enfin, que la direction et la rédaction en serait confiées à M. Edmond Théry, secrétaire général de la Ligue.

Après l'adoption de plusieurs mesures relatives à l'administration de la Ligue, la réunion a prononcé, à l'unanimité, l'admission comme Membres du Conseil général fondateur et conformément aux dispositions de l'*article 11* des statuts sociaux de MM. Boverat, Président de la Compagnie des courtiers assermentés de la Bourse de commerce de Paris ; Winter, Président de la Chambre syndicale des huiles et membre du Syndicat général de la Bourse de Commerce de Paris ; Nelson Chierico, directeur de la *Banque de l'Algérie*; Ullern, Président de la Chambre de commerce de Honfleur et Ollivier (Joseph), commissionnaire-exportateur à Paris.

La séance a été levée à midi.

P.-S. — Nos lecteurs trouveront, encarté dans le Journal, un *Bulletin d'adhésion* à la Ligue que nous leur recommandons de lire.

L'Assemblée annuelle de la Ligue bimétallique anglaise

(*Suite*) (1)

DISCOURS DE M. A. J. BALFOUR

M. A. J. Balfour, prend la parole au milieu de bruyantes acclamations :

Mylord Duke, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Nous formons ici une réunion d'hommes ayant des opinions politiques opposées et des occupations très diverses — banquiers, négociants, politiciens — d'hommes engagés dans les entreprises les plus variées, grâce auxquelles Londres est le centre du monde. Quelle est donc la cause que nous venons soutenir ? C'est, en ce qui me concerne, celle d'un étalon de valeur stable et uniforme. (*Très bien ! très bien !*) Le meilleur moyen pour atteindre ce but — qui ne peut être complètement atteint par le génie humain ou par la sagesse des hommes d'Etat ou des économistes — est, de l'avis de ceux qui ont la foi *bimétallique*, de répandre l'usage, dans la circulation, des deux grands instruments d'échange qui ont rendu des services à l'humanité aux époques les plus reculées, et qu'on ne peut retirer sans provoquer un désastre dans le monde entier. Telles sont nos vues, et les orateurs qui m'ont précédé aujourd'hui, ont démontré, avec beaucoup d'habileté, que notre opinion a gagné, gagne et gagnera encore du terrain, non seulement dans la cité de Londres et dans tout le Royaume, mais dans tout le monde civilisé qui est solidaire dans cette question comme dans toutes les questions touchant au bien-être général. (*Applaudissements.*)

(1) Voir l'*Economiste Européen*, nº 169 du 6 avril 1895.

LE REVIREMENT DE L'OPINION PUBLIQUE

Je considère comme un grand indice du revirement qui se produit dans l'opinion publique, ce fait qu'on ne conteste plus l'impossibilité intrinsèque du *bimétallisme*. Il était un temps où, en se déclarant *bimétalliste* — bien que tous les économistes de renom fussent ralliés au *bimétallisme* — on était considéré par certaines personnes comme un être de l'espèce la plus dangereuse, comme un homme qui prétend que deux et deux font cinq, ou qui veut faire couler l'eau de bas en haut sur les montagnes sans recourir à une installation mécanique. Cette ère-là est passée. Il y a encore un grand nombre de personnes des plus respectables — je n'en médirai pas — qui se refusent à accepter le *bimétallisme* pour résoudre nos difficultés monétaires ; mais l'ancienne idée que le *bimétallisme* est une absurdité a à peu près disparu des controverses. Et il serait étrange qu'il en fût autrement, car la théorie et l'expérience viennent à l'appui du *bimétallisme* dans une mesure qui n'a jamais été atteinte par aucune autre doctrine économique.

LES LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE

Ceux qui considèrent ces choses à un point de vue spéculatif peuvent trouver, en faveur du double étalon, les plus beaux raisonnements économiques qu'aient jamais produits les travaux des économistes hommes de science. Ceux, au contraire, qui attachent une plus grande importance aux leçons de l'expérience, ont constaté ce fait remarquable et irréfutable que, dans ce siècle, pendant les années où l'Union latine appliquait le système *bimétallique*, le pair du change entre les deux métaux s'est maintenu dans le monde entier.

Malgré les guerres, malgré les révolutions industrielles, malgré les découvertes de métaux précieux, nous constatons que le pair du change n'a pas été violé jusqu'au jour où il a été rompu par la malheureuse fermeture, en 1873, des Hôtels des monnaies en France. Je ne m'étendrai pas sur ce point ; je me contente de le rappeler pour expliquer la raison pour laquelle le monométalliste le plus obstiné préfère s'en tenir, aujourd'hui, aux arguments considérés jadis comme secondaires, plutôt que de se mesurer ouvertement avec son adversaire et de déclarer que le *bimétallisme* est aussi absurde qu'impossible.

Quels sont, dès lors, les arguments sur lesquels s'appuient principalement nos adversaires monométallistes ?

Il serait impossible de les analyser ou d'essayer de les énumérer tous au cours d'une discussion qui ne doit durer qu'une après-midi. Il y a des personnes qui disent reconnaître parfaitement que l'adoption, par une si grande partie du monde civilisé, de l'étalon-or a eu pour effet de faire hausser l'or et de déprécier les prix des marchandises, et a agi de la même manière qu'une prime mise sur les exportations de certains produits de l'Inde pour ce pays ou pour ailleurs. Tout cela elles l'admettent, mais elles se déclarent satisfaites. Elles disent : « Nous aimons à voir l'or hausser parce que nous sommes le pays créditeur et, plus l'or haussera, plus grande sera, en réalité, le montant que nos débiteurs auront à nous payer pour se libérer. »

Ces personnes ajoutent qu'elles aiment à voir une *prime* mise sur les exportations de l'Inde, car elle a pour effet de faire baisser le prix des marchandises ; que c'est un bienfait pour le vendeur, que cela met le blé introduit dans le pays à un prix inférieur au cours normal et que c'est là un résultat que tout le monde désire atteindre. Ils nous disent que la baisse générale des prix est un bienfait pour le consommateur. Les consommateurs forment la plus grande partie de la communauté, et, par conséquent, la baisse des prix est un bienfait pour la communauté. Par cette simple argumentation, elles voudraient nous faire croire, non pas que le *bimétallisme* est un remède aux maux que nous attire le monométallisme, mais que ces maux mêmes sont illusoires et que, si nous voulions entrevoir la vérité des choses, nous nous apercevrions qu'au contraire c'est un bonheur. Ce sont là des arguments qui, dans une autre assemblée, ou à une autre occasion, mériteraient un examen sérieux et critique, mais je ne m'y arrêterai pas, car ces objections ne se produisent plus, aujourd'hui, dans la Cité de Londres.

L'EFFET SUR LA BAISSE DES PRIX

Je suis convaincu que personne à un mille de cette enceinte n'est assez sot de croire que les intérêts commerciaux de ce pays peuvent bénéficier d'une baisse de prix sans limite et sans fin ; je ne crois pas davantage que beaucoup d'habitants de la Cité soient assez peu scrupuleux pour désirer que les dettes contractées vis-à-vis de nous par les nations étrangères soient accrues artificiellement, grâce à une variation de la monnaie en laquelle elles doivent être payées.

J'ai beaucoup entendu parler jadis de la méchanceté des « inflationistes » et de ceux qu'on appelle, en Amérique, des *soft-money men*. Or, je n'appartiens à aucune de ces deux catégories ; mais si je suis amené à comparer le crime attribué aux *inflationistes* et aux *soft-money men* à celui des

personnes qui désirent voir hausser l'or de façon à ce que le créancier soit favorisé, je me demande si l'*inflationiste* ne vaut pas mieux que ces personnes. (*Applaudissements.*) Mais passons à d'autres arguments.

On nous a dit : « Londres est la Banque centrale du monde ; tout homme qui a une dette à payer, tout homme qui veut exporter du blé — par exemple, de Chine en Amérique — le fait au moyen d'une lettre de change sur Londres ; c'est par Londres que passent les fils du commerce international, même lorsque le mouvement des échanges s'effectue entre deux pays étrangers. »

NOTRE SUPRÉMATIE EN TANT QUE BANQUE

Cette situation constitue, sans aucun doute, un immense bénéfice, non seulement à Londres, mais au Royaume entier, et si je croyais que la suprématie de Londres, en tant que Banque centrale, dût être menacée par un changement de régime monétaire, j'estimerais que ce serait là l'argument le plus sérieux contre ce changement. Mais y a-t-il une raison quelconque pour avancer que l'adoption d'un accord international aurait le moindre effet pour ou contre la suprématie de Londres, en tant que Banque, parmi les capitales du monde. Il m'est tout à fait impossible d'en découvrir aucune, et, parmi mes amis monométallistes, aucun n'a pu m'en donner. De quoi dépend notre suprématie financière ? Elle dépend, en prenant les choses de haut, de trois faits. D'abord, de ce fait que, par notre position insulaire, nous sommes moins que nos voisins, plus heureusement placés au point de vue géographique, aux risques d'une guerre ; ensuite parce que, pendant de nombreuses générations, les marchands et banquiers de cette Cité ont prouvé qu'ils étaient des hommes dans le crédit desquels on pouvait avoir confiance ; et, en troisième lieu, elle dépend de ce fait, que l'Angleterre est le plus grand centre industriel du monde. (*Applaudissements*).

Ainsi notre suprématie dépend uniquement, à mon avis, de ces trois circonstances. Laquelle d'entre elles serait atteinte par l'adoption d'un étalon *bimétallique?* Le crédit de vos négociants serait-il diminué? La prospérité de vos industriels serait-elle frappée? Votre situation insulaire serait-elle troublée? Autant que j'ai pu en juger par les causes qui nous ont valu notre position actuelle, il me semble que Londres, centre commercial du monde, doit gagner plutot que perdre à une mesure susceptible d'asseoir la monnaie du monde sur une base plus solide qu'elle ne l'est actuellement. (*Applaudissements.*)

UN ARGUMENT QUI NE MÉRITE PAS D'ÊTRE PRIS EN CONSIDÉRATION

Il y a un troisième argument, que je ne signalerais pas, tant il me paraît absurde, s'il n'avait pas été produit, dans ces deux ou trois dernières années, par deux hommes politiques très éminents. Cet argument, le voici : tout changement dans la valeur relative de l'or et de l'argent aura pour effet de déprécier l'or ; par conséquent, ceux qui ont chez leurs banquiers des dépôts remboursables en or, en opéreront le retrait dès qu'ils seront menacés d'un changement, et il en résultera une crise commerciale d'une intensité sans précédent dans le monde. (*Rires.*) Cet argument a reçu récemment la sanction de deux noms très distingués.

Il a été inventé, je crois, par M. Herries, qui l'a produit, dans un but absolument différent de celui que nous visons, en se référant à une théorie imaginée, il y a une soixantaine d'années, par un certain M. Attwood. Eh bien ! j'avoue que c'est pour moi un sujet de grande surprise de constater que M. Herries ait été élevé ainsi au rang d'autorité financière. Je ne sais si beaucoup d'entre vous sont fixés à l'égard de M. Herries. C'était un excellent politicien, un très bon conservateur, un serviteur, utile et capable, de la chose publique et, surtout, un homme familiarisé avec les détails financiers des affaires de l'époque à laquelle il vivait. Il était Chancelier de l'échiquier durant une période administrative courte et peu glorieuse, et, si ma mémoire ne me trompe pas, il n'a jamais eu à présenter un budget à la Chambre des communes. Je ne crois pas faire erreur en disant que sa première apparition importante au Parlement était pour défendre l'impôt sur les fenêtres, et qu'il s'est manifesté pour la dernière fois pour s'opposer au retrait des lois de la navigation. Or, je ne pense pas que ce soit là un souvenir qui doive nous engager à faire grand cas de son autorité en matière de science financière, et je suis extrêmement surpris qu'on l'ait choisi, parmi tous les hommes d'Etat et les financiers des temps passés, comme une autorité sur laquelle M. Gladstone et sir William Harcourt basent leur foi. (*Très bien! très bien!*) Quoiqu'il en soit, nous ne devons négliger aucun argument produit par des hommes aussi éminents ; aussi y répondrai-je que si irraisonnée que soit, proverbialement, une panique et, si difficile qu'il soit de prédire ce que feront des personnes effrayées, il ne me semble pas qu'il y ait lieu de supposer qu'elles retireront leurs dépôts d'un endroit où ils se trouvent en sûreté, pour les mettre ailleurs — sans doute dans leurs bas — où ils ne seront plus en sûreté du tout. Les gens retireront leur avoir d'une banque s'ils croient que cette banque va sauter ; mais pourquoi le retireraient-ils d'une banque sous prétexte que le système monétaire du monde va être assis sur une base plus large et plus solide, dont ils s'apercevront seulement dans les transactions financières et qui, sauf une action lente sur les mouvements du commerce, n'aura pas d'effet sur les finances des citoyens? Je ne conçois pas une pareille crainte. (*Très bien! très bien!*)

POURQUOI RETIRE-T-ON LES DÉPOTS DES BANQUES ?

Mes amis, dans tous les cas, n'ont coutume de tirer leur solde créditeur — quand ils en ont un (*Rires.*) — que pour payer leurs dettes, ou parce qu'ils redoutent la faillite de la banque, ou encore lorsqu'ils pensent trouver un meilleur placement pour leur capital. Laquelle de ces trois conditions se présenterait aux capitalistes ordinaires, dans le cas où il nous plairait d'adopter un régime sous lequel ont vécu en toute sécurité et prospéré pendant ce siècle la France, l'Italie et la Belgique, et le monde entier pendant le siècle dernier? (*Très bien! très bien!*)

L'ARGUMENT DU « LAISSEZ LES CHOSES EN L'ÉTAT »

Mais, Mesdames et Messieurs, il y a un quatrième argument que je crois être le plus fort de tous ; c'est le suivant : « Pourquoi ne laissez-vous pas les choses en l'état? Nous avons toujours eu un régime à étalon-or, nous disent-ils ; depuis la reprise des paiements en espèces l'Angleterre a prospéré avec ce régime comme jamais, avant elle, aucune autre nation. Pourquoi voulez-vous vous avancer gratuitement et, en poursuivant une perfection spéculative, essayez-vous de renverser un régime qui fonctionne si bien? » Messieurs, c'est là un genre d'argument pour lequel j'ai grande sympathie. Je n'aime pas les changements gratuits. Je suis parfaitement enclin à vivre satisfait avec des institutions qui, bien que n'étant pas théoriquement parfaites, répondent à tous les besoins et à toutes les nécessités à l'époque où nous sommes ; mais la question à poser aux personnes qui nous demandent de laisser les choses en l'état est la suivante : « Tout est-il bien? » La situation actuelle du trafic, du commerce et de l'agriculture — non seulement en Angleterre mais de par le monde — justifie-t-elle que nous ne touchions à aucune pierre grâce à laquelle nous pourrions inspirer plus de confiance et assurer un revenu plus certain au capital et au travail des grandes classes productrices? Il me semble qu'il suffit de poser la question au premier venu pour remarquer qu'il n'y a pas deux façons d'y répondre. (*Applaudissements.*) On propose de laisser les choses en l'état et on vante les avantages du système monétaire britannique. Quel est ce système?

Nous formons un empire — comme nous le pensons avec fierté — ayant des intérêts et des possessions dans toutes les parties du monde. Je concentre mon attention, non sur les colonies autonomes, lesquelles, en ce qui concerne le régime monétaire, peuvent être considérées comme indépendantes, mais je fixe mon attention sur ces parties de notre grand empire qui, dans la pratique, sont gouvernées par le Parlement britannique ; et quel est le régime monétaire? Allez à Hong-Kong ou dans les Détroits, et vous trouverez que les obligations sont mesurées et les dettes payées en argent ; revenez en Angleterre, et vous constaterez que les obligations sont mesurées et les dettes payées en or ; arrêtez-vous à moitié chemin, dans l'Inde, et vous trouverez que les obligations sont mesurées et les dette payées en une chose qui n'est ni l'or ni l'argent — le produit le plus étrange de l'ingénuité monométalliste dont le monde ait jamais entendu parler — un régime monétaire aussi arbitraire que celui du papier à cours forcé, aussi coûteux que n'importe quel régime métallique et qui réunit, malheureusement, tous les inconvénients des divers régimes monétaires mis à l'essai par l'humanité. (*Applaudissements.*)

C'est là, Messieurs, ce que nous appelons le régime monétaire britannique, et on veut que nous tirions le meilleur parti — je ne dirai pas du commerce avec l'étranger, mais avec nos propres colonies et nos dépendances, — d'un étalon, de trois étalons, dont deux varient suivant les accidents de la production naturelle et l'autre suivant la volonté arbitraire du Secrétaire d'Etat de l'Inde !

Il est absurde de prétendre qu'un pareil système ne peut être amélioré C'est un système ridicule et, par conséquent, si nous concentrons notre attention sur nous-mêmes — sur cette partie de l'empire britannique qui, dans la pratique, est gouvernée de Westmister — j'affirme qu'une modification s'impose.

NOS RELATIONS AVEC L'ÉTRANGER

Mais si nous détournons notre regard de l'empire britannique pour le porter au loin sur le monde, dont nous sommes le banquier, pour lequel nous produisons et dont nous dépendons, mon raisonnement n'a-t-il pas une force bien plus grande?

Peut-il y avoir folie plus grande que celle consistant à croire qu'étant en relations avec les pays étrangers par tous les liens commerciaux, sauf le lien monétaire, on doive considérer seulement ses intérêts à l'intérieur, en limitant son système monétaire? Certes, ce raisonnement viole le sens commun des hommes d'affaires les plus pratiques. (*Applaudissements.*) Il me semble que la civilisation doit tendre à s'approcher de plus en plus de la fraternité entre les nations civilisées, à créer une communauté, divisée sans doute en plusieurs formes de gouvernements, divisée aussi par des différences sur lesquelles je ne veux pas m'appesantir. Au fur et à mesure que le temps marche, nous devons sérieusement consacrer le meilleur de notre activité au rapprochement des diverses nations en une communauté; mais s'il est une chose pour laquelle une communauté d'action est à la fois possible et désirable, c'est, assurément, une entente relative à l'instrument d'échange au moyen duquel les dettes internationales sont payées. (*Applaudissements.*) Si nous produisions exclusivement pour nous-mêmes, et si nous pouvions vivre avec ce que nous produisons — situation qu'on n'était pas loin d'atteindre dans les temps anciens — je comprendrais l'avantage; en tout cas, il me serait possible de tolérer un régime sous lequel, en réglant notre système monétaire, nous n'aurions en vue que notre commerce national. Mais aujourd'hui, où nous dépendons des autres nations pour le pain que nous mangeons — où, si nous nous séparions du reste du monde, la ruine se produirait et où, banquiers, négociants, producteurs seraient englobés dans un désastre commun — n'est-ce pas le comble de la folie que de chercher à s'isoler en ce qui touche à l'instrument spécial servant à liquider nos transactions générales? (*Très bien! très bien!*) Je ne pense pas que le sens commun des nations puisse tolérer encore longtemps un pareil état de choses. Quand je considère ce qui se passe en Amérique, en Allemagne et en France — bien mieux, quand je considère ce qui se passe dans les centres commerciaux les plus conservateurs de notre pays — je me dis que la réprobation ne saurait tarder à se produire contre nous et que le moment n'est pas éloigné où des hommes de tout parti, ayant les occupations et les intérêts les plus divers, se grouperont pour nous déclarer qu'il nous appartient de faire, en tout cas, notre possible pour ne plus mériter le blâme et pour introduire dans nos transactions internationales un instrument d'échange moins accessible à la critique, moins désastreux pour l'industrie commerciale, moins embarrassant pour les négociants, que le régime absurde sous lequel nous avons le malheur de vivre actuellement. (*Très bien! très bien!*)

M. Robert Barclay, en présentant une motion de remerciements au Lord Mayor, pour avoir permis que l'assemblée se réunit à Mansion House, déclare que l'opinion publique, dans toutes les régions du pays, tend rapidement vers le *bimétallisme*. Il estime que, sans aucun doute, si la Cité de Londres ne se rallie pas d'elle-même au *bimétallisme*, elle sera obligée de l'accepter sous la pression de l'opinion publique dans le reste du Royaume.

UN APPEL DE FONDS

Sir William Houldsworth, M.P., appuyant la motion, attire l'attention sur le rapport relatif aux opérations de l'année dernière et aussi sur le bilan présenté par la Ligue. A l'appui de ce bilan, il expose que, pendant les sept dernières années, la Ligue a fonctionné avec des fonds versés par un nombre relativement restreint de personnes et avec un revenu annuel de 4.000 liv. st. à 5.000 liv. st. Mais l'assemblée peut constater l'augmentation considérable des efforts faits. La Ligue veut se procurer un large fonds de garantie de 100.000 liv. st. Déjà, les souscriptions s'élèvent à 50.000 liv. st. (*Très bien! très bien!*)

Toutefois, il s'agit là d'un fonds de réserve auquel on peut recourir de temps en temps en cas de besoin. La Ligue s'adresse à tous les partisans du mouvement en sollicitant leur appui, par les moyens qu'ils préféreront, et elle désire que, cette année, les ressources soient suffisantes pour le travail spécial de perfectionnement de son organisation.

En conséquence, le Comité estime que le moment est venu de demander l'appui de tous ceux qui croient au *bimétallisme* et qui désirent participer au progrès de ce mouvement.

La résolution a été, à l'unanimité, approuvée et, après un vote de remerciements, adressé au Président, sur la proposition de M. Hagh Matheson, appuyé par le comte Fortescue, la séance a été close.

La Dépression actuelle : ses causes et ses conséquences

M. R. H. Inglis Palgrave, vient de publier, sous ce titre, dans un des derniers numéros de la *National Review*, à Londres, une étude très complète dont nous reproduisons ci après, les passages essentiels :

L'auteur constate, tout d'abord, que les Commissions royales chargées de faire des enquêtes sur la dépression dans les diverses branches de l'industrie, n'ont pas pu trouver de remède efficace. La caractéristique de la crise actuelle — et en cela, elle diffère de celles qui se sont produites en 1821, en 1847, en 1857 et en 1866 — est que la perturbation économique n'a pas été accompagnée de troubles politiques. Depuis vingt ans, l'agriculture se trouve dans une situation précaire; le commerce et l'industrie n'ont pas progressé. On a donné la définition suivante de la dépression : « C'est une diminution et, dans certains cas, un manque de bénéfices entraînant une diminution correspondante d'emplois pour les classes laborieuses ». Mais il n'est pas possible de donner une définition exacte, car la perturbation qui résulte d'une ère de dépression atteint différemment les divers individus et les divers intérêts.

S'il n'y a pas de bénéfices ou si les bénéfices se réduisent, le capital placé dans l'industrie disparaît ou se retire. On constate aujourd'hui un arrêt dans l'accumulation de nouveaux capitaux en Angleterre; ce fait ressort des bilans des banques. Il y a peut-être accroissement de dépôts dans quelques établissements, mais, dans l'ensemble, les soldes créditeurs de la clientèle des grandes banques tendent à diminuer. C'est la conséquence de la situation des affaires. Les chiffres du *Clearing house* des banquiers ont été, en 1894, inférieurs à ceux de 1893; ils accusent une sensible diminution par rapport à 1890.

Un pays ne peut conserver son rang sans l'accumulation de nouveaux capitaux; il recule nécessairement.

L'influence des grèves et la crainte de grèves ont joué un rôle considérable; certaines industries ont été transportées dans d'autres pays. Quiconque connaît les ramifications d'affaires est à même d'apprécier les pertes résultant des grèves.

Mais de toutes les branches de l'industrie, la plus éprouvée est assurément l'agriculture. Sir James Caird a déclaré, avec beaucoup de logique, devant la Commission, que tout vient de la terre; et il attribuait à l'agriculture la dépression générale.

La surface cultivée du Royaume-Uni est de 48.000.000 d'acres; en 1885, le rapport de Trésorerie évaluait déjà la perte à 4 liv. st. par acre, sur les 32.000.000 d'acres situés en Angleterre, en Ecosse et dans le pays de Galles, soit pour ces trois parties du Royaume-Uni environ 130 millions de livres sterling de perte, et depuis 1885, la diminution de valeur de la terre s'est accentuée dans de notables proportions.

Mais ce chiffre ne représente qu'une faible partie de la perte subie par les propriétaires; on évalue, en réalité, à 15 liv. st. par acre la diminution de la valeur de la terre dans la Grande-Bretagne; c'est là une somme de 480 millions de liv. st., égale aux trois quarts de la Dette nationale, à laquelle il convient d'ajouter les pertes des fermiers. On arrivera alors à un total dépassant peut-être la Dette nationale.

L'exactitude de ces calculs a été démontrée, devant la « Commission royale pour le commerce et l'industrie », par Sir James Caird, qui a établi que les pertes résultant, pour les propriétaires anglais, de la dépression de l'agriculture s'élevaient à plus de 20 millions de liv. st. par an. Cela se passait en 1886. Depuis lors, le rendement de l'*income tax* s'est réduit de 6 millions de liv. st. par an. Par conséquent, en évaluant la diminution totale à 25 millions de liv. st. par an, on reste au-dessous de la réalité.

A côté de la perte subie par le propriétaire, il y a celle du fermier qui lui est au moins égale. Sir James Caird évaluait à 2.800.000 liv. st. l'an la diminution des sommes dépensées en salaires pour l'agriculture.

Il faut tenir compte aussi de l'atteinte portée aux intérêts subsidiaires des industries vivant des revenus de la terre, telles que celles exercées par les charpentiers de village, les constructeurs de voitures, etc., etc.

D'après les évaluations faites, en 1891, par le Conseil de surveillance, la valeur de la terre a baissé, en moyenne, de plus de 26 0/0, et, à quelles causes faut-il attribuer cette diminution? Il y a la concurrence naturelle des produits à bon marché de nos colonies et d'autres pays sur les marchés anglais; les climats meilleurs, la production à bon marché, et les moyens de transport perfectionnés entrent en ligne de compte.

Mais ces causes jouent un rôle secondaire. On constate que les pays à monnaie dépréciée, qu'il s'agisse d'argent ou de papier exportent dans les pays à étalon-or des marchandises qui ne pourraient être exportées si la monnaie était au pair. Prenons comme exemple le blé de l'Inde. Les prix en argent restent ce qu'ils étaient pour l'acheteur indien, mais l'exportateur qui expédie le blé en Angleterre reçoit un prix en or pour sa marchandise. Avec cet or il peut acheter en argent, ou ce qui revient au même, en traites payables en argent, le double de ce qu'il achetait autrefois pour chaque livre ster-

ling. Comme il reçoit une quantité double de roupies pour son prix en or, il lui reste un beau bénéfice lors même qu'il a vendu son blé à très bas prix ; quant au vendeur indien il achètera, avec la roupie en argent qu'il reçoit en échange de son produit, la même quantité qu'autrefois de choses nécessaires à son existence.

Le même raisonnement s'applique au papier-monnaie, car le prix en dollars des produits des pays où ce régime est en vigueur ne s'est pas élevé proportionnellement à la baisse du papier-monnaie par rapport à l'or. Le vendeur de produits payables en or peut se procurer une grande quantité de dollars-papier, car il reçoit une prime pour ses marchandises. Actuellement le fermier argentin perçoit en Angleterre pour un mouton un prix qu'il faut multiplier par 3 1/2 quand on le convertit en papier-monnaie. Un pareil état de choses tend à augmenter les exportations et à faire baisser les prix en Angleterre.

Les statistiques relatives à la production en Angleterre et à l'importation d'outre-mer établissent qu'en 1893 les stocks de blé n'ont pas été aussi considérables, proportionnellement à la population, que quelques années avant, quand les prix étaient plus élevés. Le même phénomène s'est produit en 1894. Pourtant les prix continuent à baisser. Dans ce cas, on ne peut invoquer l'abondance du produit et, seules, les questions de change entrent en ligne de compte.

C'est à tort qu'on veut établir une distinction entre les agriculteurs ou propriétaires et le reste de la population industrielle ou commerciale de l'Angleterre. L'événement démontre que toutes les industries sont solidaires.

Quand une entreprise prospère, elle attire le capital, mais l'inverse se produit quand il n'y a pas de bénéfices. Aujourd'hui le *gentleman farmer* de la précédente génération a disparu ; s'il existe encore, il s'est retiré dans les villes ; d'autre part, le nombre des boutiquiers, avocats, docteurs s'est démesurément accru.

Il y a une autre cause pour la continuité de la dépression actuelle : c'est l'étendue de la zone sur laquelle elle se manifeste. Les conditions actuelles du monde civilisé sont profondément modifiées. Par suite de l'accroissement des facilités de communication, chemins de fer, télégraphes, téléphones, etc., le monde des affaires, sur toute la surface du globe, constitue pour ainsi dire un marché unique. Cette unification a pour résultat de faire durer plus longtemps qu'autrefois toute impression produite. La masse influencée est si étendue sur la surface du monde qu'il faudrait une force inconnue pour amener un prompt revirement.

Dans les *Index-Numbers* publiés par M. Sauerbeck et par l'*Economist* la proportion des changements survenus dans les quinze dernières années n'est pas établie d'après une même méthode ; pourtant, si les détails diffèrent, les calculs arrivent à des résultats presque identiques. La baisse des prix indiquée par M. Sauerbeck est de 40 0/0 en 1894, par rapport aux vingt-cinq ou trente années antérieures ; celle indiquée par l'*Economist* est un peu moindre.

Une baisse générale des prix, une appréciation de la monnaie, une hausse dans la puissance de l'étalon, peuvent, dans un sens, être considérées simplement comme une même chose considérée à des points de vue différents. Cette idée ressort de la définition de J. S. Mill : « Etant donné que l'ensemble des marchandises sur le marché forme la demande de numéraire, l'ensemble de la monnaie constitue la demande de marchandises. »

Quelle est donc la cause qui a modifié la position de la monnaie par rapport aux marchandises échangées contre elle ? La question est ancienne. Dès 1880, le professeur Francis-A. Walker écrivait ce qui suit, relativement à la modification de l'étalon monétaire en Allemagne : « La seconde conséquence immédiate de la démonétisation de l'argent en Allemagne a été le relèvement de la puissance d'achat de l'or qui, en Europe, est appelé à remplir la fonction qui incombait, il y a six ans, à une masse monétaire comprenant l'or et l'argent. Ce dernier métal ayant été mis de côté et employé seulement pour les petits échanges ou banni en Extrême-Orient, la valeur de l'or s'est nécessairement élevée dans de notables proportions dès que cet acte désastreux a été accompli. » (*La Monnaie dans ses rapports avec le commerce et l'industrie, p. 191.*)

Les problèmes économiques sont souvent difficiles à résoudre et on ne comprend pas, à première vue, que la législation d'un autre pays puisse modifier la puissance d'achat de l'instrument de circulation de l'Angleterre. Un homme considère le souverain qu'il tire de sa poche et se dit : « Cette pièce est identique à celle que j'avais il y a vingt-cinq ans ; comment, dès lors, a-t-elle pu se modifier ? » Un souverain renferme le même poids d'or qu'il y a vingt-cinq ans et la finesse de l'or est la même, mais, en tant que partie de l'étalon de valeur, sa position est bien différente. Jadis, ce souverain appartenait à une communauté relativement petite, tandis qu'aujourd'hui il est une partie de l'étalon de valeur du monde civilisé. Sans doute, le nombre, la quantité de pièces d'or sont plus grands aujourd'hui qu'il y a vingt ans ; mais le nombre, la quantité de marchandises qu'elles servent à mesurer se sont accrus dans des proportions bien plus considérables. L'influence du crédit basé sur des accords entre Banques, existant plus ou moins dans le monde civilisé, peut modifier, à un certain degré, cet état de choses, mais elle ne peut le supprimer.

Les personnes désireuses d'approfondir la question peuvent étudier les événements qui se sont produits après les découvertes de gisements d'or en Australie et en Californie. Les prix se sont élevés, mais non pas uniformément, ainsi que l'a démontré feu le professeur Cairnes, avec une finesse d'argumentation que peu d'économistes ont dépassée. Actuellement, nous assistons à un mouvement inverse.

Le perfectionnement des moyens de production doit, sans doute, être pris en considération. *Post hoc* n'est pas la même chose que *propter hoc*, mais le remplacement de tout autre étalon par l'or — à l'exception des pays à circulation dépréciée — en Europe et en Amérique, sans un accroissement de métal jaune suffisant pour répondre à l'accroissement des besoins, permet de supposer que les deux locutions se sont confondues. La dépression dont nous souffrons n'est pas limitée à notre seul pays ; elle s'étend à beaucoup d'autres pays dans des circonstances analogues. Et la question se complique de ce fait que les prix, dans les contrées à circulation d'argent, n'ont pas varié dans les mêmes proportions que dans les contrées à circulation d'or.

Si l'instrument d'échange avait été le même pour les uns et les autres, on eût pu remettre des espèces et les prix se seraient nivelés. Mais la différence des étalons empêche de procéder de la sorte et, tandis que la forme de notre étalon ne se modifie pas, nous sommes exposés à une modification de sa puissance d'achat amenée par la législation des autres pays. Si le cas se produit — et on y songe sérieusement — la dépression actuelle ne cessera pas de sitôt, et ses conséquences seront des plus sérieuses sur notre prospérité nationale.

Les récentes découvertes d'or dans l'Afrique du Sud et ailleurs ont fait espérer qu'une augmentation de l'instrument d'échange amènerait un revirement ; on s'appuie sur les effets constatés il y a trente ou quarante ans, après l'augmentation de la production du métal jaune en Australie et en Californie. Mais les lois monétaires et les conditions commerciales du monde sont si différentes aujourd'hui de ce qu'elles étaient alors, qu'on ne peut s'attendre à un résultat identique. Si une amélioration devait se produire de ce chef, elle serait, dans tous les cas, très lente.

L'Or et l'Argent

Sous ce titre, le *Financial News* du 6 avril a publié une lettre d'un de ses abonnés qui clôt, dans les termes suivants, une polémique engagée dans les colonnes du journal :

..... Je n'ose espérer que mon contradicteur, suivant l'exemple de l'Hon. Evelyn Hubbard, aura la sagesse de devenir bientôt un ardent *bimétalliste*, et se joindra à nous pour essayer d'améliorer la situation actuelle de notre commerce en déclin.

Je déclare, sans crainte d'être contredit, que le problème monétaire constitue la première et la plus importante difficulté à résoudre....., et, en matière de conclusion, j'ajoute qu'il est indispensable, pour la prospérité du commerce international, d'avoir un rapport fixe et durable entre les deux monnaies d'or et d'argent existant dans le monde, et que ce rapport devrait être, à mon avis, de 15 1/2 à un.....

H.-F. DOLPHIN, lieutenant-colonel.

Les Paiements en douanes en Russie

Une circulaire du département des douanes vient de fixer, ainsi qu'il suit, les taux auxquels les roubles argent, les roubles crédit et la menue monnaie d'argent et de cuivre seront acceptés pour le paiement des droits de douane pendant le deuxième trimestre de 1895 :

1° Par rouble argent en monnaie de banque, 0.45 copecks or ;

2° Par rouble de crédit et par rouble de petite monnaie d'argent et de cuivre, 0.60.

La Monnaie des Etats-Unis

M. Edward Tuck, administrateur de la *Chase National Bank*, de New-York, auquel nous sommes redevables de plusieurs études très remarquées sur le *Bimetallisme* (la plus récente a paru dans le *Nineteenth Century* de février 1895), a adressé récemment à notre confrère l'*Economist*, de Londres, une lettre contenant

des détails intéressants sur la circulation monétaire des Etats-Unis :

M. J.-H. Norman, écrit M. Edward Tuck, a prétendu, dans une lettre qu'il vous a adressée le 23 mars, qu'actuellement « la seule monnaie légale à quantité illimitée aux Etats-Unis est la monnaie d'or ». Il dit tenir ce renseignement erroné du Consul général des Etats-Unis à Londres. Mais on a le droit d'être surpris de voir reproduire une si grosse erreur à une époque où les statistiques monétaires sont si soigneusement établies.

La loi du Congrès du 28 février 1878 déterminait la frappe des dollars argent pesant 412 1/2 grains, « ces monnaies devant avoir cours légal, suivant leur valeur nominale, pour le paiement de toutes les dettes, publiques ou privées, sauf quand il en serait stipulé autrement dans le contrat ». En vertu de cette loi, on a frappé, jusqu'à fin janvier 1895, 422.626.759 dollars argent, dont 55.873.630 circulaient dans le public, le surplus étant représenté dans la circulation par des certificats d'argent, sorte de reçu d'entrepôt délivré par le Trésor des Etats-Unis et dont la création fut autorisée par ladite loi. Ces certificats sont « acceptés pour les paiements de droits de douanes, taxes et autres charges publiques » et chacun d'eux porte un endossement à cet effet. Par conséquent, les certificats ne sont qu'une monnaie légale limitée pour les sommes dues au Gouvernement, tandis que les dollars-argent (au moyen desquels les certificats doivent être remboursés à présentation par le Trésor) ont plein pouvoir libératoire. Mais, dans la pratique, sinon en théorie, les certificats d'argent sont une « monnaie légale » et sont admis, dans ces conditions, dans les réserves des Banques. Leur montant dépasse tout autre type de papier-monnaie émis aux Etats-Unis et le public les préfère aux pièces d'or ou d'argent. Durant la panique de 1893, on les cotait et on les vendait à New-York avec une prime au-dessus de l'or.

. . . .

EDWARD TUCK.

Le Bimétallisme en Extrême-Orient

Notre excellent confrère, le *London and China Telegraph*, publie, dans son numéro de cette semaine, une lettre d'un de ses correspondants anglais de Pékin qui contient des renseignements fort intéressants sur la question monétaire :

Le *Bimétallisme* se développe ; il rallie ses forces et je crois qu'avec un changement de Gouvernement il recevrait une vive impulsion. Ce sera une nécessité absolue si nous voulons conserver notre rang en Extrême-Orient. Aussi serais-je enchanté de voir aboutir une entente internationale raisonnable. La *Ligue Bimétallique Orientale* de Shanghaï a publié sur la question une série de brochures très instructives et j'apprends que le consul, M. Jamieson, a obtenu le prix du concours des travaux présentés.

Ici, nous sommes tous *bimétallistes :* je crains fort que les yeux de mes compatriotes ne s'ouvrent quand il sera trop tard. Le Japon vient d'installer une Banque à Bombay, et, après la guerre, le Japon et la Chine développeront certainement leurs industries textiles qui, tôt au tard, ruineront l'Angleterre. Si, en Angleterre, le capital est opposé au *bimétallisme*, le travail s'y rallie. Or, si les capitalistes comprenaient leurs véritables intérêts, ils s'y rallieraient également.

La Nouvelle Piastre britannique

Le vapeur *Khédive*, de la Compagnie *Péninsular and Oriental*, a emporté, le 4 avril courant, les coins destinés à la frappe de la nouvelle piastre britannique ; il est donc présumable qu'avant la fin de mai, l'Hôtel des monnaies de Bombay pourra livrer les premiers types. Cette nouvelle piastre devant, comme on le sait, avoir cours légal à Hong-Kong et dans les Détroits, on pense qu'elle rayonnera de ces deux centres dans les ports ouverts, et, de là, dans l'intérieur de la Chine. D'autre part, il est probable que la prime qui s'est produite sur les piastres mexicaines au-dessus de la parité de l'argent depuis la fermeture, en 1893, des Hôtels des monnaies de l'Inde, disparaîtra bientôt.

La Circulation fiduciaire au Japon

A la fin de l'année 1894, lisons-nous dans le *Mexican Financiar*, la circulation fiduciaire du Japon s'élevait à 133.500.000 yen, et ce total de billets n'était garanti que par 17.750.000 yen d'or et 49.500.000 yen d'argent. Les réserves monétaires diminuent de jour en jour, par suite des achats de matériel de guerre.

On voit, d'après ces chiffres, que le Japon n'est pas près d'introduire l'étalon-or, comme le prétendent plusieurs de nos confrères, et que sa principale réserve est constituée avec des monnaies d'argent.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 11 avril 1895.

L'approche des fêtes a provoqué un ralentissement général dans les affaires, mais les tendances n'ont rien perdu de leur fermeté ; étant donné que le Stock Exchange va être fermé pendant quatre jours et que les demandes de l'étranger s'accumuleront dans cet intervalle, il est permis de prévoir un vif mouvement à la réouverture du marché, c'est-à-dire mardi.

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	1892	1893	1894	PRODUCTION 1892	1893	1894		COURS DU 5 avril	11 avril
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9.505	2	1.594	1 1/4	1 1/4
Bantjes	95.000	1	95 000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3 1/4	3 7/16
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg.	40	»	»	40	»	»	28 36	21.806	12	29.346	2 13/16	3 1/8
City and Suburban	85 000	1	65 000	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	12	72.092	24 5/8	26 5/8
Crœsus (New)	225.000	1	195.000	16½ — — ..	»	60	»	10	»	»	11 50	1.339	»	»	2 13/16	3 1/16
Crown Reef	120.000	1	120.000	19 — — ..	90	120	50	55	50	»	70 204	82 105	12	120953	10 5/8	10 3/4
Durban Roodep	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30.931	60 635	12	55.969	7 7/16	7 3/4
East Rand	650 000	1	650.000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	3 9/16	3 7/8
Ferreira	45 000	1	43 292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	12	69 453	17 1/8	17 1/4
Geldenhuis Estate	200 000	1	187.500	190 acres Elandsf...	80	40	15	10	25	»	47 721	47.431	10	45 633	6 1/16	6 9/16
Heriot (New)	85.000	1	73 250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	41 763	9 1/8	9 5/16
Henry Nourse	125 000	1	125 000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	»	22 220	12	29.528	6 1/4	6 15/16
Jubilee	30.000	1	30 000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17.319	30.066	12	26.611	9 3/4	9 3/4
Jumpers	100.000	1	100.000	39 —Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22 145	44.490	12	52.106	5 1/2	6 5/8
Langlaagte Estate	500.000	1	467.000	31 — — .	160	»	10	20	30	»	88.951	104.909	12	146411	4 11/16	4 7/8
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres —	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27.898	7 /.	7 7/8
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	11/16	11/16
New Aurora West	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M.R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	1.932	1 1/4	1 1/4
— **Primrose**	240.000	1	240 000	51 cl. Elndsft., Turft	100	»	15	27½	40	»	56 449	83.777	12	86.030	6 5/8	7 11/16
Nigel	160 000	1	159 895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55 936	46.007	12	53 909	6 1/16	6 5/16
Pioneer	21 000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3 221	5 /	5 ./.
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvl-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	42.133	39/6	45/9
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	28 ./.	29/0
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kiet	50	»	»	10	15	»	11 931	35 451	11	19.577	3 11/16	4 1/2
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170 150	161.133	12	161756	8 15/16	9 1/8
Salisbury (New)	100 000	1	93 000	5 claims — .	70	»	»	30	10	»	20 829	24.851	12	18.781	4 5/16	5 1/8
Simmer and Jack	85 000	1	83 000	120 acr. Elandsfont..	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	14 ./.	14 3/8
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. — ..	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	12	12.206	2 ./.	2 1/16
Wemmer	55 000	1	46 300	12½ claims M. R..	30	»	10	»	»	»	16.250	24.297	9	25 241	9 9/16	10 1/2
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — — .	40	50	»	»	»	10	»	25.948	12	30.602	7 3/4	8 5/16
Worcester	100.000	1	90.727	10 — — .	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	12	30.788	4 1/2	4 1/2

La liquidation qui a eu lieu jeudi dernier s'est effectuée dans des conditions très avantageuses ; ainsi que nous l'avons dit la semaine dernière, la plupart des petites positions à la hausse avaient été liquidées à l'avance : on s'est trouvé en face d'un marché assez dégagé.

Ce sont encore les valeurs du district de Klerksdorp qui ont attiré principalement l'attention du marché. La *Klerksdorp Estate* atteint presque le cours de 30/0; la *Pottchefstroom* passe de 11/0 à 18/0; la *Buffelsdoorn Estate* et la *Buffelsdoorn Consolidated* ont également eu un très bon courant de demandes. Cette dernière Compagnie a un capital de 275.000 liv., dont 100.000 souscrites pour le fonds de roulement de la Compagnie et 175 000 données aux vendeurs. La concession minière a 750 claims, dont 100 sur l'affleurement et 650 sur le deep level. Elle est située à l'ouest de la *Buffelsdoorn Estate* et à l'est du mynpacht de *Palmietfontein*, appartenant aussi à la *Buffelsdoorn Estate*, divisant ainsi cette propriété en deux tronçons. Des travaux de sondage, effectués aux deux extrémités de la propriété, ont permis de constater la présence du Buffelsdoorn reef, qui est la couche aurifère exploitée dans la Compagnie voisine.

La *Central Buffelsdoorn*, qui vient d'être introduite à Paris, se maintient dans les environs de 2 5/16. La *Tigersfontein* est calme à 3 1/8.

Les valeurs du Witwatersrandt ont montré une grande fermeté : la production totale du mois de mars s'élève à 184.945 onces contre 169.295 en février et 165.372 en mars 1894. Cette augmentation a produit une excellente impression.

La *City and Suburban*, que nous laissions la semaine dernière aux environs de 24 1/2, a gagné plus de deux livres à 26 5/8. Cette Société gagne actuellement plus de 15.000 livres par mois et le nombre des titres n'est que de 85.000 ; or, elle travaille actuellement avec 130 pilons et la direction vient de décider d'en ériger 40 nouveaux. Dans ces conditions, la hausse nous paraît justifiée.

La *Meyer and Charlton* est également en forte avance ; on escompte la mise en marche de la nouvelle machinerie ; mais il ne faut pas oublier que cette mine a une durée très limitée. La même remarque s'applique à la *Wemmer* et à la *Salisbury*, qui, toutes deux, enregistrent des avances sensibles.

La *Crown Reef*, qui vient de déclarer un dividende semestriel de 25 0/0, reste à peu près stationnaire.

Par contre, la *New Primrose* est activement recherchée : elle franchit le cours de 7 livres. Le motif de cette hausse se trouve dans l'excellent rendement de mars.

Les demandes en *Gleincairn* doivent être également attribuées au rendement. Cette Compagnie, avec 70 pilons, a gagné en mars 7.300 livres. Or, elle érige 30 nouveaux pilons, ce qui fait prévoir un bénéfice mensuel de 10.000 livres, à répartir entre 225.000 titres.

La *Geldenhuis Estate* reste stationnaire à 6 1/2. Cette Compagnie a repris ses broyages ; le mois dernier, elle a produit 4.477 onces ; il est juste de remarquer qu'elle n'a travaillé que treize jours. Sa batterie actuellement en mouvement se compose de 120 pilons.

La *Jumpers* et la *Henry Nourse* font toutes deux un grand pas en avant. On attribue ce mouvement à la décision des tribunaux du Transwaal tranchant la question des bewardsplatzen en faveur de ces Compagnies. Pourtant, cette nouvelle n'est pas confirmée officiellement jusqu'à présent.

Le courrier du Cap annonce que la batterie de la *New Crœsus* est terminée. Dans ces conditions, il faut s'attendre sous peu à recevoir les premiers broyages de cette Compagnie. L'action est demandée à 6 1/8.

La *Wolhuter* reprend le cours de 8 livres. L'assemblée générale qui a eu lieu le 8 courant à Johannesburg a confirmé les conventions provisoires avec la Compagnie *Rand Mines ;* la transformation de la Société est donc un fait accompli.

Toutes les actions des valeurs de l'ouest et du sud-ouest du Rand ont eu de bonnes demandes; la *Randfontein* marche en tête; elle atteint presque le cours de 45/0 sur le bruit de la formation prochaine de trois nouvelles Compagnies subsidiaires.

La *South West Rand Mines*, qui avait fléchi un peu, reprend le cours de 2 5/16 sur les bonnes nouvelles de la mine. Les actions *Middle Vlei*, propriété qui se trouve au Sud des deux Compagnies précédentes, ont passé de quelques deniers à 14/0. Les *Luipaard's Vlei*, qui se trouvent dans la même région sont également en hausse.

Les mines de l'Est du Rand sont restées assez calmes, sauf en ce qui concerne la *East Rand* et ses filiales. La Compagnie-mère est recherchée à 3 7/8 ; la *San Angelo*, qui a fait son apparition, au début de la semaine, aux environs de 2 livres, monte à 2 3/4 et s'y maintient.

La *New Comet* est à 2 1/2.

Les Compagnies d'exploration sont très actives, mais c'est certainement la *Chartered* qui accapare le principal intérêt ; elle passe de 7 2/3 à 8 0/0 et finit à 7 8/9.

Paris, le 12 avril 1895.

Par suite des fêtes de Londres, notre *Marché des Mines d'or* est calme ; mais sa fermeté est indéniable, et on croit à un nouveau mouvement en avant pour la semaine prochaine. En attendant, la *Ferreira* regagne 6 fr. 25 à 441 fr. 25; *Geldenhuis* sans changement à 162 fr. 50 ; *Simmer and Jack* 369 37 1/2 en avance de 10 francs ; *Randfontein* en grande plus-value à 60 fr. contre 49 fr. 06 1/4 il y a huit jours; *Buffelsdorn* 157 fr. 50 en avance de 6 fr. 87 1/2 ; *Robinson* 234 37 1/2 contre 228 12 1/2. En dépit de dépêches reçues à nouveau de Londres, la *Londonderry* ne reprend que de 4 fr. 37 1/2 à 35 62 1/2.

On nous demande si les *Gulf Lands*, qui se traitent aux environs de 32 francs sur le *Marché en Banque* au *comptant* et à *terme*, ont quelque relation avec les anciens *Bons California*. D'après les renseignements recueillis, il n'existe aucun point de rapprochement entre ces deux valeurs. Les *Bons California* ont été créés par une Société « la Mexicana », et la gérance des terrains se chiffrant par 600.000 hectares, fut transférée à la *California* (*Mexico*) *Land C°* sans qu'elle eût à se prononcer sur le choix et la valeur de ces terrains. Quant aux *Gulf Lands* ils ont été émis par la *California* (*Mexico*) *Land C°* qui s'est basée sur les rapports reçus de personnes compétentes et qui en démontraient l'importance. Ajoutons que nous apprenons, qu'à l'exemple des Sociétés territoriales sud-africaines, la Compagnie prépare la mise en valeur du domaine immense des *Gulf Lands* par la constitution de sous-Compagnies dans le sens indiqué par M. Léon Diguet, dans le rapport établi après la mission officielle dont il avait été chargé.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	5 avril			12 avril		
	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)	103 10	34 36	2 90	102 90	34 30	2 89
Consolidés anglais (ch.f. 25 fr. 20)	105 45	38 34	2 60	105 15	38 21	2 61
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)	102 70	25 67	3 89	102 75	25 68	3 89
Belgique 3 ½ %	102 85	29 38	3 40	103 25	29 50	3 38
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.)	73 05	18 26	5 47	74 20	18 55	5 39
Grèce 5 % 1881 (en suspension)	160 »	» »	» »	160 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam)	101 50	29 »	3 44	101 37	28 96	3 45
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)	104 10	26 02	3 84	103 50	25 87	3 86
Italie 4 % net	88 52	22 13	4 51	88 90	22 22	4 49
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)	97 »	32 33	3 09	97 »	32 33	3 09
Portugal 3 % (1 fr. net)	25 60	25 60	3 90	25 75	25 75	3 88
Roumanie 5 %	105 »	21 »	4 76	100 50	20 10	4 97
Russie 3 % or 1891 libéré	94 25	31 41	3 18	93 85	31 28	3 19
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)	72 60	14 52	6 88	73 »	14 60	6 84
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)	100 10	25 02	3 99	100 60	25 15	3 97
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	103 50	34 50	2 89	104 »	34 66	2 88
Turquie convertie 1 % série D	26 50	26 50	3 84	26 50	26 50	3 84
— Priorité 4 % 1890	486 25	24 31	4 11	487 50	24 37	4 10
Consolidé Prussien 3 % (à Berlin)	98 37	32 79	3 04	98 43	32 81	3 04

*

Situation Financière générale

France. — On pourrait presque dire de la semaine qui se termine, qu'elle a été dépourvue d'intérêt. On est, en effet, au grand calme, par suite des jours de fêtes à l'étranger, et de ceux qui commencent pour nous demain. On affecte, en général, de rester sur l'expectative ; cependant, les dispositions sont bonnes. Les liquidations forcées qui ont été la conséquence de certaines défaillances fin mars, sont terminées, et on s'attache surtout à consolider les cours. Quelques valeurs pourtant, ont encore profité, principalement du côté de nos grands établissements de crédit dont on s'occupe de plus en plus.

La liquidation du 15 avril commence aujourd'hui par la *réponse des primes*. Elle paraît devoir être calme. Quant à l'argent il sera plutôt facile.

Allemagne. — Après des séances de lourdeur, provoquées par les dispositions rigoureuses du projet de la loi relatif à la réforme des Bourses, le marché allemand est revenu à la fermeté. Mais le Collège des anciens va présenter au Conseil fédéral un mémoire sur ce projet dont nous donnerons le texte.

Les facilités monétaires subsistent toujours, et elles ont permis de liquider, avant les jours de fête, un certain nombre d'opérations. Le déficit budgétaire de la Prusse pour le dernier exercice est évalué entre 20 et 22 millions de marcks ; par contre, la situation financière de l'Empire est meilleure et permet d'assurer à peu de chose près l'équilibre en 1895-96.

Angleterre. — L'exercice budgétaire 1894-95 vient de se clore dans d'excellentes conditions. On avait prévu un déficit et on se trouve en présence d'un excédent de 766.000 livres. Aucune portion de cette plus-value ne sera, du reste, affectée à une diminution d'impôts ; elle ira toute au fonds d'amortissement.

Les émissions du premier trimestre ont atteint un chiffre fort important et sont un indice de la reprise générale qui commence à se manifester.

Autriche-Hongrie. — La détente monétaire a ramené la fermeté sur le marché viennois, mais si la cote enregistre des cours plus élevés, les affaires sont restreintes. La publication, à Berlin, du projet de réforme de la Bourse, a provoqué, à Vienne, des réalisations sur les valeurs des Banques ; par contre, les actions des Chemins de fer continuent à bénéficier des bruits concernant le rachat par l'Etat.

Les ventes de rente-or autrichienne effectuées par le groupe Rothschild ne progressent guère ; on annonce que le Syndicat va arrêter, enfin, les comptes des opérations de conversions hongroises.

Espagne. — En raison des jours fériés, la Bourse de Madrid ne présente pas grand intérêt cette semaine, mais l'impression générale est bonne et on croit à une reprise.

A signaler la hausse des actions de la Compagnie fermière des Tabacs et de la Banque d'Espagne, qui va avancer 2.500.000 pesetas au Trésor de Cuba, à 4 0/0. Par contre, les billets de Cuba sont délaissés.

Italie. — Comme pour les autres places d'Europe, nos renseignements sur la Bourse de Rome sont datés du 11, en raison du Vendredi-Saint.

Le marché reste toujours très faible et les transactions sont à peu près nulles, la spéculation se tenant sur la réserve par suite des événements d'Afrique.

Un décret royal réduit de 50 centimes le taux de l'intérêt sur les bons du Trésor, et établit qu'à partir de demain cet intérêt sera de 2 0/0 pour les bons à échéance de six mois, de 3 0/0 pour ceux à échéance de sept à neuf mois, et de 4 0/0 pour ceux à échéance de dix à douze mois.

Russie. — Notre correspondant de Saint-Pétersbourg, nous annonce la mort de M. Vichnegradski, ancien ministre des finances ; son nom reste attaché au relèvement des finances russes compromises, jadis, par les dépenses de la guerre d'Orient.

Grâce aux économies réalisées sur les dépenses de la Dette publique, le Budget de 1894 se soldera dans d'excellentes conditions ; l'excédent réalisé en 1893 sera surpassé des deux tiers. Il est, en réalité, de 13 millions de roubles *sans recours au crédit*.

Turquie. — Les recettes de la Dette publique présentent, pour le mois de février 1895, une moins-value de 200 liv. st. environ par rapport à 1894.

Notre correspondant de Constantinople nous expose la situation des lots Turcs ; on s'étonne, dans les milieux financiers, du retard apporté à la ratification du projet de règlement et on espère que le Sultan ne tardera pas à donner à la question une solution conforme à l'intérêt général.

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — L'Emprunt de la Ville de Paris. — Le Budget à la Chambre et au Sénat. — La Loi sur l'Exportation des Armes de Guerre. — Elections législatives. — Le Budget de l'Annam et du Tonkin. — Les Déclarations de M. Hanotaux.

La Commission municipale a approuvé le 6 avril le rapport de M. Pierre Baudin sur l'emprunt de 117 millions 500.000 fr. Ce rapport a été soumis à M. le Directeur des finances, qui a établi le cahier des charges. Le cahier des charges n'a besoin que d'une seule approbation du Ministre de l'intérieur.

Le Parlement n'a plus à être consulté. La proposition de M. Baudin consiste ainsi que nous l'avons dit, à appliquer à cette émission, fractionnée en appels de 15 à 16 millions, de 1895 à 1902, le système de vente des obligations à guichets ouverts. Les grands Etablissements de crédit ont mis leurs guichets à la disposition de la Ville de Paris sans demander d'autres avantages que ceux qui leur sont faits par les Compagnies de Chemins de fer et les agents de change ont offert leur concours sans autre rémunération que le courtage officiel. Le type est celui de l'emprunt de 1892 (émis en 1894), mais le nouveau mode de placement donnera, pour ces 117.500.000 fr. un avantage appréciable à la Ville de Paris en lui permettant de vendre ses titres à un prix très voisin du cours de la Bourse, c'est-à-dire 45 à 50 fr. supérieur au prix d'émission des obligations 1892.

Dans la séance du Conseil municipal du 11 avril, M. Pierre Baudin a fait adopter un projet de délibération approuvant le cahier des charges, lequel stipule notamment :

Que cet emprunt, amortissable en 75 ans, sera réalisé par l'émission de 326.000 obligations ;

Que chaque obligation, remboursable au capital de 400 fr., produira un intérêt annuel de 10 fr. et participera à des lots d'une valeur de 470.000 fr. par an ;

Qu'une partie des obligations pourra être émise sous forme de petites coupures de 100 fr. ;

Que l'emprunt sera réalisé en une période de sept ans, allant de 1895 à 1901, soit 18.200.000 fr. en 1895 et 16.550.000 fr. pour chacune des autres années ;

Que les obligations crées pourront, au gré de la Ville, être délivrées, soit sous forme de titres intégralement libérés, soit sous forme de titres provisoires comportant des versements successifs.

Dans ce dernier cas, et pendant la période des versements, les porteurs de titres non libérés recevront, sur le montant des termes échus, un intérêt de 3 0/0 par an. Le montant de cet intérêt sera appliqué en déduction des versements successifs exigibles.

Les obligations seront émises, soit directement aux guichets ouverts à cet effet par la caisse municipale, soit à la Bourse de Paris par le ministère d'agents de change.

Samedi, 6 avril, les Ministres se sont réunis à l'Elysée,

sous la présidence de M. Félix Faure. Le Conseil s'est occupé de la préparation du Budget de 1896.

M. André Lebon, ministre du commerce, a été autorisé à déposer, sur le bureau de la Chambre, un projet de loi subordonnant, à titre provisoire, l'exportation des armes de guerre à des autorisations ministérielles. Le Ministre demandera la discussion immédiate de ce projet.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, a entretenu ses collègues de la guerre sino-japonaise et des conditions probables que le Japon posera à la Chine en vue de la signature d'un traité de paix.

~ Le Sénat a continué la discussion du Budget de 1895 et a voté le budget des travaux publics (sauf le chapitre 50, avances aux Compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêt), et a commencé la discussion du budget de l'Algérie. La suite de la discussion a été renvoyée au dimanche 7 avril.

~ A la Chambre des députés, M. André Lebon, ministre du commerce, a déposé un projet de loi concernant l'exportation des armes de guerre. L'urgence a été déclarée et le projet adopté. L'ordre du jour pur et simple a été adopté par 338 voix contre 122 à la suite d'une interpellation de M. Gauthier (de Clagny) sur les mesures que le Ministre de l'agriculture compte prendre pour venir en aide à la famille du jeune Lecomte, qui a été tué par un garde forestier de l'Etat.

Le projet de loi concernant les sérums thérapeutiques a été adopté par 516 voix contre 2.

~ Dimanche, 7 avril, deux élections législatives ont eu lieu. A Sedan, M. Villain, républicain, a été élu en remplacement de M. Philippoteaux, décédé. A Beauvais, M. Lesage, radical, a été élu en remplacement de M. Boudeville, décédé.

~ Le Sénat, dans sa séance du dimanche 7 avril, a terminé l'examen du budget de l'Algérie, qui a été voté. Il a adopté ensuite le budget de l'agriculture et les budgets annexes : Monnaies et médailles, Imprimerie Nationale, Légion d'honneur, Caisse des invalides de la marine, Chemin de fer et port de la Réunion et Chemins de fer de l'Etat. Le budget des dépenses est terminé, sauf l'article 50 du Ministère des travaux publics qui a été réservé.

~ Le 8 avril, le Sénat a continué la discussion du Budget.

~ A la Chambre des députés, la Commission du Budget a examiné officieusement les modifications apportées au budget des dépenses par le Sénat.

Elle a décidé d'accepter toutes les réductions faites par le Sénat, en réservant toutefois son vote :

1° Sur la réduction de 382.000 francs sur les crédits du Soudan, jusqu'à ce qu'elle ait reçu l'assurance que cette réduction n'amènera pas de crédit supplémentaire en cours d'exercice;

2° Sur la réduction des 36.000 francs votés par la Chambre, sur un amendement de M. Maurice Faure, pour l'amélioration du traitement des professeurs des collèges communaux.

~ Le Conseil des Ministres s'est réuni le 9 avril, à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure. Le Président de la République a informé le Conseil de son intention d'assister à la séance d'ouverture du congrès international pénitentiaire qui se tiendra le 30 juin prochain dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne. Le Ministre des affaires étrangères a continué à tenir le Conseil au courant des divers incidents du conflit sino-japonais. Il a rendu compte des négociations qui se poursuivent actuellement entre les grandes puissances européennes intéressées au sujet de l'état du conflit et des conditions fixées par le Japon pour la conclusion de la paix.

~ Au Sénat, la discussion du Budget a continué.

~ La Chambre des députés a adopté, dans sa séance du 9 avril, un projet de loi augmentant de 4 millions, en la portant de 6 à 10 millions, l'avance permanente faite par le Trésor au budget du protectorat de l'Annam et du Tonkin.

~ Le 10 avril, le Sénat a tenu sa séance à 9 h. 1/2 du matin et a terminé la discussion du budget de 1895, dont l'ensemble a été voté par 243 voix contre 36.

Deux points saillants se dégagent de la discussion du budget au Sénat. Le premier concerne la déclaration de M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, qui a répondu aux prétentions de l'Angleterre sur la possession de la vallée du Nil. La France n'a pas abdiqué ses droits sur ces contrées lointaines ; elle saura les faire respecter quand le moment en sera venu. Le second point, qui a tant retardé le vote définitif du budget, est celui des congrégations religieuses. Une bataille en règle a été livrée par la droite, dont les principaux orateurs ont tour à tour dirigé le combat. Le Gouvernement est sorti vainqueur de la lutte, en obtenant le vote de la taxe de 30 centimes par 100 francs pour les congrégations autorisées ou non.

~ A la Chambre des députés, la Commission du budget s'est réunie pour examiner la question du droit d'accroissement, la seule qui motive une délibération, car, dans une séance antérieure, elle avait décidé d'accepter toutes les modifications apportées par le Sénat au budget des dépenses

La Chambre avait voté, on s'en souvient, le taux de 0.30 0/0 de la valeur brute des biens pour les congrégations autorisées et de 0.50 0/0 pour les congrégations non autorisées. Le Sénat a voté le taux unique de 0.30 0/0 sans établir de distinction entre congrégations autorisées et non autorisées.

La Commission du budget a voté aujourd'hui 0.30 0/0 pour les congrégations autorisées et 0.40 0/0 pour les non autorisées.

Toutefois, ces dernières seront définies « collectivités rentrant dans la catégorie des associations soumises au droit d'accroissement », afin de ne pas leur conférer une sorte de reconnaissance par la loi de finances.

~ A la séance, la Chambre a adopté la proposition de loi relative à la majoration des pensions de la Caisse nationale de retraites.

~ Le 11 avril, les ministres se sont réunis en Conseil de cabinet, au Ministère des finances, sous la présidence de M. Ribot. Ils ont continué à s'entretenir du budget de 1896.

~ Le 11 avril, le Sénat a successivement adopté vingt-trois projets de loi d'intérêt local; puis les projets de loi relatifs aux récompenses à décerner à la suite des dernières expositions, à la vente et à la distribution des sérums thérapeutiques, au règlement provisoire de la situation financière de l'Annam et du Tonkin, ainsi que le projet de loi tendant à modifier les conditions dans lesquelles le Ministre de la guerre est autorisé à interdire l'exportation des armes et munitions de toute espèce.

~ A la Chambre des députés, la discussion a porté entièrement sur le Budget de 1895. La Chambre a rétabli certains crédits qui avaient été supprimés par le Sénat et, pour les droits d'accroissement, a adopté le taux de 0 fr. 30 pour les congrégations autorisées et de 0 fr. 40 pour les congrégations non autorisées. L'ensemble du Budget a été voté par 421 voix contre 83.

~ Au Sénat, le Budget a été discuté à nouveau le 12 avril. M. Morel, rapporteur général, au nom de la Commission des finances, a donné lecture de son rapport dont les conclusions sont conformes aux résolutions de la Chambre, sauf pour la question des cantonniers, celle de la patente des grands magasins, et enfin pour l'article 61 de la loi de finances.

La Commission du Sénat a réduit de 90 à 85 millions l'importance des travaux de chemins de fer qui doivent être exécutés en 1895.

Sans débat d'aucune sorte, le Sénat a adopté les propositions de la Commission sur les points dont il vient d'être parlé. C'est seulement à propos du droit d'accroissement que s'est engagée la discussion.

L'amendement de M. Bardoux, réduisant à 30 et 20 centimes la taxe d'abonnement, est en vain soutenu par M. Jules Simon. Il est repoussé par 176 voix contre 93.

Ce sont les chiffres de la Commission (30 et 40 centimes) que le Sénat vote, par 183 voix contre 73.

Pour les travaux de chemins de fer à exécuter en 1895, c'est le chiffre de 90 millions qui a été voté.

Enfin, par 239 voix contre 38, l'ensemble du Budget a été adopté par le Sénat.

~ La Chambre des députés, dans sa séance, a maintenu l'amendement Montaut relatif aux crédits pour les cantonniers, ainsi que l'amendement Berry, patentes des grands magasins, et a rétabli les réductions de 300.000 fr. opérées par le Sénat pour les garanties de chemins de fer.

~ Le Sénat s'est réuni à neuf heures du soir. A l'heure où nous mettons sous presse, la discussion du Budget n'est pas encore terminée.

Marché Financier. — C'est avec une satisfaction profonde que nous constatons le calme de notre marché. Comme nous le conseillions il y a huit jours, on se recueille, ce qui ne veut pas dire que l'on se désintéresse complètement de ce qui se passe. En tous cas, l'impression laissée par la dernière liquidation paraît devoir profiter. Tout le monde doit s'en montrer heureux, car il ne faut pas se dissimuler que nous nous trouvons, pour certaines valeurs, en présence d'un déclassement qui s'est traduit par des livraisons sérieuses de titres, et que ce déclassement peut encore peser quelque temps sur l'ensemble de la cote.

Ainsi que nous le faisions prévoir, les affaires ont été, en général, et après quelques liquidations forcées, beaucoup moins animées ces derniers jours. Hier, elles

étaient, pour ainsi dire, nulles. Il est vrai que la plupart des Bourses européennes chômaient, qu'aujourd'hui encore Londres se repose et que nombre de spéculateurs et de personnes appartenant au monde financier se sont déjà absentés jusqu'à mardi prochain. Quelle sera la tendance de la place la semaine prochaine? Bonne, selon toute apparence, mais sans exagération. La grande opération à laquelle va procéder le *Crédit Foncier de France* ne s'adresse qu'à l'épargne et non à la spéculation. Aussi, cette dernière ne doit-elle profiter de cet important appel au public que pour travailler au raffermissement de toutes les grandes valeurs et pour ranimer la confiance de tout ce qui travaille et économise.

La réponse des primes de quinzaine a lieu aujourd'hui. Elle ne présentera vraisemblablement qu'un intérêt secondaire.

★ ★ Nos *Rentes Françaises* sont, en général, un peu plus lourdes. Notre *3 0/0 perpétuel* que nous laissions, il y a huit jours, à 103 10, est revenu à 102 85, après 103 20 au plus haut, et reste à 102 90. Sur ce fonds, et depuis quelques jours, le *comptant* laisse à désirer. Il semble que les portefeuilles particuliers procèdent à des réalisations pour se créer des disponibilités spéciales en vue de l'emprunt du *Crédit Foncier* auquel nous venons de faire allusion plus haut. De plus, le rendement des impôts pour mars n'a pas été sans causer une certaine impression. *Rente 3 1/2 0/0*, 108 47 1/2 contre 108 50 vendredi dernier. *Rente 3 0/0 Amortissable* en avance de 0,17 1/2 cent. à 101 22 1/2.

★ ★ L'article publié ici, samedi dernier, sous la signature de notre Rédacteur en chef, M. Edmond Théry, et qui avait trait aux nouveaux services organisés par la *Banque de France* a produit une impression profonde qui s'est traduite par un relèvement accentué des cours des actions de notre premier Etablissement de crédit. De 3.680, ces titres montent à 3.840 et clôturent ainsi, gagnant ainsi, d'une semaine à l'autre 160 francs. On se rend compte partout de l'importance des nouvelles mesures prises dans l'intérêt du public, et on commence à en escompter les résultats. Pour les seize premières semaines du semestre en cours, les bénéfices de la *Banque* s'élèvent à 1.818.391 fr., contre 3.759.582 francs en 1894, 2.959.957 fr. en 1893, 4.907.276 fr. en 1892, 7.409.397 fr. en 1891 et 5.187.487 fr. en 1890.

★ ★ Le *Crédit Foncier de France* a passé de 897 50 à 928 75 et reste à 918 75. Nous publions ci-après, une étude sur les opérations de cet Etablissement au cours de l'année 1894. Le *Nouvel Emprunt à Lots* dont nous avons parlé précédemment ici même, paraît devoir être émis vers le 27 avril ou dans les premiers jours de mai. Son montant est de 250 millions de francs. Dans certains milieux financiers, on prétendait qu'il pourrait atteindre 500 millions si la conversion des *Obligations Foncières 1877* prenait place à la même date. Mais cette conversion ne s'effectuera, vraisemblablement, que vers la fin de l'année.

A l'assemblée générale du 9 courant, M. Christophle, gouverneur du *Crédit Foncier*, a fait ressortir qu'en ce qui regarde la dette de 260 millions de la *Ville de Paris* pour laquelle, au cours de l'exercice 1894, une réduction du taux de l'intérêt a été consentie, notre grand Etablissement n'avait éprouvé aucun dommage. Il s'est simplement retourné vers ses obligataires, porteurs d'*Obligations Communales 1879* et leur a offert ou le remboursement au pair par anticipation, ou une réduction d'intérêt correspondante à celle qu'il avait eu lui-même à supporter. La plupart des obligataires ont opté pour cette dernière proposition, et le *Crédit Foncier* a retrouvé, de cette façon, l'équivalent du sacrifice qu'il avait accepté d'autre part.

Au sujet des *Obligations Foncières* et *Communales*, nous avons toujours à signaler la même bonne tendance que précédemment, bien que tous les cours ne restent pas au plus haut. L'*Obligation Foncière 1877* cote 401 50, contre 403 fr., pendant que les *Communales 1879* de 499 fr., gagnent 1 franc à 500 fr.; *titres estampillés* 488 50, contre 489 fr.; les *Foncières 1879*, que nous laissions à 503 50, s'échangent à 503 fr.; *Communales 1880* 499 25, en léger progrès de 0,25 centimes; *Foncières 1883* 467 50, contre 468 fr.; *Foncières 1885* sans changement, à 495 50; *Cinquièmes* 101, toujours recherchées par la petite épargne; *Communales 1891 tout payé* 397 50, en avance de 1 fr. sur vendredi dernier; *Communales 1892 entièrement libérées* 505; *Bons à Lots de 1888* 61 50, contre 61 fr.; *Bons de 100 fr. à Lots 1887* 70 fr., bénéficiant d'une plus-value de 1 fr.

★ ★ Il n'y a pas lieu de s'étonner de la fermeté de la plupart des actions de nos grandes *Sociétés de crédit* pendant ces derniers jours. Les résultats obtenus par ces Etablissements au cours de l'année 1894, et ainsi qu'il ressort des rapports de quelques-uns d'entre eux, témoignent que l'exercice écoulé a été plutôt favorable, et que tous se préparent à augmenter leurs moyens d'action, ou à participer à de nouvelles et grandes affaires. C'est pourquoi la *Banque de Paris et des Pays-Bas* bondit de 753 75 à 785 et clôture à 781 25. Grande animation en *primes* sur cette valeur, qui profite aussi de la tendance du marché de certaines *Mines d'or*, et de la reprise des *Chemins Argentins*, auxquels elle est restée intéressée. *Crédit Lyonnais* 825 fr., contre 828 fr. 75.

Dans le bilan de cet Etablissement, établi au 28 février, nous remarquons que le *Portefeuille Commercial* aura une augmentation de 13 1/2 millions de francs en chiffres ronds. *Comptoir National d'Escompte*, en grande avance de 23 fr. 75 à 618 fr. 75, sur l'annonce de l'augmentation de son capital. Nous renvoyons nos lecteurs à l'article spécial que nous consacrons plus loin à cette Institution. Mentionnons, toutefois, ici que le dépôt des actions à effectuer en vue d'assister à l'assemblée générale du 25 courant peut encore avoir lieu aujourd'hui 13 avril, dernier délai. On dit en Bourse que cet Etablissement s'est largement intéressé dans la *Rente Roumaine 4 0/0 amortissable de 1894*, qui se négocie, depuis le 5 courant, sur notre marché officiel à terme et au comptant.

Le *Crédit Industriel et Commercial* cote 562 fr., contre 567 la semaine dernière. Dans la situation de cette Société, établie au 31 mars, les *reports* ont augmenté de 3 millions de francs sur le bilan arrêté au 28 février, pendant que les *Comptes de dépôts* progressaient de plus de 5 millions. Il est vrai que, d'un autre côté, le *Portefeuille commercial* a fléchi de 2 1/2 millions. *Société Générale*, 494 fr., gagnant ainsi 3 fr. 75. Le public commence à justifier les appréciations que nous émettions dans notre précédent numéro sur cette Société.

Banque Internationale de Paris 545 en plus-value de 7 fr.; *Banque Parisienne* mieux à 430 fr.; *Banque de l'Algérie* 810 contre 805. Son bilan au 30 mars accuse une amélioration assez sensible dans le compte « Trésor Public ». *Société Foncière Lyonnaise* sans changement à 345 fr.; *Groupe des Immeubles* assez soutenu; l'action passe de 32 fr. à 33 fr. 75, pendant que l'*obligation Foncière remboursable à 1.000 fr.* conserve son cours de 106 fr. Par contre *Obligations 4 0/0* 190 contre 195 fr.; *Obligations libérées de 350 fr.* 250 fr., en recul de 5 fr.

Ajoutons, à ce que nous disions dans notre *Marché Financier* du 6 avril, que le prix d'admission de ces derniers titres au *passif* de la Société a été fixé à 359 fr. 32 et que les actionnaires des *Immeubles de France*, réunis en assemblée générale extraordinaire samedi dernier, ont, à l'unanimité et sans discussion, approuvé le projet de concordat à présenter aux obligataires.

La *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* fait toujours preuve de fermeté à 600, accusant une avance de 5 francs. On annonce de Vienne, à la date d'hier, que M. de Hahn, directeur général de cet Etablissement, est sur le point de faire un voyage à Rome pour de nouvelles affaires. *Sous-Comptoir des Entrepreneurs* sans changement à 125 francs. Il est encore impossible de calculer, à l'heure présente, pour cet Etablissement,

les conséquences de l'arrêt rendu dernièrement par la Cour d'appel dans l'affaire des *Canaux Agricoles*.

Le *Crédit Mobilier* monte de 55 fr. à 70 fr. après même 75 fr., sur la nouvelle que la *Compagnie de Porto-Rico* aurait réuni le nombre d'adhésions nécessaire pour assurer, au premier tour, l'approbation de son *convenio*. *Banque Hypothécaire d'Espagne* 512 fr.

★ ★ On a appris, dans ces derniers jours, que la Commission de la Chambre des députés dite *Commission des Conventions* avait décidé, en principe qu'il n'y avait pas lieu de mettre en accusation M. Raynal, ancien ministre des travaux publics. Par suite des demandes nombreuses se sont produites en actions de nos six grandes *Compagnies de Chemins de fer français*. Le *Midi*, qui restait il y a huit jours à 1.321 25, monte à 1,330, pendant que l'*Orléans* gagne 10 francs à 1.600; *Lyon* 1.527 50, en progrès de 7 fr. 50; *Nord* 1.830, contre 1.820 vendredi dernier. On a remarqué sur ce titre des achats importants au *comptant* à des cours sensiblement supérieurs à ceux pratiqués à *terme*; *Ouest* 1.100, en plus-value de 15 francs; par contre, *Est* calme à 972, en légère faiblesse de 1 franc.

Pour la 13e semaine de 1894 (du 26 mars au 1er avril) les recettes de nos grandes Compagnies accusent, sur la période correspondante de 1894, une diminution de 1.251.855 fr.78 qui porte sur toutes les lignes, sauf sur le *Midi*. Depuis le 1er janvier, la diminution sur 1894 atteint 11.188.539 fr. 45.

Les actions du *Sud de la France*, de 291 fr. 25 monte à 297 fr. 50, pendant que les *obligations 3 0/0*, que nous laissions à 438 fr. passent à 439 50. Dans sa séance du 5 avril, le Conseil d'administration de la Compagnie a décidé de convoquer l'assemblée générale des actionnaires pour le 20 avril et de proposer à ses associés de fixer le dividende pour 1894 à 13 francs, payables seulement après la ratification, par le Sénat, de la convention votée antérieurement par la Chambre des députés.

★ ★ Les actions *Suez* maintiennent toujours ou à peu près leurs plus hauts cours, en dépit de certaines oppositions. De 3.435, elles montent à 3.450, reviennent à 3.425, et nous les trouvons, au dernier moment, à 3.437 50. Les recettes ne sont plus tout à fait aussi satisfaisantes qu'auparavant. Cependant on continue à escompter les profits qu'apportera, ce mois-ci, le passage de la grosse portion du corps expéditionnaire pour Madagascar. *Parts civiles* calmes à 2.405 contre 2.407 50.

La *Compagnie Parisienne du Gaz* 1.085 contre 1.080; *Entrepôts et Magasins généraux de Paris* 585, en bénéfice de 13 fr. 50. L'assemblée générale des actionnaires de cette Société aura lieu le 26 courant. *Compagnie Générale Transatlantique* en hausse de 15 fr. à 355 fr.; *Messageries Maritimes* plus calmes à 630; *Chargeurs Réunis* sans changement à 1.320; *Compagnie de Navigation Havre-Paris-Lyon* ferme à 367 fr. 50. Le projet de loi relatif au *Canal de Marseille au Rhône*, auquel nous consacrons plus loin un article spécial, laisse entrevoir, pour cette Compagnie, une situation privilégiée par suite de l'étendue considérable du réseau navigable qu'elle pourra utiliser en desservant nos plus grands centres commerciaux et industriels.

Les *Voitures de Paris*, dont les actionnaires sont convoqués en assemblée générale pour le 30 avril, progressent de 570 à 574; *Omnibus* 1.080, en avance de 20 fr. Le différend existant entre cette entreprise et son personnel a, sur la proposition du bureau du Conseil municipal de Paris, été porté devant le juge de paix du Ier arrondissement, en vue de provoquer la réunion d'un Comité de conciliation. La Compagnie a désigné pour la représenter : MM. Cuvinot, président du Conseil d'administration; Lavalard, administrateur délégué; Tessier, directeur du personnel; Noisette, directeur de l'exploitation; Coste, secrétaire de la direction.

Compagnie Française des Métaux, 257 50 contre 222, et après même 265, au plus haut. Bien qu'il ne faille pas compter voir se rouvrir l'ère des dividendes avant quelque temps encore, il n'en est pas moins établi que la situation de l'entreprise s'améliore considérablement. *Société Centrale de Dynamite*, toujours mouvementée, ne pouvant conserver que difficilement ses plus hauts cours, 647 50, en moins-value de 2 fr. 50; *Téléphones*, 302 50 contre 305; *Télégraphe de Paris à New-York*, sans changement à 100 fr.

Le groupe *Panama* revient en arrière. L'*Action* cote 9 fr. 25 contre 10 fr. 25; *Obligations 5 0/0*, 26 fr, en recul de 2 fr. 75; *Obligations 3 0/0*, 19 fr. 25, contre 20 fr. 25; *Obligations 4 0/0*, 20 fr. 25, en moins-value de 1 fr. 25; *1re Série*, 30 75 contre 31 75; *2e Série*, 27 50, perdant 2 fr. 25; *Bons à Lots*, 136 fr. 25, perdant 2 fr. 75.

Les actions de la *Société Hellénique du Canal de Corinthe* sont calmes au même cours de 105 fr.; par contre, *Obligations 6 0/0*, en reprise de 13 fr. à 190 fr. Les recettes du Canal, pour la décade du 24 mars au 2 avril, ont atteint 5.743 drachmes et 182 francs en or, pour 64 bateaux jaugeant 8.109 tonnes.

Les actions des *Nitrate-Railways*, qui viennent d'être admises à la cote officielle de la Bourse de Bruxelles, bondissent de 443 fr. 75 à 530 fr., pour rester à 525 fr. Ecarts des primes au 15 mai dont 20 fr., 47 fr. 50; dont 10 fr., 87 fr. 50. Il y aurait, assure-t-on, à Londres, une grosse position de vendeurs sur ces titres, position que l'on veut, ici, faire liquider. *Lautaro*, 220 francs contre 208 75. Quant aux *Lagunas Nitrate*, qui semblent devoir apparaître bientôt à la *Cote Officielle*, ils progressent de 151 87 1/2 à 170 62 1/2. *Compagnie Française des Mines d'or et d'Exploration*, 126 fr. 25 contre 123 75.

Bons du Congo demandés à 103 75. Le prochain tirage a lieu le 20 courant. Il comporte un lot de 200.000 fr. Quant aux Bons appelés au remboursement sans lots, ils seront payés à raison de 140 francs le 15 avril 1896. L'année suivante, les Bons sortis sans lots seront remboursés à 145 fr., et dans les années suivantes, le taux de remboursement sera élevé de 5 francs, ce qui représente un accroissement de 5 0/0 l'an, comme nous l'établissions dans un article spécial paru dans l'*Economiste Européen* du 22 septembre 1894. Ajoutons encore que la Commission spéciale de la Chambre des Députés belge a repoussé, cette semaine, toutes les propositions tendant à ajourner le projet d'annexion du Congo; la majorité désire l'annexion immédiate.

Le *Rio-Tinto*, que nous laissions à 320 fr., a passé à 348 75 et clôture à 345. Pour justifier cette reprise, on a fait valoir une amélioration dans les cours du cuivre-métal et la probabilité d'une entente entre les mines. Cette dernière nouvelle revient, on le sait, périodiquement, pour être démentie ensuite. Aussi semble-t-il plutôt que l'on ait voulu exploiter un certain découvert qui s'était formé dans ces derniers temps. *Obligations de l'Etat de Espirito-Santo* très recherchées à 424 francs, en bénéfice de 2 francs.

★ ★ Les *Fonds Brésiliens* continuent à attirer l'attention du public. La *Rente 4 1/2 0/0 1888* monte de 80 à 81 francs, pendant que le *4 0/0 1889* s'établit à 76 70 contre 76 50.

★ ★ Les exécutions ont encore continué pendant quelques séances sur la *Rente Extérieure Espagnole*, qui de 73 05 a fléchi à 72 70. Mais depuis, le marché s'est repris, et nous restons en plus-value de 1 fr. 15 à 74 fr. 20, après même 74 30. Il ne conviendrait pas que, de nouveau, on cherchât à forcer le mouvement. La leçon du mois passé doit calmer, même les plus ardents.

★ ★ La *Rente Italienne*, que nous laissions à 88 52 1/2, reste à 88 90 après avoir touché 89 francs. On a annoncé de Rome que le Gouvernement procédait, en vue d'économies à réaliser, à des suppressions d'emplois dans l'administration du Trésor. D'autres suppressions ne tarderaient pas à être décidées dans les autres administrations. De plus, la diminution dans le taux d'intérêt des Bons du Trésor, que nous signalons

plus loin dans notre Courrier de la Bourse de Rome, a causé une favorable impression.

★ ★ La *Rente Portugaise 3 0/0*, qui restait il y a huit jours à 25 60, est à 25 75. Les dépôts pour le service de la Dette Portugaise s'élevaient, au 31 mars, à 1.732.644 milreis à la *Banque de Portugal*, à 19.604 liv. st. chez MM. Baring Brothers à Londres, 1.882.609 francs au *Crédit Lyonnais* à Paris, et à 1.497.060 marks à la *Banque pour le Commerce et l'Industrie* à Berlin. Ajoutons que la Dette flottante du Portugal, au 28 février dernier, s'élevait à 24.934 contos de reis, contre 26.030 contos fin janvier et 27.114 contos fin décembre.

★ ★ Les *Fonds Russes* sont un peu plus mous. *L'Orient* cote 67 80, contre 67 90; *Consolidés 1re et 2e Séries*, 101 90, en moins-value de 10 centimes; *Russes 3 0/0 1891* et *2e Emission 1894*, 93 85, en recul de 40 centimes; seul, le *Russe 3 1/2 0/0* est sans changement à 98 70.

★ ★ La *Rente Serbe 5 0/0 1890* est de nouveau en avance à 73 fr., gagnant, pour la semaine, 0 40 centimes. On annonce de Belgrade le départ pour Paris de M. le baron de Leyssac, délégué de la *Banque Ottomane* et des *Caisses spéciales serbes*, qui vient définir certains détails de l'arrangement conclu l'année dernière.

★ ★ On a un peu fléchi un moment, cette semaine, sur les *Valeurs Ottomanes*, à la nouvelle publiée par des agences, que le Président du Conseil de la Dette publique Ottomane démentait formellement tout projet de monopole sur les alcools ou toute mesure semblable à appliquer en Turquie.

Au sujet de cette question, nous renvoyons nos lecteurs à l'article que publie, plus loin, notre rédacteur en chef, M. Edmond Théry. Bornons-nous à ajouter qu'en fin de semaine on est plus ferme. Le *Turc B* attire particulièrement l'attention, et remonte de 46 25 à 46 62 1/2. C'est là un indice non équivoque de reprise. Il faut convenir que les cours de ce fonds avaient été dépréciés sans raison dans ces derniers temps. Aux prix actuels, le *Turc B* est excessivement bon marché: c'est ce que savent bien ceux qui, depuis quelque temps, faisaient la contre-partie de toutes les offres qui se présentaient; *Turc C*, 26 50 sans changement; *Turc D*, au même cours que vendredi dernier, soit à 29 10; *Douanes* 511 25, contre 512 50; *Ottomanes 4 0/0 1894* 476 50, presque sans changement; *Banque Ottomane* 722 50, contre 725. On paraît croire, pour cet Etablissement, à un dividende de 20 francs, ce qui présenterait une augmentation de 2 fr. 50 sur 1893.

Les obligations *Smyrne-Cassaba* sont recherchées à 453 fr. Les *Obligations 3 0/0 jonction Salonique-Constantinople* s'échangent entre 340 et 343 fr. 75. A ce dernier cours même l'acheteur n'a à débourser que 336 francs 55, à cause du coupon qui échoit le 15 courant. Sans revenir sur le système de garantie qui est appliqué à cette valeur, et dont le fonctionnement s'opère sous la surveillance du Conseil de la Dette Publique ottomane, disons que cette valeur doit être classée parmi les meilleurs placements à signaler aux capitalistes.

Mouvement des Caisses d'Epargne. — Voici le relevé des opérations concernant les Caisses d'épargne ordinaires, du 1er au 10 avril 1895 :

Dépôts de fonds	7.866.094 32
Retraits de fonds	6.164.230 40
Excédent de dépôts	1.701.863 92

Excédent de dépôts du 1er janvier au 10 avril 1895 : 35.017.979 fr. 36.

Capitaux employés en achats de rentes, du 1er au 10 avril 1895, pour le compte des déposants des Caisses d'épargne ordinaires : 631.439 fr. 25.

QUESTIONS DU JOUR

L'ALCOOL EN TURQUIE

Une information de Constantinople, publiée cette semaine par les Agences télégraphiques, dit que le Président du Conseil de la Dette publique ottomane dément formellement tout projet de *Monopole* sur les alcools à appliquer en Turquie.

Le commandant L. Berger a sans doute voulu couper court aux insinuations qu'on lance depuis quelques mois, dans certains milieux politico-financiers, contre le Conseil de la Dette à propos d'un projet de *réforme d'ordre intérieur* qui a été étudié par ce Conseil sur l'invitation du Gouvernement ottoman et qui concerne précisément l'*alcool*.

On a si souvent parlé de cette fameuse question sans la connaître, on a été si complètement à côté de la vérité en révélant les soi-disant intentions du Conseil de la Dette, qu'il nous paraît opportun d'étudier ce projet — nous ne dirons pas le problème du *Monopole de l'alcool*, qui n'a jamais été posé — parce qu'il existe réellement et qu il vise deux grandes questions pour la Turquie : l'hygiène publique et l'amélioration des recettes du Trésor.

Ce sont évidemment sur ces deux principes que s'appuieront les nations européennes qui, à l'exemple de la Suisse et de la Russie, voudront introduire chez elles le *Monopole de l'Alcool*. Le Gouvernement ottoman a-t-il le droit de les invoquer en faveur de ses sujets et de ses créanciers? Le régime des Capitulations, auquel il est soumis, et les dispositions plus récentes du Traité de Berlin lui permettent-ils, sans l'approbation des Puissances signataires, de faire par exemple ce que la Russie a réalisé avec une simple décision du Conseil d'Etat de l'Empire sanctionnée par l'empereur Alexandre, le 6 juin 1894?

Certains diplomates disent carrément : Non! D'autres disent, au contraire : C'est une question de forme et de mesure! Nous allons examiner quelle est celle des deux opinions qui se rapproche le plus de la vérité des faits.

La synthèse des Traités qui lient la Turquie aux grandes nations européennes peut se résumer ainsi : *Liberté du commerce* dans l'Empire ottoman ; faculté donnée aux étrangers *d'acheter et de vendre sans entrave* toutes les marchandises tirées du sol ou produites par l'industrie en Turquie. Mais on ne doit pas oublier — car c'est le nœud de la question qui nous occupe — que ces Traités sont muets sur les conditions dans lesquelles l'*industrie* peut être exercée en Turquie.

Ces conditions y dépendent uniquement et y ont toujours uniquement dépendu, comme d'ailleurs dans tous les pays du monde, de la volonté du Prince ; et ce qui le prouve d'une manière indubitable, c'est que le Sultan a pu, en diverses circonstances, accorder à des particuliers le privilège, le *Monopole* si l'on veut, de la fabrication intérieure des allumettes, des bougies, des articles de parfumerie, etc..., sans qu'aucune nation ait jamais songé à protester contre ses décisions.

Et, en fait, personne n'aurait eu le droit de se plaindre de ces concessions de *fabrication inté-*

rieure, puisqu'elles laissaient libres, comme par le passé, l'importation, la vente et l'achat des matières premières nécessaires à ces industries privilégiées et l'importation, la vente et l'achat des produits concurrents fabriqués à l'étranger.

Or, si nous sommes bien informés, le projet de *rectification de l'alcool* destiné à la consommation de la Turquie, et dont le Conseil de la Dette publique Ottomane a étudié les bases, reste à peu près dans le cadre des *concessions industrielles intérieures* ci-dessus rappelées. Si cela est vrai — et nous avons tout lieu de le croire — quelle est la Puissance étrangère qui voudrait s'opposer à la réalisation d'une réforme d'ordre purement intérieur, ne portant aucune atteinte à la liberté commerciale stipulée par les Traités, mais dont les conséquences seraient si heureuses pour l'hygiène publique des sujets de la Turquie et pour ses créanciers extérieurs ?

Sur ces deux points particuliers, l'expérience que la Russie est en train de faire nous paraît décisive. Qu'on en juge par la dépêche suivante :

« Saint-Pétersbourg, 10 avril.

« La *Gazette du Commerce et de l'Industrie* vient de publier quelques renseignements sur les conditions dans lesquelles fonctionne le monopole de la vente, par l'Etat, des boissons alcooliques dans les quatre Gouvernements de Perm, d'Oufa, de Samara et d'Orenbourg, où il a été introduit le 1/13 janvier dernier.

« D'après cet organe, la population se montrerait satisfaite du nouveau régime *qui lui assurerait des produits sains ;* des habitants des Gouvernements voisins viendraient s'approvisionner, aux débits de l'Etat, de boissons et eaux-de-vie qu'ils rapporteraient chez eux, en attendant l'extension du monopole dans leurs provinces.

« D'après les tableaux provisoires des recettes du Trésor dans ces quatre Gouvernements pendant les mois de janvier et de février 1895, les sommes perçues ont atteint le chiffre de 3.818.000 roubles contre 2.570.000 pendant la période correspondante de 1894. Le monopole sera incessamment introduit dans vingt-cinq autres Gouvernements de la Russie d'Europe. »

— Mais, dira-t-on, c'est un *Monopole de vente de l'alcool* que la Russie a créé dans ces quatre Gouvernements et qui va être progressivement appliqué à tout l'Empire. Or, le Gouvernement ottoman, de par ses Traités internationaux, n'a pas le droit d'introduire un pareil régime en Turquie !

Nous pourrions répondre que, si les résultats de ce régime sont avantageux pour la santé des Russes, qui obtiennent, grâce au monopole de vente exercé par l'Etat, des *produits sains*, et profitable à un si haut degré pour le Trésor de l'Empire, dont les recettes ont brusquement augmenté de 48 0/0 d'une année à l'autre dans les quatre Gouvernements monopolisés, il est véritablement très fâcheux pour les sujets ottomans et pour les porteurs de la Dette turque que les Capitulations ne permettent pas à la Turquie de suivre, point par point, l'heureux exemple que la Russie donne, en ce moment, au monde civilisé.

Mais la sentimentalité est un argument que l'économie politique et la diplomatie *réaliste* ne doivent jamais employer. C'est sur le terrain des faits et du droit qu'elles doivent circonscrire leurs discussions : plaçons-nous donc exclusivement sur ce terrain.

Quel est le projet de réforme du régime des boissons dont le Conseil de la Dette ottomane vient de faire l'étude ? La création d'un *Office impérial de rectification des alcools* destinés à la consommation de l'Empire.

Partant de ce principe, établi par les travaux des plus savants chimistes de l'Europe, que tous les alcools connus sous le nom d'*alcools industriels* contiennent, à un degré plus ou moins élevé, des éléments nocifs très dangereux pour la santé publique et voulant, d'autre part, relever l'impôt des boissons concédé aux porteurs de la Dette, impôt que le régime actuel a irrémédiablement compromis : le Gouvernement ottoman, d'accord avec le Conseil, voudrait faire passer par les alambics de l'*Office* projeté tous les alcools que la consommation de la Turquie exige, afin de les livrer rectifiés au commerce intérieur.

Au point de vue du commerce intérieur proprement dit — car la rectification, qui est un acte industriel, ne saurait être assimilée à une opération commerciale dans le vrai sens du mot — le projet laisse subsister, comme par le passé, la liberté la plus absolue. La seule modification qu'il apporte à l'ancien régime des spiritueux, c'est que tous les alcools destinés à la consommation intérieure — les alcools et boissons spiritueuses destinés à l'exportation sont exceptés par le projet — seront obligatoirement soumis à la rectification de l'*Office impérial*, qui les épurera et les transformera en boissons spiritueuses livrées garanties au commerce intérieur.

Le commerce des alcools et des boissons spiritueuses restera libre sur tout le territoire de l'Empire, et les débitants seront même affranchis du droit de *béiyé* qu'ils paient actuellement. Pour sauvegarder les droits et les intérêts légitimes des importateurs étrangers d'alcools industriels, le projet stipule que les alcools nécessaires à l'*Office impérial de rectification* seront acquis par voie d'adjudication publique, en s'adressant de préférence aux alcools les mieux rectifiés. Les alcools étrangers jouiraient même d'un avantage considérable sur les alcools indigènes, car l'*Office* allouerait une prime à déterminer aux alcools d'importation qui lui seraient présentés dans un état de rectification se rapprochant de la pureté.

Peut-on voir dans ce projet une innovation qui viole la lettre ou l'esprit des Capitulations ?

Peut-on soutenir sérieusement que la liberté commerciale accordée aux étrangers par les Capitulations empêche le Gouvernement ottoman de prescrire, en faveur de ses propres sujets, une mesure d'hygiène publique que la Russie, la Suisse, la Suède et l'Espagne, sous des formes différentes, appliquent déjà ?

Peut-on assimiler l'*obligation de rectification par l'Office impérial*, sans laquelle la mesure resterait illusoire, à l'institution d'un *Monopole* dont le fonctionnement aurait pour résultat de supprimer la loi de l'offre et de la demande sur l'alcool ou sur les boissons spiritueuses, de déterminer une hausse factice de leurs prix à l'intérieur du pays, de restreindre la concurrence extérieure, etc. Rien de tel ne résulte du projet de *rectification obligatoire* dont nous venons d'analyser les grandes lignes.

Peut-on même préjuger, par avance, que son application portera un préjudice quelconque aux commerçants ou importateurs étrangers ? Nous le pensons d'autant moins que le Conseil de la Dette, composé presque exclusivement d'Européens, tous

hommes sincèrement dévoués aux intérêts de leur patrie respective, a — dans un but de conciliation, et pour donner satisfaction à tout le monde, — entouré la réforme projetée de toutes les garanties possibles.

Ainsi, pour n'en citer qu'une : l'importation des boissons spiritueuses étrangères restent libre, de même que leur commerce intérieur, à la seule condition que ces boissons soient reconnues saines et exemptes de germes toxiques et qu'elles acquittent une taxe d'analyse ne pouvant jamais dépasser celle que l'Etat percevra lui-même pour le droit intérieur de rectification. Le commerce des boissons reconnues saines à l'analyse s'exercera librement, se déchargera même de la portion de l'impôt de *béiyé* qui les atteint maintenant, et ce dégrèvement profitera, d'autre part, aux bières et aux vins étrangers.

L'application de la réforme, loin de léser les intérêts des importateurs ou commerçants étrangers favorisera au contraire le développement de leurs opérations avec la Turquie car, en déterminant d'une manière rigoureuse les conditions d'analyse et de rectification des alcools et boissons spiritueuses destinées à la consommation intérieure, elle aura pour objet de mettre fin à la situation pleine d'incertitude et d'aléas qui caractérise en ce moment le régime du commerce des spiritueux dans l'Empire ottoman, et qui donne lieu à d'incessantes réclamations de la part des importateurs.

En résumé, nous estimons qu'après un examen plus attentif et plus équitable du projet présenté par le Conseil de la Dette publique, aucune opposition ne s'élèvera contre son application et que la Porte pourra facilement s'entendre avec toutes les nations intéressées.

EDMOND THÉRY.

Le Canal de Jonction de Marseille au Rhône

« Une des premières conditions de prospérité pour un pays — ainsi s'exprimait le Conseil d'Etat de Fribourg dans un message daté du 23 février 1887 — c'est la facilité de ses communications avec un port de mer. La mer est la voie commerciale par excellence. C'est par la mer qu'arrivent les produits des colonies qui entrent dans une si forte mesure dans l'alimentation quotidienne, et dont l'achat constitue l'une des plus fortes charges de l'économie domestique. »

C'est précisément sur ce message que s'appuyait, en 1888, notre rédacteur en chef, M. Edmond Théry, pour démontrer au Ministre du commerce — qui l'avait chargé de déterminer les conséquences du percement éventuel du Simplon, au point de vue de nos intérêts nationaux — la nécessité de faire exécuter le *Canal de jonction de Marseille au Rhône*.

J'ai rappelé, dans l'*Economiste Européen* du 16 mars 1895 (n° 166), les conclusions de son étude en indiquant les grandes lignes du projet de loi déposé par M. Dupuy-Dutemps, ministre des travaux publics. Depuis, la question a fait un grand pas. En effet, la Commission parlementaire chargée d'examiner le projet s'est réunie, le 1er avril, pour constituer son bureau : elle a choisi pour président, M. J. Méline ; pour vice-présidents, MM. Leydet et Lagnel ; pour secrétaire, M. Gellibert des Séguins ; et on doit reconnaître qu'elle a déployé, ces jours-ci, la plus grande activité. Après avoir entendu le rapport des commissaires, tous favorables au projet, la Commission a convoqué les personnes susceptibles d'éclairer sa religion. C'est ainsi que M. Edmond Théry a été invité à développer devant elle, mardi dernier, les idées qu'il avait émises en 1888, et même antérieurement, en 1886, dans un travail relatif au Gothard.

Insistant sur l'influence de l'ouverture du canal en ce qui touche au trafic du Gothard et du Simplon (si ce dernier tunnel vient décidément à être percé), notre Rédacteur en chef a rappelé que, si l'on voulait lutter contre la nouvelle concurrence internationale et neutraliser, par avance, les effets du troisième tunnel transalpin, il fallait se hâter d'établir, en territoire français, ce *Canal de jonction* promis depuis douze ans. On rattacherait ainsi directement Marseille à notre réseau de voies navigables, en raccourcissant de plus de 230 kilomètres la distance, par voie ferrée, qui sépare notre grand port méditerranéen du centre de l'Europe.

Sans doute, a ajouté M. Edmond Théry, le tunnel du Simplon n'aura jamais l'importance de celui du Gothard, mais, si mauvais que puisse être, pour ses actionnaires, le rendement de cette ligne locale entre la Suisse française et l'Italie, elle n'en enlèvera pas moins : 1° à la ligne française du Mont-Cenis, exploitée par l'Etat, le transit qui s'effectue aujourd'hui entre les deux pays voisins, et 2° au réseau de Paris-Lyon-Méditerranée la portion du trafic que le Gothard n'a pu détourner.

Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter au message du Conseil d'Etat de Fribourg cité plus haut :

> Nos commerçants tirent leurs approvisionnements du port de Marseille, à une distance de 606 kilomètres de Fribourg. Par le chemin de fer du Simplon, nous serons rapprochés du port de Gênes, qui est à une distance de 452 kilomètres de Fribourg. Les marchandises feront plus de la moitié du trajet sur les rails de la Compagnie de la Suisse occidentale.
>
> Il résultera de ce rapprochement, non seulement une économie importante dans les frais des transports, mais, de plus, une augmentation qui n'est pas à dédaigner dans les recettes de la Compagnie.

Après avoir donné des chiffres précis, établissant que la distance entre Lausanne et Marseille sera réduite à 325 kilomètres, notre Rédacteur en chef s'est étendu sur les avantages multiples que procurerait à notre pays l'exécution du *Canal de jonction* devant compléter les améliorations apportées à la navigabilité du Rhône.

D'abord les frais de transport des marchandises lourdes entre Marseille et Lyon, et *vice versâ*, se réduiraient aussitôt de 60 0/0 environ : comme conséquence de cet abaissement, notre grand port méditerranéen n'aurait plus à redouter la concurrence de Gênes (qui n'a pas de voie d'eau intérieure) et ses intérêts, si cruellement atteints par la crise économique, pourront se relever très vite. Non seulement Marseille entraverait la concurrence future du Simplon, mais elle reprendrait l'ancien trafic détourné par le Gothard et par Gênes.

Cette affirmation, posée en 1888, est conforme aux conclusions du projet gouvernemental ; car celui-ci prévoit que les convois de chalands ou les porteurs à vapeur de 1.000 tonnes pénétreront dans toute la région que baigne le Rhône jusqu'à Lyon, puis la Saône jusqu'à Chalon, sur un développement de 530 kilomètres. A Chalon commence le réseau des canaux fréquenté par les péniches ordinaires de 300 tonnes, réseau qui s'étend jusqu'à Nancy, Paris, Le Havre et Lille. Sur cet ensemble de canaux, le fret s'abaisse à 0 fr. 01 centime par tonne et par kilomètre.

Et Marseille se trouverait dans une situation analogue à celle des ports européens situés sur d'excellentes voies fluviales, tels que : Anvers, Rotterdam, Hambourg et Brême.

D'autre part, l'ouverture du *Canal de jonction* doit avoir pour effet de créer entre Marseille et l'Estaque, sur l'Etang de Berre, entre Martigues et Port-de-Bouc, des industries nouvelles dont le développement est entravé aujourd'hui.

La Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée se trouverait-elle lésée par cette grande entreprise ? M. Edmond Théry assure qu'il n'en serait rien, et qu'au contraire

le Canal lui profitera au lieu de lui nuire, en attirant un trafic nouveau sur la région qu'elle dessert. Ne voit-on pas ce qui s'est produit pour les ports du Nord, si largement desservis par les voies fluviales, où l'extension donnée à ces dernières profite aux lignes ferrées ?

Il est donc permis de prédire que les deux voies se complèteront.

Enfin, l'Etat éviterait la ruine de la ligne du Mont-Cenis, qu'il exploite à ses frais, et échapperait aux augmentations de charges résultant de la garantie d'intérêt, car l'unique cause de déplacement des courants commerciaux étant l'économie réalisée sur le transport des marchandises du port de débarquement au lieu de consommation, la ligne projetée du Simplon n'enlèverait pas une seule tonne au transit français.

M. Edmond Théry a rappelé, en terminant, que presque tous les ports de l'Europe septentrionale sont reliés au centre du continent par une double ligne de chemins de fer et de canaux ou fleuves permettant à la marchandise importée de pénétrer jusqu'à des centaines de lieues à l'intérieur des terres, à des conditions très basses.

Les Gouvernements étrangers consacrent sans cesse des sommes énormes à l'amélioration et au développement des voies navigables existant sur leurs territoires respectifs, tandis qu'il a fallu une douzaine d'années pour qu'on s'occupât, en France, d'un projet présentant de si grands avantages et constituant une œuvre nationale au premier chef. Il ne s'agit pas seulement du salut de Marseille, dont la situation est devenue alarmante, mais des intérêts français dans la Méditerranée et de l'extension de notre commerce avec les Echelles du Levant et l'Extrême-Orient.

Tel est le résumé des explications fournies par notre Rédacteur en chef à la Commission parlementaire ; elles lui ont valu les remerciements du président, M. J. Méline, et elles auront, pensons-nous, pour résultat de hâter la solution. On annonce que la Commission doit se rendre, dans les premiers jours de mai, à Arles, Saint-Louis, Martigues et Marseille ; les renseignements qu'elle pourra recueillir au cours de voyage d'études confirmeront ceux qui viennent de lui être fournis.

C.-R. WEHRUNG.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

L'événement de la semaine a été la convocation adressée par le Conseil d'administration du *Comptoir National d'Escompte de Paris* à ses actionnaires, à l'effet de les réunir, le 25 courant, en assemblée générale ordinaire et extraordinaire. L'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire porte : augmentation du capital social de 75 à 100 millions de francs.

Cette mesure ne nous surprend en aucune façon. Nous avons suivi depuis longtemps la marche de cet Etablissement, nous l'avons vu s'imposer, grandir et prospérer, et nous avons toujours été persuadés qu'un jour viendrait où, à moins de s'arrêter dans la voie du progrès, le *Comptoir National* devrait être pourvu des ressources nécessaires à son développement méthodique et qui lui permettraient de procéder aux créations nouvelles que l'extension de sa clientèle rendrait indispensables. Ce jour est venu, et il n'est pas sans intérêt de jeter un coup d'œil en arrière et de retracer, à nouveau, le chemin parcouru par cette Institution depuis 1889, date de sa création, qui a eu lieu dans des circonstances difficiles et à la suite d'événements pénibles que l'on n'a pas oubliés.

A la susdite date de 1889, le *Comptoir National d'Escompte* commença à fonctionner avec un capital nominal de 40 millions de francs, sur lesquels 20 millions seulement étaient versés. A la fin de la première année, le capital fut porté à 80 millions, dont la moitié libérée. Enfin, en 1892, le *Comptoir*, après absorption de la *Banque de Dépôts et de Comptes courants*, vit son capital s'établir au montant actuel de 75 millions de francs entièrement versés. En même temps, les affaires de la Société prenaient une extension remarquable. Le bilan, au 31 décembre 1891, accusait un chiffre global d'affaires de 314 millions de francs. Un an plus tard, — et alors que l'on n'en était encore qu'à la période d'organisation — on pouvait constater une augmentation de 51 millions. On ne s'arrêta pas là. En effet, au 31 décembre 1893, nous voyons 404 millions, et, au 31 décembre 1894, 482 millions de fr. Ainsi, en quatre années, l'augmentation obtenue se chiffre par 168 millions. Et, pendant le même temps, le mouvement en *Recettes des Caisses* passait de 6.472 millions à 9.270 millions, en progression de 2 milliards 798 millions de francs.

Un tel mouvement d'opérations — opérations qui sont encore loin d'avoir atteint leur apogée — et les engagements plus étendus à prendre, devaient amener le Conseil d'administration du *Comptoir National* à demander à ses associés les moyens de continuer l'œuvre commencée, le capital actuel cessant d'être en rapport avec le développement des affaires et de la clientèle de cette Institution sage et prudente, qui voit la faveur dont elle est l'objet tant en France qu'à l'étranger, croître chaque jour. Il faut donc l'augmenter, en créant 50.000 actions nouvelles de 500 fr.

Ces 50.000 actions, qui doteront la Société de ressources égales à celles dont disposait l'ancien *Comptoir*, seront émises, suivant les renseignements que nous avons pu obtenir, au prix de 550 francs, c'est-à-dire avec une prime de 50 francs sur le capital nominal. Cette prime ira grossir les réserves de l'Etablissement et, pour les répartitions ultérieures, mettra les nouvelles actions sur le même pied que les anciennes. A ce prix, les titres à émettre présentent une grande marge sur les cours de ceux déjà existants et qui s'échangent en ce moment à 620 fr. environ. Or, cette marge est réservée aux actionnaires actuels à qui un droit de préférence pour la souscription est assuré. Ils useront de ce droit, cela va sans dire, reconnaissant ainsi les avantages que leur offre l'opération projetée et s'associant ainsi au but poursuivi par la Société.

Jusqu'à présent, et ainsi que nous le faisions ressortir ici même le 29 décembre dernier, le *Comptoir National d'Escompte de Paris* n'a cessé d'étendre son rayon d'action. Non seulement il a pris tout le réseau d'agences à l'étranger de l'ancien *Comptoir d'Escompte*, mais encore il l'a accru en établissant des agences dans l'Amérique du Nord et en Tunisie. Dernièrement même, ainsi que nous l'annoncions dans les *Informations Financières* de l'*Economiste Européen* du 30 mars dernier, il installait une nouvelle représentation dans l'île de Madagascar, à Majunga. Et tandis que l'ancien *Comptoir* ne comptait pas de bureaux de quartier dans Paris, et ne possédait que trois agences de province, le *Comptoir National* exploite, actuellement, dans Paris, une grande succursale (l'ancienne *Banque de Dépôts et de Comptes courants*), 10 bureaux de quartier et 23 agences de province. Et les besoins du public, les réclamations qui se produisent de toutes parts, et surtout dans nos grands centres industriels, prouvent que l'organisation existante n'est pas encore suffisante et demande à être complétée.

Quels ont été les résultats de cette organisation ? Nos lecteurs les connaissent par les bilans mensuels de cette Institution que nous publions régulièrement. Nous n'aurions donc pas à revenir sur ce sujet si nous n'avions pas à faire ressortir qu'en quatre années les sommes mises en réserve par le *Comptoir National d'Escompte* s'élèvent à 5.425.304 fr. 85. Augmentées des 50 francs de prime par titre demandés aux souscripteurs des nouvelles actions, elles atteindront le total de 7.925.000 francs en chiffres ronds, auquel viendra encore s'ajouter le produit réservé pour l'exercice qui a pris fin le 31 décembre dernier.

A l'assemblée générale ordinaire du 25 avril, il sera donné communication des chiffres définitifs du bilan établi au 31 décembre 1894. La situation du *Comptoir National* au 28 février dernier ne diffère pas sensible-

ment du bilan provisoire dressé à la précédente date ; mais elle témoigne en tout cas que les divers services sont toujours en pleine activité, que la clientèle de banque augmente chaque jour, ainsi qu'il ressort de la plus-value constatée dans le *Portefeuille* (Effets de commerce), et que les disponibilités du *Comptoir* répondent à tous les besoins. Ces disponibilités s'établissent ainsi :

Disponibilités immédiates :		Francs
Caisse et Banque		24.890.199 10
Portefeuille		181.456.591 72
Reports		31.708.133 48
Rentes, obligations et valeurs diverses, y compris l'emploi des réserves		14.412.527 29
		252.467.451 59
Autres disponibilités :		
Banques des Colonies franç^ses	12.061.431 40	
Correspondants (Effets à l'encaissement)	18.887.156 05	
Comptes courants débiteurs	23.163.006 32	
Agences hors d'Europe	23.118.743 54	
Avances garanties	40.478.635 13	
Participations financières	3.068.964 30	
Tirages à échéance des Agences hors d'Europe	11.789.969 89	
Débiteurs par acceptations	32.984.111 86	
Crédits par acceptations garantis	45.094.514 78	
		210.646.533 27
Total		463.113.984 86

Exigibilités :	
Comptes de chèques et Comptes d'escompte	196.418.777 48
Comptes courants créditeurs	91.867.520 82
Coupons et dividendes à payer	8.431.022 37
Banques des Colonies françaises	930.797 84
Effets remis à l'encaissement	8.836.328 96
Acceptations pour compte des Agences hors d'Europe	10.019.247 24
Acceptations des effets à payer pour compte de tiers	70.130.132 88
	386.633.827 59

Et maintenant que nous avons constaté comment l'administration du *Comptoir National d'Escompte* a compris ses devoirs, il nous reste à dire aux actionnaires qu'ils ont, à leur tour, à avoir souci de leurs intérêts. C'est pourquoi ils doivent ou venir en nombre, ou se faire représenter à l'assemblée générale du 25 avril, qui ne peut valablement délibérer que si elle réunit la majorité plus une des 150.000 actions qui composent, à l'heure présente, le capital social. Pour tout le monde, il est nécessaire que les propositions faites soient acceptées dès la première convocation, et que les intéressés donnent ainsi une nouvelle marque de confiance à ceux qui n'ont pas hésité à assumer, à l'heure des difficultés, la plus lourde des responsabilités.

A. LECHENET.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

L'assemblée générale annuelle des actionnaires du *Crédit Foncier de France* est toujours un événement important non seulement pour le monde financier, mais encore pour le public tout entier, cette Institution détenant, à elle seule, une notable partie de la fortune nationale. Cependant la réunion qui s'est tenue mardi dernier semblait revêtir un caractère spécial dont se sont rendu compte les intéressés. C'est que l'on est à la veille d'un nouvel et grand appel à l'épargne française, et que les explications fournies au nom du Conseil d'Administration font de plus en plus ressortir une situation des plus florissantes, et la sagesse et la prudence avec lesquelles sont conduites les opérations de notre grand Établissement hypothécaire.

Le dividende proposé aux actionnaires pour l'exercice 1894, et voté par eux, s'élève à 44 fr. par action. La diminution sur l'exercice précédent n'est que de 1 fr., et le résultat obtenu, qui représente aux cours actuels des actions un revenu d'environ 4 3/4 0/0 l'an, prouve que le *Crédit Foncier* a pu vaillamment surmonter les difficultés contre lesquelles il avait à lutter, difficultés créées par la baisse ininterrompue du taux de l'intérêt dans ces dernières années Il y a eu là une somme d'efforts dépensés vraiment surprenante et un souci des intérêts généraux qui fait taire toutes les critiques.

Nous allons, à l'aide du tableau comparatif ci-dessous, examiner les opérations du *Crédit Foncier de France* pendant les deux exercices écoulés. Les sommes sont indiquées en *milliers de francs :*

	1893		1894	
	Nombr^es	Sommes	Nombr^es	Sommes
Prêts hypothécaires :				
A long terme	3.478	109.773	3.492	96.440
A court terme	9	296	6	42
Prêts réalisés avec les fonds du capital social et des réserves	10	10.246	12	1.861
Total	3.497	120.315	3.510	98.343
Prêts communaux	1.287	85.117	1.438	132.719

Ainsi qu'on peut le constater, s'il y a, sur les prêts hypothécaires, une diminution de 22 millions de francs au point de vue des sommes prêtées, et une augmentation de 13 prêts au point de vue du nombre ; par contre, les prêts communaux sont en progression de 151 comme nombre, et de 47.602.000 francs comme sommes. L'année 1894, en somme, n'est donc pas une année qui compte parmi les moins heureuses, d'autant plus qu'en 1890, les *prêts hypothécaires* n'avaient atteint que 82.741.000 francs.

Les *remboursements anticipés* sur les prêts du *Crédit Foncier* se sont élevés aux sommes suivantes, en *milliers de francs :*

	1893	1894
Prêts hypothécaires....Fr.	129.957	124.307
Prêts communaux	37.118	62.726

Soit au total 187.033.000 francs alors que l'ensemble des *prêts fonciers et communaux*, atteint en 1894, 231.062.000 francs ; d'où un excédent de prêts nouveaux de 44.029.000 francs. Notons ici que les prêts réalisés en 1894 en Algérie figurent pour 148 *prêts hypothécaires*, représentant 2.537.950 francs, et pour 7 *prêts communaux* s'élevant à 14.405.934 fr. 67, alors qu'en 1893 on avait obtenu 1.724.500 francs pour les *prêts hypothécaires* et 13.810.000 fr. pour les *prêts communaux*. Quant aux remboursements susdits, ils ont porté, en ce qui regarde les *prêts hypothécaires*, sur 42 millions de prêts à 4 45 0/0, sur 16 millions de prêts à 4 50 0/0, sur 30 millions de prêts à 4 85 0/0, sur 14 millions de prêts à 4 90 0/0 et enfin sur 17 millions de prêts à 5 30 0/0. Il y a là un petit écart contre la somme mentionnée plus haut de 124.307.000 francs qui regarde les prêts en Algérie et les prêts consentis avec les fonds du capital social.

Les prêts effectués au cours de l'année 1894 ont porté à 91.628 le nombre, et à 3.944.174.926 fr. 99 le montant des *prêts hypothécaires* réalisés par le *Crédit Foncier* depuis sa fondation jusqu'au 31 décembre 1894. Dans ce total, le département de la Seine figure pour 2 milliards 442.498.103 fr. 57. Quant aux *prêts communaux*, ils s'élèvent à 2.364.567.288 fr. 25, dont 716.816.093 francs 44 pour le même département de la Seine.

Sur les susdits capitaux engagés, le *Crédit Foncier* a recouvré : 1° sur les *prêts hypothécaires*, 2 milliards 075.910.029 fr. 04 dont 369,723,777 fr. 31 par l'effet de l'amortissement semestriel depuis l'origine de ses opérations ; 1.581.879.718 fr. 29 par suite de remboursements anticipés jusqu'au 31 décembre 1893 ; et 124 millions 306,533 fr. 44 par suite de remboursements anticipés effectués en 1894 ; 2° sur les *prêts communaux*, 1.111.867,102 fr. 71, dont 329.531.993 fr. 21 par l'effet de l'amortissement semestriel ; 80.661.669 fr. 23 par

suite du remboursement à l'échéance de prêts à court terme ; et 701.673 440 fr. 27 du fait de remboursements anticipés.

De sorte que le solde des capitaux restant dus au 31 décembre 1894 s'établit ainsi :

1° *Prêts hypothécaires*............ Fr.	1.868.264.897 95
Si l'on ajoute à ce chiffre :	
Prêts à court terme réalisés avec la garantie du *Sous-Comptoir des Entrepreneurs* sur hypothèque et avec remise d'effets escomptés par le *Crédit Foncier*..	10.539.800 »
Prêts en réalisation et à l'état d'actes conditionnels..........................	9.360.889 »
on arrive à un solde total de prêts fonciers de .... Fr.	1.888 165.586 95
2° *Prêts communaux*............ Fr.	1.252.700.185 56

Les produits des opérations du *Crédit Foncier* pour l'année 1894 se subdivisent comme suit :

Produits des prêts fonciers .... Fr.	9.621.077 02
Produits des prêts communaux	2.917.774 87
Produits nets du capital social, des réserves, des fonds des comptes courants et des capitaux flottants........................	6.214.143 06
Bénéfices nets de la *Banque hypothécaire* en liquidation	524.633 07
Report de l'exercice précédent...........	752.417 89
Fr.	20.030.045 91
Moins les frais généraux.................	4.301.064 51
Reste............ Fr.	15.728.981 40

De ce total, il a été déduit 300.000 fr. qui ont été ajoutés à la provision pour créances douteuses. Le bénéfice net est donc de 15.428.981 fr. 40 qui ont été employés : 15.004.000 francs pour la distribution du dividende, 307.578 fr. 17 à un report à la réserve obligatoire, et 117.403 fr. 23 au report à l'exercice 1895. Mentionnons, de plus, que le compte de *Profits et Pertes* a subi des prélèvements de toute sorte pour alimenter les diverses réserves et provisions, et qui se sont élevés à 8 millions 707.376 fr. 80 contre 7.446.648 fr. 30 en 1893.

A l'heure actuelle, les *réserves* et *provisions* du *Crédit Foncier* atteignent la somme de 138.066.915 fr. 81, soit plus de 80 0/0 du capital social et se décomposent en : *réserve obligatoire*, 19.572.362 fr. 02 ; *reserves diverses*, 8.769.772 fr. 78 ; *provisions pour l'amortissement des emprunts*, 109.724.781 fr. 01, ces dernières accusant une diminution de 5 340.873 fr. 68, qui se trouve largement compensée par une diminution de 15.369.877 fr. dans le chiffre des primes. Quant aux valeurs composant les 121 millions de francs du *portefeuille*, elles comprennent : 94 millions en *titres du Trésor* et en *Rentes Françaises*, et 26 millions en obligations du *Crédit Foncier*.

La valeur nominale des obligations *Foncières* et *Communales* en circulation au 31 décembre 1894 est, pour les premières, de 1.689.201.113 francs 04, contre 1.793.862.621 fr. 11 au 31 décembre 1893, et pour les secondes, de 1.126.977.778 fr. 46, contre 1.117.926.600 fr. 86, soit au total 2.816.198.891 fr. 50, auxquels il faut ajouter le montant des *Bons à Lots*, 25.955.792 fr 85. On obtient alors un ensemble de 2.842.154.684 fr. 35, alors que le solde des *prêts fonciers* et *communaux* réalisés — après déduction des prêts effectués avec le capital social et les réserves — atteint 3.066 668.069 fr. 86. D'où il ressort que la situation au 31 décembre 1894 présente, en définitive, un excédent de prêts de 224.513.385 fr. 51.

Les immeubles acquis au 31 décembre 1894, déduction faite de ceux vendus, sont au nombre de 483, représentant 18.271.179 fr. 95. De ce nombre, 61 ont été acquis en 1894 pour 2.263.012 fr. 97, mais 81 ont été vendus pour 2.373.320 fr. 65. Quant aux 341.000 *actions* du *Crédit Foncier*, elles étaient réparties, au 31 décembre 1894, entre 38.852 actionnaires, soit, en moyenne, 9 actions par actionnaire, et, depuis, le nombre des associés s'est augmenté de 2.620. Restent les obligations. Sur les 2 151.628.700 fr. de capital nominal des *Obligations foncières*, 578.699.400 fr. sont représentés par 115.517 certificats nominatifs, et les *Obligations communales* (1.314.506.400 fr. de capital nominal) comptent 246.200.600 fr. d'inscriptions nominatives, représentées par 82 071 certificats.

A l'assemblée générale qui a reçu communication des renseignements ci-dessus, l'honorable M. H. Christophle, gouverneur, a annoncé officiellement l'emprunt de 250 millions de francs dont nous avons parlé précédemment dans nos *Marchés Financiers*. Cet emprunt aura lieu en *Obligations Foncières à Lots* de 500 fr , rapportant 14 fr. d'intérêt par an, au prix de 490 fr. Il n'est pas inutile de rappeler qu'en 1879, les *Obligations Foncières à Lots* de 500 fr., rapportant 15 fr., avaient été émises au même cours de 490 fr. Il y a là un avantage évident pour le *Crédit Foncier*, qui va pouvoir abaisser de 4 1/2 à 4 0/0 son taux des *prêts hypothécaires*. Nul doute alors que cette branche principale de ses opérations n'acquérera désormais un nouvel et important développement.

J. M.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST

L'assemblée générale des actionnaires de la *Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest*, qui a eu lieu le 30 mars dernier, présentait un intérêt particulier, en raison de la polémique soulevée dans ces derniers temps au sujet de l'installation d'une nouvelle gare dans Paris. Rappelons ici l'état de la question.

Depuis quelques années, le mouvement des voyageurs dans les gares de *Saint-Lazare* et de *Montparnasse* s'est considérablement accru. En 1888, on avait enregistré, en chiffres ronds, 30 millions de voyageurs ; l'année suivante, 35 millions, et, en 1894, 45 millions. Cette progression continuera vraisemblablement, la banlieue desservie par la *Compagnie de l'Ouest* étant particulièrement aimée des Parisiens. Aussi a-t-il paru bon, en vue des besoins de l'avenir, non pas d'agrandir les gares actuelles de *Saint-Lazare* et de *Montparnasse*, projets qui auraient coûté d'une part 15 à 18 millions de francs, de l'autre 6 à 10 millions, mais bien de diviser le courant qui porte, en été, la population en dehors Paris. Pour ce faire, l'installation d'une gare fut décidée sur l'Esplanade des Invalides, dont la propriété appartient à la Ville de Paris et l'usufruit à l'Administration de la guerre. La *Compagnie de l'Ouest* tomba d'accord avec la Ville moyennant la suppression des passages à niveau entre le *Point du Jour* et le *Champ de-Mars*, suppression qui entraînait une dépense de 5,100,000 francs ; et sa participation, pour moitié, dans la construction d'un nouveau pont sur la Seine destiné à donner à la nouvelle gare un accès commode vers la rive droite et à offrir une compensation aux quartiers de la rive gauche. Elle conclut également un arrangement avec l'Administration de la guerre, en s'engageant à construire des quais d'embarquement pour les chevaux dans la gare à construire, et à expédier tous les jours un train destiné à transporter les troupes sur le nouveau terrain de manœuvres d'Issy.

Après enquête, une convention a été conclue au mois de mai 1893, et, deux mois après, un décret était rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat qui mettait la *Compagnie de l'Ouest* en possession de l'Esplanade des Invalides. Des travaux furent donc commencés un peu plus tard ; mais, à la suite de récriminations, ils ont dû être arrêtés dans ces derniers temps, l'Administration ayant déclaré avoir besoin d'examiner de nouveau la question de ces travaux. Le litige n'a pas duré car, à la date du 9 avril, M. Barthou, ministre des travaux publics, déclarait en Conseil des Ministres qu'il lui était impossible de s'opposer à l'établissement d'une gare sur l'Esplanade, aux conditions suivantes : 1° La gare sera souterraine et l'aspect de l'Esplanade ne sera par modifié en dehors des quinconces déjà occupés ; 2° cette occupation sera réduite dans des proportions considérables et un certain nombre d'arbres seront replantés ; 3° les bâtiments destinés à abriter les entrées de la gare et à permettre le service du souter-

rain ne dépasseront pas la hauteur d'un étage et seront cachés par les arbres des quinconces ou les arbres replantés; une Commission d'architectes parisiens sera appelée à se prononcer sur les plans et l'architecture de ces bâtiments; 4o les allées de la gare seront situées rue de Constantine et rue Fabert; aucun passage ne pourra être ouvert sur l'Esplanade; 5o la gare ne devra être ouverte qu'aux voyageurs et aux messageries, à l'exclusion des marchandises.

Cet exposé nous a conduits peut-être un peu loin. Il était pourtant utile, puisqu'il a donné lieu, à l'assemblée générale du 30 mars, à des déclarations très étendues et qui ont été accueillies par des applaudissements unanimes. Reste, maintenant, à examiner les principales particularités de l'exercice qui a pris fin le 31 décembre dernier.

En premier lieu mentionnons que les dépenses de premier établissement se sont élevées à 33.880.000 fr., contre 29.845.000 fr. en 1893 et 37.714.000 en 1892. Sur ce montant, 12.171.000 sont pour le compte de l'Etat, et remboursables par annuités. Les dépenses, dans les deux exercices précédents, se décomposaient comme suit : à la charge de la Compagnie, en 1892, 28.109.000 fr., et en 1893, 19.385.000 fr.; à la charge de l'Etat, en 1892, 9.605.000 fr., et en 1893, 10.460.000 francs. Par suite, le capital de la Compagnie, qui était au 31 décembre 1892 de 1.694.450.000 fr., et au 31 décembre 1893 de 1.726.056.000 fr., s'élève maintenant à 1.760 millions, dont 250 millions à la charge de l'Etat et remboursables par annuités.

Les sommes dépensées pendant l'exercice dernier s'appliquent aux travaux complémentaires sur l'ensemble du réseau pour 4.619.000 fr. contre 4.903.000 francs en 1893; aux lignes en construction, y compris les insuffisances de l'exploitation partielle, pour 15.664.000 fr. contre 12.822.000 fr. pour l'exercice précédent; au matériel roulant pour 7.909.001 fr.; à divers soldes de comptes, au matériel naval, aux approvisionnements, pour 5.088.000 fr.; et aux travaux de jonction et au parachèvement à la charge de l'Etat, pour 2.170.000 fr.

L'effectif du matériel a été augmenté de 36 locomotives, 10 voitures et 1.136 wagons. Il y a un an, on estimait cette augmentation à 44 locomotives, 67 voitures et 1.024 wagons, et il y a encore à livrer, en 1895, 2 locomotives, 82 voitures et 686 wagons.

En 1893, l'exploitation avait porté sur une longueur totale de 5.260 kilomètres, sur lesquels 5.054 appartenaient au compte d'exploitation complète et 206 au compte d'exploitation partielle. En 1894, nous trouvons une longueur totale de 5.350 kilomètres, dont 5.164 kilomètres au compte d'exploitation complète.

L'ensemble des recettes, déduction faite des impôts, atteint, en 1894, 158.439.000 fr., accusant une augmentation de 2.925.000 fr. sur les recettes du trafic et de 1.292.000 sur les recettes en dehors. Dans cette augmentation, les voyageurs participent pour 1.344.000 fr., grâce aux améliorations dans le service des trains et dans les taxes, au développement des cartes d'abonnement, des cartes d'ouvriers, des cartes de circulation à demi-prix et au maintien, pendant toute l'année, du double service quotidien avec l'Angleterre, par Dieppe et Newhaven. A ce sujet, mentionnons que la *Compagnie de l'Ouest* a renouvelé, avec la *Compagnie du Nord*, son arrangement pour le trafic anglo-français dans des conditions qui permettent d'allier des économies notables à une organisation des services encore meilleure.

La petite vitesse a fourni une plus-value de 987.000 fr. due aux transports des pommes à cidre, aux importations de céréales avant le relèvement des droits de douane et aux transports de bestiaux, qui avaient subi un ralentissement en 1893 par suite de la sécheresse. Malheureusement, cette augmentation est exceptionnelle; aussi, en principe, le trafic de la petite vitesse a-t-il été plutôt défavorable, non pas tant par suite de la réduction des importations de vins étrangers, que par la concurrence de plus en plus vive de la navigation de la Seine. A la vérité la batellerie est spécialement favorisée, puisque, d'un côté, elle jouit d'une liberté absolue de tarification, et que, de l'autre, c'est l'Etat qui se charge de l'entretien et de l'amélioration des voies navigables. Une meilleure répartition du trafic accroîtrait certainement les recettes du chemin de fer et diminuerait les charges de la garantie; mais la difficulté est d'arriver à un règlement équitable sans préjudicier aucun intérêt.

Les dépenses de la *Compagnie de l'Ouest*, en 1894, sont en augmentation de 2.294.000 fr., par suite, principalement, d'un accroissement de 830.000 kilomètres dans le parcours des trains, accroissement qui atteignait déjà, en 1893, 2.323.000 kilomètres. Quant aux produits nets de la ligne, ils s'élèvent à 62.517.000 fr. contre des charges qui, revenu réservé compris et déduction faite des annuités, se chiffrent par 81 millions 790.000 fr. D'où insuffisance de 19.273.000 fr. à couvrir par l'Etat. Cette insuffisance était de 20 millions 301.000 fr. en 1893; il y a donc, sur ce chapitre, une amélioration de 1.028.000 fr. Et ce qu'il convient de faire remarquer, en outre, c'est que, si l'Etat avance le montant susdit de 19.273.000 fr., d'un autre côté il retire de l'exploitation du réseau, un profit de 37.946.000 fr. représentant 7.508 fr. par kilomètre.

Pour terminer, disons qu'il va de soi que le dividende, pour 1894, a été fixé à 38 fr. 50, minimum garanti par les Conventions de 1883, et que les ressources nécessaires aux dépenses de premier établissement, dont nous avons parlé plus haut, ont été obtenues par la négociation de 88.740 obligations 3 0/0 de 500 francs qui ont produit 40.978.000 fr. Le prix moyen auquel ont été placés ces titres s'établit à 461 fr. 78, alors que celui obtenu en 1893 n'était que 457 fr. 57. Il y a là une progression de 4 fr. 21, due certainement à l'abaissement du taux général de l'intérêt, mais qui témoigne aussi de la faveur que le public ne cesse d'accorder aux titres de nos Grandes *Compagnies de Chemins de fer français*.

P. B.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

en Mars 1895

L'Imprimerie Nationale vient de mettre sous presse le volume des Documents statistiques publiés par l'Administration des Douanes sur le commerce de la France pendant les trois premiers mois de l'année 1895.

Les importations se sont élevées, du 1er janvier au 31 mars, à 908.591.000 fr., et les exportations à 787.866.000 fr.

Ces chiffres se décomposent comme suit :

IMPORTATIONS	1895	1894	1893
Objets d'alimentation	227.943.000	361.752.000	230.597.000
Matières nécessaires à l'industrie.......	563.643.000	676.926.000	569.049.000
Objets fabriqués.....	117.005.000	137.460.000	127.323.000
Totaux......	908.591.000	1176.138.000	926.969.000

EXPORTATIONS	1895	1894	1893
Objets d'alimentation	125.722.000	143.086.000	149.467.000
Matières nécessaires à l'industrie.......	198.478.000	169.506.000	202.916.000
Objets fabriqués.....	434.281.000	401.079.000	424.966.000
Colis postaux........	29.385.000	23.255.000	18.644.000
Totaux......	787.866.000	736.926.000	795.993.000

La Commission permanente des valeurs de douane ayant arrêté les taux d'évaluation pour 1894, il en a été fait usage pour le calcul des valeurs de 1894 et de 1895. Ces taux appliqués aux opérations du 1er trimestre 1894, présentent, par rapport aux valeurs précédemment calculées avec les taux de 1893, une diminution à l'importation de 70.161.000 fr. (5 1/2 0/0), et à l'exportation de 42.136.000 fr. (5.4 0/0).

Les valeurs de 1893 continuent d'être établies au moyen des taux propres à cette année.

LE RENDEMENT DES IMPOTS

EN MARS 1895

L'Administration des Finances vient de publier le rendement des impôts et revenus indirects, ainsi que des monopoles de l'Etat, pendant le mois de mars 1895.

Les résultats accusent une moins-value de 6.375.500 francs par rapport aux évaluations budgétaires, et une diminution de 13.087.800 fr. par rapport à la période correspondante de 1894.

Recouvrements de mars 1895

	Recouvrements de mars 1895	Evaluations budgétaires	Différence par rapport aux eval. budgét.	Différence par rapport à mars 1894
	(Milliers de francs)			
Impôts directs.....	»	»	»	»
Impôt 4 0/0........	1.552	1.632	— 79	— 79
Enregistrement.....	41.212	44.043	— 2.832	— 2.388
Timbre............	13.162	13.791	— 628	— 527
Douanes...........	31.402	35.893	— 4.491	— 9.880
Contrib. indirectes..	48.087	49.260	— 1.173	— 113
Sels..............	2.652	2.600	+ 48	+ 307
Sucres............	15.563	12.692	+ 2.871	+ 149
Postes et Télégr....	16.574	15.562	+ 1.011	+ 881
Monopoles, etc......	40.131	41.233	— 1.102	— 1.437
Totaux....	210.335	216.710	— 6.375	—13.087

Recouvrements des trois premiers mois de 1895

	Recouvrements des 3 premiers mois de 1895	Evaluations budgétaires	Différence par rapport aux éval. budgét.	Différence par rapport à 1894
Impôts directs......	»	»	»	»
Impôt 4 0/0........	16.691	16.945	— 254	— 246
Enregistrement.....	119.179	124.010	— 4.830	— 5.356
Timbre	40.255	40.362	— 108	— 1.069
Douanes	88.754	101.600	—12.846	—50.690
Contrib. indirectes.	129.506	137.451	— 7.945	— 3.228
Sels..............	7.362	7.473	— 111	— 1
Sucres............	36.659	32.498	+ 4.161	+ 3.422
Postes et Télégr....	49.624	47.747	+ 1.877	+ 1.662
Monopoles, etc.....	109.301	111.355	— 2.054	— 2.505
Totaux....	597.331	619.442	— 2.210	— 58.011

Informations Économiques et Financières

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Par suite de l'appel au remboursement, à partir du 13 avril présent mois, des Bons de 500 fr. 6 0/0 de la Compagnie Générale des Chemins de fer Brésiliens, lesdits Bons ont cessé d'être négociables à la Bourse de Paris depuis le 9 avril.

Nomination d'un Agent de change à Rouen. — Par décret en date du 9 avril 1895, rendu sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, M. Marchand (Gabriel-Anselme-Augustin) est nommé agent de change à Rouen (Seine-Inférieure), en remplacement de M. Létel (Charles-Alfred), décédé.

Chambre de Compensation des Banquiers de Paris. — Les capitaux compensés par la Chambre de compensation des Banquiers de Paris se sont élevés, dans le mois de mars 1895, au chiffre de 584.942.832 francs 06.

Moyenne par jour : 26.349.000 fr.

Octroi de Paris. — Les produits de l'octroi de Paris se sont élevés, pendant le mois de mars 1895, à 13.407.800 fr., en augmentation de 725.000 fr. sur les produits de mars 1894 et en augmentation de 761.400 francs sur les évaluations budgétaires correspondantes.

Les produits depuis le 1er janvier 1895 se sont élevés à 35.997.900 fr., en augmentation de 356.900 fr. sur l'année 1894 et en augmentation de 703.500 fr. comparativement aux évaluations budgétaires.

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	4 avril	11 avril
ACTIF		
Encaisse de la Banque : (4 avril / 11 avril)		
Or .... 2.087 474.597 / 2.075 141.384		
Argent... 1.239.832.329 / 1.234.714.443		
3.327.306.927 / 3 309 855.827	3.327.306.927	3.309.855.827
Effets échus hier à recevoir ce jour....	40.699	152 814
Portefeuille Paris – Effets Paris........	179.197.743	194.823.004
Portefeuille Paris – Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor..........................	»	»
Portefeuilles des succursales...........	218.424.749	263.605.993
Avances sur lingots à Paris............	662 000	533.000
Avances sur lingots dans les succursales	1.327 000	1.327 000
Avances sur titres à Paris.............	135.074.387	137.712.042
Avances sur titres dans les succursales	153.997.055	151.886 087
Avances à l'Etat.......................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve...................	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles.....................	99.611.938	99.627.294
Rentes immobilisées....................	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales..............	15.318.875	15.329.752
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales..................	2 601.054	2.766.675
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.414	8.407.444
Divers	113 333.613	90.382.344
Total...........	4.512.289.238	4.533.371.473
PASSIF		
Capital de la Banque	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières – Loi du 17 mai 1834	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières – Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières – Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4 000.000	4.000.000
Réserve spéciale	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation........	3.623 878.680	3.639.598.720
Arrérages de valeurs déposées..........	25.121.819	19.646.941
Billets à ordre et récépissés	30 530.133	30.082.609
Compte courant du Trésor, créditeur ...	141 280 777	141.210.806
Comptes courants de Paris	340 162.670	351 910.744
Comptes courants dans les succursales.	60 152.417	59.876.067
Dividendes à payer	2.202 126	2.058.579
Escompte et intérêts divers............	4.061.108	4.585.065
Réescompte du dernier semestre	782.337	782.337
Divers	59.101.660	58.607.093
Total............	4.512.289.238	4.533.374.473

Comparaison avec les années précédentes

	16 avril 1891	14 avril 1892	13 avril 1893	12 avril 1894	11 avril 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	3.179.5	3.161.2	3.494 5	3 527 7	3.639.5
Encaisse	2.470 8	2.700 5	2 936.7	2.990.8	3 309 8
Portefeuille........	820.2	537.7	553.8	575.2	458.4
Avances aux partic.	289 7	332.7	345 1	296.1	291.4
— à l'Etat....	140.0	140.0	140.6	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	197.3	142 3	106 6	81 0	141 2
— part...	327.1	425.2	381 8	386 1	411.7
Taux d'Escompte.	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 0/0
Prime de l'or.......	2 ½ 0/00	1 0/00	1 0/00	pair	pair
Bénéfices nets......	7.409.3	4.907.2	2 959.9	3.759.5	1.818.3

Nord de l'Espagne. — Le Comité de défense des obligataires du *Nord de l'Espagne* convoque une réunion d'obligataires pour le vendredi 19 avril, à l'Hôtel Continental. Les cartes d'entrées sont délivrées au siège du comité, 3, rue de Grammont.

Il rappelle que MM. Lehideux et Cie, banquiers, 3, rue Drouot, à Paris, se chargent de recevoir les coupons des porteurs désireux d'encaisser sans renoncer à la revendication de leurs droits.

Musée Grévin. — Les actionnaires, réunis en assemblée générale ordinaire, le 27 mars, ont voté les résolutions suivantes :

1° L'assemblée générale, après avoir entendu le rap-

port du Conseil d'administration et celui des commissaires, approuve les comptes de l'exercice 1894 et décide que le solde des bénéfices disponibles, s'élevant à 166.997 fr. 10, sera réparti aux ayants droit, conformément à l'art. 43 des statuts ;

2o L'assemblée générale nomme commissaires, pour l'exercice 1895, MM. Achille Dreyfus et Douglas Read, et leur donne le pouvoir d'agir, soit collectivement, soit individuellement, en cas d'empêchement de l'un d'eux.

Chemins de fer de l'Ouest. — L'assemblée générale annuelle a eu lieu le 30 mars, sous la présidence de M. Delarbre, président du Conseil.

Elle a, à l'unanimité, donné son approbation aux comptes de l'exercice 1894 tels qu'ils étaient présentés par le Conseil et fixé le dividende total de l'exercice à 38 fr. 50 par action, comme l'année dernière, somme sur laquelle un acompte de 17 fr. 50 a été payé le 1er octobre dernier. Le coupon de dividende sera, en conséquence, payable à dater du 1er avril courant, par 21 fr., sous déduction de l'impôt, pour les actions de capital et celles de jouissance.

M. le vicomte de Vaufreland, ancien préfet de l'Orne, a été nommé administrateur, en remplacement de M. le duc de Noailles, décédé, et M. O. Homberg réélu aux mêmes fonctions.

Compagnie Centrale d'Eclairage par le Gaz (Eug. Lebon et Cie). — Les actionnaires se sont réunis, le 29 mars, en assemblée générale ordinaire et extraordinaire.

Après avoir entendu la lecture des rapports de la gérance et du Conseil de surveillance, les actionnaires ont, à l'unanimité, approuvé les comptes de l'exercice 1894 et fixé le dividende y afférent à 60 fr. par action, soit 1 fr. de plus que l'année dernière.

Un acompte de 15 fr. ayant été payé en octobre dernier, le solde, soit 45 fr., sera mis en paiement, sous déduction de l'impôt, à partir du 6 avril prochain.

En outre, ils ont décidé le versement de l'excédent de bénéfices, s'élevant à 30.945 fr. 82, au fonds spécial d'amortissement des actions.

M. Chauvel, membre sortant du Conseil de surveillance, a été réélu.

A titre extraordinaire, l'assemblée a confirmé à la gérance les pouvoirs nécessaires pour vendre à l'occasion les portions des terrains appartenant à la Société et contiguës ou non à ses usines, lorsqu'elles seront inutiles à leur exploitation.

Compagnie Auxiliaire Internationale des Chemins de fer. — L'assemblée générale annuelle a eu lieu le 30 mars.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1894 se soldant par un produit net de 421.450 fr. 42 qui, sur la proposition du Conseil, a été réparti de la manière suivante :

Réserve statutaire .... Fr.	21.072 50
Actions privilégiées	250.000 »
Actions ordinaires	62.000 »
Deuxième dividende en faveur des actions privilégiées et ordinaires, 1 fr. 50 sur 50.000 actions	75.000 »
Report à nouveau	12.877 92
Total égal	421.450 42

Le dividende de 1894 s'élève, en conséquence, à 8 fr. par action privilégiée et à 4 fr. par action ordinaire.

MM. R. Coumont, administrateur sortant, et J. Devolder, commissaire sortant, ont été réélus.

Compagnie des Omnibus de Paris. — L'assemblée générale des actionnaires a eu lieu le 29 mars, sous la présidence de M. Cuvinot, sénateur, président du Conseil.

Après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil et de la Commission de vérification, les actionnaires ont, à l'unanimité, approuvé les comptes de l'exercice 1894 et fixé le dividende y afférent à 40 fr. par action comme l'année dernière, sur lequel un acompte de 25 fr. a été payé le 2 janvier.

MM. Camescasse et Dailly, administrateurs sortants, ont été réélus.

La Commission chargée par l'assemblée de la vérification des comptes de l'exercice en cours est formée de MM. E. Laroze, P. Buffet et A. Guerbette.

Société Commentry-Fourchambault. — L'assemblée générale a été tenue le 9 avril.

Après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'administration et des commissaires, les actionnaires ont à l'unanimité approuvé les comptes de l'exercice 1894. Ils ont fixé le dividende à 35 fr. par action et décidé de reporter aux dividendes en réserve un solde créditeur de 12.212 fr. 71.

Les mandats des commissaires des comptes, MM. Delaville le Roux, Guérin de Litteau et Moyne ont été renouvelés pour l'exercice 1895.

Crédit Foncier de France. — L'assemblée générale des actionnaires a été tenue le 9 avril, sous la présidence de M. A. Christophle, gouverneur.

Après la lecture du rapport du Conseil d'administration et des observations présentées au nom des censeurs, les résolutions, mises aux voix, ont été adoptées sans discussion et à l'unanimité.

Les comptes de l'exercice 1894 ont été approuvés et le dividende fixé à 44 fr. par action : 25 fr. payés en janvier dernier, et le solde, soit 19 fr., payable à partir du 1er juillet prochain; 307.758 fr. 17 sont portés à la réserve statutaire et 117.403 fr. 23 reportés à l'exercice 1895.

La nomination de M. V. de Swarte, trésorier payeur général de Seine-et-Marne, comme administrateur, en remplacement de M. Sanson, démissionnaire par suite de son entrée au Conseil général de la Banque de France, a été ratifiée.

MM. de Crépy, Devès, Marrand et Mézières, administrateurs sortants, ont été réélus, et M. de Marcère, réélu comme censeur.

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 26 mars au 1er avril 1895 (13e semaine)

(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Différence pr 1895	
Etat	2.761	769	861	7 912	8.384	—	472
Paris-Lyon-Méditer.	8.604	7.171	7.520	69 988	74 472	—	4.484
— Rhône au Mont-Cenis	133	96	111	1 [illegible]09	1.095	—	85
— Chemins Algériens..	513	147	121	1 490	1 423	+	66
Nord	3.699	3.526	3.620	44.6[illegible]5	45 401	—	746
Ouest	5.350	2.677	3.050	28 827	30 735	—	1.907
Orléans	6.772	3.468	3 5[illegible]7	34 218	36 646	—	2.428
Est	4.802	2.761	3 183	28.4[illegible]0	30 339	—	1.869
Midi	3.136	1.870	1.785	21.686	21.439	+	246
Est-Algérien	897	94	97	1 277	1 349	—	71
Bône-Guelma voie larg.	607	67	46	8[illegible]8	619	+	258
— voie étroite	128	12	7	162	76	+	86
Ouest-Algérien	296	47	32	519	465	+	53
Arzew à Kralfallah	214	18	24	313	310	+	3
Médoc	101	18	23	223	272	—	49

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er janvier au 31 mars	19.610.000	18.600.000
Du 1er au 10 avril	2.150.000	2.250.000
Du 11 avril	210.000	170.000
Du 1er janv. au 11 avril	21.970.000	21.020.000

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 11 avril 1895.

Le Suffrage universel et le Prince de Bismark. — Pas de Dissolution. — Les Flottes étrangères à Kiel. — Déficit prussien. — Le Budget de l'Empire. — Changements douaniers. — La Constitution de la Banque de l'Empire.

L'indignation impériale n'est décidément pas partagée par le corps électoral. Deux élections complémentaires au Reichstag ont eu lieu à Passau et à Eisenach. Elles n'ont pas démontré que le suffrage universel eût désapprouvé l'attitude prise par ses représentants vis-à-vis du chancelier de fer. A Passau, les bons Bavarois ont nommé tranquillement un candidat du centre catholique. A Eisenach, en Thuringe, le candidat national libéral n'a obtenu qu'une faible minorité. Il y a ballottage et le résultat du second scrutin est difficile à prévoir, mais le candidat libéral tient la corde.

Ces dispositions de l'opinion publique justifient l'attitude expectante prise par le prince de Hohenlohe. Il s'est bien gardé de recourir à la dissolution pour punir le Reichstag de son indépendance. On ne saurait l'en blâmer, quoique les conservateurs et les nationaux libéraux aient conseillé cette mesure de rigueur dans le but de venger l'honneur du *duc de Lauenbourg*.

L'Empereur lui-même s'est apaisé. Il songe surtout aux fêtes de Kiel. Un crédit de 1.200.000 M. sera prochainement demandé au Reichstag pour honorer les nombreux hôtes de l'Empire. Il y a, dit-on, cinq cents invitations.

Vingt et un princes allemands, les représentants des souverains étrangers, les ambassadeurs, nombre de députés du Reichstag et de la Diète prussienne assisteront à l'ouverture du Canal des Deux-Mers. Le clou des fêtes de l'inauguration sera la grande revue des flottes allemandes et étrangères. On évalue à 100 le nombre des navires de guerre qui y prendront part. Il y aura 40 bâtiments de la marine impériale et 60 navires étrangers. L'Empereur s'est réservé le soin de placer les navires et l'honneur de passer la revue de cette superbe flotte internationale.

La situation financière de la Prusse n'en sera pas meilleure. On évalue le déficit budgétaire de l'exercice écoulé à 20 ou 22 millions de marks.

Par contre, la situation financière de l'Empire s'améliore. Grâce aux économies réalisées par le Reichstag, peu s'en faut que l'équilibre du budget de 1895-96 ne soit, dès à présent, assuré.

La réforme du régime fiscal du tabac, c'est-à-dire le droit à la valeur ne paraît plus indispensable. En outre, les contributions matriculaires dues par les Etats seront à peu près compensées par les reversements du Trésor Impérial aux membres de la Confédération. Certains le regrettent, car la réforme du système fiscal cesse d'être nécessaire. L'indépendance financière de l'Empire restera encore à l'état d'idéal.

Le Conseil fédéral a arrêté quelques modifications dans le règlement des tares accordées pour l'Administration des douanes. Elles seront appliquées à dater du 1er mai. On cite, entre autres changements, celui qui a trait aux vins mousseux. Vous en expédiez en Allemagne beaucoup plus qu'on ne le pense en France. Mais les nouvelles tares sont moins avantageuses que les anciennes. Ainsi la déduction sur le poids brut sera réduite de 24 à 22 0/0 sur les caisses de 100 kilog. et au-dessous, de 24 à 19 0/0 sur les caisses pesant plus de 100 kilog. Les raisins secs de table en caisses de 15 kilog. et au-dessous profitent, au contraire, d'un relèvement de la tare portée de 13 à 16 0/0 et 18 0/0.

Dans le même ordre d'idées, on espère que la nouvelle nomenclature douanière sera prochainement terminée. Il serait temps, car il en est question depuis plus d'un an. Les nouveaux tarifs de douanes soumis au Reichstag retardent encore la mise en vigueur de cette nomenclature, qui intéresse fort le commerce d'importation. Bref, elle sera appliquée au plus tôt vers le 1er juillet.

Certains journaux ont présenté sous un faux jour la situation légale de la Banque de l'Empire.

Ce n'est pas une Société anonyme, pas davantage une Société industrielle ou de lucre (Erwerbsgesellschaft), mais un Etablissement impérial érigé dans un but d'utilité publique et investi de la personnalité juridique. La Direction et le Conseil de régence du siège principal et des succursales sont des autorités impériales et désignés comme tels dans le Manuel de l'Empire.

Les employés de la Banque sont des fonctionnaires impériaux. L'Administration de la Banque de l'Empire, sous la direction du Chancelier de l'Empire, est conduite exclusivement par les autorités impériales ci-dessus désignées. La coopération des actionnaires est strictement limitée à un avis consultatif généralement écouté de leur délégation centrale, à la seule exception des affaires traitées avec l'Empire ou avec les Etats.

Telles sont les bases de la constitution de la Banque de l'Empire. Elles présentent peut-être quelque intérêt au moment où votre Parlement aura prochainement à se prononcer sur le renouvellement du privilège de la Banque de France.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	6 avril	Dif. 30 mars	7 avril	Dif. 31 mars
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.034.861	— 4.414	851 171	— 5.483
Billets du Trésor	24.135	— 186	24.462	+ 359
Billets d'autres banques	10 074	+ 2.375	10.211	+ 865
Lettres de change	556 225	— 16.266	601 353	— 9 318
Prêts sur titres	80 319	— 12.848	84.499	— 15 193
Valeurs	6 457	+ 314	8 711	+ 699
Autres propriétés	42.119	— 1 226	48.513	+ 4.982
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	1.130.181	— 27 010	1.042.123	— 37.675
Autres engagements à vue	466 727	— 3.038	427.216	+ 17 945
Au tresengagements	7.282	— 2.263	8.017	— 2.932

Comparaison avec 1894 et 1893

(Millions de marks)

Stock métallique

	1893	1894	1895
31 mars ...	869,0	866,7	1039,2
7 avril ...	849,3	851,2	1034,8
15 — ...	858,4	862,5	»
23 — ...	871,4	883,4	»
30 — ...	863,3	875,4	»

Lettres de change et prêts sur titres

	1893	1894	1895
31 mars ...	683,5	710,3	665,6
7 avril ...	654,1	685,9	636,5
15 — ...	629,9	661,7	»
23 — ...	621,1	629,1	»
30 — ...	758,9	646,5	»

Circulation

	1893	1894	1895
31 mars ...	1.070,5	1 079,8	1.157,1
7 avril ...	1 039,3	1 042,1	1.130,1
15 — ...	1.012,5	995,5	»
23 — ...	989,6	966,6	»
30 — ...	1.012,7	1.005,9	»

Réserve de billets

	1893	1894	1895
31 mars ...	121,7	103,7	106,4
7 avril ...	114,2	137,1	128,2
15 — ...	174,0	196,1	»
23 — ...	209,6	246,2	»
30 — ...	177,1	199,7	»

Les Contributions matriculaires en 1895-1896. — Le vote, en troisième lecture, du projet de budget impérial permet d'établir le montant des contributions matriculaires qui seront imposées aux divers Etats de l'Empire. L'ensemble s'élève à 392.000.955 M. pour l'exercice 1895-1896.

La part de la Prusse est de 230.700.000 M.; la Bavière devra payer 49 600.000 M.; la Saxe, 26.900.000 M.; le Wurtemberg, 18.100.000 M.; le Grand-Duché de Bade, 13.900.000 M.; l'Alsace-Lorraine, 13.400 000 M. Le petit Etat de Schaumbourg-Lippe s'en tirera avec 300.000 M. Nous négligeons les parts des autres membres de l'Empire.

Usances nouvelles. — La Commission des Experts

à la Bourse de Berlin a décidé les modifications suivantes :

A dater du 5 avril, les actions du Crédit-Anstalt d'Autriche seront cotées et négociées sans le dividende de 1894, mais avec les intérêts depuis le 1er janvier. Pour les engagements en cours, il y aura lieu de déduire 7.66 1/2 0/0.

A dater du 9 avril, les actions de la Banque russe pour le commerce étranger seront soumises à la même règle. La déduction pour les engagements en cours est fixée à 2.57 1/2 0/0.

Les actions de la *Lænder-Bank* seront aussi négociées à dater du 9 avril, avec intérêts à dater du 1er janvier.

Exportations de Chemnitz aux Etats-Unis. — Chemnitz est le centre lainier saxon dont l'activité industrielle fait la concurrence la plus sensible à l'exportation des lainages français aux Etats-Unis. Pendant le dernier trimestre de l'année 1894, une augmentation importante était déjà signalée. La somme des exportations s'était accrue de 66 0/0 en s'élevant à 2.324.904 dollars. Sur cet accroissement montant à 926.130 dol., la bonneterie de laine avait pris part jusqu'à concurrence de 597.000 dol., avec un total de 1.796.460 dol.; la bonneterie de soie avait gagné 179.000 dol. en atteignant une valeur de 219.917 dol. Le reste comprenait les gants de laine (+20.894 dol.), de soie, les tricots, etc.

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 11 avril 1895.

La Bourse a été défavorablement influencée par les dispositions rigoureuses de la nouvelle loi sur la réforme des Bourses. Le marché était lourd et les affaires peu actives, mais, depuis hier, la tendance est très ferme. Le Collège des Anciens s'est adjoint des délégués des deux commissariats pour dresser un mémoire complet sur le projet de réforme. Ce mémoire sera soumis au Conseil fédéral.

L'accord est fait entre les Gouvernements prussien et saxon au sujet du rachat de la ligne de Weimar à Gera. L'exploitation sera prise au compte des Etats à dater du 1er janvier 1895. Chaque action de fondation de 300 M. reçoit 100 M. en Consolidé prussien 3 0/0. Chaque action de préférence à 600 M. 600 M. en Consolidé et une soulte espèces de 30 M.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 11 avril 1895.

La Retraite du speaker. — M. Gully. — Différend Anglo-Français. — Le Budget. — Le Nouveau gouverneur de la Banque d'Angleterre.

M. Peel a présidé lundi dernier, pour la dernière fois, la Chambre des Communes ; j'ai déjà eu l'occasion de vous dire avec quelle habileté il a su diriger les débats dans des périodes fort difficiles ; il se retire en emportant l'affection de la plupart des membres de la Chambre et l'estime de tous. Depuis plusieurs semaines, la retraite du speaker était annoncée et les partis n'ont pas pu cependant se mettre d'accord pour la présentation immédiate d'un seul candidat ; les libéraux, qui sentent le pouvoir leur échapper, ont voulu avoir un des leurs à ce poste et à Sir Matthew White Ridley, que choisissaient les conservateurs, ils ont opposé M. Gully. La nomination du speaker, qui était restée jusqu'ici en dehors de toutes les luttes de partis et qui ne donnait même pas lieu à un vote, s'est trouvée ainsi transformée et une petite révolution s'est produite dans les mœurs parlementaires. On ne saurait dissimuler que c'est là une faute : quand les conservateurs reviendront au pouvoir, ce qui ne saurait tarder, il peut se faire qu'ils veuillent en profiter pour déplacer M. Gully et lui donner un successeur conservateur ; la personnalité du speaker ne peut qu'y perdre en prestige et en autorité.

Le discours de M. Hanotaux a produit ici dans le monde des affaires une excellente impresssion. Les déclarations provocantes de sir Edward Grey avaient été cause d'une certaine dépression au Stock-Exchange : une amélioration s'était ensuite produite quand on a vu que le marché français se préoccupait peu du langage du sous-Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères : le discours du Ministre français a accentué cette amélioration. On a loué, en effet, sa modération, tout en constatant que les intentions du Gouvernement de la République de ne pas reconnaître dans la région du Nil d'autre autorité que celle du Sultan et du Khédive a été nettement exprimée.

Je vous parlais dernièrement des perspectives favorables que permettait de faire entrevoir la clôture prochaine de l'exercice budgétaire 1894-95. Ces perspectives se sont réalisées. On se souvient que les évaluations définitives avaient montré un léger déficit : les recettes avaient été arrêtées à 94.175.000 liv. st., les dépenses à 94.181.000 liv.

Des votes supplémentaires augmentèrent encore le chiffre des dépenses et le déficit devait par conséquent s'accroître. Comme je vous l'ai dit, les choses ont mieux tourné que Sir William Harcourt ne l'avait espéré, et au lieu d'avoir à compter avec une moins-value, l'année s'est terminée avec une plus-value d'environ 3/4 de million de livres. Ce résultat favorable est dû principalement à l'augmentation des recettes. Les recettes, supérieures de 3.000.000 de liv. st. à celles de 1893-94, avaient été évaluées à 94.175.000 liv. st. ; on verra d'après le tableau publié plus loin qu'elles se sont élevées à 94.684.000 liv. st., soit une augmentation de 509.000 liv. st. C'est aux *death duties* qu'il faut attribuer la plus grande partie de cette augmentation ; les autres chiffres se rapprochent sensiblement des prévisions et on ne peut que féliciter Sir William Harcourt de l'exactitude de ses calculs.

Les dépenses ne se sont pas écartées non plus des chiffres prévus : elles avaient été évaluées à 94.181.000 livres; elles n'ont été que de 93.918.000, soit un bénéfice de 263.000 liv. Les excédents de dépenses provoqués par certains votes supplémentaires ont été longuement compensés par des économies et le budget se solde donc ainsi :

	Liv. st.
Recettes	94.684.000
Dépenses	93.918.000
Excédent	766.000

Aucune portion de cette plus-value ne sera affectée à une diminution d'impôts, elle ira toute au fonds d'amortissement et, pour l'exercice actuel, une dépense plus forte a été prévue. Les évaluations pour les services publics s'élèvent à 69.357.000 liv.; la charge fixe de la dette est de 25 millions de livres; si nous comptons que la charge de la Dette consolidée sera la même, soit 1.653.000 liv., nous avons un total de dépenses de 93.010.000 liv., auquel on peut ajouter la charge du nouvel emprunt pour la construction de ports, docks et ouvrages de défense.

Au total, par conséquent, on peut prévoir une dépense de 96.100.000 liv. st. Les recettes de 1894-95 ayant été de 94.674.000 liv. st., on devrait s'attendre à un déficit de 1.426.000 liv. st., que de nouvelles taxes devraient couvrir. Mais Sir William Harcourt n'aura pas besoin de se servir d'un pareil moyen, les *death duties* devant donner un surplus fort important.

M. Albert Georges Sandeman vient d'être nommé gouverneur de la Banque d'Angleterre et ce choix a été unanimement approuvé dans la Cité. Le nouveau gouverneur, chef de la maison G. Sandeman Sons and Co, qui fait le commerce des vins principalement avec le Portugal et la Nouvelle-Galles du Sud, est un *business man* dans la force du terme. Il avait été nommé *director* de la Banque pour la première fois en 1866.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE
10 Avril 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés	50.687.215	Dette fixe de l'Etat	11.015.100
		Rentes immobilisées	5 784 900
		Or monnayé et lingots	33 887 215
Total	50.687 215	Total	50.687 215

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	12.466.928
Réserve et profits et pertes	3.110.529	Portefeuille et avances	17.811 275
Trésor et administration publique	7.675.172	Billets en réserve	24 370 480
Comptes particuliers	31.924.832	Or et argent monnayés	2.766 141
Billets à sept jours, etc.	151.291		
Total	57.414 824	Total	57.414 824

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es-compte %
2 Janvier	33.091	25.918	44.797	38.714	23.972	53	2
9 »	33.880	25.519	45.0 8	37.982	25.160	55	»
16 »	34.601	25.202	41.577	33.525	26.202	62	»
23 »	35.358	25.015	41.107	32.113	27.142	65	»
30 »	35 946	24.926	40.104	30.392	27.819	69	»
6 Février	36.801	25.119	40.473	30.139	28.481	70	»
13 »	37.043	24.725	41.106	30.130	29.118	70	»
20 »	37.502	24.629	41.836	30.315	29.673	70	»
27 »	37.081	24.795	42.251	31.253	29.090	69	»
6 Mars	37 186	25 071	42.558	32.008	28 915	67	»
13 »	36.967	24.893	41 116	30.558	28.874	70	»
20 »	37.362	24.679	42.094	30.949	29.483	63	»
27 »	37.729	25.287	44.334	33.434	29.242	65	»
3 avril	37.744	26 123	42 950	32.891	28 420	66	»
10 »	36.653	26.316	39.600	30.278	27.136	68	»

Les Émissions du 1er Trimestre. — Le dernier trimestre de 1894 avait été marqué par une forte augmentation du chiffre des émissions nouvelles : pendant le 1er trimestre de 1895, les appels aux capitalistes ont été encore fort nombreux. Les émissions se sont élevées au total de 28.500.000 liv. st. et l'on verra, par le tableau suivant, quelle augmentation ce chiffre représente par rapport aux deux années précédentes :

	1892	1893	1894	1895
	(En milliers de livres)			
1er trimestre	30.943	7.770	11.358	28.478
2e trimestre	28.133	18.179	19.719	»
3e trimestre	7.716	8.951	18.140	»
4e trimestre	14.345	14.241	42.618	»
	81.137	49.141	91.835	28.478

Il y a lieu de remarquer que, dans le chiffre de 42.618.000 livres obtenu pour le dernier trimestre de 1894, se trouve l'emprunt russe de 15.000.000 de liv. st. et il n'en a été placé qu'une petite partie à Londres. Si on retranche donc cette émission du chiffre total, c'est le 1er trimestre de 1895 qui domine le chiffre le plus élevé obtenu depuis le commencement de 1892. Et comme les 30.943.000 livres obtenues dans le 1er trimestre de 1892 comprenaient un emprunt allemand de 14 1/4 millions de livres et un emprunt hollandais de 4 1/4 millions, qui était, en réalité, offert nominalement sur la place de Londres, on peut dire que les résultats des souscriptions effectives obtenus dans le premier trimestre de 1895 dépassent tous les résultats des trois années précédentes.

Voici comment se répartit cette somme de 28 millions 478.000 livres :

Emprunts d'Etats étrangers £	9.968.000
— coloniaux	819.000
— corporations anglaises	2.993.000
Chemins de fer anglais	1.570.000
— étrangers	392.000
Banques	1.050.000
Compagnies minières :	
Sud-Africaines	1.916.000
Ouest-Australiennes	1.383.000
Autres	615.000
Compagnies d'exploration	925.000
Brasseries	1.282.000
Compagnies pour acquisition de brevets	1.047.000
Compagnies Commerciales	739.000
— de Gaz et d'Electricité	264.000
Théâtres	296.000
Compagnies de Navigation	133.000
Docks	165.000
Divers	2.922.000
	28.478.000

On remarquera dans cette liste le montant important des émissions faites par des Compagnies minières et il serait difficile de se prononcer sur le mérite des Compagnies créées. De la lecture de ce tableau on doit cependant conclure que l'esprit d'entreprise revient peu à peu, que l'activité se fait jour. C'est un indice de plus de la reprise générale qui semble se dessiner.

Résultats budgétaires de l'Exercice 1894-95

Recettes (En milliers de livres)

	Evaluations	Recettes	Augm. ou dim. par rapport aux évaluat.
	—	—	
Douanes	20.010	20.115	+ 105
Exice	26.240	26.050	— 190
Timbre	14.080	14.440	+ 360
Land tax	2.470	2.450	— 20
Income tax	15.530	15.600	+ 70
Postes	10.570	10.760	+ 190
Télégraphes	2.620	2.580	— 40
Divers	2.655	2.689	+ 34
Total	94.175	94.684	+ 509

Dépenses (En milliers de livres)

	Evaluations	Dépenses	Augmentation ou diminut.
	—	—	—
Charge de la Dette	25.600	25.000	»
Charge des Fonds consolidés	1.653	1.642	— 11
Services	67.528	67.276	— 252
Total	94.181	93.918	— 263

Finances de l'Equateur. — Le *Council of foreign bondholders* a reçu, de l'agent du comité à Guayaquil, le texte du contrat passé entre le Gouvernement de l'Equateur et ses créanciers européens pour l'exécution de la loi du 26 juillet 1894.

Clearing-House

Résultat des compensations du 4 au 10 Avril

Jeudi 4 avril £	21.279.000	Lundi 8 avril £	22.077.000
Vendredi 5 avril	22.480.000	Mardi 9 avril	18.637.000
Samedi 6 avril	21.957.000	Mercredi 10 avril	46 550 000
		Total £	155.980.000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 113.933.000.

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 11 avril 1895.

Les tendances du marché se sont sensiblement améliorées et ce fait est d'autant plus remarquable que nous entrons aujourd'hui dans la période des fêtes et que, jusqu'à mardi, notre Bourse va se trouver fermée. Les valeurs locales n'ont rien perdu de leur excellente tenue et les Consolidés restent en progression.

Les valeurs internationales, qui ont subi des pertes fort sensibles, ont presque toutes gagné une certaine fraction pendant les dernières séances. La Banque Ottomane et les groupes Turcs sont cependant encore assez faibles.

Les Chemins anglais sont en nouvelle progression.

Les Chemins américains ont un marché calme mais avec d'excellentes tendances favorisées par la hausse continue du métal argent qui profite également aux roupies, aux Fonds mexicains et brésiliens. Les Péruviens ont aussi des achats très suivis. Par contre, les Chiliens et les Argentins sont faibles sur les hostilités entre ces deux pays.

Le Rio est en hausse sur l'amélioration du cuivre.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 10 avril 1895.

La Réforme électorale et la Réforme de l'Impôt. — L'Enquête sur la situation de l'Industrie sucrière en Hongrie et en Autriche. — Fabricants et Agriculteurs. — Une grande Société d'électricité. — Le Règlement de la Bourse de Vienne.

Ainsi que je vous l'écrivais la semaine dernière, le Parlement cisleithanien a pris ses vacances de Pâques, réservant les parties essentielles de la réforme de l'impôt, ainsi que le fameux projet de réforme électorale. Il convient d'observer, toutefois, que le sous-Comité qui s'occupe de cette dernière question, s'est mis d'accord avec le Gouvernement pour les grandes lignes du projet, malgré les efforts du représentant clérical du Tyrol, le baron Dipanti, qui, ne pouvant faire prévaloir son avis, a donné sa démission.

En ce qui concerne la réforme de l'impôt, que je résumerai aussitôt après la clôture de la discussion, je tiens à vous signaler, dès aujourd'hui, ce fait, que les caisses *Raffeisen* seront exemptées de toute taxe ; il en sera de même pour les *Syndicats Agricoles*, même lorsqu'ils s'occuperont d'opérations commerciales pour le compte de leurs adhérents. Par contre, les *Sociétés par actions* paieront 10 0/0 sur leurs bénéfices nets, et, dans le cas où il n'y aurait pas de bénéfices, elles devront verser annuellement un minimum de un par mille sur leur capital. Les *Sociétés d'assurances* paieront trois pour mille sur le montant net des primes annuelles ; les *Caisses d'épargne*, 5 0/0 pour 10.000 florins, et, progressivement, 20 0/0 pour 200.000 florins de bénéfices.

La Commission d'enquête chargée d'examiner la situation de l'industrie sucrière en Hongrie, a terminé ses travaux. Elle a approuvé les déclarations du Ministre de l'agriculture transleithanien, qui estime que la crise peut être conjurée sans une entente internationale, et au moyen d'un accord entre les cultivateurs et les fabricants.

La même constatation a été faite en Autriche où le comte Falkenhayn, ministre de l'Agriculture, a clos les travaux de la Commission en émettant un avis analogue à celui de son collègue hongrois.

Il faut reconnaître cependant, que la lutte engagée entre les raffineurs de sucre devient plus âpre au fur et à mesure que nous approchons de l'époque où on plantera la betterave ; chacun des partis en présence défend, vis-à-vis de l'autre, ses propres intérêts, alors qu'il vaudrait infiniment mieux s'entendre dans un intérêt général ! C'est ainsi qu'à une récente réunion des planteurs de betteraves, à Brux, on a décidé d'adresser une pétition au Gouvernement pour l'inviter à empêcher, par tous les moyens en son pouvoir, la formation d'un Syndicat des sucriers, qui tiendrait l'agriculture à sa merci. En ce qui concerne la betterave, la réunion a décidé de n'en plus cultiver si, avant la date du 10 avril, l'industrie n'avait pas fait une offre d'au moins 1 florin par quintal métrique ; si, paraît-il, les prix payés, c'est-à dire 5 1/2, 6 et 6 1/2 kreutzer par quintal, ne permettent pas de couvrir les frais de culture, ils laissent une marge considérable au producteur de sucre qui se trouve garanti vis-à-vis de toutes les éventualités. Pour donner à la longue discussion une solution pratique, la réunion a arrêté les termes d'un projet de contrat qui soumettrait, dans les douze heures, les différends entre industriels et agriculteurs à un tribunal arbitral jugeant sans appel. Reste à trouver les juges qui sauront concilier tous les intérêts en jeu !

On s'occupe très activement, dans les milieux financiers de Vienne, de la création d'une grande Société d'électricité. Cette Société, patronnée par le Crédit Foncier Autrichien, serait constituée avec le concours de Maisons allemandes, et notamment avec celui de la Société Allemande d'Electricité ; l'importance du capital varierait entre 5 et 10 millions de florins. Outre le transport de la force, le programme de la nouvelle entreprise comportera t la construction et l'exploitation de lignes ferrées électriques.

Le Comité de la Bourse de Vienne, qui s'est réuni la semaine dernière, a discuté diverses questions intéressant les transactions sur notre marché. On s'est prononcé, entre autres choses, pour la prolongation d'une demi-heure, du moment de la clôture quotidienne de la Bourse ; au lieu de 2 h. 1/4, les opérations s'arrêteraient à 2 h. 3/4. Cette proposition sera portée devant la Chambre de Bourse.

J'apprends, d'autre part, que cette dernière vient de charger son Président et six membres du Conseil de préparer une réforme des règlements de Bourse et de lui en soumettre le programme le plus tôt possible.

Informations Économiques et Financières

La Banque d'Autriche-Hongrie en 1894. — La Banque d'Autriche-Hongrie, pendant le cours de l'année 1894, a commencé l'étude du renouvellement de son privilège, qui expire, ainsi que celui de la Banque de France, le 31 décembre 1897. Comme pour la plupart des banques d'émissions, l'exercice écoulé a été moins fructueux que celui de 1893.

Voici le résumé des renseignements les plus intéressants fournis par le compte rendu.

L'encaisse totale varie entre 296.200.000 fl. et 264 millions 300.000 fl., la moyenne a été de 276.700.000 fl.

Au 31 décembre, la réserve métallique comprenait :

Or .... Fl.	155.300.000
Argent	139.200.000
Ensemble	294.500.000

Le maximum de la circulation des billets a été de 517.700.000 fl., le minimum de 409.300.000 fl., la moyenne de 458.900.000 fl.

Au 31 décembre 1894, la circulation se composait des coupures suivantes :

Billets de 1.000 fl..... Fl.	121.804.000
Billets de 100 fl.........	179 578.800
Billets de 10 fl..........	206.425.360
Ensemble......	507.808.160

Le mouvement des comptes courants a été :

En recettes de ..... Fl.	3.523.300.000
En paiements	3.526.200.000
Total.....	7.049.500.000

Ce chiffre infime pour une Banque de l'importance de la Banque d'Autriche-Hongrie montre qu'elle a d'im-

portants progrès à faire dans la voie des paiements perfectionnés. Les soldes ont été de 13.700.000 fl. au plus haut, 7.300.000 fl. au plus bas, 10.700.000 fl. en moyenne.

Les escomptes ont porté sur 1.134.744 effets valant 1.076.100.000 fl.; le portefeuille maximum a été de 190 millions de florins, le minimum de 106.800.000 fl., moyenne de 151.600.000 fl., le taux de l'escompte a varié de 5 à 4 0/0, la moyenne de l'année a été 4 08 0/0.

Indépendamment de ce portefeuille, il faut tenir compte des devises étrangères achetées par la Banque pour rendre productive une partie de son encaisse; ce portefeuille spécial a varié entre 14.300.000 fl. et 9.600.000 fl.; en moyenne, il a été de 12.600.000.

Les avances sur titres se sont élevées à 154.800.000 florins; le solde a été de 40.800.000 fl. au plus haut, 22.500.000 fl. au plus bas et, en moyenne, de 28.100.000 fl.

Il a été encaissé pour des tiers 163.005 effets pour 43.700.000 fl.

Les opérations de bourse effectuées sur l'ordre de sa clientèle ont porté :

pour les ventes sur............fl.	22.600.000
pour les achats	26.700.000
Ensemble..........	49.300 000

Comme la Banque d'Allemagne, la Banque d'Autriche-Hongrie reçoit des titres en garde simple et d'autres qu'elle se charge d'administrer, les résultats de ce double service, en 1894, ont été les suivants :

	Titres en garde		Titres administrés	
	Dépôts	Valeur	Dépôts	Valeur
Entrées.....	2.765	37.900.000	26 254	174.600.000
Sorties	3.100	42.800.000	14.659	113.600.000
Sit. au 31 déc.	4 636	66.400.000	94.874	559.800.000

La Banque a émis 12.872 mandats pour 28.500.000 fl.

La section des prêts hypothécaires a fait 479 prêts pour 19 millions 100.000 fl.; les remboursements ont été de 286 pour 12.900.000 fl.

Au 31 décembre, les prêts se décomposaient comme suit :

Maisons	1.099	pour	29.800.000
Biens-fonds......	1.652	pour	94.300.000
Petites propriétés	1.133	pour	7.400 000
Ensemble	3.884 gages	pr	131.500.000 fl.

Il a été émis 19.600.000 fl. de lettres de gage, il en a été remboursé pour 12.700.000; la circulation de ces titres, au 31 décembre, s'élevait à 127.500.000 fl.

Voici le résumé du compte de profits et pertes :

Produits de l'escompte...Fl.	6.826.256	
— des avances	1.398.191	
— des dépôts.........	370.724	
— divers.............	829.296	
Prêts hypothécaires	1.566.768	
Total des produits industriels		10.991.235
Produits des exercices antérieurs.......		12.497
— des placements..............		726.453
Total des produits..................		11.730.185
Impôts et redevances.... Fl.	1.118.636	
Frais d'administration......	2.809.376	
Total des frais d'exploitation.......		3.928.012
Bénéfices nets à répartir...........		7.802.173
Prélèvement pour le fonds des pensions	85.581	
Prélèvements divers et reports	1.281.592	
Total des prélèvements		1.367.173
Somme distribuée aux actionnaires.....		6.435.000

Chaque action a touché 43 fl. 90, contre 44 fl. 30 en 1893.

Les Caisses d'Epargne postales en Autriche. — Pendant le mois de mars 1895, le *mouvement de l'épargne* aux Caisses postales a été le suivant : dépôts 3.176.516 florins, retraits 2.528.886 florins, soit un excédent de 647.629 florins en faveur des dépôts.

Pour le *mouvement des chèques*, les versements se sont élevés à 115.198.145 florins et les remboursements à 114.693.932 ; il en résulte que le solde des dépôts s'est accru de 504.213 florins.

Le nombre des participants s'est augmenté, en mars 1895, de 6.787 pour le mouvement de l'épargne, de 238 pour le mouvement des chèques et de 284 pour le *clearing*.

Le mouvement général de mars 1895 a atteint le montant de 235.597.781 florins, et au 31 mars, les soldes généraux ressortaient comme suit : 40.821.168 fl. pour l'épargne, 50.807.786 pour les chèques, soit ensemble 91.628.954 florins.

Le total des participants à cette même date était de: 1.072.654 pour l'épargne et 26.754 pour le mouvement des chèques. Parmi les titulaires de livrets de chèques on comptait, au 31 mars, 19.149 participants au clearing.

Le nombre des titulaires de livrets de rente s'élevait à 11.218, pour lesquels l'Administration des Caisses d'épargnes postales avait en dépôt 20.927.060 fl. (valeur nominale) de valeurs d'Etat.

Enfin, le montant nominal des valeurs achetées pour le compte des exposants et délivrées s'élevait à fin mars 1895, à 25.901.105 florins.

Les Achats d'or et la Rente-or autrichienne. — Depuis assez longtemps, les ventes de la rente-or autrichienne effectuées par le groupe Rothschild n'ont guère progressé. Par contre, le *Fremdenblatt* annonce que les achats d'or effectués avec les fonds provenant de la rente vendue jusqu'à la date du 7 avril 1895 s'élèvent à environ 22 millions de florins.

Les Détachements de Coupons à la Bourse de Vienne. — Par suite du détachement de coupons, pour dividende ou intérêts, les cours des valeurs ont été diminuées à la Bourse de Vienne, depuis le 4 avril, des sommes dont voici le détail :

Banque Hongroise de crédit, 12 fl.; Verkehrsbank, 2 fl.; Unionbank, 7 fl.; action de Perlmoos, 7 fl.; Banque Hypothécaire Hongroise, action entière, 13 fl. 27, moitié d'action 6 fl. 63 1/2 ; Banque Hongroise d'Escompte et de Banque 6 fl.; Banque de l'Autriche Septentrionale et de Salzbourg, 5 fl.; action du Charbonnage de Lankowitz, 10 fl.; Dynamite Nobel, 40 fl.; emprunt bulgare 63 fl. 6; Priorités 3 0/0 de la Sudbahn (avril-octobre), 14 fl. 8.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 11 avril 1895.

La tendance générale du marché est ferme, grâce à la détente qui s'est produite sur le marché monétaire; mais les offres des actions des Banques ont été assez nombreuses, par suite de la publication, à Berlin, du projet de réforme de la Bourse. Par contre, les valeurs de Chemins de fer bénéficiant des bruits relatifs à l'entente des diverses Compagnies avec l'Etat, entente en vertu de laquelle, indépendamment de l'émission de titres d'Etat 3 0/0, les Compagnies seraient autorisées à émettre pour leur propre compte des obligations 3 0/0 garanties sur les annuités de rachat.

Les négociations avec la *Sudbahn* s'ouvriront officiellement à Vienne le 18 ou le 19 courant.

Le dividende de la *Staatsbahn* est évalué à 32 fr. 1/2.

Je vous signale également un mouvement sur les actions de la fabrique d'armes de Steyr, sur l'annonce d'une commande de 200.000 fusils à répétition pour le Gouvernement autrichien.

On annonce, enfin, que le syndicat Rothschild va arrêter les comptes des opérations de conversions hongroises.

BULGARIE

Les Caisses Agricoles en Bulgarie. — Au 31 décembre 1894, l'actif total des Caisses Agricoles s'élevait à 22.240.952 francs ; les dépenses de l'année entière se chiffrant par 1.626.943 fr., l'actif s'est accru de 2 millions 259.540 fr. Cette somme comprenant le rendement des augmentations de dîmes décidées en 1892, les bénéfices nets de l'année 1894 ressortent à 332.211 fr.

Les Exportations de Volailles et d'Œufs en Bulgarie. — Les volailles et les œufs constituent une catégorie d'exportations très importante dans le commerce extérieur de la Bulgarie, cette exportation s'est plus que doublée en six années, malgré la puissante concurrence de la Russie et de l'Italie qui envoient les produits similaires en Allemagne et en Suisse.

Voici le mouvement des exportations des volailles et des œufs depuis 1889 :

Années	quint. métr.	Valeur en fr.
—	—	—
1889	10.195	447.624
1890	9.254	445.603
1891	9.700	592.555
1892	7.969	459.013
1893	14.816	903.609
1894	20.011	1.000.550

La majeure partie de ces produits a été expédiée par mer — par Varna et par la voie de Serbie — Autriche-Hongrie, à destination d'Allemagne, où on les utilise pour la fabrication de l'albumine.

Et voici la décomposition du mouvement pour l'année 1893 :

Pays de destination	quintaux métriques		Val. en fr.
	Volailles	Œufs	
—	—	—	—
Autriche-Hongrie.	3.18	6646.35	401.675
Grèce	493.10	481.98	64.817
Roumanie	39.48	74.35	7.601
Turquie	1372.96	3018.94	241.448
France	1475.67	482.50	139.601
Angleterre	—	312.55	21.240
Allemagne	—	413.65	27.047
Pays divers	2.40	—	180
Totaux	3386.19	11430.24	903.609

Ajoutons que la diminution des tarifs de transport a favorisé le mouvement et que, pour le pousser davantage, les Compagnies de chemins de fer devront mettre en ligne des wagons spécialement aménagés pour ces produits.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 10 avril 1895.

Les Vacances des Cortès. — Les Elections municipales. — Les Déclarations de M. Navarro Reverter. — La Perte du cuirassé la « Reine-Régente. — La Situation à Cuba.

Les Cortès jouissent de leurs vacances de Pâques. Si on avait fait droit aux vœux du Gouvernement, ces vacances auraient été très courtes et les Chambres auraient repris leurs séances dès mercredi prochain ; tel était le désir de MM. Pidal et Romero Robledo, comme aussi celui du Président des Cortès. Mais l'opposition crut devoir manifester, dans la circonstance, ses sentiments religieux et elle a exigé un repos absolu pendant la Semaine Sainte. Comme conséquence, la politique chôme et on ne s'occupe guère que des élections municipales.

Pour celles-ci, la situation est toujours la même : les gens honorables, présentant, en général, toutes les garanties pour faire d'excellents conseillers déclinent la candidature qui leur est offerte, ne se souciant pas de prendre part à une lutte où l'on reçoit forcément des éclaboussures. Il serait temps, toutefois, de rompre avec les errements du passé et de constituer un corps municipal capable de mettre ordre aux finances et de relever le crédit, si ébranlé, de la capitale espagnole.

Répondant à une question du comte de Retomoso, le Ministre des finances a fait, samedi dernier, un exposé financier et économique qu'il importe de résumer. M. Navarro Reverter reconnaît la situation critique de l'agriculture en Espagne, dont il évalue les pertes, depuis cinq ans, entre 240 et 260 millions de pesetas. Cette situation mérite toute la sollicitude du Gouvernement, mais le remède consisterait-il à supprimer l'impôt de consommation en le remplaçant par un impôt sur la rente ?

Les plus éminents économistes européens — a ajouté le Ministre — ergotent actuellement sur ce dilemne : est-il préférable, pour une nation, d'imposer la rente ou, lorsque les cours s'élèvent, vaut-il mieux procéder à des conversions qui procurent au pays un bénéfice supérieur à celui qu'il retirerait de l'impôt ?

C'est là un problème à étudier avec soin, en tenant compte des besoins de l'Etat et du crédit public dans les divers pays. Ce problème, M. Navarro Reverter le soumettra aux Chambres, sans rien préjuger.

Il y a aussi la question de l'alcool qui, peut être, pour le Trésor, une source de revenus considérables ; l'intérêt du fisc se concilie, dans l'espèce, avec les intérêts moraux et sociaux. Mais il importe de dire qu'il ne s'agit pas d'un monopole qui n'est pas applicable en Espagne ; le point important est de sauver l'industrie vinicole en ne tolérant qu'un produit naturel apprécié à l'étranger.

Ces déclarations ont été très favorablement accueillies dans les milieux financiers et agricoles, où l'on sait gré au Ministre d'avoir abordé, sans retard, l'étude de questions du plus haut intérêt. On est convaincu qu'il saura les résoudre avec sa compétence habituelle.

La perte du cuirassé la *Reina-Regente*, officiellement admise depuis le retour de l'*Alphonse XII*, chargé d'explorer les côtes, cause ici une véritable consternation. Quelques personnes voulaient douter encore de la catastrophe qui atteint un si grand nombre de familles, mais les lignes trouvées dans une bouteille que la mer a rejetée sur la plage de Riva-Desella, ne permettent plus d'espérer. Ces lignes, écrites au crayon, de la main du capitaine de frégate second de la *Reina-Regente*, sont datées du 10 mars, 9 heures du soir ; en voici la traduction : « Sans espoir de salut, à 12 milles au-dessous d'Aceiteras. »

Le navire a péri dans une de ces tempêtes épouvantables qui se sont déchaînées sur nos côtes le mois dernier.

Les nouvelles de Cuba sont meilleures ; l'insurrection est toujours localisée, et le parti autonomiste de l'île refuse de faire cause commune avec les insurgés auxquels les troupes infligent échec sur échec. Comme je vous le disais dans une précédente lettre, le maréchal Martinez Campos saura remettre les choses au point.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 4 mars (9 semaines)

	1892	1893	1894	1895
	Pesetas			
Andalous (891 kil.)	2 421 264	2 444 470	2 308 971	2.576.951
Nord de l'Espagne (1959 k.)	9.497.908	8 970.408	9 253 190	8.278.768
Asturies (741 kil.)	1.537.649	1.749 667	1.919.837	1.643 869
Lérida-Reus (103 kil.)	269.879	265 102	241.734	228.820
Almansa-Valence (460 kil.)	2 127 760	1.941 270	1 928 286	1 765.966
Saragosse (2672 kil.)	9.160.213	8.879 387	8 483.954	7.782.413

Le Commerce Extérieur de l'Espagne. — Pendant le mois de février 1895, les *importations* se sont

élevées à 59 681.087 pesetas, contre 63 983 527 pesetas en février 1894, et les *exportations* à 46.792 979 pesetas, contre 44 624.516 en février 1894. Ces dernières accusent ainsi une légère amélioration qui est due principalement aux sorties de mercure, de minerais de cuivre et de fruits.

Pour les deux premiers mois de 1895, les *importations* se sont élevées à 123.918.582 pesetas, contre 122.873.475 pour la période correspondante de 1894; comme on le voit, l'écart est insignifiant.

Quant aux *exportations* réunies de janvier et de février 1895, elles se sont élevées à 93.431.775 pesetas contre 93.536.423 en 1894.

Signalons, parmi les *importations*, les cotons en balles qui ont passé de 17 à 19 millions, la soie, le bétail de race chevaline, la graisse, animaux et leurs dépouilles, tous chapitres en augmentation. Par contre, il y a une baisse sur les tissus de laine et sur les denrées alimentaires, qui accusent une différence de 2 millions environ par rapport à 1894.

Pour les *exportations* les vins et les huiles jouent un rôle secondaire; les premiers sont en moins-value tandis que les secondes se maintiennent aux chiffres de l'année dernière. De même, le gros bétail, qui est une source de richesse pour les régions du Nord-Est de l'Espagne, accuse une baisse, mais cette baisse est compensée par les autres articles de la 1re catégorie, c'est à-dire les autres animaux et leurs dépouilles. A signaler, enfin, une légère augmentation pour les tissus de coton.

Les Recettes du Trésor espagnol. — L'*Economista* de Madrid annonce que les recettes du Trésor ont diminué de 2.348.627 pesetas. D'après notre confrère, la moins-value du 1er trimestre de l'année 1895 serait de 5 millions 700 mille pesetas.

D'après les chiffres parvenus télégraphiquement au Ministère des finances, les recettes se sont élevées à 46.062.499 pesetas, dont 11.468.219 pesetas pour les douanes. En mars 1894, le total était de 48.411.126 pesetas, dont 12.540.902 pour les douanes, soit, pour le mois dernier, une moins-value de 2.348 627 pesetas. La moins-value des douanes, soit 1.072.683 pesetas, est due à la diminution des importations de céréales.

D'autre part, le rachat du service militaire a produit 1.275.912 pesetas de moins.

La Cote moyenne du mois de mars à la Bourse de Madrid. — Le Syndicat des agents de change de la Bourse de Madrid a fixé comme suit les moyennes des cours pendant le mois de mars 1895 :

	Pesetas
	—
Dette perpétuelle 4 0/0 Intérieure	73,785
— 4 0/0 Extérieure	83,347
— 4 0/0 amortissable	82,493
Obligations du Trésor 5 0/0	101,154
Billets hypoth. de Cuba, émission de 1886	107,235
— — — 1890	97,739
Banque hypothécaire, cédules 5 0/0	100,681
— cédules 4 0/0	85,191

La Société des Hauts-Fourneaux et de Fabriques de fer et d'acier à Bilbao. — Le Conseil d'administration de cette Société vient de décider la répartition d'un dividende de 16 pesetas par action, sur les bénéfices réalisés pendant l'exercice 1894.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 11 avril 1895.

Notre Bourse chôme pendant ces jours de fête, mais le marché est resté assez ferme et les ordres d'achats ont été assez nombreux il y a deux ou trois jours. Je vous signale une légère hausse sur les actions de la Compagnie des Tabacs et sur la Banque d'Espagne qui doit faire une avance de 2.500.000 pesetas à 4 0/0 au Trésor de Cuba.

L'assemblée générale de la *Banque Hypothécaire* est convoquée pour le 20 mai.

En somme, l'impression générale est bonne; on a confiance dans les efforts du Ministre des finances pour améliorer la situation budgétaire.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 10 avril 1895.

Les Economies du Ministère du Trésor. — Le Commerce extérieur en janvier et février 1895. — Le Fermage des terres à mi fruit. — Le « drawback » pour les sucres. — Le Recensement de la population.

En attendant que la revision des listes électorales soit entièrement terminée et que les Commissions provinciales, appelées à statuer sur les réclamations des électeurs rayés, aient terminé leurs travaux, le Gouvernement se préoccupe de réaliser des économies sur le personnel administratif. Un décret signé par le Roi remanie l'Administration centrale du Ministère du Trésor, en supprimant un certain nombre de rouages, notamment des inspecteurs généraux; l'économie qui en résulte est de 10 0/0 sur les dépenses actuelles.

Les statistiques douanières relatives au commerce extérieur, pour les deux premiers mois de l'exercice 1895, nous donnent 154.484.634 lire pour les *importations* et 128.586.681 lire pour les *exportations*, non compris les métaux précieux. Si on compare ces chiffres à ceux de la période correspondante de 1894, on constate une augmentation de 617.000 lire dans les importations et une diminution de 19 millions de lire pour les exportations.

Cette dernière moins-value est due surtout aux huiles d'olive, vins, soie, produits végétaux divers et à la réduction de la réexportation des cotons en tant que matière première.

Je vous enverrai, du reste, la semaine prochaine, le tableau détaillé.

Il convient, à ce propos, de signaler la diminution du mouvement commercial entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie; on attribue ce résultat au dernier traité de commerce conclu avec la Monarchie des Habsbourg par le Cabinet di Rudini, traité dont la durée est de douze années. La diminution est sensible surtout pour la bière: en 1894, l'Autriche-Hongrie avait expédié en Italie 77.354 hectolitres de bière, tandis que l'an dernier cette quantité s'est réduite à 34.691 hectolitres. On constate, au surplus, que la consommation de la bière étrangère a diminué dans de notables proportions; les chiffres enregistrés en 1890 accusaient 94.000 hectolitres, et, en 1894, on n'a relevé que 47.000 hectolitres. Conclusion : on consomme beaucoup plus de vin que de bière, ce qui est préférable, pour l'Italie, au double point de vue économique et hygiénique.

Le fermage des terres à mi-fruit, c'est-à-dire avec partage des bénéfices entre le propriétaire et le fermier, entre de plus en plus dans les mœurs italiennes. Cette constatation nous est fournie par les statistiques du Ministère de l'agriculture, et on remarque que les régions où ce système est le plus répandu sont précisément celles qui prospèrent le plus; par contre, les régions où fleurit le *latifondo*, c'est-à-dire la mise en valeur des terres pour le compte exclusif d'un propriétaire presque toujours absent, sont les plus misérables.

Voici, à cet égard, quelques statistiques :

	Cultivateurs-propriétaires	Fermiers-tenanciers	Fermiers à mi-fruit
	—	—	—
Lombardie	148.000	98.000	132.000
Vénétie	118.000	595.000	67.000
Piémont	361.000	28.900	32.000
Ligurie	87.000	12.000	25.000
Emilie	63.000	28.000	186.900
Toscane	47.000	12.000	249.000

et dans la Marche et l'Ombria, les chiffres sont à peu

près les mêmes qu'en Toscane. Dans toutes les autres régions du royaume, le fermage à mi-fruit est encore inconnu ; dans les Abruzzes, dans les Pouilles, dans la Basilicate, la Campanie, la Calabre, le Lazio, le système des *latifondi* est encore le seul appliqué.

Le rapport du Directeur général des gabelles relatif au *drawback* demandé pour le sucre contenu dans les biscuits, les bonbons et la farine lactée, ainsi que pour le fer employé dans la fabrication des clous pour chaussures et des clous à ferrer, contient les conclusions suivantes : 1° les droits sur les sucres devront être remboursés, non seulement sur les produits nationaux bénéficiant déjà de cette faveur, mais encore pour les biscuits à thé, les gâteaux de Novare et la farine lactée ; 2° le remboursement sera effectué au prorata de la quantité de sucre réellement contenue dans les susdits produits, en vertu d'une analyse chimique effectuée par les soins du Ministère des finances ; 3° on remboursera également les droits sur le fer employé dans la fabrication des clous à ferrer et des clous à chaussures.

Le Gouvernement a décidé que le prochain recensement de la population aurait lieu en 1896 ; cette opération s'impose non seulement au point de vue financier et administratif, mais encore au point de vue scientifique. L'Italie ne peut rester en arrière des autres nations sous ce rapport, et on a compris, enfin, en haut lieu, que l'opération ne pouvait plus être différée longtemps.

Informations Économiques et Financières

Les Recettes des Chemins de fer italiens. — Les résultats des quatre premiers mois de l'exercice 1894-95, c'est-à-dire pour la période du 1er juillet au 30 novembre 1894, sont les suivants :

Recettes approximatives : 111.373.204 lire, soit une augmentation de 3.025.804 lire sur la période correspondante de 1893.

Longueur moyenne des lignes exploitées : 14.856 kilomètres, en augmentation de 440 kilomètres.

Recette kilométrique moyenne : 7.496 lire, en diminution de 2[illegible] lire sur le précédent exercice.

Voici la répartition par réseau :

	Longueur moyenne Kilom.	Recettes brutes Lire	Recettes kilomét. Lire
Réseau Méditerranéen..	5.466	52.843 057	9.667
» de l'Adriatique..	5.498	47.326.276	8.607
» de la Sicile......	1.029	4.097.906	3.982
Chemins de fer de l'Etat exploités par la Société vénitienne..........	140	473.200	3.380
Chemins Sardes, Compagnie royale..........	411	710.876	1.729
Chemins Sardes, Société secondaire..........	594	308.122	518
Lignes diverses.........	1.718	5.613.767	3.267
DIFFÉRENCES PAR RAPPORT A JUILLET-NOVEMBRE 1893			
Réseau Méditerranéen.	+ 151	+ 923.452	— 288
» de l'Adriatique.	— 22	+ 1.370.735	+ 282
» de la Sicile.....	+ 32	+ 281.673	+ 155
Ch. de fer de l'Etat exploités par la Société vénitienne..........	=	— 8.541	— 61
Ch. de fer Sardes, Cie royale..........	=	— 1.862	— 5
Ch. de fer Sardes, Soc. secondaire..........	+ 81	+ 9.098	— 64
Lignes diverses........	+ 98	+ 451.249	+ 63

La Situation du Trésor italien. — Notre confrère l'*Economista* de Florence, continuant son étude sur la situation du Trésor, dont nous avons résumé la première partie dans l'*Economiste Européen* du 6 avril courant (n° 169), arrive aux conclusions suivantes :

« Si nous prenons la situation au 28 février 1894, nous trouvons qu'à cette date les dettes de Trésorerie s'élevaient à 766.722.555 lire, tandis qu'au 28 février 1895 elles se réduisaient à 607.080.953 lire, soit une amélioration *apparente* de 159.641.691 lire.

« Mais, au 28 février 1894, la situation du Trésor comprenait, parmi les Dettes de Trésorerie, pour 197 millions 505.000 de *Bons à longue échéance*, que le Ministre n'a pas remboursés, mais qu'il a enlevés de la situation du Trésor pour les inscrire dans la catégorie des Dettes remboursables. Dans ces conditions, si nous enlevons également ces Bons de la situation de février 1894, la comparaison est la suivante :

Dettes au 28 février 1894...........	L.	766.722.555
Moins les bons à longue échéance.....		197.505.000
Reste........................	L.	569.217.555
Dettes au 28 février 1895...............		607.080.953
Différence en plus	L.	37.863.398

Conséquemment, de février 1894 à février 1895, les dettes du Trésor se sont accrues de près de 38 millions.

Si nous employons cette méthode pour la situation générale du Trésor, nous trouvons :

Dettes du Trésor au 28 février 1894..	L.	569.217.555
Crédits — —		238.222.425
Excédent des dettes......	L.	330.995.080
Dettes du Trésor au 28 février 1895..	L.	607.080.953
Crédits — —		169.256.988
Excédent des dettes......	L.	437.824.965

La situation du Trésor a donc empiré de 106.829.885 L. entre février 1894 et février 1895.

« Il est puéril d'affirmer, ajoute notre confrère, que la situation du Trésor s'est améliorée de 98 millions. Ce qui est vrai, c'est que le Trésor a *encaissé* 138 millions de plus, mais ce chiffre ne comprend que 30 millions pour les impôts et les taxes, le surplus provenant de la création de nouvelles dettes. D'autre part, il a *payé* 75 millions de plus ; par conséquent, la situation s'est *empirée* de 45 millions. »

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 11 avril 1895.

Le marché est toujours faible et les transactions sont de plus en plus restreintes. Je vous signale, cependant, quelques achats de rente au comptant et la bonne tenue des actions de la Banque d'Italie.

Le spéculation se tient sur la réserve attendant la tournure des élections qui semblent, d'après certains pronostics, devoir être favorables au Gouvernement actuel ; en outre, ainsi que je vous le disais la semaine dernière, les événements d'Afrique ne sont pas étrangers à l'inquiétude qui se manifeste en Bourse.

A partir d'aujourd'hui, le taux d'intérêt des Bons du Trésor est réduit comme suit : 2 0/0 pour les Bons à 6 mois, 3 0/0 à 7 et 9 mois et 4 0/0 à 10 et 12 mois.

RUSSIE

LA SITUATION

Saint-Pétersbourg, 9 avril 1895.

La Mort de M. Vichnegradski. — Les Résultats de l'exercice 1894.

La mort de M. Vichnegradski, le prédécesseur de M. Vitte au Ministère des finances, a causé une émotion profonde. Elle était cependant prévue, car depuis longtemps tout espoir était perdu. Malgré certains racontars fantaisistes, dont je crois inutile de vous faire part, le défunt laissera un nom honoré. Il a eu la gloire d'attacher son nom à la renaissance des finances russes, compromises par les dépenses de la dernière guerre d'Orient. Grâce à l'appui chaleureux des cercles financiers parisiens, nos finances sont dans une situation prospère. On le sait en Russie, quoique certains fonctionnaires du Ministère des finances s'efforcent d'oublier la part prise par la France à la conversion des

emprunts russes. Votre éminent rédacteur en chef, M. Théry, a bien eu raison de faire ressortir cette hostilité déguisée des vassaux de la haute finance berlinoise, qui n'est heureusement pas en majorité dans les sphères gouvernementales.

Quoi qu'il en soit, les effets des anciennes conversions dirigees par M. Vichnegradski se font heureusement sentir. Grâce aux économies ainsi réalisées sur les dépenses de la Dette publique, grâce aussi à l'amélioration des recettes, le budget de 1894 se soldera dans d'excellentes conditions.

D'après les résultats provisoires transmis par les caisses de l'Empire, les deux budgets ordinaires et extraordinaires ne sont guère moins satisfaisants que ceux de l'année 1893.

En voici, du reste, le résumé pour ces deux années :

Budget ordinaire :
(En roubles crédit)

	1894	1893	Différences
Recettes	1.153.190.000	1.046.540.000	+106.650.008
Dépenses	986.850.000	943.790.000	+ 43.060.000
Exc. des recettes	166.340.000	102.750.000	+ 63.590.000
Budget extraordinaire :			
Dépenses	153.340.000	112.210.000	+ 41.130.000
Recettes	72.750.000	173.960.000	—101.210.000
Exc. de dépenses ou de recettes.	+ 80.590.000	— 61.650.000	— 60.080.000
Budget général :			
Recettes	1.225.940.000	1.220.500.000	+ 5.440.000
Dépenses	1.140.190.000	1.056.000.000	+ 84.190.000
Exc. de recettes	85.750.000	164.500.000	— 78.750.000

Au budget ordinaire, les recettes se sont accrues dans une telle proportion, que leur augmentation dépasse de 63 millions et demi de roubles le développement des dépenses.

L'excédent réalisé, en 1893, est ainsi surpassé des deux tiers.

Ainsi, malgré le progrès des dépenses extraordinaires et la réduction des opérations de crédit, l'ensemble des deux budgets a laissé au Trésor un excédent de ressources de 85.750.000 roubles-crédit.

La comparaison des résultats effectifs aux prévisions budgétaires s'établit comme suit ;

Budget ordinaire :

	Effectif	Prévisions	Différences
	—	—	—
Recettes........	1.153.190.000	1.004.820 000	+148.370.000
Dépenses.......	986.850.000	981.200.000	+ 5.650.000
Exc. de recettes.	166.340.000	23.620.000	+142.720.000
Budget extraordinaire :			
Recettes........	72.750.000	19.800.000	+ 52.950.000
Dépenses.......	153.340.000	102.400.000	+ 50.940.000
Exc. de dépenses	80.590.000	82.600.000	— 2.010.000

Les prévisions de recettes ordinaires avaient été établies avec tant de modération qu'elles ont été dépassées de 148.370.000 roubles et les dépenses ordinaires se sont accrues dans une proportion insignifiante.

Aussi les excédents de recettes ordinaires ont atteint une somme assez élevée pour couvrir entièrement les dépenses extraordinaires et laisser un excédent définitif de 13 millions de roubles, *sans recours au crédit.*

La situation reste donc excellente et les ressources du Trésor impérial se sont accrues en définitive pendant l'année 1894 de 85.750.000 roubles crédit, grâce à l'appoint de recettes extraordinaires, montant à 72 millions 750.000 roubles.

Le véritable excédent naturel n'est que de 13 millions de roubles. Il n'en est pas moins beau, puisqu'il subsiste, après le paiement intégral de dépenses extraordinaires supérieur à 400 millions de francs.

Combien d'Etats seraient heureux de présenter des budgets pareils à celui de la Russie !

Les Chemins de fer en Russie. — La longueur totale des chemins de fer en exploitation au 1er/13 janvier 1895 était de 36.981 verstes; elle se décomposait de la manière suivante :

Réseau de l'Etat..........................	17.990
Chemins de fer concédés à des Sociétés particulières..................................	15.310
Chemin de fer Transcaspien administré par le Ministère de la guerre....................	1.433
Chemin de fer de Finlande.................	2.248
Total égal.................	36.981

Les lignes en construction à la même date pour le compte de l'Etat ont une longueur de 4.566 verstes, sur lesquelles le Chemin de fer de Sibérie entre pour 4.306 verstes, notamment de Tchaliabinsk à Omsk et à l'Obi (1.410), d'Ekaterinbourg à Tcheliabinsk (251) pour la Sibérie occidentale, de l'Obi à Krasnoiarsk et à Irkoutsk dans la Sibérie centrale (1858), et le Chemin de fer de l'Oussouri-Khabarovka à Vladivostok (773).

D'autre part, la longueur des lignes en construction pour le compte des Sociétés particulières était de 2.181 verstes.

La verste ayant une longueur de 1.067 mètres, on se rend facilement compte de l'importance du réseau russe. L'ensemble des 36.981 verstes de voies ferrées livrées à l'exploitation correspond à 39.459 kilomètres.

SUISSE

La Banque d'Etat. — Dans sa séance du 4 avril, le Conseil national suisse, par 75 voix contre 54, a adopté l'entrée en matière du projet de loi tendant à l'établissement d'une Banque d'Etat.

Ce vote tranche la question de principe.

Les Recettes des Douanes suisses. — Les recettes des douanes se sont élevées, en mars 1895, à 3.700.520 francs 39. En mars 1894, elles s'élevaient à 3.594.574 francs 80, soit un excédent de recettes, en 1895, de 105.945 fr. 59. Du 1er janvier à fin mars, les recettes présentent un excédent, en 1895, de 92.556 fr. 53 par rapport à la période correspondante de 1894.

Jura-Simplon. — En exécution d'une décision du Conseil fédéral, le Département fédéral des postes et des chemins de fer vient d'adresser à la direction des Chemins de fer du Jura-Simplon une lettre dont voici les principaux passages :

« Dans votre lettre du 14-15 décembre de l'année dernière, vous nous avez développé vos vues sur la dépense annuelle que vous pouvez affecter aux travaux d'extension et d'amélioration de votre réseau. Cette lettre contenait aussi les programmes que nous vous avions plusieurs fois demandés pour l'établissement des secondes voies sur diverses sections et des enclanchements de gares, ainsi que pour le renforcement des ponts métalliques.

« Vous arrivez à cette conclusion que, dans les huit ou dix prochaines années, vous ne pourriez affecter annuellement, à ces différents travaux, une somme supérieure à 800.000 francs.

« Nous vous rappellerons tout d'abord que ce n'est pas la première fois que vous nous adressez une requête semblable; au commencement de 1893 déjà, vous demandiez qu'on autorisât toute une série de réductions à votre budget spécial pour la même année.

« Nous avons estimé alors que ce n'était pas l'affaire de l'autorité de surveillance de se prononcer sur chacun des différents postes du budget; que vos allégués devaient bien plutôt être considérés comme une demande de remise ou de réduction de nos exigences en ce qui concerne les travaux d'agrandissement et les installations nécessaires en vue de la sécurité de l'exploitation, et qu'il convenait d'examiner surtout cette requête comme question de principe.

« Le Conseil fédéral est d'avis que, dans le cas présent, on procède de la même façon.

« Il ne semble pas à propos de se lier, en fixant des sommes déterminées, pour une période de dix ans, attendu que souvent les besoins du trafic se modifient rapidement et que le parachèvement du réseau lui-même doit précisément répondre aux exigences de l'exploitation et du trafic.

« De l'examen auquel les différents postes de votre tableau ont, toutefois, été soumis, il résulte que les sommes indiquées sont de beaucoup inférieures à celles qui seraient nécessaires pour satisfaire aux demandes de notre service du contrôle.

« Pour le renforcement des ponts en fer, nous pouvons, en général, nous déclarer d'accord avec votre programme, en admettant comme convenu qu'à la fin de 1898 tous les ponts sur ou sous voie devront avoir été renforcés et que l'ordre des renforcements à effectuer par année et la répartition des dépenses annuelles se règleront sur le résultat des calculs complémentaires qui font encore défaut. Cas échéant, c'est-à-dire suivant le résultat de ces calculs, ces renforcements devraient être exécutés dans une période plus courte encore.

« En ce qui concerne les secondes voies, nous persistons à exiger que la section de Lausanne-Palézieux soit portée au programme. La double voie sur les parcours : Saint-Maurice-Paluds, Cully-Lausanne, Renens-Daillens, Neuchâtel-Auvernier, Lausanne-Palézieux, devra, en outre, être établie dans une période de six ans et être, par conséquent, terminée en 1900 au plus tard. »

TURQUIE

LA SITUATION

Constantinople, 1er avril 1895.

Les Lots turcs. — La Contrebande du Sel. — La « Turkish Regie Export Company ».

On a beaucoup ergoté, ces temps derniers, sur la question, si complexe, des Lots turcs ; aussi convient-il de mettre les choses au point.

Bien que les sommes disponibles s'élevassent à 72 0/0 du montant intégral, les lots n'ont été, comme vous le savez, remboursés qu'à 58 0/0 ; le surplus a été employé en rachats. En procédant à ces rachats, le Conseil de la Dette a cru agir dans l'intérêt des porteurs, et, à la demande de ces derniers, des certificats ont été délivrés aux lots restant pour la différence de 14 0/0.

Une entente n'ayant pu s'établir sur l'interprétation du décret de Mouharem, le Comité autrichien a élaboré un nouveau projet très favorable au Gouvernement turc et satisfaisant les porteurs. Ce projet a trouvé l'approbation unanime des Syndicats européens et de l'assemblée générale des porteurs à Rome. Il a été accepté à l'unanimité par le Conseil de la Dette publique. Soumis au Gouvernement, il a été approuvé par le Conseil d'Etat et ensuite par le Conseil des ministres.

Le Sultan, avant de signer le décret, a porté la question devant la Haute Commission des finances siégeant au palais. Cette Commission a approuvé le projet tout en proposant deux modifications. Le projet avec les modifications, renvoyé au Conseil des ministres, a été voté à l'unanimité. Mais le Sultan a, alors, renvoyé de nouveau le dossier à la Commission en lui demandant de réétudier le projet.

Ladite Commission a, de son côté, déclaré à l'unanimité que la question exige une solution immédiate et qu'elle ne saurait qu'approuver la ratification du projet qui est très favorable au Gouvernement. Les choses en sont là depuis plusieurs semaines sans que le Sultan se décide à donner sa signature.

Mais il importe de sortir de cette situation, car la sécurité des porteurs de titres turcs dépend surtout du perfectionnement régulier de la loi et des institutions créées. Il faut donc que le Conseil agisse avec vigueur et on estime ici qu'il reste à sa disposition un moyen pour rappeler le Gouvernement turc au respect des conventions internationales : c'est l'article du décret de Mouharem qui prévoit l'arbitrage.

Telles sont les impressions qui se dégagent dans nos milieux financiers à la suite du retard apporté par le Sultan dans la ratification du projet de règlement des Lots Turcs. Nous pensons cependant que l'émotion, qu'il est de mon devoir de vous signaler, est exagérée et que le Sultan ne peut maintenant tarder de donner à la question une solution conforme à l'intérêt général.

On pensait que la question serait résolue pour les fêtes du Beiram, à l'occasion desquelles S. M. le Sultan devait liquider les différentes affaires en suspens. C'est ainsi que la maison Mauser a présenté une importante facture pour des fournitures d'armes non soldées encore, à l'appui de propositions faites par son associée la Deutsche Bank.

L'Administration de la Dette publique avait élaboré et envoyé au Ministère des finances un projet relatif à certaines modifications à introduire dans le règlement sur le commerce du sel. Une des nouvelles dispositions proposées stipule la saisie et la vente des voitures ou embarcations ayant servi au transport des sels de contrebande en cas d'impossibilité de percevoir l'amende prescrite. Cette mesure est exactement identique à celle qui est appliquée pour la contrebande du tabac.

Le Ministère a considéré cette mesure comme trop sévère, attendu que le sel, qu'on ne saurait assimiler au tabac, ne peut être transporté, en raison de son grand poids, que sur des navires dont la confiscation et la vente, en cas de contrebande, constitueraient une mesure onéreuse. Le seul moyen pratique de rendre plus rigoureuse la répression de la contrebande du sel serait de quadrupler l'amende. Si les contrebandiers ne peuvent ou ne veulent pas se soumettre à cette pénalité, on appliquera à leur égard l'article 54 du règlement de la Régie sur les droits et les attributions mutuels de cette Société et des cultivateurs de tabac.

Le projet va donc être modifié dans ce sens et subira quelques autres légères modifications indiquées par le Ministère.

On annonce que la *Turkish Regie Export Company* va porter son capital à 150.000 liv., par la création de 40.000 nouvelles actions de la catégorie B. La date à laquelle cette émission aura lieu n'est pas encore fixée.

Les Recettes de la Dette. — Les recettes de la Dette publique Ottomane, pour le mois de février 1895 et pour l'exercice financier en cours, sont représentées par les chiffres suivants :

	Février 1895	Total au 28 fév. 95	Total au 28 fév. 94
		(Livres turques)	
Revenus concédés....	70.242	1.053.004	1.062.788
Régie des tabacs.....	»	750.000	750.000
Tribut de la Bulgarie.	3.828	103.115	95.359
Redevance de la Roumélie orientale.....	25.337	152.026	152.026
Divers	76.298	152.596	152.596
Total........	175.707	2.210.741	2.212.770

Il résulte de ces chiffres que la moins-value au 28 février 1895 est de 2.029 liv. turques par rapport à la période correspondante de 1894.

Les Quais de Beyrouth. — La Société de construction du port de Beyrouth avait envoyé au ministère des travaux publics le plan des rues qu'elle va établir sur les quais de cette ville. Le ministère, après avoir consulté les autorités locales, a jugé nécessaire d'introduire des modifications assez importantes dans la disposition de l'alignement et autres détails des rues. La Société a été informée de ces modifications et a été invitée à dresser et envoyer un autre plan conforme aux indications du ministère.

Le Propriétaire-Gérant : JULES MONTEL.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 ru du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25 fr.**
— — Six mois. **14 fr.**
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32 fr.**
— — Six mois.. **18 fr.**

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'emission.

N° 171. — 7e volume. (16) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 20 avril 1895.

SOMMAIRE DU N° 171

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 481 à 488.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — Les Conséquences éventuelles pour l'Europe de la Paix sino-japonaise. — Encore les Mines d'or. — L'Emission du Crédit Foncier de France. — Le Crédit Lyonnais. — Banque Internationale. — Société anonyme du « Petit Journal ». — Pages 488 à 498.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris — Bons de l'ancienne Caisse syndicale des Agents de change de Lyon. — Comptoir National d'Escompte. — Nord de l'Espagne. — Houillères de Saint-Etienne. — Houillères de Montrambert. — Mines de la Loire. — Compagnie des Chemins de fer Brésiliens. — Compagnie du Gaz et Régie coïntéressée des Eaux de Tunis. — Compagnie Générale des Marchés. — Compagnie Internationale des Wagons-Lits. — Société Lyonnaise de Dépôts et de Comptes courants. — Recettes des Chemins de fer. — Canal de Suez. — Pages 498 à 500.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :
ALLEMAGNE : Pages 501 à 504. — ANGLETERRE : Pages 504 à 506. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 506 et 507. — BELGIQUE : Pages 507 et 508. — ESPAGNE : Pages 508 et 509. — ITALIE : Pages 509 et 510. — PORTUGAL : Pages 510 et 511. — ROUMANIE : Pages 511 et 512.

TIRAGES FINANCIERS · Page 512.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 19 avril	1.723.8	1.269.8	2.993.6	3.512.4	85	2½
1895 4 avril	2.087.5	1.239.8	3.327.3	3.623.9	93	2
1895 11 avril	2.075.1	1.234.7	3.309 8	3.639.6	92	2
1895 18 avril	2.069.0	1.232.9	3.301.9	3.620.8	91	2
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 15 avril	679.2	398.9	1.078.1	1.244.4	88	3½
1895 30 mars	935.4	363.7	1.299.1	1.446.5	96	3
1895 8 avril	931.4	362.2	1.293.6	1.412.7	92	3
1895 15 avril	933.3	362.9	1.296.2	1.337.1	92	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 19 avril	784.9	»	784.9	621 4	127	2
1895 4 avril	943.6	»	943.6	653.1	144	2
1895 11 avril	916.3	»	916.3	657.9	140	2
1895 18 avril	918.6	»	918.6	650.4	141	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1894 24 févr.	95.0	20.0	115.0	152.5	76	»
1894 29 déc..	117.1	17.0	134.1	182.2	74	»
1895 26 janv.	110.0	16.2	126 2	172.6	73	»
1895 23 févr.	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1894 24 févr.	67.5	10.0	77.5	157.5	49	»
1894 29 déc..	73.1	9.5	82.6	171.2	48	»
1895 26 janv.	71.0	9.4	80.4	162.5	49	»
1895 23 févr.	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 15 avril	217.4	342.9	560.3	916.3	61	4
1895 30 mars	373 8	287.9	661.7	1.015.4	65	4
1895 8 avril	373.6	287.9	661.5	1.031.7	64	4
1895 15 avril	374.2	286.6	660.8	1.023.3	65	4
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 12 avril	77.5	36.4	113.9	420.0	27	3
1895 28 mars	98.1	26.1	124.2	450.2	27	2½
1895 4 avril	101.4	26.9	128.3	449.7	28	2½
1895 11 avril	96.8	25.7	122.5	450.3	27	2½
BULGARIE. — Banque Nationale						
1894 31 janv.	7.3	2.0	9.3	1.1	847	8
1895 14 janv.	3.4	7.4	10.8	0.9	1200	8
1895 22 janv.	3.5	7.6	11.1	1.0	1110	8
1895 31 janv.	3.8	8.2	12.0	0.9	1330	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 31 mars	71.7	»	71.7	98.8	72	4
1895 31 janv.	75.5	»	75.5	103.3	73	3½
1895 28 fév..	73.6	»	73.6	99 5	74	3½
1895 30 mars	74.9	»	74.9	102.4	74	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 14 avril	197.9	206.1	404.0	936.1	43	5
1895 30 mars	200.1	310.6	510.7	907.7	56	4½
1895 6 avril	200.1	309.4	509.5	926.5	55	4½
1895 13 avril	200.1	309.5	509.6	926.9	55	4½
GRÈCE. — Banque Nationale						
1894 28 fév..	2.1	»	2.1	110.8	2	6½
1894 31 déc..	2.0	»	2.0	109.5	2	6½
1895 31 janv.	1.9	»	1.9	108.7	2	6½
1895 28 fév..	1.9	»	1.9	106.1	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 14 avril	109.2	178.3	187.5	431.7	67	2½
1895 30 mars	107.9	178.3	286.2	426.8	67	2½
1895 6 avril	107.7	177.3	285.0	436.4	65	2½
1895 13 avril	107.7	177.1	284.8	436.4	65	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 31 mars	288.4	48.2	336.6	8[illegible]0.3	39	6
1895 10 mars	299.4	60.0	359.4	750.1	48	5
1895 20 mars	300.0	60.0	360.0	742.7	48	5
1895 31 mars	300.3	59.8	360.1	759.7	47	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 31 mars	92.8	10.8	103.6	235.7	43	6
1895 10 mars	105.5	10.5	116.0	225.5	51	5
1895 20 mars	105.5	10.5	116.0	223.0	52	5
1895 31 mars	105.5	10.5	116.0	228.4	51	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 31 mars	35.2	1.5	36.7	58.4	63	6
1895 10 mars	35.2	1.5	36.7	50.5	72	5
1895 20 mars	35.2	1.5	36.7	49.7	74	5
1895 31 mars	35.2	1.5	36.7	50.5	72	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1894 28 fév..	33.6	»	33.6	62.3	54	5
1894 31 déc..	31.4	»	31.4	66.9	47	4½
1895 31 janv.	32.0	»	32.0	62.3	51	4
1895 28 fév..	31.1	»	31.1	63.7	49	4
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1894 12 avril	16.8	36.1	52.9	280.7	19	6
1895 27 mars	26.7	39.7	66.4	292.8	22	6
1895 5 avril	26.7	39.7	66.4	294.0	22	6
1895 11 avril	26.7	39.8	66.5	296.6	22	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 7 avril	51.4	1.3	52.7	119.0	45	6
1895 23 mars	43.7	5.1	48.8	96.7	50	6
1895 30 mars	43.9	5.1	49.0	97.8	50	6
1895 6 avril	44.5	5.5	50.0	100.5	50	6

Dates	Encaisse métallique Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 16 mars	1.521.3	14.7	1.536.0	3.954.1	39	4%
1895 16 fév..	1.557.3	16.2	1.573.5	4.197.5	37	4
1895 1er mars	1.559.5	16.7	1.576.2	4.206.8	37	4
1895 16 mars	1.559.2	16.8	1.576.0	4.198.7	37	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1894 31 mars	21.7	3.5	25.2	45.4	55	»
1895 31 janv.	21.9	3.6	26.4	48.1	53	»
1895 28 fév..	21.9	4.5	25.4	49.7	53	»
1895 31 mars	21.8	3.6	25.4	50.5	50	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 8 mars	7.4	4.0	11.4	24.4	46	6
1895 8 mars	5.8	4.4	10.2	24.2	42	6
1895 15 mars	5.7	4.4	10.1	24.2	42	6
1895 22 mars	5.6	4.4	10.0	24.4	41	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1894 28 fév..	23.2	4.8	28.0	59.1	47	4
1894 31 déc..	30.8	3.8	34.6	72.6	48	4
1895 31 janv.	30.9	4.5	35.4	62.7	57	4
1895 28 fév..	33.6	4.6	38.2	63.3	60	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1894 28 fév..	10.5	15.2	25.7	81.0	32	»
1894 31 déc..	10.5	18.6	29.1	85.8	34	»
1895 31 janv.	10.4	12.1	22.5	79.6	28	»
1895 28 fév..	10.4	14.1	24.5	82.1	30	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 14 avril	75.4	14.7	90.1	169.4	54	3
1895 30 mars	82.7	9.5	92.2	174.9	54	2½
1895 6 avril	83.0	8.8	91.8	176.1	52	2½
1895 13 avril	82.9	8.7	91.6	175.9	52	2½

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

Dates	Or	Argent	Total	Circulation	Rapport
1894 19 avril	6 211,2	2 619,2	8 830,4	14 552,8	61%
1895 4 avril	7 251,3	2 617,8	9 869,1	15 110,8	67
1895 11 avril	7 211,3	2 609,9	9 821,2	15 145,4	67
1895 18 avril	7 206,1	2 605,1	9 811,2	15 065,2	65

TOTAUX au 31 décembre

Dates	Or	Argent	Total	Circulation	Rapport
1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51%
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56
1894 31 déc.	7 030,0	2 599,9	9 629,9	15 047,6	64

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	15mars	22mars	29mars	4 avril	11 avril	18 avril
Amsterdam	47 90	47 98	48 »	47 97	47 92	47 95
Anvers	100 01	100 06	100 07	100 09	100 08	100 13
Athènes	186 50	186 50	186 50	186 50	186 50	186 »
Barcelone	7 10	7 20	8 75	12 80	11 50	11 »
Berlin	81 »	80 90	80 85	81 »	81 »	81 »
Bruxelles	99 98	100 06	100 03	100 11	100 06	100 13
Bucharest	100 60	100 50	100 10	100 10	100 »	100 »
Constantinople	22 60	22 65	22 65	22 62	22 62	22 70
Francfort	80 97	80 90	80 86	81 02	81 05	81 06
Gènes	105 37	104 95	105 25	105 32	105 35	105 22
Genève	100 30	100 28	100 29	100 34	100 31	100 28
Lisbonne	679 50	680 »	678 50	679 »	681 50	683 »
Londres	25 37	25 41	25 42	25 40	25 41	25 38
Madrid	7 26	6 95	9 »	11 37	11 35	10 80
Rome	105 40	104 90	105 20	105 22	105 25	105 20
Saint-Pétersbourg	36 95	36 77	36 80	36 81	36 80	36 80
Vienne (à vue)	49 »	48 75	48 50	48 45	48 40	48 52
— (à 3 mois)	48 95	48 70	48 15	48 40	48 35	48 47

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	22mars	29mars	5 avril	12avril	19avril
Amsterdam. pap. court	4 %	206 12	206 06	206 25	206 31	206 12
Allemagne.. —	4 %	122 31	122 31	122 15	122 12	122 06
Vienne-Tr.. —	4 %	203 25	204 50	204 50	204 50	204 »
Barcelone.. —	4 %	463 »	451 50	442 50	445 50	413 50
Madrid ..... —	4 %	463 »	451 50	442 50	445 50	444 50
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	268 »	267 50	268 50	268 »	268 »
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 27	25 25¼	25 24½	25 25	25 22
— ..... ch. court	2 %	25 28½	25 27	25 26	25 26½	25 23½
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	2 ½ %	0 06 p.	0 12 p	0 12p.	0 09 p.	0 19 p.
Italie........ —	5 %	4 62 p.	5 12 p.	5 »p.	5 .. p.	5 25 p.
Suisse....... —	2 ½ %	0 31 p.	0 37 p.	0 37p.	0 37 p.	0 37 p.
New-York.........	2 ½ %	514 50	514 50	514 50	514 50	514 50
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	104 52	107 81	108 89	111 75	110 65
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains...**		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres.................		2 54	2 56	2 71	2 71	2 72
Souverains anglais.......		25 25	25 22	25 23	25 22	25 20
Banknotes................		25 26	25 22	25 23	25 23	25 20
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

PAYS EXTRA-EUROPÉENS

NOMS DES PAYS	Valeur au pair en francs	Valeurs en francs au change du jour 21mars	28mars	4 avril	11 avril	18 avril
Etats-Unis (doll. or)..	5 18	5 14	5 14	5 14	5 14	5 14
Mexique (piastre arg.)	5 43	2 54	2 56	2 71	2 71	2 71
Répub.Arg.(peso pap.)	5 »	1 42	1 43	1 41	1 38	1 37
Chili (peso papier)....	5 »	1 77	1 75	1 75	1 75	1 72
Brésil (milreis papier)	2 60	1 02	1 01	1 »	1 »	1 »
Indes (roupie argent).	2 38	1 37	1 38	1 39	1 40	1 40
Japon (yen argent)...	5 39	2 68	2 72	2 78	2 81	2 82
Chine(Shanghai)(taël arg.)	7 47	3 68	3 79	3 91	3 93	3 96

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 19 avril 1895

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*......	100 14	Billets *Allemands*....	99 86
En *Angleterre*......	100 »	— *Anglais*.......	100 »
En *Autr.-Hongrie*...	101 92	— *Austro-Hongr.*	98 11
En *Belgique*........	100 19	— *Belges*........	99 81
En *Espagne*........	111 62	— *Espagnols*....	89 58
En *Grèce*...........	186 »	— *Grecs*.........	53 76
En *Hollande*.......	100 87	— *Hollandais*....	99 13
En *Italie*..........	105 54	— *Italiens*.......	94 75
En *Russie*..........	147 77	— *Russes*........	67 67
En *Suisse*..........	100 37	— *Suisses*........	99 63
Aux *Etats-Unis*.....	100 68	Pièces des *Etats-Unis*.	99 32
Au *Mexique*........	198 17	— du *Mexique*...	50 46
En *Rép. Argentine*.	364 »	Billets *Rép. Argentine*.	27 40
Au *Chili*...........	290 69	— du *Chili*.......	34 40
Au *Brésil*..........	260 »	— du *Brésil*.......	38 46
Aux *Indes*..........	170 »	Pièces des *Indes*.....	58 82
Au *Japon*..........	191 13	— du *Japon*......	52 31
En *Chine*...........	188 63	— de la *Chine*....	53 01

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 19 avril 1895.

La cote des changes est en réaction, ce qui provient partie des délivrances d'or faites par la *Banque de France* et partie de la faiblesse de certains Fonds étrangers. Les devises hollandaises et allemandes perdent quelques centimes; la *Valuta* rétrograde à 204 et le papier espagnol à 443 50 sur la baisse de l'Extérieure. En Portugal la prime de l'or est de 27 1/4 0/0. Le Rouble reste à 268.

Notre marché recueille les fruits de la politique prudente de la *Banque de France*, qui réussit par d'opportunes émissions d'or à empêcher la hausse du Londres. Le papier court est à 25 22 et le chèque à 25 23 1/2; toutefois on ne peut pas espérer que la tension du change soit définitivement conjurée: avec la spéculation sur les mines d'or et autres valeurs d'origine anglaise qui sévit aujourd'hui, nous avons d'énormes remises à faire à Londres à chaque liquidation et on doit s'attendre, tant que la mode des valeurs d'outre-Manche se maintiendra à voir périodiquement le change hausser.

La perte du papier sur la Belgique s'est légèrement accentuée ; au cours actuel les expéditions d'écus deviennent possibles ; il en est de même pour la Suisse, bien que les remises de monnaie d'argent de Bâle à Belfort soient plus continues que celles de Tournai à Roubaix.

Le New-York est stéréotypé à 514 50, cependant les sorties d'or sont peu importantes.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	21 mars	28 mars	4 avril	11 avril	18 avril
Hong-Kong	2/0 5/8	2/1 ./.	2/1 1/2	2/2	2/2 1/8
Shanghaï.......	2/10 ./.	2/11 ./.	3/0 1/8	3/0 1/4	3/0 5/8
Yokohama	2/0 3/4	2/1 1/8	2/1 3/4	2/2	2/2 1/8
Valeurs à vue:					
Singapoure.....	2/1 ./.	2/1 3/8	2/1 3/4	2/1 7/8	2/2 3/8
Bombay........	1/1 3/32	1/1 1/8	1/1 1/4	1/1 11/32	1/1 3/8
Calcutta...	1/1 3/32	1/1 1/8	1/1 5/16	1/1 11/32	1/1 13/32
Rio-Janeiro.	9 3/4	9 5/8	9 9/16	9 9/16	9 9/16
Valparaiso.....	16 13/16	16 5/8	16 11/16	16 11/16	16 7/16
Buenos-Ayres, prime de l'or..	252	250	254	260 1/2	261
Argent en barres	28 11/16	29 1/8	30 ./.	30 3/8	30 5/8

Les changes de l'Extrême-Orient sont en nouveau progrès; ils sont, du reste, sous la dépendance exclusive des cours de l'argent-métal, sauf toutefois les changes indiens.

Le papier brésilien reste invariablement fixé à 9 9/16, la devise chilienne a légèrement fléchi. A Buenos-Ayres, la prime sur l'or a encore haussé, elle ne signifie qu'une seule chose : à savoir que le pays ne se soucie nullement d'améliorer sa circulation et qu'il est partisan de l'inflation. Malgré la cherté des reports, nous n'avons aucun changement à signaler dans les taux d'escompte officiels ; du reste, l'état généralement satisfaisant des encaisses et la faiblesse du portefeuille commercial de toutes les banques d'émission n'indiquent pas la nécessité de mesures restrictives.

La *Banque de Bombay* vient de réduire le taux de son escompte de 6 à 5 0/0.

L'or reste au pair. L'argent métal a un peu baissé: à Paris, nous le laissons à 110 65 le kilo. A Londres, au contraire, il gagne 1/4 à 30 5/8. Le motif de la hausse est la perspective de la demande que doit produire l'indemnité de guerre exigée de la Chine par le Japon, mais les spéculateurs pourraient bien se tromper, car on ne sait pas encore si les paiements ne seront pas échelonnés sur plusieurs années. Dans ce cas, elle n'amènerait pas les besoins immédiats sur lesquels on paraît compter.

Encaisses. — Circulation fiduciaire

La *Banque de France* a perdu 6.111.000 fr. d'or; Paris a délivré au public pour 36.000 fr. de matières; les succursales ont versé 2.390.000 fr. au public, expédié 445.000 fr. en pièces de 5 fr. dans l'Inde, 50.000 fr. en Algérie et reçu 55.000 fr. de Suisse.

L'argent a diminué de 1.857.000 fr. Paris a reçu de la circulation 1.193.000 fr. et expédié 500.000 fr. à Madagascar. Les succursales ont livré 640.000 fr. à leurs guichets et envoyé 580.000 fr. en Suisse, 1.250.000 francs à Madagascar, 200.000 fr. à Obock, 60.000 fr. à la Réunion et elles ont reçu 180.000 fr. de Suisse.

La *Banque d'Allemagne* n'a eu qu'une augmentation insignifiante de 2.600.000 fr. d'or et d'argent; la circulation des billets a diminué de 75.600.000 fr.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent d'entrées de 6.475.000 fr. La circulation ayant prélevé 4.175.000 francs, l'augmentation du métal jaune a été de 2 millions 300.000 fr.

Voici le détail des entrées et des sorties :

Entrées			Sorties	
11 avril	Ach. en barres £	29.000	10 avril Afr. du Sud. £	100.000
» »	Continent	6.000		
16 »	Ach. en barres	50.000		
» »	Egypte	50.000	Excéd. des entrées...	259.000
» »	Chine........	28.000		
17 »	Ach. en barres	51.000		
» »	Paris	10.000		
» »	Egypte	50.000		
18 »	Ach. en barres	35.000		
» »	Egypte	50.000		
Total des entrées..		£ 359.000	Total égal........	£ 359.000

La *Banque d'Autriche-Hongrie* a gagné 600.000 fr. d'or et perdu 1.300.000 fr. d'argent. Depuis un an il est entré dans cette Banque 156.800.000 fr. de métal jaune.

L'encaisse de la *Banque de Belgique* a diminué de 5.800.000 fr.

Aucun changement dans les *Banques d'Espagne et des Pays-Bas.*

On ne constate non plus aucun mouvement de métal dans les *Banques italiennes*, mais la circulation des billets tend à s'accroître; il est évident que l'on a été trop vite dans la réduction de la monnaie de papier.

Nous avons une petite amélioration dans l'encaisse de la *Banque de Roumanie*, qui augmente de 600.000 francs pour l'or et de 400.000 fr. pour l'argent.

L'encaisse des *Banques suisses* n'a pas changé, il semble que la monnaie divisionnaire se fait rare chez elles, car il faut certainement porter au compte de rapatriement des pièces italiennes la plus grosse partie de la diminution des 6 millions d'argent qui s'est produite depuis un an.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 24 au 30 mars	depuis le 1er janv.	du 24 au 30 mars	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	8.012.500	127.959	9.465.008
France.........	»	11.916.400	45.355	1.155.721
Allemagne......	340.969	5.772.036	»	1.044.652
Autres pays....	20.000	4.233.304	113.037	273.572
Total 1895...	360.969	29.934.240	286.351	11.938.953
— 1894...	268.640	8.094.499	190.874	2.943.317
— 1893...	645.225	34.201.703	107.180	4.365.524
ARGENT				
Grande-Bretagne	403.150	6.933.155	»	40.730
France.........	»	»	»	2.176
Allemagne......	2.316	8.919	»	1.380
Autres pays....	46.678	256.378	27.548	264.515
Total 1895...	452.144	7.198.452	27.548	308.801
— 1894...	520.160	9.785.550	12.878	403.971
— 1893...	620.381	7.445.146	1.425	1.632.846

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	15 avril	100.100.000	dollars
1895.....	30 mars	65.600.000	—
1895.....	6 avril	64.400.000	—
1895.....	14 avril	65.400.000	—

Les sorties d'or par New-York sont toujours insignifiantes, mais il n'en saurait être longtemps ainsi avec le change, qui est nettement contraire aux Etats-Unis.

L'accalmie que traverse ce pays a permis aux *ban-*

ques associées de New-York de faire rentrer un peu d'or tandis que la réserve du Trésor se reconstitue en partie, mais, nous le répétons, il ne s'agit que d'un temps d'arrêt et nullement d'une amélioration que l'on puisse considérer comme définitivement acquise.

Voici le tableau de l'encaisse et de la circulation du Trésor à la date du 31 mars 1895 :

Or : Barres............ $	51.400.000	
Monnaies..........	88.100.000	
		139.500.000
Argent : Barres.........	124.700.000	
Monnaies......	385.600.000	
		510.300.000
Total de l'encaisse.............		649.800.000
Greenbacks et autres billets........... $		299.500.000
Certificats d'or........................		48.900.000
Certificats d'argent et Billets du Trésor de 1890..........................		445.200.000
Total de la circulation........		793.600.000
Réserve d'or..................		90.600.000

CHRONIQUE MONÉTAIRE

Le Taux de Conversion de la Piastre en Indo-Chine

Le taux de conversion de la piastre pour tous les paiements et toutes les recettes à faire en Indo-Chine, à un titre quelconque, par le Trésor, a été fixé à 2 fr. 65 à partir du 1er février dernier. (Arrêté du Gouverneur général de l'Indo-Chine en date du 30 janvier 1895.)

Ce taux a été abaissé à 2 fr. 60 à partir du 16 février. (Arrêté du 15 février 1895).

Projet pour le relèvement de l'argent

M. Henri Schwérin, associé d'une maison de banque de Berlin a proposé récemment un moyen de relever le prix de l'argent. Voici les données essentielles de ce projet, que nous avons cru intéressant de publier à titre purement documentaire :

Le Gouvernement indien a émis depuis le 1er avril 1894 jusqu'au 27 février 1895 pour 271.100 631 roupies de *Councils bills*. Il en a tiré 14.809.353 liv. st., soit 13 pence 11 par roupie. Ses besoins annuels montent à 17 millions sterling, représentant 311 millions au prix réalisé.

Si le cours de l'argent montait à 40 pence et si l'Inde maintenait le droit d'importation de 5 0/0 sur l'argent, le cours de la roupie, même avec la frappe libre, s'élèverait à 16 pence 15. A ce prix le Trésor indien gagnerait 58 millions de roupies.

En prélevant sur le montant de cette économie les sommes nécessaires à des achats d'argent en barres représentant 1 million et demi sterling, l'Inde acquérerait 9 millions d'onces, le bénéfice net monterait encore à 56 millions de roupies, sans évaluer à un centime la valeur intrinsèque du métal acheté.

En outre, les Etats, où s'exploitent des mines d'argent, pourraient percevoir une redevance sur la production. Le montant en serait remis à Londres Il servirait à la constitution d'un fonds d'achat de l'argent en barres.

Finalement l'Allemagne et l'Amérique conserveraient à l'état de barres les quantités d'argent représentant l'écart entre le prix actuel du métal et sa valeur nominale suivant le rapport monétaire en vigueur. Ces stocks ne serviraient pas de couverture à des émissions de papier monnaie.

Voici du reste le texte du projet Henri Schwerin :

Article premier. — L'Allemagne et les Etats-Unis s'engagent à retirer de la circulation toutes les pièces d'or au-dessous de 20 marks ou de 5 dollars, ainsi que les coupures de papier-monnaie de valeur inférieure à 20 marks ou à 5 doll. Ces pièces et coupures seront remplacées, d'après les besoins, par des pièces d'argent. L'émission de bons de caisse de petite valeur est autorisée, sous réserve de couverture intégrale en monnaie d'argent.

Art. 2. — Le Gouvernement anglo-indien s'engage à acheter annuellement 9 millions d'onces d'argent au prix de 40 deniers par once.

Si l'Angleterre se déclarait, tôt ou tard, disposée à assumer les mêmes obligations que l'Allemagne relativement à la circulation de l'argent, l'Inde aurait le droit de transmettre à l'Angleterre le stock d'argent, formé en vertu de cet article, et serait dégagée de toute obligation ultérieure.

Art. 3. — Tous les Etats où existent des fonderies d'argent s'engagent, ainsi que leurs dépendances, colonies et protectorats, à percevoir un impôt équivalent à 6 pence par once standard et à en transmettre le montant mensuel (ou trimestriel) à la Banque d'Angleterre pour la formation d'un fonds spécial. Un droit d'exportation correspondant à l'impôt serait perçu sur le minerai d'argent, expédié vers un pays. qui n'aurait pas adhéré au traité international.

Le fonds spécial est obligé, suivant ses ressources, d'acheter l'argent au prix de 40 pence par once standard.

Art. 4. — La France s'engage à acheter annuellement 9 millions d'onces d'argent si, après l'exécution des engagements inscrits dans les articles 1 à 3 et d'après leur teneur, l'argent s'obtient encore au prix de 40 deniers.

Art. 5. — Si, pendant un laps de temps de quatre-vingt-dix jours, le prix de l'argent se maintient à Londres au-dessous du cours de 38 deniers par once, chacun des Etats mentionnés aux articles 1, 2 et 4 a droit à la dénonciation immédiate du traité.

Art. 6. — Le traité est conclu pour dix ans.

Deux ans avant la date de l'expiration, les puissances contractantes se réunissent pour délibérer sur la prolongation du traité ou sur les modifications inspirées par l'expérience.

Art. 7. — Si le traité n'est pas renouvelé, ou s'il est dénoncé en vertu de l'art. 5, chacun des contractants recouvre naturellement toute sa liberté d'action.

Le montant du fonds spécial sera réparti entre les puissances contractantes, dans la proportion où chaque Etat aura contribué à le former.

Ce projet est ingénieux, mais il a le défaut capital, comme d'ailleurs tous projets analogues, d'être beaucoup trop compliqué et d'effleurer la question de la *rehabilitation de l'argent* sans la résoudre complètement.

C'est aussi le défaut du projet que notre ami M. Francis Laur vient de nous adresser relativement à l'*Internationalisation de l'argent* et qui est le premier en date de tous les projets intermédiaires entre le monométallisme et le bimétallisme que nous connaissions.

C'est, en effet, en 1893, que M. Francis Laur a écrit son étude. Nous la publierons dans notre prochain numéro à titre documentaire.

La Question de l'argent en Angleterre

La *Press* de Philadelphie a publié il y a quelque temps le compte rendu d'un entretien que son correspondant de Londres a eu avec M. W. H. Grenfell, le Président du Comité *Bimétallique* au Parlement anglais ; nous y relevons les passages suivants :

La cause du métal blanc, a dit en substance M. W. H. Grenfell, a fait, en Angleterre, depuis deux ans, des progrès considérables et la même Chambre des Communes qui, en 1893, avait repoussé une motion en faveur d'une Conférence monétaire internationale, s'est prononcée à l'unanimité, en 1895, pour une semblable mesure. Sans doute le Chancelier de l'Echiquier a prétendu « qu'il s'agit, dans l'espèce, d'une motion *bimétalliste* dont le Bimétallisme, était exclu », mais le fait d'écarter ou de chercher à atténuer les effets des maux provenant des fluctuations constantes et de la divergence croissante de la valeur relative de l'or et de l'argent qu'est-ce donc sinon le *Bimétallisme ?* Le revirement d'opinion de la Chambre des Communes est donc très net. Le *Bimétallisme* est dans l'air ; on le discute partout. Les districts textiles des Lancashire, Cheshire, Yorkshire et Derbyshire s'agitent, en témoignant leur impatience ; suivant un vieux dicton politique, quand le Lancashire a une idée le reste du pays ne tarde pas à l'adopter. Ce n'est donc plus qu'une question de temps. Les Etats-Unis d'Amérique sont d'accord avec le Gouvernement français, avec le Gouvernement et le Parlement allemands et avec la Chambre des Communes anglaise sur ce point, à savoir que la divergence dans la valeur relative de l'or et de l'argent est un mal croissant et qu'il faut prendre des mesures pour arrêter ce mal. Pourquoi ces Gouvernements ne se réuniraient-ils pas pour déterminer, avant la convocation d'une Conférence, dans quelle mesure chacun d'eux est déterminé à marcher?

Le correspondant de la *Press* lui ayant demandé alors quel serait le résultat pratique de la Conférence en ce qui concerne l'Angleterre, M. W. H. Grenfell a fait la réponse suivante :

La prochaine Conférence doit être convoquée dans le but de régler les détails d'une Convention monétaire internationale sur le principe de laquelle on se sera mis, au préalable,

d'accord. Le Chancelier de l'Echiquier a déclaré qu'il n'admettrait pas un changement dans le système monétaire de l'Angleterre, mais ce dernier pays peut contribuer dans une large mesure à un accord *bimétallique* international, quand bien même ses habitants conserveraient l'usage barbare de porter des souverains d'or dans leurs poches. Si l'Angleterre voulait ouvrir les Hôtels des monnaies de l'Inde à la libre frappe de l'argent, si l'Angleterre consentait à appliquer le pouvoir qu'elle a déjà, de par la loi, de garder un cinquième de sa réserve en argent, elle contribuerait autant que toute autre nation à la réhabilitation du métal blanc, et elle pourrait le faire sans violer les principes posés par le Chancelier de l'Echiquier. L'Inde absorbe l'argent comme le sable absorbe l'eau ; l'ouverture des Hôtels des monnaies de l'Inde a fait autant pour l'argent que le rapport *bimétallique* de l'Union latine. Si la France, l'Allemagne et les Etats-Unis pouvaient s'entendre sur la réouverture de leurs Hôtels des monnaies à la frappe de l'argent, l'Angleterre consentant à rouvrir les Hôtels des monnaies de l'Inde et à avoir un cinquième de sa réserve en argent, le *Bimétallisme* serait établi aussitôt dans le monde entier, et on pourrait conclure un accord ne lésant en rien les idées ou l'ignorance du peuple anglais.

Le Gouvernement de M. Gladstone — c'est là un point remarquable — a formulé, en 1881, une proposition dans ce sens ; il a offert, pour le cas où les Hôtels des monnaies de l'Union latine seraient réouverts à l'argent, de convertir en argent le cinquième des réserves de la Banque d'Angleterre, ce qui peut être légalement fait aujourd'hui.

Certes, nous avons là une base d'entente équitable.

La Distinction entre les monnaies légales et les métaux précieux

Le dernier numéro du *Bimetallist* contient une étude de M. W. T. Rothwell, qui explique d'une façon très claire, pour les personnes peu familiarisées avec la science monétaire, le rôle de la monnaie par rapport à celui des métaux précieux :

Une pièce de monnaie est quelque chose de plus qu'une pièce de métal ; elle remplit un but spécial. La fabrication des monnaies constitue l'un des emplois des métaux précieux et, bien que les monnaies puissent être fondues en lingots, on ne saurait prétendre que la fabrication des lingots serve aux monnaies. En résumé, le lingot est une matière première, tandis que les monnaies sont des instruments formés d'une manière déterminée.

En thèse générale, les matières premières sont plus vendables que les objets dans lesquels elles ont été transformées, aussi bien, les produits manufacturés ayant chacun leur emploi spécial, leur vente dépend des demandes en vue de ces emplois et on ne peut les transformer aussitôt en matière brute, sans perte. Toutefois, la *monnaie* fait exception à cette règle. Non seulement les monnaies légales peuvent être employées pour accomplir le travail monétaire, mais on peut leur enlever leur fonction monétaire sans porter préjudice à la matière. C'est ainsi que beaucoup de personnes se trompent lorsqu'elles considèrent les pièces de monnaies comme étant simplement des petites masses de métal, de matière brute pesée et garantie comme pureté. Peut être devait-il en être ainsi à l'origine, mais le résultat pratique n'est pas celui-là. Les pièces de monnaie ont sur le simple métal un avantage, en raison de leur caractère supérieur et universel, qui permet de les échanger. Les monnaies ont été créées en vertu d'une loi tirant son origine des besoins de l'humanité, et cette loi leur a donné un privilège exclusif et particulier en les constituant instrument commun d'échange, c'est-à-dire en leur faisant remplir la fonction de mesure des prix, d'échange des choses tarifées et de transfert de la valeur. La fonction d'une monnaie est spéciale à cette monnaie même, et elle ne peut en remplir d'autre aussi longtemps qu'on l'emploie en tant que monnaie. Au contraire, le métal en lui-même peut servir à une grande variété de choses dont chacune a sa fonction séparée et distincte.

La supériorité, comme instrument d'échange, des monnaies sur les lingots, se manifeste par ce fait que les peuples, en général, échangent beaucoup plus volontiers leur marchandises contre des monnaies que contre des lingots, sans parler même des inconvénients qui résulteraient pour eux s'il leur fallait examiner et vérifier le poids du métal avant de l'échanger. Ce serait là du pur troc, qui entraverait et empêcherait, dans beaucoup de cas, l'échange des métaux précieux contre les autres choses.

Nous pouvons aller plus loin et affirmer que, non seulement les monnaies et les lingots se distinguent ainsi les uns des autres, mais qu'ils sont adversaires. Supposez un homme possédant trois onces d'or, dont il en a converti une en monnaie, dont il a donné la seconde à un ami pour en faire un objet d'art, et dont il donne la troisième à une autre personne qui la laisse en forme de lingot. Supposez que ces trois individus se rendent simultanément sur un grand marché pour échanger ce qu'ils possèdent. Il est évident qu'une once de monnaie (disons 4 liv. st.) est venue s'ajouter à la quantité de monnaies offertes à l'échange ; d'autre part, la quantité de marchandises offertes s'est accrue d'un objet d'art et d'une once de lingot. L'objet d'art et le lingot passent ainsi dans le camp opposé aux monnaies.

Conclusion pratique : la valeur d'échange des monnaies augmente en raison directe de l'accroissement des demandes et, comme conséquence, les prix des marchandises se réduisent.

La Baisse des Prix en Gros

M. A. Sauerbeck vient de publier les *index-numbers* calculés sur 45 catégories de marchandises pour mars 1895. La moyenne des onze années de 1867 à 1877 étant 100, voici les chiffres indiqués par le savant statisticien anglais :

1873........	111	Décembre 1894...	60,1
1883........	82	Janvier 1895.....	60
1893........	68	Février 1895.....	60
1894........	63	Mars 1895.......	60,8

Les prix et *index-numbers* de l'argent ressortent comme suit (60 d. 84 l'once représentant la parité de 1 d'or pour 15 1/2 d'argent = 100) :

Fin décembre 1893, 31 3/4 d. = 52,2 ; fin décembre 1894, 27 1/4 d. = 44,8 ; fin janvier 1895, 27 7/16 d. = 45,1 ; fin février 1895, 27 9/16 d. = 45,3, et fin mars 1895, 29 3/4 d. = 48,9.

On voit, par ces données, que le prix général des marchandises reste à la remorque du mouvement de l'argent.

Les Frappes de Monnaies en Allemagne

Les Hôtels des monnaies allemands ont frappé, pendant le mois de mars, une certaine quantité de monnaie, savoir :

En doubles-couronnes (pièces de 20 *M.*) pour le compte des particuliers	18.174.850 *M.*
En couronnes (pièces de 10 *M.*)	289.490 *M.*
Total or..........	18.464.340 *M.*
En pièces de 5 marks argent............	87.500 *M.*
— 5 pfenning................	60.257 *M.* 95
— 1 pfenning................	84.153 *M.* 79
Total des frappes................	18.698.241 *M.* 74

La Valeur de l'Or

Le *Financial News* publie cette semaine une lettre d'un de ses abonnés qui répond à un récent article dont l'auteur contestait la hausse de la valeur de l'or ; en voici les passages essentiels :

J'attache le plus grand intérêt aux idées exprimées par mon contradicteur, mais quand ces idées sont en opposition avec celles d'hommes tels que Richard Cobden et John Stuart Mill je ne peux m'empêcher de croire que celles-ci constituent la vérité.

John Stuart Mill a écrit ceci : « La valeur d'un objet réside dans ce que cet objet échangera ; la valeur de la monnaie réside dans ce qu'elle échangera..... Quand les prix sont bas, la monnaie achètera une grande quantité de produits et sa valeur s'élèvera ; quand les prix sont hauts, la monnaie achètera une petite quantité d'autres produits et sa valeur sera basse. La valeur de la monnaie est en raison inverse des prix généraux, baissant quand ceux-ci haussent, haussant quand ils baissent..... L'accroissement de la quantité de monnaie a pour effet de faire hausser les prix, tandis qu'une diminution les fait tomber ; c'est là une proposition des plus élémentaires de la théorie monétaire, qui nous donne la clef de toutes les autres. »

En 1859, — c'est-à-dire à une époque où les arrivages d'or d'Australie et de Californie étaient si considérables, en Europe, qu'on proposa sérieusement de démonétiser le métal jaune — Richard Cobden écrivit ce qui suit : « En ce qui concerne les personnes ayant des placements à faire, ils éviteront, en principe, les placements rapportant des revenus fixes tels que : arrérages de fonds publics, intérêts de bons et hypothèques, annuités, rentes foncières, etc., etc. ; et elles préféreront les placements dont la valeur hausse proportionnellement à la dépréciation de la monnaie, tels que terres, maisons, actions, etc., etc. »

Nous voyons, en examinant le prix des Consolidés et des valeurs de premier ordre, dont l'intérêt est garanti et est payable en or, comment la conversion s'est produite. Ainsi

que l'indique M. Sauerbeck le prix moyen de 45 catégories de marchandises (y compris le café qui a haussé) est de 40 0/0 plus bas que pendant la période des onze années de 1867-1877 ; c'est là une preuve de l'augmentation de la puissance d'achat de l'or, augmentation de 66 0/0 par rapport aux principaux articles de commerce.....

WALTER A. SANDEMAN.

La Circulation aux États-Unis

Le Bureau des statistiques des Etats-Unis de l'Amérique du Nord vient de publier les chiffres relatifs aux monnaies d'or et d'argent, certificats, billets de l'Etat et de la Banque Nationale, en circulation au 1er mars 1895.

Voici les chiffres :

	Montant total frappé ou émis	Dans les caisses du Trésor	Dans la circulation
	—	—	—
		En dollars	
Monnaies d'or.....	562.633.658	94.065.558	468.568.100
Dollars argent.....	422.826.749	368.177.389	54.649.360
Monnaies divisionnaires d'argent..	77.071.742	16.131.145	60.940.597
Certificats d'or.....	51.587.869	80.100	51.507.769
— d'argent.	333.107.504	7.291.089	325.816.415
Billets du Trésor (loi du 14 juillet 1890)............	150.705.157	36.455.457	114.249.700
Billets des Etats-Unis............	346.681.016	84.692.758	261.988.258
Certificats monétaires (loi du 8 juin 1872)............	37.355.000	430.000	36.925.000
Billets de la Banque Nationale.......	205.043.651	5.154.293	199.889.358
Totaux........	2.187.012.346	612.477.789	1.574.534.557

La population des Etats-Unis, au 1er mars 1895, étant évaluée à 69.381.000 habitants, la circulation par tête d'habitant ressort à 22 dollars 69 ; au 1er mars 1894, la population était évaluée à 67.910.000 habitants, la circulation ressortait, à cette date, à 24 dollars 90 par tête.

Le Rachat du papier-monnaie au Brésil

Le Brésil a émis dans les premiers jours de mars un emprunt intérieur de 100.000 contos, destiné pour partie au rachat du papier-monnaie circulant au Brésil.

Un décret présidentiel du 14 mars a ordonné qu'un premier montant de 20.000 contos de papier-monnaie fût retiré immédiatement de la circulation et annulé, l'opération devant se continuer à partir du 30 avril courant jusqu'à concurrence de la moitié du montant réalisé par l'emprunt intérieur.

Voici le texte du décret :

Décret n° 1987 du 14 mars 1895

Le Président de la République des Etats-Unis du Brésil décrète :

Art. 1er. — La moitié du produit net de l'emprunt provenant du décret n° 1976, du 25 février de l'année courante, sera appliquée, dans l'exercice courant, au rachat du papier-monnaie émis en vertu du décret 1616 A du 23 décembre 1893.

Art. 2. — Lorsque la souscription de l'emprunt sera terminée et qu'on connaîtra le montant des premières rentrées et des apolices encaissées, le Ministre des finances retirera immédiatement de la circulation, en billets de toute espèce, une somme de 20.000.000 de dollars qu'il fera recueillir à la Caisse d'amortissement, où elle sera conservée en dépôt jusqu'à ce que les billets de banque soient remplacés par le papier-monnaie de l'Etat qui sera brûlé.

Art. 3. — A partir du 30 avril de l'année courante, date désignée pour la seconde rentrée de l'emprunt, le Ministre des finances continuera à appliquer graduellement au rachat la quantité qu'il jugera convenable, jusqu'à ce qu'il ait complété la somme déterminée par l'art. 1er.

Art. 4. — Dans ce rachat, on donnera la préférence aux billets de 100 doll. à 500 doll.

Les bureaux de perception et de paiement feront remettre au Trésor fédéral la note de ces mêmes valeurs qu'ils recevraient, sans pouvoir les remettre en circulation.

Capitale Fédérale, 14 mars 1895 (an VII de la République).

Signé : PRUDENTE J. DE MORAES BARROS,
FRANCISCO DE PAULA RODRIGUES ALVES.

La Conversion du Papier-Monnaie au Chili

La Cour des Comptes a établi quelle sera la situation probable du fonds de conversion au 1er juin prochain et à quel chiffre monteront approximativement les revenus de toutes sortes en 1895. Elle estime que le 1er juin de cette année le fonds de conversion sera de 39.423.000 piastres, sans compter le produit de la vente des propriétés nitratières qui aura lieu le 15 mai et dont on attend un million de livres sterling ou 13.330.000 piastres.

Le montant du papier-monnaie de l'Etat actuellement en circulation est de 38.361.000 piastres, savoir : billets, 29 millions 459.000 piastres, et bons du Trésor, 8.902.000 piastres.

Les revenus de 1895 sont estimés à 89.220.000 piastres et les dépenses à 78.482.000 piastres, ce qui laisse prévoir un boni de 10.738.000 piastres. Ces évaluations sont basées sur la nouvelle unité monétaire de 18 pence.

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	DIVIDENDES 1892	DIVIDENDES 1893	DIVIDENDES 1894	PRODUCTION 1892	PRODUCTION 1893	PRODUCTION 1894		COURS DU 11 avril	COURS DU 19 avril
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora..............	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9.505	2	1.594	1 1/4	1 3/16
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3 7/16	3 11/16
Chimes (New)......	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg .	40	»	»	40	»	»	28.36	21.806	12	29.346	3 1/8	3 3/8
City and Suburban.	85.000	1	65.000	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	12	72.092	26 5/8	27 5/8
Crœsus (New)......	225.000	1	195.000	16½ — — ..	»	60	»	10	»	»	11.50	1.339	»	»	3 1/16	2 13/16
Crown Reef........	120.000	1	120.000	19 — — ..	90	120	50	55	50	»	70.204	82.105	12	120953	10 3/4	10 5/8
Durban Roodep....	135.000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30.931	60.635	12	55.969	7 3/4	7 3/4
East Rand..........	650 000	1	650.000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	3 7/8	4 3/16
Ferreira	45 000	1	43 292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	12	69 463	17 1/4	17 ./.
Geldenhuis Estate.	200.000	1	187.500	190 acres Elandsf...	80	40	15	10	25	»	47.721	47.431	10	45 633	6 9/16	7 ./.
Heriot (New).......	85.000	1	73.250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	41 763	9 5/16	10 ./.
Henry Nourse	125 000	1	125 000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	»	22 220	12	29.528	6 15/16	6 7/8
Jubilee..............	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17.319	30.066	12	26.611	9 3/4	9 3/4
Jumpers............	100.000	1	100.000	39 — Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22.145	41.490	12	52.106	6 5/8	6 5/16
Langlaagte Estate.	500.000	1	167.000	31 — — .	160	»	10	20	30	»	88.951	104.909	12	146411	4 7/8	4 7/8
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres — .	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27.898	7 7/8	8 ./.
Nabob...............	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	11/16	11/16
New Aurora West.	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M.R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	4.932	1 1/4	1 1/4
— Primrose......	240.000	1	240.000	51 cl. Elndsft., Turft	100	»	15	27½	40	»	56.449	83.777	12	86.030	7 11/16	6 15/16
Nigel................	160.000	1	159.895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55.936	46.007	12	53.909	6 5/16	6 3/4
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3.221	5 ./.	5 ./.
Randfontein........	2.000.000	1	1966500	Watvl-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	42.133	45/9	48/0
Rand Mines........	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	29/0	29 7/8
Rietfontein.........	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kiet.	50	»	»	10	15	»	11.931	35.451	11	19.577	4 1/2	4 13/16
Robinson...........	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170.150	161.133	12	161756	9 1/8	9 1/8
Salisbury (New) ...	100.000	1	93.000	5 claims — .	70	»	»	30	10	»	20.829	24.851	12	18.781	5 1/8	4 13/16
Simmer and Jack..	85.000	1	83 000	120 acr. Elandsfont..	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	14 3/8	14 1/2
Stanhope (New)....	35.000	1	34 000	10 cl. — ..	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	12	12.206	2 1/16	2 1/8
Wemmer...........	55.000	1	46.390	12½ claims M. R..	30	»	10	»	»	»	16.250	24.297	9	25.241	10 1/2	10 3/4
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — — .	40	30	»	»	»	10	»	25.948	12	30.602	8 5/16	8 3/16
Worcester........ .	100.000	1	90.727	10 — — .	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	12	30.788	4 1/2	4 1/2

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 19 avril 1895.

Plusieurs spéculateurs, ayant compté sur l'accumulations des demandes qui avaient dû se produire pendant les jours de fête, ont jugé bon de réaliser leurs bénéfices dès la rentrée. Ces offres ont provoqué une certaine hésitation au début de la semaine, mais les tendances générales n'ont pas tardé à se relever et la clôture se fait aujourd'hui aux plus hauts cours.

La liquidation, qui doit commencer mardi prochain, s'annonce dans d'excellentes conditions et l'on prévoit de nouveau de nombreuses levées de titres, principalement pour le compte de Paris.

Ce sont encore les valeurs du district de Klerksdorp qui ont attiré le plus l'attention du marché. Ce fait s'explique parce que ces valeurs moins connues offrent à la spéculation une marge plus importante que celles du district du Witwatersrandt où le taux de capitalisation des mines peut s'établir approximativement. Un autre motif des demandes nombreuses qui se produisent sur ces titres se trouve dans les nouvelles relatives aux sondages qui viennent d'être effectués : on trouverait dans plusieurs mines le filon de la *Buffelsdoorn*.

La *Potchefstroorn* à 25, la *Klerksdorp Estate* à 25, *Wolwerrand Goldfields* à 15, sont surtout recherchées pour ce motif.

La *Buffelsdoorn Estate* est ferme à 5 7/8, la *Buffelsdoorn Central* vaut 25/16, la *Buffelsdoorn Consolidated* est l'objet de nombreuses demandes à 2 livres.

La *Tigerfontein* se traîte à 3 1/8. La *Eastleigh* à 2 1/16.

Parmi les valeurs du district de Witwatersrandt, l'*East Rand* accuse une importante plus-value à 4 1/4, sur les nouvelles encourageantes des Compagnies subsidiaires : la *New Comet* et la *San Angelo*.

Un vif mouvement de hausse s'est produit sur la *Geldenhuis Deep* sur le bruit que cette Compagnie pourrait donner à la fin de l'année un dividende d'une livre : cette hausse a provoqué celle de la *Geldenhuis Estate* à 6 3/4.

La *Roodepoort Deep* monte à 4 livres sur des nouvelles favorables relativement à la teneur du minerai.

Les *Knights* ont eu également de bonnes demandes pour compte de Johannesburg à 7 1/2 contre 5 7/8. La *Village Main Reef* monte aux environs de 7 liv. sur des bruits de fusion avec des Compagnies limitrophes.

La *Robinson*, conserve toujours sa grande fermeté de même que la *City and Suburban*, la *Simmer and Jack*, la *Wolhuter*, la *Henry Nourse*.

Les *Rand Mines* conservent leurs plus hauts cours à 29 3/4.

La *Champ d'or* et la *Champ d'or Deep* subissent quelques réalisations : le bruit a couru qu'un accident se serait produit dans la première de ces mines.

Parmi les valeurs de l'Ouest, la *Randfontein* a subi de nombreuses variations. Au début de la semaine, des réalisations suivies se sont produites qui l'ont ramenée à 43 ; aujourd'hui, cette valeur remonte à 48, sur le bruit de la déclaration prochaine d'un fort dividende.

La *South West Rand Mines* se tient entre 2 liv. et 2 liv. 1/4.

La *Nigel* s'est avancée à 6 3/4, sur le bruit de la fusion de cette Compagnie avec les *Marais Block*, ce qui a été très favorablement interprété.

Les valeurs d'exportation continuent à donner lieu à de nombreux échanges. La *Chartered*, qui a effleuré un moment le cours de 4 liv., est revenue à 3 1/2, mais se tient de nouveau à 3 3/4. On annonce que cette Société a accordé d'importantes concessions de terrains à des Compagnies nouvelles.

L'*Anglo-French* atteint le cours de 3 1/4 ; cette Compagnie, qui s'est intéressée à la formation des diverses Compagnies de l'*East Rand* et à celle d'autres, a réalisé, assure-t-on, de ce fait, d'importants bénéfices.

Les *Goldfields* sont très fermes à 8 3/4.

La *Crown Reef* a déclaré un dividende semestriel de 25 0/0 sur le pair d'une livre.

Paris, le 19 avril 1895.

Le *Marché des Mines d'or* a été mouvementé cette semaine, bien que les transactions aient été relativement de peu d'importance. La *Ferreira* perd 7 fr. 50 à 433 75 ; *Simmer and Jack* 365 62 1/2 contre 369 37 1/2 en dépit des bons avis reçus de Londres ; *Randfontein* 58 43 3/4 contre 60 francs ; *Buffelsdoorn* 154 37 1/2 en recul de 3 fr. 12 1/2; *Robinson* 230 62 1/2 contre 234 37 1/2 ; *Londonderry* de nouveau offerte à 31 87 1/2 en moins-value de 3 fr. 75. Par contre, *Geldenhuis* en avance de 8 fr. 75 à 171 25. Les actions en titres au porteur *The Lower Roodepoort Limited* (*Witwatersrandt*), ont été introduites à la Bourse de Paris le mercredi 10 avril au cours de 16 fr. 50. Elles se négocient actuellement à 21 fr. 25.

Les *Gulf-Lands*, que nous laissions il y a huit jours aux environs de 32 francs, ont progressé un moment jusqu'à 36 fr. 25. Nous croyons savoir que la Société est sur le point de conclure, avec une *Société de Mines d'or et d'Exploration* en formation à Londres, la vente de certains terrains aurifères, et ce, à des conditions extrêmement brillantes. L'émission des titres de la nouvelle Société se ferait, dit-on, le mois prochain.

FONDS D'ETATS EUROPEÉNS a la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	12 avril			19 avril		
	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)........	102 90	34 30	2 91	102 85	34 28	2 91
Consolidés anglais (ch.f. 25 fr. 20)	105 15	38 21	2 61	105 50	38 36	2 60
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)...	102 75	25 68	3 89	102 85	25 71	3 88
Belgique 3 ½ %..................	103 25	29 50	3 38	103 45	29 55	3 38
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.) ..	74 20	18 55	5 39	73 10	18 27	5 47
Grèce 5 % 1881 (en suspension).	160 »	» »	» »	152 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam).	101 37	28 96	3 45	101 12	28 89	3 46
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)..	103 50	25 87	3 86	104 10	26 02	3 84
Italie 4 % net..................	88 90	22 22	4 49	88 12	22 03	4 53
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)....	97 »	32 33	3 09	97 »	32 33	3 09
Portugal 3 % (1 fr. net).........	25 75	25 75	3 88	25 50	25 50	3 92
Roumanie 5 %..................	100 50	20 10	4 97	100 70	20 14	4 96
Russie 3 % or 1891 libéré.......	93 85	31 28	3 19	93 35	31 11	3 21
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)......	73 »	14 60	6 84	72 75	14 55	6 87
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)..	100 60	25 15	3 97	100 80	25 20	3 96
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	104 »	34 66	2 88	103 75	34 58	2 89
Turquie convertie 1 % série D..	26 50	26 50	3 77	26 12	26 12	3 82
— Priorité 4 % 1890......	487 50	24 37	4 10	491 »	24 55	4 07
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	98 43	32 81	3 04	98 75	32 91	3 03

Situation Financière générale

France. — Le marché de Paris a laissé assez à désirer cette semaine. Les reports en liquidation du 15 avril ont été assez élevés ; on a eu à supporter des ventes effectuées par la place de Londres, et enfin la spéculation paraît décidément avoir des velléités d'alléger ses positions. Aussi est-on lourd sur la plupart des valeurs, et, surtout, sur les Fonds d'Etats. Peut-être l'approche de la souscription ouverte par le *Crédit Foncier* modifiera-t-elle un peu les dispositions générales ; pourtant, comme nous le faisions remarquer il y a huit jours dans notre *Marché Financier*, cette souscription s'adresse à l'épargne et non à la spéculation, ce qu'il faut savoir prendre en considération.

En clôture d'hier, l'allure du marché ne s'est pas modifiée, d'autant plus que beaucoup craignent qu'en liquidation de fin du mois les capitaux ne se montrent encore exigeants.

Allemagne. — Le marché allemand est impressionné par les nouvelles de Vienne et les transactions n'ont guère eu d'importance cette semaine.

Le Gouvernement impérial ne se lasse pas de légiférer en matière financière et économique ; il vient de

préparer, en effet, un nouveau projet relatif aux Banques de dépôts. Quant au projet de réforme des Bourses, notre correspondant de Berlin nous en envoie la traduction littérale et complète, en ajoutant que les dispositions ayant trait au registre de Bourse soulève de nombreuses protestations.

Il y a lieu de remarquer aussi que les courtiers de cours, dont la nomination est prévue, seront de véritables agents de change.

Angleterre. — Les vacances ont officiellement pris fin, mais les affaires n'ont pas montré beaucoup d'activité pendant cette semaine et le Stock-Exchange continue à être peu fréquenté; la situation n'a donc pas subi de modification sensible.

Les résultats du commerce extérieur de mars accusent une légère augmentation, autant dans le chiffre des importations que dans celui des exportations.

Autriche-Hongrie. — Le resserrement monétaire a provoqué d'assez nombreuses réalisations de bénéfices à la Bourse de Vienne, portant notamment sur les actions de crédit et sur la *Staatsbahn;* les efforts des haussiers, qui cherchaient à exploiter la signature de la paix sino-japonaise et l'amélioration du change, ont été impuissants à secouer la lourdeur générale.

Le stock d'or de la Monarchie s'élève actuellement à 434 millions de florins, et les deux Ministres des finances ont encore 90 millions de florins rente or à émettre.

Espagne. — Le marché espagnol a une tendance à la faiblesse; si elle ne s'est pas dessinée plus tôt, c'est parce qu'au lendemain de la Semaine-Sainte la cote, et notamment la Rente Intérieure, avait bénéficié de l'amélioration du change.

M. Navarro Reverter poursuit l'étude de son programme de réformes, mais il veut procéder avec méthode, faire une évolution lente et rationnelle, et non une révolution financière. Les déclarations enregistrées, à cet égard, par nos confrères autorisées de la presse madrilène, produisent une excellente impression.

Dans son rapport sur la situation économique de l'Espagne, Sir George Bonham, de la légation anglaise, fait ressortir que, pendant l'année 1894, le portefeuille espagnol a vendu de la Rente Extérieure à l'étranger pour la somme de 12 millions de liv. st., et que les remises en couverture de ces ventes ont produit l'amélioration sur le change espagnol.

Italie. — Malgré la rareté des transactions, les cours sont assez soutenus à la Bourse de Rome, et il convient de signaler la fermeté de certaines valeurs locales telles que les actions du Gaz et des Eaux.

Il est évident que la spéculation se tient sur la réserve, attendant l'issue de la campagne électorale, et surtout les déclarations que M. Crispi doit faire au public dans la première quinzaine de mai. Le Président du Conseil, devant parler au nom de ses collègues, exposera, sans doute, un programme financier et économique, à côté des questions politiques.

Roumanie. — Le Budget de la Roumanie pour 1895-1896 se solde par 209.800.000 francs de recettes et de dépenses. Le Ministère des finances est autorisé, en cas de besoin, à émettre des Bons du Trésor devant être retirés de la circulation avant le 31 mars 1896 et dont le total ne pourra excéder 10 millions de francs.

Le nouvel Emprunt municipal 4 1/2 0/0 de la Ville de Bucarest sera émis prochainement à Vienne et à Bucarest.

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — Le Budget de 1895. — L'Ajournement des Chambres. — Les Services Maritimes postaux. — Les Télégrammes différés. — Le Voyage du Président de la République. — La Paix entre la Chine et le Japon.

Le *Journal officiel* a promulgué, dans son numéro du 17 courant, la loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895. Ce budget se résume dans les deux chiffres suivants :

Recettes totales..........Fr.	3.424.174.256
Dépenses totales............	3.424.008.036
Excédent de recettes..	166.220

Voici le détail des dépenses et des recettes de l'exercice :

Dépenses (France)		
Finances :		
Dette consolidée		
Rentes 3 1/2 0/0	237.642.437	693.768.581
Rentes 3 0/0	456.126.144	
Dette remboursable à terme ou par annuités		299.359.494
Dette viagère		226.257.187
Total de la Dette publique		1.219.385.262
Pouvoirs publics		13.171.720
Service général		19.587.948
Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics		191.479.856
Remboursement et restitution, hors-valeurs et primes		33.216.000
Total général du Ministère des finances		1.476.840.786
Justice		35.053.100
Affaires étrangères		16.044.800
Intérieur		77.602.951
Guerre :		
Service ordinaire	593.884.977	637.774.820
Service extraordinaire	43.889.843	
Marine		270.541.011
Instruction publique et Beaux-Arts :		
Service de l'Instruction publique	191.242.483	243.546.981
Service des Beaux-Arts	8.128.545	
Service des Cultes	44.175.953	
Commerce et Industrie :		
Commerce et Industrie	26.333.476	200.733.162
Postes et Télégraphes	162.177.434	
Téléphones	12.222.257	
Colonies		79.340.021
Agriculture :		
Service général	29.415.940	42.698.320
Frais de régie, perception, etc.	13.252.380	
Remboursements et restitutions	30.000	
Travaux publics :		
Dépenses ordinaires	82.141.414	270.353.764
— extraordinaires	188.212.350	
Total général des dépenses pour la France		3.350.529.721
Dépenses (Algérie)		
Finances	7.867.203	
Justice	2.644.450	
Intérieur	11.918.677	
Instruction publique	6.161.902	
Beaux-Arts	88.400	
Cultes	1.237.700	
Commerce et Industrie	193.8[illegible]8	
Postes et Télégraphes	5.460.000	
Téléphones	128.500	
Agriculture	4.612.680	
Travaux publics	33.164.975	
Total des dépenses pr l'Algérie	73.478.315	73.478.315
Total général des dépenses		3.424.008.036
Recettes (France)		
Impôts directs		505.215.107
Impôts et revenus indirects		2.020.498.595
Produits de monopoles et exploitations		634.682.060
Produits et revenus du Domaine		46.597.230
Produits divers		58.856.738
Ressources exceptionnelles		37.715.000
Recettes d'ordre		72.253.660
Total général des recettes pour la France		3.375.818.390
Recettes (Algérie)		
Impôts directs	12.833.416	
Impôts et revenus indirects	23.129.650	
Monopoles et exploitations	5.148.600	
Produits et revenus du Domaine	3.096.300	
Produits divers	902.200	
Recettes d'ordre	3.245.700	
Total des recettes (Algérie)	48.355.866	48.355.866
Total général des recettes		3.424.174.256

En comparant les chiffres ci-dessus à ceux du Budget de 1894, que publia l'*Officiel* du 27 juillet 1893 (voir l'*Economiste Europeen* du 30 juillet 1893, pages 136 et suivantes), on constate sur les dépenses totales la différence suivante :

	1894	1895
	—	—
Dépenses totales	3.439.020.623	3.324.008.036
Diminution de dépenses pour 1895..		15.012.587

C'est notamment sur la *Dette publique* que porte la diminution. Elle est, pour ce chapitre, de.. 65.182.906 auxquels deux autres diminutions sans importance s'ajoutent :

Pour les Cultes........................	48.087
Pour les Affaires étrangères..........	359.000
Total des diminutions.....Fr.	65.589.993

d'où il faut retrancher les *augmentations* ci-après :

Finances, 4.521.309; Justice, 42.000; Intérieur, 4.076.821; Guerre, 4.121.729; Marine, 3.679.483; Instruction publique, 791.428; Beaux-Arts, 9.400; Commerce et Industrie, 2.864.513; Postes et Télégraphes, 5.082.821; Téléphones, 2.334.900; Colonies, 5.491 666; Agriculture, 475.160; Travaux publics, 13.726.300; Algérie, 3.359.786; soit au total, 50.577.406 fr.; Reste, 15.012.587 fr.

En ce qui touche aux prévisions de recettes, cinq chapitres se présentent en augmentation sur ceux de 1894 :

Impôts directs, 4.158.483; Monopoles, 5.637.180; Produits divers, 305.846; Ressources exceptionnelles, 8.045.598; Recettes de l'Algérie, 64.716; ensemble, 18.211.523 fr.

Les diminutions portent sur trois chapitres :

Impôts indirects, 30.020.085; Domaines, 854.790; Recettes d'ordre, 2.193.424; total : 33.068.299 fr.

En résumé, *pour les recettes*, l'importance des diminutions est de 33.068.299 fr.; à retrancher les *augmentations*, soit 18.211.523 fr.; reste une *diminution* de 14.856.776 fr.

〰 Le Sénat s'est réuni le 13 avril et a repris la discussion du Budget de 1895. Relativement aux cantonniers, M. Peytral a fait adopter un amendement accordant 250.000 fr. Le chiffre des garanties d'intérêts voté par la Chambre des députés est accepté, mais le Sénat a prononcé, de nouveau, la disjonction du chapitre relatif aux patentes des grands magasins. L'ensemble du Budget a été ensuite adopté par 229 voix contre 36.

〰 La Chambre des députés, dans sa séance du même jour, a adopté le Budget tel qu'il revenait du Sénat et a voté son ensemble par 412 voix contre 98. La Chambre des députés s'est ensuite ajournée au 14 mai.

〰 A quatre heures, le Sénat s'est réuni de nouveau et, après quelques paroles de M. Challemel-Lacour, il s'est ajourné au 21 mai.

〰 L'adjudication provisoire des services maritimes postaux de la Méditerranée a eu lieu, le 13 avril, au Ministère du commerce, direction des postes et télégraphes.

A partir du 1er juillet 1895, date à laquelle expire la concession de la Compagnie Transatlantique, et *pendant un an*, le service transitoire qui se composait de quatre lots (Oran, Alger, Constantine et Tunisie) a été adjugé, pour les deux premiers lots, à la Compagnie Transatlantique, et, pour les deux seconds, à la Compagnie de Navigation mixte, connue sous le nom de Compagnie Touache.

Une seule Compagnie s'était présentée pour l'adjudication globale. Sa demande de subvention était beaucoup plus élevée que celles des deux autres Compagnies réunies. Il en aurait coûté 575.000 fr. de plus au Trésor. L'économie n'est pas à dédaigner. Mais tout cela n'est que provisoire.

〰 Les Ministres se sont réunis le 15 avril à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

Le Conseil, après avoir procédé à l'expédition des affaires courantes, s'est de nouveau occupé de l'élaboration du budget de 1896. Le général Zurlinden, ministre de la guerre, a entretenu ses collègues des nominations qu'il compte faire dans le Conseil supérieur de la guerre. Les Ministres du commerce et des finances ont fait signer un décret réduisant à cinq centimes par mot, avec un minimum de perception de cinquante centimes, la taxe des télégrammes dits *différés*, c'est-à-dire circulant de nuit sur les câbles qui relient la France et la Corse à l'Algérie et à la Tunisie. Le prochain Conseil aura lieu le 23 avril à l'Elysée. Tous les Ministres y assisteront.

〰 Mardi 16 avril, M. Félix Faure est parti de Paris à onze heures du matin, par la gare Saint Lazare, et après s'être arrêté quelques minutes à Mantes, est arrivé à Rouen à une heure de l'après-midi. La réception a été superbe.

〰 Mercredi 17 avril, le Président de la République a quitté Rouen à 7 h. 1/2 du matin. Le train présidentiel s'est arrêté à Barentin, à Yvetot, à Bolbec et à Lillebonne. Dans cette dernière ville le Président de la République, abandonnant la voie ferrée, est monté en voiture pour visiter les communes de son ancienne circonscription.

Cette promenade n'a été qu'une longue suite d'ovations. A Montivilliers, M. Félix Faure a repris le chemin de fer pour le Havre, où il est arrivé à 6 heures du soir. Il séjournera au Havre jusqu'au 22 avril.

〰 Le 17 avril on a reçu de Yokohama la nouvelle officielle de la signature du traité de paix entre la Chine et le Japon.

D'autre part, un télégramme de Tien-Tsin a annoncé qu'un décret de l'Empereur de Chine autorisait Li-Hung-Tchang à signer le traité de paix aux conditions imposées par le Japon.

Les dispositions de ce traité comprennent : (*a*) une indemnité de guerre de 200 millions de taëls ; (*b*) la cession de la péninsule de Liao-Toung jusqu'au 40e parallèle ; (*c*) la cession de Formose ; (*a*) ouverture au commerce de quatre nouveaux ports et de Pékin ; (*e*) il a été convenu, en outre, que les droits d'importation n'excéderont pas 2 0/0 et que les Japonais pourront se livrer sur le territoire du Céleste-Empire à l'industrie du coton ou à toute autre industrie.

Marché Financier. — On ne peut dire, cette fois, que la liquidation de quinzaine a passé inaperçue. Elle s'est, en effet, distinguée par un certain renchérissement des capitaux qui n'a pas été sans impressionner la place. De plus, nous avons eu à subir les influences des Bourses étrangères. Et comme notre marché a absorbé toutes sortes de valeurs depuis de longs mois, il s'ensuit qu'il ne possède plus tout à fait la force suffisante pour résister victorieusement aux attaques qui peuvent se produire.

Ces attaques sont venues de Londres, et cela juste à un moment où notre spéculation manifestait plutôt des tendances à réaliser. Il ne faut donc pas se montrer surpris de la réaction à laquelle nous avons assisté. Il faut plutôt se montrer satisfait que cette réaction n'ait pas été plus accentuée. Il est vrai qu'il n'existe plus guère ici, à proprement parler, de parti à la baisse prêt à profiter des occasions. Les dures leçons qu'il a reçues en maintes circonstances l'ont rendu plus que prudent. Trop prudent même pour la place, car, dans les circonstances comme celles où nous nous trouvons, il aurait servi, avec efficacité, de contre-partie aux haussiers.

Nous avons parlé plus haut de la cherté de l'argent en liquidation du 15 courant. Nombre de capitaux se sont, à ce moment, réservés pour la souscription du 27 courant aux obligations du *Crédit Foncier de France*, et on peut en principe dire qu'ils seront plus abondants fin du mois. Toutefois, et à voir ce qui se passe depuis plusieurs semaines, il est à croire que les taux de reports seront encore plus élevés fin avril, les reporteurs s'habituant à être suffisamment rémunérés pour leurs avances. Il serait donc peut-être imprudent de compter sur une détente de l'argent, au moins à bref délai.

En dépit des variations de cours, les affaires ont été encore calmes cette semaine. Au dernier moment, la tendance générale est peut-être un peu moins lourde que dans les Bourses précédentes; cependant, on pourrait dire justement que l'on serait ici, et en général, plutôt disposé à vendre qu'à acheter.

★ ★ La lourdeur persiste sur nos *Rentes Françaises*, que continue à impressionner la tenue du comptant. La *Rente 3 0/0 perpétuelle*, qui cotait vendredi dernier 102 90, touche un moment le cours de 103 fr., mais recule à 102 75 pour rester à 102 85, avec un marché excessivement étroit. Ecarts des *Primes* fin courant : 0,15 centimes dont 0,25 centimes ; 0,30 cen-

*

times dont 0,10 centimes. *Rente 3 0/0 Amortissable* 100 85 au comptant et environ 101 francs à terme, contre 101 22 1/2. Par contre *3 1/2 0/0*, en légère avance de 0,07 centimes 1/2 à 108 55.

★ ★ Quelques réalisations sont à signaler, cette semaine, sur les actions de la *Banque de France*, que nous laissons à 3.780 contre 3.840 fr. il y a huit jours. Pour les dix-sept premières semaines de l'exercice en cours, les bénéfices de notre premier Etablissement de crédit se sont élevés à 1.910.040 fr. contre 3.900.612 fr. en 1894, 3.326.023 fr. en 1893, 5.060.328 fr. en 1892, 7.921.504 fr. en 1891, et 5.554.150 fr. en 1890.

★ ★ La fermeté s'impose sur les actions du *Crédit Foncier de France* qui clôturent à 921 fr. 25 contre 918 fr. 75 vendredi dernier, après 926 fr. 25 au plus haut, et 920 fr. au plus bas. Nous renvoyons nos lecteurs à l'article spécial que nous consacrons plus loin à l'émission de 500.000 *obligations Foncières* à laquelle procède, le 27 courant, notre grand Etablissement hypothécaire. En attendant cette opération, les obligations anciennes *Foncières* et *Communales* conservent presque toutes leurs plus hauts cours. L'*Obligation Foncière 1877* se maintient facilement à 401 50; *Communales 1879* 499 fr. contre 500; *titres estampillés* sans changement à 488 50; *Foncières 1879* au même cours de 503 fr.; *Communales 1880* 499 contre 499 25; *Foncières 1883* 467 contre 467 50; *Foncières 1885* en bénéfice de 1 fr. 50 à 497 fr.; *Cinquièmes* 101 25, profitant d'une légère avance de 0,25 centimes; *Communales 1891 tout payé* 396 50 contre 397 50, *Communales 1892 entièrement libérées* 503 contre 505; *Bons à Lots de 1888* 62 fr., en avance de 0,50 centimes; *Bons à Lots de 1887* 69 25 contre 70.

★ ★ Le marché des actions de nos grandes *Sociétés de Crédit* a été assez mouvementé dans ces derniers jours. La *Banque de Paris et des Pays-Bas* passe de 781 25 à 786 25, pour reculer à 768 75, reprendre à 780, et rester au dernier moment à 790, c'est-à-dire au plus haut, sur le bruit de l'arrangement probable des affaires argentines et de sa participation dans le nouvel emprunt chinois. *Crédit Lyonnais* plus calme, 820 contre 825, après 826 25 au plus haut. Nous consacrons plus loin un article spécial à cet Etablissement. *Comptoir National d'Escompte*, 615 alors que nous le laissions, il y a huit jours, à 618 75. On sait que le délai statutaire pour le dépôt des actions en vue de l'assemblée générale extraordinaire de cet Etablissement, fixée au 27 avril, expirait le 13 courant. Nous croyons savoir que le *quorum* nécessaire a été largement atteint. Pour que cette assemblée puisse délibérer valablement, il ne reste plus aux actionnaires qu'à assister à la réunion, ou en cas d'empêchement, à s'y faire représenter par mandataires.

Le *Crédit Industriel et Commercial* reste à son même cours de 562 fr.; *Société Générale* en bénéfice de 3 fr. à 497 fr. Dans la situation de cette Société au 31 mars dernier, nous voyons que les *Comptes de Chèques* ont, comparativement au bilan du 28 février, progressé de 5 millions de francs.

La *Banque Internationale de Paris* monte de 545 francs à 550. Nous analysons plus loin le rapport des commissaires de cette Institution sur l'année sociale qui a pris fin le 31 décembre dernier. *Banque Parisienne* en perte de 15 francs à 415 fr.; *Banque de l'Algérie*, 802 50 contre 810; *Société Foncière Lyonnaise*, 347 50, gagnant 2 fr. 50 sur la clôture précédente; *Groupe des Immeubles* calme. L'*action* reste à son même cours de 33 fr. 75, pendant que l'*obligation Foncière*, remboursable à 1.000 fr., perd 1 fr. à 165 fr.; *obligations 4 0/0*, 190 50 contre 190; *obligations libérées de 350 fr.* sans changement à 250 fr. Les créanciers de cette Société sont invités à se rendre, le 23 courant, au Tribunal de commerce, pour entendre le rapport des liquidateurs sur l'état de la liquidation judiciaire, et délibérer sur la formation du concordat dont le projet a été approuvé par les actionnaires.

La *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* cote 595, en léger recul de 5 fr.; *Sous-Comptoir des Entrepreneurs*, 120 contre 125; *Crédit Mobilier* plus mou à 62 fr. 50, en perte de 7 fr. 50; *Banque Hypothécaire d'Espagne*, 514, gagnant ainsi 2 francs sur vendredi dernier.

★ ★ Sur les actions de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer*, les cours prédédents sont à peu près maintenus. Le *Midi* est à 1.327 50 contre 1.330; *Orléans* 1.595, en recul de 5 fr.; *Lyon*, 1.525 contre 1.527 50; *Nord*, 1.837, gagnant 7 fr.; *Ouest*, 1.098, perdant 2 fr.; *Est* en plus-value de 8 francs à 980. Nous croyons pouvoir dire que la conversion des *Obligations 5 0/0* de cette Compagnie, dont nous parlions dans notre *Marché Financier* du 30 mars, s'effectuera dans les conditions suivantes : ou remboursement par anticipation, ou réduction de l'intérêt de 25 francs l'an à 22 fr. 50. Les nouvelles obligations seront non convertibles pendant dix ans, à partir du 1er juin 1895, et la réduction d'intérêt ne portera que sur le coupon semestriel à l'échéance du 1er décembre prochain.

Pour le 14e semaine de 1895 (du 2 au 8 avril) les recettes de nos *Grandes Compagnies* sont un peu plus favorables. Elles n'accusent, en effet, sur celles de la période correspondante de 1894, qu'une moins-value de 197.959 fr. 71. Il est vrai que le *Paris-Lyon* est en grande augmentation et que le *Midi* accuse, lui aussi, un excédent raisonnable. A l'heure actuelle, les résultats de 1895 depuis le 1er janvier, comparés à ceux de 1894, sont encore en déficit de 11.525.485 fr. 20. Une seule ligne, le *Midi*, est en excédent.

Les *Actions* et les *Obligations 3 0/0* du *Sud de la France* sont un peu plus lourdes. Les premières cotent 295 fr. contre 297 50, pendant que les secondes reviennent de 439 50 à 434. L'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie, fixée au 30 courant, ne pourra se tenir à cette date par suite du nombre insuffisant d'actions déposées.

★ ★ Sur les actions *Suez*, on signale d'assez importantes réalisations qui pèsent d'autant plus sur les cours, que les transactions sont restreintes. De 3.437 50, nous revenons à 3.387 50 et clôturons à 3.390. L'hésitation que témoigne la cote n'a rien que de naturel, les profits supplémentaires, dont nous parlions ici même il y a huit jours, ayant été escomptés par la spéculation depuis longtemps déjà. *Compagnie Parisienne du Gaz* en forte hausse à 1.118 75, après même 1.121 25, gagnant ainsi 33 fr. 75; *Entrepôts et Magasins Généraux de Paris* 580 fr., contre 585; *Compagnie Générale Transatlantique* soutenue à 350 fr., en moins-value pourtant de 5 fr. C'est samedi dernier qu'a eu lieu l'adjudication définitive des services maritimes postaux pour l'Algérie et la Tunisie. La *Compagnie Générale Transatlantique* a été déclarée adjudicataire de 10 lots sur les 4 projets, et la Compagnie de Navigation mixte (Touache) de Marseille, adjudicataire de 6 lots. Les services en cours expirent le 30 juin, et il reste au Parlement à donner sa ratification aux conventions passées. A ce sujet, mentionnons que la Commission de la Chambre des députés qui a à s'occuper de la question, a nommé une sous-Commission qui a pour mission d'examiner un contre-projet présenté par M. Charles-Roux, député de Marseille, et qui tendrait à séparer les services postaux et les services commerciaux, et à établir entre la France et l'Algérie, des relations extra-rapides qui mettraient Marseille à vingt heures et Paris à trente-cinq ou trente-six heures d'Alger. Au fond, ce contre-projet ne gênerait pas la *Compagnie Transatlantique* qui possède une flotte remarquable en état d'assurer les services rapides. *Messageries Maritimes* sans changement à 630 fr.; *Chargeurs-Réunis* 1.320, au même cours qu'il y a huit jours; *Compagnie de Navigation Havre-Paris-Lyon* 362 fr., contre 367 50.

Les *Voitures de Paris* sont à 570 fr., en moins-value de 4 francs; *Omnibus* 1.076, perdant également 4 fr. Jeudi dernier a eu lieu une nouvelle réunion des délégués de la Compagnie et des employés sous la présidence du juge de paix du Ier arrondissement. La Compagnie a fait et promis quelques concessions; elle a

déclaré qu'elle n'accepterait des arbitres que si ceux-ci ne devaient discuter que les conventions de 1891. Une nouvelle réunion doit avoir lieu la semaine prochaine. Quant aux recettes de la Compagnie, elles présentent, du 9 au 15 avril, et sur 1894, une augmentation de 62.883 fr. 05; la moins-value constatée depuis le 1er janvier dernier, sur l'année précédente, n'est donc plus que de 400.381 fr. 95. *Compagnie Française des Métaux* très ferme à 262 fr. 50 contre 257 fr. 50, et après même 270 au plus haut. *Société Centrale de Dynamite* plus lourde à 638 fr. 75, en recul de 8 fr. 75; *Téléphones* 305 fr. contre 302 fr. 50; *Télégraphe de Paris à New-York* 102 fr. 50 en progrès, de 2 fr. 50.

Nous retrouvons au même cours de 105 fr. les actions de la *Société Hellénique du Canal de Corinthe;* par contre, l'*Obligation 6 0/0* 185 contre 190. Pour la décade du 3 au 12 avril, les recettes du canal se chiffrent par 7.560 drachmes et 509 francs en or, pour 77 bateaux jaugeant 11.036 tonnes. Il y a là une petite amélioration que nous signalons particulièrement.

Les *Nitrate Railways* reviennent de 525 fr. à 505. Pendant la première quinzaine d'avril, les recettes de cette Compagnie ont été de 21.543 livres, en diminution de 1.017 liv. sur 1894. Il semble que l'on ait un peu trop tôt escompté un manque d'entente entre les Compagnies nitratières, au sujet de la réglementation de la production. Ce manque d'entente n'aurait certes pas manqué d'amener, de tous côtés, une surproduction qui aurait profité à la *Nitrate Railways Company*. Mais des nouvelles récentes permettent de penser que de nouveaux pourparlers sont engagés, dont il faut attendre les résultats, et d'après lesquels le maximum de la production de nitrate serait fixé à 23 1/2 millions de quintaux par an, contre 20.655.000 quintaux en 1893 et 18 millions en 1894. Ajoutons que la consommation de l'univers entier a augmenté, pendant l'année 1894, de 100.000 tonnes. *Lautaro* 212 fr. 50, en réaction de 7 fr. 50; *Lagunas Nitrate* 163 fr. 50 contre 170 62 1/2 il y a huit jours; *Compagnie Française des Mines d'or et d'exploration* sans changement, mais ferme à 126 fr. 25.

Les *Bons du Congo* montent de 103 75 à 108 75, après même 110 fr.

Nous nous reportons à ce que nous avons publié sur ce titre à plusieurs reprises, et sommes heureux de constater que l'événement nous a donné raison.

Le *Rio-Tinto* a passé de 345 fr. à 360, mais revient à 348 75 pour clôturer à 355. On a répandu le bruit que l'entente entre tous les producteurs de cuivre, à laquelle nous faisions allusion il y a huit jours, et qui aurait pour but de limiter la production et, par suite, de relever les cours du métal, était sur le point d'être signée. Il semble, décidément, que nous soyons ici plus que crédules sur ce point. Ce qui est certain, c'est que les bénéfices du change réalisés en 1894 par la *Compagnie du Rio-Tinto*, représentent environ 7 fr. par action. Avec une amélioration du change espagnol, on voit dans quelle situation se trouverait cette entreprise qui, afin de doter ses réserves, a dû limiter, pour l'exercice écoulé, le dividende de ses actions à 10 francs, comme nous le mentionnions dans notre *Marché Financier* du 6 courant. *Obligations de l'Etat de Espirito-Santo*, demandées à 420 francs.

Le *Groupe Panama* est ferme, bien que ne conservant pas ses plus hauts cours. L'*Action*, de 9 fr. 25, passe à 10 fr.; *Obligations 5 0/0*, 32 fr. 25 contre 26 fr., après même 34 fr. au plus haut; *Obligations 3 0/0*, 22 fr. contre 19 fr. 25, après avoir coté un moment 22 fr. 50; les *Obligations 4 0/0* passent de 20 fr. 25 à 24 fr., pendant que la *1re série* monte à 35 fr. 50, en bénéfice de 4 fr. 75; *2e série*, 33 fr. 50, gagnant ainsi 6 fr., après 33 fr. 75 au plus haut; *Bons à Lots*, en bénéfice de 7 fr. 50 à 143 75, après 146 25 au plus haut.

C'est surtout à terme que les transactions s'effectuent sur cette dernière valeur, ce qui est à prendre en considération. On a parlé, dans ces derniers temps, de la répartition éventuelle entre les obligataires et l'ancienne *Compagnie Interocéanique*, des 600.000 Bons restant à la souche. On croit généralement que l'on s'est trop hâté de mettre cette nouvelle en avant. En tout cas, il est difficile de savoir ce que fera le liquidateur qui ne semble disposé à communiquer à personne ses projets.

★ ★ Le marché des *Fonds Brésiliens* est toujours assez animé et témoigne toujours d'une grande fermeté. La *Rente 4 1/2 0/0 1888* conserve son cours de 81 fr. pendant que le 4 0/0 1889 s'échange à 76 45 à terme et à 76 85 au comptant, contre 76 70 il y a huit jours.

★ ★ De nouveau, la *Rente Extérieure Espagnole* accuse une mauvaise tendance. Ce n'est pas seulement l'insurrection à Cuba qui occupe les esprits. On verra par notre correspondance de Madrid de ce jour quelles préoccupations règnent en Espagne et l'amènent à nous vendre encore des titres. En résumé, l'*Extérieure Espagnole* cote 73 10, après 72 85 au plus bas, perdant pour la semaine 1 fr. 10.

★ ★ La *Rente Italienne* a été mouvementée. Le *report*, sur cette valeur, a été de 15 et de 17 centimes. On clôture presque au plus bas à 88 12 1/2, en réaction de 0.77 1/2 centimes, non compris le report.

★ ★ Les *Fonds Russes* ont encore été lourds cette semaine, en dépit d'un excellent marché au *comptant*. L'*Orient* revient de 67 80 à 67 55; *Consolidés 1re et 2e séries* 101 85 contre 101 90; *Russe 3 0/0 1891* et *2e émission 1894* 93 35, en recul de 50 centimes; *Russe 3 1/2 0/0* 98 10, perdant 60 centimes.

★ ★ La *Rente Serbe 5 0/0 1890* ne s'est que peu ressentie de l'allure du marché. Elle reste à 72 75 contre 73 fr. vendredi dernier.

★ ★ Les *Valeurs Ottomanes* ont eu à supporter des ventes de Londres. Elles restent au dernier moment mieux. Le *Turc B*, dont la lourdeur ne doit pas persister, reste à 45 90, contre 46 62 1/2; *Turc C* 26 12 1/2, contre 26 50; le *Turc D*, que nous laissions à 29 10 cote 28 90; par contre, *Douanes* en légère avance de 0,25 centimes à 511 50; *Ottomane 4 0/0 1894* 475, contre 476 50; *Banque Ottomane* 720, contre 722 50, après 712 50 au plus bas. Au sujet des *Valeurs Ottomanes*, remarquons que, depuis la nomination du comte d'Arnoux, comme directeur général, on peut constater de notables améliorations dans l'administration de la *Dette publique Ottomane*. Les projets du nouveau Directeur ont été approuvés par le Conseil, aussi d'importantes économies seront-elles réalisées dans les frais généraux.

Les obligations *Smyrne-Cassaba* sont à 447 50, pendant que les obligations 3 0/0 *Jonction Salonique-Constantinople* s'établissent à 332 fr. 50 ex-coupon, demandées surtout au *comptant*.

QUESTIONS DU JOUR

LES CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES
POUR L'EUROPE
DE LA PAIX SINO-JAPONAISE

La guerre entre le Japon et la Chine, qu'un télégramme officiel, parti de Tokio le 1er août 1894, avait notifiée aux Puissances, est officiellement terminée depuis le 17 avril. La Chine semble avoir accepté toutes les conditions de son vainqueur et, bien que les clauses du traité de paix soient systématiquement tenues secrètes par les deux Puissances, les nations européennes commencent à être inquiètes sur les conséquences futures du grand événement qui vient de s'accomplir en Extrême-Orient.

C'est qu'en effet, si le Japon s'est réellement réservé les avantages commerciaux dont parlent les

premières dépêches, s'il a obtenu de la Chine le traitement de la nation la plus favorisée, si ses produits ne doivent subir à l'importation qu'un droit de douane de 2 0/0, si les Japonais ont enfin le droit d'exercer tout commerce et toute industrie sur le territoire chinois... et si les Puissances européennes laissent ratifier ce nouvel état de choses, c'est, en premier lieu, le monopole du commerce et de l'industrie dans l'Extrême-Orient que le Japon se sera attribué par droit de conquête.

En effet, quelle va être, pour les nations industrielles de l'Europe, la première conséquence économique de cette résolution? L'arrêt absolu de toute importation en Chine et le point de départ d'une concurrence sans merci pour les produits européens dans tous les pays à étalon monétaire d'argent.

Depuis dix années, les Japonais ne se sont point contentés d'organiser et d'instruire leur armée à l'européenne. Leurs hommes d'Etat ont parfaitement compris l'immense avantage que le Japon pouvait retirer de son voisinage avec la Chine, et enfin des conditions exceptionnellement favorables que lui donnaient, sur les produits européens, son étalon monétaire d'argent — semblable à l'étalon chinois — et les bas prix de sa main-d'œuvre et des matières premières nécessaires à son industrie.

Déjà, avant la guerre, nous avons signalé dans l'*Economiste Européen* le prodigieux développement de l'industrie japonaise.

Nous appuyant sur les rapports des Consuls anglais et allemands résidant en Chine ou au Japon, nous avons, à plusieurs reprises, expliqué l'infériorité réelle dans laquelle la baisse de l'argent métal plaçait sur les marchés de l'Extrême Orient, les produits européens et l'expulsion progressive de ces produits par la concurrence des produits similaires fabriqués en pays à monnaies d'argent : Le moment nous paraît opportun de rappeler ces faits, car ils permettront de mieux apprécier la gravité de la question que la signature de la paix sino-japonaise pose à l'Europe.

« Dans son rapport annuel sur le mouvement commercial de Shanghaï, pour toute l'année 1893, — disions-nous le 25 août 1894 — M. Jamieson, consul anglais, indique dans quelles mesures la baisse du prix en or de l'argent a eu sa répercussion sur le commerce extérieur de la Chine.

« La baisse du prix en or de l'argent se traduit par un accroissement progressif des exportations de la Chine. Il y a vingt ans, le Céleste-Empire n'exportait guère que deux produits : le thé et la soie, qui, jusqu'en 1880, représentaient plus de 80 0/0 des chiffres totaux. Mais cette situation se modifia dès que le cours des changes permit d'expédier en Europe certains articles qui n'auraient pas pu supporter, autrefois, les frais de transport.

« Voici, au surplus, la valeur comparative des exportations de la Chine, *en milliers de haikwan taëls :*

Articles	1875	1880	1890	1892	1893
Thé	36.697	35.627	26.662	25.983	30.559
Soie	24.894	29.831	30.255	38.292	38.114
Autres produits	7.321	12.425	30.327	38.308	47.959
Total	68.912	77.983	87.244	102.583	116.632
Cours moyen annuel de l'once standard d'argent à Londres	56.67	52.25	47.68	39.81	35.62

« En ce qui concerne le développement des industries locales, dès le commencement de 1893 on montait, à Shangaï, deux filatures de coton, l'une avec 15.000, l'autre avec 25.000 broches. D'autres filatures s'ouvrirent dans le courant de l'année, et, au 31 décembre 1893, on comptait 150.000 broches travaillant à Shangaï, indépendamment de celles qui ont été installées à Hankow, sous les auspices du vice-roi Tchang-Tchi-Tung. Et ce sont là des entreprises purement indigènes, dans lesquelles aucun Européen n'est intéressé.

« Même constatation pour les filatures de soie, dont le nombre s'est accru de deux pendant l'année 1893. *Bien que la Chine reste loin derrière le Japon, où l'industrie a pris un essor extraordinaire*, elle semble s'engager dans une voie nouvelle, et il n'y aurait rien de surprenant à ce que, aussitôt après la guerre, une transformation subite vînt à se produire. M. Jamieson envisage cette hypothèse en y ajoutant que seule la méfiance des Chinois à l'égard des étrangers, a empêché jusqu'ici le développement des entreprises industrielles. »

Et le Consul anglais ajoutait :

« *Le jour où le Céleste-Empire ouvrira ses por-*
« *tes aux étrangers, les circonstances se modifie-*
« *ront du tout au tout* ».

Si le Traité de paix du 17 avril ne renverse la fameuse muraille de la Chine qu'au seul profit des Japonais, le danger pour l'industrie européenne n'en sera que plus considérable.

En effet, le Japon est aujourd'hui merveilleusement outillé pour exploiter la situation morale et matérielle que sa victoire sur la Chine va lui créer en Extrême-Orient.

Un rapport du Consul britannique de Hiogo (Japon), dont il a été donné lecture au *Royal Colonial institute* de Londres, le 12 février dernier, établit, par exemple, qu'alors que les filateurs du Lancashire travaillent aujourd'hui à perte, les filatures japonaises donnent des dividendes moyens de 17 0/0. Et le rapport dit encore : « L'ouvrier asiatique travaille à un salaire équivalant à la moitié du salaire or d'il y a vingt ans, bien qu'il reçoive la même somme en argent. Comme conséquence, la production des mines d'étain dans les Détroits a augmenté de 15 0/0 par an.

« Semblable constatation peut être faite pour toutes les industries. En ce qui concerne le charbon, les Compagnies de navigation ont passé, au Japon, des contrats pour plusieurs centaines de mille tonnes à livrer à Singapoore au prix de 5 1/2 p. la tonne. Si on considère que la qualité de ce combustible est inférieure de 20 0/0 à celle du meilleur charbon anglais, ce prix, à raison de 5 shill. par piastre, équivaut à 13 shill. la tonne, alors que le charbon de Cardiff revient à 20 shill. rendu à Singapoore.

« La production du charbon tend à s'accroître en Extrême-Orient et la vente est favorisée par la baisse du prix en or de l'argent. »

Sir Thomas Sutherland a dit à une récente Assemblée de la *Société de Navigation à vapeur Péninsulaire-Orientale* que, parmi les personnes présentes, il en était qui verraient construire les navires de la Compagnie sur les bords du Yangtzé, en Chine, et non plus sur ceux de la Clyde, de la Tay ou du Tyne. La puissance d'achat de l'or mesurée en argent s'étant accrue de 120 pour cent depuis 1870, il est impossible d'évaluer les béné-

fices réalisés de ce chef par les races asiatiques au détriment des Anglais.

M. Whitehead, qui a exposé au *Royal Institute* les avantages énormes que la baisse de l'argent procurait aux industries asiatiques, a indiqué d'une manière plus particulière, la situation actuelle de l'industrie japonaise.

LA GRANDE EXPANSION DU JAPON

Dans le voisinage d'Osaka et de Kioto, l'activité industrielle présente un spectacle surprenant. Cinquante-neuf filatures et tissages ont été montés en très peu de temps ; ces établissements, disposant d'un capital, exclusivement indigène, de 20.000 millions de piastres, comptent 770.874 broches. En mai 1894, leur production était déjà évaluée à 500.000 balles de filés d'une valeur brute de 40 millions de piastres, soit au change actuel, quatre millions de livres sterling.

En résumé, les industries japonaises de toutes catégories ont progressé par bonds énormes ; déjà elles peuvent ne plus se préoccuper de la concurrence anglaise. Le Japon a eu la sagesse de rester au régime de l'argent et d'encaisser les bénéfices qui en résultent pour lui.

Une révolution politique, dont les conséquences ont été des plus sérieuses pour les Anglais, s'est produite l'automne dernier dans l'Extrême-Orient. L'Empire du Japon a voulu prendre rang au milieu des grandes puissances du monde. Il y a trente-cinq ans à peine, les Japonais étaient à l'écart ; depuis lors, ils se sont assimilés aux Européens, et ils se sont rendus maîtres de leur science avec l'aide d'employés venus de l'Occident. Les progrès extraordinaires qu'ils ont réalisés expliquent leurs succès actuels.

Mais les habitants du Japon ont une civilisation qui leur est propre ; à l'instar des Chinois, ils sont très industrieux et aptes aux entreprises commerciales.

Les *exportations* du Japon ont progressé de 16 millions de piastres, en 1868, à 90 millions en 1893, et les *importations* ont passé de 11 millions en 1868, à 75 millions de piastres en 1893. Jadis la Chine et le Japon tiraient de la Grande-Bretagne tous les produits manufacturés dont ils avaient besoin ; plus tard ces pays se sont adressés à l'Inde.

Le tableau suivant du *Commerce extérieur* japonais va, d'ailleurs, nous indiquer les résultats du développement économique de ce pays :

Années	Importat.	Exportat.	Cours moyen de l'argent
	Milliers de yens (1)		
1868-69.....	11.000	16.000	60.50
1888-89.....	65.510	64.953	42.75
1889-90.....	66.173	69.426	43.25
1890-91.....	81.752	55.875	46.37
1892-93.....	75.903	90.480	37.62

Ces chiffres sont caractéristiques, mais les résultats de la frappe des monnaies pendant l'année 1893 ne le sont pas moins, car ils viennent, sous une autre forme, corroborer les indications commerciales.

Le rapport publié le 31 mars 1894 par M. Hasegawa Tamcharu, directeur de l'Hôtel impérial des Monnaies au Japon, constate que, par rapport aux années antérieures, l'Hôtel des Monnaies a reçu moins d'or, mais beaucoup plus d'argent. Le nombre des barres importées à l'étranger a été double et on a dû augmenter les heures de travail pour pouvoir frapper, pendant cinq mois, 70.000 yen par jour (environ 385.000 francs).

Voici les poids bruts (en mommés de 3 gr. 75) des métaux précieux apportés par le Gouvernement et le public à la Monnaie :

	Or	Argent	Nickel
Gouvernement....	»	»	1.000.708 »
Domaines........	4.328 80	81.515 60	4.341.865 80
Public japonais..	57.542 68	143.756.226 94	6.144.657 99
— étranger...	»	25.546.221 »	17.824 10
Total.......	61.871 48	168.383.963 54	11.505.050 89

(1) Le yen japonais contient exactement 26 grammes 956 au titre 900mes de fin, et sa valeur au pair de l'or est de 5 fr. 39.

Le nombre total des pièces d'or, d'argent et de métal frappées a été de 34.460.081 pièces, représentant une valeur réelle ou nominale de 14 millions 825.831 yen, c'est environ 80 millions de francs, dont plus de 75 millions d'argent. C'est énorme, si l'on considère que, dans le passé, la frappe annuelle des monnaies au Japon n'avait jamais dépassé, en valeur, le chiffre de 8 millions de yens.

Après les premières victoires des Japonais, quelques journaux avaient formulé l'opinion que le Japon, à l'exemple de l'Allemagne, pourrait bien utiliser l'indemnité de guerre qu'il imposerait à la Chine pour passer de l'étalon d'argent à l'étalon d'or. Il nous suffira de rappeler les conclusions de la remarquable étude que M. E. Bard nous a adressée sur le *Bimétallisme en Extrême-Orient*, et qui a été publiée dans l'*Economiste Européen* du 23 février dernier, pour enlever toute illusion à cet égard :

Les Japonais sont cent fois trop intelligents pour ne pas se rendre compte que l'état de choses actuel, non seulement leur assure la tranquille possession de leur marché intérieur, mais encore leur livre tous les marchés des pays d'argent et même ceux des pays d'or. Jamais ils ne renonceront à un pareil avantage et, si l'Europe veut éviter la ruine de ses industries et de son agriculture au profit de l'Asie, il faut qu'elle rende à l'argent son rôle monétaire, avec ou sans rapport fixe, ce qui est une question à étudier.

M. Georges Jamieson, le consul anglais de Shanghaï, déjà cité, dans une Etude qui a été récemment primée par la Bimetallic League, a expliqué d'une manière frappante la situation, en Extrême-Orient, que la baisse de l'argent par rapport à l'or créait à l'industrie respective des pays à étalon d'or et des pays à étalon d'argent :

« Supposez deux filatures de coton, dont l'une se trouve en Angleterre et l'autre au Japon ou en Chine, luttant concurremment pour la vente de leurs produits ; comparons leur situation en 1873 et en 1894. Admettons qu'en 1873 elles luttaient à conditions égales, c'est-à-dire que chacune d'elles procurait les mêmes bénéfices à son propriétaire.

« En 1894 l'une et l'autre ont la même somme de travail qu'en 1873, travail que l'Anglais *paie en or* aux anciens taux. L'Asiatique paie toujours à ses ouvriers, comme jadis, 18 à 20 cents par jour, et à ses ouvrières 8 à 10 cents par jour. En 1873, ce salaire représentait de 9 à 10 pence en or pour les hommes et de 4 à 5 pence en or pour les femmes. Aujourd'hui cela représente juste la moitié, c'est-à-dire de 4 à 5 pence et de 2 à 2 1/2 pence.

« Multipliez ce chiffre par 2.000 unités de main-d'œuvre et vous verrez l'économie sur cette main-d'œuvre.

« Mais ce n'est pas tout. Les mêmes avantages se présentent pour les achats de charbon. Le charbon du Japon coûtait de $ 4 à $ 5 la tonne, ce qui représentait jadis de 16 à 20 shillings en or. Aujourd'hui, on l'achète encore à $ 4 ou $ 5 la tonne, mais ces chiffres ne correspondent plus qu'à 8 ou 10 shillings en or.

« Le même calcul s'applique au revenu, salaires, taxes et toutes autres charges fixes. Tout cela est *payable en argent et n'a pas varié avec la hausse de l'or.* »

M. G. Jamieson, qui habite l'Extrême-Orient depuis de longues années, confirme donc ce fait, que les monométallistes s'efforcent en vain de contester, que la hausse de l'or dans les pays à circulation d'argent n'y a pas fait hausser les prix en argent des choses indigènes, et que ces prix sont exactement les mêmes en 1894 qu'à l'époque où l'argent était au pair relatif de l'or.

Même constatation a été faite par les rapports des Consuls britanniques et allemands en résidence dans les pays à étalon d'argent dont nous publions régulièrement des extraits. Enfin, dans sa communication au *Royal Institute* dont nous parlons plus haut, M. Withehead a textuellement déclaré ceci :

Dans les pays orientaux, l'argent procure *la même somme de travail qu'autrefois;* mais l'argent mesuré, en or, ne vaut plus même la moitié de ce qu'il valait autrefois. Ainsi, on pouvait s'assurer, en Angleterre, il y a vingt ans, une somme déterminée de travail, pour huit shillings en or, par exemple, et cette même somme de travail valait, en Chine, deux piastres, d'après l'ancien rapport.

Conséquemment, on peut, aujourd'hui, se procurer, en Asie, pour quatre shillings de monnaie anglaise — ou l'équivalent en argent — une somme de travail égale à celle qui coûtait, il y a vingt ans, huit shillings. La valeur de la main-d'œuvre orientale ayant été ainsi réduite de plus de 55 0/0 en or en comparaison avec la valeur d'autrefois, on peut fabriquer et produire, en Asie, avec cette même différence par rapport aux pays monométalliques-or. Notre système monétaire est cause de cette situation, et la loi économique, en vertu de laquelle le marché le plus avantageux conquiert le monde, exercera nécessairement ses effets.

La population du globe est d'environ 1.600 millions d'habitants, dont le tiers, comprenant les Européens et les Américains, à l'étalon-or comme mesure de valeur, tandis que les deux autres tiers comprennent les races asiatiques, qui ont l'argent comme étalon. La somme de travail à bon marché qu'on peut se procurer dans les pays orientaux est illimitée ; d'autre part, dans les pays à étalon d'or, des millions d'hommes et de femmes attendent anxieusement du travail qu'il ne faudrait pas payer plus de cinq ou six pence, si on voulait s'en tenir à l'équivalent de l'argent par rapport à l'or.

Si on ne modifie pas le régime monétaire, et si les travailleurs anglais ne sont pas disposés à accepter de fortes réductions de salaires, les entreprises industrielles disparaîtront de l'Angleterre, car elles ne pourront plus lutter contre les industries similaires des pays à étalon d'argent.

Or, ce qui est vrai pour l'Angleterre l'est aussi pour la France, pour l'Allemagne, pour les Etats-Unis, pour la Belgique et pour la Hollande.

Déjà, avant la guerre, les produits manufacturés japonais et chinois avaient réussi à détrôner, dans tous les pays de l'Extrême-Orient, la souveraineté des produits européens. Que le Japon obtienne en Chine, les avantages commerciaux et industriels dont parlent les premiers télégrammes relatifs à la conclusion de la paix; que l'Europe garde, comme par le passé, son régime monétaire de l'étalon d'or, et non seulement les produits sino-japonais expulseront, en quelques années, les produits similaires européens des marchés exotiques qui leur restent encore ouverts, mais ils viendront leur faire, sur les marchés européens eux-mêmes, une concurrence dont les conséquences économiques et sociales sont faciles à prévoir.

Ce sont ces conséquences que les Gouvernements français, allemand, anglais, américain et russe feront bien d'envisager avant l'examen de toute autre question ; c'est, en tous les cas, ce que nous tenions à rappeler en ce moment.

Edmond Théry.

ENCORE LES MINES D'OR

Il faut bien revenir à cette *question du jour*, dont on se préoccupe sur notre marché à des points de vue divers ! Tandis que les uns, par métier, s'efforcent de développer les transactions, en mettant leur activité au niveau de l'engouement du public, d'autres ne craignent pas de réagir contre la mise en coupe réglée de l'épargne nationale, si rebelle quand il s'agit d'entreprises françaises. Il y a huit jours, notre Rédacteur en chef, M. Edmond Théry, diagnostiquait cette « fièvre aurifère » dont les effets immédiats se traduisent par un drainage, au profit de l'étranger, de nos réserves de métal jaune. Montrant, par un exemple topique, le degré d'inconscience auquel sont arrivées les personnes entraînées dans la tourmente, il signalait les lacunes de notre législation, dont on peut impunément violer l'esprit, et il concluait à une modification de la loi 1867-1893 ainsi que du décret de 1880-1893, concernant les Sociétés par actions.

Cette thèse vient d'être reprise et développée dans la *République Française*, par son éminent directeur, M. J. Méline.

Avec la logique serrée qu'il applique à l'étude de toutes choses, M. Méline constate, tout d'abord, le fol aveuglement du public, si oublieux des leçons de l'histoire. Ne semble-t-il pas que la catastrophe de Panama se perde dans la nuit des temps, et que les plaies ouvertes à la suite de cette mémorable affaire soient cicatrisées depuis des années ? Mais la secousse ressentie sur le marché français, si violente qu'elle ait été pour les victimes, ne pouvait avoir les conséquences du krach qui se prépare actuellement.

Pour Panama, les fonds sortis de la poche de l'incorrigible M. Gogo restaient, en majeure partie, dans le pays; cette fois, au contraire, l'actionnaire français enrichit les courtiers du *Stock-Exchange* qui lui passent, avec une prime fantastique, des ballots de papier dont on ne veut plus dans Throgmorton street.

S'il s'agissait encore des fameux gisements aurifères de Madagascar, plus riches, assurent les explorateurs, que ceux du Cap! On aurait au moins l'excuse de chercher à justifier, au point de vue économique, la conquête qui va être entreprise. Mais ces mines invraisemblables, pour lesquelles les données manquent, sont situées en terres africaine et australienne, dans des régions où la France ne peut exercer de contrôle.

MM. Edmond Théry et J. Méline admettent tous deux que, parmi ces affaires, il y en a de sérieuses; s'est-on donné la peine de faire une sélection ? La sélection a été opérée à Londres, par des capitalistes qui ne placent pas, comme nous, leur argent au hasard et gardent dans leurs portefeuilles des titres choisis avec soin, promettant des bénéfices honnêtes. Ici, par contre, l'action minière est un simple billet de loterie *introduit* furtivement et dont le gros lot est constitué par l'or qu'on nous enlève.

Les bulletins financiers, écrit M. Méline, foisonnent, portant la fièvre partout et faisant miroiter aux yeux des simples d'esprit des espérances insensées... Ce qu'on se garde bien de dire, c'est que dans beaucoup des affaires lancées, les dividendes ont déjà été escomptés et empochés par les fondateurs qui n'ont laissé au troupeau des actionnaires que les miettes de la table. On connaît l'histoire d'une des plus grosses affaires de ces derniers jours: une mine d'Australie, enregistrée à Londres au capital de 7 livres, soit 175 fr., a été émise immédiatement au capital de 700.000 livres ou 17 millions. Sur ces 17 millions, les vendeurs ont touché la modeste somme de 10 millions comptant, plus 233.000 livres en actions, soit 16 millions en tout, si bien qu'il ne reste plus à la Compagnie, pour faire face aux dépenses d'installation et aux frais d'exploitation, qu'une misérable somme de 1.250.000 francs.

Quant à la maison de banque qui a lancé l'affaire sur notre marché, elle a pu réaliser en quelques jours un léger bénéfice de 1.500.000 francs.

Je signalerai aussi l'article publié cette semaine par notre confrère le *Moniteur des Tirages financiers*, qui clôt une longue étude consacrée aux mines d'or :

Les « chasseurs de filons » qui mirent la main sur la Londonderry, vendirent celle-ci après lui avoir « arraché les yeux », dit-on, 50.000 liv. st. au manager. Celui-ci, après s'être consciencieusement occupé à la vider, la rétroceda moyennant 250.000 liv. st. et le 1/6e des actions d'apport à Lord Fingall qui, de concert avec le colonel North, porta le capital à 700.000 liv. st.

Ce sont ces 700.000 liv. st., qui constituaient déjà une majoration de près de 15 millions, que l'on émit à Londres avec une nouvelle majoration de 1/2 liv. st. Et de là, on voulut nous renvoyer la mine, majorée de nouveau, au moment où, du propre aveu du promoteur de l'affaire, on s'apercevait que le puits sur lequel on comptait le plus ne contenait rien du tout !

Ce sont ces majorations exagérées qui rendent si périlleuses les affaires de mines d'or. Inconnues, nouvelles, elles sont, pour ainsi dire, la bouteille à l'encre. Appréciées, elles sont de suite surfaites dans des proportions fantastiques par des aigrefins.

Aussi ne saurions-nous trop engager nos nationaux à ne s'aventurer sur ces valeurs, *régies par la loi anglaise*, qu'avec une extrême prudence. Sans doute ils peuvent ainsi augmenter leur revenu. Mais il ne faut pas perdre de vue que le rendement d'une mine d'or est essentiellement temporaire et ne saurait excéder une trentaine d'années.

Pour tout dire, les mines d'or ne présentent aucun danger au point de vue du métal jaune qu'elles jettent dans la circulation et que de nombreux pays soumis au régime du papier-monnaie ou de l'étalon argent absorberont sans difficulté. Ces découvertes de mines nous semblent surtout utiles parce qu'elles stimulent la civilisation, qui subsiste après leur épuisement. Mais peut-être, au lieu de stimuler la colonisation en nous intéressant à des mines d'or, préférerions-nous directement nous intéresser, chez nous, à de vastes entreprises de colonisation directe, comme il s'en créa avec tant de succès aux siècles derniers.

Voilà donc les choses mises au point; mais le spéculateur, sourd aux plus sages avis, n'entend pas le cri d'alarme poussé par les hommes vraiment soucieux du danger. Il incombe donc aux Pouvoirs publics d'intervenir, dans la mesure du possible, avant qu'il soit trop tard, en faisant modifier d'urgence, par le Parlement, la loi de 1893. Si le texte primitivement admis par la Chambre n'avait pas été remanié par le Sénat, les valeurs des Sociétés étrangères n'échapperaient pas au contrôle de la cote officielle; nous ne verrions pas se produire cette anomalie en vertu de laquelle ces Sociétés peuvent introduire en France des actions de 25 fr., tandis que les Sociétés françaises, dont le capital dépasse 200.000 francs, ne jouissent pas de la même faculté.

Le remaniement préconisé par M. Méline, en entravant le déplacement de notre marché financier, préviendrait de nouvelles catastrophes.

Il présenterait aussi d'autres avantages.

La faculté de réduire à 25 fr. la valeur nominale de l'action, quelle que soit l'importance du capital social, permettrait à la petite épargne de se porter vers des entreprises vraiment françaises, en s'associant à des affaires connues, étudiées et publiquement contrôlées. J'entreverrais, enfin, par ce moyen, la mise en valeur de notre domaine colonial, de cette belle Indo-Chine si délaissée par la haute finance, qui meurt d'anémie faute de quelques millions. Les véritables mines d'or sont là-bas, sous forme d'exploitations houillères ou agricoles, et la transformation pourrait s'effectuer très rapidement, grâce à la persévérante énergie des colons, qui connaissent les richesses accumulées dans le sous-sol et à la surface de ce vaste empire.

C.-R. WEHRUNG.

L'ÉMISSION

DU

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

Dans son *Marché Financier* du 13 courant, l'*Economiste Européen* stipulait que le *Nouvel Emprunt à Lots* du *Crédit Foncier de France*, dont il est tant parlé depuis quelques semaines, aurait lieu le 27 avril ou dans les premiers jours de mai. Aujourd'hui, il n'y a plus de doute à avoir : la souscription aura lieu le 27 courant et portera sur 500.000 *obligations Foncières* de 500 francs, *avec lots*, et rapportant 2 80 0/0 d'intérêt, c'est-à-dire 14 fr. par an. Le cours d'émission est fixé à 490 francs, ainsi que nous le laissions pressentir le 6 courant, et les versements sont à opérer comme suit : 20 francs par obligation en souscrivant; 20 francs à la délivrance des titres; et 9 versements de 50 fr. échelonnés ainsi : du 10 au 20 octobre 1895; en 1896, du 10 au 20 février, du 10 au 20 août, et du 10 au 20 novembre : en 1897, du 10 au 20 avril et du 10 au 20 août; en 1898, du 10 au 20 février, du 10 au 20 mai et du 10 au 20 octobre.

Cette émission s'adresse, comme on le voit, et à cause des versements que nous venons d'indiquer, principalement à la petite épargne. Les libérations partielles ou intégrales par anticipation ne sont pas admises. Le *Crédit Foncier*, il est vrai, se réserve le droit de les autoriser ultérieurement, mais cela n'ôte rien des facilités accordées aux petits souscripteurs, qui conserveront quand même, et pendant de longs mois, la faculté de se libérer aux dates indiquées plus haut, tout en conservant l'avantage de participer, chaque année, à quatre tirages semestriels de lots de 200.000 fr. chacun, commençant le 22 juin prochain et comprenant : 1 obligation remboursée à 100.000 fr.; 1 obligation remboursée à 25.000 fr.; 1 à 10.000 fr.; 3 à 5.000, et 50 à 1.000; soit, au total, 800.000 fr. de lots par an.

Le taux de la nouvelle émission est le même que celui fixé en 1879 pour l'emprunt en *obligations Foncières* présenté au public à cette date, avec cette différence que ces dernières valeurs rapportent 15 francs d'intérêts par an, alors que les nouvelles que le public est appelé à prendre ne produisent que 14 francs. A la vérité, cette différence de 1 franc dans l'intérêt ne correspond guère à l'abaissement continuel du taux de placement que l'on a eu à constater dans les quinze dernières années. Si, en effet, on prend comme comparaison notre *Rente nationale 3 0/0* et les obligations de nos *Grandes Compagnies de Chemins de fer*, on trouve que la diminution d'intérêt à laquelle pouvait prétendre le *Crédit Foncier de France* pour sa nouvelle émission aurait pu atteindre 3 francs par titre. Il n'a pas cru devoir le faire, et nous en sommes heureux pour nos capitalistes grands et petits qui, dans l'opération en cours, se trouvent être favorisés, tout en fournissant à notre grand Etablissement hypothécaire des capitaux à des conditions en harmonie avec les taux nouveaux de capitalisation.

Nous n'avons pas à mettre en doute ici le succès que va remporter la nouvelle émission annoncée. La clientèle du *Crédit Foncier* ne diminue pas, en effet; elle va, au contraire, toujours en augmentant, car il ne faut pas se dissimuler que l'épargne se tourne de plus en plus vers les valeurs à lots, qui lui offrent, par des chances nombreuses de gain, une compensation sérieuse à la diminution du taux de l'intérêt. Et comme les valeurs à lots ne constituent pas un stock inépuisable, il s'ensuit que, dès qu'une émission a lieu, elle est immédiatement absorbée par les capitaux qui attendent. L'émission du 27 avril recevra donc le même accueil empressé que les précédentes, et permettra au *Crédit Foncier* d'améliorer considérablement ses conditions de prêt hypothécaire et de réduire son taux de 4 1/2 à 4 0/0 l'an, ainsi que nous le disions, il y a huit jours, en rendant compte des opérations effectuées en 1894 par cet Etablissement.

Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que les obligations Foncières nouvelles sont la représentation exacte d'une créance hypothécaire de premier ordre. Sans entrer dans de grands développements, il n'est peut-être pas inutile de rappeler le rôle précis que joue le *Crédit Foncier de France*.

Le *Crédit Foncier de France* a, devant lui, deux catégories d'emprunteurs. D'une part, les propriétaires d'immeubles urbains ou ruraux prêts à consentir une première hypothèque sur leurs propriétés; d'autre part, les communes de France. Il s'ensuit donc deux catégories de prêts : les *prêts fonciers*, représentés par les *obligations Foncières* qui ont comme contre-partie l'ensemble des créances hypothécaires, et les *prêts communaux*, représentés par les *obligations Communales* dont la garantie repose sur les créances possédées sur les communes. Or, en ce moment, le solde des prêts hypothécaires dépasse le montant des obligations Foncières en circulation. Jusqu'à présent, les capitaux propres au *Crédit Foncier* avaient pourvu à cette différence; mais cette branche d'opérations tend à s'accroître considérablement surtout avec les nouvelles conditions qui seront faites, et le *Crédit Foncier* doit non seule-

ment satisfaire le présent, mais encore assurer l'avenir. L'émission du 27 avril se trouve donc expliquée, et la faculté que s'est réservée le *Crédit Foncier* d'autoriser ultérieurement les libérations partielles ou intégrales des nouveaux titres lui permettra de faire face, au fur et à mesure des besoins, aux nouvelles demandes de prêts qui lui seront adressées.

A bien considérer le prix d'émission des nouvelles *Obligations Foncières*, on peut, comme nous le disions plus haut, en arriver à conclure qu'il est établi dans des conditions très favorables pour le souscripteur. Nombre de valeurs à lots dépassent aujourd'hui le pair, et, dans le groupe des obligations de la *Ville de Paris*, nous ne voyons que l'*obligation 2 1/2 0/0* qui soit au-dessous de son prix de remboursement. L'*obligation Foncière 1895*, au contraire, laisse encore de la marge, et une marge qui sera vite comblée, ces titres devant certainement sous peu s'établir à 500 francs. On les demande déjà avec 3 fr. de prime, ce qui indique l'opinion que l'on a, dans le monde financier, des conditions dans lesquelles s'effectuera la répartition. C'est que tout notre public prendra part à ce nouvel appel à l'épargne, avec d'autant plus d'ensemble que les plus grandes facilités lui sont accordées pour souscrire. Toutes nos grandes Sociétés de crédit ouvrent leurs guichets à cette émission, aussi bien à Paris qu'en province et à l'étranger; dans les départements, MM. les trésoriers-payeurs généraux et receveurs particuliers des finances sont désignés pour recevoir et transmettre les demandes; enfin, et dès à présent, on est à même de souscrire par correspondance.

En résumé, nous allons assister, à la fin du mois, à une manifestation imposante qui témoignera une fois de plus de la force de notre épargne, et de la confiance du public dans les grandes Institutions qui ont si vaillamment contribué à établir la puissance financière de notre pays. Et là, pourtant, n'est encore qu'un côté de la question. Ce qu'il convient surtout d'envisager, en la circonstance actuelle, c'est que, grâce aux versements échelonnés adoptés par lui, le *Crédit Foncier*, établissement démocratique par excellence, s'applique de plus en plus à démocratiser les placements, et à développer en France les idées d'ordre qu'ont fait naître déjà les institutions de Caisses d'épargne, en permettant aux travailleurs de porter leurs économies, au fur et à mesure qu'ils les réalisent, sur un placement de repos qui leur laisse en outre, au moyen du système des lots, l'espérance d'un profit qui ne sera que la juste récompense de leur amour du labeur joint à un esprit raisonné de l'épargne.

A. LECHENET.

Crédit Lyonnais

Ainsi que nous l'avons mentionné dans notre *Marché Financier* du 30 mars dernier, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du *Crédit Lyonnais* s'est tenue, à Lyon, le 3 de ce mois pour approuver les comptes de l'exercice 1894 et fixer le dividende de l'année sociale écoulée. On sait que ce dividende, comme nous l'avions laissé pressentir dès le 22 décembre 1894 dans un article spécial consacré à cet Etablissement, est le même que celui de l'exercice 1893, soit 30 fr., auxquels vient s'ajouter l'intérêt à 4 0/0 l'an sur les 20 millions de francs appelés, à raison de 50 fr. par titre, le 25 septembre 1894, sur les 400.000 actions de la Société. Cet intérêt représentant 0,50 centimes par action, la répartition totale s'établit alors à 30 francs 50.

De ce que le dividende n'a été fixé qu'à ce montant, il ne s'ensuit pas que les bénéfices n'aient été remarquables. Mais, comme nous le disions dans l'article cité plus haut, le *Crédit Lyonnais* tient, avant tout, à pratiquer des amortissements importants sur son « compte d'installation ». Et ceci mérite que l'on s'y arrête un instant.

Comme le fait remarquer le rapport fourni par le Conseil d'administration, à l'époque de la fondation du *Crédit Lyonnais*, le taux de capitalisation des bonnes valeurs s'établissait couramment à 5 0/0. Ce taux est descendu graduellement et n'est plus que de 3 0/0 à peine. Le taux de l'escompte des effets et celui des reports ont également fléchi; et, en même temps, la rémunération due aux services de banque sous forme de commissions s'abaissait dans des proportions considérables. Pour conjurer les dangers dont les affaires de banque sont menacées, pour essayer de prévenir l'amoindrissement des profits, le *Crédit Lyonnais* a donc dû s'appliquer à créer de nouvelles sources de bénéfices, à se constituer une clientèle de plus en plus nombreuse, à développer ses opérations, à les transformer, pour ainsi dire, enfin à abaisser son prix de revient en répartissant ses frais généraux sur une plus grande masse de transactions. Naturellement, la réalisation d'un tel programme exige une amélioration constante des rouages intérieurs, un perfectionnement continuel d'organisation, afin que l'outillage réponde aux besoins de l'exploitation.

Il faut un personnel choisi, rempli de l'ardeur nécessaire dans la recherche des affaires et de la prudence indispensable pour éviter les risques qu'elles comportent; il faut aussi des locaux spéciaux, bien agencés, de bonnes installations, toutes choses en un mot qui imposent des charges. Heureusement, la compensation de ces charges se trouve dans l'augmentation des profits, et cette compensation, qui vient plus ou moins vite, selon les circonstances, est, à l'heure actuelle, plus rapide qu'elle ne l'était autrefois. C'est que, par exemple, les agences nouvelles créées ont été installées alors que le terrain où elles étaient appelées à s'établir était mieux préparé à les recevoir, demandant ainsi moins de temps pour se mettre en contact direct avec le public. Aussi la plupart d'entre elles apportent-elles dès maintenant aux inventaires une somme de bénéfices dont les exercices futurs profiteront de plus en plus, et auxquels viendront se joindre encore les profits des fondations décidées pendant l'année 1894.

Ces dernières fondations nouvelles, nous les résumons comme suit : 1° dans le groupe lyonnais, qui comprend le Centre et le Midi de la France : agence à Bayonne et sous-agences à Pau, à Agen, à Carpentras, à Lunel et à Thiers; 2° dans le groupe de l'Ouest, du Nord et de l'Est : sous-agences à Abbeville, à Douai, à Cambrai, à Blois, à Laval, à Elbeuf, à Maubeuge et à Chartres. C'est ce groupe qui offre le plus de marge à des développements futurs, et où il reste le plus à faire pour la conquête de la clientèle, car il englobe des villes de premier ordre où la Société n'a encore que peu pénétré et où elle est appelée à trouver d'importants éléments d'affaires. Reste l'Etablissement de Paris qui, en dépit de ses vastes dimensions, accusait des insuffisances préjudiciables à la marche des affaires et susceptibles d'en arrêter l'essor. Pour celui-là, deux des maisons possédées rue de Grammont vont être remplacées par une construction qui fournira des sous-sols profonds et permettront d'obtenir, dès 1896, une extension devenue indispensable pour la garde des titres et les locations de coffres-forts.

Ce qui précède explique pourquoi le Crédit Lyonnais a cru devoir consacrer aux amortissements des dépenses qui ont résulté de toutes ces améliorations une somme de 2.730.055 fr. 15, à prélever sur ses bénéfices de 1894, réduisant ainsi leur montant à 12.428.199 francs 58, déduction faite des frais généraux, charges, provisions pour risques en cours et attributions statutaires. Ces 12.428.199 fr. 58 ont été répartis comme suit :

Dividende fixé à 30 fr. 50 par action.........	12.200.000 »
Reliquat à ajouter aux bénéfices reportés des exercices antérieurs	228.199 58
Total égal..................	12.428.199 58

Quant au bilan, si nous le rapprochons des exercices précédents, nous trouvons des différences sensibles.

Les sommes indiquées doivent se comprendre en *milliers de francs :*

Actif :	1891	1892	1893	1894
Caisse et banque...	64.485	81.764	76.440	91.171
Portefeuille comm..	544.114	503.469	527.358	585.413
Comptes cour. débit.	253.520	276.997	295.598	337 366
Avances et reports..	120.874	178.198	178.519	242.753
Portefeuille titres...	20.833	12.240	15.650	18.811
Comptes d'ord. et div.	5.883	3.043	3.532	7 265
Immeubles.........	30.000	30.000	30.000	30.000
Versem. non appelés	100.000	100.000	100 000	66.831
	1.139.709	1.185.711	1.227.097	1.379.610
Passif :				
Dépôts et bons à vue	265.194	296.312	313.269	358.234
Bons à échéance....	117.140	124.092	127.932	122.799
Comptes cour. créd.	402.312	391.103	392.377	501.379
Acceptations.......	82.800	115.092	134.970	136.104
Comptes d'ord. et div.	8.084	3.137	2.245	4.361
Réserves...........	30.000	40.000	40.000	40.000
Réserve spéciale....	20.000			
Capital.............	200.000	200.000	200.000	200.000
Bénéfices...........	14.179	12.105	12.329	12.428
Bénéfices reportés...	»	3.870	3.975	4.305
	1.139.709	1.185.711	1.227.097	1.379.610

On peut dire que les résultats obtenus et qui ressortent des chiffres ci-dessus sont dus à toutes les exploitations du *Crédit Lyonnais*, sans en excepter celles à l'étranger. C'est ainsi que des progrès sensibles sont à signaler dans les agences de Barcelone et de Madrid ; que les agences russes continuent à suivre une marche satisfaisante, étendant, à Saint-Pétersbourg, les relations locales et le mouvement d'affaires, consacrant, à Moscou, tous les soins nécessaires à la constitution de la clientèle qui s'accroît d'année en année. L'agence d'Odessa souffre, par contre, encore de l'influence exercée sur cette place par la crise des céréales, mais le moment approche où elle pourra ne plus se ressentir du passé. Quant à l'agence de Londres, elle consolide sa bonne situation, pendant que celles de Constantinople et d'Egypte suivent un cours régulier et continuent à donner de bons résultats.

L'agence de Lisbonne a été liquidée. Elle aurait eu à supporter des taxes fiscales excessives, selon les termes d'une loi récente en Portugal, et elle a été remplacée par le *Crédit Franco-Portugais*.

Le bilan reproduit plus haut par nous doit être examiné sous le rapport de l'équilibre des comptes. Cet équilibre s'établit comme suit, en *milliers de francs :*

Exigibilités immédiates :		
Dépôts à vue		358.234
Comptes courants créditeurs		501.379
		859.613
Exigibilités moins immédiates :		
Bons à échéance	122.799	
Acceptations	136.104	258.903
Total		1.118.516
Disponibilités immédiates :		
Caisse et banque		91.171
Portefeuille commercial		585.413
		676.584
Disponibilités moins immédiates :		
Comptes courants débiteurs	337.366	
Avances et reports	242.753	580.119
Total		1.256.703

Et cela sans tenir compte du *Portefeuille-Titres* et des versements à venir sur les actions. La situation du *Crédit Lyonnais* apparaît donc ici clairement ; et c'est cette situation qui a contribué à ce que les actionnaires, au lieu de n'apporter que les 20 millions exigés pour le 25 septembre 1894, ont fourni 33 millions, devançant ainsi, et de beaucoup, les versements futurs. Par contre, très peu de porteurs ont profité des facilités d'avance qui leur étaient faites, puisque les avances consenties à ce sujet ne portent que sur 475.000 francs.

Pendant l'année 1894, le *Crédit Lyonnais* a participé à toutes les affaires qui se sont présentées dans des conditions normales et avec tous les dehors de la sécurité. En première ligne vient l'*emprunt de la Ville de Paris*, pour lequel cet Etablissement a opéré un versement de 443 millions de francs. Quant aux affaires de banque, elles se soldent en ce qui regarde : 1° le *portefeuille commercial*, par un mouvement en plus-value, sur 1893, de 504.501.467 fr. 97 ; 2° le *service de la correspondance*, par une augmentation de 483.772 lettres ; enfin, par une autre augmentation de 19.000 comptes dans le nombre des comptes, qui atteignent le chiffre de 188.000 contre 85.000 seulement en 1885.

Le *Crédit Lyonnais* continue donc, à l'heure actuelle, sa marche en avant. Les efforts qu'il a tentés ont déjà été largement récompensés ; mais l'avenir est encore entièrement réservé, et c'est de cet avenir qu'il faut savoir tenir compte. Quand on considère les résultats obtenus en dépit des circonstances défavorables, on peut se demander ce qu'il adviendra lorsque les transactions commerciales auront repris leur ancienne importance et lorsque l'on n'aura plus à lutter contre la baisse qui s'est produite sur la plupart des marchandises, et qui a, surtout, si considérablement réduit la matière escomptable et, conséquemment, rendu plus difficile le recrutement du portefeuille de cette Société.

J. M.

Banque Internationale de Paris

C'est le 11 mai prochain que les actionnaires de la *Banque Internationale de Paris* se réunissent en assemblée générale pour approuver les comptes de l'exercice 1894, et voter le dividende proposé par le Conseil d'administration. Nous ne possédons pas encore le rapport du Conseil, mais, à défaut, nous avons sous les yeux celui des commissaires, et les chiffres qu'il contient viennent à l'appui de tout ce que nous avons dit précédemment sur cette Société, notamment le 12 janvier dernier, dans un article spécial.

A cette date, nous avancions que tout portait à croire que l'année 1894 devait avoir été au moins aussi fructueuse que sa devancière. Nous n'exagérions rien, attendu que les profits nets réalisés s'élèvent 2.509.958 francs 56, contre 1.613.896 fr. 78 en 1893. Il s'ensuit que le compte de *Profits et Pertes*, comparé à celui de l'exercice 1893, s'établit ainsi :

	1893	1894
Report de l'exercice précédent, Fr.	433.600 23	716.802 18
Bénéfices de l'exercice	1.613.896 78	2.509.958 56
	Fr. 2.047.497 01	3.226.760 74

La progression est considérable, mais la prudence peut-être exagérée du Conseil, comme nous le laissions pressentir il y a environ trois mois, l'amène à n'augmenter que de peu, relativement, la répartition à effectuer aux actionnaires. En effet, le dividende proposé ne s'élève qu'à 30 fr., contre 25 fr. en 1893 — ce qui n'absorbe que 1.500.000 fr. — et laisse libre, après les prélèvements statutaires, un montant de 1.573.485 fr. 05, sur lequel on propose de prélever 500.000 fr. pour un fonds de prévoyance, et 1 million 73.485 fr. 05 pour le report à l'exercice 1895.

Doit on s'élever contre une telle manière d'agir ? Nous ne le croyons pas. Certainement nous sommes de ceux qui avons su le mieux apprécier la marche des affaires de la *Banque Internationale*. Nous nous sommes toujours rendu compte des efforts de sa Direction, et nous savions qu'un jour prochain viendrait où elle affirmerait son initiative et sa connaissance parfaite des choses. Ce jour est venu ; mais il s'agit maintenant de regarder l'avenir et de ne rien laisser à l'imprévu. C'est pourquoi nous applaudissons aux résolutions prises. Les actionnaires eux-mêmes seront de notre avis. Certes, il est agréable de toucher des dividendes plus que rémunérateurs ; mais ceux qui ont souci de l'entreprise à laquelle ils sont intéressés

doivent comprendre que les prévisions passent avant toute considération.

Comparons, ici, le bilan au 31 décembre 1894 de la *Banque Internationale*, avec celui établi au 31 décembre 1893 :

Actif :	1893	1894
Caisse	1.137.767	4.549.151
Portefeuille d'effets sur la France et l'Etranger	3.794.739	4.288.115
Reports	8.884.433	9.695.966
Fonds disponibles dans les banques à l'étranger	»	1.176.371
Fonds publics, actions et obligations	9.223.124	10.601.732
Participations	5.045.131	3.879.178
Avances sur garanties	4.474.544	4.922.036
Comptes courants débiteurs	2.213.729	1.721.908
Comptes divers	518.727	458.300
Immeubles	2.292.000	2.292.000
Fr.	37.584.194	43.584.757
Passif :		
Capital	25.000.000	25.000.000
Réserve légale	262.039	342.734
Effets à payer	983.798	1.518.347
Dividende restant à payer sur les actions	11.011	13.268
Comptes courants créditeurs	8.329.843	10.880.596
Comptes divers	950.006	2.602.551
Profits et Pertes :		
Bénéfices reportés de l'exercice précédent	433.600	716.802
Bénéfices nets de l'exercice	1.613.897	2.509.959
Fr.	37.584.194	43.584.757

Quant au compte de *Profits et Pertes*, il se décompose ainsi :

CRÉDIT	1893	1894
Report de l'exercice précédent......Fr.	433.600	716.802
Intérêts, reports, commissions, changes et divers	1.456.666	1.473.623
Fonds publics et participations financières	665.306	1.586.306
	2.555.572	3.776.731
DÉBIT		
Impôts, patentes et contributions	37.133	37.203
Appointements, tantièmes, gratifications et frais de bureaux	258.373	321.569
Ports de lettres et titres, dépêches, frais d'études, journaux, publicité, voyages	98.604	79.749
Loyer, éclairage, chauffage, mobilier, etc.	49.965	47.449
Jetons de présence	60.000	60.000
Allocation à MM. les commissaires	4.000	4.000
Solde créditeur	2.047.497	3.226.761
	2.555.572	3.776.731

On voit, par ce qui précède, le chemin parcouru en un an par la *Banque Internationale de Paris*. Nous aurons à revenir en temps utile sur les explications que fournira à l'assemblée prochaine le Conseil d'administration. Disons cependant dès à présent que nous ne nous avancions pas trop à la date mentionnée plus haut, lorsque, parlant du cours de 512 fr. 50 pratiqué à ce moment sur les actions de cet Etablissement, nous ajoutions qu'il était à croire que la marche en avant n'était pas encore arrêtée. Aujourd'hui, l'action de la *Banque Internationale* est demandée à 546 fr. 25, prix encore trop bas, attendu que les bénéfices réalisés en 1894 représentent plus de 50 francs par action, que les réserves et reports à nouveau assignent à ce titre une valeur *intrinsèque* supérieure à 540 fr., et qu'enfin l'avenir est là avec son assemblage d'affaires nouvelles et fructueuses.

P. B.

Société anonyme du *Petit Journal*

L'assemblée générale des actionnaires de la *Société Anonyme du Petit Journal*, qui avait été fixée pour le 2 avril, n'a pu se tenir à la date indiquée par suite du nombre insuffisant des actions déposées. Elle a été remise, par suite, au 25 courant. Il nous faut donc encore attendre avant de rendre compte de cette assemblée. Pourtant, et dès maintenant, le rapport des Commissaires nous renseigne sur les résultats obtenus pendant l'exercice 1894.

En premier lieu, examinons le bilan, en le comparant à celui établi au 31 décembre 1893.

ACTIF	1893	1894
Propriété du *Petit Journal*......Fr.	29.765.000	29.765.000
Immeubles	1.790.665	1.790.665
Espèces en caisse et chez les banquiers	1.269.001	1.191.471
Valeurs en portefeuille	783.681	1.336.033
Effets à recevoir	642.595	647.970
Débiteurs divers	452.779	480.261
Travaux des immeubles	453.816	»
Enregistrement et Timbre	100.041	110.060
Matériel	11.313	12.818
Intérêts des obligations	111.804	100.771
Acomptes sur le dividende	2.250.000	2.250.000
Fr.	37.630.695	37.685.049
PASSIF	1893	1894
Capital social 50.000 actions......Fr.	25.000.000	25.000.000
Capital obligations amorties ou à amortir	4.500.000	4.500.000
Réserve statutaire	2.271.301	2.481.753
Réserve extraordinaire (reliquat des sommes versées par la liquidation du *Petit Journal*)	70.217	70.217
Créditeurs divers, à savoir : Abonnements à servir ; Cautionnements des correspondants, etc.	1.026.609	991.721
Coupons et remboursements arriérés.	140.146	152.239
Exercices antérieurs, reliquat non réparti	10.085	138.705
Profits et pertes	4.612.337	4.350.414
Fr.	37.630.695	37.685.049

Ainsi qu'on le voit, l'exercice 1894 donne un chiffre de bénéfices inférieur de 261.923 fr. à celui de l'exercice précédent. Mais il faut remarquer que l'année 1893 accusait une plus-value sur l'année 1892 qui elle-même avait produit, sur l'exercice 1891, un excédent de 600.000 francs. A tout bien considérer donc, et en dépit des circonstances, l'année qui a pris fin le 31 décembre dernier a été relativement favorisée. Comme nous l'avons fait remarquer en étudiant les rapports d'autres journaux, l'exploitation industrielle de la presse a eu, en 1894, à souffrir de la rareté des affaires financières et d'un malaise commercial persistant. Il a donc fallu dépenser une somme d'initiative considérable pour en arriver à obtenir des résultats quand même satisfaisants. Cette initiative, nous en trouverons la trace dans le rapport du Conseil d'administration, à qui est incombée déjà anciennement la responsabilité de redonner au *Petit Journal* une nouvelle vigueur, et qui en a fait la feuille universellement connue et appréciée que l'on sait.

P. B.

Informations Économiques et Financières

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Depuis le 16 avril présent mois, les obligations de 500 fr. 4 1/2 0/0 nouvelles de la Compagnie Générale de Chemins de fer Brésiliens sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote.

68.000 obligations de 500 fr. 4 1/2 0/0, entièrement libérées et au porteur, émises à 433 fr. 75 ; remboursables au pair, par tirages au sort semestriels, en 99 ans, de 1895 à 1994.

Intérêt annuel : 22 fr. 50, payables par moitié les 1er avril et 1er octobre de chaque année.

Jouissance courante : 1er avril 1895.

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	11 avril	18 avril
ACTIF		
Encaisse de la Banque : 11 avril / 18 avril		
Or .... 2.075.111.384 / 2.069 030.721	3.309.855.827	3.301.887.832
Argent... 1.234.714.443 / 1.232 857.111		
3 309.855.827 / 3.301.887.832		
Effets échus hier à recevoir ce jour....	152 814	34.616
Portefeuille Paris { Effets Paris........	194.823.004	191.779.345
Portefeuille Paris { Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor.........................	»	»
Portefeuilles des succursales...........	263.605.993	254.236.140
Avances sur lingots à Paris............	533.000	283.000
Avances sur lingots dans les succursales	1.327 000	2.138.000
Avances sur titres à Paris..............	137.712.042	147.429.945
Avances sur titres dans les succursales	151.886 087	151.095.443
Avances à l'Etat.........................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve.....................	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles.....................	99.627.294	99.183.966
Rentes immobilisées....................	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales..............	15.329.752	15.330.972
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales....................	2.766.675	2.995.816
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers..................................	90 382.314	103 057.547
Total............	4.533.374.473	4.528 840.820
PASSIF		
Capital de la Banque....................	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital........	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834 ......,	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale.........................	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation........	3.639.598.720	3.620 782.450
Arrérages de valeurs déposées..........	19.646.941	20.673.118
Billets à ordre et récépissés............	30.082 609	31.137 216
Compte courant du Trésor, créditeur...	141.210 806	132.047 151
Comptes courants de Paris..............	351 910.744	368 520 403
Comptes courants dans les succursales.	59.876 067	63 758.620
Dividendes à payer......................	2.058.579	1.976 034
Escompte et intérêts divers..............	4.585.063	4.905.856
Réescompte du dernier semestre.......	782 337	782.337
Divers..................................	58.607.093	59.242.125
Total............	4.533.374.473	4.528.840.820

Comparaison avec les années précédentes

	23 avril 1891	21 avril 1892	20 avril 1893	14 avril 1894	18 avril 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	3.139.0	3.137.5	3 498 2	3.512.4	3.620 7
Encaisse...........	2.478.0	2 711.4	2.946 1	2 993 6	3.301.8
Portefeuille........	840.0	525.2	571.9	533.2	440.0
Avances aux partic.	285 6	331 9	337.4	293.0	300 8
— à l'Etat....	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	232 1	160.4	118 0	82 8	132.0
— part...	362.2	425.6	379 5	392.2	432.2
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/00	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 0/0
Prime de l'or.......	3 0/00	1 0/00	1 0/00	pair	pair
Bénéfices nets......	7.921.5	5.060.3	3.326 0	3.900.6	1.910.0

Bons de l'Ancienne Caisse syndicale des Agents de Change de Lyon. — Le 10 avril courant a eu lieu le quarante-huitième remboursement des Bons de l'ancienne Caisse syndicale des Agents de change de Lyon.

Il a été amorti 549 bons au prix moyen de 380 fr. 02. Le prix maximum a été de 387 francs.

La moyenne du précédent remboursement avait été de 364 fr. 23.

Il a été affecté à cet amortissement une somme de 206.000 fr. provenant du prélèvement de 30 0/0 sur les courtages.

Il reste actuellement en circulation 13.334 bons, représentant un capital nominal d'environ 6.650.000 fr.

Comptoir National d'Escompte. — Le Comptoir National d'Escompte de Paris va augmenter son capital de 25 millions pour le porter à 100 millions, chiffre dont disposait l'ancien Comptoir, qui possédait un capital de 80 millions, plus 20 millions de réserves.

Si on considère le développement considérable que les opérations du Comptoir National ont pris depuis quelques années, et notamment depuis l'absorption de la Banque de Dépôts et l'élévation à 75 millions de son capital, on constate qu'il lui serait difficile de traiter un chiffre d'affaires aussi élevé que celui de l'ancien Comptoir avec des ressources sensiblement inférieures.

La mesure proposée par le Conseil paraît donc s'imposer dans les circonstances présentes.

L'exécution de ce projet sauvegarde pleinement les intérêts des actionnaires. En effet, les 50.000 actions nouvelles seront émises à 550 fr., prix qui laisse une marge importante sur les cours actuellement pratiqués. Un droit de préférence est réservé aux actionnaires, qui ne manqueront pas de profiter de l'avantage qui leur est ainsi offert.

Nous rappelons aux actionnaires du Comptoir National d'Escompte de Paris, qui seraient empêchés d'assister à l'assemblée générale du 25 avril, qu'il importe d'y faire représenter leurs actions afin d'éviter le renvoi à une nouvelle assemblée du projet d'augmentation du capital.

Nord de l'Espagne. — Les obligataires de la Compagnie des Chemins de fer du « Nord de l'Espagne », réunis le 19 avril à l'Hôtel Continental, approuvant l'initiative prise par M. Tony Chauvin en vue de les grouper, se constituent en Comité de défense, avec siège à Paris, 3, rue de Grammont, et désignent pour représenter le Comité :

MM. Lacombe, docteur en droit, ancien sénateur; le comte C. Delamarre, administrateur des Chemins de fer régionaux des Bouches-du-Rhône; Armand Serré, ingénieur, ancien directeur des Chemins de fer Serbes; Tony Chauvin, vice-président du Comité français des Porteurs de Fonds Helléniques, etc...

L'Assemblée donne mission à ses représentants :

1o De centraliser les adhésions des intéressés; 2o d'engager et de suivre toutes négociations avec la Compagnie du Nord de l'Espagne; 3o de réclamer toutes interventions nécessaires et notamment celle des Pouvoirs publics en France et à l'étranger; 4o de s'adjoindre tous les concours jugés utiles à la défense des intérêts communs, et d'établir toute entente avec des groupements déjà constitués ou en voie de formation agissant dans le même but.

Enfin, l'Assemblée décide qu'il ne sera donné suite à aucun accord définitif ou à aucune action judiciaire, ni réclamé aucune cotisation aux adhérents, qu'après convocation des obligataires en assemblée générale du Comité et sur le rapport du Conseil ci-dessus institué.

Ces résolutions ont été adoptées à l'unanimité des porteurs assistant à la délibération et représentant environ 200.000 obligations.

Houillères de Saint-Etienne. — L'assemblée générale a eu lieu le 30 mars. Le Conseil ayant décidé de suivre l'exemple des Mines de la Loire en transformant en Société anonyme libre la forme actuelle de la Compagnie, qui remonte à la division des quatre groupes, une assemblée extraordinaire sera convoquée à cet effet.

Toutes les propositions du Conseil ont été votées, à l'unanimité. Le dividende a été fixé comme l'année précédente à 15 fr., dont 4 fr. ont déjà été distribués et 11 francs le seront le 16 avril.

M. Douvreleur, administrateur sortant, a été réélu à l'unanimité.

Houillères de Montrambert. — L'assemblée générale a été tenue le 30 mars. Les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice 1894.

Le dividende qui, les années précédentes, avait été maintenu à 47 fr., par suite de prélèvements sur les réserves, a été réduit cette année à 42 fr., tout en prélevant 151.724 fr. sur le solde reporté de profits et

pertes ; en sorte que la diminution atteindrait près de 7 fr. par action.

Il faut noter, toutefois, que ces résultats sont arrêtés au 31 décembre 1894, et, depuis, un hiver rigoureux est venu diminuer les stocks de la Compagnie et améliorer un peu la situation.

Mines de la Loire. — Voici les résolutions votées à l'assemblée générale du 8 avril :

1° Les comptes de l'exercice 1894 sont approuvés ;

2° Une somme de 251.208 fr. 15 est prélevée sur le bénéfice et affectée à l'amortissement des travaux neufs en 1894 ;

3° Une somme de 32.000 fr., représentant 5 0/0 du bénéfice net est prélevée pour former la réserve légale ;

4° La provision pour l'amortissement anticipé, motivé par l'excédent au delà de 50 fr. du dividende des quatre Sociétés (Loire, Montrambert, Saint-Etienne et Rive-de-Gier) pour l'exercice 1894, est fixée à 40.000 francs ;

5° Le dividende pour l'exercice 1894 est fixé à 8 fr. par action, sur lesquels 3 fr. ont fait l'objet d'une première répartition en octobre dernier, le solde de ce dividende devant être payé à partir du 16 avril ;

6° La somme de 14.600 fr. 83 formant le solde des bénéfices, est reportée à nouveau à profits et pertes ;

7° MM. Morin-Pons et de Kermaingant sont réélus pour six ans et M. de Saint-Laumer pour cinq ans, membres du Conseil d'administration ;

8° La Société est autorisée à continuer des opérations de banque avec la maison Vve Morin-Pons et Cie, dont l'un des chefs figure parmi les administrateurs ;

9° MM. Cambefort, Hutter et Rolland sont réélus commissaires-vérificateurs des comptes pour l'exercice 1895.

Compagnie Générale de Chemins de fer brésiliens

Paranagua-Curityba (111 kilom.) (1)	1895 Francs	1894 Francs
Recettes du mois de mars......	333.333	234.826
Recettes des mois antérieurs...	612.994	453.704
Recettes totales des mois écoulés de l'exercice..................	946.327	688.530
Recettes kilométriques annuelles du mois de mars............	35.358	24.909
Recettes kilométriques annuelles des mois écoulés de l'exercice	34.568	25.156
Prolongements (Longueur actuelle 306 kil.) (2)		
Recettes du mois de mars.....	271.186	210.316
Recettes des mois antérieurs...	490.395	328.977
Recettes totales des mois écoulés de l'exercice.................	761.581	539.293
Recettes kilométriques annuelles du mois de mars............	10.427	10.005
Recettes kilométriques annuelles des mois écoulés de l'exercice	10.599	10.581

Compagnie du Gaz et Régie coïntéressée des Eaux de Tunis. — L'assemblée annuelle a eu lieu le 18 avril.

Après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil et du commissaire, elle a voté à l'unanimité les résolutions suivantes :

1° Elle approuve les comptes qui lui sont présentés et fixe à 30 fr. nets d'impôts le dividende, dont le solde, soit 20 fr., sera payé à partir du 1er juillet 1895 ;

2° L'assemblée s'associe aux regrets exprimés par le Conseil et donne quitus à la succession de M. G. Halphen de sa gestion.

Elle ratifie la nomination de M. F. Aiavoine comme administrateur de la Compagnie ;

3° L'assemblée fixe à 12.500 fr. les jetons de présence du Conseil d'administration.

4° Elle nomme commissaire des comptes pour 1895 M. Knietz, qui accepte, et fixe à 1.000 francs sa rémunération.

(1) Garantie par kilomètre 20.608 fr.

(2) — — 5.084 fr.

Compagnie Générale des Marchés. — Les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire ont approuvé le rapport et les comptes de l'exercice 1894, se soldant par un bénéfice net de 458.621 fr. 37.

Le dividende a été fixé à 25 fr. par action sur lesquels 12 fr. 50 ayant été payés le 1er janvier, le solde, soit 12 fr. 50, sera mis en distribution à partir du 1er juillet prochain.

Compagnie Internationale des Wagons-Lits. — L'assemblée générale annuelle a été tenue à Bruxelles, le 16 avril.

Après avoir entendu la lecture des rapports, elle a, à l'unanimité, approuvé les comptes de l'exercice 1894 et fixé le dividende y afférent à 20 fr. par action, contre 17 fr. 50 pour l'exercice précédent.

Un acompte de 12 fr. 50 ayant été payé en janvier, le solde, soit 7 fr. 50 par action, sera mis en paiement au 1er juillet prochain.

Les administrateurs sortants, MM. de Klaudy et Rava, ont été réélus et la nomination de M. le comte Adrien de Montebello, comme membre du conseil, a été ratifiée.

Le mandat de M. le baron del Marmol, commissaire sortant, a été renouvelé.

Société Lyonnaise de Dépôts et de Comptes courants. — L'assemblée générale a été tenue à Lyon le 4 avril. Les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice 1894 et fixé le dividende y afférent à 10 fr. par action. Un acompte de 4 fr. ayant été payé en décembre dernier, le solde de 6 fr. sera mis en distribution à partir du 30 juin, sous déduction des impôts.

M. Ulysse Pila, membre de la Chambre de commerce de Lyon, a été nommé administrateur en remplacement de M. Jacquier, décédé.

Les administrateurs sortants et les commissaires ont été réélus.

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 2 au 8 avril 1895 (14e semaine)

(En milliors de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Différence pr 1895	
Etat....................	2.761	740	768	8 652	9.152	—	500
Paris-Lyon-Méditer.	8.604	7.301	6.833	77 290	81 305	—	4 015
— Rhône au Mont-Cenis	133	98	108	1 108	1 203	—	94
— Chemins Algériens..	513	148	119	1 638	1 543	+	94
Nord..................	3.699	3.460	3.516	48.115	48 971	—	856
Ouest.................	5.350	2 711	3.170	31 538	33 905	—	2.366
Orléans...............	6.772	3.494	3 675	37 712	40 321	—	2 608
Est...................	4.802	2.816	2.872	31.286	33.211	—	1.925
Midi..................	3.136	1.870	1.785	21 686	21 439	+	246
Est-Algérien..........	897	113	116	1 391	1 465	—	73
Bône-Guelma voie larg.	607	96	41	974	661	+	313
— voie étroite	128	13	5	176	82	+	94
Ouest-Algérien.......	296	42	35	561	501	+	60
Arzew à Kralfallah..	214	26	26	340	336	+	4
Médoc.................	101	20	23	211	296	—	52

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er janvier au 31 mars.	19.610.000	18.600.000
Du 1er au 10 avril..........	2.150.000	2.250.000
Du 11 au 18 avril..........	2.060.000	1.860.000
Du 1er janv. au 18 avril	23.820.000	22.710.000

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 18 avril 1895.

Le Parti du Tiers-Etat. — La Réforme fiscale prussienne. — La Fortune publique en Prusse. — Projets de loi sur les Banques de Dépôts. — Réforme de la loi sur les Accidents. — La Loi sur les Bourses. — Le Registre. — Nos Agents de change — La Banque de l'Empire et la Participation aux bénéfices — La Norddeutsche Bank et la Disconto-Gesellschaft.

Les questions économiques ont acquis, ici, une influence tout à fait prépondérante.

Aussi, la politique proprement dite s'y rattache intimement en attendant qu'elle y soit complètement subordonnée.

Les conservateurs et les paysans se rallient autour de l'Union des agriculteurs ; les démocrates-socialistes et les ouvriers des centres industriels ne forment qu'un parti. Seule, la bourgeoisie n'était qu'indirectement représentée par les nationaux-libéraux et par les progressistes. Encore les premiers sont-ils en partie ralliés aux conservateurs.

Le Tiers-Etat (*Mittelstand partei*) s'organise à son tour en parti économico-politique pour faire face à ses adversaires directs, les démocrates-socialistes.

Quarante délégués se sont réunis mardi en notre ville sous la présidence d'un orfèvre, M. Fischer. Sur la proposition du Dr Linke, d'Altembourg, le parti prendra pour modèle l'organisation de l'Union des agriculteurs.

Il essaiera même de conclure une alliance avec cette puissante Association pour lutter contre le socialisme.

Cette tentative de création d'un nouveau parti réussira-t-elle ? Il est bien difficile d'émettre des prévisions sûres à cet égard. Ici, la bourgeoisie est plutôt libérale et le projet d'entente avec l'Union des Agriculteurs ne lui sourira guère. C'est plutôt en province que le nouveau parti peut recruter des adhérents.

La grande réforme des finances prussiennes ne marche pas sans encombre.

Les rôles de l'impôt complémentaire établi par la loi du 14 juillet 1893 ont été dressés cette semaine pour la première fois. Ils seront perçus pendant l'exercice financier 1895-1896. L'impôt a pour but d'indemniser l'Etat des pertes imposées au fisc par l'attribution aux communes de l'impôt foncier, de l'impôt sur les bâtiments et de l'impôt industriel.

Le mode d'application de ce nouvel impôt est assez complexe. La loi qui l'a créé stipule que, si les encaissements descendent de plus de 5 0/0 au-dessous du montant de 35 millions de marks, et si le déficit n'est pas couvert par un excédent de l'impôt sur le revenu au-dessus de 135 millions et par les intérêts des excédents du nouvel impôt sur le revenu au-dessus des perceptions de 1892 à 1895, les bases de l'impôt doivent être relevées dans la mesure nécessaire.

Il paraît qu'un déficit de 6 millions est officiellement prévu. Il est atténué de 3.900.000 marks par les intérêts visés ci-dessus. Reste à couvrir le déficit de 2 millions. Il le sera par un relèvement de 6 pfennig par mark.

Evidemment, les évaluations étaient défectueuses. L'importance de la réforme suffisait à expliquer cette erreur. Mais une correspondance officieuse la justifie par la suppression de la déclaration obligatoire, imposée par le Landtag, au Gouvernement prussien et par d'autres adoucissements au projet de l'Administration.

L'exposé des motifs de la réforme fiscale contenait des renseignements intéressants sur l'évaluation de la fortune publique en Prusse.

La valeur de la propriété foncière soumise à l'impôt complémentaire sur le revenu était évaluée à 42 milliards de marks (52 milliards et demi de francs); le capital de placement et d'exploitation dans le commerce et l'industrie à 20,6 milliards (25.750.000.000 de fr.) et les autres capitaux, notamment les valeurs mobilières, à 28.2 milliards (35 milliards 50 millions de francs). Le total de ces trois éléments de la fortune représente 73.800.000.000 de marks, soit 92.250.000.000 de francs. Mais on déduit 17 milliards de dettes, soit 21 milliards 250 millions de francs.

Le Gouvernement impérial ne se lasse pas de légiférer en matière financière et economique.

Ainsi, un nouveau projet de loi a été préparé sur les Banques de dépôts. Il a reçu, dit-on, la dénomination suivante : « Projet de loi sur les obligations des négociants pour la garde des valeurs étrangères ».

L'élaboration du projet est achevée. Il sera soumis au Reichstag en même temps que la loi sur la réforme de la Bourse.

La loi sur l'assurance contre les accidents est remise sur le chantier ; on sait qu'elle n'a jamais suscité le moindre enthousiasme ; déjà, l'an dernier, le *Reichsanzeiger* avait publié deux projets de réforme.

On annonce, aujourd'hui, que l'un de ces plans a été remanié et qu'il est soumis aux délibérations du Conseil fédéral. Dans tous les cas, ce n'est pas dans cette session qu'il sera proposé au Reichstag, la Haute Assemblée est déjà surchargée d'affaires.

Par suite d'une indiscrétion, la *Vossische Zeitung* a publié le texte du projet de loi si discuté sur la réforme des Bourses. Je vous en envoie la traduction littérale et complète. Les financiers sont indignés des mesures relatives au Registre de Bourse où ils doivent faire inscrire leurs noms comme sur un Registre de suspicion. Il y a, cependant, un précédent. Les raisons sociales des maisons de commerce sont inscrites ici dans un Registre spécial, dit Registre de commerce.

La garantie imposée aux lanceurs de toute émission provoquera sans doute plus d'un débat juridique.

Enfin, nous allons posséder, sous le titre officiel de « Courtiers de cours », de véritables Agents de change.

Les succursales de la Banque de l'Empire jouissent d'une disposition assez curieuse. Une petite partie des bénéfices de chaque succursale forme au profit de la Direction un fonds dit *tantième* (sic) qui, pendant la durée de leurs fonctions, sert de garantie pour les pertes dont elle est responsable pour les effets impayés. Ce fonds n'est vidé qu'à l'expiration des fonctions du Directeur des succursales.

La Banque de l'Empire a emprunté ce détail d'organisation à l'ancienne Banque de Prusse et elle s'en est bien trouvée. Mais l'administration centrale de Berlin ne bénéficie pas de cette disposition. Les principes de la Banque de l'Empire sur les ouvertures de crédit et sa politique d'escompte s'y opposent. Les fonctionnaires supérieurs n'exercent d'ailleurs aucune influence à cet égard. Toutes les questions importantes sont du ressort du Directoire de la Bannque de l'Empire.

Les autres employés de la Banque de l'Empire ne reçoivent aucune part des bénéfices. Il leur est même interdit de posséder des actions.

Je vous ai annoncé, il y a déjà quelque temps, la fusion de la *Norddeutsche Bank* de Hambourg avec la *Disconto Gesellschaft.* C'est avant-hier qu'avait lieu l'assemblée générale des actionnaires de la *Norddeutsche Bank*. Elle n'a pas été très calme. Le haut négoce de Hambourg est mécontent de la fusion. Il craint que ses intérêts ne soient négligés, lorsque la direction générale des affaires relèvera de Berlin et de financiers, étrangers aux besoins de la grande cité hanséatique. Ce mécontentement s'est exprimé à plusieurs reprises dans le cours de la séance. On s'est plus particulièrement inquiété des engagements de la Société dans l'affaire du grand Chemin de fer du Vénézuéla. Contre son gré, le Président a dû déclarer que la participation de la Société dans cette affaire s'élevait à 20 millions

Du reste les négociations sont en cours avec le Gouvernement et elles exigent une certaine discrétion.

Les conditions financières de la fusion ne paraissent pas préjudiciables aux actionnaires. Aussi l'opération a été approuvée par une majorité écrasante. Mais la minorité proteste, et on ne sait pas si cette protestation ne sera pas suivie d'un recours aux Tribunaux.

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	13 avril	Dif. 6 avr.	14 avril	Dif. 7 avr.
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.036.998	— 2.137	862.529	+ 11.358
Billets du Trésor	21.800	— 665	25.516	+ 1.054
Billets d'autres banques	11.133	— 1.059	10.119	— 92
Lettres de change	525 198	— 31.027	585.768	— 15 595
Prêts sur titres	72.018	— 8.301	75.952	— 8.547
Valeurs	6 862	+ 405	4.291	— 4.417
Autres propriétés	41.604	— 515	40.092	— 8.421
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	1.069.673	— 60 508	995.506	— 46.617
Autres engagements à vue	490.317	+ 23.590	448.047	+ 20.831
Au tresengagements	8.623	+ 1.341	10.779	+ 2.762

Comparaison avec 1894 et 1893
(Millions de marks)

Stock métallique	1893	1894	1895	Lettres de change et prêts sur titres	1893	1894	1895
31 mars ...	869,0	856,7	1039.2	31 mars ...	683,5	710,3	665,6
7 avril ...	849,3	851,2	1034,8	7 avril ...	654,4	685,9	636.5
15 — ...	858,4	862,5	1036.9	15 — ...	629,9	661,7	597.2
23 — ...	871,4	883,4	»	23 — ...	621,1	629,1	»
30 — ...	863,3	875,4	»	30 — ...	758,9	646,5	»

Circulation	1893	1894	1895	Réserve de billets	1893	1894	1895
31 mars ...	1.070,5	1.079,8	1.157,1	31 mars ...	121,7	103,7	106.4
7 avril ...	1 059,3	1.042,1	1.130,1	7 avril ...	114,2	137,1	128.2
15 — ...	1.012,5	995,5	1.069.6	15 — ...	174,0	196,1	192,1
23 — ...	989,6	966,6	»	23 — ...	209,6	246,2	»
30 — ...	1.012,7	1.005,9	»	30 — ...	177,1	199,7	»

BOURSE FINANCIÈRE DE BERLIN
Cours officiels de clôture des six dernières semaines

VALEURS	14 mars	21 mars	28 mars	4 avril	11 avr.	18 avr.
Fonds d'État						
Consol. Pruss. 3 0/0	98 12	98 »	98 25	98 37	98 43	98 25
Russe Intérieure 4 0/0	68 »	68 12	67 90	68 12	68 50	67 87
Consolidés Russes	103 75	103 75	103 37	103 40	103 25	103 37
Hongrois	102 62	102 90	102 87	102 90	103 »	102 90
Turc VI	27 50	27 43	26 93	26 87	26 50	26 62
Italien 4 %	88 43	89 43	88 43	88 25	88 40	88 25
Chemins de fer						
Autrichiens	169 75	180 62	185 60	187 62	188 37	185 37
Lombards	46 37	47 43	46 87	47 »	47 25	46 87
Gothard	180 62	181 87	181 »	182 »	179 25	179 93
Nord-Est Suisse	134 37	135 62	134 12	140 50	139 93	137 62
Marienbourg	78 50	78 »	78 75	78 25	79 62	77 62
Vars.-Vienne	258 50	260 62	262 87	268 50	283 50	219 25
Banques						
Crédit	241 25	248 12	252 12	253 62	249 25	245 37
Disconto	219 12	216 75	217 50	218 75	220 25	218 12
Darmstadt-Bank	154 12	154 25	150 37	149 87	152 87	150 50
Berl-Handels	156 50	160 »	156 25	156 87	160 »	159 62
Dresde-Bank	158 62	160 »	158 87	157 »	158 »	156 37
National-Bank	128 12	128 25	129 75	129 25	131 25	129 75
Mines et diverses						
Laura	124 90	126 93	128 62	128 25	130 »	131 43
Dortmund	65 50	67 25	66 43	66 50	» »	147 25
Bochumer	141 »	145 »	144 50	145 50	146 12	147 »
Gelsenkirch	158 62	162 50	159 87	157 87	158 12	158 50
Hibernia	137 37	143 37	141 62	139 62	140 »	139 75
Harpener	139 37	142 62	139 93	138 »	138 12	138 50
Packets de Hambourg	82 43	85 25	87 »	92 75	93 »	97 »
Nordd Lloyd	85 43	88 37	90 25	92 »	93 »	92 25
Lots Turcs	129 »	127 33	127 »	135 »	140 »	143 »
Changes						
Paris 8 jours	81 »	80 90	80 85	81 »	81 »	81 05
Londres —	20 43	20 45	20 44	20 45	20 45	20 47
Vienne —	165 35	166 10	166 45	167 15	167 40	167 50
Pétersbourg 8 jours	218 90	219 15	218 85	219 20	219 25	219 30
Roubles comptant	219 10	219 20	219 25	219 50	219 25	219 30
— fin courant	219 »	219 25	219 50	219 50	219 50	219 25

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 19 avril 1895.

Les mouvements de Vienne pèsent sur le marché et alourdissent les cours. Les cours de la *Disconto* ont été un instant déprimés sur l'annonce des lourds engagements de la *Norddeutsche Bank* au Venezuela. Mais la valeur a de puissants soutiens.

La *Deutsche Bank*, qui émettait les lettres de gage 4 1/2 0/0 de la Banque Hypothécaire des Caisses d'épargne hongroises, a clos ses guichets presque immédiatement après leur ouverture. Les souscriptions dépassaient le nombre des titres offerts.

Fonds d'Etat toujours soutenus. La tendance générale est lourde.

Projet d'une Loi sur les Bourses

I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES SUR LES BOURSES ET SUR LEUR ORGANISME

Article premier. — L'érection d'une Bourse est soumise à l'approbation du Gouvernement local. Ce Gouvernement est autorisé à ordonner la suppression des Bourses existantes.

Les Gouvernements des Etats sont chargés de la surveillance sur les Bourses. Ils peuvent transmettre le contrôle direct à des corps commerciaux (Chambres de commerce, corporations commerciales).

La surveillance des Gouvernements locaux et des corps commerciaux chargés de la surveillance immédiate s'exerce aussi sur les agences de renseignements, Caisses de liquidation et Unions de liquidation, ainsi que sur les organisations analogues servant aux transactions de Bourse.

Art. 2. — A chaque Bourse doit être attaché un Commissaire d'Etat en qualité d'agent du Gouvernement local.

Ce Commissaire est tenu de prendre constamment connaissance des incidents de Bourse, de faire son rapport sur les complications qui peuvent survenir et de proposer les moyens de les écarter.

Avec l'autorisation du Conseil fédéral, il est permis de renoncer à l'institution d'un commissaire d'Etat auprès des petites Bourses.

Art. 3. — Un Comité des Bourses doit être formé pour remplir le rôle d'expert dans l'appréciation des affaires attribuées par cette loi à la décision du Conseil fédéral. Ce Comité se compose d'au moins 30 membres; les deux tiers seront élus par la représentation des Bourses allemandes. Le Conseil fédéral en règle la répartition entre les différentes Bourses et il règle la désignation des autres membres. L'élection et la nomination de ces membres ont lieu pour la durée de quatre années. Ils sont susceptibles d'être réélus ou désignés à nouveau.

L'ordre du jour du Comité est réglé par le Conseil fédéral après audition du Comité. Le Conseil fédéral fixe les jetons de présence et les frais de voyage des membres de ce corps.

Art. 4. — Un règlement sera imposé à chaque Bourse.

L'approbation de ce règlement est soumise au Gouvernement local.

Art. 5. — Le règlement des Bourses doit comprendre des prescriptions relatives :

1° A la direction des Bourses et de leurs agents.

2° Aux branches d'affaires auxquelles sont affectées les installations des Bourses ;

3° Aux conditions d'admission à la fréquentation des Bourses ;

4° Au mode d'enregistrement des prix et des cours.

Art. 6. — Le règlement des Bourses peut autoriser l'emploi des installations par d'autres branches d'affaires que celles qui sont désignées par l'art. 5 § 2, en tant que cet emploi n'est pas contraire aux dispositions spéciales de la présente loi (art. 31, 39, 47 et 48). Les intéressés n'acquièrent, dans ce cas, aucun droit à l'emploi des installations de la Bourse.

Art. 7. — La fréquentation des Bourses est interdite :

1° Aux personnes du sexe féminin ;

2° Aux personnes qui ne jouissent pas des droits civiques ;

4° Aux personnes qui n'ont plus la disposition complète de leur fortune à la suite de dispositions judiciaires ;

3° Aux personnes condamnées valablement pour banqueroute frauduleuse ;

5° Aux personnes valablement condamnées pour banqueroute simple ;

6° Aux personnes qui se trouvent à l'état de suspension de paiement ;

7° Aux personnes exclues de la Bourse à la suite du jugement d'un Tribunal d'honneur valable.

L'autorisation ou la réautorisation de la fréquentation des Bourses ne peut être accordée, dans les cas spécifiés aux nos 2 et 3, avant la disparition de la cause d'exclusion, dans le cas spécifié au n° 5 avant l'expiration d'un délai de six mois après l'accomplissement, la prescription ou la grâce de la peine encourue; dans ce dernier cas et dans le cas spécifié

au n° 6, la réadmission n'est licite que si les autorités de la Bourse tiennent pour démontrée la libération de l'intéressé vis-à-vis de tous ses créanciers par le paiement, la remise ou les délais accordés. En cas de récidive de la suspension de paiement ou de la faillite, l'accès de la Bourse sera refusé pour une durée minima d'un an. Dans le cas spécifié au n° 4, l'exclusion est perpétuelle.

Les règlements des Bourses peuvent établir d'autres causes d'exclusion.

Sur la proposition des agents de la Bourse, le Gouvernement local peut autoriser, dans des cas spéciaux, des exceptions aux prescriptions relatives à l'exclusion des Bourses.

Art. 8. — Les autorités, chargées de la surveillance, arrêtent les mesures nécessaires au maintien de l'ordre et au cours des affaires.

Le maintien de l'ordre dans les salles des Bourses incombe au Bureau de la Bourse. Il est autorisé à éloigner des salles, pendant la durée d'une Bourse, les personnes qui troublent l'ordre ou le mouvement des affaires, ainsi qu'à leur infliger une amende susceptible de s'élever à 100 marks.

Les autorités chargées de la surveillance des Bourses reçoivent les demandes de suspension de l'amende.

L'accès de la Bourse doit être interdit aux personnes qui s'y trouvent dans des buts incompatibles avec le maintien de l'ordre et avec le cours des affaires.

Art. 9. — Un Tribunal d'honneur est érigé auprès de chaque Bourse. Si la surveillance directe est confiée à un corps commercial (art. 1er § 2), il se compose de l'ensemble de ce corps ou d'un Comité de cette autorité de surveillance ; autrement, il se compose de membres élus par les habitués ou par les agents de la Bourse. Les autres dispositions relatives à la constitution du Tribunal d'honneur sont arrêtées par le Gouvernement local.

Art. 10. — Le Tribunal d'honneur statue sur la responsabilité des habitués de la Bourse, qui se sont rendus coupables de manœuvres déloyales dans leurs actes à la Bourse.

Art. 11. — Le Commissaire d'Etat (art. 2) doit être instruit de toutes les décisions relatives à l'instruction ou au refus d'une poursuite devant le Tribunal d'honneur. Il peut demander l'instruction d'une poursuite devant ce Tribunal. Satisfaction doit être accordée à cette demande (comme à toutes les réquisitions de témoignage présentées par le Commissaire). Le Commissaire a le droit d'assister à toutes les délibérations, d'émettre les propositions qui lui paraissent convenables et d'adresser des questions aux accusés, aux témoins et aux experts.

Art. 12. — Le Tribunal d'honneur peut confier à l'un de ses membres la conduite de l'enquête préalable utile à la préparation de la délibération générale. Dans cette enquête préalable, l'accusé est invité à comparaître ; il reçoit communication des points de l'accusation, et, s'il comparaît, ses explications sont entendues.

Les témoins et les experts ne peuvent être entendus sous serment.

Art. 13. — Avec l'approbation du Commissaire d'Etat, la poursuite devant le Tribunal d'honneur peut être suspendue ; dans le cas contraire, un terme doit être assigné à la délibération générale.

Art. 14. — Les débats généraux du Tribunal d'honneur ont lieu, même en l'absence de l'accusé. Ils ne sont pas publics. Le Tribunal d'honneur peut en prescrire la publicité. Cette disposition est obligatoire si le Commissaire d'Etat ou l'accusé le réclament, en tant que les conditions de l'art. 173 de l'organisation judiciaire ne s'y opposent pas.

L'inculpé est autorisé à recourir à l'assistance d'un défenseur.

Le Tribunal d'honneur est autorisé à convoquer des témoins et des experts et à les entendre sous serment.

Art. 15. — Les pénalités sont la réprimande et l'expulsion temporaire ou définitive de la Bourse.

Art. 16. — L'arrêt est prononcé avec indication des motifs dans la séance où la discussion verbale est close, au plus tard dans le délai d'une semaine après la clôture des débats.

L'accusé, qui n'a pas comparu, doit recevoir une expédition écrite du jugement avec indication des motifs.

Le Tribunal d'honneur peut décider que l'arrêt sera rendu public et en déterminer le mode de publication.

Art. 17. — Contre l'arrêt du Tribunal d'honneur recours est ouvert au Commissaire d'Etat comme à l'accusé devant une Chambre d'Appel, qui doit être formée périodiquement par le Comité de la Bourse. La Chambre d'Appel juge en la présence de sept membres, qui doivent tous appartenir aux membres du Comité élus par les agents de la Bourse. Les membres de la Chambre d'Appel, leurs suppléants et leur président sont désignés par l'assemblée plénière du Comité de la Bourse.

Art. 18. — Appel est interjeté au procès verbal ou par demande écrite au Tribunal d'honneur, qui a rendu l'arrêt attaqué.

Le délai d'appel est de deux semaines.

Il commence pour l'accusé, qui n'a pas comparu, en même temps que la signification ; dans les autres cas, à partir de la publication de l'arrêt.

Art. 19. — Après le dépôt de l'appel, le Commissaire d'Etat ou l'accusé est tenu d'expédier l'arrêt attaqué avec indication des motifs, si cette disposition n'a pas été déjà prise.

Art. 20. — Pour la justification écrite de l'appel, celui qui a interjeté en temps dispose d'un délai de deux semaines. Le délai commence à l'expiration du délai d'appel ou si, à cette date, le jugement n'a pas encore été levé avec le lever.

Art. 21. — La demande écrite d'appel de l'accusé et sa justification motivée sont communiquées au Commissaire d'Etat, la demande d'appel du Commissaire d'Etat et sa justification à l'accusé. Dans un délai de deux semaines après la communication, une demande de réponse peut être présentée.

Art. 22. — Les délais de justification et de réponse à l'appel peuvent être prolongés sur la proposition du Tribunal d'honneur.

Art. 23. — Après l'expiration des délais spécifiés aux articles 18, 20, 21 et 22, les actes sont envoyés à la Chambre d'Appel. L'accusé doit être invité à assister aux débats devant la Chambre d'Appel et le Commissaire d'Etat y est consulté.

La Chambre d'Appel, pour l'éclaircissement des faits de la cause, peut provoquer la présentation des témoignages antérieurs.

Sont applicables à la procédure devant la Chambre d'Appe les dispositions des articles 14, 15 et 16.

Art. 24. — Procès-verbal doit être dressé par un greffier assermenté de toute audition de témoin pendant l'enquête préalable et pendant la discussion générale.

Art. 25. — Outre la pénalité, on peut condamner le coupable au paiement complet ou partiel des frais réels du procès.

Art. 26. — Les Tribunaux sont obligés de se conformer à la demande du Tribunal d'honneur et de la Chambre d'Appel pour l'audition de témoins et d'experts.

Art. 27. — Les autorités publiques sont autorisées ; les corps chargés de la surveillance des Bourses sont tenus de porter à la connaissance du Commissaire d'Etat les manœuvres des habitués de la Bourse, qui donnent lieu à une poursuite devant le Tribunal d'honneur.

Art. 28. — Un accord en vertu duquel les parties se soumettent à la décision d'un Tribunal arbitral de Bourse n'est obligatoire que si chacune des parties est négociant ou inscrite sur le Registre de Bourse (art. 51) pour la branche d'affaires en question, ou si la reconnaissance du Tribunal d'arbitrage a lieu après la naissance du litige.

II. — DES COURTAGES ET DE LA FIXATION DES COURS

Art. 29. — Pour les marchandises ou pour les titres dont le prix à la Bourse est établi officiellement, le Bureau de la Bourse fixe les cours des négociations au comptant et à terme. Le prix de Bourse est celui qui, d'après la situation réelle du marché des affaires, représente la valeur commerciale ordinaire dans l'enceinte de la Bourse.

Art. 30. — Pour coopérer à la détermination officielle du cours de Bourse des marchandises et des titres, des auxiliaires particuliers (courtiers de cours) seront choisis dans le cercle des intermédiaires. Ils seront soumis à la surveillance du Bureau de la Bourse.

Les auxiliaires sont nommés et congédiés par le Gouvernement local, après audition des agents de la Bourse. Avant leur entrée en fonctions, ils s'engagent sous serment à accomplir fidèlement les obligations qui leur incombent.

Art. 31. — Si une affaire en marchandises ou en titres dont le cours de Bourse est établi officiellement, est conclue sans l'intermédiaire d'un courtier de cours, et si elle n'est pas portée aussitôt par écrit à la connaissance du Bureau de la Bourse ou d'un courtier de cours, soit par l'une des parties, soit par l'intermédiaire, il ne sera tenu aucun compte de cette négociation dans la fixation des cours et l'utilisation des organismes de la Bourse lui sera interdite.

Art. 32. — Les courtiers de cours, dans les branches d'affaires pour lesquelles ils coopèrent à la détermination officielle des cours de la Bourse, ne peuvent conclure d'affaires commerciales pour leur compte ou en leur nom ou garantir les affaires auxquelles ils servent d'intermédiaires, qu'en tant que cette condition est nécessaire à l'exécution des ordres qu'ils ont reçus. Néanmoins, la validité des affaires ainsi conclues reste entière.

Les courtiers de cours ne peuvent ni exercer une autre industrie commerciale quelconque, ni se trouver vis-à-vis d'un négociant dans la situation d'un agent autorisé, d'un représentant chargé de la procuration générale ni d'un employé. Ils ne doivent accepter l'ordre de s'entremettre pour une affaire ou l'autorisation d'agir que sur la déclaration personnelle de l'intéressé et doivent exécuter l'ordre en personne.

Art. 33. — Les prescriptions contenues dans les articles 57, 71, 72, 74, 76, 79 à 83 du Code de commerce sont applicables aux courtiers de cours.

Le journal que doit tenir le courtier de cours doit être marqué, selon l'usage, feuille à feuille, de numéros consécutifs et le Bureau de la Bourse doit certifier le nombre des feuilles.

Si un courtier de cours meurt ou renonce à son emploi, son journal doit être déposé au Bureau de la Bourse.

Art. 34. — Pour l'entremise des affaires de Bourse, il n'y a pas constitution officielle de courtiers de commerce dans le sens de l'article 66 du Code de commerce. Les désignations antérieures cessent d'être valables.

Les courtiers de cours sont aussi autorisés à concourir aux ventes à exécuter par l'entremise d'un courtier de commerce d'après les articles 311, 343, 348, 354, 357, 365, 366 et 387 du Code de commerce, ainsi que les courtiers de commerce autrefois autorisés officiellement à entreprendre les ventes de ce genre ou les ventes aux enchères.

Art. 35. — Le Conseil fédéral est autorisé :

1° A permettre dans certaines Bourses une fixation officielle des cours de Bourse en marchandises ou en titres, déviant des prescriptions déterminées par les articles 29, § 1, 30 et 31 ;

2° A prescrire une fixation officielle des cours de Bourse pour des marchandises déterminées ;

3° A décréter des mesures tendant à amener l'uniformité complète des bases et des quantités servant à la fixation des prix des marchandises ainsi que celle des usages réglant la fixation des cours des titres.

(A suivre.)

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 18 avril 1895.

Le Marché. — Le Commerce extérieur en mars et pendant le premier trimestre. — La Paix sino-japonaise. — Le Commerce du coton. — Les Finances mexicaines.

Bien que les vacances aient officiellement pris fin mardi dernier, les affaires n'ont cessé de faire preuve d'une bien faible activité pendant cette semaine, et le Stock-Exchange continue à être peu fréquenté : les affaires ont présenté ainsi peu d'intérêt et la situation n'a pas subi de modification sensible.

Les résultats du commerce extérieur de mars montrent une légère augmentation, autant dans le chiffre des importations que dans celui des exportations. La valeur totale des premières a été de 35.980.000 liv., soit une plus-value de 653.553 liv., ou 1,5 0/0 par rapport à mars 1894 : la valeur des exportations a été de 18 millions 523.030 liv., soit une plus-value de 424.127 liv., ou 2,3 0/0. Ces chiffres ont été influencés par des éléments à la fois favorables et défavorables, de sorte qu'il est difficile de leur donner une signification quant aux tendances générales du commerce extérieur. D'une part, le mois de mars ne comprenait pas cette année les fêtes de Pâques, tandis que mars 1894 avait eu le Vendredi Saint et le lundi de Pâques ; d'autre part, le mois de mars 1895 a eu cinq dimanches, tandis qu'en 1894 on n'en a compté que quatre. Il s'ensuit que les résultats de 1895 portent sur 26 jours ouvrables et ceux de 1894 sur 25. D'un côté, les chiffres actuels ont été considérablement accrus par les expéditions que le mauvais état de la température avait retardées en février. D'un autre côté, la moyenne des prix est fort au-dessous du niveau auquel elle se trouvait il y a un an et le mouvement commercial est en réalité beaucoup plus actif que les faibles augmentations de valeur ne l'indiquent. Pour l'instant on doit, par conséquent, se contenter de constater qu'il y a des deux côtés une augmentation, même dans les valeurs, et que les perspectives pour l'avenir sont décidément meilleures, grâce à l'amélioration des relations commerciales avec les Etats-Unis, et grâce à la conclusion de la paix entre la Chine et le Japon, qui va ouvrir tout l'Extrême-Orient au commerce. Les statistiques actuelles permettent de comparer les résultats du premier trimestre avec ceux de la même période de 1894. Cette comparaison nous montre que nous sommes encore au-dessous de ces derniers résultats. Les importations du trimestre ont diminué de 6.889.000 liv. ou 6,4 0/0 et les exportations de 2.809.000 liv., ou 4,1 0/0.

Je viens de parler de la conclusion de la paix entre la Chine et le Japon. Au moment où je clos cette lettre, un fait seulement paraît être certain : c'est que l'accord est fait. Des informations fort contradictoires ont été publiées ici quant aux conditions de la paix, et il serait inutile de commenter les termes du traité à cause de l'insuffisance des détails que nous possédons encore. La presse anglaise s'est cependant empressée de discuter les informations transmises et d'épiloguer sur les termes ambigus des dépêches. De tous ces commentaires, il résulte que l'impression générale est fort satisfaisante ; la diplomatie anglaise éprouvera peut-être un certain dépit de n'avoir pas pu intervenir dans cette affaire ; certaines concessions territoriales provoqueront des mécontentements, mais la masse ne voit qu'une chose : l'ouverture des marchés de l'Extrême-Orient au commerce européen, et cette nouvelle considération fait naître de nouvelles espérances de reprise.

Les envois d'articles en coton en mars montrent une diminution par rapport au mois correspondant de 1894 ; cette diminution porte surtout sur les expéditions aux Indes ; les statistiques d'avril montreront probablement une continuation de ce mouvement. Ce fait est dû en partie à une accumulation de stocks à Calcutta et en partie au nouveau droit d'importation.

Le marché a constaté avec plaisir que les droits d'importation au Mexique avaient augmenté en mars de 430.000 liv., ce qui montre une sérieuse amélioration dans la situation commerciale ; il a appris aussi avec satisfaction que le service des intérêts est assuré.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

17 Avril 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés	50.798.060	Dette fixe de l'Etat	11.015.100
		Rentes immobilisées	5 784.900
		Or monnayé et lingots	33 998.060
Total	50.798 060	Total	50.798 060

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	12.572.022
Réserve et profits et pertes	3.097 553	Portefeuille et avances	17.979.035
Trésor et administration publique	7.909.841	Billets en réserve	24 779 715
Comptes particuliers	32.417.505	Or et argent monnayés	2.757 033
Billets à sept jours, etc.	79.906		
Total	58 087 805	Total	58.087.805

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
9 Janvier	33.880	25.519	45.078	37.982	25 160	55	2
16 »	34.601	25.202	41.577	33.525	26.202	62	»
23 »	35.358	25.015	41.107	32.113	27.142	65	»
30 »	35 946	24.926	40.101	30.392	27.819	69	»
6 Février	36.801	25.119	40.473	30.139	28.481	70	»
13 »	37.043	24.725	41 106	30.130	29.118	70	»
20 »	37.502	24.629	41.836	30.315	29.673	70	»
27 »	37.081	24.795	42.251	31.253	29.09	69	»
6 Mars	37 186	25 071	42 558	32.008	28 915	67	»
13 »	36.967	24.893	41.116	30.558	28.874	70	»
20 »	37.362	24.679	42.094	30.919	29.483	63	»
27 »	37.729	25.287	44.339	33.434	29.242	65	»
3 avril	37.714	26.123	42 950	32.891	28 420	66	»
10 »	36.653	26.316	39.600	30.278	27.136	68	»
17 »	36 755	26.018	40.357	30.551	27.536	68	»

Production d'or en Australie. — Les Hôtels de Monnaies de Melbourne et de Sydney ont reçu 1 million 961.230 onces en 1894; c'est à peu de choses près l'équivalent de la quantité produite par le Transvaal. Si à ce chiffre on ajoutait l'or exporté, notamment de l'Australie occidentale et de la Nouvelle-Zélande, on trouverait que la production d'or de toute l'Australie a dépassé, l'année dernière, 2 millions d'onces.

Le Commerce extérieur en Mars. — Nous publions ci-dessous notre tableau mensuel des Importations et Exportations :

IMPORTATIONS EN ANGLETERRE
(Mars et 3 premiers mois de 1895)

DÉSIGNATION	Mars 1895	Comparaison avec mars 1894		3 1ers mois de 1895	Comparaison avec 1894	
	£		£	£		£
Animaux vivants...	620.971	—	76 011	1 588 501	—	90.309
Objets d'alimentat.	10.691.199	—	388.693	31.228.709	—	1.684.298
Exempts.						
Taxés.	2.450 617	+	349.087	6.029.676	+	170 298
Tabacs.	229.747	—	2.520	610.934	+	61 503
Métaux.	1.411 870	—	376.430	4.315.285	—	729 127
Prod.chimiq., coul..	885.527	+	71.531	2 106 503	—	122 012
Huiles.	680 297	+	62.247	1.761 260	—	32 163
Mat. premières textil.	8.049.763	+	785.590	20.426 165	—	3.426 870
Mat. premières autres	3.131.237	+	681 188	7 699 762	+	58 815
Objets fabriqués...	6.508 004	—	18.556	17.568.313	+	349 503
Divers.	1.239.505	—	439 766	3.217.553	—	1.450 749
Colis postaux......	81.853	+	5 886	275 896	+	76.514
Totaux........	35.980.590	+	653 553 = 1.5 %	100 858.560	—	6.889.425 = 6.4 %

EXPORTATIONS DE L'ANGLETERRE
(Mars et 3 premiers mois de 1895)

DÉSIGNATION	Mars 1895	Comparaison avec mars 1894		3 1ers mois de 1895	Comparaison avec 1894	
	£		£	£		£
Animaux vivants...	42 313	+	9 847	177 850	+	36 863
Objets d'alimentat.	815.028	+	7.805	2.144.836	—	159.189
Matières premières.	1.418.960	—	72.384	3.817.991	—	921.871
Obj. fabr. ou en partie Fils et tissus.......	8.505.620	+	159 905	25.806.149	—	114.884
Met. et ouvrages en Met. (sauf les mach.)	2.229.136	—	12.757	6 074.707	—	362 209
Machines.	1.121.680	+	82.356	3.204 062	+	178 011
Confections.	777 516	+	24 811	2 270 213	—	110.824
Prod.chim.et pharm.	739 269	—	88 572	2 015 412	—	228.966
Divers.	2.767 391	+	300 831	6.993 909	+	426 325
Colis postaux.......	106.087	+	12.285	275.212	+	36 713
Totaux des prod.angl.	18.523.030	+	424.127 = 2.3 %	52 720.361	—	1.209.871 = 2 2 %
Réexportation des marchandises imp.	4.846.599	—	496.287 = 9.3 %	13.141.681	—	1.599 568 = 10.85 %
Total des exportat..	23.369.629	—	72.160 = 0.3 %	65.862.042	—	2.809.439 4.1 %

Mouvement des métaux précieux. — Le tableau suivant donne le mouvement des métaux précieux de mars et pendant les 3 premiers mois de l'année :

	Or		Argent	
	Mars	3 mois 1895	Mars	3 mois 1895
	£	£	£	£
Importations 1895....	2 726.689	8.269.644	607.095	2.280.050
— 1894..	1 851.828	4.939.287	1.298.761	3.393.247
Différence en 1895..	+ 874.861	+3.330.357	— 691 666	—1.113.197
Exportations 1895....	2.278.692	6.290.128	738.013	2.685 581
— 1894....	484.451	2.003.692	1.106.843	3.508.647
Différence en 1895..	+1.794.241	+4.286.436	— 368.830	— 823.066

Clearing-House

Résultat des compensations du 11 au 17 Avril

Jeudi 11 avril .... £	29.120.000	Lundi 15 avril..... £	»
Vendredi 12 avril...	»	Mardi 16 avril	26.566.000
Samedi 13 avril.....	19.858.000	Mercredi 17 avril....	22.143 000
		Total.......£	97.687.000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 152.553.000.

Exportation du Charbon. — Les exportations de charbon des ports du nord-est pendant le mois de mars ont été les suivantes :

	Mars 1895	Mars 1894
	Tonnes	Tonnes
Cabotage..........	747.550	686.510
Etranger..........	630.930	737.086
Totaux	1.378.480	1.423.596

Des ports du Pays de Galles il a été exporté 1.663.222 tonnes de charbon, soit une augmentation de 50.306 tonnes, tandis que les exportations du nord-est montrent une diminution de 45.116 tonnes.

BOURSE FINANCIÈRE DE LONDRES

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

Valeurs	14 mars	21 mars	28 mars	4 avr.	11 avr.	18 avr.
Fonds d'États						
Consolidés anglais 2 3/4 0/0.	104 44	104 50	104 75	104 62	105 12	105 25
Rupee 4 0/0	56 12	57 37	57 75	58 12	57 37	58 50
Brésil 4 0/0	77 75	78 75	79 »	75 75	76 »	76 50
Argentine 5 0/0	65 50	66 »	65 50	65 »	64 50	65 »
Cédulas E	25 50	26 75	25 50	25 50	24 75	25 50
Mexicain 6 0/0	79 75	80 62	80 12	80 75	81 25	81 50
Turc I	64 75	64 50	64 50	64 »	63 50	63 50
— II	47 50	47 25	46 25	46 25	45 87	45 25
— IV	27 ..	26 87	26 37	26 25	26 12	25 87
Egypte Unifiée	104 62	104 75	104 37	104 12	104 75	106 50
Grec Monopole	34 »	34 50	34 25	33 75	34 »	33 50
Italien 4 0/0	87 50	88 56	87 75	87 62	87 62	87 37
Russe 4 0/0	103 50	103 50	103 75	102 »	102 »	102 25
Portugais 3 0/0	26 37	26 12	25 75	25 62	25 62	25 37
Espagne Ext. 4 0/0	78 50	78 62	76 12	72 50	73 81	73 81
Hongrois	101 50	101 75	101 50	102 »	102 25	102 25
Français 3 0/0	102 50	102 50	102 50	102 »	101 50	102 »
Divers						
Suez	132 »	135 »	133 50	135 »	136 »	135 50
Lombards	9 87	10 25	10 25	10 25	10 25	10 12
Banque Ottomane	18 87	19 19	19 06	18 94	18 69	18 44
Rio-Tinto	12 87	13 31	13 06	12 44	13 62	13 94
Brighton A	153 25	154 ..	155 62	155 62	156 62	157 25
North Brit. ord	37 25	37 12	37 62	36 62	37 12	37 62
Pérou ord	»	»	»	»	»	5 25
— préf.	»	»	»	»	»	18 25
— debs.	»	»	»	»	»	49 »
De Beers	21 25	20 75	21 12	21 19	21 69	21 31
Chemins Américains						
Atchison Incom. Bds	16 75	18 50	21 50	21 12	20 »	22 87
— actions	3 75	4 62	5 50	6 62	5 37	6 12
Canada Pacific	38 75	38 »	38 50	40 »	41 25	44 50
Eries	8 12	9 25	10 12	10 37	10 »	11 50
Denver préf.	34 75	36 75	37 37	38 75	39 25	41 50
Milwaukee	55 87	58 37	59 50	59 »	59 12	60 75
Louisville	48 37	51 62	53 62	52 37	53 12	54 75
Norfolk préf	11 75	13 37	13 75	13 87	11 25	15 12
Union Pacific	8 50	9 50	10 87	11 87	11 62	13 12
Mexican ord.	16 25	18 »	18 »	18 25	19 25	19 75
Argent en barres	28 ..	28 62	29 12	30 »	30 37	30 62
Change sur Paris	25 37	25 41	25 42	25 40	25 31	25 38
Escompte de la Banque	2 »	2 »	2 »	2 »	2 »	2 »
Escompte hors banque	1 12	1 25	1 12	0 87	0 87	0 87

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 19 avril 1895.

L'animation revient très lentement sur le marché et les vides que la période des fêtes a provoqués dans les rangs des spéculateurs ne sont pas encore comblés. Les valeurs locales se maintiennent très fermes, les Consolidés en tête : les Fonds Egyptiens sont très recherchés par les capitaux.

Les Fonds Internationaux font preuve d'une certaine faiblesse grâce aux offres du continent. Les Fonds Turcs ont surtout fléchi, mais les ventes anglaises ont contribué ici à déterminer le recul. En clôture, les tendances s'améliorent légèrement. Les Fonds Helléniques cèdent avec peu d'offres.

Les valeurs libellées en argent comme les Mexicains et surtout les emprunts chinois sont très recherchés sur la conclusion de la paix entre la Chine et le Japon.

Les Chemins américains sont peu actifs sauf quelques réalisations en Chicago, Louisville et Denver préféré.

Le Rio, soutenu par la fermeté, du cuivre se trouve en reprise.

Les valeurs diamantifères sont lourdes.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 17 avril 1895.

Le Tremblement de terre. — Les Tribunaux d'arbitrage en Bourse. — Les Constructions de Chemins de fer d'intérêt local. — La « Sudbahn ». — Le Résultat de la conversion de la « Staasbahn ».

Les fêtes de Pâques ont été troublées par le tremblement de terre qui s'est produit dans toute la partie méridionale de la Monarchie, et, avec une grande violence, en Carinthie, à Trieste, ainsi que sur le territoire des côtes. Les monuments publics ont été fort endommagés et à Laybach on compte pas mal de blessés. Vous pouvez aisément vous figurer l'effroi de la population de la Carinthie à la suite des seize secousses successives qu'elle a ressenties entre 11 h. 1/2 du soir et 4 heures du matin. Plus de 20.000 personnes ont campé à la belle étoile, dans les champs et sur les places publiques. A Vienne, le phénomène météorologique a été assez faible ; nombre de personnes ne s'en sont même pas aperçues, mais les horloges et les appareils télégraphiques se sont arrêtés.

Comme corollaire de la réforme de la procédure civile en Autriche, on va modifier également, en les élargissant, les attributions des tribunaux d'arbitrage de Bourse. D'après le projet remanié par la Commission parlementaire, ces tribunaux pourront « connaître » des différends résultant d'opérations sur marchandises, sous les réserves suivantes : 1° Chacune des parties devra appartenir à l'administration d'une Société par actions ou d'une association, ou être un habitué de la Bourse, ou encore une personne s'occupant habituellement de la production, du commerce ou de la préparation de la marchandise faisant l'objet du litige ; 2° l'affaire formant l'objet du litige doit porter sur des marchandises traitées à la Bourse du ressort du tribunal d'arbitrage ; 3° les deux parties devront, au préalable, déclarer par écrit qu'elles accepteront la décision du tribunal. Dans le cas où l'une des parties appartiendrait à une circonscription agricole, le tribunal d'arbitrage devra se déclarer incompétent si l'importance de la transaction sur marchandises dont il s'agit est disproportionnée à celle de l'exploitation agricole de ladite partie.

Cette dernière disposition a pour but d'empêcher la spéculation parmi les propriétaires fonciers. En ce qui concerne les restrictions des § 1 et 2, le Conseil de la Bourse peut décider qu'elles ne s'appliquent pas aux étrangers. J'ajoute que les décisions des tribunaux d'arbitrage doivent être publiques et que les avocats pourront représenter les parties, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent.

Avant que le Parlement cisleithanien n'entrât en vacances, le Gouvernement a déposé le projet de loi relatif aux lignes ferrées d'intérêt local à achever au cours de l'année 1895.

Ce projet vise 23 lignes locales ayant un développement de 818 kilom. 300, dont : 12 lignes, représentant 415 kilom. 7 pour la Bohême ; 7 lignes, représentant 268 kilom. 9 pour la Galicie ; 3 lignes, représentant 81 kilomètres pour l'Autriche du Sud, et, enfin, 1 ligne représentant 53 kilom. 2 pour Salzbourg.

Le capital nominal nécessaire à ces entreprises est évalué à 39.583.900 florins, dont 10.541.000 florins, soit 26,6 0/0, doivent être fournis par l'Etat, 21.092.000 florins, soit 53,4 0/0 par les divers pays de la Couronne et 7.893.000 florins, ou 20 0/0 par les intéressés. Voici, en pourcentage, la participation financière de :

	L'Etat	Du pays	Des intéressés
En Bohême	47.3	35.3	16.6
En Galicie	17.5	66.5	16
En Autriche du Sud	12.1	69.9	18.1
En Salzbourg......	17.9	75.4	5.6

La charge annuelle résultant, pour le Trésor de l'Etat, de cette participation financière s'élève, en chiffre rond, à 445.000 florins ; mais l'exposé des motifs indique qu'il ne devra s'imposer, pendant la période d'exploitation, qu'un sacrifice réel de 78.000 florins, grâce aux recettes prévues pour les lignes dont il s'agit.

Et, puisque je suis obligé de revenir à cette éternelle question des Chemins de fer, je dois vous dire que grâce aux négociations relatives à la Sudbahn reprises ces jours-ci, entre le ministre hongrois, M. Lukacz (venu à Vienne dans ce but) et le comte Wurbrand, les divergences de vues entre l'Autriche et la Hongrie paraissent aplanies. A Budapest, on évalue à 9 francs net par titre le revenu des actionnaires et, d'autre part, il y a lieu de tenir compte des chances de remboursement.

On a publié, enfin, le résultat de la conversion des 32 millions 400 mille florins de priorités 5 0/0 de la *Staatsbahn* : le public a présenté pour 23 millions de titres, de sorte qu'il en reste encore pour 9 millions de florins dans la circulation. Ce résultat n'est pas précisément mauvais, si l'on considère que la conversion était facultative et que la continuation du service des intérêts est alléchante pour les porteurs. Mais la *Staatsbahn* n'est pas tenue de clore les opérations de conversion ; elle peut proroger la date des présentations de titres ou racheter les priorités 5 0/0 à de bonnes conditions, jusqu'au jour où les nouvelles obligations 3 0/0 feront leur apparition sur le marché.

Informations Économiques et Financières

La Réserve d'Or de la Monarchie Austro-Hongroise. — La réserve d'or de la Monarchie austro-hongroise est actuellement de 434 millions de florins, la part de la Hongrie s'élevant à 110 millions, celle de l'Autriche à 190 millions 460.000 florins et les dépôts de la Banque Austro-Hongroise à 133 millions 1/2. Après l'émission de la dernière série de 25 millions de rente-or, la réserve totale s'augmentera de 29 millions 1/2 de florins. Les deux Ministres des finances ayant encore à leur disposition 90 millions de florins en rente-or non encore émise, la réserve du métal jaune pourra être portée à 500 millions de florins.

Les Recettes des Chemins de fer Austro-Hongrois. — Pendant le mois de février 1895, les recettes du réseau austro-hongrois accusent une moins-value par rapport à février 1894, aussi bien sur l'ensemble que pour les recettes kilométriques de chacune des entreprises.

Ces recettes se sont élevées à 22.969.615 florins, contre 24.015.705 florins, soit 774 florins (au lieu de 837 florins) par kilomètre. La diminution de la recette kilométrique ressort donc à 7.5 0/0 pour le mois de février dernier.

La *longueur moyenne* des lignes exploitées pendant les deux premiers mois de 1895 étant de 29.639 kilomètres (au lieu de 28.698 en 1894), la recette moyenne ressort, pour cette période, à 1.616 florins (contre 1.730 florins en 1894) ; si nous appliquons cette proportion à l'année entière, nous trouvons 9.696 florins (au lieu de 10.380 florins en 1894), soit une moins-value de 6.6 0/0.

Les recettes kilométriques varient entre 85.326 florins pour la *ligne de raccordement de Vienne* et 132 florins

pour la *ligne de la Vallée de Taracz*. Citons entre autres :

	Recettes kilomét. en florins Févr. 1895	Différ. sur 1894 0/0
Chemins de fer de l'Etat ou exploités par l'Etat	9.276	— 3,4
Sudbahn (Chemins lombards), réseau principal et lignes locales autrichiennes	18.516	— 4,1
Nordbahn (réseau principal)	28.848	— 6.0
Nordwestbahn (Nord-Ouest)	12.912	— 7,4
Chemin de fer de la vallée de l'Elbe	16.500	— 6,5
— Aussig-Teplitz	45.330	— 6,3
— Kaschau-Oderberg lig. autric.	28.452	— 8,9
— Kaschau-Oderberg — hongr.	8.946	— 7,4
Lignes royales hongroises de l'Etat	9.222	— 6,4
Chemin de fer de Baschtiehrad :		
Réseau A	18.618	+ 10,3
— B	21.700	+ 4,6

La plus-value, pour cette dernière ligne, provient de l'accroissement des transports de charbon.

Le Chemin de fer de Buschtiehrad. — Le Conseil d'administration de cette Société a décidé de proposer à l'assemblée générale, convoquée pour le 13 mai, la répartition d'un dividende de 58 1/2 fl. pour les actions de la série A et de 21 1/2 fl. pour les actions de la série B ; c'est là une plus-value de 6 fl. pour les premières et de 1/2 fl. pour les secondes, par rapport à l'exercice antérieur.

Ajoutons que les comptes provisoires de l'année dernière accusent une augmentation brute de recettes de 146.000 fl. pour le réseau A et de 88.000 fl. environ pour le réseau B.

Un Emprunt de la ville de Pragues. — La Diète de Bohême a approuvé le projet d'emprunt de deux millions de florins présenté par la Municipalité de Prague.

Les Nouvelles priorités 3 0/0 de la Staatsbahn. — Depuis le 11 avril courant, la cote officielle de la Bourse de Vienne enregistre les Priorités 3 0/0 de la Société Austro-Hongroise des Chemins de fer de l'Etat (*Staatsbahn*), en marks de l'Empire allemand ; ces titres, remboursables dans un délai maximum de soixante-onze années, pour un montant total nominal de 100 millions de marks, se divisent en 200, 1.000, 2.000 et 10.000 marks. Une transaction en Bourse sur ces obligations Priorités comporte 10.000 marks ; elles se traitent avec les intérêts à 3 0/0, valeur autrichienne, à partir du 1er novembre 1894, le mark étant calculé à raison de 50 kr. et les appoints.

La cote s'entend en florins autrichiens par coupures de 200 marks. Ajoutons qu'à la fin de la semaine dernière, le cours variait entre 109 et 109 60.

La Banque Centrale de Crédit Foncier en Autriche. — Les actionnaires de la *Banque Centrale de Crédit Foncier*, réunis à Vienne, le 29 mars, en assemblée générale ordinaire, ont approuvé les comptes de l'exercice 1894.

Le bénéfice de cet exercice s'est élevé à 345.155 florins.

L'assemblée, approuvant les comptes tels qu'ils sont établis par la Direction et vérifiés par les commissaires, a fixé à 13 florins (6 1/2 0/0) le dividende de l'exercice, contre 12 florins l'année dernière. Une somme de 30.000 florins, disponible après les prélèvements statutaires, a été consacrée au fonds de réserve extraordinaire. Le solde de 23.933 florins a été porté à l'actif de l'exercice 1895.

La Lænderbank (Banque des Pays-Autrichiens) à Vienne. — L'assemblée annuelle des actionnaires de la *Banque des Pays-Autrichiens* a eu lieu le 28 mars, au siège social, à Vienne, sous la présidence du comte Montecuccoli-Zaderchi.

Conformément aux propositions du Conseil, le dividende a été fixé à 16 florins, soit 32 fr. 65, contre 16 florins l'année dernière. Le solde disponible, après les prélèvements statutaires, tantièmes et réserves ordinaires, a été réparti comme suit : 500.000 florins à la réserve spéciale, 25.000 florins à la caisse des pensions et 476.000 florins au compte à nouveau.

BOURSE FINANCIÈRE DE VIENNE

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

VALEURS	14 mars	21 mars	28 mars	4 avr.	11 avr.	18 avr.
Fonds d'États						
Autriche Rente Or	125 10	124 80	124 30	124 »	123 60	123 50
— — Argent	101 55	101 75	101 45	101 75	101 80	101 75
— — Couronne	101 30	101 20	101 15	101 50	101 50	101 50
Hongrie Rente Or	124 30	124 30	124 05	123 90	123 60	124 45
— Rente Couronne	99 25	99 75	99 15	99 30	99 45	99 45
Chemins de fer						
Bohême-West	417 50	419 »	417 50	417 50	419 »	419 50
Buschtherader-B.	538 50	558 »	578 50	578 50	588 »	570 »
Lemberg-Czernowitz	308 50	326 »	334 »	339 50	336 50	334 50
Ferd.-Nord	3425 »	3500 »	3595 »	3675 »	3660 »	3665 »
Autriche Nord-West	275 »	283 50	290 »	306 »	304 70	304 70
Staatsbahn	406 »	424 »	445 50	453 20	450 »	442 70
Lombard	110 40	112 »	112 50	112 50	112 20	111 70
Lokalbahn	213 50	213 75	213 »	213 »	213 25	214 »
Changes						
Sur Londres	123 45	122 95	122 50	122 30	122 20	122 55
— Paris	48 90	48 62	48 45	48 40	48 37	48 45
Napoléons d'or	9 75	9 73	9 70	9 69	9 87	9 69

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 19 avril 1895.

La nouvelle de la signature du traité de paix sino-japonais et l'amélioration du change qui réduit à 1 3/4 0/0 la prime sur l'or avaient, tout d'abord, favorablement influencé le marché austro-hongrois, mais les réalisations de bénéfices sur les actions de crédit et la *Staatsbahn*, ainsi que le resserrement monétaire ont alourdi son allure générale.

Les négociations relatives à l'entente entre les deux parties de la Monarchie pour le rachat de la *Sudbahn* vont aboutir à une entente, assure-t-on, mais, pour la *Staatsbahn*, il y a quelques difficultés. Mais elles doivent être aplanies cette semaine.

A signaler aussi la baisse des *Alpines*, sur la confirmation que cette Société ne donnera pas de dividende pour l'exercice 1894 ; un groupe d'actionnaires qui a réuni 50.000 titres veut protester à l'assemblée générale contre le retard apporté à la réorganisation de la Société.

La Ville de Budapest prépare un projet d'emprunt de 40 millions de florins (soit 80 millions de couronnes), amortissable en 50 années, à 3,8 0/0.

BELGIQUE

La Caisse Générale d'Epargne et de Retraite en janvier 1895. — Pendant le mois de janvier, le nombre des versements s'est élevé au chiffre de 260.660 ayant porté sur une somme totale de 23.624.292 fr. 56. Pendant le même mois, le chiffre des remboursements était de 48.382 ayant porté sur la somme de 19 millions 754.629 fr. 08. Les versements ont donc, pendant le mois qui nous occupe, dépassé les remboursements de 3.869.463 fr. 48. Le nombre des livrets ouverts, toujours pendant le même mois, s'élève à 24.951 ; celui des livrets soldés, à 6.036, soit donc un excédent de 18.915 livrets restant ouverts.

Le solde resté au 31 décembre 1894 étant de 440 millions 399.978 fr. 54, le chiffre total du solde au 31 jan-

vier dernier s'élève donc à 433.269.262 fr. 02 se répartissant sur un nombre de livrets ouverts de 1.060.655.

Le Bilan de l'Exposition d'Anvers. — L'administration de la Société anonyme de l'Exposition universelle d'Anvers de 1894 vient de publier ses comptes. En voici les points essentiels :

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1894

Compte débiteur

Encaisse en banque ... Fr.	2.506.132 49
Débiteurs ...	38.996 38
Comptes divers ...	18.274 80
Cautionnements (dépôts) ...	191.172 »
Fr.	2.754.575 67

Compte créditeur

Capital social ... Fr.	1.500.000 »
Créditeurs ...	363.797 65
Comptes divers ...	76.339 47
Actions judiciaires ...	338 100 »
Cautionnements (déposants) ...	191.172 »
Profits et pertes, solde à nouveau compte.	285.166 55
Fr.	2.754.575 67

Compte de Profits et Pertes

Installation du Palais de l'Industrie. Apport statutaire ... Fr.	125.000 »
Construction des halles ...	1.788.356 98
Constructions et installations diverses..	436.484 68
Dépenses d'exploitation ...	1.509.278 13
Solde à nouveau compte, profits et pertes.	285.166 55
Fr.	4.144.286 34

Recettes

Exposants ... Fr.	1.516.062 87
Entrées et abonnements ...	2.187.856 91
Jardins, attractions, etc ...	380.138 95
Bénéfices d'intérêt ...	60.227 61
Fr.	4.144.286 34

Il résulte de ces deux tableaux que l'exploitation de l'Exposition universelle d'Anvers de l'année dernière a donné un bénéfice de 285.166 fr. 55, ce qui porte à 19 fr. 01 le boni par action. Celles-ci, émises à 100 fr., seront donc remboursées à 119 fr. 01.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 17 avril 1895.

La Semaine Sainte. — Les Philippines et le traité de paix sino-japonais. — Le Programme de M. Navaro Reverter. — L'Adjudication des titres et reliquats de la Dette perpétuelle 4 0/0.

En ce pays essentiellement catholique toutes les affaires sont suspendues pendant la semaine sainte; je n'ai donc rien de saillant à vous signaler dans le domaine économique et financier.

Au point de vue politique, après Cuba, c'est la situation créée par le traité de paix sino-japonais qui semble constituer ici la grosse préoccupation du jour.

La cession définitive de Formose aux vainqueurs va obliger l'Espagne à renforcer les défenses coloniales dans les archipels des Philippines et des Mariannes; l'Empire du Soleil-Levant est un voisin plus dangereux pour ces lointaines possessions que ne l'étaient les Célestes, toujours aux prises avec mille difficultés.

Notre excellent confrère la *Estafeta*, dont on connaît les attaches officielles, publie, dans son numéro de cette semaine, une sorte d'exposé du programme que M. Navarro Reverter s'est tracé en acceptant le portefeuille que lui offrait M. Canovas del Castillo.

En ce qui concerne la politique commerciale, le nouveau Ministre des finances soutiendra la réforme douanière qu'il n'a cessé de défendre depuis 1891. Il estime, avec ses collègues du Cabinet, que, grâce au tarif de 1893, l'agriculture et l'industrie nationales pourront être relevées, mais il n'est pas l'adversaire des traités de commerce conclus sur la base de la réciprocité.

En matière financière, M. Navarro Reverter veut réformer, tout d'abord, la machine administrative, trop vieille et trop compliquée, de façon à pouvoir réprimer les fraudes, nombreuses en ce pays, tout en ne molestant pas le contribuable. Son but est de réduire les dépenses publiques et de rendre le budget aussi clair que possible. Il ne considère pas que les prévisions budgétaires puissent être mathématiquement établies, mais elles doivent être basées sur les statistiques d'une année. Le renouvellement des obligations du Trésor permettra d'attendre les effets des améliorations, des augmentations de recettes. Il ne faut pas se hâter de réaliser l'œuvre de consolidation de la Dette publique, mais il importe de la préparer et d'ouvrir les voies à une opération de crédit capable de consolider la Dette flottante et constituant la base du programme financier.

En résumé, le Ministre des finances ne s'engagera pas à la légère; il poursuit une *évolution* lente et rationnelle et non une *révolution* brutale, toujours pleine d'écueils.

La Direction générale de la Dette publique a fixé au 25 courant la mise en adjudication des titres et reliquats de la Dette perpétuelle 4 0/0 intérieure, à convertir en inscriptions nominatives en faveur des corporations civiles. On dispose, déjà, de 3.786.115 pesetas, dont 275.254 pesetas proviennent des recettes de janvier, résultant des ventes de biens des corporations civiles et 3.510.861 pesetas de l'adjudication qui a eu lieu le 27 mars dernier.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 1er avril (13 semaines)

	1892	1893	1894	1895
	Pesetas			
Andalous (891 kil.) ...	3 259 508	3.611 580	3.363.179	3 457 369
Nord de l'Espagne (1959 k.)	13 288.420	12.768 841	13.242 525	11.850.493
Asturies (741 kil.) ...	2 230 183	2.602.025	2.861 700	2.716.598
Lérida-Reus (103 kil.) ...	361.045	364.045	339.114	310.803
Almansa-Valence (460 kil.)	3 041 679	2 703 293	2 699 835	2 563 400
Saragosse (2672 kil.) ...	12.253.010	12 627.509	12.551.607	11.545.524

La Dette du Trésor Espagnol. — Notre excellent confrère *La Estafeta* publie, dans son numéro de cette semaine, une étude sur la situation du Trésor espagnol sous l'Administration de MM. Gamazo, Salvador et Canalejas. Nous en extrayons les chiffres suivants :

DETTE DU TRÉSOR (*en milliers de pesetas*)

	Au 31 décre 1892	Au 31 décre 1894	Différ. en 1894
Avances, Prêts et Dette flottante ...	361.290	532.237	+ 170.946
Gains des joueurs de loteries ...	18.228	19.426	+ 1.197
Dépôts ...	48.228	45.335	— 2.892
Solde créditeur de la Caisse de dépôts ...	106.834	117.578	+ 10.743
Totaux ...	534.582	714.577	+ 179.346

Il résulte de ces données que la Dette s'est accrue, en deux années, de 179.300.000 pesetas environ.

En février 1895, elle a encore augmenté de 8.414.012 pesetas, de telle sorte que, sous l'Administration financière des trois Ministres précités, l'augmentation totale de la Dette flottante se chiffre par 187.760.018 pesetas.

La Banque d'Espagne et le Trésor de Cuba. — A la suite des négociations qui ont eu lieu la semaine dernière entre le Gouvernement et le Conseil de la Banque d'Espagne, cette dernière avance au Trésor de l'Ile de Cuba une somme de 25 millions de pesetas, ga-

rantie par des billets hypothécaires, à raison de 4 0/0 l'an.

Cette somme sera expédiée à la grande Antille, au fur et à mesure des besoins, en numéraire; on veut éviter ainsi la hausse du change résultant de tirages directs ou indirects.

Le Crédit populaire, en Espagne. — Notre confrère *El Economista* publie dans son numéro de cette semaine une étude très intéressante sur la situation du Crédit populaire en Espagne.

A la fin de 1893 on comptait en Espagne 40 Caisses d'épargne ayant délivré 184.751 livrets pour un capital total de 136.425.511 pesetas. Bien que le nombre des Caisses fût resté le même, c'était là, par rapport à 1892, une augmentation de 11.434 livres et de 9.830.011 pesetas.

En dehors de Madrid, Barcelone, Bilbao, Saint-Sébastien, Séville, Valence et Santander, l'épargne populaire est insignifiante ; même dans ces centres elle n'a pas atteint le développement normal qu'elle devrait avoir, eu égard à la population et à la fortune publique. En outre, la clientèle des Caisses n'est pas celle qui correspond au but poursuivi par leur création : ainsi l'ouvrier s'adresse rarement à elles et leur clientèle se recrute surtout parmi les employés de l'Etat ou des entreprises particulières, ou parmi les domestiques des deux sexes.

L'argent déposé aux Caisses est employé principalement en prêts pour les Monts-de-piété. Dans quelques localités, cependant — par exemple à Bilbao, Santander, Barcelone, etc. — les Caisses fonctionnent comme de véritables Banques de crédit, faisant des opérations de prêts et d'escompte.

Voici les principaux chiffres relevés au 31 décembre 1893, par ordre d'importance :

	Nombre de livrets	Sommes déposées en pesetas
Madrid	42.578	47.795.285
Bilbao	14.795	21.643.273
Barcelone	51.905	17.249.227
Séville	9.030	12.190.726
Valence	12.971	8.754 601
Saint-Sébastien	6.127	4.789.213
Santander	3.808	3.685.757

Dans les autres localités, les sommes déposées varient entre 1 1/2 million et 12.400 pesetas ; aux îles Philippines, on comptait à fin décembre 1893, 9.603 livrets pour 2.479.565 pesetas.

BOURSES FINANCIÈRES DE MADRID & BARCELONE

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

	14 mars	21 mars	28 mars	4 avril	11 avr.	18 avr.
Madrid						
Dette Intérieure 4 0/0	74 95	74 30	71 97	70 40	70 10	71 65
— Extérieure 4 0/0	84 »	83 70	82 5	81 20	81 70	81 80
Amortissable 4 0/0	83 »	82 75	81 25	80 »	80 70	81 40
Change sur Londres 3 mois	27 02	26 99	27 20	28 15	28 20	27 95
— sur Paris 8 jours	7 »	6 95	9 »	11 37	11 30	10 80
Barcelone						
Dette Intérieure 4 0/0	74 10	74 52	71 97	70 07	71 02	71 70
— Extérieure 4 0/0	84 »	83 87	82 37	81 12	82 »	82 10
Obligations Hyp. Cuba 6 0/0	107 37	107 62	107 87	103 12	104 75	106 40
— 5 0/0	96 37	98 12	98 30	93 50	95 87	97 55
Change sur Paris	7 10	7 20	8 75	12 80	11 50	11 »

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 19 avril 1895.

Malgré les offres, la tendance est assez soutenue à la Bourse de Madrid. Au surplus, au lendemain des fêtes de Pâques, la cote avait bénéficié de l'amélioration du change et on avait enregistré une hausse de plus d'un demi-point sur la Rente *intérieure*. C'est la conséquence des bonnes nouvelles reçues de Cuba.

Mais les transactions sont toujours des plus limitées, et on peut prévoir la faiblesse du marché.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 17 avril 1895.

La Campagne électorale. — Les Travaux du port de Gênes. — L'Impôt sur la richesse mobilière et les obligations de la Ville de Milan. — Le Crédit foncier agraire et la Banque d'Italie.

On annonce que, pendant la campagne électorale, M. Crispi, seul parmi les membres du Cabinet, prendra la parole devant les électeurs. C'est lui qui est appelé à exposer en détails le programme du Gouvernement et à répondre aux diverses accusations formulées par ses adversaires politiques. Le Gouvernement veut affirmer, ainsi, son unité de vues et la solidarité de ses membres, maintes fois mise en doute.

Au moment où on s'occupe en France du Canal de jonction du Rhône, devant permettre à Marseille de lutter contre la concurrence toujours croissante du port de Gênes, il est intéressant de signaler les efforts faits pour développer ce dernier point, le plus important du royaume et celui vers lequel convergent les échanges internationaux de l'Italie.

D'après le rapport récemment déposé par la sous-Commission des services du port de Gênes, chargée de déterminer le programme des travaux à exécuter en vue de répondre aux besoins croissants du transit, l'augmentation annuelle du trafic serait de 150.000 tonnes de marchandises et de 20.000 voyageurs. Et la sous-Commission a constaté l'insuffisance du matériel roulant de Chemin de fer dont on dispose actuellement. Un des principaux inconvénients résulte aussi de ce fait qu'on a construit des ponts débordants qui ne sont pas reliés directement, au moyen de courbes appropriées, aux voies centrales ; on est obligé de faire ainsi de longues et pénibles manœuvres sur les plates-formes.

La Commission gouvernementale comprend des ingénieurs fort distingués qui étudient actuellement les divers systèmes adoptés dans les gares maritimes anglaises.

Elle prévoit que, d'ici à cinq ans, le mouvement ferré quotidien de Gênes sera de 1.500 wagons, à moins que le Canal de jonction préconisé par votre rédacteur en chef, M. Edmond Théry, ne vienne déjouer les calculs des ingénieurs italiens, en rendant à Marseille son rôle prépondérant dans la Méditerranée.

Je vous ai fait connaître, dans une précédente lettre, la décision prise par la Municipalité de la ville de Milan, relativement à la retenue de l'impôt sur la richesse mobilière. La Chambre de commerce de Milan, émue de cette décision, a résolu de convoquer tous les porteurs de titres de l'emprunt unifié de la Ville à l'effet d'adopter une ligne de conduite tendant à faire valoir leurs droits et à s'élever contre la retenue de l'impôt établi par la loi du 22 juillet 1894. Vous savez que la Chambre de Gênes, qui avait pris la même initiative, a obtenu gain de cause devant le Tribunal ; on espère que, pour Milan, les choses pourront s'arranger à l'amiable et qu'on ne sera pas obligé de plaider. Dans tous les cas il convient de féliciter la Chambre de commerce de Milan de son attitude dans la circonstance ; si les obligataires viennent se grouper autour d'elle, il y a de grandes chances pour qu'on fasse droit à leurs légitimes revendications.

La question de la constitution d'un Institut de *Crédit Foncier et Agraire*, établi sur des bases solides, est entrée dans une nouvelle phase. Dans sa dernière réunion le Comité promoteur avait décidé de s'adjoindre plusieurs notabilités financières dont la compétence est indiscutable, mais on a appris, au dernier moment, qu'un Etablissement local venait de conclure, dans le même but, un accord avec la Banque d'Italie, en lui déposant d'ores et déjà un million de lire.

Et puisque je cite la *Banque d'Italie*, on annonce que son Conseil supérieur décidera, dans sa séance du 24 courant, l'appel du versement de 100 lire sur les actions, versement conforme à la convention passée avec

le Gouvernement et dont le principe avait été posé à la dernière assemblée générale des actionnaires.

Informations Économiques et Financières

Les Caisses d'Epargne postales en Italie. — Pendant le mois de janvier 1895, les versements effectués aux Caisses d'épargne postales se sont élevés à 36 millions 256.903 l., en plus-value de 5 millions de lire par rapport à janvier 1894. Déduction faite des retraits s'élevant à 19.510.746 l. et des sommes employées en achats de rentes ou déposées à la Caisse des Dépôts et Prêts, pour le compte des déposants, l'excédent net des versements ressort, en janvier 1895, à 15.597.095 lire.

Le montant général des dépôts aux Caisses postales s'élevait, au 31 janvier dernier, à 440.080.967 lire, pour 2.856.019 livrets, en augmentation de 44 millions et de 153.000 livrets, par rapport à l'année antérieure.

Les Nouveaux Titres de Rente italienne. — Deux décrets, promulgués la semaine dernière, déterminent le format, l'apparence et les inscriptions des nouveaux titres de Rente italienne.

Le titre 4 0/0 qui doit remplacer le 5 0/0 actuel, est un papier filigrané *bleu de ciel*; il est divisé en coupures de 4, 8, 20, 40, 80, 100, 400 et 800 lire de rente. Il porte la mention suivante : *Consolidato quattro per cento esente da ritenuta per qualsiasi imposta presente et futura* (traduction : Consolidé quatre pour cent exempt de retenue pour n'importe quel impôt présent et futur).

Il est mentionné, en outre, sur le titre, que le paiement semestriel des intérêts sera effectué, dans le pays, aux sections des trésoreries provinciales, et, à l'étranger, chez les correspondants du Trésor italien à Berlin, Londres, Paris et Vienne, en marks, livres sterling, francs et couronnes d'or, au pair de la Valuta-or italienne.

Les nouveaux titres de Rente 4 1/2 0/0 se composent de papier filigrané *blanc* et sont divisés en coupures de 3, 9, 18, 45, 90, 180, 450 et 900 lire. Ils portent également la mention indiquée ci-dessus, relative à l'exemption de tous impôts, présents ou futurs. Le paiement des intérêts a lieu trimestriellement, mais dans le pays seulement, par les soins des trésoreries provinciales.

Le Mouvement des Pensions en Italie. — Voici le mouvement des pensions pendant l'exercice 1894-95 :

1re série, c'est-à-dire pensions inscrites antérieurement au 1er juillet 1893; cette catégorie comprenait, au 1er juillet 1894, 90.157 titulaires pour 71.393.440 lire. Il y a eu 104 inscriptions nouvelles pour 90.157 lire; par contre il y a eu 2.977 éliminations pour 2.691.586 lire. Au 1er avril 1895, le nombre des pensions de cette 1re série s'élevait à 87.166 pour 68.792.012 lire.

2e série, c'est-à-dire pensions inscrites à partir du 1er juillet 1893. Cette catégorie comprenait au 1er juillet 1894, 4.829 titulaires pour 5.584.672 lire. Les inscriptions nouvelles ont été de 3.127 pour 3.471.985 lire et il y a eu 173 éliminations pour 222.143 lires. Au 1er avril 1895, le nombre des pensions de cette catégorie était de 7.783 pour 8.835.514 lire.

En additionnant les chiffres des deux catégories nous trouvons que, à la date du 1er avril 1895, le nombre des pensions était de 94.949, représentant 77.927.526 lire.

Les Recettes des Douanes et des Tabacs, en Italie. — Du 1er juillet 1894 au 31 mars 1895, les recettes douanières accusent une augmentation de 4 millions 600.000 livres, par rapport à la période correspondante de 1893-94; par contre, les tabacs sont en diminution de 2.612.955 lire.

La Société du « Risanamento » de Naples. — La *Société del Risanamento*, de Naples, a tenu, la semaine dernière, son assemblée générale annuelle.

Il résulte du rapport présenté que l'augmentation du rendement des nouveaux immeubles s'est poursuivie dans les limites prévues; ce rendement, qui était de 1.800.000 lire à la fin de 1893, s'est élevé à 2.250.000 lire en 1894, et il atteint aujourd'hui 2.650.000 lire.

L'assemblée a approuvé le bilan de 1894 et a fixé au mois de juillet prochain la discussion relative à la modification des statuts.

BOURSES FINANCIÈRES DE ROME ET DE GÊNES

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

	11 mars	21 mars	28 mars	4 avr.	11 avr.	18 avr.
Rome						
Rente Italienne 4 0/0	93 37	93 75	93 20	93 37	93 32	93 15
Ch. de fer Méditerranée act.	502 »	504 »	498 »	500 »	496 »	496 »
— Méridionaux act.	662 »	668 »	664 »	662 »	659 »	660 »
Banque Nationale act.	836 »	845 »	840 »	870 »	881 »	867 »
— de Rome	350 »	» »	350 »	350 »	350 »	350 »
— Générale	35 »	39 »	37 »	39 50	39 50	30 »
Comp. Nav. à vap. F. R.	314 »	314 »	313 »	316 »	316 »	312 »
Banque Immobilière	28 »	24 »	25 »	32 »	35 50	39 30
Crédit mobilier Italien	105 »	110 »	110 »	110 »	110 »	110 »
Eaux Marcia	1206 »	1212 »	1222 »	1235 »	1230 »	1234 »
Change sur la France	105 40	104 90	105 20	105 22	105 25	105 20
— sur Londres	26 61	26 50	26 58	26 54	26 57	26 53
— sur Berlin	130 20	129 65	129 90	26 51	26 64	129 85
Gênes						
Rente Italienne 4 0/0	93 37	93 72	93 22	93 32	93 30	93 10
Crédit Mobilier Italien	106 »	106 »	105 »	»	» »	» »
Chemins de fer Méridionaux	661 »	667 50	664 »	663 50	659 »	660 »
Change sur Paris	105 37	104 95	105 25	105 32	105 35	105 22
— sur Berlin	130 10	129 60	130 »	129 85	129 90	129 75

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 19 avril 1895.

On commence à désespérer que notre marché retrouve jamais son activité d'antan; les transactions sont tout à fait nulles, et c'est là une situation qui domine également aux autres Bourses du Royaume.

Mais les cours se soutiennent et certaines valeurs locales, telles que les actions du Gaz et les Eaux, sont même très fermes.

PORTUGAL

LA SITUATION

Lisbonne, le 16 avril 1895.

Rapport de M. Conway Thornton sur les finances portugaises. — La Dette flottante. — Les Recettes douanières. — Recensement de 1890.

On s'est un peu ému ici de la publication du rapport de M. Conway Thornton, de la légation anglaise de Lisbonne, sur la situation du Portugal. Ce rapport est une vive critique des dernières déclarations que M. Heintze Ribeiro a faites sur l'état de nos finances. Le premier Ministre avait voulu donner satisfaction aux créanciers étrangers en leur disant toute la vérité sur les finances et la situation économique. Or, M. Thornton fait remarquer que rien n'a été dit de la Dette flottante qui mérite d'attirer principalement l'attention : cette Dette a monté, du 1er juin au 30 septembre 1894, de 4.923.330 à 5.550.400 liv., et une nouvelle augmentation de 1.690.510 liv. s'est produite quelques mois plus tard. De plus, la Banque de Portugal a émis 10.000.000 de liv. environ de billets, tandis que la couverture métallique n'est que de 889.797 liv. en or, 1.377.608 liv. en argent et 138.552 liv. en cuivre. La conclusion de M. Thornton est que le Portugal ne pourra donner plus de revenus, car la population est pauvre et doit se priver même de beaucoup d'objets nécessaires.

La feuille officielle ayant publié, ces jours-ci, un état de la Dette flottante, nous pouvons compléter les chif-

fres donnés par M. Thornton. On verra que, dans les premiers mois de l'année, une légère diminution s'est produite, mais le total est encore fort important :

Voici cette situation aux 31 décembre 1894, 31 janvier et 28 février derniers.

Les valeurs sont en contos de reis :

	31 déc. 1894	31 janv. 1895	28 fév. 1895
Dans le pays :			
Bons du Trésor	9.093	9.130	9.105
Comptes courants :			
Banque de Portugal	15.651	14.274	13.504
Caisse Générale des Dépôts	909	1.077	770
Compagnie des Tabacs	400	400	400
Somme	26.053	24.881	13.779
A l'étranger :			
Avances payables à Londres	418	418	418
— — Paris	398	398	398
Comptes courants, solde débiteur	245	333	340
Somme	1.061	1.149	1.156
Résumé :			
Dans le pays	26.053	24.881	23.779
A l'étranger	1.061	1.149	1.156
Total	27.114	25.030	24.935

L'Administration générale des douanes a publié ces jours-ci un bulletin statistique se rapportant au mouvement commercial du Portugal pendant la période des huit premiers mois de l'année dernière, c'est-à-dire du 1er janvier à fin août 1894. Bien que ne présentant qu'un intérêt rétrospectif, ces chiffres sont intéressants à connaître :

Mouvement général

	Du 1er janvier au 31 août 1893	1894
Importation	25.474	24.989
Exportation	15.942	15.338
Réexportation et transit	7.596	8.570
Somme	49.011	48.897
En moins en 1894		114
Soit 0,2 0/0.		

Le mouvement des métaux précieux (or et argent en lingots ou monnayés) est indiqué ci-après :

Métaux précieux

	Du 1er janvier au 31 août 1893	1894
Importation	930	93
Exportation	3.836	3.420
Somme	4.766	3.513
En moins en 1894		1.253
Soit environ 26 0/0.		

La feuille officielle vient de publier le résultat du recensement de la population du continent et îles fait au 1er décembre 1890. En comparant ces résultats avec ceux des deux recensements antérieurs (1864 et 1878) nous obtenons les renseignements suivants : La population, qui était de 4.188.410 en 1864, s'est élevée à 4.550.699 en 1878 et à 5.049.729 en 1890. Ce dernier chiffre comprend 2.430.339 hommes et 2.619.390 femmes.

ROUMANIE

L'Emprunt 4 1/2 0/0 de la Ville de Bucarest. — Le nouvel emprunt municipal de Bucarest 4 1/2 0/0 a été voté par les deux Chambres et le *Moniteur Officiel* a publié le décret pour la promulgation de la loi qui autorise cet emprunt. Ainsi que nous l'avons déjà annoncé, l'émission se fera à Berlin et à Bucarest.

Le Budget de la Roumanie pour 1895-96. — Le *Moniteur Officiel* a promulgué la loi pour la fixation des revenus et des dépenses de l'Etat pour l'année 1895-96.

Le budget se résume ainsi :

RECETTES

	Francs
Contributions directes	32.390.000
— indirectes	63.410.000
Monopoles de l'Etat	48.700.000
Ministères :	
Domaines	28.436.500
Travaux publics	13.919.000
Intérieur	10.220.000
Finances	2.820.000
Guerre	1.389.000
Instruction publique	868.000
Affaires étrangères	255.000
Justice	2.500
Divers	7.390.000
Total	209.800.000

DÉPENSES

Dette publique	73.975.262
Ministères :	
Guerre	41.016.134
Finances	25.650.185
Instruction publique	26.161.920
Intérieur	21.350.642
Travaux publics	6.318.500
Justice	6.625.976
Domaines	5.950.349
Affaires étrangères	1.725.741
Conseil des Ministres	66.500
	208.841.209
Fonds pour l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires	958.790
Total	209.800.000

Le budget prévoit donc 209.800.000 fr. de recettes et 208.841.209 fr. pour les dépenses ordinaires, et pour l'ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires, 958.790 francs.

Conformément aux dispositions de l'art. 135 de la loi sur la comptabilité publique, le ministère des finances est autorisé à émettre, en cas de besoin et jusqu'à la rentrée des revenus de l'Etat, des Bons du Trésor, qui devront être retirés de la circulation jusqu'au 31 mars 1896.

Les Bons du Trésor se trouvant en circulation ne pourront dépasser la somme de 10.000.000 de francs.

Le Budget de la Ville de Bucarest pour 1895-96. — Le Ministre de l'intérieur a approuvé le Budget de la Ville de Bucharest dont voici les grandes lignes comparées avec celles de 1894-95 :

REVENUS

	1895-96	1894-95
	—	—
Revenus directs	1.241.220 »	1.271.500 »
Revenus indirects	7.251.250 »	7.580.050 »
Revenus des biens communaux	629.000 »	579.000 »
Revenus des services communaux	1.272.500 »	1.019.500 »
Retenues	170.000 »	170.000 »
Subventions	561.433 50	504.913 40
Contributions pour les routes	1.185.000 »	1.185.000 »
Revenus avec destination spéciale	80.350 »	80.350 »
Revenus divers	155.305 97	125.000 »
	12.546.059 37	12.515.313 40

DÉPENSES

	1895-96	1894-95
	—	—
Dette publique........	4.712.718 »	4.896.411 10
Rétribution du maire et des adjoints.........	45.000 »	48.000 »
Secrétariat général....	219.718 »	221.018 »
Direction administrative et contentieux...	2.247.154 »	2.273.494 68
Direction sanitaire.....	530.737 »	521.582 »
Travaux techniques....	3.405.712 22	3.449.812 22
Office de l'état civil....	43.680 »	43.680 »
Direction de la comptabilité..............	526.456 48	312.260 »
Direction des accises...	607.440 »	575.200 »
Caisse centrale........	49.200 »	45.600 »
Ouvertures de crédits..	128.243 51	128.255 40
	12.546.059 37	12.515.313 40

Le projet de budget pour l'exercice 1895-96 se présente donc en équilibre avec un total de 12.546.059 fr., soit 12.546.059 fr. de recettes et 12.417.815 fr. de dépenses, plus 128.255 fr. pour les ouvertures de crédits supplémentaires et extraordinaires.

La Nouvelle Taxe douanière en Roumanie. — Les anciennes règles d'après lesquelles était perçue la taxe de 1/2 0/0 sur les marchandises importées ou exportées des ports du Danube, établies sur la base du tarif douanier en vigueur en 1881, ne correspondaient plus — dit le *Curierul Financiar* — depuis la mise en application du nouveau tarif douanier de 1891, avec les 50 c. 0/0 de la valeur de la marchandise, quantum fixé par la loi qui a créé lesdites taxes, du 18 novembre 1863, par la raison que, dans le nouveau tarif douanier de 1891, des taxes douanières plus élevées ont été imposées à certaines marchandises, dans le but de protéger l'industrie nationale; sur d'autres, au contraire, elles ont été diminuées.

Cette contradiction s'est accentuée encore davantage depuis la conclusion des dernières conventions de commerce.

Pour remédier à ce mal, M. Olanesco, ministre des travaux publics, a chargé une Commission, composée de délégués du Ministère des finances et du Ministère des affaires étrangères, de dresser un nouveau tarif spécial des taxes de 1/2 0/0 établi d'après la valeur des marchandises.

Ce nouveau tarif ayant été soumis au Conseil des Ministres, qui y a fait différentes modifications, est, aujourd'hui, établi définitivement.

Il a été promulgué dans le *Moniteur Officiel* de mardi 28 mars (9 avril).

Le pont sur le Danube en Roumanie. — Le Danube entre Fetesti et Cernavoda, forme deux bras qui sont séparés par une grande île. Sur ces deux bras on édifie actuellement deux ponts; l'un est construit par la compagnie de Fives-Lille, l'autre par la compagnie du Creusot. Ces deux ponts sont des travaux d'art de la plus grande importance. Ils diffèrent seulement en ce que le pont construit par le Creusot est un peu plus petit que celui construit par Fives-Lille.

Le Creusot ayant terminé le pont de la construction duquel il était chargé, il a été procédé officiellement la semaine dernière aux premières épreuves de résistance. Le pont a, à sa fondation, une profondeur de 30 mètres sous l'eau; l'espace libre compris entre ses pieds est de 140 mètres, et sa longueur totale, avec le viaduc de l'extrémité, est d'environ un kilomètre. Sa hauteur maximum de la base des fondations au sommet de la construction métallique est de 77 mètres; enfin le poids de l'acier employé est de 4.000 tonnes.

Les résultats obtenus, dit le *Curierul financiar*, ont été absolument identiques à ceux indiqués par les calculs et le cahier des charges.

TIRAGES FINANCIERS

Commission Impériale d'Amortissement

à St.-Pétersbourg

Numéros des obligations de l'emprunt russe 4 0/0 or, **sixième émission 1894**, sorties au tirage du 20 mars/1er avril 1895 et remboursables à partir du 19 juin/1er juillet 1895, à St-Pétersbourg, à la Banque de l'Etat; à Moscou, Riga, Kharkow, Kiew, Odessa et Varsovie aux Comptoirs de la Banque de l'Etat; à Berlin, chez MM. Mendelssohn et Cᵒ; à Paris, à la Banque de Paris et des Pays-Bas, au Comptoir National d'Escompte, au Crédit Lyonnais, à la Banque Russe pour le commerce étranger et chez MM. Hottinguer et Cᵒ; à Londres, à la Banque Russe pour le commerce étranger; à Amsterdam, chez MM. Lippmann, Rosenthal et Cᵒ; à New-York, chez MM. Baring Magoun and Cᵒ.

à **3.125** roubles or : Nos 859251 à 859275.

à **625** roubles or : Nos 451851 à 451875, 460376 à 460400, 495001 à 495025, 502926 à 502950, 513401 à 513425, 519051 à 519075, 564951 à 564975, 569026 à 569050, 590326 à 590350, 604301 à 604325, 611926 à 611950, 642226 à 642250, 670051 à 670075, 688701 à 688725, 787451 à 787475, 797451 à 797475, 805701 à 805725, 832726 à 832750.

à **125** roubles or : Nos 19801 à 19825, 56926 à 56950, 71351 à 71375, 114776 à 114800, 164501 à 164525, 187951 à 187975, 243576 à 243600, 244426 à 244450, 257651 à 257675, 281501 à 281525, 350826 à 350850, 366901 à 366925.

Les obligations sorties au tirage doivent être munies de tous les coupons échéant après le 19 juin/1er juillet 1895; dans le cas contraire, le montant des coupons manquants sera déduit du capital à rembourser.

Numéros des obligations de l'emprunt russe 4 0/0, sixième émission 1894, sorties au tirage du 19 septembre/1er octobre 1894 et **non présentées au remboursement** à la date du 20 mars/1er avril 1895. A partir du 20 décembre 1894/1er janvier 1895 ces obligations ne portent plus d'intérêt.

à **3.125** roubles or : Nos 882101 à 882125.

à **625** roubles or : Nos 462036 à 462040, 471151 à 471175, 475501 à 475020, 545251 à 545260, 545271 à 545275, 725651 à 725675, 752441 à 752450, 807626 à 807635, 807646 à 807650, 827901 à 827925, 845476 à 845500, 846881 à 846900, 856901 à 856925.

à **125** roubles or : Nos 127617 à 127625, 137551 à 137575, 275476 à 275500, 316851 à 316875.

CANAL DE PANAMA

Obligations à lots

Tirage du 16 avril 1895

Le numéro 199722 gagne 500.000 fr.

Le numéro 1276690 gagne 100.000 fr.

Les numéros 452039 et 1178946 gagnent chacun 10.000 fr.

Les numéros 385617 et 687801 gagnent chacun 5.000 fr.

Les cinq numeros suivants gagnent chacun 2.000 fr. :

37245 948127 1252341 1421776 1605945

Les cinquante numéros suivants sont appelés au remboursement à 1.000 fr. :

18642	26546	41248	46360	97604
294393	295015	296714	323888	406926
439474	458380	480193	487459	503124
508283	523682	577851	580302	621419
672745	707300	919387	946736	958202
972980	1005629	1037878	1039956	1044980
1061490	1228402	1253681	1267179	1316064
1361035	1361443	1418857	1460582	1500370
1612820	1707009	1749280	1756547	1864931
1890809	1892006	1922129	1977961	1992074

Remboursement à partir du 16 mai 1895.

Le Propriétaire-Gérant : J. MONTEL.

Paris. — Impr. de la Presse, 16, rue du Croissant. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... 25 fr.
— — Six mois. 14 fr.
Étranger (U.-P.) : Un an..... 32 fr.
— — Six mois.. 18 fr.

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... 2 fr.
Réclames en 8 points .... 4 »
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission

Nº 172. — 7e volume. (17) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 27 avril 1895.

SOMMAIRE DU Nº 172

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 513 à 521.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — La Situation financière de l'Italie. — La Question d'Extrême-Orient. — Le Commerce extérieur de la France — Comptoir National d'Escompte. — Compagnie du Chemin de fer de Paris à Orléans. — Grands Moulins de Corbeil. — Bibliographie : Les Réformes Commerciales. — Pages 521 à 532.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris — Caisse Nationale de Retraites pour la Vieillesse. — Mouvement des Caisses d'Epargne. — Caisse Nationale d'Epargne. — Grands Moulins de Corbeil. — Société Générale de Laiterie. — Compagnie Algérienne. — Imprimerie Chaix. — Compagnie Française des Voies ferrées économiques. — Compagnie Française d'Entreprises Militaires et Civiles. — Petit Journal. — Etablissements Duval. — Chemins de fer Départementaux. — Tour Eiffel. — Recettes des Chemins de fer. — Canal de Suez. — Pages 532 à 534.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :

ALLEMAGNE : Pages 535 à 538. — ANGLETERRE : Pages 538 et 539. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 539 et 540. — ESPAGNE : Pages 540 à 542. — ITALIE : Pages 542 et 543. — SERBIE : Page 543. — TURQUIE : Pages 543 et 544.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 26 avril	1.743.4	1.272.5	3.015.9	3.470.1	86	2½
1895 11 avril	2.075.1	1.234.7	3.309.8	3.639.6	92	2
1895 18 avril	2.069.0	1.232.9	3.301.9	3.620.8	91	2
1895 25 avril	2.066.0	1.232.6	3.298.6	3.587.9	92	2
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 15 avril	679.2	398.9	1.078.1	1.244.4	88	3½
1895 30 mars	935.4	363.7	1.299.1	1.446.5	96	3
1895 8 avril	931.4	362.2	1.293.6	1.412.7	92	3
1895 15 avril	933.3	362.9	1.296.2	1.337.1	92	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 26 avril	795.9	»	795.9	623 0	127	2
1895 11 avril	916.3	»	916.3	657.9	140	2
1895 18 avril	918.6	»	918.6	650.4	141	2
1895 25 avril	937.3	»	937.3	649.4	145	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1894 24 févr.	95.0	20.0	115.0	152.5	76	»
1894 29 déc..	117.1	17.0	134.1	182.2	74	»
1895 26 janv.	110.0	16.2	126.2	172.6	73	»
1895 23 févr.	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1894 24 févr.	67.5	10.0	77.5	157.5	49	»
1894 29 déc..	73.1	9.5	82.6	171.2	48	»
1895 26 janv.	71.0	9.4	80.4	162.5	49	»
1895 23 févr.	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 15 avril	217.4	342.9	560.3	916.3	61	4
1895 30 mars	373 8	287.9	661.7	1.015.4	65	4
1895 8 avril	373.6	287.9	661.5	1.031.7	64	4
1895 15 avril	374.2	286.6	660.8	1.023.3	65	4
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 19 avril	77.8	36.6	114.4	419.1	27	3
1895 4 avril	101.4	26.9	128.3	449.7	28	2½
1895 11 avril	96.8	25.7	122.5	450.3	27	2½
1895 18 avril	98.8	26.3	125.1	444.3	28	2½
BULGARIE. — Banque Nationale						
1894 15 fév..	7.3	2.0	9.3	1.2	775	8
1895 31 janv.	3.8	8.2	12.0	0.9	1330	8
1895 7 fév..	3.6	7.9	11.5	1.0	1159	8
1895 14 fév..	3.6	7.9	11.5	1.4	820	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 31 mars	71.7	»	71.7	98.8	72	4
1895 31 janv.	75.5	»	75.5	103.3	73	3½
1895 28 fév..	73.6	»	73.6	99 5	74	3½
1895 30 mars	74.9	»	74.9	102.4	74	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 21 avril	197.9	208.1	406.0	933.2	43	5
1895 6 avril	200.1	309.4	509.5	926.5	55	4½
1895 13 avril	200.1	309.5	509.6	926.9	55	4½
1895 20 avril	200.1	310.1	510.2	926.2	55	4½
GRÈCE. — Banque Nationale						
1894 28 fév..	2.1	»	2.1	110.8	2	6½
1894 31 déc..	2.0	»	2.0	109.5	2	6½
1895 31 janv.	1.9	»	1.9	108.7	2	6½
1895 28 fév..	1.9	»	1.9	106.1	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 21 avril	109.4	177.4	286.8	431.1	67	2½
1895 6 avril	107.7	177.3	285.0	436.4	65	2½
1895 13 avril	107.7	177.1	284.8	436.4	65	2½
1895 20 avril	107.9	177.7	285.6	4.6.2	65	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 31 mars	288.4	48.2	336.6	860.3	39	6
1895 10 mars	299.4	60.0	359.4	750.1	48	5
1895 20 mars	300.0	60.0	360.0	742.7	48	5
1895 31 mars	300.3	59.8	360.1	759.7	47	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 31 mars	92.8	10.8	103.6	235.7	43	6
1895 10 mars	105.5	10.5	116.0	225.5	51	5
1895 20 mars	105.5	10.5	116.0	223.0	52	5
1895 31 mars	105.5	10.5	116.0	228.4	51	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 31 mars	35.2	1.5	36.7	58.4	63	6
1895 10 mars	35.2	1.5	36.7	50.5	72	5
1895 20 mars	35.2	1.5	36.7	49.7	74	5
1895 31 mars	35.2	1.5	36.7	50.5	72	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1894 28 fév..	33.6	»	33.6	62.3	54	5
1894 31 déc..	31.4	»	31.4	66.9	47	4½
1895 31 janv.	32.0	»	32.0	62.3	51	4
1895 28 fév..	31.1	»	31.1	63.7	49	4
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1894 18 avril	16.8	36.1	52.9	279.6	19	6
1895 5 avril	26.7	39.7	66.4	294.0	22	6
1895 11 avril	26.7	39.8	66.5	296.6	22	6
1895 17 avril	26.7	39.9	66.6	295.6	22	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 7 avril	51.4	1.3	52.7	119.0	45	6
1895 23 mars	43.7	5.1	48.8	96.7	50	6
1895 30 mars	43.9	5.1	49.0	97.8	50	6
1895 6 avril	44.5	5.5	50.0	100.5	50	6

Dates	Encaisse métallique Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 1er avr.	1.519.5	15.4	1.534.9	3.941.3	39	4%
1895 1er mars	1.559.5	16.7	1.576.2	4.206.8	37	4
1895 16 mars	1.559.2	16.8	1.576.0	4.198.7	37	4
1895 1er avr.	1.561.8	16.0	1.577.8	4.255.2	37	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1894 31 mars	21.7	3.5	25.2	45.4	55	»
1895 31 janv.	21.9	3.6	26.4	48.1	53	»
1895 28 fév..	21.9	4.5	25.4	49.7	53	»
1895 31 mars	21.8	3.6	25.4	50.5	50	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 31 mars	6.3	4.0	10.3	23.9	43	6
1895 15 mars	5.7	4.4	10.1	24.2	42	6
1895 22 mars	5.6	4.4	10.0	24.4	41	6
1895 31 mars	5.4	4.5	9.9	24.2	41	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1894 28 fév..	23.2	4.8	28.0	59.1	47	4
1894 31 déc..	30.8	3.8	34.6	72.6	48	4
1895 31 janv.	30.9	4.5	35.4	62.7	57	4
1895 28 fév..	33.6	4.6	38.2	63.3	60	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1894 28 fév..	10.5	15.2	25.7	81.0	32	»
1894 31 déc..	10.5	18.6	29.1	85.8	34	»
1895 31 janv.	10.4	12.1	22.5	79.6	28	»
1895 28 fév..	10.4	14.1	24.5	82.1	30	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 21 avril	75.4	14.6	90.0	169.3	54	3
1895 6 avril	83.0	8.8	91.8	176.1	52	2½
1895 13 avril	82.9	8.7	91.6	175.9	52	2½
1895 20 avril	82.8	10.8	93.6	174.9	53	3

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

1894 26 avril	6 239,4	2 623,8	8 863,2	14 493,3	61%
1895 11 avril	7 211,3	2 609,9	9 821,2	15 145,4	67
1895 18 avril	7 206,1	2 605,1	9 811,2	15 065.2	65
1895 25 avril	7 226,1	2 608,2	9 834,3	15 079,2	65

TOTAUX au 31 décembre

1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51%
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56
1894 31 déc.	7 030,0	2 599,9	9 629,9	15 047,6	64

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	22mars	29mars	4 avril	11 avril	18avril	25avril
Amsterdam	47 98	48 »	47 97	47 92	47 95	47 95
Anvers	100 06	100 07	100 09	100 08	100 13	100 19
Athènes	186 50	186 50	186 50	186 50	186 »	186 ..
Barcelone	7 20	8 75	12 80	11 50	11 »	12 70
Berlin	80 90	80 85	81 »	81 »	81 »	81 05
Bruxelles	100 06	100 03	100 11	100 06	100 13	100 12
Bucharest	100 50	100 10	100 10	100 »	100 »	100 80
Constantinople	22 65	22 65	22 62	22 62	22 70	22 70
Francfort	80 90	80 86	81 02	81 05	81 06	81 05
Gènes	104 95	105 25	105 32	105 35	105 22	105 47
Genève	100 28	100 29	100 34	100 34	100 28	100 28
Lisbonne	680 »	678 50	679 »	681 50	683 »	690 .
Londres	25 41	25 42	25 40	25 41	25 38	25 40
Madrid	6 95	9 »	11 37	11 35	10 80	11 20
Rome	104 90	105 20	105 22	105 25	105 20	105 45
Saint-Pétersbourg	36 77	36 80	36 81	36 80	36 80	36 80
Vienne (à vue)	48 75	48 50	48 45	48 40	48 52	48 50
— (à 3 mois)	48 70	48 45	48 40	48 35	48 47	48 45

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	29mars	5 avril	12avril	19avril	26avril
Amsterdam. pap. court	4 %	206 06	206 25	206 31	206 12	206 06
Allemagne.. —	4 %	122 31	122 15	122 12	122 06	122 06
Vienne-Tr.. —	4 %	204 50	204 50	204 50	204 »	204 12
Barcelone.. —	4 %	451 50	442 50	445 50	443 50	439 50
Madrid ..... —	4 %	451 50	442 50	445 50	444 50	439 50
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	267 50	268 50	268 »	268 »	267 50
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 25½	25 21½	25 25	25 22	25 22½
— ..... ch. court	2 %	25 27	25 26	25 26½	25 23½	25 24
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	2 ½ %	0 12 p	0 12p.	0 09 p	0 19 p.	0 22 p.
Italie........ —	5 %	5 12 p.	5 »p.	5 . p.	5 2› p.	5 25 p.
Suisse....... —	3 %	0 37 p.	0 37p.	0 37 p.	0 37 p.	0 31 p.
New-York........	2 ½ %	514 50	514 50	514 50	514 50	514 50
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	107 81	108 89	111 75	110 65	112 19
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— mexicains...		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres		2 56	2 71	2 71	2 72	2 72
Souverains anglais		25 22	25 23	25 22	25 20	25 22
Banknotes		25 22	25 23	25 23	25 20	25 22
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

PAYS EXTRA-EUROPÉENS

NOMS DES PAYS	Valeur au pair en francs	Valeurs en francs au change du jour 28mars	4 avril	11 avril	18 avril	25 avril
Etats-Unis (doll. or)..	5 18	5 11	5 14	5 14	5 11	5 14
Mexique (piastre arg.)	5 43	2 56	2 71	2 71	2 71	2 72
Répub.Arg.(peso pap.)	5 »	1 43	1 41	1 38	1 37	1 31
Chili (peso papier)....	5 »	1 75	1 75	1 75	1 72	1 75
Brésil (milreis papier)	2 60	1 01	1 »	1 »	1 »	0 98
Indes (roupie argent).	2 38	1 38	1 39	1 40	1 40	1 13
Japon (yen argent)...	5 39	2 72	2 78	2 81	2 82	2 80
Chine(Shanghaï)(taël arg.)	7 47	3 79	3 91	3 93	3 96	3 93

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 26 avril 1895

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*	100 14	Billets *Allemands*	99 86
En *Angleterre*	99 99	— *Anglais*	100 01
En *Autr.-Hongrie*	101 86	— *Austro-Hongr.*	98 17
En *Belgique*	100 22	— *Belges*	99 78
En *Espagne*	112 64	— *Espagnols*	88 77
En *Grèce*	186 »	— *Grecs*	53 76
En *Hollande*	100 90	— *Hollandais*	99 10
En *Italie*	105 54	— *Italiens*	94 75
En *Russie*	148 05	— *Russes*	67 54
En *Suisse*	100 31	— *Suisses*	99 69
Aux *Etats-Unis*	100 68	Pièces des *Etats-Unis.*	99 32
Au *Mexique*	199 26	— du *Mexique*	50 18
En *Rép. Argentine*	372 »	Billets *Rép. Argentine.*	26 80
Au *Chili*	285 71	— du *Chili*	35 »
Au *Brésil*	265 30	— du *Brésil*	37 50
Aux *Indes*	166 43	Pièces des *Indes*	60 08
Au *Japon*	192 50	— du *Japon*	51 94
En *Chine*	190 07	— de la *Chine*	52 61

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 26 avril 1895.

La cote des changes ne révèle dans son ensemble aucun fait intéressant. Nous trouvons les devises hollandaises et allemandes au même niveau que la semaine dernière, la *Valuta* un peu plus ferme mais sans hausse appréciable.

Le papier espagnol fléchit à 439 50 ; la parité est, à Madrid, de 12 64 0/0 de prime sur le Paris.

Les maladresses du Ministère conservateur commencent à porter leurs fruits, et M. Navarro Reverter aura

à déployer beaucoup d'intelligence et d'énergie pour les réparer. Le point de départ de la réaction est certainement le manque de bonne volonté montrée par le Gouvernement aux chemins de fer, ce qui a effrayé les capitaux français placés en valeurs espagnoles, aujourd'hui l'Extérieure est atteinte et à la prochaine liquidation les reports seront probablement fort élevés, aussi il y a lieu de craindre le rapatriement de l'Extérieure, ce qui aurait une influence désastreuse sur les changes. Ajoutons que le rendement des impôts laisse à désirer et que la répression de l'insurrection cubaine coûtera beaucoup plus qu'on ne l'avait pensé.

En Portugal, l'agio de l'or est de 28 0/0.

Le rouble est à 267 1/2.

Le Londres est toujours assez cher : le papier court est à 25 22 1/2, le chèque à 25 24. Ces cours ne permettent pas d'exporter de l'or avec bénéfice, mais ils sont l'indice d'une situation de place particulière. Londres est généralement débiteur de Paris, non seulement par l'excès des exportations de France, mais parce que l'Angleterre est le banquier d'un grand nombre de pays dont elle a à payer les coupons; toutes les dettes envers la France sont soldées aujourd'hui par les actions des mines d'or et toutes les valeurs d'origine exotique que nous passe le marché anglais. En évaluant à 700 millions de francs les capitaux français qui ont passé le détroit nous croyons être au-dessous de la vérité.

La devise italienne est invariable à 5 25 0/0 de perte.

Le New-York est stéréotypé à 514 50 ; dans ces conditions il est certain que les exportations d'or doivent reprendre à bref délai.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	28 mars	4 avril	11 avril	18 avril	25 avril
Hong-Kong	2/1 ./.	2/1 1/2	2/2	2/2 1/8	2/2 ./
Shanghai.......	2/11 ./.	3/0 1/8	3/0 1/4	3/0 5/8	3/0 3/8
Yokohama	2/1 1/8	2/1 3/4	2/2	2/2 1/8	2/1 7/8
Valeurs à vue :					
Singapoure.....	2/1 3/8	2/1 3/4	2/1 7/8	2/2 3/8	2/. ./.
Bombay	1/1 1/8	1/1 1/4	1/1 11/32	1/1 3/8	1/1 9/32
Calcutta...	1/1 1/8	1/1 5/16	1/1 11/32	1/1 13/32	1/1 11/32
Rio-Janeiro.	9 5/8	9 9/16	9 9/16	9 9/16	9 3/8
Valparaiso....	16 5/8	16 11/16	16 11/16	16 7/16	16 11/16
Buenos-Ayres, prime de l'or..	250	254	260 1/2	261	272
Argent en barres	29 1/8	30 ./.	30 3/8	30 5/8	30 9/16

Les devises de l'Extrême-Orient sont plus faibles, elles suivent les cours de l'argent à Londres ; la roupie ne varie que dans des limites très étroites.

Le papier sur Rio est en baisse, l'effort fait par le Gouvernement pour le retrait du papier-monnaie n'a pas produit ce qu'on en attendait; on a toujours des inquiétudes sur la situation politique. Le Valparaiso est mieux tenu. La prime sur l'or continue à hausser à Buenos-Ayres.

L'or est au pair à Paris et à New-York.

L'argent est à 112 fr. 19 le kilo, quelques ventes spéculatives pour le compte américain avaient amené un peu de réaction vers le 17 courant, une meilleure demande a permis de regagner le terrain perdu.

Les *Banques suisses* ont élevé le 15 courant le taux de leur escompte à 3 0/0 en raison de la tension qui s'était manifestée sur le change.

La *Banque Nationale de Bulgarie* a modifié, comme suit, les taux d'intérêts : prêts aux Caisses provinciales, comptes courants spéciaux, escompte d'effets, 7 1/2 0/0, jusqu'à concurrence d'un mouvement de 200.000 à 500.000 francs par an et 7 0/0 à partir de 500.000 francs.

Encaisses. — Circulation fiduciaire

L'or a diminué de 3.015.000 fr. à la *Banque de France*, il est sorti par la circulation 1.345.000 fr. à Paris et 1.970.000 fr. dans les succursales. Celles-ci ont reçu 300.000 fr. de Suisse.

L'argent a baissé de 220.000 fr.

Paris a reçu par la circulation 2.550.000 fr. et expédié 500.000 fr. à Madagascar. Dans les succursales il est sorti 1.675.000 fr. par la circulation, 365.000 pour l'Italie, 330.000 pour la Suisse, qui a d'autre part rendu 100.000 fr.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent d'entrées de 8.900.000 fr. La circulation ayant rendu 9.800.000 francs, l'augmentation du métal jaune a été de 18 millions 700.000 fr.

Voici le détail des entrées et des sorties :

Entrées			Sorties	
18 avril	Ach. en barres £	35.000	18 avril Afr. du Sud. £	100.000
»	» Egypte	50.000		
19	» Ach. en barres	26.000		
20	» »	7.000	Excéd. des entrées...	356.000
22	» »	63.000		
»	» Australie.....	112.000		
»	» Chine........	82.000		
»	» Etats-Unis...	19.000		
23	» Ach. en barres	53.000		
24	» Paris........	9.000		
Total des entrées..		£ 456.000	Total égal........	£ 456.000

La *Banque de Belgique* a reçu 2.600.000 fr. d'or et d'argent.

Les entrées d'argent à la *Banque d'Espagne* continuent; elles ont été de 600.000 fr. cette semaine. La circulation fiduciaire reste stationnaire.

La *Banque des Pays-Bas* n'accuse aucune variation d'encaisse ou de circulation; il en est de même de la *Banque de Portugal*.

L'encaisse or de la *Banque de Russie* a grossi de 2.600 000 fr. et la circulation fiduciaire de 56.500.000 fr. L'argent ne figure dans les réserves de la Banque que pour une somme insignifiante de 18 millions. A ce propos, il est à remarquer que la Russie garantit par de l'or la totalité de ses billets, même ceux des plus faibles coupures. Partout ailleurs, même dans les pays monométallistes-or, tels que l'Ecosse ou l'Irlande, ces petits billets sont représentés par de l'argent. La Russie aurait tout avantage à faire une place à ce métal; elle pourrait certainement le placer et maintenir dans le public un bon milliard de monnaie blanche.

Voici la situation de l'or à la Banque de Russie (1er avril 1895) :

Encaisse de la Banque et fonds d'échange des billets de crédit.............. Fr.	1.561.800.000
Fonds à l'étranger..........................	29.870.000
Or appartenant au Trésor en dépôt à la Banque..................................	799.660.000
Total...	2.391.330.000

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 1er au 6 avril	depuis le 1er janv.	du 1er au 6 avril	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	8.012.500	973.300	10.438.308
France.........	»	11.916.400	336.785	1.492.506
Allemagne......	»	5.772.036	»	1.044.652
Autres pays....	553.652	4.786.956	13.904	287.476
Total 1895...	553.652	30.487.892	1.323.989	13.262.942
— 1894...	506.627	8.601.626	439.402	3.382.719
— 1893...	2.630.190	36.831.893	508.589	4.874.113
ARGENT				
Grande-Bretagne	422.200	7.355.355	»	40.730
France.........	»	»	»	2.176
Allemagne......	»	8.919	1.340	2.720
Autres pays....	9.010	265.388	45.960	310.475
Total 1895...	431.210	7.629.662	47.300	356.101
— 1894...	626.631	10.412.181	45.192	449.163
— 1893...	379.962	7.825.108	17.466	1.650.312

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	21 avril	98.900.000	dollars
1895.....	6 avril	64.400.000	—
1895.....	14 avril	65.400 000	—
1895.....	20 avril	66.600.000	—

Malgré la mauvaise situation du change, l'or continue à rentrer à New-York, il s'agit là évidemment de la suite de l'emprunt.

Les *Banques associées de New-York* ont gagné 1.200.000 dollars du 14 au 20 avril. La réserve du Trésor est de 91 millions de dollars.

Voici la situation de l'encaisse et de la circulation des Banques nationales des Etats-Unis au 5 mars 1895, la dernière publiée :

Encaisse métallique :

Or : Monnaie .... $	120.900.000	
Certificats du Trésor	25.400.000	
— Clearing house	31.900.000	
		178.200.000
Argent : Dollars	7.300.000	
Certificats......	29.600.000	
Monnaie divis..	6.000.000	
		42.900.000
Total de l'encaisse		221.100.000
Billets des Etats-Unis (Legal tender notes)		113.300.000
Certificats de dépôt		31.700.000
Total........................$		366.100.000
Circulation....................		169.800.000

On voit, par les *legal tender notes* qui entrent dans l'encaisse, l'étroite solidarité qui unit le Trésor et les Banques et combien le crédit de l'un et des autres est enchevêtré. C'est un des principaux défauts de l'organisation financière des Etats-Unis.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

L'Internationalisation du Métal blanc

M. Francis Laur vient d'adresser la lettre suivante à notre Rédacteur en chef :

Mon cher Théry,

La question de l'*internationalisation d'une quantité limitée de métal blanc* comme remède immédiat à la crise et comme préliminaire d'une entente internationale ramenant définitivement le rapport 15 1/2 est une idée qui fait en ce moment un chemin rapide depuis que je vous l'ai pour ainsi dire dédiée en 1893 dans un article de mon *Echo des Mines*.

Depuis, je l'ai approfondie et esquissée au Congrès bimétallique de Londres. Enfin, M. de Schraut, sous-secrétaire d'Etat à Strasbourg, une des autorités financières les mieux reconnues en Allemagne, le même qui, à plusieurs reprises, a été Commissaire du gouvernement au Reichstag, attaché successivement à la Chancellerie et au Trésor, délégué enfin par l'Allemagne à la Conférence monétaire de Paris en 1881, M. de Schraut vient de faire à l'idée de l'internationalisation de l'argent une adhésion éclatante dans une petite plaquette parue en Allemagne et qui va être traduite bientôt.

En quoi consiste donc cette idée, c'est ce que je voudrais vous exposer à nouveau très rapidement.

Voici, pour plus de brièveté, le résumé que j'envoyais, le 21 avril 1894 au Président de la « Bimetallic League » à Londres :

Monsieur,

Vous me demandez de vous donner un aperçu de mes idées sur un moyen d'atténuer immédiatement la crise du métal blanc. Le voici en quelques mots :

Je préconise l'internationalisation d'une quantité limitée d'argent exclusivement réservée aux échanges internationaux.

Chaque puissance solvable : Angleterre, Allemagne, France, Etats-Unis, Belgique, Mexique, autoriserait une Banque Centrale (*consortium* de toutes les Banques d'Etat des puissances ci-dessus) à immobiliser dans ses Caisses une quantité d'argent égale, au maximum, à la moyenne du solde (débiteur ou créditeur) des échanges internationaux pendant les cinq dernières années, soit, pour donner un exemple :

1.700	millions pour	l'Angleterre ;
1.000	—	l'Allemagne ;
1.000	—	les Etats-Unis ;
800	—	la France ;
500	—	le Mexique et la Belgique.
Total.. 5.000 millions.		

(Ces chiffres sont sujets à revision, bien entendu.) Bref, ces cinq milliards représenteraient, en réalité, la somme nécessaire à ce qu'on pourrait appeler les besoins de la liquidation du commerce international du monde entier.

Le *consortium* déterminerait le taux d'achat du métal blanc périodiquement, selon l'état du marché, de façon à ne subir aucune perte et de manière même à faire, si possible, un bénéfice d'exploitation, ce qui serait facile actuellement avec le rapport 1/33.

Le *consortium* des Banques émettrait, sur ces dépôts de métal blanc et sur la garantie des grandes puissances syndiquées, des certificats d'or (*International Golden Certificates*) n'ayant pas cours dans l'intérieur des pays d'émission, mais remboursables, au besoin, en or ou argent au cours à la Banque centrale.

Les douanes de tous les pays pourraient tout d'abord les accepter en paiement comme de l'or et les Etats signataires pourraient peut-être s'en servir pour le paiement de leurs coupons à l'etranger (à la rigueur), mais, dans tous les cas, pour le commerce avec leurs colonies.

L'entente serait conclue pour des périodes renouvelables de cinq en cinq ans et le *consortium* des Banques d'Etat déciderait le *quantum* des émissions de certificats d'or à faire immédiatement et successivement, de manière à débuter modestement et à grandir avec les besoins internationaux.

Le rapport entre l'or et l'argent serait, de la sorte, relevé peu à peu à chaque période, suivant l'état du marché de l'argent, et tous les efforts devraient tendre à ramener ce rapport au taux de 15,5, c'est-à-dire au taux légal. Ce serait alors la fin de l'entente internationale, à moins que le monde, habitué aux certificats d'or, ne les ait adoptés définitivement comme monnaie fiduciaire internationale, auquel cas la Banque subsisterait.

Je crois inutile de faire ressortir plus complètement les avantages de la création de ce nouvel instrument d'échange :

1° Remédier à la contraction du métal jaune (que la guerre japonaise va de nouveau raréfier) ;

2° Achat de cinq milliards d'argent ;

3° Situation intérieure de chaque Etat laissée intacte au point de vue du principe même de son système monétaire (mono ou bimétalliste) ;

4° Raffermissement du marché à la seule annonce, peut-être, d'une entente internationale ayant pour but de ramener progressivement le rapport légal 15,5 ;

5° Possibilité, avec ce système d'essai, d'arriver, par une action lente et continue des puissances, à un résultat plus pratique que par une décision radicale immédiate qui paraît difficile ;

6° Enfin, essai de création d'un outillage monétaire nouveau et spécial, autre que l'or, pour les échanges internationaux, outillage qui manque aujourd'hui et manquera probablement de plus en plus.

Une étude plus approfondie réglerait les attributions et les pouvoirs du consortium des Banques d'Etat ainsi que le siège de ladite Banque. Je propose de la créer à Paris, puisque la France est le pays presque neutre aujourd'hui au point de vue de l'argent et la Banque de France me semble tout indiquée pour créer cette filiale universelle.

Tel est le résumé de ma communication.

***

A cette communication, le Secrétaire de la *Bimetallic League* me répondit :

« Londres, 23 avril 1894.

« Monsieur,

« Je vous remercie infiniment d'avoir bien voulu, en ré-« ponse à ma lettre, nous donner un court aperçu de vos « idées sur « l'internationalisation de l'argent ». Je note que « cette immobilisation ne serait que limitée, puisque les « Golden Certificates » que vous émettriez ne seraient destinés « qu'aux échanges internationaux et n'auraient pas cours à « l'intérieur des pays en question.

« Ce projet est fort intéressant et je vous serai obligé de « nous tenir au courant de son développement à l'occasion.

« Agréez, etc. »

Naturellement, j'ai apporté au système, que je préconisais en 1893-94 des modifications, mais j'ai hâte d'arriver

à l'exposé de M. de Schraut. Voici le résumé de sa brochure, qui va paraître et est à l'impression, en français, à l'Imprimerie Alsacienne à Strasbourg. Elle est entièrement conforme à mes idées.

M. de Schraut, c'est là le côté original de son point de départ, ne veut ni abandonner l'étalon d'or ni retourner à la frappe du métal blanc; mais il propose aux pays jouissant d'une organisation monétaire prospère de s'entendre pour autoriser les pays embarrassés par leur monnaie d'argent avilie à émettre une certaine quantité de certificats, couverts par des réserves d'argent, en lingots ou en monnaies. Le rapport conventionnel de 15/1 réglant la valeur du métal à l'égard de l'or, serait en outre fixé à nouveau d'après les conditions actuelles, par exemple à 20/1.

D'après M. de Schraut, ce n'est pas la frappe de monnaies d'argent qui constitue le fond du problème, mais bien la constitution de l'argent, à côté de l'or, comme fonds de couverture pour des instruments de circulation internationale, la mobilisation de la masse d'argent improductive pour faciliter les relations d'échange entre les divers pays.

Ces certificats ou billets de banque garantis par une couverture en argent seraient d'ailleurs uniquement affectés au trafic international et devraient toujours être échangeables dans leur pays d'émission contre de l'or ou de l'argent au cours du jour.

Cet essai ne menacerait en rien, d'après M. de Schraut, les réserves d'or des pays qui, comme la France, l'Angleterre et l'Allemagne, ont su se créer d'énormes approvisionnements de ce métal. Les certificats d'argent, autorisés très prudemment et graduellement, sous la garantie de l'Etat, avec éventuellement une couverture pour assurer la différence entre le taux conventionnel et le cours réel du métal blanc, ne feraient en outre l'objet que d'une convention de peu de durée, limitée à cinq ans par exemple.

En revanche, M. de Schraut compte beaucoup sur son système pour relever la valeur de l'argent et conjurer l'avilissement des prix des marchandises résultant de la concurrence internationale. Les puissances telles que les Indes, la République Argentine, retrouveraient pour leurs achats et leurs engagements en Europe une monnaie fixe, grâce à ces certificats. Dans les relations nationales de ces pays l'argent ne tarderait pas non plus à se relever de son avilissement. M. de Schraut n'est même pas éloigné de croire que les Etats-Unis, dont l'Europe pourrait sans crainte accepter pour un milliard de certificats d'argent, arriveraient dans ces circonstances à s'entendre avec d'autres Républiques américaines pour passer au Bimétallisme et donner satisfaction aux *silvermen*.

Les Indes, comme d'autres pays producteurs de céréales, sortiraient peu à peu de leurs inextricables embarras qui les forcent à jeter à tout prix ces produits du sol sur le marché européen, et celui-ci ne souffrirait plus comme aujourd'hui sous cette irrésistible pression de la baisse constante, qui empêche même la Russie et l'Autriche de tirer le bénéfice qu'elles attendaient des traités de commerce avec l'Allemagne.

Cette solution, non pas absolue mais relative, à chercher sur le terrain d'une entente internationale, au moyen de ce que M. de Schraut appelle « une organisation internationale de banque et de crédit », est, d'après lui, la seule possible en ce moment. Quelques bimétallistes allemands s'y sont déjà ralliés, avec certaines modifications il est vrai, et si les partisans intransigeants de l'or n'en veulent pas entendre parler, les défenseurs de l'unique étalon jaune ne sont pas éloignés de lui trouver un aspect séduisant.

On dit que le Gouvernement impérial allemand ne verrait pas la chose d'un mauvais œil, comme pouvant donner une sorte de satisfaction aux agrariens.

Nous croyons enfin qu'en cas de négociations internationales, l'Allemagne proposerait un système se rapprochant de celui de M. de Schraut, si même M. de Schraut n'était pas désigné lui-même officiellement comme le représentant de l'Allemagne à une Conférence.

Vous le voyez, le système de M. de Schraut ne diffère du mien qu'en ce qu'il fait émettre les certificats par les nations embarrassées non solvables, tandis qu'au contraire je fais faire et garantir l'émission par les nations solvables, ce qui donnerait aux certificats la valeur d'une véritable monnaie d'or, ce qu'il faut surtout rechercher. Les nations à finances avariées pourront naturellement déposer à la Banque centrale leurs lingots d'argent au cours fixé par le *consortium* et recevoir en échange des certificats-or.

***

Donnez donc, mon cher Théry, un coup d'œil à cette question née sous vos yeux et qui semble sortir de l'ombre des théories isolées, puisque des esprits éminents comme M. de Schraut y arrivent par des chemins divers. Dites-nous notamment — ce que je n'ai pas étudié — quelles répercussions pourraient avoir sur les changes le nouvel instrument monétaire.

FRANCIS LAUR

La Question de l'argent et la situation du commerce et de l'industrie anglaises

Tel est le titre de la remarquable étude due à la plume de M. George Jamieson, consul général d'Angleterre à Shanghaï, et qui a valu à son auteur le prix bimétallique offert par sir Henry M. Meysey-Thompson.

Sir Henry M. Meysey-Thompson a écrit, pour cette étude, la préface suivante, qui vise également deux autres travaux contenus dans la même brochure, l'un de M. Thomas Holyoake Box, de Yokohama, et l'autre de M. David Octavius Croal, de Londres.

En présentant au public ces excellentes études relatives aux maux résultant, pour le commerce et l'industrie anglaises, de la divergence de valeur entre l'or et l'argent, je n'ajouterai que quelques mots pour exposer les raisons qui m'ont déterminé à offrir un prix.

Il y a quinze ans, j'étais arrivé à cette conclusion que, si la valeur de l'or, mesurée en argent et en marchandises, continuait à hausser, la conséquence inévitable serait l'émigration des grandes industries manufacturières anglaises vers les pays à circulation d'argent de l'Extrême-Orient et ailleurs.

Cette théorie, moi et d'autres, nous l'avons proclamée hautement, mais nous eussions pu parler aussi bien dans le désert; personne ne voulait nous entendre. Pourtant cette théorie est très simple et elle nous a semblé tout à fait concluante.

Quelle est la question? Elle se réduit à une simple et unique question de localité. Les industries du monde se continueront certainement quelque part : mais où?

Aujourd'hui il s'agit de se prononcer :

1° *Voulons-nous* que le siège principal des grandes industries manufacturières du monde — coton, laine, lin, jute, fer et acier, outillage, cuir, vêtements, poterie, verrerie et beaucoup d'autres, y compris toutes nos industries agricoles existantes — reste dans le Royaume-Uni, comme par le passé, et continue à fonctionner avec des ouvriers anglais, écossais, irlandais et gallois? Ou *voulons-nous* que ces industries soient transportées sur les territoires de l'Inde, de la Chine, du Japon, du Mexique et fonctionnent avec des ouvriers indiens, mexicains, chinois et japonais?

2° Est-il prouvé que notre régime monométallique actuel doive expulser ces industries du sol du Royaume-Uni, en les introduisant dans l'Inde, la Chine, le Japon et le Mexique?

Comparons l'Angleterre et la Chine en 1869 et en 1894, soit pendant un quart de siècle. Supposons qu'un capitaliste indépendant, établi en Amérique, par exemple, et n'étant en relations ni avec l'Angleterre, ni avec la Chine, se demande dans quelle contrée il aurait avantage à installer une usine. Supposons qu'il se soit enquis du prix de la main-d'œuvre dans les deux pays et qu'on lui ait dit que la somme de travail nécessaire pour produire une quantité déterminée de tissu lui reviendrait à un souverain en Angleterre et à 4 onces d'argent en Chine; il tiendrait évidemment le raisonnement suivant : « La valeur de l'argent étant de 5 shill. par once, 4 onces d'argent me coûteront 1 liv. sterl.; par conséquent mon souverain me procurera la même somme de travail en Angleterre qu'en Chine. J'opte pour l'Angleterre. »

Mais passons à l'année 1894. Les salaires en or n'ont pas baissé en Angleterre et nous savons pertinemment que les salaires en argent ne se sont pas élevés en Chine. Conséquemment, si le même capitaliste venait à s'enquérir aujourd'hui, on lui répondrait encore qu'une quantité déterminée de tissu lui coûterait un souverain en Angleterre ou 4 onces d'argent en Chine. Il tiendrait alors le raisonnement suivant : « L'argent a baissé de 5 shillings à moins de 2 sh. 6 d. l'once; conséquemment je peux acheter, pour un *demi-souverain*, 4 onces d'argent, et, en ce qui concerne le prix de la main-d'œuvre, je peux me procurer aujourd'hui, en Chine, autant de tissu pour un demi-souverain, qu'en Angleterre pour un souverain. J'opte pour la Chine ».

Le public ne nous a pas écoutés, mais nous avons continué notre œuvre, faisant de ci et de là une conversion et, aujourd'hui, sir William Harcourt lui-même admet que les professeurs d'économie politique se sont ralliés à nous. Pendant les deux dernières années, j'ai reçu des informations d'un grand nombre de points du monde; elles confirment que les industries manufacturières et agricoles, dans les pays à circulation d'argent, progressent par bonds, alors qu'en Angleterre et dans les autres pays monométallistes-or ces industries périclitent.

Donc, je me suis dit que nous ne devions plus nous en tenir à la théorie; il importait de faire ressortir pratiquement les faits. On devait trouver une personne capable de les expo-

ser de telle façon qu'ils fussent à la portée de notre grande population industrielle. Si on peut lui démontrer que le travail lui échappe pour passer aux mains des Chinois et des Japonais, la partie sera gagnée.

L'heure a sonné, me disais-je : pouvons-nous trouver l'homme voulu ? C'est dans ce but que j'ai offert un prix. J'espère que les lecteurs de ces études reconnaîtront que cet homme est M. Jamieson, consul général de S. M. Britannique en Chine, et qu'il a été très bien secondé par M. Croal et par M. Box.

CONDITIONS DU PRIX

Sir Henry Meysey-Thompson offrait une coupe ou un plat en argent du prix de 25 liv. st., plus 25 liv. en souverains, pour l'étude démontrant de la façon la plus nette et la plus évidente :

1° La grande perte et les maux résultant pour les producteurs de l'Angleterre de la hausse extraordinaire de la valeur de l'or, comparée à celle de l'argent, pendant les vingt dernières années, comme conséquence des changements de lois réglant l'emploi de l'or et de l'argent, en tant que monnaie dans les divers pays ;

2° L'immense attrait et la facilité que cette hausse de la valeur de l'or offre aux capitalistes, dans les pays à circulation d'argent, de développer leurs mines de charbon et de s'outiller de façon à produire, pour leur propre consommation et pour celle des autres nations à circulation d'argent, les articles manufacturés que l'Angleterre leur fournissait depuis longtemps :

a) Quand la conséquence de cette hausse de la valeur de l'or a été une hausse du prix en argent des produits manufacturés anglais ;

b) Quand la conséquence a été une baisse de prix en or de ces produits ;

3° Que, dans la concurrence des industries manufacturières du monde, cette divergence de valeur entre l'or et l'argent doit évidemment aboutir à une substitution, par la main-d'œuvre à bon marché des pays à circulation d'argent, du travail mieux rémunéré des pays monométallistes-or, substitution qui progresse rapidement et qui, à moins d'une entente internationale, doit amener la ruine d'un grand nombre de nos industries et la perte de leurs emplois pour des dizaines de mille de nos ouvriers.

(*A suivre.*)

Un Congrès bimétalliste en Italie

Notre excellent confrère, le *Sole* de Milan (qui a publié une série d'articles dus à la plume de M. Alessandro Rossi, sénateur, un des champions de la réhabilitation de l'argent) annonce que les *bimétallistes* italiens veulent se grouper. Dans ce but, un congrès sera convoqué à Ferrare, pour la seconde quinzaine de mai.

La Circulation monétaire en Russie

On lit dans les *Novosti :*

Il y a un demi-siècle qu'on a procédé au remplacement de notre rouble « assignat » par un nouveau « billet de crédit » avec obligation de l'échanger contre de l'or ou de l'argent, et cela bien que le prix du rouble « assignat » ne fût à cette époque que d'une valeur de 35 0/0 du prix nominal. Quelque chose de semblable eut lieu aussi plus tard, lorsqu'on interrompit l'échange du rouble-crédit contre une quantité équivalente de numéraire en or et en argent, ou bien lorsqu'on fit percevoir en or les droits de douane.

En ce moment, il n'est question de rien de semblable. Les projets du Ministère des finances ne tendent qu'à la consolidation du cours du change; il ne s'agit pas seulement d'obtenir une hausse progressive du rouble-papier, mais encore de rétablir l'échange au pair de celui-ci contre le rouble-or. Il ne saurait être question d'un échange contre du numéraire en argent, le prix de ce métal étant à l'heure qu'il est inférieur à celui des billets de crédit.

La mesure fondamentale pour la réalisation de ces projets devait être l'adoption d'une série de dispositions tendant à rétablir chez nous la circulation du numéraire en or parallèlement à celle des billets de crédit.

Les intentions actuelles du Ministère des Finances sont en somme semblables, aux propositions faites dans le même but, en 1877, par le secrétaire d'Etat de Reutern et renouvelées en 1883 par M. de Bunge et en 1888 par feu Wyschnégradsky. Le fait que ces projets reviennent constamment à l'ordre du jour ne prouve-t-il pas qu'il y a en eux un fonds d'utilité ? La seule différence est qu'en ce moment les conditions politiques et économiques, tant intérieures qu'extérieures, sont bien plus propices qu'autrefois à la réalisation d'une réforme de ce genre.

C'est la guerre qui l'a empêchée en 1877 ; il ne pouvait plus être question de rétablir la circulation en espèces ; il fallut, au contraire, avoir recours à de nouvelles émissions de papier-monnaie. Les fluctuations du cours qui suivirent, de même que la spéculation sur le rouble aux Bourses étrangères, contrecarrèrent la réalisation de mesures qui devaient tendre, avant tout, à attirer en Russie l'or étranger.

Toutes ces circonstances ont maintenant changé en mieux. Personne ne menace la paix européenne, notre crédit est monté plus haut que jamais, un frein a été mis au jeu de Bourse dont le rouble était l'objet, et la fermeté du cours est telle que même la « guerre douanière » que nous avons eu à subir il y a quelque temps n'a pas pu l'interrompre.

La rentrée de la monnaie d'or dans la circulation et la fixation du cours du rouble-crédit rendraient des services signalés. Cette mesure ferait affluer dans le pays des capitaux étrangers, qui y trouveraient un intérêt rémunérateur et qui donneraient une grande extension aux entreprises commerciales et industrielles. Le taux de l'escompte diminuerait, les transactions seraient par là même facilitées, et l'on pourrait prévoir l'époque où de nouvelles émissions de papier-monnaie deviendraient superflues, l'or et les titres pouvant être aussitôt échangés à la Banque de l'Etat contre du numéraire suffisant aux besoins de la circulation.

Les Etalons monétaires et le Japon

A une récente assemblée de la *Société Asiatique du Japon*, à Yokohama, M. le professeur Garrett Droppers a lu un mémoire très intéressant sur « les étalons monétaires et le Japon ». Ce mémoire présente tout d'abord un historique des étalons monétaires pendant les cinquante dernières années, et, après avoir signalé les principales fluctuations de valeur, il démontre que le Japon ferait bien de s'en tenir à l'étalon argent et de ne pas songer à l'étalon-or. C'est ce dernier, ajoute M. Garrett Droppers, qui a provoqué les difficultés au milieu desquelles se débattent, avec l'Angleterre, les autres pays monométallistes-or.

Voici sa conclusion :

Au Japon, avec l'étalon-argent, l'or devient une marchandise dont la valeur oscille sans cesse. Les statistiques nous prouvent qu'au Japon le prix des choses est à peu près le même aujourd'hui qu'il y a vingt ans; pourtant, d'après le raisonnement des monométallistes-or, la baisse des prix eût dû coïncider avec celle de l'argent. Quoi qu'il en soit nous constatons que certaines importations même, telles que les cigares de Manille, sont au même prix aujourd'hui qu'en 1873. Le champagne et autres produits de luxe, les livres, revues et autres publications étrangères sont plus cher; mais on peut construire aujourd'hui, au Japon, un chemin de fer à moitié du prix en argent qu'il aurait coûté lorsque le yen valait le double en or de ce qu'il vaut à présent. En somme, le Japon retire autant qu'il a jamais tiré de son *yen* argent, et il obtient même plus pour ses produits qu'il n'obtenait quand le *yen* valait davantage par rapport à l'or. En conséquence, qui oserait dire que le Japon n'agit pas sagement en conservant avec ténacité son étalon-argent ?

La Question Monétaire aux Etats-Unis

D'après les informations reçues par le *Times*, en dépit des efforts du *Réform Club* de New-York, qui mène une campagne contre le libre monnayage de l'argent, une assemblée tenue dans le Tennessee a voté une résolution en faveur de cette mesure, à la proportion de 16 contre 1. Une assemblée tenue dans le Texas a voté une résolution analogue.

On a commencé un mouvement de propagande en faveur de M. Benjamin Harrisson pour la prochaine élection présidentielle : M. Harrisson pourrait compter sur les partisans d'une circulation monétaire solide tout en conservant l'appui des partisans du libre monnayage de l'argent.

M. Harrisson a dit récemment dans un discours :

« J'ai toujours cru qu'un plus grand usage de l'argent pour la circulation et le libre monnayage de ce métal sur une base qui maintiendrait sa parité avec l'or seraient profitables au monde entier. »

Les sentiments ainsi exprimés par M. Harrisson raffermissent sa situation dans les Conventions républicaines.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 26 avril 1895.

La liquidation s'est effectuée dans des conditions excellentes ; les reports se sont trouvés au même taux que

précédemment et une nouvelle progression s'est produite aussitôt après la fixation des cours de compensation.

Il s'est produit, aujourd'hui, un léger mouvement de réalisations provoqué par la crainte de complications en Extrême-Orient. Néanmoins, le fonds du marché reste très bon.

Ce sont les valeurs du district de Klerksdorp, sur lesquelles j'ai attiré depuis longtemps votre attention, qui ont encore été les plus actives cette semaine.

La *Potchefstroom* passe de 20/0 à 40/0 et se maintient à ce prix : de très gros achats ont été effectués sur cette valeur pour le compte du Cap et le bruit court que les trois filons de la *Buffelsdoorn Estates* ont été retrouvés dans les terrains de la Compagnie. Ce bruit mérite confirmation, mais néanmoins paraît être très probable.

La *Wolwerand Goldfields* a passé de 12/0 à 18/0 sous l'impulsion de demandes importantes d'un financier très intéressé dans les affaires de ce district.

La *Klerksdorp Estate* progresse à 29/0 et la *Eastleigh* reprend à 2 1/4.

La *Tigerfontein* monte à 3 3/8 ; cette Compagnie vient d'acheter six fermes dans le voisinage de sa propriété actuelle et va augmenter son capital de 50.000 livres sterling à 125.000 liv. st. Elle se créera en même temps un fonds de roulement de 70.000 liv. st.

La *Buffelsdoorn Estate* se maintient dans les environs de 6 liv., malgré les attaques qu'elle a subies. La *Consolidated Buffelsdoorn* reste très bien tenue.

Les mines du Witwatersrand ont aussi participé au mouvement de hausse : la *East Rand*, particulièrement favorisée, franchit le cours de 6 liv. Ses filiales *San Angelo* et *New Comet* atteignent respectivement 4 1/8 et 3 3/4.

La *Modderfontein* enregistre également une plus-value considérable ainsi que la *Van Ryn* et la *Van Ryn West*.

La *Kleinfontein*, qui vient d'être introduite sur votre place, gagne près d'une livre à 6 3/4.

La *New Chimes* est ferme à 3 13/16.

Dans l'ouest du Rand, nous remarquons une forte hausse du *West Rand Mines* à 3 1/2 et des *South West Rand Mines* à 3 liv. On ne sait à quoi attribuer la hausse de la première de ces valeurs ; quand à la seconde, la progression est provoquée par un fort achat d'une grande maison de Londres et Johannesburg.

La *Randfontein* reste à peu près stationnaire à 46/3. Ses filiales : *North Randfontein*, *Robinson Randfontein* et *Porges Randfontein* se retrouvent aussi aux mêmes cours que la semaine dernière.

La *Durban Roodeport* est sans variation sensible ainsi que la *United Main Reef Roodeport*, mais la *Roodeport deep level* s'avance à 4 3/4. On a introduit, cette semaine, à Londres et à Paris, la *Durban Roodeport deep level*, Société au capital de 300.000 livres, dont 290.000 actions émises, qui possède 271 claims deep-level au sud des mines du groupe Roodeport.

Dans la portion du Rand, la *Simmer and Jack* a eu d'excellentes demandes et gagne près d'une livre à 15 ./.. La *Knights* enregistre une avance à peu près égale à 8 1/8. La *Ferreira* est également recherchée ainsi que la *New Heriot* et la *Wemmer*.

La *Wolhuter* s'est fait remarquer par sa bonne tenue à 8 5/16. Nous rappelons que le droit de souscription aux nouvelles actions pour les actionnaires inscrits au 30 avril expire le 6 mai.

La *Spes Bona*, voisine de la *Wolhuter* passe de 3 1/4 à 4 3/8

La *Robinson*, la *City*, la *Geldenhuis* ne modifient pas leur attitude.

Les *Rand Mines* ont passé de 32 liv. à 35 pour revenir à 34.

Dans le district d'Heidelberg, la *Nigel* est en forte hausse à 7 1/2. Cette Compagnie augmente son capital pour acquérir de vastes terrains aurifères qui font suite à sa propriété. La *Nigel deep* est également en faveur à 3 1/16.

Les valeurs de ce district sont absolument délaissées.

Parmi les valeurs de Compagnies d'exploration, la *Chartered* s'est fait remarquer en progressant à 5 liv. pour rester à 4 1/2. Cette valeur a été introduite aujourd'hui à Paris.

L'*Anglo French* est également très soutenu à 4 liv.

Paris, le 26 avril 1895.

Après avoir été très ferme toute la semaine, notre *Marché des Mines d'Or* a eu à supporter dans la dernière séance des réalisations qui ont fait fléchir les cours. Cependant la plupart des valeurs sont encore en

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	FILONS en travail	FILONS commandés	DIVIDENDES 1891	DIVIDENDES 1892	DIVIDENDES 1893	DIVIDENDES 1894	PRODUCTION 1892	PRODUCTION 1893	PRODUCTION 1894	PRODUCTION 1894	COURS DU 19 avril	COURS DU 26 avril
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9.505	2	1.594	1 3/16	1 1/4
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3 11/16	4 1/16
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg .	40	»	»	40	»	»	28 36	21.806	12	29.316	3 3 8	3 13/16
City and Suburban	85 000	1	65.000	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	»	29.51	46 815	12	72.092	27 3/8	27 3/8
Crœsus (New)	225.000	1	195.000	16½ — — ..	»	60	»	10	»	»	11 50	1.339	»	»	2 13/16	3 1/16
Crown Reef	120.000	1	120.000	19 — — ..	90	120	50	55	50	»	70 204	82 105	12	120953	10 5/8	10 3/4
Durban Roodep	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30 931	60 635	12	55 969	7 3/4	7 3/4
East Rand	650 000	1	650.000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	4 3/16	6 ./.
Ferreira	45 000	1	43 292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	12	69 433	17 ./	18 ./.
Geldenhuis Estate	200 000	1	187.500	190 acres Elandsf. ..	80	40	15	10	25	»	47 721	47.431	10	45 633	7 ./	7 3/16
Heriot (New)	85.000	1	73.250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	41 763	10 ./.	11 1/4
Henry Nourse	125 000	1	125 000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	»	22 220	12	29 528	6 7/8	6 11/16
Jubilee	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17 319	30.066	12	26.611	9 3/4	9 5/8
Jumpers	100.000	1	100.000	39 — Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22 115	41.490	12	52.166	6 5/16	6 1/16
Langlaagte Estate	500.000	1	467.000	31 — — .	160	»	10	20	30	»	88.951	101.909	12	146411	4 7/8	4 7/8
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres — .	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27 898	8 /	7 15/16
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	11/16	11/16
New Aurora West	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M.R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	4.932	1 1/4	1 1/4
— Primrose	210.000	1	240.000	51 cl. Elndsft., Turft	100	»	15	27½	40	»	56 449	83.777	12	86.130	6 15/16	7 1/4
Nigel	160 000	1	159.895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55 936	46.007	12	53 909	6 3/4	7 3/4
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3 221	5 /	5 1/1
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvl-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	42.133	48/0	46/9
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	29 7/8	34 ./.
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kietf	50	»	»	10	15	»	11 931	35 451	11	49.577	4 13/16	5 ./.
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170 150	161.133	12	161756	9 1/8	9 1/4
Salisbury (New)	100 000	1	93.000	5 claims — .	70	»	»	30	10	»	20 829	24.851	12	18.781	4 13/16	4 3/4
Simmer and Jack	85 000	1	83 000	120 acr. Elandsfont..	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	11 1/2	14 7/8
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. — ..	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	12	12.206	2 1/8	2 1/8
Wemmer	55 000	1	46.300	12½ claims M. R..	30	»	10	»	»	»	16 250	24.297	9	25 241	10 3/4	10 5/8
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — — .	40	50	»	»	»	10	»	25.948	12	30.602	8 3/1	8 5/16
Worcester	100.000	1	90.727	10 — — .	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	12	30.788	4 1/	4 1/2

plus-value sur vendredi dernier. La *Ferreira* gagne 11 fr. 25 à 445 fr.; *Simmer and Jack* 370 contre 365 62 1/2 après même 378 75 au plus haut; *Randfontein* en perte de 2 fr. 81 1/4 à 55 62 1/2; *Buffelsdoorn* 153 75 contre 154 37 1/2; *Robinson* 227 50 en moins-value de 3 fr. 12 1/2; *Geldenhuis* sans changement à 171 25; *Londonderry* de nouveau en baisse à 27 50 contre 31 87 1/2; *Lower Roodepoort Limited* ferme à 21 25. Au sujet de cette Compagnie, nous recevrons communication de la dépêche suivante parvenue à Londres le 23 courant : « Echantillons de différentes « parties des mines, donnent moyenne de 19 1/2 *penny* « *weight* d'or par tonne. Tous ceux qui ont visité la « mine, confirment les rapports des ingénieurs. De « riches endroits ont été découverts dans les environs « des mines. »

Cette semaine, on a encore introduit sur la place au cours de 120 francs la *Durban Roodepoort Deep Level* qui reste à 123 fr. 75, après 130 francs au plus haut. Comme presque toutes les actions de Mines d'or, ces titres sont au capital de 1 livre sterling, soit 25 francs. Puis, hier, on a négocié, d'une part, la *Kleinfontein* qui s'est échangée dans les environs de 170 francs, et sur laquelle nous reviendrons dans un prochain numéro; d'autre part, la *Chartered* (*British South African Company*) en titres au porteur, qui cote environ 122 fr. 50.

FONDS D'ETATS EUROPEENS a la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	19 avril			26 avril		
	Derniers Cours	p de 1 f. de rente	Revenu p 0/0	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)........	102 85	34 28	2 91	101 82	33 94	2 91
Consolidés anglais (ch.f. 25 fr. 20,	105 50	38 36	2 60	106 »	38 54	2 59
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)...	102 85	25 71	3 88	102 50	25 62	3 90
Belgique 3 ½ %................	103 45	29 55	3 38	101 50	29 »	3 44
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.) ..	73 10	18 27	5 47	71 25	17 81	5 61
Grèce 5 % 1881 (en suspension).	152 »	» »	» »	160 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam).	101 12	28 89	3 46	101 »	28 85	3 46
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)..	104 10	26 02	3 84	103 55	25 88	3 86
Italie 4 % net.....................	88 12	22 03	4 53	87 40	21 85	4 57
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)....	97 »	32 33	3 09	97 »	32 33	3 09
Portugal 3 % (1 fr. net).........	25 50	25 50	3 92	25 30	25 30	3 95
Roumanie 5 %.................	100 70	20 14	4 96	102 »	20 40	4 90
Russie 3 % or 1891 libéré.......	93 35	31 11	3 21	91 60	30 53	3 27
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)......	72 75	14 55	6 87	77 60	15 52	6 44
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)..	100 80	25 20	3 96	100 2[illegible]	25 05	3 99
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	103 75	34 58	2 89	103 75	34 58	2 89
Turquie convertie 1 % série D..	26 12	26 12	3 82	25 90	25 90	3 86
— Priorité 4 % 1890......	491 »	24 55	4 07	490 »	24 50	4 08
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	98 75	32 91	3 03	98 75	32 91	3 03

Situation Financière générale

France. — La semaine a été agitée et finit assez mal. On a d'abord procédé à des réalisations de certaines positions, puis on a saisi comme prétexte les complications que semble devoir faire naître le traité de paix sino-japonais, pour peser considérablement sur tous les cours. Nos *Rentes Françaises* ont été particulièrement atteintes, et leur mauvaise tenue a influencé considérablement la spéculation. Toutefois, il faudrait peut-être prendre en considération que nous approchons de la fin du mois et que les mouvements auxquels nous assistons ne sont, en principe, que la conséquence de la lutte engagée entre acheteurs et vendeurs. Il ne convient donc pas de pousser les choses trop au noir. Mieux vaut attendre la liquidation pour voir s'il ne reste pas encore à procéder à de nouveaux allègements qui nettoieront alors complètement le marché, et qui laisseront le chemin libre.

Allemagne. — La Bourse de Berlin a été mal impressionnée, cette semaine, par les nouvelles de Vienne. Pourtant les valeurs dépendant de cette dernière place sont en reprise. Malgré les nombreuses demandes en vue de la liquidation de fin de mois, le taux de l'argent est assez modéré : il ne dépasse pas 3 1/8 0/0.

L'effervescence causée au début par la publication de la loi relative à la réforme de la Bourse (dont on trouvera plus loin la deuxième partie) est calmée, mais on s'en préoccupe toujours dans le monde des affaires.

Pour l'exercice financier 1894-95, clos le 31 mars, l'impôt du timbre (dont les nouveaux tarifs n'ont été appliqués qu'à partir du 1er mai 1894) a produit plus de 16 1/2 millions de marks ; c'est là une plus-value de 8 1/3 millions de marks par rapport à l'exercice antérieur et un indice du développement exceptionnel des affaires financières.

Angleterre. — Le marché anglais a conservé toute sa fermeté, mais l'activité se porte principalement sur les valeurs minières et les titres des Chemins de fer américains.

La hausse dont ces derniers bénéficient est provoquée par les signes de reprise donnés par le commerce américain.

En politique, il y a lieu de signaler l'attitude observée par l'Angleterre en présence de l'intervention des puissances européennes dans les affaires d'Extrême-Orient. Cette attitude ayant fait naître bien des suppositions, Sir Edward Grey a déclaré à la Chambre des Communes qu'il n'existait aucune entente entre l'Angleterre et le Japon, mais que l'art. 24 du traité du 26 juin 1858 porte qu'en aucun cas les Anglais ne paieront, pour des marchandises importées ou exportées, des droits plus élevés que ceux auxquels les autres puissances seront soumises.

Autriche-Hongrie. — Après une série de mauvaises séances, provoquées par l'ajournement du rachat des chemins de fer, la cote viennoise est devenue plus ferme; la *Staatsbahn*, notamment, a regagné en partie l'avance perdue.

Mais le resserrement monétaire et le renchérissement des devises entravent les transactions sur le marché austro-hongrois.

Les Parlements autrichien et hongrois viennent d'être saisis d'un projet d'emprunt de 24 millions de couronnes pour la Bosnie; on annonce, d'autre part, que la conversion des priorités du chemin de fer de Buschtehrad aura lieu dans les premiers jours de mai.

Espagne. — Les nouvelles inquiétantes reçues de Cuba et la diminution des recettes expliquent la lourdeur du marché espagnol. Il convient d'ajouter qu'en raison des difficultés qui semblent exister sur les places étrangères, pour les reports de l'*Extérieure*, on redoute des retours importants de cette valeur.

Aussitôt après la clôture de la discussion budgétaire, M. Navarro Reverter étudiera les mesures propres à arrêter la marche décroissante des recettes. Si les fusionnistes avaient profité des améliorations introduites jadis par les conservateurs, ils ont légué à ceux-ci un héritage moins brillant.

Italie. — Les facilités relatives de l'argent ont permis au marché italien d'offrir, cette semaine, un peu plus de résistance, mais il y règne encore beaucoup d'hésitation.

Nous pouvons, néanmoins, nous attendre à une reprise, car la situation budgétaire (dont on trouvera une étude très complète aux *Questions du jour*) est meilleure qu'on ne le croit généralement. Les recettes du Trésor des 9 premiers mois de l'exercice 1894-95 accusent une plus-value de plus de 31 1/2 millions en comparaison avec la période correspondante de l'exercice antérieur.

Serbie. — La nouvelle Skoupchtina, actuellement réunie à Nisch et dont le Président est, d'après un télégramme officiel confirmant les prévisions de notre correspondant de Belgrade, l'ancien ministre Nicolaievitch, va s'occuper sans retard des questions financières. Contrairement aux nouvelles de la presse radicale de Serbie, reproduites par les journaux étrangers, il y a tout lieu de croire que la Skoupchtina ratifiera

les conventions provisoires passées par le Gouvernement. Dans ce cas ce dernier pourrait bientôt arrêter un programme de réformes fiscales permettant d'équilibrer l'exercice 1895.

Turquie. — Notre correspondant de Constantinople rectifie les chiffres erronés, publiés récemment par les journaux allemands, relatifs aux charges incombant au Gouvernement Ottoman du fait des garanties de Chemins de fer. En tenant compte des recettes des diverses lignes, le total de ces garanties ne dépassera pas 18 millions de francs par an.

Une pareille charge est très normale et peut être supportée sans inconvénient par le budget d'un Etat florissant, ayant de nombreuses ressources nouvelles à sa disposition.

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — La Grève des Omnibus — Les Relations avec la République Dominicaine. — La Prise d'Ambohimarina. — Election sénatoriale. — Retour du Président de la République. — Les Conseils généraux. — Le Budget de 1896. — Le Congrès des Chemins de fer. — Fin de la Grève des Omnibus.

Paris a été, cette semaine, comme il le fut en mai 1891, témoin d'une grève — la deuxième — du personnel des *Omnibus*. Le Syndicat exigeait certaines revendications et améliorations que M. Cuvinot, président du Conseil d'administration de la Compagnie, a déclaré ne pouvoir accepter. C'est dans ces circonstances, et avant que d'autres moyens de conciliation fussent essayés, que le conflit a éclaté. Très heureusement, il est fini au moment où nous écrivons ces lignes et la reprise du travail est un fait accompli. Puisse la Compagnie et ses employés vivre désormais en bonne intelligence!

Les grèves, en effet, sont toujours fâcheuses. Elles compromettent, plutôt qu'elles ne servent, les intérêts de tous et deviennent l'occasion de menaces, de violences et de voies de fait regrettables et quelquefois dangereuses. Elles peuvent être un péril sérieux pour l'ordre public et diminuent, jusqu'à les épuiser, les dernières ressources de l'ouvrier dont l'humble ménage est cruellement éprouvé par la prolongation de ces sortes de crises. C'est encore une perturbation dans les habitudes et la vie normale d'une cité et un arrêt dans le développement de la richesse publique. Les moyens pacifiques conduisent plus sûrement aux améliorations dont on a besoin.

Samedi, 20 avril, des dépêches de Saint-Domingue ont apporté des détails sur le rétablissement des relations entre la République française et la République dominicaine.

En exécution de l'arrangement intervenu à Paris entre M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, et M. Léon y Castillo, ambassadeur d'Espagne, — qui on s'en souvient, avait prêté ses bons offices pour le règlement de cette affaire — M. Pichon, ministre de France à Haïti, s'est rendu le 16 avril à Saint-Domingue, à bord du vaisseau de guerre français commandé par le contre-amiral Fournier. Il a été reçu avec le cérémonial convenu.

Le président Heureaux ayant exprimé ses regrets des événements qui avaient amené la rupture, les relations ont été rétablies officiellement par M. Pichon, qui restera provisoirement à Saint-Domingue en qualité de Ministre de France, en vue d'assurer l'exécution des engagements pris par le président Heureaux. Puis le Gouvernement français nommera un représentant définitif à Saint-Domingue.

Ajoutons que M. Hanotaux a reçu, au Ministère des affaires étrangères, M. de Escorriaza, ministre de Saint-Domingue, qui lui a été présenté par M. Léon y Castillo, ambassadeur d'Espagne.

Le même jour, le Ministre des colonies a reçu du commandant militaire de Diégo-Suarez le télégramme suivant :

« Nos troupes ont occupé la forteresse d'Ambohimarina, « évacuée par l'ennemi à la suite d'une vigoureuse attaque. « Nous n'avons subi aucune perte. »

Dimanche, 21 avril, une élection sénatoriale a eu lieu dans l'Orne ; M. Paul Fleury, conseiller général républicain, a été élu en remplacement de M. de La Sicotière, décédé.

Lundi, 22 avril, le Président de la République a quitté le Havre à deux heures pour rentrer directement à Paris, où il est arrivé à 5 heures 30 du soir.

La session de Pâques des Conseils généraux a été ouverte dans presque tous les départements. Aucun incident important n'est à signaler.

A la suite d'une réunion tenue par les employés de la Compagnie des Omnibus, la grève a été votée à l'unanimité. Quelques lignes seulement ont pu assurer leur parcours.

Le 23 avril, les Ministres se sont réunis à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure. La majeure partie de la séance a été consacrée à l'expédition des affaires courantes.

M. Georges Leygues, ministre de l'intérieur, a entretenu le Conseil de la grève des employés et ouvriers de la Compagnie des Omnibus.

Le Conseil a ensuite continué l'étude du budget de 1896, commencée dans les précédentes séances. Les Ministres qui n'avaient pas encore fait connaître le chiffre des réductions qu'ils devaient opérer sur leurs propositions de dépenses, sur la demande du Ministre des finances, ont communiqué leurs propositions définitives. Le projet de budget sera certainement terminé pour la rentrée de la Chambre, de manière à pouvoir être déposé dès la reprise de la session.

Le 25 avril, le Syndicat des Omnibus, à la suite des concessions faites par la Compagnie, a décidé la reprise du travail pour le lendemain.

Le même jour s'est ouvert le 6e Congrès national de la Chambre syndicale des Ouvriers et Employés des Chemins de fer de France et des colonies. Le Congrès a adopté un ordre du jour protestant contre les projets de loi Cordelet-Merlin-Trarieux.

Le 26 avril, les Ministres se sont réunis à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure. M. Georges Leygues, ministre de l'intérieur, a annoncé que les employés et ouvriers de la Compagnie des Omnibus avaient repris le travail ce matin, sans incident. L'ordre n'a été troublé nulle part.

M. Leygues a, en outre, fait connaître que MM. Proust et de Ville, président et secrétaire général du Syndicat des Employés et Ouvriers de la Compagnie des Omnibus qui ont été arrêtés le 24 avril à la suite des discours provocateurs prononcés par eux, seraient maintenus en état d'arrestation et qu'ils seraient poursuivis. Mais, par contre, sur l'ordre du Ministre de l'intérieur, les grévistes arrêtés et non encore poursuivis ont été relâchés. Tous les procès-verbaux dressés à l'occasion de la grève et qui, à l'heure actuelle, n'ont pas encore été transmis au Parquet vont être classés et ne donneront lieu à aucune poursuite. M. Leygues a également fait part au Conseil que l'éventualité d'une grève des cochers de fiacre pouvait être considérée comme écartée.

Marché Financier. — Il était exact de dire, il y a huit jours, que la tendance de notre marché accusait plutôt des dispositions pour vendre que des dispositions pour acheter. Ce qui s'est produit cette semaine témoigne, en effet, d'allègements nouveaux quelque peu forcés même, si on en croit les échos de la Bourse. Il paraîtrait que les règlements de fin mars ont, pour quelques spéculateurs au moins, dû être prolongés considérablement. Les intermédiaires avaient pris patience, escomptant une prompte reprise. Cette reprise n'ayant pas eu lieu, on a, dit-on, mis plusieurs de ces spéculateurs dans la nécessité de solder immédiatement leurs différences en retard, ou de liquider les positions qu'ils avaient encore à la hausse. C'est à ce dernier parti que l'on se serait arrêté en définitive ; et la conséquence de ces réalisations a été une nouvelle dépréciation de la plupart des valeurs de la cote. On s'est pourtant, depuis, repris un moment. Malheureusement, des dépêches sont, hier, venues de Saint-Pétersbourg relatives au traité de paix sino-japonais, qui ont, de nouveau, impressionné les esprits et fait encore une fois reculer les cours. En résumé, on reste donc dans des dispositions plus qu'hésitantes, et, il est peu probable que ces dispositions se trouvent sensiblement modifiées d'ici la liquidation. A cet instant, alors, il faudra bien se tenir en observation, car les capitaux qui n'auront pu s'utiliser à la souscription du *Crédit Foncier* seront là, ne demandant vraisemblablement qu'à se remployer.

*

★ ★ Depuis longtemps déjà nous signalions la lourdeur des *Rentes Françaises 3 0/0*, occasionnée par les ventes continuelles du comptant. Cette lourdeur s'est transformée, cette semaine, en faiblesse accentuée à la suite de l'allure générale du marché et des nouvelles auxquelles nous faisons allusion plus haut, et nous restons, en clôture d'hier, au plus bas cours, soit à 101 82 1/2, en réaction de 1 fr. 02 1/2 sur la clôture du 19 courant. Il va sans dire qu'un certain découvert commence à se former sur notre grand Fonds national, découvert qui ne manquera pas d'être exploité aussitôt que le calme sera revenu. *Ecarts* des primes fin avril : 0,15 centimes dont 0,25 c.; 0,30 centimes dont 0,10 c. *Ecarts* fin mai : 0,57 1/2 centimes dont 0,50 c.; 0,90 centimes dont 0,25 c.

La *Rente 3 1/2 0/0* n'a suivi que de bien loin la *Rente 3 0/0 perpétuelle*. Elle ne perd, en effet, que 30 centimes à 108 25. Il est vrai que l'approche de son coupon de 0,87 1/2 centimes, qui se détachera le 1er mai, contribue au maintien relatif de son cours. *Rente 3 0/0 Amortissable* sans variation sensible à 100 80 au *comptant*, contre 100 85 vendredi dernier.

★ ★ Les actions de la *Banque de France* clôturaient, il y a huit jours, à 3.780 fr. Elles ont reculé à 3.740 fr., en moins-value, pour la semaine, de 40 fr. Pour les dix-huit premières semaines du semestre en cours, les bénéfices nets des escomptes et intérêts divers se montent à 2.090.949 fr., contre 5.055.658 fr. en 1894, 3.561.718 fr. en 1893, 4.982.993 fr. en 1892, 7.689.044 fr. en 1891 et 5.320.327 fr. en 1890.

★ ★ Les actions du *Crédit Foncier de France* ont fléchi de 921 fr. 25 à 902 fr. 50 pour rester à 905. C'est aujourd'hui qu'a lieu l'émission publique de 500.000 *obligations Foncières* dont nous parlions il y a huit jours. Nous disions alors que les souscriptions pouvaient être adressées par correspondance. D'après les renseignements que nous avons pu nous procurer, les demandes parvenues jusqu'à ce jour laissent pressentir un immense succès à l'opération en cours. Dès hier on considérait, en Bourse, l'émission comme déjà couverte.

Le marché des obligations *Communales et Foncières* est toujours aussi ferme. Les *Obligations Foncières 1877* sont sans changement à 401 fr. 50, mais demandées; *Communales 1879* en avance de 2 francs à 501 francs ; *titres estampillés*, 488 50, sans variation ; *Foncières 1879*, 503 50, bénéficiant d'une avance de 50 centimes ; *Communales 1880*, 498 50 contre 499 ; *Foncières 1883*, 466, en léger recul de 1 franc ; *Foncières 1885*, 496 50 contre 497 ; *Cinquièmes*, 101 25 gagnant 25 centimes sur la précédente clôture ; *Communales 1891 tout payé*, 396 25 contre 396 50 ; *Communales 1892 entièrement libérées*, 505, en plus-value de 2 fr.; *Bons à Lots de 1888*, recherchés à 63 fr. contre 62 fr. le 19 avril ; *Bons à Lots de 1887*, 70 fr. contre 69 fr. 25.

★ ★ La tendance a été assez diverse sur les actions de nos grandes *Sociétés de crédit*. La *Banque de Paris et des Pays-Bas* monte de 790 à 795, mais revient en dernière heure à 780. On dit, en Bourse, que cet Etablissement participerait à une importante affaire de mines d'or en Russie. *Crédit Lyonnais*, 812 50, perdant ainsi 7 fr. 50 pour la semaine. Cependant le concours que cette Institution apporte à l'émission des *Obligations Foncières* qui a lieu aujourd'hui doit lui procurer un profit très appréciable. Il est vrai que la situation générale du marché peut amener certains acheteurs à procéder à des réalisations partielles. *Comptoir National d'Escompte de Paris*, sur lequel il y a un solde de dividende de 12 fr. 50 à toucher à partir du 31 juillet, 611 contre 615. Nous reportons nos lecteurs à l'article que nous publions plus loin sur cet Etablissement.

Le *Crédit Industriel et Commercial* qui paie en mai un solde de dividende de 7 fr. passe de 562 fr. à 564 50; *Société Générale* 496 50, contre 497 ; *Banque Internationale* 548 75 en perte légère de 1 fr. 25 après 545 et 553 85 cours extrême. On assure que cette Société s'intéresserait aussi à l'affaire russe de Mines d'or dont nous avons parlé plus haut au sujet de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*. *Banque Parisienne* 417 50 en bénéfice de 2 fr. 50. On reproche toujours à cet Etablissement son manque d'initiative ; *Banque de l'Algérie* 800, contre 802 50 ; *Société Foncière Lyonnaise* sans changement à 347 50.

Les titres de la *Société des Immeubles* sont soutenus. L'action progresse de 33 75 à 37 50 ; *Obligation Foncière remboursable à 1.000 fr.* sans changement à 165; *Obligations 4 0/0* 189 50, contre 190 50; *Obligations libérées de 350 fr.* complètement délaissées et s'établissant nominalement à 250. L'assemblée de concordat des créanciers de cette Société a eu lieu le 23 courant au Tribunal de commerce, sous la présidence de M. Legrand, juge-commissaire. Lecture du rapport et du concordat a été donnée par M. Roucher, liquidateur judiciaire. 3.000 voix, assurant les deux majorités requises par la loi, et représentant 13 millions de francs, ont ratifié le concordat.

La *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* clôture à 593 75, contre 595; *Crédit Mobilier* en forte reprise de 12 fr. 50 à 75 fr., après même 78 75 ; *Banque Hypothécaire d'Espagne* calme, mais soutenue aux environs de 514 fr.

Sous-Comptoir des Entrepreneurs revient de 120 à 112 50. Le Conseil d'administration vient d'adresser aux actionnaires une circulaire dans laquelle il est dit que les associés seront convoqués en assemblée afin de recevoir communication de la situation créée à la Société par le récent arrêt rendu dans le procès des *Canaux Agricoles*, et prendre les mesures que cette situation peut comporter. L'avis de convocation sera vraisemblablement envoyé dans le courant du mois de mai, dès que l'arrêt de la Cour de Paris aura été signifié. Il est probable que les actionnaires auront à examiner si l'affaire doit être portée en cassation.

★ ★ Pour la 15e semaine de 1895 (du 9 au 15 avril), les recettes de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer* accusent une augmentation de 936.348 fr. 03 sur la période correspondante de 1894. La moins-value depuis le 1er janvier n'atteint donc plus que 10.563.137 francs 17 et se répercute sur toutes les lignes, à l'exception du *Midi*. Néanmoins, les cours des actions sont lourds, en conformité du reste des autres grandes valeurs du marché.

Le *Midi*, que nous laissions à 1.327 50, revient à 1.316 25. On a, avec regrets, annoncé la mort de M. Adolphe d'Eichthal, président honoraire du Conseil d'administration de cette Compagnie, ancien régent de la Banque de France et l'un des fondateurs de la ligne de *Chemin de fer de Paris à Saint-Germain*. *Orléans* 1.575, en perte de 20 fr.; *Lyon*, 1.515 contre 1.525; *Nord*, 1.825, en moins-value de 12 fr. ; par contre, *Ouest* et *Est* sans variation, le premier à 1.098, et le second à 980 fr.

Les actions *Sud de la France* reviennent de 295 fr. à 285 50; *Obligations 3 0/0* 430 fr., en réaction de 4 fr.

★ ★ Nouveau recul à constater sur les actions *Suez*, qui fléchissent de 3.390 à 3.347 50. Le marché de cette valeur est nerveux depuis quelques jours et assez violemment mouvementé. La *Compagnie Parisienne du Gaz*, que nous laissions en clôture de vendredi dernier, à 1.118 fr. 75, cote maintenant 1.105. Pourtant, les recettes du mois de mars de cette entreprise se sont élevées à 7.207.786 fr. 98 contre 6.912.653 fr. 16 pour le mois correspondant de 1894. Par suite, les recettes du 1er janvier au 31 mars 1895 se chiffrent par 23 millions 446.218 fr. 47 contre 23.035.179 fr. 52 pour le premier trimestre de 1894. *Entrepôts et Magasins Généraux de Paris*, 575, en recul de 5 fr. ; *Compagnie Générale Transatlantique*, 347 50 contre 350 ; *Messageries Maritimes*, 625, perdant ainsi 4 francs ; *Chargeurs Réunis* presque sans changement à 1.319 50 contre 1.320 ; *Compagnie de Navigation Havre-Paris-Lyon* en avance de 8 francs à 370.

Les *Voitures de Paris* sont à 568 fr., en moins-value de 2 fr. Les *Omnibus* ont reculé de 1.076 à 1.056, pour remonter à 1.085, revenir à 1.065, et rester enfin à 1.080. La grève que l'on appréhendait depuis plusieurs semaines a éclaté lundi matin.

Elle n'a duré que quatre jours grâce à quelques légères concessions faites par la Compagnie, et surtout au peu de sympathie que les grévistes ont rencontré dans le public parisien. *Compagnie Française des Métaux* 275 fr., en avance de 12 fr. 50. Nous rappelons que, dans notre *Marché Financier* du 13 avril, alors que l'action n'était cotée que 257 fr. 50, nous avions mentionné que la situation de la Société s'améliorait considérablement. *Société Centrale de Dynamite* 635, en recul de 3 fr. 75; *Téléphones* 303 75 contre 305; *Télégraphe de Paris à New-York* 101 25, en recul de 2 fr. 50. Les actions de la *Société Hellénique du Canal de Corinthe* de nouveau faibles à 101 fr. en recul de 4 fr.; *Obligations 6 0/0* également lourdes à 178 en perte de 7 francs.

Les *Nitrate Railways* ont regagné 7 fr. 50 à 512 fr. 50. Mentionnons ici que les recettes de cette Compagnie ont été de 16 millions de francs en 1893, qu'elles ont atteint 16.665.000 fr. en 1894, et que le premier trimestre de 1895 accuse, sur la période correspondante de 1894, une augmentation de 330.000 fr. *Rio-Tinto* 346 fr. contre 348 75. L'assemblée générale des actionnaires a approuvé, à l'unanimité, les comptes de l'exercice 1894. Elle a aussi voté la distribution annoncée par nous précédemment, d'un solde de dividende de 4 shellings par titre, et réélu, comme administrateurs, les membres sortants, MM. Matheson et Duff Bruce.

Les *Lagunas Nitrate* gagnent 3 fr. 75 à 166 fr. 25. Ainsi que nous l'annoncions antérieurement, ces titres ont été admis, le 20 courant, aux négociations à terme et au comptant sur le *Marché Officiel* de la Bourse de Paris. *Lautaro* 205 contre 212 50; *Compagnie Française des Mines d'Or et d'exploitation* 130 fr., en bénéfice de 3 fr, *Lots du Congo* 105 contre 108 75. *Obligations de l'Etat de Espirito Santo* 411 francs.

Le *Groupe Panama* revient en arrière. L'action ne cote plus que 9 fr. contre 10 fr. il y a huit jours; *Obligations 5 0/0* 29 fr. 75, en perte de 2 fr. 50; *Obligations 3 0/0* 19 fr. contre 22; *4 0/0* 21 fr. en moins-value de 3 fr.; *1re série* 32 50 contre 35 50; *2e série* 30 50 en recul de 3 fr.; *Bons à Lots* également plus mous à 140 fr. contre 143 75. Nous rappelons ce que nous avons dit il y a huit jours au sujet de la répartition éventuelle dont on avait parlé un moment des 600.000 Bons restant à la souche.

★ ★ Les *Fonds Brésiliens*, bien que très soutenus, n'ont pas conservé leurs plus hauts cours. La *Rente 4 1/2 0/0 1888* cote 80 fr. contre 81 fr.; *Rente 4 0/0 1889*, 75 75 à terme et 76 au comptant, contre 76 45 à terme et 76 85 au comptant il y a huit jours.

★ ★ La *Rente Extérieure Espagnole* a eu à supporter des réalisations de positions, et elle clôture presque au plus bas cours à 71 25, après 71 fr., perdant ainsi, pour la semaine, 1 fr. 85. On craint que les positions à la hausse encore existantes n'aient à supporter des difficultés de report en liquidation fin avril.

★ ★ La *Rente Italienne*, que nous laissions à 88 12 1/2, a été entrainée par le reste du marché à 87 fr. 40. Nous renvoyons nos lecteurs à l'article spécial que nous publions plus loin sur la *Situation financière de l'Italie*.

★ ★ Les Fonds Russes ont été encore agités cette semaine. L'*Orient* de 67 55 revient à 67 05; *Consolidés 1re et 2e séries* 101 45, en recul de 40 centimes; *Russe 3 0/0 1891* et *2e émission 1894* 91 60, contre 93 35; *Russe 3 1/2 0/0* 97 25, perdant ainsi 85 centimes.

★ ★ Les *Fonds Serbes* ont vivement progressé cette semaine. La *Rente 5 0/0 1890*, que nous laissions à 72 francs 75, passe à 77 fr. 60, en avance de 4 fr. 85. Cette hausse se trouve justifiée par l'accueil qui a été fait au discours prononcé à l'ouverture de la *Skoupchtina* par le roi Alexandre de Serbie. Il est établi maintenant que la Serbie entre dans une ère nouvelle aussi bien au point de vue politique qu'au point de vue financier. Nous nous reportons au sujet de la Serbie à la correspondance et aux dépêches que nous publions plus loin et que nous adresse notre correspondant de ce pays.

★ ★ Les *Valeurs Ottomanes* ont été encore lourdes. Le *Turc B* est à 45 10 contre 45 90, en dépit de sa valeur intrinsèque; *Turc C* 28 75 contre 28 90; *Turc D* 25 90 en moins-value de 22 1/2 centimes. *Douanes* 510 contre 511 50; par contre, *Ottomane 4 0/0 1894* 475 50, en avance de 50 centimes; *Banque Ottomane* 727 50, regagnant ainsi 7 fr. 50, après avoir même coté au plus haut 737 50.

Les obligations *Smyrne-Cassaba* se maintiennent à 445 à terme et à 446 au comptant; *Obligations 3 0/0 Salonique-Constantinople* 330 et 331 fr. 25. Les capitaux disponibles, après l'émission de ce jour se porteront vraisemblablement sur cette valeur qui joint aux garanties spéciales qui lui sont affectées un rendement supérieur à 4 1/4 0/0 l'an et une prime d'amortissement de 170 francs.

QUESTIONS DU JOUR

La Situation Financière de l'Italie

Les élections générales vont avoir lieu en Italie dans quelques jours et la nouvelle Chambre des députés italiens, probablement convoquée à Montecitorio dans la deuxième quinzaine de mai, aura à se prononcer sur les réformes financières exposées par M. Sonnino, ministre du Trésor, le 10 décembre dernier et qui ont été appliquées par simple décret royal dès cette époque.

Nos lecteurs connaissent déjà le but de ces réformes, sur lesquelles notre correspondant de Rome s'est longuement étendu au moment de leur mise en vigueur; mais avant la réunion du Parlement, nous avons voulu faire étudier les conséquences de leur application pour le prochain budget de l'Italie et rechercher si, en obtenant leur ratification par la nouvelle Chambre, M. Sonnino réaliserait enfin ce fameux équilibre budgétaire si souvent annoncé par ses prédécesseurs.... et toujours renversé par les événements.

L'étude suivante, faite à notre demande par un économiste italien connaissant à fond les finances de son pays et le mécanisme de la comptabilité budgétaire italienne, intéressera donc doublement les lecteurs de l'*Economiste Européen*, car elle leur fournira les chiffres définitifs, en recettes et en dépenses, du *projet de Budget italien pour l'année 1895-1896* que M. Sonnino compte présenter à l'approbation du nouveau Parlement, des indications très précises sur le fonctionnement du Budget de l'Etat en Italie, et, enfin, des renseignements encore inédits sur les nouvelles dépenses militaires que l'Italie devra faire pour sa colonie africaine de l'Erythrée.

Étude sur le Budget italien pour l'Exercice 1895-96

Les règles de la comptabilité générale de l'Etat en Italie ne permettent au Ministre du Trésor de comprendre, dans la loi budgétaire, que ce qui est le résultat des lois déjà votées par le Parlement antérieurement à la présentation du budget à la Chambre des députés.

Toute proposition spéciale ayant pour but, soit une nouvelle autorisation de dépenses extraordinaires, soit le renvoi ou la suppression d'une dépense déjà autorisée, soit, enfin, le remaniement de quelque impôt, doit être présentée et votée séparément comme une proposition de loi spéciale.

Ce n'est donc pas dans les chiffres du budget de prévision, tel qu'il est présenté officiellement à la Chambre des députés, que l'on doit chercher la véritable situation budgétaire, l'expression finale de l'équilibre, puisque cette expression ne sera elle-même que la conséquence directe de l'adoption des lois spéciales que le Ministre proposera pour parvenir à équilibrer les dépenses avec les recettes.

On ne trouverait, en effet, dans le budget de prévision, que le résumé des chiffres réglementaires tels qu'ils se présentent en dehors de tout remède législatif.

La situation finale, qui embrasse toutes les prévisions, toutes les réformes, y compris celles des nouveaux projets de loi, n'apparaît que dans l'*Exposé Financier* que le Ministre du Trésor fait à la Chambre des députés.

Or, le tableau ci-dessous, donnant les chiffres définitifs du Budget italien pour l'exercice 1895 96, est précisément établi selon les prévisions exposées à la Chambre italienne par M. Sonnino, ministre du Trésor, le 10 décembre dernier, en tenant compte des lois proposées par le Gouvernement portant des modifications d'impôts et des réductions de dépenses :

Budget définitif *pour l'année financière 1895-1896*

RECETTES

I	
Revenu du domaine de l'Etat.........Lire	87.128.903 90
Impots directs	481.100.000 »
Impôts de consommation	329.550.000 »
Monopoles	329.000.000 »
Droits et taxes	219.107.000 »
Revenu des services publics	81.885.500 »
Recouvrement de débours effectués par le Trésor	46.227.158 93
Recettes diverses	9.428.831 88
	1.583.427.444 76
II (Mouvements de capitaux)	
Aliénation de biens de l'Etat et affranchissement de redevances	15.204.117 50
Recouvrements de créances	4.974.537 54
Création de dettes	»
Avances faites au Trésor par les Provinces et les Communes	2.238.000 »
Frappe de monnaies de billon	5.500.000 »
Recettes figuratives	4.415.000 »
	32.331.655 04
III	
Contributions des Provinces aux constructions de chemins de fer	589.630 07
Total des recettes	1.616.348.729 87

DÉPENSES

I	
Ministère du Trésor :	
Dette publique, pensions, dotations	790.349.425 30
Chambres législatives	2.120.000 »
Fonds de reserve pour dépenses imprévues et besoins extraordinaires	3.500.000 »
Dépenses d'administration	17.250.048 26
Ministères :	
des Finances	162.061.567 20
de la Grâce, de la Justice et des Cultes	31.693.007 46
des Affaires étrangères	15.490.000 »
de l'Instruction publique	40.623.740 95
de l'Intérieur	57.313.078 07
des Travaux publics	57.130.122 84
des Postes et Télégraphes	53.172.779 »
de la Guerre	225.679.000 »
de la Marine	92.863.748 28
de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce	9.309.642 81
	1.558.556.160 17
II (Mouvements de capitaux)	
Extinction de dettes	14.238 241 »
Avances faites aux Provinces et aux Communes	4.937.500 »
Dépenses figuratives	4.415.000 «
	24.290.741 »
III	
Constructions de chemins de fer	33.500.000 »
Total des dépenses	1.616.346.901 17
Total des recettes	1.616.348.729 87
Excédent actif	1.828 70

L'exercice se présente finalement avec un total de *Recettes effectives* et *ordinaires* de 1.583 millions de lire, suffisant, non seulement pour équilibrer *toutes les dépenses effectives du budget normal*, atteignant elles-mêmes le total de 1.558 millions de lire, mais laissant en outre un excédent de recettes ordinaires de 25 millions, avec lequel on pourra faire face à la plus grande partie des 33.500.000 lire de dépenses extraordinaires prévues pour constructions de Chemins de fer en Italie.

Les 8 millions et demi qui manqueront pour solder toutes les dépenses extraordinaires seront fournis par l'excédent, d'un égal montant, de la catégorie dite « *Mouvement de capitaux* », excédent qui sera obtenu dans l'exercice 1895-96 sans aucune émission de titres de Dette publique, ni emprunt d'aucune sorte.

A 8 millions et demi près, M. Sonnino aura donc atteint le but qu'il s'était proposé en prenant la responsabilité des finances italiennes : c'est-à-dire *couvrir, avec les recettes ordinaires, toutes les dépenses budgétaires sans exception, y compris celles nécessaires à la construction des Chemins de fer.*

Pour pouvoir bien apprécier la nature et la stabilité de l'équilibre du budget italien, il faut d'abord se rendre compte de la manière dont sont classifiées les *Recettes* et les *Dépenses.*

Il convient d'indiquer, en premier lieu, que le Budget italien — qui diffère, en cela, d'un certain nombre de budgets d'Etats européens — ne comporte ni caisse particulière, ni service spécial d'amortissement de dettes publiques ou de dépenses extraordinaires afférentes à l'Etat, dont les comptes, actifs et passifs, ne soient compris dans le Budget général. Toutes les sommes consacrées à l'amortissement des dettes sont portées dans le Budget général, ainsi d'ailleurs que toutes les dépenses pour participation de l'Etat à la construction de Chemins de fer ou aux travaux publics de toutes sortes, tels que routes, écoles, etc.

Dans ce Budget les recettes et les dépenses sont divisées en trois grandes catégories :

La *première*, dite des « **Recettes et Dépenses effectives** », comprend, d'un côté : toutes les RECETTES ordinaires provenant des impôts, des contributions, des revenus des services exercés par l'Etat ou des domaines de l'Etat ; tout ce qui, en somme, peut représenter les recettes ordinaires et normales du Budget ; et, de l'autre côté : toutes les DÉPENSES qui tendent à assurer le fonctionnement régulier de l'organisme de l'Etat, y compris toutes les sommes en compte capital destinées aux travaux publics, à l'exception des constructions de chemins qui sont classifiées à part.

La *seconde* catégorie, qui s'appelle « **Mouvement de capitaux** » comprend : comme RECETTES toute entrée qui est le résultat d'une diminution du patrimoine de l'Etat, — tel que les aliénations du domaine public, les recouvrements de créances, etc., — ou d'un accroissement des dettes publiques, — tel que les emprunts de toutes sortes, les avances payées par les provinces, etc. ; — et comme DÉPENSES, tout remboursement du capital d'une dette l'Etat, amortissement d'emprunts, avances faites par le Trésor aux provinces, etc.

Les amortissements incorporés dans les garanties kilométriques payées par l'Etat aux Compagnies de Chemins de fer, et plusieurs annuités fixes comprenant le remboursement du capital aussi bien que le service des intérêts, se trouvent toutefois inscrites dans la première catégorie, dite *effective*. Il est évident que tout

excédent de la recette sur la dépense dans cette seconde catégorie (Mouvement de capitaux) ne représente qu'une augmentation des dettes ou une diminution des créances, ou du domaine de l'Etat et ne peut être considéré comme une ressource normale du Budget ou comme un élément constitutif d'un véritable excédent.

Parmi les ressources extraordinaires de cette *catégorie*, je trouve classifié le produit de toute émission de monnaie divisionnaire ou de billon.

> La *troisième* catégorie « **Constructions de Chemins de fer** », comprend : comme RECETTES, les contributions et les remboursements payés à l'Etat à titre de constructions de Chemins de fer par les provinces et par les communes, — et, comme DÉPENSES, le capital des sommes destinées aux constructions des lignes et à l'achat de matériel des Chemins de fer.

Jusqu'au dernier exercice 1893-94, on a toujours soldé tout l'excédent de la dépense et équilibré les totaux de cette *troisième catégorie*, moyennant des émissions de dette publique, dont le montant était inscrit comme entrée : mais, à partir de l'exercice courant, 1894-95, toute inscription de ce genre a été rayée de cette *catégorie*, laquelle, dorénavant présentera nécessairement toujours un déficit si on la considère isolément.

L'équilibre du Budget ne peut donc, selon les principes posés et pratiqués par M. Sonnino, se dire absolument réalisé et solidement assuré que lorsque la *première catégorie*, dite *effective* (qui représente le mouvement normal de l'organisme de l'Etat) laisse un excédent de recettes sur les dépenses suffisant pour solder entièrement le déficit de la *troisième catégorie*, c'est-à-dire les dépenses en capital des Chemins de fer, construits au compte de l'Etat, et pour solder, en outre, tout ce qui, éventuellement, peut faire défaut dans la *seconde catégorie* pour les amortissements ordinaires des dettes de l'Etat.

En d'autres termes, le Budget n'est en parfait équilibre que si les dépenses des *deuxième et troisième catégories* peuvent s'effectuer sans recourir à de nouveaux emprunts, c'est-à-dire si leurs déficits sont réellement couverts par l'excédent net de la *première catégorie*, dite *effective*.

C'est donc bien plus que ce que l'on exige de la plupart des Budgets des grands États de l'Europe, sans excepter celui de la Russie qui, selon le récent rapport du Ministre des finances, M. de Witte, sur le Budget de l'Empire russe, pour l'exercice 1895, fait face, avec les moyens du Budget ordinaire, à un quart seulement de la dépense pour constructions de Chemins de fer, laissant les autres trois quarts (69.420.000 roubles sur 94.280.000) à la charge du Trésor.

La situation du Budget italien, telle qu'elle a été présentée le 10 décembre dernier, n'a pu beaucoup changer depuis lors, et nous croyons qu'à la réouverture du nouveau Parlement le Ministre du Trésor aura bien peu à ajouter ou à ôter aux chiffres qui furent exposés alors.

Le seul événement qui mérite d'être mentionné, comme ayant un contre-coup sur la situation financière, est la campagne, courte et brillante, conduite par le général Baratieri contre le ras Mangascia. En étendant les frontières de la colonie de l'Erythrée par l'occupation de Kassala, d'un côté, et de l'Agamé, de l'autre, et en supprimant les bandes à la solde de Barth Agas, les victoires italiennes auront nécessairement pour conséquence une augmentation des dépenses militaires pendant quelques années au moins. Nous croyons pouvoir évaluer cette augmentation, en calculant sur le maintien permanent de trois nouveaux bataillons d'indigènes et de deux bataillons de troupes blanches, à une somme de trois millions et demi à quatre millions de lire. Mais, à cette dépense de quatre millions, non prévue dans ses calculs du 10 décembre dernier, le Ministre du Trésor pourra opposer une somme au moins correspondante devant être portée à l'actif du Budget, par suite de l'excédent des recettes sur les prévisions qui s'est réalisé durant ces derniers mois et qui est la conséquence naturelle de l'amélioration générale de la situation économique et financière de l'Italie.

Il y a tout lieu à croire que c'est là un accroissement de revenu ordinaire qui restera acquis au budget d'une façon normale. En effet, si nous devons évaluer les résultats probables de l'exercice financier actuel d'après ceux des huit mois déjà écoulés, le Trésor italien aura dès cette année, du fait des impôts directs et indirects, un excédent actif de quelques millions sur les prévisions du budget.

Il ne nous est pas possible de nous livrer à un calcul exact sur les probabilités des recettes pour tout l'exercice, en partant de la seule donnée des huit premiers mois, puisque il y a des impôts dont le rendement n'est pas mensuel, mais semestriel, — par exemple, la taxe de mainmorte, la taxe de circulation sur les billets de banque, l'impôt sur la richesse mobilière perçu sur les coupons de titres de l'Etat — ; et il n'est pas toujours aisé de suivre la distinction pour chaque titre de recettes ; mais il suffit d'observer que les seules taxes de consommation ont produit jusqu'à la fin de février dernier, — c'est-à dire, dans les huit premiers mois de l'exercice financier italien —, un excédent de 8 millions de lire sur les huit douzièmes de la prévision (1) — pour se convaincre de la prudence avec laquelle le Ministre du Trésor a établi ses calculs de recettes.

Il est vrai que les projets de loi présentés par le Ministère au mois de décembre dernier devront être ratifiés par le nouveau Parlement qui se réunira dans le courant du mois de mai prochain. Ces projets de loi comportent des augmentations ou des transformations d'impôts pour 27 millions de rendement, et des économies dans plusieurs départements du service de l'Etat pour une dizaine de millions. Mais il n'est pas permis de douter que ces propositions du Ministère, qui ont déjà été largement approuvées par l'opinion publique en Italie, ne le soient également par la Chambre ; d'autant plus que, pour le montant de 26 millions, sur un total de 37, les réformes à approuver par elle ont déjà été mises en exécution par décret royal depuis le mois de décembre dernier.

L'étude ci-dessus, écrite par un Italien grand admirateur de la politique financière de M. Sonnino, peut être suspectée de partialité ; mais les chiffres définitifs du Budget de 1895-1896 que M. Sonnino se propose de présenter à la ratification de la nouvelle Chambre italienne, réalisent, par exemple, sur le Budget de 1892-1893 — qui était lui-même annoncé comme un Budget de *compression* — des améliorations tellement évidentes qu'il est impossible de nier l'efficacité des moyens employés par le Ministre du Trésor pour obtenir l'équilibre budgétaire tant désiré par lui.

Comparons les deux Budgets :

Pour l'exercice 1892-1893, les dépenses totales budgétaires (ordinaires et extraordinaires) votées par le Parlement italien s'élevaient à 1.694.275.629 lire.

Pour l'exercice 1895-1896, les dépenses totales proposées n'atteindront que le chiffre de 1 milliard 616.348.729 lire : soit une réduction de dépenses effectives de 77.926.900 lire.

En 1892-1893, les dépenses totales se décomposaient ainsi :

Dépenses ordinaires........	1.546.626.357 lire
Dépenses extraordinaires...	147.649.272 —
Total	1.694.275.629 lire

En 1895-1896, après les régularisations et incor-

(1) Le calcul est fait en ajoutant au chiffre de la prévision inscrite au budget le montant de trois mois de rendement des nouveaux droits imposés, par décret royal, le 10 décembre 1894.

porations pratiquées par M. Sonnino. les dépenses totales se présentent sous la forme suivante :

Dépenses ordinaires........	1.558.556.160 lire
Mouvement de capitaux....	24.290.741 —
Constructions de chemins de fer.....................	33.500.000 —
Total...........	1.616.346.901 lire

Par suite des incorporations, les dépenses ordinaires augmentent d'environ 12 millions de lire pour 1895-1896, mais les dépenses extraordinaires diminuent d'environ 90 millions.

Mais c'est dans l'évaluation des recettes que l'on trouve les traces les plus certaines de l'amélioration que notre correspondant romain signale en faveur des finances italiennes.

En 1892-1893, nous relevons les prévisions suivantes :

Recettes ordinaires.........	1.588.978.660 lire
Recettes extraordinaires ...	77.143.811 —
Total des recettes....	1.666.122.471 —
Total des dépenses...	1.694.275.629 —
Déficit avoué........	— 28.153.158 lire

Les recettes ordinaires étaient outrageusement majorées — l'événement ne l'a que trop prouvé — et les recettes extraordinaires comportaient, d'autre part, pour environ 18 millions de lire (17.977.000) de nouvelles dettes, ce qui élevait le déficit réel à environ 46 millions de lire, sans compter l'imprévu.

Pour l'exercice 1895-1896, les prévisions sont établies à :

Recettes ordinaires.......	1.583.427.444 lire
Mouvements de capitaux.	32.331.655
Contribution des provinces pour constr. de ch. de f.	589.630
Total général.....	1.616.348.729
Dépenses totales.........	1.616.346.901
Excédent actif :	+ 1.828

Ainsi, dans le Budget de M. Sonnino, les Recettes ordinaires, malgré les augmentations que les nouveaux impôts établis en Italie permettent d'espérer, sont évaluées à un chiffre *inférieur* aux Recettes ordinaires de 1892-1893, et les 32 millions de lire portés aux *Mouvements de capitaux* sont fournis normalement, sans dette nouvelle, sans emprunt déguisé ou avoué.

Les résultats des huit premiers mois de l'exercice 1894-1895 étant déjà supérieurs aux évaluations ci-dessus indiquées, il est bien évident que l'équilibre budgétaire aura des chances sérieuses d'être réalisé pour l'année 1895-1896, si les choses suivent un cours normal en Italie.

Quels sont les Départements ministériels qui ont fourni la plus grosse part des économies obtenues ? Les Ministères du Trésor, des Finances, de la Guerre, de la Marine et des Travaux publics.

Les Ministères du Trésor et des Finances groupés étaient inscrits, dans le Budget 1892-1893, pour une dépense totale (ordinaires et extraordinaires) de 1.032 045.292 lire.

Dans l'exercice 1895-1896 la totalité des services réunis des deux Ministères n'absorbera qu'une dépense globale de 999.571.781 lire. Soit une économie effective de 32.473.511 lire.

En 1892-1893, les dépenses prévues pour la Guerre et la Marine étaient les suivantes :

	Guerre	Marine
Ordinaires......	243.058.765	100.735.465 lire
Extraordinaires	4.450.000	6.875.000
Totales...	247.508.765	107.610.465
Chiffre global :	355.119.230 lire.	

En 1895-1896 les mêmes dépenses ne s'élèveront qu'à :

	Guerre	Marine
Totales :	225.679.000	92.863.748 lire.
Chiffre global :	318.542.748 lire.	

Ce qui constitue une économie réelle de 36 millions 576.482 lire.

En 1892-1893 les dépenses totales prévues pour les Travaux publics atteignaient :

Dépenses ordinaires......	29.303.831 lire
— *extraordinaires*	46.979.780
Construction Ch. de fer..	30.000.000
Totales.....	106.283.611

En 1895-1896 le budget des Travaux publics comportera seulement :

Dépenses ordinaires.	57.130.122 lire
Construction Ch. de fer..	33.500.000
Totales.....	90.630.122

Soit une économie de plus de 15 millions et demi de lire par rapport aux prévisions de l'exercice 1892-1893.

En réunissant les économies des trois groupes on obtient le total suivant :

Trésor et Finances......	32.473.511 lire
Guerre et Marine........	36.576.482
Travaux publics.........	15.653.489
Economies totales...	84.703.482

Il y a encore des économies à relever pour le Ministère de la Justice de la Grâce et des Cultes, et pour le Ministère de l'Agriculture de l'Industrie et du Commerce (2.200.000 lire), mais il y a une augmentation d'environ 7 millions de lire pour les Affaires étrangères et d'environ 2 millions de lire pour l'Intérieur. Les Ministères de l'Instruction publique et des Postes et Télégraphes restent à peu près sans changement.

Tels sont les résultats généraux des réformes financières appliqués par M. Sonnino : consolidation des recettes effectives par de nouveaux impôts ; incorporation de toutes les dépenses sous la rubrique *ordinaires* et réduction de 77.926.900 lire des dépenses effectives par rapport au Budget de prévision de 1892-1893. Soit une économie de 5 0/0 sur l'ensemble des dépenses.

Est-ce enfin l'équilibre ? Qui vivra verra !

EDMOND THÉRY.

LA QUESTION D'EXTRÊME-ORIENT

« Un monde nouveau est né dans l'Extrême-Orient ; il nous faut vivre avec lui et en tirer le meilleur parti possible. »

Telle est, d'après le *Times*, la conséquence immé-

diate du traité de Simonéki, traité que M. Edmond Théry a analysé la semaine dernière, au point de vue économique, et dont on se préoccupe si vivement en Europe. Aussi bien, sans vouloir évoquer le sceptre d'une coalition des races jaunes et sans redouter la venue d'un nouveau Tamerlan qui, disposant d'armées formidables organisées à l'européenne, ne s'arrêterait peut-être plus à l'Asie-Mineure, les puissances occidentales ont le devoir d'examiner sans retard la situation qui leur est faite.

Nous ne connaissons pas encore, dans tous ses détails, l'entente intervenue entre les belligérants, mais les télégrammes officiels, confirmés par la légation du Japon à Paris, nous ont appris qu'elle reposait sur six conditions essentielles, savoir :

1º Indépendance de la Corée ; 2º paiement d'une indemnité de 200 millions de taëls, exigible en sept annuités (avec intérêt de 5 0/0 l'an), représentant, par rapport à la valeur de l'or, au cours actuel de 30 pence 7/16 l'once-standard, environ 800 millions de francs : 3º cession de l'île Formose et des Pescadores ; 4º cession d'une partie du Liao-Tong, comprenant Port-Arthur ; 5º ouverture de nouveaux ports au commerce international ; 6º conclusion d'un traité de commerce accordant au Japon le traitement de la nation la plus favorisée et d'un traité d'amitié, l'échange des ratifications étant fixé au 8 mai.

En outre, les troupes japonaises occuperaient pendant six ans Weï Haï-Weï, comme garantie de l'exécution du traité, les frais de l'occupation devant être supportés par la Chine.

Malgré la neutralité observée depuis le début des hostilités, les divers Gouvernements européens se sont émus de cette situation nouvelle qui bouleverse l'ancien état de choses en Extrême-Orient ; c'est la rupture complète de l'équilibre dans les mers de Chine et une atteinte grave aux droits des puissances dont les territoires confinent au Céleste-Empire. Nous l'avions prévu ici même l'an dernier. Mais, pour que l'Europe soit écoutée, une entente est nécessaire entre les diverses nations qui la composent.

Cette entente existe t-elle ? Il est permis d'en douter si la presse anglaise réflète réellement l'opinion du Cabinet de Saint-James. Les journaux les plus autorisés d'outre-Manche déclarent que, sans être absolument satisfaits du traité de Simonéki, l'Angleterre refuse de faire partie d'une combinaison internationale ayant pour objectif un remaniement analogue à celui des préliminaires de San Stéfano après la guerre russo-turque.

Les motifs de cette attitude sont parfaitement résumés par le *Times* en ces deux phrases :

Le résultat permanent de la guerre qui est le plus sérieux pour l'Angleterre, c'est-à-dire l'apparition d'une grande puissance navale, amie ou hostile, en Extrême-Orient, ne peut pas être modifié par un changement des conditions imposées à la Chine.

Nous sommes, par conséquent, fermement d'opinion que le Gouvernement a agi sagement en s'abstenant de participer à toute espèce de pression à l'égard du Japon.

Pourtant, il ressort des articles publiés depuis par nos confrères d'outre-Manche que nos voisins se réservent d'intervenir si une compensation était accordée à une autre nation, et ils admettent que la *japonisation* de la Chine marquerait la fin de l'influence européenne en Asie.

En face de l'Angleterre, qui, on le voit, reste, en somme, sur l'expectative, la France, la Russie et l'Allemagne paraissent s'être mises d'accord pour s'opposer à l'annexion à l'empire du Mikado d'une portion du continent chinois. Que ressortira-t-il de cet imbroglio ? Nous serons fixés à cet égard dans un avenir prochain ; constatons, en attendant, que les représentants du Japon cherchent à détruire l'impression fâcheuse ressentie en Europe à la suite de la publication des clauses principales du traité.

Nous trouvons, notamment, dans les *Débats* du 22 avril, des déclarations faites à un rédacteur de ce journal par son Exc. M. Soné, ministre du Mikado à Paris ; en voici le résumé :

« Les nouvelles les plus invraisemblables circulent au sujet des clauses du traité de Simonoséki qu'il est difficile d'apprécier aujourd'hui, et on prête au Japon des projets de conquête qu'il n'a pas. La conquête de l'Asie et de ses îles ne le tente pas et son ambition se borne à marcher dans la voie des progrès modernes, en développant son industrie, son commerce et en mettant en valeur les pays nouvellement acquis. »

Mais il y a, dans l'interview dont il s'agit, un passage que je veux reproduire textuellement :

« Les avantages commerciaux — a dit son Exc. M. Soné — consentis au Japon profiteront également à toutes les puissances ayant des traités de commerce avec la Chine. On a dit, il est vrai, que le commerce européen ne pourra pas soutenir la concurence japonaise et que les nouveaux avantages consentis par la Chine ne profiteront en réalité qu'au Japon. J'ignore jusqu'à quel point cela est exact ; je doute même que ces craintes soient fondées. *Dans tous les cas, c'est une question purement monétaire qui pourrait se modifier suivant que l'Europe adopte le Bimétallisme ou conserve l'étalon actuel.* »

N'est-ce pas là la confirmation de la thèse que nous soutenons dans l'*Economiste Européen* et une réponse catégorique aux journaux qui prévoyaient l'introduction de l'étalon-or au Japon ?

Notre Rédacteur en chef mentionnait, il y a huit jours, les travaux du Consul général anglais à Shanghaï et nous publions, aujourd'hui, dans notre *Chronique monétaire* la traduction *in extenso* de l'étude qui a valu à son auteur le prix offert par sir Henry M. Meysey Thompson ; je ne saurais trop engager nos lecteurs à s'y reporter.

Le lumineux exposé de la question monétaire présenté par M. Geo. Jamieson leur fera comprendre que le Japon ne peut avoir l'idée de renoncer aux avantages dont il jouit actuellement et qui lui assurent une prépondérance économique en Extrême Orient.

Le travail de M. Jamieson confirme aussi les progrès surprenants réalisés par l'industrie asiatique au fur et à mesure de la baisse de la valeur en or de l'argent ; les perspectives d'avenir ne sont pas gaies pour les vieilles nations européennes qui succombent sous le régime du métal jaune. Et ses observations, nous l'avons vu tout à l'heure, sont corroborées par le ministre du Japon à Paris.

En résumé, il faut attendre des renseignements plus détaillés sur les clauses du traité de paix, dont les préliminaires ont été signés le 17 avril, pour en apprécier les effets en parfaite connaissance de cause. Mais nous pouvons dire, dès à présent, que les vainqueurs ont obtenu des concessions vainement réclamées jadis par les puissances occidentales, telles que : l'ouverture de la barre de Woosung, des voies d'eau intérieures et des ports nouveaux. Les personnes qui ont séjourné en Chine ou qui y ont suivi avec attention les transactions, n'ignorent pas l'importance de la barre de Woosung. Le droit de se rendre à Tchong King en bateau à vapeur, accordé jadis en vertu de la convention de Chefoo, avait été exercé, il y a quelques années, par un certain M. Little, résident anglais de Shanghaï, qui constitua une Société de navigation du Haut-Yangtzé et lança un steamer appelé *Kooling ;* mais la Chine, après avoir suscité mille difficultés à M. Little, racheta son matériel pour éviter la pénétration étrangère. Quant à l'ouverture du Hunan au commerce international, elle avait été réclamée avec insistance depuis longtemps, surtout après les troubles dont les bords du Yangtzé furent le théâtre en 1891.

Le Gouvernement japonais observe que les avantages obtenus profiteront également à toutes les puissances ayant des traités avec la Chine : nous croyons, en effet, qu'au moins pendant les premières années, le commerce européen pourra trouver des débouchés nouveaux dans les régions peu connues de l'Empire du Milieu. Ainsi que l'observe très justement un de nos confrères, le Japon, malgré les immenses progrès réali-

sés en ces derniers temps, avec ses 41 ou 42 millions d'habitants, ne peut prétendre satisfaire seul, les besoins d'un marché ayant plus de 400 millions d'âmes. Le moment est donc venu de pousser énergiquement notre grande voie du fleuve Rouge, pour laquelle, quoi qu'en disent les journaux anglais, nous n'avons pas à craindre de concurrence ; sur le *Yang-tse-Kiang* d'une part, et la *Rivière de Canton* de l'autre, la navigation, entravée par de nombreux rapides, est hérissée d'impedimenta, tandis que le *Fleuve Rouge* offre des facilités sur lesquelles je me suis étendu, en 1893, dans ma brochure « L'Avenir Français en Indo-Chine ».

Mais le Japon n'en a pas moins une position exceptionnelle, inquiétante pour l'avenir, au double point de vue politique et économique. Son installation définitive sur les flancs de l'*Homme Malade* d'Asie lui permet, soit d'accaparer les bénéfices d'un relèvement, soit de s'approprier ses dépouilles si la Chine devait être l'objet d'un démembrement. Port Arthur et Weï-Haï-Weï sont les deux clés du Petchili, qui devient une mer japonaise ; leur occupation livre à l'Empire du Soleil-Levant les routes maritimes de la Chine. Voilà pour le côté politique; cela suffit à expliquer les représentations de la Russie, à laquelle se sont jointes la France et l'Allemagne. Quant au côté économique, il est encore plus inquiétant, car les industries asiatiques, dont nous po· vons entrevoir l'immense développement, auront à moitié prix, par rapport aux pays monométallistes-or, une main-d'œuvre abondante et des ouvriers habiles. Ajoutons que les grèves sont inconnues en Extrême-Orient, et que les coolies chinois ignorent l'institution des Syndicats; ce n'est pas là un des moindres avantages que les Asiatiques ont sur nous!

C.-R. Wehrung.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

pendant les trois premiers mois de 1895

RÉSUME COMPARATIF des Importations et Exportations par catégories pendant les trois premiers mois des dix dernières années (1886-1895).

IMPORTATIONS (en milliers de francs)

Années	Matières premières	Objets fabriqués	Objets d'alimen.	Total des import.	Or, arg. et billon
1895	563.643	127.005	227.943	918.591	172 381
1894	676 926	137.460	361.752	1.176.138	57.174
1893	569 049	127.323	230 597	926.969	201.921
1892	612 902	203 836	488 847	1 305 185	100.734
1891	663 556	151.120	348.773	1 163 449	158.266
1890	620.405	137 626	337 592	1.165.623	51 134
1889	615.946	131 675	348.839	1 096 460	50.881
1888	509.793	126.888	314 015	980 696	90.150
1887	512 072	130 342	342 251	1.014 665	83.217
1886	519.311	126.144	379.409	1.024 861	88 391

EXPORTATIONS (en milliers de francs)

Années	Matières prem.	Objets fabriqués	Objets d'alimen.	Colis postaux	Total des export.	Or, arg. et billon
1895	198 478	431.281	125.722	29.385	787.866	31.377
1894	169.506	401.679	143.086	23 255	736 926	30.566
1893	202.916	424 966	149.467	18.644	795.993	52.257
1892	188 894	374 436	175 264	12.872	751.466	62 752
1891	185.301	451.626	169 398	15 860	822.185	68 621
1890	213 843	462.953	193.177	11.257	881 230	52.212
1889	208.999	434.798	169 833	10 207	823.837	56.170
1888	188.117	406 666	146.757	9.509	750 449	75.743
1887	180 019	394 650	149 732	7.427	731 828	123.947
1886	169.896	386.850	140.140	5.148	702.034	58 680

Nous rappelons que pour les deux premiers mois les taux d'évaluation de 1895 et de 1894 étaient calculés sur les taux fixés pour 1893, tandis que pour les trois premiers mois de 1894 et 1895 les valeurs sont calculées sur les taux fixés par la Commission des valeurs de douane pour 1894.

Résumé des échanges avec les principaux pays

(En milliers de francs)

ÉTATS	2 premiers mois 1895			3 premiers mois 1895		
	Importat.	Exportat.	Différ. pr l'exp.	Importat.	Exportat.	Différ. pr l'exp.
Angleterre	72.356	153 291	+ 80.935	117.919	225.177	+107.258
Allemagne	47.039	42.637	— 4 402	71.693	66.874	— 4.819
Belgique	44 342	75.894	+ 31.552	70 469	118.978	+ 48.509
Suisse	9 308	20.884	+ 11 576	14 717	27.648	+ 12.931
Italie	18.371	24 939	+ 6 568	25 268	30 316	+ 5.048
Espagne	27 652	16.910	— 10.742	39.699	26.112	— 13.587
Turquie	17 139	11.438	— 5.701	23.057	13.616	— 9.441
Etats-Unis	93 634	54.478	— 39.156	115 039	85 095	— 29.944
Brésil	14 164	14 595	+ 431	19 764	21 249	+ 1.485
Républ. Argentine	34.105	8 420	— 25.685	56 750	11.985	— 44.765

MÉTAUX PRÉCIEUX. — Importations et Exportations des Métaux précieux pendant les trois premiers mois des années 1893-1894-1895 (Valeur en milliers de francs) :

Matières	IMPORTATIONS (milliers de fr.)			EXPORTATIONS (milliers de fr.)		
	1895	**1894**	**1893**	**1895**	**1894**	**1893**
Or en lingots	31.163	9 306	16.027	2.503	715	1.029
Or monnayé	118 613	27.414	153.622	17.729	14.381	26.856
Argent en lingots	6.917	4.412	4.279	2 647	2.184	4.431
Argent monnayé	15.649	16.009	27.954	7.803	18.824	19.939
Monnaie de billon	8	30	36	693	9	1
Totaux	172.332	51.174	201.921	31.377	36 565	52.256

Pendant le premier trimestre, le métal jaune est entré en France en grandes quantités. L'importation a été supérieure aux sorties de 129.544.000 fr., soit, pour le mois de mars seul, une augmentation de stock de 28.208.000 fr.

Il est à présumer que le mois d'avril ne sera pas aussi favorable et que le stock d'or diminuera beaucoup par suite des expéditions faites en Angleterre pour ramener le change au pair.

Les entrées d'argent des trois premiers mois ont été de 22.596.000 fr., contre une sortie de 10.850.000 fr., soit une plus-value d'entrées de 11.746.000 fr. Pour le mois de mars, la plus-value a été de 2.082.000 fr.

Billon. — Pendant les trois premiers mois de 1895 nous avons eu une forte exportation de monnaie de cuivre et de billon s'élevant, en valeur, à 693.000 fr. Les entrées ne s'élèvent qu'à 8.100 fr.

RESUMÉ des perceptions opérées par le service des douanes et le service des contributions indirectes pendant les trois premiers mois des années 1893, 1894 et 1895 :

DÉSIGNATION	**1895**	**1894**	**1893**
Service des Douanes :	Mille fr.	Mille fr.	Mille fr.
Droits de douanes à l'importation	88.936	139.020	101.071
— — à l'exportation	»	»	»
— de statistique	1.418	1 590	1.499
— de navigation	1.718	2.174	1.808
— et produits divers de douanes	958	1 047	961
Taxe de consommation des sels	4 890	4.852	4.907
Total	97.890	148.683	110.246
Service des contribut. indirectes :			
Boissons et droit de fabr. des bières	107.819	110.593	115.563
Sels	2.472	2.511	2.566
Sucre indigène (droit de fabrication)	32.413	28.850	28.175
Droits divers et rec. à diff. titres	21 687	22.141	21.968
Vente des tabacs	88 023	90.120	89 932
— des poudres	2.463	1.889	1.951
— des allumettes	4.767	5.367	5 253
Total	259.644	261.471	265.348
Total général des perceptions	357.534	410.154	375.594
A déd. les dép. p. primes ou drawbacks	150	142	154
Reste acquis au Trésor	357.484	410.012	375.440

Les perceptions opérées par le service des douanes, pendant les trois premiers mois de 1895, ont été inférieures à celles de la même période de 1894 de 50.793.000 francs. Cette moins-value est presque entièrement imputable aux entrées de céréales, dont les droits n'ont été que de 9.810.000 francs, contre 54.118.000 francs, dans les trois premiers mois de 1894 ; les vins sont en diminution de 3.512.000 francs.

Pour les contributions indirectes, la perception des droits pour les trois premiers mois de 1895 est en moins-value de 1.827.000 francs sur la même période de la dernière année, diminution portant sur les boissons pour 2.774.000 francs; les tabacs pour 2.097.000 francs, etc. Par contre, le droit de fabrication du sucre indigène a augmenté de 3.563.000 francs.

RÉSUMÉ de la navigation de la France pendant les trois premiers mois des années 1894 et 1895 *(navires chargés)* :

	ENTRÉE				SORTIE			
	1895		1894		1895		1894	
Navires français	Nomb de navir.	Ton. (mill.)	Nomb de navir.	Ton. (mill.)	Nomb de navir.	Ton. (mill.)	Nomb de navir.	Ton. (mill.)
Avec colonies et possessions françaises	411	282	357	241	427	315	442	296
Grande pêche	7	1	5	1	232	27	247	27
Etranger : Pays d'Europe	933	322	1.067	372	987	353	969	358
— hors d'Europe	148	212	160	224	139	196	123	184
Total	1 499	818	1.589	839	1.785	892	1.751	866
Navires étrang.								
Avec colonies et possessions françaises	13	10	23	23	21	10	36	15
Etranger : Pays d'Europe	3.198	1.419	3.746	1 7[illegible]0	2 757	930	2.842	1.016
— hors d'Europe	354	538	484	710	88	153	129	192
Total	3.565	1.967	4 253	2.745	2.866	1.094	3.007	1 224
Total général	5.064	2.[illegible]86	5.842	3.314	4.651	1.987	4.758	2 090

TONNAGE des navires chargés, français et étrangers, pendant les trois premiers mois des années 1893, 1894 et 1895 (entrées et sorties réunies) :

En tonneaux

	1893	1894	1895	Différence par rapport à 1894		
					Total	%
Dunkerque	374.949	483 235	377.782	—	105.453	21.82
Calais	216 815	191.430	189.938	—	1.492	0.77
Boulogne	299.886	240.632	218.351	—	22.281	9.25
Dieppe	126.341	187 886	150 835	—	37.051	19 72
Le Havre	891 409	990 084	894.085	—	95.999	9.69
Rouen	237.726	292 277	182.987	—	109.290	37.39
Nantes	38 408	39 887	24.633	—	15 254	38.24
Saint-Nazaire	196 476	199 629	172.012	—	27 617	13.83
Bordeaux	441 687	449 195	361.070	—	88.125	19 61
Bayonne	75.115	98 536	88 455	—	10.081	10.23
Cette	192 159	168.468	186.432	+	17.964	10.66
Marseille	1 483 934	1.552.623	1.380.448	—	172 175	11.08
Nice	31.750	33 621	25.628	—	7 993	23.77
Autres ports	575.705	477.703	520.976	—	43.273	9.05
Tous les ports	5.173.360	5.465 210	4.773 632	—	631.578	11.68

Pendant les trois premiers mois de 1895 le commerce maritime total, comparé à la même période de 1894, a subi une diminution de 631.578 tonneaux ou 11,68 0/0. Tous les ports, Cette excepté, ont été atteints par cette moins-value. Comparée aux trois premiers mois de 1893, la dernière période est en perte de 399.728 tonneaux ou 7,72 0/0.

P. E.

Comptoir National d'Escompte de Paris

Ainsi que nous l'avions annoncé dans un article publié dans l'*Economiste Européen* du 13 avril, les actionnaires du *Comptoir National d'Escompte de Paris* étaient convoqués pour le 25 courant, en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, à l'effet d'examiner et d'approuver les comptes de l'exercice qui a pris fin le 31 décembre 1894 et de se prononcer sur l'augmentation de capital de 75 millions à 100 millions de francs proposée par le Conseil d'administration. Il va sans dire que les comptes présentés ont été approuvés, que toutes les résolutions soumises au vote des intéressés ont été adoptées, à l'unanimité, et il n'y aurait qu'à enregistrer purement et simplement le fait si la situation de cette grande et puissante Institution financière n'attirait l'attention générale d'une manière toute particulière.

Il est inutile de refaire actuellement l'historique de cet Etablissement, et de rappeler en quelles circonstances il a été appelé à remplacer l'*ancien Comptoir d'Escompte de Paris*. Nous n'aurions au reste, à ce sujet, qu'à nous reporter à ce que nous écrivions ici même le 16 avril 1893. Cependant, nous ne pouvons taire que si, lors de sa formation, tout le monde rendait hommage à l'honorabilité, à l'audace pour ainsi dire, et à la compétence des personnalités qui assumaient la responsabilité d'une œuvre dont les difficultés éclataient aux yeux de tous, bien peu pensaient qu'il lui suffirait de six ans pour conquérir la place à laquelle il a su parvenir.

C'est en étudiant le bilan du *Comptoir National d'Escompte de Paris* que l'on se rend compte du chemin parcouru par lui depuis 1889. Prenons celui au 31 décembre 1894, et comparons-le aux bilans des deux exercices précédents. Les chiffres sont établis en milliers de francs.

Actif	1894	1893	1892
Espèces en caisse	19.101	15.292	13.015
— en Banque	10.083	8.912	8.537
Portefeuille : Effets sur France	138.367	106.968	107.355
— — l'étranger	33.584	46.141	41.065
Reports	37.517	18.243	28.206
Banques des colonies françaises	8.833	7.316	12.585
Correspondants : Effets à l'encaissement	17.477	18.262	14.329
Comptes courants débiteurs	21.744	15.875	10.231
Rentes, obligations et valeurs diverses, y compris l'emploi des réserves	13.783	13.218	14.064
Agences hors d'Europe	27.571	27.462	27.519
Avances sur documents et marchandises	7.258	6.750	4.716
Avances sur garanties de tiers	4.476	6.165	4.795
— sur valeurs françaises et étrangères	28.576	25.762	20.838
Participations financières	5.852	1.645	593
Tirages à échéance des agences hors d'Europe	12.011	8.222	8.971
Débiteurs par acceptations	31.681	27.321	11.916
Crédits par acceptations :			
Sur documents et marchandises	12.408	5.719	4.369
Sur garanties de tiers	1.712	1.533	4.192
Sur valeurs françaises et étrangères	33.177	28.160	13.977
Comptes d'ordre et divers	10.048	8.000	5.874
Immeubles	7.250	7.250	7.250
Acompte sur l'exercice écoulé	»	»	1.000
	482.509	404.216	365.397

Passif	1894	1893	1892
Capital	75.000	75.000	75.000
Réserve statutaire	614	416	271
Réserves suivant décision des assemblées des 5 nov. 1889, 24 mai et 4 juin 1892	3.375	3.375	3.375
Réserve supplémentaire	1.100	1.100	1.100
Réserve immobilière	337	260	188
Comptes de chèques et comptes d'escompte	192.648	147.375	136.879
Comptes courants créditeurs	94.735	75.598	65.646
Coupons et dividendes à payer	8.123	7.231	10.747
Banques des colonies françaises	892	1.155	»
Effets remis à l'encaissement	9.169	8.737	10.070
Acceptations pour compte des agences hors d'Europe	10.532	8.292	8.972
Acceptations et effets à payer pour compte de tiers	72.810	63.130	39.556
Comptes d'ordre et divers	3.272	2.483	4.236
Immeubles (annuités à régler)	5.863	6.100	6.332
Actionnaires (disponible sur exercices antérieurs)	14	5	128
Profits et pertes	4.025	3.959	2.897
	482.509	404.216	365.397

Ainsi qu'il résulte des tableaux ci-dessus, chaque année marque une nouvelle étape pour le *Comptoir National*. Et l'exercice 1895 accusera, lui aussi, une nouvelle progression dans le chiffre des affaires engagées. Le bilan au 31 mars dernier est déjà, sur ce point, assez édifiant. Le chiffre global, à cette date, des opérations atteint 491.186.000 francs, et présente des augmentations sensibles sur divers chapitres : *Portefeuille* (*Effets de commerce*), *Reports*, *Banques des Colonies Françaises*, *Comptes de chèques et d'escompte*, etc.

En tout cas, et ce qui est de toute évidence, c'est que le *Comptoir National* s'est, dans le courant de 1894, de plus en plus préoccupé du développement de ses affaires de banque, tout en témoignant d'une prudence que l'on ne saurait assez faire ressortir. Son *portefeuille*, par exemple, qui est, d'une année à l'autre, en augmentation de 19 millions de francs, ne comporte que du papier « divisé » de nature purement commerciale et remplissant, tant au point de vue des engagements qu'en ce qui touche le nombre des signatures, les conditions résultant des statuts. L'augmentation des *Reports* est due à la situation de place et aux taux plus favorables auxquels ils ont été traités. Cette sorte d'opérations repose sur des titres de négociation courante, en dépôt dans les caisses de l'Etablissement. Les *comptes courants débiteurs* sont répartis entre l'Administration centrale et toutes les Agences, et ont trait soit à des facilités passagères données à des correspondants, soit à des découverts consentis à des clients de premier ordre et qui sont, d'ailleurs, très régulièrement suivis. Les *crédits par acceptations* constituent une extension qui correspond au développement général des affaires de la Société. Enfin, les *avances sur titres*, sur *valeurs françaises et étrangères* sont nanties par des titres s'élevant à plus de 67 millions de francs.

Nous passons les autres chapitres sous silence pour arriver aux *Rentes, obligations* et *valeurs diverses*. Le chiffre, en 1894, a peu varié sur l'année 1893, et il comprend le relèvement très notable, au cours de l'exercice, des cours des valeurs qui le composent. Ces valeurs se composent, pour la presque totalité, de *Rentes* sur l'Etat français, de l'*Emprunt Russe*, d'*Obligations tunisiennes ou égyptiennes* et d'*Obligations du Crédit Foncier de France*. L'estimation du tout est strictement faite, comme de coutume, aux cours du 31 décembre. Quant à l'excédent qui est à signaler sur les *participations financières*, il ne doit être noté que comme renseignement, attendu qu'à l'heure actuelle, il se trouve presque entièrement liquidé.

Nous avons indiqué plus haut, dans le bilan, que le Compte de profits et pertes accusait des bénéfices nets s'élevant à 4.025.000 fr., exactement 4.025.057 fr. 17. Si, de ce montant, on déduit la réserve statutaire, 201.252 fr. 85, on trouve un solde de 3.823.804 fr. 32 qui se trouve réparti ainsi :

Aux actions, à raison de 25 francs par titre, soit 5 0/0 sur le capital versé	3.750.000 »
Au Conseil d'administration (Art. 40 des statuts)	3.690 20
Au compte des Parts de fondateur	11.218 25
Au compte des actionnaires	58.895 87
Total égal	3.823.804 32

En complément de ce que nous disions au début au sujet de l'assemblée générale du 25 avril, nous devons maintenant mentionner les conditions dans lesquelles s'effectuera l'émission des 50.000 actions nouvelles décidée. Chaque actionnaire aura le droit de souscrire une action nouvelle pour trois anciennes. Les souscriptions ainsi faites seront servies intégralement. Le nouveau titre sera délivré au prix de 550 francs, soit avec 50 fr. de prime dont 40 francs pour la réserve et le reste pour égaliser la jouissance d'intérêts entre les actions anciennes et les actions nouvelles.

Le *Comptoir National d'Escompte* va donc se trouver bientôt pourvu d'un capital plus en rapport avec le chiffre de ses affaires et qui lui permettra d'étendre davantage encore son réseau d'action. Comme l'a fort bien dit l'honorable Président du Conseil d'administration, M. Denormandie, le *Comptoir National* a su redevenir la vraie maison d'escompte du commerce parisien, tout en étendant le cercle de ses affaires partout en France et à l'étranger dans les cinq parties du monde. Aussi, en voyant les résultats obtenus jusqu'à présent, peut-on être assuré de ce que sera l'avenir de cette Société dont les destinées restent entre les mains de ceux-là mêmes qui ont été à la peine, et qui viennent de recevoir de leurs associés, par acclamation pour ainsi dire, un nouvel et éclatant témoignage de confiance.

A. Lechenet.

COMPAGNIE DU Chemin de fer de Paris à Orléans

Les actionnaires de la *Compagnie du Chemin de fer de Paris à Orléans* se sont réunis en assemblée générale, le 29 mars dernier, pour examiner et approuver les comptes de l'exercice 1894 qui leur étaient soumis.

En comparant les recettes de l'exploitation du réseau principal pour 1894 avec celles pour 1893, on trouve que l'année qui a pris fin le 31 décembre dernier accuse, sur la précédente, une diminution de 939.000 fr. Mais comme les dépenses sont aussi en diminution, il s'ensuit, qu'en résumé, on a à constater une amélioration d'un exercice à l'autre, de 1.385.000 fr. Cette diminution dans les recettes provient du déplacement considérable de trafic qui s'est produit au détriment de l'ancienne ligne de *Limoges à Toulouse* par *Nexon*, et au profit de la nouvelle ligne par *Uzerche*. L'ouverture au service public de la gare de *Limoges-Puy-Imbert* a eu aussi pour conséquence de reporter sur la nouvelle ligne les transports de petite vitesse qui en étaient auparavant détournés; mais la moins-value pour le réseau principal résultée de ces faits a été compensée par une augmentation sur les lignes neuves.

Cette augmentation ressort des chiffres de l'exploitation de l'ensemble des lignes qui, comportant 216 kilomètres de voie ferrée de plus qu'en 1893, accuse une augmentation de 2.850.000 fr. Et comme les dépenses n'ont progressé que de 176.000 fr., il en résulte une amélioration de produit net de 2.674.000 fr. Par suite, le coëfficient d'exploitation qui s'établissait, en 1893, à 51 77 0/0, descend à 51 07 0/0 en 1894, en dépit d'un montant de 976.000 fr. dont on a doté le chapitre des retraites, pour compenser la réduction du taux de l'intérêt des barèmes de la Caisse des retraites de la vieillesse et des Compagnies d'assurances.

L'augmentation signalée plus haut porte à peu près également sur le service des voyageurs et sur le trafic de la petite vitesse. Pourtant, en ce qui regarde les voyageurs, les trains de plaisir organisés, chaque année, pour les fêtes du 14 juillet, ont été supprimés à la suite de l'assassinat du Président de la République Carnot ; et, d'un autre côté, les conditions climatériques ont peu favorisé les déplacements. Il est vrai que, par contre, les concours régionaux d'Orléans, de Cahors, et l'Exposition de Lyon ont fourni un supplément appréciable. De plus, toutes les catégories de billets ont profité de majorations notables qui ont fait passer le parcours moyen de 49 kil. 2 qu'il était en 1893, à 49 kil. 8. Enfin, si on joint à ce qui précède, les tarifs communs créés avec les *Compagnies de Lyon*, du *Midi* et avec le réseau de l'Etat pour l'extension des billets de famille à destination des plages ; les billets d'ouvriers accordés à certaines stations de la banlieue de Paris, et plusieurs progrès réalisés dans le service des trains, on se rend compte de l'influence sérieuse exercée sur le trafic et de l'accroissement qui en est résulté.

Dans le chapitre de la petite vitesse, tous les articles sont en augmentation, sauf les denrées, qui accusent une diminution de 7.474 tonnes, ou 5 50 0/0, qui se traduit par un abaissement de recettes de 659.000 fr., ou

10 14 0/0. Mais la comparaison s'établit avec une année favorisée par une récolte exceptionnelle; et, d'un autre côté, le nouveau tarif commun pour les vins a fourni à la Compagnie un trafic de 100.000 tonnes que l'on peut considérer comme entièrement nouveau, et qui représente une recette de 2.400.000 francs. Ce résultat a amené la *Compagnie d'Orléans* à mettre en vigueur un nouveau tarif pour le transport des arbres, des chaux et ciments, terres cuites, pavés, matières premières, etc. On ne peut espérer que de bons résultats de ces mesures et des facilités nouvelles données ainsi au public.

En résumé, le produit net du réseau principal ressort à 89.848.000 fr., dont il faut déduire les charges d'emprunt, 67.490.000 fr. Il reste alors 22.358.000 fr. Or, l'ensemble des sommes garanties aux actions pour intérêts, dividende et amortissement, se monte à 34 millions 239.000 fr. L'insuffisance à réclamer à l'Etat est donc de 11.881.000 fr., alors qu'elle atteignait 12 millions 558.000 fr. pour 1893. L'amélioration à constater s'élève à 677.000 fr., et elle aurait été plus importante si l'accroissement des recettes n'avait pas profité presque exclusivement aux lignes exploitées au compte d'établissement.

En ce qui regarde ce dernier compte, mentionnons qu'il s'est accru de ressources nouvelles se montant à 39.132.000 fr., provenant de la vente de 84.915 obligations 3 0/0. Le cours moyen obtenu a été de 463 fr. 84, contre 457 fr. 23 en 1893 et 457 fr. 16 en 1892. Il en résulte que le capital de la Compagnie a passé de 2 milliards 109.486.000 fr. à 2.148.000.000 de fr., en tenant compte des rectifications prescrites par l'arrêté ministériel du 15 janvier 1894.

En 1894, les dépenses nouvelles ont été : sur les anciennes concessions, de 5.496.100 fr., contre 4.129.000 francs en 1893; sur les lignes cédées par l'Etat ou les lignes nouvelles, de 28.676.000 fr. (y compris 8.540.000 francs d'avances à l'Etat), contre 32.210.000 fr. en 1892; pour le matériel roulant, de 2.139.000 fr., contre 3.318.000 fr. l'année précédente. Les sommes susdites ont été employées : sur les anciennes lignes, à l'amélioration des installations actuelles; sur les lignes nouvelles, au prolongement de la ligne de *Villeneuve-sur-Lot à Tonneins* et *Ribérac à Angoulême*, qui portent à 1.663 kilom. la longueur actuellement terminée des concessions. Il reste encore à construire : 7 lignes ou sections d'une longueur de 420 kilom., dont les travaux sont engagés sur 178 kilom., et 23 lignes faisant l'objet de la loi du 20 mars 1893, qui représentent 649 kilom., dont 455 kilom. à voie étroite, et dont les études sont partiellement entreprises.

Le dividende, pour l'année 1894, a été fixé au minimum garanti, soit 58 fr. 50. A ce sujet, relatons les remarques contenues dans le rapport du Conseil d'administration, et qui ont trait à la question de la garantie. Elles portent sur la marche de l'exploitation et font ressortir que, en raison des améliorations signalées, la question perdra bientôt tout l'intérêt pratique que l'on avait prétendu y attacher dans certains milieux. De même aussi l'agitation factice qu'on a voulu soulever tombera aussitôt qu'il sera démontré, par les résultats de l'enquête provoquée, que la plus parfaite bonne foi et la loyauté la plus absolue ont présidé aux négociations qui ont abouti aux Conventions de 1883.

J. M.

GRANDS MOULINS DE CORBEIL

A la date du 6 avril dernier, nous avons, dans un article spécial, analysé le rapport des commissaires sur les comptes et le bilan de l'exercice 1894 de la *Société des Grands Moulins de Corbeil*. Nous avons alors fait ressortir les résultats défavorables obtenus pendant l'année qui a pris fin le 31 décembre 1894, et nous insistions sur les explications que le Conseil d'administration ne pouvait manquer de fournir à ses associés. Ces explications, nous les trouvons mentionnées dans le rapport lu aux actionnaires à l'assemblée générale du 22 avril; mais elles ne nous apprennent rien de nouveau.

En effet, le Conseil d'administration expose que les mêmes circonstances signalées auxquelles il faisait allusion un an auparavant, en rendant compte des opérations effectuées en 1893, ont continué leurs effets en 1894; que la Société a cru devoir, en présence des décisions prises par les Chambres françaises et relatives à l'élévation du droit sur les blés, constituer, à l'avance, des approvisionnements plus importants que d'habitude en vue de se mettre à couvert de cette élévation de droits, et que l'opération engagée a tourné contrairement à ses prévisions; que le développement de la production du blé dans la République Argentine a contribué à la dépréciation de ce produit; que la récolte, abondante dans presque tous les pays du monde, a découragé les détenteurs de marchandises qui ont voulu réaliser à tout prix, pour ainsi dire; qu'une dépréciation sensible a été la conséquence de tous ces faits réunis, dépréciation qui a contrebalancé l'augmentation du droit votée par les Pouvoirs législatifs, et que, en résumé, une perte importante est résultée d'une opération que la prudence conseillait de prendre.

A dire vrai, ces explications ne répondent qu'imparfaitement aux observations présentées par nous précédemment, et nous le regrettons. Le Conseil d'administration dit bien qu'avant d'entrer dans la nouvelle campagne, il s'est donné pour programme de réduire le plus possible l'importance de ses engagements et le stock de ses marchandises de façon à faire cesser les aléas, et qu'il n'aurait pu réaliser de bénéfice dans l'exercice écoulé qu'en faisant une vaste spéculation à la baisse que tout devait lui déconseiller, étant donnés les bas prix d'alors et l'élévation du droit. Mais à ces redites, on pourrait répliquer que sa prudence aurait pu être mise plus tôt en éveil, et qu'en fait de spéculation, il s'agissait de n'en tenter aucune.

De ce qui s'est passé, une leçon, certes, est à tirer. Profitera-t-elle? Il faut le penser. En tout cas, il ne convient pas de faire supporter uniquement aux variations dans le régime douanier les conséquences d'une fausse appréciation des événements, puisque, comme il a été dit plus haut, la surproduction du blé dans la République Argentine et les récoltes abondantes de presque tous les pays du monde ont été des facteurs qui ont contribué à détruire toutes les prévisions.

L'exercice 1895 apportera-t-il quelque modification à l'état de choses existant? On nous le laisse espérer, l'aspect général semblant un peu plus favorable, grâce à la hausse du son. Cependant, ajoute-t-on, la situation n'est pas redevenue normale, et cette réserve faite rend bien timide l'encouragement donné.

Comme on nous l'avait laissé entrevoir il y a un an, le compte de premier établissement de l'entreprise ne se trouve que peu augmenté d'une somme de 50.537 fr. 77 qui résulte du règlement définitif des travaux faits en 1893. Le compte des travaux sur *terrains et immeubles loués* a passé de 667.880 fr. 52 à 680.307 fr. 17, et cette plus-value s'applique aussi, en grande partie, à des travaux commencés en 1893. Le compte matériel, sacs vides, camionnage et bateaux est en diminution de 73.190 fr. 73. Quant aux risques non couverts par les assurances, ils s'établissent au même chiffre que l'année dernière, soit à 1.257.900 fr., chiffre auquel il faut ajouter 333.920 fr. 45 pour le bâtiment des élévateurs de Corbeil et 262.380 fr. 35 pour les bâtiments des machines et chaudières y attenant, qui ne sont pas assurés en raison de leur incombustibilité.

En ce qui regarde le travail proprement dit des deux usines de la Société, du Havre et de Corbeil, constatons qu'il est, en principe, satisfaisant. Voici le tableau de ce travail, établi en quintaux métriques :

	1894	1893	1892
Havre........	463.856	432.625	456.796
Corbeil.......	1.008.511	1.022.537	1.014.616
Total.......	1.472.367	1.455.162	1.471.412

La production n'a donc pas souffert de la crise de l'année 1894, et la clientèle de la *Société des Grands Moulins de Corbeil* semble être restée toujours fidèle. Les bénéfices, nous dit-on, pourront donc se produire de nouveau lorsque les conditions deviendront meilleures, et il n'y aurait là qu'une question de temps. Reste à savoir ce que ce temps durera.

Après avoir, le 6 avril, donné des chiffres au sujet des affectations que nécessitent les pertes subies en 1894, et qui se montent à 898.924 fr. 90, nous n'avons, en nous reportant au texte même du Rapport, qu'à spécifier que les achats de marchandises effectués par la Société et non compensés par des ventes, au 31 décembre 1894, représentaient moins d'une semaine de fabrication, et que les pertes, par suite de mauvaises créances, n'ont atteint que 36.167 fr. 37. Il reste, au bilan, un montant de 97.990 fr. 89 qui figure comme prévision pour liquidation de créances douteuses, et ce montant paraît au Conseil amplement suffisant. Nous ne voulons pas y contredire et souhaitons que les espérances conçues à ce sujet ne se trouvent pas, de nouveau, démenties par les événements.

P. B.

BIBLIOGRAPHIE

Les Réformes Commerciales, par M. F. LAURENS, avec préface de M. ETIENNE, Vice-Président de la Chambre des Députés. 1 vol. in-8°, prix 5 francs. Editeurs: Charles Zamith et Cie, à Alger. Dépôt à Paris chez A. Challamel, 5, rue Jacob.

A travers le long défilé des œuvres de ces dernières semaines, nous ne saurions passer sous silence le livre, d'un haut intérêt, que vient d'écrire M. Laurens. Il est conçu dans un excellent esprit et d'une lecture que rend plus attachante la clarté du style. Le cadre si restreint que nous laisse l'abondance des matières nous permet à peine d'indiquer les grandes lignes de l'ouvrage.

L'auteur estime, qu'il s'agisse de politique ou de réformes sociales, que la division s'accentue chaque jour davantage. Les partis cherchent en vain la solution du grand problème. Elle n'est en aucun cas dans la lutte entre le capital et le travail, mais plutôt dans l'union du commerce et de l'industrie qui, en donnant l'essor aux affaires, favoriserait dans une large mesure le sort des classes déshéritées.

Plus particulièrement, il est manifeste que d'heureuses réformes commerciales — et elles sont possibles — nous mettraient en meilleure posture pour défendre nos débouchés contre la concurrence étrangère et serviraient ainsi, par l'accroissement de notre commerce extérieur, les intérêts des classes pauvres. La perspective d'un tel résultat ne devrait pas rencontrer d'indifférents.

Il est indispensable que l'effort de l'Etat et de l'initiative privée porte sur nos échanges avec l'étranger. Le jour où agriculteurs et industriels écouleront avec profit leurs produits, la lutte entre les classes perdra beaucoup de son acuité et la question sociale se trouvera en partie résolue.

M. Laurens, après avoir fait l'historique du protectionnisme et du libre-echange, signale les fautes commises dans le passé. Il démontre comment, par une prompte réorganisation de notre corps consulaire, la création auprès de nos Agents diplomatiques et de nos Consulats d'*attachés commerciaux*, celle de Musées commerciaux en France et à l'Etranger, la réforme du Conseil supérieur du Commerce, quelques changements dans le fonctionnement des Chambre de commerce et autres améliorations (*Syndicats d'exportation. — Enseignement technique — Publications périodiques* — etc) nous pourrions tirer parti de conquêtes qui nous ont coûté les plus grands sacrifices.

Le livre de M. Laurens est abondamment et savamment documenté.

J. M.

Informations Économiques et Financières

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	18 avril	25 avril
ACTIF		
Encaisse de la Banque : 18 avril / 25 avril		
Or .... 2.069 030.721 / 2.066 015 443; Argent... 1 232 857.111 / 1.232 637.236; 3.301.887.832 / 3 298 652 679	3.301.887.832	3.298.652.679
Effets échus hier à recevoir ce jour....	34.616	45 327
Portefeuille Paris — Effets Paris........	194.779.345	205.676.941
Portefeuille Paris — Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor..........................	»	»
Portefeuilles des succursales...........	251.236.140	255.166 383
Avances sur lingots à Paris.............	283 000	203.000
Avances sur lingots dans les succursales	2 138 000	2 181 000
Avances sur titres à Paris..............	147.429 945	136.216.671
Avances sur titres dans les succursales	151.095.443	150.360 092
Avances à l'Etat........................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve....................	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles......................	99.183.966	99.627.294
Rentes immobilisées.....................	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales..............	15.330.972	15.331.659
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales..............	2 995.816	3.055.170
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers..................................	103 057 547	103.821.428
Total...........	4.528 840.820	4.535.725.117
PASSIF		
Capital de la Banque....................	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital........	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières — Loi du 17 mai 1834.......	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières — Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières — Loi du 9 juin 1857........	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4 000.000	4.000.000
Réserve spéciale........................	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation........	3.620 782.430	3.587.940.710
Arrérages de valeurs déposées..........	20.673.118	17.166.919
Billets à ordre et récépissés............	31.137 216	30.341 866
Compte courant du Trésor, créditeur...	132 047 151	174.769 901
Comptes courants de Paris...............	368 520 403	370.608.375
Comptes courants dans les succursales.	63 758.620	62 621.557
Dividendes à payer......................	1.976 034	1.899 541
Escompte et intérêts divers.............	4.905.856	5.144.119
Réescompte du dernier semestre.......	782.337	782.337
Divers..................................	59.242.125	59.429.279
Total...........	4 528.840.820	4.535.725.117

Comparaison avec les années précédentes

	30 avril 1891	28 avril 1892	27 avril 1893	26 avril 1894	25 avril 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	3.217.3	3.142 5	3 477.0	3 470.0	3.537.9
Encaisse............	2.488.6	2 725.5	2.952 3	3 015 8	3.298 6
Portefeuille.........	954.6	6·3.2	616.8	9·3 3	560.8
Avances aux partic.	289 4	331 6	332.9	370.5	288.9
— à l'Etat....	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	225 2	180 0	148 1	1·2 6	174.7
— part...	417.7	4·1.7	417 4	892.6	433.2
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 0/0
Prime de l'or.......	3 0/00	1/2 0/00	1 0/00	pair	pair
Bénéfices nets......	7.689.0	4.982 9	3.561.7	5.055.6	2.093.9

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Depuis le 20 avril présent mois, les actions de la Société anglaise « The Lagunas Nitrate Company, limited » sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant et à terme.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote

120.000 actions de 5 livres sterling, entièrement libérées et au porteur, numéros 60001 à 180000, divisées en titres de 1, 5 et 10 actions, faisant partie de 180.000 actions composant le capital de ladite Société.

Jouissance courante : 3 janvier 1895.

Service des titres et des coupons, à Paris, chez MM. André Neuflize et Ce, banquiers, 31, rue Lafayette.

Depuis le 22 avril présent mois, l'Emprunt Suédois 3 1/2 0/0 autorisé par la loi du 12 mai 1894 et destiné au remboursement ou à la conversion de l'Emprunt Suédois 4 0/0 1880 est admis aux négociations de la Bourse, au comptant et à terme.

Cet emprunt est inscrit à la première partie du Bulletin de la Cote.

Il est actuellement représenté par les titres de l'Emprunt 4 0/0 1880 qui, ayant été présentés à la conversion jusqu'au 30 mars dernier, ont été frappés, sur le corps du titre et sur le talon, d'une estampille constatant la réduction de l'intérêt à 3 1/2 0/0 et dont la feuille de coupons a été détachée.

Ces titres ont reçu par anticipation, dans les conditions énoncées au prospectus, le montant du coupon à l'échéance du 1er octobre 1895.

Un avis ultérieur fera connaître la date à partir de laquelle lesdits titres estampillés ne seront plus négociables qu'autant qu'ils seront munis d'une nouvelle feuille de coupons à 3 1/2 0/0, dont le premier sera à l'échéance du 1er avril 1896.

Les cours se cotent en rente.

Les calculs se font au change fixe de 25 fr. 20 la livre sterling.

A terme, les négociations ont lieu par 2.000 livres sterling de capital et les multiples. Elles sont soumises à la double liquidation et au courtage fixe de 25 fr. par 2.000 livres sterling de capital.

Quant aux titres de l'Emprunt Suédois 4 0/0 1880, dont la conversion en 3 1/2 0/0 n'a pas été demandée jusqu'au 30 mars dernier, ils continueront à pouvoir se négocier à la Bourse de Paris jusqu'à nouvel ordre.

Depuis le 26 avril présent mois, les 10.000 obligations de 505 francs 4 0/0 nouvelles du Crédit Foncier Egyptien, numéros 150001 à 160000, sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote, sous la même rubrique que les obligations 4/0 anciennes.

Par suite, le nombre des obligations 4 0/0 de ladite Société, négociables sur notre marché, se trouve porté de 150.000 à 160.000.

Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse

Opérations du 1er au 31 mars 1895

Reçu des déposants :		
A Paris	1.789 versements.....	5.568.815 76
Dans les départements.	43.397 —	1.399.904 72
Ensemble	45.186 —	6.968.720 48
Payé aux déposants :		
Arrérages de rentes viagères..........		5.665.935 24
Payé à leurs héritiers :		
Remboursements de capitaux réservés.		1.237.037 83
Ensemble..................		6.902.973 07

Les nouvelles rentes inscrites s'élèvent à .... aux noms de 650 parties.	113.167 »
Le total des rentes viagères est de... réparties entre 198.603 titres.	33.281.259 »
La Caisse a perçu pour arrérages ou remboursements de rentes et valeurs..	664.254 03
Elle a placé :	
En obligations départementales et communales et du Trésor public......	5.662.826 61

Mouvement des Caisses d'Epargne. — Voici le relevé des opérations concernant les Caisses d'épargne ordinaires, du 11 au 20 avril 1895 :

Dépôts de fonds.................	6.949.778 97
Retraits de fonds................	6.579.900 »
Excédent de dépôts.......	369.878 97

Excédent de dépôts du 1er janvier au 20 avril 1895 : 35.387.858 fr. 33.

Capitaux employés en achats de rentes, du 11 au 20 avril 1895, pour le compte des déposants des Caisses d'épargne ordinaires : 778.103 fr. 50.

Caisse nationale d'Epargne. — Voici le Tableau des opérations de la Caisse Nationale d'Epargne effectuées pendant le mois de mars 1895 :

Versements reçus de 264.622 déposants, dont 48.010 nouveaux.........................		40.352.231 96
Remboursements à 122.348 déposants, dont 28.504 pour solde	33.171.096 32	33.743.569 67
Rentes achetées à 406 déposants, pour un capital de.......	572.473 35	
Excédent de recettes.......		6.608.662 29

Nombre de comptes existant au 31 mars : 2.372.214.

Grands Moulins de Corbeil. — L'assemblée générale ordinaire a été tenue le 22 avril, sous la présidence de M. Ch. Wallut, président du Conseil.

Voici les résolutions qui ont été votées :

I. L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport présenté au nom du Conseil d'administration et du rapport des commissaires, approuve les comptes et le bilan de l'exercice 1894, tels qu'ils lui sont présentés.

En conséquence, elle décide que le fonds de prévoyance et la réserve extraordinaire, s'élevant au chiffre de 1.047.500 fr., recevront les affectations suivantes :

1° Transfert à la réserve provenant du remboursement des obligations (amortissement de 470 obligations).............................. Fr.	235.000 »
2° Compensation du solde déficitaire de l'exercice 1894........................	783.170 16
3° Solde de la réserve extraordinaire.	29.329 84
Total égal....... Fr.	1.047.500 »

II. L'assemblée générale donne, en tant que de besoin, comme précédemment, l'autorisation à ceux de MM. les administrateurs qui sont en relation d'affaires avec la Société, de traiter avec cette dernière, soit en leur nom personnel, soit pour le compte de Sociétés dont ils sont eux-mêmes administrateurs.

III. L'assemblée générale nomme administrateur pour six années M. Charles Wallut, administrateur sortant.

IV. L'assemblée générale nomme MM. A. Magnin et L. Martin commissaires, à l'effet de présenter un rapport sur les comptes de l'exercice 1895, étant entendu qu'en cas d'empêchement de l'un d'eux pour quelque cause que ce soit, le rapport pourra être présenté par un seul commissaire.

Elle fixe leur rémunération au même chiffre que précédemment.

Société Générale de Laiterie. — Les actionnaires ont tenu le 16 mars, leur assemblée générale annuelle.

Après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil et des commissaires, ils ont approuvé les comptes de l'exercice 1894 et fixé le dividende y afférent à 16 fr. 50 par action, contre 16 fr. pour l'exercice précédent.

M. Moreau, administrateur sortant, a été réélu, et M. Carié, précédemment commissaire, nommé aux mêmes fonctions.

MM. Risacher et Chirie ont été désignés comme commissaires des comptes pour l'exercice 1895.

Compagnie Algérienne. — Dans sa séance du 7 avril, le Conseil d'administration de la Compagnie Algérienne a décidé de proposer, à l'assemblée générale

du 4 mai, la fixation à 30 fr. par action du dividende pour l'exercice 1894.

Imprimerie Chaix. — L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société anonyme de l'Imprimerie Chaix, Imprimerie et Librairie Centrales des Chemins de fer, a eu lieu le 6 avril courant.

L'assemblée a approuvé les comptes de l'année 1894 et, après prélèvement des amortissements, a fixé à 40 francs par action le dividende de l'année.

L'assemblée a voté également un nouveau remboursement d'un million sur le capital, soit 100 fr. par titre, qui aura lieu au moment du paiement du coupon, le 15 mai prochain.

Un acompte de 12 fr. 50 sur le dividende a été distribué le 15 novembre dernier. Le solde de 27 fr. 50 par action sera payé, à partir du 15 mai prochain, sauf déduction de l'impôt.

Compagnie Française des Voies ferrées économiques. — L'assemblée générale annuelle s'est réunie le 20 avril. Toutes les propositions du Conseil d'administration ont été votées à l'unanimité. En conséquence, le montant des bénéfices de l'exercice 1894, s'élevant à 983.158 fr. 52, en y comprenant le solde reporté de l'exercice précédent, a reçu les applications suivantes :

Amortissements divers	249.058 96
Frais généraux	79.955 06
Au fonds de prévoyance	100.000 »
Amortissement du mobilier	3.000 »
Amortissement, frais de premier établissement	50.000 »
Amortissement, frais d'études	50.000 »
Réserve statutaire	24.500 »
Dividende aux actions	300.625 »
Dividende aux parts de fondateurs	50.625 »
Tantième au Conseil d'administration	11.250 »
A reporter à nouveau	64.144 50
Total	983.158 52

Le dividende des actions a été fixé à 30 fr., sur lequel un acompte de 10 fr. a été payé le 20 janvier 1895; le solde sera payé le 1er juillet prochain, ainsi que le revenu de 50 fr. 60 attribué aux parts de fondateurs aux caisses du Crédit Lyonnais.

M. Ludovic Eynac, ancien préfet, a été nommé administrateur, et MM. A. Lemoine et J. Plasse, commissaires des comptes pour l'exercice 1895.

Compagnie Française d'Entreprises Militaires et Civiles (Etablissements Godillot et Helbronner réunis). — L'assemblée générale des actionnaires s'est tenue le 25 avril.

Après avoir entendu la lecture des rapports habituels, les actionnaires ont approuvé les comptes qui leur étaient présentés pour l'exercice 1893 1894.

Le bilan, au 31 juillet dernier, se solde par un excédent d'actif de 124.539 fr. 17 qui a été reporté à nouveau.

Les administrateurs sortants, MM. Propper et Terrier, ont été réélus.

MM. Goldschmidt et Bruel ont été désignés à nouveau comme commissaires des comptes pour l'exercice en cours.

En outre du vote des résolutions précédentes, les actionnaires ont exprimé le vœu que le Conseil fasse tous ses efforts pour améliorer la situation sociale, en réduisant le plus possible les frais généraux.

Petit Journal. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires a eu lieu le 25 avril, à l'Hôtel Continental, sous la présidence de M. Marinoni, président du conseil.

Après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil et des commissaires, ils ont, à l'unanimité, approuvé les comptes de l'exercice 1894, qui se soldent par un bénéfice net de 4.350.413 francs 65, malgré les dépenses énormes provenant de l'agrandissement du format du journal.

Le dividende a été fixé à 75 fr. par action, comme l'année dernière. Quatre acomptes de 15 fr. chacun ayant déjà été payés, le solde, d'égale valeur, sera mis en distribution à partir du 1er mai, sous déduction de l'impôt, en même temps qu'un acompte de 15 fr. à valoir sur le résultat de l'exercice 1895.

Les actionnaires auront donc à toucher, net d'impôt, 28 fr. 80 par action nominative, et 27 fr. 60 par action au porteur.

Les commissaires des comptes, MM. E. d'Auberjon et H. Dupont, ont eu leur mandat renouvelé pour l'exercice en cours.

Etablissements Duval. — L'assemblée annuelle des actionnaires de la Compagnie des Etablissements Duval a eu lieu le 25 mars.

Elle a donné son approbation aux comptes de l'exercice 1894, et fixé le dividende de cet exercice à 105 fr. par action.

Les résultats du dernier exercice, qui sont inférieurs à ceux du précédent, n'eussent pas permis de fixer le dividende à 105 fr. au lieu de 110 pour 1893. Il a fallu prélever un appoint de 75.201 fr. sur les reliquats antérieurs de bénéfices.

Chemins de fer Départementaux. — L'assemblée annuelle des actionnaires a eu lieu le 23 mars.

Après avoir entendu la lecture des rapports, elle a approuvé les comptes de l'exercice 1894 et fixé le dividende y afférent à 17 fr. 50 par action.

Un acompte de 6 fr. 25 a été payé le 15 octobre dernier, le solde est payé depuis le 15 avril à raison de 10 fr. 55 net par action nominative et de 10 fr. par action au porteur.

Tour Eiffel. — L'assemblée générale ordinaire a eu lieu le 13 avril.

Après avoir entendu la lecture des rapports, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice 1894 et fixé le dividende y afférent à 6 fr. par action et par part de fondateur, comme pour l'exercice précédent, dividende qui est mis en paiement depuis le 15 avril.

Rappelons que le dividende de l'année 1893 avait été de 10 fr.

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 9 au 15 avril 1895 (15e semaine)

(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Différence pr 1895
Etat	2.761	746	639	9 399	9.792	— 392
Paris-Lyon-Méditer.	8.604	7.369	7.088	84 659	88 394	— 3 734
— Rhône au Mont-Cenis	133	96	94	1 205	1 392	— 97
— Chemins Algériens	513	141	123	1 779	1 665	+ 112
Nord	3.699	3.945	3.423	52 060	52 438	— 378
Ouest	5.350	2.821	2.857	34 362	36 761	— 2.400
Orléans	6.773	3.429	3 306	41.142	43 628	— 2 485
Est	4.802	2.887	2 912	34.173	36.143	— 1.970
Midi	3.136	1.877	1.758	23 561	23 228	+ 335
Est-Algérien	897	128	93	1 519	1 559	— 39
Bône-Guelma voie larg.	607	»	»	974	661	+ 313
— voie étroite	128	»	»	176	82	+ 94
Ouest-Algérien	296	42	28	603	529	+ 73
Arzew à Kralfallah	214	30	23	371	359	+ 11
Médoc	101	25	20	269	3.6	— 47

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er janvier au 31 mars	19.610.000	18.600.000
Du 1er au 10 avril	2.150.000	2.250.000
Du 11 au 20 avril	2.590.000	2.120.000
Du 21 au 25 avril	1.350 000	1.130.000
Du 1er janv. au 25 avril	25.700.000	24.100.000

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 26 avril 1895.

La Question des Représailles douanières au Reichstag. — Nouveaux Droits de Douane. — Les Courtiers assermentés. — L'Impôt du Timbre. — Les recettes de l'Empire pendant l'exercice 1894-95. — Emprunts chinois. — L'accord franco-russo-allemand.

Le Reichstag a rouvert ses séances. Avant les multiples projets de loi économiques, avant les débats agités sur la loi tendant à réprimer les mesures révolutionnaires, il lui faut en finir avec les amendements au tarif douanier.

Il y a deux ordres de proposition. Les unes tendent à armer le Conseil fédéral de pouvoirs exceptionnels pour lui permettre d'user de représailles dans les guerres de tarifs. Les autres sont de simples remaniements au tarif général douanier.

MM. de Salisch et Hammacher d'une part, MM. Stümm et Mœller d'autre part, tout en poursuivant le même but, sont en désaccord sur le mode d'exécution. Les premiers veulent investir le Conseil fédéral de pouvoirs spéciaux, les seconds veulent modifier dans ce sens la loi générale de douanes. Le parti libéral, toujours libre échangiste passionné, a combattu les deux projets par l'organe de MM. Barth et Richter.

On a surtout discuté les moyens de frapper d'un droit différentiel les matières premières, qui sont déclarées exemptes par le tarif général. Certains demandent que ces surtaxes soient limitées, dans le but de ménager l'industrie nationale.

Finalement, la proposition Stümm et Mœller a été adoptée en seconde lecture. Le Gouvernement impérial disposera d'une nouvelle arme contre les Etats étrangers qui, à l'exemple de l'Espagne, ne se plient pas à tous ses désirs en matière commerciale.

Les modifications au tarif de douane s'appliquent aux articles suivants :

Ethers de toute sorte, au lieu de 20 *M.* par 100 k., 125 *M.* en fûts et 180 *M.* en bouteilles ou cruchons.

Parfumeries alcooliques 200 *M.*

Autres parfumeries 100 *M.*

Le bois de construction continuera à jouir de la franchise dans les districts de la frontière jusqu'au 1er juillet 1901. Il s'agit seulement des importations qui n'ont pas lieu par mer ou par voie ferrée.

Hier, le Reichstag a accepté en deuxième lecture les droits sur les objets en ambre, en celluloïd, ivoire, etc. à 200 *M.*; sur les objets en métaux communs, garnis d'or ou d'argent, 175 *M.* par 100 k. Le droit sur le miel naturel ou artificiel a été porté à 36 *M.*

La question du droit sur les huiles a été renvoyée au lendemain.

La loi sur la réforme des Bourses préoccupe toujours le monde des affaires. Mais, à la Bourse, on la considère maintenant avec plus de calme.

Avec le mois de mars se termine l'exercice financier 1894-1895, car nous jouissons de ce système qui coupe en deux l'année solaire, du calendrier, comme on dit ici. On peut ainsi se rendre compte du rendement fiscal de l'impôt du Timbre. Je vous ai déjà rappelé que les nouveaux tarifs de l'impôt sur les affaires n'ont été appliqués qu'à dater du 1er mai. Il s'en faut donc d'un mois au moins que les résultats de ce relèvement d'impôt ne soient complets.

L'impôt a produit 16.519.416 *M.*, soit plus de 20 millions de francs, soit 8.352.390 *M.* de plus que pendant l'exercice précédent. En escomptant les résultats du mois d'avril, le produit complet peut être porté à 9.500.000 *M.* C'est un succès pour le Ministre des finances. Mais ce serait peut-être un échec, si l'exercice 1894-1895 n'avait été favorisé par un développement exceptionnel des affaires financières.

L'impôt sur les effets n'a pas produit des excédents aussi énormes, mais ils ne le sont guère moins, car l'augmentation a été de 85 0/0, soit 4.874.059 *M.* d'excédent sur un revenu total de 9.037.445 *M.*

Les recettes de douanes pour l'exercice 1894-1895 ont dépassé les prévisions. Elles ont produit 361,7 millions de *M.* en fournissant un excédent de 11 millions et demi. L'excédent de l'impôt du tabac est de 320 000 *M.*, soit 11.400.000 *M.* au lieu de 11.080.000 *M.*

De ces revenus, l'Empire garde 130 millions de *M.* et répartira 242.400.000 *M.* entre les Etats.

Les droits de consommation sur l'eau-de-vie ont produit 100.100.000 *M.*; ils étaient évalués à 100.090.000 *Marks*, et l'ensemble des droits de timbre, perçus par l'Empire, 38.200.000 *M.* au lieu de 24.520.000.

En somme, les Etats recevront du Trésor de l'Empire 25 millions de *M.* de plus qu'ils n'étaient en droit d'espérer.

On a beaucoup parlé d'un emprunt chinois qui aurait été négocié sur notre place, mais l'affaire n'a pas été tirée au clair. Certains prétendent qu'il s'agit d'un emprunt provincial de 30 millions de *M.* au taux de 6 0/0, non remboursable avant 1901. La Maison Behrends y serait intéressée. Dans tous les cas, ce n'est pas l'un des grands emprunts qui seront émis par la Chine, pour payer l'indemnité de guerre, quoique des pourparlers soient, dit-on, engagés à ce sujet entre plusieurs grands établissements financiers.

J'apprends au dernier moment que l'entente entre le Gouvernement impérial, la France et la Russie au sujet des affaires de l'Extrême-Orient, fera l'objet d'une discussion au Reichstag. Les chefs de parti discutent sous quelle forme la question sera abordée.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	13 avril	Dif. 6 avr.	14 avril	Dif. 7 avr.
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.036.998	— 2.137	862 529	+ 11.358
Billets du Trésor	21.800	— 665	25.516	+ 1.054
Billets d'autres banques	11.133	— 1.059	10.119	— 92
Lettres de change	525 198	— 31.027	585 768	— 15 595
Prêts sur titres	72.018	— 8.301	75.952	— 8.547
Valeurs	6 862	+ 405	4 291	— 4.417
Autres propriétés	41.604	— 515	40.092	— 8.421
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	1.069.673	— 60 568	995.506	— 46.617
Autres engagements à vue	490.317	+ 23.590	448.047	+ 20.831
Autres engagements	8.623	+ 1.341	10.779	+ 2.762

Produits du Timbre en mars. — Le développement des affaires financières a porté plus haut que jamais le produit de l'impôt sur la circulation. Il s'est élevé à 1.999.501 M., soit 474.000 M. de plus qu'en février. Il est vrai que le mois était de 31 jours au lieu de 28 jours. Mais le mois le plus productif, celui de septembre n'avait donné que 1.622.430 M.

Les recettes de l'impôt sur les effets se sont moins accrues. Elles ont atteint en mars 921.901 M., soit 100.000 M. de plus qu'en mars 1894. Les encaissements du mois de février sont dépassés de 135.000 M.

La Crise de l'Alcool en Allemagne. — Pendant le mois de mars, la production de l'alcool s'est limitée à 364.051 hl. d'alcool pur, soit 25.852 hl. de moins qu'en 1894. La consommation s'est réduite de 181.729 hl. à 178.425. Le stock, au 1er avril, reste équivalent à celui de 1894, avec 981.670 lit. au lieu de 982.995 hectolitres.

Le stock de 21 millions de litres produit par la récolte de pommes de terre s'est donc écoulé entièrement. La situation de l'industrie de la distillerie allemande est ainsi en voie d'amélioration, et celle de la France tirera aussi quelque profit de ce changement.

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 26 avril 1895.

L'argent des reports abonde et ne coûte guère que 3 1/8 0/0, quoiqu'il soit assez recherché.

Sur les avis de Vienne, le marché des valeurs est lourd. Les charbonnages et les usines sont bien tenus.

Les actions du Chemin de fer Prince-Henri du Luxembourg ont baissé fortement sur le bruit qu'un actionnaire demandait la réduction du dividende à 2 0/0. Elles se sont ensuite relevées de 1 0/0; mais la valeur restera fort ballottée aussi longtemps que les Chemins de fer allemands resteront hostiles à la Société.

Projet d'une Loi sur les Bourses

Suite et fin (1)

III. — ADMISSION DES TITRES AUX NÉGOCIATIONS DE BOURSE

Art. 36. — L'admission des titres aux négociations de Bourse dépend à chaque Bourse d'une Commission. Le tiers au moins des membres de cette Commission doit se composer de personnes, qui ne participent pas à titre professionnel aux affaires de Bourse. Au reste, les règles relatives à la composition du Comité d'admission, ainsi qu'à l'admissibilité d'un recours contre ses décisions sont fixées par les règlements de Bourse. Le Comité d'admission est autorisé à exclure des négociations de Bourse les titres qui y ont été admis.

Art. 37. — Si le Comité d'admission d'une Bourse a refusé la demande d'admission de titres aux négociations, il est tenu d'en aviser, avec indication des motifs, les bureaux des autres Bourses allemandes, où, en raison des circonstances, ces titres pourraient être introduits. Si la permission d'introduction est sollicitée auprès d'une de ces Bourses, elle ne peut être accordée qu'avec le consentement du Comité d'admission qui l'aura refusée.

L'auteur de la demande doit indiquer si la demande d'admission a déjà été présentée à une autre Bourse ou si elle y est présentée simultanément. Si le cas se présente, les titres ne doivent être admis à une Bourse qu'avec l'autorisation du Comité d'admission de l'autre Bourse.

Art. 38. — Sauf pour les emprunts de l'Empire ou des Etats allemands, un prospectus doit être présenté et publié avant l'admission des titres. Ce prospectus doit contenir les données essentielles à l'appréciation de la valeur des titres à introduire.

Les corporations communales et les Instituts de crédit dépendant des communes peuvent être exemptés de cette obligation par le Gouvernement local.

Art. 39. — Le prix des titres non admis ne peut être inscrit à la cote officielle.

L'emploi des installations des Bourses est interdit à leur négociation et les courtiers de cours ne peuvent prêter leur intermédiaire au trafic de ces titres.

Art. 40. — Le Conseil fédéral est autorisé à prendre des décisions ultérieures sur les attributions du Comité d'admission et sur les conditions de l'admission.

Art. 41. — Si, dans un prospectus en vertu duquel des titres ont été admis aux négociations de Bourse, se trouvent des données inexactes qui importent à l'appréciation de la valeur, ceux qui ont émis le prospectus, s'ils en ont connu, ou s'ils en auraient dû connaître l'inexactitude sans faute grossière de leur part, sont garants comme débiteurs solidaires vis-à-vis de chaque détenteur de titres du préjudice à lui causé par la différence entre les données communiquées et la situation réelle de l'affaire. Il en est de même, si le prospectus est incomplet par suite de l'omission de faits essentiels, et si cette insuffisance résulte d'une réticence malveillante ou de l'omission malveillante d'un examen suffisant de la part de ceux qui ont émis le prospectus.

L'obligation d'indemnité subsiste, si le prospectus désigne les données comme émanant d'une tierce personne.

Art. 42. — L'obligation d'indemnité s'étend seulement aux titres, qui ont été admis en vertu du prospectus, et qui ont été acquis par le détenteur en vertu d'une affaire conclue à l'intérieur.

La personne tenue à dédommagement peut satisfaire à cette obligation en acceptant le titre, contre remise du prix d'acquisition, prouvé par le détenteur ou du cours qu'avaient les titres au moment de leur introduction.

L'obligation d'indemnité cesse, si le détenteur du titre connaissait l'inexactitude ou l'insuffisance des données du prospectus au moment de l'acquisition ou s'il devait la connaître en faisant preuve d'attention ordinaire.

Art. 43. — Le droit à l'indemnité se prescrit dans un délai de cinq ans, à dater de l'admission des titres.

Art. 44. — Est nulle toute convention réduisant le paiement stipulé par les art. 41 jusqu'à 45 ou en faisant remise.

Les prétentions plus étendues qui peuvent être émises d'après les règles du droit civil en vertu de conventions restent valables.

IV. — OPÉRATIONS DE BOURSE A TERME

Art. 45. — Sont considérées comme affaires de Bourse à terme, en marchandises ou en titres, les opérations d'achat ou autres moyens d'acquisition à date de livraison déterminée ou avec délai déterminé de livraison, si ces opérations sont conclues d'après les conditions fixées par le Bureau de la Bourse pour les affaires à terme et s'il y a, à cette Bourse, fixation de cours à terme avec coopération d'agents officiels pour les affaires de ce genre.

Art. 46. — Le Conseil fédéral est autorisé à interdire les négociations de Bourse à terme en marchandises ou en titres, ou à les faire dépendre de conditions.

La qualité de livraison du blé à livrer à terme, dans chaque Bourse allemande, est fixée de temps en temps, selon les besoins, par le Conseil fédéral, après audition des représentants des industries intéressées.

Art. 47. — Si le Conseil fédéral décide que les opérations de Bourse à terme sur des marchandises ou des titres désignés ne peuvent être autorisées, le trafic à terme indépendant, opéré sans la coopération des agents de la Bourse, est également exclu de la Bourse, en tant qu'il s'opère dans les formes usitées pour les opérations de Bourse à terme. Les cours à terme de ces affaires ne peuvent pas être notés publiquement ou dans des cotes préparées à l'aide d'un procédé mécanique.

Art. 48. — Si l'admission de marchandises ou de titres est refusée pour les opérations à terme, ou si l'admission n'est pas sollicitée, les autorités chargées de la surveillance de la Bourse peuvent interdire les opérations à terme effectives, avec les conséquences désignés à l'art. 47.

Art. 49. — L'admission de marchandises aux opérations à terme ne peut avoir lieu qu'après audition, par le Chancelier de l'Empire, pour chaque cas isolé, de représentants des industries intéressées.

Art. 50. — Dans les opérations à terme en marchandises, le vendeur est passible des conséquence du retard d'exécution, s'il livre sur signification une marchandise non contractuelle, même si le délai de livraison n'est pas encore écoulé.

Toute convention contraire est nulle.

Art. 51. — Auprès de tout Tribunal chargé de la tenue d'un Registre de commerce, il y a lieu d'ouvrir un Registre de Bourse pour les marchandises et pour les titres. Le Gouvernement local peut attribuer à un seul Tribunal la tenue de ce Registre pour les ressorts de plusieurs Tribunaux.

Art. 52. — Dans le registre de Bourse seront inscrits les noms, classes et domiciles des personnes qui veulent se livrer aux opérations de Bourse à terme sur les marchandises ou sur les titres.

L'inscription a lieu dans le registre du ressort où l'assujéti a son établissement professionnel ou, faute d'établissement, où il a son domicile.

Art. 53. — Le Registre de Bourse est public. Il est visible pour tout venant pendant les heures ordinaires de service. Une copie des inscriptions peut être demandée contre paiement des frais ; sur demande, elle peut être légalisée.

Art. 54. — Une taxe d'inscription de 300 marks est exigible avant l'inscription dans un Registre de Bourse.

Pour chaque année solaire ultérieure pendant laquelle doit subsister l'inscription, il y a lieu de payer une taxe de conservation de 50 marks par an.

Le produit de la taxe entre dans les caisses de l'Etat.

Art. 55. — L'assujéti, ou son représentant légal, s'il ne peut s'engager par contrat, doit faire sa demande d'inscription.

Les enfants sous l'autorité paternelle et les femmes mariées, qui ne sont pas commerçantes, doivent être autorisés par leurs pères ou par leurs maris.

Le représentant légal d'une personne, placée sous tutelle ou sous curatelle, doit obtenir le consentement de la tutelle, si la

(1) Voir l'*Economiste Européen*, n° 171 du 21 avril 1895,

législation locale exige ce consentement pour l'acceptation d'obligations réciproques.

Art. 56. — La demande doit être présentée au Tribunal qui tient le Registre de Bourse oralement pour faire l'objet d'un procès-verbal ou par écrit.

Les demandes écrites doivent être légalisées ou recueillies sous forme d'actes judiciaires ou notariés.

Les règles précédentes sont applicables dans les cas où une autorisation est nécessaire (art. 55).

Les demandes ou déclarations d'autorités publiques ne sont pas soumises à la légalisation, si elles sont signées et scellées suivant les prescriptions réglementaires.

Art. 57. — La demande d'inscription doit contenir la déclaration que l'assujéti a l'intention de se livrer à des opérations à terme sur marchandises ou sur titres.

Art. 58. — La demande d'inscription sur le Registre des Marchandises peut être limitée à des branches d'affaires déterminées.

Art. 59. — Après l'inscription, le Tribunal la publie sans délai dans son texte entier aux frais de l'inscrit, dans le *Reichsanzeiger* (journal officiel), ainsi que dans les feuilles publiques qui sont désignées, d'après l'art. 14 du Code de commerce, pour la publication des inscriptions dans le Registre de Commerce.

Art. 60. — L'annulation de l'inscription a lieu sans frais sur la demande de l'inscrit ou de son représentant légal à la fin de l'année dans laquelle est présentée la demande d'annulation. Pour les enfants sous la puissance paternelle et pour les femmes qui ne sont pas commerçantes, la demande du père ou du mari est suffisante.

La demande d'annulation doit être adressée oralement au Tribunal pour être recueillie sous forme de procès-verbal ou présentée à la légalisation judiciaire ou notariale. La règle de l'art. 56 § 4 est applicable.

Art. 61. — Toute inscription, qui n'est pas conforme aux prescriptions de l'art. 55 est annulée d'office, si la lacune n'a pas été comblée dans l'intervalle.

A la fin de l'année solaire, l'inscription est annulée d'office, si la taxe de conservation n'a pas été versée pour l'année suivante à la fin de l'avant-dernier mois de l'année courante.

Art. 62. — Après le commencement de l'année solaire, tout Tribunal doit dresser la liste des personnes, dont les inscriptions étaient encore valables au 1[er] janvier.

Le Tribunal pour le ressort de la Ville de Berlin, auquel les autres Tribunaux doivent envoyer leurs listes jusqu'au 31 janvier de chaque année, dresse immédiatement après leur arrivée une liste générale et la rend publique par l'intermédiaire du *Reichsanzeiger*.

Art. 63. — Une opération de Bourse à terme dans une branche d'affaires pour laquelle les deux parties n'ont pas été inscrites dans un Registre de Bourse au moment de la conclusion de l'affaire ne crée pas de dette valable.

Il en est de même de la distribution et de l'acceptation d'ordres, ainsi que de l'union pour le règlement d'opérations de Bourse à terme.

La nullité s'étend aux garanties exigées et aux remises de reconnaissances de dettes.

Il n'y a pas lieu à réclamation de ce qui a été fourni pour l'exécution de l'affaire au moment de sa conclusion ou après son achèvement.

Art. 64. — Celui qui a été inscrit contrairement aux dispositions de l'art. 55 n'est tenu pour tel que si ce vice n'était pas connu de l'autre partie au moment de la conclusion de l'affaire.

Celui qui est encore inscrit dans la liste générale, malgré l'annulation de son inscription dans le Registre de Bourse (art. 72) est considéré comme inscrit dans le sens de l'art. 63 si, à l'époque de la conclusion de l'affaire, l'autre partie n'avait pas connaissance de l'annulation.

Il en est de même jusqu'à l'expiration d'un mois après la publication de la liste générale des personnes qui n'ont pas été réinscrites dans cette liste par suite d'annulation.

Art. 65. — Les prescriptions de l'art. 63 sont aussi applicables si l'opération a été conclue ou doit être exécutée à l'étranger.

Relativement aux personnes qui n'ont à l'intérieur ni un domicile ni un établissement industriel, l'inscription dans le Registre de Bourse n'est pas nécessaire pour la validité de l'opération.

Si une seule des parties possède à l'intérieur un domicile ou un établissement industriel, l'inscription de cette partie dans le Registre de Bourse n'est pas nécessaire, si l'opération rentre dans l'exercice de sa profession.

Art. 66. — Aux droits basés sur les affaires de la nature de celles qui sont désignées à l'art. 63, celui qui, au moment de l'accord, était inscrit dans le Registre de Bourse pour la branche d'affaires en question, ne peut opposer valablement l'exception que la réalisation par remise des titres ou des marchandises avait été exclue contractuellement.

V. — DES AFFAIRES DE COMMISSION

Art. 67. — Les prescriptions de l'art. 376 du Code de Commerce sont remplacées par celles des art. 68 à 70.

Art 68. — Dans les opérations de vente ou d'achat à la commission de marchandises, qui ont un prix de Bourse ou de marché, de lettres de change et de titres dont le prix de Bourse ou de marché est fixé avec la coopération d'agents officiels, l'ordre, si le commettant n'en a pas décidé autrement, peut être exécuté de telle façon que le commissionnaire livre lui-même en qualité de vendeur la marchandise qu'il doit acheter ou accepte à titre d'acheteur la marchandise qu'il est autorisé à vendre.

Dans ce cas, l'obligation du commissionnaire de rendre compte de la conclusion de l'achat ou de la vente est limitée à la preuve que le prix compté est en rapport avec le prix de Bourse ou de marché fixé à l'époque de l'exécution de l'ordre. L'époque de l'exécution est le moment où le commissionnaire a avisé son commettant de l'exécution de son ordre.

Pour un ordre qui devait être exécuté pendant les heures de Bourse ou de marché, si l'avis d'exécution n'a été expédié qu'après la clôture de la Bourse ou du marché, le prix compté ne doit pas s'écarter, au désavantage du commettant, du prix coté à la clôture de la Bourse ou du marché, ou si le prix de Bourse ou du marché a changé pendant les heures de Bourse ou de marché, il ne doit pas s'écarter du prix moyen qui résulte de la comparaison de tous les cours de Bourse ou de marché, si ce cours est plus avantageux pour le commettant. Si, d'après l'organisation d'une Bourse, des prix uniformes sont fixés à plusieurs reprises d'après les cours de Bourse ou de marché, ces prix doivent servir exclusivement à la détermination du prix moyen à exiger du commettant.

Art. 69. — Même dans le cas d'exécution de l'ordre par intervention personnelle (art. 68), si le commissionnaire, grâce à sa sollicitude professionnelle, a pu exécuter l'ordre à un prix plus avantageux que celui qui résulte de l'art. 68, il est tenu de tenir compte à son commettant du prix le plus avantageux.

Si le commissionnaire, avant l'expédition de l'avis d'exécution en vertu de l'ordre communiqué, a conclu à la Bourse ou sur le marché une affaire avec un tiers, il ne doit pas compter à son commettant un prix plus désavantageux que celui qui a été convenu dans cette affaire.

Les dispositions précédentes ne peuvent être modifiées par convention.

Art. 70. — Si, dans son exécution de l'ordre, le commissionnaire ne déclare pas en termes exprès qu'il veut lui-même intervenir, cette omission est considérée comme une déclaration que l'exécution de l'ordre a eu lieu avec un tiers pour le compte du commettant.

Est nulle toute convention arrêtée entre le commettant et le commissionnaire, si elle stipule que l'ordre, exécuté par intervention personnelle ou par négociation avec un tiers, peut être retardé au delà de l'avis d'exécution.

Même si l'ordre est tenu pour exécuté par négociation avec un tiers, le commissionnaire est garant de l'exécution de l'affaire, s'il ne nomme pas le tiers en même temps qu'il donne avis de l'exécution.

VI. — DISPOSITIONS PÉNALES ET FINALES

Art. 71. — Quiconque, en dehors du cas spécifié par l'art 249, § 2 du Code de commerce, dans un but de fraude et de tromperie, emploie des moyens calculés afin d'agir sur le cours des marchandises ou des titres est puni de prison jusqu'à concurrence d'une année, et, en même temps, d'une amende jusqu'à concurrence de 10.000 marks. Il peut aussi être condamné à la perte des droits civiques.

En cas de circonstances atténuantes, l'amende est seule applicable.

Art. 72. — Quiconque, d'habitude et dans un but de lucre, excite, en exploitant leur inexpérience ou leur légèreté, d'autres personnes à des spéculations de Bourse étrangères à l'exercice de leur profession est puni de prison et, simultanément, d'une amende pouvant s'élever à 15.000 marks. Il peut aussi être condamné à la perte des droits civiques.

Art. 73. — Les personnes qui entreprennent, à titre professionnel, la solution d'affaires litigieuses pour le compte d'autrui sont punis de prison, si, pour s'enrichir, soit aux dépens de la partie ou à ceux d'un tiers, à propos d'une affaire à conclure, ils donnent consciemment un conseil inexact, ou si, pendant l'exécution de leur mission ou lors de la conclusion de l'affaire, ils agissent volontairement au préjudice de leur commettant.

Outre la peine de prison, l'inculpé peut être frappé d'une

amende s'élevant jusqu'à 3.000 marks et de la privation des droits civiques.

Art. 74. — Les règles contenues dans les articles 30 jusqu'à 34 entrent en vigueur le 1er janvier 1897.

Pour le reste, cette loi entre en vigueur le.....

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 25 avril 1895.

La Paix sino-japonaise. — Situation de l'Angleterre. — Emprunt chinois. — La Hausse des Chemins américains. — La Grève des Cordonniers.

L'attitude prise par la France, la Russie et l'Allemagne en présence du traité sino-japonais a provoqué ici une certaine inquiétude; mais, on le sait aujourd'hui, l'Angleterre, quant à présent, ne sortira pas de sa neutralité. Le *Daily News* vient, en effet, de publier cet avis : « Le Gouvernement n'entrera dans aucune combinaison formée par des puissances continentales dans le but de modifier les résultats des victoires japonaises. Les Ministres britanniques désiraient vivement empêcher la guerre, mais ils considèrent que les intérêts anglais ne sont pas lésés par les conditions de la paix. »

Si l'on se souvient de l'attitude prise par l'Angleterre au commencement de la campagne et si l'on considère jusqu'à quel point ses intérêts pourraient souffrir de la concurrence du Japon, on ne pourra qu'être surpris de cette attitude.

En tout cas, on commence à craindre, dans les cercles commerciaux, que la grande expansion du commerce anglais que l'on attendait après le traité ne se réalise pas. Une des plus importantes conditions de ce traité est celle qui assure aux Japonais à l'exclusion de toute autre nation le droit de créer des industries, d'établir des fabriques sur le territoire de l'Empire. C'est dire que le Japon va coloniser la Chine. Une des conséquences immédiates de la paix, si les conditions n'en sont pas modifiées, sera donc de rendre bientôt les pays d'Extrême-Orient indépendants de l'industrie européenne; on doit même redouter déjà la concurrence à cause des bas prix de la main-d'œuvre.

On a beaucoup parlé d'un nouvel emprunt chinois et, sur ces bruits, les anciens emprunts qui garderont toujours leurs droits de priorité ont été fort demandés. J'évite cependant de vous entretenir des nouvelles fort contradictoires mises en circulation à ce sujet, car, jusqu'à maintenant, on ne connaît rien de précis, les conditions de l'indemnité de guerre ne sont pas même définies et tout se borne à des pourparlers.

A côté des emprunts chinois et des valeurs minières l'attention a été attirée au Stock-Exchange par la hausse des titres de Chemins de fer américains. Cette reprise, qui a porté ces valeurs jusqu'au niveau le plus élevé qu'elles aient atteint, a été provoquée par la certitude où l'on est d'une amélioration du commerce aux Etats-Unis. Le relèvement est manifeste, en effet, et l'on en a la preuve dans la hausse du prix de quelques matières de première nécessité telles que les céréales, le coton, la laine, etc. La nature de ces matières est une garantie que la spéculation ne profitera pas de la hausse pour en hâter les effets : leurs stocks ne peuvent, évidemment, se renouveler et les provisions des vendeurs s'accumuler qu'autant que la production elle-même se renouvelle.

Les Etats-Unis exportant principalement des céréales et du coton, une hausse des prix peut être une source très grande de profits et par cette éventualité on doit s'attendre à voir le change du papier américain sur l'Europe se faire en faveur des Etats-Unis.

Ce sont toutes ces raisons qui ont attiré de nouveau l'attention sur les titres des Chemins américains et provoqué les demandes dont la conséquence est la hausse actuelle.

Je vous ai déjà parlé de la grève des cordonniers. Cette grève, qui n'est pas encore terminée et a jeté sur le pavé deux cent mille ouvriers, au moment où le nombre des sans-travail est plus considérable que jamais, mérite d'attirer l'attention.

Ce qui donne à cette crise, un aspect particulier, c'est qu'il s'agit moins, en réalité, d'une grève que d'un renvoi général des ouvriers par les patrons, par suite de la transformation industrielle par l'emploi des machines. Le travail manuel a disparu de plus en plus et cette disparition a été cause de perturbations profondes dont ce qui vient de se passer à Londres, à Leicester et à Northampton forme un des chapitres les plus curieux et les plus tristes.

Il y a quelques années, les ouvriers de cette industrie cherchaient le travail chez les patrons et travaillaient à domicile. La rémunération de leur labeur, fixée par des règlements adoptés par les unions ouvrières, était importante, mais les ouvriers ayant des charges assez nombreuses demandèrent, il y a quatre ans, que les patrons ouvrissent des ateliers et que le travail à domicile fût supprimé. De ce fait, il y eut surcroît de charges pour le fabricant qui chercha à réduire ses frais par des moyens détournés, en introduisant des machines qui rendent le travail manuel de moins en moins utile. Les réclamations des associations ouvrières provoquèrent alors des querelles incessantes et les patrons édictèrent un code pour leurs ateliers, dont l'objet était de les débarrasser de l'intervention des unions ouvrières. C'est cette prétention qui a fait éclater la guerre et toutes les tentatives de conciliation ou d'arbitrage ont échoué, chaque partie espérant réduire son adversaire à l'impuissance et lui dicter sa loi.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

24 Avril 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés..........	51.580.500	Dette fixe de l'Etat...	11.015.100
		Rentes immobilisées..	5 784.900
		Or monnayé et lingots	34 780.500
Total..........	51.580 500	Total..........	51.580 500

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social.........	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque).........	12.785.234
Réserve et profits et pertes..............	3.098 362	Portefeuille et avances	18.466 562
Trésor et administration publique.......	8.251.490	Billets en réserve....	25.601.810
Comptes particuliers..	33.658.935	Or et argent monnayés	2.711.782
Billets à sept jours, etc.	103.601		
Total..........	59.565 388	Total	59.565 388

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
16 Janvier	34.601	25.202	41.577	33.525	26.202	62	2
23 »	35.358	25.015	41.107	32.113	27.142	65	»
30 »	35 946	24.926	40.104	30.394	27.819	69	»
6 Février.......	36.801	25.119	40.473	30.139	28.481	70	»
13 »	37.043	24 725	41.106	30.130	29.118	70	»
20 »	37.502	24 629	41.836	30.315	29.673	70	»
27 »	37.081	24.795	42.251	31.253	29.09	69	»
6 Mars.........	37 186	25 071	42 5[illegible]8	32.108	28 915	67	»
13 »	36.[illegible]67	24.893	41.116	30 558	28.874	70	»
20 »	37.362	24.679	42.094	30.919	29.483	63	»
27 »	37.729	25.287	44.334	33.434	29.242	65	»
3 avril.........	37.714	26 123	42 950	32.891	28 420	66	»
10 »	36 653	26 316	39.60[illegible]	30.275	27.136	68	»
17 »	36 755	26.[illegible]18	40.357	31.531	27.536	68	»
21 »	37.492	25.978	41.810	31.251	23.313	67	»

Emission de Consolidés. — Le bruit a couru, cette semaine, d'une émission nouvelle de Consolidés

2 1/2 0/0. Cette nouvelle a été démentie depuis et le *Standard* fait observer que le seul emprunt en préparation est celui ayant pour objet la réfection du matériel naval et qui, n'ayant pas reçu la sanction du Parlement, ne peut, quant à présent, être effectué.

Emission du Queensland. — La Banque d'Angleterre a ouvert, hier, ses guichets à la souscription de 1.250.000 liv. st. en obligations 3 1/2 0/0 du Gouvernement de Queensland au taux minimum de 97 1/2 0/0.

La Dette de l'Equateur. — Le paiement des coupons de la Dette de l'Equateur s'effectue avec difficulté, bien que les revenus assignés pour leur paiement soient régulièrement versés à l'agent des créanciers et envoyés à Londres.

Clearing-House

Résultat des compensations du 18 au 24 Avril

Jeudi 18 avril .... £	24 537.000	Lundi 22 avril..... £	19 106 000
Vendredi 19 avril...	20 552 000	Mardi 23 avril	15.893.000
Samedi 20 avril.....	15.891.000	Mercredi 24 avril....	18.175 000
		Total.......£	113.764 000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 110.420.000.

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 26 avril 1895.

Le ton général du marché a été très ferme, mais toute la faveur a été accordée aux valeurs aurifères. La liquidation sur ces valeurs a été tellement chargée que les transactions en ont d'abord un peu souffert ; malgré cela les reports ont pu se faire sans encombre et à des taux n'excédant pas ceux de la dernière liquidation. Il en est résulté une excellente impression. Sur le reste du marché, les conditions du loyer de l'argent ne se sont pas modifiées.

Les Fonds internationaux ont été influencés par la lourdeur des places continentales, mais on constate depuis hier un certain relèvement principalement sur les valeurs ottomanes.

Les Fonds sud-américains sont lourds, sauf les Péruviens et les valeurs libellées en argent. Les Chemins américains bénéficient d'une amélioration notable provoquée par la reprise commerciale aux Etats-Unis.

La De Beers est ferme. On s'occupe beaucoup des broyeuses que cette Compagnie vient d'acheter en vue de traiter le minerai dit « hardblue ground » dont la teneur diamantifère est, paraît-il, fort élevée. Ce travail va être suivi avec attention, attendu que la Compagnie prétend en tirer une augmentation notable dans le total de ses bénéfices bruts.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 24 avril 1895.

La Grève des ouvriers de la fabrique de tuiles. — La Question du rachat des Chemins de fer. — Le Dividende de la « Staasbahn ». — Le Privilége de la Banque d'Autriche-Hongrie. — Une nouvelle société hongroise de naphte.

Nous aussi, nous avons notre grève, mais elle ne gêne guère les habitants de la capitale ; il s'agit simplement des ouvriers de la tuilerie de Wienerberg, qui demandent des augmentations de salaires et une diminution des heures de travail. Au surplus, l'ordre public n'a pas été troublé ; les grévistes se sont contentés d'afficher environ 2.000 manifestes invitant les travailleurs à fêter avec eux le 1er mai.

Voilà que cette fameuse question du rachat des Chemins de fer par l'Etat entre dans une phase nouvelle ; il semblerait que les divers projets ne doivent pas être présentés au Parlement cisleithanien avant l'automne. En ce qui concerne la *Sudbahn*, la *Staatsbahn*, les deux lignes du *Nord-Ouest*, ainsi que le chemin de fer du *Pardubitz*, les projets n'ont pas encore été approuvés par le Conseil des ministres. On objecte les prix élevés à payer pour ces diverses entreprises et aussi l'opposition prévue à la Chambre ; c'est donc, en tout cas, un ajournement. Bref, l'entente ministérielle n'est pas faite sur la question, et les divergences de vues entre les divers membres du Cabinet sont telles, qu'on se demande si une crise n'est pas susceptible de se produire à ce propos.

Il convient d'enregistrer les déclarations du comte Wurmbrand à la Commission du budget. Le ministre du commerce a dit, en substance, qu'il importait avant tout de mettre la main sur le réseau de la *Sudbahn*, car on pourrait préparer alors l'unification des tarifs en attendant le moment favorable de racheter les autres lignes. Mais le comte Wurmbrand a ajouté qu'il constatait, à regret, que, le Gouvernement hongrois désirant étudier de plus près le projet relatif à la *Sudbahn*, l'assemblée générale des actionnaires de cette Société ne pourrait être saisie en temps utile des propositions à lui soumettre.

La *Nouvelle Presse Libre* nous donne là-dessus les renseignements suivants :

La *Sudbahn* recevrait une rente totale de 24.600.000 florins, exempte d'impôt, étant donné que cette somme comprendrait une retenue de 10 0/0 pour l'impôt sur le revenu. Mais comme ce même impôt s'élève à 15 1/2 0/0 en Hongrie, le Gouvernement transleithanien réclame, pour sa part une différence de 300.000 florins, différence qui se réduirait à 190.000 florins, par suite de certaines compensations.

Il demande, en outre, que le supplément de garantie de 300.000 fl. pour le chemin de fer de Barco-Pakraz soit à la charge des deux parties de la Monarchie. Enfin, le Gouvernement hongrois réclame l'unification des tarifs entre les réseaux hongrois et autrichien de la *Staatsbahn*, ainsi que diverses concessions relatives au mouvement de la frontière à Pragerhof.

Tels sont les principaux points sur lesquels il faut se mettre d'accord ; il y en a d'autres, mais leur énumération m'entraînerait trop loin. J'aurai, au surplus, l'occasion d'y revenir.

J'ajoute, puisque je m'occupe de la *Staatsbahn*, que le dividende de l'exercice 1894 s'élèvera à 33 francs par action, contre 28 fr. en 1893 ; je vous enverrai la semaine prochaine le résumé du rapport qui sera présenté aux actionnaires.

Les négociations relatives au renouvellement du privilège de la Banque d'Autriche Hongrie doivent être reprises en juin. Il y a une question préalable, c'est la disposition des existences de caisses d'Etat qui ont pris, depuis une dizaine d'années, une grande importance. Actuellement les sommes disponibles, en Autriche comme en Hongrie, sont versées en compte courant, portant un léger intérêt, aux Etablissements de Crédit mobilier et aux Banques provinciales. Or, on objecte que le système est mauvais car il permet aux spéculateurs de jouer à la Bourse avec les fonds de l'Etat. En outre, la *Banque d'Autriche-Hongrie* prétend que c'est là une mauvaise politique financière en ce sens qu'elle se trouve dans l'impossibilité de contrôler d'une façon exacte la circulation de la Monarchie ; elle demande donc à être chargée de l'administration des fonds existant dans les caisses de l'Etat.

Mais il convient de signaler le courant d'opinion qui se manifeste dans les sphères officielles, tendant à la création d'une Banque d'Etat en transformant les Caisses d'épargne postales qui administreraient les réserves des fonds d'Etat. Comme je ne crois pas que ce projet ait des chances d'aboutir, je m'abstiendrai de le discuter ; je vous en parle simplement pour mémoire.

En terminant, je vous annonce la constitution d'une Société Hongroise-Galicienne de Naphte, fondée par les maisons Bethmann frères, Erlanger et fils, de Francfort-sur-le-Mein, comte Wilhelm Douglas et

baron Mocton Douglas ; le capital-actions de 2 1/2 millions de florins a été entièrement versé par la *Bankverein* de Budapest.

Informations Économiques et Financières

Les Chemins de fer de l'État autrichien. — Les recettes des chemins de fer exploités par l'Etat autrichien accusent, pour le mois de mars 1895, une moins-value de 248.618 florins.

Du 1er janvier au 31 mars 1895, les recettes se sont élevées à 19.834.446 florins, soit une diminution de 548.644 florins par rapport à la période correspondante de 1894.

Il y a une diminution de 344.628 voyageurs (240.329 florins) et de 27.516 quintaux mét. (9.452 florins) pour les lignes administrées directement par l'Etat, en mars 1895, par rapport à mars 1894.

L'Emprunt à Lots de la Ville de Budapest. — Voici l'exposé des détails du projet qu'étudie actuellement la Municipalité de Budapest, relativement à l'emprunt à lots de 40 millions de florins (80 millions de couronnes) dont nous entretenait notre correspondant de Vienne dans son courrier de la Bourse du 17 avril (*Economiste Européen*, nº 170).

L'exposé indique que l'émission d'un emprunt à lots de 80 millions de couronnes offre le plus d'avantages parce que, sous cette forme, on obtiendrait un intérêt de 3,8 0/0. Cet emprunt, auquel on accorderait l'exemption de tous impôts et taxes, y compris ceux frappant les lots, serait divisé en 800.000 obligations de 100 couronnes. Les titres non sortis aux tirages seraient remboursés à raison de 110 couronnes, bien que leur valeur nominale ne soit que de 100 couronnes. Ce système a été appliqué récemment pour les obligations à lots 3 0/0 de la *Banque Hypothécaire Hongroise*.

L'emprunt serait amorti en 50 années, par voie de tirages semestriels. On n'émettrait tout d'abord que pour 18 à 20 millions de florins d'obligations, c'est-à-dire le montant nécessaire pour faire face aux travaux publics dont l'exécution a été décidée ; le surplus serait offert au public au fur et à mesure des besoins.

La Société du Lloyd Autrichien. — Le Conseil d'administration de la Compagnie de Navigation Maritime le *Lloyd Autrichien*, a résolu de proposer à l'assemblée générale des actionnaires, qui sera tenue le 15 mai, à Trieste, la répartition d'un dividende de 21 florins, soit 4 0/0 du capital.

A l'ordre du jour de cette assemblée figurent deux propositions tendant à l'émission d'un emprunt de priorité de 4 millions de florins et à la conversion des obligations en circulation Le nouvel emprunt est destiné à l'augmentation de la flotte.

Les Importations et Exportations de fers et machines pendant l'année 1894, en Autriche. — Pendant l'année 1894, les importations de *fers* se sont élevées, en Autriche, à 1.786.086 quintaux métriques, en augmentation de 606.110 quintaux (ou 55 0/0) par rapport à 1893. Ce chiffre se répartit comme suit : 44.8 0/0 de provenance allemande et le solde de provenance anglaise.

Les exportations de *fers* se sont élevées à 435.420 quintaux en diminution de 12.130 quintaux (ou 28,4 0/0) par rapport à 1893.

Les importations de *machines* se sont chiffrées par 434.486 quintaux, en diminution de 21.064 quintaux (ou de 4 1/2 0/0) par rapport à 1893. Quant aux exportations, elles se sont élevées à 95.659 quintaux, en plus-value de 8.098 quintaux sur 1893 ; la Russie figure pour 46.610 quintaux (soit 48,7 0/0) dans ce chiffre.

Le Chemin de fer de raccordement Sud-Nord allemand, en Autriche. — Le Conseil d'administration de la *Sudnord deutsche Verbindungsbahn* a décidé de proposer à ses actionnaires de payer à raison de 5 florins le coupon à échéance du 1er juillet 1895, en portant à nouveau le solde de 19.654 fl. 8 kr.

Le dividende total de cette Société s'élève à 9 florins, (contre 8 fl. 75 pour l'exercice antérieur).

La Nordwestbahn Autrichienne. — Le Conseil d'administration du Chemin de fer du Nord-Ouest autrichien a décidé de soumettre à ses actionnaires le projet suivant, relatif au dividende de 1894 :

1º Le coupon des actions de capital à échéance du 1er juillet 1895 serait payé à raison de 6 fl. (contre 5 fl. l'année dernière), le solde de 53.872 fl. 87 kr. devant être reporté à nouveau ;

2º Le coupon des actions série B à échéance du 1er juillet 1895 serait payé à raison de 11 fl. 50 (comme l'an dernier), le solde de 78.875 fl. 58 devant être reporté à nouveau.

En conséquence, le dividende total de la *Nordwestbahn* ressort à 11 fl., tandis que celui de la *Elbethalbahn* reste le même que pour l'exercice antérieur. L'ancien réseau a donné un excédent de 300.000 fl. par rapport au revenu net garanti par l'Etat. Il s'ensuit que la *Nordwestbahn* ne recourra pas à cette garantie pour l'exercice 1894, mais qu'elle versera même à l'Etat la moitié de l'excédent pour diminuer sa dette.

La Société Hongroise de Navigation Fluviale et Maritime. — On annonce que cette Société a acquis jusqu'ici 19 vapeurs et 70 remorqueurs et qu'elle est en pourparlers avec la *Société Hongroise de Navigation à Vapeur* pour lui acheter les six vapeurs formant son parc. Elle se propose, en outre, de consacrer une somme de 2 1/2 millions de florins à des constructions nouvelles.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 26 avril 1895.

L'ajournement de la question des rachats de chemins de fer a lourdement pesé sur notre marché ; les valeurs de transports ont été, bien entendu, les plus atteintes, mais le reste de la cote a souffert également, dans une mesure moindre.

Ces dispositions se sont accentuées avec le resserrement monétaire et le renchérissement des devises ; les reports varient entre 5 1/2 et 6 1/2 pour cent et, sur le marché de l'escompte, on cote 4 0/0 pour le premier papier de Banque et le bon papier commercial. En fin de semaine on enregistre des rachats assez importants sur la *Staatsbahn*.

On annonce que le *Crédit Anstalt*, de Vienne, d'accord avec le *Crédit Foncier Autrichien*, procédera, dans les premiers jours de mai, à la conversion des priorités du Chemin de fer Buschtehrad. Je vous signale aussi le bilan de la Société des Alpines qui se solde par un bénéfice de 1.323.353 florins, supérieur de 66.357 florins à celui de 1893. Enfin les Parlements autrichien et hongrois viennent d'être saisis d'un projet d'emprunt de 24 millions de couronnes pour la Bosnie.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 24 avril 1895.

La discussion du Budget et les recettes du Trésor. — Les Élections municipales. — La Compagnie du Nord-Espagne. — Nouvelles de Cuba.

La discussion du Budget 1895-96 se poursuit, aux Cortès, sans autres incidents à signaler en dehors de l'opposition systématique du parti républicain ; il se passera encore quelques jours avant qu'on puisse aborder le détail des divers chapitres. Constatons, en attendant, que les économies s'imposent de plus en plus, les recettes de mars accusant une diminution de plus de 4 millions de pesetas par rapport au mois correspondant

de 1894 ; pour les douanes la moins-value des neuf premiers mois de l'exercice est de 5.514.000 pesetas.

Dès que M. Navarro Reverter aura les coudées franches, c'est-à-dire quand il sera débarrassé du souci des débats budgétaires, il étudiera les mesures propres à arrêter la marche décroissante des recettes ; actuellement il n'y a qu'à patienter, car les fusionnistes qui avaient profité des améliorations introduites jadis par les conservateurs ont légué à ceux-ci un héritage moins brillant.

Si le Cabinet se préoccupe avant tout de la situation financière, il entend garder la plus stricte neutralité pour les élections municipales qui vont avoir lieu ; M. Canovas et le Ministre de l'intérieur ont donné des instructions très strictes dans ce sens aux gouverneurs de provinces, en leur prescrivant de s'abstenir de toutes mesures coërcitives, telles que les suspensions d'alcades ou de conseillers. Les élections se feront avec une entière liberté, sans pression administrative d'aucune sorte.

Pour la question des Chemins de fer, nous en sommes toujours au même point ; le Conseil d'administration de la Compagnie du Nord-Espagne persiste dans son attitude bizarre et il semble vouloir consacrer le principe du paiement des coupons en *pesetas*. Il appartient donc aux obligataires de se défendre et de se faire représenter en masse à l'assemblée générale.

Mais de toutes les préoccupations de l'heure présente, la plus grave est assurément celle causée par cette insurrection cubéenne qui menace de durer bien au delà des prévisions. La saison aidant, les rebelles semblent gagner du terrain ; dans tous les cas, les télégrammes du maréchal Martinez Campos sont loin d'être optimistes. On commence à s'agiter dans la province de Puerto Principe et les pluies obligeant les troupes à prendre leurs quartiers d'hiver, il y a lieu de craindre que les bandes qui opèrent en pays montagneux ne tiennent longtemps la campagne. Voilà le résultat de la politique de M. Maura et de ses amis. Elle se traduit par d'énormes sacrifices d'argent et il faudra toute l'habileté militaire et administrative du maréchal Martinez Campos pour remettre les choses au point.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 8 avril (14 semaines)

	1892	1893	1894	1895
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	3 259 508	3.611.580	3.363.179	3 457 369
Nord de l'Espagne (1959 k.)	13 288.420	12.768.841	13.242 525	11.850.493
Asturies (741 kil.)	2.230 183	2.602.025	2.861 700	2.716.598
Lérida-Reus (103 kil.)	364.045	364.045	339.114	310.803
Almansa-Valence (460 kil.)	3 044 679	2.708.293	2.699 835	2 563 400
Saragosse (2672 kil.)	12.253.010	12 627.509	12.551.607	11.545.524

Le Budget de Porto-Rico. — La *Gaceta* vient de publier la liquidation définitive du budget de l'île de Porto-Rico pour 1893-94 ; voici les chiffres les plus importants de ce budget :

Dépenses

	Piastres
Prévisions de dépenses.............	3.969.365
Augmentations.....................	327.483
Diminutions.......................	445.007
Total des crédits..................	3.851.841
Paiements pendant les 18 mois....	3.848.277
— en suspens............	3.563

Recettes

Prévisions de recettes.............	4.035.991
Recettes effectives des 18 mois.....	4.181.256
Remboursements..................	54.867
Recettes liquides..................	4.126.389
Encaissé en plus..................	98.887
— en moins..................	258.414

Notre confrère l'*Economista*, qui analyse ces chiffres dans son numéro de cette semaine, constate qu'en résumé les paiements se sont élevés à 3.848.279 pesetas et les recettes à 4.126.289 pesetas, soit, pour les 18 mois (douze mois de l'exercice et six mois de la période dite d'*ampliation*) un excédent de 278.112 piastres en faveur des recettes.

Les Recettes du Trésor espagnol. — D'après les chiffres publiés par la *Gaceta*, les recettes du mois de mars se sont élevées à 59.566.230 pesetas, en diminution de 4.116.918 pesetas par rapport à mars 1894.

La plus-value des 9 premiers mois de l'exercice se réduit ainsi à 1.193.884 pesetas.

Voici le détail par chapitre :

Nature des recettes	9 premiers mois	
—	1893-94	1894-95
	Pesetas	
Contribution immobilière.........	104.902.381	104.908.304
Contribution industrielle..........	28.915.774	27.682.693
Impôt des droits royaux...........	22.494.608	22.990.992
— des cédules personnelles....	6.837.213	5.883.202
— sur appointements..........	14.871.693	16.520.034
— sur paiements de l'Etat.....	2.779.029	3.416.676
— sur voitures de luxe........	447.836	389.026
Contribution de concert avec les provinces Basques et la Navarre.	2.524.484	3.311.223
Droits de Douanes.................	100.565.640	95.051.035
— des Consulats...............	783.632	969.468
Impôt de consommation..........	51.648.263	51.540.497
— spécial sur les alcools......	1.121.035	1.107.520
— sur le sucre...............	6.275.624	8.746.369
— spécial sur les articles des colonies.................	7.583.847	8.447.807
— sur tarifs de chemins de fer.	8.458.813	8.340.027
Timbre d'Etat....................	35.278.090	37.072.006
Impôt spécial sur la vente des cartes.........................	278.108	53.440
Impôt spécial sur la vente de la poudre........................	239.583	313.586
Tabacs	67.498.959	66.497.127
Allumettes	3.010.973	3.364.583
Loteries.........................	21.778.029	18.323.648
Mines d'Almaden................	22.941	19.493
Mines de Linarès	187.500	187.500
Produit des canaux..............	859.006	1.036.599
Rente de Cruzada................	943.217	956.063
Rachat du service militaire.......	8.237.937	9.470.750
Autres ressources	18.118.948	25.630.970
Reliquats des exercices de 1850 à 1894-95........................	54.276.489	49.902.891
Totaux..........	570.939.664	572.133.548
Augmentation apparente en 1894-95.	1.193.884	

Les *paiements* effectués en mars se sont élevés à 37.140.541 pesetas ; pendant les neuf premiers mois de l'exercice ils ont été de 529.913.184 pesetas pour le budget ordinaire et 8.011.302 pesetas pour le budget extraordinaire.

La Compagnie du Nord-Espagne. — Conformément à l'art. 26 des statuts, la Compagnie des Chemins de fer du Nord-Espagne convoque ses actionnaires en Assemblée générale pour le 25 mai prochain au siège social, à Madrid.

L'ordre du jour porte :

1º Examen et approbation des comptes de l'exercice 1894. Remplacement des membres du Conseil dont les fonctions expirent cette année.

2º Propositions diverses tendant à autoriser le Conseil à prendre certaines mesures dans l'intérêt de la Compagnie.

Compagnie Fermière des Tabacs en Espagne. — Pendant le mois de février 1895, les recettes se sont élevées à 105.172.238 pesetas, en augmentation de 126.821 pesetas sur février 1894.

Société Industrielle Asturienne de Santa-Barbara, en Espagne. — Sous cette désignation on vient de constituer à Oviedo une Société puissante (*Sociedad Industrial Asturiana de Santa Barbara*) qui,

dit notre excellent confrère *la Estafeta*, ouvre de nouveaux horizons à l'industrie dans les Asturies. Elle groupe des capitalistes, mineurs, fabricants et industriels dont la notoriété garantit le succès de cette nouvelle entreprise.

Le capital social est fixé à 10 millions de pesetas, dont 5 0/0 ont été versés à la constitution ; le surplus sera appelé au fur et à mesure des besoins.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 26 avril 1895.

La Bourse est hésitante, malgré les rachats assez suivis qui se sont produits sur la Rente intérieure. Aussi bien les événements de Cuba causent une grande inquiétude. C'est l'*Extérieure* qui a le plus souffert ; on prévoit de nouvelles difficultés pour les reports de fin du mois à l'étranger et on redoute des retours importants de titres sur notre marché.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 24 avril 1895.

Le Discours de M. Colombo. — Les Chambres de commerce italiennes et les relations commerciales avec la France. — Les Vins italiens en Autriche. — Institut italien de Crédit foncier.

M. Colombo a fait, la semaine dernière, une critique sévère et détaillée des finances du Royaume; il estime que la situation va en empirant et que M. Sonnino, « après une première explosion de sincérité », en revient aux errements de MM. Magliani et consorts, qui consistent à dissimuler la vérité. Je ne peux reproduire ce discours, prononcé à Milan devant une nombreuse réunion d'électeurs; mais le Ministère ne manquera pas de répondre aux critiques que les organes officieux tels que la *Riforma* s'efforcent déjà de réfuter.

En attendant que la lumière se fasse sur les questions budgétaires, il importe de signaler le mouvement qui se produit ici en vue de la reprise des relations commerciales avec la France. Sur l'invitation de la Chambre de commerce de Bari, les délégués de quarante autres Chambres de commerce du Royaume—avec l'adhésion de quatorze Chambres non représentées et avec le concours des représentants de dix Cercles ou Associations — se sont réunis à Rome sous la présidence de M. Tiffoni, président de la Chambre de commerce de Rome.

Après une courte discussion, ou plutôt après un exposé de la situation, l'Assemblée a adopté l'ordre du jour suivant, présenté par le Dr Ugo Pisa, président de la Chambre de commerce de Milan :

L'Assemblée — ayant pris acte, avec un vif plaisir, des dispositions favorables de plusieurs Chambres de commerce françaises comptant parmi les plus importantes, manifestées clairement dans les ordres du jour favorables à la reprise des relations commerciales franco-italiennes — constatant, d'autre part, des sentiments analogues chez les délégués des principales Chambres de commerce de l'Italie qui ont, maintes fois, exprimé le désir de voir se rétablir les rapports commerciaux sur une base profitable aux deux nations — exprime le vœu qu'en poursuivant, dans cette voie, une propagande autorisée et efficace dans les deux pays, par l'entremise des Chambres de commerce italiennes et françaises, on puisse se rapprocher du but, en attendant de pouvoir l'atteindre au moyen d'une action digne, opportune et appropriée.

Je peux vous certifier que cet ordre du jour a été très apprécié dans les sphères politiques, où on désire sincèrement qu'il aboutisse à un résultat pratique. On le désire d'autant plus que les négociations engagées à Vienne entre M. Miraglia, délégué du Gouvernement italien, et les représentants des douanes austro-hongroises, au sujet de la fameuse question des vins, progressent avec une lenteur désespérante et que, en attendant une solution, les douanes autrichiennes se montrent de plus en plus intransigeantes. Le Gouvernement italien a chargé M. Miraglia d'offrir à l'Autriche-Hongrie toutes les garanties possibles en ce qui concerne l'origine et la nature des vins expédiés dans la Monarchie, mais il exige, par contre, qu'on respecte les conventions, sous peine de réciprocité, alléguant que les difficultés suscitées contiennent une violation flagrante des accords commerciaux.

Le Ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce vient d'autoriser l'*Institut italien de Crédit Foncier* d'émettre, en raison des nouveaux prêts consentis, un second lot de 20.000 obligations, représentant une somme de 10 millions de lire.

Informations Économiques et Financières

Les Recettes des Chemins de fer Italiens. — Au 31 décembre 1894, c'est-à-dire à la fin du premier semestre de l'exercice 1894-95, la longueur absolue du réseau ferré italien était de 14.944 kilomètres, et la longueur moyenne exploitée pendant cette période ressortait à 14.868 kilomètres.

Les recettes brutes approximatives du 1er semestre 1894-95 se sont élevées à 132.432.915 lire, contre 128.095.257 lire pour la période correspondante de 1893-94.

Voici la répartition de ces recettes entre les diverses lignes :

	Juillet déc. 1894	Juillet-déc. 1893	Diff. en 1894
Réseau Méditerranéen	63.368.072	61.795.379	+ 1.572.693
» de l'Adriatique	55.877.124	53.989.775	+ 1.887.349
» de la Sicile...	4.891.295	4.563.071	+ 323.224
Chem. de fer de l'Etat exploités par la Société vénitienne...	536.000	565.521	— 9.521
Chem. Sardes, Compagnie royale.....	852.270	850.972	+ 1.298
Chemins Sardes, Société secondaire...	371.021	346.175	+ 24.846
Lignes diverses......	6.517.133	5.979.364	+ 537.769
Total.........	132.432.915	128.095.257	+ 4.337.658

Par rapport au 1er semestre de l'exercice 1893-94, les Chemins de fer italiens accusent, en 1894-95, une plus-value de recettes de 4.337.658 lire.

Voici la comparaison du produit kilométrique :

	Juillet-déc. 1894	Juillet-déc. 1893	Diff. en 1894
Réseau Méditerranéen.	11.569	11.838	— 269
» de l'Adriatique.	10.101	9.777	+ 390
» de la Sicile......	4.753	4.563	+ 190
Ch. de fer de l'Etat exploités par la Société vénitienne	3.791	4.039	— 68
Ch. de fer Sardes, Cie royale	2.073	2.070	+ 3
Ch. de fer Sardes, Soc. secondaire	622	669	— 47
Lignes diverses........	3.793	3.771	+ 82
Moyenne kilométr.	8.907	8.881	+ 26

La moyenne kilométrique a donc gagné 26 lire.

Ajoutons que du 1er juillet à fin décembre 1894 on a ouvert à l'exploitation 192 kilomètres de tronçons nouveaux.

L'Union coopérative de Milan en 1894. — L'Union coopérative de Milan vient de publier son bilan pour l'exercice 1894 ; nous en extrayons les chiffres suivants :

Le *capital* social de 936.150 lire est réparti entre 4.083 sociétaires, dont 1.536 dames ; il y a 785 possesseurs d'une seule action de 25 lire, 1,863 ayant de 2 à 4 actions, 57 ayant de 100 à 200 actions, chiffre maximum admis par les statuts. En moyenne, chaque associé serait possesseur de 9 actions.

La *réserve* est passée de 101.828 lire à 221.276 lire, soit le quart du capital.

Les *ventes*, qui se chiffraient, en 1893, par 2.949.770 lire, se sont élevées, en 1894, 3.254.531; la première année, c'est-à-dire en 1886, elles n'étaient que de 7.005 lire.

Les *bénéfices* de l'exercice se sont élevées à 216.217 lire, contre 197.266 lire en 1893; après prélèvement pour les fonds de réserve, de prévoyance, etc., chaque consommateur touche 3,80 0/0 sur le montant des achats effectués dans les magasins de l'Union coopérative; l'an dernier cette bonification n'était que de 3.50 0/0.

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 26 avril 1895.

Notre marché a offert, cette semaine, un peu plus de résistance, mais les nouvelles des places étrangères arrêtent les transactions. Nous suivons toujours l'impulsion de Paris, bien que l'argent soit assez facile.

Pendant les neuf premiers mois de l'exercice 1894-95, les contributions directes ont rapporté 306.535.187 lire contre 274.370.224 en 1893-1894; les impôts sur les articles de commerce et d'industrie 147.920.260 lire contre 150.812.634 et les impôts de consommation et sur les loteries 505.890.499 lire contre 504.527.183. Les recettes totales, du 1er juillet au 31 mars, se sont élevées à 960.345.046 lire contre 929.701.401 en 1893-1894, même période.

SERBIE

LA SITUATION

Belgrade, 22 avril 1895.

Les Élections et la nouvelle Skoupchtina. — Les Questions financières. — Le Retour de la reine Nathalie.

Vous connaissez déjà le résultat des élections; elles constituent un succès incontesté pour le Cabinet. A Belgrade, notamment, les deux candidats ministériels ont passé à une très grande majorité, et l'opposition ne comprend guère qu'une quinzaine de députés, alors que les 160 autres sont tous gouvernementaux.

On a beaucoup ergoté sur les représentants nommés, conformément à la loi, directement par le jeune Souverain; leur nombre ne dépasse pas 40, dont 27 progressistes et 12 libéraux dissidents.

La nouvelle Skoupchtina se réunit aujourd'hui même à Nisch, où le roi Alexandre s'est rendu avec son père et ses ministres; elle doit voter tout d'abord l'abrogation de la loi d'exil de la reine Nathalie et s'occuper aussitôt des questions financières, c'est-à-dire de la rectification des conventions provisoires passées par le Gouvernement, corollaire du budget de 1895.

Quant au Président, on ignore encore le nom sur lequel se portera le choix du roi Alexandre; il y a six candidats en présence, parmi lesquels l'ancien premier Ministre Nicolaïevitch.

En somme, la situation est aussi satisfaisante que possible, et il y a tout lieu d'espérer que le Gouvernement pourra bientôt arrêter un programme de réformes fiscales qui, venant s'ajouter aux économies devant résulter de la Conversion projetée, permettraient d'équilibrer l'exercice 1895.

Malgré les nouvelles contradictoires publiées par la presse radicale et qui ont été reproduites dans la presse étrangère, j'ai tout lieu de croire assuré que la majorité de la Skoupchtina votera les lois financières présentées par le Cabinet; nous serons, du reste, fixés à cet égard d'ici à une dizaine de jours et, dans l'affirmative, l'opération projetée pourrait se faire en juin prochain. Je reviendrai, du reste, dans une prochaine lettre, sur cette importante question.

L'arrivée de la reine Nathalie en Serbie est attendue avec une très grande impatience; on pense que son retour à Belgrade pourra s'effectuer dans les premiers jours de mai. Il est question de fêter ce retour avec beaucoup d'éclat; le roi Alexandre a eu la délicate attention de faire préparer les appartements de la Reine, en les installant comme ils étaient avant son départ.

En résumé, la situation est aussi satisfaisante que possible; malgré les bruits répandus par la presse radicale et reproduits par les journaux étrangers, le résultat des élections nous permet d'entrevoir une ère de tranquillité bien nécessaire pour mettre les choses au point.

(*Par dépêche*)

Nisch, 25 avril.

Le Roi a ouvert la session de la Skoupchtina par un discours qui a été accueilli avec enthousiasme et fréquemment couvert de vivats.

Le besoin impérieux pour la Serbie, a dit le Roi, de voir les passions politiques s'apaiser, le calme et l'ordre se rétablir, a créé la nécessité l'année dernière d'un changement de constitution.

Le Roi fait appel à l'aide de l'assemblée pour la réalisation des réformes et le règlement des questions importantes. Il recommande spécialement le règlement des questions financières.

Le Roi exprime ensuite sa confiance dans le gouvernement et la nécessité de sa stabilité.

Il annonce à bref délai une seconde session, qui aura lieu lorsque les questions urgentes auront été réglées dans celle qui a lieu actuellement.

Le discours du souverain s'étend ensuite longuement sur les visites du Roi, l'année dernière, aux souverains et chefs d'Etat, et déclare la ferme et inébranlable volonté de la Serbie de cultiver et de développer des relations correctes avec tous les Etats.

Parlant de sa visite en France, le Roi a dit qu'il avait été satisfait de trouver l'occasion d'exprimer au Président de la République française, en son nom et en celui de la Serbie, les sentiments d'amitié dont la Serbie et le Roi sont animés pour la grande nation française.

Le Roi dit qu'à la suite de la grande perte éprouvée par la famille impériale et par la nation russes, il a tenu à assister en personne aux funérailles d'Alexandre III, en témoignage de reconnaissance et pour exprimer le traditionnel respect du Roi et de la nation serbes à l'empereur Nicolas.

Le Roi parle ensuite de ses visites aux Souverains voisins d'Autriche-Hongrie et de Turquie, auxquels il a exprimé son désir de développer les relations de bon voisinage et d'amitié sincère.

Il a enfin rappelé sa visite à l'Empereur d'Allemagne et ses sentiments de respect et d'amitié pour ce Souverain.

Le Président provisoire a annoncé à la Skoupchtina que le roi Alexandre a sanctionné la nomination de l'ancien président du Conseil, M. Nicolaievitch, à la présidence de la Chambre des députés, et celle de M. Pavlovitch au poste de vice-président.

M. Nicolaievitch, dans son discours d'entrée en fonctions, a fait ressortir que le temps était venu de reprendre les travaux parlementaires avec calme.

Il a déclaré qu'il était nécessaire de mettre un terme à la nuisible domination des partis qui avait miné le pays et qu'il fallait travailler à la consolidation de l'Etat par une tolérance et une estime réciproques.

Ces paroles ont été accueillies par de vifs applaudissements.

Le Vice-Président s'est exprimé dans le même sens.

TURQUIE

LA SITUATION

Constantinople, 20 avril 1895.

La Question des Chemins de fer et la Garantie de l'État.

Les journaux allemands publient périodiquement, depuis quelques mois, des informations pessimistes

sur l'état de gêne dans lequel se trouverait actuellement le Gouvernement ottoman et, tout récemment encore, la *Gazette de Francfort*, dans son numéro du 12 avril, affirmait que, déjà, les garanties d'Etat accordées aux Chemins de fer devenaient lourdes pour le budget, auquel elles ne coûtaient pas moins de 60 millions de francs par an.

Il importe de ne pas laisser passer, sans le rectifier, un chiffre qui s'éloigne de la manière la plus considérable de la réalité des faits : la somme maxima à laquelle le Gouvernement pourrait être tenu, après achèvement complet de tout le réseau actuellement en construction, et en cas d'absence absolue de recettes, serait de 38.703.275 fr. Il est facile de l'établir par le relevé suivant :

Salonique-Monastir	218 k.	à 14.300	=	3.117.400
Salonique-Constantinop.	508	15.500	=	7.874 000
Lignes d'Anatolie	77	10.309	=	793.000
— —	501	15.000	=	7.515.000
— — (Konia)	445	13.750	=	6.118.875
Smyrne-Cassaba (anc.)	annuité fixe			2.310.000
— (nouv.)	250 k.	à 18.900	=	4.725.000
Lignes de Syrie	500	12.500	=	6.250.000
	2.499			38.703.276

Ce sont là, on le voit, les chiffres de la garantie de recette brute : ils ne tiennent compte d'aucun trafic. Or, il y a dans les lignes ci-dessus des réseaux qui ont déjà fait leurs preuves : celui de Smyrne-Cassaba, qui ne donne pas moins de 12 à 14.000 francs de recette brute par kilomètre et par an ; la ligne d'Anatolie, qui produit 7.000 francs; celle de Monastir, qui, ouverte, à moitié en 1893, a donné près de 5.000 fr. ; on est donc fondé à calculer en moyenne à 6.000 fr. par kilomètre le rendement des lignes ottomanes, ce qui, pour les 2.499 kilomètres construits ou en construction donne une recette de 20.994.000 fr. à déduire de la garantie de l'Etat qui se trouve ainsi ramenée en chiffres ronds à 18 millions de francs par an. Cette charge diffère sensiblement, on le voit, de celle que calculait la *Gazette de Francfort ;* elle n'a rien que de très normal et peut être bien aisément supportée par le budget d'un Etat florissant qui peut encore mettre en valeur bien des ressources nouvelles.

Informations Économiques et Financières

Le Mouvement des Ports ottomans. — Voici, d'après le Bulletin de la Chambre de commerce française de Constantinople, le détail du mouvement du port de Constanttinople durant l'année 1309 (du 13 mars 1893 au 12 mars 1894) :

Pavillons	Total des navires	Total du tonnage
Allemand	125	136.681
Américain	1	446
Anglais	5.813	7.447.841
Austro-Hongrois	545	583.396
Belge	58	84.096
Danois	61	65.617
Espagnol	23	18.175
Français	317	380.538
Hellène	3.413	1.337.782
Hollandais	32	36.638
Italien	582	508.372
Ottoman	25.574	894.526
Egyptien	53	50.934
Samien	46	7.322
Roumain	5	698
Russe	389	540.074
Suédois-Norvégien	341	442.573
Totaux	37.378	12.535.702

Comme nombre de vapeurs et comme tonnage, la France occupe le huitième rang, venant après l'Angleterre, la Grèce, la Turquie, l'Autriche, la Russie, l'Italie et la Suède-Norvège.

Le tonnage des navires français qui ont fréquenté le port de Constantinople durant l'année 1309 représente trois pour cent du tonnage total.

Ces chiffres disent mieux que toutes les explications combien notre marine déserte le port de Constantinople, la Marmara et la Mer Noire.

Voici, maintenant, le tableau de la navigation de tous les ports ottomans, c'est-à-dire ceux de la mer Méditerranée, Mer Noire, Mer Rouge et golfe Persique.

Pavillons	Total des navires	Total de tonnes
Allemand	347	379.273
Américain	2	892
Anglais	13.795	14.485.188
Austro-Hongrois	4.299	3.880.306
Belge	89	129.357
Danois	149	160.856
Espagnol	40	32.643
Français	2.012	2.495.452
Hellène	16.427	3.570.193
Hiérosolym	39	1.307
Hollandais	198	218.631
Italien	1.752	1.288.829
Monténégrin	343	12.774
Ottoman	148.872	5.993.771
Bulgare	1	2
Egyptien	987	798.046
Samien	4.114	56.816
Tunisien	102	1.386
Persan	408	28.725
Roumain	14	1.573
Russe	1.417	1.757.838
Suédois-Norvégien	576	708.297
Zanzibarien	21	3.894
Totaux	196.004	35.006.499

Dans ce mouvement total, la France occupe le cinquième rang après l'Angleterre, la Turquie, l'Autriche et la Grèce. Le tonnage de ses navires ayant visité les ports ottomans représente sept pour cent du tonnage total.

Lignes stratégiques en Turquie. — Au dire du *Sabah*, le Gouvernement impérial se propose de faire construire quelques lignes stratégiques qui seront reliées aux Chemins de fer de Salonique-Dédéaghatch et de Salonique-Monastir. Une Commission technique a élaboré, à cet effet, au Ministère des travaux publics, un projet complet qui est soumis à l'étude du Ministère de la guerre. Le projet en question comporte la construction d'une ligne descendant à Gallipoli, sans passer par Dédéaghatch et des embranchements partant de certains points des Chemins de fer de Salonique et des Chemins de fer orientaux et aboutissant à un point du littoral autre que Salonique.

BOURSE FINANCIÈRE DE CONSTANTINOPLE (Galata)

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

VALEURS	21 mars	28 mars	4 avr.	11avr.	18avr.	25avr.
Tabacs Ottomans.........L.	22 35	22 28	22 19	22 20	22 03	22 03
Pièce	88 18	88 17	88 18	88 13	88 04	88 03
Ottoman 4 0/0 3e groupe	30 04	29 25	29 23	29 17	28 33	28 32
Parité à Paris...........Fr.	26 81	26 47	26 50	26 23	26 56	25 55
4 0/0 Intérieur	»	»	»	»	»	»
Emprunt 1er groupe	»	»	»	»	»	»
Chemins Ottomans	145 12	142 »	150 87	152 75	154 25	154 75
Crédit Ottoman..........L.	11 28	11 30	11 27	11 26	11 26	11 25
Société Générale	»	»	»	»	»	»
Change sur Paris 3 mois	22 65	22 65	22 62	22 62	22 70	22 70
— sur Londres 3 mois.	111 55	111 63	111 63	111 63	111 45	111 45

Le Propriétaire-Gérant : JULES MONTEL.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 ru du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25 fr.**
— — Six mois. **14 fr.**
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32 fr.**
— — Six mois.. **18 fr.**

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission

N° 173. — 7e volume. (18) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 4 mai 1895.

SOMMAIRE DU N° 173

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 545 à 555.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — Les Conséquences économiques de la Hausse des Changes. — Compagnie des Nitrate Railways. — Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens. — La Vitesse de la Circulation de la Monnaie. — Compagnie du Chemin de fer du Nord. — Pages 555 à 565.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris — Nomination d'un Agent de change. — Octroi de Paris. — Achats et Ventes de Rentes pour le Compte des Départements. — Les Obligataires du Nord de l'Espagne. — Chambre de Compensation des Banquiers de Paris. — Chemins de fer P.-L.-M. — Chemins de fer de l'Est. — Mouvement des Caisses d'Epargne. — Recettes des Chemins de fer. — Canal de Suez. — Pages 565 et 566.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :

ALLEMAGNE : Pages 567 et 568. — ANGLETERRE : Pages 568 et 569. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 569 à 571. — ESPAGNE : Page 571. — GRECE : Page 572. — ITALIE : Pages 572 à 574. — PORTUGAL : Pages 574 et 575. — ROUMANIE : Pages 575 et 576. — SUISSE : Page 576. — TURQUIE : Page 576.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 4 mai.	1.760.2	1.275.0	3.035.2	3.585.4	85	2½
1895 18 avril	2.069.0	1.232.9	3.301.9	3.620.8	91	2
1895 25 avril	2.066.0	1.232.6	3.298.6	3.587.9	92	2
1895 2 mai.	2.057.6	1.235.3	3.292.9	3.6.5.3	91	2
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 23 avril	695.7	408.5	1.104.2	1.208.2	91	3½
1895 8 avril	931.4	362.2	1.293.6	1.412.7	92	3
1895 15 avril	933.3	362.9	1.296.2	1.337.1	92	3
1895 23 avril	966.9	376.0	1.342.9	1.302.4	103	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 3 mai.	798.5	»	798.5	637.6	125	2
1895 18 avril	918.6	»	918.6	650.4	141	2
1895 25 avril	937.3	»	937.3	649.4	145	2
1895 1er mai.	925.9	»	925.9	655.9	141	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1894 24 mars	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
1895 26 janv.	110.0	16.2	126.2	172.6	73	»
1895 23 févr.	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
1895 23 mars	97.8	22.0	119.8	156.9	76	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1894 24 mars	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
1895 26 janv.	71.0	9.4	80.4	162.5	49	»
1895 23 févr.	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
1895 23 mars	70.2	10.4	80.6	157.0	51	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 23 avril	217.4	343.5	560.9	911.8	61	4
1895 8 avril	373.6	287.9	661.5	1.031.7	64	4
1895 15 avril	374.2	286.6	660.8	1.023.3	65	4
1895 23 avril	390 8	285.8	676.6	1.020.8	66	4
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 26 avril	75.5	35.5	111.0	423.5	26	3
1895 11 avril	96.8	25.7	122.5	450.3	27	2½
1895 18 avril	98.8	26.3	125.1	444.3	28	2½
1895 25 avril	95.7	25.5	121.2	448.5	27	2½
BULGARIE. — Banque Nationale						
1894 15 fév..	7.3	2.0	9.3	1.2	775	8
1895 31 janv.	3.8	8.2	12.0	0.9	1330	8
1895 7 fév..	3.6	7.9	11.5	1.0	1159	8
1895 14 fév..	3.6	7.9	11.5	1.4	820	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 31 mars	71.7	»	71.7	98.8	72	4
1895 31 janv.	75.5	»	75.5	103.3	73	3½
1895 28 fév..	73.6	»	73.6	99 5	74	3½
1895 30 mars	74.9	»	74.9	102.4	74	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 28 avril	197.9	211.0	408.9	932.6	43	5
1895 13 avril	200.1	309.5	509.6	926.9	55	4½
1895 20 avril	200.1	310.1	510.2	926.2	55	4½
1895 27 avril	200.1	312.3	512.4	926.9	55	4½
GRÈCE. — Banque Nationale						
1894 31 mars	2.0	»	2.0	108.5	2	6½
1895 31 janv.	1.9	»	1.9	108.7	2	6½
1895 28 fév..	1.9	»	1.9	106.1	2	6½
1895 31 mars	2.1	»	2.1	106.8	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 28 avril	110.7	176.8	287.5	437.0	66	2½
1895 13 avril	107.7	177.1	284.8	436.4	65	2½
1895 20 avril	107.9	177.7	285.6	4 6.2	65	2½
1895 28 avril	107.9	178.5	286.4	441.8	65	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 10 avril	299.0	48.3	347.3	858.9	40	6
1895 20 mars	300.0	60.0	360.0	742.7	48	5
1895 31 mars	300.3	59.8	360.1	759.7	47	5
1895 10 avril	300.4	59.8	360.2	749.8	48	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 31 mars	92.8	10.8	103.6	235.7	43	6
1895 10 mars	105.5	10.5	116.0	225.5	51	5
1895 20 mars	105.5	10.5	116.0	223.0	52	5
1895 31 mars	105.5	10.5	116.0	228.4	51	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 31 mars	35.2	1.5	36.7	58.4	63	6
1895 10 mars	35.2	1.5	36.7	50.5	72	5
1895 20 mars	35.2	1.5	36.7	49.7	74	5
1895 31 mars	35.2	1.5	36.7	50.5	72	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1894 31 mars	31.6	»	31.6	65.1	48	5
1895 31 janv.	32.0	»	32.0	62.3	51	4
1895 28 fév..	31.1	»	31.1	63.7	49	4
1895 31 mars	29.6	»	29.6	67.8	43	4
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1894 25 avril	16.8	36.2	53.0	278.2	19	6
1895 11 avril	26.7	39.8	66.5	296.6	22	6
1895 17 avril	26.7	39.9	66.6	295.6	22	6
1895 24 avril	26.7	40.1	66.8	293.2	23	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 21 avril	54.4	1.7	56.1	121.7	46	6
1895 30 mars	43.9	5.1	49.0	97.8	50	6
1895 6 avril	44.5	5.5	50.0	100 5	50	6
1895 20 avril	45.4	5.9	51.3	101.7	50	6

Dates	Encaisse métallique Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 1er avr.	1.519.5	15.4	1.534.9	3.941.3	39	4%
1895 1er mars	1.559.5	16.7	1.576.2	4.206.8	37	4
1895 16 mars	1.559.2	16.8	1.576.0	4.198.7	37	4
1895 1er avr	1.561.8	16.0	1.577.8	4.255.2	37	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1894 31 mars	21.7	3.5	25.2	45.4	55	»
1895 31 janv.	21.9	3.6	26.4	48.1	53	»
1895 28 fév..	21.9	4.5	25.4	49.7	53	»
1895 31 mars	21.8	3.6	25.4	50.5	50	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 8 avril	5.9	4.1	10.0	23.3	43	6
1895 22 mars	5.6	4.4	10.0	24.4	41	6
1895 31 mars	5.4	4.5	9.9	24.2	41	6
1895 8 avril	5.4	4.5	9.9	24.2	41	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1894 31 mars	23.2	4.8	28.0	62.9	44	4
1895 31 janv.	30.9	4.5	35.4	62.7	57	4
1895 28 fév..	33.6	4.6	38.2	63.3	60	4
1895 31 mars	33.9	4.6	38.5	69.4	54	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1894 31 mars	10.4	14.1	24.5	84.5	29	»
1895 31 janv.	10.4	12.1	22.5	79.6	28	»
1895 28 fév..	10.4	14.1	24.5	82.1	30	»
1895 31 mars	10.5	14.6	25.1	87.5	29	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 28 avril	74.9	14.4	89.3	173.1	54	3
1895 13 avril	82.9	8.7	91.6	175.9	52	2½
1895 20 avril	82.8	10.8	93.6	174.9	53	2½
1895 27 avril	82.7	10.7	93.4	177.6	53	3

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

Dates	Or	Argent	Total	Circulation	Rapport
1894 4 mai.	6 291,3	2 640,4	8 931,7	14 609,5	61%
1895 18 avril	7 206,1	2 605,1	9 811,2	15 065,2	65
1895 25 avril	7 226,1	2 608,2	9 834,3	15 079,2	65
1895 2 mai.	7 252,4	2 62a,5	9 877,9	15 101,5	65

TOTAUX au 31 décembre

Dates	Or	Argent	Total	Circulation	Rapport
1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51%
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56
1894 31 déc.	7 030,0	2 599,9	9 629,9	15 047,6	64

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	29 mars	4 avril	11 avril	18 avril	25 avril	3 mai
Amsterdam	48 »	47 97	47 92	47 95	47 95	47 92
Anvers	100 07	100 09	100 08	100 13	100 19	100 16
Athènes	186 50	186 50	186 50	186 »	186 ..	186 »
Barcelone	8 75	12 80	11 50	11 »	12 70	11 30
Berlin	80 85	81 »	81 »	81 »	81 05	81 05
Bruxelles	100 03	100 11	100 06	100 13	100 12	100 16
Bucharest	100 10	100 10	100 »	100 »	100 80	100 15
Constantinople	22 65	22 62	22 62	22 70	22 70	22 65
Francfort	80 86	81 02	81 05	81 06	81 05	81 11
Gênes	105 25	105 32	105 35	105 22	105 47	105 07
Genève	100 29	100 34	100 31	100 28	100 28	100 27
Lisbonne	678 50	679 »	681 50	683 »	690	691 »
Londres	25 42	25 40	25 41	25 38	25 40	25 37
Madrid	9 »	11 37	11 35	10 80	11 20	11 87
Rome	105 20	105 22	105 25	105 20	105 15	105 07
Saint-Pétersbourg	36 80	36 81	36 80	36 80	36 80	36 85
Vienne (à vue)	48 50	48 15	48 40	48 52	48 50	48 55
— (à 3 mois)	48 15	48 40	48 35	48 47	48 45	48 50

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	5 avril	12 avril	19 avril	26 avril	3 mai
Amsterdam. pap. court	4 %	206 25	206 31	206 12	206 06	206 19
Allemagne.. —	4 %	122 15	122 12	122 06	122 06	122 »
Vienne-Tr.. —	4 %	204 50	204 50	204 »	204 12	204 12
Barcelone.. —	4 %	442 50	415 50	413 50	439 50	433 50
Madrid ..... —	4 %	442 50	415 50	414 50	439 50	433 50
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	268 50	268 »	268 »	267 50	268 »
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 24½	25 25	25 22	25 22½	25 20½
— ..... ch. court	2 %	25 26	25 26½	25 23½	25 24	25 22
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	2 ½ %	0 12p.	0 09 p.	0 19 p.	0 22 p.	0 19 p
Italie........ —	5 %	5 »p.	5 .. p.	5 25 p.	5 25 p.	4 87 p.
Suisse....... —	3 %	0 37p.	0 37 p.	0 37 p.	0 31 p.	0 31 p.
New-York........	2 ½ %	514 50	514 50	514 50	514 50	514 50
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	108 89	111 75	110 65	112 19	109 56
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— mexicains...		80 75	80 75	80 75	80 75	80 72
Piastres		2 71	2 71	2 72	2 72	2 72
Souverains anglais		25 23	25 22	25 20	25 22	25 17
Banknotes		25 23	25 23	25 20	25 22	25 18
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

PAYS EXTRA-EUROPÉENS

NOMS DES PAYS	Valeur au pair en francs	Valeurs en francs au change du jour 4 avril	11 avril	18 avril	25 avril	2 mai
Etats-Unis (doll. or)..	5 18	5 14	5 14	5 14	5 14	5 14
Mexique (piastre arg.)	5 43	2 71	2 71	2 71	2 72	2 72
Répub.Arg.(peso pap.)	5 »	1 41	1 38	1 37	1 34	1 32
Chili (peso papier)....	5 »	1 75	1 75	1 72	1 75	1 77
Brésil (milreis papier)	2 60	1 »	1 »	1 »	0 98	0 97
Indes (roupie argent).	2 38	1 39	1 40	1 40	1 13	1 38
Japon (yen argent)...	5 39	2 78	2 81	2 82	2 80	2 77
Chine (Shanghai) (taël arg.)	7 47	3 91	3 93	3 96	3 93	3 88

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 3 mai 1895

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		100 francs en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*	100 19	Billets *Allemands*	99 81
En *Angleterre*	100 06	— *Anglais*	99 94
En *Autr.-Hongrie*	101 86	— *Austro-Hongr.*	98 17
En *Belgique*	100 19	— *Belges*	99 81
En *Espagne*	114 19	— *Espagnols*	87 56
En *Grèce*	186 »	— *Grecs*	53 76
En *Hollande*	100 84	— *Hollandais*	99 16
En *Italie*	105 11	— *Italiens*	95 13
En *Russie*	147 77	— *Russes*	67 67
En *Suisse*	100 31	— *Suisses*	99 69
Aux *Etats-Unis*	100 68	Pièces des *Etats-Unis*	99 32
Au *Mexique*	199 26	— du *Mexique*	50 18
En *Rép. Argentine*	377 »	Billets *Rép. Argentine*	26 40
Au *Chili*	282 48	— du *Chili*	35 40
Au *Brésil*	268 04	— du *Brésil*	37 30
Aux *Indes*	172 46	Pièces des *Indes*	57 98
Au *Japon*	194 58	— du *Japon*	51 39
En *Chine*	192 52	— de la *Chine*	51 94

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 3 mai 1895.

Les devises hollandaises et allemandes sont respectivement à 206 19 et à 122, soit, à quelques centimes près, aux cours de la semaine dernière. La *Valuta* est invariable à 204 12. Quant au change espagnol, il rétrograde à 433 50; la parité sur Paris à Madrid est 14 19 0/0 de prime. Le Ministère conservateur a la lourde tâche de liquider les fautes du Ministère Sagasta et il a pris le pouvoir dans les circonstances les plus fâcheuses.

Les affaires de Cuba s'aggravent et exigeront de gros sacrifices : le commerce extérieur fléchit, surtout l'exportation ; l'*Extérieure*, après la grande hausse des mois précédents, rétrograde, d'où la hausse du change car, aux cours actuels de l'*Extérieure*, les Espagnols se remettent à acheter. Pour apporter de l'ordre dans cette situation, M. Navarro Reverter devra prendre à peu près le contrepied de ses prédécesseurs.

A Lisbonne, la prime de l'or est de 27 1/2.

Le rouble oscille entre 267 50 et 268.

Le Londres s'est sensiblement détendu, le chèque est au pair. Ce mouvement est dû, pour partie, aux émissions d'or de la *Banque de France*, et pour partie, à des achats, à Paris, de valeurs de mines d'or pour compte de particuliers anglais sur le marché de Paris. Ce revirement d'opinion de nos voisins, qui en dehors des spéculateurs ne s'étaient jamais occupés de valeurs minières, est un des faits les plus curieux du moment.

Le papier italien perd 4 87 0/0; le New-York est stéréotypé à 514 50; les expéditions d'or recommencent timidement.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	4 avril	11 avril	18 avril	25 avril	2 mai
Hong-Kong	2/1 1/2	2/2	2/2 1/8	2/2 ./.	2/1 5/8
Shanghai.......	3 0 1 8	3/0 1/4	3/0 5/8	3/0 3/8	2/11 7/8
Yokohama	2/1 3/4	2/2	2/2 1/8	2/1 7/8	2/1 5/8
Valeurs à vue:					
Singapoure.....	2/1 3/4	2/1 7/8	2/2 3/8	2/. ./.	2/1 7/8
Bombay........	1/1 1 4	1/1 11/32	1/1 3/8	1/1 9/32	1/1 5/32
Calcutta...	1/1 5/16	1/1 11/32	1/1 13/32	1/1 11/32	1/1 3/16
Rio-Janeiro.	9 9/16	9 9/16	9 9/16	9 3/8	9 1/4
Valparaiso.....	16 11/16	16 11/16	16 7/16	16 11/16	16 7/8
Buenos-Ayres, prime de l'or..	254	260 1/2	264	272	277
Argent en barre	30 ./.	30 3/8	30 5/8	30 9/16	30 3/16

Les changes de l'Extrême-Orient ont subi une légère hausse due à la réaction du métal-argent à Londres, les devises sur Singapoure ont au contraire un peu repris. La roupie est plus faible. Le 7 mai, aura lieu une émission de 2 millions de liv. st. de bons des Indes, mais l'effet en sera nul sur les changes, car il ne s'agit que d'un renouvellement.

Le papier sur Rio a baissé de 1/8; la situation politique du Brésil laisse à désirer, c'est ce qui rend inefficaces pour le moment les bonnes intentions et les efforts très réels du Gouvernement pour améliorer la circulation.

Le Valparaiso s'est un peu relevé, le pays est en voie de progrès, et il est probable que le change est destiné à y baisser dans de grandes proportions.

A Buenos-Ayres, l'agio de l'or est de 277 0/0.

L'or est au pair à Londres et à Paris, l'argent a un peu réagi.

La *Banque de Roumanie* a réduit, à compter du 14/26 avril, le taux de son escompte à 5 0/0 et de ses avances à 6 0/0.

Encaisses. — Circulation fiduciaire

A la *Banque de France*, l'or a baissé de 8.431.000 francs.

La circulation a pris 4.835.000 fr. à Paris, 4.346.000 francs dans les succursales ; il est entré 204.000 fr. de matières, 346.000 fr. sont venus de Suisse et 200.000 fr. de Turquie.

L'argent a augmenté de 2.674.000 fr. Le public a rendu 1.574.000 fr. à Paris, 441.000 fr. dans les succursales qui ont, en outre, reçu 1.159.000 fr. de Belgique et expédié 300.000 fr. en Suisse et 200.000 francs à Porto-Novo.

La *Banque d'Allemagne* a eu une forte augmentation de 46.700.000 fr. d'or et d'argent, la circulation a diminué de 34.700.000 fr., c'est la conséquence d'une diminution du portefeuille et d'une augmentation des comptes courants.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent de sorties de 7.575.000 fr. La circulation ayant prélevé 3.825.000 francs, la diminution du métal jaune a été de 11 millions 400.000 fr.

Voici le détail des entrées et des sorties :

Entrées		Sorties	
26 avril Portugal.... £	8.000	26 avril Afr. du Sud. £	600.000
27 » Continent....	200.000		
» » Australie.....	89.000		
Excéd. des sorties ...	303.000		
Total égal........ £	600.000	Total des sorties.. £	600.000

La *Banque d'Autriche-Hongrie* a reçu 16.600.000 fr. d'or et perdu 800.000 fr. d'argent, la reconstitution de la réserve d'or continue avec une régularité qui fait grand honneur aux Ministres de la Monarchie. La circulation est stationnaire.

La *Banque de Belgique* a perdu 3.900.000 fr. d'or et d'argent; une partie de ce métal est venue à la *Banque de France*, comme le montre le mouvement des espèces dans ce dernier Etablissement.

A la *Banque d'Espagne*, on remarque une nouvelle augmentation de 2.200.000 fr. d'argent; aucune variation dans l'or ni dans les billets.

Rien à dire de la *Banque de Grèce* dont la situation n'est pas brillante.

A la *Banque des Pays-Bas* l'encaisse et la circulation n'ont pas changé.

La *Banque d'Italie* accuse dans sa circulation une diminution de 9.900.000 lire, elle se retrouve presque au niveau de celle du 13 avril.

L'or ne varie pas dans les caisses de la *Banque de Portugal*, l'argent y augmente d'une centaine de mille francs par semaine.

La *Banque de Roumanie* paraît en voie de reconstituer son encaisse, qui a augmenté de 900.000 fr. pour l'or et de 400.000 fr. pour l'argent ; elle en a profité, comme nous l'avons dit plus haut, pour abaisser le taux de son escompte ; peut-être aurait-il mieux valu attendre.

La *Banque de Serbie* présente au 8 avril les mêmes chiffres qu'au 31 mars. Le retrait des billets d'argent lui cause beaucoup de difficultés.

Les *Banques Suisses* ne donnent lieu à aucune observation.

Depuis le 31 décembre les encaisses-or des banques européennes ont augmenté de 222.400.000 fr. ; comme il n'est pas possible que la circulation ait fourni ce total, il faut y voir, en partie, l'effet de la production des mines d'or.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 6 au 13 avril	depuis le 1er janv.	du 6 au 13 avril	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	75.000	8.087.500	»	10.438.308
France.........	»	11.916.400	210.300	1.702.806
Allemagne......	»	5.772.036	»	1.044.652
Autres pays....	549.712	5.336.668	8.089	295.565
Total 1895...	624.712	31.112.604	218.389	13.481.331
— 1894...	3.836.000	12.437.126	526.391	3.909.110
— 1893...	4.880.209	41.712.102	91.085	4.965.198
ARGENT				
Grande-Bretagne	466.176	7.821.531	»	40.730
France.........	»	»	»	2.176
Allemagne......	»	8.919	»	2.720
Autres pays....	180.250	445.638	14.397	324.872
Total 1895...	646.426	8.276.088	14.397	370.498
— 1894...	645.143	11.057.324	22.581	471.744
— 1893...	427.560	8.252.668	19.215	1.669.527

		Encaisse des Banques associées de New-York
1894.....	28 avril	90.500.000 dollars
1895.....	14 avril	65.400.000 —
1895.....	20 avril	66.600.000 —
1895.....	27 avril	68.200.000 —

Comme nous le prévoyions, les exportations d'or recommencent à New-York; elles n'ont encore rien d'inquiétant, mais elles constituent un symptôme qu'il est impossible de négliger. La réserve du Trésor est de 91.176.252 dollars.

L'encaisse des Banques associées de *New-York* a gagné 1.600.000 dollars; elle se reconstitue rapidement.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

La Question monétaire à Montpellier

Sous les auspices de la « Société départementale d'Enseignement à l'Agriculture de l'Hérault », et en présence de toute la représentation du département et d'un très nombreux auditoire, composé exclusivement de producteurs agricoles ou industriels, M. Fougeirol, député de l'Ardèche, et vice-président de la *Ligue Nationale Bimétallique*, a fait, mardi dernier 30 avril, à Montpellier, une très remarquable conférence sur la *Question monétaire.*

Voici en quels termes notre excellent confrère, le *Petit Méridional*, rend compte de cette conférence et du vœu en faveur du *Bimétallisme International* que l'assemblée a voté à l'unanimité :

M. Fougeirol indique tout d'abord que, préoccupé des dangers que fait courir à l'industrie et à l'agriculture la crise monétaire, il n'est pas venu pour éblouir, par son éloquence les personnes assistant à la réunion, mais simplement les entretenir du mal dont tout le monde souffre et tâcher d'indiquer un remède.

L'orateur, très clairement, explique comment pour faciliter les échanges on a été amené à créer la monnaie et indique que celle-ci, après avoir subi la loi de l'offre et de la demande, a acquis une valeur fixe lorsque une loi monétaire a été établie.

D'abord, le rapport de valeur entre l'étalon d'or et l'étalon d'argent est resté fixe. Pendant près de trois quarts de siècle 1 kilo d'or s'est échangé partout contre 15 kil. 1/2 d'argent. Mais aujourd'hui, depuis vingt ans, ce rapport de valeur s'est modifié et on échange partout un lingot d'or d'un kilo contre 33 kilos environ d'argent.

Pour comprendre l'importance de ce changement, au point de vue des relations commerciales entre les pays à étalons d'or et ceux qui ont l'étalon d'argent, il faut savoir que dans ces derniers pays, la valeur de l'argent n'a pas diminué et que, par exemple, avec la même quantité d'argent on achète la même quantité de marchandises.

Et M. Fougeirol, pour montrer les conséquences de cette situation, cite cet exemple :

« Supposons, dit-il, un voyageur qui serait parti pour le Japon, il y a vingt ans, et qui serait arrivé là-bas avec 100 louis d'or dans sa poche. Avec ces 100 louis d'or, il aurait obtenu 400 yens (monnaie ayant la valeur de notre pièce de cinq francs).

« Aujourd'hui si le même voyageur retournait au Japon et se rendait chez le changeur, avec ses louis d'or, il obtiendrait 800 yens.

« Le voyageur, tout surpris de recevoir, en monnaie d'argent, le double de ce qu'il recevait autrefois, dirait sans doute : « Puisqu'on me donne pour la même somme qu'il y a vingt ans une quantité de yens double de celle qu'on me donnait alors, c'est que probablement je vais être obligé de payer 2 yens ce qui autrefois ne m'en coûtait qu'un ».

« Eh bien, Messieurs, sa surprise redoublerait lorsque, se rendant au même hôtel, il verrait que le prix de sa pension en yens est resté le même et qu'il peut, pour le même prix, en monnaie du pays, mener le même train d'existence qu'il y a vingt ans.

« En d'autres termes, il y a vingt ans, ce voyageur pour une certaine somme d'or pouvait acheter une quantité déterminée de marchandises ; aujourd'hui, avec la même somme d'or, il peut acquérir une quantité de marchandises exportables double de celle qu'il pouvait se procurer autrefois. »

LES CONSÉQUENCES

M. Fougeirol fait valoir les conséquences redoutables que cette situation peut avoir pour notre industrie et notre agriculture.

« Si, en effet, dit-il, au lieu d'un touriste, c'est un commerçant qui se rend au Japon pour faire de l'exportation, il arrive dans ce pays avec une pacotille qu'il y vend 400 yens ; en arrivant en France il change ses 400 yens pour cent louis d'or et trouve que l'opération lui a rapporté 25 0/0, c'est-à-dire 25 louis.

« Il retourne maintenant au Japon avec une pacotille qui lui revient au même prix, il la vend là-bas 400 yens, mais à sa rentrée en France, au lieu de tirer comme auparavant de sa monnaie 100 louis, il n'en retire plus que 50, parce que la valeur de l'argent par rapport à l'or a diminué. Donc, au lieu de gagner 25 louis, comme à son précédent voyage, il les a perdus.

« S'il veut que son opération lui rapporte 25 louis de bénéfice, il faut qu'il vende sa marchandise 800 yens aux Japonais, ou qu'il oblige le producteur français à diminuer son prix de moitié.

« Et c'est cette dernière alternative que le producteur français doit prendre, car il faut remarquer que, sur le marché japonais, il est en concurrence avec les industriels hindous lesquels, placés dans un pays à étalon d'argent, continuent leurs relations avec le Japon sur les mêmes bases et dans les mêmes conditions que par le passé.

« Ainsi donc la hausse de l'or par rapport à l'argent procure aux pays à étalon d'argent contre les pays à étalon d'or, à la fois l'équivalent d'une protection de 100 0/0 *ad valorem* et d'une prime d'exportation d'égale importance. »

LE REMÈDE

Cette constatation faite, M. Fougeirol cherche le remède à la situation et il indique que le meilleur serait le rétablissement de la libre frappe de l'argent et de l'or dans le rapport de 1 à 15 1/2, mais le rétablissement du bimétallisme ne saurait être l'œuvre d'une puissance seule et M. Fougeirol dit qu'il convient de rechercher une entente internationale.

Cette entente, d'après lui, peut aboutir à l'heure actuelle, elle n'est pas impossible. En Allemagne, une majorité importante s'est prononcée au Reichstag en faveur du bimétallisme et en Angleterre — la nation jusqu'ici la plus intransigeante — la Chambre de commerce de Manchester montre aussi des dispositions favorables.

« Dans tous les cas, il est bien établi aujourd'hui, dit M. Fougeirol, que les pays à étalon d'or ne peuvent pas lutter avec les pays à étalon d'argent et c'est pourquoi, dit M. Fougeirol en terminant, je suis venu ici pour vous dire : « Aidez-nous de tout votre pouvoir dans la lutte que nous avons entreprise pour soutenir le mouvement bimétalliste. »

L'assemblée fait entendre de vigoureux applaudissements à l'adresse de M. Fougeirol et M. Laurent, président, remercie l'orateur des détails qu'il vient de fournir, en ajoutant qu'il n'a pas besoin de féliciter M. Fougeirol — les applaudissements de l'assemblée étant la meilleure preuve du succès qu'il a obtenu.

LE VŒU

M. Laurent met ensuite aux voix l'ordre du jour suivant, qui est adopté à l'unanimité.

« L'assemblée demande que le Gouvernement prenne l'initiative d'une entente internationale en vue de décider : 1° l'établissement d'un rapport de valeur fixe entre les deux étalons, l'ouverture des hôtels des monnaies de toutes les nations à la libre frappe de l'or et de l'argent dans le rapport ainsi établi par elles. »

La Question de l'argent et la situation du commerce et de l'industrie anglaises

(*Suite*) (1)

Mémoire de M. Geo-Jamieson, consul général de S. M. Britannique a Shanghai (Chine) *qui a valu le prix à son auteur.*

En examinant le monde dans son ensemble, les événements observés pendant les vingt dernières années peuvent être résumés comme suit :

1° Les prix (en gros) de presque toutes les marchandises ont baissé dans les pays monométallistes-or. Cette baisse a coïncidé brutalement, au fur et à mesure, avec la baisse de la valeur en or de l'argent jusqu'à la fin de 1892. Depuis cette date, l'argent a baissé plus rapidement que les marchandises, mais ces dernières continuent à tomber (2);

(1) Voir l'*Economiste Européen*, du 28 avril 1895.

(2) *Index Numbers* de M. Sauerbeck : 1892, argent 65, marchandises 68; 1894, argent 46,8, marchandises 63.

2° Les salaires, revenus et taxes n'ont pas varié dans les pays monométallistes-or, ou n'ont varié que dans des limites étroites, pour des causes temporaires et locales. Peut-être faudrait-il excepter les revenus de l'agriculture ; mais ceux-ci ne sont soumis qu'à une revision périodique ;

3° Les prix de détail (pour lesquels les salaires, revenus et taxes constituent des facteurs importants) ne sont pas tombés proportionnellement aux prix en gros ; dans beaucoup de cas ils n'ont presque pas baissé du tout ;

4° Les prix (en gros) de toutes les marchandises dans les pays à circulation d'argent sont restés relativement fixes pendant la période dont il s'agit, que ces marchandises fussent produites dans le pays même ou importées. Toutefois, dans les cas où les articles importés provenaient des pays à circulation d'or, on a constaté, depuis le milieu de 1893, une hausse des prix en argent correspondant à la divergence entre l'argent et les marchandises dont il est question plus haut (§ 1.) ;

5° Les salaires, revenus et taxes n'ont pas varié dans les pays à circulation d'argent ; ou, du moins, n'ont varié que dans des limites étroites, pour des causes indépendantes du rapport entre l'or et l'argent ;

6° Dans ces mêmes pays, les prix de détail n'ont pas varié, sauf en ce qui concerne les articles achetés au détail dans les pays monométallistes-or, articles qui ont haussé proportionnellement à la hausse de l'or.

Etant donné que ces propositions ont trait à des faits qu'on peut observer en Angleterre, il n'est pas nécessaire de présenter des observations relativement aux prix et salaires dans les pays asiatiques qui sont de beaucoup les plus importants pour nous ; je me référerai simplement aux publications suivantes :

« Prix et salaires dans l'Inde, Bureau des statistiques de Calcutta, 1893.

« Prix des marchandises en Chine, rapports consulaires, séries diverses, n° 305, 1893.

« Les diverses publications statistiques des Gouvernements chinois et japonais. »

Dans cette courte étude, je dois me borner à donner ces indications.

La première question qui se pose est celle-ci : Comment et dans quelle mesure les producteurs anglais ont-ils subi des pertes du fait de la démonétisation de l'argent ?

La perte des producteurs provient de l'abaissement de la valeur de leurs produits, alors que les salaires, revenus et tous autres facteurs restent ce qu'ils étaient auparavant.

Alors, quelles sont les causes ayant contribué à abaisser les prix des marchandises en Angleterre et dans les autres pays monométallistes-or, spécialement ceux des produits agricoles ?

Tout changement de prix provient de causes affectant les demandes, ou de causes affectant les offres, ou de changements dans le régime monétaire.

On admettra qu'il n'y a pas eu de réduction de demandes. Le monde, en général, augmente en richesse et en population et, en ce qui concerne les demandes, les prix devraient s'élever. Il faut donc se rabattre sur les deux autres causes.

A mon avis, ces causes sont les suivantes, et je les énumère par ordre d'importance quant à leurs effets sur les produits agricoles, en commençant par celle dont les effets sont les moins sensibles :

1° La première, c'est le bon marché des frêts interocéaniques, ainsi qu'une diminution du coût de production, grâce au perfectionnement de l'outillage, aux nouvelles découvertes dans le domaine de la chimie et autres progrès scientifiques ;

2° La hausse de l'or, conséquence de la démonétisation de l'argent ;

3° Un développement des offres résultant du bon marché relatif de l'argent par rapport à l'or. Comme les prix en argent se sont peu élevés dans les contrées asiatiques, les produits de ces contrées peuvent arriver en Angleterre presque aux prix asiatiques.

Je présenterai de brèves observations sur chacune de ces propositions :

1° *La diminution du coût du transport et de la production.* Cet argument est souvent donné comme principal facteur, et il est inutile de contester qu'il entre en ligne de compte. Mais nous objecterons que cette cause a agi bien avant 1873 et qu'elle n'a pas empêché une grande hausse de prix entre 1850 et 1873. S'il n'y avait pas eu d'autres éléments de baisse, toutes les autres choses restant égales, et, bien que pour certaines marchandises la baisse eût pu être considérable, il n'est guère probable que les prix, en général, se fussent réduits au delà de quelques points, peut-être de 3 à 5 0/0 ;

2° *La hausse de l'or.*

On admettra que si l'or constituait l'unique monnaie du monde, un accroissement soudain ou une diminution de sa masse, de moitié, par exemple, ferait hausser ou baisser les prix dans une proportion équivalente. Quand l'or et l'argent circulaient conjointement, d'après un rapport fixe maintenu par les Hôtels des monnaies de l'Union latine ouverts à la frappe, l'instrument métallique d'échange était, dans la pratique, ou tout l'or ou tout l'argent ;

Supposons, par exemple, qu'il y ait x onces d'or en circulation, comme monnaie, dans le monde, et y onces d'argent, et que une once d'or échange seize onces d'argent : l'instrument métallique d'échange serait $\left(x + \frac{y}{16}\right)$ onces en or et $(16\,x + y)$ onces en argent. Les deux termes s'échangeraient parfaitement entre eux et on pourrait dire que le monde est monométalliste. Les prix en or s'établiraient en rapport avec la masse $\left(x + \frac{y}{16}\right)$ et les prix en argent en rapport avec la masse $(16\,x + y)$ et il n'y aurait pas lieu de se préoccuper de l'importance de y. Le volume de chacun de ces deux facteurs pourrait varier indéfiniment l'un par rapport à l'autre, sans exercer d'effet sur les prix, qui varieraient seulement suivant la masse des deux métaux.

Tel était, en réalité, l'état du monde jusqu'en 1873. Nous savons que la valeur totale de x était alors approximativement égale au total de y ; mais cela était tout à fait accidentel et il n'en avait pas toujours été ainsi.

La rupture du lien *bimétallique* a provoqué une scission entre les parties du monde à circulation d'argent et les parties à circulation d'or.

Les prix commencèrent à s'adapter au rapport de la masse x, dans les parties monométallistes-or, et suivant la masse y, dans les parties à circulation d'argent, ou, pour parler plus correctement, suivant la masse de y entrée dans la circulation.

Si les deux moitiés du monde avaient été approximativement égales en richesse, en population, en développement du commerce, cette adaptation eût pu se faire sans qu'il en résultât une grande perturbation de prix. L'une se serait séparée de son or et l'autre de son argent, dans un échange loyal, et personne n'en eût souffert.

Mais, en fait, les deux moitiés étaient très inégales, celle à circulation d'or ayant une immense supériorité ; de plus cette dernière possédait une grande partie de l'argent flottant, ainsi que des mines productrices d'argent. Si anxieux que soient les pays monométallistes-or de se débarrasser de leur excédent d'argent, ils ne consentiraient pas à le donner pour rien ; et si désireux que soient les pays à circulation d'argent de se procurer le métal blanc, ils ne pourraient l'obtenir que pour une certaine valeur, par voie d'emprunts, ou en règlement de la balance commerciale annuelle. Pour cela il faut du temps. La plupart des pays à circulation d'argent augmentent leur stock de métal blanc d'année en année ; mais l'absorption est lente. Conséquemment les prix, dans ces mêmes pays, se conforment, non à la masse totale y dans le monde, mais seulement à la portion qui est entrée dans leur circulation.

J'observerai, en passant, que nous avons là l'explication très logique de la faible hausse des prix et salaires dans ces mêmes pays, contrairement à l'attente générale. Dans l'Inde, où la circulation s'est augmentée d'une façon considérable, on a constaté une hausse dans le prix de la nourriture et des salaires, surtout parmi les classes de travail perfectionné créées par les nouvelles industries. Le même phénomène peut être constaté, à un degré moindre, au Japon. En Chine, au contraire, il n'y a pas eu, pour ainsi dire, d'importation d'argent, et, par suite, aucune modification dans les prix et salaires. Et il n'y a pas de probabilité à ce qu'un changement matériel se produise dans cet ordre d'idées, quelle que puisse être la valeur relative de l'or et de l'argent ; mais, bien entendu, plus l'argent baisse, plus facilement la Chine et les autres pays à circulation d'argent pourront s'en procurer.

D'autre part, dans les pays monométallistes-or, qui ont volontairement limité leur circulation à l'or — considérant que la masse x est manifestement insuffisante pour les besoins du commerce et ceux de l'industrie créés jadis par x plus une portion considérable de y — les prix sont nécessairement tombés. La quantité x doit agir sur une plus grande surface et, les additions annuelles suffisant à peine pour combler le déchet et pour répondre à l'accroissement des demandes résultant du développement naturel du commerce, la valeur hausse forcément.

Je n'entreprendrai pas d'estimer le pourcentage exact attribuable à cette cause. Quel qu'il soit il devrait affecter également toutes les marchandises, et aussi, dans une mesure plus lente, les salaires.

3° La troisième cause que j'ai énoncée a été et continue à être le principal facteur de la baisse des prix de production, spécialement des céréales.

Quelques mots suffiront pour le démontrer.

Dans les années antérieures à 1873, quand la roupie était à 2 shill. environ, le prix du blé indien à Bombay était approximativement de 10 shill. par *cwt* (*quintal anglais*) et le prix coté officiellement à Londres pour le blé anglais était d'envi-

ron 54 shill. par *quarter*, soit 12 shill. 4 d. par *cwt*. En tenant compte de la qualité et des frais de transport ces prix peuvent être considérés comme équivalents.

Quand le change de la roupie tomba à 1 shill. 6 d., le blé indien, — dont le prix en argent, malgré les fluctuations passagères, est resté constant (1) — coûtait, à Bombay, environ 7 shill. par *cwt*, et revenait, à Londres, à environ 8 shill. 6 d. Toutes les autres sources d'offres demeuraient ouvertes comme précédemment, et, les offres étant supérieures aux demandes, le prix est tombé au niveau du marché le plus bas.

La valeur du change de la roupie s'étant abaissée, de nouveau, à 1 shill. 1 d. environ, le blé indien revient à Londres à près de la moitié du prix sterling de 1873 (les frais de transport s'étant simultanément réduits dans de grandes proportions) et, conséquemment, le prix du blé tombe partout dans une mesure correspondante.

Telle est la vérité sur ce qui est advenu dans le monde entier. Nous tirons les objets, dont nous avons besoin, des pays où nous pouvons nous les procurer à meilleur compte. A chaque baisse successive de la valeur en or de l'argent, nous avons reçu de l'Inde et des autres pays à circulation d'argent une quantité de plus en plus grande de produits à un taux toujours plus bas. Si la roupie avait conservé son ancienne valeur de 2 shill., il est bien certain qu'on ne pourrait importer des blés de l'Inde aux taux actuels. Il n'y a aucune raison pour supposer que le prix en roupies de Bombay eût différé matériellement de ce qu'il a été. Si la valeur en or de la roupie n'était pas tombée, le volume des offres de blé ne se serait pas accru comme cela a été le cas, les demandes et les offres se seraient mieux nivellées et les fluctuations de prix se seraient maintenues dans d'étroites limites.

I. Le raisonnement pour le blé s'applique à tous autres articles fournis librement par les pays à circulation d'argent. Une expérience de vingt années nous démontre que, dans ces pays, les prix en argent sont restés approximativement fixes et que, nécessairement, le prix en or est tombé. Mais, pour aucun autre article, la coïncidence entre le prix de l'argent et le prix de l'article n'a été aussi complète que pour le blé. En 1872, quand l'argent valait 60 d., le blé était à 54 shill. Aujourd'hui, l'argent vaut 28 1/2 shill., et le blé 24 shill., soit une baisse de 52 1/2 0/0 pour le premier et de 55,6 0/0 pour le second.

Il s'agit là, simplement, de l'ancienne loi de l'offre et de la demande. Augmentez le volume des offres, et vous arriverez à ce résultat qu'elles dépasseront les demandes. Avec des offres excessives, le prix général sera déterminé par le prix de production de la région où il est le meilleur marché. Aussi longtemps que le blé indien reviendra à 23 shill. par *quarter*, il sera impossible au fermier anglais d'obtenir, à qualité égale, un prix supérieur. Sans doute l'Inde seule ne peut suffire à l'ensemble des demandes de blé de l'Angleterre, mais la question n'est pas là. Toutes les autres sources auxquelles l'Angleterre s'adressait continuent à lui expédier du blé et le taux régulateur du marché est celui des excédents d'offres de l'Inde et des autres pays à circulation d'argent. Plus l'argent baisse, plus ces excédents d'offres deviennent bon marché. Et il n'y a pas de remède à cela tant que l'argent ne commencera pas à se relever ou tant que certaines parties du globe ne cesseront pas de produire du blé et que les demandes dépasseront les offres.

Mais, dira-t-on, tout en admettant que le bon marché des produits est un mal pour l'agriculteur, cela doit être un bienfait pour le pays en général, spécialement pour les régions manufacturières, où les salaires restent les mêmes et dont les habitants pourront vivre d'autant plus largement. Cette prospérité apparente sera de courte durée, car :

II. La hausse de la valeur de l'or fournit une occasion exceptionnelle aux capitalistes des pays à circulation d'argent de développer leurs mines de charbon, de constituer un outillage capable de leur procurer, à eux et autres pays à circulation d'argent, les articles manufacturés que l'Angleterre leur fournissait depuis si longtemps. Cela est dû à ce fait que, dans les pays à circulation d'argent, les salaires, jadis bas, ont, par suite de la baisse de l'argent, diminué encore de cinquante pour cent par rapport aux salaires en or, ou, en d'autres termes, les salaires dans les pays monométallistes-or se sont élevés, par suite de la hausse de l'or, de cent pour cent comparativement à ce qu'ils étaient par rapport aux salaires en argent.

Les prix des marchandises se règlent automatiquement, de jour en jour. Etant donné l'équilibre des prix, à n'importe quel moment, entre un pays à circulation d'argent et un pays monométalliste-or, toute baisse subséquente de l'argent doit avoir l'un ou l'autre des effets suivants : ou le prix en or tombera ou le prix en argent s'élèvera. La valeur échangeable d'un produit est, dans une certaine limite représentant les frais de transport, nécessairement la même dans le monde entier. Une balle de coton, par exemple, a la même valeur d'échange à Liverpool, Bombay ou la Nouvelle-Orléans, en tenant compte d'une marge déterminée, représentant les frais de transport, les droits et les bénéfices du vendeur. Pour les articles de gros, cette marge est considérable, mais cela ne modifie pas le principe. Dès que l'article, pour une raison quelconque, devient meilleur marché dans une place que dans l'autre, il y a profit à l'exporter. Un courant se forme du meilleur marché vers le plus cher, jusqu'à ce que l'équilibre soit rétabli.

Toutefois, il n'en est pas de même en ce qui concerne les gages. Le prix d'une journée de travail à Bombay n'a aucun rapport avec le prix à Liverpool, en admettant même que la qualité en soit égale. Si nous pouvions importer une cargaison de coolies aussi facilement qu'une cargaison de coton, l'équilibre s'établirait rapidement. Mais, dans chaque pays, l'étalon des salaires est réglé sur des bases différentes. La loi de l'offre et de la demande, qui gouverne les salaires, n'est pas internationale comme la loi pour les marchandises ; elle est nationale et même provinciale. Et même en Angleterre, où les droits du travail sont si bien sauvegardés par le *trade-unionism* et par une législation sympathique, la loi de l'offre et de la demande ne peut se donner libre carrière. Celui qui emploie le travailleur est obligé de payer les salaires admis ou de fermer son usine. Les arrangements en vue d'une réduction ne peuvent se faire que par une action combinée, et généralement après une grève ou une fermeture des ateliers ou après d'autres événements pénibles et coûteux.

Examinons, à présent, l'effet de ces principes sur notre commerce avec les pays à circulation d'argent, disons la Chine, pour prendre un exemple familier.

La conséquence d'une baisse de l'argent doit être, comme je l'ai dit, soit une hausse des prix en argent en Chine, soit une baisse des prix en or en Angleterre, ou encore, partiellement, l'une et l'autre. Un négociant anglais qui expédie des produits manufacturés en Chine ne peut le faire qu'à des conditions rémunératrices à la longue. Si le prix d'achat à Manchester reste ferme, il doit obtenir en Chine un prix en argent assez élevé pour contrebalancer la baisse du change. Si l'argent baisse de dix pour cent, il est obligé de demander un prix en argent de dix pour cent plus élevé, toutes les autres choses restant égales ; si le marché de Manchester baisse de dix pour cent, il pourra vendre à l'ancien taux en argent, ou si le marché de Manchester baisse de cinq pour cent, il se contentera d'un supplément de cinq pour cent.

Un examen des prix, pendant les vingt années finissant en 1892, permet de constater que les prix en or ont baissé et que les prix en argent sont restés stables. Mais depuis le commencement de 1893, la situation s'est modifiée. Le prix de Manchester a été plus ferme et, conséquemment, le prix en argent a haussé.

Le tableau suivant, dressé d'après les statistiques du marché de Shanghaï, donne les fluctuations des prix en argent des produits de Manchester pendant les quatorze dernières années (les prix de 1882 étant représentés par 100) :

1882	102	1889	100
1883	98	1890	95
1884	99	1891	97
1885	99	1892	98
1886	99	1893 Juin	115
1887	103	1893 Décembre	139
1888	108	1894 Juin	138

Comme on le voit, la hausse n'a pas été inférieure à 38 0/0. Peut-être cette situation ne durera-t-elle pas, mais il n'en faut pas moins reconnaître qu'une hausse très considérable, qui semble permanente, s'est établie.

Considérons, tout d'abord, les effets de la baisse des prix en or, lorsque, par conséquent, le prix en argent est stable.

Supposez deux filatures de coton, dont l'une se trouve en Angleterre et l'autre au Japon ou en Chine, luttant concurremment pour la vente de leurs produits ; comparons leur situation en 1873 et en 1894. Admettons qu'en 1873 elles luttaient à conditions égales, c'est-à-dire que chacune d'elle procurait les mêmes bénéfices à son propriétaire.

En 1894 l'une et l'autre ont la même somme de travail qu'en 1873, travail que l'Anglais *paie en or* aux anciens taux. L'Asiatique paie toujours à ses ouvriers, comme jadis, 18 à 20 cents par jour et à ses ouvrières 8 à 10 cents par jour. En 1873, ce salaire représentait de 9 à 10 pence en or pour les hommes et de 4 à 5 pence en or pour les femmes. Ajourd'hui cela représente juste la moitié, c'est-à-dire de 4 à 5 pence et 2 à 2 1/2 pence.

Multipliez ce chiffre par 2.000 unités de main-d'œuvre et vous verrez l'économie sur cette main-d'œuvre.

Mais ce n'est pas tout. Les mêmes avantages se présentent pour les achats de charbon. Le charbon du Japon coûtait de 4 à 5 dollars la tonne, ce qui représentait jadis de 16 à 20

---

(1) Cote officielle : Blé n° 1, mou, par *candy*. R^{s} 34/8/0 en 1872 et R^{s} 32/11/1 en 1893.

schillings en or. Aujourd'hui, on l'achète encore à 4 ou 5 dollars la tonne, mais ces chiffres ne correspondent plus qu'à 8 ou 10 schillings en or.

Le même calcul s'applique aux revenus, salaires, taxes et toutes autres charges fixes. Tout cela est *payable en argent et n'a pas varié avec la hausse de l'or.*

L'ancienne égalité s'est maintenue pour le seul facteur de la matière brute. Tous deux sont libres de l'acheter là où ils l'obtiendront à meilleur compte sur le marché du monde, le seul avantage consistant dans la proximité de la meilleure source et, par suite, dans l'économie du transport

Aussi longtemps que le prix en or continuait à tomber et que, par suite, le prix de l'argent reste ferme, la baisse du change ne procurait aucun avantage visible à l'industriel japonais. Il recevait les mêmes prix pour ses produits, et ses frais étaient les mêmes, d'année en année, ces deux facteurs se réglant en argent. Les économies réalisées sur sa gestion ou sur les achats de matières premières lui procuraient seules un supplément de bénéfices; en dehors de cela sa position restait sans changement. En tout cas les fluctuations du change ne l'affectaient pas.

D'autre part, l'industriel anglais a les mêmes charges depuis que ses revenus diminuent. Il peut, grâce à la baisse générale des marchandises, acheter ses matières premières à meilleur compte, mais ses dépenses pour salaires, location, intérêts sur le capital emprunté, taxes, doivent être acquittées comme autrefois. Ses bénéfices commencent à diminuer et ce n'est qu'avec la plus grande économie qu'il peut continuer à marcher. Les meilleures filatures seules obtiennent un profit raisonnable; les autres luttent sur les limites de la faillite, dans l'attente d'un retour du courant d'affaires, et finalement elles sont obligées de fermer.

Supposons, dans le second cas, que le prix de l'argent s'élève, et, conséquemment, le prix de l'or reste stable.

Dans ce cas, l'industriel monométalliste-or se trouvera en meilleure posture. Ses revenus ne diminueront pas et, bien que ses dépenses restent les mêmes, il sera à même de profiter de toute économie réalisée dans la fabrication ou dans les frais généraux.

Mais l'industriel du pays à circulation d'argent sera, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, comme un coq en pâte. Ses frais généraux sont basés sur l'ancien taux et il bénéficie entièrement des suppléments de prix qu'il obtient pour ses produits. Si, par exemple, les prix en argent ont haussé de 10 0/0, ses bénéfices se trouveront augmentés de 10 0/0 sur son mouvement général. Comme conséquence naturelle de cet état de choses, le capital se portera davantage vers ce pays, on créera un plus grand nombre d'usines et la production augmentera. La concurrence fera baisser les prix et l'industriel monométalliste-or sera de nouveau relégué dans un coin.

Quoi qu'il advienne, l'industriel du pays à étalon d'argent aura toujours un grand avantage, pour cette seule raison qu'il peut se procurer la main-d'œuvre à moitié prix en comparaison avec les salaires payés en or. Et cet avantage lui restera (à moins que l'argent ne soit ramené à son ancienne valeur en or) jusqu'au jour où la main-d'œuvre aura baissé de 50 0/0 dans les pays monométallistes-or, ou aura haussé de 100 0/0 dans les pays à circulation d'argent, ou jusqu'à ce qu'on ait trouvé un terrain d'entente entre les deux. En d'autres termes, l'ancien équilibre ne pourra être rétabli aussi longtemps que le taux de l'existence et du confort n'aura pas baissé, dans une large mesure, parmi les classes ouvrières de l'Angleterre, ou tant que ce même taux n'aura pas haussé considérablement dans les pays à circulation d'argent.

Il n'y a qu'un facteur qui agisse contre l'industriel dans les pays à circulation d'argent, c'est l'élévation du coût de son nouvel outillage. On constate qu'actuellement tout, ou presque tout l'outillage industriel est fourni par l'Angleterre ou l'Europe, et plus l'argent baisse plus les industriels de l'Extrême-Orient sont incités à acheter du matériel. A ce propos, je présenterai deux observations. D'abord le prix en or de l'outillage a beaucoup diminué, avec la baisse générale des prix; ensuite plus l'outillage coûtera cher, plus les capitalistes des pays à circulation d'argent auront intérêt à le fabriquer chez eux.

Dans l'étude qui précède nous avons visé surtout l'industrie textile, mais il est évident que ce raisonnement s'applique aussi bien à la fabrication de l'outillage, et à tous autres articles que l'Angleterre fournissait aux pays à circulation d'argent. Dans toutes les industries où le travail mécanique constitue le principal élément, il y a un avantage considérable. Citons, par exemple, la construction et la réparation de navires; il convient de remarquer que, dans la dernière assemblée générale de l'une de nos Sociétés de navigation à vapeur, le Président a annoncé à ses actionnaires qu'on avait réalisé de notables économies en faisant réparer les navires en Extrême-Orient au lieu de les envoyer aux docks anglais.

Le même stimulant existe pour l'ouverture des mines de charbon et pour le développement des ressources naturelles de ces pays. Admettons que les charbons anglais et étrangers aient été vendus, il y a vingt ans, à des conditions égales; aujourd'hui les fluctuations des changes permettront de vendre ces derniers avec un écart de 50 0/0. Au surplus, on sait que tout le trafic de l'Extrême-Orient s'approvisionne de charbons japonais et chinois. On en expédie même à San-Francisco et à Bombay et le moment approche où on l'enverra, à travers le canal de Suez, jusqu'en Angleterre même.

(*A suivre.*)

Monnaie trouée en Belgique

Sous ce titre, notre confrère l'*Anvers-Bourse*, publie l'information suivante :

La section centrale chargée de l'examen du projet de loi relatif à la monnaie de billon, recommande encore au Gouvernement d'examiner s'il ne serait pas pratique d'émettre du billon en nickel et en cuivre ayant au centre de la pièce un trou circulaire. Il y a plus de trente ans, à l'occasion de l'introduction de la monnaie de nickel, cette innovation avait été conseillée. M. Pirmez y avait répondu par une boutade en disant que l'innovation n'aurait guère d'autre utilité que de remplacer le portemonnaie par une ficelle. La section ne partage pas cette appréciation.

D'abord le nickel percé d'un trou serait plus facilement reconnaissable de la pièce d'argent. Le toucher seul permettrait de distinguer aisément la pièce de 5 centimes de la pièce de 50 centimes.

Mais l'utilité de la mesure apparaît surtout à un autre point de vue. La monnaie de billon afflue en quantités considérables chez certains industriels et chez certains commerçants. Les boulangers surtout mériteraient presque d'être appelés les banquiers du billon. Or, il faut bien qu'ils s'en délassent, et pour éviter de trop nombreuses manipulations, ils forment des cartouches de pièces de 10, de 5, de 2 centimes et même de 1 centime. Les cartouches enveloppées de papier, d'une valeur de 1, de 2 et de 5 francs, circulent pendant un temps parfois fort long. Malheureusement, elles constituent trop souvent un instrument de tromperie. Parfois dès l'origine elles ne contiennent pas leur valeur nominale, étant incomplètes ou partiellement bourrées de pièces n'ayant pas cours ou d'une valeur inférieure. Plus souvent, des détenteurs indélicats de ces cartouches les ouvrent pour en retirer quelque pièce et la remplacer soit par des rondelles de métal ou même par des boutons. Tout cela se pratique au grand dam de ceux qui, par la nature de leur commerce ou de leur industrie, sont obligés de recevoir les paiements en billon. Le mal est dans l'enveloppe de ces cartouches. Or la monnaie trouée permettrait la suppression de l'enveloppe en papier et son remplacement par un lien, fil de laiton ou autre, qui rendrait aisée la vérification du contenu de la cartouche. La mesure serait donc très utile surtout au petit commerce.

Les Nouvelles monnaies en Suisse

Le Conseil fédéral a composé avec les personnes dont les noms suivent le jury chargé de juger les projets qui seront présentés pour la nouvelle effigie des monnaies suisses, savoir : MM. Bühler, Christian, artiste peintre et héraldiste, à Berne; Homberg François, graveur-médailleur, à Berne; Dr Imhof-Blumer, numismate, à Winterthour; Dr Ladé, vice-président de la Société numismatique suisse, à Genève; Robert Arnold, conseiller aux Etats, à la Chaux-de-Fonds; Robert Paul, artiste peintre et membre de la Société fédérale des Beaux-Arts, à Bienne; Wild Charles-Emile, conseiller national, à Saint-Gall. Le Conseil fédéral a désigné, en outre, M. Robert, conseiller aux Etats, comme président du jury.

La Circulation monétaire en Russie

Le *Novoïé Vrémia* nous apprend que les points les plus importants du projet du Ministre des finances concernant la conclusion des affaires avec paiement en or, qui a été adopté en principe par les sections réunies du Conseil de l'Empire, sont les suivants :

Il est permis d'effectuer tous les paiements en or au cours du jour, si la personne qui reçoit y consent. Il est, en outre, permis de conclure toutes les affaires au moyen de lettres de change, contrats, lettres d'achat, certificats d'engagement, obligations, etc., avec paiement en or.

L'autorisation de conclure des affaires avec paiement en or ne s'étend pas aux bourgeois et aux paysans. Le cours des billets de crédit est fixé par la cote de la Bourse. La Banque de l'Etat n'a pas le droit de rembourser en billets de crédit au cours les sommes qui ont été déposées en or.

Il sera prochainement permis de payer en or à l'Etat les

droits de consommation sur le sucre et le naphte ; on accordera plus tard la même autorisation pour d'autres paiements.

Le cours auquel l'Etat acceptera l'or à la place des billets de crédit sera fixé, suivant les circonstances, par le Ministre des finances, pour un ou trois mois.

Les Frappes de Monnaies en Russie

On mande de Saint-Pétersbourg que l'Hôtel des monnaies active la frappe des pièces-or *impériales* et notamment *demi-impériales*. Le bruit court que le Gouvernement russe veut, dans le courant des trois années prochaines, mettre en circulation des pièces-or pour la somme de 600 millions de roubles. En outre, on achèterait de l'argent pour la frappe de roubles, demi et quart de roubles.

La Circulation monétaire aux Etats-Unis

M. Edouard Tuck, administrateur de la *Chase National Bank* de New-York, dont nous avons déjà signalé les travaux *(Economiste Européen*, nº 170, du 13 avril 1895, p. 455), vient d'adresser à l'*Economist* de Londres une lettre qui rectifie des erreurs reproduites par notre confrère dans un article signé par M. Atkinson, le statisticien connu de Boston.

Cette lettre, contenant des renseignements précis sur l'historique de la circulation monétaire des Etats-Unis, offre un intérêt incontestable :

L'historique de la circulation monétaire aux Etats-Unis est quelque peu compliqué et on publie de nombreuses indications erronées à ce sujet. Dans une lettre parue dans votre numéro du 20 avril, M. Edward Atkinson relève des erreurs commises par M. J.-H. Norman, mais cette lettre contient elle aussi des renseignements faux, surprenants de la part d'un aussi éminent statisticien.

M. Atkinson dit « qu'avant 1834-5 toutes nos monnaies d'argent étaient frappées suivant le rapport de 16 à 1 ». Cela n'est pas exact. En vertu de la loi du 2 avril 1792, ces monnaies étaient frappées suivant le rapport de 15 à 1 ; la loi stipulait, en effet, que « quinze livres de poids d'argent fin équivaudrait, pour tous les paiements, à une livre d'or fin ». En outre, contrairement à ce que prétend M. Atkinson, on n'a pas exporté d'argent avant 1834. Au contraire, c'est l'or qu'on exportait et c'est pour y remédier que la loi du 28 juin 1834 a modifié en 16 à 1 l'ancien rapport de 15 à 1. Dans ce but on a réduit de 247 1/2 à 232 grains (soit environ 6 0/0) l'or fin contenu dans les aigles (pièces de $ 10), et, dans une proportion égale, celui contenu dans les pièces d'or inférieures. Le poids du dollar-argent ne fut pas modifié ; c'était le seul « dollar ou unité » créé par la loi jusqu'en 1873, époque à laquelle la pièce de un dollar-or devint « l'unité de valeur ». La monnaie de convention ne fut pas créée en 1835, comme le dit M. Atkinson ; au contraire, les pièces de valeur inférieure contenaient la même proportion d'argent fin que le dollar et constituaient, jusqu'en 1853, des étalons légaux de paiement suivant leur valeur nominale, pour n'importe quel montant. Durant cette dernière période, sous l'influence du rapport français de 15 1/2 à 1, tout notre argent s'écoula, comme cela avait été le cas pour l'or avant 1835, avant qu'on eût modifié le rapport de 15 à 16. Notre circulation d'argent comprenait des monnaies étrangères de toutes provenances qui, en vertu de la loi, devenaient « monnaie courante à l'intérieur des Etats-Unis, et devaient être « acceptées pour le paiement de toutes dettes ou demandes », à des taux déterminés. Pour empêcher l'exportation des monnaies divisionnaires d'argent, la loi de 1853 réduisit leur poids et ne les admit que pour $ 5 seulement. Les dollars-argent (et les lingots d'argent) continuèrent à prendre la route de l'Hôtel français des monnaies, comme auparavant.

Depuis la fondation du Gouvernement et jusqu'en 1873, les pièces d'or étaient désignées par la loi « de la valeur de — dollars ou unités ». Le dollar-argent contenant 371 3/4 d'argent pur était le seul « dollar ou unité » légal ; il s'en suit que, dans les prévisions pour la frappe de l'or, les évaluations étaient faites en argent. En vertu de ce principe, l'intégrité du dollar-argent resta toujours inviolée et la modification du rapport fut effectuée au moyen de la réduction du poids des monnaies d'or. Si M. Atkinson s'était souvenu de ce fait, il n'aurait pas dit « qu'il ne voyait pas pour quel motif on n'avait pas modifié le poids du dollar-argent ». La frappe d'un dollar-or ne fut autorisée que par loi du 3 mars 1849, et les nouvelles pièces, aussitot rapportées au dollar-argent, furent désignées comme dépendant « chacune de la valeur d'un dollar ou unité. »

En 1873, la pièce d'un dollar-or devint, de par la loi, l'absolue « unité de valeur. »

M. Atkinson ajoute que « le *Sherman Act* (de 1890) contient une clause qui oblige le Secrétaire du Trésor à maintenir la parité de toute monnaie ou obligation du Gouvernement », et que le Secrétaire d'Etat a pleins pouvoirs de vendre des obligations (bonds) « en vue de se procurer les monnaies nécessaires aux achats de tous billets ». La clause du *Sherman Act*, sur laquelle M. Atkinson base son raisonnement, est ainsi conçue : « Le Secrétaire de la Trésorerie rachètera ces billets avec de la monnaie d'or ou de la monnaie d'argent, à son choix, le système aux Etats-Unis consistant à maintenir la parité entre les deux métaux suivant le rapport légal actuel ».

Les dispositions de la loi relative au rachat des billets laissent une certaine latitude et ne sont pas impératives. On sait qu'il y a deux ans, en mars 1893, le secrétaire Carlisle admit que les exigences du Trésor pouvaient permettre d'élargir la faculté laissée par la loi et, par suite, autoriser le remboursement en argent des billets des Etats-Unis, mais M. Cleveland intervint et déclara que le Pouvoir exécutif entendait qu'il fallait payer en or à ceux qui le demanderaient. Le président Cleveland estimait que, pour obéir au « régime existant », tous les billets du Trésor devaient être payés en or au choix, non du Secrétaire, mais du porteur. Il a été soutenu, en cela, par la presque unanimité des états de l'Est, mais la sagesse de cette opinion a été discutée dans l'Ouest et dans le Sud. Si l'intention était excellente et honorable, elle a eu, en réalité, pour conséquence de mettre le Gouvernement dans une situation anormale, en l'obligeant à recevoir, en paiement des sommes qui lui étaient dues en papier, de l'argent ou de l'or, au choix du débiteur ; mais, par contre, elle l'obligeait à faire face à ses propres engagements en or si le créancier l'exigeait. On est arrivé ainsi à ce résultat que, bien que le stock total d'or fût presqu'aussi élevé qu'à aucune époque, le courant des demandes d'or destiné à l'exportation s'est porté exclusivement vers le Trésor des Etats-Unis et non sur les Banques, et le Trésor s'est trouvé appauvri. Le courant étranger a provoqué, en même temps, un accroissement intérieur de demandes d'or de la part des Banques, et non des citoyens, et la diminution de la réserve du Trésor, connue journellement dans le monde, a amené une raréfaction du métal jaune.

Il est intéressant de comparer le système adopté, à cet égard, par le Trésor des Etats-Unis, avec celui de la Banque de France, si clairement défini dans votre numéro du 23 mars. En poursuivant exactement le même but — le maintien du crédit de ses billets à une parité avec l'or — la Banque de France a adopté un système diamétralement opposé à celui du Trésor des Etats-Unis. La Banque a presque invariablement refusé de délivrer d'importantes sommes d'or. Aujourd'hui même, avec ses ressources énormes, alors qu'il y a un courant de demandes d'or pour l'exportation, la Banque refuse de se défaire de ses napoléons, sauf pour des sommes minimes. Elle vendra (à prime) son or étranger, mais les monnaies d'or françaises qu'on voudra exporter devront être ramassées dans la circulation ou chez des changeurs, souvent avec une légère prime.

EDWARD TUCK.

La Crise monétaire en Amérique

On écrit de New-York à l'*Echo des Mines et de la Métallurgie :*

La crise américaine n'est pas près d'avoir un terme. Le Syndicat anglo-américain, qui a pris l'engagement de ne pas prendre d'or au Trésor américain, avoue son impuissance. Il est obligé, pour parer aux insuffisances d'or, de tirer mensuellement des traites pour solde de ces insuffisances sur Rothschild de Londres. En octobre, il faudra liquider l'opération qui sera un désastre.

Tout le monde ici est convaincu que l'on paie les fautes monétaires du Gouvernement, mais c'est une imprudence extrême d'attendre au dernier moment pour aviser.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 3 mai 1895.

Quelques réalisations, provoquées par la nouvelle hausse, ont amené un peu d'hésitation au début de la semaine, mais la tendance ne s'est jamais alourdie et les nombreuses demandes qui se sont produites, hier, après la fermeture du Stock-Exchange, pendant la journée du 1er mai, ont fait coter de nouveau les plus hauts cours. Le continent ne cesse d'envoyer des demandes très nombreuses, et le portefeuille anglais achète, notamment, pour compte de la province. On signale surtout les demandes de Glasgow, qui avait été jusqu'ici réfractaire aux valeurs minières.

L'intérêt s'est principalement attaché, cette semaine, sur certaines valeurs de l'Est du Rand et tout particulièrement sur la *Van Ryn* à 9 3/4, la *Van Ryn West* à 6 1/8, la *Modderfontein* à 17 1/8, la *New Chimes* à 4 1/16.

La hausse de la *Van Ryn* paraît avoir été motivée par le bruit que cette Compagnie distribuerait des boni shares en *West Rand Mines*. En ce qui concerne cette dernière, on affirme qu'un groupe très puissant en introduira prochainement les actions à Paris.

La *Modderfontein* a progressé sur la nouvelle que les prospections ont été très favorables.

L'*East Rand*, qui a atteint le cours de 6 7/16 et reste dans les environs de 6 liv. par suite de réalisations, a bénéficié de la hausse des valeurs de l'Est.

On annonce que cette Compagnie reconstitue la Compagnie *Drietfontein*, qui aura environ 125 claims. Son capital sera de 225.000 liv. st., dont 50.000 resteront à la souche. Les actionnaires de l'*East Rand* auront droit de souscrire à une action *Drietfontein* au prix de 1 liv. st. 1/2 pour 10 actions *East Rand*.

Parmi les valeurs de la partie centrale du Rand, on constate de gros achats en *Wemmer* à 13 3/16, en *Village* à 7 9/16, en *Wolhuter* à 8 1/4, en *Primrose* à 7 3/8, en *Jubilee* à 10 5/8 et en *Salisbury* à 5 11/16. La *Kleinfontein* est fort recherchée à 6 1/2.

La *Wemmer*, la *Salisbury* et la *Jubilee* sont voisines et au-dessous d'elles, dans toute leur largeur, se trouve la *Village Main Reef*; or, on annonce que le projet d'amalgation de ces quatre Compagnies auxquelles se joindrait la *Rand Mines* pour donner un bloc, serait sur le point d'aboutir. Cette combinaison aurait pour principal avantage d'assurer aux trois premières Compagnies une longue existence, grâce à la *Village Main Reef*.

La *Rand Mines* regagne une grande partie du terrain perdu, à 33 1/2.

Les principales Compagnies de ce district, un peu discutées à la suite de réalisations, retrouvent leur fermeté : la *Robinson* remonte à 9 liv. st., la *City and Suburban* est à 27 1/16, la *Simmer and Jack* à 14 3/4. La *Langlaagte* reste à 5 liv. st. Une Compagnie voisine de cette dernière, la *Paarl Central* a progressé de 1 1/2 à 1 3/4 sur de bonnes nouvelles du Cap.

La *Ferreira* est demandée à 17 1/4.

On s'occupe beaucoup ici depuis quelques jours de la *Treasury*, au sujet de laquelle on nous donne des renseignements intéressants :

La Compagnie est actuellement au capital de 100.000 liv. st., divisé en 100.000 actions d'une livre. Elle possède 21 claims. Grâce au développement des travaux, on va pouvoir très probablement commencer les broyages en juillet, avec 40 pilons. En ne tenant compte que des filons exploités, on prévoit que la Compagnie, dont la situation est absolument nette, pourra distribuer, à partir de l'année prochaine, des dividendes de 50 0/0 (12 fr. 50).

La durée de la mine est évaluée à seize ans. Si l'on a soin de prélever sur les dividendes l'amortissement nécessaire à la reconstitution du prix de l'action au cours actuel (125 francs), on trouve que le placement ressort encore à environ 7 0/0, ce qui est déjà fort satisfaisant. Voilà donc ce que promet la mine si l'on ne fait état que des données déjà acquises, vérifiées par l'expérience des exploitations voisines. Mais il existe, en outre, plusieurs facteurs importants qui doivent, à notre avis, augmenter considérablement la valeur de l'affaire :

1° On vient de découvrir dans la propriété un nouveau filon jusqu'ici inexploré : le *North Reef Leader*. Ce filon a donné aux essais de 13 à 20 onces d'or à la tonne (400 à 620 grammes d'or) rendement extraordinaire, si on le compare à celui des autres filons du Transwaal qui ne dépasse guère en général 15 à 18 pennyweights (22 à 27 grammes) *c'est-à-dire vingt-cinq à trente fois moins.*

Si les travaux que l'on pousse activement établissent, comme il faut l'espérer, la persistance de ce nouveau filon en étendue et en richesse, on pourra compter pour la Société sur un avenir extrêmement brillant ;

2° Une assemblée d'actionnaires doit être convoquée prochainement pour voter la transformation du titre actuel de 1 liv. nominal en actions de 4 liv. nominal. — Cette mutation, qui ne changera rien à la valeur réelle de l'action, a pour but d'obtenir l'admission à la cote officielle de la Bourse de Paris et cette admission créera à la valeur une situation privilégiée en amenant un classement rapide des titres.

Dans la partie ouest, la *Durban Roodeport deep* est recherchée à 4 5/8 : on croit que cette Compagnie ne tardera pas à donner un rendement important ; elle est l'objet de nombreuses demandes pour compte anglais

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	FILONS en travail	FILONS commandés	DIVIDENDES 1891	DIVIDENDES 1892	DIVIDENDES 1893	DIVIDENDES 1894	PRODUCTION 1892	PRODUCTION 1893	PRODUCTION 1894	PRODUCTION 1894	COURS DU 26 avril	COURS DU 3 mai
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9.505	2	1.594	1 1/4	1 1/4
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4 1/16	3 31/32
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg.	40	»	»	40	»	»	28 36	21.806	12	29.346	3 13/16	4 1/16
City and Suburban	85 000	1	65.000	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	12	72.092	27 3/8	27 1/16
Crœsus (New)	225.000	1	195.000	16½ — — ..	»	60	»	10	»	»	11.50	1.339	»	»	3 1/16	2 7/8
Crown Reef	120.000	1	120.000	19 — — ..	90	120	50	55	50	»	70 204	82.105	12	120953	10 3/4	10 1/2
Durban Roodep.	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30.931	60.635	12	55 969	7 3/4	7 1/2
East Rand	650 000	1	650.000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	6 ./.	6 ./.
Ferreira	45 000	1	43 292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	12	69 433	18 ./.	17 15/16
Geldenhuis Estate	200 000	1	187.500	190 acres Elandsf...	80	40	15	10	25	»	47 721	47.431	10	45 633	7 3/16	7 1/2
Heriot (New)	85.000	1	73.250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	41 763	11 1/4	11 17/32
Henry Nourse	125 000	1	125 000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	»	22 220	12	29 528	6 11/16	6 7/16
Jubilee	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17.319	30.066	12	26.611	9 5/8	10 1/16
Jumpers	100.000	1	100.000	39 — Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22.145	41.490	12	52.106	6 1/16	5 15/16
Langlaagte Estate	500.000	1	467.000	31 — — .	160	»	10	20	30	»	88.951	101.909	12	146411	4 7/8	4 7/8
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres — .	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27 898	7 15/16	7 29/32
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	11/16	11/16
New Aurora West.	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M. R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	1 932	1 1/4	1 1/4
— Primrose	240.000	1	240.000	51 cl. Elndsft., Turft	100	»	15	27½	40	»	56.449	83.777	12	86.030	7 1/4	7 3/8
Nigel	160.000	1	159.895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55.936	46.007	12	53 909	7 3/4	8 ./.
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3 221	5 1/4	5 1/4
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvr-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	12.133	46/9	47/6
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	[illegible]	34 ./.	33 1/2
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kiett	50	»	»	10	15	»	11 931	35 451	11	49.577	5 ./	4 31/32
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170.150	161.133	12	161756	9 1/4	9 ./.
Salisbury (New)	100 000	1	93.000	5 claims — .	70	»	»	30	10	»	20 829	24.851	12	18 781	4 3/4	5 11/16
Simmer and Jack	85 000	1	83 000	120 acr. Elandsfont..	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	14 7/8	14 5/8
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. — ..	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	12	12.206	2 1/8	2 3/16
Wemmer	55 000	1	46.300	12½ claims M. R..	30	»	10	»	»	»	16.250	24.297	9	25 241	10 5/8	13 3/16
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — — .	40	50	»	»	»	10	»	25.948	12	30.602	8 5/16	8 1/16
Worcester	100.000	1	90.727	10 — — .	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	12	30.788	4 1/2	4 11/16

*

et pour compte français. La *Durban Roodeport* est soutenue à 7 1/2. La *Princess Estate* attire de plus en plus l'attention de la spéculation à cause de l'étendue et de la bonne situation de sa propriété, qui comprend 200 claims, tandis que son capital est relativement peu élevé (165.000 titres). L'action cote 3 11/16.

La *Randfontein* ne s'écarte pas sensiblement de ses derniers cours.

La *South West Rand Mines*, dont le terrain est voisin, se tient entre 2 5/8 et 2 7/8. Paris est toujours acheteur de cette valeur.

Les titres du district de Klerksdorp sont de nouveau en faveur après un léger tassement provoqué par des réalisations de bénéfices.

La *Klerksdorp Estate* revient à 27/0. La *Potchefstroom* remonte de 1 1/4 à 2 1/16. On espère toujours que les nouvelles relatives à la découverte du filon *Buffelsdoorn* sur la propriété de cette Compagnie seront confirmées.

La *Eastleigh* a eu beaucoup d'achats pour compte de Paris à 3 5/16. Cette Compagnie possède 950 claims et a un petit capital de 250.000 livres, le filon parcourt toute la propriété en largeur. Bien que la Compagnie ne travaille qu'avec 50 pilons le rendement mensuel dépasse 2.000 onces.

La *Tigerfontein* cote 3 3/8. Cette Compagnie vient d'acquérir 6 nouvelles fermes d'une grande étendue situées le long du Vaal River et sur lesquelles se trouveraient de nombreux filons.

La *Buffelsdoorn Estate* est calme à 6 livres. Elle a également acquis plusieurs fermes riches en or. La *Central Buffelsdoorn* a eu des demandes à 2 1/4 et la *Consolidated Buffelsdoorn* a de bons achats à 1 3/4. On annonce la prochaine introduction de cette dernière à Paris.

Dans le district d'Heidelberg, la *Nigel* continue son mouvement ascensionnel à 8 liv. contre 7 1/4 ; on annonce qu'un grand financier aurait pris un fort intérêt dans cette affaire.

On commence à s'intéresser aux valeurs du district de Kaap. On remarque quelques achats en *Moodies* à 32/0 et en *Lisbon-Berlyn* à 8/6. On traite la *Big golden Quarry* à 2/9.

La *Sheba* a des demandes à 2 1/2.

Les valeurs d'exploration et terrains sont fermes. La *Goldfields* a atteint 9 1/2, la *Gold trust*, filiale de la *Goldfields* et qu'il est question d'introduire à Paris, se tient à 5 7/8.

La *Chartered* est revenue à 4 1/4 par suite de quelques réalisations, mais elle progresse de nouveau à 4 5/8.

L'*Anglo-French* n'a pas subi de variations à 3 7/8.

La *New-African* progresse à 5 1/8.

Paris, le 3 mai 1895.

Continuation de la fermeté sur notre Marché des Mines d'or. La *Ferreira* maintient son cours de 445 francs; *Simmer and Jack* 375, contre 370 ; *Randfontein* 55 62 1/2 comme il y a huit jours; *Buffelsdorn* sans changement à 153 75 ; *Robinson* 230, en avance de 2 francs 50; *Geldenhuis* 178 75, gagnant 7 fr. 50, après 185 62 1/2 au plus haut; *Lower Roodeport Limited* 27 fr. 25, bénéficiant d'une plus-value de 6 fr.; *Chartered* 121 25, contre 122 50.

La *New-Kleinfontein* s'établit à 166 fr. 25 depuis le 1er mai 1894, date à laquelle reprirent les travaux un moment interrompus par suite de difficultés avec la *Chimes C°*, difficultés qui tournèrent à l'avantage de la *New-Kleinfontein ;* les bénéfices mensuels ont été de 3.000 livres environ, ce qui a permis, après paiement des dettes, de distribuer, en décembre dernier, un dividende de 12 1/2 0/0. La mine ne travaillait alors qu'avec 50 pilons. Depuis le premier mars, quinze pilons nouveaux du type lourd ont été ajoutés, et il est à croire que, à partir du 1er juillet, le moulin fonctionnera avec 100 pilons. La capacité de broyage se trouve donc augmentée au fur et à mesure, mais la durée de la mine, lorsque tout sera en activité, ne sera plus que de dix ans au lieu de vingt-un ans environ.

Pour remédier à cet état de choses, la *New Kleinfontein* a acquis 88 claims nouveaux dont la contenance peut être évaluée à deux millions de tonnes de minerai. Le nombre de claims appartenant à cette entreprise se trouve donc porté de 59 à 147, contenant environ 3.150.000 tonnes au lieu de 1.100.000. Naturellement, la Compagnie a dû augmenter son capital qui se trouve porté maintenant à 185.000 liv. st., en titres de 1 liv. st. Pour le premier trimestre de 1895, un dividende de 2 sh. 6 d., c'est-à-dire égal au dividende entier de 1894, a été proclamé, et si les trois trimestres à venir équivalent au premier, l'exercice entier pourrait alors donner 12 fr. 60 environ, soit plus de 50 0/0 du capital initial.

La *Durban Roodepoort Deep Level* est à 120 fr. A ce que nous disions il y a huit jours au sujet de cette mine, ajoutons que la propriété de la *Durban Roodepoort Deep Level* est située dans le district du Witwatersrand, et se compose des *deep level* des Compagnies suivantes : *Durban Roodepoort, United Main Reef Roodepoort, Roodepoort Deep Level* et de la partie Est du *Princess Estate*. Le nombre de *claims* possédé par la Compagnie est de 271 environ, tous au Sud de l'affleurement.

L'étendue de la propriété est telle qu'elle pourra établir, au cours de son exploitation, une batterie comportant très probablement deux cents pilons capables de broyer plus de 250.000 tonnes par an. La mine a deux couches : la *Main Reef*, qui est comme dans tout le *Rand* la plus épaisse, et le *South Reef Leader*, qui est la plus mince et la plus riche. L'inclinaison n'est, dans la plus grande partie de la propriété, que de 25°, ce qui est en faveur d'une exploitation économique dont les frais, suivant le dire des ingénieurs les plus compétents du *Rand*, ne seront pas supérieurs à ceux de l'affleurement et leur seront même probablement inférieurs.

Enfin, en comparant la valeur de la *Durban Roodepoort Deep Level* avec celle des mines de surface correspondante, on arrive à trouver que chacun des *claims* restant à exploiter par les trois Compagnies *Durban Roodepoort, United Main Reef Roodepoort* et *Roodepoort Deep Level* ressort, en tenant compte des cours cotés sur les actions de ces entreprises, à 14.000 liv. st. environ, alors que les *claims* de la *Durban Roodepoort Deep Level* représentent pour 290.000 actions, au cours de 4 liv. st., un prix inférieur à 4.300 liv. st. par *claim*.

Au sujet des *Mines d'or*, il n'est pas sans intérêt de mentionner que la *London-Paris Corporation* représente, à Paris, les entreprises suivantes : *New-Primrose, Buffelsdorn Estate, New-Crœsus, Glencairn, Langlaagte-Royal, Kimberley Roodeport, New-Consort, Pleïades, Aurora West United, Johannesburg Consolidated Investment C°, Johannesburg Waterworks, Spes Bona, Ginsberg, Balmoral, South West Rand Mines.*

FONDS D'ETATS EUROPEENS a la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	26 avril			3 mai		
	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)........	101 82	33 94	2 91	102 15	34 05	2 93
Consolidés anglais (ch.f. 25 fr. 20)	106 »	38 51	2 59	106 20	38 61	2 58
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)...	102 50	25 62	3 90	103 40	25 85	3 86
Belgique 3 ½ %..............	101 50	29 »	3 41	103 75	29 64	3 37
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.) ..	71 25	17 81	5 61	70 40	17 60	5 68
Grèce 5 % 1881 (en suspension).	160 »	» »	» »	168 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam).	101 »	28 85	3 46	100 87	28 82	3 46
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)..	103 55	25 88	3 86	103 20	25 80	3 87
Italie 4 % net..................	87 40	21 85	4 57	87 97	21 99	4 54
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)....	97 »	32 33	3 09	97 »	32 33	3 09
Portugal 3 % (1 fr. net).........	25 30	25 30	3 95	25 20	25 20	3 96
Roumanie 5 %..................	102 »	20 40	4 90	103 »	20 60	4 85
Russie 3 % or 1891 libéré.......	91 60	30 53	3 27	92 50	30 83	3 24
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)......	77 60	15 52	6 44	77 50	15 50	6 45
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)..	100 25	25 05	3 99	101 »	25 25	3 96
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	103 75	34 58	2 89	103 75	34 58	2 89
Turquie convertie 1 % série D..	25 90	25 90	3 86	26 »	26 »	3 84
— Priorité 4 % 1890......	490 »	24 50	4 08	490 »	24 50	4 08
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	98 75	32 91	3 03	98 12	32 70	3 05

Situation Financière générale

France. — La liquidation de fin avril n'a pas été signalée par une cherté excessive des capitaux. Malheureusement, il a fallu encore compter avec des liquidations nouvelles, et avec les bruits répandus de nouveau, au dernier moment, au sujet du traité de paix sino japonais. Aussi reste-t-on hésitant et dans l'attente de ce que donnera la journée d'aujourd'hui et celle de lundi. Il est à présumer que, lorsqu'il n'y aura plus à prendre en considération les positions trop chargées de certains spéculateurs, on s'arrêtera à des idées plus calmes, et que, par suite, le marché entier se raffermira. Nos grands *Chemins français*, par leur fermeté, donnent une note dont l'ensemble de la cote pourrait bien se ressentir un peu.

Allemagne. — Le marché allemand est un peu moins ferme en fin de semaine, par suite de réalisations de bénéfices effectuées après la liquidation. Constatons que la spéculation berlinoise commence à s'occuper des valeurs de mines d'or, suivant en cela l'exemple donné par Londres et Paris.

Sur le marché libre, le taux de l'escompte se maintient à 1 1/2 0/0.

Outre l'emprunt chinois de 30 millions de marks négocié la semaine dernière à 6 0/0 avec deux grands Etablissements de crédit, pour compte du Gouvernement provincial de Nankin, on négocie actuellement deux nouvelles opérations financières contractées avec la Chine, à Londres, l'une à 6 0/0 et l'autre à 7 0/0.

Angleterre. — Sir William Harcourt vient de présenter à la Chambre des Communes son exposé financier. Les dépenses sont estimées à 95.981.000 liv., les recettes seront de 95.662.000 liv., soit un déficit de 319.000 liv., qui sera changé en un excédent de 181.000 liv. par l'abandon du droit supplémentaire de 6 d. par gallon sur les spiritueux et son remplacement par l'ancien droit supplémentaire de 6 d. par barrique sur la bière.

L'allure du marché est favorable; on signale un certain nombres d'affaires nouvelles.

Autriche-Hongrie. — La lourdeur domine à Vienne. Après une liquidation assez facile (les taux des reports ayant varié entre 5 1/2 et 12 0/0), le resserrement monétaire s'est quelque peu accentué. Le marché a été mal impressionné par le projet d'augmentation de l'impôt sur les opérations de Bourse et par les moins-values des recettes de l'Etat hongrois pour le 1er trimestre 1895. On espère, toutefois, que les disponibilités devant résulter des importantes échéances de coupons en mai ramèneront l'activité.

Le commerce extérieur de l'Autriche accuse, pour les trois premiers mois de 1895, une moins-value assez sérieuse pour les exportations, par rapport à la période correspondante de 1894.

Espagne. — La liquidation de fin d'avril, à la Bourse de Madrid, a montré que les vendeurs à découvert d'*Intérieure* étaient nombreux; on a payé de 0 15 à 0 05 centimes de déport sur ce titre. Mais la crainte de voir venir sur le marché les paquets d'*Extérieure* achetés jadis par l'étranger amène une tension des changes.

Les nouvelles de Cuba sont toujours inquiétantes; il est difficile d'évaluer le coût total de la campagne entreprise par le maréchal Martinez Campos, campagne qui augmente de jour en jour le déficit budgétaire de la Grande Antille et qui aura son contre-coup sur les finances de l'Espagne.

Grèce. — La condamnation, par le suffrage public, du régime tricoupiste et le triomphe de M. Théodoros Delyannis sont de nature à donner quelque espoir aux créanciers de la Grèce. Il résulte des déclarations faites, la veille des élections, par M. Delyannis, que ce dernier est partisan d'un arrangement loyal, seul capable de restaurer les finances helléniques.

Sera-t-il en mesure de poursuivre l'exécution de ce programme? L'avenir nous l'apprendra, mais nous pouvons constater que le relèvement du prix des raisins secs, à la suite des achats de la Russie, améliore, dans une certaine mesure, la situation économique du pays.

Italie. — La fin de la liquidation a ouvert, sur le marché italien, une ère de fermeté qui contraste avec la faiblesse des semaines précédentes; la Rente, notamment, est en reprise sérieuse.

Malgré la diminution du commerce extérieur pour le 1er trimestre de l'année en cours, la situation économique et financière du Royaume semble en voie d'amélioration.

Roumanie. — L'emprunt municipal 4 1/2 0/0 de 30 millions de francs de la ville de Bucarest a été couvert plusieurs fois en Allemagne.

La *Banque de Roumanie* a réduit à 5 0/0 le taux de son escompte; le rapport de cet Etablissement pour l'exercice 1894 indique qu'il a souffert de la dépression des affaires et qu'il a réduit les transactions ainsi que la matière escomptable.

Turquie. — Les recettes de la *Dette publique Ottomane* pour le mois de mars 1895 accusent une moins-value de 4.869 liv. turques par rapport à mars 1894.

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — La Catastrophe de Bouzey. — Election législative. Le Budget de 1896. — Les Déclarations du Ministre des Travaux publics à Epinal. — Le 1er Mai. — Epilogue de la grève des omnibus.

Samedi dernier 27 avril, vers 5 heures du matin, une épouvantable catastrophe s'est produite à Bouzey, à 8 ou 9 kilomètres d'Epinal. La digue de 500 mètres, fermant le réservoir-étang qui alimente la branche sud du canal de l'Est, s'est subitement rompue sur une longueur de 100 mètres environ. Une masse d'eau de 7 millions de mètres cubes s'est échappée dans la vallée de la Moselle, saccageant et dévastant sur son passage, avant de se précipiter, par divers points, dans la rivière. Plantations, constructions, maisons, poteaux télégraphiques, de nombreux ponts, ont été renversés ou détruits.

Des villages entiers, Domèvre et Bouzey notamment, des hameaux sont à peu près anéantis. Les routes et les voies ferrées ont été envahies, des animaux noyés et il ne reste aucune trace de l'établissement de pisciculture de Bouzey. Les dégâts matériels sont certainement considérables. De ce côté, l'épreuve est déjà grande. Elle devient, malheureusement, effroyable par les victimes — 87, assure-t-on — qu'elle coûte. Que de deuils poignants! Que d'irréparables pertes!

La presse, dont le concours est si précieux dans ces douloureuses circonstances, a provoqué un magnifique élan de générosité. Les souscriptions affluent de toutes parts et des secours en argent et en nature ont été répartis sans retard entre les sinistrés.

D'abord M. Leygues, Ministre de l'intérieur, accompagné de M. Poirson, directeur de la Sûreté générale, ensuite M. Dupuy-Dutemps, Ministre des travaux publics, se sont rendus sur les lieux éprouvés. Ils ont distribué secours et paroles de consolation et ont fait ouvrir une enquête chargée de découvrir les causes de la catastrophe, afin de connaître les responsabilités encourues. C'est aujourd'hui que M. Dupuy-Dutemps communiquera à ses collègues les renseignements recueillis.

Le principe de la réparation du préjudice est accepté. Préciser la dépense qui incombera à l'Etat est encore difficile. On l'évalue à environ 6 ou 7 millions pour les seules indemnités à accorder aux riverains de l'Avière, indépendamment des travaux à payer pour refaire la digue et assurer, dans de meilleures conditions cette fois, l'alimentation du canal de l'Est.

Dimanche, 28 avril, une élection législative a eu lieu à La Roche-sur-Yon. M. Marchegay, républicain, a été élu en remplacement de M. Aristide Batiot, décédé.

Le 30 avril, le Conseil des Ministres s'est réuni à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure. M. Dupuy Dutemps et M. Trarieux n'assistaient pas au Conseil. Le Ministre des travaux publics est parti pour les Vosges, où il va étudier sur place la catastrophe de Bouzey. Le Ministre de la justice est dans la Charente. Le Conseil s'est longuement occupé du budget de 1896. M. Ribot a commencé à exposer les mesures qu'il compte proposer au Parlement en vue de créer des ressources nouvelles pour compenser l'écart existant entre les dépenses et les recettes, même après les réductions opérées sur tous les Ministères. Cet écart atteint encore le chiffre d'une quarantaine de millions. Le Ministre des affaires étrangères a tenu ses collègues au courant des négociations qui se poursuivent entre les puissances en vue du règlement du conflit sino-japonais.

M. Leygues, qui était rentré la veille de Bouzey, a rendu compte du voyage qu'il avait fait et des premières mesures qu'il avait prises pour venir en aide aux victimes de la catastrophe. Le Ministre du commerce a ensuite entretenu le Conseil d'un projet de convention tendant à améliorer les services maritimes postaux avec la Corse. Enfin, le Ministre des colonies a fait signer un décret par lequel l'impôt personnel sur les indigènes de la Cochinchine est affecté en totalité au budget local de cette colonie.

A son arrivée à Epinal, le 30 avril, M. Dupuy-Dutemps, ministre des travaux publics, a été reçu par M. Krantz, député des Vosges :

« Je suis heureux, a dit au Ministre M. Krantz, de saluer le « Ministre qui est civilement responsable du désastre que « nous avons subi. Je vous remercie de votre empressement « à venir faire ici non pas un voyage sentimental, mais une « tournée d'affaires. Je suis convaincu à l'avance que le parti « est bien pris de faire tout ce qu'il sera nécessaire, et nous « comptons absolument sur vous. Du reste, quand vous aurez « demandé le crédit supplémentaire nécessaire, vous pouvez « être assuré de l'appui des représentants des Vosges. »

M. Dupuy-Dutemps a répondu :

« Je comprends les responsabilités de l'Etat et je ne songe « pas à les nier. Je veux examiner la question des dommages « avec la plus entière justice et avec le désir d'accorder le « plus tôt possible les réparations pécuniaires qui s'imposent, « les seules, malheureusement, que je puisse donner. En ce « qui concerne les responsabilités de personnes, quelque « élevées qu'elles puissent être, je suis déterminé à les rechercher avec la plus entière rigueur et à exercer, si cela est « nécessaire, une action disciplinaire exemplaire. »

La journée du 1er mai s'est passée sans aucun incident notable à signaler, aussi bien à Paris qu'en province. Tout s'est borné à des réunions publiques. Les mesures d'ordre avaient, d'ailleurs, été prises en vue des troubles qui auraient pu se produire.

Le 2 mai est venu devant la 8e Chambre correctionnelle le procès intenté au Président et au Secrétaire général du Syndicat des employés des omnibus. Proust et Deville ont été condamnés chacun à six mois de prison. C'est l'épilogue de la grève des omnibus.

Marché financier. — Le début de la semaine avait encore laissé beaucoup à désirer. Cependant, dès le 1er de ce mois, les dispositions générales paraissent en amélioration, et, avant-hier, jour des reports, on a eu à signaler une reprise générale, pour ainsi dire, par suite du taux relativement modéré des reports. Cette reprise ne s'est pas continuée sur des bruits répandus hier et qui se rapportent encore au traité sino-japonais. Néanmoins, nous ne restons pas au plus bas, en dépit des ventes effectuées dans la dernière heure de la séance par les arbitragistes, pour le compte des places étrangères.

A signaler, cette semaine, un courant d'affaires un peu plus suivi que dans ces derniers temps. On paraît croire généralement que les règlements de fin avril peuvent encore amener, par exemple sur la *Rente Extérieure Espagnole*, des liquidations forcées mais qui ne laisseront pas d'impression durable.

On annonce, pour le 8 courant, l'introduction sur notre marché des actions de la *Compagnie Générale des Nitrates* déjà inscrites à la *Cote Officielle* de Bruxelles. Cette Compagnie est un *trust* de valeurs nitratières. Son capital social est de 10 millions de francs divisé en actions de 100 francs.

★ ★ Nos *Rentes Françaises 3 0/0*, que nous laissions, il y a huit jours, à 101 82 1/2 ont d'abord fléchi à 101 55, puis repris à 102 15 fin avril. Depuis, on s'est alourdi, le cours du *report* ayant été encore, cette fois, assez élevé, puisque l'on a coté officiellement 20 et 23 centimes, et que, sur le *Marché Libre*, on a pu reporter jusqu'à 28 centimes. Aussi restons nous, en dernière heure, à 102 15 fin mai, ce qui, en tenant compte du cours moyen du report de 21 1/2 centimes, ne constitue qu'une amélioration pour la semaine de 11 centimes. Cependant, l'allure du *comptant* est bien meilleure depuis quelques jours, et hier, particulièrement, on se tenait, sur ce marché, au-dessus du terme.

Le *3 1/2 0/0*, sur lequel les reports ont été de 20 et 24 centimes, clôture à 107 65, ex-coupon trimestriel de 0,87 1/2 centimes. Il restait, le 26 avril, à 108 25. En tenant compte du coupon et du cours moyen du report, le bénéfice sur vendredi dernier est de 5 1/2 centimes. *Rente 3 0/0 Amortissable* cote 100 90 (report 21 et 23 centimes), contre 100 80 au comptant il y a huit jours.

★ ★ Les actions de la *Banque de France* fléchissent de 3.780 fr. à 3.730, après 3.800 au plus haut. Les bénéfices nets des escomptes et intérêts divers des dix-neuf premières semaines du semestre en cours ont atteint 1.598.784 fr. contre 4.518.033 fr. en 1894, 3 millions 279.833 fr. en 1893, 5.155.043 fr. en 1892, 8 millions 421.451 fr. en 1891 et 5.853.166 fr. en 1890.

★ ★ Comme nous le laissions prévoir il y a quinze jours dans un article spécial, l'Emprunt de 250 millions du *Crédit Foncier de France*, mis en souscription le 27 avril, a été plus qu'un succès. On sait que notre grand Etablissement hypothécaire offrait au public 500.000 *Obligations Foncières à lots*. Or, il a été demandé plus de 16 millions de titres, au nom de 400.000 souscripteurs environ. Il s'ensuit que le capital souscrit a dépassé 8 milliards de francs. Dès le 29 avril, le *Crédit Foncier* a remboursé aux souscriptions de plus de 50 obligations 95 0/0 du montant des versements effectués, et on est maintenant à savoir quel sera le chiffre définitif de répartition. D'après nos renseignements particuliers, il ne semble pas qu'il puisse être attribué plus d'une obligation par 160 obligations demandées. Dans ces conditions, le souscripteur de 1.000 titres ne recevrait que 6 obligations environ. Cette répartition, comme on le voit, ne diffère guère de celle à laquelle donna lieu le dernier Emprunt de la *Ville de Paris*. D'après ce qui se répétait en Bourse ces jours derniers, il aurait été constaté que 2.500.000 obligations ont été souscrites au *Crédit Foncier* même ; 5.800.000 au *Crédit Lyonnais* ; 3.600.000 au *Comptoir National d'Escompte* ; 3.000.000 à la *Société Générale*, et environ 1.600.000 à la *Société Générale du Crédit Industriel et Commercial*.

En dépit des résultats ci-dessus constatés, les actions de notre grand marché hypothécaire ne se tiennent qu'à 900 fr. contre 905, se ressentant ainsi un peu de l'allure générale de la cote.

Dans ses trois dernières séances hebdomadaires, le Conseil d'administration du *Crédit Foncier* a autorisé pour 16.366.813 fr. de nouveaux prêts, dont 9.215.800 francs de prêts fonciers et 7.151.013 fr. en prêts communaux.

Le marché des obligations *Foncières et Communales* conserve sa bonne tenue antérieure. L'*obligation Foncière 1877* se maintient à 401 50, pendant que les *Communales 1879* passent de 501 50 à 503 ; *titres estampillés* sans changement à 488 50 ; *Foncières 1879* un peu plus lourdes à 502 50 contre 503 50 ; *Communales 1880* 499 fr., en bénéfice de 50 centimes ; *Foncières 1883* 466, comme vendredi dernier ; *Foncières 1885* 497 25, en progrès de 75 centimes ; *Cinquièmes* 101 25, sans changement ; *Communales 1891 tout payé* 396 25, comme il y a huit jours, de même que les *Communales 1892 entièrement libérées* qui clôturent à 505 fr. ; *Bons à lots de 1888* 66 50, en bénéfice de

3 fr. 50; *Bons à lots de 1887* 72 fr., en progrès de 2 fr. Quant à la nouvelle *obligation Foncière 1895*, elle est demandée à 490 50 et 491, c'est-à-dire avec une prime de 50 centimes à 1 fr. sur son cours d'émission.

★ ★ Le marché des actions de nos grandes *Sociétés de Crédit* a été assez animé. La *Banque de Paris et des Pays Bas*, de 780 passe à 790, apres même 795. Le rapport des commissaires, qui vient d'être publié en vue de l'assemblée générale des actionnaires qui aura lieu le 9 mai. porte que les bénéfices, en 1894, ont augmenté de 1.670.000 fr. sur l'exercice précédent. Malgré l'augmentation de 5 francs sur le dividende, il restera à reporter à nouveau 1.619.000 fr., ce qui représente environ 12 fr. 50 par action, et ce sans tenir compte de l'amélioration des cours sur les stocks d'obligations des *Chemins de fer Argentins* et de la province de *Santa-Fé*, dont l'estimation reste maintenue aux prix portés en fin d'exercice 1893. Nous aurons prochainement à examiner la situation de cet Etablissement qui, vraisemblablement, pourra faire figurer dans l'exercice en cours une partie au moins des bénéfices provenant de ce chef. *Crédit Lyonnais*, 816 25, en avance de 3 fr. 75.

Le *Comptoir National d'Escompte* cote 605 contre 610 fr., l'action non estampillée. Quant à l'action estampillée, elle s'échange entre 593 et 595 fr. Les actionnaires anciens ont la faculté, jusqu'au 15 mai, d'exercer, au prix de 550 francs, leur droit de souscription aux 50.000 actions nouvelles créées conformément au vote de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 25 avril, et ce, à raison d'une action nouvelle pour trois anciennes. Il est certain, comme nous le laissions pressentir dans un article spécial, le 13 avril dernier, que tous useront de ce droit, et si nous en parlons de nouveau, c'est pour leur rappeler la date extrême cidessus du 15 mai. *Crédit Industriel et Commercial*, 565 contre 564 50. Mentionnons que le rendement des actions de cette Société est plus élevé que celui des titres des Etablissements similaires. *Société Générale*, très ferme à 497, en bénéfice de 50 centimes. *Banque Internationale de Paris*, 542 50 contre 548 75, *Banque Parisienne*, 413, en recul de 4 fr. 50; *Banque de l'Algérie*, 8 0 fr., sans changement; *Société Foncière Lyonnaise*, 345 fr. contre 347 50.

Le groupe de la *Société des Immeubles* est plus faible. L'*Action* revient de 37 fr. 50 à 36 fr., pendant que l'*Obligation Foncière remboursable à 1.000 fr.* perd 13 francs à 152 fr.; *Obligations 4 0/0*, 182 contre 189 50; *Obligations libérées de 350 fr.*, absolument délaissée.

La *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* est à 591 25 contre 593 75; *Crédit Mobilier*, 76 fr. 25, en avance de 1 fr. 25; *Banque Hypothécaire d'Espagne*, 500 fr.

★ ★ Les recettes de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer*, pour la 16e semaine de 1895 (du 16 au 22 avril) accusent une augmentation de 3.000.741 fr. 79 sur la période correspondante de 1894. Toutes les lignes, et principalement le *Lyon*, participent à cette plus-value. A l'heure actuelle, les recettes depuis le 1er janvier 1895 n'accusent plus, sur 1894, qu'une moins-value de 8.127.457 fr. 49. Par suite, les actions ont été très recherchées et clôturent presque toutes en hausse. Le *Midi* passe de 1.316 fr. 25 à 1.325. Les actionnaires de cette Compagnie, réunis le 27 avril en assemblée générale, ont approuvé les comptes de 1894, et fixé à 50 francs le dividende de cet exercice. *Orléans* 1.582 fr., bénéficiant d'une plus-value de 7 francs; *Lyon* 1.523 fr. 75 contre 1.515. L'assemblée générale des actionnaires de cette Compagnie a eu lieu le 26 avril. Les comptes de 1894 ont été approuvés et les intéressés ont voté le dividende proposé de 55 francs par action. *Nord* 1.827 50 contre 1.825. Nous consacrons, plus loin, un article spécial à cette Compagnie qui a proposé à ses associés et fait voter par eux un dividende pour 1894 de 62 francs, en diminution de 2 francs sur 1893.

L'*Est* conserve son cours précédent de 980 francs. L'assemblée générale des actionnaires de cette Compagnie, qui a eu lieu le 30 avril, a donné au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour procéder au remboursement par anticipation ou à la conversion des *Obligations 5 0/0* de la Compagnie encore en circulation. Dans notre *Marché Financier* du 20 avril dernier, nous avons établi dans quelles conditions devait être faite la conversion à laquelle nous venons de faire allusion. *Ouest* 1.097 50 contre 1.098 fr.

Les actions *Sud de la France* reviennent de 285 50 à 278 francs, pendant que les *Obligations 3 0/0* perdent 1 franc 50, à 428 fr. 50.

★ ★ Le *Suez*, dont les actionnaires sont convoqués en assemblée générale pour le 5 juin, et qui restait, il y a huit jours, à 3.347 fr. 50, monte à 3.390, après même 3.405 fr. On a annoncé, ces derniers jours, que le bateau-transport *Château-Yquem* se rendant à Madagascar avait échoué dans le canal. Le transit n'a été, de ce fait, interrompu que pendant un temps très restreint, ce navire ayant été renfloué dans les vingt-quatre heures. *Part civile* 2.345. L'écart entre ce titre et l'action semble exagéré, ainsi qu'il ressortirait du reste de quelques chiffres. Le dividende *net* pour l'exercice 1894 a été, pour l'*action Suez*, de 90 fr. 40, et, pour la *Part civile* de 65 fr. 40. D'où un revenu pour la première de 2 65 0/0, alors que la seconde rapporte 2 90 0/0. Au fond, la *Part civile* touchant le même revenu que l'*action de jouissance Suez*, devrait s'établir au même cours. Elle est pourtant cotée plus de 300 fr. au-dessous. Il est vrai qu'en fin de concession l'*action de jouissance* participera au partage de l'actif social, mais cet actif ne paraît pas, à première vue, devoir être bien important, vu la date éloignée à laquelle aura lieu ce partage, et le nombre considérable de titres qui y participeront. Aussi cet élément ne justifie-t-il pas un écart de prix aussi considérable. Ajoutons que, d'ailleurs, la *Part civile*, en sa qualité de *Société Française*, est le seul titre de *Suez* qui puisse être mis au nominatif, ce qui lui permet de rapporter, alors, 4 francs de plus que l'*action de jouissance*. Un arbitrage rationnel semble donc s'imposer, qui consiste à échanger ses actions de capital et de jouissance *Suez* contre des *Parts civiles*.

La *Compagnie Parisienne du Gaz* est à 1.102 50, contre 1.105; *Entrepôts et Magasins Généraux de Paris*, 580 fr., en avance de 5 fr.; *Compagnie Générale Transatlantique* 350, contre 347 50; *Messageries Maritimes* 628 fr., en progrès de 3 francs; *Chargeurs Réunis* 1.318, contre 1.319 50; *Compagnie de Navigation Havre-Paris-Lyon* 365, en recul de 5 francs.

Les *Voitures de Paris* sont à 566 fr., contre 568 fr.; *Omnibus*, 1.077 50, en perte de 2 fr. 50; *Compagnie Française des Métaux*, 277 fr. 50, en avance de 2 fr. 50; *Société Centrale de Dynamite*, 620 contre 635; *Téléphones*, 290 contre 303 75; *Télégraphe de Paris à New-York*, sans changement à 101 25.

Les *Nitrate Railways*, de 512 fr. 50, passent à 520, avec un report de 1 fr. et de 0,25 centimes qui semble bien indiquer qu'il existe des vendeurs à découvert. Au dernier moment, nous les retrouvons à 511 25 à terme, alors qu'au comptant on cote 524 et 527 50. Nous commençons aujourd'hui même une étude sur cette Compagnie, à laquelle nous renvoyons nos lecteurs.

Actions de la Société Hellénique du *Canal de Corinthe*, sans variation à 101 fr., pendant que les *Obligations 6 0/0* reviennent de 178 fr. à 175 fr. On connaît maintenant le résultat de l'exploitation du Canal depuis son ouverture, qui a eu lieu le 9 novembre 1893, jusqu'au 31 décembre 1894. Les recettes, pendant cette période, ont atteint 326.826 fr., y compris la différence de change, et alors que le total des dépenses de la Compagnie s'élève à 312.144 fr. L'excédent des recettes n'est donc que de 14.672 fr., alors que le service des obligations, en intérêts seulement, se monte à 1.200.000 fr. Mentionnons pourtant que, pour la décade du 13 au 22 avril, les recettes de la Compagnie s'établissent à 5.476 drachmes et à 2 130 fr. en or pour 40 bateaux jaugeant 11.525 tonnes. L'augmentation des paiements en or, si

elle se maintient, indique une amélioration sensible dans le transit des bateaux étrangers.

En dépit d'une augmentation dans le stock visible du cuivre au 30 avril, les actions du *Rio-Tinto* sont en grande avance de 26 fr. 25 à 372 50. Il est vrai que le *Times* a constaté, sur cette valeur, de nombreux et importants achats pour le compte de groupes fort bien renseignés, ajoute-t-il. *Lagunas Nitrate*, 160 contre 166 25; *Lautaro*, 208 75, en avance de 3 fr. 75; *Compagnie Française des Mines d'or et d'Exploration*, 128 75 contre 130; *Lots du Congo*, en avance de 5 fr. à 110 fr. D'après des correspondances spéciales de Bruxelles, le projet d'annexion du Congo à la Belgique serait sur le point d'aboutir à un accord définitif. *Obligations de l'Etat de Espirito Santo*, 413, en bénéfice de 2 fr.; *Chemins Orientaux* sans variation à 500 fr. Le Conseil d'administration de la Société propose à l'assemblée générale des actionnaires de distribuer un dividende de 16 fr., en diminution de 9 fr. sur celui de l'exercice précédent. Les bénéfices nets de l'exercice 1894 sont de 2.006.832 fr. contre 3.190.168 fr. en 1893. *Compagnie Générale Française de Tramways*, actions anciennes, 187 50, en perte de 1 fr. L'assemblée générale des actionnaires de cette Société a décidé de reporter au compte général d'amortissement le solde bénéficiaire de l'exercice 1894, s'élevant à 166.293 fr.

Le *groupe Panama* est un peu mieux. L'action, cependant, n'est qu'à 8 fr. 50 contre 9 fr.; de même l'*Obligation 5 0/0* perd 0 fr. 25 centimes à 29 fr. 50, par contre, *Obligations 3 0/0* en avance de 1 fr. 25 à 20 fr. 25; *Obligations 4 0/0* 22 fr. contre 21; *Obligations 1re série*, 32 fr. 75 contre 32 fr. 50; *2me série*, 30 fr. 75, en avance de 0 fr. 21 centimes; *Bons à Lots*, 143 75 gagnant ainsi 3 fr. 75. On prétend que le Conseil d'administration de la nouvelle Compagnie hésite à publier le rapport de MM. de la Tournerie et Waldmann, de retour depuis un mois de leur mission dans l'isthme. On dit pourtant que les conclusions de ce rapport sont favorables, et laissent entendre que le canal est réalisable à des conditions, autrement avantageuses que celles que l'on prévoyait.

★ ★ Peu de changements à signaler sur les Fonds Brésiliens. Mentionnons cependant que le *4 1/2 0/0 1888* a coté 80 40, contre 80 fr. il y a huit jours, et que le *4 0/0 1889* se tient entre 75 et 76 fr., contre 75 75 vendredi dernier.

★ ★ La *Rente Extérieure d'Espagne* a été violemment agitée encore. De 71 25, elle a été précipitée à 69 55, mais reprend à 71 10 pour rester à 70 40. On s'est, comme nous le laissions pressentir, montré assez difficile au sujet des *reports* sur cette valeur qui peut, aujourd'hui et lundi, avoir encore à supporter des liquidations de positions à la hausse.

★ ★ Grâce à son *report* modéré de 10 et 13 centimes, la *Rente Italienne* avait repris de 88 12 1/2 à 88 55. La lourdeur qui s'est imposée hier vers la clôture la ramène à 87 97 1/2, après même 87 90 au plus bas.

★ ★ Les *Fonds Russes* sont mieux, bien que ne conservant pas les plus hauts cours reconquis. L'*Orient* est à 67 15, en bénéfice de 0,10 centimes; *Consolidés 1re et 2e séries*, 101 80 contre 101 45; *Russe 3 0/0 1891* et *2e émission 1894* 92 50, bénéficiant ainsi d'une reprise de 0,90 centimes; *Russe 3 1/2 0/0*, 97 50 contre 97 25.

★ ★ Les *Fonds Serbes* n'ont pas de peine à maintenir leurs cours d'il y huit jours. Le *5 0/0 1890* s'inscrit à 77 50 après même 78 fr., contre 77 60 vendredi dernier.

★ ★ Les *Valeurs Ottomanes* sont, en principe, plus soutenues. Le *Turc B* est à 45 fr. 15 contre 45 10. Cependant, le *Turc C* perd 25 centimes à 28 50; par contre, *Turc D* en bénéfice de 10 centimes à 26 fr. *Douanes* 511 75 contre 510; *Ottomane 4 0/0 1894* 476 fr. en légère plus-value de 50 centimes. Quant à la *Banque Ottomane*, qui était passée de 727 fr. 50 à 731 fr. 25, elle est revenue hier à 722 50 sur le bruit que sir Edgar Vincent était tombé malade au Cap. Elle clôture à 723 75, et les nouvelles venues au dernier moment laissent pressentir qu'il ne s'agit que d'une indisposition de l'honorable Président de la *Banque Ottomane*.

Les obligations *Smyrne-Cassaba* sont à 443 75 à *terme* et à 444 au *comptant*; *Obligations 3 0/0 Jonction Salonique-Constantinople* 328 75 et 330 fr.

QUESTIONS DU JOUR

Les Conséquences Économiques DE LA HAUSSE DES CHANGES

PREMIER ARTICLE

J'ai soutenu, en 1893, dans ma *Crise des Changes*, que la hausse des changes extérieurs produisait dans les pays qui la subissaient le double effet suivant :

1° Une protection en faveur de la production indigène ;

2° Une prime à l'exportation en faveur de la même production.

Cette théorie a été qualifiée de paradoxale par le plus grand nombre des économistes français qui s'occupent des questions monétaires et elle a été vigoureusement combattue à la *Société d'Economie politique de Paris*: parce qu'elle semblait justifier les doctrines de la politique protectionniste, ensuite parce qu'elle s'inscrivait contre les principes généralement admis sur les conséquences économiques pour un pays de la dépréciation de sa monnaie par rapport à l'or.

Les objections faites contre ma théorie peuvent se résumer de la manière suivante :

« Il est absurde de vouloir prouver que la hausse « des changes extérieurs d'un pays, c'est-à-dire la « dépréciation de sa monnaie nationale par rapport « à l'or, est favorable à ses intérêts économiques pris « dans leur ensemble. Cette dépréciation ruine au « contraire les pays qui la subissent parce qu'elle « augmente (dans la proportion de la prime sur « l'or qui en résulte par rapport à la monnaie na- « tionale) leurs charges d'ordre extérieur et qu'elle « élève, à l'intérieur, le prix général des choses « en raison directe de la dépréciation monétaire « extérieure. Par conséquent la hausse des chan- « ges ne peut, en aucune manière, constituer une « prime à l'exportation pour les produits naturels « de ces pays à monnaie avariée puisque, finale- « ment, c'est le cours de l'or, par rapport à cette « monnaie, qui y règle le prix de toute chose.

« Il est donc absurde de prétendre que les pays « à monnaie saine peuvent subir un préjudice « quelconque du fait de la hausse des changes de « certains pays parce que, si cela était exact, il fau- « drait ramener la France au régime des *assi-* « *gnats*. »

Les journaux monométallistes m'ont attribué, et m'attribuent encore relativement à cette question de la *Crise des Changes*, tant d'affirmations extravagantes et contradictoires que j'ai cru utile, dans le simple intérêt de la vérité, de résumer au commencement de cette étude le principe fondamental de la théorie.

Examinons maintenant avec impartialité si les

faits observés depuis 1893 donnent raison à cette théorie ou aux affirmations de mes contradicteurs.

***

Il convient tout d'abord de dégager un premier point : est-il vrai que la prime de l'or ait fait hausser, dans les pays qui la subissent, le prix général des choses dans une proportion correspondante? Par exemple, est-il vrai qu'à l'intérieur d'un pays dont la monnaie, pour une cause quelconque, s'est dépréciée extérieurement de 50 0/0 par rapport à l'or, l'ensemble des choses qui s'achètent ait doublé de prix en monnaie nationale?

C'est la question capitale du problème qui nous occupe et il faut reconnaître, loyalement, qu'elle est des plus complexes car elle comporte, pour ainsi dire, une solution différente pour chaque pays à étudier.

Au point de vue monétaire, les nations du monde civilisé se divisent en deux catégories : celles dont la circulation est au pair de l'or : c'est-à-dire la France, l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Hollande, la Belgique, la Suisse, etc...; puis les nations dont la circulation monétaire est avariée par rapport à l'or, soit parce que cette circulation a pour base exclusive l'argent-métal comme cela existe aux Indes, en Chine, au Japon, en Perse et au Mexique, soit pour d'autres raisons — que nous examinerons plus loin — comme pour la République Argentine, le Brésil, le Portugal, l'Espagne, la Grèce, la Russie... et un grand nombre d'autres pays à crédit secondaire.

Les pays de la première catégorie ont leur monnaie nationale *dépréciée* par rapport à la monnaie nationale des pays de la première catégorie. Cela revient à dire que l'or y est *apprécié*, c'est-à-dire en *hausse*, et que les changes extérieurs (représentant à peu de chose près l'*appréciation de l'or*) y sont en *hausse* également.

Tout le monde admet aujourd'hui — et c'est l'évidence même — que, pour tous les pays monométalliques-argent, en d'autres termes pour les pays où la frappe de l'argent est libre et illimitée, la hausse de leurs changes extérieurs a été provoquée d'une manière *presque absolue* par la baisse du métal-argent traduite en or. Un examen comparatif des cours en or de l'argent en barre sur le marché de Londres et de la valeur, en or également, du yen japonais, de la piastre ou dollar mexicain et de la roupie indienne avant la suspension de la frappe libre de cette monnaie, enlève toute espèce de doute à cet égard.

Examinons d'abord les conséquences réelles de la hausse des changes pour ce groupe de pays : nous étudierons ensuite le problème pour les pays à papier-monnaie, tels que la République Argentine, le Brésil, la Grèce, etc.

***

En ce qui concerne les pays à circulation métallique argent, la baisse de l'argent métal par rapport à l'or y a-t-elle fait hausser le prix général des choses? Pour ce groupe de pays, nous pouvons répondre : Non! La baisse de la monnaie nationale par rapport à l'or, conséquence directe de la baisse du métal argent, n'y a point fait hausser d'une manière appréciable le prix des choses véritablement indigènes.

Nous avons aujourd'hui, sur ce côté particulier du problème, des témoignages irrécusables que je demande la permission de remettre sous les yeux de nos lecteurs :

En ce qui concerne le Mexique, M. H. Willmans, consul allemand, a publié à Berlin, au commencement du mois d'août 1894, une étude des plus complètes sur les effets de la baisse de la piastre d'argent mexicaine par rapport à l'or, que nous avons analysée dans notre Préface à la traduction de la *Conférence bimétallique internationale de Londres*, et qui a été complétée, depuis, par d'autres rapports consulaires et notamment par le rapport adressé à notre Ministre du commerce par M. Adrien Rey, titulaire d'une bourse commerciale de séjour à l'étranger, et qui en a profité pour étudier le Mexique au triple point de vue du commerce, de l'industrie et de l'agriculture.

Il résulte de ces documents que la hausse de l'or, par rapport à la monnaie d'argent mexicaine, n'a fait hausser d'une manière sensible ni les salaires, ni les matières premières indigènes, ni les produits naturels du sol, mais seulement les marchandises des pays à circulation d'or.

Voici les conclusions du rapport de M. Adrien Rey :

« Quant au mouvement commercial intérieur du pays, calculé à 300 millions de piastres annuellement, il n'est pas modifié par la baisse de l'argent, *parce que les transactions commerciales ne se règlent qu'avec la piastre-argent*. Les industries manufacturières du Mexique ne ressentent *aucun préjudice* de la dépréciation de l'argent. Toutes les dépenses inhérentes aux industries *sont payées en argent*, à l'exception d'une partie des matières premières importées de l'extérieur. D'un autre côté, la baisse de l'argent, augmentant le prix des objets manufacturés étrangers, *constitue une protection en faveur de l'industrie nationale* qui, ajoutée à la protection douanière, rend la concurrence étrangère très difficile, et dans un grand nombre de cas impossible.

« Malgré la dépréciation de l'argent, les affaires seront bien meilleures en 1894 que les deux années précédentes, parce que les récoltes sont bonnes.... »

***

Si, du Mexique, nous passons au monde asiatique, nous constatons exactement les mêmes phénomènes économiques : dans toutes les déclarations formulées à la tribune du Parlement anglais, dans les nombreuses enquêtes poursuivies, soit par la Chambre de commerce de Manchester, soit par les diverses Associations britanniques qui ont étudié ce côté de la question des changes, nous relevons cette affirmation précise : aux Indes, en Chine, au Japon, la baisse de l'argent par rapport à l'or n'a pas modifié sensiblement le prix général des choses indigènes, et M. Whitehead a pu dire, il y a quelques semaines à peine, au *Royal Institute* de Londres :

Dans les pays orientaux, l'argent procure *la même somme de travail qu'autrefois ;* mais l'argent mesuré en or ne vaut plus même la moitié de ce qu'il valait autrefois. Ainsi, on pouvait s'assurer, en Angleterre, il y a vingt ans, une somme déterminée de travail, pour huit shillings en or, par exemple, et cette même somme de travail valait, en Chine, deux piastres, d'après l'ancien rapport.

Conséquemment, on peut, aujourd'hui, se procurer, en Asie, pour quatre shillings de monnaie anglaise — ou l'équivalent en argent — une somme de travail égale à celle qui coûtait, il y a vingt ans, huit shillings. La valeur de la main-d'œuvre orientale ayant été ainsi réduite de plus de 55 0/0 en or en comparaison avec la valeur d'autrefois, on peut fabriquer et produire, en Asie, avec cette même différence par rapport aux pays monométalliques-or. Notre système monétaire est cause de cette situation, et la loi économique, en vertu de laquelle le marché le plus avantageux conquiert le monde, exercera nécessairement ses effets.

La population du globe est d'environ 1.600.000.000 d'habitants, dont le tiers, comprenant les Européens et les Américains, a

l'étalon-or comme mesure de valeur, tandis que les deux autres tiers comprennent les races asiatiques, qui ont l'argent comme étalon. La somme de travail à bon marché qu'on peut se procurer dans les pays orientaux est illimitée ; d'autre part, dans les pays à étalon d'or, des millions d'hommes et de femmes attendent anxieusement du travail qu'il ne faudrait pas payer plus de cinq ou six pence, si on voulait s'en tenir à l'équivalent de l'argent par rapport à l'or.

Les conséquences de ce nouvel état de choses pour les pays à circulation d'argent ont été résumées d'une manière véritablement saisissante par M. Jamieson, consul général d'Angleterre à Shanghaï, dans un rapport publié au mois de février dernier :

Supposez, a écrit M. Jamieson, deux filatures de coton, dont l'une se trouve en Angleterre et l'autre au Japon ou en Chine, luttant concurremment pour la vente de leurs produits; comparons leur situation en 1873 et en 1894. Admettons qu'en 1873 elles luttaient à conditions égales, c'est-à-dire que chacune d'elles procurait les mêmes bénéfices à son propriétaire.

En 1894 l'une et l'autre ont la même somme de travail qu'en 1873, *travail que l'Anglais paie en or aux anciens taux*. L'Asiatique paie *toujours* à ses ouvriers, *comme jadis*, 18 à 20 cents par jour et à ses ouvrières 8 à 10 cents par jour. En 1873, ce salaire représentait de 9 à 10 pence en or pour les hommes et de 4 à 5 pence en or pour les femmes. Aujourd'hui cela représente juste la moitié, c'est-à-dire de 4 à 5 pence et de 2 à 2 1/2 pence.

Multipliez ce chiffre par 2.000 unités de main-d'œuvre et vous verrez l'économie sur cette main-d'œuvre.

Mais ce n'est pas tout. Les mêmes avantages se présentent pour les achats de charbon. Le charbon du Japon coûtait de $ 4 à $ 5 la tonne, ce qui représentait jadis de 16 à 20 shillings en or. Aujourd'hui, on l'achète encore à $ 4 ou $ 5 la tonne, mais ces chiffres ne correspondent plus qu'à 8 ou 10 shillings en or.

Le même calcul s'applique au revenu, salaires, taxes et toutes autres charges fixes. Tout cela *est payable en argent et n'a pas varié avec la hausse de l'or*.

La conclusion qui découle de ces faits, c'est qu'en réalité la hausse de l'or pour les pays à circulation métallique-argent, n'ayant point modifié à l'intérieur de ces pays les anciennes conditions économiques, a eu pour double conséquence d'y entraver l'importation des produits achetés aux pays à circulation d'or que la hausse de l'or rendait inabordables aux consommateurs indigènes qui n'avaient que de l'argent à donner en échange et, par répercussion, de favoriser l'industrie indigène.

***

Cette industrie s'est d'abord emparée du marché intérieur, puis, la baisse de l'argent s'accentuant tandis que les conditions générales de l'industrie similaire des pays à circulation d'or restaient les mêmes que par le passé, elle s'est présentée en concurrente de la production européenne sur d'autres marchés, où cette production avait été jusqu'alors sans rivale.

En ce qui concerne le Mexique, M. H. Willmans a terminé ainsi son rapport de 1894 :

Le Mexique, dit-il, possédait, en 1870, 88 filatures de coton qui, établies avec de vieilles machines d'Europe et des Etats-Unis, et employant la main-d'œuvre indigène, se bornaient à la fabrication des tissus les plus primitifs. Il possède aujourd'hui (1894) plus de 160 fabriques, filatures de coton et de laine, imprimeries sur tissus, filatures de jute, fabriques de papier, corderies, brosseries, fonderies de fer, etc., munies des machines les plus parfaites et les plus récentes, dirigées par des techniciens européens et donnant des produits pouvant figurer avec honneur à côté de ceux de l'industrie européenne.

Que l'on ne croie pas, non plus, que ce développement industriel soit arrivé à son terme ou soit borné à de certaines limites. L'extension de branches d'industrie déjà existantes et la création de nouvelles branches dépendent du prix de revient et de la possibilité de faire concurrence à notre industrie, et cette possibilité *dépend exclusivement de la valeur de l'argent*, c'est-à-dire de la hausse ou de la baisse de l'argent par rapport à l'or.

Et un correspondant du *Deustches Wochenblatt* de Berlin a, postérieurement au rapport de M. Willmans, complété l'exposé de la situation particulière que la baisse en or de la piastre d'argent créait à la production mexicaine :

« Pendant mon absence de quinze mois, la situation du Mexique s'est modifiée dans des proportions importantes. La terreur provoquée tout d'abord par la dépréciation de l'argent, à la suite de la brusque fermeture des Monnaies indiennes en juin 1893, a complètement disparu, et l'expérience montre que cette mesure *a eu de grands avantages pour le Mexique*. Les différentes branches de l'industrie qui, avec les précédentes relations de valeur entre l'argent et l'or ne pouvaient entrer en concurrence avec la production européenne, *s'organisent maintenant sur une base très solide*.

« L'agriculture et l'exportation des produits agricoles se développent dans des proportions importantes, *à la suite des ventes lucratives sur les marchés à étalon d'or*, et certains articles, comme le sucre brut, que l'on vendait autrefois à perte en Angleterre, par petites quantités, uniquement pour affermir les prix à l'intérieur, *sont maintenant exportés avec profit* en Angleterre, *grâce à la situation monétaire*.

« Le commerce d'importation *est fortement atteint* par la dépréciation de notre monnaie nationale et est obligé d'attendre des temps meilleurs.

« L'escompte, par suite de la diminution de l'importation et de l'augmentation de l'exportation, est tombé de 12 0/0 en mai 1893, à 6 et 7 0/0 aujourd'hui (septembre 1894). Une grande activité se manifeste dans les mines et dans les centres agricoles et l'on espère avec raison que, dans quelques années, l'*exportation de produits agricoles compensera l'importation de telle façon que l'argent tiré des mines* et si utile pour le Mexique, *ne sera plus exporté*, mais restera dans le pays pour contribuer au développement de l'agriculture et de l'industrie. »

Pour les pays asiatiques, la double conséquence de la baisse de l'argent, par rapport à l'or est encore plus caractéristique.

(*A suivre.*) EDMOND THÉRY.

COMPAGNIE DES NITRATE RAILWAYS

I

Depuis quelque temps on s'occupe, à Paris, d'une façon toute particulière de la *Compagnie des Nitrate Railways*, et diverses opinions sont formulées à son sujet. D'un côté, on émet des appréciations optimistes sur l'affaire ; de l'autre, au contraire, on se livre aux conjectures les plus défavorables. Comme personne n'ignore qu'il existe en ce moment à Londres un puissant syndicat à la baisse sur les actions de cette entreprise, et comme notre marché parisien s'intéresse fortement à ces titres, nous avons cru devoir nous livrer à une étude sur cette valeur en nous entourant des documents les plus complets et des données les plus sérieuses pour dégager la vérité sur ce que l'on avance aussi bien ici que de l'autre côté du détroit.

Les Chemins de fer composant le réseau des *Nitrate Railways* — qui, en reliant les deux ports d'Iquique et de Pisagua, ont pour but de desservir les gisements de nitrate de soude situés dans la province de *Tarapaca*, cédée par le Pérou au Chili, par le traité d'Ancon du 20 octobre 1883 — ont été construits en vertu de trois concessions du Gouvernement péruvien dont la durée, qui court du jour de la mise en exploitation des lignes, fut fixée, pour la ligne d'*Iquique*, à soixante-cinq ans, pour celle de *Pisagua* à quatre-vingt cinq ans, et pour les extensions à quatre-vingt-dix-neuf ans. Ces concessions, régulièrement inscrites au registre de la propriété au Chili, appartiennent présentement, ainsi que les Chemins de fer eux-mêmes, à une Société anglaise, « *The Nitrate Railways Company Limited* », constituée à Londres le 24 août 1882, au capital de 1.200.000 liv. st. divisé en 12.000 actions de 100 liv. st., subdivisées en actions de 10 liv. st. en vertu des décisions des assem-

blées générales des 27 février et 20 mars 1888. En 1888, ce capital fut porté à 1.380.000 liv. st. par la création de 27.600 autres actions. C'est à ce dernier montant qu'est arrêté aujourd'hui le capital-actions de la Compagnie.

Par un acte du Parlement rendu le 11 mai 1891, sur la demande de la Société, les actionnaires ont été autorisés a demander la subdivision de leurs titres en *une* action *ordinaire préférée*, donnant droit à un dividende privilégiée de 7 0/0, soit 14 shillings, et en une action *ordinaire differée* donnant droit au solde du dividende distribué aux *actions ordinaires pleines*, déduction faite de 14 sh. attribués par préférence aux titres de la première catégorie.

Outre le capital-actions sus-mentionné, il existait, à l'origine, un capital-obligations de 1.100.000 liv. st. en titres 6 0/0 et de 850.000 liv. st. en titres 7 0/0. Par suite de l'amortissement, cette dette se trouva réduite à 988.300 liv. st. d'une part, et à 748.200 liv. st. de l'autre. Un an plus tard, en 1888, et par l'entremise de MM. Henry Schrœder et Cᵒ de Londres, la conversion de ces deux catégories d'obligations fut opérée en obligations 5 0/0. Il fut créé à cet effet pour 2 millions de livres sterling de nouveaux titres stipulés amortissables jusqu'en 1935, date extrême. Ce chiffre de 2 millions se trouvait réduit, au 31 décembre 1893, et grâce au fonctionnement de l'amortissement, à 1.822.800 liv. st. Comme on le voit, il s'agit, ici, d'une ligne de chemin de fer d'une grande importance, puisque le capital-actions, joint au capital-obligations initial, représente 3.656.000 liv. st., ou 91.400.000 francs.

En ce qui regarde l'exploitation du réseau de la *Compagnie des Nitrate Railways*, disons que la ligne d'*Iquique* a été ouverte au trafic en 1871, celle de *Pisagua* en 1872, et les différents embranchements en 1875. De plus, l'embranchement de 46 milles de longueur destiné à desservir le district de *Lagunas*, et dont la Compagnie avait obtenu la concession en mai 1890, a été achevé le 1er janvier 1893 et ouvert à l'exploitation le 1er mai de la même année. Par suite, le développement général du réseau est, présentement, et garages inclus, de 291 milles 756 yards, représentant environ 470 kilomètres.

Depuis le commencement de l'exploitation, le trafic de la Compagnie s'établit ainsi :

Années	En quintaux: Trafic à la descente vers la côte	Trafic à la montée	Total	En liv. sterling: Recettes brutes	Recettes nettes
—	—	—	—	—	—
1883...	9.378.438	2.086.837	11.465.275	744.634	273.587
1884...	8.016.992	1.647.055	9.664.047	589.619	239.417
1885...	5.156.600	1.010.288	6.166.888	351.615	103.110
1886...	7.192.741	1.374.239	8.566.980	455.963	183.264
1887...	13.317.821	2.562.352	15.880.173	674.205	379.646
1888...	15.028.308	3.269.082	18.297.390	761.682	414.069
1889...	18.037.188	3.834.860	21.872.048	887.623	484.704
1890...	19.998.867	3.931.959	23.930.826	985.474	573.911
1891...	14.931.770	3.026.353	17.958.123	754.874	481.697
1892...	12.473.253	2.869.099	15.342.352	626.923	378.993
1893...	14.293.492	3.764.705	18.058.197	636.292	407.357

Nous ne sommes pas encore en possession du rapport pour l'année qui a pris fin au 31 décembre dernier ; nous ne pouvons donc pas, par conséquent, compléter définitivement le tableau ci-dessus. Toutefois, nous savons qu'en 1894, le nombre de *quintaux* transportés s'est élevé à 18.067.000, produisant une recette brute de 655.000 liv. st. ; de telle façon que, pour les trois dernières années, on obtient les comparaisons suivantes :

	Trafic total en quintaux	Recettes brutes: Liv. st.	Francs
	—	—	
1892.......	15.342.352	626.923	15.829.805 75
1893.......	18.058.197	636.292	16.066.373 »
1894.......	18.067.000	655.000	16.538.750 »

Enfin, en 1895, et pour les trois premiers mois de l'exercice en cours, les recettes ont atteint la somme de 3.971.547 fr. 25, en excédent de 333.375 fr. 75 sur celles de la période correspondante de 1894, qui ne s'élevaient qu'à 3.638.171 fr. 50.

Quant aux dividendes distribués aux actionnaires par la Société depuis sa constitution, nous les énumérons ainsi :

En 1883........	8 0/0	En 1889........	25 0/0
En 1884........	3 0/0	En 1890........	20 0/0
En 1885........	néant	En 1891........	20 0/0
En 1886........	néant	En 1892........	20 0/0
En 1887........	10 0/0	En 1893........	20 0/0
En 1888........	25 0/0	En 1894........	16 1/4

Ici, une question paraît se poser. D'abord, en 1894 les recettes *brutes* sont supérieures à celles de 1893, et cependant les profits *nets* n'ont permis que la distribution d'un dividende de 16 1/4 0/0, soit 1 liv. 12 sh. 6 d. contre 20 0/0, ou 2 liv. l'année précédente. Ensuite, ne semble-t-il pas que les recettes ne suivent pas une progression en rapport avec l'augmentation du trafic ? A ce sujet, quelques explications sont nécessaires.

En premier lieu, il faut considérer qu'au cours de l'année dernière, la Compagnie a eu à supporter les frais de divers raccordements de ses lignes qu'elle a passés par le compte d'exploitation. En second lieu, on doit faire entrer en ligne de compte les divers abaissements de tarifs qu'elle a consentis depuis le commencement de son exploitation et, en 1894 particulièrement, la nouvelle réduction dont elle a dû subir alors les premiers effets. Ces abaissements divers se résument dans les lignes suivantes.

Le tarif de transport fixé par les concessions accordées à la Compagnie avait été établi à 0,015 de *sol* péruvien par *quintal* et par *mille* de parcours. En prenant pour valeur du *sol* péruvien 42 pence — ce que valait alors le *sol* — le susdit tarif équivalait, pour les usines les plus éloignées du port, c'est-à-dire distantes d'environ 62 *milles*, à plus de 38 pence par quintal. Ce tarif ne resta en vigueur que jusqu'en 1879. A cette époque, la Compagnie le ramena à 0,01 de *sol* par quintal et par *mille*, avec un maximum de parcours de 45 milles, en même temps qu'elle adoptait un taux de change fixe de 30 pence par *sol*. Par suite, le coût du transport ne représentait plus que 16 1/4 pence par quintal. En 1885, et de nouveau, la Compagnie réduisit ses tarifs qui ne représentèrent plus que 9 3/4 pence par quintal, avec un maximum de parcours de 40 *milles*. A la fin d'avril 1893, nouvelle réduction à 8 3/4 pence ; et à partir du 1er janvier 1894, adoption du tarif actuellement en vigueur de 8 pence pour le même parcours maximum de 40 milles.

Contrairement à certaines opinions, il n'y a pas lieu d'être surpris de ces réductions successives de tarifs. Elles se produisent partout et plus le trafic augmente, plus elles sont de mise. Nos grandes *Compagnies de Chemins de fer français* ont, elles aussi, à passer par cette éventualité qui, loin de leur être préjudiciable, finit par tourner à leur profit. Au reste, la diminution sur les frais de transport n'est pas à signaler sur les seuls transports par voie de terre. On n'a qu'à considérer ce qui se passe sur les transports maritimes pour se convaincre que, par suite des économies réalisées de tous côtés, on est arrivé à devoir accorder des concessions qui apportent dans l'avenir des compensations toujours avantageuses.

C'est ainsi, en ce qui regarde la *Compagnie des Nitrate Railways*, que les frais d'exploitation qui, en 1883, représentaient 63 0/0 des recettes brutes, sont tombés, en 1888, à 46 0/0, à 37 99 0/0 en 1892, et, en 1893, à 35 45 0/0. Naturellement ces résultats ne peuvent être obtenus que grâce aux soins apportés par une administration intelligente et prévoyante, grâce aussi au perfectionnement progressif du matériel. Néanmoins, il convient de bien définir la situation, qui assure, pour l'avenir, un développement continuel du trafic et qui permet d'escompter les nouveaux débouchés fournis à une exploitation qui n'a pas encore acquis l'importance que l'on est en droit d'attendre d'elle.

Ce développement du trafic a mis la *Compagnie des Nitrate Railways* dans l'obligation de se pourvoir d'un matériel qui, dès aujourd'hui, semble suffisant pour

faire face à toutes les exigences du service, et même à une augmentation très large de la production de nitrate. C'est ainsi que, de 1883 à fin décembre 1893, le nombre des locomotives a passé de 38 à 66 et celui des wagons de toute espèce, de 470 à 1.289. Et, ce qu'il importe de bien prendre en considération, c'est que le transport des nitrates n'est pas la seule source de produits de la Compagnie dont nous nous occupons présentement.

En effet, après avoir descendu cette substance des usines situées à l'intérieur de la province jusqu'aux ports d'embarquement — ce qui représente le *trafic à la descente vers la côte* — les *Nitrate Railways*, en remontant, apportent, à ces mêmes usines, les matériaux et marchandises dont elles ont besoin, tel le charbon. Ce trafic de montée entre pour un cinquième dans les recettes totales, sans compter celui des voyageurs qui, en 1893, a fourni, comme recettes, un montant de 13.631 liv. st. 2 sh. 10 d. pour 41.569 passagers de 1re classe, 170.075 de 2e classe et 211.645 de 3e classe.

Mais, ici, des objections sont produites par les adversaires de la *Compagnie des Nitrate Railways*. Cette Compagnie n'a-t-elle pas à craindre, en effet, la concurrence, et la production du nitrate de soude suffit-elle et suffira-t-elle pour assurer l'avenir de l'entreprise? C'est ce qu'il nous reste à examiner en passant en revue les incidents qui se sont produits dans ces dernières années, et les difficultés avec lesquelles a à lutter la *Compagnie des Nitrate Railways*, difficultés qui semblent, d'après les éléments que nous possédons, plutôt superficielles que réelles.

(*A suivre.*) A. LECHENET.

BANQUE IMPÉRIALE ROYALE PRIVILÉGIÉE
des Pays-Autrichiens

A plusieurs reprises, et depuis quelque temps surtout, nous avons eu occasion, dans notre *Marché Financier* hebdomadaire, d'attirer l'attention sur la prospérité toujours croissante de la *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens*. Aujourd'hui que nous sommes en possession du Rapport du Conseil d'administration pour l'exercice 1894, il nous est loisible d'entrer dans des détails intéressants sur la marche des affaires auxquelles a participé cette Société.

L'année 1894, qui est la quartorzième année d'exercice de la *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* a donné, comme bénéfices :

Intérêts :	
Portefeuille d'effets sur l'Autriche......Fl.	501.533 29
— sur l'étranger.........	74.463 93
Titres..................................	1.587.319 39
Reports..................................	231.983 86
Comptes courants............................	619.094 56
Commission :	
Sur affaires de banque.....................	947.983 53
Sur affaires en marchandises...............	176.749 61
Sur affaires en syndicat...................	87.657 55
Bénéfice sur monnaies et effets sur l'étranger...	262.532 11
Bénéfice sur titres........................	327.616 68
Bénéfice sur affaires en syndicat..........	863.838 83
Dividendes périmés.........................	997 36
Ensemble................	5.681.770 70

Dont il faut déduire :

Traitements.....................Fl.	717.660 85	
Frais généraux : fournitures de bureau, jetons de présence et dépenses diverses..............	472.412 99	
Part contributive à la Caisse de retraite..........................	19.567 49	
Droits et impôts................	382.247 53	
Amortissement sur l'inventaire....	25.478 84	
Amortissement sur l'hotel de la Banque de Vienne............	42.000 »	
Amortissement pour créances douteuses.........................	35.405 85	
		1.694.773 55
Reste..................		3.986.997 15

Ce montant est de 962.747 flor. 57 supérieur à celui de l'exercice 1893, et, joint au solde reporté de l'exercice précédent, qui était de 611.767 fl. 49, il forme un total de profits à répartir de 4.598.764 fl. 64 qui ont reçu l'attribution suivante :

Total à répartir..........Fl.		4.598.764 64
Moins :		
Intérêt 5 0/0 sur le capital versé	2.000.000 »	
Extourne du solde reporté de 1893	611.767 49	
		2.611.767 49
Fl.		1.986.997 15

Sur lesquels :

10 0/0 sont à mettre à la réserve ordinaire.....................Fl.	198.699 72	
5 0/0 à attribuer au Conseil d'administration, à titre de tantième	99.349 86	
5 0/0 à attribuer, à titre de tantième, au Gouverneur, au Directeur général, aux directeurs et aux employés..................	99.349 86	
		397.399 44
Reste.................Fl.		1.589.597 71

Ajoutons à ces 1.589.597 fl. 71, les 611.767 fl. 49 reportés de 1893. Nous obtenons alors 2.201.365 fl. 20. Ces 2.201.365 fl. 20 ont été partagés ainsi :

Dividende supplémentaire de 6 fl. par action, soit, pour 200.000 actions..............Fl.	1.200.000 »
Prélèvement à titre extraordinaire pour le fonds de retraite des employés..................	25.000 »
Prélèvement à porter au fonds de réserve spéciale..	500.000 »
Report à nouveau................................	476.365 20
Total égal.....Fl.	2.201.365 20

A l'heure actuelle, les réserves de la *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* s'établissent de la manière ci-dessous :

Fonds de réserve extraordinaire...........Fl.	7.179.700 »
Fonds de réserve ordinaire..................	1.507.180 86
Fonds de réserve spéciale...................	2.000.000 »
Fl.	10.686.880 86

c'est-à-dire plus du quart du capital social.

De ce que nous venons de spécifier, il ressort que le dividende total pour l'exercice 1894 s'est élevé à 16 fl., contre 14 florins pour l'année 1893.

La plus-value que nous venons de signaler dans les profits est due à toutes les branches de l'activité sociale, tant au siège principal que dans les diverses succursales ou commandites. Elle témoigne surtout d'un développement dans les affaires de banque et de commission, dont on ne peut que se montrer satisfait. Les efforts faits jusqu'à ce jour par la *Banque des Pays-Autrichiens* en vue d'apporter à ses relations d'affaires dans le monde industriel et commercial la plus large extension, ont donc été couronnés de succès, d'autant plus que, en ce qui regarde la commission sur marchandises, les profits réels auraient accusé un chiffre supérieur à celui mentionné plus haut, si l'on n'avait cru devoir, en établissant ce compte, avoir égard aux aspects de la grande industrie, qui en est le principal aliment.

L'extension des relations de la *Banque des Pays-Autrichiens* avec le commerce et l'industrie de la Bohême l'a amenée à fonder une succursale à Prague. Cette succursale a débuté par les affaires commerciales au commencement de l'année, et elle abordera les affaires de Banque d'ici à l'automne. Son avenir paraît assuré, bien que les conditions actuelles soient plutôt défavorables par suite de la situation précaire de l'industrie la plus importante du pays.

En 1894, la Banque a mis fin à un certain nombre de ses participations syndicales : Conversion Autrichienne de 1893; Rente or d'Autriche de 1895; Obligations 4 1/2 0/0 de la *Société Hongroise des Chemins de fer d'intérêt local* ; Lettres de gage 6 0/0 de la *Banque Nationale Bulgare*; Obligations de la *Banque des Chemins de fer Orientaux*; Obligations des *Chemins*

de fer de Macédoine; Actions des *Chemins de fer d'Anatolie*; Actions de la *Banque des Chemins de fer*. Le produit de ces opérations figure au bilan. Toutefois, les actions provenant de la part de la Banque aux deux derniers syndicats ont été transférées au *Portefeuille-Titres*.

Ce portefeuille témoigne, comparativement à l'année précédente, d'une augmentation de 2.938 899 fl. 53 qui se décompose ainsi en chiffres ronds: Augmentation de 2.900.000 florins en Rente austro-hongroise, et de 1.400 000 florins en actions de Banque: diminution de 600.000 florins, en emprunts de provinces, et de 800.000 florins en Obligations hypothécaires bulgares.

Le bénéfice de ce compte atteint 327.616 fl. 68, accusant une plus-value de 127.771 fl. 93. Au fond, cette augmentation, dans le *Portefeuille Titres*, trouve sa compensation dans le compte syndicat qui se trouve diminué, comme nous l'avons dit plus haut, entre autres choses, du solde des actions de la *Banque Centrale du Crédit Foncier d'Autriche* réalisées, pour la plus grosse partie, pendant l'exercice. Le bénéfice résultant de cette vente figure au bilan.

L'engagement de la *Banque des Pays-Autrichiens* en valeurs de l'*Etat serbe* n'a pas diminué sensiblement. Cependant, la situation apparaît comme plus favorable. A ce sujet, mentionnons que le Ministre des finances de Serbie s'est engagé vis-à-vis du Syndicat des Banques à retirer de la circulation l'*emprunt 5 0/0 1893*, dont le montant nominal atteint 44.000.000 de fr., et que les Banques avaient pris partie ferme et partie à option en représentation d'une avance. Le Ministre de Serbie s'est engagé, en outre, à créer, tant en lieu et place du susdit emprunt qu'à titre de conversion d'autres emprunts plus anciens, un *emprunt unifié 4 0/0*.

En ce qui regarde l'emprunt hypothécaire de l'*Etat bulgare 6 0/0*, la Banque a exercé des options successives. Le chiffre des options encore à exercer, s'élève à 62.250.000 fr. valeur nominale, et le bénéfice de cette opération est réservé à l'exercice courant.

Plusieurs autres opérations ont été faites par la Banque sur les lettres de gage du *Crédit Foncier de Galicie* à Lemberg, sur les obligations de priorité des *Chemins de fer d'intérêt local garantis de la Bukovine*, sur les obligations de priorité 4 0/0 de la *Société des Charbonnages de Trifail* et sur les obligations 5 0/0 des *Charbonnages de Sosnovice*. Tous ces titres ont été réalisés et leur produit figure au compte de *Profits et Pertes*. Enfin, l'Etablissement, dont nous nous occupons, a concouru à la mise en Sociétés anonymes de l'*Austria*, Société de fabrication de quincaillerie et articles émaillés, et de la fabrique de chaux et ciment de *Kaltenleutgeben*, en même temps qu'elle faisait l'acquisition d'un brevet visant la fabrication d'un nouveau procédé d'aiguisage appelé « *Carborundum* ».

Et maintenant, pour terminer, mentionnons qu'il y a un an (*Economiste Européen* du 28 avril 1894) nous avancions que la valeur intrinsèque des actions de la *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* était bien supérieure aux cours cotés alors sur ces titres, qui s'échangeaient aux environs de 510 fr. Aujourd'hui, ces mêmes valeurs sont recherchées à 591 25. On voit que nos appréciations d'alors étaient justes, et que la hausse qui s'est produite est venue confirmer la bonne opinion que nous avions de cette Institution, qui est appelée à progresser encore et à justifier de plus en plus la place qu'elle a su conquérir.

J. M.

La Vitesse de Circulation de la Monnaie

Tel est le sujet d'un mémoire lu à l'Académie des sciences morales et politiques par notre collaborateur et ami, M. Pierre des Essars, qui a vérifié, par une méthode nouvelle, la loi des crises de M. Clément Juglar. Nous allons essayer de résumer à grands traits cette œuvre remarquable, fruit de longues et laborieuses recherches, qu'accompagnent des tableaux graphiques du plus haut intérêt.

M. Pierre des Essars part de ce principe, posé par l'économie politique, que l'utilité de la monnaie dépend de deux facteurs : la masse de la monnaie et la vitesse avec laquelle elle circule, c'est-à-dire le nombre de fois qu'elle change de main pendant le temps considéré. On est arrivé à évaluer, d'une façon approximative, la quantité de monnaie existant dans les divers pays, mais nous n'avions aucune idée de la vitesse avec laquelle se meut cette masse de métal, soit en espèces, soit sous forme de papier, de transferts de crédits et de compensations. Or, si ce problème ne pouvait être abordé dans sa généralité, M. des Essars a pensé qu'il était soluble dans des cas particuliers et il s'est mis à étudier les comptes courants de certaines grandes Banques par lesquelles passe un large flot de circulation :

Les Banques — lisons-nous dans le mémoire — reçoivent en dépôt les fonds de leur clientèle, les versements sont appelés *crédit*. Sur l'ordre qui leur est donné par un déposant, au moyen d'un instrument appelé *virement*, elles transfèrent à un nouveau compte tout ou partie d'un crédit et effectuent ainsi, par écritures et sans déplacement d'espèces ou de billets, un chiffre de paiement qui, à la seule Banque de France, s'élève à 40 ou 45 milliards par an. Le montant des capitaux détenus par les Banques n'est pas modifié par les virements, il est seulement réparti d'une manière différente. Les fonds déposés dans une Banque peuvent encore être retirés au moyen de chèques qui donnent lieu quelquefois à un virement, mais le plus souvent à un versement en espèces. Les sommes payées par virements ou par chèques forment le *débit* des comptes courants. La différence du crédit et du débit s'appelle *solde*. C'est la partie active des comptes-courants.

Ce sont ces soldes — « niveau du liquide dans le réservoir » — figurant aux bilans hebdomadaires des Banques, que l'auteur du mémoire a examinés avec soin, en cherchant à évaluer la vitesse de la veine passant par l'orifice, et, au moyen d'une formule algébrique, il est arrivé à déterminer, dans ses tableaux graphiques, la vitesse d'écoulement du solde, c'est-à-dire la vitesse de circulation du numéraire.

Rien n'indique mieux l'activité ou la stagnation des affaires et les courbes ainsi construites constituent un baromètre nouveau d'une grande précision, vérifiant, pour une période de 84 années, la loi des crises formulée par M. Juglar.

Si on tient compte de ce que le début d'une crise et la fin d'une liquidation sont toujours un peu flottants et peuvent empiéter d'une année sur l'autre, on voit que la courbe des vitesses passe toujours par un *maximum* au moment d'une crise et par un *minimum* au moyen d'une liquidation.

Au surplus, M. Clément Juglar l'a déclaré lui-même au cours de la discussion qui a suivi la lecture du mémoire : « les retours périodiques des crises commerciales se trouvent ainsi confirmées par un article du bilan qui, jusqu'ici, paraissait réfractaire à cette interprétation..... »; ajoutons qu'un simple coup d'œil jeté sur le graphique des vitesses de circulation permet de distinguer les pays à finances saines des pays à finances avariées.

Il convient de dire, en ce qui concerne les premiers, que M. des Essars s'est occupé seulement de la France, de l'Allemagne et de la Belgique; il n'a pu comprendre dans son tableau des vitesses de circulation, ni la Banque d'Angleterre, ni la Banque des Etats-Unis, ces Etablissements refusant tout autre renseignement que les soldes des comptes courants. Mais cette omission forcée n'a pas une grande importance parce que, les Etablissements dont il s'agit ne payant que les résidus des *clearing-houses*, les vitesses relevées seraient peu en rapport avec l'intensité de la circulation extérieure. Ainsi, l'auteur nous apprend (d'après les données de L. Palgrave et B. Martin) que l'Angleterre, grâce à son admirable système de chèques et son *clearing-house*, arrive à solder tous ses comptes avec moins de 75 millions de livres sterling d'or et 21 millions de livres sterling d'argent, alors que la France, avec un commerce inférieur, possède (ce sont les chiffres de M. de Foville)

un stock métallique de 4 milliards 1/2 d'or et de 2 milliards 1/2 d'argent. L'intensité de la circulation remplace, en Angleterre, la quantité de monnaie.

« Est-il possible, se demande ensuite M. des Essars, de se servir de la courbe des vitesses pour diagnostiquer le point où en est la marche des affaires ? »

Sans être trop affirmatif sur ce point, il croit que les indications de la courbe des vitesses sont identiques à celles des courbes barométriques; si ces dernières permettent de prévoir le temps, la hausse de la courbe de vitesse est bien un indice ou plutôt un présage d'une reprise d'affaires. Ainsi, dans le tableau relatif à la Banque de France. on remarque un léger relèvement en 1893; or, au cours de l'année suivante, c'est-à-dire en 1894, les transactions de Bourse, tout au moins, ont été plus actives.

Notre cadre restreint ne me permet pas de m'arrêter aussi longtemps que j'en aurais le désir aux nombreux points visés dans ce travail; il s'agit, en somme, d'une conception scientifique qui mériterait d'être développée d'une façon plus complète. Je me bornerai à constater que M. des Essars nous donne une méthode de statistique nouvelle facilitant l'étude de questions dont l'aridité effraie parfois les plus résolus.

C.-R. Wehrung.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU NORD

Comme nous le faisions observer dans l'*Economiste Européen* du 28 juillet 1894 et dans celui du 2 mars 1895, la *Compagnie du Chemin de fer du Nord* est celle dont les résultats attirent particulièrement l'attention, attendu que, jusqu'à présent, elle n'a jamais eu recours à la garantie qui lui est accordée suivant les Conventions de 1883, et qui assure aux actionnaires, jusqu'à l'année 1914, un dividende de 54 fr. 10 par action. A tout bien considérer — et sans même prendre en considération les importantes réserves de la Compagnie — il semble que nous soyons encore bien éloignés du moment où cette garantie pourra devenir effective, attendu que le dividende, pour 1894, a pu être encore fixé à 62 fr. par action, y compris les intérêts statutaires de 4 0/0 l'an, représentant, pour l'action, un *montant de 16 francs*. Il reste donc, comme part afférente aux bénéfices, une somme de 46 fr. Il y a là une petite diminution de 2 fr. sur le dividende de 1893, que l'on ne prévoyait pas il y a deux mois et qui provient de causes sur lesquelles nous allons avoir à nous expliquer. Elle trouvera vraisemblablement des compensations dans les exercices futurs.

En 1894, l'exploitation de la ligne a porté sur 3.699 kilomètres. ce qui constitue, sur 1893, une augmentation de 49 kil. Les parcours de trains accusent un accroissement de 1.171.000 kilom., en dépit des réductions opérées vers la fin de l'année; quant aux recettes, elles sont en plus-value de 4.877.000 fr., due, pour la moitié environ, au service des voyageurs, et principalement de ceux de 3e classe. La petite vitesse est aussi en amélioration de 1.088.620 fr., provenant de la houille, et de 581.000 fr. du fait des autres marchandises. Ce dernier chapitre, dont le tonnage a progressé de 434.000 tonnes, aurait dû donner un résultat beaucoup plus satisfaisant, si les transports n'avaient pas surtout porté sur les marchandises à bas tarif.

Ces résultats sont certainement satisfaisants, mais ils sont encore cependant inférieurs à ceux de 1890, bien que le tonnage transporté s'établisse à un chiffre plus élevé; et cette circonstance n'est que la conséquence des abaissements de tarifs considérables consentis, abaissements qui se traduisent par une réduction : pour la houille, de 0 fr. 0021 sur le tarif moyen par tonne, qui se trouve ramené, de ce fait, à 3 centimes 21, et, pour les autres marchandises, de 0 fr. 0055 sur le tarif moyen par tonne, qui n'est plus, maintenant, que de 5 centimes 82, au lieu de 6 centimes 37.

En ce qui regarde les dépenses, elles dépassent de 2.882.000 fr. celles mentionnées pour l'exercice 1893, de sorte que le coëfficient d'exploitation passe de 51.81 0/0 qu'il était en 1893, à 52 0/0. Rappelons que ce coëfficient, pour les années antérieures, s'établissait comme suit : 45.38 0/0 en 1888, 48.01 en 1889, 47.46 en 1890, 49.48 en 1891, et 50.76 en 1892. Cette augmentation porte d'abord sur les comptes de l'Administration centrale, puis sur les retraites du personnel, qui, par suite du relèvement des traitements et du commissionnement de nouveaux agents, ont exigé un supplément de 224.000 fr.; sur les indemnités, secours, pensions en cas d'accidents, sur lesquels un accroissement de 853.000 fr., et sur le chapitre des pensions liquidées. Quelques autres augmentations sont encore à constater sur les autres parties du service, mais elles sont en rapport avec l'accroissement du trafic.

En résumé, les bénéfices de l'exercice 1894. déduction faite des dépenses, s'élèvent. en chiffres ronds, à 22 millions 459.000 fr., contre 21.592.000 fr. en 1893. Mais ce montant a à subir certains prélèvements que nous expliquons ci-après :

En premier lieu, des dépenses nouvelles sont à prévoir pour le renouvellement des voitures et par suite d'importants travaux à exécuter dans les gares de Paris et de Boulogne, travaux dont une grande partie sera à porter au compte d'exploitation. De plus, la transformation récemment prescrite, après le triste accident d'Appilly, du frein continu à air vide en frein automatique — transformation qui, d'après le Conseil d'administration, ne constitue pas un progrès réel — entraînera des charges nouvelles. Aussi, des mesures ont-elles paru s'imposer, dès maintenant, dans le but d'alléger les charges des exercices futurs. Ces mesures consistent en un prélèvement, sur les bénéfices de l'exercice écoulé, d'une somme de 281.000 fr., destinée à couvrir les arrérages de pensions pour accidents créées antérieurement à 1894, et d'un autre montant de 1.600.000 fr., applicable aux dépenses prévues. De ce fait, les bénéfices se trouvent réduits à 20.578.000 fr., auxquels il faut, cependant, ajouter les profits des lignes *Nord-Belge*, soit 3.950.000 fr. Le montant disponible atteint donc un total de 24.528.000 fr. qui permet, après la répartition du dividende dont nous avons parlé plus haut, de reporter un solde de 378.000 fr. à l'exercice 1895.

Il nous reste, maintenant, à examiner brièvement les autres parties du rapport présenté par le Conseil d'administration de la *Compagnie du Chemin de fer du Nord*.

Depuis plusieurs années. la Compagnie, autorisée par des lois spéciales, a prêté son concours financier pour la construction de différentes lignes d'intérêt local affluentes à son réseau. Parmi ces lignes, celle du *Catelet* à *Saint-Quentin* a dû modifier son tracé, et, de ce fait, le chiffre des avances primitivement consenties, a augmenté de 240.000 fr. D'un autre côté, les sommes versées pour les lignes de *Rimeux-Gournay* à *Berck*, de *Bergues* à *Hazebrouck* et *Hondschoote*, d'*Estrees* à *Froissy*, de *Milly* à *Formerie* et de *Noyon* à *Guiscard* et *Lassigny*, ont été jugées insuffisantes en fin de travaux, par suite d'une augmentation dans les indemnités d'expropriation prévues tout d'abord. Pour éviter la déchéance des concessions et la perte des garanties assurées aux avances qu'elle avait consenties anciennement, la *Compagnie du Chemin de fer du Nord* a consenti des nouveaux crédits s'élevant à 3.371.700 fr. sur lesquels 1.071.700 fr. sont applicables à l'achat d'actions des petites Compagnies. Par suite, les lignes dont nous venons de parler ont été achevées, et leur trafic, tout donne lieu de le croire du moins, sera un gage amplement suffisant aux nouvelles créances consenties.

Les travaux de la *Compagnie du Chemin de fer du Nord* ont nécessité, en 1894, une dépense de 24 millions 772.000 fr., ce qui porte le total des dépenses effectuées par elle depuis son origine à 1.514.008.000 francs. Sur ledit montant, 11.201.000 fr s'appliquent aux travaux sur les lignes en exploitation, 3.650.000 francs au matériel roulant, 2.508.000 fr. à l'outillage, au mobilier et aux approvisionnements. Le solde re-

garde les lignes nouvelles. Les ressources nécessitées par ces dépenses ont été obtenues à l'aide de la vente de 76.449 obligations 3 0/0 au prix moyen de 467 fr. 02, contre 465 fr. 29 en 1893, 459 fr. 51 en 1892, 447 fr. 35 en 1891 et 430 fr. 89 en 1890. Il est à croire, vu le taux actuel de capitalisation, que, pour les 22.500.000 fr. de dépenses prévues pour 1895, la *Compagnie du Chemin de fer du Nord* obtiendra, pour le prix moyen de vente de ses nouvelles obligations, des conditions encore plus favorables qu'en 1894.

P. B.

Informations Économiques et Financières

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	25 avril	2 mai
ACTIF		
Encaisse de la Banque :		
25 avril — 2 mai		
Or....... 2.066 015 443 — 2.057 581 370	3.298.652.679	3.292.895.889
Argent... 1.232 637 236 — 1 235 311.518		
3 298 652 679 — 3.292.895.889		
Effets échus hier à recevoir ce jour....	45.327	252.183
Portefeuille Paris { Effets Paris........	205.676.941	217.110.661
Portefeuille Paris { Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor..........	»	»
Portefeuilles des succursales..........	255.166 383	351.152.399
Avances sur lingots à Paris..........	203.000	928 000
Avances sur lingots dans les succursales	2 181 000	2 138 000
Avances sur titres à Paris..........	136.216.671	150.602 913
Avances sur titres dans les succursales	150.360 092	152.065.686
Avances à l'Etat..........	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve..........	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles..........	99.627.294	99.627.294
Rentes immobilisées..........	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque..........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales..........	15.331.659	15.339.462
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales..........	3.055.170	4.045.418
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers..........	103.821.428	85 841 024
Total..........	4.535.725.117	4.639.717.431
PASSIF		
Capital de la Banque..........	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital..........	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834..........	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857..........	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation..........	3.587.940.710	3.625.314 280
Arrérages de valeurs déposées..........	17.166.919	20.813.469
Billets à ordre et récépissés..........	30.341 866	30 276 856
Compte courant du Trésor, créditeur...	174.769 901	156 896 592
Comptes courants de Paris..........	370.608.375	401 881 926
Comptes courants dans les succursales.	62 621.557	83.106 654
Dividendes à payer..........	1.899 541	1.818 166
Escompte et intérêts divers..........	5.145.119	5.614.232
Réescompte du dernier semestre..........	782 337	782.337
Divers..........	59.429.279	88 136.409
Total..........	4.535.725.117	4 639.716.431

Comparaison avec les années précédentes

	7 mai 1891	5 mai 1892	4 mai 1893	4 mai 1894	2 mai 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	3.110.2	3.168 8	3 499.1	3 585.3	3.625 3
Encaisse..........	2.505 1	2 749.8	2.973 3	3 035 2	3.292.8
Portefeuille..........	783 4	496.3	552.8	917 2	570 5
Avances aux partic.	294 3	343 4	341.1	304.7	305 7
— à l'Etat....	140.0	140.0	140 0	140.0	140 0
Compt. cour. Trésor	157 3	156 0	106 2	143 9	156.8
— part...	455.5	448.8	409 1	627.0	481.9
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 0/0
Prime de l'or.......	4 0/00	1/2 0/00	1 0/00	pair	pair
Bénéfices nets......	8.421.4	5.155.0	3.279.8	4.518.0	1.598.7

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Depuis le 29 avril, les obligations foncières de 500 fr. 2 80 0/0 1895, émises par le Crédit Foncier de France, sont admises aux négociations de la Bourse au comptant et à terme.

Ces titres sont inscrits à la 1re partie du Bulletin de la Cote.

500.000 obligations de 500 fr., émises à 490 francs, actuellement libérées de 40 francs et au porteur; remboursables à 500 fr. et avec lots, au plus tard en 75 ans, par tirages au sort trimestriels ayant lieu les 22 mars, 22 juin, 22 septembre et 22 décembre de chaque année (1er tirage le 22 juin 1895).

Intérêt annuel : 14 fr., payables par moitié les 1er juin et 1er décembre.

Pendant la période des versements, les obligations auront droit sur le montant des versements à un intérêt de 2 fr. 80 0/0, qui viendra en déduction des termes exigibles.

Par exception, les négociations à terme ne pourront se faire qu'en liquidation du 31 mai 1895.

Depuis le 1er mai, les obligations 5 0/0 émises par la Société Française des Télégraphes sous-marins (actuellement : « Compagnie Française des Câbles Télégraphiques »), ne seront plus négociables qu'en titres nouveaux portant la dénomination de : « Compagnie Française des Câbles Télégraphiques », au capital social de 24 millions de francs, datés du 1er mars 1895, coupon no 9 du 1er novembre 1895 attaché.

Par suite de l'émission à 550 fr. de 50.000 actions nouvelles de 500 fr. du Comptoir National d'Escompte de Paris, dont la souscription, ouverte du 30 avril au 15 mai, est réservée de préférence aux actionnaires, à raison de une action nouvelle pour trois anciennes,

La Chambre syndicale a décidé ce qui suit :

Du 30 avril au 8 mai inclus, les actions du Comptoir National d'Escompte de Paris se coteront, au comptant, sous deux rubriques distinctes, affectées :

L'une aux actions estampillées du droit à la souscription,

Et l'autre aux actions non estampillées.

A terme, les négociations et les livraisons en liquidation du 30 avril s'effectueront en titres non estampillés ;

En liquidation du 15 mai, les négociations et les livraisons se feront en titres n'ayant plus droit à la souscription.

Un dernier versement de 20 0/0, soit 100 fr. par obligation de 500 fr., est appelé le 9 mai sur les titres de l'emprunt russe 3 1/2 0/0 or 1894.

En conséquence, la Chambre syndicale a décidé qu'à partir du 3 mai inclus, ledit emprunt ne sera plus négociable qu'en titres entièrement libérés.

Jusqu'au 9 mai, il pourra être traité, suivant conventions particulières, en titres libérés de 74 3/4 0/0.

En liquidation du 15 mai, les livraisons devront s'effectuer en titres entièrement libérés.

Nomination d'Agent de Change — Par décret en date du 27 avril 1895, rendu sur la proposition du Président du Conseil, Ministre des finances, M. Gilbert-Boucher (Louis-Joseph-André) a été nommé agent de change près la Bourse de Paris, en remplacement de M. Gauthier, démissionnaire.

Octroi de Paris. — Les produits de l'octroi de Paris se sont élevés, pendant le mois d'avril 1895, à 12.399.200 fr., en augmentation de 451.500 fr. sur les produits d'avril 1894 et en augmentation de 610.900 francs sur les évaluations budgétaires correspondantes.

Les produits depuis le 1er janvier 1895 se sont élevés à 48.397.100 fr., en augmentation de 808 400 fr. sur l'année 1894 et en augmentation de 684.300 fr. comparativement aux évaluations budgétaires.

Chambre de Compensation des Banquiers de Paris. — Les capitaux compensés par la Chambre de compensation des Banquiers de Paris se sont élevés, dans le mois d'avril 1895, au chiffre de 523.780.058 francs 10.

Moyenne par jour : 20.950.000 fr.

Les Obligataires du Nord de l'Espagne. — Nous avons publié le texte des résolutions de la réunion des obligataires du Nord de l'Espagne, tenue le mois dernier.

M. Eugène Lacombe, ancien sénateur, au nom du *Comité de défense* desdits obligataires, dont il est président, et qui a son siège 3, *rue de Grammont*, vient d'adresser à M. Ribot, président du Conseil, au Ministère des affaires étrangères et à la Chambre syndicale des Agents de change, un mémoire faisant ressortir les droits des obligataires et les motifs qu'ils invoquent pour solliciter l'appui des Pouvoirs publics en faveur de leurs justes revendications.

Nous espérons pouvoir donner l'analyse de ce document dans un prochain numéro.

On nous annonce que le Comité va examiner la question de savoir s'il y a lieu d'envoyer de suite un délégué à Madrid.

P.-S. — Nous apprenons au dernier moment que le Comité de défense convoque ses adhérents pour le 11 mai, en vue de la résolution à prendre au sujet de l'envoi de délégués à Madrid, où l'assemblée générale des actionnaires du *Nord de l'Espagne* doit se réunir le 25 courant.

Achats et Ventes de Rentes effectués pour le compte des départements

Pendant le 1er trimestre de l'année 1895

	Janvier	Février	Mars	Cours moyen du 1er trimestre 1895	1894
Cours moyens de la Rente :	Francs	Francs	Francs	Francs	Francs
3 0/0 perpétuelle....	102 02	103 09	103 10	102 73	98 51
3 0/0 amortissable..	100 71	101 17	101 52	101 15	98 61
4 1/2 0/0 1883.......	»	»	»	»	104 75
3 1/2 0/0 1894.......	108 17	107 83	107 95	107 99	105 67
				Totaux du 1er trimre 1895	1894
Achats en Rentes :				—	—
3 0/0 perpétuelle....	445.070	246.674	286.689	978.433	1.430 381
3 0/0 amortissable..	23.340	46.595	29.925	99.800	92.520
4 1/2 0/0 1883.......	»	»	»	»	562.387
3 1/2 0/0 1894.......	428 900	268 369	384 090	1 081 359	1.457 482
Totaux des achats	897.310	561.638	700.704	2.159.652	3.542.770
Capitaux correspondant aux achats (milliers de francs).	29.205	18.168	22 741	70.115	106.667
Ventes en Rentes :					
3 0/0 perpétuelle....	197.723	205.198	203 998	606.919	721.008
3 0/0 amortissable..	18.660	14.520	23.760	56.940	80.445
4 1/2 0/0 1883.......	»	»	»	»	619.439
3 1/2 0/0 1894.......	130.789	119.932	153.213	403 934	345 490
Totaux des Ventes	347.172	339.650	380.971	1.067.793	1.766 382
Capitaux correspondant aux ventes (milliers de francs)	11.367	11.214	12.525	35.108	50.550

Chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Compagnie des Chemins de fer de Lyon a eu lieu le 26 avril, sous la présidence de M. Caillaux, président du Conseil d'administration.

Elle a approuvé définitivement les comptes de l'exercice 1893 et provisoirement ceux de 1894 en fixant à 55 francs par action le dividende de ce dernier exercice.

L'examen définitif des comptes de 1894 est confié à une Commission composée de MM. de la Tournerie, de Raynal, Boyer, de Billy et Bouruet-Aubertot.

L'assemblée a de plus approuvé la revision des règlements de la caisse des retraites des employés de la Compagnie sur des bases très favorables aux agents.

Elle a réélu MM. André, Blount, le baron Girod de l'Ain et Le Vavasseur de Précourt, administrateurs sortants, et nommé administrateurs MM. Coffinet et Dervillé, en remplacement de MM. Jagerschmidt et Cornudet, décédés.

Elle a enfin approuvé deux conventions avec l'Etat, la première concernant la renonciation à la concession de la ligne d'Ambérieu à Cerdon et à la Cluse, la seconde relative à la ligne du Fayet à Chamonix et à la frontière suisse.

Chemins de fer de l'Est. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Compagnie des *Chemins de fer de l'Est* a eu lieu, le 30 avril, sous la présidence de van Blarenberghe, président du Conseil d'administration.

Elle a donné au Conseil les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder au remboursement par anticipation ou à la réduction de l'intérêt des obligations 5 0/0 de la Compagnie, qui sont encore en circulation.

Elle a nommé administrateurs de la Compagnie, en remplacement de MM. Gallois et le comte Reille, décédés, M. Albert Mallet, de la maison de banque Mallet et Cie, de Paris, et M. Petsche, ingénieur en chef des ponts et chaussées, ancien ingénieur en chef de la voie à la Compagnie.

Elle a réélu MM. le marquis d'Imécourt, le baron Victor Reille, Viellard et Davillier, administrateurs sortants.

Enfin, elle a approuvé les comptes de 1894 et fixé à 35 50 par action le dividende de l'exercice.

Mouvement des Caisses d'Epargne. — Voici le relevé des opérations concernant les Caisses d'épargne ordinaires, du 21 au 30 avril 1895 :

Dépôts de fonds..................	7.609.214 15
Retraits de fonds..................	5.014.528 89
Excédent de dépôts	2.594.685 26

Excédent de dépôts du 1er janvier au 30 avril 1895 : 37.982.543 fr. 59.

Capitaux employés en achats de rentes, du 21 au 30 avril 1895, pour le compte des déposants des Caisses d'épargne ordinaires : 641.363 fr. 80.

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 16 au 22 avril 1895 (16e semaine)

(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	1894	Différence pr 1895
Etat..................	2.761	852	732	10 252	10 524	— 272
Paris-Lyon-Méditer.	8.604	7.989	6.702	92.648	95 096	— 2.448
— Rhône au Mont-Cenis	133	109	84	1 314	1.386	— 72
— Chemins Algériens..	513	»	»	»	»	»
Nord..................	3.699	3.468	3.369	55.528	55.775	— 247
Ouest..................	5.350	3.205	2.817	37 548	39.580	— 2.302
Orléans..................	6.773	3.736	3 288	44 878	46 916	— 2 038
Est..................	4.802	3.548	2 940	37.721	39.083	— 1.362
Midi..................	3.136	1.912	1.749	25.476	24 978	+ 497
Est-Algérien..........	897	136	69	1 656	1 628	+ 28
Bône-Guelma voie larg.	607	112	74	1.174	778	+ 395
— voie étroite	128	13	6	202	93	+ 108
Ouest-Algérien.......	296	39	33	643	563	+ 79
Arzew à Kralfallah..	214	31	33	402	392	+ 10
Médoc..................	101	21	20	291	337	— 45

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er janvier au 31 mars..	19.610.000	18.600.000
Du 1er au 10 avril..........	2.150.000	2.250.000
Du 11 au 20 avril..........	2.590.000	2.120.000
Du 21 au 30 avril..........	2.860 000	2.410.000
Des 1er et 2 mai..........	330.000	400.000
Du 1er janv. au 2 mai..	27.540.000	25.780.000

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 2 mai 1895.

La Nouvelle triple alliance. — Succès de l'opposition. — L'Umsturz-vorlage. — L'Alsace-Lorraine. — Le Programme du parti libéral. — L'Empereur et la flotte allemande. — Autres emprunts chinois. — L'Impôt sur le tabac.

L'Allemagne n'accueille pas avec enthousiasme l'idée de la triple alliance russo-franco-allemande. Elle s'était habituée à considérer avec sympathie les succès militaires des Japonais.

Plusieurs officiers japonais ont fait leur éducation dans l'armée allemande. Les professeurs allemands sont nombreux à Tokio.

Au point de vue commercial, les relations avec le Japon sont assez étendues. Aussi les exportateurs qui y font des affaires craignent fort que les Japonais ne s'adressent désormais à l'Angleterre.

La nouvelle de l'intervention diplomatique en faveur de la Chine ou plutôt contre le Gouvernement Mikadonal, a donc causé une surprise évidente. Seuls, les conservateurs sont heureux de ce rapprochement de l'Allemagne et de la Russie. Les nationaux-libéraux n'approuvent que par esprit gouvernemental. Les libéraux, les démocrates et les socialistes sont ouvertement hostiles à l'idée d'une intervention. Ils disent hautement que l'Allemagne n'a aucune raison de se trainer à la remorque de la Russie. Aussi la *Gazette de Francfort* émet l'espoir que le Gouvernement impérial et le Gouvernement français ne s'engageront pas plus avant, leurs intérêts économiques et politiques n'étant guère lésés par le traité de Simonoséki.

L'opposition vient d'obtenir deux nouveaux succès électoraux : à Weimar, les partis de droite sont en minorité; à Lennep, c'est un progressiste qui l'a emporté au ballottage contre un démocrate-socialiste. Les candidats conservateurs avaient été écartés.

C'est cette semaine que doit se discuter au Reichstag la loi relative à la répression des menées subversives. Elle revient de la Commission considérablement amendée par le Centre. Telle quelle il la votera et lui assurera la majorité. Mais le Gouvernement acceptera-t-il ces corrections? Jusqu'à présent, il n'a pas fait connaître son adhésion. Peut-être même ne tient-il pas au vote de la loi remaniée et se réserve-t-il la faculté de la présenter sous une nouvelle forme.

Dans tous les cas, l'opposition contre la loi grandit dans toutes les parties de l'Allemagne. Des pétitions circulent par centaines de mille dans les États du Sud. Ici, le Magistrat (lire Conseil municipal), a émis contre la loi un vœu qui a été frappé d'annulation par le Gouvernement. Bref, la dernière loi de M. de Caprivi est bien malade.

Toujours hargneuse, la *Gazette de Cologne* déplore que le Reichstag ait perdu une journée à discuter la loi des maires d'Alsace-Lorraine. A son avis, la loi étant parfaite, devait passer comme une lettre à la poste. Ce n'est pas l'avis des Alsaciens. L'un d'eux, M. Bueb, a déclaré que l'esclavage de l'Alsace-Lorraine était merveilleusement symbolisé par le lion qui la tient entre ses griffes comme une balle d'enfant à l'entrée du Reichstag.

L'Union électorale des Libéraux siégera en notre ville le 11 et le 12 mai, à l'hôtel Kaiserhof. L'ordre du jour est déjà arrêté. Il comporte des propositions de résolutions tendant à porter remède aux souffrances de l'agriculture, ainsi qu'au développement du droit d'association.

MM. Bamberger et Bromel discuteront la question de l'étalon monetaire. Étant donnée l'opinion bien connue de M. Bamberger, l'un des chefs du parti monométalliste, on sait d'avance quelle sera l'avis de l'Union libérale.

Dans un de ses nombreux discours, l'Empereur est récemment revenu sur une question qui lui est chère. Ainsi, après la conférence aux membres du Reichstag sur la marine, il en a fait une autre à l'Académie de guerre sur l'état des différentes flottes européennes. Ses déclarations sur la force actuelle de la marine militaire allemande ont été remarquées. Ainsi, il paraîtrait qu'il y a huit ans, les croiseurs impériaux l'emportaient à tous égards sur ceux des autres puissances maritimes. Aujourd'hui, ils sont dépassés par ceux de plusieurs flottes étrangères. Un amiral aurait même assuré à l'empereur Guillaume que si l'Allemagne ne modifiait pas son système de construction, la marine militaire germanique serait hors d'état de faire sortir de ses ports en 1898 aucun navire égal en construction à ceux des autres puissances maritimes.

Outre l'emprunt chinois de 30 millions de M., négocié ici par un gouvernement provincial, au taux de 6 0/0, il est aussi question d'un autre emprunt local, de 6 0/0 également, d'un million de livres sterling, contracté à Londres et garanti sur le revenu des douanes et d'un troisième emprunt de 400.000 liv., celui-ci au taux de 7 0/0.

Comme je vous l'ai déjà mandé, l'état du budget de l'Empire s'est sensiblement amélioré. A la rigueur, le Gouvernement pourrait renoncer à l'impôt sur le tabac, mais il y tient comme à une ressource susceptible de développement. Aussi, M. de Posadowski propose de l'établir, mais en demandant à cet impôt 10 millions de *M.* au lieu de 32 millions. Le droit *ad valorem* serait de 15 0/0 sur les tabacs supérieurs et de 13 0/0 sur les tabacs ordinaires.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	23 avril	Dif. 13 avr.	23 avril	Dif. 14 avr.
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots........	1.074.315	+ 37.317	883 432	+ 20 903
Billets du Trésor.............	26.164	+ 1 364	26.851	+ 1.335
Billets d'autres banques	12.525	+ 1.392	9.132	— 987
Lettres de change............	494.373	— 30.825	554 827	— 30.941
Prêts sur titres..............	69.184	— 2.834	74.315	— 1.637
Valeurs......................	7 073	+ 211	5 217	+ 923
Autres propriétés............	41.369	— 235	39.917	— 145
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets........	1.041.938	— 27.735	966 612	— 28.894
Autres engagements à vue...	525.379	+ 35.062	466.131	+ 18 084
Autres engagements	7.686	— 937	11.015	+ 266

Comparaison avec 1894 et 1893

(Millions de marks)

Stock métallique	1893	1894	1895	Lettres de change et prêts sur titres	1893	1894	1895
31 mars ...	869,0	856,7	1039,2	31 mars ...	683,5	710,3	665,6
7 avril ...	849,3	851,2	1034,8	7 avril ...	654,4	685,9	636,5
15 — ...	858,4	862,5	1036.9	15 — ...	629,9	661.7	597.2
23 — ...	871,4	883,4	1074,3	23 — ...	621,1	629,1	563.5
30 — ...	863,3	875,4	»	30 — ...	758,9	646,5	»

Circulation	1893	1894	1895	Réserve de billets	1893	1894	1895
3 mars ...	1.070,5	1.079,8	1.157,1	31 mars ...	121,7	103,7	106,4
7 avril ...	1.059,3	1.042,1	1.130,1	7 avril ...	114,2	137,1	128,2
15 — ...	1.012,5	995,5	1.069,6	15 — ...	171,0	196,1	192.1
23 — ...	989,6	966,6	1041,9	23 — ...	209,6	246,2	258.5
30 — ...	1.012,7	1.005,9	»	30 — ...	177,1	199,7	»

Le Commerce extérieur en Mars. — L'importation est restée sensiblement inférieure à celle du mois correspondant de l'année dernière, tandis que l'exportation restait à peu près stationnaire.

En voici, du reste, le résumé numérique, exprimé en quintaux métriques :

Mars 1894	25.704.340	18.586.989
Mars 1895	19.759.717	18.430.072
Diminutions	5.944.623	156.917
De janvier à mars 1894	66.291.424	50.958.299
— 1895	56.531.304	50.662.711
Diminutions	9.760.120	295.588

D'après les valeurs qui sont indiquées à la fin de

chaque trimestre, le mouvement commercial du trimestre correspond aux sommes suivantes :

	En milliers de marks		
	1895	1894	Différence
	—	—	—
Importation....	944.444	1.018.408	— 53.944
Exportation....	756.074	703.281	+ 52.793

L'exportation s'est accrue d'une somme presque égale à la diminution de l'importation. Quant aux échanges de métaux précieux, on a noté, à l'importation, 25.897.000 *M.* contre 27.514.000 *M.* en 1894; à l'exportation, 21.400.000 *M.* contre 25.956.000 *M.*

Le solde d'entrées s'est élevé de 1.558.000 *M.* à 4.497.000 *M.*

Etat des récoltes. — Le bureau statistique a publié l'état suivant des semailles à la mi-avril 1895.

La cote 1 signifie très bon; le n° 2 : bon; le n° 3 : moyen; le n° 4 : médiocre; le n° 5 : très médiocre.

	Blé d'hiver	Epeautre d'hiver	Seigle d'hiver	Trèfle et luzerne	Prés
Prusse........	2.6	2.5	3.4	2.3	2.7
Mecklembourg Schwerin ...	3.1	»	4.5	2.3	2.9
Mecklembourg Strelitz......	3.0	»	4.5	2.2	3.2
Oldenbourg ...	3.5	3.0	2.6	2.0	2.2
Brunswick. ...	2.6	»	4.1	2.4	2.7
Anhalt........	2.6	»	3.2	2.8	2.8
Saxe..........	2.4	»	3.5	2.1	2.4
Hesse.........	2.5	2.6	2.3	2.3	2.1
Bavière	2.3	2.2	2.8	2.1	2.6
Würtemberg ..	2.6	2.6	3.3	2.4	2.3
Bade..........	2.5	2.5	2.7	2.0	2.2
Alsace-Lorre...	2.3	2.0	2.3	2.0	2.1
Empe allemand	2.5	2.5	3.4	2.2	2.6

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 3 mai 1895.

La Bourse est assez ferme, bien qu'il y ait un peu de lourdeur. On commence à s'intéresser activement aux affaires des mines d'or. Elles ne sont pas inconnues sur notre place; mais l'expérience faite il y a 15 ans avec les émissions anglaises n'a pas été heureuse.

Le public cède à l'exemple donné par les Bourses de Londres et de Paris.

La *National Bank für Deutschland* (Banque Nationale d'Allemagne), sans caractère officiel, malgré son titre, se démène beaucoup. Elle augmente son capital, mais les statuts seront modifiés dans le but de retirer aux premiers souscripteurs le privilège d'obtenir les actions à leur valeur nominale.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 2 mai 1895.

Le Budget à la Chambre des Communes. — Le Nicaragua. L'Emprunt chinois. — Emissions.

Sir William Harcourt a présenté aujourd'hui l'exposé financier à la Chambre des Communes. D'après ce document, l'excédent de l'exercice dernier est de 766.000 livres. Les dépenses de l'année courante sont estimées à 95.981.000 liv. st. Les recettes seront de 95.662.000 liv.; il y aura donc un déficit de 319.000 liv.

Le Budget abandonne au 1er juillet le droit supplémentaire de six pence par gallon imposé l'année dernière sur les spiritueux, mais il rétablit le droit de six pence par barrique sur la bière. Par ce moyen, le déficit est converti en un excédent de 181.000 liv.

Je vous entretiendrai la semaine prochaine des incidents que la discussion de cet exposé ne manquera pas de soulever.

Parmi les événements extérieurs qui ont occupé l'attention, cette semaine, je dois vous signaler, en dehors des affaires d'Extrême-Orient, toujours au même point, les événements du Nicaragua. Le conflit qui vient de se dénouer par l'occupation anglaise du port de Corinto, remonte à un an. Des colons anglais ayant eu à souffrir de l'occupation du territoire des Mosquitos par le Nicaragua, le Gouvernement britannique avait formulé la réclamation d'une indemnité de 375.000 fr. et de dommages-intérêts à établir par état qui s'élèveraient, assure-t-on, à plusieurs millions. Soit que ces prétentions fussent exagérées, soit qu'elles ne parussent pas fondées, le Président de la République du Nicaragua ajourna sa réponse et l'Angleterre envoya aussitôt une escadre devant le port de Corinto. Un ultimatum de trois jours fut remis au Gouvernement du Nicaragua, qui refusa de payer et, à la suite de ce refus, le port de Corinto vient d'être occupé.

On trouvera cette façon de procéder un peu sommaire; elle aurait pu mettre en tout cas l'Angleterre aux prises non seulement avec un petit Etat faible comme le Nicaragua, mais avec tous les chauvins des Etats-Unis, qui doivent considérer comme une grave offense cette atteinte à la pure doctrine de Monroë.

Le Gouvernement des Etats-Unis s'est en tout cas désintéressé de la question : une dépêche de San-Juan nous a appris hier qu'après une longue discussion, les Ministres du Nicaragua ont décidé de payer dans les quinze jours une indemnité à l'Angleterre si celle-ci évacue Corinto. Le Président d'une des deux Compagnies du canal de Nicaragua a offert au Gouvernement de lui avancer une partie de l'indemnité réclamée.

Ces événements, qui ont provoqué au premier abord une certaine appréhension sur le marché, n'inspirent plus, aujourd'hui, aucune inquiétude.

Des bruits bien contradictoires ont été mis en circulation relativement à l'Emprunt chinois. On avait annoncé depuis longtemps que la Chine emprunterait une somme énorme sur le marché anglais. On a donc appris avec une certaine surprise que les Chinois avaient contracté à Berlin un emprunt de 30 millions de marks. Ce n'était pas d'une somme aussi modeste que l'on parlait il y a quelque temps. Sur le marché anglais, il n'est question, pour l'instant, que d'un emprunt de 1.000.000 de livres, autorisé par le vice-roi de Nankin. Or, bien que la Chartered Bank of India, Australia and China s'en occupe, il paraît que cet emprunt fait partie de celui de Berlin. Il est, en tout cas, présenté dans des conditions quelque peu surprenantes. Comme l'on aurait probablement marqué quelque méfiance envers le Trésor particulier du Gouvernement de Nankin, le Trésor chinois déclare garantir la nouvelle rente 6 0/0 sur les revenus des ports de traités. L'importance des maisons qui lancent cette affaire en garantit le résultat, mais on peut être surpris de la politique financière de la Chine. La garantie accordée par le Trésor Impérial prouve, en effet, que l'émission est faite pour son compte. La dissimulation est d'autant plus maladroite que ces petites opérations usent le crédit du pays, et la Chine pourrait bien s'en rendre compte le jour où elle devra faire un emprunt important.

Cette émission n'est pas la seule qui attire l'attention du marché : on prête au Gouvernement indien l'intention d'émettre un emprunt 2 1/2 0/0 pour le remboursement des bons du Trésor venant à échéance; le Gouvernement de l'Australie Occidentale met en souscription 750 000 liv. en dette inscrite 3 1/2 0 0. D'autres affaires sont émises par les grandes Banques; il y a encore des émissions de valeurs minières. Vous voyez que le marché ne manque pas d'éléments d'activité.

Informations Économiques et Financières

Emission du Queensland. — Le total des souscriptions à l'emprunt de 1 million 1/4 de livres en 3 1/2 0/0

du Gouvernement du Queensland, émis la semaine dernière au taux de 97 1/2 0/0, s'est élevé à 6.533.600 livres. Les demandes au taux de 101 3/8 0/0 recevront 28 0/0 et, au-dessus de ce taux, la totalité.

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

1er Mai 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés	51 200.460	Dette fixe de l'Etat	11.015.100
		Rentes immobilisées	5 784 900
		Or monnayé et lingots	34 400.460
Total	51.200.460	Total	51.200 460

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	12.893 137
Réserve et profits et pertes	3.083 652	Portefeuille et avances	18.980.858
Trésor et administration publique	7.658.812	Billets en réserve	24.961 78[illegible]
Comptes particuliers	31.039.906	Or et argent monnayés	2.635 811
Billets à sept jours, etc.	139 221		
Total	59 471.591	Total	59.474.591

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
23 Janvier	35.378	25.015	41.107	32.113	27.142	65	2
30 »	35 946	24.926	40.104	30.392	27.819	69	»
6 Février	35.801	25.119	40.473	30.139	28.481	70	»
13 »	37.043	24 725	41 106	30.130	29.118	70	»
20 »	37.502	24 629	41.836	30.315	29.673	70	»
27 »	37.081	24.795	42.251	31.253	29.09[illegible]	69	»
6 Mars	37.186	25 071	42 558	32.008	28 915	67	»
13 »	36. 67	24.893	41.116	30.558	28.874	70	»
20 »	37.362	24.679	42.094	30.919	29.483	63	»
27 »	37.729	25.287	44.339	33.434	29.242	65	»
3 avril	37.744	26 123	42.950	32.894	28 420	66	»
10 »	36.653	26 316	39.600	30.275	27.136	68	»
17 »	36 755	26.018	40.357	31.531	27.536	68	»
24 »	37.492	25.978	41.810	31.251	28 313	67	»
1er Mai	37.036	26.238	41.698	31 877	27.597	66	»

Finances Egyptiennes. — Le Bulletin mensuel des recettes de la Dette publique égyptienne annonce un surplus de 359.000 liv. ég., après le paiement des coupons des emprunts Unifié et Privilégié.

Le montant des sommes encaissées depuis le 15 avril, pour le compte de la Dette Privilégiée, est de 39.000 livres égyptiennes.

Finances de la Nouvelle-Zélande. — La situation budgétaire de cette colonie est redevenue favorable. Les recettes de l'année financière finissant le 31 mars ont été de 4.406.515 livres et les dépenses de 4.266.722 livres, soit un surplus de recettes de 139.793 livres, auquel il faut ajouter la balance de 290.238 livres de l'année précédente, soit un excédent total pour l'exercice 1894 95 de 430.031 livres. Sur cette somme, 250.000 livres ont été appliquées aux dépenses de travaux publics, ce qui laisse 180.031 livres à reporter au prochain budget.

Clearing-House

Résultat des compensations du 25 Avril au 1er Mai

Jeudi 25 avril .... £	18.031.000	Lundi 29 avril ..... £	23.532 000
Vendredi 26 avril...	52.565 000	Mardi 30 avril	22 066.000
Samedi 27 avril.....	24 571.000	Mercredi 1er mai	22 527 000
		Total.......£	163.312 000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 147.638.000.

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 3 mai 1895.

Après avoir fermé un jour, le Stock-Exchange a rouvert hier sur de très bonnes dispositions, favorisées par la meilleure tenue des places continentales; il ne reste donc rien de l'hésitation constatée ces jours-ci et dont la cause principale était la faiblesse des fonds internationaux.

Les grandes valeurs de placement ne se sont pas, d'ailleurs, départies de leur bonne fermeté : nous retrouvons les Consolidés à 105 3/8.

L'Extérieure témoigne de tendances plus soutenues et les Fonds ottomans ont retrouvé des demandes. Les Fonds brésiliens sont mieux tenus; les Argentins et Uruguayens ne varient pas; les Fonds péruviens sont fermes.

Les Chemins américains font toujours preuve de la même fermeté et clôturent avec une tendance excellente.

Les valeurs libellées en argent continuent à être bien influencées par la reprise de ce métal.

En dernière heure, la Bourse est plus hésitante en prévision d'une crise ministérielle que paraîtraient indiquer les déclarations faites hier par Sir William Harcourt à la Chambre des Communes.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 1er mai 1895.

La Réforme électorale. — Les Recettes de l'Etat hongrois. — Un projet de loterie en Hongrie. — Le Monopole des alcools. — La « Sudbahn ». — L'Assemblée générale de la « Staatsbahn » — Une émission de la Société du Métropolitain de Budapest. — Le 1er mai à Vienne.

Tandis que le *Reichsrath* poursuit la discussion de la réforme des impôts, la Commission de la réforme électorale menaçait de se désagréger. En effet, on n'avait pu se mettre d'accord au cours de l'assemblée plénière qui a eu lieu avant-hier, par suite de l'abstention d'un certain nombre de députés slaves; il s'agissait de pourvoir au remplacement du baron Dipauli, dont je vous ai annoncé la démission dans une précédente lettre, mais les choses se sont arrangées depuis.

En Hongrie, la grosse question des lois politico religieuses, non encore résolue, reviendra le 14 courant à la Table des Magnats; on espère, cette fois, que l'opposition se résoudra à accepter la solution réclamée par la grande majorité du pays. Nous n'avons pas encore les chiffres complets relatifs aux recettes de l'Etat hongrois pour le semestre finissant au 31 mars dernier; mais les journaux officieux nous laissent entrevoir que le rendement du dernier trimestre 1894, comme aussi celui du 1er trimestre 1895, sont également mauvais. La moins-value, s'élevant à plusieurs millions de florins, porterait surtout sur les impôts directs et sur les recettes des Chemins de fer.

Un groupe de banquiers allemands et hongrois a soumis au Ministre des finances transleithanien, un projet de loterie avec billets de 5 florins, divisibles en vingtièmes. Chacun des billets concourrait aux 52 tirages annuels, et le plus petit lot serait de 10.000 florins. Nous ne savons pas encore si ce projet a des chances d'être adopté.

L'opinion publique commence à se modifier en ce qui touche l'entente des deux parties de la Monarchie relative au rachat de la *Sudbahn;* cette entente pourrait bien se faire plus tôt qu'on ne l'aurait cru, à la suite d'un compromis pour le monopole des alcools dont on s'est occupé au cours des récents pourparlers entre les ministres autrichien et hongrois. Voici comment:

Le Gouvernement transleithanien est pressé de résoudre la question des alcools, car le contrat concédant le droit exclusif de vente en Hongrie expire à la fin de l'année courante; il va donc se trouver dans l'obligation de modifier le mode de perception de l'impôt. Son projet consiste soit à augmenter le droit de 15 florins par hectolitre, soit à établir le monopole de l'alcool. On assure, dans les sphères officielles, que cette dernière combinaison, qui est la préférée, serait

subordonnée à l'entente entre les deux Gouvernements au sujet de la *Sudbahn*, et que cette entente ne tarderait pas à être réalisée. Je vous tiendrai au courant des négociations, constatons, en attendant, que l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires de la *Sudbahn*, convoquée pour le 28 mai, ne présente rien de saillant; le libellé ne diffère pas de celui de l'an dernier. J'ajoute que les écritures du bilan de cette Société, pour l'exercice 1894, sont presque arrêtées; les états provisoires accusent une diminution de recettes de 84.000 florins, mais on annonce que les comptes définitifs la feront disparaître et que les résultats de l'exploitation dépasseront ceux de 1893, en tenant compte des pertes au change, qui se sont accrues de 100.000 florins.

L'assemblée générale de la *Staatsbahn* est fixée au 29 mai.

La *Kommerzialbank* hongroise et la *Laenderbank* autrichienne vont émettre, le 4 mai, un nouvel emprunt en obligations 4 0/0 de la Société du métropolitain de Budapest, dans le but d'appliquer l'électricité à toutes les lignes et de procurer à la Société les fonds nécessaires aux constructions projetées, ainsi qu'à l'acquisition de nouvelles lignes. L'emprunt sera de 18 millions de couronnes, dont: 7 millions seront appliqués à la conversion des anciennes priorités (dont la circulation s'élevait à 3 millions 710 mille florins fin 1893); 4 millions de couronnes seront gardés en portefeuille, et le solde, soit 7 millions, sera émis au pair.

Les nouvelles obligations doivent être amorties en 50 années à 105 0/0, avec faculté, pour la Société, d'anticiper le remboursement; celle-ci prendra à sa charge tous les impôts et taxes. Ajoutons que la Société, dont le capital-actions s'élevait fin 1893 à 2 millions 920 mille florins (sur laquelle 1 million 200 mille florins se trouvaient à ladite époque dans son portefeuille), a distribué pour 1893 un dividende de 11 0/0; pour les années antérieures et depuis 1883, le dividende avait été de 10 0/0.

Le 1er mai a été fêté avec le plus grand calme par les classes ouvrières; grâce au caractère pacifique des manifestations, la police n'a pas eu besoin d'intervenir.

Informations Économiques et Financières

Le Commerce Extérieur de l'Autriche. — Voici, d'après le Bureau des statistiques du Ministère du commerce cisleithanien, les chiffres du commerce extérieur de l'Autriche pendant le 1er trimestre 1895, comparés avec ceux de la période correspondante de 1894 :

	1er Janvier 1895	Differ. sur 1894
	en millions de florins	
Importations	173,76	+ 2,7
Exportations	168,05	— 7,8
Excéd. des importat.	5,71	+ 10,5

Il résulte de ces données que la balance commerciale du 1er trimestre de l'année courante présente un solde *passif* de 10 1/2 millions de florins.

Parmi les importations il convient de signaler les produits suivants : denrées coloniales 10 millions 600 mille florins (+ 1 million 100 mille florins); céréales 3 millions 900 mille fl. (— 3 1/2 millions), charbons et cokes 9 millions (+ 2,2). Les produits de la meunerie se sont élevés à 1 million 60 mille fl. (— 2 millions 960 mille); signalons les seigles destinés à la meunerie, dont les importations se sont abaissées de 3 millions 660 mille à 1 million 30 mille florins.

En ce qui concerne les *Exportations* les principales moins-values portent sur les sucres et les céréales. Du 1er janvier au 31 mars on n'a exporté que 9 millions 700 mille florins de sucres, soit une diminution, par rapport au 1er trimestre 1894, de 7 millions 600 mille florins; ce résultat est dû, en grande partie, à la baisse des prix. Les exportations de céréales ont été de 13 millions 370 mille florins, soit une moins-value de 4 millions de florins.

Par contre, les produits suivants accusent des augmentations : animaux et leurs sous-produits, 36 millions 700 mille florins (+ 4 millions 700 mille), — fers et dérivés (+ 3 millions de florins); ce dernier chapitre comprend 8.444 quintaux métriques d'armes expédiées en Chine.

La Société Austro-Hongroise des Chemins de fer de l'Etat (Staatsbahn). — D'après le rapport approuvé par le Conseil d'administration de la *Staatsbahn* pour l'exercice 1894, les bénéfices nets se sont élevés à 9.803.346 florins, en augmentation de 1.502.376 florins sur celui de 1893.

Déduction faite de l'acompte de 12 fr. 50 payé pour le coupon de janvier, ainsi que d'une somme de 199.392 florins affectée à l'amortissement des actions, l'excédent disponible à l'assemblée générale ressort à 6.357.991 florins, dépassant de 1.529.207 florins le solde de l'année dernière.

Sur la base de ces résultats, le Conseil d'administration proposera de fixer à 33 francs le dividende total pour l'exercice écoulé, et de reporter le reliquat de 905.812 florins au compte à nouveau. Rappelons que l'année dernière le dividende a été de 28 fr.; le report, de 660.257 florins.

Les recettes totales ont atteint 26.625.426 florins (+ 1.318.117 fl.); les dépenses se sont élevées à 16.822.080 florins, en diminution de 184.258 florins par rapport à celles de 1893.

Le rapport permet de faire les constatations suivantes :

Augmentation des bénéfices provenant de l'exploitation du vieux réseau, 853.000 florins; augmentation de la garantie d'Etat pour le réseau complémentaire, 148.000 fl.; contribution du Gouvernement hongrois aux frais de l'agio, 479.000 fl.; plus-value du compte intérêts provenant de l'exploitation des chemins de fer de Bohême et de recettes diverses, 104.000 fl. Réduction des dépenses, 184.000 fl., d'où une amélioration de 1.500.000 fl. au total. Par contre, il y a diminution de 500.000 fl. au produit net des domaines, ce qui réduit à un million en somme ronde, l'amélioration obtenue d'une année à l'autre. Si l'on met en ligne de compte le report de 1893, supérieur de 500.000 fl. à celui de l'année antérieure, l'augmentation du bénéfice disponible ressort à 1.500.000 fl. Sur cette somme, les actionnaires toucheront environ 1.260.000 fl. de plus que l'année dernière; le surplus de 245.000 fl. est destiné à grossir le report en faveur de l'année en cours.

Les Dépôts d'Or à la Banque d'Autriche-Hongrie. — Les deux administrations des finances ont déposé la semaine dernière à la *Banque d'Autriche-Hongrie* une nouvelle somme de 7 millions de florins en pièces de 20 couronnes. Le total des dépôts effectués ainsi pour faire face au retrait des billets d'Etat, partie avec des monnaies d'argent, partie avec des billets de la Banque, s'élève à 74.641.000 florins.

L'Emprunt pour la Bosnie. — Le projet d'emprunt de 24 millions de couronnes pour la Bosnie, déposé aux deux Parlements autrichien et hongrois, auquel notre correspondant de Vienne faisait allusion dans son Courrier de la Bourse du 26 avril, prévoit un amortissement en soixante années, au moyen des recettes du budget ordinaire de la Bosnie.

Cet emprunt est destiné à des travaux publics, constructions de casernes et de lignes ferrées Nasra-Bugojno, Gorganje-Vakouf-Jajce.

La Société des Chemins de fer Orientaux à Vienne. — Le Conseil d'administration de cette Société a décidé de proposer à l'assemblée générale la répartition d'un dividende de 16 fr. par action, à prélever sur

les bénéfices de l'exercice 1894, s'élevant à 2.006.382 fr. Pour 1893, les bénéfices s'élevaient à 3.190.168 francs et le dividende avait été de 25 fr. par action.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 3 mai 1895.

Les transactions continuent à être peu actives, bien que la liquidation se soit effectuée sans trop de difficultés, avec des reports variant entre 5 1/2 et 12 0/0. Cette situation est due, en partie, aux bruits relatifs à une augmentation de l'impôt sur les opérations de Bourse et aussi aux moins-values considérables des recettes de l'Etat hongrois. On espère, toutefois, que les disponibilités de l'épargne, pendant le mois de mai, chercheront des remplois et que la cote en profitera dans son ensemble.

Le resserrement monétaire persiste sur le marché de l'escompte.

Les actionnaires de l'*Alpine* sont convoqués en assemblée générale pour le 18 mai.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 2 mai 1895.

Le 1er mai à Madrid. — La situation du marché et les nouvelles de Cuba. — Un discours de M. Navarro Reverter.

Aucune manifestation bruyante ne s'est produite à l'occasion du 1er mai ; je n'ai à signaler qu'une réunion socialiste au Jeu de Paume, où l'on comptait un peu plus d'un millier de personnes et où on n'a pas prononcé de discours incendiaires. Les divers orateurs se sont bornés à critiquer l'attitude du parti républicain, qui n'a rien tenté pour améliorer le sort des ouvriers, et à préconiser les moyens pacifiques pour réaliser les desiderata des travailleurs.

La liquidation de fin avril a montré que les vendeurs à découvert d'*Intérieure* étaient assez nombreux ; depuis on se rachète et il semble que le public se rende un compte exact de la valeur de ce titre. Bien que les groupes étrangers n'aient pas encore envoyé ici les paquets d'*Extérieure* qu'ils ont eu tant de mal à faire reporter, la crainte de les voir arriver sur notre marché a amené une tension des changes. D'autre part, l'inquiétude augmente en ce qui touche aux affaires de Cuba. Les optimistes, qui pensaient que l'arrivée à la Havane du maréchal Martinez Campos suffirait pour remettre les choses au point, sont bien obligés de se rendre à l'évidence.

Au surplus, sans être alarmants, les télégrammes du Maréchal démontrent qu'on n'en finira pas de sitôt, et il est impossible d'évaluer le coût de cette campagne, qui augmente de jour en jour le déficit budgétaire de Cuba et aura évidemment son contre-coup sur les finances de l'Espagne.

Aux Cortès, on poursuit lentement la discussion du budget.

Le Ministre des finances a prononcé lundi dernier un important discours dans lequel il a donné la mesure de sa sollicitude pour la question viticole et les revendications des viticulteurs. Le problème qui se pose en Espagne est le même que dans les autres pays et on n'a pas encore trouvé la formule pour le résoudre d'une manière complète, avec des procédés radicaux. Sous peine de ne pouvoir arriver à l'équilibre budgétaire, le Trésor ne doit renoncer à aucune de ses sources de recettes et il faut éviter de retomber dans les erreurs commises en 1856 et en 1868, où il a fallu, en raison des gros déficits, revenir sur les mesures prises. Ce revirement s'est traduit par des accroissements de charges pour l'agriculture, les propriétés et l'industrie. La Commission nommée par M. Gamazo n'a abouti à aucun résultat. Aussi M. Navarro Reverter, tout en ayant le plus grand désir d'améliorer la situation des viticulteurs, estime-t-il qu'il ne faut pas se hâter de prendre des décisions inefficaces dans la pratique et susceptibles de léser les intérêts du Trésor.

Je vous signale, en terminant, les plus-values de recettes des Compagnies de Chemins de fer espagnols ; les Andalous, notamment, ont enregistré d'importantes augmentations.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 15 avril (15 semaines)

	1892	1893	1894	1895
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	3 751.931	4.119 660	4.293.548	4 038.556
Nord de l'Espagne (1959 k.)	15 369.792	14.729.285	15.318 028	13.574.492
Asturies (741 kil.)	2.638 833	3.040.194	3.357 781	3.197.265
Lérida-Reus (103 kil.)	419.539	407.413	383.924	349.788
Almansa-Valence (460 kil.)	3.453 395	3.090.718	3 086 256	2.931.723
Saragosse (2672 kil.)	14.213.838	14.477.171	14.520.781	13.490.499

Le Commerce Extérieur de l'Espagne. — Pendant le mois de mars 1895, les *Importations* se sont élevées à 69.098.886 pesetas et les *Exportations* à 42.810.399 pesetas ; c'est là une augmentation de 2 millions pour les premières et une diminution de 5 millions pour les secondes, par rapport à mars 1894.

Le mouvement du 1er trimestre de l'année en cours s'établit comme suit :

Importations, 193 millions (contre 190 millions pour le 1er trimestre 1894) ;

Exportations, 136 millions (contre 140 millions en 1894).

Le Budget des Iles Philippines. — Voici les prévisions budgétaires des Iles Philippines pour l'exercice 1895-96 :

Dépenses : 13.793.656 piastres, en augmentation de 656.559 piastres par rapport à l'exercice en cours ;
Recettes : 14.963.760 piastres — soit un excédent de 1.170.104 piastres.

Si on compare ces prévisions aux résultats de l'année 1890, dit, à ce propos, notre confrère l'*Economista*, on constate que, depuis quatre ans, la contribution urbaine a progressé de 40 0/0, la contribution industrielle de 41 0/0, la rente des loteries de 25 0/0, les revenus de l'opium de 36 0/0, les cédules personnelles de 68 0/0, le timbre de 75 0/0, les douanes de 77 0/0, l'impôt de capitation pour les Chinois de 114 0/0, les biens de l'Etat de 134 0/0 et les recettes éventuelles de 359 0/0.

Le Sucre et le Tabac à Cuba. — D'après le *Bulletin commercial* de la Havane, la production sucrière de cette année, dans la grande Antille, serait inférieure de 78.000 tonnes à celle de l'année dernière ; au surplus les bas cours des sucres ne sont guère engageants pour les planteurs et ceux-ci ne cherchent pas à développer leurs plantations. Il convient de dire, toutefois, que l'insurrection dont Cuba est actuellement le théâtre n'inquiète pas la zone sucrière et n'a pas entravé le travail.

Quant au tabac, les prix ont également baissé dans de notables proportions, mais les stocks étant très réduits, on entrevoit une hausse d'ici à quelque temps.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 3 mai 1895.

Notre marché est beaucoup plus ferme depuis la liquidation, pour laquelle on a payé 5 centimes de *déport* sur la Rente *Intérieure* et 15 centimes de report sur l'*Extérieure*. Mais on redoute toujours les retours de ce dernier titre, et cette crainte, venant s'ajouter à l'inquiétude causée par les événements de Cuba, explique la hausse du change.

GRÈCE

LA SITUATION

Athènes, 29 avril 1895.

Défaite de M. Tricoupis. — Triomphe des Delyannistes. — M. Delyannis et les créanciers de la Grèce. — Symptôme d'amélioration économique. — Arrivée de M. Bourée. — La Grande Idée. — Agitation à Chypre.

L'anathème de ce bon M. Bacalopoulo a porté malheur à M. Tricoupis. Le vieux politicien, qui ne disparaissait un instant de la scène politique que pour y reparaître en triomphateur, a subi une défaite électorale écrasante. Sur 207 députés élus, 140 se rattachent au Cordon, l'emblème du parti delyanniste. L'olivier, « l'arbre cher à Minerve », n'a pas porté chance à M. Tricoupis. Malgré une campagne électorale dirigée en personne dans sa circonscription de Missolonghi, l'*élaiarque* a été battu. Ses partisans n'ont pas été plus heureux. Les électeurs n'en n'ont renvoyé que 16 à la Chambre. Il est vrai que les tricoupistes ont pris plus de soin de dissimuler leurs anciennes convictions que de les rappeler. La plupart des candidats reniaient leur protecteur et s'affublaient du titre d'indépendants. Ils n'en ont pas moins subi une défaite écrasante.

Cette fois, cependant, il n'est pas permis d'attribuer à la pression administrative le succès des delyannistes. Comme vous le savez, le vainqueur des élections n'est pas le Président du Conseil, M. Nicolas Delyannis, mais son vieil oncle, M. Théodoros Delyannis, le rival de M. Tricoupis. Le Cabinet s'est borné à présider aux élections et à laisser le peuple prononcer son jugement en toute liberté.

Le tricoupisme, c'est-à-dire le parti de la faillite, est définitivement condamné. Son chef l'a si bien compris que, dans une lettre rendue publique, il déclare renoncer à la politique. M. Théodoros Delyannis a le champ libre. Lorsqu'il aura pris possession de la Présidence du Conseil, il n'aura en face de lui à la Chambre que les escouades peu nombreuses des tricoupistes, des rhallystes et des adhérents de M. Deligeorges. Même coalisées, elles seront hors d'état de disputer la majorité au futur chef de Cabinet.

Celui-ci paraît imbu des meilleures dispositions vis-à-vis des créanciers de la Grèce. Dans une réunion publique, tenue la veille des élections, il déclarait que l'entente avec les créanciers était une mesure inévitable. « C'était, disait-il, le seul moyen de restaurer les finances helléniques. Sans un arrangement loyal et sincère avec nos créanciers, notre régime monétaire ne saurait s'améliorer ; la dépréciation de notre monnaie empêcherait toute amélioration de notre budget, et les salaires des ouvriers, déjà réduits de 50 0/0, s'abaisseront encore davantage. »

Si convaincu qu'il soit de la nécessité d'un accord respectueux des droits des créanciers, M. Théodore Delyannis sera-t-il en mesure de rétablir les finances helléniques ? Certains en doutent. Le futur premier Ministre n'est pas jeune. Il a soixante-dix ans. L'énergie lui manquera peut-être, s'il lui faut réprimer les abus, et comme ses partisans n'y sont guère moins intéressés que les tricoupistes, il est permis de mettre en doute ses succès financiers.

On sait aussi pour quelle raison il quitta le pouvoir en 1893. Contre l'avis du roi Georges, il refusait d'établir de nouveaux impôts pour rétablir l'équilibre budgétaire. At-il changé d'avis ? Peut-être. Il faudra le voir à l'œuvre.

Dans tous les cas, les circonstances sont un peu plus favorables. Le prix des raisins secs s'est sensiblement relevé, à la suite des achats de la Russie que je vous signalai dans une de mes dernières correspondances. Il n'a pas baissé depuis lors. A Marseille même, le cours des raisins a presque doublé, et, en Grèce, « quand le raisin va, tout va », comme disait l'un de nos députés.

Le successeur de M. de Montholon, votre Ministre plénipotentiaire, dont le départ a été si regretté, est descendu, le 17 avril, à l'hôtel de la Grande-Bretagne. L'hôtel de la Légation française était en réparation.

M. et Mme Bourée seront accueillis avec sympathie par la haute société hellénique comme tous nos hôtes de France.

Les élections absorbent l'attention publique. Cependant, dans la Grèce *irredenta*, les événements se précipitent. Les Bulgares agitent la Macédoine. Ils veulent faire croire à l'Europe que c'est une province bulgare, quoique la race hellénique soit absolument prépondérante dans le Sud et que les Serbes l'emportent au Nord.

A Chypre, un parti puissant s'est formé pour protester contre la domination britannique. Il poursuit la réunion de l'île à la Grèce.

On attribue l'origine de cette agitation aux paroles suivantes que le roi Georges aurait adressées à un journaliste cypriote : « Si vos concitoyens désirent l'union, ils doivent imiter l'exemple des Ioniens. »

Cet exemple est encourageant, puisqu'il a abouti à l'annexion pacifique de la République des Sept-Iles à la mère-patrie.

Malheureusement la solution de la question financière absorbe tous les esprits et la « Grande Idée », l'union de tous les Hellènes, est aujourd'hui bien négligée.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 1er mai 1895.

Le 1er Mai et les Elections. — Le Mouvement du commerce extérieur — Le Rapport annuel du Directeur général des Gabelles. — Le Monopole des pétroles. — Les Bons du Trésor.

Le 1er mai semble devoir se passer dans le plus grand calme ; nous n'avons pas encore des nouvelles des provinces, mais à Rome, il n'y a aucun fait saillant à signaler. Au surplus, la préoccupation du jour est la date des élections, qui auront décidément lieu dans la seconde quinzaine du mois ; on parle du 19 pour la première épreuve et du 26 pour les ballottages. Le décret doit paraître incessamment accompagné d'un rapport adressé au Roi par M. Crispi et ses collaborateurs, rapport qui comprendra, paraît-il, une sorte d'historique du passé et un programme pour l'avenir.

Je vous ai envoyé le tableau détaillé du commerce extérieur pendant le 1er trimestre 1895 ; il se résume comme suit, par rapport à la période correspondante de 1894 :

Importations...L.	261.898.767	+ 17.456.860
Exportations.....	214.610.244	— 27.756.423
Total.....L.	476.509.011	— 10.299.563

Ces chiffres surprennent au premier abord, en ce sens, qu'ils paraissent constituer une réaction contre la tendance qu'accusait le mouvement des échanges de toute l'année 1894. Pourtant, en les analysant de plus près, on constate que la plus-value des *importations* est plutôt l'indice d'un réveil d'activité industrielle. Ainsi les augmentations portent surtout sur les matières nécessaires à l'industrie telles que : nitrates de soude, laines naturelles brutes, peaux brutes, fraîches ou séchées, etc., etc. ; d'autre part, les plus-values relevées dans les importations de la 2e catégorie — café, sucre, etc. — dénotent une reprise dans la consommation.

Quant aux *exportations*, dans les 27 millions 1/2 de diminution, les huiles d'olive figurent pour un tiers, par suite de la mauvaise récolte de l'année dernière ; puis il y a une baisse de 4 millions environ pour les cotons en balle réexportés, baisse qui ne porte pas, par conséquent, sur des produits indigènes. Le surplus, c'est-à-dire 14 millions se répartissent sur : la soie grège, les minéraux, les fruits et produits végétaux, les œufs de poule, les volailles et le beurre.

En résumé, si les exportations ont diminué, par rapport au 1er trimestre 1894, il n'y a là rien qui puisse

décourager les personnes qui ont foi dans le relèvement économique de l'Italie ; ce relèvement doit être nécessairement lent et progressif. Au surplus, en face des moins values constatées, s'il y a des augmentations pour certains articles manufacturés, tels que les tissus de soie, cet arrêt momentané, dû surtout aux changes extérieurs, n'a, en réalité, rien d'inquiétant.

La Direction générale des Gabelles a publié récemment son rapport annuel sur l'exercice économique et financier 1893-94 ; ce rapport constate que les résultats sont inférieurs aux prévisions, par suite de la crise économique, et, surtout, à cause des perturbations survenues dans la circulation et dans le crédit. La hausse du change sur l'étranger, surtout après l'application du décret relatif au paiement en or des droits de douane, a arrêté l'importation des marchandises étrangères.

Mais, en faisant cette constatation, le comm. Busca, directeur général des Gabelles, exprime l'avis que la baisse des recettes a atteint son maximum et que l'exercice 1894-95 marquera l'ouverture de l'amélioration progressive de l'économie nationale et des finances publiques.

Pour 1893 94, les prévisions de recettes des Gabelles étaient de 351 millions ; mais on n'a encaissé effectivement que 341 millions, contre 374 millions en 1892-93, 351 en 1891-92, 352 en 1890 91 et 370 en 1889 90.

Si on ramène à 100 la moyenne décennale des recettes des gabelles et de toutes les autres chapitres pour la période comprise entre 1884-85 et 1893-94, on trouve que les premières (c'est-à-dire les gabelles) ont baissé de 11,3 0/0 au-dessous de la moyenne, en 1885-86, et qu'elles se sont élevées de 9,7 0/0 au-dessus en 1889-90, soit un écart de 21 0/0 ; pour toutes les autres recettes l'écart n'a été que de 8,8 0/0. En 1893-94 le rendement des gabelles ressort à 1,3 0/0 au-dessous de la moyenne, alors que tous les autres chapitres la dépassent de 3,6 0/0.

L'espace me manque pour analyser, comme il conviendrait de le faire, ce remarquable travail qui fait ressortir très nettement les diverses phases économiques et financières qu'il embrasse ; je me bornerai à résumer ses conclusions.

Dans la dernière période, dit le comm. Busca, le rendement des douanes a pu, malgré l'obligation de payer en or, atteindre une moyenne de 243 millions, contre 207 millions pour la période antérieure, mais cette moyenne ne correspond pas aux prévisions du législateur. Il faut attribuer ce résultat, d'une part, à la dépression de la consommation, et de l'autre part, aux mesures législatives qui ont tari les principales sources des recettes douanières. L'exercice 1893 94, qui a donné le rendement le plus bas de la période dans laquelle il est classé, s'est ressenti de l'aggravation du change, rendue plus intense par l'obligation de payer les droits en or.

Plusieurs journaux ont reproduit, ces temps derniers, des bruits relatifs à l'établissement du monopole des pétroles ; je crois pouvoir vous affirmer que ces bruits sont sans fondement. Sans doute, de nombreuses propositions ont été faites au Gouvernement, mais le Cabinet actuel, suivant en cela l'exemple de ses prédécesseurs, les a invariablement rejetées.

En terminant, je vous annonce que la direction générale du Trésor n'accepte plus (depuis la semaine dernière) de versements pour achats de bons du Trésor ; elle ne consent qu'aux renouvellements de bons échus ou à échoir, à condition qu'ils n'aient pas plus dix mois à courir ; encore lesdits renouvellements ne doivent-ils pas porter sur une somme supérieure à 100.000 lire pour une même personne, sauf autorisation spéciale du Ministère.

Informations Économiques et Financières

Le Commerce extérieur de l'Italie. — Voici le mouvement du commerce extérieur de l'Italie du 1er janvier au 31 mars, c'est-à-dire pendant le 1er trimestre de 1895 :

Les sommes s'entendent en milliers de lire

CATÉGORIES	IMPORTATIONS Du 1er janvier au 31 mars 1895	Différ. sur 1894	EXPORTATIONS Du 1er janvier au 31 mars 1895	Différ. sur 1894
Spiritueux, boissons et huiles	7.026	+ 341	25.831	— 9 192
Denrées coloniales, drogues et tabacs	16 592	+ 633	1 219	+ 373
Produits chimiques, articles médicinaux, résines et parfumeries	11.005	+ 3.058	8.832	— 126
Couleurs et articles pour teinture et tannerie	6.425	+ 1.081	3 089	+ 230
Chanvre, lin, jute, etc.	7.365	+ 1.985	12 314	— 1.191
Coton	38 303	— 6.174	4 807	— 3.921
Laine, crin, poils	19 590	+ 3.813	4.395	+ 9
Soie	28.496	+ 9.376	66 367	— 4 379
Bois et paille	7.546	+ 577	9.176	— 1.049
Papier et livres	2 678	— 57	1 562	— 39
Peaux	10.955	+ 1.769	5.793	+ 675
Minéraux, métaux et leurs dérivés	28.279	+ 4.014	4.454	— 1.495
Pierres, terres, poteries, verres et cristaux	28.128	— 6.211	11.119	— 449
Céréales, farines, pâtes, etc.	26.363	+ 2.132	25 782	— 2.995
Animaux, produits et dépouilles d'animaux	17.361	+ 1.104	27 307	— 3.735
Objets divers	2 779	— 24	2 585	— 469
Total	261.898	+ 17.456	214.610	— 27.756

On trouvera, dans la lettre de notre correspondant de Rome, les appréciations relatives à ce mouvement.

La Situation du Trésor italien. — Au 31 mars 1895, c'est-à-dire pendant les neuf premiers mois de l'exercice 1894-95, la situation du Trésor italien était la suivante :

DOIT

		En lire
Fonds de caisse à la clôture de l'exercice 1893-94		334.317.000
Recettes de Trésorerie du 1er juillet 1894 au 31 mars 1895 :		
1° Recettes budgétaires	1.373.050.380	
2° Recettes de Trésorerie pour comptes de débiteurs et créditeurs	2.062.199.786	
		3.435.250.166
Total		3.769.567.166

AVOIR

Paiements bugétaires	1.213.536.926
Paiements en vertu de décrets ministériels	49.218.338
Paiements pour débits et crédits de Trésorerie	2.176.560.066
Fonds de caisse au 31 mars 1895	330.251.836
Total	3.769.567.166

En comparant la situation des débits et des crédits de Trésorerie, on trouve que les premiers s'élèvent à 600.651.411 lire et les seconds à 155.950.176 lire, soit un excédent de 444.701.234 lire en faveur des débits.

Voici, maintenant, la comparaison des recettes pour les neuf premiers mois des exercices 1894-1895 et 1893-1894 :

(En milliers de lire)

Recettes ordinaires :	Juillet à mars 1894-95	Diff. sur juill.-mars 1893-94
Revenus patrimoniaux de l'Etat	65.868	+ 295
Impôt sur fonds rustiques et objets fabriqués	128.681	+ 182
Impôt sur la richesse mobilière	175.551	+ 30.822
Taxes de l'administration du Ministère des finances	147.431	— 2.820
Taxe sur le produit de la grande et petite vitesse	13.784	+ 215
Droits des légations et consulats	409	— 22
Taxe sur la fabrication des alcools,		
A reporter	531.724	+ 28.670

Report	531.724	+	28.670
bière, etc	24.820	+	2.900
Douanes et droits maritimes	174.665	—	6.146
Droits intérieurs de consommation (à l'exclusion de Rome et Naples).	37.640	—	5.837
Droits intérieurs pour Naples	10.679	—	1.131
— — pour Rome	12.063	—	839
Tabacs	141.719	—	1.931
Sel	53.799	+	5.165
Amendes pour retards d'impôt	15	+	8
Loteries	44.036	—	3.281
Postes	38.849	+	1.268
Télégraphes	10.048	+	75
Services divers	12.779	+	49
Remboursements de dépenses	33.707	+	9.375
Recettes diverses	1.844	—	232
Total des recettes effectives.	1.128.395	+	28.117
Virements	83.888	+	58.830
Recettes extraordinaires :			
Recettes effectives	4.655	—	2.482
Mouvement de capitaux	138.577	+	53.824
Construction de chemins de fer	17.533	+	7.495
Total des recettes extraordinaires	160.766	+	58.836
Total général des recettes	1.373.050	+	145.785

Quant aux paiements des divers ministères, ils se sont élevés pendant cette même période à 1.262.755.264 lire, en augmentation de 75.079.625 lire sur la période correspondante de 1893-1894.

Notre confrère l'*Economista*, de Florence, tire de ces chiffres les conclusions suivantes :

La moins-value de plus de 2 millions relevée en mars pour les revenus patrimoniaux de l'Etat provient de ce fait que le versement des produits du réseau méditerranéen pour janvier et février a été effectuée pour 1895, en février, tandis qu'il avait été effectué en mars pour 1894.

La plus-value de 3 millions pour les douanes et droits maritimes provient de l'augmentation des importations de sucre, de grains et de produits manufacturés.

La diminution de plus de 3 millions survenue en mars pour les loteries provient d'un règlement en retard des lots.

L'Economista consacre à cet exposé une étude spéciale que nous croyons intéressant de résumer :

Il résulte, écrit-il, de la comparaison des situations du Trésor au 31 mars 1895 et au 31 mars 1894 :

1° Que les dettes de Trésorerie se sont accrues de 75 millions ;

2° Que les crédits ont diminué de 55 millions ;

3° Que la situation du Trésor s'est, ainsi, empirée de 130 millions ;

4° Que les recettes effectives du budget ont augmenté de 26 millions ;

5° Que les dépenses du budget se sont accrues de 75 millions ;

6° Que, par suite, la situation du budget a empiré de 49 millions ;

7° Qu'on a créé, au cours de l'exercice 1894-95, pour 60 millions de dettes nouvelles, par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice antérieur ;

8° Qu'il serait bon de savoir si les recettes provenant de ces dettes nouvelles recevront réellement l'emploi déterminé par la loi.

Et, à l'appui de ses affirmations, notre confrère dresse le tableau suivant :

DETTES	31 mars 1894	31 mars 1895	Diff. au 31 mars 95
	(en millions de lire)		
Bons du Trésor	228.2	285.0	+ 56.8
Valeurs du Trésor	27.2	22.4	— 4.8
Avances des Banques	65.4	—	— 65.4
Compte courant de la Dette publ.	98.1	103.7	+ 5.6
— des Fonds du culte	13.2	13.8	+ 0.5
— des autres administrations	52.8	162.5	+ 109.7
Encaissements à régulariser	40.4	13.2	— 37.2
Totaux	525.4	600.5	
CRÉDITS			
Administration de la Dette publ.	97.3	80.7	— 16.6
— des Fonds du culte	10.2	10.5	+ 0.3
Autres administrations	38.4	49.8	+ 11.4
Obligations ecclésiastiques	0.16	9.06	— 0.1
Déficit de caisse au compte du comptable	2.3	2.1	— 0.2
Divers	62.4	72.7	— 49.7
Totaux	210.76	155.8	

En résumant les deux situations, on trouve les résultats que voici :

	31 mars 1894	31 mars 1895	Diff. en 1895
	(en millions de lire)		
Débits	525.4	600.5	+ 75.1
Crédits	210.7	155.8	— 55
Excédent des débits	314.7	444.7	+130

Nous reproduisons ces chiffres à titre purement documentaire.

Les Recettes des Douanes italiennes. — Voici le détail des recettes douanières du 1er trimestre, comparées avec celles de la période correspondante de 1894 :

	1er janvier au 31 mars 1895	1894
Droits d'importation ... L.	54.210.683	48.612.340
Droits d'exportation	1.224.859	1.235.204
Surtaxes de fabrication	412.079	335.260
Droits de timbre	231.584	264.974
Droits maritimes	1.442.872	1.478.805
Recettes diverses	203.393	204.444
Total	58.425.470	52.131.027

La plus-value du 1er trimestre 1895 ressort ainsi à 6.294.443 lire.

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 3 mai 1895.

La fin de la liquidation a ouvert une ère de fermeté qui contraste avec la faiblesse des semaines précédentes. Il convient de signaler, notamment, la reprise de la Rente.

L'assemblée générale des Chemins de fer Méridionaux est fixée au 30 mai; le Conseil propose la répartition, pour 1894, d'un dividende total de 33 lire, égal à celui de l'exercice antérieur.

PORTUGAL

LA SITUATION

Lisbonne, le 30 avril 1895.

Protestations. — Les Réformes. — Les Appréciations de M. Conway Thornton sur les Finances portugaises, — Le Monopole des Allumettes.

Le décret dictatorial du 28 mars dernier, réformant la loi législative, a eu pour effet de provoquer de vives protestations, et l'agitation qu'il a soulevée dans les différents partis n'est pas près d'être calmée. Les républicains viennent, en effet, de décider qu'ils s'abstiendront complètement dans les prochaines élections et ils déclarent à l'avance comme irrégulière toute candidature qui se présenterait sous les couleurs de leur parti. Les progressistes doivent se réunir le 5 mai pour prendre une décision, et il y a de grandes chances pour qu'ils décident aussi l'abstention. Ils veulent ainsi éviter de reconnaître, même implicitement, une mesure dictatoriale jugée absolument contraire aux principes démocratiques.

On le voit, les réformes décidées par le Gouvernement ont peu de succès dans le pays et le courant des protestations continue à se manifester : la récente ré-

forme administrative relative à la Chambre municipale de Lisbonne vient de provoquer la démission des membres monarchistes de cette Chambre; il n'est pas jusqu'au Gouvernement lui-même qui ne reconnaisse souvent l'inutilité des réformes qu'il décide en n'appliquant pas les décrets qu'il a pris. Un journal de Lisbonne vient, en effet, de publier à ce sujet une nomenclature de décrets non appliqués qui est des plus suggestives et montre bien le manque de jugement qui a présidé à leur élaboration.

J'ai reproduit récemment un extrait du rapport de M. Conway Thornton sur les finances portugaises.

Des protestations ont été faites à ce sujet contre les appréciations pessimistes émises par le secrétaire de la légation d'Angleterre à Lisbonne. La réplique de l'*Economista* étant fort judicieuse, je m'empresse de la signaler.

Notre confrère portugais reproche au fonctionnaire anglais d'avoir puisé principalement ses attaques dans les journaux de l'opposition. Contrairement à ses appréciations, il est certain que les dépenses budgétaires diminuent et cela grâce aux réductions imposées à tous les services publics et aux violents sacrifices demandés aux fonctionnaires.

D'autre part, les recettes augmentent et les documents que je ne cesse de vous communiquer le prouvent. Cette augmentation n'est pas due à une augmentation d'impôts vexatoires, mais à un retour de la confiance publique et à une reprise.

Quant à la pauvreté du pays, sur laquelle M. Conway Thornton a beaucoup insisté, l'*Economista* fait observer que le Portugal n'a jamais omis, même au plus fort de la crise, de liquider ses transactions commerciales avec les pays étrangers en envoyant de l'or à l'Angleterre : ses remises ont été de 10 : 449 contos en 1890, de 29 : 692 contos en 1891, de 8 : 988 contos en 1892. Elles ont diminué alors parce que le déséquilibre commercial s'est sensiblement amélioré.

Le contrat d'adjudication du monopole des allumettes a été signé le 25 courant, pour trente années, avec M. Borges, qui a offert au Trésor le prix le plus élevé, soit 280 : 500$000 reis. Le contrat reproduit les termes mêmes dans lesquels l'adjudication a été faite. Sur le minimum de 260 contos, le Trésor obtient ainsi une augmentation de 20 : 500$000 reis.

ROUMANIE

LA SITUATION

Bukharest, 30 avril 1895.

La Loi minière. — L'Opposition nationale libérale. — L'Emprunt de la Ville de Bucarest. — La Banque nationale de Bulgarie. — Le Port de Varna.

La Chambre des députés a terminé, enfin, les débats relatifs à la loi minière dont je vous ai résumé l'économie dans une précédente lettre. En dépit des critiques de ses adversaires, cette loi sauvegarde tous les intérêts et son application ne rencontrera pas de difficultés. En facilitant l'accès des richesses inexploitées que renferme le sous-sol de la Roumanie, on crée à l'Etat de nouvelles sources de revenus, sans qu'il soit nécessaire d'augmenter les charges du contribuable; on ouvre aussi une ère d'activité industrielle dont tout le monde profitera.

Mais les débats ont eu un résultat inattendu. Irrités de l'insuccès de leur tactique d'obstruction, les membres de l'opposition nationale-libérale, au Sénat et à la Chambre, se sont démis collectivement de leurs mandats. Leur attitude a été vivement blâmée à la tribune par le Président de la Chambre qui a déclaré que cette décision injustifiée devait être considérée comme nulle et non avenue. De son côté, le Ministre des affaires étrangères a prononcé un discours très applaudi faisant ressortir l'inconséquence de la minorité qui ne veut pas se soumettre aux décisions régulièrement prises par le Parlement; le Gouvernement compte, a-t-il dit, sur la solidarité des conservateurs. Ajoutons que les députés et sénateurs démissionnaires ont décidé de se réunir incessamment pour rédiger un manifeste au pays.

Samedi dernier 15/27 avril, a été ouverte la souscription de l'emprunt municipal de 4 1/2 0/0 de 30 millions de francs de la Ville de Bucarest. D'après les nouvelles reçues de Berlin, le succès a été très grand ; les souscriptions étaient si nombreuses qu'on a dû fermer les guichets une demi-heure après leur ouverture.

Depuis le 26 avril, la *Banque Nationale* (dont je vous envoie le rapport) a réduit à 5 0/0 le taux de son escompte et à 6 0/0 le taux des intérêts pour les prêts sur dépôts.

Un accord est intervenu entre le Ministère des travaux publics de Bulgarie et MM. Michailowski et Haytabedian, Bulgares de Sophia, à la suite d'une adjudication dans laquelle les susnommés ont consenti un rabais de 16 1/2 0/0 et déposé un cautionnement de 346.200 fr. en or, pour la construction d'un port à Varna qui doit être achevé dans six ans à compter de la date de l'ordre d'exécution. Le paiement des travaux sera effectué mensuellement et le montant de l'entreprise s'élèvera approximativement à la somme de 6 millions 922.472 fr. 14 c. en or.

La Banque Nationale de Roumanie en 1894. — Aucune Banque d'émission n'a échappé à la dépression des affaires qui a sévi en 1894. La Banque Nationale de Roumanie a eu particulièrement à en souffrir. Une crise agricole intense, due à la sécheresse qui a considérablement diminué les récoltes et au bas prix des céréales sur les marchés indigènes et étrangers, a considérablement réduit les transactions et la matière escomptable.

Voici les points les plus intéressants du compte rendu :

L'encaisse a varié entre 60.300.000 leis et 49.000.000 de leis ; en moyenne elle a été de 52.700.000 leis ; au 31 décembre elle se décomposait comme suit :

Or	44.500.000
Argent	4.000.000
Ensemble. . L.	48.500.000

Le maximum de la circulation a été de 132.000.000 de leis, le minimum de 104.800.000, la moyenne de 114.000.000; au 31 décembre, il y avait en cours :

Billets hypothécaires transformés de :

20 leis	£	7.520
50 —		5.000
100 —		4.900
500 —		6.000
Total		23.420

Billets de Banque de :

20 leis	22.881.010	
100 —	86.584.400	
1.000 —	18.246.500	
Total		127.711.910
Ensemble		127.735.330

Il a été escompté, dans le courant de l'année :

Papier roumain	86.400.000
Coupons	1.900.000
Papier étranger	57.300.000
Ensemble	145.600.000

Les escomptes du papier étranger montrent la réduction de nos affaires avec la Roumanie, le papier en francs qui, en 1893, figurait aux entrées pour 22 millions 123.508 l. est tombé à 7.359.422 l.

Voici, du reste, les entrées des traites des diverses provenances :

Papier en francs	7.359 422
— en marks	32.177.878
— en livres sterling	401.954
— en florins hollandais	252.000
— en flor. autrichiens	277.586
— en lire	350.000
— en roubles papier	236.567

Les avances ont été de 65.400.000 leis.

La valeur des entrées des dépôts libres a été de 182.300.000.

Celle des sorties de 150.400.000.

Les existences au 31 décembre s'élevaient à 72 millions 200.000.

Le crédit du compte des profits et pertes était de 4.249.269
Le débit de 1.046.273
laissant un solde disponible de 3.202.996
sur lequel l'Etat a reçu 397.279 et les actionnaires 89 fr. 55 par action de 500 leis.

SUISSE

Conversion de l'Emprunt Bernois 3 1/2 0/0. — Le contrat relatif à la conversion de l'Emprunt bernois 3 1/2 0/0 de 50 millions en 3 0/0 a été signé le 25 avril par le Syndicat financier qui s'est constitué à cet effet. Ce Syndicat est composé de la Banque cantonale bernoise, de la Banque de Paris et des Pays-Bas, à Paris, du Basler Bankverein, à Bâle, de la Banque commerciale de Bâle, de la Société de Crédit suisse, à Zurich, et de l'Union financière de Genève. La ratification par le Grand Conseil et le Conseil d'Etat doit avoir lieu dans un délai de dix jours.

Les obligations du nouvel emprunt bernois 3 0/0 seront des titres de 500 fr. au porteur. Les coupons seront payés le 1er juillet et le 1er janvier. Les porteurs des obligations qui viennent d'être dénoncées auront un droit de préférence pour la souscription des nouveaux titres, au taux qui sera fixé au moment de l'émission. L'Etat de Berne fera, grâce à la diminution d'intérêts résultant de la conversion, et grâce aux prolongations de délais prévus pour l'amortissement, les économies suivantes : de 1895 à 1900, 234.780 fr. par an ; de 1901 à 1940, 252.525 fr. par an. Par contre, de 1941 à 1950, à cause de la prolongation des amortissements, il aura une augmentation de charges de 1.892.633 fr. par an. Mais, si l'on met en balance les économies et les augmentations de charges, l'économie totale peut se chiffrer en capital à 2 millions de francs environ.

Le Monopole de l'Alcool en Suisse. — Le taux légal de remboursement pour l'alcool monopolisé acheté de la Régie par les exportateurs aux prix du 30 décembre 1890 et exporté en 1894 a été fixé par le Conseil fédéral à 83 francs par hectolitre d'alcool absolu. Les acomptes trimestriels qui ont été payés sur la base du taux provisoire de 80 fr., conformément au chiffre 2 de l'arrêté du Conseil fédéral du 20 mars 1894, seront déduits des sommes à rembourser. Le taux provisoire auquel les acomptes trimestriels seront payés en 1895 aux exportateurs sur leur avoir de fin d'exercice, pour l'alcool exporté par eux pendant cette année est fixé à 80 fr. par hectolitre d'alcool absolu.

TURQUIE

Les Recettes de la Dette. — Les recettes de la Dette publique Ottomane, pour le mois de mars 1895 et pour l'exercice financier en cours, sont représentées par les chiffres suivants :

	Mars 1895	Total au 31 mars 95	Total au 31 mars 94
		(Livres turques)	
Revenus concédés....	78.789	78.789	88.684
Régie des tabacs.....	187.500	187.500	187.500
Tribut de la Bulgarie.	10.980	10.980	5.954
Redevance de la Roumélie orientale.....	12.668	12.668	12.668
Divers	»	»	»
Total........	289.938	289.938	294.807

Il résulte de ces chiffres que la moins-value au 31 mars 1895 est de 4.869 liv. turques par rapport à la période correspondante de 1894.

Le Métropolitain de Constantinople. — Les recettes du trafic du *Métropolitan Railway* de Constantinople, pendant l'année 1894, se sont élevées au chiffre de 14.347 liv. st.; et en y ajoutant 371 liv. st. de loyers et 1.849 liv. st. d'intérêts, le total du revenu a atteint le chiffre de 16.597 liv. st. contre 17.884 liv. st. en 1893. Les frais d'exploitation, ici, et les frais généraux, à Londres, montent ensemble, à 8.851 liv. st. (contre 9.639 liv. st.), laissant un bénéfice de 8.016 liv. st. qui, avec 125 liv. st., portées l'année dernière, en compte à nouveau, donnent un total de revenu net de 8.141 liv. st. Sur cette somme, le Conseil d'administration propose de distribuer un dividende de 6 shillings par action, soit le 1 1/2 0/0 par an, exempt d'income-tax, à partir du 29 avril 1895, ce qui absorbera la somme de 3.750 liv. st. Il propose aussi de placer 3.750 liv. st. au fonds de réserve, qui sera ainsi augmenté à 53.000 liv. st., et de porter le solde de 516 liv. st. en compte à nouveau. Le rapport du Conseil dit que la diminution des recettes du trafic est due au tremblement de terre de juillet, dont les conséquences ont également pesé sur les mois d'août et de septembre ; au mauvais temps aussi qui a régné pendant les trois premiers mois de l'année, et enfin, au choléra qui a sévi à Constantinople et, aux environs pendant presque toute l'année. On poursuit encore les négociations avec le Gouvernement en vue d'une extension de la concession, mais sans résultat jusqu'ici.

Les Travaux publics en Turquie. — Le Gouvernement impérial ayant décidé de mettre un terme aux dégâts désastreux occasionnés par la crue de Drin et de Kir à Scutari d'Albanie, des ingénieurs de la Société des Quais et Docks de Constantinople avaient, d'ordre impérial, étudié sur place les travaux à exécuter et avaient présenté à S. A. le Grand Vizir les plans et devis qu'ils avaient dressés à cet effet. Le Ministère des travaux publics, chargé d'étudier ces pièces, a relevé une différence très importante entre les frais précédemment fixés par ses propres ingénieurs et le chiffre indiqué par les ingénieurs de la susdite Société, et a cru devoir, afin de connaître aussi exactement que possible le chiffre des sommes nécessaires à l'entreprise, nommer une Commission technique, composée de M. Galland et d'autres fonctionnaires de ce département, du major Rassim bey, délégué du Ministère de la guerre et de l'adjudant-major Assaf bey, délégué de la Préfecture de la Ville. Cette Commission a déjà entendu l'avis de l'ingénieur M. Schneider, chargé des travaux d'endiguement et de rectification des cours des susdites rivières.

En attendant une décision relative au chiffre approximatif des dépenses, on a décidé d'affecter 10.000 livres à l'exécution, pendant la première année, des travaux d'art les plus urgents. Cette somme sera prise sur les fonds provenant de la taxe de prestation.

Le Règlement sur les Mines en Turquie. — Le Conseil des Ministres a décidé de modifier l'article 21 du règlement sur les mines. Cet article porte que les possesseurs de permis de recherches ne peuvent extraire et exploiter que 100 tonnes de minerai ; ce chiffre sera porté désormais à 1.000 tonnes. Cette autorisation est limitée, pour le moment, au minerai de chrome et de manganèse. De plus, les entrepreneurs seront soumis au maximum du droit proportionnel, qui sera déduit plus tard du montant des autres taxes, après la promulgation du firman de concession ou il sera confisqué au profit du fisc au cas où l'entrepreneur perdrait ses droits à la concession par suite de la non-exécution des engagements contractés. L'entrepreneur devra, en outre, déposer à la caisse de l'Administration des mines le droit de firman et les sommes pour les autres frais relatifs à la concession.

Le Propriétaire-Gérant : JULES MONTEL.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 rue du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25 fr.**
— — Six mois. **14 fr.**
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32 fr.**
— — Six mois.. **18 fr.**

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points........ **2 fr.**
Réclames en 8 points........ **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission.

N° 174. — 7e volume. (19) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 11 mai 1895.

SOMMAIRE DU N° 175

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 577 à 585.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — Les Conséquences économiques de la Hausse des Changes. — La Situation Financière de la Serbie. — Le Rendement des Impôts. — Compagnie des Nitrate Railways. — Banque de Paris et des Pays-Bas. — Emprunt 3 0/0 de l'Etat de Berne. — Les Charbons et la Sidérurgie en 1894. — Pages 585 à 596.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris — Nomination d'un Sous-Gouverneur à la Banque de France. — L'Emission du Crédit Foncier. — Compagnie Générale des Nitrates. — Nord de l'Espagne. — Les Résultats Financiers de l'Union-Postale. — Le Rendement de l'Impôt sur le Tabac. — Chambre de Compensation des Banquiers de Paris. — Chemin de fer du Nord. — Chemins de fer du Midi. — Entrepôts et Magasins Généraux de Paris. — Rente Foncière. — Réduction de la Production du Blé. — Recettes des Chemins de fer. — Pages 596 à 599.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :

ALLEMAGNE : Pages 600 et 601. — ANGLETERRE : Pages 601 à 603. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 603 et 604. — BELGIQUE : Pages 604 et 605. — BULGARIE : Page 605. — ESPAGNE : Pages 605 et 606. — ITALIE : Pages 607 et 608. — SERBIE : Page 608. — SUISSE : Page 608. — TURQUIE : Page 608.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 10 mai.	1.757.8	1.272.7	3.030.5	3.509.2	88	2½
1895 25 avril	2.066.0	1.232.6	3.298.6	3.587.9	92	2
1895 2 mai.	2.057.6	1.235.3	3.292.9	3.6[illegible]5.3	91	2
1895 9 mai.	2.053.6	1.238.0	3.291.6	3.566.2	90	2
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 30 avril	689.3	404.9	1.094.2	1.257.4	87	3
1895 15 avril	933.3	362.9	1.296.2	1.337.1	92	3
1895 23 avril	966.9	376.0	1.342.9	1.302.4	103	3
1895 30 avril	963.4	374.6	1.338.0	1.369.6	97	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 10 mai.	804.8	»	804.8	633.5	127	2
1895 25 avril	937.3	»	937.3	649.4	145	2
1895 1er mai.	925.9	»	925.9	655.9	141	2
1895 9 mai.	923.2	»	923.2	655.3	141	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1894 24 mars	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
1895 26 janv.	110.0	16.2	126.2	172.6	73	»
1895 23 févr.	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
1895 23 mars	97.8	22.0	119.8	156.9	76	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1894 24 mars	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
1895 26 janv.	71.0	9.4	80.4	162.5	49	»
1895 23 févr.	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
1895 23 mars	70.2	10.4	80.6	157.0	51	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 30 avril	215.5	343.7	559.2	943.1	59	4
1895 15 avril	374.2	286.6	660.8	1.023.3	65	4
1895 23 avril	390 8	285.8	676.6	1.020.8	66	4
1895 30 avril	391.9	285.6	677.5	1.056.5	64	4
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 3 mai.	78.1	36.7	114.8	421.1	26	3
1895 18 avril	98.8	26.3	125.1	444.3	28	2½
1895 25 avril	95.7	25.5	121.2	448.5	27	2½
1895 2 mai.	94.3	25.1	119.4	449.7	26	2½
BULGARIE. — Banque Nationale						
1894 28 fév..	9.2	1.7	18.9	2.6	420	8
1895 14 fév..	3.6	7.9	11.5	1.4	820	8
1895 21 fév..	3.6	8.0	11.6	1.5	820	8
1895 28 fév..	3.7	8.0	11.7	1.4	835	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 30 avril	72.5	»	72.5	100.5	72	4
1895 28 fév..	73.6	»	73.6	99 5	74	3½
1895 30 mars	74.9	»	74.9	102.4	74	3½
1895 30 avril	77.4	»	77.4	107.1	72	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 5 mai.	197.9	209.6	407.5	937.4	43	5
1895 20 avril	200.1	310.1	510.2	926.2	55	4½
1895 27 avril	200.1	312.3	512.4	926.9	55	4½
1895 4 mai.	200.1	311.4	511.5	931.8	55	4½
GRÈCE. — Banque Nationale						
1894 31 mars	2.0	»	2.0	108.5	2	6½
1895 31 janv.	1.9	»	1.9	108.7	2	6½
1895 28 fév..	1.9	»	1.9	106.1	2	6½
1895 31 mars	2.1	»	2.1	106.8	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 5 mai.	111.9	175.6	287.5	448.4	65	2½
1895 20 avril	107.9	177.7	285.6	4[illegible]6.2	65	2½
1895 28 avril	107.9	178.5	286.4	441.8	65	2½
1895 4 mai.	107.9	177.5	285.4	457.3	62	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 20 avril	290.2	58.3	348.5	843.7	41	6
1895 31 mars	300.3	59.8	360.1	759.7	47	5
1895 10 avril	300.4	59.8	360.2	749.8	48	5
1895 20 avril	301.1	59.6	360.7	724.8	50	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 10 avril	93.2	10.4	103.6	235.2	43	6
1895 20 mars	105.5	10.5	116.0	223.0	52	5
1895 31 mars	105.5	10.5	116.0	228.4	51	5
1895 10 avril	105.5	10.5	116.0	230.7	50	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 10 avril	35.2	1.5	36.7	59.1	63	6
1895 20 mars	35.2	1.5	36.7	49.7	74	5
1895 31 mars	35.2	1.5	36.7	50.5	72	5
1895 10 avril	35.2	1.5	36.7	53.4	69	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1894 31 mars	31.6	»	31.6	65.1	48	5
1895 31 janv.	32.0	»	32.0	62.3	51	4
1895 28 fév..	31.1	»	31.1	63.7	49	4
1895 31 mars	29.6	»	29.6	67.8	43	4
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1894 2 mai.	16.8	36.0	52.8	280.7	19	6
1895 17 avril	26.7	39.9	66.6	295.6	22	6
1895 24 avril	26.7	40.1	66.8	293.2	22	6
1895 1er mai.	26.7	40.2	66.9	293.7	22	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 28 avril	55.2	1.5	56.7	121.2	46	6
1895 6 avril	44.5	5.5	50.0	100.5	50	6
1895 20 avril	45.4	5.9	51.3	101.7	50	6
1895 27 avril	45.5	6.3	51.8	102.4	50	6

Dates	Encaisse métallique Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 16 avril	1.518.5	15.0	1.533.5	4.026.2	38	4%
1895 16 mars	1.559.2	16.8	1.576.0	4.198.7	37	4
1895 1er avr	1.561.8	16.0	1.577.8	4.255.2	37	4
1895 16 avril	1.565.0	16.2	1.581.2	4.214.7	37	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1894 31 mars	21.7	3.5	25.2	45.4	55	»
1895 31 janv.	21.9	3.6	26.4	48.1	53	»
1895 28 fév..	21.9	4.5	25.4	49.7	53	»
1895 31 mars	21.8	3.6	25.4	50.5	50	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 15 avril	5.9	4.1	10.0	23.3	43	6
1895 31 mars	5.4	4.5	9.9	24.2	41	6
1895 8 avril	5.4	4.5	9.9	24.2	41	6
1895 15 avril	5.4	4.5	9.9	24.0	41	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1894 31 mars	23.2	4.8	28.0	62.9	44	4
1895 31 janv.	30.9	4.5	35.4	62.7	57	4
1895 28 fév..	33.6	4.6	38.2	63.3	60	4
1895 31 mars	33.9	4.6	38.5	69.4	54	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1894 31 mars	10.4	14.1	24.5	84.5	29	»
1895 31 janv.	10.4	12.1	22.5	79.6	28	»
1895 28 fév..	10.4	14.1	24.5	82.1	30	»
1895 31 mars	10.5	14.6	25.1	87.5	29	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 5 mai.	75.9	13.6	89.5	174.4	54	3
1895 20 avril	82.8	10.8	93.6	174.9	53	3
1895 27 avril	82.7	10.7	93.4	177.6	53	3
1895 4 mai.	82.5	10.1	92.6	179.8	51	3

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

1894 10 mai.	6 313,6	2 652,6	8 966,2	14 699,0	61%
1895 25 avril	7 226,1	2 608,2	9 877,9	15 079,2	65
1895 2 mai.	7 252,4	2 625,5	9 811,2	15 101,5	65
1895 9 mai.	7 248,3	2 624,3	9 872,6	15 114,3	65

TOTAUX au 31 décembre

1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51%
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56
1894 31 déc.	7 030,0	2 599,9	9 629,9	15 047,6	64

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	4 avril	11 avril	18 avril	25 avril	3 mai	10 mai
Amsterdam........	47 97	47 92	47 95	47 95	47 92	47 90
Anvers..............	100 09	100 08	100 13	100 19	100 16	100 21
Athènes............	186 50	186 50	186 »	186 ..	186 »	185 »
Barcelone..........	12 80	11 50	11 »	12 70	14 30	12 20
Berlin	81 »	81 »	81 »	81 05	81 05	81 10
Bruxelles..........	100 11	100 06	100 13	100 12	100 16	100 19
Bucharest..........	100 10	100 »	100 »	100 80	100 15	100 20
Constantinople....	22 62	22 62	22 70	22 70	22 65	22 63
Francfort..........	81 02	81 05	81 06	81 05	81 11	81 13
Gènes..............	105 32	105 35	105 24	105 17	105 07	104 95
Genève.............	100 34	100 34	100 28	100 28	100 27	100 19
Lisbonne	679 »	681 50	683 »	690	691 »	688 »
Londres............	25 40	25 41	25 38	25 40	25 37	25 37
Madrid	11 37	11 35	10 80	11 20	14 87	12 42
Rome...............	105 22	105 25	105 20	105 45	105 07	104 92
Saint-Pétersbourg	36 81	36 80	36 80	36 80	36 85	36 80
Vienne (à vue)......	48 15	48 40	48 52	48 50	48 55	48 50
— **(à 3 mois)** ..	48 40	48 35	48 47	48 45	48 50	48 15

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	12 avril	19 avril	26 avril	3 mai	10 mai
Amsterdam. pap. court	4 %	206 31	206 12	206 06	206 19	206 31
Allemagne.. —	4 %	122 12	122 06	122 05	122 »	124 »
Vienne-Tr.. —	4 %	204 50	204 »	204 12	204 12	204 25
Barcelone .. —	4 %	445 50	443 50	439 50	433 50	441 50
Madrid ..... —	4 %	445 50	444 50	439 50	433 50	441 50
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb. . —	4 %	268 »	268 »	267 50	268 »	268 »
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 25	25 22	25 22½	25 20¼	25 22
— ..... ch. court	2 %	25 25½	25 23½	25 24	25 22	25 23½
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	2 ½ %	0 09 p.	0 19 p.	0 22 p.	0 19 p	0 19p.
Italie........ —	5 %	5 .. p.	5 25 p.	5 25 p.	4 87 p.	4 75p.
Suisse....... —	3 %	0 37 p.	0 37 p.	0 31 p.	0 31 p.	0 24p.
New-York..........	2 ½ %	514 50	514 50	514 50	514 50	515 50
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	111 75	110 65	112 19	109 56	111 75
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains**...		80 75	80 75	80 75	80 72	80 75
Piastres..................		2 71	2 72	2 72	2 72	2 72
Souverains anglais.......		25 22	25 20	25 22	25 17	25 20
Banknotes................		25 23	25 20	25 22	25 18	25 21
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

PAYS EXTRA-EUROPÉENS

NOMS DES PAYS	Valeur au pair en francs	Valeurs en francs au change du jour 11 avril	18 avril	25 avril	2 mai	9 mai
Etats-Unis (doll. or)..	5 18	5 14	5 14	5 14	5 14	5 15
Mexique (piastre arg.)	5 43	2 71	2 74	2 72	2 72	2 72
Répub.Arg.(peso pap.)	5 »	1 38	1 37	1 31	1 32	1 36
Chili (peso papier)....	5 »	1 75	1 72	1 75	1 77	1 76
Brésil (milreis papier)	2 60	1 »	1 »	0 98	0 97	» 95
Indes (roupie argent).	2 38	1 40	1 40	1 43	1 38	1 39
Japon (yen argent)...	5 39	2 81	2 82	2 80	2 77	2 81
Chine (Shanghaï) (taël arg.)	7 47	3 93	3 96	3 93	3 88	3 97

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 10 mai 1895

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*......	100 19	Billets *Allemands*....	99 81
En *Angleterre*......	100 »	— *Anglais*.......	100 »
En *Autr.-Hongrie*...	101 79	— *Austro-Hongr.*	98 23
En *Belgique*........	100 19	— *Belges*	99 81
En *Espagne*........	112 13	— *Espagnols*	89 18
En *Grèce*............	185 »	— *Grecs*	54 05
En *Hollande*	100 78	— *Hollandais*....	99 22
En *Italie*	104 98	— *Italiens*.......	95 25
En *Russie*	147 77	— *Russes*........	67 67
En *Suisse*	100 24	— *Suisses*........	99 76
Aux *Etats-Unis*	100 48	Pièces des *Etats-Unis*.	99 62
Au *Mexique*........	199 26	— du *Mexique*...	50 18
En *Rép. Argentine*.	366 50	Billets *Rép. Argentine*.	27 20
Au *Chili*...........	284 09	— du *Chili*	35 20
Au *Brésil*...........	273 68	— du *Brésil*.......	36 53
Aux *Indes*..........	171 22	Pièces des *Indes*	58 40
Au *Japon*...........	191 81	— du *Japon*......	52 15
En *Chine*...........	188 16	— de la *Chine*....	53 14

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 10 mai 1895.

La cote des changes est beaucoup plus ferme que la semaine dernière. La devise hollandaise gagne quelques centimes, la devise allemande reste à 122, mais le papier espagnol passe de 433 50 à 441 50. Cette amélioration est due aux rachats d'Extérieure, du découvert et aux meilleures nouvelles de Cuba. Nous ne croyons pas qu'elle soit définitive car l'Espagne importe, actuellement, beaucoup de blés étrangers. Les grosses recettes des douanes et de celles des chemins de fer n'ont pas d'autre cause.

A Lisbonne l'agio de l'or est de 27 0/0.
Le rouble reste à 268.

Le Londres s'est un peu tendu, le papier court est à 25 22 et le chèque à 25 23 1/2 ; c'est toujours la conséquence des achats pour Paris de valeurs anglaises.

Le papier italien est mieux, la perte est de 4 75 0/0. Le New-York s'est sensiblement amélioré : il est coté 515 50, à ce cours les importations d'or américain en France cessent d'être lucratives.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	11 avril	18 avril	25 avril	2 mai	9 mai
Hong-Kong	2/2	2/2 1/8	2/2 ./.	2/1 5/8	2/2 ./.
Shanghai.......	3/0 1/4	3/0 5/8	3/0 3/8	2/11 7/8	3/0 3/4
Yokohama	2/2	2/2 1/8	2/1 7/8	2/1 5/8	2/2 ./.
Valeurs à vue :					
Singapoure.....	2/1 7/8	2/2 3/8	2/. ./	2/1 7/8	2/2 1/8
Bombay.........	1/1 11/32	1/1 3/8	1/1 9/32	1/1 5/32	1/1 1/4
Calcutta...	1/1 11/32	1/1 13/32	1/1 11/32	1/1 3/16	1/1 1/4
Rio-Janeiro.	9 9/16	9 9/16	9 3/8	9 1/4	9 1/16
Valparaiso....	16 11/16	16 7/16	16 11/16	16 7/8	16 13/16
Buenos-Ayres, prime de l'or..	260 1/2	261	272	277	266 1/2
Argent en barres	30 3/8	30 5/8	30 9/16	30 3/16	30 5/8

Le papier sur l'Extrême-Orient est plus ferme, en sympathie avec la petite hausse de l'argent à Londres : il est probable aussi que la fin de la guerre et la reprise des exportations de la Chine et du Japon va amener des demandes de moyens de paiement.

La roupie est bien tenue. La *Banque d'Angleterre* a mis en adjudication, le 7 courant, les £ 2 millions d'obligations du Gouvernement des Indes dont nous parlions dans notre dernier numéro, le taux minimum auquel les souscripteurs seront servis est de £ 98/14/7, ce qui fait ressortir l'intérêt à 1 1/4 0/0

Le papier sur Rio est en baisse de 3/16 sur la semaine dernière à la suite de ventes de traites faites par les exportateurs de cafés.

Nous retrouvons le Valparaiso à 1/16 au-dessous des cours d'il y a huit jours. A Buenos-Ayres, la prime de l'or est de 266 1/2, ce sont des cours de pure fantaisie.

L'or est au pair à Londres et à Paris, l'argent est en reprise, il vaut 111 fr. 75 le kilo. Il y a sur ce métal un assez bon courant d'affaires.

Nous n'avons pas de modifications dans les taux officiels de l'escompte.

Quelques-uns de nos lecteurs nous demandent pourquoi nous accusons un taux d'escompte de 4 0/0 à la *Banque Impériale de Russie* alors que les documents allemands le fixent à 4 1/2.

La raison en est que la *Banque de Russie* a un taux gradué suivant les échéances du papier qui lui est présenté : les effets à 3 mois sont taxés à 4 0/0 ; au-dessus de 3 mois, ils paient 4 1/2, et nous indiquons toujours le taux minimum pour toutes les banques. Telle est la raison de l'écart sur lequel il nous est demandé des explications.

Encaisses. — Circulation fiduciaire

La *Banque de France* a perdu 3.984.000 fr. d'or.

A Paris, la circulation a prélevé 2.689.000 fr., et il a été vendu 2.583.000 fr. de matières. Par contre, il est arrivé 160.000 fr. de Roumanie et 258.000 fr. de matières.

Les succursales ont reçu 813.000 fr. de la circulation, 60.000 fr. de Turquie, 68.000 fr. de Suisse, 34.000 fr. de Belgique, et elles ont expédié 105.000 fr. dans l'Inde et en Turquie.

L'argent a augmenté de 2.695.000 fr. La circulation a rendu 885.000 fr. à Paris, 2.372.000 fr. dans les succursales, qui ont en outre reçu 1.008.000 fr. de Belgique. Il a été expédié 970.000 fr. à Madagascar, 200.000 francs au Sénégal et 400.000 fr. en Suisse.

La circulation des billets a diminué de 59.100.000 fr. A ce propos, nous sommes heureux d'annoncer qu'un ukase, rendu sur la proposition de M. de Witte, admet les billets de la *Banque de France* en paiement des droits de douane en Russie.

La *Banque d'Allemagne* a perdu 4.900.000 fr. d'or et d'argent, la circulation a augmenté de 67.200.000 fr. par suite des besoins de fin de mois.

A la *Banque d'Angleterre*, les entrées et les sorties d'or ont été de 5.000 liv. st., elles se balancent exactement ; la circulation a prélevé 2.500.000 fr. seulement, la circulation fiduciaire n'a pas varié.

La *Banque d'Autriche-Hongrie* a gagné 1.100.000 francs d'or et perdu 200.000 fr. d'argent, la circulation fiduciaire a augmenté de 35.700.000 fr.

A la *Banque de Belgique* et à la *Banque d'Espagne* l'immobilité est à peu près complète.

Les mouvements de métal dans les *Banques italiennes* sont nuls.

A la *Banque d'Italie*, la circulation continue à décroître ; depuis un an elle a fait rentrer 118.900.000 fr. de monnaie de papier.

Le bilan de la *Banque de Portugal* n'accuse aucun mouvement.

La *Banque de Roumanie* a gagné 100.000 fr. d'or et 400.000 francs d'argent.

L'encaisse or de la *Banque de Russie*, au 16 avril, est de 4.200.000 fr. supérieure à celle du 1er avril.

Voici la situation de l'or dans cet établissement :

Encaisse de la Banque et fonds d'échange des billets de crédit............. Fr.	1.565.000.000
Fonds à l'étranger....................	32.400.000
Or appartenant au Trésor en dépôt à la Banque............................	801.500.000
Total...	2.398.900.000

Les *Banques suisses* ont perdu 200.000 fr. d'or et 600.000 francs d'argent ; leur circulation a augmenté de 2.200.000 francs.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 13 au 20 avril	depuis le 1er janv.	du 13 au 20 avril	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	8.087.500	»	10.438.308
France.........	»	11.916.400	442.935	2.145.741
Allemagne......	»	5.772.036	270.200	1.314.852
Autres pays....	714.479	6.051.147	18.464	314.029
Total 1895...	714.479	31.827.083	731.599	14.212.930
— 1894...	3.645.808	16.082.934	711.804	4.620.914
— 1893...	5.299.500	47.011.602	17.591	4.982.785
ARGENT				
Grande-Bretagne	798.882	8.620.413	»	40.730
France.........	»	»	»	2.176
Allemagne......	»	8.919	»	3.809
Autres pays....	44.200	489.838	45.516	369.299
Total 1895...	843.082	9.119.170	45.516	416.014
— 1894...	657.144	11.714.468	19.393	491.137
— 1893...	420.600	8.673.268	23.663	1.693.190

Encaisse des Banques associées de New-York

1894......	5 mai.	100.000.000	dollars
1895.....	20 avril	66.600.000	—
1895.....	27 avril	68.200.000	—
1895.....	4 mai.	69.700.000	—

Les entrées et les sorties d'or dans le tableau qui précède se balancent ; la situation se détend aux Etats-Unis, les affaires sont meilleures, la crise paraît à peu près liquidée.

L'encaisse des *Banques associées* de New-York s'est augmentée de 1.500.000 dollars.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

La Question monétaire

Nous lisons dans la *République Française* du 6 mai dernier :

Comme nous l'avons annoncé, M. Edmond Théry a fait hier, à Lille, une conférence sur le bimétallisme.

Nous avons déjà constaté maintes fois la netteté parfaite avec laquelle M. Théry traite cette question qu'il sait rendre simple et claire pour ceux qui l'avaient crue d'abord trop ardue.

Dans la grande salle où la conférence a eu lieu, un nombreux public avait pris place. On remarquait aux premiers rangs les membres de la *Société industrielle du Nord de la France*, de la *Société d'économie politique* et de la *Société des agriculteurs du Nord*. C'est dire que toutes les notabilités du monde industriel, agricole et commercial de la région écoutaient le conférencier.

La séance était présidée par M. Faucheur, président de la *Société d'économie politique*. A ses côtés avaient pris place MM. Bigo-Danel et Ange Descamps, vice-présidents de la Société industrielle ; Gustave Dubar, de la Société des agriculteurs du Nord; Robin, directeur de la Banque de France à Lille.

M. Faucheur a présenté au public M. Edmond Théry, dont il a fait l'éloge, en insistant sur la très grande importance que présente aujourd'hui la question monétaire.

Puis, M. Théry a pris la parole et il a fait, au milieu des applaudissements répétés de l'assistance, l'historique de la question, racontant les faits, précisant les détails, expliquant les conséquences de la baisse de la monnaie d'argent qui nous expose à toutes les fluctuations du change et constitue, pour les pays d'outre-mer, une véritable prime à l'exportation.

A mesure que le conférencier développait les points importants de son sujet, les marques d'approbation du public se faisaient plus vives. Parmi les assistants beaucoup étaient venus avec des opinions sans doute fort différentes de celles que l'éloquent conférencier a exprimées. Mais les adversaires du bimétallisme n'ont pu que reconnaître la haute valeur des arguments présentés par M. Edmond Théry et des conclusions tirées de la masse des faits et des observations qui ont servi de base à son étude.

Aussi l'assemblée a-t-elle décidé :

« 1° D'adhérer à la Ligue nationale bimétallique « créée à Paris le 23 mars 1895 ;

« 2° D'inviter le Gouvernement français à entrer en « négociations avec l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-« Unis, la Hollande et le groupe des nations de l'Union « latine, pour établir entre la France et ces Etats, ou « quelques-uns d'entre eux, une entente internationale « destinée à rendre à l'argent son ancienne fonction « d'instrument d'échange international ;

« 3° Et, au cas où cette entente internationale serait « reconnue impossible, d'inviter le Gouvernement fran-« çais à faire étudier quelles pourraient être, pour les « intérêts économiques de la France, les conséquences « du retour pur et simple à la frappe libre de l'ar-« gent. »

La Situation des Mines d'or de la République Sud-Africaine au Transvaal en 1894

M. Aubert, consul de France à Prétoria, vient d'adresser au Département des affaires étrangères un remarquable rapport sur la situation commerciale, industrielle et financière du Transvaal pour l'année 1894. Nous extrayons de ce travail les données relatives à la production des mines d'or, qui complètent les tableaux que nous avons déjà publiés dans l'*Economiste Européen* du 16 février 1895 (n° 162, p. 199).

La production des mines d'or de la République Sud-Africaine — écrit M. Aubert — a été, en 1894, de 2.265.853 onces (70.448 kilos), soit une augmentation de 651.609 onces (20.257 kilos) sur le rendement de l'année précédente. La production par district a été comme suit :

	Onces	Kilos
Witwatersrand	2.024.164	62.934
Vallée du Kaap	92.577	2.878
Lydenburg	60 275	1.874
Klerksdorp et Potchefstroom	77.714	2.416
Zoutpansberg	10.629	331
Malmami	494	15
	2.265.853	70.448

Voici quels ont été les progrès faits par cette industrie pendant les huit dernières années :

	Onces	Kilos
Production en 1887	55.000	1.710
— 1888	280.000	8.705
— 1889	438.733	13.640
— 1890	554.822	16.250
— 1891	835.515	25.977
— 1892	1.289.498	40.092
— 1893	1.614.244	50.189
— 1894	2.265.853	70.448
	7.333.665	228.011

A 3.444 fr. le kilo, la production depuis 1887 représente une valeur de 785.269.884 francs ; pour 1894, la valeur ressort à 242.662.912 francs.

L'attention des capitalistes français — poursuit notre consul à Prétoria — s'est particulièrement portée, dans ces derniers temps, sur les valeurs minières et plus spécialement sur celles de la République Sud-Africaine. Les achats faits en France ont produit une hausse considérable sur les valeurs courantes, relevé les cours des valeurs médiocres et fait paraître de nouveau à la cote celles qui ne valaient rien.

Il est donc de mon devoir de prémunir le public français contre un engouement qui pourrait l'entraîner sinon à la ruine, du moins à des pertes fort sensibles.

On ignore, en effet, généralement, en France, que les valeurs minières sont essentiellement spéculatives, c'est-à-dire que leurs cours se règlent moins sur les résultats immédiats et palpables des entreprises qui y ont donné naissance, que sur les espérances plus ou moins problématiques qu'elles font concevoir ; sur les rapports plus ou moins intéressés sur lesquels ces espérances sont basées ; sur les manœuvres des promoteurs de ces entreprises qui s'entendent à créer des cours factices par des achats et des ventes simulés, de façon, comme on dit vulgairement, à allumer l'acheteur de bonne foi ; sur le pouvoir exercé par les gros actionnaires et sur la confiance aveugle que mettent en eux les petits, sous le prétexte généralement admis, mais dont j'ai souvent vérifié la fausseté en Afrique, que ce qui profite aux uns profite également aux autres ; sur la foi plus ou moins justifiée qu'inspirent certains noms, certaines personnalités, dont le premier but est, toutefois, de s'enrichir eux et leurs amis.

Je pourrais puiser de nombreux exemples à l'appui de ces observations dans ce que j'appelle le *martyrologe des mines d'or du Transwaal*, je suis arrivé dans ce recueil que j'ai rédigé pour mon usage personnel à établir que la valeur nominale du capital des Compagnies fondées, pendant cette période, pour exploiter les ressources de toute espèce de la République Sud-Africaine et du Swazieland, s'élève à la somme de 2.547.077.300 fr., répartis comme suit :

Nombre des Compagnies et Syndicats	Objet	Capital nominal en francs
67	Compagnies pour l'exploitation de mines et propriétés de Lydenburg.	101.275.000
268	Compagnies pour l'exploitation des mines dans la vallée du Kaap et à Moodie	230.900.000
260	Compagnies pour l'exploitation des mines à Zoutpansberg et Waterberg.	235.666.750
134	Compagnies pour l'exploitation des mines à Komati	29.925.000
70	Compagnies pour l'exploitation des mines à Malmanie	18.517.500
240	Compagnies pour l'exploitation des mines à Klerksdorp et Potchefstroom	191.220.250
906	Compagnies pour l'exploitation des mines à Witwatersrand et Hilleberg	1.301.297.000
1.945	*A reporter*	2.108.801.500

1.946	*Report*	2.108.801.500
50	Compagnies pour l'exploitation d'autres zones aurifères	19.857.675
41	Compagnies pour l'exploitation de mines de charbon	44.175.000
28	Compagnies pour l'exploitation de mines d'argent, de cuivre, de diamants, de mercure	37.281.250
18	Compagnies pour l'exploitation de mines et terrains en Swazieland	79.381.250
103	Compagnies diverses ayant des intérêts dans le pays	189.745.625
		2.479.242 300
82	Compagnies minières, foncières, n'ayant pas un centre d'opérations déterminé en Afrique australe	67.835.000
2.267		2.547.077.300

Sur ces Compagnies, celles constituées en Angleterre représentent un capital de.	921.888.925 fr.
Dans les colonies voisines, le Cap, Natal	320.628.750
Dans d'autres pays étrangers	29.125.000
Dans la République Sud-Africaine principalement avec des capitaux étrangers	609.737.500
	1.881.380.175
Je n'ai pas pu savoir où avaient été constituées les autres Compagnies représentant un capital de	665.697.125
	2.547.077.300

Si nous rapprochons ce capital nominal de 2.267 Compagnies, soit 2.547.077.300 francs de la production totale depuis 1887 et jusqu'à la fin de 1894 (huit années), soit 785.269.884 francs, nous trouvons une proportion de 30 83 0/0. Pour l'année 1894 la proportion ressort à 9 52 0/0.

Si maintenant on met en regard de ce tableau la liste des Compagnies qui donnent actuellement des résultats, on voit combien en ont sombré de ces entreprises, qui promettaient tant, d'après le prospectus, et on voit combien de pauvres actionnaires, aux yeux desquels on avait fait miroiter les trésors de la reine de Saba (Sheba), on peut se rendre compte, c'est le cas ou jamais de le dire, que « tout ce qui brille n'est pas or ». C'est là l'enseignement que je voudrais voir les Français tirer de mes informations.

Dans ce relevé, ne sont pas comprises les Compagnies fondées pour l'exploitation des prétendues richesses du Mashonaland et du Matebeleland, tant vantées par la Compagnie à charte, dont on cherche à écouler les actions en France, et qui n'inspirent confiance qu'aux journaux payés pour cela.

De la déconfiture ou de l'insuccès de nombre de Compagnies il ne faut, toutefois, pas conclure que le Transvaal n'offre pas encore un vaste champ d'entreprise aux capitalistes intelligents, énergiques, persévérants. Au contraire, la moitié du pays n'a pas encore été explorée ; nombre de mines attendent des capitaux et, sagement administrées, peuvent donner de bons résultats ; l'industrie y est à peine naissante : la fertilité du sol y est proverbiale ; la culture du sucre, du thé, du café n'y a jamais été tentée.

Pourquoi nos capitalistes ne chercheraient-ils pas à en tirer directement profit dans leur propre intérêt d'abord et dans l'intérêt de notre industrie ensuite ? — L'initiative fait, au contraire, défaut chez nous et on préfère tout simplement acheter des actions. Un des principaux promoteurs de Compagnies en Afrique disait dernièrement : « Les Français ne « tiennent pas à acheter des propriétés en Afrique pour les « exploiter, il leur faut des actions ; créons donc autant de « Compagnies que possible, ils avaleront tout. » De là cette quantité de *trusts et d'investment companies* qu'on voit surgir de toutes parts. En outre, nos capitalistes confient généralement leurs intérêts à des agents anglais, faisant toujours partie de quelque coterie, au lieu d'avoir des représentants français, bien rémunérés, en qui ils puissent avoir entièrement confiance. Ces derniers favoriseraient naturellement les Français et l'industrie française qui vaut bien l'industrie anglaise ou américaine, lorsqu'il s'agirait d'organiser une exploitation, de monter quelque usine, d'acheter du matériel, de recruter le personnel.

Pourquoi aussi les nombreux actionnaires des Compagnies minières du Transwaal envoient-ils leurs procurations, pour les assemblées générales, au secrétaire de la Compagnie et renforcent-ils ainsi, aveuglément, les pouvoirs des gros actionnaires, qui sont les promoteurs de l'entreprise et les membres du Conseil d'administration. — Un bureau représentatif d'analyse et d'information bien monté, avec un personnel français, capable et intelligent, rendrait, au contraire, d'excellents services aux capitalistes français, les renseignerait sur la situation et les mettrait en garde contre les manœuvres de nature à compromettre leurs intérêts et à influencer les cours ; manœuvres qui ont d'autant plus de chance de succès qu'elles ont leur source aux Bourses de Londres, de Paris ou de Berlin, dont les cotes règlent celles de Johannesburg. Cette ville est, il est vrai, le centre des opérations minières du Transwaal, mais non celui des opérations financières, comme on le croit communément, pour l'excellente raison qu'il y a beaucoup de spéculateurs, mais peu de capitalistes en Afrique et que la majorité des actions est en Europe.

Il convient de rendre un juste hommage à M. Aubert, dont les efforts et la persévérance nous permettent d'avoir une notion exacte de la situation de ce merveilleux pays minier, sur lequel circulent tant de légendes.

Le Taux de la Piastre en Indo-Chine

Par arrêtés du Gouverneur général de l'Indo-Chine française, en date des 14 et 28 février 1895, le taux de conversion de la piastre en francs pour tous les paiements et recettes à effectuer par le Trésor en Indo-Chine a été fixé à 2 fr. 60 à partir du 16 février et maintenue au même chiffre à partir du 1er mars.

La Question de l'argent et la situation du commerce et de l'industrie anglaises

Mémoire de M. Geo-Jamieson, consul général de S. M. Britannique a Shanghai (Chine), *qui a valu le prix à son auteur* (suite et fin) (1).

III. — Comme conséquence d'un pareil état de choses, en raison de la concurrence des industries manufacturières du monde, la divergence de valeur entre l'or et l'argent aboutira inévitablement au déplacement graduel du siège de toutes les grandes industries des pays monométallistes-or dans les pays à circulation d'argent, et si l'Angleterre persiste à se priver des bénéfices devant résulter d'un stock abondant de l'instrument d'échange international, nos industries nationales seront ruinées.

Dans leur lutte pour la vente de leurs produits sur le marché du monde, la victoire restera aux nations, qui, pour une raison quelconque, sont à même de produire à meilleur compte. Jusqu'à présent nous avons pu nous maintenir grâce à un ensemble de circonstances. Le bas prix du fer, du charbon, les perfectionnements apportés à l'outillage, l'habileté des ouvriers et l'économie dans la répartition du travail nous ont permis de garder longtemps une suprématie industrielle, tout en payant à nos ouvriers des salaires supérieurs à ceux qu'ils recevaient dans les autres pays. Et si la perturbation monétaire ne s'était pas produite, nous eussions certainement pu conserver notre prépondérance.

Mais le bouleversement économique résultant de la divergence de 50 0/0 environ de l'ancienne valeur entre l'or et l'argent a modifié ces conditions du tout au tout. Ni le fer, ni le charbon ne sont bon marché en Angleterre.

La main-d'œuvre a augmenté de 100 0/0 par rapport aux salaires en argent. Nous n'avons pas le monopole de l'outillage scientifique. Les nations orientales peuvent acquérir ce qu'il y a de mieux et engager des ouvriers habiles pour apprendre à leurs populations le moyen de nous battre sur notre propre terrain commercial.

Et bien que j'aie insisté sur le facteur des salaires, le plus important, à mon avis, ce n'est pas là le seul avantage qu'aient les pays à circulation d'argent. Les revenus, taxes, baux et toutes autres obligations fixes sont facilement acquittés, alors qu'ils pèsent lourdement sur les pays monométallistes-or et tendent à devenir plus durs au fur et à mesure de la hausse du métal.

La conséquence de tout cela est, comme on pouvait s'y attendre, que, tandis que les anciennes industries installées en Angleterre ont, dans beaucoup de cas, de la peine à couvrir leurs frais, des industries nouvelles et rivales surgissent rapidement en Extrême-Orient et, en dépit du peu d'expérience et des fautes de la direction, elles procurent de beaux revenus à leurs propriétaires.

Nous trouvons dans le rapport de la Chambre de commerce

(1) Voir l'*Économiste Européen*, nos 172 et 173.

de Yokohama, en date du 5 mai 1894, les renseignements suivants :

La première filature a été installée au Japon en 1863, avec 5.456 broches ;

A la fin de 1883, il y avait 16 filatures avec 44.700 broches : à la fin de 1888, 24 filatures avec 88.140 broches ; à la fin de 1892, 39 filatures avec 403.314 broches ; à la fin de 1893, 46 filatures avec environ 600.000 broches.

Le même rapport ajoute que le progrès sera encore plus rapide dans l'avenir, car on a commandé une grande quantité d'outillage, dont une partie pour des filés de qualité plus fine.

Dans le rapport consulaire relatif au commerce de Kobé, en 1892, il est dit que les dividendes payés par les 21 filatures en fonctions à Osaka, pendant cette même année, ont donné une moyenne de 18 0/0 de dividendes, le chiffre le plus élevé étant 28 0/0 et le chiffre le plus bas 8 0/0. Pour 1893, les dividendes publiés de temps à autre par les journaux japonais semblent être aussi beaux ou supérieurs. La *Gazette du Japon* nous a appris récemment que onze filatures, dont elle donne les noms, ont payé un dividende moyen de 16 0/0 pour le premier semestre 1894, au lieu de 12 0/0 pour la période correspondante de 1893.

Comparons ces données avec le compte rendu du commerce des cotons publié dans l'*Economist* du 17 février 1895. L'espace me manque pour citer des passages de l'étude dont il s'agit, mais je dirai, en résumé, que les bilans de 93 Sociétés de filatures de Oldham accusent une perte totale de 72.768 liv. st. en 1893, contre une perte de 104.663 en 1891. A la fin de 1890, huit de ces Compagnies seulement avaient des bilans en perte, s'élevant à 8.412 liv. st. ; à la fin de 1891, on en comptait 49 avec une perte de 142.767 liv. st., et à la fin de 1893, 63 Compagnies avaient subi une perte totale de 366.800 livres sterlings.

Ces constatations sont vraiment inquiétantes. Nos industriels, malgré leur vieille expérience, sont-ils affaiblis au point de se laisser battre sur leur propre terrain par les filateurs-amateurs du Japon ? N'est-ce pas plutôt à cause de la différence énorme entre les conditions économiques des deux pays, permettant à l'industriel de l'Extrême-Orient de vaincre sans effort, alors que celui de l'Occident lutte de son mieux pour trouver une place dans le mouvement ?

On a dit, maintes fois, qu'au milieu de notre dépression commerciale il est consolant pour nous de voir que d'autres pays, tels que l'Allemagne et les Etats-Unis, se trouvent dans une situation également mauvaise. Mais j'observerai que cela confirme simplement mon affirmation, à savoir que les pays monométallistes-or souffrent de la baisse de l'argent, tandis que les pays à circulation d'argent en retirent un profit.

Si on représente l'Inde comme un pays à circulation d'argent dont la situation est embarrassée, je dirai que ses embarras proviennent de ce fait, tout à fait accidentel, qu'elle a contracté une forte dette étrangère en or. Si cette dette était remboursable en argent, comme cela eût pu être le cas, sans ses rapports avec l'Angleterre, l'Inde serait aujourd'hui dans une excellente situation. Les impôts eussent été légers, le commerce et l'industrie en progrès et toutes les circonstances eussent été favorables à une prompte accumulation de richesse.

La Chine, longtemps arriérée en ce qui concerne l'essor industriel, s'éveille à son tour. Actuellement trois grandes usines ont été installées à Shanghai, couvrant une grande étendue de terre, et avant une année on comptera de deux à trois cent cent mille broches en œuvre. On a prouvé surabondamment qu'un simple coolie chinois pouvait être rapidement transformé en un ouvrier habile. On connaît sa résistance au travail et sa sobriété. Le taux actuel du salaire dont il se contente parfaitement équivaut, en monnaie anglaise à 3 ou 5 d. par jour. La main-d'œuvre est si abondante et le territoire si vaste que bien des années s'écouleront avant qu'une hausse puisse se produire pour les salaires.

Il convient d'observer toutefois que, bien que l'Inde et les autres nations de l'Extrême-Orient soient capables de fabriquer leurs filés et tissus de coton plus grossiers et plus communs, la concurrence est limitée à ces qualités ; ils ne peuvent pas lutter avec nous pour les qualités plus fines. Il est certain également que, jusqu'à ce jour, la concurrence s'est bornée à la catégorie d'articles mentionnés plus haut, mais il n'y a aucune raison de croire qu'il en sera toujours ainsi.

En admettant la force de mon argumentation, elle s'étend à toutes les entreprises industrielles en général. Le seul motif pour lequel les filatures de l'Extrême-Orient se sont consacrées jusqu'à présent aux numéros les plus bas de filés est que le coton indigène convient mieux à cette qualité et qu'elle procure les plus beaux bénéfices. Mais les cotons de l'Amérique et de l'Egypte peuvent, si on les demande, être aussi bien importés en Extrême-Orient qu'en Angleterre. Sans aucun doute, de nombreuses années s'écouleront avant que les filatures de l'Extrême-Orient parviennent à nous chasser de notre position de fabricants de qualités moyennes et fines mais les choses tendent à ce résultat.

M. O'Conor, secrétaire-adjoint du Gouvernement de l'Inde, s'exprime comme suit dans sa Revue du Commerce pour 1892-1893 :

« Les circonstances qui ont affecté le marché des filés ont affecté également le marché des tissus de coton, qui continue à rester stationnaire. Le commerce des tissus écrus est arrivé au chiffre le plus bas depuis 1883, et il n'y a guère d'espoir de progrès, pendant des années, pour les tissus blancs ou de couleur. Il faut rappeler — comme je l'ai dit dans mon Rapport 1890-91 — que les importations des pièces sont remplacées graduellement par les produits indigènes. »

Et il ajoute, p. 36 :

« En examinant le mouvement commercial pendant une série d'années, on acquiert la conviction que la concurrence des filatures indiennes entrave l'importation des produits de Manchester. Ces filatures commencent progressivement à fabriquer les qualités moyennes et à blanchir ou teindre leurs produits. »

La situation signalée par M. O'Conor s'accentuera à la suite du développement des filatures de coton en Extrême-Orient. Le principal débouché pour les filés de Bombay a été en Chine et au Japon. Ces marchés leur ayant été fermés et devant l'être complètement dans quelques années, en raison des créations de filatures locales, les industriels de Bombay seront obligés de se consacrer de plus en plus à la production des qualités plus fines qui écarteront, à leur tour, les produits de Manchester.

Le but de ce mémoire n'est pas d'indiquer le degré de vitesse avec lequel ces changements pourront avoir lieu, mais de signaler la tendance des choses comme étant le résultat inévitable de la perturbation monétaire. Sans doute, il y a d'autres éléments dont il faut tenir compte, et qui sont susceptibles, pendant une certaine période, de reculer la catastrophe ou d'en atténuer les effets. L'intelligence, l'organisation, l'abondance des capitaux peuvent permettre à l'industriel anglais de se maintenir ou même de résister aux avantages économiques dont jouit son concurrent. L'Angleterre a tous ces facteurs réunis et elle luttera vaillamment.

Mais nos fabricants combattent contre les chances. Ils sont « handicapés » dans leur course et de grandes modifications ne peuvent être évitées. On devra abandonner de nombreuses branches d'industrie, et bien que de nouvelles branches puissent les remplacer, on perdra un vaste capital et on endurera de grandes souffrances.

Mais pourquoi nos populations doivent-elles être « handicapées » ? Quel avantage national peut-on mettre en regard des maux qui se manifestent ? Malheureusement, l'idée que le monométallisme-or est inséparable de notre prospérité nationale est ancrée dans l'esprit anglais. Mais n'eussions-nous pas prospéré quand même jusqu'en 1873 en étant *bimétallistes* comme la France ? Nous eussions joui de tous les avantages d'un pair de change fixe en adhérant à la Ligue. Et notre nation a-t-elle tant prospéré depuis 1873 pour justifier la glorification du monométallisme-or ? Sans doute quelques-uns ont prospéré. Tous ceux qui disposent d'un capital réalisé en or ont eu des profits, mais le changement se traduit par un mal sans mélange pour la masse de la nation et pour les industries qui constituent la vie et l'âme de notre pays.

FIN

L'Union Bimétallique allemande.

Nous venons de recevoir le premier numéro de la Revue mensuelle (*Bimetallistische Monatsschrift*, chez Hermann Walther, Berlin). Ce recueil, très documenté, que publie l'*Union bimétallique allemande*, contient, entre autres choses, une étude du comte de Mirbach-Sorquitten, membre du Reichstag, sur l'attitude de l'Allemagne dans la question d'un accord *bimétallique* international.

Après avoir résumé la progression du mouvement qui se produit simultanément en Angleterre, en France, aux Etats-Unis et en Allemagne, l'auteur constate l'ignorance, plus ou moins intéressée, des monométallistes-or dans ce dernier pays qui colportent les nouvelles les plus invraisemblables.

Nous aurons l'occasion de revenir sur cette étude.

Le Rapatriement des Monnaies divisionnaires italiennes.

Nous lisons dans le *Bolletino delle Finanze :*

Il y a quelques jours seulement que le Ministère du Trésor a clos toutes les opérations inhérentes à la Convention monétaire du 10 novembre 1893, avec la Belgique, la Grèce, la Suisse et la France. Nous croyons savoir que la France, par l'entremise du Président du Conseil des Ministres, a exprimé récemment sa haute satisfaction pour la façon très correcte

dont s'est fait le rapatriement des monnaies divisionnaires italiennes.

Pour notre part, nous ajouterons que cette opération, vraiment brillante, a été facilitée par l'intelligence et la pratique des affaires du command. Stringher, directeur général du Trésor.

Le chiffre total des monnaies importées en vertu du susdit accord, et remboursées par anticipation ou sans aucun retard, moitié en or, moitié en devises extérieures, s'élève à environ 75 millions. Mais on avait introduit en Italie, pendant la durée des négociations précédant l'accord, 29 autres millions de monnaies divisionnaires, de telle sorte que la valeur réelle des pièces retirées des Etats de l'*Union Latine* ressort à la somme respectable de 104 millions de lire.

Le total des monnaies divisionnaires qui se trouvent actuellement dans les caisses du Trésor s'élève à 124 millions de lire environ et, comme le chiffre des Bons de caisse d'une lire et de deux lire émis ne dépassent pas 110 millions, il en résulte une disponibilité de 14 millions de lire environ. Ce stock de monnaies divisionnaires est immobilisé dans les diverses caisses de Trésorerie du Royaume en garantie des émissions de bons.

Pour donner une idée du mouvement qu'a occasionné sur les chemins de fer le rapatriement de ces monnaies divisionnaires, il suffira de dire que, si on les fondait en un seul bloc d'argent au titre 835, son poids serait de 6.200 quintaux.

La Crise monétaire en Amérique

L'information reproduite, d'après notre confrère l'*Echo des Mines et de la Métallurgie* dans notre no du 4 mai 1895 (no 173, p. 552), nous a valu une lettre d'un de nos abonnés connaissant à fond la véritable situation monétaire aux Etats-Unis. Nous croyons intéressant de la résumer ici :

Les appréciations de votre confrère — nous écrit en substance notre abonné — ne sont pas confirmées par les faits, vous n'en trouverez aucune trace dans les meilleurs journaux américains, et aucun homme avisé ne s'aventurera à prédire ce qui se produira en octobre prochain. Mais « un désastre » n'est nullement à craindre. Vous en avez la preuve dans le télégramme du *Stock-Exchange* de New-York, inséré dans le *Times* du 3 mai :

« Le marché monétaire est facile ; on offre les fonds couramment à 2 pour cent. Le change des livres sterling a fléchi et les taux se sont réduits d'un quart, le marché reflétant les nombreuses offres de traites contre les négociations de *bonds* avec l'Europe. »

Cette dépêche est en contradiction absolue avec les appréciations de votre confrère.

Il convient d'ajouter, qu'un télégramme plus récent, en date du 8 mai, adressé à notre grand confrère d'outre-Manche, confirme cette situation ; le taux du prêt à New-York s'était réduit, à cette date, à 1 1/2 0/0, et l'abondance des offres de traites documentaires sur l'Europe avait amené les tireurs à réduire leurs prétentions.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 10 mai 1895.

La liquidation qui a commencé mardi a montré sur certaines valeurs, notamment sur l'*East-Rand*, de fortes positions à la hausse dont certaines se trouvent dans des mains faibles. Ces dernières ont trouvé très difficilement à se faire reporter, aussi, dans quelques cas, a-t-on coté des reports exorbitants. Cette tension a produit une assez mauvaise impression, et bon nombre de spéculateurs ont cherché à se dégager, d'où une réaction sensible sur presque toute la cote. Cette réaction est salutaire et ne peut que servir au bon classement du titre.

Les valeurs qui ont le mieux résisté sont celles sur lesquelles nous avons attiré l'attention de nos lecteurs ; c'est-à-dire les valeurs du district de Klerksdorp.

La *Klerksdorp Estate* est même en hausse sensible à 32/0. La *Eastleigh* se maintient dans les environs de 2 ./. et la *Buffelsdoorn* est sans variations sensibles à 5 13/16. La *Buffelsdoorn Consolidated* se maintient également très bien dans les environs de 1 7/8.

Par contre, la *Potchefstroom* est en légère réaction.

Pour donner une idée de l'intérêt que les grandes maisons de Johannesburg et de Prétoria portent actuellement au district de Klerksdorp, nous pouvons dire que 8.000 claims aurifères ont été marqués sur cette région pendant le mois d'avril. Ces 8.000 claims représentent plus de cent Compagnies ayant une étendue pareille à celle de la *Geldenhuis Estate* par exemple.

Dans le district du Witwatersrand, c'est surtout sur les grosses valeurs que la réaction a été forte. La *Rand Mines* et la *City and Suburban* ont été particulièrement éprouvées ainsi que la *East Rand*. Cette dernière, pour les motifs que nous avons indiqués plus haut. Pour la *City and Suburban*, qui revient à 25 7/8, le motif de baisse se trouve dans le rendement d'avril qui

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	FILONS en travail	FILONS commandés	DIVIDENDES 1891	DIVIDENDES 1892	DIVIDENDES 1893	DIVIDENDES 1894	PRODUCTION 1892	PRODUCTION 1893	PRODUCTION 1894	PRODUCTION 1894	COURS DU 3 mai	COURS DU 10 mai
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9 505	2	1.594	1 1/4	1 9/16
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3 31/32	3 3/4
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg .	40	»	»	40	»	»	28 36	21.806	12	29 346	4 1/16	3 15/16
City and Suburban	85 000	1	65.000	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	12	72.092	27 1/16	25 9/16
Crœsus (New)	225.000	1	195.000	16½ — — ..	»	60	»	10	»	»	11.50	1.339	»	»	2 7/8	2 5/8
Crown Reef	120.000	1	120.000	19 — — ..	90	120	50	55	150	»	70 204	82 105	12	120953	10 1/2	10 11/32
Durban Roodep	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30.931	60 635	12	55 969	7 1/2	7 5/8
East Rand	650 000	1	650.000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	6 ./.	5 13/16
Ferreira	45 000	1	43 292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	12	69 463	17 15/16	17 1/2
Geldenhuis Estate	200.000	1	187.500	190 acres Elandsf...	80	40	15	10	25	»	47 721	47.431	10	45 633	7 1/2	7 1/16
Heriot (New)	85.000	1	73.250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	41 763	11 17/32	11 15/16
Henry Nourse	125 000	1	125 000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	»	22 220	12	29.528	6 7/16	6 5/16
Jubilee	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17.319	30.066	12	26.611	10 1/16	11 7/8
Jumpers	100.000	1	100.000	39 — Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22.145	44.490	12	52.106	5 15/16	5 1/2
Langlaagte Estate	500.000	1	467.000	31 — — .	160	»	10	20	30	»	88.951	104.909	12	146411	4 7/8	4 3/8
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres — .	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27.898	7 29/32	7 1/2
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	11/16	11/16
New Aurora West	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M. R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	4.932	1 1/4	1 9/16
— Primrose	240.000	1	240.000	51 cl. Elndsft., Turft	100	»	15	27½	40	»	56.449	83.777	12	86.030	7 3/8	7 5/8
Nigel	160.000	1	159.895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55.936	46.007	12	53.909	8 /.	7 5/16
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3 221	5 1/1	5 1/1
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvi-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	42.133	47/6	43/9
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	33 1/2	32 1/2
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kiet	50	»	»	10	15	»	11 931	35 451	11	19.577	4 31/32	4 21/32
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170.150	161.133	12	161756	9 ./.	9 ./.
Salisbury (New)	100.000	1	93.000	5 claims — .	70	»	»	30	10	»	20 829	24.851	12	18.781	5 11/16	5 13/16
Simmer and Jack	85 000	1	83 000	120 acr. Elandsfont..	160	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	14 5/8	14 3/8
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. — ..	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	12	12.206	2 3/16	2 1/32
Wemmer	55.000	1	46.300	12½ claims M. R..	30	»	10	»	»	»	16.250	24.297	9	25.241	13 3/16	12 1/32
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — — .	40	50	»	»	»	10	»	25.948	12	30.602	8 1/16	7 25/32
Worcester	100.000	1	90.727	10 — — .	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	12	30.788	4 11/16	5 3/32

montre une diminution de 2.500 onces par rapport au mois précédent. Il faut pourtant tenir compte de ce fait que la *City* augmente sa batterie, ce qui gêne momentanément l'exploitation régulière.

La *Modderfontein*, très agitée, recule dans les environs de 15 1/2. L'assemblée générale qui a eu lieu le 8 courant, à Johannesburg, a ratifié les propositions qui lui étaient soumises en ce qui concerne la modification du capital.

La Compagnie ainsi transformée a un capital de 1.000.000 de liv., divisé en 250.000 actions de 4 liv. chacune. Les 200.000 titres actuels recevront 200.000 actions nouvelles. 25.000 actions seront offertes aux actionnaires au prix de 12 liv.; le syndicat qui garantit cette émission a le droit d'acheter 12.500 autres actions à 17 liv. et ce, pendant un an. Les autres 12.500 actions resteront attachées à la souche.

La *Treasury* se maintient à 4 1/8. Nous complétons les renseignements que nous avons donnés la semaine dernière : la Compagnie vient d'acheter neuf claims de la *Geldenhuis Estate* dans des conditions très avantageuses. Cette acquisition va porter à 30 le nombre de ses claims et lui assurer une durée d'au moins vingt années, avec des dividendes de 50 0/0.

Ces calculs ne tiennent pas compte de la découverte du nouveau filon le *North Reef Leader*, dont la teneur, ainsi que nous l'avons dit, est exceptionnellement riche.

Si ce filon a la consistance que l'on présume, l'avenir de la Société se trouvera considérablement amélioré.

Rappelons qu'il est toujours question d'introduire la *Treasury* au parquet de Paris, dès que les formalités pour la consolidation des titres en actions de 4 liv. st. auront été remplies.

La *Jumpers* est spécialement faible dans les environs de 5 liv.

La *Van Ryn*, qui s'était élevée à 10 3/4, revient à 9 1/2.

Léger tassement de toutes les autres valeurs du district. Celles qui font la meilleure contenance sont celles de l'ouest et du sud-ouest. Il faut probablement en chercher la raison dans le fait que la spéculation s'est beaucoup moins attachée à ces valeurs qu'à celles de la portion centrale et de l'est du *Rand*.

Au sud des mines du main-reef, le *Black Reef*, qui a été pendant longtemps délaissé, commence à attirer l'attention, à la suite des résultats favorables obtenus par la Compagnie Orion, et de la découverte des nouveaux procédés de traitement de minerais pauvres du Rand, l'attention s'est de nouveau portée sur les prospections poursuivies patiemment dans cette région où diverses Compagnies se sont reconstituées, et, aujourd'hui, grâce à une direction plus savante et plus expérimentée, il est permis d'espérer que ces entreprises pourront être exploitées avec bénéfices.

Au sud du groupe de l'Orion vient de se former une nouvelle Compagnie appelée *Blak Reef Proprietary Mines* au capital émis de 135.000 liv. st., dont 25.000 liv. st. fonds de roulement. L'étendue de la propriété est de 1.181 claims (environ 640 hectares). Au cours actuel de 3 liv. st., le prix du claim ne ressort qu'à 320 liv. st. (8.000 fr.). Quoique la valeur aurifère de ces terrains ne soit pas encore reconnue dans toute leur étendue, la spéculation peut trouver dans le bas prix de leur capitalisation actuelle une marge appréciable.

Dans le district d'Heidelberg, la *Nigel*, après avoir atteint le cours de 9 1/2, revient à 7 7/16. Nous croyons savoir que plusieurs nouvelles affaires sont en préparation dans ce district.

Les valeurs d'exploration se sont bien maintenues ; l'*Anglo French* cote 4 liv. ex-coupon de 2/6, l'*Exploration* se maintient très bien à 2 liv. de prime, la *London and Paris* est recherchée à 1 13/16. La *Chartered* est plutôt faible à 4 1/4.

P. S. — Londres, 5 heures. — Rendement des mines du district de Witwatersrandt pendant le mois d'avril : 186.353 onces, contre 184.945 onces en mars 1895 et 168.745 en avril 1894.

Paris, le 10 mai 1895.

Notre *Marché des Mines d'or* a été, cette semaine, défavorablement impressionné par le remarquable rapport qu'a fait M. Aubert, consul français à Prétoria, sur la *Situation commerciale, industrielle et financière de la République Sud-Africaine en 1894*. On trouvera des extraits de ce rapport dans notre « **Chronique Monétaire** ». Aussi les cours des actions dont nous nous occupons, sur la place, et pour la plupart du moins, s'établissent-ils en lourdeur : la *Ferreira* est à 442 50 ; *Simmer and Jack*, 373 75; *Randfontein*, 53 75; *Buffelsdorn*, 153 12 1/2 contre 153 75; *Robinson*, 225 62 1/2; *Geldenhuis*, 179 37 1/2, en avance de 0,62 1/2 centimes ; *Lower Roodepoort*, 26 fr. 50; *Chartered*, 113 12 1/2.

La *New Kleinfontein* s'échange à 158 75. Des lettres de Londres arrivées dans ces derniers jours, mentionnent que l'on vient de découvrir, dans les *claims* nouveaux de cette Compagnie, l'affleurement du filon *Chimes*. Un premier essai fait sur le minerai de ce nouveau filon aurait accusé, ajoute-t-on, une teneur de 93 grammes d'or à la tonne. Disons encore que, par suite de l'acquisition des 88 *claims* nouveaux dont nous parlions il y a huit jours, la durée de la mine est estimée, maintenant, à trente ans. Quant au moulin de 100 pilons, il doit définitivement fonctionner au mois d'octobre prochain. Les bénéfices mensuels — qui ne comprennent pas les profits à retirer du filon *Chimes* — devront alors atteindre 8.000 liv. st., ce qui permettrait la distribution de 50 0/0 de dividende par an.

La *Durban Roodepoort Deep Level* clôture à 118 75.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	3 mai			10 mai		
	Derniers Cours	p. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	p. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)........	102 15	34 05	2 93	102 62	34 20	2 92
Consolidés anglais (ch. f. 25 fr. 20)	106 20	38 61	2 58	106 85	38 85	2 57
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)...	103 40	25 85	3 86	103 10	25 77	3 87
Belgique 3 ½ %..................	103 75	29 64	3 37	101 10	28 88	3 46
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.) ..	70 40	17 60	5 68	72 70	18 17	5 50
Grèce 5 % 1881 (en suspension).	168 »	» »	» »	170 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam).	100 87	28 82	3 46	100 75	28 78	3 47
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)..	103 20	25 80	3 87	103 20	25 80	3 87
Italie 4 % net..................	87 97	21 99	4 54	88 75	22 18	4 50
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)....	97 »	32 33	3 09	94 90	31 63	3 16
Portugal 3 % (1 fr. net).........	25 20	25 20	3 96	25 15	25 15	3 97
Roumanie 5 %..................	103 »	20 60	4 85	103 »	20 60	4 85
Russie 3 % or 1891 libéré.......	92 50	30 83	3 24	93 70	31 23	3 20
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)......	77 50	15 50	6 45	70 ..	14 »	7 14
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)..	101 »	25 25	3 96	101 ..	25 25	3 96
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	103 75	34 58	2 89	102 75	34 25	2 91
Turquie convertie 1 % série D..	26 »	26 »	3 84	26 30	26 30	3 80
— Priorité 4 % 1890......	490 »	24 50	4 08	492 50	24 62	4 06
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	98 12	32 70	3 05	98 12	32 70	3 05

Situation Financière générale

France. — La semaine, qui avait d'abord bien commencé sur l'entente avec le Japon, finit plus lourdement. Nos *Rentes Françaises* même ne conservent pas toute leur avance. On commente, en effet, et de nouveau, les difficultés concernant le budget de 1896. Il y a aussi à signaler un certain ralentissement dans les échanges. Cependant, en général, les cours se maintiennent encore, les contre-parties ne faisant pas défaut. On peut donc espérer que l'hésitation n'est que passagère et que les dispositions du dernier moment s'amélioreront. A signaler la fermeté des actions de nos *Grands Chemins Français*.

Allemagne. — La Bourse de Berlin, dont les rapports avec Vienne sont si intimes, a résisté, cette semaine, à l'action déprimante de cette dernière place. Les haus-

siers escomptent le lancement de nombreuses affaires nouvelles préparées par les grands Etablissements de crédit, dont les titres sont en progression.

Les facilités de l'argent favorisent ce mouvement.

Constatons que la fièvre de l'or se manifeste sur le marché allemand ; un syndicat, qui s'est constitué récemment, commence à introduire les actions des mines du Transwaal et de l'Australie. Attendons-nous donc à voir l'or allemand refluer vers l'Angleterre.

Angleterre. — La nouvelle que le Japon acceptait les réclamations faites par les puissances européennes a exercé une heureuse influence sur le marché et les cours, comme ceux des places continentales, ont enregistré une certaine progression. Mais des réalisations de bénéfices se sont produites depuis et les tendances ont été influencées par la liquidation un peu difficile sur les valeurs minières en particulier.

Les meneurs du marché ont voulu forcer des allègements de positions trop engagées.

Autriche-Hongrie. — Bien que la crise intérieure, provoquée par l'incident Kalnoky-Banffy soit écartée, les Bourses de Vienne et de Budapest ont fait preuve de lourdeur. On semble croire que la situation ministérielle n'est pas suffisamment consolidée et, d'autre part, les nouvelles de Serbie ont causé quelque inquiétude.

Mais l'abondance de l'argent facilitera la reprise de la cote ; les disponibilités créées par les gros paiements de coupons vont chercher leur remploi sur le marché.

Le Parlement hongrois a approuvé le projet d'emprunt de 24 millions de couronnes pour la Bosnie et l'Herzégovine.

Espagne. — Le marché espagnol a fait preuve, cette semaine, d'une fermeté relative ; il y a même eu, mardi, un mouvement de hausse très accentué. Mais c'est toujours la Bourse de Paris qui sert de régulateur et il faut s'attendre à une réaction, suivant les nouvelles parvenant télégraphiquement à Madrid. On a prétendu, d'autre part, que la hausse rapide avait pour origine les rachats précipités du découvert.

Les recettes du Trésor continuent à donner des moins-values, les chiffres publiés par le Cabinet actuel ne masquant plus la situation véritable ; par contre, les surtaxes pour les importations de blé ont porté le rendement des douanes à 20 millions environ au-dessus des prévisions.

Italie. — La bonne tenue des Bourses italiennes, que nous signalions il y a huit jours, ne s'est pas démentie cette semaine. On commence à croire à la réalisation des promesses de M. Sonnino et les haussiers escomptent l'effet du discours que le Ministre du Trésor doit prononcer demain devant ses électeurs.

Le *Sole* de Milan annonce que le Gouvernement se préoccupe de savoir si les bénéfice des Banques d'émission suffiront pour permettre leur complète réorganisation et si elles seront en mesure de tenir leurs engagements. C'est là un point très important pour le relèvement des finances italiennes.

Serbie. — Nos lecteurs trouveront aux *Questions du jour* une étude sur la situation financière de la Serbie, à la suite du rejet, par la Commission financière de la Skoupchtina, du contrat signé le 26 décembre 1894 entre le Gouvernement et un consortium de banques.

Ce rejet, qui peut causer de graves embarras au pays, n'est pas justifié.

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — La Question d'Extrême-Orient. — La Catastrophe de Bouzey. — La Prise de Marovoay. — Elections législatives. — Arrivée du général Duchesne à Majunga. — Les Droits de douane à la Martinique. — Nouvelles taxes en Cochinchine. — Nominations au Ministère des finances.

L'horizon s'est éclairci en Extrême-Orient. Déférant au désir des trois puissances occidentales, le Gouvernement du Mikado a renoncé à l'annexion définitive d'une portion quelconque du domaine *continental* du Céleste-Empire, y compris Port-Arthur. Nous devons féliciter les vainqueurs de la modération dont ils ont fait preuve en cette occurence ; ils ont même poussé l'esprit de conciliation jusqu'à abandonner la prétention formulée dans la première réponse faite aux puissances, d'occuper, à titre provisoire, la péninsule de Lia-Toung, tant que l'indemnité de guerre ne serait pas réglée.

Mais le Japon qui semble vouloir garder les îles Pescadores et Formose, demande une compensation pécuniaire pour l'abandon du Lia-Toung et, sur ce point, il sera moralement appuyé par les Gouvernements qui avaient protesté contre le traité de Simonasaki. Nous ne connaissons pas encore le chiffre de cette indemnité supplémentaire; toutefois les télégrammes reçus ces jours derniers laissent entrevoir que les revenus des douanes maritimes de la Chine fourniront les bases de l'arrangement définitif.

On ergote beaucoup sur la double annexion des Pescadores et de Formose ; nous ne croyons pas qu'elle puisse menacer nos possessions indo-chinoises, en raison des distances. Au surplus si le Japon devient une grande puissance maritime, le danger subsisterait alors même qu'il ne possèderait pas ces points éloignés que nous n'avions pas cru devoir revendiquer en 1885.

En ce qui concerne les intérêts européens il y a encore un gros point à régler ; nous voulons parler des clauses commerciales, grâce auxquelles la Chine ouvrira ses portes au commerce international.

Notre régime monétaire nous plaçant déjà dans une situation notoirement inférieure, il importe de veiller de très près à la reconnaissance de nos droits.

La sagesse du Gouvernement japonais facilitera, à cet égard, la tâche de notre diplomatie.

Le Conseil des Ministres s'est réuni le 4 mai, à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure. Tous les ministres y assistaient, sauf M. Dupuy-Dutemps, qui achevait son enquête dans les Vosges sur la catastrophe de Bouzey. M. Trarieux, rentré à Paris, a repris possession du Ministère de la justice. La majeure partie du Conseil a été consacrée à l'examen des affaires extérieures en cours et principalement de la question sino-japonaise. M. Hanotaux a continué à tenir ses collègues au courant des négociations qui se poursuivent très activement pour le règlement de cette question.

Le Ministre de la guerre a communiqué au Conseil une dépêche de Majunga, expédiée par le général Metzinger, annonçant que le 2 mai, à la suite d'un brillant combat, l'importante position de Marovoay a été enlevée par nos troupes de terre et de mer. Des canons et de nombreux prisonniers sont en notre pouvoir. On s'est emparé des approvisionnements de l'ennemi. Nos pertes sont insignifiantes. Celles de l'ennemi sont considérables. L'entrain des troupes est parfait. L'état sanitaire est bon.

Dimanche 5 mai, deux élections législatives ont eu lieu. A Redon, M. du Halgouet, droite, a été élu, en remplacement de M. Récipon, décédé, et à Thiers, M. Chamerlat, radical, a été élu en remplacement de M. Duchasseint, décédé.

Le 7 mai, les Ministres se sont réunis à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure. M. Georges Leygues, ministre de l'intérieur, absent de Paris, n'assistait pas à la réunion. Le Président de la République a signé les décrets portant promotions et nominations dans la Légion d'honneur, à l'occasion des Expositions de Lyon, Anvers et Saint-Pétersbourg. Le Conseil a ensuite continué l'étude du budget de 1896. Il a réglé quelques points qui avaient été réservés jusqu'ici. Le Ministre des travaux publics a rendu compte du voyage qu'il vient de faire à Bouzey et à Langres. Aussitôt que les dommages auront été régulièrement évalués, un projet de crédit pour les indemnités à allouer sera soumis aux Chambres.

Enfin, le Ministre de la guerre a communiqué à ses collègues un télégramme du général Duchesne, daté de Majunga, 6 mai, 6 heures du soir. Dans cette dépêche, le commandant en chef du corps expéditionnaire de Madagascar annonce son arrivée à Majunga. Il signale la bonne installation du sanatorium de Nossi-Kumba, qui fonctionnera vers le 20 mai. La voie fluviale est libre jusqu'au delà de Bevo-Manka. Les troupes arrivent dans de bonnes conditions et repartent sur Maro-

*

voay, après deux jours de repos. L'état sanitaire est bon dans les camps et sur les bateaux. Il y a eu peu de pertes d'animaux pendant la traversée. Les mulets résistent bien.

Jeudi 9 mai, M. le Président de la République a visité l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr.

Hier, 10 mai, les Ministres se sont réunis à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure. MM. Leygues, Dupuy-Dutemps et Gadaud, absents de Paris, n'assistaient pas à la délibération. M. Ribot, président du Conseil, a exposé les lignes principales du discours qu'il se propose de prononcer ce soir à Bordeaux.

M. Chautemps, ministre des colonies, a fait signer un décret fixant à dix centimes le droit de douane applicable aux mélasses étrangères importées à la Martinique. Il a, en outre, fait signer deux décrets portant approbation de l'établissement en Cochinchine d'une taxe de consommation sur les pétroles et d'un droit de timbre sur les actes judiciaires indigènes. M. Chautemps a ensuite annoncé qu'il venait de charger M. Danel, gouverneur de la Réunion, de procéder à une enquête sur la situation politique de la Grande-Comore et sur la situation personnelle de Saïd-Ali.

M. Ribot, ministre des finances, a soumis à la signature du Président de la République des décrets comportant les nominations suivantes : M. de Liron d'Airoles, directeur général de la comptabilité publique au ministère des finances, est nommé sous-gouverneur de la Banque de France, en remplacement de M. Desmarest ; M. Wuarnier, directeur du contrôle et de l'ordonnancement, est nommé directeur de la comptabilité publique ; M. Arnauné, chef du Cabinet du Ministre des finances, est nommé directeur du contrôle et de l'ordonnancement ; M. Richmann, directeur de la Dette inscrite, est nommé à la recette principale du département de la Seine, en remplacement de M. Marie, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite ; M. Chapron, sous-directeur de la comptabilité publique, est nommé directeur de la Dette inscrite.

Le Ministre des finances a, de plus, fait signer un mouvement dans lequel trois receveurs-percepteurs de Paris sont admis à la retraite. L'un de ces trois postes de receveur-percepteur est donné à M. Ribierre, maître des requêtes au Conseil d'Etat, qui est lui-même remplacé comme maître des requêtes par M. Lemoigne, chef du bureau de la statistique au ministère des finances.

Marché Financier. — Dès le début de la semaine, et par suite des concessions faites par le Japon, le marché a repris sur toute la ligne. Malheureusement, les dispositions premières n'ont pas persisté et la place accuse, en général, au dernier moment, une tendance plutôt lourde. On était en droit d'espérer mieux, étant donné que les règlements de la liquidation de fin avril s'étaient passés sans incident. Il n'y a pourtant pas à désespérer, nos grandes valeurs, par exemple, résistant très bien, et devant plutôt servir d'encouragement aux acheteurs.

★ ★ Sous l'influence du *comptant*, dont nous signalions la meilleure allure dans notre dernier *Marché Financier*, notre *Rente 3 0/0* est passée de 102 15 à 102 90. Mais de nouveau on signale des ventes du public, et nous revenons, en clôture, à 102 62 1/2. La rentrée des Chambres françaises n'est pas aussi sans pousser quelques spéculateurs à procéder à des ventes à découvert. *Ecarts* des *primes* fin courant nuls, pour ainsi dire : 0.15 centimes dont 0.50 centimes, 0.30 centimes dont 0.25 centimes.

Le *3 1/2 0/0* est presque sans variation à 107 70, ne gagnant que 0.05 centimes pour la semaine. *Rente 3 0/0 Amortissable* 101 05 en plus-value de 0.15 centimes.

★ ★ La *Banque de France*, que nous laissions à 3.730, cote actuellement 3.720. Les bénéfices nets des escomptes et intérêts divers des vingt premières semaines du semestre en cours se sont élevés à 1.906.411 francs, contre 4.861.550 fr. pour la période correspondante de 1894, 3.794.985 fr. en 1893, 5.505.099 fr. en 1892, 8.901.359 fr. en 1891 et 6.376.609 fr. en 1890.

★ ★ Les actions du *Crédit Foncier de France* que nous laissions à 900 fr. montent à 906 25. Dans sa dernière séance hebdomadaire, le Conseil d'administration a autorisé pour 4.519.878 fr. de nouveaux prêts, dont 3.406.700 fr. de prêts fonciers, et 1.113.178 fr. de prêts communaux. Nous donnons plus loin, dans nos *Informations financières* la répartition à l'Emprunt de 500.000 *Obligations Foncières à Lots* du 27 avril. On remarqueèa que le résultat publié est celui que nous avions laissé prévoir le 4 courant dans notre *Marché Financier*.

Au sujet des *Obligations Foncières et Communales*, la même bonne tendance continue à se manifester. L'*Obligation Foncière 1877* passe de 401 fr. 50 à 402 ; *Communales 1879*, 500 fr. ; *titres estampillés* 488 50, sans changement ; *Foncières 1879* 498 fr. ex-coupon, contre 502 50 ; *Communales 1880* en bénéfice de 1 fr. à 500 fr. ; *Foncières 1883* 466 25, contre 466 fr. ; *Foncières 1885* 496 25 en légère réaction de 1 fr. ; *Cinquièmes* 101 fr., contre 101 25 ; *Communales 1891 tout payé* sans changement à 396 25 ; *Communales 1892 entièrement libérées* 505, au même cours qu'il y a huit jours ; *Obligation Foncière 1895* 490 50 très ferme. *Bons à Lots 1887 et 1888* en forte hausse. Ces bons, qui étaient négligés depuis plusieurs années, et sur lesquels nous avons attiré l'attention à diverses reprises, ont maintenant un marché actif et paraissent vouloir monter à l'exemple des Bons *Panama* et *Congo* ; ils se négocient actuellement, les *Bons Fonciers 1887* à 80 fr. en bénéfice de 8 fr., et après 83 fr. au plus haut, et les *Bons 1888* à 75 fr., contre 66 fr. 50, après s'être élevés un moment à 77 fr. On se rappelle que ces petits titres, émis à 100 fr., ont joui, au début, de la faveur du public qui les a portés un moment à 125 fr. En présence de l'engouement qui semble se réveiller pour les valeurs à lots, il ne serait point étonnant de les voir remonter au pair.

★ ★ Le marché des actions de nos grandes *Sociétés de Crédit* a été mouvementé. La *Banque de Paris et des Pays-Bas* monte de 790 à 805 fr. mais revient à 795 sur la maladie de son Président. Nous nous reportons à l'article que nous consacrons plus loin à cette Institution. *Crédit Lyonnais* 818 fr. 75 après même 825, et contre 816 fr. 25 il y a huit jours. Dans le bilan de cet Etablissement au 31 mars on remarque, une différence sur la situation au 28 février de 32 millions de francs en moins dans le *Portefeuille* ; par contre, les *reports* ont augmenté de 41 millions. Quant aux *Comptes Courants*, aussi bien à l'*actif* qu'au *passif*, ils sont en progression de 26 millions, d'une part, et de 38 millions de l'autre.

Le *Comptoir National d'Escompte de Paris action estampillée* est à 583 fr. 75. Sans revenir sur ce que nous avons dit précédemment au sujet de cette Société, rappelons que le droit d'option aux nouvelles actions, droit réservé aux actionnaires, expire le 15 mai courant. *Crédit Industriel et Commercial* ex-coupon de 7 fr. 50, 558 fr. ; *Société Générale* toujours demandée à 497 fr. On annonce que cette Société va prochainement procéder à une émission d'obligations de *Chemins Brésiliens* ; *Banque Internationale de Paris* en hausse à 550, bénéficiant ainsi d'une plus-value de 7 fr. 50.

La *Banque Parisienne* est à 415 francs, en avance de 2 francs ; *Banque d'Algérie*, 790 francs, en recul de 10 fr. ; *Société Foncière Lyonnaise*, 340 fr. contre 345 francs, vendredi dernier.

Le groupe des *Immeubles* est mieux, sauf l'action qui ne se tient qu'à 30 fr., contre 36 fr. ; *Obligation foncière remboursable à 1.000 francs*, 164 fr., en plus value de 12 fr. ; *Obligations 4 0/0*, 190 fr., gagnant ainsi 8 fr. On dit que 9 obligataires, représentant ensemble 715 obligations, et dont 7 ont véritablement affirmé leur créance, ont introduit opposition au Concordat devant le Tribunal de commerce. L'affaire viendra probablement vers la fin du mois, mais elle ne semble pas devoir aboutir.

La *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* est à 587 50 contre 591 25 ; le *Crédit Mobilier* a été poussé de 76 fr. 25 c. à 97 fr. 50, mais il revient à 81 fr. 25 ; *Banque Hypothécaire d'Espagne*, sans changement mais demandée à 500 francs.

Le *Sous-Comptoir des Entrepreneurs* gagne 14 fr. 50 à 115 francs. Le Conseil d'administration va convoquer

les actionnaires en Assemblée générale extraordinaire, pour, notamment, leur soumettre une proposition de dissolution de la Société actuelle, et de reconstitution d'une nouvelle Société.

★ ★ Pour la 17e semaine de 1895 (du 23 au 29 avril), les recettes de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer* sont encore favorables. Elles accusent, en effet, sur la période correspondante de 1894, une augmentation de 2.194.295 fr. 35. Toutes les lignes participent à cette plus-value, sauf le *Nord* qui accuse une diminution de 61.000 fr. A l'heure actuelle, la moins-value totale depuis le 1er janvier n'est plus que de 6.142.105 fr. 29 sur l'année précédente, englobant toutes les lignes, à l'exception du *Midi* qui est en avance de 798.938 fr. 45.

En ce qui regarde les actions, constatons qu'elles ont continué à avoir un marché très soutenu. Le *Midi* est au même cours qu'il y a huit jours, soit à 1.325. *L'Orleans* monte de 8 fr. à 1.590. Le *Lyon*, qui a détaché un coupon de 35 francs, est à 1.480, contre 1.523 75 ; *Nord*, 1.835, en avance de 7 fr. 50. Cette Compagnie paie dès maintenant les coupons à échéance du 1er juillet prochain sur ses actions et obligations moyennant escompte au taux de la Banque de France. *Ouest*, 1.095, contre 1097 50 ; *Est*, 962 50, ex-coupon de 15 fr. 50, contre 980 vendredi dernier. Au sujet de la conversion de ses obligations 5 0/0, dont nous parlions ici-même encore il y a huit jours, la Compagnie, paraît-il, a reçu certaines protestations tant par lettres que par actes extra-judiciaires, et il faut s'attendre à voir les tribunaux saisis de la question.

Les actions *Sud de la France* passent de 278 fr. à 282 50, pendant que les *Obligations 3 0/0* gagnent 2 francs à 430 50. La Compagnie vient d'adresser, à ses actionnaires, une lettre dans laquelle elle rappelle que l'assemblée générale, convoquée pour le 30 avril, n'a pu se tenir par suite de l'insuffisance du nombre d'actions déposées. « Votre Conseil d'administration, ajoute-t-elle, a décidé d'ajourner à la fin du mois la fixation de la date de la nouvelle convocation qui doit vous être adressée, dans la pensée que nous serons en mesure, dès la reprise des travaux parlementaires, de vous convoquer, en même temps, pour l'assemblée générale ordinaire annuelle et pour l'assemblée générale extraordinaire, à laquelle nous aurons à présenter la convention nouvelle avec l'Etat, soumise aux délibérations du Sénat. »

★ ★ ★ Comme nous l'avions annoncé dans notre *Marché Financier* du 4 courant, les actions de la *Compagnie Générale des Nitrates* ont été introduites le 8 mai sur le *Marché Libre* de Paris, et se sont négociées entre 120 et 125 fr. Nous publions plus loin, dans nos *Informations Financières* des renseignements sur cette valeur auxquels nous renvoyons nos lecteurs.

★ ★ Le *Suez*, que nous laissions il y a huit jours à 3.390, a progressé depuis à 3.415. Des réalisations l'ont ramené à 3.350, mais il reste au dernier moment à 3.362 50. *Part Civile* 2.315 contre 2.345. Comme on le voit, l'écart entre ce dernier titre et l'action continue à être très exagéré. Cela est dû, évidemment, à ce que le spéculation s'exerce sur les actions de *Suez* et délaisse la *Part Civile*. Il n'en est pas moins vrai que le capitaliste, soucieux de ses intérêts et qui désire placer des fonds en valeurs de Suez doit, sans hésiter, donner la préférence à la *Part Civile*. — Tant que cette dernière n'aura point atteint le prix de l'action de jouissance *Suez*, elle sera avantageuse à acheter : à la parité des revenus doit correspondre la parité des cours.

L'action de la *Compagnie Parisienne du Gaz* est à 1.101 25 contre 1.105. *Entrepôts et Magasins Généraux de Paris*, 575 en moins-value de 5 fr. ; *Compagnie Générale Transatlantique* en avance de 10 fr. à 360 ; *Messageries Maritimes*, 625, en recul de 3 fr. ; *Chargeurs-Réunis* en bénéfice de 2 fr. à 1.320. Il y a à détacher, sur ces titres, le 20 courant, un coupon de 19 fr. 20 nets par action nominative, et de 18 fr. 02 nets par action au porteur. *Compagnie de Navigation Havre-Paris-Lyon*, 365, sans changement.

Les *Voitures de Paris* sont presque immobiles à 565 francs. L'assemblée générale des actionnaires du 30 avril a fixé à 27 fr. 50 le dividende de l'exercice écoulé. *Omnibus*, 1.077 50, comme il y a huit jours. Quelques difficultés semblent soulevées à nouveau par le personnel. Ajoutons que l'on n'y attache aucune importance. *Compagnie Française des Métaux* en nouvelle hausse à 290 fr., gagnant ainsi 12 fr. 50 ; *Société Centrale de Dynamite*, 645, en plus-value de 25 fr. ; *Téléphones*, 288 75 contre 290 ; *Télégraphe de Paris à New-York*, 96 50, perdant 4 fr. 75. Le Gouvernement vénézuélien vient d'accorder à la *Compagnie Française des Câbles Télégraphiques* une nouvelle concession qui porte à cinquante ans la durée des privilèges exclusifs que la Compagnie possédait déjà pour l'établissement des communications télégraphiques entre le Vénézuéla et les pays de l'extérieur.

La *Compagnie Française de Mines d'or et d'Exploration* a passé de 128 75 à 132 50. Le Conseil d'administration de la Société, usant des pouvoirs que lui confère l'article 6 de ses statuts, a décidé l'augmentation du capital social à 12.500.000 fr., par la création de 25.000 actions nouvelles, qui ont été souscrites par l'*Exploration Company Limited* de Londres.

Les *Nitrate Railways* qui clôturaient, il y a huit jours à 511 25, ont monté à 517 50 pour revenir brusquement à 481 25. Au dernier moment, nous les retrouvons à 485. Nous n'avons pas à discuter les bruits répandus, mais simplement à rappeler que le dividende pour 1894 a été de 1 liv. st. 12 sh. 6 d., soit 41 fr. 50, et que, vu la progression des recettes pour 1895, on est en droit d'espérer pour l'exercice en cours une répartition de 2 liv. st., soit 50 fr., comme pour les exercices 1893 et 1892. Quant à l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie, elle aura lieu à la fin de ce mois. Au sujet de cette entreprise, nous renvoyons nos lecteurs au deuxième article que nous lui consacrons plus loin aujourd'hui même. *Lagunas Nitrate* 155 fr., en recul de 5 francs ; *Lautaro*, 203 75 contre 208 75.

Les *Lots du Congo* conservent facilement leur haut cours de 110 fr. ; *Chemins Orientaux*, 517 50, en plus-value de 17 fr. 50 ; *Obligations* de l'*Etat de Espirito Santo*, très recherchées à 416 fr. et en bénéfice de 3 fr. sur la semaine dernière.

Le *Groupe Panama* est calme, mais plutôt mieux. L'*Action* monte de 8 fr. 50 à 9 fr. 50 ; *Obligations 5 0/0*, 31 fr. 50, en plus-value de 2 fr. ; *Obligations 3 0/0*, sans variation à 20 fr. 25 ; *Obligations 4 0/0*, 21 fr. 50, contre 22 fr. ; *Obligations 1re série*, 34 fr., en avance de 1 fr. 25 ; *2e série*, également en bénéfice de 1 fr. 25 à 32 fr. ; *Bons à Lots*, 148 fr. contre 143 fr. 75. On a télégraphié ces jours-ci de Colon qu'un millier d'ouvriers venaient d'être embauchés sur les chantiers de la *Compagnie Nouvelle de Panama*.

Le *Rio-Tinto*, que nous laissions à 372 50, bondit à 420 fr. pour clôturer à 415. Il s'agit toujours des pourparlers engagés pour limiter la production de cuivre en Amérique et en Europe, ainsi que l'exportation américaine pour l'Europe ; et, naturellement, c'est Londres qui mène le mouvement auquel notre place ne paraît pas heureusement s'associer. Valeurs de *Corinthe*, toujours lourdes. L'action de la *Société Hellénique* revient de 101 à 97 fr. 50, pendant que l'*Obligation 6 0/0* perd 4 fr. 50 à 170 50. Du 23 avril au 2 mai, les recettes de la Compagnie ont atteint 6.910 drachmes et 397 francs en or, pour 70 bateaux jaugeant 11.810 tonnes.

★ ★ Bien que ne conservant pas leurs plus hauts cours, les *Fonds Brésiliens* continuent à être soutenus. Les demandes du *comptant* maintiennent le *4 1/2 0/0 1888* à 79 75, pendant que le *4 0/0 1889* s'échange à 75 40.

★ ★ Quelques liquidations de positions ont fait, samedi dernier, reculer la *Rente Extérieure Espagnole* de 70 40 à 70. Depuis, sur des nouvelles plus favorables relatives à Cuba, on remonte à 73 15, pour clôturer à 72 70, en plus-value pour la semaine de 2 fr. 30.

La tendance sur ce fonds est, maintenant, plus indécise.

★ ★ La *Rente Italienne* a un marché actif. Elle passe de 88 55 à 89 20, et clôture à 88 75, après 88 40 au plus bas. La place est beaucoup mieux disposée sur ce fonds, qui maintient assez facilement ses cours, et sur lequel il y a, dans moins de deux mois, un coupon de 2 fr. à détacher.

★ ★ Les *Fonds Russes* sont de nouveau très recherchés et, bien que ne restant pas au plus haut, en forte plus-value sur l'entente avec le Japon. L'*Orient* gagne 0,82 1/2 centimes à 67 97 1/2 ; *Consolidés 1re et 2e séries*, 102 25 contre 101 80; *Russe 3 0/0 1891* et *2e émission 1894*, 93 70, en bénéfice de 0,80 centimes ; *Russe 3 1/2 0/0*, 98 40 contre 97 50.

★ ★ Au sujet des *Fonds Serbes*, nous avons assisté, cette semaine, à un véritable coup de théâtre. Le contrat signé à Paris, le 26 décembre 1894, par les représentants du Gouvernement serbe et un *consortium* de banques, et qui avait trait à l'unification de la *Dette Serbe*, a été repoussé par la Commission financière de la *Skouptchina*. Nous parlons plus loin de cet événement dans un article spécial. Comme conséquence, le *5 0/0 Serbe 1890*, qui cotait 77 fr. 50 il y a huit jours, est tombé à 70 fr., cours auquel il reste en clôture.

★ ★ Les *Valeurs Ottomanes* sont mieux tenues. Le *Turc B* monte de 45 15 à 45 80 ; *Turc C* 28 80, en bénéfice de 30 centimes; *Turc D* 26 30 contre 26 fr. ; *Douanes* 512 50 contre 511 75 ; *Ottomane 4 0/0 1894* 477 50, en plus-value de 1 fr. 50 ; *Banque Ottomane* 728 75, en reprise de 6 fr. 25, après 736 25 au plus haut.

Au sujet des *Fonds Ottomans*, mentionnons que les recettes nettes de l'Administration de la Dette publique de la Turquie, pour l'année fiscale 1894-1895, se chiffrent par 2.196.318 liv. t., c'est-à-dire en légère augmentation de 6.913 liv. t. sur les recettes de l'exercice précédent. Sur cette somme, 430.500 liv. t., comme en 1893-94, ont été employées pour le service de la *Dette Privilégiée;* 1.005.025 liv. t. pour les *Emprunts de séries;* 156.325 liv. t. pour les *Lots* ; 321.263 liv. t. pour les amortissements réguliers, etc. La réserve destinée à l'augmentation des intérêts est portée à 342.512 liv. t.

Ajoutons qu'en 1894 95, le cours moyen des rachats des séries Turques a été de 44.6 0/0, contre 39.5 0/0 en 1893-94.

Les obligations *Smyrne-Cassaba*, que nous laissions à 443 75, sont maintenant demandées à 448 ; obligations 3 0/0 *Salonique-Constantinople*, 328 et 328 75.

QUESTIONS DU JOUR

Les Conséquences Économiques DE LA

HAUSSE DES CHANGES

(DEUXIÈME ARTICLE)

Pour en finir avec le Mexique, nous rappellerons que d'après les chiffres fournis par M. Willmans, les exportations mexicaines se sont développées depuis 1873 (c'est-à-dire depuis le commencement de la baisse de l'argent-métal, ou de la hausse des changes mexicains) de la manière suivante :

1872-1873	6.320.206 dollars
1882-1883	12.178.938 —
1892-1893	31.000.000 —

Soit une augmentation quintuple en vingt années. Les importations se sont élevées seulement des deux tiers de cette proportion et le consul allemand fait en outre remarquer que cette augmentation porte surtout sur du *matériel de chemins de fer et des machines destinées à des exploitations industrielles*, c'est-à-dire sur des objets dont l'utilisation se retournera nécessairement contre la production européenne.

Nous n'avons certes pas la prétention de soutenir que c'est seulement à la baisse extérieure de la piastre mexicaine qu'il faut attribuer la transformation économique du Mexique et l'extension de son commerce d'exportation.

Avant 1870, ce pays n'avait pas de chemins de fer ; en 1876, nous y relevons seulement 577 kilomètres en exploitation : tandis qu'au 1er juillet 1893, 11.112 kilomètres de voies ferrées sillonnaient le pays et mettaient les provinces centrales en communications rapides et économiques avec ses côtes maritimes et les Etats-Unis.

Ce développement prodigieux de moyens de transport — ajouté à la tranquillité politique dont jouit le pays depuis l'avènement du général Porfirio Dias à la Présidence de la République — a d'abord facilité l'exploitation des mines d'argent et de cuivre, que le territoire mexicain recèle en si grande abondance, la création d'industries locales destinées à faire face aux besoins du marché intérieur, puis, enfin, a permis la mise en valeur d'immenses régions agricoles dont les produits commencent déjà à s'exporter.

Mais la baisse extérieure de la piastre n'ayant pas eu de répercussion sensible sur le prix général des choses indigènes, a accéléré cette transformation économique de trois manières : 1° en élevant, dans des proportions correspondantes à la prime de l'or, le prix des produits manufacturés fournis par les pays à étalon d'or et en protégeant ainsi contre la concurrence étrangère les produits de l'industrie nationale naissante ; 2° en provoquant, en faveur des produits naturels du sol mexicain, des demandes de plus en plus importantes de la part des pays à étalon d'or, car, pour ces derniers pays, la baisse en or de la piastre mexicaine équivalait à une baisse proportionnelle de ces produits mexicains ; 3° enfin, l'impossibilité dans laquelle se trouvaient désormais les étrangers, résidant au Mexique, d'envoyer dans leurs pays d'origine les bénéfices réalisés par eux sur le territoire mexicain (sous peine de perdre par le change 40 ou 50 0/0 de ces bénéfices) les a poussés à employer sur le territoire mexicain les capitaux qui venaient augmenter jadis le patrimoine monétaire des pays à étalon d'or.

« Par suite de la prime élevée de l'*or*, écrivait « de Mexico, en août 1894, le correspondant du « *Financial News* de Londres, personne ne songe « à envoyer des fonds hors du pays, à moins d'y « être absolument forcé. Comme conséquence, les « capitaux sont abondants et sont employés dans « des entreprises industrielles qui progressent à « vue d'œil... »

Les trois facteurs ont exercé leur influence respective sur les résultats de l'année 1893-1894, dont M. Willmans ne pouvait parler au moment où il écrivait son rapport annuel, et voici les chiffres officiels de cet exercice par rapport au précédent :

	1892-1893	1893-1894
	Dollars	Dollars
Exportation : Marchandises	30.948.794	32.858.927
— Métaux précieux	56.499.005	46.484.360
Importation : Marchandises	43.413.131	30.287.489

Comme on le voit, il y a eu une diminution très sérieuse (30 0/0) sur les importations, et les céréales, par suite du développement récent de leur production au Mexique, entrent, à elles seules, pour 6 millions de dollars dans cette réduction. Mais il y a eu également une diminution de 18 0/0 dans l'exportation des métaux précieux, non parce que la production des mines a été inférieure à celle de l'année précédente, mais simplement parce qu'une plus grande partie de la production a trouvé un emploi avantageux dans le pays.

En ce qui concerne l'année 1894-1895 nous ne connaissons, au moment où nous écrivons ces lignes, que les résultats du premier trimestre ; ils confirment absolument la double tendance observée pour les exercices précédents :

PREMIER TRIMESTRE

	1893-1894	1894-1895
	—	—
	Dollars	Dollars
Exportation........	18.329.151	20.235.700
Importation........	7.675.159	7.170.475

Il est donc évident — d'après ce qui précède — que la baisse extérieure de la piastre, défavorable, il est vrai, pour les finances de l'Etat en raison de l'augmentation de charges qui en résultait pour la conversion en or des piastres nécessaires aux arrérages et amortissement de la partie de la Dette extérieure mexicaine, contractée en or, a réellement favorisé l'industrie nationale naissante, en la protégeant contre la concurrence étrangère, en lui procurant des capitaux abondants et en facilitant l'exportation, dans les pays à étalon d'or, des produits naturels du sol mexicain.

Voilà des conséquences particulières de la baisse de l'argent que tout esprit impartial doit admettre aujourd'hui, et sans prétendre que la double répercussion des phénomènes économiques ci-dessus constatés ait dû, *nécessairement*, se faire sentir dans tous les pays à étalon d'or, nous pouvons affirmer que la double répercussion est nettement indiquée par nos chiffres officiels du commerce franco-mexicain.

Voici, en effet, les résultats des cinq dernières années connues, tels qu'ils résultent de la statistique française :

Commerce entre la France et le Mexique

(Commerce spécial de 1889 à 1893)

(*En milliers de francs*)

Années	Prix moyen en or de la piastre mexicaine	Exportations françaises au Mexique	Importations mexicaines en France	Différe en faveur de la France
—	—	—	—	—
1889...	3 fr 81	28.300	5.600	+ 22.700
1890...	4 27	29.300	4.800	+ 24.500
1891...	4 04	28.200	5.800	+ 22.400
1892...	3 64	22.800	8.000	+ 14.800
1893...	2 95	19.800	15.200	+ 4.600

Ces chiffres ne cadrent-ils pas avec les appréciations formulées dans les rapports que nous avons analysés d'autre part ? N'est-ce pas en 1890 que le prix moyen, en or, de la piastre mexicaine a été le plus élevé et n'est-ce pas au cours de cette même année que les exportations françaises au Mexique ont été les plus importantes de la période et que les exportations mexicaines en France ont été les plus faibles ? N'est-ce pas en 1893 que le prix moyen en or de la piastre a été, au contraire, le plus bas et l'influence de cette dépréciation *maximum* ne se retrouve-t-elle pas dans les deux rubriques du commerce franco-mexicain ?

***

La guerre sino-japonaise, officiellement déclarée le 1er avril 1894, ne nous permet pas d'utiliser les chiffres du commerce extérieur de la Chine pour l'exercice 1894, mais nous possédons les résultats des années antérieures et nous demandons la permission de les reproduire :

Exportations de la Chine : valeur comparative des marchandises exportées en *milliers de haikwan taëls.*

Articles	1875	1880	1890	1892	1893
Thé..............	36.697	35.627	26.662	25.983	30.559
Soie..............	24.894	29.831	30.255	38.292	38.114
Autres produits...	7.321	12.425	30.327	38.308	47.959
Total.....	68.912	77.983	87.244	102.583	116.632
Cours moyen annuel de l'once standard d'argent à Londres.	56.67	52.25	47.68	39.81	35.62

Le rapport de M. Jamieson, consul anglais à Shanghaï, auquel nous empruntons ces chiffres, explique ainsi la progression des exportations chinoises :

« La baisse du prix en or de l'argent se traduit par un accroissement progressif des exportations de la Chine. Il y a vingt ans, le Céleste-Empire n'exportait guère que deux produits : le thé et la soie, qui, jusqu'en 1880, représentaient plus de 80 0/0 des chiffres totaux. Mais cette situation se modifia dès que le cours des changes permit d'expédier en Europe certains articles qui n'auraient pas pu supporter, autrefois, les frais de transport.

« En ce qui concerne le développement des industries locales, dès le commencement de 1893 on montait, à Shanghaï, deux filatures de coton, l'une avec 15.000, l'autre avec 25.000 broches. D'autres filatures s'ouvrirent dans le courant de l'année, et, au 31 décembre 1893, on comptait 150.000 broches travaillant à Shanghaï, indépendamment de celles qui ont été installées à Hankow, sous les auspices du vice-roi Tchang-Tchi-Tung. Et ce sont là des entreprises purement indigènes, dans lesquelles aucun Européen n'est intéressé.

« Même constatation pour les filatures de soie, dont le nombre s'est accru de deux pendant l'année 1893. *Bien que la Chine reste loin derrière le Japon où l'industrie a pris un essor extraordinaire*, elle semble s'engager dans une voie nouvelle, et il n'y aurait rien de surprenant à ce que, aussitôt après la guerre, une transformation subite vînt à se produire. »

***

Le développement du commerce extérieur du Japon mérite une attention d'autant plus sérieuse que ce pays, par suite des succès extraordinaires qu'il vient d'obtenir sur la Chine, va prendre en Extrême-Orient une situation économique prépondérante.

Voici les résultats comparatifs de ce commerce pour les dernières années connues :

Années	Importat.	Exportat.	Cours moyen de l'argent à Londres
—	—	—	—
	Milliers de yen		
1868-69.....	11.000	16.000	60.50
1888-89.....	65.510	64.953	42.75
1889-90.....	66.173	69.426	43.25
1890-91.....	81.752	55.875	46.37
1892-93.....	75.903	90.480	37.62

Dans le très remarquable rapport que notre Consul général à Yokohama, M. A. Klobukowski vient d'adresser sur la situation économique du Japon, pendant l'année 1894, nous relevons le passage suivant :

Au temps d'arrêt qui s'était manifesté durant les premiers mois de 1893, succédait (en janvier 1894), une période d'activité d'excellent augure. *La baisse de l'argent, s'accentuant de plus en plus, déterminait l'affluence des capitaux jusque-là accumulés dans les banques et qui trouvaient leur emploi dans des entreprises de tout genre dont l'abaissement correspondant au taux de l'intérêt favorisait également le développement.* Au 15 février, on comptait un millier de sociétés nouvelles créées en moins de six mois au capital total d'environ 100.000.000 de yens (280 millions de francs environ). Ce chiffre, déjà très élevé, avait plus que doublé en juin par la formation d'autres Sociétés. De grands travaux se préparaient, car, cette année, on devait commencer à exécuter de nombreux projets dus, tant à l'initiative du Gouvernement, qu'à celle des particuliers et qui, la plupart, avaient pour but l'augmentation du réseau de lignes ferrées sillonnant déjà l'Empire du nord au sud....

« La nouvelle des premières hostilités eut, comme effet prévu, l'abandon à peu près complet des entreprises naissantes et la suspension des transactions commerciales ».

M. Klobukowski donne ensuite les chiffres du commerce extérieur japonais pour les années 1893 et 1894, comptées du 1er janvier au 31 décembre.

(*En yens*)

		1893	1894
Importation :	Marchandises	88.257.171	117.481.955
—	Métaux précieux....	11.186.486	26.783.652
Exportation :	Marchandises	89.712.864	113.246.043
—	Métaux précieux....	12.289.188	34.379.111

M. Whitehead, dans la communication au *Royal Institute* de Londres dont nous avons déjà parlé, a fourni, de son côté, les détails suivants sur le développement prodigieux de l'industrie japonaise :

« Dans le voisinage d'Osaka et de Kioto, l'activité industrielle présente un spectacle surprenant. Cinquante-neuf filatures et tissages ont été montés en très peu de temps ; ces établissements, disposant d'un capital, exclusivement indigène, de 20.000 millions de piastres, comptent 770.874 broches. En mai 1894, leur production était déjà évaluée à 500.000 balles de filés d'une valeur brute de 40 millions de piastres, soit, au change actuel, quatre millions de livres sterling.

« En résumé, les industries japonaises de toutes catégories ont progressé par bonds énormes ; déjà elles peuvent ne plus se préoccuper de la concurrence anglaise. Le Japon a eu la sagesse de rester au régime de l'argent et d'encaisser les bénéfices qui en résultent pour lui. »

Ceci indique nettement que les Japonais ne commettront pas la sottise d'abandonner l'étalon d'argent que certains journaux anglais leur conseillaient pendant la guerre. Ils se rendent parfaitement compte des immenses avantages que leur procure aujourd'hui la baisse extérieure de leur yen, et s'ils ont imposé à la Chine l'indemnité de guerre payable en taëls, c'est-à-dire en argent, c'est qu'ils veulent mettre à profit une situation monétaire doublement favorable à leurs intérêts économiques.

Jadis la Chine et le Japon demandaient à la Grande-Bretagne la presque totalité de leurs produits manufacturés. Quand la baisse extérieure de la roupie indienne eut provoqué aux Indes le développement industriel que l'on connaît — et dont souffrent si cruellement les manufactures de Manchester et du Lancashire — la Chine et le Japon s'adressèrent de préférence aux industries indiennes, qui leur offraient les mêmes articles à bien meilleur marché.

Aujourd'hui, les Chinois et les Japonais fabriquent eux-mêmes les tissus nécessaires à leur propre consommation et en exportent des quantités déjà appréciables sur tous les marchés asiatiques jusqu'alors tributaires de l'industrie européenne. Peut-on nier, après les rapports et les chiffres donnés ci-dessus, que la baisse de l'argent par rapport à l'or — indépendamment des autres avantages dont ces pays jouissent : bas prix et abondance extraordinaire de la main-d'œuvre, et du charbon, fertilité naturelle du sol, etc... — n'ait été un facteur des plus sérieux de leur développement économique ?

Nous ne le pensons pas et nous croyons sincèrement que si l'Europe, par une solution intelligente du problème monétaire posé depuis 1873, ne se hâte d'enlever à la production asiatique l'avantage considérable que la dépréciation de l'argent, par rapport à l'étalon d'or, lui donne actuellement : la production européenne, agricole et industrielle, aura à subir, d'ici peu de temps, des préjudices beaucoup plus graves et beaucoup plus dangereux, au point de vue social, que ceux dont elle se plaint à juste titre depuis quelques années.

(*A suivre.*) EDMOND THÉRY.

LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SERBIE

La nouvelle Skoupchtina, dont la session a été ouverte le 25 avril dernier à Nisch, était appelée à se prononcer sur trois questions principales, savoir : .

1o Le règlement de la situation financière du pays, impliquant la ratification du contrat intervenu, à Paris, le 26 décembre 1894, entre le Gouvernement serbe et un consortium de banques ; 2o les changements politiques résultant de la suspension, en mai 1894, de la Constitution de 1889 et du retour à la Constitution du 11 juin 1859 ; l'abrogation de la loi d'exil visant la reine Nathalie et sa réintégration, ainsi que celle du roi Milan, dans leurs anciens privilèges et honneurs.

Ces deux derniers points, et d'autres projets secondaires parmi lesquels le traité de commerce gréco-serbe, ont été votés à l'unanimité par la Skoupchtina, mais, à l'unanimité aussi, la Commission budgétaire de cette assemblée a repoussé l'accord conclu à Paris et la session a été prorogée sans qu'il ait eu les honneurs d'un débat à la tribune. Comme conséquence immédiate du rejet, le Ministre des finances, dont la retraite précède de quelques jours peut-être celle du Cabinet entier, a rendu son portefeuille.

Avant d'examiner l'influence qu'exerceront ces événements sur la situation financière de la Serbie, il convient de rappeler en quelques lignes l'économie générale du contrat de décembre 1894, et de passer en revue les mobiles du vote de la Commission.

Notre Rédacteur en chef a donné, dans son étude sur la Serbie (1), le tableau détaillé de la Dette publique du royaume ; elle s'élevait au 1er janvier 1894 (en y comprenant l'emprunt Vouich de 1893, qui n'est pas complètement réalisé), à 362 millions, répartis sur treize emprunts différents dont plusieurs, conclus pour des périodes très courtes, comportent des charges d'amortissement exagérées :

(1) La *Serbie*, Histoire, Economie, Finance. Paris 1895, à l'*Economiste Européen*.

Ces emprunts — ainsi s'exprime M. Edmond Théry — jouissant d'ailleurs d'excellents gages, sont restés entre les mains des Banques qui les ont consentis, parce qu'ils étaient de trop faible importance pour supporter les frais d'une émission publique et pour bénéficier d'un marché suivi ; leur durée a été facilement modifiée, puisque leurs titres, n'étant pas en circulation, le Gouvernement serbe, en ce qui les concerne, n'a devant lui que le consortium des Banques créancières.

C'est en partant de ce double principe, que M. Voukachine Pétrovitch, ministre des finances de la Serbie et représentant le Gouvernement serbe, a signé, à Paris, le 26 décembre dernier, avec un consortium comprenant : la *Banque Ottomane*, un Syndicat des Banques suisses, la *Laenderbank* de Vienne et la *Berliner Handels Gesellschaft*, un contrat de conversion et d'unification des quatre emprunts serbes suivants : *Emprunt Agraire 5 0/0, Emprunt du Sel 6 0/0, Emprunt Hypothécaire des Chemins de fer, série C, 5 0/0* et *Emprunt de 44 millions (Vouich) 5 0/0*, non encore réalisé.

Ces quatre emprunts seront, en principe, remboursés par la Serbie au taux réel des contrats primitifs et les Banques recevront, en retour de l'*Unifié Serbe 4 0/0* au taux de 70 0/0, amortissable en 75 années et auquelser ont délégués les revenus reconnus suffisants de quatre monopoles : sel, pétrole, papier à cigarettes et allumettes.

Et il établissait, mathématiquement, que la conversion et l'unification projetées devaient procurer au Trésor serbe une économie annuelle de 1.708.009 fr., tout en lui permettant de convertir une partie (16 millions) de sa Dette flottante et d'asseoir le crédit extérieur du pays sur des bases solides.

***

Quelles objections les députés serbes pouvaient-ils faire à l'arrangement sollicité par le Gouvernement ?

Elles sont, nous écrit notre correspondant de Belgrade, de diverses natures.

Il importait, tout d'abord, d'empêcher la consolidation d'un Cabinet d'où l'élément progressiste avait disparu et qui, cherchant à se placer au-dessus de la lutte des partis, avait promis de procéder à des réformes fiscales tout à fait urgentes.

En second lieu, les accords dont il s'agit prévoyaient la création d'une *Caisse spéciale* devant fonctionner à Belgrade pour assurer les rentrées affectées à l'emprunt unifié 4 0/0, sous le contrôle de quatre délégués, dont deux seraient désignés par le Gouvernement serbe et deux par les créanciers. Cette disposition aurait froissé l'amour-propre national.

Enfin, et c'est là le troisième point que nous signale notre correspondant, l'art. 16 du contrat accordait au consortium l'option de procéder, au même taux de 70 0/0, à la conversion ultérieure des autres emprunts, non compris dans l'arrangement financier du 26 décembre 1894.

Je n'ai pas à me préoccuper ici de la première de ces objections, d'ordre purement politique, mais ne doit-on pas admettre que la création d'un Comité de contrôle dans lequel figureraient des hommes choisis en dehors des partis, était justifiée dans une certaine mesure ? L'inexpérience de l'administration des finances serbes est manifeste ; pour s'en convaincre, il suffit de mettre en regard des charges publiques les nombreuses et importantes sources de recettes dont on dispose en ce pays ; on constatera alors qu'avec un peu d'ordre dans le régime fiscal on obtiendrait facilement des budgets en équilibre.

Dans l'étude à laquelle je me référais tout à l'heure, M. Edmond Théry a démontré que, grâce à la fertilité de son sol, à la richesse de ses gisements miniers, au développement de son commerce extérieur et de ses recettes, la Serbie était susceptible de transformer très rapidement une situation économique déjà supérieure à la moyenne européenne. Mais, pour atteindre ce but, il faudrait modifier le régime fiscal et surtout le mode de perception des impôts.

Qu'est-il advenu, quand le Ministère radical s'est emparé, par la force, de l'exploitation du réseau ferré, en spoliant brutalement la Compagnie française, qui a fonctionné jusqu'au mois de mai 1889 ? Le coefficient d'exploitation est passé de 54 à 64 0/0, sans que le réseau ait été augmenté d'un seul kilomètre ; et, tandis que l'ancienne Direction ne comptait que 86 employés à Belgrade, ce nombre s'est élevé à 204 sous l'Administration du Gouvernement radical !

L'organisation de la *Caisse de la Dette Unifiée* avait précisément pour but d'empêcher le retour de semblables errements.

Quant à l'argument tiré du taux de conversion, on pourrait y répondre par un simple calcul.

Les Serbes trouvent trop onéreux le taux de 70 0/0 stipulé pour les conversions présentes et futures ; mais que vaut le 4 0/0 lorsque le 5 0/0 est coté aux environs de ce taux ? On oppose, nous écrit-on de Belgrade, au contrat de décembre, un projet conçu jadis par le Ministre des finances radical, M. Vouich, qui pensait trouver alors preneur d'un 4 0/0 à 83, soit 23 points au-dessus. Mais, outre qu'il y a loin du désir à la réalité, les différents titres de la Dette Serbe 5 0/0 étaient cotés, à l'époque où M. Vouich caressait son idée, 90, 92 et même 95 0/0 ; le public accordait donc à l'Etat Serbe un crédit qu'il lui marchande aujourd'hui !

Tout récemment encore, les titres 5 0/0 oscillaient au-dessous de 70 et, pendant longtemps, on a pu les acquérir aux environs de 64 — soit 6 points au-dessous du taux du contrat en 4 0/0 — et même beaucoup plus bas. N'y a-t-il pas lieu de supposer que si la cote a remonté depuis quelques mois, c'est précisément parce que le public a connu les détails du contrat de décembre et qu'il a escompté une combinaison susceptible de donner aux porteurs étrangers des garanties sérieuses pour l'avenir ? Aucun financier avisé — et il s'en trouve à Belgrade — ne peut donc sérieusement qualifier « d'onéreux » un contrat qui assurait la conversion en 4 0/0 à 70 d'un 5 0/0 ne dépassant pas ce cours ; s'il est de bonne foi, il trouvera, au contraire, ces conditions très avantageuses pour le pays.

***

Il me reste à conclure :

Le rejet de ce contrat, en portant une atteinte sérieuse au crédit de la Serbie, met le Gouvernement dans un singulier embarras ; comment, étant donné ses déficits budgétaires et son inexpérience en matière monétaire, s'y prendra-t-il pour assurer le service des arrérages et des amortissements de sa Dette ? Comment pourra-t-il tenir fidèlement les engagements contractés envers les créanciers étrangers ? Il sera forcément obligé de s'adresser aux Banques. Aussi quand le roi Alexandre, dont on connaît les excellentes intentions, se sera rendu un compte exact de la situation dans laquelle le vote de la Commission a placé le pays, ne manquera-t-il pas de se livrer à d'amères réflexions.

Car, je le répète, ce qu'il y a d'inexplicable, c'est le vote brutal sans une discussion nous permettant de savoir si l'opposition était à même de formuler un contre-projet. Les bases générales étant posées, on eût dû, ce me semble, arriver à s'entendre sur les points de détail. Ainsi cette question de l'organisation de la *Caisse de la Dette Unifiée*, qui semble froisser les susceptibilités nationales, eût pu être résolue, sans doute, à la satisfaction des deux parties ; de même une modification de l'article 16 du contrat, engageant l'avenir en ce qui concerne le taux de conversion des emprunts non compris dans l'accord du 26 décembre dernier, pouvait le rendre acceptable.

On s'en rendrait compte, à Belgrade, si l'apaisement des passions politiques permettait aux divers chefs de parti de concevoir une juste notion des choses,

En attendant, la situation est grave et nous sommes en droit de concevoir des inquiétudes quant à l'exécution des réformes promises, et au contre-coup que leur ajournement aura sur les cours des valeurs serbes. Les portefeuilles français renferment, ne l'oublions pas, un minimum de cent millions de francs en titres de la Dette publique serbe ; il y a donc un réel intérêt, pour notre pays, à suivre attentivement ce qui va se passer à Belgrade.

C.-R. Wehrung.

LE RENDEMENT DES IMPOTS

EN AVRIL 1895

L'Administration des Finances vient de publier le rendement des impôts et revenus indirects, ainsi que des monopoles de l'Etat, pendant le mois d'avril 1895.

Les résultats accusent une plus-value de 7.260.400 francs par rapport aux évaluations budgétaires, et une augmentation de 953.600 fr. par rapport à la période correspondante de 1894.

Recouvrements d'avril 1895

	Recouvrements d'avril 1895	Evaluations budgétaires	Différence par rapport aux eval. budgét.	Différence par rapport à avril 1894
		(Milliers de francs)		
Impôts directs.....	»	»	»	»
Impôt 4 0/0........	15.342	15.397	— 55	— 50
Enregistrement.....	51.380	46.864	+ 4.516	+ 914
Timbre............	16.580	15.160	+ 1.421	+ 545
Douanes...........	31.871	32.871	— 1.000	— 1.571
Contrib. indirectes..	47.102	45.952	+ 1.150	+ 604
Sels...............	2.404	2.304	+ 100	+ 277
Sucres.............	12.689	15.115	— 2.426	— 3.557
Postes et Télégr....	18.135	16.010	+ 2.127	+ 2.263
Monopoles, etc......	40.507	39.077	+ 1.430	+ 1.528
Totaux....	236.010	228.750	+ 7.260	+ 953

Recouvrements des quatre premiers mois de 1895

	Recouvrements des 4 premiers mois de 1895	Evaluations budgétaires	Différence par rapport aux éval. budgét.	Différence par rapport a 1894
Impôts directs......	»	»	»	»
Impôt 4 0/0........	32.033	32.342	— 309	— 296
Enregistrement.....	170.559	170.874	— 315	— 4.441
Timbre............	56.835	55.522	+ 1.313	— 524
Douanes...........	120.625	134.471	—13.846	—52.261
Contrib. indirectes.	176.608	183.403	— 6.795	— 2.624
Sels...............	9.766	9.777	— 11	+ 276
Sucres.............	49.348	47.613	+ 1.735	— 135
Postes et Télégr....	67.760	63.757	+ 4.002	+ 3.925
Monopoles, etc.....	148.507	149.931	— 1.423	— 2.277
Totaux....	832.041	847.691	—15.649	— 58.358

Les rentrées d'avril sont satisfaisantes et réduisent de beaucoup le déficit causé par les trois premiers mois ; la moins-value sur les évaluations budgétaires n'est plus que de 15.649.900 francs pour les quatre premiers mois.

COMPAGNIE DES NITRATE RAILWAYS

(Suite) (1)

II

Nous avons dit, précédemment : la *Compagnie des Nitrate Railways* n'a-t-elle pas à craindre la concurrence ? C'est, en effet, la question première à se poser, à examiner et à résoudre, car elle a été soulevée par les adversaires de la Compagnie dans les circonstances suivantes :

A la date du 8 août 1893, le Congrès du Chili octroya à MM. Whitelegg, Harold et Vergara l'autorisation de construire un chemin de fer d'une largeur d'un mètre, et devant aller de *Huara* à *Iquique*. Plus tard, les concessionnaires de cette ligne ayant voulu — dans un but économique — construire une voie plus étroite, s'adressèrent de nouveau au Congrès pour obtenir l'autorisation de réduire à 0.76 centimètres de largeur le chemin de fer dont la concession leur avait été précédemment accordée. A la date du 17 décembre 1894, une nouvelle concession — qui annulait l'ancienne — leur fut accordée ; mais, de même que toutes les autres concessions données, elle comporte avec elle la restriction : *Sauf préjudice des intérêts des tiers.* Cette situation est non seulement établie par les lois chiliennes, mais elle ressort de toutes les discussions qui ont eu lieu au Congrès chilien lorsqu'il s'est agi d'accorder des concessions du même genre que celle dont se prévalent MM. Whitelegg, Harold et Vergara ; et les Ministres chiliens, dans ces circonstances, n'ont cessé d'admettre que la *Compagnie des Nitrate Railways* avait toujours la porte ouverte pour établir ses droits et privilèges devant les tribunaux, et que l'Etat chilien n'avait à encourir aucune responsabilité envers les titulaires des concessions nouvelles, dans le cas où la *Compagnie des Nitrate Railways* obtiendrait gain de cause.

Peut-on, en conséquence, établir une analogie quelconque entre des concessions accordées dans ces conditions et les droits conférés à la *Compagnie des Nitrate Railways* en vertu d'une loi votée par le Parlement ? C'est ce que la justice compétente aura à décider, car la Compagnie frustrée a cru devoir engager un procès en infraction de ses privilèges aussitôt après que la première concession fut accordée à MM. Whitelegg, Harold et Vergara. La plainte fut notifiée, dès le mois de février 1894, à l'un des concessionnaires (les deux autres titulaires se trouvant en Europe), et le procès, qui se continue contre la deuxième concession, se trouve, actuellement, devant la Cour suprême en première instance.

Une particularité est, ici, à signaler. Les concessionnaires de la ligne de *Huara* à *Iquique* qui se trouvent en Europe nient l'existence de ce procès et certains journaux anglais ont même été jusqu'à publier, à ce sujet, des lettres qui ont immédiatement motivé des protestations des avocats mêmes de la *Compagnie des Nitrate Railways*. Ces protestations, cela va sans dire, sont formelles et elles mentionnent spécialement que les copies certifiées des pièces du procès engagé ont été demandées au Chili et qu'elles ont été expédiées, dûment attestées, à Londres où elles parviendront d'ici peu. Ainsi tombent les affirmations de quelques-uns qui n'ont plus à attendre qu'un nombre de jours limité pour voir se produire des preuves contre lesquelles il leur sera impossible de protester plus longtemps.

Et pourquoi ces dénégations au sujet d'un fait patent ? C'est ce qu'un prospectus lancé à Londres, pour ainsi dire subrepticement, nous apprendra. Le fond de l'affaire est, en effet, un appel au public en vue de se procurer des capitaux destinés à la nouvelle entreprise de *Huara* à *Yquique*. Ne va-t-on pas trop vite en besogne, alors qu'un conflit est né et qu'un procès, comme nous l'avons dit plus haut, est engagé par la *Compagnie des Nitrate Railways* avec toute la vigueur que comporte la procédure au Chili ? D'autant plus que, en admettant que le conflit n'existât pas et que la *Nitrate Railways* n'eût soulevé aucune réclamation, il resterait à démontrer l'utilité du nouveau chemin de fer que MM. Whitelegg, Harold et Vergara ont été autorisés à construire.

Le district que prétend desservir le nouveau chemin de fer est le même que celui desservi déjà par la *Compagnie des Nitrate Railways* et par la *Compagnie d'Agua-Santa*. Au sujet de la concession de cette dernière ligne, disons desuite que, comme la nouvelle voie dont nous parlons, elle constitue une violation directe des privilèges octroyés à la *Nitrate Railway* d'après les contrats existants, et qu'elle fait l'objet, tout comme la ligne de *Huara* à *Yquique*, d'un procès en cours qui sera jugé prochainement, nonobstant appel toutefois. Ainsi, trois lignes sont destinées à desservir la même région. Or, tous les producteurs de nitrate de ce district sont engagés, la plupart avec la *Nitrate Railways*, pour un temps qui varie de trois à cinq ans, et les autres avec la Compagnie d'*Agua-Santa*. Quelle clientèle croit donc pouvoir s'assurer la nouvelle Compagnie ? Quelle concurrence peut-elle faire naître ? Quels avantages, même, donnerait-elle ?

Ce qui est certain, c'est que, dans le projet même des promoteurs de l'affaire, il ne semble pas que la nouvelle voie constitue une route plus courte vers la côte que celle suivie par la *Nitrate Railways*. Bien plus, le pays qu'elle est appelée à traverser est si montagneux, si accidenté et hérissé de telles difficultés, que l'on peut se

(1) Voir l'*Economiste Européen*, nº 173.

demander, au point de vue technique, au prix de quels efforts son exécution pourrait être rendue possible. Comment admettre alors l'établissement, dans ces conditions, d'une ligne *économique* qui puisse, raisonnablement, constituer une concurrence à un chemin de fer ancien et étendu? Car, pour se livrer à une guerre de tarifs, il faut que la nouvelle voie soit *économique* au premier chef, autrement cette guerre de tarifs serait un luxe coûteux que s'offriraient les promoteurs de l'affaire... aux dépens il est vrai de ceux qui auraient prêté une oreille trop complaisante aux promesses faites en vue d'attirer les capitaux...

Examinons, au reste, ce qui attendrait la nouvelle Compagnie, dans le cas douteux où elle arriverait à faire souscrire le capital qui lui est nécessaire, et dans le cas, plus douteux encore, où elle pourrait construire la ligne annoncée.

Pour faire concurrence à la *Nitrate Railways* et obtenir des contrats avec les producteurs de nitrate, les autres lignes de chemins de fer ont dû, jusqu'à présent, consentir à effectuer les transports à un tarif inférieur à celui de la Compagnie susdénommée. Elles n'en ont guère tiré de profit. Il est avéré, par exemple, que la ligne de *Junin* perd beaucoup d'argent. Elle est sous séquestre, à l'heure actuelle. Celle d'*Agua-Santa* s'en tire mieux, mais grâce à une circonstance: possédant elle-même des gisements de nitrate, elle gagne sur l'exploitation de ces gisements, ce qui lui permet de compenser ce qu'elle doit perdre sur son trafic, au sujet duquel elle ne cesse d'avoir, d'un autre côté, des difficultés. C'est ainsi que, pour l'année 1894, elle aura vraisemblablement à payer 40 à 50.000 livres sterling de dommages pour retards dans ses transports. Les réclamations des Sociétés qui forment sa clientèle et qui ont trait à ces dommages sont, en ce moment, l'objet d'un arbitrage à Valparaiso. De tels résultats sont-ils faits pour encourager la construction d'une troisième ligne? Nous ne le croyons véritablement pas!

En résumé, et à bien considérer les choses, il apparaît que tout ce qui se fait et se dit ne tend qu'à un but: déprécier la *Compagnie des Nitrate Railways*, et effrayer ceux qui ont des intérêts dans cette affaire, le tout à l'aide d'une simple perspective de concurrence aléatoire. Heureusement, d'une part, la Compagnie ne se laisse pas intimider. Elle possède un contrat qui lui garantit un privilège exclusif pour un certain nombre d'années, et elle s'en prévaut. Dans ce contrat, il est stipulé que, pendant la durée de ce privilège, « aucun « chemin de fer ne sera construit, quel que soit le mo- « bile ou la nature de la voie, entre les districts de ni- « trate où doivent aboutir les voies secondaires et un « point quelconque de la côte ». Comme les termes sont nets et précis, la Compagnie est décidée à défendre sa situation par tous les moyens.

Cette expression est peut-être bien grosse, attendu que, pour se défendre ainsi, il faut avoir devant soi un adversaire sérieux... ce que ne semble pas devoir être la nouvelle ligne en projet, en dépit des nouvelles que l'on se plaît à publier. N'a-t-on pas été jusqu'à dire, par exemple, qu'un commencement d'exécution du chemin de fer de *Huara à Iquique* aurait eu lieu dès le 6 mars dernier? Cela s'est imprimé à Paris et il a même été ajouté que les travaux se poursuivaient activement. Or, d'après les renseignements que nous avons recueillis, il ne pourrait s'être agi tout au plus que de « quelques coups de pioche » données pour sauver la concession qui stipule que les travaux doivent être entrepris avant le 17 juin... Et encore, ce point est-il à mettre en doute; en tout cas, si le fait s'est produit, on l'a entouré du huis-clos le plus absolu...

Quoi qu'il en soit, et laissant même toutes les choses au pis, si la ligne de *Huara à Iquique* doit jamais se construire, les travaux à entreprendre demanderont trois ans environ. Eh bien, d'ici là, il y aura bien du nitrate de passé... sur les rails de la *Nitrate Railways!*

Il nous reste maintenant à parler du nitrate en lui-même, de sa production et de sa consommation. Il s'agit là, sans aucun doute, de l'avenir même de la Compagnie. Mais, et avant tout, encore ici une remarque. Si on agite cette question au sujet de la *Compagnie des Nitrate Railways*, que ne l'agite-t-on pour les autres entreprises, moins bien organisées qu'elle, et moins bien préparées à de nouvelles concessions de tarifs que peut rendre possibles son mode d'exploitation de moins en moins coûteux? N'y a-t-il pas là une sorte de mystère dont le clan anglais à la baisse sur les actions de cette Compagnie pourrait, certainement, donner la clef? Nous posons la question en ajoutant que, au cours de l'été de 1894, les vendeurs à découvert d'actions de la *Nitrate Railways* ont fait une guerre acharnée à cette entreprise en arguant d'un projet de concession de chemin de fer d'*Alianza à Chincinnata*. Cette concession, dénommée communément « Concession Gibbs » a été repoussée par le Sénat chilien. N'ayant pas réussi de ce côté, les intéressés ont alors voulu user de la concession *Huara à Iquique*. Que ne voudront-ils pas tenter encore, à moins qu'ils ne se rendent définitivement compte de l'impuissance de leurs manœuvres, et qu'ils n'abandonnent une partie mal engagée et qui doit forcément tourner à leur complète confusion.

(*A suivre.*) A. LECHENET.

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

La dernière étude que nous avons publiée sur la *Banque de Paris et des Pays-Bas* a paru dans l'*Economiste Européen* du 2 février dernier. A cette date, les résultats de l'exercice 1894 ne nous étaient pas encore connus et nous nous demandions quelles décisions prendrait le Conseil d'Administration de la Société, au sujet du dividende à répartir aux actionnaires. Tout en rendant témoignage à l'activité de cette Institution, tout en reconnaissant que l'année écoulée avait été remarquablement favorable, nous laissions pressentir que la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, toujours prévoyante, pouvait tenir encore à grossir ses réserves et, par suite, se borner à procurer à ses associés un placement suffisamment rémunérateur pour les capitaux engagés par eux. Nous sommes heureux de reconnaître qu'en nous exprimant ainsi, nous étions bien au-dessous de la vérité. En effet, et comme nous le mentionnions il y a un mois dans notre *Marché Financier*, le dividende, pour l'exercice 1894, a été fixé à 35 francs, en augmentation de 5 francs sur celui de 1893, et d'après le rapport lu aux actionnaires à l'assemblée générale annuelle du 9 courant, le compte de *Profits et Pertes*, comparé à celui de l'année précédente, s'établit ainsi :

Crédit	Ex. 1893	Ex. 1894
—	Francs	Francs
Commissions	1.287.540 61	1.392.892 74
Intérêts et bénéfices du portefeuille	2.729.414 98	2.275.087 08
Reports	517.111 89	854.436 27
Divers	205.885 82	»
Fonds publics, actions et obligations	»	1.621.164 99
Bénéfice net des succursales	157.193 94	502.925 31
	4.897.147 24	6.646.506 39
dont il faut déduire :	1893	1894
	Francs	Francs
Frais généraux divers	1.181.589 34	1.259.333 80
Réduction des prix d'estimation sur fonds publics, actions et obligations non réalisés	246.081 66	»
	1.427.671 »	1.259.333 80
Solde formant le bénéfice de l'exercice	3.469.476 24	5.387.172 59
Total égal	4.897.147 24	6.646.506 39

D'où la répartition suivante, conformément aux articles 46 et 47 des statuts :

	Ex. 1893	Ex. 1894
	Francs	Francs
Bénéfice net	3.469.476 24	5.387.172 59
Solde reporté de l'exercice précédent	1.095.808 22	745.840 02
	4.565.284 46	6.133.012 61
Moins intérêts à 5 0/0 sur le capital versé	3.125.000 »	3.125.000 »
	1.440.284 46	3.008.012 61
Conseil d'administration	69.444 44	138.888 88
	1.370.840 02	2.869.123 73
Plus les intérêts à 5 0/0 ci-dessus mentionnés	3.125.000 »	3.125.000 »
	4.495.840 02	5.994.123 73
Dividende sur les 125.000 actions formant le capital	3.750.000 »	4.375.000 »
A reporter à nouveau	745.840 02	1.619.123 73

On voit de suite la différence à établir d'un exercice à l'autre, et qui provient d'un mouvement d'affaires véritablement remarquable. C'est que, plus on va, et plus l'initiative est rendue obligatoire. Les nombreuses conversions des Emprunts d'Etats, de Provinces et de Sociétés auxquelles on assiste depuis plusieurs années, procurent bien des bénéfices importants aux Etablissements qui y prennent part, mais, en même temps, elles ont pour effet de diminuer la rémunération de leurs capitaux. Il leur faut donc, comme c'est le cas pour la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, s'occuper et s'occuper sans cesse, et surtout avoir les yeux fixés sur l'avenir, pour qu'aucun mécompte ne vienne se mettre en travers du chemin qu'ils se sont tracé.

C'est cette situation, à laquelle savent remédier les Institutions prudentes, qui a fait que la *Banque de Paris et des Pays-Bas* a cru, cette fois, devoir augmenter encore ses réserves, en grossissant le chiffre de son *report* au nouvel exercice. L'exercice 1894 aurait donc pu donner beaucoup plus de 35 francs par action, mais était-il sage de ne pas faire une part à l'imprévu? On nous objectera que plusieurs affaires, laissées en suspens dans le bilan établi au 31 décembre 1894, ont été réalisées depuis. C'est vrai; mais les bénéfices résultant de ces opérations constituent des prévisions qui viennent, à l'heure actuelle, consolider encore la situation de la Société et que l'on ne peut qu'approuver. La *Banque de Paris et des Pays-Bas* persévère donc dans le système qu'elle a adopté et qui lui a si bien profité jusqu'ici, de telle sorte que s'il survenait des jours moins favorisés, elle ne se ressentirait en aucune façon d'un ralentissement passager d'affaires, qu'elle aurait su, du reste, si bien prévoir.

La place nous manque pour donner un détail comparatif du bilan de cette Société au 31 décembre 1894. Cependant nous pouvons dire que le total de l'actif, déduction faite du compte d'ordre intitulé : *Comptes fixes et Comptes courants des Succursales*, et qui se trouve reproduit au passif, s'élève à 214.627.548 fr. 21, en augmentation de 56.902.185 fr. 73 sur le bilan au 31 décembre 1893. Quinze chapitres résument les éléments de l'actif et, parmi ces chapitres, cinq consistent ou en argent comptant, ou en valeurs présentant une faculté de réalisation immédiate et aujourd'hui, d'ailleurs, réalisées. Ce sont les comptes suivants :

Espèces en Caisse et à la Banque .... Fr.	23.433.180 76
Portefeuille, Paris, Province et Etranger....	18.939.288 85
Fonds disponibles dans les Banques à l'Etranger	5.838.450 35
Reports	65.339.660 70
Coupons à encaisser	3.237.168 99
Soit au total......... Fr.	116.787.749 65

auxquels il conviendrait d'ajouter :

Les correspondants débiteurs.... Fr.	32 454.706 89
Les avances sur garanties	5.478.268 99
A reporter	....
Report	....
Les comptes courants des syndicats	5.246.491 15
Les fonds d'Etat	5.285.143 06
Les actions et obligations	30.197.693 26
Les participations diverses	12.319.171 72
Soit	90.972.475 07

ou, au total, 207.760.224 fr. 72.

Par contre, au passif, nous trouvons comme sommes exigibles dues à des tiers :

Effets à payer .... Fr.	10.561.203 09
Correspondants en France et à l'étranger	96.478.646 68
Liquidation 31 décembre 1894	6.474.308 60
Coupons à payer	9.158.415 57
Ensemble..... Fr.	122.672.573 94

sans tenir compte de cette circonstance que, pour une grande partie des sommes dues aux correspondants, leur exigibilité est soumise à des conditions de délai et de préavis qui leur enlève le caractère des comptes courants à vue.

Quant à la propriété des actionnaires de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, elle se décompose ainsi, conformément au bilan au 31 décembre 1894 :

Capital social .... Fr.	62.500.000 »
Réserve légale	6.250.000 »
Fonds de prévoyance	12.920.924 67
Report de l'exercice 1893	745.840 02
Profits et pertes 1894	5.387.172 59
Total....... Fr.	87.803.957 28

qui représentent plus de 39 0/0 de la totalité du *passif*.

Ce qui est à mentionner particulièrement dans les chiffres énoncés ci-dessus, c'est que, pour l'estimation des *valeurs* qui figurent à l'*actif*, les règles posées dans la délibération prise à l'origine même de la Banque, ont été scrupuleusement observées. Non seulement le cours moyen du mois de décembre n'a jamais été dépassé, mais encore plusieurs titres ont été évalués beaucoup au-dessous, notamment les *Obligations des Chemins de fer Argentins* et des *Chemins de fer de la province de Santa-Fé*, pour lesquelles les cours du mois de décembre 1893 ont été maintenus, de telle sorte que, sur ce chapitre, une plus-value importante a été réservée, en dehors de tout ce que l'on est en droit d'espérer pour l'exercice en cours.

Il va sans dire qu'à l'assemblée générale ordinaire du 9 courant, les actionnaires de la *Banque de Paris et des Pays-Bas* ont approuvé et les comptes qui leur étaient soumis, et les résolutions proposées par le Conseil d'administration. Toutefois, ils n'ont pu, comme ils l'auraient désiré, témoigner de tous les sentiments qui les animaient. L'honorable M. Joubert, président du Conseil d'administration, a dû, pour raison de santé, s'excuser de ne pouvoir assister à la réunion ; et, par suite, il n'a pu être témoin des manifestations sympathiques qui ont accueilli sa première année de présidence, signalée par des résultats aussi remarquables que ceux dont nous venons de rendre compte.

J. M.

Emprunt 3 0/0 de l'État de Berne

L'*Etat de Berne* vient de contracter un *Emprunt 3 0/0* de 48.697.000 francs, en exécution de l'arrêté du Grand Conseil du 30 avril 1895, et qui doit servir uniquement à rembourser le montant restant encore en circulation, soit 48.697.000 fr., de l'*Emprunt 3 1/2 0/0 de 1887*. Le nouvel emprunt est représenté par 97.394 obligations de 500 fr. au porteur, munies de coupons semestriels de 7 fr. 50, à l'échéance du 1er janvier et du 1er juillet, et payables non seulement en Suisse et en Allemagne, mais aussi à Paris, en *monnaie légale française*, à la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, qui se charge de l'émission du nouvel *Emprunt 3 0/0*. Les nouveaux titres, offerts au cours de 98 30 0/0, soit à 491 fr. 50 par obligation, sont remboursables au pair

de 1901 à 1950. Cependant l'*Etat de Berne* se réserve la faculté de procéder, à partir de 1905, à des remboursements plus élevés que ceux prévus par le plan d'amortissement imprimé sur les titres et d'amortir par anticipation tout ou partie du solde de l'Emprunt encore en circulation alors.

Nous avons dit plus haut que les nouveaux titres étaient offerts au public à 98 30 0/0, soit à 491 fr. 50 l'obligation, payables comme suit : 50 fr. en souscrivant et 441 fr. 50 au plus tard le 25 juin prochain. Toutefois, les souscripteurs qui libéreront leurs titres à la répartition, le 20 mai, recevront une bonification de 1 fr. 50 par titre, ce qui ramènera le prix à 98 0/0 ou 490 fr. Enfin, la faculté est laissée aux souscripteurs de se libérer par anticipation des 441 fr. 50 à verser le 25 juin, et un intérêt de 3 0/0 l'an leur sera compté sur l'argent déboursé par eux, et ce, à partir du jour de la libération. Ajoutons encore que les demandes, soit de conversion, soit de souscription, doivent parvenir à la *Banque de Paris et des Pays-Bas* avant le 13 mai.

En regard de ses ressources, l'*Etat de Berne* a une Dette de peu d'importance. Il est le plus important des 22 cantons de la Confédération Suisse, par son étendue, sa population, sa position centrale et son chef-lieu, qui est le siège des Pouvoirs Exécutif et Législatif. Il est administré par un Grand Conseil nommé tous les quatre ans, et son budget s'établit, en recettes et dépenses, par un chiffre d'environ 23 millions de francs. Il n'a pas d'autre dette que l'*Emprunt 3 1/2 0/0 de 1887*, appelé aujourd'hui à la conversion, et sa fortune est de 50.140.396 fr. 09, ainsi qu'il ressort du bilan suivant au 31 décembre 1894 :

Etat de la fortune du Canton de Berne

1° ACTIF DE FONDATION

	Actif	*Passif*
A. Forêts.............Fr.	14.029.692 »	
B. Domaines..............	23.711.861 »	
C. Caisse hypothécaire	102.014.953 96	89.014.953 96
D. — des Domaines....	1.240.274 02	2.341.689 41
E. Banque cantonale.......	46.863.739 28	36.863.739 28
F. Emprunts (V. aussi *G. f.*)		12.873.560 »
	187.860.520 26	141.093.942 65

2° ACTIF D'EXPLOITATION

	Actif	*Passif*
G. Capital d'exploitation de la Caisse du Canton :		
a. Avances et dépôts des Administrations spéc[les]	2.816.978 »	814.728 46
b. Placement de fonds...	28.963.966 78	108 95
c. Comptes courants de l'Administration.......	3.204.781 71	18.105 91
d. Avances à des entreprises publiques	2.321.430 89	683 91
e. Dépôts à la Caisse du Canton...............		1.240.121 78
f. Emprunts (v. aussi 1. *F*.)		36.249.440 »
g. Caisse..............	614.609 91	451.330 99
h. Comptes en suspens..	2.211.223 93	869.434 12
	40.132.991 22	39.643.954 12
H. Solde du compte courant de l'Administration....	18.105 91	
I. Mobilier, inventaire......	2.866.675 47	
	43.017.772 60	39.643.954 12
Total de l'actif et du passif (1° et 2°)........	230.878.292 86	180.737.896 77
Avoir net......		50.140.396 09

De cet *avoir net* de 50.140.396 fr. 09, il faudrait peut-être déduire des articles qui ne sont pas réellement en *actif*, mais qui représentent des créances sur les exercices futurs et qui sont amorties au fur et à mesure. Il s'agit ici du *compte d'amortissement* (*G*, *c*), de 3 millions 204.781 fr. 78, et des *avances pour construction* (*G*, *a*). 1.376.405 fr. 18 ; au total 4.581.186 fr. 89, ce qui laisserait encore l'*avoir net* à 45.559.209 fr. 20.

Les amortissements des Emprunts s'effectuent sur les recettes courantes, et la somme correspondante est déduite du compte d'amortissement. Ces amortissements, en 1894, se sont élevés à 426.000 fr., réduisant ainsi le montant de la Dette, à 48.697.000 fr., comme nous l'avons dit plus haut.

Quant on établit une comparaison avec le nouveau titre et les Rentes 3 0/0 diverses déjà existantes, on trouve qu'elle est toute en faveur de l'*Emprunt de Berne*. La *Rente Française 3 0/0* est aux environs de 103 francs ; la *Rente Belge* cote 101 75 ; le *3 0/0 Hollandais*, 101 fr. environ, et le *3 0/0 Suisse 1890* 102 50. Or, les bonnes traditions financières du *Gouvernement de Berne* permettent que l'on classe sa Rente au même rang que les meilleurs fonds d'Etats de l'Europe. Aussi, la souscription dont nous parlons se présente-t-elle dans les meilleures conditions possibles ; et elle doit forcément attirer d'une manière spéciale l'attention de nos capitalistes.

Pour terminer, mentionnons les conditions faites aux porteurs de l'*Emprunt 3 1/2 0/0* de l'*Etat de Berne*, qui demanderont la conversion. Ils recevront :

Pour *chaque obligation 3 1/2 0/0* de 1.000 fr. du susdit emprunt, munie du coupon au 30 juin 1895, *deux obligations nouvelles* de 500 fr. *3 0/0* jouissance du 1er juillet prochain, au prix de 98 0/0 ou 490 fr. l'obligation, représentant 980 fr., plus une soulte en espèces de 20 fr. En dehors de ce qui précède, le coupon entier de 17 fr. 50 de l'ancienne obligation leur sera payé par anticipation, de sorte qu'ils recevront, en argent, un montant total de 37 fr. 50 par chaque obligation ancienne.

P. B.

LES CHARBONS ET LA SIDÉRURGIE EN 1894

Le *Journal Officiel* a publié récemment les tableaux de la production des combustibles minéraux et des usines sidérurgiques pendant les années 1893 et 1894. Les chiffres sont définitifs pour 1893 et provisoires pour 1894.

Production des combustibles minéraux (en tonnes)

	1893	1894
	—	—
Houille et anthracite	25.172.792	27.006.090
Lignite.....................	478.189	453.047
Totaux...........	25.650.981	27.459.137

La production de la houille est en augmentation de 1.833.298 tonnes ; au contraire, la lignite est en diminution de 25.142 tonnes. C'est le Pas-de-Calais qui entre pour la plus grande partie dans l'augmentation, car sa production, qui était en 1893, de 9.179.452 tonnes, est passée en 1894 à 10.028.023 tonnes. Le Nord vient ensuite avec 4.930.020 tonnes, en augmentation de 222.652 tonnes sur 1893.

Production des usines sidérurgiques (en tonnes)

	1893	1894
	—	—
Fonte au coke.............	1.981.007	2.058.299
— au bois.............	6.125	7.153
— mixte...............	15.964	12.195
Totaux........ ...	2.003.096	2.077.647
Fer puddlé................	680.935	673.802
— affiné au charbon de bois	10.629	12.209
— obtenu par réchauffage de vieux fers à riblons...	116.607	122.646
Totaux...........	808.171	808.657

Mais s'il y a augmentation dans la production totale des fers, cette augmentation ne porte pas sur tous les articles :

	1893	1894
	—	—
Rails.......................	775	860
Fers marchands et spéciaux	696.184	710.063
Tôle........................	111.212	97.734
Production totale...	808.171	808.657

Aciers ouvrés (en tonnes)

Rails	207.358	187.403
Aciers marchands	323.023	328.040
Tôle	133.651	147.821
Production totale	664.032	663.264
Acier fondu au foyer Bessemer	410.169	409.798
Acier fondu au four Siemens Martin	228.642	226.422
Acier puddlé et de forge	7.274	7.159
— cémenté	1.319	1.175
— fondu au creuset	11.168	11.601
— obtenu par réchauffage de vieil acier	5.460	7.109
Totaux	664.032	663.264

La production des lingots Bessemer et Siemens Martin, qui était de 789.852 tonnes en 1893, est passée à 790.773 tonnes en 1894.

Informations Économiques et Financières

Nomination d'un Sous-Gouverneur à la Banque de France. — Le *Journal Officiel*, de ce matin, contient la démission, pour raisons de santé, de M. Desmarest, sous-gouverneur de la *Banque de France*.

M. Desmarest appartenait depuis de longues années à notre premier Etablissement de crédit, où il avait remplacé M. Larsonnier. Chargé plus spécialement de la surveillance de l'escompte, il a montré dans ces délicates fonctions le tact le plus sûr et une grande habilité, le chiffre insignifiant des effets en souffrance à la *Banque de France* témoigne des heureux résultats de sa gestion.

Lorsque la Banque vint au secours de l'ancien *Comptoir d'Escompte*, M. Desmarest suivit les opérations de la liquidation et grâce à sa prudence, cette affaire, qui inspirait tant d'inquiétudes, s'est terminée sans aucune perte, soit pour la Banque, soit pour les garants. Ce sont là de beaux états de service. Ajoutons que la haute capacité financière de M. Desmarest était accompagnée des formes les plus gracieuses ; il ne compte que des amis, dont les sympathies le suivent dans la retraite.

Son successeur est M. de Liron d'Airoles.

Le nouveau sous-gouverneur sort de l'inspection des finances ; il a été successivement directeur du mouvement général des fonds, directeur de l'Administration des monnaies et médailles et directeur général de la comptabilité publique.

Comme directeur du mouvement des fonds, il a préparé les projets concernant le renouvellement du privilège de la *Banque de France*, il est donc parfaitement préparé aux hautes fonctions auxquelles il vient d'être appelé par le Gouvernement.

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Depuis le 6 mai présent mois, les 4.000 obligations de 500 fr. 3 0/0 nouvelles, numéros 52001 à 56000, de la Compagnie Générale des Eaux sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote, sous la même rubrique que les 52.000 obligations 3 0/0 anciennes.

Par suite, le nombre des obligations 3 0/0 de ladite Société, négociables sur notre marché, se trouve porté de 52.000 à 56.000.

Depuis le 6 mai, présent mois, les 7.000 obligations de 500 fr. 3 0/0 nouvelles, numéros 31955 à 38954, de la Compagnie des Chemins de fer du Médoc sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote sous la même rubrique que les 31 954 obligations anciennes.

Par suite, le nombre des obligations 3 0/0 de ladite Société négociables sur notre marché, se trouve porté de 31.954 à 38.954.

Depuis le 6 mai, présent mois, les actions de la Société : « Fonderies, Laminoirs et Tréfilerie de bronzes et cuivres, Lazare, Weiller et Ce » sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant, à la deuxième partie du Bulletin de la Cote.

4.000 actions de 500 francs, entièrement libérées et au porteur.

Jouissance courante : 10 juin 1894.

Service des titres et des coupons, à Paris, dans les bureaux de la Société, 52, boulevard Malesherbes.

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	2 mai	9 mai
ACTIF		
Encaisse de la Banque : 2 mai / 9 mai		
Or .... 2.057 581 370 / 2.053.600 831		
Argent... 1 235 311.518 / 1.238 005.089		
3.292.895.889 / 3 291.606 920	3.292 895.889	3.291.606 920
Effets échus hier à recevoir ce jour	252.183	77.630
Portefeuille Paris { Effets Paris	217.110 661	203.247.577
Portefeuille Paris { Effets Etranger	»	»
Bons du Trésor	»	»
Portefeuilles des succursales	353.152.399	265.176 893
Avances sur lingots à Paris	928 000	928.000
Avances sur lingots dans les succursales	2 138 000	2 138 000
Avances sur titres à Paris	150 602.913	140.300 019
Avances sur titres dans les succursales	152.065.686	155 307.503
Avances à l'Etat	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles	99.627.294	99.627.294
Rentes immobilisées	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales	15 339.462	15.341.019
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales	4 045.418	4.085.474
Emploi de la réserve spéciale	8.407.444	8.407.444
Divers	85 841 024	85.185.447
Total	4.639.717.431	4.528.409.326
PASSIF		
Capital de la Banque	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque	4 000.000	4.000.000
Réserve spéciale	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation	3.625.314.280	3.566.191.000
Arrérages de valeurs déposées	20.813.459	18 933 825
Billets à ordre et récépissés	30 276 856	28.561 037
Compte courant du Trésor, créditeur	156 896 592	162 135.358
Comptes courants de Paris	401 881 926	394.798.981
Comptes courants dans les succursales	83.106.654	60.679 289
Dividendes à payer	1.818 166	1.758.071
Escompte et intérêts divers	5.644.232	5.991.885
Réescompte du dernier semestre	782.337	782.337
Divers	88 136.409	63.559.034
Total	4 639.716.431	4.528.409.326

Comparaison avec les années précédentes

	14 mai 1891	12 mai 1892	11 mai 1893	10 mai 1894	9 mai 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation	3.087.3	3.150 6	3 468.5	3 509.2	3.566 1
Encaisse	2.521.4	2 793.4	2.988 9	3 030 5	3.291.6
Portefeuille	771 5	500.8	553.5	730 3	468.4
Avances aux partic.	286 7	332 2	322.9	292 8	298.6
— à l'Etat	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	171 2	172 0	108 8	131 8	162.1
— part.	468.0	485.7	403.0	546.0	455.4
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 0/0
Prime de l'or	4 0/00	1/2 0/00	1 0/00	pair	pair
Bénéfices nets	8.901.3	5.505 0	3.791.9	4.861.5	1.906.4

Chemins de fer du Nord de l'Espagne. — On a encore présente à l'esprit l'étude publiée par notre rédacteur en chef, M. Edmond Théry, dans l'*Econo-*

miste Européen des 16, 23 et 30 mars, sur la *Compagnie des Chemins de fer du Nord de l'Espagne*. Depuis cette époque, deux Syndicats de protestation contre le paiement en *pesetas* des coupons des obligations de cette Compagnie se sont formés et, d'un autre côté, on parle d'un *convenio* qui pourrait être proposé aux intéressés. A ce sujet, nous croyons devoir mentionner la protestation qui vient de se produire et qui se résume dans la lettre suivante :

Monsieur,

Plusieurs obligataires du Nord de l'Espagne vous prient d'avoir l'obligeance de *démentir deux erreurs* répandues avec l'intention d'épouvanter les créanciers du Nord de l'Espagne.

I. Il est *absolument faux* que, d'après le Code de commerce espagnol, les obligataires n'aient pas un droit hypothécaire sur les recettes, que l'*hypothèque ne confère aucun droit sur les recettes* et qu'ils n'ont qu'un droit seulement : *celui de faire vendre le gage*.

L'article 186 du Code de commerce espagnol dit absolument tout le contraire.

L'article 186 établit de la manière la plus claire que *les obligataires ont un droit direct sur les recettes*.

Et la Compagnie du Nord de l'Espagne, dans son rapport du 18 juin 1886, l'a dit expressément : « *Les titres les plus anciens jouiront*, par rapport à ceux qui seront émis postérieurement et successivement, *d'un droit de priorité* en ce qui concerne l'amortissement et le *paiement des intérêts*. »

II. Il est absolument faux que, d'après le Code de commerce espagnol, quand les recettes sont insuffisantes, il est procédé à la *suspension de paiement*, et que la Compagnie n'est plus tenue qu'à *reverser le bénéfice net de l'exploitation* à la Caisse des consignations.

C'est une seconde erreur.

La suspension de paiement ne procède que *pour classer préalablement les créanciers* et ce n'est pas le cas dont il s'agit.

Les obligations sont déjà placées d'après leur rang de garantie. Il y a déjà la *première*, la *seconde*, la *troisième* hypothèque, etc., et il ne convient nullement de faire une nouvelle classification.

La Cour de cassation d'Espagne, dans un arrêt du 11 juillet 1894, a établi la doctrine et la jurisprudence dans un sens tout à fait contraire aux erreurs répandues.

La *suspension de paiement* et la remise à la Caisse des consignations ne doivent s'entendre que par rapport à *l'excédent qui appartient aux actionnaires* de la Compagnie en faillite, mais pas du tout par rapport aux crédits hypothécaires et aux délégations que la Compagnie a faites à ses créanciers d'une partie de ses recettes.

Agréez, etc.

Rente Foncière. — L'assemblée générale a eu lieu le 6 avril. Après la lecture des rapports du Conseil et des commissaires-censeurs, les comptes arrêtés comme suit ont été approuvés à l'unanimité :

Répartition du solde disponible du compte de profits et pertes :

Les bénéfices nets de l'exercice 1894 s'élèvent à	216.127 80
En déduisant de ce chiffre 5 0/0 destinés à la réserve légale, soit	10.806 39
Il reste	205.321 41
qui, avec le report de l'exercice 1893	2.972 26
forment un total de	208.293 67

Propositions d'employer cette somme de la manière suivante :

Distribution d'un dividende de 5 fr. aux 40.000 actions	200.000 »
Report à l'exercice suivant	8.293 67
Somme égale	208.293 67

Ces propositions ayant été adoptées, le dividende est payable, sur la remise du coupon n° 21, depuis le 15 avril courant, aux caisses du Crédit Foncier de France.

Après la séance officielle, à l'issue de laquelle M. Ramet a été réélu administrateur et MM. Ch. Tabouis et P. Desurmont, commissaires-censeurs, M. le Président a profité de la réunion pour soulever *officieusement* la question du traité en discussion entre la Rente Foncière et le Crédit Foncier de France. Un échange de vues a eu lieu entre les actionnaires et le Conseil, basé sur les termes du traité intervenu entre la Société des Immeubles de France et le Crédit Foncier. Après quelques explications données de part et d'autre tant sur le désir du Crédit Foncier d'entrer pour une part dans le Conseil de la Rente Foncière et à la gestion de son gage que de la situation morale qui est faite à ce grand Etablissement de crédit par suite de l'abaissement successif du taux de l'intérêt et des amortissements ; en présence aussi des chiffres cités de l'émission prochaine à 3 fr. 40 0/0 des obligations nouvelles du Crédit Foncier, M. le Président, sur les instances d'un actionnaire, a obtenu l'unanimité de la réunion qui a voté le vœu suivant, dont voici les termes :

« Vu l'abaissement du taux du loyer de l'argent et « pour parer aux insuffisances de l'affaire Marbeuf, « l'assemblée compte sur l'énergie de son Conseil d'ad- « ministration pour négocier avec le Crédit Foncier une « réduction du taux d'intérêt la plus large possible. »

Les Résultats Financiers de l'Union postale en 1893 (1). — Le Bureau international de Berne vient de publier la statistique générale des résultats financiers du service postal international en 1893. Ce travail considérable se trouve résumé dans le tableau suivant :

PAYS	Années financières	EN MILLIERS DE FRANCS — RECETTES	DÉPENSES	En plus aux recettes	FRANCS — En plus aux dépenses
1° Etats où les services postaux et télégraphiques sont fusionnés (Postes et Télégraphes réunis)					
Allemagne	1893-94	363.269	338.609	24.659	»
Autriche	1893	92.957	85.257	7.699	»
Bulgarie	1892	2.448	2.710	»	261.697
France (y compris l'Algérie et la Tunisie)	1893	214.553	173.244	41.308	»
Grande-Bretagne	1893-94	261.821	193.465	68.356	»
Hongrie	1893	38.132	26.890	11.241	»
Japon	Id.	22.523	17.919	4.604	»
Roumanie	Id.	7.278	5.939	1.339	»
Russie	Id.	94.107	98.351	»	»
2° Etats où les services postaux et télégraphiques sont distincts (Postes seules)					
République Argentine	1893	10.789	22.345	»	11.556.476
Belgique	Id.	18.309	10.483	7.825	»
Bolivie	Id.	738	738	»	»
Canada	1892-93	18.719	23.231	»	4.515.267
Danemark	1893-94	8.269	8.039	230	»
Egypte	1893	3.036	2.430	605	»
Espagne	1893-94	23.882	11.055	12.826	»
Etats-Unis	1892-93	393.248	420.073	»	26.824.724
Grèce	1893	1.542	1.570	»	27.277
Inde Britannique	1892-93	37.691	31.855	5.835	»
Italie	Id.	48.519	41.876	6.613	»
Luxembourg	1893	1.090	1 206	»	115.539
Norvège	Id.	4.496	4.452	13	»
Pays-Bas	Id.	14.966	12.303	2.663	»
Siam	1893-94	88	207	»	118.758
Suède	1893	11.824	11.136	687	»
Suisse	Id.	26.158	24.769	1.389	»
Uruguay	1892	1.064	1.174	»	110.477

Pour la Russie, on ne tient pas compte, dans le total des recettes, de celles afférentes au service télégraphique, tandis que les dépenses conservent deux services ; il est, par conséquent, impossible d'indiquer exactement l'excédent de dépenses.

Pour la République Argentine, le chiffre des dépenses n'est pas exact, attendu qu'elles sont, en partie, communes aux services postal et télégraphique, tandis que les recettes ne représentent que celles du service postal.

Les résultats indiqués pour le Luxembourg comprennent certaines recettes et dépenses télégraphiques et téléphoniques.

Chambre de Compensation des Banquiers de Paris. — Voici, d'après le *Bulletin de Statistique*, le

(1) Pour les résultats de l'année 1892, voir l'*Économiste Européen* n° 123 (19 mai 1894).

relevé des opérations de la Chambre de compensation des Banquiers de Paris depuis 1872 :

Exercices (1er avr.-31 mars)	Montant des effets présentés à la compensation	Effets compensés	Effets non compensés réglés par mandats
	(En milliers de francs)		
1872-73......	1.602.584	1.056.840	545.744
1873-74......	2.142.502	1.397.104	745.197
1874-75......	2.009.740	1.417.495	592.244
1875-76......	2.213.724	1.569.028	644.696
1876-77......	2.598.607	1.881.689	716.917
1877-78......	2.199.593	1.626.724	572.868
1878-79......	2.628.243	2.000.795	627.448
1879-80......	3.222.745	2.440.115	782.629
1880-81......	4.084.534	3.091.778	992.756
1881-82......	4.545.104	3.391.068	1.154.035
1882-83......	4.158.806	3.101.420	1.057.386
1883-84......	4.218.828	3.187.961	1.030.866
1884-85......	4.142.562	3.195.337	947.225
1885-86......	3.923.923	3.128.551	795.372
1886-87......	4.391.616	3.524.285	867.330
1887-88......	4.696.363	3.831.575	864.787
1888-89......	5.418.239	4.379.362	1.038.876
1889-90......	5.140.959	4.136.214	1.004.745
1890-91......	6.003.883	4.721.811	1.282.072
1891-92......	4.868.809	3.889.615	979.194
1892-93......	4.715.230	3.823.775	891.455
1893-94......	5.379.348	4.360.175	1.019.173
1894-95......	6.143.528	5.527.626	615.902
Totaux...	90.449.283	70.680.354	19.768.929

Opérations mensuelles 1894-95 (En milliers de francs)

Mois	Effets présentés	Mois	Effets présentés
Avril 1894......	557.258	Octobre 1894....	490.512
Mai 1894.......	542.758	Novembre 1894.	459.020
Juin 1894.......	416.066	Décembre 1894.	584.673
Juillet 1894.....	443.568	Janvier 1895....	559.128
Août 1894.......	405.940	Février 1895....	488.485
Septembre 1894.	451.168	Mars 1895......	584.942

Le Rendement de l'Impôt sur le Tabac dans les principaux pays. — Voici, d'après les documents annexés au nouveau projet de loi qui a été présenté au Reichstag allemand sur la réforme de l'impôt des tabacs, quel a été le rendement de cet impôt dans les principaux pays d'Europe pendant l'exercice 1892 ou 1892-93 :

Exercice	Recettes brutes	Dépenses et frais	Recettes nettes	Population	Revenu net par tête habitant
	(En milliers de francs)				
		France			
1892...	376.660	65.963	310.698	38.343.192	8 40
		Italie			
1892-93	193.000	40.792	152.207	30.535.848	4 98
		Autriche			
1892...	178.527	63.968	114.559	23.895.413	4 79
		Hongrie			
1892...	105.055	37.642	67.413	17.463.473	3 86
		Espagne			
1892-93	»	»	95.203	17.673.838	5 39
		Grande-Bretagne			
1892-93	260.188	11.195	248.993	37.880.764	6 65
		Allemagne			
1892-93	69.222	6.672	62.550	50.510.000	1 25

En France, en Italie, en Autriche et en Hongrie, la vente du Tabac est un monopole de l'Etat,

Pour l'Espagne, le monopole étant affermé, les recettes brutes et les frais d'administration ne sont pas connus.

Dans la Grande-Bretagne, la culture du tabac est interdite. L'impôt n'existe que sous forme d'impôt de douane.

En Allemagne, l'impôt provient de droits de douane et de droits sur la production.

Compagnie des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris. — Les actionnaires de la Compagnie des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris se sont réunis le 27 avril en assemblées ordinaire et extraordinaire.

L'assemblée ordinaire a voté les résolutions suivantes :

I. — L'assemblée générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'administration et celui des Commissaires, approuve, tels qu'ils sont présentés, les comptes de l'exercice 1894.

II. — Il sera prélevé sur les bénéfices disponibles au 31 décembre 1894 :

1° Une somme de 90.984 fr. 71 à porter au fonds de réserve légale ;

2° Une somme de 3.297 fr. 58 à porter au fonds d'amortissement des constructions sur terrains concédés ou loués ;

3° Une somme de 1.652.500 fr. à distribuer aux actions à raison de 27 fr. 50 par action de capital et de 2 fr. 50 par action de jouissance.

Ces sommes seront payables, savoir :

Pour les actions de capital :

Moitié au 1er juillet 1895, contre détachement du coupon 21 ;

Moitié au 1er janvier 1896, contre détachement du coupon 22.

Pour les actions de jouissance :

2 fr. 50, en une seule fois, le 1er juillet 1895, contre détachement des coupons 21 et 22 ;

4° Une somme de 86.973 fr. 68 formant l'attribution statutaire du Conseil d'administration.

Le solde, montant à 557.217 fr. 46 sera reporté à l'exercice en cours.

III. — Réélection de MM. Cibiel, Dauchez et Dehaynin, administrateurs sortants.

IV. — MM. Watel, Raffard et de Carrère ont été nommés commissaires des comptes pour 1895.

L'assemblée générale extraordinaire a voté la résolution dont voici le texte :

Article unique

L'assemblée générale autorise le Conseil d'administration à :

Consentir au profit de l'Etat d'abord et ensuite de tous tiers qui pourraient avoir une responsabilité quelconque à faire valoir contre la Compagnie, à raison de l'exploitation par celle-ci de ses magasins généraux, toutes affectations hypothécaires sur tels des immeubles de ladite Compagnie que le Conseil jugera convenables et jusqu'à concurrence de toutes sommes nécessaires en principal et accessoires.

Consentir notamment toutes affectations hypothécaires pour tenir lieu des cautionnements fournis par la Compagnie tant en espèces qu'en rentes et autres valeurs comme garantie de l'exploitation de ses magasins généraux.

Faire, dans les actes qui constateront ces affectations hypothécaires, toutes déclarations d'assurances des immeubles hypothéqués et toutes délégations, jusqu'à due concurrence à titre de supplément de garantie, des sommes qui seraient allouées à la Compagnie en cas d'incendie desdits immeubles.

Arrêter toutes conventions et stipulations que le Conseil jugera à propos, relativement tant à ces sommes qu'aux affectations hypothécaires et cautionnements dont il s'agit.

Opérer le retrait d'où il y aura lieu des fonds, rentes et autres valeurs actuellement affectées aux cautionnements dont il vient d'être parlé ; en donner décharge.

Cet ensemble de résolutions a été voté sans discussion et à l'unanimité.

Chemins de fer du Midi. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Compagnie du Midi

s'est tenue le 27 avril, sous la présidence de M. Aucoc, président du Conseil d'administration.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1894 et fixé à 50 fr. le dividende de cet exercice.

Elle a, en outre, nommé administrateur de la Compagnie M. le général Mathieu, en remplacement de M. Ed. Mallet, décédé, et réélu MM. Eugène d'Eichthal, Gabriel Faure et Philippe Vernes, administrateurs sortants.

Compagnie Générale des Nitrates. — L'action de la « Compagnie générale des Nitrates » a été introduite mercredi dernier, 8 mai, sur le marché de Paris. Les titres ont été cotés 120 et 123 fr. 12, et cet accueil est une indication caractéristique de la promptitude avec avec laquelle ces valeurs doivent trouver place dans nos portefeuilles français.

La Compagnie s'est constituée avec le concours du colonel North, le plus grand propriétaire nitratier qui soit au monde et dont la compétence est universellement reconnue. Le capital a été fixé à 10 millions divisés en 100.000 actions de capital de 100 francs chacune et 70.000 actions de dividende sans attribution de valeur nominale. Le nombre des actions de dividende ne peut pas être augmenté, mais le montant du capital social peut être porté à 14.000.000.

Il a été émis, de plus, 7.000 obligations 500 fr. 5 0/0, représentant un capital remboursable de 3 millions et demi, amortissable en trente ans.

Qu'est-ce que la « Compagnie générale des Nitrates ? » C'est un « Trust ! », ou plutôt c'est le groupement dans un même portefeuille de titres correspondant à une même industrie, présentant des garanties de même ordre et susceptibles d'un développement à peu près parallèle. La Société, qui a ces valeurs dans son portefeuille, en surveille attentivement la marche et en étudie les causes diverses de plus-value ou de situation. Elle se trouve sans aucune dépense technique ni frais généraux, prendre part, dans quelques-unes des branches d'industrie, à des exploitations de premier rang et des plus prospères.

C'est ainsi que l'action de la Compagnie Générale des Nitrates représente, pour une part :

Des actions de la Compagnie des Nitrates de Lagunas ;

Des actions des Lagunas Syndicate ;

Des actions de la Compagnie des Nitrates, Paccha et Jazpampa ;

Des actions des Nitrates Railways.

Les valeurs nitratières ayant depuis longtemps fait leurs preuves et donné des résultats prospères, les portefeuilles français trouvent donc là une occasion de s'intéresser aux meilleures d'entre ces valeurs sous forme d'un trust, dont la gérance est confiée à des spécialistes d'une compétence indiscutée.

L'Emission du Crédit Foncier. — Voici l'avis officiel de répartition des obligations du Crédit Foncier, souscription du 27 avril 1895.

Il est attribué :

Aux souscripteurs de 1 à 166 obl. une obl.
— 167 à 333 — 2 —
— 334 à 500 — 3 —

et ainsi de suite, à raison de 6 obligations pour mille et d'une obligation en plus pour toute fraction.

La délivrance des titres aura lieu à partir du 20 mai courant.

Chemins de fer du Nord. — Les actionnaires de la Compagnie du *Chemin de fer du Nord* se sont réunis en assemblée générale annuelle le 29 avril. Ils ont approuvé à titre définitif les comptes de l'exercice 1893, et sous réserve de la vérification de la commission de contrôle composée de MM. de Fontaine, de Resbecq, de Saisset et de Ronceray, ceux de l'exercice 1894, dont le dividende est fixé à 62 fr. par action.

Les administrateurs sortants, MM. le comte Pillet-Will, A. Vernes, le baron Arthur de Rothschild, Mariolle-Pinguet et L. Lambert, ont été réélus, et M. Julien Lagache, élu aux mêmes fonctions.

L'assemblée a en outre approuvé l'ouverture d'un crédit de 22 millions 1/2 pour les dépenses de l'exercice en cours afférentes aux travaux de premier établissement sur les lignes en exploitation, à l'augmentation de matériel roulant, à l'insuffisance des lignes exploitées au compte de premier établissement et aux avances consenties à diverses sociétés concessionnaires de chemins de fer d'intérêt local.

Enfin, elle a approuvé un nouvel avenant portant nouvelle avance de 240.000 fr. aux Chemins de fer d'intérêt local du Catelet à Saint-Quentin, par suite de modifications de tracé, et ratifié les arrangements pris avec les Sociétés d'intérêt local d'Aire à Berck, d'Estrées à Froissy, des Flandres, et de Milly à Formery et Noyon à Guiscard, ainsi qu'avec l'entrepreneur de ces lignes, en vue d'assurer leur achèvement et leur mise en exploitation.

Réduction de la Production du Blé dans le monde. — La *Gazette de Cologne* assure que la situation générale de l'agriculture est sur le point de s'améliorer dans une mesure sensible.

En Russie, les emblavements en blé d'hiver auraient diminué de 864.000 hectares. La Roumanie en aurait fait de même pour 1 million d'hectares. Aux Etats-Unis, la culture du blé aurait diminué, pendant les dernières années, de 4 millions d'acres.

Dans l'Australie du Sud, la récolte a diminué de moitié, de telle sorte qu'il ne reste plus qu'une quantité de 1.600.000 hectolitres de blé disponible pour l'exportation au lieu de 2.400.000 hectolitres.

Selon le rapport du ministre des affaires étrangères, M. de Marschall, la récolte de l'Argentine est inférieure de moitié à la précédente.

D'autre part, un professeur de l'Ecole supérieure d'agriculture de Berlin assurait, l'année passée, que l'élevage du bétail aux Etats-Unis s'était développée dans une proportion extraordinaire.

En 1870, il y avait 8.935.000 vaches laitières et 16.416.000 en 1892. Le nombre des autres têtes de gros bétail se serait élevé de 14.885.000 unités à 37.651.000 têtes. Aussi le Dr Werner pense que, dans un laps de temps très rapproché, l'exportation du blé américain en Allemagne cessera presque entièrement. Par contre, l'importation des produits d'origine animale de qualité inférieure s'accroîtra dans des proportions sensibles.

Ce serait presque une révolution dans la situation de l'agriculture.

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) **du 23 au 29 avril 1895** (17e semaine)

(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine		Rec. br. depuis le 1er janvier		Différence pr 1895	
		1895	1894	1895	1894		
Etat	2.761	853	752	11 076	11 276	—	200
Paris-Lyon-Méditer.	8.604	7.543	6.733	100.192	101 829	—	1.637
— Rhône au Mont-Cenis	133	101	85	1 416	1.472	—	55
— Chemins Algériens..	513	152	133	2.091	1.933	+	158
Nord	3.699	3.459	3.520	58.987	59.203	—	216
Ouest	5.350	3 243	2.826	40.791	42.407	—	1.615
Orléans	6.773	3.774	3 271	48.652	50.188	—	1.535
Est	4.802	3.080	2 855	40.801	41.938	—	1.137
Midi	3.136	2.026	1.725	27.503	26 704	+	798
Est-Algérien	897	111	92	1 768	1 721	+	47
Bône-Guelma voie larg.	607	»	»	1.174	778	+	395
— voie étroite	128	»	»	202	93	+	108
Ouest-Algérien	296	42	42	686	606	+	79
Arzew à Kralfallah	214	33	23	436	416	+	20
Médoc	101	20	20	312	357	—	45

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 9 mai 1895.

Les Affaires de l'Extrême-Orient. — Projet de loi contre les Menées révolutionnaires. — Le Canal de la Mer du Nord à la Baltique. — Nouvelles Taxes douanières. — La Hausse du Pétrole. — Projet d'accise sur les Vins. — Un Emprunt de 100 millions. — Emission de la « Disconto ». — La Fièvre de l'Or.

La solution du conflit sino-japonais et le succès de l'intervention n'ont pas été accueillis avec grande satisfaction. L'esprit si profondément pratique des Allemands d'aujourd'hui ne s'est attaché qu'à une face de la question. En s'alliant à la Russie contre le Japon, le Gouvernement impérial a aliéné à l'Allemagne les sympathies économiques de l'empire insulaire.

L'industrie allemande sera donc évincée et au profit de l'industrie britannique. C'est tout ce que les Allemands veulent voir dans cette transformation de l'équilibre politique de l'Extrême-Orient. D'ailleurs, ils ne croient pas à la transformation imminente de la Chine, cet empire si réfractaire au mouvement de la civilisation européenne.

L'impopularité évidente du projet de loi contre les menées subversives (Unmturzvorlage) s'est transmise au Reichstag. Même la fraction conservatrice dite parti de l'Empire (Reichspartei) s'est déclarée hostile à certaines parties de la loi au nom « de la liberté des recherches scientifiques », disait hier M. de Kardorff en séance du Reichstag. Le Centre même, qui a fait remanier à son gré le projet gouvernemental, a déclaré qu'il n'était pas encore décidé au vote final sur l'ensemble de la loi. C'est presque la fin; les protestations des libéraux et des antisémites n'avaient plus aucune portée. Bref, le projet de loi a été ajourné au lendemain et peut-être aux calendes grecques.

Le canal de la Baltique à la mer du Nord est à la mode. Son inauguration va coûter près de deux millions de francs au budget de l'Empire. C'est le moment de fournir quelques détails sur cette œuvre, plus importante par ses résultats que par les difficultés d'exécution. Le canal traverse la péninsule, qui comprend le Jutland danois et les duchés de Sleswig et de Holstein, qui furent aussi possessions danoises jusqu'en 1865. Le canal a 98 kilomètres de longueur. Il débouche sur l'Elbe du côté de la mer du Nord, à Brünsbüttel; sur la mer Baltique, dans la baie de Kiel, à Holtenau, au N. du grand arsenal maritime allemand. A chaque issue, une double écluse facilite l'entrée et la sortie des navires.

Elles restent ouvertes aussi longtemps que le permet le niveau des eaux. Sur la Baltique ces écluses restent constamment ouvertes; sur la mer du Nord, c'est-à-dire de notre côté, elles le sont également à chaque marée pendant trois ou quatre heures. Leur longueur est de 150 m.; leur largeur de 25 m. Les profondeurs minima sont, au seuil, de 8 m. 70 à Brünsbüttel, de 9 m. 05 à Holtenau, quand les écluses sont pleines.

Les navires peuvent avoir 6 m. 50 de tirant d'eau. La vitesse permise est de 5,3 nœuds à l'heure. On évalue à 13 heures la durée de la traversée du canal, en tenant compte d'une légère attente aux écluses et aux ponts tournants lancés pour le passage des piétons et des voitures. Un embranchement est ouvert aux navires de 40 mètres de longueur et de 3 m. 3 de tirant d'eau; il aboutit au bas Eider.

Telles sont les données techniques essentielles de ce fameux canal des Deux-Mers qui fait couler tant d'encre d'imprimerie.

Le Parlement a réglé quelques autres questions économiques. Ainsi, à la troisième lecture de l'amendement au tarif douanier dont je vous ai déjà parlé, le député Hammacher a fait voter une disposition importante.

Les taxes différentielles, imposées éventuellement aux produits étrangers exempts d'après le tarif général, seront limitées à 20 0/0 de la valeur.

On a aussi porté à 300 *M.* au lieu de 200 *M.* le droit sur les parfumeries à base d'alcool et d'éther. La loi doit entrer en vigueur le 1er juillet.

La hausse du pétrole a eu l'honneur d'une interpellation au Reichstag. Le député Liebermann de Sonnenberg a interpellé le Ministre compétent sur les mesures auxquelles devait recourir le Gouvernement pour empêcher les tentatives d'accaparement. Le Ministre a répondu qu'il y songeait et l'ajournement de l'interpellation a été voté. Depuis lors, on s'est aperçu que les stocks d'huile brute disponibles en Amérique s'étaient raréfiés dans une proportion surprenante et que la hausse du pétrole s'expliquait dans une certaine mesure.

L'Administration impériale est toujours en quête de nouvelles ressources fiscales. L'un de ses projets intéresse assez directement le commerce français d'exportation. Il s'agit de soumettre les vins à un droit de consommation. Une disposition constitutionnelle s'y oppose. Lors de la formation de la Confédération de l'Allemagne du Nord, les Etats du Sud ont exclu le vin des denrées susceptibles d'être imposées au nom de l'autorité centrale. Le Gouvernement impérial veut faire abroger cette loi. Hâtons-nous de préciser la portée des taxes qu'il est question d'établir. Le maximum serait fixé à 5 *M.* (6 fr. 25) par hectolitre et à 11 0/0 de la valeur.

Ce n'est pas en Allemagne que triomphe la doctrine du laisser-faire. Le Gouvernement veut bel et bien agir et réagir à son gré contre les courants économiques et sociaux. Ainsi, il est question d'émettre un emprunt de 100 millions dans l'intérêt de la propriété foncière. Pour soulager les grands propriétaires, dont les domaines sont chargés d'hypothèques, le Gouvernement veut racheter les terres obérées et constituer un nouveau domaine d'Etat. Il serait, sans doute, divisé en petites ou en moyennes propriétés, constituées en *Rentengüter* (biens-fonds à rente).

C'est une conception éminemment socialiste, mais, en Prusse, l'Etat n'a aucun souci des mots. Il veut venir en aide à la noblesse territoriale et se soucie peu du « qu'en dira-t-on » !

La *Disconto-Commandit-Gesellschaft* procède à l'émission de 33.332 actions de 1.200 *M.* et 1 action de 1.600 *M.* C'est le fonds de 40 millions dont elle a besoin pour réaliser l'absorption de la *Norddeutsche-Bank* de Hambourg.

C'est sans doute pour faciliter cette émission que divers bruits d'opérations nouvelles circulent à la Bourse de Berlin.

On pousse à la hausse sur d'autres valeurs en annonçant divers projets d'affaires nouvelles ou de fusions. Enfin, la fièvre de l'or sévit aussi sur nos Bourses. L'Allemagne achète des actions de mines d'or du Transwaal et de l'Australie. Un Syndicat s'est, dit-on, formé pour l'introduction de ces valeurs, aussi fructueuses qu'aléatoires. Attendons-nous à voir l'or allemand refluer vers l'Angleterre.

Informations Économiques et Financières

Le Prix des Loyers en Prusse. — Le prix moyen d'un loyer d'habitation pour une famille de 5 membres, tel qu'il est donné dans le projet de loi relatif à la revision de l'impôt sur la propriété bâtie varie beaucoup selon les provinces. A Berlin il est de 684 marks (855 fr.). Dans les villes de Hesse-Nassau, il est de 470 marks, dans les campagnes de 74 marks. Les Rhénans paient 88 marks dans les campagnes et 196 marks dans les villes; les Slesvig-Holsteinois 110 et 190 marks. Dans le Brandebourg, c'est 117 et 169 marks; en Saxe, 91 et 168 marks, en Hanovre 81 et 148 marks, en Westphalie 95 et 140 marks; en Poméranie 58 et 128 marks. Les Silésiens versent à leurs propriétaires 59 et 125 marks. Les Prussiens de l'Ouest 48 et 100 marks;

ceux de l'Est 44 et 91 marks ; les Polonais de Posen 90 marks dans les villes et 41 marks dans les campagnes. Ce sont les plus favorisés. Les gens du Brandebourg, sans doute à cause de la banlieue de Berlin, paient le maximum rural qui est de 117 marks.

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	30 avril	Dif. 23 avr.	30 avril	Dif. 23 avr.
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots........	1.070.382	— 3.933	875 387	— 8 045
Billets du Trésor............	25.536	— 628	26.109	— 742
Billets d'autres banques	9.418	— 3.167	10.669	+ 1.537
Lettres de change............	525.293	+ 30.920	565.137	+ 10.310
Prêts sur titres..............	77.958	+ 8.774	81.379	+ 7.064
Valeurs......................	7 460	+ 387	5.075	— 142
Autres propriétés............	41.325	— 44	41.042	+ 1.095
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets........	1.095.735	+ 53.797	1.005.858	+ 39 246
Autres engagements à vue...	503 633	— 21.746	435.577	— 30.554
Autresengagements	8.004	+ 318	13.452	+ 2.407

Comparaison avec 1894 et 1893

(Millions de marks)

Stock métallique	1893	1894	1895	Lettres de change et prêts sur titres	1893	1894	1895
31 mars ...	869,0	856,7	1.039,2	31 mars ...	683,5	710,3	665,6
7 avril ...	849,3	851,2	1 034,8	7 avril ...	654,4	685,9	636,5
15 — ...	858,4	862,5	1.036.9	15 — ...	629,9	661,7	597.2
23 — ...	871,4	883,4	1.074.3	23 — ...	621,1	629,1	563.5
30 — ...	863,3	875,4	1.070.3	30 — ...	758,9	616,5	603.2

Circulation	1893	1894	1895	Réserve de billets	1893	1894	1895
3 mars ...	1.070,5	1.079,8	1.157,1	31 mars ...	121,7	103,7	106,4
7 avril ...	1 059,3	1.012,1	1.130,1	7 avril ...	114,2	137,1	128,2
15 — ...	1.012,5	995,5	1.069,6	15 — ...	174,0	196,1	192,1
23 — ...	989,6	966,6	1.041,9	23 — ...	209,6	246,2	258,5
30 — ...	1.012,7	1.005,9	1.095.7	30 — ...	177,1	199,7	200,[illegible]

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 10 mai 1895.

A en croire les haussiers, une foule d'affaires rémunératrices pour les grands Instituts financiers seraient sur le point de se réaliser. La *Deutsche Bank* aurait en vue une affaire turque merveilleuse. Elle se préparerait aussi à exploiter la Chine et le Japon. Ce qui est plus sûr, c'est l'amélioration du trafic des chemins de fer américains où elle est intéressée.

Grâce à l'activité des affaires sur certaines valeurs, la tendance est ferme.

On annonce que la *Dresdner Bank* fonde une succursale à Saint-Pétersbourg ; aussi les titres de cet Etablissement sont-ils recherchés.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 9 mai 1895.

Le Budget de 1895-1896. — Le Traité Sino-Japonais. — L'Affaire du Nicaragua

J'ai pu vous exposer la semaine dernière, d'une façon très sommaire, les lignes principales du budget de Sir William Harcourt ; je complète aujourd'hui les renseignements donnés.

On attendait avec quelque impatience le projet du Chancelier de l'Echiquier et la croyance générale était que ce document renfermerait de nouvelles réformes démocratiques ; à ce point de vue, le budget de 1895-96 a trompé l'attente du public. Il ne change absolument rien à la situation des contribuables : Sir William Harcourt a compris qu'à la veille d'une dissolution, étant donnée la faible majorité dont dispose le Gouvernement, des propositions budgétaires nouvelles auraient été dangereuses. Il a donc laissé les choses en l'état où il les avait mises l'année dernière.

Les résultats de l'exercice 1894-1894 comparés aux évaluations ont été les suivants :

	Evaluations Liv. st.	Résultats Liv. st.
Recettes	94.175.000	94.684.000
Dépenses....	93.884.000	93.918.000
Surplus..	291.000	766.000

Les recettes de l'année dépassent donc de 509.000 liv. les évaluations, et bien que les dépenses dépassent les évaluations de 34.000 liv., le résultat total a été un excédent de 766.000 liv. au lieu de 291.000 liv. La principale augmentation provient du chapitre du timbre qui a donné une plus-value de 590.000 liv., et, a constaté Sir William Harcourt, c'est à la spéculation sur les valeurs minières qu'il faut attribuer cette augmentation. Un autre fait, quoique moins important, est à relever, car il montre aussi une reprise des affaires : c'est l'augmentation de 26.000 liv. donnée par la taxe sur le capital des Sociétés ; il montre que 26.000.000 de liv. de capital nouveau ont été souscrites pendant l'année.

L'imposition sur les héritages a rapporté presqu'exactement la somme prévue et Sir William Harcourt en a profité pour parler « du miracle des calculs financiers » par lesquels on a pu prévoir aussi exactement les résultats d'un pareil changement fiscal. L'*income-tax* a produit 70.000 liv. de plus qu'on en attendait ; le droit de 6 d. par baril de bière a donné aussi une plus-value, mais le droit additionnel de 6 d. par gallon pour les alcools dont on attendait une augmentation de 760.000 liv. n'a pas donné de revenu additionnel.

Le boni obtenu pendant l'exercice sera affecté à l'amortissement de la Dette publique : celle ci a été réduite, au cours de l'exercice de 8.529.000 liv., mais elle a été augmentée d'un autre côté de divers emprunts s'élevant ensemble à 720.000 liv., ce qui met à 7.809.000 liv. la réduction nette des engagements de l'Etat.

Pour l'exercice 1895-96, les dépenses ont été évaluées à 95.982.000 liv. ; c'est une majoration de 2.064.000 liv. sur les chiffres de 1894-95 et elle ira presque entièrement au budget de la marine qui en absorbera 1.400.000 liv.

Pour couvrir ces dépenses, le Chancelier compte sur des ressources pouvant donner un chiffre total de 95.662.000 livres, et les dépenses étant fixées à 95 millions 981.000 livres, il pourrait se produire, si on maintient la base actuelle de l'impôt, un déficit de 319.000 livres. Pour le combler, Sir William Harcourt propose de maintenir, pendant un an encore, le droit additionnel de 6 deniers établi sur la bière, ce qui lui donnera 500.000 livres environ et lui laissera une marge de 181.000 livres. Par contre, il ne maintient pas le droit additionnel dont les spiritueux ont été frappés l'année dernière et il donne pour raison que cette taxe n'a pas produit les résultats espérés. Il y a une autre raison à ce fait : cet impôt avait vivement irrité les Irlandais, car les distilleries de whisky forment une des branches les plus importantantes de leur industrie ; en supprimant ce droit, le Gouvernement a voulu donner satisfaction aux Irlandais, du concours desquels il a plus que jamais besoin.

Le budget de Sir William Harcourt se boucle ainsi très exactement avec un boni de 181.000 liv. et, en faisant appel seulement aux ressources actuelles. Les

dépenses sont évaluées à...........	Liv.	95.981.000
les recettes à........................		96.162.000
L'excédent est de..........	Liv.	181.000

Les travaux extraordinaires prévus pour les forts et arsenaux auraient pu constituer un déficit sérieux, mais le Chancelier de l'Echiquier a résolu d'emprunter 1 million de livres : il a ainsi oublié quelque peu ses principes de faire couvrir les dépenses de l'année par les recettes de l'année, mais on ne songe pas à le lui reprocher.

En présentant cet exposé qui ne saurait provoquer de nombreux commentaires, Sir William Harcourt a déclaré que c'était probablement la dernière fois qu'il

s'adressait au Parlement de cette place ; cette phrase a soulevé de vives discussions. On y a vu un aveu de l'impuissance du Gouvernement, une promesse de dissolution prochaine.... quelques-uns n'ont voulu y trouver que l'annonce de la retraite politique prochaine de Sir William Harcourt et ceux-ci sont peut-être dans le vrai.

C'est avec une certaine surprise que l'on a appris ici la rapide solution du conflit sino-japonais et, en dépit du mécontentement ressenti à cause du fait que cette solution est intervenue en dehors de l'Angleterre, on a montré une réelle satisfaction. Les négociations se poursuivent en ce moment afin de fixer l'indemnité à allouer au Japon en échange de la péninsule du Liao-Tung. Nous aurons, par conséquent, à nous occuper bientôt d'un emprunt.

L'affaire du Nicaragua est entrée dans une phase nouvelle. Ce pays a promis de payer l'indemnité réclamée par le Cabinet de Londres, sous réserve d'un règlement amiable ultérieur. Le Fort de Corinto a été aussitôt évacué.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

8 Mai 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés	50.978 510	Dette fixe de l'Etat	11.015.100
		Rentes immobilisées	5 784 900
		Or monnayé et lingots	34.178 510
Total	50.978.510	Total	50.978.510

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	13 421 606
Réserve et profits et pertes	3.(87 214	Portefeuille et avances	18.865.041
Trésor et administration publique	8 220 592	Billets en réserve	24.765 215
Comptes particuliers	33.810.718	Or et argent monnayés	2.749 540
Billets à sept jours, etc.	142 851		
Total	59 801.405	Total	59.804.405

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
30 Janvier	35 946	24.926	40.101	30.392	27.819	69	2
6 Février	36.801	25.119	40.473	30.139	28.481	70	»
13 »	37.043	24 725	41 106	30.130	29.118	70	»
20 »	37.502	24 629	41.836	30.315	29.673	70	»
27 »	37.081	24.795	42.251	31.253	29.090	69	»
6 Mars	37.186	25 071	42 578	32.(08	28 915	67	»
13 »	36.567	24.893	41.116	30.558	28.874	70	»
20 »	37.362	24.679	42.094	30.919	29.483	63	»
27 »	37.729	25.287	44.334	33.434	29.242	65	»
3 avril	37.714	26 123	42.950	32.891	28 420	66	»
10 »	36 653	26 316	39.600	30.278	27.136	68	»
17 »	36 755	26.118	40.357	[illegible]	27.536	68	»
24 »	37.492	25.978	41.810	31.251	28 313	67	»
1er Mai	37.036	25 238	41 698	31 877	27.597	66	»
8 »	36.928	25.213	42.021	32.289	27.514	65	»

Commerce Extérieur en Avril.— Le commerce extérieur pour le mois d'avril a donné les résultats suivants :

Les importations ont été de 34.341.358 liv. st. et le montant total des quatre mois a été de 135.140.418 livres sterling, soit une diminution de 674.423 liv. st. et 7.564.218 liv. st. comparativement sur 1894. Les exportations ont été de 17.252.311 liv. st., et celles des quatre premiers mois de 69.972.672 liv. st., soit une diminution de 307.565 liv. st. et de 1.517.436 liv. st. sur 1894.

Nous publierons, la semaine prochaine, notre tableau habituel.

Budget de 1895-1896. — Le tableau suivant donne en milliers de livres, la comparaison entre les recettes et les dépenses de 1894-95 et les évaluations budgétaires pour 1895-96.

RECETTES (En milliers de livres)

	Recettes de l'Echiquier en 1894-95	Evaluations pour 1895-96
Douanes	20.115	20.240
Accise	26.050	25.950
Timbre	14.440	15.800
Taxe sur les terrains	1.015	1.020
Taxe sur les maisons	1.435	1.450
Income tax	15.600	15.530
Recettes	78.655	79.990
Postes	10.760	10.900
Télégraphes	2.580	2.620
Terres de la Couronne	410	415
Actions Suez et emprunt sarde, etc	413	687
Divers	1.866	1.550
Recettes	16.029	16.172
Total général	94.684	96.162

DÉPENSES (En milliers de livres)

	Dépenses de l'Echiquier en 1894-95	Evaluations pour 1895-96
I. Services des fonds consolidés :		
Service de la dette nationale	25.000	25.000
Service des autres fonds consolidés	1.642	1.625
Total	26.642	26.625
II. Services supplémentaires :		
Armée	17.900	17.984
Marine	17.545	18.701
Services civils	18.915	19.298
Revenus des douanes	2.646	2.702
Postes	6.869	7.134
Télégraphes	2.674	2.806
Colis postaux	727	732
Total	67.276	69.357
Total général	93.918	95.982

Les Actions de Mines d'or et le Budget. — Le mouvement sur les actions des mines d'or a contribué beaucoup à l'augmentation de 1.500.000 liv. constatée dans la recette du timbre en 1894. Ces actions sont, en effet, presque toutes nominatives et doivent être enregistrées à chaque transfert, ce qui donne au Trésor un bénéfice de 10 sh. par 100 liv. En considérant la somme énorme des transactions effectuées sur le marché minier, on s'explique l'augmentation.

Produits Sidérurgiques. — Les résultats du mouvement commercial de la Grande-Bretagne en ce qui concerne les produits sidérurgiques font ressortir pour les exportations pendant le mois de mars un total de 205.707 T., soit un progrès de 47.877 T. par rapport au mois de mars 1894. Toutefois, pour le premier trimestre de l'année courante, on n'arrive qu'à 530.248 T., soit 1.726 T. de moins que pendant la période correspondante de l'année dernière.

Comme valeur, on arrive pour mars 1875 à 1.521.315 livres sterling, soit 226.557 liv. st. de plus qu'en février 1885 et 67.809 liv. st. de plus qu'en mars 1894. Les changements les plus importants sont ceux qui se rapportent au matériel de voies de chemins de fer et à la fonte avec un progrès de 11.000 T, pour le premier de

ces produits et une diminution identique pour le second. Dans le premier cas, le Japon a été le principal facteur de la différence et l'Allemagne dans le second. On peut noter encore les augmentations de 2.000 T. de fer-blanc pour les Etats-Unis et de 1.000 T. de tôles galvanisées pour la République Argentine.

Clearing-House

Résultat des compensations du 2 au 8 Mai

Jeudi 2 mai .... £	22.815.000	Lundi 6 mai ...... £	22.533 000
Vendredi 3 mai	21.280 000	Mardi 7 mai	17 503.000
Samedi 4 mai.......	19 183.000	Mercredi 7 mai......	18 707.000
		Total.......£	122.021.000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 111.143.000.

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 10 mai 1895.

La nouvelle que le Japon acceptait les réclamations faites par les puissances européennes a exercé une heureuse influence sur le marché et les cours, comme ceux des places continentales, ont enregistré une certaine progression. Des réalisations de bénéfices se sont produites depuis, qui ont un peu alourdi les tendances, et la liquidation est un peu difficile pour les valeurs de mines d'or seulement.

Les Consolidés, qui ont dépassé le cours de 106, restent à ce niveau.

Les fonds étrangers sont un peu plus calmes, après avoir montré des tendances fort actives.

Les fonds Argentins sont mieux impressionnés et poursuivent leurs précédentes améliorations.

Les Chemins américains et les emprunts mexicains sont traités avec une grande animation.

Hausse importante du Rio à la suite de la spéculation qui se produit sur le marché du cuivre.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 8 mai 1895.

La Situation politique en Hongrie, une crise conjurée. — La Question des logements insalubres. — Les importations et les exportations de maïs. — Le privilège de la Banque d'Autriche-Hongrie. — L'emprunt pour la Bosnie et l'Herzégovine. — Le traité de commerce avec la Bulgarie.

Mgr Agliardi, le nonce pontifical, peut se vanter d'avoir soulevé une formidable tempête. Son immixtion dans les affaires intérieures de la Hongrie a amené des complications inattendues; aussi bien le parti libéral hongrois, qui représente la grande majorité au-delà de la Leith, devient féroce quand il s'agit de cette grosse question des lois politico-religieuses. Le baron Banffy, président du Cabinet transleithanien, ne pouvant rester sous le coup du désaveu public que lui avait infligé le comte Kalnoky, ministre des affaires étrangères de la Monarchie, une double crise des plus grave paraissait imminente, mais elle est heureusement conjurée grâce à l'attitude conciliante de François-Joseph. Il est permis de se demander si Mgr Agliardi ne devra pas payer les pots cassés et si la situation dans laquelle l'ont placé les événements ne l'obligeront pas à quitter son poste?

La grève des tuiliers de Wienerberg, dont je vous ai parlé dans une précédente lettre, avait pour origine première l'insalubrité des logements. Cette question de logements est depuis longtemps à l'ordre du jour en Autriche et il serait urgent de la résoudre. Aussi plusieurs membres de la municipalité viennoise ont-ils proposé une participation de la capitale cisleithanienne à une grande entreprise ayant pour objet la construction de logements salubres pour les ouvriers; l'affaire serait lancée à l'occasion du Jubilé de l'Empereur, avec le concours des Caisses d'épargne, des syndicats industriels et de la Chambre de commerce.

Une solution s'impose d'autant plus que, d'après les statistiques du professeur de Philippowitch, Vienne est bien en arrière des autres capitales, et même de Londres sous le rapport des installations ouvrières. Dans neuf quartiers de la ville il y a 10 0/0 de logements, renfermant 76.330 habitants, qui sont dépourvus de cuisines; en outre 44 0/0 environ des logements viennois qui abritent 475.938 habitants (soit plus du tiers de la population totale) sont composés d'une ou de deux chambres au plus.

Cette question d'habitations insalubres n'est pas limitée à Vienne; à Linz la proportion des gens vivant dans des logements composés d'une seule pièce et n'ayant qu'une cuisine est de 35 0/0; elle est de 48 0/0 à Reichenberg et de 75 0/0 dans les faubourgs de cette dernière ville. On a calculé que dans dix-neuf capitales des provinces 560.000 habitants sont entassés les uns sur les autres, dans des conditions tout à fait déplorables; c'est là une proportion de 22 0/0 environ alors qu'à Londres (d'après les statistiques de Charles Booth) la même proportion n'est que de 12 0/0. Il est juste de reconnaître que les autorités se sont émues de ces constatations; déjà, avec l'autorisation de l'Empereur, la Ville a voté 250.000 florins pour les logements à Vienne, à l'occasion des fêtes du Jubilé; la première Caisse d'épargne autrichienne a souscrit pour une somme égale, la Chambre de commerce pour 20.000 florins, et, enfin, le Syndicat industriel de la Basse-Autriche s'est inscrit pour 10.000 florins.

Nous sommes à l'époque des grandes transactions spéculatives sur les céréales (blé, seigle, avoine et maïs), aussi bien à Vienne qu'à Budapest; cette année, tout l'intérêt des engagements se concentre sur le maïs, dont les prix effectifs sont de 1 1/2 florin au-dessus de ceux de l'an dernier, tandis que le cours des affaires à terme a monté de 2 florins.

Vous n'ignorez pas que le maïs est un des articles d'importation de la Monarchie: on en a importé, en moyenne, 900.000 quintaux métriques par an de 1880 à 1894. Les chiffres les plus élevés ont été: 2.684.316 quintaux métr. en 1885 et 2.226.036 quint. métr. en 1894. Grâce à l'abondance des récoltes, les *exportations* de maïs ont été assez importantes en 1891 et en 1892, soit 321.270 quint. en 1891 et 536.620 en 1892.

Pour la dernière campagne, la récolte de la Monarchie entière a été d'environ 20 millions, contre une moyenne de 33 millions de quintaux. Jusqu'à présent, le mouvement de l'année a été de 703.168 quintaux pour les importations et de 11.997 quint. pour les exportations, soit une importation nette de 691.171 quint. On peut donc admettre que la différence a été couverte par d'autres produits: blé, froment et orge. On doit constater aussi que la fermeté du marché, en dépit de la mauvaise marche des affaires, est un indice du peu d'importance des offres. Et si l'on embrasse l'ensemble du marché des céréales, on arrive à cette conclusion que la nouvelle campagne s'ouvrira avec des stocks très réduits; il en résultera une situation bonne, à moins que la spéculation ne fasse des siennes.

Au sujet du renouvellement du privilège de la *Banque d'Autriche-Hongrie*, il est intéressant de prendre acte des déclarations faites la semaine dernière, à la tribune parlementaire, par le Ministre des finances hongrois. Il résulte de ces déclarations que le Gouvernement maintient son droit d'établir une Banque d'émission autonome pour la Transleithanie. Ce droit, le Ministre entend le faire valoir au cours des négociations qui vont être incessamment ouvertes, dans le cas où on n'arriverait pas à s'entendre. Mais, quoi qu'en pensent les chauvins hongrois, qui escomptent déjà l'éventualité de la création d'une Banque d'Etat autonome, l'entente avec la *Banque d'Autriche-Hongrie* s'impose, si on veut mener à bien cette fameuse réforme monétaire, qui progresse bien lentement. Au fond, ce doit être là l'avis de M. Lukacs, dont les déclarations n'ont eu sans doute d'autre but que de donner une apparence de satisfaction aux interpellateurs.

L'emprunt de 24 millions de couronnes, dont le pro-

duit est destiné aux travaux publics à exécuter en Bosnie et en Herzégovine, et dont il était question dans l'*Economiste Européen* du 4 mai (nº 173, p. 570), a été voté la semaine dernière par le Parlement hongrois, malgré l'opposition d'un certain nombre de députés.

M. Lukacs a exposé que les recettes des provinces occupées par les troupes de la Monarchie suffiraient à couvrir cet emprunt et qu'il n'en résulterait aucune charge pour la Hongrie.

S'il faut en croire le *Fremdenblatt*, les négociations relatives au traité de commerce avec la Bulgarie, poursuivies depuis longtemps, paraissent devoir enfin aboutir. Il s'agissait, tout d'abord, de poser les bases de l'entente qui doit durer jusqu'en 1903; le Gouvernement bulgare a accepté de ne pas augmenter sensiblement son tarif actuel de 8 1/2 0/0 *ad valorem* et, d'autre part, le Gouvernement austro-hongrois est disposé à consentir de légères modifications sur lesquelles les deux parties contractantes se sont à peu près mises d'accord.

Informations Économiques et Financières

Les Existences de caisse du Gouvernement hongrois. — A la fin de l'année 1889, les existences des Caisses publiques hongroises s'élevaient à 24 millions 300 mille florins, auxquels sont venues s'ajouter les plus-values de plusieurs années et les rentrées provenant des obligations régaliennes de l'Etat, soit 127 millions 200 mille florins. Les deux sommes réunies forment un total de 151 1/2 millions de florins et, après déduction des frais résultant du retrait des anciennes monnaies, le total s'est réduit à 144 1/2 millions de florins.

Mais, en raison des dépenses faites ou engagées, les existences de caisse ne s'élèvent plus qu'à 29 millions 300 mille florins. En dehors du budget, le Gouvernement hongrois a prélevé 115 millions de florins environ sur les existences de caisse, dont 43 1/2 millions s'appliquent à des travaux publics. Le chiffre de 9 millions de florins prévu par les Chemins de fer de l'Etat est considéré comme insuffisant et on estime qu'il faudra recourir à un emprunt. En attendant, le Gouvernement demande à pouvoir prélever 15 millions 800 mille florins sur les disponibilités de l'emprunt Theiss-Zzegedin, en même temps qu'il réaliserait le monopole des débits de boissons. Après cette opération, les existences de caisse ressortiraient à 45 millions 100 mille florins.

Les Caisses d'Epargne Postales en Autriche. — Pendant le mois de mars 1895 le *mouvement de l'épargne* aux Caisses postales a été le suivant : dépôts 2.829.599 florins, retraits, 2.693.497 florins, soit un excédent de 136.101 florins en faveur des dépôts.

Pour le *mouvement des chèques*, les versements se sont élevés à 116.240.956 florins et les remboursements à 116.134.683; il en résulte que le solde des dépôts s'est accru de 106.272 florins.

Le nombre des participants s'est augmenté, en avril 1895, de 1.941 pour le mouvement de l'épargne, de 188 pour le mouvement des chèques et de 188 pour le *clearing*.

Le mouvement général d'avril 1895 a atteint le montant de 237.898.737 florins, et au 30 avril, les soldes généraux ressortaient comme suit : 40.957.270 fl. pour l'épargne, 50.914.058 pour les chèques, soit, ensemble, 41.871.328 florins.

Le total des participants à cette même date était de : 1.074.595 pour l'épargne et 26.942 pour le mouvement des chèques. Parmi les titulaires des livrets de chèques on comptait au 30 avril 19.327 participent au clearing.

Le nombre des titulaires de livrets de rente s'élevait à 11.258, pour lesquels l'Administration des Caisses d'épargne postales avait en dépôt 21.223.450 fl. (valeur nominale) de valeurs d'Etat.

Enfin, le montant nominal des valeurs achetées pour le compte des déposants et délivrées s'élevait à fin avril 1895, à 26.101.505 florins (valeur nominale).

La Société du Chemin de fer de Lemberg-Czernowitz. — Le bilan 1894 de la Compagnie du Chemin de fer de Lemberg-Czernowitz accuse un bénéfice net de 1.040.039 florins, déduction faite de l'intérêt 5 0/0 des actions.

L'Assemblée générale a décidé de distribuer un dividende de 15 fl. (7 1/2 0/0) et de reporter à nouveau une somme de 298.853 fl. Le revenu des certificats de jouissance est de 5 fl.

Pour 1893, le dividende a été de 14 fl. et le report à nouveau de 428.181 fl.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 10 mai 1895.

Notre marché a été assez mouvementé cette semaine. Après le mouvement de recul provoqué par le conflit Kalnoky-Banffy, la spéculation s'est promptement ressaisie et les haussiers ont même réussi à déterminer une reprise assez accentuée, mais, en fin de semaine, la tendance est plus réservée et les rentes sont même un peu lourdes. On considère que la situation intérieure n'est pas encore bien consolidée; et, d'autre part, on conçoit des inquiétudes au sujet de la Serbie.

Les échéances de coupons ont déjà exercé une influence assez sensible sur le marché monétaire ; l'argent est plus abondant.

La dette flottante autrichienne s'élevait, fin avril, à 303.858.052 fl. ; je vous en enverrai le détail pour votre prochain numéro.

BELGIQUE

Le Commerce extérieur de la Belgique en mars 1895. — En mars, les importations se sont élevées à 123.866.000 francs, en diminution de 10 0/0 sur le mois de mars 1894. Les principales augmentations ont porté sur le café, les viandes, les blés et farines de blé, les huiles et le houblon; les diminutions, sur les bestiaux, les bois, les céréales autres, les soies, les peaux, les produits chimiques et les vins.

Les exportations se sont élevées à 114.872.000 francs, en augmentation de 3 0/0 sur celles de mars 1894; il y a une augmentation sur les houilles, les matières textiles, les machines et mécaniques, les fers ouvrés et les résines et bitumes. Par contre, on constate des moins-values sur les articles suivants : céréales, soies, acier ouvré, produits chimiques, graines oléagineuses et verrerie.

Voici les chiffres comparatifs :

	En milliers de francs			
	Mars		3 premiers mois	
	1895	1894	1895	1895
Importation......	123.866	135.131	308.834	356.461
Exportation......	114.872	111.845	260.452	261.195

Chemin de fer d'Anvers-Rotterdam. — Il ressort du rapport présenté aux actionnaires de la Société du chemin de fer d'Anvers à Rotterdam, que les résultats de l'exercice 1894, comparés à ceux de 1893, présentent une amélioration notable dans les produits de l'exploitation du Grand Central Belge.

En 1893, les recettes comparées à celles de 1892 accusaient déjà une augmentation de 128.500 fr. 56. L'excédent en faveur de 1894 est beaucoup plus considérable, il se chiffre par 448.713 fr. 20. Cet accroissement est dû en grande partie à l'Exposition d'Anvers, qui a amené sur le réseau un mouvement considérable de voyageurs.

Quant aux dépenses, elles s'élèvent à 7.243.557 fr., en augmentation de 3.008 fr. sur celles de l'exercice précédent.

L'assemblée générale a approuvé la distribution d'un dividende de 30 fr. aux actions ordinaires et de 17 fr. 50 aux actions de dividende, dividendes égaux à ceux de l'exercice précédent.

Banque de Bruxelles. — L'assemblée générale ordinaire des actionnaires a eu lieu le 25 avril.

Après avoir entendu la lecture des rapports, elle a voté les résolutions suivantes :

1° Adoption du bilan et du compte de profits et pertes de l'exercice 1894 tels qu'ils sont présentés par le Conseil;

2° Distribution d'un dividende de 30 fr. par action;

3° Attribution de 125.000 fr. à la réserve extraordinaire;

4° Report à nouveau de la somme de 61.107 fr. 05 après avoir porté en prévision 54.632 fr. 03 pour dispositions fiscales;

5° Réélection de MM. Jules et Ernest Urban, administrateurs sortants;

6° Réélection de MM. Van Becelaere et J. Jacobs, commissaires sortants.

BULGARIE

Les Caisses de l'Etat en Bulgarie. — Pendant le mois de décembre 1894, les *Recettes* des Caisses de l'Etat se sont élevées à 24.325.355 fr. et les *Dépenses* à 24.780.222 fr. La réserve des Caisses s'élevait, à la date du 1er janvier 1895, à 12.674.952 fr.

Les Postes et Télégraphes, en Bulgarie. — L'officiel *Sbornik* pour les postes et télégraphes contient les renseignements suivants relatifs au mouvement des postes et télégraphes en 1881 et en 1893 :

En 1881, les envois de la principauté à l'étranger comprenaient 177.538 lettres, 38.749 plis recommandés, 10.524 cartes-correspondance, 45.014 journaux, 9.329 colis et 35.732 télégrammes. Par contre, elle a reçu, cette même année, de l'étranger : 218.934 lettres simples, 36.416 plis recommandés, 11.288 cartes-correspondance, 71.036 journaux, 4.660 colis et 31.212 télégrammes.

En 1893, le mouvement a été : 1° à la sortie : 700.178 lettres, 112.044 plis recommandés, 125 444 cartes-correspondance, 285.590 journaux, 17.040 colis et 83.910 télégrammes; 2° à l'entrée : 1.068 712 lettres simples, 134.134 lettres recommandées, 147.128 cartes-correspondance, 1.268.588 journaux, 37.036 colis et 77.990 télégrammes.

Voilà pour le mouvement avec *l'étranger ;* dans *l'intérieur* de la principauté, il s'établit comme suit :

En 1881, 615.783 lettres, 42 356 plis recommandés, 33.540 cartes-correspondance, 190.698 journaux, 16.819 colis et 175.547 télégrammes.

En 1893, 3.302.240 lettres, 369.690 plis recommandés, 1.195.654 cartes-correspondance, 5.313.236 journaux, 83.316 colis et 907.843 télégrammes. Le mouvement a compris, en outre, 1.633.641 correspondances officielles et 206.246 mandats-poste, représentant une valeur de 19.010.167 francs.

Les recettes totales des postes et télégraphes se sont élevées, en 1881, à 741.709 francs, contre 1.398.743 fr. de dépenses, soit un déficit de 557.024 fr. ou de 40 0/0.

En 1893, les recettes se sont élevées à 2.448.955 francs et les dépenses à 2.577.582 francs; le déficit a donc été réduit à 128.627 fr., soit à environ 5 0/0 des dépenses totales.

Une nouvelle Société de Constructions en Bulgarie. — On annonce la constitution, à Varna, d'une nouvelle Société de constructions au capital de 2 millions de francs, dont les statuts ont été soumis à l'approbation du Ministre du commerce et de l'agriculture. Cette Société a pour objet l'entreprise de constructions particulières dans toute la Principauté, moyennant des acomptes de 20 à 25 0/0, le surplus devant être amorti par annuités, en dix années ou davantage.

Le Commerce des Vins en Bulgarie. — Pendant l'année 1894, le commerce des vins en Bulgarie s'est décomposé comme suit :

Provenances	Importations — En hectolitres
Turquie	34.023
Grèce	786
Autriche	448
Italie	222
France	16
Angleterre	13
Allemagne	1
Espagne	1
Pays divers	1.215
	36.725
Vins en bouteilles pour divers pays	143
Total des importations	36.868

Quant aux exportations des vins bulgares, elles se sont élevées à 37 hectolitres seulement, savoir : 6 pour la Turquie, 24 pour l'Italie, 6 pour la Roumanie et 1 pour l'Autriche-Hongrie.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 8 mai 1895.

Nouvelles de Cuba; le plan du maréchal Martinez-Campos. — Les Recettes budgétaires. — Les Agissements des silvelistes.

Les nouvelles de la Havane sont incomparablement meilleures et tout porte à croire que l'application, par le maréchal Martinez Campos, d'un plan sagement conçu lui permettra d'en finir plus tôt que nous ne le pensions avec les diverses bandes insurgées. Ce plan consiste à rompre avec les errements antérieurs ; au lieu de s'en tenir à un premier engagement et de permettre aux bandes de se reformer, le Maréchal les fait poursuivre sans répit jusqu'à ce qu'elles soient complètement à sa merci. Ajoutons qu'il a la bonne fortune de pouvoir compter sur l'appui d'un Président du Conseil ne marchandant pas les subsides et lui laissant pleine liberté d'action. Si les généraux français avaient eu, jadis, les mêmes facilités au Tonkin, peut-être la prise de possession de notre domaine indo-chinois eût-elle été plus rapide et plus complète.

En ce qui concerne le déficit du budget de Cuba que je vous ai indiqué (5.661.768 piastres pour l'exercice 1893-94), voici l'explication que donne notre confrère la *Estafeta :*

En prenant le pouvoir, le Cabinet libéral s'est trouvé en présence d'une prévision de dépenses ne dépassant pas 21 1/2 millions de piastres. Mais ce chiffre lui a paru insuffisant et il l'a porté à 25 1/2 millions, soit cinq millions de plus qu'en 1892-93.

Quant aux recettes, il les a évaluées à 24.334.493 piastres, soit à 4.841.729 piastres au-dessus de la réalité. En voici le détail :

	Prévisions	Recettes effectives
Contributions et impôts	7.360.660	6.694.981
Douanes	11.238.250	9.959.203
Rentes en suspens	2.089.133	1.877.396
Loteries	3.170.000	1.811.597
Biens de l'Etat	374.166	79.029
Divers	102.284	70.555
Total	24.334.493	20.492.764

Tous les calculs de M. Maura étaient faits à l'aventure.

En ce qui concerne la situation financière de la métropole, on ergote beaucoup sur les diminutions de re-

cettes budgétaires ; mais en vous reportant à mes correspondances de l'année dernière et des premiers mois de 1895, vous constaterez que ces diminutions étaient prévues. Je n'ai cessé de vous dire que les statistiques publiées par le Ministère libéral étaient fantaisistes ; aujourd'hui on ne farde plus la vérité et les chiffres actuels font ressortir la situation exacte. Puis, je le répète, les libéraux ont profité des améliorations introduites par les conservateurs ; à leur tour, ceux-ci pâtissent des bévues sans nombre commises par leurs adversaires politiques.

Quant aux plus-values de 20.269.186 pesetas sur les prévisions pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours des recettes des douanes, elles sont la conséquence de l'augmentation du droit d'entrée sur les blés ; on ne peut importer sans payer les surtaxes. Voilà ce qu'il convient de faire ressortir. Les arrivages de céréales dans les ports situés dans la périphérie de la péninsule ont pour effet d'élever les recettes des Compagnies de chemins de fer, notamment celles des Andalous qui ont transporté ces temps derniers des quantités de blés.

Les silvélistes, dont le nombre, vous le savez, est fort restreint (il se réduit à une dizaine, tout au plus, d'amis ou parents de M. Silvela), ont cherché à soulever un débat politique à propos des élections municipales ; mais grâce au bon sens et au tact du Ministre de l'intérieur, cette tentative a échoué. Il faut avouer que la petite fraction dissidente choisit mal son moment, quand, à côté des difficultés financières de l'heure présente, la question de Cuba n'est pas encore résolue.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 22 avril (16 semaines)

	1892	1893	1894	1895
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	4 059.055	4.417 155	4.293.518	4 038.556
Nord de l'Espagne (1959 k.)	16.320 432	15 709.688	16.362.326	14.418 726
Asturies (741 kil.)	2.845 830	3.258.387	3.608 600	3.408.459
Lérida-Reus (103 kil.).....	414 899	430.702	405.605	369.621
Almansa-Valence (460 kil.)	3 672.560	3.291.934	3.292 034	3.121.743
Saragosse (2672 kil.)......	15.237.057	15 535.872	15.589 256	14.513.489

Les Recettes du Trésor espagnol. — Les recettes du mois d'avril 1895 accusent une moins-value de 2.169.000 pesetas par rapport à la période correspondante de 1894. Les *douanes* ont contribué pour 1.771.000 pesetas à cette diminution, de telle sorte qu'elle se réduit à 398.000 pesetas pour tous les autres chapitres.

Nous publierons prochainement le tableau détaillé de ces recettes.

Le Commerce extérieur de l'Espagne

TABLEAU COMPARATIF des importations et exportations pendant le 1er trimestre des années 1893, 1894 et 1895 :

IMPORTATIONS

Articles du tarif d'importation	1893 Pesetas	1894 Pesetas	1895 Pesetas
1. Pierres, terres, minéraux, etc.	19 766.742	20 279.144	19.192 151
2. Métaux et leurs dérivés ...	5.746 843	6 692 002	5.356 354
3. Drogueries et produits chim.	12 008.790	14 218 971	15.281.571
4. Coton et ses dérivés	26.9 6 808	32.751.681	34 649.660
5 Autres textiles et leurs dériv.	7.611.615	6.598.788	7.825.272
6. Laine, filets et leurs dérivés	4.264.215	9.403 543	10.645.113
7. Soie et dérivés.............	3 760.676	5.747.621	6.440.593
8. Papier et ses applications..	2.142.245	2.467.752	2.353.028
9. Bois et ses dérivés	9.666.573	9.316.880	8.745.350
10 Animaux et dépouilles	9.470.272	12.222.885	15.462.480
11. Mach., courroies et embarc..	10.313.112	8 964.639	6.550.376
12. Produits alimentaires......	43.365 379	45 286.639	40.752.235
13. Produits divers	1.081.238	1.112.388	1.369 641
14. Importations spéciales.....	15.904.215	15 320.997	18.123.644
TOTAUX	172.058.763	190.323.940	193.017.468

EXPORTATIONS

Articles de la table de valeurs	1893 Pesetas	1894 Pesetas	1895 Pesetas
1. Minéraux, céramique, etc...	20.746.631	20.417.288	17 975.529
2. Métaux et leurs dérivés	32 540 424	21.394.770	20.945.507
3. Drogueries et produits chim.	5.404.573	6.266 696	5.389 907
4. Articles en coton manufact.	8.762.098	8 718 183	7.879.232
5. Art. des autres textiles manu.	1.422.513	1.209.720	1.026.026
6. Laine et ses dérivés	3.297.981	2.383.181	2.131.088
7. Soies et ses dérivés	874.899	1.389.099	1.133.149
8. Papier et ses applications..	2 186.084	2.507 267	2.322.149
9. Bois	7.900.069	8.635.821	6.656 170
10. Animaux et dépouilles	17.730.385	11.610 630	13 112 599
11. Machines	114.879	221.168	74.744
12. Produits alimentaires......	60.641.503	55.322.827	57.107 214
13. Divers	509.933	665.522	498.260
TOTAUX	155.081.972	146.742.172	136.302.174

Ce tableau complète les indications générales données dans l'*Economiste Européen* du 4 mai 1895, nº 173. Il y a lieu de constater, malheureusement, que les *Exportations* se réduisent de mois en mois, tandis que les *Importations* ne cessent d'augmenter. Mais, fait à noter, les arrivages de céréales sont en sensible diminution, ainsi que cela ressort du tableau comparatif suivant :

Importations de céréales pendant le 1er trimestre des années :

Provenances	1893	1894	1895
	—	—	—
		En kilogrammes	
Etats-Unis	12.850.388	13.885.038	905.430
France..........	12.461.135	6.840.299	5.085.444
Russie..........	24.849.840	49.868.380	40.474.642
Turquie.........	16.929.281	12.788.762	17.715.101
Autres pays.....	32.107.489	15.051.854	16.122.949
Totaux...	99.194.833	98.434.333	79.603.566

En ce qui concerne les exportations de vins, les chiffres du 1er trimestre 1895 nous donnent une valeur de 27 millions 300 mille pesetas, contre 17 1/2 millions en 1894 et 15 millions 100 mille pesetas pour la période correspondante de 1893 ; la plus-value est due aux Jerez embarqués pour l'Angleterre.

Voici la comparaison des quantités de vins ordinaires exportées du 1er janvier au 31 mars :

Pays de destination	1893	1894	1895
	—	—	—
		En hectolitres	
France..........	1.442.658	828.330	680.580
Angleterre	26.014	28.888	23.491
Autres pays d'Europe et Afrique...	65.323	76.624	54.244
Cuba et Porto-Rico.	176.371	127.176	128.949
Amérique étrangère.	109.447	103.965	117.947
Asie et Océanie.....	6.713	6.791	4.947
Totaux	1.826.526	1.171.774	1.010.158

Parmi les exportations en plus-values signalons les oranges dont la valeur s'est élevée, pendant le trimestre, à 12.946.443 pesetas, soit une augmentation de 3 1/2 millions de pesetas par rapport à 1894, et le mercure qui accuse une augmentation de 1 1/2 million de pesetas.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 10 mai 1895.

Le marché est relativement ferme ; l'optimisme de la Presse, coïncidant avec le découvert qui existe sur le marché, a exercé une influence bienfaisante sur les cours. Pourvu qu'une réaction en sens inverse ne se produise pas à la première nouvelle alarmante !

Les envois de numéraire à destination de Cuba se continuent ; le vapeur « Léon XIII » vient encore d'emporter 4 millions de pesetas.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 8 mai 1895.

Les Élections générales. — Les Prévisions de M. Sonnino. — Discours électoraux des ministres. — Les Primes à la marine marchande. — Encore l'impôt sur la richesse mobilière. — L'Assemblée générale de la Société du « Risanamento » de Naples. — La « Banque de gestion et de liquidation ».

Le décret de dissolution de l'ancienne Chambre est enfin promulgué ; les nouvelles élections sont fixées au 26 du mois courant et au 2 juin pour les ballottages. Huit jours après cette dernière date s'ouvrira la nouvelle session législative.

Nous devons convenir que le Cabinet se présentera devant les Chambres sous d'heureux auspices. En effet, le rendement des impôts confirme actuellement les prévisions de M. Sonnino; certains chapitres — la taxe sur les allumettes, entre autres — ont même dépassé ces prévisions et le Ministre du Trésor, qui va décidément prononcer dimanche prochain, 12 mai, un discours devant ses électeurs de San Casciano, ne manquera pas de faire ressortir, par cet exemple topique, la solidité de son programme.

Par contre M. Sonnino, ému de la spéculation effrénée qui se manifeste à certains moments en Bourse, se préoccupe des moyens de l'entraver ; il redoute une crise de ce chef.

M. Morin, le ministre de la marine, doit également exposer ses vues, la semaine prochaine, à la Spezzia, en s'occupant plus spécialement de la marine marchande. Quant au Président du Conseil, il ne prononcera, à Rome, que dans la seconde quinzaine de mai, c'est-à-dire peu avant la date des élections, le grand discours politique annoncé depuis si longtemps.

A propos de M. Morin, on affirme qu'il se propose de remanier la loi relative aux primes allouées à la marine marchande, de façon à alléger les charges qui pèsent, de ce chef, sur le budget. Ces primes seraient maintenues en principe et on s'intéresserait tout particulièrement à la situation des voiliers ; mais les dépenses devront être couvertes, en totalité ou en partie, au moyen d'un remaniement des taxes de cabotage et des droits à payer par les navires étrangers faisant escale dans les ports italiens. Ces divers points seront résolus avant la fin de l'année, car c'est le 31 décembre prochain qu'expirent les dispositions de la loi actuellement en vigueur. Aussi annonce-t-on que le nouveau projet sera présenté aux Chambres au commencement de la nouvelle législature et que M. Crispi y fera allusion dans le discours qu'il doit prononcer avant les élections générales.

Un bon point à la municipalité de Catania qui, loin de se conformer à l'attitude de sa sœur milanaise, vient de décider de garder à sa charge l'augmentation de taxe de la richesse mobilière, en ce qui touche aux intérêts de l'emprunt communal de 1890. Il y avait litige, sur ce point, entre l'Administration du Mont-de-Piété de Milan et la municipalité de Catania ; mais cette dernière a suivi les avis de ses avocats en renonçant à la lutte et en prenant à sa charge tous les frais de procédure encourus. Il semblerait que cet exemple eût du porter ses fruits. Malheureusement, il n'en est rien en ce qui concerne la municipalité milanaise qui, réunie en Assemblée plénière, vient précisément de décider qu'on continuerait à retenir l'impôt de la richesse mobilière sur les intérêts des obligations de la Ville, en inscrivant les sommes ainsi retenues à un compte spécial, en attendant la sentence définitive de la Cour de cassation. Cette décision produira le plus mauvais effet, considérant surtout que d'autres municipalités, celles de Gênes et de Ferrare notamment, ont payé intégralement les coupons de leurs dettes respectives.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du *Risanamento* de Naples, qui a eu lieu la semaine dernière, était appelée à délibérer sur la réduction des évaluations des propriétés de la Société, ainsi que sur diverses mesures tendant à réaliser des économies. Conformément aux conclusions du rapport du Conseil d'administration, les immeubles et terrains seront estimés dans le bilan d'aprés les revenus réels, en prenant pour base les conditions exigées par les opérations du Crédit Foncier de Naples. Le Conseil a pris l'engagement de réaliser, d'ici à deux ans, un minimum d'économies de 40.000 lire sur les frais généraux, sans nuire à la bonne marche des affaires. D'ores et déjà les administrateurs et les syndics ont abandonné spontanément 15.000 lire, sur les sommes qui leur sont allouées.

Le Conseil d'administiation de la *Banque de Gestions et de Liquidations* a décidé de porter le capital de cet établissement de deux à quatre millions de lire ; le nouveau capital est déjà entièrement souscrit.

Informations Économiques et Financières

Les Caisses d'Epargne Postales en Italie. — Pendant les deux premiers mois de l'exercice en cours les dépôts aux caisses d'épargne postales se sont élevés à 56.225.575 lire, en augmentation de plus de 5 millions de lire par rapport aux deux premiers mois de 1894.

Déduction faite des remboursements effectifs et des sommes employées pour le compte des déposants en achats de rente publique ou en dépots à la Caisse des Dépôts et Prêts, l'excédent des versements ressort à 19.332.251 lire.

Le montant total de l'épargne s'élevait, au 28 février 1895, à 443.816.131 lire pour 2.871.657 livrets ; c'est là une plus-value de 48.915.992 lire et de 151.882 livrets par rapport à la période correspondante de 1894.

Les Chambres de Compensation italiennes en 1894. — Le total des opérations effectuées, pendant toute l'année 1894, par les cinq Chambres de compensation existant en Italie s'est élevé à 15 milliards 649.662.321 lire, dont 12 milliards 11.161.024 lire représentent les parties compensées.

La différence a été soldée par 2 milliards 107.743.011 lire de virements ou de crédits en compte courant et par 1 milliard 530.767.286 lire d'espèces.

La proportion des virements et des espèces ressort ainsi à 23,25 0/0 du total des opérations, et celle des espèces seules à 9,77 0/0.

Les Magasins Généraux de Soufre, en Sicile. — On annonce la constitution à Palerme d'une Société de Magasins Généraux pour les dépôts de soufre, au capital d'un demi-million dont 3/10 ont été versés à la *Banque de Sicile*.

Le contrat signé par les souscripteurs contient une clause suspensive, savoir : que le Gouvernement accorde la bonification promise de 4 lire par tonne avant le 15 mai, dans quel cas les Magasins s'ouvriraient en juin.

Notons que les magasiniers non producteurs de la province de Girgenti se sont refusés de donner leur adhésion à la Société, malgré l'invitation qui leur avait été faite.

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 10 mai 1895.

La bonne tenue du marché, que je vous signalais la semaine dernière, ne s'est pas démentie depuis lundi et on a enregistré de nombreux achats de Rente. Les haussiers escomptent les effets du discours que doit prononcer M. Sonnino devant ses électeurs de San Casciano ; il faut convenir aussi que les prévisions du Ministre du Trésor semblent se réaliser.

On annonce de prochaines modifications aux décrets

du *catenaccio* du 10 décembre 1894 ; les réclamations des intéressés, notamment pour les cotons, les huiles et les sucres, ont porté leurs fruits.

SERBIE

La Banque Nationale de Serbie en 1894. — La Banque de Serbie n'a pas été plus heureuse en 1894 que durant les années précédentes, la situation économique du pays n'a éprouvé aucune amélioration. Tous les produits agricoles sont tombés à des prix dérisoires et l'exportation a été très faible, ce qui a entraîné la rareté de l'argent.

En même temps qu'une véritable pénurie de capital se manifestait, la Banque, aux termes d'une loi du 15 décembre 1893 et d'un arrêté du Ministre des finances du 18 février 1894, devait retirer graduellement ses billets payables en argent et réduire la circulation au chiffre de 26 millions à la fin de 1894. Cette circonstance augmentait les difficultés que la Banque éprouvait pour venir au secours des affaires. Pour répondre aux exigences de la loi elle n'avait pas d'autre moyen que de vendre son or et de restreindre ses prêts de qui la conduit inévitablement à la liquidation. Le Ministre des finances intervint et le 10 novembre 1894 il exprima le désir que la Banque suspendît la réduction des crédits, mais ce n'est que partie remise et la Banque envisage toujours l'éventualité de sa liquidation si la loi sur les billets gagés pour l'argent n'est pas revisée.

L'encaisse a été comprise entre 13.025.088 dinars et 9.767.884, la moyenne a été de 10.735.967.

Au 31 décembre, il y avait en réserve :

Or	6.441.637
Argent	4.290.880

La circulation a varié de 26.383.560 à 22.982.790, la moyenne a été de 24.650.160, comprenant :

Billets payables en or	285.180
Billets payables en argent	24.364.980

Le taux de l'escompte a été toute l'année de 7 1/2 0/0 pour l'or et de 6 0/0 pour l'argent.

Il a été escompté 8.196 effets pour 36.326.913 dinars.

Au 31 décembre, il y avait en portefeuille :

232 effets payables en or pour D.		489.529
1.767 effets payables en argent pour	6.355.758	
3 bons du Trésor	750.000	7.105.758
		7.595.287
et des coupons de l'Etat payables en or pour		21.121
Ensemble		7.611.408
Les prêts aux institutions de crédit serbes ont été de D.		10.257.542
et il a été avancé sur effets publics aux particuliers		784.497

Le mouvement des comptes courants s'est élevé :

En recettes à	6.338.653
En paiements à	6.296.842
Ensemble	12.635.495

L'Etat était débiteur de la Banque au 31 décembre de 5.828.713 dinars.

Le bénéfice net de la Banque a été de 517.346 dinars, qui a permis de distribuer un dividende de 11 dinars par action.

SUISSE

L'Emigration suisse. — Le nombre des Suisses émigrés en 1894, à destination de pays d'outre-mer, s'élève, suivant la statistique établie par le Bureau fédéral de l'émigration, à 3.849 individus.

Depuis qu'il existe une statistique de l'émigration suisse embrassant les résultats de tous les cantons, c'est-à-dire depuis 1879, le mouvement de l'émigration suisse n'a jamais été aussi faible qu'en 1894. Durant cette période, le nombre des émigrants a été inférieur de 2.328, soit de 37,72 0/0, à celui de 1893, qui, lui-même, accusait une diminution de 1.658 comparativement à l'année 1892. Le chiffre atteint par l'émigration suisse pendant le dernier exercice est de 3.286 en dessous de la moyenne des dix dernières années ; il est inférieur de 9.653 à celle de 1883, qui fut la plus élevée depuis 1879.

Sur ce total de 3.849, pour l'année 1894, 2.297 émigrants appartenaient au sexe masculin et 1.552 au sexe féminin. Comme pays de destination, nous relevons en premier lieu les Etats-Unis d'Amérique avec 3.285 émigrants (85 0/0), puis l'Amérique du Sud 496 (401 dans la République Argentine, 48 au Brésil, 20 en Colombie, etc.). L'Asie, l'Afrique et l'Australie n'ont attiré que 40 Suisses. En ce qui concerne la profession des émigrés, nous trouvons 1.273 agriculteurs (y compris les femmes et les enfants), 297 commerçants, 255 domestiques, 139 tailleurs, 100 horlogers, etc., etc. Enfin, 291 sont des rentiers ou des personnes sans profession.

L'Aluminium en Suisse. — Là fabrication de l'aluminium paraît prendre en Suisse un assez grand développement, Une seule Société industrielle de Neuhausen aurait. avec cette production, réalisé en 1894 un bénéfice net de plus de 800.000 fr.

C'est au bon marché de la fabrication qu'il faudrait attribuer, en partie du moins, l'importance de cette industrie et notamment la construction d'un certain nombre de navires en aluminium.

TURQUIE

La Chambre de Commerce Française de Constantinople. — Nous extrayons du dernier bulletin de la Chambre de commerce Française de Constantinople, qui rend à nos exportateurs des services si grandement appréciés par eux, les très judicieux conseils qu'elle donne aux maisons françaises qui désirent se créer des relations d'affaires dans le Levant :

« Tout commerçant ou industriel Français qui désire vendre ses produits en Turquie peut s'adresser à notre Chambre de commerce.

« Nous examinons d'abord si son article est susceptible de trouver acheteurs dans ce pays.

« S'il n'y a pas impossibilité de le vendre, nous lui procurons un représentant, Français autant que possible.

« L'insuccès d'un agent qui n'arrive pas à vendre ne doit pas décourager le fabricant. Il faut faire un nouvel essai avec un autre représentant, qui sera peut-être plus actif, ou se trouvera dans des conditions spéciales lui permettant d'obtenir des ordres.

« Lorsqu'un commencement d'affaires a eu lieu, que les premières bases sont jetées, il est excellent de faire un voyage.

« Bien se renseigner et, autant que possible, à deux sources différentes. Notre Chambre de commerce fournit des renseignements gratuits sur la clientèle et se tient à la disposition de ses compatriotes pour les faire profiter de son expérience de la place.

« Le commerce de la Métropole a donc à sa disposition un excellent instrument, notre Compagnie, qui peut puissamment l'aider à se créer des relations dans le Levant, à faciliter et à rendre plus sûres celles existantes. Ne pas l'utiliser, ce serait avouer clairement qu'on ne veut pas vendre au dehors. »

Le Propriétaire-Gérant : JULES MONTEL.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 ru du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25 fr.**
— — Six mois. **14 fr.**
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32 fr.**
— — Six mois.. **18 fr.**

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60** ; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission

N° 175. — 7e volume. (20) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 18 mai 1895.

SOMMAIRE DU N° 175

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 609 à 616.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique ; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — Les Conséquences économiques de la Hausse des Changes. — Le Japon Economique et Financier. — Les Titres russes à la Banque de France. — Le Commerce extérieur de la France en Avril. — Compagnie des Nitrate Railways. — Banque Internationale de Paris. — Compagnie des Chemins de fer du Midi et du Canal latéral à la Garonne. — Pages 616 à .629

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris. — Compagnie Générale des Chemins de fer Brésiliens. — Emprunt Chinois. — Mort de M. Joubert. — Compagnie Générale des Voitures à Paris. — Compagnie des Chemins de fer de l'Est-Algérien. — Mouvement des Caisses d'Epargne. — Recettes des Chemins de fer. — Canal de Suez. — Pages 629 à 631.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :

ALLEMAGNE : Pages 632 et 633. — ANGLETERRE : Pages 633 à 635. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 635 à 637. — ESPAGNE : Pages 637 et 638. — ITALIE : Pages 638 et 639. — PORTUGAL : Pages 639 et 640. — SUISSE : Page 640. — TURQUIE : Page 640.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 17 mai.	1.764.9	1.272.8	3.037.7	3.430.2	86	2½
1895 2 mai.	2.057.6	1.235.3	3.292.9	3.625.3	91	2
1895 9 mai.	2.053.6	1.238.0	3.291.6	3.566.2	90	2
1895 16 mai.	2.053.2	1.240.0	3.293.2	3.547.6	92	2
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 8 mai.	690.5	405.6	1.096.1	1.237.1	88	3½
1895 23 avril	966.9	376.0	1.342.9	1.302.4	103	3
1895 30 avril	963.4	374.6	1.538.0	1.369.6	97	3
1895 8 mai.	957.0	372.2	1.329.2	1.342.9	99	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 17 mai.	825.2	»	825.2	626.4	132	2
1895 1er mai.	925.9	»	925.9	655.9	141	2
1895 9 mai.	923.2	»	923.2	655.3	141	2
1895 15 mai.	923.9	»	923.9	644.9	143	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1894 24 mars	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
1895 26 janv.	110.0	16.2	126.2	172.6	73	»
1895 23 févr.	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
1895 23 mars	97.8	22.0	119.8	156.9	76	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1894 24 mars	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
1895 26 janv.	71.0	9.4	80.4	162.5	49	»
1895 23 févr.	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
1895 23 mars	70.2	10.4	80.6	157.0	51	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 8 mai.	214.2	343.8	558.0	951.1	58	4
1895 23 avril	390 8	285.8	676.6	1.020.8	66	4
1895 30 avril	391.9	285.6	677.5	1.056.5	64	4
1895 8 mai.	390.0	285.4	675.4	1.060.9	63	4

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 10 mai.	76.0	35.7	111.7	424.3	25	3
1895 25 avril	95.7	25.5	121.2	448.5	27	2½
1895 2 mai.	94.3	25.1	119.4	449.7	26	2½
1895 9 mai.	91.2	24.3	115.5	451.9	25	2½
BULGARIE. — Banque Nationale						
1894 15 mai.	6.9	1.3	8.2	2.0	410	8
1895 21 fév..	3.6	8.0	11.6	1.5	820	8
1895 28 fév..	3.7	8.0	11.7	1.4	835	8
1895 15 mai.	3.5	7.7	11.2	1.3	866	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 30 avril	72.5	»	72.5	100.5	72	4
1895 28 fév..	73.6	»	73.6	99 5	74	3½
1895 30 mars	74.9	»	74.9	102.4	74	3½
1895 30 avril	77.4	»	77.4	107.1	72	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 12 mai.	197.9	209.7	407.6	939.0	43	5
1895 27 avril	200.1	312.3	512.4	926.9	55	4½
1895 4 mai.	200.1	311.4	511.5	931.8	55	4½
1895 11 mai.	200.1	307.0	507.1	936.4	54	4½
GRÈCE. — Banque Nationale						
1894 31 mars	2.0	»	2.0	108.5	2	6½
1895 31 janv.	1.9	»	1.9	108.7	2	6½
1895 28 fév..	1.9	»	1.9	106.1	2	6½
1895 31 mars	2.1	»	2.1	106.8	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 12 mai.	112.1	175.6	287.7	443.1	65	2½
1895 28 avril	107.9	178.5	286.4	441.8	65	2½
1895 4 mai.	107.9	177.5	285.4	457.3	62	2½
1895 11 mai.	108.1	177.1	285.2	457.1	62	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 30 avril	299.9	44 4	344.3	838.7	41	6
1895 10 avril	300.4	59.8	360.2	749.8	48	5
1895 20 avril	301.1	59.6	360.7	724.8	50	5
1895 30 avril	299.2	54.9	354.1	717.9	50	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 20 avril	93.2	10.4	103.6	229.8	44	6
1895 31 mars	105.5	10.5	116.0	228.4	51	5
1895 10 avril	105.5	10.5	116.0	230.7	50	5
1895 20 avril	105.5	10.5	116.0	230.6	50	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 20 avril	35.2	1.5	36.7	57.7	63	6
1895 31 mars	35.2	1.5	36.7	50.5	72	5
1895 10 avril	35.2	1.5	36.7	53.6	69	5
1895 20 avril	35.2	1.5	36.7	52.3	68	5
NORVEGE. - Banque de Norvège						
1894 31 mars	31.6	»	31.6	65.1	48	5
1895 31 janv.	32.0	»	32.0	62.3	51	4
1895 28 fév..	31.1	»	31.1	63.7	49	4
1895 31 mars	29.6	»	29.6	67.8	43	4
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1894 9 mai.	16.8	36.1	52.9	281.4	19	6
1895 24 avril	26.7	40.1	66.8	293.2	22	6
1895 1er mai.	26.7	40.2	66.9	293.7	22	6
1895 8 mai.	26.7	40.3	67.0	293.8	22	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 4 mai.	55.3	1.6	56.9	120.2	46	6
1895 20 avril	44.5	5.5	50.0	100.5	50	6
1895 27 avril	45.4	5.9	51.3	101.7	50	6
1895 4 mai.	45.9	6.7	52.6	104.2	50	6

Dates	Encaisse métallique Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 16 avril	1.518.5	15.0	1.533.5	4.026.2	38	4%
1895 16 mars	1.559.2	16.8	1.576.0	4.198.7	37	4
1895 1er avr.	1.561.8	16.0	1.577.8	4.255.2	37	4
1895 16 avril	1.565.0	16.2	1.581.2	4.214.7	37	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1894 31 mars	21.7	3.5	25.2	45.4	55	»
1895 31 janv.	21.9	3.6	26.4	48.1	53	»
1895 28 fév..	21.9	4.5	25.4	49.7	53	»
1895 31 mars	21.8	3.6	25.4	50.5	50	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 22 avril	5.9	4.1	10.0	23.3	43	6
1895 8 avril	5.4	4.5	9.9	24.2	41	6
1895 15 avril	5.4	4.5	9.9	24.0	41	6
1895 22 avril	5.2	4.5	9.7	23.8	40	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1894 31 mars	23.2	4.8	28.0	62.9	44	4
1895 31 janv.	30.9	4.5	35.4	62.7	57	4
1895 28 fév..	33.6	4.6	38.2	63.3	60	4
1895 31 mars	33.9	4.6	38.5	69.4	54	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1894 31 mars	10.4	14.1	24.5	84.5	29	»
1895 31 janv.	10.4	12.1	22.5	79.6	28	»
1895 28 fév..	10.4	14.1	24.5	82.1	30	»
1895 31 mars	10.5	14.6	25.1	87.5	29	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 12 mai.	75.7	14.3	90.0	173.7	51	3
1895 27 avril	82.8	10.8	93.6	174.9	53	3
1895 4 mai.	82.7	10.7	93.4	177.6	53	3
1895 11 mai.	82.4	10.4	92.8	178.5	52	3

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

Dates	Or	Argent	Total	Circulation	Rapport
1894 17 mai.	6 318,6	2 627,6	8 946,2	14 637,3	61%
1895 2 mai.	7 252,4	2 625,5	9 811,2	15 101,5	65
1895 9 mai.	7 248,3	2 624,3	9 872,6	15 114,3	65
1895 16 mai.	7 235,4	2 613,9	9 849,3	15 061,8	65
TOTAUX au 31 décembre					
1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51%
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56
1894 31 déc.	7 030,0	2 599,9	9 629,9	15 047,6	64

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent, d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	11 avril	18 avril	25 avril	3 mai	10 mai	17 mai
Amsterdam	47 92	47 95	47 95	47 92	47 90	47 97
Anvers	100 08	100 13	100 19	100 16	100 21	100 26
Athènes	186 50	186 »	186 ..	186 »	185 »	184 »
Barcelone	11 50	11 »	12 70	14 30	12 20	12 30
Berlin	81 »	81 »	81 05	81 05	81 10	81 10
Bruxelles	100 06	100 13	100 12	100 16	100 19	100 20
Bucharest	100 »	100 »	100 80	100 15	100 20	100 35
Constantinople	22 62	22 70	22 70	22 65	22 63	22 67
Francfort	81 05	81 06	81 05	81 11	81 13	81 12
Gènes	105 35	105 22	105 17	105 07	104 95	105 »
Genève	100 34	100 28	100 28	100 27	100 19	100 14
Lisbonne	681 50	683 »	690	691 »	688 »	689 »
Londres	25 41	25 38	25 40	25 37	25 37	25 36
Madrid	11 30	10 80	11 20	14 87	12 42	12 10
Rome	105 25	105 20	105 15	105 07	104 92	105 05
Saint-Pétersbourg	36 80	36 80	36 80	36 85	36 80	36 80
Vienne (à vue)	48 40	48 52	48 50	48 55	48 50	48 45
— (à 3 mois)	48 35	48 47	48 45	48 50	48 15	48 37

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	19 avril	26 avril	3 mai	10 mai	17 mai
Amsterdam. pap. court	4 %	206 12	206 06	206 19	206 31	206 50
Allemagne.. —	4 %	122 06	122 06	122 »	122 »	121 94
Vienne-Tr.. —	4 %	204 »	204 12	204 12	204 25	204 50
Barcelone.. —	4 %	443 50	439 50	433 50	441 50	440 50
Madrid ..... —	4 %	444 50	439 50	433 50	441 50	440 50
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	268 »	267 50	268 »	268 »	268 »
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 22	25 22½	25 20½	25 22	25 20½
— ..... ch. court	2 %	25 23½	25 24	25 22	25 23½	25 22
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	2 ½ %	0 19 p.	0 22 p.	0 19 p	0 19p.	0 25 p.
Italie........ —	5 %	5 25 p.	5 25 p.	4 87 p.	4 75p.	4 75 p.
Suisse....... —	3 %	0 37 p.	0 31 p.	0 31 p.	0 24p.	0 25 p.
New-York.........	2 ½ %	514 50	514 50	514 50	515 50	516 »
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	110 65	112 19	109 56	111 75	112 19
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains...**		80 75	80 75	80 72	80 75	80 75
Piastres.........		2 72	2 72	2 72	2 72	2 72
Souverains anglais.......		25 20	25 22	25 17	25 20	25 17
Banknotes...........		25 20	25 22	25 18	25 21	25 18
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)......		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

PAYS EXTRA-EUROPÉENS

NOMS DES PAYS	Valeur au pair en francs	Valeurs en francs au change du jour 18 avril	25 avril	2 mai	9 mai	16 mai
Etats-Unis (doll. or)..	5 18	5 14	5 14	5 14	5 15	5 16
Mexique (piastre arg.)	5 43	2 71	2 72	2 72	2 72	2 72
Répub.Arg.(peso pap.)	5 »	1 37	1 31	1 32	1 36	1 39
Chili (peso papier).....	5 »	1 72	1 75	1 77	1 76	1 78
Brésil (milreis papier)	2 60	1 »	0 98	0 97	0 95	0 95
Indes (roupie argent).	2 38	1 10	1 43	1 38	1 39	1 40
Japon (yen argent)...	5 39	2 82	2 80	2 77	2 81	2 84
Chine (Shanghaï) (taël arg.)	7 47	3 96	3 93	3 88	3 97	3 97

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 17 mai 1895

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*.......	100 25	Billets *Allemands*....	99 75
En *Angleterre*.......	100 06	— *Anglais*.......	99 94
En *Autr.-Hongrie*...	101 67	— *Austro-Hongr.*	98 35
En *Belgique*.........	100 25	— *Belges*.........	99 75
En *Espagne*.........	112 38	— *Espagnols*....	88 98
En *Grèce*............	184 »	— *Grecs*.........	54 34
En *Hollande*........	100 80	— *Hollandais*....	99 20
En *Italie*............	104 98	— *Italiens*.......	95 25
En *Russie*...........	147 77	— *Russes*........	67 67
En *Suisse*...........	100 25	— *Suisses*........	99 75
Aux *Etats-Unis*.....	100 38	Pièces des *Etats-Unis*.	99 62
Au *Mexique*.........	199 26	— du *Mexique*...	50 18
En *Rép. Argentine*.	360 »	Billets *Rép. Argentine*.	27 80
Au *Chili*.............	280 90	— du *Chili*........	35 60
Au *Brésil*............	263 16	— du *Brésil*.......	36 53
Aux *Indes*...........	170 »	Pièces des *Indes*.....	58 82
Au *Japon*............	189 78	— du *Japon*......	52 70
En *Chine*............	188 16	— de la *Chine*....	53 14

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 17 mai 1895.

La cote des changes, prise dans son ensemble, indique moins de tension que la semaine dernière, ce qui s'explique par le recul de la Bourse. La place de Paris d'acheteur est devenue vendeur de titres qui ont repris le chemin de leur pays d'origine ou été ramassés par les marchés étrangers.

Le papier hollandais et allemand n'oscille que dans des limites très restreintes, le second est au pair. Le papier espagnol n'a pas conservé toute la hausse ob-

tenue la semaine dernière, mais il n'a que faiblement rétrogradé.

En Portugal, la prime de l'or est de 27 1/2 0/0.

Le rouble est immobile à 268.

Londres a baissé, le papier court est à 25 20 1/2 et le chèque à 25 22, c'est-à-dire au pair; la secousse que vient d'éprouver le marché des mines d'or et les rachats faits à Paris pour compte anglais sont la cause de la détente.

Le papier belge et suisse perd 2 1/2 0/00, ce cours est très voisin de celui qui permet, au moins pour la Belgique, l'introduction des écus en France.

Le papier italien est à 4 75 0/0 au-dessous du pair. Le Gouvernement a cessé d'acheter du papier sur l'étranger, et il n'aura pas à recommencer cette opération avant plusieurs mois.

Le New-York est à 516, les banquiers de New-York ont créé une circulation sur Londres et vendent des traites chaque fois que le change tend à monter, c'est une opération qui réussit quelquefois, mais qui peut arriver à être ruineuse si les changes ne se rétablissent pas, naturellement, au bout d'un temps assez court.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	18 avril	25 avril	2 mai	9 mai	16 mai
Hong-Kong	2/2 1/8	2/2 ./.	2/1 5/8	2/2 ./.	2/2 1/8
Shanghaï.......	3/0 5/8	3/0 3/8	2/11 7/8	3/0 3/4	3/0 3/4
Yokohama	2/2 1/8	2/1 7/8	2/1 5/8	2/2 ./.	2/2 1/4
Valeurs à vue:					
Singapoure.....	2/2 3/8	2/. ./.	2/1 7/8	2/2 1/8	2/2 1/4
Bombay........	1/1 3/8	1/1 9/32	1/1 5/32	1/1 1/4	1/1 9/32
Calcutta...	1/1 13/32	1/1 11/32	1/1 3/16	1/1 1/4	1/1 5/16
Rio-Janeiro.	9 9/16	9 3/8	9 1/4	9 1/16	9 1/8
Valparaiso. ..	16 7/16	16 11/16	16 7/8	16 13/16	17 ./.
Buenos-Ayres, prime de l'or..	264	272	277	266 1/2	260 ./.
Argent en barres	30 5/8	30 9/16	30 3/16	30 5/8	30 5/8

Les devises sur l'Extrême-Orient continuent à hausser sous l'influence de la reprise de l'argent en barres ; la roupie est ferme et en légère amélioration.

Le papier sur Rio s'est relevé de 1/16 et le papier sur Valparaiso de 3/16. Le Chili paraît devoir attendre longtemps avant de revoir le pair de sa monnaie, non que le pays ne soit pas dans une situation satisfaisante, mais parce que toutes ses entreprises sont montées avec des capitaux étrangers — anglais pour la plus grande part — dont la rémunération exige des expéditions de marchandises ou de valeurs qui n'ont pas de contrepartie.

A Buenos-Ayres, l'agio de l'or est de 260 0/0.

Nous retrouvons l'or au pair et l'argent à 112 19 le kilo.

Nous n'avons aucun changement à signaler dans les taux d'escompte des banques européennes.

La *Banque de Bombay* a relevé son escompte de 5 à 6 0/0.

Encaisses. — Circulation fiduciaire

La *Banque de France* a encore perdu un peu d'or, mais les sorties se ralentissent visiblement, elles n'ont été que de 361.000 francs.

A Paris, la circulation a rendu 1.908.000 fr. et il est entré 41.000 fr. de matières. Dans les succursales, le public a prélevé 2.611.000 fr., mais il est venu 301.000 francs de Belgique, de Turquie et de Tunisie.

L'encaisse argent a augmenté de 1.978.000 fr. A Paris, la circulation a rendu 2.388.000 fr., dans les succursales elle a pris 35.000 fr.; de plus, il est sorti 200.000 fr. pour l'Algérie, 35.000 fr. pour la Réunion; pour la Suisse 315.000 fr. d'écus et 500.000 fr. de monnaie divisionnaire. La Belgique a renvoyé 500.000 fr. et la Tunisie 175.000 fr.

La circulation fiduciaire est à peu près stationnaire.

La *Banque d'Allemagne* a perdu 8.800.000 fr. d'or et d'argent; les billets ont baissé de 26.700.000 fr.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent de sorties de 1.625.000 fr. La circulation ayant rendu 2.325.000 francs, l'augmentation du métal jaune a été de 700.000 fr.

Voici le détail des entrées et des sorties :

Entrées		Sorties	
9 mai Australie...	£ 219.000	10 mai Le Cap.....	£ 300.000
» » Portugal.....	6.000		
10 » Paris........	10.000		
Excéd. des sorties ...	65.000		
Total égal........	£ 300.000	Total des sorties..	£ 300.000

La circulation des billets a encore diminué; elle n'est plus que de 644.900.000 fr.

A la *Banque d'Autriche-Hongrie* on remarque une sortie de 1.900.000 fr. d'or et de 200.000 fr. d'argent; la circulation des billets est en progrès de 4.400.000 fr.

La *Banque de Belgique* a perdu 3.900.000 fr. d'or et d'argent, la sortie a surtout porté sur les écus.

Nous avons, cette fois, une sortie d'argent à signaler à la *Banque d'Espagne*, qui a perdu 4.400.000 fr. de métal blanc ; la circulation est de 936.400.000 fr., en augmentation de 4.600.000 fr. sur le chiffre de la semaine dernière, mais en légère diminution sur la semaine correspondante de 1894.

Suivant les journaux de Madrid, la Banque aurait consenti à faire au Gouvernement une nouvelle avance de 50.000.000 de pesetas pour subvenir aux dépenses de l'expédition de Cuba.

Aucun changement à la *Banque des Pays-Bas*.

L'encaisse or des *Banques Italiennes* a peu varié. Seule la *Banque d'Italie* a perdu 1.900.000 fr. d'or ; pour les *Banques de Naples et de Sicile*, il n'y a pas de changement. La *Banque d'Italie* a en outre livré 4.700.000 fr. de monnaie d'argent. La circulation de cet Etablissement continue à décroître, elle est en ce moment double de l'encaisse, il nous semble que la note est légèrement forcée.

La *Banque de Roumanie* a reçu une petite quantité d'or.

Les *Banques Suisses* ne présentent rien de nouveau.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 20 au 27 avril	depuis le 1er janv.	du 20 au 27 avril	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	8.087.500	»	10.438.308
France.........	»	11.916.400	931.323	3.077.064
Allemagne......	»	5.772.036	»	1.314.852
Autres pays....	976.345	7.027.492	1.580	315.609
Total 1895...	976.345	32.803.428	932.903	15.145.833
— 1894...	1.513.905	17.596.839	315.489	4.936.403
— 1893...	3.990.550	51.002.132	19.712	5.002.497
ARGENT				
Grande-Bretagne	954.275	9.574.688	»	40.730
France.........	»	»	»	2.176
Allemagne......	1.206	10.125	»	3.809
Autres pays....	2.559	492.397	31.450	400.749
Total 1895...	958.040	10.077.210	31.450	447.464
— 1894...	965.413	12.679.881	14.018	507.155
— 1893...	474.350	9.147.618	21.007	1.714.197

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	11 mai.	100.500.000	dollars
1895.....	27 avril	68.200.000	—
1895.....	4 mai.	69.700.000	—
1895.....	10 mai.	69.400.000	—

Voici la situation de l'encaisse et de la circulation du Trésor des Etats-Unis au 30 avril 1895 :

Or : Barres............ $	50.000.000	
Monnaies..........	90.000.000	
		140.000.000
Argent : Barres.........	124.600.000	
Monnaies......	386.200.000	
		510.800.000
Total de l'encaisse.............		650.800.000
Circulation :		
Billets des Etats-Unis et autres monnaies de papier......................		310.400.000
Certificats d'or........................		48.800.000
Certificats d'argent et billets du Trésor de 1890...........................		445.100.000
Total de la Circulation........		804.300.000
Réserve d'or.......		91.200.000

Depuis que le bilan du Trésor a été publié, il est encore rentré un peu d'or, de sorte que la réserve était au 16 mai de 97.043.114 dollars. Cette situation permettra de faire face aux paiements pendant plusieurs mois, malgré le déficit dans les recettes.

Le Syndicat des Bons fait de gros paiements en or, une partie de ce métal vient d'Europe, il est parti au compte du Syndicat et il viendra ultérieurement s'ajouter à la réserve du Trésor qui dépassera 100 millions. De son côté, le Trésor a pris des mesures pour envoyer un représentant à Londres, le 29 courant, pour remettre au Syndicat 30.000.000 de dollars de Bons.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

Le Bimétallisme au Parlement prussien

La Commission de la Chambre des seigneurs qui a été saisie de la proposition bimétalliste de M. de Mirbach, l'a adoptée, presque sans débats, dans sa séance du 15 mai. Elle a invité le Gouvernement à prendre sans délai toutes les mesures nécessaires au règlement international de la question monétaire dans le but final d'établir le *bimétallisme international.*

La proposition, transmise à la Chambre des députés de Prusse, a été discutée à la séance du 16 mai ; elle s'était assurée non seulement l'appui des deux partis conservateurs, mais sera encore la majorité des Polonais et des membres du Centre.

Séance du 16 mai 1895

L'ordre du jour porte la délibération sur la motion du comte de Mirbach, signée par : le dr Arendt, de Kardorff, comte de Limburg-Stiriem, de Ploetz, et appuyée par 207 notabilités, ainsi conçue :

« Plaise à la Chambre de décider :

« Le Gouvernement royal est sollicité d'inviter le Chancelier de l'Empire de faire sans retard et d'une façon complète toutes démarches en vue du règlement international de la question monétaire dans le but final du Bimétallisme international. »

M. de Grasz, rend compte des délibérations de la Commission qui, en général, n'a pas pris position pour la question de l'étalon-or. Mais tout en étant d'avis que le grand Empire allemand ne peut rompre avec cet étalon, la Commission estime que la baisse de l'argent pèse lourdement sur l'agriculture et que le moment est plus propice que jamais pour arriver à un règlement international de la question monétaire.

Le Président de la Banque de l'Empire Dr Koch pense qu'il n'y a aucune raison pour exercer une pression sur le Gouvernement prussien ; la Chambre des seigneurs a eu jadis une attitude réservée. Au surplus, le comte Mirbach ne présente pas de programme; il se borne à indiquer comme but final le *bimétallisme international.* Le Dr Koch ne voit pas de raison pour modifier le régime monétaire actuel; il croit, au contraire, que la réalisation du programme fantaisiste et peu clair des *bimétallistes* serait préjudiciable à l'agriculture.

Le comte de *Mirbach* développe longuement sa proposition.

Le Ministre-Président *Prince de Hohenlohe* répond que le Gouvernement avait pris acte du précédent vœu exprimé par le Parlement, mais que la motion du comte Mirbach comportant ces mots :

Dans le but final d'arriver au Bimétallisme international

est prématurée. Il demande la suppression de ces mots; mais il annonce que le Gouvernement poursuit ses négociations.

Le premier bourgmestre *Becker* combat la motion Mirbach et demande la suppression des mots signalés par le prince de Hohenlohe.

Après une réplique du Dr *Koch* et du comte Mirbach, la motion de M. Becker est repoussée par 72 voix contre 39 et la motion Mirbach est votée avec la même majorité aux chaleureux applaudissements de la Droite.

Nous donnerons la semaine prochaine le compte rendu détaillé de la discussion.

Le Mouvement Bimétallique à l'Etranger

Le correspondant du *Manchester Guardian* à Londres adresse à son journal l'information suivante :

Je tiens d'une source autorisée qu'un très important échange de vues vient d'avoir lieu entre les gouvernements britannique et allemand, au sujet de la réforme monétaire. Le second a clairement marqué, par l'organe de son ambassadeur à Londres, qu'en conformité avec le sentiment de plus en plus affirmatif du Reichstag, et aussi à raison de l'état de l'agriculture dans les limites de l'empire ou du commerce allemand avec l'Orient, il se croyait obligé de faire quelques concessions aux *bimétallistes.*

Le vif désir qu'éprouve le prince de Hohenlohe de prendre une initiative à cet égard est aussi confirmé dans des communications parfaitement authentiques de Berlin, que j'ai eu l'occasion de parcourir.

La Question monétaire au London Institution

La première des trois réunions préparées par le Comité du *London Institution* à Londres, en vue de discuter la question monétaire a eu lieu le 8 mai ; M. Herbert C. Gibbs a lu un rapport sur le *Bimétallisme.*

La réunion était présidée par le Right Hon. William Lidderdale P. C., qui a exprimé l'espoir de voir examiner à fond la question de l'étalon monétaire, non seulement par les banquiers, négociants et autres classes de citoyens engagés dans les affaires, mais aussi par tous ceux qui s'intéressent à la prospérité nationale. Il a fait ressortir qu'on n'avait pas encore démontré que l'augmentation du stock d'or suffirait pour faire face à l'accroissement des demandes qui se produiraient au premier réveil des affaires. En outre, a ajouté le Right. Hon. William Lidderdale, un autre point très sérieux ce sont les relations financières entre les pays monométallistes-or et les pays à circulation d'argent, étant donné surtout les récents événements qui font prévoir un grand développement commercial et industriel en Chine et au Japon.

M. Gibbs a lu ensuite son rapport, qui traite les trois propositions suivantes : 1° La dépression injuste du commerce et des finances ; 2° Le régime monétaire actuel, cause principale de cette dépression ; 3° le *bimétallisme international,* remède à ces maux.

Voici la conclusion de M. Gibbs :

« M. Goschen a dit que l'Angleterre doit sa suprématie monétaire à ses exportations ; elles lui ont donné la suprématie commerciale dans le monde ; les bénéfices de ses exportations lui ont permis d'ouvrir des pays nouveaux et d'étendre sa clientèle; c'est grâce à ces bénéfices qu'elle est devenue le pays créancier du monde et qu'elle a pu maintenir sa grande population. Mais nous constatons que les industries de l'Angleterre souffrent d'une dépression continue et sans cesse croissante, et comme cette dépression est due, en grande partie, à notre régime monétaire, notre intérêt en tant que citoyens et notre devoir en tant que Gouvernement de cet empire est d'examiner avec soin et sans parti pris quelles mesures peuvent être prises pour écarter ou atténuer ces maux. »

Les Monométallistes-or en Angleterre

L' « Association pour la défense de l'étalon-or » vient de préparer un mémoire à l'adresse du Chancelier de l'Echiquier, signé par un certain nombre de banquiers et capitalistes. Voici la traduction de ce document :

Nous soussignés, négociants et banquiers de la Cité de Londres, désirons vous entretenir de la discussion qui a eu lieu récemment au Parlement sur la question monétaire.

Nous avons suivi, avec regret, l'agitation croissante en faveur de ce qu'on appelle le *bimétallisme,* surtout depuis

que cette théorie a été ouvertement préconisée par des hommes éminents et jouissant d'une grande autorité.

Tant qu'il ne s'agissait que d'appliquer le principe *bimétallique* aux pays étrangers, nous ne pensions devoir formuler un avis, mais nous sommes amenés à déclarer que nous verrions avec une grande appréhension se produire un changement quelconque dans le régime monétaire qui a prévalu en Angleterre depuis 1816.

Une expérience de près de quatre-vingts années nous a affermis dans la conviction que ce régime répond en tous points à nos besoins ; grâce à lui, la suprématie commerciale de la Grande-Bretagne et la prépondérance financière de Londres ont été établies et maintenues.

Nous croyons que toute tentative sérieuse ayant pour but de le modifier, en lui substituant l'étalon-argent, soit seul, soit concurremment avec l'étalon-or, aurait les conséquences les plus dangereuses pour les intérêts que nous représentons spécialement ; en outre, si une pareille mesure devait être sanctionnée par une loi et être mise en pratique, elle bouleverserait les contrats, nuirait au crédit, entraverait les entreprises et serait ainsi désastreuse pour les capitalistes et les salariés.

En conséquence, nous nous plaisons à exprimer le désir sincère que non seulement le Gouvernement de Sa Majesté refusera son concours à un changement de notre régime monétaire, mais repoussera aussi toutes propositions équivoques permettant aux citoyens, en Angleterre ou à l'étranger, de croire que notre pays est prêt à abandonner l'unique étalon-or établi par la loi et sanctionné par l'usage.

La Baisse des Prix de Gros

M. A. Sauerbeck vient de publier les *index-numbers* calculés sur 45 catégories de marchandises pour avril 1895. La moyenne des onze années de 1867 à 1877 étant 100, voici les chiffres indiqués par le savant statisticien anglais :

1873........	111	Décembre 1894...	60,1
1883........	82	Janvier 1895.....	60
1893........	68	Février 1895.....	60
1894........	63	Mars 1895.......	60,8
		Avril 1895.......	61,7

Les prix et *index-numbers* de l'argent ressortent comme suit (60 d. 84 l'once représentant la parité de 1 d'or pour 15 1/2 d'argent = 100) :

Fin décembre 1893, 31 3/4 d. = 52,2 ; fin décembre 1894, 27 1/4 d. = 44,8 ; fin janvier 1895, 27 7/16 d. = 45,1 ; fin février 1895, 27 9/16 d. = 45,3, fin mars 1895, 29 3/4 d. = 48,9 et fin avril 1895, 30 1/4 d. = 49,7

Ces chiffres démontrent une fois de plus à quel point le prix général des marchandises dépend des fluctuations de l'argent.

Les Monnaies divisionnaires italiennes

Comme suite à l'information que nous avons publiée la semaine dernière (*Economiste Européen* du 11 mai 1895, nº 174, p. 582), nous croyons intéressant de reproduire les considérations suivantes de notre excellent confrère, le *Sole* de Milan :

On a donc rapatrié 124 millions de monnaies divisionnaires d'argent qui se trouvent actuellement dans les caisses du Trésor. Admettons qu'entre les Banques et les endroits occultes il y ait encore quelques millions. Où est le reste? En circule-t-il une partie dans les Etats de l'Union latine, sans effet légal ? En circule-t-il dans les zones-frontières ? Ces monnaies ont-elles pris le chemin de la côte africaine sans possibilité de retour ? Où sont allés les 60 et quelques millions qu'on ne retrouve pas ? C'est là un point que le distingué Directeur général du Trésor devrait élucider, bien que, en ce qui nous concerne, il ne nous déplaise point que cette monnaie ne puisse nous revenir. Aujourd'hui la circulation est suffisamment approvisionnée : on ne saurait désirer davantage. Le dernier accord monétaire comporte une nouvelle liquidation des monnaies divisionnaires métalliques quand l'Union latine sera dissoute. C'est là une erreur que nous avons relevée en son temps et que MM. Luzzatti et Vacchelli ont signalée à la tribune ; mais elle aura, peut-être, des effets moins grands qu'on ne le croyait, parce qu'une bonne partie de ces monnaies est perdue ou dispersée et ne nous reviendra plus. Pourtant il conviendrait de les rechercher.

Nouveaux Billets de Banque en Belgique

On annonce que la *Banque Nationale de Belgique*, voulant avoir des billets polychromes, a commandé une machine en quatre couleurs, semblable à celles qui fonctionnent à la Banque de France.

On obtient, avec cette machine, une image très nette, qui rendra le travail des falsificateurs presque impossible.

On prépare, en outre, le tirage de nouveaux timbres-poste polychromes.

Le Monnayage allemand au 1er mai 1895

La frappe du mois d'avril dans les Hôtels des monnaies allemands s'est élevée à 5.022.000 *M.* en pièces d'or de 20 *M.* et à 12.714 *M.* 50 et 40.908 *M.* 49 en pièces de 5 et de 1 pfennig.

La somme des monnaies frappées par l'Empire, déduction faite des retraits, s'élevait à la fin du mois d'avril à 2 milliards 935.521.210 *M.* en pièces d'or, à 477.240.036 *M.* 90 en pièces d'argent et à 12.876.348 *M.* 85 en pièces de nickel ou de cuivre.

Les Paiements en Or en Russie

D'après un télégramme de Saint-Pétersbourg, en date du 14 mai, le *Novoïé Vrémia* annonce que le Conseil de l'Empire a adopté à l'unanimité, en séance plénière, le projet de loi portant que l'on pourra désormais conclure en Russie des affaires avec paiement en or, et a maintenu la rédaction donnée à ce projet de loi par les départements réunis du Conseil de l'Empire.

Nous attendons de plus amples détails pour parler de cette décision du Conseil de l'Empire, il est difficile d'apprécier en parfaite connaissance de cause sur un télégramme aussi laconique.

La Question monétaire aux Etats-Unis

On écrit de Washington à la *Gazette de Cologne* que la lutte pour la question monétaire prend de grandes proportions dans le Sud des Etats-Unis. M. Hoke Smith, ministre de l'intérieur, s'est rendu en Géorgie pour défendre l'étalon-or. Le *leader* du parti *bimétalliste* est M. Crisp, président de la Chambre des représentants pendant le 53e Congrès ; M. Crisp mène une campagne pour la libre frappe de l'argent et il a déclaré, dans un récent interwiew, que le futur Président des Etats-Unis devait être un homme de l'Ouest partageant les idées des citoyens de cette région.

Le 27 avril dernier a eu lieu, dans le Tenessee, une réunion *bimétallique ;* après une courte discussion, l'assemblée a adopté une motion tendant à la libre frappe de l'or et de l'argent suivant le rapport de 16 à 1.

On annonce, enfin, que le parti républicain adoptera, dans sa prochaine convention nationale, un programme réclamant la frappe de 400 millions de dollars en argent suivant le rapport de 18 à 1. Il espère rallier ainsi les républicains de l'Ouest, sans s'aliéner tout à fait les monométallistes-or.

La Circulation aux Etats-Unis

Le Bureau des statistiques des Etats-Unis de l'Amérique du Nord vient de publier les chiffres relatifs aux monnaies d'or et d'argent, certificats, billets de l'Etat et de la Banque Nationale, en circulation au 1er avril 1895.

Voici les chiffres :

	Montant total frappé ou émis	Dans les caisses du Trésor	Dans la circulation
	En dollars		
Monnaies d'or.....	567.592.416	88.098 517	479.493.899
Dollars argent.....	422.927.039	369.009.182	53.917.857
Monnaies divisionnaires d'argent..	76.450.557	16.577.511	59.873.046
Certificats d'or....	48.927.849	84.660	48.843 189
— d'argent.	331.121.504	7.374.748	323.746.756
Billlets du Trésor (loi du 14 juillet 1390)............	150.330.089	28.872.489	121.457.600
Billets des Etats-Unis............	346.681.016	89.745.257	256.935.759
Certificats monétaires (loi du 8 juin 1872)............	37.565.000	740.000	36.825.000
Billets de la Banque Nationale	207.541.211	4.449.893	203.091.318
Totaux........	2.189.136.681	604.952.257	1.584.184.424

La population des Etats-Unis, au 1er avril 1895, étant évaluée à 69.505.000 habitants, la circulation par tête d'habitant ressort à 22 dollars 79 ; au 1er avril 1894, la population était évaluée à 68.032.000 habitants, la circulation ressortait, à cette date, à 24 dollars 85 par tête.

La Ligue bimétallique orientale

La *Ligue Bimétallique Orientale*, dont le siège est à Shanghaï, déploie la plus grande activité. Elle vient de publier un nouveau rapport de son Président, M. W. S. Wetmore sur « les Causes de la baisse des prix en or ».

L'auteur démontre que cette baisse est imputable à l'influence de la production à bon marché des pays monométallistes-argent. Voici ses conclusions :

1° La démonétisation de l'argent et la rupture du rapport entre ce métal et l'or ont eu pour effet de détruire l'équilibre existant jadis entre les pays monométallistes-or et les pays à circulation d'argent, procurant à ces derniers des avantages énormes, grâce auxquels ils ont pu accaparer les marchés du monde et préparer la ruine de leurs concurrents ;

2° L'unique remède à apporter à cet état de choses consiste à enlever aux pays à circulation d'argent la prime énorme qui, en raison de l'action volontaire de leurs rivaux monométallistes-or, vient s'ajouter au bénéfice d'une main-d'œuvre peu coûteuse.

En résumé, il convient de rétablir le rapport existant jadis entre les deux métaux, rapport qui maintenait non seulement leur propre valeur relative, mais encore la valeur relative de toutes choses et, particulièrement, le prix des salaires dans le monde entier.

3° La législation des pays monométallistes-or encourage et protège à ce point le travail des pays à circulation d'argent que ceux-ci peuvent inonder les premiers de leurs produits en ruinant leurs industries, et on se berce d'un vain espoir en s'attendant soit à un relèvement du prix moyen des marchandises, soit au retour permanent d'une ère de prospérité, tant que le remède indiqué ci-dessus n'aura pas été appliqué...

Notre confrère, le *London and China Telegraph* pense que la guerre sino-japonaise aura pour résultat d'attirer l'attention des peuples sur ces faits et les décidera à poursuivre la seule solution possible.

Le Prix de la main-d'œuvre et l'industrie en Chine

A l'appui de tout ce que nous avons déjà écrit quant aux avantages que le bon marché de la main-d'œuvre procure aux pays à circulation d'argent sur leurs rivaux monométallistes-or nous donnons les renseignements suivants émanant d'un Français, M. Faurel, ancien fonctionnaire des douanes chinoises :

Dans le Kouang-toung un ouvrier tisserand gagne 300 à 350 sapèques par jour, soit environ 1 fr. 40 ou 1 fr. 45 par jour, et un homme peut vivre en ne dépensant que cinquante centimes...

A Kaï-ping, à 105 mille par voie de fer à l'ouest de Tientsin, l'article d'exportation qui mérite de fixer le plus l'attention en ce moment est celui des charbons ; ces mines peuvent produire de 900 à 1.000 tonnes de houille par jour (en 1893 on a obtenu 300.000 tonnes en tout) au prix moyen de 7 dollars le tout venant à Tientsin. Les vapeurs pratiquant le port ainsi que les navires de la marine de l'Etat ne brûlent plus que ce combustible qui a complètement remplacé, dans tout le nord de la Chine et même à Shanghaï, les charbons anglais qui revenaient à près de 80 fr. la tonne. Nous nous rappelons avoir brûlé à Pékin, en 1872, du Cardiff qui nous coûtait 100 fr. la tonne. On comprend toute l'importance que présente la question de l'exploitation des richesses de la Chine du nord, surtout pour les arsenaux militaires de Tien-Tsin, Port-Arthur et Weï-Haï-Weï. Vu l'accroissement continuel du prix de la main-d'œuvre en Europe et les revendications excessives des mineurs, qui ne veulent plus travailler que le moins possible, en se faisant payer le plus possible ; vu les grèves continuelles, il se pourrait fort bien qu'avant peu les charbons chinois viennent faire concurrence aux nôtres sur les marchés européens.

Considérez, en effet, que la main-d'œuvre chinoise est extrêmement bon marché, que le personnel est sobre, travailleur et innombrable, que les frets diminuent chaque jour et vous comprendrez facilement quel danger commercial nous menace le jour où la Chine exploitera ses mines par les procédés scientifiques modernes.

Le savant géologue allemand baron F. von Richthofen estime que la superficie des dépôts de houille du nord de la Chine n'est pas de moins de 400.000 milles carrés ! Le monde n'est donc pas prêt de manquer de charbon à bon marché.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 17 mai 1895.

La semaine a été mauvaise pour le marché des Mines d'or. A la suite de la réaction provoquée à Paris par la publication du rapport Aubert, des réalisations précipitées se sont produites, et la mauvaise tendance a été aggravée par la faillite de deux jobbers de notre place, qui n'ont pu trouver à faire reporter l'énorme stock de valeurs qu'ils avaient à la hausse.

Les liquidations volontaires ou forcées se sont poursuivies toute la semaine, et ce n'est guère qu'aujourd'hui que l'intervention énergique de nos premières maisons a pu enrayer le mouvement de baisse.

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	DIVIDENDES 1892	DIVIDENDES 1893	DIVIDENDES 1894	PRODUCTION 1892	PRODUCTION 1893	PRODUCTION 1894		COURS DU 10 mai	COURS DU 17 mai
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9.505	2	1.594	1 9/16	1 3/4
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3 3/4	2 5/8
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg.	40	»	»	40	»	»	28.36	21.806	12	29.346	3 15/16	2 15/16
City and Suburban	85 000	1	65.000	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	12	72.092	25 9/16	21 5/8
Crœsus (New)	225.000	1	195.000	16½ — — ..	»	60	»	10	»	»	11.50	1.339	»	»	2 5/8	2 3/16
Crown Reef	120.000	1	120.000	19 — — ..	90	120	50	55	5 (	»	70 204	82 105	12	126953	10 11/32	10 ./.
Durban Roodep	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30.931	60 635	12	55 969	7 5/8	7 1/8
East Rand	650 000	1	650.000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	5 13/16	4 9/16
Ferreira	45 000	1	43 292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	12	69 4[illegible]3	17 1/2	17 ./.
Geldenhuis Estate	200.000	1	187.500	190 acres Elandsf...	80	40	15	10	25	»	47 721	47.431	10	45 633	7 1/16	6 5/8
Heriot (New)	85.000	1	73.250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	41 763	11 15/16	11 1/2
Henry Nourse	125 000	1	125 000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	»	22 220	12	29.528	6 5/16	5 5/8
Jubilee	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17.319	30.066	12	26.611	11 7/8	11 ./.
Jumpers	100.000	1	100.000	39 — Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22.145	44.490	12	52.106	5 1/2	5 1/8
Langlaagte Estate	500.000	1	467.000	31 — — .	160	»	10	20	30	»	88.951	104.909	12	146411	4 3/8	4 7/8
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres — .	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27.898	7 1/2	7 1/16
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	11/16	11/16
New Aurora West	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M. R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	4.932	1 9/16	1 3/4
— **Primrose**	240.000	1	240.000	51 cl. Elndsft., Turfl	100	»	15	27½	40	»	56.449	83.777	12	86.030	7 5/8	7 ./.
Nigel	160.000	1	159.895	5000 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55.936	46.007	12	53.909	7 5/16	6 7/8
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3 221	5 1/4	5 1/4
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvl-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	42.133	43/9	38/6
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	32 1/2	30 ./.
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kiel	50	»	»	10	15	»	11 931	35 451	11	19.577	4 21/32	3 13/16
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170.150	161.133	12	161756	9 ./.	8 3/4
Salisbury (New)	100 000	1	93 000	5 claims — .	70	»	»	30	10	»	20.829	24.851	12	18.781	5 13/16	5 1/8
Simmer and Jack	85 000	1	83 000	120 acr. Elandsfont..	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	14 3/8	14 1/2
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. — ..	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	12	12.206	2 1/32	1 15/16
Wemmer	55.000	1	46 390	12½ claims M. R..	30	»	10	»	»	»	16.250	24.297	9	25 241	12 1/32	11 ./.
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — — .	40	50	»	»	»	10	»	25.948	12	30.602	7 25/32	7 1/8
Worcester	100.000	1	90.727	10 — — .	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	12	30.788	5 3/32	4 7/8

En ce moment, le marché est en reprise, mais il est permis de douter que le déblaiement des positions trop chargées soit complètement fini. Dans ces conditions, de nouvelles surprises pourraient se produire en liquidation.

Parmi les valeurs les plus éprouvées, se trouve la *East Rand*; c'est, du reste, celle sur laquelle étaient les plus fortes positions à la hausse. Pour un des jobbers dont nous avons parlé plus haut, on a dû vendre près de 40.000 titres; dans ces conditions, il n'est pas étonnant que de 6 liv. on soit tombé à 4 1/2. En dernier lieu, on cote 4 7/8.

La *Rand Mines* est également très éprouvée; de 33 1/2, elle a reculé à 28 1/2 pour rester à 30 1/4. La *Modderfontein* a perdu un moment près de 3 liv. sur ses plus hauts cours; elle reste dans les environs de 15 liv. La *Ryn*, qui avait atteint la semaine dernière le cours de 11 1/4, a été offerte un moment à 8 liv.; aujourd'hui nous cotons 9 ./.

La *Welhuther*, qui est pourtant une des mines les plus solides du Witwatersrand, s'est vue précipitée de 8 liv. à 6 3/4, elle reprend en ce moment à 7 1/8.

La *Kleinfontein* a fait relativement bonne contenance; elle n'a guère perdu que 3/4 de liv. st. et, pendant la bourrasque, on a remarqué des achats de bonne qualité.

La *New Primrose* n'a pas subi de dépréciation. Le motif de cette fermeté se trouve dans le fait que la main reef a été trouvé très riche et son exploitation étant désormais certaine, la vie de la mine se trouve portée de dix-huit à trente ans.

La *Langlaagte Royal* a été également très soutenue à 4 1/8.

Parmi les autres valeurs ayant fait bonne contenance, on peut citer la *Ferreira*, la *Simmer and Jack*, la *New Heriot*, la *Kimberley Roodeport*, la *New Main Reef*, la *Robinson*, la *South West Rand Mines* et la *Wemmer*.

Parmi les valeurs du district de Klerksdorp, la *Potchefstroom* a reculé fortement sur une vente forcée de 30.000 titres; on a effleuré un moment le cours de 13/16, mais on a pu revenir à 1 1/8.

La *Klerksdorp Estate* n'enregistre qu'une baisse insignifiante à 24/0. La *Buffelsdoorn Estate* a été influencée par une vente effectuée après décès d'un financier parisien. Aujourd'hui, elle remonte vigoureusement à 5 3/8. Une dépêche annonce que la production de mars a atteint 4.426 onces et que l'érection de 70 nouveaux pilons vient de commencer; ils pourront travailler au mois d'octobre.

La *Consolidated Buffelsdoorn* et la *Central Buffelsdoorn* se sont assez bien maintenues; on dit qu'une nouvelle Société sera formée sous peu pour exploiter les 150 claims qui se trouvent immédiatement à l'est de la *Central Buffelsdoorn*.

Dans le district d'Heidelberg, la *Nigel* est faible, bien que ne finissant pas au plus bas.

Dans le district de la Kaap, la *Sheba*, qui est actuellement la seule valeur sérieuse du district, s'est assez bien comportée, elle ne perd qu'environ 1/4 à 2 liv.

Parmi les valeurs d'exploration l'*Anglo-French* est tombée brusquement de 4 1/8 à 3 1/16 pour revenir à 3 1/2.

La *Chartered* a perdu un moment 1 liv. sur ses plus hauts cours mais regagne ensuite le cours de 4 liv.

L'*Océana* est faible à 2 3/16.

Paris, le 17 mai 1895.

Notre *Marché des Mines d'or* a été très mouvementé et même mauvais à de certains moments. Par suite des liquidations forcées qui ont été effectuées à Londres, nombre d'acheteurs ont pris peur et n'ont songé qu'à réaliser. Ce qui vient de se passer vient à l'appui de ce que nous n'avons cessé de dire, à savoir, que, pour les *Mines d'or*, il fallait savoir se livrer à une sélection, les mines mauvaises ou simplement douteuses pouvant, dans un moment troublé, entraîner toutes les autres. Néanmoins, nous restons mieux en clôture, grâce à de puissantes interventions.

La *Ferreira* est à 425 62 1/2 contre 442 50 vendredi dernier; *Simmer and Jack* 363 75, perdant 10 fr. pour la semaine; *Randfontein* 47 50 contre 53 75; *Buffelsdorn* 135, en recul de 18 fr. 12 1/2; *Robinson* 218 75 contre 215 62 1/2; *Geldenhuis* 167 50, en moins-value de 11 fr. 87 1/2; *Lower Roodepoort* 25 fr. contre 26 50; *Chartered* 96 25, perdant, sur vendredi dernier, 16 fr. 87 1/2.

La *New Kleinfontein* s'inscrit à 136 25; *Durban Roodepoort Deep Level*, 105.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	10 mai			17 mai		
	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)........	102 62	34 20	2 92	102 57	34 19	2 92
Consolidés anglais (ch.f. 25 fr. 20)	106 85	38 85	2 57	106 50	38 72	2 58
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)...	103 10	25 77	3 87	102 90	25 72	3 88
Belgique 3 ½ %..................	101 10	28 88	3 46	101 35	28 95	3 45
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.) ..	72 70	18 17	5 50	72 05	18 01	5 55
Grèce 5 % 1881 (en suspension).	170 »	» »	» »	170 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam).	100 75	28 78	3 47	100 87	28 82	3 46
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)..	103 2[illegible]	25 80	3 87	104 »	26 »	3 84
Italie 1 % net...................	88 75	22 18	4 [illegible]0	89 55	22 38	1 46
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)....	94 90	31 63	3 16	94 90	31 63	3 16
Portugal 3 % (1 fr. net)..........	25 15	25 15	3 07	25 3[illegible]	25 35	3 94
Roumanie 5 %...................	103 »	20 60	4 85	103 »	20 60	4 85
Russie 3 % or 1891 libéré.......	93 70	31 23	3 20	93 15	31 05	3 22
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)......	70 ..	14 »	7 14	69 »	13 80	7 24
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)..	101 ..	25 25	3 96	100 75	25 18	3 97
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	102 75	34 25	2 91	102 50	31 16	2 92
Turquie convertie 1 % série D..	26 30	26 30	3 80	25 95	25 95	3 85
— Priorité 4 % 1890......	492 50	24 62	4 06	494 7[illegible]	24 73	4 04
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	98 12	32 70	3 05	98 37	32 79	3 04

Situation Financière générale

France. — La semaine, plutôt mauvaise dans les premiers jours sous l'influence du marché anglais, s'améliore à la fin, et nous clôturons en tendance satisfaisante. Les valeurs préférées ont été les actions de nos grandes *Sociétés de Crédit*. Nos *Chemins français*, par contre, sont plutôt un peu plus lourds. La *Rente Italienne* a été très demandée aussitôt le discours de M. Sonnino connu.

En liquidation de quinzaine, l'argent a été abondant.

Allemagne. — Le marché allemand, qui ne s'était pas laissé influencer au début de la semaine par les nouvelles pessimistes de Vienne et de Belgrade, a vu se produire depuis deux jours d'assez nombreuses réalisations; mais c'est la spéculation qui réalise et non le gros public.

L'argent est toujours facile; on s'occupe beaucoup des futurs emprunts chinois et des entreprises projetées par la *Disconto-Gesellschaft*. En ce qui concerne les emprunts chinois, cette dernière Société et la *Deutsche-Asiatische-Bank* sont à la tête du Syndicat allemand appelé à opérer avec les groupes des autres pays.

Angleterre. — Le marché a été influencé cette semaine par la baisse importante des actions de mines d'or. Ce mouvement a été provoqué en partie par les mesures prises par un certain nombre de brokers effrayés du commencement de réaction, et qui ont mis les acheteurs dans la nécessité de livrer les titres ou de vendre.

Indépendamment de ce fait, les tendances générales sont assez favorables et devraient bénéficier des indices de reprise commerciale et industrielle qui se manifestent de divers côtés.

Autriche-Hongrie. — Malgré les déclarations du nouveau Ministre des finances serbe, qui a démenti les renseignements pessimistes publiés par la *Gazette de Francfort*, une certaine lourdeur s'est manifestée à la

Bourse de Vienne. Il faut l'attribuer, en partie, à la démission du comte Kalnoky, ministre des affaires étrangères de la monarchie des Habsbourg.

Mais on peut s'attendre à une reprise prochaine, en raison de l'abondance de l'argent et de la bonne situation des récoltes.

Nous avons à signaler un fait important pour les opérations de la réforme monétaire : c'est la prise ferme par le syndicat Rothschild du dernier lot de 25 millions de rente or autrichienne, sur lequel il n'avait pas encore exercé son droit d'option. Ces titres ne feront pas l'objet d'une émission publique ; on continuera à les écouler sur le marché, suivant que les circonstances seront plus ou moins favorables.

Espagne. — Le marché espagnol est très calme ; la spéculation se tient sur la réserve et se préoccupe du projet du Gouvernement français, relatif à l'impôt sur les valeurs étrangères. On craint, à Madrid, que la nouvelle loi n'affecte l'*Extérieure.*

Notre correspondant de Madrid explique les récentes augmentations de la circulation fiduciaire à la Banque d'Espagne par les grosses échéances de ces temps derniers et les frais de la campagne de Cuba.

Italie. — Les Bourses italiennes ne s'occupent guère que de la rente ; elles semblent délaisser les valeurs locales, malgré les facilités de l'argent.

M. Sonnino, Ministre du Trésor, a prononcé jeudi, devant ses électeurs de San Casciano, le discours annoncé depuis quinze jours : c'est un exposé très complet tendant à prouver que la situation budgétaire et financière du pays s'est sensiblement améliorée. Notre correspondant de Rome nous en annonce la traduction in extenso, que nous publierons dans notre prochain numéro.

Ajoutons que le service à l'étranger du coupon de la rente à échéance de juillet est assuré.

Portugal. — L'amélioration des Fonds portugais constatée cette semaine s'explique par l'augmentation du rendement des douanes, qui permet de prévoir une plus forte distribution aux porteurs de la Dette extérieure. Les tendances meilleures paraissent devoir s'accentuer si l'on tient compte de la reprise des négociations avec le Brésil : la campagne des cafés contribuera, du reste, à la bonne tenue du change.

Turquie. — La question des Lots turcs en est toujours au même point ; toutefois le gouvernement la fait examiner en ce moment par une commission où figurent des représentants de la haute finance.

Le bilan de la *Banque Ottomane* au 28 février, qui vient d'être publié, accuse une notable augmentation dans les soldes des comptes courants. C'est là l'indice certain d'un grand développement des affaires de cet établissement.

FRANCE

LA SITUATION

Le Budget de 1896. — Le Canal de Marseille au Rhône. — Les Interpellations. — Les Services maritimes postaux. — L'Expédition de Madagascar. — La Réforme du régime des boissons.

M. Ribot, président du Conseil, avait déjà indiqué, dans son discours prononcé à Bordeaux le 12 mai, les difficultés de la situation financière avec lesquelles il se trouvait aux prises. Les ressources exceptionnelles dont ont bénéficié les exercices antérieurs n'existent plus pour 1896, et malgré les efforts du Gouvernement pour comprimer jusqu'à l'extrême limite les budgets des divers Ministères, on se trouve en face d'un déficit assez important.

Le projet déposé le 14 mai sur le bureau de la Chambre pour l'exercice 1896 prévoit un total de ressources de 3 milliards 392 millions, inférieur de 32 millions aux recettes de 1895 et de 55 millions aux dépenses. Pourtant celles-ci ont été notablement réduites par le Ministre des finances.

En effet ses collègues proposaient 99 millions de dépenses supplémentaires dues, soit à l'application de lois nouvelles, soit à l'amélioration ou l'extension des services existants ; ils proposaient, il est vrai, 19 millions d'économies sur d'autres services, ce qui ramenait l'écart à 80 millions.

M. Ribot a réduit ces augmentations de dépenses de 56 millions et les a ramenées de 80 à 24 millions, n'admettant comme cause d'augmentation de dépenses que l'application des lois nouvelles, soit 12 millions, et les nécessités de la défense nationale, soit 12 millions.

Sur ces derniers 12 millions, 10 sont affectés à augmenter l'effectif de l'armée, qui sera porté à 540.000 hommes. Un million et demi de supplément est affecté au budget de la marine pour l'augmentation de l'escadre du Nord.

Pour parer à l'insuffisance des ressources de 55 millions le Ministre propose de recourir aux moyens suivants :

1° Réforme des droits de succession, 25 millions ;
2° Taxe sur les domestiques, 10 millions ;
3° Taxe sur les chevaux et voitures, 1 million ;
4° Droits sur les valeurs étrangères, 14 millions ;
5° Régime douanier de l'Algérie, 4 millions ;
6° Taxe des cartes à jouer, 1.200.000 francs.

Il convient de donner quelques explications sur ces divers points :

1° En ce qui concerne les droits de succession, M. Ribot, on le voit, renonce à affecter les 25 millions à provenir de la réforme projetée aux dégrèvements promis pour les immeubles ruraux ;

2° Voulant, suivant son expression, s'adresser « à la richesse acquise, aux revenus moyens et élevés des contribuables », il a emprunté à l'ancien projet Burdeau l'un des éléments de sa réforme de la contribution mobilière, c'est-à-dire l'impôt sur les domestiques dits « attachés à la personne ».

Il ne s'agit que de domestiques attachés à la personne, c'est-à-dire que les domestiques employés à une exploitation agricole ou à une entreprise industrielle ne sont pas assujettis à la taxe. Pour les domestiques du sexe féminin, le droit est la moitié du droit établi sur les domestiques mâles.

Voici, d'ailleurs, le tarif complet proposé :

VILLES	DROIT PAR DOMESTIQUE							
	1 domest.		2 domest.		3 ou 4 domest.		Plus de 4 domest.	
	h.	femme	h.	femme	h.	femme	h.	femme
Jusqu'à 5.000 hab ...	8	4 »	12	6 »	15	7 50	25	12 50
De 5.000 à 10.000 hab.	12	6 »	18	9 »	25	12 50	35	17 50
De 10.000 à 20.000 h..	15	7 50	20	10 »	30	15 »	45	22 50
De 20.000 à 40.000 h..	20	10 »	30	15 »	40	20 »	60	30 »
Au-dessus de 40.000 h.	25	12 50	35	17 50	50	25 »	75	37 50
Paris.	30	15 »	45	22 50	60	30 »	90	45 »

Citons des exemples : une personne habitant une ville de 35.000 habitants et ayant trois domestiques : deux hommes et une femme, payera $2 \times 40 + 20 = 100$ francs.

Quant au Parisien ayant trois domestiques, dont un homme et 2 femmes, il paiera :

60 fr. pour le premier et 30 fr. pour chacune des deux autres, soit, au total, 120 fr.

3° Le Ministre demande un million à l'établissement d'une graduation de la taxe sur les chevaux et voitures, qui paieraient dorénavant la taxe suivant leur nombre et non plus, comme actuellement, une taxe uniforme, quel que soit leur nombre.

4° M. Ribot obtient 14 millions en proposant de porter de 1,20 à 2 0/0 l'impôt sur celles des valeurs mobilières étrangères qui échappent à l'impôt frappant les valeurs françaises de même nature et rendant cet impôt exigible tous les cinq ans, alors que lesdites valeurs étrangères ne paient actuellement ce droit qu'une fois pour toutes.

5° Actuellement le droit sur les cartes à jouer est le même pour les jeux de trente-deux et de cinquante-deux cartes. Le projet propose de graduer le droit. En outre, il frappe d'un droit supplémentaire les jeux destinés aux cercles. Ceux-ci seront frappés d'un timbre particulier. Les cercles ne pourront s'approvisionner de jeux nouveaux qu'en rendant l'as de trèfle des jeux anciens mis hors d'usage. Cette mesure a pour but d'empêcher la revente frauduleuse des jeux hors d'usage à des débitants ou des particuliers.

6° Enfin, le Ministre demande un complément de 4 millions à un remaniement du régime douanier de l'Algérie.

Actuellement, de notre nouveau tarif des douanes, seuls les droits protecteurs sont appliqués intégralement à l'Algérie. Les droits à caractère purement fiscal, comme ceux sur les sucres, les cacaos, les cafés, ne sont perçus que pour moitié. M. Ribot propose de les percevoir jusqu'à concurrence des deux tiers du chiffre applicable à la métropole. Par contre, il dégrève l'Algérie des droits de quai et de statistique.

Pour la Dette flottante, l'exposé des motifs indique qu'elle s'élevait, à la date du 1er avril 1895, à 1 milliard 300 millions, l'encaisse du Trésor n'étant que de 232 millions. Rappelons qu'en vue d'alléger sa dette, une loi spéciale a autorisé le Trésor à se faire escompter des créances sur les départements et les communes, en remboursement de ses avances pour les constructions scolaires et les chemins vicinaux. Ces créances s'élèvent à 429 millions, dont 65 millions réservés pour les frais de l'expédition de Madagascar. La Caisse des dépôts a déjà avancé ainsi au Trésor 193 millions.

Par suite de diverses conditions, il se trouve que, sur ces 429 millions, il n'y en aura que 186 qui viendront effectivement en atténuation de la Dette flottante. Celle-ci se trouvera ainsi déchargée d'une quantité à peine suffisante.

Telles sont les grandes lignes du projet de loi pour l'exercice financier de 1896 qui s'établit en définitive comme suit: *Recettes:* 3.448.317.093 francs; *Dépenses*: 3.447.918.198 francs, — soit un excédent de recettes de 398.895 francs. Il nous reste, pour compléter ce rapide exposé, à ajouter que M. Ribot compte demander le report du 1er janvier au 1er juillet de l'ouverture de l'année financière et qu'il prépare également deux autres projets importants, l'un relatif à la refonte de la contribution mobilière, qu'il désire rendre effectivement proportionnelle au revenu, dont il a parlé à Bordeaux, l'autre, tendant à la suppression des recettes particulières des finances et à la réorganisation des trésoreries générales.

〰 Le 13 mai, la Commission parlementaire de la Chambre, présidée par M. Méline, qui s'était rendue dans le Midi pour examiner le futur tracé du canal de Marseille au Rhône, a terminé son enquête. Après avoir entendu les représentants de toutes les communes intéressées et l'ingénieur en chef du service maritime, après s'être arrêtée à Arles, Bras-Mort, Saint-Louis, Port-de-Bouc, Martigues, l'étang de Berre, elle s'est considérée comme suffisamment éclairée et a jugé inutile de se rendre à Marseille où la question technique ne soulève aucune difficulté ni aucune divergence de vues.

〰 Le 14 mai, les Ministres se sont réunis à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure. Ils se sont occupés du budget de 1896 dont l'élaboration est terminée. Ils se sont en outre entretenus des diverses interpellations qui figurent en tête de l'ordre du jour de la Chambre. M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, a fait savoir qu'il ne pouvait répondre, pour le moment, à l'interpellation de M. Rouanet, les négociations touchant le traité sino-japonais étant encore en cours.

Le Président du Conseil et le Ministre de la guerre ont rendu compte de leurs voyages à Bordeaux et à Lyon. Le Conseil a approuvé une convention conclue avec la Compagnie transatlantique pour assurer les services maritimes postaux de l'Algérie et de la Tunisie. Le Ministre de la marine a fait connaître l'arrivée à Madagascar des bâtiments transportant des troupes et des mulets. La traversée s'est effectuée dans les meilleures conditions et l'état sanitaire est parfait.

〰 Dans sa séance de réouverture, la Chambre des députés a discuté l'interpellation de M. Chassaing sur l'hygiène publique. Cette interpellation s'est clôturée par le vote, à mains levées, de l'ordre du jour et simple. Au début de la séance, M. Ribot a déposé : 1° le projet de budget général de 1896 ; 2° un projet de loi sur les contributions directes et taxes assimilées ; 3° un projet de loi sur le régime des boissons.

A la même séance M. André Lebon, ministre du commerce, a déposé un projet de loi approuvant une convention passée entre M. de Selves, directeur général des postes, et la Compagnie Générale Transatlantique, pour la réorganisation des services maritimes subventionnés entre la France et l'Algérie.

D'après cette convention, il y aurait : un voyage quotidien entre Marseille et Alger ; un voyage hebdomadaire de Marseille à Oran avec prolongement sur Nemours, Melilla, Malaga, Gibraltar et Tanger ; un voyage hebdomadaire de Marseille à Philippeville et à Bone ; deux voyages par semaine entre Marseille et Tunis, dont l'un ferait escale à Bizerte ; enfin un voyage hebdomadaire de Tunis à Tripoli, par le littoral tunisien. Les vitesses seraient portées à quinze nœuds en moyenne annuelle entre Marseille et Alger, quatorze nœuds entre Marseille et Bizerte, treize nœuds sur les lignes Marseille-Oran, Marseille-Philippeville-Bone et Marseille-Tunis, dix nœuds sur les prolongements d'Oran à Tanger et de Tunis à Tripoli. La subvention serait fixée à 1.500.000 francs par an. En outre, des primes seraient allouées au concessionnaire jusqu'à concurrence d'un maximum de 500.000 francs par an dans le cas où la vitesse réglementaire sur la ligne de Marseille-Alger serait dépassée. La Compagnie Transatlantique s'engagerait en outre à exécuter sans subvention un troisième voyage entre Marseille et Tunis.

En résumé, le nouveau programme du Gouvernement consiste : à relier fortement l'Algérie à la France par une communication rapide et fréquente entre les deux principaux ports ; à maintenir le nombre des voyages sur la Tunisie ; à rendre hebdomadaire, au lieu de bimensuel, le prolongement sur le Maroc ; à réduire les services au minimum sur les points qui peuvent être abandonnés sans inconvénient à la marine libre ; en un mot, à éviter les sacrifices inutiles et à obtenir le maximum d'effet avec le minimum de dépense. La nouvelle organisation entrerait en vigueur le 1er juillet prochain.

〰 Le 15 mai, M. Ribot a exposé, à la Commission du budget, ses propositions relatives à la réforme des boissons. Le Ministre n'a pas cru devoir, comme la Commission, proposer une augmentation des licences. Il ne pense pas non plus qu'on puisse élever beaucoup les droits sur l'alcool. En ce qui concerne les bouilleurs de cru, M. Ribot déclare qu'il ne peut accepter le projet transactionnel de M. Méline, et qu'il lui paraît que des mesures rigoureuses doivent être prises. Sans aller jusqu'à l'exercice des bouilleurs de cru, qui serait vexatoire et inapplicable, étant donné le nombre d'agents qu'il faudrait pour le rendre réel, on peut supprimer le privilège par l'abonnement aux petits bouilleurs. Ceux-ci payeront les droits en une seule fois, d'entente avec l'administration et d'après la distillation qu'ils seront supposés devoir faire.

Le projet augmente, en outre, les droits sur les liqueurs, particulièrement sur l'absinthe et les liqueurs à très haut degré, dont la consommation se développe d'une manière inquiétante.

Avec la suppression du privilège des bouilleurs de cru et les mesures de répression de la fraude qui donneront 30 millions, l'augmentation du droit de l'alcool qui donnera une somme égale, plus quelques dispositions de détail, on arrive à une recette nouvelle de 83 millions de francs.

Cette somme permet de dégrever les boissons hygiéniques, de supprimer le droit de détail sur les vins et de diminuer le droit d'entrée, et de fixer à 2 francs, uniformément pour toute la France, le droit de circulation.

La Commission a adopté successivement toutes les propositions du Gouvernement ; elle a fixé à 2 francs pour toute la France le droit de circulation ; à 175 fr. le droit sur l'alcool, qui est actuellement à 156 fr. 25, et supprimé l'augmentation des licences, qu'elle avait précédemment votée.

〰 Le 16 mai, les Ministres se sont réunis en Conseil de Cabinet, au Ministère des finances, sous la présidence de M. Ribot. Le Ministre des colonies a entretenu ses collègues de la situation économique de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion. Le Conseil s'est ensuite occupé des diverses questions qui doivent venir en délibération devant le Parlement. Il a été d'avis qu'après avoir écoulé les interpellations qui figurent en tête de l'ordre du jour de la Chambre, il y avait lieu d'entreprendre immédiatement l'étude des projets de réforme du régime des boissons et des droits de successions qui sont déposés et que le Gouvernement tient à faire aboutir avant la fin de la session. Dans ces conditions, l'interpellation qu'un certain nombre de députés socialistes se proposent de déposer aujourd'hui se trouverait ajournée. Enfin, le Ministre de la guerre a fait savoir qu'il avait reçu de Madagascar des nouvelles très satisfaisantes. Les chalands

*

et les canonnières seront prêts avant la fin du mois. Les débarquements, que l'on hâte par tous les moyens, s'effectuent dans les meilleures conditions.

∾ Le 16 mai, la Chambre des députés, sur la demande du Gouvernement, a ajourné à un mois, par 342 voix contre 130, la discussion de l'interpellation de M. Jaurès sur le discours de M. Ribot, à Bordeaux. Le reste de la séance a été occupé par des interpellations; il paraît peu probable que la discussion de la réforme de l'impôt des boissons puisse commencer avant la fin de la semaine prochaine.

Marché Financier. — La tendance du Marché de Paris a encore laissé à désirer depuis samedi dernier. En général, on a affecté une hésitation assez grande, et même, à un certain moment, on manifestait des craintes heureusement dissipées aujourd'hui en grande partie. Cette fois, le coup est venu de Londres, ainsi que notre correspondant dans cette ville le mentionne aujourd'hui même par sa lettre que nous publions dans notre *Marché de Mines d'or*. Les liquidations forcées qui ont été effectuées de l'autre côté du détroit devaient fatalement avoir une répercussion sur notre place qui s'est trop ardemment, et sans distinction, mêlée à la campagne Sud-Africaine entreprise. Devait on, cependant, témoigner ici de craintes excessives? Nous ne le croyons pas et la fin de la semaine, qui est bonne, nous autorise à parler ainsi. Néanmoins, ce qui vient de se passer est un avertissement qui fera que, désormais, on agira, selon toutes probabilités, avec plus de discernement.

La liquidation de quinzaine s'est effectuée avec le plus grand calme et l'argent a été en général abondant.

★ ★ La *Rente 3 0/0 Française* a été, par suite de tout ce qui se dit et s'écrit sur la situation budgétaire et aussi en conformité du reste du marché, plutôt mouvementée. Elle a oscillé entre 102 40 et 102 75, et reste, en définitive à 102 57 1/2. Le *comptant* est assez hésitant; pourtant il accusait, hier, une tendance plus favorable. *Primes* très détendues. *Ecarts* fin courant 0.22 1/2 dont 0.25 centimes; 0.40 centimes dont 0.10 centimes. *Rente 3 1/2 0/0* 107 57 1/2 en moins-value de 12 1/2 centimes; *Rente 3 0/0 Amortissable* 101 02 1/2 contre 101 05.

★★ La *Banque de France* est revenue de 3.720 à 3 .700. Les bénéfices nets des escomptes et intérêts divers des vingt et une premières semaines du semestre en cours s'élèvent à 2.199.520 fr., contre 5.242.643 fr. en 1894, 4 millions 105 519 fr. en 1893, 6.051.988 fr. en 1892, 9.357.514 fr. en 1891 et 6.737.765 fr. en 1890.

★ ★ Les actions du *Crédit Foncier de France*, que nous laissions à 906 fr. 25 sont à 903 75. Dans sa séance hebdomadaire du 15 courant, le Conseil d'administration a autorisé pour 3.668.542 fr. de nouveaux prêts, dont 2.661.400 fr. en prêts fonciers, et 1.007.142 fr. en prêts communaux. Ajoutons que notre grand Etablissement a décidé que le taux de l'intérêt des prêts serait abaissé à 4 0/0 l'an pour ceux dont les demandes lui sont parvenues depuis le 1er mai.

La lourdeur de la plupart des valeurs s'est à peine répercutée sur les *Obligations Foncières* et *Communales* dont le marché reste très suivi. L'*Obligation Foncière 1877* est au même cours de 402 fr.; *Communales 1879* en avance de 3 fr. à 503 fr.; *titres estampillés* 488 25, contre 488 50; *Foncières 1879* sans changement mais ferme à 498; *Communales 1880* 499 fr., contre 500 fr.; *Foncières 1883* en bénéfice de 1 fr. 25 à 467 50; *Foncières 1885* 497 fr., contre 496 25; *Cinquièmes* 101 25 en légère avance; *Communales 1891 tout payé* 398 fr., contre 396 25; *Communales 1892 entièrement libérées* 507 50 gagnant ainsi 2 fr. 50; *Obligations Foncières 1895* sans variation à 490 50; *Bons à Lots 1887* toujours demandés à 80 fr.; *Bons 1888* 75 fr., comme il y a huit jours.

★ ★ L'attention continue à se porter sur les actions de grandes *Sociétés de Crédit* qui, ainsi qu'on le verra dans nos *Informations* au sujet de l'*Emprunt Chinois*, paraissent disposées à faire de plus en plus montre d'initiative. Aussi la *Banque de Paris et des Pays-Bas* qui, de 795 fr. était revenue un moment à 788 fr. 75 clôture-t-elle très ferme à 797 50, en avance de 2 fr. 50. C'est avec douleur que l'on a appris la mort de son honorable président, M. Joubert, auquel nous consacrons plus loin un article spécial. Toutefois, cette mort n'a eu que peu d'influence sur les titres de cette Société. C'est que celui qui vient de disparaître avait su s'entourer de tels collaborateurs que son œuvre restera entière, et que l'avenir se ressentira de l'influence considérable qu'il a exercée pendant son court passage à la haute direction de cette remarquable institution. *Crédit Lyonnais* 816 fr. 25 contre 818 fr. 75.

Le *Comptoir National d'Escompte* est très ferme à 592 fr. 50, gagnant ainsi pour la semaine 8 fr. 75. Cet établissement qui s'est, comme on le sait, établi l'année dernière à *Tunis*, vient d'ouvrir une sous-agence à *Sousse*, en vue de faciliter le développement des intérêts français dans la Régence. Il vient aussi de créer une agence importante à *Rouen*, agence qui prend la suite des affaires de la *Banque Rouennaise*, dont les administrateurs sont devenus membres du Conseil d'escompte de l'agence. Enfin, il a ouvert récemment deux sous-agences à *Liverpool* et à *Manchester*, rattachées à l'agence de *Londres*, dont elles recevront l'impulsion, et qui sont destinées à favoriser le développement des agences du *Comptoir National* dans les pays d'outre-mer. *Crédit Industriel et Commercial* 562 fr., en avance de 4 fr.; *Société Générale* sans changement, mais toujours ferme à 497 fr.

La *Banque Internationale de Paris* gagne 5 fr. à 555 fr. Nous consacrons plus loin un article spécial à cette Société qui a, le 9 courant, réuni ses actionnaires en assemblée générale ordinaire. La *Banque Parisienne* qui, de 415 fr. était passée à 437 50, revient à 432 50. La plus-value des actions de cette Société ne doit être purement due qu'à une amélioration d'une partie de son portefeuille. On attend toujours les témoignages qu'elle doit donner de son activité. *Banque de l'Algérie* 740, ex-coupon de 16 fr. 62, contre 790 fr.; *Société Foncière Lyonnaise* 345, en bénéfice sur vendredi dernier de 5 fr.; *Groupe des Immeubles* toujours lourd: *Action*, 31 fr. contre 30 fr.; *Obligations Foncières remboursables à 1.000 fr.*, en recul de 5 fr. à 159 fr.; *Obligations 4 0/0*, 184 fr., en moins-value de 6 francs.

La *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* avance de 1 fr. 25 à 588 75. On a annoncé, ces derniers jours, que M. de Hahn, son président, était parti pour Belgrade pour s'entendre au sujet des affaires serbes. *Crédit Mobilier* 87 fr. contre 81 25; *Banque Hypothécaire d'Espagne*. 500 fr., comme il y a huit jours; *Sous-Comptoir des Entrepreneurs*, 110 fr., perdant ainsi 5 fr. Un groupe de porteurs de titres du *Canal du Verdon* ont formé opposition formelle à la transformation sociale de cet Etablissement avant d'avoir été désintéressés complètement pour la somme fixée par le Tribunal dans l'affaire des *Canaux Agricoles*.

★ ★ Pour la 18e semaine de 1895 (du 30 avril au 6 mai), les recettes de nos *Grandes Compagnies de Chemins de fer* sont, pour toutes les lignes sans exception, en sensible augmentation de 1.780.042 fr. 22 sur la période correspondante de l'année dernière. Par suite, depuis le 1er janvier 1895, la moins-value sur 1894 n'est plus que de 4.158.726 fr. 17.

En ce qui regarde les actions, mentionnons qu'elles ont continué à avoir un marché actif. Cependant la plupart des cours sont un peu plus lourds. Le *Midi* est à 1.318 75 contre 1.325; *Orléans*, 1.577 50, en recul de 12 fr. 50; *Lyon*, 1.475, perdant 5 francs; *Nord*, 1.830, contre 1.835; *Est*, 963, en bénéfice de 50 centimes; *Ouest*, 1.096, gagnant 1 franc.

Les actions du *Sud de la France* sont en perte de 2 francs à 280 50; *Obligations 3 0/0*, 431 25, en légère avance de 75 centimes.

★ ★ Le *Suez*, qui clôturait vendredi dernier à 3.362 50 est remonté un moment à 3.380 pour revenir à 3.335

et rester, au dernier moment, à 3.340. *Parts Civiles*, 2.300 contre 2.310. Dans nos *Marchés Financiers* des 4 et 11 courant, nous avons établi la différence des cours qui existe, actuellement, entre les actions *Suez* et les *Parts Civiles*. Nous sommes satisfaits de voir que notre excellent confrère la *Finance Nouvelle* partage entièrement notre manière de voir. Dans un article spécial paru dans son numéro du 16 courant, notre confrère établit, comme nous, que les droits dans l'actif de la Société et les dividendes sont les mêmes pour la *Part Civile* que pour l'*action*, et que la première a sur la seconde deux avantages : elle peut revêtir la forme nominative et n'est pas remboursable, tandis que l'*action*, pour un remboursement de 500 fr., perd 25 fr. de revenu. Il ajoute qu'aux cours actuels environ, soit, en chiffres ronds, 3.400 fr. pour l'*action* et 2.350 fr. pour la *part*, 3 *actions* coûtent 10.200 fr. et ne donnent que 270 francs de revenu, tandis que 4 *parts* coûtent seulement 9.400 fr. et donnent 276 francs. L'arbitrage qui consiste à échanger des actions *Suez* contre des *parts*, fait donc économiser 800 fr. sur le capital, tout en donnant 6 fr. de plus de revenu. D'un autre côté, si on vend une *action* à 3.400 fr. et qu'on la remplace par une *part* et deux *Obligations Suez 3 0/0*, on ne débourse que 3.300 fr. et on obtient un revenu de 97 fr. au lieu de 90 francs.

L'action de la *Compagnie Parisienne du Gaz*, 1.091 25 contre 1.101 25. *Entrepôts et Magasins Généraux de Paris*, en avance de 4 fr. à 579; *Compagnie Générale Transatlantique*, 370 fr. contre 360 fr.

Le Ministre du commerce vient de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi approuvant une convention passée entre le Directeur général des postes et cette Compagnie, pour la réorganisation des services maritimes subventionnés entre la France et l'Algérie. D'après cette convention, qui partira du 1er juillet prochain et qui aura une durée de dix ans, l'Etat accorde à la Compagnie une subvention annuelle de 1.500.000 francs, plus 500.000 fr. au maximum de primes à la vitesse dans le cas où la vitesse réglementaire de quinze nœuds sur la ligne de Marseille-Alger serait dépassée. De son côté, la Compagnie s'engage à assurer un voyage quotidien sur la ligne de Marseille à Alger ; un voyage hebdomadaire de Marseille à Oran, avec prolongement sur Nemours, Melilla, Malaga, Gibraltar et Tanger; un voyage hebdomadaire de Marseille à Philippeville et à Bône ; deux voyages par semaine entre Marseille et Tunis, dont l'un avec escale à Bizerte, et, enfin, un voyage hebdomadaire de Tunis à Tripoli par le littoral tunisien. *Messageries Maritimes*, 630, en bénéfice de 5 fr. *Chargeurs Réunis*, 1.318 fr. 50, contre 1.320. C'est le 20 courant que ces titres détachent un coupon de 20 fr.

Les *Voitures de Paris* gagnent 3 fr. à 565 fr. *Omnibus*, 1.075 50, en recul de 2 fr. *Compagnie Française des Métaux* agitée. Elle monte de 290 à 318 75, mais revient à 275 pour rester à 283 75.

Dynamite Centrale plus faible à 620 fr., perdant ainsi 25 francs. On paraît croire que le dividende de cette Société ne dépassera pas, cette année, 12 fr. 50. L'entreprise aurait subi certains mécomptes dans le rendement de deux filiales ; de plus, ses réserves seraient immobilisées par suite de la prise ferme d'un montant important d'actions de la *Dynamite du Transwaal*. *Téléphones* 290, en bénéfice de 1 fr. 25 ; *Téléphones de Paris à New-York* 99 75, en reprise de 3 fr. 25.

On a télégraphié de *Santiago de Cuba*, à la date du 15 courant, que le maréchal Martinez Campos, afin de pouvoir être constamment tenu au courant des opérations qui se poursuivent dans le sud de l'île, a demandé à la *Compagnie Française des Câbles Télégraphiques*, dont le bureau principal est à Santiago de Cuba, d'ouvrir une station supplémentaire à Caimanera, point situé à 107 kilomètres de Santiago. La direction de la Compagnie Française, saisie de cette demande, a immédiatement transmis, par câble, au chef de son exploitation, les ordres nécessaires pour l'ouverture de la station de Caimanera. L'empressement, mis par la Compagnie Française à prêter son concours au Gouvernement espagnol, a produit la meilleure impression.

La *Compagnie Française des Mines d'Or* revient de 132 50 à 126 25. *Nitrate Railways* sans changement, mais demandés à 485 à terme. *Lagunas Nitrate* 153 75, contre 155 ; *Lautaro* ferme à 207 50, bénéficiant d'une plus-value de 3 fr. 75.

Les *Lots du Congo*, que nous laissions à 110, cotent 108 75 ; *Chemins Orientaux* calmes pour le moment, aux environs de 517 50. *Etat de Espirito Santo* 414 75, contre 416.

Le *Rio-Tinto*, que l'on avait encore poussé de 415 à 435, retombe à 390. On verra, dans nos informations anglaises, que la *Compagnie Tharsis* n'a pas adhéré à l'entente entre les producteurs de cuivre. Ajoutons que le stock visible au 15 mai est en augmentation de 510 tonnes sur celui au 30 avril. *Valeurs de Corinthe* un peu mieux. *Action* 102 fr., en bénéfice de 4 fr. 50; *Obligation 6 0/0* 174, contre 170 50. Pour la décade du 3 au 12 mai, les recettes de la Compagnie se sont élevées à 7.218 drachmes et 689 fr. en or pour 81 bateaux, jaugeant 10.022 tonnes. On dit que le premier rapport annuel de la Société constate un déficit de 812.700 drachmes. Les recettes, qui se chiffrent par 229.170 drachmes, ne suffisent pas pour couvrir les frais d'exploitation qui atteignent 252.940 drachmes. Pendant les trois premiers mois de l'année en cours, les recettes ne s'élèvent qu'à 37.400 drachmes. La traversée du canal, ajoute-t-on, n'est pas sans présenter des dangers ; aussi le nombre des navires qui emploient cette route est-il toujours très limité.

★ ★ ★ Le mouvement de recul qui s'est produit cette semaine sur les valeurs minières a été sans effet sur les actions de la *Compagnie Générale des Nitrates*, maintenues sans réaction, et recherchées à 121 fr. 25, c'est-à-dire au-dessus du cours de leur introduction sur notre marché. Les capitaux français qui, depuis longtemps, s'intéressent dans les exploitations de nitrates, qui donnent d'importants dividendes, ont tout profit à se porter sur ce titre, qui leur assure une part dans les bénéfices des meilleures valeurs nitratières, dont la *Compagnie Générale des Nitrates* a composé son portefeuille avec soin, parmi les plus solidement établies, et, comme nous le faisions déjà remarquer il y a huit jours, à des cours accusant déjà une plus-value considérable.

Les obligations des *Chemins de fer Argentins* ont largement profité cette semaine. Elles clôturaient, vendredi dernier à 190 50 et nous les voyons à 199 fr. Mercredi a eu lieu l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie, qui a approuvé le contrat *ad referendum* passé, le 9 avril 1895, pour le rachat par le Gouvernement national argentin de la ligne de *San Cristobal* à *Tucuman* avec ses embranchements et dépendances, et a autorisé le Conseil d'administration à ratifier et à rendre définitif ledit contrat. Ces approbation et ratification étaient subordonnées à l'assentiment du Syndicat des obligataires de la Compagnie et à la condition que ce Syndicat accepterait que, sur les sommes reçues du Gouvernement national argentin en titres ou en espèces, en exécution du contrat *ad referendum* du 9 avril 1895, et, après déduction de tous frais et tout passif qui ne pourraient être acquittés avec les autres disponibilités de la Société, y compris, bien entendu, les sommes nécessaires pour désintéresser entièrement les obligataires qui n'ont pas accepté l'échange, la Société remettrait 95 0/0 aux obligataires de la Compgnie ayant échangé leurs obligations anciennes contre des obligations concordataires, et qu'elle conserverait le solde, soit 5 0/0, pour en disposer selon ses statuts. Jeudi, le Syndicat des obligataires s'est réuni en assemblée générale et a conféré au Conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de donner son assentiment au rachat de la ligne de *San Cristobal* à *Tucuman*, sur les bases indiquées ci-dessus, et il a approuvé l'emploi et la répartition à faire, entre la Compagnie et ses créanciers du prix de rachat.

★ ★ Par suite de la lourdeur imprimée à nombre

de valeurs, les *Fonds Brésiliens* ont un peu fléchi. Pourtant, les demandes du *comptant* continuent à affluer. Le *4 1/2 0/0 1888* s'échange entre 78 55 et 79 25 contre 79 75, pendant que le *4 0/0 1889* cote 75 fr., en moins-value de 40 centimes.

★ ★ Les oscillations ont continué sur la *Rente Extérieure Espagnole*, que nous laissions à 72 70 et qui, depuis, a varié de 72 90 à 71 90. Elle reste à 72 05, toujours très hésitante à cause des affaires de Cuba, et aussi de la position de place,

★ ★ Depuis notre dernier *Marché Financier*, la *Rente Italienne* affectait une tendance très soutenue. Elle est restée sans grande variation jusqu'à la journée d'hier, c'est-à-dire jusqu'au moment où le discours prononcé à San Casciano par M. Sonnino, ministre du Trésor, a été connu. L'impression ressentie alors a été très favorable; aussi s'est-on élevé à 89 70 pour rester à 89 55, en bénéfice de 80 centimes pour la semaine. Les primes sont successivement recherchées aussi bien en liquidation de fin mai qu'en liquidation du 15 juin. *Ecarts:* 55 centimes dont 0.50 fin mai; 1 fr. dont 0.50 au 15 juin. Remarquons que le *report* sur ce titre ne s'est élevé qu'à 10 centimes cours moyen (cours cotés 8 et 12 centimes).

★ ★ Les *Fonds Russes* sont plus mous, sauf les *Consolidés 1re et 2e séries*, qui s'échangent à 102 65 contre 102 25; *Orient* 66 65 contre 67 97 1/2; *Russe 3 0/0 1891* et *2e émission 1894*, 93 15, en recul de 55 centimes; *Russe 3 1/2 0/0*, 98 25 contre 98 40.

★ ★ Le *5 0/0 Serbe* qui, de 70 fr. était tombé à 67, remonte à 71, pour clôturer à 69 fr. Ce n'est pas avant une vingtaine de jours que l'on connaîtra les intentions du nouveau Gouvernement et le terrain sur lequel pourront alors se placer les Banques.

★ ★ Les *Fonds Ottomans*, comme la plupart des autres fonds d'Etats, se sont alourdis cette semaine. Le *Turc B* est à 45, en perte de 80 centimes; *Turc C*, 28 30 contre 28 80; *Turc D*, 25 95, en moins-value de 35 centimes; par contre, *Douanes*, au même cours de 512 50; *Ottomane 4 0/0 1894*, 479 au comptant contre 477 50; *Banque Ottomane*, 727 50 contre 728 75. On annonce le prochain retour en Europe de sir Edgard Vincent, complètement rétabli maintenant. Au sujet de la *Banque Ottomane*, nous renvoyons nos lecteurs à la lettre que nous reçue de notre correspondant de Constantinople et que nous publions plus loin.

Les obligations *Smyrne-Cassaba* sont à 444 50 contre 448 fr.; obligations *3 0/0 Salonique-Constantinople*, 327 et 327 50.

QUESTIONS DU JOUR

Les Conséquences Économiques DE LA

HAUSSE DES CHANGES

(TROISIÈME ARTICLE)

Les Indes anglaises vont nous permettre d'apprécier la double influence des changes d'une manière encore plus précise que pour les autres pays déjà étudiés, car cette vaste colonie britannique, après avoir été au régime monométallique-argent — comme le Mexique ou le Japon — se trouve, depuis le mois de juin 1893, date à laquelle la frappe libre de la roupie y a été suspendue, dans une situation monétaire presque comparable à celle de la France, de l'Allemagne et des Etats-Unis.

Avant le 30 juin 1893, les Indes avaient l'étalon unique d'argent; leur monnaie légale, la *roupie*, contenait 11 gr. 664 d'argent au titre 916,66, ou 10 gr. 69 d'argent fin, et valait, à son pair monétaire, 1 sh. 10 5/8 pence d'or ou 2 fr. 38. La frappe de cette roupie étant libre, chacun pouvait, moyennant 2,25 0/0 pour frais de monnayage, obtenir à Calcutta, à Bombay ou à Madras, 93 roupies avec 1 kilog. d'argent fin, ou 84 roupies avec 1 kilog. d'argent au titre 916,66.

Avant la suspension de la frappe libre de la roupie, l'argent n'avait pas de marché à l'intérieur des Indes: les bazars indiens vendaient et achetaient bien de l'argent en barre, mais le marché n'était pas libre dans le vrai sens du mot parce que la faculté que possédait tout porteur d'un lingot d'argent de faire convertir ce lingot en roupies, d'après un tarif de monnayage connu de tout le monde, fixait, d'une manière invariable, le prix en roupies du kilog. d'argent fin.

Un kilog. d'argent fin représentait donc, aux Indes, 93 roupies moins les frais de frappe, et ces roupies, malgré la baisse de l'argent par rapport à l'or, avaient conservé leur ancienne valeur par rapport au prix général des choses indiennes.

La grande enquête de 1887 a établi ce fait d'une manière irrécusable et le rapport, publié en 1893 par le Bureau de Statistique de Calcutta : *Prix et salaires dans l'Inde*, indique, de son côté, qu'il n'y a eu que des variations insignifiantes pour quelques catégories d'objets.

Nous rappellerons, à ce propos, les conclusions de M. Jamieson, consul général d'Angleterre à Shanghaï, qui a étudié, à la fin de 1894, cette question spéciale d'après les documents les plus authentiques :

Les salaires, revenus et taxes n'ont pas varié dans les pays à circulation d'argent; ou, du moins, n'ont varié que dans des limites étroites, pour des causes indépendantes du rapport entre l'or et l'argent;

Dans ces mêmes pays, les prix de détail n'ont pas varié, sauf en ce qui concerne les articles achetés au détail dans les pays monométallistes-or, articles qui ont haussé proportionnellement à la hausse de l'or.

En effet, pendant la période observée et tandis que l'étalon d'argent indien gardait son ancienne puissance libératoire à l'égard des choses indigènes, ce même étalon diminuait de valeur par rapport à l'étalon monétaire des pays à circulation d'or. En 1873, un kilog d'or fin valait 1.441 roupies indiennes; au commencement de 1893, le même poids de métal jaune représentait environ 2.235 roupies. La conséquence de cette divergence a donc été de diminuer — dans une proportion plus ou moins égale à la hausse des changes indiens — la valeur générale des choses indiennes pour les pays à étalon d'or et d'augmenter la valeur générale des choses des pays à étalon d'or sur le territoire indien.

Toutes les dénégations du monde resteront impuissantes contre ce fait aujourd'hui nettement établi, et nous allons voir dans quelle mesure la production indienne — comme celle du Mexique, de la Chine et du Japon — a profité du nouvel état de choses monétaire.

Voici d'abord un extrait de la très remarquable étude de M. Emile Barbé, ancien conseiller à la Cour de Pondichéry, sur la *Progression des industries asiatiques* en 1894, que nous avons récemment publiée :

« J'étais dans l'Inde, dit M. Barbé, quand la roupie

est passée de 2 fr. 50 à 1 fr. 60 au change européen. Or, cette déroute du métal blanc ne changea rien aux salaires : les manœuvres payés un huitième de roupie par jour au temps de l'ancien change, continuèrent à être payés le même huitième de roupie par jour au temps du nouveau. Supposons que ces manœuvres aient été employés (et il y en avait beaucoup) à des manufactures montées à l'européenne, et travaillant à la production d'articles destinés à l'Europe. — La portée de cette observation n'est-elle pas manifeste ? »

Et M. Barbé, après avoir montré comment la baisse de la roupie par rapport à l'or a donné une impulsion merveilleuse à l'industrie indienne, établit par des tableaux suggestifs, l'importance de ce développement en dix années :

Filatures indiennes

	1884	1893	1894
Nombre d'usines à l'européenne.....	79	141	»
Nombre de broches en fonction........	2.001.667	3.575.917	3.650.000
Nombre de métiers en fonction........	16.262	28.164	»
Nombre d'ouvriers en fonction........	60.387	121.500	»

Si l'on compare ce développement à celui des autres pays pendant la même période, voici ce que l'on trouve :

Augmentation des broches de 1885 à 1894

Indes....................	70.16 0/0
Continent européen.....	20.22 0/0
Etats-Unis..............	19.55 0/0
Angleterre..............	5.28 0/0

La quantité de coton employée est passée (en balles de 392 livres) de 531.365 balles en 1884 à 1.171.008 en 1893.

D'après M. Barbé, c'est l'année 1888 qui marque pour l'industrie anglaise et, par extension, pour celle du monde, l'ère nouvelle de la concurrence indienne. Voici un exemple significatif :

Importations anglaises aux Indes

	1888	1893
Tissus en pièces (yards).	1.836.000	1.719.000
Tissus filés (livres).....	45.943.979	34.978.219

Etudiant la répercussion de la concurrence indienne pour l'industrie de Manchester et du Lancashire, M. Barbé ajoute :

« Dans mes précédents travaux, j'avais déjà signalé les appréhensions de la presse spéciale du Lancashire. Cette année, les appréhensions se sont accrues, à mesure que le mouvement offensif des manufactures asiatiques contre nos usines d'Europe se précise et se définit.

« En d'autres temps, on se fût délecté fort, parmi nous, à cet étrange spectacle de la gigantesque colonie anglaise en train de conquérir les marchés de sa métropole et de porter un coup droit aux travailleurs de Manchester. Aujourd'hui, la race blanche tout entière est solidaire contre l'Asie, et je conseillle fort à nos rieurs d'attendre quelques années avant de prendre parti. Somme toute, nous faisons en Indo-Chine ce que l'Angleterre a fait dans l'Inde : seulement l'heure des résultats n'est pas encore arrivée. Quand elle aura sonné à Ha-Noï et à Canton, — comme elle l'a déjà fait à Bombay et à Osa-Ka : — ce sera le vrai moment de parler, chez nous, de la *question sociale*. L'Asie en est seulement à ses premières menaces, et déjà cette malheureuse question est passée à l'état de cauchemar. C'est assez dire quelles seront les difficultés du moment prochain où l'Asie entière sera équipée à l'Européenne, comme le sont aujourd'hui, déjà, l'Inde et le Japon. »

***

Mais la baisse en or de la roupie n'a pas seulement facilité la création des filatures aux Indes ; elle y a aussi développé la culture du blé dans des proportions considérables parce que le blé se consomme surtout dans les pays à étalon d'or et qu'il est d'une production, d'un transport et d'une vente faciles.

Le 26 février 1895, lors de la discussion de la motion Everett, M. Chaplin, ancien ministre de l'agriculture, a pu dire à la tribune de la Chambre de commerce, et sans être démenti par personne :

« L'Inde est un de nos concurrents pour la culture du blé et elle jouit, en cela, d'avantages spéciaux. Un souverain anglais se convertit aujourd'hui en 20 roupies, alors que, jadis, il n'en valait que 10 ; et bien que, en Angleterre, le prix du blé soit tombé de 40 shill. à 20 shill. par *quarter*, le producteur indien continue à recevoir 20 roupies pour un *quarter* de son blé. On sait qu'il y a eu peu ou point de changements dans les prix de l'Inde ; par conséquent, les 20 roupies que reçoit le producteur indien lui procurent aujourd'hui autant de bénéfices qu'autrefois. Il peut acheter, dans l'Inde, autant qu'autrefois et obtient, pour son blé, un prix en or qui ruinerait le producteur anglais ».

La hausse de l'or dans l'Inde a donc placé le producteur de blé de ce pays dans une situation privilégiée, par rapport au producteur des pays à étalon d'or, puisque le même quintal de blé qui vaut actuellement 12 francs sur les marchés libres de l'Europe et qui n'apporte que 12 fr. brut au cultivateur européen, représente, en fait, 22 ou 24 fr. en roupies pour l'agriculteur indien. A tous les avantages normaux dont l'agriculteur asiatique jouit : fertilité naturelle du sol, bas prix des fermages, de la main-d'œuvre, etc... vient donc s'ajouter cet avantage extraordinaire d'un prix de vente majoré par la hausse de l'étalon monétaire du pays où son blé est exporté.

Le tableau ci-dessous démontre que le producteur indien a su tirer profit de tous ces avantages :

Exportations du Blé des Indes par mer par périodes quinquennales depuis 1873 :

(En quintaux anglais : 50 kil. 80)

Périodes	Total de la période	Moyenne annuelle	Moyenne de l'once stand. à Londres
			deniers
1872-73...	394.000	394.000	60.08
1873-78...	17.300.149	3.460.030	55.06
1878-83...	44.797.615	8.959.523	51.47
1883-88...	93.725.000	18.745.000	46.42
1888-93...	91.013.000	18.202.600	41.86

En 1873, les Indes n'exportaient que 394.000 quintaux anglais de blé. La moyenne des exportations annuelles des deux dernières périodes décennales est supérieure à 18 millions de quintaux.

Il convient cependant de constater que la baisse de l'argent par rapport à l'or n'a pas été la seule

cause du développement de l'agriculture indienne : en 1874, le réseau des chemins de fer indiens n'était pas supérieur à 10.095 kilomètres ; en 1880 nous le trouvons de 14.775 kilomètres en exploitation et le réseau s'élève successivement à 19.319 kilomètres en 1885, à 25.902 kilomètres en 1890 et, enfin, à 29.035 kilomètres en 1893.

Comme au Mexique, au Brésil, ou dans la République Argentine, les nouvelles voies ont mis en communication rapide et économique avec les ports maritimes d'immenses territoires jusqu'alors sans valeur utilisable pour la culture d'exportation : mais, sans qu'il soit nécessaire d'examiner si la création des nouvelles lignes a été la *cause* du développement de l'agriculture indienne ou seulement la *conséquence* de ce développement : d'après ce qui précède il nous sera permis d'affirmer, avec M. Chaplin et avec tous les économistes anglais qui ont étudié ce grand problème, que la baisse en or de la roupie a facilité d'une manière considérable l'exportation du blé indien vers les pays à étalon d'or et, par double répercussion, sa surproduction aux Indes et l'avilissement de ses prix en or.

***

Le tableau suivant résume le commerce extérieur des Indes pendant la période observée :

Commerce extérieur de l'Inde depuis l'année 1873-1874
(En milliers de roupies)

Années	Marchandises			Métaux précieux	
	Importat.	Exportat.	Excéd. des exportat.	Importat.	Exportat.
1873-74	325.940	549.610	223.670	57.920	19.140
1883-84	552.790	880.900	214.380	128.780	10.080
1887-88	623.848	904.714	280.866	138.258	16.046
1888-89	665.703	969.781	304.078	138.449	17.843
1889-90	665.601	1.033.968	368.367	174.595	19.063
1890-91	690.349	1.001.357	311.008	219.344	21.231
1891-92	665.874	1 080.360	414.486	147.226	32.866
1892-93	626.050	1.065.359	439 309	170.098	69.589
1893-94	739.616	1.064.591	324.975	184.252	40.248

Ces chiffres, combinés avec ceux des tableaux précédents, établissent d'une manière certaine que la baisse extérieure de la roupie n'a pas été défavorable, tant s'en faut, au commerce, à l'agriculture et à l'industrie des Indes. Mais la dépréciation de l'étalon monétaire indien, par rapport à l'étalon d'or, a eu des conséquences fâcheuses pour les finances de l'Etat, et c'est pour atténuer ces conséquences, dans une certaine mesure, que le Gouvernement britannique a décidé, le 15 juin 1893, de suspendre la frappe libre de l'argent aux Indes.

Or cette mesure a eu des effets diamétralement opposés à ceux que le Gouvernement en attendait, et l'étude de ces effets va justement nous fournir la contre-épreuve de notre théorie sur l'influence des changes.

La monnaie légale des Indes est la roupie d'argent, et c'est naturellement sous cette forme que tous les paiements se règlent et notamment les impôts. Pour construire ses chemins de fer, ses télégraphes, ses routes, etc., le Gouvernement indien a contracté en Angleterre des emprunts payables en or, dont le service annuel, joint à d'autres dépenses d'ordre extérieur, s'élèvent à 18 millions de livres sterling ou 450 millions de francs, le buget total des dépenses annuelles de la Colonie étant de 2.150 millions environ.

Pour convertir en *or* les roupies-argent qu'il retire de ses impôts, le Gouvernement émet chaque année, à Londres, un certain nombre de traites dites *Council drafts* ou *Council bills*, payables en roupies aux Indes, soit à vue, soit en transferts télégraphiques sur Bombay, Calcutta ou Madras. Les commerçants du monde entier, ayant des paiements à faire aux Indes, se procurent ainsi en monnaies indiennes toutes les sommes qui peuvent leur être nécessaires.

Avant le mois de juin 1893, ces traites se négociaient à Londres aux environs du cours en or de l'argent-métal, augmenté du 3 ou 4 0/0 représentant les frais de la frappe, du transport et de l'intérêt de l'argent-métal qu'il aurait fallu envoyer aux Indes pour solder les comptes débiteurs. C'était la conséquence rationnelle de la frappe libre de la roupie à Bombay, Calcutta ou Madras.

Naturellement, plus l'argent-métal baissait à Londres et plus le Gouvernement devait augmenter le montant des *Council bills* destinés au service extérieur du budget indien : quand la roupie perdait 10 0/0 de son pair nominal, le déficit annuel à combler représentait 45 millions de francs ; à 25 0/0, c'était 112.500.000 fr.; à 40 0/0, 180 millions, et ainsi de suite.

Tout le monde sait aujourd'hui que, sans l'intervention du Gouvernement anglais, sans le secours du puissant crédit de la Grande-Bretagne, les Indes auraient fait faillite à leurs engagements extérieurs depuis au moins trois années.

Or, c'est précisément pour essayer d'arrêter la baisse de la roupie que le Gouvernement indien, en juin 1893, a suspendu la frappe libre de l'argent et s'est réservé le monopole de cette frappe. Mais il a en même temps fixé arbitrairement la *valeur en or* de la roupie à 1 sh. 4 d., soit 156 fr. environ le prix du kilogr. d'argent fin. En d'autres termes, il a décidé qu'il donnerait pour un souverain d'or (25 fr.) 15 roupies d'argent valant légalement aux Indes 35 fr. 70.

De sorte que depuis le mois de juin 1893, les Indes n'ont plus le monométallisme-argent, puisque la frappe libre des roupies est suspendue et que l'argent en barre est devenu *marchandise* par rapport à la monnaie officielle. Leur régime monétaire actuel est quelque chose d'assez semblable au régime bossu des *assignats d'argent* tel qu'il existe en France pour les écus et en Allemagne pour les thalers.

Mais voici où l'histoire monétaire des Indes devient véritablement curieuse : La fermeture des Hôtels de monnaies indiens à la frappe libre de l'argent a eu pour conséquence de faire brusquement baisser les cours en or de ce métal de 25 0/0 en quelques semaines. Le Gouvernement indien avait fixé au mois de juin la valeur monétaire du kilogr. d'argent à 156 fr. d'or, tandis qu'à la fin de décembre suivant on pouvait se procurer, sur le marché libre, le même kilogr. d'argent pour 115 fr. Le résultat de cette divergence s'est traduit immédiatement par l'apparition du change entre le taux officiel de la roupie indienne et la monnaie d'argent chinoise, japonaise et mexicaine.

Tant que la frappe de la roupie fut libre aux Indes, il n'y eut pas de différence de change appréciable entre ce pays et les autres nations à étalon d'argent ; mais, à partir de juin 1893, les Indes se sont trouvées, vis-à-vis de la Chine, du Japon et du Mexique, dans la situation d'une na-

tion à circulation monétaire au pair de l'or, le pair indien étant représenté par 1 sh. 4 pence d'or pour 10 gr. 62 d'argent fin, soit un rapport de 1 kil. d'or pour 21 kilog. 90 d'argent.

Et voici comment M. O'Connor, secrétaire d'Etat adjoint des Indes, a décrit dans son rapport annuel les conséquences économiques, pour le commerce indien, du nouvel ordre de choses :

« Cette mesure (la suspension de la frappe libre de l'argent) qui devait ramener la fermeté des changes avec les pays à étalon-or, vers lequel se portent les trois quarts de notre commerce, a provoqué une perturbation des changes avec les pays à étalon d'argent où se porte le quatrième quart de notre commerce. La perturbation a été aussi soudaine que violente. Tandis que le change de la roupie par rapport à la livre sterling haussait, la valeur en or de l'argent tombait lourdement et le change du dollar par rapport à la livre sterling tombait dans les mêmes proportions.

« Le change du dollar entre l'Inde et la Chine, qui était resté si longtemps à 100 dollars pour 220 roupies, tomba subitement à 100 doll. pour 192 roupies, et le commerce se trouva paralysé jusqu'à ce que les prix des marchandises fussent adaptés à ces nouvelles conditions..... »

Le commerce indien a beaucoup souffert de la secousse provoquée par la baisse de l'argent-métal par rapport à la roupie indienne et les articles prédominants de la production indigène : filés coton, cotonnades, opium, riz, thé, etc., soumis à la concurrence directe de la Chine et du Japon, ont été atteints sur le territoire indien par une baisse presque proportionnelle à la baisse du taël et du yen qui a facilité, d'une part, l'importation aux Indes de produits similaires chinois et japonais et, d'autre part, brusquement arrêté la progression des exportations indiennes vers ces mêmes pays.

Pour les filés cotons et les cotonnades, la baisse a été, en 1893-94, de 1.858.100 roupies, soit environ de 23 0/0. Pour l'opium, la moins-value ressort à 1.235.585 roupies, soit 13,3 0/0. Pour les grains et les plantes légumineuses, la moins-value a été de 4.237.830 roupies, soit environ 20,6 0/0.

D'ailleurs, les monométallistes anglais eux-mêmes ont reconnu la double influence de la baisse de l'argent par rapport à la monnaie officielle indienne, car dès le 16 décembre 1893, l'*Economist* de Londres écrivait :

« La fermeture des Monnaies a provoqué une réduction exceptionnelle des exportations indiennes d'opium et d'articles pour la Chine ; la diminution pour les trois mois finissant en septembre s'est élevée jusqu'à deux millions de roupies... et tandis que les exportations de marchandises *diminuaient*, les importations *augmentaient*.

« Il est certain que la tentative de hausse de la valeur de la roupie aux Indes doit continuer à agir comme un stimulant sur les importations étrangères dans les Indes et à porter un coup aux exportations indiennes dans les nations à monnaie-argent. »

La prédiction de l'*Economist* s'est réalisée et voici, en dizaines de roupies, les résultats du commerce extérieur indien pendant les trois années comparables :

	1891-92	1892-93	1893-94
	Rx	Rx	Rx
Importations :			
Marchandises	66.587.500	62.605.000	73.961.600
Or	4.118.900	1.781.800	3.146.500
Argent	10.603.700	15.228.000	15.278.700
Total........	81.310.100	79.614.800	92.386.800
Exportations :			
Marchandises (y compris les réexport.).	108.036.000	106.536.000	106.459.100
Or	1.705.100	4.594.500	2.505.300
Argent	1.438.000	2.334.500	1.519.500
Total........	111.179.100	113.465.000	110.483.900
Excédent d'exportat..	29.869.000	33.850.200	18.097.100

L'augmentation des importations de marchandises aux Indes est d'autant plus caractéristique que sur les 113.360.000 roupies constatées, 105 millions sont applicables aux neuf derniers mois de l'année fiscale, c'est-à-dire à la période qui a suivi la suspension de la frappe libre. De même, en ce qui concerne les exportations, à la fin du mois de juin, il y avait, par rapport à la période correspondante de l'année précédente, une augmentation de 20 millions de roupies. Dans les neuf derniers mois de l'année, les exportations indiennes ont donc perdu 20.870.000 roupies.

Les producteurs indiens ont naturellement protesté contre la situation nouvelle que leur créait l'apparition du change entre la roupie et l'argent-métal ; ils ont demandé à être protégés contre la concurrence ruineuse des produits sino-japonais, et le Gouvernement indien, se rendant à leurs réclamations....., qui servaient d'ailleurs ses besoins financiers, a mis en décembre dernier un droit de douane de 5 0/0 sur tous les produits importés aux Indes.

Aux protestations des manufacturiers de Manchester et du Lancashire le Gouvernement britannique a répondu que la mesure était nécessaire pour combler le déficit du budget indien.

« Si nous avions, entre l'Angleterre et l'Inde, un système monétaire logique — a riposté M. Balfour, dans une réunion organisée à Manchester en janvier dernier par la Chambre de commerce de cette grande cité industrielle — il n'y aurait pas de déficit, partant pas de droits sur les cotonnades, pas de taxe sur les produits du Lancashire, pas de protection directe ou indirecte en faveur du manufacturier indien.

« En effet, les difficultés existant entre l'Angleterre et l'Inde proviennent uniquement du change, et si l'Inde se trouve en face d'un déficit, c'est seulement parce qu'elle doit effectuer ses paiements *en or* à l'Angleterre et qu'elle n'a à sa disposition que de l'argent déprécié.

« Si le change entre l'or et l'argent était au pair, non seulement il n'y aurait pas actuellement de déficit dans l'Inde mais il n'y en aurait jamais eu : les excédents dont disposerait le Ministre des finances de l'Inde auraient suffi, au delà, à tous les besoins. »

Et le *London and China Telegraph*, qui est le défenseur attitré des intérêts anglais dans l'Extrême-Orient, a commenté en ces termes, le 5 janvier dernier, le régime protectionniste inauguré par le Gouvernement indien :

« C'est là, dit notre confrère, une mesure logique, si on admet qu'il soit logique de revenir aux droits de douane et de renoncer aux principes du libre-échange ; elle résulte des expériences monétaires faites par le Comité Herschell.....

« Mais elle aura pour résultat de développer l'industrie des filatures de coton en Chine et au Japon ....

« Les perturbations causées aux finances de l'Inde par les expériences monétaires actuelles sont curieuses à observer ; mais l'Inde semble approcher de plus en plus de sa ruine définitive. Quand, par suite de sa rareté, la roupie fera prime, l'Inde aura perdu presque tout son commerce d'exportation vers l'Extrême-Orient, et presque tout son commerce d'outre-mer dans les pays

où elle se trouve en concurrence avec les pays monométalliques-argent.

« Chaque pas en avant fait par le Gouvernement indien, pour appliquer le système imposé par la Métropole, plonge davantage l'Inde dans le marasme; on ne pouvait rien imaginer de mieux pour ruiner le commerce et nuire à ce grand pays.

« Une foi aveugle dans le monométallisme-or ayant amené le Gouvernement anglais à fournir des armes aux pays monométalliques-argent, il a imposé sa politique monétaire à l'Inde, en mettant ce grand pays en dehors des autres pays asiatiques. »

Pas un journal anglais n'a contesté la justesse des critiques du *London and China*. Nous aurions certainement mauvaise grâce à ne pas faire comme eux.

(A suivre.) EDMOND THÉRY.

LE JAPON ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Dans son deuxième article sur les « conséquences économiques de la hausse des changes » (1) notre Rédacteur en chef a cité quelques extraits du rapport adressé au département des affaires étrangères par M. Klobukowski, consul général de France à Yokohama.

Il importe d'analyser de plus près ce travail, qui constitue un document historique de premier ordre pour le Japon, avant et pendant la guerre avec la Chine, et qui prouve combien nos craintes relatives au danger pour l'industrie européenne de la concurrence asiatique sont justifiées.

Sous l'influence de la baisse sans cesse croissante de l'argent, écrit, en substance, notre Consul, dans les premiers mois de l'année 1894, les capitaux accumulés dans les Banques se sont portés vers les affaires avec une telle intensité que le nombre (un millier environ) des Sociétés nouvelles créées en moins de six mois et existant au 15 février 1894 avait plus que doublé en juin, par la formation d'autres entreprises. Les Japonais ont compris tout d'abord qu'il importait de relier les centres producteurs aux ports d'embarquement et ils l'ont fait d'une façon très méthodique en traçant des lignes ferrées susceptibles de répondre à des besoins réels et bien constatés. Aussi ces lignes, sagement administrées réalisent-elles de sérieux bénéfices et les titres (actions ou obligations) des Compagnies d'exploitation offrent-elles la même sécurité que les valeurs d'Etat.

Quant aux frais d'établissement ils ont été, comme dans tous les pays asiatiques, relativement peu élevés grâce à l'abondance et au bon marché de la main-d'œuvre :

La vie indigène — lisons-nous dans le rapport — est fort bon marché, le salaire des agents de tous grades très bas par conséquent. Enfin la clientèle n'est pas exigeante...

M. Klobukowski énumère ensuite les effets immédiats de la guerre : suspension des transactions, abandon des entreprises naissantes, renchérissement du taux de l'argent et du prix du charbon. Il nous montre aussi le Gouvernement soucieux d'empêcher les charbons australiens de se créer des débouchés importants dans les ports du Céleste-Empire, s'efforçant de dissiper les scrupules des négociants japonais qui s'étaient fait un point d'honneur de ne pas expédier de combustible en pays ennemi.

Ces sentiments patrotiques se sont manifestés d'une façon plus intense quand le Gouvernement s'est décidé à contracter un premier emprunt intérieur de 30 millions de yens (environ 84 millions de francs); cet emprunt 5 0/0, émis au pair, a été, en peu de jours, couvert deux fois. Un second appel adressé au public, en décembre, a eu le même succès; pour les 50 millions de yens (environ 140 millions de francs) d'obligations 5 0/0 offertes cette fois, à 95 0/0 — les souscripteurs étant invités à enchérir — on a recueilli plus de 90 millions de yens, dont 22 millions, environ, représentaient les sommes offertes par les enchérisseurs. Et, indépendamment de ces souscriptions, les dons faits par les particuliers désireux de participer aux frais de la guerre s'élevaient au 31 décembre 1894, à 2 millions et demi de yens (7 millions de francs).

Les crédits de la guerre votés par la Chambre japonaise réunie en session extraordinaire au mois de septembre 1894, s'élevant à 150 millions de yens (420 millions de francs), étaient couverts par :

	en yens
1° Les réserves du Trésor affectées aux frais de guerre	26.000.000
2° Les obligations dites de la « guerre » en cours de versement	30.000.000
3° Les obligations à émettre ou les emprunts à effectuer	100.000.000
Soit au total	156.000.000

(436 millions de francs).

Comme on le voit, les économies réalisées par le Gouvernement lui ont permis de payer les premiers frais de la campagne, en attendant la réalisation des emprunts. Il a pu ainsi faire face, sans secousse, sans panique, aux nécessités du moment, en n'affectant pas la circulation, au moins dans les premiers mois.

Mais les capitaux qui ont participé aux emprunts étaient perdus pour les entreprises industrielles et commerciales; de là une suspension de l'activité économique du pays et, plus tard, un accroissement dans les émissions de papier-monnaie du Gouvernement, de la *Banque du Japon* et des autres Banques nationales. Voici les chiffres comparatifs de ces émissions à la fin de chacun des douze mois des années 1893 et 1894 :

	1894	1893
	en yens	
Janvier	154.964.704	144.325.137
Février	153.036.580	144.955.306
Mars	148.483.905	143.054.662
Avril	145.676.603	141.141.505
Mai	147.723.425	142.638.017
Juin	152.210.550	144.888.929
Juillet	157.823.169	150.770.018
Août	161.006.883	151.987.027
Septembre	161.812.064	152.145.290
Octobre	166.435.873	151.855.714
Novembre	163.249.022	157.298.233
Décembre	174.191.910	162.308.542

Si, au début des hostilités, le développement économique du Japon a subi un temps d'arrêt, les succès remportés par les troupes du Mikado, en Corée puis en Chine, ont bientôt ranimé les marchés. Nous avons donné ici même le mouvement du *Commerce extérieur* depuis 1868; pour le *Commerce intérieur*, les soldes des prêts effectués par le Syndicat des banquiers de Tokio et de Yokohama sont un autre indice de la reprise; ces soldes étaient les suivants à la fin de chacun des semestres des années 1893 et 1894 :

	1894	1893
	en yens	
30 juin	49.398.041	47.018.595
31 décembre	54.324.034	50.953.461

Et voici les encaisses métalliques de ces mêmes banques à la fin des semestres correspondants :

	1894	1893
	en yens	
30 juin	6.600.786	15.863.828
31 décembre	7.139.221	13.696.431

La *Banque du Japon* a comblé le déficit de son encaisse métallique (déficit qui s'élevait, au 31 décembre 1894, à 3.270.000 yens, soit au taux moyen de 2 fr. 80 = 9.156.000 fr.) en évaluant le yen *or* de son fonds de réserve, non plus à 1 yen 30 *argent* comme par le passé, mais à 1 yen 80. La baisse du métal blanc lui a

(1) Voir l'*Economiste Européen*, n° 174 du 11 mai 1895.

donc permis de supporter les lourdes charges résultant des dépenses de la guerre.

En ajoutant que le taux moyen de l'intérêt des Banques a varié, en 1893, entre 2 et 6 0/0 et descendu, en 1894, de 7 0/0 (janvier et octobre) à 1 0/0 (en décembre), nous aurons donné une idée générale de la facilité avec laquelle le Japon a traversé une phase pénible sans avoir contracté de dettes extérieures.

***

Les études et rapports que nous avons publiés dans l'*Economiste Européen* ont suffisamment démontré l'influence que la baisse graduelle du change — conséquence de la dépréciation de l'argent — a exercée sur le développement de l'industrie et des exportations au Japon, pour que je n'aie pas besoin d'insister. Mais il est un point que nous n'avons pas encore examiné : il s'agit de la marine marchande. En 1892, on comptait déjà, en dehors de la grande Société *Nippon Yusen Kaisha*, subventionnée par le Gouvernement, 131 Compagnies ayant 643 vapeurs représentant 102.322 tonnes, et 778 voiliers avec 45.994 tonnes, soit un total de 148.316 tonnes. Un grand nombre de ces navires ont été construits dans le pays sur les 53 chantiers outillés à l'européenne ouverts cette même année 1892.

Quant à la *Nippon Yusen Kaisha*, chargée du service postal avec Shanghaï, la Corée, les divers ports de la Chine septentrionale et Wladivostock, en été, qui expédie un bateau mensuel entre Yokohama et Bombay et fait, d'une façon intermittente, des services sur Hong-kong, Honolulu et l'Australie, sa flotte comprenait, à la date du 1er octobre 1894, 60 navires jaugeant 60.500 tonnes.

Les bas prix des frets permettent d'importer, dans les meilleures conditions possibles, les aciers servant à la construction, et le Japonais étant ouvrier habile — l'artisan a toujours été considéré, dans l'Empire du Soleil Levant, comme au-dessus du marchand et du banquier — on voit l'avenir réservé à cette industrie naissante dans un pays où la main-d'œuvre est à si bon marché.

Ces affirmations ont été confirmées de tous points dans un rapport lu le 8 mai courant à la Société japonaise de Londres, à Hannover square, en présence de S. Exc. M. Kato, ministre du Japon.

Le Dr Elgar, qui a surveillé pendant près de deux ans les constructions sur les divers chantiers et notamment à Yokosuha, nous apprend que les Japonais excellent dans cet art ; leurs ouvriers et leurs mécaniciens ne le cèdent en rien aux nôtres ; ils sont plus disciplinés et les difficultés contres lesquelles on a à lutter en Europe sont totalement inconnues là-bas. « J'ai constaté, écrit-il, que les navires de moyennes dimensions peuvent être construits au Japon à un prix de revient bien inférieur à celui de l'Angleterre. »

Et au cours de la discussion qui a suivi la lecture de ce rapport, M. Martell, inspecteur général du Lloyd, a déclaré que les constructeurs japonais étaient déjà des concurrents avec lesquels il fallait compter ; ils n'exécutent pas seulement les ordres des armateurs indigènes, mais travaillent aussi pour les étrangers. A l'heure actuelle, on organise d'énormes chantiers avec fabriques d'acier ; d'après des renseignements très précis recueillis par M. Martell, un navire de 3 à 4.000 tonnes peut être livré au Japon à 4.000 liv. st. au-dessous du prix de revient en Angleterre.

De tout ce qui précède, il appert que l'Empire du Mikado est en passe de devenir un pays commercial et industriel de premier ordre ; les progrès réalisés depuis quelques années nous permettent de prévoir qu'avant peu il règnera en maître sur les marchés de l'Extrême-Orient. Favorisés par la baisse graduelle du change, les vainqueurs de la Chine ont déjà porté des coups terribles à l'industrie cotonnière de l'Angleterre et de l'Inde ; le jour n'est pas éloigné peut-être où leurs ingénieurs organiseront l'exploitation des vastes bassins houillers et des gisements de minerai de fer qui s'étendent sur le continent asiatique, et alors l'industrie métallurgique européenne subira le sort des filateurs du Lancashire. Si on n'arrête pas cette marée montante, ou, tout au moins, si on n'égalise pas les chances dans la lutte gigantesque entre les centres producteurs du monde, par le moyen que préconisent les *bimétallistes*, nous assisterons avant longtemps à des catastrophes susceptibles de bouleverser l'organisation sociale de la vieille Europe.

C.-R. WEHRUNG.

LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE
en Avril 1895

L'Imprimerie Nationale vient de mettre sous presse le volume des Documents statistiques publiés par l'Administration des Douanes sur le commerce de la France pendant les quatre premiers mois de l'année 1895.

Les importations se sont élevées, du 1er janvier au 30 avril, à 1.210.487.000 fr., et les exportations à 1.087.119.000 fr.

Ces chiffres se décomposent comme suit pour le mois d'avril :

IMPORTATIONS	1895	1894	
Objets d'alimentation	81.498.000	84.322.000	— 2.824.000
Matières nécessaires à l'industrie	164.716.000	156.679.000	+ 8.037.000
Objets fabriqués.....	55.682.000	48.899.000	+ 6.783.000
Totaux......	301.896.000	289.900.000	+11.996.000
EXPORTATIONS			
Objets d'alimentation	53.056.000	63.656.000	—10.600.000
Matières nécessaires à l'industrie	74.656.000	59.608.000	+15.048.000
Objets fabriqués....	160.468.000	141.082.000	+19.386.000
Colis postaux	11.073.000	7.035.000	+ 4.038.000
Totaux......	299.253.000	271.381.000	+27.872.000

Voici les chiffres des quatre premiers mois de 1895 comparés à ceux de la même période de 1894 :

IMPORTATIONS	1895	1894	
Objets d'alimentation	309.441.000	446.074.000	—136.633.000
Matières nécessaires à l'industrie.......	728.359.000	833.605.000	—105.246.000
Objets fabriqués.....	172.687.000	186.359.000	— 13.672.000
Totaux......	1210.487.000	1466.038.000	—255.551.000
EXPORTATIONS	**1895**	**1894**	
Objets d'alimentation	178.778.000	206.742.000	— 27.964.000
Matières nécessaires à l'industrie.......	273.134.000	229.114.000	+ 44.020.000
Objets fabriqués.....	594.749.000	542.161.000	+ 52.588.000
Colis postaux.......	40.458.000	30.290.000	+ 10.168.000
Totaux......	1087.119.000	1008.307.000	+ 78.812.000

Les valeurs mentionnées aux présents tableaux ont été établies au moyen des taux définitifs adoptés pour 1894 par la Commission permanente des valeurs de douane.

Le volume des documents statistiques qui paraîtra dans quelques jours présente, en regard du résumé comparatif des *valeurs*, le résumé, par nature de marchandises, des *quantités* importées et exportées pendant les quatre premiers mois des années 1895, 1894 et 1893.

LES TITRES RUSSES A LA BANQUE DE FRANCE

Nous avons exposé dans l'*Economiste Européen* du 6 avril 1895 (no 169), les grandes lignes de l'arrangement intervenu entre le Gouvernement russe et la *Banque de France* relativement à la transformation des titres russes au porteur en titres nominatifs.

Le contrat original, signé par M. de Witte, ministre des finances de Russie, vient d'arriver à Paris, et la mesure va être mise à exécution à très bref délai.

Rappelons, à ce propos, que la *Banque de France* recevra, au siège central, où elle les conservera dans

ses caisses, les titres de la dette publique russe extérieure payables en métalliques qui lui seront déposés par les porteurs désireux d'avoir des titres nominatifs.

Cette faculté sera étendue ultérieurement aux succursales.

En représentation de ces titres au porteur, la Banque délivrera par chaque dépôt aux déposants, des certificats nominatifs timbrés à leurs frais, signés par deux fonctionnaires accrédités par le Gouvernement impérial, tant pour le dépôt que pour le retrait des titres et visés par un employé du service du contrôle de la Banque.

Elle sera responsable de la conservation des titres au porteur, sauf en cas de force majeure.

Elle veillera, par son service du contentieux, aux mutations et aux retraits, demeurant bien entendu qu'elle n'acceptera que les opérations régies par la loi française.

Les dépôts faits par des personnes incapables, au point de vue de la loi française pourront être acceptés après examen du service du contentieux.

Elle surveillera les tirages des titres amortissables, et, en cas de sortie à des tirages de tout ou partie des numéros afférents aux certificats nominatifs délivrés par elle, elle en préviendra les titulaires, sans assumer de ce chef aucune responsabilité.

Elle se chargera de rembourser les titres amortis.

Elle paiera, après encaissement, à ses déposants, aux échéances, à Paris et dans ses succursales, les coupons échus, soit en espèces, soit en créditant les déposants titulaires de comptes à la Banque.

Elle rendra les coupons en nature aux déposants qui en feront la demande.

Les déposants seront exonérés de tous droits autres que le timbre des certificats.

Comme on le voit, ces dispositions donnent toute sécurité et toute facilité à nos nationaux, car les porteurs pourront réaliser leurs titres quand ils le voudront.

COMPAGNIE DES NITRATE RAILWAYS

(Suite et fin)

III

A l'heure actuelle, ce qu'il est impossible de nier, c'est l'avantage que retire l'agriculture de l'emploi des fumures minérales. Cela ne veut pas dire que les produits commerciaux dont l'azote est à l'état organique soient tout à fait abandonnés; cependant les résultats obtenus par les engrais azotés purement chimiques sont tellement remarquables que leur supériorité ne fait plus de doute. Celui dont on préconise surtout la vulgarisation est le *nitrate de soude*. Il faut reconnaître que ce n'est qu'après de longs tâtonnements que l'on est arrivé à le consommer couramment, et à savoir profiter de ses effets surprenants. C'est qu'il a eu des concurrents sérieux. Entre autres, le *guano*, le *phosphate*, le *sulfate d'ammoniaque*, etc. Mais l'emploi du *guano* n'est plus utilisé qu'exceptionnellement en agriculture, et seulement, en ce qui regarde la France, dans quelques parties de l'Ouest et du Nord. Il a été très en faveur de 1855 à 1880; mais l'opinion de nos agriculteurs s'est modifiée depuis; et les importations, dans notre pays, des guanos de toutes provenances ne se sont élevées qu'à 7.694 tonnes, en 1889; à 4.604 tonnes, en 1890; à 4.997 tonnes, en 1891; à 2.828 tonnes en 1892; à 1.716 tonnes en 1893, et à 6.009 tonnes en 1894. A la vérité, la consommation est plus grande qu'on ne le supposerait en lisant ces chiffres; mais elle porte sur les stocks considérables qui existaient antérieurement et qui sont, à l'heure actuelle, à peu près vendus. Et quand tous ces stocks seront épuisés, tout porte à croire que ce produit sera complètement délaissé.

En ce qui regarde le *phosphate*, il n'existe plus pour ainsi dire en France, les gisements de la Somme laissant actuellement plus qu'à désirer. Il faut aller le chercher non plus en Belgique, la terre classique de ce produit, mais en Algérie et même en Floride qui, après la découverte qui en a été faite il y a quatre ans environ, donne actuellement une production annuelle de 280.000 tonnes, faisant ainsi une concurrence sérieuse au Canada qui, en 1893, n'a plus produit que 8.198 tonnes, contre 25.000 antérieurement. Malheureusement, pour la Floride, il y a à compter avec le gaspillage qui fait que l'on sacrifie les gisements riches. Quant au *sulfate d'ammoniaque*, sa production annuelle totale du monde entier est évaluée 290.000 tonnes. Mais cette matière, qui s'obtient difficilement comme produit secondaire par les usines à gaz, les usines traitant les vidanges, les hauts fourneaux, les fabriques d'huile minérale extraite des schistes, de certaines houilles, etc., doit, pour laisser des bénéfices dans sa production, se vendre au prix de 35 à 40 francs les 100 kilogrammes. Or, la faiblesse des prix du *nitrate de soude*, faiblesse dont nous allons parler plus loin, ramène la valeur proportionnelle du *sulfate d'ammoniaque* au prix de 26 à 30 fr. Et, à ce prix, la production de cet engrais ne tend qu'à diminuer, car elle coûte plus cher qu'elle ne vaut.

Au contraire, de tous ces produits, le *nitrate de soude* gagne au fur et à mesure que le temps marche. La période d'hésitation pour le *roi des engrais*, comme on le dénomme, a duré 50 ans, de 1830 à 1880. Mais, à partir de cette dernière date, la progression a été vive, ainsi qu'il résulte du court tableau ci-dessous :

Exportations de nitrate du Chili pour le monde entier :

En 1830	800	tonnes
En 1840	10.000	—
En 1850	23.000	—
En 1860	55.000	—
En 1870	136.000	—
En 1880	225.090	—
En 1890	1.035.000	—
En 1894	1.082.000	—

Quant à sa consommation annuelle, elle peut s'établir approximativement ainsi, d'après la statistique de MM. Thomson Aikman et Cie, de Glasgow, et en tonnes anglaises de 1.015 kilos :

	1890	1891	1892	1893	1894
	—	—	—	—	—
Allemagne	316.300	368.400	366.800	349.000	397.200
France	197.900	183.400	175.400	175.700	187.100
Angleterre	119.000	124.400	118.800	101.800	117.000
Belgique	91.600	94.600	95.100	100.000	123.700
Hollande	47.200	48.500	47.400	53.700	56.700
Italie et Espagne	13.800	9.300	8.500	9.000	5 200
Amérique	103.000	100.000	100.000	104.000	100.000

Or, une observation est ici à faire, et sur laquelle s'appuient ceux qui s'occupent de science agronomique. En prenant le nitrate au cours actuel environ, soit, en chiffre rond, à 19 francs les 100 kilog., on trouve que la France a dépensé, en 1894, en achats de ce produit, environ 35 millions de francs, et l'Europe entière tout près de 170 millions. Peut-on, en ce cas, admettre que l'agriculture française et européenne consentirait à de tels sacrifices, si elle ne retrouvait pas, dans l'augmentation de ses récoltes, une ample compensation aux dépenses faites ?

Ce qui est certain c'est que, pour le Chili, le *nitrate de soude* — qui a, comme produit secondaire l'iode et qui s'emploie aussi pour la fabrication des explosifs, de l'acide nitrique, etc. — constitue un monopole de premier ordre, car il ne se trouve guère dans des conditions favorables à son exploitation que dans ce pays; et, là même, le terrain géologique contenant la terre nitratée — appelée *caliche* — se trouve limité, en quelque sorte, sur une longueur d'environ 700 kilomètres et sur une largeur variant de 3 à 7 kilomètres. Quant à son emploi, il est absolument *obligatoire* pour la culture de la betterave, qui a sauvé l'agriculture française, et son bas prix le met à la portée de tous les cultivateurs qui veulent l'utiliser comme fertilisateur pour les céréales et les autres produits agricoles.

Ici, une remarque est nécessaire : Par suite de la baisse

qui s'est produite sur les sucres et de la crise qui se prolonge sur l'alcool, les ensemencements de la betterave ont été réduits en France. Il y aurait donc à craindre, de ce chef, une diminution dans la consommation du nitrate. Mais il ne faut pas perdre de vue deux choses. Tout d'abord les Etats-Unis commencent à compter comme producteurs de sucre ; et si, jusqu'à présent, c'est le sucre de canne qui l'emporte chez eux, — il en a été produit 450 millions de livres en 1893 — le sucre de betterave n'en arrive pas moins au deuxième rang, avec 25 à 30 millions de livres dont les deux tiers fournis par la Californie, et il donne, pour l'avenir, les meilleures espérances par suite de l'abandon de la culture du *sorgho*. Enfin ce qui se passe en ce moment ici même et que mentionnait, il y a deux mois à peine, notre confrère le *Temps* sous la signature autorisée de M. L. Grandeau (le *Temps*, 19 mars 1895), laisse entrevoir un horizon nouveau pour le *nitrate*.

En effet, si, jusqu'à présent, la plupart des cultivateurs dont l'exploitation comporte une étendue tant soit peu considérable consacrée à la culture des céréales, emploient le *nitrate de soude* dont ils ont constaté les avantages par l'augmentation des rendements qu'ils ont obtenus, par contre, la petite culture se montre assez réfractaire. Il convient donc de convaincre, par une propagande en faveur des bonnes méthodes culturales, tous les hésitants, tous les incrédules. L'installation de champs de démonstration qui mettraient sous les yeux des habitants de campagne — et par comparaison avec les résultats de leur culture plus ou moins arriérée, — l'influence des engrais bien adaptés au sol et à la récolte, serait un moyen d'instruction que l'on pourrait adopter. Il pourrait se compléter par des concours pour l'emploi du *nitrate de soude* entre les petits cultivateurs d'un même département ou d'une même région, concours qui déjà ont lieu à l'heure actuelle, grâce à l'initiative du *Permanent nitrate Committee* de Londres, mais qu'il s'agirait d'organiser sur une plus grande échelle. On arriverait vite ainsi à la vulgarisation complète que les fervents de l'agriculture désirent. On n'a qu'à voir, au reste, ce qui se passe en Belgique. Chez nos voisins, il n'est pas un seul cultivateur qui ne se serve des engrais commerciaux comme complément. Aussi voyons-nous, dans le Hainaut, le rendement moyen du blé s'établir, en 1894, à 29 hectolitres par hectare alors, qu'en France, cette moyenne, estimée favorable, n'a été que de 17 à 18 hectolitres !

Cependant, il faut reconnaître que des progrès ont été déjà réalisés. Pour s'en convaincre, il n'est besoin que de voir ce qui se passe au Chili, qui continue ses expéditions en grandes quantités. Et ces expéditions, d'après le journal l'*Engrais*, s'établissent ainsi, en tonnes :

	1895	1894	1893	1892	1891
	—	—	—	—	—
En avril : pour l'Europe	76.000	72.800	65.500	43.200	38.600
En avril : pour l'Amérique	7.500	5.400	11.900	6.400	15.000
	83 500	78.200	77.400	49.600	53.600
Expéditions pour l'Europe du 1er janvier au 30 avril	290.800	258.800	232.300	243.100	132.400

On pourrait ici faire remarquer que ces expéditions ont considérablement augmenté le *flottant* et les *stocks*. Cependant, des chiffres ci-dessous, en tonnes, il ne ressort pas qu'il en soit tout à fait ainsi :

	1895	1894	1893	1892	1891
	—	—	—	—	—
Flottant pour l'Europe au 30 avril	217.400	172.700	226.400	238.300	186.900
Stocks en Europe à la même date..........	71.300	39.400	41.700	88.700	122.500
Totaux....	288.700	212.100	268.100	327.000	309.400

Comme on le voit, nous sommes, sous certains rapports, au-dessous de l'année 1893, et bien loin des années 1892 et 1891. Il est vrai que, par contre, l'augmentation sur 1894 est sensible ; mais cette augmentation entrave-t-elle les expéditions ? Que l'on veuille bien consulter les comparaisons ci dessous, en tonnes :

	1895	1894	1893	1892	1891
	—	—	—	—	—
En chargement au 1er mai : Pour l'Europe	76.500	58.500	64.300	65.100	29.000
Pour l'Amérique..........	13.000	»	6.300	5.000	12.300
Ensemble .	89.500	58.500	70.600	70.100	41.300

Ainsi, au fur et à mesure que nous allons, les progrès s'accusent, bien que les cours du *nitrate de soude* aillent en fléchissant. Si nous sommes, en effet, à 19 fr. 20 les 100 kilos — on cotait jusqu'à 25 fr. en 1893 et 1894 — il ne faut pas oublier qu'il y a quinze jours à peine nous n'étions qu'à 18 fr. 30, cours le plus bas qui ait jamais été pratiqué. Ce qui indique que, vu ses bas prix, le *nitrate* trouve chaque jour de nouveaux partisans et que, d'un autre côté, les Compagnies nitratières, assurées d'un écoulement facile de leur produit, n'hésitent pas à travailler davantage — comme en 1894, par exemple, année pendant laquelle elles ont donné 24.679.933 quintaux de 46 kilos, contre 21.397.612 quintaux en 1893 — s'assurant ainsi une compensation à la dépréciation survenue dans les cours.

Mais, au demeurant, qui profite plus que la *Compagnie des Nitrate Railways* de la situation actuelle ? Plus la production des Compagnies augmente, plus ses transports profitent. Plus les prix du nitrate baisseront, et plus ces mêmes transports profiteront encore par suite de la surproduction à laquelle on se livrera. Que l'on vienne donc parler maintenant de concurrence possible entre les Compagnies de Nitrate ? Mais cette concurrence tournera toujours à l'avantage de la *Nitrate-Railways*. Peut-on se montrer autrement exigeant ?

Va-t-on, aussi, mettre en question la durée des gisements de *nitrate de soude* ? Cela ne supporte pas la discussion. Que les Compagnies nitratières augmentent leur production même dans de très grandes proportions, peu importe : la génération actuelle n'aura pas à s'occuper de l'épuisement des gisements. Nous ne sommes pas ici en présence de mines d'or : aussi est-on en droit d'avancer que cette question sera peut-être d'actualité... mais dans cent cinquante ans ! Jusque-là, nous estimons donc qu'il sera sage et prudent de ne se créer aucune préoccupation à ce sujet...

A. LÉCHENET.

FIN

BANQUE INTERNATIONALE DE PARIS

L'assemblée générale des actionnaires de la *Banque Internationale de Paris* s'étant tenue le 11 mai courant, nous avons, ainsi que nous l'avions annoncé dans l'*Economiste Européen* et en complément de ce que nous écrivions alors, à revenir sur les explications fournies aux intéressés par le Conseil d'administration.

Ainsi qu'il résulte des chiffres publiés par nous précédemment, l'année 1894 a été mise à profit par la *Banque Internationale de Paris*. Il est vrai qu'aux bénéfices réalisés sur les affaires en cours est venue se joindre la liquidation de différents engagements remontant à des années antérieures, et qui avaient été laissés, comme de coutume et jusqu'à complète réalisation, à leur évaluation primitive. Néanmoins, on ne peut méconnaître que, pour en arriver à des résultats qui auraient pu permettre la distribution d'un dividende presque double de celui qui a été fixé, il a fallu témoigner d'une activité remarquable, et faire montre d'une prudence et d'une initiative que l'on ne saurait assez louer.

En fait, ce qui se passe actuellement est le couronnement de la gestion sage et habile à laquelle nous avait accoutumés la *Banque Internationale de Paris* depuis sa formation. Comme le rappelle avec raison le rapport du Conseil d'administration, cette Institution, constituée le 7 juin 1889, a pu, depuis cette époque, malgré les crises nombreuses et graves qu'a traversées le monde des affaires, distribuer des dividendes qui, en tenant compte de celui pour 1894, représentent une moyenne de 26 fr. 36 par action, soit 5 27 0/0 du capital, tous frais généraux déduits, en dehors de réserves diverses, réserve statutaire, fonds de prévoyance et report à nouveau, que nous voyons s'établir à 2 millions 41.716 fr. 75, ce qui représente plus de 8 0/0 du capital. N'y a-t-il pas là une situation en quelque sorte privilégiée, d'autant plus que la Société n'a plus à compter avec certaines opérations anciennes qui se trouvent aujourd'hui réglées définitivement. En premier lieu vient l'arrangement dont il avait été déjà parlé à l'assemblée générale du 16 mai 1894, arrangement intervenu avec le Gouvernement impérial de Russie au sujet de l'affaire *Koursk-Kharkow-Azow*. Les conditions dans lesquelles s'est effectué cet arrangement, sanctionné depuis par l'empereur de Russie, et qui a réglé le sort des actions de jouissance *Koursk-Kharkok-Azow*, dont la *Banque Internationale* avait acquis un lot important en 1890, ont témoigné une fois de plus de l'équité du Gouvernement impérial et ont justifié l'intervention de cet Etablissement dans cette affaire. Mentionnons aussi le règlement du syndicat des actions de la *Banque Hongroise d'Industrie et de Commerce*, de celui des actions privilégiées de la *Banque des Chemins de fer Orientaux*, et arrivons aux opérations auxquelles s'est mêlée la *Banque Internationale*.

Parmi ces opérations — la plupart réalisées au cours de l'exercice écoulé — nous trouvons : 1° les Syndicats constitués pour l'émission des actions nouvelles des *Chemins de fer d'Anatolie*, des obligations 3 0/0 du Chemin de fer Ottoman *Jonction Salonique-Constantinople*, des obligations 3 0/0 du *Crédit Foncier de Hongrie*, de l'Emprunt de l'*Etat Espirito-Santo*, de l'*Emprunt Danois*, etc.; 2° l'émission de l'*Emprunt 4 0/0 dit de 1894* (garanti par la redevance de la *Société d'Exploitation des Chemins de fer Orientaux*), dont il avait été déjà question il y a un an, dont la *Banque Internationale* était l'un des contractants et qui a obtenu à ses guichets, ainsi qu'à ceux de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, un succès considérable; 3° la constitution, avec le concours d'autres Etablissements de crédit de Paris, de la *Compagnie Française des Câbles Télégraphiques* dont le capital a été porté à vingt-quatre millions de francs par la fusion de la *Compagnie de Paris à New-York* avec la *Société Française des Télégraphes Sous-Marins*; 4° la participation au grand mouvement d'affaires qui s'est produit dans le second semestre de l'année 1894, sur les entreprises des *Mines d'or*, et auquel elle ne pouvait rester indifférente. Naturellement, et en ce qui regarde ce chapitre, la *Banque Internationale* ne s'est pas départie de sa prudence ordinaire; et, cette année, en présence de l'extension que prenaient ces affaires, elle a cru avantageux, pour les suivre de plus près, de créer, avec le concours de l'*Exploration Company* de Londres, une organisation autonome qui a pris pour dénomination : la *Compagnie Française de Mines d'or et d'Exploration*, que l'on a accueillie avec une faveur qui semble répondre de son avenir.

Voilà donc, pour la *Banque Internationale*, la nomenclature des opérations auxquelles elle s'est trouvée appelée à prendre part. Quant à sa situation au 31 décembre 1894, nous l'avons donnée le 20 avril dernier, et nous n'en reparlons que pour faire observer que cette Société, qui n'a pas de *comptes de dépôts*, met quand même ses soins à se créer des *disponibilités* importantes. L'*encaisse*, le *portefeuille* sur la France et l'étranger, les *fonds disponibles* dans les Banques à l'étranger, et les *reports*, forment un total de 19 millions 709.603 fr. 42, auquel on peut ajouter, — en dehors des *avances sur garanties*, 4.474.543 fr. 57; des *comptes courants* débiteurs, 2.213.729 fr. 05; des *participations*, 3.879.177 fr. 64. contre 5.045.130 fr. 76 en 1893, — les *fonds publics*, qui comprennent 82 valeurs de négociation facile et courante, pour la majeure partie, et qui atteignent un montant de 10.601.731 fr. 74. Par contre, comme *exigibilités*, nous ne voyons que les *effets à payer* et les *comptes courants* créditeurs, soit ensemble 12.399.443 fr. 36.

Comme on le voit, la marche de la *Banque Internationale* ne laisse rien à désirer au présent. En prenant en considération les règles de prévoyance appliquées jusqu'ici, on peut avancer qu'elle ne laissera également rien à désirer dans l'avenir, et que ses actionnaires continueront toujours, à l'unanimité et sans discussion, à témoigner leur satisfaction des avantages qu'ils retirent de leur association à une Société en laquelle ils ont toute confiance, et qui, en retour de cette confiance, leur procure une sécurité complète sous tous les rapports pour les capitaux qui lui ont été confiés.

J. M.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU MIDI

et du Canal latéral à la Garonne

La question de la garantie des intérêts par l'Etat, agitée depuis un an au sujet des actions de la Compagnie des *Chemins de fer du Midi* aurait donné, aux résultats obtenus en 1894 par cette entreprise, une importance exceptionnelle, si le Conseil d'Etat ne s'était pas déjà prononcé sur ce point. Néanmoins ces résultats sont intéressants à constater à cause des progrès réalisés au cours de l'exercice qui a pris fin le 31 décembre dernier, progrès qui paraissent se continuer encore dans l'année en cours.

En ce qui regarde l'exploitation du *réseau des lignes exploitées sous le régime de la garantie*, y compris les canaux, mentionnons que le produit net, qui était de 38.581.538 fr. 58 en 1892, et de 39.605.073 fr. 30 en 1893, s'est élevé à 45.399.062 fr. 50. D'autre part, les dépenses énumérées à l'article 13 de la Convention de 1883 atteignent 57.887.907 fr. 15 et se décomposent ainsi :

Intérêts, amortissements et frais accessoires des emprunts dont le produit a été affecté jusqu'au 31 décembre 1891 aux dépenses de premier établissement et d'approvisionnement du réseau au compte de garantie, ainsi qu'au remboursement des avances du Trésor..............Fr.	45.387.907 15
Somme allouée au capital-actions, à raison de 50 francs par titre........................	12.500.000 »
Ensemble..........Fr.	57.887.907 15

Ces dépenses étant supérieures au chiffre du produit net, la Compagnie a dû demander à l'Etat de lui avancer la différence existante. Cette différence a été fixée à 12.396.519 fr. 65 contre 17.737.173 fr. 95 en 1893, et 18.701.494 fr. 95 en 1892. D'où il suit que l'amélioration à constater est, sur 1893, de 5.340.654 fr. 30 et sur 1892, 6.304.654 fr. 07.

Si on se reporte maintenant au *Compte d'exploitation*, on trouve que les recettes brutes en 1894 présentent, par rapport à celles de 1893, une augmentation de 5.357.299 fr., soit 814 fr. par kilomètre. A rappeler ici que l'année 1893 était déjà supérieure de 2.269 287 fr. à l'année 1892. Dans cette somme, les voyageurs figurent pour 1.324.980 fr. et les transports en grande vitesse pour 298.000 fr., ce dernier excédent dû presqu'exclusivement au développement du trafic des messageries et des denrées fraîches. Quant à la petite vitesse, elle a fourni un accroissement de recettes de 2.489.586 fr., soit 4 fr. 60 0/0. A ce sujet, faisons remarquer que les marchandises dont le tonnage et les recettes ont progressé, sont surtout les vins, dont le trafic, grâce à la bonne récolte de l'année, grâce aussi aux tarifs réduits mis en vigueur au cours de l'exercice, accuse un développement de 250.000 tonnes environ, ce qui permet

d'espérer, non seulement que la diminution des recettes de petite vitesse, qui s'est produite depuis 1884 va s'arrêter, mais encore que, par suite des efforts faits par les régions vinicoles de l'Hérault, des Pyrénées-Orientales et de l'Aude pour reconstituer les vignobles détruits par le philloxéra, le mouvement de reprise signalé dans le quatrième trimestre 1894 va continuer. Après les vins, viennent les grains et farines, les fûts vides, les bois de construction, etc. Par contre, les transports des fourrages et pailles sont en très sensible diminution.

Les dépenses d'exploitation se sont élevées à 50.526.431 fr., en diminution sur 1893 de 185.845 fr. Cette diminution porte sur les services de la traction et de la voie, alors qu'au contraire, il y a augmentation sur les frais généraux et sur le service d'exploitation, par suite, d'une part, des dépenses du chef des caisses de retraites et de prévoyance et des indemnités diverses allouées au personnel, et, d'autre part, en ce qui a trait au compte d'exploitation par suite du développement du trafic. Le nombre des voyageurs s'est en effet accru de 1.036.856 voyageurs, et le nombre de tonnes de marchandises transportées, de 371.122 tonnes. Aussi pour faire face à tous ces mouvements, a-t-on dû renforcer le personnel des gares, et multiplier le nombre des trains dont le parcours a été supérieur de 6.66 0/0 à celui de 1893.

Sur les canaux, et en raison de la reprise du trafic des vins, le produit net est en avance de 76.142 fr. 78. Quant aux dépenses de premier établissement elles se chiffrent par 4.619.601 fr. 95 dans lesquels les avances à l'Etat comptent pour 1.857.030 fr. 45. La plus grande partie des sommes dépensées sur le réseau garanti a été affectée à la construction de la gare définitive de Bordeaux, à l'achat de locomotives et voitures, à l'établissement de la seconde voie sur divers points du réseau, à la pose de halls métalliques, etc.

Les résultats de l'exploitation du *réseau d'intérêt local* du département des Landes s'établissent à 232.112 fr. 78 nets. Aux termes du traité passé entre la *Compagnie du Midi* et la *Société des Landes* la première s'était engagée à avancer à la seconde, déduction faite des produits réalisés, la somme annuellement nécessaire pour assurer l'intérêt à 5 0/0 et l'amortissement sur le capital dépensé pour la construction et la mise en exploitation de sa ligne. Cet intérêt atteignait pour 1894, 441.530 fr. 67; d'où une insuffisance de 209.417 fr. 80 à avancer par la *Compagnie du Midi*. Il est vrai que, grâce au développement du trafic créé par le réseau des Landes, les apports faits aux lignes du *Midi* ont toujours été croissants. Aussi ont-ils non seulement servi à couvrir les déficits de ce réseau, mais laissé disponible, en vue de l'avenir, une somme qui s'est augmentée tous les ans et qui, pour 1894, s'élève à 807.084 fr. 36.

A l'assemblée générale des actionnaires dont nous nous occupons présentement, M. Aucoc, président du Conseil d'administration de la *Compagnie du Midi*, a rendu un hommage mérité à la mémoire de l'ancien président, M. Adolphe d'Eichthal, mort, à 90 ans, après avoir mis tout son zèle, tout son dévouement au service de la Compagnie et après s'être encore vivement intéressé dans l'affaire de la garantie d'intérêts. M. Aucoc a également refait l'historique de cette question, historique qu'il a clos en reproduisant le texte de l'arrêt prononcé le 12 janvier dernier, par le Conseil d'Etat, et qui stipule, comme nous l'avons dit en temps, que, pour la *Compagnie du Midi*, la garantie de l'Etat a une durée égale à celle de la concession.

Que réserve maintenant l'année 1895 à la *Compagnie du Midi?* Il n'est guère possible de le dire. Cependant, mentionnons qu'elle s'annonce comme plus favorable encore que la précédente, puisque déjà, du 1er janvier au 6 mai, les recettes de cette entreprise accusent, sur celles de la période correspondante de 1894, une plus-value de 971.223 fr. 79.

P. B.

Informations Économiques et Financières

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	9 mai	16 mai
ACTIF		
Encaisse de la Banque :		
(9 mai / 16 mai) Or....... 2.053.600 831 / 2.053 239.147; Argent... 1.238 006.089 / 1.239 983.9-5; 3 291.606 920 / 3.293.223.382	3.291.606 920	3.293 223.382
Effets échus hier à recevoir ce jour....	77.630	347.811
Portefeuille Paris { Effets Paris........	203.217.577	171.564.104
Portefeuille Paris { Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor..........................	»	»
Portefeuilles des succursales...........	265.176 893	275.295.757
Avances sur lingots à Paris............	928.000	1 322 000
Avances sur lingots dans les succursales	2 138 000	2 138 000
Avances sur titres à Paris.............	140.300 019	136 781.690
Avances sur titres dans les succursales	155 307.503	153.171.627
Avances à l'Etat.......................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve...................	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles.....................	99.627.294	99.627.294
Rentes immobilisées....................	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales..............	15.341.019	15.340.787
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales....................	4.085.474	4.105.822
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers.................................	85.185.447	86 864.358
Total..........	4.528.409.326	4.508 170.104
PASSIF		
Capital de la Banque...................	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital........	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale.......................	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation.......	3.566.191.000	3.547.626.645
Arrérages de valeurs déposées..........	18 933 825	16.955.013
Billets à ordre et récépissés..........	28.561.037	28 317.338
Compte courant du Trésor, créditeur...	162 135.3 8	169 334.907
Comptes courants de Paris..............	394.798.981	383 346.172
Comptes courants dans les succursales.	60.679 289	63.105.101
Dividendes à payer.....................	1.758.071	1.686 124
Escompte et intérêts divers............	5.991.885	6.305.342
Réescompte du dernier semestre	782 337	782.337
Divers.................................	63.559.034	65.665.614
Total..........	4.528.409.326	4 508.170.104

Comparaison avec les années précédentes

	21 mai 1891	19 mai 1892	18 mai 1893	17 mai 1894	16 mai 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	3.050.4	3.118.9	3 446.9	3.480.2	3.547.6
Encaisse...........	2.536.4	2 825.5	2.995.5	3 037 6	3.293 2
Portefeuille........	751 0	450.5	538.9	662.1	449.8
Avances aux partic.	288 3	333.7	319.3	293 4	293.4
— à l'Etat....	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	161 5	167.1	86.1	129 4	169.3
— part...	512.9	485.6	426.0	522.2	446.1
Taux d'Escompte	3 0/0	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 0/0
Prime de l'or.......	4 0/00	pair	2 0/00	pair	pair
Bénéfices nets......	9.357.5	6.051.9	4.105.5	5.242.6	2.199.5

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Depuis le 6 mai présent mois, les actions et les obligations ci-après énoncées de la Compagnie départementale des Eaux et Services municipaux sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant, à la deuxième partie du Bulletin de la Cote, savoir :

I. 300 actions de 500 fr., entièrement libérées et au porteur, numéros 1001 à 1300.

Cette admission porte de 1.000 à 1.300 le nombre des actions de ladite Société, négociables sur notre marché, en titres verts portant le libellé de : « Capital social : 650.000 fr., divisé en 1.300 actions de 500 fr. chacune », datés du 15 janvier 1895, coupon nº 12 attaché.

II. 300 obligations nouvelles, série E, numéros 1501

à 1800, remboursables à 300 fr., par tirages au sort semestriels, en 40 ans, de 1895 à 1934.

Intérêt annuel : 12 fr. 50, payables par moitié les 1er janvier et 1er juillet.

Jouissance courante : 1er janvier 1895.

III. 1.500 obligations nouvelles, série F, numéros 1801 à 3300, remboursables à 300 fr., par tirages au sort semestriels, en 39 ans, de 1896 à 1934.

Intérêt annuel : 12 fr. 50, payables par moitié les 1er janvier et 1er juillet.

Jouissance courante : 1er janvier 1895.

Depuis le 7 mai présent mois, l'Emprunt Suédois 3 0/0 1894, actuellement émis jusqu'à concurrence d'un capital nominal de 25 millions de francs, ne sera plus négociable qu'en titres définitifs divisés et numérotés comme suit :

Titres de 500 fr. de capital nos 1 à 11115; titres de 1.250 fr. de capital, nos 1 à 170; titres de 2.500 fr. de capital, nos 1 à 500; titres de 5.000 fr. de capital, nos 1 à 2.500 et 5001 à 5556 ; titres de 12.500 fr. de capital, nos 1 à 86 ; titres de 25.000 de capital, nos 1 à 65.

Depuis le 7 mai présent mois, les 5.066 actions, libérées et au porteur, nos 1 à 5066, de la Compagnie Générale de Construction, créées par décisions des assemblées générales des 14 avril et 24 novembre 1894, et faisant partie des 32.000 actions de 100 fr. composant le capital actuel de ladite Société, sont admises aux négociations de la Bourse au comptant.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote, en remplacement des 7.600 actions anciennes de 500 fr. de ladite Société.

Depuis le 13 mai présent mois, les titres des emprunts de la Confédération Suisse 3 1/2 0/0 1889, 1892 et 1894 sont admis aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la 1re partie du Bulletin de la Cote, sous une rubrique spéciale pour chaque emprunt, savoir :

I. Emprunt 3 1/2 0/0 1889, au capital de 25 millions de francs, divisé en titres de 1.000, 5.000 et 10.000 fr. de capital, entièrement libérés et au porteur; remboursables au pair, par tirages au sort annuels, de 1893 à 1917 au plus tard.

Intérêt annuel : 3 1/2 0/0, soit 35 fr. par titre de 1.000 francs, payables les 30 juin et 31 décembre.

Jouissance courante : 31 décembre 1894.

(Les titres de 5.000 et de 10.000 fr. ne seront négociables qu'autant qu'ils seront dépourvus de toute mention de transfert au verso dans les cases à ce réservées).

II. Emprunt 3 1/2 0/0 1892, au capital de 5 millions de francs, divisé en 5.000 titres de 1.000 fr. de capital, entièrement libérés et au porteur; remboursables au pair, par tirages au sort annuels, de 1903 à 1917 au plus tard.

Intérêt annuel : 3 1/2 0/0, soit 35 fr., payables les 30 juin et 31 décembre.

Jouissance courante : 31 décembre 1895.

III. Emprunt 3 1/2 0/0 1894, au capital de 20 millions de francs, divisé en 20.000 titres de 1.000 francs de capital, entièrement libérés et au porteur; remboursables au pair, par tirages au sort annuels, de 1904 à 1918 au plus tard.

Intérêt annuel : 3 1/2 0/0, soit 35 fr., payables les 31 mars et 30 septembre.

Jouissance courante : 31 mars 1895.

Service des titres et des coupons : à la Banque de Paris et des Pays-Bas, rue d'Antin, 3.

Depuis le 13 mai présent mois, les obligations de 400 francs 3 0/0 de la Société « Laiterie des Fermiers réunis » sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote.

13.385 obligations de 400 fr. 3 0/0, libérées et au porteur, émises à 310 fr., remboursables au pair par tirages au sort annuels en 40 ans, de 1895 à 1944.

Intérêt annuel : 12 fr. payables par moitié les 1er mai et 1er novembre de chaque année.

Jouissance courante : 1er mai 1895.

Siège social, 54, boulevard Richard-Lenoir.

Depuis le 15 mai présent mois, les obligations de 500 fr. 3 0/0 de la Compagnie de Biskra et de l'Oued-Rirh ne sont plus négociables qu'en titres nouveaux, teinte verte, portant l'indication de *Obligation hypothécaire au porteur*, datés du 28 mars 1895, coupon no 6 attaché.

L'assemblée générale des actionnaires de la Société de l'Imprimerie et de la Librairie centrale des Chemins de fer (Imprimerie Chaix) du 6 avril 1895 a décidé qu'en exécution des résolutions votées par l'assemblée générale extraordinaire du 14 avril 1893, un 2me remboursement de 100 fr. sera effectué sur le capital de chaque action.

Ce remboursement est constaté par une estampille sur les titres.

En conséquence, la Chambre syndicale a décidé que depuis le 15 mai présent mois, lesdites actions ne sont plus négociables qu'en titres estampiliés de ce 2me remboursement, coupon no 10 détaché.

Elles sont cotées sous la rubrique suivante : « Actions de 500 francs, t. p., 200 francs remboursés ».

Un versement est appelé, du 15 au 31 mai, sur les obligations de l'Emprunt de la Ville de Paris 2 1/2 0/0 1892, à raison, savoir :

De 35 fr., soit net 33 fr. 83, après déduction d'un coupon de 1 fr. 17 par obligation entière;

Et de 8 fr. 75, soit net 8 fr. 45, après déduction d'un coupon de 0 fr. 30 par quart d'obligation.

En conséquence, la Chambre syndicale a décidé

Qu'à partir du 25 mai, lesdites obligations ne seront plus négociables qu'en titres libérés de 125 fr. l'obligation entière, et de 31 fr. 25 le quart d'obligation.

Jusqu'au 31 mai, il pourra être traité, suivant conventions particulières, en titres libérés de 90 fr. l'obligation entière, et de 22 fr. 50 le quart d'obligation.

En liquidation du 31 mai, les livraisons devront s'effectuer en titres libérés du troisième versement.

Compagnie Générale de Chemins de fer brésiliens

Paranagua-Curityba (111 kilom.) (1)	1895 Francs	1894 Francs
Recettes du mois d'avril.......	299.717	232.961
Recettes des mois antérieurs...	940.591	688.530
Recettes totales des mois écoulés de l'exercice.................	1.240.308	921.491
Recettes kilométriques annuelles du mois d'avril..............	32.852	25.535
Recettes kilométriques annuelles des mois écoulés de l'exercice	33.987	25.251
Prolongements (Longueur actuelle 306 kil.) (2)		
Recettes du mois d'avril.......	253.955	220.088
Recettes des mois antérieurs...	764.807	539.294
Recettes totales des mois écoulés de l'exercice................	1.018.762	759.382
Recettes kilométriques annuelles du mois d'avril..............	10.090	10.819
Recettes kilométriques annuelles des mois écoulés de l'exercice	10.500	10.654

(1) Garantie par kilomètre 20.608 fr.

- — 5.084 fr.

Emprunt Chinois. — Les représentants de nos grandes Sociétés de crédit se sont réunis samedi et lundi au *Crédit Lyonnais* en vue de se concerter sur les moyens d'ouvrir éventuellement le marché de Paris à l'*Emprunt Chinois* dont on s'entretient actuellement. La *Banque de Paris et des Pays-Bas* a été mise à la tête du Comité qui a été formé, et l'un de ses administrateurs, M. J. Stern, a eu une entrevue avec le Ministre des affaires étrangères, au cours de laquelle il lui a fait connaître les dispositions des Etablissements de crédit français. A la vérité, ni le chiffre, ni les conditions de garantie de cet Emprunt ne sont encore arrêtés. Sans doute, la garantie reposera sur le produit des douanes qui, toutefois, ne paraît pas suffisant pour gager le montant des emprunts successifs à prévoir. Pour la perception de ce produit, on étudie un système d'administration qui ressemblerait à celui qui fonctionne en Egypte, sous le contrôle des puissances européennes. D'ailleurs, les projets financiers seront arrêtés, paraît-il, d'accord avec les Syndicats allemand et anglais qui étudient en ce moment aussi la question de l'*Emprunt Chinois*.

Mort de M. Joubert. — M. Joubert, président de la Banque de Paris et des Pays-Bas, est mort dans la nuit du 12 au 13 mai après une longue maladie qui l'avait tenu éloigné des affaires de cet établissement. Il avait succédé l'année dernière à l'honorable M. Dutilleul dans les fonctions de président et avait, à cette occasion, prononcé à l'assemblée des actionnaires de la Banque de Paris un discours qui avait causé une véritable émotion.

M. Edmond Joubert, qui n'était âgé que de soixante-quatre ans, a succombé aux suites d'une hémostésie répétée qui l'a longtemps tenu alité. On sait que les débuts du célèbre financier avaient été des plus modestes. Simple commis d'agent de change, il devint bientôt fondé de pouvoir et associé de M. Martini, frère de l'ancien bâtonnier. Puis, comme les grandes affaires le tentaient, il prit part, en 1867, à celle des Tabacs d'Italie. Plus tard, à l'occasion de l'emprunt Morgan, M. Thiers donna la croix de la Légion d'honneur à M. Joubert, dont la coopération dans ces difficiles circonstances avait été si précieuse. Plus tard encore, M. Joubert montra ses réelles qualités de financier en allant en Egypte avec M. Goschen, le célèbre homme d'Etat anglais, pour représenter les intérêts des porteurs français de la Dette égyptienne. A cette occasion il fut promu, sur la proposition du duc Decazes, officier de la Légion d'honneur. Son intervention lors du fameux krach de 1882 acheva de le mettre en lumière.

A côté de la Banque de Paris et des Pays-Bas, qu'il fonda en 1868 avec MM. Cernuschi et Delahante et à la fortune de laquelle il a si puissamment contribué — il en fut successivement administrateur, vice-président et enfin président à partir de l'an dernier — M. Joubert s'occupait d'un grand nombre d'affaires industrielles importantes. Il était vice-président de la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest.

Très répandu dans le monde où il avait la réputation d'un financier intelligent et éclairé, il était estimé de tous ceux qui le connaissaient.

Compagnie Générale des Voitures à Paris. — L'assemblée annuelle des actionnaires de la Compagnie Générale des Voitures, qui a lieu le 30 avril, a voté les résolutions suivantes :

I. — L'assemblée générale,

Après avoir pris connaissance du rapport fait au nom du Conseil d'administration et du rapport de la Commission de vérification des comptes, nommée par l'assemblée générale du 30 avril 1894, approuve le bilan, les comptes et répartitions de l'exercice 1894, tels qu'ils sont résumés dans les susdits rapports ;

Fixe à 27 fr. 50 par action, sous déduction de l'impôt, le dividende dudit exercice, et décide que, un acompte de 12 fr. 50 ayant été distribué en janvier 1895 sur ce dividende, le paiement du solde, soit 15 fr. pour les actions de capital et 2 fr. 50 pour les actions de jouissance, aura lieu le 1er juillet 1895, sous déduction de l'impôt.

II. — L'assemblée générale, appelée, aux termes des statuts, à procéder au renouvellement partiel du Conseil d'administration sur la présentation des membres restant en fonctions, réélit MM. Delessert, de Kergorlay, de Kermaingant.

III. — L'assemblée générale, appelée, aux termes de l'article 24 des statuts, à procéder à la nomination de la Commission de vérification des comptes pour l'exercice 1895, désigne MM. Daudré, Dukas, de Traz.

Compagnie des Chemins de fer de l'Est-Algérien. — L'assemblée annuelle des actionnaires de la Compagnie des Chemins de fer de l'Est-Algérien a eu lieu le 27 avril.

Elle a donné son approbation aux comptes de l'exercice 1894 et fixé le dividende de cet exercice à 27 fr. 50 par action, sur lequel un acompte de 15 fr. a été payé en novembre dernier.

MM. Léger, Durrieu et Boucher-Léoménil, administrateurs sortants, ont été réélus.

Les pouvoirs des commissaires, MM. Brueyre et de Mas-Latrie, ont été renouvelés.

Toutes les résolutions ont été votées sans discussion et à l'unanimité.

Mouvement des Caisses d'Epargne. — Voici le relevé des opérations concernant les Caisses d'épargne ordinaires, du 1er au 10 mai 1895 :

Dépôts de fonds.................	5.398.010 25
Retraits de fonds................	6.216.367 52
Excédent de retraits	818.357 27

Excédent de dépôts du 1er janvier au 10 mai 1895 : 37.164.186 fr. 32.

Capitaux employés en achats de rentes, du 1er au 10 mai 1895, pour le compte des déposants des Caisses d'épargne ordinaires : 926.997 fr. 10.

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 30 avril au 6 mai 1895 (18e semaine)

(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Différence pr 1895	
Etat....................	2.761	753	706	11 829	11 982	—	153
Paris-Lyon-Méditer.	8.664	7 345	6.461	114.831	115 [illegible]26	—	195
— Rhône au Mont-Cenis	133	91	83	1 595	1 6[illegible]0	—	44
— Chemins Algériens..	•513	170	133	2 262	2.066	+	195
Nord..................	3.699	3.592	3.372	62 579	62.6[illegible]8	—	69
Ouest..................	5.350	2 938	2.887	43 730	45.294	—	1.564
Orléans................	6.773	3.561	3 284	52 214	53.[illegible]3	—	1 259
Est.....................	4.802	2 962	2 787	43.763	44.725	—	962
Midi....................	3.136	1.908	1.735	29.411	28 440	+	971
Est-Algérien..........	897	1[illegible]8	92	1 886	1 813	+	73
Bône-Guelma voie larg.	607	81	63	1.256	842	+	413
— voie étroite	128	15	7	217	100	+	116
Ouest-Algérien.......	296	51	33	737	639	+	98
Arzew à Kralfallah..	214	24	27	461	444	+	16
Médoc.................	101	21	21	334	379	—	44

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er janvier au 30 avril..	27.210.000	25.360.000
Du 1er au 10 mai..........	1.970.000	2.430.000
Du 11 au 16 mai...........	1.150.000	1.280.000
Du 1er janv. au 16 mai.	30.330.000	29.070.000

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 16 mai 1895.

Rejet de l'Umsturzvorlage et de l'Impôt sur le Tabac. — L'écrasement du Parti national libéral. — Crédits supplémentaires. — La Question monétaire. — Réforme des Bourses.

Décidément, il y a quelque chose dans l'air. Le Reichstag a rejeté avec plus de décision encore qu'on ne s'y attendait la fameuse loi relative à la répression des menées subversives. Il n'en reste plus rien ; après le rejet des paragraphes 111 et 112, le Reichstag a repoussé l'un après l'autre les autres articles, sans aucuns débats. Même les mesures qui avaient chance de succès, comme celles qui avaient trait à l'armée, ont partagé le sort commun.

L'attitude des représentants du Gouvernement a largement contribué à cette issue. La majorité a été singulièrement choquée du dédain exprimé en termes cavaliers par M. Kœller, le ministre de l'intérieur, pour les institutions parlementaires. Aussi le projet d'impôt sur le tabac a partagé le sort de l'*Umsturzvorlage*.

Mes précédentes correspondances vous avaient déjà averti de ces résultats. Mais je dois aussi vous signaler un état spécial de l'opinion publique. L'opposition est en faveur : le parti national libéral, qui représentait si exactement la moyenne de l'opinion publique dans toutes les parties de l'Allemagne, le représentant fidèle de la politique gouvernementale, est en pleine dissolution. Il lutte en désespéré, mais tous ses efforts n'aboutissent qu'à des défaites élecorales. La circonscription wurtembergeoise d'Ulm vient de donner 2.000 voix de majorité au candidat démocrate.

Dans tout le Wurtemberg, les nationaux-libéraux n'ont plus qu'un siège, à Stuttgard, et il est bien menacé.

De nouveaux crédits supplémentaires sont demandés au Reichstag. Ils s'élèvent à 4.002.000 marks, dont 3.199.505 marks pour les dépenses ordinaires et 802.957 marks en dépenses exceptionnelles. Dans les dépenses ordinaires, le Ministère de la guerre réclame 1.483.155 marks et la marine 13.000 marks. Il y a aussi 1.702 350 marks, qui seront affectés à l'exploitation du canal de la Baltique à la mer du Nord.

Une foule de bruits circulent et ont déjà circulé au sujet de la question monétaire. Je m'abstiens parfois de vous les transmettre, car ils sont souvent démentis, presque immédiatement après leur naissance. Jusqu'à présent, le Gouvernement de l'Empire n'a fait encore aucune démarche diplomatique pour la convocation d'une Conférence internationale. Mais le Conseil fédéral est, dit-on, saisi de la question, dans le sens des déclarations de M. de Hohenlohe.

En attendant, les partis discutent avec ardeur et s'efforcent de conquérir l'opinion et les sphères législatives.

M. de Mirbach a déposé un projet à la Chambre des Seigneurs de Prusse pour décider le Gouvernement à la convocation d'une Conférence internationale. De leur côté, les libéraux et aussi le Directeur de la Banque de l'Empire soutiennent avec ardeur la cause de l'étalon d'or. A l'assemblée du parti libéral, le fameux docteur Bamberger a fait, comme je vous l'avais annoncé, l'éloge du système actuel. Il ne s'est guère distingué, car il n'a trouvé d'autre argument nouveau (?) que celui-ci : depuis 1873, la population des pays civilisés ne s'est accrue que de 14 0/0 et la production des principaux produits a augmenté de 28 0/0. Donc, la baisse des prix est un phénomène naturel. Mais était-ce une raison pour réduire de moitié l'approvisionnement annuel du monde en métaux précieux à valeur libératoire ? Au fond, la cause monométalliste perd du terrain en Allemagne, comme ailleurs

La publication tardive des cours officiels de la Bourse suscite toujours des plaintes nouvelles. On a remarqué que les retards étaient d'autant plus marqués que les affaires étaient moins actives. La Compagnie des Anciens s'occupe de la question, elle commence à s'apercevoir qu'une réorganisation serait préférable aux amendes qu'elle impose.

Le bureau du Négoce de Kœnigsberg vient d'adresser une pétition au Reichstag sur la Réforme des Bourses. Il ne s'y occupe que du commerce des céréales et des affaires de commission, les seuls qui intéressent le haut négoce de Kœnigsberg.

Il déclare impraticable la détermination officielle de la qualité des graines à livrer, étant donnée la différence de qualité des céréales allemandes et étrangères. L'institution du Registre de Bourse pour les valeurs et la plupart des dispositions relatives aux commissionnaires sont désapprouvées comme nuisibles aux intérêts des producteurs et des commissionnaires. En un mot, les négociants de Kœnigsberg croient que le projet de loi devrait laisser plus de liberté et d'autonomie aux autorités actuelles des Bourses de province.

Les cercles financiers se préoccupent fort des futurs emprunts chinois. Jusqu'à présent, les Syndicats allemands et français, poussés par leurs Gouvernements respectifs, sont seuls d'accord.

La *Deutsche-Asiatische Bank* et la *Disconto-Gesellschaft* sont à la tête du Syndicat allemand.

Pour l'Angleterre elle sera probablement représentée par la *Hongkong-Shanghaï Bank*, pense la *Gazette de Francfort*. Vous devez savoir que l'Angleterre, la France et l'Allemagne se répartiront par portions égales le montant des souscriptions au grand emprunt.

On prétend que les petits emprunts chinois, tout récemment émis, seront annulés, afin de dégager complètement la garantie des revenus douaniers.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	7 mai	Dif. 30 avr.	7 mai	Dif. 30 avr.
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots........	1.065.453	— 4.929	876 931	+ 1.544
Billets du Trésor............	26.309	+ 773	25.3?9	+ 290
Billets d'autres banques	10.390	+ 972	12.688	+ 1.999
Lettres de change...........	553.334	— 21.959	553 960	— 11.177
Prêts sur titres.............	72.335	— 5.623	80 441	— 938
Valeurs.....................	8 129	+ 669	5 2?7	+ 212
Autres propriétés...........	40.607	— 718	39.960	— 1.082
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve.....................	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets........	1.074.301	— 21.431	989.634	— 16 224
Autres engagements à vue...	494 239	— 9.391	444.769	+ 9 192
Autresengagements	8.017	+ 13	11 261	— 2 191

Comparaison avec 1894 et 1893

(Millions de marks)

Stock métallique

	1893	1894	1895
30 avril ...	863,3	875,4	1 070.3
7 mai ...	864,6	876.9	1 065,4
15 — ...	870,6	889,7	.....
23 — ...	884,3	932,8	.....
30 — ...	885,7	935,4	.....

Lettres de change et prêts sur titres

	1893	1894	1895
30 avril ...	758,9	646,5	603.2
7 mai ...	752.3	634,4	575.6
15 — ...	748,6	650.3	.....
23 — ...	723,1	636,5	.....
30 — ...	710,0	649,6	.....

Circulation

	1893	1894	1895
30 avril ...	1.012,7	1.005,9	1 095,7
7 mai ...	990.4	989,6	1.074,3
15 — ...	963,0	945,7	.....
23 — ...	931,6	940,5	.....
30 — ...	917,0	932,9	.....

Réserve de billets

	1893	1894	1895
30 avril ...	177,1	199,7	2?0.1
7 mai ...	201,2	219,8	217,4
15 — ...	237,7	276,0	.....
23 — ...	282,0	345,2	.....
30 — ...	269,7	337,0	.....

Les Banques d'Emission à la fin avril. — Les tableaux suivants résument le bilan général des Banques allemandes investies de la faculté d'émission. Comparé à celui de décembre 1894, les comptes en diminution sont : le capital (3 millions), la circulation (128 millions), les passifs divers (16 millions), les acceptations (4 millions), les encaisses de billets (7 millions), le por-

tefeuille (83 millions), les avances (31 millions), les actifs divers (28 millions).

Sont en progrès : les billets à découvert (85 millions), les dépôts à vue (68 millions), les dépôts à terme (2 millions), l'encaisse (157 millions), les encaisses de billets de l'Empire (7 millions), les valeurs (3 millions), les réserves de billets (135 millions).

Voici, du reste, le bilan récapitulatif à la fin de chaque mois, depuis le 31 décembre 1893 jusqu'au 30 avril 1895 :

PASSIFS

Fin	Capital	Réserves	Circulation des billets	Circulation non couverte	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Autres passifs	Acceptations
	(Millions de marks)							
Déc.... 1893	222	46	1297	369	403	23	8	17
Janvier 1894	222	46	1217	208	442	26	10	13
Février —	222	46	1078	39	541	30	11	10
Mars... —	222	46	1261	273	448	31	15	13
Avril... —	222	46	1181	173	470	32	18	7
Mai ... —	222	46	1105	38	408	31	17	11
Juin ... —	222	46	1292	256	518	30	18	»
Juillet . —	222	46	1172	109	557	33	17	8
Août... —	222	46	1144	64	551	33	18	8
Sept. .. —	222	46	1308	262	502	30	19	9
Octobre —	222	46	1285	177	527	31	21	7
Nov.... —	222	46	1244	22	588	36	23	6
Déc.... —	222	46	1401	253	475	32	24	11
Janvier 1895	219	46	1228	5	574	34	29	7
Février —	219	46	1149	88	607	33	27	7
Mars .. —	219	46	1337	170	510	33	14	7
Avril... —	219	46	1273	168	543	34	13	7

ACTIFS

Fin	Encaisse métallique	Billets d'Etat	Billets de Banque	Portefeuille	Avances	Valeurs	Autres actifs	Billets en réserve
	(Millions de marks)							
Déc... 1893	877	19	30	806	177	18	88	15
Janvier 1894	962	24	22	688	108	17	70	176
Février —	994	26	17	718	100	18	70	55
Mars .. —	934	24	28	826	122	20	70	111
Avril .. —	956	27	25	773	105	16	70	211
Mai.... —	1015	29	21	780	106	19	78	346
Juin... —	977	26	32	835	135	20	103	128
Juillet . —	1006	26	30	777	103	18	88	275
Août .. —	1032	26	20	746	98	18	75	320
Sept... —	994	23	28	839	125	17	104	122
Octobre —	1050	24	33	787	103	17	93	207
Nov.... —	1155	24	41	757	95	17	71	362
Déc.... —	1094	19	34	821	126	16	92	131
Janvier 1895	1176	23	34	712	90	16	77	490
Février —	1181	26	29	662	92	16	76	297
Mars .. —	1118	25	23	789	114	19	71	213
Avril .. —	1151	26	27	738	95	19	64	266

Recettes des Chemins de fer en mars. — Les recettes des Chemins de fer de l'Etat prussien se sont élevées, en mars, à 82.109.118 M., en diminution de 510.896 M.

L'ensemble de l'exercice a produit 965.112.107 M., en augmentation de 5.812.852 M.

La longueur exploitée s'est accrue de 426 kilom.

Pour l'ensemble des Chemins de fer allemands, les recettes se sont élevées, en mars, à 107 104.178 M., avec un excédent de 1.127.129 M. Mais, depuis le commencement de l'année en cours, la diminution s'est élevée à 5.166.110 M., malgré une extension de 526 kilom.

Les Chemins de fer bavarois et les lignes à voie étroite ne sont pas compris dans cette énumération.

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 17 mai 1895.

Les déclarations du Ministre des finances serbes au correspondant de la *Gazette de Francfort* ont fort intéressé le marché, mais n'ont pas exercé d'influence sur le gros public. Toutefois, les spéculateurs ont procédé à de nombreuses réalisations qui pèsent sur l'ensemble de la cote.

On s'occupe des inscriptions hypothécaires du Northern Pacific Railway, dont l'intérêt doit être réduit, et des affaires futures de la Disconto Gesellschaft.

Rien de sûr encore sur le grand emprunt chinois. Les Gouvernements de France et d'Allemagne s'y intéressent dans le but d'obtenir des commandes ultérieures de la Chine en faveur de leurs industries. On prévoit que de vastes spéculations deviendront alors possibles.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 16 mai 1895.

Lord Rosebery et le parti libéral. — Le Commerce extérieur. — Les Tendances pendant le premier trimestre. — Index-numbers.

La mauvaise chance paraît poursuivre le parti libéral : après les défaites nombreuses qu'il vient de subir sur le terrain électoral, après avoir vu affaiblir peu à peu sa majorité, voici que son chef officiel, lord Rosebery, est atteint d'une maladie nerveuse qui ne lui permet pas d'affronter la prochaine campagne électorale. Le premier Ministre lutte cependant avec la plus grande énergie et se cramponne désespérément au pouvoir, au risque d'amener le naufrage des siens. Les radicaux, qui n'ont jamais montré un grand attachement pour le successeur de M. Gladstone comprennent tout ce que peut avoir de dangereux une pareille situation et tout en formant des vœux pour que le voyage entrepris par lord Rosebery dans la Manche lui rende la santé, ils protestent contre la situation faite au parti et déclarent qu'il est impossible de permettre à l'état de choses actuel de se prolonger plus longtemps.

A la Chambre des communes, en effet, la situation est plus tendue que jamais : le bill sur la séparation de l'Eglise et de l'état dans le pays de Galles, ne progresse pas ; la Commission chargée d'étudier les questions écossaises ne se constitue pas et les représentants des deux pays impatientés de ces retards, menacent d'abandonner le libéralisme officiel. Partout le Ministère témoigne de son impuissance ; et le relâchement des ressorts gouvernementaux que l'on constate fait sentir le besoin d'une main plus ferme et d'une intelligence plus libre que celle de lord Rosebery.

J'ai pu vous donner, la semaine dernière, les résultats sommaires du commerce extérieur pendant le mois d'avril. Ces chiffres indiquent une légère diminution dans la valeur des importations et des exportations, mais cette moins-value était escomptée par le fait que le mois d'avril a compris les vacances de Pâques, qui, en 1894, se sont trouvées être en mars. En tenant compte de ce fait, les valeurs des importations et exportations, en 1895, sont au moins égales à celles de 1894 et, si l'on considère la diminution des prix nouveaux pendant l'année, on verra que le volume du commerce est beaucoup plus étendu qu'il y a un an.

Les statistiques publiées nous permettent d'analyser les résultats du commerce extérieur pendant le premier trimestre de l'année courante et de voir quelles ont été ses tendances. Les importations faites des colonies britanniques pendant ce trimestre se sont élevées à 23 millions 572.000 liv., au lieu de 24.454.000 liv. pendant le premier trimestre de 1894, soit une diminution de 882.000 liv. ou 3,6 0/0. La valeur des importations provenant des pays étrangers a été de 77.175.000 liv., au lieu de 83.260.000, soit une diminution de 6.085.000 l. ou 7,3 0/0. Du côté des exportations, les envois anglais aux colonies ont été de 16.775.000 livres st.. au lieu de 19.702.000 liv., soit une diminution de 2.927.000 liv. ou 14,9 0/0, et les exportations aux pays étrangers ont été de 35.945.000 liv., au lieu de 34.228.000 liv., soit

une augmentation de 1.717.000 liv. ou 5 0/0. C'est le seul cas où il y ait plus-value.

Voici, d'ailleurs, un tableau sommaire des résultats obtenus pendant les premiers trimestres des trois dernières années :

IMPORTATIONS
(En milliers de livres)

	1893	1894	1895
Des Colonies........	22.399	24.454	23.572
Pays étrangers....	74.432	83.260	77.175
	96.831	107.714	100.747

EXPORTATIONS

	1893	1894	1895
Aux Colonies........	17.428	19.702	16.775
Pays étrangers....	37.124	34.228	35.945
	54.552	53.930	52.720

On verra par ce tableau que le total du commerce extérieur pour le trimestre se rapproche des résultats de 1893, et si l'on considère la baisse des prix, il est probable que le volume d'affaires est peu éloigné de ce qu'il était en 1894.

En ce qui concerne la distribution des relations commerciales avec les différents pays, les chiffres de 1894 montraient que les échanges avec nos colonies avaient augmenté, tandis que le commerce avec les pays étrangers avait subi une diminution. Les chiffres de 1895 montrent que cet état de choses s'est modifié principalement en ce qui regarde les exportations qui ont subi une importante moins-value en ce qui concerne les colonies britanniques, tandis que celles faites aux pays étrangers montrent une augmentation. La cause de ce changement apparent est évidente : elle se trouve dans les fluctuations du commerce anglais avec les Indes et avec les Etats Unis.

Je viens d'avoir l'occasion de signaler plusieurs fois l'influence déprimante qu'a eue sur les résultats du commerce la baisse des prix ; je m'empresse de constater que les signes de relèvement observés le mois dernier continuent à se manifester, c'est ce que nous montre l'*index-number* de l'*Economist* :

Ses variations ont été les suivantes :

1er avril 1894..............	2.021
1er juillet 1894.............	1.974
1er octobre 1894............	1.952
1er janvier 1895............	1.923
1er mars 1895..............	1.906
1er avril 1895..............	1.921
1er mai 1895...............	1.925

En rapprochant ce fait des divers indices de reprise sur lesquels je ne peux insister aujourd'hui, on est en droit de conclure qu'une période meilleure s'annonce pour les affaires. Quelle sera l'étendue de la reprise et quand se manifestera-t-elle ouvertement, cela dépendra des événements. Mais, pour l'instant, les perspectives sont assez rassurantes pour qu'on puisse envisager l'avenir avec plus de tranquillité.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

15 Mai 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés..........	51.008 175	Dette fixe de l'Etat...	11.015.100
		Rentes immobilisées..	5 784 900
		Or monnayé et lingots	34 208 175
Total.........	51.008.175	Total..........	51.008.175

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social........	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)..........	13 421 606
Réserve et profits et pertes..............	3.094.183	Portefeuille et avances	19.710.815
Trésor et administration publique.......	8 112 118	Billets en réserve....	25.211 595
Comptes particuliers..	34.871.939	Or et argent monnayés	2.748.279
Billets à sept jours, etc.	134.055		
Total..........	61.095.295	Total	61.095.295

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
6 Février.......	36.801	25.119	40.473	30.139	28.481	70	2
13 »	37.043	24.725	41 106	30 130	29.118	70	»
20 »	37.502	24 629	41.836	30.315	29.673	70	»
27 »	37.081	24.795	42.251	31.253	29.090	69	»
6 Mars.........	37 186	25 071	42 548	32.008	28 915	67	»
13 »	36.967	24.893	41.116	30.558	28.874	70	»
20 »	37.362	24.679	42.094	30.919	29.483	63	»
27 »	37.729	25.287	44.339	33.434	29.242	65	»
3 avril.........	37.744	26 123	42.950	32.891	28 420	66	»
10 »	36.653	26 316	39.600	30.278	27.136	68	»
17 »	36 755	26.018	40.357	[illegible]	27.536	68	»
24 »	37.492	25.978	41.810	31.251	28 313	67	»
1er Mai..........	37.036	26 238	41 698	31 877	27.597	66	»
8 »	36.928	26 213	42.021	32.289	27.514	65	»
15 »	36.956	25.798	43.314	33.135	27.959	64	»

Clearing-House

Résultat des compensations du 9 au 15 Mai

Jeudi 9 mai ...... £	19 046.000	Lundi 13 mai ...... £	26 906.000
Vendredi 10 mai....	52.305 000	Mardi 14 mai	21.170.000
Samedi 11 mai......	27.134.000	Mercredi 15 mai	22.978 000
		Total.......£	169.539 000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 130.728.000.

Le Commerce extérieur en Avril. — Nous publions ci-dessous notre tableau mensuel des Importations et Exportations :

IMPORTATIONS EN ANGLETERRE
(Avril et 4 premiers mois de 1895)

DÉSIGNATION	Avril 1895	Comparaison avec avril 1894	4 1ers mois de 1895	Comparaison avec 1894
	£	£	£	£
Animaux vivants...	599 778	— 114 392	2.138 282	— 204.701
Objets d'alimentat. Exempts...........	11 385.692	+ 365.713	42.614.401	— 1.319.215
Taxés..............	1.871 632	— 17 276	7.875.308	+ 185.152
Tabacs.............	231.667	— 15.901	871.601	+ 45.602
Métaux.............	1.351 907	— 309.550	5.634 692	— 1.071.177
Prod.chimiq., coul..	571.941	+ 2.690	2.678 144	— 189.322
Huiles..............	664.439	+ 103 497	2 425.699	+ 71 434
Mat. premières textil.	7.092.876	— 245 145	31.519 041	— 3.672.015
Mat. premières autres	3.005.256	— 592 124	10 705 028	— 533.309
Objets fabriqués...	6.228 021	+ 273.228	23 796.331	+ 622.731
Divers..............	1.241.128	— 147 514	4.458.681	— 1.598 263
Colis postaux......	97.011	+ 22 351	372.907	+ 98.865
Totaux........	34.341.358	— { 674 423 = 1.9 %	135 140.418	— { 7.561.218 = 5.3 %

EXPORTATIONS DE L'ANGLETERRE
(Avril et 4 premiers mois de 1895)

DÉSIGNATION	Avril 1895	Comparaison avec avril 1894	4 1ers mois de 1895	Comparaison avec 1894
	£	£	£	£
Animaux vivants...	48.694	+ 6 003	166 514	+ 42.866
Objets d'alimentat.	768.931	— 12.247	2 913.767	— 171.336
Matières premières.	1.403.619	— 422 129	5.221.610	— 1.344.000
Obj. fabr. ou en partie Fils et tissus.......	7.437.427	+ 5 373	33.243.576	— 109 511
Met. et ouvrages en Met. (sauf les mach.)	2.232 083	— 193 085	8 306.790	— 556.194
Machines..........	1.272.489	+ 123 04	4 476 551	+ 301 056
Confections........	612 515	+ 7 823	2 882 748	— 93.001
Prod.chim.et pharm.	675 558	— 72 236	2 690 970	— 301.142
Divers.............	2.703 189	+ 225 8 4	9.697 098	+ 652.199
Colis postaux.......	97.806	+ 24.914	373.018	+ 61 627
Totaux des prod. angl.	17.252.311	— { 307.565 = 1.7 %	69 972.672	— { 1.517.436 = 2 1 %
Réexportation des marchandises imp.	6.608.115	+ { 1.797.753 = 37.4 %	19.749.796	+ { 198 185 = 1.1 %
Total des exportat..	23.860.426	+ { 1.490 188 = 6.6 %	89.722.468	— { 1.319.251 1.4 %

Le Commerce anglais avec les pays étrangers. — Voici, pour le premier trimestre des trois dernières années, quels ont été les résultats des échanges commerciaux de l'Angleterre avec ses colonies et les pays étrangers :

Colonies

Pays	Importations			Exportations		
	1893	1894	1895	1893	1894	1895
	(En milliers de livres)					
Indes orient[les].	8.709	10.084	9.121	7.220	9.672	7.138
Australie......	9.595	10.412	10.962	4.044	4.005	3.992
Canada	269	449	520	1.749	1.405	1.408
Afrique du Sud	1.894	1.567	1.259	2.062	2.182	2.194
Indes occid[les]..	391	503	416	536	535	449
Hong-Kong ...	269	157	166	499	483	432
Afrique occid[le].	543	510	408	374	423	351
Afrique orient[le]	162	154	139	120	146	111
Autres posse[ons].	567	668	582	824	851	700
	22.399	24 454	23.572	17.428	19.702	16.775

Pays étrangers

Pays	Importations			Exportations		
	1893	1894	1895	1893	1894	1895
	(En milliers de livres)					
Russie.........	1.861	4.480	4.073	589	910	742
Suède	1.151	1.123	1.196	370	495	446
Norvège	595	769	714	357	456	380
Danemark.....	1.861	2.347	2.069	450	528	437
Allemagne.....	6.195	6.505	5.269	3.805	3.807	3.750
Hollande	7.214	6.745	6.247	2.416	2.390	1.760
Belgique.......	4.341	4.535	4.089	1.892	1.997	1.923
France	11.429	10.487	11.076	3.495	3.799	3.635
Portugal.......	633	617	478	385	436	345
Espagne.......	2.764	2.811	2.763	947	1.075	1.157
Italie..........	837	917	748	1.496	1.555	1.458
Autriche.......	337	316	328	332	308	471
Grèce..........	210	165	133	140	175	175
Turquie	1.304	1.186	1.105	1.400	1.585	1.570
Egypte	3.010	3.536	2.935	825	1.060	825
Indes orientales	769	625	314	715	725	666
Chine	725	794	709	1.419	1.460	1.149
Etats-Unis.....	23.677	29.044	27.006	8.197	4.280	7.403
Mexique.......	133	125	89	227	260	339
Amériq[e] central[e]	539	215	369	157	181	302
Chili	811	1.020	718	794	475	659
Brésil	1.136	1.395	1.160	1.884	1.546	1.747
Uruguay.......	23	51	56	311	365	343
Républ. Argent.	660	959	1.286	1.279	1.099	989
Autres pays....	2.217	2.500	2.285	3.242	3.292	3.274
	74.432	83.260	77.175	37.124	34.228	35.945

La Production du Cuivre. — Dans une réunion tenue mercredi, les représentants des producteurs américains de cuivre ont décidé de réduire les expéditions de ce métal à 60.000 tonnes par an. Cette convention resterait en vigueur pendant un an. Le groupe des producteurs européens est d'accord pour réduire l'extraction de 7 0/0. La Compagnie des Mines de Tharsis a refusé de se joindre à cet accord.

Nouvelles Compagnies. — Le nombre des nouvelles Compagnies enregistrées pendant le mois d'avril est de 246, avec un capital total de 10.263.080 liv. au lieu de 288 Compagnies avec 15 millions de livres de capital en mars.

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 17 mai 1895.

Les tendances du marché ont été assez faibles, et la réaction subie par la plupart des valeurs minières a contribué beaucoup à entretenir un malaise général.

Les grandes valeurs de placement sont restées en dehors des fluctuations, mais les valeurs auxquelles la spéculation avait imprimé dans ces derniers temps une forte progression ont subi un certain recul.

Les Chemins américains et mexicains se trouvent dans ce cas; les fonds internationaux sont principalement entraînés par la faiblesse du continent; les roupies et les fonds mexicains, qui ne subissent pas cette influence, sont plus fermes.

Le Rio, qui avait été l'objet d'un fort mouvement de spéculation, a subi des réalisations très suivies.

Sur le marché sud-africain, la baisse semble provenir d'un nettoyage devenu nécessaire à la suite de l'extension prise par le mouvement de hausse; les principales maisons ont voulu forcer les acheteurs à lever les titres ou à donner des ordres de ventes : il en est résulté de nombreuses liquidations, qui ont paru désorganiser le marché.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 15 mai 1895.

La Situation politique. — La Convocation des Diètes. — Les Nouvelles opérations financières de l'Etat. — L'Impôt sur le revenu. — L'Impôt sur les opérations de Bourse.

Les interpellations et l'agitation qui se sont produites à propos de l'incident Banffy-Kalnoky ont abouti à la démission du Ministre des Affaires étrangères de la Monarchie. Le Souverain avait fait tous ses efforts pour apaiser les esprits mais le replâtrage n'a pas duré, malgré le rappel de Mgr Agliardi, nonce du Pape.

Mais, les diètes sont convoquées pour le 6 juin; d'ici là, un nouveau changement ministériel quelconque est invraisemblable.

Depuis les grandes conversions et les opérations destinées à leur procurer le stock d'or destiné à la réforme monétaire, les Gouvernements des deux parties de la Monarchie s'étaient abstenus de toute émission de valeurs d'Etat; on ne s'est même pas occupé de la consolidation de la Dette en bons de Saline annoncée jadis par M. de Plener. Mais il semble que nous devions sortir bientôt de cette période de calme; on parle, en effet, dans les milieux officiels, de diverses opérations importantes devant être effectuées dans le courant de l'été. Je citerai, en première ligne, l'emprunt de consolidation du Trésor hongrois et celui des Portes de fer; puis il s'agit d'un montant assez élevé, destiné aux chemins de fer de l'Etat hongrois, de l'emprunt pour la Bosnie (dont je vous ai déjà parlé), et, enfin, d'un emprunt à lots destiné à secourir les victimes des tremblements de terre de Laibach. Ces diverses opérations se répartissent comme suit :

Emprunts des caisses de l'Etat hongrois 100 millions de florins; des Portes de fer, 18 millions 800 mille florins; des Chemins de fer de l'Etat hongrois, 10 millions; de la Bosnie, 12 millions et, enfin, l'emprunt à lots, 3 millions, — soit un total de 143 millions 800 mille florins. A cette somme il convient d'ajouter 25 millions de florins de rente-or autrichienne sur lesquels le groupe Rothschild n'a pas encore exercé son option. Ainsi, au total, les émissions prévues d'ici à peu de mois dans les deux parties de la Monarchie représentent, en chiffres ronds, 175 millions de florins. On assure que le syndicat Rothschild se chargerait de l'emprunt des caisses de l'Etat hongrois ainsi que celui relatif aux Chemins de fer de l'Etat, tandis que la *Union Bank* de Vienne et la maison Mendelssohn et Cie de Berlin prendraient l'emprunt 3 0/0 des Portes de fer qui sera émis en couronnes, marks, francs et livres sterling. Enfin, l'emprunt de Bosnie revient au *Bankverein* viennois.

J'allais oublier de vous parler d'une opération en vue d'augmenter le matériel roulant des Chemins de fer de l'Etat autrichien; pour celle-ci, le Gouvernement cisleithanien compte s'adresser aux Caisses d'é-

pargne postales, comme il l'a fait pour le rachat du réseau téléphonique viennois. La somme totale, destinée à l'acquisition de 139 locomotives, 462 wagons à voyageurs, 500 wagons à marchandises et 185 voitures de service, s'élèverait à une dizaine de millions de florins et serait répartie sur les exercices 1895, 1896, 1897 et 1898.

On critique beaucoup le projet d'impôt sur le revenu préparé par la Commission de la réforme de l'impôt ; il frappe les lettres de gage et obligations hypothécaires, les obligations des provinces et des villes et les fonds publics qui n'ont pas été exemptés par une loi spéciale. Mais le rendement sera bien supérieur à ce qu'il est actuellement. Jusqu'ici, l'impôt sur le revenu n'existait qu'en théorie ; il y avait bien une loi qui le fixait à 10 0/0, mais la plupart des valeurs d'Etat ou des emprunts publics en sont exemptées par des lois spéciales. Avec les nouvelles dispositions, les revenus inférieurs à 600 florins ne seront pas frappés ; il en est de même pour les dividendes et les obligations de la Banque d'Autriche-Hongrie jusqu'à l'expiration de son privilège, c'est-à-dire jusqu'en 1897. Par contre, on impose 1 1/2 0/0 sur les intérêts des Caisses d'épargne, 3 0/0 sur les fermages et 10 0/0 sur les obligations du Chemin de fer de Vienne-Gloggnitz, sur les emprunts à lots et emprunts publics intérieurs et, en général, sur tous les titres non exemptés par une mesure spéciale.

Le Ministre des finances autrichien a fait connaître, la semaine dernière, à la Commission du budget, ses intentions relativement à l'augmentation de l'impôt de Bourse. Ce projet, dont on poursuit l'étude, consiste tout d'abord à appliquer l'impôt, non plus à une transaction portant sur un minimum de 5.000 florins, valeur nominale, mais sur les cours réels.

Comme la plupart des actions sont cotées bien au-dessus du pair, l'accroissement de la taxe sera assez sensible. Ainsi, on paie actuellement 10 kreutzers pour une opération sur 25 actions ; la nouvelle taxe s'élèverait à environ 2×5.000 florins, soit à 20 kreutzers. Ajoutons que, dans les prévisions budgétaires de 1895, l'impôt sur les transactions de Bourse figure pour 606.500 florins ; le rendement brut effectif a été de 581.786 flor. pour toute l'année 1893 et de 375.989 flor. pour le premier semestre 1894, soit une plus-value de 32.617 flor. par rapport à la période correspondante de 1893.

Informations Économiques et Financières

La Dette flottante en Autriche. — La situation de la Dette flottante à fin avril 1895 était la suivante :

1° D'après les états établis par la Banque d'Autriche-Hongrie :

Obligations hypothécaires partielles : 18.400 florins sans intérêts, 4.600 florins, rapportant 3 0/0 à 6 mois ; 56.500.350 florins, rapportant 3 1/2 0/0 à 6 mois ; 16.662.550 florins, rapportant 3 0/0 à 3 mois, soit, au total, 73.185.900 florins ;

2° D'après les relevés de *Billets d'Etat* fournis par les deux Commissions de contrôle :

4.419.307 florins à 1 florin, 126.800.795 florins en billets de 5 florins, 99.452.050 florins en billets de 50 florins, soit, ensemble, 230.672.152 florins.

Le total général de la Dette flottante, à la fin d'avril 1895, s'élevait ainsi à 303.858.052 florins.

En comparant cette situation avec celle à fin mars, on constate que la Dette flottante a diminué, en avril, de 7 millions 892 mille florins.

En ce qui concerne les 312 millions de florins, billets à rembourser à frais communs entre les deux parties de la Monarchie, on avait annulé, à fin avril 1895, pour 98 millions 130 mille florins de billets de 1, de 5 et de 50 florins ; il en restait donc encore pour 213 millions 800 mille florins à retirer.

Depuis le 24 juillet 1894, les retraits des billets de 1 florin se sont élevés à 53 millions 460 mille florins ; il en restait, au 30 avril 1895, pour 4 millions 400 mille florins en circulation.

Les Recettes du Trésor hongrois. — Du 1er janvier au 31 mars 1895, les *recettes* totales des Caisses de l'Etat hongrois se sont élevées à 104.388.195 florins (contre 106.206.125 fl. pour la période correspondante de 1894) ; les *dépenses* totales se sont élevées à 130 millions 619.618 fl. (contre 126.362.802 fl. en 1894).

Il résulte de la comparaison de ces chiffres que, pendant le 1er trimestre 1895, les recettes étant inférieures de 1.817.930 fl. et les dépenses supérieures de 4 millions 256.856 fl., par rapport au 1er trimestre 1894, le bilan de cette période de l'année en cours accuse une moins-value de 6.074.747 fl.

Notre correspondant de Vienne avait prévu ce résultat dans sa lettre du 1er mai 1895. (*Economiste Européen* du 4 mai 1895, n° 173.)

Les Achats d'Or du Groupe Rothschild, en Autriche. — Le *Fremdenblatt* annonce que les achats d'or effectués par le groupe Rothschild, formant la contre-partie des 25 millions de florins de rente-or autrichienne récemment pris par ce syndicat, sont terminés. De même les titres de rente-or ont été placés dans le public jusqu'à concurrence de 1 1/2 millions de florins.

Le Taux d'intérêt des Caisses d'Epargne postales, en Autriche. — Le Parlement autrichien a adopté une motion tendant à inviter le Gouvernement à réduire le taux d'intérêt des Caisses d'épargne postales, et le Ministre des finances a déclaré qu'il était tout disposé à entrer dans cette voie. On sait que le taux officiel est de 2 0/0 pour les comptes de chèques, et de 3 0/0 pour le mouvement de l'épargne ; mais les dépôts rapportent moins en moyenne, car les intérêts ne sont décomptés que du 1er ou du 15 de chaque mois au lieu de l'être à partir du jour réel.

Le Rendement des Loteries en Autriche. — Au moment où, d'après les déclarations faites à la tribune du Reichstag par le Ministre cisleithanien, M. de Plener, il est question d'abolir progressivement la *petite loterie* en Autriche, il est intéressant d'indiquer le rendement de ce chapitre pendant la dernière période décennale.

De 1885 à 1894, les recettes totales provenant de cette source de revenus sont tombées de 22 millions de florins à 16 millions 600.000 fl., soit une diminution de 5 millions 400 mille florins, et le bénéfice net est descendu de 8 millions 100 mille florins à 5 millions 300 mille florins, soit une diminution de 2 millions 800 mille florins.

La passion du jeu a donc sensiblement diminué dans le public ; il faut attribuer ce résultat en partie à la réduction constante du nombre des bureaux de loterie.

La Commission du Budget a finalement adopté une résolution invitant le Gouvernement à présenter à la Chambre, après l'exécution de la réforme des impôts directs, un projet de loi relatif à l'abolition de la petite loterie.

Le Chemin de fer Métropolitain de Budapest. — Depuis le 24 avril 1895, en vertu d'une autorisation du Ministre des finances, la cote officielle de Vienne enregistre les cours des obligations partielles de la Société du Chemin de fer métropolitain de Budapest (*Budapester Strassen Eisenbahn Gesellschaft*). Ces obligations de 200, 1.000, 2.000 et 10.000 couronnes, représentant une valeur totale de 18.000.000 de couronnes (9 millions de florins) sont remboursables en 50 années, à raison de 105 0/0 du montant nominal ; les coupons 4 0/0 sont payables les 1er janvier et 1er juillet.

Une transaction en Bourse sur ces titres doit porter sur un minimum de 10.000 couronnes.

Le cours porté sur la cote s'entend pour un titre de 200 couronnes.

Le bilan de cette Société pour l'année 1894 accuse un total de bénéfice de 276.632 florins, contre 238 868 fl. en 1893. En conséquence le Conseil d'administration a décidé la répartition d'un dividende de 25 fl. (au lieu de 22 fl. en 1893) aux actions, attribuant 15 fl. (au lieu de 12 fl.) aux bons de jouissance et en reportant 9.528 florins à nouveau.

Le Chemin de fer de Buschtehrad. — Le taux de conversion des priorités de cette Société n'est pas encore arrêté. Pendant l'année 1894, ses exploitations houillères ont produit 451.113 tonnes (contre 451.082 en 1892) et les bénéfices de ces exploitations se sont élevés à 252.494 fl. (contre 269.532 fl. en 1893). Mais le service des intérêts et de l'amortissement du capital consacré à ces mines exigeant une somme de 356.368 fl., il en résulte un déficit de 103.874 fl., qui vient en déduction des bénéfices de l'exploitation du réseau et du réseau B.

Depuis la fin de 1893, la Société a placé pour 175.440 fl. 135 actions du réseau A, sur les 470 titres qu'elle avait en portefeuille. Les dépenses de construction se sont élevées, pendant l'année 1894, à 236.864 fl. pour le réseau A et à 468.104 fl. pour le réseau B. Pour faire face aux dépenses du réseau A, on a ajouté au produit de la vente des susdites 135 obligations, un solde de 27.403 fl. provenant de 1893 et une avance de 34.020 fl. Quant au réseau B, il disposait d'un solde de 31.084 fl. auquel on a ajouté une avance de 337.019 fl., remboursable avec le produit de la conversion projetée.

Ajoutons, pour donner une idée exacte de la situation actuelle de cette Société, que le fonds de réserve du réseau A s'est élevé de 4.290.000 à 4.440.000 florins, et, celui du réseau B de 1.620.000 à 1.840.000 florins ; par contre la réserve spéciale des exploitations houillères s'est réduite de 39.304 à 35.501 florins.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 17 mai 1895.

La tendance ferme au début de la semaine malgré les appréhensions que causent les événements de Serbie et malgré le projet de loi relatif à l'augmentation de l'impôt sur les opérations de Bourse a fait place à la lourdeur. Pourtant, on a d'excellentes nouvelles de la situation des récoltes et l'argent continue à être facile sur le marché monétaire.

Le groupe Rothschild a, décidément, exercé son droit d'option sur le dernier lot de 25 millions de florins rente-or autrichienne ; il n'y aura pas de souscription publique, mais les titres seront vendus petit à petit sur le marché. Le Gouvernement participe pour la moitié aux bénéfices de ces ventes, après déduction d'une commission de 1,4 0/0.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 15 mai 1895.

Les Elections municipales. — La Circulation des Billets. — Le Programme du Ministre des Finances.

Les élections municipales de Madrid, qui ont eu lieu dimanche, constituent un succès éclatant pour le ministère : sur vingt-huit sièges, dix-huit candidats favorables au régime actuel ont triomphé, contre quatre libéraux et cinq conservateurs dissidents. Dans les provinces, on a constaté de nombreuses abstentions, mais presque partout les résultats sont identiques à ceux de la capitale. Partout, les républicains et les libéraux ont préféré se tenir à l'écart.

Voici, au surplus, les chiffres pour les capitales des provinces et les villes dont la population est supérieure à 4.000 habitants : partisans du Gouvernement, 3.373 ; libéraux, 997 ; républicains, 374 ; carlistes, 188 ; silvélistes, 76 ; indépendants, 259 ; divers, 49. Cette liste n'est pas complète, mais on sait déjà que les votes dans les campagnes donneront une grande majorité aux conservateurs.

Je vous ai dit, dans une précédente lettre, que M. Canovas avait prescrit aux autorités de garder une stricte neutralité. Cette attitude n'a pas empêché M. Silvela — qui saisit décidément toutes les occasions pour attaquer ses anciens amis — de reprocher au Ministre de l'intérieur les prétendues illégalités de ses subordonnés. Cette interpellation était prévue, car les organes dissidents avaient annoncé d'avance un débat politique sur les agissements « qui ne pouvaient pas manquer de se produire » ! Aussi le Ministre de l'intérieur avait-il la partie belle. J'ajoute que M. Sagasta est venu à la rescousse pour blâmer les soi-disant agissements des fonctionnaires, mais il a eu le bon esprit d'ajouter qu'il importait de passer sur ces choses et de hâter la discussion du budget qui traîne en longueur.

Dans un autre ordre d'idées, les journaux de l'opposition reprochent au Gouvernement de laisser à la circulation fiduciaire prendre une extension excessive. Le dernier bilan de la Banque d'Espagne accuse un total de 936 millions, mais pour la semaine correspondante de l'exercice antérieur, ce chiffre était de 939 millions. A ce propos, notre excellent confrère la *Epoca* observe que si l'augmentation des émissions est de 26 millions depuis l'arrivée au pouvoir du cabinet Canovas (bilan du 15 mars et du 11 mai), il ne faut pas oublier qu'on a dû faire face à deux échéances d'obligations de fin de mois et au paiement d'un trimestre de la dette et que, pour ces mêmes causes, la circulation s'était accrue l'an dernier de 19 millions. Il faut tenir compte aussi des frais et remises d'espèces qu'entraîne la campagne de Cuba.

M. Navarro Reverter, vous pouvez en être convaincu, ne permettra pas à la Banque d'Espagne de faire quoi que ce soit d'irrégulier ; mais, avant de proposer de nouvelles mesures, il veut arrêter, d'une façon complète, les détails de son programme économique et financier. Dans ce but, il étudie toutes les questions, en faisant appel au concours de tous les hommes d'expérience, sans distinction de parti.

Aucune nouvelle saillante de Cuba ; le maréchal Martinez Campos a donné jusqu'au 20 mai aux chefs insurgés pour faire leur soumission ; après ce délai, les opérations seront vigoureusement poussées.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 29 avril (17 semaines)

	1892	1893	1894	1895
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	4 386 563	4.694 123	4.860.777	4 697.396
Nord de l'Espagne (1959 k.)	17.318 357	16.693.229	17.121.873	15.271 090
Asturies (741 kil.)	3.056 447	3.472.691	3.852 722	3.626.561
Lérida-Reus (103 kil.).....	469 017	454.290	427.750	388.818
Almansa-Valence (460 kil.)	3.900.487	3 499.086	3 496 691	3.324.645
Saragosse (2672 kil.)......	16.267 360	16.541.182	16.596.614	15.523.666

Le Cours moyen des Valeurs à la Bourse de Madrid. — Notre confrère l'*Economista* publie cette semaine le tableau suivant indiquant les cours moyens des principales valeurs à la Bourse de Madrid pendant le mois d'avril 1895 :

	Pesetas
	—
Dette perpétuelle 4 0/0 Intérieure	70,704
— 4 0/0 Extérieure	81,158
— 4 0/0 amortissable	80,537
Obligations du Trésor 5 0/0	100,239
Billets hypoth. de Cuba, émission de 1886 ...	104,820
— — — 1890 ...	96,222
Banque hypothécaire, cédules 5 0/0	99,189
— cédules 4 0/0	83,687
— obligations 5 0/0	»

Les Recettes des Douanes espagnoles. — Pendant les neuf premiers mois de l'exercice courant, c'est-à-dire du 1er juillet 1894 au 31 mars 1895, les recettes des douanes se sont élevées à 100.045.186 pesetas, soit 20.259.186 pesetas de plus que la somme prévue par le budget; mais c'est là une diminution de 9.171.999 pesetas sur la même période de l'exercice antérieur. L'importation, pendant ces neuf mois, s'est élevée à 193.017.468 pesetas, et l'exportation à 136.302.174.

L'Impôt de consommation, à Madrid. — Pendant le mois d'avril 1895, l'impôt de consommation a produit un total de 1.638.658 pesetas, contre 1.674.855 pesetas, en avril 1894, soit une moins-value de 36.197 pesetas.

Le Budget de 1893-94 pour Cuba. — La liquidation du budget de 1893-94 de l'île de Cuba a donné les résultats suivants :

	En pesetas
Recettes	20.492.764
Dépenses	26.154.532
Soit un déficit de	5.661.768

Ce résultat désastreux est dû à la mauvaise administration financière et politique de l'ancien Cabinet libéral.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 17 mai 1895.

La spéculation est hésitante ; il n'y a guère eu de transactions que sur la rente intérieure. On se préoccupe du projet du Gouvernement français relatif à l'impôt sur les valeurs étrangères et on craint que la nouvelle loi n'affecte l'Extérieure.

Toutefois, la cote reste ferme dans son ensemble.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 15 mai 1895.

Les Discours électoraux. — Une lettre de M. di Rudini. — Le Monopole du sel en 1893-94. — La Convention avec la Banque d'Italie; les Banques méridionales.

Le discours que M. Sonnino devait prononcer dimanche devant ses électeurs de San Casciano a été remis à demain jeudi; je ne peux donc le résumer, comme j'en avais l'intention.

Au surplus, il me revient que ce discours ne sera pas public; le Ministre du Trésor se propose d'improviser, en défendant les grandes lignes de son programme.

Par contre, M. Morin a parlé hier à la Spezia en développant les points énumérés dans ma lettre du 8 mai.

Le régime actuel des primes à la marine marchande, a dit en substance le ministre, subira quelques modifications de détail. Quant à la marine de guerre, si les exigences budgétaires justifient les réductions imposées à ce département, M. Morin espère pouvoir rétablir le crédit dans un avenir relativement prochain, dès que les finances se seront améliorées. En attendant, on hâtera la construction des navires sur chantier.

Quant à M. Crispi, le banquet par souscription (à raison de 20 lire par tête), organisé en son honneur par son comité électoral du quatrième Collège à Rome, et à l'issue duquel il doit s'expliquer, a été fixé au 20 courant. On compte déjà plus de mille adhérents.

En ajoutant que M. Boselli, ministre des finances, doit parler également, avant la fin de la semaine, dans sa circonscription de Savona, et fera ressortir la marche progressive des impôts, j'aurai épuisé les principales nouvelles relatives à la campagne ministérielle.

Mais l'opposition se remue, de son côté. C'est ainsi que M. di Rudini a adressé une longue lettre à ses amis politiques, dans laquelle il réfute le rapport qui accompagnait le décret de dissolution de la Chambre, en préconisant la création d'une sorte de grand Conseil d'Etat appelé à diriger les préfectures des diverses provinces.

M. di Rudini voudrait enlever à l'Etat, entre autres attributions, le soin d'assurer les constructions de chemins de fer. En ce qui concerne la politique financière du Gouvernement, il se prononce contre de nouvelles taxes, dont le recouvrement serait, d'après lui, impossible.

Dans le domaine économique et financier, j'ai à vous signaler la publication de trois rapports importants du commandeur Sandri, directeur général des monopoles de l'Etat, sur le rendement des sels, des tabacs et des loteries pendant l'exercice 1893-94. Ne pouvant analyser en une seule fois ces trois chapitres, je me bornerai à vous parler aujourd'hui du premier.

D'après les chiffres du commandeur Sandri, les recettes totales du monopole des sels se sont élevées, pour l'exercice 1893-94, à 66.175.482 lire, dont 300.000 lire seulement représentent l'augmentation de tarif prévue par le décret royal du 21 février 1894. C'est là un assez maigre résultat si on considère que, d'après les prévisions, ces nouvelles taxes devaient procurer au Trésor une plus-value de 8 millions pour le sel! Constatons, toutefois, que le Directeur des monopoles ne désespère pas d'arriver plus tard à ce chiffre.

En définitive, les ventes de sel effectuées en 1893-94 s'élèvent à 1.639.128 quintaux contre 1.630.478 quintaux pour l'exercice antérieur, soit une légère augmentation de 8.650 quintaux ; mais les dépenses de l'Administration ont atteint la somme de 10.998.095 lire, soit 203.217 lire de plus qu'en 1892-93. Les bénéfices du monopole ressortent, en 1893 94, à 54.945.503 lire, en plus value de 3.456.276 lire sur l'exercice antérieur : la proportion est de 83,03 0/0 du produit brut, celle des dépenses ressortant à 16,97 0/0.

En résumé, si la vente du sel a légèrement progressé en 1893-94, il faut tenir compte des moyennes générales de la consommation et du rendement par habitant ; on trouvera alors que la consommation a réellement diminué dans le Royaume.

Je vous ai dit, dans une précédente lettre, que le Gouvernement préparait un projet de règlement pour les Banques méridionales; ce travail est terminé, paraît-il, et il sera présenté, dès la rentrée, à la nouvelle Chambre. M. Sonnino demandera la nomination d'une Commission spéciale chargée de l'examiner, en même temps qu'elle se prononcera sur la convention entre le Gouvernement et la *Banque d'Italie*, convention appliquée, comme vous le savez, par simple décret.

Informations Économiques et Financières

La Banque de Gestions et de Liquidations et la Société du Crédit Mobilier Italien, en liquidation. — Nous empruntons l'extrait suivant d'une étude publiée, cette semaine, par notre excellent confrère le *Sole* de Milan :

Quand on créa la *Banque Italienne de Gestions et de Liquidations* au capital de deux millions versés, on prévoyait déjà l'augmentation de ce capital à 4 millions au moyen du transfert des actions libérées du *Credit Mobilier*. Partant de là, on décida que les 20.000 premières actions de 100 lire seraient cédées au pair aux porteurs des actions déchues du Crédit Mobilier ; cette mesure avait pour but d'assurer aux actionnaires qui ne voulaient ou ne pouvaient verser les deux derniers décimes, un avantage susceptible de les dédommager des pertes subies.

L'augmentation du capital de la *Banque des Gestions et Liquidations*, ainsi que le transfert des actions libérées, est un fait accompli.

Ce n'est donc pas pour chercher des capitaux qui sont déjà versés, mais en exécution des engagements pris

qu'on a offert au pair 20.000 actions de la *Banque des Gestions et Liquidations* aux porteurs des actions déchues du Crédit Mobilier. Chaque groupe représentant 7 de ces derniers titres a droit à 1 action du nouvel Etablissement, contre la remise de ces 7 titres et moyennant un versement de 100 lire, à effectuer en quatre échéances de 25 lire chaque : la première au moment de l'option, c'est-à-dire du 15 au 22 mai ; les autres aux 1er juin, 1er juillet et 1er août. On ajoutera, pour ces derniers versements, les intérêts à partir du 15 mai.

.... Au moyen de cette combinaison, la *Banque de Gestions et Liquidations* s'est créé une situation patrimoniale excellente que nous pouvons résumer de la façon suivante : Au *passif*, 4 millions de capital versé, divisé en 40.000 actions de 100 lire ; à l'*actif*, 2 millions versés en espèces et 7.300.000 provenant de l'excédent actif du Crédit Mobilier. Chacune des actions représente donc une part de l'actif d'au moins 232 lire. Les anciens porteurs de titres déchus du Crédit Mobilier peuvent ainsi se procurer, moyennant un versement de 100 lire, une action d'une valeur de 232 lire ; moyennant un versement de deux millions sur les 14 millions dont ils étaient débiteurs, ils deviennent propriétaires de la moitié de l'actif social de la liquidation.

L'Exportation des Soufres en Italie. — La quantité de soufre exportée de l'Italie au cours de l'année 1894 s'est élevée à 2.990.896 quintaux, soit une diminution de 118 mille quintaux par rapport à 1893, et une augmentation de 80 mille quintaux environ sur 1892.

La diminution de l'année dernière porte surtout sur le soufre brut en blocs et le soufre raffiné ; par contre, il y a augmentation pour le soufre broyé.

Le Commerce des Soies en 1894, en Italie. — La Direction générale des Gabelles a publié son rapport sur le mouvement commercial des soies en 1894, en appliquant aux marchandises les évaluations récemment fixées par la Commission spéciale. Ces évaluations sont sensiblement inférieures à celles de 1894 ; pourtant, l'exportation des tissus accuse une notable augmentation.

Voici les chiffres totaux : *Importations*, 105.304.130 lire (en diminution de 13.824.128 lire sur 1893) ; *Exportations*, 319.621.595 lire (en plus-value de 11.954.128 lire sur 1893).

Le tableau comparatif suivant indique le mouvement des tissus pendant les années 1893 et 1894 :

Importations

Pays de provenance	1894	1893
—	kilogr.	kilogr.
Autriche-Hongrie	7.342	6.453
France	65.372	75.096
Allemagne	65.185	63.830
Grande-Bretagne	11.954	13.553
Suisse	11.491	14.236
Autres pays	745	306
Totaux	162.089	173.474

Exportations

Pays de destination	1894	1893
—	kilogr.	kilogr.
Autriche-Hongrie	22.233	15.279
Belgique	2.139	718
France	4.002	4.718
Allemagne	31.502	36.747
Grande-Bretagne	66.089	43.747
Malte	8.636	1.214
Suisse	134.265	128.165
Turquie	14.821	11.592
Pays africains	8.799	3.476
Amérique du Nord	52.031	18.005
Amérique centrale et méridionale	5.530	5.505
Autres pays	8.292	18.702
Totaux	458.348	287.931

Les Taxes de Consommation et de Loteries en Italie. — Du 1er juillet 1894 au 30 avril 1895, c'est-à-dire pendant les dix premiers mois de l'exercice financier en cours, les taxes de consommation et de loterie accusent une plus-value de 6.472.412 lire par rapport à la période correspondante de 1893-94.

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 17 mai 1895.

Si le marché romain est décidément orienté à la hausse en ce qui concerne la rente, les valeurs locales sont plutôt délaissées. Le marché des actions de la *Banque d'Italie* est beaucoup moins actif à Rome qu'à Gênes, où on avait placé au commencement de l'année 118.000 titres environ contre 11.300 à Rome. L'argent est facile ; il y a peu de demandes pour les devises, ce qui explique, en partie, la baisse des changes extérieurs.

Le Gouvernement a assuré la totalité du service des coupons du 1er juillet à l'étranger et on assure que le Trésor n'aura pas besoin d'acheter de devises avant l'échéance d'octobre. L'exposé financier fait jeudi à San Casciano par M. Sonnino, a produit un excellent effet ; je vous en envoie la traduction.

PORTUGAL

LA SITUATION

Lisbonne, le 14 mai 1895.

Le Parti progressiste. — La Situation économique. — Recettes douanières. — Les Porteurs de la Dette extérieure.

Le parti progressiste a tenu la grande réunion que je vous avais annoncée et la décision prise a été que le parti s'abstiendrait de toute intervention dans les prochaines élections législatives, que ses membres n'accepteraient pas de candidatures, renonceraient à leurs sièges s'ils étaient élus, qu'enfin les pairs du royaume, appartenant à ce parti, s'abstiendraient de prendre part aux travaux parlementaires.

En même temps, les progressistes ont adopté un programme politique, dont ils veulent s'efforcer de poursuivre la réalisation avec les moyens de lutte qui restent en leur pouvoir.

On peut regretter cette décision qui fait disparaître du rouage politique un parti dont le concours était nécessaire et l'on doit regretter surtout l'augmentation du conflit existant déjà entre les partis, conflit qui nous promet des luttes fort vives. Ces embarras sont d'autant plus regrettables que les indices de reprise, constatés depuis quelque temps, continuent à s'accentuer, que l'amélioration de la situation économique est évidente, et que l'entente devrait être commune pour faciliter le relèvement définitif du pays.

Une de ces preuves de reprise, qui doit être surtout bien accueillie par l'étranger, c'est l'augmentation des recettes douanières.

Elles ont dépassé en avril toutes les prévisions. Nous trouvons, en effet, que pour le port de Lisbonne, les recettes générales ont été de 662 contos, les céréales ont donné 189 contos et l'octroi 172 contos, soit un total de 1.023 contos.

A Porto, les recettes générales ont été de 589 contos, les céréales ont donné 78 contos, soit un total de 665 contos et pour les deux ports 1.688. En avril 1894, le total n'avait été que de 1.434 contos. Il y a donc eu en 1895 une augmentation de 254 contos, soit 17,6 0/0 par rapport à 1894 et en remontant jusqu'à 1881, on constate qu'un pareil résultat n'a jamais été atteint même pendant les années qui ont précédé la crise.

Le total des recettes générales des quatre premiers mois de l'année courante a dépassé de 169 contos celui de la même période de 1894 ; il a été supérieur de 653 contos à celui des 4 premiers mois de 1893 et de 613 contos à celui de 1892. Si l'on considère maintenant ce que les douanes de Lisbonne et Porto ont produit depuis le commencement de l'année économique, c'est-à-dire du 1er juillet 1894 au 30 avril 1895, on constate un

excédent de 48 contos pour les recettes générales et de 52 contos pour celles de l'octroi de Lisbonne, cela par rapport à la période correspondante de l'année 1893-94.

Il faut conclure de ces faits que les porteurs de la Dette extérieure auront probablement une participation plus large aux excédents des recettes douanières qui les intéressent, car tout fait prévoir que les deux derniers mois qui restent pour clôturer l'exercice accuseront une nouvelle augmentation.

Cette amélioration ne se constate pas seulement, d'ailleurs, dans les chiffres des recettes douanières : les recettes de la Compagnie Royale se sont élevées jusqu'au 29 avril à 923.091 milreis, soit une augmentation de 5.990 milreis sur la période correspondante de 1894. La situation de la Banque tend à s'améliorer ; enfin, la campagne des cafés va contribuer à la bonne tenue du change brésilien et portugais. Vous voyez que l'avenir s'annonce sous des couleurs moins sombres.

SUISSE

Le Bilan de la Confédération Suisse et la Dette publique. — Au 31 décembre 1894, le bilan de la Confédération Suisse accuse, en chiffres ronds, un actif net de 136.800.000 francs et un passif de 85.200.000 fr. Cet actif est supérieur de près de 20 millions à celui qui figurait dans les comptes de 1893. Mais cette augmentation est due presque exclusivement à la nouvelle méthode adoptée pour l'établissement de l'inventaire. Les immeubles improductifs y étaient portés jusqu'à présent pour la moitié de leur valeur. Ils figureront dorénavant pour leur valeur totale.

La dette de la Confédération (comprise naturellement dans le passif mentionné ci-dessus) s'élève à la fin de 1894 à 74 millions 690.000 francs. Elle résulte des quatre emprunts de 1887, 1889, 1892 et 1894. La Confédération consacre annuellement 1.494.000 francs à l'amortissement des deux premiers. La dette des fonds des Chemins de fer se monte en outre à 69 millions 333.000 francs. Cette dette a pour contre-partie, à l'actif de ce fonds, 77.090 actions privilégiées du Jura-Simplon et une série d'autres titres pour une valeur totale de 12.800.000 francs.

Recettes des Douanes Suisses. — Les recettes des douanes suisses se sont élevées en avril 1895 à 3 millions 762.400 fr. 43 contre 3.462.302 fr. 64 en 1894, soit un excédent pour avril 1895 de 300.097 fr. 81.

Du 1er janvier à fin avril 1895, elles se sont élevées à 12.951.892 fr. 26 contre 12.559.237 fr. 92 en 1894, présentant ainsi un excédent de 392.654 fr. 34.

L'Emprunt Bernois. — Le résultat de la souscription pour l'Emprunt 3 0/0 Bernois a donné 31.500.000 francs pour la conversion. Le montant des souscriptions nouvelles s'élève à 210 millions, dont 195 en France, le reste en Suisse et en Allemagne. La répartition sera de 8 0/0 au maximum.

TURQUIE

LA SITUATION

Constantinople, 12 mai 1895.

Les Lots turcs. — La Perception des impôts sur les tabacs. — La Banque agricole et les usuriers. — Le Bilan de la Banque ottomane.

La question des Lots Turcs, dont je vous entretenais dans ma lettre du 1er avril dernier, n'est pas encore résolue. Il est vrai que le Département des finances a avisé la Sublime Porte qu'une nouvelle Commission venait d'être formée à l'effet d'examiner encore une fois la question du paiement de 75 0/0 des lots sortis, au lieu de 58 0/0. Cette Commission ne comprend plus, comme les précédentes, uniquement des personnages officiels, mais aussi des représentants de la haute finance. Toutefois, on se montre en général très sceptique quant au résultat des délibérations ; on craint que les choses ne traînent en longueur, comme par le passé, bien que la question exige une solution immédiate. La mesure, qui consiste à rembourser les lots à 58 0/0, alors qu'on pourrait donner plus de 75 0/0, et à appliquer la différence à des rachats, n'est justifiée en aucune façon et l'impatience des porteurs est donc parfaitement légitime.

Il y a quelques semaines, l'Administration de la Dette turque avait conclu un arrangement avec la Régie des tabacs, en vertu duquel cette dernière se chargeait, moyennant une redevance annuelle de 90.000 livres turques, de la perception de l'impôt sur le tabac. Mais le Commissaire du Gouvernement près du Conseil de la Dette a protesté contre cette entente, en alléguant qu'elle est susceptible de faire perdre à la Dette de 15 à 25.000 liv. t. par an. Il s'appuie sur les chiffres antérieurs des recettes, qui varient entre 105.000 et 115.000 l. t. Sur ses conclusions, le Ministre des finances a refusé de ratifier l'arrangement, en déclarant qu'on ne pouvait négliger, en l'état actuel, cette source de revenus.

En vertu d'une décision du Conseil d'Etat, les agences et succursales de la Banque Agricole ont été autorisées à faire des avances aux cultivateurs étrangers établis en Turquie. La décision est basée sur ce fait que les étrangers, payant, comme les indigènes, la dîme et toutes autres taxes, doivent jouir des mêmes facilités quand ils ont besoin de crédit. A ce propos, le Conseil d'Etat a proposé au Grand-Vizir un règlement destiné à défendre les cultivateurs contre les usuriers ; on annulerait les transactions faites à des taux excessifs.

Le bilan de la *Banque Impériale Ottomane* au 28 février dernier accuse un total de 28.181.280 liv. t., (640.483.698 francs), contre 27.482.915 liv. t. pour le mois de janvier dernier et 25.337.240 liv. t. pour le mois de février 1894. L'augmentation est due principalement aux soldes des comptes courants ; au 31 janvier, le solde des comptes courants divers et d'avances sur valeurs publiques, débiteur et créditeur, s'élevait à 12.662.275 liv. t., tandis qu'au 28 février il atteint 13.672.443 liv. t., soit une plus-value de 1.010.168 liv. turques ou de 22.951.017 francs environ.

Aussi bien, la *Banque Impériale Ottomane* est aujourd'hui l'intermédiaire indispensable des négociants étrangers qui travaillent avec la Turquie, car elle a établi des succursales dans les principaux centres. En outre, elle guide sa clientèle en lui fournissant des renseignements précieux et les succursales se chargent du recouvrement des traites documentaires ou, en cas de non paiement du destinataire, de la vente, aux meilleures conditions possibles, des marchandises qui restent ainsi consignées. Cela explique le développement des comptes courants.

Les Lots Turcs. — En vue de prévenir les fraudes qui pourraient se commettre dans l'émission et la vente de promesses des Lots turcs, le Gouvernement a décidé de les placer sous un contrôle spécial. Ainsi, à partir du prochain tirage, toutes les promesses seront imprimées d'après un type uniforme adopté et envoyé à l'imprimerie de la Chambre de commerce. Les numéros des obligations, placées entre deux guillemets, seront très distincts et très apparents. Les numéros écrits à la main seront sévèrement interdits. Les promesses pourront être présentées au contrôle pendant un mois et demi avant le tirage. Aucune promesse ne sera reçue par le contrôleur pendant les deux derniers jours précédant le tirage.

Le Propriétaire-Gérant : Jules Montel.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 ru du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25 fr.**
— — Six mois. **14 fr.**
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32 fr.**
— — Six mois.. **18 fr.**

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission.

N° 176. — 7e volume. (21) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 25 mai 1895.

SOMMAIRE DU N° 176

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 641 à 650.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — Mines d'Or et Capitaux français. — L'Emprunt Chinois. — Le Commerce extérieur de la France. — Conversion de la Compagnie de l'Est. — Rio-Tinto. — Compagnie Internationale des Wagons-Lits. — Pages 650 à 661.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris — Le Rendement des Impôts. — Les Titres russes à la Banque de France. — Recettes et Dépenses de la Ville de Paris. — Caisse Nationale de Retraites pour la Vieillesse. — Mouvement des Caisses d'Epargne. — Canal de Suez. — Pages 661 et 662.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :

ALLEMAGNE : Pages 663 et 664. — ANGLETERRE : Pages 664 et 665. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 666 et 667. — BELGIQUE : Pages 667 et 668. — ESPAGNE : Pages 668 et 669. — ITALIE : Pages 669 à 671. — ROUMANIE : Pages 671 et 672. — SUEDE ET NORVEGE : Page 672. — TURQUIE : Page 672.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 24 mai.	1.773.2	1.277.5	3.050.7	3.436.3	88	2½
1895 9 mai.	2.053.6	1.238.0	3.291.6	3.566.2	90	2
1895 16 mai.	2.053.2	1.240.0	3.293.2	3.547.6	92	2
1895 24 mai.	2.054.1	1.245.7	3.299.8	3.509.9	94	2
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 15 mai.	700.6	411.5	1.112.1	1.182.1	94	3½
1895 30 avril	963.4	374.6	1.338 0	1.369.6	97	3
1895 8 mai.	957.0	372.2	1.329.2	1.342.9	99	3
1895 15 mai.	970.5	377.4	1.347.9	1.314.0	102	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 24 mai.	856.4	»	856.4	619 0	140	2
1895 9 mai.	923.2	»	923.2	655.3	141	2
1895 15 mai.	923.9	»	923.9	644.9	143	2
1895 22 mai.	928.8	»	928.8	638.1	145	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1894 24 mars	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
1895 26 janv.	110.0	16.2	126.2	172.6	73	»
1895 23 févr.	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
1895 23 mars	97.8	22.0	119.8	156.9	76	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1894 24 mars	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
1895 26 janv.	71.0	9.4	80.4	162.5	49	»
1895 23 févr.	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
1895 23 mars	70.2	10.4	80.6	157.0	51	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 15 mai.	214.4	343.8	558.2	925.6	60	4
1895 30 avril	391.9	285.6	677.5	1.056.5	64	4
1895 8 mai.	390.0	285.4	675.4	1.060.9	63	4
1895 15 mai.	389.6	284.7	674.3	1.031.3	65	4
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 17 mai.	77.8	36.6	114.4	419.7	27	3
1895 2 mai.	94.3	25.1	119.4	449.7	26	2½
1895 9 mai.	91.2	24.3	115.5	451.9	25	2½
1895 16 mai.	91.1	24.2	115.3	449.6	25	2½
BULGARIE. — Banque Nationale						
1894 22 mars	8.6	1.6	10.2	1.8	566	8
1895 28 fév..	3.7	8.0	11.7	1.4	835	8
1895 15 mars	3.5	7.7	11.2	1.3	866	8
1895 22 mars	3.3	7.3	10.6	1.4	757	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 30 avril	72.5	»	72.5	100.5	72	4
1895 28 fév..	73.6	»	73.6	99 5	74	3½
1895 30 mars	74.9	»	74.9	102.4	74	3½
1895 30 avril	77.4	»	77.4	107.1	72	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 19 mai.	197.9	213.1	411.0	931.9	44	5
1895 4 mai.	200.1	311.4	511.5	931.8	55	4½
1895 11 mai.	200.1	307.0	507.1	936.4	54	4½
1895 18 mai.	200.1	309.3	509.4	929.9	55	4½
GRÈCE. — Banque Nationale						
1894 31 mars	2.0	»	2.0	108.5	2	6½
1895 31 janv.	1.9	»	1.9	108.7	2	6½
1895 28 fév..	1.9	»	1.9	106.1	2	6½
1895 31 mars	2.1	»	2.1	106.8	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 19 mai.	112.1	176.9	289.0	439.1	66	2½
1895 4 mai.	107.9	177.5	285.4	457.3	62	2½
1895 11 mai.	108.1	177.1	285.2	457.1	62	2½
1895 18 mai.	108.1	177.7	285.8	446.5	64	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 10 mai.	300.5	44.3	344.8	814.7	42	6
1895 20 avril	301.1	59.6	360.7	724.8	50	5
1895 30 avril	299.2	54.9	354.1	717.9	50	5
1895 10 mai.	299.7	54.6	354.3	712.4	50	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 30 avril	93.2	10.4	103.6	231.1	44	6
1895 10 avril	105.5	10.5	116.0	230.7	50	5
1895 20 avril	105.5	10.5	116.0	230.6	50	5
1895 30 avril	105.5	10.5	116.0	235.6	49	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 30 avril	35.2	1.5	36.7	59.4	63	6
1895 10 avril	35.2	1.5	36.7	53.6	69	5
1895 20 avril	35.2	1.5	36.7	52.3	68	5
1895 30 avril	35.2	1.5	36.7	50.9	72	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1894 31 mars	31.6	»	31.6	65.1	48	5
1895 31 janv.	32.0	»	32.0	62.3	51	4
1895 28 fév..	31.1	»	31.1	63.7	49	4
1895 31 mars	29.6	»	29.6	67.8	43	4
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1894 16 mai.	16.8	36.1	52.9	277.9	19	6
1895 1er mai.	26.7	40.2	66.9	293.7	22	6
1895 8 mai.	26.7	40.3	67.0	293.8	22	6
1895 15 mai.	26.7	40.3	67.0	293.4	22	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 11 mai.	54.9	1.6	56.5	121.7	46	6
1895 27 avril	45.4	5.9	51.3	101.7	50	6
1895 4 mai.	45.9	6.7	52.6	104.2	50	6
1895 11 mai.	52.5	6.8	59.3	108.3	55	6

Dates	Encaisse métallique — Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 1er mai.	1.520.8	15.2	1.536.0	3.971.7	38	4%
1895 1er avr.	1.561.8	16.0	1.577.8	4.255.2	37	4
1895 16 avril	1.565.0	16.2	1.581.2	4.214.7	37	4
1895 1er mai.	1.567.2	16.8	1.584.0	4.253.0	37	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1894 30 avril	21.7	3.5	25.2	44.7	52	»
1895 28 fév..	21.9	4.5	25.4	49.7	53	»
1895 31 mars	21.8	3.6	25.4	50.5	50	»
1895 30 avril	21.8	3.5	25.3	49.0	51	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 30 avril	5.9	4.1	10.0	23.3	43	6
1895 15 avril	5.4	4.5	9.9	24.0	41	6
1895 22 avril	5.2	4.5	9.7	23.8	40	6
1895 30 avril	5.2	4.5	9.7	23.8	40	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1894 31 mars	23.2	4.8	28.0	62.9	44	4
1895 31 janv.	30.9	4.5	35.4	62.7	57	4
1895 28 fév..	33.6	4.6	38.2	63.3	60	4
1895 31 mars	33.9	4.6	38.5	69.4	54	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1894 31 mars	10.4	14.1	24.5	84.5	29	»
1895 31 janv.	10.4	12.1	22.5	79.6	28	»
1895 28 fév..	10.4	14.1	24.5	82.1	30	»
1895 31 mars	10.5	14.6	25.1	87.5	29	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 19 mai.	75.9	14.5	90.4	170.6	53	3
1895 4 mai.	82.7	10.7	93.4	177.6	53	3
1895 11 mai.	82.4	10.4	92.8	178.5	52	3
1895 18 mai.	82.4	10.7	93.1	177.0	53	3

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

1894 24 mai.	6 386,0	2 644,5	9 031,4	14 412,9	62%
1895 9 mai.	7 248,3	2 624,3	9 872,6	15 114,3	65
1895 16 mai.	7 235,4	2 613,9	9 849,3	15 061,8	65
1895 24 mai.	7 263,3	2 626,8	9 890,1	14 978,1	66

TOTAUX au 31 décembre

1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51%
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56
1894 31 déc.	7 030,0	2 599,9	9 629,9	15 047,6	64

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent, d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	18 avril	25 avril	3 mai	10 mai	17 mai	21 mai
Amsterdam........	47 95	47 95	47 92	47 90	47 97	47 97
Anvers............	100 13	100 19	100 16	100 21	100 26	100 22
Athènes...........	186 »	186 ..	186 »	185 »	184 »	184 »
Barcelone.........	11 »	12 70	14 30	12 20	12 30	12 80
Berlin	81 »	81 05	81 05	81 10	81 10	81 10
Bruxelles..........	100 13	100 12	100 16	100 19	100 20	100 21
Bucharest..........	100 »	100 80	100 15	100 20	100 35	100 55
Constantinople....	22 70	22 70	22 65	22 63	22 67	22 67
Francfort..........	81 06	81 05	81 11	81 13	81 12	81 11
Gènes..............	105 22	105 47	105 07	104 95	105 »	104 82
Genève.............	100 28	100 28	100 27	100 19	100 14	100 15
Lisbonne	683 »	690 ..	691 »	688 »	689 »	689 »
Londres............	25 38	25 40	25 37	25 37	25 36	25 30
Madrid	10 80	11 20	14 87	12 42	12 10	11 20
Rome...............	105 20	105 45	105 07	104 92	105 05	104 82
Saint-Pétersbourg	36 80	36 80	36 85	36 80	36 80	36 77
Vienne (à vue)......	48 52	48 50	48 55	48 50	48 45	48 45
— (à 3 mois)...	48 47	48 45	48 50	48 45	48 37	48 40

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	26 avril	3 mai	10 mai	17 mai	24 mai
Amsterdam. pap. court	4 %	206 06	206 19	206 31	206 50	206 19
Allemagne.. —	4 %	122 06	122 »	122 »	121 91	121 94
Vienne-Tr.. —	4 %	204 12	204 12	204 25	204 50	204 62
Barcelone .. —	4 %	439 50	433 50	441 50	440 50	440 »
Madrid ..... —	4 %	439 50	433 50	441 50	440 50	440 »
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	267 50	268 »	268 »	268 »	268 50
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 22½	25 20½	25 22	25 20½	25 21½
— ..... ch. court	2 %	25 24	25 22	25 23½	25 22	25 23
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	2 ½ %	0 22 p.	0 19 p	0 19p.	0 25 p.	0 25 p.
Italie........ —	5 %	5 25 p.	4 87 p.	4 75p.	4 75 p.	4 50 p.
Suisse....... —	3 %	0 31 p.	0 31 p.	0 24p.	0 25 p.	0 25 p.
New-York.........	2 ½ %	514 50	514 50	515 50	516 »	516 »
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	112 19	109 56	111 75	112 19	112 19
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains**...		80 75	80 72	80 75	80 75	80 75
Piastres...................		2 72	2 72	.2 72	2 72	2 72
Souverains anglais.......		25 22	25 17	25 20	25 17	25 17
Banknotes..................		25 22	25 18	25 21	25 18	25 18
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

PAYS EXTRA-EUROPÉENS

NOMS DES PAYS	Valeur au pair en francs	Valeurs en francs au change du jour — 25 avril	2 mai	9 mai	16 mai	23 mai
Etats-Unis (doll. or)..	5 18	5 14	5 14	5 15	5 16	5 16
Mexique (piastre arg.)	5 43	2 72	2 72	2 72	2 72	2 72
Répub.Arg.(peso pap.)	5 »	1 34	1 32	1 36	1 39	1 39
Chili (peso papier)....	5 »	1 75	1 77	1 76	1 78	1 86
Brésil (milreis papier)	2 60	0 98	0 97	0 95	0 95	0 96
Indes (roupie argent).	2 38	1 43	1 38	1 39	1 40	1 40
Japon (yen argent)...	5 39	2 80	2 77	2 81	2 84	2 81
Chine (Shanghaï) (taël arg.)	7 47	3 93	3 88	3 97	3 97	3 96

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 24 mai 1895

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*......	100 25	Billets *Allemands*....	99 75
En *Angleterre*......	100 02	— *Anglais*.......	99 98
En *Autr.-Hongrie*...	101 61	— *Austro-Hongr.*	98 41
En *Belgique*........	100 25	— *Belges*........	99 75
En *Espagne*........	112 51	— *Espagnols*....	88 88
En *Grèce*............	184 »	— *Grecs*.........	54 34
En *Hollande*.......	100 84	— *Hollandais*....	99 16
En *Italie*...........	104 71	— *Italiens*.......	95 50
En *Russie*..........	147 50	— *Russes*........	67 79
En *Suisse*..........	100 25	— *Suisses*........	99 75
Aux *Etats-Unis*.....	100 38	Pièces des *Etats-Unis*.	99 62
Au *Mexique*........	199 26	— du *Mexique*...	50 18
En *Rép. Argentine*.	358 »	Billets *Rép. Argentine*.	27 93
Au *Chili*............	268 15	— du *Chili*........	37 30
Au *Brésil*...........	269 43	— du *Brésil*.......	37 11
Aux *Indes*..........	170 »	Pièces des *Indes*.....	58 82
Au *Japon*...........	191 54	— du *Japon*......	52 20
En *Chine*...........	188 44	— de la *Chine*....	53 06

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 24 mai 1895.

A l'exception du papier hollandais et espagnol, la Cote des changes est en légère amélioration sur la semaine précédente. La *Valuta* autrichienne est à 204 62, ce qui met la parité, à Vienne, à 101 61 ; il semblerait que c'est là un acheminement vers le pair; c'est, dans tous les cas, l'effet de l'option exercée par le Syndicat Rothschild sur le dernier lot de 25 millions de florins de rente-or autrichienne. Mais on peut se demander si cette situation se maintiendra, étant donné le déficit

qu'accuse la balance commerciale de l'Autriche pour les quatre premiers mois de 1895.

Le rouble a gagné un demi-point à 268 50.

Au Portugal, la prime de l'or reste, comme il y a huit jours, à 27 1/2.

Londres a haussé : le papier court gagne 1 centime à 25 21 1/2 et le chèque est à 25 23 contre 25 22.

La perte du papier italien s'est encore réduite de 0.25 centimes à 4 25. Les affirmations ministérielles relatives au service de la Dette à l'étranger se trouvent ainsi confirmées.

Le New-York reste à 516, sans changement.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	25 avril	2 mai	9 mai	16 mai	23 mai
Hong-Kong	2/2 ./.	2/1 5/8	2/2 ./.	2/2 1/8	2/2 1/8
Shanghaï.......	3/0 3/8	2/11 7/8	3/0 3/4	3/0 3/4	3/0 5/8
Yokohama	2/1 7/8	2/1 5/8	2/2 ./.	2/2 1/4	2/2 ./.
Valeurs à vue:					
Singapoure.....	2/. ./.	2/1 7/8	2/2 1/8	2/2 1/4	2/2 1/4
Bombay........	1/1 9/32	1/1 5/32	1/1 1/4	1/1 9/32	1/1 5/16
Calcutta...	1/1 11/32	1/1 3/16	1/1 1/4	1/1 5/16	1/1 5/16
Rio-Janeiro.	9 3/8	9 1/4	9 1/16	9 1/8	9 3/16
Valparaiso.....	16 11/16	16 7/8	16 13/16	17 ./.	17 3/4
Buenos-Ayres, prime de l'or..	272	277	266 1/2	260 ./	258
Argent en barres	30 9/16	30 3/16	30 5/8	30 5/8	30 3/4

Le montant des councills bills et des transferts télégraphiques délivrés à Londres, sur l'Inde, s'est élevé, pour la période comprise entre le 1er avril et le 2 mai, à 43.864.456 roupies ayant produit 2.434.344 liv. st.

Pour cette semaine, les offres à 1 shill. 1 11/32 d. ont été accueillies dans la proportion de 77 0/0.

Les devises sur l'Extrême-Orient n'ont guère varié cette semaine ; Bombay, Calcutta et Singapoore conservent les plus-values précédemment acquises. Nous n'avons à relever qu'une baisse de 1/8 de pence à Shanghaï et de 1/4 de pence à Yokohama.

Le change de Rio a gagné 1/16 et le papier de Valparaiso 3/4; à Buenos-Ayres la prime sur l'or s'est abaissée de 2 points à 258 0/0, d'une semaine à l'autre. La situation ne se modifie donc pas dans la République Argentine.

L'or reste au pair.

Le prix de l'argent-métal a été assez ferme, cette semaine ; nous le retrouvons à 112 19 le kilo. Sur le marché de Londres, les cours de l'once ont varié entre 30 15/16 d. et 30 3/4 d. ; à New-York, les fluctuations ont été de 1/8 d. entre 30 1/2 et 30 5/8 d.

Encaisses. — Circulation fiduciaire

Les sorties d'or se sont arrêtées à la *Banque de France* et le stock de métal a même gagné 871.000 francs par rapport à la semaine précédente.

A Paris, la circulation a rendu 383.000 fr., et les entrées de matières se chiffrent par 118.000 fr. net, soit 186.000 fr. d'entrées et 68.000 fr. de sorties. Dans les succursales, le public a prélevé 157.000 fr. et nous avons à enregistrer une sortie de 5.000 fr. (en pièces de 5 fr.) pour l'Egypte ; par contre, on a reçu de Suisse 329.000 fr., de Turquie 100.000 fr., de Grèce 60.000 fr., de Syrie 23.000 fr. et de Belgique 20.000 fr.

L'encaisse argent a gagné 5.690.000 fr. Il est rentré, à Paris, 2.900.000 fr. par la circulation. Dans les succursales, le public a rendu 1.897.000 fr. et on a reçu 1.253.000 fr. de Belgique ; par contre, il est sorti 360.000 fr. pour la Suisse.

La circulation fiduciaire a diminué de 38 millions de francs environ.

La *Banque d'Allemagne* a vu son encaisse métallique s'augmenter de 18.700.000 fr., tandis que sa circulation fiduciaire baissait de 28.900.000 fr.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent d'entrées de 4.650.000 fr. La circulation ayant rendu 250.000 francs, l'augmentation du métal jaune a été de 4.900.000 fr.

Voici le détail des entrées et des sorties :

Entrées				Sorties			
16	mai	Continent... £	14.000	16	mai	Afr. du Sud. £	100.000
17	»	Paris........	5.000	17	»	Rio de Janeiro	50.000
18	»	Australie	137.000				
»	»	Egypte	30.000	Excéd. des entrées...			186.000
20	»	Ach. en barres	7.000				
21	»	»	85.000				
»	»	Paris........	6.000				
22	»	Ach. en barres	52.000				
Total des entrées . £			336.000	Total égal........ £			336.000

La *Banque d'Autriche-Hongrie* a perdu 400.000 fr. d'or et 700.000 fr. d'argent ; mais, simultanément, le chiffre des billets s'est réduit de 29.600.000 fr.

A la *Banque de Belgique*, nous relevons une légère diminution de 100.000 fr. d'or et de 100.000 fr. d'argent ; la circulation fiduciaire a diminué de 2.300.000 francs.

La *Banque de Bulgarie* a réduit son encaisse métallique de 600.000 fr., dont 200.000 fr. d'or et 400.000 fr. d'argent. Les billets ont augmenté de 100.000 fr.

L'argent continue à venir à la *Banque d'Espagne ;* le dernier bilan accuse encore une entrée de 2.300.000 francs de métal blanc. Par contre, la circulation du papier a diminué de 6 millions 1/2 de francs.

A la *Banque des Pays-Bas* nous relevons une entrée de 600.000 francs d'argent et une diminution de 10 millions 600.000 francs dans le total des billets.

La *Banque d'Italie* présente une augmentation de 500.000 fr. d'or et une diminution de 300.000 fr. d'argent ; la circulation fiduciaire a diminué de 5.500.000 francs. Pas de changement dans l'encaisse des *Banques de Naples* et de *Sicile*, mais la circulation de la première s'est accrue de 5 millions de francs tandis que celle de la Banque de Sicile a diminué de 1 million 400 mille francs.

Nous avons à enregistrer une forte entrée d'or à la *Banque de Roumanie*, elle se chiffre par 6.600.000 francs. Les billets ont augmenté de 4.100.000 francs.

A la *Banque de Russie* l'or a augmenté de 2.200.000 francs et l'argent de 600.000 francs, mais l'accroissement de la circulation du papier est de 38.300.000 fr.

Voici la situation de l'or dans cet Etablissement au 1er/13 mai 1895 :

Encaisse de la Banque et fonds d'échange des billets de crédit............. Fr.	1.567.200.000
Fonds à l'étranger..................	31.000.000
Or appartenant au Trésor en dépôt à la Banque..............................	797.300.000
Total...	2.395.500.000

Les variations des autres Banques européennes sont insignifiantes.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 28 avril au 4 mai	depuis le 1er janv.	du 28 avril au 4 mai	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	8.087.500	172.735	10.611.043
France.........	»	11.916.400	526.439	3.603.503
Allemagne......	»	5.772.036	»	1.314.852
Autres pays....	388.797	7.416.289	17.249	332.858
Total 1895...	388.797	33.192.225	716.423	15.862.256
— 1894...	5.520.326	23.117.165	594.414	5.530.817
— 1893...	528.184	51.530.336	32.170	5.034.667
ARGENT				
Grande-Bretagne	656.731	10.231.419	»	40.730
France.........	»	»	1.188	3.364
Allemagne......	»	11.025	»	3.809
Autres pays....	36.935	528.432	17.249	417.998
Total 1895...	693.666	10.770.876	18.437	465.901
— 1894...	522.990	13.202.871	8.367	513.522
— 1893...	709.287	9.856.905	10.241	1.724.438

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	19 mai.	100.600.000	dollars
1895.....	4 mai.	69.700 000	—
1895.....	10 mai.	69.400.000	—
1895.....	18 mai.	68·800.000	—

A la date du 23 mai, la réserve d'or du Trésor s'élevait à $ 98.127.266 et le Syndicat des Banques a encore une dizaine de millions à verser. Avec les fonds dont il dispose le Trésor pourra vraisemblablement parer à toutes les éventualités, à moins que, contrairement aux prévisions, les recettes ne diminuent dans de fortes proportions. Le *Times* annonce, d'après une dépêche de Philadelphie, que le Secrétaire-adjoint du Trésor s'embarque à New-York pour Londres, porteur de $ 30 millions de bons, représentant les sommes avancées au Trésor par les banquiers.

Constatons une diminution de 600.000 dollars dans le bilan, au 18 mai, des Banques associées de New-York.

La situation monétaire s'est améliorée en Australie au cours du dernier trimestre. D'après les informations du *Times* les comptes courants des *Banques des sept colonies australiennes* ont augmenté de 2.650.000 liv. sterl., et le chiffre des dépôts s'est élevé à 1 million 1/2 de liv. sterl. Pour l'argent monnayé, l'augmentation est de 680.000 liv. sterl. Les appels adressés au public, dans le courant du trimestre, se chiffrent par 3.400.000 liv. sterl., mais les versements ont dépassé cette somme de 39.000 liv. sterl.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

Le Bimétallisme en France

On lit dans la *République Française* du 25 mai 1895 :

Le Congrès national des Unions et Syndicats agricoles de France, qui vient de se tenir à Angers les 20, 21 et 22 mai, a examiné dans sa dernière séance la question du bimétallisme international.

M. Edmond Théry, rédacteur en chef de l'*Economiste Européen* et secrétaire général de la *Ligue Nationale Bimétallique*, à la demande de M. le comte de la Bouillerie, président du Syndicat agricole de l'Anjou et président du Congrès, est venu pour soutenir devant le Congrès le vœu en faveur de la réhabilitation de l'argent par une entente internationale, tel qu'il a été voté par les trois Sociétés fondatrices de la *Ligue Nationale Bimétallique.*

Dans un discours qui a vivement intéressé les membres du Congrès et qui a été chaleureusement et unanimement applaudi, M. Edmond Théry a fait l'historique sommaire de la crise de l'argent et expliqué les conséquences qui en résultent aujourd'hui pour toutes les branches de la production nationale et, en particulier, pour l'agriculture.

Il a lumineusement établi comment la baisse de l'argent par rapport à l'or avait déterminé une baisse analogue pour le prix des produits des pays à étalon d'argent, qui se mesurent aujourd'hui comme en 1873 en monnaie d'argent, et comment cette baisse s'était répercutée sur toutes les marchandises de consommation universelle exportées par ces pays.

M. Théry a réfuté les objections et surtout les affirmations gratuites des monométallistes relativement à la cause réelle de la baisse du métal argent : il a démontré que l'or et l'argent avaient gardé leur valeur relative d'une manière presque invariable pendant plus de trois quarts de siècle, quelle qu'ait été la production respective des deux métaux monétaires, et que cette fixité de valeur ou de rapport n'avait cessé qu'à partir de 1873, date réelle de la suspension de la frappe libre de l'argent en France.

Enfin il a établi qu'en reprenant la frappe libre des deux métaux précieux, comme avant 1873, et en établissant, par une entente préalable des grandes Puissances métalliques, un rapport identique et le même traitement pour l'or et l'argent dans ces grandes Puissances, la valeur de l'argent par rapport à l'or se fixerait immédiatement au prix, c'est-à-dire au rapport, admis par les Puissances adhérentes.

A la suite de ce discours, dont la péroraison a été accueillie par une longue salve d'applaudissements, le Congrès a voté à l'unanimité la résolution suivante :

Le Congrès national des Unions et Syndicats agricoles de France :

Renouvelant les vœux émis par la *Société des Agriculteurs de France*, par l'*Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises* et par la *Société Nationale d'Encouragement à l'Agriculture :*

Considérant les conséquences funestes qu'entraîne pour l'agriculture française, de même que pour toutes les autres branches de la production nationale, la disqualification de l'argent comme instrument d'échange international ;

Considérant que le monométallisme-or, sous lequel nous vivons en fait, a pour conséquences la baisse universelle et constante des prix, l'incertitude dans toutes les transactions, l'altération arbitraire des rapports entre créanciers et débiteurs ;

Qu'il constitue, pour les pays à étalon unique d'argent, une prime énorme à l'exportation de leurs propres produits et une protection non moins considérable contre les importations des pays à étalon unique d'or ;

Considérant que, cette situation étant commune à la plupart des pays de l'Europe, l'universalité de la crise et l'identité des intérêts nécessitent et préparent la conclusion d'une entente internationale en vue d'y porter remède ;

Prenant acte des déclarations faites en ce sens par M. le président du Conseil, à la tribune de la Chambre des députés, dans la séance du 1er février 1895 ;

Décide :

1° De donner son adhésion à la *Ligue Nationale Bimétallique*, créée le 23 mars 1895, à Paris, sous le patronage des trois Sociétés ci-dessus désignées ;

2° D'inviter le Gouvernement français à entrer en négociations avec l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Hollande et le groupe des nations de l'Union latine, pour établir entre la France et ces Etats, ou quelques-uns d'entre eux, une entente internationale destinée à rendre à l'argent son ancienne fonction d'instrument d'échange international ;

3° Et, au cas où cette entente internationale serait reconnue impossible, d'inviter le Gouvernement français à faire étudier quelles pourraient être, pour les intérêts économiques de la France, les conséquences du retour pur et simple à la frappe libre de l'argent.

Le Bimétallisme au Parlement prussien

Le compte rendu suivant complète le résumé que nous avons donné dans l'*Economiste Européen* du 18 mai 1895, n° 175 :

Séance du 16 mai 1895

L'ordre du jour comporte la discussion de la motion du comte de Mirbach, adoptée par la Commission de la Chambre des seigneurs, ainsi conçue :

« Plaise à la Chambre de décider :

« Le Gouvernement royal est prié d'inviter le Chancelier de l'Empire à faire sans retard, et d'une façon complète, toutes démarches en vue du règlement international de la question monétaire dans le but final du *Bimétallisme international.* »

M. de Grass rend compte des débats de la Commission : « Celle-ci, dit-il, n'a pas, en général, pris position pour la question de l'étalon-or. Elle a pensé que le grand Empire allemand ne pouvait se passer de l'étalon-or, qui a permis au commerce et à l'industrie de devenir florissants, mais elle a exprimé aussi sa conviction quant à l'influence désastreuse de la baisse des prix en argent sur l'agriculture et la baisse des céréales. Toutefois, on a cherché à démontrer aussi, à la Commission, qu'il n'était pas prouvé que les cours des céréales aient eu à souffrir de notre étalon : mais la Commission a entrepris de rechercher si certains faits du domaine des changes, tels que la disparité, etc., devaient forcément peser sur les prix et, conformément à ses conclusions, l'orateur demande l'adoption de la motion. Le moment est plus propice que jamais pour amener un *règlement international* de la question monétaire. »

M. Becker, premier bourgmestre, demande la suppression, dans la motion de M. de Mirbach, du passage prescrivant au Gouvernement de poursuivre comme « but final le *Bimétallisme international* ».

Dr Koch, président de la Banque de l'Empire :

« Je ne vois aucune raison, dans cette question qui concerne l'Empire, de pousser le Gouvernement prussien à exercer une pression sur l'Empire. J'estime que la Chambre doit prendre exemple sur la division agricole du Conseil d'État en accordant au Gouvernement la confiance nécessaire. La Chambre des Seigneurs a gardé jadis une attitude pleine de mesure vis-à-vis de la question monétaire et, jusqu'à présent, elle ne s'est associée en aucune façon aux efforts qui se manifestent aujourd'hui. Je pose la question suivante : Notre Gouvernement peut-il accueillir la requête qu'on lui adresse ? Il a déclaré, en 1881, que l'Allemagne n'avait aucun intérêt à modifier son régime monétaire, mais qu'il était prêt à faire certaines concessions aux Etats étrangers qui introduiraient le *Bimétallisme international*. Au surplus, d'autres propositions, parmi lesquelles la question de la libre frappe vient en première ligne, ont été formulées pour relever le prix de l'argent. »

L'orateur discute ce point et ajoute :

« Le comte de Mirbach n'a pas de programme ; il se borne à indiquer comme but final le *Bimétallisme international*. Mais cette mesure aura-t-elle les effets salutaires qu'il en attend ? Y a-t-il des raisons suffisantes pour modifier notre étalon-or, fortement enraciné dans la nation ? J'applaudis aux sages déclarations de la Commission relatives aux résultats heureux que l'étalon-or a procurés à notre commerce, à notre industrie, en assurant la prospérité nationale..........

Dans les dernières années, notre encaisse métallique a dépassé régulièrement la circulation fiduciaire. Quant aux affirmations concernant l'influence du régime monétaire sur les prix des produits agricoles et à toutes les conclusions tirées dans cet ordre d'idées de la démonétisation de l'argent, il s'agit là de faits qui ne sont nullement démontrés. La baisse du prix de l'argent ne s'explique-t-elle pas par les chiffres de la production du métal blanc ? Quant aux causes de la baisse des prix des produits agricoles, elle s'explique, si on veut les rechercher dans une autre direction, par les progrès réalisés dans les procédés techniques de production, ainsi que par l'amélioration des moyens et la diminution des prix de transport. Les partisans de l'argent posent en axiome que le cours du rouble, les écarts de la Valuta russe et les prix des céréales ont une corrélation ; mais cette affirmation n'est nullement démontrée, au contraire, la comparaison des chiffres des exportations et des fluctuations des cours du rouble amène à une conclusion contraire. Au surplus, la Russie s'est ralliée depuis quelques semaines au régime de l'or ; en Autriche on prend les dernières dispositions pour l'adopter et un tout petit Etat d'Amérique songe actuellement à établir l'étalon-or. On connaît les nombreuses et infructueuses tentatives des *bimétallistes* en vue de se mettre d'accord entre eux et de formuler, une bonne fois, une proposition nette ; il est plus que douteux qu'on puisse maintenir un rapport fixe entre l'or et l'argent.

L'orateur rappelle ensuite l'attitude des représentants de l'industrie et du commerce vis-à-vis de la question monétaire, la situation monétaire des pays exportateurs de céréales, les travaux de la Commission pour l'argent et invite, d'une façon pressante, le parti agraire de la Chambre, à cesser l'agitation monétaire. L'agriculture, dit-il en substance, subira un gros préjudice, si le programme fantaisiste et peu clair des *bimétallistes* venait à être réalisé. Et, en terminant, il exprime l'espoir que le Gouvernement refusera d'adhérer à ce programme qui jettera la perturbation et le malheur dans le pays.

Le *comte Mirbach* répond :

Les explications du précédent orateur — dit-il en substance — me rappellent l'attitude absolument opposée prise par l'ancien Président de la Banque. Il se plaçait fort volontiers sur le terrain *bimétalliste* et souvent il exprimait sa surprise de voir l'Angleterre méconnaître les avantages du *Bimétallisme* international, surtout eu égard à la dépression dont elle souffre sous le régime de l'étalon-or. Sans la baisse de leur *Valuta*, ni la République Argentine, ni la Russie n'auraient pu développer leurs exportations dans une mesure aussi forte.

Les Etats contractants détermineront le rapport à établir entre l'or et l'argent ; à notre avis, tout rapport, quel qu'il soit, est préférable à l'anarchie actuelle.

Le Reichstag a voté la résolution du mois de février à une forte majorité. Du reste, il invite seulement le Gouvernement à faire les démarches préalables. Mais ce serait un jeu de cache-cache, si la majorité ne s'était pas en même temps ralliée à notre plan, que de recourir à un accord international pour la fixation d'un rapport entre les deux métaux précieux.

A cet égard, je peux, ajoute M. de Mirbach, m'en référer aux décisions du Centre. Ce n'est pas un parti exclusivement conservateur. Il s'est de plus en plus écarté de notre parti (M. de Mirbach appartient au parti conservateur protestant). Aussi l'attitude favorable à nos théories prise par ce parti est-elle d'autant plus importante qu'il tend à exercer dans le Reichstag une influence prépondérante.

On nous reproche de n'avoir pas de programme. Certes, nous en avons un. Je l'ai déjà exposé très clairement. Nous désirons que le Gouvernement prussien entraîne les autres Gouvernements confédérés. De la sorte, l'Allemagne et les autres pays choisiront une base d'entente ; sans cette base, on ne peut aboutir.

On nous a reproché aussi d'avoir saisi de la question monétaire les Syndicats agricoles qui ne la comprennent pas, dit-on. Le fait d'être propriétaire foncier constituerait-il une cause d'incapacité ?

Je puis affirmer, au contraire, que dans la Prusse orientale, les petits propriétaires comprennent merveilleusement la portée du problème monétaire. Ils savent fort bien calculer les mouvements de l'exportation des céréales russes, déterminés par les oscillations du cours du rouble.

Nous avons souvent entendu répéter les arguments invoqués contre nos efforts. J'admets que la couverture d'or suffise en Allemagne en temps normal, c'est-à-dire indépendamment des cas de guerre ou de mobilisation. Mais, notre richesse ne peut être maintenue qu'à condition de priver de métal les autres pays, en exerçant ainsi une influence visible sur la situation économique universelle. Aucune question n'a un caractère international aussi prononcé que la question monétaire. Si nous voulons guérir les maux économiques, il faut agir par voie internationale.

Les sentiments du commerce et de l'industrie ne sont rien moins qu'impartiaux. On se range ainsi du côté des seuls gens qui combattent à outrance le *bimétallisme*, les démocrates-socialistes — ceux-là pour des raisons bien connues — et les libéraux, qui défendent les intérêts des grands capitalistes.

L'orateur fait de longues citations des débats de la Commission allemande pour l'argent. M. Russel, le champion de l'étalon-or, a considéré comme le système monétaire idéal celui qui fait baisser lentement le prix des choses.

Quand cette baisse s'arrêtera-t-elle ? La lutte au sujet des traités de commerce a aigri les esprits ; mais, dans aucun camp, la lutte entre le Gouvernement et l'agriculture n'est à désirer.

L'agriculture a eu jusqu'à présent pleine confiance dans le Gouvernement, surtout depuis les déclarations du Chancelier, dans l'espérance que des démarches décisives seraient tentées. Mais, tout récemment, cette confiance a été ébranlée. Trois mois se sont écoulés, et l'on n'aperçoit pas encore le moindre signe de préparation à des pourparlers avec les autres puissances.

Aussi, dans la détresse actuelle, sommes-nous en droit d'adresser une prière à la Chambre des seigneurs. Elle doit agir sur le Gouvernement et le décider à accomplir ses promesses sans plus tarder.

Celui qui vit dans les hauteurs des grandes villes et n'a aucun rapport avec les populations pauvres de la campagne ne se préoccupe pas de la question ; mais moi, qui suis en relations constantes avec les couches les plus pauvres de cette population, je sais avec quelle anxiété elle compte sur une aide efficace. (*Chaleureux applaudissements à droite.*)

Le *Prince de Hohenlohe*, président du Conseil des Ministres :

« Alors que les promoteurs de la motion votée par le Reichstag se contentaient de présenter aux Gouvernements confédérés une requête tendant à adresser le plus tôt possible des invitations pour une Conférence en vue du règlement international de la question monétaire, la proposition présentée aujourd'hui invite le Gouvernement de l'Etat à « prier le Chancelier de l'Empire de faire sans retard et d'une façon complète, toutes démarches pour des négociations internationales dans le but final du *bimétallisme international* ». C'est là une chose tout autre et nouvelle. Le Ministère d'Etat prussien n'ayant pas encore conclu au sujet de cette motion, il m'est impossible de fournir des explications. Mais, en présence des dernières propositions formulées de ce côté de la part du comte Mirbach, je ne peux que m'en tenir fermement aux explications fournies au Reichstag. Je reconnais aujourd'hui, comme précédemment, que la dépréciation graduelle de l'argent, depuis une vingtaine d'années, comporte un préjudice économique ; c'est pour cela que j'ai donné au Reichstag l'assurance que je soumettrais la question de l'argent à une nouvelle enquête, d'accord avec les Gouvernements confédérés, et que j'avais le désir d'engager éventuellement des pourparlers avec les Puissances amies au sujet des mesures à prendre en commun. Si ces pourparlers doivent aboutir à un résultat pratique, il faut, au préalable, établir une base générale. Le caractère international de la question de l'argent, sur lequel le comte Mirbach insiste d'une façon spéciale et l'étude qui, en conséquence, s'impose pour préparer une large entente internationale, me paraissent rendre, aujourd'hui, de plus longues explications inopportunes. Dès que les réponses

d'adhésion et des propositions éventuelles me seront parvenues, je m'empresserai de renouveler l'invitation à un échange de vues international. Dans ces conditions, je ne peux que conseiller l'adoption de la motion après avoir supprimé ces mots : « dans le but final du *bimétallisme international* ». Une injonction aussi vive que celle qui se trouve impliquée dans ces mots serait préjudiciable à la question dont il s'agit, car elle comporte des conclusions qui ne dépendent pas de nous.

M. Becker, premier bourgmestre :

« Je vis sur les hauteurs d'une grande ville et suis très satisfait de notre régime monétaire ; pourtant je suis exempt de l'esprit de parti pris que nous reproche le comte Mirbach. A mon grand regret, je dois dire que ni le rapport de la Commission, ni le discours prononcé aujourd'hui par le comte Mirbach ne m'ont démontré que la mesure proposée relèverait l'agriculture. J'estime que, seuls, les besoins de la situation actuelle vous *(il se tourne vers la droite)* ont poussés à soulever la question ; elle disparaîtra d'elle-même dès que les prix des céréales se relèveront et ceci ne tardera pas à se produire. On pourrait s'en préoccuper si toutes les prophéties de M. de Mirbach et tous les événements qu'il prévoit, étaient d'une réalisation certaine. Mais le contraire est démontré et les arguments qu'il donne aujourd'hui sont les mêmes qu'il a déjà produits autrefois.

« Jadis l'insuffisance de la couverture d'or constituait l'argument principal ; aujourd'hui, on admet qu'il n'a pas de valeur et on cherche autre chose. Nous ne pouvons nous rallier à la requête de la motion, et, en l'absence de preuves convaincantes, nous donnons la préférence à notre régime monétaire. Cette motion donnerait l'avantage aux grands pays à circulation d'argent, mais elle est préjudiciable à la fortune nationale. Je ne veux pas entrer dans de plus longs détails, mais je soutiens d'autant plus énergiquement notre proposition qu'elle vient d'être appuyée par le Chancelier de l'Empire. Elle facilite à la Chambre l'acceptation de la motion Mirbach, sans l'obliger à prendre position. En conséquence, si vous voulez avoir une grande majorité pour la motion Mirbach, vous vous rallierez à ma proposition. »

M. Brœsicke, premier bourgmestre, s'appuie sur les explications fournies par le Président de la Banque de l'Empire, Dr Koch, pour repousser la motion Mirbach. La Chambre ne doit pas oublier que le Dr Koch est un fonctionnaire haut placé et une personnalité qui a rendu de grands services à la patrie.

Dr Koch, président de la Banque de l'Empire :

« Au cours de la lutte engagée depuis quelques mois, on m'a accusé de représenter des intérêts particuliers. Je n'ai pas d'autre intérêt que celui du pays ; je me place au point de vue national. Au surplus le comte Mirbach l'a reconnu, car je n'admettrais pas qu'il ait fait cette constatation dans un sens ironique. »

Comte Mirbach :

« Je n'ai attaqué en aucune façon, mon collègue M. Koch ; en conséquence, il est inutile de relever les observations des précédents orateurs. Du reste, je ne connais pas ici, au sein de la Chambre, le Président de la Banque de l'Empire, mais seulement le membre Koch, avec lequel je peux être en désaccord d'idées comme avec tout autre. »

Après une réplique du rapporteur, on procède au vote sur la proposition *Becker*. Ce vote a lieu nominalement. La proposition est repoussée par 74 voix contre 48, et, *avec la même majorité, la Chambre des seigneurs accepte la motion Mirbach aux applaudissements de la droite.*

La même motion, présentée par le Dr Arendt, a été discutée à la Chambre des députés de Prusse (*Landtag*), dans sa séance du 21 mai 1895.

Nous en donnerons le compte rendu dans un prochain numéro ; pour cette fois, nous nous bornerons à dire qu'un amendement de M. Rinteln, tendant à supprimer les mots « avec le but final du bimétallisme international y compris l'Angleterre » a été repoussé par 187 voix contre 92.

Par contre, la motion de M. Arendt, augmentée d'un article additionnel de M. de Zedlitz, d'après lequel l'adhésion de l'Angleterre est considérée comme nécessaire, a été adopté à une grande majorité.

Le Mouvement des Métaux précieux en Angleterre

Le quatrième numéro du *Bimetallist* (avril 1895) contient le tableau suivant relatif aux importations et exportations de métaux précieux depuis 1879 jusqu'à fin mars 1895 :

Le signe + signifie importations nettes et le signe — exportations nettes.

Or

Années	Importations	Exportations	Net importations et exportat.
—	—	—	—
	Liv. st.	Liv. st.	Liv. st.
1879.....	13.368.675	17.578.818	— 4.210.143
1880.....	9.454.861	11.828.822	— 2.373.961
1881.....	9.963.006	15.498.837	— 5.535.831
1882.....	14.376.559	12.023.804	+ 2.352.755
1883.....	7.755.800	7.091.365	+ 664.435
1884.....	10.744.408	12.012.839	— 1.268.431
1885.....	12.576.561	11.930.818	+ 645.743
1886.....	12.950.846	13.783.706	— 832.860
1887.....	9.955.326	9.323.614	+ 631.712
1888.....	15.787.588	14.944.143	+ 843.445
1889.....	17.914.039	14.455.318	+ 3.458.721
1890.....	23.568.049	14.306.688	+ 9.261.361
1891.....	30.275.620	24.167.925	+ 6.107.695
1892.....	21.583.232	14.832.122	+ 6.751.110
1893.....	24.834.727	19.502.273	+ 5.332.454
1894.....	27.580.926	15.647.551	+ 11.933.375
1895 :			
Janv. .	2.419.102	1.776.982	+ 642.120
Févr. .	3.023.853	2.234.454	+ 789.399
Mars. .	2.726.689	2.278.692	+ 447.997

Argent

Années	Importations	Exportations	Net importations et importat.
—	—	—	—
	Liv. st.	Liv. st.	Liv. st.
1879.....	10.786.863	11.006.094	— 219.231
1880.....	6.799.022	7.060.681	— 261.659
1881.....	6.901.402	7.003.982	— 102.580
1882.....	9.242.925	8.965.454	+ 277.471
1883.....	9.468.002	9.322.846	+ 145.156
1884.....	9.633.495	9.986.383	— 352.888
1885.....	9.433.605	9.852.287	— 418.682
1886.....	7.471.639	7.223.699	+ 247.940
1887.....	7.819.438	7.807.404	+ 12.034
1888.....	6.213.940	7.615.428	— 1.401.488
1889.....	9.185.400	10.666.312	— 1.480.912
1890.....	10.385.659	10.863.384	— 477.725
1891.....	9.315.598	13.060.866	— 3.745.268
1892.....	10.746.382	14.078.568	— 3.332.186
1893.....	11.913.395	13.589.745	— 1.676.350
1894.....	11.005.507	12.171.449	— 1.165.942
1895 :			
Janv. .	949.308	1.018.081	— 68.773
Févr. .	723.647	929.487	— 205.840
Mars. .	607.095	738.013	— 130.918

La baisse de l'Argent et le Commerce extérieur de la Chine en 1894

L'analyse du commerce extérieur de la Chine, en 1894, faite par M. Kopsch, le secrétaire-statisticien de l'Administration des douanes maritimes impériales, mérite d'être citée, car elle comporte, au point de vue monétaire, des enseignements précieux. Si 1893 a été déjà une année d'interruption, pour des causes affectant spécialement le prix en or de l'argent, dont la principale réside dans la fermeture des Hôtels des monnaies de l'Inde, les facteurs de perturbation ont été encore plus grands en 1894. La sécheresse dans le Sud, en été, l'épidémie de peste à Hong-Kong et à Canton et, par-dessus tout, la guerre avec le Japon, sont autant d'entraves qui expliqueraient suffisamment un arrêt dans le mouvement du commerce extérieur. Pourtant, les statistiques que nous avons sous les yeux donnent une progression égale à celle de 1893.

Pendant l'année dernière, le change en livres sterling a oscillé au-dessus de 10 0/0, se maintenant entre 3 shill. 1 7/8 d. (cours maximum) par taël de Shanghaï et 2 shill. 8 d.

Les recettes totales des douanes maritimes se sont élevées à 22.523.600 taëls Haikwan, soit une plus-value de 534.300 taëls Haikwan sur 1893. A l'exception de l'opium de l'Inde, toutes les branches du commerce ont contribué à cette plus-value. Les *droits d'importation* (ne comprenant pas l'opium) figurent dans le chiffre ci-dessus pour 4.652.200 taëls Haikwan, soit une augmentation de 461.100 taëls, et les *droits d'exportation* (également sans l'opium) ont produit 8.685.200 taëls, soit une augmentation de 281.500 taëls Haikwan sur 1893. Les recettes de l'opium récolté dans le pays même ressortent à 363.100 taëls Haikwan, soit 198.900 taëls Haikwan de plus qu'en 1893. Par contre, les droits d'entrée et de *likin* (douanes intérieures) de l'opium des Indes accusent une moins-value sensible sur 1893 : cette moins-value est de 117.160 taëls

Haikwan pour les droits d'importation et de 312.430 taëls pour les droits de likin.

En ce qui concerne les importations de matières textiles et autres produits provenant des pays à étalon-or, on ne constate pas de reprise et le mouvement rétrograde qui se dessine depuis le début de la hausse des prix en or s'est poursuivi. Par contre, les exportations chinoises vers les pays à étalon-or se sont développées et certains articles qui n'avaient pas encore été exportés ont pris le chemin de l'étranger.

Ainsi qu'on le verra par les tableaux comparatifs reproduits plus loin, le mouvement général des échanges a été satisfaisant en 1894 : les *importations* se sont élevées, en chiffres ronds, à 162.000.000 de taëls Haikwan et les *exportations* à 128.100.000 taëls Haikwan ; c'est là une plus-value de 11.400.000 taëls Haikwan pour ces dernières et de 10.700.000 taëls Haikwan seulement pour les importations, par rapport à 1893. La plus-value des importations provient de la répercussion de la hausse de l'or sur les prix des marchandises, bien plus que de l'accroissement des quantités importées ; pourtant, certains produits tels que : les filés de l'Inde, les métaux, le charbon, la farine, le pétrole, les allumettes, le sucre, etc., sont en progression. L'importation d'opium a diminué, mais le prix de cette denrée s'est élevé. La production chinoise écrase de plus en plus l'opium provenant de l'Inde.

La même cause qui a élevé la valeur des importations a contribué, bien entendu, au développement des exportations. Ainsi, si on étudie les statistiques, on constate que, en 1890, quand le cours moyen du taël haikwan ressortait à 5 shill. 2 d., le marché chinois a absorbé 17.400.000 pièces de cotonnades étrangères, et, 18.600.000 pièces en 1891 ; mais lorsque le taël baissa à 3 shill. 2 d., l'importation tomba au-dessous de 14 millions de pièces, les prix de ces cotonnades dépassant la puissance d'achat du consommateur chinois. Par contre, l'industrie cotonnière indigène s'est développée d'une façon remarquable ; on estime qu'au cours de l'année 1895 il y aura 360.000 broches, 3.000 métiers à tisser et environ 15 filatures (dont la construction s'achève à Sanghaï, à Ning-Po et dans les ports du Yangtsé) en pleine activité. La filature de Shanghaï qui avait été détruite par un incendie, il y a quelques mois, est déjà à peu près réédifiée.

Les exportations de laine de la Chine paraissent avoir un bel avenir : elles ont passé de 34.800 piculs en 1884 à 226.000 piculs en 1894 ; pour les cotons bruts, la progression a été de 576.000 piculs en 1893, à 747.000 piculs en 1894 ; le Japon en a absorbé la plus grande partie, mais les embarquements pour l'Europe se chiffrent par 104.000 piculs et semblent avoir une tendance marquée à se développer.

Ces constatations suggèrent à notre confrère, le *London and China Telegraph*, les réflexions suivantes :

« Nous désirons vivement que ces admirables rapports annuels du secrétaire-statisticien des Douanes chinoises soient plus largement répandus en Angleterre et qu'on en tire les enseignements qu'ils comportent. La baisse considérable des importations de produits textiles fabriqués relevée en 1893 a été tout aussi prononcée en 1894 et il n'y a aucun espoir de pouvoir enrayer ce mouvement rétrograde déterminé par la hausse des prix en or. Le dernier rapport signale l'effet désastreux de cette hausse sur la consommation à Chung-King, port intérieur sur l'ouverture duquel on avait fondé de si grandes espérances, car cette ouverture permettait d'importer à 1500 milles de la côte toutes les marchandises étrangères, sans qu'elles fussent obligées d'acquitter au préalable les 2 1/2 0/0 de transit. »

Pendant la période de 1890 à 1894, le champ de consommation des produits étrangers a été considérablement étendu en Chine et pourtant il n'y a pas de progrès. M. Kopsch s'exprime ainsi dans son rapport : « L'observateur réfléchi verra que, les deux concurrents étant également outillés, la lutte obligera — à moins qu'on ne réhabilite l'argent — l'Occident à chercher un refuge dans le protectionnisme, comme l'ont fait l'Australie, le Canada et les Etats-Unis pour se défendre contre la main-d'œuvre à bon marché des Chinois. »

« Il convient de constater, ajoute le *London and China Telegraph*, que les pays à étalon d'or, tout en s'efforçant d'étendre leur commerce, persistent à ignorer ce fait que, pour les millions d'habitants de la Chine le taël ou l'once d'argent a toujours la même puissance d'achat, que sa valeur en sterling soit de 6 shill. ou de 3 shill. ; dès que le taël déprécié cesse d'acheter la même quantité de produits étrangers, le Chinois cesse d'être un client et se suffit à lui-même. Nous pouvons tenir à notre régime, mais il équivaut simplement au transfert des industries dans des pays où nous ne serons pas les maîtres. »

Voici les tableaux publiés dans le rapport de M. Kopsch (*à fin décembre 1894 le taël de Haikwan de 8 fr. 26, à la parité de 15 1/2, valait 3 fr. 73*) :

Années	Importat.	Exportat.	Mouvemt total	Recettes des Douanes	Mouvemt de la navigation
	(en taëls de Haikwan)				(en tonnes)
1882	77.715.228	67.336.846	145.052.074	14.085.672	17.388.852
1883	73.567.702	70.197.693	143.765.395	13.286.757	17.589.914
1884	72.760.758	67.147.680	139.908.438	13.510.712	18.806.788
1885	88.200.018	65.005.611	153.205.729	14.472.766	18.068.177
1886	87.472.323	77.206.568	164.685.891	15.144.678	21.755.760
1887	102.263.669	85.860.208	188.123.877	20.541.399	22.199.661
1888	124.782.893	92.401.067	217.183.960	23.167.892	22.307.859
1889	110.884.355	96.947.832	207.832.187	21.823.762	23.517.884
1890	127.093.481	87.144.480	214.237.961	21.996.226	24.876.459
1891	134.003.963	100.947.849	234.951.712	23.518 021	27.710.788
1892	135.101.198	102.583.525	237.684.723	22.689.054	29.440.575
1893	151.362.819	116.632.311	267.995.130	21.989.300	29.318.811
1894	162.102.911	128.104.522	290.207.433	22.523.605	29.622.001

Et voici la décomposition de ce mouvement par pays :

	Importat.	Exportat.	Total
	—	—	—
Grande-Bretagne	29.943.379	11.500.254	41.443.633
Hong Kong	82.424.351	50.793.504	133.217.855
Inde	19.929.092	2.542.611	22.471.703
Singapore et détroits....	2.332.841	1.923.085	4.255.926
Australie, N.-Zélande, etc	361.534	937.973	1.299.507
Etats-Unis	9.263.082	16.442.788	25.705.870
Continent européen, à l'exception de la Russie	5.770.594	19.119.081	24.889.675
Russie : Odessa, par mer	858.369	3.369.691	4.228.060
Russie et Sibérie, viâ Kiakhta..............	—	6.257.452	6.257.452
Mandchourie russe.....	200.359	1.396.041	1.596.400
Japon..................	9.130.173	9.256.632	18.386.805
Macao	3.093.158	1.684.127	4.777.285
Amérique britannique..	1.073.120	153.738	1.226.858
Cochinchine, Tonkin et Annam...............	1.091.298	525.890	1.617.187
Corée	439.358	892.868	1.332.236
Autres pays............	174.841	2.201.653	2.376.497

Et voici, enfin, la décomposition des pavillons :

Nationalité	Tonnage total	Pourcentages 1894	
		Tonnage	Commerce
—	—		
Anglais	20.496.347	69.19	61.15
Américain..............	129.127	0.44	0.40
Allemand	1.983.605	6.70	6.60
Français	348.291	1.18	2.04
Hollandais	27.519	0.09	0.07
Danois..................	227.912	0.77	0.64
Suède et Norwège	288.051	0.97	0.83
Russie	138 072	0.47	1.36
Autrichien..............	60.851	0.20	0.38
Japonais	379.044	1.28	1.30
Chinois	5.539.246	18.70	25.22
Autres pays n'ayant pas de traité	3.536	0.01	0.01

Quant au mouvement des métaux précieux il se décompose comme suit :

Les sorties de *barres d'or* se sont élevées à une valeur totale de 12.774.000 taëls hk., en plus-value de 5.315.000 taëls sur 1893. Les entrées de *monnaie d'argent et de sycees* se sont élevées à 37.120.000 taëls, contre 20.687.000 taëls en 1893 ; quant aux sorties de *sycees* elles se chiffrent par 10.731.000 taëls, au lieu de 9.883.500 taëls en 1893. En résumé, le mouvement des métaux précieux donne, comme valeur, une importation nette de 13.613.000 taëls haikwan, contre 2.945.000 en 1893, soit une plus-value de 10.668.000 taëls haikwan.

La Production d'Or et d'Argent aux États-Unis

M. Preston, directeur de la Monnaie, estime que le montant de l'or produit aux Etats-Unis en 1894 a été de 1.910.000 onces, représentant une valeur de 39.500.000 dollars, en augmentation de 3.500.000 dollars. La production de l'argent a été de 49.500.000 onces, en diminution de 10.500.000 onces. La valeur commerciale de l'argent produit est, d'après le prix moyen du métal en 1894, de 31.432.500 dollars.

Les Centimes en Belgique

On écrit de Bruxelles au *Journal des Débats :*

Vous savez qu'une loi votée le 31 mai 1894 a refoulé du pays, au prix d'une dépense de 1 million environ, le cuivre français dont nous étions inondés.

Maintenant qu'il a proscrit le billon étranger, on n'a jamais su exactement pour quel motif, le Gouvernement veut proscrire les pièces belges d'un centime et démonétiser le plus grand nombre possible de pièces de deux centimes.

Le Gouvernement allègue la pléthore de menue monnaie. Il n'est évidemment pas loisible à chacun de n'avoir en poche que des billets de banque ou des louis d'or, mais la suppression des centimes amènerait des résultats désastreux pour les petites gens, voire pour ceux qui vivent dans une demi-aisance.

En France, on compte par sous ; en Belgique, par « cens » (deux centimes) et par centimes. A Bruxelles comme dans le pays entier, vous apercevez aux vitrines des objets et des substances alimentaires cotés onze, treize, dix-sept centimes. Si ce minimum de la monnaie divisionnaire vient à disparaître, les prix seront augmentés d'un centime ou arrondis au décime supérieur. Les petites gens, au pécule minime, procèdent par menus achats souvent répétés ; leur budget serait fatalement obéré par la mesure proposée.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 24 mai 1895.

Malgré les tendances plus fermes constatées à la fin de la semaine dernière, nous avions fait prévoir que la liquidation ne s'effectuerait pas avec beaucoup de facilité. Elle s'est faite, en effet, en baisse, les reports ont atteint sur certaines valeurs jusqu'à 25 0/0, notamment pour la *East Rand* et la *Chartered* et si certaines valeurs, telles que la *Buffelsdoorn Estate* et la *Simmer and Jack*, ont profité, par contre, de reports bon marché, la moyenne a été élevée.

Le marché étant resté fort chargé, il n'y a rien de surprenant à ce que ce fait se soit produit ; il est même probable que de nouvelles liquidations volontaires ou forcées seront encore nécessaires pour assainir complètement le marché. Dans ces conditions, après la secousse qui vient de se produire, on peut croire que la saison d'été sera plus calme comme affaires et que jusqu'à la rentrée, nous n'aurons pas à constater de grandes variations dans les cours. Le capitaliste trouvera peut-être, entre temps, l'occasion de rentrer dans certaines valeurs à des cours avantageux, car il est hors de doute que l'industrie aurifère dans le Transwaal est bien loin d'avoir dit son dernier mot.

La *Buffelsdoorn Estate* s'est bien maintenue et reste au-dessus de son cours de compensation à 5 7/16. Une dépêche de Johannesburg annonce que le filon Buffelsdoorn a été recoupé dans les fermes Rietfontein et Eleazar qui se trouvent au nord-est de la mine proprement dite ; le minerai est très riche essayant jusqu'à 66 dwts par tonne. Quant à la mine actuellement en exploitation, on annonce que la nouvelle batterie de 70 pilons pourra marcher en octobre ; entre temps la Compagnie érige des appareils pour le triage des minerais, ce qui aura pour résultat d'élever le rendement moyen des broyages, sans augmentation sensible des frais.

La *Central Buffelsdoorn*, qui est une valeur plus neuve, s'est bien défendue à 1 13/16 sur la nouvelle que la Compagnie est en pourparlers pour acquérir 150 claims immédiatement à l'est de la mine. La Compagnie aurait alors en tout 382 claims.

La *Buffelsdoorn Consolidated* a un peu fléchi, bien que les forages aient démontré que là également le minerai est de très bonne qualité.

La *Klerksdorp Estate*, la *Eastleigh* l'*Afrikander*, et les *Wolwerand Goldfields*, valeurs qui se trouvent également dans le district de Klerksdorp, ont été peu ou pas touchées par la faiblesse générale ; par contre, la *Potchefstroom* a eu à supporter d'importantes ventes forcées qui la laissent à 1 1/16.

Parmi les valeurs du district du Witwatersrand, la *Langlaagte Estate* à 5 ./., la *Simmer and Jack* à 14 3/4, la *Robinson* à 8 3/4, la *New Primrose* 6 15/16, la *Wolhuter* à 7 1/4 et la *South West Rand Mines* à 1 7/8 se sont très bien comportées. Presque toutes les autres valeurs ont baissé assez sensiblement sans aucun autre motif spécial que les positions de place que nous avons signalées.

La *Modderfontein* est à 14 3/8 ex-droit à la souscription des 25 000 actions nouvelles à 12 liv.

L'*East Rand* après avoir touché le cours de 4 1/2, est revenue à 4 3/4.

La *Treasury* est ferme à 4 1/8 ; la *New Kleinfontein* se traite à 5 3/4.

Les deep level, dont les actions sont plus lourdes à

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	1892	1893	1894	PRODUCTION 1892	1893	1894		COURS DU 17 mai	24 mai
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.685	9.505	2	1.594	1 3/4	1 1/4
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 5/8	3 5/16
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg	40	»	»	40	»	»	28.36	21.806	12	29.346	2 15/16	3 ./.
City and Suburban	85.000	1	65 000	24 — Main Reef	50	80	»	»	100	»	29.51	46.815	12	72.092	24 5/8	25 ./.
Crœsus (New)	225.000	1	195.000	16½ — —	»	60	»	10	»	»	11.50	1.339	»	»	2 3/16	2 3/16
Crown Reef	120.000	1	120.000	19 — —	90	120	50	55	5 (	»	70 204	82.105	12	120953	10 ./.	10 1/8
Durban Roodep.	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	30.931	60 635	12	55.969	7 1/8	7 3/16
East Rand	650 000	1	650.000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	»	»	»	4 9/16	4 7/8
Ferreira	45 000	1	43 292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	»	54.413	66.108	12	69 433	17 ./.	17 ./.
Geldenhuis Estate	200.000	1	187.500	190 acres Elandsf.	80	40	15	10	25	»	47 721	47.431	10	45 633	6 5/8	6 3/8
Heriot (New)	85.000	1	73.250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	»	17.226	22.773	12	44 763	11 1/2	11 1/8
Henry Nourse	125 000	1	125 000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	»	22 220	12	29.528	5 5/8	5 7/8
Jubilee	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	»	17.319	30.066	12	26.641	11 ./.	10 3/4
Jumpers	100.000	1	100.000	39 — Doornfont.	100	»	»	»	10	15	22.145	44.490	12	52.106	5 1/3	4 7/8
Langlaagte Estate	500.000	1	467.000	31 — —	160	»	10	20	30	»	88.951	104.909	12	146411	4 7/8	4 5/8
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres —	50	»	50	45	60	»	22.332	34.737	10	27.898	7 1/16	7 1/4
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	480	»	»	»	11/16	11/16
New Aurora West	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M. R.	40	»	»	10	5	»	12.069	10.686	4	4.932	1 3/4	1 1/4
— Primrose	240.000	1	240.000	51 cl. Elndsft., Turff	100	»	15	27½	40	»	56.449	83.777	12	86.030	7 ./.	6 7/8
Nigel	160.000	1	159.895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	»	55.936	46.007	12	53.909	6 7/8	7 1/16
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.811	10.191	4	3.221	5 1/4	5 1/4
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvl-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	6.585	29.045	12	42.133	38/6	42/3
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	30 ./.	29 ./.
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kietf	50	»	»	10	15	»	11 931	35 451	11	19.577	3 13/16	3 13/16
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	»	170.150	161.133	12	161756	8 3/4	8 1/4
Salisbury (New)	100.000	1	93 000	5 claims —	70	»	»	30	10	»	20 829	24.851	12	18.781	5 1/8	5 3/8
Simmer and Jack	85 000	1	83 000	120 acr. Elandsfont.	100	»	30	40	40	10	38 649	39.666	11	53 081	14 1/2	14 7/8
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. —	20	»	55	»	50	»	14.120	14.681	12	12.206	1 15/16	1 15/16
Wemmer	55.000	1	46 300	12¼ claims M. R.	30	»	10	»	»	»	16.250	24.297	9	25.241	11 ./.	11 1/8
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — —	40	50	»	»	»	10	»	25.948	12	30.602	7 1/8	7 1/4
Worcester	100.000	1	90.727	10 — —	40	»	10	17½	15	10	16.723	18.527	12	30.788	4 7/8	4 7/8

porter que celles des Compagnies d'affleurement, ont payé large tribut à la baisse; la *Rand Mines* est à 29 1/4.

Dans le district d'Heidelberg, la *Nigel*, à 7 1/2, est en baisse de près d'une livre. On parle, dans ce district, de la reconstitution prochaine de la Compagnie *Molyneux*. Quant à la *Nigel deep*, elle porte son capital de 200.000 à 500.000 liv. pour acquérir des propriétés qui avoisinent sa mine. La Compagnie reconstituée aura 391 claims.

Dans le district de Lydenbourg, la *Transwaal gold Exploration* a progressé de 4 11/16 à 5 1/8. Cette Compagnie a une très grande propriété et on parle de la création de plusieurs Compagnies subsidiaires.

Parmi les Compagnies de terrains, la *Chartered* s'est vue précipitée à 3 1/2 par la liquidation de positions qui ne trouvaient pas à se faire reporter : elle est actuellement en reprise à 3 13/16.

L'*Oceana*, dont on augmente de nouveau le capital, est lourde à 2 3/4. L'*Anglo-French* a perdu du terrain à 3 1/4 ex-coupon de 2/6.

Paris, le 24 mai 1895.

C'est en ayant les yeux fixés sur le *Stock Exchange* de Londres, qui procédait ces jours derniers à sa liquidation de fin du mois, que le *Marché de Paris* a travaillé sur les *Mines d'or* cette semaine. A dire vrai, les transactions ont été assez restreintes. On observait plutôt ce qui se passait chez nos voisins, attendant de voir si les exécutions que l'on annonçait prendraient de grandes proportions. Heureusement, le mal a été moins grand qu'on ne le craignait, et en dépit des difficultés de *reports* qu'ont rencontrées les spéculateurs anglais. Cependant, tout en étant plutôt ferme, on reste ici sur une certaine réserve en n'affectant aucune appréhension, au moins en ce qui regarde les valeurs de mines sérieuses.

Une nouvelle action figure maintenant à la Cote. Son introduction a été faite dans le plus grand calme. Il s'agit de la *New Primrose Gold Mining Company Limited* qui, négociée tout d'abord à 177 50, se tient maintenant à 179 37 1/2. Cette mine a, actuellement un capital de 280.000 livres, divisé en actions de 1 liv. st. Sa production et ses bénéfices suivent une progression constante. Les dividendes répartis ont atteint en 1891, 15 0/0 ; en 1892, 27 1/2 0/0 ; en 1893, 40 0/0, et en 1894, 40 0/0. Pour l'année en cours, on paraît espérer des profits sensiblement plus considérables et qui pourraient atteindre, dit-on, 75 0/0, à en juger au moins par les résultats des quatre premiers mois de l'exercice.

En ce qui regarde les autres mines, constatons que la *Ferreira*, qui restait à 425 62 1/2, est en légère reprise à 428 75. *Simmer and Jack*, 371 25, gagnant ainsi 7 fr. 50 pour la semaine ; *Randfontein*, 54 06 1/4 contre 47 50 vendredi dernier ; *Buffelsdorn*, 137 50 contre 135 : on a lu plus haut, dans notre correspondance des *Mines d'or* de Londres, des détails intéressants sur cette entreprise ; *Robinson*, 223 12 1/2, en bénéfice de 4 fr. 37 1/2 ; par contre, *Geldenhuis* un peu plus lourde à 165, en recul de 2 fr. 50 ; *Lower Roodepoort*, 24 50 contre 25 ; *Chartered*, 101 87 1/2 en reprise de 5 fr. 62 1/2 ; *New Kleinfontein*, 146 25 contre 136 25 ; *Durban Roodepoort Deep Level*, presque sans changement à 106 25 ; elle cotait, il y a huit jours, 105 ; *Western*, 42 fr. 50.

Situation Financière générale

France. — Bien que mouvementé, le marché de Paris a été, cette semaine, assez calme au point de vue des transactions. Impressionné par ce qui se passait à Londres, qui procédait à sa liquidation de fin du mois, il a affiché, pendant plusieurs séances, des tendances de lourdeur. Hier, cependant, nous le retrouvons plus soutenu, grâce au maintien de nos grandes valeurs françaises, comme les actions de nos *Sociétés de Crédit* et de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer*.

La liquidation approchant, la spéculation va agir dans les jours qui vont suivre. Il est probable que l'on fera tout le possible pour relever les cours, notamment de nos *Rentes Françaises 3 0/0*, de l'*Italien* et du *Suez*. La *Rente Extérieure Espagnole* sera aussi vivement disputée ; mais elle dépend surtout des nouvelles qui parviendront de Cuba.

Allemagne. — La tendance a été faible, cette semaine, sur le marché allemand, et on y a enregistré de nombreuses réalisations en vue de la liquidation qui semble devoir être laborieuse. On constate, en outre, un resserrement monétaire.

Le public allemand prend de plus en plus goût aux valeurs de mines d'or.

Le récent vote de la Chambre des députés de Prusse, en faveur du *bimétallisme* international, a produit une profonde impression en Allemagne et, d'après les nouvelles qui nous parviennent, la réunion d'une conférence monétaire, dont l'initiative serait prise par le Gouvernement allemand, paraît être assurée.

Angleterre. — Le marché anglais, un peu impressionné par la cherté des reports cotés en liquidation sur les valeurs minières, a repris sa fermeté et témoigne de tendances assez favorables. L'avis général est que les ventes importantes effectuées ces jours-ci ont sensiblement dégagé la place et assaini le marché des mines d'or.

La statistique semestrielle du joint-stock banks, que l'on vient de publier, montre que le capital employé dans les affaires de Banque tend à diminuer et que les bénéfices sont également en moins-value.

En ce qui concerne la politique, nous n'avons aucun fait nouveau à signaler, si ce n'est la persistance des bruits de dissolution prochaine. Etant donné l'affaiblissement de la majorité, ces bruits pourraient avoir quelque fondement.

Autriche-Hongrie. — La Bourse de Vienne a fait preuve de lourdeur ; il y a même eu, au début de la semaine, d'assez grosses réalisations de la spéculation locale, malgré la fin de la crise ministérielle et les bonnes perspectives de la récolte.

Aussi bien, les chiffres du commerce extérieur, pour les quatre premiers mois de l'année, sont peu satisfaisants : l'excédent des importations est de 7 millions 300 mille florins. C'est là une moins-value de 12 1/2 millions de florins par rapport à la période correspondante de 1893.

Signalons aussi un léger resserrement monétaire.

Espagne. — Semaine insignifiante à la Bourse de Madrid. On reste sur l'expectative en s'inquiétant un peu de l'obstructionnisme systématique de l'opposition qui, par son attitude peu patriotique, retarde le règlement des questions intéressant la situation financière du pays.

Constatons, toutefois que, d'après les renseignements parvenus au Ministère des finances, les recettes s'améliorent ; pour la première quinzaine de mai, le rendement des impôts accuse une plus-value de près d'un million sur la période correspondante de 1893.

Italie. — Si les transactions ont été peu animées cette semaine sur le marché Italien, la cote n'en conserve pas moins les plus-values acquises ; cette fermeté s'explique par l'attitude des marchés étrangers et aussi par l'amélioration réelle des recettes du Trésor.

Les divers discours ministériels ont été très applaudis et on a été très favorablement impressionné par l'exposé si net du programme financier de MM. Sonnino et Boselli.

Roumanie. — Les recettes budgétaires de la Roumanie pour les onze premiers mois de l'exercice 1894-95, c'est-à-dire du 1er avril 1894 à fin février 1895, accusent un déficit de 6.170.650 lei. Mais les dépenses étant inférieures aux prévisions, il y a lieu de croire que le déficit ne s'accroîtra pas pour l'année entière.

Suède et Norvège. — Le conflit suédo-norvégien dont nous avons parlé à plusieurs reprises, s'accentue ; on

trouvera à ce propos des détails intéressants dans la lettre de notre correspondant de Stockholm.

Turquie. — Les recettes nettes de l'Administration de la Dette publique, pour l'année fiscale 1894-95, sont en légère augmentation en comparaison avec l'exercice antérieur. Sur un total de 2.196.318 liv. t. la réserve destinée à l'augmentation des intérêts a été portée à 342.512 l. t.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	17 mai			24 mai		
	Derniers Cours	p de 4 f. de rente	Revenu p 0/0	Derniers Cours	P. de 4 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)........	102 57	34 19	2 92	102 45	34 15	2 92
Consolidés anglais (ch. f. 25 fr. 20)	106 50	38 72	2 58	106 35	38 67	2 58
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)...	102 90	25 72	3 88	102 90	25 72	3 88
Belgique 3 %..................	101 35	33 78	2 96	101 30	33 76	2 96
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.) ..	72 05	18 01	5 55	72 25	18 06	5 53
Grèce 5 % 1881 (en suspension).	170 »	» »	» »	170 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam).	100 87	28 82	3 46	100 87	28 82	3 46
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)..	104 »	26 »	3 84	104 30	26 07	3 83
Italie 4 % net..................	89 55	22 38	4 46	89 65	22 41	4 46
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)....	94 90	31 63	3 16	96 »	32 »	3 12
Portugal 3 % (1 fr. net).........	25 35	25 35	3 94	25 70	25 70	3 89
Roumanie 5 %................	103 »	20 60	4 85	103 »	20 60	4 85
Russie 3 % or 1891 libéré.......	93 15	31 05	3 22	93 40	31 13	3 21
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)......	69 »	13 80	7 24	67 50	13 50	7 40
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)..	100 75	25 18	3 97	101 25	25 31	3 95
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	102 50	34 16	2 92	102 50	34 16	2 92
Turquie convertie 1 % série D..	25 95	25 95	3 85	26 15	26 15	3 82
— Priorité 4 % 1890......	494 75	24 73	4 04	491 25	24 56	4 07
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	98 37	32 79	3 04	98 75	32 91	3 03

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — La Nouvelle Commission du Budget. — Indemnités allouées aux témoins judiciaires. — Le Groupe viticole. — La Commission d'enquête sur les Conventions. — Election législative. — Monument à la mémoire des soldats morts pour la patrie dans la guerre franco-allemande. — Composition de la Commission du Budget.

La Chambre a procédé, le 21, dans ses bureaux, à l'élection de la Commission du budget de 1896, dont nous donnons la composition ci-dessous. Le vote a été précédé de longues discussions d'une importance réelle.

Le projet de M. Ribot comportait bien des réserves. Elles ont été exprimées dans les bureaux de la Chambre. On a regretté que le Gouvernement n'eût pas songé davantage à faire appel aux économies, surtout dans les départements de la guerre et de la marine. Au contraire, pour les besoins de ces Ministères, le projet de M. Ribot fait apparaître à l'horizon de nouveaux budgets extraordinaires : pour la marine, il l'a déclaré nettement ; pour la guerre, chacun s'y attend.

L'originalité du projet du budget de 1896, c'est qu'il propose des impôts nouveaux pour compenser l'insuffisance des recettes. Aussi, de toutes parts, a-t-on protesté. On s'est demandé s'il ne serait pas possible d'obtenir un ensemble d'économies permettant de rétablir l'équilibre budgétaire. Dans tous les bureaux, cette observation a été produite et la composition de la nouvelle Commission du budget s'en est ressentie. Tous ses membres, peut-on dire, sont hostiles au projet de M. Ribot. La volonté unanime des commissaires est de réaliser des économies, sans recourir, comme le propose le Gouvernement, à des produits nouveaux.

Mais où la Commission du budget se divise, c'est dans la manière de procéder à des réformes administratives et fiscales. Les uns, tout en admettant que le régime fiscal de la France comporte de nombreuses améliorations, tiennent à le ménager ; les autres, au contraire, proposent un impôt progressif sur le revenu. Entre ces deux tendances, la Commission aura à choisir.

~ Le Conseil des Ministres s'est réuni, le 18, à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

Il s'est d'abord occupé des interpellations qui restaient encore à l'ordre du jour de la Chambre.

Le Conseil a ensuite été d'avis de demander à la Chambre de nommer le mardi 21 mai la Commission du budget de 1896.

Il a été décidé que plusieurs bâtiments de guerre seraient envoyés à Bordeaux à l'occasion du voyage du Président de la République dans cette ville.

M. Trarieux a fait signer un décret modifiant les indemnités de voyage et de séjour allouées aux témoins entendus soit au cours des instructions judiciaires, soit lors du jugement des affaires criminelles et de police.

Aux termes de ce décret, les témoins qui ne sont pas domiciliés à plus d'un myriamètre du lieu où ils seront entendus n'auront droit à aucune indemnité de voyage ; il pourra leur être alloué, sur leur demande, la taxe fixée par les articles 27 et 28 du décret du 18 juin 1811.

Ceux qui sont domiciliés à plus d'un myriamètre du lieu de comparution recevront une indemnité de voyage qui sera de 10 centimes par kilomètre parcouru en allant et autant pour le retour, mais ils n'auront pas droit à la taxe dont il est question ci-dessus.

Si les témoins sont obligés de prolonger leur séjour dans la ville où ils auront été entendus, et où ils n'auront pas leur résidence, il leur sera alloué, pour chaque journée de séjour, une indemnité de : à Paris, 6 francs ; dans les villes de 40.000 habitants et au-dessous, 5 francs ; dans les autres villes et communes, 4 francs.

~ Le groupe viticole de la Chambre des députés s'est réuni, le 18, sous la présidence de M. Emile Brousse.

Après une longue discussion des divers projets de réforme des boissons, le groupe a reconnu unanimement la nécessité de prendre des mesures très sévères pour arrêter la fraude des alcools, tout en maintenant l'exemption en faveur de la stricte consommation de famille.

~ La Commission d'Enquête sur les Conventions était convoquée, le 18, pour entendre le rapport de M. Darlan, mais le rapporteur n'ayant pas complètement terminé son travail, la lecture du rapport a été remise à cette semaine. La Commission se réunira, au début de la semaine prochaine, pour statuer sur les conclusions de ce rapport.

~ Le 18, la Chambre des députés a discuté l'interpellation Casabianca-Gavini sur les agissements de l'Administration en Corse. L'ordre du jour pur et simple, accepté par le Gouvernement, a été voté par 339 voix contre 142.

~ Le 19, une élection législative a eu lieu dans la Sarthe, à La Flèche. M. d'Estournelles de Constant, républicain, a été élu.

~ Le 20, la Chambre des députés a repoussé l'urgence de la proposition de M. Gérault-Richard tendant à l'abrogation des lois sur les associations de malfaiteurs et sur les menées anarchistes. La Chambre a discuté ensuite l'interpellation de M. Fernand Rabier sur l'ingérence de la politique cléricale dans l'armée.

~ Le Conseil des ministres s'est réuni le 21, à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

Le Conseil a décidé qu'à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la guerre franco-allemande, il saisirait les Chambres d'un projet de loi tendant à ouvrir un crédit pour l'érection à Paris d'un monument élevé à la mémoire des soldats morts pour la patrie.

Le projet de loi, dont les détails vont être arrêtés, sera déposé aujourd'hui sur le bureau de la Chambre.

Le Ministre du commerce a soumis à l'approbation du Conseil une convention conclue avec la Compagnie des Chemins de fer du Nord en vue d'assurer le service maritime postal entre Calais et Douvres.

~ La Chambre s'est réunie, le 21, pour élire la Commission du Budget

Voici la liste des membres qui ont été élus : MM. Doumer, Chaudey, Millerand, Cochery, Lockroy, Gerville-Réache, Pelletan, Dubost, Labat, Riotteau, Chevalier, Merlou, de la Porte, Abel, Krantz, Cavaignac, Salis, Sarrien, Deluns-Montaud, Boucher, Maurice Faure, Barthou, Delpeuch, Raiberti, Doumergue, Leydet, général Iung, Delombre, Maurice Lebon, Perrier, Boudenoot, Turrel et Marty.

15 membres sortants de la Commission ont été réélus. Sur les 18 membres nouveaux, 10 avaient déjà fait partie de précédentes Commissions du Budget. Au point de vue des opinions fiscales, les membres de la nouvelle Commission du Budget sont unanimement hostiles au projet de budget de M. Ribot.

Le 22, la Commission du Budget s'est réunie, à l'effet de se constituer. M. Lockroy a été élu président et MM. Cochery, Delmas-Montaud et Gerville-Réache, vice-présidents.

Marché financier. — Notre marché ne s'est pas encore repris, d'autant plus que nous avons eu à compter avec la liquidation de fin mai de Londres, qui n'a pas manqué d'être encore fortement agitée. Nous avons donc eu, ces jours derniers, à enregistrer de nouveaux des variations assez sérieuses qui, cependant, ne paraissent pas devoir amener un mouvement de réaction très sensible. Comme les valeurs en général avaient atteint, depuis quelques mois, des cours très élevés, il n'y a rien au fond de surprenant à ce que l'on se soit laissé aller un peu en arrière. Mais les tendances de la place, au dernier moment et en dépit de quelques offres nouvelles, sont plutôt satisfaisantes, et on espère plutôt mieux de la liquidation qui commencera la semaine prochaine.

★ ★ La nomination de la nouvelle Commission du budget a défavorablement impressionné le marché de nos *Rentes Françaises*, qui ont été agitées presque continuellement. Le *3 0/0 Perpétuel*, que nous laissions à 102 57 1/2, avait pourtant progressé au début de la semaine, à 102 80, mais il recule à 102 45. *Comptant* soutenu. *Rente 3 1/2 0/0* en avance de 7 cent. 1/2 à 107 65; *Rente 3 0/0 Amortissable* 101 17 1/2, gagnant ainsi 15 centimes.

La fin du mois paraît devoir être animée, au moins sur notre *Rente 3 0/0*. Beaucoup de primes, dont 25 centimes, ont été vendues, dans ces derniers temps, à des prix très bas, et on paraît disposé, dans certains milieux, à *forcer* le découvert qui s'est ainsi formé. Mais la situation politique et budgétaire ne semble guère comporter un enlèvement des cours.

★ ★ Les actions de la *Banque de France* sont revenues de 3.700 à 3.642 fr. 50, mais reprennent à 3.680 pour rester à 3.675. Les bénéfices nets des escomptes pour les vingt-deux premières semaines du semestre en cours s'élèvent à 2.422.220 fr. contre 5.473.263 fr. en 1894, 4.365.190 fr. en 1893, 6.367.778 fr. en 1892, 9.318.863 fr. en 1891 et 6.679.748 fr. en 1890.

★ ★ Peu de variations à signaler sur les actions du *Crédit Foncier de France*, qui ont passé de 903 75 à 907 50 pour rester ainsi. Le Conseil d'administration a, dans sa séance hebdomadaire du 23 courant, autorisé pour 5.728.993 fr. de nouveaux prêts, dont 2.186.000 francs en prêts fonciers et 3.542.993 fr. en prêts communaux.

Quant aux *Obligations Foncières* et *Communales*, elles sont, ainsi que les cours en témoignent, toujours l'objet de demandes nombreuses de la part des capitalistes. Cependant, elles ne restent pas en général au plus haut. L'*Obligation Foncière 1877* conserve son cours de 402 fr. après même 403 fr.; *Communales 1879* toujours fermes à 503 fr.; *titres estampillés*, 488 25 sans changement; *Foncières 1879*, 497 contre 498; *Communales 1880* 498 fr.75 contre 499 fr.; *Foncières 1883* 466 50 en recul de 1 fr.; *Foncières 1885* 497 fr.50 perdant 0,50 centimes; *cinquièmes* 101 contre 101 fr.25; *Communales 1891 tout payé* 397 alors que nous les laissions précédemment à 398; *Communales 1892 entièrement libérées* 507 50 comme vendredi dernier; *Obligations Foncières 1895* 490 fr. 75, en légère avance de 0,25 centimes; *Bons à Lots 1887* 79 fr. 75 contre 80 fr.; *Bons 1888* plus mous à 69 francs.

★ ★ Le marché des actions de nos grandes *Sociétés de Crédit* a présenté peu d'animation, dans ces derniers jours. Il n'en est pas moins très ferme. La *Banque de Paris et des Pays-Bas* gagne 5 fr., à 802 50. Le Conseil d'administration, dans sa réunion du 22 mai, a chargé provisoirement M. Eugène Gouin, doyen des administrateurs de cette Société, de tous les pouvoirs de président. *Crédit Lyonnais* 817 50, en avance de 1 fr. 25; *Comptoir National d'Escompte* sans changement appréciable, entre 590 et 592 50. On assure que cet Etablissement aurait pris l'initiative d'un projet de constitution d'une importante Société, en vue de la mise en valeur des richesses naturelles de Madagascar. Dans la situation, au 30 avril, du *Comptoir National d'Escompte*, nous relevons une modification qui demande quelques explications. Le chapitre *comptes courants* qui s'élevait, au 31 mars, à 101.675.207 fr. 46, se subdivise cette fois en *comptes courants* créditeurs à vue pour 77.146.906 fr. 71 et en *Bons* à échéance fixe pour 34.319.031 fr. 43, soit ensemble 111.465.938 fr. 14. Par suite du développement donné à ses agences de province et de l'étranger, le *Comptoir National* a jugé utile, de délivrer, depuis quelque temps, des *Bons à échance fixe*, suivant en cela l'exemple des autres Etablissements de crédit. L'émission de ces *Bons* étant devenue assez importante, la Direction a cru devoir les mentionner dans un chapitre spécial au lieu de continuer à les laisser figurer, comme par le passé, dans les *comptes courants* créditeurs. *Crédit Industriel et Commercial* 555, contre 562. Quant à la *Société Générale* qui s'occupe, actuellement, d'une petite émission d'obligations de la Ville de Beauvais, elle cote 497 50, contre 497.

La *Banque Internationale de Paris* gagne 2 fr. 50 à 557 fr. 50. Au sujet de cette Institution, remarquons que parmi les affaires auxquelles elle s'intéresse, il en est qui relèvent absolument de l'initiative sociale qui a su les mettre sur pied, et les bien diriger ensuite, comme, par exemple, la constitution de la Société d'exploitation des Chemins de fer du *Cacérès*, et de l'*Ouest de l'Espagne*. *Banque Péruvienne*, de nouveau faible à 451, perdant 17 fr. 50; par contre, *Banque de l'Algerie* en bénéfice de 26 francs à 766: *Groupe des Immeubles* peu animé; *Action* 34 fr. 50, contre 31; *Obligations Foncières remboursables à 1.000 fr.* 159 fr. 50, en léger progrès de 0 50 centimes; par contre, *Obligations 4 0/0* en perte de 3 fr. à 181 fr.

La *Société Foncière Lyonnaise*, que nous laissions à 345 fr., s'établit à 343 75. L'assemblée des actionnaires de cette Société aura lieu le 29 courant, et nous aurons à revenir sur le rapport qui sera présenté par le Conseil d'administration. En attendant, mentionnons que les bénéfices de l'exercice écoulé, qui s'élèvent à 1.475.677 fr. 03, permettent la répartition d'un dividende de 14 fr. par action, qui sera payé par moitié les 15 juin et 15 décembre prochains. Du rapport des commissaires, il ressort que l'extinction du passif hypothécaire approche de son terme. Un seul prêt de 120.000 francs en principal et échéant en juin reste à rembourser, et les disponibilités ont été faites pour ce paiement. La Société, en 1891, a, avec ses ressources propres, remboursé divers prêts s'élevant à 1.750.000 fr., et elle a commencé à racheter ses propres obligations pour 220.000 fr. Ajoutons encore qu'elle a procédé à la vente de terrains et que cette vente lui a procuré 732.250 fr. de ressources.

La *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* cote 585, en moins-value de 3 fr. 75; *Crédit Mobilier*, en avance de 5 fr. 50 à 92 fr. 50; *Banque Hypothécaire d'Espagne*, 500 fr., sans changement; *Sous-Comptoir des Entrepreneurs*, 105, perdant 5 fr. sur la clôture d'il y a huit jours. On ignore la décision que va prendre la Société en présence de l'opposition faite par les porteurs de titres du *Canal du Verdon*.

★ ★ Pour la 19e semaine de 1895 (du 6 au 13 mai), les recettes de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer* n'offriront pas de changement appréciable, d'après les chiffres provisoires connus jusqu'ici, et suivant lesquels les moins-values sur certaines lignes ne seraient que contrebalancées par les excédents obtenus sur les autres. Quant aux actions, mentionnons que si le marché à terme, sur ces valeurs, est sans entrain, par contre le *comptant* témoigne d'une certaine activité. Le *Midi* est à 1.315 à terme et 1.320 contre 1.318 francs 75 au comptant. Un décret récent vient d'être promulgué au sujet d'une loi approuvant la convention passée au mois de décembre dernier entre l'Etat et cette Compagnie pour la concession, à cette dernière, du

chemin de fer de raccordement des lignes de Bordeaux à la frontière d'Espagne et de Bayonne à Saint-Jean-Pied-de-Port, avec une gare maritime à établir sur les quais de la rive gauche de l'Adour, aux Allées-Maritimes, à Bayonne. Cette concession remplace celle concédée, en 1886, à titre éventuel et qui se rapportait au Chemin de fer de Pau à Vic-de-Bigorre. *Orléans* 1.570 à terme et 1.575 au comptant, contre 1.577 50; *Nord* sans changement à 1.830; *Lyon* 1.465 fin du mois et 1.470 au comptant au lieu de 1.475; *Ouest*, en recul de 1 fr. 50 à 1.094 fr. 50; *Est* 962, en légère réaction de 1 franc. Au sujet de cette Compagnie, nous nous reportons à l'article spécial que nous publions plus loin.

Les *Sud de la France* qui attendent toujours la ratification par le Parlement de leur dernière convention avec l'Etat sont fermes. *Actions* en avance de 5 fr. 50 à 286 fr.; *Obligations 3 0/0* 432 fr., contre 431 25.

★ ★ Les actions *Suez* ont été, cette semaine, précipitées de 3.340 fr. à 3.205 pour reprendre à 3.250. En dépit du passage du gros des expéditions pour Madagascar, les recettes du transit ont accusé une moins-value sur celles de la période correspondante de 1894. De plus, on a parlé de choléra au Caire. Mais ce qui a dû, surtout, peser sur les cours de cette valeur, c'est l'espèce de déclassement que semble indiquer la tenue du marché du comptant. Ceci vient en approbation de ce que nous avons fait ressortir précédemment. *Part Civile* 2.250, contre 2.300.

L'action de la *Compagnie Parisienne du Gaz* que nous laissions, il y a huit jours, à 1.091 25 passe à 1.095 après même 1.105; *Entrepôts et Magasins Généraux de Paris* 575 fr., en perte de 4 fr. *Compagnie Générale Transatlantique* 372 50, gagnant 2 fr. 50. Le paquebot la *Gascogne* vient encore de subir dans sa traversée du Havre à New-York, un retard dû à la rupture de la tige d'un piston. Ajoutons que le projet de loi dont nous parlions samedi dernier ici même paraît devoir réunir une forte majorité dans les deux Chambres, en dépit d'un autre projet séduisant d'ailleurs, mais qui entraînerait malheureusement des dépenses qu'aucune Compagnie ne paraît pouvoir supporter, et aggraverait le chiffre des subventions que l'Etat aurait à payer.

Les *Messageries Maritimes* conservent leur cours de 630 fr. Le Sénat aura prochainement à se prononcer sur la convention passée le 5 novembre 1894 entre l'Administration des Postes et Télégraphes et la *Compagnie des Messageries Maritimes*, convention approuvée déjà par la Chambre des Députés et qui semble, à la Chambre haute, rencontrer une certaine opposition. *Chargeurs Réunis*, 1.260 ex-coupon, contre 1.320 fr. Nous avons le regret d'apprendre la mort de M. Henri Fould, chevalier de la Légion d'honneur, et président du Conseil d'administration de la *Compagnie des Chargeurs-Réunis*. M. Henri Fould était aussi président de la *Société des Ateliers et Chantiers de la Loire*; membre du Conseil supérieur du Commerce; administrateur de la *Compagnie des Chemins de fer du Nord*, de la *Compagnie de Navigation Havraise Péninsulaire*, et de la *Compagnie I. R. P. des Chemins de fer Autrichiens*.

Les *Omnibus de Paris* montent de 1.075 fr. 50 à 1.085 francs. De nouvelles attaques viennent de se produire, contre cette Compagnie, au Conseil municipal de Paris. Un ordre du jour a même été voté, à l'unanimité, stipulant que M. le Préfet de la Seine est invité à lui faire sommation d'avoir à se conformer à toutes les prescriptions du traité de 1860, notamment en ce qui touche le nombre de voitures à mettre en circulation, et le règlement de leur service, et la création des lignes votées par le Conseil municipal dans sa séance du 11 mai 1894, le tout dans un délai d'un mois, et sous peine de la déchéance et du retrait de la concession des omnibus et de celles des tramways qu'elle exploite. Le Préfet de la Seine est invité, en outre, à présenter, dans le plus bref délai possible, au Conseil, un mémoire sur le rachat éventuel du matériel de l'exploitation, sur les moyens financiers et administratifs permettant l'organisation complète et définitive des transports en commun dans Paris. L'Administration doit, en plus, présenter une étude d'ensemble sur les lignes à créer, les modifications à apporter à celles existantes, etc., etc. *Voitures de Paris* 568 fr., en avance de 3 francs.

Compagnie Française des Métaux en avance de 5 francs à 288 75. La Cour de Cassation a rejeté le pourvoi formé par l'Enregistrement contre le jugement du Tribunal de la Seine le condamnant à restituer à la *Compagnie Française des Métaux* un montant de 751.632 fr., indûment perçu lors de la transmission de l'actif de l'ancienne Société. Par suite de cette décision, la somme sus-indiquée est rendue disponible. En cas de perte du procès, elle aurait dû être ajoutée à la valeur des usines. *Compagnie Française des Mines d'or*, 132 50 contre 126 25. *Nitrate Railways*, agités. On connaît, à l'heure actuelle, le rapport des administrateurs de la *Compagnie des Nitrate Railways*, rapport qui sera soumis à la treizième assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui se tiendra le 28 courant. Le laconisme de ce document a servi de prétexte à de nouvelles attaques contre les actions de la Compagnie, attaques qui ont fait reculer les cours de 485 fr. à 425. Nous restons un peu mieux à 448 75. Ce que l'on ne doit pas perdre de vue, c'est que les rapports des Sociétés anglaises sont toujours brefs en général. Ce n'est qu'à l'assemblée même que la Direction de ces Sociétés donne les plus amples explications, qu'elle y soit ou non invitée. Nous attendrons donc patiemment la réunion du 28 courant.

Les *Lagunas Nitrate* sont à 146 25, contre 153 75; *Lautaro* 195, en perte de 12 fr. 50. *Lots du Congo* 98 75, en perte de 10 fr. par suite de l'ajournement de la discussion au sujet de l'annexion à la Belgique de l'Etat indépendant du Congo. Il ne faut pas croire cependant que la question sera ajournée éternellement. En tout cas, le 44e tirage sur ces titres aura lieu le mois prochain.

Le *Rio-Tinto* remonte de 390 à 408 75. Nous reportons nos lecteurs à l'article que nous consacrons plus loin à cette Société.

Valeurs de la *Société Hellénique du Canal de Corinthe* soutenues. L'*action* est à 101 50 contre 102; *obligation 6 0/0* en bénéfice de 3 fr. 50 à 177 50. On attache, dans certains milieux, une grande importance à la nouvelle donnée, à savoir que l'administration de la Société a été informée par l'agent du *Lloyd Autrichien* que l'archiduchesse d'Autriche devait passer le canal à bord du steamer *Trieste*, appartenant à la Compagnie de transport susmentionnée. Les actionnaires de la Société sont convoqués à Athènes, le 8/20 juin, en assemblée générale ordinaire. A ce sujet, nous nous reportons à ce que nous disions il y a huit jours, au sujet du premier rapport annuel de la Société.

La *Compagnie Générale des Nitrates* se tient entre 116 25 et 117 50, se ressentant fort peu de la baisse que nous signalons plus haut sur les *Nitrate Railways*. Au reste, il est à prendre en considération que ces titres n'entrent que pour une partie seulement dans la composition de son *trust*.

★ ★ Les *Fonds Brésiliens* sont fermes. Le *4 1/2 p. c. 1888* monte à 79 60, pendant que le *4 0/0 1889* gagne 40 centimes à 75 40.

★ ★ La *Rente Extérieure Espagnole*, qui clôturait à 72 05 est revenue à 71 60, pour remonter à 72 65 et rester, au dernier moment, à 72 25. Les nouvelles reçues de Cuba l'impressionnent toujours; cependant, dans les jours prochains, la spéculation aura à compter avec la réponse des primes de fin du mois, qui aura lieu vendredi prochain.

★ ★ La *Rente Italienne*, qui de 89 55 avait repris à 90 35, reste en clôture à 89 65. Le discours prononcé avant-hier à Rome par M. Crispi avait, et en général, favorablement impressionné la place; mais des ventes se sont produites à la suite de documents publiés par un grand journal du matin, et dont on a paru vouloir exagérer l'importance.

★ ★ Les *Fonds Russes* sont, en général, excessivement recherchés : l'*Orient 4 0/0* surtout, profite considérablement, en passant de 66 65 à 68 30. *Consolidés 1re et 2e séries* 102 35; *Russe 3 0/0 1891 et 2e émission 1894* 93 40, bénéficiant d'une avance de 25 centimes; *Russe 3 1/2 0/0* sans changement à 98 25.

★ ★ Le *5 0/0 Serbe*, que nous laissions à 69 fr., recule à 67 50. Il faut attendre ce qui va être résolu à Belgrade, et la ligne de conduite que va suivre le Gouvernement.

★ ★ Les *Valeurs Ottomanes* sont soutenues, mais plutôt calmes. Le *Turc B* gagne 20 centimes à 45 20; *Turc C* 28 30, sans changement; *Turc D* 26 15, gagnant 20 centimes; *Douanes* 512 50 comme il y a huit jours; *Ottomane 4 0/0 1894*, 484 contre 479 au comptant et 477 50 à terme vendredi dernier; *Banque Ottomane* 726 contre 727 50.

Les Obligations *Smyrne-Cassaba* sont à 450, en avance de 5 fr. 50; *Obligations 3 0/0 Salonique-Constantinople* 322 50 à 323 75.

★ ★ Sur le *Petit Marché Libre*, on témoigne de peu d'activité, pourtant la *Grande Fabrique de Papier* s'échange couramment à 100 francs.

QUESTIONS DU JOUR

MINES D'OR ET CAPITAUX FRANÇAIS

Quel est le montant des sommes consacrées par les capitalistes français à l'achat d'actions de Mines d'or sud-africaines et australiennes? Telle est la question que l'on se pose depuis la publication du rapport de M. Aubert, notre consul général à Prétoria, rapport que nous avons analysé dans notre numéro du 11 mai dernier : — 500 millions, disent les uns! 1 milliard, disent les autres! Nous avions, pour notre part, évalué ce montant à 600 ou 700 millions de francs.

Et d'abord est-il possible de déterminer exactement le chiffre des capitaux français engagés dans les exploitations aurifères du Transwaal et de l'Australie? Nous répondons immédiatement : non!

En effet, le public français s'est engagé de deux manières dans les Mines d'or : 1° en achetant en France les actions de Mines introduites sur notre marché par des maisons de banque françaises, ou des *trusts* constitués sur notre place (ce sont certainement les plus sérieuses); 2° en achetant directement sur le marché anglais, par l'intermédiaire des remisiers qui prennent des ordres pour le compte des brokers de Londres, des actions ne se négociant encore qu'en Angleterre.

Il est donc impossible d'évaluer directement le montant des sommes consacrées par nos compatriotes à ces achats car — ne serait-ce qu'en raison du secret professionnel — ces maisons de banque, *trusts* ou remisiers se refuseront toujours à produire le chiffre de leurs opérations.

Mais nous pouvons cependant, d'une manière indirecte, il est vrai, et seulement approximative, nous rendre compte de l'importance du capital en question.

***

Si l'on ne considérait que la balance commerciale de notre pays, on pourrait supposer que la France est, chaque année, fortement débitrice de l'étranger puisque, pour l'exercice 1894 par exemple, le solde de cette balance s'est ainsi établi :

Importations de l'étranger en France.	Fr.	4.119 millions
Exportations françaises à l'étranger		3.275 —
Déficit de l'année..............		844 millions

Mais la France a des recettes considérables d'ordre étranger qui échappent aux statistiques douanières : elle possède notamment une vingtaine de milliards de valeurs étrangères (en capital nominal) dont les arrérages, dividendes et amortissements annuels représentent une somme globale de 800 à 900 millions de francs.

En supposant que le déficit de la balance commerciale se trouve largement compensé par les coupons étrangers, on est dans la vérité des choses.

Mais, en outre de ces ressources permanentes, la France retire, du chef des étrangers qui viennent séjourner sur son territoire, soit en touristes, soit en rentiers — et dont le nombre est infiniment plus considérable que celui des Français allant à l'étranger pour le même objet — des recettes quotidiennes dont nous avons jadis évalué le montant annuel entre 1.500 millions et 2 milliards de francs.

Nous n'entendons pas affirmer que le *bénéfice net* que notre commerce national retire chaque année des étrangers est égal à cette somme, mais simplement indiquer que le pays a, de ce chef, une *rentrée* d'ordre extérieur de 1.500 millions à 2 milliards de francs.

Les deux observations précédentes expliquent pourquoi la France, malgré une balance commerciale en déficit sérieux, malgré les nombreux emprunts que les nations étrangères y contractent plus ou moins chaque année, a cependant, d'une manière presque constante, les changes en sa faveur et voit son stock de numéraire d'or (aujourd'hui l'unique numéraire international) s'accroître régulièrement.

***

Les achats d'actions de Mines d'or pour le compte français ont commencé vers la fin du premier semestre de l'année dernière; le courant s'est accentué dans les premières semaines de l'année 1895; il semble avoir atteint son point culminant vers la fin du mois de mars.

Nous ne trouvons l'indication précise dans la cote du chèque sur Londres, qui résume fidèlement — pour des raisons qu'il serait trop long d'expliquer ici — la situation de la France au point de vue de la balance de ses paiements et de ses recettes d'ordre extérieur.

Le pair du change entre Paris et Londres est de 25 fr. 22, ce qui signifie que la liv. st., monnaie de compte anglaise, vaut à Paris 25 fr. 22. Quand la France est créditeur de l'étranger : par le jeu naturel de l'arbitrage, le chèque sur Londres baisse au-dessous de ce pair, et le courant du numéraire-or, qui solde ordinairement la balance des règlements extérieurs, est dirigé vers la France. Au contraire, quand le chèque sur Londres monte au-dessus du pair : c'est que notre pays est débiteur de l'étranger.

Nous posons ici la règle générale, mais nous devons constater que la différence du taux de l'escompte entre la *Banque de France* et la *Banque d'Angleterre*, ou les besoins momentanés d'une grande place quelconque peuvent apporter des exceptions à cette règle.

Pendant les quatre premiers mois de l'année 1894, et sous l'influence de la surélévation des

droits de douane sur les céréales, la France a importé des quantités considérables de blés étrangers, et le solde de sa balance commerciale s'est ainsi établi :

Importations étrangères en France...	fr.	1.466 millions
Exportations françaises à l'étranger..	fr.	1.008 —
Déficit des 4 mois :	fr..	458 —

Cependant, malgré ce déficit, la France — grâce aux ressources spécifiées ci-dessus — restait créditeur de l'étranger puisque le chèque sur Londres vers la fin du mois d'avril 1894 se maintenait aux environs de 25 fr. 18 et qu'il était resté en moyenne à 25 fr. 16 pendant toute la première quinzaine de ce même mois.

L'année précédente, à la même époque, nous trouvons le chèque à 25 fr. 14.

Pendant les quatre premiers mois de 1895 notre balance commerciale s'est soldée par :

Importations étrangères en France...	fr.	1.210 millions
Exportations françaises à l'Etranger..	fr.	1.087 —
Déficit des 4 mois :	fr.	123 —

Ce qui revient à dire que notre compte-créditeur de l'étranger a dû s'augmenter, en 1895, du chef de la balance commerciale, de 335 millions de francs par rapport à la période correspondante de 1894.

L'amélioration était déjà de 329 millions dès la fin du mois de mars : le chèque sur Londres aurait donc dû logiquement descendre au-dessous de 25 18 (cours de fin mars 1894), tandis que nous le voyons s'élever à 25 29 pendant la deuxième quinzaine de mars, et nul doute qu'il n'eût dépassé sensiblement ce taux si la *Banque de France*, par des remises opportunes de matières d'or, n'avait brusquement enrayé la hausse considérable qui se dessinait.

***

La position respective de la France et de l'Angleterre au point de vue financier et commercial, peut-elle expliquer cette hausse exagérée du chèque !

En aucune manière :

Jusqu'au 21 mars 1895, le taux d'escompte de la *Banque de France* a été de 1/2 0/0 au-dessus du taux d'escompte de la *Banque d'Angleterre*, ce qui, théoriquement, devait rendre le change sur Londres favorable à la France, puisque les capitaux disponibles trouvaient une plus forte rémunération sur notre sol qu'en Angleterre. A partir du 21 mars, il y a eu égalité d'escompte entre les deux grandes Banques d'émission, et le taux du loyer de l'argent sur le marché libre anglais est resté inférieur (sauf pour les valeurs aurifères) à celui de notre marché hors Banque.

On a bien parlé des besoins du Syndicat anglais concessionnaire de l'Emprunt américain : mais l'or est toujours resté au pair à Londres et l'encaisse-or de la *Banque d'Angleterre*, qui n'était que de 813 millions de francs fin décembre 1894, atteignait 937 millions à la dernière situation d'avril 1895.

Donc, pas de raison financière de hausse du chèque sur Londres.

Quant à la balance commerciale des deux pays, le petit tableau ci-dessous va nous prouver que le solde des quatre premiers mois de 1895, comparé à celui de la période correspondante de 1894, militait également en faveur de la baisse normale du chèque :

Les 4 *premiers mois*	Export. françaises en Angleterre	Import. anglaises en France	Solde en faveur de la France
—	—	—	—
	(Millions de francs)		
1894.......	296	168	+ 128
1895.......	309	161	+ 146

Le solde en faveur de la France était déjà de 107 millions à la fin du mois de mars 1895, contre 98 millions pendant la période correspondante de 1894.

En résumé rien ne justifie la hausse du chèque sur Londres survenue pendant les quatre premiers mois de l'année 1895 et plus particulièrement vers la fin du premier trimestre.

***

Nous avons une seconde méthode pour apprécier l'importance des sommes employées par la France en achat d'actions de Mines d'or.

Quand le chèque sur Londres s'élève sensiblement au-dessus de 25,22 les commerçants ou banquiers français, ayant à payer à l'étranger, peuvent employer les louis d'or de notre circulation pour effectuer leurs règlements. Au-dessus de 25,32 (cours que les cambistes désignent sous le nom de *Gold point* de sortie) il y a même un sérieux avantage à utiliser ce mode de paiement.

Mais la *Banque de France*, régulatrice vigilante de notre circulation monétaire, surveille très attentivement la cote du chèque car elle sait qu'à partir de 25,27 et en prévision d'une hausse plus importante, les cambistes se mettent à *trébucher* l'or et à constituer des réserves pour l'exportation.

Ainsi, la *Banque de France* sait d'une manière certaine (à cause de la prime de 2 francs que les changeurs donnaient au mois de mars pour chaque rouleau d'or de 1.000 francs tout venant et des informations spéciales qu'elle a recueillies à ce sujet) qu'une centaine de millions de francs d'or, au moins, a été expédiée à l'étranger dans l'espace de quelques semaines. Mais le drainage de la circulation se serait fait sur une échelle beaucoup plus vaste si le chèque de Londres s'était élevé au-dessus de 25,32.

Pour enrayer la hausse du chèque, la *Banque de France*, ne possédant malheureusement pas de portefeuille étranger, ne dispose que d'un seul moyen : céder de l'or monnayé étranger ou des lingots d'or aux commerçants ou banquiers de la place qui, ayant à faire des paiements en or à l'étranger, seraient dans l'obligation d'acheter du chèque sur Londres et contribueraient ainsi à sa hausse.

Trouvant de l'or au pair de la monnaie française, ces débiteurs délaissent le chèque qu'il leur faudrait acquérir au-dessus de ce pair... et par le simple effet des remises de la Banque, le *Gold point* de sortie n'est jamais atteint.

***

Les remises de matières que la *Banque de France* effectue pour défendre notre circulation métallique contre le drainage des cambistes — et qui rendent impossible en France la spéculation sur l'or — se traduisent naturellement par des diminutions de son encaisse-or. En étudiant la cote moyenne du chèque sur Londres et la situation des treize dernières semaines de 1895, comparées aux

semaines correspondantes de l'année 1894, on se rendra compte de l'importance du courant de sortie des capitaux français pendant cette période :

Encaisse-or de la **Banque de France :**
(Millions de francs)

1894			1895		
Dates	Encaisse-or	Cours moyen du chèque	Dates	Encaisse-or	Cours moyen du chèque
—	—	—	—	—	—
22 févr. ..	1.712	25 17	21 févr. ..	2.150	25 22 1/2
1er mars ..	1.712	25 16	28 — ..	2.148	25 22 1/2
8 — ..	1.714	25 20	7 mars ..	2.148	25 21 1/2
15 — ..	1.721	25 19	14 — ..	2.143	25 24
22 — ..	1.726	25 20	21 — ..	2.140	25 28
29 — ..	1.728	25 17	28 — ..	2.106	25 25 1/2
5 avril ..	1.726	25 16	4 avril ..	2.087	25 24 1/2
12 — ..	1.721	25 16	11 — ..	2.075	25 22
19 — ..	1.723	25 16	18 — ..	2.069	25 22
26 — ..	1.743	25 20	25 — ..	2.066	25 22 1/2
3 mai ..	1.760	25 18	2 mai ..	2.057	25 20 1/2
10 — ..	1.757	25 17	9 — ..	2.053	25 22
17 — ..	1.764	25 17	16 — ..	2.053	25 22 1/2
	+ 52 millions.			— 97 millions.	

La *Banque de France* a défendu la cote du chèque, mais son encaisse-or — qui avait gagné 438 millions de francs du 22 février 1894 au 21 février 1895 — s'est diminuée de 97 millions de francs pendant les 13 dernières semaines de 1895, tandis que pendant la période correspondante de l'année 1894, et malgré un déficit de la balance commerciale supérieur de 335 millions au déficit des quatre premiers mois de 1895, cette encaisse s'était augmentée de 52 millions, le chèque sur Londres n'ayant jamais dépassé 25,20.

Mais comme, en cette circonstance, la *Banque de France* n'a été que la pondératrice du cours du chèque et non l'intermédiaire nécessaire des règlements extérieurs de notre pays, les diminutions successives de son encaisse-or ne correspondent nullement à l'importance réelle des sommes consacrées par nos compatriotes, depuis quatre mois, à l'achat d'actions de Mines d'or. Cependant, ces diminutions, mises en regard du cours du chèque, nous fournissent — quant à la position de notre balance des paiements extérieurs — des indications comparables à celles du baromètre pour les dépressions atmosphériques.

C'est à ce titre qu'il convenait de les examiner.

***

En résumé, des considérations qui précèdent on peut conclure, mais sous toute réserve, que les Français, pendant les quatre premiers mois de 1895, ont déboursé un solde d'*au moins* 400 millions de francs pour leurs achats d'actions de Mines d'or.

Les intermédiaires bien informés affirmaient, à la fin de l'année 1894, qu'il en existait déjà, à cette époque, pour environ 200 à 250 millions en France. C'est donc un capital de 600 à 650 millions que nos compatriotes ont engagé dans les exploitations aurifères sud-africaines ou australiennes.

Comment se répartit ce capital ? Que rapporte-t-il ? Quelle est sa valeur au cours du jour ? C'est ce que nulle statistique, dans l'état actuel des choses, ne saurait établir : il faut, pour le moment, se contenter d'évaluations approximatives.

EDMOND THÉRY.

L'EMPRUNT CHINOIS

Les nouvelles les plus fantaisistes et aussi les plus contradictoires ont été colportées ces temps derniers relativement à l'emprunt ou aux emprunts projetés par la Chine, pour payer sa rançon de guerre et organiser ses finances. En réalité, si des pourparlers sont engagés, si le Syndicat des banques française, disposées, en principe, à participer aux opérations, semble marcher d'accord avec le groupe allemand, la situation est encore très vague ; nous ne savons ni le total, ni la forme, ni le taux exigés par les futurs prêteurs et peut-être ceux-ci ne connaissent-ils même pas les prétentions du Japon, qui constituent, cependant, la question préalable ! Nous réserverons donc notre jugement et nous n'enregistrerons pas les nombreux télégrammes publiés par la presse anglaise et américaine, touchant à des offres émanant de l'autre côté de l'Atlantique, car ce serait nous exposer à démentir la semaine prochaine les informations données aujourd'hui.

Mais, tandis qu'on négocie, il nous paraît intéressant de mettre au point les études publiées ici même sur le Céleste Empire et d'indiquer les ressources sur lesquelles il pourrait gager, éventuellement, les sommes qu'on lui prêterait.

Et, tout d'abord, quelle est sa situation financière actuelle ?

En tenant compte des récents emprunts conclus, soit avec des Etablissements allemands, soit avec la *Hong-Kong and Shanghaï Banking Corporation* qui, ayant son siège principal à Hong-Kong, est la mieux placée pour soutenir le crédit de la Chine, le total de la Dette extérieure ne dépasse pas 220 ou 240 millions de francs.

Ce chiffre comportant un service annuel de 18 à 20 millions de francs se décompose en : 1° Solde des 4.725.000 liv. st., 6 0/0 or, émis en 1885, au taux de 98 0/0, à Londres, par l'entremise de la *Hong-Kong and Shanghaï Bank* et la maison Baring, solde évalué à 3.000.000 de liv. st. et dont les titres restant en circulation sont cotés dans les environs de 102 ; 2° l'emprunt argent 7 0/0, de 1.635.000 liv. st. (10.900.000 taëls) de 1894, émis à 96 1/2, coté entre 108 et 110 ; 3° l'emprunt or 6 0/0, de 3.000.000 de liv. st., de 1895, émis à 98, à Londres ; 4° un emprunt or 5 0/0, de 1 1/2 millions de liv. st. (30 millions de marks) placé en Allemagne également cette année, et divers autres emprunts de moindre importance, remboursables en 1915.

Quant aux opérations similaires de 1874 et 1877, les premières qu'aient contractées le Céleste Empire (au taux usuraire de 8 0/0 et au cours de 95 0/0) elles étaient déjà liquidées en 1884.

Les diverses dettes sont gagées sur les revenus des douanes maritimes, dont l'administration a été si bien organisée et continue à être si habilement dirigée par sir Robert-Hart. Le rendement annuel de ces Douanes a été le suivant, depuis treize ans (en *taëls de Haikwan*, valant 8 fr. 26 à la parité de 15 1/2, et représentant, avec la dépréciation de l'argent au 31 décembre 1894, une valeur de 3 fr. 73) : 1882, 14.085.672 taëls ; 1883, 13.286.757 ; 1884, 13.510.712 ; 1885, 14.472.766 ; 1886, 15.144.678 ; 1887, 20.541.399 ; 1888, 23.167.892 ; 1889, 21.823.762 ; 1890, 21.996.226 ; 1891, 23.518.021 ; 1892, 22.689.054 ; 1893, 21.989.300 ; 1894, 22.523.605 taëls.

Ainsi, pour l'an dernier, en prenant le cours (au 31 décembre 1894) de 3 fr. 73, les recettes des Douanes maritimes ressortent à 84 millions de francs environ, c'est-à-dire à une somme plus de cinq fois supérieure aux besoins du service de la Dette extérieure.

En dehors de cette source de revenus, d'un contrôle facile, il en est d'autres sur lesquelles on n'a pas de données positives ; ce sont : les droits de *likin* (douanes intérieures), les impôts fonciers et autres, tributs, licences, etc., etc., produisant, — d'après les renseignements officieux qu'ont publiés les journaux anglais de l'Extrême-Orient — de 5 à 600 millions de francs. Mais,

pour celles-ci il n'y a pas d'administration régulière; le bon plaisir des mandarins, dont l'unique préoccupation est de s'enrichir au détriment du Trésor impérial, constitue la règle.

Quant aux douanes maritimes, leur rendement pourra s'accroître dans des proportions considérables avec l'ouverture de nouveaux ports prévue dans le traité de Simonosaki.

***

Nous avons sous les yeux le rapport sur le commerce extérieur de la Chine en 1894 établi par M. Kopsch, le secrétaire-statisticien de l'Administration de sir Robert-Hart. Malgré la guerre, les épidémies et les maux de toute sorte dont l'Empire du Milieu a souffert l'an dernier, le mouvement est en progression sur 1893: les *importations* se sont élevées à 162 millions de taëls haïkwan (soit, à 3 fr. 73, 604.200.000 francs) et les *exportations* à 128 millions 100 mille taëls (477.813.000 francs). Tandis que les premières n'ont progressé que de 39 millions 911 mille francs, la plus-value des exportations est de plus de 42 millions 1/2 de francs par rapport à l'année antérieure. Sous l'influence des changes, les sorties de produits chinois vers les pays à étalon-or se développent de jour en jour et certains articles qui n'avaient jamais été exportés ont pris le chemin de l'étranger.

M. Kopsch constate que l'augmentation des importations est due, non pas à l'accroissement des quantités, mais aux nouvelles évaluations résultant de la hausse des prix en or.

Ainsi, les statistiques nous apprennent que, en 1890, quand le cours moyen du *taël haikwan* ressortait à 5 shill. 2 d., le marché chinois a absorbé 17.400.000 pièces de cotonnades étrangères et 18.600.000 pièces en 1891; mais lorsque le *taël* baissa à 3 shill. 2 d., l'importation tomba au-dessous de 14 millions de pièces, les prix de ces cotonnades dépassant la puissance d'achat du consommateur chinois.

Par contre, l'industrie cotonnière indigène s'est développée d'une façon remarquable; on estime qu'au cours de l'année 1895, il y aura 360.000 broches, 3.000 métiers à tisser et environ 15 filatures (dont la construction s'élève à Sanghaï, à Ning-po et dans les ports du Yangtsé) en pleine activité. La filature de Sanghaï, qui avait été détruite par un incendie, il y a quelques mois, est déjà à peu près réédifiée.

Les exportations de laine de la Chine paraissent avoir un bel avenir: elles ont passé de 34.800 piculs en 1884, à 226.000 piculs en 1894; pour les cotons bruts, la progression a été de 576.000 piculs en 1893, à 747.000 piculs en 1894; le Japon en a absorbé la plus grande partie. Mais les embarquements pour l'Europe se chiffrent par 104.000 piculs et semblent avoir une tendance marquée à se développer.

« L'observateur réfléchi, conclut M. Kopsch, verra que, si on ne se décide pas à réhabiliter l'argent, la lutte entre les pays producteurs obligera l'Occident à chercher un refuge dans le protectionnisme, comme l'ont fait l'Australie, le Canada et les Etats-Unis, pour se défendre contre la main-d'œuvre à bon marché des Chinois.» Nous serons plus catégoriques que le secrétaire statisticien des Douanes maritimes: en nous appuyant sur les documents publiés toutes les semaines dans notre *Chronique monétaire*, nous entrevoyons l'époque où les industries coalisées de l'Extrême-Orient, favorisées par une main-d'œuvre abondante et d'un prix exceptionnellement bas, et par l'inégalité des régimes monétaires, accapareront le marché du monde.

***

Mais cette digression nous entraîne loin de notre sujet; aussi bien, elle n'a d'autre sujet que d'indiquer très sommairement l'avenir réservé à ce vaste empire, que ses récentes défaites semblent avoir peu affecté.

Pour en revenir à l'emprunt, il soulève de nombreux problèmes, fort délicats, en ce sens que les intérêts des nations étrangères peuvent se heurter dans les accords à intervenir et que les diverses puissances européennes ou américaine veillent, avec un soin jaloux, à ce que l'une d'entre elles ne soit pas favorisée au détriment des autres.

En attendant qu'on ait trouvé un terrain d'entente, nous conclurons dans les termes suivants:

Si les douanes maritimes permettent déjà de gager un emprunt très important, une réorganisation administrative et fiscale de la Chine donnerait à ses finances un développement impossible à évaluer en l'état actuel. Pour atteindre ce but, la constitution d'une Commission de contrôle internationale s'impose; nous ignorons si la question a été soulevée et si c'est là une des conditions posée par les futurs prêteurs, mais elle vient tout naturellement à l'esprit.

C.-R. Wehrung.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

pendant les quatre premiers mois de 1895

RÉSUME COMPARATIF des Importations et Exportations par catégories pendant les quatre premiers mois des dix dernières années (1886-1895).

IMPORTATIONS (en milliers de francs)

Années	Matières premières	Objets fabriqués	Objets d'alimen.	Total des import.	Or, arg. et billon
1895	728.359	172.687	309.441	1.210.487	171.951
1894	833.605	186.359	446.074	1.466 038	91.269
1893	779.517	171.287	308 516	1.259.320	228 660
1892	800 813	258 763	596.474	1 656 050	154.604
1891	895 197	204.953	477.057	1.577.207	192.442
1890	873.602	193.922	451.444	1.518 968	87.135
1889	801.623	178.453	468.575	1.448 652	77 207
1888	691 286	172.130	461 049	1 324.465	91.655
1887	710.231	177 577	458.248	1.346.056	109.527
1886	703.294	173.558	505.693	1.382.545	168.194

EXPORTATIONS (en milliers de francs)

Années	Matières prem.	Objets fabriqués	Objets d'alimen.	Colis postaux	Total des export.	Or, arg. et billon
1895	273 134	594.749	178.778	40 458	1.087.119	92.281
1894	229.114	542.161	206.742	30.290	1.008 307	52 083
1893	276.619	585.241	220 580	27.357	1.109 797	66 089
1892	256 376	532 350	241.795	16.737	1 050 258	77.325
1891	253 507	631.122	234.705	19.952	1.139.286	87.899
1890	285.670	657.435	271 480	15.422	1.230.007	67.141
1889	285.437	607 810	242 579	15 087	1.150.913	66 564
1888	255.093	550 530	209.176	12.799	1 027 598	128.077
1887	246.546	532.301	210.372	10 192	999.411	155 410
1886	231 922	538.723	212.604	6.963	990.212	69.704

Les résultats ci-dessus sont satisfaisants, si l'on tient compte de la dépression générale qui pèse sur le commerce extérieur des grandes nations européennes. L'exportation de nos produits manufacturés a augmenté de 52 millions 1/2 depuis le commencement de l'année, tandis que l'importation des produits similaires étrangers a diminué, au contraire, de 13 millions 1/2. Enfin, la balance, qui se soldait à la fin d'avril 1894 par un déficit global de 458 millions de francs, se trouve ramenée, fin avril 1895, à un excédent d'importation de seulement 123 millions.

Nous ne pouvons que souhaiter que la tendance de reprise de nos exportations se continuent pour les prochains mois.

Résumé des échanges avec les principaux pays

(En milliers de francs)

ÉTATS	Avril 1895			4 premiers mois 1895		
	Importat.	Exportat.	Différ. pr l'exp.	Importat.	Exportat.	Différ. pr l'exp.
Angleterre	43.309	84.520	+ 41.211	161.228	309.697	+148 469
Allemagne	25.228	36 230	+ 11.002	96 921	103.104	+ 6 183
Belgique	24 882	51.202	+ 26.320	95 351	170.180	+ 74.829
Suisse	5 320	13.740	+ 8 420	20.027	41.388	+ 21.361
Italie	9.474	11.091	+ 1.617	34 742	41 407	+ 6 665
Espagne	14 768	9.708	— 5.060	54.467	35.820	— 18.647
Turquie	6 120	4.188	— 1 932	29.177	17.804	— 11.373
Etats-Unis	21 596	25.108	+ 3.512	136 635	110.203	— 26.432
Brésil	5.080	6 693	+ 1.613	24 844	27 942	+ 3 098
Républ. Argentine	19.061	3.619	— 15.442	75 811	15.604	— 60.207

MÉTAUX PRÉCIEUX. — Importations et Exportations des Métaux précieux pendant les quatre premiers mois des années 1893-1894-1895 (Valeur en milliers de francs) :

Matières	IMPORTATIONS (milliers de fr.)			EXPORTATIONS (milliers de fr.)		
	1895	**1894**	**1893**	**1895**	**1894**	**1893**
Or en lingots	36.810	17 301	21.229	3.594	1 214	1.568
Or monnayé	123 209	39.094	153.281	70.657	24.507	33.280
Argent en lingots	9.581	5.308	5.023	3 608	2.769	5 180
Argent monnayé	22.332	29.524	41.079	13.486	23.484	26 059
Monnaie de billon	17	41	15	934	107	1
Totaux	191.950	91.270	223.659	92.281	52.032	66.089

Comme nous l'avions fait prévoir le mois dernier, le mois d'avril a donné lieu à une importante sortie d'or chiffrant par 43.776.000 francs. La plus grande partie de cet or a été expédiée en Angleterre en contre-partie des actions de mines dont le marché français a été inondé ces derniers temps. Mais il ne faut pas oublier que les chiffres indiqués par la statistique officielle sont toujours fortement au-dessous de la vérité, les exportateurs ayant une tendance marquée à ne déclarer qu'une somme inférieure à la somme réellement expédiée. La période des quatre premiers mois 1895 reste cependant avec une plus-value d'entrées de 85.768.000 francs.

Les entrées d'argent des quatre premiers mois ont été de 31.913.000 fr., contre une sortie de 17.094.000 fr., soit une plus-value d'entrées de 14.819.000 fr. Pour le mois d'avril, la plus-value a été de 3.073.000 fr.

Billon. — Pendant les quatre premiers mois de 1895 nous avons eu une forte exportation de monnaie de cuivre et de billon s'élevant, en valeur, à 934.200 fr. Les entrées ne s'élèvent qu'à 17.100 fr.

RESUMÉ des perceptions opérées par le service des douanes et le service des contributions indirectes pendant les quatre premiers mois des années 1893, 1894 et 1895 :

DÉSIGNATION	**1895**	**1894**	**1893**
Service des Douanes :	Mille fr.	Mille fr.	Mille fr.
Droits de douanes à l'importation	120.903	176.428	135.968
— — à l'exportation	»	»	»
— de statistique	2.006	2.175	2.082
— de navigation	2.414	2.821	2.437
— et produits divers de douanes	1.559	1 802	1.563
Taxe de consommation des sels	6.493	6.223	6.152
Total	133.375	189.449	148.502
Service des contribut. indirectes :			
Boissons et droit de fabr. des bières	144.169	146.153	150.455
Sels	3.273	3.267	3.325
Sucre indigène (droit de fabrication)	43.091	39.143	39.879
Droits divers et rec. à diff. titres	32.439	33.079	32.977
Vente des tabacs	120.389	120.732	120.889
— des poudres	2.958	2 390	2.438
— des allumettes	6.872	7.692	7.345
Total	353.191	352.456	357.308
Total général des perceptions	486.566	541.905	505 810
A déd. les dép. p. primes ou drawbacks.	212	192	184
Reste acquis au Trésor	486.354	541.713	505.626

Les perceptions opérées par le service des douanes, pendant les quatre premiers mois de 1895, ont été inférieures à celles de la même période de 1894 de 56.074.000 francs. Cette moins-value est presque entièrement imputable aux entrées de céréales, dont les droits n'ont été que de 13.551.000 francs, contre 58.988.000 francs, dans les quatre premiers mois de 1894 ; les vins sont en diminution de 3.877.000 francs.

Pour les contributions indirectes, la perception des droits pour les quatre premiers mois de 1895 est en plus-value de 735.000 francs sur la même période de la dernière année, les boissons sont en diminution de 1.984.000 francs ; par contre, le droit de fabrication du sucre indigène a augmenté de 3.948.000 francs.

Les entrées de navires pendant les quatre premiers mois de 1895 ont été inférieures de 938 à celles de la même période de 1894, le tonnage a diminué de 539 milliers de tonneaux. A la sortie le nombre des navires a augmenté de 267, mais le tonnage est en réduction de 11 milliers de tonneaux.

RÉSUMÉ de la navigation de la France pendant les quatre premiers mois des années 1894 et 1895 *(navires chargés)* :

	ENTRÉE				SORTIE			
	1895		1894		1895		1894	
Navires français	Nomb de navir.	Ton.	Nomb de navir.	Ton.	Nomb de navir.	Ton.	Nomb de navir.	Ton.
		(mill t.)		(mill t.)		(mill t.)		(mill t.)
Avec colonies et possessions françaises	570	387	489	327	611	474	546	391
Grande pêche	9	1	5	1	465	48	306	37
Etranger :								
Pays d'Europe	1.283	438	1.422	508	1.327	478	1.256	483
— hors d'Europe.	208	298	208	293	188	261	172	251
Total	2 070	1.126	2.124	1.129	2.594	1.266	2.280	1.167
Navires étrang.								
Avec colonies et possessions françaises	31	21	63	46	32	18	45	18
Etranger :								
Pays d'Europe	4.305	1.862	5.032	2 231	3 749	1.273	3.742	1.340
— hors d'Europe.	490	744	615	888	122	204	163	240
Total	4 826	2.628	5 710	3.165	3.903	1.497	3.950	1 608
Total général	6.896	3.755	7.834	4.294	6.497	2.764	6.230	2.775

TONNAGE des navires chargés, français et étrangers, pendant les quatre premiers mois des années 1893, 1894 et 1895 (entrées et sorties réunies) :

En tonneaux

	1893	1894	1895	Différence par rapport à 1894		
				Total		%
Dunkerque	514.064	624 615	532.478	—	92.137	14.75
Calais	294 193	256.623	254.003	—	2.620	1.02
Boulogne	407.326	290 122	308.495	+	18.373	6.33
Dieppe	161.779	248 686	202.582	—	46 104	18.54
Le Havre	1.166 887	1.256.927	1.197.612	—	59.315	1.71
Rouen	297.771	379.405	252.586	—	126 819	33.42
Nantes	39 585	55 261	42.891	—	12 370	22.38
Saint-Nazaire	251.674	257.716	237 912	—	19 804	7.68
Bordeaux	607.284	600.152	494.746	—	105.406	17.56
Bayonne	109.103	132 042	116.061	—	15 981	12.10
Cette	261 435	222.461	248.977	+	26.516	11.91
Marseille	2 060 044	2.036.408	1.912 858	—	123.550	6 06
Nice	38.946	43 212	36 013	—	7.199	16.65
Autres ports	785.421	667.122	680.144	—	13.022	1.95
Tous les ports	6.495.512	7.070 752	6.519.358	—	551.394	7.79

Pendant les quatre premiers mois de 1895, le commerce maritime total, comparé à la même période de 1894, a subi une diminution de 551.394 tonneaux ou 7,79 0/0 c'est une légère amélioration à l'actif du mois d'avril. Tous les ports, Cette et Boulogne exceptés, ont été atteints par cette moins-value. Comparée aux quatre premiers mois de 1893, la dernière période est en plus-value de 23.846 tonneaux ou 0,36 0/0.

P. B.

LA CONVERSION DE LA COMPAGNIE DE L'EST

Les actionnaires de la *Compagnie des Chemins de fer de l'Est* se sont réunis le 30 avril dernier pour entendre les comptes de l'exercice 1894. Disons de suite que, pendant l'année écoulée, nous n'avons pas à relever d'amélioration sensible dans l'ensemble du trafic, et que l'insuffisance à supporter par la garantie, du fait des Conventions de 1883, se trouve fixée à 17.573.000 francs, supérieure de 568.000 fr. à celle de 1893. Mentionnons aussi que le dividende des actions a été établi au minimum garanti par les susdites Conventions, soit à 35 fr. 50, et passons à la question qui, à cette même assemblée du 30 avril, présentait un intérêt particulier, c'est-à-dire à la conversion des *Obligations 5 0/0* encore en circulation.

Il s'agit ici de 331.243 obligations qui imposent à la Compagnie une charge annuelle de 9.488.663 fr. Les porteurs ont à opter, ou pour la réduction à 22 fr. 50 de

l'intérêt fixé à 25 fr., ou pour le remboursement anticipé à 650 francs de ces obligations. Pour obtenir le remboursement, il leur a été accordé un délai qui expire aujourd'hui 25 mai, et pendant lequel ils ont dû adresser leur demande. Passé ce délai, ils seront considérés comme ayant accepté la réduction d'intérêt, qui ne commencera à porter, comme nous le mentionnions dans notre *Marché Financier* du 20 avril dernier, que sur le coupon à l'échéance du 1er décembre prochain.

Cette question de conversion, qui a trouvé des opposants à l'assemblée générale sus-mentionnée, a fait, depuis qu'elle a été votée, couler pas mal d'encre. On s'est emparé des textes de loi, on les a torturés, et on est arrivé à cette conclusion, à savoir : que la *Compagnie de l'Est* n'avait nullement le droit d'imposer à ses obligataires, ni un remboursement anticipé, ni une réduction d'intérêt. En conséquence, un Comité de défense des obligataires s'est formé, qui veut porter devant les tribunaux la question de savoir si oui ou non la *Compagnie de l'Est* peut en user vis-à-vis d'eux comme elle en a pris la décision. L'affaire sera portée devant toutes les juridictions, et nos plus éminents jurisconsultes seront certainement appelés à prêter, en cette occasion, le concours de leurs lumières.

En fait, la question a un grand intérêt. La *Compagnie de l'Est* n'est pas la seule, en effet, à avoir des dettes qui lui pèsent lourdement. Toutes nos autres Compagnies sont dans le même cas avec les obligations 5 0/0 et 4 0/0 qu'elles ont encore en circulation. Et comme les capitaux que représentent ces titres sont considérables, comme après les *Obligations 5 0/0 et 4 0/0* — et par suite de la diminution constante du taux de l'intérêt — il peut arriver qu'un jour aussi la conversion des *Obligations 3 0/0* soit d'actualité; qu'il y a là plus de quinze milliards de francs d'engagés, le débat soulevé dès maintenant est intéressant à suivre.

Est-ce donc la première fois que nous nous trouvions en présence d'une conversion d'obligations ? En aucune façon. Mais il semble qu'ici on ait à compter avec de gros détenteurs qui ne veulent pas, sans combattre, accepter une résolution qui peut être suivie d'autres semblables, et qui, probablement, contrarie dans une certaine mesure des calculs établis en vue d'opérations déjà engagées. Il ne faut donc pas s'étonner si, de tous côtés on discute pour savoir jusqu'à quel point la *Compagnie de l'Est* est fondée à se prévaloir du droit qu'a, en principe, le débiteur de se libérer à toute époque vis-à-vis de son créancier. L'article 1187 du *Code civil* dit bien : « Le terme est toujours présumé stipulé en « faveur du débiteur, » mais il ajoute : « à moins qu'il « ne résulte de la stipulation ou des circonstances « qu'il a été aussi convenu en faveur du créancier. »

Or, vous avez, dit-on, à la *Compagnie de l'Est*, émis des obligations pour lesquelles vous vous êtes engagée à payer un intérêt annuel de 5 0/0 l'an, et que vous avez déclarées remboursables par voie de tirages au sort dans un certain délai d'années, et suivant un tableau d'amortissement imprimé sur les obligations mêmes. N'y a-t-il pas là une stipulation en faveur de vos créanciers, et prétendez-vous, maintenant, les contraindre à accepter, par anticipation, un remboursement qu'ils ont le droit de refuser ? Viendrez-vous arguer de ce qui s'est fait précédemment par d'autres Sociétés ou Compagnies ? Mais pouvait-on, contre elles, faire valoir la raison du tableau d'amortissement ? Et le fait même se serait-il déjà produit, que votre droit n'en serait pas pour cela mieux établi. Prétendriez-vous prendre pour exemple les Conversions auxquelles a, antérieurement, procédé l'Etat français ? Considérez que son droit de conversion, ou plus exactement de remboursement ne peut s'appliquer qu'aux *Rentes perpétuelles* et non aux *Rentes amortissables*.

Prenez-vous comme exemple les conversions du *Crédit Foncier* ? Mais le principe de celui-ci consacré par un jugement rendu en février 1893, est de rembourser ses obligations au fur et à mesure des amortissements produits sur les Emprunts hypothécaires, soit par le payement des annuités, soit par des remboursements anticipés des emprunteurs, et ce afin de maintenir toujours l'équilibre entre les emprunts en cours et les obligations en circulation. Enfin, souvenez-vous que votre Conseil d'Administration a, en 1851, déclaré ce qui suit :

> Il y a deux titres sur place : les obligations et les actions ; les obligations priment les actions et sont privilégiées *tout le temps de la concession ;* elles *reçoivent un intérêt fixe* et *sont affranchies de tout risque ;* les actions, au contraire, ne reçoivent qu'un intérêt éventuel et courent toutes les chances de l'entreprise.

Eh bien ! où est, avec le principe des remboursements anticipés, la situation exempte de tout risque de l'obligataire ? Est-ce qu'il ne courre pas tous les risques de l'entreprise ?

Certainement, les arguments ainsi exposés ne sont pas sans valeur ; mais nous estimons que la *Compagnie de l'Est* pourrait en opposer d'autres de quelque poids.

Et d'abord, en ce qui concerne la loi, pourquoi ne s'arrêter qu'à l'article 1187 du Code civil. L'article 1156 dit :

> On doit, dans les conventions, rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes.

L'article 1135 :

> Les conventions obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à *toutes les suites que l'équité, l'usage* ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature.

Article 1160 :

> On doit suppléer dans le contrat les clauses qui y sont *d'usage,* quoiqu'elles n'y soient pas exprimées.

Or, lorsque l'emprunt en obligations 5 0/0 de 500 fr. dont il s'agit ici fut présenté, quelle a été l'intention du souscripteur ? S'assurer, en dehors de l'intérêt qui lui était alloué, une prime de 150 francs par titre. Conformément au tableau d'amortissement, nous dira-t-on. Mais ce tableau d'amortissement, croyez-vous que l'obligataire ne l'ait pas considéré comme un *minimum* qui lui était assuré annuellement. Car, n'est-ce pas là, au fond, le vrai sens à attacher à ces tableaux d'amortissement dont on fait si grand cas maintenant. On dit de plus que le droit pour l'Etat ne peut s'appliquer qu'aux *Rentes perpétuelles* et non aux *Rentes amortissables.* Mais il nous semble pourtant qu'en 1890, l'Etat a remboursé par anticipation les *Obligations Trentenaires* émises en vertu de la loi du 29 décembre 1876 et du décret du 12 juin 1877.

Et vraiment, est-on hors la loi en faisant ce qu'a fait l'Etat ? N'est-ce pas ici un usage ? On ne peut pas mettre une *Compagnie de chemins de fer* sur le même rang que le *Crédit Foncier*, assure-t-on. Et pourquoi ? Si la *Compagnie de chemins de fer*, dans l'état actuel des choses, arrive à restreindre ses dépenses, elle aura, pour une somme moindre, à avoir recours à la garantie de l'Etat, d'où diminution dans les charges du contribuable. Or, l'intérêt général du pays ne passe-t-il pas avant les intérêts particuliers ? N'est-ce pas là une question *d'équité ?* Viendra-t-on parler maintenant du risque de l'obligataire ? Nous n'estimons point qu'une prime de 150 francs par titre soit un *risque*. Et puisqu'on rembourse à l'obligataire dès maintenant son titre, court-il désormais des risques au sujet de l'entreprise elle-même ? On objectera encore que le détenteur actuel n'est plus le détenteur primitif. Cette objection tombe d'elle-même. Le détenteur actuel est aux lieu et place de l'ancien souscripteur, qui n'ayant déboursé que 500 fr. environ, reçoit aujourd'hui 650 fr., ne subissant ainsi aucun préjudice.

Certes, il est désagréable au porteur d'obligations, vu le rendement bas des capitaux, de se voir rembourser par anticipation. Mais présenterait-il des observations, ce même porteur, s'il trouvait, pour les capitaux qui lui sont rendus, un placement plus avantageux que celui qu'il obtient en ce moment ? Ce n'est donc pas contre le principe même de remboursement qu'il s'élève, mais bien contre son opportunité. Est-ce vrai ?

Et maintenant, disons que le rentier, tous comptes faits, n'est pas si à plaindre, quand on considère comment est traité l'agriculteur. Et pour terminer, faisons cette remarque : c'est que chacun des obligataires disposé à s'insurger contre le remboursement à 650 fr., imposé par la Compagnie, court quand même et dès maintenant le risque de ce remboursement, de par le tableau d'amortissement dont il paraît vouloir se faire une arme si terrible. C'est peut-être humain, mais ce n'est pas tout à fait logique.

A. LÉCHENET.

RIO-TINTO

Nous avons mentionné, il y a huit jours, dans notre *Marché Financier*, les fluctuations imprimées, dans les cours précédents, aux actions de la *Compagnie Rio-Tinto* qui, cotées le 2 avril dernier à 335 fr., s'étaient élevées à 435 fr. sur des rumeurs venues de Londres. Ce haut cours n'a pu être maintenu. Nous sommes revenus à 390 fr. et nous sommes, actuellement, à 407 fr. 50, après avoir détaché le solde de dividende de 5 fr. 03.

Il va de soi que, comme toujours, c'est Londres qui avait donné le signal de la hausse. On a, de l'autre côté du détroit, reparlé entente entre les producteurs de cuivre métal, et nous avons eu soin, samedi dernier, dans nos informations anglaises, de reproduire ce qui se disait à ce sujet. Nous devons à la vérité de dire que l'on paraît s'être un peu trop hâté d'escompter une convention à laquelle la *Compagnie de Soufre et de Cuivre de Tharsis* ne veut pas adhérer, que la *Compagnie Calumet et Hecla* refuse, paraît-il, comme contraire aux lois de l'Etat de Michigan, et qui, en définitive, ne semble pas devoir aboutir. Pourquoi? Parce que, surtout, il aurait été reconnu qu'il n'y avait pas lieu de se hâter à conclure une entente quelconque, attendu que le montant du cuivre à exporter en Europe dans les douze mois prochains ne pouvait pas excéder 60.000 ou 65.000 tonnes, limite que stipulait la convention en élaboration. On voit, par ce qui précède, avec quelle prudence on doit accueillir des nouvelles destinées à provoquer périodiquement une hausse momentanée dans les cours du métal et, par contre-coup, des mouvements de reprise sur les actions des mines, notamment sur celles de *Rio-Tinto*, dont la spéculation anglaise ne demande qu'à profiter.

Aura-t-elle réussi cette fois, comme elle a réussi si souvent déjà? Nous avons lieu d'en douter. On se souvient que nous nous sommes toujours montrés plus que défiants au sujet des actions de *Rio-Tinto*, et ce que nous écrivions, par exemple, le 23 avril 1893, est là pour en témoigner. Nous a-t-on enfin écoutés? Nous le croyons ; car d'après ce qu'il nous a été donné de voir, les maisons d'arbitrage de Paris, qui travaillent avec l'Angleterre, ont acheté ici nombre de ces titres depuis le commencement de la dernière hausse pour les revendre à Londres ; ce qui indique que la France a profité du mouvement actuel pour alléger considérablement son portefeuille d'une valeur qui lui a, en de si fréquentes occasions, causé de profondes désillusions.

C'est avec plaisir que nous constatons le fait, d'autant plus que rien, dans la situation de la *Compagnie de Rio-Tinto* et depuis nos dernières réserves, ne s'est produit qui puisse nous amener à modifier nos impressions anciennes. Examinons, par exemple, l'exercice 1894, et voyons ses résultats. Ils ont été moins favorables qu'en 1893, et n'ont permis que la distribution d'un dividende total de 8 shillings, soit 10 fr. 05 par action, alors que l'année précédente avait donné 17 fr. 60. C'est le plus petit dividende depuis 1886. Il est vrai que la baisse du cuivre, qui a atteint en 1894, 3 liv. 8 sh. ou 85 fr. environ par tonne, a, commme il a été dit de vive voix à l'assemblée générale du 19 avril dernier, contribué à cette réduction de dividende ; il s'ensuivrait que l'amélioration qui s'est produite récemment dans les cours du métal devrait profiter à la Compagnie. Dans quelle proportion? C'est ce qu'il est difficile d'établir. Il faudrait, d'abord, que cette amélioration se maintienne. Puis, il ne faut pas perdre de vue que la *Compagnie de Rio-Tinto*, en effet, ne vend pas ses produits au jour le jour ; elle a soin de s'assurer à l'avance l'écoulement de ses productions à tel point que, dès 1893, si nous ne nous trompons, elle avait conclu des contrats pour ses pyrites jusqu'en 1896. Or, quels sont, exactement, ses engagements actuels, jusqu'à quelle époque est-elle liée, et est-elle assurée, pendant la hausse, de pouvoir contracter de nouveaux engagements avantageux avec les consommateurs?

Nous ne voyons pas que rien ait été dit à ce sujet aux intéressés à l'assemblée dont nous parlons plus haut. Le président, l'honorable M. Matheson, a bien fourni quelques explications, mais ces explications sont succinctes, et nous les résumons comme suit :

En 1894, l'extraction a porté sur 1.387.095 tonnes de minerai, contre 1.333.002 tonnes en 1893. Les *pyrites* produites se décomposent ainsi, en tonnes :

	1893	1894
Embarquement par navire......	477.656	498.540
Traitement sur place...........	855.346	888.555
	1.333.002	1.387.095

avec une teneur moyenne de 3,027 0/0, contre 2,996 2.819 et 2,648 0/0 pour les trois années précédentes. Quant aux ventes de cuivre, elles ont porté, pour le cuivre produit, sur 20.425 tonnes, contre 19.900 en 1893, et pour le cuivre de pyrites, sur 10.636 tonnes, contre 11.964 l'année précédente.

Les *profits* de l'entreprise ont atteint 557.098 liv. st. dont 86.547 liv. st. provenant du *change*. A cette somme, il y a lieu d'ajouter le report de l'exercice précédent, 71.174 liv. st. ; on arrive donc au total de 628.272 liv. st., dont il faut déduire les *frais généraux*, les charges des emprunts, etc., soit 398.185 liv. st. Reste alors un solde de 230.087 liv. st.

Sur ce solde de bénéfices de 230.087 liv. st., il est prélevé : 1° pour le capital-actions, 130.000 liv. st., représentant, comme nous l'avons dit plus haut, 8 shillings par action ; 2° pour appliquer au fonds de réserve 75.000 liv. st.; quant au solde de 25.087 liv. st., il est reporté à nouveau.

Ainsi, les profits nets réalisés en 1894 ne représentent qu'un peu plus de 7 0/0 du capital-actions nominal, et l'action, de 10 liv. st. ou 250 fr., bénéficie quand même, à l'heure actuelle, et au cours de 407 fr. 50, d'une prime de 157 fr. 50. N'est-ce pas excessif, et est-ce admissible? Car, enfin, le rendement de ce titre, et à ce prix, ne représente qu'un placement annuel d'environ 2 1/2 0/0. Faut-il compter sur l'avenir? Si oui, il faut également prendre en considération la dette-obligations de la Compagnie — dette amortissable — qui s'élevait, à l'origine, à 4.300.000 liv. st., et qui, au 30 décembre 1894, s'établit encore au chiffre de 3.437.060 liv. st. Et si on fait valoir, en faveur de la *Compagnie de Rio-Tinto* mille bonnes raisons, que dira-t-on de la *Compagnie des Mines de Tharsis?* Cette dernière, au capital de 1.250.000 liv. st., a pu, en 1894, amortir 24.000 liv. st. sur sa dette-obligations, affecter 56.526 liv. st. à ses amortissements et réserve pour incendies, et distribuer à ses associés 125.000 liv. st. (4 shillings ou 5 fr. par action), soit 10 0/0 sur le capital nominal. Elle aussi avait une dette-obligations sur laquelle il ne reste plus à rembourser que 26.500 liv. st. ; et cette dette sera même éteinte complètement avant le 1er juillet prochain, de sorte que l'exploitation sera allégée d'une charge annuelle de 25.000 liv. st. minimum, ce qui représente 1 fr. par action. Or, l'action *Tharsis*, de 2 liv. st. ou 50 fr., a donné, en 1894, 5 fr. de dividende contre le *Rio-Tinto* 10 fr., ce qui équivaut à dire que deux actions *Tharsis*, qui valent ensemble, aux cours actuels, 242 fr. 50, donnent un revenu équivalent à celui de l'action *Rio-Tinto* qui cote, en ce moment, 407 fr. 50. N'y a-t-il pas là une anomalie par trop évidente? Et cela même en dehors de toute question d'amortissement.

Nous savons ce que l'on va répondre. Un projet est à l'étude, pour le *Rio-Tinto*, qui a trait à la conversion de ses *obligations 5 0/0* encore en circulation. Le solde non remboursé de ces titres s'élevait, au 31 décembre dernier, à 3.437.060 liv. st. Or, on voudrait rembourser ces 3.437.060 liv. st. et émettre, en remplacement, des *obligations 4 0/0*, dont la souscription serait déjà assurée par un groupe influent. Cette conversion procurerait une économie de 34.000 liv. st. par an environ, et, de plus, comme on pourrait prolonger la période d'amortissement, vu la longueur présumée d'existence de la mine, on arriverait, dit-on, à une économie annuelle de près de 100.000 liv. par an, ce qui représenterait une plus-value de dividende de 6 shillings ou 7 fr. 50 par action. On se trouverait donc, en ne prenant en considération que les cours actuels, en présence d'un rendement de 4 3/8 0/0 environ. Mais, qui peut avancer, par contre, que la *Compagnie de Rio-Tinto* pourra toujours profiter, comme elle l'a fait jusqu'à présent, d'un bénéfice sur le change qui s'est élevé, en 1894, à 86.547 liv. st.? Plus le change espagnol s'améliorera, en effet, et moins la Compagnie bénéficiera. Ce n'est pas là un bénéfice d'exploitation proprement dit, mais bien un profit éventuel qui peut disparaître à un certain moment.

En tout cas, si les actions de la *Compagnie de Rio-Tinto* reprennent le chemin de Londres, il faut estimer que c'est tant mieux pour nous. Le tout sera, lorsqu'elles auront repassé le détroit, de savoir ne pas nous en embarrasser de nouveau.

J. M.

Compagnie Internationale des Wagons-Lits

C'est le 16 avril dernier que les actionnaires de la *Compagnie Internationale des Wagons-Lits* se sont réunis en assemblée générale ordinaire pour statuer sur les comptes de l'exercice 1894. Contrairement aux appréciations émises il y a un an, les résultats obtenus au cours de l'année sociale ont été légèrement supérieurs à ceux de 1893. En effet, la recette nette sur les voitures s'établit ainsi :

	1893	1894
Services ordinaires....Fr.	2.498.813 04	2.657.604 08
Restaurants..............	1.599.315 87	1.806.510 40
Trains de luxe...........	1.339.206 45	1.312.785 54
Fr.	5.437.335 36	5.776.900 02

Si, à ce montant de 5.776.900 fr. 02, on ajoute les recettes nettes des services auxiliaires, soit 265.141 fr. 03 (en diminution de 18.963 fr. 03 sur 1893), on obtient un total de 6.042.041 fr. 05, dont il faut déduire les frais d'exploitation.

Ces frais d'exploitation accusent, à 3.172.385 fr. 41, une diminution de 38.543 fr. 10 sur l'année précédente, et ramènent le bénéfice brut réalisé à 2.869.655 fr. 61. Ajoutons, à ce montant, le report de l'exercice 1893, soit 1.126 fr. 65, déduisons la rémunération de 3.305 fr. 73 accordée aux commissaires par l'assemblée générale, et nous obtenons un total de 2.867.476 fr. 53.

De ce chiffre, il convient de retrancher :

Pour frais extraordinaires, patentes, droits de timbre, tantièmes aux employés........Fr.	136.138 25
Pour déficit de la Caisse de secours.........	6.845 15
Pour intérêts sur les obligations............	795.594 50
Pour intérêts et commissions de banque....	156.459 28
Pour remboursement de 2.252 obligations...	1.126.000 »
Fr.	2.221.037 18

Reste alors, comme bénéfice........Fr. 646.439 35 qui ont été répartis comme suit :

10 0/0 à la réserve............Fr.	64.643 93	
10 0/0 à l'Administration et à la Direction..........................	64.643 93	
80 0/0 aux actionnaires.	517.151 49	
		646.439 35

Ce bénéfice, un peu supérieur à celui de 1893, a permis de répartir aux actions un dividende de 20 fr., en augmentation de 2 fr. 50 sur 1893, ce qui représente 4 0/0 sur le capital nominal contre 3 1/2 0/0 l'année précédente. C'est une amélioration ; toutefois, nous sommes encore loin des dividendes répartis de 1878 à 1892, et qui ont varié de 5 à 7 1/2 0/0. Faut-il, maintenant, croire que, comme le dit le rapport du Conseil d'administration, l'accroissement des recettes d'exploitation va se continuer ? Souhaitons-le. Les quatre premiers mois de 1895 accusent dans les recettes une augmentation de 280.594 fr. sur 1894, mais cette progression continuera-t-elle ?

Il est aussi certains points sur lesquels on ne saurait assez s'appesantir : c'est, tout d'abord, la durée des contrats passés par la Compagnie avec les diverses entreprises de Chemins de fer sur lesquelles elle fonctionne ; puis, la réfection du matériel. Au sujet des contrats, la Compagnie fait tout pour prolonger ceux existants ; et elle a déjà réussi à l'étranger avec la ligne de *Varsovie-Vienne*, la *Société Italienne des Chemins de fer de la Méditerranée*, etc. ; en France, avec la *Compagnie des Chemins de fer de l'Est* et la *Compagnie d'Orléans*. Elle a, de plus, conclu des arrangements pour la circulation d'un train de luxe entre Ostende et Vienne, pour des services restaurants entre Moscou et Varsovie, entre Madrid et Barcelone ; pour des services de voitures-lits en Suisse, entre Budapest et Fiume, etc. Ce qui veut dire qu'elle s'attache de plus en plus à se faire considérer comme l'auxiliaire nécessaire des Chemins de fer. Malheureusement, elle a toujours à compter avec des difficultés nées surtout des immobilisations de capitaux auxquelles elle a été contrainte. Son portefeuille de valeurs se chiffre par un montant de 6.284.042 fr. 10 dont la réalisation n'est pas à espérer maintenant. Il comprend :

25.000 fr. »	représentés par 250 actions de la *Compagnie Internationale* pour la fourniture du matériel accessoire de chemins de fer, actuellement en liquidation, mais qui a rendu, en dividendes, le capital engagé ;
21.250 fr. »	représentés par 180 actions de la *Compagnie Internationale des Voyages ;*
2.410.000 fr. »	représentés par 4.820 actions privilégiées de 500 francs chacune de la *Compagnie Internationale des Grands-Hôtels ;*
764.183 fr. 98	représentés par 5 410 actions ordinaires de la même Compagnie ;
2.776.000 fr. »	représentés par 27.760 actions de 100 francs chacune de la *Compagnie Générale de Construction ;*
287.608 fr. 12	représentés par 641 obligations hypothécaires 4 1/2 0/0 de la même Compagnie.

Et comme la Compagnie avait, précédemment, obtenu des crédits de banque, qu'il lui a paru devoir les rembourser et, par suite consolider sa situation financière, elle a dû, pour arriver à ce résultat, procéder à une émission nouvelle d'obligations de 5 millions de francs 4 0/0 3e série, remboursables par voie de tirages jusqu'en 1916, et offertes à 93 5/8 0/0 jouissance 1er avril 1895 à Bruxelles et à Amsterdam. Or, cet emprunt nouveau a quelque chose de regrettable, bien que l'amortissement, dans la Compagnie, fonctionne vite. En effet, le gage de la dette-obligations consiste surtout au 31 décembre 1894, en 458 voitures figurant au bilan pour 24.332.404 fr. 84. Comme nous l'avons fait remarquer anciennement, nos Compagnies de chemins de fer construisent maintenant des voitures de luxe autrement confortables que celles de la *Compagnie des Wagons-Lits*, que l'on répare, il est vrai, que l'on revise, mais qui peuvent quand même, un jour prochain, être tout à fait démodées. Et, malgré cela, la dette-obligations augmente. Si les *Wagons-Lits* possédaient des réserves sérieuses encore ! Mais, au 31 décembre 1894, elles n'atteignent qu'un montant modeste de 909.147 francs 01 !

On voit donc que, si les recettes sont plus favorables, la situation de la *Compagnie des Wagons Lits* ne présente pas, au fond, beaucoup d'amélioration sur les années précédentes. Aussi aurait-il été sage, cette fois

encore, de ne pas augmenter le dividende. De même, si la Compagnie procède à la Conversion de ses obligations 3 0/0, elle devra penser à porter le profit qu'elle retirera de cette opération à son fonds de prévoyance. Ce sera un acte de sagesse qui satisfera ceux qui, comme nous, ne désespèrent pas complètement de son avenir.

P. B.

Informations Économiques et Financières

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	16 mai	24 mai
ACTIF		
Encaisse de la Banque : (16 mai / 24 mai)		
Or .... 2.053 239.147 / 2.051.110.916	3.293.223.382	3.299.785.536
Argent... 1.239.983.945 / 1.245.674.620		
3.293.223.382 / 3 299.785.536		
Effets échus hier à recevoir ce jour....	347.811	87 217
Portefeuille Paris { Effets Paris........	174.564.104	174.531.284
Portefeuille Paris { Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor..........................	»	»
Portefeuilles des succursales...........	275.295.757	265.513.762
Avances sur lingots à Paris.............	1 322 000	1 282.000
Avances sur lingots dans les succursales	2.138.000	2 187 700
Avances sur titres à Paris..............	136.781.690	136.596.062
Avances sur titres dans les succursales	153.171.627	152.934.183
Avances à l'Etat........................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve....................	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles......................	99.627.294	99.626.568
Rentes immobilisées.....................	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales..............	15.340.787	15.287.737
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales.................	4.105.822	4.118.544
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers..................................	86.864.358	88.637.529
Total...........	4.508 170.104	4.506.026.319
PASSIF		
Capital de la Banque....................	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital........	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834.......	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857........	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque.......	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale........................	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation........	3.547.626.615	3.509.917.300
Arrérages de valeurs déposées..........	16.955.013	17 098.323
Billets à ordre et récépissés............	28.317.338	27.408.472
Compte courant du Trésor, créditeur...	169.334.907	192.683.756
Comptes courants de Paris..............	383.346.172	400.611 246
Comptes courants dans les succursales.	63.105.101	61.199.117
Dividendes à payer......................	1.686 121	1.615.209
Escompte et intérêts divers.............	6.305.342	6.540.761
Réescompte du dernier semestre.......	782.337	782.337
Divers..................................	65.665.614	63.154 285
Total...........	4 508.170.104	4.506.026.319

Comparaison avec les années précédentes

	28 mai 1891	25 mai 1892	25 mai 1893	24 mai 1894	24 mai 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	3.041.9	3.091.4	3.114.3	3.436.2	3.509.9
Encaisse...........	2.556.6	2 840 3	2.991.9	3 050.6	3.299 7
Portefeuille........	801.5	480.9	505.1	595.3	440.0
Avances aux partic.	279.7	331.6	315.8	285.9	292 9
— à l'Etat....	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	169 8	199.3	102.5	137.9	192.6
— part...	567 5	522.6	430.4	504 0	501 8
Taux d'Escompte...	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 0/0
Prime de l'or.......	3 0/00	pair	2 0/00	pair	pair
Bénéfices nets......	9.318.8	6 367.7	4.365.1	5.473.2	2.422.2

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Depuis le 20 mai présent mois, les actions de la Compagnie du Boléo sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la 1re partie du Bulletin de la Cote.

24.000 actions de 500 francs, émises au pair, entièrement libérées et au porteur.

Siège social : à Paris, 56, rue de Provence.

Depuis le 21 mai présent mois, les 20.400 actions nouvelles de la Compagnie Générale française de Tramways, qui se négociaient sous deux rubriques distinctes, affectées l'une aux titres nos 1 à 8160, et l'autre aux titres nos 8161 à 20400, ne sont plus négociables que sous une seule rubrique, coupon no 1 attaché.

Les actions anciennes de ladite Société pourront continuer à se négocier jusqu'au 30 juin inclus.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société des Mines et Fonderies de Pontgibaud, en date du 30 novembre 1894, a voté la réduction du capital social de sept millions, divisé en 14.000 actions de de 500 fr. entièrement libérées, à 3.930.000 fr., divisé en 13.100 actions de 300 fr. également libérées, au moyen de l'annulation de 900 actions de 500 fr. et de la transformation des 13.100 autres actions en 13.100 actions de 300 fr.

Par suite, la Chambre syndicale a décidé qu'à partir du 25 mai présent mois, les actions de ladite Société ne seront plus négociables qu'en titres de 300 fr. au nombre de 13.100, portant les nos 1 à 12600 et 13001 à 13500, et munis de l'estampille suivante : « Capital ramené à 3.930.000 fr. (trois millions neuf cent trente mille francs), divisé en 13.100 actions de 300 fr. donnant droit, chacune, à treize mille centième de tout l'avoir social (assemblée générale extraordinaire du 30 novembre 1894). »

Le Rendement des Impôts. — Nous avons publié dans notre numéro 174, page 592, le rendement des impôts en avril 1895, d'après les chiffres fournis par le Ministre des finances. Nous donnons ci-dessous les chiffres complets et rectifiés des rentrées du mois d'avril et des quatre premiers mois de 1895, en y joignant celles de l'Algérie pour mars et les trois premiers mois :

BUDGET DE L'ÉTAT (France et Algérie)

RECOUVREMENTS du mois d'avril 1895

Désignation des produits	Recouvrements (Milliers de francs) Recouv. avril 1895	Evaluat. budgétaires.	Différences par rapp. aux évaluat. budgétair.	Différences par rapport à 1894
FRANCE (1895)				
Impôts directs...............	»	»	»	»
Impôt 4 0/0..................	15.342	15.397	— 55	— 50
Enregistrement..............	51.380	46.864	+ 4.515	+ 914
Timbre.......................	16.580	15.159	+ 1.420	+ 515
Douanes......................	31.871	32.871	— 1.000	— 1.571
Contributions indirectes.....	47.102	45.951	+ 1 150	+ 604
Sels.........................	2.404	2.304	+ 100	+ 277
Sucres.......................	12.689	15.115	— 2.426	— 3.557
Tabacs.......................	32.366	30.957	+ 1.409	+ 1.754
Allumettes, poudres..........	2.663	2.628	+ 35	— 203
Postes, Télégr. et Téléphones	18.135	16.009	+ 2.126	+ 2.263
Domaines.....................	1.033	1.219	— 186	— 132
Forêts.......................	137	161	— 24	— 5
Produits divers..............	910	681	+ 225	+ 301
Ressources exceptionnelles..	»	»	»	»
Recettes d'ordre.............	3.443	3.573	— 130	— 139
Totaux pour la France...	236.058	228.898	+ 7.159	+ 1.001
ALGÉRIE (mars 1895)				
Impôts directs...............	143	165	— 22	— 22
Impôt 4 0/0..................	24	10	— 14	+ 11
Enregistrement..............	274	355	— 81	— 34
Timbre.......................	352	314	+ 38	+ 5
Douanes......................	812	989	— 177	— 167
Contributions diverses.......	377	365	+ 11	+ 58
Tabacs.......................	29	45	— 15	»
Poudres......................	54	56	— 2	+ 12
Postes, Télégr. et Téléphones	326	317	+ 9	+ 21
Domaines.....................	78	103	— 25	+ 12
Forêts.......................	21	13	+ 8	+ 12
Produits divers..............	57	41	+ 16	+ 20
Recettes d'ordre.............	327	300	+ 27	+ 105
Totaux pour Algérie....	2 877	3.076	— 198	+ 35

BUDGET DE L'ÉTAT (France et Algérie)
RECOUVREMENTS des quatre premiers mois de l'année 1895

Désignation des produits	Recouvrements (Milliers de francs)			
	Recouv. des 4 prem. mois de 1895	Evaluat. budgétaires.	Différences par rapp. aux évaluat. budgétair.	Différences par rapport à 1894
FRANCE (1895)				
Impôts directs	»	»	»	»
Impôt 4 0/0	32 333	32.342	— 309	— 296
Enregistrement	170.559	170.874	— 314	— 4.441
Timbre	56 835	55 522	+ 1.312	— 524
Douanes	120 675	134.471	— 13.846	— 52.261
Contributions indirectes	176.608	183.402	— 6.794	— 2.624
Sels	9.766	9.777	— 11	+ 276
Sucres	49 318	47 613	+ 1.735	— 135
Tabacs	120.389	120.889	— 500	— 343
Allumettes, poudres, etc.	9 974	9 916	+ 58	— 250
Postes, Télégr. et Téléphones	67 759	63 757	+ 4.002	+ 3.925
Domaines	3.356	3.863	— 507	— 514
Forêts	1 248	1.099	+ 149	— 54
Produits divers	3.400	3.747	— 347	— 690
Ressources exceptionnelles	»	»	»	»
Recettes d'ordre	10 186	10.563	— 377	— 378
Totaux pour la France	832.089	847 839	— 15.750	— 58.310
ALGÉRIE (3 1ers mois 1895)				
Impôts directs	163	188	— 24	— 24
Impôt 4 0/0	79	64	+ 14	+ 21
Enregistrement	842	972	— 129	— 78
Timbre	1.003	986	+ 16	— 51
Douanes	2 323	2.718	— 395	— 830
Contributions diverses	688	759	— 71	+ 39
Tabacs	82	107	— 24	— 11
Poudres	133	150	— 16	+ 7
Postes, Télégr. et Téléphones	950	936	+ 14	+ 41
Domaines	250	315	— 65	+ 11
Forêts	48	111	— 63	+ 25
Produits divers	197	105	+ 91	+ 138
Recettes d'ordre	499	589	— 90	+ 49
Totaux pour l'Algérie	7.260	8.002	— 741	— 615

Les Titres Russes à la Banque de France (*Extrait de la Convention passée au mois d'avril 1895 entre le Ministère impérial des Finances de Russie et la Banque de France*). — La Banque de France recevra, au Siège central, où elle les conservera dans ses caisses, les titres de la Dette Publique russe extérieure payable en métalliques, qui lui seront déposés par les porteurs désireux d'avoir des titres nominatifs.

Cette faculté sera étendue, ultérieurement, aux succursales qui recevront les dépôts desdits titres, les transmettront au siège social, aux frais et risques des déposants, dans le même délai qu'elles le font pour les valeurs françaises.

En représentation de ces titres au porteur, la Banque délivrera par chaque dépôt aux déposants des certificats nominatifs timbrés à leurs frais, signés par deux fonctionnaires de la Banque accrédités par le Gouvernement impérial, tant pour le dépôt que pour le retrait des titres et visés par un employé du service du Contrôle de la Banque.

Elle sera responsable de la conservation des titres au porteur, sauf en cas de force majeure.

Elle veillera, par son service du Contentieux, aux mutations et aux retraits, demeurant bien entendu qu'elle n'acceptera que les opérations régies par la loi française.

Les dépôts faits par des personnes incapables, au point de vue de la loi française, pourront être acceptés après examen du service du Contentieux.

Elle surveillera les tirages des titres amortissables et, en cas de sortie, à des tirages, de tout ou partie des numéros afférents aux certificats nominatifs délivrés par elle, elle en préviendra les titulaires sans assumer, de ce chef, aucune responsabilité.

Elle se chargera de rembourser les titres amortis.

Elle paiera, après encaissement, à ses déposants, aux échéances, à Paris et dans les succursales, les coupons échus, soit en espèces, soit en créditant les déposants titulaires de comptes à la Banque.

Elle rendra les coupons en nature aux déposants qui en feront la demande.

Les déposants seront exonérés de tous droits autres que le timbre des certificats.

Ce service commencera à fonctionner le 1er juillet 1895.

Recettes et Dépenses de la Ville de Paris. — Situation sommaire à la fin du mois d'avril 1895 :

Nature des recettes	Pendant le mois	Depuis le commencement de l'exercice
I.—*Recettes constatées.*		
Ordinaires :		
Octroi	12.399.207 33	48.397.073 26
Autres recettes	8.048.354 55	13.966.468 65
Extraordinaires :		
Fonds généraux	239.079 38	14.946.536 79
Fonds spéciaux	1.449.725 »	59.240.756 84
Totaux	22.136.366 26	136.550.835 54
II. — *Dépenses ordonnancées.*		
Ordinaires :		
Dette municipale (1re section)	8.832.630 »	46.515.241 09
Autres dépenses	11.772.699 51	45.376.399 41
Extraordinaires :		
Fonds généraux	917.136 33	3.324.743 90
Fonds spéciaux	2.513.109 23	15.832.236 47
Totaux	24.035.575 07	111.048.620 87

Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse
Opérations du 1er au 30 avril 1895

Reçu des déposants :

A Paris	300	versements	86.376 08
Dans les départements	52.865	—	876.628 »
Ensemble	53.165	—	963.004 08

Payé aux déposants :

Arrérages de rentes viagères	1.138.304 87
Payé à leurs héritiers : Remboursements de capitaux réservés	2.353.481 90
Ensemble	3.491.786 77

Les nouvelles rentes inscrites s'élèvent à ... 63.386 » aux noms de 296 parties.

Le total des rentes viagères est de ... 33.344.645 » réparties entre 198.899 titres.

La Caisse a perçu pour arrérages ou remboursements de rentes et valeurs .. 7.941.683 54

Elle a placé :

En obligations départementales et communales et du Trésor public 1.370.029 80

Mouvement des Caisses d'Epargne. — Voici le relevé des opérations concernant les Caisses d'épargne ordinaires, du 11 au 20 mai 1895 :

Dépôts de fonds	8.248.309 04
Retraits de fonds	4.919.601 90
Excédent de dépôts	3.328.707 14

Excédent de dépôts du 1er janvier au 20 mai 1895 : 40.492.893 fr. 46.

Capitaux employés en achats de rentes, du 1er au 20 mai 1895, pour le compte des déposants des Caisses d'épargne ordinaires : 640.115 fr. 65.

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er janvier au 30 avril	27.210.000	25.360.000
Du 1er au 10 mai	1.970.000	2.430.000
Du 11 au 20 mai	1.830.000	1.970.000
Du 21 au 23 mai	900.000	680.000
Du 1er janv. au 23 mai	31.910.000	30.440.000

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 22 mai 1895.

Désaccord ministériel. — La Question monétaire. — Sucre et alcool. — Les Accidents de Chemins de fer. — La Loi Bérenger en Saxe — Le Chemin de fer Central de l'Afrique orientale. — La Société de Dynamite.

Les violentes sorties de la *Gazette de Cologne* contre M. de Kœller ne sont pas restées inaperçues. Tous les journaux les ont reproduites, et, dès à présent, M. de Kœller est considéré comme l'antagoniste du prince de Hohenlohe. Tel M. Miquel contre le chancelier de Caprivi.

Est-il bien sûr que la *Gazette de Cologne* ait reçu ses inspirations de M. de Hohenlohe. Il y a eu des démentis discrets, dont la valeur est contestable. Ce qui est certain, c'est que le Chancelier de l'Empire est un conservateur moins résolu que M. de Kœller. Mais, il ne faudrait pas en déduire que, si lutte il y a, le subordonné recueillera un jour la place de son supérieur. L'histoire de M. d'Eulembourg et du général Caprivi est encore toute récente et ce n'est pas le Ministre d'Etat prussien qui l'a emporté.

En attendant, M. de Hohenlohe est serré de près par les bimétallistes. Après le fait, sans exemple, d'un vote de la Chambre des seigneurs de Prusse contre le Gouvernement, la Chambre des députés vient à la rescousse. Comme M. de Mirbach, le Dr Arendt a fait voter sa proposition en faveur du bimétallisme international. Dès le début de la discussion, les monométallistes ont déposé un amendement, qui aurait privé de toute signification le vote de la proposition.

Le député du Centre Rinteln proposait de supprimer les mots « dans le but final d'établir le bimétallisme international ». Après une discussion assez développée, à laquelle ont pris part MM. Arendt, de Zedlitz, Brœmel, de Eynern, etc., l'amendement monométalliste Rinteln a été rejeté par 187 voix contre 92.

Le texte de la proposition Arendt a été adopté par la même majorité. Toutefois, il est bon de noter que M. de Zedlitz avait fait ajouter au texte primitif les mots « y compris l'Angleterre ». Je vous envoie un compte rendu très développé des débats.

Le Ministre des finances a du reste annoncé que le Chancelier de l'Empire était disposé à commencer sans délai les négociations pour atténuer les maux causés par la dépréciation de l'argent.

Le projet de loi sur le régime fiscal de l'alcool a soulevé bien des mécontentements. Les distillateurs de mélasses se plaignent d'être sacrifiés au profit des distilleries agricoles de pommes de terre. Elles seront, disent-ils, incitées à la surproduction et inonderont le marché.

D'autre part, les associations coopératives de distillerie qui fonctionnent dans le Midi seront lésées par les dispositions du projet de loi.

La *Germania* en cite des exemples caractéristiques. Une association, dont la production globale est élevée, paierait huit fois plus d'impôt qu'une grande distillerie agricole. Si le Centre s'était rallié à cette thèse, la loi eut été rejetée. Mais elle a été adoptée en première et en deuxième lecture avec quelques modifications. Au cours de la discussion, M. de Posadowski a exprimé son aversion pour le système des primes d'exportation, qu'il tient pour un mal nécessaire.

La Chambre des députés de Prusse discute la nouvelle loi sur les sucres. Sans insister sur les données techniques de la loi que je vous ai déjà indiquées dans une de mes lettres, je dois citer une importante déclaration de M. de Hammerstein, le Ministre prussien de l'agriculture. Des négociations sont engagées avec l'Autriche et avec d'autres puissances dans le but d'amener la suppression des primes d'exportation. Ce serait la meilleure solution de la crise sucrière qui sévit ou qui menace tous les pays producteurs de sucre.

La première lecture de la loi s'est achevée sans encombre. Pendant la seconde lecture, M. Spahn a fait voter, avec l'adhésion du Gouvernement, une disposition additionnelle intéressante. Elle autorise le Conseil fédéral à modifier le taux des primes d'exportation et même à les supprimer, si les autres puissances sont disposées à prendre la même mesure

Les accidents ne sont pas rares sur le réseau allemand. Ainsi, pendant le seul mois de mars, et sans compter le réseau bavarois, qui est complètement autonome, on a relevé 31 déraillements sur voie libre, 27 déraillements et 10 rencontres de trains dans les stations, 158 petits accidents divers. Dans l'ensemble, ils n'ont pas été inoffensifs. 170 personnes ont été blessées, dont 35 employés atteints gravement et 94 légèrement blessés. Dix voyageurs comptent parmi les victimes de ces accidents. Les agents et les ouvriers en service ont fourni 10 morts, les voyageurs et les employés au repos 8.

La loi Bérenger a trouvé en Allemagne des partisans décidés. Le Gouvernement saxon se dispose à établir le système de la libération conditionnelle. L'honorable M. Bérenger peut être fier de ce succès, qui n'a pas été obtenu sans combat.

La Société de l'Afrique orientale allemande, d'accord avec la section coloniale du Département des affaires extérieures, songe à établir un chemin de fer entre la côte et l'intérieur de ses possessions. La *Deutsch Bank* s'intéresse à l'affaire, et une Commission spéciale s'est déjà réunie le 17 avril en présence du Dr Kayser, chef de la section coloniale. D'après l'accord qui a été conclu entre les trois parties intéressées, il s'agit de créer un chemin de fer dit Central de l'Afrique orientale. La prochaine séance de la Commission aura lieu le mois prochain, et l'on prévoit qu'elle sera fructueuse.

Malgré les détournements commis par M. Zander, l'ancien chargé de pouvoirs et premier comptable de la Société de Dynamite (ancienne firme Alfred Nobel et Cie) de Hambourg, la situation de la Société reste prospère. Les actionnaires recevront 20 0/0 de dividende, savoir : 100 marks pour le coupon no 19 de la 1re et de la 2e émission et 200 marks pour celles de la 3e émission.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	15 mai	Dif. 7 mai	15 mai	Dif. 7 mai
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.078.333	+ 12.880	889 688	+ 12.757
Billets du Trésor	27.172	+ 863	27.228	+ 829
Billets d'autres banques	9.826	— 561	11.377	— 1.291
Lettres de change	497.561	— 5.773	560.086	+ 6.126
Prêts sur titres	68.084	— 4.251	90.210	+ 9.799
Valeurs	8.504	+ 375	5.459	+ 172
Autres propriétés	40.931	+ 327	56.199	+ 16.239
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	1.051.243	— 23.058	945.733	— 43 901
Autres engagements à vue	520.836	+ 26.597	532.981	+ 88 212
Autresengagements	8.335	+ 318	11.599	+ 338

Comparaison avec 1894 et 1893

(Millions de marks)

Stock métallique

	1893	1894	1895
30 avril	863,3	875,4	1.070,3
7 mai	861,6	876,9	1 065,4
15 —	870,6	889,7	1.078,3
23 —	884,3	932,8	....,.
30 —	885,7	935,4	....,.

Lettres de change et prêts sur titres

	1893	1894	1895
30 avril	758,9	646,5	603,2
7 mai	752,3	634,4	575,6
15 —	748,6	650,3	565,6
23 —	723,1	636,5	....,.
30 —	740,0	649,6	....,.

Circulation

	1893	1894	1895
30 avril	1.012,7	1.005,9	1.095,7
7 mai	990,4	989,6	1.074,3
15 —	963,0	945,7	1.051,2
23 —	931,6	920,5	....,.
30 —	947,0	932,9	....,.

Réserve de billets

	1893	1894	1895
30 avril	177,1	199,7	200,1
7 mai	201,2	219,8	217,4
15 —	237,7	276,0	254,3
23 —	282,0	345,2	....,.
30 —	269,7	337,0	....,.

Emigration par les Ports allemands. — On annonçait que l'émigration s'était largement développée depuis quelques mois. Il paraît qu'il n'en est rien. Le tableau suivant le démontre :

	En avril		Depuis le 1er janvier	
	Hambourg	Brême	Hambourg	Brême
	(Passagers)			
1891..	13.549	24.022	33.155	52.919
1892..	13.800	19.527	42.102	51.283
1893..	10.471	15.395	21.323	29.746
1894..	4.511	5.846	10.461	15.986
1895..	3.389	5.535	10.336	15.545

Production du Fer brut. — L'Union de l'Industrie allemande du fer et de l'acier porte à 470.420 tonnes le montant de la production du fer brut en Allemagne et en Luxembourg pendant le mois d'avril 1895. Dans ce total, le fer brut puddlé et le spiegel-eisen entrent pour 120.763 tonnes métriques, le fer brut Bessemer pour 51.236 tonnes, le fer brut Thomas pour 227.891 tonnes, le fer brut de fonderie pour 70.530 tonnes.

La production des fers bruts en avril 1894 était de 438.056 tonnes. Elle s'est donc accrue cette année de 32.000 tonnes.

En mars 1895, on avait fabriqué 11.000 tonnes de moins. Depuis le 1er janvier jusqu'au 30 avril, la production a livré 1.875.843 tonnes contre 1.708.168 tonnes pendant la période correspondante de 1894.

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 24 mai 1895.

L'argent des reports a été assez cher. Il coûtait de 3 3/4 0/0 à 4 0/0 tout en se réduisant à 3 1/2 0/0 pour certains titres. Aussi, il a fallu vendre pour la liquidation qui, de ce chef, est assez laborieuse. Mais les Lots turcs et les Roubles, qui sont rares, n'ont pas faibli.

La tendance générale est faible sauf sur certains titres favorisés.

Les affaires de mines d'or deviennent de plus en plus nombreuses et le public allemand ne se montre pas rebelle à l'attrait de ces actions à faible valeur nominale qui permettent toutes les espérances. Toutefois les difficultés qui se produisent sur le marché minier de Londres causent ici une impression défavorable.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 22 mai 1895.

Situation ministérielle. — Bruits de Dissolution. — L'Emprunt Chinois. — Les Opérations des Banques.

On a fait courir ces jours-ci le bruit de la dissolution prochaine de la Chambre des Communes et bien qu'aucun renseignement précis n'ait été obtenu à ce sujet, il est évident que, dans l'état d'impuissance où se trouve la majorité gouvernementale, la session parlementaire ne peut rien gagner à se prolonger. On a parlé aussi de la démission prochaine de lord Rosebery qui, n'éprouvant aucune amélioration dans son état de santé, se déciderait à laisser le pouvoir à sir William Harcourt. Cette succession ne serait pas facile : tous les appétits ont été surexcités par la tactique de lord Rosebery et aucun n'a été cependant satisfait. Cela même vient de donner lieu à un incident, qui montre bien dans quel état de désorganisation se trouve la majorité : un député écossais ayant demandé de faire voter un nouveau bill en faveur des *crofters*, tenanciers des hautes terres et des îles d'Ecosse, n'a pas obtenu de sir W. Harcourt une réponse satisfaisante ; il s'est alors empressé de démissionner et quelques-uns de ses collègues écossais menacent de passer à l'opposition si le Chancelier de l'Echiquier ne leur donne pas immédiatement satisfaction. On comprend qu'il soit difficile de gouverner avec une pareille majorité.

Je n'insiste pas sur les interpellations qui se sont produites au sujet de la politique française en Afrique. M. E. Grey a répondu une fois de plus la même chose aux mêmes questions sur l'Ouganda et sur le Haut-Nil. On commence, même ici, à ne plus attacher beaucoup d'importance à ces interpellations périodiques.

L'emprunt chinois, que va nécessiter le paiement de l'impôt de guerre, fait l'objet de beaucoup d'informations fort contradictoires et il est assez difficile de démêler le vrai du faux. On a dit que l'emprunt serait de 25 millions et même de 50 millions de livres sterling, mais il est peu probable que même la plus faible de ces sommes soit nécessaire, car on offre de tous les côtés aux Chinois de l'argent contre des concessions de toute nature et les ressources que leur Gouvernement pourra ainsi obtenir lui permettront de diminuer le chiffre de l'emprunt.

On est au courant des négociations engagées à Paris et de l'alliance qui paraît exister entre les agents diplomatiques de la France, l'Allemagne et la Russie pour écarter tout projet d'emprunt qui favoriserait une seule puissance, c'est-à-dire les Etats-Unis. Une chose peut surprendre, c'est que l'Angleterre soit à l'écart de ces négociations et le marché autant que la presse n'ont pas dissimulé leur étonnement à cet égard.

Le ton de certains articles laisse supposer toutefois que l'on ne se désintéresse pas ici de la question et que des efforts sont faits pour que l'emprunt chinois soit émis à Londres, parce que « la plus grande partie d'un emprunt est toujours dépensée à l'endroit où il est émis. » D'autres raisons sont données pour arriver au même but et je crois que cette question nous réserve encore bien des surprises et que j'aurai à y revenir.

Vous trouverez aux Informations la statistique habituelle des joint-stock-banks. Ces chiffres nous montrent que, pendant les deux dernières années, le capital employé dans les affaires de banque, au lieu de s'accroître, a diminué. Il est vrai que l'on pourrait relever une augmentation apparente ; c'est ainsi que le total du capital des joint-stock s'élève à 74.987.000 liv. au lieu de 74.857.000 liv. à la même époque de 1894, et de 74.883.000 liv. en mai 1893. Mais cette légère augmentation disparaît sensiblement si l'on considère le chiffre du capital des banques privées qui ont été absorbées par les joint-stock pendant cet intervalle et, au total, le montant du capital des banques est inférieur aujourd'hui à ce qu'il était il y a deux ans. La raison de ce fait est toute dans la dépression commerciale. Au point de vue des bénéfices, 1893 n'a pas été une année favorable et 1894 s'est trouvée encore pire. Toutes les banques ne clôturant pas leurs comptes à la même date, il est difficile d'établir un état des bénéfices pendant une même période ; on trouve cependant que si le total des bénéfices a été environ de 8.010.000 liv. en 1893, il ne s'est élevé qu'à 7.534.000 liv. en 1894. On voit que la situation pour les actionnaires n'a pas été des plus favorables.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

22 Mai 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés..........	51.260 925	Dette fixe de l'Etat...	11.015.100
		Rentes immobilisées..	5.784 900
		Or monnayé et lingots	34.460 975
Total..........	51.260.925	Total..........	51 260.925

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social........	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque).........	13 424 606
Réserve et profits et pertes..............	3.092 396	Portefeuille et avances	19.952 352
Trésor et administration publique.......	9.343.907	Billets en réserve....	25.737 475
Comptes particuliers..	34.694.285	Or et argent monnayés	2.692.637
Billets à sept jours, etc.	123 482		
Total..........	61.807.070	Total..........	61.807 070

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
13 Février	37.043	24 725	41 106	30 130	29.118	70	2
20 »	37.502	24.629	41.836	30.315	29.673	70	»
27 »	37.081	24.795	42.251	31.253	29.090	69	»
6 Mars	37 186	25 071	42 558	32.008	28 915	67	»
13 »	36.967	24.893	41.116	30.558	28.874	70	»
20 »	37.362	24.679	42.094	30.919	29.483	63	»
27 »	37.729	25.287	44.339	33.434	29.242	65	»
3 avril	37.744	26 123	42.950	32.891	28 420	66	»
10 »	36.653	26 316	39.600	30.278	27.136	68	»
17 »	36 755	26.018	40.357	30.531	27.536	68	»
24 »	37.492	25.978	41.810	31.251	28 313	67	»
1er Mai	37.036	26 238	41 698	31 877	27.597	66	»
8 »	36.928	26 213	42.021	32.289	27 514	65	»
15 »	36 956	25.798	43.311	33 135	27.959	64	»
22 »	37.153	25.523	44.038	33.376	28.430	64	»

Les Joint Stock Banks. — L'*Economist* vient de publier son résumé semestriel sur la situation des *Joint Stock Banks* anglaises. Le résumé actuel embrasse toutes les *Joint Stock Banks*, sauf trois établissements sans importance qui ont négligé de communiquer leur bilan ; il comprend, en outre, 40 banques privées pour un capital total de 11.968.000 liv. st., y compris les réserves et 65.831.000 liv. st. de dépôts.

Il y a un an, le montant total du capital payé de toutes les *Joint Stock Banks* du Royaume-Uni s'élevait à 74.857.000 liv. st., et le total actuel est de 74.987.000. Dans l'intervalle, quelques banques ont fait des augmentations de capital dont le total se monte 520.000 liv. st.; par contre, il y a eu des réductions provenant de fusions pour un chiffre de 390.000 liv. st. ; l'augmentation n'est donc que de 130.000 liv. st.

Voici quel est aujourd'hui le chiffre du capital versé des *Joint Stock Banks* :

	Capital souscrit	Capital versé
	£	£
Angleterre (y compris l'île de Man et les îles de la Manche)	208.700.000	58.584.000
Ecosse	29.135.000	9.302.000
Irlande	25.299 000	7.101.000
	263.134.000	74.987.000

Le chiffre formidable des dépôts reportés entre les diverses banques, qui a recommencé à progresser activement depuis octobre 1893, a atteint une nouvelle et énorme progression.

Au 22 octobre 1892, 104 banques détenaient 395 millions 900.000 liv. ; au 30 mai 1893, 103 banques en détenaient 396.638.000 ; au 21 octobre 1893, 102 banques n'en détenaient plus que 393.132.000 liv. ; elles en détenaient 393.587.000 au 19 mai 1894 et 99 banques, 402.034.000 au 20 octobre ; 100 banques en détiennent 419.026.000 au 18 mai 1895.

L'encaisse de ces banques, dans laquelle on comprend les ressources réalisables à bref délai, est toujours d'environ le quart des dépôts ; voici les variations qu'elle a subies :

21 mai 1892	£ 91.038.000	pour	£ 391.900.000	de dépôts
22 oct. 1892..	92.445.0 0	—	395 900.000	—
20 mai 1893..	93.384.000	—	396.638.000	—
21 oct. 1893..	89.434.000	—	393.132.000	—
19 mai 1894..	87.814.000	—	393.587.000	—
20 oct. 1894..	93.685.000	—	402.034.000	—
18 mai 1895..	106.391.000	—	419.026.000	—

L'institution du *clearing-house* permet de restreindre l'encaisse au minimum en évitant les gros retraits d'espèces.

Voici les chiffres les plus intéressants donnés par les bilans des Banques anglaises ; ces chiffres donnent une idée de leur puissance :

Nombre des Banques, y compris la Banque d'Angleterre, au 20 mai 1895	10
Nombre des succursales	2.63
Valeur au cours du jour du capital versé.	167.746.45
Capital souscrit	207.959.59
Capital versé	58.300.784
Réserves et profits et pertes	31.363.29
Billets au porteur	26.738.220
Acceptations	20.109.556
Créanciers divers	4.909.572
Dépôts et comptes courants	456.113.37
Espèces et valeurs à court terme	138.938.434
Titres en portefeuille	127.705.373
Escomptes et avances	305.584.763
Immeubles et mobilier	25.306.230

La situation des Banques d'Ecosse, dont les affaires reposent pour la majeure partie sur le crédit personnel, ne s'est pas modifiée. Les dix Banques d'Ecosse possèdent conjointement un capital de 29.135.000 liv. st.; leur circulation est insignifiante : 6.648.158 liv. st., mais leurs dépôts s'élèvent à 93.296.038 liv. st. Les escomptes, prêts et avances des Banques d'Ecosse sont de 61.334.656 liv. st. sur lesquels 44.888.297 représentent des crédits personnels accordés sous forme de *cash accounts*, avec la garantie de deux personnes solvables.

Mouvement des métaux précieux. — Le tableau suivant donne le mouvement des métaux précieux de mars et pendant les 4 premiers mois de l'année :

	Or		Argent	
	Avril	4 mois 1895	Avril	4 mois 1895
	£	£	£	£
Importations 1895	2 690 127	10 959 771	710.771	2 990.821
— 1894	2 559 779	7 499.066	653.647	4 046 894
Différence en 1895	+ 130.348	+3 460.715	+ 57 124	—1.056.073
Exportations 1895	2.000 720	8 290.848	859.819	3 545 400
— 1894	315.433	2 319.125	962 101	4.470.748
Différence en 1895	+1 685 287	+5 971.723	— 102.282	— 925 348

Clearing-House

Résultat des compensations du 16 au 22 Mai

Jeudi 16 mai ..... £	22 399.000	Lundi 20 mai ...... £	20.658.000
Vendredi 17 mai....	19.587 000	Mardi 21 mai	19.029.000
Samedi 18 mai......	17.603.000	Mercredi 22 mai	21.996 000
		Total.......£	121.272.000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 104.916.000.

Emprunt de Terre-Neuve. — Le Secrétaire d'Etat de Terre Neuve s'est rendu à Montréal pour entamer des négociations en vue d'un emprunt de 2 millions de dollars, pour couvrir la Dette de Terre-Neuve ; n'ayant pas réussi, il vient de se rendre à New-York.

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 24 mai 1895.

La liquidation qui a commencé mardi pour les valeurs minières ne s'est pas effectuée avec autant de facilité que les tendances du marché, pendant les séances de samedi et de lundi, permettaient de l'espérer.

Malgré les ventes importantes qui s'étaient produites, les positions restaient encore trop chargées à la hausse et les reports ont atteint un niveau assez élevé. Cette situation a provoqué un ralentissement général des tendances, mais les dispositions restent meilleures.

Les Consolidés conservent le cours de 106 3/16; les Chemins anglais sont un peu lourds.

Les fonds internationaux sont calmes ; le Mexicain est cependant affaibli sur le bruit de l'émission d'un nouvel emprunt. Les fonds nord-américains sont assez bien tenus.

Les Chemins américains, un peu éprouvés au début de la semaine sur la nouvelle que des froids très vifs compromettent la récolte, ont des tendances fermes.

Le Rio est en reprise sur le bruit que l'entente serait définitivement conclue.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 22 mai 1895.

Le nouveau Ministre des affaires étrangères de la Monarchie. — L'impôt personnel sur le revenu en Autriche. — Les travaux de régularisation du Danube. — La fin des achats d'or en Autriche. — Les relations commerciales avec l'Espagne. — Le nouveau tarif de voyageurs des chemins de fer de l'Etat.

Le comte Agénor Goluchowski, qui succède au comte Kalnoky comme ministre des affaires étrangères de la Monarchie de Habsbourg, appartient, comme ce dernier, au parti conservateur et à l'aristocratie; malgré son origine, on le dit plus autrichien que polonais, et on lui prête surtout des qualités incontestables d'homme d'Etat. L'incident du nonce pontifical, Mgr Agliardi, semble être clos à présent, et on pense que M. Banffy, qui a obtenu, en somme, gain de cause, fera tout son possible pour amener l'apaisement en Hongrie, tout en poursuivant les réformes préparées.

Les journaux officieux ont publié la lettre de l'Empereur-Roi nommant le comte Goluchowski conseiller secret, en même temps que Ministre des affaires étrangères.

Après de longs débats auxquels le ministre des finances cisleithanien, M. de Plener, a pris part, le *Reichsrath* a voté la plus grande partie du projet de loi relatif à l'impôt personnel sur le revenu, en adoptant l'échelle progressive proposée par la Commission budgétaire; toutes les autres propositions ont été rejetées.

Le Gouvernement a présenté aussi un projet pour les travaux de régularisation du Danube, comportant une dépense de 56 millions de florins à répartir sur douze exercices.

Je vous ai annoncé la semaine dernière que le Syndicat Rothschild avait exercé son droit d'option sur le dernier lot de 25 millions de rente-or autrichienne mis à sa disposition; cet événement considérable marque la fin de la première partie des opération financières prévues par les lois d'août 1892. Le groupe Rothschild avait jusqu'au 30 juin 1896 pour exercer son droit d'option; s'il s'est décidé à prendre ferme, dès à présent, les titres, c'est pour profiter des bonnes dispositions des marchés européens et aussi, sans doute, pour éviter la concurrence des emprunts Chinois projetés. Le taux auquel les titres de rente-or sont délivrés au Syndicat est le même que celui du 11 février 1890, c'est-à-dire à 101 1/4 usance de Berlin.

Le département des finances participera, comme vous le savez, à la moitié des bénéfices, après prélèvement d'une commission de 1/4 0/0 allouée au Syndicat, au-dessus du cours d'émission; en d'autres termes, le partage des bénéfices commencera à partir du cours de 102 65 0/0 usance de Berlin.

Après versement de l'or effectif pour la rente-or récemment émise, le stock d'or de la Cisleithanie s'élèvera à 200 millions 1/2 de florins, dont 190 millions 400 mille florins seront absorbés par le retrait des billets d'Etat.

L'Administration des Chemins de fer de l'Etat prépare un nouveau tarif de voyageurs qui serait appliqué à partir du 1er juillet prochain et dont elle attend une plus-value de recettes de 2 1/2 millions de florins devant servir à améliorer le sort des employés.

Le principe de la division des distances par zones forme la base du nouveau tarif, mais les subdivisions seront changées. Les calculs sont établi par myriamètre et les zones de 5 kilomètres ne sont admises que pour un parcours de 50 kilomètres.

Voici quelles sont les bases de ce nouveau tarif :

	Kreutzer par kilomètre		
	1re classe	2e classe	3e classe
De 1 à 100 kilomètres...	3-4	2-4	1-4
De 101 à 300 kilomètres..	3-2	2-2	1-2
De 301 à 600 kilomètres.	3	2	1
Au delà de 600 kilomètres	2-8	1-8	0-8

Ce nouveau tarif comporte donc des réductions pour les trois classes de voyageurs. Pour les longs trajets le prix du voyage en 3e classe est un peu majoré, tandis qu'il y a par contre diminution pour la 2e et surtout pour la 1re classe. Pour la zone de 291 à 300 kilomètres seulement il y a augmentation générale de 60 à 70 kreutzer. En résumé, les différences entre l'ancien et le nouveau tarif sont peu importantes. Le transport des bagages se fera aussi à des conditions plus réduites, la taxe, qui était de kr. 0,2 par kilomètre, pour un poids déterminé, étant abaissée à kr. 0,1 1/2.

Dans une des dernières séances de la Chambre autrichienne, le Ministre du commerce a déposé un projet de loi relatif aux relations commerciales avec l'Espagne. D'après ce projet le Gouvernement serait autorisé, à partir du 1er juillet prochain, c'est-à-dire après l'expiration de la convention actuellement en vigueur, à continuer les relations commerciales sur le même pied jusqu'à la ratification du traité signé fin 1893 qui a été, du fait de l'Espagne, ajourné à une date indéterminée. Ajoutons que, pendant l'année 1894, les exportations pour l'Espagne se sont chiffrées par 1 1/2 million de florins, contre 1 million 710.000 florins en 1893.

Informations Économiques et Financières

Les Recettes des Chemins de fer Austro-Hongrois. — Pendant le mois de mars 1895, les recettes du réseau austro-hongrois accusent une moins-value assez considérable par rapport à mars 1894, aussi bien sur l'ensemble que pour les recettes kilométriques de chacune des entreprises.

Ces recettes se sont élevées à 27.500.928 florins, contre 28.135.020 florins, soit 928 florins (au lieu de 980 florins) par kilomètre. La diminution de la recette kilométrique ressort donc à 5.3 0/0 pour le mois de mars dernier.

La *longueur moyenne* des lignes exploitées pendant le premier trimestre de 1895 étant de 29.644 kilomètres (au lieu de 28.698 en 1894), et le rendement total de cette période s'élevant à 75.394.545 florins (contre 77.790.683 florins pour la période correspondante de 1894), la recette kilométrique ressort, pour cette période, à 2.543 florins (contre 2.711 florins en 1894); si nous appliquons cette proportion à l'année entière, nous trouvons 10.172 florins (au lieu de 10.844 florins en 1894), soit une moins-value de 6.2 0/0.

Les recettes kilométriques varient entre 85.788 florins pour la *ligne de raccordement de Vienne* et 132 florins pour la *ligne de la Vallée de Taracz*. Citons entre autres :

	Recettes kilomét. en florins	
	Mars 1895	Différ. sur 1894
	—	0/0
Chemins de fer de l'Etat ou exploités par l'Etat	9.620	— 3,9
Staatsbahn (lignes autrichiennes) ...	16.882	— 1,3
Sudbahn (Chemins lombards), réseau principal et lignes locales autrichiennes	20.084	— 4,0
Nordbahn (réseau principal)	30.036	— 3,0
Nordwestbahn (Nord-Ouest)	13.504	— 8,4
Chemin de fer de la vallée de l'Elbe..	17.016	— 8,7
— Aussig-Teplitz	47.040	—17,6
— Kaschau-Oderberg lig. autric.	30.252	— 8,9
— Kaschau-Oderberg — hongr.	9.678	— 2,8
Lignes royales hongroises de l'Etat..	9.780	— 4,9

Le *Fremdenblatt* attribue les moins-values relevées dans le service des voyageurs partie à la mauvaise température, partie parce que les fêtes de Pâques sont tombées, cette année, en avril. Quant aux transports de marchandises, ils ont souffert des dégâts causés, sur nombre de points, par les fortes chutes de neige.

Les Caisses d'Epargne Postales en 1894, en Autriche. — Voici les chiffres extraits du 11e rapport

de l'Administration des Caisses d'épargne postales pour l'année 1894 :

Dans le *mouvement de l'épargne* le nombre des déposants s'est accru de 66.018 pour 4.745.114 florins en espèces et 1.911.700 florins en valeurs d'Etat, en dépôt aux Caisses d'épargne postales. A fin décembre 1894 on comptait 1.037.524 déposants, avec 14.840.500 florins en valeurs d'Etat et 38.426.551 florins en espèces. En outre, l'Administration a acheté, pour le compte des déposants, pour une valeur nominale de 18.904.010 florins en titres de l'Etat.

Le *mouvement des chèques* s'est accru de 2.363 participants. A la fin de l'exercice 1894 on comptait 25.834 participants pour 52.874.776 florins en espèces et 4 millions 929.170 florins en valeurs d'Etat. Le mouvement des chèques a été, en 1894, de 2 milliards 731 mille florins, dont 890 millions — soit environ 33 0/0 — s'appliquent au *clearing*.

Les bénéfices nets s'élèvent à 1.362.499 florins (contre 1.309.538 florins en 1894).

On voit, d'après ces résultats, que la situation des Caisses d'épargne postales s'améliore d'année en année.

La Sudbahn (Chemins Lombards) en 1894. — Le bilan de la *Sudbahn* pour l'exercice 1894 accuse, pour l'exploitation des lignes, un total net de bénéfices de 21.013.264 florins (contre 21.459.632 fl. en 1893), dont 17.767.678 fl. (au lieu de 17.771.217 fl.) s'appliquent au réseau autrichien et 3 245.586 fl. (au lieu de 3.688.415 florins) au réseau hongrois. A ces chiffres viennent s'ajouter : 4.887 fl. (au lieu de 4.979 fl.) pour les excédents de recettes des lignes locales et affermées et du Chemin de fer de raccordement de Vienne — 67.244 florins (contre 28.732 fl. en 1893), pour soldes d'intérêts et comptes divers, — 408.172 fl. (contre 258.083) pour l'exploitation des hôtels d'Abbazia, Goerz, Semmering, ainsi que pour les ateliers de Graz.

En additionnant ces divers facteurs on arrive à un total général de 21.493.569 fl. (contre 21.751.426 fl. en 1893), représentant les bénéfices de l'exercice 1894.

Il convient de placer en regard de ces chiffres les charges de la Société, savoir : service des intérêts, amortissement des emprunts et des actions 27.083.095 florins (contre 27.060.785 fl.), dont il faut déduire les annuités payées par le Gouvernement hongrois, 240.000 florins, et par le Gouvernement italien, 11.827.955 fl., — soit ensemble 12.067.955 fl. ; le solde des charges ressort alors à 15.015.140 fl., plus les pertes du change 3.656.971 fl., soit ensemble 18.672.110 fl. (au lieu de 18.582.321 fl. en 1893).

Si on déduit cette somme des bénéfices indiqués plus haut, l'excédent de l'exercice 1894 ressort à 2.821.458 florins, contre 3.169.105 fl. en 1893.

Le taux du dividende n'a pas encore été fixé, mais on pense qu'il ne dépassera pas celui de 1893, c'est-à-dire quatre francs par action.

La Société de Navigation à vapeur du Danube, en Autriche. — Les recettes totales en 1894, d'après le bilan de cette Société, se sont élevées à 11.040.726 florins, en diminution de 865.171 fl. sur l'exercice antérieur. Cette diminution porte, pour 813.085 fl. sur le service des marchandises, et pour 47.295 fl. sur le service des voyageurs.

Après déduction des frais généraux d'exploitation, les bénéfices nets ressortent à 1.250.865 fl., soit une moins-value de 468.813 fl. en comparaison avec 1893.

Le rapport constate que les prévisions basées sur la récolte hongroise et sur la reprise du mouvement des céréales ne se sont pas réalisées, le taux du fret ayant été considérablement réduit en Hongrie. Si l'exportation a été restreinte, le mouvement intérieur a été très animé ; mais ce sont les Sociétés de navigation à vapeur de l'Etat roumain et la Société Provinciale de Bosnie qui en ont profité.

Ainsi que nous l'avons déjà annoncé le dividende pour 1894 sera de 14 fl. par action.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 24 mai 1895.

Les grosses réalisations de la spéculation locale ont pesé, au début de la semaine, sur le marché viennois. Aussi, malgré la fin de la crise ministérielle, la cote est-elle, dans l'ensemble, en réaction. Toutefois, la perspective de nouvelles affaires provoque quelques rachats sur les titres des Sociétés de crédit, malgré un léger mouvement monétaire. Les reports en coulisse sont à 8 0/0.

La *Staatsbahn* vient de publier son bilan pour 1894 ; le coefficient d'exploitation ressort à 57,7 0/0, soit 2 1/2 0/0 de moins qu'en 1893 ; les bénéfices s'élevant à 28 millions 470 mille florins, soit 3 1/2 millions de plus qu'en 1893, le rendement du capital d'exploitation ressort à 2 77 0/0, contre 2 52 0/0 en 1893. Le mouvement du commerce extérieur à fin avril accuse, pour les quatre premiers mois, une moins-value de 12 1/2 millions de florins par rapport à 1893.

BELGIQUE

La Dette Publique Belge. — Le capital de la Dette publique belge se décomposait au 1er janvier 1894 comme suit :

Part dans la Dette des Pays-Bas 2 1/2 0/0	219.959.632
Emprunts 3 0/0 de 1873 à 1892	646.949.300
— 3 1/2 1re série	140.916.175
— 3 1/2 2e série	958.979.282
— 3 1/2 3e série	200.040.000
Rente à 3 0/0 pour servitudes militaires	2.885.815
Dette flottante (Bons du Trésor)	2[illegible].000.000
Total général	2.189.730.204

Pour l'exercice 1895, voici comment se décomposent les crédits ouverts pour le service de la Dette proprement dite :

	Intérêts du capital primitif	Amortissement
Dette 2 1/2 0/0	5.498.990 78	»
— 3 0/0	21.017.031 »	1.401.135 40
— 3 1/2 0/0 1re série	4.934.101 37	281.948 65
— 3 1/2 0/0 2e série	33.617.145 87	4.920.979 76
— 3 1/2 0/0 3e série	7.001.400 »	400.080 »
Totaux	72.068.669 02	4.004.143 81

En ajoutant à ces chiffres des crédits pour redevances, annuités diverses et autres charges, le total du budget de la Dette publique réclame un crédit annuel de 109.790.483 fr. 79.

Le Rendement des Impôts en Belgique. — Voici le relevé comparatif des impôts directs et des impôts indirects pendant le premier trimestre des années 1895 et 1894 :

I. — *Impôts directs.*

Nature des impôts	Montant des rôles 1895	Montant des rôles 1894	Recouvrements 1895	Recouvrements 1894
	En milliers de fr.		—	—
Contribution foncière ... Fr.	20.058	21.562	135.849	139.849
— personnelle	10.650	12.695	63.654	62.850
Droit de patente	2.813	3.405	181.325	193.652
Totaux	33.521	37.664	381.828	396.361

II. — *Impôts indirects et autres produits*

Nature des impôts	Evaluations 1895	Evaluations 1894	Recouvrements 1895	Recouvrements 1894
	En milliers de fr.		En milliers de fr.	
Douanes et accises ... Fr.	17.132	16.782	15.811	17.445
Enregistrement	12.733	12.806	11.357	12.595
Péages	41.099	39.633	37.482	33.090
Capitaux et revenus	4.460	4.258	4.275	4.181
Remboursements	954	919	954	919
Totaux	76.378	74.428	70.889	73.239
Fonds communal	7.790	7.673	8.082	7.768
Fonds spécial	1.517	1.517	1.627	1.517
Prélèvement pr parfaire le minimum du fonds spécial	599	692	»	3

La différence entre les recouvrements des impôts directs du 1er trimestre de 1895 et ceux correspondants de 1894 est de 14.533 fr. en faveur de ce dernier exercice.

Pour les impôts indirects et autres produits, le chiffre des recouvrements effectués pendant le 1er trimestre de 1895 est de 2.341.219 fr. 93 moins élevé que celui des recouvrements de 1894.

La Conversion du 3 1/2 0/0 Belge en 3 0/0. — Voici les principaux articles de la loi de conversion du 3 1/2 0/0 belge en 3 0/0 :

« Article premier. — Le Gouvernement est autorisé à rembourser au pair les divers emprunts émis par l'Etat à 3 1/2 0/0.

« Les remboursements pourront en être opérés successivement, suivant le mode à déterminer par le Ministre des finances.

« Art. 2. — Les porteurs d'obligations et les titulaires d'inscriptions nominatives auront la faculté d'en obtenir la conversion en dette à 3 0/0 au pair.

« Seront considérés comme ayant accepté la conversion ceux qui n'auront pas demandé le remboursement dans le délai à fixer par arrêté royal.

« Art. 5. — Le Gouvernement est autorisé à émettre des obligations 3 0/0 à concurrence du montant des remboursements qui devraient avoir lieu en vertu de l'article 1er.

« Il pourra être pourvu aux besoins éventuels que nécessiteraient ces remboursements, par une émission de bons du Trésor dont l'échéance ne dépassera pas cinq ans.

« Art. 6. — L'exercice du droit de remboursement des titres à émettre en vertu de la présente loi sera suspendu pendant huit années à partir du 1er mai 1895.

« Art. 12. — L'intérêt de 3 1/4 0/0 sur les cautionnements versés en numéraire dans les caisses du Trésor, alloué par l'article 27 du budget de la Dette publique pour l'exercice 1895, sera réduit à 3 0/0 à partir de la date à fixer pour l'entrée en jouissance à l'intérêt des nouvelles dettes 3 0/0. »

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 22 mai 1895.

Les Interpellations et le Système d'obstruction. — L'Attitude de M. Sagasta. — La Banque d'Espagne. — La Banque militaire. — La Rentrée des Impôts.

Les interpellations portant sur les récentes élections municipales ont retardé, pendant plusieurs séances, la discussion du budget. C'est la minorité républicaine qui adopte le système d'obstructionnisme à outrance, mais la responsabilité incombe surtout sur M. Silvela et ses amis qui ont attaché le grelot.

En vérité l'opposition ne fait guère preuve de patriotisme en se livrant à de pareils agissements quand les questions économiques et financières, à élucider aussitôt après le vote du budget, et la situation à Cuba devraient être l'objet des préoccupations générales. M. Sagasta lui-même l'a si bien compris que, tout en critiquant les actes du Cabinet, il a refusé de s'associer au vote de blâme présenté par les républicains et a décidé ses amis à hâter le vote du budget. Mais le parti libéral reprendra aussitôt après sa liberté d'action.

On a beaucoup ergoté ces jours derniers, sur les négociations relatives à une avance très importante, 150 millions de pesetas, que la *Banque d'Espagne* consentirait au Trésor de Cuba ; les nouvelles répandues à ce sujet sont des plus fantaisistes. Il est évident — je n'ai cessé de vous le répéter dans toutes mes lettres — que les frais de la campagne si vigoureusement menée dans la Grande Antille par le maréchal Martinez Campos préoccupent très sérieusement le Gouvernement, et qu'il étudie les moyens de trouver de nouvelles ressources quand celles dont il dispose actuellement seront épuisées.

Les entrevues du Gouverneur de la Banque avec le Ministre des finances ont donné naissance aux bruits dont il s'agit; mais M. Navarro Reverter suit d'une façon toute spéciale la marche de cet Etablissement, qui a toujours joué un rôle important dans les finances du pays.

Les Cortès ont approuvé le projet de loi transformant la *Banco Militar de Comercio* en *Banco Militar de Espana* et facilitant les avances aux militaires de toutes catégories, sans que le taux de ces avances puisse excéder 7 0/0 l'an. Voici les principales dispositions de ce projet :

La nouvelle Banque sera dirigée par un Gouverneur royal; pour être à même de faire face aux ebligations qui lui incombent, elle constituera son capital à 5 millions de pesetas en espèces métalliques, sans pouvoir émettre de titres autres que ceux représentant les sommes déboursées. La loi entrera en vigueur quatre mois après sa promulgation ; entre temps, la Banque devra constituer son capital et modifier ses statuts.

D'après les renseignements parvenus au Département des finances, les recettes s'améliorent : pour la première quinzaine de mai, le rendement des impôts accuse une plus-value de 900.000 pesetas sur la période correspondante de 1893.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 6 mai (18 semaines)

	1892	1893	1894	1895
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	4 728 901	5 005.571	5.189.717	5 058.635
Nord de l'Espagne (1959 k.)	18 274.336	17.677.568	18.461.166	16.119 134
Asturies (741 kil.)	3.269 761	3.698.938	4.105 659	3.855.986
Lérida-Reus (103 kil.).....	492 254	479 877	449.866	407.684
Almansa-Valence (460 kil.)	4.092 666	3.696.924	3 692 751	3 516.808
Saragosse (2672 kil.)......	17.306.461	17.525 586	17.586 011	16.544.272

La Dette flottante en Espagne. — Au 1er mai 1895, la Dette flottante de l'Espagne se décomposait comme suit :

Obligations du Trésor émises le 30 juin 1894 à 6 mois de date rapportant 5 0/0 d'intérêt l'an, remises à la Banque d'Espagne et prorogées successivement les 19 décembre 1894 et 18 mars 1895 :

	Pesetas	
Pour 1885-86......................	85.500.000	»
— 1886-87......................	40.840.000	»
— 1888-89......................	38.660.000	»
— 1891-92......................	3.341.000	»
— 1892-93......................	164.771.000	»
Pagarès du Trésor émis le 31 mars pour 1893/94....................	45.728.085	»
Total de la dette flottante au 1er mai 1895........................	378.840.085	»

La Compagnie Fermière des Tabacs en Espagne. — Voici la situation de cette Compagnie au 31 mars 1895 :

	Pesetas
Ventes de tabacs au cours de l'exercice...	117.985.542
— pendant la période correspondante de l'exercice antérieur....	117.781.786
Soit, en 1894-95, une plus-value de......	203.756

Le Budget municipal de Madrid pour 1895-96. — Voici le détail du budget municipal de Madrid pour l'exercice 1895-96 :

DÉPENSES

Dépenses de la Municipalité	2.519.021 50
Police de sûreté	1.547.304 46
Police urbaine et rurale	2.801.643 78
Instruction publique	1.406.967 50
Assistance publique	904.800 60
Travaux publics	2.508.294 50
Prisons	400.000 »
Charges	17.660.590 63
Travaux nouveaux	152.430 »
Imprévus	231.145 59
Soldes	400.000 »
	30.222.197 56

RECETTES

Propriétés	2.705.747 59
Impôts	2.260.291 »
Œuvres de bienfaisance	43.355 50
Instruction publique	»
Prisons	254 50
Recettes extraordinaires	2.302.955 »
Soldes	30.000 »
Recours légaux pour couvrir le déficit	22.712.500 »
Remboursements	167.093 97
	30.222.197 56

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 24 mai 1895.

La faiblesse a dominé cette semaine sur notre Marché, et les Rentes extérieure et intérieure ont fait l'objet de réalisations assez importantes. C'est un peu la conséquence de l'obstructionnisme systématique de l'opposition qui retarde le règlement des questions urgentes, intéressant au plus haut point la situation financière du pays.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 22 mai 1895.

Les discours de MM. Sonnino, Boselli et Crispi. — Les vins italiens en Autriche-Hongrie. — Le rendement des tabacs en 1893-94.

Les adversaires mêmes de M. Sonnino reconnaissent qu'il a défendu, avec une énergie peu commune, le programme élaboré à son arrivée au Pouvoir. Si, parmi les journaux sérieux, il en est qui le combattent en ce qui concerne les nouveaux impôts qu'il veut créer, la plupart approuvent toutes les mesures projetées relatives aux réformes de l'Administration et des Banques. L'engagement formel du Ministre du Trésor de ne pas contracter de nouvelles dettes et ses affirmations pour la situation du Trésor, permettant de ne pas faire d'opérations à l'extérieur, ont été particulièrement bien accueillies.

D'ailleurs, M. Boselli, ministre des finances, a complété hier, à Savone, les déclarations de M. Sonnino, en faisant ressortir l'excédent de recettes qui présente, pour les dix premiers mois de l'exercice en cours, une plus-value de 24 millions sur la période correspondante de 1893-94.

La parole est, à présent, à M. Crispi, qui s'expliquera demain jeudi, au Palais des Beaux-Arts, à l'issue du banquet qui lui est offert par souscription ; le nombre des adhérents dépasse le nombre de mille.

L'irritante question des documents nécessaires à l'importation des vins italiens en Autriche-Hongrie est enfin résolue à la suite de plusieurs conférences entre les Ministres et M. de Bruck, l'ambassadeur de François-Joseph, et cela à la satisfaction des autorités italiennes. Il est convenu que les certificats d'origine envoyés aux Consuls austro-hongrois en Italie, par les expéditeurs, constitueront des laissez-passer.

Dans ma lettre du 15 mai courant, je vous ai résumé l'un des rapports du commandeur Sandri, sur le rendement du sel en 1893-94 ; voici, très succinctement, l'étude du Directeur général des monopoles sur les tabacs pour le même exercice.

Les recettes de la régie se sont élevées à 192 millions 668.693 lire, non compris les droits d'importation sur les produits fabriqués à l'étranger ; c'est là une plus-value de 406.794 lire par rapport à l'exercice antérieur.

Les bénéfices ressortent à 146.074.544 lire, soit à 75 76 0/0 des recettes ; ils eussent été beaucoup plus importants, dit le rapport, si les frais de production du tabac indigène n'avaient pas augmenté dans de fortes proportions et si les cours des tabacs étrangers ne s'étaient pas ressentis de la faiblesse de la récolte en 1893 et du taux élevé du change.

Au cours de l'exercice 1893-94, les achats de tabacs étrangers en feuilles se sont élevés à 11.590.248 kilogrammes, représentant une valeur totale de 16.669.418 lire, et à 91.275 kilog. pour les tabacs étrangers travaillés d'une valeur de 512.890 lire.

La culture indigène a donné des résultats très satisfaisants ; les plants ont dépassé de 14 0/0 le chiffre de 1892. Aussi, les sommes payées aux cultivateurs se sont-elles élevées à 4.158.928 lire, soit 71 lire 19 par quintal de tabac ; pour 1892, on n'avait payé que 2.998.962 lire, soit 68 lire 68 par quintal.

Les dépenses de surveillance se sont réduites, par contre ; au lieu de 897.543 lire pour 1892 93, elles ne se sont élevées qu'à 867.540, soit une économie de 30.003 lire en 1893 94.

Enfin, le rapport constate que la vente des tabacs s'est accrue de 210.615 kilog. en atteignant le chiffre de 17.207.570 kilogrammes.

Le Discours de M. Sonnino, ministre du Trésor, prononcé le 15 mai à San Casciano

La Situation en 1893

Après avoir dépeint la situation à la fin de l'année 1893 : crise du crédit public et privé, baisse des titres publics, graves engagements du Trésor à l'étranger, pour des avances de 50 millions à brève échéance, pour les bons du Trésor et pour le retrait de la monnaie divisionnaire d'argent, le Ministre constate qu'on se trouvait en face d'un déficit de 180 millions environ, masqué, en grande partie par des artifices de comptabilité.

La *Banque d'Italie* se constitua le 1er janvier 1894 avec un crédit en partie ébranlé par les désastres, les enquêtes et les procès qui ont accompagné sa création. Entre temps, l'Etat avait assumé les résultats de la liquidation ruineuse de la Banque Romaine.

Une inspection prescrite par la loi devait évaluer l'importance des immobilisations des trois Instituts d'émission qu'on savait en mauvaise posture. Les Crédits fonciers présentaient des chiffres énormes de sommes arriérées...

Le Programme du Gouvernement

Que fallait-il faire? Nous avons eu confiance dans le patriotisme de nos concitoyens et j'ai parlé ouvertement aux représentants légaux du pays. Nous nous sommes mis résolument à l'œuvre.

Aujourd'hui, nos conditions sont grandement améliorées, le pays est entré en convalescence. Il convient de poursuivre la cure, mais on n'a plus besoin de recourir aux moyens héroïques.

Il suffit d'un peu de méthode, de modération dans les dépenses, d'un léger renforcement tonique des recettes et la guérison sera complète.

Le Parlement n'a pas fait bon accueil à toutes les propositions présentées par le Gouvernement au printemps de l'année dernière et pour faire passer le gros des remèdes les plus urgents et les plus efficaces, le Ministère a consenti à l'ajournement de quelques-unes de ses prévisions devant procurer 28 millions de recettes annuelles. Mais cet ajournement n'impliquait pas la suppression des besoins ; aussi a-t-il fallu présenter, en décembre dernier, d'autres propositions. On demanda 27 millions, soit un million de moins que la première fois, et l'écart était donc peu sensible.

Le programme du Gouvernement se résume en peu de mots :

1° Equilibre sincère et effectif ;
2° Cessation de toute émission de dettes.

Ce programme, adopté au printemps de l'année dernière, nous avons pris l'engagement de le réaliser au cours de l'exercice financier 1895-96.

Exercice 1894-95

Déjà, dans l'exercice actuel 1894-95, la situation s'est notablement améliorée. Le budget en cours se bouclera sans que la gestion de l'année ait porté une atteinte à la situation du Trésor...

Au surplus les augmentations de recettes obtenues pour les douanes, les taxes de fabrication et quelques autres chapitres, l'amélioration des changes suffiront certainement pour faire face à l'accroissement des dépenses pour les deux campagnes d'Afrique.

L'amélioration obtenue depuis un an dans la circulation fiduciaire et dans les conditions monétaires, ainsi que pour le crédit public et privé, est manifeste.

La tension par suite du manque de monnaie divisionnaire a disparu ; nous avons retiré de l'étranger plus de 90 millions de monnaies divisionnaires d'argent sans que les changes en aient souffert, l'agio s'est même réduit de 10 points ; la masse des billets en circulation (comprenant aussi les bons de caisse d'une et de deux lire) a diminué, du 31 janvier 1894 au 20 avril 1895, de plus de 148 millions, et la masse des réserves métalliques garantissant le papier de toute sorte, aussi bien de l'Etat que des Banques, s'est augmentée de 129 millions, dont 44 1/2 millions pour l'or. Et cela, sans tenir compte des fonds de caisse actuellement disponibles à l'étranger et suffisants pour faire face à tout paiement prévu, et en ne tenant pas compte non plus des 24 1/2 millions de devises étrangères de la Banque d'Italie.

Le taux officiel de l'escompte a été réduit de 6 à 5 0/0.

La Banque d'Italie a été relevée et l'on s'est mis à travailler à la réorganisation de la Banque de Naples, mettant ces deux Instituts en situation de mobiliser graduellement les capitaux engagés.

Les cours de notre Consolidé à l'étranger sont montés de 16 points, malgré l'augmentation de 6 80 0/0 de la taxe sur la richesse mobilière.

Et la masse de nos titres de dette publique à l'étranger ne s'est pas accrue, bien que les changes aient baissé d'autant et qu'on ait soldé à l'étranger la dette pour le retrait des monnaies divisionnaires d'argent, et qu'on ait remboursé l'autre dette de 50 millions en or pour les bons du Trésor non renouvelés.

Nous avons payé à l'étranger, pour l'échéance du 1er janvier 1894 jusqu'à la date du 10 mai, pour un capital nominal de Consolidé 5 0/0 de 1.741.734.000 lire. Pour l'échéance du 1er janvier 1895 et jusqu'au 10 mai, on a payé des coupons pour un capital de 1.739.642.000 lire, soit une diminution d'environ 2 millions pour le capital nominal du Consolidé.

La Caisse des Dépôts devant être relevée, à la date du 30 juin 1895, de l'obligation de venir en aide avec les sommes dont elle dispose au budget de l'Etat, a pu déjà reprendre, dans une certaine mesure, le service local, et cela grâce au rétablissement de la confiance du public et aux augmentations de l'épargne.

Exercice 1895-96

Les états de prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice financier 1895-96, présentés à la dernière Chambre le 10 décembre 1894 et comprenant déjà les résultats de notables économies, nous donnent les chiffres suivants :

Recettes effectives (comprenant les remboursements des existences locales pour constructions de chemins de fer) .... Lire		1.558.617.094
Entrée dans le mouvement des capitaux		32.331.655
Total des recettes		1.590.948.749
Dépenses effectives (comprenant 13.400.000 lire de dépenses militaires extraordinaires, faisant l'objet d'un loi spéciale, et 33.500.000 lire de constructions ferrées), s'élevant à .... Lire	1.606.428.277	
et pour le *mouvement des capitaux* à	23.790.741	
		1.630.219.018
Il manquait donc, pour assurer l'équilibre.		39.270.268
auxquelles il convient d'ajouter .... pour augmentation de dépenses et moins-values de recettes, que j'ai indiquées dans mon exposition à la Chambre.		7.800.000
Soit un total de .... Lire		47.070.000

On avait pourvu à ce déficit, jusqu'au 10 décembre 1894, au moyen d'une augmentation de recettes et d'une réduction de dépenses, dont quelques-unes ont été effectuées par décrets royaux, dont les dispositions eussent pu être sanctionnées par le Parlement, alors que, pour les autres, on présentait des projets de loi spéciaux.

En procédant ainsi, on mettait fin à toute dette progressive vis-à-vis de la Caisse de Dépôts et on cessait toute émission de titres d'Etat ou garantis par l'Etat.

Les résultats obtenus se chiffrent déjà par un total de 25.900.000 lire, se décomposant en 18 millions de recettes et 7.900.000 lire d'économies. Les décrets doivent, en partie, encore être approuvés par le Parlement.

Le reste, soit 9 millions de recettes et 12.275.000 lire de réduction de dépenses, fera l'objet de discussions au nouveau Parlement, avec projets de loi spéciaux. . . . .

Réponse aux critiques

Si on compare ces résultats avec les chiffres des derniers exercices, je crois qu'il paraîtra superflu de relever les critiques adressées ces jours-ci au Ministère actuel par quelques orateurs et écrivains de l'opposition.

Dans les exercices passés, les déficits s'augmentaient et, avec eux, les dettes de l'Etat sous des formes multiples ; en même temps s'accroissait la somme des charges intangibles de l'Etat pour le service des intérêts, les pensions, etc., etc.

Pour le prochain exercice 1895-96, et sans qu'on puisse y remédier, cette somme atteindra fatalement le chiffre de 790 millions, soit 54 millions de plus que pour le budget de 1891-92. Dans cette augmentation, les charges provenant des seuls chemins de fer figurent pour 35 1/2 millions, sans compter les intérêts des 157 millions de titres émis en vue de faire face aux constructions faites directement par l'Etat au cours des exercices 1891-92, 1892-93 et 1893-94.

De là, la nécessité d'un effort suprême qui a été tenté. Si, dans les divers services publics, abstraction faite des charges intangibles, vous comparez les chiffres de l'exercice 1891-92, proposé et géré par le Cabinet Rudini, à nos propositions du 10 décembre dernier, vous trouverez dans les états de prévisions, qui comprennent même les 13.400.000 lire de charges militaires extraordinaires, une diminution de dépenses de 58 millions.

Ajoutez à cela que, pour les projets de loi annoncés ou présentés à la Chambre, le Gouvernement a pris l'engagement de procéder, pour ce même exercice 1895-96, à d'autres réductions de dépenses se chiffrant par 14 millions environ. Ainsi, entre les dépenses pour tous les services publics admises en 1891-92 et celles pour lesquelles le Ministère actuel a sollicité, en décembre dernier, l'approbation du Parlement, il y a la différence, non légère, de 72 millions..... En tenant compte de l'imprévu, nous serons toujours au-dessous des sommes dépensées très naturellement par le Cabinet dont faisait partie mon ami personnel et mon censeur acerbe, l'honorable M. Colombo.

Si vous voulez bien vous livrer à une comparaison analogue, pour l'ensemble des services publics, avec les chiffres de l'exercice 1892-93, vous constaterez encore, en ce qui concerne l'exercice futur, une diminution de 47 millions dans les dépenses. . . . .

En 1891-92 (Ministère Rudini) les dépenses militaires, pour la Guerre et la Marine, sans tenir compte de celles encourues pour l'Afrique ni des sacrifices pour la marine marchande, se sont élevées à 346.750.000 lire. En 1892-93, elles ont été de 335 1/2 millions de lire environ. Pour l'exercice courant, elles seront réduites à 324.680.000 lire. Et, pour l'exercice prochain, elles figurent pour 315.110.000 lire, soit 31.600.000 lire de moins qu'en 1891-92, et plus de 20 millions qu'en 1892-93...

La Situation du Trésor

Bien que le compte définitif 1893-94 se solde encore par un découvert de 59 millions à charge du Trésor et que, dans l'exercice courant, on n'oppose aucune émission de titres à la dépense de 65 millions pour les constructions de chemins de fer, la situation du Trésor et de la Caisse reste bonne, et nous pouvons écarter résolument toutes opérations quelconques devant en faciliter la gestion.

En mettant hors compte, aussi bien au 30 juin 1894 qu'aujourd'hui, les bons du Trésor septennaux classés parmi les dettes rachetables, on constate que la situation totale du compte du Trésor, comprenant la caisse et les soldes créditeurs et débiteurs de trésorerie, s'est sensiblement améliorée depuis le commencement de l'exercice financier jusqu'à ce jour. Cela démontre combien, d'une part, les améliorations introduites au bilan se manifestent déjà d'une façon efficace et combien, d'autre part, l'Administration déploie de vigilance pour la rentrée des recettes.

Les manifestes officieux de l'opposition proclament que la situation du Trésor s'est énormément empirée par rapport à la période correspondante de l'année dernière, parce que le compte des dettes et des crédits de trésorerie s'est aggravé de

130 millions ; mais mes doctes critiques ont négligé de considérer parallèlement la plus-value de la situation de Caisse. Pour apporter plus de clarté dans la comptabilité, nous avons inscrit la dette pour bons de caisse d'une et deux lire (106 1/2 millions au 31 mars) dans les comptes courants improductifs au lieu de les laisser dans le passif financier patrimonial. Mes critiques ont oublié aussi qu'au 30 novembre 1894, on a régularisé la contribution du Trésor pour un total de 47 1/2 millions, au moyen de la cession gratuite, à la Caisse des Dépôts (suivant les termes de la loi du 22 juillet 1894), de 2 1/2 millions de rente consolidée lui appartenant.

La vérité est que, alors qu'en mai 1894 nous avions 56 millions d'avances statutaires des Banques, nous pouvons, au contraire, cette année, dès aujourd'hui, effectuer à l'intérieur du Royaume le paiement anticipé du coupon du 1er juillet pour les titres au porteur de notre Consolidé.

Toutes les opérations pour le paiement des sommes dues à l'étranger ont pu être accomplies sans difficulté aucune ; et, par ce fait, la situation générale nous affranchit de toute préoccupation pour l'avenir.

Les Résultats seront durables

Il est vrai que, parmi nos amis, beaucoup de sceptiques nous adressent la demande suivante :

Si réels et si importants que soient les résultats obtenus à ce jour, peut-on les considérer comme durables ? La réglementation du budget des finances en général est-elle normale et certaine ?

La réponse dépend entièrement de vous, électeurs italiens ; elle dépend du jugement du pays et du prochain Parlement qui devra représenter sa volonté, de la volonté ferme de ne pas augmenter directement ou indirectement les dépenses et de ne pas grever davantage l'avenir, déjà trop chargé par l'application progressive, par les effets des lois votées depuis plus de dix ans de prodigalité inconsidérée.. . . . . .

Nous payons aujourd'hui, du fait du budget de 1880, pour les intérêts des titres d'Etat émis en plus des amortissements, un supplément annuel de 135 millions environ, et cela tout en ayant augmenté de 2.300.000 lire le capital de notre dette.

En réalité, depuis 1880, on a toujours pourvu, au moyen de nouvelles émissions de titres d'Etat, non seulement à tous les amortissements des dettes rachetables, mais encore à l'augmentation des intérêts provenant de l'accroissement continu de la dette patrimoniale, en se procurant, en outre, un demi-milliard environ pour les autres services et les entreprises publiques.

C'est là une politique financière insensée, à laquelle notre devoir strict est de mettre un frein, si on ne veut pas aller au-devant d'une catastrophe. Le Gouvernement actuel s'est consacré à cette tâche . . . .

Et si le Parlement approuve nos propositions nous serons, au cours du prochain exercice, à la moitié du but, en obtenant un équilibre réel entre les recettes et les dépenses effectives, y compris celles pour les constructions de chemins de fer, et en arrêtant, finalement, toute augmentation de la dette patrimoniale de l'Etat, ce qui constitue la condition fondamentale de tout véritable assainissement financier.

Il reste encore à faire

Certes, il ne reste pas peu à faire encore, et je suis le plus intéressé à le déclarer.

Avant tout, il faut accomplir ce qu'on a laissé de côté au printemps dernier, quand on m'a reproché, de tous côtés, de vouloir remédier trop précipitamment à tant de maux au lieu d'étendre les réformes sur une longue période. Puis, j'ai indiqué dans mon premier exposé financier, et j'ai répété en décembre, comment les conséquences des lois votées dans les années de finance joyeuse pèseraient plus lourdement sur les exercices futurs, et comment il existait encore d'autres dangers, difficiles à traduire en chiffres, mais dont il fallait commencer à se préoccuper ; exemple : la liquidation de la Banque Romaine et la situation de quelques Caisses de chemins de fer.

J'ai déjà pu parer à un de ces dangers. Pour le reste il faut aviser.

Et c'est à l'accomplissement de cette tâche que, mes collègues et moi, nous convierons le nouveau Parlement.

Entendons-nous donc bien ; pour atteindre l'équilibre effectif du budget 1895-96, il faut, avant tout, que les propositions faites par le Gouvernement soient approuvées.

Mais cela n'empêche que le chemin parcouru soit déjà assez large pour garantir la réussite complète si nous savons persévérer.

Le Fonctionnement des Institutions

En voilà assez, pour aujourd'hui, sur la question financière. Il en est d'autres non moins graves et non moins urgentes intéressant le fonctionnement normal des institutions...

Non seulement en Italie, mais dans l'Europe entière le parlementarisme donne des signes de décadence. Mais en Italie, plus que partout ailleurs, il est urgent d'étudier les réformes administratives et celles à réaliser dans les attributions du Gouvernement central vis-à-vis des autonomies locales possibles, de façon à relever le prestige et la dignité du Parlement...

Il importe, afin de pouvoir procéder à telle étude ou à telle réforme indispensable, que la Chambre, modifiant son propre réglement, prouve, en apportant plus de discipline dans ses discussions, qu'elle a pleine conscience de la dignité de ses fonctions législatives et des devoirs que lui impose son rôle modérateur dans l'action du pouvoir exécutif.

Informations Économiques et Financières

La Situation du Trésor italien. — La *Gazette officielle* a publié, cette semaine, le résumé de la situation du Trésor au 30 avril 1895. Il résulte de ces données que, sans tenir compte des fonds de caisse, l'excédent des débits sur les crédits de trésorerie s'élevait à 424.779.285 lire. Mais comme cette somme comprend, observe l'*Economista d'Italia,* le contingent des bons de caisse d'une et deux lire, entièrement couverts par les monnaies divisionnaires d'argent immobilisées, l'excédent réel des débits sur les crédits de trésorerie ressort à 318.187.132 lire.

Si, au total des crédits de trésorerie, on ajoute le montant des fonds de caisse, soit 379.385.641 lire, l'excédent passif du Trésor ne ressort plus qu'à 45.303.644 lire.

Rappelons qu'au 30 juin 1894 ce déficit s'élevait à 224.744.514 lire.

Les Recettes postales en Italie. — Le montant des recettes postales pour les neuf premiers mois de l'exercice financier 1894-95 s'est élevé à 38.153.411 lire, en plus-value de 462.303 lire sur la période correspondante de l'exercice antérieur.

En voici le détail :

	Juillet 1894-Mars 1895	Diff. sur 1894
Timbres-poste .... L.	25.391.223 74	+ 281.933 »
Billets postaux	4.449.764 20	+ 128.027 »
Cartes-correspondance ..	125.318 10	+ 14.911 »
Cartes pour colis	3.064.779 05	+ 34.379 »
Surtaxes	3.086.157 10	+ 38.139 »
Affranchissements de journaux	919.953 21	+ 39.005 »
Remboursement de l'étranger	1.025.526 73	— 46.546 46
Recettes diverses	90.689 30	— 27.350 99
Total	38.153.411 43	+ 462.303 67

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 24 mai 1895.

Si les affaires ont été calmes, les cours restent soutenus; cette fermeté est due à l'attitude des marchés étrangers et à l'impression produite par les récents discours ministériels.

Au surplus, les augmentations de recettes s'accentuent; le rendement des douanes accuse une plus-value de 9 1/2 millions sur les quatre premiers mois de 1895.

ROUMANIE

La Situation budgétaire de la Roumanie pour 1894-95. — On connaît les chiffres exacts des recettes budgétaires pour l'exercice 1894-95 jusqu'à la fin de février.

Depuis le 1er avril 1894, les *recettes* se sont élevées à

160.480.042 lei, contre 166.650.693 lei de *dépenses* effectuées pendant la même période, soit un déficit de 6.170.650 lei.

Si on compare les recettes des onze premiers mois à ceux de la période correspondante de 1893-94, on trouve une moins-value de 18 1/2 millions. Mais les dépenses étant restées inférieures aux prévisions, il y a lieu de supposer que le déficit ne s'accroîtra pas pour l'année entière.

Au surplus, il y a des facteurs importants dont il faut tenir compte. Ainsi l'Administration des domaines de l'Etat a encore à percevoir pour 4 millions d'arriérés dont la rentrée est certaine ; il en est de même pour les impôts directs et l'Administration des Chemins de fer. Puis le Trésor dispose de 17 millions 600 mille leis, solde des anciens excédents.

Depuis 1888, c'est-à-dire depuis le début du nouveau régime administratif, ces excédents se sont élevés à 45 millions 290 mille lei, dont : 12 millions 90 mille ont été appliqués au service des coupons de la rente amortissable 5 0/0, pour compte des années 1881 à 1883, ainsi qu'à l'extinction des déficits du régime antérieur, — 10 millions 900 mille lei ont servi à faire face aux besoins extraordinaires pour lesquels on avait autorisé jadis des émissions de rente, — 1 million 118 mille lei ont été distribués en secours aux paysans et 500 mille lei leur ont été alloués, en outre, d'une façon indirecte, en souvenir des noces d'argent du couple royal.

SUÈDE & NORVÈGE

LA SITUATION

Stockholm, 19 mai 1895.

Le Conflit suédo-norvégien. — Apaisement en Norvège. — Provocations suédoises. — Réunion générale des deux Chambres suédoises. — Vote de Crédits militaires. — La Réponse de la Norvège.

Dans ma dernière correspondance, je vous mandais la convocation du Comité secret, fourni de membres des deux Chambres.

En même temps, je vous avisai de la gravité de cette mesure. Le Comité secret a donné carte blanche au Gouvernement. Mais il fallait obtenir une marque d'assentiment du Riksdag.

On y arriva au moyen d'un adroit stratagème.

A Christiania, les esprits commençaient à se calmer. Le Ministère intérimaire Stang conservait ses fonctions, malgré la mauvaise volonté de la gauche. Un parti composé de notables, appartenant à toutes les classes, prêchant la conciliation. Quelque peu ébranlée par l'attitude résolue de la Suède, la gauche témoignait d'une certaine irrésolution. La solution, prêchée par M. J. Bjœrnstern-Biœrnson « libres négociations de toutes les questions du litige avec la Suède, » y gagnait même nombre de partisans. Finalement, le groupe de la gauche a nommé un Comité formé de trois anciens Ministres, dont un seul, Ovam, était hostile à toute négociation.

Sur ces entrefaites, la Commission suédoise du budget attendit jusqu'à la dernière semaine de la session, lorsque la moitié des députés avaient déjà plié bagage, et proposa de n'avancer l'argent nécessaire au service consulaire et diplomatique commun entre les deux pays que sous une condition draconienne. Le Gouvernement suédois devait soumettre *immédiatement* à une revision complète les questions en litige avec la Norvège.

Simultanément la première Chambre demandait l'émission d'un emprunt de 50 à 60 millions de couronnes pour les préparatifs de guerre, et l'élévation de 2 millions 1/2 à 5 ou 7 millions des crédits réclamés par le Ministère pour les armements immédiats.

Le 17 mai, la séance fut extrêmement agitée. Les *Grands Suédois* insultèrent le comte Levenhaupt, ministre des affaires extérieures, qui avait eu la sagesse de rappeler que les avances demandées au Trésor suédois ne montaient qu'à 6.000 couronnes. Les crédits d'armement furent votés presque à l'unanimité.

La seconde Chambre se montra moins belliqueuse. Malgré l'opposition du parti démocratique, elle n'en vota pas moins, par 164 voix contre 51, la sommation provocatrice de sa Commission du budget. Par contre, les Paysans refusèrent l'emprunt de guerre par 180 voix contre 30 et par 155 voix contre 57 le projet d'augmenter les crédits d'armement.

Les deux Chambres étaient donc en désaccord. Pour régler la question, la Constitution prescrit une réunion des deux Chambres, comme notre Assemblée Nationale.

Cette réunion fut réclamée et la proposition belliqueuse (augmentation des crédits d'armement immédiat), adoptée par 186 membres contre 113. La seconde Chambre avait donné la majorité au rejet, mais elle avait été vaincue par la presque unanimité de la première Chambre.

Le Gouvernement est donc absolument libre d'agir, même par la force, contre la Norvège.

On ne voit pas encore quelle sera la réponse du peuple norvégien. Le premier télégramme arrivé ici de Christiania était ainsi conçu : « Chagrin et fureur ».

Qu'en adviendra-t-il ? le télégraphe vous l'apprendra.

TURQUIE

La Dette Turque en 1894-95. — Les recettes nettes de l'Administration de la Dette publique de la Turquie, pour l'année fiscale 1894-1895, se chiffrent par 2.196.318 livres turques, c'est-à-dire en légère augmentation de 6.913 liv. t. sur les recettes de l'exercice précédent. Sur cette somme, 430.500 liv. t., comme en 1893-1894, ont été employées pour le service de la Dette privilégiée ; 1.005.025 liv. t. pour les emprunts de séries ; 156.325 liv. t. pour les lots ; 321.263 liv. t. pour les amortissements réguliers, etc., etc. La réserve destinée à l'augmentation des intérêts est portée à 342.512 liv. t.

L'amortissement des lots turcs opérés pendant l'exercice 1894-95 s'élève à 30.949 liv. st. Les lots en circulation représentent encore la valeur de 14.810.000 liv. t.

En ce qui concerne les *séries turques*, le cours moyen des rachats en 1894-1895 ressort à 44,6 0/0, contre 39,5 0/0 seulement l'exercice précédent.

Il reste en circulation, série A, 1.560.000 liv. t. ; série B, 9.310.000 ; série C, 32.420.000 ; série D, 47.020.000. Au total, pour les quatre séries, 90.310.000 livres turques.

La Société Ottomane de Change et de Valeurs. — L'assemblée générale annuelle de la Société Ottomane de Change et de Valeurs a été tenue la semaine dernière, sous la présidence de M. Alfred Barker.

Le compte des profits et pertes se solde par un bénéfice net de 68.518 liv. t. 42 sur les opérations de l'année, et en y ajoutant le reliquat de 1.535 liv. t. 97 de l'exercice 1893, on obtient un total de 70.054 l. t. 39 à répartir. Sur ce montant, on prélève 10.000 l. t. pour constituer un fonds de réserve extraordinaire ; 3.502 l. t. 72 pour la réserve statutaire, et 6.685 l. t. reportées à nouveau. Sur le solde de 49.866 l. t. 67, le dividende provisoire de 44 piastres par action, payé en janvier, avait absorbé 26.400 l. t. ; le dividende complémentaire de 11 piastres par action, à payer en juillet, sur les anciennes et les nouvelles actions, absorbera 11.000 l. t., et le solde sera affecté aux paiements statutaires usuels aux fondateurs et aux administrateurs.

Toutes ces dispositions ont été adoptées à l'unanimité, et des remerciements ont été votés par acclamation à l'adresse des censeurs, MM. Wülfing et Whittall.

Le Propriétaire-Gérant : JULES MONTEL.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 ru du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25** fr.
— — Six mois. **14** fr.
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32** fr.
— — Six mois.. **18** fr.

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... 2 fr.
Réclames en 8 points .... 4 »
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission

N° 177. — 7e volume. (22) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 1er juin 1895.

SOMMAIRE DU N° 177

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 673 à 683.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — La Watana. — Les Banques Coloniales et la Banque de l'Indo-Chine en 1894. — Société Foncière Lyonnaise. — Compagnie du Chemin de fer São-Paulo et Rio-Grande. — Nitrate Railways. — Pages 683 à 693.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris — Bons du Trésor. — Caisse Nationale d'Epargne. — Gaz et Eaux. — Anciens Etablissements Cail. — Banque de Tunisie. — Mines de Malfidano. — Jardin d'Acclimatation. — Banque Transatlantique. — Forges de Châtillon et Commentry. — Mines et Usines de Borax. — Banque de Paris et des Pays-Bas. — Transports Maritimes à Vapeur. — Banque de l'Indo-Chine. — Le Dividende du Canal de Suez. — Recettes des Chemins de fer. — Pages 693 à 695.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :
ALLEMAGNE : Pages 696 et 697. — ANGLETERRE : Pages 697 et 698. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 698 et 699. — BELGIQUE : Pages 699 et 700. — ESPAGNE : Pages 700 et 701. — ITALIE : Pages 701 et 702. — PORTUGAL : Page 703. — ROUMANIE : Pages 703 et 704 — SUISSE : Page 704. — TURQUIE : Page 704.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 31 mai.	1.774.3	1.279.1	3.053.4	3.534.7	86	2½
1895 16 mai.	2.053.2	1.240.0	3.293.2	3.547.6	92	2
1895 24 mai.	2.054.1	1.245.7	3.299 8	3.509.9	94	2
1895 30 mai.	2.052.2	1.249.6	3.301.8	3.546.7	93	2
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 22 mai.	734.6	431.4	1.166.0	1.150.8	101	3½
1895 8 mai.	957.0	372.2	1.329.2	1.342.9	99	3
1895 15 mai.	970.5	377.4	1.347.9	1.314.0	102	3
1895 22 mai.	981.8	381.8	1.363.6	1.284.0	106	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 31 mai.	901.0	»	901.0	622 8	146	2
1895 15 mai.	923.9	»	923.9	644.9	143	2
1895 22 mai.	928.8	»	928.8	638.1	145	2
1895 30 mai.	937.5	»	937.5	646.0	145	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1894 24 mars	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
1895 26 janv.	110.0	16.2	126.2	172.6	73	»
1895 23 févr.	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
1895 23 mars	97.8	22.0	119.8	156.9	76	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1894 24 mars	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
1895 26 janv.	71.0	9.4	80.4	162.5	49	»
1895 23 févr.	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
1895 23 mars	70.2	10.4	80.6	157.0	51	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 23 mai.	214.8	343.6	558.4	911.6	61	4
1895 8 mai.	390.0	285.4	675.4	1.060.9	63	4
1895 15 mai.	389 6	284.7	674.3	1.031.3	65	4
1895 22 mai.	404.3	283.9	688.2	1.034.7	66	4
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 24 mai.	76.4	36.0	112.4	418.4	26	3
1895 9 mai.	91.2	24.3	115.5	451.9	25	2½
1895 16 mai.	91.1	24.2	115.3	449.6	25	2½
1895 23 mai.	87.1	23.2	110.3	449.0	24	2½
BULGARIE. — Banque Nationale						
1894 7 avril	6.7	1.2	7.9	2.0	395	8
1895 15 mars	3.5	7.7	11.2	1.3	866	8
1895 22 mars	3.3	7.3	10.6	1.4	757	8
1895 7 avril	3.2	7.0	10.2	1.4	728	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 30 avril	72.5	»	72.5	100.5	72	4
1895 28 fév..	73.6	»	73.6	99 5	74	3½
1895 30 mars	74.9	»	74.9	102.4	74	3½
1895 30 avril	77.4	»	77.4	107.1	72	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 26 mai.	197.9	216.3	414.2	928.0	44	5
1895 11 mai.	200.1	307.0	507.1	936.4	54	4½
1895 18 mai.	200.1	309.3	509.4	929.9	55	4½
1895 25 mai.	200.1	311.6	511.7	927.5	55	4½
GRÈCE. — Banque Nationale						
1894 30 avril	2.0	»	2.0	108.5	2	6½
1895 28 fév..	1.9	»	1.9	106.1	2	6½
1895 31 mars	2.1	»	2.1	106.8	2	6½
1895 30 avril	1.9	»	1.9	107.2	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 26 mai.	113.6	177.3	290.9	434.9	67	2½
1895 11 mai.	108.1	177.1	285.2	457.1	62	2½
1895 18 mai.	108.1	177.7	285.8	446.5	64	2½
1895 25 mai.	108.1	177.7	285.8	441.4	64	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 10 mai.	300.5	44 3	344.8	814.7	42	6
1895 20 avril	301.1	59.6	360.7	724.8	50	5
1895 30 avril	299.2	54.9	354.1	717.9	50	5
1895 10 mai.	299.7	54.6	354.3	712.4	50	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 10 mai.	93.2	10.4	103.6	226.3	44	6
1895 20 avril	105.5	10.5	116.0	230.6	50	5
1895 30 avril	105.5	10.5	116.0	235.6	49	5
1895 10 mai.	105.6	10.4	116.0	234.9	49	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 10 mai.	35.2	1.5	36.7	58.3	63	6
1895 20 avril	35.2	1.5	36.7	52.3	68	5
1895 30 avril	35.2	1.5	36.7	50.9	72	5
1895 10 mai.	35.2	1.5	36.7	49.4	74	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1894 30 avril	31.5	»	31.5	66.6	47	5
1895 28 fév..	31.1	»	31.1	63.7	49	4
1895 31 mars	29.6	»	29.6	67.8	43	4
1895 30 avril	30.7	»	30.7	70.4	43	4
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1894 23 mai.	16.8	36.2	53.0	279.1	19	6
1895 8 mai.	26.7	40.3	67.0	293.8	22	6
1895 15 mai.	26.7	40.3	67.0	293.4	22	6
1895 22 mai.	26.7	40.6	67.3	295.9	22	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 19 mai.	54.9	1.9	56.8	120.2	46	6
1895 4 mai.	45.9	6.7	52.6	104 2	50	6
1895 11 mai.	52.5	6.8	59.3	108 3	55	6
1895 18 mai.	59.1	3.2	62.3	109.0	57	5

Dates	Encaisse métallique Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 1er mai.	1.520.8	15.2	1.536.0	3.971.7	38	4%
1895 1er avr.	1.561.8	16.0	1.577.8	4.255.2	37	4
1895 16 avril	1.565.0	16.2	1.581.2	4.214.7	37	4
1895 1er mai.	1.567.2	16.8	1.584.0	4.253.0	37	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1894 30 avril	21.7	3.5	25.2	44.7	52	»
1895 28 fév..	21.9	4.5	25.4	49.7	53	»
1895 31 mars	21.8	3.6	25.4	50.5	50	»
1895 30 avril	21.8	3.5	25.3	49.0	51	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 8 mai.	5.9	4.1	10.0	23.3	43	6
1895 22 avril	5.2	4.5	9.7	23.8	40	6
1895 30 avril	5.2	4.5	9.7	23.8	40	6
1895 8 mai.	5.1	4.5	9.6	23.8	40	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1894 31 mars	23.2	4.8	28.0	62.9	44	4
1895 31 janv.	30.9	4.5	35.4	62.7	57	4
1895 28 fév..	33.6	4.6	38.2	63.3	60	4
1895 31 mars	33.9	4.6	38.5	69.4	54	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1894 31 mars	10.4	14.1	24.5	84.5	29	»
1895 31 janv.	10.4	12.1	22.5	79.6	28	»
1895 28 fév..	10.4	14.1	24.5	82.1	30	»
1895 31 mars	10.5	14.6	25.1	87.5	29	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 26 mai.	75.9	14.9	90.4	169.7	53	3
1895 11 mai.	82.4	10.4	93.8	178.5	52	3
1895 18 mai.	82.4	10.7	92.1	177.0	53	3
1895 25 mai.	82.5	10.5	93.0	174.9	53	3

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

Dates	Or	Argent	Total	Circulation	Rapport
1894 31 mai.	6 452,8	2 669,1	9 121,9	14 450,5	63%
1895 16 mai.	7 235,4	2 613,9	9 849,3	15 061,8	65
1895 24 mai.	7 263,3	2 626,8	9 890,1	14 978,1	66
1895 30 mai.	7 299,6	2 632,0	9 931,6	14 988,5	66

TOTAUX au 31 décembre

Dates	Or	Argent	Total	Circulation	Rapport
1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51%
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56
1894 31 déc.	7 030,0	2 599,9	9 629,9	15 047,6	64

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnes qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent, d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	25avril	3 mai	10 mai	17 mai	24 mai	31 mai
Amsterdam	47 95	47 92	47 90	47 97	47 97	48 02
Anvers	100 19	100 16	100 21	100 26	100 22	100 20
Athènes	186 ..	186 »	185 »	184 »	184 »	172 50
Barcelone	12 70	11 30	12 20	12 30	12 80	12 50
Berlin	81 05	81 05	81 10	81 10	81 10	81 10
Bruxelles	100 12	100 16	100 19	100 20	100 21	100 13
Bucharest	100 80	100 15	100 20	100 35	100 55	100 75
Constantinople	22 70	22 65	22 63	22 67	22 67	22 65
Francfort	81 05	81 11	81 13	81 12	81 11	81 10
Gènes	105 47	105 07	104 95	105 »	104 82	104 72
Genève	100 28	100 27	100 19	100 14	100 15	100 17
Lisbonne	690	691 »	688 »	689 »	689 »	693 »
Londres	25 40	25 37	25 37	25 36	25 30	25 36
Madrid	11 20	14 87	12 42	12 10	11 20	12 45
Rome	105 45	105 07	104 92	105 05	104 82	104 70
Saint-Pétersbourg	36 80	36 85	36 80	36 80	36 77	36 77
Vienne (à vue)	48 50	48 55	48 50	48 45	48 45	48 35
— (à 3 mois)	48 45	48 50	48 45	48 37	48 40	48 27

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	3 mai	10 mai	17 mai	24 mai	31 mai
Amsterdam. pap. court	4 %	206 19	206 31	206 50	206 19	205 87
Allemagne.. —	4 %	122 »	124 »	121 94	121 94	122 ..
Vienne-Tr.. —	4 %	204 12	204 25	204 56	204 62	204 87
Barcelone .. —	4 %	433 50	441 50	440 50	440 »	440 ..
Madrid ..... —	4 %	433 50	441 50	440 50	440 »	440 ..
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	268 »	268 »	268 »	268 50	268 50
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 20½	25 22	25 20½	25 21½	25 20½
— ..... ch. court	2 %	25 22	25 23½	25 22	25 23	25 22
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	2 ½ %	0 19 p	0 19p.	0 25 p.	0 25 p	0 19 p.
Italie........ —	5 %	4 87 p.	4 75p.	4 75 p.	4 50 p.	4 50 p.
Suisse....... —	3 %	0 31 p.	0 24p.	0 25 p.	0 25 p.	0 25 p.
New-York.........	2 ½ %	514 50	515 50	516 »	516 »	516 ..
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	109 56	111 75	112 19	112 19	112 62
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— mexicains...		80 72	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres..................		2 72	2 72	2 72	2 72	2 72
Souverains anglais.......		25 17	25 20	25 17	25 17	25 17
Banknotes................		25 18	25 21	25 18	25 18	25 18
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

PAYS EXTRA-EUROPÉENS

NOMS DES PAYS	Valeur au pair en francs	Valeurs en francs au change du jour 2 mai	9 mai	16 mai	23 mai	30 mai
Etats-Unis (doll. or)..	5 18	5 14	5 15	5 16	5 16	5 16
Mexique (piastre arg.)	5 43	2 72	2 72	2 72	2 72	2 72
Répub.Arg.(peso pap.)	5 »	1 32	1 36	1 39	1 39	1 43
Chili (peso papier)....	5 »	1 77	1 76	1 78	1 86	1 82
Brésil (milreis papier)	2 60	0 97	0 95	0 95	0 96	0 96
Indes (roupie argent).	2 38	1 38	1 39	1 40	1 40	1 42
Japon (yen argent)...	5 39	2 77	2 81	2 84	2 81	2 81
Chine(Shanghaï)(taël arg.)	7 47	3 88	3 97	3 97	3 96	3 97

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 31 mai 1895

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*......	100 19	Billets *Allemands*....	99 81
En *Angleterre*......	100 06	— *Anglais*.......	99 94
En *Autr.-Hongrie*...	101 49	— *Austro-Hongr.*	98 52
En *Belgique*........	100 19	— *Belges*........	99 81
En *Espagne*........	112 51	— *Espagnols*....	88 88
En *Grèce*...........	172 50	— *Grecs*.........	57 97
En *Hollande*.......	100 99	— *Hollandais*....	99 01
En *Italie*...........	104 71	— *Italiens*.......	95 50
En *Russie*..........	147 50	— *Russes*........	67 79
En *Suisse*..........	100 25	— *Suisses*........	99 75
Aux *Etats-Unis*.....	100 38	Pièces des *Etats-Unis*.	99 62
Au *Mexique*........	199 26	— du *Mexique*...	50 18
En *Rép. Argentine*.	349 50	Billets *Rép. Argentine*.	28 60
Au *Chili*............	274 72	— du *Chili*.......	36 40
Au *Brésil*...........	269 43	— du *Brésil*.......	37 11
Aux *Indes*..........	167 60	Pièces des *Indes*.....	59 66
Au *Japon*...........	191 54	— du *Japon*......	52 20
En *Chine*...........	188 16	— de la *Chine*....	53 14

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 31 mai 1895.

Le fait saillant de la semaine est la baisse du papier hollandais à 205 7/8 contre 206 3/16 il y a huit jours. Quant à la *Valuta* autrichienne — malgré le déficit de la balance commerciale et pour les raisons que nous indiquions dans notre dernière revue des changes — elle continue à s'améliorer à 204 87, ce qui donne une parité à Paris de 101 49.

Aucun changement pour les papiers russe, italien et espagnol ; il semble que, de l'autre côté des Pyrénées,

M. Navarro Reverter, le ministre des finances, va pouvoir enfin se consacrer aux réformes dont les obstructionnistes de la Chambre voulaient retarder l'application. On croit aussi que les frais de la campagne de Cuba seront inférieurs aux prévisions.

Le Londres, papier court, est à 25 20 1/2 et le chèque à 25 22 ; on peut conclure de ces cours que les achats de valeurs minières se restreignent considérablement, car, d'autre part, les envois d'or semblent aussi s'arrêter.

Le change grec s'est sensiblement amélioré ces temps derniers ; en dix jours, il a baissé de 12 points et il s'établit actuellement aux environs de 172. A en croire nos confrères d'Athènes, ce revirement déroute les calculs des fabricants indigènes qui, ayant fait du change la base de leur industrie, redoutent une plus grande réduction de la prime sur l'or. Cependant, les perspectives de récolte étant mauvaises en Grèce, il y a plutôt lieu de prévoir une augmentation de la prime, étant donné qu'il faudra importer des blés russes en assez grandes quantités.

Le *New-York* est stéréotypé à 516.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	2 mai	9 mai	16 mai	23 mai	30 mai
Hong-Kong	2/1 5/8	2/2 ./.	2/2 1/8	2/2 1/8	2/2 1/8
Shanghai.......	2/11 7/8	3/0 3/4	3/0 3/4	3/0 5/8	3/0 3/4
Yokohama	2/1 5/8	2/2 ./.	2/2 1/4	2/2 ./.	2/2 ./.
Valeurs à vue:					
Singapoure.....	2/1 7/8	2/2 1/8	2/2 1/4	2/2 1/4	2/2 1/4
Bombay........	1/1 5/32	1/1 1/4	1/1 9/32	1/1 5/16	1/1 1/2
Calcutta.	1/1 3/16	1/1 1/4	1/1 5/16	1/1 5/16	1/1 1/2
Rio-Janeiro.	9 1/4	9 1/16	9 1/8	9 3/16	9 1/8
Valparaiso....	16 7/8	16 13/16	17 ./.	17 3/4	17 5/16
Buenos-Ayres, prime de l'or..	277	266 1/2	260 ./	258	249 1/2
Argent en barres	30 3/16	30 5/8	30 5/8	30 3/4	30 3/4

Les changes d'Extrême-Orient n'ont guère varié ; ils suivent toujours le cours de l'argent-métal qui, comme nous l'indiquons plus loin, est resté stationnaire.

Le change de Rio n'a baissé que de 1/16, tandis que le papier de Valparaiso sur Londres a baissé de 7/16.

A Buenos Ayres, la réduction de la prime sur l'or se poursuit ; la baisse de la semaine ressort à 8 1/2 points. Mais il n'y a guère lieu de prévoir une plus grande amélioration.

Le marché de l'argent a été plus calme cette semaine, les achats en spéculation s'étant arrêtés par suite de l'incertitude qui règne au sujet de l'époque à laquelle aura lieu l'emprunt chinois et du montant de cet emprunt. Mais les arrivages de barres, à Londres, ayant été rares, le prix est resté ferme.

On cote, à Londres, de 30 3/4 à 30 11/16 l'once standard ; à Paris, le prix du kilog. est de 112 fr. 62.

L'or reste au pair à Paris et à Londres.

La *Banque Nationale de Roumanie* a baissé le taux de son escompte de 6 à 5 0/0 ; cette mesure, justifiée par l'accroissement de l'encaisse-or, que nous signalons plus loin, a facilité le développement des affaires à Bukarest.

Pas d'autres changements à signaler dans les taux d'escompte européens.

La *Banque de Bombay* a élevé le taux de son escompte de 6 à 7 0/0.

Encaisses. — Circulation fiduciaire

A la *Banque de France*, l'or a baissé de 1.885.000 francs.

La circulation a pris 930.000 fr. à Paris et 1.740.000 francs dans les succursales ; mais les achats de matières se sont élevés à 785.000 francs.

Par contre, l'argent a augmenté de 3.893.000 francs. Le public a rendu 2.343.000 francs à Paris et 1.410.000 francs dans les succursales. Il est sorti de Paris 500.000 francs pour Madagascar et 930.000 francs à destination de la Suisse ; de leur côté, les succursales ont expédié 51.000 francs en Italie, mais elles ont reçu 1.115.000 fr. de Belgique et 506.000 fr. du Maroc.

La circulation fiduciaire a augmenté de 36.800.000 francs.

La *Banque d'Allemagne* a gagné 15.700.000 francs pour son encaisse métallique, tandis que la circulation diminuait de 30 millions.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par une entrée totale de 9.175.000 francs. Il ne s'est produit aucune sortie. La circulation ayant prélevé 475 000 francs, l'augmentation du métal jaune a été de 8.700.000 fr.

Voici le détail des entrées :

23 mai	Australie............	£	211.000
24 »	»		25.000
25 »	Egypte................		50.000
27 »	Achats en barres......		13.000
28 »	»		37.000
28 »	Paris.................		5.000
29 »	Achats en barres......		26.000
	Total des entrées........	£	367.000

Le chiffre des billets a augmenté de 7.900.000 francs.

A la *Banque d'Autriche-Hongrie*, le stock de métal jaune s'est accru de 14.700.000 francs ; le stock-argent s'est réduit de 800.000 francs. La circulation n'a augmenté que de 3.400.000 fr. Constatons que la constitution du stock d'or se poursuit d'une façon très régulière à cet Etablissement.

La *Banque de Belgique* perd 4.000.000 d'or et 1 million d'argent ; la circulation est en diminution de 600.000 francs.

L'encaisse argent de la *Banque d'Espagne* continue à s'accroître ; on a reçu encore d'une semaine à l'autre 2.300.000 fr.

Le rapport du stock de métal blanc à l'encaisse métallique totale est de 60 0/0. Aucune variation à signaler pour la réserve d'or. Le chiffre des billets a diminué de 2.400.000 fr. On ne sait pas encore si cet Etablissement sera appelé à faire la nouvelle avance de fonds nécessaire pour le Trésor de Cuba.

La *Banque Nationale de Grèce* a perdu, pendant le mois d'avril, 200.000 fr. d'or et la circulation des billets s'est accrue de 600.000 fr.

L'encaisse de la *Banque des Pays Bas* n'a pas varié, mais les billets sont en diminution de 5.100 000 fr.

A la *Banque de Norvège*, la réserve d'or a augmenté de 1.100.000 fr. pendant le mois d'avril ; la circulation s'est accrue de 2.600.000 fr.

L'or ne varie toujours pas dans les caisses de la *Banque de Portugal* ; mais nous avons à signaler une entrée d'argent de 300.000 fr. et un accroissement de 2.500.000 fr. dans la circulation fiduciaire.

La *Banque de Roumanie* poursuit sans interruption la reconstitution de son encaisse-or ; au bilan du 6/18 mai nous relevons une augmentation pour la semaine de 6.600.000 francs. Par contre l'encaisse-argent qui, à la date du 11 mai, était de 6.800 000 fr. s'est réduite à 3.200.000 fr. au dernier bilan. La circulation des billets ne s'est accrue que de 700.000 francs.

Un mouvement insignifiant, soit une diminution de 100.000 fr. dans l'encaisse-or, s'est produit à la *Banque Nationale de Serbie*.

Pour les *Banques Suisses* nous relevons une augmentation de 100.000 fr. d'or et une diminution de 200.000 fr. d'argent ; la circulation de ces Banques a été réduite de 2.100 000 francs.

Depuis le commencement de l'année, les encaisses-or des banques européennes ont progressé de 269.600.000 francs ; il faut évidemment attribuer ce résultat à la production des mines d'or.

Pendant la période visée par le tableau suivant, les entrées d'or aux Etats Unis ont dépassé les exportations d'environ 750.000 doll. ; les entrées proviennent exclusivement de France et d'Angleterre ; à la date du 27 mai la réserve d'or du Trésor était de 99.248,000 dollars.

Les *Banques associées* de New-York avaient regagné 800.000 dollars d'or pour la semaine finissant le 25 mai.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

OR	EXPORTATIONS du 1 au 11 mai	EXPORTATIONS depuis le 1er janv.	IMPORTATIONS du 1 au 11 mai	IMPORTATIONS depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	8.087.500	1.021.965	11.633.008
France.........	»	11.916.400	623.197	4.226.700
Allemagne......	»	5.772.036	»	1.314.852
Autres pays....	900.914	8.317.203	8.785	341.643
Total 1895...	900.914	34.093.139	1.653.947	17.516.203
— 1894...	6.585.360	29.702.525	1.254.117	6.784.934
— 1893...	516.300	52.046.636	8.423	5.043.090
ARGENT				
Grande-Bretagne	686.617	10.918.036	»	40.730
France.........	»	»	»	3.364
Allemagne......	»	11.025	»	3.809
Autres pays....	»	528.432	15.895	433.893
Total 1895...	686.617	11.457.493	15.895	481.796
— 1894...	768.607	13.971.478	48.404	561.926
— 1893...	383.155	10.240.060	31.345	1.755.783

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	26 mai.	99.700.000 dollars
1895.....	10 mai.	69.400.000 —
1895.....	18 mai.	68.800.000 —
1895.....	25 mai.	69.600 000 —

CHRONIQUE MONÉTAIRE

La Ligue Nationale Bimétallique Française

Le Conseil général de la *Ligue nationale bimétallique française* a tenu, le 17 mai dernier, sa séance mensuelle. Outre un grand nombre de membres nouveaux, la Ligue a reçu des demandes d'inscriptions de soixante syndicats comptant eux-mêmes quarante mille adhérents.

Après l'expédition des affaires courantes, le Conseil général a discuté plusieurs questions, entre autres les *Conséquences de la paix sino-japonaise pour l'Europe.*

M. Edmond Théry a exposé que dans la guerre qui vient de prendre fin, le Japon a donné la mesure de sa puissance militaire, financière et économique, et l'Europe a pu constater, non sans inquiétude pour l'avenir, la rapidité et l'étendue des progrès économiques accomplis par lui depuis quelques années.

Se référant aux rapports consulaires dont nous avons donné ici même une analyse complète, le Secrétaire général de la Ligue a rappelé les progrès industriels accomplis; par l'effet de son système monétaire, le Japon régnera bientôt en maître sur les marchés de l'Extrême-Orient, car il n'a même plus à craindre la concurrence de l'Inde, depuis que le Gouvernement de ce pays a renoncé au monométallisme-argent. La suspension de la frappe libre de l'argent et l'établissement d'un change avec la Chine et le Japon ont immédiatement provoqué l'infiltration aux Indes de produits japonais et chinois, qui n'y pénétraient pas jusque-là et, par contre, ont ralenti les exportations de l'Inde dans les pays asiatiques. Il n'y a pas besoin de chercher longtemps la cause de ce double phénomène; elle se trouve dans la perte de 5, 10 et même de 20 0/0 que, depuis 1893, l'argent a subi, par rapport à la roupie officielle indienne. Ce change est une incitation permanente à l'importation et une lourde entrave à l'exportation.

Conséquence : depuis le mois de décembre 1894 les Indes anglaises sont au régime de la protection.

Si un pays neuf, comme l'Inde, jouissant d'éléments de production extrêmement puissants et exempt des préoccupations sociales qui pèsent sur notre vieux monde, se voit, au premier indice de variation de valeur de son étalon monétaire, obligé de recourir à des moyens de défense pour protéger son industrie nationale, comment peut-on espérer que nos pays d'Europe, placés dans des conditions économiques bien moins favorables, et qui ont à subir, avec les pays à étalon d'argent, des variations de change s'élevant à plus de 50 0/0, puissent soutenir la lutte contre la concurrence asiatique ?

Aussi bien la gravité d'une telle situation commence enfin à attirer l'attention des Gouvernements européens.

***

Le Conseil général a abordé ensuite la discussion sur *la production universelle de l'or et de l'argent depuis le commencement du siècle et la relation de leur prix respectif.*

Après avoir fait ressortir les contradictions qui existent dans des articles de M. Léon Say, récemment publiés par le *Journal des Débats*, M. Théry a présenté au Conseil général deux tableaux de la Production universelle de l'or et de l'argent qu'il a dressés : l'un par périodes décennales et quinquennales, depuis le commencement du siècle jusqu'à 1885 inclusivement ; l'autre, par production annuelle de l'année 1849 à 1894 inclusivement, — tableaux que nous reproduisons plus loin.

L'examen de ces deux tableaux démontre, d'une manière irréfutable, que tant que la frappe de l'or et de l'argent a été libre en France, le prix relatif des deux métaux monétaires est resté absolument indépendant de leur production respective, quelle qu'ait été cette production.

Dans l'espace de quatre années, la production universelle de l'or a brusquement augmenté de 578 0/0 (136 millions en 1849 contre 923 millions en 1852), pendant que l'augmentation de l'argent atteignait à peine 4 0/0 (196 millions en 1849 contre 204 millions en 1852); le pourcentage des deux métaux précieux extraits s'est modifié de 40,9 0/0 d'or, pour 59,1 0/0 d'argent en 1849, contre 81,9 0/0 d'or, pour 18.1 0/0 d'argent en 1852... et l'or n'a pas, d'une manière appréciable, baissé de prix par rapport à l'argent.

En effet, en 1849, le kilogr. d'argent fin a valu en moyenne 218 fr. 10 d'or sur le marché de Londres ; en 1852, le même kil. d'argent fin s'est payé en moyenne 220 fr. 80 d'or.

En 1849, 1 kilog. d'or valait 15 kilog. 8 d'argent.
En 1852 » » 15 » 6 d'argent.

Soit une différence réelle de 1,2 0/0 entre les deux années.

Ce qu'il importe de retenir, c'est qu'à partir du jour où la loi de Germinal an XI a été suspendue, à partir du moment précis où la frappe libre de l'argent a été *limitée* en France : l'argent-métal y est devenu *simple marchandise* et que dès lors il a dû nécessairement y subir la loi générale de l'offre et de la demande comme toutes les autres marchandises.

Si, aujourd'hui, en présence de la surproduction des mines du Transwaal, la France, l'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis décidaient de *limiter* à quelques centaines de mille francs par jour la frappe libre de l'or : le propriétaire d'un lingot d'or, n'ayant plus désormais le DROIT de convertir *sûrement* et à des conditions de délai et de frais de frappe connues d'avance, son métal en *numéraire* ayant cours *forcé* dans ces pays, aurait naturellement l'idée — s'il avait besoin de le réaliser — de le *vendre* sous sa forme de lingot à celui qui voudrait l'acquérir à ses risques et périls.

Ce qui revient à dire que la *limitation* de la frappe

libre de l'or changerait brusquement tous les lingots d'or existant dans le monde, ou à extraire des mines, en *simple marchandise*... et que cette marchandise prendrait — par rapport aux pièces d'or déjà frappées — la valeur relative que lui donnerait alors la spéculation.

La spéculation aurait elle-même trois facteurs d'appréciation : 1° l'importance des contingents annuels acceptés à la frappe par les Hôtels des monnaies des pays en question, qui sont actuellement les principaux consommateurs de l'or extrait des mines; 2° l'importance de la production universelle de l'or; 3° les débouchés industriels.

La valeur relative du kilog. d'or en lingot, calculée en monnaies déjà frappées — et continuant à bénéficier du *cours forcé* sans limitation de quantité — se modifierait naturellement d'année en année, selon les variations respectives des trois facteurs indiqués.

Le manque d'espace nous empêche de donner les longs développements de cette savante discussion, nous nous bornerons à indiquer la double conclusion qu'on peut en tirer :

1° De 1803 à 1873, l'or et l'argent, malgré des différences considérables dans leur production respective, se sont maintenus d'une manière presque rigoureuse aux environs du pair bimétallique du 15 1/2 consacré par la loi monétaire française de Germinal an XI;

2° La suppression de la frappe libre de l'argent, ayant eu pour effet de changer ce métal en simple marchandise, c'est à cette suppression qu'il convient d'attribuer la divergence survenue, par la suite, entre les deux métaux monétaires.

Production Universelle de l'Or et de l'Argent depuis le commencement du siècle jusqu'à 1894 inclus

L'évaluation est faite en francs d'après le rapport bimétallique français 1 kilog. d'or = 15 kil. 1/2 d'argent, 1 kilog. d'or = 3.444 francs, 1 kilog. d'argent = 222 fr. 22.

Les chiffres des périodes décennales et quinquennales de 1801 à 1885 sont tirés des statistiques du docteur Soetbeer.

Les chiffres annuels de 1849 à 1872 inclus sont tirés du rapport de sir Hector Hay à la Gold and Silver Commission.

Les chiffres annuels de 1873 à 1893 inclus sont tirés des statistiques du Directeur de la Monnaie des Etats-Unis.

Les chiffres de 1894 résultent des évaluations de M. Valentine, publiées par le *Commercial Chronicle* de New-York.

PÉRIODES	Production moyenne annuelle en valeur calculée au pair du 15.5		Proportion de la production des deux métaux pour 100 fr. de métal précieux extrait des mines		Rapport des deux métaux d'après le prix de l'argent en *or* à Londres		
					Prix moyen annuel de la période ou de l'année		Rapport ou nombre de kilog. d'*argent* que pouvait procurer 1 kilo d'*or*
	Or	Arg^t	Or %	Arg^t %	Once Stand^rd	1 kilog. d'arg^t fin	
	Millions de fr.	Millions de fr.	Fr.	Fr.	Pence	Francs	Rapport réel
Dates	100.0	100.0	50.0	50.0	60.87	222.2	15.5
Production par période							
1801-10	61.2	198.4	23.6	76.4	60.43	220.5	15.6
1811-20	39.4	120.0	24.8	75.2	60.81	222.0	15.5
1821-30	48.9	102.2	32.4	67.6	59.67	217.8	15.8
1831-40	69.8	132.3	34.6	65.4	60.18	219.6	15.6
1841-50	188.5	173.2	52.2	47.8	59.62	217.7	15.8
1851-55	686.5	196.6	77.8	22.2	61.18	223.3	15.4
1856-60	694.7	200.8	77.6	22.4	61.62	224.9	15.3
1861-65	637.2	244.4	72.3	27.7	61.25	223.4	15.4
1866-70	671.5	297.0	69.4	30.6	60.62	221.2	15.5
1871-75	598.8	437.1	57.9	42.1	59.05	215.5	15.9
1876-80	593.7	543.8	52.2	47.8	52.93	193.1	17.8
1881-85	513.5	635.2	44.8	55.2	50.62	184.7	18.6
Production annuelle							
1849	136.2	196.7	40.9	59.1	59.75	218 1	15.8
1850	224.4	196.7	53.3	46.7	60.06	219.2	15.7
1851	340.5	201.8	62.8	37.2	61 »	223.2	15.4
1852	923.0	204.3	81.9	18.1	60.50	220.8	15.6
1853	784.3	204.3	79.3	20.7	61.50	224.5	15.3
1854	643.1	204.3	75.9	24.1	61.50	224.5	15.3
1855	680.9	204.3	76.9	23.1	61.31	223.8	15.3
1856	744.0	206 8	78.2	21.8	61.31	223.8	15.3
1857	673.3	204.3	76.7	23.3	61.75	225.4	15.2
1858	628.0	204.3	75.5	24.5	61.31	223.8	15.3
1859	630.5	206.8	75.3	24.7	62.06	226.5	15.2
1860	602.8	206 8	74.5	25.5	61.69	225.2	15.3
1861	575.0	214.4	72.8	27.2	60.81	222.0	15.5
1862	547.8	227.0	70.7	29.3	61.44	224.2	15.3
1863	539.7	247.2	68.6	31.4	61.37	224.0	15.3
1864	570.0	259.8	68.7	31.3	61.37	224.0	15.3
1865	605.3	262.3	69.8	30.2	61.06	222.8	15.4
1866	610.3	254.7	70.6	29.4	61.12	223.1	15.4
1867	575.0	272.4	67.9	32.1	60.56	221.0	15.6
1868	554.8	252.2	68.7	31.3	60.50	220.8	15.6
1869	534.7	239.6	69.1	30.9	60.44	220.6	15.6
1870	539.7	259.8	67.5	32.5	60.56	221.0	15.5
1871	539.7	307.7	63.7	36.3	60.50	220.8	15.6
1872	501.9	330.4	60.3	39.7	60.31	220.1	15 6
1873	498.3	436.9	53.3	46.7	59.25	216.3	15.9
1874	470.1	381.8	55.2	44.8	58.31	212.8	16.1
1875	505.0	429.9	54.0	46.0	56.87	207.6	16.6
1876	537.2	467.8	53.5	46.5	52.75	192.5	17.9
1877	590.6	432.6	57.7	42.3	54.81	200.1	17.2
1878	616.4	507.4	54.8	45.2	52.56	191.9	17.9
1879	564.6	512.7	52.4	47.6	51.25	187.1	18.4
1880	551.7	516.4	51.7	48.3	52.25	190.7	18.1
1881	533.6	544.7	49.5	50.5	51.69	188.6	18.2
1882	528.4	597.1	46.9	53.1	51.62	188.4	18.3
1883	494.2	615.8	44.5	55.5	50.56	184.5	18.7
1884	526.8	563.4	48.3	51 7	50.62	184.8	18.6
1885	561.5	632.9	47.0	53.0	48.62	177.5	19.4
1886	549.1	644.1	46.0	54.0	45.37	165.6	20.8
1887	547.9	663.7	45.2	54.8	44.62	162.9	21.1
1888	570.8	751.4	43.2	56.8	42.87	156.5	22.0
1889	639.7	830.1	43.5	56.5	42.69	155.8	22.1
1890	615.6	863 8	41.6	58.4	47.69	174.0	19 8
1891	646.8	947.2	40.6	59.4	45.06	164.5	20.9
1892	757.8	1056.0	41.8	58.2	39.81	145.3	23.7
1893	805.6	1112.8	42.0	58.0	35.62	130.0	26.5
1894	944.9	1029.5	47.9	52.1	28.94	105.6	32.6

La Question monétaire à Toulouse

L'honorable M. Fougeirol, député de l'Ardèche, vice-président de la *Ligue nationale bimétallique*, appelé par la Société centrale d'Agriculture de la Haute-Garonne, s'est rendu à Toulouse, le 18 mai, et y a fait, dans un des amphithéâtres de la Faculté, une conférence sur la question monétaire.

La séance a été présidée par M. Garnelsy, conseiller général, Président de la Société centrale; à côté de lui avaient pris place au bureau M. Camparan, sénateur; MM. Mandeville et Leygues, députés du département, et de nombreuses personnalités appartenant au monde agricole, industriel et commercial de la région.

Devant l'exposition très claire et la parole très simple de l'honorable conférencier, les auditeurs, peu familiarisés avec cette question, ont démontré par leurs applaudissements, répétés à plusieurs reprises, qu'ils comprenaient toute l'importance qu'elle présente au point de vue des intérêts de notre pays et de tous ceux qui, comme lui, ont depuis vingt ans abandonné l'étalon d'argent.

Nous n'avons pas à revenir ici sur les documents et les preuves irréfutables que M. Fougeirol a mis au service de sa brillante parole: nos lecteurs les connaissent depuis déjà longtemps. Mais nous constaterons, une fois de plus, que cette question de la nécessité du rétablissement de l'ancien pair bimétallique, que les monométallistes s'efforcent de rendre obscure, est admirablement comprise par tous ceux qui apportent, dans son examen, l'impartialité voulue.

Les producteurs toulousains ont confirmé cette règle et les ovations par lesquelles ils ont accueilli les conclusions du conférencier — conformes d'ailleurs à celles précédemment développées par lui à Montpellier et

Perpignan, quelques jours auparavant — sont la démonstration par le fait de l'utilité de la campagne de vulgarisation si vigoureusement menée par M. Fougeirol dans le Midi de la France.

La Monnaie de billon à la Martinique

Dans la séance du Conseil des Ministres tenue le 30 mai; sous la présidence de M. Félix Faure, M. Chautemps, ministre des colonies, a fait signer un décret interdisant à la Martinique l'exportation de la monnaie de billon.

La Cité de Londres et la question de l'argent

M. J. P. Heseltine, poursuivant de l'autre côté de la Manche la vigoureuse campagne qui nous a valu un si grand nombre d'études remarquables, vient encore d'adresser au Directeur du *Financial News* une lettre très documentée dont nous sommes heureux de placer la traduction sous les yeux de nos lecteurs :

La question monétaire accapare, aujourd'hui, l'attention de la Cité de Londres à ce point qu'il importe de bien établir les faits et de dissiper tout malentendu. Une des erreurs qui influence le plus les esprits a été nettement exprimée dans les récentes observations de sir William Harcourt, et comme elle a été formulée dans le but de frapper l'opinion de la Cité, je serais heureux de pouvoir présenter quelques commentaires à ce sujet.

Le Chancelier a dit : « D'autres pays ont de gros stocks d'argent dont ils ne savent que faire et dont ils voudraient bien se débarrasser sur notre dos. » Une semblable déclaration constitue : ou bien une période vide de sens, qu'on peut expliquer par une ignorance du mouvement actuel des affaires en argent et du mouvement probable du commerce le jour où un rapport aura été fixé au moyen d'un accord international — ou bien on peut la réduire à un maigre rapport sur les affaires à l'appui duquel on a voulu choisir un exemple.

Pour trancher la question je vais raisonner de la façon suivante . . . .

Chaque once d'argent extraite est déchargée quelque part; dès lors où décharge-t-on actuellement la plus grande partie de la production annuelle du monde? A Londres.

Où le propriétaire d'une mine d'or américaine écoule-t-il la plus grande partie de sa production ? A Londres. Le commerce de Londres subit-il un préjudice quelconque de ce chef que l'argent est déchargé à Londres plutot qu'ailleurs? Certainement non ; au contraire, plusieurs parmi les maisons les plus notables retirent un légitime bénéfice de cette branche d'affaires. Puisse Londres rester encore longtemps le marché où on débarquera les plus grandes quantités possible, non seulement d'argent mais encore de tous autres produits.

Si donc, il n'y a pas d'inconvénients directs à ce que l'argent soit débarqué à Londres plutot qu'ailleurs, sir William Harcourt a voulu indiquer les maux qui s'abattraient sur Londres si l'argent continuait à y être débarqué, lorsque l'Hôtel des monnaies de Londres aurait été ouvert à la frappe de l'argent, suivant un rapport uniforme adopté par les grandes nations commerciales. Quels sont les pays ayant de gros stocks d'argent et désirant s'en débarrasser sur notre dos? La France est-elle un de ces pays? Evidemment non. Le Gouvernement français ne détient pas d'argent. La *Banque de France* a, dans ses caves, 1 milliard 237 millions d'argent monnayé (pas de barres), mais ce stock ne lui appartient pas. Elle le garde en dépôt pour le compte des véritables propriétaires et elle a émis des billets qui sont, en somme, des reçus délivrés à ceux-ci. La *Banque de France* garde en garantie cet argent, qui ne peut être retiré que contre versement d'une somme correspondante en billets ou en or.

Si le porteur d'un billet de la *Banque de France* voulait retirer de l'argent et l'écouler en Angleterre, il pourrait assurément le faire. Mais quel serait le résultat d'une pareille opération? L'argent retiré serait aussitot acheté à Londres, renvoyé à Paris et échangé, de nouveau, contre des billets français. Les monnaies d'argent auraient fait une simple promenade à travers le détroit et, en fin de compte, l'expéditeur parisien se trouverait en perte, tandis qu'il y aurait profit pour le négociant en métaux précieux de Londres. Quel est celui qui éprouverait un préjudice ! Personne, à Londres.

Conséquemment, la France ne peut être le pays qui, de l'avis de sir William Harcourt, possède un grand stock d'argent dont il désire se débarrasser. Ce doit être alors l'Amérique. En effet, mais de quelle manière ?

Le Trésor des Etats-Unis possède de nombreux millions de dollars en argent monnayé ou en lingots. mais il ne peut s'en séparer ; cet argent ne peut être retiré qu'en échange de billets, par les porteurs de ces billets. Il est clair que ces porteurs ne retireront pas de l'argent qu'ils vendraient à perte lorsque leurs billets ont force libératoire au pair. Reste alors la production des mines d'argent américaines, qui s'écoulerait à Londres à notre préjudice. Mais, aujourd'hui déjà, une grande partie de cette production vient à Londres et, considérant qu'il faut qu'elle soit débarquée quelque part, pourquoi Londres ne continuerait-il pas à bénéficier des transactions ?

Pourquoi ce débarquement, qui constitue aujourd'hui une source de profit pour plusieurs grandes maisons, cesserait-il d'être une source de profits après l'établissement d'un rapport international ? Quelles perturbations la fixation d'un rapport international entraînerait-elle dans le mouvement des affaires de façon à transformer un commerce rémunérateur en une entreprise désastreuse pour le pays et pour les particuliers ?

Examinons, pas à pas, les changements qui surviendraient dans le commerce si l'Hôtel des monnaies de Londres s'ouvrait à la frappe libre de l'argent suivant un rapport fixe conforme à celui adopté par d'autres grandes nations.

Le premier et aussi le plus important changement serait celui-ci : le vendeur, qui a fait débarquer son argent à Londres et qui a le droit de drainer de l'or, perdrait ce droit, soit qu'il s'en défasse par une vente sur le marché, soit qu'il l'envoie à l'Hôtel des monnaies pour y être frappé; l'une ou l'autre de ces opérations ne comporterait en aucune façon le droit de retirer de l'or en échange. Une plus grande liberté pour les paiements métalliques ne peut donner naissance à une source d'embarras pour ceux qui ont le choix ; paiera en or qui voudra.

Quel est le changement qui, par ordre d'importance, se produira en second lieu? C'est le suivant :

Tandis qu'actuellement le rapport du poids des monnaies d'argent varie de 14,28 à 1 (Angleterre), de 16 à 1 (Amérique), le rapport du poids serait fixé, à une décimale près, pour les quatre principales nations — la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Amérique — pour une pièce, dans tous les cas. Supposons, pour donner un exemple, qu'on ait adopté le rapport français, en poids et en titre; on trouverait alors, approximativement : un kilogramme d'argent sera transformé, à l'Hotel des monnaies de Paris, en 40 pièces de 5 fr., pesant chacune 25 grammes ; un kilogramme d'argent sera transformé, à l'Hôtel des monnaies de Londres, en 40 pièces de 4 shellings, pesant chacune 25 grammes — c'est-à-dire une légère différence en plus sur la pièce de 4 shell. actuelle ; un kilogramme d'argent sera transformé, à l'Hôtel des monnaies de Washington, en 40 pièces de 1 dollar, pesant 25 grammes chaque, c'est-à-dire une légère différence en moins sur le dollar actuel ; un kilogramme d'argent sera transformé, à l'Hotel des monnaies de Berlin, en 40 pièces de 4 marks pesant 25 grammes chacune.

En conséquence, un kilogramme d'argent aurait exactement le même pouvoir libératoire à Londres, Paris, New-York et Berlin, soit : 8 liv. st. à Londres, 200 francs à Paris, 40 dollars à New-York, et 160 marks à Berlin.

Dans ces conditions, quel attrait nouveau y aurait-il pour le propriétaire américain de mines d'expédier son argent à Londres plutôt que de le faire frapper à Washington ? Il n'y en aurait aucun ; au contraire, il n'expédiera à Londres que lorsque le taux du change sera au-dessus de 5 dollars par livre sterling qui constituerait désormais le nouveau taux du change. C'est seulement quand il pourra obtenir plus de 40 dollars par kilogramme qu'il expédiera son argent à Londres ; sinon, il demandera 40 dollars à son propre Hotel des monnaies et les emploiera. Si, en vendant une traite sur Londres à un cours au-dessus de 5 dollars par livre sterling, il pouvait obtenir une somme supérieure à celle qui lui est nécessaire pour payer le fret de l'argent pour Londres, il la vendra, car le fait de pouvoir vendre une traite plus de cinq dollars et au-dessus des frais prouvera qu'il se produit à Londres des demandes de métal; alors, l'opération sera fructueuse. Aucun propriétaire américain de mines d'argent ne voudra s'exposer à une perte pour le plaisir d'expédier de l'argent à Londres au lieu de le réaliser dans son propre pays. Cela est clair et cela sera ainsi, quel que soit le rapport adopté.

Le montant total des monnaies d'argent et des lingots débarqués, en 1893, dans le Royaume-Uni, s'est élevé à 80.460.000 onces ; la production totale du monde ayant été évaluée à 161 millions d'onces, cette même année 1893, on voit que près de la moitié de la production du monde a été expédiée à Londres

Il est à peine nécessaire d'ajouter que cet argent ne reste pas à Londres; il arrive ici en transit pour l'Extrême-Orient. Tant que la France garda un rapport *bimétallique*, on débarquait l'argent à Londres, pour l'expédier en Asie. Depuis 1873, alors que le monométallisme y fut introduit, l'argent a suivi la même voie; on le débarque à Londres et on le réexpédie en Extrême-Orient. Si on rétablit le rapport, l'argent

continuera à prendre la route de l'Extrême-Orient, et nous devons sérieusement désirer que Londres continue à bénéficier du débarquement. Bien qu'il ne résulte aucun inconvénient pour ce pays du fait du débarquement de l'argent à Londres, plutot qu'ailleurs, il n'en est pas moins vrai que le résultat du débarquement de l'argent échangé contre l'or, en l'absence d'un rapport, cause un préjudice à tous les producteurs des pays monométallistes-or. La nécessité de débarquer de l'argent en échange d'or, tel que c'est aujourd'hui le cas, découle uniquement du manque d'un rapport fixe; c'est un système contre nature. Avec ou sans rapport, l'argent prendra toujours le chemin de l'Asie. La mesure consistant à arrêter le flot d'argent dans l'Inde, au moyen de la fermeture des Hotels de monnaies et au moyen de droits d'importation, est d'une application inefficace, et si elle était efficace, elle serait contraire à nos intérêts.

Quand les producteurs des pays monométallistes-or comprendront qu'ils souffrent de l'appréciation ou des fluctuations de leur étalon de valeur, quand ils comprendront que toute baisse de 1 0/0 dans la valeur en or de l'argent correspond à une hausse de 1 0/0 du métal qui forme leur étalon de valeur et augmente de 1 0/0 l'ensemble de leurs charges fixes, en permettant aux productions des peuples à circulation d'argent de lutter contre eux, avec une prime de 1 0/0, sur tous les marchés à étalon d'or, — quand ils comprendront cela, le mouvement en faveur d'un rapport au moyen d'un accord international s'accentuera de jour en jour et ce mouvement acquierra, dans tous les pays à étalon d'or, une force telle que l'opposition persistante du Gouvernement, de l'Administration du Trésor et de la majorité de la presse sera impuissante pour l'enrayer.

Le Bimétallisme au London Institution

Le 22 mai courant a eu lieu, au London Institution, Finsbury Circus, une intéressante discussion contradictoire sur les rapports précédemment lus par MM. Herbert C. Gibbs (sur le *Bimétallisme*) et J. Herbert Tritton (sur le monométallisme). La réunion était présidée par M. Léonard Courtney, membre du Parlement anglais.

Voici les noms des principaux orateurs : sir William Houldsworth, M. P., M. W. H. Grenfell, sir Samuel Smith, M. P., sir David Barbour, K. C. S. J. et sir Edgcumbe, — qui tous ont produit des arguments en faveur du *Bimétallisme.*

Les orateurs qui ont parlé contre, sont : MM. Bertram Currie, Brodie Hoare, W.-H. Stone, Tritton et William Fowler, M. P.

En résumant les débats, M. Léonard Courtney a dit qu'il fallait rassurer les personnes qui s'alarment à tort et redoutent un changement violent dans les conditions ordinaires de l'existence par l'adoption du *Bimétallisme*. On a vécu jusqu'en 1873, a-t-il ajouté, sous le régime *bimétallique*, sans que ces mêmes personnes s'en soit préoccupées et avec le retour de ce régime l'existence serait au moins aussi heureuse qu'elle l'était alors.

Le Bimétallisme en Italie

Le *Sole* de Milan, rappelant qu'un congrès *bimétalliste* est convoqué pour le 3 juin, à Ferrare, constate que les principaux pays du monde prennent actuellement des mesures en vue du rétablissement du double étalon.

« Bon ou mauvais, ajoute notre confrère, nous aimons à voir étudier à fond par les hommes compétents, cette grande question économique. »

La Question monétaire à la Chambre des députés de Prusse (Landtag)

Séance du 20 mai 1895

Discussion du projet de résolution déposé par le Dr Arendt, M. de Kardorff, le comte de Limbourg-Stirum et M. de Ploetz et couvert de 207 signatures. Le texte de la proposition est conçu en ces termes :

« Plaise à la Chambre des députés de décider que le Gou-
« vernement royal invite M. le Chancelier de l'Empire à faire
« sans délai et dans un sens énergique, toutes démarches pro-
« pres à amener un règlement international de la question
« monétaire dans le but final d'établir le *Bimétallisme* inter-
« national. »

La séance est ouverte à 1 heure 15, sous la présidence de M. de Kœller.

Le Dr Arendt. — Messieurs :

La proposition que nous vous présentons a trait à un sujet, qui est du ressort de la législation impériale. Le Reichstag a déjà pris une résolution à cet égard. Mais nous avons toujours exercé en cette Chambre une influence constitutionnelle sur le Gouvernement de l'Etat prussien, dans le but de régler l'attitude qu'il doit prendre devant le Conseil fédéral

La situation actuelle nous oblige à intervenir directement. Dans sa réponse du 16 février au Reichstag, le Chancelier de l'Empire annonçait qu'il voulait entrer en pourparlers avec les Gouvernements confédérés. A la Chambre des Seigneurs, en qualité de ministre président du Conseil, le Chancelier a déclaré qu'une lettre avait été envoyée aux Gouvernements et que la suite donnée à la résolution du Reichstag dépendrait des décisions qui seraient prises par les Etats confédérés.

Le Gouvernement prussien est donc mis en demeure d'adopter une résolution et la représentation populaire doit aussi prendre position.

J'attache une importance prépondérante à la première partie de notre proposition. Trois mois se sont écoulés depuis la résolution du Reichstag Rien n'a été fait à part l'envoi d'une lettre qui aurait pu être expédiée en trois jours (*Très bien ! à droite*); j'estime donc qu'il est temps d'agir. La situation économique du pays l'exige.

A ma grande surprise, on attache aujourd'hui une grande importance à la seconde partie de ma proposition. Le Président du Conseil a fait savoir que le membre de phrase « dans le but final d'établir le *Bimétallisme international* » constituait une grande différence entre la résolution du Reichstag et votre proposition. Je ne le pense pas. Sans le *Bimétallisme*, le règlement international de la question monétaire est une utopie. Cette opposition n'est qu'une manœuvre du parti de l'étalon d'or, réduit à l'impuissance dans les Parlements. Il en est arrivé à recourir aux petits moyens. Ainsi, le président de la Banque de l'Empire, M. Koch, a prétendu que le Conseil d'Etat s'en était rapporté aux démarches du Gouvernement impérial. C'est là une contre-vérité. Le Conseil d'Etat a reconnu les graves inconvénients du système actuel et il a exprimé le désir qu'une action fût entreprise ; il allait ainsi au delà des vues exprimées par le Chancelier. Les monométallistes ont essayé de faire introduire dans la résolution du Conseil d'Etat la phrase prononcée au Reichstag par le Chancelier de l'Empire : « sans porter préjudice à l'étalon impérial ». Cette tentative a échoué. Le Conseil d'Etat admet donc que les négociations doivent être conduites, sans avoir égard au maintien de l'étalon d'or.

A la Chambre des Seigneurs, comme ici, on a demandé la suppression des mots « dans le but final d'établir le *Bimétallisme international* ». Malgré l'intervention du Président du Conseil, malgré les traditions gouvernementales de la Haute Chambre, cet amendement a été rejeté.

Par leurs agissements, les monométallistes ont réussi à provoquer une manifestation éclatante contre l'étalon d'or.

D'ailleurs, comment s'imaginer un règlement de la question monétaire, sans le triomphe du *Bimétallisme international ?* Pour ma part, je ne le conçois pas.

Sans doute, on pourrait recourir aux petits moyens, relever momentanément le prix de l'argent, comme l'ont fait les Américains avec le *Bland* et le *Sherman Act*. Ce n'est pas notre objectif. Nous voulons à la fois relever et consolider le prix de l'argent.

Le *Bimétallisme* doit attribuer à l'or et à l'argent un rôle alternatif qui supprime les grandes variations de prix, si longtemps restées inconnues.

Résoudre le problème monétaire international sans le *Bimétallisme*, ce serait reculer en deçà de l'attitude prise par l'Allemagne en 1881. Les procès-verbaux le démontrent, le Gouvernement faisait dépendre ses concessions de l'adoption du *Bimétallisme* par les autres Etats. La proposition Rinteln ferait échec au but que nous poursuivons, en mettant obstacle à la réhabilitation de l'argent. Ce serait une démonstration directe en faveur de l'étalon d'or.

Mais pour exposer le problème monétaire avec toute la clarté nécessaire, il faut remonter à l'origine de la dépréciation de l'argent.

En Angleterre, la discussion est plus loyale que chez nous. Les grandes enquêtes ont démontré que l'augmentation de la production de l'argent n'était pas la cause de sa dépréciation.

De 1833 à 1872, c'est-à-dire pendant quarante ans, les plus fortes oscillations n'ont pas dépassé 4 pence 1/4. En vingt années, de 1873 à 1894, l'écart s'est élevé à 32 pence 10/16. On confond la cause avec l'effet. La production de l'argent étant à peine suffisante au commencement de la dépréciation. Si les Hôtels des monnaies étaient restés librement ouverts à la frappe, les perturbations ne se seraient pas fait sentir. D'après Soetbeer, la production moyenne était d'un million 3/4 de kilog. Si l'on évalue à 3/4 de million la consommation industrielle — estimation trop faible à mon avis — l'Extrême-Orient absorbant le reste, il n'y avait pas surproduction. L'afflux de l'argent dans les Hôtels des monnaies ne précéda pas, mais suivit, au contraire, les mesures prises contre l'argent. C'est la dépréciation qui a provoqué l'exploi-

tation à outrance des mines d'argent et le développement de la production.

L'afflux d'énormes masses d'argent n'est pas à redouter. Que représentent-elles eu égard aux besoins? Il faut plutôt admettre que nous approchons d'une période où la production sera insuffisante.

L'industrie absorbe actuellement 1 million 1/2 de kilog., l'Asie 2 millions et celle-ci en prendra davantage à la suite des derniers événements. Reste 1 million ou 1 million et demi de kilog., soit, aux cours actuels, 90 ou 135 millions de *Marks* et aux anciens prix de 180 à 270 millions de *Marks*.

Avec une grande *Union bimétallique*, ce serait 1 *M.* par tête et par an. Ce ne sont pas des quantités assez effrayantes pour que le monde se résigne à supporter les conséquences de l'anarchie monétaire actuelle.

Certes, la science a développé les moyens d'extraction. Mais ce qui est tiré de la terre ne se renouvelle pas. Une mine qui durait jadis cent ans sera épuisée, à notre époque en dix ans.

Aux Etats-Unis, le *Comstock*, le fameux filon d'argent du Névada, est épuisé. A la profondeur actuelle, la chaleur arrête le travail de l'homme. La production des Etats-Unis s'est réduite de 65 millions d'onces en 1892 à 48 millions en 1894.

Le plus riche filon du monde, le *Broken Hill* d'Australie, approche de sa fin. Dans un ou deux ans, la production sera suspendue. On l'a annoncé à l'assemblée des actionnaires. Or, cette mine produisait 500.000 kilog. par an.

Dans l'Amérique du Sud, la baisse du prix de l'argent n'a pas diminué l'extraction, car elle se fait dans des pays à étalon d'argent. Le député Paasche a parcouru le Mexique et il assure que la dépréciation n'a exercé aucune influence sur la production.

On prétend que la baisse provient de ce fait que la production a quadruplé. N'en a-t-il pas été de même pour l'or? En quelques années, il est devenu quinze fois plus abondant, sans pour cela se déprécier.

En 1868, M. Soetbeer, le chef scientifique de l'école monométalliste, expliquait la stabilité du prix de l'argent par le *Bimétallisme* pratiqué en France et aux Etats Unis. Il avait raison. La véritable cause de la dépréciation de l'argent, c'est le changement survenu dans les législations monétaires.

Malgré les progrès de la production de l'or, la généralisation de l'étalon d'or est impossible. Un seul pays le pratique réellement : l'Angleterre. En Allemagne, il y a 1 milliard d'argent déprécié de 50 0/0. Dieu nous préserve d'une guerre sous le régime de l'étalon *éprouvé*! (*Très bien ! à droite.*)

D'ailleurs, ce n'est pas là la seule perte que nous inflige le régime actuel. Les bijoux et la vaisselle d'argent sont aussi exposés à la dépréciation. Il y en a peut-être pour 2 milliards.

Et la production minière? Le district de Mansfeld est à la veille de sa ruine. La dépréciation du métal blanc frappe aussi les mines de cuivre, de plomb et de produits chimiques.

Ce qui me paraît surtout incompréhensible, c'est la prétention des monométallistes persistant à soutenir qu'ils agissent dans l'intérêt de l'exportation. L'étranger n'a aucun intérêt à payer en monnaie chère. Je ne veux pas déprécier notre circulation monétaire, mais l'exportateur et l'agriculteur ne perdraient pas à son ébranlement; seulement ils ne cherchent pas à s'enrichir au détriment des autres classes.

J'en arrive à l'action exercée sur la formation des prix par la dépréciation de l'argent. Ils sont intimement unis. Le prix des marchandises suit fidèlement les fluctuations du cours de l'argent. L'argent a monté et l'*Index-Number* s'est relevé simultanément.

Nous recherchons non la dépréciation de la monnaie, mais la hausse des prix; ce sont des expressions synonymes. Nous ne voulons pas modifier la monnaie, mais les conditions de la frappe en rendant à l'argent monnayé sa pleine valeur. L'argent doit être monnayé comme l'or. (*Voix du centre : Cela se fait déjà!*) — Non! cela ne se fait pas, car la monnaie d'argent n'est que fiduciaire.

Si nous frappons de l'argent, nous améliorerons notre circulation monétaire.

Les deux métaux doivent être traités sur un pied d'égalité et si la loi établit un rapport entre eux, leur prix deviendra stable.

J'admets cependant toutes les mesures transitoires tendant à éviter un saut brusque des prix des marchandises. L'Etat doit d'ailleurs participer au bénéfice de la hausse de l'argent.

D'aucuns prétendent que le *Bimétallisme* favorise les opérations d'arbitrage. Pour cette raison, on prétend que les Rothschild sont *bimétallistes*. On en tire de grandes conclusions. A mon avis, il n'en est rien, par malheur (*Hilarité*); je serais heureux qu'il en fût ainsi, car cette grande influence se serait déjà manifestée au bénéfice de la cause *bimétalliste*.

Ce qui est exact, c'est qu'en 1868, un Rothschild de Paris s'est prononcé, lors de l'enquête monétaire, pour le maintien du double-étalon.

Mais tout récemment le Rothschild de Paris serait devenu un partisan décidé de l'étalon d'or. C'est un fait établi pour le Rothschild de Londres, d'après ses discours et les documents qu'il a publiés lors de la Conférence de Bruxelles, où il était délégué de l'Angleterre (1).

Il soutenait que le bas prix du blé est un avantage. C'est aussi l'avis de M. Bamberger et celui de M. Russel, directeur de la *Disconto Gesellschaft*. Ils mesurent le degré de civilisation à la baisse des prix. Dans ce cas, le maximum de civilisation serait atteint, si le prix des marchandises descendait à zéro!

J'en arrive à la crise économique. On prétend qu'elle est universelle. Non! elle est limitée aux pays à étalon d'or.

Les pays à étalon d'argent prospèrent et se développent. L'Inde hollandaise, qui est soumise à l'étalon d'or, souffre comme nous. L'Inde anglaise, le Mexique, le Japon gagnent au maintien de l'étalon d'argent. Dans une enquête faite à Shanghaï, un grand négociant chinois, a fait la déclaration suivante : « La hausse de l'argent nous est indifférente; au contraire, si le dollar tombait à 50 centimes, nous autres Chinois nous deviendrions les maîtres du monde ». (*Très bien ! très bien !*)

Messieurs, ce que nous désirons, c'est mettre un terme à un pareil état de choses. Nous ne voulons pas diminuer, mais augmenter, au contraire, la stabilité du régime monétaire. La valeur qui repose sur l'or seul ne saurait être stable, car elle dépend des constantes fluctuations de l'argent par rapport à l'or. Nous poursuivons l'unité de valeur pour le monde entier; nous voulons accoupler l'argent et l'or comme facteurs légaux, comme cela a toujours été le cas, et, pour atteindre ce but, l'Allemagne doit prendre l'initiative, car c'est elle qui a créé la situation actuelle par sa législation monétaire de 1871 et de 1873. (*Bravo, à droite.*)

On a dit au Reichstag : si l'Allemagne fait cela, elle se couvrira de ridicule. Mais quelle a été la conséquence du vote du Reichstag? Pouvait-on supposer que quinze jours après ce vote, le Parlement anglais adresserait ses souhaits de succès au Reichstag allemand? Certes, Messieurs, il n'y a eu aucun ridicule de ce chef.

Mais d'aucuns nous disent : « L'Angleterre ne touchera jamais à l'étalon-or » — alors que le parti monométalliste-or anglais n'a même pas osé soutenir ses idées dans la crainte d'être battu par une majorité de 100 voix! Et on s'appuie sur le discours prononcé par le secrétaire du Trésor, M. d'Harcourt, comme s'il était éternel, comme si les jours du Cabinet anglais n'étaient pas comptés et comme si le *leader* de l'opposition, M. Balfour, n'avait pas parlé pour la première fois, comme chef de parti, le 3 avril dernier. . . . .

Les *bimétallistes* allemands ont pensé qu'on pouvait résoudre la question monetaire sans l'Angleterre; c'est encore aujourd'hui mon sentiment, mais le cours des événements nous a amenés à cette conviction que nous pouvions attendre le triomphe des *bimétallistes* anglais. Nous avons un terrain d'entente sur lequel les divers éléments de cette question peuvent se grouper.

M. Arendt *donne ensuite lecture de la résolution prise, à ce propos, par le Comité de l'Union Bimétallique Allemande et il fournit :*

Messieurs, tous les Etats sont prêts à marcher en partant de cette base. Quand on vient nous dire que la Russie va établir l'étalon-or on fait preuve d'une grande ignorance. Les Russes constituent un gros trésor d'or — dans quel but? Je ne le rechercherai pas; et pour cela elle a introduit la clause dite d'or, pour que l'or se maintienne dans la circulation privée.

Et quand on nous dit : l'Autriche veut aussi se mettre au régime de l'or, on répète ce qu'on a déjà dit pour l'Italie : que les Autrichiens reprennent les paiements en espèces et ils verront ce qu'il adviendra de leur or.

Un des avantages, et un des plus grands à mon avis, que nous procurerait le double étalon, réside, grâce au bien-être économique et aux temps meilleurs qu'il nous apportera, dans la possibilité de combattre la démocratie sociale; les démocrates-socialistes le comprennent, aussi sont-ils le principal soutien de l'étalon-or. La moitié des voix données à cet étalon lors du dernier vote au Reichstag était fournie par les démocrates-socialistes. Les soixante conseillers de commerce et directeurs de Banques, qui se sont mis à la tête du groupe dit la garde de l'or, ne veulent pas reconnaître qu'ils forment, en réalité, l'avant garde de la démocratie-socialiste; mais les démocrates-socialistes s'en rendent bien compte! Comme preuve de ce que j'avance, je citerai ces lignes écrites par un des leurs, le député au Reichstag Schippel : « La classe des travailleurs n'a aucune raison de lutter pour l'allègement des

(1) *Note de la Rédaction :* Lord Rothschild de Londres a cependant proposé à cette Conférence l'achat d'une centaine de millions d'argent, dans le but de relever le prix de l'argent en barres.

charges qui pèsent sur l'exploitation capitaliste de l'agriculture et de l'industrie ; au surplus, elle n'est pas assez cruelle pour prolonger artificiellement une agonie économique inévitable. L'intérêt du travailleur salarié consiste, non pas à soutenir, mais à supprimer toutes les couches intermédiaires entre le travail et le capital. » (*Très bien ! très bien !*)

Mais, messieurs, il ne s'agit pas, dans l'espèce, de l'intérêt du travailleur salarié, mais de celui des démocrates socialistes ! Cette couche intermédiaire, comprenant le paysan, l'ouvrier, la classe moyenne, est celle que la démocratie sociale veut anéantir. Et, d'après Schippel, l'étalon-or donne le moyen d'atteindre ce but et c'est précisément pour cela qu'il s'y rallie. Ce devrait être là un avertissement pour les producteurs et pour le Gouvernement. (*Bravo ! à droite.*)....... La vérité finira par triompher, alors on ne comprendra plus l'aberration qui se manifeste aujourd'hui et on considérera peut-être comme un document curieux de l'histoire le discours prononcé par le Directeur de la Banque de l'Empire, le Dr Koch, à la Chambre des Seigneurs. Le Dr Koch qui était autrefois le conseil judiciaire de la Banque, n'a pas suffisamment étudié les questions économiques. . . . .

Voici la péroraison de M. OTTO ARENDT :

On ne cesse de nous objecter : avec le *Bimétallisme*, les autres pays nous inonderont d'argent et nous enlèveront notre or.

Je lis des journaux monométallistes-or français et voici ce que j'y trouve : « les *bimétallistes* trahissent la France, ils veulent laisser pénétrer dans notre pays l'argent allemand et faciliter l'enlèvement des deux milliards d'or qui sont à la Banque de France ».

En Angleterre, les représentants du parti monométalliste-or disent : « l'or anglais disparaîtra et sera remplacé par l'argent ?... »

Mais toutes ces déclarations se contredisent l'une l'autre. Quand les principaux Etats du monde se seront mis d'accord, quand ils auront adopté le même régime monétaire, où l'or pourrait-il s'écouler ? Et s'il pouvait s'écouler, combien rare et cher deviendrait-il ! En examinant la carte, je ne vois guère que la Turquie restant en dehors du *Bimétallisme* et je doute fort qu'elle puisse accaparer l'or. . . . .

Messieurs, il importe que l'Europe se groupe au point de de vue économique, en face du péril social et de la concurrence des autres parties du monde, dont les avantages comme producteurs nous menacent. Mais un pareil groupement est-il possible tant que la question monétaire ne sera pas résolue ?

Le Gouvernement doit se prononcer entre les gros capitalistes et la démocratie sociale d'une part, et les classes des producteurs d'autre part ; j'espère que son choix sera conforme aux intérêts et à la prospérité de la patrie. (*Chaleureux applaudissements à droite.*)

Le Président donne la parole à :

M. DE EYNERN (*national-libéral*), qui reproche à M. Otto Arendt de ne pas fournir d'arguments probants ; il votera la motion Zedlitz, car on ne peut rien tenter sans l'adhésion de l'Angleterre. Mais il ne votera pas pour l'ensemble de la proposition, parce que la convocation d'une Conférence internationale par l'Allemagne est une impossibilité, sans une entente préalable avec l'Angleterre et parce qu'il ressort des paroles prononcées à la Chambre des Seigneurs par le Chancelier de l'Empire que cette entente n'a pas encore eu lieu....

Au surplus, ajoute M. de Eynern, la question qui se pose est la suivante : devons-nous nous en tenir à notre régime monétaire national qui nous place dans une situation avantageuse vis à-vis de tous les autres pays qui ont un régime plus mauvais ?

Si, nous, nous adoptions les idées du Dr Arendt, nous nous attirerions les embarras au milieu desquels se débattent les pays européens, qui n'ont pas adopté l'étalon-or.

« J'admets, comme le dit le Dr Arendt, que les Français soient *bimétallistes* ; mais ils ont de grandes quantités d'argent déprécié et ils seraient enchantés de les écouler chez nous. M. Balfour est *bimétalliste* parce qu'il est le député d'une région de filateurs qu'effraient les progrès réalisés par les filateurs de l'Inde. J'admets encore que la majorité des Anglais serait enchantée de nous voir prendre une initiative qui résoudrait les difficultés anglo-indiennes. Mais nos intérêts sont autres. Nous possédons un régime monétaire, grâce auquel nous avons pu développer notre vie économique et qui nous a assuré une excellente situation dans le monde. Tous les arguments tirés des autres pays, de l'Angleterre ou de l'Amérique, ne me touchent pas et je remercie le Gouvernement de l'attitude qu'il a prise dans la question.

M. DE MENDEL-STEINFELS appuie les motions Arendt et de Zedlitz réunies.

M. BRŒMEL déplore les attaques du Dr Arendt contre les chefs du parti monométalliste-or dont l'honorabilité ne peut être mise en doute. Il repousse les deux motions.

M. DE ZEDLITZ (*conservateur-libéral*) comprend l'hostilité qui se manifeste contre un changement du régime monétaire dont une grande partie du commerce et de l'industrie se trouve bien. Sans l'adhésion de l'Angleterre le double étalon est une chimère. Mais la question du rapport entre l'or et l'argent est des plus importantes et l'orateur se place au même point de vue que les professeurs Suesz et Friedberg. Les exportations vers les pays à circulation d'argent sont entravées. Un relèvement du prix de l'argent amènerait un relèvement des prix en général, et c'est là le seul remède pour ranimer l'agriculture... Mais l'orateur ne partage pas l'espoir du Dr Arendt de voir aboutir prochainement les efforts des *bimétallistes*.

Les débats au sein de la Commission pour l'argent ont démontré que le but à atteindre est le *Bimétallisme*. Le *Bimétallisme international* devra être l'objectif des négociations. Plus d'un Etat de la Confédération germanique sera embarrassé pour prendre position ; et tant que le Gouvernement actuel restera au pouvoir en Angleterre la question sera écartée. Mais en retranchant de la motion Arendt les mots « dans le but final du *Bimétallisme* international » on dénaturerait l'idée des promoteurs.

« En conséquence — conclut l'orateur — je suis d'avis de repousser la proposition du Dr Rintelen. Si vous adoptez ma motion, qui implique l'adhésion de l'Angleterre pour l'établissement du *Bimétallisme* international, en adoptant aussi celle du Dr Arendt, vous pousserez le Gouvernement royal et le Gouvernement de l'Empire à marcher énergiquement dans la voie de l'amélioration des conditions économiques de l'agriculture et de l'industrie. »

La séance est levée à 4 h. 35.

(*A suivre.*)

L'Union Bimétallique Allemande

Dans sa séance du 19 mai courant, le Comité de l'*Union Bimétallique Allemande* a adopté la résolution suivante :

« Considérant que le mouvement *bimétallique* en Allemagne est près de triompher, que l'opinion publique en Allemagne reconnaît les avantages de la réforme monétaire, que le rétablissement du *Bimétallisme* international avec la France, les Etats-Unis, etc., provoque des hésitations en Allemagne aussi longtemps que l'Angleterre conservera le régime monométalliste-or, — les *bimétallistes* allemands sont disposés à rendre l'action de l'Allemagne, dans la question monétaire, indépendante de la participation de l'Angleterre, sous réserve que le Gouvernement de l'Etat prendra toutes mesures propres à introduire le *Bimétallisme international*, y compris l'Angleterre, et à hâter l'adhésion de ce dernier pays. »

En même temps que le document ci-dessus, nous recevons un compte rendu de l'assemblée *bimétalliste* qui a eu lieu le 18 mai à Berlin, à l'hôtel des Quatre-Saisons, sous la présidence de M. de Kardorff, député, assisté des notabilités bimétallistes du monde industriel et commercial.

Le Président a retracé d'une façon remarquable les phases du mouvement, en faisant ressortir les progrès réalisés et en déplorant l'ignorance qui se manifeste encore, au sujet du double-étalon, dans les milieux industriels et commerciaux.

Diverses motions présentées par le Dr Kaerger, par le secrétaire de la Chambre de commerce de Dortmund, M. Bernhardt, et par le Dr Arendt ont été adoptées.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 31 mai 1895.

La spéculation continue à se dégager plus ou moins forcément des actions de mines d'or ; aussi les cours ont-ils encore sensiblement baissé cette semaine, bien qu'une légère reprise se soit fait sentir depuis hier. Les bas cours ont attiré quelques achats du capital qui ont suffi pour raffermir un peu les tendances du marché.

Les nouvelles du Transvaal sont des plus favorables : la production de mai paraît devoir se rapprocher très sensiblement de 200.000 onces d'or ; plusieurs Compagnies vont se joindre le mois prochain aux quatre-vingt-sept qui produisent déjà régulièrement et il paraît hors de doute que, vers la fin de l'année, la production mensuelle du seul district du Witwatersrand atteindra 225.000 onces. Vers la même époque, le district de Kleiksdorp, encore peu exploité, semble devoir donner un minimum de 25.000 onces d'or par mois. Dans ces conditions, on ne peut douter de la vitalité

de l'industrie aurifère du Transvaal ; on peut discuter le prix et la valeur des Sociétés, mais il est évident que l'on se trouve vis-à-vis de certaines Sociétés offrant de l'avenir. Ce qui nous donne moins confiance dans la progression immédiate des cours, c'est la fièvre de spéculation qui s'est portée sur ces valeurs et a surchauffé les prix. Elle aura eu cependant l'avantage d'attirer l'attention sur un côté du marché qui, bien conduit et bien surveillé, offre pour les capitalistes des placements avantageux.

Toutes les mines du Witwatersrand, sauf la *Simmer and Jack*, ont été très agitées, sans autre motif que la position de place. Parmi les valeurs qui ont le mieux résisté, nous pouvons citer la *Durban Roodeport* à 7 1/8, la *Langlaagte Estate* à 5 1/8, la *New Primrose* à 6 7/8, les *South West Rand Mines* à 1 3/4 et la *Wolhuter* à 6 13/16. La *Treasury* est ferme à 4 1/8. La *New Kleinfontein* reste demandée à 5 liv.

La *Van Ryn* a été précipitée au-dessous de 8 livres, mais elle remonte à 9 1/4. On annonce que deux nouvelles Compagnies subsidiaires seront créées par cette Compagnie, de concert avec la *New African*.

La *Glencairn* s'est vigoureusement relevée à 4 1/16, sur la nouvelle que ses 30 nouveaux pilons seront mis en mouvement au plus tard en juillet.

Les deep level ont été, un moment, très faibles : la *Rand Mines* a effleuré le cours de 27 1/4, la *Geldenhuis deep* a été offerte jusqu'à 7 1/2.

La meilleure tendance générale raffermit également cette catégorie de valeurs : la *Rand* termine à 29 1/2, la *Geldenhuis deep* à 8 3/4, la *Nourse deep* à 4 3/4.

L'ensemble des valeurs du district de Kleiksdorp fait meilleure contenance, parce que la spéculation y est engagée.

La *Buffelsdoorn Estate* n'a guère fait plus bas que 4 7/8 et nous la retrouvons à 5 1/4, soit une réaction de 1/8 seulement sur son dernier cours de compensation.

La *Central Buffelsdoorn* s'est bien maintenue de même que la *Consolidated Buffelsdoorn*.

La *Eastleigh*, la *Southleigh*, la *Potchefstroom*, la *Klerksdorp Estate* se sont relevées assez facilement.

Dans le district d'Heidelberg, la *Nigel* reprend à 7 1/8 après avoir touché 6 1/2. Nous avons annoncé que la Compagnie *Nigel deep* avait acheté de nouveaux terrains aurifères; aujourd'hui nous avons à annoncer la reconstitution de la Compagnie *Molyneux*, qui agrandit considérablement son territoire, et la création de la Compagnie *Central Nigel*, qui se trouve également dans ce district.

Dans le district de Kaap, la *Sheba* a peu souffert de l'agitation générale, mais les autres valeurs de cette région ont été, à un moment, absolument invendables.

La *Transwaal gold Exploration*, qui se trouve dans le district de Lydenburg, est la seule valeur qui ait monté sans réaction : cette semaine, elle a passé de 4 11/16 à 5 1/2. Le minerai de cette Compagnie est très riche, mais d'une nature très réfractaire aux traitements.

Parmi les Compagnies de terrains, la *Chartered* a été faible pendant la majeure partie de la semaine : elle a effleuré le cours de 3 1/4, elle se relève à 3 3/4.

L'*Anglo-French* est assez lourde à 3 liv. La *Goldfields* qui vient de détacher un coupon de 5 sh., s'est bien maintenue : elle cote aujourd'hui 9 1/8. L'*Oceana*, par contre, et l'*Henderson Estates* ont eu un mauvais marché.

Paris, le 31 mai 1895.

Nous n'avons pas d'amélioration sensible à signaler sur notre *Marché des Mines d'or*. On s'est du reste peu occupé; mais la tendance est en dernière heure aux allègements, et il est à craindre que nous n'ayons encore à enregistrer, de ce côté, de la faiblesse. La *New Primrose gold Mining* introduite la semaine dernière, comme nous le mentionnions vendredi, s'inscrit à 172 fr. 50 en réaction de 6 fr. 87 1/2; *Ferreira*, 418 75 contre 428 75: *Randfontein*, 51.56 1/4 en recul de 2 fr. 50; *Buffelsdorn*, 131 25, alors que nous la laissions à 137 50; *Robinson*, 221.87 1/2 contre 223.12 1/2; *Geldenhuis*, 163.12 1/2 perdant pour la semaine 1 fr. 87 1/2; *Chartered*, 97 50 contre 101 87 1/2; *New Kleinfontein*, en baisse de 11 fr. 25 à 135; *Durban Roodepoort*, 101 87 1/2 contre 106 25. Par contre, *Simmer and Jack* plus ferme et en avance de 1 fr. 25 à 372 50; *Lower Roodeport*, à 20 25, en bénéfice de 1 fr. 75.

La *Great Werstern Gold Mining* de 42 50, passe à 50 fr. L'action des *Mines de Zapopan* (nord de l'Australie), et introduite sur le marché à 10 fr., s'échange entre 13 75 et 14 fr.

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	DIVIDENDES 1892	DIVIDENDES 1893	DIVIDENDES 1894	PRODUCTION 1893	PRODUCTION 1894	PRODUCTION 1895		COURS DU 24 mai	COURS DU 31 mai
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9 505	3.422	2	938	1 1/4	1 ./.
Bantjes	95.000	1	95 000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3 5/16	3 ./.
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg .	40	»	»	40	»	25	21.806	28.812	4	10.682	3 /	3 1/16
City and Suburban	85 000	1	65 000	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	25	46.815	75.264	4	39.074	25 ./.	21 1/4
Crœsus (New)	225.000	1	195 000	16½ — — ..	»	60	»	10	»	»	1.339	»	»	»	2 3/16	2 3/16
Crown Reef	120.000	1	120 000	19 — — ..	90	120	50	55	5	50	82 105	120.542	[illegible]	40.407	10 1/8	9 3/4
Durban Roodep.	135 000	1	125 000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	60 635	55.969	4	19.203	7 3/16	7 ./.
East Rand	650 000	1	650 000	190 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	1.758	»	»	4 7/8	4 13/32
Ferreira	45 000	1	43 292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	150	66.108	75.817	4	27.174	17 ./.	16 3/4
Geldenhuis Estate.	200 000	1	187.500	190 acres Elandsf...	80	40	15	10	25	30	47.431	59.130	4	17.713	6 3/8	6 3/16
Heriot (New)	85.000	1	73 250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	10	22.773	19.494	4	23.105	11 1/8	10 3/1
Henry Nourse	125 000	1	125 000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	22 220	29.215	4	8.936	5 7/8	5 5/8
Jubilee	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	120	30.066	27.071	4	9.211	10 3/4	10 /.
Jumpers	100.000	1	100.000	39 —Doornfont.	100	»	»	»	25	55	41.490	63.037	4	18.682	4 7/8	4 3/4
Langlaagte Estate	500.000	1	167 000	31 — — .	160	»	10	20	30	45	104.909	146.159	4	48.857	4 5/8	5 1/8
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres — .	50	»	50	45	60	55	34.737	33.858	4	11.038	7 1/4	6 15/16
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11/16	11/16
New Aurora West.	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M.R.	40	»	»	10	5	»	10.686	»	»	»	1 1/4	1 ./.
— Primrose	240.000	1	240 000	51 cl. Elndsft., Turft	100	»	15	27½	40	40	83.777	89.250	4	44.828	6 7/8	6 7/8
Nigel	160 000	1	159 895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	50	46.007	51.542	4	16.386	7 1/16	6 7/8
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.191	10.949	3	3.073	5 1/4	5 1/2
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvl-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	29.045	42.427	3	12.811	42/3	41/6
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	29 /	29 1/4
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kiet	50	»	»	10	15	»	35 451	22 162	4	8.927	3 13/16	3 1/2
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	10	161.133	176 611	4	55.058	8 1/4	8 7/8
Salisbury (New)	100.000	1	93 000	5 claims — .	70	»	»	30	10	»	24.851	20.719	4	6.718	5 3/8	4 7/8
Simmer and Jack	85.000	1	83 000	120 acr. Elandsfont..	100	»	30	40	40	30	39.666	63 033	4	30 313	14 7/8	15 ./.
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. — ..	20	»	55	»	50	100	11.681	16.248	4	1.252	1 15/16	1 15/16
Wemmer	55.000	1	46 300	12½ claims M. R..	30	»	10	»	»	»	24.297	43 110	4	22.860	11 1/8	10 3/4
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — — .	40	50	»	»	»	10	25.948	30.809	4	9.544	7 1/4	6 9/16
Worcester	100.000	1	90.727	10 — — .	40	»	10	17½	15	70	18.527	30.412	4	8.574	4 7/0	4 1/4

Situation Financière générale

France. — La semaine a été des plus calmes au point de vue des affaires, et la *réponse des primes*, qui a eu lieu hier, a passé presque inaperçue. La plupart des primes vendues ont été abandonnées par les acheteurs. Cette circonstance n'a guère produit de mouvement que sur la *Rente Extérieure*, qui a eu à supporter des allègements de *ferme* de la part des échelliers. Les actions de nos *Sociétés de crédit* sont un peu lourdes. Par contre, très bonne tenue des actions de nos *Grandes Compagnies de Chemins de fer*.

L'argent pour la liquidation de fin du mois s'annonce comme devant être assez abondant. Les *reports* seront donc vraisemblablement modérés. Quant à la tendance du marché, elle est au dernier moment plutôt raffermie. Malheureusement, on commence à parler villégiature, et beaucoup préfèrent s'abstenir, dès maintenant, d'entrer dans de nouvelles affaires.

Allemagne. — La tendance reste faible sur le marché allemand, où les affaires sont fort restreintes.

Bien que la liquidation ait été facile, le besoin d'argent s'est fait sentir et le taux d'avance s'est élevé jusqu'à 3 3/8 0/0.

Les émissions des nouvelles actions de la *Disconto-Gesellschaft* a eu un succès complet; le bénéfice des membres du Syndicat ressort à 4 58 0/0.

Angleterre. — Les tendances du marché anglais, influencées d'abord par la baisse des valeurs minières, paraissent devoir se relever en fin de semaine, mais on ne saurait encore considérer la place comme suffisamment dégagée.

La situation politique ne se modifie pas, on continue à parler de dissolution et, étant donné le nouvel affaiblissement subi par la majorité, on estime que cette mesure ne tardera plus à être prise.

Le marché s'occupe d'un emprunt chilien de 2.000.000 de livres, mais on ne sait encore s'il sera émis en or ou en argent. Les négociations relatives à l'emprunt chinois continuent.

Autriche-Hongrie. — Malgré le resserrement monétaire, la liquidation a été facile à Vienne, mais le ton du marché s'est sensiblement affaibli en fin de semaine, à la suite de nombreuses réalisations, et il est peu probable que le marché austro-hongrois reprenne de sitôt son animation d'antan.

On annonce, cependant, de nouvelles affaires, entre autres l'emprunt hongrois de 20 millions de florins pour les Portes-de-Fer, et la création d'une Banque agraire hongroise au capital de 10 millions de florins.

Le Gouvernement transleithanien a fait démentir les bruits relatifs à des déficits de caisse, et à un emprunt éventuel.

Espagne. — La mauvaise tenue relative de l'Extérieure, sur les marchés étrangers, a exercé une influence déprimante sur la Bourse de Madrid. Toutefois, il est permis de s'attendre à une reprise en raison de l'amélioration certaine de la situation économique et financière. En effet, le vote du budget permettra au Cabinet conservateur de poursuivre, à tête reposée, l'exécution de son programme, sans avoir à se défendre contre les obstructionnistes.

Quant à l'opération financière pour Cuba, elle se fera certainement à bref délai, mais rien n'a été conclu encore. En dehors des 25 millions de pesetas avancés au début, la *Banque d'Espagne* n'est plus intervenue.

La guerre au couteau que se font les Compagnies de Saragosse et du Nord rend impossible tout arrangement, malgré le désir du Gouvernement de donner satisfaction aux obligataires des Chemins espagnols.

Italie. — Les Bourses italiennes sont hésitantes; pourtant, la liquidation s'y effectue dans des conditions normales, avec des taux de report assez modérés. La spéculation reste sur l'expectative car on ne sait pas encore quelle sera la majorité dont pourra disposer le Gouvernement dans la nouvelle Chambre.

Roumanie. — On annonce que la Deutsche-Bank, la Handelsgesellschaft et la Darmstaedter Bank ont formé un syndicat avec la maison Marmorosch Blank et Cie, de Bucarest pour l'emprunt de conversion 4 1/2 0/0 de la capitale roumaine. Cet emprunt, pris ferme à 95 0/0 est, comme nous l'avons déjà annoncé, destiné au remboursement des anciennes émissions 5 et 5 1/2 0/0 s'élevant à un total de 53 millions de lei.

Turquie. — Notre correspondant de Constantinople nous envoie des renseignements très complets sur les pourparlers qui se poursuivent entre les représentants des Compagnies de Chemins de fer et la Sublime Porte. Ces pourparlers démontrent la loyauté et la correction du Gouvernement ottoman, qui s'efforce d'augmenter les garanties affectées aux recettes des voies ferrées. Aussi les valeurs turques ne peuvent-elles manquer de bénéficier des mesures qui vont être prises.

Les recettes de la Dette publique pour fin avril accusent une plus-value de 2.413 liv. turques en comparaison avec celles de la période correspondante de 1894.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	24 mai			31 mai		
	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)........	102 45	34 15	2 92	102 40	34 13	2 92
Consolidés anglais (ch.f. 25 fr. 20)	106 35	38 67	2 58	103 60	38 76	2 57
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)...	102 90	25 72	3 88	103 20	25 80	3 87
Belgique 3 %..................	101 30	33 76	2 96	101 25	33 75	2 96
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.) ..	72 25	18 06	5 53	72 20	18 05	5 54
Grèce 5 % 1881 (en suspension).	170 »	» »	» »	175 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam).	100 87	28 82	3 46	100 87	28 82	3 46
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)..	104 30	26 07	3 83	104 40	26 10	3 83
Italie 4 % net..................	89 65	22 41	4 46	89 65	22 41	4 46
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)....	96 »	32 »	3 12	96 »	32 »	3 12
Portugal 3 % (1 fr. net).........	25 70	25 70	3 89	25 50	25 50	3 92
Roumanie 5 %..................	103 »	20 60	4 85	101 30	20 26	4 93
Russie 3 % or 1891 libéré.......	93 40	31 13	3 21	93 40	31 13	3 21
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)......	67 50	13 50	7 40	68 50	13 70	7 29
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)..	101 25	25 31	3 95	101 40	25 35	3 94
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	102 50	34 16	2 92	102 15	34 05	2 93
Turquie convertie 1 % série D..	26 15	26 15	3 82	25 77	25 77	3 88
— Priorité 4 % 1890......	491 25	24 56	4 07	497 »	24 85	4 02
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	98 75	32 91	3 03	99 »	33 »	3 03

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — La Réforme des Boissons. — A Madagascar. — La Commission des Conventions. — La Commission du Budget. — Election législative. — L'Exposition de 1900. — Le Voyage du Président de la République,

La Chambre a commencé, le 28 mai, la discussion générale du projet de réforme de l'impôt des boissons. Cette discussion n'est pas encore près d'être close, car la Chambre n'aura pas moins de vingt à trente amendements ou contre-projets à examiner, indépendamment d'autres propositions de loi relatives au même sujet.

M. Georges Berry estime que mieux vaudrait disjoindre du projet en discussion tous les articles ayant trait à la réglementation du privilège des bouilleurs de cru.

M. Guillemet a ouvert la discussion. Il est, dit-il, certainement partisan de la réglementation du privilège des bouilleurs de cru, mais il ne faudrait pas trop éloigner de la République des « populations qui considèrent ce privilège comme un droit ». Il voudrait donc que la suppression du privilège coïncidât avec l'établissement du monopole de l'alcool. M. Turrel est pour la libre fabrication de l'alcool, mais sous la condition

que l'impôt soit élevé à 190 fr. l'hectolitre; c'est le seul moyen de compenser le dégrèvement des boissons hygiéniques.

Dans la séance de jeudi, M. Arthur Legrand admet l'impôt spécial sur les absinthes et liqueurs, mais il repousse la surtaxe sur l'alcool qui est, dit-il, le dernier des moyens à employer pour équilibrer le budget et la ressource suprême des mauvais jours.

M. Brousse votera contre le projet de loi. Il offre tous les vices des essais antérieurs de réformes avec quelques aggravations. Toutefois, il accepte ce qui concerne les bouilleurs de cru.

M. de Colbert-Laplace ne croit guère à la fraude des bouilleurs. Il demande la nomination d'une Commission spéciale qui élaborerait un projet sur des bases meilleures.

La discussion sera reprise à la séance d'aujourd'hui.

Le Conseil des Ministres s'est réuni le 25, à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure. Le Conseil a arrêté le sens des déclarations que M. Ribot ferait à la Commission du Budget.

Le Ministre de la guerre a communiqué au Conseil un télégramme de Madagascar. Ce télégramme, daté de Majunga 25 mai, annonce que l'avant-garde du corps expéditionnaire a occupé, le 24, les localités de Mahamtombo, Trabonjy et Amboto, qui ont été évacuées par l'ennemi. Celui-ci est en fuite vers Ankoala.

Le Ministre des affaires étrangères a informé le Conseil que M. Brocca, syndic de la municipalité de Magenta, présenté par l'ambassadeur d'Italie à Paris, avait demandé aux Ministres des affaires étrangères et de la guerre que l'armée française soit représentée à l'inauguration du monument du maréchal de Mac-Mahon qui aura lieu à Magenta le 4 juin prochain.

Le Ministre de la guerre a désigné à cet effet le général de Vaulgrenant, commandant le 15e corps, ancien officier d'ordonnance du maréchal.

La famille du maréchal sera représentée à la cérémonie par le capitaine de Mac-Mahon.

Le 26, une élection législative a eu lieu dans le département du Nord, à Lille. Il y a ballottage.

Le 25 et le 27, la Chambre des députés a discuté les interpellations Denis et d'Hugues. L'ordre du jour pur et simple a été adopté par 299 voix contre 206.

Le 27, la Commission du Budget s'est réunie sous la présidence de M. Lockroy pour entendre le Président du Conseil sur le Budget de 1896.

M. Lockroy, résumant la discussion, dit que la Commission a marqué sa volonté de maintenir la politique d'incorporation en votant une proposition dans ce sens, et qu'elle désire la réalisation de nouvelles économies.

M. Ribot déclare qu'il est opposé au rétablissement du budget extraordinaire. Il explique qu'il a dû escompter une augmentation du droit sur les successions au profit du Budget. M. Ribot eût, sans doute, souhaité pouvoir réaliser le dégrèvement promis à l'Agriculture, mais il faut tenir compte des nécessités actuelles. On ne peut pas dégrever alors que le Budget est en déficit. Le Ministre des finances laisse de côté, cependant, les sommes à espérer de la réforme des boissons, en raison des engagements qui, depuis si longtemps, ont été pris. Mais, sauf cette exception, toutes les recettes doivent être d'abord consacrées à l'équilibre du Budget.

M. Ribot est prêt à collaborer avec les membres de la Commission pour réaliser le plus d'économies possibles.

La Commission accepte par 22 voix la motion de M. Boudenoot, ainsi conçue :

« La Commission, persistant dans sa volonté d'équilibrer le budget par des économies, prend acte de la promesse du Gouvernement de lui apporter des propositions nouvelles et l'invite à l'en saisir le plus tôt qu'il lui sera possible. »

M. Georges Cochery a été nommé rapporteur général par 18 voix contre 12 à M. Doumer.

Le Conseil des ministres s'est réuni, le 30, à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

Il s'est d'abord occupé de régler certaines questions se rapportant au voyage que va faire le Président de la République. M. Leygues, ministre de l'intérieur, accompagnera M. Félix Faure pendant toute la durée du voyage. Plusieurs autres Ministres iront rejoindre le Président, les uns dans telle ville, les autres dans telle autre. C'est ainsi que M. Gadaud sera avec le Président à Périgueux, M. Lebon à Clermont-Ferrand et M. Ribot à Bordeaux.

Le Conseil s'est ensuite longuement occupé du Budget de 1896, en vue de la revision des dépenses demandée par la Commission du Budget. Sur l'invitation de M. Ribot, les Ministres vont revoir leurs budgets respectifs et rechercher dans le plus bref délai possible les nouvelles économies qui pourraient être réalisées dans les divers services. Dès que ce travail sera terminé, M. Ribot en transmettra les résultats à la Commission du Budget.

Sur la proposition du Ministre des colonies, un décret a été signé par lequel M. Pardon, gouverneur de la Guadeloupe, permute avec M. Moracchini, gouverneur de la Martinique.

La Commission des conventions a adopté, le 28, à l'unanimité, le rapport de M. Darlan. Ce rapport conclut qu'il n'y a pas lieu de mettre M. Raynal en accusation. M. Darlan l'a déposé, à la séance du même jour, sur le bureau de la Chambre.

La Chambre des députés a entamé, le 28, la discussion générale du projet de réforme de l'impôt des boissons.

La Commission supérieure de l'Exposition s'est réunie, le 29 mai, sous la présidence de M. Lebon, ministre du commerce et de l'industrie.

Au début de la séance, M. Alfred Picard, commissaire général, a donné lecture de son rapport sur le plan général de l'Exposition.

M. Picard a rappelé les divers projets qui avaient été présentés à l'Administration supérieure à la suite du concours institué par le Ministre du commerce pour l'édification générale des bâtiments et jardins de la future Exposition.

Aucun projet, a-t-il dit en substance, n'était susceptible d'une adoption intégrale. La Direction d'architecture a donc dû s'inspirer des diverses compositions primées et elle a dressé ainsi un plan dont la composition contient les principes généraux suivants : La suppression du palais de l'Industrie, — la création d'une large perspective des Champs-Elysées à l'esplanade des Invalides. — La Seine sera bordée de palais et de pavillons comme le grand canal de Venise. — Les allées du quai d'Orsay et du quai de Billy et l'oasis de verdure du Cours-la-Reine seront conservés. — Le siège principal des fêtes sera le Champ-de-Mars. — La tour de 300 mètres sera maintenue. — Le pont monumental sur la Seine comportera une arche unique en acier moulé. — La galerie des machines sera conservée. — Un palais de l'électricité sera construit au Champ-de-Mars : ce sera un palais de verre resplendissant, le soir, comme un phare gigantesque.

M. Picard évalue les dépenses qu'entraînera l'exécution de ce plan à la somme de cent millions de francs.

La Commission a adopté les conclusions du rapport de M. Bassinet sur la prise en considération de certaines propositions d'initiative privée.

Le projet de M. Alfred Picard, commissaire général de l'Exposition, et le plan dressé par M. Bouvard, directeur des services d'architecture, ont été adoptés.

Les Ministres se sont réunis, le 30, à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

Le Conseil a décidé, dans l'intérêt des travaux de la Chambre, de demander la remise de la question que M. Goblet doit adresser au Gouvernement au sujet de la lettre de l'archevêque de Cambrai, de façon qu'elle ne vienne en discussion qu'après le projet de réforme des boissons.

M. Chautemps, ministre des colonies, a fait approuver un projet de loi portant prorogation du privilège des banques coloniales et des statuts des dites banques.

Le Président de la République a quitté Paris, le 30, pour entreprendre un voyage dans le centre et le sud-ouest de la France.

Dans la séance du 30, au Palais-Bourbon, M. Ribot a déposé le projet de loi tendant à ériger un monument à la mémoire des morts de la Défense nationale. La Chambre a repris ensuite la discussion de la réforme des boissons.

La Commission du Budget s'est réunie le 31, sous la présidence de M. Lockroy.

M. Ribot a exposé le résultat de l'effort fait par le Gouvernement pour répondre au vœu de la Commission. M. Président du Conseil apporte une preuve au moins de la bonne volonté du Gouvernement : le montant total des réductions atteint 12.344.500 francs.

M. Barthou demande à M. Ribot que le Gouvernement s'explique dès maintenant sur le crédit de 250.000 francs déposé le 30 à la Chambre pour la construction d'un monument en l'honneur des morts de la Défense nationale. Le Président du Conseil répond que le Gouvernement a voulu associer la nation entière à un hommage animé du plus pur patriotisme, hommage rendu, après un quart de siècle, aux soldats morts pour la défense du territoire.

La forme adoptée, permet à tous de s'y rallier, sans distinction de partis.

Marché Financier. — Si nous n'avons pas une liquidation de fin de mois en hausse, tout donne à penser que nous aurons au moins de la fermeté pendant les jours qui vont suivre. C'est ce que nous laissions prévoir il y a huit jours. Et si tout se passe ainsi, il y aura encore lieu de se féliciter, car les circonstances, les incidents divers, les allures de certaines Bourses étrangères, incitaient plutôt à un mouvement rétrograde. Il n'est pas jusqu'au manque d'affaires qui aurait pu contribuer à causer dans les rangs de la spéculation et dans ceux du public, un malaise compréhensible et que l'on aurait pu difficilement surmonter s'il s'était manifesté. Heureusement, chacun a pris bravement son parti d'attendre, tout en restant sur la brèche, que les jours de fête prochains soient passés et que les règlements de la fin du mois soient effectués.

En dépit de la date à laquelle nous nous trouvons, on ne parle encore que peu de *reports*, sauf sur la *Rente 3 0/0 Française*. Mais du peu qui se dit on peut facilement conclure que l'argent sera généralement facile.

La réponse des primes de fin du mois a eu lieu hier. Elle n'a produit aucun effet sur l'ensemble de la cote. Quelques rares valeurs seules s'en sont ressenties. En tout cas, ce calme indique que les positions prises n'offraient aucun intérêt spécial.

★ ★ La *Rente 3 0/0 Française perpétuelle* n'a, contre toute attente, présenté cette semaine que peu d'animation. De 102 45 elle a passé, sans transactions importantes, à 102 62 1/2, pour revenir à 102 37 1/2 et clôturer à 102 40. Report 21 1/4 centimes. On ne prévoit pas de changement notable de ce côté pour aujourd'hui. *Rente 3 1/2 0/0*, 107 55 contre 107 65 il y a huit jours. *3 0/0 Amortissable*, 101 25 environ à terme mais délaissée.

★ ★ Les actions de la *Banque de France* qui restaient il y a huit jours à 3.675 fr., perdent 45 fr. à 3.630. Pour les vingt-trois premières semaines de l'exercice en cours, les bénéfices nets des escomptes et intérêts divers réalisés par notre première Institution de crédit, s'établissent à 2.213.410 fr., contre 5.404.140 fr. en 1894 ; 3.959.716 fr. en 1893 ; 5.863.560 fr. en 1892 ; 9.656.672 fr. en 1891 et 6.848.782 fr. en 1890.

★ ★ Les actions du *Crédit Foncier de France*, que nous laissions à 907 50 ont fléchi à 891 25 pour reprendre à 898 75 et rester au dernier moment à 893 75. Nous ne nous ferons pas ici l'écho des bruits que certains spéculateurs se plaisent à répandre. On sait, en effet, que périodiquement notre grand Etablissement financier est en butte à des attaques qui tournent toujours, du reste, à la confusion de ceux qui en prennent l'initiative, et de ceux qui suivent le mouvement. Il en sera, cette fois encore comme de coutume, et ce n'est pas ce qui se dit en ce moment qui modifiera la confiance que le public a dans cette institution, qui restera un des plus solides piliers de notre crédit national.

Dans sa séance hebdomadaire du 29 mai, le Conseil d'administration du Crédit Foncier a autorisé pour 3.437.695 fr. de nouveaux prêts, dont 2.770.900 fr. en prêts fonciers et 666.795 fr. en prêts communaux. Quant aux *obligations foncières* et *communales* elles témoignent toujours des mêmes dispositions de l'épargne. L'*Obligation Foncière 1877* se maintient facilement à son cours précédent de 102 fr.; *Communales 1874* 502 50, contre 503; *titres estampillés*, sans changement à 488 25; *Foncières 1879* en bénéfice de 50 centimes, à 497 50; *Communales 1880* 499 75, gagnant ainsi 1 fr. sur la clôture de vendredi dernier; *Foncières 1883* 466 50 : c'est ainsi que nous la laissions il y a huit jours ; *Foncières 1885* 496 50, en moins value de 1 fr ; *Cinquièmes* sans variation, à 101 : *Communales 1891 tout payé* 396 50, contre 397 ; *Communales 1892* entièrement libérées, toujours recherchées, à 507 50 ; *Obligations Foncières 1895* 490 50, contre 490 75 ; *Bons à Lots 1887* 79, en légère faiblesse de 0 75 centimes ; *Bons 1888* en reprise de 2 fr. 25 à 71 25.

★ ★ Le marché des actions de nos grandes Sociétés de crédit est un peu plus mou, très calme et avec un courant d'affaires restreint. La *Banque de Paris et des Pays-Bas* cote 795, en perte de 7 fr. 50 sur la clôture du 23 mai. Le Conseil d'administration de cette Société a, mardi dernier, élu président, à titre définitif, et en remplacement du regretté M. Joubert, M. Eugène Gouin, nommé précédemment président, à titre provisoire. Cette nomination a été des plus favorablement accueillie. M. Eugène Gouin est, en effet, une personnalité financière estimée, dont la compétence s'est affirmée dans son rôle au Sénat; *Crédit Lyonnais*, 815 contre 815 50 ; *Comptoir National d'Escompte*, 588 75 contre 590. L'extension que cette Institution donne à ses succursales, aussi bien en France qu'à l'étranger, est la mise à exécution d'un programme mûrement réfléchi, et dont on attend les meilleurs résultats. *Crédit Industriel et Commercial*, en avance de 4 francs à 559 fr.; *Société Générale*, 496 25 contre 497 50. Ces deux derniers Etablissements offrent au public, le 8 juin, 50.000 obligations de la Compagnie du *Chemin de fer de São Paulo et Rio Grande* (Etats-Unis du Brésil), dont nous parlons plus loin dans un article spécial.

La *Banque Internationale de Paris* est en recul de 10 fr. à 547 50. *Banque Parisienne*, 422 contre 415. Comme on le fait remarquer, il est possible que les affaires courantes de cette Société lui permettent de rémunérer convenablement son capital social ; mais on s'étonne toujours de son inactivité, alors que toutes les autres Sociétés s'efforcent de rechercher des nouvelles affaires. Il y a là un manque d'initiative évident, auquel vient se joindre peut-être un manque de disponibilités.

La *Banque de l'Algérie* 765, contre 766. *Groupe des Immeubles* plutôt lourd : *Actions* 32 fr., en perte de 2 fr. 50 ; *Obligations Foncières remboursables à 1.000 francs*, 156 contre 159 50; *Obligations 4 0/0* 180, en recul de 1 fr ; *Obligations 350 fr. payés* 248 fr., mais délaissées. On pense que le Tribunal de commerce statuera, dans le courant du mois de juin, sur l'opposition au projet de concordat formée par un groupe d'obligataires. Cette opposition paraît devoir être repoussée ; mais si l'affaire va en appel, ce n'est pas avant plusieurs mois qu'une solution interviendra.

La *Société Foncière Lyonnaise* a passé de 343 75 à 344.50. Nous examinons plus loin, dans un article spécial, la situation actuelle de cette Société. *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* en reprise de 10 fr., à 595 ; *Crédit Mobilier* 85 fr., perdant 7 fr. 50 pour la semaine ; *Banque Hypothécaire d'Espagne* sans changement, à 500 fr. *Sous-Comptoir des Entrepreneurs* 102 50, contre 105. L'assemblée extraordinaire d'avant-hier a décidé la continuation de la vie sociale et exprimé sa confiance au Conseil d'administration, qui sollicitera la prorogation du privilège du *Sous-Comptoir*.

Les obligations du *Crédit Foncier Colonial* se tiennent, celles de *420 fr.* à 255 fr. et celles de *350 fr.*, à 210 fr. L'assemblée générale des actionnaires a eu lieu hier. Nous nous réservons d'y revenir ; en attendant, mentionnons que le bénéfice net du compte d'exploitation pour l'exercice 1894 s'élève à 406.567 fr. Comme l'intérêt fixé au 1er janvier 1895 exige un montant de 586.484 fr., il a fallu prélever 179.916 fr. sur le fonds de réserve pour compléter cette somme. Cependant, il faut remarquer que le compte d'amortissement présente un solde de 1.039.224 fr.

★ ★ Pour la 20e semaine de 1895, du 14 au 20 mai, les recettes de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer* accusent sur la période correspondante de 1894, une plus-value de 506.243 fr. 52, à laquelle ne participent ni l'*Ouest* ni l'*Est* qui sont en moins-value. La diminution de recettes sur 1894, et depuis le 1er janvier, ne s'élève plus maintenant qu'à 2.688.257 fr. 05. A remarquer que le *Paris-Lyon* et le *Midi* sont en excédent.

La Commission de la Chambre dite *Commission des Conventions* a, le 28 mai, approuvé, à l'unanimité, le rapport de M. Darlan sur le cas de M. Raynal, ancien

ministre des Travaux publics en 1883. Ce rapport tend à déclarer qu'il n'y a pas lieu de mettre M. Raynal en accusation.

En ce qui regarde les actions, mentionnons que le *comptant* les favorise toujours. Le *Midi* s'échange couramment entre 1.320 et 1.322; *Orléans* 1.570 et 1.575, sans changement sur vendredi dernier; *Nord* 1.835, en avance de 5 fr.; *Lyon* 1.470, n'accusant ainsi pas de variation, mais témoignant néanmoins de bonnes demandes; *Ouest* 1.092, en perte de 2 fr. 50; *Est* 964, en avance de 2 francs.

Les titres du *Sud de la France* ont été vivement agités. Plusieurs journaux semblent prédire que l'affaire en suspens et relative à d'anciens actes de cette Société va entrer dans une phase nouvelle, par suite du rapport de M. Flory, expert. Pour le moment, l'*action* revient de 286 fr. à 271; *Obligations 3 0/0* 415 fr., en perte de 17 francs.

★ ★ Les actions du *Canal de Suez*, après avoir passé de 3.250 à 3.267 50, retombent à 3.225 pour reprendre à 3.245 et rester ainsi. Pendant ce temps, la *Part Civile*, que nous laissions à 2.250, s'inscrit à 2.235. Les arbitrages dont nous avons parlé précédemment et qui consistent en ventes d'*actions* contre achats de *parts* continuent. *Compagnie Parisienne du Gaz* 1.080 en moins value de 15 fr. *Entrepôts et Magasins Généraux de Paris* toujours aussi fermes à 575; *Compagnie Générale Transatlantique* 360 sans changement appréciable. Par suite de l'insuffisance du nombre d'actions déposées dans les délais voulus, l'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 30 mai, n'a pu avoir lieu. Elle est ajournée au 29 juin.

Les *Messageries Maritimes* reviennent de 630 à 620 francs. L'assemblée annuelle des actionnaires a eu lieu le 30 mai. Elle a approuvé les comptes de 1894, et fixé à 25 fr. par action le dividende de cet exercice. De plus, les intéressés ont donné au Conseil d'administration tous pouvoirs en vue d'une émission de 45 millions de francs en nouvelles obligations de 500 fr., qui sera affectée au remboursement des obligations en circulation. *Chargeurs Réunis* 1.260, comme il y a huit jours. Le vapeur *Dom-Pedro*, faisant partie de la flotte de la Compagnie, a sombré à Corrubedo, côte d'Espagne, entraînant la mort d'une grande partie des passagers qu'il avait à bord. Ce douloureux événement n'a pas eu de répercussion sur le cours des actions, comme on l'a vu plus haut, la *Compagnie des Chargeurs Réunis*, à l'encontre de la *Compagnie Transatlantique*, ne s'assurant pas elle même.

Les *Omnibus de Paris* reculent de 1.085 à 1.070. La Compagnie vient de gagner, en appel, son procès dans l'affaire des *Transports Parisiens*. Ajoutons que les recettes de la Compagnie du 1er janvier au 27 mai accusent, sur 1894, une augmentation de 97.276 fr. 40. *Voitures de Paris* 566 50 contre 568. *Compagnie Française des Métaux* 285 contre 288 75. *Compagnie Française des Mines d'or* 130, en léger recul de 2 fr. 50. *Compagnie des Nitrate Railways* 432 50 à terme et 440 au comptant, contre 448 75 vendredi dernier. Nous nous reportons, au sujet de cette Compagnie, à l'article que nous publions plus loin. La *Lagunas Nitrate*, qui restait à 146 25, s'échange entre 135 et 137 50. *Lantaro* 192 50, en perte de 2 fr. 50. *Compagnie générale des Nitrates* 108 75, se ressentant ainsi de la faiblesse des autres valeurs nitratières. Les actions des *Mines de Malfidano*, qui de 945 avaient momentanément fléchi à 910, reprennent vigoureusement à 950.

Les *Lots du Congo* que nous laissions à 98 75 s'inscrivent à 102 50 en plus-value de 3 fr. 75. *Rio-Tinto* 407 50 en moins-value de 1 fr. 25. En admettant même que les producteurs américains s'entendent pour limiter leurs exportations annuelles en Europe, s'engageraient-ils en même temps, comme les producteurs européens, à limiter leur production? Comment alors compter sur une hausse du métal sans une production limitée? D'un autre côté peut-on espérer voir la production limitée, alors que les propriétaires de mines de cuivre à gros rendement à la tonne n'ont pas d'intérêt à ménager les mines à faible teneur?

Le groupe de *Corinthe* est ferme. L'*action* monte de 101 50 à 111, pendant que l'*obligation 6 0/0* passe de 177 50 à 184. Les recettes de la décade du 13 au 22 mai ont donné 7.242 drachmes et 820 francs en or, pour 82 bateaux jaugeant 11.116 tonnes. Le passage dans le canal de l'archiduchesse d'Autriche à bord du *Trieste*, du *Lloyd Autrichien* s'est effectué heureusement. Reste à savoir si cette Compagnie se décide à utiliser décidément et couramment le canal.

Sur le *Petit Marché en Banque*, les actions de la *Grande Fabrique de Papier* continuent à se négocier aux environs de 100 fr.

★ ★ Sur la nouvelle de la maladie du Président des Etats-Unis du Brésil, les *Fonds Brésiliens* ont fléchi. Le *4 1/2 0/0 1888* est à 78 25 contre 79 60, pendant que le *4 0/0 1889* perd 0,65 centimes à 74 75. Remarquons, toutefois, que les ventes qui se sont produites sont de pure spéculation.

★ ★ La *Rente Extérieure Espagnole*, contrairement aux espérances conçues, est plutôt lourde à 72 20. Son recul. pour la semaine, n'est que de 5 centimes. On espérait pourtant mieux, surtout en ayant vu, un moment. le cours de 73 coté. Malheureusement ce cours n'a pu être maintenu, les *échelliers* ont dû, au dernier moment, s'alléger du *ferme* qu'ils avaient acheté contre les primes vendues par eux et qui se sont vues abandonnées.

★ ★ Les élections italiennes, dont les résultats avaient été un peu escomptés, n'ont pas profité à la *Rente Italienne* qui s'inscrit au même cours qu'il y a huit jours, soit à 89 65, après 90 25 au plus haut, et 89 40 au plus bas. Comme les *reports* sur ce fonds paraissent devoir être modérés, on croit que les cours actuels se maintiendront facilement.

★ ★ Les *Fonds Russes* ne se sont pas ressentis de l'hésitation du marché. L'*Orient 4 0/0* s'établit à 68 25 contre 68 30 : *Consolidés 1re et 2e séries* 102 75 en avance de 40 centimes; *Russe 3 0/0 1891 et 2e émission 1894* 93 40 sans changement; *Russe 3 1/2 0/0* 98 50 en bénéfice de 0,25 centimes.

★ ★ Le *5 0/0 Serbe 1890* est à 68 50. Les *Valeurs Ottomanes* s'alourdissent au dernier moment sur une dépêche de Constantinople (source anglaise) disant que l'on annoncé de Mouch que les délégués des trois puissances viennent d'être l'objet d'un affront de la part de la police turque. Des gendarmes ayant pénétré dans la résidence des délégués, ont invectivé les serviteurs et tenté de s'emparer de l'un d'eux. Ce n'est qu'à grand'peine qu'on a pu les expulser. *Turc B*, 44 50 contre 45 20; *Turc C*, 28 05, en moins-value de 25 centimes sur vendredi dernier; *Turc D*, 25 77 1/2 contre 26 15; par contre, *Douanes*, 513 75, en avance de 1 fr. 25; *Ottomane 4 0/0 1894*, 482 10, en recul de 1 fr. 50; *Banque Ottomane*, 726 25, sans variation appréciable.

Les *Obligations Smyrne-Cassaba* sont à 442 contre 450; *Obligations 3 0/0 Salonique-Constantinople* en reprise de 1 fr. 87 1/2 à 325. Les pourparlers engagés entre les représentants des Compagnies de Chemins de fer et le Gouvernement ottoman, et dont parle aujourd'hui notre correspondant de Constantinople, aboutiront vraisemblablement en principe, à une intervention beaucoup plus grande des Compagnies dans la perception des dîmes.

Recettes du transit du Canal de Suez

	1895	1894
Du 1er janvier au 30 avril..	27.210.000	25.360.000
Du 1er au 10 mai........	1.970.000	2.430.000
Du 11 au 20 mai..........	1.830.000	1.970.000
Du 21 au 30 mai..........	2.340.000	2.020.000
Du 1er janv. au 30 mai.	33.350.000	31.780.000

QUESTIONS DU JOUR

LA WATANA

La *Société civile anonyme des Mines de Watana* (Siam) a été vivement attaquée par plusieurs de nos confrères au moment où son fondateur a introduit sur le Marché libre de Paris le tout ou partie des 50.000 *Parts* qu'il s'était fait attribuer.

La publication du rapport de M. Georges Moreau, ingénieur des mines, sur la valeur des concessions qui ont donné lieu à l'affaire, vient d'accentuer ces attaques. Un actionnaire de la Société (qui pourrait bien être le fondateur lui-même) s'en étonne et termine une lettre adressée, à ce propos, à un grand journal du matin, de la manière suivante :

« Le défaut de la Watana serait-il d'être *une* « *affaire française (sic)* et lui faudrait-il, pour « être appréciée à sa valeur, qu'elle se fasse estam- « piller par les Anglais ? »

Nous nous sommes systématiquement abstenus, à l'*Economiste Européen*, de parler de cette affaire, précisément parce qu'elle était soi-disant *française ;* mais puisque, même après la publication des conclusions du rapport de M. Moreau, ingénieur-conseil de la Société, on ose encore employer cette expression : nous croyons utile d'expliquer à nos lecteurs dans quelles conditions cette fameuse Société de la *Watana* a été fondée et lancée sur le Marché libre.

Les statuts ont été déposés par acte du 1er juin 1894, chez Me Rey, notaire à Paris. La Société a été définitivement constituée aux termes de deux délibérations des Assemblées générales des actionnaires tenues les 4 et 12 juin suivant et déposées chez le même notaire.

L'article 1er des statuts définit l'objet social :

ARTICLE PREMIER

Il est formé entre le fondateur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une Société civile anonyme dans les termes de la loi du 24 juillet 1867 et de celle du 1er août 1893, ayant pour objet :

1° La continuation des travaux miniers entrepris sur la concession de *Watana*, sise dans le royaume de Siam — cette concession comprenant cent cinquante-trois kilomètres carrés (soixante milles carrés, mesure anglaise), ayant leur centre aux environs de la rivière Nang-Hing, entre Khao-Jai et Khao-Hatskan, Khao-Yang-Hoc et le village de Nang-Hing, dans les provinces de Watana et de Kabin.

Etant expliqué que la Société peut, selon les besoins de son exploitation, choisir tout ou partie des 153 kilomètres dont il est parlé ci-dessus sur une superficie totale de 389 kilomètres carrés (180 mille carrés, mesure anglaise), prise en dehors du rayon qui vient d'être indiqué ;

2° L'obtention de toutes concessions accessoires ainsi que l'extension de la concession actuelle tant au point de vue de sa durée qu'au point de vue de l'étendue de son territoire ;

3° La mise en valeur de la concession de *Watana* au moyen de son exploitation ou de la cession de partie de son territoire préalablement délimitées à toutes Sociétés de capitaux à constituer pour exploiter les gisements miniers qui y sont contenus ;

4° La création desdites Sociétés et la participation de la présente Société à la constitution de leur capital.

L'apport de la concession de *Watana* fut fait par M. Henri Jacob, qui reçut en échange de ladite concession, de tous les devis, études, rapports d'ingénieurs et travaux préparatoires la concernant, et du matériel et outillage ayant servi aux études, ainsi que des abris et constructions élevées aux cours de celles-ci : d'abord 75.000 francs en espèces, puis 60 0/0 des bénéfices nets de l'exploitation (*article 6*), puis enfin :

ART. 7.

Le fonds social est fixé à 700.000 francs.

Il est divisé en 7.000 actions de cent francs chacune.

Sur ces actions :

3.250 actions entièrement libérées sont attribuées à M. Jacob en représentation de ses apports,

Et 3.750 actions sont émises contre espèces.

ART. 8.

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle au nombre des actions émises.

ART. 9.

Les 60 0/0 attribués à M. Jacob à titre de fondateur dans les bénéfices nets, comme il est dit en l'article 6e, seront divisés en 50.000 parts représentées chacune par un titre spécial nommé

PART DE FONDATEUR

et donnant droit à la cinquante-millième partie de la somme formant le montant desdits 60 0/0 du bénéfice.

Examinons d'abord le montant des avantages obtenus par M. Jacob en représentation de ses apports :

Si la Société avait fait, par exemple, après déduction des charges statutaires, 100.000 francs de bénéfices nets annuels, il aurait obtenu pour lui :

1° 60.000 francs pour ses *Parts de fondateur ;*

2° Et $40.000 \times \frac{3.250}{7.000} = 18.571$ fr. pour ses actions d'apport : soit au total 78,57 0/0 des bénéfices sociaux.

Jusqu'ici rien à dire : les actionnaires connaissaient les statuts et ils étaient libres d'accepter ou de refuser les conditions de l'apporteur.

Mais l'*article 9* comporte une disposition spéciale relativement aux *Parts de fondateur :*

Ces titres seront délivrés à M. Jacob, AU PORTEUR, *aussitôt que la Société sera définitivement constituée.*

Les *Parts de fondateur* ne donnent aucun droit à leurs porteurs d'assister aux assemblées générales, ni de prendre part aux délibérations ; elles ne leur donneront non plus aucun droit à critiquer ou contester les inventaires desquels ressortira le bénéfice dont une part leur est attribuée, ni, en général, à s'immiscer *en aucune façon dans les affaires de la Société.*

C'est ici que l'affaire devient intéressante à examiner de près : Pourquoi l'apporteur, qui s'était déjà fait délivrer un peu plus de 46 0/0 du capital social, sous forme de 3.250 *actions d'apport*, indépendamment de 75.000 francs en espèces, a-t-il exigé que les 60 0/0 des bénéfices sociaux, à lui concédés comme membre fondateur, lui fussent délivrés *aussitôt après la constitution définitive de la Société*, sous la forme de 50.000 titres au porteur ?

Nous ne voulons nullement suspecter les intentions de l'apporteur, mais nous ne pouvons nous empêcher de constater que l'*article 2* de la loi du 1er août 1893 sur les Sociétés, portant modification

de l'*article 3* de la loi du 24 juillet 1867, dit expressément :

Les *actions* représentant des *apports* devront toujours être intégralement libérées au moment de la constitution de la Société ;
Ces actions ne peuvent être détachées de la souche et *ne sont négociables que deux ans après la constitution définitive de la Société.*
Pendant ce temps elles devront, à la diligence des administrateurs, *être frappées d'un timbre indiquant leur nature* et la date de cette constitution.

Or, par un oubli inexplicable — et qui prouve une fois de plus combien il est nécessaire de reviser cette loi du 1er août 1893 — le Parlement a oublié d'appliquer le même régime de la *non négociabilité*, avant deux années révolues à partir de la date de la constitution définitive, aux *Parts de fondateur*, ayant cependant la même origine que les actions d'apport.

Les 50.000 parts de fondateur de la *Watana*, mises au porteur, pouvaient donc être négociées par le concessionnaire apporteur aussitôt après la constitution de la Société.

C'est ce qui a été fait : lesdites Parts ont été introduites sur le Marché libre après leur délivrance à l'apporteur, mais cette introduction a été appuyée par une petite *Notice* autographiée, portant la date du mois d'août 1894 et ayant pour titre : *Notice sur les Mines d'or de Watana (Siam).*

Cette *Notice* mérite d'être livrée à la postérité : sa longueur ne nous permet pas de la publier in extenso, mais nous désirons mettre sous les yeux de nos lecteurs quelques-unes des indications qu'elle fournissait au public du Marché libre sur la valeur de l'affaire :

(*Page 2*). Les récentes découvertes filoniennes opérées par M. Weiss, qui avait été chargé par M. Jacob, en décembre 1893, de prendre la direction des travaux de recherches, ont totalement modifié le plan d'exploitation que la Société s'était tout d'abord proposé de suivre. Les filons découverts ayant donné aux essais des teneurs allant de 1 kilogramme à 13 kilogrammes d'or à la tonne, il devenait évident que tous les efforts de l'exploitation devaient, avant tout, être dirigés de ce côté. . . . .

(*Page 3*). M. Weiss a découvert pendant son séjour à la concession (janvier à mai 1894) tout un groupe de filons et a tout particulièrement dirigé ses recherches sur deux de ces filons : le *filon Schaw* et le *filon Croiseur*, qui ont produit des résultats qu'aucune mine aurifère n'avait jamais atteints jusqu'à ce jour.

Nous allons donner sur chacun de ces filons quelques détails :

FILON SCHAW : Nous nous trouvons avec ce filon en présence d'une *richesse constatée* (souligné dans le texte) véritablement extraordinaire. Les petits travaux qui y avaient été commencés ayant donné des résultats immédiats, un puits plus important, d'une profondeur de 5 mètres, a été descendu. C'est de ce puits que M. Weiss a rapporté une partie des 200 kilog. de spécimens qui sont actuellement exposés au Siège social et qui contiennent, d'après l'analyse faite par M. Peletin, l'essayeur bien connu, la teneur prodigieuse de 13 kilog. 300 grammes d'or à la tonne....

Que l'on retienne bien ceci : *Puits Schaw, richesse constatée :* 13 kilog. 300 grammes d'or à la tonne.

FILON CROISEUR : Ce filon, comme l'indique son nom, croise le *filon Schaw* et tout le groupe de filons déjà reconnu. Il a été découvert à environ 25 mètres de l'endroit où il croise le *filon Nang-Ching*. Sa puissance est de 1 mètre à 1 m. 10. Un seul coup de dynamite a produit, à 1 m. 50 de profondeur sous la couche végétale, 250 kilog. de minerai, desquels 50 kilog. ont été apportés à Paris à titre de spécimens et sont déposés au siège social à côté des échantillons du *filon Schaw*. Ces 50 kilog. de minerai contiennent une teneur moyenne de 5 à 6 kilog. d'or à la tonne.

Que l'on retienne encore ceci : 5 à 6 kilog. d'or à la tonne.

En résumé — dit la *Notice* — nous arrivons aux conclusions suivantes :

1° La grande richesse du *filon Shaw* est constatée, et il nous suffira d'exploiter son minerai pour obtenir de superbes résultats ;

2° Quant au *filon Croiseur*, les échantillons qui ont été rapportés à Paris prouvent abondamment que la richesse de cette région ne s'est pas localisée dans le *filon Sahw*. . . .

Et après avoir donné des renseignements complémentaires sur les filons de moindre importance, la *Notice* ajoute :

En présence de cette extraordinaire richesse des filons, la Société a résolu d'activer les travaux filoniens.
Les machines nécessaires ont été acquises, et M. Weiss, directeur des travaux, partira dès le commencement de septembre, avec un personnel choisi, pour se rendre immédiatement sur la concession.
L'exploitation ne rencontrera aucune difficulté.

La *Notice* porte la date du mois d'août 1894. A ce moment-là, la richesse vraiment extraordinaire des deux filons découverts par M. Weiss, qui avait rapporté lui-même 200 kil. d'échantillons pris sur place et alors exposés au Siège social (13 kilog. 300 d'or à la tonne d'une part et 5 à 6 kil. d'autre part) *était parfaitement constatée.*

Les machines nécessaires pour le développement des travaux filoniens *étaient acquises ;* M. Weiss, directeur des travaux, devait partir dès le commencement de septembre, avec un *personnel choisi ;* enfin, l'exploitation ne devait *rencontrer aucune difficulté.*

C'est sur ces déclarations *autographiées*, accompagnées d'une carte du Siam et d'un plan des filons de quartz aurifères *reconnus à ce jour* sur la concession des mines d'or de Watana, que les 50.000 Parts de fondateur furent introduites sur le Marché libre de Paris.

On se souvient de leur succès : en quelques semaines, elles atteignirent des cours aussi extraordinaires que la richesse constatée des filons, car elles dépassèrent même 900 fr.

A ce taux les 50.000 parts délivrées à l'apporteur représentaient la fantastique somme de 45 millions de francs... et il ne faut pas perdre de vue que le capital *réellement souscrit* n'était que de 375.000 francs, dont d'ailleurs 75.000 francs avaient été versés à M. Jacob, toujours à titre d'apporteur.

Mais nous voici arrivés à la fin du mois de mai 1895. M. Georges Moreau, ingénieur des mines, qui avait précisément commencé en 1891 les premières études d'exploration de la *Watana* (et qui est ingénieur-conseil de la Société) est retourné au Siam examiner à nouveau les travaux de recherche de M. Weiss... et voici ce que nous lisons dans les conclusions de son Rapport, que les journaux viennent de publier :

« Les travaux des *puits Shaw* et *Nang-Ching* ont, *jusqu'à présent*, donné des minerais dont la moyenne oscille entre 80 et 100 grammes dans le premier cas et se tient autour de 45 grammes dans le second (la tonne). Ces chiffres très élevés constituent un début excellent ; mais on doit pousser activement les travaux pour s'assurer de leur persistance.

« Quelque encourageants que soient les débuts de l'affaire, *nous recommandons la plus grande prudence.* C'est pourquoi nous conseillons *avant tout l'*OUVERTURE et le développement de la mine, de façon à mettre en

évidence les réserves qui *doivent assurer l'avenir de l'exploitation.* »

RAPPROCHEMENT

« *Notice* » *du mois d'aout 1894*	*Rapport Georges Moreau* (24 mai 1895)
Puits Shaw, richesse constatée par les travaux et les échantillons rapportés par M. Weiss : 13.300 grammes d'or à la tonne. Filon croiseur Nang-Ching, teneur moyenne des échantillons : 5 à 6.000 grammes d'or à la tonne.	Les travaux des puits Shaw et Nang-Ching ont, **jusqu'à présent**, donné des minerais dont la moyenne oscille entre 80 et 100 grammes dans le premier cas, et se tient autour de 45 grammes dans le second (la tonne).
Les machines nécessaires ont été acquises et M. Weiss, directeur des travaux, partira dès le commencement de septembre (1894) avec un personnel choisi pour se rendre immédiatement sur la concession. L'exploitation ne rencontrera aucune difficulté.	Quelque encourageants que soient les débuts de l'affaire, *nous recommandons la plus grande prudence.* C'est pourquoi nous conseillons, **avant tout, l'ouverture** et le développement de la mine, de façon à mettre en évidence les réserves qui *doivent* assurer l'avenir de l'exploitation.

Nous pensons que tout commentaire affaiblirait l'éloquence de ce simple rapprochement.

Nous n'avons pas à discuter, et nous ne discutons pas, la valeur des gisements aurifères de la *Watana*. Il peut se faire que l'exploitation donne, par la suite, d'excellents résultats pour les actionnaires : Mais, vrai ! si toutes les affaires de Mines d'or, constituées en *Sociétés françaises*, doivent être lancées comme celle-ci l'a été : nous demandons, dans l'intérêt du Marché français, qu'on s'en tienne aux Mines de cuivre... voire même aux Mines de plomb.

Edmond THÉRY.

LES BANQUES COLONIALES

ET LA

Banque de l'Indo-Chine en 1893-94

Le *Journal Officiel* a publié ces jours derniers le rapport de la Commission de surveillance des Banques coloniales pour l'exercice 1893 94. Nous ne reviendrons pas sur l'exposé si complet du fonctionnement de ces Etablissements qu'a fait, ici même, notre collaborateur M. des Essars (1), mais il nous paraît intéressant de résumer les résultats qu'ils ont obtenus, en nous arrêtant plus longuement au plus important d'entre eux, la *Banque de l'Indo-Chine.*

On est frappé, tout d'abord, des écarts qui existent entre le chiffre d'affaires de ces diverses Banques coloniales. Aussi bien l'ensemble de ce mouvement et l'analyse des opérations qu'il comporte permettent de mesurer la situation économique des diverses parties de notre domaine d'outre-mer. Les facteurs relevés confirment une fois de plus nos appréciations sur l'avenir de nos possessions indo-chinoises.

***

Le mouvement général des affaires de la *Banque de la Martinique*, pendant l'année 1893-1894, représente, pour les escomptes, prêts et avances, 29.540.598 fr. 73 et pour les opérations de change, 13.053.274 fr. 94, soit un total de 42.593.873 fr. 67.

La diminution sur l'exercice précédent est de 2 millions 381.822 fr. 27 ; elle porte presque entièrement sur les escomptes, prêts et avances.

Les effets en souffrance se sont élevés, pendant l'exercice, à 27.206 fr. 79, provenant : pour 4.430 fr. 65, de l'escompte des effets de place ; pour 22.291 fr. 96, des obligations sur récoltes, et pour 484 fr. 18, des traites documentaires sur France.

Quant aux bénéfices, s'élevant à 937.672 fr., ils ont été ramenés, par déduction des charges et dépenses diverses, à 649.013 fr. 88 à répartir suivant les prescriptions statutaires.

L'attribution aux actions a été de 65 fr., soit 13 0/0 du capital nominal, chiffre supérieur de 1 0/0 à celui du dividende de l'exercice précédent.

Ajoutons qu'au 30 juin 1894, les 6.000 actions de la Banque se répartissaient ainsi qu'il suit : 3.532 actions en Europe et 2.468 actions dans la colonie, et que le fonds de réserve a, depuis longtemps, atteint sa limite légale, la moitié du capital.

Pour la *Banque de la Guadeloupe*, nous trouvons, en 1893 94 : escomptes, prêts et avances, 13.446.610 francs 79, et pour les opérations de change, 33.007.876 francs 21, soit un total de 46.454.713 fr. 43, en augmentation de 1.330.713 fr. 43 sur l'exercice précédent.

L'augmentation porte sur les opérations de change, ainsi que sur les opérations de prêts et d'escompte.

Pendant l'exercice, dit le rapport, l'attention du directeur de la Banque a été appelée sur le chiffre considérable des prêts sur récoltes, qui s'élèvent annuellement à plus de 8 millions de francs, prêts dont le Conseil d'administration tendait à accroître encore l'importance en en abaissant le taux de 6 à 4 0/0. Ces opérations sont, en effet, par leur nature même, fort aléatoires, une mauvaise récolte ou un abaissement du prix des sucres pouvant entraîner des pertes considérables.

Après déduction des charges et dépenses diverses, les bénéfices ont été de 723.981 fr. 92 à répartir suivant les prescriptions statutaires.

L'attribution aux actions a été de 105 fr., soit 21 pour cent du capital nominal, chiffre supérieur de 1 0/0 à celui de l'exercice précédent.

Au 30 juin 1894, les 6.000 actions de la Banque se répartissaient ainsi qu'il suit : 3.480 en Europe et 2.520 dans la colonie.

La *Banque de la Réunion* est le seul des six Etablissements coloniaux en activité dont la situation inspire des inquiétudes ; son fonds de réserve a été complètement absorbé par les pertes subies et l'encaisse métallique reste bien au-dessous des prescriptions statutaires.

Le chiffre total, pendant l'exercice 1893 1894, s'élève pour les escomptes, les prêts et les avances, 14 millions 960.675 fr. 40, et pour les opérations de change, 6.001.772 fr. 44, soit un total de 20.962.447 fr. 84.

Comparativement à l'exercice précédent, le chiffre d'affaires est en diminution de 14.222.720 fr. 50.

Cette diminution considérable porte sur les opérations de prêts et d'escompte ; les opérations de change ont, au contraire, augmenté de près de 2 millions. Elle est due, en grande partie, à la disparition du Crédit Agricole et Commercial qui était le principal, sinon le meilleur client de la Banque.

Pour éviter une catastrophe, le Conseil général de la Réunion a voté en faveur de la Banque une subvention de 3 millions.

Les 8.000 actions de capital se répartissaient au 30 juin 1894 en : 2.155 actions placées en Europe et 5.845 dans la colonie.

Tout autre est la situation de la *Banque de la Guyane* qui obtient, dans une colonie bien dénuée, des résultats tout à fait remarquables.

En effet, le mouvement général des affaires de la Banque de la Guyane, dans l'exercice 1893 1894, représente, pour les escomptes, prêts et avances, 6 millions 143.017 fr. 70 et pour les opérations de change, 12 millions 326.854 fr. 24, soit un total de 18.469.871 fr. 94, en augmentation de 990.319 fr. 36 sur l'exercice précédent. Cette plus value est due, pour la majeure partie, aux opérations auxquelles a donné lieu l'exploitation des placers récemment découverts dans le Carsevenne.

Ajoutons que la dette de la Banque au Comptoir d'Escompte, qui montait, à la fin du précédent exercice, à 348.770 fr. 25, s'est abaissée, au 30 juin 1894, à

(1) *Economiste Européen* du 5 mai 1894 (5ᵉ vol.).

307.211 fr. 53, grâce aux remises en or natif qui ont continué à se maintenir à un chiffre assez élevé.

Déduction faite des charges, dépenses et pertes diverses, les bénéfices se sont élevés à 140.113 fr. 69, à répartir suivant les prescriptions statutaires. L'attribution aux actions a été de 96 fr. 20 par action, soit 19 fr. 24 0/0 du capital nominal.

Le fonds de réserve a sa limite légale et, au 30 juin 1894, les 1.200 actions de la Banque se répartissaient ainsi qu'il suit : 433 actions en Europe et 767 dans la colonie.

La *Banque du Sénégal*, dont les actions sont immatriculées à Saint-Louis, dispose d'un capital de 600.000 francs, représenté par : 1° 16.800 fr. de rente 3 0/0 amortissable : 402.975 fr. 70 ; 2° la différence 197 mille 24 fr. 30 est comprise dans le fonds de roulement, en attendant un moment favorable pour être convertie en rentes. Le fonds de réserve statutaire a atteint sa limite légale de 300.000 fr. depuis le 30 juin 1893.

Après déduction des charges et dépenses diverses, les bénéfices ont été de 172.859 fr. 46 à répartir suivant les prescriptions statutaires.

L'attribution aux actions a été de 65 fr., soit 13 fr. 50 pour 100 du capital nominal, chiffre supérieur de 2 0/0 à celui du dividende de l'exercice précédent.

Le mouvement général des affaires, pendant l'exercice 1893-1894, a compris, pour les escomptes, prêts et avances, 5.093.594 fr. 53, et pour les opérations de change, 6.996.075 fr. 30, soit un total de 12.089.669 fr. 83 en augmentation de 394.328 fr. 62 sur l'exercice précédent.

Les importations de numéraire faites par la Banque du Sénégal, pendant l'exercice 1893-1894, se sont élevées à 900.000 fr. ; elles ont été nécessitées par l'achat des arachides.

***

Nous arrivons à la *Banque de l'Indo-Chine* dont le chiffre d'affaires dépasse de 35 0/0 environ celui de toutes les autres Banques coloniales réunies.

Le capital de cet Etablissement, porté à 12 millions, est représenté par 24.000 actions de 500 fr. nominatives, libérées de 125 francs seulement ; au 30 juin 1894, les fonds de prévoyance et de secours s'élevaient au chiffre global de 1.546.707 francs. Mais la baisse de la piastre qui a dépassé 16 pour cent l'an dernier a eu son contre-coup sur les opérations de la *Banque de l'Indo-Chine* dont le terrain d'affaires se trouve exclusivement situé dans les pays à circulation d'argent.

Nous nous empressons de vous dire, lisons-nous dans le compte rendu aux actionnaires, par l'exercice 1894, que cette diminution est plus apparente que réelle, ou tout au moins qu'elle doit être considérée comme moindre, si l'on tient compte de la baisse du change qui s'est produite en 1894, et en raison de laquelle les montants en piastres ont dû être évalués à un taux inférieur d'environ 15 0/0 à celui de l'année 1893.

Quoi qu'il en soit, les chiffres relevés par la Commission de surveillance, pour l'année 1893, donnent un mouvement total de 194.232.776 fr., dont 89.691.434 fr. pour les prêts et avances et 104.541.341 fr. pour les opérations de change. Déduction faite des prélèvements statutaires, le dividende servi pour ledit exercice aux actions a été de 10 fr. pour le premier semestre et de 10 fr. pour le second, soit ensemble 20 fr. ou 16 0/0 du capital versé, chiffre égal à celui du dividende de 1892.

Pour 1894, le rapport à l'assemblée des actionnaires contient les données suivantes, relatives au mouvement général des opérations :

	Francs
Succursale de Saïgon, agences de Pnom-Penh et de Hong-Kong	85.962.430
Succursale d'Haïphong, agences d'Hanoï et de Tourane	35.275.215
Succursale de Pondichéry	34.336.609
Succursale de Nouméa	23.447.416
Soit un total de	179.021.670

n diminution de 15.211.106 francs sur 1893.

La circulation des billets au porteur dans les diverses succursales a atteint les chiffres de 20.916.000 francs au 30 juin 1894 contre 18.604.000 francs en 1893, et de 22.076.000 francs au 31 décembre 1894 contre 20.926.000 francs en 1893. Le chiffre le plus élevé a été de 23.215.000 francs en novembre ; dans tout le cours de l'année, la circulation n'est pas descendue au-dessous de 20.000.000 de francs.

L'augmentation — ainsi s'exprime le rapport — est encore plus importante qu'elle ne le paraît, en raison de la diminution de 15 0/0 d'une année à l'autre dans l'évaluation en francs du chiffre de notre circulation fiduciaire en Indo-Chine où nos coupures sont établies en piastres. C'est en Cochinchine surtout que cette augmentation s'est produite ; dans nos autres colonies, la circulation fiduciaire oscille généralement autour des mêmes chiffres, sans présenter, dans un sens ou dans l'autre, d'écarts bien importants.

Dans ces conditions, les bénéfices nets se sont élevés à un total de 773.749 francs pour toute l'année 1894, et le dividende réparti entre les 24.000 actions du fonds social a été de 20 francs pour les deux semestres.

Nous n'entreprendrons pas d'analyser le compte rendu, si lucide et si concluant, qui a été soumis à l'assemblée des actionnaires du 15 mai dernier ; mais en ce qui concerne les succursales et agences de l'Indo-Chine, nous devons signaler la décroissance des achats de remises sur Hong-Kong, car elle touche de près au problème monétaire dont l'*Economiste Européen* ne cesse de s'occuper.

***

La principale cause de cette décroissance a résidé dans la rareté et la cherté du numéraire ; elle est décrite d'une façon lumineuse dans le travail que nous avons sous les yeux :

La piastre mexicaine, comme vous le savez, Messieurs, est la monnaie qui circule presque exclusivement en Indo-Chine et dans les ports de la Chine ouverts au commerce européen. Or, les nouvelles conditions économiques dans lesquelles se trouve le Mexique, dont les importations d'Europe ont considérablement diminué tandis que ses exportations ont augmenté, font que ce pays n'a plus à effectuer, pour solder la balance de son commerce, d'aussi importants envois de numéraire que par le passé. La piastre mexicaine s'est donc considérablement raréfiée sur tous les marchés, et les prix des quelques lots que l'on parvenait à se procurer ont, dans le cours de toute l'année, notablement dépassé la valeur de leur parité d'argent fin. C'est pour remédier à cet état de choses si préjudiciable aux transactions, pour rendre son commerce indépendant de la situation économique du Mexique, que la colonie de Hong-Kong, répugnant à adopter le *yen japonais*, comme l'avaient fait antérieurement les Etablissements anglais de Singapore et des Détroits, et tout récemment le royaume de Siam, a demandé l'autorisation de faire frapper une nouvelle monnaie semblable, en titre et en poids, au yen japonais, et qui prendrait le nom de *british dollar*. Le Gouvernement anglais, comprenant qu'il affranchirait ainsi le commerce de ses nationaux en Chine des entraves apportées par la pénurie de la piastre mexicaine, a fait droit à cette réclamation ; de grandes quantités du nouveau dollar sont en ce moment en cours de frappe dans les monnaies de Bombay et de Calcutta.

De notre côté, dans l'impossibilité où nous nous trouvions de ravitailler par des achats de piastres mexicaines, devenues introuvables, nos encaisses métalliques qui diminuaient de jour en jour, nous avons demandé au Gouvernement l'autorisation, qui précédemment nous avait été donnée à plusieurs reprises, de faire frapper à la Monnaie de Paris des piastres françaises de commerce.

Le Ministre des finances n'a pas cru devoir, à ce moment, nous accorder l'autorisation sollicitée ; elle constituait, cependant, le seul moyen d'approvisionner nos succursales du numéraire nécessaire à leurs opérations et aux besoins du commerce.

Nos tentatives pour acheter des piastres mexicaines en quantité suffisante continuant à rester infructueuses, nous avons été contraints d'augmenter nos taux d'escompte et d'achats de remises sur la Chine.

La Chambre de commerce de Saïgon, émue de cette situation, a émis le vœu, appuyé par les autorités locales, que le yen japonais, que l'on pouvait facilement se procurer à Singapore et au Japon, pût librement circuler en Indo-Chine et y avoir cours légal à l'instar de la piastre mexicaine et de la piastre française de commerce.

Nous n'avons, en ce qui nous concerne, aucune objection à l'introduction en Indo-Chine de cette monnaie, étant données les idées des Asiatiques pour lesquels toute monnaie n'est considérée que comme un lingot de métal dont l'effigie garantit simplement le titre et le poids. Mais nous comprenons la répugnance du Gouvernement français à laisser s'acclimater dans nos colonies une nouvelle monnaie étrangère, provenant d'un pays qui n'accorde pas la réciprocité de circulation à la piastre française de commerce. Aussi, tout en reconnaissant que l'introduction du yen japonais, demandée par la Chambre de commerce de Saïgon à laquelle s'étaient jointes les Chambres de commerce d'Haïphong et d'Hanoï, constituerait un palliatif à la crise monétaire devenue aiguë, avons-nous insisté de nouveau auprès du Gouvernement pour obtenir l'autorisation de faire frapper des piastres françaises, bien que ce mode de ravitaillement ait toujours été pour nous le plus onéreux, contrairement à ce qu'on a semblé croire dans certains milieux.

Se rendant compte que c'était là l'unique remède à une situation dont les conséquences pouvaient devenir funestes pour notre colonie, le Ministre des finances a bien voulu nous autoriser, tout récemment, à faire frapper à la Monnaie de Paris, des piastres françaises en quantité suffisante pour ravitailler nos encaisses et satisfaire aux demandes du commerce. Nous nous sommes immédiatement mis en mesure d'acheter l'argent fin nécessaire, et, d'ici peu, l'approvisionnement en numéraire de l'Indo-Chine sera assuré. Mais il est indispensable qu'à l'avenir, l'autorisation de faire frapper, suivant les besoins de nos encaisses et du commerce, soit librement accordée, pour nous éviter de nous trouver dans un état d'infériorité vis-à-vis de nos concurrents.

L'adoption de cette mesure aura pour résultat de substituer progressivement en Indo-Chine la piastre française à la piastre mexicaine. C'est là, du reste, pour la France, dans les pays d'Extrême-Orient, un moyen d'influence morale, dont le Gouvernement anglais s'est bien rendu compte, en décidant la création du British Dollar destiné à circuler à Hong-Kong et dans les détroits, qui pénétrera peu à peu en Chine, et y supplantera également la piastre mexicaine.

***

Dans une étude sur la « Crise monétaire en Indo-Chine » (*Economiste Européen* du 9 juin 1894, 5e vol.), M. Edmond Théry avait déjà fait ressortir les inconvénients de la suspension de la frappe de la *piastre de commerce française*, et les avait signalés à l'attention du Ministre des finances. Cet appel a été entendu et on a compris enfin, en haut lieu, l'importance de la faute commise, faute qui a permis à l'Angleterre, en frappant un *british dollar*, de prendre une place que nous avions volontairement abandonnée en Extrême-Orient.

Mais une autre question se pose aujourd'hui : Quel sera le poids des pièces dont la *Banque de l'Indo-Chine* va alimenter la circulation en Extrême-Orient ?

On sait que la *piastre de commerce française*, frappée de 1885 à 1889 à l'Hôtel des monnaies de Paris, au titre de 0,900 pesait 27 grammes 215, tandis que la *piastre mexicaine* (légalement au titre de 0,9027), ne pèse que 27 grammes 015, et que le *yen* japonais, au titre de 0,900, ne pèse que 26 grammes 956.

Si on persiste à frapper des pièces identiques aux anciennes, en titre et en poids, les inconvénients que nous avons signalés jadis ne tarderaient pas à se reproduire ; les *piastres de commerce* françaises continueraient à être drainées, comme elles l'ont toujours été, par les spéculateurs cambistes de l'Extrême-Orient, pour être transformées en lingots et envoyées aux Hôtels des monnaies de Tokio et d'Osaka.

C'est, en somme, une véritable prime que notre Gouvernement alloue aux spéculateurs étrangers, et il dépasse ainsi le but visé. Au surplus, l'écart de 1 0/0 environ est supporté, selon toute évidence, par le commerce indo-chinois et par le Gouvernement lui-même.

En résumé, les Chambres de commerce de Saïgon, d'Haïphong et d'Hanoï ayant réclamé l'introduction en Indo-Chine du *yen* japonais, il semblerait tout naturel d'adopter, comme viennent de le faire les Anglais pour le *british dollar*, le poids de cette monnaie ayant cours sur les divers marchés, depuis Singapore jusqu'à Yokohama en passant par Shanghaï. On réaliserait ainsi une économie de 259 milligrammes par piastre, ou, plus exactement, de 232 milligrammes d'argent fin, sans soulever la moindre protestation de la part de la clientèle asiatique.

Nous soumettons l'idée à qui de droit, dans l'espoir qu'il n'est pas trop tard pour la prendre en considération.

C.-R. WEHRUNG.

Société Foncière Lyonnaise

En conclusion d'un article consacré à la *Société Foncière Lyonnaise* et paru dans l'*Economiste Européen* du 11 août 1894, nous écrivions :

La situation de la *Société Foncière Lyonnaise* est donc aussi bonne maintenant qu'on pourrait le désirer ; et elle se fortifiera d'année en année, par suite de la diminution progressive de sa dette, par l'augmentation de la réserve légale, et surtout par les réalisations faites avec soin et sans sacrifices, des terrains dont elle est encore propriétaire.

Nous sommes heureux de voir, en compulsant le rapport lu à l'assemblée des actionnaires de la Société tenue le 29 du mois écoulé, que nous avions bien pronostiqué. Certainement, les variations survenues depuis notre dernière étude sont peu importantes, mais il ressort des chiffres que nous allons soumettre à nos lecteurs, que le Conseil d'administration ne vise qu'à remplir exactement le programme qu'il s'est tracé antérieurement.

Voici donc, en milliers de francs, le bilan établi au 31 décembre dernier et que nous comparons à ceux des exercices précédents :

ACTIF	1892	1893	1894
En Caisse et dans les Banques	4	308	14
Actions et cautionnements	225	210	60
Débiteurs	2.880	2.753	2.745
Terrains à Paris, Nice, Cannes, Ospedaletti, San-Remo et divers	24.479	Mémoire 1 fr.	Mémoire 1 fr.
Maisons en rapport (210 au 31 déc. 1892 et 211 au 31 déc. 1893 et au 31 déc. 1894)	66.404	66.579	66.576
Intérêts dans la *Société des Nouveaux Quartiers de Paris*, sur 95 maisons	14.603	14.604	14.604
Primes amorties sur obligations	»	37	74
Comptes d'ordre	355	26	57
Obligations rachetées	»	»	22
Capital non versé	50.000	»	»
Fr.	158.950	84.517	84.152

PASSIF	1892	1893	1894
Dû sur acquisitions d'immeubles	253	219	217
Créanciers divers et comptes courants des Sociétés annexes	14.286	»	»
Créanciers divers	»	1.234	1.403
Emprunts hypothécaires :			
A terme fixe	10.153	1.869	121
Amortissables à long terme	17.864	»	»
Obligations	7.940	27.094	26.939
Prorata d'intérêts dus mais non échus	»	168	161
Comptes d'ordre : divers versements anticipés sur actions	6.154	»	»
Actionnaires	»	92	37
Coupons à payer	67	186	220
Réserve légale	486	547	607
Amortissements de la dette	»	187	380
Réserve spéciale	300	»	»
Provision pr risques immobiliers	»	143	136
Produits des ventes de terrains	»	»	732
Profits et Pertes :			
Bénéfices des exercices antérieurs	939	»	35
Bénéfices de l'exercice 1892	508	»	»
Provision pour éventualités diverses et créances douteuses	»	1.688	1.688
Capital	100.000	50.000	50.000
Bénéfice de l'exercice	»	1.090	1.476
Fr.	158.950	84.517	84.152

Quant au compte de *Profits et Pertes*, il se présente comme suit :

	1893	1894
	—	—
Intérêts des créances.............Fr.	68.348	51.011
Loyers nets de la Société et dividende de la *Société des Nouveaux Quartiers de Paris*....................	2.902.693	2.904.927
Fr.	2.971.041	2.955.938

dont il y a lieu de déduire :

	pour 1893	pour 1894
	—	—
Intérêts.........................Fr.	1.436.560	1.085.510
Frais généraux....................	120.395	118.533
Impôt du timbre sur actions.........	60.000	60.000
— sur obligations....	15.652	20.170
Taxe des biens de mainmorte........	58.402	»
Amortissements	190.379	106.048
Total...................	1.881.388	1.480.261
Bénéfice..............................	1.089.653	1.475.677
Fr.	2.071 041	2.955.938

Il y a peu à ajouter à ce qui précède. Les terrains, par exemple, sont toujours portés pour 1 franc, bien que les démarches continuent pour réaliser dans de bonnes conditions cette partie du domaine. En 1894, il en a été vendu pour 732.250 fr. 48. Cette somme a servi d'abord, pour un montant de 110.396 fr. 37, à alimenter la réserve légale ; quant au solde de 621.854 fr. 11 il sera porté au compte « Provisions pour risques immobiliers » ouvert l'année précédente. Et dans le but de faciliter les transactions à intervenir sur ses terrains de Nice, la *Société Foncière Lyonnaise* n'a pas hésité à concourir, par une subvention, à l'établissement d'un tramway électrique appelé à les desservir. De même, sur d'autres points, la Société s'applique à développer les éléments de plus-value de ses propriétés, en favorisant la création de nouveaux moyens de transport et de distribution d'eau.

En ce qui regarde la Dette hypothécaire, qui s'élevait à 1.869.047 fr 80 au 31 décembre 1893, elle n'était plus au 31 décembre dernier que de 121.151 fr. 65; mais ce solde sera acquitté à l'échéance du 16 juin prochain. Par suite, les remboursements effectués en 1894 se sont élevés à 1.747.896 fr. 15, et il y a été pourvu par les rentrées de créances, les prix de vente de terrains encaissés, et un découvert momentané porté au compte « Créditeurs divers ».

Si nous passons aux *Obligations*, nous voyons qu'elles ont été favorisées d'un amortissement de 155.692 fr. 02, et que, de plus, il en a été acheté pour 21.949 fr. 05. De sorte que cette dette a diminué de 177.641 fr. 07.

En dehors des obligations en circulation et qui atteignent un montant de 26.938.564 fr. 69, la Société n'a plus de passif permanent. On peut donc hardiment avancer maintenant que sa situation est normale et qu'elle ne fera que se fortifier à l'avenir.

Pour terminer, mentionnons que les profits réalisés en 1894 par la *Société Foncière Lyonnaise* ont permis la répartition d'un dividende aux actions de 14 francs contre 10 francs en 1893, payable par moitié le 15 juin et le 15 décembre, et le report à nouveau d'un montant de 75.677 fr. 03.

A. Léchenet.

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER

de Sâo-Paulo et Rio-Grande

Le 8 juin courant, deux de nos grands Etablissements de crédit : la *Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France*, et la *Société Générale de Crédit Industriel et Commercial* procèdent, à leur siège social, dans toutes leurs agences et bureaux de quartier, et de concert avec la *Caisse Générale de Reports et de Dépôts*, de Bruxelles, à l'émission de 50.000 obligations 5 0/0 de 500 francs, remboursables par voie de tirages en 90 ans, de la *Compagnie du chemin de fer de Sâo Paulo et Rio Grande.*

En nous référant au prospectus que nous avons sous les yeux, nous trouvons que la *Compagnie de Sâo Paulo et Rio Grande* jouit, pendant trente ans, d'une garantie d'intérêts or du *Gouvernement Brésilien* sur la base de 27 deniers sterling par milreis, soit 2.835 francs par conto, conformément aux décrets des 9-14 novembre 1889, 7 avril et 9 juin 1890, 20 juin 1891, 1er août 1892 et 2 juin 1893. D'un autre côté la Compagnie prend à sa charge et en ce qui concerne les obligations dont il s'agit, les impôts brésiliens présents et futurs, s'engage à contracter un abonnement auprès de l'Administration du Timbre pour les impôts français, et s'interdit la conversion ou le remboursement anticipé avant 1905.

La Compagnie du *Chemin de fer de Sâo Paulo et Rio Grande* a son siège à Rio-de-Janeiro et une délégation à Paris. Son capital est de 24.000 contos, divisé en 60.000 actions de 200 milreis libérées de 10 0/0 et devant rester nominatives jusqu'à leur libération. Elle est concessionnaire, pendant 90 ans, d'environ 1863 kilomètres de chemin de fer, à voie d'un mètre, dont 938 kilomètres environ pour la ligne principale qui a une station commune à *Ponta-Grossa* avec la *Compagnie Générale des Chemins de fer Brésiliens*, au fleuve *Uruguay* avec la *Compagnie des Chemins de fer Sud-Ouest Brésiliens*, et à l'*Itararé* avec la *Compagnie de Sorocabana.*

Le produit de l'emprunt présenté le 8 courant au public français, qui doit être versé directement par les établissements émetteurs au Gouvernement Fédéral du Brésil, entre les mains de ses agents à Londres, est destiné à construire la partie de la concession faisant suite au réseau de la *Compagnie des Chemins de fer brésiliens.* Les études de ce réseau sont déjà approuvées par le Gouvernement ; les fournitures de matériel sont faites par des Sociétés métallurgiques de premier ordre ; un contrat à forfait a été passé pour la construction ; enfin un contrôle sera exercé par un comité technique d'ingénieurs ayant son siège à Paris et un délégué au Brésil.

La garantie kilométrique accordée par le Gouvernement Fédéral Brésilien, conformément aux décrets la concession, est affectée, par privilège, au service de l'intérêt et de l'amortissement des obligations qui ne peuvent être émises qu'en nombre tel, que le service de cet intérêt et de cet amortissement ne dépasse pas le montant de la garantie accordée pendant trente années. En outre, les obligations de la Compagnie de *Sao Paulo et Rio Grande* ont comme garantie générale, conformément à la législation en vigueur au Brésil (décrets du Gouvernement brésilien des 17 janvier 1890 et 15 septembre 1893), tout l'actif et tous les biens de la Société situés au Brésil, avec préférence sur toutes autres créances. Enfin, et aussi longtemps que durera la construction, le Gouvernement du Brésil s'engage à en payer les intérêts en or, à raison de 6 0/0 l'an.

Les obligations dont nous parlons sont offertes, jouissance du 1er mai dernier, au cours de 405 francs, payables : 20 francs en souscrivant ; 85 fr. à la répartition du 12 au 15 juin ; 150 fr. le 8 juillet et 150 fr. le 8 août. Les souscripteurs pourront se libérer à toute époque, sans escompte, au taux de 4 0/0 l'an ; s'ils usent de cette faculté à la répartition, ils reçoivent une bonification de 1 fr. 50. Le prix d'émission ressort alors à 403 fr. 50, ce qui représente un placement à plus de 6 0/0, sans tenir compte de la prime de remboursement et de la jouissance acquise.

J. M.

NITRATE RAILWAYS

L'Assemblée des actionnaires de la *Compagnie des Nitrate Railways* s'est tenue le 28 courant à Londres. En présence de la baisse qui s'est produite depuis quelques jours sur les actions de cette entreprise, la réunion qui vient d'avoir lieu présentait un intérêt particulier. Nous croyons donc devoir en rendre compte aujourd'hui en nous basant, comme lors de nos études des 4, 11 et 18 mai, sur les documents officiels communiqués.

Disons d'abord que, selon le rapport lu aux intéressés, le bénéfice net de l'exercice 1894 s'est élevé à 350.050 liv. sterl. En ajoutant à ce montant le solde reporté de l'année 1893, on arrive au produit net de 411.663 liv. sterl., dont il faut déduire les charges sociales, services des obligations et frais divers, soit 140.301 liv. sterl. Il reste alors 271.362 liv. sterl. Les dividendes payés en juillet 1894 et en janvier 1895 ayant absorbé une somme de 269.100 liv. sterl., il reste à reporter, à compte nouveau, un solde de 2.282 liv. st.

Comme nous le faisions remarquer nous-mêmes dans l'*Economiste Européen* du 4 mai, l'exercice 1894 n'a pas été, en fin de compte, tout à fait aussi favorisé que l'exercice 1893. Toutefois, d'après les chiffres fournis, les résultats obtenus sont loin d'être défavorables. En premier lieu, et en dépit de la réduction des tarifs entrés en vigueur le 1er janvier 1894, les recettes brutes sont en augmentation de 17.490 liv. sterl. Et cette augmentation aurait été certainement plus forte si le trafic du district de Lagunas, nouvellement ouvert, n'avait commencé à atteindre une importance considérable que pendant le dernier trimestre de l'année. Il est vrai que, d'un autre côté, les dépenses, qui ont nécessité un important prélèvement sur le report à nouveau de 1893, ont augmenté considérablement en 1894, dépassant celles de 1893 de 74.797 liv. sterl. Mais la cause en est à la réduction des tarifs et au manque de trafic dans le district de Lagunas. La mise en marche de trains qui transportaient des marchandises, sans bénéfice et sans fret de retour, devait naturellement contribuer à de tels résultats. Enfin il faut bien parler d'un chapitre qui a attiré l'attention : c'est celui du compte de *Profits et Pertes* qui porte, au débit, 40.000 liv. sterl. pour rabais et perte sur le change.

Or, de ces 40.000 liv. sterl., 25 000 se rapportent à des ristournes consenties, au début de 1894, à des Compagnies qui n'avaient pas encore fait de contrats, et qui étaient disposées à en passer aux mêmes conditions que les autres Compagnies. Quant au solde de 15.000 livres, il provient de pertes sur le change. Or, d'une part, la ristourne de 25.000 livres ne se reproduira pas dans les exercices futurs, et, d'un autre côté, la récente loi monétaire au Chili permet d'entrevoir une plus grande fermeté du change. On peut donc espérer, en prenant en considération le solde net de profits de 1894, les améliorations en perspective, l'augmentation de trafic à provenir de la mise en exploitation complète de Lagunas, l'économie qui peut être réalisée sur la dette obligations 5 0/0, la Compagnie pouvant obtenir de l'argent à 4 0/0, etc., on peut espérer, disons-nous, que les dividendes futurs atteindront au moins 15 0/0.

Toutes ces explications ne sont pas contenues dans le Rapport lu à l'Assemblée; mais M. le colonel North, président de la Compagnie, les a données de vive voix, ainsi que nous le faisions pressentir dans notre *Marché financier* du 24 courant. Il en a même donné beaucoup d'autres. Il a fait ressortir, par exemple, que depuis sept ans la Compagnie avait distribué à ses actionnaires, en dividendes, 156 1/4 0/0 de leur capital, en dehors d'un *bonus* de 180.000 liv. sterl. En ce qui regarde une réclamation de 48.000 liv. sterl. faite par la Compagnie au Gouvernement Chilien, il a déclaré que, en admettant que la Compagnie n'obtînt pas gain de cause, elle ne perdrait, de ce fait, pas plus de 2.000 liv. sterl., par suite de la mise à un fonds de réserve spécial de 47.000 liv. sterl. Il a dit aussi qu'il avait tellement confiance dans l'affaire, qu'il avait, le mois précédent, acheté encore pour son propre compte, et au prix de 20 liv. sterl., 10 000 actions ordinaires; que la France et la Belgique s'intéressaient tellement à l'entreprise que, sous peu, chaque pays aurait un représentant dans le Conseil d'administration, afin que l'on pût bien apprécier sa manière de travailler, etc.

M. le colonel North a encore parlé du cours qu'il entrevoyait sur les actions de la Nitrate Railways; de la campagne menée par quelques-uns, campagne qui n'avait pas nui à la Compagnie, mais au seul public; de la concurrence des autres Chemins de fer qui n'avait pas été profitable à l'un et qui paraissait ne pas devoir réussir davantage à l'autre. En un mot il a donné tous les renseignements des plus circonstanciés, renseignements auxquels il ne nous reste plus rien maintenant à ajouter.

A. L.

Informations Économiques et Financières

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	24 mai	30 mai
ACTIF		
Encaisse de la Banque : 24 mai / 30 mai		
Or .... 2 051.110 916 / 2.052 225 341	3.299.785.536	3.301.793.298
Argent... 1 245 674.620 / 1.249 567 956		
3 299.785 536 / 3.301.793 298		
Effets échus hier à recevoir ce jour....	87 217	6.914
Portefeuille Paris { Effets Paris........	174.531 234	211.086.281
Portefeuille Paris { Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor........................	»	»
Portefeuilles des succursales..........	265.513.762	301 527.103
Avances sur lingots à Paris............	1 282.000	1 367.000
Avances sur lingots dans les succursales	2 187 700	2.187 000
Avances sur titres à Paris.............	136 596.062	135 596.646
Avances sur titres dans les succursales	152 934.183	152.942.895
Avances à l'Etat.......................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles.....................	99.626.568	99.626.568
Rentes immobilisées	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales..............	15.287.737	15.254.513
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales..............	4.118.541	4.546.211
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers	88.687.529	84 974.142
Total...........	4.506.026.319	4.579.297.469
PASSIF		
Capital de la Banque	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation........	3.509.917.300	3.546 657.325
Arrérages de valeurs déposées..........	17 098 323	15.603.422
Billets à ordre et récépissés	27.408 472	27 140.576
Compte courant du Trésor, créditeur ...	192.683.756	197 761.075
Comptes courants de Paris	400 611 246	414.219.667
Comptes courants dans les succursales.	61.199.117	76.184.804
Dividendes à payer....................	1.615.209	1.574.178
Escompte et intérêts divers............	6.510 761	6.759.621
Réescompte du dernier semestre	782 337	782.337
Divers	63.154 285	67.598.953
Total...........	4.506.026.319	4.579.297.469

Comparaison avec les années précédentes

	4 juin 1891	2 juin 1892	1er juin 1893	31 mai 1894	30 mai 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	3.047.5	3.133.5	3 475.0	3 354 7	3 546.6
Encaisse............	2.505 7	2 850 3	2.991.6	3 053 4	3.301.7
Portefeuille........	676 8	513.4	579.2	680.8	515.6
Avances aux partic.	288.7	332.4	318.4	285.4	290.0
— à l'Etat....	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	122.8	209 6	110 2	166.2	197.7
— part...	520 3	494.8	426.4	443.5	490.4
Taux d'Escompte	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 0/0
Prime de l'or.......	3 0/00	pair	2 0/00	pair	pair
Bénéfices nets......	9.656.6	5.863.5	3.959.7	5.404.1	2.213.4

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

La loi belge du 15 février 1895 a autorisé le remboursement de la Dette 3 1/2 0/0, 1re, 2e et 3e séries, ou sa conversion en une nouvelle Dette 3 0/0, avec jouissance à compter du 1er mai 1895, comportant trois séries correspondant aux trois séries du 3 1/2 0/0 converti, et dont les coupons sont payables, savoir :

Pour la 1re série, les 1er janvier et 1er juillet,
— 2e série, les 1er mai et 1er novembre,
— 3e série, les 1er février et 1er août.

Chaque série est divisée de coupures de 2.000, 1.000, 500, 200 et 100 fr. de capital, ou 60, 30, 15, 6 et 3 fr. de rente.

Par suite, la Chambre syndicale a décidé qu'à partir du 20 mai dernier mois, les rubriques sous lesquelles les rentes belges 3 0/0 et 3 1/2 0/0 sont inscrites à la Cote officielle sont remplacées par les rubriques suivantes :

1re *Rubrique*. — Rente 3 0/0 1873 et 3 1/2 0/0, 2e série, convertie à 3 0/0, 2e série, à partir du 1er mai 1895. Jouissance courante, 1er mai 1895.

Sous cette rubrique, sont négociables : 1° les titres du 3 0/0 1873; 2° et les titres du 3 1/2 0/0, 2e série, jouissance mai et novembre, qui continuent à circuler, coupon du 1er mai détaché, jusqu'à leur échange ultérieur contre les nouveaux titres du 3 0/0, 2e série, jouissance mai et novembre.

2e *Rubrique*. — Rente 3 1/2 0/0, 1re série, convertie à 3 0/0, 1re série, à partir du 1er mai 1895. Jouissance courante : janvier 1895.

Sous cette rubrique, sont négociables les titres nouveaux du 3 0/0, 1re série, jouissance janvier et juillet, délivrés en échange du 3 1/2 0/, 1re série et dont les deux premiers coupons, échéant le 1er juillet 1895, sont payables, savoir : le coupon n° 1, à raison de 1 fr. 16 par titre de 100 fr., représentant l'intérêt à 3 1/2 0/0 couru du 1er janvier au 30 avril 1895; et le coupon n° 2, à raison de 0 fr. 50, représentant l'intérêt à 3 0/0 couru du 1er mai au 30 juin 1895.

3e *Rubrique*. — Rente 3 1/2 0/0, 3e série, convertie à 3 0/0, 3e série, à partir du 1er mai 1895. Jouissance courante : février 1895.

Sous cette rubrique, sont négociables les titres nouveaux du 3 0/0 3e série, jouissance février et août, délivrés en échange du 3 1/2 0/0 3e série, et dont les deux premiers coupons échéant le 1er août 1895 sont payables savoir : le coupon n° 1, à raison de 0 fr. 87 par titre de 100 fr., représentant l'intérêt à 3 1/2 0/0 couru du 1er février au 30 avril 1895; et le coupon n° 2, à raison de 0 fr. 75, représentant l'intérêt à 3 0/0 couru du 1er mai au 31 juillet 1895.

Pour tous les emprunts 3 0/0 ci-dessus désignés, les négociations à terme auront lieu par 1.500 fr. de rente et les multiples. Elles seront soumises à la double liquidation et au courtage fixe de 25 fr. par 1.500 fr. de rente.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société du « Petit Parisien » en date du 19 mars dernier, a voté le dédoublement des actions et des parts bénéficiaires.

Par suite, la Chambre syndicale a décidé que depuis le 27 mai dernier, les actions et les parts bénéficiaires de ladite Société ne sont plus négociables qu'en titres nouveaux, savoir :

10.000 actions de 250 fr., entièrement libérées et nominatives, numéros 1 à 9708 et 11709 à 12000, titres jaunes, datés du 19 mars 1895, coupon 35 attaché;

Et 35.000 Parts bénéficiaires au porteur, titres bleus, datés du 19 mars 1895, coupon 35 attaché.

Les titres de 5.000 et 10.000 fr. de capital des Emprunts Suisses 3 1/2 0/0 1887 et 1889 et Rente 3 0/0 des Chemins de fer, qui portent au verso des mentions de transfert, seront désormais négociables à la Bourse de Paris, à la condition que la signature du représentant du Conseil fédéral apposée au bas de ces mentions soit légalisée par M. le Ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse à Paris.

Les titres se trouvant dans ces conditions devront être déposés à la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui se chargera d'obtenir cette légaliation.

Bons du Trésor. — Par décision du Ministre des finances, en date du 24 mai 1895, l'intérêt attaché aux Bons du Trésor a été fixé ainsi qu'il suit à partir du mercredi 25 mai inclusivement :

A 1 1/2 0/0 pour les Bons de trois mois à un an.

Caisse nationale d'Epargne. — Voici le Tableau des opérations de la Caisse Nationale d'Epargne effectuées pendant le mois d'avril 1895 :

Versements reçus de 220.278 déposants, dont 37.307 nouveaux		36.763.494 67
Remboursements à 129.151 déposants, dont 27.400 pour solde	33.296.368 56	33.854.151 81
Rentes achetées à 403 déposants, pour un capital de	557.783 25	
Excédent de recettes		2.909.342 86

Nombre de comptes existant au 30 avril 1895 : 2.382.121.

Gaz et Eaux. — L'assemblée générale ordinaire des actionnaires a eu lieu le 22 mai. Après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil et du Commissaire, elle a approuvé le bilan et les comptes tels qu'ils lui étaient soumis et fixé le dividende de l'exercice 1894 à 22 fr. 50 par action, comme les années précédentes.

Ce dividende sera mis en paiement à partir du 15 juin prochain, à raison de 21 fr. 60 par action nominative et 20 fr. 74 par action au porteur.

Anciens Etablissements Cail. — L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, après avoir entendu la lecture des rapports, a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice 1894, tels qu'ils étaient présentés par le Conseil. Les commissaires des comptes MM. Barbier et Carrère, ont eu leurs pouvoirs renouvelés pour l'exercice en cours.

Banque de Tunisie. — L'assemblée générale ordinaire des actionnaires a eu lieu le 25 mai. Après avoir entendu la lecture des rapports, elle a, à l'unanimité, approuvé dans toutes leurs parties les comptes de l'exercice 1894 et fixé le dividende y afférent à 12 fr. 50 par action libérée de 250 fr., comme l'année dernière.

L'assemblée a en outre réélu comme administrateur M. Eugène Pereire, président du Conseil, dont le mandat prenait fin, et nommé aux mêmes fonctions MM. Hachette et Wiener. MM. Lepape et Astruc ont été réélus respectivement comme commissaire-adjoint, pour l'exercice en cours.

Mines de Malfidano. — L'assemblée générale ordinaire des actionnaires a eu lieu le 27 mai. Après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil et des commissaires, les actionnaires ont, à l'unanimité, approuvé les comptes de l'exercice 1894 tels qu'ils leur étaient présentés et fixé le dividende à 44 fr. par action de capital *dédoublée*, sur lesquels un acompte de 12 fr. 50 a été payé en novembre, et à 31 fr. 50 par action de jouissance, également dédoublée. Le dividende des actions de jouissance, et le solde de celui des actions de capital, seront mis en paiement le 1er juin, sous déduction des impôts.

M. Raymond Fournier, administrateur sortant, a été réélu.

Les commissaires des comptes, MM. Van Hymbeck et Cousin ont vu renouveler leur mandat pour l'exercice 1895.

Jardin d'Acclimatation.—Le Conseil d'administration de la Société du Jardin Zoologique d'Acclimatation de Paris s'est réuni le 13 mai et a décidé de s'adjoindre, en qualité d'administrateurs, MM. le comte de Fels, Rigaud, baron Henri de Rothschild, Rodoccanachi, Abel Leblanc et marquis de Saint-Paul.

Il a décidé, en outre, de porter le capital de 1.500.000 fr. à 2.050.000 fr., par la création de 1.100 actions nouvelles, lesquelles actions ont été immédiatement souscrites par les membres du Conseil et d'autres personnes.

Banque Transatlantique. — Les actionnaires se sont réunis en assemblée générale le 18 mai. Le rapport du Conseil d'administration et le rapport du commissaire des comptes établissent que la situation de la Banque Transatlantique est toujours favorable. Ces deux rapports ont été adoptés à l'unanimité dans toutes leurs parties.

Le dividende de l'exercice 1894 a été fixé à 12 fr. 50, sur lesquels 6 fr. 25 ont été distribués le 1er janvier dernier. Le solde de 6 fr. 25 sera payé à partir du 1er juillet prochain. Les administrateurs, MM. Jules Forti, Pierre Caillat et Charles Jolibois ont été réélus et M. Lepape, commissaire des comptes a été maintenu dans ses fonctions pour l'exercice 1895.

Forges de Châtillon et Commentry. — Voici les résolutions votées par les actionnaires à l'assemblée générale tenue le 18 mai :

1° Approbation de l'inventaire des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1894 ;

2° Distribution d'un dividende de 35 fr. par action payable : 17 fr. 50 le 15 juin et 17 fr. 50 le 15 décembre prochain, sous déduction des impôts ;

3° Réélection de MM. Bordet, Bret et Germain, administrateurs sortants ;

4° Réélection de MM. de Carrère, Passy et Suquet, commissaires nommés pour l'exercice 1894 et fixation de leur rémunération ;

5° Autorisation dans les termes de l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867 pour les administrateurs qui peuvent ou pourront avoir des intérêts dans des entreprises en relations d'affaires avec la Compagnie.

Mines et Usines de Borax. — L'assemblée générale tenue à Lyon le 16 mai a approuvé les comptes de 1894, fixé le dividende à 25 fr. par action et nommé M. Fontaine commissaire-censeur pour l'exercice en cours.

A titre extraordinaire, l'assemblée a voté certaines modifications aux statuts rendues nécessaires par la réduction du capital-actions de la Société. Le capital primitif était de 6 millions, on le réduit à 4.800.000 fr., divisé en 48.000 actions de 100 fr., et l'on crée 2.400 obligations de 500 francs, ensemble 1.200.000 fr. rapportant 4 0/0. Les obligations pourront être amorties lorsque les ressources le permettront. Ainsi, dès cette année, le Conseil amortira 200.000 fr. d'obligations. C'est un commencement indirect d'amortissement sur les actions.

Banque de Paris et des Pays-Bas. — Voici les résolutions votées à l'assemblée générale du 9 mai 1895 :

L'assemblée générale approuve dans toutes leurs parties le rapport et les comptes de l'exercice 1894, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration, et fixe à 35 fr. par action le montant du dividende pour cet exercice.

Un acompte de 20 fr. sur le dividende ayant été payé le 1er janvier dernier, le solde, soit 15 francs par action, sera payé à partir du 1er juillet 1895, sous déduction des impôts établis par les lois de finances.

L'assemblée générale réélit administrateurs MM. H. Bamberger, Ch. Demachy, A. de Germiny et J. Stern, administrateurs sortants.

Elle confirme les nominations faites à titre provisoire par le Conseil, de MM. R. de Bauer, et Ed. Noetzlin.

Elle réélit censeur M. Choppin de Janvry, censeur sortant.

Elle nomme enfin MM. E. Leviez et Timmerman commissaires pour l'exercice 1895.

Transports Maritimes à Vapeur. — Dans leur assemblée générale du 30 avril dernier, les actionnaires de la Société Générale de Transports Maritimes à Vapeur ont décidé de payer, à dater du 2 mai dernier, la somme de 15 fr. par action, solde du dividende de l'exercice 1894, coupon n° 42.

Le coupon n° 42 étant le dernier attaché aux actions actuelles, ces titres seront échangés, sans conformité de numéros, à une date qui sera ultérieurement indiquée.

La durée de la Société a été prorogée de 30 années, à dater du 18 mars 1895.

Banque de l'Indo-Chine. — L'assemblée générale a eu lieu le 15 mai 1895. Après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil, les actionnaires ont, à l'unanimité, voté les résolutions suivantes :

1° L'assemblée approuve les comptes des deux semestres de l'exercice 1894 tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration.

Elle fixe à 20 fr. par action (sur lesquels 10 fr. ont déjà été payés, à titre d'acompte, le 2 janvier dernier), le chiffre du dividende annuel, et décide de reporter à l'exercice 1895 le reliquat disponible de 9.745 fr. 46 ;

2° L'assemblée ratifie la nomination de MM. de Monplanet et Hély d'Oissel comme administrateurs pour deux ans, en remplacement de MM. de la Bouillerie et Ch. Sautter, décédés ;

3° L'assemblée renouvelle pour une période de cinq années les pouvoirs de MM. Denormandie, Allard et Mercet, administrateurs sortants.

Le Dividende du Canal de Suez. — Le Conseil d'administration de la Compagnie du Canal de Suez, dans sa séance du 20 mai, a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires, qui aura lieu le 5 juin, de fixer ainsi qu'il suit le revenu total de l'exercice 1894 :

	Brut	Net
Par action de capital......Fr.	96 652	90 »
— de jouissance......	71 652	66 446
— de fondateur......	40 367	37 694

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 14 au 20 mai 1895 (20e semaine)

(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Différence pr 1895
Etat	2.761	816	792	13 379	13 476	— 97
Paris-Lyon-Méditer.	8.604	7.354	6.826	129.189	129 092	+ 96
— Rhône au Mont-Cenis	133	93	92	1 783	1 829	— 45
— Chemins Algériens..	513	149	150	2 720	2.472	+ 248
Nord	3.699	3.547	3.529	69.615	70.089	— 474
Ouest	5.350	3 003	3.140	49 710	51.454	— 1.744
Orléans	6.773	3.521	3 354	59.181	60 [illegible]82	— 1 000
Est	4.802	3 073	3 228	49.924	50.751	— 827
Midi	3.136	1.867	1.783	33 161	31 900	+ 1.261
Est-Algérien	897	105	79	2 103	1 986	+ 116
Bône-Guelma voie larg.	607	83	49	1.339	892	+ 447
— voie étroite	128	15	6	233	107	+ 125
Ouest-Algérien	296	46	39	833	721	+ 112
Arzew à Kralfallah..	214	22	21	507	495	+ 11
Médoc	101	22	25	382	435	— 53

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 30 mai 1895.

Clôture du Reichstag. — La Réforme des Bourses retardée. — Régime fiscal de l'alcool. — La Dette de l'Empire. — Disparition de nos cinq milliards. — Nos Navires à Kiel. — Recettes d'avril. — Les Emissions de la « Disconto » et de la « Dresdner Bank ».

Un message impérial a prescrit la clôture de la session du Reichstag. Sa dernière séance a eu lieu le 24 mai. Son dernier vote a été l'adoption en troisième lecture du projet de loi sur l'alcool. Il n'a pu être saisi du projet de loi sur la réforme des Bourses et sur la répression de la concurrence déloyale. Le premier projet est toujours combattu avec ardeur dans les sphères intésessées. Même le Congrès des juristes de Cologne lui a fait un accueil défavorable. En attendant, le Conseil fédéral a rayé ce projet de son ordre du jour, ainsi que celui qui avait trait aux obligations des vendeurs pour la conservation des valeurs étrangères.

Les conservateurs agrariens en sont fort marris. Mais, comme le dit la *Gazette de Cologne*, que n'ont-ils déposé un projet de loi au Reichstag ?

La nouvelle loi sur l'alcool entrera prochainement en vigueur. Je me permets de rappeler que ses dispositions essentielles ne peuvent guère exercer d'influence funeste sur le marché international. La production sera plutôt limitée que développée : les primes d'exportation ne dépasseront pas 5 marks par hectolitre d'alcool pur et c'est l'ensemble de la production industrielle qui en paiera le montant.

Autre disposition :

L'alcool employé par les fabriques de parfumeries liquides est aujourd'hui exempt d'impôt. Pour augmenter les recettes du Trésor, une délégation du Conseil fédéral, approuvée par l'assemblée plénière, a décidé que cette exemption disparaîtrait à dater du 1er janvier 1896. A cet effet, des mesures seront prises pour qu'il ne soit pas délivré cette année aux fabricants des quantités supérieures à leur plus forte consommation pendant l'une des trois dernières années.

Avant la clôture de la session, le rapport de la Commission de la Dette de l'Empire a été déposé sur le bureau. Il en résulte que, à la fin de l'exercice 1893-94, le montant des crédits accordés était de 1.954.268.721 marks 88. A la même date, l'émission d'inscriptions de rentes avait procuré en recettes 1.816.389.546 *M.* 43. Le service de la Dette disposait donc d'un excédent de 137.879.175 *M.* 45 au 1er avril 1894.

En somme, l'Empire a déjà une dette supérieure à 2 milliards un quart. Nos cinq milliards sont dévorés : il n'en reste plus que les 150 millions déposés dans la tour de Julius. Quant au fonds des Invalides tous ses revenus sont absorbés par le service des pensions militaires. Il n'y a plus qu'un reliquat disponible de 85 millions de *M.*, déja entamé par une loi récente et qui serait dévoré en un an par le projet de solde d'honneur à décerner aux combattants de 1870, s'il était adopté.

Le télégraphe vous a annoncé que des éboulements avaient endommagé le canal des Deux-Mers. L'Administration n'en a pas connaissance. M. de Bœtticher a formellement déclaré que les premiers éboulements ne pouvaient, dans aucun cas, retarder l'inauguration du canal.

A ce propos, les Allemands sont fort heureux de la présence des escadres étrangères dans la rade de Kiel. mais ils sont extrêmement étonnés du bruit fait en France à l'occasion de l'envoi de quelques navires français à Kiel. Ils sont surpris et ne comprennent pas l'émotion de certains patriotes. Jamais ils n'ont attaché aucune importance à cet envoi de navires français. C'est pour eux une mesure de courtoisie internationale, dont il n'est permis de tirer aucune déduction politique.

A leur avis, la participation des artistes français à l'Exposition des Beaux-Arts de Berlin, est beaucoup plus significative comme symptôme d'apaisement.

On connaît le résultat des recettes de l'Empire pendant le mois d'avril. Je vous en envoie le développement. Les caisses impériales ont reçu 92.058.883 *M.* contre 80.989.810 *M.* en avril 1894. L'augmentation est de 11.069.073 *M.* Mais il en faut déduire le développement des dépenses des chemins de fer et des postes et télégraphes, qui dépassent 2.200.000 *M.*

La souscription aux actions nouvelles de la *Disconto-Gesellschaft* a eu un succès complet. La Société la *Disconto-Gesellschaft* avait formé un syndicat de garantie lors de sa dernière émission d'actions. L'opération a réussi et les syndicataires ont reçu un dividende de 4 58 0/0.

Une opération semblable de la *Dresdner Bank* avait récemment abouti au même résultat.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	22 mai	Dif. 15 mai	23 mai	Dif. 15 mai
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.090.878	+ 12 545	932.769	+ 43.081
Billets du Trésor	27.879	+ 707	28.889	+ 1.661
Billets d'autres banques	10.038	+ 212	10.675	— 702
Lettres de change	504.963	+ 7.402	557.447	— 2.639
Prêts sur titres	68.254	+ 170	79.091	— 11.149
Valeurs	8 845	+ 341	6.408	+ 949
Autres propriétés	41.094	+ 160	51.125	— 5.074
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	1.027.210	— 24 033	920.547	— 25.186
Autres engagements à vue	566.098	+ 45.262	584.212	+ 51 231
Autresengagements	8.643	+ 308	11.634	+ 35

Comparaison avec 1894 et 1893

(Millions de marks)

Stock métallique	1893	1894	1895
30 avril	863,3	875,4	1.070,3
7 mai	861,6	876,9	1 065,4
15 —	870,6	889,7	1.078,3
23 —	884,3	932,8	1.090,8
30 —	885,7	935,4	.....

Lettres de change et prêts sur titres	1893	1894	1895
30 avril	758,9	646,5	603,2
7 mai	752,3	634,4	575,6
15 —	746,6	650,3	565.6
23 —	723,1	636,5	573,2
30 —	740,0	649,6	.....

Circulation	1893	1894	1895
30 avril	1.012,7	1.005,9	1.095,7
7 mai	990.4	989,6	1.074,3
15 —	963,0	945,7	1.051,2
23 —	931,6	920,5	1.027.2
30 —	947,0	932,9	.....

Réserve de billets	1893	1894	1895
30 avril	177,1	199,7	220,1
7 mai	201,2	219,8	217.4
15 —	237,7	276,0	254,3
23 —	282,0	345,2	291.5
30 —	269,7	337,0	.....

Les Recettes budgétaires de l'Empire. — Pendant le mois d'avril 1895 le Trésor de l'Empire a effectué les recettes suivantes :

	Avril	Différence sur l'exerc. précéd.
	En Marks	
Douanes	33.546.478	+ 6.169.627
Impôt sur le tabac	564.723	— 63.709
— de consommation sur le sucre	6.165.576	+ 1.162.994
— sur le sel	2.960.683	+ 97.019
— de distillation	720.605	— 203.788
— de consommation sur l'alcool et surtaxe	9.668.177	+ 245.714
— sur la brasserie	2.528.669	— 129.487
Taxe transitoire sur la bière	290.131	— 32.030
Total	56.445.042	+ 6.818.972

AUTRES RECETTES

Timbre des cartes à jouer......	96.502	+	5.502
— des lettres de change ...	715.340	+	10.573
— des valeurs	1.453.371	+	645.673
— des transactions	1.721.039	+	960.3.4
— des loteries privées.....	204.742	+	60.473
— des loteries d'Etat	761.040	+	582.040
Postes et télégraphes...........	25.239.807	+	1.607.516
Chemins de fer impériaux......	5.422.000	+	378.000
Total	92.058.883	+	11.069.073

Les encaissements, nets des drawbacks, se sont élevés à 56.353.101 marks, en augmentation réelle de 5 millions 916.555 marks.

L'Impôt de Bourse en Allemagne. — Le rendement total de l'enregistrement en Allemagne, au mois d'avril, s'élève à 4.140.192 marks, en augmentation de 2.248.510 marks sur le rendement d'avril 1894. L'impôt sur les opérations de Bourse en particulier, se chiffre par 1.721.039 marks, contre 760.715 au même mois de 1894, et 1.999 591 en mars 1895. Le timbrage des titres a fourni 1.453 371 marks, contre 807.698 en avril 1894 et 921.901, en mars 1895.

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 31 mai 1895.

La liquidation de fin de mois n'a pas été très difficile. Les *Crédit-Actien* manquaient et l'argent des reports s'est élevé au taux de 3 1/4 environ. Mais on a annoncé une affaire nouvelle de bois qui devait rapporter 1/2 million de florins au Crédit-Anstalt et les cours se sont élevés de 3 0/0. Cette hausse a donné du ton au marché.

On offre quelques valeurs charbonnières qui ont légèrement faibli, mais c'étaient des réalisations.

En somme, la situation reste bonne, quoique faible. Après les fêtes, une hausse est possible.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 30 mai 1895.

Situation politique. — Les dividendes des Compagnies de Chemins de fer. — Le marché monétaire. — Emprunt chilien et Emprunt chinois.

La situation ne se modifie pas et les bruits de dissolution circulent de plus belle : la majorité effective de lord Rosebery, par la nouvelle défaite du parti gladstonien à Warwick-Leamington et la nomination de M. Gullay à la présidence de la Chambre des Communes, est tombée à sept voix, et, dans ces conditions, il est difficile de régner. On croit que la dissolution sera prononcée dès que le bill relatif à l'Eglise du pays de Galles aura été repoussé par le Sénat.

Nous montrions, la semaine dernière, que la situation des actionnaires des Banques avait été peu favorable l'année dernière ; la situation des actionnaires des grandes Compagnies de Chemins de fer ne paraît pas être beaucoup plus prospère.

Il est certainement trop tôt pour chercher à déterminer quel sera le dividende que paieront les Compagnies pour le premier semestre de l'année, mais on peut déclarer en toute certitude que ce dividende sera inférieur à celui de la même période de 1894. En prenant les quinze principales Compagnies du Royaume, nous constatons, en effet, que les recettes brutes ont diminué d'environ 5 0/0, bien que la période avec laquelle est faite la comparaison ne puisse pas être considérée comme satisfaisante.

Il est difficile de dire quelles ont été, cette année, les dépenses d'exploitation, mais en les évaluant au même chiffre que l'année précédente, on peut conclure que, sur la diminution importante constatée dans les recettes depuis le commencement de l'année, la perte nette est d'environ 500.000 livres.

On peut admettre qu'une partie de la perte subie sera regagnée avant la fin du semestre : les fêtes de la Pentecôte augmenteront le trafic, on persiste à constater des signes d'une reprise commerciale dont les Compagnies de Chemins de fer doivent bénéficier ; mais, même dans le cas où le trafic subirait une forte amélioration, on ne peut s'attendre à ce que les chiffres de l'année dernière soient obtenus, et les actionnaires ne doivent espérer des dividendes bien satisfaisants. Ceux-ci, cependant, ayant pleinement confiance dans la solidité des titres, ne sont nullement affectés par ces résultats moins satisfaisants, et l'on peut constater ce fait que les cours des actions des Compagnies de Chemins de fer progressent, tandis que les perspectives de dividendes diminuent.

Le marché monétaire ne sort pas de son inertie ; rien ne fait prévoir que la pléthore puisse diminuer et c'est avec une difficulté toujours croissante que le taux pour le meilleur papier à trois mois est maintenu à 13/10 0/0. Les probabilités d'envois d'or aux Etats-Unis sont moindres aujourd'hui qu'elles ne paraissaient, car l'or que le syndicat Morgan-Rothschild s'était engagé à fournir au Trésor américain a déjà été envoyé à New-York, et si le Trésor américain a de nouveaux besoins de métal jaune, il est probable qu'il s'adressera à la Banque de France, les conditions de Paris étant momentanément plus avantageuses.

Un nouvel emprunt de 2.000.000 de livres vient d'être autorisé par le Parlement chilien, mais on ne sait pas encore si le Gouvernement le fera en argent ou en or, et l'on ne manquera pas de spéculer sur les chances qu'aura cette opération de se traiter en faveur de l'un ou l'autre étalon.

L'emprunt chinois, dont on a tant parlé, peut amener également des retraits, mais en dehors de cela, il n'y a aucune perspective de demandes pour l'extérieur d'une importance telle qu'elle puisse faire impression sur le marché.

L'emprunt chinois, que je viens de rappeler, continue à faire l'objet de nombreuses informations, mais, autant qu'il est possible d'en juger, les négociations ne sont pas beaucoup avancées. Il en sera ainsi tant que la question sino japonaise n'aura pas été réglée. On a annoncé que la France, la Russie et l'Allemagne ont mis le Japon en demeure de fixer le montant de l'indemnité qu'il exige pour abandonner la péninsule du Liao-Tung ; cette information est prématurée, une telle mise en demeure n'a pas été faite, des négociations sont seulement engagées, mais elles paraissent poursuivre leur cours à la satisfaction de tous ; on espère qu'une entente pourrait être conclue dans une quinzaine. Alors seulement la question de l'emprunt pourra être traitée avec utilité.

On a annoncé de Formose que le gouverneur Tang aurait proclamé la République. On aurait tort d'attacher quelque importance à ce fait. Il est, nous en convenons, indéniable que le Japon aura à réprimer des troubles assez sérieux avant de pouvoir occuper l'île, mais ces difficultés ne sont pas insurmontables et ce n'est pas de ce côté que pourra se rouvrir la question d'Extrême-Orient.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

29 Mai 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés..........	51.545 755	Dette fixe de l'Etat...	11.015.100
		Rentes immobilisées..	5.784 900
		Or monnayé et lingots	34.745 755
Total..........	51.545.755	Total..........	51.545.755

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	13 601 606
Réserve et profits et pertes	3.059 713	Portefeuille et avances	20 411 443
Trésor et administration publique	9.235 124	Billets en réserve	25 705 540
Comptes particuliers	35.[illegible]33.149	Or et argent monnayés	2.754.621
Billets à sept jours, etc.	1[illegible]5 224		
Total	62 506 210	Total	62.506 210

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
20 Février	37.502	24 629	41.836	30.315	29.673	70	2
27 »	37.084	24.795	42.251	31.253	29.096	69	»
6 Mars	37 186	25 071	42 5[illegible]8	32.108	28 915	67	»
13 »	36.[illegible]67	24.893	41.116	30.558	28.874	70	»
20 »	37.362	24.679	42.094	30.919	29.483	63	»
27 »	37.[illegible]29	25.287	44.334	33.434	29.242	65	»
3 avril	37.744	26 123	42 950	32.891	28 420	66	»
10 »	36 653	26 316	39.600	30.275	27.136	68	»
17 »	36 755	26.018	40.357	3[illegible] [illegible]51	27.536	68	»
24 »	37.492	25.978	41.810	31.251	28 313	67	»
1er Mai	37.036	26 238	41 698	31 877	27.597	66	»
8 »	36.928	25 213	42.021	32.289	27 514	65	»
15 »	36 956	25.798	43.311	33 135	27.9[illegible]9	64	»
22 »	37.1[illegible]3	25.523	44 038	33 376	28.430	64	»
29 »	37 500	25 840	44 768	34.046	28.460	63	»

Terre-Neuve. — D'après une dépêche de Saint-Jean, le Gouvernement de la Métropole a refusé au Gouvernement local d'accorder aux Américains un avantage spécial sur les douanes, qui aurait pu nuire aux intérêts des créanciers anglais. C'est cette interdiction qui a empêché la conclusion de l'emprunt négocié par Terre-Neuve aux Etats-Unis.

Peruvian Corporation. — D'après le *Financial Times*, la Peruvian Corporation, en vue de compléter son système de chemins de fer, se préparerait à faire une nouvelle émission de un million de livres en *debentures*.

Clearing-House

Résultat des compensations du 23 au 29 Mai

Jeudi 23 mai ..... £	17 309.000	Lundi 27 mai ...... £	22 691.000
Vendredi 24 mai....	57.579 000	Mardi 28 mai	20.923.000
Samedi 25 mai......	25.717.000	Mercredi 29 mai	22.801 000
		Total.......£	167 (2) 000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 122.082.000.

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 30 mai 1895.

La mauvaise tenue du marché des mines d'or, qui a continué à subir des liquidations plus ou moins forcées et des offres suivies de provenance continentale, a exercé son influence sur l'ensemble de la place et entretenu une certaine lourdeur. Les grandes valeurs de placement ne sont, bien entendu, nullement affectées par cette tendance, mais les fonds internationaux et les valeurs de spéculation ont témoigné de dispositions hésitantes. La semaine a d'ailleurs été interrompue par les courses d'Epsom et la fête israélite, qui ont éloigné du marché de nombreux spéculateurs; l'approche des fêtes de la Pentecôte contribue, en outre, à restreindre l'activité du marché. En clôture, les tendances se relèvent.

Les fonds internationaux ont suivi les mêmes fluctuations qu'à Paris; les fonds sud-américains ont été assez calmes, sauf le Péruvien, qui a subi quelques ventes de réalisation.

Le Chinois est un peu plus faible, sur les lenteurs que subit la conclusion de l'emprunt.

Les Chemins américains n'ont que des affaires très restreintes, sauf le Canadien, qui reste demandé.

Les valeurs diamantifères sont mieux.

Le Rio est en réaction.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 29 mai 1895.

La Réforme électorale en Autriche. — Un Communiqué officiel sur la situation des finances hongroises. — La Diète hongroise.

Le *Reichsrath* ne semble pas disposé à en finir de sitôt avec la réforme électorale ; il a repoussé, en effet, par 121 voix contre 69, la discussion immédiate, demandée par le député Jucac, qui se trouve ainsi ajournée jusqu'à la fin de la session. Pourtant la question continue à préoccuper vivement l'opinion publique : elle sera soulevée demain dans un grand meeting populaire convoqué à l'Hôtel de Ville, où les chefs du parti ouvrier exposeront leurs vues. Ils estiment que le projet du Gouvernement ne fait pas une part assez large à la classe des travailleurs non patentés.

Dans l'*Economiste européen* du 1er mai (no 174), vous avez publié une information sur la situation financière de la Hongrie, situation qui a été, depuis, très commentée dans la presse locale et étrangère. Le Gouvernement transleithanien s'est ému des commentaires et, pour y répondre, il a fait insérer, dans le *Nemzet*, un long communiqué, dont voici les passages essentiels :

Le simple fait que les recettes des impôts en Hongrie ont accusé, pendant les premiers mois de l'année courante, des chiffres inférieurs à ceux de l'année précédente, mais non cependant au dessous des prévisions budgétaires, a été interprété, dans les milieux hostiles à la Hongrie, comme un siège que les finances de l'Etat hongrois n'étaient plus dans la même situation florissante que celle dont elles témoignaient depuis six ans.

Puis, après avoir observé qu'au cours des années antérieures des moins-values s'étaient déjà produites, sans que pour cela l'exercice se soit soldé en déficit, la note officieuse ajoute :

Les comptes de fin d'année pour 1894 ne sont pas encore établis.

L'excédent de cette dernière année ne peut pas être précisé, mais nous sommes en mesure de pouvoir affirmer que cet excédent atteindra, au minimum, 15 millions de florins.

En dehors de cela, l'Etat peut encore disposer des fonds incamérés montant à 26.969.086 fl.: de sorte que l'excédent en existence au Trésor s'élevait, à la fin de l'année 1894, à 1[illegible]4.920.924 florins.

Et à ce montant viendront s'ajouter les sommes provenant des divers impôts, des postes, des chemins de fer, etc., etc., devant porter l'excédent à fin 1894, à 193.981.449 florins. Il est vrai qu'on a distrait environ 95 millions pour les achats d'or et l'amortissement de la dette.

Il convient encore d'y ajouter les économies réalisées par les conversions et qui ne s'élèvent pas à moins de 218.000.000 de florins en rente or 4 0/0.

Le total des bénéfices des conversions a été de 72 millions de florins.

Bien que ce bénéfice fût entièrement destiné en principe aux frais afférents à la reprise des paiements en or, on a réussi, non seulement à acheter l'or estimé nécessaire au début de l'opération, mais encore à se procurer un surplus de 17 millions d'or, et cela sans avoir besoin de négocier pour plus de 24 millions des 72 millions de rente or qu'on avait disponibles.

En ce qui concerne un emprunt d'Etat, dont il a été question ces temps derniers, la note officieuse en repousse l'idée d'une façon absolue, alors même qu'il n'y aurait plus d'excédents. On s'est occupé, il est vrai, d'opérations éventuelles justifiées par les travaux à accomplir aux Portes de Fer, travaux que des conventions internationales rendent obligatoires ; cet emprunt

doit être émis dans le courant de l'année. Mais le Ministre a déclaré formellement que la Hongrie n'avait nul besoin d'un emprunt destiné aux dépenses de son administration intérieure et qu'on ne songeait aucunement à en contracter un.

Voici la fin du communiqué :

Si donc la situation économique se montre favorable, on peut espérer, pour l'année courante, un excédent de 20 à 22 millions qui, dans des conjonctures moins favorables, peut se réduire à une somme variant entre 5 à 8 millions.

Nous estimons en conséquence, qu'à la fin de l'année 1895, suivant ce que seront les conditions économiques, il y aura, dans les caisses du Trésor, entre 86 et 103 millions de florins et, y compris la rente-or disponible que, du reste, on ne songe nullement à négocier, un total de 153 a 170 millions de florins.

Il nous semble parfaitement impossible de comprendre comment, en présence d'un pareil état de choses, on a pu faire courir le bruit insensé d'un grand emprunt projeté par l'Etat et dont on ne craignait même pas d'évaluer l'importance à des centaines de millions.

Dans les diverses parties de la Monarchie, les Diètes tiennent actuellement des réunions préparatoires. C'est ainsi que les délégués hongrois se sont réunis, samedi dernier, à Budapest, sous la présidence de M. Jokai, doyen d'âge, pour procéder à la constitution du bureau. Le comte Aladar Andrassy a été élu président et M. Koloman Szell a été choisi comme vice-président. Puis on a désigné comme secrétaires les députés Alexandre Hegedus, Aurel Munnig et comte Antoine Cziraky; enfin, l'Assemblée a nommé le baron Albert Wodianer questeur et a constitué les diverses Commissions de la Diète.

Les Chambres hongroises ont été prorogées jusqu'au 26 septembre.

Informations Économiques et Financières

Le Commerce extérieur de l'Autriche. — Les statistiques du mouvement du commerce extérieur pendant les quatre premiers mois de l'année, c'est-à-dire du 1er janvier au 30 avril 1895, accusent un excédent de 7 millions 300.000 florins en faveur des *importations ;* si l'on compare ces résultats à ceux de la période correspondante de 1894, où l'excédent des *exportations* était de 5 millions 200.000 florins, on constate que, par rapport à cette période, le déficit de la balance commerciale, au 30 avril dernier, est de 12 1/2 millions de florins.

Les facteurs de cette diminution sont, d'abord, la baisse du prix des exportations et, ensuite, la hausse de la valeur des importations. Les changements de prix apparaissent surtout dans l'exportation des sucres. Alors que les quantités de sucre exportées n'ont diminué que de 277.000 quintaux métriques (elles se sont élevées à 1.158.492 quintaux), la dépréciation de la valeur se traduit par 8 millions 700.000 florins, soit un tiers de la valeur totale des exportations de 1894. La baisse des prix sur le marché du monde s'est produite surtout pour les produits qui alimentent le commerce d'exportation de la monarchie, tandis qu'elle n'a pas été aussi sensible pour les produits importés.

En résumé, il suffirait d'une hausse des prix pour que la balance commerciale de l'Autriche s'améliore dans de notables proportions.

Voici les chiffres comparatifs des principaux chapitres du commerce extérieur du 1er janvier au 30 avril 1895 :

	En millions de florins	
Importations	1er janv. au 30 av. 95	Diff. sur 1894
Denrées coloniales	13.9	+ 0,9
Céréales	6,1	— 4,8
Charbons et coke	11.2	+ 2,6
Coton	15,7	— 1.7
Filés coton	6.2	+ 0,9
Chanvre, lin, jute, etc	8,5	— 0,3
Laine de mouton, etc	12,8	— 0,3
Soies et soieries	11.5	— 0,7
Fers et dérivés	5,2	+ 0,5
Machines, etc	7,0	+ 0,4
Exportations		
Sucre	15.8	— 8,7
Céréales	15,3	— 2,1
Animaux de trait et de boucherie	23,7	+ 1,2
Dépouilles et produits d'animaux	22.2	+ 1,2
Boissons	6,1	— 0,3
Bois	15,3	— 0,9
Charbons et coke	8,7	— 1.3
Cotonnades	1,7	— 0,3
Fil de lin	2,4	
Lainages	4,9	— 0,3
Papiers et dérivés	5,4	— 0,2
Cuirs et dérivés	10.2	+ 0.4
Verre et dérivés	6,3	+ 0.4
Fers et sous-produits	7,8	+ 2,9

Les Dépôts d'or à la Banque d'Autriche-Hongrie. — La semaine dernière le Gouvernement autrichien a effectué, à la *Banque d'Autriche-Hongrie*, un nouveau dépôt de 4 millions 1/2 de florins environ, en pièces de vingt couronnes-or, contre des billets de la Banque destinés au retrait des billets d'Etat.

En ajoutant cette somme aux versements antérieurs, le total des dépôts des deux Administrations des finances s'élevait, en chiffres ronds, à 80 millions de florins.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 31 mai 1895.

Il s'est produit, au début de la semaine, un revirement complet dans la situation du marché austro-hongrois. Après la conclusion des opérations de report à fin courant, la spéculation a procédé à des rachats assez importants dont bénéficie l'ensemble de la Cote.

Mais, depuis jeudi, le marché s'est sensiblement affaibli et on a enregistré de nombreuses réalisations.

Le resserrement monétaire persiste toujours, bien qu'il y ait, depuis quelques jours, une légère détente.

En résumé, il est peu probable que la Bourse de Vienne reprenne de si tôt son animation d'antan.

Pour mettre fin à l'agitation antisémite, le Gouvernement vient de dissoudre la municipalité viennoise, qui est remplacée par un Commissaire impérial-royal.

BELGIQUE

LA SITUATION

Bruxelles, 30 mai 1895.

L'Ajournement de l'annexion du Congo. — La Crise ministérielle. — Projets de Protection douanière.

Dans les derniers jours de l'année dernière, le Gouvernement belge ayant pris connaissance de la situation financière difficile de l'Etat du Congo, se décida à proposer au Parlement l'annexion immédiate de cet Etat à la Belgique, sans attendre la date, préalablement fixée, de 1900.

Le 9 février dernier, M. de Mérode, ministre des affaires étrangères, conclut avec M. Hanotaux une convention par laquelle la France renonçait à invoquer son droit de préemption, lors de la cession de l'Etat du Congo à notre pays; c'est alors que le Gouvernement déposa à la Chambre le projet d'annexion, fortement motivé.

Depuis, la situation s'est bien modifiée. Le Gouvernement a renoncé au projet d'annexion immédiate de l'Etat indépendant du Congo à la Belgique, et cette décision a entraîné la démission du Ministre des affaires étrangères, M. de Mérode.

Dans la dernière séance de la Commission chargée d'étudier le projet d'annexion, deux des membres les

plus considérables de la droite : MM. Wœste et de Lautsheere, se sont déclarés adversaires de l'annexion immédiate. Le Conseil des ministres, sous la présidence du Roi. avait donc décidé l'abandon du projet et son remplacement par un nouveau projet accordant des subsides à l'Etat libre. M. de Mérode a déclaré alors que, personnellement, il se considérait comme trop engagé dans la question pour garder son portefeuille. Il a donc offert sa démission au Roi, qui l'a acceptée.

Dimanche, le 26, le *Moniteur* enregistrait les nouvelles nominations qui mettaient fin à la crise ministérielle. M. de Burlet a remplacé M. de Mérode aux affaires étrangères et a gardé la présidence du Conseil. Il a cédé l'Intérieur et l'Instruction publique à M. Schollaert, député de Louvain.

Un nouveau ministère a été créé, celui du travail ; M. Nyssens, également député de Louvain, en a été nommé le titulaire. M. Nyssens, professeur à l'Université de Louvain, est « le père du vote plural ». C'est lui qui en a lancé l'idée, en 1891, et qui a rédigé la proposition votée avec quelques modifications, le 18 avril 1893, par la Chambre.

M. de Mérode avait succédé, en avril 1892, comme ministre des affaires étrangères, au prince de Chimay. Il aura donc gardé son portefeuille un peu plus de trois ans.

M. de Burlet a fait déposer par le Ministre des finances un projet qui, d'une part, supprime les droits de feux et fanaux à payer par les navires entrant à Anvers et, d'autre part, frappe de droits de douane de nombreux produits agricoles étrangers. Par ce projet, le Ministère a voulu contenter à la fois les Anversois et les agrariens et forcer les premiers à voter les droits protecteurs qui sont la rançon de l'abolition des droits de navigation. Les représentants anversois catholiques n'acceptent pas ce troc et vont demander la division du projet en deux parties. La discussion du projet a commencé, il y a une vingtaine de jours, et n'est pas près de sa fin. L'issue est douteuse. La disjonction du projet sera refusée par la Chambre et, dans ce cas, les Anversois voteront contre le projet, bien qu'il contienne des clauses favorables à leur ville. On croit que les droits sur le beurre, la margarine et les farines seront votés à quelques voix de majorité. Quant au droit sur les avoines, il sera repoussé.

Le Commerce extérieur de la Belgique en avril 1895. — En avril, les importations se sont élevées à 137.725.000 fr.; les exportations à 98.882.000 fr.

Les importations totales des 4 premiers mois de 1895 se sont élevées à 446.559.000 fr.; les exportations à 359.334.000 fr.

La comparaison du commerce des 4 premiers mois de l'année 1895 avec celui de la période correspondante de l'année 1894 fait ressortir les principales différences qui suivent :

Du côté des importations, on constate de l'augmentation sur les grains : froment, épeautre et méteil, les graines oléagineuses, les résines et les bitumes, les bestiaux, les farines de froment et le houblon; de la diminution sur l'avoine, le maïs, les bois de construction, les soies, les peaux brutes, les produits chimiques et les œufs.

Pour les exportations, les principales augmentations ont porté sur les viandes, le lin, la houille, les sucres, les machines, les armes, les métaux, les résines et les bitumes. Par contre, on constate des moins-values sur les articles suivants : avoine, maïs, acier ouvré, produits chimiques, soies, son, porcelaine et houblon.

Voici les chiffres comparatifs :

	En milliers de francs			
	Avril		4 premiers mois	
	1895	1894	1895	1894
Importation......	137.725	116.560	446.559	473.021
Exportation......	98.882	90.432	359.334	351.627

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 29 mai 1895.

La Situation politique et financière.— A Cuba.— La Question des Chemins de fer. — La vie industrielle à Barcelone. — Les vins espagnols.

La situation s'est sensiblement améliorée ces temps derniers, depuis le rejet du vote de censure dont vous parlait ma précédente lettre. Aussi bien le budget des dépenses est voté et son adoption sera suivie de près par le budget des recettes. Ce résultat, il convient de le rappeler, est dû à l'intervention de la Reine régente qui a exigé de M. Sagasta qu'il ne fît pas d'obstruction; chose curieuse, la majorité libérale a été, cette fois, bien plus disciplinée qu'à l'époque où son chef tenait le pouvoir. Elle est due aussi à l'attitude résolue de M. Canovas del Castillo, qui était parfaitement décidé à passer outre et à dissoudre les Cortès, en adressant un manifeste au pays pour démontrer la nécessité d'assurer la rentrée des impôts sans le concours du Parlement. Fort heureusement on n a pas eu à recourir à cette mesure extrême et nous pouvons dire que le Cabinet conservateur a traversé la passe difficile dans laquelle il se trouvait au début, en raison de l'état de désorganisation dans lequel ses prédécesseurs lui avaient laissé les affaires.

Après le vote du budget la session sera close et le Ministère pourra préparer à tête reposée les nombreuses réformes conçues par M. Navarro Reverter.

Enfin, en automne, on procédera aux nouvelles élections législatives, de façon à convoquer la nouvelle Chambre en janvier.

Le Gouvernement a donc devant lui une longue période de tranquillité dont il saura, j'en suis convaincu, profiter pour le bien du pays.

Reste la guerre à Cuba. Là aussi la situation va mieux; la mort de Marti, le célèbre chef des rebelles, tué dans une récente rencontre, porte un coup terrible au parti révolutionnaire. Marti était, en effet, l'homme le plus populaire parmi les insurgés, et il disposait personnellement du crédit que ceux-ci avaient aux Etats-Unis. Il ne reste plus, à la tête des rebelles, que Maximo Gomez, c'est-à-dire celui qui a le moins d'envergure. Au surplus, le maréchal Martinez Campos ne leur laisse pas un instant de répit, et il a la bonne fortune d'être soutenu par le Gouvernement. Voulez vous un exemple de l'empressement qu'on apporte ici à satisfaire ses requêtes? Il y a seize jours à peine il demandait par le câble 1.500 hommes de cavalerie; le Département de la guerre a fait procéder aussitôt au tirage au sort dans les divers régiments, et demain ces 1.500 cavaliers partent avec les harnachements complets. Entre temps les chevaux sont achetés et réunis à Cuba où les renforts pourront monter en selle dès leur arrivée.

C'est là une mobilisation rapide, ou je ne m'y connais pas !

Si, comme on le croit, ces nouveaux contingents suffisent et si, comme le laisse entrevoir le maréchal Martinez Campos, la guerre se termine en octobre ou en novembre prochain, les frais seront moins considérables qu'on ne le prévoyait.

Quant à l'opération financière dont on persiste à parler, elle se fera certainement à bref délai, mais, en dehors des 25 millions de pesetas avancés au début par la *Banque d'Espagne*, le Gouvernement n'a rien conclu avec cet Etablissement. Au surplus il y a encore des fonds disponibles et la *Banque Hispano-Coloniale* a mis à la disposition de l'Administration de la Havane l'encaisse destinée au paiement de ses coupons; on évite ainsi des envois de numéraire, le Gouvernement devant rembourser ici les sommes prêtées à la Havane par la *Banque Hispano-Coloniale*.

La grosse question économique et financière du jour est toujours la situation des Compagnies de Chemins

de fer. Je ne vous apprends rien de nouveau en vous disant que M. Canovas et ses collaborateurs étaient des mieux disposés en faveur des Compagnies ; ils ne leur demandaient que de s'entendre entre elles, pour leur accorder alors toutes les facilités de relèvement de tarifs susceptibles de compenser les pertes au change. Mais l'attitude du *Saragosse* et du *Nord* rend tout arrangement inutile et impossible. En effet, ces deux Compagnies continuent à se faire une guerre au couteau, s'arrachant à force de rabais les voyageurs et les marchandises. Dans le but de faire concurrence au *Nord*, le *Saragosse* a construit un embranchement allant de Valladolid à Ariza, et pour enlever le trafic, il a réduit de plus de 90 0/0 le prix de transport du blé. Le *Nord* a dû suivre le mouvement et actuellement on transporte sur ces deux réseaux du centre à Barcelone le blé à raison de 16 pesetas la tonne au lieu de 112 pesetas! A quoi servirait, en présence de pareils agissements, une autorisation ministérielle de relever les tarifs?

Cette attitude est d'autant plus déplorable que d'autres Compagnies, les Andalous, notamment, qui ne suivent pas les mêmes errements, voient leurs recettes augmenter de semaine en semaine, les droits d'entrée sur les blés ayant arrêté enfin les arrivages de céréales étrangères dans la périphérie.

J'ai eu occasion d'aller récemment à Barcelone et j'ai été frappé du développement que prend ce grand centre industriel, les usines s'élèvent comme par enchantement et les dépôts établis dans la capitale de la Catalogne regorgent de nouveautés fabriquées dans le pays et qu'on achetait autrefois à Reims.

Même observation pour les vins ; dans les hôtels et dans les buffets des gares on ne boit plus que des vins espagnols, et les hommes techniques venus de France ont appris aux producteurs indigènes à faire d'excellent « bordeaux », qui s'exportent aujourd'hui sur les marchés étrangers.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 13 mai (19 semaines)

	1892	1893	1894	1895
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	5.034 211	5 258 611	5.483.208	5 361.332
Nord de l'Espagne (1959 k.)	19.296 041	18 707 286	19 588.883	17.037.991
Asturies (741 kil.)	3.467 768	3.920.470	4.365.361	4 092.299
Lérida-Reus (103 kil.)	514.225	502 080	472.700	425.992
Almansa-Valence (460 kil.)	4.311 866	3 907.352	3 903 404	3 715.512
Saragosse (2672 kil.)	18 112.743	18.559 751	18.689 316	17.674.741

Les Recettes du Trésor espagnol. — D'après les chiffres publiés par la *Gaceta*, les recettes du mois d'avril se sont élevées, pour l'exercice en cours et les exercices précédents, à 47.184.000 pesetas, soit une moins-value de 3.139.269 pesetas par rapport à avril 1894.

Les douanes figurent pour 1.684.041 pesetas dans cette diminution.

Pour les dix premiers mois de l'exercice 1894-95, le total des recettes est de 619.655.591 pesetas ; c'est là une moins-value de 8.693.938 pesetas sur la période correspondante de l'exercice antérieur.

Voici le détail par chapitre :

Nature des recettes	10 premiers mois 1893-94	1894-95
—	Pesetas	
Contribution immobilière	106.964.659	106.950.069
Contribution industrielle	29.850.976	28.421.328
Impôt des droits royaux	25.231.943	25.735.253
— des cédules personnelles	7.289.364	6.197.930
— sur appointements	17.377.716	18.870.401
— sur paiements de l'Etat	2.909.488	3.576.907
— sur voitures de luxe	447.836	389.026
Contribution de concert avec les provinces Basques et la Navarre	4.489.348	4.950.607
A reporter	194.561.330	195.091.521
Report	194.561.330	195.091.521
Droits de Douanes	113.757.383	105.439.789
— des Consulats	879.773	1.125.281
Impôt de consommation	55.942.221	55.590.190
— spécial sur les alcools	1.318.808	1.240.202
— sur le sucre	7.936.402	11.105.308
— spécial sur les articles des colonies	8.469.141	9.481.392
— sur tarifs de chemins de fer	9.197.117	9.144.352
Timbre d'Etat	40.023.367	40.419.897
Impot spécial sur la vente des cartes	312.367	53.440
Impôt spécial sur la vente de la poudre	272.916	347.041
Tabacs	74.998.959	73 997.127
Allumettes	3.365.634	3.718.750
Loteries	23.248.276	19.896.265
Mines d'Almaden	26.246	27.244
Mines de Linarès	1.214.770	835.698
Produit des canaux	884.945	1.071.192
Rente de Cruzada	1.417.119	1.453.232
Rachat du service militaire	8.237.937	9.580.228
Autres ressources	19.855.178	27.331.353
Reliquats des exercices de 1850 à 1894-95	55.110.629	51.088.602
Totaux	621.080.528	619.038.137
Diminution en 1894-95	2.042.391	

Les *paiements* effectués pendant les dix premiers mois de l'exercice ont été de 593.018.344 pesetas pour le budget ordinaire et 8.540.063 pesetas pour le budget extraordinaire.

Pour le budget ordinaire les dépenses ont donc été inférieures de 26.019.893 pesetas aux recettes.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 31 mai 1895.

Le marché est toujours lourd et hésitant, pourtant la tendance générale est meilleure et si on n'entrait pas dans la morte-saison des affaires, on pourrait s'attendre à une reprise prochaine.

Le déficit du budget de Cuba, pour les neuf premiers mois de l'exercice financier en cours, s'élève à 1.382.485 piastres; la situation s'améliore sensiblement à la Grande Antille.

Aussi bien la situation du cabinet Canovas étant consolidée pour de longs mois, le Ministre des finances va pouvoir poursuivre son programme de réformes destiné à augmenter les recettes.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 29 mai 1895.

Les Élections législatives. — Le Programme financier. — La Situation du Trésor au 30 avril. — L'Emprunt de la Ville de Barletta. — Encore l'Impôt sur la richesse mobilière.

Le télégraphe vous a déjà appris le résultat des élections générales de dimanche. On a beau ergoter sur l'opinion réelle à laquelle se rallieront les divers députés après leur validation, il n'en faut pas moins convenir qu'à première vue ces élections constituent une victoire pour le Cabinet. Personnellement, M. Crispi a remporté un éclatant succès, car il a été élu partout où il s'est présenté, c'est-à-dire dans neuf circonscriptions et tous les autres ministres ont eu la majorité des suffrages.

Dans les sphères officielles, on compte sur une majorité de 350 voix, mais on peut admettre que ce chiffre est exagéré, et les journaux de l'opposition le ramènent à 200 voix. D'autre part, les plus redoutables adversaires du Président du Conseil se retrouveront en face de lui à la nouvelle Chambre. Je citerai, entre autres, MM. Cavallotti, Imbriani, Costa, etc., et les prisonniers politiques Barbato et San Felice. Parmi les nota-

bilités de l'ancien Parlement, il y a encore MM. Luzzati, di Rudini, Biancheri, Bonghi, Zanardelli ; — mais le groupe dont ce dernier était le chef se trouve notablement diminué.

Constatons, enfin, que les socialistes gagnent dix sièges : au lieu de cinq, ils seront dorénavant quinze à Montecitorio.

En résumé, il est bien difficile de se faire dès à présent une idée de la composition exacte de la Chambre née des élections de dimanche ; on se comptera après les premiers votes et peut-être se produira-t-il alors un tassement de nature à surprendre les uns et les autres.

C'est la question financière qui fournira, selon toutes les probabilités, la première occasion de se mesurer.

Le *Bollettino delle Finanze*, confirmant mes précédentes indications, annonce, en effet, que M. Sonnino se propose d'exposer, dès l'ouverture de la session, la situation financière dans tous ses détails — en suivant le cadre qu'il avait adopté pour son discours de San Casciano — et de faire procéder aussitôt à la discussion et au vote de son programme. On travaille d'arrache-pied, à la Direction générale du Trésor et au Ministère, pour préparer les éléments de la discussion.

A ce propos, la *situation du Trésor italien* au 30 avril, dont vous avez publié un résumé la semaine dernière (*Economiste Européen* du 25 mai 1895, nº 176), mérite quelques explications.

On a disjoint, dans cette situation, les dettes de trésorerie des diverses administrations, pour comptes courants improductifs d'intérêts, de celles de la Dette publique et des Fonds du culte. En outre, au lieu de les inscrire simplement pour mémoire, comme dans les précédentes situations, on a séparé les dettes des comptes courants improductifs de ces administrations, du compte courant ouvert pour les émissions des Bons de caisse (émissions qui, vous le savez, sont garanties par les monnaies divisionnaires d'argent immobilisées à cet effet). Contrairement à ce qui se passe pour les comptes courants véritables n'ayant aucune corrélation nécessaire avec la caisse, ce compte trouve sa contrepartie dans le fonds des monnaies divisionnaires exclusivement destinés à couvrir les émissions de bons de une et deux lire.

Dans ces conditions, le solde passif au 30 avril 1895 se réduit exactement à 45.393.643 lire, au lieu de 224.744.514 lire pour la période correspondante de 1894.

Le *Sole* rappelait l'autre jour que le 20 mai devait avoir lieu un tirage de l'emprunt de la Ville de Barletta, tirage comprenant, entre autres, un lot de 500.000 lire. Mais la municipalité, se basant sur la suspension de paiements de quelques-unes des villes du Royaume, et prétextant une modification du plan financier de l'emprunt, a décidé d'ajourner à plus tard le tirage.

Notre confrère observe à ce propos que l'administration de Barletta est victime de l'insolvabilité d'autres municipalités, dont elle a pris des titres pour un capital important ; les sommes ainsi immobilisées devaient précisément servir à assurer l'amortissement de son propre emprunt à primes de 1870.

L'ambassadeur d'Allemagne avait présenté à plusieurs reprises au Gouvernement les doléances des banquiers de son pays relatives à cette irritante question de l'impôt sur la richesse mobilière ; il avait insisté pour qu'on ne fît pas supporter aux porteurs d'obligations communales et provinciales la retenue imposée de ce chef. On annonce que ces démarches ont décidé le Gouvernement à présenter un projet de loi, annulant les effets de l'amendement Antonelli voté par la précédente Chambre, et mettant l'impôt dont il s'agit à la charge des débiteurs, c'est-à-dire des villes et des provinces.

Informations Économiques et Financières

Le Commerce extérieur de l'Italie. — Voici le mouvement du commerce extérieur de l'Italie pendant les quatre premiers mois de l'année en cours, c'est-à-dire du 1er janvier au 30 avril 1895, comparé avec celui de la période correspondante de 1894 :

Les sommes s'entendent en milliers de lire

CATÉGORIES	IMPORTATIONS Du 1er janvier au 30 avril 1895	Différ. sur 1894	EXPORTATIONS Du 1er janvier au 30 avril 1895	Différ. sur 1894
Spiritueux, boissons et huiles	9.374	+ 320	36.739	— 13.845
Denrées coloniales, drogues et tabacs	22.629	+ 362	1 809	+ 723
Produits chimiques, articles médicinaux, résines et parfumeries	20.386	+ 4.164	11.675	— 764
Couleurs et articles pour teinture et tannerie	9.478	+ 2.189	3.870	— 61
Chanvre, lin, jute, etc.	10.361	+ 3.385	17.169	— 124
Coton	51 065	— 5.467	6 011	— 5.813
Laine, crin, poils	27 819	+ 5.322	5 502	— 49
Soie	37.789	+ 10.482	96 310	— 3 060
Bois et paille	11.392	+ 936	13.561	— 543
Papier et livres	3.637	+ 75	2.080	— 421
Peaux	15.522	+ 2.162	7.899	+ 683
Minéraux, métaux et leurs dérivés	39.343	+ 3.422	6.504	— 8.385
Pierres, terres, poteries, verres et cristaux	39.416	— 7.366	15 690	— 261
Céréales, farines, pâtes, etc.	37.318	+ 5.896	31.405	— 4.470
Animaux, produits et dépouilles d'animaux	24.138	+ 2.543	39 705	— 4.936
Objets divers	4.414	+ 150	4.048	— 798
Total	364.089	+ 28.579	302.924	— 42.133

Ce mouvement se résume comme suit :

	1895	1894	Différ. en 1895
	En lire		
Importations	364.089.652	335.509.767	+ 28.579.885
Exportations	302.924.102	345.057.829	— 42.133.727
Totaux	667.013.754	680.567.596	— 13.553.042

La plus-value des importations porte sur presque toutes les catégories, à l'exception du coton ; la diminution de cette matière première s'accentue.

Pour les exportations, tous les chapitres sont en diminution, sauf les denrées coloniales, drogues et tabacs, et les peaux.

Rappelons que les évaluations sont celles admises par la Commission centrale des valeurs en douanes, approuvées par décret du Ministre des finances en date du 12 mars 1895.

Le Mouvement des Métaux précieux en Italie. — Voici, d'après les chiffres officiels du Bureau des statistiques, le détail du mouvement des métaux précieux en Italie, pendant les quatre premiers mois de 1895, comparé avec celui de la période correspondante de 1894 :

	Du 1er janvier au 30 avril Import.	Diff. sur 1894	Export.	Diff. sur 1894
	En milliers de lire			
Or en lingots ou en poudre	850	— 93	1.661	+ 1.211
Or monnayé	1.004	— 1.333	2.898	— 2.368
Argent monnayé	570	— 15.070	678	— 3.496
Totaux	2.425	— 16.496	5.238	— 4.653

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 31 mai 1895.

La cote italienne a fléchi cette semaine, malgré la victoire ministérielle pour les élections. Constatons, toutefois, que la liquidation est facile : le taux du report de la rente a été de 22 1/2 centimes. Pour les Chemins Méridionaux on a payé 3 0/0 et, pour les autres valeurs, le taux moyen ressort à 4 0/0.

PORTUGAL

LA SITUATION

Lisbonne, le 28 mai 1895.

Affaire du Nyasa. — Questions coloniales. — Concessions — Lourenço Marquez. — Statistiques des Douanes. — Compagnie des Allumettes.

La situation ne s'est pas beaucoup modifiée pendant cette quinzaine et il ne s'est produit aucun événement sur lequel j'aie à attirer particulièrement votre attention. On a continué à discuter au sujet des résolutions prises par le parti progressiste, les mêmes attaques ont été renouvelées contre le Gouvernement, mais ce sont là questions intérieures qui ne peuvent avoir pour vous beaucoup d'intérêt.

Je dois insister davantage sur diverses questions coloniales qui occupent en ce moment l'opinion publique. Il s'agit d'abord de l'affaire du Nyassa. La rivalité de deux groupes différents d'administrateurs de la Compagnie du Nyassa a fait découvrir de nombreuses irrégularités dans l'administration de cette Compagnie et le Gouvernement, s'en étant ému, a pris la décision suivante qui vous donnera quelque idée du scandale découvert : « Le Gouvernement ayant eu connaissance « de la situation anormale où se trouve l'administra- « tion de la Compagnie du Nyassa, Sa Majesté, vu « l'avis de l'Intendance de la couronne, et après avoir « consulté le Conseil des Ministres, ordonne que tous « les documents relatifs à cette Compagnie, existant au « Secrétariat d'Etat de la marine et des colonies, soient « remis au Procureur général de la couronne et des « finances afin de provoquer comme chef du Ministère « public, et devant les tribunaux compétents, la disso- « lution de la susdite Compagnie aux termes de l'article « 58 de la loi du 22 juin 1867 et de l'article 146 du Code « commercial, ainsi que de rechercher les responsabi- « lités civiles et criminelles, pour qu'elles soient ren- « dues effectives par qui de droit. »

En même temps, le Roi a décidé que les personnes attachées à sa maison civile ou militaire ne pourraient plus faire partie de n'importe quelle Compagnie jouissant de concessions de l'Etat.

Le Commissaire royal a, depuis, donné sa démission et donné des explications publiques qui ont commencé à faire le jour sur cette affaire, mais en l'absence de documents officiels, il est difficile de se faire une opinion bien nette.

Cette affaire aura eu du moins pour conséquence de remettre sur le tapis la question coloniale. On a fort critiqué le système qui consiste à donner une partie de nos territoires africains à des étrangers qui exploitent la concession et en trafiquent sur les autres marchés. Le Gouvernement, qui s'était montré favorable à ce système, vient de décider que les concessions de terrains, constructions de chemins de fer, docks, quais, etc., dans les colonies, ainsi que les concessions de monopoles dans ces mêmes colonies, resteront en suspens, bien que décrétées, jusqu'à la sanction des Cortès, du moins celles qui ne font pas l'objet d'un contrat spécial avec le Gouvernement, ou pour lesquelles il n'a pas encore été constitué de Compagnies ayant des statuts approuvés.

Cette détermination, prise sous le coup d'une émotion peut-être légitime, peut être critiquée. Il est naturel que l'on s'entoure de toutes les garanties nécessaires, mais ce n'est pas une raison parce que des irrégularités ont été commises, pour arrêter toute concession et négliger ainsi de mettre en valeur notre domaine colonial. Les capitaux portugais faisant défaut aux entreprises lointaines ou refusant de s'aventurer, il vaut mieux avoir recours à l'étranger que de laisser ces richesses improductives.

Puisque je parle de questions coloniales, je constaterai que l'expédition de Lourenço-Marquez n'a encore donné aucun résultat.

En attendant que toutes les forces militaires envoyées y soient réunies, une tranquillité relative règne dans le pays, mais la révolte est loin d'être calmée.

Le Gouvernement paraît vouloir éviter les dangers et les frais d'une guerre proprement dite et se contenter d'assurer la tranquillité du territoire de la Couronne : il faut espérer que nous ne serons pas entraînés par les événements à aller plus loin.

L'Administration générale des douanes et contributions indirectes vient de publier la statistique relative au mouvement commercial du Portugal et de ses Iles pendant la période des neuf premiers mois de l'année dernière (1er janvier au 30 septembre 1894). Cette publication n'ayant qu'un intérêt rétrospectif, je me contenterai d'en donner un résumé succinct.

Le mouvement général pendant cette période a été le suivant :

	1er janv. au 30 sept. 1893	1894
	—	—
Importation	27.906	27.541
Exportation	17.902	17.666
Réexportation et transit	8.447	9.511
Somme	54.655	54.718
En plus en 1894	63	

Augmentation : 0,1 0/0.

Le mouvement des métaux précieux (or et argent en lingots ou monnayés) a été le suivant :

	1er janv. au 30 sept. 1893	1894
	—	—
Importation	935	148
Exportation	4.412	3.590
Réexportation	»	17
Somme	5.347	3.755
En moins en 1894	»	1.592

Soit environ 30 0/0 de diminution.

La différence entre la valeur totale de l'importation et la somme de l'exportation et de la réexportation des produits coloniaux, augmentée d'au moins 15 0/0 (coefficient de correction nécessaire), donnera très approximativement l'expression du déficit commercial réel, pour la période considérée.

Nous trouverons ainsi :

27.541 — (17.666 + 5.607 + 3.491) = 777 contos de reis maximum.

Le *Diario do Governo* a publié les statuts de la Compagnie Portugaise des Allumettes. Le capital de la Compagnie est de 1.200 contos, représenté presque totalement par la valeur des apports de la nouvelle Compagnie, soit 23.950 actions de 50$000 reis : les 50 actions restant sont souscrites et payées intégralement par les cinq fondateurs. La Compagnie peut émettre des obligations, mais avec l'autorisation précise du Gouvernement.

ROUMANIE

L'Emprunt de 6 millions de la Ville de Braila. — Le Conseil communal de la Ville de Braila ayant voté la conclusion d'un emprunt de 6 millions de francs, dont 2.200.000 fr. pour rembourser une dette à la Caisse des dépôts et 3.800.000 fr. pour divers travaux publics, les Chambres ont voté la loi autorisant cet empunt, soit par une émission d'obligations portant intérêts au maximum à 5 0/0, soit par des obligations avec primes. Dans ce dernier cas, tant les primes que les intérêts et l'amortissement ne pourront dépasser le maximum de 5 0/0 l'an.

A ce propos, le *Curierul Financiar* dit que le Maire de Braila est entré en pourparlers avec diverses maisons de banque de Bucarest. On croit cependant que cette affaire ne sera lancée qu'après que la Ville de Bucarest aura exécuté l'importante conversion de sa dette portant intérêts à 5 0/0.

La Conversion de la Dette de la Ville de Bucarest. — La Ville de Bucarest, en dehors de l'emprunt de 30 millions de francs 4 1/2 0/0, émis dernièrement, a encore une dette de 53 millions de fr. qui porte intérêts à 5 0/0. Pour alléger les charges de la commune, M. Nicolas Filipesco, maire de Bucarest, a décidé de procéder à *une conversion* au moyen d'un emprunt en obligations amortissables rapportant 4 1/2 0/0, ou au moyen d'un emprunt à lots rapportant 2 1/2 0/0.

Le Conseil communal a autorisé le maire à faire la conversion, en lui laissant tous pouvoirs pour choisir le système à employer. Le Conseil des Ministres a approuvé le vote du Conseil communal et le ministre de l'intérieur a déposé à la Chambre un projet de loi dans ce sens.

L'emprunt a été pris ferme par un Syndicat à *95 0/0*, dont font partie trois Etablissements de crédit allemands et la maison Marmorosch Blank et Cie de Bukarest.

SUISSE

Le Monopole du Tabac en Suisse. — La *Zürcher Post* annonce que, d'après des renseignements provenant de personnes bien informées, les travaux préparatoires ordonnés par le Département de l'industrie en vue de l'introduction du monopole du tabac sont terminés et que le rapport des experts est actuellement entre les mains de la Commission du Conseil fédéral chargée de s'occuper de la question. Cette Commission est composée des chefs des Départements des finances et de l'industrie, MM. Hauser et Deucher.

Les Assurances. — Il ressort du rapport du Bureau fédéral des assurances pour l'année 1893 que si l'on considère dans leur ensemble toutes les branches d'assurance, le montant des primes encaissées en Suisse s'est élevé à 33.782.073 fr., soit à 11 fr. 60 par personne sur l'ensemble de la population suisse.

A elle seule, l'assurance sur la vie figure dans ce chiffre pour 18.909.835 fr. Dans l'année que vise le susdit rapport, le montant des assurances en cours s'est accru pour cette branche d'affaires de 487.814.872 francs à 506.596.968 fr., ce qui fait ressortir une augmentation de 18.782.096 fr. (1890, 25.257.:86 fr.). Les Compagnies suisses participent à cet accroissement de production pour 10.424.085 fr. et les Compagnies étrangères pour 8.348.011 fr. (1890, 16.739.507 fr,). En ce qui concerne les assurances de rentes, l'augmentation a été de 65.549; au total, 1.688.689 fr.

Du 31 décembre 1886 à la fin de 1893, le montant des capitaux assurés en Suisse s'est élevé de 365.596.182 francs à 506.596.968 fr., et celui des rentes de 1 million 72.400 fr. à 1.754.229 fr.

Il résulte des chiffres qui précèdent que les Compagnies nationales gagnent de plus en plus de terrain en Suisse, ce que l'on peut attribuer à l'activité qu'elles déploient et aux conditions avantageuses qu'elles offrent en s'efforçant de marcher dans la voie du progrès.

TURQUIE

LA SITUATION

Constantinople, 26 mai 1895.

La Perception des dîmes et les garanties des Chemins de fer. — Le Conseil d'administration de la Régie des Tabacs.

J'apprends que les divers renseignements télégraphiques, envoyés d'ici, relatifs aux récents pourparlers entre les représentants des Compagnies de Chemins de fer et le Gouvernement ottoman, pour la perception des dîmes, ont été mal interprétés sur les divers marchés européens. L'impression produite sur ces marchés est de nature à surprendre tous ceux qui connaissent la situation, car nous nous attendions à un effet diamétralement opposé! Il convient donc de mettre au plus vite les choses au point.

Je vous rappellerai, tout d'abord, que la perception des dîmes, dont le rendement sert à garantir les recettes des Compagnies de Chemins de fer, s'opère de deux façons: 1° par l'entremise de fermiers appelés à soumissionner chaque année et qui, versant une somme fixe au Gouvernement, bénéficient de la différence entre cette somme et les recettes réelles opérées par leurs soins; 2° directement par l'Administration.

Dans le premier cas les fermiers remettent à l'Administration des Bons à échéance fixe, pour le paiement de sommes qu'ils se sont engagés à verser, et, en vertu des accords existant entre la Sublime Porte et le Conseil de l'Administration de la Dette publique, les Bons sont immédiatement passés à l'ordre de celle-ci.

Mais, l'an dernier, les fermiers se sont trouvés en perte; les redevances fixes ont dépassé le montant des recettes effectives des dîmes. Aussi les offres pour l'exercice courant ont-elles été bien plus basses; elles ont même été si dérisoires que le Gouvernement n'a pas cru pouvoir les accepter.

Il a réuni alors les représentants des Compagnies de Chemins de fer et le Conseil de la Dette pour leur soumettre le cas. On estime, à juste titre, dans les hautes sphères, que l'Administration obtiendrait elle-même, pour les dîmes, un rendement bien supérieur aux redevances offertes par les fermiers, ceux-ci ayant pour objectif de rattraper les pertes du précédent exercice et de s'assurer de bons profits. Reste à savoir quel mode de perception on adoptera. Le Gouvernement a voulu prendre l'avis des Compagnies et du Conseil de la Dette, car les contrats existant ne prévoient que le premier mode de perception, c'est-à-dire les fermages; et, avec une loyauté dont il faut lui savoir gré, il recherche, avec les représentants des porteurs de titres, un mode pouvant leur donner satisfaction pleine et entière. Ces études se poursuivent actuellement, mais je peux vous dire, d'ores et déjà, qu'on prévoit en principe une intervention beaucoup plus directe des représentants des Compagnies.

Comme vous le voyez, la démarche de la Sublime Porte est non seulement très rassurante, mais elle est de nature à faire hausser les valeurs ottomanes sur les diverses Bourses européennes; si le contraire s'est produit, c'est certainement parce qu'on a été mal renseigné ou parce qu'on a mal interprété les dépêches parties d'ici. L'attitude correcte du Gouvernement et l'intervention directe des intéressés dans la perception des dîmes doit amener un revirement dans les esprits, en Europe.

L'entrée de MM. de La Fuente et Auboyneau, administrateurs de la *Banque Ottomane*, dans le Conseil d'administration de la Régie des Tabacs, a produit une excellente impression; les aptitudes financières et la grande expérience des affaires qu'ont les deux nouveaux membres du Conseil sont, pour celui-ci, une force nouvelle, en même temps qu'une garantie sérieuse pour l'avenir.

Les Recettes de la Dette. — Les recettes de la Dette publique Ottomane, pour le mois d'avril 1895 et pour l'exercice financier en cours, sont représentées par les chiffres suivants :

	Avril 1895	Total au 30 avril 95	Total au 30 avril 94
		(Livres turques)	
Revenus concédés....	61.021	139.810	155.415
Régie des tabacs.....	»	187.500	187.500
Tribut de la Bulgarie.	10.714	21.694	16.615
Redevance de la Roumélie orientale.....	12.668	25.337	12.665
Divers...............	»	»	»
Total........	84.404	374.343	372.200

Il résulte de ces chiffres que la plus-value au 30 avril 1895 est de 2.143 liv. turques par rapport à la période correspondante de 1894.

Le Propriétaire-Gérant : JULES MONTEL.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 ru du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25 fr.**
— — Six mois. **14 fr.**
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32 fr.**
— — Six mois.. **18 fr.**

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Etranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission.

N° 178. — 7e volume. (23) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 8 juin 1895.

SOMMAIRE DU N° 178

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 705 à 716.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — Les Actions de 25 francs. — L'Emprunt Chinois. — Canal Maritime de Suez. — La Production des Alcools en 1894 et 1893. — Sous-Comptoir des Entrepreneurs. — Compagnie des Voitures à Paris. — Entrepôts et Magasins Généraux de Paris. — Pages 716 à 726.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris. — Les Titres russes et la Banque de France. — Mouvement des Caisses d'Epargne. — Canal de Suez. — Recettes des Chemins de fer. — Recettes du Canal de Suez. — Pages 726 et 727.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :
ALLEMAGNE : Pages 728 et 729. — ANGLETERRE : Pages 729 à 731. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 731 à 733. — BELGIQUE : Page 733. — BULGARIE : Page 733. — ESPAGNE : Pages 733 et 734. — ITALIE : Pages 734 à 736. — ROUMANIE : Page 736. — SUISSE : Page 736. — TURQUIE : Page 736.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 7 juin.	1.779.6	1.278.9	3.058.5	3.437.3	88	2½
1895 24 mai.	2.054.1	1.245.7	3.299.8	3.509.9	94	2
1895 30 mai.	2.052.2	1.249.6	3.301.8	3.546.7	93	2
1895 6 juin.	2.048.7	1.251.0	3.299.7	3.516.8	93	2
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 31 mai.	736.6	432.6	1.169.2	1.166.1	100	3½
1895 15 mai.	970.5	377.4	1.347.9	1.314.0	102	3
1895 22 mai.	981.8	381.8	1.363 6	1.284.0	106	3
1895 31 mai.	968.5	376.7	1.345.2	1.325.0	101	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 6 juin.	926.5	»	926.5	624 2	148	2
1895 22 mai.	928.8	»	928.8	638.1	145	2
1895 30 mai.	937.5	»	937.5	646.0	145	2
1895 5 juin.	925.2	»	925.2	652.1	142	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1894 24 mars	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
1895 26 janv.	110.0	16.2	126.2	172.6	73	»
1895 23 févr.	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
1895 23 mars	97.8	22.0	119.8	156.9	76	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1894 24 mars	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
1895 26 janv.	71.0	9.4	80.4	162.5	49	»
1895 23 févr.	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
1895 23 mars	70.2	10.4	80.6	157.0	51	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 31 mai.	215.5	343.1	558.6	916.2	61	4
1895 15 mai.	389 6	284.7	674.3	1.031.3	65	4
1895 22 mai.	404.3	283.9	688.2	1.034.7	66	4
1895 31 mai.	404.3	284.1	688.4	1.048.5	65	4

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 31 mai.	76.0	35.8	111.8	430.4	25	3
1895 16 mai.	91.1	24.2	115.3	449.6	25	2½
1895 23 mai.	87.1	23.2	110.3	449.0	24	2½
1895 29 mai.	83.9	22.3	106.2	459.9	23	2½
BULGARIE. — Banque Nationale						
1894 14 avril	7.0	1.2	8.2	2.0	410	8
1895 22 mars	3.3	7.3	10.6	1.4	757	8
1895 7 avril	3.2	7.0	10.2	1.4	728	8
1895 14 avril	3.1	7.0	10.1	1.6	631	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 31 mai.	73.2	»	73.2	100.7	73	3½
1895 30 mars	74.9	»	74.9	102.4	74	3½
1895 30 avril	77.4	»	77.4	107.1	72	3½
1895 31 mai.	85.5	»	85.5	108.2	79	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 2 juin.	197.9	218.4	416.3	925.3	45	5
1895 18 mai.	200.1	309.3	509.4	929.9	55	4½
1895 25 mai.	200.1	311.6	511.7	927.5	55	4½
1895 1 juin.	200.1	312.5	512.6	926.1	55	4½
GRÈCE. — Banque Nationale						
1894 30 avril	2.0	»	2.0	108.5	2	6½
1895 28 fév..	1.9	»	1.9	106.1	2	6½
1895 31 mars	2.1	»	2.1	106.8	2	6½
1895 30 avril	1.9	»	1.9	107.2	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 2 juin.	113.8	177.1	290.9	430.7	67	2½
1895 18 mai.	108.1	177.7	285.8	446.5	64	2½
1895 25 mai.	108.1	177.7	285.8	441.4	64	2½
1895 1 juin.	108.1	177.7	285.8	441.6	64	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 20 mai.	300.5	43.2	343.7	812.8	42	6
1895 30 avril	299.2	54.9	354.1	717.9	50	5
1895 10 mai.	299.7	54.6	354.3	712.4	50	5
1895 20 mai.	300.1	54.9	355.0	714.7	50	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 20 mai.	93.2	10.4	103.6	222.7	46	6
1895 30 avril	105.5	10.5	116.0	235.6	49	5
1895 10 mai.	105.6	10.4	116.0	234.9	49	5
1895 20 mai.	105.6	10.4	116.0	237.7	48	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 20 mai.	35.2	1.5	36.7	58.7	63	6
1895 30 avril	35.2	1.5	36.7	50.9	72	5
1895 10 mai.	35.2	1.5	36.7	49.4	74	5
1895 20 mai.	35.2	1.5	36.7	49.0	74	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1894 30 avril	31.5	»	31.5	66.6	47	5
1895 28 fév..	31.1	»	31.1	63.7	49	4
1895 31 mars	29.6	»	29.6	67.8	43	4
1895 30 avril	30.7	»	30.7	70.4	43	4
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1894 30 mai.	16.8	36.2	53.0	280.5	19	6
1895 15 mai.	26.7	40.3	67.0	293.4	22	6
1895 22 mai.	26.7	40.6	67.3	295.9	22	6
1895 29 mai.	26.7	40.8	67.5	297.1	23	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 26 mai.	54.2	2.2	56.4	121.2	46	6
1895 11 mai.	52.5	6.8	59.3	108.3	55	6
1895 18 mai.	59.1	3.2	62.3	109.0	57	5
1895 25 mai.	58.9	3.2	62.1	109.7	57	6

Dates	Encaisse métallique Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 16 mai.	1.524.0	15.5	1.539.5	3.958.2	39	4%
1895 16 avril	1.565.0	16.2	1.581.2	4.214.7	37	4
1895 1er mai.	1.567.2	16.8	1.584.0	4.253.0	37	4
1895 16 mai.	1.565.2	17.0	1.582.2	4.274.2	37	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1894 30 avril	21.7	3.5	25.2	44.7	52	»
1895 28 fév..	21.9	4.5	25.4	49.7	53	»
1895 31 mars	21.8	3.6	25.4	50.5	50	»
1895 30 avril	21.8	3.5	25.3	49.0	51	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 15 mai.	5.9	4.1	10.0	23.2	43	6
1895 30 avril	5.2	4.5	9.7	23.8	40	6
1895 8 mai.	5.1	4.5	9.7	23.8	40	6
1895 15 mai.	5.1	4.6	9.7	23.7	41	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1894 30 avril	23.0	5.0	28.0	59.6	46	4
1895 28 fév..	33.6	4.6	38.2	63.3	60	4
1895 31 mars	33.9	4.6	38.5	69.4	54	4
1895 30 avril	34.0	5.0	39.0	66.4	58	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1894 30 avril	10.4	12.9	23.3	83.3	28	»
1895 28 fév..	10.4	14.1	24.5	82.1	30	»
1895 31 mars	10.4	14.6	25.1	87.5	29	»
1895 30 avril	10.5	14.4	24.8	84.2	30	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 2 juin.	75.9	14.9	90.8	171.4	53	3
1895 18 mai.	82.4	10.7	92.1	177.0	53	3
1895 25 mai.	82.5	10.5	93.0	174.9	53	3
1895 1er juin	82.9	9.8	92.7	176.3	52	3

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

1894 7 juin.	6 489,4	2 669,8	9 159,2	14 360,6	64%
1895 24 mai.	7 263,3	2 626,8	9 890,1	14 978,1	66
1895 30 mai.	7 299,6	2 632,0	9 931,6	14 988,5	66
1895 6 juin.	7 271,9	2 628,8	9 900,7	15 053,3	65
TOTAUX au 31 décembre					
1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51%
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56
1894 31 déc.	7 030,0	2 599,9	9 629,9	15 047,6	64

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent, d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	3 mai	10 mai	17 mai	24 mai	31 mai	7 juin
Amsterdam	47 92	47 90	47 97	47 97	48 02	48 02
Anvers	100 16	100 21	100 26	100 22	100 20	100 20
Athènes	186 »	185 »	184 »	184 »	172 50	172 50
Barcelone	14 30	12 20	12 30	12 80	12 50	14 ..
Berlin	81 05	81 10	81 10	81 10	81 10	81 05
Bruxelles	100 16	100 19	100 20	100 21	100 13	100 17
Bucharest	100 15	100 20	100 35	100 55	100 75	100 75
Constantinople	22 65	22 63	22 67	22 67	22 65	22 70
Francfort	81 11	81 13	81 12	81 11	81 10	81 07
Gènes	105 07	101 95	105 »	104 82	104 72	104 75
Genève	100 27	100 19	100 14	100 15	100 17	100 19
Lisbonne	691 »	688 »	689 »	689 »	693 »	692 ..
Londres	25 37	25 37	25 36	25 30	25 36	25 35
Madrid	14 87	12 42	12 10	11 20	12 45	14 45
Rome	105 07	104 92	105 05	104 82	104 70	104 75
Saint-Pétersbourg	36 85	36 80	36 80	36 77	36 77	36 80
Vienne (à vue)	48 55	48 50	48 45	48 45	48 35	48 15
— (à 3 mois)	48 50	48 45	48 37	48 40	48 27	48 10

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	10 mai	17 mai	24 mai	31 mai	7 juin
Amsterdam. pap. court	4 %	206 31	206 50	206 19	205 87	205 87
Allemagne.. —	4 %	124 »	121 91	121 94	122 .	122 06
Vienne-Tr.. —	4 %	204 25	204 50	204 62	204 87	205 75
Barcelone.. —	4 %	441 50	440 50	440 »	440 ..	432 50
Madrid ..... —	4 %	441 50	440 50	440 »	440 ..	432 50
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	268 »	268 »	268 50	268 50	268 50
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 22	25 20½	25 21½	25 20½	25 21
— ..... ch. court	2 %	25 23½	25 22	25 23	25 22	25 22½
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	2 ½ %	0 19p.	0 25 p.	0 25 p.	0 19 p.	0 22 p
Italie........ —	5 %	4 75p.	4 75 p.	4 50 p.	4 50 p.	4 62 p.
Suisse....... —	3 %	0 24p.	0 25 p.	0 25 p.	0 25 p.	0 25 p.
New-York.........	2 ½ %	515 50	516 »	516 »	516 ..	514 50
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	111 75	112 19	112 19	112 62	112 19
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains...**		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres.....		2 72	2 72	2 72	2 72	2 72
Souverains anglais.......		25 20	25 17	25 17	25 17	25 18
Banknotes.....		25 21	25 18	25 18	25 18	25 20
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

PAYS EXTRA-EUROPÉENS

NOMS DES PAYS	Valeur au pair en francs	Valeurs en francs au change du jour 9 mai	16 mai	23 mai	30 mai	6 juin
Etats-Unis (doll. or)..	5 18	5 15	5 16	5 16	5 16	5 14
Mexique (piastre arg.)	5 43	2 72	2 72	2 72	2 72	2 72
Répub.Arg.(peso pap.)	5 »	1 36	1 39	1 39	1 43	1 46
Chili (peso papier)....	5 »	1 76	1 78	1 86	1 82	1 85
Brésil (milreis papier)	2 60	0 95	0 95	0 96	0 95	0 97
Indes (roupie argent).	2 38	1 39	1 40	1 40	1 42	1 40
Japon (yen argent)...	5 39	2 81	2 84	2 81	2 81	2 80
Chine(Shanghai)(taël arg.)	7 47	3 97	3 97	3 96	3 97	3 91

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 7 juin 1895

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*	100 14	Billets *Allemands*....	99 86
En *Angleterre*......	100 06	— *Anglais*	99 96
En *Autr.-Hongrie*...	101 05	— *Austro-Hongr.*	98 95
En *Belgique*........	100 22	— *Belges*	99 78
En *Espagne*........	114 46	— *Espagnols*	87 36
En *Grèce*...........	172 50	— *Grecs*	57 97
En *Hollande*	100 99	— *Hollandais*....	99 01
En *Italie*	104 84	— *Italiens*	95 38
En *Russie*	147 50	— *Russes*........	67 79
En *Suisse*	100 25	— *Suisses*........	99 75
Aux *Etats-Unis*	100 68	Pièces des *Etats-Unis*.	99 32
Au *Mexique*	199 26	— du *Mexique* ...	50 18
En *Rép. Argentine*.	342 »	Billets *Rép. Argentine*.	29 20
Au *Chili*............	270 27	— du *Chili*	37 »
Au *Brésil*...........	268 04	— du *Brésil*.......	37 30
Aux *Indes*	170 »	Pièces des *Indes*	58 82
Au *Japon*...........	192 50	— du *Japon*......	51 94
En *Chine*...........	191 04	— de la *Chine*....	52 34

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 7 juin 1895.

Les Devises hollandaises n'ont pas varié; le papier allemand tend à se rapprocher du pair. Pour l'Espagne le change a subi une forte baisse de 440 à 432 50; la perte est de 14 46 0/0. La faiblesse de la Rente extérieure a amené celle de la Devise, car les Espagnols doivent profiter des bas cours pour acheter du titre.

La *Valuta* autrichienne est à 205 75, ce qui met la parité à Vienne à 101 05. L'amélioration persistante de semaine en semaine semble donner raison aux optimistes qui entrevoient l'époque prochaine où le pair se rétablirait.

Aucun changement pour le rouble.

L'agio sur l'or se tient à 27 1/2 0/0 en Portugal.

Le Londres est toujours au-dessus du pair, mais les demandes de la semaine ont fait monter le chèque à 25 22 1/2 et le papier court à 25 21.

La perte du papier italien s'augmente de 0 12 centimes à 4.62 ; c'est la conséquence de la situation actuelle, qui ne s'éclaircira qu'après la discussion économique et financière à Monteciterio.

Le New-York est revenu de 516 à 514 50, ce qui n'a pas empêché les expéditions d'or d'Europe aux Etats-Unis, ainsi qu'on le verra plus loin.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	9 mai	16 mai	23 mai	30 mai	6 juin
Hong-Kong	2/2 ./.	2/2 1/8	2/2 1/8	2/2 1/	2/1 7/8
Shanghaï.......	3/0 3/4	3/0 3/4	3/0 5/8	3/0 3/	3/0 ./8
Yokohama	2/2 ./.	2/2 1/4	2/2 ./.	2/2 ./.	2/1 1/8
Valeurs à vue:					
Singapoure.....	2/2 1/8	2/2 1/4	2/2 1/4	2/2 1/4	2/2 ./.
Bombay........	1/1 1/4	1/1 9/32	1/1 5/16	1/1 1/2	1/1 9/32
Calcutta.	1/1 1/4	1/1 5/16	1/1 5/16	1/1 1/2	1/1 5/16
Rio-Janeiro.	9 1/16	9 1/8	9 3/16	9 1/8	9 1/4
Valparaiso....	16 13/16	17 ./.	17 3/4	17 5/1	17 11/16
Buenos-Ayres, prime de l'or..	266 1/2	260 ./	258	249 1	242
Argent en barre	30 5/8	30 5/8	30 3/4	30 3/4	30 1/2

Le cours de l'argent-métal continue à exercer ses effets sur les changes de l'Extrême-Orient.

A Londres, le marché de l'argent a été ferme et les transactions ont été assez animées. Toutefois, les achats effectués l'étaient surtout en exécution d'ordres reçus de l'Inde.

L'or est au pair à Londres et à Paris ; l'argent-métal vaut 112 fr. 19 le kilog.

Constatons que les papiers chilien et brésilien sont en hausse légère. A Buenos-Ayres, la prime sur l'or s'est encore réduite de 249 1/2 à 242.

La *Banque de Bombay* a abaissé le taux de son escompte de 7 à 6 0/0.

Encaisses. — Circulation fiduciaire

La *Banque de France* a perdu, cette semaine, 3.541.000 fr. d'or; en donnant ce qu'on lui demande, elle évite la hausse du Londres et le drainage de la circulation qui en serait la conséquence. Voici le tableau des entrées et des sorties :

Entrées		Sorties	
Matières (Paris)	316.000	Circulat. (Paris).	832.000
Turquie........	240.000	— (Succurs.)	3.365.000
Suisse..........	100.000		
Exc. des sorties	3.541.000		
	4.197.000	Total des sorties	4.197.000

L'argent a augmenté de 1.490.000 francs. La circulation a rendu à Paris 351.000 francs et dans les succursales 1.091.000 francs ; Paris a expédié 265.000 fr. à Madagascar et les succursales ont reçu 310.000 fr. de Belgique.

La circulation des billets a diminué de 29.800.000 fr.

La *Banque d'Allemagne* a perdu 18.400.000 francs d'or et d'argent et, par contre, sa circulation s'est accrue de 41 1/2 millions de francs ; il faut voir là, évidemment, l'effet des besoins de fin de mois.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent d'entrées de 3.500.000 fr. La circulation ayant prélevé 16.800.000 francs, la diminution du métal jaune a été de 10 millions 300.000 fr.

Voici le détail des entrées et sorties :

Entrées			Sorties		
30 mai	Ach. en bres..£	36.000	30 mai	Afr. du Sud. £	100.000
31 »	»	12.000	» »	Am. du Sud..	120.000
» »	Australie	181.000	» »	Gibraltar	5.000
1er juin	Ach. en barres	57.000			
» »	Paris........	6.000		Excéd. des entrées...	140.000
4 »	Ach. en barres	24.000			
5 »	»	49.000			
	Total des entrées . £	365.000		Total égal........ £	365.000

La circulation a augmenté de 6.100.000 francs.

A la *Banque d'Autriche-Hongrie*, nous ne relevons qu'une augmentation de 200.000 francs dans l'encaisse-argent; le chiffre des billets s'est élevé de 13.800.000 francs.

La *Banque de Belgique* a perdu 3.200.000 francs d'or et 900.000 fr. d'argent; ses billets ont augmenté de 10.900.000 francs.

A la *Banque de Bulgarie* l'encaisse-or a diminué de 100.000 fr. ; la circulation s'est accrue de 200.000 fr.

Pendant le mois de mai la *Banque de Danemark* a augmenté son encaisse-or de 11.100.000 fr. pendant que la circulation ne s'accroissait que de 1.100.000 fr.

Toujours pas de changement pour l'or à la *Banque d'Espagne*, mais l'argent continue à entrer et, pour la semaine finissant le 1er juin, son accroissement ressort à 900.000 fr. Par contre la circulation a diminué de 1.400.000 francs. Le Trésor fait de louables efforts pour diminuer son découvert à la Banque, mais cet Etablissement est appelé à intervenir pour les nouveaux crédits nécessaires à Cuba.

La *Banque d'Italie* a vu augmenter ses réserves de 400.000 fr. d'or et 300.000 fr. d'argent ; mais la circulation s'est accrue de 2.300.000 fr. Notre correspondant de Rome nous envoie un résumé du nouveau règlement relatif aux Instituts d'émission, en vertu duquel la circulation légale de la Banque d'Italie pourra s'élever à 1 milliard 120 millions ; on voit donc que, pour atteindre cette limite, elle pourra émettre encore 405 millions 300.000 lire de billets.

A la *Banque de Portugal*, la réserve d'argent a gagné 200.000 fr. et la circulation s'est accrue de 1.200.000 francs.

Nous avons, cette semaine, le mouvement de la *Banque de Russie* à la date du 16 mai : l'or a diminué de 2.000.000 de fr., et l'argent a augmenté de 200.000 francs. Quant au chiffre des billets il a haussé de 21.200.000 francs.

Voici la situation de l'or dans cet Etablissement au 16/28 mai 1895 :

Encaisse de la Banque et fonds d'échange des billets de crédit.............. Fr.	1.565.200.000
Fonds à l'étranger....................	36.810.000
Or appartenant au Trésor en dépôt à la Banque............................	797.990.000
Total...	2.400.000.000

Rien de saillant à signaler dans la situation des autres Banques européennes.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 11 au 18 mai	depuis le 1er janv.	du 11 au 18 mai	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	8.087.500	841.905	12.474.912
France.........	»	11.916.400	46.333	4.273.033
Allemagne......	»	5.772.036	212.300	1.527.152
Autres pays....	103.922	8.421.125	25.399	367.043
Total 1895...	103.922	34.197.061	1.125.937	18.642.140
— 1894...	7.677.450	37.379.975	941.129	7.726.063
— 1893...	4.542.000	56.588.636	51.965	5.095.055
ARGENT				
Grande-Bretagne	597.450	11.515.486	»	40.730
France.........	»	»	»	3.364
Allemagne......	»	11.025	»	3.809
Autres pays....	614	529.046	55.090	488.983
Total 1895...	598.064	12.055.557	55.090	536.886
— 1894...	881.027	14.852.505	30.186	592.112
— 1893...	236.362	10.476.422	174.448	1.930.231

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	2 juin.	99.000.000	dollars
1895.....	18 mai.	68.800.000	—
1895.....	25 mai.	69.600 000	—
1895.....	2 juin.	70.600.000	—

Ce tableau indique que l'or continue à être importé aux Etats-Unis. A ce propos, le *Précurseur d'Anvers* annonce que le Syndicat Rothschild-Morgan, qui s'est engagé à livrer au Trésor américain 3 1/2 millions onces d'or au prix de 17 doll. 80 par once, soit, depuis le mois de janvier, une valeur totale de 62.315.400 dollars, a expédié d'Europe 20 millions de dollars. Comme le Syndicat doit retirer de l'Europe au moins la moitié de la somme, on devra, suivant le contrat, expédier encore aux Etats-Unis, jusque fin juillet, environ 10 millions de dollars. Depuis le mois de janvier presque toute l'exportation d'or de l'Europe aux Etats-Unis aurait, d'après notre confrère, été faite par le Syndicat.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

La Question monétaire dans la Côte-d'Or

Au Comice agricole de Saint-Jean-de-Losne, dans la Côte-d'Or, M. Magnin, sénateur, gouverneur de la Banque de France, a prononcé un discours dans lequel il a entretenu ses auditeurs de la question du Bimétallisme.

« Nous traversons, a dit M. Magnin, des années difficiles. La culture n'est guère rémunératrice. Les prix sont bas, si bas qu'ils menacent de tirer derrière eux la ruine de la culture. Il faut d'abord travailler à leur relèvement.

« Après les droits protecteurs, la solution de la question *bimétallique* aura une grande influence à cet égard. La question agite présentement l'opinion. Des hommes considérables ont compris l'importance de la réhabilitation de l'argent. Ils se sont ligués et se sont mis à l'œuvre. »

M. Magnin rappelle la campagne ouverte, il y a quatorze ans, par un Congrès auquel il assistait. Ce Congrès n'a pas pu aboutir, grâce au mauvais vouloir de l'Angleterre et de l'Allemagne, La question a été ajournée.

Aujourd'hui, les grands agriculteurs la reprennent pour leur compte. Ils ont compris que si, avec 100 fr. d'or français, on peut acheter 145 fr. de blé dans l'Inde et pour près de 400 fr. dans les Républiques sud-américaines, il n'y a pas de moyen possible que le marché français ne succombe pas, malgré la faible barrière des douanes, devant cette écrasante concurrence produite par le change.

Aussi une *Ligue Bimétallique* s'est-elle constituée en France. L'orateur en est. Il la soutiendra de toutes ses forces, il engagera énergiquement ses amis à la soutenir. Et il espère bien qu'à la fin ses idées triompheront.

Il faut, pour cela, de la patience. On ne peut rien sans l'Angleterre et l'Allemagne. Mais un mouvement s'est également produit dans le Royaume-Uni; il gagne du terrain, et l'on pense que l'Angleterre sera entièrement conquise aux prochaines élections. L'Allemagne suivra, les autres Etats aussi : ce ne sera plus qu'une affaire de temps.

Pour nous, en France, sans cette malheureuse question du change, la situation serait excellente. La situation métallique et fiduciaire de notre pays est, en effet, la première du monde. Notre encaisse est formidable, nos valeurs font prime partout.

Toutes les puissances nous regardent avec envie.

Aussi, quand le *Bimétallisme* aura triomphé, quand la frappe de l'argent sera libre, quand le rapport de 1 à 15 1/2 de l'argent à l'or ne sera plus une simple fiction, alors serons-nous mieux placés que quiconque pour mener avec profit la grande lutte pour la vie.

L'orateur demande pardon d'avoir traité bien rapidement une question aussi ardue et aussi grave. Il la connaît. Elle fait l'objet de ses préoccupations et de ses études : il espère en apporter l'année prochaine la solution.

La Question Monétaire à Amiens

Nous lisons dans la *République Française* du 5 juin :

Le 2 juin, bien que ce fût un jour de fête, 250 personnes se pressaient dans la grande salle de l'Hôtel de Ville pour entendre M. Edmond Théry, secrétaire général de la *Ligue Bimétallique*.

M. Fougeirol, député, présidait la réunion.

Après avoir rappelé que ce sont des apôtres et non des auditeurs qu'il vient chercher pour la thèse *bimétallique*, M. Théry fait l'exposé des perturbations provoquées depuis vingt ans par la démonétisation de l'argent dans les pays européens. Il montre que chez nous la monnaie d'argent des pays neufs joue comme une prime d'importation de 50 0/0 pour entrer leurs produits chez nous, comme une barrière de 100 0/0 quand nous voulons y vendre.

Nous rencontrons comme adversaires les intermédiaires qui bénéficient du change, et surtout les gros banquiers internationaux. La Rente hausse, nous dit-on, tout va bien ; elle hausse parce qu'elle est payable en or, et on nous plaint parce que nous voulons rendre à nos producteurs la prospérité d'autrefois.

Le Nouveau Monde fut autrefois un pays de consommation pour l'Europe. La rupture du pair *bimétallique* nous a rendus tributaires des pays neufs. Telle est la situation qui est faite aujourd'hui aux grandes puissances continentales. La France a derrière elle tout un passé de gloire et de charges équivalentes, qui, ajouté aux nécessités du jour, a porte sa dette à 30 milliards. Contre elle, des pays nouveaux, qui débutent dans des conditions plus faciles, ont engagé une concurrence que le change des métaux favorise dans des conditions si avantageuses. Appliquons à notre beau pays le remède qui convient, il se relèvera en sauvegardant nos intérêts et ceux de la patrie.

M. Fougeirol a expliqué ensuite combien il importe de rétablir la justice dans le monde, au lieu de favoriser la spéculation cambiste. (*Applaudissements.*) Mais quelle chance avons-nous pour cela? L'Angleterre souffre, les Indes ne la paient plus que difficilement et réclament la protection, les exportations de l'Angleterre diminuent. En Allemagne, toutes les Chambres de l'empire et celles du royaume de Prusse ont adopté les idées *bimétalliques*, et le Gouvernement a été impuissant à faire passer un amendement qui les combattait. Les Etats-Unis sont avec nous et ont plutôt dépassé le but. De 1493 à 1840, on a produit en tout 151.018.000 onces d'or et 4.871.569.000 onces d'argent. La moyenne de la production de l'argent, pendant cette période de 353 ans, a donc été 31 fois et 7 dixièmes plus considérable que celle de l'or. Malgré cette disproportion dans la production relative des deux métaux monétaires pendant toute cette période, le rapport de la valeur des deux métaux est sensiblement resté fixe et égal à celui dans lequel la libre frappe était autorisée par la loi. De 1840 à 1893, on produit 11 fois plus d'or, et l'argent tombe de moitié.

Le 23 juin 1893, la reine d'Angleterre rendit un décret qui ferma les hôtels des monnaies aux Indes pour l'argent à 250 millions d'âmes ; l'argent baissa en 8 jours de 25 0/0. La spéculation calcula qu'en le supprimant à 350 millions d'âmes précédemment, l'argent avait baissé de 35 0/0. Elle agit en conséquence. Rouvrez les Hôtels des monnaies aux Indes, l'argent remontera de 25 0/0 ; rouvrez-les dans le reste du monde, il reviendra au pair ancien. Telle est notre réponse aux adversaires qui nous disent : « Vous ne ramènerez jamais les métaux à leurs anciens cours ». M. Fougeirol a terminé en demandant à ses auditeurs d'amener beaucoup d'adhésions à la Ligue.

La réunion a vivement applaudi les deux orateurs : elle a émis ensuite un vœu présenté par la Société des Agriculteurs de France tendant au rétablissement du *bimétallisme* par une entente avec l'Angleterre, l'Allemagne et les Etats-Unis ou au moins deux de ces puissances, et, dans le cas où cette entente serait reconnue impossible, la mise à l'étude du retour pur et simple à la frappe de l'argent.

M. Séverin a remercié M. Théry et M. Fougeirol, en souhaitant que la situation de nos voisins, plus gênée que la nôtre, amène des propositions et une entente à bref délai qui sera la solution des crises de la France et du monde.

Taux de conversion de la piastre en Indo-Chine

Par arrêté du Gouverneur général de l'Indo-Chine française, en date du 30 mars 1895, le taux auquel la piastre sera convertie en francs pour tous les paiements et toutes les recettes

à faire en Indo-Chine, ainsi que pour les droits de douane, est fixé, à partir du 1er avril 1895, à 2 fr. 65. (*Journal Officiel de l'Indo-Chine française*. 1re partie, numéro du 1er avril 1895, p. 549.)

Taux du change des monnaies étrangères dans l'Inde française

Un arrêté du Gouverneur des Etablissements français dans l'Inde, en date du 25 janvier 1895, fixe ainsi qu'il suit le taux du change des monnaies étrangères pour l'année 1895 :

Pour la roupie à........................	1 44
Pour la piastre de l'Indo-Chine à....	2 70
Pour la livre sterling..................	25 »

La Question monétaire à la Chambre des députés de Prusse (Landtag). Suite et fin (1)

Séance du 21 mai

M. Miquel est au banc des ministres.

Le président de Koeller ouvre la séance à 11 heures 15 m.

M. Imwalle (*centre*) : Je suis un peu embarrassé pour prendre la parole, car le cercle de mes amis compte des partisans du double-étalon. Reste à savoir si tous ceux de mes amis qui ont appuyé la motion voteront pour elle. Nous avons envisagé la question monétaire au point de vue économique et nous n'avons pas pris position quant au principe. Les arguments sont insuffisants pour porter un jugement définitif. Par conséquent, il n'y a pas lieu de renoncer à notre étalon, qui a eu jusqu'ici de si bons effets, pour nous jeter dans les ténèbres du *bimétallisme*. C'est pourtant ce qu'on nous demande de faire ; le paragraphe final de la motion Arendt l'indique. La proposition de M. de Zedlitz fait quelque peu dévier la question. Pourquoi exercer une pression sur le Gouvernement impérial ? Doutez-vous de la loyauté et de la clairvoyance du Chancelier de l'Echiquier ? Vous voulez que nous nous prononcions tout de suite et d'avance pour le double-étalon. Pourquoi ? Vous nous promettez des avantages qui, s'ils se produisent jamais, se produiront dans des limites bien plus restreintes. A l'appui de cette affirmation, je citerai les mesures prises par les hommes d'Etat de la Russie et de l'Autriche en vue d'introduire l'étalon-or dans leurs pays respectifs. (*Interruptions de MM. de Kardorff et Dr Arendt.*)

Naturellement, M. de Kardorff est bien plus avisé que les grands hommes d'Etat et le Dr Arendt est infaillible. Vous estimez que les motions Kanitz et Arendt constituent les seuls remèdes efficaces pour l'agriculture...

Que reproche-t-on à l'étalon-or ?

Les pays n'ayant pas cet étalon ont fait du tort à notre agriculture. Mais, en admettant même que nous eussions eu le double-étalon, nos champs de céréales ne pouvaient supporter la concurrence des terres vierges de la République Argentine. Au surplus, les agriculteurs oublient que l'étalon-or leur a valu la baisse du taux d'intérêt dont ils avaient si grand besoin. Si on établit le double-étalon, le prix de l'argent haussera et le loyer des capitaux renchérira dans une proportion égale ; conséquemment, l'agriculture devra payer des taux d'intérêts plus élevés pour les capitaux d'exploitation qu'elle sera obligée d'emprunter. Si les prix des produits agricoles s'élèvent, les prix des autres articles nécessaires à l'existence et des objets fabriqués s'élèveront également, et comme l'agriculture ne peut se passer de ces articles ou objets, les plus-values de recettes devant résulter de la vente des produits agricoles seraient bientôt absorbées par les achats de machines et autres choses.

Dans le cas où on adopterait la motion, je désirerais qu'on y ajoutât l'article addttionnel de M. de Zedlitz. Mais je considère la motion, dans son ensemble, pour inutile et nuisible.

M. de Erffa (*conservateur allemand*) : En ma qualité d'agriculteur et de représentant de mon parti, je dois prendre position pour cette question. Je ne m'étendrai pas sur les luttes d'opinion et je laisserai de côté la question du rapport entre l'or et l'argent, voulant me borner au seul point de vue agricole. M. Imwalle croit que la Russie va se mettre à l'étalon-or ; il est seul de cet avis jusqu'à présent. Je poserai cette simple question : l'étalon-or est-il ou non préjudiciable à l'agriculture ? Les différences des changes sautent aux yeux ; ce sont précisément les pays qui font la plus grande concurrence à notre agriculture, c'est-à-dire la République Argentine pour le blé, la Russie pour le seigle, qui ont les changes les plus bas. M. Brœmel a prétendu, il est vrai, que c'était une erreur de croire que les bas changes des autres pays causent un préjudice à notre agriculture ; mais cette opinion est en contradiction formelle avec les théories économiques actuelles. Il est facile de le prouver : si on constate que pour 20 marks nous ne pouvons acheter que trois quintaux en Allemagne, contre six ou sept quintaux dans la République Argentine, le préjudice saute aux yeux. Avec 25 marks d'or, nous pouvons nous procurer pour environ 100 marks de céréales dans la République Argentine. (*Protestations à gauche.*)

J'ai fait contrôler ces chiffres par le professeur Sering ; il m'en a garanti l'exactitude, sans tenir compte du fret, qui est meilleur marché entre la République Argentine et Hambourg qu'entre Kœnigsberg et Mannheim, les écarts des changes nous causent un gros préjudice ; en outre, nous avons à supporter des impôts plus lourds, ainsi que des salaires et des frais plus élevés, résultant des lois politico-sociales. Aussi, n'avons-nous pas été partisans des traités de commerce contenant la clause de la nation la plus favorisée.

Mais, nous dit M. Brœmel, si, en établissant le double-étalon, vous restreignez les importations des produits argentins en Allemagne, la République Argentine se trouverait dans l'impossibilité de payer les intérêts de sa dette. M. Broemel a été imprudent de dévoiler ainsi le fond de sa pensée. (*Approbations à droite*.) Cela veut dire tout simplement que notre agriculture doit supporter le train de la spéculation de nos gros capitalistes sur les valeurs d'Etats étrangères, et qu'elle doit consentir à toute baisse de prix dans notre pays même, pour éviter que les intérêts touchés par les capitalistes dans les pays d'outre-mer ne soient diminués. (*Très bien ! très bien ! à droite.*) *Hinc illæ lacrymæ* ! Quand les intérêts particuliers entrent en jeu, les gros capitalistes font entendre leurs clameurs.

Mais cela ne saurait me toucher ; je n'éprouve aucune compassion pour les gens qui, au lieu de soutenir, avec leurs capitaux, la vie industrielle de leur patrie, les placent, en pays étranger, dans des conditions peu sûres. (*Très juste ! à droite*.) . . . .

Pour démontrer que l'agriculture souffre des différences de change, il suffit de considérer la situation respective des agriculteurs prussiens et russes. L'agriculteur russe produit sous le régime du papier-monnaie, c'est-à-dire à très bon marché et vend sous le régime de l'étalon-or ; au contraire, l'agriculteur de la Prusse orientale produit sous le régime de l'étalon-or, et est obligé de vendre aux conditions de son concurrent russe qui produit sous le régime du papier-monnaie. (*Très bien ! à droite.*)

Sans le secours de l'Etat, l'agriculture allemande ne pourra sortir victorieuse de cette lutte.

M. Brœmel estime que l'agriculteur devrait vendre sa récolte sur pied ; mais je plains celui qui est obligé de vendre ses céréales avant de les avoir rentrées dans sa grange : s'il vend plus tôt, c'est un indice de pauvreté et d'endettements.

Quant à la prédiction d'une hausse de prix en automne, je n'y crois guère. C'est en automne qu'on émet en Russie les nouveaux roubles-papier, et les prix s'abaissent aussitôt ; élevés dans la première moitié de l'année, ils tombent dans la seconde et l'écart est de 9 0/0. De cette façon, la prime d'exportation du négociant russe se renouvelle chaque année, grâce à la baisse des cours du rouble.

Sous le rapport de l'ardeur du travail, de l'économie et des progrès techniques, l'agriculture allemande peut soutenir la comparaison avec celle de tous les autres pays, à l'exception, peut être, de l'Amérique. Mais là, il s'agit de sociétés disposant de puissants capitaux avec lesquelles la comparaison n'est pas possible.

M. Brœmel ne se doute pas du mal qu'on a à gagner son pain en travaillant la terre. Il est infiniment plus facile d'écrire un *leading* article contre l'insatiabilité des agrariens que de ramasser une récolte.

L'an prochain, si les prix restent où ils en sont, les petits moyens tendant à soulager l'agriculture n'auront plus d'efficacité. Le Conseil allemand de l'agriculture a adopté, à une grande majorité, la motion qui vous est présentée aujourd'hui, comme mesure tendant à relever les prix des céréales. Je signalerai, en outre, les travaux du professeur Sering sur les prix des céréales et la concurrence étrangère.

J'admets que, parmi nos adversaires, on compte des économistes distingués, mais je peux leur opposer des hommes tels que Adolphe Wagner ou le professeur Sering, qui, bien que jeune savant, a déjà une grande renommée.

Mes amis politiques sont prêts à accepter la motion Zedlitz conjointement avec la motion Arendt, pour assurer à celle-ci une plus forte majorité dans cette Chambre, majorité que je vous prie instamment de lui accorder. (*Applaudissements à droite.*)

Le Président de Koeller demande si le Dr Arendt accepte l'adjonction de la motion Zedlitz.

Le Dr Arendt (*conservateur-libéral*) : J'ai déjà déclaré que je me ralliais à la motion Zedlitz. . . . .

De Bleuten (*centre*) : Je tiens à constater que, au centre, le parti monométalliste or est en forte minorité. Les arguments pour ou contre la question ont été suffisamment déve-

(1) Voir l'*Économiste Européen*, nos 177, 1er juin 1895.

loppés; je me bornerai donc à me rallier, au nom de mes amis, à l'opinion émise par les orateurs de mon parti.

Fuchs (*centre*) : Les débats qui ont eu lieu jusqu'à présent démontrent que l'idée du *Bimétallisme* progresse d'une façon victorieuse. Le vote de la Chambre des Seigneurs le prouve aussi. Jadis, quand le Dr Arendt prenait la parole, chacun se retirait de la discussion par crainte d'un débat sur la question monétaire. Moi-même, il y a dix ans, je comptais parmi ceux qui se dérobaient. Aujourd'hui un grand nombre de mes amis sont devenus des *bimétallistes* avérés ; mais ceux-là même qui croyaient devoir garder une attitude réservée, s'en sont départis, non pas parce qu'ils sont poussés par une conviction absolue, mais parce qu'ils pensent qu'il faut ouvrir les portes à la Conférence et ils ne s'en tiennent pas à une idée déterminée. Si j'ai bien compris le sentiment de M. de Eynern, il serait prêt à accepter le *Bimétallisme*, mais avec l'Angleterre seulement. Je ne considère pas l'adhésion de l'Angleterre comme nécessaire. La distance qui me sépare de M. de Eynern n'est pas si grande que nous ne puissions nous tendre la main. L'unique étalon-or n'est plus soutenu que par un pilier bien faible, c'est-à-dire par le parti de M. Brœmel. Mais il se dégage de son long discours un ton si élégiaque que je me suis dit : ce pilier déjà ébranlé peut s'écrouler dans une nuit !

Je ne me fais aucune illusion au sujet du nombre de mes collègues qui n'ont pas encore bien saisi les principes de la question, aussi vais-je les poser à nouveau.

L'orateur développe alors les arguments déjà produits et conclut en démontrant la nécessité de venir en aide à l'agriculture mortellement frappée par la domination de l'étalon-or. Et il ajoute :

Quand l'agriculture souffre, toutes les autres catégories souffrent également, et l'industrie a le plus grand intérêt à la solution de la question monétaire. Si on veut que la Conférence monétaire aboutisse, il faut que le Gouvernement allemand se présente avec un programme défini. C'est là le but de la motion Arendt. Nous ne sortirons de nos difficultés qu'en rétablissant l'ancien rapport de valeur 1 : 15 1/2, et ce faisant nous aurons bien mérité de la patrie.

Le Ministre des finances, Dr Miquel : Le Gouvernement n'est pas intervenu jusqu'ici dans ce débat parce que je pouvais m'attendre à ce que les auteurs de la motion connussent les déclarations faites par le Chancelier de l'Empire au Reichstag et à la Chambre des Seigneurs. Je me permets de rappeler, pour le cas où l'un ou l'autre des membres de cette Assemblée n'aurait plus présente à l'esprit la marche des discussions, les déclarations du Chancelier de l'Empire : il s'est pleinement rendu compte des effets désastreux de la baisse du prix de l'argent et il estime qu'il serait désirable d'arriver à relever ce prix.

Comme ce résultat ne peut être atteint par l'Allemagne seule, il est prêt, sans préjudice pour notre étalon monétaire, à s'entendre avec les Gouvernements confédérés et à procéder ensuite à un échange de vues avec les autres puissances relativement aux mesures à prendre pour relever le prix de l'argent. La motion Mirbach à la Chambre des Seigneurs n'avait d'autre but que d'inviter le Gouvernement de l'Empire, ou plutôt le Gouvernement prussien à procéder avec énergie et à convoquer le plus tôt possible une Conférence européenne. La motion a été modifiée à la Chambre des Seigneurs par l'adjonction des mots : « dans le but de l'établissement du *Bimétallisme* international ». Le Chancelier de l'Empire a déclaré d'une façon positive à la Chambre des Seigneurs qu'il avait l'intention d'entamer sans tarder des négociations, et il a indiqué seulement qu'il était inopportun de donner une forme aussi précise aux invitations en vue de ces négociations.

Dès l'instant où vous vous êtes ralliés à la motion Zedlitz, j'estime que les considérations diplomatiques qui ont guidé le Chancelier de l'Empire se trouvent justifiées ; il est douteux que ceux-là même qui pensent que l'établissement du *Bimétallisme* peut seul relever le prix de l'argent, agissent sagement en en faisant une question préalable. Je ne peux donc qu'engager cette Assemblée à adopter l'attitude du Gouvernement de l'Empire et du Président du ministère prussien. (*Mouvements à droite ; haussements d'épaules et rires.*)

Après une longue discussion à laquelle ont pris MM. Imwalle, Dr Arendt, de Eynern, etc., etc., la parole est donnée à M. de Kardorff (*conservateur libéral*) : Il cherche à démontrer que les gros capitalistes ont un intérêt au maintien de l'étalon-or. Une observation remarquable est celle-ci : tous ceux qui ont sérieusement étudié la question monétaire, de monétallistes-or qu'ils étaient sont devenus des partisans du double-étalon. Exemple : le ministre wurtembourgeois M. de Varnbühler.

Le parti monométalliste-or n'a nullement le droit de se réclamer du professeur Lexis : ce dernier a formulé, devant la Commission pour l'argent, des propositions tendant à relever le prix du métal blanc, et, s'il a parfois changé d'opinion, il a publié le meilleur ouvrage qui ait jamais été écrit en faveur du double étalon.

On a toujours vu les gros millionnaires se ranger du côté des monométallistes-or. Les grandes villes, Berlin en tête, s'étendent de jour en jour et épuisent les campagnes. Les petits industriels, qui exportent à destination des pays à circulation d'argent, connaissent fort bien les difficultés que leur créent notre régime monométallique-or ; mais, comme ils dépendent des gros capitalistes ils sont obligés de hurler avec les loups. Aussi longtemps que les gauches s'opposeront au règlement de la question monétaire, qu'ils laisseront l'agriculture aller à sa ruine, tant qu'ils chercheront à l'exproprier, comme on en a maintes fois manifesté l'intention, il sera impossible de travailler en commun ou d'une façon efficace au triomphe des idées généreuses et nationales. Mais le Gouvernement devra veiller à ce qu'on n'envoie plus à la Conférence, comme cela a déjà été le cas, des hommes qui, d'avance, sont les adversaires du double-étalon international, car il vaudrait mieux alors ne pas réunir cette Conférence.

On procède alors au vote nominal sur la motion Rinteln, demandant la radiation des mots : « avec le but final du *bimétallisme* international, y compris l'Angleterre ». Cette motion est rejetée par 187 voix contre 92.

Le vote sur la motion Arendt jointe à la motion Zedlitz a lieu à main levée ; la motion est adoptée à une grande majorité.

La Conférence monétaire internationale

Notre confrère le *Temps* publie, dans son numéro du 3 juin, l'information suivante :

On croit, dans les cercles bien informés, que l'Allemagne fera des ouvertures, après l'inauguration du canal du Nord, auprès des autres puissances, en vue de la réunion d'une Conférence monétaire à Berlin. On prétend même que l'Empereur ne serait pas éloigné d'en présider les séances. On sait, du reste, que Guillaume II s'occupe beaucoup en ce moment de la question de l'étalon d'or et d'argent et qu'il s'est fait venir d'Angleterre une collection d'ouvrages bimétallistes

---

La Vulgarisation de la question monétaire en Angleterre

Le *Bimétallist* du mois d'avril contient un exposé complet de la question monétaire, dû à la collaboration de M. Herbert C. Gibbs, sir W.-H. Houldsworth et sir David Barbour ; c'est la réunion de trois études écrites en avril pour la *National Review*.

Nous croyons intéressant d'en donner la traduction, car il résume admirablement tout ce qui déjà été écrit sur la question.

I

INTRODUCTION DE M. HERBERT C. GIBBS

La question monétaire a progressé si rapidement, dans ces derniers temps, qu'on en est arrivé à discuter très chaudement les points secondaires et obscurs avant même que la masse des gens soit familiarisée avec les éléments essentiels. Nous allons essayer de donner, dans les lignes suivantes, une définition courte et claire du *bimétallisme ;* nous indiquerons, en même temps, les inconvénients du régime existant, ainsi que les avantages devant résulter du rétablissement du *bimétallisme* par l'union des grandes nations commerçantes.

Avant 1873 une grande nation, au moins, était *bimétalliste*, cela veut dire qu'une grande nation, au moins, consentait à recevoir à ses Hôtels de monnaie n'importe quelle quantité d'or ou d'argent et à donner, en échange, de l'un ou l'autre métal une certaine quantité de monnaie ayant plein pouvoir libératoire pour les dettes.

Ainsi, de 1803 à 1873, la France était toujours prête à donner 200 francs en argent pour un kilogramme d'argent, et 3.100 fr. en or pour un kilogramme d'or, ces francs étant dans chaque cas une monnaie légale. La valeur relative de l'or et de l'argent aux Hôtels de monnaies français, ou, pour employer l'expression technique, le *rapport* était de 3.100 à 200, soit de 15 1/2 à 1 ; en d'autres termes, la France estimait l'argent destiné au paiement des dettes à raison de 60 d. 84 l'once.

En Angleterre, une once d'or vaut toujours 3 liv. st. 17 s. 10 1/2 d. à l'Hôtel des monnaies, parce que la loi stipule qu'on peut y apporter n'importe quelle quantité d'or qui sera rendue sous forme de monnaies représentant 3 liv. st.,

17 s. 10 1/2 d. l'once (1). Il est donc permis de dire qu'une once d'or équivaut à 3 liv. st. 17 s. 10 1/2 d.; conséquemment personne au monde n'acceptera un prix inférieur pour l'or (sauf à tenir compte du fret, de l'intérêt, etc.).

Ce qui existe actuellement pour l'or en Angleterre existait en France pour l'or et l'argent: un kilogramme d'or était, dans la pratique, l'équivalent de 3.100 fr. et un kilogramme d'argent était l'équivalent de 200 fr., de telle sorte que personne au monde n'aurait accepté pour un kilogramme d'or ou d'argent moins de 3.100 francs ou 200 francs, somme qu'on pouvait obtenir à l'Hôtel des monnaies français. Il en résultait que le prix de l'argent dans le monde entier restait au taux établi par le rapport français, rapport qui, nous l'avons vu, représentait environ 61 d. l'once.

L'un des effets de cette fixité de la valeur relative de l'argent et de l'or, ou, comme nous le disons, du prix de l'argent, était le suivant: La valeur de la monnaie des pays ayant l'unique étalon argent était fixe et définie pour la monnaie des pays ayant l'unique étalon-or. Bien que nominalement différents, ces étalons étaient les mêmes dans la pratique; par conséquent toutes les nations du monde qui se servaient de monnaie métallique avaient, en réalité, une mesure de valeur commune et un instrument d'échange commun. Un Anglais, par exemple, entrant en relations d'affaires avec l'Inde, pouvait compter d'une façon certaine qu'il recevrait environ un dixième de souverain pour chaque roupie recueillie; et le Gouvernement indien pouvait calculer exactement le nombre de roupies nécessaire au paiement de ses dettes en or en Angleterre.

***

La grande question qui se pose est celle-ci: le *Bimétallisme* maintiendrait-il la stabilité de la valeur relative des deux métaux? Peut être la meilleure réponse à faire est de dire qu'il l'a maintenue.

De 1803 à 1873, le *Bimétallisme* existait en France, et au cours de la dernière phase de cette période, l'Italie, la Suisse, la Belgique et la Grèce s'étant jointes à la France, ces nations formèrent l'Union latine. Pendant ladite période, il y eut des fluctuations enormes dans la production et dans l'emploi de l'argent et de l'or, mais, en dépit de ces fluctuations, leur valeur relative demeura sans variation pour les soixante-dix années. Ainsi, pendant les vingt premières années de ce siècle, le poids de la production de l'argent représentait environ cinquante fois le poids de la production de l'or, tandis que de 1852 à 1871 inclusivement, la production de l'or dépassa de 311.500.000 liv. st. celle de l'argent, et pourtant la valeur relative des deux métaux resta en réalité la même.

Dans la partie de son rapport adoptée à l'unanimité (Part. 1, sect. 189), la Commission royale de 1888 pour l'or et l'argent mentionne «les grandes modifications survenues dans la production relative des deux métaux sans qu'il en soit résulté aucune perturbation correspondante dans leur valeur sur le marché; et elle ajoute (sect. 192):

«Aussi longtemps que ce système (le *Bimétallisme* dans l'Union latine) resta en vigueur, nous estimons que, nonobstant les changements survenus dans la production et dans l'emploi des métaux précieux, il maintint la stabilité approximative du prix de l'argent sur le marché, suivant le rapport fixé par la loi, c'est-à-dire 15 1/2 à 1».

En conséquence, si de l'avis unanime de la Commission royale, l'action de l'Union latine a maintenu la stabilité approximative des valeurs relatives de l'argent et de l'or, en dépit des changements énormes survenus dans la production des deux métaux, ne sommes-nous pas en droit de prétendre que cette valeur relative pourrait également rester stable avec l'Union latine à laquelle se joindraient les grandes nations commerçantes?

***

Avec le *Bimétallisme*, les demandes monétaires d'or ou d'argent deviendraient élastiques et tendraient à augmenter ou à diminuer automatiquement suivant l'augmentation ou la diminution de l'offre; car, dès l'instant où l'un des métaux peut s'obtenir plus facilement que l'autre, la demande pour ce métal s'accroît au point qu'il devient aussi difficile de se le procurer que l'autre.

«Cela peut être, disent les monométallistes», mais votre système est artificiel et il échouera tôt ou tard.»

«Sans doute, répondent les *bimetallistes*, notre système est artificiel, mais le vôtre l'est également et il a déjà échoué.» Il n'est pas plus artificiel de dire: vous *pouvez* payer vos dettes soit en or, soit en argent, — que de dire: vous *devez* payer vos dettes en or seulement. Tous les régimes monétaires sont artificiels, mais l'artifice ne réussit qu'autant qu'on donne au monde commercial un étalon de valeur stable et général. A cet égard, l'artifice monométallique a complètement échoué, tandis que l'artifice *bimétallique* offre toutes les perspectives d'un meilleur succès.

II

LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE, PAR SIR W. D. HOULDSWORTH

Qu'entend on par dépression du commerce? La question doit être posée, car d'étranges différences d'opinion semblent exister actuellement sur le point de savoir si le commerce est réellement déprimé ou non. Si nous devions en juger d'après les rapports de la presse quotidienne ou d'après les journaux hebdomadaires ou les circulaires annuelles spécialement consacrés aux sujets commerciaux ou industriels, nous n'hésiterions pas un instant à nous prononcer pour l'affirmative. Mais, d'autre part, les ministres de Sa Majesté paraissent (soyons modérés!) être sceptiques quant à l'exactitude de ces sources d'information. En ce qui concerne l'agriculture, le Chancelier de l'Echiquier a certainement dû admettre que la déplorable dépression des intérêts agricoles était malheureusement trop vraie, tout en essayant d'apporter à cette admission une consolation douteuse consistant à dire qu'il y a eu des époques où la détresse de l'agriculture était aussi grande qu'elle l'est aujourd'hui. Mais quand il a passé en revue les autres industries du pays, il a positivement conclu avec joie à la prospérité de leur situation. Parlant de l'industrie cotonnière du Lancashire, il a déclaré que le volume de sa production n'avait pas diminué pendant les vingt dernières années, et que, par conséquent — bien que les bénéfices du capitaliste eussent diminué, partie en raison de la baisse des prix, partie en raison de la part plus large faite aux ouvriers — le nombre des métiers et des broches ayant été augmenté d'année en année, les emplois et les salaires, en général n'avaient pas diminué. De l'avis de sir William Harcourt, les classes ouvrières, loin d'être déprimées, se trouvent dans une situation des plus prospères, car elles jouissent du «bienfait infini» du bas prix des marchandises constituant «un accroissement immense des salaires» (1).

Mais cette façon de voir ne s'accorde guère avec le Rapport de la Commission royale sur la depression du commerce et de l'Industrie en 1886. Ce rapport constate:

1° Que le commerce et l'industrie du pays se trouvent dans une situation qu'on peut à juste qualifier de déprimée;

2° Que cette dépression signifie une diminution et, dans certains cas, une absence totale de bénéfices, avec *une diminution correspondante d'emplois pour les classes ouvrières;*

3° Que ni le volume du commerce ni le montant du capital placé dans le commerce n'avaient matériellement baissé, mais que la valeur de ce dernier avait été dépréciée dans beaucoup de cas;

4° Que la dépression dont il s'agit remonte aux environs de l'année 1875, et que, sauf une courte période de prospérité pour certaines branches du commerce de 1880 à 1883, elle a agi d'une façon uniforme, affectant le commerce et l'industrie du pays en général, et plus spécialement les branches touchant à l'agriculture.

A ma connaissance, aucun événement ne s'est produit depuis 1886 — sauf, peut être, une légère et courte reprise en 1890 et en 1891 — de nature à modifier matériellement les termes de ce rapport. Tous les phénomènes visés en ce qui concerne la dépression existent aujourd'hui sous une forme plus intense. La baisse des prix s'est accentuée, les emplois sont devenus plus rares et l'aspect général est, sans contredit, plus sombre. Si nous comparons le diagnostic du Chancelier de l'Echiquier au rapport de la Commission royale, la différence essentielle des deux opinions saute aux yeux: d'une part, on prétend que quand le volume de la production se maintient, il ne peut y avoir de dépression commerciale; d'autre part, la Commission royale soutient évidemment que, nonobstant le fait de la non-diminution du volume du commerce et du montant du capital qui y est employé, il exerce un état de choses qu'on peut appeler, à juste titre, une dépression, ainsi qu'une diminution d'emplois pour les classes ouvrières. Dans ces conditions, il convient de rechercher ce qu'est réellement une dépression du commerce.

Je suis disposé à admettre que la baisse des prix et la dépression du commerce sont synonymes. Historiquement, je crois qu'on trouvera que chaque période de baisse des prix a été une période de dépression, et qu'on ne découvrira aucun cas où la dépression ait coïncidé avec une hausse ou une stabilité des prix.

---

(1) En réalité, le public apporte son or à la Banque d'Angleterre, au lieu de l'apporter à l'Hôtel des monnaies, et il reçoit en échange des billets de banque ou une ouverture de crédit d'égal montant, de telle façon qu'on évite l'inconvénient de donner de la monnaie. Les choses se passeraient de la même façon si l'Hôtel était ouvert à l'argent.

(1) Malgré cette déclaration, le Chancelier de l'Echiquier a annoncé le 7 février que le Gouvernement avait résolu de nommer une Commission chargée de déterminer les mesures à prendre pour écarter ou atténuer les maux résultant du manque d'emplois.

Je me réfère, bien entendu, à des hausses ou à des baisses du niveau général des prix, et non à des hausses ou à des baisses anormales dans les prix de certaines marchandises, dues à des causes spéciales.

***

Alors, qu'entend-on réellement par cette expression? Je suis enclin à croire qu'il s'agit d'un manque d'expansion et d'une absence de pouvoir récupératoire.

Je ne nie pas que, en général, le volume du commerce et de la production se soit assez bien maintenu depuis 1873, bien qu'il faille faire d'importantes réserves de détails. Mais on ne saurait prétendre qu'il y a eu expansion : toutes ou presque toutes les statistiques démontrent que le commerce et les industries de la Grande-Bretagne ont été réellement stationnaires pendant les vingt dernières années, ou que là où il y a eu plus value, cette plus-value a progressivement diminué. Je citerai, comme exemple des deux cas, deux grandes industries : le coton et la métallurgie. L'autre jour, le Chancelier de l'Echiquier (après avoir retiré quelques-unes de ses comparaisons comme étant hors de propos) s'est appuyé sur les exportations de cotonnades pour établir si le volume du commerce des cotons avait ou non diminué. Mais que démontrent ces statistiques? Elles indiquent seulement un accroissement pour les cinq dernières années 1890 à 1895, par rapport à la période 1875 à 1880. Mais elles indiquent aussi un décroissement marqué et lamentable d'expansion, comme on le verra par le tableau suivant :

Exportation de cotonnades (*coton en pièces*)

Années	Moyenne annuelle en yards	Augmentation
1875 à 1880......	3.682.600.338	»
1880 à 1885......	4.515.695.560	23 0/0
1885 à 1890......	4.833.657.160	7 0/0
1890 à 1895......	4.975.103.760	3 0/0

Les statistiques du commerce de la métallurgie sont prises dans la circulaire annuelle de MM. W. T. Sargant and Son :

	1873	1894
	En tonnes anglaises	
Exportation de fers et aciers	2.957.813	2.656.125
Produits des mines de plomb anglaises..................	54.235	20.000
Produits des mines d'étain anglaises..................	10.000	8.000

Dans ce dernier cas il y a eu un décroissement absolu de production et si l'on considère que la population du Royaume-Uni s'est accrue de 20 0/0 entre les deux périodes visées par ces tableaux il n'est pas difficile de comprendre — surtout si nous tenons compte de la déplorable condition de l'agriculture — qu'il doit y avoir dépression.

***

En d'autres termes, c'est le manque d'expansion qui constitue réellement la dépression du commerce. C'est là le résultat naturel et inévitable de la baisse des prix. La grande cause fondamentale de la baisse des prix réside dans la contraction relative de la monnaie. En réalité, il y a deux côtés ou deux phases du même phénomène.

Conséquemment il est très important, — si on veut aviser et arrêter la dépression de toutes les industries dans les pays monométallistes-or — de ne rien faire qui puisse contracter davantage la monnaie des peuples. Au contraire, il conviendrait de prendre toute mesure légitime tendant à accroître son volume de façon à encourager et à soutenir nos diverses industries, dans le but, non seulement de maintenir, mais d'augmenter le volume de leur production ; en agissant ainsi on accroîtrait la richesse du pays, ainsi que le bien-être, le bonheur et la prospérité de toutes les classes.

III

L'INDE, PAR SIR DAVID BARBOUR

Il est permis de dire que, depuis 1873, le commerce entre l'Angleterre et l'Inde s'est poursuivi sur les mêmes bases et a été troublé de la même façon que le commerce entre l'Angleterre et les pays à étalon monétaire inconvertible ou papier déprécié.

Les causes qui ont amené les perturbations commerciales ont agi également sur les transactions financières entre les deux pays. Il ne pouvait être question de transférer temporairement le capital d'Angleterre dans l'Inde, alors que le mouvement des changes pouvait rendre impossible son retour sans s'exposer à de lourdes pertes. Un placement très rémunérateur, d'un caractère permanent, attirerait, sans aucun doute, les capitaux vers l'Inde, mais les gens qui ont placé des capitaux dans l'Inde ont, en réalité, subi de grosses pertes. Je ne parle pas, bien entendu des placements effectués dans l'Inde sous la garantie du Gouvernement, car, dans ce cas, les pertes incombent à ce dernier. Mais les Etablissements financiers, ayant un capital et des dépôts en or, qui ont pris des valeurs-argent ou employé leurs fonds en Orient, ont été généralement très éprouvés ; aussi évitent-ils autant que possible, aujourd'hui, les valeurs en argent ou en roupies.

Aux maux causés par les fluctuations du change, sont venus s'ajouter les effets de la grande baisse de valeur de la roupie par rapport au souverain.

Dans chaque pays, les citoyens admettent que leur étalon est absolument stable, et lorsqu'un changement de valeur se produit par rapport à un autre étalon, ils considèrent que ce changement provient entièrement de l'étalon dont ils ne servent pas.

C'est ainsi que, quand l'argent a baissé par rapport à l'or, on était convaincu aussitôt, en Angleterre, que l'argent avait subi une *dépréciation* et on prédisait, avec une pleine confiance, une hausse générale des prix dans les pays à circulation d'argent.

Comme preuve de ce que j'avance, je rappellerai les déclarations faites par feu M. Walter Bagehot devant le *Comité de la Chambre des Communes pour la dépréciation de l'argent* qui siégea en 1876. Sans doute, on ne pouvait alors trouver en Angleterre un homme ayant plus d'autorité en cette matière que M. Bagehot ; toutefois, quand il fit sa déposition, il ne voulait pas admettre qu'au lieu d'une hausse des prix en argent il pouvait se produire une baisse des prix en or.

En réalité, le résultat de la divergence de valeur entre l'or et l'argent a été une baisse des prix en or au lieu d'une hausse des prix en argent.

***

J'ai à examiner, à présent, les effets qu'ont eu, pour le Gouvernement de l'Inde, la baisse de la valeur de l'argent ou la hausse de la valeur de l'or.

Chaque baisse des prix en or a coïncidé avec une baisse du change avec l'Inde, et celle-ci a obligé le Gouvernement de l'Inde à se procurer plus de roupies pour faire face à ses engagements contractés en or. Les charges supplémentaires qu'il avait à supporter de ce chef n'ont pas été compensées par des plus-values correspondantes et équivalentes des recettes en roupies.

J'ai constaté, dans une période de vingt années, pour les finances de l'Inde, quatre crises distinctes et séparées provoquées par la baisse du change. La dernière a été la plus importante et la plus sérieuse. La valeur de la roupie est tombée de près de 24 pence à moins de 13 pence et chaque baisse d'un *farthing* (penny) représente une augmentation de dépenses de 5 millions de roupies pour le Gouvernement de l'Inde. Quand la roupie valait près de 24 pence, une baisse d'un *farthing* était bien moins sérieuse. Un *farthing* représente une proportion bien plus grande pour 13 pence que pour 24 pence.

L'accroissement des charges de l'Inde s'est élevé, pendant les quatre dernières années, à un minimum de 83 millions de roupies, par suite de la seule baisse du change. Je ne suis pas de ceux qui attribuent toutes les difficultés financières de l'Inde à la seule baisse du change, mais une augmentation de 83 millions de roupies pèse lourdement ; elle représente 50 0/0 de plus que le revenu total de l'*Excise* (contributions indirectes) et elle est égale au rendement de la taxe du sel. Sans doute, antérieurement à la période à laquelle je me réfère, la baisse du change avait déjà causé une forte augmentation de charges susceptible de s'accroître encore, malgré la fermeture des Hôtels des monnaies de l'Inde.

***

On ne saurait nier les bénéfices que les chemins de fer procurent à l'Inde ; mais on pourrait les construire plus rapidement que ne le permettent, en l'état actuel, les finances du pays, sans que leur prix de revient soit trop élevé. Nous n'avons qu'à examiner la situation de nos colonies australiennes et celle du Continent américain (y compris les Etats-Unis), pour nous rendre compte des difficultés financières dues au fait de trop emprunter aux pays étrangers. Je désire voir pousser les chemins de fer aussi rapidement qu'on pourra le faire, avec les fonds recueillis dans l'Inde pour leur construction. Mais le Gouvernement de l'Inde n'a aucune excuse pour continuer à emprunter aujourd'hui à l'Angleterre, sous une forme ou sous un prétexte quelconques.

Le système que je préconise est impopulaire ; pourtant, je ne connais aucune autorité en matière financière de l'Inde, dont l'opinion mérite d'être prise en considération, qui verrait avec plaisir augmenter la dette or de l'Inde. Aplanir les difficultés en contractant des dettes est un moyen commode — mais il n'a qu'un temps.

L'Inde, je l'ai déjà dit, n'est pas en faillite et il n'est pas admissible que l'Angleterre laisse les finances de l'Inde dans un état de désordre irréparable, mais, à côté de la faillite, il y a beaucoup de degrés de détresse financière et l'accroissement indéfini des impôts, dans un pays oriental, n'est peut-être pas le moindre des deux maux.

Si, dans l'avenir, on veut préserver l'Inde d'embarras financiers, il faut rompre totalement avec le système qui consiste à accumuler des obligations contractées en or — même en vue de construire plus rapidement les chemins de fer — et à emprunter de l'or, sous une forme directe ou indirecte, dans le but de faire face à des engagements courants.

La Circulation monétaire aux Etats-Unis

On télégraphie de Philadelphie que, d'après les statistiques du Trésor, le montant des différentes monnaies en circulation aux Etats-Unis au 1er juin était de 1.606.175.556 liv. st. soit une moyenne d'environ 23 dollars par tête.

La Question monétaire aux Etats-Unis

La lutte engagée aux Etats-Unis entre les *monométallistes-or*, les *monométallistes-argent* et les *bimétallistes* sur la question monétaire devient, de jour en jour, plus vive et les partisans du double-étalon déploient une activité à laquelle il convient de rendre un juste hommage. Les conférences, discussions contradictoires, articles de journaux, publications variées, etc., soulignent cette campagne si énergique ; nous citerons, parmi les innombrables œuvres répandues dans le public, le *Coin's Financial School* et le *Coin's Handbook* tirées, dès le début, à plus de six cent mille exemplaires.

A côté des *silvermen* qui, dans leur impatience dangereuse, veulent investir le métal blanc du rôle d'agent monétaire, les *bimétallistes* travaillent à créer un courant d'idées favorable à l'extension de l'usage de l'argent, mais avec l'adhésion des principales puissances commerciales.

Il est intéressant, à ce propos, de reproduire l'ordre du jour adopté récemment à Memphis par les partisans de la « saine monnaie » (*sound money*), parmi lesquels on compte le président Cleveland :

« Nous nous déclarons favorables, en l'absence d'un accord international, au maintien de l'étalon d'or existant. *Nous nous réjouirions de l'adoption d'un bimétallisme réel*, mais, en présence des fluctuations continues de l'argent sur le marché libre, nous croyons qu'il est impossible aux Etats-Unis, sans le concours d'autres peuples, d'adopter un étalon bimétallique. Nous pensons, par conséquent, qu'il est imprudent et dangereux, pour les intérêts de la nation, d'essayer d'établir un tel système. *Nous sommes d'avis que le pays doit se tenir prêt à seconder en tout temps les efforts que pourront tenter d'autres puisssances en vue de l'adoption d'un vrai bimétallisme*, mais, entre temps, jusqu'à ce qu'on puisse arriver à une entente, nous nous déclarons favorables au maintien scrupuleux de l'étalon actuel. Nous croyons cependant qu'il faut conserver l'argent actuellement monnayé et même élargir l'emploi de ce métal, en admettant exclusivement celui-ci ou bien des certificats d'argent pour constituer la monnaie inférieure à dix dollars et en autorisant le secrétaire du Trésor à frapper des dollars d'argent jusqu'à ce que la demande du commerce soit satisfaite. »

***

Cette définition de *sound money* donne lieu à d'interminables controverses de l'autre côté de l'Atlantique. Qu'entend on par *sound money?* écrit un de nos confrères, *The American*. Et après avoir posé la question, il tient le raisonnement suivant :

Le dollar d'or n'est pas un dollar honnête (*honest dollar*) ; ce n'est pas de la monnaie saine (*sound money*). En comparant les prix moyens des marchandises on constate que le dollar-or valait, en 1890-91, 30 pour cent de plus qu'en 1870-73, et le 1er juin 1894, cet « honnête dollar » valait 66 pour cent de plus qu'en 1873.

En 1890-91, le dollar-argent, en tant que lingot, valait 1 pour cent de plus qu'en 1870-73, et à la date du 1er juin, il avait — non pas en Amérique, où il est l'auxiliaire de l'or, ou dans l'Inde, où il est considéré comme une marchandise — mais en Chine, exactement la même valeur qu'en 1873. A Shanghaï, à la date du 31 décembre 1894, le dollar-or valait 105 pour cent de plus qu'en 1873 et il achète plus du double des quantités de choses qu'il achetait il y a vingt ans. Au contraire, le dollar-argent achète 3 pour cent moins.

Quel est, dès lors, le dollar honnête ?

	Est-ce le *dollar-or ?* valant	ou le *dollar-argent ?* valant
De 1870-1873.	$ 1 00 à New-York.	$ 1 00 à New-York.
De 1890-1891.	$ 1 30 —	$ 1 01 —
1894, 1er juin.	$ 1 66 —	$ 0 77 1/2 $ 1 00 à Shanghaï.
1894, 31 déc..	$ 2 05 à Shanghaï.	$ 0 97 —

Le dollar-or avait haussé, au 1er juin 1894, de 66 0/0 par rapport aux produits des pays monométallistes-or, et, au 31 décembre 1894, de 105 0/0 par rapport aux produits des pays à circulation d'argent.

Par contre, la dépréciation du dollar-argent ressortait, au 1er juin 1894, à 22 0/0, par rapport aux produits des pays monométallistes-or, et à 3 0/0 par rapport aux produits des pays à circulation d'argent.

Ce n'est plus un dollar-argent de 50 cents, ni un dollar-or de 100 cents, mais un dollar-argent de 100 cents et un dollar-or de 200 cents.

Quelle est donc la monnaie la plus *saine ?*

Est-ce l'argent déprécié de 3 0/0 ou l'or, qui a haussé de 105 0/0 ?

Rétablissez l'argent dans son ancienne fonction monétaire et vous aurez un dollar-or aussi *sain* que le dollar-argent. Alors, mais alors seulement, les deux dollars seront *sains*.

***

La presse bimétalliste des Etats-Unis reproche au Président Cleveland de donner son patronage au Reform Club de New-York et à une propagande de théories erronées, en menaçant de suspension les fonctionnaires qui ne donneraient pas leur appui aux monométallistes-or. Nos confrères américains, entre autres le *World*, estiment que le Président doit appuyer de toute son influence les projets des bimétallistes allemands, dont le programme est seul capable, disent-ils, de prévenir des mesures désastreuses et de calmer l'irritation qui se manifeste de toutes parts.

D'aucuns vont même plus loin :

Les progrès surprenants réalisés par les bimétallistes allemands ont tracé la voie ; les Etats-Unis peuvent aller de l'avant et remonétiser l'argent, avec la certitude que l'Allemagne, aussi bien que la France, seront amenées, sous la pression de l'opinion publique, à suivre aussitôt le mouvement.

Cette thèse a été développée à l'Université de Chicago, dans le courant du mois de mai, par M. William H. Harvey dans les termes suivants :

Nos amis, les monométallistes, disent couramment : « Nous admettons que le *Bimétallisme* serait une bonne chose, à la condition de pouvoir être international. » En d'autres termes, ils admettent qu'il y a un vice radical, mais ils prétendent que nous sommes liés au régime financier de l'Europe. Mais si la législation financière est telle que le plus grand nombre est dépouillé tandis que certains s'enrichissent, c'est là une des institutions des Gouvernements européens que nous, en tant que nation indépendante et républicaine, devons répudier.

Lorsqu'on vient me dire : « Nous sommes obligés d'avoir la même monnaie que les Européens de façon à pouvoir commencer avec eux », je réponds ceci : l'époque où nous avons fait le plus grand chiffre d'affaire avec le monde entier, et particulièrement avec l'Europe, était celle où les autres pays avaient les monnaies d'or et d'argent et où nous n'avions ni l'une ni l'autre.

Si l'or était ramassé dans un coin, ni le Trésor des Etats-Unis, ni les débiteurs ne pourraient faire entrer l'argent en concurrence avec lui. Ils seraient alors obligés de s'adresser aux détenteurs d'or pour s'en procurer et de se soumettre à leurs conditions. Où est le remède ? La Banque des Rothschilds en Angleterre se trouve aujourd'hui derrière le Trésor des Etats-Unis ; ce sont nos agents financiers, nos directeurs financiers. Si on mettait l'argent en concurrence financière avec l'or, le plus tôt possible, une partie de la suprématie de l'or disparaîtrait. La valeur de l'or diminuerait dans une certaine mesure, tandis que les demandes d'argent feraient hausser la valeur du métal blanc. Toutes choses augmenteraient aussitôt de valeur. Nos échanges avec les nations étrangères ne représentent que 4 0/0 de notre commerce total, et notre commerce intérieur absorbe le reste, soit 96 0/0. Que désirez-vous ? Est-ce une législation adaptée aux intérêts de la part de 96 0/0 ou à ceux de la part de 4 0/0 ?

*

On abuse beaucoup, observe le *San Francisco Bulletin*, des termes : *monnaie honnête, monnaie saine, circulation sûre*. L'emploi de ces termes ne convient guère aux monométallistes-or qui, de leur plein gré, ont fait hausser la puissance d'achat de la monnaie des Etats-Unis. Le dollar le plus *honnête* est celui dont la puissance d'achat se rapproche le plus de celle du dollar d'autrefois. Quand le président Cleveland et ses secrétaires, — ajoute le *San Francisco Bulletin*, — appliquent les termes *honnête* et *saine* à la seule monnaie d'or, ils insinuent que tous ceux qui prétendent que la monnaie peut être saine sans être une monnaie d'or sont des coquins. Il s'agit donc de s'entendre; celui-là seul est malhonnête qui veut mettre en circulation un dollar qu'il sait être de qualité inférieure.

Le Dollar-argent au Mexique

Sous ce titre, le *Washington Post* publie un article sur la situation actuelle du Mexique pour démontrer que si, par rapport au dollar-or des Etats Unis, et quand intervient une opération de change, la piastre mexicaine ne vaut plus que 0 doll. 50 cents aujourd'hui, cette dernière monnaie a conservé son plein pouvoir libératoire dans le pays.

L'auteur de l'article, qui a séjourné récemment au Mexique, dit que, dans le premier hôtel de la capitale, on a un superbe appartement (chambre à coucher et salon) pour 2 piastres 50 à 3 piastres par jour, et que le prix d'un landau à 2 chevaux est de 1 piastre 50 l'heure. Dans les restaurants de premier ordre, le dîner le plus recherché ne coûte pas plus de 2 à 3 piastres et au *Jockey-Club*, où l'auteur est descendu lors de son récent voyage, on lui donnait un excellent déjeuner, bien préparé et servi par un chef parisien, pour une piastre.

En résumé, ces dépenses sont, toutes choses restant égales, moitié moins élevées qu'à Washington.

Répondant aux allégations du *Sun* de New-York, journal monométalliste or, le *Washington-Post* démontre — comme l'a fait M. Edmond Théry dans ses travaux et conferences — que la monnaie mexicaine n'est, en aucune façon, dépréciée dans l'intérieur du pays; la dépréciation ne se manifeste que lorsqu'il s'agit d'effectuer des paiements à l'étranger, mais, pour les Mexicains et dans l'intérieur du pays, la piastre a une valeur égale à celle du dollar dans l'intérieur des Etats-Unis.

La Situation monétaire au Chili

Le *Berliner Boersen Courier* assure que toutes les nouvelles pièces chiliennes d'une piastre ont déjà été exportées en Europe, la hausse de l'argent ayant facilité cette opération.

Cet événement, ajoute notre confrère, paraît compromettre le succès de la réforme monétaire chilienne, si le cours du change de Londres ne s'améliore pas sensiblement.

On annonce, d'autre part, un emprunt chilien de 2 millions de livres sterling, dont le produit serait destiné aux achats de métal blanc; déjà le Gouvernement chilien aurait acheté pour 2 millions de piastres de barres d'argent à la Société de la Huanchaca.

L'erreur commise par le Gouvernement chilien a été, nous écrit à ce propos M. Ottomar Haupt, de créer tout d'abord un *peso-or* sur la base d'une parité de 24 pence, tandis que la loi monétaire de 1892 fixait la frappe d'un dollar-argent de 20 grammes à 0.835 fin et de monnaies d'appoint de 20, 10 et 5 cents sur la même base.

Le Gouvernement chilien frappait donc :

1 *peso-or* = 6 grammes, au titre 0.916, ou 5 grammes fin, et, comme monnaie d'appoint :

1 *peso-argent* = 20 grammes, au titre 0.835 ou 16 grammes 70 fin.

Donc, dans le système monétaire chilien, 1 poids d'or correspond à 30.4 d'argent, soit 31 d. par le cours de l'argent à Londres.

L'erreur consiste dans ce fait d'avoir abaissé à 18 pence la parité de la piastre-or, en frappant de la monnaie d'appoint à 16 gr. 70 fin, dont le prix ressort aujourd'hui à 30 7/8 d. l'once standard.

Si le cours de l'argent s'élève à 31 1/2 d., le Chili ne pourra plus conserver sa monnaie divisionnaire. Il est donc impossible, continue M. Ottomar Haupt, de frapper des monnaies d'appoint dans ces conditions, et la nouvelle loi de conversion devra être modifiée de fond en comble, si le Gouvernement chilien veut éviter les plus graves embarras.

En résumé, le Chili a commis deux fautes : la première, c'est d'avoir modifié, dans l'application, la loi monétaire de 1892. La seconde faute, d'une portée beaucoup plus générale, c'est d'avoir considéré comme définitive la baisse de l'argent et d'avoir monnayé ses pièces d'argent sur la nouvelle base.

L'Influence des changes sur le commerce des Iles Philippines

Nous extrayons les appréciations suivantes du Rapport officiel de M. G. de Bérard, notre consul à Manille, sur la situation commerciale des îles Philippines au 31 décembre 1894 :

J'ai expliqué antérieurement les raisons qui avaient fait augmenter l'achat sur les marchés extérieurs des principales productions des Philippines, pendant ces dernières années. Il est certain que les cours des changes ont contribué à cette augmentation, en partie, si ce n'est complètement, comme le croient quelques-uns. La cote si basse de la piastre dans ces îles a permis aux négociants exportateurs de Manille de ne pas hausser leurs prix sur les marchés de Londres, de Hambourg et de New-York, et les acheteurs ont profité de l'occasion pour s'approvisionner abondamment d'abaca, de sucre, de tabac et de cigares; mais cette vogue forcée persistera-t-elle?

Tant que, à l'étranger, on ne trouvera pas les moyens de remplacer les produits des Philippines, oui ; et ce moment-là n'apparaît pas encore à l'horizon, fort heureusement pour le commerce d'exportation et pour les producteurs de ces îles.

Selon toutes les probabilités, nous verrons l'année prochaine les exportations se maintenir aux chiffres des deux années écoulées, ou même éprouver un mouvement en avant plus marqué pour les mêmes motifs : changes avantageux pour les acheteurs étrangers et nécessité de se contenter des produits inférieurs de cette colonie.

Les *importations*, au contraire, subiront une baisse de valeur, si ce n'est de quantités, parce que les consommateurs, perdant une partie de leurs ressources avec la hausse des changes et étant obligés de payer plus cher les articles majorés par les commerçants pour compenser celle-ci, s'abstiendront de faire de nombreuses emplettes, et les commandes à l'extérieur diminueront d'autant.

Il est donc possible que l'écart en faveur des exportations soit encore plus grand que durant la période d'années qui vient de s'écouler, si cette question des changes n'est pas résolue dans un sens favorable à tout le monde.

Ces lignes sont une nouvelle confirmation de la thèse que nous n'avons cessé de soutenir dans l'*Economiste Européen*.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 7 juin 1895.

La baisse s'est accentuée cette semaine ; on a bien constaté quelques velléités de reprise, mais elles n'ont eu aucune durée. Ainsi que nous l'avons toujours dit, les actions des Mines d'or du Transvaal sont des valeurs qui reposent sur une base sérieuse, mais certains spéculateurs sont engagés à la hausse au-dessus de leurs moyens; les liquidations plus ou moins forcées se poursuivent donc sans arrêt et il est probable qu'elles continueront tout au moins dans la première partie de la semaine prochaine.

En effet, la liquidation qui commence demain paraît devoir être assez laborieuse; les brokers ne semblent pas disposés à continuer les reports sur une aussi grande échelle que précédemment. Leur décision ne peut qu'assainir le marché et lui donner une base plus solide, mais elle doit forcément amener une certaine réaction. Par suite de la baisse, le capitaliste pourra profiter d'occasions réelles, mais il ne doit absolument acheter que des titres dont il peut prendre livraison.

Toutes les valeurs ont perdu du terrain, sauf la *Simmer and Jack*, qui s'est maintenue pendant toute la semaine dans les environs du cours de 15 liv.

La *Jumpers* et la *Henry Nourse* qui avaient suivi le mauvais courant général se relèvent aujourd'hui vigoureusement à 5 3/8 et 6 3/16. Une dépêche du Cap vient d'arriver annonçant que ces deux Compagnies ont enfin obtenu gain de cause dans la question des bewardplatzen.

La *New Primrose* a été relativement bien tenue. On vient de découvrir dans le septième niveau de la mine un filon riche qui mesure jusqu'à huit pieds d'épaisseur et offre les mêmes garanties de permanence que les autres filons du Witwatersrand. Dans ces conditions, les administrateurs ont décidé de porter de 160 à 200 le nombre des pilons, ce qui aura pour résultat d'accroître la production et les bénéfices de la Société tout en conservant à la mine, par suite de la nouvelle découverte, une durée d'environ vingt-cinq ans.

La *Glencairn*, qui travaille actuellement avec 70 pilons, est sur le point d'en mettre 30 nouveaux en mouvement. C'est le motif de sa meilleure tenue.

La *New Crœsus* a résisté assez bien sur la nouvelle que la Compagnie venait de commencer son exploitation effective en mettant en marche sa batterie de 60 pilons.

La *Langlaagte Royal*, la *Meyer and Charlton*, la *Durban Roodeport*, la *City and Suburban*, la *Henry Nourse*, la *Wolhuter* sont également sur le point de voir leurs productions s'augmenter par la mise en marche de nouveaux pilons. Les deux Sociétés qui profiteront le plus de cette augmentation sont la *Wolhuter* et la *Langlaagte Royal*.

La *New Comet* viendra s'adjoindre le mois prochain aux Compagnies productrices.

La *Roodepoort deep level* devra mettre ses pilons en mouvement dans le courant de septembre et la *Geldenhuis deep* vers les premiers jours d'octobre.

La *Simmer and Jack* travaillera, sans doute, avec 250 pilons vers la fin de l'année ; la *Wolhuter*, outre les 50 pilons qui doivent être mis en train sous peu, aura, à la même époque, 100 autres pilons sur le point d'être mis en marche. Il faut donc prévoir que le rendement du Witwatersrand, vers la fin de l'année, donnera un chiffre même supérieur à celui que nous donnions la semaine dernière.

Sir Edgar Vincent, retour du Transwaal, est attendu par le prochain paquebot. Sa visite au Cap s'est surtout portée sur le district de Klerksdorp; il ne serait pas étonnant que, lorsqu'il aura communiqué son impression sur ces mines, un mouvement de hausse se produise, notamment sur les *Buffelsdoorn*.

La *Van Ryn* est soutenue par la création de sa filiale la *North Van Ryn*. Parmi les autres valeurs qui ont fait assez bonne contenance, nous pouvons citer la *South West Rand Mines*, la *Langlaagte Estate*, la *Treasury* et la *New Herriot*.

Les valeurs de terrains et les trusts ont subi le contre-coup de la tendance générale et ne nécessitent aucun commentaire.

Paris, le 7 juin 1895.

Bien que nos cours de clôture soient, la plupart du moins, plus élevés que ceux de vendredi dernier, notre *Marché des Mines d'or* affecte une allure lourde qui n'est pas sans contraster avec les velléités de reprise qui s'étaient manifestées en liquidation de fin mai. Cela n'a pas lieu de nous surprendre, la liquidation de Londres étant proche (elle commence demain), et la situation de cette place continuant à laisser à désirer sous plus d'un rapport. Néanmoins, la *New Primrose Gold Mining* s'échange aux environs de 180 francs, en bénéfice de 7 fr. 50 ; *Ferreira*. 425 fr. contre 418 fr. 75 il y a huit jours ; *Randfontein* 51 fr. 87 1/2 contre 51 fr. 56 1/2 ; par contre, *Buffelsdorn* en recul de 4 fr. 37 1/2 à 126 fr. 87 1/2 ; *Robinson* 223 fr. 75 en avance de 1 fr. 87 1/2 ; *Geldenhuis*, 164 fr. 06 1/4 contre 163 francs 12 1/2 ; *Chartered* 95 fr., perdant 2 fr. 50 pour la semaine ; *New Kleinfontein* 130 fr. 62 1/2 contre 135 fr. ; par contre, *Durban Roodepoort* 104 fr. 37 1/2 en progrès de 2 fr. 50 ; de même *Simmer and Jack* en avance du même montant à 375 ; *Lower Roodepoort* sans changement à 20 fr. 25.

La *Great Western Gold Mining* continue à se négocier à 50 fr. ; *Mines de Zapopan* 13 et 14 fr. On annonce que, d'après un télégramme de M. Hillson, administrateur de la Société, il aurait été extrait 217 onces d'or de 204 tonnes de minerai.

Situation Financière générale

France. — La liquidation de fin mai n'avait donné lieu à aucun incident. L'argent a été obtenable à des conditions modérées, et on s'attendait plutôt à une reprise des cours. Malheureusement, la faiblesse de la *Rente Extérieure Espagnole*, en pesant sur le marché entier, a encouragé quelques réalisations et la tenue d'hier des Bourses de Londres et de Berlin, sur les

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	1892	1893	1894	PRODUCTION 1893	1894	1895		COURS DU 31 mai	7 juin
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9 505	3.422	2	938	1 ./.	1 3/16
Bantjes	95.000	1	95 000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3 ./	3 1/8
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg.	40	»	»	40	»	25	21.806	28 812	4	10.682	3 1/16	3 /
City and Suburban	85 000	1	65 000	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	25	46.815	75.264	4	39.074	21 1/4	25 1/4
Crœsus (New)	225.000	1	195 000	16½ — — ..	»	60	»	10	»	»	1.339	»	»	»	2 3/16	2 3/16
Crown Reef	120.000	1	120 000	19 — — ..	90	120	50	55	5	50	82 105	120.542	4	40.427	9 3/4	9 3/8
Durban Roodep.	135 000	1	125 000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	60 635	55.969	4	19.203	7 ./.	7 ./.
East Rand	650 000	1	650 000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	1.758	»	»	4 13/32	4 1/8
Ferreira	45 000	1	43 292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	150	66.108	75.817	4	27 174	16 3/4	16 3/4
Geldenhuis Estate	200 000	1	187.500	190 acres Elandsf. ..	80	40	15	10	25	30	47.431	59 131	4	17 713	6 3/16	6 3/16
Heriot (New)	85.000	1	73.250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	40	22.773	49.494	4	23.105	10 3/4	11 1/2
Henry Nourse	125 000	1	125 000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	22 220	29.245	4	8.933	5 5/8	6 3/16
Jubilee	30.000	1	30 000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	120	30.066	27.071	4	9.211	10 /	10 1/4
Jumpers	100.000	1	100.000	39 — Doornfont.	100	»	»	»	25	55	11.490	63.037	4	18.682	4 3/4	5 3/8
Langlaagte Estate	500.000	1	467.000	31 — — .	160	»	10	20	30	45	104.909	146.159	4	48.857	5 1/8	5 3/16
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres —	50	»	50	45	60	55	34.737	33 858	4	11.038	6 15/16	7 3/8
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11/16	11/16
New Aurora West.	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M. R.	40	»	»	10	5	»	10.686	»	»	»	1 /	1 3/16
— Primrose	240.000	1	240 000	51 cl. Elndsft., Turff	100	»	15	27½	40	40	83.777	89.250	4	44 828	6 7/8	6 3/4
Nigel	160.000	1	159 895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	50	46.007	51.542	4	16.586	6 7/8	6 7/8
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.191	10.949	3	3 073	5 1/2	5 1/2
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvi-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	29.045	42.127	3	12.811	41/6	42/6
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	20 1/4	28 7/8
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kietf	50	»	»	10	15	»	35 451	22 162	4	8.927	3 1/2	3 7/16
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	16	161.133	176 611	4	55 058	8 7/8	8 7/8
Salisbury (New)	100 000	1	93 000	5 claims — .	70	»	»	30	10	»	24.851	20 7 9	4	6.718	4 7/8	4 5/8
Simmer and Jack	85 000	1	83 000	120 acr. Elandsfont. .	100	»	30	40	40	30	39.666	63 033	4	30 313	15 ./.	14 7/8
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. — ..	20	»	55	»	50	100	14.681	16.248	4	4.252	1 15/16	1 3/4
Wemmer	55.000	1	46 300	12½ claims M. R..	30	»	10	»	»	»	24.297	43 110	4	22 860	10 3/4	11 1/4
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — — .	40	50	»	»	»	10	25.948	30.809	4	9.544	6 9/16	6 7/8
Worcester	100.000	1	90.727	10 — — .	40	»	10	17½	15	70	18.527	30.412	4	8.574	4 1/4	4 1/8

nouvelles relatives au nouvel *Emprunt Chinois*, a poussé à quelques ventes. En résumé, la plupart des *Fonds d'Etats* sont ou faibles ou mous, comme la *Rente Extérieure Espagnole*, la *Rente Italienne* et les *Fonds Russes*. Par contre, les actions de nos grandes *Institutions de Crédit* et de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer* sont, en général, fermement tenues. *Rentes Françaises* hésitantes.

Allemagne. — Si les valeurs d'Etat sont restées fermes à la Bourse de Berlin, des réalisations assez importantes ont pesé sur les cours des valeurs locales. Mais le mouvement de recul a été entravé par les bonnes dispositions du marché viennois, si intimement lié à celui de Berlin.

L'escompte hors Banque oscille entre 1 3/4 et 1 7/8 0/0.

Diverses affaires sont en préparation ; en dehors de l'emprunt chinois placé sous la direction de la *Seehandlung*, qui accepte l'adhésion d'autres Banques, on s'occupe de la conversion des obligations agricoles et d'un emprunt de 50 millions de marks 3 1/2 0/0 de ces mêmes lettres remboursable à partir de 1905.

Angleterre. — La situation monétaire du marché anglais ne subit pas de modification et les taux paraissent devoir se maintenir longtemps à un niveau très bas. Quelques faits doivent tendre cependant à réduire les provisions abondantes de la place : ce sont d'abord les versements appelés sur les nombreuses émissions faites depuis quelque temps, ce sont ensuite les importantes émissions qui se préparent : l'emprunt chilien cette semaine, l'emprunt de Terre-Neuve, l'emprunt chinois. Il faut enfin tenir compte de la reprise commerciale qui se manifeste et paraît devoir s'accentuer davantage.

En politique, il n'y a rien à signaler : bien que le Gouvernement ait démenti les projets de dissolution, on continue à envisager cette perspective.

Autriche-Hongrie. — Le marché viennois a été très soutenu et la hausse, interrompue par les fêtes de la Pentecôte, s'est poursuivie depuis mardi. Ce mouvement, facilité par la détente monétaire, est dû surtout, à l'impulsion de la spéculation pesthoise qui semble plus entreprenante, depuis quelque temps, que celle de Vienne. Aussi bien de grosses entreprises sont sur le point d'être réalisées de l'autre côté de la Leith ; citons, entre autres, l'emprunt de 45 millions de couronnes 3 0/0 conclu par le Gouvernement, avec la *Union-Bank* de Vienne, pour les travaux sur le Danube, aux Portes-de-fer.

Les Délégations autrichiennes et hongroises, qui seront reçues aujourd'hui par l'Empereur-Roi, s'occupent des questions budgétaires sur lesquelles nous donnerons la semaine prochaine des renseignements détaillés.

Bulgarie. — Le rendement des impôts, en Bulgarie, accuse, pour le mois de février 1895, une plus-value de 287.135 fr. sur février 1894 ; par contre, les recettes douanières du mois d'avril sont en diminution.

Espagne. — Le marché espagnol a été mal impressionné par les nouvelles de Cuba, où l'insurrection prend des proportions inattendues. De nouveaux renforts partent et on prépare d'autres effectifs.

Nos prévisions optimistes de la semaine dernière se trouvent ainsi détruites, en partie.

La *Banque d'Espagne* va faire une nouvelle avance de 15 millions de pesetas, gagés sur des billets hypothécaires de Cuba.

Les recettes de la *Hacienda* du mois de mai sont en moins-value de 551.800 pesetas ; pour les douanes, la diminution est de 2.704.894 pesetas. Mais la situation budgétaire tend à s'améliorer.

Italie. — Après une période de reprise, les Bourses italiennes fléchissent légèrement en fin de semaine. Notre correspondant de Rome nous envoie le résumé du nouveau règlement relatif à la fabrication et à la garde des billets de banque ; c'est, en somme, une véritable tutelle imposée aux Etablissements d'émission, car les billets seront enfermés dans des caisses à trois serrures, dont les clefs resteront entre les mains de trois agents de l'Etat distincts.

Les tribunaux italiens continuent à donner satisfaction aux porteurs d'obligations, en rejetant l'application de la fameuse clause Antonelli et en mettant à la charge des débiteurs (villes ou provinces) la surtaxe sur la richesse mobilière.

Roumanie. — La conversion de 5 en 4 1/2 0/0 des quatre emprunts extérieurs ou intérieurs de la ville de Bukarest, dont nous avons parlé à plusieurs reprises, peut être considérée comme un fait accompli. Le Syndicat allemand a traité ferme au cours de 95.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	31 mai			7 juin		
	Derniers Cours	p. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)	102 40	34 13	2 92	102 47	34 15	2 92
Consolidés anglais (ch. f. 25 fr. 20)	106 60	38 76	2 57	106 10	38 58	2 59
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)	103 20	25 80	3 87	103 ..	25 75	3 88
Belgique 3 %	101 25	33 75	2 96	102 30	34 10	2 93
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.)	72 20	18 05	5 54	69 30	17 32	5 77
Grèce 5 % 1881 (en suspension)	175 »	» »	» »	175 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam)	100 87	28 82	3 46	101 12	28 89	3 46
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)	104 40	26 10	3 83	104 50	26 12	3 82
Italie 4 % net	89 65	22 41	4 46	89 10	22 27	4 48
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)	96 »	32 »	3 12	96 75	32 25	3 10
Portugal 3 % (1 fr. net)	25 50	25 50	3 92	25 80	25 80	3 87
Roumanie 5 %	101 30	20 26	4 93	102 50	20 50	4 87
Russie 3 % or 1891 libéré	93 40	31 13	3 21	92 60	30 86	3 23
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)	68 50	13 70	7 29	68 ..	13 60	7 35
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)	101 40	25 35	3 94	102 ..	25 50	3 92
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	102 05	34 01	2 93	101 40	33 80	2 95
Turquie convertie 1 % série D.	25 77	25 77	3 88	25 70	25 70	3 89
— Priorité 4 % 1890	497 »	24 85	4 02	497 50	24 87	4 02
Consolidé Prussien 3 % (à Berlin)	99 »	33 »	3 03	99 10	33 03	3 02

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — L'Alcoolisme et la Réforme des boissons. — La Commission du Budget. — Les Services maritimes postaux de l'Algérie et de la Tunisie. — Le Retour du Président de la République.

La discussion de la réforme du régime des boissons a fourni au docteur Lannelongue l'occasion de prononcer jeudi, à la Chambre, sur la question de l'alcoolisme, un discours vraiment remarquable.

Il indique deux phases dans l'histoire de l'alcoolisme. La première, antérieure à 1855, est la phase des eaux-de-vie naturelles. Jusqu'alors, en effet, on ne connaissait guère que l'eau-de-vie produite par la distillation des fruits. Les statistiques démontrent qu'on en consommait alors douze fois plus que de l'autre, soit 892.000 hectolitres contre 75.000. Cet alcoolisme, très différent de l'alcoolisme actuel, entraînait rarement de fâcheuses conséquences.

Après 1855, l'alcool de vin manque tout à coup ; alors apparaît l'alcool de grain, et la consommation, en quelques années, passe de 1 litre 46 à 4 litres 56. C'est précisément l'époque où crimes et délits augmentent dans des proportions considérables.

M. Lannelongue signale ensuite l'influence néfaste de l'alcoolisme sur la natalité et celle non moins redoutable au point de vue atavique.

Il envisage la nocivité des liqueurs : absinthes, bitters, vermouths, plus dangereuses encore que l'eau-de-vie « parce qu'elles dissimulent leur danger sous un arôme agréable qui les fait adopter par le consommateur ». Le buveur d'absinthe est doublement empoisonné, par l'alcool d'abord, puis par les essences qu'elle renferme.

Indépendamment de ce danger, l'alcool présente d'autres inconvénients : il coûte très cher au pays. C'est

le peuple qui paye ; c'est le salaire de l'ouvrier qui est absorbé. D'après M. Guillemet, l'alcool coûte 1 milliard 200 millions aux ouvriers. M. Roussel a raison de dire que l'alcoolisme est le principal facteur du paupérisme.

Que deviendra l'humanité, en présence de ce fléau de l'alcoolisme très récent et dont les effets sont déjà épouvantables ? Ne risque-t-elle pas d'être emportée par lui, de disparaître ?

Pour lutter contre lui, il y a d'abord les moyens moralisateurs : cours, conférences, commentaires faits à l'école par l'instituteur, sociétés de tempérance, etc. Il y a ensuite les moyens législatifs. Divers systèmes ont été essayés dans les Etats étrangers : augmentation de l'impôt, diminution du nombre des débits, monopole, mais aucun n'a donné de résultat bien appréciable.

La question fiscale est liée à la question hygiénique : on ne peut résoudre l'une sans l'autre. Aussi était-il indispensable de les poser en même temps.

Pour assurer le contrôle hygiénique dans les meilleures conditions possibles, M. Lannelongue demande que ce contrôle soit exercé chez le débitant. Ce dernier vendra alors de l'alcool de meilleure qualité et les bouilleurs de cru ne pourront plus placer aussi facilement leurs marchandises suspectes. Chaque député a un devoir plus élevé que celui de rechercher dans l'alcool une ressource fiscale, ce devoir c'est de protéger l'homme, le travail de l'homme, la descendance de l'homme.

« Q'on ne l'oublie pas, dit en terminant M. Lannelongue, le dernier mot de tout appartiendra à la sobriété. »

Le 1er juin, la Chambre des députés a discuté l'interpellation Rouanet et Jaurès « sur les lenteurs apportées dans la répression des actes délictueux ou criminels relevés dans l'administration des Chemins de fer du Sud ». L'ordre du jour de confiance a été adopté par 266 voix contre 181.

Le Ministre de la marine a été entendu, le 4 juin, par la Commission du Budget au sujet de l'avis financier qu'elle a à donner sur la convention conclue par le Ministre du commerce pour les services maritimes postaux de l'Algérie et de la Tunisie.

Après le départ de l'amiral Besnard, la Commission a voté la motion suivante ;

« La Commission du Budget est d'avis qu'il y a lieu :

« 1° D'autoriser le Ministre du commerce, de l'industrie et des postes et télégraphes à assurer la continuation des services maritimes postaux entre la France, l'Algérie et la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, dans les conditions du marché actuellement en cours et pendant une durée d'un an, à dater du 1er juillet 1895, moyennant une subvention qui ne pourra être supérieure à 1.900.000 fr. ;

« 2° D'assurer le transport des dépêches entre la France, l'Algérie, la Tunisie, la Tripolitaine et le Maroc, à dater du 1er juillet 1896, par des services libres de bateaux français, moyennant des prix de transports et des primes de vitesse dans la limite du crédit annuel de 880.000 francs inscrit au chapitre 21 du budget des postes et des télégraphes et dans des conditions à fixer par un décret du Président de la République, sur la proposition des Ministres des postes et télégraphes, de la guerre et de la marine. »

M. Doumer a été nommé rapporteur. Le rapport a été déposé, le 5, sur le bureau de la Chambre.

La Chambre a repris, le 5 juin, la discussion sur le régime des boissons. M. Dupon a combattu le projet de loi et défendu les bouilleurs de cru. M. Krantz est partisan convaincu de la réforme des boissons, mais il n'accepte pas certaines dispositions qui font peser tout le poids de cette réforme sur les bouilleurs de cru.

M. Rivet votera contre le projet. M. Plichon défend ensuite les distillateurs du Nord. Quant à la surtaxe sur l'alcool, il faut la conserver comme une mesure précieuse pour le cas où la France aurait besoin d'une ressource suprême.

M. Trouillot défend les bouilleurs de cru. Il repoussera le projet.

La suite de la discussion a été renvoyée à jeudi.

Dans la séance du 6 juin, à la Chambre, M. Lechevallier demande que l'on n'aggrave pas les charges de l'agriculture et invite la Chambre à repousser purement et simplement le projet qui lui est soumis.

Le rapporteur, M. Salis, prend ensuite la parole. Il estime que le projet remédiera au mal grandissant de la fraude. Si la Chambre ne l'adoptait pas, la réforme des boissons, depuis si longtemps tentée, serait pour longtemps encore compromise. Le monopole de l'alcool est peut-être juste dans son principe ; en tout cas, il est actuellement inapplicable et le projet proposé est un acheminement vers son application possible.

Puis, M. Delafosse défend à nouveau les bouilleurs de cru.

M. Lannelongue fait à la Chambre un exposé très détaillé et très scientifique de la question de l'alcoolisme dont nous donnons plus haut une analyse succincte.

La suite de la discussion a été renvoyée à la séance d'aujourd'hui.

Le Président de la République est rentré, le 6, à Paris.

Marché Financier. — Ainsi que nous le laissions pressentir il y a huit jours, l'argent, en liquidation de fin mai ne s'est pas montré exigeant. A quoi faut-il alors attribuer la lourdeur pour ainsi dire générale de ces derniers jours ? Plusieurs causes sont à invoquer. Tout d'abord nous approchons de la date à laquelle nombre de gens d'affaires fixent leur départ annuel, et la stagnation des affaires s'impose presque. Or, la stagnation engendre difficilement la hausse. Puis, nous nous sommes trouvés en présence de diverses nouvelles relatives à l'insurrection de Cuba, nouvelles au moyen desquelles on a violemment pesé sur le cours de la Rente Espagnole. Le recul de cette valeur n'a pas été sans impressionner le reste du marché. Enfin sont venues de Londres des dépêches annonçant que la Russie se serait engagée à faire un prêt à la Chine à l'aide de capitaux qu'elle se procurerait à l'aide d'un Emprunt spécial de 400 millions de francs. Et sur cette information on s'est alourdi sur toute la ligne. Ajoutons que nous croyons savoir, ainsi qu'on le verra plus loin aux *Questions du Jour*, qu'il s'agirait d'un Emprunt non encore définitif toutefois, à contracter directement par la Chine sur les marchés de Paris et de Saint-Pétersbourg, mais garanti par la Russie.

★ ★ La *Rente 3 0/0 Française* est à 102 47 1/2, gagnant ainsi 7 1/2 centimes pour la semaine, mais sans tenir compte du report qui s'est élevé à 20 et 22 centimes, soit 21 centimes cours moyen. En réalité donc il existe une moins-value de 13 1/2 centimes, due à la tenue hésitante du comptant. L'approche du coupon trimestriel de 0,75 centimes n'exercera encore comme on le voit, aucune influence. *Primes* très détendues. *Ecarts* fin du mois : 15 centimes dont 0,50 centimes ; 30 centimes dont 0,25. *Ecarts* fin juillet : 0,62 1/2 à 0,65 centimes dont 0,50 centimes.

La *Rente 3 1/2 0/0* dont le *report moyen* a atteint 21 1/2 centimes se tient à 107 50, contre 107 55, soit, tout compris, en réaction de 26 1/2 centimes. *Rente 3 0/0 Amortissable* 101 10 avec un report de 21 centimes, contre 101 25 vendredi dernier.

★ ★ Les actions de la *Banque de France* clôturaient, vendredi dernier, 3.630 fr. Elles sont, actuellement, à 3.555 après 3.650 au plus haut. Il faut dire ici que le *comptant* ne suit pas tout à fait, ce qui semblerait indiquer que l'on renouvelle certaines attaques systématiques contre notre première Institution de crédit.

Mentionnons également que les bénéfices nets des escomptes et intérêts divers des vingt-quatre premières semaines du premier semestre en cours se montent à 2.115.038 fr. contre 5.348.638 fr. en 1894, 4.294.900 fr. en 1893, 6.206.464 fr. en 1892, 10.053.092 fr. en 1891, et 7.217.420 fr. en 1890.

★ ★ Comme il fallait s'y attendre, les actions du *Crédit Foncier de France* sont en reprise à 905 fr. gagnant ainsi, pour la semaine, 11 fr. 25.

Les *Obligations Foncières et Communales* ne le cèdent en rien, comme fermeté, aux actions du *Crédit Foncier*. L'*Obligation Foncière 1877* conserve son cours de 402 fr. ; *Communales 1879* échangées aux environs de 502 fr. ; *titres estampillés* sans changement à 488 25 ; *Foncières 1879* en avance de 1 fr. à 498 50 ; par contre, *Communales 1880* en recul du même montant à 498 75 ; *Foncières 1883*, très recherchées à 471, en bénéfice de 5 fr. 50 pour la semaine ; *Foncières 1885*, 497 25 contre 496 50 ; *Cinquièmes*, 101 50 en

progrès de 50 centimes; *Communales 1891 tout payé*, au même cours de 396 50; *Communales 1892 entièrement libérées*, 507 50, sans variation, mais demandées; *Obligations Foncières 1895*, 490 50 comme il y a huit jours; *Bons à Lots 1887* au même cours de 78 francs; *Bons 1888* un peu plus mous à 70 fr., en légère réaction de 1 fr. 25.

★ ★ La liquidation de fin mai n'a que peu influencé les actions de nos grandes Sociétés de crédit qui maintiennent, en général, facilement leurs cours. Quelques-unes même sont en avance, comme la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, qui passe de 795 fr. à 802 50, après 805 fr. au plus haut. *Crédit Lyonnais*, 820, en bénéfice de 5 francs. Son bilan au 30 avril paraît, à première vue, moins favorable que celui établi au 30 mars. Cependant, il faut remarquer que le chiffre global des affaires diffère peu de la situation dressée en fin du mois précédent. *Comptoir National d'Escompte* 585 fr. contre 588 75.

On s'est beaucoup entretenu — sans s'en préoccuper du reste — d'un jugement que va rendre le Tribunal de première instance, dans un procès intenté à cet Etablissement par des porteurs d'*Emprunt Dom Miguel*. On estime que gain de cause sera donné au *Comptoir National*. Ajoutons qu'un nouveau bureau de quartier vient d'être ouvert par cette Institution, dans Paris. *Crédit Industriel et Commercial*, 559 50 contre 559; *Société Générale*, au même cours de 496 25. Nous rappelons que c'est aujourd'hui que ces deux Sociétés ouvrent leurs guichets à l'émission des 50.000 *Obligations 5 0/0* de la *Compagnie du Chemin de fer de São-Paulo et Rio-Grande*, dont nous parlions il y a huit jours dans un article spécial.

La *Banque Internationale de Paris* est calme, mais ferme à 548 75, gagnant ainsi 1 fr. 25; *Banque Parisienne*, 424 fr. contre 422; *Banque de l'Algérie*, presque au même cours de 764 fr.; *Groupe des Immeubles*, très ferme. Dans son audience de jeudi dernier, le Tribunal de commerce de la Seine a, par un jugement longuement motivé, homologué le concordat intervenu entre la *Société des Immeubles de France* et ses créanciers. Le Tribunal, en déboutant les demandeurs de leur opposition, a fait ressortir les avantages que présente ce concordat pour les créanciers, par suite de la réduction d'intérêts consentie par le *Crédit Foncier de France*. *Actions*, 33 fr. contre 32 il y a huit jours; *Obligations foncières remboursables à 1.000 francs*, 158 fr., gagnant 2 fr.; *Obligations 4 0/0*, 182 fr., en bénéfice de 2 fr. également; *Obligations 350 fr. payés*, sans changement à 248 fr.

La *Société Foncière Lyonnaise* passe de 344 50 à 345; *Sous-Comptoir des Entrepreneurs*, 103 fr. contre 102 50. Nous nous reportons à l'article publié plus loin sur cette Société. Disons ici que le Sous-Comptoir, d'après les déclarations verbales faites à l'assemblée du 30 mai, n'aurait pas acquis, comme on le croyait, des titres du *Verdon*, ses statuts limités lui interdisant cette sorte d'opérations. *Crédit Mobilier*, 83 75 contre 85 fr.

La *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens*, qui reste indifférente aux incidents politiques dont s'émeut le marché de Vienne, progresse de 3 fr. 75 à 598 75; *Banque Hypothécaire d'Espagne*, 500 fr.

★ ★ Pour la 21e semaine de 1895 (du 21 au 27 mai), les recettes de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer* accusent une plus-value de 518.224 fr. 24 sur celles de la période correspondante de 1894. Toutes les lignes concourent à cette augmentation, sauf l'*Ouest*. A l'heure actuelle, la moins-value depuis le 1er janvier, sur l'année dernière, n'est plus que de 2.226.032 fr. 81.

En ce qui regarde les actions, disons que la fermeté de ces titres ne se dément pas. Le *Midi* passe de 1.320 et 1.322 à 1.329; l'*Orléans*, que nous laissions à 1.570 et 1.575, s'établit à 1.579; *Nord*, en avance de 10 fr., à 1.845; *Lyon* 1.472 50, contre 1.470 vendredi dernier; *Ouest* 1.094, en bénéfice de 2 francs; par contre, *Est* 960 francs, en recul de 4 francs. Sans attendre que la question relative à la conversion des *Obligations 5 0/0* de cette Compagnie soit tranchée, le Gouvernement, escomptant toute décision judiciaire, admet *de plano* la légalité de l'opération, et fait entrer dans l'exposé des motifs du budget de 1896 l'économie de 400.000 fr. qui en résulterait.

Les titres du *Sud de la France* sont mieux, conséquence du vote émis samedi dernier à la Chambre des députés et dont nous avons parlé plus haut dans notre *Situation*. *Actions* 276 50 contre 271; *Obligations 3 0/0* 430 fr. 50, en progrès de 14 fr. 50.

★ ★ Les actions du *Canal maritime de Suez* sont revenues de 3.245 à 3.210 pour reprendre à 3.255 et clôturer à 3.235. Nous nous reportons à l'article que nous publions plus loin sur cette entreprise. *Parts Civiles* 2.230 contre 2.235 *Compagnie Parisienne du Gaz* 1.077 50, en légère moins-value de 2 fr. 50; *Entrepôts et Magasins Généraux de Paris* 580, en bénéfice de 5 francs.

Les *Messageries Maritimes* sont à 605 francs sans changement, si on tient compte du coupon de 15 francs qui vient d'être détaché. Nous avons parlé, il y a huit jours, des pouvoirs donnés au Conseil d'administration en vue d'une émission de 45 millions de francs en nouvelles obligations de 500 fr. Ajoutons que le Conseil d'administration a, par suite, toute latitude pour déterminer l'intérêt attaché aux nouveaux titres, les conditions de leur amortissement, et pour procéder soit par séries, soit par aliénations successives, à leur émission directement ou avec le concours des banquiers ou des Institutions de crédit. *Chargeurs Réunis* au même cours de 1.260. En remplacement du *Dom Pedro* perdu, la Compagnie va mettre sur chantiers un bateau dont les plans tiendront compte des derniers perfectionnements. *Compagnie Générale Transatlantique* 361 25 contre 360.

Les actions des *Nitrate Railways* que nous laissions à 432 50 à terme et à 440 au comptant s'inscrivent, respectivement à 423 75 et à 425; *Lagunas Nitrate* en reprise à 140 fr.; *Lautaro* également mieux à 195 fr., gagnant 2 fr. 50; *Compagnie Générale des Nitrates* 113 75 contre 108 75. Des renseignements parvenus il ressort que les expéditions de nitrate du Chili, pendant le mois de mai, se sont élevées à 82.000 tonnes (dont 71.000 pour l'Europe et 11.000 pour l'Amérique) contre 83.500 en avril (dont 76.000 pour l'Europe et 7.500 pour l'Amérique). Quant au *flottant* pour l'Europe et aux *stocks* en Europe au 31 mai, ils atteignent 286.000 tonnes contre 288.700 au 30 avril. A remarquer qu'au 31 mai 1892, ce *flottant* et ces *stocks* se chiffraient par 298.000 tonnes.

Les *Omnibus de Paris* progressent de 1.070 à 1.080; *Voitures à Paris* 566, contre 566 50; *Compagnie Française des Métaux*, en moins value de 10 fr. à 275 fr. On s'occupe de l'action *Cail*, qui de 220 revient à 215 francs, bien que l'on paraisse vouloir escompter la part que pourra éventuellement prendre cette Société aux travaux à exécuter pour la prochaine Exposition de 1900. Toutefois il est hors de doute que pour les soumissions à intervenir en cette occasion, on se trouvera en présence de concurrents sérieux. *Grande Distillerie Cusenier*, 720 contre 725; *Compagnie Française des Mines d'or*, 131 25, en bénéfice de 1 fr. 25.

Les *Lots du Congo*. 100 fr. contre 102 50. *Rio-Tinto*, 417 50 contre 407 50. On reconnaît, à Londres, l'exactitude de ce que nous avons annoncé dans un article paru dans l'*Economiste Européen* du 25 mai, à savoir que, dans ces derniers temps, nos voisins d'Angleterre ont beaucoup acheté d'actions *Rio-Tinto*, alors que la place de Paris ne faisait que vendre. Toutefois, nos confrères d'outre-Manche semblent se tromper en avançant que les affaires françaises ont un caractère de spéculation bien prononcé. Nous ne croyons pas, en effet, qu'il existe une place qui, plus que Paris, soit, en principe, à même de fournir ou l'argent ou le titre, qu'il s'agisse ou d'achats ou de ventes. En tout cas nous sommes satisfaits de voir que, même à Londres, on trouve que l'on joue trop facilement de la fameuse entente entre les producteurs de cuivre, entente qui

est, tantôt *un fait accompli*, et tantôt abandonnée, selon les besoins de la cause.

Le groupe *Corinthe* est un peu plus mou. L'action de la *Société Hellénique* cote 110 fr. contre 111, pendant que les *Obligations 6 0/0* reviennent de 184 fr. à 180. Une dépêche d'Isthmia donne, pour la décade du 23 mai au 1er juin courant, une recette de 8.578 drachmes et de 1.887 fr. en or pour 97 bateaux jaugeant 18.890 tonnes.

Les actions *Wagons-Lits* cotent 396 50 contre 397 50 il y a huit jours. Cette Société convertit décidément ses obligations 5 0/0 des *Séries B* et *C*, remboursables respectivement les 1er juillet 1895 et 1er juillet 1896, en obligations 4 0/0 amortissables en 22 ans. Les porteurs de ces titres ont à opter, dans la première quinzaine de juin, entre le remboursement au pair et l'échange de leurs obligations 5 0/0 contre les nouvelles obligations 4 0/0. Nous devons à la vérité de reconnaître que cette combinaison, qui concorde avec le renouvellement et la conclusion des contrats dont nous parlions dans l'*Economiste Européen* du 25 mai, allège considérablement les charges actuelles de la Compagnie.

Les *Grands Moulins de Corbeil* sont calmes à 425 francs. Un différend, qui s'était élevé entre la Société et le Ministère de la guerre au sujet du refus de farines par l'Administration, vient de recevoir sa solution. Le Conseil d'Etat, en effet, a rendu un arrêt qui donne satisfaction à la Société, qui a maintenant à faire état de l'indemnité qui lui est due pour le refus dont elle a eu à souffrir. L'action *Malfidano*, ex-coupon de 30 fr. 24 au nominatif et de 29 fr. 10 au porteur, se tient à 910.

★ ★ Les *Fonds Brésiliens* sont plutôt calmes. Cependant le *4 1/2 0/0 1888* s'inscrit à 78 75, contre 78 25. Par contre, *4 0/0 1889* plus mou à 74 25, en recul de 50 centimes.

★ ★ La *Rente Extérieure Espagnole* a été fortement dépréciée cette semaine. De 72 20, elle est tombée un moment à 69 30 et clôture ainsi. Divers bruits ont été mis en circulation. On a d'abord prétendu que la position à la hausse d'un gros spéculateur était visée; puis on a prétendu que les coupons des billets hypothécaires 6 0/0 de l'île de Cuba, garantis par les revenus de l'île et par le Gouvernement espagnol, seraient réduits à 2 0/0. Rien n'est venu confirmer cette rumeur. La vérité est que le Gouvernement espagnol a besoin de nouveaux crédits pour l'expédition en cours, et qu'il se prépare à envoyer de nouveaux renforts à Cuba.

★ ★ La *Rente Italienne* a été, elle aussi, mouvementée. Elle revient à 89 65, mais clôture un peu mieux à 89 10. Le *report* a été relativement minime en liquidation. Il a débuté à 9 centimes et n'a pas dépassé 13 c.

★ ★ Au dernier moment, les *Fonds Russes*, sur les nouvelles concernant le nouvel *Emprunt Chinois*, ont eu à supporter des ventes pour le compte de Berlin. Ils clôturent donc tous en réaction. *Orient 4 0/0*, 68 fr., en perte de 0 25 centimes; *Consolidés 1re et 2e séries*, 102 50 contre 102 75; *Russe 3 0/0 1891* et *2e Emission 1894*, 92 60, perdant ainsi 80 centimes; *Russe 3 1/2 0/0*, 97 75 en recul de 75 centimes.

★ ★ Le *5 0/0 Serbe 1890*, que nous laissions à 68 50, cote 68. Rien de nouveau à signaler du côté de Belgrade. *Valeurs Ottomanes* sans grandes variations, sauf le *Turc B* qui passe de 44 50 à 45 15. *Turc C* 28 15, en bénéfice de 10 centimes; par contre, *Turc D* en moins-value de 7 1/2 centimes, à 25 70; *Douanes* 514, contre 513 75; *Ottomanes 4 0/0 1894* 485, en plus-value de 2 fr. 50. *Banque Ottomane* sans changement, à 726 fr. C'est le 26 courant que les actionnaires de cet Etablissement se réunissent en assemblée générale annuelle.

L'obligation *Smyrne-Cassaba* progresse de 442 à 445 francs. Obligations 3 0/0 *Salonique-Constantinople* 323 et 325 fr. L'assemblée générale des actionnaires de cette Compagnie a eu lieu le 28 mai, sous la présidence de M. le commandant Berger. L'exploitation de ce chemin de fer, d'une si haute importance pour le développement des communications entre les grands centres de Salonique et de Constantinople, est ouverte sur une longueur de 227 kilomètres, c'est-à-dire de Salonique à Angista, et de Karasouli à Kilindir. La ligne entière sera achevée dans quelques mois, longtemps avant la date extrême fixée, malgré les difficultés techniques à vaincre et les nombreux travaux d'art à exécuter, et grâce à la protection spéciale accordée à cette entreprise par le Sultan lui-même.

QUESTIONS DU JOUR

LES ACTIONS DE 25 FRANCS

Dans notre étude sur la *Fièvre aurifère* (no 169, 6 avril 1895), nous avons dit :

« Pour notre part, nous ne demandons pas que l'on interdise en France la négociation des actions de Mines d'or : nous estimons que certaines de ces entreprises, parfaitement étudiées, créées et dirigées par des hommes compétents et honorables, peuvent, doivent donner d'excellents résultats... si ces résultats ne sont pas majorés outre mesure. Et comme notre loi monétaire (le monométallisme-or) nous oblige à prendre à *cours forcé* tout le métal jaune qu'il convient aux mines sud-africaines et australiennes de nous envoyer en France, il est rationnel que les Français puissent devenir propriétaires d'une portion de ces entreprises que nous protégeons d'une manière si parfaite.

« Mais nous avons cependant le droit et le devoir de réclamer à leur égard un contrôle sévère qui permette au public d'apprécier les conditions de leur création ou de leur fonctionnement et qui leur garantisse, au moins, l'existence, la constitution légale, les noms des membres du Conseil d'administration et des directeurs et la marche régulière de l'exploitation. Enfin, nous devons également exiger que ces valeurs étrangères paient tous les impôts qui frappent nos propres valeurs nationales.

« La solution de ce double problème ne peut être donnée que par une modification de la loi 1867-1893 et du décret de 1880-1893, modification permettant de négocier *officiellement* les actions des Sociétés françaises et étrangères d'une valeur nominale de 25 francs, quel que soit leur capital social. »

Depuis cette époque, la publication du Rapport de M. Aubert, consul de France à Prétoria (Transwaal), que nous avons analysé dans notre no du 11 mai, a fait réfléchir ceux de nos compatriotes qui s'étaient lancés tête baissée dans la spéculation sur les Mines d'or. Les positions se sont considérablement allégées, la tendance de notre place est beaucoup plus calme, plus réfléchie : Le moment nous paraît donc propice pour reprendre la question au point où nous l'avions laissée.

La loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés par actions stipulait que ces Sociétés ne pouvaient diviser leur capital social en actions ou coupures d'actions de moins de 100 francs lorsque ce capital n'excédait pas 200.000 francs, et de moins de 500 francs s'il était supérieur à 200.000 francs.

Le texte de la nouvelle loi, votée par la Chambre des députés sur le rapport de l'honorable M. Clausel de Coussergues, et portant modifications à la loi de 1867, avait décidé que les actions des Sociétés pourraient, à l'avenir, être ramenées à 25 fr. quel que fût le montant de leur capital social.

Mais le Sénat, sur un amendement de l'honorable M. Poirrier, sénateur de la Seine, releva le taux minimum des actions à 100 fr., ne laissant qu'aux seules Sociétés constituées au capital de 200 000 fr., et au-dessous, le droit de diviser ce capital en coupures de 25 francs.

La première conséquence de cet amendement (accepté par la Chambre des députés, quand la loi revint du Sénat, et inséré dans l'article 1er de la loi du 1er août 1893 à laquelle nous faisions allusion dans notre étude précédente) est celle-ci :

« Il est interdit de constituer des Sociétés fran- « çaises avec des actions de 25 francs quand le « capital de ces Sociétés est supérieur à 200.000 « francs. »

Mais la promulgation de la loi du 1er août 1893 nécessitait, par voie de répercussion, la modification du décret du 6 février 1880 *relatif à la négociation en France des valeurs étrangères*, et un nouveau décret, portant la date du 1er décembre 1893, a décidé :

Article premier. — L'article 4 du décret du 6 février 1880 est modifié ainsi qu'il suit :

Les actions (étrangères) admises à la cote ne peuvent être de moins de 25 francs lorsque le capital des entreprises n'excède pas 200.000 francs, ni de moins de 100 francs si le capital est supérieur à 200.000 fr., etc...

La deuxième conséquence de l'article premier de la loi du 1er août 1893 est donc d'interdire la négociation en France des actions étrangères de 25 fr., lorsque le capital des Sociétés créées est supérieur à 200.000 fr.

Nous savons bien que certains de nos confrères prétendent que le décret du 6 février 1880, de même que le décret du 1er décembre 1893, ne vise que l'inscription à la cote officielle des actions étrangères, c'est-à-dire leur négociation par ministère d'agents de change, et que la jurisprudence actuelle ne qualifie pas de *délictueuses* les transactions effectuées hors parquet. Sans discuter le bien fondé de cette assertion, nous ferons cependant remarquer que le titre même du décret du 6 février 1880, textuellement reproduit dar le décret du 1er décembre 1893 :

« *Décret concernant la négociation, en France,* « *des valeurs étrangères,* »

ne semble point admettre cette subtilité juridique.

Les trois mots : *négociation en France*, embrassent évidemment toutes les opérations concernant les valeurs étrangères, car, s'il en était autrement, la jurisprudence consacrerait la plus singulière des anomalies.

Comment, la loi interdirait de créer en France des Sociétés avec des actions ou coupures d'actions de 25 francs, quand le capital de ces Sociétés serait supérieur à 200.000 fr.; un décret spécial, rendu en Conseil d'Etat, interdirait la *négociation officielle* des actions étrangères du type proscrit par la loi française... et la négociation *non officielle* de ces mêmes actions étrangères serait permise !

Si ce *distinguo* était admis par la jurisprudence, il en résulterait nécessairement une incitation permanente à aller créer à l'étranger des Sociétés (en violation de la loi française du 1er août 1893), dont les actions pourraient cependant être absorbées par des portefeuilles français, puisque leurs achats et leurs ventes seraient permis en France à la seule condition de ne point s'effectuer par ministère d'agent de change.

Les conséquences directes de cette jurisprudence seraient donc :

1° Une double perte pour le Trésor, car ces Sociétés, créées à l'étranger, échapperaient d'abord aux frais de constitution imposés aux Sociétés françaises; puis la circulation de leurs titres en France s'allégerait d'une partie des charges fiscales qui pèsent actuellement sur les actions et obligations françaises;

2° La suppression radicale de toutes les garanties de contrôle et de surveillance que le décret du 6 février 1880 a instituées au profit du public et du Trésor français, relativement aux actions des Sociétés étrangères dont l'inscription à la cote officielle est demandée.

Quels sont, en effet, les principes fondamentaux de ce décret? Ils sont contenus dans les articles ci-après :

Article premier. — Les Chambres syndicales des agents de change, à Paris ou dans les départements, accordent, refusent, suspendent ou interdisent la négociation, à leurs Bourses respectives, des actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, émanant de Sociétés, Compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères et tous autres établissements étrangers.

Art. 2. — La Chambre syndicale près la Bourse où l'admission d'une valeur étrangère est demandée *se fait remettre* les pièces et justifications suivantes :

1° Les actes publics ou privés, statuts, cahiers des charges, etc., en vertu desquels cette valeur a été créée dans son lieu d'origine ;

2° La certification, par l'autorité consulaire établie en France, que ces actes sont conformes aux lois et usages de leur pays d'origine et que la valeur est officiellement cotée dans ledit pays, à moins qu'il n'y existe pas de Bourse officielle, auquel cas le fait serait constaté par le certificat ;

3° La justification de l'*agrément, par le Ministre des finances,* d'un représentant responsable du paiement des droits du Trésor.

Art. 3. — La Chambre syndicale peut demander, en outre, toutes pièces, justifications et renseignements qu'elle juge nécessaires.

. . . .

Art. 5. — Le Ministre des finances peut toujours interdire la négociation, en France, d'une valeur étrangère.

Ainsi, grâce aux dispositions précédentes, l'admission à la cote officielle d'une valeur étrangère quelconque, est précédée d'une enquête des plus sérieuses ayant un triple objet: 1° Vérifier si la Société demanderesse est régulièrement constituée, si elle s'est conformée aux lois de son pays d'origine, si elle est officiellement cotée dans le dit pays (ce qui est déjà un ensemble de garanties) ; 2° assurer au Trésor la perception de tous les droits auxquels la circulation des valeurs mobilières est assujettie en France ; 3° permettre au Gouvernement d'interdire la négociation en France de toute valeur dont le principe serait contraire aux intérêts extérieurs français.

Ce décret du 6 février 1880 a été accompagné d'une lettre spéciale du Ministre des finances de l'époque, l'honorable M. Magnin, aujourd'hui Gouverneur de la *Banque de France*, écrite au Syndic des agents de change de Paris, et dans laquelle il est dit:

« Toutes les fois qu'une Chambre syndicale d'agents de change aura cru pouvoir admettre, *en principe*, à la cote, une valeur étrangère, elle devra en donner aussitôt avis au Ministre des finances, et, ainsi que cela se pratique d'ailleurs depuis plusieurs années, elle ne pourra faire procéder à l'inscription au « Bulletin officiel » et *autoriser la négociation* de cette valeur à son

parquet, avant d'avoir reçu du Ministre une *autorisation expresse et écrite.* »

Et pour bien montrer l'importance que le Ministre attachait à cette enquête préalable et à l'autorisation de négociation qui en était la conséquence préalable, la lettre ajoutait :

« Mais mon attention a été appelée sur quelques valeurs étrangères qui sont portées sur certaines cotes officielles départementales quoiqu'elles n'aient jamais été régulièrement admises à la cote, soit à Paris, soit dans les départements, ou bien, qu'après y avoir été portées pendant quelque temps, elles en aient été ultérieurement rayées. Je vous prie, M. le Syndic, dans le cas où il se trouverait de ces valeurs parmi celles qui figurent à la cote de votre parquet, de les en faire disparaître immédiatement. Je ne vois d'ailleurs aucun inconvénient à ce que des valeurs étrangères admises *avec mon autorisation* à la cote officielle de la Bourse de Paris ou de toute autre, soient ensuite admises, sans une nouvelle instruction, aux négociations d'un autre parquet.

« Vous remarquerez que le décret du 6 février 1880 ne modifie *aucune des dispositions fiscales actuellement* en vigueur; vous aurez donc soin de veiller, en *ce qui vous concerne*, à ce qu'elles continuent à être *scrupuleusement observées.* »

On peut être partisan résolu de la liberté des transactions sur valeurs mobilières; on peut déplorer, avec raison, les entraves que la loi française apporte à la création et au fonctionnement des entreprises nouvelles; mais, enfin, il ne peut y avoir deux manières d'appliquer la loi en France:

Ou les dispositions du décret du 6 février 1880, complétées par le décret du 1er décembre 1893 cidessus rappelé, sont nécessaires au public, au fisc et à l'Etat : et il faut alors les maintenir ;

Ou ces dispositions sont inutiles, et, dans ce cas, il faut s'empresser de les abroger.

Il en est de même pour l'article 1er de la loi du 1er août 1893 interdisant aux Sociétés françaises, dont le capital est supérieur à 200.000 francs, la division de leurs actions en coupures de 25 francs :

Ou cette prescription est reconnue indispensable et il faut alors, dans l'intérêt des entreprises honnêtes qui voudront s'y conformer, prendre les mesures nécessaires pour la faire respecter ;

Ou cette prescription est superflue et, dans l'intérêt des capitalistes français, on doit alors la faire disparaître de la loi.

Nous estimons que c'est à cette dernière solution que l'on doit s'arrêter, parce qu'il est impossible d'interdire à nos compatriotes le droit d'acquérir des actions étrangères de 25 francs, si cela leur plaît.

En admettant même que la négociation de ces titres soit rigoureusement défendue en France, rien ne sera plus facile que de les acheter ou de les vendre directement sur les marchés étrangers où la valeur nominale de ces actions est légalement admise.

Les mailles du filet s'ouvriraient d'une autre manière et voilà tout.

Au contraire, le droit accordé, par la loi, de constituer en France des Sociétés avec des actions de 25 francs, quel que soit leur capital social, entraînerait par répercussion le droit de négocier officiellement des actions étrangères de même valeur nominale, et le public, le Trésor et l'Etat retrouveraient alors, en ce qui les concerne, les garanties effectives du décret du 6 février 1880.

Pour en revenir aux actions de Mines d'or, cette solution aurait un double avantage : Elle faciliterait la création et le fonctionnement régulier en France d'entreprises analogues à celles qui existent à l'étranger et dont on nous passe, actuellement, les actions plus ou moins majorées au profit des fondateurs; elle fournirait au public français des indications précises sur la constitution et le fonctionnement des Sociétés étrangères qui demanderont la négociation officielle en France de leurs actions de 25 francs.

Le Ministre de la justice doit prochainement saisir le Parlement d'un projet de loi ayant pour objet de modifier, dans ce sens, la loi du 1er août 1893 sur les Sociétés et le décret du 1er décembre 1893 sur la négociation des actions étrangères. Nous nous associons aux appréciations que notre excellent confrère le *Temps* a formulées, sur ce dernier point, dans sa Revue financière de dimanche dernier :

« Le projet du Ministre de la justice est une « mesure fort sage qu'on ne saurait trop approuver, « car elle permettra de faire une première sélec- « tion, parmi ces valeurs, à l'aide de la cote offi- « cielle. »

Edmond Théry.

L'EMPRUNT CHINOIS

Les négociations relatives à l'*Emprunt Chinois*, à propos duquel les journaux anglais se montrent si préoccupés en ce moment, se poursuivent activement entre Paris et Saint-Pétersbourg.

La Russie, ayant obtenu de la Chine certains avantages que l'on ne connaît pas encore exactement, mais que l'on peut considérer comme très importants pour ses intérêts particuliers en Mandchourie, se serait engagée, par contre, à avancer à la Chine la somme nécessaire au premier acompte de l'indemnité de guerre due au Japon.

Pour atteindre ce résultat le Gouvernement russe, par l'intermédiaire des grands Etablissements financiers de Saint-Pétersbourg et de Paris, ferait émettre un *Emprunt Chinois* 4 0/0 or d'un capital nominal de 16 millions de liv. st., 100 millions de roubles-or ou 400 millions de francs dont la Russie garantirait complètement les arrérages et l'amortissement.

Cet emprunt serait réservé exclusivement aux marchés français et russe.

Mais nous devons ajouter qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes rien n'est encore terminé et que de longs télégrammes continuent à s'échanger entre Paris et Saint-Pétersbourg. Tout commentaire serait donc superflu.

J. M.

CANAL MARITIME DE SUEZ

A la date du 9 juin 1894, dans une étude sur la *Compagnie Universelle du Canal maritime de Suez*, nous demandions quel pourrait être, pour 1894, le dividende des actions de cette entreprise. On pouvait craindre qu'il n'atteignît pas celui de 1893, qui avait été fixé à 90 fr. nets, et ce en dépit des symptômes favorables qui se manifestaient dans la situation commerciale du monde. Heureusement, les réserves formulées étaient vaines. Le dividende de l'année 1894 a été aussi établi à 90 fr. nets et les appréciations optimistes émises antérieurement par le Conseil d'administration se trouvent justifiées, ainsi qu'il ressort du rapport communiqué aux actionnaires de la Compagnie à l'assemblée générale du 5 courant.

Il est de toute évidence que les échanges avec les pays de l'au delà de Suez se sont, en 1894, considérablement relevés. Le commerce de l'Angleterre avec l'Extrême-Orient a augmenté de 77 millions de francs. D'un côté, les exportations de houille anglaise vers cette région ont dépassé de 251 mille tonnes les envois de l'année précédente, en même temps que l'Inde expédiait : 338.874 tonnes de jute contre 278.634 en 1894 ; et 7.799 tonnes de coton brut et 3.787 tonnes de laines de plus qu'au cours de l'année précédente. D'un autre côté, l'amélioration de la situation de l'Australie s'est accentuée, et une progression sensible est à signaler dans les principaux produits de ce pays. Les blés sont en augmentation de 65.442 tonnes, les laines de 13.550 tonnes, les viandes congelées de 12.808 tonnes et le suif de 19.816 tonnes. De plus, les installations frigorifiques établies sur les steamers qui font le service de ces colonies ont accéléré le développement du commerce du beurre et des fruits qui a pris une importance telle que de la colonie de Victoria, par exemple, on compte, en 1894, une exportation de 9.459.000 kilogrammes pour une vale r de près de 20 millions de francs, et que dans la Nouvelle-Galles du Sud seulement, trente-cinq Compagnies ont été fondées l'année dernière, ayant pour objet la préparation du beurre, des fruits et la congélation des viandes pour l'exportation.

Il résulte de ce qui précède que les produits de l'exercice qui a pris fin le 31 décembre dernier ont été très satisfaisants. Nous les établissons dans le tableau ci-dessous en les comparant à ceux des deux exercices précédents :

Transit et Navigation

	1892	1893	1894
	—	—	—
Navires	3.559	3.341	3.352
Jaugeage en tonnes	7.712.029	7.659.059	8.039.175
Recette en francs	72.613.311	68.862.961	72.116.965
Passagers	189.809	186.495	165.980
Recette en francs	1.898.091	1.864.957	1.659.807
Recettes accessoires en francs	377.159	384.264	350.283
Recette totale du transit en francs	74.888.561	71.112.182	74.127.055
Nombre de navires ayant transité pour la première fois	196	147	185
Nombre de navires ayant transité de nuit	3.236	3.082	3.180
Moyenne du séjour total des navires dans le canal	21 h. 16 m.	20 h. 44 m.	19 h. 55 m.
Durée moyenne de la marche effective	16 h. 54 m.	16 h. 53 m.	16 h. 41 m.
Nombre de navires ayant transité avec un tirant d'eau supérieur à 7 m.	950	1.038	1.146

Ajoutons encore que le tonnage moyen des navires transiteurs va sans cesse en augmentant. Il était de 2.166 tonneaux en 1892, de 2.202 en 1893, et il a passé 2.398 en 1894. De plus, 11 navires pétroliers en vrac ont effectué quarante-cinq traversées qui ont produit une recette de 1.309.649 fr., alors qu'en 1893 on n'en avait signalé que 9 ayant effectué vingt-neuf traversées avec une recette de 801.854 francs. Enfin, sur le nombre des navires ayant transité avec un tirant d'eau supérieur à 7 mètres, on en compte 172 avec un tirant d'eau variant de 7 m. 51 à 7 m. 80, maximum admis par le règlement de navigation, contre 127 en 1892 et 164 en 1893. On ne saurait avoir une meilleure preuve de l'état parfait d'entretien dans lequel est tenu le canal.

Nous venons de dire que la recette totale du transit s'élevait à 74.127.055 fr. En ajoutant à ce montant les diverses autres recettes provenant du *service des eaux*, du *Tramway de Port-Saïd à Ismaïlia* et des *Domaines*, on arrive au total de 76.951.153 fr. 91 contre 77.809.780 fr. 77 en 1892 et 73.844.058 fr. 53 en 1893. Nous nous trouvons donc, d'une année à l'autre, en présence d'une plus-value de 3.107.095 fr. 38. Et comme les dépenses sont en diminution, on en arrive, en définitive, à la situation suivante :

	1892	1893	1894
	—	—	—
	Francs	Francs	Francs
Recettes de l'exercice	77.809.780 77	73.844.058 53	76.951.153 91
Prélèvements sur la réserve spéciale	»	1.500.000 »	»
Excédent disponible de la réserve statutaire	»	1.235.933 49	»
	77.809.780 77	76.579.992 02	76.951.153 91
Moins charges de toute nature, y compris l'intérêt et l'amortissement du capital social	36.081.237 49	35.964.455 28	35.829.171 77
	41.728.543 28	40.615.536 74	41.121.982 14
A déduire : Somme portée au fonds de réserve	»	»	754.658 20
Bénéfice net à répartir	41.728.543 28	40.615.536 74	40.367.323 94

Ce qui ressort des chiffres ci-dessus, c'est que, alors qu'en 1893 on s était trouvé dans l'obligation de prélever sur les fonds de réserve une somme de 2.735.933 49; en 1894, au contraire, on reporte au fonds de réserve 754.658 fr. 20. La différence est sensible, et invite à la réflexion.

Pendant l'exercice 1894, la *Compagnie de Suez* a vu s'éteindre les *Délégations* émises en août 1869. Au 1er juillet est arrivée l'échéance du dernier des cinquante coupons qui avaient été détachés des actions du vice-roi d'Egypte et cédés aux délégataires. En même temps, 4.582 titres de capital qui étaient encore en circulation ont été admis au remboursement. A ce sujet, mentionnons qu'une instance introduite à la requête d'un délégataire, pour obtenir le paiement du 51e coupon, a été repoussée par un jugement du tribunal de la Seine en date du 9 mai dernier.

Au cours de l'année dernière, les dépenses de nouveaux travaux se sont élevées à 4.762.137 fr. 12. Elles ont été acquittées par le solde, disponible au 31 décembre 1893, des ressources provenant des précédentes émissions d'obligations, et par un prélèvement sur le produit de la partie réalisée de la quatrième émission de 25.000 obligations sur l'emprunt autorisé de 100 millions de francs. Le solde de cette dernière émission disponible au 31 décembre 1894, soit en argent, soit en titres à réaliser, assure la continuation des travaux neufs pour 1895 et, en partie, ceux pour l'année 1896.

Nous avons établi plus haut que le bénéfice net à répartir pour 1894 se chiffrait par 40.367.323 fr. 94. Conformément à l'article 63 des statuts, le montant a été réparti ainsi :

71 0/0 aux actionnaires ....Fr.	28.660.800 »
15 0/0 au Gouvernement égyptien.	6.055.098 60
10 0/0 aux fondateurs	4.036.732 40
2 0/0 aux administrateurs	807.346 47
2 0/0 aux employés	807.346 47
Somme égale ....Fr.	40.367.323 94

Et maintenant que faut-il augurer de l'avenir ? Qu'il sera favorable. En effet, tout porte à croire que la paix entre le Japon et la Chine aura des conséquences importantes pour le développement des échanges, et que l'expédition de Madagascar, après avoir procuré un supplément temporaire de recettes, ouvrira à la civilisation une vaste contrée, dont la mise en valeur procurera au canal un accroissement de trafic. De plus, par suite d'une convention additionnelle passée entre le Gouvernement français et la *Compagnie des Messageries Maritimes*, cette Société va procéder à un remaniement complet de ses services sur l'Afrique Orientale, l'Inde, la Chine et l'Australie, remaniement qui aura pour résultat de porter de 100 à 126 le nombre des tra-

versées du canal effectuées annuellement, dans les deux sens, par la flotte des *Messageries Maritimes*. Ce sont autant d'éléments dont il faut tenir compte, et auxquels viennent se joindre les efforts de la Compagnie qui tendent à l'abaissement progressif des frais généraux, et à l'amélioration constante des moyens de transit dans le canal au point de vue de la facilité et de la rapidité de la navigation. En tout cas, ces éléments et ces efforts ont déjà abouti à des résultats, puisque, du 1er janvier 1895 jusqu'à ce jour, les recettes de la Compagnie accusent une augmentation de 1 million 440.000 fr. sur la période correspondante de 1894. Et il est à présumer que, dans les mois qui vont suivre, la progression actuelle s'accentuera.

Nous croyons devoir, en terminant, parler d'un petit incident qui s'est produit à l'assemblée générale du 5 juin. Un actionnaire a formulé des critiques contre la gestion du Conseil d'administration. Le Président, l'honorable M. Guichard, a tenu à répondre d'une façon détaillée à ces critiques qui ne semblent tendre qu'à créer des difficultés à la Compagnie. Il serait presque inutile d'ajouter que l'allocution de M. Guichard, qui a remis les choses en leur place, a été chaleureusement applaudie par l'assemblée.

A. LÉCHENET.

SOUS-COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Contrairement aux espérances qu'il avait conçues antérieurement, le *Sous-Comptoir des Entrepreneurs* s'est vu, le 19 mars dernier, et ainsi que nous l'avons mentionné en temps, condamné par la Cour d'appel dans le procès intenté contre lui par la *Société Nouvelle du Canal du Verdon*. Toutefois la décision des premiers juges a été atténuée, particulièrement en ce qui regarde les charges des intérêts dont le quantum est notablement réduit, puisque ces intérêts devraient être calculés non plus à compter de la date uniforme du 1er mai 1882, mais bien de celle de la demande en justice. La Cour de cassation, qui va être appelée à se prononcer en dernier lieu sur le litige, ira-t-elle plus loin encore en dégageant davantage le *Sous-Comptoir des Entrepreneurs ?* C'est ce qu'il est impossible de préjuger. En tout cas il serait intéressant dès maintenant d'établir définitivement les conséquences pécuniaires pour cette Société de l'arrêt du 19 mars, conséquences que nous laissions entrevoir approximativement dans l'*Economiste Européen* du 18 décembre 1892. Malheureusement le Conseil d'administration se reconnaît lui-même impuissant à les chiffrer, ainsi qu'il ressort du rapport lu à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 30 mai dernier.

A quoi tient cette circonstance? A ce fait que, au cours du procès, la Société n'a pu savoir, au moyen d'une communication régulière des pièces de ses adversaires, quel était le nombre, même approximatif, des créances présumées que pouvait représenter la *Société Nouvelle du Canal du Verdon* qui semblait avoir centralisé les revendications des obligataires de la *Compagnie des Canaux Agricoles*. La déclaration faite au Tribunal par la demanderesse portait qu'elle était détentrice d'environ 30.000 obligations; mais combien, parmi ces obligations ont été souscrites ou achetées dans les termes et les délais fixés par l'arrêt, et combien furent « ramassées » en Bourse à vil prix depuis l'année 1882? Seul, M. Gautron pourra être en mesure d'effectuer la ventilation s'il est appelé, après l'issue des pourvois devant la Cour de cassation, à exécuter la mission à lui confiée.

Il n'en est pas moins vrai qu'en dehors même de cette question, un trouble profond a été apporté dans la marche des affaires sociales du *Sous-Comptoir des Entrepreneurs*, trouble qui avait fait songer un moment à la dissolution anticipée de la Société. Cette combinaison a été écartée. Mais, comme la durée statutaire du *Sous-Comptoir* va expirer prochainement, et que le bénéfice de l'autorisation qui lui a été conférée par le Gouvernement cessera d'avoir son effet le 18 mars 1897, le Conseil se déclare, de préférence, prêt à faire, d'accord avec ses associés suffisamment éclairés sur la situation, les démarches nécessaires pour obtenir la prorogation de cette autorisation.

Les actionnaires du *Sous-Comptoir des Entrepreneurs* ont approuvé, à l'unanimité, cette résolution. Eux aussi ont abandonné l'idée d'une dissolution anticipée, et ils ont conclu en donnant à leur Conseil d'administration, auquel ils ont renouvelé leur confiance, toutes autorisations pour solliciter des Pouvoirs publics la prorogation du privilège de leur Société.

Il nous reste maintenant quelques observations à faire et qui ont trait aux communications faites aux actionnaires.

En premier lieu, il est exact que les Administrateurs actuels du *Sous-Comptoir* ne sont en cause à aucun titre à raison des opérations qui ont donné lieu au procès intenté par la *Société Nouvelle du Canal du Verdon*. Ils assurent qu'ils ont apprécié avec une complète indépendance le mérite des accusations formulées contre la Société, et qu'ils n'ont trouvé aucune preuve de la prétendue collusion qui aurait été concertée, entre elle et la *Compagnie des Canaux Agricoles*, dans le but de tromper les obligataires de cette dernière Compagnie. Nous sommes heureux de ce langage, qui ne nous étonne pas, du reste, mais qui fait regretter davantage encore, s'il est possible, la sorte de discrédit jeté sur le *Sous-Comptoir* à la suite de la campagne engagée contre lui.

Heureusement, et vraisemblablement, le temps agira. Aussi est-il désirable, sous tous les rapports, que le *Sous-Comptoir* obtienne la prorogation qu'il sollicite, en attendant que les juges suprêmes se prononcent sur le pourvoi dont ils sont saisis.

J. M.

LA

Production des Alcools en 1894 et en 1893

Le *Bulletin de Statistique et de Législation comparée* vient de publier d'intéressants détails sur la production, la consommation et l'emploi des alcools *purs* en 1894.

Par rapport à 1893, les résultats généraux s'établissent comme suit :

	Hectol.
Quantités d'alcool obtenues par les distillateurs et les bouilleurs de profession...	2.114.745
Quantités présumées obtenues par les bouilleurs de cru.........................	214.368
Total pour 1894........	2.329.113
L'année 1893 ayant produit............	2.476.387
Il y a, en 1894, une moins-value de......	147.274

La production, chez les distillateurs et bouilleurs de profession, a faibli dans l'ensemble de 202.443 hectolitres ; elle dépasse, toutefois, de 41.387 hectolitres la moyenne décennale (2.073.358 hectolitres).

Mais on constate un ralentissement sensible (230.000 hectolitres environ) dans la fabrication des alcools d'industrie proprement dits. Par contre, la production des alcools de vins chez les bouilleurs de profession paraît en voie de reprendre l'activité qu'elle avait avant l'invasion phylloxérique. Après une progression déjà appréciable de 18.193 hectolitres en 1893, elle accuse une nouvelle augmentation de 32.445 hectolitres en 1894. C'est la conséquence du retour des récoltes de vin à leur chiffre normal.

Le tableau suivant permettra au lecteur de suivre la marche de la production officiellement constatée, par nature de substances mises en œuvre :

Production annuelle des alcools depuis 1865 (1)
Alcool pur

Années	Vins, cidres, marcs et fruits	Farineux mélasses et betteraves	Substanc. diverses	Total
—	—	—	—	—
		(En hectolitres)		
1865 à 1869..	553.983	731.207	60.424	1.344.614
1870 à 1875..	539.762	1.004.697	46.611	1.591.070
1876..........	645.837	1.055.409	7.929	1.709.175
1877..........	224.291	1.078.794	5.796	1.308.881
1878..........	254.831	1.158.900	3.496	1.417.227
1879..........	147.185	1.335.576	5.118	1.487.879
1880..........	48.514	1.527.896	4.658	1.581 068
1881..........	61.839	1.755.159	4.289	1.821.287
1882..........	55.397	1.707.111	4.058	1.766.566
1883..........	61.124	1.942.567	7.325	2.011.016
1884..........	96.883	1.832.972	4.609	1.934.464
1885..........	95.681	1.761.805	7.028	1.864.514
1886..........	101.848	1.945.729	4.673	2.052.250
1887..........	90.611	1.889.228	25.796	2.005.635
1888..........	102.817	2.031.478	28.188	2.162.483
1889..........	104.139	2.135.267	6.557	2.245.963
1890..........	79.136	2.128.310	6.581	2.214 527
1891..........	102.518	2.097.588	8.013	2.208.119
1892..........	133.786	2.123.110	6.183	2.263.079
1893..........	248.585	2.215.548	12.254	2.476.387
1894..........	340.080	1.986.828	2.205	2.329.113

Le nombre des distillateurs et bouilleurs de profession qui ont travaillé en 1894 s'est élevé à 7.542, soit 1.618 de plus qu'en 1893. Quant aux bouilleurs de cru qui distillent incidemment ou habituellement, leur nombre est évalué à 750.805, soit 72.674 de plus qu'en 1893 ; on estime que, sur ce chiffre, 555.108 (au lieu de 450.407 en 1893), ont travaillé l'année dernière.

Voici un tableau indiquant le chiffre de la production chez les distillateurs et les bouilleurs de cru, le prix moyen des esprits d'industrie par hectolitre d'alcool pur, le chiffre des quantités imposées et la quotité de la consommation moyenne par habitant :

Production, prix et consommation des alcools et production des vins et cidres depuis 1850

Années	Production des alcools — Milliers d'hectol.	Prix moyen par hectol. d'alcool pur	Quantités imposées — Milliers d'hectol.	Quotité moyenne par habitant Litres	Production des vins — Milliers d'hectol.	Production des cidres — Milliers d'hectol.
—						
1850...	940	56	585	1.46	45 266	16.181
1855...	702	145	714	2.00	15.175	2.946
1860...	873	82	851	2.27	37.558	14.593
1865...	1.541	62	873	2.34	68.943	2.784
1869...	1.411	73	1.008	2.63	70.000	4.280
1870...	1.237	57	882	2.32	54.535	19.194
1871...	1.601	75	1.013	2.81	56.901	2.128
1872...	1.891	54	755	2.09	50.155	4.597
1873...	1.424	57	934	2.59	35.716	13.635
1874...	1 532	75	970	2.69	63.146	13.312
1875...	1.849	54	1.019	2.82	83.836	18.257
1876...	1.709	43	1.000	2.71	41.847	7.036
1877...	1.309	68	1.029	2.79	56.405	13.345
1878...	1.417	58	1.100	2.98	48.720	11.936
1879...	1.488	63	1.161	3.22	25.770	7.738
1880...	1.581	68	1.313	3.64	29.677	5.465
1881...	1.822	63	1.444	3.91	34.139	17.122
1882...	1.767	56	1.420	3.85	30.886	8.921
1883...	2.011	50	1.484	3.96	36.029	23.492
1884...	1.935	44	1.488	3.98	34.781	11.907
1885...	1.864	47	1.444	3.86	28.536	19.955
1886...	2.052	50	1.419	3.53	25.063	8.300
1887...	2.005	49	1.467	3.84	24.333	13.437
1888...	2.162	45	1.468	3.87	30.102	9.767
1889...	2.246	49	1.516	4.00	23.224	3.711
1890...	2.214	54	1.662	4.35	27.416	11.095
1891...	2.208	49	1.669	4.37	30.139	9.280
1892...	2.263	46	1.735	4.56	29.082	15.141
1893...	2.476	41	1.642	4.32	50.070	31.609
1894...	2.329	36	1.539	4.04	39.053	15.541

Si la fabrication des alcools d'*industrie* s'est ralentie, la production des bouilleurs de cru s'est développée parallèlement à celle des bouilleurs de profession. Les évaluations du *Service des Contributions indirectes* accusent, pour 1894, une augmentation totale de 55.170 hectolitres d'alcool : 28.387 hectolitres sur les vins, 25.960 hectolitres sur les cidres et 2.328 sur les fruits ; les marcs et lies sont en diminution de 1.505 hectolitres.

(1) De 1865 à 1875, ce sont les moyennes qu'on a indiquées.

Mais il est bon d'observer que la fraude, dont il est impossible d'évaluer l'importance, ne permet pas de tabler sur des chiffres rigoureusement exacts.

Il nous reste à indiquer le mouvement annuel des importations et exportations d'alcools et de liqueurs :

IMPORTATION (*Commerce spécial*)

Années	Alcool pur provenant de l'Allemagne	de l'Angletre	d'autres pays	Liqueurs volume) (total	Total général
—	—	—	—	—	—
			(En hectolitres)		
1850....	15	110	5.430	99	5.654
1855....	28.569	83.043	88.276	198	203.086
1860....	29.893	21.505	37.252	257	88.907
1869....	82.525	2.312	44.910	673	130.420
1870....	29.085	1.303	32.867	566	63.821
1871....	27.679	5.078	52.840	585	86.182
1872....	2.782	1.438	43.006	754	47.980
1873....	8.276	2.038	36.932	809	48.055
1874....	10.051	2.109	48.435	989	61.584
1875....	5.473	1.854	55.901	1.205	64.433
1876....	15.379	1.020	47.583	1.573	65.555
1877....	35.362	3.173	56.824	1.514	96.873
1878....	62.243	8.436	62.442	1.760	134.881
1879....	102.211	21.849	74.214	1.871	200.145
1880....	121.720	1.352	136.932	2.000	262.004
1881....	122.863	45.266	68.307	2.483	238.919
1882....	155.470	27.248	101.331	2.452	286.501
1883....	44.537	15.966	104.476	2.623	167.602
1884....	55.749	7.125	126.736	2.462	192.072
1885....	48.911	11.931	142.858	2.424	206.124
1886....	63.645	27.291	134.324	2.553	227.813
1887....	33.152	18.492	158.925	1.944	212.513
1888....	1.917	3.208	140.965	1.785	147.875
1889....	977	3.676	123.069	1.660	129.382
1890....	988	4.308	131.610	1.900	138.806
1891....	795	3.395	127.223	2.311	133.724
1892....	847	3.933	148.726	1.632	155.138
1893....	706	3.382	139.917	1.490	144.395
1894....	1.210	2.947	150.536	1.500	156.193

EXPORTATION (*Commerce spécial*)

Années	Alcool pur à destination de l'Allemagne	de l'Angletre	d'autres pays	Liqueurs (volume total)	Total général
—	—	—	—	—	—
			(En hectolitres)		
1850...	3.948	89.176	190.947	4.312	288.383
1855...	2.200	50.496	107.172	9.008	168.876
1860...	2.560	71.260	99.538	11.855	185.213
1869...	7.043	135.294	141.943	20.925	305.205
1870...	5.777	252.602	209.591	17.283	485.253
1871...	15.213	198.381	202.445	20.409	436.448
1872...	67.805	167.641	355.051	25.613	616.110
1873...	19.454	130.453	384.225	25.102	559.234
1874...	13.869	143.326	232.819	23.315	413.329
1875...	17.084	172.551	256.141	30.131	475.907
1876...	22.508	298.073	183.829	22.648	527.058
1877...	14.137	133.580	126.748	26.045	300.510
1878...	11.332	143.777	147.651	24.073	326.833
1879...	13.614	183.247	143.864	24.805	365.530
1880...	13.000	127.604	143.210	23.281	307.095
1881...	16.141	105.028	164.768	29.035	314.972
1882...	10.891	91.633	140.019	25 888	268.431
1883...	12.060	100.228	154.659	29.947	296.894
1884...	17.911	101.840	141.029	33.542	294.322
1885...	11.230	108.580	149.395	26.134	295.339
1886...	14.468	113.219	149.843	28.527	306.057
1887...	12.338	100.325	151.941	21.346	285.950
1888...	11.209	103.531	149.646	19.167	283.553
1889...	10.609	110.493	162.702	20.644	304.448
1890...	13.428	115.818	187.309	19.820	336.371
1891...	15.369	119.273	180.296	22.084	337.022
1892...	14.569	103.486	141.526	24.336	283.917
1893...	13.166	88.478	152.579	24.407	278.620
1894...	12.302	112.795	135.883	18.622	279.602

En 1894, le prix moyen des alcools d'industrie est descendu à 36 francs par hectolitre (au lieu de 41 fr. en 1893, 46 fr. en 1892, 49 fr. en 1891, 54 fr. en

1890, etc.) ; d'autre part, la quotité de la consommation moyenne par habitant a légèrement diminué : elle n'est plus, pour 1894, que de 4 litres 04 par habitant, contre 4 lit. 32 en 1893, 4 lit. 56 en 1892, 4 lit. 37 en 1891.

Les dix départements où la consommation a été la plus forte sont : la Seine-Inférieure, 13 litres 58 par habitant ; la Somme, 10 lit. 06 ; le Calvados, 9 lit. 60 ; l'Eure, 9 lit. 42 ; l'Oise, 9 lit. 32 ; l'Aisne, 8 lit. 38 ; le Pas-de-Calais, 7 lit. 46 ; l'Eure-et-Loir, 7 lit. 24 ; la Marne, 7 lit. 20, et la Seine, 7 lit.

Ceux où la quantité imposée a été la moins forte sont : la Haute-Savoie, 0 litre 81 ; le Gers, 0 lit. 92 ; les Landes, 1 lit. 01 ; la Lozère, 1 lit. 26 ; l'Ariège, 1 lit. 28 ; la Vendée, 1 lit. 29 ; la Corrèze, 1 lit. 32 ; la Savoie, 1 lit. 40 ; les Hautes-Pyrénées, 1 lit. 41, et l'Aveyron, 1 lit. 54.

Constatons, en terminant, que la baisse des prix n'a pas eu pour effet d'augmenter la consommation de l'alcool en France pendant l'année 1894.

C.-R. Wehrung.

Compagnie des Voitures à Paris

L'assemblée générale des actionnaires de la *Compagnie des Voitures à Paris*, qui a eu lieu le 30 avril dernier, a approuvé les comptes de l'exercice 1894 qui lui étaient présentés, et voté, pour ce même exercice, la répartition d'un dividende de 27 fr. 50, ce qui représente une augmentation de 6 fr. sur l'année 1893.

Un tel résultat n'était pas à prévoir il y a un peu moins d'un an. En effet, à la date du 7 avril 1894, en consacrant un article spécial à cette entreprise, nous faisions remarquer que jusqu'à cette date, l'exercice en cours s'annonçait comme devant être défavorable encore. Il n'en a rien été. Les recettes ont-elles donc tellement augmenté ? En aucune façon, puisque nous trouvons, sur ce chapitre, en 1894, une moins-value de 222.163 fr. 96. Heureusement, la Compagnie a pu procéder à des économies importantes qui ont atteint le chiffre de 685.425 fr. 09, de sorte que l'avance, d'une année à l'autre, s'établit à 463.261 fr. 13.

Il va de soi qu'il y a lieu de féliciter l'Administration de s'être enfin rendue aux conseils donnés antérieurement. Toutefois des réserves sont encore à faire, car il ne faut pas perdre de vue que, en dépit de l'augmentation de dividende signalée plus haut, nous sommes encore loin des résultats de 1892, qui permettaient une répartition de 35 francs par action. Néanmoins, un progrès a été réalisé, et nous devons y applaudir. Cela veut-il dire que l'industrie des voitures soit entrée dans une phase nouvelle ? Nous ne le croyons pas. D'une part les charges qui l'accablent ne sont pas diminuées, loin de là ; de l'autre, il y a toujours à compter avec les exigences du personnel et avec le public que ce même personnel fatigue ; enfin, et c'est sur ce point qu'il conviendrait peut-être de s'arrêter un peu, il y a à prendre en considération la concurrence non pas seulement de ceux qui sont, pour ainsi dire aussi puissants que la *Compagnie Générale des Voitures à Paris*, mais et surtout des petits, qui sont légion, et qui consentent des facilités qui plaisent à tous.

Quoi qu'il en soit, passons aux chiffres et constatons que la recette de 1894, qui s'est élevée à 24 500.320 fr. 25 a, comme contre-parties, les chapitres suivants :

	Francs	Pourcent. sur les recettes
Impôts, contributions et octrois	3.015.932 94	12 31 %
Frais généraux, emprunts divers	1.290.188 64	5 27 %
Matières premières, fourrages, bois, fer, charbons, chevaux.	8.908.862 71	36 36 %
Appointements et salaires	9.435.606 87	38 51 %
Amortissements divers	164.429 09	0.67 %
Ensemble	22.815.020 25	soit 93 12 %

Il reste donc, pour la rémunération du capital, 1.685.300 fr., ou 6,88 0/0 sur les recettes ! Eh bien, et exception faite pour l'année 1893, jamais, depuis l'exercice 1874 les bénéfices n'ont été si restreints. Et, cependant, nous sommes entrés dans une ère nouvelle, puisque les amortissements se trouvent considérablement modifiés par suite de la transformation de la Société en Société anonyme, conformément aux tableaux publiés par nous à la date du 3 mars 1894 ! Car si on avait eu à amortir, comme actions, non pas 50.000 fr., mais bien 935.000 fr., qu'aurait-on fait ?

On nous objectera que la Ville de Paris et l'Etat absorbent 12 51 0/0 de la recette ou 3.015.932 fr. 94 ; que 9.435.606 fr. 87 vont aux appointements et salaires, et qu'il y a là une énorme disproportion entre les charges qui dépassent toute mesure, et les profits définitifs. Nous n'en disconvenons pas. Mais cela ne veut pas dire que la Société soit en bien meilleure posture. L'entreprise a à lutter de plus en plus contre l'élévation des impôts et droits d'octroi. Mais est-il bien certain que l'augmentation persistante des dépenses de la cavalerie soit due à la plus grande vitesse à laquelle pousse la concurrence et qui a pour conséquence une plus grande consommation de chevaux. C'est un fait qui nous est dénoncé et nous l'admettrions s'il ne fallait pas le concilier avec les diminutions d'exploitation qu'accuse l'exercice 1894. La plus grande vitesse et la plus grande consommation de chevaux aboutissant à une moins-value non pas de profits, mais de recettes : voilà qui peut paraître quelque peu paradoxal.

Ce qui est certain c'est que, de son exploitation proprement dite, la *Compagnie Générale des Voitures à Paris* ne retire que des profits minimes. Comment se décompose le solde net réalisé de 1.685.300 fr., auquel il faut ajouter les amortissements divers, 164.429 fr. 09, ce qui donne un total de 1.849.729 fr. 09? Nous le voyons par l'exposé suivant :

	Francs
Bénéfice propre de l'exploitation des voitures (places et grande remise)	685.459 81
Loyer des immeubles servant à l'exploitation	1.123.044 94
Location d'immeubles	41.224 34
Somme égale	1.849.729 09

Sur ces 685.459 fr. 81, un montant de 647.551 fr. 61 est applicable aux voitures de place. Et comme en 1894, la Compagnie a fait sortir 2,743 voitures par jour, il s'ensuit que le profit de chaque voiture s'est élevé pour toute l'année à 236 fr. 07, soit à peine 0,65 centimes par jour ! Il est vrai que, par contre, la Compagnie a payé comme impôts et contributions et octrois, la somme de 3.015.932 fr. 94, ce qui représente pour chacune des 2.743 voitures énoncées ci-dessous une moyenne annuelle de 1.100 fr. environ. Mais le mal qui résulte de ceci ne guérit pas celui qui vient d'autre part. Et si la Compagnie espère en des diminutions de charges, il est à craindre qu'elle n'espère longtemps !

Il faut donc que la *Compagnie des Voitures à Paris* trouve sa voie d'une autre façon. Son président-directeur, M. Bixio, s'en préoccupe et son but, d'après ses déclarations mêmes est : démocratiser la voiture, attirer le client par le bon marché, et donner au cocher la rémunération proportionnelle qui est due à son habileté et à son travail. C'est parfait. On a essayé, comme on sait, de réaliser les deux premières solutions de ce problème en établissant la course au quart d'heure, mais il a fallu renoncer à cette innovation devant l'hostilité des cochers et, paraît-il, devant l'indifférence du public. Cette affirmation n'est-elle pas exagérée ? Que les cochers se soient montrés opposés au nouveau tarif, c'est une chose à peu près certaine. Mais le public ? A-t-on pris le temps raisonnable pour le consulter ? La mesure était à peine décidée qu'elle était rapportée !

Naturellement, nous ne défendons pas l'Administration supérieure qui refuse aux Compagnies, assure-t-on, toute amélioration de tarifs dans la crainte de nuire à la recherche du compteur horo-kilométrique qui doit satisfaire tout le monde. Mais si les Compagnies de transport se bornent à nous faire part de leurs doléances, arrivera-t-on jamais à une solution ? Ce qui est

de toute évidence, c'est qu'elles ont beaucoup à faire au sujet du recrutement de leur personnel, et qu'elles devraient arriver à l'établissement d'un contrôle sérieux qui permette une réglementation des rapports entre le capital et le travail. Ce n'est pas à nous, mais bien aux intéressés, de résoudre ces questions. Notre rôle se borne à rappeler à la Compagnie qu'il faut agir et vite. Elle ne doit pas oublier que ses recettes, depuis le 1er janvier dernier, sont encore en diminution sur 1894 de 392.445 fr. 87, et qu'il n'est guère possible de bien travailler dans de telles conditions.

P. B.

Entrepôts et Magasins Généraux de Paris

Les actionnaires de la *Compagnie des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris* se sont réunis le 26 avril en assemblée générale ordinaire et extraordinaire pour examiner les comptes de l'exercice 1894, fixer le dividende à 27 fr. 50 pour les actions de capital, et à 2 fr. 50 pour les actions de jouissance, et donner autorisation au Conseil d'administration de consentir au profit de l'Etat d'abord et ensuite de tous tiers qui pourraient avoir une responsabilité quelconque à faire valoir contre la Compagnie, à raison de l'exploitation, par celle-ci, de ses Magasins Généraux, toutes affectations hypothécaires sur tels des immeubles de la Compagnie que le Conseil jugera convenables et jusqu'à concurrence de toutes sommes nécessaires en principal et accessoires; consentir, notamment, toutes affectations hypothécaires pour tenir lieu des cautionnements fournis par la Compagnie tant en espèces qu'en rentes et autres valeurs comme garantie de l'exploitation de ses Magasins Généraux.

Jusqu'à présent, et conformément à la loi du 31 août 1870, la *Compagnie des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris* avait dû fournir à l'Etat, pour son exploitation, des cautionnements en rente française, en *obligations foncières* et en espèces. Le montant de ces cautionnements atteignait, en titres, 195.292 fr., et en numéraire 1.038.500 fr. Ces derniers cautionnements ont, en 1894, et par suite de l'abaissement de 3 à 2 0/0 du taux de l'intérêt servi par la *Caisse des Dépôts et Consignations*, infligé une perte assez sensible à la Compagnie, qui a cru devoir remédier à cet état de choses en se mettant à même de bénéficier des dispositions de la loi du 1er août 1893 qui lui permet d'affecter hypothécairement certains de ses immeubles à la garantie de son exploitation. Elle a donc demandé à ses associés l'autorisation nécessaire qui lui a été accordée sans discussion et à l'unanimité, et elle va pouvoir rentrer en possession de valeurs et d'espèces et éviter désormais la perte d'intérêt à laquelle nous avons fait allusion plus haut.

En ce qui regarde les résultats obtenus au cours de l'exercice 1894, disons que bien qu'ils ne soient pas tout à fait aussi importants qu'en 1893, ils n'en sont pas moins très satisfaisants. Les produits, par exemple, atteignent 7.964.055 fr. 07 n'accusant ainsi qu'une diminution de 19.303 fr. 65 sur ceux de l'année précédente, qui se chiffraient par 7.983.358 fr. 72. Il est vrai que les dépenses ont passé de 6.076.458 fr. 28 à 6.144.360 fr. 77, en augmentation de 67.902 fr. 49. La moins-value totale d'une année à l'autre n'est donc que de 87.206 fr. 14. En tout cas, et en déduisant du montant susdit des bénéfices de 7.964.055 fr. 07 les dépenses, soit 6.144.360 fr. 77, il reste un solde de 1.819.694 fr. 30 auquel vient s'ajouter le reliquat de l'exercice 1893, 571.279 fr. 13. On obtient alors un total de 2.390.973 fr. 43 qui a reçu l'emploi suivant :

Prélèvement pour la réserve légale.......Fr.	90.984 71
Au fonds d'amortissement des constructions sur terrains concédés ou loués..................	3.297 58
Dividende à raison de 27 fr. 50 par action de capital, et de 2 fr. 50 par action de jouissance.	1.652.500 »
Attribution statutaire au Conseil d'administration..................................	86.973 68
Solde à reporter à nouveau....................	557.217 46
Somme égale..................	2.390.973 43

De ce qui précède, il résulte que le dividende de 1894 a été maintenu au même chiffre que pour les années précédentes, 1891, 1892, 1893, et ce en dépit des circonstances qui ont, depuis quatre ans, amené une diminution considérable aussi bien dans les importations que dans les exportations. Du côté des importations, ce sont les graines et les vins qui ont le plus souffert, et ce dernier produit, notamment, s'est signalé par une moins-value sur 1890 de 300 millions. Pour arriver à surmonter de telles difficultés, il a fallu que le Conseil d'administration s'appliquât à perfectionner encore son organisation pour la mettre à même de se plier à tous les mouvements et à toutes les transformations du commerce ; qu'il s'efforçât aussi de développer son outillage aussi bien à Paris qu'en province, tout en persévérant dans son esprit de sage économie ; qu'il augmentât sans cesse ses relations, et qu'il obtînt, pour les agences possédées dans les ports et qui ont eu à souffrir des conséquences du régime douanier, des compensations qu'il a su trouver dans le développement du commerce local. La somme d'efforts dépensée jusqu'à présent a porté ses fruits, puisque nous voyons, par exemple, que le stock moyen des marchandises emmagasinées dans les divers entrepôts a été de 486.987 tonnes, en légère avance de 3.893 tonnes sur 1893. Il est vrai que le chiffre actuel est inférieur à celui de 1892 qui s'élevait à 558 930 tonnes ; mais ce dernier est le maximum qui ait jamais été obtenu, et il n'était que la conséquence naturelle d'une mauvaise récolte et de l'abaissement momentané des droits de douane.

A l'assemblée générale du 26 avril, le Conseil d'administration a cru devoir entretenir ses associés des difficultés nées à Dunkerque du fait de la Chambre de commerce de cette ville, qui veut se livrer à l'industrie du magasinage et qui, en conséquence, a demandé l'autorisation de transformer ses hangars de transit en magasins. Il y aurait beaucoup à dire sur ce point, l'industrie du magasinage présentant des risques qu'une Chambre de commerce ne peut guère encourir sans sortir du rôle qui lui est assigné. De plus, et au cahier des charges-type adopté par le Ministre des travaux publics à la suite de délibérations spéciales du Conseil général des ponts et chaussées et de la section des travaux publics du Conseil d'Etat, il semble bien ressortir que des hangars de transit doivent rester affectés à leur destination.

En résumé, nous sommes heureux de constater que les appréciations émises par nous le 14 mai 1893 et le 28 avril 1894 sur la *Compagnie des Entrepôts et Magasins Généraux de Paris* se trouvent de plus en plus justifiées. Les moments difficiles n'ont eu en fin de compte, qu'une influence relative sur ses travaux ; et la période d'attente, pour ainsi dire, que traverse l'entreprise est utilisée de telle façon pour le perfectionnement et l'amélioration de son administration, que l'avenir apparaît de plus en plus favorable pour une Compagnie dont les services passés répondent des services futurs.

G. B.

Informations Économiques et Financières

Les Titres Russes et la Banque de France. — Nous rappelons qu'à partir du 1er juillet 1895 la Convention conclue entre le Ministre des finances de Russie et la Banque de France concernant les titres nominatifs Russes doit entrer en vigueur.

Cette Convention, très avantageuse pour les porteurs de fonds Russes, évitera aux intéressés les formalités longues et coûteuses exigées auparavant pour la délivrance des titres nominatifs.

La Banque de France recevra, au siège social, où elle les conservera dans ses caisses, les titres de la Dette publique Russe extérieure payable en métalliques, qui lui seront déposés par les porteurs désireux d'avoir des titres nominatifs. En représentation de ces titres au porteur, la Banque délivrera par chaque

dépôt aux déposants des certificats nominatifs timbrés à leurs frais, signés par deux fonctionnaires de la Banque accrédités par le Gouvernement impérial. Elle sera responsable de la conservation des titres au porteur. — Elle surveillera les tirages des titres amortissables. Les déposants seront exonérés de tous droits autres que le timbre des certificats.

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	30 mai	6 juin
ACTIF		
Encaisse de la Banque : (30 mai / 6 juin)		
Or....... 2.052 225 311 / 2 018.685.118	3.301.793.298	3.299.741 833
Argent... 1 249.567.956 / 1.231 056.715		
3.301.793.298 / 3.299.741.833		
Effets échus hier à recevoir ce jour....	6 914	314 091
Portefeuille Paris { Effets Paris........	214.086.281	161.306 195
{ Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor....................	»	»
Portefeuilles des succursales...........	301 527.103	231.256.682
Avances sur lingots à Paris............	1 367 000	1 367.000
Avances sur lingots dans les succursales	2 187 000	2 296 500
Avances sur titres à Paris..............	135 5 6 646	138 533 325
Avances sur titres dans les succursales	152.942.895	158 865.270
Avances à l'Etat.......................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve..................	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles.....................	99.625.568	99.646.568
Rentes immobilisées....................	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales.............	15 254.513	15.209.849
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales................	4 516 211	5.111.829
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers................................	84 974 142	106.876.136
Total...........	4.579.297.469	4.488 893.676
PASSIF		
Capital de la Banque..................	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital........	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834.......	10.000.000	10.000.000
{ Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
{ Loi du 9 juin 1857.......	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4 000.000	4.000.000
Réserve spéciale......................	8.407 444	8.407.444
Billets au porteur en circulation........	3.546 657.325	3.516.828 580
Arrérages de valeurs déposées..........	15.603 422	16 736 526
Billets à ordre et récépissés............	27 140 576	26 807 086
Compte courant du Trésor, créditeur...	197 761 075	185.352.689
Comptes courants de Paris..............	414.219 667	38[illegible] 740 975
Comptes courants dans les succursales.	76 184.804	65.317.856
Dividendes à payer.....................	1.574 178	1.526 658
Escompte et intérêts divers............	6 759.621	7.226 867
Réescompte du dernier semestre.......	782.337	782 337
Divers................................	67.598.9 3	62.558 591
Total...........	4.579.297.469	4.488.893.676

Comparaison avec les années précédentes

	11 juin 1891	9 juin 1892	8 juin 1893	7 juin 1894	6 juin 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	3.048.7	3.098.5	3 433.5	3 437 2	3 516.8
Encaisse............	2.574.8	2 859 3	2.996.3	3 058 5	3.299 7
Portefeuille........	661 2	427.8	507.9	506.4	295.5
Avances aux partic.	284.4	334.2	319.2	290.5	301.0
— à l'Etat....	140.0	140.0	140 0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	106 0	169 9	98 8	115 8	185 3
— part...	523 6	508.8	415.6	452 3	416.0
Taux d'Escompte	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 0/0
Prime de l'or.......	2 0/00	pair	1 ½ 0/00	pair	pair
Bénéfices nets......	10.053 0	6.206.4	4.291.9	5.318.6	2.115.0

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Depuis le 23 mai dernier, une troisième fraction de 25 millions de couronnes, ou 35 millions de francs, de l'Emprunt Danois 3 0/0, autorisé par la loi du 5 décembre 1894, est admise aux négociations de la Bourse, au comptant et à terme.

Les titres de cette nouvelle fraction sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote sous la même rubrique que les titres des deux premières fractions d'ensemble, 50 millions de couronnes ou 70 millions de francs, admises à la Cote les 27 février et 25 mars derniers.

Cette admission porte à 75 millions de couronnes, ou 105 millions de francs, le montant nominal dudit Emprunt Danois 3 0/0 1894, négociable sur notre marché, en titres définitifs, libérés et au porteur, comportant des Obligations de 5.000, 1.000 et 500 couronnes or, ou 7.000, 1.400 et 700 fr. de capital, coupon nº **1**, échéant le 1er juin 1895, attaché.

Depuis le 23 mai dernier, les 2.555 obligations de 500 fr. 3 0/0 nouvelles de la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest-Algérien, comprises sous les nos 187439 à 190013, sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant et à terme.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote sous la même rubrique que les 187.438 obligations 3 0/0 anciennes.

Par suite, le nombre des obligations 3 0/0 de ladite Société, négociables sur notre marché, se trouve porté de 187.438 à 190.013.

Mouvement des Caisses d'Epargne. — Voici le relevé des opérations concernant les Caisses d'épargne ordinaires, du 21 au 31 mai 1895 :

Dépôts de fonds..................	7.352.088 07
Retraits de fonds..................	4.191.093 44
Excédent de dépôts	3.160.994 63

Excédent de dépôts du 1er janvier au 31 mai 1895 : 43.653.888 fr. 09.

Capitaux employés en achats de rentes, du 21 au 31 mai 1895, pour le compte des déposants des Caisses d'épargne ordinaires : 742.037 fr. 15.

Canal de Suez. — L'assemblée annuelle des actionnaires de la Compagnie du Canal de Suez a eu lieu le 5 juin.

Elle a donné son approbation aux comptes et au rapport du Conseil sur l'exercice 1894. En conséquence, le dividende de cet exercice a été fixé à 90 fr. nets par action de capital, à 66 fr. 44 par action de jouissance et à 37 fr. 39 par part de fondateur.

M. le vicomte de Bresson a été nommé administrateur en remplacement de M. Ferdinand de Lesseps, décédé. MM. Austin Lee, J. Herbette, Viellard et Dnokin, administrateurs sortants, ont été réélus.

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 21 au 27 mai 1895 (21e semaine)
(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Différence pr 1895
Etat..............	2.761	772	830	14 151	14 306	— 154
Paris-Lyon-Méditer.	8.604	6.968	6.745	136 158	135 838	+ 319
— Rhône au Mont-Cenis	133	92	98	1 875	1 928	— 52
— Chemins Algériens..	513	149	136	2 870	2.609	+ 261
Nord..............	3.699	3.630	3.590	73.295	73.735	— 440
Ouest.............	5.350	3 031	3 274	52 741	54.728	— 1.987
Orléans...........	6.773	3.860	3 714	63 041	63 896	— 854
Est...............	4.802	2.966	2 887	52.890	53.638	— 748
Midi..............	3.136	1.918	1.695	35 080	33 595	+ 1.484
Est-Algérien......	897	98	95	2 201	2 081	+ 119
Bône-Guelma voie larg.	607	86	56	1.636	1.064	+ 571
— voie étroite	128	16	8	281	134	+ 146
Ouest-Algérien.......	296	53	38	887	7 9	+ 127
Arzew à Kralfallah..	214	23	26	530	522	+ 8
Médoc.............	101	19	19	401	454	— 52

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er janvier au 31 mai...	33.440.000	32.010.000
Du 1er au 6 juin...........	1.120.000	1.110.000
Du 1er janv. au 6 juin..	34.560.000	33.120.000

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 6 juin 1895.

La Flotte française à Kiel. — La dernière Session du Reichstag. — L'Empereur tenu en échec. — Apothéose du Centre. — Difficultés de la situation politique. — La Prochaine Session. — Projet de Loi sur les Dépôts de Titres étrangers. — La Réforme des Bourses.

L'opinion publique allemande commence à se préoccuper de l'agitation fomentée en France par les ultra-patriotes au sujet des fêtes de Kiel. La Presse, sans distinction de partis, approuve fort l'attitude conciliante prise par le Gouvernement français. D'ailleurs, on est d'accord pour reconnaître que la présence des navires français n'engage en aucune façon la politique de la France.

Toutefois, les partisans des mesures d'apaisement ne dédaignent pas les symptômes favorables qu'ils relèvent avec soin toutes les fois qu'ils se produisent en France.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* s'avance même davantage. Après avoir ramené à ses justes proportions la portée de notre participation aux fêtes de Kiel, elle rappelle avec complaisance un propos tenu par M. de Bismark. Au Congrès de Berlin, en 1878, il aurait dit à M. Washington : « Si la France et l'Allemagne s'entendaient au lieu de se combattre, elles seraient les maîtresses du monde ».

Le *Reichstag* a terminé sa session. Si elle n'a pas été très féconde en résultats législatifs, il faut avouer qu'elle a été très mouvementée. Le rejet de l'impôt sur le tabac, si souvent réclamé par le Chancelier de l'Empire, l'adoption des projets de loi sur les taxes douanières, sur l'alcool et sur les sucres sont des incidents sans importance réelle. On ne peut en dire tout à fait autant de l'échec de la loi sur les menées subversives. Peu importe même, à cet égard, les tendances libérales dont ont fait preuve les représentants directs du peuple allemand. Le véritable événement politique de la session, c'est le rejet du vote de félicitations au fondateur de l'Empire allemand, le seul survivant du trio des vainqueurs de 1870, en un mot, le prince de Bismarck.

En ce faisant, le Reichstag se mettait en opposition directe avec l'Empereur. Et, symptôme plus significatif encore, la majorité a accepté avec indifférence le fameux télégramme dans lequel l'empereur Guillaume exprimait toute son « indignation ». Elle a accepté avec empressement la démission de son président conservateur, M. de Levetzow, qui, depuis dix ans et plus, dirigeait les travaux du Parlement germanique, pour élire à sa place un membre du parti politique le plus puissant de l'Allemagne, le Centre catholique.

En cet Empire protestant, n'est-il pas bizarre de voir la Chancellerie impériale, c'est-à-dire le Pouvoir exécutif et la Présidence du Reichstag dirigées par des catholiques ? L'échec du *Kulturkampf*, les coquetteries nécessaires de M. de Bismarck avec feu M. Windhorst, prédécesseur de M. Lieber, aboutissent à leurs conséquences naturelles, le triomphe du parti catholique. L'Empereur et le Pape régissent toujours les destinées de l'Empire d'Allemagne, quoiqu'il ait cessé d'être saint et romain.

Tels sont les résultats de la division des partis protestants ou libéraux et de l'union compacte des populations catholiques.

Au point de vue économique, la proposition Kanitz restée en suspens et l'adoption d'une motion en faveur de la réhabilitation de l'argent ne sont guère moins caractéristiques. La motion Kanitz en faveur du monopole des blés étrangers (lisez plutôt : seigles) serait le triomphe du parti conservateur agrarien de la Prusse orientale, elle n'a pas été votée et ne le sera probablement jamais. Le Gouvernement la combat à outrance... et les catholiques des pays à froment s'y intéressent peu. Mais le relèvement du prix de l'argent, c'est-à-dire la hausse de tous les produits agricoles a l'agrément des paysans catholiques de l'Ouest et du Midi. Le Centre s'y est rallié et l'Europe a assisté à ce spectacle singulier d'un peuple avouant ses fautes et s'efforçant de les réparer. C'est l'Allemagne qui, en 1873, détermina la crise universelle, en passant au monométallisme : c'est le Reichstag qui a engagé le Gouvernement de l'Empire à réhabiliter l'argent injustement proscrit.

Les difficultés de la situation n'en restent pas moins évidentes. Il n'y a pas d'équilibre politique stable au-delà du Rhin. Si l'Empereur est toujours le maître du Conseil fédéral, son Chancelier n'a pas et ne peut avoir de majorité dans le Parlement. Un point seulement est acquis : on ne peut légiférer contre le Centre. Sans son appui, la machine gouvernementale ne peut subir aucune modification. Mais le Centre serait tout aussi incapable de gouverner, car il ne possède que le quart des suffrages législatifs.

Mais revenons à des sujets plus précis. La prochaine session du Reichstag sera fort chargée. Malgré ses insuccès repétés, le Chancelier ou plutôt l'Administration des finances impériales n'a pas renoncé à assurer son indépendance. Elle essaiera de se créer de nouvelles ressources en taxant le tabac ou peut-être l'alcool. La loi sur la réforme des Bourses n'est pas encore discutée. Elle devra l'être. Il y a aussi des projets de loi sur la répression de la concurrence déloyale, sur la falsification du beurre par la margarine.

Une réforme de l'ordonnance industrielle, une revision du Code civil de procédure sont aussi en chantier, et que sais-je encore ?

Plus avancé est déjà le projet de loi sur la garde des valeurs d'autrui. Il vient d'être approuvé par le Conseil fédéral : je vous l'ai annoncé. Aujourd'hui il m'est possible de vous envoyer un résumé.

Le projet détermine les obligations du négociant qui, dans l'exercice de son industrie, reçoit sans enveloppes en gage ou à titre de dépôt des actions, parts de mines, certificats provisoires ou autres titres de valeurs, susceptibles d'être remplacés à l'exception de billets de banque. Le négociant sera astreint à garder à part ces titres, sous un signe extérieurement visible, sans les confondre avec les siens ou avec ceux des tiers, et d'en tenir registre commercial.

Toute déclaration du déposant autorisant le dépositaire ou détenteur du gage, à remplacer les titres ou à en disposer à son gré ne sera valable que si elle est donnée isolément et en terme exprès par écrit.

Le commissionnaire qui exécute un ordre d'achat de valeurs de ce genre est tenu, dans le délai de trois jours, d'envoyer une liste des titres, avec indication de leur nature, de leur valeur nominale, des numéros et des autres signes distinctifs.

Le délai est porté à deux semaines en cas d'échange des valeurs.

L'envoi de cette liste établit la transmission de la propriété des titres y spécifiés au profit du donneur de l'ordre, en tant que le commissionnaire est autorisé à disposer de ces titres.

Si un négociant transmet à un tiers des valeurs déposées chez lui, de la nature spécifiée, pour qu'elles soient gardées, échangées ou pour qu'elles soient destinées à acquérir d'autres valeurs, parts d'intérêts ou de bénéfices, il doit avertir le tiers que les titres ne sont pas siens.

Le tiers ne peut alors acquérir un droit de gage ou de rétention sur ces titres ou sur les nouveaux, vis-à-vis de son commettant, qu'en vertu de prétentions résultant de ces titres.

Les dispositions pénales du projet de loi sont sévères et d'une importance toute particulière. Le négociant, qui utilise illégalement à son profit ou au profit d'un tiers les titres déposés chez lui ou ceux qu'il détient à titre de commissionnaire, s'expose à la prison jusqu'à concurrence d'un an et à une amende susceptible de s'élever à 3.000 M., ou à l'une de ces peines.

La pénalité monte à deux ans de prison, dans le cas où une procédure de faillite est ouverte contre lui ou s'il a suspendu ses paiements, pour peu qu'il ait contrévenu aux dispositions relatives à la séparation des

valeurs déposées ou à la tenue du registre commercial, lorsque le déposant en éprouve un dommage.

Il en est de même du commissionnaire, qui contrevient aux règles prescrivant l'envoi de la liste des titres, au préjudice de l'ayant droit.

La peine de la réclusion (*Zuchthaus*) ou de trois ans au moins d'emprisonnement, en cas de circonstances atténuantes, serait prononcée contre le négociant en état de faillite qui, conscient de son insolvabilité ou de son excès de dettes, s'approprierait illégalement des valeurs étrangères qu'il aurait prises sous sa garde.

Ces dispositions pénales sont également applicables aux membres du bureau d'une société anonyme ou d'une Association enregistrée, aux gérants d'une Société à responsabilité limitée, ainsi qu'aux liquidateurs d'une Société commerciale ou d'une Association, s'ils ont commis les actes frappés de pénalités, relativement aux titres qui se trouvent dans la possession de la Société ou de l'Association ou qui ont été livrés par celle-ci à un tiers.

Le projet de loi ne contient aucune disposition relative au certificat de garde à dresser par le dépositaire. Par suite, celui-ci pourrait comme auparavant refuser d'indiquer dans le certificat de dépôt les numéros des titres remis.

Le 31 mai a eu lieu, à Lubeck, la pose de la première pierre du canal de l'Elbe à la Trave. Trois Ministres prussiens, MM. Miquel, de Thielen et de Bœtticher, assistaient à cette cérémonie, ainsi que le sénateur lubeckois Klug. Je vous fais grâce des discours. Le canal établit une communication directe entre le cours inférieur de l'Elbe et la mer Baltique. C'est aussi un canal des Deux-Mers à l'usage de Lubeck, l'ancienne capitale de la Hanse, aujourd'hui éclipsée par Hambourg.

La mode est d'ailleurs aux canaux. Le Ministère prussien a fait dresser le projet complet d'un canal du Centre. Il réunirait les centres houillers et métallurgiques du Rhin et de la Westphalie à Berlin. Mais les frais d'établissement s'élèveraient à 144 millions de *M.* Le canal n'est pas encore fait. Utile à l'industrie des provinces occidentales, il nuirait aux charbonnages silésiens et aussi au trafic du réseau ferré prussien.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	31 mai	Dif. 22 mai	31 mai	Dif. 23 mai
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.076.196	— 14 682	935.428	+ 2 659
Billets du Trésor	27.474	— 405	28.895	+ 6
Billets d'autres banques	10.458	+ 420	12.188	+ 1.513
Lettres de change	531.547	+ 26.584	566 820	+ 9.373
Prêts sur titres	73 022	+ 4.768	82 780	+ 3 695
Valeurs	9 254	+ 409	6.824	+ 116
Autres propriétés	42.337	+ 1.243	50 999	— 126
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	1.060.031	+ 32.821	932.893	+ 12.351
Autres engagements à vue	551.342	— 11 756	589 073	+ 4.866
Autres engagements	8.915	+ 272	11.949	+ 315

Comparaison avec 1894 et 1893
(Millions de marks)

Stock métallique

	1893	1894	1895
30 avril ...	863,3	875,4	1 070,3
7 mai ...	861,6	876,9	1 065,4
15 — ...	870,6	889,7	1.078,3
23 — ...	884,3	932,8	1 090,8
30 — ...	885,7	935,4	1.076,1

Lettres de change et prêts sur titres

	1893	1894	1895
30 avril ...	758,9	646,5	603,2
7 mai ...	752,3	634,4	575,6
15 — ...	746,6	650,3	565,6
23 — ...	723,1	636,5	573,2
30 — ...	740,0	619,6	604,5

Circulation

	1893	1894	1895
30 avril ...	1.012,7	1.005,9	1.095,7
7 mai ...	990,4	989,6	1.074,3
15 — ...	963,0	945,7	1.051,2
23 — ...	931,6	920,5	1.027,2
30 — ...	917,0	932,9	1 060,0

Réserve de billets

	1893	1894	1895
30 avril ...	177,1	199,7	2 0,1
7 mai ...	201,2	219,8	217,4
15 — ...	237,7	276,0	254,3
23 — ...	282,0	345,2	291,5
30 — ...	269,7	337,0	243,6

Trafic des Chemins de fer Prussiens. — A la fin d'avril, premier mois du nouvel exercice financier, la longueur exploitée du réseau d'Etat prussien était de 26.368 kilom. en augmentation de 454 kilom. Les recettes totales se sont élevées à 77.064.000 *M.* dont 23.089.000 *M.* pour le trafic des voyageurs et 49 millions438.000 *M.* pour le trafic des marchandises, outre 4.537.000 *M.* de recettes extraordinaires.

Les nouvelles prescriptions en vigueur sur le service de caisse et de comptabilité ne permettent pas une comparaison exacte avec les recettes précédentes. Pour l'établir, il faut déduire 1.995.000 *M.* des recettes du trafic des marchandises en 1894-95 et ajouter 603.000 *M.* aux recettes de sources diverses.

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 7 juin 1895.

Les valeurs d'Etat sont toujours fermes, mais il y a une certaine lourdeur et des réalisations appréciables sur les valeurs industrielles. L'argent est plus cher, car il est assez démandé pour les règlements d'opérations.

On se plaint toujours des retards dans l'apparition de la cote officielle. Ainsi, lors de la liquidation, le groupe de courtiers Geisendorff-Schlochauer, surchargé d'opérations, n'a pu fixer les cours et a dû faire rayer ses valeurs. Il serait temps d'aviser.

Le Syndicat allemand pour l'emprunt chinois, placé sous la Direction de la *Seehandlung*, a accepté l'adhésion de la *Dresdner-Bank* et de l'*A. Schaafhausen Bank-Verein*.

Le même Syndicat s'occupe de la conversion des Lettres de gage agricoles.

La *Banque prussienne de Lettres de gage* émet un emprunt de 50 millions de *M.* à 3 1/2, non remboursable avant l'année 1905.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 5 juin 1895.

Situation monétaire. — Index-numbers. — La Récolte en 1894. — Rapport du Board of Trade sur les grèves du Royaume-Uni.

Il n'y a pour ainsi dire pas de changement dans la situation monétaire. Les taux d'escompte sont seulement un peu plus faciles et l'on peut s'attendre à ce que les taux se maintiennent très bas. Il y a un point cependant sur lequel on doit attirer l'attention : ce sont les versements appelés sur les grandes émissions faites depuis quelque temps, versements qui viennent grossir les échéances actuelles. Pendant les cinq mois qui se sont déjà écoulés, le capital levé n'a pas été inférieur à 38.931.000 liv., contre 14.485.000 liv. pour la période correspondante de 1894; les appels pour le mois courant sont de 5.082.000 liv., tandis qu'ils n'ont pas excédé 3.745.000 liv. en juin 1894. Tôt ou tard, ces versements devront réduire les provisions abondantes du marché sans parler de la reprise commerciale qui se manifeste et que l'on espère voir s'accentuer davantage.

Un des indices de cette reprise est, nous l'avons dit, le relèvement du prix des marchandises. L'*index-number* que publie l'*Economist* avait montré déjà le mois dernier ce relèvement : pendant le mois qui vient de s'écouler, la hausse a été plus accentuée; voici les chiffres publiés par notre confrère :

1894	Index-Number	1895	Index-Number
Fin mars	2.021	Fin février	1.906
Fin juin	1.974	Fin mars	1.921
Fin septembre	1.952	Fin avril	1.925
Fin décembre	1.923	Fin mai	1.944

La moyenne des prix se trouve donc être au niveau le plus élevé obtenu depuis fin septembre 1894. Des 22

espèces comprises, 10 ont augmenté de prix dans le courant du mois, 5 ont diminué, 7 n'ont pas subi de changements. La hausse est surtout sensible pour le sucre, le coton et les métaux. Il y a eu une réaction dans les prix de la laine, du thé, de la viande de boucherie et des bois de construction.

Le Ministère de l'agriculture vient de publier un rapport très étendu sur les résultats agricoles de 1894. Ce document nous montre que, par rapport à l'exercice 1893, il y a eu dans tout le royaume une augmentation considérable dans l'acrage des récoltes de grains, et une diminution dans celui des pommes de terre. Les chiffres qui ont trait à la production totale et au rapport par acre sont plus remarquables. En premier lieu, ces chiffres indiquent un contraste marqué entre les résultats d'une saison de sécheresse (1893) et une saison très fructueuse très peu gênée par une température humide. Comparée avec celle de 1893, la récolte de 1894 a été des plus fructueuse pour toutes les cultures, sauf celle des pommes de terre, et si l'on compare les chiffres obtenus avec ceux des dix années antérieures on constate que 1894 a encore été l'année la meilleure. L'année a donc été des plus prospères pour les fermiers anglais.

Il est un autre document officiel sur lequel je dois attirer votre attention, c'est le rapport que vient de publier le *Board of Trade* sur la querelle entre patrons et ouvriers pour l'année 1893. Le rapport fait par M. John Burnett est d'autant plus intéressant qu'il s'occupe de l'année où a éclaté la fameuse grève des charbonnages. M. John Burnett consacre à cette question une forte partie de son ouvrage et fait remarquer que les chefs de la fédération avaient mis en avant un principe dont on ne s'était jamais servi pour les cas de ce genre, à savoir que les prix de vente devaient se modeler sur les salaires et non leur servir de régulateur. Cette grève, qui se termina par la victoire des travailleurs, entraîna 300.000 ouvriers.

Pendant toute cette année 1893, le nombre des grévistes a été de 636.386, en augmentation de 280.000 sur l'année précédente et ce sont des questions de salaire qui ont presque toujours provoqué la suspension du travail. Soixante-six fois sur cent, les ouvriers ont obtenu satisfaction complète, et vingt deux fois sur cent, satisfaction partielle. Les travailleurs qui ont résisté à une diminution ont été plus favorisés que ceux qui ont demandé une augmentation de salaires.

Cent quinze grèves, mettant en mouvement 23.088 personnes, ont eu leur origine dans des difficultés relatives au règlement du travail; la question des heures de travail n'a provoqué que des différents peu nombreux.

Les *Trade s Unions* ont dépensé 727.041 livres pour soutenir ces grèves et, si l'on tient compte des secours distribués et des souscriptions très fortes recueillies dans les corps de métier, on verra que cette somme ne forme qu'une faible partie des frais nécessités.

Le rapport constate enfin le progrès fait par l'arbitrage : il établit que 19 employeurs et 23 *Trade s Unions* ont demandé l'établissement régulier de l'arbitrage par l'Etat; 122 employeurs et 132 *Trade's Unions* se sont prononcés pour la formation de bureaux locaux d'arbitrage et de conciliation. Il est à souhaiter que cette tendance s'accentue.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

5 Juin 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés	51.140.585	Dette fixe de l'Etat	11.015.100
		Rentes immobilisées	5 784 900
		Or monnayé et lingots	34 340.585
Total	51.140 585	Total	51 140.585

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	13 921 202
Réserve et profits et pertes	3.045.335	Portefeuille et avances	20 543 088
Trésor et administration publique	8 330 939	Billets en réserve	25 054 750
Comptes particuliers	35.782 730	Or et argent monnayés	2.681.291
Billets à sept jours, etc.	158 327		
Total	62 200 331	Total	62.200.331

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
27 Février	37.081	24.795	42.251	31.253	29.090	69	2
6 Mars	37 186	25 071	42 558	32.108	28 915	67	»
13 »	36. 67	24.893	41.116	30.558	28.874	70	»
20 »	37.362	24.679	42.094	30.919	29.483	63	»
27 »	37.729	25.287	44.339	33.434	29.242	65	»
3 avril	37.744	26 123	42 950	32.891	28 420	66	»
10 »	36 653	26 316	39.600	30.278	27.136	68	»
17 »	36 755	26.018	40.357	30.531	27.536	68	»
24 »	37.492	25.978	41.810	31.251	28 313	67	»
1er Mai	37.036	26 238	41 698	31 877	27.597	66	»
8 »	36.928	26 213	42.021	32.289	27 541	65	»
15 »	36 956	25.798	43.311	33 135	27.9 9	64	»
22 »	37.1 3	25.523	41 038	33.376	28.430	64	»
29 »	37 500	25 810	44 768	34 046	28.460	63	»
5 juin	37.021	26 085	41.413	34.164	27.735	62	»

Les Consolidés. — D'après le rapport sur la Dette publique du Royaume-Uni qui vient d'être publié, les divers départements du Gouvernement détiennent des Consolidés et emprunts locaux pour la somme énorme de 153.352.443 liv.; la Caisse d'épargne postale possède à seule, 68.000.000 liv.

Finances Egyptiennes. — Les recettes de la Caisse de la Dette égyptienne, pendant le mois de mai, ont été : pour l'Unifiée, de 233.064 liv. contre 196.864 liv. en 1894; pour la Privilégiée, de 115.480 liv. contre 125.400 livres en 1894.

Expéditions d'Or du Cap. — Le montant de l'or exporté du Cap pendant le mois de mai est de 680.728 liv. contre 556.000 liv. en avril.

Emprunt Chilien. — La maison Rothschild met en souscription l'Emprunt chilien de 2 millions de livres en 4 1/2 dont nous avons parlé la semaine dernière. Le produit de cet emprunt est destiné à faciliter l'opération de la reprise des paiements en espèces. Le prix d'émission du nouveau 4 1/2 est de 93 1/2 0/0.

Avec cet emprunt, la Dette extérieure consolidée du Chili s'élèvera à 13 millions de livres sterling.

Clearing-House

Résultat des compensations du 30 Mai au 5 Juin

Jeudi 30 mai .... £	21.893.000	Lundi 3 juin ...... £	»
Vendredi 31 mai....	22.877 000	Mardi 4 juin	23.411.000
Samedi 1er juin.....	19 6.2 000	Mercredi 5 juin.	21 038 000
		Total.......£	108.901 000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 123.812.000.

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 7 juin 1895.

Après cette période de fêtes, le Stock-Exchange a montré des tendances assez fermes, quoique calmes, et si, en fin de semaine, nous retrouvons des cours plus hésitants, cela tient à la tendance des places étrangères et à l'approche de la liquidation.

Les consolidés conservent leurs plus hauts cours ; les Chemins anglais bénéficient des meilleures recettes que les fêtes ont provoquées.

Les fonds internationaux conservent une allure assez hésitante : l'Italien, l'Extérieure et les Fonds ottomans suivent les indications de Paris ; les Fonds helléniques sont mal impressionnés par les nouvelles défavorables relatives à la récolte.

Les Mexicains subissent des ventes pour compte de Berlin ; la réduction de la prime sur l'or ne profite pas encore beaucoup aux Argentins.

Les Chiliens bénéficient de l'animation produite par le nouvel emprunt.

Les Chemins américains sont en faveur à cause des nouvelles relatives à la récolte dans les Etats-Unis.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 5 juin 1895.

La Dissolution de la municipalité viennoise — La Réforme électorale. — Le Retrait des billets d'Etat. — Le Rapport de la Commission du budget autrichien sur les opérations de la « Valuta ». — Les Explications de M. de Plener au sujet des accords avec le syndicat Rothschild et de la conversion de la Rente de mai. — La Bosnie et l'Herzégovine.

Je vous ai télégraphié, vendredi dernier, la dissolution du Conseil municipal de Vienne, qui s'imposait pour mettre fin aux scènes scandaleuses provoquées par les antisémites.

En attendant de nouvelles élections, le chef de district, Dr Jean de Friebeis, a été désigné pour remplir les fonctions de Commissaire imperial et royal, avec les pouvoirs d'un bourgmestre et d'une municipalité ; il sera assisté d'un conseil de quinze membres.

Au *Reichsrath*, on a procédé à l'élection des députés qui siégeront aux Délégations.

D'après l'exposé de la réforme électorale qui vient d'être publié, le nombre des députés serait porté de 353 à 400, les nouveaux mandats devant être donnés par les petits contribuables. Trente-quatre des nouveaux sièges reviennent aux circonscriptions des villes. En ce qui concerne les ouvriers, ceux-là seuls seront électeurs qui auront compté pendant au moins deux ans à la Caisse de seecours ; leur nombre est de 600 000. Ils ont 4 députés en Bohême, 3 dans la Basse-Autriche, un pour l'Autriche du Nord, le Tyrol et le Voralberg réunis, un pour la Styrie et la Carynthie, un pour la Moravie et la Silésie, un pour la Galicie et la Bukowine, et, enfin, un pour la Dalmatie, les côtes et la Carynthie.

Aucune nouvelle saillante, dans le domaine de la politique, à signaler en Hongrie ; les esprits se sont calmés de l'autre côté de la Leith, et la session parlementaire a été close sans nouveaux incidents.

J'extrais les indications suivantes du rapport de la Commission du budget autrichienne relatif aux opérations de la *valuta*, qui complètent tout ce que je vous ai déjà écrit à ce sujet :

« Il y a lieu de signaler la diminution sensible de la circulation des billets d'Etat. En janvier 1894, cette circulation s'élevait à 366.779.523 florins ; en décembre de la même année, elle s'était réduite à 303.305.895 florins, et à fin avril 1895, elle était tombée à 230.672.523 florins.

Voici le détail des retraits effectués jusqu'au 30 avril 1895 :

	En florins
Billets de 50 florins.........	39.274.900
— 5 —	5.391.695
— 1 —	53.464.054
Soit un total de........	98.130.649

dont 68.691.454 florins, soit 70 0/0, s'appliquent à l'Autriche.

« Pour rembourser ce montant, l'Autriche a employé : 1° Par l'entremise de la *Banque d'Autriche-Hongrie*, 19.034.698 florins en monnaies divisionnaires d'argent et 30.240.650 florins en billets de la Banque ; 2° des pièces de une couronne émises jusqu'à concurrence de 18.500.000 florins — soit, ensemble, 67.775.348 florins. »

La circulation des billets de la *Banque* qui était de 438.800.120 fl. en 1894, s'est élevée à la fin de cette même année, à 507.808.160 fl. ; à fin avril 1895 elle s'élevait à 503.119.760 fl. Cette augmentation, dit le rapport, s'explique en partie par ce fait que le Gouvernement a pris, contre ses dépôts d'or, pour 30.240.650 fl. de billets à la Banque.

Toutefois, la circulation totale des billets d'Etat et des billets de la Banque accuse une sensible diminution ; elle était, en effet, de 805.579.643 fl. au commencement de 1894 et s'était élevée, au mois de septembre de la même année, à 829.380.588 fl., tandis qu'elle se réduisait, à fin avril, à 733.791.912 florins.

« La loi du 2 août 1892 autorisait le Ministre des finances à contracter des emprunts, au moyen d'émissions d'obligations rente-or 4 0/0, pour se procurer un montant total de 183.456.000 florins d'or. Jusqu'à fin 1894 on avait émis 60 millions au cours de 95 5 0/0 usance de Berlin, soit 56.315.000 florins or, et 40 millions au cours de 97 0/0, soit 37.966.300 florins or. Puis, en vertu des accords passés avec le groupe de la *Crédit Anstalt* autrichienne, ce groupe a pris ferme, à la date du 11 février 1895, un lot de 25 millions de florins (valeur nominale) d'obligations rente-or au cours de 101 25, en se réservant un droit d'option sur un second lot de 25 millions de florins qui a été pris à la date du 14 mai. Le rendement de ces 50 millions d'obligations rente-or ressort à 49.581 200 florins, dont il faut déduire les frais des achats d'or. »

En résumé, le Gouvernement autrichien a émis à ce jour un total de 150 millions de florins (valeur nominale) d'obligations 4 0/0 rente-or ayant produit 143 millions 863.100 florins-or, de telle sorte que, pour se procurer le stock de métal jaune prévu, il y aurait lieu d'émettre encore une valeur nominale de 40 millions de florins.

Le rapport constate ensuite que les cours de la *valuta* autrichienne se sont sensiblement améliorés pendant l'année dernière ; le chèque sur Londres, qui était coté 124 45 au 31 décembre 1893, ne valait plus que 123 90 à fin décembre 1894 et 122 25 à fin avril 1895.

Je vous signale, à ce propos, que dans une des dernières séances de la Commission du budget, on a demandé au Ministre des finances cisleithanien, M. de Plener, pour quels motifs il avait cédé au groupe Rothschild le dernier lot de rente-or à 2 0/0 au-dessous du cours du jour et pourquoi il avait cru devoir traiter avec un Syndicat au lieu de s'adresser directement au public. Le Ministre a répondu qu'on ne pouvait songer à une émission dans le pays en vue de se procurer de l'or ; que, d'autre part, le terrain était insuffisamment préparé à l'étranger pour qu'on pût y lancer un emprunt autrichien et que, par conséquent, l'appui d'un puissant consortium avait été indispensable. Il ne s'agissait pas seulement, a ajouté le Ministre, d'une simple vente de titres, mais les opérations comportaient des achats de métal jaune, dans une forme et dans une qualité déterminées.

Les mêmes membres de la Commission budgétaire, qui ont interpellé M. de Plener au sujet des émissions de rente-or, lui ont demandé s'il se préoccupait aussi de la conversion de la dette-papier 4 1/2 0/0 (dite *rente de mai*) ; mais le Ministre a déclaré ne pouvoir s'expliquer sur ce point, ajoutant que toute personne entendue aux questions financières approuverait sa réserve. On ne doit parler de la conversion que lorsqu'elle sera en train de s'accomplir.

Après ces explications, la Commission a approuvé le rapport que je vous ai résumé ci-dessus.

Dans les milieux financiers austro-hongrois, l'attention se porte beaucoup, depuis quelque temps, sur la Bosnie et l'Herzégovine, où se créent de nombreuses

entreprises. Outre des affaires industrielles, on vient de décider la création d'une Banque provinciale bosniaque, et la Société de Navigation à vapeur du Danube a pris le service fluvial dans les provinces occupées, service qui était assuré jusqu'ici par l'Administration locale. D'autre part, à la suite d'une entente intervenue entre le Gouvernement et la *Credit Anstalt* autrichienne et une grande maison de Vienne faisant le commerce des bois, la *Credit Anstalt* va devenir concessionnaire de l'exploitation des forêts en Bosnie pendant une durée de vingt-cinq ans. Les exploitations organisées jusqu'ici étaient insuffisantes pour tirer un parti suffisant de la richesse de ces forêts qui permettra de couper de 40.000 à 50.000 mètres cubes de bois par an.

Informations Économiques et Financières

L'Impôt de Consommation en 1893, en Autriche-Hongrie. — Le Département des finances autrichien vient de publier les chiffres définitifs de l'Impôt de consommation dans la Monarchie pour l'année 1893.

Le rendement accuse, par rapport à 1892, une plus-value de 11.555.284 florins, dont 8.355.496 florins pour l'Autriche et 3.199.788 florins pour la Hongrie. Cette plus-value porte sur les chapitres suivants : eaux-de-vie, bière, viande, sucre et huiles minérales, et sur les recettes de l'Administration. En déduisant ce dernier facteur, qui ne constitue pas des recettes réelles, l'augmentation se réduit à 6.854.152 florins.

Dans les pays occupés (Bosnie et Herzégovine) la plus-value par rapport à 1892, est de 53.175 florins.

Voici enfin, le détail des plus-values pour les divers chapitres :

1° *Autriche* : Consommation des eaux-de-vie, 1 million 344.758 fl.; bière, 1.191.562 fl.; viande et animaux de boucherie, 12.950 fl.; huiles minérales, 1.434.721 fl.; — par contre il y a diminution, pour le vin et le moût, de 450.400 fl., et pour le sucre, de 150.358 fl.

2° *Hongrie* : consommation des eaux-de-vie, 2 millions 258.[illegible]90 fl.; bière, 521.221 fl.; viande et animaux de boucherie, 580.453 fl.; sucre, 534.487 fl.; huiles minérales, 65.881 fl.; — par contre la consommation des vins et des moûts est en diminution de 971.627 fl.

Les Nouveaux Coupons des rentes-papier et rentes-argent Autrichiennes. — Les obligations de 100 florins des rentes-papier et rentes-argent autrichiennes ne portant plus qu'un coupon, le Département des finances délivre depuis le 1er juin courant, de nouveaux titres auxquels sont attachés 18 coupons semestriels.

Les Caisses d'Epargne Postales en Autriche. — Pendant le mois de mai 1895 le *mouvement de l'épargne* aux Caisses postales a été le suivant : dépôts 3.029.194 florins, retraits, 2.858.474 florins, soit un excédent de 170.720 florins en faveur des dépôts.

Pour le *mouvement des chèques*, les versements se sont élevés à 126.150.859 florins et les remboursements à 125.265.842 ; il en résulte que le solde des dépôts s'est accru de 884.986 florins.

Le nombre des participants s'est augmenté, en mai 1895, de 3.013 pour le mouvement de l'épargne, de 179 pour le mouvement des chèques et de 224 pour le *clearing*.

Le mouvement général de mai 1895 a atteint le montant de 257.304.339 florins, et au 31 mai, les soldes généraux ressortaient comme suit : 41.127.990 fl. pour l'épargne, 51.799.045 pour les chèques, soit, ensemble, 92.927.035 florins.

Le total des participants à cette même date était de : 1.077.608 pour l'épargne et 27.121 pour le mouvement des chèques. Parmi les titulaires des livrets de chèques on comptait au 31 mai 19.551 participants au clearing.

Le nombre des titulaires de livrets de rente s'élevait à 11.292, pour lesquels l'Administration des Caisses d'épargne postales avait en dépôt 21.350.560 fl. (valeur nominale) de valeurs d'Etat.

Enfin, le montant nominal des valeurs achetées pour le compte des déposants et délivrées s'élevait, à fin mai 1895, à 26.359.365 florins (valeur nominale).

L'Industrie Cotonnière en Autriche-Hongrie. — Le Syndicat autrichien des industries cotonnières vient de publier une brochure qui contient des statistiques fort intéressantes.

Au commencement de l'année 1895 on comptait, dans la Monarchie, 3.108.113 filatures, employant 38.662 ouvriers (dont 16.757 hommes, 18.002 femmes et 3.863 enfants). En voici la décomposition par région :

Circonscriptions de :	Broches		
	Fin	Déchets	Retors
Vienne	433.186	1.500	48.506
Linz	133.972	970	4.200
Reichenberg	1.043.656	68.903	53.104
Eger	205.114	10.665	7.220
Prague et Budweis	263.610	3.364	5.056
Brünn, Troppau, Olmütz	174.396	15.000	20.496
Graz, Laibach, Gœrz	126.776	»	5.178
Innsbruck, Bozen	129.415	340	2.590
Feldkirch	292.360	336	22.292
Hongrie	32.088	»	3.820
Totaux	2.834.573	101.078	172.462

On voit que les filatures se répartissent sur trois grands centres : la Bohême septentrionale, la Basse-Autriche (Steinfeld) et le Vorarlberg. Il est à remarquer que tandis que l'industrie des filatures est restée stationnaire, dans la Basse-Autriche, elle a progressé rapidement dans le nord de la Bohême et dans le Vorarlberg. On a filé surtout les numéros bas et moyens (4 à 44); quelques filatures seulement produisent les numéros 60, 80 et 90.

Quant aux quantités produites et à leur valeur, elles se décomposent comme suit :

Circonscriptions de :	Production	
	En livres	En florins
Vienne	33.980.000	14.100.000
Linz	6.200.000	2.680.000
Reichenberg	70.650.000	25.080.000
Eger	19.600.000	6.540.000
Prague et Budweis	20.150.000	7.750.000
Brünn, Olmütz, Troppau	14.050.000	5.300.000
Graz, Laibach, Gœrz	12.750.000	4.300.000
Innsbruck, Bozen	9.880.900	3.890.000
Feldkirch	14.650.000	5.810.000
Hongrie	»	»
Totaux	201.910.000	75.450.000

La Culture des Betteraves en Autriche-Hongrie. — D'après le *Tagblatt* de Prague (qui a puisé ses renseignements dans les rapports des 217 fabricants de sucre austro-hongrois) la surface plantée en betteraves comprend, cette année, 289.430 hectares, contre 376.160 hectares en 1894 ; c'est là une diminution de 23 0/0.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 7 juin 1895.

Le marché viennois a été plus soutenu, cette semaine, et la reprise a été facilitée par une détente monétaire.

Le taux des reports a varié entre 5 1/2 et 5 3/4 0/0. Quant à la prime sur l'or elle se réduit à 1 1/4 0/0.

Le Gouvernement hongrois a traité, décidément, avec le groupe de la *Union-Bank* de Vienne pour l'emprunt destiné à la régularisation du cours du Danube aux Portes-de-Fer; il s'agit, comme je vous l'ai déjà dit, de 45 millions de couronnes en obligations 3 0/0 ;

mais l'émission n'aura lieu qu'au cours du second semestre.

L'Empereur-Roi recevra demain, 8 juin, les Délégations hongroises, d'abord, et autrichiennes, aussitôt après.

BELGIQUE

Les Droits de Navigation. — Les recettes du mois de janvier 1895 se sont élevées à 376.067 fr., contre 367.869 fr. pour le mois correspondant de 1894, soit une augmentation en faveur de 1895 de 8.198 fr.

Chemins de fer. Postes, Télégraphes et Téléphones. — Les recettes brutes des Chemins de fer (Etat et Sociétés concessionnaires) du mois de janvier 1895 se sont élevées à 10.916.623 fr., contre 11.473.394 pour le même mois de 1894, soit une diminution de 556.770 fr.

Les recettes nettes se sont élevées à 10.553.575 fr. pour janvier, contre 11.104.547 fr. pour la même période de l'année précédente, soit une diminution de 550.972 fr.

Le mois de décembre de 1894, les recettes brutes s'élevaient à 11.698.284 fr. et les recettes nettes, à 11 millions 305.064 fr.: il y a donc, pour le mois de janvier, encore un recul de 781.660 fr. pour les recettes brutes et de 751.489 fr. pour les recettes nettes.

Pour les Postes, les recettes ont produit, en janvier 1895, 2.110.019 fr., contre 2.012.424 en janvier 1894, soit pour 1895, une augmentation de 97.595 fr.

Les recettes des Télégraphes ont produit, pour le mois de janvier 1895, 313.361 fr.; en 1894, elles avaient produit 293.652 fr., soit, en plus, pour janvier 1895, 19.649 fr.

Les Téléphones ont produit, en janvier 1895, 550.954 francs, contre 214.606 fr. pour le mois correspondant de 1894, soit, en faveur de 1895, une augmentation de 336.348 francs.

Voici le tableau comparatif :

	En milliers de francs Janvier	
	1895	1894
Chemins de fer :		
Recettes brutes........	10.916	11.476
Recettes nettes........	10.553	11.104
Postes..................	2 110	2.012
Télégraphes.............	313	293
Téléphones..............	550	214

BULGARIE

Les Recettes des Douanes, en Bulgarie. — Pendant le mois d'avril 1895, les recettes pour droits de douanes et taxes diverses se sont élevées à 825.729 fr., en diminution de 282.514 francs par rapport au mois correspondant de 1894.

Si cette différence sensible s'explique par les effets de l'impôt des accises — observe le *Journal du Commerce bulgare* — il n'en subsiste pas moins une diminution réelle pour les recettes des douanes proprement dites qui se sont élevées, en 1893, à 91.874 francs de plus qu'en avril dernier.

La moins-value était de 240.003 francs en janvier, et de 266.041 francs, en février.

Le Rendement des Impôts, en Bulgarie. — En février 1895 les Caisses de l'Etat ont perçu pour droits d'accises sur le tabac, l'alcool, les denrées coloniales et les timbres-poste, une somme totale de 1.414.117 fr., soit 287.135 francs de plus qu'en février 1895.

Les Caisses agricoles, en Bulgarie. — D'après un bilan provisoire établi par le Ministère du commerce et de l'agriculture, les prévisions des Caisses agricoles pour l'exercice courant se chiffrent par 636.210 francs, dont 519.660 francs s'appliquent aux traitements, 90.650 fr. à des frais généraux divers et 25.900 francs au chapitre des commissions d'escompte.

La Récolte de Soie, en Bulgarie. — Les perspectives pour la récolte des soies en 1895 sont excellentes dans le sud de la Principauté, mais on redoute, dans le nord une pénurie de nourriture pour les vers, les grands froids des mois passés ayant retardé la pousse des feuilles de mûriers.

Les importations de graines de vers à soie se sont élevées, cette année, à 15.182 onces environ, dont 8.678 2/3 proviennent de France, 3.577 1/2 d'Italie et 2.926 de Turquie.

Les Transports de Charbon en Bulgarie. — Le Ministère des voies et communications a décidé d'accorder les réductions suivantes sur les transports de charbon de Pernik et de Sofia, à partir du 1er avril courant, sous la réserve que les expéditeurs s'engageront à transporter un minimum de 1.000 tonnes par an, en wagons complets de 10.000 kilogr. :

1 fr. 62 par tonne pour les stations de la ligne Bellowo-Hebibkschewo et Tirnowo-Seymen-Jamboly; 1 fr. 85 pour la station Straldja; 2 fr. 13 pour Karnobad; 2 fr. 39 pour Aitos; 2 fr. 51 pour Kayali; 2 fr. 75 pour Burgas.

En outre, la Direction des Chemins de fer Orientaux a accordé, sous les mêmes conditions, une réduction de 2 fr. 14 par tonne pour les transports de charbon de Pernik et Sofia à destination des stations de la ligne Straldja-Burgas.

La Société Commerciale de Navigation à Vapeur, à Varna. — Cette Société vient de mettre en paiement le dividende de l'exercice 1893-1894, à raison de 14 fr. 95 par action.

A l'assemblée générale, qui a eu lieu à Varna, on a décidé l'acquisition d'un nouveau vapeur de 4 à 500 tonnes pour le service intérieur du fleuve.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 4 juin 1895.

L'Attentat contre le capitaine-général de Madrid. — Le Blâme de la Chambre. — Nouvelles de Cuba. — Les Recettes du mois de mai.

Vous savez déjà, par les télégrammes, l'attentat dont a été victime le général Primo de Rivera, capitaine-général de Madrid, frappé d'une balle de revolver en pleine poitrine, dans son cabinet, par un certain capitaine Clavijo. Si grave que soit l'état de la victime, il est permis d'espérer qu'elle s'en tirera cette fois encore. Je dis « cette fois encore », car le colonel Primo de Rivera avait déjà été mortellement blessé à la poitrine, pendant la guerre carliste, et, si ma mémoire ne m'abandonne pas, le maréchal Serrano lui avait fait obtenir les étoiles in-extremis. Cela se passait il y a vingt-quatre ans.

En attendant, le procès de l'assassin n'a pas traîné. Traduit devant une cour martiale, le capitaine Clavijo (qu'on voulait faire passer pour fou) a été jugé, condamné et exécuté dans les quarante-huit heures. L'exécution a eu lieu ce matin même à San-Isidoro, sur le bord du Manzanarès, et j'ajouterai que l'attitude du condamné a été très crâne.

M. Canovas, vous le voyez, va rondement en besogne et il y a mille fois raison quand il s'agit de réprimer un acte pareil.

La presse libérale fait grand bruit autour d'un vote de blâme émis par les Cortès, parce que le Gouvernement refusait de communiquer certains documents con-

cernant les justices de paix; il n'y a dans ce vote, provoqué par un ami du secrétaire de la Présidence, rien qui puisse ébranler la situation du Cabinet. C'est un simple incident, sans portée politique, dont M. Canevas ne se préoccupe guère.

Au surplus, ses préoccupations sont ailleurs, à Cuba d'où nous arrivent de mauvaises nouvelles. Le rebelle Maximo Gomez (le dernier survivant des trois principaux chefs de l'insurrection actuelle) a passé dans la province de Puerbo Principe et plusieurs *cabecillas* ont réussi à débarquer sur les côtes. Pour parer à toutes les éventualités, le maréchal Martinez Campos a demandé six bataillons de renfort, mais le Gouvernement, voulant augmenter ses moyens d'action, lui en envoie dix.

Mes prévisions optimistes de la semaine dernière se trouvent, ainsi, en partie détruites.

D'après les renseignements parvenus au ministère, les recettes de la *Hacienda* dans les provinces, en mai dernier, présentent une moins-value de 551.880 pesetas, par rapport à mai 1894. Pour les douanes, la diminution est de 2.704.894 pesetas. D'autre part, les frappes de monnaies d'argent effectuées le mois dernier, ont occasionné une baisse de 1.060.738 pesetas dans les comptes de l'Hôtel des Monnaies. Si on ajoute à ces sommes divers autres facteurs, entre autres la diminution de la production du mercure dans les mines d'Almaden, nous arrivons à une moins-value totale de 5.059.391 pesetas; après déduction de l'augmentation de recettes de Torrevirja et de la Dette, cette moins-value ressort nette à 5.034.316 pesetas.

Je vous ai déjà dit que la baisse des recettes des douanes était inévitable, par suite de l'arrêt des arrivages de céréales étrangères; quant au reste, considérant que le cabinet actuel ne veut pas dénaturer les chiffres et entend exposer chaque mois la situation véritable des finances du pays, il n'y a rien d'inquiétant. En effet, pendant la période électorale, on n'a pas poussé la rentrée des impôts et il y a eu, en mai, diverses sources de dépenses tout à fait exceptionnelles.

Au surplus, nous devons faire une constatation des plus satisfaisantes : après paiement des obligations afférant au mois de mai, au moyen des ressources de ce même mois, il reste au Trésor un solde disponible de plus de 5 millions, permettant d'alléger d'autant la Dette flottante créée au cours de l'exercice actuel et de diminuer ainsi le découvert du Trésor à la *Banque d'Espagne*.

Je vous enverrai, comme d'habitude, le tableau détaillé des recettes de mai, dès qu'il aura paru.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 20 mai (20 semaines)

	1892	1893	1894	1895
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	5.313.707	5 501 488	5.767.406	5 671.380
Nord de l'Espagne (1959 k.)	20 304.253	19 733 111	20.689 973	17.972.347
Asturies (741 kil.)	3 662 669	4.111.435	4 623.137	4 323 019
Lérida-Reus (103 kil.).....	537.593	526.888	498 443	443.750
Almansa-Valence (460 kil.)	4 526 657	4.117.641	4 118.351	3 918.837
Saragosse (2672 kil.)......	19 538.361	19.559.820	19 741.774	18.750.445

Le Commerce extérieur de l'Espagne. — Voici les chiffres comparatifs du mouvement du commerce extérieur de l'Espagne pendant les quatre premiers mois de 1895 et des deux années antérieures :

	Du 1er janvier au 30 avril		
	1895	1894	1893
		En milliers de pesetas	
Importations..	248.060	245.960	227.710
Exportations..	182.430	181.300	200.940

La plus-value des *importations* est minime, comme on le voit, par rapport à 1894, mais, depuis 1893, la dépression est plus sérieuse. Pour les *exportations*, nous constatons, en 1895, une augmentation de 1 million 130 mille pesetas.

La plus-value des *importations* porte sur les drogueries et produits chimiques, sur le coton en balles, et, en général, sur les matières premières nécessaires à l'industrie des tissus, ce qui confirme bien les renseignements contenus dans la lettre de notre correspondant de Madrid en date du 29 mai (*Economiste Européen*, no 177).

Les importations de céréales sont en sensible diminution :

	Du 1er janvier au 30 avril		
	1893	1894	1895
		En pesetas	
Blés	27.014.370	22.536.442	16.598.566
Farine..........	2.947.342	2.775.890	1.819.376
Autres céréales..	6.799.893	14.896.781	4.448.218

L'augmentation des *exportations* porte sur les métaux, les animaux et leurs dépouilles et les denrées alimentaires.

Le Budget de Cuba. — La *Gaceta de Madrid* a publié la semaine dernière les résultats provisoires du budget de la Grande-Antille pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours.

D'après ces données les *paiements* effectués pendant les neuf premiers mois de 1894-95 (c'est-à-dire du 1er juillet 1894 au 31 mars 1895) — non compris les frais de la guerre, qui font l'objet de crédits extraordinaires, représentent une somme de 17.763.831 piastres.

Par contre, les *recettes*, comprenant les reliquats des exercices antérieurs se sont élevées, pendant la même période, à 16.381.340 piastres.

Voici le détail :

Dépenses : Obligations générales, 8.896.080; Grâces et Justice, 547.713; Guerre, 3.744.001; Finances, 398.576; Marine, 700.318; Intérieur, 2.143.902; Travaux publics, 331.241; — soit un total, comme ci-dessus, de 17.763.831 piastres.

Recettes : Contributions et impôts, 4.264.602; Douanes, 9.329.691; Revenus en régie, 1.312.492; Loteries, 1.408.141; Biens de l'Etat, 44.223; Ressources éventuelles, 21.327, — soit un total de 16.381.46 pesetas.

Il résulte de la comparaison de ces chiffres un *déficit* de 1.382.485 piastres pour le Trésor de Cuba.

Notre confrère, la *Epoca*, commentant ces résultats, dit qu'ils font honneur à l'intendant général intérimaire de la Hacienda de Cuba, M. Cabezos, qui a su améliorer de 3 millions de piastres, pendant cette période de neuf mois, la situation budgétaire de la Havane.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 7 juin 1895.

Nous sommes au calme, sans que la cote ait été trop déprimée. Aussi bien le marché se ressent des fêtes de la Pentecôte, et, d'autre part, les nouvelles de Cuba causent une certaine inquiétude; il faut que la situation se soit singulièrement aggravée là-bas pour que le maréchal Martinez Campos demande de nouveaux renforts.

La spéculation locale se tient sur la réserve en attendant que l'horizon s'éclaircisse.

La *Banque d'Espagne* va faire une nouvelle avance de 15 millions de pesetas, gagée sur les billets hypothécaires de Cuba.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 5 juin 1895.

La Session parlementaire et l'attitude du Gouvernement. — Le Programme du ministère. — La Banque de Naples. — Le Nouveau règlement pour la fabrication et la garde des Billets de Banque. — Les Etablissements de prévoyance du personnel des Chemins de fer.

La nouvelle Chambre se réunira le 11 pour constituer son bureau et le 12 elle commencera à travailler sérieusement.

Ainsi que je vous l'ai déjà annoncé, le Cabinet réclamera dès l'ouverture de la session l'exercice provisoire et l'approbation des décrets promulgués depuis la prorogation de l'ancien Parlement. En confirmant cette nouvelle, le *Corriere della Sera* nous apprend que le Cabinet compte demander un vote de confiance sur l'une ou l'autre de ces questions, de façon à connaître la majorité dont il dispose. On estime que deux mois d'exercice provisoire sont indispensables, car le temps matériel manque pour faire voter les budgets; mais on discuterait ces budgets et, au fur et à mesure de leur adoption, l'exercice provisoire prendrait nécessairement fin pour chacun d'eux.

Pour 1895-96 la prévision des recettes donnent une plus-value de vingt millions environ en regard de notables économies dans les dépenses. Si le Ministère n'obtient pas satisfaction, ajoute le susdit confrère, il est décidé à se retirer.

M. Sonnino présentera, entre autres projets, une demande de prorogation de trois mois des pouvoirs du Commissaire royal nommé à la *Banque de Naples*, dont les nouveaux statuts ne sont pas encore entièrement élaborés. Au surplus, il est probable qu'on ne nommera pas de Directeur à cet Etablissement; le Ministre préfère constituer un Conseil de direction, avec un Président, tous les membres de ce Conseil devant être solidairement responsables. Le fonctionnement actuel de la Banque ne serait pas modifié.

La *Gazette Officielle* a publié la semaine dernière le règlement, approuvé par décret royal du 26 avril 1895, relatif à la fabrication, au remplacement et à la garde des billets des Banques.

Je ne peux vous donner tout au long cet important document destiné à éviter les abus d'antan, mais il convient d'en résumer les grandes lignes.

Tout d'abord, le Gouvernement exercera une surveillance étroite sur la fabrication du papier devant servir à la confection des billets, et l'autorisation préalable des contrôleurs nommés *ad hoc* sera exigée. Un bureau spécial au Ministère du Trésor aura la garde du papier destiné à la fabrication. D'autre part, une caisse spéciale, dépendant du même département, ouverte à chacune des Banques, recevra en dépôt les billets fabriqués — qui ne seront plus à la disposition de la direction des Instituts — et ne les délivrera que contre une autorisation de l'Inspection, contresignée par le Préfet et par l'Intendant des finances de la province. C'est, en somme, une caisse à trois serrures, dont les clefs seront entre les mains d'agents distincts.

La valeur totale des billets à remettre aux Instituts est déterminée d'une manière fixe et invariable; elle devra figurer sur les situations à établir tous les dix jours et ne pas dépasser le maximum de la circulation fiduciaire, *plus deux cinquièmes*.

Ainsi, la *Banque d'Italie*, à laquelle la loi accorde une circulation maxima de 800 millions, a droit à un contingent de billets s'élevant à 1.120 millions.

Les billets lacérés seront présentés à la Caisse spéciale pour être échangés contre d'autres.

J'aurai l'occasion de revenir sur cet important décret, qui a pour but d'empêcher les errements dont on a tant souffert en ce pays, en imposant une véritable tutelle aux Instituts d'émission.

La Commission constituée le 31 mai 1893, par M. Genala, à l'effet de rechercher les déficits existant, au 1er janvier 1885, dans les Etablissements de prévoyance (caisses, pensions et secours mutuels) du personnel des anciens réseaux ferrés: Haute-Italie, Chemins Romains, Méridionaux et Calabre — vient de terminer ses travaux. Cette Commission était chargée aussi de la répartition définitive des sommes appartenant à ces Etablissements contre les nouveaux Instituts des réseaux de l'Adriatique, de la Méditerranée, etc.

D'après le rapport qui vient d'être remis aux Ministres compétents, le *déficit* maximum des Caisses, évalué conformément aux anciens statuts, a été fixé à 81 1/2 millions à la date du 31 décembre 1889, capital qui devra s'augmenter des intérêts composés à 4 10 0/0 l'an et d'autres éléments.

Mais le déficit technique, qui s'est accru par les statuts appliqués provisoirement le 1er janvier 1890, s'élève à une somme plus considérable; en outre, l'écart résultant de la péréquation entre les recettes annuelles et les charges correspondantes des caisses de pensions et des sociétés de secours constitue une somme encore beaucoup plus élevée.

La Commission conclut à ce que l'on prenne sans plus tarder des mesures propres à reconstituer le patrimoine de ces Etablissements et qu'on revise les statuts provisoires suivant les données qu'elle indique.

Informations Économiques et Financières

Les Recettes des Chemins de fer Italiens. — Au 31 janvier 1895, c'est-à-dire pendant les sept premiers mois de l'exercice 1894-95, la longueur absolue du réseau ferré italien était de 14.944 kilomètres, et la longueur moyenne exploitée pendant cette période ressortait à 14.879 kilomètres.

Les recettes brutes approximatives des sept premiers mois de 1894-95 se sont élevées à 149.221.827 lire, contre 144.991.537 lire pour la période correspondante de 1893-94, soit une plus-value de 4.220.290 lire pour l'exercice actuel.

Voici la répartition de ces recettes entre les diverses lignes :

	Juillet janv. 1894-95	Juillet-janv. 1893-94	Diff. en 1894-95
		En Lire	
Réseau Méditerranéen	71.856.668	70.103.492	+ 1.753.176
» de l'Adriatique	62.394.320	60.852.335	+ 1.541.985
» de la Sicile...	5.736.236	5.360.434	+ 375.802
Chem. de fer de l'Etat exploités par la Société vénitienne...	625.206	635.725	— 10.525
Chem. Sardes, Compagnie royale.....	950.813	958.332	— 7.519
Chemins Sardes, Société secondaire...	412.073	397.306	+ 14.767
Lignes diverses......	7.256.367	6.683.913	+ 552.604
Total.........	149.211.827	144.991.537	+ 4.220.290

Voici la comparaison du produit kilométrique :

	Juil.-janv. 1894-95	Juil.-janv. 1893-94	Diff. en 1894-95
Réseau Méditerranéen.	13.100	13.419	— 349
» de l'Adriatique.	11.344	11.017	+ 327
» de la Sicile.....	5.563	5.339	+ 224
Ch. de fer de l'Etat exploités par la Société vénitienne	4.465	4.540	— 75
Ch. de fer Sardes, Cie royale	2.313	2.331	— 18
Ch. de fer Sardes, Soc. secondaire	693	765	— 72
Lignes diverses........	4.212	4.148	+ 64
Moyenne kilométr.	10.028	10.046	+ 18

Ajoutons que du 1er juillet 1894 à fin janvier 1895 on a ouvert à l'exploitation 192 kilomètres de tronçons nouveaux.

Les Recettes des Douanes italiennes. — Du 1er janvier au 30 avril 1895, c'est-à-dire pendant les quatre premiers mois de l'année, les recettes des douanes se sont élevées à 78.192.244 lire, en plus-value de 9.560.626 lire sur la période correspondante de 1894.

Voici le détail comparatif par chapitre :

	1895	1894	Diff. en 1895
		En lire	
Droits d'importat.	73.395.409	63.917.142	+ 9.478.267
Droits d'exportat.	1.648.490	1.623.174	+ 25.316
Surtaxes de fabric.	566.239	479.686	+ 86.553
Droits de timbre.	331.967	351.671	— 19.704
Droits maritimes.	1.973.221	1.997.919	— 24.698
Recettes diverses.	276.918	262.026	+ 14.892
Totaux	78.192.244	68.631.628	+ 9.560.626

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 7 juin 1895.

Les Bourses italiennes ont été très fermes cette semaine; ce n'est pas seulement la Rente, mais toutes les valeurs, en général, qui bénéficient des demandes. Mais, depuis hier, les transactions se sont considérablement ralenties.

Les tribunaux italiens continuent à faire bonne justice du fameux amendement Antonelli; c'est ainsi que le tribunal de Rovigo a condamné la province à payer intégralement les coupons de son emprunt, en prenant à sa charge l'impôt sur la richesse mobilière.

ROUMANIE

La Conversion de la Ville de Bukarest. — Ainsi que nous l'annoncions la semaine dernière, la conversion de la dette de la ville de Bukarest est aujourd'hui un fait accompli; M. N. Filipesco, maire de Bukarest, a signé avec le groupe Handelsgesellschaft Darmstadter-bank, Deustchebank de Berlin et MM. Marmorosch. Blanc et Cie de Bukarest, un contrat provisoire pour la conversion de 5 en 4 1/2 0/0 de toute la dette intérieure et extérieure de la ville de Bukarest.

Le consortium de banquiers a pris ferme cette affaire au cours de 95.

Les emprunts à convertir sont les suivants :

Empr. intér. 5 0/0 de 1883, expir. en 1923...Fr.	11.481.000
Empr. extér. 5 0/0 de 1884, » » 1924.......	15.583.150
Empr. extér. 5 0/0 de 1888, » » 1928.......	12.211.500
Empr. intér. 5 0/0 de 1890, » » 1930.......	15.358.900
Total de la dette intérieure et extérieure...Fr.	53.634.550

Ainsi qu'on le voit d'après les renseignements ci-dessus, la moitié de la dette est intérieure et la moitié est extérieure.

La conversion du 5 0/0 en 4 1/2, contractée ferme au cours de 95, a pour effet, d'un côté de diminuer les charges de la Commune et de consolider son crédit et, d'un autre côté, d'offrir aux détenteurs et aux capitaux disponibles une fort belle affaire, surtout en ce moment où le cours actuel du 5 0/0 a dépassé le *pair* à Bukarest et à Berlin.

La loi relative à cette conversion autorisant la ville de Bukarest à faire la conversion *en 4 1/2 0/0 ou en obligations à lots portant intérêts à 2 1/2 0/0 au moins*, on travaille actuellement — dit le *Curierul Financiar* — à faire convertir la *dette intérieure* en obligations à primes rapportant 3 0/0 d'intérêt.

Si cette nouvelle opération s'effectue, la conversion de la dette reviendra au cours de 100 et non de 95 et la Mairie réalisera une grande diminution dans ses charges et bénéficiera d'envira deux millions, écart entre le cours de 95 et celui de 100.

En résumé, conclut notre confrère, la conversion, soit en 4 1/2 0/0 au cours de 95, soit moitié en obligations 4 1/2 et moitié en obligations à primes 3 0/0, a toutes les chances de réussite et se présente dans les conditions les plus favorables possibles tant pour la Mairie que pour le public.

SUISSE

Jura-Simplon. — La Compagnie du Jura-Simplon a transporté, pendant le mois de mars, 729.000 voyageurs, 177.720 tonnes de bagages et de marchandises, et 50.000 têtes de bétail. Les recettes totales, pendant le mois de mars, se sont élevées à 2.043.000 fr., contre 2.206.069 fr. en mars 1894. Les dépenses d'exploitation ont été, en mars 1895, de 1.176.000 fr., au lieu de 1.106.475 en mars 1894. L'excédent des recettes sur les dépenses a été, en mars 1895, de 867.000 fr. Il avait été de 1.099.594 fr. en 1894.

Pendant le premier trimestre de 1895, il y a eu, par rapport au premier trimestre de l'année dernière, une diminution de recettes de 439.433 fr. et un excédent de dépenses de 228.520 fr.; l'excédent des recettes sur les dépenses, dans le premier trimestre de 1895, est de 509.000 fr., soit 667.953 fr. de moins que pendant la période correspondante de l'année dernière.

En avril, les transports ont produit 2.375.000 fr., soit 167.000 fr. de plus qu'en avril 1894, mais les dépenses ayant été supérieures de 88.000 fr. à celles du mois correspondant de l'année dernière, le bénéfice d'exploitation est réduit à 1.149.000 fr., soit 77.000 fr. de plus qu'en avril 1894.

Pour les quatre premiers mois de l'année courante, le bénéfice d'exploitation reste inférieur de 566.000 fr. à celui de la période correspondante de 1894.

Nord-Est Suisse. — Les bénéfices nets de la Société du Chemin de fer du *Nord-Est Suisse*, en 1894, se chiffrent par 4.920.000 fr. Le dividende fixé à 6 0/0 contre 5 3/5 0/0 pour 1893 absorbe la somme de 4 millions.

Sont reportés à nouveau 750.000 fr. contre 573.000 fr., pour l'année précédente.

Le Conseil d'administration de la Société s'occupe activement de la question de conversion des actions de priorité, dont le rachat statutaire était prévu pour 1898. En même temps, on parle du projet de conversion des obligations 4 0/0, dont le montant s'élève à 120 millions de francs.

TURQUIE

Le Chemin de fer Salonique-Constantinople. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Compagnie du Chemin de fer Jonction Salonique-Constantinople a été tenue le 28 mai, à Constantinople, sous la présidence de M. le commandant Berger, président du conseil.

Le rapport du conseil d'administration constate les progrès remarquables obtenus dans l'exécution de cette ligne. L'exploitation de ce chemin de fer d'une si haute importance pour le développement des communications entre les grands centres de Salonique et de Constantinople, est ouverte sur 227 kilomètres, soit de Salonique à Angista et de Karasouli à Kilindir, et dessert déjà des localités importantes, comme Serrès et Demir-Hissar, privés jusqu'ici de toutes voies ferrées. La ligne entière sera probablement complètement achevée avant un an, malgré les difficultés techniques et les travaux d'art considérables qui feront de ce chemin de fer un des plus accidentés et des plus pittoresques qui aient été construits en Europe, et grâce à la protection spéciale qui a été accordée à cette œuvre par le Sultan lui-même.

L'assemblée des actionnaires a approuvé, à l'unanimité, les comptes et bilans présentés par le conseil. Elle a désigné M. Raoul Mallet, banquier à Paris, comme administrateur, en remplacement de M. Monchicourt, décédé, et réélu, pour l'exercice 1895, MM. Naville, administrateur-délégué de la Banque Impériale Ottomane à Paris, et Vülfing, directeur-adjoint à Constantinople, en qualité de commissaires-vérificateurs.

Les Chemins de fer en Syrie. — Le *Levant Herald* annonce que la Commission technique présidée par Khairi bey, directeur des Chemins de fer au Ministère des travaux publics, chargée de prendre livraison de la nouvelle voie ferrée de Beyrouth, est partie samedi soir pour aller remplir sa mission. Ladite Commission, dont fait partie M. Galland, conseiller technique du susdit département, est également chargée de vérifier les travaux de Jaffa-Jérusalem et d'en prendre livraison définitive.

Le Propriétaire-Gérant : JULES MONTEL.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 ru du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25 fr.**
— — Six mois. **14 fr.**
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32 fr.**
— — Six mois.. **18 fr.**

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission

N° 179. — 7e volume. (21) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 15 juin 1895.

SOMMAIRE DU N° 179

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 737 à 746.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — La Paix de l'Europe. — L'Emprunt Sino-Russe. — La Situation financière de la Serbie. — Société des Mines d'Or de la Russie. — Les Mines d'Or du Transvaal. — Compagnie des Eaux pour l'Etranger. — Compagnie Générale Française de Tramways. — L'Union Coloniale Française. — Pages 746 à 755.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris — Mouvement des Caisses d'Epargne. — Chambre de Compensation des Banquiers de Paris. — Chemins de fer Economiques du Nord. — Compagnie Algérienne. — Le Rendement des Impôts. — Ancienne Compagnie Richer. — Société Foncière Lyonnaise. — Chemins de fer Régionaux des Bouches-du-Rhône. — Compagnie Générale des Chemins de fer Brésiliens. — Messageries Maritimes. — Chemins de fer Economiques. — Recettes des Chemins de fer. — Recettes du Canal de Suez. — Pages 755 à 757.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR : ALLEMAGNE : Pages 758 et 759. — ANGLETERRE : Pages 759 à 761. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 761 à 763. — BULGARIE : Page 763. — ESPAGNE : Pages 763 à 765. — GRECE : Page 765. — ITALIE : Pages 765 à 767. — PORTUGAL : Page 767. — ROUMANIE : Pages 767 et 768. — RUSSIE : Page 768.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique — Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
FRANCE. — Banque de France						
1894 14 juin.	1.782.5	1.277.1	3.059.6	3.416.9	90	2½
1895 30 mai.	2.052.2	1.249.6	3.301.8	3.546.7	93	2
1895 6 juin.	2.048.7	1.251.0	3.299.7	3.516.8	93	2
1895 13 juin.	2.045.1	1.252.4	3.297.5	3.491.1	90	2
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 8 juin.	736.6	432.6	1.169.2	1.153.6	101	3½
1895 22 mai.	981.8	381.8	1.363.6	1.284.0	106	3
1895 31 mai.	968.5	376.7	1.345.2	1.325.0	101	3
1895 8 juin.	967.0	376.1	1.343.1	1.310.1	102	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 13 juin.	946.1	»	946.1	623.9	152	2
1895 30 mai.	937.5	»	937.5	646.0	145	2
1895 5 juin.	925.2	»	925.2	652.1	142	2
1895 12 juin.	934.2	»	934.2	637.3	146	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1894 21 avril	97.5	17.5	115.0	158.0	73	»
1895 23 févr.	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
1895 23 mars	97.8	22.0	119.8	156.9	76	»
1895 20 avril	98.2	22.7	120.9	158.0	76	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1894 21 avril	67.5	10.0	77.5	160.0	49	»
1895 23 févr.	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
1895 23 mars	70.2	10.4	80.6	157.0	51	»
1895 20 avril	69.6	9.0	78.6	157.4	50	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 8 juin.	216.3	343.1	559.4	909.3	61	4
1895 22 mai.	404.3	283.9	688.2	1.034.7	66	4
1895 31 mai.	404.3	284.1	688.4	1.048.5	65	4
1895 8 juin.	403.8	283.7	687.5	1.053.6	65	4
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 7 juin.	78.1	36.7	114.8	412.3	28	3
1895 23 mai.	87.1	23.2	110.3	449.0	24	2½
1895 29 mai.	83.9	22.3	106.2	459.9	23	2½
1895 6 juin.	86.5	23.0	109.5	440.5	24	2½
BULGARIE. — Banque Nationale						
1894 14 avril	7.0	1.2	8.2	2.0	410	8
1895 22 mars	3.3	7.3	10.6	1.4	757	8
1895 7 avril	3.2	7.0	10.2	1.4	728	8
1895 14 avril	3.1	7.0	10.1	1.6	631	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 31 mai.	73.2	»	73.2	100.7	73	3½
1895 30 mars	74.9	»	74.9	102.4	74	3½
1895 30 avril	77.4	»	77.4	107.1	72	3½
1895 31 mai.	85.5	»	85.5	108.2	79	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 9 juin.	197.9	217.5	415.4	932.3	44	5
1895 25 mai.	200.1	311.6	511.7	927.5	55	4½
1895 1 juin.	200.1	312.5	512.6	926.1	55	4½
1895 8 juin.	200.1	311.5	511.6	932.5	54	4½
GRÈCE. — Banque Nationale						
1894 30 avril	2.0	»	2.0	108.5	2	6½
1895 28 fév..	1.9	»	1.9	106.1	2	6½
1895 31 mars	2.1	»	2.1	106.8	2	6½
1895 30 avril	1.9	»	1.9	107.2	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 9 juin.	113.8	177.3	291.1	430.7	67	2½
1895 25 mai.	108.1	177.7	285.8	441.4	64	2½
1895 1 juin.	108.1	177.7	285.8	441.6	64	2½
1895 8 juin.	108.1	177.7	285.8	437.2	65	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 31 mai.	299.4	44.0	343.4	827.4	41	6
1895 10 mai.	299.7	54.6	354.3	712.4	50	5
1895 20 mai.	300.1	54.9	355.0	714.7	50	5
1895 31 mai.	300.5	54.6	355.1	729.3	48	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 20 mai.	93.2	10.4	103.6	222.7	46	6
1895 30 avril	105.5	10.5	116.0	235.6	49	5
1895 10 mai.	105.6	10.4	116.0	234.9	49	5
1895 20 mai.	105.6	10.4	116.0	237.7	48	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 20 mai.	35.2	1.5	36.7	58.7	63	6
1895 30 avril	35.2	1.5	36.7	50.9	72	5
1895 10 mai.	35.2	1.5	36.7	49.4	74	5
1895 20 mai.	35.2	1.5	36.7	49.0	74	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1894 30 avril	31.5	»	31.5	66.6	47	5
1895 28 fév..	31.1	»	31.1	63.7	49	4
1895 31 mars	29.6	»	29.6	67.8	43	4
1895 30 avril	30.7	»	30.7	70.4	43	4
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1894 6 juin.	16.8	36.3	53.1	281.5	19	6
1895 22 mai.	26.7	40.6	67.3	295.9	22	6
1895 29 mai.	26.7	40.8	67.5	297.1	23	6
1895 5 juin.	26.7	40.7	67.4	300.0	22	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 1 juin.	53.7	2.2	55.9	119.4	46	6
1895 18 mai.	59.1	3.2	62.3	109.0	57	6
1895 25 mai.	58.9	3.2	62.1	109.7	57	5
1895 1 juin.	58.5	3.3	61.8	111.2	56	6

Dates	Encaisse métallique Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 16 mai.	1.524.0	15.5	1.539.5	3.958.2	39	4%
1895 16 avril	1.565.0	16.2	1.581.2	4.214.7	37	4
1895 1er mai.	1.567.2	16.8	1.584.0	4.253.0	37	4
1895 16 mai.	1.565.2	17.0	1.582.2	4.274.2	37	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1894 30 avril	21.7	3.5	25.2	44.7	52	»
1895 28 fév..	21.9	4.5	25.4	49.7	53	»
1895 31 mars	21.8	3.6	25.4	50.5	50	»
1895 30 avril	21.8	3.5	25.3	49.0	51	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 22 mai.	5.9	4.1	10.0	23.2	43	6
1895 8 mai.	5.1	4.5	9.7	23.8	40	6
1895 15 mai.	5.1	4.6	9.7	23.7	41	6
1895 22 mai.	5.3	4.6	9.9	23.7	41	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1894 30 avril	23.0	5.0	28.0	59.6	46	4
1895 28 fév..	33.6	4.6	38.2	63.3	60	4
1895 31 mars	33.9	4.6	38.5	69.4	54	4
1895 30 avril	34.0	5.0	39.0	66.4	58	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1894 30 avril	10.4	12.9	23.3	83.3	28	»
1895 28 fév..	10.4	14.1	24.5	82.1	30	»
1895 31 mars	10.4	14.6	25.1	87.5	29	»
1895 30 avril	10.5	14.4	24.8	84.2	30	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 10 juin.	76.5	15.0	91.5	169.6	54	3
1895 25 mai.	82.5	10.5	93.0	174.9	53	3
1895 1er juin	82.9	9.8	92.7	176.3	52	3
1895 8 juin.	82.9	9.8	92.7	175.2	53	3

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

1894 14 juin.	6 509,8	2 663,4	9 173,2	14 322,6	64%
1895 30 mai.	7 299,6	2 632,0	9 931,6	14 988,5	66
1895 6 juin.	7 271,9	2 628,8	9 900,7	15 053,3	65
1895 13 juin.	7 280,0	2 627,9	9 907,9	15 008,0	66

TOTAUX au 31 décembre

1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51%
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56
1894 31 déc.	7 030,0	2 599,9	9 629,9	15 047,6	64

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent, d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	10 mai	17 mai	24 mai	31 mai	7 juin	14 juin
Amsterdam	47 90	47 97	47 97	48 02	48 02	48 02
Anvers	100 21	100 26	100 22	100 20	100 20	100 15
Athènes	185 »	184 »	184 »	172 50	172 50	178 »
Barcelone	12 20	12 30	12 80	12 50	14 ..	17 »
Berlin	81 10	81 10	81 10	81 10	81 05	81 10
Bruxelles	100 19	100 20	100 21	100 13	100 17	100 16
Bucharest	100 20	100 35	100 55	100 75	100 75	100 60
Constantinople	22 63	22 67	22 67	22 65	22 70	22 77
Francfort	81 13	81 12	81 11	81 10	81 07	81 03
Gènes	104 95	105 »	104 82	104 72	104 75	104 87
Genève	100 19	100 14	100 15	100 17	100 19	100 19
Lisbonne	688 »	689 »	689 »	693 »	692 .	692 50
Londres	25 37	25 36	25 30	25 36	25 35	25 36
Madrid	12 42	12 10	11 20	12 45	14 45	16 50
Rome	104 92	105 05	104 82	104 70	104 75	104 85
Saint-Pétersbourg	36 80	36 80	36 77	36 77	36 80	36 75
Vienne (à vue)	48 50	48 45	48 45	48 35	48 15	48 25
— (à 3 mois)	48 45	48 37	48 40	48 27	48 10	48 17

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	17 mai	24 mai	31 mai	7 juin	14 juin
Amsterdam. pap. court	4 %	206 50	206 19	205 87	205 87	205 87
Allemagne.. —	4 %	121 91	121 94	122 .	122 06	122 06
Vienne-Tr.. —	4 %	204 50	204 62	204 87	205 75	205 62
Barcelone.. —	4 %	440 50	410 »	440 ..	432 50	422 50
Madrid ..... —	4 %	440 50	440 »	440 ..	432 50	422 50
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	»
St-Pétersb.. —	4 %	268 »	268 50	268 50	268 50	268 50
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 20½	25 21½	25 20½	25 21	25 19
— ..... ch. court	2 %	25 22	25 23	25 22	25 22½	25 20½
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	2 ½ %	0 25 p.	0 25 p.	0 19 p.	0 22 p	0 15p.
Italie........ —	5 %	4 75 p.	4 50 p.	4 50 p.	4 62 p.	4 62p.
Suisse....... —	3 %	0 25 p.	0 25 p.	0 25 p.	0 25 p.	0 25p.
New-York.........	2 ½ %	516 »	516 »	516 ..	514 50	514 50
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	112 19	112 19	112 62	112 19	111 75
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains...**		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres.........		2 72	2 72	2 72	2 72	2 72
Souverains anglais.......		25 17	25 17	25 17	25 18	25 17
Banknotes.........		25 18	25 18	25 18	25 20	25 18
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

PAYS EXTRA-EUROPÉENS

NOMS DES PAYS	Valeur au pair en francs	Valeurs en francs au change du jour 16 mai	23 mai	30 mai	6 juin	13 juin
Etats-Unis (doll. or)..	5 18	5 16	5 16	5 16	5 14	5 14
Mexique (piastre arg.)	5 43	2 72	2 72	2 72	2 72	2 72
Répub.Arg.(peso pap.)	5 »	1 39	1 39	1 43	1 46	1 45
Chili (peso papier)....	5 »	1 78	1 86	1 82	1 85	1 85
Brésil (milreis papier)	2 60	0 95	0 96	0 95	0 97	0 97
Indes (roupie argent).	2 38	1 40	1 40	1 42	1 40	1 40
Japon (yen argent)...	5 39	2 84	2 81	2 81	2 80	2 81
Chine(Shanghaï)(taël arg.)	7 47	3 97	3 96	3 97	3 91	3 88

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 14 juin 1895

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*......	100 14	Billets *Allemands*....	99 86
En *Angleterre*......	100 12	— *Anglais*.......	99 88
En *Autr.-Hongrie*...	101 12	— *Austro-Hongr.*	98 89
En *Belgique*........	100 15	— *Belges*........	99 85
En *Espagne*........	117 17	— *Espagnols*....	85 36
En *Grèce*............	178 »	— *Grecs*.........	56 17
En *Hollande*.......	100 99	— *Hollandais*....	99 01
En *Italie*...........	104 84	— *Italiens*.......	95 38
En *Russie*..........	147 50	— *Russes*........	67 79
En *Suisse*..........	100 25	— *Suisses*........	99 75
Aux *Etats-Unis*.....	100 68	Pièces des *Etats-Unis*.	99 32
Au *Mexique*........	199 26	— du *Mexique*...	50 18
En *Rép. Argentine*.	344 »	Billets *Rép. Argentine*.	29 06
Au *Chili*............	270 27	— du *Chili*........	37 »
Au *Brésil*...........	268 04	— du *Brésil*.......	37 30
Aux *Indes*..........	170 »	Pièces des *Indes*.....	58 82
Au *Japon*...........	191 81	— du *Japon*......	52 13
En *Chine*...........	192 52	— de la *Chine*....	51 94

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 14 juin 1895.

Nous n'avons vu que des variations insignifiantes ou nulles sur les devises hollandaises, allemandes et autrichiennes, ces dernières sont cependant un peu plus faibles à 205 62. Le change espagnol est devenu très mauvais, la prime du papier français est de 17,17 0/0 à Madrid et à Barcelone, c'est la conséquence de la chute de l'Extérieure. On peut juger maintenant de la faute énorme qui a été commise par le Ministère libéral qui n'a pas su profiter de la baisse inespérée du change pour régler la question des Chemins de fer et pour faire

l'emprunt de liquidation qui s'imposait; il a préféré employer les petits moyens, gorger le public de *pagarès* qu'il était obligé de renouveler, et maintenant le pays peut voir ce que lui coûte cette politique d'ajournements et d'expédients. Nous ne pouvons malheureusement pas croire que le change s'en tiendra là et nous prévoyons encore des cours plus élevés avec des conséquences fâcheuses pour les commanditaires étrangers des entreprises espagnoles.

En Portugal, l'agio de l'or est de 29 0/0.

Le rouble est à 268 50 comme la semaine dernière.

Le Londres s'est un peu détendu, le papier court est à 25 19, le chèque à 25 20 1/2. Aucun changement sur le papier italien, ni sur le New-York qui est au-dessous du gold point.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	16 mai	23 mai	30 mai	6 juin	13 juin
Hong-Kong	2/2 1/8	2/2 1/8	2/2 1/	2/1 7/8	2/2 1/8
Shanghaï.......	3/0 3/4	3/0 5/8	3/0 3/	3/0 ./8	2/11 7/8
Yokohama	2/2 1/4	2/2 ./.	2/2 ./.	2/1 1/8	2/2 ./.
Valeurs à vue :					
Singapoure.....	2/2 1/4	2/2 1/4	2/2 1/4	2/2 ./.	2/2 ./.
Bombay........	1/1 9/32	1/1 5/16	1/1 1/2	1/1 9/32	1/1 5/16
Calcutta...	1/1 5/16	1/1 5/16	1/1 1/2	1/1 5/16	1/1 5/16
Rio-Janeiro.	9 1/8	9 3/16	9 1/8	9 1/4	9 5/16
Valparaiso.....	17 ./.	17 3/4	17 5/1	17 11/16	17 11/16
Buenos-Ayres, prime de l'or..	260 ./	258	249 1/2	242	244 ./.
Argent en barres	30 5/8	30 3/4	30 3/4	30 1/2	30 9/16

Le papier sur Hong-Kong et sur Yokohama est en léger progrès par suite de la hausse du métal argent, le Shanghaï est en réaction sans cause bien appréciable.

Sur le reste de la cote, nous n'avons pas de fluctuations à noter.

L'or est toujours au pair. L'argent est, à Paris, légèrement au-dessous du cours de la semaine dernière ; à Londres, au contraire, il gagne 1/16.

Il n'y a pas eu cette semaine de modifications dans les taux d'escompte officiels, mais le bruit courait le 13 juin que la *Banque d'Angleterre* discuterait la question de l'abaissement du taux minimum à 1 1/2 0/0.

La *Banque du Bengale* a réduit hier son escompte de 6 à 5 0/0.

Encaisses. — Circulation fiduciaire

Le bilan de la *Banque de France* se présente avec une diminution de 3.584.000 fr. d'or et une augmentation de 1.362.000 fr. d'argent.

Voici le mouvement de l'or : Paris a livré 118.000 fr. à la circulation, reçu 100.000 fr. de Trieste et il est entré 464.000 fr. de matières. Les succursales ont donné au public 3 962.000 fr., expédié dans l'Inde 131 000 fr. en petites pièces de 5 francs et reçu 63.000 francs de l'étranger.

Quant à l'argent, il est entré à Paris 2 072.000 fr. par la circulation et sorti 200.000 fr. pour Madagascar. Les succursales ont donné 435.000 fr. à leurs guichets, expédié 270.000 fr. en Suisse et reçu 215.000 fr. de Belgique et de Tunisie.

La circulation fiduciaire semble se réduire proportionnellement à l'encaisse, elle est maintenant au-dessous de 3 milliards 1/2, chiffre, à la vérité, encore fort élevé.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent de sorties de 900.000 fr. La circulation ayant rendu 9.900.000 francs, l'augmentation du métal jaune a été de 9 millions.

Voici le détail des entrées et sorties :

Entrées		Sorties	
6 juin Ach. en b[res]..£	14.000	7 juin Afr. du Sud. £	100.000
7 » »	10.000	8 » »	100.000
10 » Australie	162.000	12 » Egypte	33.000
11 » Ach. en barres	11.000		
Excéd. des sorties ...	36.000		
Total égal .... £	233.000	Total des sorties . £	233.000

La circulation a décru de 14.800.000 fr., le rapport de la réserve au passif exigible est de 62 7/8 ; on comprend dès lors que l'éventualité d'un nouvel abaissement de l'escompte puisse être sérieusement envisagée.

La *Banque d'Allemagne* a perdu 2 100.000 fr. d'or et d'argent ; sa circulation a diminué de 14.900.000 fr. ; le rapport des deux comptes est de 102 0/0.

Les mouvements de l'encaisse et de la circulation à la *Banque d'Autriche-Hongrie* sont à peu près nuls.

A la *Banque de Belgique* l'encaisse or et argent a augmenté de 3.300.000 fr. et la circulation a diminué de 19.100.000 fr.

La *Banque d'Espagne*, comme la *Banque des Pays-Bas* et la *Banque d'Italie*, présentent des chiffres identiques à ceux de la semaine dernière.

La circulation de la *Banque de Portugal* a atteint le chiffre de 300 millions, sans que l'encaisse ait varié.

Les autres Banques ne donnent lieu à aucune observation.

L'encaisse or globale des *Banques européennes*, qui avait fléchi la semaine dernière, tend à augmenter ; on sent que la circulation est saturée et que l'or ne saurait s'écarter ni loin ni longtemps des caisses des Banques.

En général, cette situation indique une stagnation d'affaires, mais, aujourd'hui, elle peut avoir pour cause les quantités si considérables de métal jaune que les mines jettent sur le marché et qui s'ajoutent au stock préexistant.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
OR	du 18 au 25 mai	depuis le 1er janv.	du 18 au 25 mai	depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	8.087.500	997.633	13.472.546
France.........	»	11.916.400	200.720	4.473.753
Allemagne......	»	5.772.036	»	1.527.152
Autres pays....	4.488	8.425.613	12.330	379.372
Total 1895...	4.488	34.201.549	1.210.683	19.852.823
— 1894...	4.434.375	41.814.350	77.068	7.803.131
— 1893...	4.539.582	61.128.218	10.551	5.105.606
ARGENT				
Grande-Bretagne	816.680	12.332.166	»	40.730
France.........	»	»	»	3.364
Allemagne......	»	11.025	»	3.809
Autres pays....	56.709	585.755	53.734	542.717
Total 1895...	873.389	12.928.946	53.734	590.620
— 1894...	515.815	15.368.320	9.330	601.442
— 1893...	692.455	11.168.877	33.413	1.963.644

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	9 juin.	100.500.000 dollars
1895.....	25 mai.	69.600 000 —
1895.....	2 juin.	70.600.000 —
1895.....	8 juin.	70.800.000 —

Malgré la hausse du change à New-York, l'or continue à rentrer et les exportations totales depuis le 1er janvier sont très inférieures à celles des deux années précédentes. L'encaisse des *Banques associées de New-York* est en voie d'amélioration, et la réserve du Trésor, qui est maintenue avec fermeté, est de 99 millions 425.862 dollars. Il reste à savoir si cet équilibre, évidemment instable et artificiellement obtenu, pourra être longtemps conservé.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

Le Mouvement bimétalliste en Angleterre jugé par un Américain

M. William Collins Whitney, ex-secrétaire de la marine, qui vient de rentrer aux Etats-Unis après un

voyage de cinq mois en Europe, a fait les déclarations suivantes à un de nos confrères de New-York :

Alors qu'il y a vingt ans, on ne trouvait personne en Angleterre qui fût partisan de l'étalon *bimétallique*, j'ai constaté, pendant mon récent séjour, un puissant courant d'opinion dans le pays en faveur de cet étalon. Par ce que j'ai vu et entendu, j'estime que les idées *bimétallistes* sont plus fortement enracinées en Angleterre qu'elles ne le sont aux Etats-Unis. Les personnes qui étudient l'économie s'y sont ralliées et les Chambres de commerce dans les grands centres industriels, tels que Birmingham et Sheffield, se sont ouvertement prononcées pour le *Bimétallisme*. Même parmi les hommes d'Etat conservateurs, il a des champions, entre autres M. A. J. Balfour. J'ai eu un entretien avec M. Lidderdale, ex-gouverneur de la Banque d'Angleterre, au moment des difficultés financières provoquées par la maison Baring : il m'a fait une profession de foi nettement *bimétalliste*.

La seule opposition que le *Bimétallisme* rencontre en Angleterre provient de la même source que dans notre pays, c'est-à-dire par les hommes ayant la situation de nos banquiers de Wall street. Les autres pays européens attendent que l'Angleterre prenne l'initiative et on pense qu'avant deux ans celle-ci convoquera une Conférence monétaire internationale sinon en vue d'un accord international, au moins pour l'établissement d'un étalon monétaire *bimétallique*.

La nouvelle piastre britannique

Le rapport du Directeur général de l'Hôtel des monnaies d'Angleterre, pour 1894, donne des renseignements très précis relativement à la frappe d'une piastre de commerce britannique pour l'Extrême-Orient, avec des *fac simile* de grandeur naturelle. Bien que nous ayons déjà donné, dans l'*Economiste Européen*, des indications détaillées sur cette piastre, il convient de résumer, à titre documentaire, les passages du rapport qui la concernent :

Dans plusieurs rapports antérieurs, il a été fait allusion aux propositions émanant des Chambres de commerce des Détroits et Hong-Kong, relatives à une piastre spéciale à frapper pour l'Extrême-Orient ; mais mon prédécesseur estimait ne pouvoir recommander la prise en considération de ces propositions, parce qu'il était impossible, dans les conditions les plus favorables, de fournir auxdites colonies des piastres à un prix leur permettant de lutter contre la piastre mexicaine. En conséquence, on n'avait pas donné suite aux requêtes reçues de Hong Kong en 1874 et en 1877, ni à celle reçue des Détroits en 1891.

Mais, au début de l'année 1894, la Chambre de commerce de Hong-Kong est revenue à la charge, en s'appuyant sur la pénurie des piastres mexicaines résultant de la baisse du prix en or de l'argent — pénurie qui menaçait la colonie d'une disette monétaire. La requête fut chaudement appuyée par les banquiers et par d'autres personnes entretenant des relations commerciales avec les Détroits et avec Hong-Kong, ainsi que par diverses Chambres de commerce, entre autres celle de Londres.

En conséquence, le Secrétaire d'Etat aux colonies, après avoir consulté le Comité monétaire colonial, a émis un avis favorable et, dès la fin de l'année dernière, on prit des mesures en vue de préparer les types à soumettre à Sa Majesté.

En raison du caractère spécial de la piastre dont il s'agit, qui est appelée, nous l'espérons, à une circulation très étendue, non pas seulement dans les colonies dépendant de la couronne britannique, — et eu égard à l'hostilité bien connue des peuples orientaux vis-à-vis des modifications apportées aux monnaies introduites dans leur circulation — on décida que la nouvelle piastre porterait sur la face les mots : « *one dollar* », avec la date pour bien indiquer son origine anglaise, et aurait sur le revers des caractères chinois et malais. Je suis heureux de pouvoir saisir cette occasion pour remercier le Ministre de Chine en Angleterre de l'appui qu'il a bien voulu nous donner en traçant plusieurs caractères chinois qui devaient être reproduits sur la piastre et qui a vérifié le travail du graveur après que les caractères avaient été transportés sur le métal.

Les matrices préparées, sous la direction du Département, par le graveur de l'Hôtel des monnaies, à frais communs avec les colonies des Détroits et Hong Kong, ont été expédiées à l'Hôtel des monnaies de Bombay, où les opérations de la frappe seront commencées dès que les matrices destinées à la fabrication seront prêtes. D'après les accords signés toutes les dépenses, en dehors des frais de gravure, seront à la charge des Banques et maisons de commerce qui demanderont un approvisionnement de piastres.

Le Directeur de l'Hôtel des monnaies de Bombay a consenti, avec l'approbation du Gouvernement de l'Inde, à frapper les lingots pour le compte des importateurs à un taux uniforme de 1 0/0, deux des plus grandes Banques orientales ayant garanti un minimum de frappe annuelle de cinq millions de piastres.

La décision du Conseil autorisant la frappe de la nouvelle piastre est datée du 2 février dernier. Le poids légal est de 416 grains et le titre de 0.900 ; ces deux facteurs sont identiques à ceux du *yen* japonais et du dollar de Hong-Kong (deuxième émission) ; la décision stipule aussi que la nouvelle piastre cessera d'avoir cours légal, quand elle aura été réduite au-dessous de 411 grains, c'est-à-dire quand elle aura perdu 1.2 0/0 de son poids initial. . . . .

Les Opérations des Hôtels de Monnaies, en 1894 en Angleterre

Le rapport du Directeur général de la Monnaie, pour l'année 1894, qui vient d'être publié, contient, outre les renseignements habituels relatifs aux frappes des monnaies en Angleterre, d'autres informations sur les frappes dans les autres pays.

Les frappes d'or ont été considérables, en 1894 : elles se sont élevées à 5.678.100 liv. st. ; toutefois, elles restent inférieures au chiffre de 1893, qui était de 9.265.251 liv. st. Mais ces chiffres comprennent surtout les refontes de monnaies légères retirées de la circulation en vertu de la loi de 1891. Le montant des émissions de nouvelles monnaies a dépassé, l'an dernier, de 2.638.900 liv. st. les sommes retirées dans le courant de l'année, l'or frappé étant en partie, entré à l'Hôtel des monnaies en 1893.

La *Banque d'Angleterre* ayant reçu, en 1894, 3 805.250 livres st. en souverains d'Australie, la circulation or s'est apparemment augmentée de 6.444.150 liv. st. Ainsi qu'on pouvait s'y attendre en raison de la progression de la remonétisation les retraits des petites pièces d'or ont considérablement diminué l'an dernier.

Quant aux émissions de nouvelles monnaies impériales d'argent, bien qu'elles se soient élevées à la somme respectable de 942.816 liv. st., elles accusent une moins-value par rapport aux années antérieures ; mais on a frappé aussi pour un montant de 336.433 liv. st. de monnaies coloniales toutes en argent, sauf 4.000 liv. st. de cuivre et de nickel. Sur ce dernier montant, 227.000 liv. st. ont été expédiés à Hong-Kong et 33.150 liv. st. dans les Détroits.

L'Hôtel des Monnaies de Birmingham a frappé pour 1.632.776 cents en cuivre pour Sarawak, et 1 million de cents pour Bornéo.

Le prix moyen de l'argent acheté par les Hôtels des Monnaies ressort, pour 1894, à 29 1/4 d. l'once, soit une diminution de 7 1/16 d. par once. En comparaison avec le prix moyen de 1893, les droits de seigneuriage (pour les monnaies impériales, bien entendu), se sont élevés de 274.483 liv. st. en 1893 à 343.645 liv. st. en 1894.

Le pourcentage moyen du seigneuriage (les monnaies étant émises à raison de 66 d. l'once) a été de 195,64 contre 81,75 pour cent en 1893.

Les Étonnements d'un Chinois à propos de la question monétaire

Le *Bimétallist* (organe officiel de la *Ligue bimétallique anglaise*) du mois de mai reproduit, d'après une brochure publiée à Shanghaï, le dialogue suivant entre un Chinois, associé dans un grand magasin à Shanghaï, et l'agent d'une maison européenne qui vient lui faire des offres de service :

L'Agent (*entrant dans le bureau du Chinois*) : « Bonjour M. Chin-tang ! Ayant appris que vous avez de grandes relations avec l'Occident, je viens voir si je peux traiter quelques affaires avec vous et vous offrir mes services. »

Chin-tang : « Je vous suis fort obligé, mais nous avons actuellement à Londres, New-York et San Francisco des succursales qui ont satisfait jusqu'ici à nos besoins dans ces parties du monde ; au surplus je peux vous dire que nous nous retirons progressivement de ces pays, car la physionomie des affaires là-bas ne me plaît guère. Ainsi, j'ai récemment cédé ma part dans la succursale de New-York et j'ai retiré mon capital. »

L'Agent : « Vous avez choisi un bon moment pour le retirer et, grâce au change, vous avez dû réaliser un joli bénéfice. »

Chin-tang : « En effet. Il y a vingt ans, j'envoyai une traite de 5.000 liv. st., représentant ma part du capital de la succursale et je payai 16.666 *taëls* pour cette traite. On m'a renvoyé le même montant de livres sterling que je viens précisément de vendre à une banque pour 36.630 *taëls*. »

L'Agent : « C'est là, pour vous, un bénéfice net d'environ 20.000 taëls. »

Chin-Tang : « Oui, et entre temps j'ai touché régulièrement 6 0/0 d'intérêt par an en livres sterling sur mon cap tal. »

L'Agent : « Une excellente opération en vérité ! J'espère que vous avez été aussi heureux dans toutes vos autres transactions ? »

Chin Tang : « Eh bien ! nous avons eu assez de chance ; mais, pendant ces dernières années, le change entre la Chine et l'Occident nous a beaucoup embarrassés, et j'avoue qu'il y a certains points dont je ne peux me rendre compte ; cela provient, peut-être, de ce que le sujet ne m'a jamais été clairement expliqué. »

L'Agent : « J'essaierai de vous éclairer, si vous m'indiquez les points obscurs pour vous, bien que je ne sois pas un maître en la matière. »

Chin-Tang : « Je vous en serais extrêmement reconnaissant. Ainsi que je viens de vous le dire, j'ai retiré 120 pour cent de bénéfice du capital placé à New-York, outre l'intérêt annuel, qui représentait dans les derniers temps 13 pour cent de ma mise en argent. C'est ainsi que, sans aucun effort de ma part, je me trouve, par un phénomène mystérieux, plus riche de 20.000 taëls environ que je ne l'espérais ! ». . . . .

Ce dialogue est assurément plus concluant que la théorie la mieux exposée ; il touche à un côté nouveau de la question monétaire dont on ne s'est guère préoccupé jusqu'ici. Aussi avons-nous cru bien faire en traduisant ce court extrait pour nos lecteurs.

La Question monétaire en Allemagne

La *Deutsches Wochenblatt* publie, sous le titre ironique de « Notre étalon d'or éprouvé », une lettre de M. Roggenbach au Dr Arendt, lettre dont voici la traduction :

M. Roggenbach résume quelques-uns des principaux arguments de l'école bimétalliste.

Il insiste sur la confusion établie entre les avantages réels acquis à l'Allemagne par l'unification monétaire et l'utilité problématique de cette unification sur la base de l'étalon d'or.

Evidemment, le commerce intérieur et extérieur de l'Empire aurait tiré un profit égal de l'unification si elle s'était faite sur une base bimétallique, si les systèmes monétaires de l'Allemagne du Nord, de l'Allemagne du Sud et de Hambourg avaient disparu.

Quant au développement économique de l'Allemagne, rien ne prouve qu'il n'aurait pas été plus intense si l'étalon d'or n'avait pas été adopté.

A cet égard, nous pouvons ajouter que les 5 ou 6 milliards versés par la France n'ont pas contribué dans une forte proportion à la prospérité industrielle de l'Allemagne, sans que l'étalon d'or y soit pour rien.

Au point de vue théorique, M. Roggenbach relève l'erreur fondamentale des monométallistes sur la stabilité apparente de l'or. Ce métal est soumis, lui aussi, à la loi de l'offre et de la demande.

Une mesure des valeurs, composée de plusieurs métaux, subirait de moindres oscillations à l'exemple d'un pendule composé.

Ce n'est pas non plus la passion du chauvinisme national qui doit servir de mesures d'appréciation dans un sujet aussi compliqué que le problème monétaire. Il a un caractère international, et c'est à ce seul point de vue qu'il doit être apprécié.

La divergence des étalons dominant en Europe et en Asie est un obstacle à la multiplicité des échanges. Elle fait baisser les prix des produits agricoles, diminue la capacité de consommation des paysans européens et aussi celle des consommateurs de produits européens dans les pays à étalon d'argent.

Comme le comprennent fort bien les manufacturiers du Lancashire, il viendra un temps où les filateurs et les tisseurs de coton du Japon et de l'Inde viendront faire concurrence, en Europe, aux producteurs indigènes. Déjà l'acheteur indien préfère les filés et les tissus du Japon à ceux de l'Allemagne.

Les monométallistes font valoir que l'Allemagne exporte peu dans les pays à étalon d'argent. Pourquoi ? Précisément en raison de l'affaiblissement de la puissance d'achat de l'argent.

L'opposition croissante entre les classes industrielles et agricoles tient aussi aux résultats de la baisse des prix, causée par la concurrence des pays à étalon d'argent. Elle provoque en même temps un réveil du système protectionniste, comme on l'observe en France.

Il n'y a qu'un seul remède à cette situation, pense M. Roggenbach : le recours à une entente avec les puissances, afin de réparer les fautes commises en 1873.

L'auteur recommande tout spécialement un accord avec la France et avec les Etats-Unis afin de démontrer qu'il ne s'agit pas de favoriser seulement les intérêts de l'Allemagne ou ceux de l'Europe, mais ceux du monde entier

L'objectif de la réforme monétaire doit être la création d'une sphère de circulation et d'une monnaie tendant à égaliser les conditions de production entre les pays à étalon d'or et à étalon d'argent.

Cette monnaie pourrait en théorie être d'or, d'argent ou de toute autre matière. Actuellement, vu l'impossibilité d'universaliser l'emploi de l'or sans en provoquer la hausse, c'est-à-dire une nouvelle chute du prix des marchandises, cette monnaie devrait être basée sur l'argent.

Pourquoi une Union monétaire pour la création de monnaies d'argent égales en poids et en valeur serait elle plus difficile que le fonctionnement de l'Union postale internationale ? Dans tous les cas, cette création porterait remède aux perturbations des relations commerciales entre les pays à étalon d'or et à étalon d'argent.

Il y aurait aussi lieu de recommander l'élévation du maximum actuel de la valeur libératoire des pièces d'argent dans les pays à étalon d'or. Il ne serait pas nécessaire que cette limite fût la même.

Comme les règlements en espèces entre les Etats dépendront toujours de la balance commerciale et se règleront en traites, il importe peu qu'un Etat mette en circulation une somme plus ou moins considérable de cette monnaie internationale. La somme nécessaire à la balance serait toujours peu importante.

Il suffirait que chaque Etat contractant fixât le minimum de la frappe à mettre chaque année en circulation.

D'ailleurs, les Etats qui autoriseront la frappe libre de l'argent et lui accorderont cours illimité affaibliront leur puissance de production par la hausse des prix à l'intérieur et se rendront ainsi incapables de lutter sur le marché international.

M. Roggenbach pense que ces mesures suffiraient à rapprocher du pair de 15 1/2 le prix général de l'argent. D'ailleurs, l'exemple de la France le prouve, une pièce d'argent internationale contenant autant de métal fin que l'écu de 5 fr. se maintiendrait au pair et il termine en permettant aux adhérents de l'étalon d'or de goûter toujours la joie innocente de vénérer l'or comme l'unique dispensateur de la prospérité économique.

Le Bimétallisme aux Etats-Unis

On mande de Philadelphie au *Times*, en date du 11 juin, qu'il y a affluence de voyageurs à Memphis en vue de la Convention bimétalliste qui devait s'y tenir le 12.

On croit que dix mille personnes seront représentées à cette Conférence.

On y comptera 1.500 délégués de diverses organisations.

Un second télégramme, inséré dans le *Times* du 13 juin, annonce que les travaux ont été ouverts à Memphis, en présence de 2.000 délégués, portant des bannières avec ces mots : « 16 à 1 », les chiffres 16 étant imprimés en argent et le chiffre 1 en or. Vingt-six Etats sont représentés. Le sénateur David Turpie, démocrate, de l'Indiana, a été élu président. Les adresses en faveur de la libre frappe de l'argent ont été chaleureusement applaudies. Des séances se tiendront jour et nuit ; plus de quarante orateurs sont déjà inscrits.

Un autre meeting est annoncé pour le 25 juin à Topeka, et une ligue pour l'argent s'organise à Pensacola, en Floride.

M. Carlisle doit prononcer, avant la fin de la semaine, à Louisville, dans le Kentucky, un discours en faveur de la « monnaie saine » (*sound money*).

Enfin, notre grand confrère d'outre-Manche annonce, à la date du 14 juin, que la Convention de Memphis a adopté à l'unanimité une résolution condamnant l'étalon-or unique et réclamant la libre frappe de l'argent dans le rapport de 16 à 1.

Les Principes élémentaires de la question monétaire

Sous ce titre, M. H. Harvey, ancien président du Comité exécutif du Congrès transmississipien de 1893 (Etats-Unis) et aujourd'hui président du Comité exécutif *bimétallique* de l'Illinois, a publié à Chicago une brochure destinée à vulgariser, de l'autre côté de l'Atlantique, la question monétaire. Cette brochure fait partie de la collection d'œuvres du même genre sorties des presses de la

Coin publishing Company et dont le succès est sans précédent : le numéro que nous avons sous les yeux provient de la troisième édition, tirée à 100.000 exemplaires. Bien que ces publications aient été conçues dans l'esprit du public américain, nous pensons qu'une traduction, même très écourtée, offrira un réel intérêt à nos lecteurs.

Faits et Statistiques

Pour comprendre les principes élémentaires de la monnaie, il faut remonter à l'époque où il n'y avait pas de monnaie ou, ce qui revient au même, envisager la situation dans laquelle nous nous trouverions actuellement s'il n'y avait pas de monnaie.

Le troc serait la base des transactions. Un objet s'échangerait contre un autre objet. Naturellement, le commerce se trouverait ralenti et entravé, s'il ne s'arrêtait totalement. Vous pouvez posséder un cheval et avoir besoin du blé de votre voisin ; offrez-lui votre cheval en échange d'une certaine quantité de *bushels* (1) de blé. Mais il se peut qu'il n'ait pas l'emploi de votre cheval. Des lignes de transport pourraient recueillir du fret en embarquant une partie des marchandises ; mais, quand l'objet embarqué ne peut se diviser — exemple : une machine à battre et mille autres choses — le fret payé au moyen d'autres objets donnerait lieu à des bordereaux incompréhensibles ; le transporteur se trouverait dans l'impossibilité d'emmagasiner tous les biens de la « Compagnie », il n'aurait pas le personnel voulu pour la manipulation ; il ne pourrait s'en défaire et ne trouverait pas un système pratique pour solder les gages des employés.

On voit, par ce qui précède, que, sans monnaie, il n'y aurait pas de commerce, et la civilisation ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui. Les journaux, livres, revues ne sauraient exister sans les facilités de paiement qui leur permettent de rémunérer les employés vivant de leur produit.

Cela posé, on comprend la nécessité de la monnaie ; nous pouvons, dès lors, examiner la question suivante : « Quelles doivent être les quantités et la forme de la monnaie ? »

Un instrument d'échange

La monnaie est un instrument d'échange. Au lieu d'échanger un objet contre un autre objet, la monnaie sert de moyen terme ; de telle sorte que, quand une personne cède un objet contre de la monnaie, elle reçoit une chose qu'elle peut échanger contre un autre objet.

Le choix de l'instrument d'échange a exigé beaucoup de sagesse et d'expérience et l'étude de cette question a soulevé beaucoup de points qu'il a fallu discuter et élucider après des essais infructueux.

En quoi doit-il consister ?

Le résultat auquel ont abouti les expériences a été de trouver un instrument d'échange (la monnaie) formé avec des objets ayant une valeur intrinsèque, de telle sorte que celui qui en devenait possesseur après avoir cédé son bien, eût un objet de valeur. Il fallait aussi que cet instrument présentât certains traits caractéristiques, tels que : durée, commodité, etc.

En recherchant les propriétés devant donner à l'instrument d'échange une valeur par rapport à tous les autres objets, on trouva que le blé ne réunissait pas les qualités requises, parce qu'il s'avarie ; en outre, il est trop encombrant et d'un maniement trop incommode. Les chevaux et les autres animaux ne pouvaient convenir, parce qu'ils meurent. Le fer ne convenait pas davantage parce qu'il se rouille, qu'il devient sale et qu'il est peu agréable à manier. Pour le cuivre, il y avait de sérieuses objections parce qu'il se corrode, se tache et répand des odeurs qui le rendent désagréable.

Une autre objection soulevée pour tous ces objets et pour d'autres qu'on proposait est celle-ci : on les trouve en trop grande quantité et il est impossible de régler leur valeur. Les conditions requises pour un bon instrument d'échange n'existent pas quand la matière avec laquelle on l'établit est abondante.

Deux objections sérieuses étaient faites à ce que le Gouvernement frappât une partie seulement de la matière choisie comme monnaie, l'autre partie restant dans le commerce : d'abord la tentation pour le public de se livrer à des contrefaçons était trop grande — puis, et c'était là le point le plus sérieux — la monnaie adoptée n'aurait pas eu de valeur stable, dès l'instant où la matière avec laquelle on la fabriquait pouvait être présentée sur le marché comme une marchandise exposée à la hausse ou à la baisse. Supposons qu'on ait choisi le fer, et qu'on ait adopté les dimensions et valeurs de notre monnaie d'argent actuelle, Si on avait transformé tout le fer en numéraire, on serait arrivé à la quantité énorme de 5.000 dollars par tête pour la population du monde. Si, d'autre part, on n'en avait frappé qu'une quantité égale à 50 dollars par tête, en laissant le reste comme marchandise, soumise à la loi de l'offre et de la demande, cette monnaie ne pouvait avoir une valeur fixe ou stable.

La méthode à suivre

On trouva qu'il n'y avait qu'un moyen de donner une valeur fixe et stable à la matière ou à la catégorie de produits à choisir ; c'était de prendre la totalité de sa production pour en faire de la monnaie. En d'autres termes, il importait de monnayer toute la matière à choisir comme type de monnaie, si on la présentait aux Hôtels des monnaies. Par ce moyen, on évitait que le prix de cette matière, sur le marché, fût inférieur à la valeur déterminée par le Gouvernement.

Cette méthode avait pour résultat de faire disparaître toute la matière du marché, à l'exception des quantités vendues pour d'autres usages que celui de la monnaie, pour l'orfèvrerie, par exemple, et ces quantités ne pouvaient dès lors, être vendues à un taux plus bas que celui de la monnaie.

La matière choisie

Après avoir examiné les diverses catégories de matières au point de vue de leurs qualités comme instrument d'échange, on s'est arrêté à l'or et à l'argent.

Les raisons qui justifiaient ce choix étaient les suivantes :

1° La quantité de ces deux métaux est limitée. Il y a actuellement dans le monde, suivant le rapport de 16 à 1, et indépendamment de ce qu'on emploie pour l'art et la science, une quantité à peu près égale de ces deux métaux, soit environ 2,50 dol. de chaque ou 5 dol. des deux, par tête ; on pourrait donc les admettre tous deux à la libre frappe, c'est-à-dire créer en leur faveur un courant illimité de demandes, courant qui maintiendrait leur valeur au taux fixé par le Gouvernement. En d'autres termes, le Gouvernement pourrait frapper la production entière, sans avoir trop de monnaie ;

2° Les deux métaux ont, en tant que substance, des qualités identiques qui les rendent aptes à remplir le rôle de monnaie. Aucun d'eux ne se corrode ni se tache et ils sont dépourvus d'odeur. L'argent est le plus durable des deux et c'est pour cela qu'on l'a choisi pour être le plus manipulé ;

3° Leur valeur intrinsèque a été considérée comme supérieure à celles de tous autres métaux, en raison des qualités énumérées plus haut qui les rendent aptes à tous les usages de l'art et de la science, usages pour lesquels convenaient seuls les métaux les plus purs. Ces emplois, la quantité limitée et le coût de production leur donnait une grande valeur comparativement aux autres choses, pour le troc ou l'échange, sans tenir compte de la monnaie, de telle sorte que, lorsqu'on les transforma en monnaie, le détenteur possédait une matière de valeur, que le Gouvernement les eût ou non marqués de son estampille ;

4° C'étaient des métaux précieux qu'on ne trouve pas dans des veines égales, régulières ou continues. Les formations géologiques dénotent la particularité de la forme et des conditions dans lesquelles on les trouve ; on est certain qu'on le trouvera toujours par veines inégales, tandis que le fer et le charbon se trouveront toujours par veines égales et régulières.

Les recherches minières d'or et d'argent ont toujours constitué une entreprise incertaine et hasardeuse. Tel gisement qui apparaît aujourd'hui comme une fortune visible, ne sera plus demain qu'une poche et disparaîtra. Les véritables *crins* (veines à fissures) varient, de distance en distance, aussi bien en quantité qu'en qualité et la plupart sont trop peu importants pour pouvoir être exploités avec profit. On a calculé que depuis l'origine jusqu'à ce jour, les entreprises minières d'or et d'argent ont absorbé 2 dol. pour chaque dollar extrait. Mais le fait seul que certains gisements sont riches a décidé et continuera à décider les gens à se lancer dans ces entreprises.

Les conditions qui entourent ces métaux garantissent qu'on ne les trouvera jamais en quantités trop grandes pour frapper trop de numéraire et l'expérience a démontré que la production des deux a été insuffisante puisqu'il a fallu ajouter à leur volume du papier-monnaie (ou de crédit).

Le rapport du Directeur des monnaies des Etats-Unis nous apprend qu'en 1890 il y avait un peu plus de 5 dollars par tête de monnaie d'or et d'argent disponible dans le monde, suivant le rapport de 16 à 1, alors qu'on a calculé qu'un montant total de 24 dollars par tête aux Etats-Unis et 50 dollars en France était normalement nécessaire ; pour répondre aux besoins de la circulation il a donc fallu émettre de la monnaie de crédit.

Le Rapport

Après avoir choisi l'or et l'argent comme instruments d'échange, on fixa le rapport entre les deux métaux. Ce rapport a été déterminé d'une façon différente par les divers Gouver-

(1) Un *bushel* = 36 litres, 34766.

nements, mais aucun d'eux ne dépassa le chiffre de 16 unités d'argent pour 1 d'or. En comptant once par once on n'a pas employé, dans les arts ou dans la science, plus de seize fois d'argent que d'or, il y a une quantité égale des deux métaux dans le monde.

C'est là un bon argument pour prouver que la parité (valeur égale) des deux métaux peut être maintenue suivant ce rapport, si on admet les deux métaux à la frappe libre.

Autres motifs qui ont déterminé l'adoption des deux métaux

Pour le règlement des soldes entre nations et pour la commodité du maniement de la monnaie par grandes quantités, l'or serait plus commode. Mais l'argent convient mieux pour les petits montants et pour les nombreuses transactions journalières se chiffrant par millions.

De fait, il ne serait pas pratique de fabriquer des pièces d'or de 25 cents, 50 cents ou de 1 dollar ; les pièces de 5 dollars même ne sont pas populaires. La valeur contenue dans un petit volume est trop grande et donne lieu à des erreurs.

Si on évalue la population des Etats-Unis à 70 millions d'habitants, on peut dire que l'or est manipulé par 4 millions de nos concitoyens et l'argent par 66 millions.

Un autre motif

L'or est détenu surtout par les Banques ; il est accumulé par grandes quantités et peut être surveillé par un petit nombre de personnes. Il leur est donc facile de l'accaparer. Ils peuvent, à tout moment, provoquer une panique en raréfiant notre monnaie. Actuellement, trois hommes dans le monde sont à même de constituer, suivant leur bon plaisir, un *trust* pour l'or ; mais il n'en est pas de même pour l'argent, lorsque la loi le traite d'une façon équitable, car c'est la monnaie des peuples, qui circule et qui reste entre les mains de la masse. Surveiller sa circulation et l'accaparer seraient choses impossibles ; étant répandu dans la foule, on s'en sert dans les moments de panique, quand on en a le plus besoin. L'or, constituant notre unique monnaie de rachat, les bas prix pèseront toujours sur nous et les paniques seront inévitables quand il plaira à quelques-uns de l'accaparer.

Au contraire, si l'or et l'argent constituaient notre monnaie de rachat, nous obtiendrions des prix plus élevés pour nos biens et nos marchandises, et les paniques ne pourraient plus être provoquées par quelques personnes.

Le système à adopter

Ce système monétaire était si bien adapté aux besoins des peuples, à leur commerce, qu'il leur devint aussi indispensable que deux yeux pour voir et deux jambes pour marcher. L'or convenait au petit nombre, aux riches ; l'argent convenait à la masse. Tous deux constituaient la monnaie de rachat du papier-monnaie. Si l'un se raréfiait, le Gouvernement pouvait se le procurer avec l'autre, et cette option *bimétallique* s'est maintes fois exercée. Quand l'un des deux métaux, devenant rare et cher, disparaissait du marché, il ne faisait pas défaut et revenait de lui-même.

La démonétisation

Vint un moment où les changeurs de monnaie décidèrent de démonétiser l'un de ces métaux. Ces changeurs font le commerce de la monnaie ; pour eux, la monnaie est une récolte. Ils découvrirent que s'ils parvenaient à réduire la circulation de moitié de la quantité de monnaie existant, les sommes en leur possession doubleraient de valeur. Toutes leurs créances acquerraient ainsi une plus grande valeur, car elles seraient payables en monnaie chère.

Pour atteindre leur but, ils enrôlèrent adroitement toutes les personnes qui avaient quelques fonds déposés dans les Banques d'épargne ou dans les Compagnies d'assurances sur la vie, en leur faisant craindre le remboursement de leurs dépôts en monnaie dépréciée. Ces personnes étaient, du reste, tout à fait disposées à recevoir de la monnaie chère. Il ne leur vint pas à l'idée que le résultat de ces manœuvres serait de tarir la source des profits. Le plan des grands détenteurs de monnaie était de donner à l'or une plus grande valeur par rapport aux autres choses.

Un exemple

Supposez que 500 millions de *bushels* constituent la quantité nécessaire à la consommatiun du monde et que le prix soit de 1 dollar par *bushel*. Supposez que les producteurs de blé s'entendent pour réduire la production à 250 millions de *bushels* et sèment d'autres produits de valeur sur le surplus des terres à blé. Si 500 millions de *bushels* sont nécessaires aux besoins de la consommation et rapportent, dans ces conditions, 1 dollar par *bushel*, le blé ne vaudrait-il pas bien plus, alors que la production est réduite de moitié, les besoins restant les mêmes ? Et ne serait-il pas naturel que tous les producteurs de blé favorisassent la réalisation de ce plan, sans même passer des accords spéciaux dans ce but ?

Tel est le plan suivi par les détenteurs de la récolte de monnaie.

Les conséquences

Ils réussirent, en fin de compte, à faire démonétiser l'argent par les principaux Gouvernements. L'Allemagne et les Etats-Unis réalisèrent les premiers leurs vœux (1). Ces deux Gouvernements étaient alors très prospères et leur prospérité s'était accrue jusqu'au moment où ils commirent cette faute économique.

La démonétisation fut réalisée aux Etats-Unis en 1873 et une panique s'en suivit aussitôt. Toutefois, la reprise des paiements en espèces n'eut pas lieu avant 1879 et ses effets les plus désastreux ne se manifestèrent qu'après cette date. Les peuples se mirent à emprunter de la monnaie pour payer leurs anciennes dettes et les intérêts de ces dettes et, dans les pays prospères, comme les Etats-Unis, les jours néfastes furent, naturellement, reculés.

Le statisticien du Bureau de recensement a communiqué au Sénat des Etats-Unis un tableau indiquant l'accroissement des dettes. D'après ses données, les dettes privées des citoyens des Etats-Unis, qui se chiffraient par 6.750 000.000 de dollars en 1880, s'élevaient à 19.700.000.000 de dollars en septembre 1892 ; elles étaient de 22.000.000.000 de dollars en septembre 1893. En additionnant les dettes de l'Etat, des provinces, villes, chemins de fer, etc., etc., on arrive, pour septembre 1893, à un total de 40 milliards de dollars.

Admettez que le taux moyen de l'intérêt sur cette dette totale soit de 7 0/0 l'an : cela nous donne un intérêt annuel de 2 milliards 700 millions de dollars, soit 1 milliard 100 millions de dollars de plus qu'il n'y a de monnaie en circulation dans les Etats-Unis. Toute la monnaie des Etats-Unis ne suffirait qu'à payer, pendant sept mois environ, les intérêts de cette dette.

La population est appauvrie, ses produits sont mesurés par un étalon-or. Le blé se trouve à raison de 50 cents par *bushel* dans les fermes. Il n'y a rien pour payer cette grande dette ou même les intérêts. On persuada au peuple de réclamer un dollar *honnête* parce qu'il paraissait honnête de le réclamer. Les meneurs, syndiqués par cette seule idée qu'il était avantageux pour eux de relever la valeur de la monnaie et des obligations, surent accaparer l'opinion publique et faire édicter des lois par le Congrès, jusqu'à ce que la prospérité des autres fût détruite.

Les besoins de monnaie sont devenus plus grands qu'ils ne l'ont jamais été, par suite de la dette énorme qu'il faut payer avant de retrouver une prospérité réelle.

La monnaie de crédit

Nous avons deux sortes de monnaie : l'une c'est la monnaie de rachat et l'autre la monnaie de crédit. Jusqu'en 1873 l'or et l'argent constituaient notre monnaie de rachat, et le papier-monnaie était notre monnaie de crédit. Depuis, l'or seul est notre monnaie de rachat, l'argent et le papier étant devenus tous deux monnaie de crédit. La monnaie de rachat est celle dont on se sert comme base du régime monétaire. C'est ainsi que, à l'époque où nous avions un régime *bimétallique*, le Gouvernement pouvait, à son choix, racheter la monnaie de crédit avec l'un des deux métaux précieux, en se laissant guider par les convenances et les besoins du commerce. Il pouvait facilement employer sa grande influence pour accroître l'emploi et la popularité de l'un des deux métaux quand il estimait qu'il était opportun de le faire. C'était là un double-étalon, et on avait ainsi une quantité double de monnaie de rachat adaptée aux besoins de la population ainsi qu'aux grandes transactions commerciales.

On a *démonétisé* l'argent en l'excluant de la libre frappe, en lui enlevant sa fonction d'étalon légal et le droit de l'employer comme monnaie de rachat.

L'argent est encore transformé en monnaie, mais on l'emploie comme monnaie de crédit, au même titre que le papier-monnaie. Quel que soit le nombre des *lois d'achat*, il est impossible de lui rendre son ancien rôle. Ces lois *d'achat* ont eu pour effet d'entasser l'argent, tandis que la population était prévenue contre lui.

Seule la frappe libre et illimitée, telle qu'elle existait avant 1873, peut rétablir l'argent dans son ancienne fonction de monnaie de rachat.

Moins il y a de monnaie de rachat, moins on peut soutenir sans danger la monnaie de monnaie de crédit, de telle sorte qu'avec un étalon-or on ne peut émettre que la moitié du montant de monnaie de papier ou de crédit qu'on n'en pourrait émettre avec un étalon *Bimétallique*.

Les monométallistes-or font de nombreuses déclarations, les

---

(1) L'Angleterre démonétisa l'argent en 1816 ; les Etats-Unis en février 1873 ; l'Allemagne en juillet 1873 ; l'Union latine en janvier 1874.

unes plus confuses que les autres; ils déclarent, notamment, qu'ils sont partisans du *bimétallisme* (1); mais quand on les serre de près on constate qu'ils préconisent l'achat d'un métal avec l'autre — se servant de l'or pour acheter l'argent. Ils oublient de distinguer que, dans ce cas, l'argent au lieu d'être une monnaie de rachat, devient une monnaie de crédit, et ne rend pas plus de services que le papier monnaie.

Quels seraient les effets du Bimétallisme?

Le blé, le coton, le maïs et toutes les autres marchandises progresseraient sous un régime *bimétallique*, tandis que sous le régime de l'unique étalon-or les prix de tous les produits resteront bas et ne donneront aucun profit, comme c'est actuellement le cas. Et, si on considère le rapide accroissement de la dette qui s'élève actuellement à environ 40 milliards de dollars, il est facile de comprendre que la situation empirera. Sous un régime *bimétallique* libre, il faudra des années pour réparer le mal fait et pour réduire cette dette accumulée. Et pour le faire, nous aurons besoin de tout l'or et tout l'argent que nous pourrons introduire aux Etats-Unis; peut-être serait-il même même nécessaire de recourir aux anciennes lois de Washington et Jefferson qui donnaient le cours legal, dans notre pays, aux monnaies d'argent de tous les autres pays Il sera peut-être nécessaire, aussi, de réduire notre rapport à 15 pour 1, c'est-à-dire d'adopter un rapport inférieur à celui des autres nations (15 1/2 à 1), de façon à drainer leur argent vers notre pays.

Qu'entend-on par frappe libre?

Par frappe libre on entend que les Hôtels de monnaies resteront ouverts à la frappe de tout le métal-argent qu'on y pré-entera et qui sera converti en monnaie libre de charges. Quiconque apportera de l'argent à l'Hôtel des monnaies obtiendra l'estampille du Gouvernement et la transformation du métal en monnaie. Actuellement l'or jouit de ce privilège; tout le métal jaune qu'on apporte à l'Hôtel des monnaies est transformé en monnaie. La frappe libre arrêterait les achats d'argent du Gouvernement qui ne l'entasserait plus L'argent frappé serait rendu sous forme de monnaie à ses détenteurs et entrerait dans la circulation. Cela existait avant 1873 et cela existerait encore si nous avions la frappe libre. Les demandes seraient illimitées et, en frappant l'argent, nous n'aurions pas trop de monnaie. On le soustrairait aux spéculateurs à la hausse ou à la baisse, il disparaîtrait du marché, et nous n'entendrions plus parler de prix marchand.

Les Etats-Unis peuvent-ils, en toute sécurité, entreprendre la libre frappe sans un accord international?

La nation des Etats-Unis est la plus puissante du monde entier et elle aurait l'appui du monde entier, à l'exception de l'Europe occidentale. Celle-ci perdrait le commerce de la balance du monde que les Etats-Unis accapareraient. La monnaie constitue le *sang du commerce* et s'écoule vers le point où elle rencontre le moins d'obstruction. Les quatre cinquièmes de la population du monde sont constitués par des peuples à circulation d'argent et ils auraient avantage à se mettre en relations avec les Etats-Unis.

Une démonstration

L'arrêt de la libre frappe de l'argent, d'abord par les Gouvernements européens et ensuite par les Etats-Unis, donna aussitôt une impulsion au commerce de l'Inde avec les pays à circulation d'argent du monde, et ses exportations vers les pays monométallistes-or se développèrent aussi dans une large mesure. En 1873, l'Inde était presque inconnue en tant que nation commerciale; ses habitants étaient considérés comme des gens indolents et sans aucune énergie. Toutefois, elle avait un sol riche et de grands avantages naturels; aussi, grâce à l'effet vivifiant de l'accroissement de sa circulation d'argent depuis 1873, les habitants de l'Inde sont-ils devenus plus industrieux. Un changement complet s'est produit.

En 1873, l'Inde ne produisait que 978.000 balles de coton; en 1890, sa production s'est élevée à 2.288.000 balles. En 1873, ses exportations de blé n'avaient qu'une valeur nominale; en 1892 elle a expédié, à destination de la seule Angleterre, 59 millions de *bushels*.

Les statistiques dressées par l'archevêque irlandais Walsh démontrent qu'avant 1873 les exportations de filés coton de l'Inde étaient à peu près nulles. Voici la progression de ce seul facteur dans les exportations pour la Chine et le Japon: en 1874, un million de livres; en 1875, 5 millions; en 1880, 25 millions; en 1885, 75 millions; en 1889, 127 millions; en 1891, 165 millions de lbs.

En 1891, l'Inde a *importé* de Chine pour 2.420.296 dizaines de roupies de marchandises, tandis qu'elle exportait, cette même année, à destination de la Chine, pour une valeur de 14.295.934 dizaines de roupies. Et la progression énorme de son commerce avec les pays à circulation d'argent ne s'est pas arrêtée.

Au cours de cette même année, le mouvement de ses échanges a été le suivant avec les trois pays désignes:

	Importations	Exportations
	En dizaines de roupies.	
	—	—
France	815.825	7.842.267
Allemagne	1.691	4.587.482
Etats-Unis	1.522.365	3.968.785

Pendant l'année 1873, le nombre de navires employés par le commerce extérieur de l'Inde était inférieur à 400; à fin mars 1891, ce nombre s'elevait à 5.490.

Pour sauver son commerce métropolitain, l'Angleterre a imposé à l'Inde la mesure paralysante de la démonétisation de l'argent.

Ce qui a été avantageux pour l'Inde le serait aussi pour les Etats-Unis. On retiendra ce fait que l'Inde avait une balance commerciale en sa faveur, non seulement avec tous les pays à circulation d'argent, mais encore avec tous les pays monométallistes-or et qu'elle vendait aux Etats-Unis plus qu'elle ne leur achetait.

La libre frappe relèvera les prix. Les prix élevés ouvriront une ère de prospérité et procureront à notre pays plus de monnaie en paiement de nos marchandises.

(*A suivre.*)

(1) *N. D. L. R.* — Il ne faut pas oublier que l'auteur s'adresse au public américain et que le Président Cleveland, tout en paraissant se rallier aux théories des monométallistes-or, a déclaré, dans un récent manifeste, qu'il se réjouirait de l'adoption du *Bimétallisme* réel, en cas d'entente avec les autres puissances. (Voir *Economiste Européen* du 8 juin 1895, n° 178, p. 173).

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 14 juin 1895.

La liquidation qui a commencé samedi dernier s'est effectuée dans des conditions meilleures qu'on ne le croyait; il y a bien eu quelques défaillances de la part de certains spéculateurs trop engagés à la hausse, mais les baissiers avaient plus qu'escompté la mauvaise situation des acheteurs en question; aussi, après quelques alternatives de hausse et de baisse, la tendance s'est accentuée franchement, depuis hier, vers la reprise, et nous restons avec des dispositions très fermes, de petites demandes suffisant pour provoquer un mouvement en avant.

La valeur qui a bénéficié le plus de ces tendances est la *Simmer and Jack*: elle passe de 14 3/4 à 16 15/16. Un découvert assez considérable existe sur ce titre et on le pourchasse vigoureusement. On escompte peut-être un peu trop vite actuellement l'avenir de cette mine, mais elle pourra justifier plus tard des cours encore plus élevés.

La *Rand Mines* et la *Modderfontein* ont également enregistré une hausse de près de 2 livres. Là, également, c'est le découvert qui a joué le principal rôle. La *Henry Nourse* a passé de 5 1/2 à 7 livres, et la *Jumpers* de 5 3/8 à 6 1/8. Le motif de la hausse est l'information que nous avons donnée la semaine dernière relativement à l'affaire du bewardplatzen.

La *City and Suburban* est à 26 1/8 contre 25. On attend prochainement la déclaration du dividende trimestriel qui sera probablement de 50 0/0 sur le pair d'une livre.

La *East Rand*, dégagée de la mauvaise position de place qui la gênait, est en bonne reprise à 4 11/16 La *Geldenhuis Estate* profite de ses bénéfices de mai qui se sont élevés à 11.550 livres pour progresser à 6 13/16. La *Geldenhuis deep* suit ce mouvement à 9 1/4.

La *Durban Roodeport*, qui élève 20 nouveaux pilons, est calme à 7 1/8. La *Glencairn*, la *May Consolidated*, la *New Primrose* sont toutes en bonne reprise ainsi que la *Treasury*, la *South West Rand Mines* et la *Roodeport deep*.

La *Nigel*, dont l'assemblée générale a ratifié, hier, l'augmentation de capital nécessitée par l'acquisition de nouveaux claims aurifères, reprend le cours de 7 liv. La *Randfontein* et la *Wolhuter* ont eu un courant actif de demandes.

La *New Crœsus* monte à 2 17/32; nous avons annoncé que cette Compagnie avait mis en marche sa batterie de 60 pilons, batterie qui, plus tard, sera portée à 200.

La *Buffelsdoorn Estate* a peu varié : une option de 50.000 titres, donnée à un groupe de financiers anglo-français pèse momentanément sur cette valeur, mais il est probable que cette option sera levée et qu'à ce moment les vendeurs à découvert seront forcés de se couvrir. L'assemblée générale annuelle de cette Compagnie a eu lieu hier à Johannesburg, mais on ne pourra connaître que lundi prochain les décisions prises.

Les *Buffelsdoorn Central* et *Consolidated Buffelsdoorn* sont en légère amélioration.

La *Eastleigh* reste à peu près stationnaire, tandis que la *Klerksdorp* et la *Potchefstroom* ont légèrement amélioré leurs cours.

Parmi les valeurs qui n'ont pas participé au mouvement de reprise se trouvent la *Princess Estate* et la *New Chimes*, ainsi que la *Luipaards Vlei*. Cette dernière et la *Princess* ont des filons excessivement brisés qui font craindre une exploitation peu rémunératrice; quant à la *New Chimes*, l'aménagement intérieur de la mine est très défectueux; des accidents se sont produits et la Compagnie éprouve, de ce fait, des difficultés avec son personnel ouvrier.

La *Bonanza* paraît s'être fixée définitivement à 1 3/8, cours qui n'a pas varié depuis plusieurs semaines.

Parmi les valeurs de terrains, la *Chartered* est en vigoureuse avance à 4 5/16 contre 3 5/8.

Là, également un certain découvert existe. L'*Oceana* est un peu plus ferme à 2 9/16. La *Transvaal Gold Trust* est à 7 5/8 contre 7 ./., La *Goldfields* reste à 9 9/16 contre 8 7/8.

Le rendement total des mines du district du Witwatersrand pour le mois de mai s'est élevé à 194.580 onces contre 168.323 en avril et 169.773 en mai 1894. Ce résultat contribue à attirer de nouvelles demandes.

Paris, le 14 juin 1895.

Comme conséquence de la facilité relative avec laquelle s'est effectuée, à Londres, samedi dernier, la liquidation des valeurs Sud-Africaines, notre *Marché des Mines d'Or* a, cette semaine, témoigné d'une grande fermeté. La *New Primrose Gold Mining* qui avait perdu son cours précédent de 180 francs a pu le conquérir de nouveau sans grand effort; *Randfontein*, 58 12 1/2 en bénéfice de 6 fr. 25; *Buffelsdorn*, 131 87 1/2 contre 126 87 1/2; *Robinson*, 230 93 3/4, gagnant ainsi 7 fr. 18 3/4; *Geldenhuis*, également en avance à 175 fr., bénéficiant ainsi d'une avance de 10 fr. 93 3/4; *Chartered*, en grand progrès à 115 62 1/2 alors qu'elle clôturait à 95 fr. vendredi dernier; c'est Londres qui a donné le signal de la reprise sur ce titre; *New Kleinfontein*, 135 contre 130 62 1/2; par contre, *Durban Roodeport* en léger recul de 1 fr. 25 à 103 12 1/2; *Ferreira*, 438 75, en bénéfice de 13 fr. 75; *Simmer and Jack*, 422 50, en avance considérable de 47 fr. 50; *Lower Roodepoort*, 24 75 contre 20 25.

La *Great Western Gold* s'échange à 50 francs. *Mines de Zapopan*, 13 et 14 francs.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.

Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	7 juin Derniers Cours	7 juin P. de 1 f. de rente	7 juin Revenu p. 0/0	11 juin Derniers Cours	11 juin P. de 1 f. de rente	11 juin Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)........	102 47	34 15	2 92	102 70	34 23	2 92
Consolidés anglais (ch.f. 25 fr. 20)	106 10	38 54	2 59	105 2[illegible]	38 61	2 58
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)...	103 .	25 75	3 88	103 10	25 77	3 87
Belgique 3 %..................	102 30	34 10	2 93	101 »	33 66	2 97
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.) ..	69 30	17 32	5 77	67 25	16 81	5 94
Grèce 5 % 1881 (en suspension).	175 »	» »	» »	172 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam).	101 12	28 89	3 46	101 12	28 89	3 46
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)..	104 50	26 12	3 82	104 75	26 18	3 81
Italie 4 % net..................	89 10	22 27	4 48	89 12	22 28	4 48
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)....	96 75	32 25	3 10	96 75	32 25	3 10
Portugal 3 % (1 fr. net).........	25 80	25 80	3 87	26 15	26 15	3 82
Roumanie 5 %..................	102 50	20 50	4 87	102 »	20 40	4 90
Russie 3 % or 1891 libéré.......	92 60	30 86	3 23	93 20	31 06	3 21
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)......	68 ..	13 60	7 35	66 »	13 2[illegible]	7 57
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)..	102 ..	25 50	3 92	101 70	25 37	3 94
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	101 40	33 80	2 95	101 75	33 91	2 92
Turquie convertie 1 % série D..	25 70	25 70	3 89	25 95	25 95	3 85
— Priorité 4 % 1890......	497 50	24 87	4 02	495 »	24 75	4 04
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	99 10	33 03	3 02	99 25	33 08	3 02

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	DIVIDENDES 1892	DIVIDENDES 1893	DIVIDENDES 1894	PRODUCTION 1893	PRODUCTION 1894	PRODUCTION 1895	PRODUCTION 1895	COURS DU 7 juin	COURS DU 14 juin
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora..............	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.505	3.422	2	938	1 3/16	1 1/4
Bantjes	95.000	1	95 000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3 1/8	3 1/2
Chimes (New)......	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg.	40	»	»	40	»	25	21.806	28.813	1	10.682	3 ./.	3 1/16
City and Suburban.	85 000	1	65.000	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	25	46.815	75.264	4	39.074	25 1/4	26 1/8
Crœsus (New)......	225.000	1	195.000	16½ — — ..	»	60	»	10	»	»	1.339	»	»	»	2 3/16	2 3/8
Crown Reef.........	120.000	1	120.000	19 — — ..	90	120	50	55	5	50	82 105	120 542	4	40.4[illegible]7	9 3/8	9 3/4
Durban Roodep....	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	60 635	55.969	4	19 203	7 ./.	7 1/16
East Rand..........	650 000	1	650.000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	1.758	»	»	4 1/8	4 11/16
Ferreira	45 000	1	43 292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	150	66.108	75.817	4	27 174	16 3/4	17 3/4
Geldenhuis Estate.	200 000	1	187.500	190 acres Elandsf...	80	40	15	10	25	30	47.431	79 130	4	17 713	6 3/16	6 11/16
Heriot (New).......	85.000	1	73.250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	10	22.773	19.494	4	23.105	11 1/2	10 3/4
Henry Nourse	125 000	1	125 000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	22 220	29.215	4	8.935	6 3/16	7 ./.
Jubilee............	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	120	30.066	27.071	4	9.211	10 1/4	10 1/2
Jumpers............	100.000	1	100.000	39 —Doornfont.	100	»	»	»	25	55	41.490	63.037	4	18 682	5 3/8	6 1/8
Langlaagte Estate.	500.000	1	167.000	31 — — .	160	»	10	20	30	45	101.909	146.159	4	48.8[illegible]7	5 3/16	5 9/16
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres — .	50	»	50	45	60	55	34.737	33 858	4	11 038	7 3/8	7 1/2
Nabob.............	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11/16	5/8
New Aurora West.	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M.R.	40	»	»	10	5	»	10.686	»	»	»	1 3/16	1 1/4
— **Primrose**......	210.000	1	240.000	51 cl. Elndsft., Turff	100	»	15	27½	40	40	83.777	89.250	4	44 828	6 3/4	6 15/16
Nigel..............	160 000	1	159.895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	50	46 007	51.542	4	16.[illegible]86	6 7/8	7 ./.
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.191	10.949	3	3 073	5 1/2	6 ./.
Randfontein........	2.000.000	1	1966500	Watvi-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	29.045	42.127	3	12.811	42/6	44/0
Rand Mines........	400.000	1	332.703	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	28 7/8	31 ./
Rietfontein........	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kietf	50	»	»	10	15	»	35 451	22 162	4	8.927	3 7/16	3 1/2
Robinson...........	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	10	161.133	176 611	4	55 658	8 7/8	9 ./
Salisbury (New) ..	100.000	1	93 000	5 claims — .	70	»	»	30	10	»	24 851	20 7 9	4	6 718	4 5/8	4 7/8
Simmer and Jack.	85 000	1	83 000	120 acr. Elandsfont..	100	»	30	40	40	30	39.666	63 033	4	30 313	14 7/8	16 3/8
Stanhope (New)....	35.000	1	34 000	10 cl. — ..	20	»	55	»	50	100	11.681	16.248	4	4.2[illegible]2	1 3/4	2
Wemmer	55.000	1	46 300	12½ claims M. R..	30	»	10	»	»	»	24.297	13 110	4	22 860	11 1/4	11 3 4
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — — .	40	50	»	»	»	10	25.918	30.809	4	9.[illegible]44	6 7/8	7 5/16
Worcester.........	100.000	1	90.727	10 — — .	40	»	10	17½	15	70	18.527	30.112	4	8.574	4 1/8	4 3 8

*

Situation Financière générale

France. — La Bourse de Paris ne s'est pas ressentie dans son ensemble des mouvements violents imprimés, cette semaine, à la *Rente Extérieure Espagnole.* Nos principales valeurs se sont bien maintenues en effet. Mais si la cote, en général, n'a pas été affectée de la nouvelle baisse qui a, de nouveau et fortement, ébranlé le marché de ce fonds, il n'en est pas moins vrai qu'une sorte de malaise s'est produit qui a arrêté, dans une certaine mesure les transactions, en dépit des bonnes dispositions qu'avait fait naître l'annonce, non officielle encore toutefois du nouvel *Emprunt Sino-Russe.* En fin de semaine on reste donc plutôt dans l'expectative.

La liquidation de quinzaine s'annonce comme devant se passer sans incident. A remarquer la fermeté de nos *Rentes Françaises,* du *Suez,* et l'avance de la plupart des actions de nos grandes *Sociétés de crédit.*

Allemagne. — La nouvelle de la conclusion définitive de l'emprunt sino-russe a amené, au milieu de la semaine, une hésitation sur le marché allemand, mais la tendance y est redevenue ferme. Le Consolidé Prussien 3 0/0 a touché le pair, qu'il dépassera sans doute si le prix du loyer des capitaux ne hausse pas. Actuellement, l'escompte hors banque se maintient.

Signalons l'émission, au cours de 102 75, du petit emprunt chinois 6 0/0 de 20 millions de marks, autorisé par le Collège des Anciens de Berlin; cette émission a lieu par les soins de la *National Bank,* qui porte son capital à 35 millions de marks.

Angleterre. — La nouvelle que le prochain emprunt chinois échappait à la place de Londres a eu pour conséquence de provoquer un nouvel affaiblissement des taux sur le marché monétaire et d'alourdir les cours des emprunts chinois antérieurs. Elle n'a pas eu d'autre influence sur le marché.

Les chiffres du commerce extérieur de mai présentent des indications favorables et montrent la continuation des meilleures tendances observées depuis quelque temps.

Autriche-Hongrie. — Les efforts des haussiers, qui escomptaient les bonnes perspectives de récoltes, ont donné, au début de la semaine, une impulsion à la cote viennoise; mais des indices de lassitude n'ont pas tardé à se manifester et déjà on est entré dans la période de rachat.

Au surplus, la Bourse a chômé pendant la Fête-Dieu et on constate un léger resserrement monétaire.

Les Délégations austro-hongroises poursuivent leurs travaux en s'occupant des questions budgétaires.

Bulgarie. — D'après une lettre de M. Geschow, ministre des finances de Bulgarie, la situation budgétaire de la Principauté s'améliore sensiblement; le chiffre de la Dette ne s'élève qu'à 146 millions 1/2 de francs environ et les efforts du Gouvernement tendent à réduire les dépenses, qui n'excèdent, pour aucun chapitre, les sommes prévues.

Les déclarations de M. Geschow répondaient à de fausses nouvelles publiées dans quelques journaux étrangers.

Espagne. — Les Bourses espagnoles traversent une crise provoquée par les réalisations de rente *Extérieure,* mais elles semblent se ressaisir, après une panique qui devenait inquiétante.

On avait mal interprété à l'étranger la mesure relative à l'ajournement de la conversion des *Billets de Cuba* (émission de 1886); l'autorisation demandée par le Cabinet d'utiliser le reliquat des billets 5 0/0 de 1890, jusqu'à concurrence des besoins pour la Grande-Antille, est parfaitement légale.

Le Ministre des finances a déposé un projet de loi relatif au renouvellement des bons du Trésor émis en vertu de la loi du 26 juin 1894 et endossés à la *Banque d'Espagne;* ce renouvellement aura lieu au mieux des intérêts du Trésor et le Gouvernement rendra compte des opérations aux Cortès.

Grèce. — Les élections grecques ont donné la majorité aux delyannistes dont le chef, M. Théodore Delyannis, succède à son parent, M. Nicolas Delyannis. La tâche financière du nouveau Gouvernement est ardue; les feuilles de l'opposition parlent d'un projet d'emprunt, mais aucune opération n'est possible avant qu'une entente loyale ne soit intervenue avec les créanciers de la Grèce.

Italie. — Le marché italien est assez ferme; on croit, de l'autre côté des Alpes, à l'adoption du programme exposé mercredi à la Chambre par M. Sydney-Sonnino, qui promet un excédent de 2.577.923 lire pour le prochain exercice.

Le Gouvernement s'occupe tout spécialement des Banques d'émission, dont la circulation fiduciaire sera étroitement surveillée. Constatons, à ce propos, que la baisse récente des actions de la *Banque d'Italie* s'explique par la perte de son procès en cour d'appel contre un groupe d'actionnaires de la *Banque Romaine;* mais les sommes à débourser, à la suite de sa condamnation, ne sont pas importantes.

Portugal. — Le Gouvernement a mené à bonne fin les négociations engagées avec le Crédit Lyonnais et le Crédit Industriel pour obtenir le renouvellement du crédit de 5 millions ouvert par ces Etablissements sous garantie de titres de la dette intérieure. Cette solution a eu une influence favorable sur le change.

Les recettes douanières de mai donnent un excédent de 304 contos sur mai 1894. Si les résultats de juin restent dans la même tendance, les porteurs de la dette extérieure pourront participer aux recettes des douanes d'une part double au moins de celle de l'année dernière.

Russie. — Le coëfficient d'exploitation des Chemins de fer russes, pour l'exercice 1894, ressort à 55,08 0/0; l'excédent des recettes sur les dépenses s'élève à 79 millions de roubles environ.

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — La Réforme du régime des boissons. — Élection législative. — La Commission du budget au Sénat. — Les Services maritimes postaux de l'Algérie et de la Tunisie.

Le vote qu'a émis la Chambre, jeudi, dans la discussion de la réforme du régime des boissons, peut être considéré comme un indice de la faveur avec laquelle elle accueillera la proposition du monopole de la rectification de l'alcool.

Dès le début de la séance, M. Guillemet, a répondu au discours de M. Fleury-Ravarin. Ce dernier avait critiqué la proposition de M. Vaillant tendant à l'établissement du monopole de fabrication et de rectification de l'alcool par l'Etat.

Le monopole prôné par M. Guillemet ne consiste, lui, que dans la rectification, par l'Etat, des alcools d'industrie. Pour les eaux-de-vie naturelles, on créerait un régime spécial. Ce monopole donnerait à l'Etat 350 fr. par hectolitre d'alcool et 700 millions au budget. Il suffirait de 60 millions d'indemnité et de 10 millions pour construire les dix usines qui seraient nécessaires.

M. Guillemet, pour assurer le vote du monopole, a réclamé le renvoi de ce vote après la suppression du privilège des bouilleurs de cru: il espère y gagner deux cents voix pour sa proposition. Et, contrairement à l'avis du rapporteur, la Chambre a décidé par 302 voix contre 242 d'ajourner le vote.

On est passé ensuite à la discussion de l'article premier du projet. A ce sujet, MM. de Saint Quentin et Goujat ont combattu encore le projet de loi.

La suite de la discussion sera reprise à la séance d'aujourd'hui.

〰 Le Conseil des Ministres s'est réuni le 8, à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure. M. Ribot, revenu de Calais, y assistait ainsi que tous les ministres.

Le Conseil s'est d'abord occupé des diverses affaires extérieures en cours. Le Ministre des affaires étrangères a fait connaître le sens général des déclarations qu'il portera devant la Chambre, le 10, en réponse à l'interpellation de M. Millerand sur la politique extérieure du Cabinet.

Le Conseil a ensuite examiné les diverses questions intérieures à l'ordre du jour.

Il a été décidé qu'aucun membre du Cabinet ne s'absenterait de Paris les 23 et 24 juin prochain afin que tous pussent assister aux cérémonies commémoratives de la mort de M. Carnot.

Le Conseil a décidé, sur la proposition du Ministre de l'intérieur, que les élections pour le renouvellement par moitié des conseils généraux et des conseils d'arrondissement seraient fixées au 28 juillet et les ballottages au 4 août.

Ces dates sont à l'extrême limite des délais légaux et ne pourraient être dépassées. En effet, les conseils généraux doivent, aux termes de la loi, se réunir le 19 août et, dans l'intervalle du 4 au 19 août, les conseils d'arrondissement, dont une moitié aura été renouvelée, devront se constituer et tenir la première partie de leur session dans laquelle ils délibèrent sur les affaires qui doivent ensuite être portées devant les Conseils généraux de leurs départements respectifs.

Le Ministre du commerce a fait signer un décret aux termes duquel MM. Marty, député, Dervillé, ancien président du Tribunal de commerce de la Seine, et Aucoc, président du Conseil d'administration des Chemins de fer du Midi, sont nommés membres du Conseil supérieur du commerce et de l'industrie, en remplacement de MM. Pierre Legrand, H. Fould et d'Eichthal, décédés.

〰 Le 8, la discussion du régime des boissons a continué à la Chambre. M. Le Gavrian dit que les recettes qui seraient assurées par la répression de la fraude suffiraient, si la régie exerçait une surveillance efficace, à compenser le dégrèvement des vins, cidres et bières.

M. Mangeot dit que le projet n'est pas une réforme ; il n'aboutit en réalité qu'à une aggravation d'impôt.

M. Villejean considère le projet comme impraticable.

MM. Ricard et Fouquet parlent en faveur du privilège des bouilleurs de cru.

Enfin M. Ribot a exposé les divers avantages du projet de loi. De nombreux et chaleureux applaudissements ont accueilli son discours.

M. Jaurès oppose, au système du Gouvernement, le monopole de l'alcool. La réforme telle qu'elle se présente, dit-il, est irréalisable.

Puis le passage à la discussion des articles dans une prochaine séance, est voté par 421 voix contre 106.

〰 Une élection législative a eu lieu, le 9, à Lille. M. Dansette, constitutionnnel, a été élu.

〰 Le 10, la Chambre des députés a discuté l'interpellation Millerand sur la politique extérieure du Gouvernement. L'ordre du jour de confiance a été adopté par 345 voix contre 102.

〰 La Commission nommée lundi dernier, au Sénat, a procédé à la constitution de son bureau.

Le président est M. Loubet ; les vice-présidents MM. Barbey et Gouin ; les secrétaires MM. Gouin, Morel et Gauthier.

〰 La Chambre a repris, le 11, la discussion de la réforme du régime des boissons.

M. de Mackau demande le renvoi du projet à la commission, pour permettre à celle-ci de porter le chiffre des amendes à un taux assez élevé pour décourager les fraudeurs.

M. Dufaure appuie cette motion que repousse le rapporteur. La Chambre se range à l'avis de ce dernier et rejette la motion par 378 voix contre 142.

M. Georges Berry demande de disjoindre du projet et de discuter tout d'abord les articles relatifs au privilège des bouilleurs de cru. Mais, sur une observation du Président, M. Berry réserve sa motion jusqu'au vote sur l'article premier.

M Vaillant développe un contre-projet tendant à la suppression complète de tous les droits sur les boissons hygiéniques et à l'établissement du monopole de fabrication et de rectification de l'alcool par l'Etat. Ce serait le seul moyen, suivant l'orateur, d'enrayer les progrès de l'alcoolisme. On interdirait absolument la vente des liqueurs qui détraquent le système nerveux. Toute autre réforme ne peut donner aucune satisfaction au pays.

M. Fleury-Ravarin combat la proposition de M. Vaillant. Dans la situation financière de la France, il est impossible de dégrever complètement les boissons hygiéniques. Quant au monopole, ce système n'a pas donné, dans les pays où il a été établi, les résultats qu'on en attendait et l'orateur donne à cette occasion d'intéressants détails sur l'etat de cette question en Suisse, en Allemagne, en Russie et en Italie.

En France, l'établissement du monopole serait particulièrement difficile. La fraude qui se glisse déjà dans la fabrication et dans la vente des allumettes se ferait beaucoup plus facilement sur l'alcool, qui n'est pas un produit unique et qui peut se présenter sous différentes formes. L'hygiène ni le Trésor ne gagneraient donc rien au monopole. La vraie solution consiste à dégrever en partie les boissons hygiéniques, à contrôler les alcools livrés à la consommation et à augmenter la licence des débits qui vendent de l'alcool, tandis qu'on diminuerait la licence des établissements qui ne vendent que du vin, du thé ou du café.

Après ce discours, la suite de la discussion a été renvoyée à jeudi.

〰 Les Ministres se sont réunis, le 13, en Conseil de Cabinet, au ministère des finances, sous la présidence de M. Ribot.

M. Georges Leygues, ministre de l'intérieur, absent de Paris, n'assistait pas à la délibération.

La séance a été consacrée à l'expédition des affaires courantes.

Les Ministres se sont longuement entretenus du projet de loi sur les accidents, actuellement en délibération devant le Sénat, ainsi que du projet relatif aux services maritimes postaux de la Méditerranée qui doit venir vendredi en discussion à la Chambre.

〰 Dans la séance de jeudi, à la Chambre, M. Guillemet a expliqué que la meilleure solution de la réforme des boissons serait d'instituer le monopole de la rectification, par l'Etat, des alcools d'industrie.

La Chambre décide par 302 voix contre 242 d'ajourner le vote.

M. Turrel demande ensuite à la Chambre d'intervertir l'ordre des chapitres et de voter, avant les dégrèvements et la suppression du privilège des bouilleurs de cru, la surtaxe de l'alcool.

M. Salis s'y oppose et la Chambre décide, par 438 voix contre 85, de ne pas changer l'ordre proposé.

On passe alors à l'article premier du projet.

A ce propos, M. de Saint-Quentin renouvelle la plupart des critiques dirigées contre le projet dans des discours précédents.

M. Goujat combat, à son tour, une fois de plus, le projet de loi.

Puis, la suite de la discussion a été renvoyée à la séance de samedi.

〰 La Chambre a discuté, hier, la proposition de M. Charles-Roux concernant l'exploitation des services postaux entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

Marché Financier. — En dépit des mouvements violents que la *Rente Espagnole Extérieure* a eu à subir encore cette semaine, la tenue de la Bourse, en général, et, à peu d'exceptions près, a été plutôt favorable. Sur nos grandes valeurs, en effet, nous avons à enregistrer, contre la clôture de vendredi dernier, quelques avances qui devraient faire bien augurer de l'avenir, si on persiste à vouloir détacher du reste du marché — comme on parait avoir voulu le faire ces jours derniers — un fonds dont les allures, pour le moment du moins, sont véritablement plus que compromettantes, et qui a certainement déjà engendré des pertes considérables dont il sera difficile, même en liquidation de fin de mois, d'évaluer l'importance.

Malheureusement, si la baisse de la *Rente Extérieure Espagnole* n'a pas eu de répercussion directe sur les autres valeurs de la cote, elle n'en a pas moins été très défavorable pour les affaires en elles-mêmes, qui se sont trouvées enrayées. Un instant, pourtant, les bonnes dispositions semblaient de nouveau prévaloir. On parlait ouvertement du nouvel *Emprunt Sino-Russe*, qui se traitait même avec une prime de 2 50 0/0 environ. Mais les transactions sur ce fonds n'ayant pas continué, vu l'ignorance où l'on se trouvait en ce qui regarde le prix d'émission, on est, pour ainsi dire, tombé dans le marasme, et les *Mines d'or*, à peu près seules, ont été animées.

Nous restons donc au calme dont on ne se départira probablement pas d'ici quelque temps.

La liquidation de quinzaine commence aujourd'hui par la réponse des primes. L'argent, pour les reports, ne paraît pas devoir être cher. Il est vrai que les engagements sont limités sur presque toutes les valeurs, sauf sur l'Italien, autour duquel on recommence un peu la lutte.

★ ★ La *Rente 3 0/0 Française*, que nous laissions à 102 47 1/2, bien impressionnée par le vote de confiance donné lundi dernier au Ministère, a repris jusqu'à 102 75. Elle clôture à 102 70, en réaction de 0,05 centimes sur son plus haut cours, mais en bénéfice de 0.22 1/2 centimes pour la semaine. *Rente 3 1/2 0/0*, 107 70, en avance de 0,20 centimes. *Rente 3 0/0 Amortissable*, 101 20 contre 101 10 vendredi dernier.

★ ★ Les actions de la *Banque de France* ont repris de 3.555 à 3.630. Quelques réalisations les ramènent à 3.590. Les bénéfices nets des escomptes et intérêts divers des vingt cinq premières semaines de l'exercice en cours atteignent 2.381.741 fr., contre 5.608.126 fr. en 1894; 4.874.893 fr. en 1893; 6.613.815 fr. en 1892; 10.382.282 fr. en 1891 et 7.605.744 fr. en 1890.

★ ★ Les actions du *Crédit Foncier de France* sont calmes mais fermes à 905 sans changement sur la semaine précédente, et après avoir seulement varié de 903 75 à 906 25. Dans ses deux dernières séances hebdomadaires, le Conseil d'administration a autorisé pour 8.509.651 fr. de nouveaux prêts, dont 7.279.962 fr. en prêts fonciers, et 1.234.589 fr. en prêts communaux.

En ce qui regarde les *Obligations Foncières et Communales*, mentionnons que ces titres donnent toujours lieu à des transactions très animées, à cause des chances de lots qu'elles comportent. A remarquer, qu'avec une somme modique, on peut, en prenant des titres des différents emprunts 1877, 1879, 1880, 1885, 1891, 1892 et 1895, participer, annuellement, à 42 tirages de lots.

L'*Obligation Foncière 1877* monte de 402 à 402 75; *Communales 1879* en bénéfice de 1 fr. à 503 fr.; *titres estampillés* sans changement à 488 25; *Foncières 1879* au même cours que vendredi dernier, soit à 498 50; *Communales 1880* 500 francs, bénéficiant d'une avance de 1 fr. 25; *Foncières 1883* en recul de 4 fr. à 467 fr.; *Foncières 1885* 497 fr., contre 497 25; *Cinquièmes* 101, contre 101 50; *Communales 1891 tout payé* sans variation à 396 50; *Communales 1892 entièrement libérées* demandées à 510 fr., accusant ainsi un progrès de 2 fr. 50; *Obligations Foncières 1895*, 490 50 comme il y a huit jours; *Bons à Lots 1887* 78 50, contre 79; *Bons 1888* un peu plus lourds à 68 fr., en léger recul de 2 francs.

★ ★ Les actions de nos grandes *Sociétés de Crédit* sont, de nouveau, en excellente tendance. La *Banque de Paris et des Pays-Bas* est en bénéfice de 12 fr. 50 à 815 fr. Ainsi que nous le mentionnons plus loin dans un article spécial, cette Institution vient de présider à la constitution de la *Société des Mines d'or de la Russie*. De plus, elle doit participer à l'*Emprunt Sino-Russe* dont nous avons parlé il y a huit jours et dont il a été tant question cette semaine. Enfin, on est d'accord pour supposer que cette Institution a obtenu des bénéfices considérables dans les valeurs sud-africaines, bénéfices qui profiteront encore à l'exercice en cours. *Crédit Lyonnais*, 818 75 contre 820 fr. Cette Société participera aussi à l'*Emprunt Sino-Russe*. *Comptoir National d'Escompte*, 587 50, gagnant ainsi 2 francs.

Le *Crédit Industriel et Commercial* passe de 559 50 à 560 fr.; *Société Générale*, 496 fr. contre 496 25. L'émission des 50.000 obligations 5 0/0 de la *Compagnie du Chemin de fer de São-Paulo et Rio-Grande*, dont nous parlions il y a quinze jours, a parfaitement réussi. En ce qui regarde le second de ces Etablissements, faisons remarquer, comme nous l'avons déjà fait pressentir, qu'il donne des signes manifestes d'un retour complet à une activité en rapport avec son ancienne situation et avec son organisation actuelle.

La *Banque Internationale de Paris* s'inscrit à 555, en bénéfice de 6 fr. 25. Cette Institution participe, avec la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, à la constitution de la *Société des Mines d'or de la Russie* et, indirectement, à l'*Emprunt Sino-Russe*. On lui sait gré, en outre, d'avoir su retirer du dernier exercice des profits assez importants pour lui permettre d'augmenter son dividende tout en mettant une somme de 500.000 fr. à son fonds de réserve et de prévoyance. *Banque Parisienne*, 424 fr., sans changement.

Banque de l'Algérie, 764 fr. contre 760 fr. *Groupe des Immeubles* très ferme; les *Actions* passent de 33 fr. à 36 fr. 25, pendant que les *Obligations remboursables à 1.000 fr.* progressent de 158 fr. à 163 fr. 50; *Obligations 4 0/0* également en avance à 187 fr., gagnant ainsi 5 fr.; *Obligations 350 fr. payés* calmes à 248 fr. C'est le 10 courant qu'ont commencé, devant le Tribunal de commerce, les plaidoiries dans le procès en nullité de l'assemblée générale extraordinaire du 27 juin 1891 des actionnaires de la *Banque d'Escompte de Paris*, assemblée qui a voté la réduction du capital social de cette dernière Institution, de 65 millions à 25 millions. Si la demande du syndic était admise, la situation de la liquidation judiciaire de la *Société des Immeubles de France* se trouverait modifiée sensiblement, attendu qu'un appel de fonds serait fait sur les actions de la *Banque d'Escompte de Paris* qui, au nombre de 128.980, n'étaient, avant le vote de l'assemblée ci dessus, libérées que de moitié.

La *Société Foncière Lyonnaise* est à 346 fr. contre 345 fr. il y a huit jours; *Sous-Comptoir des Entrepreneurs* 101 fr. 25, en perte de 1 fr. 75. Dans certains milieux, on paraît croire qu'une transaction pratique aurait beaucoup de chance de réussir. *Crédit Mobilier*, qui paraît pourtant être en voie de relèvement, est à 80 fr. contre 83 fr. 75. Les actionnaires de cette Société doivent se réunir en assemblée générale le 20 juin.

La *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* est à 600 fr. contre 598 fr. 75, en tendance meilleure par suite des bonnes récoltes que l'on espère pour la Hongrie.

★ ★ De nouveau, et pour la 22e semaine de 1895 (du 28 mai au 3 juin), les recettes de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer* sont excessivement favorables. Elles accusent, sur la période correspondante de 1894, une plus-value de 1.846.073 fr. 14. Toutes les lignes participent à cette augmentation. A l'heure actuelle, les résultats obtenus depuis le 1er janvier dernier ne sont plus que de 365.959 fr. 67 inférieurs à ceux obtenus pendant la même période de l'année dernière.

En ce qui regarde les actions, disons qu'elles n'ont pas été sujettes à des mouvements très prononcés. Comme depuis quelque temps déjà, le *terme* délaisse ces valeurs qui sont, pour le moment au moins, l'apanage presque exclusif du *comptant*. Le *Midi* cote 1.326 25 contre 1.329, en moins-value de 2 fr. 75: le *Nord* se maintient au cours précédent de 1.845 fr.

Orléans 1.580, en léger progrès de 1 franc; *Lyon*, plus favorisé à 1.475 à terme et à 1.480 au comptant, contre 1.472 50 il y a huit jours; *Est* sans variation à 960 fr.; *Ouest* 1.091 50, perdant 2 fr. 50 pour la semaine.

Les actions du *Sud de la France* continuent à se tenir d'une manière très satisfaisante, elles progressent de 276 50 à 288 fr., bien que l'on soit toujours dans l'attente de la ratification, par le Sénat, de la convention nouvelle après laquelle seulement le dividende de l'exercice écoulé sera mis en paiement. Par contre, *Obligations 3 0/0* un peu plus lourdes à 429 fr. contre 430 50.

★ ★ La tendance est bien meilleure sur les actions du *Canal de Suez*, qui passent de 3.235 à 3.295, après même 3.310 au plus haut. *Parts civiles*, 2.267 50 contre 2.230 fr. Cette reprise trouve son explication dans les recettes de la première quinzaine de juin et dans les explications fournies aux actionnaires à l'assemblée générale du 5 juin dernier, dont nous avons rendu compte dans l'*Economiste Européen* du 8 courant. De plus, la conclusion de la paix entre le Japon et la

Chine, ainsi du reste que l'expédition de Madagascar, dont nous faisions pressentir les conséquences à la susdite date, incitent les Anglais à envisager l'avenir du commerce européen avec un optimisme dont on trouverait les traces dans certaines circulaires émanant de courtiers maritimes de Liverpool, et qui laisse prévoir une situation générale considérablement modifiée.

Compagnie Parisienne du Gaz, 1.070 fr. contre 1.077 50.

Les *Messageries Maritimes*, qui paraissent avoir devant elles de belles perspectives d'avenir tant à Madagascar qu'au Transvaal, gagnent 10 francs, à 615; *Chargeurs Réunis* calmes et sans variation, à 1.260; *Compagnie Générale Transatlantique* 358 75, contre 361 25. La Bourse s'est peu occupée de la discussion qui a eu lieu hier à la Chambre des députés au sujet du projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

Les actions des *Nitrate Railways*, qui clôturaient vendredi dernier à 423 75, sont en avance à 430 fr. *Lagunas Nitrate* 145, bénéficiant de 5 fr; *Lantaro* ferme, à 195 fr. On dit que, à la prochaine assemblée, le Conseil d'administration proposera la distribution d'un coupon de 9 fr. 15, payable en juillet, et la mise à la réserve d'une somme importante; *Compagnie Générale des Nitrates* 102 50.

Les *Omnibus à Paris* sont à 1.084, contre 1.080; *Voitures à Paris* 573, en bénéfice de 7 fr.; *Compagnie Française des Métaux* 272, contre 275 fr.; *Anciens Etablissements Cail* 210 fr., en recul de 5 fr.

La *Grande Distillerie Cusenier* est recherchée à 724 francs, en progrès de 4 fr.; *Compagnie Française des Mines d'or* 132 50 contre 131 25; *Lots du Congo* assez mouvementés mais mieux au dernier moment à 98 75, ne perdant ainsi que 1 fr. 25; *Rio-Tinto* toujours agité. Il passe de 417 50 à 423 75 pour revenir à 410 et rester, au dernier moment, à 420 fr. La Compagnie a, assure-t-on, conclu un arrangement relatif à la conversion de ses obligations 5 0/0 dont la réussite serait ainsi assurée. Toutefois, ce n'est pas l'économie résultant de cette opération et qui représente environ 3 fr. 50 par action, qui pourra beaucoup relever le dividende des actions si l'industrie du cuivre continue à baisser ses prix.

Le groupe *Corinthe* est plus mou; l'action de la *Société Hellénique* revient de 110 fr. à 105 50 pendant que les *Obligations 6 0/0* perdent 3 francs à 177 francs. Jusqu'à présent, et en dépit de l'amélioration des recettes constatées et des espérances conçues, ce ne sont encore que des bateaux de faible tonnage qui font usage du canal. *Actions Wagons-Lits* 405, en progrès de 8 fr. 50; *Grands Moulins de Corbeil* 430, contre 425; *Action Malfidano* 945 fr., gagnant ainsi 35 francs.

Sur le *Petit Marché en Banque* on traite les actions de la *Grande Fabrique de Papier* aux environs de 100 fr.

★ ★ Les *Fonds Brésiliens* se sont un peu ressentis de la baisse de la *Rente Extérieure Espagnole*. Le *4 1/2 0/0 1888* s'inscrit à 77 55, en recul de 70 centimes; *4 0/0 1889*, 74 05 contre 74 25.

★ ★ Comme nous l'avons dit plus haut, la *Rente Extérieure Espagnole* a subi encore de brusques soubresauts qui ont absolument ébranlé son marché. Les différences d'une Bourse à l'autre se sont à plusieurs reprises chiffrées par 1 franc d'écart. A l'heure actuelle, la position de place sur ce fonds est des plus difficiles à apprécier et des plus dangereuses. Il faut dire que l'on se plaît à répandre les nouvelles les plus diverses au sujet de Cuba, et que ces nouvelles sont constamment mises à profit par la spéculation, toujours à l'affût. En résumé, la *Rente Extérieure Espagnole* qui, de 69 30 s'était relevée à 69 75 a été précipitée à 66 45 pour se relever un peu et clôturer à 67 25, perdant ainsi, d'une semaine à l'autre, 2 fr. 05, et restant absolument dépendante des événements.

★ ★ En dépit de l'exposé financier de M. Sonnino, que l'on considérait d'une manière favorable dans certains milieux financiers, la *Rente Italienne* reste lourde à 89 12 1/2 après 89 40 au plus haut et 88 85 au plus bas. La différence d'une semaine à l'autre ne s'élève qu'à 0 02 1/2 centimes en avance.

★ ★ Les *Fonds Russes* ont retrouvé, cette semaine, leur marché ancien. Ils regagnent presque tous l'avance perdue à la fin de la semaine dernière. *L'Orient 4 0/0*, qui a détaché son coupon le 13 courant, clôture à 67 70 ex-coupon, contre 68 la semaine dernière; *Consolidés 1re et 2e séries* 102 45 contre 102 50; *Russes 3 0/0 1891* et *2e Emission 1894* 93 20, en reprise de 60 centimes; *Russe 3 1/2 0/0* 98 15 en gain de 40 centimes.

★ ★ Le *Serbe 5 0/0 1890* cote 66 contre 68 vendredi. *Valeurs Ottomanes* calmes. Le *Turc B* cependant est de nouveau mou à 44 50 contre 45 15; par contre, *Turc C* 28 30, en bénéfice de 15 centimes; *Turc D* 25 95, gagnant 25 centimes; *Douanes* 515, en plus-value de 1 franc; *Ottomane 1894* 486 25 contre 485. Sur l'arrivée de Sir Edgard Vincent, de retour du Cap, la *Banque Ottomane* monte de 726 à 728 75.

L'*Obligation Smyrne-Cassaba* s'échange entre 445 et 446 francs; *Obligation Salonique-Constantinople* 323 75, recherchée ainsi par le comptant.

QUESTIONS DU JOUR

La Paix en Europe

L'interpellation de MM. Millerand, Rouanet et Le Senne, qui s'est discutée le 10 juin dernier à la Chambre des députés, a eu le grand avantage de jeter un peu de lumière sur la nature et l'importance de l'entente franco-russe.

Le concours financier que nos compatriotes ont si largement donné à la Russie depuis 1891 et qui a eu pour conséquence, non seulement de permettre à ce grand empire de développer son outillage économique, mais encore d'améliorer considérablement son crédit international et de réduire ainsi, par des conversions successives, le taux des intérêts de sa Dette publique; et enfin, l'heureuse intervention, toute récente, de notre diplomatie en faveur de la politique du Gouvernement russe en Extrême-Orient, constituaient les apports visibles de la France.

Mais, qu'étions-nous en droit d'attendre de la Russie? Quels avantages immédiats ou éventuels pouvions-nous espérer de l'accord que les fêtes de Cronstadt, de Toulon et de Paris ont consacré devant le monde? Telle était la question que chacun de nous se posait instinctivement.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, avec une mesure et une netteté auxquelles il convient de rendre hommage, s'est efforcé de nous répondre :

Messieurs, la condition essentielle de toute politique étrangère est certainement la continuité dans les desseins et dans l'action. (*Applaudissements.*) Or, qui ne se fût étonné des incertitudes et de l'inconstance d'une nation qui, après avoir orienté avec éclat sa politique vers une combinaison dont les effets s'exercent heureusement sur tant de points, après avoir multiplié les manifestations où se confondaient les sentiments de confiance et d'amitié de deux grands peuples, eût tout à coup désavoué cette politique et se fût dérobée par une abstention inexplicable à l'appui qu'on lui demandait.

On peut nous adresser d'autres critiques, nous n'aurons point, du moins, encouru ce reproche. Nous sommes restés fidèles à nous-mêmes et le Ministre des affaires étrangères qui est devant vous, croit avoir été

l'interprète sincère des sentiments du pays lorsque, au cours d'un télégramme adressé à notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg, il s'est exprimé en ces termes : « ... La France met au premier rang de ses préoccupa-« tions la considération de ses *alliances*. Nous sommes « donc disposés à appuyer, avec toute l'efficacité pos-« sible, les vues du Gouvernement impérial concernant « les conditions de la paix entre la Chine et le Japon. » (*Vifs applaudissements.*)

Alliance! Voilà la première fois que le mot est prononcé à la tribune du Parlement français par un Ministre des affaires étrangères.

L'entente franco-russe est donc une *alliance*, et une *alliance* dans le vrai sens du mot dont nous avons déjà recueilli quelques fruits :

Ne nous a-t-elle pas permis de régler, en Afrique et en Asie, bien des problèmes posés de longue date sur lesquels le Parlement lui-même n'a cessé d'attirer l'attention du Gouvernement? En Europe, peu de questions importantes qui soient réglée sans que notre avis soit demandé et notre concours souvent sollicité.

Et le Ministre des affaires étrangères, comme pour donner à sa pensée une forme plus tangible, a ajouté :

Enfin, Messieurs, niera-t-on que notre autorité, ainsi reconquise, n'ait exercé son influence et produit ses effets jusque dans cette combinaison nouvelle des forces européennes, qui nous a fait sortir de notre isolement et *qui nous a donné le point d'appui qui nous manquait depuis si longtemps?*

Deux grandes puissances, portées l'une vers l'autre par l'attraction de leurs sentiments et *de leurs intérêts respectifs* se sont donné la main. Elles ont noué une entente qui les rapproche naturellement dans le travail incessant de la politique courante et qui — toujours pacifique — *leur garantit une sécurité réciproque.* Si c'est cette politique que l'on incrimine, Messieurs, nous en acceptons hautement la responsabilité, nous nous en déclarons les partisans résolus.

Les applaudissements de la Chambre ont prouvé à M. Hanotaux que ses paroles répondaient exactement aux préoccupations légitimes du pays

Après les discours de MM. Flourens et Goblet, M. le Président du Conseil a tenu à confirmer, lui-même, la portée du discours du Ministre des affaires étrangères.

M. Ribot. — Oui, *nous avons allié aux intérêts d'une grande nation les intérêts de la France ;* nous l'avons fait pour la sauvegarde de la paix et le maintien de l'équilibre de l'Europe. Et s'il n'y a rien de changé dans les aspirations, dans la direction supérieure, dans le but suprême de notre politique, il y a pourtant quelque chose de changé en Europe depuis 1891. (*Applaudissements.*)

Cette phrase, qui résume d'une manière très précise les déclarations du Gouvernement, nous donne le véritable caractère de l'alliance franco-russe : « C'est une alliance défensive, basée sur la communauté des intérêts des deux nations. »

Les interpellateurs n'ont pas trouvé cette définition suffisamment claire ; ils auraient voulu avoir plus de détails, M. Goblet a même demandé pourquoi le Gouvernement ne publiait pas le texte de l'accord ? On lui a répondu que ces sortes de conventions ne se divulguaient point et l'exemple de la Triple-Alliance — à laquelle le député de Paris faisait précisément allusion — est là pour prouver la parfaite correction, dans l'espèce, de tous les Ministères qui se sont succédé en France depuis 1891.

La grande majorité de la Chambre des députés a donné raison au Gouvernement et a approuvé sa politique extérieure. Pourtant, s'il faut dire toute la vérité, cette grande discussion a montré, une fois de plus, dans quelle impasse effroyable la politique européenne est engagée depuis 1871.

L'alliance franco-russe, comme d'ailleurs la Triple-Alliance, est constituée dans une intention purement pacifique ; elle a pour but de garantir une sécurité réciproque à la France et à la Russie, comme la Triplice a pour but de garantir une sécurité réciproque à l'Allemagne, à l'Autriche-Hongrie et à l'Italie.

Voilà donc cinq grandes nations garanties, les unes par les autres, contre toutes les éventualités d'une guerre continentale depuis déjà bon nombre d'années. Quel est le résultat visible de cette assurance mutuelle ?

En 1883, les dépenses militaires (guerre et marine) des cinq nations assurées s'élevaient à environ 2.872 millions de francs et l'effectif de leurs armées sur le pied de paix était d'environ 2.145.000 hommes ; en 1893, les dépenses d'ordre de guerre atteignaient 3.760 millions et l'effectif de paix 2.546.000 hommes ; en 1895, les dépenses de même nature dépasseront, probablement, 4 milliards de francs et l'effectif de paix 2.800.000 hommes : que serait-ce, grands dieux ! si les nations considérées ne jouissaient point d'une sécurité réciproque ?

Hélas ! trois fois hélas ! M. Goblet, ancien Président du Conseil et ancien ministre des affaires étrangères, n'avait pas besoin de le dire à la tribune : Cette progression du taux de la *prime d'assurance* contre la guerre ne prouve que trop qu'il y a en Europe « une importante question qui n'est pas réglée ».

Edmond THÉRY.

L'EMPRUNT SINO-RUSSE

Toutes les nouvelles données sur la date et le taux de l'Emprunt Sino-Russe sont au moins prématurées.

Ainsi que nous l'avons annoncé dans notre dernier numéro, l'Emprunt sera contracté *en or*, au nom du Gouvernement chinois, mais la Russie lui donnera son aval en en garantissant l'intérêt nominal 4 0/0 or et l'amortissement en trente-six années.

Le capital emprunté sera de 16 millions de liv. st., 100 millions de roubles ou 400 millions de francs. L'annuité nécessaire à son service s'élèvera à 5.288.700 roubles-or ou 21.154.800 fr.

Les conditions générales de l'Emprunt sont arrêtées dès maintenant entre la maison Hottinguer, qui a la direction du Syndicat d'émission, le *Crédit Lyonnais*, la *Banque de Paris* et M. Rothstein, représentant de M. de Witte, ministre des finances de la Russie, qui est reparti pour la Russie depuis avant-hier.

Les signatures définitives seront échangées à Saint-Pétersbourg entre le mandataire du Gouvernement chinois qui s'y trouve actuellement, le Ministre des finances russe et les représentants des Maisons de Banque ci-dessus désignées. A cet effet, M. A. Hottinguer, pour la Maison Hottinguer, M. René Brice pour le *Crédit Lyonnais* et M. Nœtzlin pour la *Banque de Paris*, quitteront Paris dès ce soir à destination de Saint-Pétersbourg.

L'oukase de garantie ne pourra être soumis à l'examen du Conseil de l'Empire qu'après l'échange des signatures, c'est-à-dire dans le courant de la semaine

prochaine; puis il sera présenté à la ratification du tzar Nicolas du 25 au 30 juin.

Ce n'est donc guère que dans la première quinzaine du mois de juillet que l'émission pourra s'effectuer simultanément à Paris et à Saint-Pétersbourg.

Rien n'est encore définitivement arrêté quant au taux proprement dit de l'émission publique et aux conditions de libération de l'Emprunt.

Nous avons déjà indiqué l'objet de cette opération; une dépêche de Saint-Pétersbourg, publiée hier par le *Times*, annonce que lorsque le montant de l'Emprunt aura été versé, le Japon devra retirer toutes les troupes qu'il a encore sur la péninsule de Liao-Tong.

« Il est permis de croire — ajoute le journal de la Cité — que la Russie n'a pas donné sa garantie pour rien. Dans tous les cas, l'Emprunt est considéré comme un coup de maître, tant au point de vue politique que financier, et rien de pareil n'avait été fait depuis l'achat des actions du canal de Suez par lord Beaconsfield.... Quant au Japon, il est peu probable qu'il soit satisfait d'un paiement immédiat de l'indemnité de guerre par la Chine. »

J. M.

LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SERBIE

La semaine dernière, le *Journal Officiel* de Belgrade publiait le communiqué suivant :

Malgré les démentis les plus catégoriques et quoique le Gouvernement royal n'en ait jamais donné le moindre sujet, divers journaux de l'étranger n'ont point cessé de publier des nouvelles erronées sur les intentions du Gouvernement serbe dans les relations avec ses créanciers. Il est avéré que le Gouvernement a toujours intégralement répondu à ses obligations et que, jusqu'à ce jour, personne n'a eu à subir des pertes, de quelque nature que ce fût.

Le Gouvernement royal ne cesse de donner la sollicitude la plus consciencieuse à ses devoirs vis-à-vis de l'étranger, conformément aux engagements contractés par les conventions et est, tout aussi fermement que par le passé, résolu d'y répondre à l'avenir. C'est pourquoi il est autorisé à croire que le crédit effectif, dont la Serbie a joui jusqu'à ce jour à l'étranger, lui donnera la possibilité d'arriver d'une manière régulière au règlement des relations avec ses créanciers, tant à l'étranger que dans le pays même.

C'est aussi la raison pour laquelle le Gouvernement ne se trouve point dans la nécessité d'avoir recours à n'importe quelle mesure arbitraire et violente. Par ce communiqué, il est, une fois pour toutes, donné le démenti formel et très catégorique à tous bruits contraires répandus à ce sujet.

Depuis, en réponse à des articles et correspondances parues dans les journaux de Londres, M. Ched. Mijotovich, ancien ministre des finances et ministre de la Serbie à la cour de Saint-James, a adressé des lettres au *Times* et au *Financial News* pour exposer la situation financière de son pays.

Voici la traduction *in extenso* de la plus complète de ces lettres, publiée dans le *Financial News* du 12 juin :

Au Directeur du *Financial News*.

Je tiens à vous remercier tout d'abord de ce que vous considériez que la situation financière de la Serbie est susceptible d'intéresser vos lecteurs, bien qu'on n'ait jamais placé d'emprunt serbe en Angleterre. Beaucoup d'hommes politiques de la péninsule des Balkans regrettent sincèrement de constater que les Anglais portent, en apparence, si peu d'intérêt au relèvement économique et financier de leurs pays respectifs qui, si près de l'Angleterre, commencent aujourd'hui seulement à se rendre compte de l'étendue de leurs ressources naturelles, ainsi que de la nécessité d'avoir l'appui des capitaux étrangers pour mettre ces ressources en valeur.

Je vous remercie également de l'esprit de loyauté dont sont empreints vos commentaires, considérant qu'ils sont basés sur des rapports inexacts publiés dans quelques journaux de Londres. J'espère que vous me permettrez de rectifier ces rapports, en faisant connaître à vos lecteurs l'exacte vérité sur les finances serbes.

Il est très exagéré de dire que, dans ces temps derniers, on n'a fait face au service de la Dette nationale qu'avec les avances du Syndicat franco-allemand.

Au commencement de l'année dernière, j'ai dirigé moi-même, pendant plusieurs mois, le Département des finances de mon pays, et j'ai constaté qu'en 1893 les intérêts de la Dette nationale avaient été payés entièrement avec les revenus de la Serbie. L'annuité totale de cette Dette est d'environ 21 millions de francs, tandis que les recettes effectives se sont élevées, en 1894, à 60 millions de francs. Il est certainement impossible à la Serbie d'arriver à réduire les dépenses pour son armée, son administration civile, etc., à 40 millions. On a perçu l'an dernier 60 millions de francs sans faire appel aux nouveaux monopoles de l'alcool, des huiles minérales, des allumettes et du papier à cigarettes, en voie d'organisation alors, et qui, pour la première fois de cette année, figureront dans les revenus de l'État. En admettant même que les dépenses totales s'élèvent à 65 millions de francs, nous estimons que — grâce aux améliorations introduites dans le système de perception des impôts et aux nouveaux monopoles — le Trésor serbe sera à même d'y faire face sans appui étranger.

Il est vrai que le projet d'unification de certains emprunts anciens 5 0/0, en un emprunt 4 0/0, a été repoussé en mai dernier par l'Assemblée nationale ; mais l'assertion relative à une rupture entre le Gouvernement serbe et l'ancien groupe de banquiers de Paris-Berlin-Vienne et à la crainte de manquer de fonds pour le premier coupon est tout à fait inexacte. Depuis le premier emprunt contracté par la Serbie en France, des *Caisses spéciales* organisées sous la surveillance de délégués des prêteurs, reçoivent, par versements mensuels, les revenus affectés au paiement des annuités. Ces *Caisses spéciales* n'ont pas cessé de fonctionner.

Malheureusement, certaines personnes ont exprimé récemment, dans la presse serbe, l'opinion que la Serbie pourrait, sans nuire à sa dignité ou à son crédit, réduire l'intérêt ou même le capital de sa dette, en se passant du consentement de ses créanciers ; mais cette opinion n'a pas trouvé d'écho dans les sphères influentes. Au contraire, d'autres personnalités ont démontré clairement dans la presse qu'une adhésion à de semblables théories amènerait un abaissement de la dignité nationale, du crédit et un préjudice pour les intérêts politiques du pays.

Au surplus, le Gouvernement a déclaré officiellement, et à plusieurs reprises, qu'il n'avait aucune sympathie pour de pareilles suggestions, et que la Serbie était aussi désireuse que capable de tenir ses engagements vis-à-vis de ses créanciers. Il n'y a pas le moindre danger que, sous le Gouvernement du roi Alexandre, la Serbie tente jamais de réduire arbitrairement l'intérêt ou le capital de sa dette publique...

L'avenir nous apprendra si M. Ched. Mijatovich est dans le vrai ; constatons, en attendant, que les termes de sa lettre, rapprochés du communiqué officiel, semblent être de nature à rassurer les créanciers de la Serbie.

C.-R. Wehrung.

SOCIÉTÉ DES MINES D'OR DE LA RUSSIE

C'est au commencement de cette semaine que nous avons appris, à Paris, la constitution définitive, à Saint-Pétersbourg, de la *Société des Mines d'or de la Russie (Rosisxoe)*, dont les statuts ont été soumis en mars dernier à la sanction impériale. Vu l'importance que cette Société est appelée à prendre, nous croyons devoir, en nous basant sur les documents officiels que nous avons pu nous procurer, donner sur l'affaire les renseignements suivants.

Il est un fait connu de tous c'est que, depuis quinze ans environ, la production de l'or du globe qui avait, pendant un certain temps subi une diminution, a repris considérablement, accusant d'année en année une augmentation importante. Au Transvaal, surtout, l'exploitation des mines aurifères a pris un développement rapide, grâce au système des Sociétés par actions, système largement appliqué et qui diminue les risques que courent les entrepreneurs isolés. Il s'en est suivi que le Transvaal, au point de vue de sa production a bientôt pu dépasser la Russie qui, auparavant, occupait le troisième rang dans les pays producteurs d'or, et se plaçait immédiatement après les Etats-Unis et l'Australie. Cependant le sol de la Russie contient des quantités d'or que l'on pourrait qualifier d'inépuisables.

Malheureusement il manque, à ce pays, des entreprises disposant de capitaux importants grâce aux-

quelles les pertes éventuelles à supporter par les associés doivent se trouver réduites à des proportions insignifiantes. Ces entreprises, sous la forme de Sociétés montées par actions, sont le seul moyen à employer pour arriver à développer, en Russie, l'industrie aurifère, d'autant plus que les gisements d'or les plus riches sont situés dans des régions lointaines, d'accès difficile — comme les districts Olekminsk et l'Amour — où, sans même parler des sondages, la recherche du métal précieux peut exiger des débours s'élevant parfois à des centaines de mille roubles. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas déjà, en Russie, des Compagnies qui produisent de l'or provenant de ces régions lointaines; mais ces Compagnies, créées pour la plupart à la suite de la découverte fortuite de riches gisements de sables aurifères, comprennent un petit nombre d'actionnaires avec gros apports, et elles ne paraissent n'avoir, en principe, qu'un but: extraire le plus rapidement possible l'or découvert, sans souci de l'avenir et sans songer à procéder à des recherches qui, du reste, exigeraient des dépenses devant lesquelles elles reculent, n'ayant en vue que leur intérêt immédiat. Il s'ensuit que l'activité de ces Compagnies est limitée à l'exploitation du sable aurifère. Quant au minerai d'or, à l'encontre de ce qui se passe dans les autres pays où il est exploité en grandes quantités, on l'a négligé jusqu'à présent presque complètement.

Remédier en partie à cet état de choses, tel est le but que se propose la nouvelle *Société des Mines d'or de la Russie*. Elle est créée au premier capital de fondation de 5 millions de roubles-or — soit 20 millions de francs — divisé en actions de 100 roubles-or, ou 400 francs, libérées de 50 0/0, et se propose non seulement la création d'entreprises importantes pour l'exploitation des mines d'or russes, mais encore se préoccupe de procéder à l'exploitation du platine et des autres métaux qui accompagnent l'or.

Nous venons de dire que la *Société des Mines d'or de la Russie* est au capital de 20 millions de francs. Ce capital, toutefois, pouvant être augmenté au fur et à mesure des besoins, permet tout d'abord à la Société de ne pas s'en tenir aux procédés routiniers employés presque partout en Russie pour l'extraction des métaux précieux. D'un côté, elle prendra en considération tous les perfectionnements fournis par la science, pendant que, de l'autre, elle confiera l'exploitation à des spécialistes de premier ordre et s'efforcera, en organisant le travail sur les bases les plus rationnelles, à tirer de son entreprise tous les profits possibles. D'où une somme considérable de travail pour un nouveau contingent d'ouvriers, et une augmentation de métal précieux qui contribuera à la richesse progresssive du pays. Bien plus, et par suite de la situation qu'elle prend dès le premier jour, la nouvelle Société est appelée, en dehors des exploitations organisées et dirigées par elle, à participer, avec ses capitaux, et à titre d'actionnaire, à d'autres entreprises similaires qui profiteront des procédés techniques d'extraction plus perfectionnés qu inaugurera l'entreprise et dont la vulgarisation rendra les plus éminents services à l'industrie de l'or.

Il n'est donc pas téméraire de prédire à la *Société des Mines d'Or de la Russie* un avenir des plus brillants, d'autant plus que nombre de puissants Etablissements de crédit et de hautes personnalités financières ont contribué à sa fondation. Citons entre autres: la *Banque d'Escompte* de Saint-Pétersbourg, la *Banque Internationale du Commerce* et la *Banque Russe pour le Commerce Etranger* de Saint-Pétersbourg, M. Ch. Petrococchino, la *Banque de Paris et des Pays-Bas* et la *Banque Internationale de Paris*, etc. Enfin, mentionnons que, constituée conformément aux exigences de l'entreprise projetée et d'après les statuts des dernières Sociétés par actions dont le Gouvernement russe a sanctionné la fondation, la Société a cru devoir introduire, dans son organisation, une modification rendue nécessaire par la nature même des opérations auxquelles elle participera éventuellement. Cette modification porte sur le droit qu'elle se réserve de faire, sur ses bénéfices nets, des prélèvements *sans fixation de maximum* en faveur de ses réserves. Ce point est d'une importance exceptionnelle pour la situation financière de la Société dans le cas où elle participerait, comme actionnaire, à des entreprises ayant pour but l'exploitation de gisements de sables aurifères vites épuisés.

Nous n'avons qu'un mot à ajouter à ce qui précède, c'est que les sentiments d'extrême prudence qui se dégagent des engagements stipulés témoignent de la sollitude qui a présidé à la création de la *Société des Mines d'Or de la Russie*, en vue d'un fonctionnement parfait et exempt de tout aléa.

A. LÉCHENET.

LES MINES D'OR DU TRANSVAAL

Sir Edgar Vincent, directeur général de la *Banque Ottomane*, qui était allé au mois d'avril dernier visiter le Transvaal, est revenu en Angleterre par la dernière malle du Cap.

Le correspondant du *Gaulois* à Londres, M. Galdemar, a recueilli les impressions suivantes de l'honorable sir Edgar Vincent :

— Mon opinion sur les mines d'or du Transvaal est très nettement favorable. Après les avoir visitées, après être descendu moi-même dans les mines, après n'avoir rien épargné pour faire une enquête minutieuse, je comprends parfaitement l'empressement très logique manifesté par l'Europe pour le placement de son épargne dans les valeurs minières.

« Le Transvaal est un pays du plus grand avenir. Ce sera, un jour, je ne crains pas de l'affirmer, la première région aurifère du monde.

« Le mouvement actuel n'est que le début d'une expansion qui prendra, à bref délai, une importance beaucoup plus considérable. Les marchés de Londres et de Paris seront les premiers à en bénéficier.

« Le choix de titres fait jusqu'ici par le marché de Paris me paraît tout particulièrement heureux et intelligent. Les hommes qui dirigent les exploitations minières du Transvaal sont pleins d'expérience et dignes d'inspirer la plus large confiance.

« Il y a, au Transvaal, beaucoup de gisements aurifères excellents. Il y en a aussi naturellement quelques-uns moins bons. Quant au bassin de Witwatersrand Constance, sa teneur est à peu près assurée. Cette teneur ne se modifie pas en profondeur. Elle est aussi bonne en bas qu'en haut.

« Et si la nécessité s'impose d'aller bientôt chercher le minerai à une certaine profondeur, cette obligation n'offrira qu'une très minime importance au point de vue de l'augmentation du prix de revient.

« On a, d'ailleurs, des indications nouvelles pour Witwatersrand Constance sur la direction de l'extrémité est de la partie déjà reconnue. Pour ce qui est de la durée de l'exploitation dans le Witwatersrand Constance, on peut affirmer que, dans cinquante ans, la moitié de ses richesses ne sera pas encore épuisée. Les ingénieurs ne prévoient aucun obstacle pour les deep level; c'est à peine s'ils craignent l'eau et ils pensent encore pouvoir y obvier.

« Vous me parlez, poursuit sir Edgar Vincent avec un sourire, des mines de Robinson, de Ferreira, de City and Suburban. Je ne veux rien particulariser. Tout ce qu'il m'est permis de dire, c'est que ces mines sont parmi les bonnes.

« En résumé, on est seulement au commencement d'une ère de prospérité minière exceptionnelle. L'avenir donne les plus belles promesses pour l'ensemble des mines de la région. Mon absence a duré trois mois, et, quoique la maladie m'ait éprouvé, je me félicite d'un voyage qui m'a permis de voir, de constater et de conclure. Je reviens en *croyant*. »

Cie Générale des Eaux pour l'Étranger

A la date du 28 juillet 1894, et en étudiant le bilan au 31 décembre 1893 de la *Compagnie Générale des Eaux pour l'Etranger*, nous faisions ressortir l'amélioration survenue dans la situation de la Société qui, au cours de l'exercice écoulé, avait pu facilement faire face au service de ses obligations. Nous sommes heureux de reconnaître qu'en 1894 cette amélioration s'est maintenue et que les circonstances laissent entrevoir que, dans un avenir sinon prochain, au moins très peu éloigné, la *Compagnie Générale des Eaux pour l'Etranger* rentrera en possession de la plupart de ses moyens d'action.

Examinons, tout d'abord, l'exploitation de la Société en 1894. Elle a donné les résultats suivants que nous comparons à ceux de 1893 :

	Produits nets en 1893	Produits nets en 1894	Différ. pour 1894
Affaires diverses :			
Venise	330.521 72	351.246 »	+ 20.724 28
Bergame	77.949 38	78.325 52	+ 376 14
Spezia	45.949 52	46 416 12	+ 466 60
Vérone	73.318 13	66.720 61	— 6.597 52
Porto	200.192 79	216.977 28	+ 16.784 49
Affaires en participation :			
Lausanne	4.880 10	»	— 4.880 10
Constantinople	41.000 »	45 100 »	+ 4.100 »
Naples Water Works Cy Ld.	1.800.795 56	1.780.308 66	— 20.486 90
Divers	175.225 13	163.589 76	»
Fr.	2.749.832 33	2.748.683 95	

De ces montants, il a été déduit :

	En 1893	En 1894
Frais généraux et divers.....Fr.	225 886 04	207.064 54
Service des obligations	1.461.125 »	1.478.638 33
Réserve statutaire	50.282 98	52.522 14
Bénéfices acquis mais réservés..	1.000.000 »	1.000.000 »
Fr.	2.737.294 02	2.738.225 01
Soldes à reporter à nouveau	12.538 41	10.458 94
Sommes égales.....Fr.	2.749.832 33	2.748.683 95

A première vue, ces chiffres ne comportent pas de différence entre eux. Pourtant un fait s'est produit en 1894, qui mérite d'attirer l'attention.

Depuis 1893, la dette de la Ville de Naples dont nous parlions le 28 juillet 1894, s'est augmentée de la garantie de 1894, du remboursement des dépenses, intérêts et pertes de change pour le même exercice, soit, au total, de 1.355.852 fr. 40. Par contre, cette même dette a diminué de la somme de 2.297.343 fr. 62 payée par la Ville l'année dernière, et qui comprend : 1.297.343 fr. 62, solde des paiements qu'elle s'était engagée à effectuer par échéances, et un million applicable au solde de la garantie de 1892 et au versement d'un acompte sur celle de 1893. D'où il résulte que la dette de cette Ville a, en définitive, diminué de 941.491 fr. 22 depuis l'exercice antérieur.

Or, comme nous l'avons mentionné dans les tableaux ci-dessus, il avait été réservé, sur les profits de 1893, une somme de un million de francs qui ne devait être rendue disponible qu'après paiement par la Ville de Naples des arriérés dus par elle. Celle-ci ayant, en 1894, et comme nous venons de le dire plus haut, versé un million de francs, il a fallu d'abord prélever, sur ce versement, 539.866 fr. 99, complément de la garantie de 1892 comprise dans les produits de cet exercice qui avaient reçu une affectation spéciale. Ce prélèvement effectué, il restait, en chiffres ronds, 460.000 francs que la Compagnie a cru devoir consacrer, jusqu'à concurrence de 400.000 fr., à la distribution, pour 1894, d'un dividende de 5 francs par action. C'est un progrès que nous signalons avec plaisir et auquel viendra se joindre un jour, il faut l'espérer du moins, une modification du traité de concession passé avec la Ville de Naples, modification qui entraînera une augmentation du tarif et du volume minimum des abonnements, et assurera ainsi à la Compagnie une certaine augmentation de produits au delà du chiffre représentant actuellement la garantie d'intérêts qui pèse du reste si lourdement sur le budget municipal de cette Ville.

De plus, et en vue d'alléger ses charges, la *Compagnie Générale des Eaux pour l'Etranger* a résolu une opération dont l'utilité paraissait évidente, et dont on trouvera le détail dans nos *Informations financières* de ce jour. Nous voulons parler de la conversion de ses *obligations 5 0/0* qui, en comprenant les 959 titres émis en 1894, atteignent le chiffre de 59.359 obligations. En transformant cette dette 5 0/0 en une dette 4 0/0, la Compagnie va trouver à la fois et une plus grande facilité pour commencer l'amortissement de son capital-obligations, et une diminution sensible dans les charges annuelles qui profitera aux actionnaires.

A ce sujet, mentionnons que, sur les 80.000 *obligations 5 0/0* dont l'émission avait été autorisée par les assemblées générales du 30 mai 1884 et 11 juin 1888, 20.641 titres non émis avaient été laissés à la souche. Ces titres, naturellement, vont être annulés et de nouvelles *obligations 4 0/0*, en nombre correspondant, sont, en ce moment, offertes au public, conformément à l'avis que nous publions ce jour dans nos annonces.

Si, maintenant, on examine les divers autres chapitres du bilan, on voit que le compte de *premier établissement* présente, sur l'année dernière, une augmentation de 167.815 fr. 49 qui provient, pour la presque totalité, de travaux d'extension de canalisation dans les différentes exploitations et de travaux d'amélioration exécutés à Spezia. Quant aux *débiteurs divers*, ils ne figurent, pour le *compte abonnements*, que pour un montant de 288.550 fr. 71, et encore la rentrée de ces sommes s'est effectuée dans des conditions normales depuis le 1er janvier.

A ce qui précède, nous croyons devoir ajouter que les modifications heureuses survenues depuis un an ont largement profité aux titres de la *Compagnie Générale des Eaux pour l'Etranger*, puisque les actions ont passé, en un an, de 205 à 295 francs et que les *obligations 5 0/0*, disparues depuis hier de la Cote officielle à cause de la conversion, s'inscrivaient, ces jours derniers, au-dessus du pair, témoignant ainsi de la confiance que le public a dans l'avenir de l'entreprise.

J. M.

Compagnie Générale Française de Tramways

Après la reconstitution du capital de la *Compagnie Générale Française des Tramways*, après le remplacement de l'ancien Conseil d'administration, incidents dont nous parlions dans un article spécial paru dans l'*Economiste Européen* du 21 juillet 1894, les résultats de cette entreprise, pour l'exercice 1894, sont des plus intéressants à analyser.

Stipulons de suite que cet exercice, comme le fait remarquer avec raison le nouveau Conseil d'administration dans le rapport présenté par lui à l'assemblée générale des actionnaires du 29 avril dernier, que cet exercice, disons-nous, a marqué une étape importante dans la marche de la Société.

En premier lieu, l'opération de reconstitution du capital qui comprenait : 1° la réduction de 10.200.000 francs à 4.080.000 francs, et 2° la souscription de 12.240 actions nouvelles de 500 francs, a complètement réussi, grâce particulièrement au concours de plusieurs importants Etablissements de crédit comme le *Comptoir National d'Escompte*, le *Crédit Industriel et Commercial*, la *Société Générale*, la *Société Nancéienne*, en France, et le *Crédit Général Liégeois*, la *Caisse Commerciale de Bruxelles*, en Belgique. Par suite, et en tenant compte de certains autres éléments, la Compagnie s'est

vue dans la possibilité d'amortir le compte de l'actif de 7.903.331 fr. 08. Cette somme est produite par les chapitres suivants :

	Francs
Réduction opérée sur le capital actions	6.120.000 »
Fonds de réserve statutaire au 31 décembre 1893	211.643 09
Réserve pour moins-value	56.065 45
Valeur des obligations 5 0/0 amorties	858.831 03
— 6 0/0 —	490.498 31
Solde créditeur du compte de Profits et Pertes	166.293 20
	7.903.331 08

Il résulte, d'après les amortissements opérés, que le bilan au 31 décembre, que nous comparons à celui de l'exercice précédent, s'établit ainsi :

Actif	31 déc. 1893	31 déc. 1894
	Francs	Francs
Dépenses de premier établissement	29.461.547 95	27.342.913 80
Différence entre le taux de remboursement et le produit net des obligations	»	535.536 03
Cavalerie	1.504.522 69	845.480 »
Matériel roulant	2.620.768 84	1.810.993 33
Grosses réfections des voies (compte amortissable)	154.285 66	»
En caisse et chez les banquiers	227.477 69	1.139.157 58
Titres en dépôt chez les banquiers	38.875 »	»
Mobilier de Paris	16.952 65	9.163 89
Approvisionnements de premier établissement, dans les exploitations, et grains et fourrages	1.017.758 11	836.137 82
Cautionnements	339.881 90	353.234 30
Droits et impôts sur titres	32.041 90	45.546 84
Débiteurs divers	240.342 73	237.371 11
Débiteurs de premier établissement	32.358 55	»
Perte sur l'exercice	94.874 58	»
	35.781.688 25	33.155.537 70

Passif	31 déc. 1893	31 déc. 1894
	Francs	Francs
Capital social	10.200.000 »	10.200.000 »
Obligations restant à rembourser :		
39.928 obl. 5 0/0 en circulation	19.423.755 36	»
1.419 oblig. amorties	689.539 64	»
Obligations 6 0/0	1.500 »	1.500 »
— 5 0/0	92.500 »	»
39.580 obl. 5 0/0 en circulation	»	19.790.000 »
263 obligations amorties	»	131.500 »
Coupons d'obligations à payer	289.937 50	294.050 »
Cautionnements déposés à la Compagnie	111.349 60	114.731 70
Créditeurs divers	313.149 41	2.199.719 10
Créditeurs divers de premier établissement	1.124.628 20	»
Effets à payer	»	424.036 90
Emprunt pour travaux de nouvelles lignes	3.267.620 »	»
Fonds de réserve statutaire	211.643 09	»
Réserve pour moins-value	56.065 45	»
	35.781.688 25	33.155.537 70

Comme on le voit, des changements notables sont survenus. Quant aux recettes brutes de l'entreprise, pour 1894, elles accusent, à 6.937.982 fr., une augmentation de 290.862 fr. sur 1893, établissant ainsi le bénéfice de l'exercice à 1.431.797 fr. De ce montant, il faut déduire les charges d'intérêts et d'amortissement des obligations, de sorte qu'il ne reste plus de disponible que 166.293 fr. Dans ces conditions, — et bien que l'on se trouvât en réel progrès sur l'année 1893 qui accusait une perte de 94.874 fr. 58, — il n'y avait pas à songer à une répartition aux actionnaires. Aussi la somme susdite a-t-elle été reportée à nouveau.

En dépit de tout, si les bénéfices sont encore restreints, si l'ère des dividendes n'est pas encore rouverte, si on se trouve toujours en présence de certains mécomptes, — comme la cherté des fourrages, — qui, toutefois, tendent à s'atténuer par suite de l'application de la traction électrique, au moins l'équilibre financier de la Société est retrouvé. C'est un grand point qui permettra à l'entreprise de procéder un jour à la conversion de ses *obligations 5 0/0*. De cette opération il résultera une économie qui pourra servir au besoin à gager le nouvel emprunt que la Compagnie peut être appelée à contracter en vue de réduire de plus en plus la traction animale, innovation si bien réussie du reste au Havre et à Nancy, et dont, chaque jour, le public apprécie de plus en plus les avantages.

P. B.

L'Union Coloniale Française

Le deuxième banquet annuel, organisé par l'*Union Coloniale Française*, a eu lieu le samedi 8 juin, à l'Hôtel Continental, sous la présidence du Ministre des colonies. Mme Adam, de nombreuses personnalités du monde politique et militaire, des représentants du haut commerce et de l'industrie, des explorateurs, etc. etc., avaient répondu à l'appel des promoteurs de cette réunion qui ont su grouper — comme l'a fort bien dit un des orateurs — toutes les activités, tous les dévouements et toutes les générosités.

M. Mercet, président de l'Union, a ouvert la série des discours en portant la santé du Président de la République et en faisant ressortir, avec beaucoup d'humour, les inconvénients de l'instabilité ministérielle en ce qui touche au développement de nos possessions d'outre mer. Mais, a-t-il ajouté en substance, le commerce, pas plus que les colons qui luttent au loin pour la mise en valeur des territoires où flotte le drapeau français, ne perdent courage ; il suffira, pour réussir, que le Gouvernement ne marchande pas son appui.

M. Mercet a remporté un légitime succès oratoire.

M. Chautemps, ministre des colonies, a affirmé sa sollicitude pour les entreprises sérieuses ; si les hommes placés successivement, par les vicissitudes de la vie publique, en face des problèmes à résoudre ont des vues divergentes sur la méthode à suivre, cela tient, a-t il dit en substance, à ce que tout est complexe en matière d'organisation. Au surplus, le Ministre proclame bien haut que la France a retrouvé son ancienne vigueur d'expansion et les idées personnelles du Ministre sont conformes au programme développé par M. Mercet.

M. J. Charles-Roux, député de Marseille, a rendu hommage à la mémoire de Jules Ferry et protesté, en termes éloquents, contre les attaques auxquelles le commerce est en butte. La probité commerciale existe chez nous et M. J. Charles-Roux revendique hautement sa qualité de commerçant parfaitement compatible avec ses attributions parlementaires.

M. Yves Guyot a dit ensuite qu'il était partisan de la culture intensive de notre domaine colonial si étendu ; son passage au Ministère des travaux publics a affermi chez lui la conviction que l'intervention directe de l'Etat est une faute. Il convient de favoriser l'initiative privée comme l'ont toujours fait les Anglais. Grâce à cette méthode, sir Cecil Rhodes a obtenu, dans le sud de l'Afrique, des résultats merveilleux.

Enfin, M. Etienne, vice-président de la Chambre, a développé cette idée très juste, que l'œuvre patriotique ne doit pas se poursuivre seulement à la frontière. La conception coloniale a préoccupé depuis vingt ans des hommes qui ont été, par cela même, abreuvés de calomnies ; mais ils peuvent se consoler en voyant la France prospérer et marquer de sa griffe puissante sa place dans le monde.

Tous ces discours ont été très chaleureusement applaudis et les échanges d'idées entre les convives, appartenant tous, à un titre quelconque, à la grande famille coloniale, se sont continués fort avant dans la soirée. Constatons à ce propos que l'*Union Coloniale Fran-*

çaise, dont nous avons exposé jadis le but, se développe de jour en jour; l'idée heureuse de ses fondateurs a porté ses fruits.

C.-R. W.

Informations Économiques et Financières

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	6 juin	13 juin
ACTIF		
Encaisse de la Banque : 6 juin / 13 juin		
Or .... 2 048.685.118 / 2.045 100 951	3.299.741 833	3.297.520.101
Argent... 1.251 056.715 / 1.252 419 150		
3.299.741 833 / 3.297.520.101		
Effets échus hier à recevoir ce jour....	314 091	33 079
Portefeuille Paris { Effets Paris........	161.306 195	155.798.937
Portefeuille Paris { Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor..........................	»	»
Portefeuilles des succursales...........	231.256.682	251 892.751
Avances sur lingots à Paris............	1 367.000	1.367 000
Avances sur lingots dans les succursales	2 296 500	2.339 500
Avances sur titres à Paris..............	138.533.325	137 114 938
Avances sur titres dans les succursales	158 865.270	155.990.630
Avances à l'Etat........................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve....................	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles......................	99.626.568	99.627.291
Rentes immobilisées.....................	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales..............	15.209.849	15.190.887
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales..................	5.111.829	5.143.694
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers	106.876.136	99 111 485
Total...........	4.488.893.676	4.486.517.768
PASSIF		
Capital de la Banque	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4.000.000	4 000.000
Réserve spéciale	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation........	3.516.828 580	3.494 064.490
Arrérages de valeurs déposées..........	15 736 526	15.234 209
Billets à ordre et récépissés...........	26.807 086	26 710 051
Compte courant du Trésor, créditeur ...	185.352.689	201 050.971
Comptes courants de Paris.............	380 740 975	384.326 796
Comptes courants dans les succursales.	65.317.856	66 008.931
Dividendes à payer.....................	1.526.658	1.481 647
Escompte et intérêts divers............	7.226 867	7.525.435
Réescompte du dernier semestre	782 337	782.337
Divers	62.558 591	64 317.388
Total...........	4.488.893.676	4 486.517.768

Comparaison avec les années précédentes

	18 juin 1891	16 juin 1892	15 juin 1893	14 juin 1894	13 juin 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	3.039.7	3.104.0	3 451.8	3 416 9	3 494.0
Encaisse...........	2.598.3	2 873.0	2.989.6	3 059 6	3.297 5
Portefeuille........	620.1	434.3	518 0	479.9	407.6
Avances aux partic.	284.5	330.7	302.0	288.4	296.8
— à l'Etat....	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	124 3	204.1	101.0	156 6	201.0
— part...	518 6	485.2	381 4	429.1	450.3
Taux d'Escompte	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 0/0
Prime de l'or.......	2 0/00	pair	1 ½ 0/00	pair	pair
Bénéfices nets......	10.382 2	6.618.8	4.874.8	5.608.1	2.381.7

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

A partir du 15 juin présent mois, les titres de l'Emprunt Suédois 4 0/0 1878 cesseront d'être négociables à la Bourse de Paris.

En vertu de la décision prise par l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie générale des Eaux pour l'Etranger, en date du 4 juin 1895, il sera procédé au remboursement, à partir du 21 juin, des 59.359 obligations 5 0/0 de ladite Société en circulation à ce jour, ou à leur conversion en obligations nouvelles de 500 fr. 4 0/0.

Les porteurs d'obligations 5 0/0, qui désirent le remboursement de leurs titres, doivent en faire la demande du 10 au 20 juin au plus tard. Passé cette date, ils seront considérés comme ayant opté pour la conversion.

En conséquence, la Chambre syndicale a décidé que lesdites obligations 5 0/0 cesseront d'être négociables à la Bourse de Paris, à partir du 14 juin.

Depuis le 10 juin présent mois, les actions et les parts de fondateur de la Société Lyonnaise des Forces motrices du Rhône sont admises aux négociations de la Bourse au comptant.

Les actions sont inscrites à la 1re partie du Bulletin de la Cote, et les parts de fondateur, à la 2e partie dudit Bulletin.

24.000 actions de 500 fr., émises au pair, libérées de 250 fr. et au porteur.

Jouissance courante : 1er janvier 1895.

6.000 parts de fondateur, entièrement libérées et au porteur.

Service des titres et des coupons, à Paris, chez MM. Demachy et F. Seillière, rue de Provence, 58, et au Comptoir National d'Escompte de Paris, rue Bergère, no 14.

Depuis le 10 juin présent mois, les actions nouvelles de la Compagnie Française des Câbles Télégraphiques (ci-devant Société Française des Télégraphes Sous-Marins) sont admises aux négociations de la Bourse au comptant.

Ces titres sont inscrits à la 1re partie du Bulletin de la Cote, en remplacement des actions anciennes de 500 fr.

40.000 actions de 250 fr., émises au pair, entièrement libérées et au porteur, nos 1 à 40000 faisant partie des 96.000 actions de 250 fr. composant le capital actuel de ladite Société.

Jouissance courante : 1er janvier 1895.

Siège social, à Paris, avenue de l'Opéra, 38.

Depuis le 11 juin présent mois, les actions de la Société de la Grande Tuilerie de Bourgogne à Montchanin-les-Mines (anciens Etablissements Ch. Avril) sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant, à la 2e partie du Bulletin de la Cote.

1.600 actions de 500 fr., émises au pair, entièrement libérées et au porteur.

Jouissance courante : 30 septembre 1894.

Ces titres ne sont négociables qu'autant qu'ils sont munis de l'estampille suivante : « Le capital a été porté, le 27 juin 1889, à 800.000 fr., divisé en 1.600 actions de 500 fr. »

Service des titres et des coupons, chez MM. Offroy et Cie, banquiers, rue du Faubourg-Poissonnière, 60.

A partir du 20 juin présent mois, l'Emprunt Russe 3 1/2 0/0 or 1894 ne sera plus négociable qu'en titres définitifs.

En liquidation du 30 juin, toutes les livraisons s'effectueront en titres définitifs.

Mouvement des Caisses d'Epargne. — Voici le relevé des opérations concernant les Caisses d'épargne ordinaires, du 1er au 10 juin 1895 :

Dépôts de fonds.................	8.747.769 61
Retraits de fonds................	4.751.855 15
Excédent de dépôts.......	3.995.914 46

Excédent de dépôts du 1er janvier au 30 juin 1895 : 47.649.802 fr. 55.

Capitaux employés en achats de rentes, du 1er au 10 juin 1895, pour le compte des déposants des Caisses d'épargne ordinaires : 904.501 fr. 40.

Chambre de Compensation des Banquiers de Paris. — Les capitaux compensés par la Chambre de compensation des Banquiers de Paris se sont élevés, dans le mois de mai 1895, au chiffre de 565.942.059 francs 76.

Moyenne par jour : 21.767.000 fr.

Chemins de fer Economiques du Nord. — L'assemblée générale ordinaire des actionnaires a eu lieu le 13 mai dernier. Après avoir entendu la lecture des rapports, elle a approuvé les comptes de l'exercice 1894 et en a fixé le dividende à 25 fr. par action. Un acompte de 10 fr. ayant été payé le 15 mars dernier, le solde de 13 francs 50 net sera mis en distribution à partir du 15 septembre prochain. Les commissaires des comptes ont été réélus pour l'exercice en cours.

Compagnie Algérienne. — L'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie Algérienne, dans sa réunion du 4 mai, a approuvé, à l'unanimité, les comptes de l'exercice 1894. Le vote de cette résolution comporte la fixation du dividende pour l'exercice 1894 à 30 fr. par action, sur lesquels un acompte de 12 50 a été mis en paiement le 31 décembre dernier, et dont le solde, soit 17 50, sera payé à partir du 1er juin.

MM. Bordet et Mirabaud, administrateurs sortants, ont été réélus. Les pouvoirs des commissaires sortants, MM. Eugène Bloch et Maurice Demarest, ont été renouvelés pour l'exercice 1895.

Le Rendement des Impôts en Mai 1895. — L'Administration des Finances vient de publier le rendement des impôts et revenus indirects ainsi que des monopoles de l'Etat pendant le mois de mai 1895.

Les résultats accusent une plus-value de 4.092.200 francs par rapport aux évaluations budgétaires, et une augmentation de 2.884.800 fr. par rapport à la période correspondante de 1894.

BUDGET DE L'ÉTAT (France et Algérie)

RECOUVREMENTS du mois de mai 1895

Désignation des produits	Recouvrements (Milliers de francs)			
	Recouv. mai 1895	Evaluat. budgétaires.	Différences par rapp. aux évaluat. budgétair.	Différences par rapport à 1894
FRANCE (1895)				
Impôts directs	»	»	»	»
Impôt 4 0/0	2 205	1 814	+ 390	+ 390
Enregistrement	41.739	42 138	+ 2.60[illegible]	— 339
Timbre	11 572	11.042	+ 530	— 32
Douanes	31 307	36.078	— 4.771	— 1.578
Contributions indirectes	46.517	43 755	+ 2.761	+ 1.964
Sels	2 340	2.292	+ 52	+ 254
Sucres	16.371	15 299	+ 1 072	+ 829
Tabacs	32 971	31.945	+ 1.026	+ 671
Allumettes, poudres	2 849	3.035	— 186	+ 224
Postes, Télégr. et Téléphones	17 149	16 519	+ 630	+ 487
Domaines	1.108	1 082	+ 26	+ 221
Forêts	220	245	— 25	— 85
Produits divers	707	1.197	— 490	+ 29
Ressources exceptionnelles	»	»	»	»
Recettes d'ordre	3.144	3 170	— 25	+ 40
Totaux pour la France	213.206	209.615	+ 3.590	+ 3.031
ALGÉRIE (avril 1895)				
Impôts directs	24	26	— 2	— 2
Impôt 4 0/0	40	48	— 8	— 2
Enregistrement	320	280	+ 40	+ 29
Timbre	322	311	— 19	+ 6
Douanes	852	1 071	— 219	— 31
Contributions diverses	256	266	— 9	+ 23
Tabacs	31	29	+ 2	+ 1
Poudres	53	44	+ 9	+ 10
Postes, Télégr. et Téléphones	356	319	+ 37	+ 33
Domaines	158	111	+ 47	+ 42
Forêts	59	50	+ 9	+ 41
Produits divers	81	94	— 13	+ 20
Recettes d'ordre	192	179	+ 13	— 66
Totaux pour l'Algérie	2.747	2.862	— 114	+ 97

BUDGET DE L'ÉTAT (France et Algérie)

RECOUVREMENTS des cinq premiers mois de l'année 1895

Désignation des produits	Recouvrements (Milliers de francs)			
	Recouv. des 5 prem. mois de 1895	Evaluat. budgétaires.	Différences par rapp. aux évaluat. budgétair.	Différences par rapport à 1894
FRANCE (1895)				
Impôts directs	»	»	»	»
Impôt 4 0/0	34 238	34.157	+ 81	+ 94
Enregistrement	215.299	213.012	+ 2 286	— 4.780
Timbre	68 407	66 564	+ 1 843	— 556
Douanes	151 932	170 549	— 18.617	— 53 839
Contributions indirectes	223.125	227 158	— 4.033	— 656
Sels	12.110	12.069	+ 41	+ 530
Sucres	65 719	62 912	+ 2 807	+ 694
Tabacs	153 360	152.834	+ 526	+ 328
Allumettes, poudres, etc.	12 824	12 952	— 128	— 25
Postes, Télégr. et Téléphones	84 909	80 276	+ 4.633	+ 4 412
Domaines	4.464	4.945	— 481	— 293
Forêts	1 469	1 344	+ 121	— 140
Produits divers	4 107	4.945	— 837	— 660
Ressources exceptionnelles	»	»	»	»
Recettes d'ordre	13 330	13.733	— 403	— 337
Totaux pour la France	1045.295	1057 455	— 12 159	— 55 229
ALGÉRIE (4 1ers mois 1895)				
Impôts directs	187	214	— 27	— 27
Impôt 4 0/0	119	112	+ 7	+ 19
Enregistrement	1.163	1.252	— 89	— 49
Timbre	1.325	1 327	— 2	+ 1
Douanes	3 175	3.789	— 614	— 861
Contributions diverses	944	1 025	— 80	+ 64
Tabacs	114	136	— 22	— 10
Poudres	186	194	— 7	+ 18
Postes, Télégr. et Téléphones	1.305	1.255	+ 51	+ 64
Domaines	409	426	— 17	+ 53
Forêts	107	162	— 55	+ 67
Produits divers	278	200	+ 78	+ 158
Recettes d'ordre	691	768	— 77	— 16
Totaux pour l'Algérie	10 008	10.865	— 856	— 518

Ancienne Compagnie Richer. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires a eu lieu le 8 juin. Elle a approuvé, tels qu'ils lui étaient présentés par la gérance, les comptes de l'exercice 1894 et en a fixé le dividende, comme précédemment, à 110 fr. par action.

Société Foncière Lyonnaise. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires a eu lieu le 29 mai au *Crédit Lyonnais.*

Les actionnaires, après avoir entendu la lecture des rapports habituels, ont, à l'unanimité, approuvé dans toutes leurs parties le bilan et le compte de profits et pertes de l'exercice 1894, qui présente un solde créditeur de 1.475.677 fr. 03.

Le dividende a été fixé à 14 fr. par action, contre 10 francs l'année dernière. Il sera mis en paiement à raison de 7 fr. le 15 juin et 7 fr. le 15 décembre prochain.

L'assemblée a ratifié la nomination faite par le conseil de M. L. d'Anterroches, comme administrateur, en remplacement de M. Paul Chalvet, décédé, et nommé administrateur M. Ed. Fabre-Luce, en remplacement de M. Philippoteaux, également décédé. M. René Brice, administrateur sortant cette année, a été réélu. Les commissaires des comptes, MM. de Marizy et des Vallières, ont vu renouveler leur mandat pour l'exercice en cours.

Chemins de fer Régionaux des Bouches-du-Rhône. — Voici les résolutions adoptées à l'assemblée générale du 11 juin :

1° L'assemblée générale, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes, sur l'exercice 1894, approuve ledit rapport du Conseil et les comptes de cet exercice tels qu'ils sont présentés.

2° L'assemblée générale approuve le paiement d'intérêt aux actions, dans les conditions prévues par l'article 48 des statuts, soit 24 fr. 30 c. par action.

La moitié de cet intérêt représentée par le coupon

nº 19, a été mise en distribution, à partir du 1er juin courant; l'autre moitié sera payée, à partir du 1er décembre prochain.

3º L'assemblée générale décide de prélever sur le solde du compte de « profits et pertes » de 1894, qui est de : ... Fr. 53.354 20

1º Pour la réserve légale ...	2.064 87
2º Pour la réserve générale disponible ...	35.000 »
3º Pour la réserve pour amortissement du capital supplémentaire ...	5.000 »
4º Enfin, de reporter à nouveau, au compte de « profits et pertes » de 1895, le reliquat, soit ...	11.289 33
Total égal ...	53.354 20

4º L'assemblée générale autorise le Conseil d'administration, sous réserve d'une décision ministérielle favorable à la demande présentée en avril 1894, à émettre et à réaliser, au taux, à l'époque et de la manière qu'il jugera convenable, une troisième série d'obligations, dont le service, intérêt et amortissement compris, ne devra pas dépasser la somme de 13.083 fr. 51.

5º L'assemblée générale réélit, pour six ans, M. Vieuxtemps, ingénieur, administrateur sortant.

6º L'assemblée générale autorise M. Delamarre, administrateur, en conformité des prescriptions de l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867, à conserver ses fonctions d'administrateur de la *Société nouvelle des Chemins de fer des Bouches-du-Rhône*, avec laquelle la Compagnie des *Chemins de fer Régionaux des Bouches-du-Rhône* est liée par un contrat, pour l'exploitation des lignes de l'ancien réseau.

7º L'assemblée générale nomme M. Guyot, commissaire aux comptes, pour faire, à l'assemblée générale ordinaire de 1896, le rapport de la situation de la Société, et sur les comptes de l'exercice 1895.

L'allocation du Commissaire reste telle qu'elle a été fixée par l'assemblée générale du 8 juin 1889.

Compagnie Générale de Chemins de fer brésiliens

Paranagua-Curityba (111 kilom.) (1)	1895 Francs	1894 Francs
Recettes du mois de mai ...	319.209	245.541
Recettes des mois antérieurs ...	1.238.180	921.491
Recettes totales des mois écoulés de l'exercice ...	1.557.389	1.167.032
Recettes kilométriques annuelles du mois de mai ...	33.860	26.045
Recettes kilométriques annuelles des mois écoulés de l'exercice	33.915	25.514
Prolongements (Longueur actuelle 306 kil.) (2)		
Recettes du mois de mai ...	313.559	227.425
Recettes des mois antérieurs ...	1.022.466	759.382
Recettes totales des mois écoulés de l'exercice ...	1.336.025	986.807
Recettes kilométriques annuelles du mois d'avril ...	12.057	10.802
Recettes kilométriques annuelles des mois écoulés de l'exercice	10.885	10.692

Messageries Maritimes. — L'assemblée annuelle des actionnaires de la Compagnie des Messageries Maritimes a eu lieu le 30 mai.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1894 qui lui étaient soumis et fixé à 25 fr. par action le dividende de cet exercice; sur cette somme, il a été payé, en décembre dernier, un acompte de 10 fr., le solde de 15 fr. est mis en paiement depuis le 1er juin.

En outre, le Conseil d'administration est autorisé à contracter, au nom de la Compagnie, sous forme d'émission d'obligations, un emprunt de 45 millions de francs, qui sera affecté au remboursement ou à la conversion des obligations, actuellement en circulation, jusqu'à concurrence des sommes restant à amortir.

Cette autorisation annulera et remplacera, à partir de l'époque à laquelle le Conseil en fera usage, les autorisations qui lui avaient été conférées pour un chiffre identique par les assemblées générales des 31 mai 1887 et 30 mai 1891. Ce nouvel emprunt sera constitué en obligations amortissables au pair de 500 fr.

Les pouvoirs les plus étendus sont donnés au Conseil d'administration pour déterminer l'intérêt attaché aux obligations nouvelles et les conditions de leur amortissement, pour en valider les titres et pour procéder, directement ou avec le concours des banquiers ou des institutions de crédit, à l'émission des titres, soit par séries, soit par aliénations successives.

Chemins de fer Economiques. — L'assemblée générale des actionnaires tenue le 7 juin, a approuvé à l'unanimité, dans toutes leurs parties, le rapport et les comptes de l'exercice 1894, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration; elle a ensuite décidé :

1º De prélever sur le compte de profits et pertes, avant toute répartition, une somme de 123.000 fr. qui sera attribuée au personnel à titre de participation aux résultats de l'exercice 1894;

2º D'inscrire à la réserve extraordinaire créée par l'assemblée générale du 13 mai 1886, par prélèvement sur la part des bénéfices revenant aux actionnaires, à titre de dividende en vertu de l'article 44 des statuts et dans les conditions définies par l'assemblée extraordinaire du 24 juin 1892, une somme de 350.000 fr.

Elle a fixé à 8 fr. 75 le treizième coupon, comprenant les intérêts et le dividende attribué à chaque action nominative de 500 fr. et à 37 fr. 545 le dividende attribué à chaque part bénéficiaire, ces intérêts et dividende seront payables le 1er juillet et le reliquat du solde créditeur du compte de profits et pertes sera reporté à nouveau à l'avoir de ce compte.

L'assemblée générale a ensuite décidé qu'il y a lieu de prélever à dater du 1er juillet 1895 sur la réserve extraordinaire constituée par les assemblées générales du 13 mai 1885 et 29 juin 1892, la somme nécessaire pour libérer de 25 fr. chaque action de la Société.

La nomination de M. Eugène Gouin, en qualité d'administrateur en remplacement de M. Joubert, décédé, a été ratifiée et MM. Albert Ellisen et baron des Michels ont été réélus administrateurs. Enfin M. Fourchault a été nommé commissaire chargé de vérifier le bilan et les comptes de l'exercice 1895.

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 28 mai au 3 juin 1895 (22e semaine)
(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Différence pr 1895	
Etat ...	2.761	720	690	14 871	14 987	—	115
Paris-Lyon-Méditer.	8.604	7.953	6.892	144 111	142 731	+	1380
— Rhône au Mont-Cenis	133	107	1 1	1 983	2 029	—	46
— Chemins Algériens ..	513	179	160	3 050	2.769	+	280
Nord ...	3.694	3.887	3.690	77.182	77.411	—	229
Ouest ...	5.350	2 923	2 782	55 664	57.520	—	1.856
Orléans ...	6.773	3.649	3 428	66 730	67 325	—	594
Est ...	4.802	2.911	2 816	55.8 1	56.454	—	653
Midi ...	3.136	1.728	1.625	36 809	35 222	+	1.586
Est-Algérien ...	897	97	91	2 298	2 172	+	125
Bône-Guelma voie larg.	607	76	50	1.712	1.115	+	597
— voie étroite	128	28	13	309	148	+	160
Ouest-Algérien ...	296	49	39	936	799	+	136
Arzew à Kralfallah ..	214	24	22	555	541	+	10
Médoc ...	101	24	20	426	475	—	48

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er janvier au 31 mai ...	33.440.000	32.010.000
Du 1er au 10 juin ...	2.130.000	1.860.000
Du 11 au 13 juin ...	700.000	770.000
Du 1er janv. au 13 juin.	36.270.000	34.640.000

(1) Garantie par kilomètre 20.608 fr.
(2) — — 5.084 fr.

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 12 juin 1895.

Les Fêtes de Kiel. — L'Alliance franco-russe. — L'Emprunt sino-russe de 400 millions. — Emprunt chinois 6 0/0. — Prise de possession de la Ludwigsbahn. — Le Chemin de fer de Prince-Henri. — Français et Allemands dans le Luxembourg.

L'inauguration du canal des Deux-Mers sera décidément une grande fête pour toute l'Allemagne. Par ordre de l'Empereur, les Administrations publiques chômeront le jour de l'ouverture. A Hambourg, les banques particulières fermeront leurs caisses vers une heure de l'après-midi.

Déjà, les escadres étrangères arrivent dans les eaux allemandes.

C'est la flotte autrichienne, sous le commandement de l'archiduc Charles-Etienne, qui a mouillé la première dans le golfe de Kiel. Le *Marblehead*, de la marine américaine, l'a suivie.

Une escadrille de torpilleurs a souhaité la bienvenue au navire roumain *Elisabeth*.

Déjà, les dispositions sont prises pour éviter toute querelle entre les navires des diverses nationalités.

Les matelots allemands n'auront pas l'autorisation de descendre à terre. Cette faveur est réservée aux sous-officiers de bonne conduite.

Les équipages étrangers ne pourront pas débarquer simultanément à Kiel, la ville n'offrant pas assez de ressources. Les marins français descendront à terre en même temps que les Autrichiens, les Roumains, les Espagnols, etc., etc. Un autre jour est assigné pour la descente des marins russes, sans doute dans le but d'éviter des manifestations trop vives.

Les récentes discussions de la Chambre des députés française suscitent une certaine émotion dans la presse.

Tout en rendant hommage à l'attitude pleine de tact, prise par M. le Ministre des affaires étrangères et par le Président du Conseil, les feuilles allemandes critiquent avec plus ou moins d'acrimonie la politique de l'opposition et des partisans de la revanche. Même la *Vossische Zeitung* s'exprime à cet égard en termes assez vifs. La *National Zeitung* plaint M. Hanotaux d'être contraint à affaiblir, par des commentaires inopportuns, la portée des marques de pure courtoisie internationale, telles que l'envoi de la flotte française à Kiel.

Les principaux journaux allemands sont assez embarrassés dans leurs appréciations des discours de MM. Ribot et Hanotaux en ce qui concerne l'alliance franco-russe et le projet d'emprunt russo-chinois.

Y a-t-il alliance formelle et réelle ? Ils n'osent se prononcer sur ce point. De même la *Post* qui, fort souvent officieuse, déclare se désintéresser de l'emprunt de 400 millions chinois que la Russie veut contracter sous sa garantie sur le marché de Paris.

Evidemment, les cercles financiers sont plus émus qu'ils ne veulent le paraître. Mais ils sont peu désireux de faire connaître leurs vrais sentiments. La presse spéciale reproduit et commente les nouvelles publiées par la presse anglaise.

La *National Bank* est autorisée par le commissariat de la Bourse de Berlin à émettre le petit emprunt chinois 6 0/0. Il est émis au cours de 102 75 et s'élève à 20 millions de marks. La Banque susdite augmente son capital de 9 millions de *M.* Il sera désormais de 45 millions.

La Chambre des députés prussienne discute toujours le projet de réforme de l'impôt du timbre. De nouvelles charges en résulteront pour le monde des affaires. Les revenus commerciaux et industriels en seront directement atteints. Déjà, les ports de commerce protestent contre le timbre des connaissements.

Le rachat du chemin de fer dit Ludwigsbahn par le Gouvernement de Hesse-Darmstadt ne s'est pas conclu à l'amiable. Le Ministre des finances hessois refuse, dit-il, de payer 900 *M.* les actions, dont il offre 600 *M.* Finalement, la Chambre des députés a invité l'Administration à prendre purement et simplement possession du réseau hessois à dater du 1er janvier 1896. Les clauses strictes du rachat seront strictement observées, ce qui assure aux détenteurs d'actions au minimum vingt-cinq fois le montant du revenu net. Mais ils obtiendront sans doute un supplément, la Chambre ayant rejeté un amendement impératif, qui eût obligé le Gouvernement hessois à ne payer que l'indemnité fixée par l'acte de concession.

La concession d'une ligne ferrée aboutissant du Luxembourg à la frontière française a provoqué un conflit entre la Société luxembourgeoise du Prince-Henri et l'Administration Impériale des Chemins de fer d'Alsace-Lorraine. C'est une lutte assez intéressante. Au fond, l'Administration allemande qui, depuis les événements de 1870, a remplacé la Compagnie française des Chemins de fer de l'Est, dans l'exploitation du réseau Guillaume-Luxembourg, représente l'influence allemande.

La Société du Prince-Henri cherche à défendre l'autonomie du Grand-Duché en s'appuyant sur le parti français. Se croyant lésée par la concession accordée au *Prince-Henri*, l'Administration allemande fait depuis plusieurs mois une guerre de tarifs acharnée à sa rivale et s'efforce de lui enlever son trafic. Les dividendes des actionnaires du Prince Henri s'en ressentiront peut-être dans un an ou deux. D'ici là, on espère arriver à une entente.

Tout récemment, on avait annoncé que la paix était faite. La nouvelle est démentie. En attendant, les actionnaires sont peu satisfaits et, ce qui est assez piquant, c'est qu'un grand nombre d'entre eux sont Allemands. C'est, en somme, au revenu de ses compatriotes que l'Administration impériale des Chemins de fer d'Alsace-Lorraine cause le plus grand préjudice.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	7 juin	Dif. 31 mai	7 juin	Dif. 31 mai
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.074.517	— 1.679	935.405	— 23
Billets du Trésor	27.752	+ 278	29.231	+ 336
Billets d'autres banques	9.884	— 574	10.027	— 2.161
Lettres de change	526.752	— 4.795	554.151	— 12.669
Prêts sur titres	70 215	— 2.807	81.411	— 1 375
Valeurs	9 909	+ 655	6.923	+ 99
Autres propriétés	42.211	— 126	53 892	+ 2 893
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	1.048.129	— 11.962	922.948	— 9.950
Autres engagements à vue	554.016	+ 2 674	585.890	— 3.188
Autres engagements	9.095	+ 180	12.170	+ 221

Comparaison avec 1894 et 1893

(Millions de marks)

Stock métallique

	1893	1894	1895
31 mai ...	885,7	935,4	1.076,1
7 juin ...	882,3	935,4	1 074,5
15 — ...	882,3	913,7	.....,.
23 — ...	870,6	945,7	.....,.
30 — ...	813,7	899,4	.....,.

Lettres de change et prêts sur titres

	1893	1894	1895
31 mai ...	740,0	649,6	604,5
7 juin ...	719,0	635,6	596,9
15 — ...	726,2	631,4	...,.
23 — ...	736,8	639,7	...,.
30 — ...	857,4	729,8	...,.

Circulation

	1893	1894	1895
31 mai ...	947,1	932,9	1.060,0
7 juin ...	930,7	922,9	1.048,1
15 — ...	928,9	917,7	.....,.
23 — ...	971,4	958,7	.....,.
30 — ...	1.100,0	1.109,2	.....,.

Réserve de billets

	1893	1894	1895
31 mai ...	269,7	337,0	243,6
7 juin ...	281,2	345,1	254,1
15 — ...	285,1	358,4	...,.
23 — ...	228,5	316,0	...,.
30 — ...	39,3	120,0	...,.

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 14 juin 1895.

Le Consolidé 3 0/0 prussien progresse. Il est arrivé

au pair qu'il dépassera si les grands emprunts chinois annoncés n'exercent pas un stimulant sensible sur le prix du loyer des capitaux.

Les transactions sur les titres des chemins de fer de la Prusse Orientale sont très animées; le trafic de ces lignes augmente. Mais les valeurs dépendant de Vienne sont délaissées en raison de craintes de complications politiques.

La hausse du prix des rails en Amérique encourage les porteurs de valeurs métallurgiques, qui sont mieux tenues.

L'escompte hors banque est à 2 0/0.

BOURSE FINANCIÈRE DE BERLIN

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

VALEURS	10 mai	17 mai	24 mai	31 mai	7 juin	14 juin
Fonds d'État						
Consol. Pruss. 3 0/0	98 12	98 37	98 62	98 35	99 »	99 25
Russe Intérieure 4 0/0	67 90	67 62	68 12	67 90	68 25	68 12
Consolidés Russes	103 62	103 50	103 62	103 40	103 40	103 50
Hongrois	102 75	102 75	98 25	103 37	103 40	103 50
Turc VI	26 40	26 12	26 25	26 »	26 »	25 87
Italien 4 %	88 40	89 25	89 50	89 12	88 60	88 50
Chemins de fer						
Autrichiens	178 87	180 62	180 87	181 »	185 40	186 62
Lombards	41 »	43 62	42 37	43 62	47 20	47 37
Gothard	184 12	184 43	184 93	186 93	186 40	188 75
Nord-Est Suisse	139 62	142 »	141 37	141 75	140 70	141 »
Marienbourg	83 »	84 62	85 40	87 87	89 75	90 25
Vars.-Vienne	270 75	271 25	274 62	276 37	284 50	283 62
Banques						
Crédit	246 50	247 »	247 »	249 37	252 90	253 25
Disconto	220 90	221 25	221 43	225 25	222 »	221 25
Darmstadt-Bank	152 87	156 75	157 12	161 »	158 »	158 62
Berl-Handels	157 62	157 37	158 37	162 12	159 10	160 37
Dresde-Bank	160 »	160 62	162 »	167 43	164 50	166 62
National-Bank	137 12	137 87	137 87	143 43	142 75	144 37
Mines et diverses						
Laura	133 »	136 50	137 87	139 43	127 »	136 50
Dortmund	68 93	71 12	73 »	73 75	70 60	73 25
Bochumer	148 93	155 62	158 37	160 62	154 75	160 12
Gelsenkirch	164 12	164 75	166 87	170 25	169 10	170 75
Hibernia	148 50	149 12	151 62	156 25	1.3 25	153 75
Harpener	144 62	146 12	148 12	154 43	151 40	152 25
Packets de Hambourg	101 43	104 37	104 »	104 25	105 25	105 50
Nordd Lloyd	101 87	107 37	106 37	107 50	108 50	108 50
Lots Turcs	146 75	158 »	164 25	162 62	150 60	159 »
Changes						
Paris 8 jours	81 10	81 10	81 10	81 10	81 05	81 10
Londres —	20 47	20 45	20 46	20 45	20 44	20 45
Vienne —	167 47	167 35	167 60	167 70	167 70	168 50
Pétersbourg 8 jours	219 20	219 50	219 75	219 80	217 50	219 60
Roubles comptant	219 20	220 »	221 »	219 90	220 30	220 25
- fin courant	220 »	220 75	221 25	220 25	220 20	220 50

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 13 juin 1895.

Reprise des Travaux parlementaires. — L'Emprunt Chilien. — L'Emprunt Chinois. — Commentaires de la Presse.

Le Parlement a repris, lundi dernier, ses travaux interrompus par les fêtes de la Pentecôte, et M. Ellis, le *whip* du parti libéral, a invité tous ses collègues à ne manquer à aucune des séances qui vont se succéder. Cette invitation semble indiquer que le Gouvernement va demander des votes importants pour lesquels il aura besoin de toutes ses forces et qu'il ne se résoud pas à abandonner la lutte comme quelques-uns le lui conseillaient.

Sa tâche, en tout cas, va être fort difficile, car, bien que la session soit très avancée, le programme législatif est chargé de telle sorte que, même en appliquant le procédé mécanique de la clôture, on ne pourra faire voter tous les projets de loi annoncés. Le Gouvernement se résoudra-t-il à abandonner un certain nombre de projets? Cette façon d'agir mécontentera certainement quelques fractions de la majorité et la situation actuelle ne permet guère de diminuer les forces dont le Ministère dispose. Quelques-uns demandent que l'on décide plutôt une session d'automne. Cette décision, qui ne rencontrerait aucune opposition dans le pays, serait moins bien accueillie par les membres du Parlement eux-mêmes, qui siègent depuis février et qui sont peu désireux de voir proroger leurs travaux jusqu'à décembre. C'est, cependant, à cette détermination qu'il faudra s'arrêter si l'on veut réaliser le programme législatif et il vaudrait peut-être mieux mécontenter tous les membres du Parlement en prorogeant la session que perdre l'appui de certains groupes en renonçant à des projets de loi qui leur tiennent à cœur.

L'Emprunt chilien, dont nous parlions la semaine dernière, a été couvert 20 fois.

Nous avons déjà dit que l'emprunt, qui porte sur 2 millions de livres, était émis à 93 1/2 0/0 avec un intérêt annuel de 4 1/2 0/0 par coupons semestriels payables au 1er avril et au 1er octobre. Le remboursement s'effectuera au moyen d'un fonds d'amortissement cumulatif d'un demi pour cent qui sera appliqué semestriellement à racheter ou à rembourser les titres. Cet amortissement commencera le 1er octobre 1896.

Le produit de l'émission est destiné au remboursement des dettes municipales, dont l'Etat est responsable, au paiement des billets émis par les Banques et à la conversion du papier-monnaie.

Contrairement à ce que l'on croyait, cette opération n'a exercé aucune influence sur le marché monétaire et voici que l'emprunt chinois, sur lequel on comptait pour offrir un débouché aux capitaux, échappe à cette place.

Cette dernière nouvelle a provoqué ici un profond dépit et la presse n'a pu dissimuler le désappointement ressenti, à la suite de l'échec que la diplomatie russe vient de faire subir à l'Angleterre.

Le *Times* d'hier, donnant les détails de l'emprunt de 400 millions — détails sur lesquels je n'insiste pas, puisque vous devez avoir à Paris des informations plus complètes — faisait observer qu'au point de vue financier, tout ce que l'on peut dire de cet emprunt remarquable et unique, c'est qu'il présente de solides garanties et ne peut manquer de réussir. « Mais il est visible que la création d'une nouvelle charge qui pèsera tant sur les recettes des ports de commerce, ajoutera à la difficulté de négocier le reste de la grande somme dont la Chine aura besoin. » Au point de vue politique, ajoute le *Times*, cet emprunt constitue un précédent dangereux parce qu'il donne à la Russie un pouvoir financier sur la Chine que celle-ci aura de la peine à secouer.

C'est également cette dernière considération qui a frappé l'*Economist*. « La Chine, déclare-t-il, appuyée financièrement sur l'influence politique de la Russie et conséquemment sous sa dépendance, doit être classée comme un emprunteur d'une catégorie différente, surtout si l'on se rappelle que des problèmes politiques difficiles attendent encore une solution en Extrême-Orient. »

Le *Statist* considère la garantie de l'emprunt chinois par la Russie comme un premier pas vers le partage de la Chine et le *Standard*, allant plus loin, annonce déjà qu'en échange du concours qui lui est prêté, la Chine abandonne la Mandchourie à la Russie.

On voit que ce sont principalement les considérations politiques qui ont été envisagées par nos confrères anglais et l'on se rend compte du désappointement ressenti. Sur le marché monétaire, cet échec a provoqué un nouvel affaiblissement des taux et au Stock-Exchange les emprunts chinois antérieurs ont d'autant plus faibli que les spéculateurs avaient soutenu leurs cours en prévision d'une solution favorable aux négociations engagées.

Informations Économiques et Financières

Le Commerce extérieur en Mai. — Les chiffres du *Board of Trade* pour le mois de mai sont très satisfaisants. Les importations se sont élevées à 34.752.086

liv. sterl. (+ 608.026 liv. sterl. comparativement à mai 1894; les exportations de produits anglais à 18.344 744 liv. sterl (+ 860.532 liv. sterl.); les exportations de marchandises étrangères et coloniales à 5.215.785 liv. sterl. (+ 311.677 liv. sterl) L'importation d'orges et blés indiens a diminué, celle des sucres raffinés, thés, tabacs a augmenté. Celle du pétrole a diminué, en quantité, de 12 7/10 0/0 et augmenté en valeur de 97 9/10 0/0 à raison de la hausse considérable du prix; l'importation des articles manufacturés s'est accrue de 913.300 liv. st. Sur les tissus, métaux, machines, produits chimiques, articles divers, l'augmentation des exportations représente une valeur totale de 494.000 liv. sterl. La quantité de charbon exportée a été de 849.000 tonnes (804 tonnes en mai 1894); l'exportation de machines pour les mines de l'Afrique du Sud donne un chiffre de 46.000 liv. sterl. (13.000 liv. sterl. en mai 1894).

Nous donnerons la semaine prochaine notre tableau habituel.

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE

12 Juin 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés	51.491.610	Dette fixe de l'Etat	11.015.100
		Rentes immobilisées	5 784 900
		Or monnayé et lingots	34.694.610
Total	51.494.610	Total	51.494.610

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	13 931 339
Réserve et profits et pertes	3.046 542	Portefeuille et avances	20 633 786
Trésor et administration publique	8 033 201	Billets en réserve	26 000 925
Comptes particuliers	37.512 937	Or et argent monnayés	2.703.118
Billets à sept jours, etc.	120 488		
Total	63 239 168	Total	63.269 168

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
6 Mars	37 186	25 071	42 5 8	32.008	28 915	67	2
13 »	36.767	24.893	41.116	30.558	28.874	70	»
20 »	37.362	24.679	42.094	30.919	29.483	63	»
27 »	37.729	25.287	44.339	33.434	29.242	65	»
3 avril	37.744	26 123	42.950	32.894	28 420	66	»
10 »	36.653	26 316	39.600	30.278	27.136	68	»
17 »	36 755	26.018	40.357	30 531	27.536	68	»
24 »	37.492	25.978	41.810	31.251	28 313	67	»
1er Mai	37.036	25 238	41.698	31 877	27.597	66	»
8 »	36.928	25 213	42.021	32 289	27 514	65	»
15 »	36 956	25.798	43.311	33 135	27.9 9	64	»
22 »	37.1 3	25.523	41 038	33 376	28.430	64	»
29 »	37 500	25 810	44 768	31 146	28.460	63	»
5 juin	37.021	26 185	41.413	34.414	27.735	62	»
12 »	37.397	25.493	45.549	34.565	28.701	62	»

Les Récoltes en 1894

	Surface comparée à 1893	Production totale comparée à 1893	Récolte par acre compar. avec 1893	Récolte par acre compar. avec la moyenne
	Acres	Boisseaux		
Blé	+ 24.778	+ 9.791.535	+ 4.62	+ 1.38
Avoine	+ 36.474	+ 12.854.643	+ 5.47	+ 1.49
Orge	+ 88.144	+ 22.274.593	+ 4.20	+ 3.31
Haricots	— 1.290	+ 2.334.653	+ 9.56	+ 3.02
Pois	+ 32.558	+ 1.472.659	+ 3.03	+ 0.44
		Tonnes		
Pommes de terre	— 29.982	— 1.878.466	— 1.41	— 0.66
Navets	— 10.142	— 432.581	— 0.13	+ 0.44
Carottes	+ 11.578	+ 2.084.366	+ 4.76	+ 0.96
		Cwts		
Foins	+ 73.584	+ 35.507.312	+ 12.22	+ 4.60
Fourrages	+ 604.128	+ 96.838.583	+ 13.24	+ 5.42
Divers	+ 1.971	+ 221.917	+ 3.49	+ 2.99

Nouvelles Compagnies. — Les nouvelles Compagnies enregistrées à Londres pendant le mois de mai ont atteint le nombre de 301, avec un capital total de 15 924 660 livr., au lieu de 246 Compagnies avec 10.260.000 liv. en avril.

Clearing-House

Résultat des compensations du 6 au 12 Juin

Jeudi 6 juin £	21.585.000	Lundi 10 juin £	19 703 000
Vendredi 7 juin	19.211 000	Mardi 11 juin	21.236.000
Samedi 8 juin	19.120.000	Mercredi 12 juin	53 576 000
		Total £	154 326 000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 103.498.000.

BOURSE FINANCIÈRE DE LONDRES

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

Valeurs	10 mai	17 mai	24 mai	31 mai	7 juin	14 juin
Fonds d'États						
Consolidés anglais 2 3/4 0/0	106 12	106 81	106 19	106 14	106 25	106 25
Rupee 3 1/2 0/0	58 75	59 »	58 87	59 25	58 50	58 62
Brésil 4 0/0	75 25	75 »	75 25	74 50	74 25	73 75
Argentine 5 0/0	67 75	67 »	67 50	67 75	67 »	67 50
Cédulas E	28 50	28 »	28 25	28 25	28 12	28 »
Mexicain 6 0/0	89 »	88 62	87 87	87 25	88 25	88 »
Turc I	65 50	64 50	64 »	64 »	64 »	64 50
— II	45 75	44 75	45 62	44 50	44 50	44 50
— IV	26 »	25 75	25 75	25 37	25 50	25 62
Egypte Unifiée	104 »	103 50	103 50	103 50	103 37	103 37
Grec Monopole	37 25	36 50	37 »	38 »	37 50	37 75
Italien 4 0/0	88 06	88 94	89 25	89 12	88 50	88 37
Russe 4 0/0	102 75	102 50	102 75	103 »	103 »	103 »
Portugais 3 0/0	25 25	25 25	25 62	25 50	25 62	25 62
Espagne Ext. 4 0/0	72 87	72 25	72 50	72 37	69 50	67 12
Hongrois	102 25	102 25	102 50	102 75	103 25	103 50
Français 3 0/0	102 »	101 50	101 50	101 50	101 50	101 50
Divers						
Suez	134 »	132 »	130 50	130 »	130 »	130 »
Lombards	9 87	9 62	9 12	9 75	9 62	9 62
Banque Ottomane	19 12	18 94	18 94	18 87	18 87	18 94
Rio-Tinto	16 94	15 44	16 25	16 25	16 62	16 56
Brighton A	159 50	159 25	159 25	159 87	159 50	159 87
North Brit. ord	40 87	38 62	40 12	40 12	39 37	37 37
Pérou ord	»	6 25	5 37	5 25	5 12	5 12
— préf	»	19 75	18 »	17 75	17 50	16 50
— debs	»	57 50	54 »	54 »	51 50	53 75
De Beers	21 »	20 37	21 »	20 75	20 50	21 »
Chemins Américains						
Atchison Incom. Bds	26 50	25 62	27 25	27 62	26 50	28 25
— actions	8 62	8 »	11 »	10 87	9 75	10 75
Canada Pacific	53 25	54 75	53 »	54 12	53 12	55 »
Eries	14 50	13 87	13 75	12 50	10 50	11 50
Denver préf	48 25	48 62	48 87	48 62	47 37	48 87
Milwaukee	68 62	68 25	69 »	68 87	67 87	70 12
Louisville	61 12	60 12	60 62	59 87	58 87	60 37
Norfolk préf	18 »	16 87	15 37	15 12	14 87	14 75
Union Pacific	17 62	15 75	15 37	14 87	14 50	14 12
Mexican ord	24 »	23 »	21 50	20 25	20 50	18 50
Argent en barres	30 37	30 69	30 75	30 62	30 62	30 62
Change sur Paris	25 37	25 36	25 36	25 36	25 05	25 36
Escompte de la Banque	2 »	2 »	2 »	2 »	2 »	2 »
Escompte hors banque	0 75	0 87	0 75	0 75	0 62	0 62

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 14 juin 1895.

Les craintes que l'on avait émises pour la liquidation ne se sont pas réalisées et le marché, qui se trouvait assez lourd, a montré depuis une certaine activité. Le mérite en revient, il est vrai, en partie, aux achats effectués pour le continent, achats que Londres a endossés sans hésitation.

Les Consolidés et les grandes valeurs de placement conservent toujours leur fermeté. Parmi les fonds internationaux, l'Extérieure a des tendances fort irrégulières; la forte baisse subie avait provoqué des ra-

chats importants, mais une nouvelle dépréciation vient de se produire. Les fonds ottomans sont en reprise.

Les valeurs argentines ont rencontré quelques demandes et les autres fonds sud-américains sont stationnaires.

La mauvaise humeur ressentie à la nouvelle que le premier emprunt chinois ne se ferait pas à Londres s'est surtout traduite par un recul des derniers emprunts qui avaient été poussés par la spéculation.

Les Chemins américains s'améliorent.

Le Rio est plus ferme.

Le marché des mines d'or est en reprise.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 12 juin 1895.

Les Délégations : les projets qui leur sont soumis. — Le Budget de la Bosnie et de l'Herzégovine. — Le Projet d'emprunt pour la Bosnie et l'Herzégovine. — La Récolte et les transports de céréales — La Cie d'assurances l' « Austria ».

Ainsi que je vous l'annonçais la semaine dernière, les délégations se sont réunies à Vienne et les présentations au Souverain n'ont donné lieu à aucun incident marquant. Le discours du nouveau Ministre des affaires étrangères, comte Goluchowski, était impatiemment attendu; je me hâte de dire qu'il a produit une excellente impression, bien que l'orateur se soit borné à paraphraser le discours du trône.

Les questions soumises à ces assemblées sont les suivantes: le projet de budget commun de 1896 (dont je vous ai envoyé le résumé), diverses propositions des Ministres des affaires étrangères de la Monarchie, de la guerre et de la marine; les comptes définitifs de l'exercice 1893; les comptes provisoires de 1894 et, enfin, le budget de la Bosnie et de l'Herzégovine.

En ce qui concerne le budget de 1896, les demandes d'augmentation s'élèvent, en comparaison avec 1895, à 4.056.588 fl. pour le budget ordinaire et à 162.787 fl. pour le budget extraordinaire. Par rapport à 1893, l'augmentation totale ressort à 12.454.894 fl.

Dans le budget extraordinaire du ministère de la guerre il y a lieu de relever comme crédit important: fabrication de fusils et de carabines à répétition, avec les munitions respectives, 4.800.000 fl.; renforcement de quelques places fortes par des canons nouveau modèle 1 million. Le fabrication de la poudre sans fumée exigera des crédits ultérieurs de 74 millions de florins dans le courant des prochaines années.

La partie la plus importante de l'exposé des motifs des crédits extraordinaires pour 1896 consiste dans le fait que le crédit pour la fabrication d'armes à répétition devra être progressivement augmenté de 20 millions 27.700 florins, dont 1.800.000 fl. figurent au budget de 1896

Les prévisions pour la *Bosnie et l'Herzégovine* se soldent, cette fois encore, par un excédent de recettes. En effet, les dépenses ordinaires s'élèvent à 12.819.757 florins et les dépenses extraordinaires à 1.548.539 fl., soit un total de 14.368.296 fl. En regard de ce chiffre, nous trouvons 14.413.590 fl. de recettes, soit un excédent de 6.500 fl. Les principales sources de recettes sont: les taxes de dizaines, 4.078.000 fl.; les tabacs, 4.507.000 fl.; le sel, 1.180.000 fl.; les douanes, 140.000 florins et l'impôt de consommation 650.000 fl.

A ce propos, j'ajoute incidemment que la Commission du budget a déposé son rapport sur le projet d'emprunt de 24 millions de couronnes pur la Bosnie et l'Herzégovine, dont je vous ai déjà parlé et sur la remise à ces deux provinces du chemin de fer de Brod-Zenika et de la ligne de raccordement Slavone-Brod et Bosniaque-Brod établis avec les crédits de l'occupation. Le rapporteur, M. Szezepanowski, indique que ces propositions ont pour but de créer une direction unique pour le réseau ferré de la Bosnie, répondant aux besoins du trafic.

Les frais d'établissement du réseau de la Bosnie et de l'Herzégovine s'élèvent à ce jour à 30 millions 419 mille florins, dont 8 millions 88 mille florins ont été prélevés sur les crédits d'occupation. Il faut encore 1 million 400 mille florins pour la construction de la ligne Janjice-Bugojno-Jajce et 3 1/2 millions de florins pour les travaux d'amélioration ainsi que pour l'augmentation du matériel roulant. Ces sommes seront prélevées sur le produit de l'emprunt, avec lequel on construira encore des casernes pour la troupe (2 millions de florins), en remboursant aussi le solde des emprunts contractés en 1881 et en 1884 au Crédit Foncier et à d autres Etablissements, soit 4 millions 200 mille florins environ.

S'appuyant sur l'excellente situation financière de la Bosnie, le rapport conclut à l'adoption du projet ministériel.

Dans six semaines environ, on commencera la moisson, mais on sait déjà à quoi s'en tenir, d'une façon positive, sur les résultats. Le rendement des céréales n'a pas diminué, en Hongrie notamment; ce sont les conditions économiques du monde qui se sont modifiées. Toutefois, on prévoit un développement des exportations de la monarchie, les autres pays de l'Europe ne produisant guère plus que la consommation indigène. Le point noir, c'est la question des prix; en raison du change, il y a actuellement une moins-value de 70 kreuzers par quintal métrique sur les cours de l'an dernier. et les exportateurs austro-hongrois sont obligés de compter avec les fluctuations de la *Valuta*. Ils pensent que l'étranger sera obligé d'accepter des prix plus élevés et ils augurent bien, cette année, de la foire internationale des graines qui aura lieu, comme le passé, à Vienne, grâce à la dissolution de la Municipalité.

Les grandes Sociétés de transport : la *Staatsbahn*, la *Nordwestbahn*, l *Elbethalbahn* et la Société de Navigation à vapeur du Danube prennent dores et déjà leurs dispositions pour être à même de répondre aux besoins du trafic en août, septembre et octobre. En 1894, les exportations ne se sont élevées qu'à 7 millions 700 mille quintaux métriques, contre 10 millions de quintaux en 1893, et la balance commerciale est devenue d'autant plus mauvaise que les *importations* de céréales et de farine s'étaient élevées de 3 à 6 1/2 millions de quintaux. La valeur des exportations de céréales a été, en 1894, de 73 millions de florins et celle des importations de 37 millions de florins. Cette année, le facteur des entrées disparaîtra et on comblera au delà la moins-value des sorties de 1894.

Il a été beaucoup question, ces temps-ci, d'un soi-disant *krack* de la Compagnie d'Assurance mutelle l'*Austria* et on annonçait que l'assemblée générale convoquée pour dimanche dernier serait des plus orageuses. Pour remettre les choses au point, disons que l'origine de la crise que traverse cette Compagnie remonte à une date ancienne, au début, quand elle assurait sur une grande échelle contre les maladies. A la mort du Directeur, demeuré pendant de longues années à la tête de la Société, on constata un déficit important, dû, non pas à des malversations, mais à des erreurs de calcul; ces erreurs ressortent dans le bilan de 1894.

En résumé, l'assemblée générale de dimanche, qui a été très houleuse, a adopté, par 456 voix contre 3, la proposition du Conseil d'administration tendant à réduire de 20 0/0 les sommes revenant aux assurés jusqu'à la fin de l'enquête ordonnée par le Gouvernement.

D'autres résolutions seront proposées à une prochaine assemblée, aussitôt que l'enquête aura été close.

Informations Économiques et Financières

Le Budget commun de 1896. — Les Délégations se sont réunies cette semaine à Vienne et le ministre des finances, comte Goluchowski, leur a soumis le budget commun pour 1896.

Voici les principaux chiffres du budget des dépenses :

Ministère des affaires étrangères..Fl.	3.910.700
Armée	136.604.701
Marine	13.581.260
Ministère des finances de l'Empire...	216.250
Pensions de retraite	1.852.000
Cour suprême des comptes	126.552
Total.......Fl.	156.291.463

Sur cette somme 2.692.175 florins sont couverts par les recettes propres des différents ressorts susmentionnés, de sorte qu'il reste à couvrir net 153.599.288 fl.

Pour faire face à ces dépenses, on affecte en première ligne le produit des douanes, qui est évalué à 49.047.140 florins. Il reste donc à couvrir une somme totale de 104.555.148 florins, dont il faut d'abord décompter, à charge du Trésor hongrois 2 0/0, soit 2 091.042 florins. Le reste (102.462.105 florins) est réparti entre l'Autriche à raison de 70 0/0, soit 71.722.773 florins, et la Hongrie à raison de 30 0/0, soit 30.738.331 florins.

Comparé au budget de l'année précédente (1895), le budget actuel accuse une augmentation de crédits de 3.970.172 florins de plus pour le ministère des affaires étrangères, 3.713.576 florins de plus pour le budget ordinaire de l'armée, mais 136.213 florins de moins pour le buget extraordinaire de l'armée, 500.000 florins de plus pour la marine, enfin 43.385 fl. de plus pour le ministère commun des finances.

La Dette flottante en Autriche. — La situation de la Dette flottante à fin mai 1895 était la suivante :

1° D'après les états établis par la Banque d'Autriche-Hongrie :

Obligations hypothécaires partielles : 18.400 florins sans intérêts, 1.000 florins, rapportant 3 0/0 à 6 mois; 56.787.700 florins, rapportant 3 1/2 0/0 à 6 mois ; 12.792.450 florins, rapportant 3 0/0 à 3 mois, soit, au total, 73.599.550 florins ;

2° D'après les relevés de *Billets d'Etat* fournis par les deux Commissions de contrôle :

3.497.872 florins à 1 florin, 122.607.755 florins en billets de 5 florins, 96.236.450 florins en billets de 50 florins, soit, ensemble, 222.337.077 florins.

Le total général de la Dette flottante, à la fin de mai 1895, s'élevait ainsi à 295.936.127 florins.

En comparant cette situation avec celle à fin mars, on constate que la Dette flottante a diminué, en mai, de 7 millions 921.925 florins.

En ce qui concerne les 312 millions de florins de billets à rembourser à frais communs entre les deux parties de la Monarchie, on avait annulé, à fin mai 1895, pour 106 millions 52.074 florins de billets de 1, de 5 et de 50 florins; il en restait donc encore pour 205 millions 947.926 florins à retirer.

La Dette publique autrichienne. — D'après le rapport que la Commission de contrôle du *Reichsrath* vient de publier sur l'état de la dette publique autrichienne, la dette générale de l'Empire s'élevait à fin décembre 1894 à ....Fl. 2.757.672.783

La Dette des royaumes et pays représentés au Reichsrath à 1.274.074.669

Total.......Fl. 4.031.747.452

exigeant un service annuel d'intérêts de 168.870.802

La Dette flottante commune (billets d'Etat) s'élevait à cette même date à... 303.305.895

Les Recettes des Chemins de fer Austro-Hongrois. — Pendant le mois d'avril 1895, les recettes du réseau austro-hongrois accusent encore une moins-value assez considérable par rapport à 1894, aussi bien sur l'ensemble que pour les recettes kilométriques de chacune des entreprises.

Ces recettes se sont élevées à 26.858.978 florins, contre 27.243.782 florins, soit 928 florins (au lieu de 947 florins) par kilomètre. La diminution de la recette kilométrique ressort donc à 4.3 0/0 pour le mois d'avril dernier.

Pour les quatre premiers mois de 1895 les recettes se sont élevées à 102.077.392 florins (contre 105 034.868 florins pour la période correspondante de 1894); la recette kilométrique ressort, pour cette période, à 3.443 florins (contre 3.658 florins en 1894) — soit une moins-value de 5.9 0/0. Si nous appliquons cette proportion à l'année entière, nous trouvons 10.328 florins (au lieu de 10.974 florins en 1894).

Les recettes kilométriques varient entre 83.442 florins pour la *ligne de raccordement de Vienne* et 135 florins pour la *ligne de la Vallée de Taracz.* Citons entre autres :

	Recettes kilomét. en florins — Avril 1895	Différ. sur 1894 0/0
Chemins de fer de l'Etat ou exploités par l'Etat	9.861	— 3
Staatsbahn (lignes autrichiennes) ...	17.040	— 1,4
Sudbahn (Chemins lombards), réseau principal et lignes locales autrichiennes	21.072	— 2
Nordbahn (réseau principal)	29.697	— 4,4
Nordwestbahn (Nord-Ouest)	14.181	— 4,3
Chemin de fer de la vallée de l'Elbe..	17.403	— 9,1
— Aussig-Teplitz	51.147	—15,8
— Kaschau-Oderberg, lig. autric.	30.813	— 3,8
— Kaschau-Oderberg, — hongr.	9.822	— 2,1
Lignes royales hongroises de l'Etat..	9.699	— 5,9

Le *Fremdenblatt* attribue la moins-value du rendement des chemins austro-hongrois à la baisse des exportations de céréales et de sucre, ainsi qu'au retard apporté à l'ouverture de la navigation de l'Elbe. Ce retard a entravé les expéditions de charbons.

L'Assemblée générale de la Staatsbahn, à Vienne. —L'assemblée générale de la Société I. R. privilégiée des Chemins de fer de l'Etat autrichien (*Staatsbahn*) a eu lieu le 29 mai, à Vienne, sous la présidence de M. de Taussig.

Après la lecture du rapport présenté par M. Miéroys, un actionnaire viennois a demandé des renseignements sur la conversion des obligations 5 0/0 effectuée en 1895, sur l'emploi du solde de l'emprunt de 100 millions de marks, et l'état actuel de la question du rachat.

Le Président a répondu que les négociations tendant au rachat de la *Staatsbahn* n'ont pas un caractère officiel, mais qu'il a pris part, en qualité d'expert, à des délibérations confidentielles sur les projets de rachat en général qu'a examinés le Gouvernement.

Quant aux deux autres questions qu'avait formulées l'actionnaire, le président a refusé d'y répondre, la bonne foi de l'interpellateur lui ayant paru suspecte. Celui-ci proteste en termes peu courtois.

Après un vif débat, l'assemblée a approuvé, à l'unanimité, toutes les propositions du Conseil. Le dividende a été fixé à 33 fr.

Les administrateurs sortants, MM. Charles Demachy et Frédérick d'Harkany, ont été réélus, ainsi que les censeurs sortants.

Après l'assemblée générale, le Conseil d'administration a réélu M. de Taussig en qualité de président, et MM. Charles Mallet et Frédérik d'Harkany en qualité de vice-présidents.

La Sudbahn *(Chemins Lombards)*. — Comme suite à l'information que nous avons publiée dans l'*Economiste européen* du 26 mai dernier (n° 176), l'assemblée générale des actionnaires, réunie à Vienne le 28 mai dernier, a approuvé les comptes et le rapport sur l'exercice 1894, fixé le dividende à 4 fr. et réélu les administrateurs et censeurs sortants.

Le Président a exposé, en ce qui concerne le rachat des réseaux par l'Etat, que les négociations ont été inter-

rompues à la suite d'incidents politiques, sans que la date de la reprise éventuelle ait été fixée.

Quant à la conversion des obligations 5 0/0, les pourparlers avec le Gouvernement ont été ajournés, eu égard aux négociations tendant au rachat. Si le rachat n'a pas lieu, l'Administration recommencera les pourparlers relatifs à la conversion ; dans le cas contraire, il y aurait avantage à différer cette opération. Au sujet de l'amortissement des titres 3 0/0, aucun des projets qu'a examinés le Conseil n'a été reconnu exécutable ou profitable aux intérêts de la Société. Pour assurer définitivement le service des obligations et résoudre la question des des investissements, l'administration projette la création d'un fonds de réserve spécial, à l'aide de prélèvements sur les bénéfices. Ces prélèvements annuels seraient en moyenne de 1 fr. 50 par action. Les dépenses d'investissement seraient convertis par de nouvelles émissions d'obligations.

Le Chemin de Fer du Nord (*Nordbahn*) **en Bohême.** — Les bénéfices nets de cette Société, pour l'exercice 1894, s'élèvent à 1 million 380 mille florins, soit une plus-value de 18.214 florins sur l'exercice antérieur.

La conversion des Priorités-argent a été réalisée jusqu'à concurrence de 560.000 florins. La prime de 458.900 florins, encaissée sur les 6.667 actions nouvelles émises, a été versée au fonds de renouvellement.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 14 juin 1895.

Les efforts des haussiers constituent la caractéristique de la semaine sur le marché austro-hongrois. Sous l'impulsion de l'allure des marchés étrangers et des bonnes perspectives de récolte dans la monarchie, les gros spéculateurs ont acheté à tour de bras ; l'un d'eux, notamment, s'est jeté sur les valeurs de crédit qui ont vu, dès lors, les cours se relever. Mais c'est là un feu de paille et des indices de lassitude se manifestent déjà ; nous allons entrer, vraisemblablement, dans la période de rachat.

Au surplus, un léger resserrement monétaire s'est produit : sur le marché de l'escompte on cote 3 3/4 pour le premier papier en Banque et 4 0/0 pour le bon papier de commerce.

L'assemblée générale de la *Boehmische Westbahn* a adopté les contrats relatifs à la liquidation de la Société et approuvé l'émission d'un emprunt de 28 1/2 millions florins de pour compte de l'Administration de l'Etat.

BOURSE FINANCIÈRE DE VIENNE

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

VALEURS	10 mai	17 mai	21 mai	31 mai	7 juin	12 juin
Fonds d'États						
Autriche Rente Or..........	123 75	123 40	123 40	123 40	122 90	123 10
— — Argent.....	101 45	101 47	101 40	101 35	101 35	101 30
— — Couronne ..	101 50	101 55	101 50	101 50	101 45	101 60
Hongrie Rente Or..........	123 10	123 »	123 10	123 40	123 30	123 35
— Rente Couronne...	99 20	99 20	99 10	99 15	99 25	99 25
Chemins de fer						
Bohême-West..............	419 »	419 50	421 »	421 »	425 »	425 »
Buschtherader-B.	567 »	574 50	568 »	576 50	570 50	575 »
Lemberg-Czernowitz	332 »	327 50	325 50	325 »	328 50	326 »
Ferd.-Nord.................	3640 »	3640 »	3640 »	3655 »	3690 »	3690 »
Autriche Nord-West........	288 70	289 50	289 50	288 70	290 70	297 »
Staatsbahn.................	428 40	431 20	430 20	430 40	440 20	444 20
Lombard....................	104 »	103 10	97 50	102 70	111 20	112 50
Lokalbahn..................	213 25	213 »	213 »	213 »	213 »	216 50
Changes						
Sur Londres................	122 25	122 »	122 10	121 75	121 35	121 50
— Paris...................	48 45	48 37	48 40	48 27	48 12	48 17
Napoléons d'or.............	9 69	9 68	9 68	9 65	9 63	9 63

BULGARIE

La Situation budgétaire et la Dette de la Bulgarie. — En réponse à des articles de journaux étrangers, tendant à établir que le Cabinet actuel n'avait rien fait pour l'amélioration de la situation financière de la Bulgarie, le Ministre des finances, M. J. E. Geschow, a adressé une longue lettre au journal russe le *Birschavia Wedomosti*, dont voici le résumé :

M. Geschow démontre, tout d'abord, que les crédits du *Ministère de l'intérieur* ont été réduits de 1.394.060 francs, dont 1.070.240 fr. s'appliquent à la gendarmerie, dont les effectifs ont été réduits de 4.337 à 3.241 hommes.

En ce qui concerne le *Département de la guerre* qui s'élevait, pour 1894, à 22.412.787 fr., il a été réduit, cette année, de 1.193.079 fr.

Quant au reproche consistant à dire que le Gouvernement actuel cherche à couvrir les dépenses nouvelles avec de nouveaux impôts et avec les accises, le Ministre rappelle que M. Karawelow avait déjà établi en 1885 les surtaxes dont on se borne aujourd'hui à améliorer le rendement. En outre, le Cabinet actuel a réduit l'impôt foncier de 7 1/2 millions, somme qu'on retrouvera avec les accises.

Le budget de 1894 se balançait par 102.270.982 fr. ; le budget de 1895 se balance par 89.849.425 fr., soit une diminution de 12.321.557 fr. Si on déduit du premier les frais de frappe de l'argent, 10.300.000 fr., la diminution est encore de 2.021.557 fr. Mais alors, il convient de déduire les crédits nouveaux de 8.775.971 francs qui ne figuraient pas au budget de 1894 ; alors la diminution en faveur de l'exercice 1895 ressortira à 10.797.528 fr.

Les nouveaux crédits dont il s'agit ont été ouverts pour faire face à des dettes pressantes, contractées à la *Laenderbank* du temps de Stamboulow.

Le Ministre affirme qu'à ce jour on n'a pas dépensé un centime en dehors des prévisions budgétaires et que le Cabinet actuel tiendra la main à ce qu'il en soit ainsi tant qu'il restera au pouvoir.

Enfin, M. Geschow déclare que la Dette de la Bulgarie ne s'élève aujourd'hui qu'à 146 millions environ, se décomposant comme suit :

	En Francs
Emprunt Roustschouk-Warna......	43.791.500
D° hypothécaire 6/0 de 1889..	28.480.000
D° d° 1892..	73.356.000
Solde de la Dette de la Roumélie orientale vis-à-vis de la Porte....	857.875
Soit un total de........	146.485.375

Mais il faut ajouter à cette somme 5.018.215 roubles formant le solde de la Dette d'occupation et du tribut annuel à la Turquie, conformément au traité de Berlin.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 11 juin 1895.

L'Opération financière pour Cuba. — La Situation à la Grande Antille. — L'Assemblée générale du Saragosse.

Les fausses interprétations des télégrammes annonçant la mesure prise par le Gouvernement, en ce qui concerne l'ajournement de la conversion des billets de Cuba (émission de 1886), expliquent seules la baisse de ces valeurs sur les Bourses étrangères. Pour éviter tout malentendu, je vous envoie la traduction exacte du projet de loi voté par les Cortès. L'autorisation sollicitée par le Cabinet est parfaitement légale ; au surplus, la conversion dont il s'agit se trouvait suspendue de fait.

En demandant l'autorisation d'utiliser le reliquat

des billets 5 0/0 de l'émission 1890, jusqu'à concurrence des sommes nécessaires pour venir à bout de l'insurrection, le Gouvernement a adopté, à mon sens, le procédé le plus logique; mais il est absurde de dire qu'il compte réaliser la totalité des 1.200.000 billets mis à sa disposition par le vote des Chambres. Il ne prendra que ce qui est nécessaire pour faire face aux dépenses de la guerre civile.

Quitte à tomber dans les redites, je ne saurais trop insister sur ce point que M. Canovas del Castillo agit très sagement en donnant au maréchal Martinez Campos tout ce dont il a besoin, en hommes et en argent; c'est le seul moyen d'en finir vite et de dépenser le moins possible. Le système des petits paquets et des demi-mesures serait certainement beaucoup plus onéreux. Il y a aussi une autre raison pour ces envois considérables de renforts qui se continuent. L'occupation complète de tous les points où couve l'insurrection s'impose, si on ne veut pas qu'elle s'étende. Aussi bien les autorités cubaines s'inquiétaient de l'attitude des Etats-Unis; en laissant le champ libre aux rebelles dans des régions qu'on ne pouvait occuper faute d'effectifs suffisants, on risquait de leur permettre de remporter des succès faciles et alors les Etats-Unis leur auraient peut-être reconnu, comme ils l'ont fait jadis, la qualité de belligérants.

Cette insurrection, il faut bien le dire, n'est justifiée en aucune façon. Ainsi que M. Moret l'a fait ressortir dans un récent discours, la métropole a accordé à la Grande-Antille toutes les libertés politiques et économiques demandées; je vous ai même démontré, l'an dernier, qu'on était allé trop loin dans cette voie, en permettant aux tendances autonomistes de se manifester trop librement. Aujourd'hui, l'élément noir domine dans les rangs des insurgés; si les hommes de couleur triomphaient, Cuba deviendrait une seconde République haïtienne et les blancs qui ont fait cause commune avec les rebelles seraient bientôt victimes de leur aveuglement!

Mais nous ne verrons pas ces choses. Quand on considère que la métropole est venue à bout de l'insurrection de 1871, qui a duré cinq ans, à une époque où l'anarchie régnait en Espagne, où la guerre carliste immobilisait 300.000 hommes, on ne peut douter du résultat. Le maréchal Martinez Campos est soutenu par un Gouvernement vigoureux, décidé à en finir.

La lutte entre les Compagnies des chemins de fer de *Madrid Saragosse* et du *Nord-Espagne* se poursuit sous toutes les formes. En effet, dans le rapport à l'assemblée générale tenue le mois dernier à Madrid, le Conseil d'administration, après avoir constaté son entente avec la Compagnie des Chemins Andalous, s'exprime ainsi :

> Le même résultat n'a pu être obtenu du côté du Nord de l'Espagne, malgré tous les efforts que nous avons faits dans ce but. Nous avons eu pendant de longues années de bons rapports de voisinage avec cette Compagnie. Aussi regrettons-nous d'avoir à vous exposer l'échec de tentatives de conciliation qui n'ont pas été reçues avec le même esprit que celui qui nous les avait dictées. Mais il faut que vous sachiez la vérité et que vous soyez à même d'apprécier nos efforts, restés malheureusement inutiles. . . . .
> . . . .

Suit une longue énumération des griefs que vous connaissez, tendant à démontrer que la Compagnie de *Madrid Saragosse* a toujours fait preuve d'un grand esprit de conciliation et s'est bornée à se défendre.

Attendons la réponse du *Nord-Espagne*, qui ne manquera pas de répliquer à l'assemblée générale de ses actionnaires, convoqués pour le 18 courant!

Informations Économiques et Financières

La Compagnie Fermière des Tabacs, en Espagne. — Au 30 avril 1895, les ventes des tabacs s'élevaient, pour l'exercice en cours, à 131.226.815 pesetas, soit une plus-value de 481.910 pesetas sur la période correspondante de 1894.

Recettes des Chemins de fer Espagnols.

Du 1er janvier au 27 mai (21 semaines)

	1892	1893	1894	1895
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	5.600 330	5.746 389	6.043.604	5 962 912
Nord de l'Espagne (1959 k.)	21.289.263	20.729 861	21.736 909	17.972.347
Asturies (741 kil.)	3.862 592	4.369.68	4.874.083	4 323.059
Lérida-Reus (103 kil.) ...	561.153	551 372	522 203	443.750
Almausa-Valence (460 kil.)	4 726 90	4.326.73	4 320.3 3	3 918.837
Saragosse (2672 kil.)......	20 546.654	20.465 433	20.651 375	18 750.445

Les Nouvelles Dispositions financières pour Cuba. — Voici l'exposé et le projet de loi déposés la semaine dernière aux Cortès par le Ministre des colonies (*Ultramar*) pour Cuba:

« En votant la loi du 29 mai dernier qui donnait un caractère illimité aux crédits nécessaires pour le rétablissement de l'ordre public dans l'île de Cuba, les Cortès ont évidemment manifesté leur volonté d'accorder au Gouvernement toutes les ressources nécessaires pour atteindre le but.

« D'autre part la conversion des billets hypothécaires de 1886, qui devaient être remboursés par l'émission de 1890, n'a pu s'effectuer jusqu'à ce jour, d'abord en raison de circonstances spéciales d'ordre économique et ensuite parce que les besoins urgents du Gouvernement, moins impérieux qu'ils ne sont aujourd'hui, n'ayant pas disparu, les Cortès ont dû donner aux dits billets une destination autre que celle pour laquelle ils avaient été créés.

« En conséquence, et pour compléter la loi du 29 mai dernier, le Ministre soussigné, d'accord avec ses collègue, et muni de l'autorisation de S. M. a l'honneur de soumettre à l'approbation des Cortès le projet de loi suivant :

Projet de loi.

Article unique. — La conversion des billets hypothécaires de Cuba, émission de 1886, prévue par le paragraphe premier de l'art. 14 de la loi budgétaire du 18 juin 1895, est ajournée.

Les billets hypothécaires de Cuba de 1890, créés par ladite loi et émis en vertu d'un décret royal en date du 27 septembre de la même année, pourront servir comme gage ou à titre de cession, à faire face aux dépenses du rétablissement de l'ordre public dans l'île.

Madrid, 6 juin 1895.

Le ministre d'Outremer,
Tomas Castellano.

La Dette flottante en Espagne. — Pendant le mois de mai la Dette flottante s'est accrue de 4.719.653 pesetas. En effet, au 1er mai 1895, elle se décomposait comme suit :

Obligations du Trésor émises le 30 juin 1894 à 6 mois de date rapportant 5 0/0 d'intérêt l'an, remises à la Banque d'Espagne et prorogées successivement les 19 décembre 1894 et 18 mars 1895 :

	Pesetas	
Pour 1885-86........................	85.500.000	»
— 1886-87........................	40.840.000	»
— 1888-89........................	38.660.000	»
— 1891-92........................	3.341.000	»
— 1892-93........................	164.771.000	»
Pagarés du Trésor émis le 31 mars pour 1893/94..................	45.728.085	»
Total de la dette flottante au 1er mai 1895........................	378.840.085	»
A cette somme il convient d'ajouter les pagarés du Trésor émis le 10 mai à échéance du 30 juin 1895 et cédés à la Banque d'Espagne, en paiement du solde de son compte courant d'avril, pour le service et la Trésorerie de l'Etat en 1894-95........................	4.719.653	»
Au 1er juin 1895 la Dette flottante s'élevait donc à........................	383.559.739	»

Le Cours moyen des principales Valeurs à la Bourse de Madrid. — L'*Economista* publie le tableau suivant indiquant le cours moyen des principales valeurs à la Bourse de Madrid pendant le mois de mai 1895 :

	Pesetas
	—
Dette perpétuelle 4 0/0 Intérieure	70,870
— 4 0/0 Extérieure	81,341
— 4 0/0 amortissable	81,788
Obligations du Trésor 5 0/0	101,666
Billets hypoth. de Cuba, émission de 1886	105,918
— — — 1890	96,929
Banque hypothécaire, cédules 5 0/0	100,071
— cédules 4 0/0	84,520
— obligations 5 0/0	»

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 14 juin 1895.

Le marché espagnol s'est ressaisi de la baisse alarmante qui s'était produite au début de la semaine. Il a fini par résister à l'influence déprimante des Bourses étrangères et à sortir de la situation lamentable dans laquelle l'avait jeté une panique injustifiée.

Mais nous n'en traversons pas moins une période de crise qui menace d'influencer les changes si les grosses ventes d'Extérieure venaient à reprendre.

BOURSES FINANCIÈRES DE MADRID & BARCELONE

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

	10 mai	17 mai	24 mai	31 mai	7 juin	12 juin
Madrid						
Dette Intérieure 4 0/0	71 05	70 80	71 15	70 70	69 30	68 »
— Extérieure 4 0/0	81 85	81 05	8 4	81 10	80 10	79 60
Amortissable 4 0/0	82 »	81 90	82 10	82 »	82 »	80 »
Change sur Londres 3 mois	28 32	28 22	28 33	28 35	28 70	29 63
— sur Paris 8 jours	12 30	12 10	12 30	12 48	14 60	16 50
Barcelone						
Dette Intérieure 4 0/0	71 02	70 85	71 07	70 50	69 05	67 47
— Extérieure 4 0/0	81 82	81 35	81 37	81 25	80 05	79 12
Obligations Hyp. Cuba 6 0/0	106 25	103 25	106 90	105 25	10[illegible] 75	98 »
— — 5 0/0	96 60	96 62	97 »	97 87	92 50	85 25
Change sur Paris	12 20	12 25	12 50	12 55	15 »	17 »

GRÈCE

LA SITUATION

Athènes, 7 juin 1895.

Réunion de la Chambre des Députés. — Théodore Delyannis, président du Conseil. — Bruit d'emprunt. — Les Traités de commerce.

Le Cabinet Nicolas Delyannis a tenu sa promesse. Jamais élections n'ont été plus exemptes de pression électorale. Cette impartialité de l'Administration était, du reste, fort naturelle. Le Cabinet formé par l'ancien Ministre plénipotentiaire n'a jamais été qu'un Ministère d'affaires. Il faut lui savoir gré d'avoir tenu ses promesses sans avoir besoin de rappeler l'échec du dernier Cabinet d'affaires, qui essaya vainement de créer un troisième parti dirigeant.

Les élections ont donc été libres de toute ingestion administrative. On prétend, cependant, que l'argent, ou plutôt les billets de banque, ont joué un certain rôle pendant la campagne. L'ambition et la chaleur du combat ont entraîné quelques candidats à des pratiques blâmables. Plusieurs validations seront laborieuses. Mais elles ne sauraient provoquer de résultats fâcheux.

C'est le 27 mai qu'a eu lieu la première séance de la Chambre. Le doyen d'âge, A. Tzarlapas, député de Leucade, a pris possession du fauteuil présidentiel. Il restera en fonctions jusqu'à la fin de la validation des pouvoirs. Le premier usage qu'il ait fait de son autorité temporaire, c'est la révocation de tous les employés de la Chambre. A Paris, on dirait qu'il leur a imposé le « saut de Leucade », sa circonscription.

Les sténographes ont seuls échappé à cette épuration radicale, sans doute parce que les postulants Delyannistes n'ont pas étudié la sténographie.

Après la lecture du décret royal autorisant l'ouverture de la session par M. Nicolas Delyannis, les députés ont prêté le serment traditionnel. Puis, sur la proposition du député Sakkis, la Chambre s'est divisée en 8 Commissions, chargées de la vérification des pouvoirs.

Lorsqu'elle sera achevée, la politique proprement dite reprendra ses droits : on élira le Président et les partis mesureront leurs forces. On sait déjà que le parti Théodore Delyannis dispose d'une majorité décisive. Il portera, sans doute, M. Alexandre Zaïmis, ancien ministre de la justice et de l'intérieur.

Quel que soit, du reste, leur candidat, les Delyannistes l'emporteront. Alors, suivant l'usage, le Cabinet Nicolas Delyannis remettra sa démission au Souverain. Elle est acceptée d'avance et le vieil hégète (chef de parti) des cordonnistes, M. Théodore Delyannis, sera investi de la présidence du Conseil.

Lors de son dernier Ministère, il ne s'était pas rendu fort sympathique au Roi. Mais, depuis sa victoire électorale, il paraît que tout dissentiment est écarté. Une entrevue a réuni le Souverain et l'homme politique qui se posa quelque temps en antagoniste de S. M. Georges Ier. La paix est faite et M. Théodore Delyannis succédera sans obstacle à son oncle, ou plutôt à M. Tricoupis. A lui, désormais, incombera la difficile tâche de réparer les maux causés par une politique financière désastreuse.

Le Trésor n'est pas riche et la gestion des affaires ne sera pas très aisée. Aussi, les feuilles de l'opposition prêtent déjà au futur Président du Conseil l'intention d'émettre un emprunt privilégié. C'est peut-être dans le but d'annoncer plus tard un échec du Gouvernement, car aucun emprunt, si privilégié qu'il soit, n'est possible avant la conclusion d'un accord loyal avec les créanciers du pays. On remarque, cependant, que les feuilles cordonnistes n'ont pas démenti la nouvelle.

Quoique le cours des raisins secs ait baissé, il dépasse encore les cours de détresse enregistrés il y a quelques mois. Les demandes du marché russe se sont ralenties. Par contre, les traités de commerce récemment conclus avec la Belgique, avec la Serbie et avec la Russie, font naître quelques espérances. La Belgique a abaissé les droits d'importation sur les raisins secs. Ici, l'on suppose que l'exportation se développera de ce côté et que les Belges achèteront de fortes quantités de raisins de Corinthe pour en faire du vin. Le traité avec la Russie est fort avantageux.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 12 juin 1895.

L'Ouverture de la session parlementaire. — Le Discours du Trône. — Le nouveau président de la Chambre. — La Banque d'Italie et les actionnaires de la Banque Romaine. — La mort de M. Ferrari.

La dix-neuvième législature a été ouverte lundi 10 juin, à Montecitorio, par le roi Humbert, qui a prononcé le traditionnel discours du trône.

Voici le résumé de ce document, dont les termes sont approuvés par la majorité des journaux italiens :

« L'organisation des finances doit être le principal souci du Parlement; il va être appelé à sanctionner les mesures prises par le Gouvernement en vue de relever le crédit du pays et de relever l'écart entre les recettes et les dépenses, mais l'équilibre effectif ne pourra être atteint qu'en réduisant encore ce dernier facteur.

C'est seulement après la consolidation des finances de l'Etat qu'on pourra aborder le problème des finances communales et préparer les réformes administratives.

En ce qui concerne la paix sociale, le Roi constate

qu'on a dû la maintenir par la force; mais la clémence succédera à la répression.

Passant aux relations avec les puissances étrangères, le Souverain déclare qu'elles sont cordiales. Une intime amitié unit actuellement l'Italie à l'Angleterre, qui a donné une nouvelle preuve de sa sympathie en empêchant la contrebande des armes dans les ports soumis à son protectorat sur la côte orientale de l'Afrique. »

Ce discours, lu d'une voix ferme, a été très applaudi; les députés de l'extrême-gauche, qui s'étaient toujours abstenus d'assister aux séances d'ouverture, étaient présents lundi dernier.

A la séance d'hier, M. Villa, candidat ministériel, a été élu président de la Chambre par 268 voix, contre 156 échues au prince Caetani de Sermoneta; le Gouvernement a remporté le même succès pour l'élection des vice-présidents.

La baisse des actions de la *Banque d'Italie*, survenue la semaine dernière, doit être attribuée à l'arrêt de la Cour d'appel (connu d'avance par quelques spéculateurs), dans le procès intenté par un groupe d'actionnaires de la *Banque Romaine*; cet arrêt condamne la Banque d'Italie à payer aux actionnaires de la Banque Romaine, conformément à la convention intervenue en 1893 entre les deux Etablissements, une somme de 450 lire par action. Je crois vous avoir dit déjà, dans une précédente lettre, qu'il s'agit, au total, d'une somme de 4 millions 1/2 de lire environ. La *Banque d'Italie* possède déjà 6.000 actions sur 15.000 de la Banque Romaine; elle doit donc prendre encore livraison de 9.000 titres, et ajouter au montant de 4.050.000 lire à payer de ce chef les intérêts à raison de 6 0/0 l'an, depuis trois ans, et les frais du procès. Mais, une partie de ce montant sera payée par un simple virement, car, sur les 9.000 actions que ne détient pas la *Banque d'Italie*, plus de la moitié se trouve comprise dans l'actif de la liquidation des Instituts dont elle est la principale créancière.

Il est bon de rappeler que, aux termes de la convention du 18 janvier 1893, la Banque d'Italie s'était engagée à prendre tout l'actif et tout le passif de la Banque Romaine, en remboursant aux actionnaires 450 lire par titre; mais elle s'était dérobée à cette dernière obligation en s'appuyant sur la nouvelle loi bancaire votée par le Parlement. Après le jugement de la Cour d'appel, il ne reste plus à la *Banque d'Italie* qu'à se pourvoir en cassation, à moins qu'elle ne s'en tienne là, en raison de la somme relativement minime à débourser.

L'ancien sous-secrétaire d'Etat, comte Louis Ferrari, député de Rimini, est mort des suites de la tentative d'assassinat dont il avait été victime après les élections. A peine âgé de quarante-quatre ans, il siégeait depuis 1882 à Montecitorio, faisant partie du groupe Fortis qui, quoique radical, ne combat pas le Gouvernement.

Informations Économiques et Financières

La Dette publique italienne. — D'après la dernière situation de la Dette publique de l'Italie, son montant total, à la date du 31 mars 1895, s'élevait à 587.587.396 lire 20 de rente annuelle, représentant un capital de 12.960.140.246 lire 22.

En comparaison avec la situation au 30 juin 1894, c'est là une augmentation de 8.843.488 lire 11 de rente et de 130.854.528 lire 79 de capital.

En voici le détail par catégories :

	Rente	Capital
Chapitres administrés par la Direction générale de la Dette publique		
Grand-Livre .... L.	460.663.569	9.324.369.647
Rentes à transcrire au Gr.-Liv.	341.627	6.832.911
Rentes du Saint-Siège.........	3.225.000	64.500.000
Dettes rachetables		
Dettes inscrites séparément...	16.313.031	378.106.390
Comptabilités diverses.........	29.974.544	686.482.838
	510.517.771	10.460.291.786
Chapitres administrés par la Direction générale du Trésor		
Dette perpét. 5 0/0 de Sicile..	1.273.634	25.472.671
Rentes 3 0/0 des provinces napolitaines..................	107.252	3.575.057
Rente 3 0/0, loi du 26 mars 1885	598.632	19.954.401
Dettes rachetables		
Emprunt anglais 3 0/0........	414.565	13.818.833
Bons des personnes ayant subi des dommages en Sicile.....	246.930	4.938.600
Annuité de rachat du Chemin de fer de la Haute-Italie....	27.351.653	1.004.238.899
Oblig. de chemins de fer 3 0/0	36.835.500	1.227.850.000
Bons du Trésor à longue échéance..................	10.241.460	200.000.000
Totaux .... L.	587.587.396	12.960.140.246

Mais il convient d'observer que les chiffres du 31 mars 1895 comprennent la totalité des émissions de bons du Trésor à longue échéance, représentant un capital de 200 millions et une charge annuelle de 10 millions 241.460 lire, qui ne figuraient pas dans la situation de la Dette publique, mais étaient compris.

Les Coupons de Juillet des Valeurs italiennes. — Le Ministre du Trésor italien vient de faire publier les conditions de paiement du coupon à échéance du 1er juillet de la rente *Consolidée* 5 0/0, des diverses obligations de chemins de fer, du Canal Cavour, etc., etc., mais l'avis officiel n'indique pas les montants nets à percevoir. Les lieux de paiement à l'étranger et les conditions sont les mêmes que pour le coupon de janvier dernier; en ce qui concerne la rente et les obligations de chemins de fer 3 0/0 garanties par l'Etat (soit pour toucher le coupon, soit pour le remboursement du capital) les intéressés devront présenter les titres en faisant la déclaration d'*affidavit*.

Il suffira d'établir un seul bordereau, sauf pour les coupons d'obligations de chemins de fer qui devront faire l'objet de deux bordereaux dans le cas où la maison effectuant le paiement désirerait en conserver un.

Les délégués du Trésor sont autorisés à se rendre auprès des principaux Etablissements de crédit, dans le but de constater l'existence des titres, afin d'éviter à ces Etablissements les frais de transport.

Les Accords commerciaux avec la France. — M. Alessandro Rossi, qui compte parmi les plus éminents économistes de l'Italie, vient de publier à Florence une brochure intitulée : *Accordi Commerciali colla Francia?*

L'auteur se place, bien entendu, au point de vue des producteurs italiens; il estime que la campagne menée par les Chambres de commerce des deux pays n'a aucune chance d'aboutir en l'état actuel et qu'il n'y a pas lieu de s'étonner de ce que les Gouvernements des deux pays aient feint d'ignorer les vœux émis par ces Chambres, toujours prêtes, dit-il, à sacrifier les intérêts industriels aux intérêts commerciaux.

BOURSES FINANCIÈRES DE ROME ET DE GÊNES

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

	10 mai	17 mai	24 mai	31 mai	7 juin	12 juin
Rome						
Rente Italienne 4 0/0......	93 32	93 72	94 17	94 17	93 67	93 75
Ch. de fer Méditerranée act.	497 »	496 »	497 »	500 »	504 »	504 »
— Méridionaux act.	669 »	667 »	670 »	670 »	678 »	600 »
Banque Nationale act......	870 »	873 »	865 »	854 »	835 »	842 »
— de Rome............	351 »	350 »	» »	350 »	350 »	» »
— Générale...........	38 »	38 »	38 »	46 25	50 »	50 »
Comp. Nav. à vap. F. R...	310 »	307 »	» »	308 »	301 »	300 »
Banque Immobilière........	40 »	47 »	47 »	47 75	50 »	60 »
Crédit mobilier Italien.....	110 »	» »	» »	» »	» »	» »
Eaux Marcia...............	1218 »	1220 »	1215 »	1215 »	1215 »	1214 »
Change sur la France......	105 05	104 87	104 77	104 72	104 75	104 87
— sur Londres.........	26 40	26 42	26 40	26 36	26 42	26 42
— sur Berlin..........	129 45	129 35	128 95	129 90	129 15	129 35
Gênes						
Rente Italienne 4 0/0......	93 27	93 65	94 12	93 95	93 65	93 75
Crédit Mobilier Italien.....	» »	» »	» »	»	» »	» »
Chemins de fer Méridionaux	669 »	667 »	669 »	669 »	675 50	677 »
Change sur Paris..........	105 »	104 90	104 67	104 62	104 77	104 87
— sur Berlin.........	129 40	129 25	129 »	128 90	129 22	129 35

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 14 juin 1895.

Les Bourses italiennes sont assez calmes, mais la cote conserve sa fermeté, en attendant que le Parlement se prononce sur les *provvedimenti*. En général, on croit à l'acceptation du programme de M. Sonnino, exposé mercredi à la Chambre et qui promet un excédent de 2.577.924 lire pour le prochain exercice.

Le bruit court en Bourse que le Gouvernement projette décidément de supprimer la direction générale de la *Banque de Naples*, et de la réorganiser conformément au plan que je vous ai exposé dans une de mes dernières lettres, en transportant à Rome le siège de cet Établissement.

PORTUGAL

LA SITUATION

Lisbonne, le 10 juin 1895.

Les Fêtes de saint Antoine. — Convention avec le Crédit Lyonnais et la Société Générale. — Les Changes. — Les Recettes douanières.

Nous allons entrer dans une période de fêtes. Comme vous l'ont annoncé les timbres-réclames que l'Administration fait coller sur tous les envois, lettres et journaux, le Portugal va fêter, du 12 au 30 juin, le 7e centenaire de saint Antoine de Padoue ; le retentissement que ces solennités a déjà eu nous promet des réjouissances nombreuses ; les étrangers commencent à arriver ; chacun paraît disposé à prendre part aux fêtes publiques. Nous allons donc avoir une trêve de trois semaines, pendant laquelle les questions politiques déjà laissées au second plan, seront bien oubliées ; souhaitons que l'arrivée de nombreux étrangers, que les mesures prises par le Gouvernement pour célébrer dignement saint Antoine, laissent quelques profits au commerce et à l'industrie et tout sera pour le mieux dans le meilleur des pays.

Ma tâche n'étant pas cependant de vous tenir au courant des plaisirs que peut offrir Lisbonne, je me vois obligé de laisser de côté le programme des réjouissances publiques pour vous entretenir de questions plus graves.

Il faut d'abord signaler l'heureuse issue des négociations engagées par le Gouvernement avec le Crédit Lyonnais et le Crédit Industriel, pour le renouvellement du crédit consenti par ces deux Etablissements. Cette solution, fort importante pour le Gouvernement, a eu et ne pouvait manquer d'avoir un certain effet sur le marché. Je laisse au *Jornal do Commercio* le soin de vous exposer l'historique de la question.

« En vertu d'un contrat passé le 12 février 1889, ces Etablissements financiers ouvraient au Gouvernement un crédit de vingt-six millions de francs, cautionnés par des titres de la dette extérieure.

Un deuxième contrat du 24 mars 1891, au moment où la crise financière traversait une période aiguë, mettait le Gouvernement dans l'obligation de rembourser, avant le 31 août suivant, les vingt-six millions reçus à la faveur du crédit ci-dessus. — On lui ouvrait un nouveau crédit de dix millions à ordre, également cautionné par des titres de la Dette extérieure cotés sur les places étrangères.

Cette condition du remboursement des 26 millions était imposée par les banquiers qui, sans cela, refusaient d'ouvrir leurs guichets pour la souscription de l'emprunt des Tabacs destiné à amortir la dette flottante, laquelle s'élevait à cette époque à près de 39.000 contos de reis.

Un contrat postérieur du 28 novembre 1891 fixait le crédit du Gouvernement à cinq millions, garantis par des obligations de 4 et 4 1/2 0/0 et par des obligations des Tabacs.

Mais en 1892, le ministre des finances Oliveira Martins ayant dû disposer des titres qui servaient de caution, le Gouvernement se vit privé du crédit que ses banquiers lui avaient ouvert à Paris, et c'est sans résultat qu'il avait tenté jusqu'ici de le retrouver en donnant en caution, au lieu de titres extérieurs, des inscriptions de la Dette intérieure. »

M. Hintze Ribeiro vient de réussir là où son prédécesseur avait échoué et a obtenu de se faire accorder le crédit de cinq millions simplement cautionnés par des titres de la Dette intérieure.

Cette solution est d'autant plus heureuse pour le Portugal qu'elle était moins prévue et qu'un échec aurait pu avoir des conséquences graves pour le change. Le Gouvernement aurait été forcé, en effet, de recourir au marché national pour opérer les transferts nécessaires au paiement du coupon de juillet 3 0/0 qui exige 5.750.000 francs, sans compter une provision de 1.000.000 de marks environ pour le coupon des emprunts municipaux et l'amortissement de 63 obligations de 400 marks, remis à la charge de l'Etat depuis la dernière réforme administrative.

L'aggravation du change qui avait commencé à se produire, s'est trouvée enrayée dès que l'heureuse issue des négociations a été connue, et c'est fort probablement à cette cause qu'il faut attribuer la meilleure tenue des fonds portugais sur les marchés étrangers.

Les recettes douanières du mois ont été les suivantes :

Lisbonne :		
Générales	627:572$111	
Céréales	326:174$680	
Consommation .	145:495$914	1.099:242$705
Porto :		
Générales	556:056$727	
Céréales	45:483$078	601:539$805
		1.700:782$510

Les recettes de mai 1894 avaient été les suivantes :

Lisbonne	799:906$065	
Porto	596:225$740	1.396:131$805
Soit en plus pour mai 1895		304:650$705

On remarquera que, dans cet excédent, les recettes générales, qui intéressent directement les porteurs de la dette extérieure, entrent pour 145 contos de reis. Le résultat du mois est donc excellent et si celui de juin, qui termine l'exercice, conserve la même tendance, les porteurs de la dette extérieure pourront participer aux recettes des douanes d'une part double au moins de celle de l'année antérieure.

ROUMANIE

Les Exploitations de Pétrole en Roumanie. — Le *Curierul Financiar* publie cette semaine l'information suivante :

D'après les renseignements recueillis par le Ministère de l'agriculture, la production journalière du pétrole brut en Roumanie se divise comme il suit :

27.000 kil.	dans le	district de	Bacau ;
32.000	—	—	Buzau ;
91.000	—	—	Prahova ;
28.000	—	—	Dâmbovitza

ce qui donne un total de 178.000 kil. de pétrole brut par jour soit annuellement 6.500 wagons-chaudières de 1.000 kil.

Il se consomme annuellement dans le pays pour la fabrication du pétrole lampant et autres dérivés 5.200 wagons ; il reste donc 1.300 wagons de pétrole brut disponible pour l'exportation, dont on peut extraire 550 wagons ou soit 3.660 fûts (barils) de pétrole lampant à 150 kil. l'un.

Cette quantité de 1.300 wagons se vend aujourd'hui comme pétrole brut à Orshova, Brashov et Pest ; mais en établissant un prix plus élevé que 20 francs les 100 kil. pour le pétrole raffiné inflammable à 23 degrés de densité entre 800 et 825 degrés, livrés au port de

Galatz ou de Constantza, on pourrait en exporter une quantité beaucoup plus grande que 3.660 barils de 150 kil., attendu qu'alors tant les exploiteurs de pétrole que les distillateurs s'uniraient pour travailler avec une plus grande activité que maintenant à l'augmentation de la production annuelle.

Et notre confrère appelle l'attention des fabricants de pétrole roumains sur les exportations qu'ils pourraient faire, avec un grand succès, par les ports de Galatz et de Constantza, et sur les débouchés importants qu'ils pourraient ouvrir à leurs produits dans les autres parties de l'Europe en dehors de Brashov, Pest et Orshova.

RUSSIE

Les Conditions du paiement en Roubles d'or en Russie. — Voici quelques renseignements complémentaires sur l'ukase impérial relatif à l'autorisation de conclure des affaires en roubles d'or :

1° Tous les contrats écrits, légalement autorisés, peuvent être conclus en monnaies d'or russe;

2° Pour les affaires conclues en monaie d'or, le paiement peut être effectué soit en pièces d'or pour le montant spécifié par le contrat, soit en billets de crédit de l'Empire d'après le cours de l'or le jour du paiement effectif, et dans le cas de contestation sur ce cours, d'après le dernier cours moyen reçu sur place, suivant lequel les affaires ont été conclues à la Bourse de Saint-Pétersbourg;

3° Le montant de l'impôt du timbre, afférent aux actes et documents exprimés en monnaie d'or russe, est calculé sur la somme nominale du contrat ;

4° Il appartient au Ministre des Finances de permettre aux Etablissements intéressés, suivant la progression par lui fixée, si le contribuable le désire, le paiement des droits d'accise en monnaie d'or au cours établi par le Ministre des Finances, sous réserve de la communication des mesures prises au Sénat dirigeant, de manière à ce quelles soient portées à la connaissance du public.

Il appartient au Ministre des Finances de faire connaître par télégrammes les dispositions mentionnées ci-dessus aux Etablissements intéressés, de manière à en assurer l'exécution dans les conditions stipulées, afin que le texte de ce télégramme soit exposé immédiatement dans les locaux de ces Etablissements, et que les susdites prescriptions puissent entrer en vigueur au jour de leur réception.

Les Chemins de fer Russes en 1894. — Les résultats de l'exploitation des Chemins de fer de l'Etat, pendant l'année 1894, se résument comme suit pour l'ensemble du réseau :

Le parcours utile des trains s'est élevé à 80.081.000 verstes de 1.067 mèt. Dans l'ensemble des stations, on a chargé 2.398.425 wagons et expédié 23.723.000 personnes, 12.653.000 pouds (2.109.000 quintaux métriques) de bagages et de messageries.

Pour compte des particuliers et des militaires, le tonnage s'est élevé à 1.994.288.000 pouds (33.240.000 tonnes). Les diverses administrations ont expédié 332.052.000 pouds (5.535.000 tonnes).

Les recettes totales se sont élevées à 176.164.894, roubles, soit 12.046,29 roubles par verste.

Les dépenses ont égalé, pendant la même période, 97.645.295 roubles, soit 6.636,03 roubles par verste.

Le coefficient d'exploitation est de 55 08 0/0.

L'excédent des recettes sur les dépenses égale 79.119.599 roubles, qui atténuent d'autant les dépenses de la Dette publique et le service des Emprunts contractés pour le rachat des Chemins de fer.

Les Recettes des Chemins de fer Russes. — Voici, d'après le *Journal du Ministère des voies de communication*, le tableau détaillé des recettes des voies ferrées russes, du 1er janvier au 1er février 1895 :

	Recette par verste		Différence sur 1894 En 0/0
A. — Lignes de l'Etat.	en Roubles		
Baltique et Pskow-Riga	624	+	60.9
Baskountchak	46	—	17.4
Varsovie-Térespol	330	—	58.1
Catherine	780	+	3.7
Transcaucase	1.145	—	25.7
Koursk-Kharkow-Azow et Lozow-Sévastopol, y compris l'embranchement de Djankoï-Théodosie	910	+	29.8
Liban Romny :			
a. Section de Romny	1.019	—	3.2
b. Embranchement de Krioukow	150	—	6.7
Moscou-Koursk	1.986	—	8.6
Moscou-Nijni et Mowrom	1.518	—	6.8
Nicolas :			
a. Saint-Pétersbourg-Moscou et embranchement du port	3.513	+	5.7
b. Novotorjok et Rjew-Viazma	328	+	23.8
Polessié	353	—	33.1
Riga-Orel	1.093	—	1.6
Samara-Zlatooust et Orenbourg	417	+	4.8
Saint-Péersbourg-Varsovie	918	—	4.1
Syzrane-Viazma	885	—	3 7
Oural	413	+	9.3
Kharkow-Nicolaïew	771	—	1.3
Sud Ouest	657	—	51.3
Ensemble des lignes de l'Etat	878	—	6.4
B. — Lignes privées :			
Borovitchy	...	—	...
Varsovie-Vienne	2.217	—	9.9
Vladicaucase	624	—	40.2
Ivangorod-Dombrovo	776	+	1.6
Irinovka	...	—	...
Kiew-Voronège	665	—	5.7
Lodz	4.101	+	3.8
Moscou-Brest	822	—	28.0
Moscou-Kazan :			
a. Moscou-Riazan	3.164	+	10.0
b. Riazan-Kazan	231	+	28.3
Société Moscou-Yoroslaw :			
a. Ligne Moscou-Yoroslaw-Kostroma	965	—	0.4
b. —Yoroslow-Vologda (voie étroite)	400	+	15.6
Novgorod (voie étroite)	315	—	12.4
Oboïansk	83	+	13.7
Vistule	738	—	13.7
Riga-Tuckum	234	+	6.4
Rybinsk-Bologoé	854	+	36.2
Riazan-Ouralsk	696	—	126.6
Saint-Pébersbourg-Sestroretsk	...		...
Fastovo	...		...
Tsarskoè Sèlo	1.276	+	4.3
Schouïa-Ivanovo	588	+	0.9
Sud-Est (dont 346 verstes app. à l'Etat)	1.003	—	8.8

BOURSE FINANCIÈRE DE SAINT-PÉTERSBOURG

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

VALEURS	10 mai	17 mai	24 mai	31 mai	7 juin	13 juin
Russe 4 % 94 (Papier)	99 50	99 50	99 62	99 75	99 75	99 75
Russe 4 % 94 (Or)	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Banque de Commerce extér.	4?5 »	442 50	448 50	444 »	44? »	444 »
— d'Esc. de St-Pétersb.	702 »	681 »	687 »	695 »	695 »	692 »
— Intern. de St-Pétersb.	668 »	662 25	665 50	66? 50	6?0 50	624 »
Russe 4 ½ % val. de Cr. f.	150 »	150 »	150 »	150 »	151 »	150 50
Ch. de fer du Sud-O. Russe act.	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Change sur Paris	36 82	36 85	36 77	36 77	36 77	36 87
— sur Londres	93 15	93 05	92 80	92 80	92 90	92 90
— sur Berlin	45 40	45 45	45 30	45 3?	45 32	45 35

Le Propriétaire-Gérant : JULES MONTEL.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 rue du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... **25 fr.**
— — Six mois. **14 fr.**
Étranger (U.-P.) : Un an..... **32 fr.**
— — Six mois.. **18 fr.**

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Étranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission

Nº 180. — 7e volume. (25) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 22 juin 1895.

SOMMAIRE DU Nº 180

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 769 à 777.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — Les Mines d'Or du Transwaal. — Le Traité de Shimonoséki. — Compagnie des Messageries Maritimes. — Le Commerce extérieur de la France. — Les Banques de l'Afrique du Sud. — Pages 777 à 788.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris. — Les Titres russes à la Banque de France. — Comptoir National d'Escompte. — Compagnie des Moteurs Niel. — Emprunt Dom Miguel de 183?. — Mouvement des Caisses d'Epargne. — Caisse Nationale de Retraites pour la Vieillesse. — Bourse de Toulouse. — Banque Nationale d'Haïti. — Recettes des Chemins de fer. — Recettes du Canal de Suez. — Pages 788 et 789.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :
ALLEMAGNE : Pages 790 et 791. — ANGLETERRE : Pages 791 à 793. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 793 et 794. — BELGIQUE : Pages 794 et 795. — ESPAGNE : Pages 795 et 796. — ITALIE : Pages 796 à 798. — ROUMANIE : Pages 798 et 799. — RUSSIE : Pages 799 et 800.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 21 juin.	1.784.9	1.278.1	3.063.0	3.387.5	90	2½
1895 6 juin.	2.048.7	1.251.0	3.299.7	3.516.8	93	2
1895 13 juin.	2.045.1	1.252.4	3.297.5	3.494.1	90	2
1895 20 juin.	2.045.7	1.256.6	3.302.3	3.472.1	95	2
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 15 juin.	743.1	436.5	1.179.6	1.147.3	103	3½
1895 31 mai.	968.5	376.7	1.345.2	1.325.0	101	3
1895 8 juin.	967.0	376.1	1.343.1	1.310.1	102	3
1895 15 juin.	969.0	377.0	1.546.0	1.318.0	102	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 21 juin.	971.9	»	971.9	620 8	157	2
1895 5 juin.	925.2	»	925.2	652.1	142	2
1895 12 juin.	934.2	»	934.2	637.3	146	2
1895 19 juin.	953.7	»	953.7	631.6	150	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1894 21 avril	97.5	17.5	115.0	158.0	73	»
1895 23 fevr.	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
1895 23 mars	97.8	22.0	119.8	156.9	76	»
1895 20 avril	98.2	22.7	120.9	158.0	76	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1894 21 avril	67.5	10.0	77.5	160.0	49	»
1895 23 févr.	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
1895 23 mars	70.2	10.4	80.6	157.0	51	»
1895 20 avril	69.6	9.0	78.6	157.4	50	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 15 juin.	216.7	343.1	559.8	911.4	61	4
1895 31 mai.	404 3	284.1	688.4	1.048 5	65	4
1895 8 juin.	403.8	283.7	687.5	1.053.6	65	4
1895 15 juin.	404 0	284.0	688.0	1.050.4	65	4
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 14 juin.	76.3	35.9	112.2	413.2	27	3
1895 29 mai.	83.9	22.3	105.2	459.9	23	2½
1895 6 juin.	86.5	23.0	109.5	440.5	24	2½
1895 13 juin.	80.3	26.4	106.7	437.8	24	2½
BULGARIE. — Banque Nationale						
1894 14 avril	7.0	1.2	8 2	2.0	410	8
1895 22 mars	3.3	7.3	10.6	1.4	757	8
1895 7 avril	3.2	7.0	10.2	1.4	728	8
1895 14 avril	3.1	7.0	10.1	1.6	631	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 31 mai.	73.2	»	73.2	100.7	73	3½
1895 30 mars	74.9	»	74.9	102.4	74	3½
1895 30 avril	77.4	»	77.4	107.1	72	3½
1895 31 mai.	85.5	»	85.5	108.2	79	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 16 juin.	198.0	220.0	418.0	927.3	45	5
1895 1 juin.	200.1	312.5	512.6	926.1	55	4½
1895 8 juin.	200.1	311.5	511.6	932.5	54	4½
1895 15 juin.	200.1	310.0	510.1	931.6	54	4½
GRÈCE. — Banque Nationale						
1894 30 avril	2.0	»	2.0	108.5	2	6½
1895 28 fév..	1.9	»	1.9	106.1	2	6½
1895 31 mars	2.1	»	2.1	106.8	2	6½
1895 30 avril	1.9	»	1.9	107.2	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 16 juin.	113.8	177.5	291.3	426.1	67	2½
1895 1 juin.	108.1	177.7	285.8	441 6	64	2½
1895 8 juin.	108.1	177.7	285.8	437.2	65	2½
1895 15 juin.	108.2	178.0	286.2	433.0	66	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 31 mai.	299.4	44.0	343.4	827.4	41	6
1895 10 mai.	299.7	54.6	354.3	712.4	50	5
1895 20 mai.	300.1	54.9	355.0	714.7	50	5
1895 31 mai.	300.5	54.6	355.1	729.3	48	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 31 mai.	93.2	10.4	103.6	227.6	45	6
1895 10 mai.	105.6	10.4	116.0	234.9	49	5
1895 20 mai.	105.6	10.4	116.0	237.7	48	5
1895 31 mai.	105.6	10.4	116.0	236.3	49	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 31 mai.	35.2	1.5	36.7	56.7	63	5
1895 10 mai.	35.2	1.5	36.7	49.4	74	5
1895 20 mai.	35.2	1.5	36.7	49.0	74	5
1895 31 mai.	35.2	1.5	36.7	48.5	75	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1894 30 avril	31.5	»	31.5	66.6	47	5
1895 28 fév..	31.1	»	31.1	63.7	49	4
1895 31 mars	29.6	»	29.6	67.8	43	4
1895 30 avril	30.7	»	30.7	70.4	43	4
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1894 13 juin.	16.8	36.6	53.4	283.0	19	6
1895 29 mai.	26.7	40.8	67.5	297.1	23	6
1895 5 juin.	26.7	40.7	67 4	300.0	22	6
1895 12 juin.	26.7	40.7	67.4	300.9	22	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 9 juin.	53.6	2.4	56.0	119.6	46	6
1895 25 mai.	59.1	3.2	62.3	109.0	57	6
1895 1 juin.	58.9	3.2	62.1	109.7	57	6
1895 8 juin.	58.2	3.3	61.5	112.2	55	6

Dates	Encaisse métallique Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 1er juin.	1.525.5	16.0	1.541.5	3.939.2	40	4%
1895 1er mai.	1.567.2	16 8	1.584.0	4.253.0	37	4
1895 16 mai.	1.565.2	17.0	1.582.2	4.274.2	37	4
1895 1er juin.	1.551.0	17.2	1.568.2	4.297.5	36	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1894 30 avril	21.7	3.5	25.2	44.7	52	»
1895 28 fév..	21.9	4.5	25.4	49.7	53	»
1895 31 mars	21.8	3.6	25.4	50.5	50	»
1895 30 avril	21.8	3.5	25.3	49.0	51	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 31 mai.	5.9	4.1	10.0	23.2	43	6
1895 15 mai.	5.1	4.6	9.7	23.7	41	6
1895 22 mai.	5.3	4.6	9.9	23.7	41	6
1895 31 mai.	5.4	4.6	10.0	23.9	43	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1894 30 avril	23.0	5.0	28.0	59.6	46	4
1895 28 fév..	33.6	4.6	38.2	63.3	60	4
1895 31 mars	33.9	4.6	38.5	69.4	54	4
1895 30 avril	34.0	5.0	39.0	66.4	58	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1894 30 avril	10.4	12.9	23.3	83.3	28	»
1895 28 fév..	10.4	14.1	24.5	82.1	30	»
1895 31 mars	10.4	14.6	25.1	87.5	29	»
1895 30 avril	10.5	14.4	24.8	84.2	30	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 17 juin.	76.3	15.0	91.3	167.5	54	3
1895 1er juin	82.9	9.8	92.7	176.3	52	3
1895 8 juin.	82.9	9.8	92.7	175.2	53	3
1895 15 juin.	82.5	9.8	92.3	174.9	53	3

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

1894 21 juin.	6 544,4	2 671,2	9 215,6	14 261,2	64%
1895 6 juin.	7 271,9	2 628,8	9 900,7	15 053,3	65
1895 13 juin.	7 280,0	2 627,9	9 907,9	15 008,0	66
1895 20 juin.	7 281,4	2 635,7	9 917,1	15 003,4	66

TOTAUX au 31 décembre

1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51%
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56
1894 31 déc.	7 030,0	2 599,9	9 629,9	15 047,6	64

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnes qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent, d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	17 mai	24 mai	31 mai	7 juin	14 juin	21 juin
Amsterdam	47 97	47 97	48 02	48 02	48 02	48 07
Anvers	100 26	100 22	100 20	100 20	100 15	100 17
Athènes	184 »	184 »	172 50	172 50	178 »	178 »
Barcelone	12 30	12 80	12 50	14 ..	17 »	16 20
Berlin	81 10	81 10	81 10	81 05	81 10	81 »
Bruxelles	100 20	100 21	100 13	100 17	100 16	100 16
Bucharest	100 35	100 55	100 75	100 75	100 60	100 15
Constantinople	22 67	22 67	22 65	22 70	22 77	22 87
Francfort	81 12	81 11	81 10	81 07	81 03	81 01
Gènes	105 »	104 82	104 72	104 75	104 87	104 40
Genève	100 14	100 15	100 17	100 19	100 19	100 19
Lisbonne	689 »	689 »	693 »	692	692 50	695 »
Londres	25 36	25 35	25 36	25 35	25 36	25 35
Madrid	12 10	11 20	12 45	14 45	16 10	16 15
Rome	105 05	104 82	104 70	104 75	104 85	104 40
Saint-Pétersbourg	36 80	36 77	36 77	36 80	36 75	36 77
Vienne (à vue)	48 15	48 45	48 35	48 15	48 25	48 20
— **(à 3 mois)**	48 37	48 40	48 27	48 10	48 17	48 15

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	24 mai	31 mai	7 juin	14 juin	21 juin
Amsterdam. pap. court	4 %	206 19	205 87	205 87	205 87	205 75
Allemagne.. —	4 %	121 94	122 .	122 06	122 06	122 12
Vienne-Tr.. —	4 %	204 62	204 87	205 75	205 62	205 25
Barcelone.. —	4 %	440 »	440 ..	432 50	422 50	427 50
Madrid ..... —	4 %	440 »	440 ..	432 50	422 50	427 50
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	»	»	425 »
St-Pétersb.. —	4 %	268 50	268 50	268 50	268 50	268 »
Valeurs à vue	**moins**					
Londres..... —	2 %	25 21½	25 20½	25 21	25 19	25 19
— ..... ch. court	2 %	25 23	25 22	25 22½	25 20½	25 20½
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	2 ½ %	0 25 p.	0 19 p.	0 22 p	0 15p	0 19 p.
Italie........ —	5 %	4 50 p.	4 50 p.	4 62 p.	4 62p.	4 12 p.
Suisse. ..... —	3 %	0 25 p.	0 25 p.	0 25 p.	0 25p.	0 25 p.
New-York.........	2 ½ %	516 »	516 ..	514 50	514 50	514 »
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	112 19	112 62	112 19	111 75	111 09
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— **mexicains...**		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres.........		2 72	2 72	2 72	2 72	2 72
Souverains anglais.......		25 17	25 17	25 18	25 17	25 17
Banknotes.........		25 18	25 18	25 20	25 18	25 18
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks)		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

PAYS EXTRA-EUROPÉENS

NOMS DES PAYS	Valeur au pair en francs	Valeurs en francs au change du jour 23 mai	30 mai	6 juin	13 juin	20 juin
Etats-Unis (doll. or)..	5 18	5 16	5 16	5 14	5 14	5 14
Mexique (piastre arg.)	5 43	2 72	2 72	2 72	2 72	2 72
Répub.Arg.(peso pap.)	5 »	1 39	1 43	1 46	1 45	1 43
Chili (peso papier)....	5 »	1 86	1 82	1 85	1 85	1 85
Brésil (milreis papier)	2 60	0 96	0 95	0 97	0 97	0 99
Indes (roupie argent).	2 38	1 40	1 42	1 40	1 40	1 38
Japon (yen argent)...	5 39	2 81	2 81	2 80	2 81	2 80
Chine (Shanghaï) (taël arg.)	7 47	3 96	3 97	3 91	3 88	3 86

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 21 juin 1895

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*	100 09	Billets *Allemands*....	99 91
En *Angleterre*	100 12	— *Anglais*	99 88
En *Autr.-Hongrie*...	101 30	— *Austro-Hongr.*	98 71
En *Belgique*	100 19	— *Belges*	99 81
En *Espagne*	115 80	— *Espagnols*	86 35
En *Grèce*............	178 »	— *Grecs*	56 17
En *Hollande*	101 05	— *Hollandais*....	98 95
En *Italie*	104 29	— *Italiens*	95 88
En *Russie*	147 77	— *Russes*........	67 67
En *Suisse*	100 25	— *Suisses*........	99 75
Aux *Etats-Unis*	100 78	Pièces des *Etats-Unis*.	99 22
Au *Mexique*	199 26	— du *Mexique* ...	50 18
En *Rép. Argentine*.	350 »	Billets *Rép. Argentine*.	28 57
Au *Chili*............	270 27	— du *Chili*	37 »
Au *Brésil*...........	262 62	— du *Brésil*.......	38 07
Aux *Indes*	172 46	Pièces des *Indes*	57 98
Au *Japon*...........	192 50	— du *Japon*......	51 94
En *Chine*...........	193 52	— de la *Chine*....	51 67

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 21 juin 1895.

Toujours des fluctuations insignifiantes sur le papier hollandais et allemand. La *Valuta* est à 205 25, un peu au-dessous de la semaine dernière, mais la perte est réduite à 1 30 0/0, en attendant que le pair soit atteint, ce qui ne saurait se faire attendre longtemps si le marché austro-hongrois ne commet pas d'extravagances.

Le papier espagnol est remonté à 427 50 sur la reprise de l'Extérieure et des autres valeurs.

Le change portugais rayé depuis si longtemps de la cote officielle vient d'y faire sa réapparition, il est à

425 pour 100 milreis, la perte ressort ainsi à 30 46 0/0. Le rouble est à 268.

Le Londres se tient au pair comme la semaine dernière; la perte sur le papier italien a un peu diminué; le New-York a encore baissé, il est à 514. S'il n'y a pas d'exportations d'or, c'est que le syndicat des bons intervient et fausse l'allure naturelle des courants en métaux.

CHANGES DE LONDRES : Cours moyens du jeudi, de Londres sur :

Valeurs à 4 mois	23 mai	30 mai	6 juin	13 juin	20 juin
Hong-Kong	2/2 1/8	2/2 1/4	2/1 7/8	2/2 1/8	2/2 ./.
Shanghai.	3/0 5/8	3/0 3/4	3/0 1/8	2/11 7/8	2/11 3/4
Yokohama	2/2 ./.	2/2 ./.	2/1 1/8	2/2 ./.	2/1 7/8
Valeurs à vue:					
Singapoure.....	2/2 1/4	2/2 1/4	2/2 ./.	2/2 ./.	2/2 ./.
Bombay	1/1 5/16	1/1 1/2	1/1 9/32	1/1 5/16	1/1 5/32
Calcutta.	1/1 5/16	1/1 1/2	1/1 5/16	1/1 5/16	1/1 5/32
Rio-Janeiro.	9 3/16	9 1/8	9 1/4	9 5/16	9 7/16
Valparaiso.....	17 3/4	17 5/1	17 11/16	17 11/16	17 5/8
Buenos-Ayres, prime de l'or..	258	249 1/2	242	244 ./.	250 ./
Argent en barres	30 3/4	30 3/4	30 1/2	30 9/16	30 3/8

Le papier sur l'Extrême-Orient est en baisse légère, sans autre raison que la lourdeur de l'argent métal sur le marché de Londres. Le Singapoure et la roupie sont calmes avec une nuance de faiblesse; le Rio gagne 1/8 et le Valparaiso perd 1/16, ces mouvements n'ont pas grande importance.

A Buenos-Ayres la prime sur l'or augmente, elle est maintenant de 250.

L'or est au pair à Londres et à Paris. L'argent métal a légèrement fléchi, la demande est languissante. Les piastres mexicaines ont été traitées à 30 d. 3/8 pour la Chine en quantités assez importantes.

Il n'y a pas eu cette semaine de modifications dans les taux officiels de l'escompte.

Encaisses. — Circulation fiduciaire

La *Banque de France* a gagné, cette semaine, 596.000 fr. d'or et 4.207.000 fr. d'argent. Voici le détail des mouvements d'or :

Entrées		Sorties	
Paris (Circulat.) ...	1.318.000	Succurs. (Circul.) ..	1.330.000
Matières	38.000	— pour les colonies et l'étranger.	10.000
Succurs. des colonies et de l'étrang.	580.000	Excéd. des entrées.	596.000
	1.936.000		1.936.000

Voici celui des mouvements d'argent :

Entrées		Sorties	
Paris (Circulat.)...	2.417.000	Succursales pour l'étranger et les colonies	820.000
Succurs — ...	2.235.000		
— étranger et colonies	375.000	Excéd. des entrées.	4.207.000
	5.027.000		5.027.000

La circulation des billets a baissé de 22 millions, il n'y a plus aujourd'hui que 5 0/0 de la circulation non couverte par le métal.

A la *Banque d'Allemagne*, l'encaisse totale a augmenté de 2.900.000 fr. et la circulation de 7.900.000 francs.

Les mouvements d'or à la *Banque d'Angleterre* se résument à une entrée de 188.000 liv. ou 4.700.000 fr venant d'Australie; la circulation ayant rendu 14.800.000 francs, l'augmentation du métal jaune est de 19.500 000 francs, la circulation a baissé de 2.700.000 fr.

On trouve à la *Banque d'Autriche-Hongrie* une augmentation de 200.000 fr. d'or, de 300.000 fr. d'argent et une diminution de 3.200.000 fr. dans les billets.

La *Banque de Belgique* a perdu 2.800.000 fr. de métal et diminué sa circulation de pareille somme.

A la *Banque d'Espagne*, l'encaisse or garde une fixité étonnante; on comprend qu'il n'y ait pas de sorties, puisque la Banque ne délivre pas d'or, mais on s'explique moins que, depuis plusieurs mois, il ne soit absolument rien rentré.

L'encaisse et la circulation de la *Banque des Pays-Bas* sont à peu près stationnaires, il en est de même dans les *Banques italiennes*. A la *Banque de Portugal*, comme à la *Banque d'Espagne*, le stock d'or est d'une invraisemblable immobilité.

La *Banque de Roumanie* a eu une sortie d'or de 700.000 fr. Ce drainage fractionné paraît être le principal souci de la direction de la Banque.

L'encaisse or de la *Banque de Russie* a baissé de 14.200.000 fr. et la circulation fiduciaire a augmenté de 23.300 000 fr.

Voici la situation de l'or dans cet Etablissement au 1/13 juin 1895 :

Encaisse de la Banque et fonds d'échange des billets de crédit............. Fr.	1.551.000.000
Fonds à l'étranger..........................	42.000.000
Or appartenant au Trésor en dépôt à la Banque................................	784.600.000
Total...	2.377.600.000

Les autres banques ne donnent lieu à aucune remarque intéressante.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

OR	EXPORTATIONS du 25 mai au 1er juin	EXPORTATIONS depuis le 1er janv.	IMPORTATIONS du 25 mai au 1er juin	IMPORTATIONS depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	»	8.087.500	95.834	13.568.380
France.........	»	11.916.400	130.235	4.103.988
Allemagne......	»	5.774.286	»	1.527.152
Autres pays....	173.200	8.596.563	18.771	398.143
Total 1895...	173.200	31.374.749	244.840	20.097.663
— 1894...	5.170.860	46.985.210	1.312.171	9.115.302
— 1893...	6.510.900	67.639.118	12.199	5.117.805
ARGENT				
Grande-Bretagne	920.885	13.253.051	»	40.739
France.........	»	»	»	3.364
Allemagne......	500	11.525	»	3.809
Autres pays....	»	585.755	32.277	574.985
Total 1895...	921.385	13.850.331	32.277	622.897
— 1894...	597.895	15.966.215	53.830	655.272
— 1893...	787.502	11.956.379	9.206	1.972.850

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	16 juin.	100.000.000 dollars
1895.....	2 juin.	70.600.000 —
1895.....	8 juin.	70.800.000 —
1895.....	15 juin.	66.300 000 —

Les mouvements d'or sont insignifiants; ceux d'argent ont, au contraire, une réelle importance. Londres achète d'une manière continue.

Quant à la situation monétaire on la dit satisfaisante : la réserve du Trésor est de 99.503.576 dollars et le syndicat doit lui verser 10.449.000 dollars sans préjudice d'une autre somme de 7.563.164 dollars pour le surplus des bons expédiés en Europe, c'est donc un total de 18.000.000 de dollars qui viendra s'ajouter à la réserve.

Le mauvais état du change à New-York ne permet pas d'espérer que ces ressources resteront longtemps intactes.

Les *Banques associées* ont perdu cette semaine 4.500.000 dollars de métal.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

La Question monétaire à Reims

M. Viger, ancien ministre de l'agriculture et membre du Conseil général de la *Ligue Nationale Bimétallique*, a prononcé, le 20 juin, un grand discours au Congrès des Agriculteurs, organisé à Reims à l'occasion du Concours régional agricole.

Nous en extrayons le passage suivant, relatif à la question monétaire :

Sur la demande qui lui en a été adressée, l'orateur tient à s'expliquer relativement à la question monétaire. Il estime que si la démonétisation de l'argent dans plusieurs parties de l'Europe a été un des facteurs de la baisse des produits qui nous viennent des pays à étalon d'argent, et s'il est nécessaire d'y porter remède, il lui semble excessif de rapporter presque uniquement à la rupture de l'équilibre entre la valeur de l'or et de l'argent monnayés toutes les causes qui, dans le monde entier, s'ajoutent les unes aux autres pour amener la dépréciation tant des produits bruts que des produits manufacturés.

Il tient à donner une idée du rôle de la monnaie dans les échanges et des transformations qui se sont opérées dans l'action des métaux précieux comme instruments libératoires depuis que la circulation fiduciaire a remplacé en grande partie la circulation métallique. Il faut aussi tenir compte, dans l'appréciation des faits relatifs aux échanges entre les peuples, de cette énorme quantité de valeurs mobilières qui doivent jouer un rôle considérable comme moyens de compensation dans les transactions qui s'effectuent entre les négociants du monde entier. Il faudrait donc non seulement étudier la question monétaire en elle-même, mais encore apprécier quelle est son importance dans les changes internationaux, dont les fluctuations dans la valeur de l'argent ne sont qu'un élément. Il estime, en conséquence, que les hommes d'initiative qui poursuivent courageusement l'œuvre qui consiste à réunir une conférence internationale monétaire, méritent l'approbation et les encouragements des agriculteurs ; mais, si cette question est d'une importance capitale, on ne saurait apporter trop de prudence dans l'étude des voies et moyens proposés pour la résoudre.

L'orateur s'élève, notamment, avec énergie contre la prétention qui consisterait à rétablir quand même, en France, la frappe libre de l'argent avec la valeur attribuée par la loi du 5 germinal an X, sans nous préoccuper des pays voisins et, notamment, de l'Allemagne et de l'Angleterre.

Nous avons eu, depuis 1878, l'invasion des blés d'Amérique qui sont venus amener sur notre marché une baisse redoutable ; il ne faudrait pas joindre, à cette cause de perte pour l'agriculture, l'invasion des lingots d'argent des mines d'Amérique qui ferait de la France, dont le crédit est aujourd'hui si solide, un véritable pays monométalliste argent isolé au milieu de nations monométallistes-or. La frappe libre de l'argent, si elle n'est point établie d'un commun accord entre toutes les nations, équivaudrait à la perte de son or et du crédit qu'il représente pour la nation qui, isolément, voudrait se livrer à cette entreprise. Mais, l'orateur sait qu'on peut compter sur la prudence des hautes personnalités qui dirigent le mouvement monétaire et sur la vigilance de notre distingué Ministre des affaires étrangères, pour sauvegarder les intérêts du crédit de la France au cas où des négociations viendraient à s'engager sur cette importante question.

En ce qui le concerne personnellement, M. Viger dit qu'il a consacré sa vie politique à la défense des intérêts agricoles, parce qu'il les considère comme étant de premier ordre pour la patrie et pour la République. Il continuera à être le défenseur des agriculteurs, de ces nourriciers du grand peuple qui, incessamment ballottés entre la crainte et l'espérance, victimes des intempéries comme des crises économiques, méritent la sympathie de tous les hommes de cœur, de tous les bons Français et ne sauraient être trop encouragés par le Gouvernement de la République.

La Conférence monétaire internationale

Contrairement aux assertions de plusieurs organes de la presse, la *Deutsch Sountogs Post* dit que le Gouvernement de l'Empire n'a nullement renoncé à convoquer une Conférence monétaire. En consultant les différents Etats le Gouvernement a tout particulièrement en vue d'amener une entente sur la question de savoir quels sont les engagements que l'Allemagne aurait à prendre en cas de convocation d'une Conférence.

La Production d'or et d'argent du monde

D'après un télégramme de Washington, en date du 14 juin, le Directeur de l'Hôtel des monnaies des Etats-Unis évalue la production de l'or du monde, en 1894, à 181.500.000 doll., soit une augmentation de 23 millions de dollars sur 1893.

La production de l'argent est évaluée à 214 millions de dollars, soit une augmentation de 1 million de dollars seulement sur 1893.

Le Directeur insiste, dans son rapport, sur ce fait que s'il y a une inexactitude dans ses calculs, ils sont plutôt au-dessous qu'au-dessus de la réalité.

Le Bimetallisme en Russie

La question bimétallique conquiert chaque jour de nouveaux partisans. Elle était négligée en Russie, où la dépréciation de l'argent passe inaperçue en l'absence de monnaie forte.

Néanmoins, le problème monétaire touche à tant d'intérêts divers que les esprits distingués, en Russie comme ailleurs, s'en préoccupent vivement.

Ainsi, M. Jean Sokalski, professeur des sciences sociales et de droit commercial à l'Université de Kharkov, nous envoie le premier livre qui ait été publié en Russie pour la défense du double-étalon.

M. Jean Sokalski a lu et étudié avec fruit la plupart des documents de la littérature économique, notamment les livres de notre rédacteur en chef, M. Edmond Théry.

Ajoutons qu'un compatriote de M. Sokalski, M. Stanislas Skarzinski a aussi traité la question de la valeur dans deux articles parus dans le *Moniteur des Intérêts matériels* de Bruxelles.

Rien ne prouve mieux le caractère universel de la question monétaire.

Le Bimétallisme aux Etats-Unis

On mande de Philadelphie au *Times* que la Convention argentine de l'Iowa, à laquelle assistaient 300 délégués, a voté une résolution en faveur de la libre frappe de l'argent.

L'Association des banquiers du Missouri a adopté une résolution contre la libre frappe de l'argent, suivant le rapport de 16 à 1, à moins que les autres nations n'adoptent une mesure analogue.

L'Etalon-Argent au Mexique

M. M. Romero, ministre du Mexique à Washington et ancien ministre des finances, a écrit pour la *Revue Nord Américaine* (*North American Review*) de juin l'étude suivante, qui fait ressortir d'une façon saisissante les avantages que le Mexique retire de son étalon-argent :

Je tiens tout d'abord à déclarer que je ne veux en aucune façon m'occuper de la question monétaire aux Etats-Unis, ni établir une comparaison entre ce pays et le Mexique, car cela serait tout à fait déplacé pour moi. Les Etats-Unis ont une telle supériorité sur le Mexique en ce qui concerne le progrès matériel, le commerce, l'industrie, l'agriculture, les salaires, l'éducation populaire, la richesse, la banque, et les facilités qu'elles offrent et sur un grand nombre d'autres points, qu'une pareille comparaison ne serait pas possible ; toutefois il est permis de dire que le Mexique n'a pas souffert comme les Etats-Unis de la crise financière. Je me bornerai donc à relater les avantages et les inconvénients résultant de l'étalon-argent pour le Mexique, de telle sorte que le lecteur puisse tirer lui-même ses conclusions.

L'étalon-argent n'a pas été choisi par le Mexique. Le Mexique étant le plus grand pays producteur de l'argent — les deux tiers du stock de métal blanc du monde proviennent de ses mines — l'argent a été notre seule monnaie pendant près de 400 ans. En le changeant contre un étalon-or on au-

rait provoqué une ruine générale, car nous ne produisons pas encore assez d'or pour baser notre circulation sur ce métal, et nos exportations ne sont pas encore assez considérables pour nous permettre d'acheter tout l'or dont nous aurions besoin. Le prix élevé de l'or est un grand stimulant pour l'exploitation des mines d'or et, si le taux actuel de l'or se maintient encore pendant un certain temps, je suis sûr que le Mexique sera, avant longtemps, un grand pays producteur de ce métal. Nous n'avons jamais eu de circulation de papier, soit national, soit de l'État ou des banques. Il est vrai que deux ou trois banques ont émis à présent des billets, mais ils n'ont pas cours légal. Ils sont convertibles en monnaie d'argent suivant le bon plaisir du porteur et, s'ils circulent librement dans les grandes villes où on les préfère en raison de leur commodité au dollar métallique, on ne les connaît ni dans les petites villes, ni dans les campagnes. La Banque émet, pour chaque place, des billets spéciaux remboursables dans cette place seulement ; on conserve ainsi l'ancien usage consistant à faire payer une prime élevée pour le change de la monnaie d'une place sur l'autre, le bénéfice des banques correspondant aux frais qu'il fallait payer pour le transport de la monnaie d'argent.

LES AVANTAGES DE L'ÉTALON-ARGENT POUR LE MEXIQUE

Le Mexique tire de l'étalon-argent les avantages suivants :

1° Etant donné que les principales nations commerciales ont un unique étalon-or, l'étalon et la circulation d'argent développent d'une façon très efficace les exportations de produits domestiques ; la raison en est que les frais de production, les salaires, loyers, taxes, etc., sont payés en argent et, par suite, le coût des produits, comparé avec leur valeur sur le marché, est sensiblement inférieur à celui des articles similaires produits ou récoltés dans les pays à unique étalon-or. Vendus sur les marchés à étalon-or, ces produits obtiennent des prix très rémunérateurs, car on les convertit en argent à un taux de change très élevé.

Ces conditions ont amené un grand développement de l'exportation de nos produits agricoles, parce qu'on en retirait de beaux profits ; par exemple, le café, dont le coût moyen de production, tous frais compris, ne dépasse pas 10 cents la livre, se vend, en or, environ 20 cents la livre sur les marchés étrangers. L'exportation d'autres produits agricoles, qui ne laissait pas de bénéfices quand l'or et l'argent étaient au pair, c'est-à dire quand le rapport était de 1 à 16, est aujourd'hui très rémunératrice parce qu'on nous renvoie en échange plus que nous ne perdons avec le prix en or de l'article. Tel est le cas pour les fèves qui, valant 8 cents, ne laissaient aucun bénéfice quand l'argent et l'or étaient au pair, tandis qu'aujourd'hui 8 cents en or, représentant environ 16 cents en argent, le prix est très rémunérateur. Jusqu'en 186[illegible], et pendant plusieurs années, nos exportations se chiffraient par 20 millions de dollars environ par an. En 1872-1873, elles se sont élevées à 31.594.004 dollars ; en 1888-89 elles sont montées à 60.158.423 dol. ; en 1891/92 à 74.467.714 dol. ; et en 1892-93 à 87.509.[illegible] dol. ;

2° L'étalon-argent est un puissant stimulant pour le développement de l'industrie indigène. En effet, les marchandises étrangères doivent être payées en or et, considérant le taux élevé du change, leur prix devient si élevé qu'il est avantageux de les fabriquer dans le pays même, où nos salaires plus bas facilitent encore les résultats.

Aussi augmentons-nous considérablement notre outillage industriel, spécialement nos filatures de coton, nos fonderies, etc., et nous fabriquons aujourd'hui plusieurs articles que nous tirions auparavant de l'étranger et cela, malgré la nature montagneuse de notre pays, malgré le manque de cours d'eau navigables, la rareté du combustible, toutes choses qui rendent l'industrie très onéreuse au Mexique. Mais nous trouvons à présent de grands gisements de charbon, et quand nos chemins de fer rejoindront nos exploitations houillères, les entraves diminueront dans de notables proportions. Une de nos lignes de chemins de fer, l'*International*, construite par M. C. P. Huntington et ses associés, a déjà atteint une exploitation houillère près de Piedras-Negras ; cette exploitation répond déjà en partie à nos besoins et même aux demandes de quelques régions du Sud Pacifique, mais bien entendu elle ne suffit pas pour le Mexique entier. Quand cette lacune sera comblée, nous n'aurons plus qu'à tenir compte du facteur des dépenses résultant du transport des matières premières aux usines et des produits manufacturés sur les marchés de consommation, à travers un pays montagneux et hérissé de difficultés — à moins qu'on ne découvre de nouveaux moyens de transport susceptibles de vaincre ces obstacles. Peut-être le Mexique utilisera-t-il, pour son industrie, les innombrables cours d'eau, presque des torrents, qui, descendant du sommet des montagnes, constituent une force puissante.

Actuellement une partie de l'outillage des Etats-Unis est amenée au Mexique ; cela ressort de l'extrait suivant du rapport annuel de M. Ing. Raoul, président de la Compagnie du *Chemin de fer National Mexicain* pour 1894 :

« Les ateliers de la Compagnie les plus vastes et les mieux outillés sont situés sur la rive nord du Rio-Grande, dans les Etats-Unis ; mais les augmentations de dépenses qu'entraîne leur mise en œuvre ont eu pour conséquence le transfert d'une grande partie du travail dans les ateliers du Mexique. Ceux-ci ne sont pas appropriés pour tout le travail de la voie, et le transfert de l'outillage du Texas s'imposera au point de vue économique si la situation respective du commerce et de l'industrie dans les deux pays ne se modifie pas. »

Le même résultat a été obtenu dans d'autres pays à circulation d'argent tels que : le Japon, la Chine et l'Inde, la dépréciation de l'argent ou les taux élevés des changes ayant obligé ces pays à fabriquer les articles essentiels pour la consommation indigène et les ayant incités même à exporter, au grand détriment de l'Angleterre et des autres vieux pays manufacturiers ;

3° Si la baisse de l'argent et la libre frappe au Mexique n'ont pas donné aux monnaies d'argent mexicaines — converties en monnaies étrangères ou vendues pour de l'or — une valeur supérieure à celle du métal blanc qu'elles contiennent, il n'en est pas moins vrai que la puissance d'achat du dollar-argent est, aujourd'hui, aussi grande au Mexique qu'elle ne l'a jamais été.

Les voyageurs qui passaient des Etats-Unis au Mexique ont été surpris de constater qu'un dollar-argent des Etats-Unis, contenant moins de métal qu'un dollar-argent mexicain, s'échangeait là bas contre deux dollars mexicains, alors que l'argent pur valait environ 59 cents l'once. Mais, dans cette opération, le dollar argent mexicain est vendu pour le prix du métal qu'il contient, tandis que le dollar argent des Etats-Unis représente un dollar-or et constitue une marchandise qu'on achète pour solder des dettes contractées aux Etats-Unis ou en Europe.

4° Le fait que les marchandises étrangères doivent être payées en or en rend le prix si élevé qu'il agit comme un droit protecteur vis-à-vis d'elles. Les protectionnistes considéreraient cela comme un notable avantage, bien que, pour ma part, je n'y attache pas grande importance.

5° Le fait de pouvoir convertir un dollar or en deux dollars-argent, quand on l'envoie au Mexique, incite les capitaux étrangers, provenant des pays monométallistes-or riches, à rechercher des placements au Mexique. Quand ces capitaux sont placés dans des marchandises de production que l'on vend sur les marchés des pays à étalon or, telles que le café, par exemple, les bénéfices réalisés par les prêteurs sont énormes.

6° Il y a un autre avantage, qui nous est particulier, découlant pour le Mexique de son étalon-argent. Avant l'établissement de nos chemins de fer, nos seuls articles d'exportation étaient les dollars d'or et d'argent — la frappe étant alors obligatoire de par la loi — car aucun autre produit ne pouvait supporter les frais élevés de transport. Comme conséquence, nous étions obligés, pour solder nos importations, d'exporter presque toute notre production d'argent, de telle sorte qu'il nous en restait très peu pour notre propre circulation. Nous avions ainsi à souffrir constamment d'une contraction monétaire ; la monnaie était devenue chère et le prix des salaires était très bas. Mais, aujourd'hui, la situation est inverse. Le bas prix de l'argent dans les pays d'outre-mer ne permet pas de retirer un bénéfice de son exportation, tandis que sa valeur, au Mexique, augmente son rendement dans toutes les industries ; nous exportons nos produits agricoles pour payer nos importations et nos obligations contractées en or, en conservant notre argent. Notre circulation s'accroît et nous avons un grand stock de monnaie dans nos Banques. Cette circonstance stimule l'industrie, maintient le niveau des prix et augmente les besoins de main-d'œuvre.

7° Beaucoup de nos millionnaires et un grand nombre d'autres Mexicains jouissant de revenus fixes préféraient, autrefois, vivre en Europe, où ils dépensaient leurs rentes ; mais le taux élevé du change ayant réduit leurs revenus dans des proportions considérables, la plupart d'entre eux sont revenus dans le pays et dépensent, aujourd'hui, leurs rentes au Mexique.

LES INCONVÉNIENTS DE L'ÉTALON-ARGENT

Les inconvénients de l'étalon-argent pour le Mexique sont les suivants :

1° Les importations se sont considérablement réduites parce que les marchandises étrangères, ayant à peu près doublé de prix quand on les vend payables en argent, ne sont plus à la portée de la classe moyenne.

2° Les fluctuations constantes du prix de l'argent sur le marché contribuent, plus encore que le bas prix de ce métal, à réduire les importations des marchandises étrangères, parce qu'elles rendent incertaine la valeur de ces marchandises quand arrive l'époque du paiement.

3° La réduction des importations réduit proportionnelle-

ment les recettes douanières qui, tout récemment encore, constituaient la principale source des revenus fédéraux du Mexique.

4° Les dépenses nationales se trouvent considérablement augmentées par le paiement en or des intérêts de notre dette extérieure; il en est de même pour d'autres charges de moindre importance, telles que les appointements de nos diplomates et de nos consuls. Comme il nous faut acheter des devises pour faire face au service des intérêts, le taux de 6 0/0 devient, en réalité, du 12 0/0 quand il s'agit de payer en or. Mais aujourd'hui nous pouvons acheter des devises à ceux de nos nationaux qui exportent des produits agricoles et qui réalisent des bénéfices de ce chef.

Il semblerait facile, pour le Mexique, de vaincre ces difficultés en décrétant le paiement en or de tout ou partie des droits d'importation; mais cette mesure créerait chez nous deux sortes de monnaies et l'or, ayant plus de valeur, tendrait à déprécier notre monnaie d'argent, ce qui serait très préjudiciable aux intérêts du pays. Il y a une autre objection sérieuse: nos droits d'importation sont déjà si élevés qu'on ne peut les augmenter. Si nous les percevions en or, il faudrait les réduire de cinquante pour cent environ; nous n'aurions, par conséquent, aucun bénéfice et nous augmenterions les inconvénients résultant des fluctuations du prix du lingot-argent; au contraire, en laissant les droits d'importation au tarif actuel et en en exigeant le paiement en or, on doublerait par cela même ce tarif et on encouragerait ainsi la fraude.

5° Pour combler le déficit des droits d'importation et l'accroissement des charges résultant des obligations contractées en or, il est indispensable de relever les impôts directs.

6° Nos chemins de fer sont également atteints. Ils perçoivent en argent le prix des transports, mais ils paient en or les intérêts de leurs obligations ainsi que le matériel qui leur est nécessaire.

7° Les transports de marchandises étrangères ont considérablement diminué, mais le trafic local s'est accru au point de compenser la perte résultant de ce chef, en laissant même un grand excédent.

8° Si les prix des objets nécessaires à l'existence des classes pauvres qui ne consomment pas de produits étrangers n'ont pas augmenté — sauf pour quelques rares articles de production indigène, dont les cours sont réglés par les marchés-or étrangers — les dépenses des classes moyenne et riche, qui consomment des produits étrangers, se sont accrues.

LES CHEMINS DE FER ET LES BANQUES

L'étalon-argent a eu d'autres effets au Mexique, mais je me suis borné à citer les plus importants; notre trafic intérieur s'est considérablement accru au grand profit de nos chemins de fer.

Voici, en effet, les extraits d'un rapport officiel: « Une comparaison avec le trafic de l'année antérieure démontre que, sauf en ce qui concerne les passagers, les pertes subies n'ont porté que sur les catégories qui sont touchées par les fluctuations du marché des changes entre le Mexique et les pays à étalon-or. Le trafic local, au contraire, a progressé d'une façon très satisfaisante, dans des proportions suffisantes pour compenser le trafic extérieur et pour réaliser les plus-values qu'accuse le résultat général. »

Le *Chemin de fer Mexicain du Nord* a payé, pour l'année finissant le 30 juin 1893, quatre dividendes trimestriels de 1 1/2 0/0 chaque, et un dividende extra de 2 0/0, représentant un total de 240.000 dol.

Le rapport annuel de la *Compagnie Internationale de Chemins de fer du Mexique*, pour l'année finissant le 31 décembre 1894, présenté par le président, M. C. P. Huntington, daté de New-York le 6 mars 1895, n'est pas moins satisfaisant:

« Les résultats nets de l'exercice — ainsi s'exprime M. Huntington — accusent une augmentation de 118.187 dol. ou de 5.76 0/0, pour les recettes brutes, et une diminution de 19.578 dol., ou de 1 1/2 0/0 pour les dépenses d'exploitation; le bénéfice total est de 137.765 dol., soit 18.38 0/0, au-dessus de 1893. C'est là un résultat très encourageant si on tient compte de la dépression générale des affaires aux Etats-Unis et du bas prix de l'argent qui n'a pas manqué d'exercer une influence défavorable sur les affaires de l'année. »

Le rapport du *Central Mexicain*, pour l'année finissant le 31 décembre 1894, donne 8.446.045 dol. pour les recettes brutes et 5.459.675 dol pour les dépenses d'exploitation, soit une plus value de 120 762 dol. pour les bénéfices nets, en comparaison avec l'exercice antérieur.

Les Banques ont payé, également, de bons dividendes. D'après le rapport de la *Banque de Londres et du Mexique* pour 1894, le dividende de cette année ressort à 10 0/0; pour l'exercice en cours on compte sur 15 0/0.

CONCLUSIONS

Au Mexique, nous ne souffrons pas d'une des principales causes du désarroi financier qui se manifeste dans d'autres pays, c'est-à-dire du bas prix des produits agricoles. Dans certains cas, le prix des marchandises d'un usage domestique s'est élevé dans de notables proportions, quand ce prix est réglé par la valeur attribuée à ces marchandises sur les marchés à étalon-or; c'est le cas du café, par exemple. Comme on exporte la plus grande partie de la récolte, et que le prix est réglé par les marchés à étalon-or, ce prix a presque doublé au Mexique, au grand profit des producteurs.

Nous avons plus de stabilité dans les prix, les salaires, les revenus, etc. Bien que nos salaires soient bas, ils ont eu, dans ces dernières années, une tendance à s'élever. Non seulement nos manufactures travaillent, mais elles prennent une grande extension et on établit de nouveaux outillages et de nouvelles industries. Au lieu de renvoyer nos ouvriers, nous pouvons leur donner à tous de l'occupation, et nous sommes même obligés d'en rechercher pour les entreprises dans certaines localités. Nos travailleurs trouvant de l'ouvrage et des augmentations de salaires, nous n'avons pas de grèves. Nos mines d'argent n'ont pas cessé d'être exploitées et elles nous donnent des bénéfices. Nous avons plus de monnaie disponible pour les transactions et pour faire face à l'accroissement des affaires; nous attirons plus facilement qu'autrefois les capitalistes étrangers, et le pays est indubitablement plus prospère qu'il ne l'a jamais été, bien que l'étalon-argent ne soit pas la seule cause de notre prospérité. Une des principales causes est, à coup sûr, la construction des chemins de fer; mais ils n'eussent pas été aussi rémunérateurs sans la production et la frappe de l'argent.

En résumé, si le fait d'avoir une monnaie dépréciée, quand nous nous en servons à l'étranger, constitue un inconvénient — soit pour payer des marchandises étrangères ou les intérêts de nos obligations contractées en or, et si cette dépréciation augmente, dans une certaine mesure, nos charges — les avantages que nous retirons de l'emploi de la monnaie d'argent dans toutes nos transactions sont si grands, qu'ils compensent largement, à mon avis, les inconvénients — s'ils ne les dépassent pas.

Malgré cela, nous aimerions à voir l'argent avoir la puissance libératoire qu'il avait avant sa démonétisation en 1873, et nous estimons que le monde devra revenir tôt ou tard au *Bimétallisme*. C'est là le seul moyen d'avoir un niveau de valeurs commun et plus stable et d'écarter les perturbations financières dont les nations commerçantes du monde souffrent si profondément.

Nous n'ajouterons qu'un mot: M. Romero est sans doute sincère quand il exprime l'espoir du rétablissement du *bimétallisme* dans le monde, car, fonctionnaire d'un rang élevé et ancien Ministre des finances dans son pays, il voit les choses de haut. Mais nous doutons fort que la plupart de ses compatriotes, industriels ou agriculteurs, soient de son avis. Nous publierons prochainement une étude qui nous est annoncée de Mexico, à ce propos: elle a trait à des créations d'industries nouvelles qui porteront un coup terrible aux Etats-Unis et à l'Angleterre.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 21 juin 1895.

Le marché a été assez irrégulier pendant toute la semaine; toutefois, la fermeté prédomine. La liquidation qui commence demain paraît devoir s'effectuer avec une grande facilité, car la spéculation s'est encore dégagée pendant cette dernière quinzaine et les titres doivent être entre des mains plus puissantes.

La *Buffelsdoorn Estate* a eu les honneurs de la semaine: elle gagne plus d'une livre à 6 11/16. L'assemblée générale a eu lieu le 13 juin à Johannesburg; le bilan de l'année 1894 lu à cette assemblée montre que bien que la Compagnie soit dans une période transitoire et qu'elle doive faire face à d'énormes dépenses pour augmenter le matériel et développer son sous sol, le compte profits et pertes se solde par un bénéfice de 34.000 liv. La Compagnie possède en caisse plus de 100.000 liv. espèces et a encore en réserve 50 000 actions qui sont à la souche. 124.000 tonnes de minerai sont en vue; le président, M. Rogers, a donné d'excellentes nouvelles sur les divers filons qui traversent l'immense

domaine de la Compagnie; dans certains endroits, la teneur du minerai a atteint 23 pennyweights (la moyenne dépassant 12 dwt). M. Rogers a également annoncé que la Compagnie filiale *Whitereef* sera reconstituée; les actionnaires de la *Buffelsdoorn Estate* auront un droit de préférence pour souscrire le capital-actions.

La hausse des actions ne doit pas être attribuée seulement aux déclarations faites à l'assemblée; mais aussi à l'arrivée en Europe de sir Edgar Vincent, qui rapporte une impression favorable de tout le district de Klerksdorp et principalement de la *Buffelsdoorn*. Le bruit a même couru qu'il aurait l'intention d'entrer dans le Conseil d'administration de cette Société.

La *Potchefstroom* a progressé de 1 ./. à 1 5/8, en sympathie avec la hausse de la *Buffelsdoorn*. On fait, du reste, de nouveau courir le bruit qu'elle a trouvé le filon de cette dernière. Il paraît à peu près certain que ce filon traverse la propriété.

La *Klerksdorp Estate* a profité du même mouvement pour se rapprocher du cours de 20/0. La *Eastleigh* a peu varié à 1 3/4.

Parmi les valeurs du district du Witwatersrand, la *Rand Mines* a perdu du terrain à 31 1/4. La *Nodderfontein* est franchement lourde à 16 1/4 par suite de grosses réalisations venant de Johannesburg.

Par contre, la *Langlaagte Estate* a profité de l'arrivée de son bilan en Europe, et plus encore du discours prononcé à son assemblée générale par le Président, discours dans lequel le pamphlet de M. Pollak a été réfuté. La durée de la mine serait, d'après les rapports des ingénieurs de la Compagnie, de 25 ans. Plus de 6.000.000.000 de tonnes de minerai seraient encore dans la mine, ce qui représenterait une somme de 12.600.000 liv. st. Les frais d'extraction étant évalués à 6.750.000 liv. st., il resterait une somme de 5.850.000 livres pour face aux dividendes et à l'amortissement du capital.

Les bilans de la *Langlaagte block B* et de la *Randfontein Estate*, Compagnies qui gravitent également autour de M. J.-B. Robinson, sont arrivés par le même courrier. Peu de choses à dire de ces Compagnies, sinon que, pour un capital de 550.000 liv. nominal, les bénéfices de l'année 1894 ne se sont élevés qu'à 22.637 livres et qu'il reste encore plus de 44.000 liv. de pertes à amortir avant que la Compagnie puisse songer à distribuer un dividende.

Quand à la *Randfontein Estates*, le bénéfice de l'année a été de 35.730 liv. pour un capital nominal de 2.000.000 de livres, le solde des pertes à amortir ultérieurement étant de 34.834 livres. En ce qui concerne cette Compagnie, il faut cependant, remarquer que ses soixante pilons n'exploitent qu'une infime partie de sa propriété : celle ci comprend, en effet, 31.334 acres anglais, sur lesquels la Compagnie a les droits miniers sur six mynpachts et, en outre, sur 901 claims enregistrés.

La Compagnie *Randfontein*, qui a déjà créé trois Sociétés subsidiaires, pourra évidemment en créer d'autres, bien que le chiffre de 16 filiales indiqué par le Président nous paraisse exagéré.

La *New Primrose*, qui a déclaré un dividende de 25 0/0 pour le premier semestre de 1895, contre 20 0/0 pour le deuxième semestre de 1894, se maintient très bien à 7 livres.

La *Glencairn* est également soutenue à 4 1/8 par son dividende de 15 0/0 pour le premier semestre 1895 contre 7 1/2 0/0 pour le deuxième semestre 1894.

La *Meyer and Charlton* a déclaré son dividende semestriel de 25 0/0 comme précédemment : elle est sans variation à 7 1/2.

La *Champ d'or deep* a progressé à 2 7/16 sur la nouvelle que l'assemblée générale avait ratifié la fusion de la Compagnie avec la *French Rand*.

La *Paarl Central* a bénéficié de quelques bons achats ainsi que la *Langlaagte Royal*. La *Henry Nourse* et la *Jumpers* n'ont pu conserver toute l'avance acquise la semaine dernière sur la nouvelle relative à l'affaire des bewardplatzen : le fait accompli a amené des réalisations.

On remarque de très bonnes tendances pour la *Village Main reef* à 7 1/2, la *Wolhuter* à 7 3/4, la *Van Ryn* à 9 1/16.

La *Simmer and Jack*, qui avait monté tandis que toutes les autres valeurs baissaient, subit un léger tassement à 16 1/2.

La *Nigel* recule à 7 1/8; son dividende trimestriel n'est que de 10 0/0, alors que certains s'attendaient à 15 0/0.

Parmi les valeurs de terrains, la *Chartered* a continué à faire très bonne contenance à 4 1/2. La *Goldfields* a franchi le cours de 10 liv.

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	1892	1893	1894	PRODUCTION 1893	1894	1895		COURS DU 14 juin	21 juin
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9 505	3.422	2	938	1 1/4	1 3/8
Bantjes	55 000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3 1/2	3 1/8
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg.	40	»	»	40	»	25	21.806	28 812	4	10 682	3 1/16	3 3/8
City and Suburban	85 000	1	65.000	24 — Main Reef..	50	80	»	»	100	25	46 815	75.264	4	39.074	26 1/8	26 3/4
Crœsus (New)	225 000	1	195.000	16 ½ — — ..	»	60	»	10	»	»	1.339	»	»	»	2 3/8	2 4/16
Crown Reef	120.000	1	120.000	19 — — ..	90	120	50	55	5	50	82 105	120 542	4	40.4 7	9 3/4	10 1/4
Durban Roodep	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	60 635	55.969	4	19 203	7 1/16	7 1/16
East Rand	650 000	1	650 000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	1.758	»	»	4 11/16	5 ./.
Ferreira	45 000	1	43 292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	150	66.108	75.817	4	27 174	17 3/4	17 3/4
Geldenhuis Estate	200 000	1	187.500	190 acres Elandsf...	80	40	15	10	25	30	47.431	59 130	4	17 713	6 11/16	6 3/4
Heriot (New)	85.000	1	73.250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	40	22.773	49.494	4	23.105	10 3/4	11 11/16
Henry Nourse	125 000	1	125 000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	22 220	29.245	4	8.935	7 /	6 3/4
Jubilee	30.000	1	30.000	10 ¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	20	30.066	27.071	4	9.2:1	10 1/2	10 3/8
Jumpers	100.000	1	100.000	39 —Doornfont.	100	»	»	»	25	55	44.49	63.037	4	18 682	6 1/8	5 15/16
Langlaagte Estate	500 000	1	467.000	31 — — .	160	»	10	20	30	45	101.909	140.159	4	48.857	5 9/16	5 7/8
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres — .	50	»	50	45	60	55	34.737	33 858	4	11 038	7 1/2	7 1/2
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5/8	5/8
New Aurora West	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M. R.	40	»	»	10	5	»	10.686	»	»	»	1 1/4	1 3/8
— Primrose	240.000	1	240.000	51 cl. Elndsft.. Turft	100	»	15	27 ½	40	40	83.777	89.250	4	44 828	6 15/16	7 1/16
Nigel	160 000	1	159.895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47 ½	50	50	46 007	51.542	4	16.586	7 /.	7 1/4
Pioneer	21 000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37 ½	»	10.191	10.949	3	3 073	6 ./.	6 ./.
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watva-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	29.045	42.127	3	12.811	44/0	44/3
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	31 /	31 1/8
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kietf	50	»	»	10	15	»	35 451	22 162	4	8.927	3 1/2	3 7/8
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	16	161.133	176 611	4	55 058	9 ./	9 1/2
Salisbury (New)	100 000	1	93 000	5 claims — .	70	»	»	30	10	»	24.851	20 7 9	4	6 718	4 7/8	5 1/4
Simmer and Jack	85 000	1	83 000	120 acr. Elandsfont..	100	»	30	40	40	30	39.666	63 033	4	30 313	16 3/8	16 5/8
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. — ..	20	»	55	»	50	100	11.681	16.248	4	4.2.2	2 /	2 ./.
Wemmer	55 000	1	46 300	12 ½ claims M. R..	30	»	10	»	»	»	24.297	43 110	4	22 860	11 3/	11 1/2
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — — .	40	50	»	»	»	10	25 948	30.309	4	9.544	7 5/16	7 3/4
Worcester	130.000	1	90.727	10 — — .	40	»	10	17 ½	15	70	18.527	30.412	4	8.574	4 3 8	4 1/2

Paris, le 21 juin 1895.

Sur notre *Marché des Mines d'or*, nous ne restons pas tout à fait aux plus hauts cours pratiqués dans ces derniers jours. C'est, comme toujours, l'approche de la liquidation de Londres, qui commence demain samedi, qui amène quelques réalisations. Toutefois, ces réalisations ne pèsent pas plus que de raison sur l'ensemble, dont la fermeté, en dépit de tout, n'est pas à nier.

La *New Primrose* gagne 1 fr. 25 à 181 25; *Randfontein*, plus lourde à 55 31 1/4, en recul de 2 fr. 81 1/4; *Buffelsdoorn*, 165 62 1/2, en grand progrès sur les bruits répandus à Londres au sujet du précieux concours qu'elle se serait acquis. *Robinson*, également en avance à 237 50, gagnant 6 fr. 56 1/4; *Geldenhuis*, par contre, en recul de 7 fr. 50 à 167 50; *Chartered* 115, presque sans changement sur son cours antérieur de 115 62 1/2; *New Kleinfontein* 145, bénéficiant d'une plus-value de 10 francs; *Durban Roodepoort* 113 12 1/2 également en progrès de 10 francs; *Ferreira* 444 37 1/2 contre 438 75; *Simmer and Jack*, perdant un peu, à 413 12 1/2, de la grande avance qu'elle avait prise précédemment; *Lower Roodepoort* 22 50, contre 24 75.

Les actions de la *Great Western Gold Mining Company* s'inscrivent en hausse à 51 francs, pendant que l'action *Zapovan* est demandée à 13 francs. On dit que les essayages faits sur divers points de cette dernière mine ont donné comme résultats de 2 à 55 onces d'or à la tonne. On ajoute que la mine possède sur le carreau 7.000 tonnes de *tailings* qui ont été reconnus comme contenant de 4 à 5 onces à la tonne.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.
Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	14 juin			21 juin		
	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)........	102 70	34 23	2 92	102 12	34 04	2 93
Consolidés anglais (ch. f. 25 fr. 20)	106 20	38 61	2 58	106 30	38 65	2 58
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)...	103 10	25 77	3 87	102 75	25 6[illegible]	3 89
Belgique 3 %................	101 »	33 66	2 97	101 25	33 75	2 96
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.) ..	67 25	16 81	5 94	68 30	17 07	5 85
Grèce 5 % 1881 (en suspension).	172 »	» »	» »	176 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam).	101 12	28 89	3 46	101 12	28 89	3 46
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)..	104 7	26 18	3 81	104 60	26 15	3 82
Italie 4 % net................	89 12	22 28	4 48	90 »	22 50	4 44
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)....	96 75	32 25	3 10	97 5	32 50	3 07
Portugal 3 % (1 fr. net).........	26 15	26 15	3 82	25 82	25 82	3 87
Roumanie 5 %...............	102 »	20 40	4 90	103 »	20 60	4 85
Russie 3 % or 1891 libéré.......	93 20	31 06	3 21	93 70	31 23	3 20
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)......	66 »	13 20	7 57	68 40	13 68	7 31
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)..	101 50	25 37	3 94	101 75	25 43	3 93
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	101 75	33 91	2 92	102 »	34 »	2 94
Turquie convertie 1 % série D..	25 95	25 95	3 85	26 15	26 15	3 82
— Priorité 4 % 1890......	495 »	24 75	4 04	495 »	24 7	4 04
Consolidé Prussien 3 % à Berlin)	99 25	33 08	3 02	99 37	33 12	3 01

Situation Financière générale

France. — Il continue à être difficile de bien diagnostiquer la situation de la Bourse de Paris. On voudrait certainement que la fermeté s'imposât; malheureusement l'arrêt temporaire que l'on a signalé dans les négociations relatives à l'Emprunt sino-russe contribue à prolonger l'abstention à laquelle semble vouée, pour le moment du moins, une partie du monde des affaires. Aussi, et après des velléités de relèvement presque général de la cote, reste-t-on plutôt lourd au dernier moment, sur la *Rente Française*, et sur la *Rente Italienne* en particulier. Quelques valeurs, comme le *Suez*, sont aussi en moins-value. Quelques-unes de nos *Sociétés de Crédit* ne conservent pas toute l'avance qu'elles avaient conquise. Par contre et toujours, bonne tenue des actions de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer*.

Allemagne. — Le discours pacifique de l'empereur Guillaume II et l'espoir que l'emprunt sino-russe ne sera pas émis avant l'emprunt international chinois, ont provoqué une hausse sur le marché allemand. Mais la spéculation se trouve entravée par le resserrement monétaire; les avances pour report sont recherchées à 4 1/8 et ne sont plus consenties au dessous de 4 1/4. La *Banque de l'Empire* elle même a dû relever le taux de son escompte particulier sur le marché libre.

L'événement financier du jour est la progression du *3 0/0 Consolidé prussien* qui, émis successivement à 87 0/0 en 1890, à 84 40 en 1891 et à 86 60 en 1892 a touché le pair. Bien qu'il ne s'y soit pas maintenu, on peut dire que le nouveau taux de capitalisation de la Rente prussienne est accepté, désormais, par le public allemand.

Angleterre. — Le marché anglais n'a pas montré beaucoup d'animation, mais ses tendances se sont sensiblement raffermies et c'est, en grande partie, à la bonne tenue des places étrangères que cette amélioration est due.

La situation économique continue à donner des indices satisfaisants et les diverses statistiques publiées montrent un commencement de reprise.

La situation politique est moins favorable; le cabinet Rosebery voit son autorité diminuer de jour en jour et les conservateurs qui, jusqu'à présent, avaient laissé aller les choses, paraissent vouloir précipiter les événements.

Autriche-Hongrie. — La crise ministérielle autrichienne a abouti à la constitution d'un Cabinet de transition, présidé par le comte Kielmansegg, mais, après une séance d'activité, la Bourse de Vienne est revenue au calme.

Aussi bien, le taux de l'escompte atteint 4 0/0 et le prix des reports varie entre 6 et 11 0/0 en coulisse.

L'attention du monde financier se porte sur les conférences des deux Ministres des finances, autrichien et hongrois, au sujet du programme monétaire et du renouvellement du privilège de la *Banque d'Autriche-Hongrie*. On annonce que cet Etablissement va payer un acompte de 15 florins, soit 2 1/2 0/0, sur le dividende de l'exercice en cours.

Espagne. — Le marché espagnol a une meilleure allure; on y a enregistré de nombreux rachats du découvert qui s'expliquent par l'approche de la liquidation.

Les Cortès ont terminé la discussion du budget et la Reine régente a sanctionné la loi relative aux obligations du Trésor.

Sous l'influence de meilleures nouvelles de la Grande Antille, les cours des *billets hypothécaires de Cuba* se sont relevés; on ne paraît plus redouter une forte baisse sur ces valeurs.

Italie. — La perspective de l'adoption du programme financier de M. Sonnino a servi de prétexte aux haussiers italiens.

La spéculation romaine s'est portée surtout sur la rente, mais l'ensemble de la cote a bénéficié du mouvement ascendant.

Il y a un point sur lequel tout le monde est d'accord : c'est le désir du Ministre du Trésor de fermer complètement le Livre de la Dette publique et de poursuivre l'unification de toutes les dettes en deux titres 4 1/2 0/0 intérieur et 4 0/0 extérieur. Confiant dans le relèvement des forces économiques et financières de son pays, M. Sonnino jette les bases de la conversion des titres italiens pour l'époque où ils auront dépassé le pair.

Russie. — On se réjouit fort, à Saint-Pétersbourg, de la signature du traité de commerce avec le Japon, coïncidant avec l'émission du premier emprunt chinois par l'intermédiaire de la Banque Impériale.

En ce qui concerne la situation des finances russes, les états provisoires des Caisses publiques et des correspondants à l'étranger, pour les deux premiers mois de 1895, accusent une plus-value de 9.810.000 roubles-

crédit par rapport à la période correspondante de 1894.

Par contre, les dépenses du budget extraordinaire sont en augmentation de 3.837.000 roubles-crédit.

Tout compte fait, l'excédent des ressources du Trésor impérial s'élève à 28.247.000 roubles-crédit.

FRANCE

LA SITUATION

La Politique : La Réforme des Boissons. — La France à Kiel. — L'Envoi au Président de la République du Collier de Saint-André. — Le Gouverneur général de l'Afrique occidentale. — L'Expédition de Madagascar.

La séance de jeudi, à la Chambre, a été consacrée, presque tout entière, à la discussion du régime de l'abonnement des bouilleurs de cru, contenu dans le troisième paragraphe de l'article 2 du projet de loi de réforme de l'impôt des boissons. Cet abonnement sera conclu de gré à gré entre le Directeur des Contributions indirectes, ou son Délégué, et le bouilleur de cru. En cas de désaccord, celui ci pourra s'adresser, pour faire fixer le taux de l'abonnement, au juge de paix qui désignera, s'il y a lieu, un expert. La décision du juge de paix sera définitive. Toutefois, le bouilleur de cru pourra renoncer à l'abonnement.

Voici le texte de l'article 2 :

Art. 2. — A l'égard des bouilleurs de cru qui distillent les vins, cidres, poirés, lies, marcs, cerises, prunes, prunelles, pêches, mûres de ronces et hydromels provenant de leur récolte, il est fait une distinction suivant la nature et la capacité des appareils servant à la distillation.

Chez ceux qui font usage d'appareils à marche continue, ou d'appareils chauffés à la vapeur, ou bien encore d'alambics ordinaires d'une contenance supérieure à 5 hectolitres, le produit effectif de la fabrication est pris en compte et devient passible des droits.

Ceux qui n'employent que des alambics ordinaires d'une contenance totale n'excédant pas 5 hectolitres auront la faculté de s'affranchir des exercices en réclamant le régime de l'abonnement. Cet abonnement, basé sur le nombre de jours de travail, la capacité et la force productive des appareils, la nature et la quantité des matières mises en œuvre, sera conclu de gré à gré entre le directeur des Contributions indirectes, ou son délégué, et le bouilleur de cru. En cas de désaccord, le bouilleur de cru pourra demander que le taux de l'abonnement soit fixé par le juge de paix. Celui-ci, s'il le juge utile, commettra un expert unique. La décision rendue par le juge sera définitive. Toutefois, le bouilleur conservera la faculté de renoncer à l'abonnement.

Toutes convocations et significations seront faites par lettres recommandées.

La décision du juge de paix sera visée pour timbre et enregistrée gratis.

L'ensemble de cet article a été voté par 332 voix contre 193.

Un amendement de M. Gustave Rivet, tendant à exempter de tout abonnement et de toute prise en charge les propriétaires récoltants qui ne distillent pas plus de 20 litres d'alcool pur a été renvoyé à la Commission, qui l'examinera en même temps que d'autres analogues relatifs à la consommation de famille.

La Chambre a repoussé l'amendement de M. Philippon, par 321 voix contre 242. Cet amendement inscrivait dans la loi que l'abonnement est un forfait, c'est-à-dire qu'une fois l'abonnement payé le bouilleur pourra vendre tout l'alcool produit, sa quantité fût-elle supérieure à celle fixée par l'abonnement, sans avoir à payer les droits sur l'excédent.

⁓ Le Conseil des ministres s'est réuni, le 15, à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure. M. Leygues, ministre de l'Intérieur, qui était rentré à Paris dans le cours de la matinée, a pu prendre part à la fin de la séance du Conseil.

Le Conseil, dans une réunion antérieure, avait approuvé le projet de M. Chautemps tendant à créer un gouverneur général de l'Afrique occidentale, ayant sous ses ordres, au point de vue politique et militaire, les colonies du Sénégal, du Soudan, de la Guinée française et de la Côte d'Ivoire.

Le Conseil a approuvé le choix fait par le Ministre des colonies de M. Chaudié, inspecteur général des colonies, pour ce poste de gouverneur général de l'Afrique occidentale. M. Laroche, préfet de la Haute-Garonne, avait décliné l'offre qui lui avait été faite de ces fonctions.

M. le colonel Boilève, de l'infanterie de marine, actuellement à Cherbourg, est nommé commandant en chef des troupes de l'Afrique occidentale.

La nomination du gouverneur civil du Soudan aura lieu incessamment.

Le Ministre de la guerre a communiqué au Conseil la dépêche suivante, envoyée par le général Duchesne et qui lui était parvenue au cours même de la séance :

Majunga, 15 juin, 8 h. 15 matin.

« Hovas se retirent sur Andribo. Ont brûlé seulement un hangar et laissé établissements Suberbie presque intacts. »

Le Ministre des finances a fait signer le projet de loi qui tend à la suppression des receveurs particuliers des finances.

Le Ministre de l'Instruction publique a fait signer le projet de loi relatif à la constitution des universités, et qui complète la loi de 1893.

Aux termes de ce projet, les corps de facultés institués par la loi de 1893 et déjà pourvus, par cette loi, de la personnalité civile, prennent le nom d'*universités*.

Les droits d'études, d'inscriptions, etc., seront attribués à chaque université et affectés aux dépenses de laboratoire, bibliothèque, création de nouveaux enseignements. Mais les droits d'examens de diplômes continueront à être perçus aux frais de l'Etat.

⁓ La Chambre des députés a continué, le 15, la discussion de la réforme du régime des boissons. L'amendement de M. de Saint-Quentin, tendant à n'imposer la déclaration qu'aux bouilleurs de profession, a été repoussé par 326 voix contre 201. La Chambre rejette également, sans scrutin, l'amendement de M. Malzac tendant à remplacer les droits de fabrication, de circulation et de vente en gros des alcools par un droit réparti sur les détaillants.

L'article 1er, qui impose la déclaration à tout fabricant d'alcool sans exception, est adopté par 338 voix contre 150.

⁓ Avant de reprendre la discussion de la réforme des boissons, la Chambre a adopté, le 17, la proposition de loi accordant un sursis d'une année aux étudiants en médecine et en pharmacie et aux aspirants au doctorat en droit, pour obtenir le diplome qui les dispense des deux ans de service militaire nécessaires, après un an de présence sous les drapeaux.

La Chambre a ensuite repoussé une disposition additionnelle de M. Vallé à l'article 1er de la loi de réforme des boissons et tendant à affranchir de la prise en charge et de l'exercice les propriétaires ou fermiers qui distilleront les vins, marcs, cidres, etc., provenant exclusivement de leur récolte.

⁓ Le Ministre de la marine a reçu, le 17, la dépêche suivante de l'amiral Ménard :

« Kiel, 17 juin, 2 h. 35. — Nous avons trouvé l'escadre russe à la sortie du Grand-Belt, au cap sud de l'île Langeland. Nous avons échangé les saluts aux marques distinctives et fait route de conserve jusqu'à l'entrée du port de Kiel. »

⁓ Le Tzar a fait envoi au Président de la République du collier de Saint-André, auquel était jointe une lettre autographe.

La cérémonie de la remise de l'ordre de Saint-André et des autres ordres russes a eu lieu, le 17, à deux heures, au palais de l'Elysée.

⁓ Le 18, la Chambre des députés a continué la discussion de la réforme des boissons.

L'article 2 et divers amendements ont été renvoyés à la Commission.

Au début de la séance, la Chambre a voté, urgence déclarée, une proposition de loi, fixant au 15 juin 1901 et au 15 juin 1904, l'expiration des pouvoirs des conseillers généraux et d'arrondissement élus en 1895 et en 1898.

⁓ L'amiral Ménard et son état-major ont été reçus, à Kiel, le 18, par le prince Henri de Prusse, frère de l'Empereur d'Allemagne.

⁓ Le 20, la Chambre des députés a adopté par 332 voix contre 191 l'article 2 du projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons.

⁓ Les ministres se sont réunis, le 20, en Conseil de cabinet au Ministère des finances, sous la présidence de M. Ribot.

Le Conseil s'est occupé de diverses questions extérieures et intérieures en cours et des questions à l'ordre du jour des Chambres. Notamment, le Ministre du commerce a longuement entretenu le Conseil de la question des accidents du travail en vue des déclarations qu'il doit faire à la Commis-

*

sion sénatoriale à laquelle le projet a été renvoyé par le Sénat.

Marché Financier. — Si le marché n'avait pas en perspective le prochain Emprunt *Sino-Russe* on n'aurait à enregistrer, sur la plupart des valeurs, que des cours absolument nominaux. Mais cet Emprunt sinon annoncé, tout au moins attendu, et auquel on s'apprête à participer, a forcé le monde financier à rester encore sur la brèche et à différer son départ. Rester et ne faire absolument rien n'est guère possible; aussi, de temps en temps, a-t-on à enregistrer quelques rares transactions, qui ne suffisent pas, toutefois, à alimenter la Bourse, et qui n'aboutissent qu'au maintien relatif de la cote.

Nous sommes donc, en dépit de tout, au grand calme; et les rares qui croyaient en des incidents quelconques à Kiel, sont aujourd'hui déçus. Il ne s'ensuit pas moins, au dernier moment, une nuance de lourdeur qu'expliquent du reste les bruits répandus. On parle d'un arrêt survenu dans les négociations relatives à l'opération dont nous venons de parler plus haut; mais cet arrêt, au fond, n'a rien d'extraordinaire, lorsque l'on songe que l'on négocie en même temps à Saint-Pétersbourg et à Pékin. En tout cas il ne porte pas préjudice à l'arrangement définitif que l'on espère, et qui est, malgré tout, en très bonne voie.

★ ★ La *Rente 3 0/0* perpétuelle, que nous laissions vendredi dernier à 102 75, reste à 102 12 1/2 après 102 30 au plus haut, et en tenant compte du coupon trimestriel détaché lundi — coupon dont elle avait un moment regagné une notable partie — en bénéfice pour la semaine de 0,12 1/2 centimes. On fait remarquer que, depuis quelques jours, le *comptant*, sur ce titre est plutôt offert. Mais comme il existe à terme quelques vendeurs à découvert, comme d'un autre côté la fermeté s'impose en vue de l'émission à laquelle nous faisions allusion plus haut, il est à croire que l'on s'efforcera, pour la fin du mois, de pousser encore un peu plus les cours. *Primes* absolument sans entrain *Ecarts* fin juin : 0,12 1/2 centimes dont 0,25 c. ; 0,25 centimes dont 0,10 centimes; *Ecarts* fin juillet 0,45 centimes dont 0,50 c. ; et 0,65 centimes dont 0,25 c.

La *Rente 3 1/2 0/0* s'établit à 107 72 1/2 contre 107 70 vendredi dernier. *Rente 3 0/0 amortissable* 101 25, en avance de 0.25 centimes. C'est le premier juillet qu'il sera détaché, sur ce fonds, un coupon de 0,75 centimes.

★ ★ Peu d'affaires sur les actions de la *Banque de France*, qui s'inscrivent à 3.580 fr. contre 3.630. Les bénéfices nets des escomptes et intérêts divers des vingt six premières semaines du semestre en cours s'élèvent à 2.431.799 fr. contre 5.740.037 fr. en 1894; 5.108.295 fr. en 1893; 6.818.729 fr. en 1892; 10.532.101 francs en 1891, et 7.605.744 fr. en 1890.

★ ★ Le *Crédit Foncier de France* reste au cours d'il y a huit jours, c'est-à-dire à 905 fr. Dans sa séance hebdomadaire du 19 courant, le Conseil d'administration de notre grand Etablissement hypothécaire a autorisé pour 4.413.509 fr. de nouveaux prêts, dont 3.990.200 fr. en prêts fonciers, et 423.309 fr. en prêts communaux.

Comme dans tous ces derniers temps, les *Obligations Foncières et Communales* restent fermement tenues. L'*Obligation Foncière 1877* monte de 402 75 à 405 50 ; *Obligations Communales 1879* sans changement, mais demandées à 503 fr.; *titres estampillés* 488 25, comme vendredi dernier; *Foncières 1879*, 498 50; *Communales 1880* en légère faiblesse de 0,50 centimes à 499 50 ; *Foncières 1883*, 467 fr.; *Foncières 1885* 497 fr., sans variation ; *Cinquièmes* 101 50, en bénéfice de 0,50 centimes; *Communales 1891 tout payé* 396 50 ; *Communales 1892 entièrement libérées*, 507 75, en recul de 2 fr. 25; *Obligations Foncières 1895*, 480 fr. A ce prix, un franc d'intérêt correspond à un capital de 35 francs environ, alors que, pour d'autres obligations à lots, un franc d'intérêt exige un capital de 38 fr. 40; *Bons à Lots 1887*, 76 50; par contre, *Bons 1888* en bénéfice de 2 fr. à 70 fr.

★ ★ Dans notre précédent *Marché Financier*, nous parlions de l'excellente tendance des actions de nos grandes *Sociétés de Crédit*. Cette tendance ne s'est pas démentie un moment, bien que nous ne restions pas aux plus hauts cours sur les principales. La *Banque de Paris et des Pays-Bas* passe de 815 fr. à 823 francs 75, mais revient aux mêmes cours de 815 francs. *Crédit Lyonnais*, 817 fr. 50 contre 818 fr. 75; *Comptoir National d'Escompte*, 585 fr., en moins-value de 2 fr. 50. Cette Société vient d'obtenir gain de cause dans l'action que lui intentaient certains porteurs de l'ancien Emprunt *Dom Miguel*, qui se trouvent déboutés des revendications formulées par eux. Le bilan, au 31 mai, de cet Etablissement, se fait remarquer par une augmentation du *portefeuille d'effets de commerce*, de 33 millions de francs. Par contre, il y a diminution de 40 millions dans les reports, de 3 millions dans les agences hors d'Europe, et de près de 2 millions dans les participations financières; mais en prenant en considération les autres variations, l'*actif* ne s'en est pas moins accru de 27 millions. Au *passif*, les *comptes de chèques* sont en avance de 7 millions, les *bons à échéance* fixe de 1.400.000 fr. et les *comptes courants* créditeurs de 2 millions environ.

Le *Crédit Industriel et Commercial* gagne 2 fr., à 562 fr. Ses affaires ont continué à prospérer dans le courant du mois de mai; toutefois l'augmentation globale sur le mois précédent n'est que de deux millions de francs; mais on sait que l'activité de cet Etablissement ne se dément pas, et qu'elle ne s'écarte pas des règles de la plus stricte prudence. *Société Générale* 495, contre 496. Son bénéfice, pour les cinq premiers mois de 1895, s'établit à 1 555.446 fr., accusant ainsi, à 3.400 fr. près, le même résultat que pendant la période correspondante de 1894. C'est aux guichets de cette Société, à Paris, et dans ses succursales, que s'effectuent les opérations relatives à la conversion des obligations de la *Compagnie de Rio-Tinto*, dont nous parlons plus loin.

La *Banque Internationale de Paris* justifie, de plus en plus, les appréciations optimistes que nous avons, à divers reprises, formulées à son sujet. Elle progresse de 555 à 567 50, après avoir fait 570 fr. au plus haut. Nous nous reportons à ce que nous disions encore à son sujet ici même, il y a huit jours. *Banque Parisienne* en léger progrès de 2 fr., à 426 fr.

La *Banque de l'Algérie* revient de 764 fr. à 745; *Groupe des Immeubles* calme: les *actions* sont plus faibles de 2 fr. 75, à 33 fr. ; *Obligations remboursables à 1.000 fr.* 165, contre 163 50; *Obligations 4 0/0* sans changement, à 187 fr.; *Obligations 350 fr. payés* 245 fr., en perte de 3 fr. pour la semaine. *Société Foncière Lyonnaise* 345, contre 346; *Sous-Comptoir des Entrepreneurs* 100 fr., en réaction de 1 fr. 25; *Crédit Mobilier* 71 25, en perte de 8 fr. 75; par contre, *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* demandée à 601 25, contre 600 fr.; *Banque Hypothécaire d'Espagne* 492 fr.

★ ★ Pour la 23e semaine de 1895 (du 4 au 11 juin), les recettes de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer* accusent une augmentation de 1.861.606 fr. 43 sur la période correspondante de 1894. Toutes les lignes, à l'exception du *Nord* participent à cette augmentation. A l'heure actuelle, les résultats obtenus depuis le 1er janvier dernier sont en plus-value de 1 686.308 fr. 90 sur ceux de la période correspondante de 1894.

En ce qui regarde les actions de ces entreprises, mentionnons qu'elles sont toujours recherchées par les portefeuilles. Le *Midi* gagne 2 fr. 50 à 1.328 75; *Nord* en bénéfice de 4 francs à 1.849; *Orléans* ferme mais sans variation à 1.580; *Lyon* 1.478 75 à terme, contre 1.475 à terme et 1.480 au comptant il y a huit jours; *Ouest* 1.095, en avance de 3 fr. 50; par contre *Est* en moins-value de 5 fr. à 955.

Les titres de la Compagnie du *Sud de la France* ont été très agités cette semaine. Le Sénat, en effet, a ajourné la convention nouvelle passée avec le Gouver-

ment, dont nous parlions à cette même place samedi dernier encore. Cependant cet ajournement n'a été déterminé que par la réclamation d'un sénateur du département du Var, au sujet de certains avantages à concéder à son département. Bien plus, le Ministre des Travaux publics se propose, assure-t-on, d'examiner promptement sous quelle forme il pourrait donner satisfaction aux réclamations produites, et représenter le projet de convention au vote du Sénat. En attendant, mentionnons que cet ajournement ne peut avoir les conséquences que quelques-uns entrevoient. En effet, la *Compagnie du Sud de la France* n'a, comme créanciers, que ses seuls obligataires qui n'ont jamais eu à subir de retard dans le paiement de leurs coupons semestriels. D'un autre côté, on parle d'une combinaison à l'étude en ce moment, et qui correspondrait au remaniement du capital-actions, tout en donnant satisfaction complète à tous. Quant à la liquidation de la Compagnie, elle n'est pas à envisager, à cause des engagements contractés avec l'Etat et qui lui assurent les sommes suffisantes non seulement au service de ses obligations, mais encore au paiement d'un petit dividende sur les actions. Malgré tout, les *actions* ont reculé de 288 fr. à 260, pendant que les *obligations 3 0/0* fléchissent de 9 fr. à 420.

★ ★ On a beaucoup bataillé cette semaine autour des *Actions Suez*, et grâce à des bruits divers mis en circulation et sur lesquels nous ne nous appesantirons pas. On les trouve à 3.265 en clôture, en recul de 30 fr. pour la semaine. *Parts Civiles* 2.260 contre 2.257 fr. 50. Au sujet du *Suez*, relatons un détail mentionné au bulletin décadaire de la Compagnie. L'expédition de Madagascar a occasionné le transit par le canal, du 1er janvier au 10 mai, de 34 navires de guerre ou vapeurs affrétés qui ont donné une recette de 835.732 francs 34. *Compagnie Parisienne du Gaz* 1.077 fr. 50, en bénéfice de 7 fr. 50 après même 1.080 au plus haut.

Les *Messageries Maritimes* s'établissent à 613 contre 615; *Chargeurs Réunis* 1.230 contre 1.260; *Compagnie Générale Transatlantique* en recul de 13 fr. 75 à 345 fr. Cette entreprise reste chargée, mais à titre provisoire seulement, et jusqu'au 1er juillet 1896, des services maritimes entre la France et l'Algérie, pour lesquels elle touche 620.000 fr., au lieu de 800.000 fr. Pendant ce temps, la *Compagnie Transatlantique* recouvre sa liberté, et peut organiser des services privés selon les besoins du trafic.

Les *Omnibus de Paris* sont sans variation à 1.084 francs; *Voitures à Paris* 577 50, bénéficiant d'une avance de 4 fr. 50; *Compagnie Française des Métaux* 265 francs, en recul de 7 fr.; *Anciens Etablissements Cail* 205 contre 210. La *Grande Distillerie Cusenier*, plus lourde aussi, à 715 francs, et perdant 9 fr.; par contre, *Compagnie Française des Mines d'or* 136 25, en progrès de 3 fr. 75. Les *Lots du Congo*, dont le tirage vient d'être effectué, perdent 1 fr. 25, à 97 50. *Rio-Tinto* 409, en recul de 11 francs. Cette Compagnie, comme nous le laissions pressentir samedi dernier, procède à la conversion de ses 215.000 obligations 5 0/0, de 1re, 2e et 3e hypothèques, à l'aide d'une émission de 3.600.000 liv. st. d'obligations 4 0/0 de première hypothèque.

Toutes les anciennes obligations seront payées au pair avec les intérêts le 19 juillet 1895, et cesseront de porter intérêt à partir de cette date. Les nouvelles obligations 4 0/0 pourront être nominales ou au porteur. Elles seront de 20, 100, 200 et 500 liv. st. avec coupon payables par trimestre en livres sterling. Le premier coupon sera payable le 1er octobre 1895. On recevra jusqu'au 27 juin 1895 inclusivement les souscriptions qui seront faites en échange des obligations 5 0/0. Les souscripteurs qui échangeront leurs anciennes obligations contre les nouvelles recevront la totalité des obligations nouvelles qu'ils auront souscrites. Pour chaque 100 livres des anciennes obligations 5 0/0, les souscripteurs recevront 100 livres d'obligations nouvelles 4 0/0 et un boni en espèces de 2 livres qui sera payé le 5 juillet. De plus, le coupon du 1er juillet sera payé de la manière ordinaire. La souscription en espèces métalliques aura lieu le 20 juillet et sera fermée le même jour. Le prix d'émission est de 98 0/0. Mentionnons encore que la Compagnie se réserve le droit d'augmenter son amortissement et de rembourser en partie les obligations existantes, après le 30 juin 1905, en prévenant 28 jours à l'avance.

Les *Nitrate Railways* cotent 432 50 à terme et 440 au comptant, contre 430 vendredi dernier; *Lagunas Nitrates*, 147 50, en avance de 2 fr. 50; *Compagnie Générale des Nitrates*, sans changement, à 162 50.

La *Lautaro Nitrate*, dont les actionnaires sont convoqués en assemblée générale à Londres pour le 25 juin, s'établit à 205 fr. contre 195 fr. Les comptes de l'exercice 1894 se soldent par un bénéfice brut de 165 912 liv. st., et par un bénéfice net de 120.011 liv. st. Après différents prélèvements, dont 14.000 liv. st., au compte *Rachat d'obligations*, le solde disponible s'établit à 88.763 liv. st. De cette somme, 82.500 liv. st. sont applicables à la répartition d'un dividende total de 15 0/0, dont 7 1/2 0/0 ont déjà été distribués en janvier dernier, et au report à nouveau de 6.263 liv. st. D'après les déclarations du Conseil d'administration, la *Lautaro Nitrate* a été, pendant toute l'année 1894-95, le plus gros producteur du nitrate de soude.

Le *Groupe Corinthe* est délaissé; l'action de la *Société Hellénique* cote 105 fr. contre 105 50, pendant que l'*Obligation 6 0/0* revient de 177 fr. à 176. Les recettes de la décade, du 2 au 11 juin, s'établissent à 8.658 *drachmes* et 54 *francs en or*, pour 85 bateaux jaugeant 9.118 tonnes.

Actions Wagons-Lits, en bénéfice de 1 franc, à 406. Les recettes de la Compagnie, du 1er janvier au 10 juin, accusent une augmentation de 411.511 fr. sur la période correspondante de 1894. *Grands Moulins de Corbeil*, 425 contre 430. *Action Malfidano*, sans changement, à 945 fr.

Sur le *Petit Marché en Banque*, les actions de la *Garnde Fabrique de Papier* s'échangent aux environs de 100 fr.

★ ★ On a, cette semaine, d'excellentes nouvelles du Brésil. Le Gouvernement vient de déposer le nouveau budget, qui comporte des dispositions très favorables dont profiteront aussi les porteurs étrangers de *Fonds Brésiliens*. Aussi le *4 1/2 0/0 1888 Brésilien* monte-t-il de 77 55 à 79, pendant que le *4 0/0 1889* s'élève de 74 25 à 75 65.

★ ★ La *Rente Extérieure Espagnole* est mieux tenue. De 67 25 elle monte à 68 30, après 68 70 au plus haut, gagnant ainsi 1 fr. 05 pour la semaine. La baisse a rencontré une opposition sérieuse, et comme Barcelone et Madrid témoignent de dispositions moins défavorables, comme, d'un autre côté, les nouvelles de Cuba sont à l'avantage des troupes gouvernementales et que nous sommes à la veille du coupon trimestriel, on paraît disposé ici à attaquer sérieusement les vendeurs à découvert. Reste à savoir si aucun incident ne viendra contrecarrer, d'ici la liquidation, les dispositions de la spéculation à la hausse.

En concordance, les *Obligations Hypothécaires de Cuba* sont en reprise. Les *6 0/0 1886* progressent de 427 50 à 443 75, et les *Obligations 5 0/0 1890* gagnent 12 fr. 50 à 395.

★ ★ Tendance bien meilleure sur la *Rente Italienne*, dont le report ne s'est élevé, en liquidation, qu'à 10 1/2 centimes (12 et 9 centimes cotés). Sur ce titre, il existe aussi un coupon à détacher le 5 juillet et c'est ce coupon de 2 francs que l'on semble vouloir escompter. Cependant, au dernier moment, on reste à 90 fr., après 90 40 au plus haut, contre 89 12 1/2. Le bénéfice pour la semaine, report inclus, ne s'en élève pas moins à 0,87 1/2 centimes.

★ ★ Les *Fonds Russes* sont calmes, mais fermes. Les *Consolidés 1re et 2e séries* gagnent 10 centimes à 102 55; *Russes 3 0/0 1891 et 2e Emission 1894*, 93 70, en avance de 50 centimes; par contre, *Russe 3 1/2 0/0* en léger recul de 10 centimes, pendant que l'*Orient* s'établit à 67 75 contre 67 70 vendredi dernier.

★ ★ Les *Fonds Serbes* sont en reprise : le *5 0/0 1890*, que nous laissions à 66 fr., s'élève à 68 fr. 40. Le coupon trimestriel d'intérêt de cet emprunt, à l'échéance du 1er juillet, sera payé à partir de cette date, comme nous le mentionnons dans nos annonces de ce jour.

★ ★ Sans profiter considérablement, les *Valeurs Ottomanes* attestent d'une très grande fermeté. Le *Turc B* s'avance de 30 centimes, à 44 80 ; *Turc C* 28 70, en bénéfice de 40 centimes ; *Turc D* 26 15 contre 25 95 ; *Douanes* 515, sans changement ; *Ottomanes 1894* 487 francs contre 486 25 ; *Banque Impériale Ottomane* 730, en avance de 1 fr. 25.

L'*Obligation Smyrne-Cassaba* est à 438 fr. L'assemblée générale des actionnaires a eu lieu le 12 courant, à Constantinople. Au nombre des résolutions votées à l'unanimité, nous trouvons celle qui a rapport à la création de 15.000 obligations supplémentaires décidée par le Conseil d'administration en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'assemblée générale extraordinaire du 4 octobre 1894. Ces 15.000 obligations supplémentaires resteront à la souche pour n'être utilisées que dans la proportion où la ligne à construire dépasserait en longueur les prévisions premières. *Obligations Salonique-Constantinople* 323 fr. 75. On annonce, de Salonique, l'ouverture prochaine de la gare de *Drama*, ce qui portera à environ 230 kilomètres, la longueur du réseau déjà exploité.

QUESTIONS DU JOUR

LES

Mines d'Or du Transwaal

Nous avons publié, la semaine dernière, l'impression que sir Edgar Vincent, directeur général de la *Banque Ottomane*, avait rapportée de son voyage au Transwaal. Voici aujourd'hui la primeur des principaux passages d'une étude des plus remarquables, écrite par un financier érudit, connaissant à fond cette grandiose question des Mines d'or Sud-Africaines, et dont les détails prouveront à nos lecteurs que, s'il faut se méfier des affaires de Mines d'or créées et lancées au hasard, il n'en est pas moins vrai que la région du Transwaal est la première région aurifère du monde et que ses entreprises minières parfaitement étudiées, créées, dirigées et administrées par des hommes compétents et honorables, doivent y donner, d'une manière presque mathématique, des résultats que nulle autre entreprise industrielle ne peut espérer.

Nous venons d'ailleurs de réunir sur cette importante question un ensemble de documents qui vont nous permettre de l'étudier sous toutes ses faces.

E. T.

Le Transwaal, qui, en raison de ce qu'on pourrait appeler la vulgarisation moderne des voyages, ne peut être rangé parmi les contrées vraiment lointaines, est aujourd'hui connu comme s'il était à nos portes. Et il est connu non seulement par ce qu'ont pu nous en apprendre les personnes intéressées à son développement ou aux affaires qui y naissaient, mais encore par les témoignages de personnalités détachées de toute préoccupation individuelle et se livrant sans arrière-pensée à une étude minutieuse et impartiale du pays, depuis le correspondant du *Times*, dont les lettres, publiées en 1892, ont été si heureusement traduites en français par le colonel Baille, jusqu'à M. Henri Bousquet, envoyé spécial du *Journal des Débats*, en passant par M. Schmeisser, délégué officiel du Gouvernement allemand.

Or, tout le monde est d'accord pour reconnaître l'extraordinaire richesse minière et agricole du Transwaal, et pour prédire à cette région privilégiée le plus brillant avenir.

A l'époque où nous avons écrit nos premières études, nous n'avons fait qu'enregistrer, en les atténuant encore par un sentiment de prudence que l'on comprendra, ces appréciations flatteuses et souvent enthousiastes, parmi lesquelles figuraient les affirmations très catégoriques formulées, dans ses premiers rapports, par notre excellent et zélé consul, M. Aubert, le même dont le dernier travail, mal lu et mal interprété, comme nous le démontrerons tout à l'heure, sert en ce moment de texte aux attaques.

D'une façon générale, la valeur du Transwaal n'est plus à démontrer. Elle est passée dans le domaine des faits acquis, avec lesquels on ne discute plus. Aussi serait-il superflu d'insister. M. Hamilton Smith, ingénieur américain de la plus haute autorité, s'est trouvé parfaitement d'accord avec M. Schmeisser, envoyé du Gouvernement allemand, pour conclure à l'existence, dans les champs du Rand, de près de neuf milliards d'or. Ces deux personnages, également qualifiés et poursuivant des objectifs différents, puisque l'un était, en quelque sorte, un examinateur officiel, et que l'autre opérait pour guider les participations de certaines puissances financières, sont arrivés sensiblement au même chiffre. Et tous deux reconnaissent que ce chiffre est forcément inférieur à la vérité absolue, attendu que l'un et l'autre n'ont exploré que dix huit kilomètres du Witwatersrand, et que, dans les soixante kilomètres négligés, on découvre chaque jour de nouvelles mines. Exemple : la *Modderfontein*, à l'est, et la *Randfontein*, à l'ouest, qui ont donné les brillants résultats que l'on sait.

Pour prendre une opinion moyenne, basée sur l'ensemble des calculs des auteurs les plus compétents, on peut admettre que le Witwatersrand seul contient pour plus de onze milliards d'or. Et il importe de remarquer qu'une exploitation de sept années n'a jamais démenti les évaluations de MM. Hamilton Smith et Schmeisser.

Donc, si le Transwaal est riche, s'il renferme, rien que dans une fraction du Witwatersrand, neuf milliards d'or, comment peut-on appliquer l'épithète générale « d'affaires véreuses » aux entreprises qui ont pour but de mettre en valeur ces richesses et d'extraire cet or ? Il faut évidemment que les capitaux versés n'aillent pas à leur adresse, et que les entreprises soient fictives. En est-il ainsi ? Cette question fait sourire. Mais comme il faut discuter même avec l'absurde, nous répondrons simplement en indiquant le chiffre des sommes dépensées sous toutes les formes pour les besoins de leur exploitation par un certain nombre de Sociétés minières.

Il serait infiniment trop long de relever les éléments d'un tel travail pour toutes les mines Sud-Africaines. D'autre part, nous ne voulons pas nous exposer au reproche d'avoir choisi arbitrairement nos exemples. Le 10 juin 1893, alors que, sans prévoir encore que les choses marcheraient à pas de géant, nous nous efforcions, dans nos premières études, d'attirer l'attention du marché français sur le Transwaal, nous avons cité neuf Sociétés minières, auxquelles nous avons consacré une notice. Comme il serait difficile d'admettre que nous avons, il y a deux ans, préparé des arguments pour la cause actuelle, ce qui ferait vraisemblablement trop d'honneur à notre perspicacité, c'est de ces neuf mines que nous allons nous occuper.

Les dépenses que nous enregistrons ici comprennent seulement l'achat de la propriété, les machines et le matériel, les constructions et les travaux permanents (grands puits, digues, réservoirs, etc.). Nous n'y avons fait entrer ni les frais d'exploitation courante, ni le compte de « développement de la mine » (galeries, tranchées, puits à air, etc.), que les Compagnies amortissent annuellement et qui représentent des chiffres considérables.

Le total des sommes ainsi dépensées par ces neuf mines s'élève à 123.109.775 fr., ainsi répartis :

City and Suburban..........Fr.	8.326.850
Crown Reef....................	7 648.725
Ferreira..........................	5.001.175
Meyer and Charlton	3.395.675
Jumpers..........................	3.575.500
Jubilee..........................	1.288.450
Langlaagte Estate.............	14.826.500
Robinson	75.351.150
Simmer and Jack	3.695.750
Total.................Fr.	123.107.775

En présence d'un tel total, dont les éléments sont indiscutables, il est difficile de dire que des affaires qui ont donné lieu à de tels travaux reposent uniquement sur les brouillards de la Tamise. Il est donc permis de conclure, dans cet ordre d'idées, que les fonds versés ont bien été employés à la mise sur pied des entreprises.

Passons à un autre point de vue.

Ces affaires jouissent d'un marché à Johannesburg d'abord, à Londres ensuite, et enfin sur le continent. Pour qu'on justifie l'intention de tenir le marché français en dehors de ce concert général, il faut qu'une telle prétention soit appuyée sur une désastreuse expérience ; en d'autres termes, qu'il soit établi par des faits que les mines d'or réservent des déceptions certaines, ou même, si l'on veut, simplement probables, aux capitalistes qui ont engagé leur argent dans ces valeurs. Encore conviendrait-il de discuter, au nom seul des principes de la liberté commerciale, la légitimité d'une semblable tutelle. Mais c'est là un point sur lequel nous reviendrons plus loin. Pour l'instant, examinons la marche des cours des neuf Sociétés que nous avons prises comme exemple, depuis 1892 jusqu'à l'époque actuelle. Le tableau ci-dessous donne les fluctuations de leur marché, pendant cette période, par trimestres. Pour prendre seulement les points extrêmes (janvier 1892 15 juin 1895), nous trouvons les écarts suivants, *tous* dans le sens de la hausse :

	(En Francs)
La City and Suburban a passé de	103 12 à 662 50
Le Crown-Reef....................	112 50 à 250 »
La Ferreira........................	237 50 à 446 »
La Jubilee........................	84 36 à 262 50
La Jumpers........................	56 25 à 150 »
La Langlaagte Estate..........	73 44 à 138 75
La Meyer and Charlton	73 44 à 193 75
La Robinson........................	81 25 à 237 50
La Simmer and Jack...........	101 56 à 430 »

Devant cette plus-value sur des valeurs que nous ne choisissons pas aujourd'hui après coup, mais qui faisaient partie de l'ensemble des probabilités heureuses que nous signalions il y a déjà deux ans, le seul regret que l'on soit en droit d'exprimer, c'est que l'éducation du public français en ce qui concerne le Transwaal ait été si longue à se faire, et que nos capitalistes et nos financiers aient autant tardé à s'intéresser à ces valeurs Sud-Africaines, qui, certes, représentent néanmoins pour eux aujourd'hui un beau bénéfice, mais qui, s'ils avaient pris part plus tôt au mouvement, leur auraient offert une rémunération infiniment plus large.

Comment peut-on admettre que, ces faits étant établis, on nous dise que l'épargne française a eu tort de porter son attention du côté du Transwaal ?

On tient la réponse toute prête : comme il est impossible de contester la hausse de ces valeurs, on l'attribue à la spéculation pure.

Là encore, l'argument est facile à réfuter. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le rendement des mines dont nous venons de parler. On verra alors si la plus-value de ces titres est due à des manœuvres qui, dans tous les cas, seraient singulièrement persévérantes, ou si elle traduit simplement les résultats de la production. Or, voici quel est l'écart entre les deux productions de 1892 et de 1894 :

City and Suburban...*Onces*	29.125 à	75.266
Clown Reef.................	70.212	120.546
Ferreira....................	48.233	77.745
Jubilee	17.319	27.071
Jumpers	20.652	55.3 1
Langlaagte Estate.........	88.981	146.515
Meyer and Charlton.......	22.332	33.859
Robinson...................	170.171	176.347
Simmer and Jack	38.654	62.004

On ne comprend pas pourquoi on éprouve le besoin d'expliquer par la spéculation pure une hausse justifiée simplement par l'accroissement de la production et du rendement. Et encore convient-il de remarquer que l'augmentation immédiate et constatée de la production n'est pas le seul élément qui puisse motiver la hausse, et qu'il en est d'autres, comme les espérances résultant de nouveaux sondages, de riches découvertes voisines, de facilités à se procurer de l'eau, du développement des voies d'accès, des perfectionnements de procédés et d'outillage, que la sagacité des capitalistes a parfaitement le droit d'escompter.....

Voilà donc un ensemble d'entreprises qui représentent de grosses dépenses industrielles, un rendement progressif et une importante plus-value. Tout cela est constaté, établi et impossible à nier. Sont-ce là des affaires véreuses?

Comment, dans ces conditions, des esprits honnêtes et impartiaux peuvent-ils se laisser aller, sans approfondir les choses, à des préventions irraisonnées? Tout simplement parce que les adversaires du Transwaal ont trouvé une formule, et qu'il n'y a rien de tel qu'une formule pour faire faire son chemin aux bonnes idées comme aux mauvaises. La « formule » n'a besoin d'être ni géniale, ni profonde. Il suffit qu'elle soit brève, légèrement imagée, suffisamment vague, et surtout qu'elle ait une allure ironique, de nature à poser en sceptiques avisés et renseignés, ceux qui s'en emparent pour la resservir à d'autres. Ici, la formule est celle-ci : « Les Anglais sont en train de nous repasser leurs rossignols ». N'essayez pas de répondre que le Stock-Exchange paraît regretter assez souvent ces rossignols, puisque le marché anglais rachète fréquemment, comme il l'a fait pour la *Ferreira*, la *Randfontein* et la *Simmer and Jack* (et en supportant tout le poids de la hausse), les titres qu'il avait vendus au marché de Paris. Dernièrement encore, pendant la période de stagnation qui marque, au Stock-Exchange, le Derby d'Epsom, les promoteurs de la campagne de baisse ont fait un énergique effort, et des ordres de vente sont venus de Paris en grande quantité. Dans cette Bourse à demi désertée en raison d'une fête traditionnelle et presque nationale, cette abondance d'offres pouvait aboutir à une forte dépression du marché. Or, le public anglais ne s'est pas ému et a racheté tous les titres que lui envoyait le marché de Paris. N'invoquez pas cet exemple probant et qui date d'hier: On ne discute pas avec la formule, mais on la laisse tomber toute seule devant les faits et le bon sens.

La vérité est qu'une sorte de pénétration mutuelle, une entente spontanée, réalisée par la force même des choses, s'est établie sur la question des mines d'or entre les places de Paris et de Londres, et que ce phénomène économique a pour conséquence une extension considérable et, par suite, une favorable élasticité du marché général. Voilà ce que comprendront facilement tous les gens qui préfèrent le raisonnement aux formules toutes faites.

De ce qui précède, il nous est permis de conclure que les mines d'or du Transwaal existent, qu'elles produisent, qu'elles ont représenté jusqu'à présent un bénéfice certain pour l'épargne française, et que les capitaux sortis de France peuvent y rentrer du jour au lendemain avec une large plus-value, par les reprises, déjà expérimentées sur une grande échelle, du marché anglais.

Si nous avions besoin de preuves plus concluantes que celles énoncées ci-dessus, nous pourrions corroborer notre opinion par d'autres témoignages, et nous trouverions précisément nos meilleurs arguments dans le rapport de M. Aubert, qui a été — maladroitement d'ailleurs — exploité par les détracteurs du Transwaal.

Disons tout de suite que le passage de ce travail qui a donné lieu à ces interprétations erronées est le suivant :

« L'attention des capitalistes français s'est particulièrement portée, dans ces derniers temps, sur les valeurs minières et, plus spécialement, sur celles de la République Sud-Africaine. Les achats faits en France ont produit une hausse considérable sur les valeurs courantes, relevé les cours des valeurs médiocres et fait paraître de nouveau à la cote celles qui ne valaient rien.

« Il est de mon devoir de prémunir le public français contre un engouement qui pourrait l'entraîner, sinon à la ruine, du moins à des pertes fort sensibles. »

M. Aubert est, incontestablement, un des meilleurs consuls que la France ait à l'étranger. Il a, depuis fort longtemps, attiré l'attention du public français sur l'avenir du Transwaal, dans une série de rapports qu'on a mis, hélas, infiniment moins d'empressement à vulgariser que celui dont s'est actuellement emparée la polémique, rapports qu'il fallait aller laborieusement déterrer dans de mystérieux bulletins et qui, presque invariablement, étaient « à la reliure ». M. Aubert possède, comme tous les agents de notre Administration — et c'est à leur honneur — un sens très net des responsabilités qui lui incombent, et il obéit à un sentiment aussi respectable que légitime en adressant à la prudence du public un énergique appel. Une conduite contraire aurait eu, d'ailleurs, de quoi surprendre, et on ne voit pas bien un personnage officiel, tel qu'un consul, conseillant à l'épargne d'aller de l'avant. Le moins que puisse faire un tel fonctionnaire, c'est de mettre ses concitoyens en garde contre « l'engouement », c'est-à dire non pas contre les participations raisonnées et réfléchies à des entreprises choisies, mais contre l'emballement et la fièvre qui suppriment l'examen et annihilent le contrôle. On ne peut qu'approuver pleinement le représentant des intérêts français à Prétoria. D'autant plus que, après avoir donné ce gage à la sagesse, il fait très nettement connaître sa pensée tout entière, soit par l'énoncé de faits ou de chiffres probants, soit par des appréciations personnelles formulées de la façon la plus précise.

Dans le domaine de ces appréciations ainsi mises en avant par ce Consul qui habite depuis si longtemps le pays, et qui a suivi, avec un zèle éclairé, toutes les phases de son développement, nous relèverons tout d'abord celle-ci :

« Prise dans son ensemble, la situation commerciale, industrielle et financière de la République Sud-Africaine a été des plus favorables pendant l'année 1894. Le commerce a fait des progrès notables : *la production des mines a atteint un chiffre inconnu jusqu'à ce jour*. Les cours des valeurs minières se sont relevés, grâce surtout aux achats faits en France.

« *Les faillites ont été rares*. Les revenus publics donnent un excédent constant. Le pays est désormais en communication directe, par chemins de fer, avec les ports de la colonie du Cap au sud, avec la baie Delagoa à l'est, et sera prochainement relié par voie ferrée avec Durban, dans la colonie de Natal. On trouve donc réunis, dans la République Sud-Africaine, tous les éléments qui peuvent en assurer la prospérité et le développement, sous un gouvernement sage, prévoyant, attentif aux besoins du pays, prêt à les satisfaire et même à les devancer. »

Voilà, certes, un tableau qu'on pourrait qualifier d'optimiste si la prudence même montrée par l'auteur du rapport, et sa compétence particulière, ne nous édifiaient pas sur sa scrupuleuse exactitude. Et ce n'est certainement pas en s'appuyant sur la constatation « du rendement des mines s'élevant à un chiffre inconnu jusqu'à ce jour » que des censeurs mal inspirés ont pu prononcer les mots « d'affaires véreuses » et « d'escroquerie ».

D'ailleurs, si nous nous en rapportons aux nomenclatures si consciencieuses que nous fournit M. Aubert, nous trouverons mieux que des paroles, quelque autorisées qu'elles soient : nous trouverons des chiffres. Nous remarquerons que, parmi les importations de 1894, la dynamite figure pour 6.506.375 fr. représentant 2.742.952 kilogs d'explosifs. Nous noterons que les machines entrent dans ces totaux pour 29 millions et demi de francs, chiffres ronds, en augmentation de 9.747.000 fr., sur l'année précédente. On ne peut trouver une preuve plus complète de l'activité croissante des mines.

Si nous cherchons maintenant, dans le rapport, l'opinion de notre Consul sur le rendement des mines, nous trouverons, après un tableau qui explique cette opinion, le jugement suivant, assez fortement motivé, comme on va le voir :

« Il en résulte (du tableau) que le rendement des mines du Witwatersrand, ou du Rand, comme on dit communément, suit une progression constante depuis 1887. Il n'était alors que de 787 kilog. Il est successivement monté à 7.156 kilog. en 1888; à 11.480 kilog. en 1889; à 15.384 kilog. en 1890; à 22.673 kilog. en 1891; à 37.643 kilog. en 1892; à 45.967 kilog. en 1893, pour atteindre le chiffre de 70.448 kilog. en 1894.

« Ce n'est pas cependant, ajoute M. Aubert, que le nombre des Compagnies exploitant les gisements aurifères ait augmenté. Au contraire : il a beaucoup diminué. Mais les entreprises qui subsistent travaillent plus systématiquement, plus sérieusement, plus énergiquement que par le passé. «

On nous permettra bien de conclure de ces affirmations que la sélection des valeurs s'est faite, et qu'il y a une précieuse garantie d'avenir dans cette double constatation des perfectionnements apportés aux conditions du travail, et de la progression formidable et ininterrompue qui, en huit ans, a centuplé la production.

Du reste, le rapport entre ici dans des détails presque techniques. Il nous dit que, si le nombre des bocards n'a que peu augmenté (1.805 en 1890; 2.064 en 1892; 2.260 en 1894), leur poids s'est accru de telle sorte que les têtes de bocards qui broyaient de 2 à 2 1/2 tonnes auparavant, en broyent aujourd'hui environ 4. Il nous dit encore que le traitement des résidus a pris, en 1894, une extension considérable, et qu'il a produit, pendant cette année 20.892 kilog. au lieu de 11.417 kilog. en 1893. Il ajoute que des Compagnies spéciales se sont créées pour acheter les résidus et les traiter chimiquement. Il passe en revue les différents procédés chimiques employés pour le traitement de ces résidus, et annonce que l'on songe déjà à reprendre le traitement des sous-résidus !

Il est difficile de démontrer d'une façon plus explicite et plus péremptoire l'intensité d'une industrie. Et pourtant, comme si cela ne suffisait pas, M. Aubert, dont le rapport est bien décidément un modèle d'étude minutieuse, ajoute ceci :

« Pour donner une idée de l'importance, au point de vue commercial, du centre minier du Witwatersrand, voici, d'après le rapport de la Chambre des Mines, qu'elle a été la consommation de 67 Compagnies travaillant, en 1894, avec des machines d'une force de 19.998 chevaux-vapeur. »

Ce total, en fournitures de toutes sortes, dont on trouvera le détail au rapport, depuis les fourrages jusqu'aux câbles, depuis les détonateurs jusqu'au mercure, atteint £ 2.463.341 (fr. 61.583.525).

Tout cela est-il illusoire?

Nous pourrions continuer, non pas la discussion de ce rapport, car il n'y a pas à discuter, mais sa simple analyse. Nous pourrions enregistrer les données qu'il nous offre sur les différents autres districts du Transvaal où commencent à s'épanouir les exploitations aurifères, et noter, par exemple, ce passage instructif re-

latif au Klerksdorp et au Potchepstroom : « Ce district qui n'avait pas, jusqu'ici, réalisé les espérances qu'on en concevait a vu sa production triplée en 1894. Elle a été de 2.416 kilog. tandis qu'elle n'avait été que de 322 en 1891, de 549 en 1892 et de 781 en 1893. »

Tel est le travail dont on a cherché à faire un réquisitoire contre les entreprises aurifères du Transvaal.

Mais nous en avons dit assez pour démontrer, de la façon la plus formelle, pour tout esprit impartial, que la réserve signalée par nous dès le début de cette analyse du rapport n'est que l'expression d'un scrupule honorable et une invitation, à l'adresse du public, d'avoir à se renseigner exactement.

Là, comme sur le reste, nous sommes absolument d'accord avec M. Aubert, et d'ailleurs avec tous les gens de bon sens.

Nous arrivons maintenant à un point très délicat et qu'il convient d'aborder avec une déférente réserve : le Gouvernement s'engagera-t-il dans la voie où quelques initiatives, peut être un peu hardies, voudraient le faire entrer et prendra-t-il des mesures restrictives contre les Sociétés minières ?

Nous ne le pensons pas, parce que nous avons la plus grande confiance dans la sagesse des hautes personnalités qui auront à examiner cette question. Le Gouvernement accomplit son devoir en renseignant le public par la large diffusion des rapports d'un agent officiel et qualifié. Mais il ne semble pas qu'en matière d'intérêts privés, il puisse ou veuille sortir de ce rôle : de deux choses l'une, en effet, ou il proscrirait toutes les valeurs de mines d'or par un moyen dont la formule serait assez difficile à établir pratiquement, ou il procéderait à une sélection.

Dans le premier cas, il commettrait une injustice flagrante, puisque les esprits les plus pessimistes ne peuvent contester certains faits comme ceux exposés dans le rapport Aubert.

Dans le second, il engagerait sa responsabilité en donnant aux entreprises épargnées un brevet « avec garantie du Gouvernement ». Or, un Gouvernement ne décerne jamais de ces brevets-là, et il a parfaitement raison, car il se transformerait, *ipso facto*, en tuteur responsable et en agent commercial et de propagande pour certaines entreprises au détriment des autres. La devise du Gouvernement, en matière commerciale, est moins grandiose que le S. P. Q. R. (Senatus populus que Romanus) de l'ancienne Rome, mais elle comprend également quatre lettres très appropriées aux temps modernes, S. G. D. G.

Le Gouvernement lui restera certainement fidèle et comprendra sa mission, qui est de guider l'épargne et non pas de l'entraîner, et il la comprendra d'autant plus que l'intérêt de l'Etat, dans l'espèce, est d'accord avec l'équité, chance heureuse et qui ne se présente pas toujours. L'activité du marché des valeurs des Mines d'or amène, en effet, une série de transactions, d'échanges de correspondances télégraphiques ou postales, de voyages, etc., qui se traduisent, sous forme de taxes, de timbres ou d'impôts divers, par de fortes recettes pour le Trésor. Et la situation budgétaire, sans en exagérer la gravité, ne permet pas qu'on dédaigne cette plus-value de ressources.

Et puis le crédit si justifié de notre pays ne repose-t-il pas en partie sur la solidité admirable de la *Banque de France*, sur l'importance de son encaisse or, qui est la réserve puissante de son effort commercial ? Or, il est incontestable que les onces de métal jaune jetées dans la circulation par les mines du Transwaal ont contribué à former et à maintenir cette encaisse.

Nous pensons donc que le Gouvernement ne suivra pas les esprits aventureux qui l'invitent à prendre des mesures draconiennes, et qui d'ailleurs se gardent bien de lui en indiquer la nature.

Nous bornerons là cette réponse à ceux de nos clients qui ont bien voulu s'adresser à nous. Toutefois, avant de terminer, nous citerons ces paroles de M. Henri Bousquet, envoyé au Transwaal par le *Journal des Débats* pour étudier la situation :

. . . .

« On comprend dès lors combien ce concours vraiment providentiel de circonstances favorables donne de solidité et d'assurance aux exploitations aurifères du Rand. Si l'on additionne les chances de prospérité qui garantissent leur avenir, *on reste confondu*.

« Qu'on ne m'accuse pas d'optimisme : c'est après une minutieuse enquête, et sur des faits, sur des chiffres exacts, contrôlés, officiels que se fonde mon sentiment. On a pu peut-être s'en apercevoir au cours de ces études : je n'écris pas pour développer ma thèse, mais pour raconter ce que j'ai vu, ce que l'on m'a appris ; les reefs existent, on les exploite ; les usines existent, elles *font* de l'or : la ville de Johannesburg existe, elle compte près de 70.000 habitants. »

Il est impossible de ne pas subir l'ascendant de l'énergique bonne foi qui se dégage de cette citation.

CONCLUSIONS

Et maintenant, résumons-nous et concluons :

Les mines d'or du Transwaal offrent de belles perspectives d'avenir et s'appuient, dès à présent, dans leur généralité, sur des preuves répétées. Les unes présentent des garanties certaines, les autres des promesses seulement. Le public doit se renseigner exactement, et choisir dans la première ou dans la seconde catégorie, suivant qu'il veut placer ses capitaux ou spéculer.

S'il veut placer ses capitaux, il devra toujours tenir compte de ce fait qu'une mine, quelle que soit sa richesse, n'est pas éternelle ; que sa durée est à peu près calculée d'avance, et que, par conséquent, sur les dividendes, on doit prélever l'amortissement des fonds employés. Il sera sage d'ailleurs de n'employer qu'une partie de son capital pour l'achat de ces valeurs.

Dans le second cas, le public devra s'éclairer le plus possible. Aujourd'hui, les moyens ne lui manquent pas : nombre des claims, nature des couches aurifères, résultats des mines avoisinantes en exploitation, teneur révélée par les essais, enquêtes sur les personnalités dirigeantes, etc. Tels seront les points principaux sur lesquels porteront ses investigations. Et lorsqu'il aura trouvé, après cet examen, des valeurs qui lui paraîtront susceptibles d'un bel avenir, il pourra s'y intéresser, mais dans une mesure encore plus prudente que dans le cas précédent. Il est certain qu'il courra des chances : il n'y a pas de spéculation sûre. Mais il mettra de son côté le maximum des probabilités heureuses, et, s'il échoue, la perte du moins sera réparable.

Et la part ainsi faite très largement à la sagesse la plus circonspecte, nous terminerons par cette constatation que, jusqu'ici, aucune des prévisions énoncées dans nos différentes études n'a été déçue, et que toutes les valeurs signalées par nous depuis 1892 ont donné une plus-value. Ce n'est pas seulement pour céder à un mouvement de satisfaction que nous notons ce point : c'est pour établir, par notre exemple qu'on peut arriver à diminuer infiniment les chances d'erreur, en faisant comme nous, en prenant la peine de se renseigner minutieusement et complètement.

X.

LE TRAITÉ DE SHIMONOSÉKI

Nous connaissons, enfin, le texte officiel du traité signé le 17 avril 1895 à Shimonoséki et ratifié en mai, traité qui a mis fin à la guerre entre le Japon et la Chine.

En voici les clauses essentielles :

Article premier. La Chine reconnaît définitivement la pleine et entière indépendance et l'autonomie de la Corée, et renonce au tribut et à toutes formalités ou cérémonies qui en étaient la conséquence.

L'art. 2 a trait aux cessions de territoire ; on sait qu'à la suite de l'intervention de la Russie, appuyée par la France et par l'Allemagne, cet article a subi d'importantes modifications. Il en subsiste encore la cession :

a) De Formose et des groupes de petites îles qui en dépendent ;

b) Des Pescadores, c'est-à-dire de toutes les îles situées entre les 119e et 120e degrés de longitude est de Greenwich et les 23e et 24e degrés de latitude nord.

L'*art. 4* vise l'indemnité de guerre :

Cette indemnité, fixée à 200 millions de taëls kuping (de 36 gr. 66 = 565 grains 7) est payable en huit annuités. La première annuité de 50 millions de taëls doit être versée dans un délai de six mois, et la seconde, également de 50 millions de taëls, dans un délai de douze mois à dater du jour de la ratification du traité. Pour le solde, le paiement s'effectuera en six annuités d'égale importance. Les intérêts, à raison de 5 0/0 l'an, commenceront à courir, pour toutes les échéances, à partir du jour fixé pour la première.

La Chine conserve, toutefois, la faculté de se libérer par anticipation. Dans le cas où la totalité de l'indemnité de guerre serait réglée dans un délai de trois années après l'échange des ratifications, les intérêts seront supprimés et toutes les sommes déjà payées de ce chef viendraient en déduction du total de la dette.

L'indemnité représente un poids total de 7.332.000 kilogrammes à 0.985 fin, c'est-à-dire environ une fois et demie la production de l'argent pendant l'année 1894 ; et c'est précisément cette faculté de se libérer par anticipation qui a donné lieu à l'emprunt sino-russe dont on s'occupe actuellement.

L'art. 6 prévoit la conclusion d'un traité de commerce entre le Japon et la Chine, sur la base des conventions existant déjà entre ce dernier pays et les puissances européennes. En attendant sa signature, le Japon bénéficiera du traitement de la nation la plus favorisée.

En outre, la Chine fait les concessions suivantes, qui prendront leur effet à partir du 17 octobre 1895 :

1° Indépendamment des ports et villes déjà ouverts, les sujets japonais pourront résider, commercer, exercer des industries, dans des conditions identiques à celles qui existent déjà dans les villes ouvertes aux étrangers, à : Shashih, dans la province de Houpeh ; à Chung-King, dans la province du Sze-huen ; à Suchow, dans la province du Kiang-Sa et à Hangchow, dans la province de Chekiang.

Le Gouvernement japonais pourra nommer des Consuls dans ces diverses villes ;

2° La navigation à vapeur pour les navires battant le pavillon japonais, s'étendra : d'Ichang à Chung-King sur le Haut-Yangtzé, de Shanghaï à Souchow et à Hangchow, sur la rivière de Woosung et sur le canal ;

3° Les sujets japonais qui achèteront des biens ou des produits à l'intérieur de la Chine, ou qui y transporteront des marchandises importées dans l'intérieur de la Chine, auront le droit, sans payer aucune taxe, de louer temporairement des entrepôts pour y déposer lesdits articles achetés ou transportés ;

4° Les Japonais auront le droit de s'adonner à toute espèce d'industrie ou de commerce dans toutes les cités, villes et ports ouverts de la Chine, ainsi que d'importer en Chine toute espèce de machines, en n'ayant à acquitter que les droits d'entrée stipulés par les traités.

Tous les objets manufacturés en Chine par des Japonais y jouiront, au point de vue des facilités de transport et des impôts ou redevances de toute sorte, des mêmes privilèges que les articles importés en Chine par des Japonais.

Au cas où des clauses supplémentaires seraient nécessaires relativement à ces concessions, elles seront intercalées dans le traité de commerce et de navigation dont il est fait mention dans cet article.

Les autres articles du traité visent les délais d'évacuation du territoire occupé par les troupes japonaises, l'échange des prisonniers et d'autres points secondaires dont nous n'avons pas à nous occuper ici.

***

On voit, à la lecture de ces extraits, que le Japon a posé des jalons sérieux et qu'il s'apprête à tirer parti, sur le terrain commercial, des succès éclatants remportés par ses armées. J'ai déjà démontré, dans des études antérieures, que l'Empire du Mikado était en passe de devenir un pays commercial et industriel de premier ordre et que, grâce à sa circulation d'argent, il avait porté des coups terribles à l'industrie cotonnière de l'Angleterre et de l'Inde. Est-ce à dire que d'autres nations ne puissent profiter de l'ouverture de nouvelles villes chinoises au commerce international ? Assurément non, et il y a tout lieu de supposer que, pendant de longues années au moins, quel que soit le développement de son commerce et de son industrie, le Japon ne pourra suffire à alimenter les vastes marchés de l'Empire du Milieu.

A ce propos, il convient de signaler un télégramme de Tientsin reproduit, il y a quelque temps, par la presse anglaise ; ce télégramme annonçait qu'un négociant allemand établi à Tientsin était sur le point de partir pour l'Europe pour y constituer une Société de construction de chemins de fer en Chine. Si le renseignement est exact, nous pouvons en conclure que les autorités chinoises sont décidées à rompre avec les errements du passé et à faire appel aux étrangers pour l'outillage économique qui leur est nécessaire. On parle aussi d'un syndicat américain dirigé par un certain général Wilson, auquel MM. Pethick et l'ex-secrétaire Foster (qui ont secondé Li-Hung-Tchang dans les négociations du traité de Shimonoséki) prêteraient leur appui. Ce syndicat avait proposé au Tsong-li-Yamen de fournir les fonds nécessaires au paiement de l'indemnité de guerre, à condition d'être chargé de l'exécution des grands travaux publics.

En résumé, on s'apprête, de tous côtés, à profiter de la situation nouvelle créée en Extrême-Orient par la guerre sino-japonaise. Sur l'initiative de la Chambre de commerce de Lyon, une mission, dont la direction est confiée, paraît-il, à M. Rocher, ancien consul de France à Mongtzé, doit se rendre au cœur du Céleste-Empire pour en étudier les débouchés et établir des communications avec nos possessions indo-chinoises. Il faut espérer que cet exemple sera suivi par d'autres de nos compatriotes. Nous ne devons pas oublier l'importance de la voie du fleuve Rouge, la plus courte et la plus économique pour pénétrer dans les provinces méridionales de la Chine.

Par ces temps de crise il importe d'aller de l'avant et de ne pas se laisser distancer par des concurrents plus actifs et plus entreprenants.

C.-R. Wehrung.

Compagnie des Messageries Maritimes

C'est le 30 mai dernier que les actionnaires de la *Compagnie des Messageries Maritimes* se sont réunis en assemblée générale ordinaire, en vue d'examiner, pour la première fois depuis la transformation de la Compagnie en Société anonyme libre, les comptes de l'exercice écoulé. Ces comptes, dont nous allons donner une rapide analyse, ne constituent pas un réel progrès sur l'exercice précédent.

En effet, les recettes de toute nature effectuées en 1894 se sont élevées à 52.422.986 fr. 46, contre 54 millions 251.142 fr. 15 en 1893. Il y a là une diminution de 1.828.155 fr. 69, compensée, il est vrai, presque en totalité par une réduction dans les dépenses de 1 million 742.187 fr. 42 à 48.063.761 fr. 80, ce qui a permis la répartition du même dividende que précédemment, soit de 25 fr. par action, dividende qui n'aurait pu être atteint, cependant, si la Société s'était trouvée dans l'obligation de continuer ses prélèvements annuels. Les chiffres ci-dessous établissent la situation comparée des deux derniers exercices :

	1894	1893
	Francs	Francs
Reliquat de l'exercice antérieur.	27.942 93	73.512 94
Recettes de toute nature effectuées au cours de l'exercice..	52.422.986 46	54.251.142 15
	52.450.929 39	54.324.655 09
Dont il faut déduire :		
Dépenses de toute nature, y compris les prélèvements d'amortissement opérés d'après les règles habituelles..	48.063.761 80	49.805.949 22
Excédent des recettes...	4.387.167 59	4.518.705 87

Excédent des recettes....	4.387.167 59	4.518.705 87
Qui doit être diminué de l'intérêt de la dette obligataire et du montant de l'acompte payé au mois de décembre précédent..................	2.528.515 »	2.546.090 »
Reste un solde de.......	1.858.652 59	1.972.615 87

Ce solde a reçu l'application suivante :

	1894 — Francs	1893 — Francs
Coupon à détacher............	1.800.000 »	1.800.000 »
Réserve statutaire............	»	158.630 79
Report à nouveau............	58.652 59	13.985 08
Sommes égales..........	1.858.652 59	1.972.615 87

Dans ces tableaux on remarque la disparition, en 1894, de l'affectation ordinaire a la réserve statutaire. C'est une conséquence de la transformation de la Société régie désormais par la loi du 24 juillet 1867 qui, à l'article 36, mentionne que le fonds de réserve légal peut cesser, lorsque le montant de ce fonds est égal au dixième du capital. Or, la réserve statutaire de la Société s'élevant à 6.735.836 fr. 88, le Conseil d'administration a cru opportun de renfermer la Société, dès le début de son fonctionnement nouveau, dans la limite prévue par la loi. Il a donc réduit cette réserve à la somme de 6 millions de francs seulement, et transféré au fonds d'assurance l'excédent constitué durant les exercices antérieurs.

Mais ces modifications au bilan ne doivent pas nous faire perdre de vue cette circonstance, qu'en 1894, l'exploitation a dénoté une activité moindre que durant l'exercice précédent. Nous ne voulons pas dire par là que les recettes perçues, n'aient été, en tenant compte des parcours non accomplis, proportionnellement égales à celles de 1893. Cependant il n'en est pas moins évident que sous le rapport des parcours, l'exercice 1894 accuse à 802.086 lieues, une diminution de 32.559 lieues sur l'exercice précédent qui porte sur la partie de l'exploitation comprenant les voyages facultatifs. Cette réduction de parcours devait entraîner, comme conséquence, une réduction dans l'importance des voyageurs. Elle se traduit par une diminution de 5 514 passagers dont 4.191 provenant du mouvement des personnes par les services de l'océan Atlantique, diminution imputable aussi à la cessation du courant d'émigration pendant la période de la révolution du Brésil dont la solution n'est pas intervenue assez tôt pour que les produits des lignes de l'océan Atlantique en retirassent des avantages de nature à compenser les insuffisances de la première partie de l'année.

En dehors de cette circonstance, la *Compagnie des Messageries Maritimes* a eu à compter avec l'amoindrissement des recettes causé par la dépréciation de la valeur des monnaies d'argent qui forment la base des transactions dans l'Extrême-Orient. Elle avait tout lieu aussi de craindre d'avoir à ajouter à ces causes, déjà trop nombreuses, le danger de voir le conflit sino-japonais prendre des proportions assez étendues pour compromettre les relations avec Shanghaï. Mais cette éventualité a été écartée heureusement, et les opérations ont pu continuer, pendant la durée de la guerre, aussi bien à Shanghaï que dans les ports du Japon.

Sans nous appesantir sur le chapitre du matériel, sur la perte du *Saïgon*, sur les explosions à bord de l'*Equateur* et de la *Charente*, sur l'entrée prochaine en service du *Chili*, qui desservira le réseau de l'océan Atlantique, etc., nous devons faire ressortir ce que, aussitôt l'expédition de Madagascar projetée, la Compagnie a fait pour organiser les communications avec le corps expéditionnaire. L'escale à Majunga, qui n'était desservie que par le petit bateau de la côte ouest de Madagascar, a été introduite dans les itinéraires des lignes de la côte orientale d'Afrique et au service annexe reliant Mahé avec les îles Mascareignes; de sorte qu'il a été possible, dès le début des opérations, de communiquer deux fois par mois avec Majunga. De plus, et sans qu'il ait été besoin de porter atteinte aux services obligatoires, sans que le fonctionnement régulier des lignes desservies à titre facultatif ait été affecté, six bateaux de la Compagnie ont pu être mis à la disposition de la marine pour participer au transport des troupes et du matériel de l'expédition à Madagascar. Il y a eu, en cette circonstance, un témoignage d'initiative évident et une somme d'efforts dépensée que l'on ne saurait assez faire ressortir.

Le 8 juin courant, dans notre *Marché Financier*, nous parlions de l'autorisation donnée au Conseil par les actionnaires au sujet de l'émission de 45 millions d'obligations nouvelles affectée au remboursement des obligations en circulation. Nous n'y reviendrons donc pas. Et en attendant la ratification par le Sénat de la convention intervenue le 5 novembre 1894 entre la Compagnie et le Gouvernement, convention dont nous avons parlé à diverses reprises, jetons un rapide coup d'œil sur les principaux chapitres du bilan dressé au 31 décembre 1894.

Le compte *matériel naval* a, après divers retranchements opérés, augmenté de 3.581.496 fr. 88 provenant du paquebot neuf *Ernest-Simons* entré en service le 5 août dernier, de dépenses faites pour l'appropriation de la *Tamise* et de la *Manche* en vue de leur affectation aux lignes coloniales de l'Indo-Chine, etc. Les *approvisionnements* (charbons, vivres, travaux en cours et rechanges) sont en progression de 678 364 fr. 79. Les *immeubles* et *établissements, outillage, mobilier*, etc., ont passé de 12.372,484 fr. 33 à 12.498.622 fr. 10. Quant au *fonds d'amortissement* des navires, il s'établit maintenant à 66.466.769 fr. 32, pendant que le *fonds d'assurance* se voit élevé à 8.258.748 fr. 33.

A. Léchenet.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE
en Mai 1895

L'Imprimerie Nationale vient de publier le volume des Documents statistiques publiés par l'Administration des Douanes sur le commerce de la France pendant les cinq premiers mois de l'année 1895.

Les importations se sont élevées, du 1er janvier au 31 mai, à 1.528.943.000 fr., et les exportations à 1.360.568.000 fr.

Ces chiffres se décomposent comme suit pour le mois de mai :

IMPORTATIONS	1895	1894	
Objets d'alimentation	80.323.000	87.063.000	— 6.740.000
Matières nécessaires à l'industrie.......	187.929.000	170.155.000	+17.774.000
Objets fabriqués.....	50.204.000	44.222.000	+ 5.982.000
Totaux......	318.456.000	301.440.000	+17.016.000
EXPORTATIONS			
Objets d'alimentation	59.406.000	56.795.000	+ 2.611.000
Matières nécessaires à l'industrie.......	70.150.000	66.955.000	+ 3.195.000
Objets fabriqués....	135.925.000	122.634.000	+13.292.000
Colis postaux	7.967.000	5.757.000	+ 2.210.000
Totaux......	273.449.000	252.141.000	+21.308.000

Voici les chiffres des cinq premiers mois de 1895 comparés à ceux de la même période de 1894 :

IMPORTATIONS	1895	1894	
Objets d'alimentation	389.764.000	533.137.000	—143.373.000
Matières nécessaires à l'industrie.......	916.288.000	1003.760.000	— 87.472.000
Objets fabriqués.....	222.891.000	230.581.000	— 7.690.000
Totaux......	1528.943.000	1767.478.000	—238.535.000
EXPORTATIONS	**1895**	**1894**	
Objets d'alimentation	238.184.000	263.537.000	— 25.353.000
Matières nécessaires à l'industrie.......	343.284.000	296.069.000	+ 47.215.000
Objets fabriqués.....	730.675.000	664.795.000	+ 65.880.000
Colis postaux.......	48.425.000	36.047.000	+ 12.378.000
Totaux......	1360.568.000	1260.448.000	+100.120.000

Les valeurs mentionnées aux présents tableaux ont

été établies au moyen des taux définitifs adoptés pour 1894 par la Commission permanente des valeurs de douane.

Les résultats du commerce de la France continuent à être satisfaisants; l'importation a augmenté de 17 millions portant sur les matières nécessaires à l'industrie; une diminution de 7 millions sur les objets d'alimentation est compensée par une augmentation de pareille somme sur les objets fabriqués.

A l'exportation les chiffres sont réellement bons, tous les postes sont en progrès; nous remarquons surtout avec satisfaction que nos ventes d'objets fabriqués dépassent de 13 millions celles de la période correspondante de 1894.

En somme, dans les 5 premiers mois de 1895 nous avons exporté une valeur de 100 millions de plus que dans les 5 premiers mois de 1894, qui étaient déjà meilleurs que la même période de 1893. Il est évident qu'il se fait dans ce pays un ajustement aux nouvelles conditions créées par le régime économique existant.

Voici, par pays, à l'importation et à l'exportation les différences par rapport à 1894 :

	Importations Augment.	Importations Dimin.
	Milliers de francs	
Angleterre	669	»
Allemagne	»	5.339
Belgique	»	40.316
Suisse	»	1.823
Italie	»	13.771
Espagne	»	12.413
Turquie	»	3.980
Etats-Unis	»	26.937
Brésil	7.425	»
République Argentine	»	8.379

	Exportations Augment.	Exportations Dimin.
Angleterre	10.224	»
Allemagne	»	18.343
Belgique	9.711	»
Suisse	3.445	»
Italie	17.491	»
Espagne	7.438	»
Turquie	2.086	»
Etats-Unis	60.376	»
Brésil	6.175	»
République Argentine	»	6.431

RÉSUME COMPARATIF des Importations et Exportations par catégories pendant les cinq premiers mois des dix dernières années (1886-1895).

IMPORTATIONS (en milliers de francs)

Années	Matières premières	Objets fabriqués	Objets d'alimen.	Total des import.	Or, arg. et billon
1895	916.2[illegible]8	222 891	389.761	1 528 913	219 384
1894	1.0[illegible]3.760	230.581	533 137	1 767.473	125.234
1893	949.622	221 299	390 889	1 5[illegible]4.810	271 315
1892	997 413	298 245	789 732	2 085 420	235.095
1891	1 089 917	254.980	580.543	1 925 440	238.481
1890	1 104 815	249 290	573.479	1 922 614	119 474
1889	1.013 561	228.072	596 133	1.837 769	93 865
1888	867.151	216.401	575 152	1 658.704	1[illegible]6 [illegible]50
1887	894 183	222.117	599 550	1 715 850	138.887
1886	869 581	233.343	634.226	1.737.450	281.523

EXPORTATIONS (en milliers de francs)

Années	Matières prem.	Objets fabriqués	Objets d'alimen.	Colis postaux	Total des export.	Or, arg. et billon
1895	343 284	730.675	238.184	48 425	1 360.568	111 141
1894	296 069	664 795	263.537	36 047	1 260 418	83 456
1893	340.165	745 801	283 619	23 824	1 393 409	80 316
1892	325 880	716.982	316 280	21 410	1 384 662	95 837
1891	323 492	766.5[illegible]9	304 360	25.321	1 419 735	100 930
1890	363.[illegible]92	809 816	341.982	18 942	1.534 132	80.514
1889	363 [illegible]6	766 149	315 936	18 634	1 464 325	85 656
1888	319 170	668.218	274 236	15.874	1 277 498	142 448
1887	311.414	673 614	283.232	12 825	1 281 085	174 178
1886	293.011	703 031	288.688	11.162	1 295.952	86.299

Résumé des échanges avec les principaux pays
(En milliers de francs)

ÉTATS	Mai 1895 Importat.	Mai 1895 Exportat.	Mai 1895 Différ. pr l'exp.	5 premiers mois 1895 Importat.	5 premiers mois 1895 Exportat.	5 premiers mois 1895 Différ. pr l'exp.
Angleterre	46.376	77.949	+ 31.573	207.606	387 646	+180.040
Allemagne	28.467	28.053	— 41	125 388	131 157	+ 5.769
Belgique	27.092	46 229	+ 19 137	122 443	216 409	+ 93.966
Suisse	4.851	14 646	+ 9 795	24 878	56 034	+ 31.156
Italie	10.208	7.444	— 2 764	44 950	48 851	+ 3.901
Espagne	14 968	12. 48	— 2 820	69.4 5	47 968	— 21.467
Turquie	9 099	6.432	— 2 667	38 276	24 236	— 14.040
Etats-Unis	24 304	17.610	— 6.694	160 939	127.813	— 33.126
Brésil	6 051	5 098	— 153	30 895	33 040	+ 2.145
Républ. Argentine	25.389	4.346	— 21.043	101 200	19 950	— 81 250

MÉTAUX PRÉCIEUX. — Importations et Exportations des Métaux précieux pendant les cinq premiers mois des années 1893-1894-1895 (Valeur en milliers de francs) :

Matières	IMPORTATIONS (milliers de fr.) 1895	1894	1893	EXPORTATIONS (milliers de fr.) 1895	1894	1893
Or en lingots	10.474	23 287	27.603	3.975	2 081	1.793
Or monnayé	129 221	57.333	178.213	83.923	47.875	37.149
Argent en lingots	12.719	7 625	5.774	4 565	3 312	5.863
Argent monnayé	36.947	36.901	62.611	17.280	30.040	35 507
Monnaie de billon	21	63	51	1 398	107	1
Totaux	219.383	125.233	274.314	111 144	83 455	80.316

Nous avons encore à enregistrer une assez forte sortie de métal jaune en mai, soit 3.971.000 francs. La période des cinq premiers mois de 1895 est encore en plus-value d'entrées de 81.797.000 francs.

L'argent continue à venir en abondance. Pour les cinq premiers mois, le total des entrées a été de 49 millions 660.000 francs contre une sortie de 21.845.000 francs, soit une plus-value d'entrées de 27.815.000 francs. Pour le mois de mai seul, l'augmentation est de 13.002.000 francs.

BILLON. — Nos sorties de monnaie de billon continuent à être importantes. Elles s'élèvent, pour les cinq premiers mois, à 1.398.000 francs contre une entrée de 21.000 francs.

RESUMÉ des perceptions opérées par le service des douanes et le service des contributions indirectes pendant les cinq premiers mois des années 1893, 1894 et 1895 :

DÉSIGNATION	1895	1894	1893
Service des Douanes :	Mille fr.	Mille fr.	Mille fr.
Droits de douanes à l'importation	154 398	212.541	170 669
— — à l'exportation	»	»	»
— de statistique	2 642	2 769	2.719
— de navigation	3 063	3 521	3.156
— et produits divers de douanes	1.992	2 211	2.014
Taxe de consommation des sels	8 097	7 585	7.973
Total	170.194	228.627	186.531
Service des contribut. indirectes :			
Boissons et droit de fabr. des bières	180.852	180.959	185.347
Sels	4.013	3 995	4.096
Sucre indigène (droit de fabrication)	55 576	49 754	52.051
Droits divers et rec. à diff. titres	42 273	42 822	41.844
Vente des tabacs	153 361	153 032	152 866
— des poudres	3.546	2 921	3.056
— des allumettes	9 067	9.710	9.518
Total	448.667	443.193	448.778
Total général des perceptions	618 859	671 820	635.309
A déd. les dép. p. primes ou drawbacks	2.8	236	255
Reste acquis au Trésor	618.581	671 584	635.054

Les perceptions opérées par le service des douanes, pendant les cinq premiers mois de 1895, ont été inférieures à celles de la même période de 1894 de 58.435.000 francs. Cette moins-value est presque entièrement imputable aux entrées de céréales, dont les droits n'ont été que de 16.768.000 francs, contre 63.288.000 francs, dans les cinq premiers mois de 1894; les vins sont en diminution de 3.975.000 francs.

Pour les contributions indirectes, la perception des droits pour les cinq premiers mois de 1895 est en plus-value de 5.474.000 francs sur la même période de la dernière année, les boissons sont en diminution

de 107.000 francs; par contre, le droit de fabrication du sucre indigène a augmenté de 5.802.000 francs.

RÉSUMÉ de la navigation de la France pendant les cinq premiers mois des années 1894 et 1895 *(navires chargés)* :

	ENTRÉE				SORTIE			
	1895		1894		1895		1894	
	Nomb de navir.	Ton. (mill.)	Nomb de navir.	Ton. (mill.)	Nomb de navir.	Ton. (mill.)	Nomb de navir.	Ton. (mill.)
Navires français								
Avec colonies et possessions françaises	765	543	661	444	82[illegible]	628	7[illegible]3	5[illegible]6
Grande pêche	36	2	23	1	491	49	422	45
Etranger :								
Pays d'Europe	1.579	589	1.7[illegible]8	631	1.682	[illegible]3	1 574	601
— hors d'Europe	288	335	203	379	231	323	217	320
Total	2.669	1.471	2.715	1.459	3.225	1.60[illegible]	2.926	1 472
Navires étrang.								
Avec colonies et possessions françaises	65	41	87	61	47	26	53	22
Etranger :								
Pays d'Europe	5.403	2 236	6.271	2 743	4.781	1.614	4.7[illegible]3	1 755
— hors d'Europe	629	994	737	1.069	18[illegible]	3[illegible]8	2[illegible]1	314
Total	6 [illegible]7	3.323	7.095	3.877	5.015	[illegible]949	5 [illegible]7	2 [illegible]92
Total général	8 766	4 794	9 810	5.337	8.240	3.555	7.933	3 565

Les entrées de navires pendant les cinq premiers mois de 1895 ont été inférieures de 1.044 à celles de la même période de 1894, le tonnage a diminué de 543 milliers de tonneaux. A la sortie le nombre des navires a augmenté de 307, mais le tonnage est en réduction de 10 milliers de tonneaux.

TONNAGE des navires chargés, français et étrangers, pendant les cinq premiers mois des années 1893, 1894 et 1895 (entrées et sorties réunies) :

En tonneaux

	1893	1894	1895	Différence par rapport à 1894		
					Total	%
Dunkerque	651.564	768 674	677.970	—	90 701	11 80
Calais	379 579	327 367	331.608	+	4 241	1 29
Boulogne	505.774	430 308	403.600	—	26 708	6.20
Dieppe	230 243	305 [illegible]85	261.157	—	43 9[illegible]8	14 39
Le Havre	1.471 595	1.548 875	1.479 383	—	69.492	4.48
Rouen	3[illegible]7 519	465 570	319 7[illegible]1	—	146 8[illegible]9	31.47
Nantes	5[illegible] [illegible]64	69 798	63.349	—	6 449	9.23
Saint-Nazaire	3[illegible]2 0[illegible]9	302.203	283 527	—	18 676	6.17
Bordeaux	754 617	751 807	628 202	—	123.605	16 44
Bayonne	134 683	159 843	149 601	—	10 242	6.40
Cette	321 5[illegible]1	267.3[illegible]6	315.470	+	48 114	17.99
Marseille	2 6[illegible]7 92[illegible]	2.611 247	2.512 205	—	99 042	3 79
Nice	49.7[illegible]9	49 223	45 409	—	3 824	7 76
Autres ports	1.012 88[illegible]	743 611	878.867	+	135.256	18.18
Tous les ports	8 916.915	8.902 967	8.350.049	—	552.918	6.21

Pendant les cinq premiers mois de 1895, le commerce maritime total, comparé à la même période de 1894, a subi une diminution de 552.918 tonneaux ou 6,21 0/0, c'est une légère amélioration à l'actif du mois de mai. Tous les ports, Cette et Calais exceptés, ont été atteints par cette moins-value. Comparée aux cinq premiers mois de 1893, la dernière période est en moins-value de 566.866 tonneaux ou 6,35 0/0.

P. E.

Les Banques de l'Afrique du Sud

Tout ce qui se rattache aujourd'hui à l'Afrique du Sud présente un si vif intérêt que nous croyons être agréable à nos lecteurs en leur donnant, d'après M. Michell, membre de l'Institut des Banquiers de Londres, un court résumé du développement des Banques dans cette partie du monde.

Longtemps après la première occupation du Cap de Bonne-Espérance par les Européens il n'y avait aucune Banque, la Compagnie qui gouvernait le pays possédait le monopole exclusif du commerce et des finances, elle émettait, d'après les besoins du public, des billets exprimés en *Rix-dollars* dont la valeur suivait les cours des changes sur l'Europe mais auxquels on donna plus tard une valeur légale fixe. Malgré l'existence de ce papier-monnaie le troc était la condition normale des transactions même dans le siècle présent.

Les premières émissions paraissent avoir eu lieu en 1780, lors de la guerre entre l'Angleterre et les Etats-Unis. La Hollande ayant reconnu l'indépendance des Etats-Unis, les navires anglais saisirent les transports hollandais, et le gouverneur Van Plettenberg se trouva sans remises de l'Europe. Dans cette occurrence, il créa une grande quantité de billets remboursables à la fin de la guerre, qui furent remboursés et annulés entre 1787 et 1789. En 1793, les autorités hollandaises fondèrent un *Lombard* ou Banque de prêts sur gages autorisée aussi à faire des avances sur hypothèque et sur dépôt de marchandises; le capital de la Banque était fourni par l'Etat.

Elle émit librement des billets; comme ils n'étaient pas garantis ils se déprécièrent et, en 1795, lorsque le Cap tomba au pouvoir des Anglais, sa circulation était dans le plus grand désordre.

Le nouveau Gouvernement restaura le crédit, en hypothéquant le domaine public et les bâtiments de l'Etat au profit des porteurs de billets, dont la valeur se trouva par suite bien gagée. Lorsque l'Angleterre se retira, en 1803, il y avait une circulation de 2 millions de Rix-dollars de papier; le Gouvernement hollandais supprima leur convertibilité en espèces en annulant les garanties qui leur avaient été données.

En 1806, au moment où la colonie retomba sous la domination anglaise, il y circulait 2.300.000 Rix-dollars de billets variant constamment de valeur et subissant une lourde perte.

Malgré l'appui de l'Etat, la Banque de prêts sur gages était à peu près ruinée. Pour remédier à la détresse publique, le Gouverneur, lord Caledon créa en 1808 une Banque d'Etat secondaire, la *Discount Bank*, pour recevoir tous les revenus publics; malheureusement, il fixa le taux de l'intérêt que la Banque devrait payer pour les dépôts et percevrait pour ses prêts à 5 0/0 pour l'un, 6 0/0 pour l'autre. Cette entrave empêcha la Banque de rendre les services qu'on attendait d'elle, et, de 1810 à 1814, un million de rixdollars papier à cours forcé furent mis en circulation. Lord Charles Somerset, nommé gouverneur du Cap, défendit alors à la Banque de recevoir de nouveaux dépôts et lui enjoignit de rembourser les anciens en billets au cours du jour. Le résultat de toutes ces mesures maladroites fut que 3.000.000 de rixdollars, émis à 4 s. 6 d., étaient tombés à 1 s. 6 d., que le seul métal en circulation était des pennys anglais et que l'or faisait 195 0/0 de prime. Diverses ordonnances restreignirent les droits de la *Lombard Bank* et de la *Discount Bank*, qui s'éteignirent le 31 décembre 1842.

Les Banques d'Etat n'avaient point réussi, les *Joint Stock Banks* furent plus heureuses. En 1836 fut créée la Banque du Cap de Bonne-Espérance, qui exerça une grande influence; en 1854 naquit la *Banque Commerciale du Cap*, et en 1859 la *Banque de Queenstown*.

Bien que possédant des ressources restreintes, ces institutions étaient admirablement adaptées aux besoins de la population. Elles auraient parfaitement réussi si elles n'avaient pas eu des succursales éloignées. Leurs affaires, théoriquement, devaient être restreintes aux villages où se trouvait leur siège et n'être conclues qu'avec des personnes bien connues. Elles étaient dirigées par des Comités locaux, avaient un droit d'émission illimité et n'étaient pas tenues de publier leurs comptes.

En pratique, ces succursales devenaient des affaires de famille accordant exclusivement des avances à leurs directeurs et aux amis de ceux-ci.

L'accroissement du commerce rendit ces Banques insuffisantes; il fallut en créer de plus grandes, et pour cela faire appel au capital de la métropole.

En 1861, le pionnier des *Banques Impériales*, la *London and South African Bank*, apparut sur la

scène, suivie, en 1862, de la *Standard Bank of British South Africa*, en 1879, de la *Bank of Africa* et, en 1890, de l'*African Banking Corporation.*

Depuis 1864, on est entré dans une ère de fusion de Banques impériales. L'une après l'autre, les Institutions coloniales tombèrent ou disparurent, absorbées par les plus considérables d'entre elles, et aujourd'hui il ne reste plus au Cap que trois Banques impériales: *Standard Bank, African Banking Corporation, Bank of Africa*, qui ont toutes trois le droit d'émettre des billets sous certaines conditions.

Dans la Natalie, nous trouvons une vénérable Banque, la doyenne de celles de l'Afrique du Sud, la *Natal Bank*, créée en 1854.

Dans l'Etat libre d'Orange il y a une institution bizarre d'un type imaginé par la République. Etablie en 1877, la *Banque Nationale de l'Etat libre* a un capital de 100.000 liv. st. qui appartient à l'Etat; mais, chose étrange, le Parlement n'a voulu accorder à sa propre Banque aucun privilège spécial. Les billets n'ont pas cours légal, elle est taxée lourdement et elle ne peut avoir aucune succursale même pour les besoins de l'Etat.

Au Transwaal, la succursale de la *Standard Bank* est le plus ancien Etablissement. On y trouve aussi des succursales de l'*African Banking Corporation*, de la *Bank of Africa*, de la *Natal Bank* et une Banque hollandaise, mais toutes les faveurs du Gouvernement sont réservées à la *Banque Nationale*, établie en 1821 par décret spécial du Volksraad. Son capital est de 502.000 liv. st., entièrement versé, 500.000 liv. st. sont du capital ordinaire, le surplus des parts de fondateur qui doivent donner de magnifiques revenus. Sur le capital ordinaire, 100.000 liv. st. appartiennent à l'Etat qui possède certains droits sur la nomination des directeurs, administrateurs, censeurs, et un droit général de contrôle. En échange, la Banque a de larges facilités, elle est le banquier de l'Etat pour cinquante ans et exempte de tout impôt, ses employés sont dispensés du service militaire. Ses billets ont cours légal pour toute somme, mais l'encaisse doit être égale au tiers de la circulation. La dette de l'Etat vis-à-vis de la Banque est considérée comme encaisse. A la Banque est attribuée pour vingt-cinq ans la fabrication des monnaies, l'Etat perçoit 30 0/0 sur le bénéfice du monnayage de l'argent. Comme le Transwaal n'a pas l'emploi de beaucoup de métal blanc, le Gouvernement a invité les autres Etats Sud Africains à se servir de l'hôtel des Monnaies de Prétoria.

Tels sont les principaux Etablissements de crédit de l'Afrique du Sud; ils ont sans doute de l'avenir car ils ont pour champ d'activité des pays en voie de prompt développement, mais rien n'est plus difficile que leur administration. Les changements de commerce sont continuels, M. Michell a vu le succès et la chute du coton, du tabac et du café, il a vu le sucre florissant et tombant à rien. Cette instabilité empêche toute tradition de s'établir et fait que les Banques ne connaissent jamais leur clientèle.

Malgré tout elles prospèrent, entraînées par le mouvement général, et on peut dire aujourd'hui en rappelant une métaphore un peu surannée, qu'elles dansent sur un volcan d'or.

PIERRE DES ESSARS.

Informations Économiques et Financières

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Un versement de 100 fr. (net 93 fr. 40 après déduction d'un coupon de 6 fr. 60) sur les obligations Communales non libérées 3 20 0/0 1892, est appelé du 25 au 30 juin présent mois.

En conséquence, la Chambre syndicale a décidé qu'à partir du 24 juin, lesdites obligations ne seront plus négociables qu'en titres libérés de 350 fr.

Jusqu'au 30 juin, il pourra être traité, suivant conventions particulières, en titres libérés de 250 fr.

En liquidation du 30 juin, les livraisons devront s'effectuer en titres libérés de 350 fr.

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	13 juin	20 juin
ACTIF		
Encaisse de la Banque : 13 juin / 20 juin		
Or....... 2.015 100.951 / 2.015.696 516		
Argent... 1.252.419 150 / 1.256.625.899	3.297.520.101	3.302.322.415
3.297.520.101 / 3 302 322 415		
Effets échus hier à recevoir ce jour....	33 079	50.612
Portefeuille Paris { Effets Paris........	155.798.937	150.511.327
Portefeuille Paris { Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor........................	»	»
Portefeuilles des succursales..........	251 892.751	227 326.126
Avances sur lingots à Paris............	1.367 000	1 525.000
Avances sur lingots dans les succursales	2 339 500	2.317 700
Avances sur titres à Paris.............	137 114 928	135 673.325
Avances sur titres dans les succursales	155.990.630	155.901 554
Avances à l'Etat.......................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve...................	10.000.000	10.000.000
Rentès de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles.....................	99.627.204	99.622.637
Rentes immobilisées....................	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales..............	15.190.887	15.106.887
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales..........	5 143 694	5.275.774
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers.................................	99 111 485	113.675.462
Total..........	4.486.517.768	4.474 477.018
PASSIF		
Capital de la Banque...................	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital.......	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières { Loi du 17 mai 1834.......	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières { Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières { Loi du 9 juin 1857........	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4 000.000	4.000.000
Réserve spéciale.......................	8.407 444	8.407.444
Billets au porteur en circulation......	3.494.064.490	3.472.057.390
Arrérages de valeurs déposées..........	15.234.209	15 307.967
Billets à ordre et récépissés..........	26 710.051	26 131 361
Compte courant du Trésor, créditeur...	201.050.971	213.106.894
Comptes courants de Paris.............	384.326 786	383.610.783
Comptes courants dans les succursales.	66.008.931	65 166.217
Dividendes à payer.....................	1.481 647	1.435 373
Escompte et intérêts divers............	7.525.435	7.707 573
Réescompte du dernier semestre........	782.317	782 337
Divers.................................	64 317.388	64.153 614
Total..........	4.486.517 768	4.474.477.018

Comparaison avec les années précédentes

	25 juin 1891	23 juin 1892	22 juin 1893	21 juin 1894	20 juin 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	3.002.9	3.086 4	3 406.6	3.387.4	3 472.0
Encaisse...........	2.604.0	2 884.0	2.994.2	3 062 9	3.302 3
Portefeuille........	586.3	455 5	508 0	467 3	377.8
Avances aux partic.	283.3	332 3	304 8	289 6	295.3
— à l'Etat....	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	159 3	212.9	142.2	159.5	213.1
— part...	508 4	501.5	398 7	424.6	448.7
Taux d'Escompte	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 0/0
Prime de l'or.......	3 ½ 0/00	pair	1 ½ 0/00	pair	pair
Bénéfices nets......	10.531.1	6.818.7	5.103.2	5.710.0	2.431.7

Les Titres Russes à la Banque de France. — En exécution de la convention passée les 11 avril et 1er mai 1895, entre le Ministère Impérial des Finances de Russie et la Banque de France :

La Banque de France recevra à Paris et dans ses succursales, les titres de la Dette publique Russe Extérieure, payable en métallique, qui lui seront déposés par les porteurs désireux d'avoir des certificats nominatifs. Les dépôts à effectuer par les incapables, mineurs, femmes mariées, etc., seront acceptés par la Banque de France sous réserve d'une instruction préalable par son contentieux. En représentation de ces titres au porteur, la Banque délivrera aux déposants des certificats nominatifs, timbrés à leurs frais, signés par deux fonctionnaires de la Banque accrédités par le Gouvernement Impérial de Russie.

Elle surveillera les tirages des titres amortissables et, en cas de sortie, avisera les titulaires. Elle se chargera de rembourser les titres amortis. Elle payera, à Paris et dans ses succursales, les coupons échus.

Le Gouvernement Impérial Russe prenant à sa charge les droits de garde dus à la Banque, les déposants en seront exonérés, n'ayant ainsi à leur charge que le timbre des certificats.

Ce service commencera à fonctionner le 1er juillet 1895.

Comptoir National d'Escompte. — A l'occasion de l'ouverture de la saison thermale, et pour répondre à la demande qui lui a été faite par de nombreux clients, le Comptoir National d'Escompte de Paris vient d'établir un bureau à Bagnères-de Luchon.

Ce bureau est appelé, on le conçoit, à rendre les plus grands services aux baigneurs qui se rendent chaque année dans les Pyrénées et qui n'auront plus, désormais, à se munir de fonds pour leur voyage et à courir les risques de perte d'argent. Il leur suffira de prendre une lettre de crédit sur Bagnères-de-Luchon, au siège social du Comptoir, à sa succursale de la place de l'Opéra ou dans une de ses agences de province.

Cette mesure témoigne, une fois de plus, du soin constant qu'apporte le Comptoir à multiplier les facilités qu'il offre à ses clients.

Compagnie des Moteurs Niel. — L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Compagnie des Moteurs Niel a eu lieu le 28 mai.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1894 et a fixé le dividende des actions anciennes, entièrement libérées, à 42 fr. 50 pour l'exercice 1894. Un acompte de 12 fr. 50 ayant été payé en novembre 1894, le solde de 30 fr. est mis en paiement depuis le 15 juin courant sous déduction des impôts. Les actions de la 2e émission, libérées de moitié, reçoivent par action 13 fr. 75 en échange du coupon nº 7 et les parts de fondateurs touchent 225 francs chacune également sous déduction des impôts.

Emprunt Dom Miguel de 1832. — La 1re Chambre du Tribunal civil de la Seine, sous la présidence de M. Beaudoin, dans son audience du 12 juin, a rendu, conformément aux conclusions de M. le substitut Seligman, trois jugements dans les divers procès intentés au Comptoir National d'Escompte de Paris par M. le comte de Reilhac, M. le vicomte de Chabot et M. le marquis de Villaines, à propos des obligations de l'emprunt Dom Miguel.

Le Tribunal a constaté que la distribution de la somme de 2.500.000 francs mise, à titre purement gracieux, par le Gouvernement portugais à la disposition des porteurs d'obligations de l'emprunt Dom Miguel 1832, avait été régulièrement effectuée par le Comptoir National d'Escompte en qualité de mandataire du Portugal, et que la totalité de la somme libéralement offerte, sans qu'il y ait jamais eu aucune reconnaissance de dette vis-à-vis des Miguelistes, a été absorbée par l'attribution de 107 fr. 17 c. à chacune des 23 278 obligations déposées aux guichets du Comptoir National de Paris.

Ces jugements, dans des considérants très fortement motivés, mettent en pleine lumière tous les faits de la cause et terminent la bruyante campagne de presse et d'affiches conduite par les porteurs intransigeants d'obligations Dom Miguel.

Mouvement des Caisses d'Epargne. — Voici le relevé des opérations concernant les Caisses d'épargne ordinaires, du 11 au 20 juin 1895 :

Dépôts de fonds..................	6.277.941 87
Retraits de fonds................	4.155.559 46
Excédent de dépôts	2.122.382 41

Excédent de dépôts du 1er janvier au 20 juin 1895 : 49.772.184 fr. 96.

Capitaux employés en achats de rentes, du 11 au 20 juin 1895, pour le compte des déposants des Caisses d'épargne ordinaires : 874.689 fr. 50.

Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse

Opérations du 1er au 31 mai 1895

Reçu des déposants :

A Paris	486	versements.....	100.381 »
Dans les départements.	6.652	—	274.505 50
Ensemble	7.138	—	374.886 50

Payé aux déposants :

Arrérages de rentes viagères..........	861.495 94

Payé à leurs héritiers :

Remboursements de capitaux réservés.	1.754.697 38
Ensemble	2.616.193 32

Les nouvelles rentes inscrites s'élèvent à .... 342.215 »
aux noms de 3.829 parties.

Le total des rentes viagères est de... 33.169.726 »
réparties entre 199.265 titres.

La Caisse a perçu pour arrérages ou remboursements de rentes et valeurs.. 1.944.566 85

Elle a placé :

En obligations départementales et communales 1.286.601 21

Bourse de Toulouse. — Par décret du Président de la République, en date du 19 juin 1895, rendu sur la proposition du Président du Conseil, Ministre des finances, M. Colomer (Fortuné-Paul François-Michel-Bernard) a été nommé agent de change près la Bourse de Toulouse, en remplacement de M. Embry, démissionnaire.

Banque Nationale d'Haïti. — L'assemblée générale ordinaire des actionnaires a eu lieu le 20 juin. Elle a approuvé, tels qu'ils étaient présentés par le Conseil, les comptes de l'exercice 1894 et en a fixé le dividende à 43 fr. 50 par action et à 32 fr. par part bénéficiaire.

Les administrateurs sortants, MM. E. Lehideux et G. Delessert, ont été réélus. MM. Ch. Durand et F. Bastien ont vu renouveler leurs pouvoirs de commissaires des comptes pour l'exercice en cours.

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) du 4 au 10 juin 1895 (23e semaine)

(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Différence pr 1895	
Etat	2.761	758	663	15 630	15 650	—	20
Paris-Lyon-Méditer.	8.604	7.2[illegible]2	6.946	151 3[illegible]3	149 677	+	1685
— Rhône au Mont-Cenis	133	102	100	2 085	2.130	—	16
— Chemins Algériens..	513	145	123	3 196	2 893	+	302
Nord	3.699	3.531	3.674	80.713	81.055	—	372
Ouest	5.350	3 437	2 836	59 292	60.356	—	1.064
Orléans	6.773	3.750	3 421	70 480	70 747	—	266
Est	4.802	3.407	2 803	59.2[illegible]8	59.257	—	49
Midi	3.138	1.914	1.779	38.7[illegible]4	37 001	+	1.752
Est-Algérien	[illegible]97	94	92	2 393	2 265	+	127
Bône-Guelma voie larg.	607	63	51	1.775	1.166	+	609
— voie étroite	128	27	14	337	162	+	174
Ouest-Algérien	296	41	49	977	849	+	128
Arzew à Kralfallah ..	214	25	21	580	566	+	13
Médoc	101	25	19	451	495	—	43

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er janvier au 31 mai...	33.440.000	32.010.000
Du 1er au 10 juin..........	2.130.000	1.860.000
Du 11 au 20 juin..........	2.050.000	2.280.000
Du 1er janv. au 20 juin.	37.620.000	36.150.000

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 20 juin 1895.

Les Fêtes de Kiel. — Nouvelle Loi sur le Timbre en Prusse. — Les Droits sur le capital des Sociétés anonymes. — La Caisse centrale des Unions syndicales. — Nouveaux Rachats de Chemins de fer. — Réduction de l'intérêt sur les Prêts fonciers. — Le 3 0/0 Prussien au pair. — Son Histoire. — Recensement des Professions. — Lois sur les Sucres et sur l'Alcool.

L'Allemagne tout entière a les yeux fixés sur Kiel. Ce n'est pas qu'elle soit toute à la joie d'y voir figurer la flotte française. On est fier de la grande œuvre accomplie, des avantages qu'elle assure à la puissance maritime de l'Empire et surtout du concours des flottes de toutes les puissances. Comme je vous l'ai indiqué dans mes lettres précédentes, la présence des marins français à l'inauguration du canal n'a provoqué aucune surprise. Les Français sont venus comme les Danois, les anciens maîtres de Kiel, et l'on contemple, avec une certaine curiosité, les navires de la seconde puissance maritime du monde.

Le projet de loi prussien sur le timbre a subi sans encombre le passage de la seconde lecture à la Chambre des députés.

La *Gazette de Francfort* souhaite à la flotte internationale une traversée aussi heureuse par le canal de Kiel — ce qui prouve, entre parenthèses, qu'il y a encore quelque risque à passer le canal des Deux-Mers en son état actuel. Un seul article de la loi a été profondément remanié : c'est celui qui a trait aux avances sur titres ou sur marchandises, le lombardage, comme on dit en patois franco-allemand. Cette opération, plus fréquente peut-être en Allemagne qu'en France, échappera au timbre. C'est M. Richter, le député de l'opposition libérale, qui a obtenu ce succès. Les autres changements introduits dans le projet du Gouvernement ne sont que de pure forme.

Parmi les nouvelles taxes de timbre, etc., projetées et qui seront sûrement adoptées, je dois vous signaler celle qui intéresse le plus les Sociétés financières.

A la création des Sociétés par actions ou en commandite, ou lors des augmentations de capital, le droit de timbre sera de 1/50 0/0, soit 2 pour 10.000. Les Sociétés à responsabilité limitée acquitteront une taxe graduée en raison de l'importance du capital de fondation.

L'échelle est ainsi dressée :

1° Jusqu'à 100.000 *M*.	1/50 0/0
2° De 100.000 à 300.000 *M*.	1/10 0/0
3° De 300.000 à 500.000 *M*.	1/2 0/0
4° Plus de 500.000 *M*.	1 0/0

pour toute formation ou pour toute augmentation de capital social.

La taxe est, en somme, de 1 0/0 pour les Sociétés financières.

C'est sans doute pour échapper à ces charges que plusieurs grands établissements financiers se sont empressés d'augmenter leur capital.

Le timbre sur les polices d'assurances sur la vie et de rentes viagères est de 1/20 0/0 ; sur les assurances sur les accidents, sur les transports, le droit est fixé à 1/2 0/0, ce qui est assez bizarre. Les polices d'assurances contre l'incendie, contre la grêle et la mortalité des bestiaux n'est que de 1 pour 1.000.

Le Landtag discute en première lecture le projet d'érection d'un établissement central de crédit. L'Etat se chargerait de l'administration de cet Etablissement, qui serait la Banque des Syndicats agricoles et urbains.

Les opérations du *Central-Crédit-Anstalt* auront pour but de donner le crédit à bon marché à la classe moyenne des villes et des campagnes.

Les Syndicats y déposeraient leurs fonds. On estime qu'un capital roulant de 5 millions serait suffisant.

La bourgeoisie rurale tirerait ainsi les mêmes avantages que les associations de grands propriétaires nobles.

Dans le plan gouvernemental, le nouvel Etablissement favoriserait la petite industrie des villes. Mais elle devrait s'organiser en fédérations de syndicats, les petites associations ne pouvant entrer en relations directes avec la Caisse centrale.

Je vous ai annoncé en leur temps les projets de rachats des chemins de fer de la Werra et de Weimar-Gera. Le Ministre des finances a déposé des projets de loi dans ce sens. Les chemins de la Saale à Unstrutt et de Zittau-Nikrisch seront également rachetés. Si ce mouvement continue, et rien ne prouve qu'il s'arrêtera, l'Etat prussien aura bientôt fait disparaître toutes les Compagnies de chemins de fer.

L'abaissement du taux de l'intérêt est devenu très sensible. Les Banques hypothécaires et les Associations provinciales en profitent pour convertir leurs lettres de gage ou obligations foncières. Le taux de l'intérêt est généralement abaissé de 4 0/0 à 3 1/2 0/0. On n'assure même de garantie contre une conversion ultérieure que pour un délai de 5 à 6 ans.

Ainsi viennent de procéder la Banque hypothécaire de Mecklembourg et l'Association provinciale de Poméranie.

Le 3 0/0 Consolidé Prussien a atteint le pair. C'est un véritable événement. Les financiers rappellent avec fierté que le 3 0/0 français a mis plus de 5 ans à passer du cours de 82 95 à celui de 100.

La hausse du 3 0/0 prussien, disent-ils, s'est effectuée avec plus de rapidité. Ce nouveau type de Rente n'a été créé qu'en 1890. Le premier emprunt prussien en 3 0/0, montant à 65 millions de *M*., ne fut émis qu'au cours de 87. Un second emprunt, de 250 millions de *M*., fut offert au public en février 1891, au prix de 84 40 ; un troisième, en février 1892, fut émis à 83 60 et représentait 180 millions ; enfin, la seconde partie de l'emprunt (140 millions de *M*.) fut livrée au prix de 86 60, en avril 1893.

La spéculation avait accueilli avec faveur le nouveau type de rente, mais elle avait compté sans son hôte. Le gros public résistait et les prix successifs des divers emprunts en 3 0/0 prouvent que le premier prix d'émission était trop haut.

La progression extraordinaire de ce type depuis 1893 s'explique par l'abondance exceptionnelle de l'argent sur les marchés européens. Londres en particulier a beaucoup acheté de ce 3 0/0 pendant l'automne de l'an dernier. Cette influence est bien marquée dans la liste des étapes successives parcourues par ce fonds d'Etat.

Au 2 janvier 1894, on cotait 86 40 prix d'émission de la seconde partie de l'emprunt de 1892. Evidemment les titres n'étaient pas encore classés. Ils l'étaient le 2 avril 1894, car le cours était de 88 70. A cette date seulement, c'est-à-dire au bout de quatre ans, les souscripteurs du premier emprunt étaient couverts. Mais, dès lors, chaque trimestre amena une nouvelle hausse : 90 80 au 2 juillet, 94 au 1er octobre, 96 25 au 2 janvier de cette année.

La baisse du loyer de l'argent au-dessous de 3 0/0 rendait dès lors certain l'événement qui s'est produit. Au 1er avril dernier, on cotait le 3 0/0 Consolidé prussien 98 70 et c'est le 13 juin, comme je vous l'ai annoncé dans ma dernière correspondance, que le cours fatidique de 100 a été enregistré.

Il ne s'est pas maintenu jusqu'à ce jour du moins, car nous cotons aujourd'hui moins de 100. Mais, à moins d'événements imprévus, il faudra peu de temps pour que le nouveau taux de capitalisation de la Rente prussienne soit définitivement accepté par le public.

Toutefois, les capitalistes anglais seront peut-être peu disposés à accepter le risque d'une conversion ultérieure en 2 3/4 0/0. A ce prix, ils préféreront réaliser leurs bénéfices et acheter du Consolidé britannique.

C'est le 14 juin qu'a eu lieu le recensement spécial des industries et des professions.

Il ne faut pas confondre ce recensement avec le dénombrement quinquennal de la population qui a lieu en décembre et donne des renseignements assez diffé-

rents. On se plaint de la complexité du questionnaire, malgré les soins pris pour le rendre intelligible. Naturellement, les résultats de ce recensement ne seront pas connus avant plusieurs mois. Le précédent avait eu lieu en juin 1882.

Le Conseil fédéral, dans sa séance du 14 juin, a définitivement adopté le projet de réforme des alcools. Il entrera donc en vigueur. La loi d'urgence sur le régime des sucres a été promulguée le 14 juin par le *Reichsanzeiger*.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	15 juin	Dif. 7 juin	15 juin	Dif. 7 juin
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots........	1.076.796	+ 2.279	943.719	+ 8.334
Billets du Trésor........	27.118	+ 666	29.327	+ 96
Billets d'autres banques.....	10.022	+ 138	9.751	— 276
Lettres de change........	542.552	+ 15.800	551 2.8	— 2.904
Prêts sur titres........	69 496	— 719	80.114	— 1 297
Valeurs........	9 721	— 188	7.040	+ 117
Autres propriétés........	42.468	+ 257	56 642	+ 2 760
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social........	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve........	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets........	1 054.557	+ 6.428	917.720	— 5.228
Autres engagements à vue...	56[illegible].794	+ 11.778	597 970	+ 12.080
Autresengagements........	9.122	+ 27	12.200	+ 30

Comparaison avec 1894 et 1893
(Millions de marks)

Stock métallique

	1893	1894	1895
31 mai ...	885,7	935,4	1 076,1
7 juin ...	882,3	93[illegible],4	1 074,5
15 — ...	882,3	913,7	1.076,7
23 — ...	870,6	945,7	......
30 — ...	813,7	899,4	......

Lettres de change et prêts sur titres

	1893	1894	1895
31 mai ...	740,0	619,6	604,5
7 juin ...	719,0	63[illegible],6	596,9
15 — ...	726,2	631,4	612,0
23 — ...	736,8	639,7	......
30 — ...	867,4	729,8	......

Circulation

	1893	1894	1895
31 mai ...	947,1	932,9	1 060,0
7 juin ...	930,7	922,9	1 018,1
15 — ...	928,9	917,7	1 054,5
23 — ...	971,4	958,7	......
30 — ...	1.100,0	1.109,2	......

Réserve de billets

	1893	1894	1895
31 mai ...	269,7	337,0	243,6
7 juin ...	281,2	345,1	251,1
15 — ...	285,1	358,4	249,7
23 — ...	228,5	316,0	......
30 — ...	39,3	120,0	......

L'exportation des Textiles en Allemagne. — Les résultats définitifs du commerce extérieur de l'Allemagne en 1894 viennent de paraître. L'exportation des produits textiles a baissé de 91.600.000 Marks en se réduisant à 605.300.000 *M.* au lieu de 696.900.000 *M.*, dont le détail se répartit comme suit :

	Exportation (en quintaux métriques) 1894	1893
Filés de coton...........	73.565	79.593
Cotonnades...........	307.075	331.271
Confections...........	84.161	85.115
Soieries...........	44.470	53.774
Filés de laine...........	85.886	70.267
Lainages...........	279.758	311.663

D'après la valeur, on a compté :

	1894	1893
	Millions de M.	
Filés de coton...........	15.7	18.2
Cotonnades...........	141.8	154.3
Confections...........	95.4	99.2
Soieries...........	122.9	169.4
Filés de laine...........	42.8	37.9
Lainages...........	186.7	217.9

Une reprise sensible s'est dessinée depuis le 1er janvier ; elle s'accuse pour tous les textiles, ainsi que le montre le tableau suivant :

	1895	1894
Filés de coton...........	24.403	23.139
Cotonnades...........	118.2[illegible]	104.555
Confections...........	25.904	26.599
Soieries...........	17.569	13.290
Filés de laine...........	27.138	22.759
Lainages...........	98.602	87.845

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 21 juin 1895.

Une opinion assez bizarre domine le marché. On espère encore que l'emprunt russo-chinois ne sera pas émis avant le grand emprunt international chinois. Sur cette base le marché est ferme et les cours des Consolidés se soutiennent, quoique le cours de 100 n'ait pu être gardé pour le 3 0/0 Consolidé Prussien.

Les bruits de conversion reprennent créance. Les cotes des valeurs et des charbonnages sont également bien tenues et même en hausse.

L'argent est plus recherché et la Banque de l'Empire a dû relever le taux de son escompte particulier sur le marché libre.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 20 juin 1895.

La Majorité. — M. Gladstone et Lord Rosebery. — Questions extérieures. — La Situation monétaire et l'escompte de la Banque. — Le Commerce extérieur de mai.

La situation du Cabinet s'affaiblit de jour en jour : les élections partielles enlèvent de nouveaux sièges à la majorité et les appuis sur lesquels lord Rosebery devait compter le plus l'abandonnent les uns après les autres. La décision que vient de prendre M. Gladstone doit, à ce point de vue, avoir dans le parti libéral un profond retentissement. Le *Times* vient d'annoncer, en effet, que le *Grand old man* a retiré l'autorisation donnée à un de ses collègues de voter pour lui sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans le pays de Galles. Cette décision n'est peut-être qu'un scrupule de piétiste anglican craignant de servir la cause de la négation religieuse par la neutralité dogmatique ; mais beaucoup sont disposés à la considérer comme un indice du mécontentement qu'inspire à M. Gladstone la politique générale du Gouvernement : le prestige du nom de l'ancien chef du parti libéral ayant seul permis jusqu'ici au Cabinet d'affronter bien des orages, on voit quelles conséquences il pourrait y avoir pour lui si M. Gladstone lui retirait son appui.

Un indice de l'affaiblissement du parti au pouvoir peut, d'ailleurs, se trouver dans l'attitude de la presse à l'égard de la politique extérieure de lord Rosebery. Unanime à soutenir, il y a quelque temps, cette politique, la presse témoigne aujourd'hui une certaine irritation et ne dissimule plus le mécontentement que lui cause la tournure prise par les événements d'Extrême-Orient. Elle avait été cependant la première à pousser le Gouvernement anglais à ne pas intervenir entre la Chine et le Japon ; comprenant que la situation actuelle de la politique européenne et asiatique est plutôt défavorable à l'Angleterre, elle veut en faire remonter aujourd'hui la faute à lord Rosebery. On voit que la situation s'embrouille de plus en plus.

On a parlé dernièrement de la possibilité d'un abaissement du taux de l'escompte de la Banque d'Angleterre. Cette nouvelle me paraît être sans fondement, bien que le taux soit à 2 0/0 depuis le 22 février 1894. Une seule fois ce taux resta à ce même niveau pendant une période aussi longue : ce fut après la panique de 1866 qui paralysa longtemps les affaires sur ce marché ; le taux officiel établi le 25 juillet 1867 à 2 0/0, s'y main-

tint jusqu'au 29 novembre 1868. Il ne semble pas que nous puissions avoir un changement quelconque avant l'automne; non seulement on paraît peu disposé à abaissé le taux de l'escompte au-dessous du minimum de 2 0/0, mais le moment serait mal choisi pour faire une modification, à cause de l'emprunt sino-russe et de l'influence que cette opération doit avoir sur le marché anglais. Malgré les achats de valeurs aurifères, les banques parisiennes détiennent, en effet, des quantités énormes de lettres de change sur Londres et elles sont en mesure d'enlever ici encore beaucoup d'or. Si on réduisait le taux de l'escompte, l'encaisse de métal jaune se trouverait bientôt diminuée. Il est donc peu admissible que l'on prenne une semblable mesure.

Vous avez pu voir dans le relevé sommaire du commerce extérieur en mai publié la semaine dernière, que les chiffres obtenus sont assez satisfaisants. Il y a lieu de tenir compte, en examinant ces chiffres, de ce fait que les fêtes de la Pentecôte n'ont pas enlevé, cette année une journée ouvrable comme elles l'avaient fait en mai 1894. Malgré cela les résultats obtenus montrent une progression certaine qui se manifeste autant aux importations qu'aux exportations. La reprise est cependant plus importante et plus satisfaisante dans les exportations. Ces dernières sont supérieures de 860.532 livres, soit 4.9 0/0, à celles de mai 1894; tandis que les importations dépassent de 618 026 livres, soit 1,8 0/0, celles du même mois. Un élément qui a exercé une certaine influence sur les meilleurs résultats obtenus le mois dernier, est le relèvement qui s'est produit dans le prix de plusieurs des marchandises de première catégorie. Cet élément devra exercer une influence encore plus grande sur les résultats des mois futurs, car la tendance paraît se maintenir.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE
19 Juin 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés	52.217.845	Dette fixe de l'Etat	11.015.100
		Rentes immobilisées	5 784 900
		Or monnayé et lingots	3 .417.845
Total	52.217.845	Total	52.217.845

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque)	13 931 339
Réserve et profits et pertes	3.049.267	Portefeuille et avances	21 0.3.314
Trésor et administration publique	8 987.975	Billets en réserve	26.833 355
Comptes particuliers	37.832 270	Or et argent monnayés	2.729.983
Billets à sept jours, etc.	1:5 512		
Total	61.548.024	Total	61.548.024

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
13 Mars	36.967	24 893	41.116	30.558	28.874	70	2
20 »	37.362	24.679	42.094	30.919	29.483	63	»
27 »	37.729	25.287	44.339	33.434	29.242	65	»
3 avril	37.744	26 123	42 950	32.891	28 420	66	»
10 »	36 653	26 316	39.600	30.278	27.136	68	»
17 »	36 755	26.018	40.357	3 . 531	27.536	68	»
24 »	37.492	25.978	41.810	31.251	28 313	67	»
1er Mai	37.036	26 238	41.693	31 877	27.597	66	»
8 »	36 928	24 213	42.021	32 289	27 514	65	»
15 »	36 956	25.798	43.314	33 135	27.9 9	64	»
22 »	37.1 3	25.523	44 038	33 376	28.430	64	»
29 »	37 500	25 810	44.768	34 146	28.460	63	»
5 juin	37.121	26 185	41.413	34.1 4	27.735	62	»
12 »	37 397	25 493	45 549	34 565	28.704	62	»
19 »	38.147	25 384	46.820	34.984	29 263	63	»

Le Commerce extérieur en Mai. — Nous publions ci-dessous notre tableau mensuel des Importations et Exportations :

IMPORTATIONS EN ANGLETERRE
(Mai et 5 premiers mois de 189')

DÉSIGNATION	Mai 1895	Comparaison avec mai 1894	5 1ers mois de 1895	Comparaison avec 1894
	£	£	£	£
Animaux vivants	827 605	— 208 026	3 015 387	— 412.727
Objets d'alimentat. Exempts	11 815.109	— 557.672	54.429.810	— 1 376.887
Taxés	1.731 648	+ 135 060	9 533.6 6	+ 239 812
Tabacs	265 697	+ 62.607	1 137.298	+ 108 769
Métaux	1.572 963	+ 68 981	7.207 655	— 1.102 196
Prod.chimiq., coul.	5:2.282	+ 61.291	3 230 726	— 128 031
Huiles	704.951	+ 159 984	3 130 6:3	+ 231 418
Mat. premières textil.	5.701.849	+ 187 323	37.223 89	— 3.434 692
Mat. premières autres	3 471.679	— 170 707	14 176 707	— 704.016
Objets fabriqués	6.851.996	+ 913 300	30 648.330	+ 1.536 031
Divers	1.168.445	— 67 744	5.627.126	— 1.666 027
Colis postaux	81.559	+ 33 589	454 466	+ 132.454
Totaux	34.752.086	+ { 618 026 = 1.8 %	169.816.204	— { 6.976.092 = 3.9 %

EXPORTATIONS DE L'ANGLETERRE
(Mai et 5 premiers mois de 1895)

DÉSIGNATION	Mai 1895	Comparaison avec mai 1894	5 1ers mois de 1895	Comparaison avec 1894
	£	£	£	£
Animaux vivants	86 728	+ 24 303	253 272	+ 67.169
Objets d'alimentat.	783.774	— 34 104	3 697.541	— 205.440
Matières premières.	1.705.211	— 9.395	6.926.821	— 1.353.395
Obj.fabr.ou en partie Fils et tissus	7.661.279	+ 494 679	40.904.855	+ 385.168
Met .et ouvrages en Met.(sauf les mach.)	2.460 717	+ 43 825	10 767.507	— 512.909
Machines	1.344.837	+ 6 790	5.821 388	+ 307 846
Confections	534 261	— 46 302	3 426 19	— 139.303
Prod.chim.et pharm.	808 41	+ 97 317	3 499 380	— 203.825
Divers	2.830 800	+ 263 315	12.527 898	+ 915 534
Colis postaux	119.727	+ 20.621	492.745	+ 82 251
Totaux des prod.angl.	18.314.744	— { 860.532 = 4.9 %	88 317.416	— { 656 904 = 0 7 %
Réexportation des marchandises imp.	5.215.785	+ { 311 677 = 6.3 %	21.965.581	+ { 509 862 = 2.1 %
Total des exportat.	23.560 529	+ { 1.172 209 = 5.2 %	113.282.997	— { 147.042 = 0.1 %

Mouvement commercial entre la France et l'Angleterre. — D'après les rapports des Chambres de commerce britanniques, les importations de France en Angleterre, en 1894, ont baissé d'un million de livres sterling, tandis que les exportations d'Angleterre en France ont augmenté de 11 millions de livres sterling.

Conversion du Rio-Tinto. — La Compagnie du Rio Tinto vient de procéder, par l'intermédiaire de la maison Rothschild, à la conversion des bonds hypothécaires (*mortgage bonds*) 5 0/0, 1re, 2e et 3e séries, par une émission de 3.600.000 liv. st. de *mortgage bonds* 1re catégorie. Voici les conditions de cette opération :

Tous les bonds qui n'auront pas été présentés à la conversion seront remboursés au pair, avec l'intérêt, à partir du 19 juillet : ils cesseront, à cette date, de produire intérêt. Il sera établi une note qui tranférera toutes les propriétés immobilières de la Compagnie en Espagne, y compris les mines de Rio-Tinto et le chemin de fer de Huelva, à des *trustees* (mandataires) pour assurer l'exécution du contrat hypothécaire. Les bonds seront remboursés par tirages semestriels en juin et décembre. Le premier tirage aura lieu en juin 1896 et le dernier en janvier 1929, mais la Compagnie se réserve le droit d augmenter l'amortissement et même de rembourser tous les bonds à partir du 30 juin 1905. Ces bonds sont émis à 98.

Finances Egyptiennes. — En 1894, les recettes de la Daïra se sont élevées à 1.578.744 liv. ég., contre

1.529.769 en 1893, et les dépenses à 1.466.751 liv. ég., contre 1.383.588 en 1893.

L'excédent des recettes représente, par conséquent, 111.993 liv. ég., contre 149.187 en 1893.

Sur cette somme, 9.143 liv. ég. ont été versées au Ministère des finances pour le rachat des pensions, tandis que le restant de 102.850 liv. ég., contre 146.181 en 1893, a été affecté à l'amortissement de la dette de la Daïra. Cette dette s'élève encore, pour le moment, à 6.644.360 liv. ég.

La diminution de l'excédent des recettes de 1894 est attribuée à la dépréciation de l'industrie sucrière.

Clearing-House

Résultat des compensations du 13 au 19 Juin

Jeudi 13 juin. .... £	23.916.000	Lundi 17 juin ...... £	21.547 000
Vendredi 14 juin ...	22.412 000	Mardi 18 juin	22 083 000
Samedi 15 juin......	20.483.000	Mercredi 19 juin.....	21.2[illegible]8 000
		Total.......£	13[illegible].729 000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 131.474.000.

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 21 juin 1895.

Sans montrer beaucoup d'animation, le marché s'est sensiblement raffermi pendant cette semaine et c'est en grande partie à la bonne tenue des places étrangères que cette amélioration est due.

Les fonds internationaux sont fermes sur les indications de Paris; le Russe et le Chinois montent lentement en vue de leur coupon, les Fonds Turcs sont à la remorque de Paris.

Les Fonds Brésiliens dont le niveau paraissait assez bas, bénéficient de demandes suivies; les Fonds Mexicains sont en progression constante, surtout le nouveau qui tend à se rapprocher de l'ancien.

Les Chemins mexicains, un peu influencés par le recul de certains produits en Amérique, restent plus faibles.

Le Rio est soutenu par la conversion des obligations; la de Beers est en hausse sur le bruit d'une augmentation de dividende en perspective.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 19 juin 1895.

La Crise ministérielle. — Le Commerce d'exportation de la monarchie. — La Marine marchande et la Société du Lloyd. — Conférences ministérielles; le programme monétaire pour 1896.

La crise ministérielle, latente depuis quelques jours, était provoquée par plusieurs causes, mais ce sont toujours les questions de nationalités, de rivalités de races, qui se manifestent, sous des formes variées, parmi les éléments si hétérogènes qui forment les assemblées de la Monarchie de Habsbourg.

Les incidents qui se sont produits ont démontré aussi que les racines de la fameuse coalition ne sont pas des plus solides. A l'heure actuelle le cabinet Windischgraetz n'a pas encore remis officiellement sa démission, mais sa situation est ébranlée au point qu'il lui serait difficile de conserver une autorité suffisante pour diriger les affaires du pays. On n'attend plus que la décision de l'Empereur.

Dans l'exposé que le nouveau Ministre des affaires étrangères de la Monarchie, vient de faire aux Délégations, il a promis de s'attacher tout spécialement au développement du commerce d'exportation. Le comte Goluchowski vise surtout la Chine et le Japon, où il espère trouver des débouchés importants pour l'industrie, si variée de l'Autriche Hongrie. Mais il y a un facteur avec lequel il faut compter et qui met tous les pays monométallistes-or, au milieu desquels on a voulu prendre rang dans une situation notoirement inférieure : ce sont les barrières que le change élève contre les importations de ces pays dans toute l'Asie, où la circulation est basée sur l'argent.

Je ne m'étendrai pas sur cette question que vous traitez d'une façon si complète dans l'*Economiste Européen*, mais il importait de l'effleurer pour démontrer l'inutilité des efforts qu'on va tenter dans ces sens, au moins pour les produits de grande consommation.

Il est à remarquer que les exportations de la Monarchie ne se dirigent que vers neuf Etats, savoir : l'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Italie, la Russie, la Suisse, la Roumanie et la Serbie. Toutes les autres parties du monde, c'est-à-dire les Etats-Unis, l'Australie, la Chine, le Japon, l'Egypte, la Grèce, le Monténégro, la Hollande, la Suède, le Danemark, etc., etc., figurent, dans les statistiques commerciales, sous la rubrique spéciale de « divers » qui comprend même Trieste, Fiume et Hambourg! Cette rubrique n'accuse, que le chiffre minime de 5.472 000 quintaux métriques sur un mouvement total de 132.500 000 quintaux.

Et pourtant l'organisation de la marine marchande de l'Autriche-Hongrie se développe de jour en jour; il convient de signaler surtout les efforts de la Société du *Lloyd*, qui perfectionne de jour en jour son outillage. Cette Société va reprendre le service entre Galatz et Batoum assumé jusqu'ici par la *Compagnie de Navigation à vapeur du Danube*, en transformant, à partir du 1er août, tous les services de la Méditerranée et de l'Orient. Pendant le mois d'avril, les recettes se sont élevées à 756.021 fl. (+ 52.166 fl.) pour un parcours de 160.035 milles marins (+ 4.636); depuis le 1er janvier et jusqu'au 30 avril les recettes ont atteint un total de 2.786.286 florins pour un parcours de 610.915 milles ; c'est là une plus value de 151.966 fl. et une augmentation de 8.401 milles marins sur la période correspondante de 1894.

Le ministre des finances hongrois, Dr Lukacs, est venu à Vienne à la fin de la semaine dernière, accompagné de deux de ses collaborateurs, pour conférer avec M. de Plener au sujet du programme monétaire à adopter pour 1896 et de diverses questions se rattachant au privilège de la *Banque d'Autriche-Hongrie*. Il s'agit de fixer, tout d'abord, les chiffres de la frappe des pièces de 20 et 10 couronnes en or, ainsi que ceux des pièces d'une couronne, des monnaies de nickel et de cuivre. Les résolutions prises d'un commun accord seront soumises au Parlement à la session d'automne. On annonce, à ce propos, que l'Hôtel des monnaies de Kremnitz a déjà frappé tout l'or nécessaire à la régularisation de la *valuta* en Autriche ; la direction de cet Etablissement ne s'occupera donc plus que des besoins de la Banque d'Autriche Hongrie en Transleithanie ou des barres d'or déposées par les particuliers pour être transformées en monnaies.

Informations Économiques et Financières

Le Commerce Extérieur de l'Autriche-Hongrie. — Voici, pour compléter les renseignements contenus dans l'*Economiste Européen* du 1er juin 1895 (no 177), les chiffres totaux du commerce extérieur de la Monarchie (non compris les métaux précieux), pendant les quatre premiers mois de 1895, comparés avec la période correspondante de 1894 :

	1er janvier au 30 avril	
	1894	1895
	En florins	
Importations............	235.445.457	2[illegible]5.235.158
Exportations............	240.625.403	22[illegible].946.886
Total du mouvement..	476.070.860	463.182.044

Il résulte de la comparaison de ces chiffres que, pour les quatre premiers mois de 1895, les *importations* accusent un excédent de 7.288.272 florins sur les

exportations, tandis que, pendant la période correspondante de 1894, ces dernières avaient bénéficié d'un excédent de 5.179.946 florins.

Le Mouvement des Métaux précieux en Autriche-Hongrie. — Voici les chiffres comparatifs du mouvement des métaux précieux en Autriche-Hongrie, pendant les quatre premiers mois de 1895 et 1894 :

	1er janvier au 30 avril 1894	1895
Importations	15.282.952	31.672.366
Exportations	9.352.488	6.539.719
Total du mouvement	24.635.440	38.212.085

On voit que, pendant cette période, les *importations* de métaux précieux accusent un excédent de 25.132.647 florins contre 5.930.504 fl. pour la période correspondante de 1894.

Le Mouvement des Sucres en Autriche-Hongrie. — La *production* des sucres, pour la campagne actuelle, s'élevait, au 1er mai 1895, aux chiffres suivants, comparés à ceux de la période correspondante de la précédente campagne :

	1er mai 1894-95	1893-94
	Tonnes	
Sucre raffiné	626.411	564.513
— brut	290.871	161.376

Et voici les chiffres comparatifs des *exportations* et de la *consommation* indigène :

	1894-95	1893-94
	Tonnes	
Sucre raffiné (consommat.)	245.380	212.000
— brut —	1.793	1.632
Sucre raffiné (exportation)	252.810	267.211
— brut —	42.800	68.465

Le *Stock* général, au 1er mai, était donc de :

	1894-95	1893-94
	Tonnes	
Sucre brut	197.376	134.911
— raffiné	277.644	115.242

Il est bon d'indiquer, à ce propos, que les stocks du monde entier s'élevaient, au commencement de juin 1895, à 2.463.700 tonnes contre 1.290.000 tonnes pour la période correspondante de l'année antérieure.

Première Caisse d'Epargne Autrichienne. — Voici la situation de la *Première Caisse d'Epargne autrichienne* à fin mai 1895 :

Pendant le mois de mai les *dépôts* se sont élevés à : 1.222.658 florins à 3 3/4 0/0 pour 24.224 comptes, — 1.541.518 florins à 3 1/4 0/0 pour 4.923 comptes, — 2.067.754 florins à 3 0/0 pour 490 comptes ; — soit, au total, 4.831.930 florins pour 29 637 comptes.

Dans ce même mois les *retraits* se sont élevés à : 1.555.460 florins à 3 3/4 0/0 pour 17.101 comptes, — 1.460.682 florins à 3 1/4 0/0 pour 6.526 comptes, — 2.030.574 florins à 3 0/0 pour 1.035 comptes ; — soit, au total, 5.046.716 florins pour 24.662 comptes.

A fin mai 1895, le compte des *Dépôts à intérêts* s'élevait à 194.734.883 florins, dont 127.631.110 florins à 3 3/4 0/0, — 46.029.964 florins à 3 1/4 0/0, et 21 millions 73.808 florins à 3 0/0.

A fin mai 1894, le total des prêts en cours s'élevait à 104.052.456 florins.

Le *Bureau des avances et des valeurs* a escompté, en mai, pour 7.896.156 florins de traites et a encaissé 6.635.744 florins.

Au 31 mai 1895, le *Syndicat de Crédit* comptait 549 participants, représentant un crédit utilisable de 7.833.000 florins, avec un fonds de garantie de 411.000 florins. Pendant ce même mois de mai le Syndicat a escompté aux participants 2.335 effets, s'élevant à 710.000 florins (au taux de 4 1/4, 4 3/4 et 5 1/2 pour cent) et le crédit utilisé à la date du 31 se chiffrait par 2.455.000 florins.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 21 juin 1895.

Malgré la crise ministérielle, la tendance a été ferme cette semaine, mais le resserrement monétaire s'est accentué. Sur le marché libre, le taux de l'escompte se rapproche du taux officiel de 4 0/0 et les reports varient entre 6 et 11 0/0 en coulisse et 5 1/2 à 6 0/0 en banque.

A signaler d'importants achats d'arbitrages.

La démission du cabinet Windischgraetz a été acceptée par le Souverain ; le comte Kielmansegg est chargé de présider le nouveau Ministère, qu'on peut considérer comme un Cabinet de transition.

Le Ministre du commerce hongrois a refusé d'approuver la concession du Chemin de fer Métropolitain électrique qui avait été accordée à un Syndicat par le Bourgmestre de Budapest.

BELGIQUE

La Situation du Trésor. — On vient de distribuer aux Chambres belges le document indiquant officiellement la situation du Trésor au 1er janvier 1895. Il résulte des chiffres de M. Smet de Naeyer que le boni de l'exercice 1892 est définitivement arrêté à 6.261.000 fr.

Pour 1893, le boni est évalué provisoirement à 7 millions 600.000 fr., et pour 1894 à 7.479.000 fr. Mais il s'agit là de boni pour le budget ordinaire, établis à l'aide de l'ancien mode de comptabilité.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite de Belgique. — Pendant le mois de mars dernier, le nombre des versements s'est élevé au chiffre de 183.165 ayant porté sur une somme totale de 17 932.315 fr. 56. Pendant le même mois, le chiffre des remboursements était de 68.345 fr. ayant porté sur la somme de 19.497.063 fr. 81. Les remboursements ont donc, pendant le mois qui nous occupe, dépassé les versements de 1.564.748 fr. 25. Le nombre des livrets ouverts, toujours pendant le même mois, s'élève à 13.841 fr. ; celui des livrets soldés, à 8.514 fr., soit donc un excédent de 5.327 livrets restant ouverts.

Le montant total des versements effectués depuis le 1er janvier jusqu'au 31 mars de cette année s'élève à 61.528.678 fr. 07, se répartissant sur un nombre de versements de 622.128. Le nombre des remboursements faits pendant la même période, s'élève à 163.890 représentant une somme de 56.080.655 fr. 07. Le nombre des versements a par conséquent dépassé, pendant les trois premiers mois de 1895, de 458.238 fr. celui des remboursements, et l'import de cet excédent n'est plus que de 5.448.043 fr., au lieu de 7.012.791 fr. 25 qu'il était au 28 février dernier.

Le solde resté au 31 décembre 1894 étant de 440.399.798 fr. 54, le chiffre total du solde, au 31 mars dernier, s'élève donc à 445.847.841 fr. 54 se répartissant sur un nombre de livrets ouverts de 1.094.621.

Situation des Etablissements de Crédit belges au 31 décembre 1894. — Le chiffre total du bilan des Etablissements de crédit belges était, au 31 décembre 1894, tant à l'actif qu'au passif, de 1.010.343.000 fr.

Le bénéfice net moyen de ces Etablissements avait été en 1893, comme en 1892, de 8 40 0/0. Il s'est élevé, en 1894, à 9 11 0/0. C'est là une preuve que les affaires ont été plus actives en 1894 que pendant l'exercice précédent.

Voici le bilan des principaux Etablissements de crédit belges au 31 décembre 1894 :

	En milliers de francs — Bilan au 31 déc. 1894
Société Générale pour favoriser l'Industrie nationale.........	200.758
Banque Liégeoise..............	87.003
Banque Namuroise Vervétoise...	44.847
Banque de Bruxelles............	44.432
Banque Centrale Anversoise.....	38.036
Credit Foncier de Belgique......	36.256

Le Mouvement du Port d'Anvers. — Pendant le mois de mai 1895, il est entré, dans le port d'Anvers, 427 navires d'un tonnage total de 476.226 tonnes et d'un tonnage moyen de 1.126 tonnes. Comme on le verra par le tableau ci-dessous, depuis le mois de mai 1891, le mouvement du port d'Anvers n'avait pas été aussi considérable. Les importations de grains, surtout, ont été énormes ; en effet, elles ne comportent pas moins de 3.225.000 hectolitres.

Cependant, il y a une légère diminution dans les entrées de navires depuis le commencement de l'année, mais elle est due à l'interruption partielle de la navigation en février ; par contre, le tonnage progresse toujours.

Voici le tableau :

		Nombre de navires	Tonnage total	Tonnage moyen
Mai	1895....	427	476.226	1.126
—	1894....	421	460.260	1.087
—	1893....	401	418.701	1.044
—	1892....	388	389.929	1.005
—	1891....	438	447.862	1.020
5 mois	1895....	1.830	2.103.502	1.163
—	1894....	1.853	2.008.690	1.087
—	1893....	1.697	1.804.644	1.065
—	1892....	1.800	1.897.823	1.057
—	1891....	1.728	1.782.390	1.061

BOURSES FINANCIÈRES DE BRUXELLES & D'ANVERS

Cours officiels de cloture des six dernières semaines

	17 mai	24 mai	31 mai	7 juin	14 juin	21 juin
Valeurs diverses						
Rente belge 3 0/0..........	101 70	101 50	101 35	101 ..	101 »	101 »
— — 2 1/2 0/0......	98 .	97 50	97 »	95 50	95 70	95 70
Banque de Belgique	18 50	18 50	18 50	18 »	18 »	18 50
— Nationale..........	2 40 »	2540 »	2535 »	2525 »	2525 »	2 25 »
Ch. de fer Anvers Rotterd..	9 7 5	910 »	920 »	9.5 »	92 »	920 ..
— Brux.-Lille-Calais	459 »	459 »	452 50	4 2 50	450 »	450 »
— Congo (p. d. f.)...	1 5 »	100 »	100 »	100 »	100 »	100 »
Valeurs étrangères						
Argentine E	343 50	345 »	345 »	337 »	345 »	345 »
Brésil 4 0/0	76 2	75 15	75 75	74 »	74 »	74 ..
Egypte Unifiée..............	520 »	525 »	530 »	53 »	5 9 »	519 »
Espagne Extérieure 4 0/0..	72 7	72 »	72 50	69 5.	66 50	68 50
Hollandais 3 0/0	100 6	100 60	100 2	100 50	100 50	00 50
Change sur Amsterdam	208 97	208 80	208 45	208 30	208 35	208 15
— sur Berlin	123 45	123 45	123 47	123 45	123 47	123 55
— sur Londres.........	25 25	25 27	25 23	25 24	25 2	25 23
— sur Paris	100 20	100 21	100 14	100 15	100 17	100 16
Anvers						
Change sur Paris	100 25	100 22	100 17	100 21	100 17	00 17
— sur Berlin	123 45	123 3	123 35	123 35	123 35	123 55
— sur Londres........	25 23	25 30	25 27	25 27	25 26	25 25

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 19 juin 1895.

Le Budget. — La Situation à Cuba. — L'Assemblée générale du Nord-Espagne. — Le Bimétallisme aux Cortès.

Les Cortès ont enfin terminé la discussion du budget : elles ont approuvé aussi les mesures transitoires proposées par le Gouvernement. On va s'occuper, à présent, du budget de Cuba. A propos de Cuba, je suis obligé de démentir, presque chaque semaine, les nouvelles les plus extravagantes qu'on fait circuler à l'étranger. C'est ainsi qu'on a parlé d'un nouvel envoi de renforts de 25.000 hommes ; la vérité est qu'on a tout bonnement comblé, par un appel des réserves sous les drapeaux, les vides faits par les départs pour Cuba. Dans un pays où l'armée active ne comprend que 100.000 hommes, on ne peut laisser les effectifs se réduire du quart sans remplir les vides.

Je vous répète ce que je vous ai déjà dit : le Gouvernement veut en finir à tout prix avec cette insurrection et on ne saurait le blâmer de prendre toutes les dispositions nécessaires pour atteindre ce but. J'ajoute que les nouvelles de là-bas sont meilleures ; les Etats-Unis conservant une attitude correcte en empêchant la contrebande d'armes et les embarquements de flibustiers, la tâche du maréchal Martinez Campos se trouve facilitée dans une certaine mesure.

L'assemblée générale des actionnaires du *Nord-Espagne* a eu hier. Je reviendrai sur cette réunion, mais, dès à présent, il est bon de constater la naïveté du rapport du Conseil d'administration. Il s'engage à ne pas distribuer de dividendes aux actionnaires tant qu'un accord ne sera pas intervenu avec les obligataires! Mais avec quoi leur paierait il des dividendes ?

D'autre part, on fait voter une résolution pour trois années, alors qu'il y a une assemblée générale annuelle et que celle de 1896 peut parfaitement adopter d'autres vues. Tout cela est enfantin et il convient de constater que le rapport ne justifie pas la mesure arbitraire dont les obligataires du Nord-Espagne ont été victimes.

M. Calzado, député aux Cortès, a constaté, il y a quelques jours, à la tribune, les progrès réalisés dans le monde par l'idée *bimétallique* : à cette occasion, il a rendu hommage à l'activité féconde de votre rédacteur en chef, M. Edmond Théry. M. Calzado a invité le Ministre des finances à envoyer des délégués aux diverses conférences qui pourront avoir lieu pour la question monétaire.

M. Navarro Reverter a répondu qu'il tiendrait le plus grand compte des observations de M. Calzado et qu'il ne perdrait jamais de vue les intérêts du pays. Le Ministre croit à la prochaine hausse de l'argent, comme conséquence de l'emprunt sino-russe et d'autres facteurs, tels que l'accroissement de la production au Transwaal, accroissement qui, de l'avis de M. Navarro Reverter, doit provoquer une dépréciation du métal jaune.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 3 juin (22 semaines)

	1892	1893	1894	1895
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	5 934 107	6.033.064	6 354.465	6.304.561
Nord de l'Espagne (1959 k.)	22.299 799	21.723.007	22 832.795	19 771.038
Asturies (741 kil.)	4.063 948	4 589 197	5 109 777	1.805 071
Lérida-Reus (103 kil.) ...	582 780	572 131	513 212	483.898
Almausa-Valence (460 kil.)	4 905.112	4 535 277	4.767 536	4 347.033
Saragosse (2672 kil.)......	21.658 071	21.420 716	21 673 237	20 833.310

Les Obligations du Trésor en Espagne. — Voici le texte du projet de loi présenté aux Cortès, que nous avions résumé dans notre situation financière générale du 15 juin (*Economiste Européen* nº 179) :

« *Article unique.* — Les obligations et pagarés du
« Trésor émis en vertu de la loi du 26 juin 1894 et ceux
« remis à la Banque d'Espagne durant l'exercice en
« cours pour soldes en sa faveur dans les comptes de
« Trésorerie, pourront être retirés et renouvelés par les
« moyens et dans les délais et conditions les plus
« convenables pour les intérêts du Trésor. Le Gouver-
« nement rendra compte du résultat de ces opérations
« aux Cortès. »

Au sein de la Commission du budget, on trouva à redire à la faculté de retirer ces titres, comme pouvant impliquer une autorisation pour négocier une conversion ou un emprunt.

La Commission rédigea donc le texte de l'article unique de la façon suivante :

« Le Ministre est autorisé à renouveler les obliga-
« tions et pagarès du Trésor émis en vertu de la loi
« du 26 juin 1894, et les pagarès remis à la Banque
« d'Espagne durant l'exercice en cours pour soldes de
« Trésorerie, ce renouvellement pouvant se faire dans
« les délais et avec les intérêts qu'on estimera néces-
« saires. »

Ce projet de loi a été voté d'urgence par les deux Chambres pour permettre au Ministre des finances et à la Banque d'Espagne de prendre les dispositions nécessaires avant le 30 juin pour renouveler les 333.212.900 piécettes d'obligations 5 0/0 et les cinquante et quelques millions de pagarès 3 0/0 du Trésor.

Les Recettes des Douanes aux Iles Philippines. — La *Gazette officielle* de Manille vient de publier le tableau comparatif des droits de douane perçus pendant les années 1893 et 1894.

Le total des droits de douane perçus dans les Philippines pendant l'année 1894 a été de..$	4.822.815 55
en 1893 il avait été de..................	4.269.803 04
Il y a donc une différence en plus de	553.012 51

pour la première de ces deux années.

Ce sont les exportations qui ont contribué le plus à la marche favorable des rentrées du fisc, en passant de 296.212 $ 62 à 545.051 $ 94, chiffre qui aurait pu être encore plus élevé, si les exportations des principaux produits de ces îles avaient suivi le mouvement constaté pendant les années antérieures.

L'augmentation sur les droits d'importation a été moins forte que celle qui est notée pour les droits d'exportation, attendu qu'elle ne monte qu'à 189.220 $ 85.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 21 juin 1895.

Des achats très suivis, portant, notamment sur le *4 0/0 Intérieur* ont amené une grande fermeté sur le marché espagnol ; l'approche de la liquidation explique, en partie, ces achats qui sont, en réalité, des rachats du découvert. Au surplus, on pouvait prévoir cette réaction après la baisse injustifiée qui s'était produite.

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 19 juin 1895.

La Situation parlementaire. — Le Programme financier. — Les Crédits fonciers des instituts d'émission. — Les Loteries en 1893-94.

Les débuts de la session parlementaire sont des plus favorables au Cabinet italien. En effet, en ce qui concerne le programme financier déposé la semaine dernière par MM. Sonnino, ministre du Trésor, et Boselli, ministre des finances, les bureaux de la Chambre ont nommé, pour l'examiner, une Commission composée exclusivement de candidats ministériels. Les conclusions de cette Commission ne font donc aucun doute et il y a tout lieu de supposer qu'elles seront formulées de façon à convaincre le Parlement.

Je vous ai envoyé la traduction *in extenso* de l'exposé de M. Sonnino. Il y a un point sur lequel tout le monde est d'accord : c'est la fermeture complète du Livre de la Dette publique et l'unification de toutes les dettes en deux titres uniques : un 4 1/2 0/0 intérieur et un 4 0/0 extérieur. Confiant dans le relèvement des forces économiques et financières du pays, M. Sonnino jette les bases de la conversion des titres italiens pour l'époque où ils auront dépassé le pair.

L'espace me manque pour analyser les divers projets de loi qui forment le corollaire de l'exposé de M. Sonnino, mais je vous en parlerai au fur et à mesure de leur discussion à Montecitorio. Aujourd'hui, je me bornerai à un court résumé du projet relatif aux crédits fonciers des Instituts d'émission, et spécialement de la Banque de Naples.

Ces crédits fonciers pourront accorder, à ceux de leurs débiteurs dont les comptes ne seront pas en retard de plus de 8 semestrialités au moment de la promulgation de la loi, de nouveaux délais, répartis en fractions égales aux semestrialités échues, en ajoutant les intérêts. Ils pourront céder leurs créances à des particuliers ou à d'autres Instituts, en se conformant aux dispositions de la loi ; dans ce cas, le produit de la cession devra être appliqué à l'extinction de la dette correspondante et à l'amortissement proportionnel des obligations émises.

Mais ces dispositions ne s'appliquent pas à la *Banque de Naples*, qui devra assurer elle-même le service de ses obligations foncières à partir du 1er août 1895, suivant les taux d'amortissement indiqués et au moyen de tirages semestriels.

La *Banque de Naples* mettra chaque année, à la disposition de son crédit foncier, une somme de 8 1/2 millions de lire, devant servir à payer les taux d'amortissement et les intérêts des obligations en circulation ; le surplus de cette somme sera employé, chaque année, au rachat d'un certain nombre de titres fonciers qu'on annulera, tant que les cours en Bourse seront au-dessous de la valeur nominale et, quand les titres auront atteint le pair, on en remboursera, chaque année, un certain nombre en plus de ceux sortis aux tirages.

Les bénéfices et excédents de caisses disponibles à la clôture de l'exercice annuel devront servir : 1° à rembourser à la Banque les sommes qu'elle aura avancées à son crédit foncier au delà de 40 millions de lire ;

2° Au rachat d'obligations qui seront annulées.

Je vous ai déjà résumé les rapports de la *Direction Générale des Gabelles* sur le rendement du sel et du tabac ; il me reste à vous parler des *loteries* en 1893 94.

Les recettes totales de l'Administration se sont élevées à 64.895.835 lire, les lots à rembourser à 29 millions 643.515 lire et les dépenses à 5.969.974 lire ; soit un bénéfice net de 29.278.346 lire, en moins-value de 2.342.331 lire en comparaison avec l'exercice antérieur. Par rapport aux prévisions budgétaires, la moins-value est de 2.912.772 lire pour les bénéfices.

En ce qui concerne les lots payés, ils se chiffrent, ainsi que je viens de l'indiquer, par 29 643.5[illegible]4 lire pour l'exercice 1893-1894, contre 31.116.035 lire en 1892 93; pour la période triennale de 1888 à 1891, ce facteur ressort en moyenne à 37.746.893 lire, et pour les deux années 1891 à 1893, à 34.069.517 lire. Les charges résultant de ce chef se sont donc réduites de 1.472.251 lire par rapport à l'exercice antérieur et, respectivement, de 8.103.324 lire et 5.026.002 lire en comparaison avec lesdites moyennes triennale et biennale.

Si on compare simplement l'écart entre les recettes de l'Administration des loteries et les lots, on trouve les chiffres suivants :

Pour l'exercice 1893 94.........	35.107.992 lire.
— 1892 93.........	37.599.484 »
Moyenne triennale 1888-91.....	37.485.223 »
— biennale 1891-93.....	36.444.184 »

Soit une diminution, pour le dernier exercice, de 2.491.562 lire sur 1892-93 et, respectivement, de 2 millions 377.301 lire et 1.336.262 lire sur les périodes 1888-91 et 1891 93.

Le comm. Sandri, directeur général des Gabelles, attribue la moins-value aux abus et aux fraudes qu'on pourrait prévenir en adoptant les réformes proposées à la suite de son rapport.

Informations Économiques et Financières

L'Exposé financier de M. Sonnino

Voici l'exposé financier présenté au Parlement italien, à la séance du 13 juin 1895, par le Ministre du Trésor :

M. Sonnino a déclaré tout d'abord que les résultats de l'exercice 1894-1895 sont en substance ceux annoncés par l'exposé financier du 10 décembre 1894.

La plus-value des recettes est assurée par les mesures déjà appliquées au moyen d'un décret royal, par un plus grand rendement de quelques taxes et par une moindre dépense pour les changes. On compensera amplement les dépenses faites pour la campagne d'Afrique et celles occasionnées par les tremblements de terre et les rendements moins forts des autres taxes.

EXERCICE 1895-96

Pour l'exercice prochain on prendra comme base les chiffres résultant des états de prévision présentés à l'ancienne Chambre, qui sont les suivants :

Recettes effectives, 1.558.027.464 lire. Remboursements des existences locales pour les constructions de chemins de fer, 589.630 lire. Entrée du mouvement des capitaux sans aucune augmentation nouvelle de dettes, 32.331.655 lire. — *Total des recettes*, 1.590.948.749 lire.

Dépenses effectives, comprenant 12.400.000 lire de dépenses extraordinaires pour les chemins de fer, 1.572.928.277 lire. Constructions de chemins de fer, 33.500.000 lire. Dépenses dans le mouvement des capitaux, 23.790.761 lire. *Total des dépenses* 1.630.219.018 lire.

Le *déficit* ressortirait ainsi à 39.270.268 lire.

Mais par suite de divers facteurs ne figurant pas dans les états de prévision, le déficit se trouve augmenté de 7.800.000 lire, ce qui le met, au total, à 47.000.070 lire.

Les mêmes états de prévision tenaient déjà compte de 32.725.000 lire de réductions effectuées par le Pouvoir exécutif; on avait annoncé, en même temps, d'autres projets d'économies s'élevant à 20 millions, dont quelques-uns contrebalançaient seulement des augmentations correspondantes de dépenses.

La courte durée de la session parlementaire a empêché l'entrée de 27 millions nets devant provenir de nouveaux impôts ou d'augmentations des impôts anciens. Toutefois, on a déjà pourvu à 18 millions sur ce chiffre au moyen de quelques decrets dit de *catenaccio* ainsi répartis : droits de douane, 10 1/2 millions; taxe de fabrication de l'alcool, 3 millions; taxe de fabrication des allumettes dépassant les augmentations de dépenses, 4 1/2 millions — soit, au total, 18 millions.

LES NOUVEAUX « PROVVEDIMENTI »

Il restait donc à trouver 9 millions au moyen de nouveaux projets de loi. On les trouve avec : gaz et lumière électrique, 4 millions; taxes hypothécaires 2 1/2 millions; ressources des taxes douanières, 1 1/2 millions; poids et mesures, 1/2 million; — soit un total de 9 millions.

Avec tous ces *provvedimenti* réunis, c'est-à-dire une plus-value de recettes de 27 millions et une diminution de dépenses de 20 millions, on serait arrivé à l'équilibre budgétaire, mais il y a lieu de tenir compte des événements qui se sont produits depuis le 10 décembre 1894.

Le temps presse et la courte période qui nous sépare du nouvel exercice nous oblige à réduire la prévision de l'efficacité des mesures proposées. On ne peut espérer pouvoir faire approuver avant les vacances d'été toutes les lois concernant le budget de la justice.

Pour le prochain exercice l'exercice budgétaire devra se réduire de 2 millions à 700.000 lire. Il a fallu, aussi, retarder l'application pleine et entière des décrets modifiant les dépenses militaires; mais le Ministre de la guerre y a suppléé en proposant des réductions de caractère provisoire, en attendant l'application des réformes organiques.

L'excédent budgétaire ressortira ainsi à 6.800.000 lire.

POUR L'ERYTHRÉE

La contribution totale du budget colonial de l'Erythrée devra, en raison de l'extension territoriale, être portée à 10 millions, en augmentation de 1.750.000 lire.

REMBOURSEMENT DE TAXES. — PRIMES DES LOTERIES. — MARINE MARCHANDE.

Il convient d'augmenter d'un demi-million la somme prévue pour remboursement de taxes et de 1.400.000 lire la prévision des primes des loteries, non par suite de dépenses nouvelles, mais en raison de certains facteurs indépendants de la volonté de l'Administration.

Quant à la marine marchande, il y a lieu de prévoir une augmentation de dépenses de 550.000 lire, soit que l'on proroge la loi actuelle, soit que le Parlement adopte le nouveau projet de loi qu'on va lui soumettre.

LES RECETTES

La prévision pour les tabacs a été réduite de 1 million, et celle du timbre d'un demi-million. Mais on a pu, sans dépasser les limites de la plus rigoureuse prudence, et en se basant sur les résultats de l'exercice en cours, tabler sur les augmentations suivantes : Douanes, 2 millions en plus; richesse mobilière, 600.000 lire ; sel, 500.000 lire.

ÉTAT RÉCAPITULATIF

En additionnant toutes les augmentations et réductions, tant de recettes que de dépenses, et en admettant que toutes les propositions du Ministère soient acceptées, voici comment s'établira le budget de 1895-96 :

Recettes réelles............	1.618.208.696 lire
Dépenses réelles...........	1.615.630 773
Soit un excédent de.........	2.577.923 lire

Il y a, en outre, l'équilibre entre les deux catégories des recettes et des dépenses effectives, qui donnent un excédent de 6.791 lire.

LES CAISSES ET LES CONSTRUCTIONS DE CHEMINS DE FER

Les projets de loi tendant à amortir le déficit en capital dans les caisses des employés de chemins de fer et pour empêcher de nouveaux déficits, sont prêts.

Pour l'avenir, il n'est pas possible d'affirmer — car la question dépend en grande partie de la possibilité des accords avec les Sociétés en exercice — d'une façon positive qu'on arrivera à faire face, pendant les quatre années consécutives, à tous les besoins urgents des caisses sans dépasser le total de 30 millions, qui reste le chiffre normal fixé par la loi de 1892 pour les constructions de chemins de fer, mais le Ministre des travaux publics espère atteindre le but visé dans une période dépassant la prochaine période quinquennale, sur laquelle se répartit la somme de 7 millions environ représentant les subventions aux chemins de fer de la quatrième catégorie, en obtenant un concours des Sociétés.

En résumé, le total des économies nouvelles proposées par le Gouvernement dépasse de beaucoup celui des réductions de dépenses, puisqu'il a fallu faire face aux augmentations de dépenses non prévues dans les états de prévisions. Elles s'élèvent à plus de 6 millions qui viennent s'ajouter aux 14 millions de réductions dans les dépenses effectives.

LE TRÉSOR

L'exercice 1893-94, se soldant par un déficit de 59 millions, aggrave d'autant la situation du Trésor.

L'exercice actuel n'apportera aucune aggravation; il en sera de même l'exercice prochain, si on approuve les propositions du Gouvernement.

Les *provvedimenti* relatifs à l'administration spéciale du Trésor se résument comme suit :

Dette publique; les nouvelles propositions tendent :

1° A unifier les innombrables types de titres créés pour compte de l'Etat, en transformant les dettes rachetables de toutes sortes en un nouveau titre intérieur de 4 0/0;

2° A empêcher tout accroissement ultérieur de la dette publique au moyen d'émissions de titres anciens ou au moyen de la création de titres nouveaux;

3° A fermer non seulement le Grand Livre de la Dette publique, mais encore *l'édition diamant* de la dette elle-même, créée au cours des quinze dernières années, qui a porté un si grave préjudice à l'Etat et à ses créanciers et qui a enlevé toute efficacité au contrôle parlementaire.

On a beaucoup ergoté à propos de l'opération sur les dettes rachetables, décidée par la loi du 22 juillet 1894, mais ce n'est là qu'une répétition de ce qu'a fait, en 1872, M. Sella avec la *Banque Nationale*, à compte à demi, avec cette différence qu'aujourd'hui tout le bénéfice éventuel revient à l'Etat.

L'allégation produite par les adversaires du Cabinet, consistant à dire que le Ministre du Trésor pourrait se prévaloir de ces opérations pour manipuler la caisse suivant son bon plaisir, est sans consistance.

La Cour des comptes ne saurait admettre une aliénation anticipée.

LA CIRCULATION

Par suite des conditions meilleures de la circulation du papier et des espèces métalliques, il est opportun de s'acheminer vers une restriction progressive de la circulation des billets d'Etat non couverts par une réserve métallique correspondante.

A cet effet, le Gouvernement propose, tout d'abord, de ramener aussi à la limite extrême de 800 millions, prévue par

la loi du 22 juillet 1894 pour les billets d'Etat de une lira, les bons de caisse de une et de deux lire.

En second lieu de fixer une réserve intangible, qui ne sera pas inférieure à 80 millions, pour les 400 millions de billets qui circulent aujourd'hui à découvert.

Enfin de réduire de 400 à 200 millions la nouvelle émission de billets d'Etat garantis par une reserve métallique expressément immobilisée dans ce but.

En résumé, il s'agit de restreindre à 110 millions la limite de toute la circulation de l'Etat, et de donner ainsi à la circulation une base plus solide et affermissant le crédit de l'Etat en hâtant le jour de la reprise normale de l'échange des billets contre de la monnaie.

LES INSTITUTS D'ÉMISSION

Le Ministre propose :

1° La convention avec la *Banque d'Italie*, à laquelle on cède le service des Trésoreries provinciales et qui reste chargée de la liquidation finale de la Banque romaine ;

2° Des mesures d'un caractère général tendant à faciliter la liquidation des immobilisations des trois Instituts, déterminées par l'inspection de février 1894, et celles des crédits fonciers respectifs ;

3° Des mesures spéciales pour le crédit foncier de la Banque de Naples ;

4° La révision des statuts des deux Banques méridionales.

La convention avec la *Banque d'Italie*, présentée le 10 novembre 1894, a déjà été appliquée, au grand avantage du service du Trésor, avec une notable économie pour le budget.

Le Ministre propose l'adoption des mesures d'un caractère général, communes aux trois Instituts, présentees le 10 décembre 1894, entre autres une prolongation de quinze années pour la désimmobilisation et de larges concessions pour les taxes de transmission des immeubles.

CRÉDIT FONCIER

Aux facilités pour la liquidation graduelle des crédits fonciers des Instituts d'émission, on ajoute la faculté, très importante en cas d'adjudication des immeubles, pour l'Institut créditeur, de se substituer au créancier qui exproprie, en différant le remboursement de la totalité du prêt et en s'engageant seulement à continuer le paiement de l'amortissement semestriel.

Mais pour le crédit foncier de la Banque de Naples, il est nécessaire d'adopter un système plus radical, autant dans l'intérêt de cet Etablissement que dans celui des porteurs d'obligations.

D'après les calculs minutieux qui ont été faits, il manquera sans doute, pour la gestion du crédit foncier, pour le service du capital et des intérêts, environ 1 million 1/2 de lire par an pour les cinq ou six prochaines années, et environ 650.000 lire pour les années ultérieures.

LES OBLIGATIONS FONCIÈRES. — LA BANQUE DE NAPLES

Il est urgent de garantir d'une façon efficace le service des obligations, de diminuer la charge des débours annuels pour ne pas augmenter le compte courant avec la Banque et ne pas peser lourdement sur la circulation, et de rendre libre l'action de la Banque vis-à-vis de ses débiteurs en retard.

Dans ce but, il faut proclamer nettement la responsabilité de la Banque en ce qui concerne les obligations foncières et établir une annuité uniforme pendant cinquante ans, ou moins, pour le service du Crédit Foncier.

On y parviendra en réduisant le nombre des membres des Conseils généraux, en rendant ainsi ces assemblées moins coûteuses et plus aptes à représenter les intérêts généraux de l'Institut, et en introduisant, dans les Conseils d'administration, des éléments élus dans une proportion égale à celle des conseillers nommés par le Gouvernement ; ceux-ci pourront être changés quand il sera démontré qu'ils ne sont pas à la hauteur de leurs fonctions.

Les Instituts d'émission seront soumis à la surveillance du Trésor.

L'annuité fixe serait de 8 1/2 millions.

PENSIONS

Comme suite aux études de la Commission royale constituée pour préparer la réforme des lois sur les pensions, on propose quelques modifications tendant à alléger le budget, tout en respectant les droits acquis.

D'après les calculs faits, il y aurait, pour le budget, une économie de 4,97 0/0 pour les nouvelles inscriptions et d'environ 7,01 0/0 sur les valeurs relatives des capitaux.

CIRCULATION ET CRÉDIT

L'amélioration générale de la circulation et du crédit, qui s'est produite depuis le 31 janvier 1894, peut se résumer en quelques chiffres :

La circulation de Banque et de l'Etat, comprenant les bons de caisse de 1 et 2 lire, a diminué de 141 1/2 millions ; la diminution est de 225 millions si on ne tient pas compte des bons de caisse.

Les réserves métalliques du Trésor et des Instituts d'émission se sont accrues de plus de 131 millions, dont 16 millions en or.

Il ne reste plus aujourd'hui que 2 millions de bons du Tresor ordinaires, placés dans le public, qui seront remboursés à la prochaine échéance.

Le change sur Paris a baissé de 10 0/0 ; le taux de l'escompte s'est réduit de 1 0/0.

Le cours de notre Consolidé 5 0/0 a gagné 14 1/2 points à Paris.

Les immobilisations des trois Instituts d'émission se sont réduits de 68 1/2 millions.

CONCLUSION

La situation de l'exercice 1895-96 se présentait, il y a une année, dans les conditions suivantes : le déficit effectif de l'exercice 1894-95 avait été annoncé, à la date du 21 février 1894, comme étant de 177 millions, et il avait été porté, à la date du 21 avril suivant, à 195 millions.

L'exercice 1895-96 aurait dû supporter une réduction de dépenses de 25 millions pour les constructions de chemins de fer et une augmentation de dépenses effectives pour des arriérés de 7 millions.

Par conséquent, indépendamment des facteurs imprévus qui se sont manifestés dans le courant de l'année, le déficit s'élevait à 177 millions.

On y a déjà pourvu et on propose d'y faire face au moyen d'augmentations de recettes s'élevant, déduction faite des diminutions, à 77 1/2 millions.

Il ne faut compter que sur 9 millions du fait des nouvelles sources de recettes auxquelles on n'a pas encore puisé.

Dans le mouvement des capitaux, l'équilibre sera atteint sans qu'on ait besoin de recourir à aucune sorte d'émission de titres ni à la Caisse des Dépôts.

Sauf imprévu, le problème financier se présente comme suit :

Pour le prochain exercice, nous dépenserons — ajoute le Ministre — si toutes nos propositions sont acceptées : 314 1/2 millions pour la *Guerre ;* 10 millions pour l'*Afrique ;* 89 1/2 millions pour les *Travaux publics*, y compris les constructions de chemins de fer, soit, au total, 414 millions.

Si nous parvenons à maintenir ce chiffre de 414 millions pendant une période quinquennale, l'avenir de nos finances est assuré.

Etudes sur la Politique commerciale en Italie. — M. A. Monzilli, ancien directeur du commerce, officier de la Légion d'honneur, vient de publier un recueil d'études très complètes sur la politique commerciale.

Ce volume de 250 pages, intitulé : *Studi di Politica commerciale*, est divisé en deux parties comprenant, la première 15 chapitres et la seconde 8 chapitres ; toutes les questions relatives aux traités de commerce, aux tarifs douaniers, dans les divers pays, etc., etc., y sont passés en revue de la façon la plus complète. C'est, en somme, une œuvre aussi originale que documentée, qui mérite d'attirer l'attention des économistes.

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 21 juin 1895.

La perspective de l'adoption du programme de M. Sonnino n'a pas peu contribué à augmenter la fermeté du marché italien. La spéculation locale a donné avec énergie, en achetant de la rente.

La Commission du budget poursuit ses travaux, on croit que son rapport sera déposé dans deux ou trois jours. On annonce qu'environ 40.000 actions du Crédit Mobilier ont été présentées à l'échange contre des titres de la *Banque de Gestions et de Liquidations*.

ROUMANIE

Recettes des Chemins de fer Roumains. — Voici les recettes comparatives des chemins de fer roumains en avril 1895 et 1894 :

	1894	1895
	Francs	Francs
Voyageurs	1.296.402	1.436.511
Bagages	28.952	27.399
Marchandises de grande vitesse	150.801	100.159
— petite —	2.169.480	1.470.583
Régie	55.863	75.974
Totaux	3.701.507	3.110.628

Revenus des Ports roumains. — Le produit des taxes de un demi pour cent et de quayage, pendant le mois d'avril 18.5, des 18 ports roumains dans lesquels ces taxes sont actuellement perçues, ressort comme suit :

	Francs
Taxe de 1/2 0/0 sur l'importation..	41.866 40
— l'exportation..	103.099 65
Taxe de quayage........................	26.362 60
Divers....................................	252 22
Total....................................	171.481 87

Par rapport à avril 1894, c'est là une moins-value de 144.582 francs.

L'Agriculture en Roumanie. — D'après les renseignements recueillis à la statistique générale de l'Etat, voici comment se présente la situation agricole en Roumanie pendant les trente années écoulés depuis *1862* jusqu'en *1892* inclusivement :

Années	Etendue totale des cultures	Proport. 0/0 entre la culture et la superficie du pays
—	— Hectares	—
1862	2.153.944	17.25
1863	2.460.198	19.70
1864	2.807.414	22.48
1865	1.760.780	14.10
1866	2.277.596	18.24
1867	2.486.070	19.90
1868	2.493.623	19.96
1869	2.532.466	20.28
1870	2.493.436	19.96
[illegible]	2.564.619	20.53
1871	2.463.739	19,73
1872	3.005.276	24.06
1873	3.352.661	26.84
1874	3.605.231	28.86
1875	3.360.744	26.91
1876	4.752.213	36.27
1886	4.208.394	32.12
1887	4.115.736	31.41
1888	4.161.509	31.76
1889	4.376.906	33.41
1890	4.353.335	33 23
1891	4.440.265	33.89
1892		

Le *Curierul Financiar* fait suivre ce tableau des réflexions suivantes :

« En observant la dernière colonne de ce tableau : *Proportion entre la culture et la surface du pays*, on peut voir comment l'agriculture est allée en augmentant en Roumanie.

En 1862, la portion de notre sol cultivée en céréales, ne représentait que 17 25 0/0 de la surface du pays. Pendant trente ans cette proportion a augmenté d'année en année et s'est élevée à 33 89 0/0 en 1892. »

Ajoutons que les principales productions agricoles sont : le blé, le seigle, l'orge, l'avoine, le maïs, le millet et le colza.

RUSSIE

LA SITUATION

Saint-Pétersbourg, 15 juin 1895.

La Paix dans l'Extrême-Orient. — Traité de commerce russo-japonais. — Pétroles russes et américains. — L'Alliance franco-russe. — L'Emprun chinois. — Augmentation du stock d'or. — Mouvement commercial des deux premiers mois. — Effets de la légalisation des paiements en or.

L'*Intelligence*, dans laquelle il faut comprendre les sphères financières, est enchantée de l'issue heureuse de l'entente des puissances dans l'Extrême-Orient. Les intérêts russes seront sauvegardés, sans que nos relations avec le Japon aient pris une tension inquiétante. En effet, à l'exemple de l'Angleterre, le Gouvernement impérial a signé un traité de commerce avec le Gouvernement de Tokio. Dès à présent, le traitement de la nation la plus favorisée est accordé à notre commerce. De plus nos naphtes bénéficient d'une clause spéciale : ils seront taxés d'après leur volume et non d'après leur poids. Comme ils sont plus lourds que les américains, l'équilibre sera rétabli à leur profit.

N'espérez pas que je vous donne des renseignements précis au sujet de l'alliance franco-russe. Le traité est gravé dans le cœur des Russes qui ne sont pas d'origine étrangère. Mais je ne me hasarderai pas à vous livrer les secrets de Sa Majesté Impériale et de son Ministre des Affaires étrangères : c'est le secret des dieux et il est bien gardé. Qu'il y ait ou non un traité d'alliance offensive ou défensive, on n'en sait rien ici, mais on a confiance dans les déclarations des ministres français qui, eux, connaissent la vérité.

L'émission du premier emprunt chinois par l'intermédiaire de notre Banque Impériale et de vos établissements financiers est un vrai triomphe pour notre diplomatie. L'affaire a été merveilleusement menée. Du reste, à Paris, on doit connaître plus facilement qu'ici les données de cette grosse émission.

Le trafic de l'or entre la Russie et l'étranger a été relativement très actif pendant l'année 1894. Il s'est traduit par un excédent d'entrées d'or appréciable. Ainsi, en barres et en monnaies, la Russie a reçu pour 109 124.000 roubles d'or et n'en a expédié que pour 37.524.000 roubles. L'excédent des importations atteint donc près de 72 millions d'or. L'année 1893 n'avait laissé qu'un surplus de 13 millions; l'année 1892, 104 millions à l'entrée, et l'exercice 1891 près de 72 millions.

Ainsi, en ces quatre années, le stock d'or russe s'est accru de 260 millions de roubles.

Jadis, on observait un mouvement inverse. Ainsi, de 1881 à 1890, les sorties d'or dépassaient constamment les entrées. Le pays avait ainsi perdu pour 203 millions de roubles. Il a su les retrouver, même avec excédent, de 1891 à 1894.

Il nous semble que ce résultat est dû au renversement de la balance du commerce, autrefois contraire, aujourd'hui favorable à la Russie. Ici, comme ailleurs, les changes jouent un rôle décisif sur le mouvement commercial, comme l'a si bien démontré M. Edmond Théry dans son ouvrage sur la « Crise des Changes ».

La dépréciation du rouble-papier stimule à la fois notre exportation et notre industrie. Elle empêche en même temps l'importation des objets manufacturés de l'étranger.

Mais le relèvement des droits de douane a aussi joué un certain rôle dans ce changement de la balance commerciale.

D'après le bulletin que vient de faire paraître le département des douanes, le mouvement du commerce extérieur durant les deux premiers mois de 1895 se résume comme suit :

	1894	1895
	Milliers de roubles	
Exportation :		
Articles d'alimentation..........	58.360	37.396
Matières nécessaires à l'industrie..	32 308	30.246
Animaux..........................	1.258	1.834
Objets fabriqués..................	810	1.733
Total..............	92.736	71.209
Or et argent monnayés et en lingots	6	4
Importation :		
Articles d'alimentation..........	5.102	5.089
Matières nécessaires à l'industrie..	32.043	29.082
Animaux..........................	181	674
Objets fabriqués..................	10.532	15.901
Total..............	47.958	50.746
Or et argent monnayés et en lingots	12.228	2.435

Les recettes douanières perçues ou à percevoir sur les importations, du 1er janvier au 1er mars 1895, se chiffrent par 17.674 0.0 roubles or (contre 15.771.000 roubles en 1894 et 12.875.000 roubles en 1893).

Ce bilan laisse à désirer. La réduction des exportations de céréales et autres denrées d'alimentation s'élève à près de 21 millions de roubles. En même

temps, l'importation des produits fabriqués s'est accrue dans une proportion sensible. Mais l'excédent des entrées sur les sorties monte encore à 20 millions et demi de roubles et le stock monétaire du pays s'est encore accru de 2.431.000 roubles. Les recettes douanières ont aussi dépassé de 1.903.000 roubles celles de l'année précédente.

L'ordonnance autorisant l'emploi légal de l'or dans les transactions a été accueillie avec satisfaction dans les cercles financiers. Cette mesure est complétée par une nouvelle disposition des statuts de la Banque Impériale. Elle accepte dorénavant les dépôts d'or et s'engage à les restituer en tout temps. Les certificats de dépôts seront délivrés en coupures de 10, 20, 50 et 100 demi impériales. On espère qu'ils entreront dans la circulation.

Les capitalistes européens n'hésiteront plus à placer leurs fonds en Russie et le pays bénéficiera de l'afflux des capitaux ainsi attirés dans l'Empire.

Les Finances Russes. — Des états provisoires que le Ministère des finances de Russie a reçus des Caisses de son ressort et de ses correspondants étrangers, il résulte que, pendant les deux premiers mois de 1895, les recettes et les dépenses publiques ont atteint les chiffres ci-après :

Budget ordinaire	Roub.-créd.
Recouvrements effectués	174.656.000
Dépenses payées, à imputer sur les crédits de 1895 et ceux des exercices antérieurs	174.559.000

Budget extraordinaire	Roubles-crédit
Recouvrements effectués	1.040.000
Dépenses payées, à imputer sur les crédits de 1895	4.927.000

Les résultats respectifs des deux années 1894 et 1893, pour les deux premiers mois, se présentent comme suit :

I. *Budget ordinaire*

Recouvrements de 1895	174.656.000
— de 1894	164.846.000
Soit, en faveur des deux premiers mois de 1895, une différence en plus de	9.810.000

Les principales plus-values ont été réalisées sur les chapitres ci-après :

	Plus-values. Roubles.
Impôt et taxes foncières	317.000
Douanes	3.057.000
Chemins de fer de l'Etat	10.431.000
Fabriques de la Couronne	1.727.000
Sucres	337.000
Huiles minérales d'éclairage	1.000
Successions et donations	472.000
Patentes et taxes additionnelles	79.000
Timbre, enregistrement et greffe	56.000
Contributions supplémentaires de ressources indépendantes de l'Etat	57.000
Droits sur le transport des voyageurs et des marchandises par les chemins de fer en grande vitesse	13.000
Postes	71.000
Télégraphes et téléphones	77.000

Par contre, les principales moins-values se sont produites sur les chapitres suivants :

	Moins-values. Roubles
Boissons	3.602.000
Paiements des Compagnies de chemins de fer	1.955.000
Etc., etc.	

II. *Budget extraordinaire*

	Milliers de r.
En 1895, les recouvrements des deux premiers mois ont été de	1.040
En 1894, ils avaient été de	15.006
Soit, pour 1895, une diminution de	13.966

Les dépenses effectuées pendant les deux premiers mois présentent :

	Milliers r.-cr.
Pour 1895, un total de	4.927
Pour 1894, —	1.090
Soit, pour 1895, un excédent de	3.837

Les résultats des deux premiers mois de l'exercice ne sont pas aussi brillants que ceux de l'exercice 1894.

L'excédent des recettes sur les dépenses ordinaires est seulement de 97.000 roubles. Mais les recettes conservent encore une belle élasticité, les recouvrements du budget ordinaire dépassant de 9.810.000 roubles ceux de l'exercice précédent.

Il n'y a pas lieu de tenir compte de l'excédent des dépenses extraordinaires, quoiqu'il équivale à près de 4 millions de roubles.

On ne saurait non plus tirer de conséquences défavorables de la diminution des recettes extraordinaires.

Les dépenses extraordinaires engagées par le budget suivent évidemment leur cours. Quant aux encaissements, ils varient en raison des dates de versement du dernier emprunt.

Mais, si nous en croyons le *Berliner Boersen-Courier* du 10 juin, les paiements de dépenses ordinaires au compte des exercices antérieurs se sont élevés à 32.663.000 roubles et ne font pas double emploi avec les dépenses ci-dessus indiquées.

Cette apparition de dépenses arriérées des exercices précédents n'est pas nouvelle.

Pendant les deux premiers mois de 1894, ces découverts réglés, sur les ressources de l'exercice, s'étaient élevés à 22.854.000 roubles. L'excédent de dépenses ordinaires de ce chef monte donc à 9.809.000 roubles, réduit à 9.706.000 roubles par l'excédent des encaissements ordinaires.

Cette différence est déjà appréciable.

Il faut y joindre un débours de 52.132.000 roubles pour les dépenses extraordinaires de même origine. L'an dernier, à pareille époque, les caisses publiques n'avaient eu à régler que 15.653.020 roubles.

L'écart est de 36.459.000 roubles. Il est vrai qu'il faut faire entrer dans cette somme de 52 millions un crédit de 24.333.000 roubles, destiné à renforcer l'encaisse de la Banque Impériale et la subvention de 18.029.000 roubles fournie à la section spéciale de la Banque Agraire de la Noblesse.

D'après une décision du Conseil de l'Empire, en date du 6 février, il serait pourvu à ces débours sur le compte des ressources du Trésor. Ils sont imputables au budget de 1894, dont ils réduisent d'autant le splendide excédent.

En ajoutant ces arriérés de dépenses, la situation de l'exercice 1895 se présente comme suit :

	Roubles
Décaissements totaux	265.281.000
Encaissements	175.696.000
Excédent de décaissements	89.685.000

L'an dernier, à pareille époque, la situation était certainement meilleure.

Les dépenses totales montaient à 185.166.000 roubles contre 179.056.000 roubles de recettes effectives totales.

L'écart, au préjudice de l'exercice en cours, se chiffre donc par 84.375.000 roubles.

Mais il faut évidemment déduire la remise de la Banque Impériale et la subvention à la Banque Agraire de la Noblesse, représentant un total de 32 millions 362.000 roubles.

Sans préjudice d'autres différences favorables, l'excédent des décaissements se ramène ainsi à 52.013.000 r.

Tout compte fait, l'excédent des ressources du Trésor impérial, que les recettes de l'exercice 1894 avaient porté à 87.750.000 roubles-crédit (voir notre correspondance du 9 avril), reste encore égal à 28.247.000 roubles, car on ne saurait considérer comme perdus les crédits ouverts à la Banque Impériale et à la Banque de la Noblesse.

Le Propriétaire-Gérant : JULES MONTEL.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 rue du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ABONNEMENTS
à partir du 1er de chaque mois
France et Algérie : Un an... 25 fr.
— — Six mois. 14 fr.
Étranger (U.-P.) : Un an..... 32 fr.
— — Six mois.. 18 fr.

Paraissant le Samedi
Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**
PRIX DU NUMÉRO :
France : **0 fr. 60**; Etranger : **0 fr. 75**

INSERTIONS
Ligne anglaise de 5 centimètres
Annonces en 7 points .... **2 fr.**
Réclames en 8 points .... **4 »**
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces et réclames d'émission

N° 181. — 7e volume. (26) | **BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS** | Samedi 29 juin 1895.

SOMMAIRE DU N° 181

STATISTIQUE GENERALE : Situation de toutes les Banques d'émission. — Cours et Revue des Changes, Numéraire et Métaux précieux. — Chronique monétaire. — Marché des Mines d'or. — Situation Financière générale. — Pages 801 à 810.

FRANCE. — LA SITUATION : La Politique; le Marché Financier. QUESTIONS DU JOUR. — Les Mines d'Or du Transwaal et les Actions de 25 francs. — Finances Serbes. — Compagnie du Chemin de fer Ottoman (Jonction Salonique-Constantinople). — Chemins de fer de Paris-Lyon-Mediterranée. — Anciens Etablissements Cail. — Compagnie Française des Câbles Sous-Marins. — Pages 811 à 520.

INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES. — Bilan de la Banque de France et Comparaisons. — Avis de la Chambre syndicale des Agents de change de la Ville de Paris. — Comité du Nord de l'Espagne. — Recettes et Dépenses de la Ville de Paris. — Le Dividende de la Banque de France. — Les Titres russes à la Banque de France. — Comptoir National d'Escompte. — Compagnie Franco-Algérienne. — Tramways de Paris et du Département de la Seine. — Compagnie Française d'Electro-Métallurgie. — Mines de Lexington. — Gaz Général de Paris. — Compagnie Française des Mines du Laurium. — Recettes des Chemins de fer. — Recettes du Canal de Suez. — Pages 820 à 822.

CORRESPONDANCES HEBDOMADAIRES ET DOCUMENTS SUR :

ALLEMAGNE : Pages 823 et 824. — ANGLETERRE : Pages 824 à 826. — AUTRICHE-HONGRIE : Pages 826 et 827. — ESPAGNE : Pages 827 et 828. — GRECE : Page 828. — ITALIE : Pages 828 à 830. — PORTUGAL : Page 830. — ROUMANIE : Pages 830 et 831. — SUISSE : Pages 831 et 832. — TURQUIE : Page 832.

SITUATION HEBDOMADAIRE

des Banques d'émission de l'Europe (en millions de fr.)

Dates	Encaisse métallique			Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
	Or	Argent	Total			
FRANCE. — Banque de France						
1894 28 juin.	1.787.1	1.278.6	3.065.7	3.397.5	90	2½
1895 13 juin.	2.045.1	1.252.4	3.297.5	3.494.1	90	2
1895 20 juin.	2.045.7	1.256.6	3.302.3	3.472.1	95	2
1895 27 juin.	2.047.5	1.258.8	3.306.3	3.461.4	95	2
ALLEMAGNE. — Banque Impériale						
1894 23 juin.	744.7	437.4	1.182.1	1.198.3	99	3
1895 8 juin.	967.0	376.1	1.343.1	1.310.1	102	3
1895 15 juin.	969.0	377.0	1.346.0	1.318.0	102	3
1895 23 juin.	966.1	375.7	1.341.8	1.337.6	100	3
ANGLETERRE. — Banque d'Angleterre						
1894 28 juin.	982.8	»	982.8	636 0	155	2
1895 12 juin.	934.2	»	934.2	637.3	146	2
1895 19 juin.	953.7	»	953.7	634.6	150	2
1895 27 juin.	949.9	»	949.9	652.5	146	2
ANGLETERRE. — Banques d'Ecosse						
1894 21 avril	97.5	17.5	115.0	158.0	73	»
1895 23 févr.	99.0	22.9	121.9	158.7	77	»
1895 23 mars	97.8	22.0	119.8	156.9	76	»
1895 20 avril	98.2	22.7	120.9	158.0	76	»
ANGLETERRE. — Banques d'Irlande						
1894 21 avril	67.5	10.0	77.5	160.0	49	»
1895 23 févr.	70.0	10.4	80.4	157.6	51	»
1895 23 mars	70.2	10.4	80.6	157.0	51	»
1895 20 avril	69.6	9.0	78.6	157.4	50	»
AUTRICHE. — Banque d'Autriche-Hongrie						
1894 23 juin.	219.2	344.0	563.2	908.9	61	4
1895 8 juin.	403.8	283.7	687.5	1.053.6	65	4
1895 15 juin.	404 0	284.0	688.0	1.050.4	65	4
1895 23 juin.	418.7	283.1	701.8	1.068.3	66	4
BELGIQUE. — Banque Nationale						
1894 21 juin.	76.0	35.8	111.8	409.6	27	3
1895 6 juin.	86.5	23.0	109.5	440.5	24	2½
1895 13 juin.	80.3	26.4	106.7	437.8	24	2½
1895 20 juin.	82.9	22.1	105.0	436.3	24	2½
BULGARIE. — Banque Nationale						
1894 7 mai.	7.5	1.3	8.8	2.0	440	8
1895 22 avril	3.0	6.9	9.9	1.5	660	8
1895 30 avril	3.2	7.1	10.3	1.5	687	8
1895 7 mai.	2.7	6.0	8.7	1.6	537	8
DANEMARK. — Banque Nationale						
1894 31 mai.	73.2	»	73.2	100.7	73	3½
1895 30 mars	74.9	»	74.9	102.4	74	3½
1895 30 avril	77.4	»	77.4	107.1	72	3½
1895 31 mai.	85.5	»	85.5	108.2	79	3½
ESPAGNE. — Banque d'Espagne						
1894 23 juin.	198.0	225.8	423.8	921.2	46	5
1895 8 juin.	200.1	311.5	511.6	932.5	54	4½
1895 15 juin.	200.1	310.0	510.1	931.6	54	4½
1895 22 juin.	200.1	311.3	511.4	929.7	55	4½
GRÈCE. — Banque Nationale						
1894 31 mai.	2.2	»	2.2	107.9	2	6½
1895 31 mars	2.1	»	2.1	106.8	2	6½
1895 30 avril	1.9	»	1.9	107.2	2	6½
1895 31 mai.	1.9	»	1.9	105.3	2	6½
HOLLANDE. — Banque des Pays-Bas						
1894 23 juin.	113.8	177.7	291.5	421.7	69	2½
1895 8 juin.	108.1	177.7	285.8	437.2	65	2½
1895 15 juin.	108.2	178.0	286.2	433.0	66	2½
1895 22 juin.	108.2	178.4	286.6	429.0	67	2½
ITALIE. — Banque d'Italie						
1894 10 juin.	299.4	50.2	349.6	832.3	42	6
1895 20 mai.	300.1	54.9	355.0	714.7	50	5
1895 31 mai.	300.5	54.6	355.1	729.3	48	5
1895 10 juin.	300.9	57.3	358.2	727.9	49	5
ITALIE. — Banque de Naples						
1894 31 mai.	93.2	10.4	103.6	227.6	45	6
1895 10 mai.	105.6	10.4	116.0	234.9	49	5
1895 20 mai.	105.6	10.4	116.0	237.7	48	5
1895 31 mai.	105.6	10.4	116.0	236.3	49	5
ITALIE. — Banque de Sicile						
1894 31 mai.	35.2	1.5	36.7	56.7	63	5
1895 10 mai.	35.2	1.5	36.7	49.4	74	5
1895 20 mai.	35.2	1.5	36.7	49.0	74	5
1895 31 mai.	35.2	1.5	36.7	48.5	75	5
NORVEGE. — Banque de Norvège						
1894 31 mai.	31.2	»	31.2	65.8	47	4½
1895 31 mars	29.6	»	29.6	67.8	43	4
1895 30 avril	30.7	»	30.7	70.4	43	4
1895 31 mai.	30.3	»	30.3	68.0	45	4
PORTUGAL. — Banque de Portugal						
1894 13 juin.	16.8	36.6	53.4	283.0	19	6
1895 29 mai.	26.7	40.8	67.5	297.1	23	6
1895 5 juin.	26.7	40.7	67.4	300.0	22	6
1895 12 juin.	26.7	40.7	67.4	300.9	22	6
ROUMANIE. — Banque Nationale						
1894 16 juin.	53.4	2.6	56.0	120.5	46	6
1895 1 juin.	58.9	3.2	62.1	109.7	57	6
1895 8 juin.	58.2	3.3	61.5	112.2	55	6
1895 15 juin.	58.2	3.2	61.4	113.4	54	6

Dates	Encaisse métallique — Or	Argent	Total	Circulation	Rapport de l'encaisse à la circul.	Taux de l'escompte
RUSSIE. — Banque Impériale						
1894 1er juin.	1.525.5	16.0	1.541.5	3.939:2	40	4%
1895 1er mai.	1.567.2	16.8	1.584.0	4.253.0	37	4
1895 16 mai.	1.565.2	17.0	1.582.2	4.274.2	37	4
1895 1er juin.	1.551.0	17.2	1.568.2	4.297.5	36	4
RUSSIE. — Banque de Finlande						
1894 31 mai.	21.7	3.5	25.2	45.6	55	»
1895 31 mars	21.8	3.6	25.4	50.5	50	»
1895 30 avril	21.8	3.5	25.3	49.0	51	»
1895 31 mai.	21.7	3.4	25.1	50.8	49	»
SERBIE. — Banque Nationale						
1894 8 juin.	5.8	4.2	10.0	23.2	43	6
1895 22 mai.	5.3	4.6	9.9	23.7	41	6
1895 31 mai.	5.4	4.6	10.0	23.9	43	6
1895 8 juin.	5.4	4.6	10.0	24.3	41	6
SUÈDE. — Banque Royale						
1894 31 mai.	23.0	5.1	28.1	64.4	44	4
1895 31 mars	33.9	4.6	38.5	69.4	54	4
1895 30 avril	34.0	5.0	39.0	66.4	58	4
1895 31 mai.	33.9	5.0	38.9	69.5	56	4
SUÈDE. — Banques Privées						
1894 31 mai.	10.4	13.7	24.1	78.8	31	»
1895 31 mars	10.4	14.6	25.1	87.5	29	»
1895 30 avril	10.5	14.4	24.8	84.2	30	»
1895 31 mai.	10.4	14.0	24.4	82.6	30	»
SUISSE. — Banques d'Emission						
1894 23 juin.	76.2	14.8	91.0	165.8	55	3
1895 8 juin.	82.9	9.8	92.7	175.2	53	3
1895 15 juin.	82.5	9.8	92.3	174.9	53	3
1895 22 juin.	83.0	10.9	93.9	174.9	53	3

TOTAUX POUR L'EUROPE (1) (En millions de francs)

Dates	Or	Argent	Total	Circulation	Rapport
1894 28 juin.	6 561,3	2 686,7	9 248,0	14 324,7	64%
1895 13 juin.	7 280,0	2 627,9	9 907,9	15 008,0	66
1895 20 juin.	7 281,4	2 635,7	9 917,1	15 003,4	66
1895 27 juin.	7 293,6	2 635,3	9 928,9	15 039,9	66

TOTAUX au 31 décembre

Dates	Or	Argent	Total	Circulation	Rapport
1890 31 déc.	4 854,5	2 126,7	6 981,2	13 659,7	51%
1891 31 déc.	5 562,1	2 324,0	7 886,1	14 337,2	55
1892 31 déc.	6 159,9	2 459,9	8 619,8	14 611,7	59
1893 31 déc.	6 084,2	2 459,5	8 543,7	15 157,1	56
1894 31 déc.	7 030,0	2 599,9	9 629,9	15 047,6	64

(1) La décomposition des Encaisses en or et en argent résulte soit des bilans des Banques, soit de nos renseignements particuliers.

Les totaux ci-dessus, comprenant des situations à des dates différentes, ne sont donnés qu'à titre de simple renseignement; ils ne s'écartent, d'ailleurs, que très peu de la vérité.

COURS ET REVUE DES CHANGES

CHANGE SUR PARIS : Cours de clôture hebdomadaires des Changes sur Paris, de :

	24 mai	31 mai	7 juin	14 juin	21 juin	28 juin
Amsterdam	47 97	48 02	48 02	48 02	48 07	48 05
Anvers	100 22	100 20	100 20	100 15	100 17	100 17
Athènes	184 »	172 50	172 50	178 »	178 »	178 25
Barcelone	12 80	12 50	14 ..	17 »	16 20	15 90
Berlin	81 10	81 10	81 05	81 10	81 »	81 »
Bruxelles	100 21	100 13	100 17	100 16	100 16	100 14
Bucharest	100 55	100 75	100 75	100 60	100 15	100 30
Constantinople	22 67	22 65	22 70	22 77	22 87	22 90
Francfort	81 11	81 10	81 07	81 03	81 01	81 02
Gènes	104 82	104 72	104 75	104 87	104 40	104 35
Genève	100 15	100 17	100 19	100 19	100 19	100 20
Lisbonne	689 »	693 »	692	692 50	695 »	694 »
Londres	25 30	25 36	25 35	25 36	25 35	25 35
Madrid	11 20	12 45	14 45	16 50	16 05	15 62
Rome	104 82	104 70	104 75	104 85	104 40	104 05
Saint-Pétersbourg	36 77	36 77	36 80	36 75	36 77	36 77
Vienne (à vue)	48 45	48 35	48 15	48 25	48 20	48 20
— (à 3 mois)	48 40	48 27	48 10	48 17	48 15	48 15

CHANGE DE PARIS : Cours moyens du samedi, de Paris sur :

Valeurs à trois mois	Plus	7 juin	14 juin	21 juin	28 juin	28 juin
Amsterdam. pap. court	4 %	205 87	205 87	205 75	206 19	205 62
Allemagne.. —	4 %	122 06	122 06	122 12	121 94	122 12
Vienne-Tr.. —	4 %	205 75	205 62	205 25	204 62	205 75
Barcelone.. —	4 %	432 50	422 50	427 50	410 »	425 50
Madrid..... —	4 %	432 50	422 50	427 50	440 »	425 50
Lisb.-Porto. —	4 %	»	»	425 »	»	425 »
St-Pétersb.. —	4 %	268 50	268 50	268 »	268 50	268 50
Valeurs à vue	moins					
Londres..... —	2 %	25 21	25 19	25 19	25 21½	25 19
— ..... ch. court	2 %	25 22½	25 20½	25 20½	25 23	25 20½
Stockholm.. —	3 %	138 50	138 50	138 50	138 50	138 50
Belgique.... —	2 ½ %	0 22 p	0 15p.	0 19 p.	0 25 p.	0 15 p.
Italie........ —	5 %	4 62 p.	4 62p.	4 12 p.	4 50 p.	4 25 p.
Suisse....... —	3 %	0 25 p.	0 25p.	0 25 p.	0 25 p.	0 25 p.
New-York.........	2 ½ %	514 50	514 50	514 »	516 »	513 50
Matières d'or et d'argent	au pair					
Or en barre (le kil.).	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »	3437 »
Argent id. (le kil.).	218 89	112 19	111 75	111 09	112 19	110 »
Quadruples espagnols....		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
— — **mexicains...**		80 75	80 75	80 75	80 75	80 75
Piastres.........		2 72	2 72	2 72	2 72	2 72
Souverains anglais.......		25 18	25 17	25 17	25 17	25 18
Banknotes..........		25 20	25 18	25 18	25 18	25 19
Aigles des Etats-Unis....		25 77	25 77	25 77	25 77	25 77
Guillaume (20 marks).......		24 57	24 57	24 57	24 57	24 57
Impér. Russie (titre : 916m)		20 60	20 60	20 60	20 60	20 60
— — (nouv. titre : 900m)		40 »	40 »	40 »	40 »	40 »
1/2— — (— —		20 »	20 »	20 »	20 »	20 »
Couronnes de Suède.....		27 50	27 50	27 50	27 50	27 50

PAYS EXTRA-EUROPÉENS

NOMS DES PAYS	Valeur au pair en francs	Valeurs en francs au change du jour — 30 mai	6 juin	13 juin	20 juin	27 juin
Etats-Unis (doll. or)..	5 18	5 16	5 14	5 14	5 14	5 13
Mexique (piastre arg.)	5 43	2 72	2 72	2 72	2 72	2 72
Répub.Arg.(peso pap.)	5 »	1 43	1 46	1 45	1 43	1 45
Chili (peso papier)....	5 »	1 82	1 85	1 85	1 85	1 82
Brésil (milreis papier)	2 60	0 96	0 97	0 97	0 99	1 04
Indes (roupie argent).	2 38	1 42	1 40	1 40	1 38	1 37
Japon (yen argent)...	5 39	2 81	2 80	2 81	2 80	2 76
Chine(Shanghaï)(taël arg.)	7 47	3 97	3 91	3 88	3 86	3 85

AUX COURS DES CHANGES du Vendredi 28 juin 1895

100 francs en billets de banque français valent à l'étranger :		**100 francs** en billets de banque étrangers valent en France :	
En *Allemagne*	100 09	Billets *Allemands*	99 91
En *Angleterre*	100 12	— *Anglais*	99 88
En *Autr.-Hongrie*	101 05	— *Austro-Hongr.*	98 95
En *Belgique*	100 15	— *Belges*	99 85
En *Espagne*	116 34	— *Espagnols*	85 95
En *Grèce*	178 25	— *Grecs*	56 10
En *Hollande*	101 11	— *Hollandais*	98 89
En *Italie*	104 25	— *Italiens*	95 92
En *Russie*	147 50	— *Russes*	67 79
En *Suisse*	100 25	— *Suisses*	99 75
Aux *Etats-Unis*	100 97	Pièces des *Etats-Unis*	99 03
Au *Mexique*	199 26	— du *Mexique*	50 18
En *Rép. Argentine*	344 »	Billets *Rép. Argentine*	29 07
Au *Chili*	274 72	— du *Chili*	36 48
Au *Brésil*	250 »	— du *Brésil*	40 »
Aux *Indes*	173 72	Pièces des *Indes*	57 56
Au *Japon*	195 29	— du *Japon*	51 20
En *Chine*	194 02	— de la *Chine*	51 53

CHANGES, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX

Paris, le 28 juin 1895.

Les devises hollandaises sont à 205 62 et les devises allemandes à 122 12; la *Valuta* a retrouvé ses plus hauts cours à 205 75; la *Banque d'Autriche-Hongrie*, comme le montrent ses bilans, augmente de semaine en semaine son approvisionnement de métal jaune, aussi le pair du billet sera probablement atteint à la fin de l'année.

Le papier espagnol n'a pas pu conserver les cours de la semaine dernière, l'Extérieure a fléchi sur les mau-

vaises nouvelles du budget. Le déficit de l'exercice 1894-95 dépassera 25 millions, les recettes des onze premiers mois sont en moins-value de plus de 3 millions et les événements de Cuba paraissent s'aggraver, le maréchal Campos demande un renfort de 14.000 hommes pour en finir avec l'insurrection.

D'autre part, les *pagarès* qui ont permis à l'Espagne d'ajourner l'*emprunt de nettoyage* qui est indispensable arrivent à échéance, la Banque est appelée à renouveler pour six mois 333.212.000 pesetas d'obligations 5 0/0 du Trésor, qui étaient auparavant trimestrielles. C'est fort avantageux pour la Banque, elle n'a d'autre peine que d'émettre des billets qui ne lui coûtent rien en contre-partie d'autre papier qui lui rapporte un intérêt rémunérateur, mais c'est funeste pour le public et pour le Trésor, qui paient, par la dépréciation du papier-monnaie, c'est-à-dire par la hausse du change, bien au-delà de ce que gagne la Banque.

Le Lisbonne se tient à 425 sans affaires; le rouble est ferme à 268 50. Le Londres ne varie pas, il se tient au pair malgré les nombreux coupons que l'Angleterre aura à nous payer en juillet.

Le papier sur New-York a encore baissé: il est à 513 50, soit 8 70 0/00 de perte. A 5 0/00 de perte, les Américains peuvent commencer à nous envoyer des pièces lourdes et à 9 0/00 du tout-venant.

La réserve du Trésor qu'on a pu, avec de grosses dépenses, porter à 100 millions de dollars est donc bien menacée et ne saurait rester longtemps au chiffre présent avec un pareil change.

CHANGES DE LONDRES: Cours moyens du jeudi, de Londres sur:

Valeurs à 4 mois	30 mai	6 juin	13 juin	20 juin	27 juin
Hong-Kong....	2/2 1/4	2/1 7/8	2/2 1/8	2/2 ./.	2/1 3/4
Shanghaï.......	3/0 3/4	3/0 1/8	2/11 7/8	2/11 3/4	2/11 5/8
Yokohama.....	2/2 ./.	2/1 1/8	2/2 ./.	2/1 7/8	2/1 1/2
Valeurs à vue:					
Singapoure.....	2/2 1/4	2/2 ./.	2/2 ./.	2/2 ./.	2/1 3/4
Bombay.........	1/1 1/2	1/1 9/32	1/1 5/16	1/1 5/32	1/1 1/16
Calcutta...	1/1 1/2	1/1 5/16	1/1 5/16	1/1 5/32	1/1 1/32
Rio-Janeiro.	9 1/8	9 1/4	9 5/16	9 7/16	9 15/16
Valparaiso.....	17 5/1	17 11/16	17 11/16	17 5/8	17 3/8
Buenos-Ayres, prime de l'or..	249 1/2	242	244 ./.	250 ./	241
Argent en barres	30 3/4	30 1/2	30 9/16	30 3/8	30 3/16

L'argent métal ayant un peu baissé, nous trouvons les changes de l'Extrême-Orient en légère réaction; la roupie est plus faible.

Le papier sur Rio est en reprise; au contraire, le papier chilien rétrograde légèrement. Il sera très difficile au Chili d'avoir son change au pair par la raison que toutes les entreprises du pays sont commanditées par des capitaux étrangers dont la rémunération exige, chaque année, la sortie de sommes très considérables. A Buenos-Ayres, l'agio sur l'or est de 244.

L'or reste au pair à Paris et à Londres; l'argent métal a fléchi de 3/16 à Londres; à Paris, il est à 110 francs le kilo.

Il n'y a pas de changement dans les taux d'escompte officiels.

Encaisses. — Circulation fiduciaire

La *Banque de France* a gagné 1.828.000 fr. d'or, savoir: à Paris, 330.000 fr. par la circulation et 3.138.000 francs par une entrée de matières; les succursales ont perdu 1.625.000 fr. par la circulation et expédié 15.000 francs à l'étranger.

L'argent a augmenté de 1.933.000 fr. La circulation a rendu 1.713.000 fr. à Paris et 1.330.000 fr. dans les succursales; celles-ci ont reçu 650.000 fr. de Belgique, expédié 190.000 fr. en Italie et 1.570.000 fr. en Suisse. La circulation des billets a diminué de 10.700.000 fr.

A la *Banque d'Allemagne*, il y a une diminution d'encaisse de 4.200.000 fr. A la dernière réunion du Conseil, le président, M. le Dr Koch, a déclaré que les ressources monétaires étant supérieures à celles de l'an dernier, il n'y avait pas à prévoir de hausse de l'escompte.

Le mouvement de l'or à la *Banque d'Angleterre* s'est soldé, cette semaine, par un excédent de sorties de 4.600.000 fr. La circulation ayant rendu 800.000 fr., la diminution du métal jaune a été de 3.800.000.

Voici le détail des entrées et sorties:

Entrées			Sorties	
20 juin	Egypte.....£	57.000	21 juin Le Cap.....£	300.000
22 »	Australie....	5.000		
25 »	Ach. en barres	18.000		
» »	Malte........	10.000		
26 »	Ach. en barres	28.000		
Excéd. des sorties...		184.000		
Total égal........	£	300.000	Total des sorties. £	300.000

La circulation des billets a progressé de 17.900.000 fr.

La *Banque d'Autriche-Hongrie* a gagné 14.700.000 francs d'or et perdu 900.000 fr. d'argent, sa circulation s'est augmentée de 17.900.000 fr.

Les négociations pour la prolongation du privilège de cet établissement n'ont pas encore abouti, la question ne sera reprise qu'à l'automne.

La *Banque de Belgique* a perdu 1.700.000 fr. d'or et d'argent.

Le compte *or* de la *Banque d'Espagne* est toujours immobile, le compte *argent* gagne 1.300.000 fr.

Aucun changement en *Grèce* et en *Hollande*.

La *Banque d'Italie* a reçu 400.000 fr. d'or et 2.700.000 francs d'argent, sa circulation est de 727.900.000 fr.

Il se produit un mouvement de concentration d'or assez intéressant dans les pays scandinaves; depuis un an la *Banque de Danemark* a gagné 8.100.000 fr. de métal jaune et il en est rentré pour 10.900.000 fr. à la *Banque Royale de Suède*; la circulation des billets ne s'est pas accrue autant que l'encaisse.

Les *Banques Suisses* ont reçu 500.000 fr. d'or et 1.100.000 fr. d'argent, leur circulation n'a pas varié.

Si on compare les chiffres des encaisses globales, on remarque ce fait assez curieux, que l'or a augmenté de 732 millions et la circulation de 715 millions, on en est amené à conclure que cet excédent de billets n'a pas été créé pour les besoins du commerce, mais tout simplement pour remplacer par un instrument plus commode l'or que les mines ont jeté en abondance sur le marché.

LA SITUATION MONÉTAIRE AUX ETATS-UNIS

Mouvement des Métaux précieux à New-York

(En dollars)

OR	EXPORTATIONS du 1er au 8 juin	EXPORTATIONS depuis le 1er janv.	IMPORTATIONS du 1er au 8 juin	IMPORTATIONS depuis le 1er janv.
Grande-Bretagne	1.179	8.088.679	»	13.568.380
France.........	»	11.916.400	»	4.603.988
Allemagne......	»	5.774.286	»	1.527.166
Autres pays....	12.500	8.609.063	24.115	422.244
Total 1895...	13.679	34.388.428	24.115	20.121.778
— 1894...	7.400.625	54.385.833	101.129	9.216.431
— 1893...	1.005.500	68.644.618	86.906	5.204.711
ARGENT				
Grande-Bretagne	910.751	14.163.802	»	40.730
France.........	»	»	»	3.364
Allemagne......	»	12.935	»	3.809
Autres pays....	27.921	612.266	93.770	668.764
Total 1895...	938.672	14.789.003	93.770	716.667
— 1894...	485.780	16.451.995	2.289	657.561
— 1893...	686.905	12.643.284	10.341	1.983.191

Encaisse des Banques associées de New-York

1894.....	23 juin.	98.500.000 dollars
1895.....	8 juin.	70.800.000 —
1895.....	15 juin.	66.300.000 —
1895.....	22 juin.	65.900.000 —

Les mouvements de métaux à New-York n'ont pas

présenté d'intérêt du 1er au 8 juin ; depuis que les chiffres qui précèdent ont été publiés, il est arrivé d'assez grosses quantités d'or. Le 22 courant, le paquebot *Campania* a apporté 1.125.000 dollars envoyés par le syndicat des Bons.

La réserve du Trésor est aujourd'hui de 101 millions de dollars et elle va s'accroître de 6 millions de dollars qui seront transférés par le syndicat ; on ne l'avait pas vue à un chiffre aussi élevé depuis le mois de septembre dernier.

En attendant, l'encaisse des *Banques associées de New-York* diminue rapidement, il doit y avoir d'assez grands besoins de monnaie sur la place.

CHRONIQUE MONÉTAIRE

La Question monétaire à Saint-Etienne

M. Fougeirol, député de l'Ardèche et vice-président de la *Ligue Nationale Bimétallique*, vient de faire à Saint-Etienne une conférence sur la question monétaire, sous le patronage de la Société d'études économiques de la Loire.

La réunion qui était présidée par M. Jury, président de la Société d'études économiques, comptait de très nombreux industriels de Saint-Etienne et de Saint-Chamond. A côté du président, on remarquait M. de Montgolfier, directeur des aciéries, membre du Conseil supérieur du commerce.

La conférence de M. Fougeirol a été écoutée avec la plus grande attention et, à plusieurs reprises, a été interrompue par des applaudissements chaleureux, qui prouvaient bien que la thèse soutenue par l'orateur avait l'approbation de la réunion.

Après le discours de M. Fougeirol, M. de Montgolfier s'est joint au président pour le féliciter de la clarté de son exposition.

Il a déclaré en outre, qu'adversaire, il y a quelques jours encore, des idées défendues par M. Fougeirol, il était aujourd'hui tout disposé à être d'accord avec lui sur le mal et sur le remède.

La Production de l'Argent

M. Ottomar Haupt a adressé à la *Gazette de Francfort*, à propos des chiffres de M. Preston, directeur de la Monnaie des Etats-Unis, les observations suivantes :

Il doit y avoir une erreur dans le chiffre de la production de l'argent en 1894, production qui est évaluée à 722.000 onces, soit environ 22.000 kilos de plus qu'en 1894. D'après mes évaluations, faites d'une façon très rigoureuse, le bilan de l'argent, pour 1894, s'établit comme suit :

	Kilos d'argent fin
Expéditions d'Angleterre en Chine	1.193.000
— — pour l'Inde	649.000
— — pour les détroits	293.000
— d'Amérique pour l'Extrême-Orient.	520.000
Frappe en Europe et autres pays	432.000
— au Japon	350.000
— à Mexico, comme réserve monétaire	280.000
Total, pour les besoins monétaires	3.717.000
A ce chiffre vient s'ajouter celui de la consommation industrielle	700.000
Soit un total général de	4.417.000
d'où il convient de déduire les ventes italiennes, soit	50.000
Reste	4.367.000

C'est là la quantité que les mines ont dû fournir l'année dernière ; en d'autres termes, la production a dû s'élever à 134 millions d'onces, au lieu de 166 millions indiqués par le Directeur de la Monnaie aux Etats-Unis.

Nous attendons le rapport de M. Preston, qui ne nous est pas encore parvenu (car nous n'en avons eu encore que le résumé télégraphique), pour rechercher cette différence énorme de 32 millions d'onces signalée par M. Ottomar Haupt.

Une adresse bimétallique au Chancelier de l'Échiquier de l'Angleterre

La *Ligue Bimétallique Anglaise* a décidé de répondre à l'adresse remise récemment au Chancelier de l'Echiquier par l'Association pour la défense de l'étalon-or. Voici le très remarquable mémoire, contresigné par un grand nombre de banquiers, négociants, industriels, syndicats ouvriers, propriétaires, agriculteurs, membres de la Chambre des Communes, économistes, et par d'autres personnes qu'elle a fait parvenir au Chancelier de l'Echiquier :

Au Right Honourable Chancelier de l'Echiquier.

Sir,

Le Comité exécutif de la *Ligue Bimétallique*, ayant appris qu'un mémoire vous avait été adressé par quelques « négociants et banquiers de la Cité de Londres relativement à la discussion qui a eu lieu récemment, au Parlement, sur la question monétaire », se permet de vous entretenir du même sujet.

Nos vues différant totalement de celle des signataires dudit mémoire, nous nous réjouissons de ce qu'ils appellent très justement « l'agitation croissante en faveur du *Bimétallisme* », et cela pour les motifs suivants, que nous avons l'honneur de vous exposer.

Il est vrai que notre régime monétaire actuel a prévalu, sans interruption, dans le Royaume-Uni, depuis 1816 jusqu'à ce jour, mais il convient de rappeler que, pendant la plus grande partie de cette période, c'est-à-dire pendant soixante années environ, toutes les transactions de notre pays et du monde ont été dirigées sous l'influence dominante du régime *bimétallique*.

Tant que ce régime a été maintenu par l'action des nations étrangères, les fluctuations ou la divergence des valeurs relatives de l'or et de l'argent ont été faibles, sinon nulles ; la parité entre les deux métaux s'est maintenue ferme dans la pratique ; l'étalon de valeur a été relativement stable, et le commerce de notre pays s'est effectué avec des facilités égales dans toutes les parties du monde, soit avec les pays monométallistes-or, soit avec ceux à circulation d'argent.

Ces résultats étaient d'une importance incalculable pour l'Angleterre, qui jouit de la prédominance commerciale, qui a un vaste domaine colonial et les possessions de l'Inde.

Nous reconnaissons que, tant que ces conditions existaient, l'étalon-or suffisait effectivement à nos besoins. Mais l'expérience des dernières années nous a absolument convaincus de ce fait, que les résultats obtenus ne provenaient pas de l'action de notre unique étalon, mais bien des effets universels de la loi *bimétallique*.

La disparition des immenses avantages dont il s'agit, à la suite de l'abandon du *Bimétallisme*, nous a confirmés dans cette opinion.

Depuis la démonétisation de l'argent, on a essayé, pour la première fois, de conduire les affaires du monde occidental sur une base unique d'or.

Cette grande expérience a eu ses résultats naturels : une divergence croissante, avec de constantes fluctuations dans la valeur des métaux précieux, divergence qui a entravé le commerce et a provoqué une baisse croissante des prix, causant ainsi des maux sérieux aux entreprises industrielles.

A la suite de cette expérience, on ne saurait nier que nous avons souffert de tous les maux énumérés dans la résolution acceptée par le Gouvernement et votée à l'unanimité par la Chambre des Communes et que l'unique étalon d'or a failli lamentablement aux conditions essentielles que doit remplir un étalon de valeur : entre autres la stabilité.

En outre, il est un fait certain, c'est que la plupart des maux qui, suivant les signataires du mémoire, résulteraient d'un changement de notre régime monétaire, se sont déjà abattus sur nous par la faute du régime actuel.

Les contrats ont été troublés, les charges des débiteurs se sont accrues, la propriété a baissé de valeur, les entreprises se sont arrêtées, et il y a eu une perte correspondante de capitaux engagés dans l'industrie et d'emplois pour les classes ouvrières.

Ce sont là, assurément, des faits graves, d'une grande importance, qui doivent attirer votre attention ; pourtant, les signataires du mémoire paraissent les ignorer et ils n'en ont pas même tenu compte.

Nous estimons que — en raison de la dépression générale des industries textile, houillère, métallurgique, de constructions navales et autres du Royaume-Uni, alors qu'un Comité parlementaire siège pour s'enquérir de la situation des sans-travail, alors que l'agriculture est gravement atteinte et qu'elle est ruinée dans nombre de districts — les signataires du mémoire devraient se rappeler que la prospérité d'un pays et d'un peuple dépend de son commerce et de ses industries bien plus que des intérêts de ses Banques.

Nous constatons qu'ils n'ont pas cru devoir formuler une opinion tant qu'il ne s'agissait que d'appliquer le principe *bimétallique* aux nations étrangères. Mais l'effet général du rétablissement du *Bimétallisme* serait le même pour nous, que nous nous joignions ou non aux autres nations.

Toutefois, considérant l'importance de notre commerce, le montant des dettes assumées par nos colonies et par l'Inde, et ce fait d'avoir actuellement, dans l'Empire, trois régimes monétaires distincts, nous croyons qu'aucun peuple dans le monde n'est plus intéressé que nous-mêmes à la question et que nous devrions coopérer de tout cœur avec les autres nations pour atteindre le but visé.

L'expérience de l'histoire, les enseignements de la science et les conclusions autorisées arrêtées à l'unanimité par les membres de la « Commission pour l'or et l'argent », démontrent que le régime *bimétallique* a maintenu avec succès la valeur relative des deux métaux et que nous pouvons raisonnablement prévoir le même résultat pour l'avenir.

Les récentes déclarations du Gouvernement français, les résolutions du Reichstag et du Conseil d'Etat allemands ainsi que des deux Chambres de la Diète prussienne, les déclarations emphatiques du Gouvernement des Etats-Unis, en faveur du *Bimétallisme* international, sont autant de preuves du désir qu'ont la France, l'Allemagne et les Etats-Unis de s'unir à l'Angleterre pour se livrer à une tentative sérieuse en vue d'atteindre le grand but final.

Aucune des conséquences alarmantes évoquées par les signataires du mémoire ne s'est produite dans le passé sous le régime *bimétallique* et, l'expérience démontrant, au contraire, que ce régime a existé dans les périodes de la plus grande prospérité, il n'y a aucune raison de croire que lesdites conséquences se produiraient dans l'avenir, si on y revenait.

D'autre part, on ne conteste pas que, depuis la fermeture des Hôtels des monnaies étrangers à la libre frappe de l'argent, de nouvelles conditions ont surgi qui ont sérieusement affecté le fonctionnement de notre unique-étalon, ainsi que toutes les transactions qui en dépendent.

En présence des maux dont on ne peut nier l'existence, nous espérons que le Gouvernement de Sa Majesté ne permettra pas qu'un danger hypothétique menaçant des intérêts particuliers, ou la prédiction, qui ne repose sur rien, d'un préjudice possible pour l'industrie et le commerce, nous empêchent de coopérer avec les autres puissances à des mesures capables d'assurer un pair du change fixe entre les deux métaux et un étalon de valeur plus stable que celui que nous possédons actuellement. Nous vous rappelons respectueusement la résolution votée par la Chambre des Communes le 26 février dernier, à laquelle nous vous demandons d'adhérer.

La liste de nos adhérents ne comprend pas seulement des négociants et des banquiers de la cité de Londres, mais aussi des représentants de la plupart des industries du pays, sans compter les *leaders* bien connus des classes ouvrières et les autorités en matière de science économique.

J'ai l'honneur d'être, Sir, de la part du Conseil exécutif de la *Ligue bimétallique*, votre obéissant serviteur,

HENRY HUCKS GIBBS

Président de la Ligue bimétallique.

Cette adresse présente un intérêt tout particulier au moment où M. A. J. Balfour devient Premier Lord de la Trésorerie et M. Chaplin, ancien ministre de l'Agriculture, président du contrôle des administrations locales dans le Cabinet Salisbury.

Le Bimétallisme à la Société royale de statistique à Londres

M. J. Barr Robertson, de la *Ligue Bimétallique anglaise*, que nous n'avons plus besoin de présenter à nos lecteurs, a lu, la semaine dernière, à la *Société Royale de Statistique*, à Londres, un rapport intitulé : « *Quelques statistiques relatives au Bimétallisme* ».

Voici le résumé de cette remarquable étude :

M. Robertson a traité principalement le *Bimétallisme* en France, les métaux précieux sous le régime *bimétallique*, les prix du marché et la question des changes. Il avait annexé à son rapport des tableaux relatifs à la production de l'or et de l'argent dans le monde depuis quatre cents ans, les quantités d'or et d'argent existant en France au cours des derniers siècles, le mouvement de ces métaux précieux dans notre pays de 1815 à 1894, les réserves métalliques et la circulation de la Banque de France de 1811 à 1894, les changes extérieurs, les importations et les exportations d'or du Royaume-Uni de 1858 à 1894, et, enfin, les divers systèmes monétaires, ainsi que les stocks approximatifs de monnaie dans les principaux pays du monde.

« Le but du *Bimétallisme* — a dit l'auteur — est : 1° d'ouvrir les Hôtels des monnaies à la libre frappe de l'or et de l'argent, avec ou sans seigneuriage ; 2° d'établir un étalon légal illimité pour les monnaies d'or ainsi que pour les principales monnaies d'argent, suivant un rapport fixe pour le poids respectif de l'or et de l'argent à convertir en une somme déterminée de monnaie ; 3° d'émettre, pour les besoins courants, à la discrétion des Gouvernements, des monnaies divisionnaires d'argent à étalon légal limité.

La distinction entre le monométallisme et le *Bimétallisme* consiste dans ce fait que là où existe le premier de ces systèmes la ou les nations qui y sont soumises se trouvent liées par les fluctuations de l'offre et de la demande d'un seul métal, tandis que, sous le régime *bimétallique*, les nations basent le volume de leur monnaie sur la production moyenne des deux métaux et sur la demande dont ils sont l'objet. Quand le *Bimétallisme* deviendra effectif, l'étalon *bimétallique* prévaudra même dans les pays monométallistes. Les prix en Angleterre, sur le continent européen et aux Etats-Unis, ne sont pas des prix strictement en or, mais en partie *bimétalliques ;* en effet, près d'un tiers de la monnaie légale d'or et d'argent, constituant l'étalon-or, se compose, en réalité, d'argent. Sans ce contingent, le volume de la monnaie légale d'or se réduirait de 300.000.000 liv. st. et les prix en or actuels baisseraient dans une proportion équivalente. »

Après s'être occupé des Hôtels de monnaies *bimétalliques*, M. J. Barr Robertson a poursuivi dans les termes suivants :

« Il est complètement faux, — comme l'ont prétendu de nombreux auteurs — que le rapport français n'ait pas eu d'effet parce que, sous le régime *bimétallique*, l'or a souvent fait prime à Paris à certaines époques et l'argent à d'autres. En réalité, la monnaie d'or entre les mains des commerçants faisait une prime sur l'or entre les mains des banquiers, pour cette bonne raison que les commerçants n'opèrent que quand ils peuvent réaliser de petits bénéfices en important ou en exportant des métaux précieux ; au contraire, les banquiers ordinaires bornent leurs opérations à retenir dans leurs caisses, à recevoir ou à donner des monnaies d'or et d'argent, mais ils ne trafiquent pas avec la monnaie comme s'il s'agissait de lingots à la façon des négociants en lingots. Les Banques font face, avec une partie de leurs bénéfices, aux frais de déplacement du lingot ou de la monnaie d'une ville à l'autre, mais le négociant en lingots est obligé de couvrir ses frais au moyen d'une prime sur le métal, prime qui constitue son unique source de profits. En dehors des opérations des Hôtels de monnaies l'or et l'argent font l'objet de transactions à des cours cotés sur le marché, sans qu'on tienne compte du rapport légal, parce que le *Bimétallisme* ne vise que l'or et l'argent monnayés ou destinés au monnayage, ou encore figurant dans les réserves d'Etablissements tels que la Banque de France ; il ne vise même pas les monnaies accaparées par les négociants en lingots dans un but d'exportation. Sous le régime *bimétallique*, les métaux précieux pouvaient être importés en France ou exportés de France au prix fixé à l'Hôtel des monnaies ou suivant le rapport établi.

Les conclusions tirées des statistiques produites sont les suivantes :

1° De 1785 à 1873-78, la France a maintenu le rapport de 1 à 15 1/2, la totalité de sa frappe s'étant élevée à 355.689.428 liv. st. d'or et à 220.546.957 liv. st. d'argent, sans qu'on ait frappé suivant aucun autre rapport, sauf après 1864, pour des monnaies divisionnaires ;

2° De 1803 à nos jours, on a frappé de l'or tous les ans, excepté en 1872 et en 1873, époques auxquelles les paiements en or furent suspendus ;

3° De 1795 à 1878, on a frappé, chaque année, de l'argent à plein étalon légal ;

4° L'emploi des deux métaux en tant que monnaie était absolument nécessaire de 1580 à 1700, en raison de la faible production d'or et d'argent : l'argent surtout était indispensable à cause de la faible production d'or. De 1700 à 1840, et même jusqu'en 1850, l'emploi des deux métaux s'imposait, eu égard à leur stock limité ;

5° Après 1852, la production de l'or a dépassé sensiblement les besoins pour le maintien du niveau des prix cotés alors, mais, sous l'action du *Bimétallisme*, la France a atténué considérablement les effets de la pression de l'or en Europe en exportant pour environ 70.000.000 de livres sterling d'argent pris sur son stock et en important, en échange, pour une somme équivalente d'or ;

6° Depuis 1830 et jusqu'à nos jours, la France a importé et exporté, chaque année, de l'or, et, de 1830 à 1878, elle a importé et exporté, chaque année, de l'argent, démontrant ainsi la liberté complète et l'activité internationale des deux métaux ; il n'y a pas une seule année pendant laquelle les deux métaux ne soient pas entrés librement en France ou n'en soient sortis de même ;

7° A aucune époque, depuis 1811, la Banque de France n'a manqué d'avoir en réserve de l'or et de l'argent ; toutefois, pendant une partie des années 1825, 1828, 1830, 1832, 1833 et 1834, elle n'avait pas d'or ;

8° Depuis 1811, la Banque de France n'a jamais manqué, dans ses réserves, d'argent ayant plein pouvoir libératoire ;

9° De 1879 à 1894, en France, et de 1877 à 1894, dans le Royaume-Uni, c'est-à-dire pendant la seule période de monométallisme-or que le monde ait traversée, les importations d'or en France accusent une immense moins-value en comparaison avec la période antérieure, et, simultanément, la moyenne des prix des marchandises s'est abaissée dans une très large mesure ;

10° L'énorme accroissement des importations d'argent dans l'Inde et, à un degré moindre, des importations d'or de 1855 à 1872, comparées à celles de la période antérieure, ont largement contribué à atténuer la pression de l'or nouveau sur les pays européens, empêchant ainsi les prix de s'élever à un niveau supérieur à celui qu'ils ont atteint ;

11° Tandis que la France frappait la totalité de sa monnaie suivant le rapport de 15 1/2 à 1, il y a eu fréquemment une prime pour les deux métaux sur le marché des lingots, mais cette prime, n'affectant pas la frappe en France, ne pouvait affecter le *bimétallisme ;*

12° Il ne peut y avoir de marché pour les lingots, en dehors de l'Hôtel des monnaies, sans qu'il en résulte une prime pour les métaux. Les fluctuations des changes à l'étranger, comme aussi des changes de Londres sur les pays étrangers, ont été souvent grandes à l'époque du *bimétallisme ;* cela explique qu'on ait pu obtenir à Paris des primes plus ou moins élevées pour l'un des métaux et, quelquefois, pour les deux ;

13° L'opinion que le *bimétallisme* en France, de 1785 à 1873-78, a produit un étalon variable ne repose sur aucune donnée ; en effet, l'or et l'argent ont toujours circulé en France pendant cette période et la monnaie d'or n'a jamais eu de divergence par rapport à la monnaie d'argent dans les transactions des Français, bien que le commerce du négociant en lingots n'ait pu être exercé sans qu'il y eût un profit à importer ou à exporter des métaux précieux.

La lecture de ce rapport a été suivie d'une discussion fort intéressante à laquelle ont pris part, tour à tour, des bimétallistes et des monométallistes : MM. Probyn, professeur Foxwell, Glover Hermann Schmidt, Herbert Tritton, Robert Bartley, M. Harvey (de la maison Glyn, Mills et C°) et, enfin, M. Edmond Théry, rédacteur en chef de l'*Economiste Européen* et secrétaire général de la *Ligue Nationale Bimétallique Française.*

Invité par le Président de la Société à exprimer son opinion personnelle relativement à la discussion en cours, M. Edmond Théry a dit en substance :

Je suis très heureux d'avoir suivi cette belle discussion et de pouvoir vous dire ce que j'en pense.

Je constate d'abord qu'en Angleterre les monométallistes-or font aux bimétallistes les mêmes objections d'ordre local que celles que subissent les bimétallistes français, allemands et américains de la part de leurs adversaires.

On dit aux bimétallistes anglais : « Avec la frappe « libre de l'argent en Angleterre les souverains d'or « disparaîtront du territoire anglais en vertu de la « loi Gresham : la mauvaise monnaie chasse la « bonne, etc... » Mais les monométallistes-or nous tiennent exactement le même langage en France *(Rires)* et j'ai constaté que c'est aussi le sort que prédisent à l'Allemagne, aux Etats-Unis et à la Hollande les monométallistes-or de ces divers pays ! (*Rires et applaudissements.)*

Les monométallistes oublient cependant de nous dire vers quel point du globe l'or anglais, français, allemand, américain et hollandais, soit environ 14 ou 15 milliards de francs, s'exporterait finalement, irait se concentrer si, par un accord commun, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, les Etats-Unis et la Hollande créaient le *Bimétallisme international !* Cette simple remarque détruit la raison même de l'objection, laquelle pourrait avoir une certaine valeur pour un pays pris isolément, si la frappe libre de l'argent avec plein pouvoir libératoire n'était adoptée que par ce seul pays... mais l'objection n'existe plus si la mesure est appliquée en même temps, et d'une manière identique par toutes les grandes nations dont je viens de parler, qui sont soumises actuellement à la loi de l'étalon d'or. (*Applaudissements.*)

De même en Angleterre, pour combattre le *Bimétallisme international,* on fait au Bimétallisme français, — tel qu'il a fonctionné de 1803 à 1873 — le reproche de n'avoir conservé qu'imparfaitement son rapport fixe du 15 1/2, et on relève triomphalement, suivant les époques, des écarts de valeur relative entre l'or et l'argent allant jusqu'à 3 0/0. C'est exact, mais on oublie de dire que même lorsque l'écart a atteint cette proportion de 3 0/0 (qui est nulle si on la compare à ce qui est survenu après la suppression du Bimétallisme français), une partie de cet écart provenait de différence de traitement appliqué aux deux métaux monétaires. On oublie de dire également que, pendant toute cette période, le Bimétallisme français a été seul à supporter non seulement les fluctuations de la production universelle de l'or et de l'argent — et vous savez dans quelle proportion extraordinaire cette production s'est brusquement modifiée à certaines époques — mais aussi les secousses monétaires, les fluctuations de changes résultant de toutes les crises économiques survenues tantôt en Europe, tantôt en Amérique, tantôt dans les Indes. (*Applaudissements.*)

On prétend aussi en Angleterre, et c'est M. H. Tritton qui s'est servi de cet argument, que, de 1803 à 1873, la France n'a jamais eu, en réalité, qu'un seul étalon : tantôt l'argent et tantôt l'or, parce que le métal apprécié s'exportait toujours. Mais, Messieurs, c'est là le plus bel hommage que les monométallistes anglais puissent rendre au Bimétallisme français, car ils en démontrent ainsi son influence internationale.

Grâce à lui, l'or et l'argent circulaient librement dans le monde suivant les besoins particuliers des pays à étalon d'or et des pays à étalon d'argent. Est-ce que le commerce universel de l'Angleterre n'a pas été le premier à profiter de ce régime ?

Que l'on suppose, au lieu d'un Bimétallisme local tel qu'il fonctionnait dans le monde de 1803 à 1873, le *Bimétallisme international* tel que nous voulons l'établir : n'est-il pas évident que les légères imperfections que l'on nous signale aujourd'hui et qui proviennent de ce seul fait : *Bimétallisme local,* disparaissent d'elles-mêmes avec la cause première qui les a motivées ? (*Applaudissements.)*

En résumé, les objections que l'on a faites au principe du Bimétallisme ont eu ce double avantage : 1° de démontrer sa nécessité absolue au point de vue des intérêts économiques des grands pays dont le commerce et le crédit rayonnent dans le monde entier ; 2° d'établir, d'une manière décisive, que ce Bimétallisme doit être *international,* c'est-à-dire qu'il doit grouper dans un régime commun les principales nations actuellement soumises à la loi de l'étalon unique d'or. Nous espérons, en France, pour le bien particulier des grands pays de l'Europe, et pour le bien de l'humanité en général, que les efforts des bimétallistes anglais seront couronnés de succès. (*Vifs applaudissements.*)

La Question monétaire en Belgique

M. Alphonse Allard, directeur honoraire de la Monnaie en Belgique, dont nous avons maintes fois analysé les remarquables travaux, a traité, le 13 juin, à Bruxelles, devant un public nombreux et choisi, la question monétaire au point de vue de son influence sur la politique douanière.

La séance était présidée par M. le sénateur baron Joly.

L'orateur a décrit, tout d'abord, la crise monétaire et a rappelé l'essai du monométallisme-argent sous l'influence de M. Frère-Orban qui démonétisa l'or en 1851, mais qui fut obligé de le rétablir dans la circulation en 1862.

Le monométallisme-or appliqué en 1873 a provoqué, a dit en substance M. Alphonse Allard, une baisse des prix sans précédent, et, malgré tout, il a été impossible, depuis 22 ans, de supprimer l'argent.

La baisse des prix paraît avoir rompu l'équilibre social ; le sol national a perdu de sa valeur. Cette perte s'élève pour la

Belgique à 238 millions de francs par an, et, pour la France, M. Allard l'évalue, en s'appuyant sur les calculs de M. Alfred Neymarck, président de la Société de statistique de France, à 2 milliards chaque année. Les Etats se ruinent, le protectionnisme remplace le libre-échange et l'univers se divise en deux camps : les peuples à étalon-or et ceux à circulation d'argent. L'orateur démontre ensuite que l'argent n'ayant pas baissé de valeur chez ces derniers, ils ont tout intérêt à nous envoyer leurs produits qui se trouvent protégés par le change. Et dès l'instant où la protection ne s'exerce plus d'une façon utile la ruine des ouvriers est à craindre.

Au surplus le travail et l'activité émigrent vers les pays à circulation d'argent. A ce propos, M. Allard cite des extraits du rapport de M. Jamieson, consul général d'Angleterre à Shanghaï (rapport que nous avons publié dans l'*Economiste Européen* et que notre rédacteur en chef a longuement analysé).

L'orateur en conclut que la crise monétaire est plus redoutable pour les travailleurs.

Mais les Gouvernements paraissent disposés à chercher un remède, et ce remède n'est autre que le *Bimétallisme* international.

Après une allocution du sénateur baron Joly, l'assemblée a adopté, à l'unanimité, une motion en faveur de la constitution d'un Comité d'action *bimétalliste*.

La Question monétaire en Allemagne

D'après la *Augsburger Abendzeitung*, le Gouvernement bavarois entend s'en tenir par principe à l'étalon d'or; il n'a toutefois pas d'objection à faire à la convocation d'une Conférence dans laquelle on s'occuperait des moyens de relever le prix de l'argent.

Les pourparlers à ce sujet entre le Chancelier de l'Empire et les Gouvernements confédérés continuent.

La Question monétaire (1)

Sous ce titre, M. G. M. Boissevain, d'Amsterdam, délégué du Gouvernement des Pays-Bas à la Conference monétaire de Bruxelles de 1892, vient de publier un mémoire très développé et des plus documentés. L'auteur constate tout d'abord l'importance prise par la question monétaire pour laquelle une solution s'impose.

« En Angleterre, nous dit-il en substance, les partisans d'un règlement de la question par voie internationale gagnent chaque jour du terrain ; la France est sortie de son attitude réservée et en Allemagne on voit des cercles influents exercer une puissante pression. » M. Boissevain compte beaucoup sur l'intervention de l'Empereur qui a témoigné, écrit-il, en maintes occasions de sa sollicitude pour les vrais intérêts de son peuple.

Après avoir fait la théorie du double-étalon international, l'auteur résume la situation monétaire actuelle ; il constate que, en 1894, malgré l'augmentation de la production d'or de l'année et malgré l'accroissement du stock d'or des Banques, la baisse générale des prix s'est considérablement accentuée. La cause première du malaise serait extirpée par un retour à l'association de l'or et de l'argent devant constituer conjointement l'étalon monétaire universel. En ce qui concerne le rapport à fixer, M. Boisserain estime que « de très sérieux motifs militent en faveur de la fixation d'un rapport se rapprochant autant que possible du 1 à 15 1/2. »

La dernière partie du mémoire est consacrée à la réfutation des principaux arguments invoqués par les monométallistes-or. Et voici la conclusion à laquelle il arrive :

« Si nous voulons la paix économique internationale, commençons par réaccoupler les deux métaux monnayables, afin de posséder de nouveau un instrument d'échange international. En matière économique, c'est là la condition de la paix, du progrès, du développement de la prospérité générale. »

Ajoutons que le volume de M. Boissevain est complété par une série de tableaux donnant : le cours de l'argent à Londres depuis la fin du XVe siècle, la production de l'or et de l'argent de 1493 à 1894 ; le total, par périodes, des monnaies frappées en France depuis 1803 ; les importations et exportations de marchandises et de métaux précieux aux Indes anglaises depuis 1854-55 ; les index-numbers de M. Sauerbeck, etc., etc.

Ces tableaux, très sérieusement dressés, constituent des documents précieux pour tous ceux qui se livrent à l'étude du problème monétaire.

(1) *La Question monétaire*, par G. M. Boissevain, traduit du hollandais, par J.-F. Rode, chez Guillaumin et Cie, Paris.

Les Systèmes monétaires du monde

M. Maurice L. Muhleman, trésorier-adjoint des Etats-Unis, vient de publier un volume sur les systèmes monétaires du monde (1).

Cette étude très complète des divers régimes actuellement en vigueur renferme de nombreuses statistiques et est suivie de l'exposé des projets tendant à la solution de la question monétaire.

Aujourd'hui où le problème soulève partout des discussions passionnées et où il s'impose à l'attention des peuples, le livre de M. Muhleman sera d'une grande utilité pour tous ceux qui voudront baser leur opinion sur des données précises. Bien entendu la circulation des Etats-Unis y est analysée avec plus de détails, mais les renseignements qu'il contient sur les autres pays sont suffisants pour suivre le mouvement général. A ce titre, il mérite de figurer dans toutes les bibliothèques.

Les Effets du Change sur le commerce de la Perse

Nous extrayons les renseignements qui suivent du dernier rapport adressé par M. de Balloy, ministre de France à Téhéran, au Département des affaires étrangères :

Un commerce assez important existait jadis entre la province d'Ispahan et Manchester, mais il s'est ralenti en 1893 et 1894 par suite de la baisse du change.

Dans la province de Chiraz, comme dans beaucoup d'autres, le commerce a diminué, de 1893 à 1894, par suite de la dépréciation de l'argent.

Un grand nombre de commerçants ont prudemment suspendu leurs affaires, la disette a régné dans beaucoup de localités et dans la ville même de Chiraz, au point que les habitants ont dû se priver non seulement des objets de luxe, mais encore de ceux qui étaient pour eux de première nécessité. Le mouvement commercial s'est ralenti dans les bazars, et plusieurs négociants ont dû entamer leur capital. De plus, l'hiver a été dur, et les neiges, les pluies et les inondations ont entravé le commerce entre les districts qui entourent Chiraz. La surabondance de monnaie de cuivre dans les bazars n'a pas peu contribué non plus à augmenter les difficultés des échanges commerciaux.

Les Monnaies d'étalon et les lingots

Les monnaies d'étalon mesurent le prix du métal en lingot, ce n'est pas le lingot qui mesure les monnaies.

Tel est le principe développé par M. W.-T. Rothwell dans le *Bimétallist* de mai :

Tous les lingots gardés en réserve par les Banques — écrit M. Rothwell — et jouant dans la pratique le rôle des monnaies, au moyen des billets mis dans la circulation qui en sont la contre-partie, prennent rang parmi les monnaies.

Voici cinq considérations à l'appui de cette thèse :

1° Il n'est pas nécessaire de déterminer si « l'emploi monétaire » ou « l'emploi pour l'art » requièrent la plus grande quantité de métaux précieux. Nous n'avons qu'à admettre que le lingot est une matière première, propre à beaucoup d'usages, et qu'une certaine quantité d'or ou une certaine quantité d'argent sont prises, sous forme de monnaies, comme dénominateur commun ou comme instrument de mesure des prix de toutes choses pouvant être tarifées. Le rapport entre les monnaies et le lingot saute aussitôt aux yeux. En effet, les monnaies servant à mesurer le prix de toutes marchandises, et le lingot lui-même étant une marchandise, il est mesuré de la même manière que tout autre objet ;

2° Une livre sterling et un lingot de la valeur d'une livre peuvent paraître équivalents ; mais cette égalité apparente s'applique avec une force égale à un lot de souliers valant une livre ou à toute autre chose. La supériorité de la livre sterling réside de la supériorité de ses facilités d'échange, qui résulte de sa fonction monétaire et de sa puissance d'étalon légal ;

3° Quand une matière a été choisie pour la frappe des monnaies, il est indispensable qu'une grande quantité de cette matière soit constamment appropriée dans ce but et conservée sous cette forme. Car si les monnaies devenaient rares, elles deviendraient très chères par rapport aux marchandises. Comme conséquence, beaucoup de ceux qui détiennent le métal sous une forme autre que les monnaies seraient incités à le convertir en monnaies. Il s'ensuit que les monnaies ont le rôle dirigeant ;

(1) *Monetary systems of the world*, chez Charles H. Nicoll, 189, Broadway, New-York.

4° Si la valeur des monnaies était déterminée par le lingot — considérant qu'il n'y a qu'une faible quantité de métaux précieux qui, à toute époque, ne soit pas convertie en lingots ou qui ne soit pas employée pour un usage déterminé — la portion de production nouvelle destinée à la frappe des monnaies constituerait le facteur dominant pour la fixation de la valeur des monnaies existant. Cela est absurde. Bien que l'offre et la demande soient les deux facteurs réglant la valeur marchande des choses, c'est la demande relative à la quantité totale de l'offre qui détermine cette valeur. Les producteurs de toutes les catégories et variétés de marchandises savent que leur pouvoir, pour déterminer la valeur marchande de leurs produits, est limité et qu'il est proportionné à la demande portant sur la masse totale offerte sur le marché. Combien plus limité est, alors, le pouvoir des producteurs de métaux monétaires — dont la production annuelle ne représente pas 1 pour cent de la quantité de monnaies existant déjà sur le marché (en supposant même que la totalité de la nouvelle production soit transformée en monnaies) — pour fixer la valeur sur le marché de la quantité totale des monnaies prêtes à être échangées? Avec la grande quantité de monnaies existant, la production pourrait s'arrêter pendant quelque temps sans qu'on s'aperçoive de leur raréfaction et, par conséquent, sans que leur valeur soit sensiblement affectée. Mais quel bouleversement se produirait si les monnaies existant venaient à disparaître tout à coup. Il n'est donc pas raisonnable de croire que le lingot puisse mesurer les monnaies.

5° Supposez qu'il soit possible que, à poids égal, le lingot acquère plus de valeur que les monnaies d'étalon; il ne tarderait pas à baisser. En effet, les gens ramasseraient les monnaies dans le but de les refondre, car ce serait là le moyen le plus avantageux de se procurer le métal. D'autre part, supposez que le lingot ait baissé de valeur par rapport aux monnaies, les gens porteraient leur lingot à l'Hôtel des monnaies pour le faire frapper, arrêtant ainsi toute tendance à la baisse. Conséquemment, en ce qui concerne leur valeur, lingot et monnaie sont intimement liés l'un à l'autre et ne peuvent se mouvoir séparément que dans des limites très restreintes. Et bien que leur valeur respective puisse varier dans ces limites restreintes — le prix d'unité, et par suite la puissance de mesure, étant concentré dans la monnaie — c'est celle-ci qui règle le prix du lingot absolument comme un maître conduisant son chien en laisse. . . . . . .

La Théorie de la surproduction

Les principes posés par les monométallistes-or — lisons-nous dans *The American* du 1er juin — sont très divers. A une époque ils prétendaient que les prix n'avaient pas baissé et que l'or n'avait pas haussé; puis ils ont admis la hausse de l'or, mais en soutenant que la baisse des prix, qui en est la conséquence, est un bienfait; enfin, ils ont nié à nouveau la hausse de l'or, en reconnaissant la baisse des prix qu'ils attribuent à la surproduction.

Nous avons démontré déjà — poursuit notre confrère de Philadelphie — que, s'il y a souvent pour une catégorie de marchandises une surproduction entraînant une baisse temporaire des prix, la surproduction générale de toutes les marchandises à une même époque est une impossibilité. En effet, tous les producteurs sont des consommateurs et il n'est pas admissible que les hommes produisent plus qu'ils ne veulent consommer. Au surplus, les besoins de l'homme sont infinis et il n'y a pas de limite à sa puissance de consommation. Tant que l'homme aura des besoins qu'il ne peut satisfaire, une surproduction générale est impossible. Nous le répétons, les besoins de l'homme sont infinis; dès qu'il a pu en satisfaire un, il désire autre chose.

En conséquence, l'affirmation des monométallistes, attribuant la baisse des prix à la surproduction, est ridicule; les faits démontrent qu'elle est insoutenable.

On ne saurait nier que la population ait beaucoup augmenté depuis trente ans; l'accroissement est évalué à 50 pour cent pour le monde entier. Dans la seule Europe la population a augmenté de 30 millions pendant la dernière période décennale, et nous savons que le chiffre de la population a doublé en Amérique depuis trente ans. Il est évident que ce grand accroissement de la population a dû amener une grande augmentation de la production. Si la population s'est accrue dans la proportion de 1 2/3 pour cent l'an, la production a dû augmenter au moins aussi rapidement. D'après la théorie de la surproduction, si la production augmente plus rapidement que la population, les prix devraient baisser; et inversement, si la population s'accroît plus rapidement que la production, les prix devraient se relever. Mais cette théorie ne supporte pas l'examen.

De 1854 à 1873, la production du monde s'est accrue dans une proportion de 3 pour cent l'an, tandis que depuis 1873, l'augmentation n'est plus que de 1 pour cent l'an. Pendant la première période (c'est-à-dire de 1854 à 1873) la production a augmenté plus rapidement que la population et les prix n'ont cessé de hausser; pendant la seconde période, au contraire (c'est-à-dire depuis 1873), la population s'est accrue plus rapidement que la production et les prix n'ont cessé de tomber.

En d'autres termes, les prix ont haussé pendant la période de plus d'activité de la production, tandis qu'ils ont baissé quand la production a commencé à diminuer.

Le R. Hon. Henry Chaplin, membre du Parlement anglais, a démontré à la Chambre des Communes que la récolte de blé du monde entier de 1892 avait été inférieure à celle de 1891. Suivant la théorie de la surproduction, le prix du blé aurait donc dû hausser, mais, en réalité, il a baissé de 18 0/0. En 1893, la récolte de blé a été égale à celle de 1891. Si on tient compte de l'accroissement de la population, le prix du blé eût dû se maintenir au moins à la moyenne de 1891; mais il y a une nouvelle baisse de 18 0/0. La production du blé n'a pas été plus grande en 1893 qu'en 1891, mais le prix est tombé pendant ces deux années de 36 pour cent.

Ces faits contredisent l'affirmation des monétallistes-or tendant à attribuer la baisse des prix à la surproduction. Ils indiquent que la baisse provient d'une autre cause: c'est la hausse de l'or.

Montesquieu a dit, il y a plus de deux siècles: « quand la quantité des métaux précieux est doublée, on n'obtient pour la même somme que la moitié des marchandises ou des services qu'on obtenait auparavant ». En diminuant de moitié la monnaie par la démonétisation de l'argent, nous avons doublé la valeur de l'once d'or et les prix sont tombés de 50 pour cent.

MARCHÉ DES MINES D'OR

Londres, le 28 juin 1895.

Le marché a été très ferme pendant toute la semaine, sauf pour quelques valeurs de l'est du Rand. C'est surtout le district de Klerksdorp qui a attiré l'attention, mais on peut dire que toute la cote a bénéficié d'achats, non de spéculation, mais de placement.

Dans ces conditions, le marché reste très sain et la continuation de la hausse est à prévoir, d'autant plus que de nombreux dividendes viennent d'être déclarés.

Nous croyons savoir qu'un des principaux organes économistes de Londres doit publier demain une interview de sir Edgar Vincent, qui donne des appréciations très favorables sur toutes les mines d'or en général.

Etant donnée la haute situation financière de sir Edgar Vincent, une grande valeur sera attribuée à ses déclarations.

La *Buffelsdoorn Estate* a encore progressé cette semaine; elle atteint en clôture le cours de 7 livres. Il est certain que le nouveau filon qui a été découvert récemment dans cette mine s'étend sur toute la longueur de la propriété et qu'il est plus riche que le white reef, qui est actuellement seul à être exploité.

La *Potchefstroom*, que nous avons signalée à l'attention de nos lecteurs au cours de 10 sh., est en forte hausse à 2 3/8, sur l'annonce officielle de la découverte, sur la ferme Welgegund west, appartenant à cette Compagnie, du filon de la Buffelsdoorn.

La *Klerksdorp Estate* a profité de la hausse des valeurs voisines pour franchir le cours de 20/0; elle est aujourd'hui à 25/0.

La *Eastleigh* est également en hausse à 1 7/8.

La *Buffelsdoorn Central* et la *Consolidated Buffelsdoorn* sont très bien tenues.

Les valeurs du district de Lydenburg ont commencé à attirer l'attention par suite du voyage que MM. Alfred Beit et Lionel Philipps viennent de faire dans cette région. Ces messieurs, qui possèdent déjà des intérêts considérables dans le Transwaal, y ont acheté de grandes quantités de terrain dans le but de faire des recherches aurifères.

La *Transwaal Gold and Exploration* a monté de 5 3/4 à 7 1/8: elle subit aujourd'hui un léger tassement à 6 7/8. On s'attend ici à de hauts cours sur cette valeur, la propriété est fort étendue et les travaux de prospection ont donné d'excellentes indications sur la

nature du terrain. La *Lisbon-Berlyn* est recherchée à 9/3 ; la *Spitzchop* à 1 3/4 ; la *Graskop* à 8/0. La *New Clewer* a progressé de 1 3/4 à 2 3/16.

Dans le district de Kaap, la *Sheba* s'est élevée jusqu'à 2 1/4, mais elle n'a pu maintenir ce cours et reste à 2 liv.

Les valeurs de l'est du Rand, *Modderfontein*, *East Rand* et autres ont toutes progressé au début de la semaine, mais, depuis avant-hier, un courant suivi de réalisations a provoqué un recul assez sensible : seule, la *Van Ryn* conserve ses cours de la semaine dernière. La *Ruights* est toujours recherchée dans les environs de 9 liv. st. On a remarqué quelques achats en *Balmoral* et *Gardner*, valeurs voisines l'une de l'autre : on fait courir le bruit qu'il est question de fusionner les deux Compagnies.

La *Glencairn* et la *New-Primrose* sont toujours très soutenues; la *Simmer And Jack*, la *Geldenhuis* et la *Treasury* sont sans variations sensibles.

Quelques réalisations se sont encore produites sur la *Jumpers* et la *Henry Nourse*; les nouveaux pilons de cette dernière Compagnie seront mis en marche le 10 juillet.

La *New-Heriot* est à 12 1/8; l'assemblée générale a ratifié la fusion avec la Compagnie *Ruby*.

La *Metropolitan*, la *Spes Bona* et la *George Goch* ne demandent aucun commentaire.

Bien que le report ait été cher sur la *Wolhuter*, cette valeur a progressé sensiblement à 8 1/16. Il est évident qu'on pèse sur ses cours, on cherche probablement à ramasser le titre afin de l'écouler à des prix plus élevés lorsque la nouvelle batterie aura été mise en mouvement, c'est-à-dire courant août ou septembre.

La *Meyer and Charlton* et la *City and Suburban* sont toujours favorisées par de petits achats.

La *Salisbury* est lourde ainsi que la *Jubilee*. La *Wemmer* ne profite pas de son bon dividende, l'effet ayant déjà été escompté. La même remarque s'applique à la *Ferreira*.

La *Village Main Reef* est un peu plus calme. La *Crown Reef* reste délaissée.

La *Langlaagte Estate* a réactionné un peu, bien que son dividende soit satisfaisant; on fait circuler de nouveau des bruits défavcrables sur la durée de la mine ; cependant, nous devons faire remarquer que M. Langerman, le président, a déclaré formellement à l'assemblée générale que les ingénieurs évaluaient à vingt-cinq ans cette durée.

De très gros achats ont porté sur la *Langlaagte Royal* et la *New Crœsus ;* la première de ces Compagnies est sur le point de mettre en marche 80 nouveaux plons; quant à la *New Crœsus*, nous avons déjà annoncé qu'elle avait commencé son exploitation effective le 29 mai.

Les mines qui se trouvent sur la ferme *Roodeport* sont soutenues, mais sans grandes affaires.

Le *Champ d'or deep* s'est très bien tenu, alors que le *Champ d'or french* est lourd. Cette dernière propriété a évidemment une existence très courte et il faudrait un taux de capitalisation plus élevé pour permettre l'amortissement du capital.

On parle d'un projet de fusion entre la *George and May* et la *West Rand* qui ont progressé cette semaine. Rien à dire sur la *Violet*, sinon qu'un des directeurs, M. Tapp, est parti au Transwaal pour donner une nouvelle extension aux travaux de développement.

La *Randfontein* continue son mouvement ascensionnel à 46/3. La *South West Rand Mines* est immobile à 1 9/16. Un stock d'environ 20.000 titres pèse momentanément sur les cours de cette valeur, mais nous croyons savoir que des négociations sont engagées pour faire passer ce stock dans des mains plus fermes; si les négociations aboutissent, il est probable qu'une reprise sensible se produira.

Parmi les valeurs de terrain, la *Chartered* a baissé sur la nouvelle que cette Compagnie allait augmenter son capital de 500.000 actions, qui seraient offertes aux actionnaires au prix de 3 1/2, le produit devant être affecté au remboursement des 750.000 liv. d'obligations existantes et le reste pour continuer les travaux de chemins de fer. Cette nouvelle qui a produit d'abord une mauvaise impression est mieux accueillie aujourd'hui et les cours reprennent à 4 3/8.

La *New African* est ferme à 5 7/8. L'*Anglo French* est demandée à 3 1/2. L'*Oceana* est faible à 2 9/16.

Les dividendes suivants ont été annoncés :

City and Suburban, 50 0/0 pour le 2e trimestre 1895; *Durban Roodepoort*, 15 0/0 pour le 2e trimestre; *Ferreira*, 65 0/0 pour le 1er semestre; *Geldenhuis Estate*, 30 0/0 pour le 1er semestre; *New Heriot*, 50 0/0 pour le 1er semestre; *Jubilee*, 30 0/0 pour le 2e trimestre; *Langlaagte Estate*, 25 0/0 pour le 1er semestre; *Meyer and*

NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL Actions libér.	CAPITAL NOMINAL des actions	ACTIONS ÉMISES	PROPRIÉTÉS DES COMPAGNIES	PILONS en travail	PILONS commandés	DIVIDENDES 1891	1892	1893	1894	PRODUCTION 1893	1894	1895		COURS DU 21 juin	28 juin
	£	£	£				%	%	%	%	Onces	Onces	Mois	Onces		
Aurora	65.000	1	57.500	20 claims Main Reef	30	»	»	5	»	»	9.505	3.422	2	938	1 3/8	1 3/8
Bantjes	95.000	1	95.000	104 — Paardekraal	30	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3 1/8	3 13/16
Chimes (New)	100 000	1	95.000	40 — Heidelberg	40	»	»	40	»	25	21.806	28.812	4	10.682	3 3/8	3 13/32
City and Suburban	85.000	1	65.000	24 — Main Reef	50	80	»	»	100	25	46.815	75.264	4	39.074	26 3/4	27 ./.
Crœsus (New)	225.000	1	195.000	16½ — —	»	60	»	10	»	»	1.339	»	»	»	2 4/16	3 3/16
Crown Reef	120.000	1	120.000	19 — —	90	120	50	55	5	50	82.105	120.542	4	40.407	10 1/4	10 1/8
Durban Roodep	135 000	1	125.000	343 acres et 23 claims	70	»	20	31	55	15	60.635	55.969	4	19.203	7 1/16	7 3/16
East Rand	650.000	1	650.000	1900 d. l. cl.	10	40	»	»	»	»	»	1.758	»	»	5 ./.	5 1/8
Ferreira	45 000	1	43.292	11 cl. M. R. et 9 d. cl.	40	»	12	85	100	150	66.108	75.817	4	27.174	17 3/4	17 9/16
Geldenhuis Estate	200.000	1	187.500	190 acres Elandsf.	80	40	15	10	25	30	47.431	59.130	4	17.713	6 3/4	6 11/16
Heriot (New)	85.000	1	73.250	39 claims Doornf.	40	»	»	»	10	10	22.773	19.494	4	23.105	11 11/16	12 1/16
Henry Nourse	125 000	1	125 000	34 cl. M. R.	25	»	»	»	»	»	22 220	29.215	4	8.936	6 3/4	6 13/16
Jubilee	30.000	1	30.000	10¼ claims M. Reef	35	»	25	60	120	120	30.066	27.071	4	9.211	10 3/8	10 1/4
Jumpers	100.000	1	100.000	39 — Doornfont.	100	»	»	»	25	55	11.490	63.037	4	18.682	5 15/16	6 5/16
Langlaagte Estate	500.000	1	467.000	31 — —	160	»	10	20	30	45	104.909	146.169	4	48.857	5 7/8	5 15/16
Meyer and Charlton	75.000	1	71.687	12 acres —	50	»	50	45	60	55	34.737	33.858	4	11.038	7 1/2	8 ./.
Nabob	75.000	1	71.500	224 — Paardekraal	10	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5/8	5/8
New Aurora West	80.000	1	60.000	30 cl. St. Mid. et M. R.	40	»	»	10	5	»	10.686	»	»	»	1 3/8	1 3/8
— Primrose	240.000	1	240.000	51 cl. Elndsft., Turff	100	»	15	27½	40	40	83.777	89.250	4	44.828	7 1/16	7 1/4
Nigel	160.000	1	159.895	5600 acres Yarkens.	25	45	»	47½	50	50	46.007	51.542	4	16.586	7 1/4	7 3/16
Pioneer	21.000	1	21.000	20 claims Main Reef	20	»	35	50	37½	»	10.191	10.949	3	3.073	6 ./.	6 ./.
Randfontein	2.000.000	1	1966500	Watvl-Witvl Randf.	40	20	»	»	»	»	29.045	42.127	3	12.811	44/3	46/3
Rand Mines	400.000	1	332.708	1700 d. l. cl.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	31 1/8	32 ./.
Rietfontein	160.000	1	150.000	68 cl. et 5000 ac. Kiets	50	»	»	10	15	»	35 451	22.162	4	8.927	3 7/8	4 3/16
Robinson	2.750.000	1	545.750	220 acres Main Reef	60	10	5	7	8	10	161.133	176 611	4	55.058	9 1/2	9 3/4
Salisbury (New)	100.000	1	93.000	5 claims —	70	»	»	30	10	»	24.851	20.719	4	6.718	5 1/4	5 ./.
Simmer and Jack	85 000	1	83 000	120 acr. Elandsfont.	100	»	30	40	40	30	39.666	63 033	1	30 313	16 5/8	16 5/8
Stanhope (New)	35.000	1	34 000	10 cl. —	20	»	55	»	50	100	11.681	16.248	4	4.252	2 ./.	1 7/8
Wemmer	55.000	1	46.300	12½ claims M. R.	30	»	10	»	»	»	24.297	43.110	4	22.860	11 1/2	11 5/8
Wolhuter	130.000	1	130.000	110 — —	40	50	»	»	»	10	25.948	30.809	4	9.544	7 3/4	8 1/16
Worcester	100.000	1	90.727	10 — —	40	»	10	17½	15	70	18.527	30.412	4	8.574	4 1/2	4 5/16

Charlton, 25 0/0 pour le 2e trimestre; *Rigel*, 10 0/0 pour le 2e trimestre; *Nord Primrose*, 25 0/0 pour le 1er semestre; *Glencairn*, 15 0/0 pour le 1er semestre; *Robinson*, 6 sh. pour le 1er semestre; *Simmer and Jack*, 10 0/0 intérimaire; *Wemmer*, 100 0/0 (1er dividende déclaré).

Paris, le 28 juin 1895.

Bien que notre *Marché des Mines d'or* ait témoigné cette semaine d'un peu d'hésitation, par suite de la tenue du *Stock-Exchange* de Londres, impressionné un moment par la baisse de la *Chartered*, nous clôturons ferme et en nouvelle hausse, même pour la plupart des valeurs. La *New Primrose*, que nous laissions à 181 25, monte à 185 62 1/2; *Randfontein*, 57 50, en avance de 2 fr. 18 3/4; *Buffelsdoorn*, 177 50. C'est un bénéfice pour la semaine, sur cette valeur, de 11 87 1/2. On paraît croire que le cours de compensation de la *Buffelsdoorn* s'établira, mardi, dans les environs de 200 fr.; *Robinson*, 241 25 contre 237 50 vendredi dernier; *Geldenhuis*, 170, accusant ainsi un bénéfice de 2 fr. 50; *Chartered*, plus soutenue au dernier moment à 114 37 1/2, après un moment de défaillance dû à la cause que nous mentionnons dans notre chronique de Londres. Par suite, ce titre ne perd que 0,62 1/2 sur la clôture de vendredi dernier; *New Kleinfontein*, lourde aussi à 141 87 1/2, en recul de 3 fr. 12 1/2; *Durban Roodepoort*, 114 37 1/2 contre 113 12 1/2; *Ferreira*, 437 50, perdant 6 fr. 87 1/2; *Simmer and Jack*, 415 contre 413 12 1/2; *Lower Roodepoort*, sans changement à 22 fr. 50.

L'action *Zapopan* a passé de 13 fr. à 13 75. Cette mine vient d'installer une nouvelle batterie. *Great Western Gold Mining Company*, 54 fr., en avance de 3 fr.

FONDS D'ETATS EUROPEENS à la Bourse de Paris.

Calcul du revenu d'après les cours de clôture du vendredi

FONDS D'ÉTATS	21 juin			28 juin		
	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0	Derniers Cours	P. de 1 f. de rente	Revenu p. 0/0
Français 3 % (perpétuel)	102 12	34 04	2 93	101 70	33 90	2 94
Consolidés anglais (ch. f. 25 fr. 20)	106 30	38 65	2 58	107 80	39 20	2 55
Autriche or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)	102 75	25 64	3 89	103 15	25 86	3 86
Belgique 3 %	101 25	33 75	2 96	101 25	33 75	2 96
Espagne Ext. 4 % (ch. f. 1 fr.)	68 30	17 07	5 85	67 37	16 84	5 93
Grèce 5 % 1881 (en suspension)	176 »	» »	» »	174 »	» »	» »
Hollande 3 ½ % (à Amsterdam)	101 12	28 89	3 46	101 12	28 89	3 46
Hongrie or 4 % (ch. f. 2 fr. 50)	104 60	26 15	3 82	104 50	26 12	3 82
Italie 4 % net	90 »	22 50	4 44	90 30	22 57	4 42
Norvège 3 % (ch. f. 25 fr. 20)	97 5	32 50	3 07	97 50	32 50	3 07
Portugal 3 % (1 fr. net)	25 82	25 82	3 87	26 15	26 15	3 82
Roumanie 5 %	103 »	20 60	4 85	102 »	20 40	4 90
Russie 3 % or 1891 libéré	93 70	31 23	3 20	93 30	31 10	3 21
Serbie 5 % 1890 (ch. de f.)	68 40	13 68	7 31	70 »	14 »	7 14
Suède 4 % 1880 (ch. f. 25 fr. 20)	101 75	25 43	3 93	102 15	25 53	3 91
Suisse rente 3 % (chemin de fer)	102 »	34 »	2 94	101 95	33 98	2 94
Turquie convertie 1 % série D.	26 15	26 15	3 82	25 55	25 55	3 91
— Priorité 4 % 1890	495 »	24 75	4 04	488 75	24 43	4 09
Consolidé Prussien 3 % (à Berlin)	99 37	33 12	3 01	99 62	33 20	3 01

Situation Financière générale

France. — Les réserves que nous formulions il y a huit jours au sujet de la situation de la Bourse de Paris étaient de saison. La semaine, en effet, n'a pas été favorable. Le manque de nouvelles au sujet de l'*Emprunt Sino Russe* n'a pas été en faveur du maintien des cours. Aussi, est-on faible sur presque tout. L'approche de la liquidation complique la situation, car on ne sait comment s'établiront les *reports*. On peut, en effet, vouloir réserver nombre de capitaux en vue de l'opération que l'on attend toujours, et ce resserrement subit de l'argent amène et peut amener encore des allégements, et même des réalisations quelque peu forcées.

Nos *Rentes françaises* ont été faibles. De même, les *Fonds Ottomans*. Par contre, fermeté de l'*Italien*. Quant à la *Rente Extérieure Espagnole*, elle a été une fois de plus mouvementée et clôture en nouvelle baisse.

Chemins français discutés un moment. *Sociétés de Crédit* plus lourdes. *Suez* en recul.

Allemagne. — La liquidation est pénible pour les acheteurs sur le marché allemand où le taux des reports s'est élevé à 6 0/0; cette cherté a été provoquée par la suspension des avances de la *Seehandlung*, qui refuse de mettre des capitaux à la disposition de la Bourse. Il résulte de cet état de choses une dépression des valeurs de crédit et une tendance à la baisse pour l'ensemble de la cote.

On constate un redoublement de sévérité de la part du Commissariat de la Bourse de Berlin pour les admissions à la cote; c'est ainsi qu'il a refusé d'y inscrire les actions de la *Banque Brésilienne* émises par la *Diskonto-Gesellschaft*.

Angleterre. — Les événements politiques ont eu une telle importance qu'ils ont attiré cette semaine toute l'attention, mais on doit constater que le changement qui vient de s'opérer dans le Gouvernement s'est effectué sans provoquer la moindre variation sur le marché.

A la Chambre des Lords, lord Salisbury a déclaré, hier, que le moment n'était pas venu d'expliquer sa ligne politique; d'ailleurs, a-t il ajouté, une seule politique se recommande à son parti, c'est la dissolution du Parlement aussitôt que possible. Il fera de son mieux pour hâter la décision que doit rendre le pays, elle seule tracera la ligne politique à suivre.

La dissolution pourra, pense-t-on, avoir lieu lundi ou mardi.

Autriche-Hongrie. — Après une séance assez lourde, la Bourse de Vienne est revenue à la fermeté, mais les transactions sont rares. La liquidation de fin du mois a été marquée par un nouveau resserrement monétaire, les Banques faisant preuve d'une grande réserve et exigeant de 6 à 6 1/2 0/0 pour leurs avances; nécessairement ces taux ont été plus élevés encore en Coulisse.

Les conférences entre les délégués des Ministères des Finances autrichien et hongrois, au sujet de la *Valuta* et du privilège de la *Banque d'Autriche-Hongrie*, qui se poursuivaient à Vienne depuis quelque temps, ont été suspendues; les parties en présence n'ont pu se mettre d'accord. On pense que les pourparlers pourront être repris en automne.

Espagne. — Le marché espagnol est dépourvu d'intérêt, mais on y fait depuis quelques jours la chasse au découvert sans que les baissiers aient cherché à se défendre. Le déport sur l'*intérieur* a été en moyenne de 45 centimes.

L'accord conclu entre le Ministre des Finances et la *Banque d'Espagne* pour le renouvellement des obligations du Trésor à échéance du 30 courant laisse au Gouvernement ses coudées franches. Etant donné le vote du budget et la prorogation prochaine des Chambres, M. Navarro Reverter pourra se consacrer à son programme de réformes et préparer les mesures susceptibles d'améliorer la situation économique et financière du pays.

On évalue à une vingtaine de millions le déficit du budget de 1894-95.

Italie. — La liquidation s'est faite en hausse, en Italie, et dans des conditions très favorables, grâce à l'abondance de l'argent; on a payé de 20 à 25 centimes de report pour la Rente.

On continue à s'occuper beaucoup, au delà des Alpes, du projet d'unification des Dettes de l'Etat; notre correspondant de Rome nous donne, à ce sujet, des détails fort intéressants.

Les recettes du Trésor accusent, pour les onze premiers mois de l'exercice en cours, une plus-value de 44 millions sur la période correspondante de 1893-94.

FRANCE

LA SITUATION

La Politique. — Les Crédits supplémentaires. — Les Fonds de roulement du Tonkin. — La Commission de la Réforme de l'impôt. — La Réforme des boissons. — Election sénatoriale. — L'Anniversaire de la mort du président Carnot. — Les Services maritimes postaux. — Le Traité franco-chinois. — Les Relations franco-suisses.

Le vote des nombreux crédits supplémentaires et la discussion de la politique coloniale ont occupé deux séances de la Chambre.

Dans la première, tenue mercredi, le 26, M. Bozérian a fait la critique trop justifiée du système qui consiste à engager des dépenses sans qu'elles aient été sanctionnées par le Parlement et à ne présenter la note à payer que lorsqu'il n'y a plus moyen de refuser de le faire ; il a cité de nombreux exemples de cette déplorable habitude.

M. Vigné d'Octon, prenant ensuite la parole, déclare qu'on ne pourra jamais rien faire du Soudan, que les Européens n'y peuvent vivre ; quant à l'organisation d'un grand gouvernement général à laquelle vient de procéder M. Chautemps, « c'est, dit-il, une chimère qui ne fera que grossir le nombre des mandarins qui rendent si difficile l'équilibre du budget ».

Après lui, M. Le Hérissé critique très vivement l'administration civile de M. Grodet au Soudan et rappelle que le 4 mars dernier, à la suite d'observations présentées par lui au cours de la discussion du budget sur le même sujet, la Chambre, pour bien marquer ses sentiments, diminuait de 1.000 fr. les crédits du Soudan. Depuis, aucune mesure n'a été prise envers le haut personnel civil du Soudan.

L'ensemble des crédits non contestés est ensuite adopté par 351 voix contre 71.

Au début de la deuxième séance, le 27, M. Isaac critique vivement les concessions faites à des Compagnies de colonisation sur divers points de notre domaine africain et affirme, ainsi que cela a été affirmé au Sénat, qu'il se produit encore, au Soudan notamment, des faits qui équivalent à l'esclavage.

M. Turrel engage le Gouvernement à exiger les garanties que les statuts de la concession Verdier lui permettent d'exiger ou même, s'il ne peut obtenir satisfaction, à poursuivre l'annulation de cette concession prévue par les statuts.

M. Couchard, député du Sénégal, demande à la Chambre de voter les crédits tout de suite, puisque, les dépenses étant faites, il faudra toujours arriver à les payer un jour ou l'autre. M. le Ministre des colonies prend ensuite la parole. Il s'explique sur l'expédition de Kong et sur le rappel du colonel Monteil. Quant à la concession accordée à M. Verdier, le Gouverneur de la Côte d'Ivoire persiste à en réclamer l'annulation. Mais, la question étant soumise au Comité du contentieux du Ministère des Colonies, le Ministre ne peut rien dire à ce sujet.

M. Lagnel critique la politique coloniale en général. Puis M. Cochery, rapporteur général de la Commission du budget, expose les raisons qui ont décidé cette commission à proposer à la Chambre le rejet des crédits demandés. Il fait un long récit documenté de toutes les irrégularités, de tous les gaspillages relevés par la Commission dans la préparation des expéditions du Soudan, du Tonkin et du Siam.

M. Delcassé revendique hautement toute la responsabilité de l'expédition de Kong.

M. Doumer réplique qu'il n'y avait pas urgence à prendre une aussi grave décision que celle de cette expédition sans en référer aux Chambres.

L'ajournement du vote sur les crédits, combattu par M. le président du Conseil et par le Ministre des colonies, puisqu'il s'agit de dépenses faites dont une partie n'est pas même payée, est adopté par 433 voix contre 89 voix.

L'ordre du jour de confiance est enfin voté par 322 voix contre 3.

Le 22, la Commission de la réforme de l'impôt a terminé l'examen de la proposition de MM. Cavaignac et Merlou relative à l'impôt sur le revenu.

La Commission a adopté la suppression de la cote personnelle et ramené à 4 francs le chiffre de la péréquation de l'impôt qui est de 4 fr. 80.

Le 21, la Commission avait prononcé l'exemption totale pour les revenus inférieurs à 3.000 fr. La Commission a décidé, le 22, que cette exemption serait prononcée par voie administrative et que pour les revenus de 3.000 à 10.000 fr. il serait procédé par déclaration ou, à défaut de déclaration, par taxation administrative.

La déclaration sera obligatoire pour les revenus supérieurs à 10.000 francs.

Les revenus seront compris dans les trois cédules suivantes : revenus du capital, revenus du capital et du travail ; revenus du travail.

La proposition du taux de l'impôt sur ces trois catégories de revenus est fixée à 1 franc pour 100 francs pour le revenu du capital ; à 0.66 pour 100 francs pour le revenu du capital et du travail et à 0.37 pour 100 francs pour le revenu du travail.

La Commission a adopté les chiffres suivants pour les taux de l'emprunt :

Les revenus de 3.000 francs et au-dessous sont exempts. De 3.000 à 7.000 francs on paierait 0.25 pour 0/0 ; de 7.000 à 10.000 francs 0.50 ; de 10.000 à 20.000 francs 1.50 ; de 20.000 à 50.000 francs 3 0/0 ; de 50.000 à 100.000 francs 5 0/0 ; de 100.000 à 300.000 francs 7 0/0 ; de 300.000 et au-dessus 8 pour cent.

Pour le calcul de l'impôt on défalque du revenu net imposable les 3.000 francs exempts d'impôts.

Le total du produit de l'impôt progressif sur le revenu est évalué à 60 millions, cette somme est employée par les auteurs de la proposition à la suppression de la contribution personnelle, au dégrèvement des cotes inférieures à 4 francs en principal, et au dégrèvement des petites cotes mobilières. M. Cavaignac a été chargé du rapport.

Le 22, la Chambre a repris la discussion de la réforme des boissons.

M. Denoix développe un amendement tendant à percevoir l'impôt sur l'alcool à la fabrication, qui est repoussé par 412 voix contre 111 voix.

Même sort est réservé à un amendement de M. Ricard (Côte-d'Or), disposant que les droits seraient payés à la sortie de l'usine.

Enfin à la suite d'une longue discussion à laquelle prennent part MM. Ducos, Salis, Charruyer, Trouillot, Odilon Barrot, Ribot, de Saint-Quentin, on met aux voix le premier paragraphe de l'article 3 ainsi conçu :

Si le crédit de l'impôt est demandé, la déclaration entraîne l'ouverture et le règlement d'un compte d'entrepôt d'au moins cent litres d'alcool pur par an, par producteur ou par groupe de producteurs réunissant leurs produits dans un local unique en vue de la vente.

Ce paragraphe est adopté après pointage par 265 voix contre 237.

Un amendement de M. Dejan tendant à faire bénéficier les bouilleurs d'un déchet de 10 0/0 est repoussé et l'on adopte le surplus de l'article 3 qui se compose des deux paragraphes suivants :

Ce compte est réglé annuellement et les manquants nets reconnus lors du récolement effectué à ce moment sont soumis à la taxe générale de consommation et, s'il y a lieu, aux taxes locales d'entrée et d'octroi, sous déduction de 7 0/0 des charges, à titre de déchet pour outillage, coulage et évaporation. Les restes sont également soumis aux droits ou reportés à un compte nouveau.

Sur l'article 4, on adopte par 311 voix contre 211, malgré l'opposition du rapporteur et du Gouvernement, un amendement de MM. Rivet et Charles Ferry, qui alloue 20 litres d'alcool pur à titre de consommation de famille au lieu de 10 litres proposés par la Commission. Malgré l'opposition de M. Mougeot, qui combat la disposition de l'article 5 relatif à l'exercice chez le bouilleur de cru, cet article est adopté.

La suite de la discussion est renvoyée à mardi.

Dimanche, le 23, une élection sénatoriale a eu lieu dans le département du Nord. M. Depreux, républicain, a été élu.

L'anniversaire de la mort du regretté président Carnot a été commémoré, le 24, à Paris, par deux cérémonies. La première a été célébrée au Panthéon, la seconde à l'église de la Madeleine. Le Président de la République, les membres du Gouvernement, les présidents de la Chambre et du Sénat, les bureaux des deux Chambres et les membres du corps diplomatique y ont assisté.

〰 Dans la séance du 25, la Chambre des députés a adopté les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 de la loi de réforme de l'impôt des boissons.

〰 Le même jour, le Sénat a rejeté, par 241 voix contre 3, les deux projets de loi, adoptés par la Chambre des députés et relatifs aux services maritimes postaux de la Méditerranée.

〰 Les Ministres se sont réunis, le 25, à l'Elysée, sous la présidence de M. Félix Faure.

M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, a informé le Conseil que M. Gérard, notre représentant à Pékin, vient de signer une convention achevant la délimitation de nos possessions indo-chinoises avec les provinces méridionales de la Chine. Cette convention règle, en outre, les rapports économiques et commerciaux de notre colonie avec la Chine.

M. Hanotaux a fait également connaître que les pourparlers relatifs à la reprise des relations commerciales avec la Suisse ont abouti. Les Chambres vont être saisies d'un projet de loi à ce sujet et le Gouvernement demandera au Parlement de se prononcer sur ce projet avant la fin de la session.

〰 Un traité vient d'être signé par notre représentant à Pékin pour : 1° achever la délimitation de nos provinces indo-chinoises avec les provinces méridionales de la Chine ; 2° pour régler les rapports économiques et commerciaux de nos possessions avec la Chine.

La délimitation des frontières du Tonkin, commencée en 1888, n'avait été effectuée que partiellement. La frontière avait été délimitée sur la ligne presque horizontale allant de Monkaï, sur le littoral du golfe du Tonkin, à Laokaï. La délimitation complémentaire que consacre le traité d'aujourd'hui porte sur la plus grande partie de la frontière, suivant une lignée brisée s'inclinant du nord-est au sud-ouest et allant de Laokaï à la vallée du Mékong.

Désormais il y aura contact continu, sans interruption aucune, entre nos possessions et la Chine depuis la vallée du Mékong jusqu'à Laokaï. Il suffit de jeter les yeux sur la carte pour se convaincre de l'importance de cette délimitation qui empêche toute puissance étrangère de prendre pied entre le Tonkin et la Chine et donne à notre empire indo-chinois une homogénéité réelle.

La seconde partie du traité, celle qui a le caractère économique, n'est pas moins importante. Elle règle des questions de transit, de tarifs, mais elle établit aussi la liaison de nos voies ferrées et télégraphiques d'Indo-Chine avec celles à établir en Chine et donne ainsi au commerce de notre colonie des avantages inappréciables.

〰 La Chambre des députés a discuté, le 26, la politique coloniale dans l'Afrique occidentale et voté les crédits supplémentaires acceptés par la Commission du budget.

〰 Les Ministres se sont réunis, le 27, en Conseil de cabinet, au Ministère des Finances, sous la présidence de M. Ribot.

Ils se sont principalement occupés des questions à l'ordre du jour des Chambres. M. Chautemps a fait connaître le sens général des déclarations qu'il fera aujourd'hui à la Chambre en réponse aux interpellations sur l'Afrique occidentale.

Au Sénat, une question doit être posée au Ministre des Travaux publics par M. Gauthier, sénateur de l'Aude, sur le rachat des canaux du Midi. Le Ministre acceptera la question pour la séance du même jour.

Le Ministre de la Guerre a fait savoir que les communications télégraphiques avec le général Duchesne étaient rétablies. Le 26, il a reçu du commandant de l'expédition de Madagascar une dépêche relative à des questions d'approvisionnement.

Le Ministre de la Marine a communiqué une dépêche de l'amiral Ménard annonçant que la division cuirassée, revenant de Kiel, a été retardée par de gros temps dans le Skager-Rack. Depuis, elle est passée au cap Gris-Nez.

D'autre part, la dépêche suivante de notre correspondant fait savoir que nos bateaux doivent être arrivés maintenant à Cherbourg :

Cherbourg, 27 juin, 11 h. 56.

La deuxième division de l'escadre du Nord a été aperçue ce matin de Barfleur à environ 12 milles dans le nord-est faisant route sur Cherbourg, où elle arrivera vers une heure de l'après-midi.

Le *Dupuy-de-Lôme*, aussitôt mouillé, débarquera ses poudres et sera rentré dans l'arsenal pour passer au bassin. Les constructions navales procèderont à un nettoyage complet de la carène et à la visite générale des prises d'eau et de l'emmanchement des arbres porte-hélices.

Enfin, le Ministre des Colonies a fait signer un décret aux termes duquel le contrôleur financier de l'Indo-Chine sera placé sous l'autorité du Ministre des Finances.

〰 Dans sa séance du 27, la Chambre des députés a décidé, à une grosse majorité, d'ajourner son vote sur les crédits coloniaux supplémentaires contestés. Elle a proclamé, ensuite, à la presque unanimité des votants, qu'elle avait confiance dans la déclaration du Gouvernement.

〰 Le Gouvernement, pour assurer le fonctionnement du service de trésorerie du Tonkin qui se trouve en face d'un mécompte de 4 millions, vient de déposer le projet de loi suivant :

Article unique. — Le montant des bons émis par l'Administration de l'Annam et du Tonkin que le Ministre des Finances est autorisé à recevoir dans le portefeuille du Trésor, aux termes de l'article 48 de la loi du 26 décembre 1890 et de la loi du 23 avril 1895, pourra s'élever à la somme de quinze millions de francs (15.000.000 fr.).

Toutefois, l'échéance des bons émis en addition du maximum fixé par la loi du 23 avril 1895 ne pourra dépasser le 1er avril 1896.

Marché Financier. — A moins d'un revirement sensible aujourd'hui, la fin du premier semestre aura laissé quelque peu à désirer. La nuance de lourdeur que nous signalions vendredi dernier s'est, en effet, accentuée ces jours derniers. Est-ce par suite de l'incertitude où l'on est encore, relativement à l'*Emprunt Sino-Russe*? C'est probable, d'autant plus qu'une question se pose à ce sujet. Les capitaux doivent-ils se réserver pour participer, dans le courant du mois prochain, à cette opération plus ou moins modifiée, et, par suite, s'abstenir de s'employer en reports dans la liquidation qui commencera aujourd'hui ? C'est une interrogation à laquelle il est difficile de répondre et qui a certainement amené des spéculateurs à alléger leurs positions avant l'heure. Ce besoin d'allégement et de réalisations plus ou moins forcées se calmera-t-il d'ici le jour des reports ? Il faut l'espérer, car, et vraisemblablement des nouvelles seront connues sous peu qui nous fixeront définitivement.

De ce qui précède il résulte que l'arrangement commercial avec la Suisse, arrangement que le Parlement français va avoir à approuver, a passé presque inaperçu. On n'a également prêté que peu d'attention aux bruits répandus en Bourse hier, et qui avaient trait à la possibilité de la reprise de négociations avec l'Italie en vue d'une nouvelle entente commerciale avec ce pays.

La *réponse des primes*, qui a eu lieu aujourd'hui sera vraisemblablement peu discutée, sauf en ce qui regarde la *Rente Extérieure Espagnole*. Disons encore qu'en conséquence de ce que nous avons dit plus haut, on n'a pas encore parlé *reports* et qu'il est impossible de se faire une idée du prix auquel ils s'établiront.

★ ★ Les espérances que l'on pouvait concevoir il y a huit jours, sur la tenue de nos *Rentes Françaises*, en liquidation n'ont pas persisté. Sur le *3 0/0 perpétuel*, nous sommes, en effet, en recul, et en recul même très sensible, puisque nous clôturons à 101 70 après 101 65 au plus bas et contre 102 12 1/2 vendredi dernier. Certainement, l'adoption, par la Commission de la réforme de l'impôt, du projet de M. Cavaignac portant établissement d'un impôt progressif sur le revenu, a été pour quelque chose dans la faiblesse que nous avons à constater. Mais il faut dire aussi que la tenue du *comptant*, pendant les premiers jours de la semaine, n'a pas été sans influencer le marché. Des ventes étaient à signaler chaque jour, et ces ventes ne pouvaient que contrecarrer les dispositions de la spéculation. Elles ont cessé à partir de jeudi, mais l'effet premier produit n'en a pas moins persisté.

Sur la *Rente 3 1/2 0/0*, et bien qu'elle se ressente aussi de la lourdeur du *3 0/0*, la tendance est moins lourde. Elle restait, il y a huit jours, à 107 72 1/2, et elle clôture à 107 55, après 107 40 au plus bas. *Rente 3 0/0 Amortissable*, 101 12 1/2 contre 101 25. Ce maintien relatif des cours, sur ce fonds, est dû certainement à l'approche de son coupon trimestriel.

★ ★ La *Banque de France*, que nous laissions à 3.580 fr., a repris à 3.650 fr. ; depuis, elle a reculé à 3.550 ex-dividende de 48 fr. nets d'impôts, et reste, en dernière heure, à 3.575 fr. Les bénéfices nets des escomptes et intérêts divers de la première semaine du second semestre de l'année en cours atteignent 223.903

francs contre 104.843 fr. en 1893, 569.791 fr. en 1891 et 387.730 fr. en 1890.

★ ★ Le *Crédit Foncier de France* est revenu de 905 fr. à 895, après 906 25 au plus haut, et reste à 897 50. Dans sa séance hebdomadaire du 26 courant, le Conseil d'administration du *Crédit Foncier* a autorisé pour 3.888.500 fr. de nouveaux prêts, dont 3 millions 329.500 fr. en prêts fonciers et 559.000 fr. en prêts communaux.

En ce qui regarde le marché des *Obligations Foncières* et *Communales*, faisons remarquer que la prochaine échéance de coupons du 1er juillet va, vraisemblablement, amener sur ces titres la recrudescence de demandes que l'on a coutume de constater périodiquement sur ces valeurs de pur placement. Il ne faut donc pas s'étonner si, dès maintenant, les capitaux disponibles s'empressent de se porter sur ces titres, devançant ainsi les ordres des portefeuilles désireux de remplois. Cependant, les cours ne restent pas tous au plus haut, vu la tendance générale du marché. A dire vrai, la lourdeur du moment est une circonstance à mettre à profit dans le plus bref délai.

L'*Obligation Foncière 1877* revient de 405 50 à 403, pendant que les *Communales 1879* perdent 1 fr. 75, à 501 25; *titres estampillés* sans changement, à 488 25; *Foncières 1879* 498, contre 498 50; *Communales 1880* 498 75, en recul de 0,75 centimes; *Foncières 1883* 467, soit au même cours qu'il y a huit jours; par contre, *Foncières 1885* en gain de 2 fr. 75, à 499 75; *Cinquièmes* 101 50, n'accusant à ce prix aucune variation; *Communales 1891 tout payé* 396, contre 396 50; *Communales 1892 entièrement libérées* 507 50, contre 507 75; *Obligations Foncières 1895* en perte de 0,50 centimes, à 488 50. Il ne faut pas oublier que ces derniers titres ne sont libérés, jusqu'à présent, que de 40 francs, et qu'ils conviennent particulièrement à la masse des petits rentiers et des modestes travailleurs qui ne songent qu'à économiser, sur leur modeste revenu ou sur leur travail, des petites fractions qu'il est de leur intérêt de ne pas laisser improductives. *Bons à Lots 1887* 75 50, contre 76 50; *Bons 1888* en reprise de 1 franc, à 71 fr.

★ ★ Cette semaine, nous avons un peu d'hésitation à constater sur nos grandes *Sociétés de crédit*. Il est vrai que les affaires ont été excessivement restreintes, et qu'il est difficile, par suite, d'apprécier la tendance. Une raison, cependant, militerait en faveur de ces titres. L'argent, quoi qu'il arrive, semble devoir se resserrer, ce qui est tout à l'avantage d'établissements qui ont constamment à faire emploi de capitaux importants, emploi qui présentait en 1894 d'assez sérieuses difficultés ainsi que l'ont attesté tous les rapports pour l'exercice écoulé.

La *Banque de Paris et des Pays-Bas*, qui avait progressé de 815 à 822 50, revient à 815, après même 813 75; *Crédit Lyonnais* 815, contre 817 50, perdant ainsi 2 fr. 50; *Comptoir National d'Escompte* sans variation à 585. Cet établissement a établi un bureau à Bagnères-de-Luchon, à l'occasion de la saison thermale, et en réponse aux demandes qui lui avaient été adressées par un certain nombre de clients. Il a aussi établi un nouveau bureau à Paris, ce qui porte à 14 le nombre de guichets supplémentaires ouverts dans la capitale. Enfin, cette Société vient de traiter avec le *Comptoir d'Escompte* d'Angoulême pour établir une agence dans cette ville en prenant la suite des affaires de cet établissement à partir du 1er juillet. Le *Crédit Industriel* est ferme à 560. *Société Générale* 498 75, contre 495. La période de recueillement de cette institution est passée et elle a brillamment repris sa place dans le concert de nos grandes Sociétés.

La *Banque Internationale de Paris* est à 565 en recul de 2 fr. 50. On dit que cet Etablissement aurait pris l'initiative d'une demande à la *Peruvian Corporation* en vue de l'introduction des titres de cette affaire convertie au porteur, sur le Marché parisien. *Banque Parisienne* en avance de 4 fr. à 430; *Crédit Mobilier* 61 25, contre 71 25. L'assemblée générale des actionnaires, réunie le 20 juin a approuvé, le bilan et les comptes qui lui étaient soumis pour l'exercice 1894.

La *Banque de l'Algérie* perd 20 fr. à 725; *Groupe des Immeubles* sans grand mouvement. Les *actions* passent de 33 fr. à 35 fr.; *Obligations remboursables à 1.000 fr.* 165 50, contre 165; par contre, *Obligations 4 0/0* en moins-value de 2 fr. à 185; *Obligations 350 francs payés* demandées à 250 fr. 50 bénéficiant ainsi d'une avance de 5 fr. 50. Un jugement rendu le 24 juin par le Tribunal de Commerce de la Seine a annulé la réduction de capital de la *Banque d'Escompte de Paris* de 65 millions à 25 millions, réduction votée par l'assemblée générale du 27 juin 1891. Sans entrer dans des explications trop étendues, disons que ce jugement va obliger le syndic de la *Banque d'Escompte de Paris* à demander le versement des 250 francs qui restaient encore à appeler sur les 128.980 actions non entièrement libérées à ce moment. Reste à savoir ce que le syndic pourra récupérer sur lesdits versements non faits, et le temps que prendront les poursuites judiciaires à engager de ce fait. *Sous Comptoir des Entrepreneurs* en perte de 12 fr. 50 à 87 fr. 50. La *Banque I. R. P. des Pays-Autrichiens* est à 596 25, contre 601 25, en dépit de l'arrangement intervenu à Carlsbad entre le Gouvernement serbe et le Syndicat des Banques Etrangères, arrangement qui sera soumis à la ratification de la Skouptchina le 4 juillet prochain. *Banque Hypothécaire d'Espagne* mieux tenue à 500 fr.

★ ★ Pour la 24e semaine de 1895 (du 11 au 17 juin), les recettes de nos grandes *Compagnies de Chemins de fer* accusent une augmentation de 1.753.229 fr. 04 sur la période correspondante de 1894. A l'heure actuelle, les résultats obtenus depuis le 1er janvier dernier sont en plus value de 3.453.537 fr. 94 sur ceux de 1894 pendant le même espace de temps.

En dépit de ces résultats, nous avons eu, au moins momentanément, une faiblesse à constater sur quelques-unes des actions de nos grandes Compagnies. Nous voulons parler des titres du *Midi* et de l'*Orléans*, à la suite du bruit répandu qu'une pièce essentielle aurait fait défaut dans le dossier du *Midi* lors du procès devant le Conseil d'Etat. A la vérité, cette pièce dite essentielle, semble être simplement une note ne parlant que du chiffre des dividendes à distribuer annuellement aux actionnaires, et de la compensation que les actionnaires trouvaient de ce fait dans les Conventions de 1883, en regard des lourdes charges qui leur incombaient à nouveau. Cette note ne mentionne pas qu'il n'y avait aucune autre disposition favorable à la Compagnie dans la Convention, et pourtant il en existait. Telle, celle ayant trait aux travaux complémentaires et au rachat. Toutefois ces dispositions ne donnaient, pas plus que la prolongation de la garantie, de l'argent comptant à distribuer, et c'est pourquoi la note ne les mentionnait pas. En tout cas, il apparaît que les porteurs d'action de l'*Orléans* et du *Midi* auraient tort de s'émouvoir des nouvelles lancées et qui ne peuvent certainement pas amener la revision d'un arrêt qui a bel et bien l'autorité de la chose jugée.

Ce que nous venons de dire au sujet des porteurs se trouve corroboré par ce que nous avons vu cette semaine. De 1.328 fr. 75, le *Midi* a été précipité à 1.285; mais il reprend à 1.315 et nous le trouvons, au dernier moment, à 1.308 75 à terme et à 1.312 au comptant. La baisse momentanée survenue paraît donc être due en entier à des ventes de spéculateurs à qui il reste maintenant à se couvrir. *Orléans* 1.565 contre 1.580, après 1.560 au plus bas.

Le *Nord* revient de 1.849 à 1.842 50 à terme et 1.844 au comptant; *Lyon* sans changement à 1.478 75; *Ouest* 1.090, en perte de 5 fr.; *Est* 954 50 contre 955.

Les titres de la *Compagnie du Sud de la France* s'établissent : l'*action* à 260, en perte de 9 fr., et les *obligations 3 0/0* à 424 50, en bénéfice de 4 fr. 50. On espère que le Ministre ne laissera pas s'éterniser la question relative à la Convention dont le Sénat a prononcé l'ajournement, comme nous le mentionnions il y a huit jours. Ajoutons que les actionnaires de cette

Compagnie se réuniront en assemblée générale ordinaire le 23 juillet prochain.

★ ★ Les actions de la *Compagnie de Suez*, calmes d'abord, fléchissent dans ces derniers jours, malgré l'approche du coupon à toucher en juillet. Un certain parti met à profit les bruits auxquels nous faisions vaguement allusion il y a huit jours, et qui ont trait à une plainte déposée par un actionnaire contre l'ancienne administration de la Compagnie pour bilans fictifs. Voici, à ce sujet, l'explication que donne le *Bulletin décadaire* de la Compagnie :

Des bruits de poursuites contre les administrateurs de la Compagnie ont circulé la semaine dernière et ont ému quelques-uns de nos actionnaires.

La Direction, qui n'a pas l'habitude de relever les nouvelles à sensation qui sont répandues de temps à autre sur ses affaires, croit devoir, cette fois, informer ses actionnaires d'un fait qui a pu servir de prétexte aux bruits mis en circulation.

M. Paulin Silvan, qui a déjà poursuivi à plusieurs reprises la Compagnie en revendication de parts attribuées aux fondateurs, en 1861, par S. A. Saïd Pacha, — après avoir été débouté par les tribunaux de première instance et d'appel, — croit devoir soutenir, aujourd'hui, que les membres du Comité de direction ont falsifié, au détriment de ses clients, les pièces authentiques qui prouvent le mal-fondé de ses réclamations.

De là, une plainte en faux et en distribution de dividendes à des personnes qui n'y avaient pas droit.

Cette plainte, comme toutes celles que M. Paulin Silvan n'a cessé de renouveler sous toutes les formes depuis 1889, n'est pas plus de nature à inquiéter les actionnaires que ceux qui en sont l'objet.

Quoi qu'il en soit, les actions *Suez*, qui de 3.265 fr. avaient repris à 3.282 fr. 50, ont reculé à 3.217 fr. 50 pour clôturer à 3.227 fr. 50. *Parts Civiles*, 2.225 fr. cotre 2.260 fr.

Les actions de la *Compagnie Parisienne du Gaz*, que nous laissions à 1.077 fr. 50 gagnent 2 fr. 50 à 1.080. Les recettes de cette Compagnie, pour le mois de mai dernier, ont à 5.213.974 fr. 66, dépassé de 143.731 francs 84 celles du mois de mai 1894. Par suite, les recettes du 1er janvier au 31 mai 1895 dépassent de 684.369 fr. 61 celles de la période correspondante de 1894. Il va de soi que cette progression ne peut pas s'arrêter là. Au 31 décembre la *Compagnie Parisienne* ne comptait que 32.259 abonnés, occupant des appartements inférieurs à 500 francs, et exonérés, en conséquence des frais accessoires. Or, il existe à Paris 605.000 appartements d'une valeur locative au-dessous de 500 francs. Sans prétendre que tous ces appartements utiliseront le gaz, on peut néanmoins avancer que la Compagnie trouvera là le moyen d'augmenter encore sa clientèle déjà si nombreuse.

Les *Messageries Maritimes* progressent de 613 à 617 50; *Chargeurs Réunis*, 1.247, en avance de 17 fr.; *Compagnie Générale Transatlantique*, sans changement à 345.

Les *Bateaux Parisiens* sont à 645. La Compagnie a proposé au Conseil municipal de Paris de diminuer le prix de ses places pendant la semaine, et pour la traversée de Paris, à condition d'augmenter ces prix le dimanche et de conserver sa liberté de tarifs pour les services spéciaux à grande vitesse qu'elle pourra être à même d'établir par la suite.

Les *Omnibus de Paris* sont à 1.075 50, en recul de 8 fr. 50; *Voitures à Paris* 570, contre 577 50; *Compagnie Française des Métaux*, en légère reprise de 2fr. 50 à 267 50; *Anciens Etablissements Cail*, 201 50 contre 205; *Grande Distillerie Cusenier* 710 contre 715; *Compagnie Française des Mines d'or*, 123, en recul de 5 fr. 25; *Lots duCongo*, 96 25, perdant 1 fr. 25 pour la semaine.

Le *Rio-Tinto* ne profite guère, jusqu'à présent, de la conversion en cours de ses *Obligations 5 0/0*. De 409, il revient à 395, mais reste à 402 50. *Nitrate Railways* 440 à terme contre 432 50 à terme et 440 au comptant vendredi dernier; *Lagunas Nitrate* 145 au comptant contre 147 50; *Compagnie Générale des Nitrates* 106 25, en plus-value de 3 fr. 75; *Lautaro Nitrate* 190 ex-coupon de 9 fr. 15, contre 205. L'assemblée des actionnaires de cette Compagnie, qui vient de se réunir à Londres, a approuvé les comptes qui lui étaient soumis, et dont nous donnions un abrégé ici même il y a huit jours. On dit que les Compagnies anglaises de nitrates se sont mises d'accord pour limiter la production. Il resterait à obtenir l'adhésion des producteurs chiliens, adhésion sur laquelle on croit pouvoir compter, la production pour les cinq premiers mois de 1895 ayant donné, sur la période correspondante de 1894, une augmentation qui a pesé sur les cours des nitrates. Cependant, il ne faut pas oublier que les nitrates chiliens sont abondants, d'un prix de revient peu élevé, ce qui permet aux producteurs de résister à une crise qui serait difficilement supportée par d'autres producteurs moins favorisés.

Les valeurs du *Corinthe* sont toujours lourdes. L'*Action* perd 5 francs à 100 francs, pendant que l'*Obligation 6 0/0* baisse de 1 franc à 175. L'assemblée générale des actionnaires n'a pu se tenir à la date indiquée primitivement, par suite du nombre insuffisant d'actions déposées. Elle a été remise au 23 juin-5 juillet. En ce qui regarde les recettes du transit, mentionnons que, pour la décade du 9 au 21 juin, elles ont atteint 8.667 *drachmes* et 377 francs or, pour 99 bateaux jaugeant 11.001 tonnes.

Les actions *Wagons-Lits* sont en reprise de 14 fr. à 420 fr.; *Grands Moulins de Corbeil* au même cours de 425 fr.; *Action Malfidano* 910 contre 945. Sur le *Petit Marché en Banque*, les actions de la *Grande Fabrique de Papier* s'échangent toujours aux environs de 100 fr.

★ ★ Les *Fonds Brésiliens*, qui avaient continué à progresser, n'ont pas tout à fait conservé leurs plus hauts cours. Le *4 0/0 1889* clôture à 75 70, encore en légère avance de 5 centimes. *Rente 4 1/2 1888*, un peu négligée. Le dernier cours auquel elle s'est inscrite ces jours derniers est 79 50.

★ ★ L'opposition à la baisse sur la *Rente Extérieure Espagnole* n'a pas pu résister à la lutte acharnée à laquelle nous assistons à la veille de la réponse des primes de fin du mois.

Alors que l'on supposait avoir facilement raison des vendeurs à découvert, des acheteurs encore trop chargés et qui appréhendaient des *reports* difficiles ont voulu s'alléger et ont été la cause d'un nouvel écrasement des cours.

De 68 30, nous tombons à 66 95 au plus bas, après avoir atteint un moment, au plus haut, 69 35. On reste, en dernière heure, à 67 37 1/2, ce qui constitue, pour la semaine, un recul de 0,92 1/2 centimes.

Les *Obligations Hypothécaires de Cuba* ont, aussi, un peu fléchi. Les *6 0/0 1886* restent à 439 contre 443 75; *Obligations 5 0/0 1890*, 392 50, en recul de 2 fr. 50.

★ ★ Nous laissions, samedi dernier, la *Rente Italienne* à 90 fr. Nous l'avons vue s'inscrire, depuis, à 90 65, en dépit des violentes attaques formulées contre M. Crispi de la part de la minorité de la Chambre des députés d'Italie. Elle revient à 90 27 1/2, en conformité du reste de la cote et clôture à 90 30. La liquidation ne paraît pas avoir de l'influence sur ce fonds.

★ ★ Les *Fonds Russes* sont un peu plus mous. Cependant, les *Consolidés 1re et 2e séries*, que nous laissions à 102 55. sont à 102 60; *Russes 3 0/0 1891 et 2e émission 1894*, en recul de 40 centimes à 93 30; *Russe 3 1/2 0/0* 97 95 contre 98 05; *Orient* 67 40, perdant ainsi 35 centimes.

★ ★ Les *Fonds Serbes* sont assez fermes; nous leur consacrons plus loin un article spécial. *Rente 5 0/0 1890*, 70, gagnant ainsi 1 fr. 60 pour la semaine.

★ ★ Impressionnées par l'allure générale de la cote, les *Valeurs Ottomanes* sont plus lourdes. Pourtant, il ne faut pas perdre de vue les coupons qui viennent bientôt à échéance sur ces titres, coupons qui, comme de coutume, seront vraisemblablement vite regagnés. Le *Turc B* est à 44 50 contre 44 80; *Turc C*, 27 90, en recul de 80 centimes; *Turc D*, 25 55 contre 26 15; *Douanes*, 512 50, perdant 2 fr. 50; *Ottomanes 1894*,

sans variation à 487 fr.; *Banque Impériale Ottomane*, 720, en perte de 10 francs. L'assemblée générale des actionnaires de cet Etablissement s'est réunie à Londres le 26 courant. Elle a approuvé les comptes qui lui étaient soumis et fixé à 10 shillings nets (12 fr. 50), le solde du dividende de l'exercice 1894.

L'obligation *Smyrne-Cassaba* est à 437 50 contre 438; obligations *Salonique Constantinople*, 320. Nous rendons compte plus loin, dans un article spécial, de l'exercice 1894 de cette Compagnie, dont les titres ne doivent que profiter des remplois auxquels les capitalistes vont procéder le mois prochain, après le détachement des coupons échus le 1er juillet.

QUESTIONS DU JOUR

LES

Mines d'Or du Transwaal

ET LES ACTIONS DE 25 FRANCS

(TROISIÈME ARTICLE)

Conformément aux déclarations faites par M. Trarieux, ministre de la justice, à la Chambre des députés, lors de la discussion de l'interpellation Rouanet-Jaurès (1er juin), le Gouvernement avait décidé de déposer un projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 1er août 1893 sur les Sociétés et les décrets des 6 février 1880 et 1er décembre 1893 sur la négociation en France des valeurs étrangères.

Les conséquences éventuelles de cette modification se résumaient en quelques lignes : 1° Les Sociétés françaises, d'un capital social de 200.000 fr. et au-dessus, auraient désormais le droit de se constituer, comme le font les Sociétés anglaises par exemple, avec des actions nominales de 25 fr. ; 2° Les actions de 25 fr. des Sociétés étrangères pourraient être officiellement négociées en France, conformément aux règlements en vigueur.

Cette modeste réforme aurait d'abord régularisé l'état actuel des choses en ce qui touche les actions étrangères de 25 francs — car ces actions se négocient en France, malgré la loi de 1893 et les décrets de 1880 et 1893 —; elle devait surtout avoir pour résultat de modifier le caractère clandestin de ces négociations et de mettre en lumière cette formidable question des *Mines d'or du Transwaal*, que l'on ne doit plus ignorer aujourd'hui dans le monde officiel.

Mais il paraît que le Gouvernement a été effrayé de son propre courage et, pour des motifs que l'on n'a pas encore nettement indiqués, il a remisé à la sourdine, dans ses cartons verts de légendaire mémoire, le projet de loi préparé par le Ministre de la justice.

Les actions des Mines d'or continueront donc à être introduites sur le Marché français clandestinement et sans examen préalable; les intermédiaires anglais conserveront, comme par le passé, le monopole fructueux de la création des Sociétés nouvelles des Mines d'or... et nos compatriotes resteront toujours à leur merci.

Car il ne faut pas s'y tromper, et le rapport de M. Aubert, notre consul à Prétoria, le démontre lui-même d'une manière irréfutable : S'il y a eu, à l'origine, de graves mécomptes avec l'exploitation aurifère du Witwatersrand, la situation s'est singulièrement améliorée depuis seulement trois années et grâce aux conditions économiques spéciales de cette industrie, unique en son genre quant à la réalisation de ses produits ; grâce à la manière scientifique dont elle s'exerce au Transwaal, on peut maintenant affirmer que toute exploitation établie sur des claims parfaitement prospectés, dirigée et administrée par des hommes compétents et honnêtes, doit donner des résultats presque mathématiques.

Toute la question, pour les acquéreurs d'actions de Mines d'or, se résume donc en ceci : avoir des renseignements exacts sur les nouvelles affaires.

La production des Mines d'or de la République Sud-Africaine — écrit M. Aubert — a été, en 1894, de 2.265.853 onces (70.448 kilos), soit une augmentation de 651.609 onces (20.257 kilos) sur le rendement de l'année précédente. La production par district a été comme suit :

	Onces	Kilos
Witwatersrand	2.024 164	62.934
Vallée du Kaap	92.577	2.878
Lydenburg	60.275	1.874
Klerksdorp et Potchefstroom	77.714	2.416
Zoutpansberg	10.629	331
Malmani	494	15
	2.265.853	70.448

Voici quels ont été les progrès faits par cette industrie pendant les huit dernières années :

	Onces	Kilos
Production en 1887	55.000	1.710
— 1888	280.000	8.705
— 1889	438.783	13.640
— 1890	554.822	16.250
— 1891	835.515	25.977
— 1892	1.289.498	40.092
— 1893	1.614.244	50.189
— 1894	2.265.853	70.448
	7.333.665	228.011

Examinons ces chiffres de plus près en ce qui touche le district du Witwatersrand, celle où l'exploitation est le plus avancée.

906 Compagnies ont été créées pour exploiter les gisements aurifères de cette région (Witwatersrand et Hilleberg) et le capital nominal de ces Compagnies représente, en totalité : 1.301.297.000 fr.

Une partie de ces mines, la plus faible, accusent actuellement des *Crushings*, c'est-à-dire sont arrivées à l'état de production proprement dite ; les autres en sont encore à la période de recherches, ou premier établissement; cependant le rendement total de la région observée a été, pour l'année 1894, de 2 millions 24.164 onces, représentant 62.934 kilog., soit environ 184 millions de francs, en calculant l'once brute à 91 francs.

Les frais d'extraction, d'après la moyenne établie, atteignent environ 40 0/0. Les bénéfices nets réalisés par les seules Compagnies en production se sont donc élevés à 110 millions de francs, soit environ 8 1/2 0/0 de la totalité du capital nominal engagé dans la région.

Voilà les résultats d'ensemble indéniables qui se dégagent des chiffres de M. Aubert, et ces résultats, combinés avec le privilège régalien que le régime monétaire des grandes nations civilisées (Angleterre, France, Allemagne, Etats-Unis, Autriche-Hongrie, Hollande, Belgique, etc.) accorde à l'industrie des Mines d'or en général, nous autorisent à dire que les gisements aurifères du Trans-

waal constituent certainement la plus grosse affaire internationale de notre fin de siècle.

Toute entreprise industrielle présente, en effet, des aléas, et, parmi les plus nombreux, on peut faire entrer en ligne de compte : la concurrence des entreprises similaires et la baisse des prix résultant de cette concurrence, ou de la surproduction, ou encore du ralentissement de la consommation.

Avec l'industrie des Mines d'or, tous ces aléas disparaissent : au moment même où le métal est extrait de la terre, ses détenteurs savent à quel prix et à quel endroit ils le vendront *à coup sûr*. La législation monétaire des grandes nations civilisées, comportant la libre frappe de l'or (c'est-à-dire donnant à ce métal précieux le privilège de s'introduire *à cours forcé et d'une manière illimitée* dans leur circulation monétaire), a pour effet de donner à cette industrie une garantie autrement effective que celle que l'Etat français accorde, par exemple, à ses Chemins de fer ou à sa Rente nationale, puisque cette garantie s'appuie sur l'ensemble de la richesse acquise de toutes les nations du monde.

En d'autres termes, le fait d'accorder à l'or le privilège de la frappe libre illimitée, et, aux monnaies résultant de cette frappe, puissance libératoire illimitée, a pour conséquence absolue de permettre aux propriétaires des Mines d'or, sur quelque point du monde que ces Mines se trouvent, d'obtenir, en échange de leur production nette de métal jaune, une portion de la fortune acquise de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, des Etats-Unis, de la Hollande, de la Belgique, etc., correspondante au nombre de kilos d'or obtenus par leur exploitation.

Avec une industrie ordinaire, le producteur ne sait jamais comment il réalisera sa marchandise, parce qu'il est soumis à la loi inéluctable de l'offre et de la demande ; il ne sait jamais si sa clientèle ne s'amoindrira pas, si ses débiteurs le paieront exactement, si une invention nouvelle ne viendra pas le mettre dans l'impossibilité de lutter avec une concurrence nouvelle, etc. Ici, au contraire, le métal extrait, converti *en numéraire à cours forcé* au moment même où il est introduit sur le marché de consommation, se débarrasse de tous les inconvénients de la réalisation, car il devient l'*instrument libératoire* avec lequel on peut acquérir toutes les autres marchandises, solder toutes les créances, liquider toutes les dettes.

La production des marchandises ordinaires a pour limite les demandes de la consommation : pour vendre un chapeau ou une locomotive, il faut trouver quelqu'un qui ait besoin d'un chapeau ou d'une locomotive ; pour vendre le produit de son exploitation le propriétaire d'une Mine d'or n'a pas à se préoccuper de ce détail capital, parce que les lois en vigueur dans les grandes nations du monde civilisé lui donnent *le droit* de convertir chaque kilog. d'or fin tiré de sa mine en 3.437 francs d'espèces sonnantes et trébuchantes *ayant cours forcé* dans le pays qui les a frappées.

La conséquence de ce traitement privilégié est trop visible pour qu'il soit nécessaire d'insister davantage sur ce côté spécial de l'industrie des Mines d'or.

En résumé : la question des actions des 25 francs, qui se rattache d'une manière si étroite à celle des Mines d'or du Transwaal, est aujourd'hui posée en France. Que le Gouvernement le veuille, ou ne le veuille pas, il faudra nécessairement qu'elle se résolve dans le sens de la logique et de l'intérêt bien entendu de notre pays.

Le plus tôt sera le mieux !

Edmond Théry.

FINANCES SERBES

Le 10 juin dernier, le Ministre des affaires étrangères de Serbie remettait aux ministres plénipotentiaires de France, d'Allemagne et d'Autriche accrédités auprès du Roi Alexandre Ier, à Belgrade, une « *Note verbale* » ainsi conçue :

Une des tâches principales que s'est imposées le Gouvernement royal concerne le règlement des finances du royaume, de façon que l'Etat puisse, dans tous les cas, dans l'avenir comme par le passé, remplir strictement les engagements pris envers ses créanciers étrangers.

Reconnaissant la nécessité de réduire les dépenses de l'Etat et l'utilité de répartir sur une durée uniforme et plus équitable l'amortissement trop rapide de la plupart de ses emprunts, le Gouvernement royal a pris la résolution d'ouvrir des négociations avec la Banque Ottomane, la Handels-Gesellschaft et la Lænderbank, en vue d'une conversion générale de la Dette Serbe, sur la base d'un échange des titres actuels 5 0/0 contre des obligations nouvelles d'un taux moins élevé amortissables en 70 ou 75 ans.

Pour engager les porteurs actuels des Fonds Serbes à échanger leurs titres, le Gouvernement royal offre de garantir le paiement des intérêts et de l'amortissement de la Dette unifiée 4 0/0 d'une manière efficace et indiscutable par la création d'une administration spéciale autonome, qui serait chargée de la gestion des revenus à affecter comme gages au service de la Dette, comme, par exemple, les revenus des monopoles du tabac, du sel, du pétrole, des allumettes, du papier à cigarettes, du timbre, du chemin de fer et de l'Uprava Fondova. Dans le Conseil à placer à la tête de cette administration spéciale, les porteurs de fonds étrangers seraient représentés par des mandataires avec voix délibérative.

Le Gouvernement royal se base sur les informations recueillies auprès des banques à l'étranger, pour exprimer la certitude que la conversion projetée tournerait à l'avantage des porteurs actuels des Fonds Serbes, puisque, obtenant une sécurité absolue, ils profiteraient d'une augmentation sensible des cours, laquelle compenserait largement le léger sacrifice qui leur serait demandé en intérêts et en prolongation d'amortissement. Il espère que les Gouvernements étrangers, dont les nationaux sont intéressés dans les Fonds Serbes, voudront bien reconnaître la loyauté dont la Serbie fait preuve vis-à-vis de ses créanciers en leur offrant des garanties indiscutables.

Comme suite à cette *Note* M. Steva Popovich, ministre des finances de la Serbie, assisté de MM. Georges Weifert, gouverneur, et P. Monojlovich, directeur de la *Banque Nationale Serbe*, en qualité de membres du Conseil financier, fondés de pouvoirs du Gouvernement serbe, convoquait, le 20 juin, à une conférence à Carlsbad, les représentants de la *Berliner Handelsgesellschaft*, de Berlin, de la *Banque I. R. P. des Pays Autrichiens*, et de la *Banque Impériale Ottomane*.

Au cours de cette conférence, le Ministre a exposé qu'il avait désiré s'aboucher avec ces Etablissements, qui se sont toujours vivement intéressés au crédit de la Serbie, pour leur déclarer que le Gouvernement royal est absolument décidé à satisfaire à ses engagements vis-à-vis de ses créanciers et à utiliser, à l'avenir, tous les revenus provenant des recettes affectées aux Emprunts existant, *exclusivement pour le service desdits Emprunts*.

D'autre part, a ajouté le Ministre, le Gouvernement serbe désire asseoir ce service sur des bases solides, en conformant les charges de l'Etat aux revenus disponibles. Le préjudice pouvant en résulter pour les créanciers trouverait une ample compensation dans ce fait que les garanties qu'on leur accorderait pour l'avenir *ne pourraient plus être mises en doute*.

Dans ce but, le Gouvernement a décidé de convertir les Emprunts 5 0/0 en un Emprunt unifié 4 0/0 d'un capital de 355 millions de francs, amortissable en

72 ans. Il maintiendrait, en faveur de ce nouvel Emprunt, les garanties affectées aux anciens, et, pour leur gestion, il constituerait, au moyen d'une loi, une *Administration des Monopoles* à l'abri des événements politiques et composée de six membres; le gouverneur de la Banque nationale de Serbie et le vice-gouverneur en font partie de droit, l'un ou l'autre comme président. Deux membres appartenant à la nationalité serbe en font partie comme délégués du gouvernement; deux autres membres comme délégués du groupe des créanciers. Les garanties destinées à l'Emprunt de Conversion seraient ainsi gérées d'une façon indépendante, et l'Administration des Monopoles encaisserait elle-même les sommes à percevoir pour le paiement des intérêts et l'amortissement dudit Emprunt.

Pour consolider la situation financière de l'Etat, le Gouvernement augmenterait l'Emprunt de Conversion du montant nécessaire à la liquidation de la Dette flottante; la gestion des garanties à donner de ce chef serait également confiée à l'*Administration des Monopoles*.

Telles sont les grandes lignes du projet dont le Gouvernement serbe saisira la Skoupchtina le 4 juillet prochain; un télégramme de Belgrade nous apprend, en effet, que le Conseil des Ministres réuni dès le retour, de Carlsbad, de M. Steva Popovich, lui a donné son approbation, mais, comme nous n'en connaissons pas encore complètement le détail, nous reviendrons sur la combinaison dont il s'agit, ainsi que sur le fonctionnement de l'*Administration des Monopoles* visée dans la *Note verbale* reproduite plus haut.

C.-R. WEHRUNG.

Cie DU CHEMIN DE FER OTTOMAN

Jonction-Salonique-Constantinople

C'est le 28 mai dernier que les actionnaires de la Compagnie du *Chemin de fer Ottoman Jonction-Salonique-Constantinople* se sont réunis pour la seconde fois en assemblée générale ordinaire. Les comptes soumis à leur approbation avaient trait à l'exercice 1894, et la réunion dont nous parlons présentait un intérêt particulier, la *Compagnie Jonction-Salonique-Constantinople* étant entrée, au cours de l'année écoulée, dans la période d'exploitation d'une partie de son réseau.

En effet, sur les 509 kilomètres qui, d'après les études faites, doivent composer l'étendue de la concession de l'entreprise, deux sections étaient achevées dès le mois d'octobre 1894, à l'exception de quelques bâtiments. Ces sections étaient celles de *Kara-Souli* à *Doiran* et de *Salonique* à *Kilindir*, dont la longueur atteint 96 kil. 988 m. 60 c. La réception provisoire en fut prononcée par la Commission gouvernementale nommée pour les inspecter, et leur exploitation commença le 22 du mois sus-mentionné, après autorisation donnée par S. E. le Ministre des Travaux publics. Deux mois après, c'est-à-dire le 24 décembre 1894, le transit commençait également sur la section *Doiran-Hadji-Beylik*, de sorte qu'à la date du 31 décembre, l'exploitation portait sur 146 kilomètres. A cette même époque, tous les travaux de la voie étaient terminés jusqu'à *Serrès* et les rails sortaient déjà des limites de la 1re division. Sur les 2e et 3e divisions, l'activité n'était pas moins grande. Aussi, le service du contrôle de la Compagnie estimait-il que, dans ces deux dernières divisions, et toujours à la même date, la moitié du travail à accomplir avait été effectuée. Ces estimations n'étaient pas outrées, tout le porte à croire du moins, car, ainsi que nous l'avons mentionné à plusieurs reprises, et encore dans notre *Marché Financier* du 22 courant, par suite de l'ouverture récente du réseau de *Salonique* à *Angista*, de celui de *Kara-Souli* à *Kilindir* (réseau qui desservira les grands centres de *Demir-Hissar* et de *Serrès*), enfin, par suite de l'ouverture de la gare de *Drama*, la longueur du réseau exploité porte déjà sur 230 kilomètres environ. Il peut donc paraître hors de doute qu'à la prochaine assemblée générale statutaire, le Conseil d'administration entretiendra ses associés de l'exploitation de tout le réseau de la Compagnie.

Naturellement, les recettes de l'exploitation commencée ne sont pas encore à prendre en considération. Le service de la première partie du réseau ouverte à l'exploitation n'a porté que sur soixante et onze jours et celui de la seconde sur huit jours seulement. Dans ces conditions, les produits réalisés ne pouvaient qu'être insignifiants alors que les frais d'exploitation, au contraire, chargés des dépenses importantes d'organisation de ce service, devaient être comparativement très élevés. Déjà, certainement, depuis l'augmentation en longueur de la ligne exploitée, des modifications importantes se sont produites, les grands centres de population comme *Démir-Hissar* et *Serrès* ayant été atteints; et ces modifications s'accentueront au fur et à mesure de l'ouverture de nouvelles sections du réseau.

Sur les 848 wagons ou voitures qui, selon le cahier des charges de la Compagnie, doivent constituer son matériel roulant, 400 wagons ou voitures ont déjà été reçus. Le reste sera livré avant la fin de l'année. Ce détail peut servir d'indication de la date approximative à laquelle le réseau *entier* doit être livré à la circulation. Quant au bilan de la Compagnie, il s'établit ainsi à la date du 31 décembre 1894:

ACTIF	Francs
Actions, versements à appeler	7.800.000 ..
Concession	5.267.734 96
Construction de la ligne	45.373.776 ..
Matériel roulant	1.380.401 17
Matériel et mobilier des stations	99.012 67
Intérêts intercalaires	3.951.756 50
Placements divers	14.772.588 42
En dépôt :	
A la Banque Impériale Ottomane	504.739 44
Au Comptoir National d'Escompte de Paris	2.000.000 ..
Au Crédit Lyonnais	1.000.000 ..
Siège de Constantinople	4.230 04
Ministère des finances	293.871 80
Espèces en caisse :	
A Paris	456 15
A Constantinople	798 83
A Salonique	50 13
	82.449.406 11

PASSIF	Francs
Capital	15.000.000 ..
Obligations	66.373.665 ..
Régie générale (Compte exploitation)	64.147 80
Profits et pertes :	
Intérêts sur placement	781.869 31
Intérêts sur garantie kilométrique	229.724 ..
	82.449.406 11

Depuis le 31 décembre, ce bilan a reçu une modification que nous devons signaler. Le solde restant à verser sur les actions a été appelé le 20 février dernier, de sorte que le capital-actions de la Compagnie est actuellement représenté par 30.000 actions de 500 fr. entièrement libérées. Ajoutons aussi que le compte de *Profits et Pertes* doit être compensé ultérieurement, lors de l'achèvement des travaux, avec les *intérêts intercalaires* dont le solde entrera dans le coût de la construction de la ligne.

Comme il appert des comptes ci-dessus et sur les portions de la ligne ouvertes — dont l'exploitation a été prise à forfait, à raison de 4.000 fr. par kilomètre, par la *Régie Générale* avec laquelle la Compagnie a passé un contrat d'entreprise de travaux à forfait — sur ces portions, disons-nous, la garantie du Gouvernement ottoman a commencé à fonctionner. Et, par suite du grand intérêt que notre public français a dans l'entreprise dont nous parlons ici, intérêt qui réside dans la participation exceptionnelle qu'il a prise dans les émissions des obligations de la *Compagnie Jonction-Salonique-Constantinople*, nous croyons devoir, en peu de mots, rappeler le mode de fonctionnement de cette garantie.

Le Gouvernement ottoman a affecté à la ligne *Jonction-Salonique-Constantinople*, et pour le service des

intérêts et de l'amortissement de sa dette-obligations, une garantie annuelle de 15.500 fr. par kilomètre à prélever sur les dîmes des Sandjaks de *Drama*, *Serrès*, *Gumuldjina* et *Dédéagatch*, et sur l'excédent des dîmes des Sandjaks de *Salonique* et de *Monastir*, affectées au Chemin de fer qui relie ces deux villes. La gestion et l'encaissement des dîmes sont confiés au Conseil d'administration de la Dette Publique Ottomane, les sommes encaissées par cette Administration de ce chef étant versées directement par elle à la *Banque Impériale Ottomane*, au crédit de la Compagnie, pour le service de la garantie. Ce système des garanties kilométriques reposant sur des gages comme ceux affectés à la ligne *Jonction-Salonique-Constantinople* a, depuis qu'il a été appliqué, donné les meilleurs résultats. De l'exposé de M. le Président du Conseil de la Dette Publique Ottomane pour l'exercice 1893-94, il ressort que les productions agricoles des provinces traversées par les lignes de chemins de fer, ou qui se trouvent dans leur zone d'influence, bénéficient largement des facilités que donne l'établissement de nouveaux moyens de transports, et que, d'autre part, les charges que le Gouvernement assume du chef des garanties kilométriques se trouvent compensées en grande partie par l'accroissement des ressources du pays.

En terminant, nous avons un devoir à remplir. C'est de constater, avec le Conseil d'administration de la *Compagnie Jonction-Salonique-Constantinople*, que toutes les questions au sujet desquelles il y a eu à s'entendre avec le Gouvernement ottoman ont été réglées en conformité des conventions intervenues, avec une ponctualité et une diligence qui font honneur à l'Administration de la Turquie et qui prouvent aussi en quelles mains fermes et sages sont maintenant confiées les destinées de l'Empire ottoman.

A. LÉCHENET.

Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée

C'est le 27 avril dernier que les actionnaires de la *Compagnie des Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée* se sont réunis en assemblée générale pour statuer définitivement sur les comptes de l'exercice 1893 et, provisoirement, sur ceux de 1894. La réunion a, de plus, approuvé la révision des règlements de la Caisse des retraites des employés de la Compagnie sur des bases très favorables aux agents, et deux conventions avec l'Etat, la première se rapportant à la renonciation à la concession de la ligne d'*Ambérieu* à *Cerdon* et à *La Cluse*, la seconde concernant la ligne du *Fayet* à *Chamonix* et à la frontière suisse. On se souvient, ainsi que nous le mentionnions dans l'*Economiste Européen* du 23 octobre 1894, que l'assemblée générale extraordinaire du 19 octobre dernier n'avait pu statuer sur ces deux conventions à cause du nombre insuffisant des actions déposées.

Pour la *Compagnie Paris-Lyon-Méditerranee*, l'exercice 1894 a été particulièrement favorable. En effet, pendant que les recettes s'augmentaient de 9.080.000 francs, les dépenses diminuaient de 6.580.000 francs, d'où une amélioration de 15.660.000 fr. De sorte que nous nous trouvons en présence d'un sensible progrès sur les exercices 1892 et 1893, nous rapprochant ainsi des résultats de 1891.

Cette plus-value, que nous avons plaisir à constater, provient surtout de la grande vitesse qui accuse un excédent de 7.665.000 fr. Dans ce chiffre, le produit des voyageurs, dont le nombre a augmenté de 3.331.000, entre pour 4.666.000 fr., bien que le parcours moyen se soit abaissé à 46 kilomètres contre 48 en 1893; que le tarif kilométrique moyen ne soit plus que de 4 centimes 30, et que, par suite, le produit moyen d'un voyageur n'atteigne plus que 1 fr. 99, alors qu'il était de 2 fr. 14 en 1892; et, enfin, en dépit de la faveur dont jouissent de plus en plus les classes inférieures et surtout la 3e classe.

Au produit des voyageurs, il faut joindre les excédents de bagages, les animaux vivants, la messagerie. Cependant les unités de trafic se sont abaissées. Aussi les transports, moins rémunérateurs, ont-ils dû être beaucoup plus nombreux, conséquence de la réduction des taxes à laquelle on ne prête jamais assez d'attention.

La petite vitesse a profité elle aussi, mais sa plus-value de recettes n'est que de 1.533.000 francs, certaines marchandises ayant plutôt souffert, quelques-unes même considérablement, comme les fourrages, comme aussi la houille, qui a eu à supporter la concurrence anglaise et qui s'est trouvée réduite de 196.000 tonnes. Par contre, il y a à mentionner un accroissement sur les vins de 163.000 tonnes, dû non seulement à la reconstitution des vignobles français, mais aussi, et principalement, aux abaissements sur les prix de transport consentis antérieurement.

Naturellement, la *Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée* n'a eu qu'une influence que l'on peut qualifier d'indirecte sur les résultats mentionnés ci-dessus. Il en est autrement en ce qui regarde les dépenses qui ont eu toute son attention, et à la réduction desquelles elle a consacré ses efforts. On a vu plus haut le succès qu'elle a remporté de ce fait. Et cependant, au cours de l'exercice, 134 kilomètres de voies ferrées ont été ajoutés au réseau existant jusqu'alors, et ce par suite de l'achèvement de quelques lignes nouvelles.

Il est vrai que, d'un autre côté, on a cru devoir, aussi bien dans les trains de marchandises que dans les trains de voyageurs, apporter des modifications en restreignant les parcours divers de 1.190.000 kilomètres, et que l'on s'est appliqué à réduire de 600.000 fr. les indemnités pour retards, pertes ou avaries, et de 3 millions 165.000 fr. les travaux de renouvellement de la voie. Il ne faut pas compter expressément que ces modifications apparaîtront constamment à l'avenir ; cependant la Compagnie ne paraît pas vouloir trop se départir du système auquel elle s'est ralliée.

Il va sans dire que l'amélioration dans les produits nets de l'entreprise se répercute sur la garantie à réclamer de l'Etat. Ce qui signifie que l'insuffisance à couvrir par ce dernier pour assurer aux actions le dividende de 55 fr. par titre, n'atteint que 16.383.000 fr., alors qu'elle se montait, en 1893, à 29.800.000 fr. Il y a là une diminution de 13.417.000 fr. ; et une petite augmentation du trafic mettrait vite la Compagnie en mesure non seulement de ne plus avoir à faire appel à la garantie de l'Etat, mais encore de commencer le remboursement de sa dette. Par contre, pourtant, la Compagnie se crée de nouvelles charges à elle-même, en continuant à prendre des mesures propres à satisfaire son personnel, soit en laissant aux veuves agées de moins de soixante ans le droit de demander le remplacement de leur pension à liquider par un capital représentant dix fois cette pension, soit en fournissant de nouvelles ressources à la Caisse des retraites, soit en faisant passer de 8 à 10 0/0 des traitements le montant de son allocation annuelle, etc. Mais, en agissant ainsi, elle s'assure de plus en plus le concours dévoué de ses agents; et, en fin de compte, les sacrifices qu'elle s'impose — qui, ainsi que nous le faisions remarquer le 12 mai 1894, représentaient, pour 1893, 12.854.000 fr., soit une somme une représentant 29 0/0 du montant nécessaire au dividende, — ces sacrifices, disons-nous, lui sont profitables, puisqu'ils lui permettent d'obtenir des résultats d'exploitation remarquables.

A l'assemblée générale des actionnaires du 26 avril dernier, la question de conversion des *Obligations 5* et *4 0/0* de la Compagnie a été agitée ; un actionnaire ayant interpellé le Président du Conseil d'administration de la Compagnie, l'honorable M. Caillaux, sur l'avantage et l'économie qui résulteraient d'une telle opération à effectuer, M. Caillaux a répondu qu'il n'y avait pas intérêt à agiter en ce moment cette question qui ne manquerait pas de rencontrer des difficultés d'exécution, et qu'il valait mieux attendre que la *Compagnie de l'Est* eût mené à bonne fin l'opération de même

nature qu'elle a entreprise, et qui est l'objet, comme on sait, d'une instance en cours en ce moment.

J. M.

ANCIENS ÉTABLISSEMENTS CAIL

Les actions des *Anciens Etablissements Cail* ont eu, dans ces derniers temps, un marché assez animé. Nous en avons fait la remarque dans notre *Marché Financier* du 8 juin, en stipulant que l'on escomptait les profits que la Société devait éventuellement retirer des travaux qu'elle pouvait être appelée à effectuer pour l'Exposition de 1900. A dire vrai, la plus-value acquise momentanément sur ces titres n'a pu être tout à fait maintenue, la Société devant, dans la circonstance ci-dessus mentionnée, rencontrer des concurrences sérieuses. Peut-être trouvera-t-elle, néanmoins, à s'utiliser; mais, pour le moment, elle ne paraît devoir absolument compter que sur ses affaires ordinaires, qui laissent toujours considérablement à désirer. L'exercice 1894, par exemple, et ainsi que nous en témoignions la crainte dans un article spécial, paru dans l'*Economiste Européen* du 8 septembre 1894, n'a pas encore donné de résultats bien satisfaisants. La Société, au reste, l'avoue sans détours, et il faut lui tenir compte de cette franchise qui, au moins, l'encourage aux économies.

Cependant, et ainsi qu'il ressort du rapport présenté le 28 mai dernier à l'assemblée générale des actionnaires, le chiffre général d'affaires a un peu progressé en 1894. Il était, en 1893, de 9.996.000 fr., et il atteint, cette fois, 11.429.000 fr. Malheureusement, si, d'une part, nous sommes encore loin du chiffre de 12.430.000 francs accusé en 1892, d'autre part, l'accroissement signalé a, comme contre-partie, une diminution considérable dans les travaux véritablement rémunérateurs. En effet, l'exportation qui, en 1891, figurait pour 43 0/0 dans le total de ces travaux, ne représente plus, en 1894, que 21 0/0, tandis que les sucreries n'atteignent plus qu'un coefficient de 33 0/0 contre 59 0/0 dans l'exercice que nous venons de désigner et 41 0/0 en 1893.

Bien plus, et comme il arrive aux Sociétés qui traversent une période difficile, le fonds de roulement a disparu peu à peu. Aussi et pour réduire en même temps l'importance des comptes débiteurs chez les banquiers et les charges qui en résultent, le Conseil d'administration a-t-il jugé sage d'emprunter, contre garanties hypothécaires, deux millions de francs au *Crédit Foncier de France*, au taux de 4,66 0/0, amortissement compris, et de se faire ouvrir, à la *Société Générale*, un crédit de 1.200.000 francs à utiliser selon ses besoins et dont on pourra se libérer à toute époque.

En compensation de ce qui précède, que trouve l'actionnaire des *Anciens Etablissements Cail?* Une plus-value acquise aux terrains de la Société, plus-value que l'Exposition de 1900 ne peut qu'accroître et qui constitue un actif d'une valeur appréciable pour l'avenir. Certainement nous trouvons là un élément dont il faut tenir compte. Mais cet élément n'est pas immédiatement réalisable. Il ne le sera même pas avant que les terrains ne soient débarrassés des usines qui les couvrent. Et si on veut trouver des acquéreurs pour ces terrains, il sera nécessaire de procéder à un prompt déblaiement qui puisse donner aux nouveaux propriétaires à trouver encore, le temps de construire et de se mettre ainsi à même de profiter de cette circonstance exceptionnelle. Naturellement et en cette occasion, c'est au Conseil d'administration à aviser et à se montrer diligent.

Pour l'année 1894, le bénéfice accusé s'élève à 66.216 fr. 33, alors qu'en 1893 on avait à constater un déficit de 324.299 fr. Toutefois, il faut prendre en considération que ce chiffre de profits qui est celui de l'exploitation, comprend bien les résultats défavorables du chantier de Saint-Denis, mais ne tient pas compte d'une perte de 175.838 fr. 56 au 31 décembre 1894, provenant du remplacement des chaudières à huit torpilleurs, remplacement auquel la Société a été contrainte à la suite de l'accident survenu le 13 janvier 1894 au torpilleur le *Sarrazin*, et dont nous parlions le 8 septembre dernier. On a laissé ces bateaux dans le compte des travaux en cours jusqu'à leur réception par l'Administration de la marine. Deux d'entre eux ont déjà été reçus et on travaille activement aux six autres. Mais il est difficile d'évaluer à combien, en définitive et par suite de ces changements et d'autres modifications importantes exigées aussi, s'élèvera, pour la Société, le préjudice total.

On peut estimer que c'est en prévision de ces aléas, que la Direction des *Anciens Etablissements Cail* s'est appliquée à réduire autant que possible ses frais généraux. La diminution réalisée en 1894 s'élève à 102.085 francs, et elle doit être plus importante dans l'année en cours en raison de la suppression de nombreux emplois. De plus, et eu égard à la stagnation des affaires d'exportation, les traitements fixes des agents à l'extérieur ont été remplacés par un supplément de commission sur les affaires qu'ils apporteront. Il reste cependant à savoir si cette dernière résolution ne nuira pas plutôt à la Société en mitigeant le zèle de représentants qu'elle a dû, anciennement, choisir avec soin.

A l'assemblée générale du 28 mai, M. Bonnardel, président du Conseil d'administration, a donné sa démission, ses nouvelles fonctions de président de la *Société du Canal de Panama* ne lui permettant plus de consacrer aux affaires des *Anciens Etablissements Cail*, le soin et l'attention qu'elles exigent. Il reste toutefois administrateur de la Société et c'est M. Maire, qui a déjà rempli ces fonctions de 1889 à 1890 qui a été appelé à le remplacer comme président. Espérons que M. Maire se montrera à la hauteur des circonstances. On rappelait, dernièrement, que le fondateur de l'entreprise dont nous nous occupons avait su, au fur et à mesure des progrès de la science et des transformations de l'industrie, abandonner la fabrication devenue improductive et la remplacer par une autre. Les locomotives avaient, chez lui, succédé aux machines fixes. Plus tard, il s'était occupé des ponts en fer et des appareils de sucrerie. Toute initiative est-elle donc disparue avec lui, et sommes-nous condamnés à voir une grande Société comme les *Anciens Etablissements Cail* se cantonner dans une inaction blâmable, et péricliter de jour en jour davantage sans que rien ne soit réellement tenté pour lui redonner au moins un semblant de son ancienne splendeur?

P. B.

Compagnie Française des Câbles Télégraphiques

Depuis le 22 courant, on trouve inscrites à la *Cote Officielle* de la Bourse de Paris, aux cours de 468 fr. 75 environ, les *obligations 4 0/0* créées par la *Compagnie Française des Câbles Télégraphiques* pour couvrir les frais de premier établissement d'un câble allant de l'Australie à la Nouvelle-Calédonie. Ces obligations, de 500 francs nominal, sont au nombre de 10.420 (280 ayant été déjà amorties précédemment) et sont remboursables au plus tard en trente années, par tirages semestriels.

On sait dans quelles circonstances s'est formée la *Compagnie Française des Câbles Télégraphiques*. Nous l'avons mentionné en temps dans l'*Economiste Européen* des 22 septembre et 6 octobre 1894. Rappelons donc brièvement que son capital, entièrement libéré, s'élève à 24 millions de francs et qu'elle représente la fusion opérée l'an dernier de la *Société Française des Télégraphes Sous-Marins* avec la *Compagnie Française du Télégraphe de Paris à New-York*.

Son réseau d'exploitation est vaste. Il comprend : la ligne de Paris à New York et une ligne partant du Brésil, et desservant successivement : la Guyane française, la Guyane néerlandaise, la Martinique, la Guadeloupe, Marie-Galante, Saint-Domingue et Haïti, pour venir atterrir à Cuba, avec un embranchement se détachant de Saint-Domingue, passant par Curaçao et

atterrissant au Vénézuela, à La Guayra. Tout ce réseau des Antilles et de l'Amérique du Sud jouit de privilèges exclusifs, de subventions et de garanties de trafic, ces dernières — qui atteignent le chiffre de 355.000 fr. par an — accordées par les colonies françaises et néerlandaises. Enfin, la *Compagnie Française des Câbles Télégraphiques* exploite un câble établi par la *Société Française des Télégraphes Sous-Marins*, et qui va de l'Australie à la Nouvelle-Calédonie.

L'établissement de ce câble a donné lieu à une convention approuvée par une loi en date du 23 mars 1893, et qui stipule que le Gouvernement français garantit à la Société, jusqu'à concurrence des deux tiers, un revenu annuel de 300.000 fr. Il s'agit là, comme on le voit, de 200.000 fr.; quant aux autres 100.000 fr., ils sont garantis par le Gouvernement du Queensland et de la Nouvelle-Galles du Sud, et cette garantie s'applique au service des intérêts et d'amortissement des titres spéciaux à émettre par la Société pour former le capital nécessaire à l'établissement du câble Australie-Nouvelle-Calédonie, titres spéciaux qui sont les *obligations 4 0/0* dont nous avons parlé plus haut.

Le service de l'intérêt et de l'amortissement de ces 10.420 *obligations 4 0/0* absorbe annuellement 300.000 francs par an. Ce montant est donc assuré par l'affectation spéciale des garanties de produits, jusqu'à concurrence de 200.000 fr. par le Gouvernement français, et jusqu'à concurrence de 100.000 fr. par les Gouvernements du Queensland et de la Nouvelle-Galles du Sud. Et cette affectation spéciale constitue un produit net de toutes charges, attendu que la Compagnie, qui, du reste, assume les frais d'exploitation quels qu'ils soient, est autorisée, d'après l'article 8 de la loi du 23 mars 1893, à prélever « sur les recettes brutes de la ligne, pour couvrir les frais d'exploitation, une somme fixée à 60.000 francs ».

Il va de soi que les *Obligations nouvelles 4 0/0* jouissent de la garantie générale de la *Compagnie Française des Câbles Télégraphiques*, qui n'a en circulation qu'un *capital-obligations 5 0/0* de 7 millions de francs nominal, et qui, de plus, a délégué à une *Société Civile des Obligataires de la Compagnie Française des Câbles Télégraphiques (Câble de l'Australie à la Nouvelle-Orléans)* formée entre les premiers souscripteurs des *Obligations 4 0/0* dont nous parlons « le produit du trafic de cette ligne et les garanties de produits accordées par l'Etat français et par le Gouvernement du Quensland et de la Nouvelle-Galles du Sud ».

On peut juger par ce qui précède de la sécurité dont jouissent ces titres, qui, livrés jouissance du 1er mai dernier, auront leur prochain coupon semestriel de 10 francs détaché le 1er novembre prochain. A cette même date, il sera procédé au remboursement des 97 obligations désignées par le sort le mois précédent.

Nous avons dit que le cours auquel se négociaient ces valeurs s'établissait à 468 fr. 75 environ, ce qui représente un rendement brut de plus de 4 1/4 0/0 l'an. En tenant compte de cette circonstance que les *Obligations 4 0/0* des grandes entreprises industrielles s'établissent au-dessus du pair, on peut conclure que les obligations de la *Compagnie Française des Câbles Télégraphiques* offrent les plus sérieux avantages et doivent, recherchées comme elles ne peuvent manquer de l'être par les portefeuilles, se rapprocher, dans un bref délai, du cours de 500 fr.

Terminons en mentionnant que, depuis le 1er janvier 1895, les recettes des deux Compagnies fusionnées : *Société Française des Télégraphes Sous-Marins* et *Compagnie Française du Télégraphe de Paris à New-York* sont encaissées par la *Compagnie Française des Câbles Télégraphiques*, et que, en dehors du réseau de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie, les cinq premiers mois de 1895 ont produit plus d'un million de francs. Dans ce chiffre ne sont pas comprises les subventions et garanties de produits payables en fin d'exercice et qui représentent, pour la période de temps écoulée, un prorata de 145.000 francs.

G. B.

Informations Économiques et Financières

Situation hebdomadaire de la Banque de France

PARIS ET SUCCURSALES	20 juin	27 juin
ACTIF		
Encaisse de la Banque :		
(20 juin / 27 juin)		
Or .... 2.045.696.516 / 2 047 525.117	3.302.322.415	3.306.304.243
Argent... 1.256.625.899 / 1.258.779 126		
3.302.322 415 / 3.306.304.243		
Effets échus hier à recevoir ce jour....	50.612	96 611
Portefeuille Paris — Effets Paris........	150.511.327	183.658.457
Portefeuille Paris — Effets Etranger....	»	»
Bons du Trésor..................	»	»
Portefeuilles des succursales...........	227.326.126	272 281.334
Avances sur lingots à Paris............	1.525.000	1.359.000
Avances sur lingots dans les succursales	2.317.700	1 819.700
Avances sur titres à Paris..............	135 673.325	137 286.926
Avances sur titres dans les succursales	155.901.554	156.119.058
Avances à l'Etat..................	140.000.000	140.000.000
Rentes de la réserve..................	10.000.000	10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banques)......	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles..................	99.622.637	99.622.637
Rentes immobilisées..................	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.........	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales.............	15.106.887	15.116.436
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales..................	5.275.774	»
Emploi de la réserve spéciale..........	8.407.444	8.407.444
Divers..................	113.675.462	111 229.426
Total...........	4.474.477.018	4.550.282.055
PASSIF		
Capital de la Banque..................	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital........	8.002.313	8.002.313
Réserves mobilières — Loi du 17 mai 1834.......	10.000.000	10.000.000
Réserves mobilières — Ex-banques département.	2.980.750	2.980.750
Réserves mobilières — Loi du 9 juin 1857........	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque......	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale..................	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation........	3.472.057.390	3.461 419.630
Arrérages de valeurs déposées..........	15 307.967	14.940.276
Billets à ordre et récépissés............	26.133.361	25 358.028
Compte courant du Trésor, créditeur...	213.106.894	215 622.400
Comptes courants de Paris............	383.610.783	457.815.660
Comptes courants dans les succursales.	65.166.217	76.339.026
Dividendes à payer..................	1.435.373	10.155 460
Escompte et intérêts divers............	7.707.573	223.903
Réescompte du dernier semestre.......	782.337	635.022
Divers..................	64.153 611	62 757.139
Total...........	4.474.477.018	4 550.282 055

Comparaison avec les années précédentes

	2 juillet 1891	30 juin 1892	29 juin 1893	28 juin 1894	27 juin 1895
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.........	3.077 6	3 211.8	3.450.7	3 397.4	3.461.4
Encaisse.........	2 611.2	2.881.7	2 997 2	3.065 7	3.306.3
Portefeuille.........	659.2	620.7	612.8	535.3	455.9
Avances aux partic.	301.7	330.9	292 9	290.0	296.5
— à l'Etat....	140.0	140.0	140.0	140.0	140.0
Compt. cour. Trésor	192.2	279.9	154.9	166.4	215 6
— part...	502.2	479 3	436.1	498 1	534.1
Taux d'Escompte	3 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 ½ 0/0	2 0/0
Prime de l'or.......	3 ½ 0/00	pair	1 ½ 0/00	pair	pair
Bénéfices nets......	569.7	»	104.8	»	223.9

Avis de la Chambre Syndicale des Agents de change de la Ville de Paris

Depuis le 22 juin présent mois, les obligations de 500 fr. 4 0/0 de la Compagnie Française des Câbles télégraphiques sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote.

10.420 obligations de 500 fr. 4 0/0, entièrement libérées et au porteur ; remboursables au pair, par tirages au sort semestriels, en 30 ans, de 1894 à 1923.

Intérêt annuel : 20 fr. payables par moitié les 1er mai et 1er novembre.

Jouissance courante : 1er mai 1895.

Service des titres et des coupons : à la Banque Internationale de Paris ; à la Banque de Paris et des Pays-

Bas; à la Société Générale et à la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial.

Un versement de 125 fr. (3e quart) est appelé du 1er au 5 juillet prochain sur les actions de la Société Lyonnaise des Forces motrices du Rhône.

Le coupon de juillet de 6 fr. 25 (net : nominatif 6 fr., et au porteur 5 fr. 90) est reçu en déduction dudit versement.

Par suite, la Chambre syndicale a décidé qu'à partir du 29 juin lesdites actions ne seraient plus négociables qu'en titres libérés de 375 fr., coupon no 1 détaché.

Depuis le 24 juin présent mois, les actions de la Société des Etablissements Orosdi-Back sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote.

100.000 actions de 100 francs, émises au pair, entièrement libérées et au porteur.

Jouissance courante : 2 mars 1895.

Siège social à Paris, 9, cité d'Hauteville.

Depuis le 24 juin présent mois, les actions de la Société Française d'incandescence par le Gaz (système Auer) sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant, à la deuxième partie du Bulletin de la Cote.

20.000 actions de 100 fr., émises au pair, entièrement libérées et au porteur.

Jouissance courante : 16 avril 1895.

Services des titres et des coupons au Siège social, 151, rue de Courcelles.

Depuis le 24 juin présent mois, les 113 obligations de 500 fr. 6 0/0 nouvelles, entièrement libérées, numéros 24888 à 25000, de la Société Internationale du Canal Maritime de Corinthe (en liquidation) sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote, sous la même rubrique que les 24.887 obligations anciennes.

Par suite, le nombre des obligations de ladite Société, négociables sur notre marché, se trouve porté de 24.887 à 25.000.

Depuis le 25 juin présent mois, les 4.000 obligations de 500 francs 4 0/0 nouvelles, numéros 16001 à 20000, de la Société Lyonnaise des Eaux et de l'Eclairage sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote sous la même rubrique que les 16.000 obligations anciennes.

Par suite, le nombre des obligations 4 0/0 de ladite Société, négociables sur notre marché, se trouve porté de 16.000 à 20.000.

Depuis le 25 juin présent mois, les 902 obligations de 500 francs 5 0/0 nouvelles, numéros 7099 à 8000, de la Compagnie Générale d'Eaux minérales et de Bains de mer sont admises aux négociations de la Bourse, au comptant.

Ces titres sont inscrits à la première partie du Bulletin de la Cote sous la même rubrique que les 7.098 obligations anciennes.

Par suite, le nombre des obligations 5 0/0 de ladite Société négociables sur notre marché, se trouve porté de 7.098 à 8.000.

A partir du 1er juillet prochain, l'Emprunt Suédois 3 1/2 0/0 1895 ne sera plus négociable qu'en titres estampillés et munis d'une nouvelle feuille de coupons à 3 1/2 0/0, dont le premier est à l'échéance 1er avril 1896.

Suivant les prescriptions de M. le Ministre des finances, en date du 24 courant, les actions de la Compagnie des Chemins de fer de Porto-Rico ont cessé d'être négociables à la Bourse de Paris depuis le 26 juin, présent mois.

Le 26 juin présent mois, il a été détaché sur les actions de la Banque de France 50 fr. (net 48 fr.).

Déduction faite de l'impôt, le montant de ce coupon s'élève à 1.200 fr. pour 25 actions.

Comité du Nord de l'Espagne. — Nous sommes informés que le *Comité des Obligataires du Nord de l'Espagne*, dont le siège est à Paris, 3, rue de Grammont, convoque ses adhérents en réunion générale pour le jeudi 4 juillet.

MM. Eugène Lacombe et Tony Chauvin rendront compte du résultat de leur mission et porteront à la connaissance des obligataires les communications qu'ils ont reçues et les renseignements qu'ils ont recueillis pendant leur séjour à Madrid.

Recettes et Dépenses de la Ville de Paris. — Situation sommaire à la fin du mois de mai 1895 :

Nature des recettes	Pendant le mois	Depuis le commencement de l'exercice
I.— *Recettes constatées.*		
Ordinaires :		
Octroi	13.253.857 03	61.650.930 29
Autres recettes	4.695.977 59	18.662.446 24
Extraordinaires :		
Fonds généraux	214.815 27	15.161.352 06
Fonds spéciaux	6.468 15	59.247.224 99
Totaux	18.171.118 04	154.721.953 58
II. — *Dépenses ordonnancées.*		
Ordinaires :		
Dette municipale (1re section)	1.891.786 90	48.407.027 99
Autres dépenses	15.628.348 83	61.004.748 24
Extraordinaires :		
Fonds généraux	670.294 »	3.995.037 90
Fonds spéciaux	4.132.696 84	19.964.933 31
Totaux	22.323.126 57	133.371.747 44

Le Dividende de la Banque de France. — Le Conseil général de la *Banque de France* a fixé, dans sa séance du 25 juin, le dividende du 1er semestre 1895 des actions de la Banque à .... 50 fr.

L'impôt à déduire est de .... 2 —

Net à payer par action .... 48 fr.

Ce dividende est payé à bureau ouvert, à dater du vendredi matin 28 courant, sur l'émargement de MM. les actionnaires ou de leurs fondés de pouvoirs, et sur la présentation des certificats.

Les Titres Russes à la Banque de France. — Le Gouvernement russe, désireux d'organiser en France un service de conversion de titres au porteur en certificats nominatifs, afin d'éviter aux intéressés des formalités longues et coûteuses, vient de conclure avec la *Banque de France* un arrangement aux termes duquel la *Banque de France* recevra désormais dans ses caisses les titres de la Dette Publique Russe Extérieure qui lui seront déposés par les porteurs désireux d'avoir des titres nominatifs, et leur délivrera en échange des certificats de dépôt nominatifs, signés par deux fonctionnaires accrédités par le Gouvernement impérial.

Cet arrangement est fort avantageux pour les porteurs français; il leur assure : toute sécurité pour la conservation gratuite du titre déposé, toute facilité pour le retrait de celui-ci, la vérification des tirages d'amortissement, sans autres frais que ceux du timbre

des certificats. Le nouveau service commencera à fonctionner à dater du 1er juillet prochain.

Comptoir National d'Escompte. — Le *Comptoir National d'Escompte* a ouvert, le 27 juin, un nouveau bureau de quartier dans Paris.

Ce bureau, qui prend la dénomination d'Agence L, est établi 36, avenue de Clichy. Cette création porte à 14 le nombre des Agences du Comptoir dans Paris.

D'autre part, le *Comptoir National d'Escompte de Paris* vient de traiter avec le *Comptoir d'Escompte* d'Angoulême pour établir une Agence dans cette ville en prenant la suite des affaires de cet honorable Etablissement.

Les bureaux que le *Comptoir d'Escompte* d'Angoulême possédait à Aigre, à Chalais et à Ruffec, deviennent des Sous-Agences du *Comptoir National*, rattachées à l'Agence d'Angoulême qui commencera à fonctionner le 1er juillet.

Compagnie Franco-Algérienne. — Les actionnaires se sont réunis, le 20 juin, en assemblée générale ordinaire, sous la présidence de M. Mauger, président du Conseil. Après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'administration et des commissaires, ils ont approuvé, tels qu'ils leur étaient présentés, les comptes de l'exercice 1894.

Ils ont en outre réélu M. Yerlès, administrateur sortant, et désigné à nouveau MM. J. Marné et P. Roussel, comme commissaires des comptes pour l'exercice 1895.

Tramways de Paris et du Département de la Seine. — L'assemblée générale a été tenue le 14 juin. Elle a, après avoir entendu la lecture des rapports habituels, voté à l'unanimité, les résolutions suivantes :

1o L'assemblée approuve dans leur ensemble et dans toutes leurs parties les comptes, le bilan et le rapport présentés pour l'exercice 1894 par le Conseil d'administration ;

2o L'assemblée décide que le solde de l'exercice 1894, s'élevant à 129.719 fr. 58, et le montant de la réserve spéciale d'amortissement, 32.621 fr. 37, seront répartis comme suit :

5 0/0 de 129.719 fr. 58 à la réserve légale	6.485 98
30 0/0 de 129.719 fr. 58 au fonds d'amortissement des actions	38.915 87
En amortissement divers	116.939 10

3o L'assemblée autorise le Conseil d'administration à employer les 38.915 fr. 87 et le solde de 491 fr. 65 du fonds d'amortissement des actions au rachat au-dessous du pair d'actions de la Société ;

4o L'assemblée réélit MM. de Traz et Propper, administrateurs sortants ;

5o L'assemblée nomme MM. Albigot et Dumoulin commissaires chargés de la vérification des comptes de l'exercice 1895.

Compagnie Française d'Electro-Métallurgie. — Les actionnaires se sont réunis le 20 juin, en assemblée générale extraordinaire, sous la présidence de M. Secrétan, président du Conseil. Ils ont reconnu la sincérité de la déclaration faite devant notaire de la souscription intégrale des 2.000 actions nouvelles, créées en vertu de l'autorisation votée par l'assemblée du 26 mars dernier et du versement du quart sur chacune d'elles. Ils ont, en outre, voté les modifications nécessaires pour mettre les statuts en concordance avec l'augmentation du capital.

Mines de Lexington. — L'assemblée générale ordinaire des actionnaires a eu lieu le 25 juin, sous la présidence de M. Eug. Renevey, président du Conseil. Elle a voté les résolutions suivantes :

1o L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil et des commissaires, approuve le rapport, le bilan et les comptes tels qu'ils lui sont présentés par le Conseil pour l'exercice clos au 31 décembre 1894 ;

2o L'assemblée décide qu'il n'y a pas lieu à une distribution de dividende et que le solde créditeur du compte profits et pertes sera réparti de la manière suivante :

A la réserve légale	3.584 56
Report à nouveau au 1er janvier 1895	179.174 35
Total	182.758 85

3o L'assemblée nomme administrateurs, MM. A. Guffroy et Lemoine ;

4o L'assemblée nomme MM. Dussart et Mathieu, commissaires des comptes pour l'exercice 1895.

Gaz Général de Paris (Hugon et Ce). — Les actionnaires se sont réunis, le 22 juin, en assemblée générale ordinaire. Après avoir entendu la lecture des rapports de la Gérance et du Conseil de surveillance, ils ont, à l'unanimité, approuvé tels qu'ils leur étaient présentés les comptes de l'exercice 1894 et fixé le dividende y afférent à 22 fr. par action, comme pour l'exercice précédent. Deux acomptes de 7 fr. 50 chacun ayant été distribués, le solde de 7 fr. sera mis en paiement le 1er juillet prochain, en même temps qu'un premier acompte de 7 fr. 50 sur l'exercice 1895.

Compagnie Française des Mines du Laurium. — L'assemblée générale a été tenue le 22 juin. Après avoir entendu les rapports du Conseil d'administration et des commissaires, les actionnaires ont, à l'unanimité, voté les résolutions suivantes :

1o Approbation du rapport et des comptes de l'exercice 1894 et fixation du dividende total à 40 fr. par action. Un acompte de 15 fr. ayant été payé en janvier, le solde de 25 fr. sera mis en paiement, sous déduction de l'impôt, à partir du 1er juillet prochain.

A la même date, les parts de fondateur recevront par titre de 1/240e de part primitive, 12 fr. 420 brut par titre, soit 11 fr. 935.

2o Réélection de MM. J. B. Serpieri et H. Vergé, administrateurs sortants.

3o Nomination de MM. C. de la Perrière et L. Deschars, comme commissaires des comptes pour l'exercice 1895.

RECETTES DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (Grandes Compagnies) **du 11 au 17 juin 1895** (24e semaine)

(En milliers de francs)

Désignation des lignes	Kilomètres exploités	Rec. br. de la semaine 1895	Rec. br. de la semaine 1894	Rec. br. depuis le 1er janvier 1895	Rec. br. depuis le 1er janvier 1894	Différence pr 1895
Etat	2.761	771	648	16.402	16 298	+ 103
Paris-Lyon-Méditer.	8.604	7.295	6.736	158.658	156 414	+ 2.244
— Rhône au Mont-Cenis	133	101	96	2 187	2.228	— 40
— Chemins Algériens	513	165	140	3 361	3 034	+ 327
Nord	3.699	3.569	3.560	84 282	84.631	— 349
Ouest	5.350	3 062	2.894	62.354	63.251	— 896
Orléans	6.773	3.831	3 692	74.312	73 840	+ 472
Est	4.802	3.081	2 881	62 289	62.138	+ 151
Midi	3.142	1.845	1.765	40.599	38 767	+ 1.831
Est-Algérien	897	97	79	2 490	2 344	+ 145
Bône-Guelma voie larg.	607	»	»	1.775	1.166	+ 609
— voie étroite	128	»	»	337	162	+ 174
Ouest-Algérien	296	44	46	1.022	895	+ 126
Arzew à Kralfallah	214	29	19	610	586	+ 24
Médoc	101	21	18	472	513	— 40

Recettes du transit du Canal de Suez.

	1895	1894
Du 1er janvier au 31 mai	33.440.000	32.010.000
Du 1er au 10 juin	2.130.000	1.860.000
Du 11 au 20 juin	2.050.000	2.280.000
Du 21 au 27 juin	1.290.000	1.640.000
Du 1er janv. au 27 juin	38.910.000	37.790.000

ALLEMAGNE

LA SITUATION

Berlin, 28 juin 1895.

Le Canal de l'Empereur Guillaume. — L'Affaire de Mariaberg. — Le Syndicat des charbonnages rhénano-westphaliens. — Les Titres grecs amortis. — Refus d'admission à la cote — Le Recensement industriel. — L'impôt du timbre en mai. — Développement des affaires de Bourse.

La presse allemande s'occupe toujours des fêtes de Kiel et du nouveau canal. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* critique en termes assez aigres la réserve observée par la flotte française et déplore ce qu'elle considère comme une concession au parti chauvin.

Suivant un usage répandu en Allemagne, le canal de la mer du Nord à la Baltique vient de recevoir un nom officiel : celui de *Canal de l'Empereur Guillaume*. Le Conseil fédéral devra confirmer cette dénomination.

D'ailleurs, le canal n'est pas achevé. Un navire, l'*Augusta-Victoria*, de fort tirant d'eau, qui le traversait avec d'augustes invités, dut un instant revenir en arrière. Certains passages doivent être approfondis. Aussi l'ouverture définitive de la navigation est retardée jusqu'au 1er juillet. Encore les navires calant 7m,50 auront-ils seuls accès dans le canal.

Le Landtag de Prusse a évoqué l'affaire de Mariaberg, autrement dite Mellage, qui fait beaucoup de bruit en Allemagne. Il s'agit d'un établissement tenu par les frères Alexiens, à Mariaberg (Province Rhénane). Les fous y étaient soignés et, trop souvent maltraités. En outre, les Alexiens acceptaient, avec quelque légèreté, les ecclésiastiques qui y étaient envoyés par l'autorité épiscopale. Un restaurateur, nommé Mellage, dénonça les faits blâmables qui se passaient à Mariaberg. Il fut accusé de diffamation, mais les débats judiciaires tournèrent à son avantage. Bref, l'autorité dut fermer l'établissement et une interpellation a été adressée au Ministère, qui a promis de surveiller avec plus de soin les établissements d'aliénés.

L'entente n'est plus complète parmi les membres du grand syndicat des Charbonnages rhénano-westphaliens. On n'agite pas, à vrai dire, la question de dissolution, mais certains veulent modifier les cas de rupture. C'est une grosse question qui peut exercer une influence à la Bourse où les valeurs minières jouent toujours un rôle important. Certains titres, tels que ceux de la *Harpener* et la *Laura*, sont même l'objet de spéculations courantes.

Les porteurs de titres grecs sont fort embarrassés. Ceux qui ont eu la *chance* de voir leurs titres compris dans la liste des remboursements par tirage ne savent qu'en faire. Le remboursement aura lieu... plus tard et le Commissariat de la Bourse refuse d'admettre ces titres aux négociations. Il les considère comme amortis. Les détenteurs protestent : ils demandent qu'on les classe parmi les détenteurs, qui n'ont pas eu l'heur d'être favorisés par le sort. Le Collège des Anciens a donné raison au Commissariat. A ses yeux, les titres susdits sont bel et bien remboursés, quoique ce soit en monnaie de singe.

Les trois Comités de défense formés en Allemagne par les porteurs de titres helléniques ont adressé à M. Théodore Delyannis une lettre pour lui demander la réouverture des négociations.

Le Commissariat de la Bourse de notre place fait, du reste, preuve d'une grande sévérité depuis quelque temps. Ainsi, il refuse l'admission à la cote des actions de la *Banque Brésilienne*. Elles sont cependant émises pour le compte de la *Disconto*, qui voulait en émettre pour 4 millions de *M.* avec 50 0/0 de prime.

L'affaire appartenait à la Banque de l'Allemagne du Nord, fusionnée avec la *Disconto*. Elle distribue de superbes dividendes. Mais le Commissariat de la Bourse trouve mauvais que la *Disconto* ait gardé un certain nombre d'actions libérées seulement de 25 0/0 et qui jouiraient des dividendes en sus des 5 0/0 d'intérêt.

Appel est interjeté de cette décision devant le Collège des Anciens.

Quoique les résultats du recensement industriel ne doivent être publiés qu'en septembre 1896, certains relevés provisoires sont déjà connus. Ainsi les Francfortois savent déjà que la population présente de leur ville s'élève à 223.035 habitants. Au dernier recensement quinquennal elle était seulement de 198.695 âmes.

Les produits de l'impôt du timbre vont cesser d'avoir une signification purement budgétaire. C'est le 1er mai 1894 qu'a commencé l'application de la nouvelle loi. On pourra désormais comparer les données nouvelles à celles de l'année dernière et en déduire ainsi l'intensité du mouvement des affaires. Au mois de mai 1894, l'impôt sur les affaires produisait 1.145.353 *M.* Le mois passé, il a rendu 1.887.400 *M.* Le mouvement des affaires s'est donc élevé de 65 0/0. Il est vrai que l'année passée, la perception était peut-être quelque peu défectueuse. L'accroissement n'en est pas moins très remarquable.

L'impôt sur les titres a produit en mai 1895 1.425.941 *M.* contre 314.101 *M.* Mais il subit de telles fluctuations qu'une comparaison avec les données de l'année précédente ne fournit aucun renseignement utile.

Informations Économiques et Financières

BILAN DE LA BANQUE DE L'EMPIRE

	1895		1894	
	22 juin	Dif. 15 juin	23 juin	Dif. 15 juin
ACTIF (milliers de marks)				
Métal et or en lingots	1.073.003	— 3.793	945.701	+ 1.952
Billets du Trésor	28.167	— 251	28 308	— 1.019
Billets d'autres banques	9.157	— 865	8.595	— 1.156
Lettres de change	551.406	+ 8.854	558.459	+ 7.211
Prêts sur titres	70.355	+ 859	81.263	+ 1.146
Valeurs	9 746	+ 25	6.578	— 462
Autres propriétés	45.293	+ 2.825	63.888	+ 7.246
PASSIF (milliers de marks)				
Capital social	120.000	non mod.	120.000	non mod.
Réserve	30.000	non mod.	30.000	non mod.
Circulation de billets	1.069.291	+ 14.734	958.666	+ 40 946
Autres engagements à vue	558.432	— 7.362	571.405	— 26.565
Autres engagements	9.404	+ 282	12.734	+ 534

Comparaison avec 1894 et 1893

(Millions de marks)

Stock métallique	1893	1894	1895
31 mai ...	885,7	935,4	1.075,1
7 juin ...	882,3	935,4	1 074,5
15 — ...	882,3	943,7	1.076,7
23 — ...	870,6	945,7	1 073,0
30 — ...	813,7	899,4	......

Lettres de change et prêts sur titres	1893	1894	1895
31 mai ...	740,0	649,6	604,5
7 juin ...	719,0	635,6	596,9
15 — ...	726,2	631,4	612,0
23 — ...	736,8	639,7	621,7
30 — ...	867,4	729,8	....

Circulation	1893	1894	1895
31 mai ...	947,1	932,9	1.060,0
7 juin ...	930,7	922,9	1.048,1
15 — ...	928,9	917,7	1.054,5
23 — ...	971,4	958,7	1.069,2
30 — ...	1.100,0	1.109,2	......

Réserve de billets	1893	1894	1895
31 mai ...	269,7	337,0	243,6
7 juin ...	281,2	345,1	254,1
15 — ...	285,1	358,4	249,7
23 — ...	228,5	316,0	231,8
30 — ...	39,3	120,0	....

Les Obligations foncières en Prusse. — L'*Economiste Allemand* publie un tableau des lettres de gage restées dans la circulation. Les *Landschaften* (associations agricoles de propriétaires nobles) de la Prusse avaient émis, en 1882-83, pour 1.270.363.015 *M.* de lettres de gage. En 1886-87, cette somme s'élevait à 1.575.457.170 *M.* et en 1893-94 à 1.855.449.035 *M.* En outre, l'Association centrale agricole du Royaume de Prusse avait lancé pour le compte d'autres Associations agricoles pour 312.187.000 *M.* de lettres de gage, soit en tout 2.167.636.000 *M.*

Ces sommes comprennent les titres amortis.

Restent encore en circulation les titres de valeur suivants :

Landschaft de la Prusse orientale, 146.992.190 *M.* à 3 1/2 0/0 (sauf 94.000 *M.*) ;

Landschaft de la Prusse occidentale, 230.191.725 *M.* à 3 1/2 0/0, sauf 1.100.000 *M.* à 4 0/0 et 1.700.000 *M.* à 3 0 0 ;

Union de crédit agricole de Poméranie, 42.224.550 *M.*, dont 155.400 *M.* à 4 1/2 0/0, 242.800 *M.* à 4 0/0.

Landschaft de Silésie, 416.395.595 *M.* à 3 1/2 et 4 0/0.

Institut de crédit chevaleresque de la Marche électorale et de la Nouvelle-Marche, 38.000.000 *M.* à 3 et 4 0/0, plus 119 millions de lettres de gage centrales à 3 1/2 0/0.

Nouvel Institut de crédit de Brandebourg, 91.600.000 Marks, dont 83.600.000 *M.* à 3 1/2 0/0 en lettres de gage centrales.

Landschaft de Saxe, 67 millions de *M.* à 3 0/0 en lettres centrales et 34 millions de *M.* en titres à 4 0/0 et 3 1/2 0/0.

Banque de crédit du Schleswig-Holstein, 9 millions de *M.*, dont 269.000 *M.* en 3 0/0.

Commerce de l'Allemagne pendant les 4 premiers mois. — Principales classes, dont la valeur annuelle atteint ou dépasse, à l'importation ou à l'exportation, 80 millions de marks ou 100 millions de francs :

Classes —	Importat.	Exportat.
	(Quantités en quintaux métriques)	
2. Cotons et cotonnades	11.446.091	267.282
5. Drogueries, médicaments, couleurs	3.688.333	1.827.100
6. Fers et produits métallurgiques	567.149	4.665.173
7. Terres, minerais, métaux précieux	9.143.982	11.476.547
8. Lin et autres textiles végétaux, coton excepté	1.115.463	199.064
9. Céréales et denrées agricoles	11.931.687	1.890.973
12. Peaux et pelleteries	347.260	134.632
13. Bois, matières à tailler et leurs produits	6.228.534	1.130.941
15. Instruments, machines et véhicules	119.337	448.833
18. Vêtements, linge et articles de parure	1.205	26.942
20. Quincaillerie	2.141	22.705
21. Cuir et objets en cuir	32.912	46.954
24. Objets d'art et de littérature	15.026	44.236
25. Drogues, épicerie et confiserie	3.087.019	4.686.007
26. Huiles non dénommées et graisses	1.738.703	337.441
27. Papiers et cartons	77.806	529.513
30. Soie et soieries	19.661	20.538
34. Combustibles minéraux	33.500.983	39.211.041
37. Produits animaux non dénommés	385.369	21.576
39. Bestiaux	959.209	93.686
41. Laine et lainages	964.141	244.143
Somme générale en 1895	82.446.407	70.370.528
— 1894	92.892.932	68.062.521

Courrier de la Bourse de Berlin

Berlin, 28 juin 1895.

La liquidation est très chargée, à ce point que le prix des reports s'est élevé jusqu'à 5 0/0 et même au-delà pour certaines valeurs. Cette situation préoccupe à ce point la Bourse qu'elle a cessé présentement de s'intéresser à l'affaire de l'emprunt sino-russe.

La hausse continue des valeurs depuis quelques mois gêne naturellement quelques spéculateurs, dont les ressources sont limitées.

L'escompte du papier reste néanmoins fixé à 2 1/4 0/0. C'est sans doute la suspension des avances de la *Seehandlung* qui a provoqué cette cherté des reports. Depuis avant-hier, elle refuse de mettre ses capitaux à la disposition de la Bourse.

On espère toujours que l'Allemagne aura sa part dans l'émission du grand emprunt définitif de la Chine.

Les rentes consolidées restent toujours fermes.

ANGLETERRE

LA SITUATION

Londres, 27 juin 1895.

Crise ministérielle. — La démission de lord Roseberry. — Lord Salisbury et les nouveaux ministres.

Bien que l'on sentît que le gouvernement libéral ne pouvait longtemps se maintenir et que depuis plusieurs mois on relevât, semaine par semaine, les indices de la diminution sans cesse grandissante de son autorité, on ne pensait pas que sa chute pût être aussi proche. L'opposition, qui s'était contentée pendant longtemps de laisser aller les choses et avait mieux aimé voir le parti libéral s'user peu à peu, a compris que le moment était venu d'engager la lutte décisive. Comme je vous le faisais observer la semaine dernière, il cherchait, depuis quelque temps, à précipiter les événements, et c'est sur un vote de surprise qui, était en même temps un vote de défiance contre M. Campbell-Bannermann, que le Gouvernement a été mis en minorité. A vrai dire, ce vote n'avait pas grande signification et il eût été facile de faire revenir la Chambre sur une décision prise en l'absence d'un grand nombre de ses membres, mais, dès le début de la crise, sir William Harcourt et lord Rosebery ont formellement déclaré qu'il était impossible de gouverner avec une majorité qui diminuait de jour en jour au milieu de difficultés qui rendaient impossible l'accomplissement du programme libéral.

La Reine a donc accepté la démission de lord Rosebery et de ses collègues avec la même indifférence qu'elle avait accepté celle de M. Glasdtone. Lord Salisbury a été appelé aussitôt à Windsor et a accepté la mission de former un Cabinet dont on connaît déjà les membres principaux : demain au plus tard le Gouvernement conservateur entrera en fonctions.

Le nouveau Ministère ne sera ni franchement conservateur ni franchement whig, il se trouvera composé de conservateurs et de libéraux dissidents comme le duc de Devonshire et M. Chamberlain. La nouvelle combinaison consacre donc l'union étroite de toutes les fractions du parti unioniste, de telle manière que son programme, strictement conservateur au point de vue constitutionnel, sera par un autre côté largement progressiste. Ce manque d'homogénéité réussira-t-il mieux à lord Salisbury qu'à son prédécesseur? L'avenir ne tardera pas à nous le dire.

Lord Salisbury ne prend, du reste, la direction des affaires qu'à la condition de faire immédiatement la dissolution. On votera les crédits inscrits au budget, on expédiera les affaires parlementaires urgentes et l'on consultera ensuite le pays.

Il s'agira de savoir alors comment sera composée la majorité, si les conservateurs l'emporteront de beaucoup dans le parti unioniste et si la place occupée par les membres de ce parti sera alors trop grande dans le nouveau Cabinet. Il y aura à ménager des susceptibilités, à donner également des satisfactions aux éléments divers. A ces difficultés de parti il faut ajouter les difficultés intérieures et extérieures qui ne seront pas résolues par le seul fait de l'arrivée au pouvoir de lord Salisbury. Il serait d'ailleurs prématuré de rien vouloir augurer tant que la coalition qui arrive au Gouvernement n'aura pas fait connaître son programme.

Jusqu'ici, il a tenu dans une simple négation, mais ce qui était suffisant dans l'opposition ne saurait plus convenir maintenant que les uns et les autres sont portés au pouvoir par la même vogue.

Les deux partis coalisés ont bien menée ensemble la lutte contre le Gouvernement libéral, ils feront encore ensemble la campagne électorale, mais, après les élections, si leurs proportions dans la future majorité ne sont plus les mêmes, le parti vainqueur n'aura-t-il pas de trop grandes exigences?

En tout cas, la situation s'annonce pour le nouveau Gouvernement sous des conditions très favorables : les

libéraux ont fatigué même leurs amis à force de piétiner sur place, les Irlandais sont divisés, le Gouvernement est certain d'une majorité d'autant plus forte qu'il est formé des hommes les plus en vue du Parlement et qui jouissent d'un prestige beaucoup plus grand que les membres du cabinet Rosebery.

Parmi ces membres aujourd'hui connus, il faut citer le duc de Devonshire, qui sera lord-président du Conseil privé; M. Balfour, qui deviendra premier lord de la Trésorerie, M. Chamberlain qui prend le poste de sous-secrétaire d'Etat aux colonies; M. Michaël Hicks Beach qui devient chancelier de l'Echiquier, et M. Goschen, premier lord de l'Amirauté.

Le duc de Devonshire, ex-lord Hartington, est à la Chambre haute le chef du groupe libéral unioniste, après l'avoir été précédemment aux Communes.

M. Balfour, après avoir été président du Gouvernement local, a été, en 1886, secrétaire d'Etat pour l'Ecosse, et, l'année suivante, il a occupé le poste difficile de chef militaire pour l'Irlande. Les projets de loi concernant ce pays, votés en 1890 et 1891, ont émané de son initiative.

M. Chamberlain, ancien ministre du commerce, de 1880 à 1885, sous le ministère Gladstone, a toujours été connu pour ses opinions politiques très avancées; mais, étant adversaire du *home rule*, il a complètement rompu avec le parti libéral et est aux Communes le chef du parti unioniste.

Sir Michaël Hicks Beach, qui devient chancelier de l'Echiquier, appartient au parti conservateur. Il a été président de l'Office du commerce dans le dernier cabinet Salisbury et occupe une situation importante dans son parti.

Je n'ai pas à vous présenter M. Goschen, ancien libéral, ayant rompu avec M. Gladstone à cause du *home rule*. Ses qualités remarquables d'économiste et de financier sont trop connues pour que j'aie à les faire ressortir; on remarquera et l'on regrettera peut-être qu'il ait abandonné ce poste de chancelier de l'Echiquier où son passage avait donné de tels résultats.

Les événements politiques ont eu une telle importance qu'ils ont attiré cette semaine toute l'attention et m'obligent à leur donner toute la place qui m'est réservée: je constaterai seulement en terminant que le changement qui vient de s'opérer dans le Gouvernement s'est effectué sans provoquer la moindre variation sur le marché.

Informations Économiques et Financières

Emprunt de Terre-Neuve. — Le total des souscriptions à l'emprunt de 550.000 liv. st. 4 0/0 du Gouvernement de Terre-Neuve s'est élevé à 861.075 liv. st. Les demandes au taux de 98 1/2 0/0 recevront 36 0/0 et, au-dessus de ce taux, la totalité.

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE
26 Juin 1895

Département des opérations d'émission

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Billets créés..........	52.084.675	Dette fixe de l'Etat...	11.015.100
		Rentes immobilisées..	5.784.900
		Or monnayé et lingots	35.284.675
Total..........	52.084.675	Total..........	52.084.675

Département des opérations de banque

PASSIF	Liv. st.	ACTIF	Liv. st.
Capital social.........	14.553.000	Rentes disponibles (à la Banque).........	13 981.561
Réserve et profits et pertes..............	3.057 840	Portefeuille et avances	21.481.427
Trésor et administration publique.......	9 084.880	Billets en réserve....	25.983 490
Comptes particuliers..	37.326 195	Or et argent monnayés	2.713.790
Billets à sept jours, etc.	138 353		
Total..........	64.160 268	Total	64.160.268

STATISTIQUE relative aux divers chapitres du Bilan de Banque d'Angleterre (Milliers de liv. st.)

DATE	Or monnayé et Lingots	Circulation (excepté les billets à 7 jours)	DÉPOTS	Dispon. du dép. des opérations de Banque	RÉSERVE	Proportion de la réserve aux engagements	Taux de l'es- %
20 Mars.........	37.362	24.679	42.094	30.919	29.483	63	2
27 »	37.729	25.287	44.339	33.434	29.242	65	»
3 avril.........	37.744	26 123	42.950	32.891	28.420	66	»
10 »	36.653	26 316	39.600	30.278	27.136	68	»
17 »	36 755	26.018	40.357	30.551	27.536	68	»
24 »	37.492	25.978	41.810	31.254	28.313	67	»
1er Mai..........	37.036	26 238	41.698	31 877	27.597	66	»
8 »	36.928	25 213	42.021	32.289	27.514	65	»
15 »	36 956	25.798	43.314	33 135	27.959	64	»
22 »	37.153	25.523	44.038	33.376	28.430	64	»
29 »	37.500	25 810	44.768	34.046	28.460	63	»
5 juin	37.021	26 085	41.413	34.464	27.735	62	»
12 »	37.397	25.493	45.549	34.565	28.704	62	»
19 »	38 147	25 384	46 820	34.984	29 563	63	»
26 »	37 938	26.101	46.411	35.462	28.697	61	»

Central London Railway. — La Compagnie *Central London Railway* vient d'émettre 285.000 actions de 10 livres chacune. Cette nouvelle voie ferrée londonienne, dont les actes du Parlement de 1891, 1892 et 1894 ont autorisé la création, se composera de deux tunnels séparés sur toute sa longueur (6 milles 1/2) et via de Shepherd Berlin à Liverpool street, près des stations du Great Eastern et du North-London, par Holland-Park.

Banque Impériale Ottomane. — La trente-deuxième assemblée générale annuelle des actionnaires a eu lieu à Londres le 26 courant.

Elle a approuvé le rapport et les comptes de l'exercice 1894 tels qu'ils lui étaient présentés par le Conseil d'administration et fixé le dividende à 8 0/0.

Le compte de profits et pertes accuse un bénéfice net de 457.840 liv. st., soit, avec les 21.693 liv. st. reportées de 1893, 479.533 liv. st. Il a été passé à la réserve ou distribué aux membres du Conseil 61.989 liv. st.

Le solde disponible reste ainsi de 417.544 liv. st., sur lesquelles 150.000 ont servi à payer le dividende intérimaire de janvier. Après paiement du nouveau dividende de 10 sh. qui a été voté, il reste à porter à nouveau 17.544 liv. st.

Toutes les propositions du Conseil ont été adoptées.

Clearing-House

Résultat des compensations du 20 au 26 Juin

Jeudi 20 juin ..... £	17.366.000	Lundi 24 juin ...... £	19.291.000
Vendredi 21 juin ...	17.384 000	Mardi 25 juin	18.517.000
Samedi 22 juin......	17.742.000	Mercredi 26 juin.....	51 038 000
		Total.......£	141.338.000

Pour la semaine correspondante de 1894, le total a été de £ 131.474.000.

Mouvement des métaux précieux. — Le tableau suivant donne le mouvement des métaux précieux de mars et pendant les 5 premiers mois de l'année :

	Or		Argent	
	Mai	5 mois 1895	Mai	5 mois 1895
	£	£	£	£
Importations 1895....	2 381.937	13 341.708	984.434	3.975 255
— 1894....	4.645.435	12.144 501	1.156 975	5.203 869
Différence en 1895..	—2.263.498	+1.197.207	— 172 541	—1.228.614
Exportations 1895....	1.580 659	9.871.507	960.686	4.506 086
— 1894....	57.437	2.376.562	1.461.069	5.931 817
Différence en 1895..	+1.523.222	+7 494.945	— 500.383	—1.425.731

Courrier de la Bourse de Londres

Londres, 28 juin 1895.

Malgré l'inactivité, les cours restent assez fermes et les tendances du marché n'ont été nullement affectées par les événements politiques qui viennent de se produire.

Les Consolidés et les valeurs locales conservent leurs hauts cours.

Les Fonds d'Etat sont généralement immobiles : l'Italien très soutenu par les achats faits pour le compte de Paris, tandis que l'Extérieure subit une dépréciation nouvelle sur les indications venues de cette place. Les Turcs sont plus offerts et les emprunts grecs sont faibles.

Les émissions sud-américaines sont plus recherchées; leur capitalisation, paraissant rémunératrice, même pour la spéculation qui peut se faire reporter à bien meilleur compte, grâce à une longue perspective de bon marché de l'argent.

Le Chinois-or est en avance.

Le marché des Chemins américains est hésitant. Les achats effectués pour les spéculateurs de New-York ont eu pour conséquence de pousser le change vers la limite d'exportation de l'or, ce qui est un danger à la veille du paiement de l'intérêt des obligations détenues par les capitalistes européens.

Les Chemins anglais sont fermes sur les bonnes recettes.

AUTRICHE-HONGRIE

LA SITUATION

Vienne, 26 juin 1895.

Le Nouveau Ministère autrichien. — L'Œuvre de M. de Plener. — Les Délégations austro-hongroises. — A propos du renouvellement du privilège de la Banque d'Autriche-Hongrie.

Je vous ai télégraphié, la semaine dernière, la composition du nouveau Ministère autrichien, mais, à titre documentaire, il convient de l'indiquer, dans ma correspondance, avec un peu plus de détails :

Le comte de Kielmansegg, gouverneur de la Basse-Autriche, devient *président du Conseil*, tout en prenant le portefeuille de l'*intérieur*; c'est, depuis M. de Beust, le premier ministre protestant nommé en Autriche ;

Le général de Welsersheimb reste ministre de la *défense nationale;*

M. de Jaworski reste également *ministre sans portefeuille* (ces deux derniers sont les seuls membres de l'ancien Cabinet demeurant en fonctions);

Le Dr Bœhm de Bawerk, chef de section au Département des finances, devient ministre de l'*instruction publique;*

Et les autres chefs de section des divers Départements désignés pour des portefeuilles sont :

MM. de Blumfeld, *agriculture ;*
de Wittek, *commerce*, et
Krall, *justice*.

Comme je vous le disais la semaine dernière, c'est là un cabinet de transition; nous pouvons nous attendre à un remaniement pour l'automne. Constatons, toutefois, que le choix de M. Bœhm pour le portefeuille des Finances est un coup droit porté à son prédécesseur et ancien chef, M. de Plener, dont il avait, maintes fois, combattu les idées. Il semblerait que le Souverain ait voulu donner une leçon à la Gauche allemande. Ce choix a une autre signification, c'est le désir qu'on a, en haut lieu, de voir aboutir à bref délai la réforme des impôts dont M. Bœhm est le père.

Quant au successeur du comte Wurmbrand au ministère du Commerce, le chef de section de Wittek, sa nomination n'est pas moins significative. M. de Wittek a, en effet, un programme qui consiste dans le rachat du réseau ferré par l'Etat. Adversaire des Compagnies, le nouveau Ministre du Commerce leur conteste le droit de recevoir, en cas de rachat, des titres qui leur permettraient de profiter du développement ultérieur des recettes.

Quoi qu'il en soit, le nouveau Cabinet est surtout un Cabinet de fonctionnaires qui resteront vraisemblablement inféodés aux traditions administratives. Est-ce un mal? D'aucuns le croient; mais nous attendrons d'avoir vu les successeurs du prince de Windischgrætz à l'œuvre avant de formuler un jugement à leur égard.

Il faut bien dire que le Ministère de coalition qui vient de disparaître n'a rien produit de transcendant. Sa voie était tracée et il n'a pas su faire aboutir la fameuse réforme des impôts. En ce qui touche à la *valuta* et le budget, M. de Plener n'a eu qu'à exécuter les idées de son prédécesseur; il s'est acquitté de cette tâche avec beaucoup de timidité.

Les délégations ont terminé leurs travaux; la diète autrichienne a adopté, cette semaine, le budget de la marine, ainsi que les comptes définitifs de l'exercice 1893. Il en est de même à Budapest, d'où on annonce que la promulgation des lois politico-religieuses doit avoir lieu dans le courant de juillet. Le comte Goluchowski, ministre des Affaires étrangères de la Monarchie, a donné lundi un diner de soixante-quinze couverts aux membres de la délégation cisleithanienne; il a pensé, sans doute, qu'on pouvait traiter plus facilement les affaires délicates *inter pocula*, et c'est là un expédient auquel le comte Kalnoky n'avait jamais songé. Aujourd'hui même la session des Diètes a été close.

Les conférences entre les représentants techniques des Ministères des Finances autrichien et hongrois, au sujet du privilège de la *Banque d'Autriche-Hongrie* et de la reprise des paiements en espèces, se sont poursuivies à Vienne. On a examiné les nouveaux projets de statuts élaborés séparément par chacun des départements, et comme ces projets sont nombreux, il n'y a guère lieu d'espérer qu'on en finisse de sitôt. Au surplus, l'administration de la Banque a jusqu'à la fin de l'année pour déclarer si elle est prête à entrer en négociations avec le Gouvernement; quant aux Ministres compétents, il leur est loisible de se mettre en relations avec la Banque sans attendre le résultat des travaux de ses agents techniques.

P. S. — J'apprends, au moment de fermer mon courrier, que les conférences sont suspendues; les délégués n'ayant pu tomber d'accord, les pourparlers ont été ajournés à l'automne.

Informations Économiques et Financières

Emission de Rente amortissable en Autriche. — En demandant le vote d'un douzième provisoire pour le mois de juillet 1895, le nouveau Ministre des finances cisleithanien, docteur Boehm de Bawerk, a déposé, simultanément, un projet relatif à l'émission de 9 millions 400 mille florins de rente amortissable, dont le produit est destiné au remboursement des capitaux de la Dette commune qui vont arriver à échéance.

Il s'agit de 8.356.300 fl. d'obligations-papier et de 1.087.500 fl. d'obligations-argent, soit, ensemble, 9 millions 443.800 fl. de rente unifiée 4,2 0/0.

Cette opération aura lieu, sans doute, à bref délai.

Le Stock d'or de l'Autriche. — D'après les indications données par l'ancien Ministre des finances cisleithanien, M. de Plener, dans l'allocution qu'il a prononcée en prenant congé de son personnel, le stock d'or *libre* du Gouvernement autrichien s'élève à 32 millions de florins. L'émission de rentes pour la *Valuta* lui ayant procuré 171 millions de florins d'or, le stock total de métal jaune est, en chiffre rond, de 202 millions de florins.

Le Gouvernement prélèvera 19 millions de florins sur le stock libre pour le retrait des billets d'Etat, sous le contrôle de la Commission de la Dette de l'Etat.

Les Chemins de fer de l'Etat autrichien. — Les recettes des chemins de fer exploités par l'Etat autrichien se sont élevées pour le mois de mai 1895 à 7.907.307 fl., soit une plus-value de 143.166 florins sur mai 1894.

Du 1er janvier au 31 mai 1895, les recettes se sont élevées à 34.868.692 fl., soit une diminution de 472.611

florins par rapport à la période correspondante de 1894.

Il y a une diminution de 380.795 voyageurs (134.056 florins) contre une augmentation de 100.402 tonnes (229.361 fl.) pour les lignes exploitées directement par l'Etat, en mai 1895, par rapport à mai 1894.

Une nouvelle Société d'Electricité en Hongrie. — La semaine dernière a été constituée à Budapest une Société par actions pour les entreprises électriques et de transport (*Aktien Gesellschaft für elektrische und Verkehrsunternehmungen*) au capital de 5 millions de florins, dont 2 1/2 millions versés.

Les Etablissements qui ont concouru à la formation de cette Société sont : la *Kreditbank* hongroise, la *Banque d'Escompte et de Change* hongroise, la *Banque Hongroise du Commerce et de l'Industrie*, la *Diskonto-Gesellschaft* de Berlin, la *Banque de Dresde*, et les Maisons S. Bleichrœder et Born et Busse de Berlin.

Les Exportations de Sucre de la Monarchie austro-hongroise. — Depuis le début de la campagne actuelle, les exportations de sucre de la Monarchie se sont élevées à 475.071 quintaux métriques de *sucre brut* (contre 767.094 pour la campagne antérieure) et à 2.905.611 quintaux métriques (contre 2.984.262) de *sucre raffiné*.

Les bonifications pour l'exportation se chiffrent, depuis août 1894 et jusqu'à fin mai 1895, à 7.436.460 florins.

Au 1er juin 1895, les stocks de la Monarchie s'élevaient à 438.600 tonnes (contre 212.900 l'année dernière et 169.900 pour les deux années antérieures). Ce chiffre ne comprend pas les existences à Trieste qui étaient, à cette même date, de 22.100 tonnes.

On annonce qu'une Conférence des délégués de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie doit s'ouvrir le 28 juin à Vienne, pour examiner la question du règlement international des primes à l'exportation.

Courrier de la Bourse de Vienne

Vienne, 28 juin 1895.

Bien que les transactions soient peu animées, les cours ont maintenu leur fermeté sur le marché austro-hongrois. Mais le resserrement monétaire s'est accentué pour la liquidation de fin de mois; les Banques se sont montrées très réservées, exigeant de 6 à 6 1/2 0/0 pour leurs avances, ce qui a eu pour conséquence de relever encore le taux de l'argent en coulisse et de provoquer de nombreuses réalisations.

Le marché des devises étrangères continue à s'améliorer; la prime sur l'or se réduit à 1 0/0 environ. Toutefois le mouvement du commerce extérieur de mai, qui vient d'être publié, accuse une augmentation de 7 millions 400 mille florins pour les *importations* et une diminution de 1 million de florins pour les *exportations;* le passif de la balance commerciale s'élève, fin mai, à 15 millions 200 mille florins.

ESPAGNE

LA SITUATION

Madrid, 26 juin 1895.

Le Vote du budget de Cuba. — La Convention avec la Banque d'Espagne. — Admission à la Cote officielle de nouveaux Bons de Cuba. — La Situation à Cuba. — La Question des Chemins de fer.

Les Cortès ont, enfin, voté le budget de Cuba, après celui de la Métropole, c'est-à-dire l'application pour 1895-96 du budget actuellement en vigueur avec quelques modifications que le Gouvernement se réserve d'y introduire; M. Navarro Reverter et ses collègues vont donc avoir leurs coudées franches pour appliquer le programme de réformes avec lequel ils ont pris le pouvoir. En effet, la session parlementaire sera close à bref délai, et il est à présumer qu'elle aura été la dernière de la législature actuelle. Attendons-nous à une dissolution vers la fin de l'année et à de nouvelles élections en janvier ou en février prochain.

Dans les circonstances actuelles, le Ministre des finances ne pouvait songer à consolider la Dette flottante; c'est partie remise. En attendant, il a conclu avec la *Banque d'Espagne* une convention renouvelant pour six mois les 333.210.000 pesetas de *pagarés* 5 0/0 arrivant à échéance; un nouveau renouvellement semestriel est prévu, dans ces accords, pour la fin de décembre, l'intérêt de 60 millions de ces bons appartenant à la Banque devant être également de 5 0/0.

D'autre part, le Ministre d'outre-mer a fait admettre à la cote officielle un nouveau lot de billets de Cuba, émission de 1890, avec coupon à détacher le 1er octobre prochain.

On a fait circuler encore, cette semaine, des bruits alarmants concernant la situation à Cuba, entre autres la mort du fils du maréchal Campos, capitaine dans un des régiments envoyés là-bas. Fort heureusement la nouvelle a été démentie, et cette douleur a été épargnée au commandant en chef des forces espagnoles dans la Grande-Antille. Il est bon de constater, à ce propos, que le récent vote du budget de Cuba est non seulement un vote de confiance pour le Gouvernement, mais aussi pour le maréchal sur qui on compte pour améliorer la situation économique là-bas. Le Ministre d'Outre-mer, voulant augmenter les recettes des douanes cubéennes et atteindre les marchandises étrangères introduites sous pavillon espagnol a préparé un projet de surtaxe sur les importations provenant de la péninsule. Par contre, le projet dégrèvera jusqu'à 6 0/0 *ad valorem* les droits sur le matériel destiné aux usines et aux chemins de fer, de façon à protéger, d'une manière plus efficace, l'industrie sucrière.

Je vous ai résumé, dans ma dernière lettre, le compte rendu des actionnaires du *Nord-Espagne*; on me reproche ici d'avoir été trop sévère dans mes appréciation et d'avoir critiqué des résolutions acceptées par les représentants des obligataires. Je ne veux pas être plus royaliste que le roi; si les obligataires se déclarent satisfaits, tout est pour le mieux. Au surplus, en laissant les choses en suspens, la Compagnie garde une porte ouverte pour l'intervention gouvernementale, nécessaire tôt ou tard pour compenser les Sociétés de Chemins de fer espagnoles des pertes subies du fait du change.

Mais, je le répète, cette intervention ne sera ni possible, ni efficace, tant que se poursuivra une guerre de tarifs comme celle que se font depuis plusieurs mois les Compagnies du Madrid-Saragosse et du Nord-Espagne.

Informations Économiques et Financières

Recettes des Chemins de fer Espagnols

Du 1er janvier au 10 juin (23 semaines)

	1892	1893	1894	1895
		Pesetas		
Andalous (891 kil.)	6 159.015	6.266.315	6.626.356	6.579.738
Nord de l'Espagne (1959 k.)	23.387.390	22.760.808	23 956.738	20.681.126
Asturies (741 kil.)	4.265.750	4.818 025	5.373 821	5.075.424
Lérida-Reus (103 kil.).....	607.693	595.983	565.379	505.570
Almansa-Valence (460 kil.)	5.131.351	4 751 653	4.826 155	4.568.427
Saragosse (2672 kil.)......	22.769 475	22.415.192	22.706 223	21.910.905

Les Recettes du Trésor espagnol. — D'après les chiffres publiés par la *Gaceta*, les recettes du mois de mai se sont élevées, pour tous les chapitres, à 70.680.747 pesetas, et, pour les onze premiers mois de l'exercice financier en cours, à 690.336.339 pesetas.

Les recettes de la période correspondante de 1893-94 ayant été de 696.504.980 lire, la moins-value pour 1894-95 est de 6.168.641 lire. Cette moins-value porte sur : les douanes, les cédules, les droits de consommation, les tabacs et les loteries.

Par contre, il y a augmentation pour : les droits royaux, l'impôt sur les soldes, les sucres coloniaux, les allumettes, le rachat du service militaire et les autres ressources du Trésor.

Les principales causes de la diminution des recettes sont les arrêts des arrivages de céréales étrangères et la pénurie dans certaines régions de la péninsule.

La Circulation des billets de Cuba. — La *Gaceta* a publié la semaine dernière l'avis suivant émanant du Ministère des colonies (*ministerio de Ultramar*) :

S. M. le Roi (Q. D. G.) et en son nom la Reine régente, a décidé qu'on mettrait en circulation 100.000 billets hypothécaires du Trésor de l'île de Cuba, émission de 1890, de 500 pesetas chaque, rapportant 5 0/0 d'intérêt annuel. Ces billets numérotés de 525.001 à 625.000, avec coupon nº 20 à échéance du 1er octobre prochain, seront admis à la cote officielle du syndicat des agents de change à la Bourse de Madrid, conformément au règlement du 31 décembre 1885.

Mouvement maritime de Santiago de Cuba pendant l'année 1894. — Le mouvement maritime du port de Santiago de Cuba a vu, en 1894, s'amoindrir son importance à cause de la diminution des bâtiments anglais qui y allaient charger du minerai à destination des Etats-Unis; en effet, l'exploitation des mines de manganèse a été entièrement suspendue et celle des mines de fer s'est beaucoup ralentie.

L'entrée et la sortie réunies accusent un total de 795 bâtiments contre 910 en 1893; se décomposant ainsi :

Entrée : 338 vapeurs et 68 voiliers en 1894, contre 399 vapeurs et 59 voiliers en 1893.

Sortie : 329 vapeurs et 60 voiliers en 1894, contre 391 vapeurs et 61 voiliers en 1893.

Voici l'ensemble de ce mouvement reporté par pavillon :

	Entrée :				*Sortie :*			
			Totaux				Totaux	
Pavillons	Vap.	Voil.	1894	1893	Vap.	Voil.	1894	1893
Espagnols....	187	13	200	214	187	11	198	213
Anglais.......	76	20	96	156	70	20	90	154
Américains...	48	32	80	76	48	27	75	76
Allemands....	15	»	15	»	15	»	15	»
Suédo-Norvég.	12	2	14	11	9	1	10	8
Français......	»	»	»	1	»	»	»	1
Haïtiens......	»	1	1	»	»	1	1	»

Ce tableau ne tient pas état des navires côtiers espagnols qui font le service postal avec la côte sud et les ports de Guantanamo, Manzanillo et Baracoa.

Courrier de la Bourse de Madrid

Madrid, 28 juin 1895.

Le marché est ferme, mais les transactions sont rares; la chaleur exerce sur les boursiers ses effets habituels. Dans ces conditions la liquidation s'effectue d'une façon très normale, au milieu d'une grande indifférence et avec du déport.

Nous entrons dans une période de calme qui durera vraisemblablement jusqu'en septembre ou octobre; d'ici là le Ministre des finances pourra travailler à loisir, et préparer le relèvement des finances du pays.

On évalue à une vingtaine de millions le déficit du budget 1894-95.

GRÈCE

Le Commerce extérieur de la Grèce pendant le premier trimestre. — Le mouvement du commerce extérieur, en mars dernier, accuse une diminution notable aux importations, qui se sont élevées à 6.919.514 francs, contre 10.034.196 fr. au mois de mars 1894. Cette diminution est due en totalité aux céréales, dont il n'a été importé, en mars dernier, que pour une somme totale de 579.448 fr. contre 3.052.756 fr. du mois correspondant de 1894. Le même résultat se présente au mouvement du premier trimestre de 1895 comparativement au trimestre correspondant de 1894, ainsi qu'on le voit au tableau ci-après. La diminution totale du trimestre de 5.558.733 fr. provient, en premier lieu, des céréales, et, en second lieu, de presque tous les autres articles, dont l'importation a plus ou moins diminué.

L'exportation, durant le premier trimestre de 1895, du 1er janvier au 31 mars, accuse, comparativement au premier trimestre 1894, une diminution de 2.468.033 francs.

Importations	1895	1894
Céréales.................	2.729.991	6.599.974
Fils et tissus	4.669.918	3.198.542
Minerai, métaux ouvrés.	762.594	942.425
Minerai, métaux bruts...	2.839.623	3.705.716
Bois forestiers..........	595.518	666.514
Produits pharmaceutiques et chimiques..........	1.219.578	1.478.227
Peaux brutes............	506 989	683.626
Sucre....................	693.123	687:849
Animaux	230.470	303.037
Café.....................	479.339	545.900
Verres, cristaux, poteries.	282.231	245.836
Riz......................	444.004	501.789
Papier, etc.	350.865	473.842
Peaux et os ouvrés......	133.155	215.676
Meubles	18.902	11.023
Poissons préparés, caviar.	883.045	1.025.284
Beurre...................	57.645	72.716
Fromage.................	15.410	28.896
Gants de peau...........	2.908	2.893
Vins, boissons alcooliques	38.603	75.852
Légumes.................	40.959	120.316
Chapeaux, etc...........	65.443	42.513
Parapluies, etc..........	54.445	24.697
Autres articles..........	1.530.705	2.550.444
Totaux......	18.644.863	24.203.596

Exportations	1895	1894
Raisin de Corinthe.......	2.244.794	3.087.054
Minerais.................	4.911.624	4.882.446
Huile d'olive............	908.671	2.235.009
Vins.....................	1.185.726	2.082.366
Tabacs	374.319	673.001
Eponges	582.780	723.380
Avélanèdes..............	1.159.950	189.497
Figues	266.820	265.764
Olives	509.407	334.860
Savon	79.989	126.812
Cocons..................	87.516	33.419
Soie	137.135	24.360
Peaux ouvrées	117.961	160.612
Fromage................	98.680	34.727
Fruits	280.279	56.237
Animaux................	8.990	11.200
Cognac	365.172	379.002
Autres articles	1.408.534	1.973.470
Totaux	14.807.448	17.275.481

ITALIE

LA SITUATION

Rome, 26 juin 1895.

L'Incident Crispi-Cavallotti. — L'Unification des dettes de l'Etat. — Les Coupons à échéance de juillet. — Les Paiements effectués à l'étranger. — Les Recettes du Trésor pendant les onze premiers mois de l'exercice.

Bien que nous ne nous occupions pas de politique dans l'*Economiste Européen*, je ne peux passer sous silence l'incident soulevé par la publication de la lettre de M. Cavallotti. Cette lettre, formant un supplément de six pages du *Secolo* de samedi dernier, est adressée aux « honnêtes gens de tous les partis ». M. Cavallotti

retrace l'historique des rapports existant autrefois entre M. Crispi et la Banque romaine, d'une part, et avec feu le baron Reinach, à propos de la décoration de Cornélius Herz, de l'autre. Mais les journaux officieux ont déjà répondu ; la *Riforma* notamment s'est efforcée de prouver que les relations entre le Président du Conseil et le baron Reinach avaient été tout simplement celles d'un avocat avec son client, et que le fameux chèque de 60.000 lire dont il avait été question lors du procès de Panama, n'a jamais existé. M. Cavallotti doit revenir à la charge ; en attendant, M. Crispi a réuni sa majorité qui s'est empressée de lui voter un blanc-seing.

Le *Sole* de Milan, revenant sur le projet d'unification des dettes de l'Etat, dont je vous ai entretenus, rappelle qu'il s'agit, dans l'espèce, de l'application de la loi du 22 juillet 1894, relative à la conversion d'une série de dettes rachetables. Les titres à convertir en 4 1/2 0/0 seraient les suivants : Rente consolidée, 5 0/0 brute ; obligations de Chemins de fer 3 0/0; obligations des Travaux d'assainissement de Naples et de la régularisation du Tevere ; certificats nominaux trentenaires pour la construction et l'exploitation des Chemins de fer Eboli-Reggio, Messine-Cerda et Marina di Catanzaro au détroit Veraldi ; certificats nominatifs de Rente consolidée 3 0/0 visés par la loi du 26 mars 1885.

La Rente 5 0/0, la Rente spéciale 3 0/0, les obligations de Chemins de fer, des Travaux de Naples et du Tevere, seraient converties à la parité de la rente nette. Les échanges de certificats nominaux devront s'effectuer, d'après le projet, au moyen d'une somme correspondante de Rente consolidée 4 1/2 0/0 nette.

Les nouveaux titres de Rente consolidée 4 1/2 0/0 seraient garantis contre toute conversion ultérieure jusqu'au 30 juin 1900.

Mais j'aurai l'occasion de revenir sur ce projet dont l'importance ne vous échappe certainement pas.

On s'occupe actuellement du paiement des coupons de juillet.

Le mode d'encaissement de ces coupons de juillet sera le même que pour ceux du mois de janvier, c'est-à-dire que les intéressés devront, à l'étranger, remplir une formule de l'*affidavit* qui devra être visée par les délégués du Gouvernement italien. Je vous rappelle que l'impôt de la richesse mobilière s'élevant à 20 0/0, les coupons de la *rente italienne 5 0/0* serait respectivement de 2 francs (pour celui de 2 fr. 50 nominal) et de 4 fr. (pour celui de 5 fr.), etc. Le paiement des coupons munis de l'*affidavit* s'effectuera d'après les cours du chèque sur Paris.

Pour les *Obligations de Livourne 3 0/0*, séries C, D 1 et D 2, le coupon de janvier de 7 fr. 50 nominal a été payé sous déduction de la taxe sur la richesse mobilière, soit 1 fr. 50, et de l'impôt de circulation, soit 0 fr. 19 ; il ressortait ainsi net à 5 fr. 81. Pour juillet, ce coupon sera de 5 fr. 82 (soit 1 centime de plus), l'impôt sur la circulation ne s'élevant cette fois qu'à 0 fr. 18 centimes.

De même pour le coupon des *Obligations toscanes* 5 0/0 séries A, B et C, on gagne 2 centimes, à 9 fr. 71 au lieu de 9 fr. 69 en janvier ; sa valeur nominale étant de 12 fr. 50, on déduit 2 fr. 50 pour la richesse mobilière et 0 fr. 29 (au lieu de 0 fr. 31) pour l'impôt de circulation.

A ce propos, il est intéressant de relever les paiements effectués par l'Italie, à l'étranger, depuis 1893 ; on arrive à un total fort respectable.

Pendant le deuxième semestre de 1893 et le premier semestre de 1894, les paiements pour lesquels il a fallu expédier des fonds à l'étranger se sont élevés à 216 millions 597.997 lire pour le compte de la Dette publique, et à 156.039.614 lire pour celui des divers ministères, soit, au total, 372.637.611 lire. Mais il est bon de remarquer qu'il s'agit d'une année exceptionnelle pendant laquelle on a remboursé les Bons du Trésor arrivant à échéance et fait face aux retraits des monnaies divisionnaires d'argent.

Pendant le second semestre de 1894, on a expédié à l'étranger 134.923.011 lire tant pour le service de la Dette publique que pour le compte des divers ministères. Enfin, en ce qui concerne le premier semestre 1895, les envois de fonds au dehors, pour le compte du Trésor, sont arrêtés ; on estime qu'après avoir retiré toutes les monnaies divisionnaires et remboursé les bons du Trésor, grâce au bon fonctionnement de l'*affidavit*, les recettes douanières suffiront pour faire face à tous les paiements du Trésor à l'étranger et qu'on n'aura pas besoin de recourir à des mesures extraordinaires.

Pour les onze premiers mois de l'exercice financier en cours, le rendement des impôts et des douanes a été de 1 milliard 167.800.000 lire, en plus-value de 43 millions 700 mille lire sur la période correspondante de 1893-94. Du 1er juillet 1894 au 31 mai 1895 les recettes totales du Trésor ressortent à 1 milliard 380 millions 900 mille lire, soit une plus-value de 44 millions sur l'exercice antérieur.

Informations Économiques et Financières

Les Recettes des Douanes italiennes. — Voici le détail des recettes douanières du 1er janvier au 31 mai 1895, comparées avec celles de la période correspondante de 1894 :

	1er janvier au 31 mai	
	1895	1894
	En lire	
Droits d'importation...	92.266.262	80.898.440
Droits d'exportation...	1.998.490	2.001.810
Surtaxes de fabrication.	766.106	664.628
Droits de timbre......	411.260	440.230
Droits maritimes......	2.487.656	2.447.801
Recettes diverses......	340.148	315.517
Totaux......	98.279.922	86.768.426

La plus-value, pour les cinq premiers mois de 1895, ressort ainsi à 11.511.496 lire.

Le Mouvement de la Population en Italie. — La Direction générale de statistique vient de publier le volume complet relatif au mouvement de l'état civil en 1893, mouvement dont nous avions déjà donné un résumé l'année dernière (*Economiste Européen* du 6 octobre 1893, 6e vol., p. 446).

Au 31 décembre 1893, le chiffre total de la population du royaume était évaluée à 30.724.897 habitants, soit un accroissement de 1.887.615 habitants pendant la période décennale. Voici le détail par région :

	Population		
	Recensement de 1881	Au 31 déc. 1893	Augment.
Piémont	3.070.250	3.289.237	218.987
Ligurie	892.373	964.615	72.242
Lombardie........	3.680.615	3.982.412	301.797
Vénétie	2.814.173	3.042.155	227.982
Emilie............	2.183.391	2.276.325	92.934
Toscane...........	2.208.869	2.296.011	87.142
Marche	939.279	968.874	29.595
Umbria...........	572.060	600.282	28.222
Lazio	903.472	1.002.667	99.195
Abr. e Molise......	1.317.215	1.374.764	57.549
Campanie.........	2.896.577	3.095.132	198.555
Pouilles...........	1.589.064	1.816.172	227.108
Basilicate.........	524.504	543.443	18.939
Calabre...........	1.257.883	1.326.781	68.898
Sicile............	2.927.901	3.404.665	476.764
Sardaigne.........	682.002	741.362	59.360
Total du royaume.	28.459.628	30.724.897	2.265.269

On a célébré, en 1893, 228.103 mariages, soit 7.45 mariages par 1.000 habitants. Cette proportion est quelque peu inférieure à celle des deux années antérieures.

En classant par catégorie d'âge les hommes qui se

marient, on trouve les rapports suivants par 10.000 habitants :

16 au-dessous de 18 ans, 117 ayant moins de 20 ans, 2.357 de 20 à 25 ans, 3.921 de 25 à moins de 30 ans, 1.600 de 30 à moins de 45 ans, 283 de 45 à moins de 50 ans, 189 de 50 à moins de 55 ans, 125 de 55 à moins de 60 ans, 80 de 60 à moins de 65 ans, 51 de 65 à moins de 70 ans et 31 ayant plus de 70 ans.

Les jeunes mariés sont relativement plus nombreux dans les Abruzzes, la Calabre, la Campanie et la Basilicate.

Sur 10.000 femmes qui se marient, 6 avaient moins de 15 ans, 1.556 de 15 à 20 ans, 4.330 de 20 à 25 ans, 2.247 de 25 à 30 ans, 829 de 30 à 35 ans, 384 de 35 à 40 ans, 258 de 40 à 45 ans, 170 de 45 à 50 ans, 105 de 50 à 55 ans, 60 de 55 à 60 ans, 34 de 60 à 65 ans, 15 de 65 à 70 et 6 au-dessus de 70 ans.

En 1893, les naissances se sont chiffrées par 1 million 126.296, soit une proportion de 36.77 pour mille habitants; en 1892, la proportion était de 36.48.

Le nombre des morts s'est élevé, en Italie, à 776.113 en 1893, soit 25.36 par mille habitants; en 1892, la proportion était de 26.37.

Les Recettes du Trésor italien. — A fin mai 1895, les recettes du Trésor, pour les onze premiers mois de l'exercice financier en cours, se sont élevées à 1 milliard 380.860.453 lire, en augmentation de 44.018.297 lire, sous déduction des virements.

L'augmentation est due principalement au rendement de la taxe sur la richesse mobilière, et, en partie, aux taxes de fabrication et au sel.

Si on compare ces chiffres à ceux relevés à la clôture du précédent exercice, on constate que le compte du Trésor au 31 mai dernier présentait, pour les dettes de Trésorerie, une diminution effective de 100.441.669 lire et, pour les crédits de Trésorerie, une augmentation de 66.087.639 lire. L'excédent des débits sur les crédits sera ainsi réduit à 166.529.308 lire.

Courrier de la Bourse de Rome

Rome, 28 juin 1895.

Malgré le peu d'importance des affaires notre Bourse est plutôt orientée à la hausse ; la liquidation s'effectue avec les plus grandes facilités, l'argent étant abondant. Les taux des reports sont à peu près les mêmes que le mois dernier pour les valeurs ; quant à la Rente, on a payé entre 20 et 25 centimes.

PORTUGAL

LA SITUATION

Lisbonne, le 24 juin 1895.

Les Fêtes du centenaire de Saint-Antoine. — Incendie de la Chambre des députés. — L'Exposé financier pour 1895-96.

Comme je vous le faisais prévoir dans ma dernière lettre, la quinzaine s'est écoulée sans qu'il se produise, au point de vue des affaires, aucun fait digne d'être signalé. Nous sommes en pleine période de fêtes et les partis observent assez bien la trêve, persuadés qu'aucune agitation, qu'aucune polémique n'aurait en ce moment le moindre retentissement dans le pays.

Saint Antoine jouit, en effet, d'un culte bien populaire, en Portugal, et son centenaire a été accueilli par tous avec la plus grande joie. Je ne dis pas que l'unique but de ceux qui participent aux réjouissances publiques soit d'honorer la mémoire du Saint, et je crois même que le Thaumaturge n'approuverait pas toujours les plaisirs auxquels son nom se trouve mêlé, mais l'intention sauve tout, et comme le peuple entier prend fort gaiement sa part des plaisirs qu'on lui offre, il sera toujours temps de parler d'affaires sérieuses.

Nous avons donc eu, ces jours-ci, des inaugurations, des courses de taureaux, des fêtes, des danses populaires, de la musique, du chant, des illuminations, des feux d'artifice, etc. Le programme a été bien rempli et même dépassé, puisque la Chambre des députés a été détruite comme dans un immense feu de joie !...

A vrai dire, je ne pense pas que le Gouvernement ait été fort attristé de ce feu inattendu ; il va pouvoir tirer un merveilleux parti de cette circonstance fortuite, et si Saint Antoine est le patron des causes désespérées, il a voulu, sans doute, donner un témoignage de satisfaction à nos Ministres. Comment se fera, en effet, l'ouverture du Parlement, puisque le Palais vient d'en être détruit ? L'occasion est trop belle de remettre une échéance fâcheuse pour que le Ministère se prive de s'en servir, et l'on continuera pendant quelque temps encore à administrer le pays sans se préoccuper de la représentation nationale.

Nous apprenons déjà que le 28, ou le 29, sera publié le décret autorisant le recouvrement des recettes publiques pour l'exercice 1895-96 qui commencera le 1er juillet et déterminant leur application aux dépenses du même exercice. Ce décret sera précédé d'un long exposé du Ministre des finances.

Déjà, l'année dernière, M. Hintze Ribeiro avait pris une semblable détermination et s'était privé du vote des Chambres pour décréter le budget : il avait expliqué alors qu'aux situations exceptionnelles il fallait des mesures exceptionnelles. Il paraît donc que la situation ne s'est pas modifiée, mais comme le public s'habitue à tout, que les fautes des politiciens ont lassé la masse, il est probable que les déclarations du Ministre ne soulèveront pas autant de protestations que l'année dernière.

Il y a lieu de prévoir, d'ailleurs, que l'exposé du Ministre donnera des indications favorables : sans exagérer les choses, il est certain que le Portugal a fait, pendant l'année 1894-95, un nouveau pas dans la voie du relèvement et le Gouvernement pourra montrer que sa gestion n'a pas été malheureuse. L'excédent des recettes des Douanes promet, d'ailleurs, une plus forte répartition aux créanciers étrangers, et ce fait seul assure à l'exposé un bon accueil hors du Portugal.

Déjà les fonds ont vu leurs cours se relever : la reprise des relations diplomatiques et commerciales avec le Brésil ouvre bien des perspectives. Vous voyez que le Ministre pourra mettre en avant bien des éléments favorables par lesquels il excusera ce qu'une gestion sans contrôle pourrait avoir d'anormal.

ROUMANIE

L'Agriculture en Roumanie. — La *Curierul financiar* a dressé, dans son dernier numéro, un tableau comparatif de l'agriculture en Roumanie et de celle des principaux pays du monde.

Ce tableau contient, entre autres, les données suivantes : superficie de la Roumanie, 131.020 kil. carrés ; totalité des cultures, 53.544 kil. carrés ; céréales, 43.571 kil. carrés (soit 81.37 0/0) ; plantes industrielles — colza, chanvre, lin, tabac, anis, houblon, betteraves à sucre, coton, etc., 1.468 kil. carrés (soit 2.74 0/0) ; diverses : — légumineuses, vignes, arbres fruitiers, etc., 2.438 kil. carrés (soit 4.56 0/0) ; foin et autres fourrages, 6.067 kil. carrés (soit 11.33 0/0).

« La Roumanie, ajoute notre confrère, occupe le neuvième rang au point de vue de l'étendue des terrains cultivés. Ainsi son agriculture dépasse celle de la Suède et Norvège, est deux fois plus étendue que celle de la Belgique, de la Hollande et du Danemark ; mais elle est moindre de la moitié environ que celle de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Hongrie ; elle représente le tiers de celle de l'Italie, le cinquième de celle de la France et de l'Allemagne et le seizième à peine de celle de la Russie et des Etats-Unis.

« En ce qui concerne l'étendue du terrain cultivé en proportion de la superficie du sol, nous voyons qu'en 1892 la Roumanie a employé 40.87 0/0 de son territoire

à la culture. La proportion entre l'étendue de l'agriculture et la surface du pays est plus grande qu'en Suède et Norvège, qu'aux Etats-Unis, qu'en Russie, en Angleterre et en Hongrie; mais elle est moindre qu'en Belgique, en Danemark, en Hollande, en Italie, en France et en Autriche.

« Il ressort de plus du tableau dressé que, dans aucun pays, on ne consacre aux céréales, proportionnellement, une plus grande étendue qu'en Roumanie. Ainsi, tandis qu'en Roumanie, sur 100 hectares cultivés comprenant toutes les cultures, nous avons 81.37 0/0 occupés par les céréales, en Russie il n'y en a que 72.80, aux Etats-Unis 69.75, en Hongrie 67.35, en France 55.39, en Angleterre 38.66 et en Hollande 25.42.

« En ce qui concerne les plantes industrielles (colza, chanvre, lin, tabac, betteraves, etc.), la Roumanie reste au neuvième rang, avec 2.74 0/0 du total des cultures, et en ce qui concerne les autres cultures (légumineuses, tuberculeuses, vignes, etc.), au dixième rang avec 4.56 0/0.

« Mais là où elle est tout à fait en retard, c'est pour le foin, car on consacre à peine 11.33 0/0 de l'étendue totale de l'agriculture à la nourriture du bétail. »

La Viticulture en Roumanie. — M. C. E. Crupenski, directeur de la statistique générale de l'Etat, vient de publier des renseignements sur la situation des vignes en Roumanie.

D'après ces renseignements, la superficie des vignes en Roumanie était en 1892, de 138.742 hectares : elles ont donné une récolte de 3.121.716 hectolitres de vin, dont 2.247.407 de vin blanc et 874.309 de vin rouge, ce qui donne une production moyenne de 22,50 hectolitres par hectare. Le prix moyen de la vente du vin a été de 13 fr. 53 l'hectolitre ; sa valeur totale peut donc être calculée à 42.250.819 francs.

Ces vignes ont été cultivées par 216.634 viticulteurs qui ont fait chacun en moyenne 64 ares. Le coût du travail pour un hectare a été en moyenne de 117 francs ; par conséquent on peut compter que le travail des vignes a coûté en totalité 16.205.828 francs. En 1892, l'hectare de vigne a donné un revenu brut de 304 fr. 50 et de 187 fr. net en moyenne.

Sur 32 districts, 6 districts, ceux de Dolj, Putna, Méhédintzi, R.-Sarat, Romanatzi et Valcea contiennent le 46.72 0/0 de toutes les vignes du pays, et le reste est réparti entre les autres 26 districts.

Les districts de Putna, de Romnic-Sarat, de Tecuci, de Dolj et de Bacau ont produit 47.14 0/0, c'est-à-dire à peu près la moitié de la récolte du pays entier. Ensuite viennent, pour le quantum de production, les districts de Vâlcea, Iassy et Tutova.

En comparant la viticulture de l'année 1865, la dernière pour aquelle on ait des renseignements complets, avec celle de 1892, on trouve que cette branche de l'agriculture a progressé de 69.10 0/0, quoique les vignes aient été infestées, ces dernières années, par le phylloxéra, qui a causé de grands dégâts, surtout dans les districts de Prahova et de Buzeu.

La Banque de Roumanie. — Lundi 6 (18) juin a eu lieu à Londres l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de cette Banque pour prendre connaissance et approuver le résultat de l'année 1894.

Après la lecture du rapport et du bilan, l'assemblée a approuvé à l'unanimité le résultat et a donné pleine décharge au Conseil d'administration pour la gestion de l'année 1894.

Le dividende a été fixé à 12 fr. 81 comme en 1893. Un acompte sur ce dividende ayant été déjà distribué aux actionnaires en janvier dernier, le reste, soit 5 fr. 31 1/4, sera payé à partir du 1er juillet 1895, nouveau style.

L'assemblée a réélu comme membres du Conseil d'administration MM. Adolphe Vernes et Charles Mallet, dont le mandat est expiré, et comme censeurs et censeurs suppléants MM. Jean Kalindero, D. I. Ghica, Arthur G. Green, D. Nedeyano, Georges Anghelesco et Roberston.

SUISSE

LA SITUATION

Genève, 27 juin 1895.

L'Assemblée fédérale. — La Banque d'Etat. — La Question des Chemins de fer. — La Réforme militaire. — Reprise des relations commerciales avec la France.

L'Assemblée fédérale a commencé sa session d'été le 4 juin. Ce sont d'abord des questions d'affaires — la Banque d'Etat et la loi contre les Compagnies de Chemins de fer — qui revendiquent la place principale dans les préoccupations de nos députés. Puis viendra la discussion de la réforme militaire. Sur cette question, le débat s'ouvrira dans les meilleures conditions parlementaires. En effet, le Conseil fédéral est unanime à formuler ses propositions et la Commission du Conseil national est unanime à les approuver, sauf en ce qui concerne l'article 18 *bis* (indemnités pour blessures ou maladies survenues pendant le service militaire) pour lequel la Commission propose une nouvelle rédaction.

Le Conseil fédéral s'était occupé activement ces jours-ci de la question de la reprise des relations commerciales entre la France et la Suisse. Aujourd'hui, l'accord est conclu. Deux notes ont été échangées, le 25, entre M. Lachenal, représentant le Gouvernement fédéral, et M. Barrère, votre ambassadeur à Berne. Le Gouvernement français a dû déposer aux Chambres, le même jour, un projet de loi réduisant le tarif minimum pour certains articles suisses ; la réduction principale porte sur les fromages. On ajoutera à la convention de voisinage un article additionnel concernant les bois sciés.

Les bases de l'entente sont l'échange du tarif d'usage suisse contre le tarif minimum français, après que ce dernier aura subi certaines réductions.

La Suisse accordera au pays de Gex, par voie autonome, les facilités prévues par le règlement de 1892.

L'arrangement est pour une durée non déterminée et sans délai pour la dénonciation; chaque pays conserve la liberté de ses tarifs de douane.

L'accord commercial avec la France ne sera pas soumis à l'Assemblée fédérale pendant cette session, qui doit se terminer samedi prochain. Le Conseil fédéral attendra que la loi réduisant le tarif minimum français sur certains articles ait été votée par le Parlement français. Il convoquera ensuite une session extraordinaire de l'Assemblée fédérale.

Informations Économiques et Financières

Le Commerce avec la France en 1894. — Les exportations de Suisse en France se sont élevées en 1894 à 73.040.000 fr. En 1893, elles ont atteint 74 millions 250.000 fr., et la moyenne de 1890 et 1891 a été de 124.530.000 fr.

Les importations de France en Suisse se sont élevées en 1894 à 110.250.000 fr., en 1893 à 111.550.000, en 1892 à 179.250.000.

Comme on le voit, le chiffre total des exportations a subi une diminution de 1,6 0/0.

Cette diminution porte principalement sur des *matières premières*, qui, en partie, ne sont pas d'origine suisse (soie écrue — 1.720.000 fr., peaux et cuirs bruts — 928.000 fr., cuivre brut et métaux précieux bruts — 200.000 fr. chacun), tandis que, parmi les produits de l'industrie suisse proprement dite, le recul porte surtout sur les machines (— 896.000 fr.), c'est-à-dire que l'émigration en France des entreprises suisses de tissage de la soie et de broderie a cessé. L'écoulement en France de machines suisses a cependant été supérieur en 1894 à celui de 1890 et 1891. A part cela, on doit citer comme présentant une diminution les montres (— 312.000 fr.), les couleurs dérivées du goudron (—

233.000 fr.), les tissus de laine (— 306.000 fr.), et, parmi les produits agricoles, le beurre (— 521.000 fr.) pour la consommation de Paris en hiver.

En revanche, la valeur de l'exportation en France du fromage suisse a presque regagné le niveau des meilleures années antérieures (+ 1.813.000 fr.); il y a aussi une amélioration notable dans l'écoulement en France des filés de coton suisses (+ 586.000 fr.) et des cotonnades (+ 153.000 fr.), de même que pour le bois (+ 237.000 fr.) et la viande (+ 209.000 fr.).

Pour les ouvrages en paille, nous constatons une nouvelle augmentation de 262.000 fr., le chiffre total ayant passé de 1.704.000 fr. à 1.966.000 fr.

L'importation des vins de France en Suisse a été, en 1894, de 26.681 hectol., en 1893, elle avait été de 28.198 hectolitres.

Ces chiffres sont insignifiants en regard des quantités de vins de France qui s'importaient et se consommaient autrefois en Suisse et qui se chiffraient par 250.000 à 300.000 hectolitres annuellement.

L'éviction de la France du marché suisse a continué à progresser pour la plupart des articles; pour le sucre elle a été, comme précédemment, surtout supplantée par l'Autriche, pour les autres industries par l'Allemagne. Quant aux détails, les voici :

Sucre. — France : 8.672 q. n.; Autriche : + 72.420 q. n.; Allemagne : + 13.557 q. n.

Le recul des importations de soieries françaises (— 4.900 kil.) a profité à l'industrie suisse.

L'Angleterre a expédié en Suisse 2.070 q. de *savon* de plus qu'en 1893, tandis que l'importation de savon français est restée au niveau inférieur auquel elle était descendue en 1893.

Recettes des Chemins de fer Suisses

Kilomètres 1895	Kilomètres 1894	LIGNES	TOTAL des recettes 1er janv. au 30 avril 1895	TOTAL des recettes 1er janv. au 30 avril 1894	RECETTES par kilomre 1er janv. au 30 avril 1895	RECETTES par kilomre 1er janv. au 30 avril 1894
			Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
985	985	Jura-Simplon....	7.117.599	7.375.864	7.226	7.488
686	664	Nord-Est........	5.973.426	5.899.915	8.717	9.147
84	84	Botzberg	972.688	983.402	11.580	11.707
323	323	Central	4.100.342	4.322.674	12.695	13.383
58	58	Sud	436.544	481.369	7.527	8.299
278	278	Ch. de fer réunis.	2.330 734	2.483.509	8.383	8.933
266	266	Gothard.........	4.780.427	4.892.923	17.972	18.394

Chemin de fer du Simplon. — Recettes du 1er janvier au 31 mai : 9.962.312 fr. 36, (10.063.286 fr. 39 en 1894); dépenses 6.145.751 fr. 60 (5.760.163 fr. 63) excédent des recettes 3.816.560 fr. 76 (4.303.122 fr. 76). Recettes de mai : 2.469.000 fr. (2.357.702 fr. 80; dépenees 1.378.000 fr. (1.304.250 fr. 76) ; excédent des recettes 1.091.000 fr. (1.053.452 fr. 04).

BOURSE FINANCIÈRE DE GENÈVE

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

VALEURS	24 mai	31 mai	7 juin	14 juin	21 juin	28 juin
Fonds d'États						
Genève avec lots 3 %.......	107 87	107 87	107 87	107 87	107 87	107 87
Fédéral 1887 3 ½ %........	107 »	107 25	106 »	106 50	107 »	106 45
— 1889 3 ½ %........	105 45	105 42	105 62	105 62	105 75	105 55
— Ch. de fer 3 %.....	102 25	102 50	101 90	101 87	102	101 85
Italien 4 %..............	89 72	90 07	89 25	89 25	90 10	90 60
Chemins de fer (Actions)						
Jura-Simplon..............	193 50	195 50	201 50	199 50	199 50	201 »
Central Suisse............	718 50	722 50	728 »	725 »	725 50	748 50
Nord-Est Suisse...........	» »	726 50	731 »	723 »	723 50	734 »
Banques						
Union fin. gén............	637 »	637 »	661 50	658 50	655 »	656 50
Banque de Paris...........	» »	802 50	822 50	818 »	822 50	821 »
Crédit Lyonnais...........	811 50	818 »	825 50	822 50	823 »	819 »
Changes						
France....................	100 15	100 17	100 18	100 19	100 19	100 20
Londres...................	25 27	25 26	25 27	25 27	25 26	25 24

TURQUIE

Les Recettes de la Régie des Tabacs en Turquie. — Les recettes de l'administration de la Régie des Tabacs pour le mois de mai se sont élevées à 221.000 l. t. contre 208.000 pour le mois correspondant de l'année dernière.

La Reconstitution des Vignobles en Syrie. — Le Gouvernement ottoman a fait distribuer 400.000 ceps américains aux propriétaires des vignes phylloxérées situées aux environs de Smyrne. Ces plants de vignes ont été fournis par les pépinières d'Erenkeuy, de Smyrne et de Magnésie. Une pépinière de plants américains sera créée à Vourla pour la reconstruction des vignes de cette localité qui ont été également phylloxérées dernièrement.

La Commission qui a été créée *ad hoc* est pourvue des fonds nécessaires.

Le Chemin de fer de Smyrne-Cassaba. — La semaine dernière, a eu lieu à la Banque Impériale Ottomane à Constantinople, l'assemblée générale des actionnaires de la Société Ottomane du Chemin de fer Smyrne-Cassaba et prolongement, sous la présidence de M. La Fuente. Après la lecture du rapport, les résolutions à l'ordre du jour ont été mises aux voix et ont été approuvées à l'unanimité par l'assemblée. Ces résolutions portent : 1° la création de 15.000 obligations supplémentaires décidée par le Conseil d'administration en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'assemblée générale extraordinaire du 4 octobre 1894; par la création de ces obligations, l'emprunt dit de 1895, c'est-à-dire la seconde émission d'obligations qui a eu lieu le 25 mars, se trouve ainsi porté de 140.000 à 155.000 obligations ; ces 15.000 obligations supplémentaires demeureront à la souche pour n'être utilisées que dans le cas où la ligne à construire dépasserait en longueur les prévisions primitives; 2° les comptes et le bilan de 1894 et décharge au Conseil d'administration de sa gestion pour l'exercice 1894; 3° la réélection de MM. Wülfing et Josse comme commissaires pour l'exercice 1895.

Le Budget de l'Ile de Crète (Candie). — Nous lisons dans le *Levant Herald :*

L'assemblée crétoise a commencé la discussion du budget de l'île élaboré par le Conseil administratif général. Les recettes sont évaluées à 12.303.392 piastres et les dépenses à 12.060.490 piastres. Il y a donc un excédent de 242.300 piastres. Le nouveau Conseil général de l'île est composé de 7 musulmans et de 9 chrétiens.

Le Chemin de fer d'Anatolie. — On annonce que la Commission technique, nommée par le Gouvernement, ayant approuvé l'exécution des travaux de la section du chemin de fer d'Eskichehir-Konia, comprise entre Afion-Karahissar et Tchekurler, le Ministre des travaux publics a informé la Société concessionnaire qu'il prenait livraison provisoire de ce tronçon et qu'il en autorisait l'ouverture au trafic.

BOURSE FINANCIÈRE DE CONSTANTINOPLE (Galata)

Cours officiels de clôture des six dernières semaines

VALEURS	24 mai	31 mai	7 juin	14 juin	21 juin	28 juin
Tabacs Ottomans.........L.	21 32	21 32	21 28	21 21	21 32	21 19
Pièce.....................	88 18	88 12	88 »	87 39	87 30	87 34
Ottoman 4 0/0 3e groupe...	28 30	28 23	28 16	28 20	28 30	28 16
Parité à Paris...........Fr.	25 60	25 57	25 58	25 67	25 79	25 78
Chemins Ottomans..........	165 25	162 50	160 »	157 75	158 12	152 75
Crédit Ottoman ....L.	11 27	11 25	11 24	11 25	11 25	11 25
Change sur Paris 3 mois...	22 67	22 65	22 72	22 80	22 87	22 90
— sur Londres 3 mois.	111 50	111 45	111 25	110 75	110 25	110 25

Le Propriétaire-Gérant : Jules Montel.

Paris. — Imprim. de la Presse, 16 ru du Croissant. — Simart

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 156. — 7e volume. || BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS || Samedi 5 Janvier 1895.

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	Rentes à payer		Rentes françaises	Dividende ou intérêt distribué en					Cours de comp. comm. juillet				Cours de clôture des 5 dernières sem.				
Millions	Francs			1889	1890	1891	1892	1893	1891	1892	1893	1894	7 déc.	14 déc.	21 déc.	28 déc.	4 janv.
15204	456.126.943		**3 0/0 Perpétuel**	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	102 47	102 37	101 80	101 80	101 80
3986	119.589.600		**3 0/0 Amortissable**	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	100 80	100 85	101 »	101 12	100 60
6788	237.596.863		**3 1/2 0/0 1894**, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	4 50	105 35	105 65	106 35	107 15	107 67	107 50	107 12	107 47	107 90
25978	[illegible].313.406																
395.286	obl. de 500 f		**Tunis** 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	» »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	500 50	500 »	502 »	501 »	502 »
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	**SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES** (actions)														
182.500	1000	1000	**Banque de France**, nom.	156 »	161 »	165 »	135 »	129 »	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3530 »	3670 »	3625 »	3560 »	3600 »
125.000	500	500	**B. de Paris et Pays-Bas**	40 »	40 »	45 »	30 »	20 (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	723 75	720 »	713 75	747 50	766 25
50.000	500	250	**Banq. Transatlantique**	15 »	15 »	15 »	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	400 »	400 »	399 »	397 50	» »
30.000	500	500	**Compagnie Algérienne**	27 50	27 50	27 50	27 50	27 50	440 »	492 50	471 25	475 »	499 50	496 »	495 50	500 »	525 »
150.000	500	500	**Compt. Nat. d'Esc.**, nom.	.. »	4 »	10 »	12 50	12 50 a	577 50	507 50	483 75	506 25	541 25	545 »	550 »	562 50	565 »
341.000	500	500	**Cr. Fonc. de France**, —	62 »	63 »	60 »	50 »	25 (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	917 50	915 »	920 »	921 25	928 75
120.000	500	125	**Cr. Indust. et Comm.** —	13 40	14 43	15 57	15 62	14 58	597 50	545 »	585 »	547 50	510 »	548 »	550 »	555 »	552 »
400.000	500	250	**Credit Lyonnais**	25 »	27 50	30 »	30 »	12 50 a	800 »	782 50	762 50	737 50	796 25	796 25	815 »	830 »	817 50
60.000	500	500	**Crédit Mobilier**	27 »	25 »	25 »	» »	» »	377 50	170 »	115 »	57 50	60 »	» »	63 »	60 »	65 »
240.000	500	250	**Société Générale**, nom.	12 88	12 88	12 95	13 02	12 50	480 »	465 »	465 »	457 50	469 50	468 »	471 25	476 25	473 »
30.000	500	500	**Banq. Comm. et Indust.**	15 »	15 »	15 »	15 »	7 50 (a)	204 51	180 »	302 50	290 »	» »	» »	» »	292 »	295 »
50.000	500	500	**Banq. Intern. de Paris**	» »	17 50	30 »	20 »	22 50	497 50	405 »	430 »	472 50	483 75	489 »	497 50	515 »	515 »
50.000	500	500	**B. Parisienne nouvelle**	30 »	» »	15 »	20 »	20 »	392 50	380 »	370 »	385 »	390 »	» »	386 »	407 50	405 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (actions)														
60.000	600	600	**Bône-Guelma**	30 »	30 »	30 »	30 »	30 »	720 »	700 »	700 »	670 »	680 »	675 50	675 »	690 »	685 »
50.000	500	500	**Est-Algérien**	30 »	30 »	30 »	25 »	27 50	710 »	585 »	607 50	582 50	590 »	590 »	595 »	593 »	590 »
584.000	500	500	**Est**	35 50	35 50	35 50	35 50	35 50	890 »	920 »	950 »	933 75	941 »	910 »	942 »	945 »	960 »
800.000	500	500	**Paris-Lyon-Méditerr.**	55 »	55 »	55 »	55 »	55 »	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1402 50	1412 50	1410 »	1418 75	1415 »
250.000	500	500	**Midi**	50 »	50 »	50 »	50 »	40 (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1155 »	1177 50	1180 »	1205 »	1210 »
525.000	400	400	**Nord**	64 »	70 »	70 »	66 »	28 (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1794 50	1787 50	1790 »	1802 50	1792 50
600.000	500	500	**Orléans**	57 50	58 50	58 50	58 50	43 50	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1475 »	1495 »	1480 »	1500 »	1500 »
300.000	500	500	**Ouest**	38 »	38 50	38 50	38 50	38 50	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1080 »	1080 »	1081 50	1051 »	1090 »
40.000	500	500	**Sud de la France**	25 »	25 »	25 »	25 »	15 »	550 »	517 50	355 »	290 »	260 »	250 »	270 »	255 »	248 75
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (actions)														
60.000	500	500	**Mag. Gén. de Paris**	27 50	27 50	25 »	26 »	27 50	570 »	560 »	565 »	572 50	580 »	580 »	579 »	575 »	578 »
336.000	500	500	**Ce Par. du Gaz** (tir. Nov.)	77 »	78 »	75 »	74 50	64 »	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1002 50	1025 »	1021 25	1027 50	1062 50
80.000	250	250	**Ce Gén. Transatlantique**	30 »	30 »	30 »	30 »	20 »	545 »	601 25	505 »	318 75	390 »	373 »	350 »	340 »	345 »
120.000	500	500	**Messageries Maritimes**	30 »	30 »	30 »	30 »	25 »	640 »	660 »	630 »	560 »	585 »	580 »	590 »	590 »	597 50
34.000	500	500	**Omn. de Paris** (tir. Janv.)	55 »	65 »	55 »	45 »	40 »	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1080 »	1072 50	1085 »	1081 »	[illegible] »
85.000	500	500	**Voitures à Paris** (tir. Mai)	35 »	50 »	35 »	35 »	35 »	730 »	717 50	635 »	585 »	570 »	575 »	570 »	571 »	570 »
50.000	500	500	**Ce française des Métaux**	» »	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	476 25	342 50	285 »	270 »	280 »	276 25	268 »
600.000	500	500	**Canal de Panama**	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	1875 »	11 25	10 75	11 »	10 50	10 50
223.398	500	500	**Canal de Suez**	89 38	91 05	92 68	112 »	99 06	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3015 »	3070 »	3087 50	3165 »	3112 50
40.000	500	500	**Dynamite** (Soc. Cent. de)	35 »	45 »	25 »	12 50	12 50	475 »	387 50	455 »	490 »	583 75	578 75	606 25	610 »	620 »
84.000	500	500	**Télég. Paris-New-York**	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	113 75	114 »	105 »	111 25	105 »
50.000	500	500	**Téléphones**	25 »	25 »	18 »	20 »	17 »	427 50	465 »	400 »	307 50	290 »	292 50	302 50	298 75	301 25
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (actions)														
200.000	200fl	200fl	**B.I.R.P. Pays-Autrich.**	25 »	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	470 »	475 »	512 50	507 50	581 25	580 »	586 25	587 50	586 25
500.000	500	250	**B. Impér. Ottomane**	12 50	12 50	17 50	17 50	17 50	587 50	580 »	585 »	635 »	670 »	666 25	670 »	673 75	677 50
120.000	500	200	**Cr. Fonc. d'Autriche**	27 50	30 »	32 50	32 50	35 »	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1386 »	1388 75	1410 »	1406 »	1405 »
60.000	500	125	**Cr. Fonc. Egyptien**	5 »	5 »	6 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	457 50	455 »	460 »	462 50	450 »
95.000	»	»	**Cr. Mob. Espagn.** (jouis.)	5 »	5 »	5 »	» »	3 25	137 50	88 75	80 »	58 75	77 »	73 75	73 »	75 »	75 »
48.000	500	500	**Gaz de Madrid**	22 50	25 »	17 50	12 »	12 »	360 »	230 »	218 75	140 »	180 »	» »	» »	150 »	160 »
60.000	500	500	**Chemins Andalous**	15 »	20 »	25 »	20 »	20 »	482 50	340 »	325 »	176 25	215 »	197 50	180 »	190 »	185 »
550.000	500	500	**Autrichiens-Hongrois**	18 50	13 50	20 »	25 »	22 »	640 »	660 »	645 »	705 »	803 75	807 50	820 »	823 75	826 25
750.000	500	500	**Sud de l'Autriche** (Lombards)	5 »	8 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	235 »	237 50	234 »	232 50	235 »
420.000	500	500	**Méridionaux** (Adriatique)	36 »	36 »	36 »	36 »	36 »	685 »	655 »	640 »	545 »	613 75	613 75	605 »	608 75	617 50
350.000	500	500	**Nord de l'Espagne**	12 »	15 »	12 »	5 »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	121 25	110 »	113 75	115 »	115 »
70.000	500	500	**Portugais**	30 »	30 »	15 »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	» »	53 75	50 »	50 »	49 »
356.000	500	500	**Saragosse (Madrid à)**	9 »	12 »	13 »	9 »	4 25	315 »	201 25	183 75	146 25	173 75	165 »	158 75	161 25	162 50
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'amt		**FONDS D'ÉTATS ETRANGERS**														
529 477.984£			**Angleterre 2 3/4 0/0**	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	103 »	102 50	103 50	103 75	103 85
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	101 50	101 45	101 25	102 10	102 80
6.000.000			**Bresil 4 1/2 0/0 1888**	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	78 70	78 75	77 90	79 »	78 75
20.000.000			— **4 0/0 1889**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	75 40	75 30	74 60	75 50	75 75
364.968			**Egypte** (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	104 »	103 50	103 90	103 90	104 30
3.047.912	1941		— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	103 50	103 »	103 10	103 20	103 10
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	» »	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	101 30	100 60	101 35	101 60	101 60
	1936		**Espagne 4 0/0** Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	73 40	73 05	73 35	73 45	74 15
1.240.000	1940		**Cuba 6 0/0 1886**	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	489 50	489 »	491 »	491 50	493 75
341.000	1921		— **5 0/0 1890**	» »	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	447 50	445 »	445 50	448 50	450 »
240.000	1962		**Hellénique 5 0/0 1881**	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	432 50	392 50	232 50	175 »	156 »	152 »	» »	175 »	» »
270.000			— **4 0/0 1887**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	350 »	303 75	250 »	175 »	» »	» »	164 »	165 »	» »
592.000.000f			**Hongrie 4 0/0 or**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	101 60	101 75	102 25	103 »	102 15
442.250.000			**Italie 5 0/0 (4 fr. net)**	4 34	4 34	4 34	4 34	5 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	86 35	87 20	86 72	86 90	87 05
	1926		**Portugal 3 0/0**	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	25 40	24 50	» »	24 15	24 25
285.000			— **4 1/2 1891 (Tabacs)**	» »	» »	» »	» »	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	428 75	423 75	426 25	423 75	427 50
2.230.000			**Roumanie 5 0/0 1875**	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	98 60	99 »	» »	99 75	99 55
50.000.000	1937		**Roumanie 5** 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	» »	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	96 95	96 80	98 »	97 75	97 95
150.000.000r	1960		**Russie 4 0/0 1880**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	100 50	100 45	100 70	100 60	100 80
1941.992.000	1970		— **4 0/0 Consolidé**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	102 05	101 85	102 15	102 »	102 »
500.000.000	1974		— **3 0/0 1891 or**	» »	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	88 95	88 70	88 95	88 55	88 65
445.210	1952		— **3 0/0** (Chs Transc.)	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	81 75	77 »	77 40	86 50	88 60	88 30	86 90	86 50	87 25
52.870	1949		**Serbie 5 0/0 1890**	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	70 80	72 »	72 »	72 40	74 25
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	25 72	25 70	25 35	25 60	25 60
227.250	1931		**Consolidat. Ottom. 4 0/0**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	448 75	445 »	446 25	453 »	454 »
391.362	1931		**Priorités Ottom. 4 0/0**	5 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	483 75	482 »	487 25	481 25	482 50
295.454			**Douanes Ottom. 5 0/0**	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	515 »	512 50	516 »	513 75	516 »
40.000.000	1958		**Emp. ottoman 4** 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	438 75	452 50	447 50	450 »	451 »	450 »

STATISTIQUE GÉNÉRALE DE L'EUROPE EN 1883 ET EN 1893

PAYS		SUPERFICIE	POPULATION — TOTALE	POPULATION — PAR KILOM. CARRÉ	ARMÉE — PIED DE PAIX (Effectifs théoriques)	ARMÉE — PIED DE GUERRE (Effectifs théoriques)	CHEMINS DE FER — RÉSEAU TOTAL	CHEMINS DE FER — PAR 1.000 KIL. CARRÉS (En kilomètres)	CHEMINS DE FER — Par million d'habitants (En kilomètres)	TÉLÉGRAPHES — LONGUEUR DES LIGNES	TÉLÉGRAPHES — NOMBRE TOTAL DES DÉPÊCHES	DETTE PUBLIQUE — TOTAL DE LA DETTE	DETTE PUBLIQUE — MOYENNE PAR HABITANT
		Kil. carrés	Habitants		Hommes	Hommes	Kilom.			Kilomètres	Dépêches	Millions de francs	Francs
Allemagne	1883.	540.541	45.234.061	84	445.392	1.519.104	35.500	65	784	74.313	18.362.173	5.782	127
—	1893.	540.483	49.428.470	91	579.551	5.100.000	44.827	82	906	123.285	33.172.116	14.167	286
Autr.-Hongr.	1883.	622.269	37.870.054	61	290.509	1.058.939	19.735	31	521	51.875	10.041.843	10.670	281
—	1893.	625.557	41.381.956	66	347.297	1.872.178	29.160	46	704	52.493	16.506.697	12.592	304
Belgique	1883.	29.455	5.585.846	190	46.272	103.683	4.293	145	768	5.851	6.896.075	1.959	350
—	1893.	29.457	6.262.272	213	51.063	221.000	5.473	185	874	8.303	8.326.486	2.195	350
Bulgarie	1883.	63.972	1.998.983	31	16.670	52.000	(4) »	»	»	2.116	311.185	»	»
—	1893.	96.660	3.309.816	33	38.220	70.000	»	»	»	4.756	1.056.610	218	65.86
Danemark	1883.	38.302	1.969.039	51	36.469	50.522	1.769	46	898	3.653	1.216.307	280	142
—	1893.	38.340	2.172.380	57	44.469	64.378	2.231	58	1.026	4.683	1.804.820	255	117
Espagne	1883.	507.033	16.631.869	33	94.849	400.000	9.810	19	598	17.173	3.019.831	4.274	255
—	1893.	504.517	17.560.352	35	80.144	195.000	11.435	22	651	39.362	4.896.735	5.962	339
France	1883.	528.571	37.672.048	71	500.452	3.753.164	28.804	54	764	75.091	26.171.547	21.492	570
—	1893.	528.876	38.343.192	72	564.000	4.372.000	39.357	74	1.026	103.781	45.328.888	25.979	677
Gr.-Bretagne	1883.	314.628	35.172.976	112	97.160	640.251	29.619	94	842	43.633	32.092.026	17.817	506
—	1893.	314.628	37.880.764	120	227.300	734.180	33.280	105	878	54.338	70.899.498	16.257	429
Grèce	1883.	64.688	1.979.423	31	29.368	82.077	73	1	37	5.952	617.525	398	201
—	1893.	65.119	2.187.208	34	24.877	66.250	915	14	421	7.651	1.175.891	730	331
Italie	1883.	288.539	28.459.628	99	250.000	2.119.250	8.775	30	308	27.613	6.154.942	9.656	338
—	1893.	286.589	30.724.897	107	278.155	3.781.128	14.184	19	461	38.434	9.497.885	12.841	417
Luxembourg	1883.	2.587	209.570	81	»	»	360	139	1.717	670	87.850	16	77
—	1893.	2.587	211.088	82	»	»	435	168	2.060	600	111.317	11	54.33
Norvège	1883.	318.195	1.806.900	5	18.750	18.750	1.561	4	864	7.574	875.509	147	81
—	1893.	322.304	1.988.674	6	19.700	40.000	1.612	5	830	9.606	1.815.884	174	87.74
Pays-Bas	1883.	32.999	4.012.963	126	60.000	131.284	2.022	61	503	4.132	3.364.612	2.078	517
—	1893.	33.000	4.732.911	143	21.344	181.361	2.661	80	562	5.539	4.429.771	2.276	480
Portugal	1883.	92.345	4.708.178	51	26.962	78.024	1.673	18	355	4.670	1.122.458	2.412	512
—	1893.	92.575	4.708.178	51	34.971	154.000	2.340	25	497	6.418	1.354.827	3.741	794
Roumanie	1883.	129.947	5.376.000	41	19.812	169.812	1.475	11	274	4.622	1.213.903	619	115
—	1893.	131.020	5.038.342	39	49.314	202.000	2.573	19	510	5.836	1.653.451	1.032	192
Russie (Europe)	1883.	5.016.024	83.976.812	16	660.025	1.970.208	22.890	4	272	105.161	10.222.664	7.627	90
—	1893.	5.016.384	97.807.339	19	3,781.518	2.411.073	31.364	6	320	129.917	12.783.473	14.318	146
Finlande	1883.	328.293	2.084.612	6	4.833	4.833	1.171	3	562	»	»	70	33
—	1893.	373.604	2.380.140	6	9.939	24.151	2.087	5	876	»	»	75	31.51
Serbie	1883.	48.586	1.669.337	37	12.979	265.000	245	5	146	2.252	274.157	200	119
—	1893.	48.589	2.250.712	46	12.692	337.323	540	11	244	3.085	923.412	324	143
Suède	1883.	450.571	4.565.668	10	44.146	182.572	6.305	13	1.381	8.373	1.175.382	311	68
—	1893.	450.571	4.824.150	11	38.802	452.553	8.782	19	1.825	12.751	1.953.707	380	78.77
Suisse	1883.	41.389	2.846.102	69	»	205.176	2.682	64	942	6.744	3.046.182	34	11
—	1893.	41.346	2.917.754	71	»	486.682	3.532	85	1.210	7.271	3.838.323	74	25.59
Turquie (Europe)	1883.	201.339	5.305.946	26	160.447	610.200	1.654	8	78	23.388	1.133.286	2.660	122
—	1893.	168.563	5.600.000	33	230.000	800.000	1.818	10	363	32.820	1.500.000	2.999	137.07
Divers (1)	1883.	71.350	1.595.288	22	»	»	»	»	»	3.213	296.962	»	»
—	1893.	68.231	2.382.301	35	3.188	36.000	»	»	»	3.309	427.421	»	»
TOTAUX	1883.	9.731.600	330.728.313	34	2.795.065	13.414.819	180.416	18	548	478.069	127.999.519	88.502	267
—	1893.	9.779.000 (2)	364.095.896	36	3.403.544	21.204.257	238.606	24	655	660.238	224.447.212	116.600	320

PAYS		DÉPENSES MILITAIRES — GUERRE	DÉPENSES MILITAIRES — MARINE	DÉPENSES MILITAIRES — TOTAL	DÉPENSES MILITAIRES — MOYENNE PAR HABITANT	Total des Dépenses budgétaires Prévisions — TOTAL (En millions de francs)	Total des Dépenses budgétaires Prévisions — Moyenne par habitant (En francs)	COMMERCE — IMPORTATION (En millions de francs)	COMMERCE — EXPORTATION (En millions de francs)
		Millions de francs			francs	Millions de fr.	Francs	Millions de francs	
Allemagne	1883.	458	46	504	11.14	2.708	59.87	4.078	4.088
—	1893.	819	99	918	18.58	4.661	94.31	5.167	4.056
Autr.-Hongr.	1883.	295	23	318	8.40	2.086	55.83	1.562	1.874
—	1893.	330	25	355	8.57	2.399	57.96	1.675	1.966
Belgique	1883.	44	»	44	8.01	322	57.80	1.552	1.343
—	1893.	46	»	46	7.31	343	54.78	1.370	1.200
Bulgarie	1883.	11	»	11	5.83	35	17.89	48	46
—	1893.	23	»	23	7.02	89	27.00	91	91
Danemark	1883.	13	9	22	11.63	67	34.12	401	277
—	1893.	23	11	31	15.73	88	40.43	451	350
Espagne	1883.	123	33	156	9.43	879	52.89	893	719
—	1893.	133	22	155	8.80	736	41.90	684	626
France	1883.	645	205	850	22.58	3.573	94.85	4.804	3.452
—	1893.	634	255	889	23.18	3.291	83.22	3.853	3.236
Gr.-Bretagne	1883.	480	330	810	23.04	3.083	87.66	10.672	5.995
—	1893.	438	358	796	21.00	3.879	102.»	10.167	5.426
Grèce	1883.	16	4	20	10.47	72	36.46	136	92
—	1893.	14	5	19	9.02	105	48.30	91	88
Italie	1883.	249	57	306	10.80	1.537	54.01	1.380	1.198
—	1893.	242	105	347	11.29	1.753	57.05	1.190	964
Luxembourg	1883.	»	»	»	»	7	37.56	»	»
—	1893.	»	»	»	»	9	46.44	»	»
Norvège	1883.	9	4	13	7.36	58	32.11	224	161
—	1893.	12	4	16	8.44	72	37.18	284	189
Pays-Bas	1883.	47	25	72	18.11	292	72.87	2.252	1.437
—	1893.	46	33	79	16.69	289	61.09	2.958	2.344
Portugal	1883.	26	9	35	7.48	199	42.34	174	127
—	1893.	28	14	42	9.05	250	53.13	215	165
Roumanie	1883.	29	»	29	5.45	125	23.25	359	220
—	1893.	40	»	40	7.69	189	37.71	430	370
Russie (Europe)	1883.	772	122	894	10.65	3.114	37.08	2.248	2.561
—	1893.	1.050	200	1.250	12.78	4.161	42.55	1.687	2.378
Finlande	1883.	9	»	9	4.67	37	17.87	167	119
—	1893.	7	»	7	2.94	42	17.64	126	114
Serbie	1883.	10	»	10	6.22	34	20.64	43	39
—	1893.	11	»	11	4.88	62	27.98	40	48
Suède	1883.	28	8	36	7.92	109	24.05	464	356
—	1893.	29	15	44	9.12	134	27.77	500	457
Suisse	1883.	16	»	16	5.58	48	17.10	727	633
—	1893.	32	»	32	11.07	86	29.57	827	645
Turquie (Europe)	1883.	120	18	138	6.36	431	19.88	528	295
—	1893.	184	16	200	9.01	391	18.00	559	350
Divers (1)	1883.	»	»	»	»	1	4.24	»	»
—	1893.	»	»	»	»	»	»	»	»
TOTAUX	1883.	3.400	893	4.293	12.97	18.817	57.19	32.712	25.032
—	1893.	4.141	1.162	5.303	14.56	23.052	63.31	31.800	24.908

PAYS		BANQUES D'ÉMISSION au 31 décembre — ENCAISSE MÉTALLIQUE — OR	ENCAISSE MÉTALLIQUE — ARGENT	ENCAISSE MÉTALLIQUE — TOTAL	CIRCULATION	Rapport de l'Encaisse à la Circulation	TAUX de l'Escompte	VALEUR AU PAIR DE L'UNITÉ MONÉTAIRE
		Millions de francs				%	%	
Allemagne	1883.	373.2	325.0	698.2	1.296.4	53	4	Mark = 1f25.
—	1893.	688.0	309.1	997.1	1.387.6	72	5	
Autr.-Hongr.	1883.	194.2	255.6	449.8	951.1	47	4	Florin = 2f50.
—	1893.	213.8	340.2	554.0	1.021.9	54	5	Florin = 2f10.
Belgique	1883.	72.4	25.6	98.0	341.3	28	3 ½	Franc.
—	1893.	75.8	35.8	111.6	435.3	26	3	
Bulgarie	1883.	»	»	»	»	»	»	Leü = 1f.
—	1893.	4.9	1.3	6.2	1.2	517	8	
Danemark	1883.	68.1	»	68.1	104.3	65	»	Couronne = 1f39.
—	1893.	86.5	»	86.5	113.7	76	4	
Espagne	1883.	22.5	67.5	90.0	350.5	24	5	Peseta = 1f.
—	1893.	197.9	174.7	372.6	927.7	40	5	
France	1883.	921.1	1.000.3	1.964.4	2.938.6	66	3	Franc.
—	1893.	1.710.6	1.263.8	2.974.4	3.478.3	83	2 ½	
Gr.-Bretagne	1883.	(a) 721.0	20.2	741.2	932.5	79	3	£ st. = 25f.
—	1893.	(a) 797.2	27.5	824.7	970.3	85	3	
Grèce	1883.	7.8	»	7.8	96.4	8	8	Drachme = 1f.
—	1893.	2.4	»	2.4	113.6	2	6 ½	
Italie	1883.	(b) 222.6	99.7	322.3	793.9	40	5	Lira = 1f.
—	1893.	(b) 396.4	50.5	446.9	1.204.6	37	6	
Luxembourg	1883.	»	»	»	»	»	»	Franc.
—	1893.	»	»	»	»	»	»	
Norvège	1883.	32.6	»	32.6	56.5	57	»	Couronne = 1f39.
—	1893.	31.3	»	31.3	66.1	47	5	
Pays-Bas	1883.	49.4	196.0	245.4	394.2	62	3 ½	Florin = 2f10.
—	1893.	94.5	177.2	271.7	423.8	64	3 ½	
Portugal	1883.	7.9	2.6	10.5	26.1	40	6	Milreis = 5f60
—	1893.	15.0	34.6	49.6	287.9	17	6	
Roumanie	1883.	34.0	0.5	34.5	88.6	38	»	Leü = 1f.
—	1893.	60.6	0.1	60.7	132.4	45	6	
Russie (Europe)	1883.	699.9	8.7	708.6	3.591.4	19	6	Roub. or = 4f.
—	1893.	1.520.7	13.5	1.534.2	4.074.8	37	4 ½	Roub. pap. = 2f50.
Finlande	1883.	21.0	5.8	26.8	47.1	56	4 ½	Marc = 1f.
—	1893.	21.6	3.5	25.1	44.4	57	5	
Serbie	1883.	»	»	»	»	»	»	Dinar = 1f.
—	1893.	9.0	4.0	13.0	26.8	48	6 ½	
Suède	1883.	(c) 28.8	15.8	44.6	121.6	36	»	Couronne = 1f39.
—	1893.	(c) 33.4	18.9	52.3	149.6	34	4	
Suisse	1883.	39.4	23.6	63.0	113.4	55	4	Franc.
—	1893.	74.2	17.5	91.7	177.8	51	4	
Turquie (Europe)	1883.	»	»	»	»	»	»	Liv. turq. = 22f78
—	1893.	»	»	»	»	»	»	
Divers (1)	1883.	»	»	»	»	»	»	»
—	1893.	»	»	»	»	»	»	
TOTAUX	1883.	3.555.9	2.049.9	5.605.8	12.216.9	45	»	»
—	1893.	6.033.8	2.472.2	8.506.0	15.037.8	56	»	

(1) Les **Pays divers** se répartissent comme suit, pour l'année 1893 : *République d'Andorre* : 452 kilomètres carrés ; 6.000 habitants. — *Bosnie et Herzégovine* : 58.460 kilomètres carrés ; 1.489.091 habitants. — *Monaco* : 21 kilomètres carrés ; 13.304 habitants. — *Monténégro* : 9.080 kilomètres carrés ; 200.000 habitants. — *Lichtenstein* : 159 kilomètres carrés ; 9.434 habitants. — *Saint-Marin* : 59 kilomètres carrés ; 8.200 habitants.
(2) Les différences territoriales constatées entre 1883 et 1893 proviennent des nouvelles mensurations effectuées postérieurement à l'année 1884.
(3) Non compris l'armée territoriale et les troupes cosaques de défense nationale, pouvant fournir plus de 5 millions d'hommes en cas de guerre.
(4) Les Chemins de fer bulgares sont compris dans les chemins de fer de la Turquie d'Europe.
(a) **Grande-Bretagne** : Comprenant la *Banque d'Angleterre*, les *Banques d'Écosse et d'Irlande*. — (b) **Italie** : Comprenant la *Banque Nationale d'Italie* et les *Instituts d'Émission d'Italie*. — (c) **Suède** : Comprenant la *Banque Royale de Suède* et les *Banques privées de Suède*.

ROUMANIE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Sous-Direction de la Dette publique

Tableau des numéros des titres de la rente 4 0/0 amortissable, de l'emprunt de 50.000.000 de fr, sortis au tirage du 3 (15) décembre 1894.

Montant nominal francs 258.500

51 titres à 500 francs

25017 25375 25657 25733 25873 25934 26054 26417
26501 26562 26751 27077 27262 27272 27377 27386
27438 28089 28314 28391 28660 28786 29143 29148
29399 29642 29687 29814 30253 30521 30857 30869
30948 31033 31118 31138 31845 32055 32154 32647
32722 33325 33373 33379 33567 33865 33914 34166
34228 34783 34973

103 titres à 1.000 francs

5027 5136 5505 5514 6456 6651 7109 7128
7211 7399 7576 7987 8156 8326 8395 8892
9087 9128 9180 9197 9514 10317 10331 10744
10752 11248 11354 11380 11385 12183 12489 12619
12670 12814 12973 13351 13357 13582 13785 13796
14107 14433 14471 14514 15475 15508 15651 15897
15947 16404 16472 16755 16856 16944 17163 17282
17517 17529 17646 17778 18113 18609 18649 18830
19031 19046 19158 19583 19781 19826 19828 19838
19951 20120 20277 20379 20503 21004 21078 21114
21300 21378 21621 21624 21730 21851 22137 22341
22357 22526 22957 23068 23071 23321 23483 23714
24083 24146 24249 24336 24379 24662 24910

26 titres à 5.000 francs

3 154 363 462 1149 1256 1318 1682
1712 1797 2152 2462 2615 2711 2823 2949
2956 3168 3244 3434 3443 3697 4065 4148
4155 4955

Le paiement de ces titres, portant le coupon n° 12 du 1er juillet 1895, ainsi que du coupon n° 11 du 1er janvier 1895, se fera à partir du 1er janvier 1895 et continuera jusqu'au 31 décembre 1899 n. s.; après cette date, leur paiement sera prescrit en faveur de l'Etat :

En Roumanie, à la Caisse centrale à Bucarest et aux caisses générales dans les districts ;

A Berlin, à la Dresdner-Bank, et aux maisons correspondantes.

Les coupons des titres sortis cesseront d'être payés.

Tableau des numéros des titres de la rente 4 0/0 amortissable de 1889, de l'emprunt de 50.000.000 de francs, sortis aux tirages qui ont eu lieu à partir du 3 (15) décembre 1889 jusqu'au 3 (15) juin 1894, inclusivement et non présentés au remboursement jusqu'au 3 (15) décembre 1894.

Titres à 500 francs

26203 f. 26759 d. 26761 d. 27266 f. 27753 f. 27976 e.
28567 e. 28568 e. 29210 f. 29716 f. 29836 f. 30686 d.
31567 e. 32035 f. 32072 e. 32075 a. 32757 f. 32819 c.
33439 f. 34360 f, 34442 f. 34540 d. 34827 c.

Titres à 1.000 francs

5219 d. 5644 f. 6000 f. 7162 e. 7333 f. 8132 f.
8653 c. 8945 f. 9075 f. 9734 c. 9930 f. 10210 e.
11207 f. 11999 f. 12220 c. 12560 f. 12602 f. 12637 e.
13440 f. 13468 d. 13577 f. 14669 e. 15019 f. 15455 f.
16438 f. 16464 f. 16922 f. 17770 c. 18246 f. 18894 d.
19991 f. 20106 f. 20595 e. 20599 f. 21506 f. 21725 b.
21993 f. 22648 f. 22985 e. 23270 f. 23788 f.

Titres à 5.000 francs

433 f. 1846 d. 2628 d. 3027 f. 3610 f. 3778 f.

	Date du tirage	Terme du paiement
a	Juin 1890	Juin 1895
b	Juin 1892	Juin 1897
c	Décembre 1892	Décembre 1897
d	Juin 1893	Juin 1898
e	Décembre 1893	Décembre 1898
f	Juin 1894	Juin 1899

653

COMPAGNIE GÉNÉRALE FRANÇAISE

DE TRAMWAYS

Société anonyme au capital de 10,200,000 francs.

AVIS AUX OBLIGATAIRES

MM. les Porteurs des obligations 5 0/0 sont prévenus que le coupon trimestriel d'intérêts n° 56 desdites obligations, échéant le 1er janvier 1895, sera payé au Comptoir National d'Escompte de Paris, 14, rue Bergère, à Paris, sous déduction des droits dus à l'Etat, net à raison de :

Fr. 6 » pour les certificats nominatifs ;
» 5 747 pour les titres au porteur.

A partir de la même date, 1er janvier, le Comptoir National d'Escompte de Paris remboursera, à raison de 500 fr. sous déduction des droits dûs à l'Etat, et contre la remise des titres, les obligations sorties au tirage du 15 décembre 1894, comprises sur la liste ci-dessous, savoir :

Les obligations numérotées de 1 à 31 000 net à raison de........................ Fr. 499 40

Les obligations numérotées de 31 001 à 43 000 à raison de..................... Fr. 499 60

Liste numérique des 175 obligations 5 0/0

sorties au tirage du 15 décembre 1894

78 333 424 643 1048 1051 1166 1510
1519 1624 1768 1821 1910 1946 2067 2079
2711 2907 3476 3670 3740 3961 3984 4487
4524 5474 5816 5881 5924 5986 6082 6159
6637 6658 6942 7143 7156 7387 7893 8501
8672 8714 8715 9154 9281 9348 9566 9690
10164 10222 10374 10526 10795 11153 11162 11198
11414 11890 11968 12263 12402 12489 12580 12608
12666 12852 13021 13078 13243 13993 14597 14651
14987 15055 15151 15488 15500 15673 15793 16437
16444 17236 17328 17461 17531 17567 17573 17632
17707 18062 18127 18162 18541 18556 18557 19162
19373 19681 19824 20022 20104 20200 20569 21054
21373 21501 21658 21896 22171 22586 22828 23075
23221 23342 23348 23980 24266 24275 24371 24710
25140 25236 25284 25332 25390 25730 26077 27145
27199 27214 27576 27692 27928 28147 28267 28280
28547 29116 29181 29320 29338 29861 29871 30000
30109 30631 30704 30818 30898 30925 30978 32245
32281 33258 34142 35566 35568 35641 35648 36246
37109 37510 37655 37773 38105 38481 38647 39312
40044 40186 40952 40964 41062 41254 41566

654

THE NITRATE RAILWAY-COMPANY L^D

Le Conseil d'administration ayant décidé de payer un dividende intérimaire de 12 shillings et 6 pence pour le second semestre échéant le 31 décembre 1894, le coupon n° 1 des actions au porteur de cette Compagnie sera payable à Paris, à partir du 16 janvier 1895, à raison de 15 fr, 10 nets d'impôts, chez MM. André, Neuflize et Cie, banquiers, 31, rue Lafayette.

655

VILLE DE CONSTANTINE

MM. les porteurs d'obligations de la Ville de Constantine sont informés que la Ville a décidé le remboursement de ses obligations à partir du 31 janvier prochain. Elles cesseront de porter intérêts à cette date.

Le remboursement sera effectué exclusivement à la caisse du Crédit Algérien, 10, place Vendôme, à Paris, au prix suivant :

Capital (impôts déduits).........Fr.		998 80
Intérêts —	au 31 janvier.	3 91
Total............. Fr.		1.002 71

La Ville a réservé expressément aux porteurs des obligations 5 0/0 le droit d'échanger leurs titres actuels, coupon au 1er janvier détaché, contre des obligations de même capital rapportant 3.30 0/0 net d'impôts présents et futurs, jouissance 1er janvier 1895. Ils recevront en outre une soulte de 12 fr. 50 par obligation.

Cet échange sera effectué aux caisses du Crédit Algérien, du 20 au 31 janvier 1895, sans frais pour les porteurs, en conformité du contrat passé entre la Ville et cet établissement, approuvé par M. le Ministre de l'Intérieur. Les nouveaux titres seront délivrés quinze jours après le dépôt des anciens.

Constantine, le 29 décembre 1894.

Le maire,
CASANOVA.

656

COMPAGNIE ROYALE DES

CHEMINS DE FER PORTUGAIS

Les Coupons du 1er semestre 1894 des obligations sont actuellement payables aux guichets des Etablissements de Crédit habituels, à raison de 2 fr. 25 nets par obligation 3 0/0 contre remise du Coupon n° 67 pour les titres de 1re à 6e série et du Coupon n° 8 pour ceux de la 7e série, et de 3 fr. 05 nets par obligation 4 0/0 contre remise du Coupon n° 14.

657

La Société nouvelle des **Établissements Decauville aîné** a été constituée définitivement le 31 décembre 1894 en conséquence du vote émis par les actionnaires de l'ancienne Société le 5 décembre dernier.

Le conseil de la nouvelle Société est ainsi constitué :

M. Paul Decauville, président ;
M. L.-W. Ravenez, administrateur délégué ;
MM. Bergaud, Chalupt, A. Poidatz, administrateurs.

658

BANQUE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

Société Anonyme
Capital : 6.000.000 de francs entièrement versés
Siège social : 8, rue Auber, Paris

Le Conseil d'Administration de la Banque Commerciale et Industrielle a décidé le paiement d'une somme de 7 fr. 50 par action, à titre d'acompte sur le dividende de l'exercice 1894.

Ce paiement s'effectuera au Siège social, 8, rue Auber, à Paris, à partir du 15 janvier courant, contre remise du coupon n° 23, et sous déduction des impôts résultant des lois de finance, soit à raison de :

6 fr. 90 nets pour les actions au porteur,
7 fr. 20 nets pour les actions nominatives.

659

CRÉDIT LYONNAIS

SOCIÉTÉ ANONYME, CAPITAL : DEUX CENTS MILLIONS

	Bilans aux 31 oct. 1894	Bilans aux 30 nov. 1894
Actif		
Espèces en caisse et dans les banques...	78.390.201 84	76.814.804 69
Portefeuille (Effets de commerce).........	575.648.070 15	598.072.822 03
Reports..............	155.626.476 97	152.753.417 23
Comptes courants....	300.424.831 83	294.676.683 69
Avances et Crédits sur nantissements......	74.548.925 51	77.111.860 29
Actions, Bons, Obligations, Rentes......	14.767.511 23	14.561.556 77
Immeubles...........	30.000.080 »	30.000.000 »
Comptes d'Ordre et Divers............	28.334.738 38	30.930.706 66
Versements non appelés (déduction faite des libérations anticipéee)...........	67.839.950 »	67.495.600 »
Fr.	1.325.580.705 91	1.342.417.451 36
Passif		
Dépôts et Bons à vue.	360.382.454 88	353.018.254 e
Comptes courants....	446.117.299 56	453.050.734 79
Acceptations.........	109.411.640 36	123.342.953 82
Bons à échéance......	126.033.834 32	124.938.881 65
Comptes d'Ordre et Divers............	43.635.476 79	48.066.627 10
Réserves............	40.000.000 »	40.000.000 »
Capital..............	200.000.000 »	200.000.000 »
Fr.	1.325.580.705 91	1.342.417.451 36

Certifié conforme aux écritures :

Le Président du Conseil d'administration,
Henri GERMAIN.

Le Directeur général,
A. MAZERAT.

660

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

Situation au 30 novembre 1894

Actif

Espèces en caisse et à la Banque de France		22.271.984 25
Effets et valeurs diverses		165.475.992 34
Trésor public		22.000.000 »
Avances sur dépôts de titres		18.512.266 67
Correspondants		35.732.250 55
Emprunteurs :		
Prêts hypothécaires		1.819 551.674 33
— communaux		1.218.387.935 90
Prêts réalisés avec les fonds provenant des Bons à lots		25.875.342 36
Prêts réalisés avec les fonds du capital social et des réserves		74.160.222 01
Semestres d'annuités échus		30.821.749 72
Hôtels et mobilier :		
Prix d'estimation des hôtels		12.933.709 25
Frais d'appropriation et mobilier		861.239 92
Divers		38.855.272 90
Intérêts acquis, mais non échus		55 051.713 41
Dépenses d'administration		3.902.691 63
Total		3.544.394.045 24

Passif

Capital social		170.500.000 »
Réserve obligatoire		19.271.783 85
Provision pour l'amortissement des emprunts		115.156.962 77
Réserves diverses		9.172.689 19
Dépôts en compte courant et bons de Caisse		80.986.546 20
Correspondants		7.094.224 72
Sous-Comptoir des Entrepreneurs		3.757.065 05
Versements différés :		
Sur Prêts Hypothécaires		21.449.907 57
— Communaux		82.191.862 19
Obligations Foncières en circulation :		
Montant au pair	2.151.622.100 »	
A déduire :		
Versements à recevoir des obligat^es.	610.500 »	
Prime à amortir à recouvrer des emprunteurs	462.003.818 96	1.689.007.781 04
Obligations Communales en circulation :		
Montant au pair	1.413.590.200 »	
A déduire :		
Versements à recevoir des obligataires	75.436.065 »	
Prime à amortir à recouvrer des emprunteurs	139.027.000 49	1.199.127.134 51
Bons à lots en circulat.	25.875.342 36	
Obligations à rembourser et intérêts échus à payer		26.180.426 29
Semestres d'annuités payés par anticipation		2.553.476 42
Divers :		
Provision pour créances douteuses		7.623.374 06
Réserve commune avec le Crédit Foncier et Agricole d'Algérie		954.115 47
Comptes divers		29.810.402 31
Intérêts dus, mais non échus		35.402.382 69
Profits et pertes :		
Reliquat de l'exercice 1893		752.417 89
Exercice 1894		17.526.150 66
Total		3.544.394.045 24

Certifié conforme aux écritures :

Le gouverneur,

ALBERT CHRISTOPHLE. 661

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

SOCIÉTÉ ANONYME

Siège social : Paris, rue de la Victoire, 66

CAPITAL SOCIAL : **60** MILLIONS

Comptes de chèques	1/2 0/0
— à 7 jours de préavis	1 0/0
— à 6 mois	1 1/2 0/0

Ordres de Bourse. — Paiement de coupons. — Encaissement d'effets et de factures. — Escompte d'effets. — Envois de fonds province et étranger. — Avances sur titres.

662

COMPAGNIE GÉNERALE TRANSATLANTIQUE

SIÈGE SOCIAL : 6, Rue Auber, 6 PARIS

SERVICE POSTAL FRANÇAIS

BUREAU DES PASSAGES : 12, Bd des Capucines (GRAND-HÔTEL)

Ligne Directe du Havre à New-York

TRAVERSÉE RAPIDE EN 7 JOURS ET DEMI

PAR LES PAQUEBOTS A GRANDE VITESSE

		Tonnes	et Chevaux
LA TOURAINE	de	8.700	12.000
LA CHAMPAGNE	de	7.200	8.000
LA BRETAGNE	de	7.200	8.000
LA BOURGOGNE	de	7.200	8.000
LA GASCOGNE	de	7.200	8.000
LA NORMANDIE	de	6.300	7.000

Départs du Havre et de New-York tous les samedis

Un train spécial est mis, chaque semaine, à la disposition des passagers allant de Paris à New-York et les conduit directement (avec un seul arrêt à Rouen), eux et leurs bagages, au bassin de l'Eure, à l'embarcadère des paquebots.

Le prix du transport de Paris aux paquebots sont ceux du tarif des chemins de fer de l'Ouest.

Les passagers allant de New-York à Paris, trouveront, à leur arrivée au Havre, des trains spéciaux qui les conduiront, eux et leurs bagages, du quai de débarquement à Paris, gare Saint-Lazare.

Adresser les demandes au **Service Commercial, 6, rue Auber, PARIS.**

LIGNES DES ANTILLES

Départs de **Saint-Nazaire**, *le 9 de chaque mois* Pour la **Guadeloupe**, la **Martinique**, Sainte-Lucie les **Guyanes**, le **Venezuela**, la **Colombie**, la Centre Amérique et le **Pacifique**.

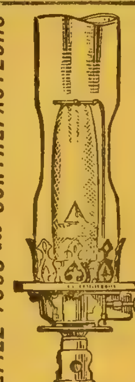
Départs de **Saint-Nazaire** *le 21 de chaque mois* Pour Santander, la **Havane**, **Vera-Cruz**.

Départs du **Havre** *le 22 et de* **Bordeaux** *le 26 de chaque mois :* Pour Santander, la **Guadoupe** et la **Martinique**, **Trinidad**, Carupano, la Guayra, Porto-Cabello, Savanilla, **Colon** et le **Pacifique**.

Départs du **Havre** *le 15, de* **Saint-Nazaire**, *le 17 et de* **Bordeaux** *le 19 de chaque mois :* Pour **Saint-Thomas**, **Porto-Rico**, **Haïti**, la **Havane** et **Vera-Cruz**.

Départs de **Marseille** *le 12 de chaque mois :* Pour Barcelone, Malaga, la **Martinique**, **Venezuela**, la **Colombie** et le **Pacifique**, la *Correspondance* pour Porto-Rico, Haïti, la **Havane** et **Vera-Cruz**.

666



MÉFIEZ-VOUS des CONTREFACTEURS

Le BEC AUER

Breveté S. G. D. G. SIÈGE SOCIAL : **151, r. de Courcelles**

IL PRESENTE LES AVANTAGES SUIVANTS :

1° Il s'installe sans frais à la place d'un bec ordinaire, sur le même pas de vis ;
2° Sa lumière, grâce à sa fixité, ne fatigue pas la vue ;
3° Consommant moins de gaz il produit moins de chaleur.

L'Économie *réalisée en trois mois d'hiver dans certains établissements par le Bec AUER a remboursé, et au-delà le prix des becs.*

Si ces établissements étaient éclairés précédemment à l'électricité le remboursement de la dépense se fait en deux mois.

MÉFIEZ-VOUS DES CONTREFACTEURS

Exigez la Marque ★ S. F. AUER ★

BEC AUER Durée du Manchon de 1 000 à 1 500 heures

MAGASINS de VENTE et d'EXPÉRIENCES { **17, Boul. Montmartre — 7, Boul. Beaumarchais 116, Rue de Rennes à PARIS.**

et chez tous les bons Appareilleurs de Paris et de la Banlieue.

PLUS de 600,000 BECS VENDUS en FRANCE

665

CHEMINS DE FER DE L'OUEST

Paris à Londres, par Rouen, Dieppe et Newhaven. Voie la plus économique.

Double service quotidien à heures fixes. (Dimanche compris).

Départ de Paris, Saint-Lazare : 9 h. 30 mat. 9 h. soir.

Arrivées à Londres : London-Bridge, 7 h. soir ; 7 h. 40 mat. Victoria : 7 h. soir, 7 h. 50 mat.

Départs de Londres : London-Bridge, 9 h. mat., 9 h. soir ; Victoria, 9 h. mat., 8 h. 50 soir.

Arrivées à Paris, Saint-Lazare, 6 h. 35 soir, 8 h. matin.

Prix des Billets simples, valables pendant 7 jours : 1re classe, 43 fr. 25 ; 2e classe, 32 fr. ; 3e classe, 23 fr. 25.

Billets simples, valables pendant 7 jours : 1re classe, 43 fr. 25 ; 2e classe, 32 fr. ; 3e 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour, valables pendant un mois : 1re classe, 72 fr. 75 ; 2e classe, 52 fr. 75 ; 3e classe, 41 fr. 50.

SERVICE POSTAL

Le service pour l'Angleterre (viâ Dieppe-Newhaven) est assuré par le train Paris-Saint-Lazare à 9 h. du soir.

Les lettres déposées avant 8 h. 25 du soir au bureau de la rue d'Amsterdam et celles jetées dans les boîtes de la gare Saint-Lazare (salle des Pas-Perdus), avant 8 h. 50, sont distribuées le lendemain matin à Londres.

TRANSPORT EN GRANDE VITESSE

De Messageries, Primeurs, Fruits, Légumes, Fleurs, etc., entre Paris et Londres. — Trois départs par jour pour toute l'année.

Les expéditions remises à la gare Saint-Lazare pour les trains partant à 3 h. 40, 4 h. 10 et 9 h. du soir parviennent à Londres le lendemain à 8 h. 45, à 9 h. 15 du matin ou à midi 45.

663

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

19, rue des Capucines, Paris

CAPITAL : **170.500.000** FRANCS

Comptes courants avec chèques ; Encaissement des coupons ; Dépôts de titres ; Ordres de Bourse ; Prêts sur dépôts de titres ; Prêts hypothécaires à long terme avec amortissement ; Prêts hypothécaires à court terme et sans amortissement ; Prêts communaux.

664

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 157. — 7e volume. (2) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 12 Janvier 1895.

SERBIE

DOCUMENTS STATISTIQUES: Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels:

Superficie du royaume	48.589	kil. carrés
Population totale en 1890	2.161.961	habitants
— — en 1893	2.250.712	—
— par kil carré en 1890	44	—
— — en 1893	46	—
Armée. Pied de paix	12.692	hommes
— Pied de guerre. **Total** général	337.323	—
Chemins de fer (en 1893). Réseau total	540	kilomètres
— par 1.000 kilom. carrés	11	—
— par million d'habitants	240	—
Télégraphes. Longueur des lignes (1893)	3.085	—
— — des fils (1893)	6.558	—
— par million d'habitants	2.914	—
Nombre total des dépêches en 1893	923.412	dépêches

BUDGET DE 1894

Dette publique au 1er janvier 1894	362.670.000	francs
Moyenne par habitant	161	—
Dépenses du Ministère de la Guerre	12.465.000	—
Moyenne par habitant	5.53	—
Total des dépenses budgétaires	63.623.868	—
Moyenne par habitant	28,26	—

COMMERCE EXTÉRIEUR *(en millions de francs)*

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883	»	»	1887	36.4	36.1	1891	42.8	52.2
1884	43.3	39.9	1888	35.1	38.9	1892	37.0	46.4
1885	40.4	37.6	1889	34.8	39.0	1893	40.9	48.9
1886	51.0	40.6	1890	38.0	45.8	1894	»	»

SUÈDE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume	450.574	kil. carrés
Population continentale en 1890	4.789.981	habitants
— — en 1893	4.824.150	—
— par kil. carré en 1890	11	—
— — en 1893	11	—
Armée. Pied de paix	1.953	officiers
— —	36.849	soldats
— Pied de guerre. **Total** général	452.553	hommes
Chemins de fer Réseau total	8.782	kilomètres
— par 1000 kil. carrés	19	—
— par million d'hab.	1.820	—
Télégraphes. Long. des lignes	12.751	—
— — des fils	37.846	—
— — par million d'habitants.	7.845	—
Nombre total des dépêches en 1893	1.953.707	dépêches

BUDGET DE 1895

Dette publique au 1er janvier 1894	387.352.136	francs
Moyenne par habitant	80 fr. 29	
Dépenses du Ministère de la Guerre	34.484.632	francs
— — de la Marine	9.700.671	—
— extraordinaires, armée et flotte	5.485.596	—
Total de la Guerre et de la Marine	49.670.899	—
Moyenne par habitant	10 fr. 29	
Total des dépenses budgétaires	134.886.990	francs
Moyenne par habitant	27 fr. 96	

COMMERCE EXTÉRIEUR *(en millions de francs)*

(y compris les métaux précieux)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1882	416.7.	352.9.	1886	418.6.	317.4.	1890	524.3.	425.3.
1883	464.1.	356.5.	1887	413.3.	342.9.	1891	513.8.	449.6.
1884	452.8.	331.6.	1888	442.3.	391.7.	1892	500.8.	457.7.
1885	472.6.	342.3.	1889	524...	419.3.	1893	500.8.	457.7.

NORVÈGE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume	322.304	kil. carrés
Population continentale en 1875	1.806.900	habitants
— — en 1891	1.988.674	—
— par kilomètre carré en 1875	5.5	—
— — en 1891	6	—
Armée. Pied de paix	1.700	officiers
— —	18.000	hommes
— Pied de guerre. **Total** général	40.000	—
Chemins de fer. Réseau total	1.612	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	5	—
— par million d'habitants	830	—
Télégraphes. Longueur des lignes en 1893	9.606	—
— — des fils	19.163	—
— par million d'habitants	9.639	—
Nombre total des dépêches en 1893	1.815.884	dépêches

BUDGET DE 1892-1893

Dette publique au 30 juin 1893	173.694.400	francs
— — Moyenne par habitant	87 fr. 34	
Dépenses du Ministère de la Guerre	11.988.611	francs
— — de la Marine	4.806.342	francs
Total de la Guerre et de la Marine	16.794.953	francs
— Moyenne par habitant	8 fr. 44	
Total des dépenses budgétaires	71.939.589	—
— Moyenne par habitant	36 fr. 17	

COMMERCE EXTÉRIEUR *(en millions de francs)*

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1882	223.0	170.9	1886	187.9	142.8	1890	290 0	182.2
1883	224.2	161.3	1887	185 8	148.1	1891	309.9	181.2
1884	220.7	155.9	1888	220.1	170.1	1892	278.0	175.6
1885	202.3	141.6	1889	266.3	184.4	1893	284.3	189.1

SUISSE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels:

Superficie de la Confédération	41.346	kil. carrés
Population (1er décembre 1880)	2.846.102	habitants
— (1er décembre 1888)	2.917.754	—
— par kil. carré (1880)	69	—
— — (1888)	71	—

Armée fédérale. *Effectif en 1894 :*

Pied de Guerre — Armée régulière	134.932	combattants
Pied de Guerre — Landwehr	80.298	—
Pied de Guerre — Landsturm	273.296	—
Total de l'effectif	488.526	—
Chemins de fer. (Réseau total)	3.532	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	85	—
— par million d'habitants	1.210	—
Télégraphes. Long. des lignes	7.271	—
— Long. des fils	19.740	—
— — par million d'hab.	6.767	—
Dépêches transmises en 1893	3.838.323	dépêches

BUDGET DE 1893 *(En francs)*

Dette publique de la Confédération en 1894.	74.800.000	francs
Moyenne par habitant	25.59	—
Dépenses militaires totales	32.320.076	—
Moyenne par habitant	11.07	—
Total des dépenses budgétaires fédérales	86.301.439	—
Moyenne par habitant	29.57	—

COMMERCE EXTÉRIEUR *(En millions de francs)*

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1882	»	»	1886	763.6	646.6	1880	954.2	702.8
1883	»	»	1887	797.8	649.8	1891	932.3	671.8
1884	»	»	1888	784.0	651.9	1892	869.9	657.6
1885	727.4	633.5	1889	906.5	695.2	1893	827.5	645.5

TURQUIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels:

Superficie de la Turquie d'Europe	168.563	kil. carrés
Population continentale en 1883	5.305.946	habitants
— — en 1893	5.600.000	—
— par kil. carré en 1883	26	—
— — en 1893	33	—
Armée. Pied de paix	230.000	hommes
— Pied de guerre. **Total** général	800.000	—
Chemins de fer (en 1893). Réseau total	980	kilomètres
— par 1.000 kilom. carré	5.7	—
— par million d'hab.	175	kilomètres
Télégraphes. Long. des lignes (1888-89)	32.820	kilomètres
— — des fils	51.849	—
— — par million d'hab	2.347	—

BUDGET DE 1893

Dette publique au 13 mars 1893	2.999.084.310	francs
Moyenne par habitant	137 fr. 07	
Dépenses du Ministère de la Guerre	184.400.000	francs
— — de la Marine	16.135.000	—
Total de la Guerre et de la Marine	200.535.000	—
Moyenne par habitant	9 fr. 01	
Total des dépenses budgétaires	394.731.250	francs
Moyenne par habitant	18	—

COMMERCE EXTÉRIEUR *(en millions de francs)*

	Imp.	Exp.		Imp	Exp.		Imp.	Exp.
1883-1884	528.1	295.8	1886-1887	463.4	260.2	1889-1890	475.6	294.9
1884-1885	485..	349.7	1887-1888	477.2	292.9	1890-1891	463.3	252.7
1885-1886	448.4	312.2	1888-1889	406.1	278.3	1891-1892	559.3	350.1

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	RENTES A PAYER		RENTES FRANÇAISES	DIVIDENDE ou INTÉRÊT distribué en 1889	1890	1891	1892	1893	Cours de comp. comm. juillet 1891	1892	1893	1894	Cours de clôture des 5 dernières sem. 14 déc	21 déc.	28 déc.	4 janv.	11 jan.
Millions	Francs																
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	102 37	101 80	101 80	101 80	102 30
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable.....	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	100 85	101 »	101 12	100 60	101 25
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894. ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	4 50	105 35	105 65	106 35	107 15	107 50	107 42	107 47	107 90	108 30
25978	813.313.406																
395.286 obl. de 500 f			Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	» »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	500 »	502 »	501 »	502 »	497 50
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	156 »	161 »	165 »	135 »	129 »	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3670 »	3625 »	3560 »	3600 »	3810 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	40 »	45 »	30 »	20 (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	720 »	743 75	747 50	766 25	742 50
50.000	500	250	Banq. Transatlantique.	15 »	15 »	15 »	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	400 »	399 »	397 50	» »	» »
30.000	500	500	Compagnie Algérienne.	27 50	27 50	27 50	27 50	27 50	440 »	492 50	471 25	475 »	496 »	495 50	500 »	525 »	505 »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	.. »	4 »	10 »	12 50	12 50 a	577 50	507 50	483 75	506 25	545 »	550 »	562 50	565 »	572 50
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	62 »	63 »	60 »	50 »	25 (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	915 »	920 »	921 25	928 75	908 75
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	13 40	14 43	15 57	15 62	14 58	597 50	545 »	585 »	547 50	548 »	550 »	555 »	552 »	552 »
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	25 »	27 50	30 »	30 »	12 50 a	800 »	782 50	762 50	737 50	796 25	815 »	830 »	847 50	833 75
60.000	500	500	Crédit Mobilier	27 »	25 »	25 »	» »	» »	377 50	170 »	115 »	57 50	» »	63 »	60 »	65 »	61 25
240.000	500	250	Société Générale, nom..	12 88	12 88	12 95	13 02	12 50	480 »	465 »	465 »	457 50	468 »	471 25	476 25	473 »	473 50
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	15 »	7 50 (a)	204 51	180 »	302 50	290 »	» »	» »	290 »	295 »	» »
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	» »	17 50	30 »	20 »	22 50	497 50	405 »	430 »	472 50	489 »	497 50	515 »	515 »	512 50
50.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	30 »	» »	15 »	20 »	20 »	392 50	380 »	370 »	385 »	» »	386 »	407 50	405 »	» »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	30 »	720 »	700 »	700 »	670 »	675 50	675 »	690 »	685 »	690 »
50.000	500	500	Est-Algérien............	30 »	30 »	30 »	25 »	27 50	710 »	585 »	607 50	582 50	590 »	595 »	593 »	590 »	595 »
584.000	500	500	Est.....................	35 50	35 50	35 50	35 50	35 50	890 »	920 »	950 »	933 75	940 »	942 »	945 »	960 »	959 »
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr...	55 »	55 »	55 »	55 »	55 »	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1412 50	1410 »	1418 75	1415 »	1418 75
250.000	500	500	Midi....................	50 »	50 »	50 »	50 »	40 (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1177 50	1180 »	1205 »	1210 »	1207 50
525.000	400	400	Nord....................	64 »	70 »	70 »	66 »	28 (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1787 50	1790 »	1802 50	1792 50	1790 »
600.000	500	500	Orléans	57 50	58 50	58 50	58 50	43 50	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1495 »	1480 »	1500 »	1500 »	1515 »
300.000	500	500	Ouest...................	38 »	38 50	38 50	38 50	38 50	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1080 »	1081 50	1081 »	1090 »	1095 »
40.000	500	500	Sud de la France........	25 »	25 »	25 »	25 »	15 »	550 »	517 50	355 »	290 »	250 »	270 »	255 »	243 75	245 »
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris.....	27 50	27 50	25 »	26 »	27 50	570 »	560 »	565 »	572 50	580 »	579 »	575 »	578 »	565 »
336.000	500	500	Cie Par. du Gaz (tir. Nov.)	77 »	78 »	75 »	74 50	64 »	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1025 »	1021 25	1027 50	1062 50	1066 25
80.000	250	250	Cie Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	30 »	20 »	545 »	601 25	505 »	318 75	373 »	350 »	340 »	345 »	335 »
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	30 »	25 »	640 »	660 »	630 »	560 »	580 »	590 »	590 »	597 50	590 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	55 »	65 »	55 »	45 »	40 »	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1072 50	1085 »	1081 »	1140 »	1090 »
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	35 »	50 »	35 »	35 »	35 »	730 »	717 50	635 »	585 »	575 »	570 »	571 »	570 »	568 »
50.000	500	500	Cie française des Métaux	» »	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	476 25	312 50	270 »	280 »	276 25	268 »	280 »
600.000	500	500	Canal de Panama.......	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	10 75	11 »	10 50	10 50	10 »
223.398	500	500	Canal de Suez..........	89 38	91 05	92 68	112 »	99 06	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3070 »	3087 50	3105 »	3112 50	3090 »
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	35 »	45 »	25 »	12 50	12 50	475 »	387 50	455 »	490 »	578 75	606 25	610 »	620 »	640 »
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	114 »	105 »	111 25	105 »	102 50
50.000	500	500	Téléphones..............	25 »	25 »	18 »	20 »	17 »	427 50	465 »	400 »	307 50	292 50	302 50	298 75	301 25	296 25
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	200fl	200fl	B.I.R.P. Pays-Autrich.	25 »	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	470 »	475 »	512 50	507 50	580 »	586 25	587 50	586 25	605 »
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane....	12 50	12 50	17 50	17 50	17 50	587 50	580 »	585 »	635 »	666 25	670 »	673 75	677 50	681 25
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche...	27 50	30 »	32 50	32 50	35 »	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1388 75	1410 »	1406 »	1405 »	1453 75
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien.....	5 »	5 »	6 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	455 »	460 »	462 50	430 »	» »
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	5 »	» »	3 25	137 50	88 75	80 »	58 75	73 75	73 »	75 »	75 »	73 »
48.000	500	500	Gaz de Madrid..........	22 50	25 »	17 50	12 »	12 »	360 »	230 »	218 75	140 »	» »	» »	150 »	160 »	170 »
60.000	500	500	Chemins Andalous......	15 »	20 »	25 »	20 »	20 »	482 50	340 »	325 »	176 25	197 50	180 »	190 »	185 »	188 75
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois..	18 50	13 50	20 »	25 »	22 »	640 »	660 »	645 »	705 »	807 50	820 »	823 75	826 25	823 75
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	5 »	8 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	237 50	234 »	232 50	235 »	232 50
420.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 »	36 «	36 »	685 »	655 »	640 »	545 »	613 75	605 »	608 75	617 50	617 50
350.000	500	500	Nord de l'Espagne......	12 »	15 »	12 »	5 »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	110 »	113 75	115 »	115 »	113 75
70.000	500	500	Portugais................	30 »	30 »	15 »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	53 75	50 »	50 »	49 »	50 »
356.000	500	500	Saragosse (Madrid à)...	9 »	12 »	13 »	9 »	4 25	315 »	201 25	183 75	146 25	165 »	158 75	161 25	162 50	162 50
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'amt		FONDS D'ÉTATS ETRANGERS														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0 ...	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	102 50	103 50	103 75	103 85	104 50
			Autriche 4 0/0 or.......	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	101 45	101 25	102 10	102 80	103 15
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888...	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	78 75	77 90	79 »	78 75	80 25
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	75 30	74 60	75 50	75 75	76 70
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	103 50	103 90	103 90	104 30	104 90
3.047.912	1941		— (Unifiée)..........	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	103 »	103 10	103 20	103 10	103 55
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2).	» »	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	100 60	101 35	101 60	101 60	101 70
	1936		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	73 05	73 35	73 45	74 15	73 60
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	489 »	491 »	491 50	493 75	494 »
341.000	1921		— 5 0/0 1890	» »	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	445 »	445 50	448 50	450 »	454 50
240.000	1962		Hellénique 5 0/0 1881..	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	432 50	392 50	232 50	175 »	152 »	» »	175 »	» »	» »
270.000			— 4 0/0 1887..	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	350 »	303 75	250 »	175 »	» »	164 »	165 »	» »	165 »
592.000.000f			Hongrie 4 0/0 or........	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	101 75	102 25	103 »	102 15	101 60
442.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)...	4 34	4 34	4 34	4 34	5 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	87 20	86 72	86 90	87 05	85 85
	1926		Portugal 3 0/0..........	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	24 50	» »	24 15	24 25	25 20
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	» »	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	423 75	426 25	423 75	427 50	413 75
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875...	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	99 »	» »	99 75	99 55	100 »
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	» »	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	96 80	98 »	97 75	97 95	95 75
150.000.000r	1960		Russie 4 0/0 1880.......	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	100 45	100 70	100 60	100 80	100 80
1941.992.000	1970		— 4 0/0 Consolidé..	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	101 85	102 15	102 »	102 »	101 »
500.000.000	1974		— 3 0/0 1891 or....	» »	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	88 70	88 95	88 55	88 65	87 70
445.210	1952		— 3 0/0 (Chs Transc.)	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	81 75	77 »	77 40	86 50	88 30	86 90	86 50	87 25	87 20
52.870	1919		Serbie 5 0/0 1890.......	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	72 »	72 »	72 40	74 25	73 50
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	25 70	25 35	25 60	25 60	26 05
227.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	445 »	445 25	453 »	454 »	455 »
391.362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0.	5 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	482 »	487 25	481 25	482 50	494 50
295.454			Douanes Ottom. 5 0/0..	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	512 50	516 »	513 75	516 »	517 50
40.000.000	1958		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	438 75	447 50	450 »	451 »	450 »	415 50

OMP^ie DES TABACS DE PORTUGAL

ENTES du 4e Exercice (1er Avril 1894)

	Kilogr.	Reis
ntes de déc. 1894 (y com- ǀs la recette provenant ǀ droits d'importation di- te)	165.199	652 : 206.480
entes des mois antérieurs	1.263.254	5.002.596.154
	1.428.453	5.654 : 802.634

667

COMPAGNIE FRANÇAISE DES

VOIES FERRÉES ÉCONOMIQUES

ociété anonyme — capital 5 millions de francs
Siège social : 3, rue Lafayette, à Paris

MM. les actionnaires sont informés que le Con- l d'administration de la Compagnie a décidé, formément à l'article 39 des statuts, la distri- tion, à partir du 20 janvier 1895, et à valoir sur bénéfices de l'exercice 1894, d'un acompte de francs par action, lequel sera payé, sous dé- ction des impôts, à raison de :

9,60 par action nominative,
9,10 par action au porteur,

tre remise du coupon n° 7, au Crédit Lyonnais, Paris et dans ses succursales en province et à ranger.

668

BANQUE DE L'ALGÉRIE

Bilan au 31 Décembre 1894

ACTIF

méraire en caisse		35.049.343 34
ites sur l'Etat		11.866.010 »
tefeuille	95.945.132 84	
ets du portefeuille n recette	2.447.366 26	98.715.473 50
ts sur titres	332.974 40	
respondants		7.594.933 02
uidations (comptes amortis conformément à l'article 35 des statuts)		6.422.602 26
tels de la Banque		2.311.179 14
naine		8.412.892 07
penses d'administration		121.822 85
cursales (leur compte avec la Banque)		101.087.724 92
ances à l'État (Chambres de commerce)		1.455.252 77
ers		2.995.135 65
		276.032.369 59

PASSIF

ital	20.000.000 »
ets au porteur en circulation	76.483.370 »
dereaux à payer	14.468 20
iptes courants	3.877.862 53
soriers-payeurs (leur compte courant)	2.471.000 »
sor public	60.113.824 65
idendes à payer	171.636 45
os et commissions	879.616 37
fits et pertes	19.501 08
scompte	474.170 63
erve statutaire	6.666.666 66
erve extraordinaire	1.129.013 18
erve immobilière	2.311.179 14
que de l'Algérie (son compte vec les succursales)	99.717.526 15
ers	1.702.534 52
	276.032.369 52

ger, le 31 décembre 1894.

Le Directeur de la Banque de l'Algérie,
Signé : F. NELSON-CHIÉRICO.

669

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE EN FRANCE

	Bilans aux 30 nov. 1894	31 déc. 1894
Actif	—	—
Caisse et Banque	29.304.529 06	33.066.202 89
Portefeuille	116.316.323 83	134.933.349 41
Effets à l'encaissement	19.109.056 04	
Reports	25.507.955 19	21.803 881 34
Coupons à encaisser	1.345.867 13	3.918.876 67
Rentes et actions, bons et obligations	47.399.042 94	49.570.534 27
Avances sur garanties	73.217.146 36	75.255.652 43
Participations industrielles et commerciales	3.838.993 38	3.837.993 38
Participations financières	64.085.555 61	64.230.372 45
Immeubles de la Société	4.089.683 21	4.166.360 76
Comptes de banque à l'étranger et comptes courants divers	90.056.525 32	97.494.854 63
Appels différés sur actions	60.000.000 »	60.000.000 »
Intérêts sur actions (coupon au 1er octobre 1893)	1.500.000 »	1.500.000 »
	535.770.678 07	552.778.078 23
Passif		
Capital	120.000.000 »	120.000.000 »
Réserve statutaire	7.726.253 07	7.726.253 07
Réserve spéciale	6.000.000 »	6.000.000 »
Comptes de chèques	165.991.879 47	161.383.235 12
Dépôts à échéances fixes	93.67[illegible].900 »	93.674.500 »
Comptes à disponibilité	1.988.606 28	2.312.304 27
Effets à payer	35.020.794 53	41 199.835 49
Comptes de Banque à l'étranger et comptes courants divers	101.749.124 05	116.614.393 71
Intérêts et dividendes	233.878 50	180.114 50
Solde du dernier exercice	35.684 57	35.684 57
Profits et pertes (frais généraux déduits) :	3.352.547 60	3.651.757 50
	535.770.678 07	552.778.078 23
Effets en circulation avec l'endos de la Société :		
Administration centrale	23.858.458 »	21.940.836 »
Agences de province	2.325.840 21	5.153.196 12
	26.184.298 21	27.094.032 12

Certifié conforme aux écritures :

Le directeur,
BURON.

670

BANQUE IMPÉRIALE OTTOMANE

Bilan au 31 octobre 1894

ACTIF

	F.. c.
Actions. — Versements non appelés	125.000.000 »
Caisse :	
A Constantinople	31.641.564 30
Dans les succursales	13.280.290 »
Fonds d'Etats Anglais, Français, Allemands	33.875.098 65
Autres valeurs acquises	85.116.808 10
Effets en portefeuille	35.795.521 60
Comptes courants du Trésor Impérial	27.252.689 80
Comptes courants divers	136.221.858 45
Avances sur valeurs publiques et marchandises	92.863.415 25
Immeubles et mobilier	2.731.495 90
Divers	3.088.110 »
Fr.	586.869.852 05

PASSIF

Capital	250.000.000 »
Billets de Banque	20.793.022 75
Effets à payer	57.436.221 60
Comptes courants divers	170.471.507 95
Comptes courants spéciaux	26.874.217 25
Réserve statutaire	12.006.398 60
Dépôts à échéances fixes	35.677.228 90
Dividendes à payer	246.470 90
Divers	13.364.754 10
Fr.	586.869.852 05

Pour le Directeur,
Gust. WULFING.

Le Directeur général,
L. LA FUENTE.

671

SOCIÉTÉ LYONNAISE

DE DÉPOTS, DE COMPTES COURANTS ET DE CRÉDIT INDUSTRIEL

Bilan au 31 décembre 1894

ACTIF

Caisse (espèces en caisse et à la Banque)	1.620.643 05
Portefeuille (effets de commerce)	42.685.487 67
Avances et crédits sur garanties statutaires	11.562.265 76
Comptes courants	4.569.904 34
Comptes d'ordre	1.154.959 19
Actions, versements non appelés	22.500.000 »
	84.093.260 01

PASSIF

Capital	30.000.000 »
Réserves	2.436.556 98
Comptes de dépôts et comptes courants	47.216.656 87
Acceptations	1.226.257 30
Comptes d'ordre	2.973.788 86
Acompte dividende 1894	240.000 »
	84.093.260 01

672

CHEMINS DE FER DE

PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Excursion en Algérie et en Tunisie organisée avec le concours des deux agences de voyages « Indicateurs Duchemin et Desroches » du 29 janvier au 24 février 1895.

Itinéraire : Paris, Marseille, Alger, Blidah, Les Gorges de la Ghiffa, Bougie, Les Gorges du Chabet-el-Akhra, Setif, Constantine, Biskra, Batna, Lambessa, Tingad, Hammam Meskoutine, Tunis, Marseille, Paris.

Prix de l'excursion : 1re classe, 895 francs. — 2e classe, 800 francs.

Ces prix comprennent les frais de transport, le logement, la nourriture et les guides.

Les souscriptions seront reçues à partir du 15 janvier 1895 aux bureaux des « Indicateurs Duchemin ». 20, rue de Grammont, et de l'agence « Desroches », 21, rue du Faubourg-Montmartre, à Paris.

On peut se procurer des renseignements et des prospectus détaillés à la gare de Paris P.-L.-M., ainsi que dans les bureaux-succursales de la Compagnie, à Paris.

673

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Excursions en Touraine, aux châteaux des bords de la Loire et aux stations balnéaires de la ligne de Saint-Nazaire au Croisic et à Guerande.

1er Itinéraire. — 1re classe 86 francs ; 2e classe 63 francs. Durée : 30 jours.

Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais, Saumur, Angers, Nantes, Saint-Nazaire, Le Croisic, Guérande, et retour à Paris, *viâ* Blois ou Vendôme, ou par Angers, *viâ* Chartres, sans arrêt sur le réseau de l'Ouest.

NOTA. — Le trajet entre Nantes et Saint-Nazaire peut être effectué, sans supplément de prix, soit à l'aller, soit au retour, dans les bateaux de la Compagnie de la Basse-Loire.

La durée de validité de ces billets peut être prolongée une, deux ou trois fois de 10 jours, moyennant paiement, pour chaque période, d'un supplément de 10 % du prix du Billet.

2e Itinéraire. — 1re classe 54 francs. — 2e classe 41 francs. Durée : 15 jours.

Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais, et retour à Paris, *viâ* Blois ou Vendôme.

En outre il est délivré, à toutes les gares du réseau d'Orléans, des Billets aller et retour comportant les réductions prévues au tarif spécial G. V. n° 2 pour des points situés sur l'itinéraire à parcourir, et *vice versâ*.

Ces billets sont délivrés toute l'année :

A Paris, à la gare d'Orléans (quai d'Austerlitz) et aux Bureaux succursales de la Compagnie ;

Et à toutes les gares et stations du réseau d'Orléans, pourvu que la demande en soit faite au moins trois jours à l'avance.

674

CHEMIN DE FER D'ORLEANS

Voyages dans les Pyrénées

La Compagnie d'Orléans délivre toute l'année des billets d'excursion comprenant les trois itinéraires ci-après, permettant de visiter le centre de la France et les stations thermales et hivernales des Pyrénées et du golfe de Gascogne.

1er Itinéraire. — Paris, Bordeaux, Arcachon, Mont-de-Marsan, Tarbes, Bagnères-de-Bigorre, Montréjeau, Bagnères-de-Luchon, Pierrefitte-Nestalas, Pau, Bayonne, Bordeaux, Paris.

2e Itinéraire. — Paris, Bordeaux, Arcachon, Mont-de-Marsan, Tarbes, Pierrefitte-Nestalas, Bagnères-de-Bigorre, Bagnères-de-Luchon, Toulouse, Paris.

3e Itinéraire. — Paris, Bordeaux, Arcachon, Dax, Bayonne, Pau, Pierrefitte-Nestalas, Bagnères-de-Bigorre, Bagnères-de-Luchon, Toulouse, Paris.

Durée de validité : 30 jours.

Prix des billets : 1re classe 163 fr. 50. — 2e classe 122 fr. 50.

La durée de ces différents billets peut être prolongée d'une, deux ou trois périodes de 10 jours, moyennant paiement, pour chaque période, d'un supplément de 10 0/0 du prix du billet.

Il est délivré, de toute gare des Compagnies d'Orléans et du Midi, des billets Aller et Retour de 1re et 2e classe à prix réduits, pour aller rejoindre les itinéraires ci-dessus, ainsi que de tout point de ces itinéraires pour s'en écarter.

AVIS. — Ces billets doivent être demandés au moins 3 jours à l'avance.

675

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

19, rue des Capucines, Paris

Capital : **170.500.000** francs

Comptes courants avec chèques ; Encaissement des coupons; Dépôts de titres; Ordres de Bourse; Prêts sur dépôts de titres; Prêts hypothécaires à long terme avec amortissement; Prêts hypothécaires à court terme et sans amortissement; Prêts communaux.

676

BIBLIOGRAPHIE

Une question qui est bien à l'ordre du jour c'est celle de l'Antisémitisme. La **Grande Encyclopédie** vient de publier sur cette question brûlante un très remarquable article de M. Théodore Reinach, où nos lecteurs trouveront, traitées avec une compétence hors ligne, l'histoire des *Juifs*, leur littérature, leur religion, leur émancipation, enfin une statistique curieuse du judaïsme à l'heure présente et des réflexions profondes sur son avenir. La **Grande Encyclopédie** s'honore en publiant de tels travaux.

Prix de chaque livraison : 1 franc. — Une feuille-spécimen est envoyée gratuitement sur demande.

H. Lamirault et Cie, 61, rue de Rennes, Paris.

677

La 37e série du **Dictionnaire encyclopédique** illustré, publié par Flammarion, est en vente. Elle commence par un grand article sur le *Cœur*, sa constitution et les maladies qui dépendent de cet organe.

Vient ensuite la *Coiffure*, avec 37 figures représentant la coiffure à travers les siècles. Nous y voyons également les *Coléoptères*, le *Colibri*. La Colombie, avec une carte, etc.

Enfin, mentionnons l'importante étude consacrée au mot *Colonne*, merveilleusement illustrée.

Les deux premiers volumes du **Dictionnaire encyclopédique (A-C)** sont en vente au prix de **12** fr. chacun, broché, et **17** fr. en bonne reliure spéciale.

678

COMPAGNIE GÉNERALE TRANSATLANTIQU[E]

SIÈGE SOCIAL : 6, Rue Auber, 6 PARIS

SERVICE POSTAL FRANÇAIS

BUREAU DES PASSAGES : 12, Bd des Capucin[es] (GRAND-HÔTEL)

Ligne Directe du Havre à New-York

TRAVERSÉE RAPIDE EN 7 JOURS ET DEMI

PAR LES PAQUEBOTS A GRANDE VITESSE

		Tonnes	et Chevaux
LA TOURAINE......	de	8.700	12.000
LA CHAMPAGNE....	de	7.200	8.000
LA BRETAGNE......	de	7.200	8.000
LA BOURGOGNE.....	de	7.200	8.000
LA GASCOGNE......	de	7.200	8.000
LA NORMANDIE....	de	6.300	7.000

Départs du Havre et de New-York tous les samedis

Un train spécial est mis, chaque semaine, à la disposition des passagers allant de Paris à New-York et les conduit directement (avec un seul arrêt à Rouen), eux et leurs bagages, au bassin de l'Eure, à l'embarcadère des paquebots.

Le prix du transport de Paris aux paquebots sont ceux du tarif des chemins de fer de l'Ouest.

Les passagers allant de New-York à Paris, trouveront, à leur arrivée au Havre, des trains spéciaux qui les conduiront, eux et leurs bagages, du quai de débarquement à Paris, gare Saint-Lazare.

Adresser les demandes au **Service Commercial, 6, rue Auber, PARIS.**

SERVICES POSTAUX DE LA MÉDITERRANÉ[E]

Traversées rapides de Marseille a Alger en 2[4] 26 heures, par les paquebots **Eugène-Pérei[re], Duc de Bragance, Maréchal-Bugeaud, Vil[le] d'Alger** et **Général-Chanzy.**

Départs les lundis, mercredis et samedis [de] Marseille à midi 30, et d'Alger les mardis, jeu[dis] et samedis à midi.

De Marseille à Tunis, rapide, les lundis, me[r]credis et vendredis, à 4 heures du soir.

De Marseille à Oran, rapide, les samedis, [à] 4 heures du soir.

Départs quotidiens de Marseille pour l'Algér[ie], Tunisie, l'Italie, la Corse, Malte, l'Espagne, [le] Maroc et Tripoli.

Billets circulaires au départ de France, Ang[le]terre, Espagne, Maroc, Algérie, Tunisie, Mal[te], Sicile, Italie, etc.

Envoi *franco* des livrets, avec cartes et con[di]tions des voyages, à toute personne qui en fait [la] demande au Service Commercial, 6, rue Aub[er], Paris.

681

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

CAPITAL : 75 MILLIONS ENTIÈREMENT VERSÉS

SIÈGE SOCIAL : 14, rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra

PARIS

M. Denormandie, ✻, ancien gouverneur de la Banque de France, Président du Conseil d'Administration.

Opérations du Comptoir :

Escomptes et recouvrements, chèques, traites, lettres de crédit, avances sur titres, ordres de Bourse, garde de titres, paiement de coupons, envois de fonds (province et étranger).

Bureaux de quartier dans Paris. — **A.** 176, boulevard Saint-Germain.— **B.** 3, boulevard Saint-Germain. — **C.** 2, quai de la Rapée. — **D.** 11, rue de Rambuteau. — **E.** 16, rue de Turbigo. — **F.** 21, place de la République. — **G.** 24, rue de Flandre. — **H.** 2, rue du Quatre-Septembre, place de la Bourse. — **I.** 84, boulevard de Magenta. — **K.** 92, boulevard Richard-Lenoir.

Agences en province : Agen, Aix-en-Pr[o]vence, Beaune, Béziers, Castres, Cette, Bo[r]deaux, Dijon, Dunkerque, Le Havre, Haz[e]brouck, Lyon, Manosque, Marseille, Mazame[t], Montpellier, Nantes, Narbonne, Roubai[x], Salon, Toulouse, Tourcoing et Villeneuve-su[r]-Lot.

Agences dans les pays de protectorat : T[a]matave, Tananarive et Tunis.

Agences à l'étranger : Londres, Bomba[y], Calcutta, Shanghaï, Hankow, Foochow, Ch[i]cago, San-Francisco, New-Orléans, Me[l]bourne et Sydney.

Intérêts payés sur les sommes déposées

A 4 ans	4 0/0
A 3 ans...........................	3 1/2 0/[0]
A 2 ans...........................	3 0/0
A 1 an	2 1/2 0[/0]
A 6 mois	1 1/2 0[/0]
A vue............................	1/2 0/0

Le Comptoir tient un service de coffre[s]-forts à la disposition du public.
(Compartiments depuis **5** fr. par mois)

679

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 158. — 7° volume. (3) ‖ BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS ‖ Samedi 19 Janvier 1895.

ALLEMAGNE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie de l'Empire	540.483	kil. carrés
Population (1er déc. 1885)	46.855.704	habitants
— (1er déc. 1890)	49.428.470	—
— par kil. c. (1885)	87	—
— — (1890)	91	—
Armée. Pied de paix	22.458	officiers
— —	557.093	soldats
— —	96.844	chevaux
— Pied de guerre : Environ	5.100.000	off. et sold.
Chemins de fer (Réseau total) 1er mai 1894	45.078	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	83	—
— par million d'habitants	911	—
Télégraphes. Longueur des lignes	123.285	—
— — des fils	441.399	—
— Long. des fils par million d'hab.	8.990	—
Dépêches transmises en 1893	33.172.116	dépêches

BUDGET DE 1894-95 (*en francs*)

Dette publique de l'Empire	2.176	millions
— des Etats confédérés	12.101	—
Total de la dette allemande	14.580	—
Moyenne de la dette par habitant	291	francs
Dépenses militaires totales de l'Empire	764	millions
— pour la marine	92	—
Total pour la guerre et la marine	856	—
Moyenne par habitant	17 fr. 32	
Dépenses totales de l'Empire et des Etats	4.760	millions
Moyenne par habitant	96 fr. 31	

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883..	4.078	4.088	1887..	3.889	3.917	1891	5.188	3.969
1884..	4.075	4.004	1888..	4.088	4.004	1892	5.284	3.938
1885..	3.672	3.574	1889..	4.987	3.574	1893	5.167	4.056
1886..	3.597	3.731	1890..	5.181	4.158	1894 (6 ms).	2.739	1.886

ANGLETERRE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du Royaume-Uni	314.628	kil. carrés
Population — (5 avril 1891)	37.880.764	habitants
— — (éval. 1894)	38.779.031	—
— par kil. carré en 1891	120	—
— — en 1894	123	—
Armée. Pied de paix	10.101	officiers
— —	218.373	soldats
— —	26.736	chevaux
— Pied de guerre (environ)	734.180	off. et sold.
Chemins de fer (Réseau total)	33.280	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	105	—
— par million d'habitants	858	—
Télégraphes. Long. des lignes	54.338	—
— — des fils	334.244	—
— — par million d'hab.	8.619	—
Dépêches transmises en 1893-94	70.899.498	dépêches

BUDGET DE 1893-94 (*en francs*)

Dette publique du Royaume-Uni	16.117	mill.
— Moyenne par habitant	415	francs
Dépenses militaires du Royaume-Uni	448	mill.
— pour la marine —	387	—
Total pour la guerre et la marine	835	—
Dépenses totales du Royaume-Uni	3.204	—
— Moyenne par habitant	82 fr. 63	

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883..	10.672	5.995	1887..	9.055	5.547	1891	10.885	6.180
1884..	9.750	5.825	1888..	9.690	5.862	1892	10.595	5.601
1885..	8.775	5.327	1889..	10.690	6.222	1893	10.167	5.426
1886..	8.747	5.317	1890..	10.517	6.587	1894	10.212	5.404

AUTRICHE-HONGRIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie de la monarchie austro-hong.	625.557	kilom. car.
Population totale — (31 déc. 1880)	37.882.712	habitants
— — (31 déc. 1890)	41.384.956	—
— — par k. c. en 1880	61	—
— — — en 1890	66	—
Armée. Pied de paix en 1895	23.445	officiers
— —	330.807	soldats
— —	59.916	chevaux
— Pied de guerre (environ)	1.872.178	of. et sold.
Chemins de fer (Réseau total)	29.160	kilomètres
— par 1.000 kilom. carrés	46	—
— par million d'habitants	704	—
Télégraphes. Longueur des lignes	52.193	kilomètres
— Longueur des fils	174.269	—
— — par million d'hab.	4.210	—
— Dépêches transmises en 1893.	16.506.156	dépêches

BUDGET DE 1894 (*en francs*)
(Pour toute la monarchie austro-hongroise)

Dette publique de la monarchie	12.933.000	francs
— Moyenne par habitant	310	—
Dépenses militaires de la monarchie	342.865.973	—
— pour la marine	26.413.128	—
Total pour la guerre et la marine	369.279.101	—
— Moyenne par habitant	8.92	—
Dépenses totales de la monarchie	2.383.692.156	—
— Moyenne par habitant	57.59	—

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883..	1.562	1.874	1887..	1.421	1.682	1891	1.532	2.013
1884..	1.531	1.728	1888..	1.332	1.822	1892	1.554	1.805
1885..	1.394	1.680	1889..	1.473	1.915	1893	1.675	1.966
1886..	1.348	1.746	1890..	1.526	1.928	1894 (11 ms)	1.278	1.558

BELGIQUE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume	29.457	kil. carrés
Population totale (31 décembre 1890)	6.147.041	habitants
— (éval. 31 décembre 1893).	6.262.272	—
— par kil. carré en 1890	208	—
— — en 1893	213	—
Armée. Pied de paix	3.421	officiers
— —	47.642	soldats
— —	10.696	chevaux
— Pied de guerre (environ)	229.000	off. et sold.
Chemins de fer (Réseau total)	5.473	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	185	—
— par million d'habitants	874	—
Télégraphes. Long. des lignes	8.303	—
— — des fils	53.616	—
— — — par mill. d'hab.	8.562	—
Dépêches transmises en 1893	8.326.486	dépêches

BUDGET DE 1894 (*En francs*)

Dette publique du royaume	2.169.730.204	francs
— Moyenne par habitant	346	—
Dépenses militaires	47.117.452	—
— Moyenne par habitant	7.52	—
Dépenses totales du budget	347.723.567	—
— Moyenne par habitant	55.52	—

COMMERCE EXTÉRIEUR (*En millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883..	1.552	1.343	1887..	1.431	1.240	1891	1.799	1.159
1884..	1.425	1.337	1888..	1.534	1.243	1892	1.355	1.239
1885..	1.347	1.200	1889..	1.556	1.458	1893	1.370	1.200
1886..	1.335	1.182	1890..	1.672	1.457	1894 (11 ms).	1.244	1.011

BULGARIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels:

Superficie de la Principauté	96.660	kilom. carrés
Population continentale en 1888	3.154.375	habitants
— — en 1893	3.309.816	—
— par kil. carré en 1888	33	—
— — en 1893	33	—
Armée. Pied de paix	2.319	officiers
— —	35.901	soldats
— Pied de guerre. **Total** général (env.)	70.000	hommes
Chemins de fer (En 1893). Réseau total	838	kilomètres
— par 1.000 kilom. carrés	8.66	—
— par million d'habitants	253	—
Télégraphes. Long. des lignes	4.756	—
— — des fils	8.836	—
— — par million d'habit.	2.670	—
Nombre total des dépêches en 1892	1.056.610	dépêches

BUDGET DE 1894

Dette publique en 1894	218.000.000	francs
Moyenne par habitant	65.86	—
Dépenses du Ministère de la guerre	22.412.787	—
Moyenne par habitant	6.76	—
Total des dépenses budgétaires	102.270.982	—
Moyenne par habitant	30.89	—

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883	48.9	46.1	1887	64.7	45.7	1891	81.3	70.0
1884	46.3	48.8	1888	66.3	64.1	1892	77.3	74.6
1885	»	»	1889	72.8	80.5	1893	90.8	91.4
1886	64.2	50.4	1890	84.5	71.0	1894 10 ms	81.1	59.1

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom. (Millions)	RENTES A PAYER (Francs)		RENTES FRANÇAISES	DIVIDENDE ou INTÉRÊT distribué en 1890	1891	1892	1893	1894	Cours de comp. comm. juillet 1891	1892	1893	1894	Cours de clôture des 5 dernières sem. 21 déc.	28 déc.	4 janv.	11 jan.	18 jan.
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	101 80	101 80	101 80	102 30	102 05
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	101 »	101 12	100 60	101 25	101 »
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	107 42	107 47	107 90	108 30	108 17
25978	813.313.406																
395.286	obl. de 500 f		Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	502 »	501 »	502 »	497 50	499 25
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3625 »	3560 »	3600 »	3810 »	3800 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	743 75	747 50	766 25	742 50	730 »
50.000	500	250	Banq. Transatlantique	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	399 »	397 50	» »	» »	» »
30.000	500	500	Compagnie Algérienne	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	495 50	500 »	525 »	505 »	505 »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	550 »	562 50	565 »	572 50	575 »
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	15 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	920 »	921 25	928 75	908 75	900 »
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	550 »	555 »	552 »	552 »	550 »
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	815 »	830 »	847 50	833 75	820 »
240.000	500	250	Société Générale, nom.	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	» »	476 25	473 »	473 50	475 »
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	497 50	290 »	295 »	» »	296 »
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	386 »	515 »	515 »	512 50	515 »
50.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	750 »	407 50	405 »	» »	385 »
40.000	500	500	Banque de l'Algérie	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	750 »	765 »	769 »	760 »	769 50
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	675 »	690 »	685 »	690 »	690 »
50.000	500	500	Est-Algérien	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	595 »	593 »	590 »	595 »	595 »
584.000	500	500	Est	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	942 »	945 »	960 »	959 »	959 »
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr.	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1410 »	1418 75	1415 »	1418 75	1430 »
250.000	500	500	Midi	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1180 »	1205 »	1210 »	1207 50	1300 »
525.000	400	400	Nord	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1790 »	1802 50	1792 50	1790 »	1797 50
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1480 »	1500 »	1500 »	1515 »	1577 50
300.000	500	500	Ouest	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1081 50	1061 »	1090 »	1095 »	1105 »
40.000	500	500	Sud de la France	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	270 »	255 »	248 75	245 »	238 75
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	579 »	575 »	578 »	565 »	560 »
336.000	500	500	Cie Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1021 25	1027 50	1062 50	1066 25	1080 »
80.000	250	250	Cie Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	350 »	340 »	345 »	335 »	340 »
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	590 »	590 »	597 50	590 »	595 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1085 »	1081 »	1140 »	1090 »	1070 »
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	570 »	571 »	570 »	568 »	565 »
50.000	500	500	Cie française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	280 »	276 25	268 »	280 »	275 »
600.000	500	500	Canal de Panama	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	11 »	10 50	10 50	10 »	10 25
223.398	500	500	Canal de Suez	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3087 50	3105 »	3112 50	3090 »	3080 »
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	606 25	610 »	620 »	640 »	635 »
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	105 »	111 25	105 »	102 50	105 »
50.000	500	500	Téléphones	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	302 50	298 75	301 25	296 25	303 75
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	200fl	200fl	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	586 25	587 50	586 25	605 »	592 50
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	670 »	673 75	677 50	681 25	677 50
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1410 »	1406 »	1405 »	1453 75	1430 »
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	460 »	462 50	430 »	» »	464 50
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	73 »	75 »	75 »	73 »	70 »
48.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	» »	150 »	160 »	170 »	165 »
60.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	180 »	190 »	185 »	188 75	185 »
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	820 »	823 75	826 25	823 75	816 25
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	234 »	232 50	235 »	232 50	231 25
420.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 «	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	605 »	608 75	617 50	617 50	616 25
350.000	500	500	Nord de l'Espagne	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	113 75	115 »	115 »	113 75	112 50
70.000	500	500	Portugais	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	50 »	50 »	49 »	50 »	50 »
356.000	500	500	Saragosse (Madrid à)	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	158 75	161 25	162 50	162 50	161 25
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'amt		FONDS D'ÉTATS ETRANGERS														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	103 50	103 75	103 85	104 50	104 65
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0 0	96 »	96 15	97 10	98 80	101 25	102 10	102 80	103 15	103 40
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	77 90	79 »	78 75	80 25	80 »
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	74 60	75 50	75 75	76 70	76 10
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	103 90	103 90	104 30	104 90	105 »
3.047.912	1941		— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	103 10	103 20	103 10	103 55	105 10
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	101 35	101 60	101 60	101 70	102 50
	1936		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0 0	74 10	65 »	63 65	65 40	73 35	73 45	74 15	73 60	73 55
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	491 »	491 50	493 75	494 »	493 50
341.000	1921		— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	445 50	448 50	450 »	454 50	454 »
240.000	1962		Hellénique 5 0/0 1881	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	» »	175 »	» »	» »	160 »
270.000			— 4 0/0 1887	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	164 »	165 »	» »	165 »	» »
592.000.000fl			Hongrie 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	102 25	103 »	102 15	101 60	101 70
442.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	86 72	86 90	87 05	85 85	85 35
	1926		Portugal 3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	» »	24 15	24 25	25 20	24 85
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	426 25	423 75	427 50	443 75	437 50
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	» »	99 75	99 55	100 »	102 »
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	98 »	97 75	97 95	95 75	95 90
150.000.000r	1960		Russie 4 0/0 1880	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	100 70	100 60	100 80	100 80	101 70
1941.992.000	1970		— 4 0/0 Consolidé	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0 0	98 »	95 60	98 »	101 15	102 15	102 »	102 »	101 »	101 50
500.000.000	1974		— 3 0/0 1891 or	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	88 95	88 55	88 65	87 70	87 65
100.000.000	1976		— 3 1/2 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	96 40	96 45	96 70	96 65	95 90
52.870	1949		Serbie 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	72 »	72 40	74 25	73 50	74 »
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0 0	18 65	20 15	21 80	24 50	25 35	25 60	25 60	26 05	26 35
227.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	446 25	453 »	454 »	455 »	455 »
391.362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	487 25	481 25	482 50	494 50	488 75
295.454			Douanes Ottom. 5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0 0	465 »	461 25	495 37	511 25	516 »	513 75	516 »	517 50	506 »
40.000.000	1958		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	450 »	451 »	450 »	415 50	446 25

'ERNEMENT IMPERIAL DE RUSSIE

.tions 4 1 2 0 0 de la Grande Société des
emins de fer Russes, Emission 1890
(Nicolas)

Banque Russe pour le Commerce Etran-
., rue du 4-Septembre, à Paris, est char-
r Son Excellence Monsieur le Ministre
nances de Russie de payer le coupon
s obligations (£ 1 18, impôt déduit),
t le 1er février 1895, au change du jour
ndres, sans frais.

682

'RUNT NORVEGIEN 3 % 1888

les porteurs de titres de l'Emprunt
ien 3 0/0 1888 sont informés que le
d'intérêt échéant le 1er février pro-
era payé à partir de cette époque chez
. Hoskier et Cie, banquiers à Paris, 39,
ırd Haussmann, à raison de 7 fr. 56
e de 504 francs.

683

SOCIÉTÉ CIVILE DES

NES DE SOUFRES ROMAINS

es porteurs de parts sont informés qu'un
semestriel de 7 fr. 50 sera payé, à partir
vier 1895, en échange du coupon nº 4, à
:
sur les titres nominatifs;
ır les titres au porteur, tous impôts dé-

reaux du Comptoir National des Rentiers,
passage Saulnier, à Paris, et 39, rue Saint-
Lyon.

684

TOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

actionnaires sont informés que, suivant
rise par le Conseil d'administration, un
e 12 fr. 50 par action sera réparti, à va-
résultats de l'exercice 1894.
ıpte est payable à partir du 31 janvier,
ction de l'impôt résultant des lois de
ı raison de 12 fr. par action nominative
50 par action au porteur (coupon nº 4),
s du Comptoir national d'Escompte de
rue Bergère, de sa succursale, 2, place
et de ses agences dans Paris, en pro-
'étranger.

685

ADJUDICATIONS

LLIER à Paris, **31, av. de l'Observatoire**, à adj. s. 1 en-
de Société), 4 mars 95, 2 h. Et. PRU-
t, 6, rue Gaillon, consign. 30,000 f. Loy.
f.; m. à p. 200,000 f. S'adr. à M. RI-
venue de l'Opéra, et aux not. Mes VALIN
ME, déposit. de l'ench.

686

GER en l'étude de Me RAGOT, not. à Paris, 11, r. Louis-le-Grand,
95, à 1 h. 1/2, en 4 lots, 5 *actions* de la
oduction du froid (E. Fixary). M. à p.
ot. *40 actions* lib. de la Cie de Ventila-
prix : 100 f. et 5 *actions* même Com-
e 250 francs. Mise à prix 5 francs. Ces
x peuvent être baissées. S'ad. au no-

687

OUKIR, 4. Ce 348 m. env. R. b. 37,682 f. 95. Mise
00 fr. A adjuger s. 1 ench. Ch. des
s, le 5 février 95. S'ad. à Paris aux
LLIER, LANQUEST BREUILLAUD, r. Saint-
dép. de l'ench.

688

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE EN FRANCE

	Bilans aux 30 nov. 1894	31 déc. 1894
Actif		
Caisse et Banque	29.301.529 06	33.066.202 89
Portefeuille	116.316.323 83	115.545.047 39
Effets à l'encaissement	19.109.056 04	19.388.302 02
Reports	25.507.955 19	21.803 881 34
Coupons à encaisser	1.345.867 13	3.918.876 67
Rentes et actions, bons et obligations	47.399.042 94	49.570.534 27
Avances sur garanties	73.217.146 36	75.255.652 43
Participations industrielles et commerciales	3.838.993 38	3.837.993 38
Participations financières	64.085.555 61	64.230.372 45
Immeubles de la Société	4.089.683 21	4.166.360 76
Comptes de banque à l'étranger et comptes courants divers	90.056.525 32	97.494.854 63
Appels différés sur actions	60.000.000 »	60.000.000 »
Intérêts sur actions (coupon au 1er octobre 1893)	1.500.000 »	1.500.000 »
	535.770.678 07	552.778.078 23
Passif		
Capital	120.000.000 »	120.000.000 »
Réserve statutaire	7.726.253 07	7.726.253 07
Réserve spéciale	6.000.000 »	6.000.000 »
Comptes de chèques	165.991.879 47	161.383.235 12
Dépôts à échéances fixes	93.671.900 »	93.674.500 »
Comptes à disponibilité	1.988.606 28	2.312.304 27
Effets à payer	35.020.794 53	41.199.835 49
Comptes de Banque à l'étranger et comptes courants divers	101.749.124 05	116.614.393 71
Intérêts et dividendes	233.878 50	180.114 50
Solde du dernier exercice	35.684 57	35.684 57
Profits et pertes (frais généraux déduits)	3.352.547 60	3.651.757 50
	535.770.678 07	552.778.078 23
Effets en circulation avec l'endos de la Société	26.184.298 21	27.094.032 12

Certifié conforme aux écritures :

Le directeur,

BURON.

689

CHEMINS DE FER DE

PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANEE

Excursions organisées avec le concours de l'Agence des « Voyages Economiques ».

1° Italie (24 janvier au 22 février 1895). — Itinéraire : Paris, Turin, Venise, Naples, Rome, Gênes, Nice, Marseille, Paris.

Prix : 1re cl., 840 fr. ; 2e cl., 740 fr.

2° Algérie et Tunisie (25 janvier au 27 février 1895). — Itinéraire : Paris, Marseille, Alger, Bougie, Constantine, Batna, Bône, Tunis, Kairouan, Tunis, Marseille, Paris.

Prix : 1re cl., 1.180 fr.; 2e cl., 1.080 fr.

3° Corse (29 janvier au 15 février 1895). — Itinéraire : Paris, Nice, Bastia, l'île Rousse, Ajaccio, Bonifacio, Marseille, Paris.

Prix : 1re cl., 500 fr.; 2e cl., 450 fr.

4° Egypte, Palestine, Syrie, Asie-Mineure et Grèce avec retour facultatif par Constantinople (7 février au 18 avril 1895).

Cinq itinéraires dont les prix pour la 1re classe varient de 2.050 fr. à 3.650 fr., et pour la 2e classe de 1.900 à 3.400 fr.

Les prix ci-dessous comprennent : le transport en chemin de fer, les passages à bord des paquebots, le logement, la nourriture pendant toute la durée du voyage, etc., sous la responsabilité de l'Agence des Voyages Economiques.

Les souscriptions seront reçues aux bureaux de l'Agence des Voyages Economiques, 10, rue Auber, et 17, rue du Faubourg-Montmartre, à Paris.

On peut se procurer des renseignements et des prospectus détaillés à la gare de Paris (P.-L.-M.) ainsi que dans les bureaux-succursales de la Compagnie, à Paris.

690

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

	Situation au 30 nov. 1894	31 déc. 1894
Actif		
Espèces à la Banque	512.398 03	926 716 95
— en caisse	6.274.298 21	6.152.700 53
Fonds disponibles dans les banques	5.413.768 19	1.287.726 43
Effets à recevoir, France	63.604.692 06	59.220.111 »
— Etranger	4.170.275 28	3.836.827 72
Comptes Courants	21.460.194 64	22.354.910 61
Rentes, Actions et Oblig.	3.935.058 40	3.533.667 96
Avances sur Titres	10.585.539 01	8.708.421 »
Reports	8.036.330 60	10.309.346 36
Crédits d'acceptations	12.523.722 15	11.878.438 60
Coupons à encaisser	1.010.443 87	2.132.975 64
Agents de change, ventes et achats pour le compte de tiers	252.663 70	41.246 75
Immeuble social	3.213.606 16	3.213.715 41
Frais généraux anciens	» »	» »
— nouveaux	610.672 93	761.357 80
Versement non appelé	45.000.000 »	45.000.000 »
Total de l'actif	186.603.663 23	184.358.162 76
Passif		
Capital émis	60.000.000 »	60.000.000 »
Réserve statutaire	6.000.000 »	6.000.000 »
— extraordinaire	1.000.000 »	1.000.000 »
Comptes de dépôts p. chèques à 1/2 0/0	42.642.501 01	39.789.060 73
Comptes de dép. à préavis	11.699.940 36	9.730.856 76
Comptes courants, France	46.569.749 67	47.866.118 33
— Etranger	3.605.418 44	3.631.993 50
Divers		
Acceptations à payer	12.567.736 05	11.895.023 20
Agents de change, ventes et achats pour le compte de tiers	362.621 50	4.927 25
Intérêts et dividendes :		
Antér. restant à payer	36.794 »	32.029 »
Acomte de l'exercice 1894	75.985 »	43.490 »
Réescompte du portef.	209.539 10	299.539 10
Profits et pertes anciens	140.945 54	110.945 54
— nouveaux	1.692.432 56	2.014.179 35
Total du passif	186.603.663 23	182.358.162 76
Effets à échoir en portefeuille	67.774.967.34	63.056.938 72
Effets en circulation avec l'endossement de la Société	4.220.000 »	5.774.000 »

Certifié conforme aux écritures.

Le Directeur : DESVAUX.

691

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

SOCIÉTÉ ANONYME

Siège social : Paris, rue de la Victoire, 66

CAPITAL SOCIAL : **60** MILLIONS

Comptes de chèques............. 1/2 0/0
— à 7 jours de préavis..... 1 0/0
— à 6 mois.............. 1 1/2 0/0

Ordres de Bourse. — Paiement de coupons. — Encaissement d'effets et de factures. — Escompte d'effets. — Envois de fonds province et étranger. — Avances sur titres.

692

CHEMINS DE FER DE

PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANEE

Course de Nice. — Tir aux pigeons de Monaco.

Billets d'aller et retour de 1re classe de Paris à Nice, valables pendant 20 jours y compris le jour de l'émission.

Faculté de prolongation de deux périodes de 10 jours, moyennant un supplément de 10 0/0 pour chaque période.

Billets délivrés du 15 au 26 janvier inclusivement et donnant droit à un arrêt en route, tant à l'aller qu'au retour.

On peut se procurer des billets et des prospectus détaillés aux gares de Paris-Lyon et de Paris-Nord, dans les bureaux-succursales de la Compagnie P.-L.-M., ainsi que dans les agences de voyages : Cook et fils, Gaze et fils, Lubin, Wagons-Lits, « Indicateurs Duchemin », voyages économiques, Desroches.

693

CHEMIN DE FER D'ORLEANS

Excursions en Touraine, aux châteaux des bords de la Loire et aux stations balnéaires de la ligne de St-Nazaire au Croisic et à Guérande.

1er Itinéraire. — 1re classe, 86 fr.; 2e classe, 63 fr.
Durée : 30 jours.

Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais, Saumur, Angers, Nantes, St-Nazaire, Le Croisic, Guérande, et retour à Paris, viâ Blois ou Vendôme, ou par Angers, viâ Chartres, sans arrêt sur le réseau de l'Ouest.

Nota. — Le trajet entre Nantes et St-Nazaire peut être effectué, sans supplément de prix, soit à l'aller, soit au retour, dans les bateaux de la Compagnie de la Basse-Loire.

La durée de validité de ces billets peut être prolongée une, deux ou trois fois de 10 jours, moyennant paiement, pour chaque période, d'un supplément de 10 0/0 du prix du billet.

2e Itinéraire. — 1re cl., 54 fr.; 2e cl., 41 fr.
Durée : 15 jours.

Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais et retour à Paris, viâ Blois ou Vendôme.

En outre, il est délivré à toutes les gares du réseau d'Orléans des billets aller et retour comportant les réductions prévues au tarif spécial G. V. n° 2 pour des points situés sur l'itinéraire à parcourir, et vice versa.

Ces billets sont délivrés toute l'année : à Paris, à la gare d'Orléans (quai d'Austerlitz) et aux bureaux succursales de la Compagnie et à toutes les gares et stations du réseau d'Orléans pourvu que la demande en soit faite au moins trois jours à l'avance.

694

CHEMINS DE FER DE L'OUEST

Excursions à Jersey et à Guernesey

La Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest fait délivrer des billets d'aller et retour de Paris à Jersey (Saint-Hélier) valables pendant un mois et comprenant la traversée de France à Jersey, aux conditions suivantes :

Par Granville ou Saint-Malo (toute l'année)

I. Billets valables à l'aller et au retour par Granville :

1re cl., 70 fr. 10; 2e cl., 49 fr. 05; 3e cl., 35 fr. 25.

II. Billets valables à l'aller par Granville, au retour par Saint-Malo (ou inversement), et permettant d'effectuer l'excursion du Mont-Saint-Michel (parcours en voiture compris dans le prix du billet) :

1re cl., 78 fr.; 2e cl., 55 fr. 40; 3e cl., 40 fr. 15.

695

DEMANDEZ les ENCRES

ET LES

PLUMES NOUVELLES

Paris  Paris

E. MATHIEU-PLESSY

chez tous les Papetiers.

696

COMPAGNIE GÉNERALE TRANSATLANTIQU

SIÈGE SOCIAL : 6, Rue Auber, 6 PARIS

SERVICE POSTAL FRANÇAIS

BUREAU DES PASSAGES 12, Bd des Capuc (GRAND-HÔTEL)

Ligne Directe du Havre à New-York

TRAVERSÉE RAPIDE EN 7 JOURS ET DEMI
PAR LES PAQUEBOTS A GRANDE VITESSE

		Tonnes	et Chevaux
LA TOURAINE	de	8.700	12.000
LA CHAMPAGNE	de	7.200	8.000
LA BRETAGNE	de	7.200	8.000
LA BOURGOGNE	de	7.200	8.000
LA GASCOGNE	de	7.200	8.000
LA NORMANDIE	de	6.300	7.000

Départs du Havre et de New-York tous les samedis

Un train spécial est mis, chaque semaine, à la disposition des passagers allant de Paris à New-York et les conduit directement (avec un seul arrêt à Rouen), eux et leurs bagages, au bassin de l'Eure, à l'embarcadère des paquebots.

Le prix du transport de Paris aux paquebots sont ceux du tarif des chemins de fer de l'Ouest.

Les passagers allant de New-York à Paris, trouveront, à leur arrivée au Havre, des trains spéciaux qui les conduiront, eux et leurs bagages, du quai de débarquement à Paris, gare Saint-Lazare.

Adresser les demandes au **Service Commercial, 6, rue Auber, PARIS.**

LIGNES DES ANTILLES

Départs de **Saint-Nazaire**, *le* 9 *de chaque m* Pour la **Guadeloupe**, la **Martinique**, Sainte-Lu les **Guyanes**, le **Venezuela**, la **Colombie**, la Ce Amérique et le **Pacifique**.

Départs de **Saint-Nazaire** *le* 21 *de chaque m* Pour Santander, la **Havane**, **Vera-Cruz**.

Départs du **Havre** *le* 22 *et de* **Bordeaux** *le* 2 *chaque mois :* Pour Santander, la **Guadoupe** **Martinique**, Trinidad, Carupano, la Guayra, P Cabello, Savanilla, **Colon** et le **Pacifique**.

Départs du **Havre** *le* 15, *de* **Saint-Nazaire**, *et de* **Bordeaux** *le* 19 *de chaque mois :* Pour S **Thomas**, **Porto-Rico**, **Haïti**, la **Havane** et **Vera-C**

Départs de **Marseille** *le* 12 *de chaque m* Pour Barcelone, Malaga, la **Martinique**, Venez la **Colombie** et le **Pacifique**, la *Correspond* pour Porto-Rico, Haïti, la **Havane** et **Vera-Cr**

6



Le BEC AUER

Breveté S. G. D. G.
SIÈGE SOCIAL : 151, r. de Courcelles

MÉFIEZ-VOUS des CONTREFACTEURS

IL PRÉSENTE LES AVANTAGES SUIVANTS :

1° Il s'installe sans frais à la place d'un bec ordinaire, sur le même pas de vis;
2° Sa lumière, grâce à sa fixité, ne fatigue pas la vue;
3° Consommant moins de gaz il produit moins de chaleur.

L'Économie *réalisée en trois mois d'hiver dans certains établissements par le Bec AUER a remboursé, et au-delà le prix des becs.*

Si ces établissements étaient éclairés précédemment à l'électricité le remboursement de la dépense se fait en deux mois.

MÉFIEZ-VOUS DES CONTREFACTEURS

Exigez la Marque ★ **S. F. AUER** ★

BEC AUER
Durée du Manchon de 1.000 à 1.500 heures

MAGASINS de VENTE et d'EXPÉRIENCES { **17, Boul. Montmartre — 7, Boul. Beaumarchais 116, Rue de Rennes à PARIS.**

et chez tous les bons Appareilleurs de Paris et de la Banlieue.

PLUS de 600,000 BECS VENDUS en FRANCE

6

EN VENTE

A

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

11, rue Monsigny — PARIS

La Question de l'Argent aux États-Unis en 1893, par Edmond Théry. — 1 brochure in-18 . . . . 1 fr.

La Crise des Changes. — *La Baisse de l'Argent et ses conséquences. — La Situation monétaire du Monde. — Le Bimétallisme universel,* par Edmond Théry. — 1 volume in-18, 4e édition . . . . 3 fr.
Franco, 3 fr. 40

Histoire des Grandes Compagnies Françaises de Chemins de fer *dans leurs Rapports financiers avec l'Etat,* par Edm. Théry. — 1 volume in-18, 6e édition. 3 fr.
Franco, 3 fr. 30

L'Avenir de l'Indo-Chine Française, par C.-R. Wehrung ; *Préface* par Edmond Théry. — 1 brochure in-18. . . . . 1 fr

VIENT DE PARAITRE

La Conférence Bimétallique Internatio de Londres ; *Préface* par Edmond Th *Traduction* de C.-R. Wehrung. — 1 vo in-18. . . . . 2 f
Franco, 2 fr. 80

Collection de l'ÉCONOMISTE EUROPÉ
DEPUIS SA CRÉATION

1er *Volume* (17 janvier 1892 au 26 juin 1892) . . . .
2e *Volume* (3 juillet 1892 au 25 décembre 1892) . . . .
3e *Volume* (1er janvier 1893 au 25 juin 1893) . . . .
4e *Volume* (2 juillet 1893 au 31 décembre 1893) . . . .
5e *Volume* (6 janvier 1894 au 30 juin 1894) . . . .

Chaque volume est broché et compren *Table des matières alphabétique.*

Les frais d'envoi à domicile par la sont à la charge de l'acheteur, soit : 0 par volume pour la France ou 2 fr. 25 l'étranger.

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 159. — 7e volume. (4) ‖ BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS ‖ Samedi 26 Janvier 1895.

DANEMARK

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume .... 38.340 kil. carrés
Population totale (1er février 1880) .... 1.996.039 habitants
— (1er février 1890) .... 2.172.380 —
— par kilomètre carré en 1880 .. 51 —
— — en 1890 .. 57 —
Armée. Pied de paix .... 800 officiers
— — 13.669 soldats
— Pied de guerre .... 1.459 officiers
— — 62.919 soldats
Chemins de fer (Réseau total) .... 2.231 kilomètres
— par 1.000 kil. carrés .... 58 —
— par million d'habitants .. 1.026 —
Télégraphes. Long. des lignes .... 4.683 —
— — des fils .... 13.201 —
— — par mill. d'hab. 6.076 —
Dépêches transmises en 1893 .... 1.804.820 dépêches

BUDGET DE 1892-1893 (*en francs*)

Dette publique du royaume .... 255.121.538 francs
— Moyenne par habitant .... 117 —
Dépenses militaires .... 22.928.488 —
— de la marine .... 11.251.424 —
Total pour la guerre et la marine .... 34.179.912 —
— Moyenne par habitant 15 73
Dépenses totales du budget .... 87.837.000 francs
— Moyenne par habitant 40 43

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1882..	351	261	1886.....	294	224	1890.......	426	324
1883..	401	277	1887.....	348	254	1891.	465	346
1884..	38[illegible]	247	1888.....	381	259	1892.......	451	350
1885..	346	221	1889.....	422	290	1893.......	»	»

ESPAGNE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie .... 504.517 kil. carrés
Population — (31 déc. 1884) 17.032.439 habitants
— — (31 déc. 1887) 17.560.352 —
— par kil. carré en 1884 .... 33 —
— — en 1887 .... 35 —
Armée. Pied de paix (environ) .... 80.000 off. et sold.
— Pied de guerre (environ) .... 176.000 —
Chemins de fer (Réseau total) .... 11.435 kilomètres
— par 1.000 kilom. carrés ... 22 —
— par million d'habitants ... 651 —
Télégraphes. Long. des lignes .... 39.362 —
— — des fils .... 95.811 —
— par million d'habitants .... 5.455 —
Dépêches transmises en 1892 .... 4.896.735 dépêches

BUDGET DE 1893-94 (*En pesetas = 1 franc*)

Dette publique du royaume .... 5.962.043.090 Pesetas
— Moyenne par habitant ...... 339 —
Dépenses militaires .... 133.372.215 —
— de la marine .... 22.503.410 —
Total pour la guerre et la marine .... 155.875.625 —
Moyenne par habitant .... 8.8 —
Dépenses totales du budget .... 736.561.837 —
— Moyenne par habitant ...... 41.9 —

COMMERCE EXTÉRIEUR (*En millions de francs*)
y compris les métaux précieux

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883..	893.4	719.5	1887..	811.2	722.2	1891.......	1018.8	932.2
1884..	779.6	619.2	1888..	716.1	763.1	1892.......	751.7	663.0
1885..	764.8	698.2	1889..	866.3	896.9	1893.......	684.2	626.6
1886..	855.2	727.4	1890.	941.1	937.8	1894 (11 ms).	681.0	550.0

FRANCE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie de la République .... 528.876 kil. carrés
Population continentale en 1891 .... 38.343.192 habitants
— — en 1886 .... 38.218.903 —
— par kil. carré en 1891 .... 72 —
— — en 1886 .... 72 —
Armée. Pied de paix .... 28.359 officiers
— — sous-offs et hommes ... 532.631

Total de l'effectif de paix 560.970
Chevaux 141.059
Effectif probable de guerre .... 4.372.000 off. et sold.
Chemins de fer. Rés. total 1er janv. 1894. 39.357 kilomètres
— par 1.000 kil. carrés ..... 74 —
— par million d'habitants .. 1026 —
Télégraphes. Long. des lignes (1891) ...... 103.781 —
— — des fils (1891) .... 329.158 —
— — par million d'habit ... 8.662 —
Nombre total des dépêches en 1892 .... 45.328.888 dépêches

BUDGET DE 1894 (*en francs*)

Dette publique : 3 % perpétuel .... 15.204.231.400 francs
— 3 % amortissable .... 3.986.320.000 —
— 3 ½ % 1894 .... 6.788.481.800 —

Total de la dette consolidée .... 25.979.033.200 francs
Moyenne par habitant .... 677 —
Dépenses du ministère de la guerre .... 633.653.091 —
— — de la marine .... 266.861.528 —

Total de la guerre et de la marine .... 900.514.619 francs
Moyenne par habitant .... 23.4 —
Total des dépenses budgétaires .... 3.368.902.004 —
Moyenne par habitant .... 87.8 —

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883..	4.804	3.452	1887..	4.026	3.246	1891.......	4.768	3.570
1884..	4.343	3.232	1888..	4.107	3.247	1892.......	4.188	3.460
1885..	4.088	3.088	1889..	4.317	3.704	1893.......	3.853	3.236
1886..	4.208	3.248	1890..	4.437	3.753	1894.......	4.119	3.275

GRÈCE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume .... 65.119 kil. carrés
Population totale (en 1879) .. 1.979.561 —
— (en 1889) .... 2.187.208 habitants
— par kil. carré en 1879 .... 30 —
— — en 1889 .... 34 —
Armée. Pied de paix .... 1.880 officiers
— — .... 22.997 soldats
— — .... 2.490 chevaux
— Pied de guerre .... 66.250 hommes
Chemins de fer (Réseau total) .... 915 kilomètres
— par 1.000 kilom. carrés .. 14 —
— par million d'habitants ... 421 —
Télégraphes. Long. des lignes .... 7.651 —
— — des fils .... 9.062 —
— — — par mill. d'hab. 4.144 —
Dépêches transmises en 1892 .... 1.175.891 dépêches

BUDGET DE 1894 (*en francs*)

Dette publ. du royaume payable en or ..... 569.220.353 francs
— — — en papier. 161.758.822 —

Total de la Dette publique .... 730.979.175 francs
Moyenne par habitant .... 334 —
Dépenses militaires .... 14.420.432 —
de la marine .... 5.292.209 —
Total pour la guerre et la marine .... 19.712.641 —
Moyenne par habitant 9 01
Dépenses totales du budget .... 86.370.249 francs
Moyenne par habitant 39 48

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883..	136	92	1887.....	131	102	1891.......	140	107
1884 (1)	»	»	1888.....	109	95	1892.......	119	82
1885 (1)	»	»	1889.....	132	107	1893.......	91	88
1886 (1)	49	44	1890.....	120	95	1894 (9 ms).	78	74

(1) Les statistiques sont muettes au sujet du commerce de la Grèce en 1884 et 1885. Les chiffres donnés pour 1886 ne comprennent que la période du 1er septembre au 31 décembre.

HOLLANDE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume .... 33.000 kil. carrés
Population continentale (31 déc. 1889) ...... 4.511.415 habitants
— (31 déc. 1893) ...... 4.732.911 —
— par kil. carré en 1889 ...... 137 —
— — en 1893 ...... 143 —
Armée. Pied de paix .... 2.035 officiers
— — .... 19.370 s-off. et sold.
— Pied de guerre **Total** général ..... 184.361 off. et sold.
Chemins de fer (en 1893). Rés. total .... 2.661 kilomètres
— par 1.000 kil. carrés ...... 80 —
— par million d'hab .... 569 —
Télégraphes. Long. des lignes .... 5.539 —
— — des fils .... 19.878 —
— — par million d'hab ..... 4.198 —
Nombre total des dépêches en 1893 .... 4.429.771 dépêches

BUDGET DE 1894 (*en francs*)

Dette publique en 1894 .... 2.292.637.515 francs
Moyenne par habitant .... 484 —
Dépenses du ministère de la guerre .... 46.785.316 —
— — de la marine .... 32.804.383 —

Total de la guerre et de la marine .... 79.589.699 —
Moyenne par habitant .... 16.81 —
Total des dépenses budgétaires .... 285.776.085 —
Moyenne par habitant .... 60.38 —

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)
y compris les métaux précieux

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1882..	2.083	1.580	1886..	2.315	1.993	1890.......	2.729	2.283
1883..	2.252	1.437	1887..	2.387	2.082	1891.......	2.847	2.395
1884..	2.369	1.766	1888..	2.671	2.341	1892.......	2.696	2 381
1885..	2.292	1.871	1889..	2.615	2.297	1893.......	2.958	2.344

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	RENTES A PAYER		RENTES FRANÇAISES	DIVIDENDE ou INTERÊT distribué en					Cours de comp. comm. juillet				Cours de clôture des 5 dernières sem.				
Millions	Francs			1890	1891	1892	1893	1894	1891	1892	1893	1894	28 déc.	4 janv.	11 jan.	18 jan	25 jan.
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	101 80	101 80	102 30	102 05	102 30
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	101 12	100 60	101 25	101 »	100 70
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	107 47	107 90	108 30	108 17	108 32
25978	813.313.406																
395.286	obl. de 500 f		Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	501 »	502 »	497 50	499 25	498 »
Nombre des titres	**Val. nom.**	**Somm. vers.**	**SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES (ACTIONS)**														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3560 »	3600 »	3810 »	3800 »	3780 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	747 50	766 25	742 50	730 »	730 »
50.000	500	250	Banq. Transatlantique.	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	397 50	» »	» »	» »	400 »
30.000	500	500	Compagnie Algérienne.	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	500 »	525 »	505 »	505 »	515 »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	562 50	565 »	572 50	575 »	572 »
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	921 25	928 75	908 75	900 »	900 »
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	555 »	552 »	552 »	550 »	544 »
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	830 »	847 50	833 75	820 »	823 75
240.000	500	250	Société Générale, nom.	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	476 25	473 »	473 50	475 »	480 »
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	290 »	295 »	» »	296 »	» »
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	515 »	515 »	512 50	515 »	507 »
50.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	407 50	405 »	» »	385 »	391 25
40.000	500	500	Banque de l'Algérie	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	765 »	769 »	760 »	769 50	795 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	690 »	685 »	690 »	690 »	690 »
50.000	500	500	Est-Algérien	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	593 »	590 »	595 »	595 »	600 »
584.000	500	500	Est	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	945 »	960 »	959 »	959 »	954 50
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr.	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1418 75	1415 »	1418 75	1430 »	1438 75
250.000	500	500	Midi	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1205 »	1210 »	1207 50	1300 »	1292 50
525.000	400	400	Nord	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1802 50	1792 50	1790 »	1797 50	1799 50
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1500 »	1500 »	1515 »	1577 50	1567 50
300.000	500	500	Ouest	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1061 »	1090 »	1095 »	1105 »	1100 »
40.000	500	500	Sud de la France	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	255 »	248 75	245 »	238 75	225 »
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	575 »	578 »	565 »	560 »	567 50
336.000	500	500	Ce Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1027 50	1062 50	1066 25	1080 »	1055 »
80.000	250	250	Ce Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	340 »	345 »	335 »	340 »	340 »
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	590 »	597 50	590 »	595 »	586 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1081 »	1140 »	1090 »	1070 »	1070 »
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	571 »	570 »	568 »	565 »	565 »
50.000	500	500	Ce française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	276 25	268 »	280 »	275 »	266 »
600.000	500	500	Canal de Panama	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	10 50	10 50	10 »	10 25	10 »
223.398	500	500	Canal de Suez	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3105 »	3112 50	3090 »	3080 »	3075 »
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	610 »	620 »	640 »	635 »	620 »
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	111 25	105 »	102 50	105 »	105 »
50.000	500	500	Téléphones	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	298 75	301 25	296 25	303 75	295 »
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	2000	2000	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	587 50	586 25	605 »	592 50	597 50
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	673 75	677 50	681 25	677 50	682 »
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1406 »	1405 »	1453 75	1430 »	1432 50
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	462 50	430 »	» »	464 50	463 »
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	75 »	75 »	73 »	70 »	72 50
48.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	150 »	160 »	170 »	165 »	169 75
60.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	190 »	185 »	188 75	185 »	176 25
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	823 75	826 25	823 75	816 25	815 »
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	232 50	235 »	232 50	231 25	232 50
420.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 «	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	608 75	617 50	617 50	616 25	618 75
350.000	500	500	Nord de l'Espagne	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	115 »	115 »	113 75	112 50	105 »
70.000	500	500	Portugais	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	50 »	49 »	50 »	50 »	50 »
356.000	500	500	Saragosse (Madrid à)	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	161 25	162 50	162 50	161 25	157 50
Capital ou Nombre de titres	**Fin de l'amt**		**FONDS D'ÉTATS ETRANGERS**														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	103 75	103 85	104 50	104 65	105 90
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	102 10	102 80	103 15	103 40	103 30
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	79 »	78 75	80 25	80 »	80 »
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	75 50	75 75	76 70	76 10	76 30
364.968			Egypte (Daira-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	103 90	104 30	104 90	105 »	105 40
3.047.912	1941		— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	103 20	103 10	103 55	105 10	106 »
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	101 60	101 60	101 70	102 50	103 05
	1936		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	73 45	74 15	73 60	73 55	73 60
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	491 50	493 75	494 »	493 50	495 »
341.000	1921		— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	448 50	450 »	454 50	454 »	452 »
240.000	1962		Hellénique 5 0/0 1881	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	175 »	» »	» »	160 »	» »
270.000			— 4 0/0 1887	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	165 »	» »	165 »	» »	» »
592.000.000f			Hongrie 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	103 »	102 15	101 60	101 70	101 55
442.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	86 90	87 05	85 85	85 35	85 92
	1926		Portugal 3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	24 15	24 25	25 20	24 85	24 85
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	423 75	427 50	443 75	437 50	442 50
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	99 75	99 55	100 »	102 »	102 »
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	97 75	97 95	95 75	95 90	96 25
150.000.000r	1960		Russie 4 0/0 1880	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	100 60	100 80	100 80	101 70	101 80
1941.992.000	1970		— 4 0/0 Consolidé	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	102 »	102 »	101 »	101 50	102 10
500.000.000	1974		— 3 0/0 1891 or	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	88 55	88 65	87 70	87 65	88 85
100.000.000r	1976		— 3 1/2 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	96 45	96 70	96 65	95 90	97 10
52.870	1949		Serbie 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	72 40	74 25	73 50	74 »	73 »
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	25 60	25 60	26 05	26 35	26 70
227.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	453 »	454 »	455 »	455 »	465 »
391.362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	481 25	482 50	494 50	488 75	498 50
295.454			Douanes Ottom. 5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	513 75	516 »	517 50	506 »	505 »
40.000.000	1958		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	451 »	450 »	445 50	446 25	450 »

COMPAGNIE PARISIENNE

ÉCLAIRAGE et de CHAUFFAGE par le GAZ

MOIS	RECETTES DE GAZ 1894	RECETTES DE GAZ 1893	DIFFÉRENCE en 1894	Soit 0/0
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
cembre	9.653.510 78	9.892.440 67	— 238.929 89	2.41
l de l'année	77.098.549 38	78.009.633 31	— 911.083 93	1.17

700

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

MM. les actionnaires sont informés que, suivant cision prise par le Conseil d'administration, un mpte de 12 fr. 50 par action sera réparti, à va- sur les résultats de l'exercice 1894.

let acompte est payable à partir du 31 janvier, s déduction de l'impôt résultant des lois de nces, à raison de 12 fr. par action nominative le 11 fr. 50 par action au porteur (coupon n° 4), caisses du Comptoir national d'Escompte de is, 14, rue Bergère, de sa succursale, 2, place l'Opéra, et de ses agences dans Paris, en pro- e et à l'étranger.

701

OMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

été anonyme. Cap.: 75.000.000 fr., entièrement versés

Situation au 31 décembre 1894

ACTIF

e et Banque	29.184.833 49
efeuille « Effets de Commerce »	171.950.262 87
rts	37.517.306 75
ues des Colonies françaises	8.832.757 93
espondants « Effets à l'Encaissement »	17.469.152 73
ntes courants débiteurs	21.688.077 99
es, Obligations et Valeurs diverses, y npris l'emploi des Réserves	12.910.305 08
ces hors d'Europe	27.416.989 65
ces garanties	40.300.307 61
cipations financières	5.851.780 95
es à éch. des Agences hors d'Europe	12.011.500 06
eurs par Acceptations	31.680.750 98
s par Acceptations garantis	47.297.623 70
tes d'Ordre et Divers	10.407.971 62
ubles	7.250.000 »
Fr.	481.769.621 41

PASSIF

l.	75.000.000 »
ves	5.348.901 65
es de chèques et compt. d'Escompte	192.363.136 83
es courants créditeurs	94.123.582 21
ns et Dividendes à payer	8.132.427 19
ies des Colonies françaises	891.777 05
remis à l'Encaissement	9.169.508 78
tations pour compte des Agences hors rope	10.531.499 14
tations et Effets à payer pour compte ers	72.810.329 65
es d'Ordre et Divers	7 535.021 31
ble « Annuités à régler »	5.863.437 c0
Fr.	481.769.621 41

CERTIFIÉ CONFORME :

la Commission de Contrôle,
A. ALLAIN-LAUNAY.

Le Président du Conseil d'Administration
DENORMANDIE.

702

ADJUDICATIONS

BULLIER à Paris, **31, av. de l'Observatoire,** à adj. s. 1 en- ssol. de Société), 4 mars 95, 2 h. Et. PRU- IE, not. 6, rue Gaillon, consign. 30,000 f. Loy. 20,000 f.; m. à p. 200,000 f. S'adr. à M. RI- 35, avenue de l'Opéra, et aux not. Mes VALIN DHOMME, déposit. de l'ench.

703

'ABOUKIR, 4. Ce 348 m. env. R. b. 37,682 f. 95. Misc : 300,000 fr. A adjuger s. 1 ench. Ch. des Paris, le 5 février 95. S'ad. à Paris aux s HUILLIER, LANQUEST BREUILLAUD, r. Saint- , 333, dép. de l'ench.

704

BANQUE DE L'INDO-CHINE

Bilan au 30 septembre 1894

Actif

Versements non appelés	9.000.000 »
Caisse (Paris et succursales)	11.347.892 37
Portefeuille (Paris et succ.)	10.835.135 48
Avances sur nantissements	7.196.519 09
Correspond divers (Paris et succursales)	5.665 133 05
Frais généraux (Paris et succursales)	213.096 32
Frais d'installation et frais de fabrication de billets au porteur	349.674 64
Mobiliers	139.171 33
Immeubles	665.091 63
Fr.	45.712.013 91

Passif

Capital social	12.000.000 »
Fonds de réserve statutaire	115.000 »
Fonds de prévoyance statutaire	431.707 08
Fonds de secours	100.000 »
Fonds de réserve supplémentaire	600.000 »
Amortissement des frais d'installation et de fabrication des billets au porteur	349.674 64
Amortissement du mobilier	139.171 33
Réserve immobilière	211.816 20
Billets au porteur en circulation	22.431.738 85
Comptes de dépôts	1.673.542 64
Effets à payer	89.399 51
Correspondants divers (Paris et succurs.)	3.721.662 06
Intérêts et commissions du semestre	246.657 78
Dividendes à payer	9.043 20
Profits et Pertes :	
Solde du 2e semestre 1893	9.908 98
— du 1er semestre 1894	282.691 64
Fr.	45.712.013 91

Le Directeur : S. SIMON.

705

SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT INDUSTRIEL & COMMERCIAL ET DE DEPOTS

Bilan au 31 décembre 1894

ACTIF

Caisse et banques		2.402.277 10
Portefeuille :		
Effets en francs	22.395.141 80	
Effets en monnaies étrangères	1.567.035 72	23.962.177 52
Rentes, actions, obligations et participations diverses		7.823.983 18
Avances sur titres		11.080.799 41
Comptes courants garantis		12.013.979 82
Crédits sur garanties		8.863.123 46
Correspondants débiteurs		4.018.234 14
Comptes d'ordre		1.923.208 05
Comptes reports		1.553.611 40
Frais généraux		308.191 2
Immeuble social		1.672.722 5
Actions. Versements non appelés		15.000.000 »
		90.622.307 79

PASSIF

Actions		30.000.000 »
Réserves :		
Statutaire	3.000.000 »	
Supplémentaire	2.500.000 »	6.500.000 »
Immobilière	1.000.000 »	
Comptes de dépôts		31.358.540 04
Comptes d'encaissement		222.549 35
Correspondants créditeurs		4.449.626 45
Effets à payer		16.990.294 16
Ordres de Bourse		63.762 50
Dividendes à payer		23.594 15
Réescompte du dernier semestre		106.779 33
Profits et pertes		907.161 81
		90.622.307 79
Effets en circulation avec l'endossement de la Société		19.250.666 64

706

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

CAPITAL : 75 MILLIONS ENTIÈREMENT VERSÉS

SIÈGE SOCIAL : 14, rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra

PARIS

M. DENORMANDIE, ✻, ancien gouverneur de la Banque de France, Président du Conseil d'Administration.

Opérations du Comptoir : Escomptes et recouvrements, chèques, traites, lettres de crédit, avances sur titres, ordres de Bourse, garde de titres, paiement de coupons, envois de fonds (province et étranger).

Bureaux de quartier dans Paris. — **A.** 176, boulevard Saint-Germain. — **B.** 3, boulevard Saint-Germain. — **C.** 2, quai de la Rapée. — **D.** 11, rue de Rambuteau. — **E.** 16, rue de Turbigo. — **F.** 24, place de la République. — **G.** 24, rue de Flandre. — **H.** 2, rue du Quatre-Septembre, place de la Bourse. — **I.** 84, boulevard de Magenta. — **K.** 92, boulevard Richard-Lenoir.

Agences en province : Agen, Aix-en-Provence, Beaune, Béziers, Castres, Cette, Bordeaux, Dijon, Dunkerque, Le Havre, Hazebrouck, Lyon, Manosque, Marseille, Mazamet, Montpellier, Nantes, Narbonne, Roubaix, Salon, Toulouse, Tourcoing et Villeneuve-sur-Lot.

Agences dans les pays de protectorat : Tamatave, Tananarive et Tunis.

Agences à l'étranger : Londres, Bombay, Calcutta, Shanghaï, Hankow, Foochow, Chicago, San-Francisco, New-Orléans, Melbourne et Sydney.

Intérêts payés sur les sommes déposées :

A 4 ans	4 0/0
A 3 ans	3 1/2 0/0
A 2 ans	3 0/0
A 1 an	2 1/2 0/0
A 6 mois	1 1/2 0/0
A vue	1/2 0/0

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du public. (Compartiments depuis **5** fr. par mois)

707

SOUS-COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Bilan au 31 décembre 1894

ACTIF

Caisse		47.425 60
Portefeuille		3.028.941 45
Immeubles		2.750 860 52
Mines de Bert		130.281 20
Crédit Foncier, compte capital		3.750.000 »
— — courant		2.186 60
— — d'intérêts à valoir		65.625 »
Accrédités		19.336.618 09
Billets non renouvelés		8.012.250 »
Débiteurs divers		234.092 52
Frais généraux		37.292 30
Crédits :		
Réalisés	19.480.500 »	
A réaliser	8.048.550 »	27.529.050 »
		64.924.653 28

PASSIF

Capital social	5.000.000 »
Réserve statutaire	3.750.000 »
Fonds de prévoyance	4.300.000 »
Billets des accrédités	19.504.300 »
Crédit Foncier, compte billets échus	2.070.500 »
Créditeurs divers	1.272.066 79
Pertes et profits réalisés	73.455 30
Crédits en cours	27.529.050 »
Bénéfices de l'exercice précédent	1.425.281 19
	64.921.653 28

708

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

19, rue des Capucines, Paris

CAPITAL : **170.500.000** FRANCS

Comptes courants avec chèques; Encaissement des coupons; Dépôts de titres; Ordres de Bourse; Prêts sur dépôts de titres; Prêts hypothécaires à long terme avec amortissement; Prêts hypothécaires à court terme et sans amortissement; Prêts communaux.

709

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

La Compagnie d'Orléans, en vue de faciliter les relations de la population ouvrière de la banlieue avec Paris, a soumis à l'Administration supérieure, qui vient de l'approuver, une proposition ayant pour objet :

1° La délivrance, aux gares ci-dessous, de billets aller et retour pour Paris (quai d'Austerlitz) et pour Orléans-Ceinture, aux prix réduits ci-après ; ces billets seront exclusivement valables en voitures de 3e classe et par des trains désignés.

Des gares ci-contre à Paris (quai d'Austerlitz) : Ablon, 0 fr. 75 ; Athis-Mons, 0 fr. 85 ; Juvisy, 1 f.

Des gares ci-contre à Orléans-Ceinture :

Ablon, 0 fr. 65 ; Athis-Mons, 0 fr. 70 ; Juvisy, 0 fr. 85.

2° La délivrance de cartes d'abonnement hebdomadaire d'aller et retour, pour ouvriers et ouvrières, exclusivement valables en voitures de 3e classe et par des trains désignés, aux prix réduits ci-après, savoir :

Prix des places, aller et retour, par semaine et par abonnement (dimanches et fêtes compris) :

Des gares ci-contre à Paris (quai d'Austerlitz) ou à Orléans-Ceinture :

Ablon, 1 fr. 90 ; Athis-Mons, 1 fr. 90 ; Juvisy, 2 fr. 20.

Ces dispositions ont été mises en vigueur à dater du 20 janvier 1895.

710

CHEMINS DE FER DE

PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE

Excursions organisées avec le concours de l'Agence des voyages économiques :

1° Italie et Carnaval de Nice (20 février au 1er mars 1895). Itinéraire : Paris, Turin, Gênes, Nice, Monaco, Monte-Carlo, Cannes, Marseille, Paris.

Prix : 1re classe, 350 fr. ; 2e classe, 300 fr.

2° Italie et Carnaval de Nice (21 février au 23 mars 1895). Itinéraire : Paris, Nice, Gênes, Rome, Naples, Pompeï, Florence, Venise, Milan, La Chartreuse de Pavie, Turin, Paris.

Prix : 1re classe, 905 fr. ; 2e classe, 805 fr.

3° Corse et Carnaval de Nice (21 février au 15 mars 1895). Itinéraire : Paris, Nice, Bastia, Calvi, Ajaccio, Sartène, Bonifacio, Marseille, Paris.

Prix : 1re classe, 630 fr. ; 2e classe, 574 fr.

4° Carnaval de Nice (21 au 28 février 1895). Itinéraire : Paris, Marseille, Nice, Monaco, Monte-Carlo, Cannes, Paris.

Prix : 1re classe, 300 fr.

Les prix ci-dessus comprennent : le transport en chemin de fer, les passages à bord des paquebots, le logement, la nourriture pendant toute la durée du voyage, etc., sous la responsabilité de l'Agence des voyages économiques.

Les souscriptions sont reçues aux bureaux de l'Agence des voyages économiques, 17, rue du faubourg Montmartre, et 10, rue Auber, à Paris.

On peut se procurer des renseignements et des prospectus détaillés à la gare de Paris (P.-L.-M.), ainsi que dans les bureaux-succursales de la Compagnie, à Paris.

711

BIBLIOGRAPHIE

La 38e série du **Dictionnaire Encyclopédique** illustré, publié par Flammarion, vient de paraître. Elle contient des articles intéressants, notamment ceux consacrés aux mots suivants : *Comble*, les principales classes, les conditions d'équilibre et les différentes applications des combles dans la pratique. *Comédie*, l'historique des divisions et le développement de la comédie depuis son origine jusqu'à nos jours ; *Comète*, origine et destinée, etc.

712

Lire dans la **507e** livraison de la **Grande Encyclopédie**, publiée cette semaine, une remarquable biographie du célèbre orientaliste Stanislas *Julien*, par M. E. Chavannes ; la monographie du département du *Jura*, avec une magnifique carte en couleurs hors texte, par M. A.-M. Berthelot, et un article magistral sur le terrain *Jurassique* par M. Haug, un de nos plus savants géologues.

Prix de chaque livraison : 1 franc. — Une feuille-spécimen est envoyée gratuitement sur demande.

H. Lamirault et Cie, 61, rue de Rennes, Paris.

713

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

SIÈGE SOCIAL : 6, Rue Auber, 6 PARIS

SERVICE POSTAL FRANÇAIS

BUREAU DES PASSAGES : 12, Bd des Capucines (GRAND-HÔTEL)

Ligne Directe du Havre à New-York

TRAVERSÉE RAPIDE EN 7 JOURS ET DEMI

PAR LES PAQUEBOTS A GRANDE VITESSE

		Tonnes	Chevaux
LA TOURAINE......	de	8.700	12.000
LA CHAMPAGNE....	de	7.200	8.000
LA BRETAGNE......	de	7.200	8.000
LA BOURGOGNE.....	de	7.200	8.000
LA GASCOGNE......	de	7.200	8.000
LA NORMANDIE....	de	6.300	7.000

Départs du Havre et de New-York tous les samedis

Un train spécial est mis, chaque semaine, à la disposition des passagers allant de Paris à New-York et les conduit directement (avec un seul arrêt à Rouen), eux et leurs bagages, au bassin de l'Eure, à l'embarcadère des paquebots.

Le prix du transport de Paris aux paquebots sont ceux du tarif des chemins de fer de l'Ouest.

Les passagers allant de New-York à Paris, trouveront, à leur arrivée au Havre, des trains spéciaux qui les conduiront, eux et leurs bagages, du quai de débarquement à Paris, gare Saint-Lazare.

Adresser les demandes au **Service Commercial, 6, rue Auber, PARIS.**

SERVICES POSTAUX DE LA MÉDITERRANÉE

Traversées rapides de Marseille à Alger en 24 à 26 heures, par les paquebots **Eugène-Péreire, Duc de Bragance, Maréchal-Bugeaud, Ville d'Alger** et **Général-Chanzy.**

Départs les lundis, mercredis et samedis de Marseille à midi 30, et d'Alger les mardis, jeudis et samedis à midi.

De Marseille à Tunis, rapide, les lundis, mercredis et vendredis, à 4 heures du soir.

De Marseille à Oran, rapide, les samedis, à 4 heures du soir.

Départs quotidiens de Marseille pour l'Algérie, Tunisie, l'Italie, la Corse, Malte, l'Espagne, le Maroc et Tripoli.

Billets circulaires au départ de France, Angleterre, Espagne, Maroc, Algérie, Tunisie, Malte, Sicile, Italie, etc.

Envoi *franco* des livrets, avec cartes et conditions des voyages, à toute personne qui en fait la demande au Service Commercial, 6, rue Auber, Paris.

716



Le BEC AUER

Breveté S. G. D. G. *SIÈGE SOCIAL :* **151, r. de Courcelles**

IL PRÉSENTE LES AVANTAGES SUIVANTS :

1° Il s'installe sans frais à la place d'un bec ordinaire, sur le même pas de vis ;
2° Sa lumière, grâce à sa fixité, ne fatigue pas la vue ;
3° Consommant moins de gaz il produit moins de chaleur.

***L'Économie** réalisée en trois mois d'hiver dans certains établissements par le Bec AUER a remboursé, et au-delà le prix des becs.*

Si ces établissements étaient éclairés précédemment à l'électricité le remboursement de la dépense se fait en deux mois.

MÉFIEZ-VOUS DES CONTREFACTEURS

Exigez la Marque ★ **S. F. AUER** ★

MAGASINS de VENTE et d'EXPÉRIENCES { **17, Boul. Montmartre — 7, Boul. Beaumarchais 116, Rue de Rennes à PARIS.** }

et chez tous les bons Appareilleurs de Paris et de la Banlieue.

BEC AUER Durée du Manchon de 1.000 à 1.500 heures

PLUS de 600,000 BECS VENDUS en FRANCE

MÉFIEZ-VOUS des CONTREFACTEURS

714

EN VENTE

A

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

11, rue Monsigny — PARIS

La **Question de l'Argent** aux États-Unis en 1893, par Edmond Théry. — 1 brochure in-18 . . . . 1 fr.

La **Crise des Changes.** — *La Baisse de l'Argent et ses conséquences.* — *La Situation monétaire du Monde.* — *Le Bimétallisme universel*, par Edmond Théry. 1 volume in-18, 4e édition . . . . 3 fr.
Franco, 3 fr. 40

Histoire des Grandes Compagnies Françaises de Chemins de fer *dans leurs Rapports financiers avec l'État*, par Edm. Théry. — 1 volume in-18, 6e édition. 3 fr.
Franco, 3 fr. 30

L'Avenir de l'Indo-Chine Française, par C.-R. Wehrung ; *Préface* par Edmond Théry. — 1 brochure in-18. . . . . 1 fr

La Conférence Bimétallique Internationale de Londres ; *Préface* par Edmond Théry. *Traduction* de C.-R. Wehrung. — 1 volume in-18. . . . . 2 fr. 5
Franco, 2 fr. 80

Collection de l'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

DEPUIS SA CRÉATION

	fr.
1er *Volume* (17 janvier 1892 au 26 juin 1892)	12
2e *Volume* (3 juillet 1892 au 25 décembre 1892)	12
3e *Volume* (1er janvier 1893 au 25 juin 1893)	12
4e *Volume* (2 juillet 1893 au 31 décembre 1893)	12
5e *Volume* (6 janvier 1894 au 30 juin 1894)	12

Chaque volume est broché et comprend une *Table des matières alphabétique.*

Les frais d'envoi à domicile par la poste sont à la charge de l'acheteur, soit : 0 fr. par volume pour la France ou 2 fr. 25 pour l'étranger.

715

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 160. — 7e volume. (5) ‖ BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS ‖ Samedi 2 Février 1895.

ITALIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume.................... 286.589 kil. carrés
Population (31 déc. 1890).................. 30.158.408 habitants
— (31 déc. 1893).................. 30.724.897 —
— — par kil. carré.......... 107 —
Armée. Pied de paix........................ 14.535 officiers
— — .... 267.847 soldats
— Pied de guerre........................ 3.384.859 off. et sold.
Chemins de fer (Réseau total)............ 14.184 kilomètres.
— par 1.000 kil. carrés... 49 —
— par million d'habitants 464 —
Télégraphes. Longueur des lignes........ 38.288 —
— — fils........... 148.348 —
Longueur des fils par million d'hab......... 4.828 —
Dépêches transmises en 1892-93 .... 9.497.885 dépêches

BUDGET 1894-1895 (*en Lire = 1 fr.*)

Dette Consolidée.................................... 9.068 millions
Dettes diverses.. 3.809 —
Total de la Dette italienne.......................... 12.877 —
Moyenne de la dette par habitant..................... 419 lire
Dépenses militaires totales........................... 227 millions
— marine — .... 102 —
Total guerre et marine............................. 339 —
Moyenne par habitant................................. 10 lire 71
Dépenses totales du budget....................... 1.784 millions
Moyenne par habitant................................. 58 lire 08

COMMERCE EXTÉRIEUR (*En millions de francs*)
(y compris les métaux précieux)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883..	1.380	1.198	1887..	1.690	1.109	1891.......	1 180	939
1884..	1.324	1.096	1888..	1.241	967	1892.......	1 173	958
1885..	1.575	1 134	1889.	1.440	1.005	1893	1.190	964
1886..	1.509	1.076	1890..	1.372	963	1894 11 (ms).	1.044	980

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du Grand-Duché...................... 2.587 kil. carrés
Population au 1er décembre 1885 .... 213.283 habitants
— au 1er — 1890 .... 211.088 —
— par kilomètre carré en 1885 .... 82 —
— — 1890 .... 82 —
Chemins de fer. Réseau total au 31 déc. 1893. 435 kilomètres
— par 1.000 kil. carrés......... 168 —
— par million d'habitants...... 2.060 —
Télégraphes. Longueur des lignes .... 600 —
— — fils .... 1.670 —
— — par million d'habit... 7.914 —
— Dépêches transmises en 1893 .... 111.317 dépêches

BUDGET DE 1894 (*en francs*)

Dette publique du Grand-Duché................ 11.470.000 francs
Moyenne par habitant .... 54 fr. 33
Dépenses budgétaires totales .... 8.436.812 francs
Moyenne par habitant......... 39 fr. 96

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le Grand-Duché fait partie de l'Union douanière Allemande

PORTUGAL

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessons sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume........................ 92.575 kil. carrés
Population totale en 1878..................... 4.550.699 habitants
— en 1881 .... 4.708.178 —
— par kil. carré en 1878.. . 49 —
— — en 1881.... 51 —
Armée. Pied de paix.......................... 2.286 officiers
— — .... 31.886 soldats
— — .... 4.665 chevaux
— Pied de guerre .... 154.000 hommes
Chemins de fer. Réseau total en 1893....... 2.340 kilomètres
— par 1.000 kilomètres carrés. 25 —
— par million d'habitants..... 497 —
Télégraphes. Longueur des lignes........... 6.418 —
— — des fils............. 14.234 —
— — par million d'hab.... 3.023 —
— Dépêches transmises .. .. 1.354.827 dépêches

BUDGET DE 1893-1894 (*en francs*)

Dette publique en 1894........................ 3.741.950.626 francs
— Moyenne par habitant.. 794 —
Dépenses militaires.................................. 28.692.473 —
Dépenses de la Marine................................ 13.945.808 —
Total pour la Guerre et la Marine............. 42.638.281 —
Moyenne par habitant.................. 9 fr. 05
Dépenses totales du Budget................. 250.191.323 francs
Moyenne par habitant.................. 53 fr. 13

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883...	174.7	127.6	1887.....	209.4	118.7	1891.......	221.2	198.1
1884...	182.5	120.9	1888.....	215.6	131.0	1892.......	»	»
1885...	183.6	127.1	1889.....	235.2	[illegible]	1893.......	215.6	165.2
1886...	208.8	146.1	1890.....	249.7	120.4	1894 (6 ms)..	109.6	63.1

ROUMANIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume........................ 131.020 kil. carrés
Population. Evaluation actuelle............ 5.038.342 habitants
— par kilomètre carré............ 39 —
Armée. Pied de paix.......................... 2.960 officiers
— — .... 46.354 soldats
— — .... 10.000 chevaux
— Pied de guerre....................... 152.000 hommes
Chemins de fer. Rés. total au 31 déc. 1893. 2.573 kilomètres
— par 1.000 kilomet. carrés. 19 —
— par million d'habitants.. 510 —
Télégraphes. Longueur des lignes......... 5.836 kilom.
— — des fils............ 12.879 —
— par million d'habitants....... 2.556 —
Nombre de dépêches expédiées............... 1.653.451 dépêches

BUDGET DE 1894-1895 (*en francs*)

Dette publique du royaume en 1894-1895.... 1.189.640.793 francs
— Moyenne par habitant... 235 fr. 93
Dépenses militaires.............................. 41.354.072 —
Moyenne par habitant... 7 fr. 69
Dépenses totales du budget................. 203.170.000 —
Moyenne par habitant... 37 fr. 79

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883...	359.9	220.6	1887.....	314.6	265.7	1891..	436.6	274.6
1884...	294.9	184.1	1888.....	310.3	256.7	1892.......	380.7	285.3
1885...	268.5	247.9	1889.....	367.9	274.1	1893.......	430.4	370.6
1886...	296.4	255.5	1890.....	362.7	275.9	1894.......	»	»

RUSSIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie de la Russie d'Europe....... 4.889.062 kil. carrés
Population — — (1891).. 88.906.921 habitants
— moyenne par kil. carré..... 18 —
Superficie de la Pologne russe......... 127.319 kil. carrés
Population — — (1891)... 8.900.418 habitants
— moyenne par kil. carré..... 70 —
Armée. Pied de **paix**.................. 30.574 officiers
— — .... 750.944 s.-of. et sold.
Total de l'effectif de **paix**..... 781.518 combattants
— .... 139.966 chevaux
Pied de **guerre** (non compris l'armée territoriale et les troupes cosaques de défense nationale comprenant plus de 5 millions d'hommes).................. 51.353 officiers
.... 2.359.720 s.-of. et sold.
Total de l'effectif de **guerre**........... **2.411.073** combattants
— .... 462.917 chevaux
Chemins de fer : Réseau total d'Europe. 31.364 kilomètres
— par 1.000 kil. carrés.. 6.2 —
— par million d'habitants 320 —
Télégraphes : Longueur des lignes.... 129.917 —
— Longueur des fils....... 301.240 —
— — par million d'hab. 3.018 —
Nombre total des dépêches en 1892....... 12.783.473 dépêches

BUDGET DE 1894 (*En francs*)

Dette publique de la Russie et de la Pologne Russe en 1895 :
Roubles-métal................................ 1.882.872.438 r. métal
Roubles-crédit .... 2.714.627.539 r. papier
Total de la Dette publique en francs.... **14.318.058.599** francs
Moyenne par habitant.. .... 146 —
Dépenses du Ministère de la Guerre ... 1.100.145.644 francs
— — Marine... 204.925.572 —
Total de la Guerre et Marine. .... **1.305.071.216** —
Moyenne par habitant.................. 13.34
Dépenses totales du budget.......... 4.334.406.104 francs
Moyenne par habitant........... 44 fr. 31

COMMERCE EXTÉRIEUR (*En millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883..	2.248	2.561	1887..	1.508	2.492	1891.......	1 394	2.801
1884..	2.147	2.359	1888..	1.404	3.113	1892.......	1.463	1.884
1885..	2.741	2.154	1889..	1.578	3.008	1893.......	1.687	2.378
1886..	4.706	1.954	1890..	1.537	2.748	1894 (8 ms).	1.331	1.680

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	RENTES A PAYER		RENTES FRANÇAISES	DIVIDENDE ou INTÉRÊT distribué en 1890	1891	1892	1893	1894	Cours de comp. comm. juillet 1891	1892	1893	1894	Cours de clôture des 5 dernières sem. 4 janv.	11 jan.	18 jan.	25 jan.	1er fév.
Millions	Francs																
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	101 80	102 30	102 05	102 30	102 80
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	100 60	101 25	101 »	100 70	101 10
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	107 90	108 30	108 17	108 32	107 65
25978	813.313.406																
395.286	obl. de 500 f		Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	502 »	497 50	499 25	498 »	499 »
Nombre des titres	**Val. nom.**	**Somm. vers.**	**SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES (actions)**														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3600 »	3810 »	3800 »	3780 »	3780 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	766 25	742 50	730 »	730 »	720 »
50.000	500	250	Banq. Transatlantique	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	» »	» »	» »	400 »	» »
30.000	500	500	Compagnie Algérienne	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	525 »	505 »	505 »	515 »	512 50
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	565 »	572 50	575 »	572 »	572 50
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	15 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	928 75	908 75	900 »	900 »	900 »
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	552 »	552 »	550 »	544 »	544 »
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	817 50	833 75	820 »	823 75	820 »
240.000	500	250	Société Générale, nom.	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	473 »	473 50	475 »	480 »	480 »
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	295 »	» »	296 »	» »	» »
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	515 »	512 50	515 »	507 »	510 »
50.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	405 »	» »	385 »	391 25	391 »
40.000	500	500	Banque de l'Algérie	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	769 »	760 »	769 50	795 »	823 50
			CH. DE FER FRANÇAIS (actions)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	685 »	690 »	690 »	690 »	690 »
50.000	500	500	Est-Algérien	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	590 »	595 »	595 »	600 »	591 »
584.000	500	500	Est	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	960 »	959 »	959 »	954 50	952 50
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr.	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1415 »	1418 75	1430 »	1438 75	1445 »
250.000	500	500	Midi	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1210 »	1207 50	1300 »	1292 50	1305 »
525.000	400	400	Nord	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1792 50	1790 »	1797 50	1799 50	1791 25
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1500 »	1515 »	1577 50	1567 50	1570 »
300.000	500	500	Ouest	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1090 »	1095 »	1105 »	1100 »	1109 »
40.000	500	500	Sud de la France	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	248 75	245 »	238 75	225 »	236 50
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (actions)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	578 »	565 »	560 »	567 50	568 »
336.000	500	500	Ce Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1062 50	1066 25	1080 »	1055 »	1076 »
80.000	250	250	Ce Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	345 »	335 »	340 »	340 »	339 50
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	597 50	590 »	595 »	586 »	585 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1140 »	1090 »	1070 »	1070 »	1075 »
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	570 »	568 »	565 »	565 »	568 »
50.000	500	500	Ce française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	268 »	280 »	275 »	266 »	258 »
600.000	500	500	Canal de Panama	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	10 50	10 »	10 25	10 »	9 25
223.398	500	500	Canal de Suez	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3112 50	3090 »	3080 »	3075 »	3112 50
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	620 »	640 »	635 »	620 »	610 »
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	105 »	102 50	105 »	105 »	100 »
50.000	500	500	Téléphones	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	301 25	296 25	303 75	295 »	292 50
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (actions)														
200.000	200fl	200fl	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	586 25	605 »	592 50	597 50	595 »
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	677 50	681 25	677 50	682 »	680 »
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1405 »	1453 75	1430 »	1432 50	1412 50
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	430 »	» »	464 50	463 »	465 »
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	75 »	73 »	70 »	72 50	72 50
48.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	160 »	170 »	165 »	169 75	165 »
60.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	185 »	188 75	185 »	176 25	175 »
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	826 25	823 75	816 25	815 »	817 »
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	235 »	232 50	231 25	232 50	236 25
420.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 «	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	617 50	617 50	616 25	618 75	623 »
350.000	500	500	Nord de l'Espagne	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	115 »	113 75	112 50	105 »	103 75
70.000	500	500	Portugais	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	49 »	50 »	50 »	50 »	50 »
356.000	500	500	Saragosse (Madrid à)	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	162 50	162 50	161 25	157 50	159 50
Capital ou Nombre de titres		**Fin de l'amt**	**FONDS D'ÉTATS ETRANGERS**														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	103 85	104 50	104 65	105 90	104 70
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	102 80	103 15	103 40	103 30	103 50
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	78 75	80 25	80 »	80 »	80 »
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	75 75	76 70	76 10	76 30	75 75
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	104 30	104 90	105 »	105 40	105 90
3.047.912		1941	— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	103 10	103 55	105 10	106 »	105 35
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	101 60	101 70	102 50	103 05	103 40
		1936	Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	74 15	73 60	73 55	73 60	74 05
1.240.000		1940	Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	493 75	494 »	493 50	495 »	494 50
341.000		1921	— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	450 »	454 50	454 »	452 »	452 »
240.000		1962	Hellénique 5 0/0 1881	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	» »	» »	160 »	» »	141 »
270.000			— 4 0/0 1887	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	» »	165 »	» »	» »	» »
592.000.000fl			Hongrie 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	102 15	101 60	101 70	101 55	101 85
442.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	87 05	85 85	85 35	85 92	86 80
		1926	Portugal 3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	24 25	25 20	24 85	24 85	24 80
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	427 50	443 75	437 50	442 50	413 »
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	99 55	100 »	102 »	102 »	103 »
50.000.000		1937	Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	97 95	95 75	95 90	96 25	96 60
150.000.000r		1960	Russie 4 0/0 1880	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	100 80	100 80	101 70	101 80	101 90
1941.992.000		1970	— 4 0/0 Consolidé	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	102 »	101 »	101 50	102 10	102 40
500.000.000		1974	— 3 0/0 1891 or	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	88 65	87 70	87 65	88 85	89 75
100.000.000r		1976	— 3 1/2 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	96 70	96 65	95 90	97 10	97 35
52.870		1949	Serbie 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	74 25	73 50	74 »	73 »	73 25
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	25 60	26 05	26 35	26 70	26 52
227.250		1931	Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	454 »	455 »	455 »	465 »	463 75
391.362		1931	Priorités Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	482 50	494 50	488 75	498 50	497 »
295.454			Douanes Ottom. 5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	516 »	517 50	506 »	505 »	505 »
40.000.000		1958	Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	450 »	445 50	446 25	450 »	453 »

LISTE DES COUPONS ÉCHÉANT EN FÉVRIER 1895

DATES DU PAIEMENT	DATES DU DÉTACHEMENT	DÉSIGNATION DES VALEURS	COUPON BRUT	NET A PAYER nominatif	NET A PAYER au porteur	
		VALEURS FRANÇAISES				
3 févr.	1er févr.	Rente 3 1/2 o/o	0 875	0 875	0 875	au Louvre.
1 janv.	31 janv.	Obl. Dép. d'Alger 3 1/2 o/o 93 (1re-2e sies)	8 75	.. ..	8 75	place Vendôme, 10 (c. 1 et 3).
r févr.	6 févr.	Ville de Paris 1865	10 ..	9 60	9 06	Hôtel-de-Ville.
janv.	6	d° d° 1869	6 ..	5 76	5 33	d°
31	6	d° de Marseille 1877	6 ..	5 76	5 35	rue des Capucines, 19.
31	31 janv.	d° de Cannes 4 o/o 1881	20 ..	19 20	18 17	rue de Richelieu, 102 (c. 24).
31	31	d° d'Hyères 3 3/4 o/o 1892	9 375	.. ..	8 494	place Vendôme, 10 (c. 5).
31	31	Obl. Ville de Saint-Nazaire 3 1/2 1894	7 ..	.. ..	6 307	d° (c. 1).
r févr.	1er févr.	d° d° de Troyes 1894	9 ..	.. ..	8 1425	à Troyes, et boulevard des Italiens, 19.
12	12	d° d° de Bordeaux 4 o/o 1881	10 ..	9 60	9 08	boulevard des Italiens, 19 (c. 27).
janv.	6 févr.	Comptoir National d'Escompte	12 50	12 ..	11 50	rue Bergère, 14 (c. 4).
r févr.	1er	Cie Nle des Ch. de fer à voie étr. (en liq.).	16 50	.. ..	16 50	rue de la Victoire, 66 (2e répart.).
1er	6	Obl. Foncières 1877	6 ..	5 76	5 37	rue des Capucines, 19.
10	11	d° Banque Hyp. de France, r. à 1.000 f.	3 75	3 60	3 34	d°
1er	6	Société Immobilière Marseillaise	17 ..	16 32	15 67	rue de la Chaussée-d'Antin, 50 (c. 33).
1er	1er	d° d° act. de jouiss.	7 ..	6 72	6 36	d° (c. 10).
janv.	31 janv.	Banque des Fonds Publics, lib.	9 95	.. ..	9 25	place de la Bourse, 3 (c. 35).
r févr.	1er févr.	Annuités Orléans à Châlons	12 50	.. ..	12 50	rue Bergère, 14 (c. 42).
1er	6	Obl. Bône-Guelma	7 50	7 20	6 752	rue d'Astorg, 7 (c. 35).
1er	1er	Chemins Brésiliens, bons 6 o/o 1891-93.	15 ..	.. ..	15 ..	rue Chauchat, 20.
1er	1er	Obl. Mines de la Loire 5 o/o	25 ..	24 ..	22 755	rue Joubert, 47 (c. 85).
1er	1er	Obl. Docks de Rouen 4 o/o	10 ..	9 60	9 20	rue de la Victoire, 66 (c. 1).
1er	1er	Petit Journal	15 ..	14 40	13 90	rue Lafayette, 61 (c. 53).
1er	1er	Taxes municipales (Bons de délégations, anc. et nouv.)	5 ..	4 80	4 48	d° 116 (c. 19 et 5).
janv.	31 janv.	Obl. Secteur Place Clichy, r. à 1.000 fr.	25 ..	24 ..	23 ..	rue Bergère, 14 (c. 9).
r févr.	1er févr.	d° Soc. Electr. des Pyrénées (1re et 2e séries)	5 ..	.. ..	5 ..	rue de Téhéran, 24 (c. 9 et 8).
1er		Obl. Galerie des Ch.-Elysées 5 o/o ent. lib.	7 50	.. ..	6 90	avenue de l'Opéra, 20 (c. 2).
24	25	Annuités des 3 Ponts (Austerlitz, Cité, Arts)	38 50	.. ..	38 15	Hôtel-de-Ville.
		VALEURS ÉTRANGÈRES				
1er	1er	Autriche 5 o/o papier	2 fl. 10 kr.	.. ..	change	rue Laffitte, 23.
1er	6	Belge 3 1/2 o/o, 3e série	1 3/4 o/o	.. ..	1 3/4 o/o	d°
1er	6	Hongrois 4 1/2 o/o or 1889	2 1/4 o/o	.. ..	ch.fixe 2 50	d°
1er	6	Norvégien 3 o/o 1888	1 1/2 o/o	.. ..	1 1/2 o/o	boulevard Haussmann, 39. (Se paie à raison de 7 fr. 56 par titre de 504 fr.).
1er	6	Russe 4 o/o 1893 (5e émiss.)	1 o/o	.. ..	1 o/o	rue d'Antin, 3.
13	13	Russie, Bill. métall. 4 o/o (1re, 2e et 4e sies)	48 ..	.. ..	45 60	rue du Quatre-Septembre, 31.
1er	6	Suédois 1888	18 51	.. ..	18 51	rue Laffitte, 23.
13	13	Priorité Tombac 4 o/o 1893	10 ..	.. ..	10 ..	rue Meyerbeer, 7.
1er	6	Uruguay 3 1/2 o/o 1891	7/8 o/o	.. ..	change	rue d'Antin, 3.
1er	6	Obl. Chem. Andalous, 2e série	7f50	.. ..	7f20	d° (c. 9).
1er	6	Lérida-Reus-Tarragone, act. est	7 50	.. ..	7 50	rue de la Victoire, 69 (c. 19).
1er	6	Obl. Smyrne-Cassaba	10 ..	.. ..	9 50	rue Meyerbeer, 7 (c. 1).
1er	1er	Obl. Crédit Mobilier Espagnol	7 50	.. ..	7 50	rue de la Victoire, 69 (c. 31).
1er	1er	Banque Hypoth. de Suède, obl. 4 o/o	10 ..	.. ..	10 ..	rue d'Antin, 3 (c. 31).
1er	1er	Gaz Belge	39 ..	.. ..	39 ..	rue de la Bourse, 4, et rue de la Victoire, 66 (c. 33).
1er	1er	Charbonn. et Usines de Sosnowice	30 ..	.. ..	30 ..	rue de la Victoire, 66 (c. 4).

COMPAGNIE GÉNÉRALE FRANÇAISE

DE TRAMWAYS

Société anonyme au capital de 10.200.000 francs

Messieurs les actionnaires sont informés que la Chambre syndicale des Agents de Change ayant décidé l'inscription à la cote officielle, à partir du 1er février courant, des 20.400 actions nouvelles de 500 francs représentant le capital social ; l'échange des actions anciennes pour les nouvelles, à raison de cinq actions anciennes contre deux nouvelles, aura lieu au Comptoir National d'Escompte de Paris, 14, rue Bergère, à partir du lundi 11 courant.

Paris, le 2 février 1895.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

718

ADJUDICATIONS

BAL BULLIER à Paris, **31, av. de l'Observatoire,** à adj. s. 1 ench. (dissol. de Société), 4 mars 95, 2 h. Et. PRUDHOMME, not. 6, rue Gaillon, consign. 30,000 f. Loy. d'av. 20,000 f. ; m. à p. 200,000 f. S'adr. à M. RICHARD, 35, avenue de l'Opéra, et aux not. Mes VALIN et PRUDHOMME, déposit. de l'ench.

719

Etude de Me DELAUNAY, avoué à Paris, 51, r. Ste-Anne

VENTE au Palais de Justice, à Paris, le samedi 23 février 1895, à 2 h., en 4 lots, de :

1° MAISON A PARIS **11. rue Monsigny,** au coin de la r. S.-Augustin. Rev. net : 17.884 fr. 50. — Mise à prix : **280.000** fr.

2° MAISON A PARIS **58, rue des Ecoles,** en face le musée de Cluny. Rev. net : 26.198 fr. 70. — Mise à prix : **400.000** fr.

3° MAISON A PARIS **60. Rue des Écoles,** en face le musée de Cluny. Rev. net : 33,526 fr. 95. — Mise à prix : **500.000** francs.

4° HOTEL AVEC JARDIN à **VERSAILLES,** 32, avenue de Villeneuve-l'Etang. Contenance : 2,597 m. — Mise à prix : **80,000** fr.

S'ADRESSER à Mes DELAUNAY, Dubail, Gillet, avoués ; Laverne, Robineau, not.

720

MUSÉE GRÉVIN

Lourdes au Musée Grévin :

On peut voir depuis quelques jours au musée Grévin la reconstitution, grandeur nature, de la grotte miraculeuse telle qu'elle existait en 1858, lors des visions de Bernadette.

La jeune voyante y est représentée en extase, les bras tendus vers l'apparition de la Vierge qui vient par intermittence illuminer le fond de la grotte.

Un très beau panorama peint par Jambon complète l'attrait de cette scène ingénieusement conçue et d'un effet très saisissant.

721

BIBLIOGRAPHIE

La Serbie : *Histoire, Economie, Finances.* M. Edmond Théry, rédacteur en chef de l'*Economiste Européen*, s'est donné la tâche d'étudier la situation économique et financière de tous les pays débiteurs de la France.

L'histoire de la **Serbie**, que la librairie de l'*Economiste Européen* vient d'éditer cette semaine (11, rue Monsigny, Paris : Une brochure, 1 fr. 50 par la poste), commence la série, et, ce petit livre est tout d'actualité car il contient les documents les plus intéressants sur les Finances, la Dette publique, les Chemins de fer, le Commerce, l'Agriculture, etc., du petit royaume balkanique.

722

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

Nº 161. — 7e volume. (6) ‖ BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS ‖ Samedi 9 Février 1895.

SERBIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume	48.589	kil. carrés
Population totale en 1890	2.161.961	habitants
— — en 1893	2.250.712	—
— par kil carré en 1890	44	—
— — en 1893	46	—
Armée. Pied de paix	12.692	hommes
— Pied de guerre. **Total** général	337.323	—
Chemins de fer (en 1893). Réseau total	540	kilomètres
— par 1.000 kilom. carrés	11	—
— par million d'habitants	240	—
Télégraphes. Longueur des lignes (1893)	3.085	—
— — des fils (1893)	6.558	—
— par million d'habitants	2.914	—
Nombre total des dépêches en 1893	923.412	dépêches

BUDGET DE 1894

Dette publique au 1er janvier 1894	362.670.000	francs
Moyenne par habitant	161	—
Dépenses du Ministère de la Guerre	12.465.000	—
Moyenne par habitant	5.53	—
Total des dépenses budgétaires	63.623.868	—
Moyenne par habitant	28.26	—

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883	»	»	1887	36.4	36.1	1891	42.8	52.2
1884	43.3	39.9	1888	35.1	38.9	1892	37.0	46.4
1885	40.4	37.6	1889	34.8	39.0	1893	40.9	48.9
1886	51.0	40.6	1890	38.0	45.8	1894	»	»

SUÈDE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume	450 574	kil. carrés
Population continentale en 1890	4.789.981	habitants
— — en 1893	4.824.150	—
— par kil. carré en 1890	11	—
— — en 1893	11	—
Armée. Pied de paix	1.953	officiers
— —	36.849	soldats
— Pied de guerre. **Total** général	452.553	hommes
Chemins de fer Réseau total	8.782	kilomètres
— par 1000 kil. carrés	19	—
— par million d'hab.	1.820	—
Télégraphes. Long. des lignes	12.751	—
— — des fils	37.846	—
— — par million d'habitants.	7.845	—
Nombre total des dépêches en 1893	1.953.707	dépêches

BUDGET DE 1895

Dette publique au 1er janvier 1894	387.352.136	francs
Moyenne par habitant	80	fr. 29
Dépenses du Ministère de la Guerre	34.484.632	francs
— — de la Marine	9.700.671	—
— extraordinaires, armée et flotte	5.485.596	—
Total de la Guerre et de la Marine	49.670.899	—
Moyenne par habitant	10	fr. 29
Total des dépenses budgétaires	134.885.990	francs
Moyenne par habitant	27	fr. 96

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

(y compris les métaux précieux)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1882	416.7.	352.9.	1886	418.6.	317.4.	1890	524.3.	425.3.
1883	464.1.	356.5.	1887	413.3.	342.9.	1891	513.8.	449.6.
1884	452.8.	331.6.	1888	442.3.	391.7.	1892	500.8.	457.7.
1885	472.6.	342.3.	1889	524..	419.3.	1893	500.8.	457.7.

NORVÈGE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume	322.304	kil. carrés
Population continentale en 1875	1.806.900	habitants
— — en 1891	1.988.674	—
— par kilomètre carré en 1875	5.5	—
— — en 1891	6	—
Armée. Pied de paix	1.700	officiers
— —	18.000	hommes
— Pied de guerre. **Total** général	40.000	—
Chemins de fer. Réseau total	1.612	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	5	—
— par million d'habitants	830	—
Télégraphes. Longueur des lignes en 1893	9.606	—
— — des fils	19.163	—
— par million d'habitants	9.639	—
Nombre total des dépêches en 1893	1.815.884	dépêches

BUDGET DE 1892-1893

Dette publique au 30 juin 1893	173.694.400	francs
— Moyenne par habitant	87	fr. 34
Dépenses du Ministère de la Guerre	11.988.611	francs
— de la Marine	4.806.342	francs
Total de la Guerre et de la Marine	16.794.953	francs
— Moyenne par habitant	8	fr. 44
Total des dépenses budgétaires	71.939.589	—
— Moyenne par habitant	36	fr. 17

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1882	223.6	170.9	1886	187.9	142.8	1890	290 0	182.2
1883	224.2	161 3	1887	185 8	148.1	1891	309.9	181.2
1884	220.7	155.9	1888	220.1	170.1	1892	278.0	175.6
1885	202.3	141.6	1889	266.3	184.4	1893	284.3	189.1

SUISSE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie de la Confédération	41.346	kil. carrés
Population (1er décembre 1880)	2.846.102	habitants
— (1er décembre 1888)	2.917.754	—
— par kil. carré (1880)	69	—
— — (1888)	71	—

Armée fédérale. *Effectif en 1894 :*

Pied de Guerre — Armée régulière	134.932	combattants
Pied de Guerre — Landwehr	80.298	—
Pied de Guerre — Landsturm	273.296	—
Total de l'effectif	488.526	—
Chemins de fer. (Réseau total)	3.532	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	85	—
— par million d'habitants	1.210	—
Télégraphes. Long. des lignes	7.271	—
— Long. des fils	19.740	—
— — par million d'hab.	6.767	—
Dépêches transmises en 1893	3.838.323	dépêches

BUDGET DE 1893 (*En francs*)

Dette publique de la Confédération en 1894.	74.800.000	francs
Moyenne par habitant	25.59	—
Dépenses militaires totales	32.320.076	—
Moyenne par habitant	11.07	—
Total des dépenses budgétaires fédérales	86.301.439	—
Moyenne par habitant	29.57	—

COMMERCE EXTÉRIEUR (*En millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1882	»	»	1886	763.6	646.6	1880	954.2	702.8
1883	»	»	1887	797.8	649.8	1891	932.3	671.8
1884	»	»	1888	784.0	651.9	1892	869.9	657.6
1885	727.4	633.5	1889	906.5	695.2	1893	827.5	645.5

TURQUIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie de la Turquie d'Europe	168.563	kil. carrés
Population continentale en 1883	5.305.946	habitants
— — en 1893	5.600.000	—
— par kil. carré en 1883	26	—
— — en 1893	33	—
Armée. Pied de paix	230.000	hommes
— Pied de guerre. **Total** général	800.000	—
Chemins de fer (en 1893). Réseau total	980	kilomètres
— par 1.000 kilom. carré	5.7	—
— par million d'hab.	175	kilomètres
Télégraphes. Long. des lignes (1888-89)	32.820	kilomètres
— — des fils	51.849	—
— — par million d'hab	2.347	—

BUDGET DE 1893

Dette publique au 13 mars 1893	2.999.084.310	francs
Moyenne par habitant	137	fr. 07
Dépenses du Ministère de la Guerre	184.400.000	francs
— — de la Marine	16.135.000	—
Total de la Guerre et de la Marine	200.535.000	—
Moyenne par habitant	9	fr. 01
Total des dépenses budgétaires	394.731.250	francs
Moyenne par habitant	18	—

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883-1884	528.1	295.8	1886-1887	463.4	260.2	1889-1890	475.6	294.9
1884-1885	485..	349.7	1887-1888	477.2	292.9	1890-1891	463.3	252.7
1885-1886	448.4	312.2	1888-1889	406.1	278.3	1891-1892	559.3	350.1

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	RENTES A PAYER		RENTES FRANÇAISES	DIVIDENDE ou INTERÊT distribué en					Cours de comp. comm. juillet				Cours de clôture des 5 dernières sem.				
				1890	1891	1892	1893	1894	1891	1892	1893	1894	11 jan.	18 jan	25 jan.	1er fév.	8 fév.
Millions	Francs																
15204	456.126.943		**3 0/0 Perpétuel**.........	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	102 30	102 05	102 30	102 80	103 30
3986	119.589.600		**3 0/0 Amortissable**.....	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	101 25	101 »	100 70	101 10	101 40
6788	237.596.863		**3 1/2 0/0 1894**, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	108 30	108 17	108 32	107 65	108 05
25978	813.313.406																
395.286	obl. de 500 f		**Tunis** 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	497 50	499 25	498 »	499 »	500 50
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	**SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES** (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	**Banque de France**, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3810 »	3800 »	3780 »	3780 »	3900 »
125.000	500	500	**B. de Paris** et **Pays-Bas**	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	742 50	730 »	730 »	720 »	727 50
50.000	500	250	**Banq. Transatlantique**.	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	» »	» »	400 »	» »	410 »
30.000	500	500	**Compagnie Algérienne.**	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	505 »	505 »	515 »	512 50	540 »
150.000	500	500	**Compt. Nat. d'Esc.**, nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	572 50	575 »	572 »	572 50	565 »
341.000	500	500	**Cr. Fonc. de France**, —	63 »	60 »	50 »	15 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	908 75	900 »	900 »	900 »	911 25
120.000	500	125	**Cr. Indust.** et **Comm.** —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	552 »	550 »	544 »	544 »	544 »
400.000	500	250	**Crédit Lyonnais**........	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	833 75	820 »	833 75	820 »	813 75
240.000	500	250	**Société Générale**, nom..	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	473 50	475 »	480 »	480 »	487 50
30.000	500	500	**Banq. Comm. et Indust.**	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	» »	296 »	» »	» »	» »
50.000	500	500	**Banq. Intern. de Paris**	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	512 50	515 »	507 »	510 »	508 75
50.000	500	500	**B. Parisienne nouvelle**	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	» »	385 »	391 25	391 »	392 50
40.000	500	500	**Banque de l'Algérie**....	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	760 »	769 50	795 »	823 50	815 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	**Bône-Guelma**...........	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	690 »	690 »	690 »	690 »	695 »
50.000	500	500	**Est-Algérien**............	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	595 »	595 »	600 »	591 »	595 »
584.000	500	500	**Est**.....................	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	959 »	959 »	954 50	952 50	951 50
800.000	500	500	**Paris-Lyon-Méditerr.**..	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1418 75	1430 »	1438 75	1445 »	1415 »
250.000	500	500	**Midi**.....................	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1207 50	1300 »	1292 50	1305 »	1302 50
525.000	400	400	**Nord**.....................	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1790 »	1797 50	1799 50	1791 25	1795 »
600.000	500	500	**Orléans**..................	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1515 »	1577 50	1567 50	1570 »	1577 50
300.000	500	500	**Ouest**....................	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1095 »	1105 »	1100 »	1109 »	1110 »
40.000	500	500	**Sud de la France**.......	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	245 »	238 75	225 »	236 50	250 »
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	**Mag. Gén. de Paris**.....	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	565 »	560 »	567 50	568 »	570 »
336.000	500	500	**Ce Par. du Gaz** (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1066 25	1080 »	1055 »	1076 »	1090 »
80.000	250	250	**Ce Gén. Transatlantique**	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	335 »	340 »	340 »	339 50	307 50
120.000	500	500	**Messageries Maritimes**	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	590 »	595 »	586 »	585 »	580 »
34.000	500	500	**Omn. de Paris** (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1090 »	1070 »	1070 »	1075 »	1070 »
85.000	500	500	**Voitures à Paris** (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	568 »	565 »	565 »	568 »	567 »
50.000	500	500	**Ce française des Métaux**	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	280 »	275 »	266 »	258 »	230 »
600.000	500	500	**Canal de Panama**.......	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	10 »	10 25	10 »	9 25	9 »
223.398	500	500	**Canal de Suez**..........	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3090 »	3080 »	3075 »	3112 50	3190 »
40.000	500	500	**Dynamite** (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	640 »	635 »	620 »	610 »	612 50
84.000	500	500	**Télég. Paris-New-York**	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	102 50	105 »	105 »	100 »	100 50
50.000	500	500	**Téléphones**.............	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	296 25	303 75	295 »	292 50	290 »
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	200fl	200fl	**B.I.R.P. Pays-Autrich.**	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	605 »	592 50	597 50	595 »	598 75
500.000	500	250	**B. Impér. Ottomane**....	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	681 25	677 50	682 »	680 »	680 »
120.000	500	200	**Cr. Fonc. d'Autriche**...	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1453 75	1430 »	1432 50	1412 50	1440 »
60.000	500	125	**Cr. Fonc. Egyptien**.....	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	» »	464 50	463 »	465 »	463 75
95.000	»	»	**Cr. Mob. Espagn.** (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	73 »	70 »	72 50	72 50	77 50
48.000	500	500	**Gaz de Madrid**..........	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	170 »	165 »	169 75	165 »	170 »
60.000	500	500	**Chemins Andalous**.....	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	188 75	185 »	176 25	175 »	188 75
550.000	500	500	**Autrichiens-Hongrois**..	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	823 75	816 25	815 »	817 »	817 50
750.000	500	500	**Sud de l'Autriche** (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	232 50	231 25	232 50	236 25	240 »
420.000	500	500	**Méridionaux** (Adriatique)	36 »	36 »	36 «	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	617 50	616 25	618 75	623 »	632 50
350.000	500	500	**Nord de l'Espagne**......	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	113 75	112 50	105 »	103 75	110 »
70.000	500	500	**Portugais**...............	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	50 »	50 »	50 »	50 »	50 »
356.000	500	500	**Saragosse (Madrid à)**...	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	162 50	161 25	157 50	159 50	170 »
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'amt		**FONDS D'ÉTATS ETRANGERS**														
529 477.934£			**Angleterre 2 3/4 0/0**...	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	104 50	104 65	105 90	104 70	105 25
			Autriche 4 0/0 or.......	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	103 15	103 40	103 30	103 50	104 20
6.000.000			**Brésil 4 1/2 0/0 1888**...	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	80 25	80 »	80 »	80 »	80 10
20.000.000			— **4 0/0 1889**.......	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	76 70	76 10	76 30	75 75	76 »
361.968			**Egypte** (Daïra-Sanieh)....	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	104 90	105 »	105 40	105 90	105 75
3.047.912	1941		— (Unifiée)..........	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	103 55	105 10	106 »	105 35	105 50
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2).	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	101 70	102 50	103 05	103 40	103 40
	1936		**Espagne 4 0/0** Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	73 60	73 55	73 60	74 05	76 15
1.240.000	1940		**Cuba 6 0/0 1886**........	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	491 »	493 50	495 »	494 50	502 »
341.000	1921		— **5 0/0 1890**........	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	454 50	454 »	452 »	452 »	463 50
240.000	1962		**Hellénique 5 0/0 1881**..	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	» »	160 »	» »	141 »	» »
270.000			— **4 0/0 1887**..	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	165 »	» »	» »	» »	158 »
592.000.000fl			**Hongrie 4 0/0 or**........	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	101 60	101 70	101 55	101 85	101 75
442.250.000			**Italie 5 0/0 (4 fr. net)**...	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	85 85	85 35	85 92	86 80	87 85
	1926		**Portugal 3 0/0**..........	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	25 20	24 85	24 85	24 80	25 »
285.000			— **4 1/2 1891 (Tabacs)**	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	413 75	437 50	442 50	413 »	451 25
2.230.000			**Roumanie 5 0/0 1875**...	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	100 »	102 »	102 »	103 »	102 97
50.000.000	1937		**Roumanie 5** 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	95 75	95 90	96 25	96 60	97 »
150.000.000r	1960		**Russie 4 0/0 1880**.......	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	100 80	101 70	101 80	101 90	102 15
1941.992.000	1970		— **4 0/0 Consolidé**..	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	101 »	101 50	102 10	102 40	102 75
500.000.000	1974		— **3 0/0 1891 or**....	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	87 70	87 65	88 85	89 75	90 90
100.000.000r	1976		— **3 1/2 0/0 1894**...	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	96 65	95 90	97 10	97 35	98 37
52.870	1949		**Serbie 5 0/0 1890**.......	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	73 50	74 »	73 »	73 25	73 50
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	26 05	26 35	26 70	26 52	26 55
227.250	1931		**Consolidat. Ottom. 4 0/0**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	455 »	455 »	465 »	463 75	463 75
391.362	1931		**Priorités Ottom. 4 0/0**.	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	494 50	488 75	498 50	497 »	491 25
295.454			**Douanes Ottom. 5 0/0**..	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	517 50	506 »	505 »	505 »	506 25
40.000.000	1958		**Emp. ottoman 4** 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	445 50	446 25	450 »	453 »	458 75

COMPAGNIE FRANÇAISE
DES CHEMINS DE FER DE LA
PROVINCE DE SANTA-FÉ

Recettes brutes pendant le mois de décembre 1894 1 réseau exploité par la Compagnie (1.365 km.) : 7.500 Fr. (ou $ m n 250.000) contre 349 600 Fr. n $ m n 230.000) en décembre 1893.

726

HEMIN DE FER DE PARIS A ORLEANS

Assemblée générale

MM. les Actionnaires de la Cie du Chemin de aris à Orléans sont convoqués en Assemblée géirale pour le vendredi 29 mars prochain, à deux ures et demie, dans l'établissement de la Compaiie, 8, rue de Londres.

Pour assister à l'Assemblée générale, tout acnnaire doit justifier de son droit par la présentan d'une carte d'admission.

Ont seuls droit à la carte d'admission les actionires porteurs ou titulaires de quarante actions i moins. Les actions peuvent être nominatives i au porteur, pourvu que, dans ce dernier cas, les tres au porteur aient été préalablement déposés i siège de la Société trois jours au moins avant réunion.

Seront reçus comme donnant droit à la carte admission à l'Assemblée générale, les récépissés nstatant les dépôts d'actions de la Compagnie its, à quelque titre que ce soit, à la Banque de rance et aux autres établissements de crédit désiiés par le Conseil d'Administration.

A partir du jeudi 14 mars prochain, les bureaux i Service central de la Cie, 8, rue de Londres, revront le dépôt des titres au porteur et des récéssés de dépôt, et délivreront des cartes personlles d'admission à MM. les Actionnaires ou à irs fondés de pouvoir; ces derniers, qui devront re membres de l'Assemblée, c'est-à-dire posséder . moins quarante actions, auront à déposer une ocuration spéciale dont le modèle est, dès à prént, délivré dans les bureaux du Service central.

Paris, le 1er février 1895.

Le Directeur de la Compagnie, HEURTEAU.

727

ADJUDICATIONS

DJUDICATION même sur enchère, en la *chambre des notaires* de ris, le 12 *mars* 1895, midi, de **2 TERRAINS avec hôtel particulier à ris, rue Lamennais, 7 et 9, PRÈS AVE-UE FRIEDLAND**, libre de location.

Contenance : 351 m. 13 et 238 m. 51.

Mises à prix : 140.000 et 135.000 fr.

Faculté de réunion.

On traiterait avant l'adjudication.

S'adresser à Me DUFOUR, notaire à Paris, bouvard Poissonnière, 15.

728

DJ. 14 fév 2 h. pr. Et. MASSION, not. 58, b. Haussann **3 Act.** *assur.* **Nationale** *vie*. M. à pr. ch. .000 fr. **2 Act.** *assur.* **Générales** *vie*. M. à p. . 66.000 fr. et **2 Act.** *ass.* **Phénix** *vie*. M. à p. .000 f. Cons. p. l. 1.000 f.

729

HATEAU-SALÉ (Cne d'Antibes (Alpes-Maritimes), près ville et re d'Antibes. **Belle vue sur le Golfe de Nice.** 6 h. 35 a. M. à px 80.000 f., à adj. s. 1 ench. . des not. de Paris, 5 mars 95. S'ad. à Me RIAULT, not. à Paris, 31, Bd Sébastopol.

730

DJUDICATION même sur une enchère, en la *chambre des notaires* Paris, le *mardi 5 mars* 1895, à midi.

De deux TERRAINS, à Paris, rue St-Fargeau, 51 et 53, près l'avenue Gambetta, le premier de 7 m., le deuxième de 340 m.

Mise à prix à raison de 25 fr. le mètre :

Pour le premier. 9.925 fr.

Pour le second. 8.500 fr.

Entrée en jouissance de suite.

S'adresser, pour visiter, à M. *Voisin*, 13, rue du élégraphe.

Et pour tous renseignements, à Me CHATELAIN, taire, 37, rue Poissonnière, dépositaire de l'enère.

731

COMPie DES TABACS DE PORTUGAL

VENTES du 4e Exercice (1er Avril 1894)

	Kilogr.	Reis
Ventes de janv. 1894 (y compris la recette provenant des droits d'importation directe)	169.809	670 : 488.090
Ventes des mois antérieurs	1.428.453	5.654 : 802.634
	1.598.262	6.325 : 290.724

732

COMPAGNIE DES LITS MILITAIRES

Société anonyme au capital de 5 millions de francs

Un acompte sur le dividende afférent à l'exercice 1894, s'élevant à 12 fr. 50, sera payé, sous la déduction seulement de l'impôt de transmission, contre remise du coupon no 57, à partir du 20 courant, au Siège social, 18, boulevard des Capucines, à Paris.

733

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

Situation au 31 décembre 1894

Actif

Espèces en caisse et à la Banque de France	26.493.067 36
Effets et valeurs diverses	158.967.565 13
Trésor public	22.392.973 60
Avances sur dépôts de titres	18.468.681 70
Correspondants	26.927.040 65
Emprunteurs :	
Prêts hypothécaires	1.817 329.613 40
— communaux	1.223.382.663 61
Prêts réalisés avec les fonds provenant des Bons à lots	25.955.792 85
Prêts réalisés avec les fonds du capital social et des réserves	74.197.702 65
Semestres d'annuités échus	28.613.058 68
Hôtels et mobilier :	
Prix d'estimation des hôtels	12.933.709 25
Frais d'appropriation et mobilier	806.519 40
Divers	38.814.141 17
Intérêts acquis, mais non échus	60 898.155 46
Dépenses d'administration	4.301.064 51
Total	3.540.482.349 42

Passif

Capital social		170.500.000 »
Réserve obligatoire		19.271.783 85
Provision pour l'amortissement des emprunts		109.724.781 01
Réserves diverses		9.255.731 48
Dépôts en compte courant et bons de Caisse		34.247.989 41
Correspondants		90.204.439 97
Sous-Comptoir des Entrepreneurs		3.808.456 96
Versements différés :		
Sur Prêts Hypothécaires		17.954.964 43
— Communaux		80.039.223 45
Obligations Foncières en circulation :		
Montant au pair	2.151.628.700 »	
A déduire :		
Versements à recevoir des obligatres.	606.610 »	
Prime à amortir à recouvrer des emprunteurs	461.820.976 96	1.689.201.113 04
Obligations Communales en circulation :		
Montant au pair	1.314.506.400 »	
A déduire :		
Versements à recevoir des obligataires	56.019.227 50	
Prime à amortir à recouvrer des emprunteurs	131.489.394 04	1.126.997.778 46
Bons à lots en circulat.	25.955.792 85	
Obligations à rembourser et intérêts échus à payer		20.516.609 81
Semestres d'annuités payés par anticipation		4.460.035 67
Divers :		
Provision pour créances douteuses		7.233.723 11
Réserve commune avec le Crédit Foncier et Agricole d'Algérie		948.385 95
Comptes divers		24.196.975 05
Intérêts dus, mais non échus		35.934.546 »
Profits et pertes :		
Reliquat de l'exercice 1893		752.417 89
Exercice 1894		19.277.628 02
Total		3.540.482.349 42

Certifié conforme aux écritures :

Le gouverneur,

ALBERT CHRISTOPHLE. 734

CRÉDIT LYONNAIS

SOCIÉTÉ ANONYME, CAPITAL : DEUX CENTS MILLIONS

	Bilans aux 30 nov. 1894	31 déc. 1894
Actif		
Espèces en caisse et dans les banques	76.814.804 69	90.469.620 95
Portefeuille (Effets de commerce)	598 072.822 03	584.901.435 11
Reports	152.753.417 23	162 929.515 04
Comptes courants	294.676.683 69	339.192.421 45
Avances et Crédits sur nantissements	77.111.860 29	78.722.086 89
Actions, Bons, Obligations, Rentes	14.561.556 77	18.713.427 95
Immeubles	30.000.000 »	30.000.000 »
Comptes d'Ordre et Divers	30.930.706 66	25.575.030 28
Versements non appelés (déduction faite des libérations anticipées)	67.495.600 »	67.222.000 »
Fr.	1.342.417.451 36	1.407.785.537 67
Passif		
Dépôts et Bons à vue.	353.018.254 e	356.984.375 55
Comptes courants	453.050.734 79	500.893.884 89
Acceptations	123.342.953 82	135.803.695 55
Bons à échéance	124.938.881 65	122.954.076 91
Comptes d'Ordre et Divers	48.066.627 10	51.147.504 77
Réserves	40.000.000 »	40.000.000 »
Capital	200.000.000 »	200.000.000 »
Fr.	1.342.417.451 36	1.407.785.537 67

Certifié conforme aux écritures :

Le Président du Conseil d'administration, Henri GERMAIN.

Le Directeur général, A. MAZERAT.

735

BANQUE DE L'ALGÉRIE

Bilan au 31 Janvier 1895

ACTIF

Numéraire en caisse		35.864.908 46
Rentes sur l'Etat		11.866.010 »
Portefeuille	92.550.523 35	
Effets du portefeuille en recette	2.157.580 20	95.044.260 40
Prêts sur titres	337.156 85	
Correspondants		6.973.279 07
Liquidations (comptes amortis conformément à l'article 35 des statuts)		6.421.733 17
Hôtels de la Banque		2.311.179 14
Domaine		8.412.618 72
Dépenses d'administration		189.995 29
Succursales (leur compte avec la Banque)		101.470.009 62
Avances à l'État (Chambres de commerce)		1.381.068 61
Divers		3.136.952 64
		273.072.015 12

PASSIF

Capital	20.000.000 »
Billets au porteur en circulation	72.968.380 »
Bordereaux à payer	18.509 45
Comptes courants	2.948.070 49
Trésoriers-payeurs (leur compte courant)	2.307.000 »
Trésor public	60.025.959 23
Dividendes à payer	98.353 95
Agios et commissions	1.226.838 93
Profits et pertes	19.501 08
Réescompte	474.170 63
Réserve statutaire	6.666.666 66
Réserve extraordinaire	1.129.013 18
Réserve immobilière	2.311.179 14
Banque de l'Algérie (son compte avec les succursales)	101.230.188 59
Divers	1.648.183 79
	273.072.015 12

Alger, le 31 janvier 1895.

Le Directeur de la Banque de l'Algérie,

Signé : F. NELSON-CHIÉRICO.

736

La seconde Assemblée constitutive de la **Compagnie Française de Mines d'Or et d'Exploration,** Société anonyme, au capital de 10 millions de francs, a eu lieu aujourd'hui (8 février). — Après avoir approuvé le rapport des Commissaires, elle a nommé Administrateurs pour six ans : MM. le comte I. de Camondo. E. Ducoureau, le baron Hély d'Oissel, J. Kulp, S. Lilienthal, Ernest May, Harry-Mosenthal, Hamilton Smith, et Commissaires des Comptes pour le premier exercice, MM. Corrion et Pfeiffer.

La Compagnie Française de Mines d'Or et d'Exploration est ainsi définitivement constituée.

738

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

19, rue des Capucines, Paris

CAPITAL : **170.500.000** FRANCS

Comptes courants avec chèques ; Encaissement des coupons; Dépôts de titres; Ordres de Bourse; Prêts sur dépôts de titres; Prêts hypothécaires à long terme avec amortissement; Prêts hypothécaires à court terme et sans amortissement; Prêts communaux.

737

EN VENTE
A
L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

11, rue Monsigny — PARIS

La Question de l'Argent aux États-Unis en 1893, par Edmond Théry. — 1 brochure in-18 . . . . 1 fr.

La Crise des Changes. — *La Baisse de l'Argent et ses conséquences. — La Situation monétaire du Monde. — Le Bimétallisme universel,* par Edmond Théry. 1 volume in-18, 4e édition . . . . 3 fr.
Franco, 3 fr. 40

Histoire des Grandes Compagnies Françaises de Chemins de fer *dans leurs Rapports financiers avec l'Etat,* par Edm. Théry. — 1 volume in-18, 6e édition. 3 fr.
Franco, 3 fr. 30

L'Avenir de l'Indo-Chine Française, par C.-R. Wehrung ; *Préface* par Edmond Théry. — 1 brochure in-18. . . . . . 1 fr.

La Conférence Bimétallique Internationale de Londres ; *Préface* par Edmond Théry ; *Traduction* de C.-R. Wehrung. — 1 volume in-18. . . . . 2 fr. 50
Franco, 2 fr. 80

VIENT DE PARAITRE :

La Serbie : *Histoire, Économie, Finances,* par Edmond Théry. — 1 brochure, Franco . . . . Fr. 1 50

Collection de l'ÉCONOMISTE EUROPÉEN
DEPUIS SA CRÉATION

	fr.
1er *Volume* (17 janvier 1892 au 26 juin 1892)	12 50
2e *Volume* (3 juillet 1892 au 25 décembre 1892)	12 50
3e *Volume* (1er janvier 1893 au 25 juin 1893)	12 50
4e *Volume* (2 juillet 1893 au 31 décembre 1893)	12 50
5e *Volume* (6 janvier 1894 au 30 juin 1894)	12 50
6e *Volume* (7 juillet 1894 au 29 décembre 1894).	12 50

Chaque volume est broché et comprend une *Table des matières alphabétique.*

Les frais d'envoi à domicile par la poste sont à la charge de l'acheteur, soit : 0 fr. 85 par volume pour la France ou 2 fr. 25 pour l'étranger.

739

COMPAGNIE GÉNERALE TRANSATLANTIQUE

SIÈGE SOCIAL : 6, Rue Auber, 6 PARIS

SERVICE POSTAL FRANÇAIS

BUREAU DES PASSAGES : 12, Bd des Capucines (GRAND-HÔTEL)

Ligne Directe du Havre à New-York

TRAVERSÉE RAPIDE EN 7 JOURS ET DEMI
PAR LES PAQUEBOTS A GRANDE VITESSE

		Tonnes	et Chevaux
LA TOURAINE......	de	8.700	12.000
LA CHAMPAGNE....	de	7.200	8.000
LA BRETAGNE......	de	7.200	8.000
LA BOURGOGNE.....	de	7.200	8.000
LA GASCOGNE......	de	7.200	8.000
LA NORMANDIE....	de	6.300	7.000

Départs du Havre et de New-York tous les samedis

Un train spécial est mis, chaque semaine, à la disposition des passagers allant de Paris à New-York et les conduit directement (avec un seul arrêt à Rouen), eux et leurs bagages, au bassin de l'Eure, à l'embarcadère des paquebots.

Le prix du transport de Paris aux paquebots sont ceux du tarif des chemins de fer de l'Ouest.

Les passagers allant de New-York à Paris, trouveront, à leur arrivée au Havre, des trains spéciaux qui les conduiront, eux et leurs bagages, du quai de débarquement à Paris, gare Saint-Lazare.

Adresser les demandes au **Service Commercial, 6, rue Auber, PARIS.**

SERVICES POSTAUX DE LA MÉDITERRANÉE

Traversées rapides de Marseille a Alger en 24 à 26 heures, par les paquebots **Eugène-Péreire Duc de Bragance, Maréchal-Bugeaud, Ville d'Alger** et **Général-Chanzy.**

Départs les lundis, mercredis et samedis de Marseille à midi 30, et d'Alger les mardis, jeudis et samedis à midi.

De Marseille à Tunis, rapide, les lundis, mercredis et vendredis, à 4 heures du soir.

De Marseille à Oran, rapide, les samedis, à 4 heures du soir.

Départs quotidiens de Marseille pour l'Algérie, Tunisie, l'Italie, la Corse, Malte, l'Espagne, le Maroc et Tripoli.

Billets circulaires au départ de France, Angleterre, Espagne, Maroc, Algérie, Tunisie, Malte, Sicile, Italie, etc.

Envoi *franco* des livrets, avec cartes et conditions des voyages, à toute personne qui en fait la demande au Service Commercial, 6, rue Auber, Paris.

744

SOCIÉTÉ LYONNAISE
DE DÉPOTS, DE COMPTES COURANTS ET DE CRÉDIT INDUSTRIEL

Bilan au 31 janvier 1895

ACTIF

Caisse (espèces en caissé et à la Banque).	1.244.669 67
Portefeuille (effets de commerce)..........	42.450.113 06
Avances et crédits sur garanties statutaires	12.027.456 70
Comptes courants..........................	4.751.394 34
Comptes d'ordre...........................	1.065.186 »
Actions, versements non-appelés..........	22.500.000 »
	84.038.819 77

PASSIF

Capital..................................	30.000.000 »
Réserves.................................	2.436.556 98
Comptes de dépôts et comptes courants...	47.170.851 37
Acceptations.............................	1.346.758 60
Comptes d'ordre..........................	3.084.652 82
	84.038.819 77

740

CHEMINS DE FER DE
PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANEE

Excursion à Nice (Carnaval) organisée avec le concours des Agences de Voyages : " Indicateurs Duchemin " et " Desroches ", du 20 au 28 février 1895.

Itinéraire : Paris, Lyon, Marseille, Nice, Monaco, Monte-Carlo, Monaco, Nice, Marseille, Lyon, Paris.

Prix : 1re cl., 320 fr. — 2e cl., 225 fr.

Ces prix comprennent : le transport en chemin de fer, les voitures et omnibus, le logement, la nourriture, pendant toute la durée du voyage, etc., sous la responsabilité des Agences de Voyages : Indicateurs Duchemin et Desroches.

Les souscriptions seront reçues du 5 au 15 février inclus aux bureaux des Indicateurs Duchemin, 20, rue de Grammont, et de l'Agence Desroches, 21, rue du Faubourg-Montmartre.

On peut se procurer des renseignements et des prospectus détaillés à la gare de Paris P-L-M, ainsi que dans les bureaux-succursales de la Compagnie, à Paris.

741

CHEMIN DE FER D'ORLEANS

Excursions en Touraine, aux châteaux des bords de la Loire et aux stations balnéaires de la ligne de St-Nazaire au Croisic et à Guérande.

1er Itinéraire. — 1re classe, 86 fr.; 2e classe, 63 fr. Durée : 30 jours.

Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais, Saumur, Angers, Nantes, St-Nazaire, Le Croisic, Guérande, et retour à Paris, viâ Blois ou Vendôme, ou par Angers, viâ Chartres, sans arrêt sur le réseau de l'Ouest.

Nota. — Le trajet entre Nantes et St-Nazaire peut être effectué, sans supplément de prix, soit à l'aller, soit au retour, dans les bateaux de la Compagnie de la Basse-Loire.

La durée de validité de ces billets peut être prolongée une, deux ou trois fois de 10 jours, moyennant paiement, pour chaque période, d'un supplément de 10 0/0 du prix du billet.

2e Itinéraire. — 1re cl., 54 fr.; 2e cl., 41 fr. Durée : 15 jours.

Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais et retour à Paris, viâ Blois ou Vendôme.

En outre, il est délivré à toutes les gares du réseau d'Orléans des billets aller et retour comportant les réductions prévues au tarif spécial G. V. no 2 pour des points situés sur l'itinéraire à parcourir, et vice versa.

Ces billets sont délivrés toute l'année : à Paris, à la gare d'Orléans (quai d'Austerlitz) et aux bureaux succursales de la Compagnie et à toutes les gares et stations du réseau d'Orléans pourvu que la demande en soit faite au moins trois jours à l'avance.

742

BIBLIOGRAPHIE

Lire dans la **510e** livraison de la **Grande Encyclopédie,** publiée cette semaine, un fort intéressant article de M. B.-H. Gausseron, sur ces curieux livres-albums qu'on appelle en Angleterre des *Keepseake*. On trouvera d'autres lectures utiles dans le même fascicule, par exemple : la biographie du maréchal *Kellermann*, par M. Ch. Grandjean, celle du maréchal *Keith*, par M. René Samuel, celle de l'astronome *Kepler*, par M. Léon Sagnet, celle du comte de *Kératry*, par M. Antonin Debidour.

Prix de chaque livraison : 1 franc. — Une feuille-spécimen est envoyée gratuitement sur demande.

H. Lamirault et Cie, 61, rue de Rennes, Paris.

743

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 162. — 7e volume. (7) ‖ BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS ‖ Samedi 16 Février 1895.

ALLEMAGNE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie de l'Empire	540.483	kil. carrés
Population (1er déc. 1885)	46.855.704	habitants
— (1er déc. 1890)	49.428.470	—
— par kil. c. (1885)	87	—
— — (1890)	91	—
Armée. Pied de paix	22.458	officiers
— —	557.093	soldats
— —	96.844	chevaux
— Pied de guerre : Environ	5.100.000	off. et sold.
Chemins de fer (Réseau total) 1er mai 1894	45.078	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	83	—
— par million d'habitants	911	—
Télégraphes. Longueur des lignes	123.285	—
— — des fils	441.399	—
— Long. des fils par million d'hab.	8.990	—
Dépêches transmises en 1893	33.172.116	dépêches

BUDGET DE 1894-95 (*en francs*)

Dette publique de l'Empire	2.176	millions
— des Etats confédérés	12.104	—
Total de la dette allemande	14.580	—
Moyenne de la dette par habitant	294	francs
Dépenses militaires totales de l'Empire	764	millions
— pour la marine	92	—
Total pour la guerre et la marine	856	—
Moyenne par habitant	17 fr. 32	
Dépenses totales de l'Empire et des Etats	4.760	millions
Moyenne par habitant	96 fr. 31	

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883..	4.078	4.088	1887..	3.889	3.917	1891.......	5.188	3.969
1884..	4.075	4.004	1888..	4.088	4.004	1892.......	5.284	3.938
1885..	3.672	3.574	1889..	4.987	3.574	1893.......	5.167	4.056
1886..	3.597	3.731	1890..	5.181	4.158	1894.......	5.307	3.972

ANGLETERRE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du Royaume-Uni	314.628	kil. carrés
Population — (5 avril 1891)	37.880.764	habitants
— — (éval. 1894)	38.779.031	—
— par kil. carré en 1891	120	—
— — en 1894	123	—
Armée. Pied de paix	10.101	officiers
— —	218.373	soldats
— —	26.736	chevaux
— Pied de guerre (environ)	734.180	off. et sold.
Chemins de fer (Réseau total)	33.280	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	105	—
— par million d'habitants	858	—
Télégraphes. Long. des lignes	54.338	—
— — des fils	334.244	—
— — par million d'hab.	8.619	—
Dépêches transmises en 1893-94	70.899.498	dépêches

BUDGET DE 1893-94 (*en francs*)

Dette publique du Royaume-Uni	16.117	mill.
— Moyenne par habitant	415	francs
Dépenses militaires du Royaume-Uni	448	mill.
— pour la marine —	387	—
Total pour la guerre et la marine	835	—
Dépenses totales du Royaume-Uni	3.204	—
— Moyenne par habitant	82 fr. 63	

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1884..	9.750	5.825	1888..	9.690	5.862	1892.......	10.595	5.601
1885..	8.775	5.327	1889..	10.690	6.222	1893.......	10.167	5.426
1886..	8.747	5.317	1890..	10.517	6.587	1894.......	10.212	5.404
1887..	9.055	5.517	1891..	10.885	6.180	1895 (1er ms).	918	455

AUTRICHE-HONGRIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie de la monarchie austro-hong.	625.557	kilom. car.
Population totale — (31 déc. 1880)	37.882.712	habitants
— — (31 déc. 1890)	41.384.956	—
— — par k. c. en 1880	61	—
— — — en 1890	66	—
Armée. Pied de paix en 1895	23.445	officiers
— —	330.807	soldats
— —	59.916	chevaux
— Pied de guerre (environ)	1.872.178	of. et sold.
Chemins de fer (Réseau total)	29.160	kilomètres
— par 1.000 kilom. carrés	46	—
— par million d'habitants	704	—
Télégraphes. Longueur des lignes	52.493	kilomètres
— Longueur des fils	174.269	—
— — par million d'hab.	1.210	—
— Dépêches transmises en 1893.	16.506.156	dépêches

BUDGET DE 1894 (*en francs*)
(Pour toute la monarchie austro-hongroise)

Dette publique de la monarchie	12.933.000	francs
— Moyenne par habitant	310	—
Dépenses militaires de la monarchie	342.865.973	—
— pour la marine	26.413.128	—
Total pour la guerre et la marine	369.279.101	—
— Moyenne par habitant	8.92	—
Dépenses totales de la monarchie	2.383.692.156	—
— Moyenne par habitant	57.59	—

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883..	1.562	1.874	1887..	1.421	1.682	1891.......	1.532	2.013
1884..	1.531	1.728	1888..	1.332	1.822	1892.......	1.554	1.805
1885..	1.394	1.680	1889..	1.473	1.915	1893.......	1.434	1.688
1886..	1.348	1.746	1890..	1.526	1.928	1894.......	1.506	1.692

BELGIQUE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume	29.457	kil. carrés
Population totale (31 décembre 1890)	6.147.041	habitants
— (éval. 31 décembre 1893)	6.262.272	—
— par kil. carré en 1890	208	—
— — en 1893	213	—
Armée. Pied de paix	3.421	officiers
— —	47.642	soldats
— —	10.696	chevaux
— Pied de guerre (environ)	229.000	off. et sold.
Chemins de fer (Réseau total)	5.473	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	185	—
— par million d'habitants	874	—
Télégraphes. Long. des lignes	8.303	—
— — des fils	53.616	—
— — — par mill. d'hab.	8.562	—
Dépêches transmises en 1893	8.326.486	dépêches

BUDGET DE 1894 (*En francs*)

Dette publique du royaume	2.169.730.204	francs
— Moyenne par habitant	346	—
Dépenses militaires	47.117.452	—
— Moyenne par habitant	7.52	—
Dépenses totales du budget	347.723.567	—
— Moyenne par habitant	55.52	—

COMMERCE EXTÉRIEUR (*En millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883..	1.552	1.343	1887..	1.431	1.240	1891.......	1.799	1.159
1884..	1.425	1.337	1888..	1.534	1.243	1892.......	1.355	1.239
1885..	1.347	1.200	1889..	1.556	1.458	1893.......	1.370	1.200
1886..	1.335	1.182	1890..	1.672	1.457	1894.......	1.367	1.138

BULGARIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels:

Superficie de la Principauté	96.660	kilom. carrés
Population continentale en 1888	3.154.375	habitants
— — en 1893	3.309.816	—
— par kil. carré en 1888	33	—
— — en 1893	33	—
Armée. Pied de paix	2.319	officiers
— —	35.901	soldats
— Pied de guerre. **Total** général (env.)	70.000	hommes
Chemins de fer (En 1893). Réseau total	838	kilomètres
— par 1.000 kilom. carrés	8.66	—
— par million d'habitants	253	—
Télégraphes. Long. des lignes	4.756	—
— — des fils	8.836	—
— — par million d'habit.	2.670	—
Nombre total des dépêches en 1892	1.056.610	dépêches

BUDGET DE 1894

Dette publique en 1894	218.000.000	francs
Moyenne par habitant	65.86	—
Dépenses du Ministère de la guerre	22.412.787	—
Moyenne par habitant	6.76	—
Total des dépenses budgétaires	102.270.982	—
Moyenne par habitant	30.89	—

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883....	48.9	46.1	1887....	64.7	45.7	1891.....	81.3	70.0
1884....	46.3	48.8	1888....	66.3	64.1	1892.....	77.3	74.6
1885....	»	»	1889....	72.8	80.5	1893.....	90.8	91.4
1886....	61.2	50.4	1890....	84.5	71.0	1894 11 ms	89.8	65.4

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital	RENTES A PAYER		RENTES FRANÇAISES	DIVIDENDE ou INTÉRÊT distribue en					Cours de comp. comm. juillet				Cours de clôture des 5 dernières sem.				
				1890	1891	1892	1893	1894	1891	1892	1893	1894	18 jan	25 jan.	1er fév.	8 fév.	15 fév.
Millions	Francs																
15204	456.126.943		**3 0/0 Perpétuel**	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	102 05	102 30	102 80	103 30	103 47
3986	119.589.600		**3 0/0 Amortissable**	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	101 »	100 70	101 10	101 40	101 40
6788	237.596.863		**3 1/2 0/0 1894**, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	108 17	108 32	107 65	108 05	108 02
25978	813.313.406																
395.286	obl. de 500 f		**Tunis** 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	499 25	498 »	499 »	500 50	501 »
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	**SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES** (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	**Banque de France**, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3800 »	3780 »	3780 »	3900 »	3905 »
125.000	500	500	**B. de Paris** et **Pays-Bas**	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	730 »	730 »	720 »	727 50	735 »
50.000	500	250	**Banq. Transatlantique.**	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	» »	400 »	» »	410 »	402 »
30.000	500	500	**Compagnie Algérienne.**	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	505 »	515 »	512 50	540 »	535 »
150.000	500	500	**Compt. Nat. d'Esc.**, nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	575 »	572 »	572 50	565 »	570 »
341.000	500	500	**Cr. Fonc. de France**, —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	900 »	900 »	900 »	911 25	913 75
120.000	500	125	**Cr. Indust. et Comm.** —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	550 »	514 »	544 »	544 »	545 »
400.000	500	250	**Crédit Lyonnais**	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	820 »	8:3 75	820 »	813 75	827 50
240.000	500	250	**Société Générale**, nom.	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	475 »	480 »	480 »	487 50	498 75
30.000	500	500	**Banq. Comm. et Indust.**	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	296 »	» »	» »	» »	» »
50.000	500	500	**Banq. Intern. de Paris**	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	515 »	507 »	510 »	508 75	516 25
50.000	500	500	**B. Parisienne nouvelle**	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	385 »	391 25	391 »	392 50	392 50
40.000	500	500	**Banque de l'Algérie**	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	769 50	795 »	823 50	815 »	770 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	**Bône-Guelma**	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	690 »	690 »	690 »	695 »	705 »
50.000	500	500	**Est-Algérien**	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	595 »	600 »	591 »	595 »	600 »
584.000	500	500	**Est**	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	959 »	954 50	952 50	951 50	952 50
800.000	500	500	**Paris-Lyon-Méditerr.**	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1430 »	1438 75	1445 »	1445 »	1450 »
250.000	500	500	**Midi**	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1300 »	1292 50	1305 »	1302 50	1310 »
525.000	400	400	**Nord**	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1797 50	1799 50	1791 25	1795 »	1793 75
600.000	500	500	**Orléans**	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1577 50	1567 50	1570 »	1577 50	1580 »
300.000	500	500	**Ouest**	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1105 »	1100 »	1109 »	1110 »	1110 »
40.000	500	500	**Sud de la France**	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	238 75	225 »	236 50	250 »	251 50
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	**Mag. Gén. de Paris**	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	560 »	567 50	568 »	570 »	574 »
336.000	500	500	**Ce Par. du Gaz** (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1080 »	1055 »	1076 »	1090 »	1085 »
80.000	250	250	**Ce Gén. Transatlantique**	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	340 »	340 »	339 50	307 50	332 50
120.000	500	500	**Messageries Maritimes**	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	595 »	586 »	585 »	580 »	580 »
34.000	500	500	**Omn. de Paris** (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1070 »	1070 »	1075 »	1070 »	1070 »
85.000	500	500	**Voitures à Paris** (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	565 »	565 »	568 »	567 »	563 »
50.000	500	500	**Ce française des Métaux**	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	275 »	266 »	258 »	230 »	230 »
600.000	500	500	**Canal de Panama**	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	10 25	10 »	9 25	9 »	9 »
223.398	500	500	**Canal de Suez**	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3080 »	3075 »	3112 50	3190 »	3272 50
40.000	500	500	**Dynamite** (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	635 »	620 »	610 »	612 50	620 »
84.000	500	500	**Télég. Paris-New-York**	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	105 »	105 »	100 »	100 50	97 50
50.000	500	500	**Téléphones**	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	303 75	295 »	292 50	290 »	287 50
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	200fl	200fl	**B.I.R.P. Pays-Autrich.**	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	592 50	597 50	595 »	598 75	605 »
500.000	500	250	**B. Impér. Ottomane**	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	677 50	682 »	680 »	680 »	692 50
120.000	500	200	**Cr. Fonc. d'Autriche**	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1430 »	1432 50	1412 50	1440 »	1435 »
60.000	500	125	**Cr. Fonc. Egyptien**	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	464 50	463 »	465 »	433 75	461 25
95.000	»	»	**Cr. Mob. Espagn.** (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	70 »	72 50	72 50	77 50	73 75
48.000	500	500	**Gaz de Madrid**	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	165 »	169 75	165 »	170 »	165 »
60.000	500	500	**Chemins Andalous**	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	185 »	176 25	175 »	188 75	186 25
550.000	500	500	**Autrichiens-Hongrois**	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	816 25	815 »	817 »	817 50	820 »
750.000	500	500	**Sud de l'Autriche** (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	231 25	232 50	236 25	240 »	237 50
420.000	500	500	**Mèridionaux** (Adriatique)	36 »	36 »	36 «	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	616 25	618 75	623 »	632 50	631 25
350.000	500	500	**Nord de l'Espagne**	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	112 50	105 »	103 75	110 »	111 25
70.000	500	500	**Portugais**	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	50 »	50 »	50 »	50 »	50 »
356.000	500	500	**Saragosse (Madrid à)**	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	161 25	157 50	159 50	170 »	171 25
Capital ou Nombre de titres		Fin de l'amt	**FONDS D'ÉTATS ETRANGERS**														
529 477.984£			**Angleterre 2 3/4 0/0**	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	104 65	105 90	104 70	105 25	105 20
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	103 40	103 30	103 50	104 20	103 95
6.000.000			**Brésil 4 1/2 0/0 1888**	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	80 »	80 »	80 »	80 10	80 50
20.000.000			— **4 0/0 1889**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	76 10	76 30	75 75	76 »	76 25
364.968			**Egypte** (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	105 »	105 40	105 90	105 75	105 90
3.047.912		1941	— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	105 10	106 »	105 35	105 50	105 »
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	102 50	103 05	103 40	103 40	103 75
		1936	**Espagne 4 0/0** Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	73 55	73 60	74 05	76 15	77 35
1.240.000		1940	**Cuba 6 0/0 1886**	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	493 50	495 »	494 50	502 »	503 50
341.000		1921	— **5 0/0 1890**	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	454 »	452 »	452 »	463 50	461 50
240.000		1962	**Hellénique 5 0/0 1881**	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	160 »	» »	141 »	» »	160 »
270.000			— **4 0/0 1887**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	» »	» »	» »	158 »	178 »
592.000.000fl			**Hongrie 4 0/0 or**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	101 70	101 55	101 85	101 75	102 25
442.250.000			**Italie 5 0/0 (4 fr. net)**	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	85 35	85 92	86 80	87 85	88 85
		1926	**Portugal 3 0/0**	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	24 85	24 85	24 80	25 »	26 »
285.000			— **4 1/2 1891 (Tabacs)**	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	437 50	442 50	413 »	451 25	470 »
2.230.000			**Roumanie 5 0/0 1875**	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	102 »	102 »	103 »	102 97	» »
50.000.000		1937	**Roumanie 5** 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	95 90	96 25	96 60	97 »	97 50
150.000.000r		1960	**Russie 4 0/0 1880**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	101 70	101 80	101 90	102 15	102 15
1941.992.000		1970	— **4 0/0 Consolidé**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	101 50	102 10	102 40	102 75	102 50
500.000.000		1974	— **3 0/0 1891 or**	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	87 65	88 85	89 75	90 90	90 95
100.000.000r		1976	— **3 1/2 0/0 1894**	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	95 90	97 10	97 35	98 37	98 30
52.870		1949	**Serbie 5 0/0 1890**	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	74 »	73 »	73 25	73 50	73 75
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	26 35	26 70	26 52	26 55	26 90
227.250		1931	**Consolidat. Ottom. 4 0/0**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	455 »	465 »	463 75	463 75	475 »
391.362		1931	**Priorités Ottom. 4 0/0.**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	488 75	498 50	497 »	491 25	492 50
295.454			**Douanes Ottom. 5 0/0**	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	506 »	505 »	505 »	506 25	509 »
40.000.000		1958	**Emp. ottoman 4** 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	446 25	450 »	453 »	458 75	465 »

COMPAGNIE PARISIENNE
'ÉCLAIRAGE et de CHAUFFAGE par le GAZ

MM. les Actionnaires de la Compagnie sont vités à se réunir en Assemblée Générale inuelle le Jeudi 28 mars prochain, à 3 heures, ôtel Continental (Entrée, rue Rouget de Lis-, nº 2).

Les Actionnaires, propriétaires de quarante ctions, qui voudront assister à cette Assem-.ée, devront, conformément à l'article 33 des atuts, déposer leurs titres au porteur (*Cou-on d'avril 1895 détaché*) au Siège de la So-été, 6, rue Condorcet (*Service des titres*), du courant au 18 mars inclusivement, de 10 h. 2 heures très précises.

Les actions sorties au tirages annuels ne ourront être acceptées en dépôt. MM. les Ac-onnaires voudront bien, au préalable, les hanger contre des titres de jouissance qui ront admis aux lieu et place des actions de .pital amorties.

Il sera délivré un récépissé des titres dépo-s, en même temps qu'une Carte d'admission l'Assemblée.

745

SOCIETÉ GÉNÉRALE
E CRÉDIT INDUSTRIEL & COMMERCIAL

Société Anonyme au Capital de 60 millions
Siège à Paris : 66, rue de la Victoire

Assemblée générale annuelle ordinaire

MM. les actionnaires sont convoqués en Assem-'e générale annuelle ordinaire, le mardi 19 mars 95. à trois heures, salle Kriegelstein, 4, rue Char-s, à Paris.

Ordre du jour :

Rapport du conseil d'administration ;
Rapport des commissaires-censeurs ;
Approbation des comptes et fixation du dividende ;
Nomination d'administrateurs et d'un censeur ;
Nomination des commissaires.

Aux termes de l'article 38 des statuts, tout titu-re de quarante actions est, de droit, membre des semblées générales ordinaires, à la condition tre inscrit sur les registres de la Société deux ois avant l'époque de la réunion de l'Assemblée.

Le conseil d'administration a décidé qu'il propo-rait à l'Assemblée générale de fixer le dividende l'exercice 1894 à 12 fr. 50 par action libérée de 5 fr., soit 12 fr. nets d'impôt, sur lesquels un ompte de 5 fr. a été mis en paiement en novembre rnier.

746

ETABLI3SEMENTS DUVAL

L'Assemblée générale ordinaire annuelle des ac-nnaires aura lieu le vendredi 8 mars 1895, à ieures, 30, cité Rougemont, Hôtel des Ingénieurs ils, pour l'examen des comptes et la fixation du vidende de 1894.

Les dépôts d'actions (5 au moins) auront lieu squ'au 2 mars inclus à la caisse sociale, 21, rue -Fiacre.

747

CREDIT FONCIER EGYPTIEN

L'assemblée générale des actionnaires du Crédit oncier Egyptien, réunis au Caire le 31 janvier 1895, voté, pour l'exercice clos le 31 octobre 1894, la stribution d'un dividende de 5 fr., contre remise coupon nº 15.

Ce dividende sera payé à partir du 20 février urant :

A la Banque de Paris et des Pays-Bas ;
Au Crédit Lyonnais ;
A la Société Générale ;
Au Crédit Industriel et Commercial ;
Au Comptoir National d'Escompte.

748

CREDIT FONCIER DE FRANCE

Échange des feuilles de coupons des obligations communales de 1879 sorties au tirage spécial du 5 décembre 1894.

Cet échange doit être fait au plus tard lors du payement du coupon du 1er mars. Il a lieu au siège de la Société à présentation et, en province, soit par correspondance, soit par l'entremise des Recettes des Finances.

749

BILLETS HYPOTHECAIRES 6 0 0 DE L'ILE DE CUBA

Émission de 1886

Le 1er mars 1895, il sera procédé, en séance publique, dans l'hôtel de la Banque Hispano-Coloniale, à Barcelone, dans les conditions déterminées par l'ordre royal du 10 mai 1886, au 35e tirage trimestriel des Billets hypothécaires 6 0/0 de l'Ile de Cuba, à rembourser au pair le 1er avril 1895.

750

GOUVERNEMENT IMPERIAL DE RUSSIE

Emprunts 4 0/0 or 1889 et 1890 (2e Émission)

MM. E. Hoskier et Ce, banquiers à Paris, 39, boulevard Haussmann, ont l'honneur d'informer les porteurs d'obligations des Emprunts Russes 4 0/0 or 1889 et 1890 (2e émission), qu'ils paieront, à partir du 1er mars prochain, le coupon trimestriel échéant à cette date sur lesdits Emprunts.

751

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE EN FRANCE

	Bilans aux 31 déc. 1894	Bilans aux 31 janv. 1894
Actif	—	—
Caisse et Banque	33.066.202 89	29.197.642 98
Portefeuille	115.545.047 39	122.941.504 98
Effets à l'encaissement	19.388.302 02	17.341.582 76
Reports	24.803 881 34	30.087.086 12
Coupons à encaisser	3.918.876 67	2.293.675 53
Rentes et actions, bons et obligations	49.570.534 27	49.222.371 20
Avances sur garanties	75.255.652 43	77.532.236 90
Participations industrielles et commerciales	3.837.993 38	3.844.282 73
Participations financières	64.230.372 45	63.951.444 62
Immeubles de la Société	4.166.360 76	4.187.010 76
Comptes de banque à l'étranger et comptes courants divers	97.494.854 63	96.209.736 11
Appels différés sur actions	60.000.000 »	60.000.000 »
Intérêts sur actions (coupon au 1er octobre 1893)	1.500.000 »	1.500.000 »
	552.778.078 23	558.308.574 69
Passif		
Capital	120.000.000 »	120.000.000 »
Réserve statutaire	7.726.253 07	7.726.253 07
Réserve spéciale	6.000.000 »	6.000.000 »
Comptes de chèques	161.383.235 12	164.785.101 06
Dépôts à échéances fixes	93.674.500 »	93.564.200 »
Comptes à disponibilité	2.312.304 27	2.032.000 77
Effets à payer	41.199.835 49	43.156.848 89
Comptes de Banque à l'étranger et comptes courants divers	116.614.393 71	116.902.495 94
Intérêts et dividendes	180.114 50	147.576 »
Solde du dernier exercice	35.684 57	35.684 57
Profits et pertes (frais généraux déduits) 1894	3.651.757 50	3.651.757 50
Exercice 1895	»	306.656 89
	552.778.078 23	558.308.574 69
Effets en circulation avec l'endos de la Sociét	27.094.032 12	25.515.284 81

Certifié conforme aux écritures :

Le directeur,

BURON.

752

CHEMIN DE FER DE PARIS A ORLÉANS

Échéance d'avril 1895

Le Directeur de la Compagnie a l'honneur d'informer MM. les porteurs d'obligations 3 0/0 d'Orléans (Émission 1884) que le montant des intérêts semestriels, soit pour les titres au porteur, soit pour les titres nominatifs, sera payé dans les bureaux du Service central, 8, rue de Londres, à Paris, à partir du 1er avril 1895.

En raison des impôts établis par les lois des 29 juin 1872 et 26 décembre 1890, il sera retenu, savoir :

Net à payer :

Pour les obligations au porteur, 0 fr. 767, 6 f. 733
Pour les obligations nominatives, 0 fr. 30, 7 f. 20

Le montant des intérêts, déduction faite des impôts, pourra être payé à Paris, à partir du 1er mars prochain, sous une retenue calculée au taux d'escompte de la Banque de France.

Les titres qui auront usé de la faculté d'escompte ne pourront être présentés ni au transfert ni à la conversion avant le 1er avril 1895.

Les intérêts seront payés dans toutes les gares et stations de la Compagnie d'Orléans ouvertes au Service des Titres, dans les gares principales des Compagnies Paris-Lyon-Méditerranée, de l'Est, de l'Ouest et du Midi, ainsi qu'aux guichets de la Société Générale et de ses succursales, du Crédit Lyonnais et de ses succursales, de la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial et du Comptoir National d'Escompte et de ses succursales.

Les intérêts seront payés par ces Sociétés de crédit sans frais d'aucune sorte pour les porteurs de titres. Le paiement aura lieu dans un délai de huit jours, au plus tard, à partir de la remise des titres auxdites Sociétés qui ne pourront escompter ni les arrérages, ni les coupons qui leur seront déposés.

Paris, le 8 février 1895.

Le Directeur de la Compagnie, HEURTEAU.

753

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

	Situation au 31 déc. 1894	Situation au 31 janv. 1894
Actif		
Espèces au siège social	6.152.700 53	5.725.211 28
— à la Banq. de France	926.716 95	774.350 92
Fonds disponib. dans les banques, France	1.368.684 19	1.103.727 10
Fonds disponib. dans les banques, Etrang.	2.919.012 24	3.548.397 62
Coupons à encaisser	2.132.975 64	3.483.022 22
Agents de change	41.246 75	» »
Effets à recevoir, France	59.220.111 »	61.009.012 09
— Etranger	3.846.827 72	2.776.356 56
Reports	10.309.346 36	11.292.892 85
Rentes, Actions et Oblig.	3.583.667 96	3.622.650 56
Avances sur Titres	8.135.371 82	8.053.864 29
— Garanties	573.049 18	1.109.335 15
Comptes Courants	22.354.910 61	22.229.361 52
Crédits d'acceptations gar.	11.878.438 60	8 735.557 05
Frais génér. sem. écoulé.	» »	761.357 80
— — en cours	761.357 80	181.718 01
Immeuble social	3.213.715 41	3.213.718 11
Versement non appelé	45.000.000 »	45.000.000 »
Total de l'actif	182.358.162 76	182.520.530 43
Passif		
Capital	60.000.000 »	60.000.000 »
Fonds de réserve statutaire	6.000.000 »	6.000.000 »
Fonds de réserve extraordinaire	1.000.000 »	1.000.000 »
Comptes de dépôts, à vue	39.789.060 73	43.544.591 67
— à préavis	9.730.876 76	10.353.601 15
Comptes courants, France	47.865.118 33	45.933.287 79
— Etranger	3.631.993 50	3.109.214 08
Agents de change	4.927 25	1.089 379 75
Acceptations à payer sur garant.	11.878.438 60	8.735.557 05
Acceptations à payer sur provis.	16.584 60	19.834 03
Divers	» »	43.000 »
Réescompte du portef.	209.539 10	209.539 10
Intérêts et dividendes :		
Antér. restant à payer	32.029 »	26.946 »
Acomte de l'exercice 1894	43.490 »	28.205 »
Profits et pertes, Solde du sem. écoulé	110.945 54	2.155.124 89
Profits et pertes, Sem. en cours	2.014.179 35	272.249 92
Total du passif	182.358.162 76	182.520.530 43
Effets à échoir en portefeuille	63.056.938 72	63.785.368 65
Effets en circulation avec l'endossement de la Société	5.774.000 »	9.120.000 »
	68 830.938 72	72.905.368 65

Certifié conforme aux écritures,

Le Directeur : DESVAUX.

754

ADJUDICATIONS

ACTION des Manuf. de Glaces et prod. chimiques de **St-GOBAIN** Chauny et Cirey, à ADJ. en l'ét. de Me CONSTANTIN, not. 9, r. Boissy-d'Anglas, le 22 février 1895, 1 h. Mise à prix: 20.000 fr. Consign. p. ench. 1.000 fr.

755

CHATEAU-SALÉ Cne d'Antibes (Alpes-Maritimes), près ville et gare d'Antibes. **Belle vue sur le Golfe de Nice.** C^e 6 h. 35 a. M. à px 80.000 f., à adj. s. 1 ench. ch. des not. de Paris, 5 mars 95. S'ad. à Me RIGAULT, not. à Paris, 31, Bd Sébastopol.

756

MAISON rue de Miromesnil, 57. Rev. br. 17,275 fr. 45. M. à p. 300.000 à adj. sur 1 ench. ch. des notaires. Paris. 5 mars 1895. S'adresser à Me MASSION, notaire, 58, boulevard Haussmann.

757

Maison à Paris R. DES PETITS-CHAMPS. 45 angle r. Ste-Anne. Rev. b. 35,750 fr. M. à p. 350,000 fr.

Maison à Paris R. DE LA MICHODIÈRE. 11 Rev. br. 21.327 fr. M. à p. 210.000 fr., A ADJ. s. 1 ench. ch. des not. de Paris, le 5 mars 1895. S'adr. à Me F. MOREL-D'ARLEUX, not., 35, faub. Poissonnière.

758

ADJUDICATION, même sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, place du Châtelet, le *mardi 5 mars 1895*, à midi,

D'un TERRAIN à Paris, rue Lauriston, 74 présumé (près l'avenue Kléber).

Contenance : 512 m. 50 c.

Mise à prix : 102.500 fr. (200 fr. le mètre).

S'adresser à Me William BAZIN, notaire à Paris, avenue de l'Opéra, 27.

759

ADJUDICATION même sur enchère, en la *chambre des notaires* de Paris, le 12 *mars* 1895, midi, de

2 TERRAINS avec hôtel particulier à Paris, rue Lamennais, 7 et 9, PRÈS AVENUE FRIEDLAND, libre de location.

Contenance : 351 m. 13 et 338 m. 51.

Mises à prix : 140.000 et 135.000 fr.

Faculté de réunion.

On traiterait avant l'adjudication.

S'adresser à Me DUFOUR, notaire à Paris, boulevard Poissonnière, 15.

760

MAISON **r. du Petit-Musc, 28**: C^e 802^m. Rev. br. 24.067 f. M. à p. 350.000 f. Pr. Créd. Fonc. A ADJ. s. 1 ench., ch. des not. Paris. 12 mars 1895. S'adr. Me G. MOREL-D'ARLEUX, not. 15, r. d. Sts-Pères.

761

ADJUDICATION même sur une ench., en la chambre des notaires de Paris, le mardi 19 mars 1895, de

1° **MAISON, à Paris, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 64.**

Revenu environ 23,860 fr. Mise à prix, 240,000 fr.

2° **MAISON, à Paris, RUE GALANDE, 31.**

Revenu environ 7,860 fr. Mise à prix, 60,000 fr.

3° **MAISON, à Paris, RUE DE LA FERRONNERIE, 17.** Revenu environ 5.000 fr. Mise à prix, 50.000 fr.

S'adresser à Me DAUCHEZ, notaire, quai de la Tournelle, 37.

762

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

19, rue des Capucines, Paris

CAPITAL : **170.500.000** FRANCS

Comptes courants avec chèques ; Encaissement des coupons ; Dépôts de titres ; Ordres de Bourse ; Prêts sur dépôts de titres ; Prêts hypothécaires à long terme avec amortissement ; Prêts hypothécaires à court terme et sans amortissement ; Prêts communaux.

763

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQU

SIÈGE SOCIAL :
6, Rue Auber, 6
PARIS

SERVICE POSTAL FRANÇAIS

BUREAU DES PASSAGES :
12, B^d des Capucin
(GRAND-HÔTEL)

Ligne Directe du Havre à New-York

TRAVERSÉE RAPIDE EN 7 JOURS ET DEMI
PAR LES PAQUEBOTS A GRANDE VITESSE

		Tonnes	et Chevaux
LA TOURAINE......	de	8.700	12.000
LA CHAMPAGNE....	de	7.200	8.000
LA BRETAGNE......	de	7.200	8.000
LA BOURGOGNE.....	de	7.200	8.000
LA GASCOGNE......	de	7.200	8.000
LA NORMANDIE....	de	6.300	7.000

Départs du Havre et de New-York tous les samedis

Un train spécial est mis, chaque semaine, à la disposition des passagers allant de Paris à New-York et les conduit directement (avec un seul arrêt à Rouen), eux et leurs bagages, au bassin de l'Eure, à l'embarcadère des paquebots.

Le prix du transport de Paris aux paquebots sont ceux du tarif des chemins de fer de l'Ouest.

Les passagers allant de New-York à Paris, trouveront, à leur arrivée au Havre, des trains spéciaux qui les conduiront, eux et leurs bagages, du quai de débarquement à Paris, gare Saint-Lazare.

Adresser les demandes au **Service Commercial, 6, rue Auber, PARIS.**

LIGNES DES ANTILLES

Départs de **Saint-Nazaire,** *le* 9 *de chaq mois :* Pour la **Guadeloupe,** la **Martiniqu** Sainte-Lucie, les **Guyanes,** le **Venezuela, Colombie,** la Centre-Amérique et le **Pacifiqu**

Départs de **Saint-Nazaire** *le* 21 *de chaq mois :* Pour Santander, la **Havane, Vera-Cru**

Départs du **Havre** *le* 22 *et de* **Bordeaux** *le de chaque mois :* Pour Santander, la **Guadelou** et la **Martinique**, Trinidad, Carupano, la Guay Porto-Cabello, Savanilla, **Colon** et le **Pacifiqu**

Départs du **Havre** *le* 15, de **Saint-Nazaire** 17 *et de* **Bordeaux** *le* 19 *de chaque mois :* Po **Saint-Thomas, Porto-Rico, Haïti,** la **Hava** et **Vera-Cruz.**

Départs de **Marseille** *le* 12 *de chaque mo* Pour Barcelone, Malaga, la **Martinique, Ven zuela,** la **Colombie** et le **Pacifique,** la *Corre pondance* pour Porto-Rico, Haïti, la **Havane** **Vera-Cruz.**

768

COMPAGNIE ALGÉRIENNE

Bilan au 31 décembre 1894

ACTIF

Caisses et Banques	1.612.237 16
Effets en portefeuille	27.472.312 02
Valeurs diverses	238.432 65
Prêts hypothécaires et sur nantissements.	4.766.315 62
Comptes courants et correspondants	4.135.650 33
Avances à l'Etat	102.730 16
Mobilier	28.482 54
Immeubles urbains et magasins généraux	1.885.490 07
Immeubles ruraux (Bâtiments plantations et exploitations)	1.041.570 93
Soldes de prix de ventes dus par acquéreurs de terres	813.111 53
Terrains	6.182.282 91
Divers	1.003.579 81
Total	49.282.195 73

PASSIF

Capital	15.000.000 »
Réserves: statuaire 719.843 61; extraordinaire 1.497.116 96	2.216.960 57
Provision pour amortissements et risques en cours	1.062.751 81
Dépôts en compte courant	19.785.406 55
Bons de caisse	2.225.600 »
Correspondants	1.739.026 33
Emprunteurs sur hypothèques et nantissements (leur compte d'effets)	593.485 65
Mandats à payer	771.462.80
Obligations de la Société Générale Algérienne	1.493.138 05
Divers	2.081.271 45
Caisse de prévoyance du personnel	269.726 65
Dividendes à payer	19.020 »
Compte d'ordre	242.246 92
Profits et pertes:	
Report des exercices antérieurs	620.823 85
Exercice 1893	1.161.275 10
Total	49.282.195 73

Valeurs en circulation avec l'endos ou la garantie de la Compagnie	6.946.502 82

764

CHEMIN DE FER D'ORLEANS

1895. — Fêtes de Pâques à Madrid

A l'occasion des cérémonies de la semaine sainte et des fêtes de Pâques, la Compagnie d'Orléans, d'accord avec les Compagnies du Midi de la France et du Nord de l'Espagne, délivrera du 3 au 13 avril 1895, au départ des gares de Paris, Orléans, Le Mans, Tours, Poitiers, Saincaize, Bourges, Châteauroux, Moulins (Allier), Gannat, Montluçon, Limoges et Clermont-Ferrand, des billets aller et retour de 1re classe pour Madrid, au prix réduit et uniforme de 200 fr., avec faculté d'arrêt : en France, à Bordeaux, à Bayonne et à Hendaye ; et, en E pagne, à tous les points du parcours.

Ces billets seront valables pendant 20 jours donneront aux voyageurs la faculté de prendre l trains de luxe Sud-Express, à la condition payer, en outre du prix ci-dessus, le suppléme complet, c'est-à-dire 50 0/0 du prix du billet à ple tarif.

765

BIBLIOGRAPHIE

Quel est l'homme politique, l'écrivain, l'artis qui ne souhaite savoir ce que l'on dit de lui da la presse ? Mais le temps manque pour de tell recherches.

Le « Courrier de la Presse », fondé en 1889, boulevard Montmartre, à Paris, par M. Gallois pour objet de recueillir et de communiquer a intéressés les extraits de tous les Journaux d monde sur n'importe quel sujet.

Le « Courrier de la Presse » lit 6.000 journa par jour.

766

FRANCE-ALBUM

Illustration de la France par arrondissement

Cette charmante publication, sans rivale et abs solument unique en son genre, se présente sou forme d'albums de 32 pages de dessins (donnant e moyenne 60 vues), notice historique et géographiqu et carte.

Chaque fascicule décrit un arrondissement o une ville importante.

Avec cette publication, on parcourt chez soi France entière en artiste, en archéologue, en to riste, car rien de ce qui peut nous intéresser o nous instruire ne manque à ces albums dont l dessins sont pris sur nature au moment de l'app rition de chaque fascicule, ce qui en garantit l'a thenticité moderne. L'ouvrage donnera plus d vingt mille vues de France et de ses colonies et formera la collection la plus complète qui ait é faite jamais.

C'est une œuvre modeste en apparence et néa moins immense, sérieuse et des plus attrayant en même temps. Elle se recommande à tous p son exécution soignée et son prix minime la met la portée de chacun.

Chaque album se vend séparément 0 fr. 50 ; p la poste, 0 fr. 60.

L'abonnement annuel (douze numéros) : 6 fr France ; 8 fr., Etranger.

Direction : 51, cité des Fleurs, Paris.

On s'abonne, sans frais, dans tous les burea de poste.

Envoi d'un numéro spécimen contre 0 fr. 50 e timbres-poste.

767

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 163. — 7e volume. (8) ‖ BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS ‖ Samedi 23 Février 1895.

DANEMARK

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume	38.340	kil. carrés
Population totale (1er février 1880)	1.996.039	habitants
— (1er février 1890)	2.172.380	—
— par kilomètre carré en 1880	51	—
— — en 1890	57	—
Armée. Pied de paix	800	officiers
— —	13.669	soldats
— Pied de guerre	1.459	officiers
— —	62.919	soldats
Chemins de fer (Réseau total)	2.231	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	58	—
— par million d'habitants	1.026	—
Télégraphes. Long. des lignes	4.683	—
— — des fils	13.201	—
— — par mill. d'hab.	6.076	—
Dépêches transmises en 1893	1.804.820	dépêches

BUDGET DE 1892-1893 (*en francs*)

Dette publique du royaume	255.121.538	francs
— Moyenne par habitant	117	—
Dépenses militaires	22.928.488	—
— de la marine	11.251.424	—
Total pour la guerre et la marine	34.179.912	—
— Moyenne par habitant	15 73	
Dépenses totales du budget	87.837.000	francs
— Moyenne par habitant	40 43	

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1882..	351	261	1886.....	294	224	1890.......	426	324
1883..	401	277	1887.....	348	254	1891.......	465	346
1884..	381	247	1888.....	381	259	1892.......	451	350
1885..	346	221	1889.....	422	290	1893.......	»	»

ESPAGNE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie	504.517	kil. carrés
Population — (31 déc. 1884)	17.032.439	habitants
— — (31 déc. 1887)	17.560.352	—
— par kil. carré en 1884	33	—
— — en 1887	35	—
Armée. Pied de paix (environ)	80.000	off. et sold.
— Pied de guerre (environ)	176.000	—
Chemins de fer (Réseau total)	11.435	kilomètres
— par 1.000 kilom. carrés	22	—
— par million d'habitants	651	—
Télégraphes. Long. des lignes	39.362	—
— — des fils	95.811	—
— par million d'habitants	5.455	—
Dépêches transmises en 1892	4.896.735	dépêches

BUDGET DE 1893-94 (*En pesetas = 1 franc*)

Dette publique du royaume	5.962.043.090	Pesetas
— Moyenne par habitant	339	—
Dépenses militaires	133.372.215	—
— de la marine	22.503.410	—
Total pour la guerre et la marine	155.875.625	—
Moyenne par habitant	8.8	—
Dépenses totales du budget	736.561.837	—
— Moyenne par habitant	41.9	—

COMMERCE EXTÉRIEUR (*En millions de francs*)

y compris les métaux précieux

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883..	893.4	719.5	1887..	811.2	722.2	1891.......	1018.8	932.2
1884..	779.6	619.2	1888..	716.1	763.1	1892.......	751.7	663.0
1885..	764.8	698.2	1889..	866.3	896.9	1893.......	674.9	609.9
1886..	855.2	727.4	1890.	941.1	937.8	1894.......	743.6	600.5

FRANCE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie de la République	528.876	kil. carrés
Population continentale en 1891	38.343.192	habitants
— — en 1886	38.218.903	—
— par kil. carré en 1891	72	—
— — en 1886	72	—
Armée. Pied de paix	28.339	officiers
— — sous-offs et hommes	532.631	
Total de l'effectif de paix	560.970	
Chevaux	141.059	
Effectif probable de guerre	4.372.000	off. et sold.
Chemins de fer. Rés. total 1er janv. 1894	39.357	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	74	—
— par million d'habitants	1026	—
Télégraphes. Long. des lignes (1891)	103.781	—
— — des fils (1891)	329.158	—
— — par million d'habit.	8.662	—
Nombre total des dépêches en 1892	45.328.888	dépêches

BUDGET DE 1894 (*en francs*)

Dette publique : 3 % perpétuel	15.204.231.400	francs
— 3 % amortissable	3.986.320.000	—
— 3 ½ % 1894	6.788.481.800	—
Total de la dette consolidée	25.979.033.200	francs
Moyenne par habitant	677	—
Dépenses du ministère de la guerre	633.653.091	—
— — de la marine	266.861.528	—
Total de la guerre et de la marine	900.514.619	francs
Moyenne par habitant	23.4	—
Total des dépenses budgétaires	3.368.902.004	—
Moyenne par habitant	87.8	—

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1884..	4.343	3.232	1888..	4.107	3.247	1892.......	4.188	3.460
1885..	4.088	3.088	1889..	4.317	3.704	1893.......	3.853	3.236
1886..	4.208	3.248	1890..	4.437	3.753	1894.......	4.119	3.275
1887..	4.026	3.246	1891..	4.768	3.570	1895 (1er mois)	286.7	264.0

GRÈCE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume	65.119	kil. carrés
Population totale (en 1879)	1.979.561	—
— (en 1889)	2.187.208	habitants
— par kil. carré en 1879	30	—
— — en 1889	34	—
Armée. Pied de paix	1.880	officiers
— —	22.997	soldats
— —	2.490	chevaux
— Pied de guerre	66.250	hommes
Chemins de fer (Réseau total)	915	kilomètres
— par 1.000 kilom. carrés	14	—
— par million d'habitants	421	—
Télégraphes. Long. des lignes	7.651	—
— — des fils	9.063	—
— — — par mill. d'hab.	4.144	—
Dépêches transmises en 1892	1.175.891	dépêches

BUDGET DE 1894 (*en francs*)

Dette publ. du royaume payable en or	569.220.353	francs
— — — en papier	161.758.822	—
Total de la Dette publique	730.979.175	francs
Moyenne par habitant	334	—
Dépenses militaires	14.420.432	—
— de la marine	5.292.209	—
Total pour la guerre et la marine	19.712.641	—
Moyenne par habitant	9 01	
Dépenses totales du budget	86.370.249	francs
Moyenne par habitant	39 48	

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883..	136	92	1887....	131	102	1891.......	140	107
1884 (1)	»	»	1888.....	109	95	1892.......	119	82
1885 (1)	»	»	1889.....	132	107	1893.......	91	88
1886 (1)	49	44	1890.....	120	95	1894 (9 m.)	78	74

(1) Les statistiques sont muettes au sujet du commerce de la Grèce en 1884 et 1885. Les chiffres donnés pour 1886 ne comprennent que la période du 1er septembre au 31 décembre.

HOLLANDE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume	33.000	kil. carrés
Population continentale (31 déc. 1889)	4.511.415	habitants
— (31 déc. 1893)	4.732.911	—
— par kil. carré en 1889	137	—
— — en 1893	143	—
Armée. Pied de paix	2.035	officiers
— —	19.370	s-off. et sold.
— Pied de guerre **Total** général	184.361	off. et sold.
Chemins de fer (en 1893). Rés. total	2.661	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	80	—
— par million d'hab.	569	—
Télégraphes. Long. des lignes	5.539	—
— — des fils	19.878	—
— — par million d'hab.	4.198	—
Nombre total des dépêches en 1893	4.429.771	dépêches

BUDGET DE 1894 (*en francs*)

Dette publique en 1894	2.292.637.515	francs
Moyenne par habitant	484	—
Dépenses du ministère de la guerre	46.785.316	—
— — de la marine	32.804.383	—
Total de la guerre et de la marine	79.589.699	—
Moyenne par habitant	16.81	—
Total des dépenses budgétaires	285.776.085	—
Moyenne par habitant	60.38	—

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

y compris les métaux précieux

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1882..	2.083	1.580	1886..	2.315	1.993	1890.......	2.729	2.283
1883..	2.252	1.437	1887..	2.387	2.082	1891.......	2.847	2.395
1884..	2.369	1.766	1888..	2.671	2.341	1892.......	2.696	2 381
1885..	2.292	1.871	1889..	2.615	2.297	1893.......	2.958	2.344

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	RENTES A PAYER		RENTES FRANÇAISES	Dividende ou intérêt distribué en 1890	1891	1892	1893	1894	Cours de comp. comm. juillet 1891	1892	1893	1894	Cours de clôture des 5 dernières sem. 25 jan.	1er fév.	8 fév.	15 fév	22 fév
Millions	Francs																
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	102 30	102 80	103 30	103 47	103 32
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	100 70	101 10	101 40	101 40	101 45
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	108 32	107 65	108 05	108 02	107 90
25978	813.313.406																
395.286	obl. de 500 f		Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	498 »	499 »	500 50	501 »	502 »
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES (actions)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3780 »	3780 »	3900 »	3905 »	3810 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	730 »	720 »	727 50	735 »	737 50
50.000	500	250	Banq. Transatlantique	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	400 »	» »	410 »	402 »	» »
30.000	500	500	Compagnie Algérienne	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	515 »	512 50	540 »	535 »	535 »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	572 »	572 50	565 »	570 »	569 »
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	900 »	900 »	911 25	913 75	898 75
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	544 »	544 »	544 »	545 »	550 »
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	823 75	820 »	813 75	827 50	830 »
240.000	500	250	Société Générale, nom.	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	480 »	480 »	487 50	498 75	495 »
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	» »	» »	» »	» »	» »
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	507 »	510 »	508 75	516 25	517 50
50.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	391 25	391 »	392 50	392 50	» »
40.000	500	500	Banque de l'Algérie	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	795 »	823 50	815 »	770 »	800 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (actions)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	690 »	690 »	695 »	705 »	705 »
50.000	500	500	Est-Algérien	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	600 »	591 »	595 »	600 »	605 »
584.000	500	500	Est	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	954 50	952 50	951 50	952 50	957 50
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr.	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1438 75	1445 »	1445 »	1450 »	1482 50
250.000	500	500	Midi	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1292 50	1305 »	1302 50	1310 »	1327 50
525.000	400	400	Nord	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1799 50	1791 25	1795 »	1793 75	1797 50
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1567 50	1570 »	1577 50	1580 »	1605 »
300.000	500	500	Ouest	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1100 »	1109 »	1110 »	1110 »	1107 50
40.000	500	500	Sud de la France	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	225 »	236 50	250 »	251 50	252 50
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (actions)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	567 50	568 »	570 »	574 »	572 50
336.000	500	500	Ce Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1055 »	1076 »	1090 »	1085 »	1105 »
80.000	250	250	Ce Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	340 »	339 50	307 50	332 50	330 »
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	586 »	585 »	580 »	580 »	581 50
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1070 »	1075 »	1070 »	1070 »	1065 »
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	565 »	568 »	567 »	563 »	566 »
50.000	500	500	Ce française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	266 »	258 »	230 »	230 »	217 50
600.000	500	500	Canal de Panama	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	10 »	9 25	9 »	9 »	7 »
223.398	500	500	Canal de Suez	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3075 »	3112 50	3190 »	3272 50	3257 50
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	620 »	610 »	612 50	620 »	630 »
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	105 »	100 »	100 50	97 50	95 »
50.000	500	500	Téléphones	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	295 »	292 50	290 »	287 50	290 »
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (actions)														
200.000	200fl	200fl	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	597 50	595 »	598 75	605 »	618 75
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	682 »	680 »	680 »	692 50	696 25
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1432 50	1412 50	1440 »	1435 »	1446 »
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	463 »	465 »	453 75	461 25	456 25
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	72 50	72 50	77 50	73 75	72 50
48.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	169 75	165 »	170 »	165 »	167 50
60.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	176 25	175 »	188 75	186 25	175 »
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	815 »	817 »	817 50	820 »	822 50
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	232 50	236 25	240 »	237 50	238 75
420.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 «	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	618 75	623 »	632 50	631 25	631 25
350.000	500	500	Nord de l'Espagne	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	105 »	103 75	110 »	111 25	105 »
70.000	500	500	Portugais	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	50 »	50 »	50 »	50 »	47 »
356.000	500	500	Saragosse (Madrid à)	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	157 50	159 50	170 »	171 25	163 75
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'amt		FONDS D'ÉTATS ETRANGERS														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	105 90	104 70	105 25	105 20	105 25
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	103 30	103 50	104 20	103 95	104 »
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	80 »	80 »	80 10	80 50	81 75
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	76 30	75 75	76 »	76 25	77 55
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	105 40	105 90	105 75	105 90	106 25
3.047.912	1941		— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	106 »	105 35	105 50	105 »	105 »
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	103 05	103 40	103 40	103 75	103 55
	1936		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	73 60	74 05	76 15	77 35	77 20
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	495 »	494 50	502 »	503 50	503 »
341.000	1921		— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	452 »	452 »	463 50	461 50	463 50
240.000	1962		Hellénique 5 0/0 1881	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	» »	141 »	» »	160 »	167 »
270.000			— 4 0/0 1887	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	» »	» »	158 »	178 »	» »
592.000.000fl			Hongrie 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	101 55	101 85	101 75	102 25	101 77
442.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	85 92	86 80	87 85	88 85	88 70
	1926		Portugal 3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	24 85	24 80	25 »	26 »	25 50
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	442 50	413 »	451 25	470 »	457 50
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	102 »	103 »	102 97	» »	» »
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	96 25	96 60	97 »	97 50	97 85
150.000.000r	1960		Russie 4 0/0 1880	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	101 80	101 99	102 15	102 15	102 30
1941.992.000	1970		— 4 0/0 Consolidé	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	102 10	102 40	102 75	102 50	102 8
500.000.000	1974		— 3 0/0 1891 or	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	88 85	89 75	90 90	90 95	92 70
100.000.000r	1976		— 3 1/2 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	97 10	97 35	98 37	98 30	98 70
52.870	1949		Serbie 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	73 »	73 25	73 50	73 75	73 40
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	26 70	26 52	26 55	26 90	26 85
227.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	465 »	463 75	463 75	475 »	478 75
391.362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	498 50	497 »	491 25	492 50	493 75
295.454			Douanes Ottom. 5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	505 »	505 »	506 25	509 »	506 25
40.000.000	1958		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	450 »	453 »	458 75	465 »	467 50

COMPAGNIE PARISIENNE

ÉCLAIRAGE et de CHAUFFAGE par le GAZ

MOIS	RECETTES DE GAZ 1895	RECETTES DE GAZ 1894	DIFFÉRENCE en 1895	Soit 0/0
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
[J]anvier..	9.157.133 65	8.843.767 16	+ 313.366 49	3.54

769

OUKASE DE S. M. L'EMPEREUR

AU MINISTRE DES FINANCES

Signé par S. M. l'Empereur, le 27 janvier, à Saint-Pétersbourg

[C]onformément au projet que vous avez présenté [q]ui a été examiné par un comité spécial, Nous [av]ons jugé utile de prendre des mesures pour venir [en] aide aux personnes dépossédées de titres au [por]teur de fonds d'Etat russes, lesquels titres ayant [été] détruits, égarés ou détournés, et en même temps [d'oc]troyer un avantage aux détenteurs de divers [fon]ds russes en reculant le terme par lequel se [pre]scrivent les engagements actuellement en circu[lati]on du Gouvernement impérial.

[A] cet effet, Nous vous ordonnons :

[1°] D'établir en ce qui concerne les fonds d'Etat [ru]sses un règlement pour le remboursement du [cap]ital et le paiement des arrérages des titres au [por]teur qui seraient déclarés détruits, perdus ou [volé]s, en veillant à ce que ce règlement sauve[gar]de les intérêts du Trésor impérial et ne porte [à] une atteinte aux droits des détenteurs éven[tuel]s.

[2°] De reconnaître comme payable pendant trente [ann]ées, à dater de l'échéance, le capital des obliga[tion]s et autres valeurs d'Etat appelées au rembour[sem]ent, soit en une seule fois, soit par voie de ti[rag]e au sort, et ce pour les emprunts ci-après :

[5e] et 6e emprunts 5 0/0 de 1854 et de 1855;
[E]mprunts à lots 5 0/0 de 1864 et 1866;
[L]ettres de gage 5 0/0 de l'ancienne Société du [Cré]dit foncier mutuel;
[R]ente or 5 0/0 de 1884;
[R]ente 5 0/0 des chemins de fer de 1886;
[L]ettres de gages 5 0/0 à lots de la Banque fon[ciè]re de la noblesse.
[O]bligations 5 0/0 du chemin de fer du Transcau[case] de 1889;
[L]ettres de gage 4 1/2 0/0 de l'ancienne Société [du] Crédit foncier matuel;
[O]bligations 4 1/2 0/0 de la Grande Société des [che]mins de fer russes de 1858. 1re émission;
[E]mprunt intérieur consolidé 4 1/2 0/0 des che[min]s de fer russes de 1890;
[E]mprunts de conversion 4 0/0 du royaume de [Polo]gne, 1844;
[R]ente perpétuelle 4 0/0 de 1859;
[O]bligations 4 0/0 métallique de la Banque de [...];
[O]bligations 4 0/0 de la Grande Sociétés des che[min]s de fer russes de 1861, 2e émission, de 1388 [(che]mins de fer Nicolas), de 1890, 4e émission, de [...] (chemins de fer Nicolas);
[Ob]ligations 4 0/0 du chemin de fer Nicolas de [...] et 1869;
[Em]prunt de liquidation 4 0/0 du royaume de [Polo]gne;
[Ob]ligations consolidées 4 0/0 des chemins da fer [russ]es;
[1re] émission de 1880;
[1re], 2e et 3e séries de 1889-1890;
[Ob]ligations 4 0/0 du chemin de fer de Tamboff-[Kozl]off de 1881;
[Ob]ligations 4 0/0 des chemins de fer du Sud-[Oue]st de 1885 et de 1888;
[Ob]ligations 4 0/0 du chemin de fer de Moscou-[Ko]ursk de 1886;
[Ob]ligations 4 0/0 du chemin de fer d'Orel-Griazi, [série] A, 1887; séries B et G, 1889;
[Em]prunt intérieur 4 0/0 de 1887;
[Ob]ligations 4 0/0 du chemin de fer de Koursk-[Khar]kof-Azof, série A, 1888; séries B et G, [...];
[Em]prunt or 4 0/0 de 1889; 2e, 3e et 4e émissions [de 18]90;
[Ob]ligations 4 0/0 du chemin de fer de Tamboff-[Sarat]of de 1890;
Obligations 4 0/0 du chemin de fer de Libau-Romny de 1891;
Obligations 4 0/0 du chemin de fer de Riajsk-Morchausk de 1892;
Obligations 3 0/0 de la Grande Société des chemins de fer russes de 1881;
Obligations 3 0/0 du chemin de fer du Transcaucase de 1882;
Obligations 3 0/0 du chemin de fer de Morchausk-Syzrane de 1889;
Obligations 3 0/0 du chemin da fer de Riajsk-Viazma de 1889;

3° De reconnaître comme exigibles pendant dix années, à dater de l'échéance, tous arrérages afférents à toutes obligations et autres valeurs d'Etat sans en excepter celles dont les arrérages, en vertu des clauses d'émission, se prescrivent par cinq ans.

Pour traduction conforme.

Le Directeur du Département des Relations Intérieures du Ministère des Affaires étrangères,

Signé : SACKEN.

770

ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL

ETAT DE ESPIRITO SANTO

Obligations 5 0/0

Les titres définitifs timbrés, munis de coupons semestriels, dont le premier est à l'échéance du 5 avril 1895, seront délivrés en échange des certificats provisoires entièrement libérés, à partir du lundi 25 février, à la caisse de la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3 rue d'Antin à Paris.

771

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE

BONE-GUELMA ET PROLONGEMENTS

Le coupon n° 32 des actions sera payé, le 1er avril 1895, soit au siège social, 7, rue d'Astorg, à Paris, soit aux bureaux de l'exploitation du chemin de fer, à Bône :

Par action nominative..... 14 fr. 208
Par action au porteur..... 13 fr. 516

Les coupons indiqués ci-dessus pourront être payés au siège de la Compagnie, à partir du 1er mars 1895, sous une retenue de 4 %.

772

JARDIN ZOOLOGIQUE D'ACCLIMATATION DE PARIS

AVIS

Il résulte d'une délibération du conseil d'administration de la Société du Jardin zoologique d'Acclimatation, en date du 18 février 1895, que :

Tous les actes pouvant engager la Société du Jardin zoologique d'Acclimatation, et spécialement ceux visés en l'article 27 des statuts, seront signés par :

1° Deux administrateurs faisant partie du comité de direction, lequel comité se compose actuellement de M. le prince de Wagram, président, et de MM. le comte Treilhard, L. Gilbert, Dubois et Gaulet ;

2° M. Porte, directeur.

Toutefois, les marchés et actes nécessaires aux besoins journaliers de la Société seront contractés par M. Porte seul et sans l'assistance d'aucun administrateur, lorsque chaque marché ou acte n'entraînera pas pour la Société un engagement supérieur à mille francs.

773

COMPAGNIE FRANÇAISE DE MINES D'OR ET D'EXPLORATION

Le Conseil d'administration de la Compagnie française de Mines d'Or et d'Exploration vient de se compléter par la nomination de M. E. de Crano.

774

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Société anonyme. Cap.. 75.000.000 fr.. entièrement versés

Situation au 31 janvier 1895

ACTIF

Caisse et Banque	26.370.568 36
Portefeuille « Effets de Commerce »	165.462.022 62
Reports	42.267.611 90
Banques des Colonies françaises	10.651.734 51
Correspondants « Effets à l'Encaissement »	18.339.300 82
Comptes courants débiteurs	21.846.642 93
Rentes, Obligations et Valeurs diverses, y compris l'emploi des Réserves	13.901.268 42
Agences hors d'Europe	24.428.676 54
Avances garanties	40.445.470 40
Participations financières	4.632.583 »
Tirages à éch. des Agences hors d'Europe	12.885.959 88
Débiteurs par Acceptations	32.965.094 12
Crédits par Acceptations garantis	44.512.833 50
Comptes d'Ordre et Divers	8.532.373 83
Acompte « Exercice 1894 »	1.875.000 »
Immeubles	7.250.000 »
Fr.	476.370.140 83

PASSIF

Capital	75.000.000 »
Réserves	5.348.901 65
Comptes de chèques et compt. d'Escompte	198.280.747 »
Comptes courants créditeurs	86.195.862 »
Coupons et Dividendes à payer	4.732.939 80
Banques des Colonies françaises	1.065.907 77
Effets remis à l'Encaissement	8.714.572 58
Acceptations pour compte des Agences hors d'Europe	11.585.075 28
Acceptations et Effets à payer pour compte de tiers	71.731.321 34
Comptes d'Ordre et Divers	7 851.375 81
Immeuble « Annuités à régler »	5.863.437 60
Fr.	476.370.140 83

CERTIFIÉ CONFORME :

Pour la Commission de Contrôle,

A. ALLAIN-LAUNAY.

Le Président du Conseil d'Administration

DENORMANDIE.

775

BANQUE DE L'INDO-CHINE

Bilan au 31 octobre 1894

Actif

Versements non appelés	9.000.000 »
Caisse (Paris et succursales)	12.206.682 28
Portefeuille (Paris et succ.)	12.631.600 90
Avances sur nantissements	6.728.344 01
Correspond divers (Paris et succursales)	4.277.948 82
Frais généraux (Paris et succursales)	281.079 36
Frais d'installation et frais de fabrication de billets au porteur	349.674 64
Mobiliers	139.171 33
Immeubles	665.091 63
Fr.	46.279.592 97

Passif

Capital social	12.000.000 »
Fonds de réserve statutaire	415.000 »
Fonds de prévoyance statutaire	431.707 08
Fonds de secours	100.000 »
Fonds de réserve supplémentaire	600.000 »
Amortissement des frais d'installation et de fabrication des billets au porteur	349.674 64
Amortissement du mobilier	139.171 33
Réserve immobilière	211.816 20
Billets au porteur en circulation	22.505.780 15
Comptes de dépôts	4.311.878 35
Effets à payer	123.514 45
Correspondants divers (Paris et succurs.)	4.452.928 77
Intérêts et commissions du semestre	340.020 58
Dividendes à payer	5.500 80
Profits et Pertes :	
Solde du 2e semestre 1893	9.968 98
— du 1er semestre 1894	282.691 64
Fr.	46.279.592 97

Le Directeur : S. SIMON.

776

ADJUDICATIONS

Maison à Paris R. DES PETITS-CHAMPS.45 angle r. Ste-Anne. Rev. b. 35,750 fr. M. à p. 350,000 fr

Maison à Paris R. DE LA MICHODIÈRE. 11 Rev. br. 21.327 fr. M. à p. 210.000 fr., A ADJ. s.1 ench. ch. des not. de Paris, le 5 mars 1895. S'adr. à Me F. MOREL-D'ARLEUX, not., 35, faub. Poissonnière.

777

ADJUDICATION, même sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, place du Châtelet, le *mardi 5 mars 1895*, à midi,

D'un TERRAIN à Paris, rue Lauriston, 74 présumé (près l'avenue Kléber).

Contenance : 512 m. 50 c.

Mise à prix : 102,500 fr. (200 fr. le mètre).

S'adresser à Me William BAZIN, notaire à Paris, avenue de l'Opéra, 27.

778

MAISON r. du Petit-Musc. 28. Ce 802m. Rev. br. 24.067 f. M. à p. 350.000 f. Pr. Créd. Fonc. A ADJ. s. 1 ench., ch. des not. Paris, 12 mars 1895. S'adr. Me G. MOREL-D'ARLEUX, not. 15, r. d. Sts-Pères.

779

LIQUIDATION AMIABLE DE SOCIÉTÉ

A ADJuger en l'ét. de Me GRIGNON, not. à Paris, 26, bd St-Michel, le 6 mars 1895, à 2 h.

1° un **FONDS** de march. de bandages, app. orthopédiques et accessoires de pharmacie, exploité à Paris, r. Rambuteau, 49 (Mon Hiret). Mise à prix : 5.000 fr. et

2° une **USINE** de fabrication de caoutchouc, d'app. orthopédiques et acc. de pharmacie, à Clichy, rue Martre, 89. M. à p. (pouv. être baiss.) 10.000 fr. Consign. 2.000 fr. March. en sus. Loy. à remb. S'adr. à M. Lougarre, adm. de Sociétés, rue Caumartin, 10, et au notaire.

780

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

19, rue des Capucines, Paris

CAPITAL : **170.500.000** FRANCS

Comptes courants avec chèques : Encaissement des coupons ; Dépôts de titres ; Ordres de Bourse ; Prêts sur dépôts de titres ; Prêts hypothécaires à long terme avec amortissement ; Prêts hypothécaires à court terme et sans amortissement ; Prêts communaux.

781

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

SOCIÉTÉ ANONYME

Siège social : Paris, rue de la Victoire, 66

CAPITAL SOCIAL : **60** MILLIONS

Comptes de chèques.	1/2 0/0
— à 7 jours de préavis.	1 0/0
— à 6 mois.	1 1/2 0/0

Ordres de Bourse. — Paiement de coupons. — Encaissement d'effets et de factures. — Escompte d'effets. — Envois de fonds province et étranger. — Avances sur titres.

782

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

CAPITAL : 75 MILLIONS ENTIÈREMENT VERSÉS

SIÈGE SOCIAL : 14, rue Bergère

SUCCURSALE : 2, place de l'Opéra

PARIS

M. DENORMANDIE, ❋, ancien gouverneur de la Banque de France, Président du Conseil d'Administration.

Opérations du Comptoir :

Escomptes et recouvrements, chèques, traites, lettres de crédit, avances sur titres, ordres de Bourse, garde de titres, paiement de coupons, envois de fonds (province et étranger).

Bureaux de quartier dans Paris. — **A.** 176, boulevard Saint-Germain. — **B.** 3, boulevard Saint-Germain. — **C.** 2, quai de la Rapée. — **D.** 11, rue de Rambuteau. — **E.** 16, rue de Turbigo. — **F.** 21, place de la République. — **G.** 24, rue de Flandre. — **H.** 2, rue du Quatre-Septembre, place de la Bourse. — **I.** 84, boulevard de Magenta. — **K.** 92, boulevard Richard-Lenoir.

Agences en province : Agen, Aix-en-Provence, Beaune, Béziers, Castres, Cette, Bordeaux, Dijon, Dunkerque, Le Havre, Hazebrouck, Lyon, Manosque, Marseille, Mazamet, Montpellier, Nantes, Narbonne, Roubaix, Salon, Toulouse, Tourcoing et Villeneuve-sur-Lot.

Agences dans les pays de protectorat : Tamatave, Tananarive et Tunis.

Agences à l'étranger : Londres, Bombay, Calcutta, Shanghaï, Hankow, Foochow, Chicago, San-Francisco, New-Orléans, Melbourne et Sydney.

Intérêts payés sur les sommes déposées :

A 4 ans	4 0/0
A 3 ans.	3 1/2 0/0
A 2 ans.	3 0/0
A 1 an	2 1/2 0/0
A 6 mois	1 1/2 0/0
A vue.	1/2 0/0

Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du public. (Compartiments depuis **5** fr. par mois)

783

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

SIÈGE SOCIAL : 6, Rue Auber, 6 PARIS

SERVICE POSTAL FRANÇAIS

BUREAU DES PASSAGES : 12, Bd des Capucines (GRAND-HÔTEL)

Ligne Directe du Havre à New-York

TRAVERSÉE RAPIDE EN 7 JOURS ET DEMI

PAR LES PAQUEBOTS A GRANDE VITESSE

		Tonnes	et Chevaux
LA TOURAINE.	de	8.700	12.000
LA CHAMPAGNE. . . .	de	7.200	8.000
LA BRETAGNE.	de	7.200	8.000
LA BOURGOGNE.	de	7.200	8.000
LA GASCOGNE.	de	7.200	8.000
LA NORMANDIE	de	6.300	7.000

Départs du Havre et de New-York tous les samedis

Un train spécial est mis, chaque semaine, à la disposition des passagers allant de Paris à New-York et les conduit directement (avec un seul arrêt à Rouen), eux et leurs bagages, au bassin de l'Eure, à l'embarcadère des paquebots.

Le prix du transport de Paris aux paquebots sont ceux du tarif des chemins de fer de l'Ouest.

Les passagers allant de New-York à Paris, trouveront, à leur arrivée au Havre, des trains spéciaux qui les conduiront, eux et leurs bagages, du quai de débarquement à Paris, gare Saint-Lazare.

Adresser les demandes au **Service Commercial, 6, rue Auber, PARIS.**

SERVICES POSTAUX DE LA MÉDITERRANÉE

Traversées rapides de Marseille à Alger en 24 à 26 heures, par les paquebots **Eugène-Pereire, Duc-de-Bragance, Maréchal-Bugeaud, Ville-d'Alger** et **Général-Chanzy.**

Départs les lundis, mercredis et samedis de Marseille à midi 30, et d'Alger les mardis, jeudis et samedis à midi.

De Marseille à Tunis, rapide, les lundis, mercredis et vendredis, à 4 heures du soir.

De Marseille à Oran, rapide, les samedis, à 4 heures du soir.

Départs quotidiens de Marseille pour l'Algérie, la Tunisie, l'Italie, la Corse, Malte, l'Espagne, le Maroc et Tripoli.

Billets circulaires au départ de France, Angleterre, Espagne, Maroc, Algérie, Tunisie, Malte, Sicile, Italie, etc.

Envoi *franco* des livrets, avec cartes et conditions des voyages, à toute personne qui en fait la demande au Service Commercial, 6, rue Auber, Paris.

785

EN VENTE

A

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

11, rue Monsigny — PARIS

La Question de l'Argent aux États-Unis en 1893, par Edmond Théry. — 1 brochure in-18 . . . . 1 fr.

La Crise des Changes. — *La Baisse de l'Argent et ses conséquences. — La Situation monétaire du Monde. — Le Bimétallisme universel*, par Edmond Théry. . 1 volume in-18, 4e édition . . . . 3 fr.
Franco, 3 fr. 40

Histoire des Grandes Compagnies Françaises de Chemins de fer *dans leurs Rapports financiers avec l'Etat*, par Edm. Théry. — 1 volume in-18, 6e édition. 3 fr.
Franco, 3 fr. 30

L'Avenir de l'Indo-Chine Française, par C.-R. Wehrung ; *Préface* par Edmond Théry. — 1 brochure in-18. . . . . 1 fr

La Conférence Bimétallique Internationale de Londres ; *Préface* par Edmond Théry *Traduction* de C.-R. Wehrung. — 1 volume in-18. . . . . 2 fr. 50
Franco, 2 fr. 80

VIENT DE PARAITRE :

La Serbie : *Histoire, Économie, Finances*, par Edmond Théry. — 1 brochure, Franco . . . . Fr. 1 5[illegible]

Collection de l'ÉCONOMISTE EUROPÉEN DEPUIS SA CRÉATION

	fr.
1er *Volume* (17 janvier 1892 au 26 juin 1892)	12 5[illegible]
2e *Volume* (3 juillet 1892 au 25 décembre 1892)	12 5[illegible]
3e *Volume* (1er janvier 1893 au 25 juin 1893)	12 5[illegible]
4e *Volume* (2 juillet 1893 au 31 décembre 1893)	12 [illegible]
5e *Volume* (6 janvier 1894 au 30 juin 1894)	12 5[illegible]
6e *Volume* (7 juillet 1894 au 29 décembre 1894).	12 [illegible]

Chaque volume est broché et comprend une *Table des matières alphabétique.*

Les frais d'envoi à domicile par la poste sont à la charge de l'acheteur, soit : 0 fr. [illegible] par volume pour la France ou 2 fr. 25 pour l'étranger.

784

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 164. — 7e volume. (9) ‖ BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS ‖ Samedi 2 Mars 1895.

LISTE DES COUPONS ÉCHÉANT EN MARS 1895

DATES DU PAIEMENT	DATES DU DÉTACHEMENT	DÉSIGNATION DES VALEURS	COUPON BRUT	NET A PAYER nominatif	NET A PAYER au porteur	
		VALEURS FRANÇAISES				
		Fonds d'Etat — Villes				
1er mars	6 mars	Bons du Trésor, éch. mars 1895	10 ..	10 ..	10 ..	au Louvre.
1er	6	do do sept. 1895	10 ..	10 ..	10 ..	do
1er avril	16	Rente française 3 o/o	0 75	0 75	0 75	do
1er mars	6	Obl. Ville de Paris 1855-60	7 50	7 20	6 63	Hôtel-de-Ville.
15	15	do do 1886	6 ..	5 76	5 34	do
15	15	do do 1886 quarts	1 50	1 44	1 33	do
25	25	do Département du Nord 3 1/2 0/0 1894	13 12	12 595	11 85	rue Taitbout, 11 (c. 1).
		Institutions de Crédit				
1er	6	Obl. Communales 1879	7 50	7 20	6 72	rue des Capucines, 19.
1er	6	do do 1880	7 50	7 20	6 72	do
1er	6	do Banque Hypothécaire 3 o/o 1881	7 50	7 20	6 77	do
11	11	Banque de la Guadeloupe	60 ..	57 60	.. ..	rue Blanche, 54.
11	11	do de la Guyane	130 ..	124 80	.. ..	do
11	11	do de la Martinique	30 ..	29 70	.. ..	do
2	2	Caisse Lécuyer	6 25	6 ..	.. ..	rue de la Banque, 17.
1er	6	Banque Russe et Française (en liq.)	50 ..	.. ..	.. ..	rue d'Antin, 3 (3e répartition).
		Canaux — Chemins de fer — Tramways				
1er	1er	Obl. Suez 3 o/o 1880 (1re série)	7 50	.. ..	6 706	rue Charras, 9 (c. 30).
1er	1er	do do (2e do)	7 50	.. ..	6 756	do (c. 16).
1er	6	Bons Trentenaires Suez	4 ..	.. ..	3 772	do (c. 47).
5	5	Sambre française canalisée	14 ..	14 ..	13 50	rue Drouot, 22.
1er	1er	Annuités Lérouville à Sedan	12 50	.. ..	11 30	rue Bergère, 14, place de l'Opéra, 2 (c. 39).
1er	6	Obl. Est 3 o/o nouvelles	7 50	7 20	6 738	faubourg Saint-Denis, 146 (c. 33).
1er	1er	do Havre 5 o/o 1845-47	25 ..	24 ..	22 733	gare Saint-Lazare (c. 98 et 96).
1er	6	do Ouest-Algérien 3 o/o	7 50	7 20	6 77	rue de Provence, 54, bould des Italiens, 19 et place Vendôme, 10 (c. 36 et 22).
1er	1er	Obl. Epernay à Romilly	7 50	7 20	6 87	rue Chauchat, 7 (c. 50).
15	15	Chemins Economiques du Nord	10 ..	10 ..	10 ..	bd des Italiens, 19, rue de la Victoire, 66 (c. 23).
1er	1er	Obl. Cie Paris. de Tramways 5 o/o	12 50	12 ..	11 51	boulevard des Italiens, 19 (c. 7).
		Valeurs diverses				
1er	1er	Eaux de Vichy	236 75	236 75	232 25	boulevard Montmartre, 8 (c. 22).
1er	1er	Obl. Cie Françse et Continle du Gaz	7 50	7 20	6 894	rue Taitbout, 11 (c. 21).
1er	1er	Obl. Gaz Général de Paris	7 50	7 20	6 89	rue d'Hauteville, 5.
1er	1er	do Mines d'Annezin	10 ..	9 60	9 10	place Lafayette, 116 (c. 2).
1er	1er	do Docks de Saint-Ouen	10 ..	9 60	9 275	rue de Dunkerque, 18 (c. 56).
1er		Baignots de Dax (Bourse de Bordeaux)	15 ..	.. ..	15 ..	à Dax : au Siège de la Société ou à la Société Générale (c. 9).
1er	1er	Société des Jumelles de Théâtre	5 ..	4 80	4 585	rue Saint-Lazare, 8 (c. 6).
6	6	Annuaire Didot-Bottin	25 ..	24 ..	22 80	rue Saint-Georges, 3 (c. 27).
31	31	Obl. Duval 4 0/0	5 ..	4 80	4 55	rue Saint-Fiacre, 21 (c. 10).
		VALEURS ÉTRANGÈRES				
		Fonds d'Etats				
1er ou 2	1er ou 2	Local Loans Stock 3 o/o 1887	3/4 o/o	.. ..	change	rue Laffitte, 23.
1er ou 2	1er ou 2	Emprunt Anglais 2 3/4 o/o	11/16 o/o	.. ..	change	rue Laffitte, 23.
1er ou 2	1er ou 2	do do 2 1/2 o/o 1853	5/8 o/o	.. ..	change	do
1er	1er	Obl. Domaniales d'Autriche 1866	7f50	.. ..	7f50	rue d'Antin, 3
1er	6	Emprunt Egyptien 3 o/o 1885 garanti	1 1/2 o/o	.. ..	.. ..	rue Laffitte, 23. (37 fr. 50 par titre de 2.500 fr.).
1er	1er	do Hollandais 3 o/o 1844	1 1/2 o/o	.. ..	change	
1er	1er	do Russe 5 o/o 1822	2 1/2 o/o	.. ..	change	rue Laffitte, 23.

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	RENTES A PAYER		RENTES FRANÇAISES	DIVIDENDE ou INTÉRÊT distribué en 1890	1891	1892	1893	1894	Cours de comp. comm. juillet 1891	1892	1893	1894	Cours de clôture des 5 dernières sem. 1er fév.	8 fév.	15 fév.	22 fév	1r mars
Millions	Francs																
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	102 80	103 30	103 47	103 32	103 55
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable.....	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	101 10	101 40	101 40	101 45	101 50
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	107 65	108 05	108 02	107 90	108 05
25978	813.313.406																
395.286 obl. de 500 f			Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	499 »	500 50	501 »	502 »	501 »
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3780 »	3900 »	3905 »	3810 »	3830 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	720 »	727 50	735 »	737 50	740 »
50.000	500	250	Banq. Transatlantique.	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	» »	410 »	402 »	» »	407 50
30.000	500	500	Compagnie Algérienne.	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	512 50	540 »	535 »	535 »	735 »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	572 50	565 »	570 »	569 »	570 »
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	900 »	911 25	913 75	898 75	912 50
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	544 »	544 »	545 »	550 »	548 »
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	820 »	813 75	827 50	830 »	835 »
240.000	500	250	Société Générale, nom..	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	480 »	487 50	498 75	495 »	495 »
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	» »	» »	» »	» »	» »
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	510 »	508 75	516 25	517 50	516 25
50.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	391 »	392 50	392 50	» »	395 »
40.000	500	500	Banque de l'Algérie....	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	823 50	815 »	770 »	800 »	785 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	690 »	695 »	705 »	705 »	710 »
50.000	500	500	Est-Algérien............	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	591 »	595 »	600 »	605 »	605 »
584.000	500	500	Est.......................	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	952 50	951 50	952 50	957 50	960 »
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr...	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1445 »	1445 »	1450 »	1482 50	1480 »
250.000	500	500	Midi......................	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1305 »	1302 50	1310 »	1327 50	1320 »
525.000	400	400	Nord......................	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1791 25	1795 »	1793 75	1797 50	1800 »
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1570 »	1577 50	1580 »	1605 »	1608 75
300.000	500	500	Ouest....................	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1109 »	1110 »	1110 »	1107 50	1108 »
40.000	500	500	Sud de la France........	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	236 50	250 »	251 50	252 50	264 »
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris.....	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	568 »	570 »	574 »	572 50	572 »
336.000	500	500	Cie Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1076 »	1090 »	1085 »	1105 »	1140 »
80.000	250	250	Cie Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	339 50	307 50	332 50	330 »	325 »
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	585 »	580 »	580 »	581 50	581 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1075 »	1070 »	1070 »	1065 »	1069 »
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	568 »	567 »	563 »	566 »	555 »
50.000	500	500	Cie française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	258 »	230 »	230 »	217 50	241 25
600.000	500	500	Canal de Panama.......	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	9 25	9 »	9 »	7 »	9 50
223.398	500	500	Canal de Suez..........	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3112 50	3190 »	3272 50	3257 50	3302 50
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	610 »	612 50	620 »	630 »	625 »
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	100 »	100 50	97 50	95 »	96 »
50.000	500	500	Téléphones.............	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	292 50	290 »	287 50	290 »	290 »
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	200fl	200fl	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	595 »	598 75	605 »	618 75	621 25
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane....	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	680 »	680 »	692 50	696 25	707 50
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche...	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1442 50	1440 »	1435 »	1446 »	1415 »
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien.....	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	465 »	453 75	461 25	456 25	463 »
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	72 50	77 50	73 75	72 50	72 50
48.000	500	500	Gaz de Madrid..........	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	165 »	170 »	165 »	167 50	170 »
60.000	500	500	Chemins Andalous.....	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	175 »	188 75	186 25	175 »	180 »
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois..	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	817 »	817 50	820 »	822 50	817 50
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	236 25	240 »	237 50	238 75	243 75
420.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 «	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	623 »	632 50	631 25	631 25	618 75
350.000	500	500	Nord de l'Espagne......	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	103 75	110 »	111 25	105 »	112 50
70.000	500	500	Portugais...............	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	50 »	50 »	50 »	47 »	45 »
356.000	500	500	Saragosse (Madrid à)...	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	159 50	170 »	171 25	163 75	167 50
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'amt		FONDS D'ÉTATS ETRANGERS														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0 ...	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	104 70	105 25	105 20	105 25	104 72
			Autriche 4 0/0 or.......	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	103 50	104 20	103 95	104 »	103 95
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888...	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	80 »	80 10	80 50	81 75	81 75
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	75 75	76 »	76 25	77 55	77 35
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	105 90	105 75	105 90	106 25	106 »
3.047.912	1941		— (Unifiée)..........	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	105 35	105 50	105 »	105 »	105 40
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2).	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	103 40	103 40	103 75	103 55	104 50
	1936		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	74 05	76 15	77 35	77 20	77 »
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886........	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	494 50	502 »	503 50	503 »	498 »
341.000	1921		— 5 0/0 1890........	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	452 »	463 50	461 50	463 50	458 »
240.000	1962		Hellénique 5 0/0 1881..	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	141 »	» »	160 »	167 »	160 »
270.000			— 4 0/0 1887..	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	» »	158 »	178 »	» »	168 »
592.000.000fl			Hongrie 4 0/0 or........	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	101 85	101 75	102 25	101 77	101 80
442.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)...	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	86 80	87 85	88 85	88 70	87 80
	1926		Portugal 3 0/0...........	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	24 80	25 »	26 »	25 50	25 30
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	413 »	451 25	470 »	457 50	467 50
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875...	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	103 »	102 97	» »	» »	104 »
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	96 60	97 »	97 50	97 85	98 25
150.000.000r	1960		Russie 4 0/0 1880........	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	101 90	102 15	102 15	102 30	102 50
1941.992.000	1970		— 4 0/0 Consolidé..	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	102 40	102 75	102 50	102 80	102 95
500.000.000	1974		— 3 0/0 1891 or....	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	89 75	90 90	90 95	92 70	92 80
100.000.000r	1976		— 3 1/2 0/0 1894...	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	97 35	98 37	98 30	98 70	98 75
52.870	1949		Serbie 5 0/0 1890.......	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	73 25	73 50	73 75	73 40	72 50
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	26 52	26 55	26 90	26 85	27 »
227.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	463 75	468 75	475 »	478 75	479 50
391.362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0.	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	497 »	491 25	492 50	493 75	497 50
295.454			Douanes Ottom. 5 0/0..	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	505 »	506 25	509 »	506 25	507 50
40.000.000	1958		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	453 »	458 75	465 »	467 50	468 50

GOUVERNEMENT SUÉDOIS

Remboursement et conversion

DE

l'Emprunt Suédois 4 % de 1880

Conformément à la loi du 12 mai 1894, et en vertu du droit qu'elle s'est réservé dans le texte des obligations de **l'Emprunt Suédois 4 % 1880**, ainsi que dans les contrats des trois émissions de cet emprunt, l'Administration de la Dette Publique Suédoise appelle au remboursement le **1er octobre 1895**, toutes les obligations de cet emprunt non sorties aux tirages et qui se trouvent en circulation, s'élevant d'origine au montant total de 166,320,000 francs.

Toutefois les porteurs qui désireraient conserver leurs titres à un taux réduit à **3 1/2 %** à dater du 1er octobre 1895 pourront, aux conditions du prospectus, qu'ils trouveront à leur disposition dans les divers guichets de la Société Générale, les convertir à ce taux en les déposant du **5 au 30 mars 1895** à la **Société Générale** qui est officiellement chargée de la conversion :

A Paris, *au siège de la Société*, 54, rue de Provence, et *dans ses Bureaux de quartier ;*

En Province, *dans ses Agences.*

Les titres ainsi convertis sont garantis contre toute augmentation de l'amortissement annuel, remboursement intégral de l'Emprunt ou conversion, jusqu'au 1er octobre 1900.

786

RÉGIE CO-INTÉRESSÉE DES

TABACS DE L'EMPIRE OTTOMAN

MM. les Actionnaires sont prévenus que le Conseil d'Administration a décidé, dans sa séance du 1/13 février 1895, de distribuer 6 0/0 sur le capital réduit, en accompte des bénéfices du 11e exercice (mars 1894, février 1895).

En vertu de cette décision, il sera payé en acompte du coupon n° 11 à :

Berlin, Paris, Vienne.	Fr.	12 »
Londres	Fr.	0 9 7 1/5
Constantinople	P. or	52 80

A partir du 2/14 mars 1895, aux établissements ci-dessous indiqués, où les bordereaux nécessaires sont tenus à la disposition de MM. les Actionnaires.

Les coupons représentés seront retenus cinq jours, contre récépissé, et seront restitués aux propriétaires, frappés d'une estampille constatant le paiement de 12 fr.

Constantinople, Paris, Londres, à la Banque Impériale Ottomane ;

Berlin, chez M. S. Bleichrœder ;

Vienne à la Crédit Anstalt, Société I. R. Pr. Autrichienne de Crédit pour le Commerce et l'Industrie.

787

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE I. R. P. DU

CRÉDIT FONCIER D'AUTRICHE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

MM. les Actionnaires sont prévenus que la 30e Assemblée générale ordinaire aura lieu à Vienne, dans les salles de l'hôtel du Crédit Foncier d'Autriche, Teinfaltstrasse, n° 8, le mardi 9 avril prochain, à dix heures du matin.

Les Actionnaires porteurs de 50 actions au moins, peuvent seuls, aux termes des statuts, faire partie de l'Assemblée, et aucun Actionnaire ne peut réunir plus de dix voix.

Pour y être admis, ils doivent déposer leurs titres dans les caisses de la Succursale du Crédit Foncier d'Autriche, place Vendôme, n° 16, avant le 9 mars.

Les objets présentés aux délibérations de l'Assemblée générale seront :

1. Rapport du Gouverneur ;
2. Rapport des Censeurs ;
3. Approbation des comptes sociaux et décision sur l'emploi à donner aux bénéfices (Art. 61, 68 et 69) ;
4. Election d'Administrateurs ;
5. Election d'un Censeur.

788

CHEMINS DE FER DE L'EST-ALGÉRIEN

L'Assemblée générale annuelle des Actionnaires est convoquée le mercredi 3 avril 1895, à quatre heures de l'après-midi, 31, rue Pasquier. — MM. les Actionnaires porteurs de 10 actions au moins, devront déposer leurs titres du 11 au 23 mars, au Siège social, 31, rue Pasquier, ou au Crédit Industriel, 66, rue de la Victoire.

789

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

Situation au 31 janvier 1895

Actif

Espèces en caisse et à la Banque de France	35.788.007 86
Effets et valeurs diverses	147.147.804 68
Trésor public	22.392.973 60
Avances sur dépôts de titres	17.495.732 29
Correspondants	48.952.656 54
Emprunteurs :	
Prêts hypothécaires	1.801.203.869 40
— communaux	1.218.833.494 20
Prêts réalisés avec les fonds provenant des Bons à lots	26.042.041 40
Prêts réalisés avec les fonds du capital social et des réserves	73.927.349 59
Semestres d'annuités échus	54.074.184 08
Hôtels et mobilier :	
Prix d'estimation des hôtels	12.933.709 25
Frais d'appropriation et mobilier	806.827 30
Divers	38.351.591 34
Intérêts acquis, mais non échus	6.323.974 14
Dépenses d'administration	360.864 58
Total	3.504.635.080 25

Passif

Capital social		170.500.000 »
Réserve obligatoire		19.271.783 85
Provision pour l'amortissement des emprunts		110.165.275 46
Réserves diverses		9.285.913 21
Dépôts en compte courant et bons de Caisse		84.019.069 36
Correspondants		31.225.478 78
Sous-Comptoir des Entrepreneurs		3.750.432 05
Versements différés :		
Sur Prêts Hypothécaires		19.383.717 76
— Communaux		80.755.523 31
Obligations Foncières en circulation :		
Montant au pair	2.163.729.700 »	
A déduire :		
Versements à recevoir des obligates.	605.140 »	
Prime à amortir à recouvrer des emprunteurs	462.671.812 88	
Obligations Communales en circulation :		
Montant au pair	1.336.800.100 »	
A déduire :		
Versements à recevoir des obligataires	55.297.207 50	
Prime à amortir à recouvrer des emprunteurs	132.714.854 41	2.875.282.826 61
Bons à lots en circulat.	26.042.041 40	
Obligations à rembourser et intérêts échus à payer		28.365.503 81
Semestres d'annuités payés par anticipation		1.118.003 63
Divers :		
Provision pour créances douteuses		7.233.723 11
Réserve commune avec le Crédit Foncier et Agricole d'Algérie		948.165 91
Comptes divers		25.038.111 83
Intérêts dus, mais non échus		29.556.642 87
Profits et pertes :		
Bénéfices de l'exercice 1894	15.728.981 40	
A déduire : 1re répartition de 25 fr. par action	8.525.000 »	7.203.981 40
Exercice 1895		1.530.927 30
Total		3.504.635.080 25

Certifié conforme aux écritures :

Le gouverneur,

ALBERT CHRISTOPHLE.

790

SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT INDUSTRIEL & COMMERCIAL ET DE DÉPOTS

Bilan au 31 janvier 1895

ACTIF

Caisse et banques		1.730.989 29
Portefeuille :		
Effets en francs	19.956.694 78	
Effets en monnaies étrangères	801.087 27	20.757.782 05
Rentes, actions, obligations et participations diverses		8.197.605 23
Avances sur titres		11.536.852 66
Comptes courants garantis		12.551.838 33
Crédits sur garanties		8.881.322 43
Correspondants débiteurs		4.779.763 95
Comptes d'ordre		1.835.192 21
Comptes reports		» »
Frais généraux		357.155 55
Immeuble social		1.672.722 59
Actions. Versements non appelés		15.000.000 »
		87.301.224 20

PASSIF

Actions		30.000.000 »
Réserves :		
Statutaire	3.000.000 »	
Supplémentaire	2.500.000 »	6.500.000 »
Immobilière	1.000.000 »	
Comptes de dépôts		28.030.180 73
Comptes d'encaissement		300.074 59
Correspondants créditeurs		3.928.047 37
Effets à payer		17.339.130 11
Ordres de Bourse		58.608 10
Dividendes à payer		18.720 65
Réescompte du dernier semestre		106.779 33
Profits et pertes		1.019.683 32
		87.301.224 20
Effets en circulation avec l'endossement de la Société		17.684.976 71

791

BANQUE IMPÉRIALE OTTOMANE

Bilan au 30 novembre 1894

ACTIF

	F. c.
Actions. — Versements non appelés	125.000.000 »
Caisse :	
A Constantinople	32.065.459 35
Dans les succursales	19.249.558 20
Fonds d'Etats Anglais, Français, Allemands	33.875.098 65
Autres valeurs acquises	85.368.692 75
Effets en portefeuille	36.572.551 90
Comptes courants du Trésor Impérial	28.219.805 40
Comptes courants divers	130.824.865 90
Avances sur valeurs publiques et marchandises	97.907.355 95
Immeubles et mobilier	2.753.761 40
Divers	3.579.485 20
Fr.	595.416.634 70

PASSIF

Capital	250.000.000 »
Billets de Banque	20.566.068 20
Effets à payer	65.575.048 10
Comptes courants divers	170.361.794 50
Comptes courants spéciaux	26.805.767 05
Réserve statutaire	12.006.398 60
Dépôts à échéances fixes	35.874.403 20
Dividendes à payer	158.111 15
Divers	14.069.043 60
Fr.	595.416.634 70

Pour le Directeur,
Gust. WULFING.

Le Directeur général,
L. LA FUENTE.

792

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

19, rue des Capucines, Paris

Capital : **170.500.000** francs

Comptes courants avec chèques ; Encaissement des coupons ; Dépôts de titres ; Ordres de Bourse ; Prêts sur dépôts de titres ; Prêts hypothécaires à long terme avec amortissement ; Prêts hypothécaires à court terme et sans amortissement ; Prêts communaux.

793

ADJUDICATIONS

ADJUDICATION même sur une ench., en la chambre des notaires de Paris, le mardi 19 mars 1895, de

1° **MAISON, à Paris, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 64.**

Revenu environ 23,860 fr. Mise à prix, 240,000 fr.

2° **MAISON, à Paris, RUE GALANDE, 31.** Revenu environ 7,860 fr. Mise à prix, 60,000 fr.

3° **MAISON, à Paris, RUE DE LA FERRONNERIE, 17.** Revenu environ 5,000 fr. Mise à prix, 50.000 fr.

S'adresser à Me DAUCHEZ, notaire, quai de la Tournelle, 37.

794

SOUS-COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Bilan au 31 janvier 1895

ACTIF

Caisse		46.224 78
Portefeuille		2.998.091 45
Immeubles		2.750.860 52
Mines de Bert		130.281 20
Crédit Foncier, compte capital		3.750.000 »
— — courant		433 46
— — d'intérêts à valoir.		10.937 50
Accrédités		18.919.749 69
Billets non renouvelés		7.911.700 »
Débiteurs divers		228.762 94
Frais généraux		51.314 45
Crédits :		
Réalisés	19.059.750 »	27.619.050 »
A réaliser	8.559.750 »	
		64.417.405 99

PASSIF

Capital social	5.000.000 »
Réserve statutaire	3.750.000 »
Fonds de prévoyance	4.300.000 »
Billets des accrédités	19.090.100 »
Crédit Foncier, compte billets échus	1.867.000 »
Créditeurs divers	1.229.398 59
Bénéfices des exercices précédents	1.425.281 19
Pertes et profits réalisés	136.576 21
Crédits en cours	27.619.050 »
	64.417.405 99

795

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

SOCIÉTÉ ANONYME

Siège social : Paris, rue de la Victoire, 66

CAPITAL SOCIAL : **60** MILLIONS

Comptes de chèques. 1/2 0/0

— à 7 jours de préavis. 1 0/0

— à 6 mois. 1 1/2 0/0

Ordres de Bourse. — Paiement de coupons. — Encaissement d'effets et de factures. — Escompte d'effets. — Envois de fonds province et étranger. — Avances sur titres.

797

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

SIÈGE SOCIAL :
6, Rue Auber, 6
PARIS

SERVICE POSTAL FRANÇAIS

BUREAU DES PASSAGES :
12, Bd des Capucine
(GRAND-HÔTEL)

Ligne Directe du Havre à New-York

TRAVERSÉE RAPIDE EN 7 JOURS ET DEMI

PAR LES PAQUEBOTS A GRANDE VITESSE

		Tonnes	et Chevaux
LA TOURAINE	de	8.700	12.000
LA CHAMPAGNE	de	7.200	8.000
LA BRETAGNE	de	7.200	8.000
LA BOURGOGNE	de	7.200	8.000
LA GASCOGNE	de	7.200	8.000
LA NORMANDIE	de	6.300	7.000

Départs du Havre et de New-York tous les samedis

Un train spécial est mis, chaque semaine, à la disposition des passagers allant de Paris à New-York et les conduit directement (avec un seul arrêt à Rouen), eux et leurs bagages, au bassin de l'Eure, à l'embarcadère des paquebots.

Le prix du transport de Paris aux paquebots sont ceux du tarif des chemins de fer de l'Ouest.

Les passagers allant de New-York à Paris, trouveront, à leur arrivée au Havre, des trains spéciaux qui les conduiront, eux et leurs bagages, du quai de débarquement à Paris, gare Saint-Lazare.

Adresser les demandes au **Service Commercial, 6, rue Auber, PARIS.**

LIGNES DES ANTILLES

Départs de **Saint-Nazaire,** *le* 9 *de chaqu mois :* Pour la **Guadeloupe,** la **Martinique** Sainte-Lucie, les **Guyanes,** le **Venezuela,** l **Colombie,** la Centre-Amérique et le **Pacifique**

Départs de **Saint-Nazaire** *le* 21 *de chaqu mois :* Pour Santander, la **Havane, Vera-Cruz**

Départs du **Havre** *le* 22 *et de* **Bordeaux** *le* 2 *de chaque mois :* Pour Santander, la **Guadeloup** et la **Martinique**, Trinidad, Carupano, la Guayra Porto-Cabello, Savanilla, **Colon** et le **Pacifique**

Départs du **Havre** *le* 15, de **Saint-Nazaire** *l* 17 *et de* **Bordeaux** *le* 19 *de chaque mois :* Pou **Saint-Thomas, Porto-Rico, Haïti,** la **Havan** et **Vera-Cruz.**

Départs de **Marseille** *le* 12 *de chaque mois* Pour Barcelone, Malaga, la **Martinique, Venezuela,** la **Colombie** et le **Pacifique,** la *Correspondance* pour Porto-Rico, Haïti, la **Havane** e **Vera-Cruz.**

800

EN VENTE

A

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

11, rue Monsigny — PARIS

La **Question de l'Argent** aux États-Unis en 1893, par Edmond Théry. — 1 brochure in-18 . . . . 1 fr.

La **Crise des Changes.** — *La Baisse de l'Argent et ses conséquences. — La Situation monétaire du Monde. — Le Bimétallisme universel,* par Edmond Théry. 1 volume in-18, 4e édition . . . . 3 fr.
Franco, 3 fr. 40

Histoire des Grandes Compagnies Françaises de Chemins de fer *dans leurs Rapports financiers avec l'Etat,* par Edm. Théry. — 1 volume in-18, 6e édition. 3 fr.
Franco, 3 fr. 30

L'Avenir de l'Indo-Chine Française, par C.-R. Wehrung ; *Préface* par Edmond Théry. — 1 brochure in-18. . . . . 1 fr.

La **Conférence Bimétallique Internationale de Londres ;** *Préface* par Edmond Théry ; *Traduction* de C.-R. Wehrung. — 1 volume in-18. . . . . 2 fr. 50
Franco, 2 fr. 80

VIENT DE PARAITRE :

La Serbie : *Histoire, Économie, Finances,* par Edmond Théry. — 1 brochure, Franco . . . . Fr. 1 50

Collection de l'ÉCONOMISTE EUROPÉEN
DEPUIS SA CRÉATION

	fr.
1er *Volume* (17 janvier 1892 au 26 juin 1892)	12 50
2e *Volume* (3 juillet 1892 au 25 décembre 1892)	12 50
3e *Volume* (1er janvier 1893 au 25 juin 1893)	12 50
4e *Volume* (2 juillet 1893 au 31 décembre 1893)	12 50
5e *Volume* (6 janvier 1894 au 30 juin 1894)	12 50
6e *Volume* (7 juillet 1894 au 29 décembre 1894)	12 5

Chaque volume est broché et comprend une *Table des matières alphabétique.*

Les frais d'envoi à domicile par la poste sont à la charge de l'acheteur, soit : 0 fr. 85 par volume pour la France ou 2 fr. 25 pour l'étranger.

798

CHEMIN DE FER D'ORLEANS

Excursions en Touraine, aux châteaux des bords de la Loire et aux stations balnéaires de la ligne de St-Nazaire au Croisic et à Guérande.

1er Itinéraire. — 1re classe, 86 fr. ; 2e classe, 63 fr.

Durée : 30 jours.

Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais, Saumur, Angers, Nantes, St-Nazaire, Le Croisic, Guérande, et retour à Paris, viâ Blois ou Vendôme, ou par Angers, viâ Chartres, sans arrêt sur le réseau de l'Ouest.

Nota. — Le trajet entre Nantes et St-Nazaire peut être effectué, sans supplément de prix, soit à l'aller, soit au retour, dans les bateaux de la Compagnie de la Basse-Loire.

La durée de validité de ces billets peut être prolongée une, deux ou trois fois de 10 jours, moyennant paiement, pour chaque période, d'un supplément de 10 0/0 du prix du billet.

2e Itinéraire. — 1re cl., 54 fr. ; 2e cl., 41 fr.

Durée : 15 jours.

Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux, et retour à Tours, Loches, et retour à Tours, Langeais et retour à Paris, viâ Blois ou Vendôme.

En outre, il est délivré à toutes les gares du réseau d'Orléans des billets aller et retour comportant les réductions prévues au tarif spécial G. V. n° 2 pour des points situés sur l'itinéraire à parcourir, et vice versa.

Ces billets sont délivrés toute l'année : à Paris, à la gare d'Orléans (quai d'Austerlitz) et aux bureaux succursales de la Compagnie et à toutes les gares et stations du réseau d'Orléans pourvu que la demande en soit faite au moins trois jours à l'avance.

799

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 165. — 7e volume. (10) || BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS || Samedi 9 Mars 1895.

ITALIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume.................... 286.589 kil. carrés
Population (31 déc. 1890).................... 30.158.408 habitants
— (31 déc. 1893).................... 30.724.897 —
— — par kil. carré.......... 107 —
Armée. Pied de paix.......................... 14.535 officiers
— — .... 267.847 soldats
— Pied de guerre.......................... 3.384.859 off. et sold.
Chemins de fer (Réseau total)............ 14.184 kilomètres.
— par 1.000 kil. carrés... 49 —
— par million d'habitants 464 —
Télégraphes. Longueur des lignes........ 38.288 —
— — fils.......... 148.348 —
Longueur des fils par million d'hab......... 4.828 —
Dépêches transmises en 1892-93 .... 9.497.885 dépêches

BUDGET 1894-1895 (*en Lire = 1 fr.*)

Dette Consolidée au 31 décembre 1894............... 9.365 millions
Dettes diverses.. 3.535 —
Total de la Dette italienne.......................... 12.900 —
Moyenne de la dette par habitant........................ 419 lire
Dépenses militaires totales............................ 227 millions
— marine — .... 102 —
Total guerre et marine................................ 339 —
Moyenne par habitant.................................. 10 lire 71
Dépenses totales du budget........................ 1.784 millions
Moyenne par habitant.................................. 58 lire 08

COMMERCE EXTÉRIEUR (*En millions de francs*)
(y compris les métaux précieux)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883..	1.380	1.198	1887..	1.690	1.109	1891.......	1 180	939
1884..	1.324	1.096	1888..	1.241	967	1892.......	1 173	958
1885..	1.575	1 134	1889.	1.440	1.005	1893	1.190	964
1886..	1.509	1.076	1890..	1.372	963	1894 11 (ms).	1.044	980

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du Grand-Duché.................... 2.587 kil. carrés
Population au 1er décembre 1885 .... 213.283 habitants
— au 1er — 1890 .... 211.088 —
— par kilomètre carré en 1885 .... 82 —
— — 1890 .... 82 —
Chemins de fer. Réseau total au 31 déc. 1893. 435 kilomètres
— par 1.000 kil. carrés......... 168 —
— par million d'habitants...... 2.060 —
Télégraphes. Longueur des lignes .... 600 —
— — fils .... 1.670 —
— — par million d'habit... 7.914 —
— Dépêches transmises en 1893 .... 111.317 dépêches

BUDGET DE 1894 (*en francs*)

Dette publique du Grand-Duché................ 11.470.000 francs
Moyenne par habitant .... 54 fr. 33
Dépenses budgétaires totales .... 8.436.812 francs
Moyenne par habitant......... 39 fr. 96

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le Grand-Duché fait partie de l'Union douanière Allemande

PORTUGAL

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume.......................... 92.575 kil. carrés
Population totale en 1878...................... 4.550.699 habitants
— en 1881 .... 4.708.178 —
— par kil. carré en 1878.. . 49 —
— — en 1881.... 51 —
Armée. Pied de paix.......................... 2.286 officiers
— — .... 31.886 soldats
— — .... 4.665 chevaux
— Pied de guerre .... 154.000 hommes
Chemins de fer. Réseau total en 1893....... 2.340 kilomètres
— par 1.000 kilomètres carrés. 25 —
— par million d'habitants..... 497 —
Télégraphes. Longueur des lignes........... 6.418 —
— — des fils.... .... 14.234 —
— — par million d'hab.... 3 023 —
— Dépêches transmises .... 1.354.827 dépêches

BUDGET DE 1893-1894 (*en francs*)

Dette publique en 1894.......................... 3.741.950.626 francs
— Moyenne par habitant.. 794 —
Dépenses militaires.................................. 28.692.473 —
Dépenses de la Marine............................... 13.945.808 —
Total pour la Guerre et la Marine.............. 42.638.281 —
Moyenne par habitant.......................... 9 fr. 05
Dépenses totales du Budget...................... 250.191.323 francs
Moyenne par habitant.......................... 53 fr. 13

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883...	174.7	127.6	1887.....	209.4	118.7	1891.......	221.2	198.1
1884...	182.5	120.9	1888.....	215.6	131.0	1892.......	172.6	137.9
1885...	183.6	127.1	1889.....	235.2	131.4	1893.......	215.6	165.2
1886...	208.8	146.1	1890.....	249.7	120.4	1894 (6 ms)..	109.6	63.1

ROUMANIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume.......................... 131.020 kil. carrés
Population. Evaluation actuelle............ 5.038.342 habitants
— par kilomètre carré............ 39 —
Armée. Pied de paix.......................... 2.960 officiers
— — .... 46.354 soldats
— — .... 10.000 chevaux
— Pied de guerre.......................... 152.000 hommes
Chemins de fer. Rés. total au 31 déc. 1893. 2.573 kilomètres
— par 1.000 kilomèt. carrés. 19 —
— par million d'habitants.. 510 —
Télégraphes. Longueur des lignes......... 5.836 kilom.
— — des fils............ 12.879 —
— par million d'habitants....... 2.556 —
Nombre de dépêches expédiées.............. 1.653.451 dépêches

BUDGET DE 1894-1895 (*en francs*)

Dette publique du royaume au 1er avril 1895.. 1.182.916.707 francs
— Moyenne par habitant... 234 fr. 58
Dépenses militaires.......................... 41.354.072 —
Moyenne par habitant... 7 fr. 69
Dépenses totales du budget................ 203.170.000 —
Moyenne par habitant... 37 fr. 79

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883...	359.9	220.6	1887.....	314.6	265.7	1891.......	435.6	274.6
1884...	294.9	184.1	888.....	310.3	256.7	1892.......	380.7	285.3
1885...	263.5	247.9	1889.....	367.9	274.1	1893.......	430.4	370.6
1886...	296.4	255.5	1890.....	362.7	275.9	1894.......	»	»

RUSSIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie de la Russie d'Europe....... 4.889.062 kil. carrés
Population — — (1891).. 88.906.921 habitants
— moyenne par kil. carré..... 18 —
Superficie de la Pologne russe......... 127.319 kil. carrés
Population — — (1891)... 8.900.418 habitants
— moyenne par kil. carré..... 70 —
Armée. Pied de **paix**.................... 30.574 officiers
— — .... 750.944 s.-of. et sold.
Total de l'effectif de **paix**..... 781.518 combattants
— .... 139.966 chevaux
Pied de **guerre** (non compris l'armée territoriale et les troupes cosaques de défense nationale comprenant plus de 5 millions d'hommes)...................... 51.353 officiers
.... 2.359.720 s.-of. et sold.
Total de l'effectif de **guerre**............ **2.411.073** combattants
— .... 162.917 chevaux
Chemins de fer : Réseau total d'Europe. 31.364 kilomètres
— par 1.000 kil. carrés.. 6.2 —
— par million d'habitants 320 —
Télégraphes : Longueur des lignes.... 129.917 —
— Longueur des fils....... 301.240 —
— — par million d'hab. 3.018 —
Nombre total des dépêches en 1892....... 12.783.473 dépêches

BUDGET DE 1894 (*En francs*)

Dette publique de la Russie et de la Pologne Russe en 1895 :
Roubles-métal.............................. 1.882.872.438 r. métal
Roubles-crédit .... 2.714.627.539 r. papier
Total de la Dette publique en francs.... **14.318.058.599** francs
Moyenne par habitant.............. 146 —
Dépenses du Ministère de la Guerre ... 1.100.145.644 francs
— — Marine... 204.925.572 —
Total de la Guerre et Marine........... **1.305.071.216** —
Moyenne par habitant.................... 13.34
Dépenses totales du budget.......... 4.334.406.104 francs
Moyenne par habitant........... 44 fr. 31

COMMERCE EXTÉRIEUR (*En millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883..	2.248	2.561	1887..	1.508	2.492	1891.......	1 394	2.801
1884..	2.147	2.359	1888..	1.404	3.113	1892.......	1.463	1.884
1885..	2.741	2.154	1889..	1.578	3.008	1893.......	1.687	2.378
1886..	1.706	1.954	1890..	1.537	2.748	1894 (10 ms).	1700 3	2207.9

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	RENTES A PAYER		RENTES FRANÇAISES	Dividende ou intérêt distribué en 1890	1891	1892	1893	1894	Cours de comp. comm. juillet 1891	1892	1893	1894	Cours de clôture des 5 dernières sem. 8 fév.	15 fév	22 fév	1r mars	8 mars
Millions	Francs																
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	103 80	103 47	103 32	103 55	103 72
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	101 40	101 40	101 45	101 50	101 50
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	108 05	108 02	107 90	108 05	108 07
25978	813.313.406																
395.286 obl. de 500 f			Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	500 50	501 »	502 »	501 »	503 »
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	**SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES (ACTIONS)**														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3900 »	3905 »	3810 »	3830 »	3790 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	727 50	735 »	737 50	740 »	717 50
50.000	500	250	Banq. Transatlantique	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	410 »	402 »	» »	407 50	410 »
30.000	500	500	Compagnie Algérienne	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	540 »	535 »	535 »	535 »	535 »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	565 »	570 »	569 »	570 »	580 »
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	911 25	913 75	898 75	912 50	905 »
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	544 »	515 »	550 »	548 »	550 »
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	813 75	827 50	830 »	835 »	835 »
240.000	500	250	Société Générale, nom.	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	487 50	498 75	495 »	495 »	495 »
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	» »	» »	» »	» »	» »
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	508 75	516 25	517 50	516 25	525 »
50.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	392 50	392 50	» »	395 »	117 50
40.000	500	500	Banque de l'Algérie	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	815 »	770 »	800 »	785 »	780 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	695 »	705 »	705 »	710 »	710 »
50.000	500	500	Est-Algérien	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	595 »	600 »	605 »	605 »	610 »
584.000	500	500	Est	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	951 50	952 50	957 50	960 »	956 »
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr.	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1445 »	1450 »	1482 50	1480 »	1490 »
250.000	500	500	Midi	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1302 »	1310 »	1327 50	1320 »	1327 50
525.000	400	400	Nord	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1795 »	1793 75	1797 50	1800 »	1820 »
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1577 50	1580 »	1605 »	1608 75	1620 »
300.000	500	500	Ouest	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1110 »	1110 »	1107 50	1108 »	1111 »
40.000	500	500	Sud de la France	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	250 »	251 50	252 50	264 »	272 50
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	570 »	574 »	572 50	572 »	565 »
336.000	500	500	Cie Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1090 »	1085 »	1105 »	1140 »	1151 25
80.000	250	250	Cie Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	307 50	332 50	330 »	325 »	325 »
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	580 »	580 »	581 50	581 »	589 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1070 »	1070 »	1065 »	1069 »	1085 »
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	567 »	563 »	566 »	555 »	566 »
50.000	500	500	Cie française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	230 »	230 »	217 50	241 25	235 »
600.000	500	500	Canal de Panama	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	9 »	9 »	7 »	9 50	9 25
223.398	500	500	Canal de Suez	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3190 »	3272 50	3257 50	3302 50	3345 »
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	612 »	620 »	640 »	625 »	628 75
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	100 50	97 50	95 »	96 »	100 »
50.000	500	500	Téléphones	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	290 50	287 50	290 »	290 »	307 50
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	200fl	200fl	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	598 75	605 »	618 75	621 25	608 75
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	680 »	692 50	696 25	707 50	717 50
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1440 «	1435 »	1416 »	1415 »	1370 »
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	453 75	461 25	456 25	463 »	451 25
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	77 50	73 75	72 50	72 50	78 »
48.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	170 »	165 »	167 50	170 »	170 »
60.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	188 75	186 25	175 »	180 »	191 25
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	817 50	820 »	822 50	817 50	818 75
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	240 »	237 50	238 75	243 75	246 25
420.000	500	500	Mèridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 «	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	632 50	631 25	631 25	618 75	630 »
350.000	500	500	Nord de l'Espagne	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	110 »	111 25	105 »	112 50	120 »
70.000	500	500	Portugais	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	50 »	50 »	47 »	45 »	» »
356.000	500	500	Saragosse (Madrid à)	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	170 »	171 25	163 75	167 50	172 50
Capital ou Nombre de titres		Fin de l'amt	**FONDS D'ÉTATS ETRANGERS**														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	105 25	105 20	105 25	104 72	105 30
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	101 20	103 95	104 »	103 95	104 »
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	80 10	80 50	81 75	81 75	81 70
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	76 »	76 25	77 55	77 35	77 45
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	105 75	105 90	106 25	106 »	106 15
3.047.912		1941	— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	105 50	105 »	105 »	105 40	105 80
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	108 40	103 75	103 55	104 50	105 »
		1936	Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	76 15	77 35	77 20	77 »	78 »
1.240.000		1940	Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	502 »	503 50	503 »	498 »	497 50
341.000		1921	— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	463 50	461 50	463 50	458 »	457 »
240.000		1962	Hellénique 5 0/0 1881	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	» »	160 »	167 »	160 »	» »
270.000			— 4 0/0 1887	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	158 »	178 »	» »	168 »	» »
592.000.000fl			Hongrie 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	101 75	102 25	101 77	101 80	102 25
442.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	87 85	88 85	88 70	87 80	88 85
		1926	Portugal 3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	25 »	26 »	25 50	25 30	25 15
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	451 25	470 »	457 50	467 50	468 75
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	102 97	» »	» »	104 »	» »
50.000.000		1937	Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	97 »	97 50	97 85	98 25	98 90
150.000.000r		1960	Russie 4 0/0 1880	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	102 15	102 15	102 30	102 50	102 65
1941.992.000		1970	— 4 0/0 Consolidé	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	102 75	102 50	102 80	102 95	102 80
500.000.000		1974	— 3 0/0 1891 or	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	90 90	90 95	92 70	92 80	91 85
100.000.000r		1976	— 3 1/2 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	98 37	98 30	98 70	98 75	99 10
52.870		1949	Serbie 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	73 50	73 75	73 40	72 50	73 25
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	26 55	26 90	26 85	27 »	27 70
227.250		1931	Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	468 75	475 »	478 75	479 50	485 »
391.362		1931	Priorités Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	491 25	492 50	493 75	497 50	498 75
295.454			Douanes Ottom. 5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	506 25	509 »	506 25	507 50	513 »
40.000.000		1958	Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	458 75	465 »	467 50	468 50	480 »

)MPie DES TABACS DE PORTUGAL

NTES du 4e Exercice (1er Avril 1894)

	Kilogr.	Reis
tes de fév. 1895 (y com- la recette provenant droits d'importation di-)................	149.107	591:121.213
ntes des mois précédents	1.598.262	6.325.290.724
	1.747.369	6.916:411.937

801

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

favoriser le Développement du Commerce et de l'Industrie

EN FRANCE

ans sa séance du 5 mars 1895, le conseil d'ad- istration a fixé au vendredi 29 mars l'assem- générale annuelle des actionnaires et décidé l proposerait de fixer le solde à distribuer, r l'exercice 1894, à 6 fr. 25 par action, ce qui, ; la somme de 6 fr. 25 distribuée le 1er octobre nier, porterait le dividende total de l'exercice à 12 fr. 50, dont il faut déduire 0 fr. 50 par on, montant de l'impôt de 4 0/0 sur le revenu.

n conséquence, les actionnaires sont convoqués assemblée générale aux termes de l'article 39 statuts, pour le vendredi 29 mars 1895, à quatre res, au siège de la Société, rue de Provence, à l'effet :

D'entendre la lecture du compte rendu des rations de la Société pendant l'exercice 1894;

prouver, s'il y a lieu, les comptes et de fixer le fre du dividende;

De procéder au renouvellement partiel du seil et du Comité de censure.

ux termes des articles 40 et 41 des statuts :

out titulaire de quarante actions est de droit nbre de l'assemblée générale. Nul ne peut être eur de pouvoir d'actionnaire s'il n'est lui-même nbre de l'assemblée générale. La forme des voirs est déterminée par le Conseil d'adminis- ion (art. 40).

es titres nominatifs donnent droit d'assister à semblée générale, pourvu que les titres aient transférés plus de huit jours avant l'époque pour l'assemblée. Il est remis à chaque ayant t une carte d'admission. Cette carte est nomi- ve et personnelle (art. 41).

s cartes d'admission pourront être retirées de heures à trois heures, à partir du 18 mars, au e de la Société, rue de Provence, 54.

Le Directeur : BURON.

802

CHEMINS DE FER A VOIE ÉTROITE

DE

-ETIENNE, FIRMINY, RIVE-DE-GIER ET EXTENSIONS

ÉTÉ ANONYME. — CAPITAL 6 MILLIONS DE FRANCS

Siège social : 3, rue Lafayette, Paris

M. les Actionnaires sont informés qu'en exé- on de l'article 36 des statuts, l'Assemblée géné- annuelle se réunira au siège social, 3, rue ayette, le mercredi 20 mars 1895, à dix heures natin, pour délibérer sur l'ordre du jour sui- :

1° Rapport du Conseil d'administration sur l'exercice 1894;
2° Rapport des Commissaires sur les comptes présentés à l'Assemblée;
3° Nomination d'Administrateurs et de Commissaires;
4° Fixation du dividende.

our assister à l'Assemblée, il faut, conformé- t à l'article 37 des statuts, posséder dix actions s déposer au siège social avant le 15 mars au tard. Il est rappelé que les Actionnaires pos- nt moins de dix actions peuvent se réunir r exercer leurs droits. En échange de ce dépôt, ra délivré un récépissé et une carte d'entrée à semblée.

s propriétaires d'actions nominatives seront rits d'office sur la liste des déposants.

803

COMPAGNIE FRANÇAISE
DES CHEMINS DE FER DE LA
PROVINCE DE SANTA-FÉ

Recettes brutes pendant le mois de janvier 1895 du réseau exploité par la Compagnie (1.365 km.) : 451.980 Fr. (ou $ m/n 324.000) contre 391 820 Fr. (ou $ m/n 274.000) en janvier 1894.

804

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES

OMNIBUS DE PARIS

L'Assemblée générale annuelle des Actionnaires, prescrite par l'article 36 des Statuts, aura lieu le vendredi 29 mars 1895, à trois heures de relevée, rue Charras n° 4, salle Kriegelstein.

MM. les Actionnaires porteurs de six actions au moins, qui désirent assister à cette Assemblée, devront déposer leurs titres (avec leurs procurations, s'ils sont mandataires), au plus tard le 19 mars, de dix heures à quatre heures, au siège de la Compagnie, rue Saint-Honoré n° 155, où il leur sera remis un récépissé et une carte d'admission.

805

ETABLISSEMENTS DUVAL

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ne pouvant avoir lieu le 8 mars 1895, à cause de l'insuffisance des titres déposés, est remise définitivement au lundi 25 mars, 2 heures, salle des Ingénieurs civils, 10, cité Rougemont.

Les titres seront reçus à la Caisse sociale jusqu'au 20 mars inclus.

806

COMPAGNIE FRANÇAISE DES

VOIES FERREES ECONOMIQUES

Société anonyme. — Capital 5 millions de francs

Siège social, 3, rue Lafayette, Paris

MM. les Actionnaires sont informés qu'en exécution de l'article 39 des statuts, l'Assemblée générale annuelle se réunira au siège social, 3, rue Lafayette, le 30 mars 1895, à dix heures du matin, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1° Rapport du Conseil d'administration sur l'exercice 1894;
2° Rapport des Commissaires sur les comptes présentés à l'Assemblée;
3° Discussion et approbation des comptes; fixation du dividende;
4° Nomination d'Administrateurs et de Commissaires.

Pour assister à l'Assemblée il faut, conformément à l'article 27 des statuts, posséder dix actions et les déposer au siège social, avant le 25 mars au plus tard. En échange de ce dépôt, il sera délivré un récépissé et une carte d'entrée à l'Assemblée.

Toutefois, les Actionnaires possédant moins de dix actions pourront, en vertu de la loi du 1er août 1893, se réunir pour exercer leur droit d'assister à l'Assemblée, suivant les prescriptions de ladite loi.

Les propriétaires d'actions nominatives seront inscrits d'office sur la liste des déposants.

807

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER

DU SUD DE L'ESPAGNE

34, Rue de Provence, Paris

AVIS AUX ACTIONNAIRES

Conformément à l'article 36 des statuts, le Conseil d'administration convoque MM. les actionnaires en Assemblée générale extraordinaire, au siège social, à Madrid, 20, Claudio Coello, pour le 20 mars 1895, à deux heures, pour leur soumettre la résolution suivante :

Approbation d'un projet de Convenio à soumettre aux créanciers de la Compagnie.

L'Assemblée extraordinaire, appelée à délibérer sur ce projet, doit être constituée conformément aux prescriptions de l'article 40 des statuts.

Des copies certifiées dudit projet de convenio sont à la disposition de MM. les actionnaires, pour qu'ils puissent en prendre connaissance aux sièges sociaux, c'est-à-dire :

20, Claudio Coello, à Madrid,
34, rue de Provence, à Paris,

et à la Banque Internationale de Paris, 3 et 5, rue Saint-Georges, à Paris.

Les titres pourront être déposés jusqu'au 12 mars, dernier délai, dans les caisses de la Compagnie, à Madrid et à Paris, et également à la Banque Internationale.

Les actionnaires désirant se faire représenter devront en informer par lettre le Conseil d'administration.

Dans le cas où l'Assemblée ne pourrait être tenue le 20 mars, en raison de l'insuffisance du nombre des actions déposées ou du nombre des actions présentes ou représentées, elle serait remise au lendemain 21 mars, à la même heure et au même lieu, et les nouveaux dépôts seraient reçus à Madrid, aux caisses de la Compagnie, jusqu'à une heure.

Madrid, le 4 mars 1895.

Le Conseil d'administratisn.

808

BANQUE IMPÉRIALE ROYALE PRIVILÉGIÉE

DES PAYS AUTRICHIENS

L'Assemblée générale ordinaire annuelle de la Banque I. R. P. des Pays Autrichiens est fixée au jeudi 28 mars 1895, à 6 heures du soir, au siège social, Hohenstauffengasse n° 3, à Vienne.

Nous rappelons que les titres doivent être déposés au plus tard le 14 mars 1895, à Paris : à la succursale de la Banque I. R. P. des Pays Autrichiens, 12, rue du Quatre-Septembre.

809

SOCIÉTÉ DES

VOIES FERRÉES DU DAUPHINÉ

SOCIÉTÉ ANONYME. — CAPITAL 3 MILLIONS DE FRANCS

Siège social : 8, avenue de la Gare, à Grenoble

Siège administratif : 3, rue Lafayette, 3. — Paris

MM. les Actionnaires sont informés qu'en exécution de l'article 29 des statuts, l'Assemblée générale annuelle se réunira à Grenoble, au siège social, 8, avenue de la Gare, le lundi 25 mars 1895, à dix heures du matin, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1° Rapport du Conseil d'administration sur l'exercice 1894;
2° Rapport du Commissaire sur les comptes présentés à l'Assemblée;
3° Nomination du Commissaire;
4° Fixation du dividende.

Pour assister à l'Assemblée il faut, conformément à l'article 27 des statuts, posséder dix actions et les déposer avant le 20 mars au plus tard, au Crédit Lyonnais, à Grenoble ou au siège administratif de la Société, à Paris, 3, rue Lafayette. Il est rappelé que les Actionnaires possédant moins de dix actions peuvent se réunir pour exercer leurs droits. En échange de ce dépôt il sera délivré un récépissé et une carte d'entrée à l'Assemblée.

Les propriétaires d'actions nominatives seront inscrits d'office sur la liste des déposants.

810

COMPAGNIE LYONNAISE DE TRAMWAYS

Société anonyme

Capital 3 millions de francs

Siège social : Lyon-Montplaisir, 232, avenue des Ponts

Siège administratif : 3, rue Lafayette, à Paris

MM. les Actionnaires sont informés qu'en exécution de l'article 29 des statuts, l'Assemblée générale annuelle se réunira à Lyon, au siège social, 232, avenue des Ponts, le mercredi 27 mars 1895, à dix heures du matin, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1° Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1894;
2° Rapport des Commissaires sur les comptes présentés à l'Assemblée;
3° Nomination du Commissaire;
4° Fixation du dividende.

Pour assister à l'Assemblée il faut, conformément à l'article 27 des statuts, posséder dix actions et les déposer, avant le 22 mars au plus tard, au siège social à Lyon ou au siège administratif à Paris. Il est rappelé que les Actionnaires, possédant moins de dix actions, peuvent se réunir pour exercer leurs droits. En échange de ce dépôt, il sera délivré un récépissé et une carte d'entrée à l'assemblée.

Les propriétaires d'actions nominatives seront inscrits d'office sur la liste des déposants.

811

BANQUE DE L'ALGERIE

Bilan au 28 Février 1895

ACTIF

Numéraire en caisse		36.033.804 03
Rentes sur l'Etat		11.866.010 »
Portefeuille	90.305.755 99	92.357.470 94
Effets du portefeuille en recette	1.722.528 10	
Prêts sur titres	329.186 85	
Correspondants		6.942.450 34
Liquidations (comptes amortis conformément à l'article 35 des statuts)		6.421.687 31
Hôtels de la Banque		2.311.179 14
Domaine		8.412.355 82
Dépenses d'administration		248.749 28
Succursales (leur compte avec la Banque)		98.685.207 31
Avances à l'Etat (Chambres de commerce)		1.413.704 42
Divers		3 152.405 62
		267.845.024 21

PASSIF

Capital	20.000.000 »
Billets au porteur en circulation	70.364.910 »
Bordereaux à payer	15.138 60
Comptes courants	1.931.313 17
Trésoriers-payeurs (leur compte courant)	2.803.000 »
Trésor public	58.233.140 33
Dividendes à payer	77.994 45
Agios et commissions	1.688.944 68
Profits et pertes	19.501 08
Réescompte	474.170 63
Réserve statutaire	6.636.666 66
Réserve extraordinaire	1.129.013 18
Réserve immobilière	2.311.179 14
Banque de l'Algérie (son compte avec les succursales)	100.521.165 55
Divers	1.608.886 74
	267.845.024 21

Alger, le 28 février 1895.

Le Directeur de la Banque de l'Algérie,

Signé : F. NELSON-CHIÉRICO.

812

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQU[E]

SIÈGE SOCIAL :
6, Rue Auber, 6
PARIS

SERVICE POSTAL FRANÇAIS

BUREAU DES PASSAGES
12, Bd des Capu[cines]
(GRAND-HÔTEL)

Ligne Directe du Havre à New-York

TRAVERSÉE RAPIDE EN 7 JOURS ET DEMI
PAR LES PAQUEBOTS A GRANDE VITESSE

		Tonnes	Chevaux
LA TOURAINE	de	8.700	12.000
LA CHAMPAGNE	de	7.200	8.000
LA BRETAGNE	de	7.200	8.000
LA BOURGOGNE	de	7.200	8.000
LA GASCOGNE	de	7.200	8.000
LA NORMANDIE	de	6.300	7.000

Départs du Havre et de New-York tous les samedis

Un train spécial est mis, chaque semaine, à la disposition des passagers allant de Paris à New-York et les conduit directement (avec un seul arrêt à Rouen), eux et leurs bagages, au bassin de l'Eure, à l'embarcadère des paquebots.

Le prix du transport de Paris aux paquebots sont ceux du tarif des chemins de fer de l'Ouest.

Les passagers allant de New-York à Paris, trouveront, à leur arrivée au Havre, des **trains spéciaux** qui les conduiront, eux et leurs bagages, du quai de débarquement à Paris, gare Saint-Lazare.

Adresser les demandes au **Service Commercial, 6, rue Auber, PARIS.**

SERVICES POSTAUX DE LA MÉDITERRAN[ÉE]

Traversées rapides de Marseille à Alger en 26 heures, par les paquebots **Eugène-Pere[ire]**, **Duc-de-Bragance**, **Maréchal-Bugeaud**, **V[ille] d'Alger** et **Général-Chanzy.**

Départs les lundis, mercredis et samedi[s de] Marseille à midi 30, et d'Alger les mardis, j[eudis] et samedis à midi.

De Marseille à Tunis, rapide, les lundis, [mer]credis et vendredis, à 4 heures du soir.

De Marseille à Oran, rapide, les samedis [...] heures du soir.

Départs quotidiens de Marseille pour l'Alg[érie], la Tunisie, l'Italie, la Corse, Malte, l'Espagn[e], Maroc et Tripoli.

Billets circulaires au départ de France, A[ngle]terre, Espagne, Maroc, Algérie, Tunisie, M[alte], Sicile, Italie, etc.

Envoi *franco* des livrets, avec cartes et c[ondi]tions des voyages, à toute personne qui en fa[it la] demande au Service Commercial. 6, rue Au[ber], Paris.

81[5]

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Actif	Situation au 31 janv. 1895	Situation au 28 fév. 1895
Espèces au siège social	5.725.211 28	6.554.310 63
— à la Banq. de France	774.350 92	493.041 23
Fonds disponib. dans les banques France	1.103.727 10	1.608.591 64
Fonds disponib. dans les banques Etrang.	3.548.397 62	3.008.440 03
Coupons à encaisser	3.483.022 22	737.043 67
Agents de change	» »	126.299 15
Effets à recevoir, France	61.009.012 09	60.864.568 88
— Etranger	2.776.356 56	1.617.554 26
Reports	11.292.892 85	15.832.709 30
Rentes, Actions et Oblig.	3.522.650 56	3.556.033 76
Avances sur Titres	8.053.864 29	7.616.506 83
— Garanties	1.109.335 15	1.106.607 05
Comptes Courants	22.229.361 52	21.087.273 54
Crédits d'acceptations gar.	8.735.557 05	8.738.990 45
Frais génér. sem. écoulé.	761.357 80	761.357 80
— — en cours	181.718 01	279 980 61
Immeuble social	3.213.718 41	3.213.715 41
Versement non appelé	45.000.000 »	45.000.000 »
Total de l'actif	182.520.530 43	181.705.024 59
Passif		
Capital	60.000.000 »	60.000.000 »
Fonds de réserve statutaire	6.000.000 »	6.000.000 »
Fonds de réserve extraordinaire	1.000.000 »	1.000.000 »
Comptes de dépôts, à vue.	43.544.591 67	40.9 2.547 80
— à préavis	10.353.601 15	13.035.015 78
Comptes courants, France	45.933.287 79	46.122.176 79
— Etranger	3.109.214 08	2.522.088 16
Agents de change	1.089 379 75	314.274 50
Acceptations à payer sur garant.	8.735.557 05	8.738.990 45
Acceptations à payer sur provis.	19.834 03	13.115 15
Divers	43.000 »	20 203 26
Réescompte du portef.	209.539 10	209.539 10
Intérêts et dividendes :		
Antér. restant à payer	26.946 »	26.069 »
Acomte de l'exercice 1894	28.205 »	22.615 »
Profits et pertes Solde du sem. écoulé	2.155.124 89	2.155.124 89
Profits et pertes Sem. en cours	272.249 92	623.264 71
Total du passif	182.520.530 43	181.705.024 59
Effets à échoir en portefeuille	63.785.368 65	62.482.123 14
Effets en circulation avec l'endossement de la Société	9.120.000 »	7.647.400 »
	72.905.368 65	70 129.523 14

Certifié conforme aux écritures.

Le Directeur : DESVAUX.

814

CHEMIN DE FER D'ORLEANS

Billets d'aller et retour de famille pour les [sta]tions thermales et hivernales des Pyrénées e[t du] golfe de Gascogne : Arcachon, Biarritz, Dax, [...] Salies-de-Béarn. Tarif spécial G. V. n° 106 [(Or]léans). — Des billets d'aller et retour de famille [de] 1re, de 2e et 3e classe, sont délivrés toute l'anné[e à] toutes les stations du réseau d'Orléans, avec [fa]culté d'arrêt à tous les points du parcours [dési]gnés par le voyageur, pour les stations hivern[ales] et thermales du réseau du Midi, et notamm[ent] pour :

Arcachon, Biarritz, Dax, Guéthary (halte), H[en]daye, Pau, Saint-Jean-de-Luz, Salies-de-Béarn, [...]

Avec les réductions suivantes, calculées sur [le] prix du tarif général d'après la distance par[cou]rue, sous réserve que cette distance, aller et re[tour] compris, sera d'au moins 300 kilomètres :

Pour une famille de	2	personnes	20
—	3	—	25
—	4	—	30
—	5	—	35
—	6	— ou plus	40

Durée de validité : 33 jours non compris [les] jours de départ et d'arrivée.

La durée de validité des billets de famille [peut] être prolongée une ou deux fois de 30 jo[urs] moyennant le paiement, pour chacune de ces [pé]riodes, d'un supplément égal à 10 0/0 du prix [du] billet de famille.

AVIS. — La demande de ces billets doit [être] faite Quatre Jours au moins avant le Jour du [dé]part.

81[6]

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON & A LA MÉDITERRAN[ÉE]

Régates internationales de Nice, les 23, 24, 25, [26] et 27 mars 1895. — Tir aux pigeons de Monaco. Billets d'aller et retour de 1re classe de Paris [à] Nice, valables pendant 20 jours, y compris le j[our] de l'émission : 182 fr. 60.

Faculté de prolongation de deux périodes de [...] jours moyennant un supplément de 10 0/0 p[our] chaque période.

Billets délivrés du 19 au 23 mars inclusivem[ent] et donnant droit à un arrêt en route, tant à l'al[ler] qu'au retour.

On peut se procurer des billets et des prospec[tus] détaillés aux gares de Paris-Lyon et de Paris-No[rd], dans les bureaux-succursales de la Compag[nie] P.-L.-M., ainsi que dans les Agences de Voyag[es] Cook et fils, Voyages économiques, Wagons-Li[ts], Gaze et fils, Lubin, Indicateurs Duchemin, Des[...]ches.

81[7]

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 166. — 7e volume. (11) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 16 Mars 1895.

SOCIÉTÉ CIVILE

DES SOUFRES ROMAINS

2e quinzaine de février

Minerai extrait...............	61.250 kilos
Soufre produit................	3.842 »

818

GOUVERNEMENT IMPERIAL DE RUSSIE

Emprunts or 3 0/0 1891 et 1894 (2e Emission)

MM. **E. Hoskier et Cie**, banquiers à Paris, 39, boulevard Haussmann, sont chargés par Son Excellence M. le Ministre des Finances de Russie de payer le coupon trimestriel d'intérêts échéant le **1er avril** prochain sur les titres des **Emprunts or 3 0/0 1891 et 1894** (2e émission).

819

CHEMINS DE FER

DU NORD DE L'ESPAGNE

Le Conseil d'Administration de la Compagnie des Chemins de fer du Nord de l'Espagne, dans sa séance du 11 mars, a décidé, en vertu de ses pouvoirs généraux et des pouvoirs spéciaux qui lui ont été conférés par les Assemblées générales des 3 mars et 22 juin 1894, que les coupons et amortissement des Obligations de la Compagnie seront, à partir du 1er avril prochain, payés seulement en pesetas.

820

GRANDS MOULINS DE CORBEIL

(Anciens établissements Darblay et Beranger)

Société anonyme au capital de 12 millions de francs

Siège social : rue du Louvre, 6, à Paris

MM. les actionnaires sont convoqués en Assemblée générale ordinaire annuelle pour le jeudi 4 avril 1895, à 3 heures précises, à Paris, cité Rougemont, 10, Salle des Ingénieurs civils,

A l'effet de :

1° Entendre la lecture du rapport du Conseil d'Administration et de celui des Commissaires sur les opérations de la Société pendant l'exercice 1894 ;

2° Délibérer sur les comptes de cet exercice :

3° Nommer un administrateur et les commissaires annuels.

Par décision du Conseil, délibérant aux termes de l'article 24 des statuts et de l'article 4 de la loi du 2 août 1893, tout actionnaire propriétaire ou porteur de 8 actions au moins, sera admis à cette Assemblée, pourvu qu'il ait déposé ses titres soit au siège social, 6, rue du Louvre, soit au Crédit Mobilier, 15, place Vendôme, soit chez MM. Périer, Mercet et Ce, 59, rue de Provence, à Paris, au plus tard le jeudi 28 mars, dernier délai.

Seront également reçus comme dépôt, les récépissés de dépôt d'actions délivrés par tous les établissements de crédit ou maisons de banque, agréés par le Conseil d'administration, et par tous les officiers ministériels.

Tout actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire membre lui-même de l'Assemblée.

Des modèles de pouvoirs seront délivrés au siège social de la Société, au Crédit Mobilier et chez MM. Périer, Mercet et Ce.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

821

COMPAGNIE ALGERIENNE

Société Anonyme. — Capital : Quinze millions entièrement versés.

MM. les Actionnaires de la Compagnie Algérienne sont convoqués en Assemblée générale ordinaire pour le samedi 4 mai prochain, à 3 h. 1/4, 11, rue des Capucines.

Aux termes de l'article 27 des statuts, l'Assemblée se compose de tous les actionnaires propriétaires de dix actions au moins, soit nominatives, soit au porteur.

Les propriétaires d'actions au porteur devront, pour être en droit d'assister à l'Assemblée générale, avoir déposé leurs titres vingt jours au moins avant l'époque fixée pour la réunion, pour les actions déposées au siège social ; vingt-cinq jours avant l'époque fixée pour la réunion, pour les actions déposées aux caisses de la Compagnie, à Alger, Bône, Constantine, Marseille, Oran et Tunis.

Les modèles de pouvoir seront délivrés au Siège de la Compagnie et aux caisses désignées ci-dessus.

Il sera remis aux déposants, à Paris, une carte d'admission nominative et personnelle.

822

ECHANGE DES OBLIGATIONS 5 0/0

DE

L'EMPRUNT INTERIEUR RUSSE 1864

La Banque Russe pour le commerce étranger (*Agence de Paris*), 31, rue du Quatre-Septembre, à Paris, a l'honneur d'informer les intéressés qu'elle a été chargée par la **Banque de l'Etat de Russie** de recevoir à ses guichets les **Obligations 5 0/0 de l'Emprunt intérieur Russe 1864**, dont les feuilles de coupons sont épuisées, pour les y échanger *gratuitement* contre de nouveaux titres, à la condition que le dépôt en soit effectué **avant le 31 août 1895** inclusivement.

Les porteurs peuvent, *dès maintenant*, soit présenter ces titres accompagnés de leurs talons directement aux guichets de la **Banque Russe pour le commerce étranger** (*Agence de Paris*), 31, rue du Quatre-Septembre, à Paris, soit les envoyer par poste à ladite Banque.

Pour tous renseignements complémentaires relatifs à cette opération, s'adresser à la **Banque Russe pour le commerce étranger** (*Agence de Paris*), 31, rue du Quatre-Septembre, à Paris.

823

VICTOR GOLD MINING COMPANY

MM. les actionnaires sont informés que le dividende mensuel correspondant au mois de février dernier a été fixé à 2 0/0, soit à 0 fr. 50 centimes par titre.

Ce dividende sera payé à partir du 15 mars courant aux caisses du **Crédit Lyonnais**, à Paris, et dans toutes ses agences de province.

824

CHEMIN DE FER DE PARIS A ORLEANS

Le Conseil d'Administration, dans sa séance de ce jour, a décidé qu'il proposerait à l'Assemblée générale des Actionnaires de fixer à 58 fr. 50 le chiffre du revenu de chaque action pour l'exercice 1894.

Paris, le 8 mars 1895.

Le Directeur de la Compagnie,
HEURTEAU.

825

ROYAUME DE SERBIE

Emprunts or 5 0/0 de 1890

MM. **E. Hoskier et Cie**, banquiers à Paris, 39, boulevard Haussmann, ont l'honneur d'informer les porteurs d'obligations de l'Emprunt Serbe 5 0/0 de 1890 qu'ils paieront à partir du 1er avril prochain le coupon trimestriel d'intérêt échéant à cette date sur ledit emprunt.

826

ADJUDICATIONS

MAISON A PARIS **rue Vignon, 7, et place de la Madeleine, 24** Revenu brut : 29,262 fr. Mise à prix : 800,000 fr. A ADJ. s. 1 ench. ch. des not. Paris, 26 mars 1895. S'adr. aux not. Me Sabot, r. Biot, 3 ; Me Cottin, 6, r. Royale ; Me Péronne, r. Vivienne, 53, et Me MAHOT DE LA QUÉRANTONNAIS, r. Pyramides, 14, dép. de l'ench.

827

2 MAISONS *1° Paris*, **bd Magenta, 108.** Rev. br. 22.120f. M. à p. 250.000f. 2° r. des **Écluses St Martin, 25.** R. b. 23.200f M. à p. 250.000f.
2 MAISONS à **St-Mandé.** *Gr.-Rue de la République 24 Jard.* Rev. br. 11.380 fr. M. à p. 150,000f. 2° *n° 22*. Rev. b. 3.065f. M. à p. 20.000 fr. A ADJ. s. 1 ench. ch. des not. Paris, le 2 avril 1895. S'adr. aux not. Mes *Dubau*, A. Moret d'Arleux et HATIN, rue St-Honoré, 231, dépos. de l'enchère.

828

BIBLIOGRAPHIE

La **Mêlée sociale**, de G. Clémenceau, qui paraît chez Charpentier et Fasquelle, précédée d'une préface de haute philosophie, est une admirable histoire des mouvements qui parcourent la société actuelle. Aucun dogmatisme, aucune étroitesse politique. C'est perpétuellement l'homme en action, la vie prise sur le fait, la lutte tragique, émouvante, de l'individu contre la nature, contre la société, contre toutes les fatalités, avec l'affirmation réconfortante du progrès humain. La **Mêlée sociale** est en même temps un livre utile qui fera réfléchir, et un beau livre qui établira définitivement le renom littéraire de G. Clémenceau.

829

Vient de paraître chez Noblet, rue Cujas, 13, maison Quantin, rue Saint-Benoît, 7, et Cerf, rue de Médicis, 13, le deuxième volume des *Actes de la Commune de Paris pendant la Révolution*, par Sigismond Lacroix.

Le deuxième volume, précédé d'une importante introduction, retrace, d'après les procès-verbaux de la deuxième *Assemblée des représentants de la Commune*, du *Conseil de Ville* et du *Bureau de Ville* (ces deux derniers recueils imprimés pour la première fois), le fonctionnement de la municipalité provisoire de Paris jusqu'au 19 novembre 1789. La vie municipale et politique du Paris de la Révolution est ici prise absolument sur le vif.

830

CHEMIN DE FER D'ORLEANS

Relations entre paris et le Cantal, par Montluçon et Bort, voie la plus économique et la plus courte. — La Compagnie d'Orléans, en vue de faciliter les relations de Paris avec le Cantal, vient d'établir, pour les voyageurs, un service de voitures qui fonctionne, chaque jour, entre la gare de Bort et les localités de Riom-ès-Montagne et Menet : ce même service de voitures dessert, en même temps, Apchon, Saint-Hippolyte (Cantal) et Cheylade.

Le Tableau ci-dessous indique les prix et l'horaire de ce service :

	kil.	fr.	h. m.	h. m.	h. m.
Cheylade.............	43	5 »	6.30	5.40	1. »
Saint-Hippolyte......	40	4 50	6.15	5.40	1.30
Apchon...............	37	4 »	6. »	5.40	2. »
Riom-ès-Montagne....	31	3 10	4. »	5.40	3.20
Menet................	19	2 10	2.45	5.40	4.30

Les voyageurs de et pour les au-delà de Riom-ès-Montagne stationnent 20 minutes à cette localité.

832

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	Rentes à payer		Rentes françaises	Dividende ou intérêt distribué en 1890	1891	1892	1893	1894	Cours de comp. comm. juillet 1891	1892	1893	1894	Cours de clôture des 5 dernières sem. 15 fév	22 fév	1r mars	8 mars	15 mars
Millions	Francs																
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	103 47	103 32	103 55	103 72	103 55
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	101 40	101 45	101 50	101 50	101 65
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	108 02	107 90	108 05	108 07	108 05
25978	813.313.406																
395.286 obl. de 500 f			Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	501 »	502 »	501 »	503 »	503 »
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	**SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES** (actions)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3905 »	3810 »	3830 »	3790 »	3685 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	735 »	737 50	740 »	717 50	755 »
50.000	500	250	Banq. Transatlantique.	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	402 »	» »	407 50	410 »	» »
30.000	500	500	Compagnie Algérienne.	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	535 »	535 »	535 »	535 »	535 »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	570 »	569 »	570 »	580 »	592 50
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	913 75	898 75	912 50	905 »	906 25
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	545 »	550 »	548 »	550 »	562 50
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	827 50	830 »	835 »	835 »	830 »
240.000	500	250	Société Générale, nom.	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	498 75	495 »	495 »	495 »	498 »
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	» »	» »	» »	» »	297 50
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	516 25	517 50	516 25	525 »	232 50
50.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	392 50	» »	395 »	117 50	416 25
40.000	500	500	Banque de l'Algérie	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	770 »	800 »	785 »	780 »	792 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (actions)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	705 »	705 »	710 »	710 »	710 »
50.000	500	500	Est-Algérien	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	600 »	605 »	605 »	610 »	610 »
584.000	500	500	Est	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	952 50	957 50	960 »	956 »	962 50
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr.	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1450 »	1482 50	1480 »	1490 »	1500 »
250.000	500	500	Midi	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1310 »	1327 50	1320 »	1327 50	1320 »
525.000	400	400	Nord	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1793 75	1797 50	1800 »	1820 »	1827 50
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1580 »	1605 »	1608 75	1620 »	1617 50
300.000	500	500	Ouest	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1110 »	1107 50	1108 »	1114 »	1115 »
40.000	500	500	Sud de la France	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	251 50	252 50	264 »	272 50	290 »
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (actions)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	574 »	572 50	572 »	565 »	569 50
336.000	500	500	Ce Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1085 »	1105 »	1140 »	1151 25	1155 »
80.000	250	250	Ce Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	332 50	330 »	325 »	325 »	330 »
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	580 »	581 50	581 »	589 »	590 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1070 »	1065 »	1069 »	1085 »	1065 »
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	563 »	566 »	555 »	566 »	570 »
50.000	500	500	Ce française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	230 »	217 50	241 25	235 »	230 »
600.000	500	500	Canal de Panama	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	9 »	7 »	9 50	9 25	9 »
223.398	500	500	Canal de Suez	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3272 50	3257 50	3302 50	3345 »	3363 75
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	620 »	630 »	625 »	628 75	620 »
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	97 50	95 »	96 »	100 »	105 »
50.000	500	500	Téléphones	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	287 50	290 »	290 »	307 50	310 »
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (actions)														
200.000	200fl	200fl	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	605 »	618 75	621 25	608 75	612 50
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	692 50	696 25	707 50	717 50	727 50
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1435 »	1446 »	1415 »	1370 »	1398 75
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	461 25	456 25	463 »	451 25	463 75
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	73 75	72 50	72 50	78 »	75 »
48.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	165 »	167 50	170 »	170 »	173 »
60.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	186 25	175 »	180 »	191 25	187 50
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	820 »	822 50	817 50	818 75	857 50
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	237 50	238 75	243 75	246 25	255 »
420.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 «	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	631 25	631 25	618 75	630 »	623 75
350.000	500	500	Nord de l'Espagne	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	111 25	105 »	112 50	120 »	116 25
70.000	500	500	Portugais	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	50 »	47 »	45 »	» »	» »
356.000	500	500	Saragosse (Madrid à)	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	171 25	163 75	167 50	172 50	167 50
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'amt		**FONDS D'ÉTATS ETRANGERS**														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	105 20	105 25	104 72	105 30	105 20
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	103 95	104 »	103 95	104 »	104 40
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	80 50	81 75	81 75	81 70	82 75
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	76 25	77 55	77 35	77 45	78 30
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	105 90	106 25	106 »	106 15	105 50
3.047.912	1941		— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	105 »	105 »	105 40	105 80	105 60
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	103 75	103 55	104 50	105 »	101 05
	1936		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	77 35	77 20	77 »	78 »	78 95
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	503 50	503 »	498 »	497 50	502 50
341.000	1921		— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	461 50	463 50	458 »	457 »	460 »
240.000	1962		Hellénique 5 0/0 1881	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	160 »	167 »	160 »	» »	156 »
270.000			— 4 0/0 1887	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	178 »	» »	168 »	» »	» »
592.000.000fl			Hongrie 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	102 25	101 77	101 80	102 25	103 50
142.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	88 85	88 70	87 80	88 85	83 65
	1926		Portugal 3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	26 »	25 50	25 30	25 45	26 50
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	470 »	457 50	467 50	468 75	468 75
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	» »	» »	104 »	» »	104 »
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	97 50	97 85	98 25	98 90	99 75
150.000.000r	1960		Russie 4 0/0 1880	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	102 15	102 30	102 50	102 65	102 50
1941.992.000	1970		— 4 0/0 Consolidé	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	102 50	102 80	102 95	102 80	102 95
500.000.000	1974		— 3 0/0 1891 or	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	90 95	92 70	92 80	91 85	91 90
100.000.000r	1976		— 3 1/2 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	98 30	98 70	98 75	99 10	98 80
52.870	1949		Serbie 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	73 75	73 40	72 50	73 25	73 »
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	26 90	26 85	27 »	27 70	27 30
227.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	475 »	478 75	479 50	485 »	478 75
391.362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	492 50	493 75	497 50	498 75	490 »
295.454			Douanes Ottom. 5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	509 »	506 25	507 50	513 »	511 »
40.000.000	1958		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	465 »	467 50	468 50	480 »	481 25

SOCIÉTÉ LYONNAISE
DE DÉPOTS, DE COMPTES COURANTS ET DE CRÉDIT INDUSTRIEL

Bilan au 28 février 1895

ACTIF

Caisse (espèces en caisse et à la Banque).	1.573.476 68
Portefeuille (effets de commerce)...........	43.851.855 24
Avances et crédits sur garanties statutaires	11.943.185 27
Comptes courants........................	4.594.199 14
Comptes d'ordre.........................	1.165.141 75
Actions, versements non appelés..........	22.500.000 »
	85.627.858 08

PASSIF

Capital..................................	30.000.000 »
Réserves.................................	2.436.556 98
Comptes de dépôts et comptes courants...	48.268.374 75
Acceptations.............................	1.696.758 60
Comptes d'ordre..........................	3.226.167 75
	85.627.858 08

740

ROUMANIE

MINISTERE DES FINANCES

Direction de la Comptabilité générale

DETTE PUBLIQUE

Tableau des numéros des titres de la rente 5 0/0 amortissable, de 1881, de l'emprunt de 136.525.000 fr. sortis au tirage du 1 (13) février 1895.

Montant nominal francs 1.975.500

1.381 titres à 500 francs

48	564	953	955	1053	1075
1109	1177	1272	1414	1768	1789
1889	1919	2248	2569	2572	2583
2754	2894	3003	3138	3748	3794
4041	4171	4483	4556	5241	5376
5437	5483	5912	5956	6145	6208
6291	6797	6908	6914	6930	7128
7206	7277	7293	7481	7651	7761
8157	8575	8714	8905	8968	9215
9254	9463	9540	9573	9830	9907
0617	10750	10928	11140	11315	11797
2572	12870	13200	13286	13720	13843
3985	14036	14576	14739	15096	15203
5535	15957	16155	16377	16488	16497
6713	17182	17236	17287	17302	17321
7419	17517	17563	17933	18380	18635
8744	18919	19383	19599	19783	20100
0126	20214	20354	20421	20441	20602
0761	20863	20963	21798	21952	22274
2390	22459	22850	22928	22966	23648
3960	24082	24406	24452	24476	24549
4907	24947	24954	25168	25374	25612
5839	25909	26166	26234	26241	26256
5706	26729	27147	27218	27738	27976
3066	28267	28325	28537	28800	28898
0034	29353	29478	29707	29795	30087
0366	30982	31067	31806	32187	32659
2692	33069	33179	33340	33682	33723
3818	33949	34105	34195	34359	34673
970	35378	35658	35692	35755	35791
039	36083	36103	36175	36281	36414
915	37097	37215	37575	37863	37952
976	38102	38630	38833	39110	39457
602	61848	61955	62309	62469	62512
521	62789	63161	63329	63516	64001
425	64656	64710	64772	65195	65433
573	65645	65922	66207	66208	66489
571	66743	66751	67087	67173	67452
918	68093	68113	68471	68544	68559
758	68887	68949	69204	69385	71013
093	71120	71562	72006	72076	72489
498	72605	72628	72718	73008	73077
162	73197	73500	73552	73788	73798
88	74215	74582	75205	75278	75385
59	76002	76428	76474	76882	77685
59	77768	78015	78117	78286	78594
48	79089	79172	79328	79676	80005
72	80453	80672	81538	82935	83368
82	83510	83585	83621	83662	83840
00	84126	84447	84618	84735	85159
85201	85788	85935	86017	86454	87060
87153	87476	87972	88120	88126	89031
89045	89055	89075	89125	89324	89498
89800	90152	90425	90594	90768	90819
91597	92507	92566	92721	92738	93369
93395	93433	93603	94093	94671	95258
95421	95448	95517	95543	96132	96215
96535	96655	97205	97407	97433	97828
97863	98183	98212	98302	98531	99236
99262	99354	99428	99768	100118	100276
100554	100633	100881	101034	101224	101611
101625	101939	102051	102090	102166	102461
102558	102685	103560	103579	103611	103739
104491	105035	105194	105537	105551	105766
105852	106694	106713	106780	107121	107633
107964	107987	107992	108162	108206	108720
108737	108950	109161	109201	109264	109331
109410	109628	110244	110769	110861	111247
111386	111576	111628	111759	111791	112307
112347	113499	113786	114211	114388	114755
114845	114989	115688	116357	116530	116867
117073	117187	117593	118083	118220	118614
118720	118772	118898	119175	119184	119404
119593	119788	119885	120037	120208	121211
121860	121883	121925	122167	122317	122485
122627	122630	123012	123194	123558	123670
124235	124291	124409	124772	124887	125003
125408	125532	125749	125966	126280	126557
126642	126661	126711	126919	126922	126970
127054	127333	127343	127818	127872	127886
128095	128488	128683	128997	129216	129244
129775	130038	130094	130095	130118	130152
130511	133283	133556	134151	134265	134277
134487	134616	135030	135154	135273	135396
135564	135623	135639	136469	136622	136682
136814	136863	136919	137458	137603	137654
137862	137889	138635	139010	139222	139229
139520	139567	139698	140019	140050	140591
140634	140815	140825	140841	140949	141191
141245	141264	141265	141389	141914	142220
142334	142378	142586	142608	143140	143586
143809	144184	144253	144361		
144534	144611	144749	145074	145147	145949
146006	146386	146591	147181	147428	147714
147899	148053	148118	148195	148220	149204
149656	150129	150235	150456	150547	150702
150788	150882	151050	151111	151130	151388
151537	151714	151789	152170	153014	154720
154743	154770	154781	154835	154841	154846
154848	155027	155573	155588	155950	156444
156881	156970	157509	157844	157912	158479
158675	159550	159785	159873	159895	159941
160330	160428	160500	160771	160915	161090
161239	162156	162240	162567	162672	163552
163696	163705	163825	164783	164901	164955
165160	166001	166270	166426	166449	166483
167412	168115	168748	168834	168977	168993
169221	169390	170410	170456	170709	170783
170792	171081	171392	171547	172050	172051
172282	173013	173093	173898	174267	174270
174605	174699	174719	176252	177620	178225
178314	178697	179225	179608	180051	180089
180107	180495	180691	180736	180974	181147
181979	182303	182424	182672	182818	183969
184203	184220	184339	184370	184980	185016
185024	185217	185278	185316	185317	185530
186600	190182	190582	190739	190786	190894
191391	191691	191803	192182	193002	193445
193485	193707	193730	193754	193872	194143
194234	194295	194702	194953	195170	195184
195198	195313	195529	195907	195950	196200
196412	196945	196972	197078	197213	197267
197728	198076	198144	198155	198158	199315
199563	199582	199930	199939	199942	200124
200178	200226	200460	201039	201193	201562
201962	202088	202706	202786	202967	202992
203058	203175	203190	204049	204312	204352
204734	204781	205116	205253	205370	205887
206215	206457	206706	207179	207241	207407
207456	207787	208149	208172	208208	208558
208613	208732	209099	209205	209392	209407
209468	209807	209895	210030	210074	210359
210588	211115	211119	211233	211289	211399
211581	211584	211967	212037	212377	212595
212711	212885	213042	213275	213465	214035
214222	214381	214768	215533	215895	215934
216670	222690	223386	223436	223444	223482
223664	223691	223699	223863	224215	224332
224620	224657	224896	224995	225099	225210
225272	225547	226001	226098	226101	226391
226437	226474	227105	228082	228243	228278
228392	228529	228541	228937	229263	229501
229677	229740	229809	229896	229906	229923
230175	230208	230212	230225	230584	231099
232174	232196	232277	232414	232451	232482
232621	232758	232832	232877	232922	233470
233978	234161	234400	234541	234722	234823
235685	235896	236164	236167	236196	236229
236382	237154	237712	238017	238323	238497
238939	238980	239250	239281	239383	239823
240041	240277	240399	240467	240475	240499
240855	241328	241351	241520	241547	241568
241685	241768	242003	242266	242548	242799
242997	243122	243174	243202	243764	244156
244265	244461	244523	244807	244886	245288
245465	245543	245847	245987	250091	250251
250253	250273	250362	250435	250846	251029
251127	251160	251223	251362	251399	251543
251628	251640	251659	251666	251701	251720
251826	251864	252208	252305	252650	252941
253146	253147	253190	253292	253408	253778
253871	254006	254469	254492	254645	254838
254901	255001	255117	255613	255633	255652
255808	255813	256011	256019	256097	256183
256472	256567	256813	257653	257669	257937
258017	258263	259031	259412	259586	259636
259736	259738	260083	260087	260715	261333
261417	261508	261625	261640	261810	261910
262091	262149	262474	262481	262693	262821
262838	263300	263380	263466	263524	263678
263752	263828	263883	263895	263903	264081
264204	264229	264615	265179	265371	265440
265631	265671	265741	265911	265959	265977
266057	266147	266335	266462	266536	266552
266575	266689	266834	267051	257256	267456
267529	267551	267579	267723	267750	267783
268264	268301	268542	268641	268931	269161
280365	280433	280444	280787	280877	280935
280965	281004	281020	281035	281061	281341
281371	281453	281473	281531	281576	281645
281721	282090	282169	282269	282520	282531
282713	282817	283008	283017	283217	283412
283686	283693	283725	283802	283941	284018
284376	284382	284568	285625	285025	285173
285337	285352	285387	285457	285672	285922
286062	286136	286222	286320	286381	286582
286765	286784	286901	286934	286975	286992
288075	288164				
288501	288544	289109	289179	289192	289419
289455	289543	289562	289689	289946	289967
291803	291861	291875	292051	292395	292806
292932	293202	293327	293534	293718	293911
293989	294124	295180	295367	295544	295641
295934	296281	297114	297345	297627	297716
298133	298364	298409	298467	298615	298677
299007	299071	299154	299669	299957	300376
300531	300558	300696	300747	300753	300942
301017	301152	301155	301316	301580	301830
302024	302075	302331	302395	302555	302614
302632	303052	303208	303385	303703	303957
303989	304175	304197	304261	304494	304784
304807	305153	305237	306135	306199	306200
306307	306384	306495	306680	306856	307083
307301	307398	307433	307587	307688	307787
307936	308028	308065	308239	308277	308454
308526	308844	308960	309078	309206	309351
309447	309452	309463	309541	309569	309705
310225	311041	311755	311824	312175	312187
312302	312442	312562	313082	313505	313508
315185	315487	315511	315554	315785	315799
315800	315897	315898	316035	316126	316559
316961	318975	320071	320211	320430	320566
321093	321266	321280	321584	321729	322839
323077	323478	323911	324232	324394	324482
325903	325934	326811	326997	327004	327225
327336	327385	327560	328257	328313	329194
329666	329926	330002	330167	330297	330583
330656	330749	330847	330986	331125	331566
331692	332047	332563	332594	332668	332965
333181	333664	333914	333944	334338	334463
334590	335831	335900	336211	336223	336745
336964	337150	337157	337168	337442	337459
337578	337905	338372	338441	338530	339052
340493	341102	341103	341586	341609	342498
342607	342744	343438	343610	343760	344158
344177	344359	344458	344645	344679	345021
345169	345269	345498	345561	345726	345816
347701	347773	347776	348075	349099	349339
349371	349408	349664	350071	350407	350471
350533	250598	350683	350738	351146	352166
352222	352875	354693	355311	355599	355741
356432					

237 titres à 5.000 francs

40325	40915	40998	41068	41196	41966
41976	42555	42580	42581	42588	42717
42737	42956	43013	43174	43197	43269
43389	43565	43596	43627	43635	44384

44921	45214	45566	45655	45941	45974
46908	47997	48237	48535	48544	48771
49804	49823	49960	50087	50138	50454
50578	50609	50743	50794	50879	51334
51803	51960	52354	52705	53746	53954
54001	54162	54475	54698	54997	55377
55662	55718	56472	56835	57188	58555
58676	58690	59202	59473	59578	59627
59724	59786	59803	70384	70889	81665
81785	82031	82350	82434	82738	131130
131939	132006	132038	132405	132493	132602
132867	133243	133329	133509	133580	133696
133733	134103	134154	134386	134468	186087
186450	186498	186620	187275	187859	188116
188237	188284	188316	188540	217062	217110
217382	217674	218086	218466	218493	218574
218601	218717	218767	218806	218933	219474
219509	219513	219876	219921	219929	220238
220457	220513	220539	220715	221061	221698
221955	221980	222421	246216	246462	246517
246802	246815	248255	248299	248317	249226
249329	249471	249552	269542	269824	269949
270006	270096	270379	270388	270485	270511
271739	271825	271847	272081	272150	272179
272238	272407	273587	273670	273808	273843
274059	274128	274218	274394	274625	274747
275207	275345	275525	275534	275557	275937
276174	276181	276261	276296	276475	276636
276710	276718	276719	276802	277558	277707
277853	277944	278016	278250	278288	278609
278712	279241	279517	279620	279621	279782
280051	280955	339142	339567	339708	339780
339854	339968	339978	346098	346166	346511
346971	347000	353124	353478	343585	353840
353869	354026	357160	357233	357378	357471
357784	358068	358071			

5 titres à 20.000 francs

60158 60229 60893 60963 61265

Le remboursement de ces titres, portant le coupon du 1 (13) Octobre 1895, ainsi que le paiement du coupon du 1 (13) Avril 1895 se fera à partir du 1 (13) Avril 1895.

En Roumanie, à la caisse centrale à Bucarest et aux caisses générales dans les districts:

A Berlin, aux maisons de banque Disconto-Gesellschaft et S. Bleichröder et fils:

A Francfort s M., à la maison de banque M. A. de Rothschild et fils:

A Paris, à la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Tableau des numéros des titres de la rente 5 0/0 amortissable de 1881, de l'emprunt de 136.525.000 francs, sortis aux tirages qui ont eu lieu à partir du 1 (13) août 1881 jusqu'au 1 (13) août 1894 inclusivement et non présentés au remboursement jusqu'au 1 (13) février 1895.

Titres à 500 francs

375 y	775 z	1065 z	1457 x	1459 s
1706 z	1822 z	2495 v	3342 z	3925 x
4157 z	4229 q	4427 z	5055 z	6566 y
7020 y	7192 y	7255 y	7340 y	7748 v
7870 z	8090 y	8506 z	8329 s	9193 y
9631 y	9820 v	9897 z	10019 z	10761 o
10889 y	10895 e	11071 y	11404 z	11588 z
11606 x	11866 m	12845 z	12967 x	13100 z
13247 z	13507 y	13521 z	13753 y	13810 q
14381 z	16174 x	16520 y	16756 p	16896 y
17459 z	17586 z	17721 z	18281 c	18353 z
19792 z	19886 i	20937 z	22021 y	22024 x
24224 z	24251 z	24383 z	25380 z	25677 z
26008 y	26015 z	26594 y	26616 z	26734 z
26826 u	27034 y	29517 v	29526 u	29579 z
29585 z	30467 z	30937 z	31093 v	31225 l
31568 z	31703 v	32063 y	32246 y	33047 y
34083 x	34185 x	34571 g	34858 c	35204 l
35493 y	35727 a	36431 z	36918 q	37650 y
38987 x	39137 z	61786 a	62025 g	62329 y
62426 y	62708 u	63932 y	64921 z	64988 y
65034 x	65747 z	66002 c	66704 x	66964 y
67226 z	68231 v	68493 q	71297 z	71733 t
71848 x	72962 m	73713 d	74013 z	74531 c
74705 x	75912 y	76049 z	76079 y	77041 z
77769 z	80346 u	80964 y	83921 y	84227 z
84944 z	87220 z	88333 z	90077 t	90498 y
90649 z	91354 z	92373 y	93258 z	93510 z
94934 x	95992 f	96154 x	96268 v	96396 u
96511 x	97268 y	97345 y	97748 y	97775 y
98655 b	98798 z	99168 v	99421 z	100000 y
100216 y	100893 x	100898 j	101912 z	102032 z
102789 x	103000 x	104350 z	104453 z	104755 z
105278 z	105550 y	105577 z	105759 z	105885 z
106231 x	107563 z	107574 z	107593 r	111308 z

111632 z	111875 z	114709 y	114979 z	115388 z
115664 z	115906 f	116976 z	117787 z	118451 y
118882 z	120298 e	120591 y	120811 z	121603 y
121717 y	123495 z	124915 z	125928 z	126611 y
127230 y	128021 y	129180 z	130085 z	130180 z
133397 z	133433 z	134724 z	135813 z	136855 z
139113 y	140023 z	142272 z	142694 z	142866 z
143624 y	143647 y	143799 z	144399 s	144951 z
144960 y	145534 z	145682 z	145168 z	148305 z
149218 z	149301 d	149788 z	150221 z	151256 z
151349 z	152429 z	155239 y	155908 y	156280 z
156674 y	158261 z	158370 z	158486 v	158556 x
159716 z	160156 z	160356 z	161674 z	161684 z
162119 r	162399 y	162556 z	163327 x	163653 z
164248 o	164672 y	166238 z	167884 z	168040 z
168546 z	169203 z	169807 u	169852 z	169913 y
170904 z	171559 v	171667 z	172063 y	173607 u
173662 z	174964 z	175383 y	175749 z	176969 z
177103 z	177585 z	178113 y	179535 z	180734 y
181732 z	182352 z	182433 z	182887 y	184039 z
184189 z	184703 z	185247 y	185663 z	190525 x
190749 y	191290 z	191640 y	192422 y	192867 y
193320 y	194230 y	194372 z		
194469 y	195714 z	196049 y	196330 z	196411 y
196869 z	197282 z	198370 v	198716 y	199074 z
201846 z	202440 y	202834 z	203001 y	203215 z
203763 y	203819 y	204057 s	205055 z	205549 z
206950 z	207029 y	207797 z	207952 z	208053 y
208702 y	209379 z	209595 y	209920 z	210712 y
210789 y	211285 z	211592 z	214271 x	214754 y
214873 z	215804 z	224683 y	226919 y	228063 z
228114 v	228562 x	229921 y	230081 x	230135 v
230271 z	230747 z	230988 z	231749 x	231804 v
232830 z	234318 y	234709 z	234913 v	235019 x
235795 z	236991 y	237256 y	237950 z	238325 z
239052 z	242065 y	243166 u	245073 z	245629 v
245744 x	250114 z	250402 y	250758 x	251400 x
251449 z	251958 z	252440 y	253518 z	254512 y
255039 y	255468 z	258000 s	258802 z	259178 y
259483 z	260434 z	260771 y	261021 z	261139 y
261186 x	261687 z	262065 z	262316 y	262402 z
262623 y	262649 z	263153 z	264037 y	267255 z
268108 y	269121 v	280468 z	280838 z	281638 z
281639 z	282098 y	282715 x	284535 z	284700 y
285169 z	285996 z	287757 y	287864 t	288311 z
288648 z	289053 v	289280 z	289500 z	290594 y
291217 x	291966 z	294270 z	294573 z	298288 z
298516 u	298624 x	300678 q	302250 z	302573 z
302880 z	303115 z	303357 y	303399 z	303718 z
304893 y	307908 z	309681 z	310310 z	311163 y
311692 z	313703 z	313725 t	313927 y	315190 z
315621 z	317927 r	318048 t	318122 z	318533 q
318799 x	319000 z	319973 u	320432 z	320715 z
321432 x	322680 z	323321 x	324974 x	325049 z
326604 r	326661 v	328115 x	329440 x	330893 z
331003 v	331077 z	334151 u	334207 t	334956 t
335874 o	336795 y	340740 x	341093 z	341258 z
341367 x	341526 z	341620 s	342864 s	342970 z
344942 x	348304 x	349905 r	352094 x	352410 v
352489 x	352550 x	352819 s	354524 z	355829 z

356878 y	356980 z	40422 z	42503 z	4255
43938 e	45674 z	46035 z	47776 y	5012
51999 z	52089 y	52116 z	52409 y	5325
54953 z	55117 z	55571 z	55962 z	5826
58927 z	69574 v	187144 v	187725 y	18776
187833 z	218715 z	218865 y	219671 y	21971
220322 z	220851 z	222409 z	222447 z	22259
246171 z	246281 z	247138 y	247835 z	24796
248231 z	270529 y	272700 y	273974 z	27684
276965 z	277672 z	278392 y	279016 z	27987
339233 y	339248 z	339451 z	339599 y	33993
346366 x	353820 z	357095 z	357212 z	35796

Date du tirage		Date du tirage	
a	Février 1882	*o*	Août 1889
a	Août 1882	*p*	Février 1890
b	Février 1883	*q*	Août 1890
c	Août 1883	*r*	Février 1891
d	Février 1884	*s*	Août 1891
e	Août 1884	*t*	Février 1892
f	Février 1885	*u*	Août 1892
g	Août 1885	*v*	Février 1893
i	Août 1886	*x*	Août 1893
j	Février 1887	*y*	Février 1894
l	Février 1888	*z*	Août 1894
m	Août 1888		

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 167. — 7e volume. (12) || BURBAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS || Samedi 23 Mars 1895.

SERBIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume	48.589	kil. carrés
Population totale en 1890	2.161.961	habitants
— — en 1893	2.250.712	—
— par kil. carré en 1890	44	—
— — en 1893	46	—
Armée. Pied de paix	12.692	hommes
— Pied de guerre. **Total** général	337.323	—
Chemins de fer (en 1893). Réseau total	540	kilomètres
— par 1.000 kilom. carrés	11	—
— par million d'habitants	240	—
Télégraphes. Longueur des lignes (1893)	3.085	—
— — des fils (1893)	6.558	—
— par million d'habitants	2.914	—
Nombre total des dépêches en 1893	923.412	dépêches

BUDGET DE 1894

Dette publique au 1er janvier 1894	362.670.000	francs
Moyenne par habitant	161	—
Dépenses du Ministère de la Guerre	12.465.000	—
Moyenne par habitant	5.53	—
Total des dépenses budgétaires	63.623.868	—
Moyenne par habitant	28.26	—

COMMERCE EXTÉRIEUR *(en millions de francs)*

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883	»	»	1887	36.4	36.1	1891	42.8	52.2
1884	43.3	39.9	1888	35.1	38.9	1892	37.0	46.4
1885	40.4	37.6	1889	34.8	39.0	1893	40.9	48.9
1886	51.0	40.6	1890	38.0	45.8	1894	»	»

SUÈDE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume	450.574	kil. carrés
Population continentale en 1890	4.789.981	habitants
— — en 1893	4.824.150	—
— par kil. carré en 1890	11	—
— — en 1893	11	—
Armée. Pied de paix	1.953	officiers
— —	36.849	soldats
— Pied de guerre. **Total** général	452.553	hommes
Chemins de fer. Réseau total	8.782	kilomètres
— par 1000 kil. carrés	19	—
— par million d'hab.	1.820	—
Télégraphes. Long. des lignes	12.751	—
— — des fils	37.846	—
— — par million d'habitants.	7.845	—
Nombre total des dépêches en 1893	1.953.707	dépêches

BUDGET DE 1895

Dette publique au 1er janvier 1894	387.352.136	francs
Moyenne par habitant	80 fr. 29	
Dépenses du Ministère de la Guerre	34.484.632	francs
— — de la Marine	9.700.671	—
— extraordinaires. armée et flotte	5.485.596	—
Total de la Guerre et de la Marine	49.670.899	—
Moyenne par habitant	10 fr. 29	
Total des dépenses budgétaires	134.886.990	francs
Moyenne par habitant	27 fr. 96	

COMMERCE EXTÉRIEUR *(en millions de francs)*

(y compris les métaux précieux)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1882	416.7.	352.9.	1886	418.6.	317.4.	1890	524.3.	425.3.
1883	464.1.	356.5.	1887	413.3.	342.9.	1891	513.8.	449.6.
1884	452.8.	331.6.	1888	442.3.	391.7.	1892	500.8.	457.7.
1885	472.6.	342.3.	1889	524...	419.3.	1893	500.8.	457.7.

NORVÈGE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume	322.304	kil. carrés
Population continentale en 1875	1.806.900	habitants
— — en 1891	1.988.674	—
— par kilomètre carré en 1875	5.5	—
— — en 1891	6	—
Armée. Pied de paix	1.700	officiers
— —	18.000	hommes
— Pied de guerre. **Total** général	40.000	—
Chemins de fer. Réseau total	1.612	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	5	—
— par million d'habitants	830	—
Télégraphes. Longueur des lignes en 1893	9.606	—
— — des fils	19.163	—
— par million d'habitants	9.639	—
Nombre total des dépêches en 1893	1.815.884	dépêches

BUDGET DE 1892-1893

Dette publique au 30 juin 1893	173.694.400 francs
— — Moyenne par habitant	87 fr. 34
Dépenses du Ministère de la Guerre	11.988.611 francs
— — de la Marine	4.806.342 francs
Total de la Guerre et de la Marine	16.794.953 francs
— Moyenne par habitant	8 fr. 44
Total des dépenses budgétaires	71.939.589 —
— Moyenne par habitant	36 fr. 17

COMMERCE EXTÉRIEUR *(en millions de francs)*

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1882	223.0	170.9	1886	187.9	142.8	1890	290 0	182.2
1883	224.2	161 3	1887	185 8	148.1	1891	309.9	181.2
1884	220.7	155.9	1888	220.1	170.1	1892	278.0	175.6
1885	202.3	141.6	1889	266.3	184.4	1893	284.3	189.1

SUISSE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie de la Confédération	41.346	kil. carrés
Population (1er décembre 1880)	2.846.102	habitants
— (1er décembre 1888)	2.917.754	—
— par kil. carré (1880)	69	—
— — (1888)	71	—

Armée fédérale. *Effectif en 1894 :*

Pied de Guerre	Armée régulière	134.932	combattants
	Landwehr	80.298	—
	Landsturm	273.296	—
	Total de l'effectif	488.526	—

Chemins de fer. (Réseau total)	3.532	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	85	—
— par million d'habitants	1.210	—
Télégraphes. Long. des lignes	7.271	—
— Long. des fils	19.740	—
— — par million d'hab.	6.767	—
Dépêches transmises en 1893	3.838.323	dépêches

BUDGET DE 1893 *(En francs)*

Dette publique de la Confédération en 1894.	74.800.000	francs
Moyenne par habitant	25.59	—
Dépenses militaires totales	32.320.076	—
Moyenne par habitant	11.07	—
Total des dépenses budgétaires fédérales	86.301.439	—
Moyenne par habitant	29.57	—

COMMERCE EXTÉRIEUR *(En millions de francs)*

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1882	»	»	1886	763.6	646.6	1880	954.2	702.8
1883	»	»	1887	797.8	649.8	1891	932.3	671.8
1884	»	»	1888	784.0	651.9	1892	869.9	657.6
1885	727.4	633.5	1889	906.5	695.2	1893	827.5	645.5

TURQUIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie de la Turquie d'Europe	168.563	kil. carrés
Population continentale en 1883	5.305.946	habitants
— — en 1893	5.600.000	—
— par kil. carré en 1883	26	—
— — en 1893	33	—
Armée. Pied de paix	230.000	hommes
— Pied de guerre. **Total** général	800.000	—
Chemins de fer (en 1893). Réseau total	980	kilomètres
— par 1.000 kilom. carré	5.7	—
— par million d'hab.	175	kilomètres
Télégraphes. Long. des lignes (1888-89)	32.820	kilomètres
— — des fils	51.849	—
— — par million d'hab	2.347	—

BUDGET DE 1893

Dette publique au 13 mars 1893	2.999.084.310	francs
Moyenne par habitant	137 fr. 07	
Dépenses du Ministère de la Guerre	184.400.000	francs
— — de la Marine	16.135.000	—
Total de la Guerre et de la Marine	200.535.000	—
Moyenne par habitant	9 fr. 01	
Total des dépenses budgétaires	394.731.250	francs
Moyenne par habitant	18	—

COMMERCE EXTÉRIEUR *(en millions de francs)*

	Imp.	Exp.		Imp	Exp.		Imp.	Exp.
1883-1884	528.1	295.8	1886-1887	463.4	260.2	1889-1890	475.6	294.9
1884-1885	485..	349.7	1887-1888	477.2	292.9	1890-1891	463.3	252.7
1885-1886	448.4	312.2	1888-1889	406.1	278.3	1891-1892	559.3	350.1

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	RENTES A PAYER		RENTES FRANÇAISES	Dividende ou intérêt distribué en 1890	1891	1892	1893	1894	Cours de comp. comm. juillet 1891	1892	1893	1894	Cours de clôture des 5 dernières sem. 22 fév	1er mars	8 mars	15 mars	22 mars
Millions	Francs																
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	103 32	103 55	103 72	103 55	102 92
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	101 45	101 50	101 50	101 65	101 85
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	107 90	108 05	108 07	108 05	108 10
25978	813.313.406																
395.286	obl. de 500 f		Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	502 »	501 »	503 »	503 »	503 25
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3810 »	3830 »	3790 »	3685 »	3710 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	737 50	740 »	747 50	755 »	753 75
50.000	500	250	Banq. Transatlantique.	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	» »	407 50	410 »	» »	411 »
30.000	500	500	Compagnie Algérienne.	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	535 »	535 »	535 »	535 »	535 »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	569 »	570 »	580 »	592 50	610 »
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	898 75	912 50	905 »	906 25	900 »
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	550 »	518 »	550 »	562 50	562 50
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	830 »	835 »	835 »	830 »	822 50
240.000	500	250	Société Générale, nom.	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	495 »	495 »	495 »	4[illegible]8 »	498 75
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	» »	» »	» »	297 50	» »
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	517 50	516 25	525 »	232 50	540 »
50.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	» »	395 »	417 50	416 25	412 50
40.000	500	500	Banque de l'Algérie	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	800 »	785 »	780 »	792 »	800 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	705 »	710 »	710 »	710 »	715 »
50.000	500	500	Est-Algérien	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	605 »	605 »	610 »	610 »	620 »
584.000	500	500	Est	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	957 50	960 »	956 »	962 50	972 »
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr.	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1482 50	1480 »	1490 »	1500 »	1515 »
250.000	500	500	Midi	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1327 50	1320 »	1327 50	1320 »	1335 »
525.000	400	400	Nord	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1797 50	1800 »	1820 »	1827 50	1842 50
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1605 »	1608 75	1620 »	1617 50	1625 »
300.000	500	500	Ouest	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1107 50	1108 »	1114 »	1115 »	1112 »
40.000	500	500	Sud de la France	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	252 50	264 »	272 50	290 »	290 »
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	572 50	572 »	565 »	569 50	570 »
336.000	500	500	Ce Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1105 »	1140 »	1151 25	11[illegible]5 »	1112 50
80.000	250	250	Ce Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	330 »	325 »	325 »	330 »	339 »
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	581 50	581 »	589 »	590 »	590 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1065 »	1069 »	1085 »	1065 »	1070 »
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	566 »	555 »	566 »	570 »	573 »
50.000	500	500	Ce française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	217 50	241 25	235 »	230 »	235 »
600.000	500	500	Canal de Panama	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	7 »	9 50	9 25	9 »	9 »
223.398	500	500	Canal de Suez	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3257 50	3302 50	3345 »	3363 75	3387 50
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	630 »	625 »	628 75	620 »	637 50
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	95 »	96 »	100 »	105 »	103 75
50.000	500	500	Téléphones	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	290 »	290 »	307 50	310 »	310 »
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	200 fl	200 fl	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	618 75	621 25	608 75	612 50	626 25
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	696 25	707 50	717 50	727 50	731 25
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1446 »	1415 »	1370 »	1398 75	1427 50
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	456 25	463 »	431 25	463 75	463 75
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	72 50	72 50	78 »	75 »	72 50
48.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	167 50	170 »	170 »	173 »	170 »
60.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	175 »	180 »	191 25	187 50	180 »
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	822 50	817 50	818 75	857 50	900 »
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	238 75	243 75	246 25	255 »	257 50
420.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 »	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	631 25	618 75	630 »	623 75	636 85
350.000	500	500	Nord de l'Espagne	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	105 »	112 50	120 »	116 25	115 »
70.000	500	500	Portugais	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	47 »	45 »	» »	» »	» »
356.000	500	500	Saragosse (Madrid à)	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	163 75	167 50	172 50	167 50	166 25
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'amt		FONDS D'ÉTATS ETRANGERS														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	105 25	104 72	105 30	105 20	105 20
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	104 »	103 95	104 »	104 40	104 45
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	81 75	81 75	81 70	82 75	83 50
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	77 55	77 35	77 45	78 30	79 50
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	106 25	106 »	106 15	105 50	106 10
3.047.912	1941		— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	105 »	105 40	105 80	105 60	105 60
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	103 55	104 50	105 »	101 65	105 70
	1936		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	77 20	77 »	78 »	78 95	78 60
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	503 »	498 »	497 50	502 50	499 »
341.000	1921		— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	463 50	458 »	457 »	460 »	459 50
240.000	1962		Hellénique 5 0/0 1881	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	167 »	160 »	» »	156 »	162 »
270.000			— 4 0/0 1887	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	» »	168 »	» »	» »	» »
592.000.000fl			Hongrie 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	101 77	101 80	102 25	103 50	102 60
442.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	88 70	87 80	88 85	88 65	89 25
	1926		Portugal 3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	25 50	25 30	25 45	26 50	26 »
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	457 50	467 50	468 75	468 75	468 75
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	» »	104 »	» »	104 »	104 »
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	97 85	98 25	98 90	99 75	99 70
150.000.000r	1960		Russie 4 0/0 1880	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	102 30	102 50	102 65	102 50	102 65
1941.992.000	1970		— 4 0/0 Consolidé	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	102 80	102 95	102 80	102 95	103 »
500.000.000	1974		— 3 0/0 1891 or	» »	3 0/0	8 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	92 70	92 80	94 85	94 90	94 85
100.000.000r	1976		— 3 1/2 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	98 70	98 75	99 10	98 80	98 80
52.870	1949		Serbie 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	73 40	72 50	73 25	73 »	73 50
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	26 85	27 »	27 70	27 30	27 05
227.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	478 75	479 50	485 »	478 75	478 25
391.362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	493 75	497 50	498 75	490 »	492 50
295.454			Douanes Ottom. 5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	506 25	507 50	513 »	511 »	513 75
40.000.000	1958		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	467 50	468 50	480 »	481 25	481 25

COMPAGNIE GÉNÉRALE
DE

[C]HEMINS DE FER BRÉSILIENS

SOCIÉTÉ ANONYME FRANÇAISE

[6]8.000 Obligations de 500 Fr. 4 1/2 0/0

Remboursables au pair de Fr. 500 en 99 ans

Rapportant 22 fr. 50 d'Intérêt annuel

[pay]ables par semestre, les 1er Avril et 1er Octobre de chaque année

SOUS DÉDUCTION DES IMPÔTS FRANÇAIS

[D]estinées principalement **à la Conversion ou [au] Remboursement** des 48.000 Bons 6 0/0 créés [en] 1891 et 1893.

[L]e Gouvernement Brésilien a concédé au réseau [et à s]es prolongements **une garantie d'intérêt [s'é]levant à 1.562.548 francs** par an, payables [en] or, à Londres, jusqu'en 1920.

[L]'annuité pour le service de ces 68.000 obliga[tio]ns ne s'élève qu'à 1.548.910 francs.

PRIX D'ÉMISSION : 433 FR. 75

JOUISSANCE DU 1er AVRIL 1895

Payables comme suit :

[En] souscrivant. Fr.	**50 »**	ENSEMBLE :
[A la ré]partition, du 8 au 13 avril.	**183.75**	**Fr. 433.75**
[Du] 8 au 13 mai.. .	**200 »**	

[L]'obligation libérée à la répartition sera délivrée [à F]r. **433**.

[L]e revenu de ce titre ressort ainsi à plus de [5] %, sans compter la prime de remboursement.

Conversion des Bons

[T]out porteur de Bons 6 %, qui en fera la de[ma]nde jusqu'au 28 Mars inclusivement recevra, à [la r]épartition, en échange de chaque Bon présenté :

[1°] **Une obligation nouvelle 4 1/2 %**, libé[rée,] jouissance du 1er Avril 1895 ;

[2°] **Une soulte en espèces de Fr. 72.**

[Les] Bons non présentés à la conversion seront rem[bour]sés à une date qui sera fixée ultérieurement.

[SO]USCRIPTION LE JEUDI 28 MARS 1895

[A]u *Crédit Industriel et Commercial ;*
[A] la *Société Générale ;*
[A] la *Banque de Paris et des Pays-Bas ;*
[D]ans leurs **Agences** *et* **Succursales** *en* **France** *et à l'***Étranger.**

[O]n peut, dès à présent, souscrire par corres[pon]dance et présenter les titres anciens à la [con]version.

[LA R]ÉPARTITION SE FERA AU PRORATA DES SOUSCRIPTIONS

818

COMPAGNIE DE

[CH]EMINS DE FER DEPARTEMENTAUX

[S]ociété anonyme au capital de 30.000.000 fr.

[Siè]ge social : 20, avenue de l'Opéra, Paris

Obligations de 500 francs 3 0/0
Echéance du 1er avril 1895

[L]es intérêts des obligations seront payés, à [part]ir du 1er avril prochain, sous déduction de [l'im]pôt :

[A] Paris : au Crédit Foncier de France ; au [Cré]dit Lyonnais ; à la Société Générale ; à la [Ban]que Parisienne et dans les succursales de ces [éta]blissements à Paris et en Province.

819

DETTE AUTRICHIENNE

Rente 4 0/0 en or

[L]e coupon au 1er avril 1895 sur la Rente Autri[chie]nne 4 0/0 en or, sera payé à partir dudit jour, [à la] Caisse de la Banque de Paris et des Pays-Bas, [ru]e d'Antin, à Paris.

820

SOCIÉTÉ CIVILE DES

SOUFRES ROMAINS

1re quinzaine de Mars

[M]inerai extrait	93.936 kil.
[S]oufre produit	5.250 kil.

821

GOUVERNEMENT IMPÉRIAL DE RUSSIE

La Banque Russe pour le Commerce étranger, 31, rue du 4-Septembre, à Paris, est chargée, par Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances de Russie, de payer les coupons suivants :

Obligations 4 0/0 du Chemin de fer Orel-Vitebsk

Coupon échéant le 5/17 avril 1895, à raison de 10 francs.

Obligations 4 0/0 du Chemin de fer Dvinsk-Vitebsk

Coupon échéant le 5/17 avril 1895, à raison de 10 francs.

Emprunt 4 0/0 or 1894, 6e Emission

Coupon échéant le 1er avril 1895, à raison de 5 francs.

Obligations 5 0/0 de la Grande Société des Chemins de fer Russes Emission 1861

Coupon échéant le 1/13 avril 1895, à raison de 10 francs.

Obligations de la Grande Société des Chemins de fer Russes 4 1/2 0/0 Emission 1858

Coupon échéant le 1/13 avril 1895, à raison de 45 francs.

822

GRANDE DISTILLERIE CUSENIER & Cie

Société anonyme, Capital : Six millions

L'Assemblée extraordinaire du 16 mars 1895 a voté à l'unanimité la création de 8.000 Actions nouvelles et déterminé les conditions suivantes :

« Le Conseil d'Administration est autorisé à réa-
« liser la souscription de ces actions au prix de
« 560 francs par tous les moyens qu'il jugera les
« meilleurs.

« La souscription sera ouverte le 23 mars et
« close le 11 avril, au Siège social, à Paris,
« 226, boulevard Voltaire.

« Le premier versement est de 185 francs, exigi-
« ble en souscrivant.

« Le deuxième quart sera appelé le 15 septem-
« bre 1895.

« Les versements ultérieurs seront appelés par
« décision du Conseil d'Administration en la forme
« prévue aux statuts.

« Les Actionnaires auront le droit de souscrire
« à autant de fois *deux actions nouvelles* qu'ils
« possèdent de fois *trois actions anciennes*, les
« fractions inférieures à trois actions devant se
« compléter à trois pour pouvoir souscrire. »

En conséquence, MM. les Actionnaires sont avisés qu'ils pourront user de leurs droits de souscription du 23 mars au 11 avril. La souscription doit être accompagnée de la remise des actions anciennes, ces dernières devant être frappées d'une estampille indiquant qu'elles ont fait usage de leur souscription.

Le Conseil d'Administration.

823

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE

MADRID A SARAGOSSE & A ALICANTE

Conformément à l'article 35 des statuts, le Conseil d'administration a l'honneur de convoquer MM. les Actionnaires à l'Assemblée générale annuelle qui se réunira le dimanche, 26 mai 1895, à onze du matin, au Siège social, à Madrid, calle del Pacifico, n° 4.

D'après les dispositions de l'article 32 des statuts, ladite Assemblée se composera des cent cinquante Actionnaires qui réuniront le plus grand nombre d'actions, sans que ce nombre puisse être inférieur à cinquante actions pour chaque déposant. Ceux des Actionnaires qui se trouvant dans ce cas, voudront faire partie de l'Assemblée devront un mois avant la réunion, c'est-à-dire le 26 avril au plus tard, déposer leurs titres :

Soit à Madrid, dans la Caisse de la Compagnie,

Soit à Paris, dans les bureaux du Comité, rue Laffitte, n° 17.

Lors de la remise de leurs titres, MM. les Actionnaires recevront un récépissé nominatif indiquant la date du dépôt.

Dans le cas où plusieurs Actionnaires seraient porteurs d'un même nombre d'actions, on suivra l'ordre d'inscription.

824

SOCIÉTÉ DE RECONSTITUTION

DES CANAUX AGRICOLES

22, rue de Châteaudun, Paris

Messieurs les Actionnaires de la Société de Reconstitution des Canaux Agricoles sont convoqués en assemblée générale extraordinaire, au siège social, 22, rue de Châteaudun, pour le 10 avril 1895, à 3 heures, à l'effet de délibérer sur une proposition de doublement du capital social tant par voie de souscription que par voie d'apports.

825

CRÉDIT LYONNAIS

SOCIÉTÉ ANONYME, CAPITAL : DEUX CENTS MILLIONS

	Bilans aux 31 déc. 1894	Bilans aux 31 janv. 1895
Actif		
Espèces en caisse et dans les banques...	90.469.620 95	89.106.500 94
Portefeuille (Effets de commerce).........	584.961.435 11	573.511.904 92
Reports..............	162.929.515 04	145.714.979 81
Comptes courants....	339.192.421 45	342.902.105 21
Avances et Crédits sur nantissements......	78.722.086 89	86.203.785 36
Actions, Bons, Obligations, Rentes......	18.713.427 95	18.641.809 86
Immeubles...........	30.000.000 »	30.000.000 »
Comptes d'Ordre et Divers............	35.575.030 28	21.283.847 68
Versements non appelés (déduction faite des libérations anticipéee)...........	67.222.000 »	66.407.000 »
Fr.	1.407.785.537 67	1.373.776.933 78
Passif		
Dépôts et Bons à vue.	356.984.375 55	358.768.246 72
Comptes courants....	500.898.884 89	469.059.892 31
Acceptations.........	135.803.695 55	140.166.359 02
Bons à échéance......	122.951.076 91	120.365.450 68
Comptes d'Ordre et Divers............	51.147.504 77	35.416.985 05
Réserves.............	40.000.000 »	40.000.000 »
Capital...............	200.000.000 »	200.000.000 »
Fr.	1.407.785.537 67	1.373.776.933 78

Certifié conforme aux écritures :

Le Président du Conseil d'administration.
Henri GERMAIN.

Le Directeur général,
A. MAZERAT.

826

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

Société anonyme. — Capital 62 1/2 millions

MM. les Actionnaires sont convoqués en Assemblée générale annuelle ordinaire, conformément aux dispositions de l'article 36 des statuts, pour le jeudi 9 mai prochain, à 4 heures de relevée, au Siège social, 3, rue d'Antin.

L'Assemblée générale se compose de tous les Actionnaires propriétaires de 20 actions au moins.

Ont droit d'assister à l'Assemblée du 9 mai :

1° Les propriétaires d'actions nominatives et les titulaires de certificats de dépôts dont les actions auront été inscrites ou déposées au plus tard le 29 avril ;

2° Les propriétaires d'actions au porteur qui auront déposé à cet effet leurs titres au plus tard le 29 avril :

A Paris, au Siège social, 3, rue d'Antin ;

A Bruxelles, à Amsterdam et à Genève, aux succursales de la Banque de Paris et des Pays-Bas, où les cartes d'admission peuvent être dès à présent retirées.

Tout actionnaire membre de l'Assemblée a le droit de se faire représenter par un mandataire

également membre de l'Assemblée, qui devra déposer ses pouvoirs au Siège social, au plus tard le 1er mai.

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale ed fixer le dividende pour l'exercice 1894, à 35 francs par action. Un acompte de 20 fr. ayant déjà été distribué au mois de janvier dernier, le solde de 15 francs serait payé le 1er juillet prochain.

Paris, 19 mars 1895.

827

ADJUDICATIONS

2 MAISONS *à Paris.* 1° **bd Magenta, 108.** Rev. br. 22.120f. M.àp. 250.000f. 2° r. des **Écluses-St Martin, 25.** R.b.23.206f. M.àp.250.000 f

2 MAISONS à **St-Mandé.** *Gr.-Rue de la République 24 Jard.* Rev.br.11.380 fr. M.àp. 150,000f. 2° *n° 22.* Rev. b. 3,065f..Màp. 20,000 fr. A ADJ. s. 1 ench. ch. des not. Paris, le 2 avril 1895. S'adr. aux not. Mes *Duhau,* A. Morel d'Arleux et HATIN, rue St-Honoré, 231, dépos. de l'enchère

828

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

Situation au 28 févrvier 1895

Actif

Espèces en caisse et à la Banque de France	16.305.145 35
Effets et valeurs diverses	160.181.271 76
Trésor public	22.392.973 60
Avances sur dépôts de titres	17.707.383 96
Correspondants	25.488.188 48
Emprunteurs :	
Prêts hypothécaires	1.794.350.068 93
— communaux	1.223.574.093 93
Prêts réalisés avec les fonds provenant des Bons à lots	26.128.289 74
Prêts réalisés avec les fonds du capital social et des réserves	73.906.519 33
Semestres d'annuités échus	41.452.985 24
Hôtels et mobilier :	
Prix d'estimation des hôtels	12.933.709 25
Frais d'appropriation et mobilier	807.109 15
Divers	39.091.991 47
Intérêts acquis, mais non échus	18 447.312 63
Dépenses d'administration	721.678 12
Total	3.473.488.720 94

Passif

Capital social		170.500.000 »
Réserve obligatoire		19.271.783 85
Provision pour l'amortissement des emprunts		110.799.526 16
Réserves diverses		9.310.690 90
Dépôts en compte courant et bons de Caisse		76.868.433 50
Correspondants		5.863.190 11
Sous-Comptoir des Entrepreneurs		3.753.625 25
Versements différés :		
Sur Prêts Hypothécaires		20.158.230 96
— Communaux		81.943.249 95
Obligations Foncières en circulation :		
Montant au pair	2.163.778.400 »	
A déduire :		
Versements à recevoir des obligates.	604.845 »	
Prime à amortir à recouvrer des emprunteurs	462.685.426 54	
Obligations Communales en circulation :		
Montant au pair	1.333.155.200 »	
A déduire :		
Versements à recevoir des obligataires	54.903.772 50	
Prime à amortir à recouvrer des emprunteurs	132.223.610 99	
Bons à lots en circulat.	26.128.289 71	2.872.644.234 71
Obligations a rembourser et intérêts échus à payer		24.003.741 13
Semestres d'annuités payés par anticipation		1.421.791 43
Divers :		
Provision pour créances douteuses		7.233.723 11
Réserve commune avec le Crédit Foncier et Agricole d'Algérie		990.205 82
Comptes divers		22.504.221 95
Intérêts dus, mais non échus		35.955.221 51
Profits et pertes :		
Bénéfices de l'exercice 1894	15.728.981 40	
A déduire : 1re répartition de 25 fr. par action	8.525.000 »	7.203.981 40
Exercice 1895		3.062.819 20
Total		5.473.488.720 94

Certifié conforme aux écritures :

Le gouverneur,

ALBERT CHRISTOPHLE.

829

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Société anonyme. Cap. : 75.000.000 fr., entièrement versés

Situation au 28 février 1895

ACTIF

Caisse et Banque	24.890.199 10
Portefeuille « Effets de Commerce »	181.456.591 72
Reports	31.708.133 48
Banques des Colonies françaises	12.061.431 40
Correspondants « Effets à l'Encaissement »	18.887.156 05
Comptes courants débiteurs	23.163.006 32
Rentes, Obligations et Valeurs diverses, y compris l'emploi des Réserves	14.412.527 29
Agences hors d'Europe	23.118.743 54
Avances garanties	40.478.635 13
Participations financières	3.068.964 30
Tirages à éch. des Agences hors d'Europe	11.789.969 89
Débiteurs par Acceptations	32.984.111 86
Crédits par Acceptations garantis	45.094.514 88
Comptes d'Ordre et Divers	8.752.945 95
Acompte « Exercice 1894 »	1.875.000 »
Immeubles	7.250.000 »
Fr.	480.991.930 81

PASSIF

Capital	75.000.000 »
Réserves	5.425.304 85
Comptes de chèques et compt. d'Escompte	196.418.777 48
Comptes courants créditeurs	91.867.520 82
Coupons et Dividendes à payer	8.431.022 37
Banques des Colonies françaises	930.797 84
Effets remis à l'Encaissement	8.836.328 96
Acceptations pour compte des Agences hors d'Europe	10.019.247 24
Acceptations et Effets à payer pour compte de tiers	70.130.132 88
Comptes d'Ordre et Divers	8 069.360 77
Immeuble « Annuités à régler »	5.863.437 60
Fr.	480.991.930 81

CERTIFIÉ CONFORME :

Pour la Commission de Contrôle,
A. ALLAIN-LAUNAY.

Le Président du Conseil d'Administration
DENORMANDIE.

830

BIBLIOGRAPHIE

Les **Fonctions de la Banque de Fran** (librairie de l'*Économiste Européen*, 11, r Monsigny, Paris. Une broch. 1 fr. 50 par poste). Sous ce titre, M. Edmond Théry, dacteur en chef de l'*Économiste Europée* vient de publier une petite brochure des pl instructives et des plus intéressantes.

Examinant successivement les divers se vices de notre grand établissement d'émi sion : *Circulation monétaire, Encaisse or argent, Escompte, Avances sur titres, Dépô de titres, Vérifications des titres étranger Comptes-courants de la Banque, Résulta de l'Exploitation,* M. Edmond Théry don des détails précis sur la valeur pratique ces services et fournit des statistiques com plètes embrassant une période de quator années sur l'ensemble des opérations eff tuées.

C'est, en un mot, un *Petit guide* du capit liste à la *Banque de France* qui mérite d'êt lu et conservé.

833

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 168. — 7e volume. (13) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 30 Mars 1895.

COMPAGNIE PARISIENNE

D'ÉCLAIRAGE et de CHAUFFAGE par le GAZ

MOIS	RECETTES DE GAZ 1895	RECETTES DE GAZ 1894	DIFFÉRENCE en 1895	Soit 0/0
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Février ..	7.081.297 81	7.278.759 20	— 197.461 36	2.71
2 pr. mois	16.238.431 49	16.122.526 36	+ 115.905 13	0.72

835

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU

NORD DE L'ESPAGNE

Le Conseil d'Administration a l'honneur d'informer MM. les porteurs d'obligations qu'il sera payé, à partir du 1er avril prochain :

1° Sur les Obligations du Nord de l'Espagne

1re Série. Le coupon n° 50, à raison de réaux 28 50, soit pesetas, 7 125;

2e Série. Le coupon n° 38, à raison de réaux 28 50, soit pesetas, 7 125.

2° Sur les Obligations Asturies Galice et Léon

1re Hypothèque. Le coupon n° 30, à raison de pesetas, 7 125;

2e Hypothèque. Le coupon n° 24, à raison de pesetas, 7 125;

3e Hypothèque. Le coupon n° 18, à raison de pesetas, 7 50.

A Madrid, à la gare du Nord et à la Société Générale de Crédit Mobilier Espagnol, 17, Paseo des Recoletos. Sous déduction des charges établies par les lois du pays.

836

AVIS AUX OBLIGATAIRES DE
LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU

NORD DE L'ESPAGNE

Les Etablissements financiers ci-après désignés ont l'honneur d'informer MM. les porteurs d'obligations que, pour leur faciliter le recouvrement de leurs coupons, ils les recevront à leurs guichets et en escompteront le produit à présentation, sans aucuns frais ni charges, au cours moyen du change de la veille à Paris.

Pour l'échéance du 1er avril, les porteurs pourront donc présenter leurs coupons à partir de cette date :

A **Paris**, au **Crédit Mobilier Espagnol**, 69, rue de la Victoire, et au **Crédit Lyonnais**; à **Lyon**, au **Crédit Lyonnais** et à la **Société Lyonnaise** (Palais Saint-Pierre); à **Bruxelles**, à la succursale de la **Banque de Paris et des Pays-Bas.**

837

COMPAGNIE ROYALE DES

CHEMINS DE FER PORTUGAIS

Les Coupons du deuxième semestre 1894 des obligations seront payables, à partir du 1er avril 1895, aux guichets des Etablissements de crédit habituels, à raison de 2 fr. 40 nets par obligation 3 0/0, contre remise du coupon n° 68 pour les titres de la 1re et de la 6e série et du coupon n° 9 pour ceux de la 7e série, et de 3 fr. 20 nets par obligation 4 0/0 contre remise du coupon n° 15.

838

CHEMINS DE FER DE L'EST-ALGERIEN

L'Assemblée générale annuelle des Actionnaires, qui était convoquée pour le 3 avril 1895, ne pouvant avoir lieu par suite du nombre insuffisant des titres déposés, cette réunion est reportée au samedi, 27 avril, à quatre heures, 31, rue Pasquier.

839

COMPAGNIE GÉNÉRALE FRANÇAISE

DE TRAMWAYS

Société anonyme au Capital de 10.200.000 francs

Avis aux Obligataires

MM. les Porteurs d'obligations 5 0/0 sont prévenus que le coupon trimestriel d'intérêts n° 57 desdites obligations, échéant le 1er avril 1895, sera payé au Comptoir national d'Escompte de Paris, 14, rue Bergère, à Paris, sous déduction des droits dus à l'Etat, net à raison de :

Fr. 6 » pour les certificats nominatifs.
5 748 pour les titres au porteur.

840

ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL

ETAT DE ESPIRITO SANTO

Obligations 5 0/0

Le coupon semestriel au 5 avril 1895 sera payé à partir de cette date, à la caisse de la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, à Paris.

841

COMPAGNIE NATIONALE

D'ELECTRICITE

(Système Ferranti)
Capital social : 5.000.000 de francs.
Siège social : 29, rue de la Victoire, à Paris

Le coupon n° 11 des obligations est payable à partir du 1er avril prochain au Comptoir national d'Escompte et dans ses agences en province, à raison de :

6 fr. 95 par titre au porteur;
7 fr. 20 par titre nominatif.

842

COMPAGNIE FRANÇAISE

DES VOIES FERREES ECONOMIQUES

Société anonyme au Capital de 5.000.000 de francs
Siège social, 3, rue Lafayette, Paris

Les dépôts d'actions effectuées pour assister à l'Assemblée générale convoquée pour le 30 mars étan insuffisants, une nouvelle Assemblée est convoquée pour le samedi 20 avril, à 10 heures du matin, au siège social, 3, rue Lafayette, pour délibérer, conformément aux statuts, quel que soit le nombre des actions présentes ou représentées.

Les comptes et le rapport du Commissaire sont à la disposition des Actionnaires.

843

COMPAGNIE DES

CHEMINS DE FER DEPARTEMENTAUX

Avis

L'Assemblée générale, dans sa séance du 23 mars 1895, a fixé à 17 50 par action le dividende de l'exercice 1894, sous déduction de l'acompte de 6 fr. 25 payé le 15 octobre 1894.

Ce dividende sera mis en paiement à partir du 15 avril, aux prix suivants, nets d'impôts :

Titres nominatifs....................fr. 10 55
Coupon n° 12 des titres au porteur.....fr. 10 »

A Paris, au Crédit Foncier de France; au Crédit lyonnais; à la Société générale, 56, rue de Provence; à la Banque parisienne et dans les succursales de ces établissements à Paris et en province.

844

COMPAGNIE FRANCO-ALGERIENNE

Capital social : 30.000.000 de francs

MM. les Porteurs des Obligations ci-dessus désignées sont informés que les coupons desdites obligations seront payés à la Banque Parisienne, 7, rue Cauchat, à partir du 1er avril 1895, à raison de :

	N° du Coupon	Au Porteur	Au Nominatif
Mostaganem-Tiaret...	19	6 772	7 20
Modzbah-Méchéria...	19	6 785	7 20
Aïn-Thizy-Mascara...	19	6 785	7 20
Méchéria-Aïn-Sefra...	17	6 787	7 20

(Impôts déduits)

845

BANQUE INTERNATIONALE DE PARIS

Société anonyme au Capital de 25.000.000 de francs
Siège social : 3 et 5, rue Saint-Georges

MM. les Actionnaires sont convoqués en Assemblée Générale Annuelle Ordinaire conformément aux dispositions des articles 32 et 39 des statuts, pour le samedi 11 mai à 3 heures et démie de relevée, au Siège social, 3 et 5, rue Saint-Georges.

Pour faire partie de cette assemblée, les Actionnaires doivent être propriétaires d'au moins vingt actions et déposer leurs titres dix jours au moins avant l'Assemblée, c'est-à-dire le 1er mai prochain au plus tard :

à Paris : dans les Caisses de la Société;
à Londres : à la London Joint Stock Bank limited, 6, Lothbury;
à Bruxelles / à Genève : à la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale la répartition pour l'Exercice 1894 d'un dividende de 30 francs par action, sur lequel un acompte de 12 fr. 50 a été payé le 2 janvier dernier.

846

CREDIT FONCIER DE FRANCE

MM. les actionnaires du Crédit foncier de France sont convoqués en assemblée générale ordinaire, conformément à l'article 40 des statuts, pour le mardi 9 avril prochain, à deux heures, au siège de la Société, à Paris, rue des Capucines, 19.

Des lettres de convocations sont directement adressées aux deux cents plus forts actionnaires, qui, aux termes de l'article 38 des statuts, composent l'assemblée générale.

Les cartes d'admission à l'Assemblée générale seront délivrées au siège de la Société, à partir du 1er avril de dix heures à deux heures.

Le gouverneur du Crédit foncier de France,

Albert CHRISTOPHLE.

847

COMPAGNIE PARISIENNE

D'ÉCLAIRAGE et de CHAUFFAGE par le GAZ

Le Conseil d'administration a l'honneur d'informer MM. les Actionnaires que le dividende de l'exercice 1894 ayant été fixé à 62 fr. 50 par action de Capital, il sera payé 50 francs par action de Capital ou de Jouissance, à dater du 6 avril prochain, au Siège de la Compagnie, 6, rue Condorcet, tous les jours, non fériés, de dix heures à deux heures.

La somme nette à recevoir, déduction faite des impôts établis par les lois de finance, est fixée ainsi qu'il suit :

1° Action nominative de Capital ou de Jouissance...........................Fr. 48 »»
2° Action de Capital au porteur..... 46 712
3° Action de Jouissance au porteur.. 45 882

Les porteurs de plus de vingt actions pourront déposer leurs titres ou coupons dès le 29 du courant, échange d'un mandat de paiement à l'échéance du 6 avril prochain.

848

CHEMINS DE FER DE

PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANEE

Vacances de Pâques. — A l'occasion des vacances de Pâques, les billets d'aller et retour délivrés du 8 au 23 avril 1895 seront tous valables jusqu'aux derniers trains de la journée du 25 avril.

Les billets d'aller et retour de ou pour Paris, Lyon et Marseille, conserveront leur durée normale de validité lorsqu'elle sera supérieure à celle fixée ci-dessus.

849

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	RENTES A PAYER		RENTES FRANÇAISES	DIVIDENDE ou INTÉRÊT distribué en 1890	1891	1892	1893	1894	Cours de comp. comm. juillet 1891	1892	1893	1894	Cours de clôture des 5 dernières sem. 1r mars	8 mars	15 mars	22 mars	29 mars
Millions	Francs																
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	103 55	103 72	103 55	102 92	102 70
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	101 50	101 50	101 65	101 85	101 55
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	108 05	108 07	108 05	108 10	108 »
25978	813.313.406																
395.286 obl. de 500 f			Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	501 »	503 »	503 »	503 25	504 »
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	**SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES** (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3830 »	3790 »	3685 »	3710 »	3700 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	740 »	747 50	755 »	753 75	753 75
50.000	500	250	Banq. Transatlantique.	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	407 50	410 »	» »	411 »	411 »
30.000	500	500	Compagnie Algérienne.	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	535 »	535 »	535 »	535 »	535 »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	570 »	580 »	592 50	610 »	595 »
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	912 50	905 »	906 25	900 »	907 50
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	548 »	550 »	562 50	562 50	570 »
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	835 »	835 »	830 »	822 50	817 50
240.000	500	250	Société Générale, nom.	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	495 »	495 »	498 »	498 75	496 25
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	» »	» »	297 50	» »	298 »
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	516 25	525 »	232 50	540 »	535 »
50.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	395 »	417 50	416 25	412 50	414 »
40.000	500	500	Banque de l'Algérie	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	785 »	780 »	792 »	800 »	792 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	710 »	710 »	710 »	715 »	707 50
50.000	500	500	Est-Algérien	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	605 »	610 »	610 »	620 »	620 »
584.000	500	500	Est	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	960 »	956 »	962 50	972 »	970 »
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr.	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1480 »	1490 »	1500 »	1515 »	1502 50
250.000	500	500	Midi	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1320 »	1327 50	1320 »	1335 »	1321 25
525.000	400	400	Nord	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1800 »	1820 »	1827 50	1842 50	1825 »
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1608 75	1620 »	1617 50	1625 »	1620 »
300.000	500	500	Ouest	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1108 »	1114 »	1115 »	1112 »	1100 »
40.000	500	500	Sud de la France	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	264 »	272 50	290 »	290 »	291 25
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	572 »	565 »	569 50	570 »	570 50
336.000	500	500	Ce Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1140 »	1151 25	1135 »	1112 50	1125 »
80.000	250	250	Ce Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	325 »	325 »	330 »	339 »	328 75
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	581 »	589 »	590 »	590 »	600 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1069 »	1085 »	1065 »	1070 »	1070 »
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	555 »	566 »	570 »	573 »	572 50
50.000	500	500	Ce française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	241 25	235 »	230 »	235 »	230 »
600.000	500	500	Canal de Panama	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	9 50	9 25	9 »	9 »	8 75
223.398	500	500	Canal de Suez	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3302 50	3345 »	3363 75	3387 50	3372 50
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	625 »	628 75	620 »	637 50	631 25
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	96 »	100 »	105 »	103 75	101 25
50.000	500	500	Téléphones	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	290 »	307 50	310 »	310 »	307 50
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	200fl	200fl	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	621 25	608 75	612 50	626 25	597 50
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	707 50	717 50	727 50	731 25	727 50
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1415 »	1370 »	1398 75	1427 50	1432 50
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	463 »	451 25	463 75	463 75	463 50
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	72 50	78 »	75 »	72 50	72 50
48.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	170 »	170 »	173 »	170 »	172 50
60.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	180 »	191 25	187 50	180 »	180 »
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	817 50	818 75	857 50	900 »	931 25
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	243 75	246 25	255 »	257 50	256 25
420.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 «	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	618 75	630 »	623 75	636 75	628 75
350.000	500	500	Nord de l'Espagne	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	112 50	120 »	116 25	115 »	106 25
70.000	500	500	Portugais	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	45 »	» »	» »	» »	» »
356.000	500	500	Saragosse (Madrid à)	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	167 50	172 50	167 50	166 25	152 50
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'amt		**FONDS D'ÉTATS ETRANGERS**														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	104 72	105 30	105 20	105 20	105 30
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	103 95	104 »	104 40	104 45	104 10
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	81 75	81 70	82 75	83 50	82 75
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	77 35	77 45	78 30	79 50	78 75
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	106 »	106 15	105 50	106 10	106 50
3.047.912	1941		— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	105 40	105 80	105 60	105 60	105 90
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	104 50	105 »	104 65	105 70	104 25
	1936		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	77 »	78 »	78 95	78 60	74 95
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	498 »	497 50	502 50	499 »	476 »
341.000	1921		— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	458 »	457 »	460 »	459 50	436 »
240.000	1962		Hellénique 5 0/0 1881	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	160 »	» »	156 »	162 »	» »
270.000			— 4 0/0 1887	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	168 »	» »	» »	» »	» »
592.000.000fl			Hongrie 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	101 80	102 25	103 50	102 60	102 65
442.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	87 80	88 85	88 65	89 25	88 55
	1926		Portugal 3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	25 30	25 45	26 50	26 »	25 85
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	467 50	468 75	468 75	468 75	466 25
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	104 »	» »	104 »	104 »	104 »
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	98 25	98 90	99 75	99 70	99 40
150.000.000r	1960		Russie 4 0/0 1880	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	102 50	102 65	102 50	102 65	102 60
1941.992.000	1970		— 4 0/0 Consolidé	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	102 95	102 80	102 95	103 »	102 90
500.000.000	1974		— 3 0/0 1891 or	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	92 80	94 85	94 90	94 85	94 80
100.000.000r	1976		— 3 1/2 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	98 75	99 10	98 80	98 80	98 60
52.870	1949		Serbie 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	72 50	73 25	73 »	73 50	75 »
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	27 »	27 70	27 30	27 05	26 75
227.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	479 50	485 »	478 75	478 25	463 75
391.362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	497 50	498 75	490 »	492 50	485 »
295.454			Douanes Ottom. 5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	507 50	513 »	511 »	513 75	508 75
40.000.000	1958		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	468 50	480 »	481 25	481 25	470 »

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
DE
ÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Société anonyme fondée en 1859
Capital **60** *Millions de francs*

Assemblée générale des Actionnaires Du 19 mars 1895

36ᵉ ANNÉE

npte rendu présenté au nom du Conseil d'Administration

Messieurs,
ous venons soumettre à votre Assemblée géné- le compte rendu de l'Exercice 1894 et vous pro- r de fixer à 12 fr. 50 par action, soit 12 francs, d'impôt, le dividende afférent à cet Exercice.
e produit disponible du compte de profits et es de l'exercice 1894, déduction faite de tous s et amortissements, est en effet

.... Fr.	1.600.237 04
lesquels il y a lieu de prélever, formément à l'article 54 des sta- :	
4 0/0 d'intérêts pour le capital é de 15 millions, soit....... Fr.	600.000 »
Reste......... Fr.	1.000.237 04
10 0/0 aux Administrateurs et seurs, sur 1.000.237 fr. 04, soit Fr.	100.023 70
Reste......... Fr.	900.213 34
ajouter le solde au 31 décembre .... Fr.	92.257 56
Total......... Fr.	992.470 90
Complément de dividende... Fr.	900.000 »
ste à reporter à l'Exercice 1895 Fr.	92.470 90

dividende total de l'Exercice 1894 serait ainsi 3 fr. 50 par action, 10 0/0 du capital versé.
a été fait au mois de novembre dernier une rtition de 5 fr. par action ; le solde à distribuer it donc, impôt compris, de 7 fr. 50.
distribution à faire absorbera, vous le voyez,).000 fr., laissant un solde disponible de 70 fr. 90.
ous n'en avons arrêté le chiffre qu'après avoir l, amélioré nos provisions pour risques en s, qu'après avoir commencé à amortir les frais blissement de notre service de coffres-forts ré aux dépenses d'appropriations et d'installa- nouvelles que nécessite, dès à présent, la faction des besoins croissants de notre clien-

vous acceptez nos propositions, c'est, forts de prudence et de votre assentiment, fiers de la ité de nos clients et de nos correspondants, ants dans le zèle, l'intelligence, le dévouement os collaborateurs et employés de tout grade, nous poursuivrons, en 1895, la tâche que vous avez confiée.
somme, si les difficultés créées aux maisons anque par la concurrence ardente, si la baisse oyer de l'argent qui en découle, si la pénurie affaires pouvant offrir à la fois aux capitaux unération suffisante et sécurité ont rendu nos ations moins fructueuses en 1894 qu'au cours exercices précédents, notre activité ne s'est pas moins ralentie dans l'ensemble.
nsi, le mouvement des caisses s'est accru de 93.584 fr. 69.
mouvement de nos comptes de dépôts est passé 8 millions à 998 millions, chiffres ronds.
nombre des comptes courants a peu varié un mouvement de 8.860.834.864 fr. 60, en aug- ation de 884.064.111 fr. 46.
chiffre des opérations de Bourse s'est accru .064.764 fr. 25, l'amélioration portant presque entière sur les opérations au comptant.
us étions dépositaires, au 31 décembre 1893, de 176 titres, pour 9.267 comptes. Le solde de dépôts, au 31 décembre 1894, est de 2.269.763 , pour 9.552 comptes, avec 65.859 dossiers.
mouvement général de nos escomptes, com- avec les chiffres de l'an dernier, subit une ution de 6 0/0, qui a sa contre-partie dans ortance plus grande des fonds placés en ts.
mme opérations financières, notre Société a son concours, en 1894, à la Conversion du 4 1/2 0/0 Français, à l'Emprunt de 200 millions de la Ville de Paris, au placement des obligations de la Compagnie Madrilène d'Éclairage et de Chauffage par le Gaz, à la reconstitution de la Compagnie générale française de Tramways.

Nous vous avons entretenus, l'an dernier, de la situation dans laquelle nous nous trouvions, conjointement avec d'autres établissements de crédit, vis-à-vis des liquidateurs de la Compagnie du Canal Interocéanique. Sollicités par ces liquidateurs d'aider à la formation d'une société nouvelle ayant pour objet l'achèvement du canal en question, nous avons, d'accord avec les autres établissements, prêté notre concours à cette reconstitution, qui intéressait les nombreux porteurs des titres de l'ancienne Compagnie et qui a mis fin aux difficultés pendantes.

Nos frais généraux proprement dits, 1.339.830 fr. 17, défalcation faite de nos impôts, se présentent avec une diminution de 27.271 fr. 61. Malheureusement, l'accroissement des charges fiscales (impôt foncier, taxe de main-morte, patentes, etc.), a absorbé complètement et même un peu au delà (3.215 fr. 48 en plus) l'économie réalisée.

L'année qui vient de finir a apporté d'importants changements dans la composition de notre Conseil.

M. Gay, qui exerçait, avec la haute distinction et la grande compétence que vous connaissez, les fonctions de Président et de Directeur, a cru devoir, pour cause de santé, nous demander en juillet dernier de le relever de sa double tâche.

C'est avec un vif regret que nous avons fini par céder à ses instances. Nous inspirant des traditions de cette Maison, fondée il y a 36 ans sous les auspices du marquis d'Audiffret, président honoraire de la Cour des Comptes, nous lui avons donné pour successeur, comme Président du Conseil, M. de Monplanet, inspecteur général honoraire des finances, déjà récemment investi du titre de Vice-Président.

En même temps, nous appelions M. Desvaux, inspecteur des finances, au poste de Directeur de la Société.

M. Desvaux, indépendamment des aptitudes spéciales que nous avions été mis à même d'apprécier, nous apporte des habitudes d'ordre, une netteté de vues, une force de travail qui assurent la bonne marche et le développement de nos affaires. Nous sommes heureux de vous présenter notre nouveau et distingué collaborateur.

La Vice-Présidence du Conseil, devenue vacante par le décès de M. de la Bouillerie, a été confiée à notre collègue M. Lair, Vice-Président de la Compagnie des Entrepôts et Magasins généraux de Paris, que sa grande connaissance des affaires désignait particulièrement à notre choix.

La mort de M. le comte Joseph de la Bouillerie, ancien ministre de l'Agriculture et du Commerce, l'un des fondateurs de notre Société, à laquelle il était resté profondément attaché, a été pour nous une perte des plus sensibles. M. de La Bouillerie prenait une part active à nos travaux ; il apportait dans la conduite des affaires sa droiture, sa longue expérience, et dans les relations particulières les plus éminentes qualités de l'homme privé.

En vertu des pouvoirs que lui confère l'article 23 des statuts, le Conseil a provisoirement nommé Administrateurs, en remplacement de M. Ernest Lehideux, que des motifs de convenance personnelles ont déterminé à se retirer, M. Hély d'Oissel, administrateur de la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée, et en remplacement de M. de la Bouillerie, M. Albert Crozes, directeur honoraire au ministère des Finances, administrateur délégué de la Société des Mines de Malfidano.

Ces nominations ne peuvent que fortifier votre Conseil et nous les soumettons avec confiance à votre ratification.

Vous avez aussi à désigner un Administrateur en remplacement de M. Louis Passy, dont les pouvoirs prennent fin.

M. Louis Passy est rééligible et nous avons l'honneur de vous proposer sa réélection.

Les pouvoirs de M. Lefèvre-Pontalis, Censeur, expirent cette année. Le Comité de Censure vous propose leur renouvellement.

L'Assemblée doit, en outre, nommer les Commissaires qui, conformément à la loi du 24 juillet 1867 auront à examiner les comptes de l'Exercice 1895.

Nous vous rappelons que ces fonctions peuvent être confiées à nos Censeurs.

Enfin, nous vous demandons, comme précédemment, d'allouer, pour 1894, une somme de 20.000 fr. à la Caisse de Prévoyance des employés de la Société. Au 31 décembre 1894, le capital de cette Caisse s'élevait à 453.476 fr. 94, après allocation, dans le courant de l'année, de 28.378 fr. 50 en faveur de dix intéressés.

Rapport des Censeurs, Commissaires des comptes

Messieurs,

Investis par votre confiance du double mandat de Censeurs et de Commissaires des comptes, nous venons vous soumettre nos observations et notre Rapport.

Les Statuts nous commettent à la surveillance de la Société. Cette tâche nous a été rendue facile par le concours que nous avons rencontré chez le Conseil et son Président, chez le Directeur et le personnel. Nous avons assisté à chacune des séances du Conseil d'Administration, et pris notre part aux vérifications fréquentes qui ont eu lieu dans les divers services. Une attention toute particulière a été donnée au contrôle des titres.

Nous rendons hommage au souci constant du Conseil de renfermer les opérations de votre Etablissement dans la limite des statuts. Si ces limites peuvent paraître étroites par instants, elles n'en constituent pas moins une condition de sécurité et un élément indispensable de confiance pour votre clientèle.

Vos écritures sont tenues avec soin et correction. L'inventaire des valeurs actives et passives ainsi que le bilan qui en résulte ont été étudiés par nous avec la plus grande attention. Nous allons entrer dans quelques détails en suivant les articles du Bilan :

ACTIF

Espèces en Caisse ou à la Banque de France . . . . fr.	7.079.417 48
Nous avons constaté personnellement la réalité de l'encaisse au 31 décembre 1894.	
Les fonds disponibles chez nos correspondants de France, s'élevaient à . . . . fr.	1.372.197 01
et à l'Etranger à . . . . fr.	2.959.499 22
Les Coupons à encaisser, presque tous à l'échéance de Janvier, s'élevaient à . . . . fr.	2.162.834 68
Ce service est fort important. Il mériterait d'être mieux connu de notre clientèle qui s'épargnerait, et généralement sans frais, les peines et soins causés par l'encaissement de ses intérêts et dividendes, en prenant l'habitude de s'adresser à nos guichets, non seulement pour les valeurs qui y sont domiciliées, mais encore pour toutes les autres.	
Nous avions chez les Agents de change un actif de........... Fr.	41.246 75
L'ensemble des Effets sur France était de........................	59.220.111 »
et celui des Effets sur l'Etranger de	3.841.431 »
Votre portefeuille réunit les conditions voulues de sécurité et de mobilité.	
Les reports se chiffraient par Fr.	10.309.346 36
tant pour les remplois temporaires de vos fonds que pour l'exécution d'ordres de nos clients. Ce total dépasse de beaucoup la somme correspondante de l'Exercice précédent grâce, d'une part, à la situation de place, d'autre part, aux habitudes nouvelles de nos correspondants et déposants. Ces opérations sont conclues par l'intermédiaire et avec la garantie d'agents autorisés. Elles portent sur des valeurs de négociation courante, et les titres sont effectivement remis en nos mains. Nous avons procédé, sur ce point, à une vérification spéciale.	
Les Rentes, Actions et Obligations présentaient un total de....... Fr.	3.521.447 59
Les cours, à la date du 31 décembre, ont servi à dresser l'inventaire des valeurs cotées. Quant aux autres, elles ont fait l'objet d'une enquête approfondie ; il en a été fait état avec une réelle modération.	
Les Avances sur titres étaient de.......................... Fr.	8.135.371 82

Les Avances sur garanties, de .. 841.729 93

Les conditions de durée prescrites par les statuts sont observées strictement, et les gages évalués avec prudence.

Les Comptes courants débiteurs sont inscrits en soldes pour... Fr. 22.133.588 18

Ils ont été examinés avec le plus grand soin par votre Conseil et par le Comité de censure.

L'évaluation des créances a été faite en tenant compte de la solvabilité présumée des débiteurs. Quand le recouvrement en a paru difficile ou litigieux, des provisions ont été établies aussi largement que la prudence semble l'exiger pour compenser les pertes éventuelles.

Les Crédits d'Acceptation garantis s'élevaient à........... Fr. 11.878.438 60

Nous trouverons au passif leur contre-partie. Des garanties spéciales leur servent d'appui.

Vous remarquerez avec satisfaction que le chiffre de cette année est supérieur à celui des derniers exercices.

L'Immeuble social est de... Fr. 3.213.543 96 chiffre sensiblement le même que celui de 1893.

Enfin les Versements non appelés soit.......................... Fr. 45.000.000 »

complètent le total de .... Fr. 181.710.203 58

PASSIF

Capital .... Fr.	60.000.000 »
Réserve statuaire.....................	6.000.000 »
Réserve extraordinaire	1.000.000 »

Votre crédit a pour base non seulement la garantie du capital social et la sincérité de vos bilans ; il puise une force spéciale dans ces réserves importantes qui sont destinées à parer aux déceptions extraordinaires ou aux dangers imprévus.

Les Comptes de Dépôts à vue s'élevaient à....	39.882.183 72
et les Comptes à préavis à.........	9.790.194 71

Les conditions d'exigibilité des sommes qui figurent à ces chapitres ont leur contre-partie dans la mobilité des ressources.

Les Comptes courants créditeurs formaient un solde : pour la France de.......................... Fr. 48.318.261 59
et pour l'étranger de 3.648.764 96

La remarque que nous venons de faire, à propos des dépôts à vue, trouve également ici son application.

Aucune observation sur le chapitre Agents de change pour...Fr. 4.927 25
ni sur les Acceptations à payer sur garanties, pour.................... 11.878.438 60
dont nous avons déjà parlé au chapitre corrélatif de l'Actif, ni sur les Acceptations à payer sur provisions qui sont de .... Fr. 16.584 60

Le Réescompte en fin d'exercice s'est trouvé être de 162.858 25

Il restait à payer pour Intérêts et Dividendes antérieurs .... 75.519 »

Si vous adoptez les propositions qui vous sont soumises, vous aurez à toucher le Solde du Dividende de 1894 : soit une somme nette de. 840.000 .
et il sera reporté en 1895 un solde de Profits et Pertes de............ 92.470 90

Total égal à celui de l'Actif 181.710.203 58

Le chiffre des Profits et Pertes s'est élevé comme produit net de l'exercice à.......................	1.600.237 04
Le report de l'exercice 1893 avait été de...........................	92.257 56
Soit en tout..................	1.692.494 60
Il en a été distrait pour l'acompte de 5 fr. nets par action au 1er novembre .... Fr.	600.000 »
Le complément proposé de 7 fr.50 porte sur..............................	900.000 »
Enfin le tantième du Conseil est de..............................	100.023 70
Ensemble .... Fr.	1.600.023 70
Ce qui laisse ainsi qu'il a été exposé plus haut, un solde, à reporter en 1895 de	92.470 90

Le Conseil propose la distribution d'un dividende pour l'année de 12 fr. 50 brut par action, soit 10 °/o du capital versé, sur lequel un acompte de 5 fr.21 bruts, soit 5 fr. nets, a été déjà distribué en novembre dernier. Nous sommes d'avis, Messieurs, que vous pouvez accepter les comptes tels qu'ils vous sont présentés par le Conseil pour l'année 1894, et autoriser le paiement du dividende proposé.

Votre Comité de Censure tient à s'associer aux vifs sentiments de chagrin qu'a inspirés à tous ses collègues la mort de M. de La Bouillerie, Vice-Président et le plus ancien des membres de votre Conseil d'Administration.

Le Comité de Censure n'a pu voir, sans regrets, la retraite de M. Gay comme Président : il est heureux de saluer le successeur que le Conseil d'Administration lui a donné en la personne de M. de Monplanet, dont il a été déjà à même d'apprécier les éminentes qualités. Il est convaincu que le choix de M. Desvaux comme Directeur assure le bon fonctionnement de vos services.

Le mandat de M. Lefèvre-Pontalis, comme Censeur est expiré ; nous avons l'honneur de vous proposer sa réélection.

850

CHEMIN DE FER DE PARIS A ORLEANS

Echéance de Mai 1895

Le Directeur de la Compagnie a l'honneur d'informer MM. les porteurs d'obligations 4 0/0 Orsay (1re série), que le montant des intérêts semestriels sera payé dans les bureaux du Service Central, à Paris, 8, rue de Londres.

En raison des impôts établis par les lois des 29 juin 1872 et 26 décembre 1890, il sera retenu savoir :

		Net à payer
Pour chaque obligation au porteur.	0.90.	9.10
Pour chaque obligation nominative	0.40.	9.60

Le paiement sera effectué à Paris à partir du 1er mai prochain.

Les intérêts seront payés dans toutes les gar[es] et stations de la Compagnie d'Orléans ouvertes [au] service des titres, dans les gares principales d[es] Compagnies de Paris-Lyon-Méditerranée, de l'E[st], de l'Ouest et du Midi, ainsi qu'aux guichets de [la] Société Générale et de ses succursales, du Cré[dit] Lyonnais et de ses succursales, de la Société gé[né]rale de Crédit industriel et commercial, et [du] Comptoir National d'Escompte de Paris et de s[es] succursales.

Les Sociétés de crédit paieront ces intérêts sa[ns] frais d'aucune sorte pour les porteurs de titres. [Le] paiement aura lieu dans un délai de huit jours, [au] plus tard, à partir de la remise des titres auxdit[es] Sociétés, qui ne pourront escompter ni les arr[é]rages ni les coupons qui leur seront déposés.

Paris, le 15 mars 1895.

Le Directeur de la Compagn[ie]
HEURTEAU.

853

BIBLIOGRAPHIE

La Propriété : Origine et Evolution. [1] vol. in-12.

Sous ce titre vient de paraître, à la *Librairie C[h.] Delagrave*, 15, rue Soufflot, Paris, un très intére[s]sant volume contenant la théorie de la propriét[é] résumée au point de vue des doctrines socialist[es] les plus avancées et les plus ardentes, par M. Pa[ul] Lafargue, et précédée de leur réfutation to[ut] aussi vive et énergique, au point de vue des écon[o]mistes, par M. Yves Guyot.

C'est là une question à laquelle les événemen[ts] qui se passent en ce moment donnent un caractè[re] de brûlante actualité, et le public qui n'a pas [le] temps de lire de gros ouvrages, les trouvera ain[si] résumés dans un volume de 500 pages enviro[n]. Prix : 3 fr. 50.

854

La Nécessité d'un Programme social et d'u[n] nouveau Classement des Partis, par M. E[d]mond DEMOLINS, Directeur de *la Science s[o]ciale*, suivie d'une réponse à MM. Maurice Ba[r]rès, G. Clemenceau, H. de Kerohant, A. Mill[e]rand, Gustave Rouanet. — Firmin-Didot; 1 vo[l.] in-18, 1 fr.

Lorsque cette étude fut publiée par la *Scien[ce] sociale*, elle souleva dans la Presse de vives discu[s]sions. En la rééditant sous forme de brochure, [M.] Demolins répond aux critiques et présente sous [un] jour tout nouveau la situation respective des co[n]servateurs de toutes nuances et des socialistes, « [ces] deux frères moins ennemis qu'ils en ont l'air ».

M. Demolins a surtout voulu agir sur les idé[es] pour les orienter dans les voies nouvelles. Il [est] certain qu'il y a pleinement réussi, au risque d['é]tonner beaucoup de gens et de heurter beaucou[p] de préjugés. C'est l'œuvre d'un esprit indépendan[t] qui a étudié les phénomènes sociaux à la lumiè[re] de la Science sociale et les expose sans aut[re] préoccupation que celle de la vérité.

855

La Fortune privée, *à travers sept siècles,* p[ar] le Vicomte G. d'AVENEL, 1 volume in-18 jésu[s] broché (Armand Colin et Cie, éditeurs, 5, rue [de] Mézières) . . . . **4 f[r.]**

Cette étude d'histoire sociale et économique r[é]sume et rend accessibles à tous les résultats d[es] grands travaux dont l'auteur poursuit la public[a]tion. Elle dégage de tout appareil scientifique l[es] découvertes historiques dont doivent désormais [te]nir compte tous ceux qu'intéressent les questio[ns] relatives à la propriété, aux salaires, aux denré[es,] aux prix de toutes choses.

Ces découvertes, qui reposent sur les recherch[es] les plus indiscutables, sont le plus souvent bi[en] imprévues et contredisent sur bien des points d[es] opinions généralement admises.

A la solidité des preuves, au choix sérieux d[es] documents, M. G. d'Avenel sait joindre l'agréme[nt] de la forme et excelle à mettre en lumière des fai[ts] intéressants et peu connus. Il rend ainsi facile [et] attrayante la lecture de ces pages substantielles [où] l'on trouvera de si curieuses particularités sur [le] pouvoir et la valeur de l'argent, les fluctuations d[es] monnaies, du taux de l'intérêt, du prix des denrée[s,] la valeur de la terre, la condition de ceux qui [p]eurent la possession et l'usage, les variations d[u] prix des immeubles, terres de culture ou terrain[s] bâtis des campagnes et des villes.

856

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 169. — 7e volume. (14) || BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS || Samedi 6 Avril 1895.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

pour favoriser le Développement du Commerce et de l'Industrie

EN FRANCE

Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires du 29 mars 1895.

MESSIEURS,

Nous venons, conformément aux prescriptions de nos statuts, vous présenter les comptes de l'exercice 1894, et les soumettre à votre approbation.

COMPTES GÉNÉRAUX

CAISSE

Mouvement général de la Caisse en 1894 :
Administration centrale, Bureaux de quartier et Agences de province, 14.175.154.791 fr. 71.
Mouvement moyen par jour (1), 47.250.515 fr. 97.
Augmentation du mouvement général de la Caisse, 121.551.892 fr. 46.
Augmentation du mouvement moyen par jour, 071.839 fr. 64.

PORTEFEUILLE

	Nombre d'effets	Sommes
Mouvement général : Administration centrale, Bureaux de quartier et Agences de province	14.623.161	5.860.922.490 36
Mouvement moyen par jour	48.743	19.536.408 30
Augmentation du mouvement général du portefeuille	2.234.535	453.266.033 26
Augmentation du mouvement moyen par jour	7.448	1.510.886 78

EFFETS REMIS A L'ENCAISSEMENT PAR LES CLIENTS

	Nombre d'effets	Sommes
Total des remises : Administration centrale, Bureaux de quartier et Agences de province	1.548.352	500.623.032 16
Moyenne des remises par jour	5.161	1.668.743 44

	Nombre d'effets	Sommes
Augmentation du mouvement général des effets remis à l'encaissement	179.230	59.935.459 45
Augmentation de la moyenne des remises par jour	597	199.784 87

Solde du Portefeuille au 31 décembre 1894

Effets sur Paris .... Fr.	30.363.573 94
— la province	97 180.132 14
— l'étranger	13.718.195 81
F.	141.261.901 89

Différences sur le solde du Portefeuille au 31 décembre 1893

	Augmentations
Effets sur Paris .... Fr.	1.348.986 11
— la province	15.354.528 23
— l'étranger	5.001.951 48
Total des augmentations .. Fr.	21.705.465 82

ENCAISSEMENT DE COUPONS

Montant des coupons encaissés :
Administration centrale, Bureaux de quartier et Agences de province, 284.384.243 fr. 31.
Mouvement moyen par trimestre, 71.096.060 fr. 82.
Augmentation du mouvement général des encaissements de coupons, 6.647.747 fr. 39.

(1) Les mouvements moyens sont calculés sur 300 jours non fériés.

Augmentation du mouvement moyen par trimestre, 1.661.936 fr. 84.

ORDRES DE BOURSE

Ordres de Bourse, au comptant, exécutés en 1894 :

	Nombre d'ordres	Sommes
Administration centrale, Bureaux de quartier et Agences de province	255.509	897.445.554 63
Mouvement moyen par jour	851	2.991.485 18
Augmentation du mouvement général des ordres de Bourse	24.018	56.761.523 74
Augmentation du mouvement moyen par jour	80	189.205 08

COMPTES DE DÉPOTS

COMPTES A DISPONIBILITÉ

Le mouvement général de ces comptes a été, en 1894, de 405.146.263 fr. 83, soit une moyenne par jour de 1.350.487 fr. 54.

Le solde, au 31 décembre 1894, est de 2 millions 312.115 fr. 12, réparti entre 290 titulaires de comptes.

Augmentation du mouvement général des Comptes à disponibilité, 1.281.453 fr. 85.

Augmentation du mouvement moyen par jour, 4.271 fr. 51.

Diminution sur le solde au 31 décembre 1893, 105.354 fr. 93.

COMPTES DE CHÈQUES

Solde de ces comptes au 31 décembre 1894 :

	Nombre de comptes	Somme
Administration centrale, Bureaux de quartiers et Agences de province	62.703	161.995.204 67

Le solde des comptes de chèque au 28 février 1895 est, tant à Paris que dans les Agences, de 161 millions 662.009 fr. 20.

Le nombre des comptes de chèques s'est augmenté en 1884, de 2.947 comptes.

Mouvement général des comptes de chèques en 1894 :

Administration centrale, Bureaux de quartier et Agences de province, 2.903.614.548 fr. 66.

Mouvement moyen par jour, 9.678.715 fr. 16.

Augmentation du mouvement général des Comptes de chèques, 172.539 930 fr. 19.

Augmentation du mouvement moyen par jour 575.133 fr. 10.

Augmentation sur le solde au 31 décembre 1893, 7.000.653 fr. 12.

Augmentation sur le solde au 28 février 1894, 5.352.119 fr. 51.

DÉPOTS A ÉCHÉANCE FIXE

Dépôts en cours au 31 décembre 1894, 93 millions 746.400 francs.

Dépôts en cours au 31 décembre 1893, 96 millions 965.000 francs.

Diminution en 1894 ds 3.218.c000 francs.

Le solde du compte au 28 février 1895 est de 93 millions 304.200 francs.

Diminution sur le solde au 28 février 1874, 3 millions 203.200 francs.

Ces chiffres font ressortir l'impulsion donnée pendant le cours du dernier exercice à l'ensemble des services de la Société Générale.

Toutes nos branches d'opérations ont pris un développement important et nous sommes d'autant plus satisfaits de ce résultat qu'il a été obtenu dans des circonstances qui n'étaient pas de nature à le favoriser. Nous avons eu à lutter, d'une part, contre la diminution persistante de l'intérêt de l'argent, ce qui rend les opérations de banque de moins en moins fructueuses et, d'autre part, contre une concurrence de plus en plus grande qui nous oblige à un déploiement d'activité incessant.

Nous vous parlions déjà l'an dernier, des efforts que nous faisions pour augmenter notre clientèle à Paris.

Pendant longtemps en effet, nos opérations d'escompte à Paris étaient limitées à un cercle de banquiers dont nous recevions, à un taux toujours inférieur à celui de la Banque, le papier qu'ils escomptaient naturellement à un prix plus élevé.

Nous avions pensé que la Société Générale pouvait, comme autres établissements de crédit, aborder directement la clientèle commerciale dont le papier ne venait jusque-là dans son portefeuille qu'avec l'endos des banquiers.

Vos votes ont encouragé nos efforts : les résultats justifient aujourd'hui notre résolution.

Notre service d'escompte de Paris se développe dans les meilleures conditions et ceux d'entre vous qui ont des attaches dans le monde des affaires, connaissent la place qu'a su prendre, en peu de temps, la Société Générale dans ce milieu si honorable du commerce parisien, qui a toujours apprécié les traditions de notre maison et qui a répondu avec empressement a l'appel que nous lui avons adressé.

Ce n'est pas seulement le bon renom de la Société Générale qui l'a servie auprès de sa clientèle commerciale : c'est aussi, nous pouvons le dire ici où quelques-uns d'entre vous ont suivi, depuis ses origines, l'œuvre d'expansion que nos fondateurs avaient conçue, c'est aussi le degré de perfectionnement auquel nos services intérieurs ont été portés et, au premier rang, ce réseau unique d'agences, entourées chacune d'un groupe de correspondants qui constitue l'aide la plus utile, et la plus expéditive qui puisse être offerte aux transactions du commerce ; la portée utile, sociale même de ce rouage, a son expression la plus visible dans notre tarif de recouvrement, dont une nouvelle édition a paru cette année et qui constitue pour le commerce national un instrument d'une valeur considérable.

Si nos escomptes et nos comptes courants se sont développés à Paris où nos efforts sont récents, ils ont pris un large essor en province où nous pratiquions la banque depuis plus longtemps. Les comptes généraux qui précèdent vous permettent de mesurer les progrès réalisés dans l'ensemble.

Ces progrès eussent été évidemment plus grand encore si nous nous trouvions dans une époque de prospérité industrielle et commerciale ; mais précisément parce que la situation générale économique laisse a désirer, nous sommes obligés, tout en cherchant a développer nos affaires et notre clientèle, a ne poursuivre ce développement que dans les limites que comporte la prudence.

Nous pouvons donc déclarer que l'extension de nos affaires pendant l'exercice qui vient de s'écouler, est due uniquement à notre excellente organisation et au personnel dévoué qui la met en œuvre.

En province, nous avons porté le nombre de nos agences à 141, en ouvrant, dans le dernier exercice, 25 agences et bureaux nouveaux, dont vous trouverez la nomenclature en annexe à ce rapport.

Ces créations, Messieurs, peuvent vous paraître nombreuses pour une même année : aucune d'elles n'a été décidée par votre Conseil, sans avoir été précédée d'une étude très complète nous permettant de considérer comme à peu près certain le succès de chaque succursale et nous pouvons vous dire tout de suite que les résultats ont déjà largement justifiié notre initiative. Au cours des dernières années, ces créations avaient été tantôt nulles, tantôt rares ; mais, sur bien des points, des études avaient été faites qui n'attendrient qu'une circonstance favorable pour aboutir. D'autre part, la réfection de notre tarif et l'enquête dont cet important travail a été l'occasion, nous ont amenés à reconnaître les éléments d'affaires très réels offerts à notre activité sur certaines places où nous avions bien pénétré déjà par les agences voisines, mais où notre action ne pouvait s'exercer à distance avec suffisamment de fruit et et de sécurité.

C'est ainsi qu'ont été décidées tour à tour nos nouvelles installations ; les habitudes d'économie que nous pratiquons dans toute notre exploitation, doivent vous rassurer sur les charges de ce nouveau réseau qui est constitué, en partie, par des bureaux auxiliaires attachés à des agences anciennes.

Nous croyons pouvoir affirmer que les produits de ces bureaux auront couvert les frais d'établissement avant la fin du deuxième exercice. plein et que l'année 1896 vous donnera un résultat effectif,

après l'amortissement intégral des dépenses d'installation, conformément à nos traditions.

Les bénéfices que vous apporteront, nous en avons la conviction, ces nouveaux guichets qui n'ont pas à lutter avec une concurrence aussi ardente que celles dont les villes plus importantes sont le théâtre, — ces bénéfices ne sont pas le seul fruit que vous retirerez de l'agrandissement de votre réseau. Vos agences se prêtent un mutuel concours, se rendent et rendent par là a la clientèle des offices réciproques, dont la valeur d'ensemble de votre organisation se trouve fortifiée et le meilleur élément de propagande consiste encore dans la supériorité et la multiplicité des services offerts au public.

Vous savez maintenant que les progrès réalisés à Paris dans la voie de l'escompte, n'ont pas affaibli les efforts dirigés en province dans le même but.

Les chiffres placés en tête du rapport témoignent également de notre vitalité dans le domaine des opérations de Bourse et de coupons qui s'est élargi parallèlement avec celui de la banque proprement dite.

En abordant complètement la branche de l'escompte, nous n'avons pas, en effet, modifié l'orientation de la Société Générale qui reste essentiellement un Etablissement de dépôt et qui ne change pas son son caractère fondamental en pratiquant la banque, c'est-à-dire en recherchant, sans intermédiaires, le papier de commerce qui constitue le plus sain des remplois mobilisables.

Ces remplois directs sont d'autant plus désirables que ceux qui se pratiquent sur le marché libre restent peu rémunérateurs et que nos dépôts, remboursables à vue, tendent à augmenter avec nos opérations courantes.

Un seul chiffre, parmi ceux qui vous ont été soumis, se présente en diminution : le solde des Bons à échéance fixe. Mais cette diminution a été pour ainsi dire voulue, car ce compte n'a fléchi que sous l'influence des réductions progressives et assez sensibles que nous avons dû faire subir au taux alloué aux déposants à long terme, au fur et à mesure de l'abaissement du loyer de l argent. Nous sommes heureux de vous dire, du reste, que, malgré le taux plus réduit de l'intérêt que nous servons, une clientèle nouvelle vient remplacer, pour une grande part, celle qui ne peut prendre immédiatement son parti de la diminution générale du prix de l'argent.

Notre service étranger a également participé au réveil qui s'est manifesté dans toutes nos branches d'opérations. Nos relations réciproques avec nos correspondants sont devenues plus actives ; nous saisissons toutes les occasions de les développer, car en dehors des remplois qu'elles nous procurent elles nous donnent le moyen de participer aux grandes opérations qui se présentent sur les marchés extérieurs. C est ainsi qu'au début de cette année nous nous sommes associés à un groupe d'établissements de crédit et de banquiers de premier ordre qui s'est chargé de la conversion en 3 1/2 0/0 des emprunts suédois 4 0/0 1880. Notre prochain rapport vous rendra compte de cette opération qui se réalise en ce moment et qui appartient à l'exercice actuel.

Notre agence de Londres continue à nous rendre les plus grands services ; nous y avons appelé, au commencement de l'année dernière, un nouveau directeur dont la gestion nous donne toute satisfaction.

Le développement de nos services a pu s'accomplir sans trouble pour leur bonne marche, grâce à l'emplacement fourni par les nouveaux bâtiments édifiés sur les terrains dont nous disposions rue de la Victoire. Les aménagements seront terminés cette année ; ils répondront, sans aucun luxe au souci que nous avions d'installer — dans des conditions honorables pour la clientèle qui vient dans nos bureaux, et hygiéniques pour le nombreux personnel que nous occupons — les bureaux trop à l'étroit dans les anciens bâtiments. Ceux-ci ont également subi des réfections partielles ; la galerie où vous êtes réunis a été transformée dans son organisation, afin que le public soit servi plus rapidement et plus commodément. Le sous-sol va recevoir une installation de coffres-forts pour la location au mois ou à l'année. D'autres services nouveaux ont été institués ; celui de la garantie contre les risques de remboursement au pair est très goûté de notre clientèle, notamment de nos déposants de titres, dont le nombre s'est sensiblement accru.

En résumé, Messieurs, nos affaires générales ont marqué un réel progrès au cours du dernier exercice ; votre Société occupe une place de plus en plus large dans l'organisation financière du pays et quand les circonstances générales s'amélioreront, vous recueillerez complètement les fruits des efforts qu'accomplit, sous la haute direction du Conseil, tout votre personnel pour défendre la situation acquise et étendre votre influence devant une concurrence de plus en plus agissante.

Une seule opération financière importante mérite d'être signalée pour l'année 1894 ; l'émission des obligations 2 1/2 0/0 à lots de la Ville de Paris.

La Société Générale a concouru officiellement, par son Siège central et ses Bureaux de quartier et de la banlieue, dont le local et le personnel étaient mis gratuitement à la disposition de la Municipalité à cette opération aussi importante par le mouvement de capitaux qu'elle devait déterminer que par l'évènement qu'elle constituait, en introduisant sur le marché un titre français du type 2 1/2 0/0.

La Société Générale, comme guichet officiel, a reçu et transmis à la Caisse municipale les souscriptions de 18.725 personnes pour 40.399 obligations entières et 24.240 quarts d'obligations.

En dehors des souscriptions ci-dessus qu'elle recueillait pour le compte de la Ville de Paris, la Société Générale a souscrit, pour le compte de sa clientèle et de ses déposants, 9.403.304 obligations, (soit, avec les premières, seize fois l'emprunt), comportant un versement de 188.066.080 francs, qui a été effectué le 21 avril, soit à la Recette municipale soit aux guichets des Agents du Trésor en province.

Comparée au chiffre de nos dépôts, l'importance de ce versement, réalisé sans mesures de trésorerie dispendieuses et sans trouble pour les opérations courantes qui nous obligent à conserver improductive, d'une manière permanente, une encaisse variant entre 30 et 40 millions, témoigne des facultés de mobilisation de notre actif. Nous nous référons, à cet égard, aux détails contenus dans nos précédents rapports. La limitation de nos dépôts et les obligations spéciales de remplois auxquelles ils sont soumis, ont constitué, de la part des rédacteurs de nos statuts, une mesure de sagesse et de prévoyance, à l'esprit de laquelle nous restons attachés, quoiqu'il en coûte forcément au chapitre des Profits et Pertes.

Notre Portefeuille de titres a été diminué cette année des Rentes françaises 4 1/2 (converties en 3 1/2 au mois de janvier 1894) que nous avions achetées dans le cours de l'année 1892, faute de remplois suffisants en papier commercial.

Cet achat de Rentes, bien que prévu par nos statuts, constituait une mesure essentiellement occasionnelle et devait se liquider dès que le recrutement d'un plus grand nombre de clients d'escompte nous permettrait d'alimenter plus largement notre Portefeuille commercial. Ce résultat ayant été atteint, nous avons mis fin à l'opération et votre compte de Profits et Pertes a profité de la plus-value acquise par la Rente française au moment de la réalisation de cette partie de votre Portefeuille.

Quelques autres valeurs entrant dans la composition de la première partie de votre portefeuille de titres ont suivi la marche ascendante de la Rente française, de sorte que leur évaluation, rigoureusement faite d'après les cours du 31 décembre 1894, a laissé une certaine plus-value portée dans les bénéfices de l'exercice.

COMPTE DE PROFITS ET PERTES ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Les produits de l'Exercice 1894 sont de 6 millions 910.642 fr. 95.

A déduire :

Impôt (non compris celui de 4 0/0 sur le revenu des actions) : 988.692 fr. 30.

Frais généraux : 2.853.396 fr. 41. Total : 3 millions 842.088 fr. 71.

Il reste net : 3.068.554 fr. 24.

A cette somme il faut ajouter le reliquat du dernier exercice : 35.684 fr. 57

Total à répartir : 3.104.238 fr. 81.

Vous avez reçu, au mois d'octobre dernier, un acompte de 6 fr. 25 par action représentant l'intérêt pour six mois du capital versé, soit : 1.500.000 fr.

Nous vous proposons de distribuer, au 1er avril prochain, le complément de l'intérêt à 5 0/0 du capital versé, soit 6 fr. 25 par action, moins l'impôt de 4 0/0 sur le revenu de l'exercice (50 centimes par action) : 1.500.000 fr. et de reporter à l'exercice nouveau 104.238 fr. 81.

Total égal à la somme à répartir : 3.104.238 francs 81.

Ce résultat est, à peu de chose près, le même c celui du dernier exercice ; et, cependant, nous av eu raison de vous dire, au commencement de rapport, que l'année 1894 avait été meilleure p la Société Générale que l'année 1893.

Nous avons fait effectivement, non seulement chiffre d'affaires très supérieur à celui de l'an précédente, mais encore nos bénéfices nets réali ont été aussi plus importants, bien que, ainsi le fait si bien remarquer le rapport du Conseil la Banque de France à l'Assemblée générale du janvier dernier, « si la masse des opérations a « mente, le montant des bénéfices est loin d'être « rapport avec celui des affaires ».

Les résultats de cet exercice présentaient do comme bénéfices nets, un solde plus important celui de l'année dernière, mais nous avons cru voir en profiter pour amortir certains comp litigieux dont l'issue doit certainement lais une perte et pour augmenter le compte « Pro sions pour risques divers » que nous avons d ouvert l'année dernière. Nous avons, en effet, c taines affaires pour lesquelles, sans constituer provisions spéciales, nous croyons prudent d'av un compte de réserves qui permette, si un compte venait à se produire, de n'avoir pas à pa au moyen des Profits et Pertes de l'exercice en cou

Nous avons donc cru sage, dans ces conditio de constituer un compte « Provisions pour risq divers » qui permit, dans le cas où les mécomp viendraient à se produire, d'y faire face, au mo pour partie, sans avoir besoin de recourir a Profits et Pertes de l'exercice.

Ce compte atteint déjà près d'un million, et l'exercice prochain repond à nos espérances, il probable que nous vous demanderons la permiss de l'augmenter encore, car c'est seulement en ét prévoyant pour l'avenir, qu'on peut se garai contre les éventualités de pertes qui ne saurai toujours être évitées au milieu d'un aussi gra nombre d'affaires.

Nous sommes, du reste, heureux de vous d que, malgré les mécomptes inévitables, nous voy s'approcher le moment où notre capital versé tr vera, d'une manière complète, sa rémunérati dans les opérations courantes de banque seul sans avoir rien à emprunter aux affaires d'ém sion, qui ont été moins rares cette année, mais ne peuvent constituer un élément fixe de nos moy de production, soumises qu'elles sont à des influ ces qui échappent à notre action.

Le sentiment de confiance que, l'an dernier, n vous exprimions dans la prospérité de nos affai s'est donc fortifié des résultats de cet exercice p dant lequel nous avons fait un nouveau pas avant, malgré une situation économique peu fa rable et une grande extension de la concurrence

Nous avons le regret de vous faire part de la mission de MM. Lhuillier, Gay et Lesne de Mola et du décès de M. le baron de Sandrans.

Nous vous proposons la nomination, com Administrateur, pour trois ans, en remplacem de M. Lesne de Molaing, de M. de Sainte-An doyen de votre Comité de censure. C'est une tra tion, à la Société Générale, de recruter, en par son Conseil d'administration parmi les memb du Comité de censure, et M. de Sainte-Anne ét désigné par ses services pour continuer cette t dition.

Vous avez également à pourvoir au renouve ment partiel du Conseil et du Comité de censu

M. Le Bègue, Administrateur, et M. Thirr Censeur, sont arrivés au terme de leur mand nous vous proposons la réélection de M. le Bèg celle de M. Thirria vous est proposée par le Com de censure.

Vous avez en outre à élire un Censeur pour an, en remplacement de M. de Sainte-Anne, nom Administrateur.

MM. les Censeurs proposent à votre choix M. baron Chaudruc de Crazannes, Intendant milita en retraite, qui a acquis, dans ses fonctions, habitudes de sévère régularité qui le désign spécialement à la mission de contrôle qu'il sollic de vos suffrages. Nous sommes persuadés q vous accueillerez sa candidature avec l'esti qu'elle mérite.

Nous tenons, en terminant ce rapport, à exp mer devant vous, pour votre personnel tout enti dont le zèle appelle tous les encouragements, not satisfaction des efforts soutenus qu'il accompl Nous ne saurions trop rendre hommage à son d vouement et à son intelligente activité.

ROUMANIE

MINISTÈRE DES FINANCES

Direction de la Comptabilité générale

SOUS-DIRECTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Tableau des numéros des obligations d'Etat 5 0/0 C. F. R. (conversion Schuldverschreibungen) sorties au tirage du 17 février (1er mars) 1895.

Montant nominal: francs 1.618.500

617 obligations à 500 fr.

47111	47112	47113	47114	47115	47116	47117
47118	47119	47120	47611	47612	47613	47614
47615	47616	47617	47618	47619	47620	47751
47752	47753	47754	47755	47756	47757	47758
47759	47760	48351	48352	48353	48354	48355
48356	48357	48358	48359	48360	48491	48492
48493	48494	48495	48496	48497	48498	48499
48500	48591	48592	48593	48594	48595	48596
48597	48598	48599	48600	48851	48852	48853
48854	48855	48856	48857	48858	48859	48860
48961	48962	48963	48964	48965	48966	48967
48968	48969	48970	80010	80036	80051	80141
80175	80180	80207	80293	80354	80425	80462
80463	80491	80549	80554	80571	80607	80616
80649	80650	80661	80674	80703	80705	80735
80849	80852	80890	80931	80950	80967	81013
81016	81055	81077	81112	81121	81157	81164
81195	81218	81239	81251	81254	81272	81315
81321	81325	81371	81399	81424	81459	81487
81494	81577	81590	81626	81629	81764	81771
81801	81823	81824	81904	81910	81917	81924
81945	82030	82060	82063	82093	82139	82144
82147	82178	82242	82305	82325	82335	82351
82383	82443	82465	82476	82491	82494	82510
82513	82535	82585	82642	82672	82685	82717
82734	82749	82792	82793	82795	82814	82830
82861	82873	82979	82909	82937	82953	82968
82971	82982	83086	83090	83095	83127	83243
83262	83270	83279	83301	83331	83380	83394
83423	83447	83478	83491	83599	83688	83699
83728	83777	83788	83822	83937	83979	84054
84068	84152	84256	84261	84264	84286	84304
84368	84385	84401	84402	84409	84460	84521
84568	84610	84613	84616	84636	84907	84931
84934	84947	84948	84976	85002	85062	85104
85106	85195	85262	85278	85301	85402	85404
85432	85435	85503	85516	85615	85727	85743
85757	85801	85808	85837	85849	85900	85915
85928	85949	85988	85994	86036	86109	86152
86160	86306	86333	86392	86490	86427	86435
86475	86523	86538	86544	86551	86552	86575
86576	86579	86627	86631	86644	86681	86771
86772	86785	86801	86820	86838	86842	86850
86861	86920	86946	87018	87052	87063	87076
87107	87153	87162	87176	87249	84272	87359
87362	87415	87438	87440	87458	87502	87549
87560	87561	87576	87671	87732	87761	87807
87842	87849	87888	87891	87895	87908	87928
87949	87958	87963	88006	88012	88036	88042
88077	88118	88143	88202	88205	88213	88219
88223	88235	88276	88345	88358	88386	88519
88522	88560	88569	88628	88636	88638	88676
88759	88784	88796	88799	88830	88843	88877
88891	88933	88949	88960	88962	88991	89003
89041	89086	89088	89095	89118	89131	89144
89146	89173	89238	89249	89286	89322	89340
89382	89390	89405	89407	89410	89480	89488
89518	89535	89570	89614	89678	89689	89648
89749	89762	89787	89793	89801	89813	89841
89843	89861	89873	89901	89903	89930	89968
90005	90009	90067	90071	90104	90116	90179
90180	90186	90217	90234	90307	90339	90349
90353	90360	90396	90407	90410	90415	90425
90441	90466	90506	90507	90528	90590	90636
90639	90663	90697	90700	90709	90765	90766
90774	90883	90892	90919	90997	91032	91037
91192	91226	91248	91268	91319	91410	91414
91449	91456	91516	91518	91523	91551	91554
91561	91586	91587	91704	91723	91774	91809
91814	91823	91830	91832	91834	91847	91874
91977	91998	92009	92035	92042	92043	92075
92110	92132	92136	92141	92169	92188	92247
92286	92313	92314	92348	92376	92567	92575
92600	92614	92656	92657	92696	92703	92757
92764	92812	92824	92830	92909	92957	93023
93033	93073	93085	93217	93231	93271	93276
93305	93370	93410	93478	93474	93479	93549
93593	93677	93678	93698	93707	93736	93746
93798	93811	93821	93837	93840	93912	93925
93998	94005	94028	94031	94034	94084	94103
94108	94127	94152	94257	94278	94285	94297
94306	94316	94317	94331	94338	94377	94487
94532	94539	94552	94571	94588	94591	94613
94642	94721	94757	94758	94792	94806	94813
94816	94842	94915	94995	95033	95069	95114
95130	95143	95151	95155	95169	95187	95195
95205	95209	95216	95263	95370	95448	95467
95525	95535	95646	95688	95717	95718	95719
95843						

202 obligations à 2.500 francs

50086 à 50090	50226 à 50230	50436 à 50440	50716 à 50720
50726 50730	50736 50740	51146 51150	51411 51415
51466 51470	51471 51475	51811 51815	51831 51835
51946 51950	52006 52010	52286 52290	52296 52300
52676 52680	52921 52925	53116 53120	53156 53160
53206 53210	53541 53545	53696 53700	54006 54010
54111 54115	54606 54610	54631 54635	54921 54925
55321 55325	55356 55360	55546 55550	55786 55790
56186 56190	56241 56245	57521 57525	57606 57610
57706 57710	57931 57935	58046 58050	58066 58070
58316 58320	58421 58425	58451 58455	58726 58730
58851 58855	58861 58865	58876 58880	59036 59040
59221 59225	59726 59730	59886 59890	60046 60050
60186 60190	60261 60265	60656 60660	60801 60805
60986 60990	61101 61105	61321 61325	61451 61455
61456 61460	61541 61545	61911 61915	61941 61945
62051 62055	62321 62325	62531 62535	63026 63030
63416 63420	63541 63545	63801 63805	63821 63825
63866 63870	63891 63895	63911 63915	64181 64185
64186 64190	64251 64255	64281 64285	64341 64345
64601 64605	64616 64620	64631 64635	64881 64885
65901 64905	64936 64940	64961 64965	65111 65115
65446 65450	65911 65915	65936 65940	65961 65965
66061 66065	66101 66105	66131 66135	66221 66225
66281 66285	66305 66310	66336 66340	66771 66775
66801 66805	66871 66875	66936 66940	66961 66965
67036 67040	67311 67315	67386 67390	67471 67475
67836 68840	67906 67910	67941 67945	67981 67985
68836 68840	68756 68760	69021 69025	69126 69130
69516 69520	69536 69540	69556 69560	69561 69565
69591 69595	69606 69610	69641 69645	69751 69755
69856 69860	69886 69890	70101 70105	70436 70440
70526 70530	70626 70630	70956 70960	71216 71220
71241 71245	71486 71490	71981 71985	72231 72235
72321 72325	73006 73010	73211 73215	73296 73300
73576 73580	73581 73585	73661 73665	73721 73725
73801 73805	73836 73840	73946 73950	74046 74050
74066 74070	74641 74645	74721 74725	74796 74800
74976 74980	75056 75060	75111 75115	75296 75300
75416 75420	75491 75495	75506 75510	75616 75620
75661 75665	75671 75675	75841 75845	75951 75955
75956 75960	76031 76035	76061 76065	76136 76140
76191 76195	76226 76230	76251 76255	76291 76295
76356 76360	76496 76500	76511 76515	76831 76835
76956 76960	77016 77050	77091 77095	77211 77215
77351 77355	77451 77455	77511 77515	77516 77520
77611 77615	77761 77765	78061 78065	78341 78345
78471 78475	78616 78620	78786 78790	78896 78900
78936 78940	78956 78960	79066 79070	79121 79125
79216 79220	79221 79225	79341 79345	79971 79975
79981 79985	79986 79990		

161 obligations à 5.000 francs

101 à 110	271 à 280	491 à 500	551 à 560
1181 1190	1741 1750	2241 2250	2401 2410
2671 2680	3021 3030	3051 3060	3101 3110
3641 3650	3921 3930	4491 4500	4541 4550
4591 4600	5591 5600	5811 5820	6001 6010
6711 6720	7141 7150	7721 7730	8171 8180
8401 8410	8511 8520	8681 8690	8891 8900
8921 8930	9251 9260	10231 10240	10631 10640
10911 10920	11301 11310	11451 11460	11681 11690
12441 12450	12631 12640	13171 13180	13891 13900
14801 14810	15261 15270	15301 15310	15321 15330
15331 15340	15631 15640	15841 15850	16221 16230
16241 16250	16931 16940	17021 17030	17481 17490
17601 17610	17731 17740	17981 17990	18261 18270
18681 18690	18741 18750	18811 18820	19341 19350
19781 19790	19441 19450	20101 20110	20111 20120
20141 20150	20311 20320	20661 20670	21051 21060
21441 21450	21501 21510	22081 22090	22131 22140
22391 22400	22531 22540	22891 22900	23341 23350
23921 23930	24431 24440	24621 24630	25041 25050
25131 25140	25731 25740	25861 25870	26061 26070
26271 26280	26301 26310	26561 26570	26661 26670
27801 27810	27951 27960	28551 28560	29261 29270
29361 29370	29951 29960	29961 29970	30171 30180
30251 30260	30441 30450	30631 30640	31061 31070
31201 31210	31511 31520	32721 32730	32781 32790
32821 32830	33231 33240	33391 33400	33801 33810
33911 33920	34151 34160	34371 34380	34461 34470
34761 34770	35181 35190	35301 35310	35881 35890
36071 36080	36321 36330	36821 36830	37161 37170
37231 37240	37751 37760	37931 37940	38081 38090
38181 38190	38751 38760	38791 38800	39081 39090
39531 39540	39541 39550	39611 39620	39621 39630
40121 40130	40211 40220	40851 40860	40871 40880
40901 40910	41701 41710	41891 41900	42031 42040
42141 42150	42251 42260	42701 42710	42741 42750
43261 43270	43351 43360	43371 43380	43761 43770
44581 44590	44881 44890	44981 44990	45041 45050
45221 45230	45241 45250	45421 45430	45571 45580
45591 45600	46391 46400	46811 46820	46901 46910

Le payement de ces obligations, portant le coupon nº 28 du 1er décembre 1895, ainsi que le paiement du coupon du 1er juin 1895 nº 27, se fera à partir du 1er juin 1895.

En Roumanie, à la caisse centrale à Bucarest et aux caisses générales dans les districts;

A Berlin, aux maisons de banque Disconto-Gesellschaft et S. Bleichroder et fils:

A Paris, à la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Tableau des numéros des obligations d'Etat 5 % C. F. R. (conversion Schuldverschreibungen), sorties aux tirages qui ont lieu à partir du 15 Février (1 Mars) 1882, jusqu'au 20 Aout (1 Septembre) 1894 inclusieement, et non présentés au remboursement jusqu'au 17 Février (s Mars) 1895.

Obligations à 500 francs

47269 j	47285 g	47408 h	47555 j	47582 j	47585 j
47586 j	47587 j	47588 j	47589 j	47602 j	47603 j
47782 i	47784 i	47809 g	48042 j	48044 j	48045 j
48046 j	48047 j	48048 j	48245 j	48249 j	48444 i
48470 h	48671 i	48678 i	48736 j	48832 j	48833 j
80053 i	80176 j	80265 j	80270 i	80277 j	80301 g
80318 i	80350 i	80501 h	80557 i	80563 i	80715 j
80773 j	80855 j	80923 i	81060 e	81071 i	81522 i
81550 j	81795 e	81799 j	81954 j	81963 i	81992 i
82087 j	82177 j	82205 h	82264 j	82480 j	82742 i
82901 h	82905 j	82961 i	82966 j	83157 i	83282 i
83470 i	83473 i	83489 j	83635 e	83650 j	83661 h
83701 j	83885 j	83967 j	84045 i	84155 i	84160 j
84167 i	84316 j	84371 i	84372 j	84374 i	84404 j
84507 i	84539 j	84544 j	84909 j	84938 g	85042 j
85073 j	85127 f	85154 j	85176 i	85216 i	85258 j
85336 j	85337 i	85495 i	85510 f	85580 j	85698 j
85800 j	85914 i	85934 i	85945 i	86124 j	86167 j
86200 i	86398 f	86429 j	86470 j	86620 h	86654 j
86812 a	86899 i	86943 h	86957 i	86981 j	87137 j
87204 j	87297 j	87306 i	87308 j	87398 a	87728 e
88029 j	88137 j	88268 i	88302 i	88339 i	88390 j
88545 j	88612 i	88756 j	88930 i	88955 i	89082 i
89084 i	89227 i	89267 i	89336 f	89409 j	89461 d
89764 j	90132 h	90182 d	90210 j	90226 g	90476 b
90509 h	90530 j	90541 g	90651 i	90694 i	90711 j
91182 j	91209 b	91225 j	91359 b	91388 j	91537 j
91639 j	91642 j	91746 h	91783 j	92215 g	92297 j
92349 j	92354 j	92671 i	92733 f	92857 i	92861 j
93084 j	93117 i	93315 i	93337 j	93407 j	93512 h
93528 h	93657 h	93680 j	93710 g	93810 j	93959 j
94274 j	94445 h	94524 j	94668 j	94744 j	94979 i
95016 i	95024 i	95286 j	95293 i	95687 i	95747 i

Obligations à 2.500 francs

50576 à 50580 j	50586 à 50590 h	50776 à 50780 j
51836 à 51840 j	52476 à 52480 j	52941 à 52945 j
53751 à 53755 i	54156 à 54160 c	54321 à 54325 j
54391 à 54395 i	54691 à 54695 j	55071 à 55075 j
55531 à 55535 i	56351 à 56355 j	56681 à 56685 h
56771 à 56775 j	57516 à 57520 j	59016 à 59020 j
59216 à 79220 j	60541 à 60545 j	60811 à 60815 j
60921 à 60925 j	61271 à 61275 j	62271 à 62275 h
62846 à 62850 j	64276 à 64280 j	64541 à 64545 i
65071 à 65075 i	65391 à 65395 j	65566 à 65570 i
66826 à 66830 j	67146 à 67150 j	67251 à 67255 j
67291 à 67295 i	68851 à 68855 j	69201 à 69205 j
69241 à 69245 g	70036 à 70040 i	74446 à 74450 g
75606 à 75610 j	75786 à 75790 j	75871 à 75875 j
77116 à 77120 i	77186 à 77190 j	78656 à 78660 b

Obligations à 5.000 francs

3681 à 3690 j	5191 à 5200 i	6071 à 6080 j
6371 à 6380 j	6571 à 6580 j	9301 à 9310 j
19831 à 19840 i	20191 à 20200 j	20711 à 20720 j
21311 à 21320 j	21471 à 21480 i	21661 à 21670 j
22091 à 22100 j	30361 à 30370 i	32731 à 32740 j
36101 à 36110 j	37561 à 37570 h	38661 à 38670 j
43141 à 43150 j	43201 à 43210 i	45381 à 45390 j
45771 à 45780 j	46431 à 46440 i	46671 à 46780 i

Date du tirage		Date du tirage	
a	Mars 1882	*f*	Septembre 1892
b	Septembre 1882	*g*	Mars 1893
c	Mars 1885	*h*	Septembre 1893
d	Septembre 1890	*i*	Mars 1894
e	Mars 1892	*j*	Septembre 1894

858

COMPAGNIE GÉNÉRALE

DE CHEMINS DE FER BRESILIENS

Société Anonyme — Capital : 10.000.000 de francs

Messieurs les porteurs des Bons 6 0/0 qui n'ont pas usé du droit qui leur a été réservé de convertir leurs titres contre les Obligations 4 1/2 0/0 émises le 28 mars 1895, sont informés que leurs Bons 6 0/0 seront remboursés à partir du 13 avril 1895.

Ils recevront :

1° En capital	Fr.	500 »
2° En intérêts	Fr.	6 »
Ensemble	Fr.	506 »

Le paiement sera fait :

En France :

A la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial, 66, rue de la Victoire, à Paris ;

A la Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie, 54, rue de Provence, à Paris ;

A la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, à Paris ;

et dans leurs Agences succursales à Paris et en province.

En Belgique :

A la Succursale de la Banque de Paris et des Pays-Bas, à Bruxelles ;

et à la Caisse Générale de Reports et de Dépôts, 12, Marché au Bois, à Bruxelles.

Les Bons 6 0/0 cesseront de porter intérêt à partir du 13 avril 1895.

859

CHEMINS DE FER

DU SUD DE LA FRANCE

Le coupon n° 15 des obligations sera mis en paiement à partir du 15 avril courant, à raison de :

Titres au porteur : 6 fr. 81 (impôts déduits) ;

Titres nominatifs : 7 fr. 20 (impôts déduits).

A Paris, à la Société de Crédit Industriel et Commercial, 66, rue de la Victoire ;

A la Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts, 50, rue de la Chaussée-d'Antin ;

A la Société Générale pour favoriser le développement de l'Industrie en France, 54, rue de Provence ;

A Marseille, à la Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts, 63, rue de Paradis.

860

BANQUE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

Société anonyme au capital de 6.000.000 de fr

Siège social : 8, rue Auber, Paris.

MM. les actionnaires de la Banque Commerciale et Industrielle sont convoqués en assemblée générale ordinaire, conformément aux dispositions de l'article 40 des statuts, pour le mercredi 24 avril 1895, à trois heures et demie de relevée, au siège social, 8, rue Auber, Paris.

ORDRE DU JOUR.

Lecture des rapports du Conseil d'administration et des commissaires ; approbation des comptes et fixation du dividende de l'exercice 1894 ;

Renouvellement des pouvoirs d'un membre du Conseil d'administration sortant, ou à défaut, nomination d'un administrateur ;

Nomination des commissaires.

NOTA. — Pour assister à cette assemblée, il faut être propriétaire de quinze actions au moins, déposées dans les caisses de la Banque Commerciale et Industrie le, dans les cinq jours de la présente insertion, soit au plus tard le 6 avril 1895.

861

CHEMINS DE FER DE PARIS A ORLEANS

Dans sa séance du 29 Mars, l'Assemblée générale des Actionnaires a fixé à 58 fr. 50 par action le revenu de 1894.

Un acompte de 20 francs ayant été réparti au mois d'Octobre dernier, le solde 38 fr. 50, sera payé à partir du 1er Avril, à la Caisse du Service central 8, rue de Londres.

Ce paiement sera réduit, à raison de l'impôt de 4 °/o sur le revenu édicté par la loi de finances du 26 Décembre 1890, de 1 fr. 54 par action, quelle qu'en soit la nature.

Il sera, retenu, en outre, en vertu de la loi du 29 juin 1872, pour l'impôt de transmission, 1 fr. 57 pour chaque action au porteur.

Par suite, il reste net à payer :

Par action nominative	36 fr. 96
Par action au porteur	35 fr. 39

Paris, le 29 mars 1895.

Le Directeur de la Compagnie,
HEURTEAU.

862

COMPie DES TABACS DE PORTUGAL

VENTES du 4e Exercice (1er Avril 1894)

	Kilogr.	Reis
Ventes de mars 1895 (y compris la recette provenant des droits d'importation directe)	170.340	674 : 281.235
Ventes des mois précédents	1.747.369	6.916 411.937
	1.917.709	7.590 : 693.172

863

COMPAGNIE FRANÇAISE
DES CHEMINS DE FER DE LA
PROVINCE DE SANTA-FÉ

Recettes brutes pendant le mois de février 1895 du réseau exploité par la Compagnie (1.365 km.) : 415.181 Fr. (ou $ m/n 293.000) contre 411 720 Fr. (ou $ m/n 292.000) en février 1894.

864

CHEMIN DE FER D'ORLEANS

Fêtes de Pâques 1895. — Extension de la durée de validité des Billets d'Aller et Retour. — A l'occasion des Fêtes de Pâques, la Compagnie d'Orléans rendra valables jusqu'au Jeudi 25 avril inclus, les coupons de retour des Billets d'Aller et Retour à prix réduits, qui seront délivrés pendant la période du Lundi 8 avril au Mercredi 24 avril inclus, aux conditions de son Tarif spécial G. V. n° 2.

Ces billets conserveront la durée de validité déterminée par le Tarif précité, lorsqu'elle expirera après le 25 avril.

865

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE EN FRANCE

	Bilans aux 31 janv. 1895	Bilans aux 28 fév. 1895
Actif	—	—
Caisse et Banque	29.197.642 98	31.261.579 39
Portefeuille	122 911.501 98	147.857.389 80
Effets à l'encaissement	17.341.582 76	
Reports	30.087.086 12	26.439 360 13
Coupons à encaisser	2.293.675 53	1.530.881 90
Rentes et actions, bons et obligations	49.222.371 20	46.362.279 11
Avances sur garanties	77.532.236 90	76.579.552 03
Participations industrielles et commerciales	3.844.282 73	3.843.954 98
Participations financières	63.951 444 62	65.041.243 29
Immeubles de la Société	4.187.010 76	4.187.010 76
Comptes de banque à l'étranger et comptes courants divers	96.209.736 11	93.718.304 44
Appels différés sur actions	60.000.000 »	60.000.000 »
Intérêts sur actions (coupon au 1er octobre 1893)	1.500.000 »	1.500.000 »
	558.308.571 69	558.321.555 83
Passif		
Capital	120.000.000 »	120.000.000 »
Réserve statutaire	7.726.253 07	7.726.253 07
Réserve spéciale	6.000.000 »	6.000.000 »
Comptes de chèques	164.785.101 06	161.662.009 20
Dépôts à échéances fixes	93.564.200 »	93.394.400 »
Comptes à disponibilité	2.032.000 77	1.756.004 05
Effets à payer	43.156.818 89	42 416.600 87
Comptes de Banque à l'étranger et comptes courants divers	116.972.495 94	121.607.065 56
Interets et dividendes	147.576 »	133.111 »
Solde du dernier exercice	35.684 57	35.684 57
Profits et pertes (frais généraux déduits) 1894	3.651.757 50	3.068.554 21
Exercice 1895	306.656 89	611.873 27
	558.308.571 69	558.321.555 83
Effets en circulation avec l'endos de la Société	25.515.284 81	17.777.373 31

Certifié conforme aux écritures :

Le directeur,
BURON.

866

BANQUE IMPÉRIALE OTTOMANE

Bilan au 31 décembre 1894

ACTIF

	F.. c.
Actions. — Versements non appelés	125.000.000 »
Caisse :	
A Constantinople	30.842.081 15
Dans les succursales	15.518.018 40
Fonds d'États Anglais, Français, Allemands	34.366.514 40
Autres valeurs acquises	90.704.873 40
Effets en portefeuille	41.922.644 55
Comptes courants du Trésor Impérial	33.973.192 75
Comptes courants divers	112.391.443 20
Avances sur valeurs publiques et marchandises	123.019.918 65
Immeubles et mobilier	2.765.984 80
Divers	1.137.605 70
Fr.	611.642.880 »

PASSIF

Capital	250.000.000 »
Billets de Banque	20.969.931 90
Effets à payer	70.541.636 10
Comptes courants divers	160.396.535 70
Comptes courants spéciaux	44.727.122 70
Réserve statutaire	12.006.398 60
Dépôts à échéances fixes	35.679.905 »
Dividendes à payer	3.886 391 90
Divers	13.434.958 10
Fr.	611.642.880 »

L'adjoint Directeur. Gust. WULFING.

Le Directeur général, L. LA FUENTE.

867

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 170. — 7e volume. (15) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 13 Avril 1895.

COMPAGNIE PARISIENNE

D'ÉCLAIRAGE et de CHAUFFAGE par le GAZ

Assemblée générale annuelle du 28 mars 1895

Extrait du Rapport du Conseil d'Administration

MESSIEURS,

Conformément à l'article 22 des statuts, nous venons vous faire connaître la situation de notre Compagnie au 31 décembre 1894, soumettre à votre approbation les comptes de l'exercice écoulé et vous proposer de fixer le chiffre du dividende.

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR L'ENSEMBLE DE NOTRE INDUSTRIE

CONSOMMATION DU GAZ. — Le volume du gaz livré à la consommation en 1894, dans Paris et dans les 59 communes de la banlieue que nous éclairons, s'est élevé à 300.823.710 mètres cubes, inférieur de 2.673.140 mètres cubes au volume de gaz livré en 1893.

Cette diminution n'atteint pas la moitié de celle constatée en 1893; ce qui semble indiquer que la consommation ne tardera pas à reprendre une marche ascendante.

Il y a, à cela, plusieurs raisons :

Nous avons redoublé d'efforts pour l'usage des appareils de chauffage au gaz dans les grands établissements publics et particuliers, dans les appartements, dans les cuisines, dans les ateliers.

Les machines à gaz, dont les avantages paraissent de plus en plus appréciés, nous ont procuré un surcroît notable de consommation.

En outre, la mesure prise dès le 1er août dernier, d'accord avec la Ville de Paris, en vue d'exonérer des frais accessoires tous les abonnés occupant des appartements d'un loyer inférieur à 500 fr. (valeur réelle), est venue développer la consommation de cette catégorie d'abonnés.

Enfin, l'emploi de brûleurs perfectionnés de toute nature, becs Auer, lampes albo-carbon, appareils à récupération, se substituant à l'éclairage électrique dans beaucoup de magasins, a continué à nous ramener une partie des abonnés qui nous avaient abandonnés.

Sans doute, le remplacement des anciens becs par les becs Auer a pu occasionner chez les autres abonnés une diminution de consommation ; et c'est une des causes de la différence de 2.673.140 mètres cubes signalée en commençant. Mais, d'une part, cette diminution, en réduisant la somme que chaque consommateur payait pour son éclairage, lui a procuré une économie qui nous a permis de le conserver. Et, d'autre part, la transformation des becs ordinaires qui doivent être remplacés par des becs Auer, commencée depuis deux ans, avance rapidement; on peut prévoir, dès maintenant, l'époque où elle sera complète.

A partir de ce moment, la consommation, due à la fois à nos abonnés ordinaires et aux petits abonnés appelés à bénéficier de la combinaison des abonnements sans frais, reprendra sa marche progressive.

L'augmentation constatée pendant le mois de janvier 1895 semble donner raison à ces prévisions. Après un arrêt causé par les froids exceptionnels du mois de février qui ont suspendu la marche d'un grand nombre de compteurs, le même progrès s'est manifesté de nouveau. Nous pouvons donc attendre, de l'année 1895, des résultats satisfaisants.

L'émission de jour qui est comptée depuis l'heure de l'extinction des lanternes publiques jusqu'à celle de leur allumage, n'a pas cessé d'augmenter.

Cette augmentation est constatée surtout entre sept heures et neuf heures du matin et entre onze heures et une heure de l'après-midi, c'est-à-dire aux heures des repas. Il faut voir, dans ce fait, l'influence des fourneaux de cuisine, prêtés gratuitement à tous nos abonnés. L'emploi du gaz pour cet usage s'est ainsi vulgarisé dans les petits ménages où il était, autrefois, pour ainsi dire inconnu.

L'émission de jour a atteint 87.427.108 mètres cubes, représentant 29 06 0/0 de la consommation totale : ce rapport n'avait été que de 28 71 0/0 en 1893.

RECETTES DE GAZ. — Les recettes de gaz ont été de 77.098 549 fr. 38 se répartissant ainsi qu'il suit :

Paris proprement dit	70.227.937 65
Banlieue, hors des fortifications	6.870.611 73
Total	77.098.549 38

Elles sont inférieures de 911.083 fr. 93 à celles de 1894, qui s'étaient élevées à 78.009.633 fr. 31.

ABONNÉS. — Le nombre des abonnés continue cependant à croître; il était de 259.883 au 31 décembre 1893, il a atteint le chiffre de 281.217 au 31 décembre 1894.

L'augmentation a donc été de 21.334, comprenant 4.027 abonnés ordinaires et 17.307 abonnés sans frais.

Le nombre des fourneaux de cuisine prêtés gratuitement s'est aussi notablement accru. De 151.594 au 31 décembre 1893 il est passé à 174.947 au 31 décembre 1894 : l'augmentation est donc de 23.353, chiffre supérieur de 1.919 à celui qui représente l'augmentation du nombre de nos abonnés.

Ce résultat montre bien que les fourneaux de la Compagnie se répandent de plus en plus, même chez les anciens abonnés qui n'en avaient pas fait usage jusqu'à présent.

ECLAIRAGE PUBLIC. — Le nombre des becs d'éclairage public, en service au 31 décembre 1894, était :

Dans Paris, de	73.763
Dans la banlieue, de	12.205
Total	85.968

Le nombre des appareils à récupération, installés au croisement des voies importantes, sur les places et dans les rues principales, n'a pas beaucoup augmenté cette année. La Ville de Paris a supprimé presque partout le modèle de 1.400 litres de la rue du Quatre-Septembre et l'a remplacé par les appareils de 430 et de 550 litres du type dit *Becs parisiens*.

Ces appareils sont au nombre de	2.589
Il n'y en avait, au 31 décembre 1893, que	2.399
L'augmentation est donc de	190
Chez les particuliers, on n'en compte plus que	1.881
au lieu de	2.337
existant l'année dernière.	
Différence en moins	356

Le nombre total des appareils à récupération a donc diminué de 166 : il s'élevait, le 31 décembre 1894, à 4.470, représentant 25.780 becs ordinaires de 140 litres.

CONDUITES MONTANTES. — *Abonnements sans frais.* — Le nombre des conduites montantes posées pendant l'année 1894 a été de 1.282.

Si ce nombre est inférieur à celui de l'année dernière, qui avait atteint 1.874, c'est qu'à partir du jour où nous avons appliqué la combinaison des abonnements sans frais, les appareilleurs ont porté tous leurs efforts sur l'installation des appartements dépendant des maisons déjà pourvues de conduites montantes, mais dont les branchements étaient restés improductifs.

Vous vous rappelez que ces abonnements comprenaient l'exonération de tous les frais accessoires. Ils sont consentis aux locataires dont les loyers à Paris sont inférieurs à 500 fr. (valeur réelle), et qui, pour ce motif, sont dispensés de toute contribution mobilière.

Nous vous avons dit, l'année dernière, que nous étions en instance de faire profiter de cette combinaison, non seulement les abonnés habituels des maisons où de nouvelles conduites montantes seraient établies, mais encore les abonnés installés dans des maisons déjà desservies par des conduites.

Par ce moyen, ajoutions-nous, il sera possible de mettre en valeur une grande partie des branchements inutilisés sur les conduites existantes.

Les négociations avec la Ville de Paris ont heureusement abouti.

Par une délibération en date du 13 juillet 1894, le Conseil municipal a autorisé M. le Préfet de la Seine à signer, avec la Compagnie, le projet de contrat annexé à cette délibération, projet devenu la convention du 31 juillet suivant, dont l'application a commencé dès le lendemain du 1er août 1894.

Nous en résumons les principales dispositions :

Exonération des frais accessoires, c'est-à-dire :

Des frais de location et d'entretien du branchement et du compteur;

Des frais d'entretien du robinet d'ordonnance ;

Des frais de timbre des polices d'abonnemeut, des demandes en autorisation à l'administration et des frais de ces autorisations;

Enfin, dispense du versement d'avance, 7 fr. par brûleur.

Ces avantages s'appliquent à tous les locataires dont le loyer est inférieur à 500 francs (valeur réelle), aux deux conditions :

1° Les locataires doivent s'engager à faire immédiatement usage du gaz au moyen d'une installation gratuite de deux becs dont un feurneau de cuisine, prêté par la Compagnie ; ce fourneau peut être remplacé par un moteur à gaz, propriété du locataire, ou par deux autres becs d'éclairage établis gratuitement;

2° Le propriétaire doit garantir le paiement du gaz consommé jusqu'à concurrence de 7 francs par brûleur, ce qui représente la consommation d'un mois.

Si la conduite montante n'existe pas encore, la Compagnie en établit une dès que quatre locataires au moins prennent l'engagement qui leur est demandé et quand le propriétaire, ayant approuvé les conditions techniques réglementaires d'établissement, consent à donner la garantie indiquée ci-dessus.

Lorsque le propriétaire ne juge pas à propos de consentir cette garantie, les lacataires ont la faculté de contracter directement avec la Compagnie, en versant préalablement 7 francs par brûleur, conformément aux conditions de la police d'abonnement.

L'application de cette convention a réalisé nos prévisions.

Au 31 décembre 1894, elle nous avait procuré en effet 17.307 nouveaux abonnés,

dont, sur conduites déjà construites	16.355
et sur nouvelles conduites	952
Total égal	17.307

Il existe, à Paris, 605.000 appartements d'une valeur locative inférieure à 500 francs, et nous ne comptions encore, au 1er août 1894, que 14.952 abonnés. Les 17.307 nouveaux abonnés qui sont venus s'y ajouter depuis ont porté ce nombre à 32.259, chiffre relativement faible auprès de celui que nous pouvons espérer atteindre.

Sans doute tous les locataires de ces 605.000 appartements ne s'éclaireront pas au gaz; néanmoins on est à même de le juger, en comparant ce chiffre au précédent, de l'importance de la nouvelle clientèle, qui peut venir se joindre aux 281.217 abonnés que nous comptions le 31 décembre 1894.

Les abonnements sans frais continuent d'ailleurs à augmenter et nous sommes heureux de pouvoir vous dire qu'en donnant satisfaction à une catégorie particulière de consommateurs jusqu'alors peu nombreuse, cette combinaison spéciale est pour les petits appareilleurs et pour leurs ouvriers, l'occasion de travaux faciles à exécuter et répartis sur un grand nombre d'intéressés.

Elle a donc été véritablement profitable à tous et le but que visaient le Conseil municipal et la Compagnie s'est ainsi trouvé atteint.

Quant aux conduites montantes que nous établissons dans les immeubles dont les appartements comportent des loyers égaux ou supérieurs à 500 fr., elles ont été posées, soit dans des maisons non habitées, avec engagements des propriétaires d'installer à leurs frais 9 becs, à raison de 3 becs au moins dans trois appartements; soit dans des maisons habitées, quand un certain nombre de locataires ont pris l'engagement de faire immédiatement usage du gaz.

Déduction faite de 32 conduites, supprimées par suite de la démolition des immeubles dans lesquels elles avaient été placées, il existait, au 31 décembre 1894, 37.650 conduites réparties dans 29.121 maisons

Le nombre des abonnés sur conduites montantes était à la même date, de 153.555, excédant de 20.087 celui des abonnés de la même catégorie, au 31 décembre 1893.

La proportion du nombre de ces abonnés, au nombre total des consommateurs, s'est élevée de 51 36 0/0, en 1893, à 54 60 0/0 en 1894.

Nous avons cherché, cette année, à favoriser l'extension de l'éclairage et du chauffage par le gaz, au moyen de primes analogues à celles que nous accordons pour l'installation des moteurs à gaz.

Ces primes, payables en trois annuités, quand la consommation réalisée chaque année dépasse un chiffre déterminé, sont applicables :

Soit à des appareils d'éclairage placés dans des conditions spéciales chez nos anciens abonnés;

Soit à des appareils de chauffage au gaz, installés en nombre suffisant dans des bâtiments d'administration ou dans des établissements industriels, des cercles, des hôtels, etc.;

Soit à des fourneaux de cuisine établis dans les grands restaurants, les cercles, etc.

Le montant des primes est calculé de manière à rembourser, en trois ans, les frais d'installation des nouveaux appareils d'éclairage et de chauffage.

Cette combinaison en est a son début; elle paraît appelée à donner de bons résultats et nous en suivrons attentivement l'application.

Puissance de Fabrication.— Aucune modification n'a été apportée en 1894 à la puissance de fabrication des usines. Elle reste largement suffisante pour répondre aux besoins probables de l'hiver prochain.

Canalisation. — Pendant l'année qui vient de s'écouler, notre réseau de conduites s'est accru de................................ 23.890 m. 55 ainsi répartis :

Ville de Paris......	10.055 m. 60	
Banlieue hors des fortifications..........	13.834 m. 95	
Total égal.....		23.890 m. 55

En sorte que la longueur totale des conduites de gaz placées sur la voie publique, au 31 décembre 1894, s'est trouvée portée à. 2.355.922 m. 73 se décomqosant comme suit :

Ville de Paris..	1.554.088 m. 22	
Banlieue. hors des fortifications .	801.903 m. 91	
Total égal....		2.355.922 m. 73

Traité avec la Commune de l'Hay. — Nous avons conclu avec la commune de l'Hay un traité pour la fourniture du gaz.

Cette convention ayant été approuvé par l'arrêté de M. le préfet de la Seine, en date du 20 décembre 1893, est entrée en vigueur dans les premiers mois de 1894.

Elle porte a 58 le nombre des communes que nous éclairons dans le département de la Seine et dans le département de Seine-et-Oise.

CHAPITRE II

COMPTES DE PREMIER ETABLISSEMENT

Les dépenses de premier établissement faites en 1894 ont été surtout motivées par la pose et la fourniture des branchements, compteurs et fourneaux qu'entraîne l'augmentation du nombre de nos ebonnés; ces dépenses comprennent aussi les frais de conversion des obligations 5 0/0, opération a laquelle nous consacrerons plus loin un article spécial.

Toutes les autres dépenses de premier établissement ont été réduites autant qu'il a été possible Le produit de la vente, en cours, des terrains provenant des anciennes usines des Ternes et de Belleville a compensé en partie l'ensemble de ces dépenses.

De telle sorte que les ressources disponibles, au 31 décembre étaient encore de.	6.900.617 49
inférieures seulement de..........	3.610.910 14
aux ressources existant au 31 décembre 1893. qui s'élevaient à.....	10.511.527 63

Terrains. — Nous avons acquis, dans le courant de l'année 1894, un certain nombre de terrains :

1° Immeubles et terrains à Saint-Denis, en bordure sur l'avenue de Paris, d'une surface de 7.100 mètres carrés..........................	72.000 »
2° Terrains au lieu-dit : Le Cornillon, a Saint-Denis, d'une surface totale de 4.301 mètres carrés.........	21.245 »
3° Terrains, rue de Tolbiac et avenue de Choisy, d'une surface de 3.952 mètres carrés	130.150 »

Ces parcelles, enclavées dans nos usines du Landy et d'Ivry, étaient nécessaires pour supprimer le morcellement de nos terrains ou pour agrandir la surface de nos usines.

La vente des terrains de l'ancienne usine des Ternes se poursuit dans de bonnes conditions.

Douze lots nous ont été achetés dans le courant de 1894 pour une somme de 1.866.674 fr. 50; leur surface était de 5.934 m. 57.

Le total des terrains vendus au 31 décembre 1894 représente ainsi une surface de 11.334 m. 92, ayant produit une somme de 3.814.730 fr. 55.

Si on déduit de cette somme celle de 946.667 fr. payée par la Ville de Paris, à raison de 300 fr. le mètre carré, pour l'élargissement de la rue de Courcelles, le prix du mètre carré ressort à 350 fr. 65.

Il restait à vendre, au 31 décembre, une surface de 31.412 m. c. 60.

Depuis le commencement de l'année 1895, nous avons conclu quelques ventes nouvelles, à des prix supérieurs à ceux que nous avions déjà obtenus pour des terrains de valeur comparable.

A Belleville, deux ventes et une cession de terrain à la Ville de Paris, par voie d'alignement, ont été consenties.

La surface de ces trois lots est de 427 m. c. 24, dont la vente représente une somme de 36.930 55.

En ajoutant ces lots à ceux qui ont été précédemment vendus, la surface totale des terrains provenant de l'ancienne usine de Belleville et qui ont été aliénés s'élève à 9.395 m. c. 32. Le produit ayant été de 808.401 fr. 73 le prix moyen du mètre carré s'élève à 86 fr. 05.

Il reste à vendre une surface de 1.864 m. c. 48.

Le bilan qui vous a été remis donne la répartition sommaire, par article, de toutes les dépenses de premier établissement.

Travaux dans les usines, ateliers et bureaux annexes de la Compagnie

Usine de la Villette........ Fr.	31.135 77
Usine d'Ivry	64.040 65
Usine de Saint-Mandé..........	17.714 58
Usine de Clichy................	66.656 81
Usine du Landy................	124.469 31
Ateliers du Landy..............	41.699 50
Nouveaux bureaux (rues Pétrelle et du Faubourg-Poissonnière)	321.503 21
Constructions diverses dans les usines et ateliers de la Compagnie.	96.044 72
A déduire la valeur des matériaux et appareils provenant des usines en liquidation.............	25.986 38
Reste en dépense...... pour les travaux exécutés, en 1894, dans les usines et autres établissements de la Compagnie.	727.378 77
Canalisation	579.666 20
Conduites montantes............	1.300.670 08
Branchements et Compteurs	1.951.904 41

Cette somme comprend notamment :

1° La valeur des branchements, robinets et compteurs installés et mis gratuitement à la disposition des abonnés appelés à bénéficier de la combinaison des abonnements sans frais ;

2° La valeur des fourneaux de cuisine, prêtés gratuitement à tous nos abonnés.

Ce matériel reste notre propriété et continue à faire partie de notre actif mobilier.

Matériel et Outillage............	83.676 66
Matériel affecté aux charrois ...	12.833 25
Frais d'établissement. — Dépenses immobilisées, frais divers etc.	544.325 48

Ces dépenses, plus élevées que d'habitude, comprenennt les frais occasionnés par la conversion des obligations 5 0/0 en obligations 4 0/0. Dans ces frais, l'impot payé à l'État sur la prime d'amortissement figure, à lui seul, pour une somme de 370.278 fr. 49.

Total	5.210.354 75

Le total des dépenses de premies établissement s'était élevé, en 1893, à 4.988.704 fr. 91.

Il y a donc, en 1894, une légère augmentation de 221.649 fr. 84 qu'expliquent les frais exceptionnels qui viennent d'être indiqués.

Les autres dépenses, celles des usines en particulier, sont en diminution sensible.

Si, du total ci-dessus...........	5.216.354 75
on déduit pour la valeur des immeubles réalisés par la Compagnie et à porter au crédit du compte immeubles acquis...............	1.599.444 61
Il reste à ajouter	3.610.910 14

au total des dépenses de premier établissement déjà imputées sur les exercices antérieurs.

Ce chiffre est inférieur de 206.852 fr. 83 à celui qui figure aux comptes de 1893.

868 *(A SUIVRE.)*

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Société anonyme au capital de 75 millions de francs entièrement versés

Siège social : 14, rue Bergère

Assemblée générale annuelle ordinaire

MM. les Actionnaires du Comptoir National d'Escompte de Paris sont convoqués en Assemblée générale annuelle ordinaire, le 25 avril 1895, à trois heures et demie de relevée, au Siège social, rue Bergère, n° 14.

Ordre du jour :

Rapports du Conseil d'Administration, de la Commission de Contrôle et des Commissaires des comptes ;
Approbation des comptes ;
Fixation du dividende ;
Nomination d'Administrateurs;
Nomination d'un membre de la Commission de Contrôle;
Nomination des Commissaires.

L'Assemblée générale se compose de tous les Actionnaires propriétaires de 10 actions au moins, qui se trouvent dans les conditions prévues par l'article 29 des statuts.

869

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Société anonyme au capital de 75 millions de francs entièrement versés

Siège social : 14, rue Bergère

Assemblée générale extraordinaire

MM. les Actionnaires du Comptoir National d'Escompte de Paris sont convoqués en Assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire, le 25 avril 1895, au Siège social, rue Bergère, n° 14.

Ordre du jour :

Augmentation du capital de 75.000.000 à 100.000.000 de francs ;
Modifications aux statuts.

L'Assemblée générale extraordinaire se compose de tous les Actionnaires propriétaires de 10 actions au moins, qui se trouvent dans les conditions prévues par l'article 29 des statuts.

870

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Vu l'importance des questions à l'ordre du jour de l'assemblée générale du Comptoir National d'Escompte de Paris, convoquée pour le 25 avril, nous rappelons aux porteurs d'actions que le dépôt de leurs titres devra être effectué au plus tard le 13 du présent mois.

Ajoutons que cette assemblée ne pourra valablement délibérer que si la moitié des actions s'y trouve représentée.

871

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	RENTES A PAYER		RENTES FRANÇAISES	DIVIDENDE ou INTÉRÊT distribué en 1890	1891	1892	1893	1894	Cours de comp. comm. juillet 1891	1892	1893	1894	Cours de clôture des 5 dernières sem. 15 mars	22 mars	29 mars	5 avril	12 avr.
Millions	Francs																
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	103 55	102 92	102 70	103 10	102 90
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable.....	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	101 65	101 85	101 55	101 65	101 22
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	108 05	108 10	108 »	108 50	108 47
25978	813.313.406																
395.286 obl. de 500 f			Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	503 »	503 25	504 »	500 »	501 »
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3685 »	3710 »	3700 »	3680 »	3840 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	755 »	753 75	753 75	753 75	781 25
50.000	500	250	Banq. Transatlantique.	15 »	25 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	» »	411 »	411 »	410 »	» »
30.000	500	500	Compagnie Algérienne.	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	535 »	535 »	535 »	532 »	560 »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	592 50	610 »	595 »	595 »	618 75
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	33 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	906 25	900 »	907 50	917 50	918 75
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	562 50	562 50	570 »	567 »	562 »
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	830 »	822 50	817 50	828 75	825 »
240.000	500	250	Société Générale, nom..	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	498 »	498 75	496 25	491 25	491 »
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	297 50	» »	298 »	» »	293 50
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	232 50	540 »	535 »	537 »	545 »
70.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	416 25	412 50	414 «	» »	130 »
40.000	500	500	Banque de l'Algérie....	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	792 »	800 »	792 »	805 »	810 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	710 »	715 »	707 50	700 »	715 »
50.000	500	500	Est-Algérien............	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	610 »	620 »	620 »	617 50	623 »
584.000	500	500	Est.....................	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	962 50	972 »	970 »	973 »	972 »
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr...	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1500 »	1515 »	1502 50	1520 »	1527 50
250.000	500	500	Midi....................	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1320 »	1335 »	1321 25	1320 »	1330 »
525.000	400	400	Nord....................	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1827 50	1842 50	1825 »	1820 »	1830 »
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1617 50	1625 »	1620 »	1590 »	1600 »
300.000	500	500	Ouest...................	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1115 »	1112 »	1100 »	1085 »	1100 »
40.000	500	500	Sud de la France........	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	290 »	290 »	291 25	292 50	297 50
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris.....	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	569 50	570 »	570 50	571 50	585 »
336.000	500	500	Ce Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1135 »	1112 50	1125 »	1080 »	1085 »
80.000	250	250	Ce Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	330 »	339 »	328 75	340 »	355 »
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	590 »	590 »	600 »	645 »	630 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1065 »	1070 »	1070 »	1060 »	1080 »
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	570 »	573 »	572 50	570 »	571 »
50.000	500	500	Ce française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	230 »	235 »	230 »	222 »	257 50
600.000	500	500	Canal de Panama.......	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	9 »	9 »	8 75	10 25	9 25
223.398	500	500	Canal de Suez..........	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3363 75	3387 50	3372 50	3435 »	3437 50
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	620 »	637 50	631 25	650 »	617 50
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	105 »	103 75	101 25	100 »	100 »
50.000	500	500	Téléphones.............	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	310 »	310 »	307 50	305 »	302 50
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	200fl	200fl	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	612 50	626 25	597 50	595 »	600 »
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane....	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	727 50	731 25	727 50	725 »	722 50
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche...	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1398 75	1427 50	1452 50	1470 »	1442 50
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien.....	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	463 75	463 75	463 50	463 75	465 »
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	75 »	72 50	72 50	68 75	65 »
48.000	500	500	Gaz de Madrid..........	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	173 »	170 »	172 50	» »	165 »
60.000	500	500	Chemins Andalous.....	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	187 50	180 »	180 »	175 »	180 »
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois..	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	857 50	900 »	931 25	936 25	946 25
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	255 »	257 50	256 25	257 50	257 50
420.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 «	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	623 75	636 75	628 75	632 50	627 50
350.000	500	500	Nord de l'Espagne......	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	116 25	115 »	106 25	103 25	110 »
70.000	500	500	Portugais..............	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	» »	» »	» »	43 50	45 »
356.000	500	500	Saragosse (Madrid à)...	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	167 50	166 25	152 50	155 »	156 25
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'amt		FONDS D'ÉTATS ÉTRANGERS														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0 ...	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	105 20	105 20	105 30	105 45	105 15
			Autriche 4 0/0 or.......	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	104 40	104 45	104 10	102 70	102 75
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888...	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	82 75	83 50	82 75	80 »	81 »
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	78 30	79 50	78 75	76 40	76 70
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	105 50	106 10	106 50	106 45	106 95
3.047.912	1941		— (Unifiée).........	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	105 60	105 60	105 90	105 70	105 90
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2).	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	167 50	93 »	96 »	101 60	101 65	105 70	104 25	104 75	105 25
	1936		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	78 95	78 60	74 95	73 05	74 20
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886........	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	502 50	499 »	476 »	470 »	470 »
341.000	1921		— 5 0/0 1890........	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	460 »	459 50	436 »	432 »	432 »
240.000	1962		Hellénique 5 0/0 1881..	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	156 »	162 »	» »	» »	160 »
270.000			— 4 0/0 1887..	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	» »	» »	» »	168 50	» »
592.000.000fl			Hongrie 4 0/0 or........	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	103 50	102 60	102 65	104 10	103 50
142.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)...	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	83 65	89 25	88 55	88 52	88 90
	1926		Portugal 3 0/0..........	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	26 50	26 »	25 85	25 60	25 75
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	468 75	468 75	466 25	453 75	457 50
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875...	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	104 »	104 »	104 »	105 »	100 50
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	99 75	99 70	99 40	100 »	99 75
150.000.000r	1960		Russie 4 0/0 1880........	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	102 50	102 65	102 60	102 80	102 90
1941.992.000	1970		— 4 0/0 Consolidé..	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	102 95	103 »	102 90	102 »	102 05
500.000.000	1974		— 3 0/0 1891 or....	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	94 90	94 85	94 80	94 25	93 85
100.000.000r	1976		— 3 1/2 0/0 1894...	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	98 80	98 80	98 60	98 70	98 70
52.870	1949		Serbie 5 0/0 1890.......	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	73 »	73 50	75 «	72 60	73 »
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	27 30	27 05	26 75	26 50	26 50
227.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	478 75	478 25	463 75	471 25	476 25
391.362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0.	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	490 »	492 50	485 »	486 25	487 50
295.454			Douanes Ottom. 5 0/0..	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	511 »	513 75	508 75	512 50	511 25
40.000.000	1958		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	481 25	481 25	470 »	476 25	476 50

VICTOR GOLD MINING COMPANY

MM. les actionnaires sont informés que le dividende mensuel correspondant au mois de mars dernier a été fixé à 2 0/0, soit à 0 fr. 50 centimes par titre.

Ce dividende sera payé à partir du **16 avril** courant aux caisses du **Crédit Lyonnais**, à Paris, et dans toutes ses agences de province, contre remise du coupon n° 24.

872

COMPAGNIE DES

AGENTS DE CHANGE DE PARIS

Chambre syndicale: rue Ménars, 6

ANNUAIRE 1895

des Valeurs admises à la Cote officielle de la Bourse de Paris

La Chambre syndicale des Agents de Change de Paris mettra en vente, à partir du 15 avril 1895, son Annuaire pour 1895 des valeurs admises à la Cote officielle.

Ce volume relié, de plus de 2.000 pages, contient les renseignements les plus complets sur chaque valeur, d'après les documents officiels, tels que:

Dates des lois autorisant les emprunts, Conditions et montant des emprunts; — Dates des lois de concessions et indication des réseaux des chemins de fer; — Carte du réseau des principales grandes Compagnies de chemins de fer; — Dates de la constitution des Sociétés et de leurs modifications. Objet, Durée, Siège social; — Nombre des titres en circulation (Actions et Obligations); — Dates des tirages et des remboursements; — Lieux et dates du paiement des coupons: — Description littérale des titres: — Noms des administrateurs; — Montant des répartitions par exercice social depuis la fondation; — Cours moyens par année, etc., etc.

Cet ouvrage, dont l'utilité s'est affirmée par le succès des onze éditions précédentes (1880, 1881-1882, 1883, 1884-1885, 1886-1887, 1888-1889, 1890, 1891, 1892, 1893 et 1894), est indispensable à tous ceux qui s'occupent de valeurs mobilières à un titre quelconque, soit comme intermédiaires, soit pour leur propre compte.

Prix:

Paris (à la Chambre syndicale, rue Ménars, 6), 12 francs, franco.

Départements, 14 francs, franco.

Etranger, 15 francs, franco.

Paris, le 8 avril 1895.

873

COMITÉ DU NORD DE L'ESPAGNE

L'encaissement des coupons du Nord de l'Espagne par la maison **Lehideux et Cie** a reçu l'approbation des obligataires.

Le Comité de défense ne saurait pourtant engager les porteurs, qui n'y seraient pas contraints, à encaisser leurs coupons, et il continue à recevoir et à centraliser à son siège, **3, rue de Grammont**, les adhésions qui lui parviennent en grand nombre.

874

COMPAGNIE FRANÇAISE DES

CHEMINS DE FER ARGENTINS

AVIS AUX OBLIGATAIRES

Conformément à l'article 6 du concordat, la Compagnie n'acceptera plus, après le 10 mai 1895, aucune demande d'échange d'obligations anciennes contre des obligations créées en conformité de l'article 5 du concordat.

Passé ce délai, les obligataires qui n'auront pas échangé n'auront plus droit qu'au dividende fixe stipulé à l'article 2 du concordat.

Le Conseil d'administration.

875

COMPAGNIE GÉNÉRALE FRANÇAISE

DE TRAMWAYS

Société anonyme au capital de 10.200.000 francs

MM. les Actionnaires sont convoqués en Assemblée générale ordinaire pour le lundi 29 avril 1895, à trois heures et demie de relevée, au Siège social, 60, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris, à l'effet d'entendre le rapport du Conseil d'Administration sur les comptes de l'exercice 1894, les approuver s'il y a lieu, nommer deux Commissaires des comptes pour l'exercice 1895.

Tout porteur de dix actions a le droit d'y assister ou de s'y faire représenter en déposant ses titres jusqu'au lundi 22 avril inclusivement au Siège de la Compagnie et aux établissements de crédit suivants:

Comptoir National d'Escompte de Paris;

Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France;

Société Générale de Crédit Industriel et Commercial, où il est délivré des cartes d'admission et des pouvoirs. (Art. 25 des statuts.)

Il est rappelé qu'aux termes de l'article 27 de la loi du 1er août 1893, MM. les Actionnaires possédant un nombre d'actions inférieur à 10, peuvent se réunir pour former ce nombre et se faire représenter par l'un d'eux.

Le Conseil d'Administration.

876

BANQUE RUSSE POUR LE COMMERCE ÉTRANGER

L'assemblée générale ordinaire de la Banque Russe pour le Commerce étranger, qui a eu lieu le 5 avril, a approuvé le rapport présenté par la Direction et a voté la distribution, pour l'exercice 1894, d'un dividende de 9 3/5 0/0, soit 24 roubles par action. Ce dividende a été mis en paiement, depuis le 8 courant, à Paris, à l'Agence de la Banque, 31, rue du Quatre-Septembre, au cours du jour, et contre remise des deux coupons n° 23 afférents à cet exercice.

877

COMPAGNIE DES

ENTREPOTS ET MAGASINS GÉNÉRAUX DE PARIS

Société anonyme au capital de 30 millions de francs

Messieurs les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire conformément à l'article 13 des statuts pour le vendredi 26 avril 1895, à trois heures de l'après-midi, salle Lemardelay, rue Richelieu, 100, à Paris.

Ils auront, en outre, à statuer extraordinairement sur les mesures à prendre pour la transformation des cautionnements fournis à l'Etat.

L'assemblée se compose de tous les actionnaires, propriétaires de vingt actions au moins, qui auront fait le dépôt de leurs titres dans la caisse de la Compagnie.

Les dépôts seront reçus jusqu'au 21 avril 1895, à l'administration centrale, rue Croix-des-Petits-Champs, 11, où il sera remis aux déposants des cartes d'admission nominatives et personnelles.

878

COMPAGNIE

DES LITS MILITAIRES

Société anonyme

Capital: 5 millions de francs

Le mercredi, 17 courant, à deux heures et demie, il sera procédé, en séance publique, au siège social, 18, boulevard des Capucines, à Paris, au tirage de 819 obligations.

879

ADJUDICATIONS

TRIEL Ligne de Paris-Argenteuil-Mantes, 4[...] minutes de Paris par express. Adjudica[tion] le 28 avril 1895, à deux heures, en l'étude d[e] Me Bonnet, notaire, à Triel, de 2 terrains à cons[truire], à Triel, hameau des Baigneux, entre l[a] Grande-Rue et la Seine. Vue magnifique, 1.700 m[...] et 3 800 m. Mises à prix: 1 fr. 50 et 2 fr. le mètre. Facilité de paiement.

880

Fonds de VINS liqueurs, 2, boul. de Clichy, à adj[...] Etude Me **GALIN**, not., 50, rue d[e] la Boëtie, 24 avril 1895, 2 h., m. à p. (matér. compr[...] 21.450 fr. Loy. d'av. 4.500 fr., march. à dires d'exp. consign. 6.000 francs.

881

COMPAGNIE DES

CHEMINS DE FER ANDALOUS

Le coupon n° 30 des obligations 3 0/0 1re séri[e] de la Compagnie, échéant le 1er mai 1895, sera pay[é] à partir de cette date, savoir:

A raison de 7 fr. 20, net d'impôt,

A Paris,

A la caisse de la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin.

A Bruxelles et à Genève,

A la caisse de la succursale de la Banque de Pari[s] et des Pays-Bas.

Et à raison de 7 pesetas 50, sous déduction des impôts.

A Madrid,

A la caisse de l'Agence du Crédit Lyonnais.

A Barcelone,

A la caisse du Credito Mercantil.

A partir de la même date et aux mêmes caisses il sera procédé au remboursement des obligation[s] 3 0/0 1re série des Chemins de fer Andalous sortie[s] au tirage du 10 décembre 1894 et dont la liste a ét[é] communiquée dans le *Journal officiel* du 2[...] décembre suivant.

882

COMPAGNIE DES

CHEMINS DE FER DU SUD DE LA FRANCE

L'assemblée générale annuelle des actionnaire[s] est convoquée, pour le mardi 30 avril 1895, à di[x] heures du matin, salle Kriegelstein, rue Charras, 4.

Ordre du jour:

1° Rapport du Conseil d'administration;

2° Rapport des commissaires des comptes;

3° Approbation des comptes et fixation du dividende de l'exercice 1894;

4° Nomination d'administrateurs;

5° Nomination de commissaires.

Pour avoir le droit d'assister à cette réunion, MM. les actionnaires porteurs de dix actions au moins devront avoir déposé leurs titres au plus tard le 14 avril courant:

A Paris:

Au Crédit Industriel et Commercial, 66, rue de la Victoire:

A la Société Marseillaise, 50, rue de la Chaussée-d'Antin;

A la Société Générale, 54, rue de Provence;

Au Comptoir National d'Escompte, 14, rue Bergère;

A Marseille:

A la Société Marseillaise, 63, rue Paradis.

883

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

19, rue des Capucines, Paris

Capital: **170.500.000** francs

Comptes courants avec chèques; Encaissement des coupons; Dépôts de titres; Ordres de Bourse; Prêts sur dépôts de titres; Prêts hypothécaires à long terme avec amortissement; Prêts hypothécaires à court terme et sans amortissement; Prêts communaux.

884

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 171. — 7e volume. (16) ‖ BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS ‖ Samedi 20 Avril 1895.

COMPAGNIE PARISIENNE

D'ÉCLAIRAGE et de CHAUFFAGE par le GAZ

Assemblée générale annuelle du 28 mars 1895

Extrait du Rapport du Conseil d'Administration (1)

— SUITE —

CHAPITRE III

COMPTES D'EXPLOITATION

Le détail donné ci-après des dépenses et des recettes de l'exploitation est la reproduction textuelle de celui qui se trouve au verso du bilan.

Nous nous bornerons à vous en indiquer les résultats principaux :

Dépenses

1° Fabrication, — Matières . Fr.	24.472.906 84
2° Service des Usines	8.205.620 07
3° Service de l'éclairage et de la Canalisation	3.873.526 83
4° Administration centrale	25.229.325 86
5° Charges municipales	6.584.981 33
6° Charges envers l'Etat	1.124.683 25
Total des dépenses de l'Exploitation	69.491.225 18

Produits

Produits de la vente du gaz. Fr.	77.098.549 38
Gaz restant en magasin au 31 décembre 1894	49.630 »
Coke	12.070.754 50
Goudrons	1.920.305 02
Eaux ammoniaoales	1.847.779 71
Location de compteurs, de branchements et entretien des robinets.	3.408.950 64
Briqueterie	64.459 49
Intérêts et escompte	805.048 33
Total des produits de l'Exploitation	97.265.447 07

En retranchant de ces produits le total des dépenses indiquées plus haut, la différence représente les bénéfices de l'année 1894, qui sont ainsi de ... 27.774.251 89

A ajouter le solde de la liquidation de 1893	224.164 47
Total	27.998.416 36
Si on réserve pour liquider les dépenses qui n'ont pas été soldées au 31 décembre 1894	298.416 36
Il reste à répartir	27.700.000 »
Conformément au traité, nous prélevons	11.200.000 »
La différence est de	16.500.000 »
Dont la moitié, soit	8.250.000 »

doit être versée, à titre de redevance, dans les caisses de la Ville de Paris.

En conséquence la somme revenant aux actionnaires se composera :

1° Du prélèvement ci-dessus	14.200.000 »
2° De la moitié des bénéfices partagés	8.250.000 »
3° De la somme de 50.000 fr., portée au crédit des actionnaires et provenant du règlement avec la Ville de Paris, de l'emprunt de 1872, en conformité du vote de l'assemblée générale du 23 mars 1875	50.000 »
4° Du solde des bénéfices de 1893 non distribué au mois d'avril 1894 et reporté au crédit des actionnaires	71.683 60
Total	19.571.683 60

A déduire la somme à verser à la réserve spéciale, à raison de 1 franc par action, conformément à la dette précitée	336.000 »
Reste	19.235.683 60
Il a été payé, en octobre dernier, un acompte de 12 fr. 50 par action non amortie, soit	2.298.900 »
Le reste à répartir au 6 avril prochain est, en conséquence, de	16.936.793 60

Ce qui représente 50 fr. par action de capital ou de jouissance, soit, pour l'année entière, un dividende de 62 fr. 50 par action de capital, laissant un solde de 136.783 fr. 60, qui sera porté au crédit des actionnaires.

La diminution par rapport au dividende précédent, est de 1 fr. 50.

Elle a principalement pour cause le prélèvement de la somme destinée à former la réserve de la caisse des retraites des employés; car les diminutions de recettes provenant de la vente du gaz et du coke ont été, en grande partie, compensées par des diminutions de dépenses sensiblement équivalentes.

Ce prélèvement, qui vient pour la première fois, en 1894, grever les résultats de l'exploitation, ne subira pas d'augmentation dans l'exercice 1895.

Et si l'on tient compte : — de l'économie de près d'un million produite annuellement par la conversion des obligations ; — de l'augmentation considérable du nombre de nos abonnés, résultant de l'application de la combinaison des abonnements sans frais; — et enfin des économies à prévoir sur les fournitures de charbon et sur les dépenses de la fabrication, on peut estimer que l'année 1895 se présente dans des conditions meilleures que les deux précédentes.

Coke. — Le produit du chef du coke, dont la quantité à livrer à la vente s'est trouvée réduite en 1894, par suite de la diminution de la consommation du gaz,

a été de	12.070.754 50
inférieur de	2.303.408 47
à celui de 1893, qui avait atteint	14.376.162 97

La douceur persistante de la température jusqu'à la fin du mois de décembre dernier, le maintien du prix des combustibles à des chiffres exceptionnellement bas, nous ont obligés à effectuer nos ventes dans des conditions moins bonnes encore que celles de l'année dernière.

Quant à nos stocks, au 31 décembre 1894, ils étaient restés à peu près aux mêmes chiffres que l'année précédente; mais les derniers froids du mois de février 1895 nous ont permis de les diminuer notablement.

Goudrons et produits chimiques. — Les prix des différents sous-produits du goudron ont beaucoup varié dans le courant de l'année 1894; mais le résultat définitif est à peu près le même que celui de l'année 1893.

Les produits chimiques, provenant des eaux ammoniacales, ont, au contraire, donné un bénéfice important, par suite d'une hausse exceptionnelle sur les prix du sulfate d'ammoniaque, hausse qui ne paraît pas devoir se maintenir.

Le produit total des goudrons et des produits chimiques a, par suite, augmenté de 504.826 fr. 13. Il avait été de 3.263,258 fr. 60 en 1893 ; il est de 3.768.084 fr. 73 en 1894, ainsi réparti :

	En 1893	En 1894
Goudrons	1.943.476 87	1.920.305 02
Produits chimiques	1.319.781 73	1.847.779 71
Totaux	3.263.258 60	3.768.084 73

Appareils de chauffage au gaz. — La vente des appareils de chauffage au gaz a pris un développement notable dans le courant de l'année 1894.

Le public a continué à visiter nos magasins d'exposition de la rue Condorcet, de la rue Lafayette, de la rue du Quatre-Septembre et du boulevard Saint-Germain.

L'installation de foyers à gaz et de becs de tous systèmes, Auer et autres, dans nos bureaux de section et dans le magasin d'appareils à coke de la rue de Rivoli, a répandu dans tout Paris l'usage de ces appareils, jusqu'alors peu connus du plus grand nombre des consommateurs.

Les conférences organisées rue du Quatre-Septembre et boulevard Saint Germain se sont poursuivies avec un plein succès, attirant un grand nombre d'auditeurs.

Des cartes spéciales sont distribuées successivement aux abonnés des différents quartiers, de manière à renouveler le public appelé à profiter des conseils qui lui sont donnés dans ces conférences, sous une forme intéressante et d'autant plus instructive qu'elle est expérimentale.

Enfin, nos agents de renseignements, en se rendant à domicile, ont pu fournir aux personnes qui en exprimaient le désir, les avis qui leur étaient demandés sur toutes les installations de gaz, de quelque nature qu'elles soient.

Ils ont également commencé à faire connaître le nouveau système de primes que nous avons mis à l'essai, comme il est dit plus haut, pour favoriser l'installation de l'éclairage et du chauffage au gaz dans les grands établissements.

Le nombre des visiteurs a été, dans nos magasins d'exposition, de 64.143, en 1894 ; celui des commandes expédiées de ces mêmes magasins, s'est élevé à 7.518.

Nos agents de renseignements ont visité 7.663 personnes à domicile et sur leur demande.

Machines a gaz. — Vous vous rappelez les qualités spéciales des machines à gaz.

Dans une ville comme Paris, pouvoir installer des machines de toute puissance sans autorisation spéciale, parce qu'elles ne présentent aucun danger d'explosion, se trouver affranchi d'un personnel qui coûte fort cher, éviter l'emmagasinement du combustible dans des locaux souvent trop étroits, supprimer à la fois la fumée, les cendres et le mâchefer ce sont des avantages inappréciables qui ont fait adopter les machines à gaz avec une ferveur toujours croissante depuis quelques années.

Il a été établi 196 moteurs en 1894, représentant 6.105 chevaux. Il en avait été installé 191 en 1892 et 223 en 1894.

Le nombre total des moteurs fonctionnant au 31 décembre 1894 était de 1.996, représentant 6.105 chevaux.

Leur consommation annuelle peut être évaluée à 6.923.700 mètres cubes environ.

Les types de force elevée, 25 chevaux, 50 chevaux et au-dessus, sont particulièrement demandés en ce moment ; et pluseurs installations en service depuis quelque temps : au Sénat, au Palais de Glace, à l'Ecole Boulle, etc., démontrent que ces moteurs se prêtent aussi bien aux besoins des grands établissements situés au centre de Paris qu'aux usages de la petite industrie établie tant au centre que dans les faubourgs et dans la banlieue de Paris.

Appareils de chauffage au coke. — Grâce à la diminution des prix de vente que nous vous annoncions l'année dernière, 1.482 appareils de chauffage au coke ont été vendus en 1894.

Il n'en avait été vendu que 1.157 en 1893. C'est donc une augmentation de 315 appareils.

Nous espérons que ce progrès s'accentuera.

Nous y aidons par une distribution souvent renouvelée de tarifs et de prospectus, et nous avons conclu des conventions avec diverses maisons spéciales en vue de développer encore la vente et l'usage des appareils et du coke, dans une classe de la population que nous atteignions difficilement jusqu'à présent.

Réserve spéciale. — Cette réserve, instituée en exécution de l'article 40 des statuts, par décision de l'assemblée générale des actionnaires, du 23 mars 1875, est formée au moyen d'un prélèvement annuel de 1 fr. par action, soit 336.000 francs.

Il y a été ajouté le montant de la somme versée par la Ville de Paris en 1891, pour se libérer de l'annuité stipulée par l'article 4 du traité du 27 avril 1872.

La situation du compte de la réserve spéciale au 31 décembre dernier s'établit ainsi :

Prélèvements annuels et montant des annuités versés par la Ville	14.838.947 32
Intérêts accumulés	6.064.344 12
Total	20.903.393 80

(1) Voir *L'Economiste Européen* n° 170.

Cette somme était représentée au 31 décembre 1894, par :

15.204 obligations de la Compagnie Parisienne du Gaz.

29.744 obligations 3 0/0 des Chemins de fer de l'Est, de l'Orléans, du Midi, de l'Ouest, et de la Grande-Ceinture.

Le tout ayant coûté.............. 20.412.948 18
avec un reste disponible de....... 490.382 94
provenant des obligations sorties aux derniers tirages, et dont il sera fait emploi en valeurs de même nature.

Cette réserve appartient, comme vous le savez, exclusivement aux actionnaires.

Personnel et main-d'œuvre. — Nous continuons à nous préoccuper des améliorations qui peuvent être apportées dans la situation de notre personnel.

Les augmentations de salaires attribuées à nos ouvriers leur assurent une rémunération qu'ils pourraient difficilement trouver dans les industries ou dans les autres administrations parisiennes.

L'allocation annuelle, égale à 2 0/0 des bénéfices de l'exercice 1893, a produit une somme de 575.000 francs, pour l'année 1894; elle vient d'être distribuée et représente un supplément de 0 fr. 346 par journée, quel que soit le taux du salaire.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE

Les institutions de prévoyance, fondées par la Compagnie dans l'intérêt de son personnel, sont :

La caisse de prévoyance ;
Les caisses des retraites ;
La caisse d'économie.

Caisse de prévoyance

Cette caisse a pour but d'assurer les soins médicaux et pharmaceutiques aux employés et ouvriers malades et blessés ; de leur allouer, pendant leurs maladies, une indemnité égale à la moitié de leurs traitements et salaires, de pourvoir à leurs funérailles, enfin de venir en aide aux veuves et aux enfants des employés et ouvriers décédés.

Elle est alimentée par une retenue de 1 0/0 sur les jetons de présence, les appointements et les salaires, et par une subvention de la Compagnie égale à cette retenue. Ces ressources étant insuffisantes, le surplus est supporté exclusivement par la Compagnie.

Pendant l'année 1894, ces dépenses ont atteint le chiffre de......................... 443.982 74

Les recettes ont produit seulement :

Retenue de 1 0/0 sur les appointements et salaires	180.275 70	
Subvention égale de la Compagnie...	180.275 70	
Recettes diverses.	5.134 85	
		365.686 25

Les dépenses ont donc excédé les recettes de.................... 78.296 49

Cette différence a été compensée par une subvention supplémentaire égale, que la Compagnie a prise à sa charge.

Outre les secours de la caisse de prévoyance, la Compagnie accorde le complément de leurs traitements ou salaires aux employés et ouvriers malades, lorsqu'ils se recommandent par leur bon travail et l'ancienneté de leurs services.

Caisse des retraites

Caisse des retraites des ouvriers. — Conformément à votre délibération du 29 mars 1893, la Caisse des retraites des ouvriers reçoit et capitalise le versement annuel de 80.000 fr. effectué par la Compagnie et destiné à constituer un fonds de réserve.

Elle possédait, au 31 décembre 1894 :

230 obligations de la Compagnie Parisienne du Gaz et 203 obligations des Chemins de fer du Midi ayant coûté 213.799 fr. 06.

Le montant des pensions accordées à la même date s'élevait à 19.833 fr. 33.

La Compagnie en fait le service sans aucun prélèvement, soit sur les fonds de réserve, soit sur les salaires des ouvriers.

Caisse des retraites des employés. — Aux termes de la délibération que vous avez prise le 29 mars 1894, les fonds possédés par la Caisse des retraites des employés doivent être capitalisés jusqu'à la fin de la concession ; et tous les ans, comme cela a été fait pour la première fois cette année, il doit y être ajouté, avec la dotation ancienne de 85.500 fr., créée par le vote de l'Assemblée générale du 23 mars 1875, la nouvelle dotation arrêtée au chiffre de 772.800 fr.

Ces sommes sont destinées à former le fonds de réserve dont vous avez décidé la création l'année dernière.

Caisse d'économie

Depuis le 1er janvier 1876, date de sa création, jusqu'au 31 décembre 1894, la Caisse d'économie a ouvert 5.633 comptes et reçu en dépôt.............................. 2.612.318 27

Sur cette somme il a été remboursé :

En argent, à 4.726 déposants, dont plusieurs ont quitté la Compagnie..............	1.643.032 12	
et en titres, à 789 employés et ouvriers dont les versements dépassaient 500 fr....	721.550 70	
		2.364.582 82

De sorte qu'il restait en caisse au 31 décembre 1894...................... 247.735 45

Bourses d'études

La Compagnie accorde des bourses dans les écoles supérieures municipales et dans celles des arts et métiers aux enfants de quelques agents dont elle cherche à alléger les charges de famille.

D'autres bourses sont allouées sur des fonds spéciaux provenant de legs dus à la générosité de divers administrateurs ou de dons faits en leur mémoire ou pour remplir leurs intentions.

CONVERSION DES OBLIGATIONS 5 0/0 EN OBLIGATIONS 4 0/0

La conversion des obligations 5 0/0, décidée dans votre réunion du 7 juin dernier, s'est effectuée régulièrement.

Dans les délais fixés par l'avis d'émission 233.914 obligations ont été présentées :

235.089 pour être converties ;
825 pour être remboursées.

Ces dernières seront acquises par la réserve spéciale.

Le 31 décembre 1894, le nombre des obligations converties s'élevait à 309.283.

Depuis cette époque, 3.869 obligations 5 0/0 ont été remplacées par de nouvelles obligations 4 0/0.

Il reste donc, à ce jour, 1.923 obligations qui n'ont pas encore été présentées. La transformation en sera opérée au fur et à mesure de la demande des intéressés ou de la présentation des anciens titres à nos guichets.

Mais, dès le 21 juin, l'opération était terminée et, à partir du 1er juillet, les intérêts n'ont plus été comptés qu'à 4 0/0.

Le paiement du coupon du deuxième semestre, calculé à ce taux, a produit une économie de 789.437 fr. 50 sur le montant des coupons des obligations 5 0/0 ; tandis que l'amortissement des obligations, effectué d'après le nouveau tableau, a donné lieu à une augmentation de 588.415 fr. 14 ; de sorte que le bénéfice de la conversion, afférent à l'année 1894, s'est trouvé limité à 201.022 fr. 36.

En 1895 et pendant les années suivantes, le total des frais annuels d'amortissement et d'intérêt des nouvelles obligations n'atteindra approximativement que 16 millions 823.000 fr. au lieu de 17.813.375 fr., chiffre auquel s'élevaient précédemment les charges du capital résultant des emprunts antérieurs.

Le bénéfice à attribuer aux exercices à venir sera donc annuellement de 990.375 fr. environ.

ABAISSEMENT DU PRIX DU GAZ DANS QUELQUES COMMUNES DE LA BANLIEUE

Sur les 59 communes éclairées par la Compagnie, 47 sont situées dans le département de la Seine.

Cinq communes paient le gaz, comme à Paris, 0 fr. 15 le mètre cube pour l'éclairage public et 0 fr. 30 pour l'éclairage particulier. Toutes les autres ont des tarifs variant de 0 fr. 175 m. à 0 fr. 20 le mètre cube pour l'éclairage public et 0 fr. 35 à 0 fr. 40 pour l'éclairage particulier.

En outre, les traités passés avec chacune d'elles contiennent des clauses différentes, notamment en ce qui concerne la pose des canalisations nouvelles.

Le Conseil général a émis le vœu de voir réduire le prix du gaz dans ces communes et M. le préfet de la Seine nous a saisis de la question.

Nous l'avons étudiée avec toute la sollicitude que comportent à la fois l'intérêt des populations en voie d'accroissement plus ou moins rapide dans certaines localités et les conséquences que cette mesure pourrait avoir sur les résultats de l'exploitation.

Basé sur des réductions de 2 c. 1/2 et de 5 cent. apportées au prix de l'éclairage particulier et limité aux communes auxquelles la mesure paraît applicable, l'abaissement projeté n'entraînera qu'un sacrifice modéré.

Nous avons tout lieu de croire que ce sacrifice sera, d'ailleurs, compensé par une augmentation de consommation.

Nous espérons voir aboutir, dans le courant de cette année, les négociations engagées à ce sujet. Elles donneront satisfaction au vœu du Conseil général, et rendront en même temps uniformes les conditions des traités antérieurs.

CHAPITRE IV

RENOUVELLEMENT PARTIEL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

D'après les statuts, le Conseil d'administration renouvelle chaque année par cinquième, suivant l'ordre d'ancienneté.

Les administrateurs sortants sont :

MM. Em. Camus,
Carez,
le baron de Heeckeren,
Eugène Pereire.

Ils sont rééligibles ; vous aurez, Messieurs, à pourvoir à leur réélection ou à leur remplacement.

Nous avons eu, au cours de l'année dernière, la douleur de perdre M. Güet.

Entré au Conseil d'administration en 1870, comme représentant l'ancienne maison Mussard, Audéoud et Cie, M. Güet nous avait apporté le concours de ses connaissances spéciales et de sa grande expérience. Nous rendons, à la mémoire de ce collègue aimé de tous, un hommage mérité ; vous vous y associerez certainement.

Pour le remplacer, nous vous proposons de désigner M. Claude-Lafontaine, un des chefs de la maison Claude-Lafontaine, Martinet et Cie.

M. Claude-Lafontaine, ancien élève de l'École polytechnique, est président de la Chambre de compensation, membre de la Chambre de commerce de Paris et délégué par elle à la Caisse des Dépôts et Consignations. Sa compétence particulière en matière de banque, son habitude des affaires et sa haute situation nous donneront en lui, nous en sommes convaincus, un collaborateur précieux.

NOMINATION DE LA COMMISSION DE VERIFICATION DES COMPTES

La commission que vous avez chargée, l'année dernière, de vérifier les comptes de 1894, se compose de :

MM. Gilbert-Boucher,
Robert-Guichard,
Luuyt,
le baron Michel de Trétaigne,
Widmer.

Le Conseil vous propose, Messieurs, d'accord avec la commission, de réélire ces cinq commissaires.

Enfin nous soumettons à votre approbation les résolutions suivantes :

Première résolution

Les comptes et inventaires de l'exercice 1894, tels qu'ils viennent d'être exposés et résumés sont approuvés.

Deuxième résolution

Le dividende de l'année 1894 est fixé à 62 fr. 50 par action de capital.

Sur ce dividende, un acompte de 12 fr. 50 a été payé en octobre dernier.

En conséquence, il sera payé 50 francs par action de capital et de jouissance, sous déduction de l'impôt, à dater du 6 avril prochain, au siège de la Compagnie, 6, rue Condorcet.

Renouvellement du Conseil.

Renouvellement de la commission de vérification des comptes.

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	RENTES A PAYER		RENTES FRANÇAISES	DIVIDENDE ou INTÉRÊT distribué en 1890	1891	1892	1893	1894	Cours de comp. comm. juillet 1891	1892	1893	1894	Cours de clôture des 5 dernières sem. 22 mars	29 mars	5 avril	12 avr.	19 avril
Millions	Francs																
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	102 92	102 70	103 10	102 90	102 85
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	101 85	101 55	101 65	101 22	100 85
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	108 10	108 »	108 50	108 47	108 55
25978	813.313.406																
395.286	obl. de 500 f		Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	503 25	501 »	500 »	501 »	501 »
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3710 »	3700 »	3680 »	3840 »	3780 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	753 75	753 75	753 75	781 25	790 »
50.000	500	250	Banq. Transatlantique	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	411 »	411 »	410 »	» »	415 »
30.000	500	500	Compagnie Algérienne	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	535 »	535 »	532 »	560 »	560 »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	610 »	595 »	595 »	618 75	615 »
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	900 »	907 50	917 50	918 75	921 25
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	562 50	570 »	567 »	562 »	562 »
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	822 50	817 50	828 75	825 »	820 »
240.000	500	250	Société Générale, nom.	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	498 75	496 25	491 25	491 »	497 »
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	» »	298 »	» »	293 50	» »
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	540 »	535 »	537 »	545 »	550 »
50.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	412 50	414 «	» »	430 »	415 »
40.000	500	500	Banque de l'Algérie	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	800 »	792 »	805 »	810 »	805 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	715 »	707 50	700 »	715 »	710 »
50.000	500	500	Est-Algérien	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	620 »	620 »	617 50	623 »	625 »
584.000	500	500	Est	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	972 »	970 »	973 »	972 »	980 »
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr.	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1515 »	1502 50	1520 »	1527 50	1525 »
250.000	500	500	Midi	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1335 »	1321 25	1320 »	1330 »	1327 50
525.000	400	400	Nord	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1842 50	1825 »	1820 »	1830 »	1830 »
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1625 »	1620 »	1590 »	1600 »	1595 »
300.000	500	500	Ouest	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1112 »	1100 »	1085 »	1100 »	1098 »
40.000	500	500	Sud de la France	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	290 »	291 25	292 50	297 50	295 »
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	570 »	570 50	571 50	585 »	580 »
336.000	500	500	Cᵒ Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1112 50	1125 »	1080 »	1085 »	1118 75
80.000	250	250	Cᵒ Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	339 »	328 75	340 »	355 »	350 »
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	590 »	600 »	645 »	(3) »	630 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1070 »	1070 »	1060 »	1080 »	1076 »
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	573 »	572 50	570 »	571 »	570 »
50.000	500	500	Cᵉ française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	235 »	230 »	222 »	257 50	262 50
600.000	500	500	Canal de Panama	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	9 »	8 75	10 25	9 25	10 »
223.398	500	500	Canal de Suez	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3387 50	3372 50	3435 »	3437 50	3390 »
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	637 50	631 25	650 »	617 50	638 75
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	103 75	101 25	100 »	100 »	102 50
50.000	500	500	Téléphones	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	310 »	307 50	305 »	302 50	305 »
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	200fl	200fl	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	626 25	597 50	595 »	600 »	595 »
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	731 25	727 50	725 »	722 50	720 »
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1427 50	1432 50	1470 »	1472 50	1170 »
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	463 75	463 50	463 75	465 »	460 »
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	72 50	72 50	68 75	65 »	67 50
48.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	170 »	172 50	» »	165 »	160 »
60.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	180 »	180 »	175 »	180 »	175 »
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	900 »	931 25	936 25	946 25	927 50
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	257 50	256 25	257 50	257 50	256 25
420.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 «	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	636 75	628 75	632 50	627 50	627 50
350.000	500	500	Nord de l'Espagne	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	115 »	106 25	106 25	110 »	103 75
70.000	500	500	Portugais	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	» »	» »	43 50	45 »	47 50
356.000	500	500	Saragosse (Madrid à)	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	166 25	152 50	155 »	156 25	153 75
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'amt		FONDS D'ÉTATS ETRANGERS														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	105 20	105 30	105 45	105 15	105 50
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	104 45	104 10	102 70	102 75	102 85
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	83 50	82 75	80 »	81 »	81 »
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	79 50	78 75	76 40	76 70	76 45
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	106 10	106 50	106 45	106 95	104 15
3.047.912	1941		— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	105 60	105 90	105 70	105 90	106 »
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	105 70	104 25	104 75	105 25	103 30
	1936		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	78 60	74 95	73 05	74 20	73 10
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	499 »	476 »	470 »	470 »	473 »
341.000	1921		— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	459 50	436 »	432 »	432 »	434 »
240.000	1962		Hellénique 5 0/0 1881	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	162 »	» »	» »	160 »	152 »
270.000			— 4 0/0 1887	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	» »	» »	168 50	» »	» »
592.000.000fl			Hongrie 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	102 60	102 65	104 10	103 50	104 10
142.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	89 25	88 55	88 52	88 90	88 12
	1926		Portugal 3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	26 »	25 85	25 60	25 75	25 50
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	468 75	466 25	453 75	457 50	455 »
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	104 »	104 »	105 »	100 50	100 70
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	99 70	99 40	100 »	99 75	99 90
150.000.000r	1960		Russie 4 0/0 1880	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	102 65	102 60	102 80	102 90	103 30
1941.992.000	1970		— 4 0/0 Consolidé	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	103 »	102 90	102 »	102 05	101 85
500.000.000	1974		— 3 0/0 1891 or	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	94 85	94 80	94 25	93 85	93 35
100.000.000r	1976		— 3 1/2 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	98 80	98 60	98 70	98 70	98 10
52.870	1949		Serbie 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	73 50	75 «	72 60	73 »	72 75
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	27 05	26 75	26 50	26 50	26 12
227.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	478 25	463 75	471 25	476 25	476 50
391.362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	492 50	485 »	486 25	487 50	491 »
295.454			Douanes Ottom. 5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	513 75	508 75	512 50	511 25	512 50
40.000.000	1958		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	481 25	470 »	476 25	476 50	475 »

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

Souscription Publique

Le Samedi 27 Avril 1895

à 500,000 OBLIGATIONS FONCIÈRES

DE 500 FRANCS, 2.80 0/0

AVEC LOTS

RAPPORTANT **14 fr. d'intérêt par an**

PRIX D'ÉMISSION : **490 francs**

PAYABLES :

20 fr. en souscrivant, le 27 avril 1895.
20 à la délivrance des titres.
50 du 10 au 20 octobre 1895.
50 du 10 au 20 février 1896.
50 du 10 au 20 août 1896.
50 du 10 au 20 novembre 1896.
50 du 10 au 20 avril 1897.
50 du 10 au 20 août 1897.
50 du 10 au 20 février 1898.
50 du 10 au 20 mai 1898.
50 du 10 au 20 octobre 1898.

Total **490 fr.**

Ces obligations participent, chaque année, à **4 tirages** trimestriels de lots de **200,000 FRANCS** chacun.

CHAQUE TIRAGE COMPORTE :

1 obligation remboursée à **100,000 fr.**
1 — — — **25.000 fr.**
1 — — — **10,000 fr.**
3 obligations remboursées à 5,000 francs, soit **15,000 fr.**
50 obligations remboursées à 1,000 francs, soit **50.000 fr.**

56 obligations remboursées à chaque tirage par **200,000 fr.**

Soit annuellement **224** obligations remboursées par **800,000 fr.** de lots.

Le 1er tirage aura lieu le 22 juin 1895

CONDITIONS DE L'EMISSION

***Les** libérations partielles ou intégrales par anticipation ne sont pas admises; le Crédit Foncier se réserve, néanmoins, le droit de les autoriser ultérieurement.*

Jusqu'à l'époque fixée pour la délivrance des obligations définitives, les souscripteurs concourent à tous les tirages de lots avec les numéros inscrits sur leurs titres provisoires régulièrement libérés.

Le Crédit Foncier aura le droit de faire vendre à la Bourse, trois mois après l'échéance, sans mise en demeure préalable, les obligations pour lesquelles les versements des termes n'auront pas été effectués aux époques déterminées. Après application du prix de vente aux termes échus, l'excédent, s'il y a lieu, appartiendra à l'obligataire défaillant. Aucun autre recours pour les versements ne sera exercé contre les souscripteurs ou porteurs de titres.

Le Crédit Foncier se réserve expressément la faculté de retirer de la circulation les obligations du présent emprunt en remboursant au pair, à la suite de tirages spéciaux, une ou plusieurs séries. Les obligations revenant ainsi à la Société seront, comme celles régies par l'article 87 des statuts, frappées d'un timbre spécial et ne pourront être remises en circulation qu'avec un nouveau visa du gouverneur. Dans tous les cas, elles participeront aux tirages.

La souscription sera ouverte
le SAMEDI 27 AVRIL 1895,

A PARIS :

Au Crédit foncier de France. — Au Comptoir national d'Escompte. — A la Société générale de Crédit industriel et commercial. — A la Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'Industrie en France. — A la Banque de Paris et des Pays-Bas. — Au Crédit lyonnais. — Au Crédit foncier et agricole d'Algérie. — A la Compagnie algérienne. — A la Banque parisienne. — A la Banque internationale de Paris. — et à la Chambre syndicale de la Compagnie des agents de change de Paris, 6, rue Ménars.

DANS LES DÉPARTEMENTS :

Chez MM. **les Trésoriers-Payeurs généraux**;
Chez MM. **les Receveurs particuliers des finances.**

DANS LES AGENCES ET SUCCURSALES DES SOCIÉTÉS CI-DESSUS INDIQUÉES.

A LYON, au siège social du Crédit lyonnais.

A L'ÉTRANGER :

Dans les agences et succursales des mêmes Sociétés.

On peut, dès à présent, souscrire par correspondance.

Les souscripteurs de Paris et du département de la Seine qui useront de cette faculté **recevront sous pli recommandé** un récépissé de souscription au porteur qu'ils auront à échanger ultérieurement contre les titres provisoires. — Les souscripteurs des départements et de l'étranger recevront sous pli recommandé les titres provisoires qui leur seront attribués.

A cet effet, le montant de toute souscription par *correspondance* devra être accompagné de 0 fr. 50 pour frais de ces envois.

Les souscriptions par liste ne sont pas admises.

La souscription sera close le même jour, 27 avril 1895.

Pour les détails, voir le prospectus.

886

COMPAGNIE GÉNÉRALE

DES CABLES TELEGRAPHIQUES

Ci-devant

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES TÉLÉGRAPHES SOUS-MARINS

Société Anonyme au Capital de 24.000.000 de fr.
Siège social : 38, avenue de l'Opéra, Paris

MM. les Obligataires de la Compagnie Française des Câbles Télégraphiques (ci-devant Société Française des Télégraphes Sous-Marins) sont informés que le 7e tirage semestriel des obligations 5 0/0 aura lieu le Lundi, 22 avril 1895, à trois heures, au Siège social, 38, avenue de l'Opéra, Paris.

Les 53 obligations sorties sont remboursées au pair, sous déduction des impôts établis par les lois de finances, à partir du 1er mai 1895, à Paris, aux caisses de la Banque Internationale de Paris, 3 et 5, rue Saint-Georges.

Le Conseil d'Administration.

887

SOCIETE DE LA TOUR EIFFEL

Société anonyme constituée au capital
de 5 millions 100.000 francs (entièrement amorti)
Siège social : Champ de Mars, Paris

Le Conseil d'administration a l'honneur d'informer MM. les Actionnaires et Porteurs de parts bénéficiaires que le dividende de l'exercice 1894, soit 6 francs par action et par part, leur sera payé, à partir du 18 avril prochain, contre le coupon n° 13.

Ce paiement sera effectué sous déduction de l'impôt, soit à raison de :

5 francs 76 net par action et par part bénéficiaire nominatives,
5 francs 40 net par action et par part bénéficiaire au porteur,

aux caisses du Crédit Industriel, de la Société Générale et de la Banque Internationale de Paris.

888

COMPAGNIE DES

CHEMINS DE FER DU SUD DE LA FRANCE

66, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

Messieurs les actionnaires sont informés que l'assemblée générale convoquée pour le 30 avril 1895, ne pourra se réunir à cette date par suite de l'insuffisance du nombre des actions déposées. Une nouvelle assemblée générale sera convoquée incessamment.

889

ADJUDICATION

en l'étude et par le ministère de Me Paul RIGAU[LT] notaire à Paris, boulevard Sébastopol, n° 31 et Saint-Denis, n° 50.

Le **samedi 27 avril 1895**, à une heure relevée.

EN DEUX LOTS

DE DIVERSES CRÉANCES

présum[ées] dépend[ant] de l'actif de la faillite de la Société en nom coll[ec]tif DREYFUS frères et TEVVELES, ayant pour objet la commission en marchandises, a[yant] siège à Paris, rue Cadet, n° 10. — 1er lot. U[ne] **créance hypothécaire** sur M. Ernest CAPD[E]VILLE (en faillite) et Mme CAPDEVILLE, [de]meurant ensemble à Paris, boulevard Haussma[nn] n° 58, paraissant s'élever à **157,052 fr. 30.** 2e lot. **Créances diverses** paraissant s'éleve[r à] la somme de **5,916 fr. 50,** soit **6.227** pese[tas] **90 centièmes.** Mises à prix (pouvant être ba[is]sées) : 1er lot, **60,000 fr.**; 2e lot, **500 fr.** Con[si]gnation pour enchérir : 1er lot, **10.000 fr.**; 2e l[ot] **100 fr.**

S'adresser : 1° à M. BONNEAU, syndic de lad[ite] faillite à Paris, rue de Savoie, n° 6 ; 2° Et au[dit] Me Paul RIGAULT, notaire à Paris, dépositai[re] du cahier des charges et des titres desdit[es] créances.

890

CHEMIN DE FER DE PARIS A ORLEAN[S]

Échéance de Juillet 1895

Le Directeur de la Compagnie a l'honneur d'i[n]former MM. les porteurs d'obligations que le mo[n]tant des intérêts semestriels, soit pour les titres a[u] porteur, soit pour les titres nominatifs, sera pa[yé] dans les bureaux du Service Central, à Paris, 8, ru[e] de Londres, à partir du 1er juillet 1895, savoir :

Obligations 4 0/0 d'Orléans (1848), et d'Orsay (2e série).......................... 25 [»]

Obligations 3 0/0 d'Orléans et du Grand Central.......................... 7 5[0]

En raison des impôts établis par les lois des [2] juin 1872 et 26 Décembre 1890, il sera retenu, sa[]voir :

		Net à pay[er]
1° Pour les Obligations 4 p. 0/0 Orléans (1848) :		
Au porteur..........	2 fr. 27	22 7[3]
Nominatives..........	1 »	24 »
2° Pour les Obligations 3 p. 0/0 Orléans		
Au porteur..........	0 fr. 767	6 73
Nominatives..........	0 30	7 20
3° Pour les Obligations 3 p. 0/0 Grand Central		
Au porteur..........	0 fr. 767	6 73
Nominatives..........	0 30	7 20
4° Pour les Obligations 4 p. 0/0 Orsay (2e série) :		
Nominatives..........	1 franc	24 »

Le montant des intérêts, déduction faite des im[]pôts, pourra être payé à Paris, à partir du 1er ma[i] prochain, sous une retenue calculée au taux de l[a] Banque de France.

Les titres qui auront usé de la faculté d'escompt[e] ne pourront être présentés ni au transfert, ni à l[a] conversion avant le 1er juillet 1895.

Les intérêts seront payés dans toutes les gares et stations de la Compagnie d'Orléans ouvertes a[u] service des titres, dans les gares principales de[s] Compagnies de Paris-Lyon-Méditerranée, de l'Est, de l'Ouest et du Midi, ainsi qu'aux guichets de l[a] Société Générale et de ses succursales, du Crédi[t] Lyonnais et de ses succursales, de la Société Géné[]rale de Crédit Industriel et Commercial, et du Comptoir National d'Escompte de Paris et de se[s] succursales.

Les intérêts seront payés par ces Sociétés de cré[]dit sans frais d'aucune sorte pour les porteurs d[e] titres. Le paiement aura lieu dans un délai de hui[t] jours, au plus tard, à partir de la remise des titre[s] aux dites Sociétés qui ne pourront escompter ni le[s] arrérages, ni les coupons qui leur seront délivrés.

Paris, le 10 avril 1895.

Le Directeur de la Compagnie,
HEURTEAU.

891

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 172. — 7e volume. (17) ‖ BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS ‖ Samedi 27 Avril 1895.

LISTE DES COUPONS ÉCHÉANT EN MAI 1895

DATES DU PAIEMENT	DATES DU DÉTACHEMENT	DÉSIGNATION DES VALEURS	COUPON BRUT	NET A PAYER nominatif	NET A PAYER au porteur	
		VALEURS FRANÇAISES				
16 mai 95	1er mai 95	Rente française 3 1/2 %	0 875	0 875	0 875	au Louvre.
1er	1er	Ville d'Amiens 1871 4 0/0	4 ..	. ..	3 60	rue de Richelieu, 102 (c. 23).
1er	1er	Urbaine (vie)	35 ..	.. ..	.. ..	rue Le Peletier, 8.
1er	6	Obl. Foncières 1879	7 50	7 20	6 71	rue des Capucines, 19.
10	10	do Banque Hypoth. 1880, r. à 1.000 fr.	3 75	3 60	3 33	do
1er	6	Crédit Industriel et Commercial	7 50	7 ..	.. ..	rue de la Victoire, 66.
1er	6	Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial	18 23	17 50	17 06	chaussée d'Antin, 50 (c. 23).
1er	1er	Obl. Foncière Lyonnaise	7 50	7 20	6 77	boulevard des Italiens, 19 (c. 28).
1er	1er	do Drôme	7 50	7 20	6 85	boulevard des Italiens, 19.
1er	6	do Chemins de fer Economiques	7 50	7 20	6 784	rue d'Antin, 3, rue de Provence, 54, boul. des Italiens, 19 et rue de la Victoire, 66 (c. 20).
1er	6	Act. Est	15 50	14 88	13 929	rue du Faubourg Saint-Denis, 146 (c. 75).
1er	6	do do jouissance	15 50	14 88	14 022	do (c. 43).
1er	6	do Lyon	35 ..	33 60	32 11	rue Saint-Lazare. 88.
1er	1er	Obl. Orsay 4 % 1re série	10 ..	9 60	9 10	rue de Londres, 8 (c. 80).
1er	1er	do Régionaux des Bouches-du-Rhône	7 50	7 20	6 78	rue Bergère, 14 (c. 15).
1er	1er	Dakar à Saint-Louis	14 80	14 208	13 56	boulevard des Italiens, 19 (c. 21).
1er	1er	Bateaux Parisiens	15 ..	14 40	13 75	do (c. 14).
1er	1er	Voitures pour le service des Ch. de fer	50 ..	.. ..	49 ..	rue Louis-le-Grand, 9 (c. 3).
1er	1er	Obl. Eaux 5 %	12 50	12 ..	11 47	rue d'Anjou, 52 (c. 51).
1er	1er	do Eaux pour l'Etranger 5 %	12 50	12 ..	11 50	do (c. 21).
1er	1er	do Eclair. Villes et Campagnes 4 0/0.	2 ..	. ..	2 ..	rue de Provence, 54 (c. 6).
1er		Gaz français	15 ..	14 40	13 80	rue de la Victoire, 66 (c. 37).
6	6	Gaz pour la France et l'Etranger	10 ..	9 60	9 25	rue d'Antin, 3 (c. 27).
1er	1er	Mokta-el-Hadid	15 ..	15 ..	14 15	rue de Provence, 54 (c. 57).
1er	1er	Obl. Aguilas à revenu éventuel	7 50	7 50	7 50	rue des Mathurins, 32 (c. 26).
1er	1er	do Anthracites Pays de Galles	12 50	.. ..	11 40	rue de Provence, 8 (c. 4).
1er	1er	do Ateliers et Chantiers de la Loire	10 ..	9 60	9 15	rue d'Antin, 3 et rue St-Georges, 3 (c. 5).
1er	1er	Fives-Lille	15 ..	15 ..	15 ..	rue Caumartin, 64 (c. 56 et 28).
1er	6	Decauville aîné	20 ..	.. ..	.. ..	boulevard Malesherbes, 3 (c. 3) (1re rép.).
18 avril		Tour Eiffel	6 ..	5 76	5 40	rue de la Victoire, 66, rue de Provence, 54 et rue Saint-Georges, 5 (c. 13).
30 avril		Le Figaro	12 50	12 50	12 50	rue Drouot, 26 (c. 23).
1er mai	1er	Docks du Havre	35 ..	35 ..	33 95	rue de Provence, 59 (c. 38).
1er		do do act. jouis	10 ..	10 ..	9 90	do (c. 38).
1er	6	do de Marseille	10 ..	9 60	9 08	rue Saint-Lazare, 88.
1er	1er	Obl. Magasins Généraux 4 %	10 ..	9 60	9 09	rue Croix-des-Petits-Champs, 11 (c. 4).
1er	1er	do Lits Militaires 4 %	12 ..	11 52	10 91	boulevard des Capucines, 18 (c. 6).
1er	1er	do Télégraphes sous-marins	12 50	12 ..	11 56	rue Saint-Georges, 3 (c. 8).
1er	1er	Glacières de Paris, act. 500 fr.	35 ..	33 ..	31 30	rue Taitbout, 23 (c. 26).
1er	1er	do do 250 fr.	30 ..	28 50	27 25	do (c. 26).
15	15	Imprimerie Chaix	27 50	25 90	23 87	rue de Provence, 54 (c. 10).
15	15	Act. Duval	45 ..	43 20	42 ..	rue Saint-Fiacre, 21 (c. 48).
1er	1er	Parc de Bercy	60 ..	57 60	54 75	avenue de l'Opéra, 19 (c. 7).
		VALEURS ÉTRANGÈRES				
1er	1er	Emprunt Autriche 1860	12 fl. 1/2	.. ..	10 fl. } ch.	rue Laffitte, 23.
1er	1er	do do 5mes	2 fl. 1/2	.. ..	2 fl. } ch.	do
1er	1er	Autriche 5 % conv. pap.	2 1/2 %	.. ..	2 fl. 10 ch.	do
1er	6	Belge 3 % 1873	1 1/2 %	.. ..	1 1/2 %	do
1er	6	do 3 1/2 % 2e série	1 3/4 %	.. ..	1 3/4 %	do
1er	1er	Emprunt Canada 4 % non garanti	2 %	.. ..	change	
1er	6	Dette Egyptienne Unifiée	2 %	.. ..	2 %	boulevard des Italiens, 19.
1er	6	Norvégien 3 1/2 % 1886	1 3/4 %	.. ..	1 3/4 %	boul. Haussmann, 39. (8 fr. 82 par titre de 504 fr.).
1er	6	Russe 1867 et 1869	2 %	.. ..	2 %	rue Bergère, 14.
1er	6	do 4 % or 1893 (5e émission)	1 %	.. ..	1 %	rue d'Antin, 3, boulevard des Italiens, 19 rue Bergère, 14 et rue de Provence, 38.
13	13	do 4 % 1880	2 %	.. ..	2 %	rue Bergère, 14.
13	13	do Int. Cons. 4 1/2 % (1re ém. 1890)	2 1/4 %	.. ..	R. 2.13 ¾ ch.	rue d'Antin, 3.
1er	6	Uruguay 3 1/2 % 1891	7/8 %	.. ..	change	do
1er	1er	Obl. Nord-Belges 3 %	7 50	.. ..	7 50	rue de Dunkerque, 18 (c. 65).
1er	6	do Andalous 1re série	7 50	.. ..	7 20	rue d'Antin, 3 (c. 30).

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	Rentes à payer		RENTES FRANÇAISES	Dividende ou intérêt distribué en					Cours de comp. comm. juillet				Cours de clôture des 5 dernières sem.				
				1890	1891	1892	1893	1894	1891	1892	1893	1894	29 mars	5 avril	12 avr.	19 avril	26 avril
Millions	Francs																
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	102 70	103 10	102 90	102 85	101 82
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	101 55	101 05	101 22	100 85	100 80
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	108 »	108 50	108 47	108 55	108 25
25978	813.313.406																
395.286 obl. de 500 f			Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	504 »	500 »	501 »	501 »	500 »
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3700 »	3680 »	3840 »	3780 »	3740 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	10 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	753 75	753 75	781 25	790 »	780 »
50.000	500	250	Banq. Transatlantique.	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	411 »	410 »	» »	415 »	415 »
30.000	500	500	Compagnie Algérienne.	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	535 »	532 »	560 »	560 »	558 »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	595 »	595 »	618 75	615 »	610 »
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	907 50	917 50	918 75	921 25	905 »
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	570 »	567 »	562 »	562 »	561 50
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	817 50	828 75	825 »	820 »	812 50
240.000	500	250	Société Générale, nom.	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	495 25	491 25	494 »	497 »	496 50
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	298 »	» »	293 50	» »	» »
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	535 »	537 »	545 »	550 »	551 25
50.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	414 »	» »	430 »	415 »	417 50
40.000	500	500	Banque de l'Algérie	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	792 »	805 »	810 »	805 »	800 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	707 50	700 »	715 »	710 »	709 50
50.000	500	500	Est-Algérien	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	620 »	617 50	623 »	625 »	625 »
584.000	500	500	Est	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	970 »	973 »	972 »	980 »	980 »
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr.	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1502 50	1520 »	1527 50	1525 »	1515 »
250.000	500	500	Midi	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1321 25	1320 »	1330 »	1327 50	1316 25
525.000	400	400	Nord	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1825 »	1820 »	1830 »	1830 »	1825 »
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1620 »	1590 »	1600 »	1595 »	1575 »
300.000	500	500	Ouest	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1100 »	1085 »	1100 »	1098 »	1098 »
40.000	500	500	Sud de la France	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	291 25	292 50	297 50	295 »	285 50
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	570 50	571 50	585 »	580 »	575 »
336.000	500	500	Cᵉ Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1125 »	1080 »	1085 »	1118 75	1105 »
80.000	250	250	Cᵉ Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	328 75	340 »	355 »	350 »	317 50
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	600 »	615 »	630 »	630 »	626 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1070 »	1060 »	1080 »	1076 »	1080 »
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	572 50	570 »	571 »	570 »	568 »
50.000	500	500	Cᵉ française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	230 »	222 »	257 50	262 50	275 »
400.000	500	500	Canal de Panama	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	8 75	10 25	9 25	10 »	9 »
227.398	500	500	Canal de Suez	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3372 50	3135 »	3437 50	3390 »	3347 50
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	631 25	650 »	617 50	638 75	635 »
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	101 25	100 »	100 »	102 50	101 25
50.000	500	500	Téléphones	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	307 50	305 »	302 50	305 »	303 75
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
300.000	2000	2000	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	597 50	595 »	600 »	595 »	593 75
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	727 50	725 »	722 50	720 »	727 50
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1432 50	1470 »	1472 50	1470 »	1460 »
80.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	463 50	463 75	465 »	460 »	460 »
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	72 50	68 75	65 »	67 50	66 25
48.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	172 50	» »	165 »	160 »	154 »
60.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	180 »	175 »	180 »	175 »	170 »
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	931 25	936 25	916 25	927 50	912 50
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	256 25	257 50	257 50	258 25	243 75
120.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 »	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	628 75	632 50	627 50	627 50	625 »
350.000	500	500	Nord de l'Espagne	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	106 25	105 25	110 »	103 75	102 50
70.000	500	500	Portugais	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	» »	43 50	45 »	47 50	45 »
356.000	500	500	Saragosse (Madrid à)	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	152 50	155 »	156 25	153 75	148 »
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'am.		FONDS D'ÉTATS ÉTRANGERS														
529.477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	105 30	105 45	105 15	105 50	106 »
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	104 10	102 70	102 75	102 85	102 50
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	82 75	80 »	81 »	81 »	80 »
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	78 75	76 40	76 70	76 45	75 75
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	106 50	106 45	106 95	104 15	104 50
3.047.912	1941		— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	105 90	105 70	105 90	106 »	106 20
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	104 25	104 75	105 25	103 30	102 95
	1936		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	74 95	73 05	74 20	73 10	71 25
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	476 »	470 »	470 »	473 »	470 »
341.000	1921		— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	436 »	432 »	432 »	434 »	430 »
240.000	1962		Hellénique 5 0/0 1881	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	» »	» »	160 »	152 »	» »
270.000			4 0/0 1887	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	» »	168 50	» »	» »	168 »
592.000.000 fl			Hongrie 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	102 65	104 10	103 50	101 10	103 55
142.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	88 55	88 52	88 90	83 12	87 10
	1926		Portugal 3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	25 85	25 60	25 75	25 50	25 30
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	466 25	453 75	457 50	455 »	456 25
2.240.000			Roumanie 5 0/0 1875	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	[illegible] 75	100 »	101 40	99 50	104 »	105 »	100 50	100 70	102 »
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	99 40	100 »	99 75	99 90	99 8
150.000.000 r	1966		Russie 4 0/0 1880	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	102 60	102 80	102 90	103 30	102 50
1941.992.000	1970		— 4 0/0 Consolidé	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	102 90	102 »	102 05	101 85	101 45
400.000.000	1974		— 3 0/0 1891 or	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	94 80	94 25	93 85	93 35	91 60
400.000.000 r	1976		— 3 1/2 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	98 60	98 70	98 70	98 10	97 25
52.870	1949		Serbie 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	75 »	72 60	73 »	72 75	77 60
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	26 75	26 50	26 50	26 12	25 90
227.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	463 75	471 25	476 25	476 50	476 25
391.362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0.	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	485 »	486 25	487 50	491 »	490 »
295.454			Douanes Ottom. 5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	508 75	512 50	511 25	512 50	510 »
40.000.000	1958		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	470 »	476 25	476 50	475	475 50

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

ur favoriser le Développement du Commerce et de l'Industrie

EN FRANCE

Assemblée générale des actionnaires du 29 mars 1895

ipport du Comité des Censeurs, présenté par M. Welche, l'un d'eux

Messieurs,

Au cours de l'exercice dont les résultats vous nt soumis, nous avons, avec le plus grand soin, océdé à toutes les vérifications qui nous sont escrites par les statuts; nous avons, à chaque reuve, constaté la plus grande régularité dans ; opérations et dans la tenue des livres : la situan de la caisse, vérifiée à de fréquentes reprises, a ıjours été régulière et en concordance avec les ritures.

Chacun des articles du Bilan a été contrôlé et les aluations faites nous ont paru exactes. L'invenire des valeurs du portefeuille de titres les classe valeurs cotées dont le taux est exactement celui de Bourse au 31 décembre dernier, et en valeurs ıyant pas un marché courant; l'estimation de ces rnières nous a semblé faite en se basant sur des nnées aussi exactes que possible et, du reste, visvis de ces valeurs, vous savez qu'on a inscrit une serve spéciale destinée à couvrir des éventualités mécompte, réserve qui est sagement calculée pour pondre aux prévisions fâcheuses qui pourraient trer en ligne de compte, et s'il est des affaires qui urraient fléchir, il en est d'autres qui se relèvent ıque année et viennent ainsi dégager d'autant fonds de prévoyance ménagé et maintenu par le nseil.

Les comptes de Dépôts à disponibilité et les nptes de Dépôts à échéance fixe ont subi un fléissement prévu au moment où l'on a, pour les miers, supprimé toute bonification et, pour les onds, abaissé considérablement le taux de l'inté- ; ils s'élèvent encore au total considérable de 12.115 fr. 12 c. pour les premiers et pour ceux à g terme à 93.746.409 fr.

Les comptes de Chèques, qui constituent le mor le plus important de notre activité, se sont ablement développés : leur nombre s'est augmenté 2.947 comptes; leur mouvement général, pour la alité de l'Exercice, a dépassé pour 1894, de .530.930 fr. 19 c. le chiffre atteint dans l'exercice cédent. Le solde au 31 décembre 1894 est supéur de 7.000.6 3 fr. 12 c. au solde du 31 décembre 3 et le mouvement ascendant se soutient dans premiers mois du présent exercice, car le solde 28 février 1895 dépasse de 5.352.119 fr. 51 c. le de à la même date de 1894.

Les opérations de Bourse ont apporté leur congent à ce relèvement général, elles ont porté sur somme totale de 897.445.554 fr. 63 c., en augntation de 56.761.523 fr. 74 c.

Les encaissements soit de coupons, soit d'effets nis directement par la clientèle se sont accrus ır l'exercice de 6.647.747 fr. 39 c., pour les preers, et de 59.935.459 fr. 45 pour les seconds. Le ne le plus évident de la marche croissante des ıires de la Société et de l'empressement de la ntèle de toutes classes (Négociants, Industriels, pitalistes) à user des services, se manifeste par gmentation considérable des opérations de tefeuille dont le mouvement général a dépassé 453.266.033 fr. 26 c. celui de l'année précédente.

Le Conseil d'Administration était donc sagement piré, quand, suivant en cela vos indications et désirs, il s'appliquait à développer ses opéions de banque et d'escompte et s'efforçait de tirer ainsi le meilleur parti possible de ce ssant réseau d'agences admirablement disposé ır servir les intérêts commerciaux, agricoles et ıstriels du pays. Déjà, depuis plusieurs années, agences départementales étaient entrées frucusement dans cette voie; le commerce parisien pondu avec empressement aux efforts faits pour elopper, sur la place de Paris, le service d'esnpte facilité par le nombre et l'emplacement de bureaux, et l'activité du mouvement, tant en vince qu'à Paris, est assez marquée pour que puisse entrevoir le moment où la banque et compte suffiront à fournir votre dividende et où grandes affaires, qui deviennent chaque jour s rares et moins rémunératrices, ne seront iptées que comme un surcroît heureux de néfice.

Ces résultats favorables, en présence d'une situation économique gênée, d'une concurrence toujours plus nombreuse et plus ardente, ont nécessité, dans quelques départements, de nouveaux guichets destinés à rapprocher davantage nos services du public qui en fait usage; il ne suffit plus dans les temps que nous traversons, d'attendre la la clientèle ou de l'appeler à soi; il faut se mettre à sa portée, lui épargner les dérangements; aujourd'hui l'argent est abondant, il faut qu'il s'offre à bon marché. C'est pour répondre à ces exigences que vingt-cinq guichets nouveaux ont été après une minutieuse enquête, créés dans un certain nombre de départements. Ces créations entraînent nécessairement des frais d'établissement et de personnel, mais l'épreuve de quelques mois de fonctionnement démontre qu'elles répondent à des besoins réels et permettent de dire que, dans un délai qui ne dépassera pas de deux ans la date de l'ouverture des bureaux, ces frais seront amortis. Fidèle à ses habitudes, votre Société installe ces établissements dans des conditions modestes, sans aucun luxe, estimant que c'est surtout par la réalité des services rendus et par la sûreté de ses relations qu'elle doit amener à elle et s'attacher une clientèle nombreuse et stable.

Si ces résultats satisfaisants sont dus à l'active impulsion du Conseil, il est juste de faire au personnel de votre Société la part qui lui revient de ce succès. Vos directeurs d'Agences et de Bureaux ont en général, par leur zèle et leur vigilance, su répondre à ce qu'on attendait d'eux. Leurs travaux quotidiens, leurs occupations journalières sont transmis, jour par jour, à l'Administration centrale, soumis par la Direction à un contrôle immédiat, vérifiés avec une minutieuse exactitude et véritablement dirigés, jusque dans les détails, par une centralisation intelligente qui stimule les uns, assagit les autres et produit ainsi un ensemble de travail d'une rare unité, dans l'organisation duquel on reconnaît l'esprit élevé, méthodique, clairvoyant de notre Directeur, M. Buron, fort bien secondé par ceux qui l'entourent de plus près. Il est de notre devoir de vous dire quels droits tous ces collaborateurs ont à votre gratitude et de vous prier de la leur témoigner.

Nous avons dit, plusieurs fois déjà, avec quel soin nous nous assurions, à maintes reprises, dans le cours de l'exercice, de la composition de votre portefeuille et combien nous nous attachions à vérifier si, en face des sommes qui pourraient être exigibles, se trouvaient des valeurs équivalentes facilement réalisables; il faut, en effet, se préoccuper constamment d'une crise qui ébranlerait le marché, alarmerait la confiance, et entraînerait, dans un affolement irréfléchi, de nombreuses demandes de remboursement. Toujours nous avons constaté que les sommes disponibles ou les valeurs facilement réalisables dépassaient par leur total ce qui pouvait être réclamé. — Un événement, qu'il est utile de vous signaler, est venu confirmer nos appréciations et nous montrer, qu'en une telle situation, la Société Générale serait à hauteur de ses obligations. La souscription faite par la Société tant pour elle-même que pour sa clientèle à l'emprunt 2 1/2 0/0 émis l'an dernier par la Ville de Paris, a entraîné le déplacement effectif d'une somme très considérable versée tant à la recette municipale de Paris que dans les caisses des agents du Trésor dans les départements; ce versement, qui a nécessité la remise d'une partie de notre Portefeuille de Paris et d'agences à la Banque de France, a été effectué sans qu'on dût recourir à aucune mesure exceptionnelle et sans gêner les opérations quotidiennes de la maison et ses services de trésorerie. C'est là ce qu'on pourrait appeler un *essai de mobilisation* de partie du Portefeuille, montrant bien les facilités dont la Société Générale pourrait disposer au cas d'événements capables de jeter des craintes émouvantes sur le marché français.

Le compte de Profits et Pertes pour l'exercice 1894 est présenté comme suit :

Produits de l'exercice 1894.... Fr.		6.910.642 95
A déduire :		
Impôts (non compris celui de 4 0/0 sur le revenu).......... Fr.	988.692 30	3.842.088 71
Frais généraux......	2.853.396 41	
Reliquat........................Fr.		3.068.554 24
Solde du dernier exercice........		35.684 57
TOTAL A RÉPARTIR......Fr.		3.104.238 81

Au mois d'octobre dernier,

il a été distribué un accompte de.............Fr.	1.500.000 »	
Le Conseil vous propose un nouveau versement de.......	1.500.000 »	
ce qui porte le dividende à......Fr.		3.000.000 »
et de reporter à l'exercice en cours le reliquat de.................Fr.		104.238 81

Ces chiffres sont d'accord avec les écritures sociales; nous estimons qu'il y a lieu de voter les propositions du Conseil.

Le rapport du Conseil d'administration vous fournit, sur les anciennes affaires de la Société, des renseignements auxquels nous ne pouvons que nous référer. Nous devons rendre hommage à sa sollicitude et à ses efforts pour tirer bon parti des unes et des autres, mais les meilleures volontés ont à compter avec les faits accomplis.

L'état de crise qui persiste au Pérou augmente les difficultés que rencontre l'exploitation du Port du Callao; l'exercice dernier, néanmoins, n'a pas été infructueux et ses produits ont assuré l'amortissement réglé en 1886, pourvu aux frais d'une affaire contentieuse et laissé un excédent au compte de Profits et Pertes. Notre agent au Pérou a trouvé chez le Ministre de France un concours dévoué dont nous le remercions; nous voyons dans sa précieuse intervention une preuve de la bienveillance du Gouvernement et de sa sollicitude pour vos intérêts.

L'affaire de la Participation Guano suit son cours devant le Tribunal arbitral auquel elle a été déférée, tous les prétendant droits aux fonds déposés à la Banque d'Angleterre auront dû se faire connaître au 31 du présent mois; mais les délais nécessaires pour formuler les prétentions, fournir les défenses, y contredire et les apprécier, nous conduiront vraisemblablement au cours de l'année prochaine pour avoir la sentence que nous attendons.

L'affaire de Grotta-Calda est toujours retardée dans sa solution par la tactique des adversaires qui multiplient les moyens dilatoires, les obstructions de procédure, les circuits de juridiction. Ces délais interminables nous causent préjudice parce que, notre bon droit étant reconnu, comme nous devons y compter, notre gage se trouve amoindri; il consiste, en partie, en biens ruraux qui, au milieu de la crise agricole qui n'épargne pas l'Italie, perdent de leur valeur et leur réalisation peut donner un mécompte qu'il est sage de prévoir et de conjurer. Aussi ne peut-on que louer la résolution prise par le Conseil d'ouvrir, au moyen de prélèvements modérés sur les Profits et Pertes, un compte de « Provisions diverses » qui couvriraient, le cas échéant, des éventualités de dépréciations possibles. Le Comité de censure croit servir nos intérêts communs en approuvant entièrement cette solution.

Le Conseil d'administration vous a fait part des vides que des raisons de santé ou de résidence ont ouverts dans ses rangs; nous nous associons aux sentiments qu'il exprime pour ses anciens collaborateurs. Nous voulons plus spécialement vous dire le regret que nous a causé le décès du baron Cardon de Sandrans, qui a été longtemps notre doyen très respecté.

Notre collègue, M. de Sainte-Anne, est proposé à votre choix comme Administrateur; cette désignation continue une tradition qui se justifie : le Comité de censure étant, par les statuts, appelé à prendre part, avec voix consultative, aux délibérations du Conseil, doit, pour remplir ce mandat, se tenir au courant de toutes les affaires de la Société. M. de Sainte-Anne est préparé aux fonctions d'administrateur par un exercice déjà long de celles de censeur; il sera servi dans ses nouvelles fonctions par les qualités qui nous l'avaient fait si justement apprécier et par la connaissance sérieuse des affaires de la maison.

Pour satisfaire aux prescriptions des statuts, nous avons, pour remplacer M. de Saint-Anne, choisi provisoirement, et sous réserve de votre ratification, le baron Chaudruc de Crazannes, intendant militaire en retraite. M. de Crazannes nous apporte les habitudes de travail, la droiture de l'esprit, la sagacité de contrôle dont il a donné la mesure dans ses anciennes fonctions. Nous vous prions de confirmer notre choix et d'investir M. de Crazannes des pouvoirs de censeur pour une année, le mandat de M. de Sainte-Anne ne devant plus durer que ce laps de temps.

M. Thirria, notre collègue actuel, achève sa troisième année de censure; nous vous demandons de renouveler ses pouvoirs pour trois nouvelles années.

RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE

I

Conformément à la proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale approuve les comptes de l'exercice 1894 et fixe le dividende à 12 fr. 50 par action, moins l'impôt de 4 0/0 sur le revenu (0 fr. 50 par action.

En conséquence, à partir du 1er avril 1895, il sera distribué aux actionnaires 6 fr. 25 par action (soit, après déduction de l'impôt sur le revenu, 5 fr. 75 c. nets), qui, joints à la distribution de 6 fr. 25 c. faite le 1er octobre 1894, complètent la somme de 12 fr. 50 c. par action).

II

Conformément aux articles 18, 19, 21 et 31 des statuts, et à la décision de l'Assemblée générale du 2 août 1864, l'Assemblée générale a pris les résolutions suivantes :

Elle a réélu :

Administrateur pour cinq ans :

M. Le Bègue,

Et Censeur, pour trois ans :

M. Thirria :

Elle a nommé :

Administrateur pour trois ans, en remplacement de M. Lesne de Molaing, démissionnaire :

M. de Sainte-anne :

Censeur pour un an, en remplacement de M. de Sainte-Anne, nommé administrateur :

M. le baron Chaudruc de Crazannes

Les feuilles signées au commencement de la séance constatent que 120 actionnaires représentant — par eux-mêmes ou comme fondés de pouvoirs de 665 actionnaires — 73.232 actions, donnant droit à 519 voix, ont pris part à l'Assemblée générale.

892

COMPAGNIE PARISIENNE

D'ÉCLAIRAGE et de CHAUFFAGE par le GAZ

MOIS	RECETTES DE GAZ 1895	RECETTES DE GAZ 1894	DIFFÉRENCE en 1895	Soit 0/0
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Mars.....	7.207.786 98	6.912.653 16	+ 295.133 82	4.27
3 pr. mois	23.446.218 47	23.035.179 52	+ 411.038 95	1.78

893

AVIS AUX ACTIONNAIRES

MM. les Actionnaires de l'**ancienne Société des Etablissements Decauville aîné,** sont informés qu'un acompte de **vingt francs** par titre, sur les comptes de répartition de la liquidation, sera mis à leur disposition en échange du **coupon n° 3** de l'ancien titre, à partir du *samedi, 4 mai prochain,* au siège de la Société nouvelle des Etablissements Decauville aîné, *13, boulevard Malesherbes, à Paris.*

894

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES

CHEMINS DE FER ECONOMIQUES

Les porteurs d'obligations de la Société Générale des Chemins de fer Economiques sont prévenus que le coupon n° 20 sera mis en paiement à partir du 1er mai 1895, à raison de 6 fr. 784 pour les titres au porteur,

Et de 7 fr. 20 pour les titres nominatifs.

Ce coupon sera payable au siège de la Société et aux guichets des établissements de crédit ci après :

Banque de Paris et des Pays Bas :

Crédit Industriel et Commercial :

Crédit Lyonnais et ses agents dans les départements ;

Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France ;

Société Bordelaise de Crédit industriel et commercial, à Bordeaux ;

Ce coupon est également payable dans les gares de la Société où les obligations ont été achetées.

895

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER

DU NORD DE L'ESPAGNE

Conformément à l'article 26 des statuts, le Conseil d'administration de la Compagnie a l'honneur de convoquer MM. les Actionnaires en Assemblée générale pour le 25 mai prochain, à trois heures de relevée, au Siège social, à Madrid, 17, Passo de Recoletos.

L'Assemblée aura pour objet :

1° D'examiner les comptes de l'Exercice 1894, de les approuver s'il y a lieu, et de remplacer les Administrateurs dont les fonctions expirent cette année ;

2° De délibérer sur toutes mesures et arrangements proposés par le Conseil dans l'intérêt de la Compagnie.

Ont le doit d'assister à cette Assemblée les Actionnaires qui possèdent cinquante actions au moins.

MM. les Actionnaires qui désirent faire partie de l'Assemblée devront déposer leurs titres quinze jours au moins avant l'époque fixée pour sa réunion.

Ces dépôts pourront être faits :

A Madrid : à la Société Générale de Crédit Mobilier Espagnol, 17, Paseo de Recoletos.

A Barcelonne : au Crédit Mercantil.

A Paris : à la Société Générale de Crédit Mobilier Espagnol, 60, rue de la Victoire, ainsi qu'au Crédit Lyonnais et dans ses succursales.

896

COMPAGNIE DES LITS MILITAIRES

Société anonyme au capital de 5 millions de francs

Numéros des 819 obligations sorties au tirage du 17 avril et remboursables au Siège social, 18 boul. des Capucines, à Paris, à partir du 1er mai 1895:

6.901	à 7.000	14.701	à 14.800	29.701	à 29.800
9.001	9.100	21.001	21.100	30.101	30.119
11.201	11.300	22.401	22.500	36.001	36.100

897

BANQUE DE L'INDO-CHINE

Bilan au 10 novembre 1894

Actif

Versements non appelés	9.000.000 »
Caisse (Paris et succursales)	11.978.346 29
Portefeuille (Paris et succ.)	12.557.451 42
Avances sur nantissements	7.686.356 85
Correspond divers (Paris et succursales).	3.537 053 50
Frais généraux (Paris et succursales)	342.246 07
Frais d'installation et frais de fabrication de billets au porteur	349.674 64
Mobiliers	139.171 33
Immeubles	665.091 63
Fr.	46.255.391 73

Passif

Capital social	12.000.000 »
Fonds de réserve statutaire	415.000 »
Fonds de prévoyance statutaire	431.707 08
Fonds de secours	100.000 »
Fonds de réserve supplémentaire	600.000 »
Amortissement des frais d'installation et de fabrication des billets au porteur	349.674 64
Amortissement du mobilier	139.171 33
Réserve immobilière	211.816 20
Billets au porteur en circulation	23.215.582 70
Comptes de dépôts	4.219.643 29
Effets à payer	186.812 55
Correspondants divers (Paris et succurs.).	3.706.159 20
Intérêts et commissions du semestre	382.760 12
Dividendes à payer	4.464 »
Profits et Pertes :	
Solde du 2e semestre 1893	9.908 98
— du 1er semestre 1894	282.691 64
Fr.	46.255.391 73

Le Directeur : S. SIMON.

898

ADJUDICATIONS

MAISON **rue Didot, 83** (14e arrondisseme Rev. br. 6.282 fr. — M. à p. : 80.000 à adjer sur une ench. Ch. des Not., Paris, 14 m 1895. S'ad. à Me **Prud'homme**, not. 6, r. Gaillo

89

SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT INDUSTRIEL & COMMERCIA ET DE DEPOTS

Bilan au 28 févrie 1895

ACTIF

Caisse et banques		2.687.783
Portefeuille :		
Effets en francs	22.716.259 47	23.683.762
Effets en monnaies étrangères	967.503 23	
Rentes, actions, obligations et participations diverses		7.847.811
Avances sur titres		11.165.104
Comptes courants garantis		12.785.261
Credits sur garanties		8.2 7.844
Correspondants débiteurs		3.992.223
Comptes d'ordre		1.519.295
Ordres de Bourse		1.786
Frais généraux		398.191
Immeuble social		1.672.722
Actions. Versements non appelés		15.000.000
		88.981.288

PASSIF

Actions		30.000.000
Réserves :		
Statutaire	3.000.000 »	6.500.000
Supplémentaire	2.500.000 »	
Immobilière	1.000.000 »	
Comptes de dépôts		29.609.320
Comptes d'encaissement		181.224
Correspondants créditeurs		4.061.193
Effets à payer		17.320.882
Dividendes à payer		15.321
Réescompte du dernier semestre		106.779
Profits et pertes		1.096.567
		88 981.287
Effets en circulation avec l'endossement de la Société		18.868.511

900

BIBLIOGRAPHIE

Chez John Bull, journal d'uu rural, par le baron E. de Mandat-Grancey.

Hardi voyageur doublé d'un étincelant humorist le baron de Mandat-Grancey a toujours obtenu u vif succès, chaque fois qu'il nous a conté ses pér grinations, soit *Chez Paddy*, dans la verte Irland soit *Chez l'Oncle Sam*, à New-York et Chicag soit *Dans les montagnes Rocheuses*, soit à *Brèche aux Buffles*, soit sur *la Côte d'Afriqu* Tous ces récits sont ecrits avec une verve i tarissable et une belle humeur entraînante. Aujou d'hui, M. de Mandat-Grancey publie, sous le tit de : *Chez John Bull, journal d'un rural*, un livr d'un profond intérêt, des plus instructifs et de plus nouveaux, sur la vie agricole en Angleterr dans les plus luxueux châteaux aussi bien qu dans les plus modestes cottages. Mœurs rurale cultures, élevage, il apprécie tout en connaisseur ses observations sont coupées d'amusantes ane dotes et de traits fort piquants, comme toujour car M. de Mandat-Grancey possède l'art de trait des questions économiques dans un style origin plein d'entrain et de gaieté, ce qui n'exclut ni science ni la vérité.

Un vol. in-18. Prix : 3 fr. 50. E. Plon, Nourr et Cie, éditeurs, 8 et 10, rue Garancière, Paris.

902

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 173. — 7e volume. (18) || BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS || Samedi 4 Mai 1895.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 75 MILLIONS DE FRANCS
(Entièrement versés)
Siège social : 14, rue Bergère

Rapport présenté par le Conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire du 25 avril 1895.

Messieurs,

C'est un nouveau progrès dans le développement de votre Société que nous avons à vous faire constater cette année.

Au 31 décembre 1891, le total de notre Bilan s'exprimait, en chiffres ronds, par un montant de.............................. 314 millions.
Au 31 décembre 1892, par.......... 365 millions.
Au 31 décembre 1893, par.......... 404 millions.
Au 31 décembre 1894, par.......... 482 millions.

Cette gradation continue vous fait mesurer, mieux que tous les commentaires, la persévérance de notre effort pour assurer l'avenir du Comptoir.

Les conditions dans lesquelles s'exerce la banque sont changées. Il en est d'elle comme des autres branches de commerce et d'industrie. Pour y réussir, — aujourd'hui où le loyer de l'argent va s'abaissant de plus en plus, comme le prix moyen de la plupart des marchandises, — il faut se contenter de bénéfices réduits, les seuls que puissent donner des opérations prudentes ; et ces bénéfices, il faut les multiplier, en multipliant les transactions.

En procédant ainsi, nous maintenons à un taux normal des profits réguliers, qui s'accroîtront au fur et à mesure que notre mouvement continuera de s'élargir.

Notre Établissement acquiert aussi peu à peu une situation telle qu'il ne pourra manquer de profiter amplement de toute reprise d'affaires, de toute amélioration dans l'état général économique.

Les renseignements qui vont suivre vous démontreront que les résultats obtenus à ce jour nous donnent le droit de compter sur la réalisation de ces prévisions.

Portefeuille. — L'escompte est, vous le savez, le service de prédilection de notre Établissement, qui, pour le commerce parisien, demeurera toujours le *Comptoir d'Escompte*. Nous avons à enregistrer de ce côté un nouvel accroissement.

Le mouvement du Portefeuille Français a été, en 1894, de :

	ENTRÉE	SORTIE
Fr.	3.845.328.077 21	3.706.961.060 51
contre, en 1893	3.055.216.109 35	2.948.247.727 »
Différence en faveur de 1894....Fr.	790.111.967 86	758.713.333 51

La moyenne des effets en Portefeuille, qui était de 587 francs en 1893, s'est élevée à 627 francs en 1894 ; elle a été influencée par l'afflux croissant des belles remises envoyées quotidiennement à notre Société par les grandes maisons de l'étranger.

Les avis éclairés de notre Conseil d'escompte nous ont été plus que jamais utiles pendant cet exercice, au cours duquel plusieurs branches de commerce et d'industrie ont été fort éprouvées.

Le mouvement du Portefeuille Etranger a été, en 1894, de :

	ENTRÉE	SORTIE
Fr.	1.381.980.279 14	1.348.396.265 82
contre, en 1893	1.647.44[illegible].488 05	1.601.3[illegible]3.323 68
Différence en faveur de 1893.	265.464.208 91	252.907.057 86

Cette diminution provient de certaines de nos Agences lointaines dont l'activité a été ralentie par des circonstances fortuites sur lesquelles nous reviendrons tout à l'heure.

Nous ne nous étendrons pas sur notre Portefeuille *Titres*, qui fait l'objet d'un examen spécial dans le rapport de notre Commission de contrôle. Nous ne croyons pas inutile cependant de constater que ce Portefeuille a bénéficié, au cours de l'exercice 1894, d'une ample plus-value, qui témoigne en faveur de sa composition.

Comptes de Chèques et d'Escompte. — Le mouvement de ces comptes a été, en 1894, de :

	ENTRÉE	SORTIE
Fr.	3.200.495.839 35	3.007.847.488 51
contre, en 1893	2.180.1[illegible]6.[illegible]92 76	2.032.781.[illegible]37 38
Différence en faveur de 1894.	1.020.330.346 59	975.065.951 13

Au 31 décembre 1894, la situation du Comptoir National accusait :

Fr.	45.273.395 46	de plus aux Comptes de chèques et Comptes d'escompte.
	19.136.148 14	de plus aux Comptes courants.
ENSEMBLE Fr.	64.409.543 60	de plus qu'en 1893.

C'est la première fois qu'une progression aussi considérable peut vous être signalée en un seul exercice sur cet article de notre Bilan ; elle vous prouve la faveur dont votre Société jouit dans le public.

Dépôts de Titres — Ordres de Bourse. — Au 31 décembre 1894, notre serre des titres détenait 7.202 dossiers de plus qu'en 1893 à pareille époque. A Paris seulement, et dans les seuls locaux de la rue Bergère, l'évaluation des dépôts qui nous sont confiés atteint à présent un milliard de francs.

Les emplacements affectés aux coffres loués au public ont déjà dû être sensiblement agrandis à l'Administration centrale. Par les locations effectuées à ce jour, nous sommes fondés à croire que, pendant l'été de la présente année, la nouvelle annexe sera complètement occupée. Un supplément de coffres a été également reconnu nécessaire à la Succursale.

Quant à nos ordres de Bourse, leur extension a dépassé toutes nos prévisions, et nous a obligés à renforcer très sensiblement le personnel affecté à ce service.

Caisses. — Le mouvement des *Caisses* a été de :

	A L'ENTRÉE	A LA SORTIE
Fr.	9.270.116.274 78	9.2[illegible]1.014.7[illegible]0 »
contre, en 1893	7.5[illegible]3.2[illegible]0.6[illegible]7 02	7.507.929.115 62
Différence au profit de 1894.	1.746.895.607 76	1.743.085.674 38

Il faut tenir compte que ce mouvement comprend les déplacements de fonds provoqués exceptionnellement par l'Emprunt Ville de Paris et l'Émission Russe 3 1/2 1894. L'accroissement n'en demeure pas moins considérable.

Reports. — Nos reports à Paris, Lyon et Londres s'élèvent, au 31 décembre 1894, à 37.517.306 francs 75 c. au lieu de 18.242.919 fr. 40 c. au 31 décembre 1893. Ces placements essentiellement temporaires et mobilisables ont naturellement suivi avec nos escomptes de papier commercial, l'augmentation des Comptes et Dépôts.

Avances. — Nos avances, au 31 décembre 1894, se présentent à peu près dans les mêmes proportions qu'en 1893, soit :

Avances sur marchandises... Fr.	7.257.771 35
Avances sur valeurs françaises et étrangères..............................	28.575.784 80
Avances commerciales et de banque, sous garantie de tiers	4 475.590 10

Elles offrent un absolu caractère de sécurité.

Acceptations. — Au 31 décembre 1894, les acceptations pour compte des Agences d'outre-mer s'élèvent à 10.531.499 fr. 14 c.

Les acceptations et effets à payer pour compte de tiers se totalisent par 72.819.[illegible]20 fr. 65 c., au lieu de 63.129.5[illegible]2 fr. [illegible]7 c. au 31 décembre 1893.

Cet accroissement est parallèle à l'extension de nos rapports à l'étranger et au développement de celles de nos Agences de province qui sont établies en des places où le commerce français a besoin de crédits de remboursements, pour ses achats de marchandises dans les pays d'origine, notamment Roubaix, Tourcoing et le Havre.

Succursale — Bureaux de quartier. — Nous vous disions l'année dernière que le succès de la Succursale n'était *qu'une question de temps*.

Les faits ont déjà justifié nos prévisions. A l'issue de 1894, la Succursale nous apporte un profit intéressant. Elle avait cependant à supporter la charge intégrale de notre loyer, place de l'Opéra, qui va être sensiblement atténuée, car nous venons de sous-louer le premier étage, inoccupé par nos services, et dont nous n'avions pu obtenir jusqu'à ce jour le prix auquel nous l'avions légitimement évalué.

Nos Bureaux de quartier nous ont également donné satisfaction. Depuis notre dernière Assemblée générale, nous n'en avons pas créé de nouveaux, tenant à asseoir d'une façon définitive notre exploitation dans les deux derniers ouverts, avant d'accroître le nombre des dix Agences en service en avril 1893. A ce point de vue, 1894 a été une année de consolidation. Nous avons tout lieu de nous louer de cette manière prudente d'opérer.

Agences en France. — C'est la même ligne de conduite que nous avons suivie pour les Agences en France. Nous n'avons pas fondé d'Agences nouvelles dans de grands centres, voulant, avant de poursuivre notre programme d'extension en province, amener à la production le plus grand nombre possible des Agences récemment ouvertes.

Nous n'avons procédé qu'à la création de quelques sous-Agences, — à Agen, Villeneuve-sur-Lot Beaune, et, tout à fait en dernier lieu, à Narbonne.

Cependant, au cours de l'exercice, la plupart des Agences de fraîche date, Toulouse, Mazamet, Roubaix-Tourcoing et Dunkerque ont devancé le délai ordinairement prévu pour la mise en train, et ont participé aux profits.

Quant aux Agences anciennes, elles sont toutes en progrès. Les Agences de Marseille et de Nantes notamment, ont présenté en fin d'année des bilans qui font honneur à leur direction.

Agences à l'Etranger et dans les Pays de Protectorat. — L'Agence de Londres, placée en d'excellentes mains, a acquis un développement important ; cette agence deviendra un de nos meilleurs instruments de profits.

Les Agences de Calcutta et de Bombay ont eu à lutter contre les obstacles que leur crée l'instabilité des changes. L'Agence de Shanghaï a subi les conséquences de la guerre sino-japonaise. Mais nous avons la confiance qu'elle trouvera une ample compensation aux difficultés de l'heure présente dans l'éveil de transactions que provoquera la paix en ouvrant plus largement la Chine à la civilisation européenne en la décidant peut-être à une transformation nécessaire.

Les Agences australiennes ont concouru, dans une proportion toujours plus large, aux opérations de banque auxquelles donne lieu l'importation des laines, que nous secondons à son point de départ, comme à son lieu de destination, à Roubaix, Tourcoing et Mazamet.

L'Agence de San-Francisco a été très prospère. Dans l'Amérique du Nord, où nous sommes aussi établis depuis peu à Chicago, nous avons fondé une troisième Agence à la Nouvelle-Orléans, ville où les sympathies pour la France sont, vous le savez, traditionnelles, et qui est un centre actif d'exportations cotonnières intéressant nos Agences de province, dans la région du Nord et de l'Ouest.

A Madagascar, les affaires sont naturellement arrêtées par les événements qui ont motivé les énergiques décisions de notre Gouvernement. Nous avons dû fermer notre Agence de Tananarive, dont le personnel a réussi à revenir sain et sauf à Tamatave et à Majunga. Notre agence de Tamatave a su déjà se rendre utile au corps d'occupation, dont elle fait le service financier. De même, les perceptions douanières continuent à être effectuées par nos agents, qui, après avoir couru de sérieux dangers, sont actuellement aux ordres du Gouvernement français. Enfin, dans une préoccupation patriotique, nous venons d'ouvrir une Agence à Majunga, point de débarquement, où le commerce français concentre des approvisionnements de toute nature.

Nous comptons, lorsque la grande île sera définitivement placée sous la protection de la France, recueillir le fruit de nos longs efforts. Notre persévérant dévouement aux intérêts nationaux recevra alors sa récompense.

Il en est ainsi pour les Agences lointaines. Il faut savoir subir, sans se rebuter, les périodes laborieuses ; elles préparent celles des moissons abonnantes.

C'est également dans une vue d'intérêt national

que nous avons ouvert, au milieu de l'année, une Agence à Tunis. La fondation de cette Agence nous avait été demandée, et notre récente intervention dans la conversion de la Dette tunisienne avait créé un lien entre le Gouvernement beylical et notre Établissement qui, depuis longtemps, étudiait les principales questions intéressant la Régence.

Banques coloniales. — Les Banques coloniales, dont le privilège va bientot expirer, ont retenu tout particulièrement, cette année, l'attention des pouvoirs publics et du monde des affaires. A la suite de l'examen auquel s'est livrée la Commission d'étude du renouvellement du privilège des Banques coloniales, et des enquetes faites auprès des Chambres de commerce, il est à peu près certain que le privilège des Banques coloniales sera renouvelé. Nous avons, de notre coté, prorogé les contrats qui nous lient à elles. Nous continuons ainsi la longue tradition qui constitue des titres réciproques aux Banques coloniales et à notre Établissement, le Comptoir ancien ayant été le banquier, en France, des Banques coloniales depuis l'année 18[illegible].

Opérations financières, émissions, divers. — Au cours de 1894, nous avons participé à l'émission de l'Emission Ville de Paris 2 1/2 1892. Notre souscription à 9.415.351 et 1/4 obligations a comporté un premier versement qui n'a pas été inférieur à 188.767.[illegible]62 fr. 50 c.

Nous avons procédé, avec les autres grands Établissements de Paris, à la conversion en obligations de la Dette impériale Russe, des obligations hypothécaires du Crédit Foncier de Russie, dont le service se faisait au Comptoir, et nous avons donné à cette opération un très large concours.

Nous avons effectué en France l'émission de l'Emprunt Norvégien 3 1/2 0/0 de 55.137.600 francs, dont le succès a été complet.

Enfin, nous avons apporté à l'Emprunt Russe 3 1/2 0/0 1894 un contingent important de souscriptions.

Dans le compartiment des affaires industrielles, nous avons reconstitué et réorganisé, de concert avec deux grands Établissements de Paris et plusieurs banques belges, la Compagnie Générale française des tramways. Nous avons aussi offert à notre clientèle des obligations du Gaz de Madrid.

Nous avons à cœur, avant de terminer cet exposé, [illegible] une mention particulière à notre personnel. Nous avons trouvé chez nos collaborateurs de tous ordres, non seulement ce dévouement et cet attachement à l'institution qui de tout temps ont été de tradition au Comptoir, mais encore cette [illegible] et cette émulation sans lesquelles on ne progresse pas.

[illegible] personnel témoigner d'un rare esprit d'initiative, en créant une Caisse [illegible] de secours, que nous avons été heureux d'encourager.

Votre Conseil a été cruellement éprouvé cette année. Il a perdu successivement deux de ses membres, MM. Mozet et Chalvet.

M. Mozet, qu'une longue collaboration comme Conseiller [illegible] Comptoir, était devenu [illegible] depuis la fondation du Comptoir National en 18[illegible]. C'était un vieil ami de cette maison à laquelle il était profondément attaché. [illegible] de son jugement, la franchise de ses appréciations et [illegible] à sa collaboration une portée peu commune.

M. Chalvet, nouveau venu dans notre Conseil, où il était [illegible] de la Banque de D[illegible] par la distinction de son esprit, [illegible] de ses manières, [illegible], son empressement et sa bonne grâce [illegible] pour notre Société.

[illegible] unanimes regrets que MM. Mozet et Chalvet ont laissés [illegible].

Nous avons remplacé ces deux administrateurs par MM. [illegible] Rostang, chef de [illegible] et honorable [illegible] de banque [illegible] J. Rostang et Cie, vice-président [illegible] président de la Compagnie Générale Française de Tramways, etc., et M. Charles Cambefort, administrateur de la Compagnie La Foncière, la Dynamite Centrale, etc., qui [illegible] la maison Cambefort [illegible] dans le monde des affaires.

Tous deux nous apportent une collaboration précieuse et nous ne doutons pas que vous ratifierez notre choix.

Une disposition transitoire de l'article 17 des statuts stipulait que la durée des fonctions de tous les administrateurs nommés au début de votre Société, — et par conséquent de tous ceux qui, ayant remplacé des membres originaires, ont été mis en leur situation — serait de six années consécutives, le renouvellement devant avoir ensuite lieu chaque année par sixième.

Par suite de cette disposition, MM. Denormandie, Berger, Vlasto, Mercet, Thiébaut, de Sinçay, Carraby et Jules Rostang sont arrivés au terme de leur mandat. Tous se représentent à vos suffrages.

Répartition des bénéfices. — Nous vous avons réparti le 31 janvier 12 fr. 50 c. en acompte sur les résultats reconnus de l'exercice 1894. Si vous donnez votre approbation aux Comptes que nous allons vous soumettre, nous vous distribuerons encore 12 fr. 50 c. le 31 juillet prochain, sous déduction de l'impôt résultant des lois de finances, soit 5 0/0 du capital mis en œuvre, après défalcation de tous amortissements et réserves.

Rapport de la Commission de Contrôle

Messieurs,

Le Comptoir National d'Escompte a, pendant l'année 1894, continué à développer ses opérations de Banque pure. Cependant les affaires financières proprement dites ont été un peu plus actives que pendant l'exercice précédent. Toutes ces opérations se sont renfermées dans les limites des Statuts.

Nous avons, d'ailleurs, continué, comme le passé, à nous tenir au courant des affaires sociales, en assistant fréquemment aux séances du Conseil, en prenant connaissance, dans nos séances hebdomadaires, des travaux du Comité de direction et des procès-verbaux du Conseil d'administration, et en examinant tous les mois la comptabilité au moment de l'établissement de la Situation que nous visons régulièrement.

Les disponibilités ont toujours été maintenues suffisantes pour faire face aux exigibilités. Nous vous donnons, comme d'ordinaire, le tableau des excédents des disponibilités à vue ou à terme, représentées par les Comptes Caisses, Banque, Portefeuille, Comptes courants débiteurs, Avances sur effets publics, Crédits sur nantissements, sur garanties et reports, sur les exigibilités à vue ou à terme provenant des Comptes de dépôts et des Comptes d'escompte, des Comptes courants créditeurs, des Effets à payer et des Acceptations.

Dates		Excédent disponible	
1894 Au	31 Janvier	38.276.094	14
—	28 Février	41.931.531	15
—	31 Mars	37.991.183	95
—	30 Avril	33.767.741	15
—	31 Mai	39.865.[illegible]65	06
—	30 Juin	39.488.633	11
—	31 Juillet	41.613.035	12
—	31 Août	38.741.476	85
—	30 Septembre	24.345.949	90
—	31 Octobre	25.237.935	30
—	30 Novembre	29.303.906	31
—	31 Décembre	29.006.336	91

Le tableau dont nous venons de vous donner lecture est dressé sur les chiffres des situations mensuelles publiées. Ces situations très détaillées permettent aux intéressés de se rendre compte du développement des affaires de la Société et de leur état prospère. Nous avons complété fréquemment, dans le courant de chaque mois, cet examen par l'étude comparative des divers éléments qui composent les grandes divisions de la comptabilité.

Il convient de remarquer, en effet, que les comptes courants créditeurs comprennent des chapitres ne constituant pas des exigibilités à vue : tels sont les bons à échéance, les dépôts à terme, les provisions en espèces pour acceptations ; et d'autre part, si les avances ne sont remboursables qu'à des termes échelonnés, la grande majorité du portefeuille-titres, qui ne figure pas dans le tableau ci-dessus parmi les disponibilités, serait très facilement mobilisable ; enfin la plus grande partie des fonds confiés aux agences d'outre-mer seraient, en cas de besoin, immédiatement et facilement rapatriés. Nous pouvons donc vous dire que les ressources immédiates et d'une réalisation très facile ont constamment été largement suffisantes.

Portefeuille. — Le portefeuille, composé d'un papier essentiellement commercial, a toujours été d'une négociation aisée. L'examen des risques, que nous avons fait périodiquement, nous a donné satisfaction.

Reports. — Les reports à Paris, à Londres et Lyon ont porté sur des chiffres plus importants en 1894 qu'en 1893 ; ils ont eu pour objet des v[aleurs] d'une circulation courante

Comptes courants débiteurs. — Les Compt[es] débiteurs comprennent, d'une part, des avanc[es] autorisées par le Conseil à des maisons ou Soci[é]tés d'une solvabilité connue et qui font l'obj[et] d'une surveillance spéciale ; d'autre part, des d[é]couverts passagers provenant d'opérations de banq[ue] ordinaires.

Rentes, obligations et valeurs diverses. — [Le] montant de ce chapitre a fort peu varié dans [le] courant de l'année. Il se compose en grande part[ie] de Bons du Trésor, de Rentes françaises, tun[i]siennes, d'obligations du Crédit Foncier de Fr[a]n[ce], toutes valeurs facilement mobilisables. Il contie[nt] aussi des titres de placement, tels qu'obligatio[ns] de chemins de fer français et de la Ville de Pari[s] destinés à satisfaire aux demandes immédiates [de] la clientèle. Les titres sont évalués, dans le Bila[n] qui vous est soumis, aux cours du 31 décemb[re] 1894.

Avances. — Les avances sont divisées, dans [la] Situation et au Bilan, en avances sur documen[ts] et marchandises, avances sur garanties de tie[rs] d'une solvabilité connue, et avances sur valeu[rs] françaises et étrangères.

Ces dernières sont suivies par un service spéci[al] qui s'assure que la marge statutaire existe, n[on] seulement au moment de la conclusion de l'opér[a]tion, mais pendant toute sa durée. La Commissi[on] de contrôle porte également son attention sur [ces] avances.

Le total des valeurs qui, au 31 décembre, se[r]vaient de garantie à ces opérations,

était de .... Fr.	67.715.379 [illegible]
Celui des avances réalisées s'élevaient à	28.575.784 [illegible]

Il y a, d'une année sur l'autre, augmentatio[n] de 23.217.398 fr. 24 c. sur le montant des titre[s] et de 2.814.334 fr. 13 sur celui des avances réa[li]sées.

Participations financières. — Les particip[a]tions financières sont, à la fin de 1894, en augme[n]tation de 4.207.117 fr. 35 sur le solde à la fin [de] 1893.

Le chiffre de 5.851.780 fr. 95 que fait ressortir [le] Bilan qui vous est soumis, n'a rien d'exagéré, [et] peut même être considéré faible comme pour u[ne] Société de l'importance de la vôtre.

Acceptations. — Le chiffre des acceptations [a] continué à s'accroître pendant l'année 1894, au pr[o]fit tant de la Société que de sa clientèle toujou[rs] plus nombreuse.

Toutes ces opérations ont été suivies avec soi[n]. Quelques acceptations ont été données pour [le] compte de maisons importantes, après avoir é[té] autorisées par le Conseil ; d'autres avaient, comm[e] contre-partie, des provisions en espèces ; d'autr[es] enfin étaient garanties, soit par des avals de tie[rs] d'une solvabilité connue, soit par des marchandis[es] laissant une certaine marge, soit par des titres [et] valeurs dont le total, au 31 décem-

bre, était de .... Fr.	45.918.789 [illegible]
Les utilisations étaient de.. Fr.	35.1[illegible]

Nous venons de passer en revue les divers ch[a]pitres des écritures qui pouvaient comporter, [de] notre part, quelques commentaires. Il nous res[te] quelques mots à dire de nos vérifications périod[i]ques des services de l'Établissement et, notammen[t], de la Caisse espèces, de la Caisse des Titres et d[u] Portefeuille. Tous les services ont été reconnus bi[en] tenus.

A la suite de l'examen du Bilan, nous avons [re]connu l'exactitude du compte Profits et Pertes q[ui] vous est soumis.

En outre des amortissements qu'il fait ressort[ir] sur la valeur de l'immeuble de la rue Bergère, [il] en a été opéré d'autres sur le contentieux, le m[o]bilier, les frais de premier établissement. Ces amo[r]tissements ont même été plus importants que po[ur] l'année précédente.

Nous vous proposons, Messieurs, d'approuver [le] Bilan au 31 décembre 1894, les comptes de l'exe[r]cice 1894 et la répartition des Profits et Pertes q[ui] vous est présentée.

Le renouvellement par tiers des membres de [la] Commission de contrôle a commencé l'année der[]nière. Vous avez aujourd'hui à procéder à la nom[i]nation d'un membre de notre Commission. Celu[i] d'entre nous qui doit sortir cette année est M. A[l]lain-Launay, qui est rééligible.

A. ALLAIN LAUNAY ; C. KRANTZ ; GEORGES MARTIN

(A SUIVRE.)

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital (millions) / Nombre des titres	Rentes à payer (francs) / Val. nom.	Versé	RENTES FRANÇAISES	Dividende ou intérêt distribué en 1890	1891	1892	1893	1894	Cours de comp. comm. juillet 1891	1892	1893	1894	Cours de clôture des 5 dernières sem. 5 avril	12 avr.	19 avril	26 avril	3 mai
15204	156.126 943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	103 10	102 90	102 85	101 82	102 15
3980	119 589 000		3 0/0 Amortissable	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 30	97 30	99 70	101 65	101 22	100 85	100 80	100 90
6788	237.596 367		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	108 50	108 17	108 55	108 25	107 65
[illegible]978	813 313.400																
95 280 obl.	de 400 f		Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	500 »	501 »	501 »	500 »	500 »
			SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3680 »	3840 »	3780 »	3710 »	3730 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	753 75	781 25	790 »	780 »	790 »
80.000	500	250	Banq. Transatlantique	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	410 »	» »	415 »	415 »	412 50
80.000	500	500	Compagnie Algérienne	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	532 »	560 »	560 »	558 »	560 »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	597 »	618 75	615 »	610 »	595 »
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	43 »	60 »	50 »	40 »	20 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	917 50	918 75	921 25	905 »	900 »
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	517 50	567 »	562 »	562 »	561 50	565 »
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	828 75	825 »	820 »	812 50	816 2[illegible]
240.000	500	250	Société Générale, nom.	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	491 25	491 »	497 »	496 50	497 »
80.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	» »	293 50	» »	» »	297 50
80.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	537 »	545 »	550 »	551 25	542 50
[illegible]	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	» »	430 »	415 »	417 50	413 »
40.000	500	500	Banque de l'Algérie	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1150 »	1075 »	710 »	805 »	810 »	805 »	800 »	800 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
30.000	500	500	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	700 »	715 »	710 »	709 50	700 »
50.000	500	500	Est-Algérien	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	617 50	623 »	625 »	625 »	630 »
584.000	500	500	Est	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	943 75	973 »	972 »	980 »	980 »	980 »
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr.	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1520 »	1527 50	1525 »	1515 »	1523 75
250.000	500	500	Midi	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1320 »	1330 »	1327 50	1315 [illegible]	1325
525.000	400	400	Nord	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1820 »	1830 »	1830 »	1825 »	1827 50
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1590 »	1600 »	1595 »	1575 »	1582 »
300.000	500	500	Ouest	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1085 »	1100 »	1098 »	1095 »	1097 50
40.000	500	500	Sud de la France	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	292 50	297 50	295 »	285 50	285 »
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
80.000	500	500	Mag. Gén. de Paris	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	571 50	585 »	580 »	575 »	580 »
336.000	500	500	Cie Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1080 »	1085 »	1118 75	1105 »	1102 50
40.000	250	250	Cie Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	310 »	355 »	350 »	317 50	350 »
20.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	615 »	630 »	630 »	626 »	628 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	55 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1060 »	1080 »	1076 »	1080 »	1077 50
45.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	645 »	585 »	570 »	574 »	570 »	568 »	565 »
50.000	500	500	Cie française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	312 50	292 »	257 50	262 50	275 »	277 50
600.000	500	500	Canal de Panama	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	10 25	9 25	10 »	9 »	8 50
422.398	500	500	Canal de Suez	71 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3135 »	3137 50	3300 »	3317 50	3390 »
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	15 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	650 »	617 50	638 75	635 »	620 »
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	100 »	100 »	102 50	101 25	101 25
50.000	500	500	Téléphones	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	127 50	165 »	400 »	307 50	305 »	302 50	305 »	303 75	290 »
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
300.000	2000	2000	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	595 »	600 »	595 »	593 75	591 25
500.000	500	250	B. Imper. Ottomane	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	725 »	722 50	720 »	727 50	723 75
20.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche	40 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1470 »	1452 50	1470 »	1460 »	1450 »
50.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	463 75	465 »	460 »	460 »	461
25.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	68 75	65 »	66 50	66 25	65
18.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	» »	165 »	160 »	154 »	155
30.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	175 »	180 »	175 »	170 »	166 25
50.000	500	500	Autrichiens-Hongrois	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	540 »	660 »	645 »	705 »	936 25	910 25	927 50	912 50	897 50
50.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	257 50	257 50	256 25	243 75	243 75
120.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 »	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	632 50	627 50	627 50	625 »	636 25
150.000	500	500	Nord de l'Espagne	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	105 25	110 »	103 75	102 50	100 »
70.000	500	500	Portugais	40 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	43 50	45 »	47 50	45 »	» »
156.000	500	500	Saragosse (Madrid à)	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	155 »	156 25	153 75	148 »	143 75
Capital en nombre de titres	Fin de l'amort.		**FONDS D'ÉTATS ÉTRANGERS**														
29 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	105 45	105 15	105 50	105 »	106 20
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	102 70	102 15	102 85	102 50	103 40
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	80 »	81 »	81 »	80 »	78 60
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	58 50	64 50	65 80	76 40	76 70	76 45	75 75	75 70
364.908			Égypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	106 15	106 95	104 15	104 50	104 50
3.047.912	1941		— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	105 70	105 90	106 »	106 20	106 1[illegible]
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	104 75	105 25	103 30	102 95	102 8[illegible]
	1930		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	73 05	74 20	73 10	71 25	70 40
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	470 »	470 »	473 »	470 »	461 50
341.000	1921		— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	432 »	432 »	434 »	430 »	415 »
210.000	1902		Hellénique 5 0/0 1881	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	» »	150 »	152 »	» »	168 »
270.000			— 4 0/0 1887	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	168 50	» »	» »	168 »	168 »
592.000.000fl			Hongrie 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	104 10	103 50	104 10	103 75	103 20
412.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	88 52	88 90	88 12	87 40	87 [illegible]
	1926		Portugal 3 0/0	4 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	25 60	25 75	25 50	25 30	25 2[illegible]
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	347 50	453 75	457 50	455 »	455 25	475 »
2.240.000			Roumanie 5 0/0 1875	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	105 »	100 50	100 75	102 »	103 »
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	100 »	99 75	99 [illegible]	99 80	99 5[illegible]
[illegible]	1960		Russie 4 0/0 1880	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	102 80	102 90	103 30	102 50	103 30
1941.992.000	1970		— 4 0/0 Consolidé	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	102 »	102 65	101 85	101 45	101 80
[illegible]	1971		— 3 0/0 1891 or	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	94 25	93 [illegible]	93 35	91 60	92 [illegible]
400.000.000fr	1976		— 3 1/2 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	98 70	98 70	98 10	97 25	97 80
52.570	1915		Serbie 5 0/0 1880	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	72 60	73 »	72 75	77 60	77 50
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	26 50	26 50	26 12	25 90	26 »
827.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	467 50	378 75	391 25	438 75	471 25	475 25	475 50	476 25	473 7[illegible]
391 362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	486 25	487 50	[illegible]	490 »	490 »
295 454			Douanes Ottom. 5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	512 50	511 25	512 50	510 »	511 25
10.000.000	1955		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	476 25	476 50	475	475 50	476 »

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Société anonyme au capital de 75 millions de francs

AUGMENTATION DU CAPITAL

Autorisée par l'Assemblée générale extraordinaire des Actionnaires en date du 25 avril 1895

ÉMISSION

De 50,000 Actions de 500 francs chacune

Au prix de 550 francs

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION :

Le montant de chaque action est payable comme suit :

175 fr. en souscrivant (versement comprenant : 125 francs, montant du 1er quart ; 50 fr., montant de la prime) ;
125 fr. le 30 septembre 1895 ;
125 fr. le 31 janvier 1896 ;
125 fr. le 31 juillet 1896.

Les souscripteurs auront la faculté de se libérer intégralement au moment de la souscription en effectuant le versement immédiat du prix d'émission, de **550 fr.**

La libération ultérieure des termes non échus n'est pas admise, sauf décision nouvelle du Conseil d'administration.

La prime de **50 fr.** est destinée à augmenter les réserves et à égaliser la jouissance d'intérêts, depuis le 1er janvier 1895 jusqu'à l'émission, entre les 150,000 actions actuellement existantes et les 50,000 actions nouvelles.

Ces dernières se trouveront ainsi assimilées complètement, pour les résultats de l'exercice 1895, aux titres existants, sauf naturellement la différence d'intérêts pour la période postérieure à l'émission, résultant de l'échelonnement des termes de versements.

DROIT DE PRÉFÉRENCE

Les propriétaires des 150,000 actions actuellement existantes du *Comptoir National d'Escompte de Paris* ont un droit de préférence sur les 50,000 actions nouvelles, dans la proportion de une action nouvelle pour trois actions anciennes.

Les souscriptions faites, aux conditions ci-dessus, en vertu de ce droit de préférence, sont irréductibles.

LE DÉLAI EXTRÊME pour l'exercice de ce droit expire le **15 mai 1895**.

Les demandes de souscription pour un nombre d'actions supérieur au tiers des actions anciennes ne peuvent pas être prises en considération.

Les actions du *Comptoir National d'Escompte de Paris* étant indivisibles, les propriétaires de une ou deux actions pourront se grouper avec d'autres actionnaires pour réunir la quantité minima de trois actions anciennes nécessaires pour obtenir une action nouvelle.

Les propriétaires des trois actions et au-dessus auront droit à une action nouvelle pour chaque groupe de trois actions.

Les fractions non divisibles par trois ne donneront lieu à aucune attribution, mais les actionnaires trouveront auprès de tous les guichets du Comptoir et de ses agences toutes les facilités nécessaires pour le groupement de leurs titres en vue de l'exercice plein de leur droit de préférence.

Les Souscriptions sont reçues jusqu'au mercredi 15 mai 1895

AU COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

A Paris, 14, rue Bergère

à sa Succursale, 2, place de l'Opéra et dans ses Bureaux de quartier

En France et à l'Etranger, dans ses Agences à

AGEN	CETTE	MANOSQUE	ROUBAIX
AIX	DIJON	MARSEILLE	ROUEN
BEAUNE	DUNKERQUE	MAZAMET	SALON
BÉZIERS	HAZEBROUCK	MONTPELLIER	TOULOUSE
BORDEAUX	LE HAVRE	NANTES	TOURCOING
CASTRES	LYON	NARBONNE	VILLENve-S.-LOT

Londres, Manchester, Liverpool et Tunis

On peut souscrire dès à présent aux guichets de l'Etablissement et par correspondance

Les propriétaires des 150,000 actions actuellement existantes devront indiquer dans leurs bulletins de souscription les numéros de leurs actions ou des certificats nominatifs qui leur appartiennent. Ces actions ou certificats devront être présentés ou consignés au moment de la souscription pour recevoir une estampille constatant l'exercice du droit de préférence. L'augmentation du capital fera ultérieurement l'objet d'une autre estampille. 904

COMPAGNIE FRANÇAISE

DE MINES D'OR ET D'EXPLORATION

Société anonyme au capital de 40,000,000 de fr. entièrement versés

La Société se charge de l'achat et de la vente de toutes Actions de Mines d'or, de l'encaissement des coupons, de l'échange des titres, de la représentation aux Assemblées générales, etc.

Elle tient à la disposition de ses clients une série d'études et de renseignements sur les principales mines. 905

GRANDS MOULINS DE CORBEIL

(Anciens Établissements Darblay et Beranger)
Société anonyme au capital de 12 millions
Siège social : Rue du Louvre, 6, à Paris

L'Assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société des Grands Moulins de Corbeil s'est tenue le 22 avril 1895, sous la présidence de M. Ch. Wallut, président du Conseil d'administration.

Elle a voté à l'unanimité les résolutions suivantes:

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport présenté au nom du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires, approuve les comptes et le bilan de l'Exercice 1894, tels qu'ils lui sont présentés.

En conséquence, elle décide, que le fonds de prévoyance et la réserve extraordinaire s'élevant au chiffre de 1.047.500 fr. recevont les affectations suivantes :

1° Transfert à la réserve provenant du remboursement des obligations (Amortissement de 470 obligations)	235.000 fr.	»
Compensation du solde déficitaire de l'exercice 1894	783.170	16
3° Solde de la réserve ordinaire	29.329	84
TOTAL ÉGAL	1.047.500	»

Elle a ensuite renommé administrateur pour six années M. Charles Wallut, administrateur sortant, et MM. A. Magnien et L. Martin, commissaires à l'effet de présenter un rapport sur les comptes de l'Exercice 1895. 906

COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

SOCIÉTÉ ANONYME — CAPITAL 40 MILLIONS
Rue d'Anjou-Saint-Honoré, 52, Paris

AVIS AUX ACTIONNAIRES

Le Conseil d'Administration a l'honneur d'informer MM. les Actionnaires de la Compagnie Générale des Eaux qu'ils sont convoqués en Assemblée générale ordinaire pour entendre le rapport annuel, approuver les comptes et fixer le dividende de l'exercice 1894 (art. 39, 40 et 46 des statuts).

L'Assemblée aura lieu le vendredi 31 mai 1895, à trois heures, au Siège social, à Paris, rue d'Anjou, 52.

MM. les Actionnaires propriétaires de vingt actions au moins, nominatives ou au porteur, de capital ou de jouissance, peuvent seuls faire partie de l'Assemblée (art. 38 des statuts).

MM. les Actionnaires au porteur devront, pour être admis à cette Assemblée, déposer leurs titres au Siège social, 52, rue d'Anjou, où à Lyon, chez MM. Cambefort, F. et C. Saint-Olive, banquiers, quinze jours au moins avant l'Assemblée.

Une carte nominative et personnelle leur sera délivrée.

Paris, le 25 avril 1895.

Le Directeur,
TALANDIER.

Nota. — Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 17 avril 1895, a décidé qu'il proposerait à l'Assemblée générale de fixer à 63 francs par action le dividende de l'exercice 1894. 907

BANQUE DE L'INDO-CHINE

Le conseil d'administration de la Banque de l'Indo-Chine a l'honneur de prévenir MM. les actionnaires qu'ils sont convoqués, conformément à l'article 46 des statuts, pour le 15 mai prochain, à quatre heures, au Siège social, à Paris, 34, rue Laffitte, en assemblée générale ordinaire, à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice 1894 et de délibérer sur la fixation du dividende et les questions de l'ordre du jour. 908

CHEMINS DE FER DE L'EST-ALGÉRI

Les Actionnaires sont prévenus qu'en vertu la décision de l'Assemblée Générale du 27 av 1895 le complément au revenu des Actions, fix 12 fr. 50 (soit nominatives 12 fr., au porteur 11 fr. impôts déduits), coupon n° 38, sera payé le 15 n prochain à Paris, au Crédit Industriel, et chez correspondants habituels de la Compagnie en Algér 909

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER OTTOMA

JONCTION SALONIQUE-CONSTANTINOPLE

Assemblée générale annuelle ordinaire

MM. les Actionnaires sont convoqués en Asse blée générale ordinaire le mardi 28 mai 1895, à heures du matin, au Siège de la Compagnie, 1, Misk, à Constantinople.

Ordre du jour :

Rapport du Conseil d'Administration ;
Rapport des Commissaires ;
Approbation des comptes de l'exercice 1894 ;
Nomination des Commissaires ;
Nomination d'un Administrateur.

Aux termes de l'article 25 des statuts, tout Actio naires qui possède, soit à titre de propriétaire, s à titre de mandataire, 50 actions, est de dr membre de l'Assemblée, à la condition d'effectu le dépôt de ses titres, le 15 mai au plus tard, à Banque Impériale Ottomane, à Constantinople, à l'Agence de cette Société à Paris, 7, rue Meyerbe

Le Conseil d'Administration. 91

MINES DE MALFIDANO

Société anonyme
Capital social : 12,000,000 francs

MM. les actionnaires sont convoqués en asse blée générale ordinaire pour le lundi 27 mai c rant, trois à heures de l'après-midi, à l'Hôtel Co nental (Entrée rue Rouget-de-l'Isle) à Paris.

Cette assemblée délibérera sur les objets por à l'ordre du jour et notamment sur l'approbat des comptes de l'exercice 1894-1895 et la fixation dividende.

Il sera procédé, dans cette séance, au tirage sort de 1.620 actions, qui sont amorties et re boursées au pair de 250 francs.

Les porteurs de 40 actions et au-dessus doive pour assister à l'assemblée générale, déposer le titres au siège social, 13, boulevard Haussma cinq jours au moins avant l'époque fixée pour réunion.

Les récépissés des banques et autres établis ments financiers agréés par le Conseil seront adr comme dépôts. 911

BIBLIOGRAPHIE

La **520e** livraison de la **Grande Encyclopé** parue cette semaine contient quelques biograp intéressantes, celles entre autres de *Lannes*, M. A. DEBIDOUR, de *La Noue* Bras de Fer par MARLET, du géomètre *Laplace* par M. L'on GNET, de Lorédan LARCHEY par M. TOURNEUX. y trouvera encore la monographie de la vill *Laon* par M. Arthur GIRY et de la *Laponie* MM. A. BERTHELOT et ZABOROWSKI.

Prix de chaque livraison : 1 franc. — Une feu spécimen est envoyée gratuitement sur dema H. LAMIRAULT et Cie, 61, rue de Rennes, Paris 9

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 174. — 7e volume. (19) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 11 Mai 1895.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 75 MILLIONS DE FRANCS
(Entièrement versés)
Siège social : 14, rue Bergère

— SUITE (1) —

Rapport des Commissaires des Comptes

Messieurs,

Vous nous avez confié la mission d'examiner les écritures du Comptoir National d'Escompte pour l'exercice 1894 ; nous venons vous rendre compte de cet examen.

Les écritures ont été reconnues exactes et parfaitement conformes aux chiffres du bilan qui vous est présenté.

Vous remarquerez que le total de ce bilan ne s'élève pas à moins de 482.509.456 fr. 70 c. La progression relevée, chaque année, dans l'importance des affaires de l'Etablissement s'affirme encore largement pour 1894, puisque, au 31 décembre 1893, l'ensemble de la situation n'atteignait que 404 millions.

Nous vous fournirons nos explications pour les articles du Bilan (Actif et Passif) qui doivent plus particulièrement retenir votre attention.

ACTIF

Le *Portefeuille*, qui y figure pour 171.951.030 02, est en augmentation de près de 19 millions de francs sur l'année dernière. Cette branche principale de l'activité du Comptoir n'a cessé de se développer au cours de 1874 ; l'accroissement ainsi constaté au 31 décembre provient, d'ailleurs, des effets sur France.

Le papier est très divisé, et de nature purement commerciale. D'autre part, les effets qui composent le Portefeuille remplissent, tant au point de vue de la durée des engagements qu'en ce qui touche le nombre des signatures, les conditions résultant des statuts.

Les *Reports* en cours au 31 décembre 1894 s'élèvent à la somme importante de 37.517.306 fr. 75 c., accusant, sur le chiffre correspondant du bilan de l'année dernière, une différence en plus de 19 millions 274.000 francs.

Les *Comptes courants débiteurs* montent à 21.744.000 francs, au lieu de 15 875.000 francs. Ils sont répartis entre l'Administration centrale et toutes les agences et ont trait, soit à des facilités passagères données à des correspondants, soit à des découverts consentis à des clients de premier ordre et qui sont, d'ailleurs, très régulièrement suivis.

Pour les *Rentes, Obligations et Valeurs diverses*, nous avons 13.783.000 francs. C'est sensiblement le chiffre du bilan précédent : 13.218.000 francs, car il y a lieu de tenir compte du relèvement, très notable pendant l'année écoulée, des cours des valeurs composant ce portefeuille.

Ces valeurs comprennent, pour la presque totalité, les rentes sur l'Etat français, de l'emprunt russe, les obligations tunisiennes ou égyptiennes, des obligations du Crédit Foncier de France.

L'estimation des titres est strictement faite, comme d'ordinaire, au taux du 31 décembre.

De ce chapitre, il convient de rapprocher celui des *Participations financières* qui fait ressortir, au 31 décembre 1894, par rapport au 31 décembre 1893, un excédent de 4.200.000 francs. Bien que le montant de ce poste n'ait assurément rien d'anormal, nous indiquerons, à titre de renseignement et pour montrer la nature de ces participations, que l'excédent en question se trouve à l'heure actuelle presque entièrement liquidé.

Les *Comptes d'ordre* se composent des écritures en cours avec l'ensemble de nos Agences, et des frais de premier établissement, lesquels s'accroissent naturellement avec le nombre des Agences et donnent lieu à des amortissements annuels.

(1) Voir *L'Economiste Européen* n° 173.

PASSIF

Les *Comptes de Chèques et d'Escompte*, ainsi que les *Comptes courants créditeurs*, font ressortir, d'une année à l'autre, un accroissement de 64.409.000 francs, soit 20 0/0 environ.

La différence annuelle, relevée au Rapport précédent, était de 20.448.000 francs. Cet accroissement n'est, d'ailleurs, pas spécial à la situation au 31 décembre ; on peut même dire qu'il est plutôt inférieur à celui qui apparaît aux situations des mois précédents.

Le chapitre des *Acceptations* est également en progrès, comme le faisaient prévoir les différences déjà mises en évidence par les comptes correspondants de l'actif.

Nous n'examinerons pas, dans ce rapport l'importance de ces exigibilités rapprochées du montant des ressources disponibles.

Cette comparaison vous est fournie, non seulement pour le 31 décembre, mais encore mois par mois, dans le rapport de la Commission de contrôle. Elle est de nature à vous donner toute sécurité.

Nous sommes d'avis, Messieurs, que vous pouvez accepter les comptes tels qu'ils vous sont présentés par le Conseil d'administration et, en conséquence, autoriser le paiement du solde de 12 fr. 50 par action.

Les Commissaires des Comptes,
AUDEMARD D'ALANÇON, ALLAIN-LAUNAY.

Résolutions votées par l'Assemblée générale ordinaire

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

Après lecture des Rapports qui précèdent, les propositions qui étaient à l'ordre du jour sont mises aux voix et adoptées.

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée générale approuve les comptes et le bilan tels qu'ils lui sont présentés.

En conséquence, le compte *Profits et Pertes* s'élevant, pour l'exercice 1894, à Fr. 4.025.057 17

se répartira comme suit :

I. — *A la réserve statutaire :* 5 0/0 sur Fr. 4.025.057 17, montant des bénéfices de l'exercice 1894..Fr.	201.252 85
II. — *Aux Actionnaires :* Intérêts à 5 0/0 ou 25 francs par action, sur lesquels un acompte de Fr. 12 50 a été mis en distribution le 31 janvier dernier, et le solde Fr. 12 50, sera payable à partir du 31 juillet, sous déduction de l'impôt résultant des lois de finances.........Fr.	3.750.000 »
III. — *Au Conseil d'administration :* Suivant article 40 des statuts...Fr.	3.690 20
IV. — *Aux parts de Fondateur :* Suivant articles 40 et 41 des statuts	11.218 25
V. — *Au compte des Actionnaires :* Solde disponible...............Fr.	58.895 87
Somme égale aux bénéfices de l'exercice........................	4.025 057 17

COMPTE DES PARTS DE FONDATEUR

Solde débiteur au 31 décembre 1893..	10.839 11
Paiement au fisc pour l'exercice 1894.	4.906 43
Total.......	15.745 54
Attribution exercice 1894.............	11.218 25
Solde débiteur au 31 décembre 1894..	4.527 29

COMPTES DES ACTIONNAIRES

Disponible sur exercices

Exercice 1892..........................	5.448 18
Exercice 1893..........................	8.505 30
Fr.	13.953 48
Exercice 1894..........................	58.895 87
Solde disponible.......................	72.849 35

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale ratifie la nomination, comme Membres du Conseil d'administration, de M. Jules Rostand, en remplacement de M. Mozet, décédé, et de M. Charles Cambefort, en remplacement de M. Chalvet, décédé.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale réélit MM. Denormandie, Berger, Vlasto, Mercet, Thiébaut, de Sinçay, Carraby, Jules Rostand, administrateurs sortants.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée générale réélit M. Allain-Launay, membre sortant de la Commission permanente de Contrôle.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée générale nomme MM. Audemard d'Alançon et Allain-Launay, Commissaires à l'effet de lui présenter un rapport sur les Comptes de l'Exercice 1895, étant entendu qu'en cas de décès, démission ou empêchement de l'un d'eux, pour quelque cause que ce soit, le rapport pourra être présenté par un seul Commissaire.

Elle fixe la rémunération des Commissaires au même chiffre que précédemment.

Rapport présenté par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale extraordinaire du 25 avril 1895.

Messieurs,

Le rapport que vous venez d'entendre à l'Assemblée générale ordinaire vous a indiqué les progrès ininterrompus de votre Société ; il vous a rappelé aussi les conditions dans lesquelles doit s'exercer la Banque aujourd'hui.

Comme pour les grands établissements industriels, la loi nouvelle des institutions de crédit est de travailler beaucoup et à bon marché.

Pour donner à cette extension d'affaires — facteur essentiel de leur prospérité, — une base solide, il faut la garantie d'un capital puissant.

C'est seulement après l'absorption de la Banque de Dépôts, c'est-à-dire depuis que le Comptoir National a été pourvu d'un capital de 75 millions entièrement versés, qu'il a pu acquérir sa véritable place. La période antérieure, de juin 1889 à juillet 1892, pendant laquelle il ne disposait que de 20, puis de 40 millions versés, a été, en réalité, une période d'organisation et d'affermissement. C'est à partir de juillet 1892 que commence la période d'expansion.

Le Comptoir ancien s'appuyait sur 100 millions entièrement versés, soit 80 millions de capital et 20 millions de réserves.

Le Comptoir nouveau n'a que 80 millions en chiffres ronds, dont 75 millions de capital et 5 millions de réserves.

Cependant, nous avons repris tout le réseau d'Agences à l'étranger, et l'avons même accru dans l'Amérique du Nord et en Tunisie.

Le Comptoir ancien n'avait pas de Bureaux de quartier dans Paris et comptait seulement 3 Agences en province. A ce jour, nous exploitons, à Paris, 10 Bureaux de quartier et une grande Succursale. En province, nous avons 23 Agences, et continuerons méthodiquement, d'année en année, l'exécution de ce programme d'extension.

Une telle organisation multiplie nos champs d'exploitation pour nos affaires professionnelles de Banque, et accroît la valeur de nos guichets pour les émissions et les ordres de Bourse. Mais elle réclame naturellement un capital plus considérable.

D'autre part, à Paris et à l'étranger, les opérations du Comptoir National se sont développées comme en province.

Du 31 décembre 1891 au 31 décembre 1894, *le total de la situation générale* passe de 314 à 482 millions. Différence : *168 millions*.

Les *Dépôts et Comptes courants* passent de 175 à 305 millions. Différence : *130 millions*.

Les *Entrées du Portefeuille français*, de 1,877 millions à 3,845 millions. Différence : *1 milliard 968 millions*.

Le mouvement en recettes des *Caisses*, de 6,472 à 9,270 millions. Différence : *2 milliards 798 millions*.

Les *Dépôts de Titres*, à l'Administration centrale seulement, de 527 millions à 1 milliard. Différence : *473 millions*.

Les *Acceptations pour Compte de Tiers*, de 33 à 72 millions. Différence : 39 millions.

A ces opérations, qui sont loin d'avoir atteint leur point culminant, aux engagements plus étendus de la Société envers les tiers, il faut la garantie d'un capital plus important.

Depuis quelque temps déjà, nous avions entrevu la convenance de doter, dans un avenir assez rapproché, le Comptoir d'un ensemble de ressources au moins égal à celui du Comptoir ancien.

Nous comptions réaliser ce projet dans une ou deux années.

Mais, d'une part, les affaires viennent de plus en plus à votre Société et nous pressent; de l'autre, la fermeté, l'animation du marché, l'abondance des capitaux, l'abaissement du loyer de l'argent, qui fixe à un taux moindre le revenu, enfin la faveur croissante de votre Société auprès du public, nous obligent à devancer l'époque primitivement prévue.

Nous vous proposons donc d'augmenter de 25 millions le capital de votre Société, dont le montant s'élèverait ainsi à 100 millions entièrement versés.

Pour réaliser ce projet, nous émettrons 50,000 actions nouvelles, avec une prime de 50 francs, soit à 550 francs.

Sur cette prime, nous prélèverions 40 francs par action nouvelle, soit 2 millions de francs, pour accroître nos réserves qui se trouveraient ainsi portées à 7.425.000 francs, en sorte que notre Société disposerait à l'avenir, en chiffres ronds, d'une force de 107 millions et demi entièrement versés.

Le surplus de la prime, soit 10 francs par action nouvelle, est destiné à égaliser la jouissance d'intérêts entre les actions anciennes et nouvelles.

Ces dernières se trouveraient ainsi assimilées complètement, pour les résultats de l'exercice 1895, aux actions actuelles, sauf naturellement la différence d'intérêts résultant de l'échelonnement des versements de libération des actions nouvelles.

Les actionnaires du Comptoir ayant, aux termes de l'article 8 des statuts, un droit bien naturel de préférence, tout porteur d'actions anciennes pourrait souscrire dans la proportion de une action nouvelle pour trois anciennes, sa souscription étant irréductible.

Dès à présent, l'intégralité de la souscription est garantie et assurée par un groupe qui s'engage à prendre, aux conditions fixées par l'opération, toutes les actions laissées disponibles par les actionnaires qui n'exerceraient pas leur droit de préférence à la souscription aux actions nouvelles.

Enfin, comme cette augmentation de capital a pour objet, non point de répondre à des besoins immédiats, mais de nous permettre de continuer dans l'avenir le développement progressif de notre Etablissement, nous espacerions très largement les époques de versements, en laissant cependant à ceux de nos actionnaires qui préféreraient se libérer intégralement, la faculté d'adopter ce mode au moment même de la souscription.

On verserait à la souscription, soit vers le 15 mai, le premier quart du capital et la prime, ensemble 175 francs.

Les versements ultérieurs seraient échelonnés comme suit :

125 francs le 30 septembre 1895 ;

125 francs le 31 janvier 1896, et 125 francs le 31 juillet 1896, dates coïncidant avec les époques de distribution du dividende ;

Si vous approuvez ces dispositions, l'article 8 de vos statuts, titre II, visant votre capital, devra être modifié en conséquence.

Nous vous demandons, par la même occasion, de modifier les articles 29 et 30 et le dernier alinéa du numéro 7 de l'article 2 de nos statuts.

L'article 29 vise les conditions dans lesquelles les actionnaires peuvent faire partie des Assemblées générales.

Nous vous proposons d'autoriser les propriétaires de moins de 10 actions à se grouper pour donner à l'un d'eux pouvoir de les représenter dans les Assemblées générales. Cette disposition libérale serait en harmonie avec la loi du 1er août 1893 ; elle permettrait aux plus modestes de nos actionnaires de concourir à des décisions qui touchent à leurs intérêts.

Par contre, nous vous demandons de décider que, pour avoir droit de délibérer dans vos Assemblées, les actionnaires de la Société devront être propriétaires de leurs actions depuis trois mois au moins. Il suffira que l'actionnaire ait ses titres en dépôt dans nos caisses trois mois avant la date de la réunion, ou qu'il justifie, cinq jours au moins avant l'assemblée, par bordereau d'agent de change ou tout autre titre probant, qu'il a acquis ses actions depuis trois mois au moins.

Vous remarquerez que, dans ce dernier cas, le dépôt préalable est réduit de dix à cinq jours.

Le Conseil aurait, d'ailleurs, toujours le droit de réduire par voie de mesure générale le temps exigé de trois mois de propriété.

Cette disposition tutélaire est la sauvegarde des actionnaires fidèlement associés à l'institution ; elle est adoptée dans plusieurs autres Compagnies.

Il nous a paru, d'autre part, intéressant pour nos actionnaires d'être assurés chaque année, de connaître, aussitôt que possible, les résultats de l'exercice écoulé. L'expérience nous ayant démontré que le délai imparti par les statuts pour la convocation de l'Assemblée ordinaire dans les six premiers mois pouvait être abrégé sans inconvénient, nous vous proposons de modifier en conséquence l'article 30 et de reporter avant la fin du mois d'avril la date extrême de la réunion de votre Assemblée générale annuelle.

L'article 2 de nos statuts vise la limite d'échéance des effets que le Comptoir peut escompter. Nous vous proposons d'ajouter simplement, après le dernier alinéa du numéro 7, un paragraphe permettant à votre Conseil d'étendre occasionnellement cette limite, qui est actuellement fixée à 90 jours pour la province et à 180 jours de vue pour Paris. Nous vous demandons cette faculté parce que le Comptoir national est établi aujourd'hui sur certaines places, — Bordeaux, par exemple, — où il est d'usage général d'admettre des effets à des échéances excédant sensiblement 6 mois.

Nous avons la confiance qu'ainsi solidement organisée et pourvue d'un capital en rapport avec la situation actuelle, votre Société réalisera rapidement de nouveaux progrès et atteindra peu à peu le haut degré de prospérité que tous nos efforts tendent à lui assurer.

Rapport présenté par la Commission de contrôle à l'Assemblée extraordinaire des Actionnaires.

Messieurs,

Vous venez d'entendre la lecture du rapport du Conseil d'administration vous proposant :

1° De porter le capital de 75 à 100 millions ;

2° De modifier les articles 2, 29 et 30 des statuts.

L'accroissement du capital est amplement justifié, à notre avis, par le développement des opérations de la Société.

Quant aux modifications proposées aux statuts, les unes se rapportent à l'augmentation du capital dont elles sont la conséquence, les autres ont pour objet d'améliorer l'organisation de l'Assemblée générale et de donner au Conseil la faculté d'étendre les échéances du papier présenté à l'escompte, en vue de se conformer aux habitudes de certaines places.

Nous vous engageons donc à voter toutes les résolutions telles qu'elles vous sont présentées par le Conseil.

A. ALLAIN-LAUNAY ; C. KRANTZ ;
GEORGES MARTIN.

Résolutions votées par l'Assemblée générale extraordinaire du 25 avril 1895

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée décide que le capital social sera porté de soixante-quinze millions à cent millions de francs par la création de cinquante mille actions nouvelles de 500 francs chacune.

Les propriétaires des 150.000 actions existantes auront, conformément à l'article 8 des Statuts, un droit de préférence à la souscription des 50.000 actions nouvelles.

Jusqu'au jour qui sera fixé par le Conseil d'administration pour la clôture de la souscription inclusivement, sous peine de déchéance, ils auront le droit de souscrire à une action nouvelle par trois actions anciennes.

Ces souscriptions seront servies intégralement.

Tous pouvoirs sont donnés au Conseil d'administration pour faire l'émission des 50.000 actions nouvelles, dans les termes sus-indiqués, et aux autres conditions accessoires qu'il jugera convenables, sous la seule réserve que les titres ne pourront être émis au-dessous du pair ; fixer les dates des versements à effectuer sur chaque action, et l'époque de jouissance desdites actions ; recevoir toutes souscriptions, faire toutes répartitions, recevoir tous versements, faire par acte authentique la déclaration de souscription et de versement prescrite par la loi, ou déléguer un ou plusieurs de ses membres pour faire cette déclaration et certifier tous états.

Cette augmentation de capital ne sera définitive qu'après :

1° Que les 50.000 actions créées auront été souscrites en totalité et qu'il aura été versé, par chaque souscripteur, 125 francs sur le montant de chacune des actions par lui souscrites, ce qui sera constaté par une déclaration authentique qui sera faite par le Conseil ou ses délégués et à laquelle déclaration seront annexés la liste des souscripteurs et l'état des versements effectués.

2° Et qu'une Assemblée générale extraordinaire, à laquelle tous les actionnaires anciens et nouveaux auront le droit d'assister et qui devra représenter au moins la moitié du capital social après augmentation, aura vérifié la sincérité de la déclaration de souscription et l'état de versement du premier quart.

Il appartiendra alors à ladite Assemblée de constater le chiffre auquel se trouvera alors porté le capital social, et de modifier le texte des Statuts en conséquence de cette augmentation de capital.

Conformément à l'article 2 de la loi du 1er août 1893 qui a modifié l'article 3 de la loi du 24 juillet 1867, les nouvelles actions resteront nominatives jusqu'à leur entière libération.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée adopte les modifications suivantes aux articles 2, 29 et 30.

Art. 2. — Il sera ajouté au n° 7 de l'article 2 un quatrième alinéa dont voici le texte :

« Ces échéances de 180 et de 90 jours pourront être étendues sur l'autorisation expresse du Conseil d'administration, pour se conformer aux usages de certaines places.

Art. 29. — Le texte est ainsi modifié et remplacé :

L'Assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Elle se compose de tous les actionnaires possédant, depuis trois mois, au moins dix actions

Tous propriétaires de moins de dix actions pourront se réunir pour former ce nombre d'actions et se faire représenter par l'un d'eux, conformément à l'article 4 de la loi du 1er août 1893.

Tout actionnaire propriétaire de dix actions peut se faire représenter à l'Assemblée générale ; mais il ne peut confier son mandat qu'à un membre de l'Assemblée : la forme des pouvoirs est arrêtée par le Conseil d'administration.

Pour avoir le droit de faire partie des Assemblées générales ordinaires ou extraordinaires, les actionnaires doivent, soit avoir déposé leurs actions au siège de la Société ou de ses Agences, trois mois au moins au moins avant l'époque qui sera fixée pour la réunion, soit déposer leurs actions cinq jours au moins avant la réunion, en justifiant, par bordereau d'agent de change ou tout autre titre probant, qu'ils sont propriétaires de leurs actions depuis trois mois.

Le Conseil sera juge de la validité des titres produits.

Il est délivré à ces derniers déposants, en échange un récépissé nominatif qui leur sert de carte d'entrée à l'Assemblée générale.

Les propriétaires de dix actions au moins, dont les titres sont nominatifs depuis trois mois ou auront été mis en dépôt dans les caisses de la Société trois mois avant le jour fixé pour l'Assemblée pourront retirer leur carte d'entrée jusqu'au jour de la réunion.

Le Conseil d'administration a le droit d'abréger par mesure générale, les délais de propriété et de dépôt ci-dessus stipulés.

La liste de ces actionnaires est arrêtée par le Conseil d'administration ; elle porte, à côté du nom de chacun d'eux, le nombre d'actions déposées ou mises en dépôt et le nombre de voix y afférent.

Cette liste est déposée sur le bureau le jour de l'Assemblée.

Art. 30. — Le premier paragraphe est ainsi modifié :

Les actionnaires se réunissent chaque année avant la fin du mois d'avril, en Assemblée générale ordinaire, au siège social ou au lieu désigné par le Conseil d'administration.

Les modifications qui précèdent seront définitives en même temps que l'augmentation du capital social décidée sous la première résolution ci-dessus.

TROISIÈME RÉSOLUTION

Pour les publications légales tous pouvoirs sont donnés aux porteurs des pièces.

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	RENTES A PAYER		RENTES FRANÇAISES	Dividende ou intérêt distribué en					Cours de comp. comm. juillet				Cours de clôture des 5 dernières sem.				
				1890	1891	1892	1893	1894	1891	1892	1893	1894	12 avr.	19 avril	26 avril	3 mai	10 mai
Millions	Francs																
15204	156.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	102 90	102 85	101 82	102 15	102 62
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable.....	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	101 22	100 85	100 80	100 90	101 65
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	108 47	108 55	108 25	107 65	107 70
25978	813.313.406																
495.286 obl. de 500 f			Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	501 »	501 »	500 »	500 »	501 »
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3840 »	3780 »	3710 »	3730 »	3720 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	781 25	790 »	780 »	790 »	795 »
50.000	500	250	Banq. Transatlantique.	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	» »	415 »	415 »	412 50	415 »
30.000	500	500	Compagnie Algérienne.	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	560 »	560 »	558 »	560 »	557 50
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	618 75	615 »	610 »	595 »	583 75
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	918 75	921 25	905 »	900 »	906 25
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	562 »	562 »	561 50	565 »	558 »
100.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	825 »	820 »	812 50	816 25	818 75
240.000	500	250	Société Générale, nom..	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	491 »	4 7 »	496 50	497 »	497 »
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	293 50	» »	» »	297 50	297 50
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	545 »	550 »	551 25	542 50	550 »
70.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	430 »	415 »	417 50	413 »	415 »
40.000	500	500	Banque de l'Algérie....	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	810 »	805 »	800 »	800 »	790 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	715 »	710 »	709 50	700 »	709 »
50.000	500	500	Est-Algérien..............	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	623 »	625 »	625 »	630 »	625 »
584.000	500	500	Est..........................	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	972 »	980 »	980 »	980 »	962 50
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr...	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1527 50	1525 »	1515 »	1523 75	1480 »
250.000	500	500	Midi	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1330 »	1327 50	1316 25	1325 »	1325 »
525.000	400	400	Nord.........................	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1830 »	1830 »	1825 »	1827 50	1835 »
300.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1417 50	1600 »	1595 »	1575 »	1582 »	1590 »
300.000	500	500	Ouest	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1100 »	1098 »	1098 »	1097 50	1095 »
40.000	500	500	Sud de la France........	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	297 50	295 »	285 50	278 »	282 50
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris.....	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	585 »	580 »	575 »	580 »	575 »
336.000	500	500	Cᵉ Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1085 »	1118 75	1105 »	1102 50	1101 25
80.000	250	250	Cᵉ Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	355 »	350 »	317 50	350 »	360 »
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	630 »	630 »	626 »	628 »	625 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1080 »	1076 »	1080 »	1077 50	1077 50
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	571 »	570 »	568 »	566 »	565 »
50.000	500	500	Cᵉ française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	257 50	262 50	275 »	277 50	290 »
600.000	500	500	Canal de Panama	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	9 25	10 »	9 »	8 50	9 50
223.398	500	500	Canal de Suez	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3137 50	3390 »	3347 50	3390 »	3362 50
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	617 50	632 75	635 »	620 »	615 »
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	100 »	102 50	101 25	101 25	96 50
50.000	500	500	Téléphones	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	302 50	305 »	303 75	290 »	288 75
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	200fl	200fl	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	600 »	595 »	593 75	591 25	587 50
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane....	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	722 50	720 »	727 50	723 75	728 75
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche...	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1412 50	1470 »	1460 »	1455 »	1450 »
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	465 »	460 »	460 »	461 »	460 »
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	65 »	67 50	66 25	65 »	72 50
48.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	165 »	160 »	154 »	155 »	» »
60.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	180 »	175 »	170 »	166 25	183 75
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois..	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	916 25	927 50	912 50	897 50	900 »
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	257 50	256 25	243 75	213 75	212 50
120.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 «	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	627 50	627 50	625 »	636 25	637 50
350.000	500	500	Nord de l'Espagne......	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	110 »	103 75	102 50	100 »	103 75
70.000	500	500	Portugais	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	45 »	47 50	45 »	» »	45 »
356.000	500	500	Saragosse (Madrid à)...	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	156 25	153 75	148 »	143 75	150 »
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'amt		FONDS D'ÉTATS ETRANGERS														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0 ...	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	105 15	105 50	106 »	106 20	106 85
			Autriche 4 0/0 or.......	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	102 75	102 85	102 50	103 40	103 10
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888...	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	81 »	81 »	80 »	78 60	79 75
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	76 70	76 45	75 75	75 50	75 20
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	106 95	104 15	104 50	104 50	104 »
3.047.912	1941		— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	105 90	106 »	106 20	106 10	104 50
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2).	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	105 25	103 30	102 95	102 85	102 50
	1936		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	74 20	73 10	71 25	70 40	72 70
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	470 »	473 »	470 »	461 50	476 25
341.000	1921		— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	432 »	434 »	430 »	416 »	435 »
240.000	1962		Hellénique 5 0/0 1881..	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	160 »	152 »	» »	168 »	170 »
270.000			— 4 0/0 1887..	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	» »	» »	168 »	178 »	187 »
592.000.000fl			Hongrie 4 0/0 or........	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	103 50	101 10	103 55	103 20	103 20
142.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)...	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	88 90	83 12	87 40	87 97	88 75
	1926		Portugal 3 0/0...........	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	25 75	25 50	25 30	25 20	25 15
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	457 50	455 »	456 25	455 »	456 25
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875...	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	100 50	100 70	102 »	103 »	103 »
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	99 75	99 90	99 80	99 50	100 »
150.000.000r	1960		Russie 4 0/0 1880........	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	102 90	103 30	102 50	103 30	103 50
1941.992.000	1970		— 4 0/0 Consolidé..	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	102 05	101 85	101 45	101 80	102 25
500.000.000	1974		— 3 0/0 1891 or	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	93 85	93 35	91 60	92 50	93 70
100.000.000r	1976		— 3 1/2 0/0 1894...	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	98 70	98 10	97 25	97 80	98 40
52.870	1949		Serbie 5 0/0 1890........	5 0/0	5 0/0	5 0 0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	73 »	72 75	77 60	77 50	70 »
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	26 50	26 12	25 90	26 »	26 30
227.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	476 25	476 50	476 25	473 75	475 25
391.362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0.	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	487 50	491 »	490 »	490 »	492 50
295.454			Douanes Ottom. 5 0/0..	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	511 25	512 50	510 »	511 25	512 50
40.000.000	1958		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	476 50	475	475 50	476 »	477 50

COMP^ie DES TABACS DE PORTUGAL

VENTES du 5e Exercice (1er Avril 1895)

	Kilogr.	Reis
Ventes d'avril 1895 (y compris la recette provenant des droits d'importation directe)...................	158.670	628 : 343.752
Total....	158.670	628 : 343.752

915

COMPAGNIE FRANÇAISE
DES CHEMINS DE FER DE LA
PROVINCE DE SANTA-FÉ

Recettes brutes pendant le mois de mars 1895 du réseau exploité par la Compagnie (1.365 km.) : 487.830 Fr. (ou $ m/n 345.000) contre 518 300 Fr. (ou $ m/n 365.000) en mars 1894.

916

COMPAGNIE FRANÇAISE
DE MINES D'OR ET D'EXPLORATION

Société anonyme au capital de 40.000,000 de fr. entièrement versés

La Société se charge de l'achat et de la vente de toutes Actions de Mines d'or, de l'encaissement des coupons, de l'échange des titres, de la représentation aux Assemblées générales, etc.

Elle tient à la disposition de ses clients une série d'études et de renseignements sur les principales mines.

917

CANAL DE SUEZ

MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire pour le mercredi 5 juin prochain, à deux heures et demie précises, 84, rue de Grenelle-Saint-Germain.

Pour assister ou se faire représenter à l'assemblée, les actionnaires, porteurs d'au moins vingt-cinq actions, doivent justifier, rue Charras, 9, à Paris, du dépôt de leurs titres, soit à Paris, dans la caisse centrale, soit dans celle de l'agence supérieure au Caire, ou en province ou à l'étranger dans les établissements et maisons de banque désignés ci-après : Crédit Lyonnais; Comptoir national d'Escompte; Société Générale; Crédit Industriel et Commercial; Société Marseillaise; MM. Adam et Cie, à Boulogne-sur-Mer; Cambefort et Saint-Olive, à Lyon; Castelnau et Cie, à Montpellier; Duvette, à Amiens; Durandeau et Cie, à Angoulême; Piganeau et fils, à Bordeaux; Rogier, Richault, Meunier et Cie, à Orléans; Rothschild and Sons, à Londres; Diodati et Cie, à Genève.

Cette justification doit être faite au moins cinq jours avant la réunion.

Chaque actionnaire présent à l'ouverture de la séance recevra une médaille en argent qui pourra être échangée contre sa valeur.

918

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER
DE BONE-GUELMA ET PROLONGEMENTS

Le Conseil d'administration a l'honneur de prévenir MM. les Actionnaires qu'ils sont convoqués en Assemblée générale ordinaire, pour le samedi 1er juin 1895, à trois heures, au siège social, 7, rue d'Astorg.

Aux termes de l'article 31 des statuts, l'Assemblée générale se compose de tous les Actionnaires possédant au moins cinq actions.

Les titres doivent être déposés, au plus tard, trois jours avant la date fixée pour la réunion.

Seront reçus, comme donnant droit à la carte d'admission à l'Assemblée générale, les récépissés constatant les dépôts d'actions de la Compagnie faits, à quelque titre que ce soit, à la Banque de France et autres grands établissements publics désignés par le Conseil d'administration.

Les Actionnaires propriétaires d'un nombre d'actions inférieur à celui déterminé pour être admis dans l'Assemblée, peuvent se réunir pour former le nombre nécessaire et se faire représenter par l'un d'eux.

919

VICTOR GOLD MINING COMPANY

MM. les actionnaires sont informés que le dividende mensuel correspondant au mois d'avril dernier a été fixé à 2 0/0, soit 0 fr. 50 par titre.

Ce dividende sera payé à partir du 15 mai courant aux caisses du *Crédit Lyonnais*, à Paris, contre remise du coupon n° 25.

920

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE EN FRANCE

Société anonyme fondée suivant décret du 4 mai 1864

Capital : 120 millions de francs
SIÈGE SOCIAL : 54 et 56, r. de Provence, PARIS

Dépôts de fonds produisant intérêts et remboursables à échéance fixe

De 4 ans à 5 ans....................	3 1/2 0/0
De 2 ans à 47 mois................	2 1/2 0/0
De 1 an à 23 mois..................	2 0/0
Comptes à sept jours de préavis...	1 0/0
Comptes de Chèques...............	1/2 0/0

Toutes opérations de Banque, notamment : Escompte et Encaissement d'Effets de commerce; — Ordres de Bourse en France et à l'Etranger; — Coupons; — Avances et Opérations sur Titres; — Souscriptions; — Garde de Titres; — Assurances; — Garantie contre le remboursement au pair; — Dépôts de Fonds à intérêts; — Lettres de crédit; — Envois de Fonds; — Renseignements, etc.

La Société a 186 agences et bureaux en France, 1 agence à Londres, et des correspondants sur toutes les places de France et de l'Etranger.

921

POUR MAIGRIR
EN FORTIFIANT SA SANTÉ
Prendre pendant 2 mois les PILULES PERSANES qui ont pour base
LA VÉSICULOSINE
Nouveau Principe Végétal
obtenu par M. BOISSON, Pharmacien
Suite des observations du Dr BLYN'S et du Dr DUCHESNE-DUPARC
PROFESSEUR DE CLINIQUE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
Flacon : 5f35 franco, après envoi d'un mandat-poste.
Pharmacie BOISSON, 100, rue Montmartre, Paris

922

DEMANDEZ les ENCRES
ET LES
PLUMES NOUVELLES



Paris — Paris

E. MATHIEU-PLESSY

chez tous les Papetiers.

923

ADJUDICATIONS

A **ADJUGER**, en l'étude de Me Massion, notaire à Paris, boulevard Haussmann, n° 58, le **samedi 18 mai 1895**, à 1 heure précise de **DIVERSES CRÉANCES** paraissant s'élever à **56,221 fr. 83**. Mise à prix (pouvant être baissée) **2,000 fr.** S'adresser à M. Mauger, liquidateur-judiciaire, 16, rue de Valois, à Paris, et audit notaire.

924

HOTEL à PARIS, 3, r. Chaptal, Cce 347 m. 72. M. à p. 210.000 f. A adj. sur 1 ench. Ch. des Not. de Paris, 14 mai 95. S'ad. aux not. : Mes Constantin et Mahot de la Quérantonnais, 14, r. des Pyramides, dép. de l'ench.

925

ADJ. m. s. 1 ench. Ch. des Not. de Paris, 14 mai 95. Maison, 18, r. Roi-de-Sicile. M. à prix : 120.000 fr. S'ad. à Me Chatelain, not. Paris, 37, rue Poissonnière.

926

BIBLIOGRAPHIE

SYSTÈMES COLONIAUX et Peuples Colonisateurs, par Marcel Dubois. — Y a-t-il une théorie absolue de la colonisation ? Non, répond sans hésiter M. Marcel Dubois dans son livre intitulé : « Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs » ; l'œuvre de la colonisation dépend du peuple qui l'exécute et de la nature du pays colonisé. Les Anglais ne colonisent pas aujourd'hui comme les Français ni comme les Allemands, et ils auraient grand tort de le faire. Ces mêmes Anglais n'ont pas toujours colonisé de la même façon, et ils n'ont cessé de modifier avec la plus grande souplesse leurs procédés au gré des circonstances et de leur propre intérêt. Ni les peuples, ni les époques ne colonisent d'une façon identique.

C'est l'évolution des systèmes coloniaux, ce sont les modifications successivement apportées par chaque peuple dans sa manière de coloniser que M. Marcel Dubois a voulu brièvement retracer dans son livre. On y trouvera une rapide histoire de la colonisation depuis l'antiquité jusqu'à notre époque, non seulement chez les peuples qu'on est convenu de regarder comme des peuples colonisateurs, mais chez d'autres qu'on oublie à tort, les Russes par exemple. L'auteur termine son travail en énonçant des idées fort justes sur la continuité des doctrines et des pratiques coloniales en France, et en mettant en relief quelques mérites trop rabaissés de nos hommes d'Etat et de nos institutions de tous les temps.

Un vol. in-18. Prix : 3 fr. 50. E. Plon, Nourrit et Cie, 8 et 10, rue Garancière, Paris.

927

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE
CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

SOCIÉTÉ ANONYME
Siège social : Paris, rue de la Victoire, 66
CAPITAL SOCIAL : **60** MILLIONS

Comptes de chèques............	1/2 0/0
— à 7 jours de préavis......	1 0/0
— à 6 mois..................	1 1/2 0/0

Ordres de Bourse. — Paiement de coupons. — Encaissement d'effets et de factures. — Escompte d'effets. — Envois de fonds province et étranger. — Avances sur titres.

928

MUSÉE GRÉVIN
10, boulevard Montmartre, Paris

Ouvert tous les jours de 1 h. à 11 h. du soir. Lourdes, Cronstadt, La Loïe Fuller, Les Pantomimes lumineuses, Orchestre de Tziganes.

929

JARDIN D'ACCLIMATATION
(Bois de Boulogne)

Ouvert tous les jours. Concerts dimanches, jeudis et fêtes.

930

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 175. — 7e volume. (20) | BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS | Samedi 18 Mai 1895.

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	RENTES A PAYER		RENTES FRANÇAISES	DIVIDENDE ou INTÉRÊT distribué en					Cours de comp. comm. juillet				Cours de clôture des 5 dernières sem.				
				1890	1891	1892	1893	1894	1891	1892	1893	1894	19 avril	26 avril	3 mai	10 mai	17 mai
Millions	Francs																
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	102 85	101 82	102 15	102 62	102 57
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	100 85	100 80	100 90	101 05	101 02
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	108 55	108 25	107 65	107 70	107 57
25978	813.313.406																
395.286	obl. de 500 f		Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	501 »	500 »	500 »	501 »	501 50
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	**SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES** (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3780 »	3740 »	3730 »	3720 »	3700 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	790 »	780 »	790 »	795 »	797 50
50.000	500	250	Banq. Transatlantique	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	415 »	415 »	412 50	415 »	» »
30.000	500	500	Compagnie Algérienne	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	560 »	558 »	560 »	557 50	559 »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	615 »	610 »	595 »	583 75	582 50
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	921 25	905 »	900 »	946 25	903 75
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	562 »	561 50	565 »	558 »	562 »
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	820 »	812 50	816 25	818 75	816 25
240.000	500	250	Société Générale, nom.	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	497 »	496 50	497 »	497 »	497 50
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	» »	» »	297 50	297 50	»
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	550 »	551 25	542 50	550 »	555 »
50.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	415 »	417 50	413 »	415 »	432 50
40.000	500	500	Banque de l'Algérie	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	805 »	800 »	800 »	790 »	740 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	710 »	709 50	700 »	709 »	705 »
50.000	500	500	Est-Algérien	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	625 »	625 »	630 »	625 »	630 »
584.000	500	500	Est	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	980 »	980 »	980 »	962 50	963 »
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr.	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1525 »	1515 »	1523 75	1480 »	1475 »
250.000	500	500	Midi	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1327 50	1316 25	1325 »	1325 »	1318 75
525.000	400	400	Nord	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1830 »	1825 »	1827 50	1835 »	1830 »
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1595 »	1575 »	1582 »	1590 »	1577 50
300.000	500	500	Ouest	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1098 »	1098 »	1097 50	1095 »	1096 »
40.000	500	500	Sud de la France	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	295 »	285 50	278 »	282 50	280 50
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	580 »	575 »	580 »	575 »	579 »
336.000	500	500	Ce Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1118 75	1105 »	1102 50	1101 25	1091 25
80.000	250	250	Ce Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	350 »	347 50	350 »	360 »	370 »
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	630 »	626 »	628 »	625 »	630 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1076 »	1080 »	1077 50	1077 50	1075 50
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	570 »	568 »	566 »	565 »	568 »
50.000	500	500	Ce française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	262 50	275 »	277 50	290 »	283 75
600.000	500	500	Canal de Panama	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	10 »	9 »	8 50	9 50	9 »
223.398	500	500	Canal de Suez	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3390 »	3347 50	3390 »	3362 50	3340 »
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	638 75	635 »	620 »	645 »	620 »
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	102 50	101 25	101 25	96 50	99 75
50.000	500	500	Téléphones	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	305 »	303 75	290 »	288 75	290 »
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	200fl	200fl	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	595 »	593 75	591 25	587 50	588 75
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	720 »	727 50	723 75	728 75	727 50
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1470 »	1460 »	1455 »	1450 »	1455 »
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	460 »	460 »	461 »	460 »	458 75
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	67 50	66 25	65 »	72 50	66 25
48.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	160 »	154 »	155 »	» »	162 50
60.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	175 »	170 »	166 25	183 75	186 25
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	927 50	912 50	897 50	900 »	910 »
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	256 25	243 75	243 75	242 50	243 75
120.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 «	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	627 50	625 »	636 25	637 50	635 »
350.000	500	500	Nord de l'Espagne	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	103 75	102 50	100 »	103 75	101 25
70.000	500	500	Portugais	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	47 50	45 »	» »	45 »	43 50
356.000	500	500	Saragosse (Madrid à)	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	153 75	148 »	143 75	150 »	152 50
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'amt		**FONDS D'ÉTATS ETRANGERS**														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	105 50	106 »	106 20	103 85	106 50
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	102 85	102 50	103 40	103 10	102 90
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	81 »	80 »	78 60	79 75	78 5
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	76 45	75 75	75 50	75 20	75 »
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	104 15	104 50	104 50	104 »	104 50
3.047.912	1941		— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	106 »	106 20	106 10	104 50	104 35
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	103 30	102 95	102 85	102 50	102 50
	1936		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	73 10	71 25	70 40	72 70	72 05
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	473 »	470 »	461 50	476 25	475 50
341.000	1921		— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	434 »	430 »	416 »	435 »	431 »
240.000	1962		Hellénique 5 0/0 1881	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	152 »	» »	168 »	170 »	170 »
270.000			— 4 0/0 1887	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	» »	168 »	178 »	187 »	» »
592.000.000fl			Hongrie 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	104 10	103 55	103 20	103 20	104 »
442.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	83 12	87 40	87 97	88 75	89 55
	1926		Portugal 3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	25 50	25 30	25 20	25 15	25 35
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	455 »	456 25	455 »	456 25	457 50
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	100 70	102 »	103 »	103 »	103 »
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	99 90	99 80	99 50	100 »	99 90
150.000.000r	1960		Russie 4 0/0 1880	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	103 30	102 50	103 30	103 30	101 25
1941.992.000	1970		— 4 0/0 Consolidé	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	101 85	101 45	101 80	102 25	102 65
500.000.000	1974		— 3 0/0 1891 or	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	93 35	91 60	92 50	93 70	93 15
100.000.000r	1976		— 3 1/2 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	98 10	97 25	97 80	98 40	98 25
52.870	1949		Serbie 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	72 75	77 60	77 50	70 »	69 »
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	26 12	25 90	26 »	26 30	25 95
227.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	476 50	476 25	473 75	475 25	478 75
391.362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	491 »	490 »	490 »	492 50	491 75
295.454			Douanes Ottom. 5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	512 50	510 »	511 25	512 50	514 50
40.000.000	1958		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	547 »	475 50	476 »	477 50	463 75

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Tenue le Jeudi 9 Mai 1895.
Sous la présidence de M. E. DUTILLEUL
Président honoraire du Conseil d'Administration

Après avoir ouvert la séance, M. le Président a prononcé l'allocution suivante :

Messieurs,

L'année dernière, à pareille époque, je vous disais que des raisons de santé très réelles m'obligeaient à me démettre des fonctions de Président et je cédais la place à mon collègue et ami, M. Joubert, à qui l'Assemblée faisait un si chaleureux et sympathique accueil. D'où vient donc qu'aujourd'hui j'ai encore l'honneur de présider l'Assemblée ?

Cet honneur, je le dois, malheureusement, à une circonstance regrettable. M. Joubert est souffrant et il m'a écrit hier pour me dire qu'il devait définitivement renoncer à vous présider aujourd'hui, pour me demander de le remplacer, pour me charger de vous présenter ses excuses et de vous exprimer ses regrets.

Je ne puis d'ailleurs mieux faire que de lire sa lettre :

« Mon cher ami,

« Je viens vous demander de présider l'Assem-« blée des actionnaires de la Banque de Paris. C'est « bien naturel, vous l'avez si longtemps et si bien « présidée ! Vous savez que l'état de ma santé, « depuis un an, ne m'a pas empêché de veiller avec « dévouement sur les grands intérêts qui me sont « confiés ; j'aurais été heureux de trouver ma ré-« compense dans l'honneur de présider nos action-« naires, le Jeudi 9 mai.

« Je vous prie de leur exprimer mes regrets, ma « profonde tristesse d'être dans l'impossibilité de « le faire et mon ferme espoir de revenir bientôt « au milieu de vous. »

Je comprends bien, messieurs, les regrets de M. Joubert, car le plaisir qu'il aurait eu à vous exposer la situation prospère de la Banque, à vous dire les résultats de tous points satisfaisants obtenus pendant la première année de sa présidence, eût été pour lui la juste récompense d'un travail dont l'excès, je ne crains pas de l'affirmer, n'a pas été étranger à la fatigue qu'il éprouve aujourd'hui. Il y a des hommes qui ne savent pas se ménager, qui ont toujours besoin de donner tout ce qu'ils peuvent donner et qui ne s'arrêtent qu'à la limite extrême de leurs forces. Tel est M. Joubert.

Qui donc aura le courage de l'en blâmer ? Mais la fatigue qu'il éprouve, en ce moment, ne sera que temporaire. Des soins et du repos en auront bientôt raison. C'est notre ferme espoir, comme c'est aussi notre plus vif désir et, en m'exprimant ainsi, Messieurs, ce n'est pas seulement l'ami de M. Joubert qui parle, c'est aussi l'ancien président de la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui, toujours aussi occupé du bien de l'Etablissement, sait, par une expérience et une collaboration de dix-neuf ans, que vos intérêts ne peuvent être remis en des mains plus fermes, plus dévouées, plus vaillantes que celles de M. Joubert.

Un des actionnaires présents demande la parole pour exprimer la sympathie de l'Assemblée à l'égard de M. Joubert, ses regrets de le savoir souffrant, son espoir de le savoir bientôt rétabli et la gratitude de tous les actionnaires pour les résultats de sa première année de présidence.

L'Assemblée accueille ces paroles par une manifestation unanimement favorable.

Rapport présenté par le Conseil d'administration

Messieurs,

L'Exercice 1894, dont nous avons, aujourd'hui, à vous exposer les résultats, n'a pas trompé l'espoir que son début nous avait permis de concevoir, lorsque, dans notre dernier Rapport, nous constations le fait que cet Exercice commençait mieux que le précédent. Comme vous allez le voir dans l'exposé sommaire qui va suivre, nous nous sommes trouvés en présence d'un mouvement d'affaires dont les années antérieures ne nous avaient que trop déshabitués.

Une des principales causes de ce mouvement est la diminution de l'intérêt de l'argent qui a amené de nombreuses conversions d'emprunts d'Etat, de provinces et de Sociétés ; mais si ces conversions ont procuré des bénéfices à la Banque, elles ont eu pour effet de diminuer la rémunération de ces capitaux. En cela, notre Etablissement a partagé le sort que vous subissez vous-mêmes dans vos fortunes personnelles.

Voici maintenant les principales opérations auxquelles nous avons pris part dans le courant de l'exercice qui nous occupe.

Associés à de grands Etablissements financiers de Russie, ainsi qu'au Comptoir National d'Escompte et aux premières maisons de notre place, nous avons été chargés, par le Gouvernement russe, des opérations financières relatives au rachat des lignes de la Grande Société des Chemins de fer russes. Nous avons aussi participé avec MM. Hottinguer et Cie, le Crédit Lyonnais et le Comptoir National d'Escompte, à la conversion en Fonds d'Etat 3 0/0 des obligations de la Banque Centrale du Crédit foncier de Russie.

Nous avons émis, avec la Banque Impériale Ottomane et la Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France, la dernière série de 119.000 obligations de la Compagnie du Chemin de fer de jonction Salonique-Constantinople.

Nous avons, avec la Banque Internationale de Paris, acheté un certain nombre d'actions de la Compagnie d'exploitation des Chemins de fer Orientaux, dont le contrat a été prorogé, par le Gouvernement ottoman, jusqu'en 1958, et, comme suite à cet achat, nous avons fait ensemble l'émission d'un Emprunt Ottoman de 80.000 obligations 4 0/0, garanti par la redevance de 1.768.000 fr. de la Compagnie d'exploitation.

De concert avec le Crédit Lyonnais, la Banque privée de Copenhague et MM. C.-J. Hambro et fils, de Londres, nous avons contracté avec le gouvernement danois un Emprunt 3 0/0 destiné à convertir ou rembourser des obligations 4 0/0 et 3 1/2 0/0, et à solder des dépenses d'utilité publique.

Avec le Crédit Lyonnais, nous avons pris aussi l'Emprunt 3 0/0 de 27.632.000 fr. de la province de Québec, affecté à la consolidation des Bons du Trésor 4 0/0.

Enfin, nous avons ouvert nos guichets pour la souscription d'un Emprunt de 35.000 obligations 5 0/0 de l'Etat d'Espirito Santo.

Aucun des bénéfices de ces trois dernières opérations, faites en fin d'année, ne figure dans les comptes de 1894.

Nous sommes heureux de constater que les cours de toutes ces valeurs ont sensiblement progressé, depuis leur émission.

Nous avons encore pris des participations dans un certain nombre d'affaires, dont la plupart sont liquidées avec succès.

Le début et la fin de l'année ont vu deux grandes émissions : l'emprunt de la Ville de Paris et l'emprunt Russe de 400 millions. Nos souscriptions ont été très importantes, pour notre clientèle comme pour nous, et nous avons profité largement du succès de ces emprunts.

Nous ne sommes pas restés étrangers aux affaires de mines d'or qui occupent, depuis quelque temps, sur le marché, la large place que vous savez. Nous les avons suivies avec une grande attention, mais, pendant l'année 1894, nous n'y avons pris qu'une part trop restreinte pour qu'elle puisse faire aujourd'hui l'objet d'une mention spéciale.

Pour nos succursales, nous citerons les emprunts 3 1/2 0/0 de 20 millions de la Confédération Suisse et de 15 millions de la Ville de Zurich ; la conversion des obligations du Jura-Simplon ; l'emprunt de la Ville de Rotterdam ; les emprunts de quelques communes de l'agglomération bruxelloise ; l'émission des obligations du Crédit Foncier du Royaume de Hongrie et des obligations du Chemin de fer d'Anatolie.

Nous arrivons, maintenant, au compte de Profits et Pertes.

Le Compte *Commissions* donne 1,392,892 fr. 74. Les opérations courantes figurent, dans ce chiffre, pour 729,531 fr. 46 c. et les émissions pour 663,361 fr. 28 c.

Les deux rubriques *Intérêts et Bénéfices du Portefeuille* et *Reports*, que l'on peut réunir, sont en diminution, ce qui tient à l'abaissement du taux de l'argent. L'Exercice 1894 donne 3,129,523 fr. 35 contre 3,275,087 fr. 08 en 1893.

Le compte *Fonds Publics, Actions et Obligations* avait laissé, en 1893, une perte de 246,081 fr. 66 c. ; il donne, en 1894, un bénéfice de 1 million 621,164 fr. 99 c. Ce bénéfice provient, presque tout entier, de réalisation faites ; il témoigne de la modération de nos évaluations précédentes.

Les bilans de nos Succursales se soldent par un bénéfice de 502,925 fr. 31 c., en forte augmentation sur celui de l'Exercice précédent, qui n'était que de 157,000 francs.

Le bénéfice brut de l'Exercice serait plus considérable si nous n'avions pas jugé opportun, peut-être avec un sentiment de prudence exagéré, d'ajouter, comme vous le dit le rapport de MM. les Commissaires, une provision nouvelle à deux de nos affaires argentines.

Nous avons ainsi, Messieurs, un bénéfice brut de 6.646.506 fr. 39 c.

Les frais généraux un peu supérieurs à ceux de 1893, se sont élevés 1.259.333 fr. 80 c.

Le bénéfice net de l'Exercice est donc de 5 millions 387.172 fr. 59 c.

Il permet de distribuer un dividende de 35 francs par action, en laissant disponible une somme de 873.283 fr. 71 c. qui, ajoutée au solde reporté au 31 décembre 1893, formera un total de 1.619.123 fr. 73 c. à nouveau. Si vous approuvez les comptes, vos réserves s'élèveront à un total de 19.869.113 f.73

Dans notre Rapport de 1892, nous vous disions que nous avions acheté un des immeubles de la rue Louis-le-Grand, contigu à notre hôtel, afin de pouvoir faire face au développement de nos services. L'accroissement de notre clientèle, l'augmentation constante de nos affaires courantes exigeaient l'agrandissement de nos bureaux ; nous avons donc été amenés à faire élever des constructions nouvelles sur l'emplacement de cet immeuble qui, dans l'état où il était, ne pouvait être appropriée à nos besoins.

Le Conseil d'administration de la Banque était, depuis 1892, composé de sept membres ; il peut en compter douze, d'après nos statuts. Nous avions appelé parmi nous, — votre ratification réservée :

M. le chevalier R. de Bauer, directeur, depuis la fondation, de notre importante succursale de Bruxelles ; M. de Bauer conservera ses fonctions de directeur.

M. Ed. Nœtzlin, qui a fait aussi, autrefois, partie de la Banque de Paris, et qui est, aujourd'hui, administrateur de la Banque nationale du Mexique.

Nous vous demandons de confirmer notre choix.

MM. H. Bamberger, Ch. Demachy, A. de Germiny et J. Stern arrivent au terme de leur mandat. Conformément à l'article 20 des statuts, les Administrateurs sortants sont toujours rééligibles.

Vous avez à pourvoir à la nomination d'un Censeur, en remplacement de M. Choppin de Janvry, Censeur sortant et rééligible.

Nous soumettrons à votre approbation, après la lecture du Rapport de MM. les Commissaires, les résolutions dont le texte vous a été remis à votre entrée dans cette salle.

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, à l'unanimité,

Approuve dans toutes leurs parties le Rapport et les Comptes de l'Exercice 1894, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration, et fixe à 35 fr. par action le montant du dividende pour cet Exercice.

Un acompte de 20 fr. sur le dividende ayant été payé le 1er janvier dernier, le solde, soit 15 fr. par action, sera payé à partir du 1er juillet 1895, sous déduction des impôts établis par la loi de finances.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, à l'unanimité, réélit Administrateurs :

MM. H. Bamberger ; Ch. Demachy ; A. de Germiny ; J. Stern.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, à l'unanimité, confirme les nominations faites à titre provisoire par le Conseil (art. 20 des Statuts), Administrateurs :

MM. le chevalier R. de Bauer ;
Ed. Nœtzlin.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, à l'unanimité, nomme :
M. Choppin de Janvry, censeur.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale nomme :

MM. E. Leviez, F. Timmerman,

Commissaires chargés de faire un Rapport à la prochaine Assemblée générale ordinaire sur la situation de la Société, sur le Bilan et sur les Comptes présentés par les Administrateurs pour l'Exercice 1895, — avec faculté, pour chacun des deux Commissaires, d'accomplir seul le mandat ci-dessus, en cas d'empêchement de son collègue pour une cause quelconque,

Et fixe à 2.000 fr. pour chacun d'eux l'indemnité annuelle de ou des Commissaires. 931

BANQUE INTERNATIONALE DE PARIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 11 MAI 1895

Rapport du Conseil d'administration

Messieurs,

Une reprise des affaires financières a marqué l'exercice 1894 et notre Société en a heureusement profité. Il est juste d'ajouter que cet exercice a bénéficié de la liquidation de différents engagements remontant à des années antérieures, que, selon nos habitudes, nous avons laissés à leur évaluation primitive, jusqu'à complète réalisation.

Lors de votre dernière réunion, nous vous avons entretenus de l'arrangement qui, peu de temps avant, était intervenu avec le Gouvernement Impérial de Russie, au sujet de l'affaire Koursk-Kharkow-Azow. Cet arrangement a été sanctionné depuis par S. M. l'Empereur. Les conditions dans lesquelles a été réglé le sort des actions de jouissance Koursk-Kharkow-Azow, dont nous avions acquis un lot important en 1890, ont témoigné, une fois de plus, de l'équité du Gouvernement Impérial et ont justifié notre intervention dans cette affaire.

En dehors de cette opération, nous avons vu se régler définitivement, en 1894, d'autres affaires auxquelles nous étions intéressés d'ancienne date : le Syndicat des actions de la Banque Hongroise d'Industrie et de Commerce et celui des actions privilégiées de la Banque des Chemins de fer Orientaux.

Nous avons déjà fait mention, dans notre dernier rapport, du succès considérable qu'avaient eu à nos guichets et à ceux de la Banque de Paris et des Pays-Bas, l'émission de l'Emprunt Ottoman 4 0/0, dit de 1894 (garanti par la redevance de la Société d'Exploitation des Chemins de fer Orientaux), dont nous avons été l'un des contractants. Nous ne reviendrons donc pas aujourd'hui sur cette affaire qui a été à tous égards favorable à notre Société.

Nous avons pris part aux Syndicats constitués pour l'émission des actions et obligations nouvelles des Chemins de fer d'Anatolie, des obligations Salonique-Constantinople, des obligations 3 0/0 du Crédit Foncier de Hongrie, de l'Emprunt de l'Etat Espirito Santo, de l'Emprunt Danois, etc., etc.

La plupart de ces affaires ont été réalisées au cours de l'exercice écoulé.

Nous avons coopéré, avec d'autres Établissements de crédit de la place, à la constitution de la Compagnie Française des Câbles Télégraphiques en concourant à la souscription d'actions nouvelles de cette Société, dont le capital s'est trouvé porté à vingt-quatre millions de francs par la fusion de la Compagnie Française du Télégraphe de Paris à New-York avec la Société Française des Télégraphes Sous-Marins.

Nous vou avons annoncé l'année dernière que nous avions constitué la Société d'Exploitation de Chemins de fer Espagnols qui devait avoir pour objet l'achèvement des travaux de construction des lignes de la Compagnie des Chemins de fer de l'Ouest de l'Espagne et l'exploitation de ces lignes, ainsi que de celles de la Compagnie des Chemins de fer de Madrid à Cacérès et au Portugal. Les engagements, sur la base desquels la Société avait été créée, ayant été rompus arbitrairement, il a été introduit contre les Compagnies Espagnoles une instance, qui a donné lieu à une indemnité par transaction. Le montant nous revenant dans cette indemnité ne figure pas dans les bénéfices de l'exercice 1894.

Nous n'avons pu rester indifférents au grand mouvement d'affaires qui s'est produit dans le second semestre de l'année 1894 sur les entreprises de mines d'or et nous y avons participé dans les conditions de prudence qui nous sont habituelles. En présence de l'extension que prenaient ces affaires, nous avons pensé qu'il y aurait avantage à les suivre de plus près et, après un examen approfondi de la question, il nous a semblé qu'une organisation autonome serait mieux à même de remplir le but que nous poursuivions. C'est dans cet ordre d'idées que nous avons créé la Compagnie Française de Mines d'Or et d'Exploration, en lui assurant le concours de l'"Exploration Company de Londres". Cette nouvelle Compagnie, qui a été définitivement constituée au début de cette année, a été accueillie avec une faveur qui nous fait bien augurer de son avenir.

Nous allons maintenant vous faire passer rapidement en revue les différents chapitres du Bilan au 31 décembre 1894, en les comparant à ceux de l'exercice précédent :

ACTIF

Les disponibilités, qui se composent :

De l'encaisse qui se monte à..Fr.	4.549.151 28
Du portefeuille sur la France et l'Etranger	4.288.114 70
Des fonds disponibles dans les Banques à l'Etranger	1.176.371 30
Et des reports	9.695.966 14
Forment un total de.....Fr.	19.709.603 42

contre 13.816.938 fr. 92 c. en 1893.

Les Fonds Publics, actions et obligations, représentés par quatre-vingt-deux valeurs différentes, s'élèvent à.....Fr. 10.601.731 74

contre 9.223.124 fr. 28 c.

Par contre, les participations représentées par vingt-six affaires ne figurent plus que pour.....Fr. 3.879.177 64

au lieu de 5.045.130 fr. 76 c.

Le total de ces deux chapitres qui forment l'ensemble de nos engagements est à peu près de la même importance au 31 décembre 1894 qu'au 31 décembre 1893, soit 14.480.909 fr. 38 c. à la première date contre 14.268.255 fr. 04 c. à la seconde.

La majaure partie des valeurs composant notre portefeuille sont d'une négociation facile et courante et ont été évaluées, suivant nos usages, au cours moyen soit du mois de décembre, soit du 31 décembre : celles dont le marché est plus restreint ont été comptées à un prix sensiblement inférieur aux cours du mois de décembre.

Quant aux participations, nous avons, comme d'habitude, laissé au prix coûtant celles dont la liquidation déjà en cours fait prévoir un bénéfice et nous avons fait une provision pour celles pouvant comporter un certain aléa.

Les avances sur garanties, comptes courants débiteurs et comptes divers ne présentent pas de grands changements sur l'année précédente :

Avances sur garanties..Fr.	4.922.036 53	contre Fr.	4.474.543 57
Comptes courants débiteurs...	1.721.908 18	—	2.213.729 05
Comptes divers......	458.299 69	—	518.727 05

Nos immeubles restent toujours au chiffre de.....Fr. 2.292.000 »

PASSIF

Capital.....Fr. 25.000.000 »

La réserve légale, augmentée du prélèvement sur les bénéfices de l'exercice 1893, a été portée de 262.038 fr. 95 c. à.....Fr. 342.733 78

Si vous approuvez nos propositions, elle sera de 468.231 fr. 70 c., au prochain bilan.

Les effets à payer passent de......Fr.	983.797 54	à	1.518.847 50
Les dividendes restant à payer de....	11.010 76	à	13.268 27
Les comptes courants créditeurs de.	8.329.842 73	à	10.880.595 86
Les comptes divers de........	950.006 64	à	2.602.551 05

PROFITS ET PERTES

Crédit

Les intérêts, reports, commissions, changes et divers, ont produit.....Fr. 1.473.623 35
au lieu de 1.456.666 fr. 19 c.

Les fonds publics, participations, ont laissé un bénéfice de.....Fr. 1.586.305 89
contre 665.305 fr. 64 c.

Ensemble.....Fr. 3.059.929 24

Débit

Les impôts, patentes, contributions, présentent une variation insignifiante.....Fr. 37.202 84

Les frais généraux, comprenant les appointements, tantièmes proportionnels aux bénéfices, frais de bureau, ports de lettres et titres, dépêches, frais d'études, journaux, publicité, voyages, loyer, éclairage, chauffage, assurance, entretien de mobilier, s'élèvent ensemble à.....Fr. 448.767 84

Les jetons de présence du Conseil d'Administration, de MM. les Censeurs et l'allocation de MM. les Commissaires forment ensemble.....Fr. 64.000 »

Le total du débit est de 549.970 68 — 549.970 68

La différence de.....Fr. 2.509.958 56

en faveur du crédit, représente les bénéfices propres à l'exercice 1894.

Liquidation des bénéfices de l'exercice

Conformément à l'article 44 des statuts, nous avons à prélever, sur le chiffre des bénéfices propres à l'exercice 1894, ci.....Fr. 2.509.958 56

5 0/0 en faveur du fonds de réserve légale, soit..... 125.497 92

Il restera.....Fr. 2.384.460 64

auxquels il y a lieu d'ajouter le report à nouveau de l'exercice 1893, soit.. 716.802 18

Ce qui donne un total disponible de. 3.101.262 82

La somme nécessaire pour fournir aux actions 5 0/0 d'intérêts, soit 25 fr. par action, absorbe.....Fr. 1.250.000 »

Il restera.....Fr. 1.851.262 82

Nous vous proposons de prélever sur cet excédent une somme de..Fr. 277.777 77
dont 10 0/0 appartiendront aux Administrateurs conformément aux statuts, soit.....Fr. 27.777 77
et les 90 0/0, soit...... 250.000 »
nous permettront de compléter à 30 fr. le dividende de l'exercice 1894.

Il restera alors une somme disponible de.....Fr. 1.573.485 05

sur laquelle nous vous demandons de prélever une somme de.....Fr. 500.000 »
pour être portée à un fonds de prévoyance que, conformément à l'article 45 des statuts, nous vous proposons de créer,

et de reporter le solde de.....Fr. 1.073.485 05

à nouveau, à l'exercice 1895, observation étant faite que le Conseil d'administration conservera ses droits de 10 0/0 tant sur les fonds de prévoyance que sur le report à nouveau.

Nous croyons utile de profiter d'un exercice aussi favorisé que celui dont nous venons de vous rendre compte, pour fortifier, par la création d'un fonds de prévoyance, la situation de notre Société et vous approuverez certainement cette proposition.

Au commencement de cette année, nous avons eu la douleur de perdre notre vénéré Doyen, M. Germain Halphen, à qui nous avions toujours réservé l'honneur de présider vos Assemblées depuis la fondation de notre Société. Vous vous associerez aux regrets que nous a causés la perte de ce Collègue, qui nous était particulièrement cher, tant par l'ancienneté de ses relations avec la plupart d'entre nous que par l'aménité de son caractère et sa grande expérience des affaires.

Aux termes de l'article 18 de nos Statuts, vous êtes appelés, dans cette Assemblée, à renouveler en entier le Conseil d'administration qui a été nommé lors de la fondation de la Société.

Vous vous rappelez que la Banque Internationale de Paris a été constitué le 7 juin 1889. Malgré les crises nombreuses et graves qu'a traversées le monde des affaires depuis cette époque, les dividendes que nous avons distribués depuis la création de notre Société, en tenant compte de celui que nous vous proposons, représentent une moyenne de 26 fr. 36 c. par action, soit 5,27 0/0 du capital, tous frais généraux déduits. En dehors de ces dividendes, nous avons constitué, tant en réserve statutaire qu'en fonds de prévoyance et en report à nouveau, un ensemble de réserves pour les exercices futurs de 2.041.716 fr. 75 c., soit plus de 8 0/0 du capital.

Le Conseil d'Administration sortant se composait de : MM. Raphaël de Bauer, Guillaume Beer, Maurice Bixio, Edouard Delessert, Jacques Kulp, Ernest May et Georges May, qui sont rééligibles.

Le Censeur sortant cette année est M. I. Salles, qui est rééligible.

En résumé, nous vous demandons, Messieurs :

1° D'approuver les comptes de l'exercice 1894 ;

2° De fixer à 30 francs le dividende de l'exercice 1894. Un acompte de 12 fr. 50 c. vous ayant été dis-

tribué le 2 janvier dernier, le solde de 17 fr. 50 c. serait payable le 1er juillet prochain, sous déduction des impôts résultant des lois de finances ;

3° D'approuver le transport à un fonds de prévoyance, de la somme de 500.000 francs et le report à nouveau du solde des bénéfices s'élevant à 1.073.485 fr. 05 c. ;

4° De procéder au remplacement ou à la réélection du Conseil d'Administration sortant en entier et qui est rééligible ;

5° De procéder à l'élection d'un Censeur en remplacement de M. I. Salles, Censeur sortant, qui est rééligible.

Enfin, vous aurez à nommer un ou plusieurs Commissaires chargés, conformément à l'article 30 des Statuts, de présenter à l'Assemblée Générale Ordinaire de 1896, un rapport sur les Comptes de l'exercice 1895.

Les Commissaires sortants sont : MM. Ch. Durand et de Carrère qui sont rééligibles.

Rapport des Commissaires sur les comptes de l'Exercice 1894

Messieurs,

Nous venons, conformément à notre mandat, vous rendre compte de l'examen du Bilan qui vous est soumis.

Le chiffre de vos affaires est en progression nouvelle et les résultats obtenus vous paraîtront satisfaisants.

ACTIF

Caisse. — Au Siège social et à la Banque de France 4.549.151 28

Fonds disponibles dans les Banques à l'Etranger.......... 1.176.371 30

Portefeuille.......... 4.288.114 70

les effets qui le composent ont été l'objet de la vérification de vos Censeurs, ainsi que la Caisse des Titres.

Reports. — Les sommes ainsi employées sont :

A Paris ......Fr.	8.659.953 15	
A Londres.......	948.702 59	9.695.966 14
A New-York	87.310 40	

Ces quatre chapitres forment un ensemble de disponibilités s'élevant à 19 millions 1/2 environ.

Fonds Publics. — Actions et Obligations.......... 10.601.731 74

Les évaluations, pour les Fonds Publics en général, sont faites sur les cours de fin d'année ou sur les prix auxquels ils ont été réalisés dès le début du présent Exercice. Quelques valeurs cependant ont été laissées à leur prix de revient, qui se trouve inférieur au cours du 31 décembre 1894.

Participations Financières..Fr. 3.879.177 64

Ce chapitre est en diminution de 1.165.953 fr. 12 c. sur l'Exercice précédent.

Avances sur Garanties.....Fr. 4.922.036 53

En outre des valeurs diverses formant le nantissement de ces avances, il a été constitué une provision en vue de parer aux quelques mécomptes qui pourraient se produire.

Comptes Courants débiteurs.Fr. 1.721.908 18

Comprenant ceux de France, pour.... Fr. 1.200.040 13
Comprenant ceux de l'Etranger, pour..... 370.688 75
Comprenant divers débiteurs, pour..... 151.179 30

Les Divers débiteurs, qui ne figuraient qu'à titre transitoire, ont aujourd'hui disparu des écritures.

Comptes divers..........Fr. 458.299 63

Ce chapitre ne comprend guère que des comptes qui se liquident d'un Exercice sur l'autre.

Immeuble..........Fr. 2.292.000 »

sans changement depuis l'année dernière.

PASSIF

Capital..........Fr. 25.000.000 »

Réserve légale.......... 342.733 78

Effets à payer.......... 1.518.847 50

représentant les tirages des correspondants de France et l'Etranger.

Dividendes arriérés.......... 13.268 27

Comptes courants créditeurs. . 10.880.595 86

Comprenant ceux de France, pour.....Fr. 6.568.417 13
Comprenant ceux de l'Etranger, pour.,... 4.123.351 34
Comprenant divers créditeurs, pour.,.,. 188.827 39

Comptes divers.......... 2.602.551 05

Ce chapitre comprend, comme à l'Actif, des comptes d'ordre qui se trouvent liquidés depuis le début de cet Exercice et les comptes relatifs à la liquidation de la Banque Franco-Egyptienne.

Profits et Pertes..........Fr. 3.226.760 74

Se décomposant comme suit :
Bénéfices reportés de l'Exercice 1893... 716.802 18
Bénéfices nets de l'Exercice 1894..... 2.509.958 56

Dans les bénéfices nets de l'Exercice 1894, les intérêts du Portefeuille, les Reports et les Commissions, Changes et divers figurent pour une somme de..........Fr. 1.473.623 35

Au débit de ce compte, les Frais Généraux figurent pour une somme de 448.767 fr. 84, en augmentation de 51.161 fr. 24 c.

L'importance proportionnelle des tantièmes alloués sur les bénéfices, ainsi que certains frais de personnel relatifs à des missions à l'étranger, justifient cette augmentation.

La comptabilité de votre Société est toujours tenue avec clarté et avec le plus grand soin.

Le dividende de 30 fr. ne devant absorber que 1.500.000 fr., il restera disponible une somme à peu près égale, après les prélèvements statutaires.

Le Conseil vous propose de prélever une somme de 500.000 fr. pour un fonds de prévoyance et de reporter à nouveau le solde, soit : 1.073.485 fr. 05 à l'Exercice 1895.

Nous ne pouvons que nous rallier à cette mesure et nous vous proposons, Messieurs, d'approuver les comptes qui vous sont présentés.

Les Commissaires :
F. DE CARRÈRE, CH. DURAND.

932

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES

EAUX POUR L'ETRANGER

Société Anonyme
Capital : Quarante millions
Rue d'Anjou-Saint-Honoré, n° 52, Paris

AVIS AUX ACTIONNAIRES

Le Conseil d'Administration a l'honneur d'informer Messieurs les Actionnaires qu'ils sont convoqués en assemblée générale ordinaire pour entendre le rapport annuel, approuver les comptes de l'Exercice 1894, fixer le dividende (art. 39, 40 et 46 des statuts) et autoriser la conversion des obligations 5 0/0 (art. 32 et 46 des statuts).

L'Assemblée Générale aura lieu le mardi 4 juin 1895, à trois heures, au Siège social, à Paris, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 52.

Messieurs les Actionnaires propriétaires de vingt actions au moins, nominatives ou au porteur peuvent seuls faire partie de l'assemblée (art. 38 des statuts).

Messieurs les Actionnaires propriétaires de titres au porteur devront, pour y être admis, déposer leurs titres au Siège social, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 52, ou à Lyon, chez MM. Cambefort, F et C. Saint-Olive, banquiers, avant le 20 mai, c'est-à-dire quinze jours au moins avant l'Assemblée.

Une carte nominative et personnelle leur sera délivrée.

Le Directeur,
A. TALANDIER.

Nota. — Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 24 avril 1895, a décidé qu'il proposerait à l'Assemblée Générale de fixer à cinq francs par action le dividende à distribuer.

933

COMPAGNIE FRANÇAISE

DE MINES D'OR ET D'EXPLORATION

Société anonyme au capital de 40,000,000 de fr. entièrement versés

La Société se charge de l'achat et de la vente de toutes Actions de Mines d'or, de l'encaissement des coupons, de l'échange des titres, de la représentation aux Assemblées générales, etc.

Elle tient à la disposition de ses clients une série d'études et de renseignements sur les principales mines.

934

Le musée Grévin vient d'inaugurer une série de scènes empruntées à la vie des « Saltimbanques », et saisies sur nature à la foire au pain d'épices. Cirque à la parade, danse du ventre, somnambule, femme géante et, plus loin, en perspective, chevaux de bois et petits marchands.

Tout cet ensemble, très pittoresque, concourt à donner au spectateur l'illusion complète d'une promenade à une fête des environs de Paris.

935

JARDIN D'ACCLIMATATION

(Bois de Boulogne)

Ouvert tous les jours. Concerts dimanches, jeudis et fêtes. 936

BIBLIOGRAPHIE

M. Ph. Berthelot vient de donner, dans la 524e livraison de la Grande Encyclopédie, une intéressante biographie de Leconte de Lisle que nous recommandons fort à nos lecteurs. Dans le même fascicule ils trouveront une étude de M. Debidour sur Ledru-Rollin, un savant travail de M. M. Prou sur la Légende en numismatique et une monographie utile de la Légion d'Honneur.

Prix de chaque livraison : 1 franc.— Une feuille-spécimen est envoyée gratuitement sur demande.

H. Lamirault et Cie, 61, rue de Rennes, Paris.

937

CHEMIN DE FER D'ORLEANS

19 mai 1895. — Excursion de Paris aux châteaux de la Loire, par trains rapides et à prix réduits. — Visite de Blois et de Chambord.

Départ de Paris (gare d'Orléans), le dimanche matin 19 mai. — Retour à Paris le même jour.

D'accord avec l'Agence des Voyages Economiques, la Compagnie fera émettre, jusqu'au 17 mai inclus, des billets d'excursion comprenant :

1° Le transport en chemin de fer ; 2° Les repas (vin compris) ; 3° Le transport en omnibus et en voitures ; 4° Les entrées dans les monuments ; 5° Les soins des Guides-Conducteurs de l'excursion. (Par les soins et sous la responsabilité de l'Agence des Voyages Economiques.)

Prix de l'excursion complète : 1re classe, 30 fr. 55 ; 2e classe, 24 fr. 70 ; 3e classe, 20 fr. 50.

Le nombre des places est limité.

Les billets sont délivrés dans les bureaux de l'Agence des Voyages Economiques, 17, rue du Faubourg-Montmartre, et 10, rue Auber, à Paris.

On peut se procurer des renseignements et des prospectus détaillés :

A Paris, gare d'Orléans (quai d'Austerlitz) et aux Bureaux succursales de la Compagnie, 8, rue de Londres ; rue du Bouloi, 21 ; rue Paul-Lelong, 7 ; rue Gaillon, 5 ; rue Saint-Martin, 326 ; place Saint-Sulpice, 6 ; place de la Madeleine, 7 ; rue Paradis, 21 bis ; boulevard de Sébastopol, 34 ; rue des Archives, 63 ; quai Valmy, 33 ; rue du Faubourg-Saint-Antoine, 21, et rue de la Roquette, 2, à l'angle de la place de la Bastille.

Avis. — Les voyageurs n'auront pas droit à la franchise des bagages.

938

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 176. — 7e volume. (21) ‖ BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS ‖ Samedi 25 Mai 1895.

COMPAGNIE GÉNÉRALE

DES OMNIBUS

Assemblée générale du 29 mars 1895

Extrait du Rapport du Conseil d'administration.

MESSIEURS,

Nous venons de vous rendre compte des résultats de l'année 1894. Nos recettes brutes accusent, comparativement à l'année 1893, une augmentation de 335.000 francs. D'autre part, nos dépenses ont subi un accroissement provenant notamment des nouvelles obligations émises et d'un plus fort renouvellement des chevaux.

L'ensemble des charges payées à l'Etat et à la Ville de Paris s'est élevé, pour 1894, à la somme de 4.551.000 francs, représentant 133 francs par action, dont 36 francs pour l'Etat et 97 francs pour la Ville.

Finalement, les résultats de 1894 nous permettent de vous proposer la distribution d'un dividende de 40 francs, égal à celui de l'année précédente.

Pendant l'exercice, nous avons ouvert à l'exploitation, au moyen de la traction à air comprimé, les lignes de tramways « Cours de Vincennes-Saint-Augustin » et « Louvre-Saint-Cloud ». L'exploitation par ce mode de traction des lignes « Louvre-Sèvres » et « Louvre-Versailles » a été retardée par suite de difficultés d'installation qui ont surgi au fur et à mesure de l'avancement des travaux, et par suite aussi des conditions climatériques exceptionnelles de l'hiver que nous venons de traverser. Ces circonstances ont même causé l'arrêt momentané de ce mode de traction sur une partie de la ligne « Louvre-Saint-Cloud ». Toutefois, nous avons lieu d'espérer que, d'ici à peu de temps, la traction à air comprimé fonctionnera régulièrement sur nos lignes du Louvre à Saint-Cloud, Sèvres et Versailles.

En ce qui concerne la comptabilité des lignes nouvellement créées à traction mécanique, nous avons fixé l'ouverture du compte Exploitation, pour la ligne « Louvre-Saint-Cloud », au 1er septembre 1894 et, pour la ligne « Cours de Vincennes-Saint-Augustin », au 1er octobre 1894. Jusqu'à ces dates, les charges de capital de ces lignes, ainsi que les dépenses, déduction faites des recettes, ont été portées au compte de premier établissement. Nous avons également porté au même compte les charges de capital et les dépenses, déduction faite des recettes, des lignes à traction mécanique « Louvre-Sèvres » et « Louvre-Versailles », l'exploitation complète de ces lignes au moyen de la traction mécanique n'ayant pas encore eu lieu.

La Compagnie reste toujours soucieuse de donner de nouvelles satisfactions au public par l'amélioration et l'extension de ses services.

C'est ainsi que nous avons continué la transformation de notre matériel, en remplaçant, sur la ligne « Square-Montholon-Gare d'Orléans », les voitures d'ancien modèle par des voitures à trente places.

Nous avons, de plus, dans ces derniers temps, créé des services du matin à prix réduit sur quinze de nos lignes, et nous avons organisé, à titre d'essai, plusieurs services supplémentaires fonctionnant pendant une partie de l'après-midi.

Cette dernière organisation est devenue possible par suite de la décision récente de l'Administration municipale, réduisant le droit de stationnement pour ces lignes supplémentaires au prorata de la durée du service.

Au mois de mai dernier, une entente est intervenue entre la Ville de Paris et la Compagnie pour l'exécution d'un réseau de tramways et d'omnibus d'une étendue importante et pour des remaniements de lignes existantes. Ces créations et modifications sont destinées à accroître considérablement les facilités de transport dans Paris. Aussitôt que nous aurons obtenu les décrets de concession des lignes de tramways, nous nous occuperons de la réalisation complète de ce programme.

Nous étudions, en outre, dès maintenant, l'organisation à créer en vue de l'Exposition universelle de 1900, et nous ferons tous nos efforts pour que les services que notre Compagnie est appelée à rendre en cette circonstance, soient en rapport avec sa situation dans l'industrie des transports.

Au cours de l'exercice, nous avons fait des essais de traction par l'électricité et par la vaporisation instantanée. Les expériences ne sont pas encore assez complètes pour qu'il nous soit possible de nous prononcer sur la mesure dans laquelle tel ou tel système pourra être appliqué.

Nous vous avons entretenus, dans notre dernière réunion, du rachat à faire par notre Compagnie de la section « Montreuil-Place de la Nation », qui fait partie de la ligne « Montreuil-Châtelet ». A la date du 26 mai 1894, est intervenu un décret approuvant la substitution de notre Compagnie à la Compagnie Générale Parisienne de Tramways. En conséquence, nous sommes entrés en possession le 5 juin 1894.

L'exploitation du prolongement du tramway d'Arpajon dans l'intérieur de Paris, prévue par nos conventions avec la Compagnie du Chemin de fer sur route de Paris à Arpajon, a commencé dans ces derniers temps. Nous avons conclu avec cette Société un nouveau traité dont vous trouverez le texte annexé au présent rapport, et qui modifie, sur certains points, le premier traité, dont nous vous avons donné connaissance dans une précédente Assemblée.

Pendant l'année écoulée, plusieurs litiges importants ont reçu une solution favorable aux intérêts de la Compagnie.

Vous vous rappelez que la Compagnie Générale Parisienne de tramways s'était pourvue contre l'arrêt de la Cour de Paris, qui maintenait, sans revision, les taux primitifs d'échange de correspondances sur les lignes circulaires de l'Etoile à la place de la Nation, affermées par notre Compagnie à cette Société. Par un arrêt en date du 19 juin 1894, la Cour suprême a rejeté ce pourvoi, rendant ainsi définitive la décision de la Cour de Paris.

Au mois de mai dernier, quelques voyageurs ont assigné la Compagnie en justice de paix pour faire décider qu'elle n'avait pas le droit de réglementer, comme elle le fait, l'usage de la correspondance. Le juge de paix avait rendu une sentence contraire à nos prétentions. Mais, sur notre appel, le Tribunal de la Seine a réformé ce jugement et sanctionné pleinement la thèse de la Compagnie.

Nous vous avons fait connaître que le Tribunal de Commerce avait condamné les deux entreprises faisant le service d'omnibus de la gare Saint-Lazare à cesser tout service d'omnibus dans l'intérieur de Paris, autre que celui des voyageurs partant ou arrivant par les chemins de fer. Ces Sociétés avaient interjeté appel; mais la Cour de Paris a confirmé la décision des premiers juges. A la suite de ces arrêts, un accord est intervenu, et nous avons fixé avec ces Sociétés l'indemnité à nous payer pour le préjudice causé.

Le procès du partage des bénéfices avec la Ville est toujours pendant devant les experts désignés par le Tribunal. Une nouvelle instance a été engagée qui comprend les contestations sur les exercices 1886 à 1890.

Par suite du règlement de nos litiges relatifs aux taux d'échange des correspondances, une somme de 500.000 francs que nous avions réservée est devenue disponible. Nous vous proposons de porter cette somme à la réserve extraordinaire.

Nous avions formé une réserve de 545,000 francs, pour « réfection des voies » ; nous avons appliqué cette réserve aux dépenses de renouvellement faites pendant cet exercice, dépenses qui ont été importantes et qui ont compris, notamment, l'achèvement de la réfection de la ligne du Louvre à Versailles.

Bien que nous n'ayons pas encore terminé l'émission des obligations autorisée par l'Assemblée du 30 mars 1892, nous pensons qu'il est prudent, en prévision de l'extension projetée de nos services, de vous demander l'autorisation de créer une nouvelle série de 10.000 obligations de 500 francs 4 0/0 semblables à celles existant déjà, que nous émettrons au fur et à mesure des besoins de la Compagnie.

. . . .

Après la lecture des rapports et un échange d'observations, les résolutions proposées par le Conseil d'Administration ont été adoptées à l'unanimité.

939

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER

DU NORD DE L'ESPAGNE

Le Conseil d'Administration de la Compagnie a l'honneur d'informer MM. les Actionnaires, que par suite de l'insuffisance du nombre d'actions déposées dans les délais fixés par les Statuts.

L'Assemblée générale, convoquée pour le 25 mai courant, est remise au 18 juin prochain à 3 heures de relevée.

Aux termes des Statuts, les Membres présents à la deuxième Assemblée délibèrent valablement, quel que soit leur nombre et celui des actions qu'ils représentent, mais ils ne peuvent délibérer que sur les objets qui étaient à l'ordre du jour de la première Assemblée.

L'Assemblée aura lieu au Siège de la Compagnie, à Madrid, 17, Paseo de Recoletos.

Les Actionnaires qui désireraient faire partie de cette Assemblée devront déposer leurs titres dix jours avant l'époque fixée pour la réunion.

Les dépôts seront reçus tous les jours non fériés, de dix heures à trois heures, jusqu'au 8 juin inclus ;

A MADRID ; à la Société Générale de Crédit Mobilier Espagnol, 17, Paseo de Recoletos.

A BARCELONE ; au Crédit Mercantile.

A PARIS : à la Succursale de la Société Générale de Crédit Mobilier Espagnol, 69, rue de la Victoire, ainsi qu'au Crédit Lyonnais et dans ses Succursales.

Les cartes d'admission délivrées et les pouvoirs donnés pour la première Assemblée, sont valables pour la seconde.

940

Avis à Messieurs les Porteurs d'Obligations de la Compagnie des Chemins de fer du

NORD DE L'ESPAGNE

La Société Générale du Crédit Mobilier Espagnol, qui s'est mise à la disposition de Messieurs les Porteurs d'obligations, pour leur faciliter le recouvrement, sans frais, de leurs coupons, a l'honneur de porter à la connaissance de Messieurs les Obligataires, qu'afin de sauvegarder leurs intérêts, elle a fait auprès de la Compagnie du Nord de l'Espagne toutes réserves de droit relativement au paiement en pesetas pour tous les coupons déjà recouvrés ou à recouvrer par son intermédiaire.

La Compagnie du Nord de l'Espagne, ayant reçu ces réserves, comme si elles avaient été faites d'une façon authentique et individuelle, la Société générale de Crédit Mobilier Espagnol en informe Messieurs les Porteurs qui peuvent, en présentant leurs coupons ou obligations amorties, être assurés que la perception en pesetas, aux guichets de la Société Générale de Crédit Mobilier Espagnol et du Crédit Lyonnais à Paris, du Crédit Lyonnais et de la Société Lyonnaise à Lyon, de la Banque de Paris et des Pays-Bas à Bruxelles, n'implique aucune déchéance de leurs droits éventuels et qu'ils participeront à tout avantage, compensation ou arrangement qui pourraient être convenus au bénéfice des porteurs d'obligations de la Compagnie du Nord de l'Espagne, soit par voie amiable, soit autrement.

941

COMPAGNIE FRANÇAISE

DE MINES D'OR ET D'EXPLORATION

Société anonyme au capital de 40,000,000 de fr. entièrement versés

La Société se charge de l'achat et de la vente de toutes Actions de Mines d'or, de l'encaissement des coupons, de l'échange des titres, de la représentation aux Assemblées générales, etc.

Elle tient à la disposition de ses clients une série d'études et de renseignements sur les principales mines.

942

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	RENTES A PAYER		RENTES FRANÇAISES	DIVIDENDE ou INTÉRÊT distribué en					Cours de comp. comm. juillet				Cours de clôture des 5 dernières sem.				
				1890	1891	1892	1893	1894	1891	1892	1893	1894	26 avril	3 mai	10 mai	17 mai	24 mai
Millions	Francs																
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	101 82	102 15	102 62	102 57	102 45
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	100 80	100 90	101 05	101 02	101 17
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	108 25	107 65	107 70	107 57	107 65
25978	813.313.406																
395.286	obl. de 500 f		Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	500 »	500 »	501 »	501 50	500 »
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	**SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES** (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3740 »	3730 »	3720 »	3700 »	3675 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	780 »	790 »	795 »	797 50	802 50
50.000	500	250	Banq. Transatlantique	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	415 »	412 50	415 »	» »	412 50
30.000	500	500	Compagnie Algérienne	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	558 »	560 »	557 50	559 »	559 »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	610 »	595 »	583 75	592 50	590 »
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	905 »	900 »	906 25	903 75	907 50
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	564 50	565 »	558 »	562 »	555 »
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	812 50	816 25	818 75	816 25	817 50
240.000	500	250	Société Générale, nom.	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	496 50	497 »	497 »	497 50	497 50
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	» »	297 50	297 50	»	» »
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	551 25	542 50	550 »	555 »	557 50
50.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	417 50	413 »	415 »	432 50	415 »
40.000	500	500	Banque de l'Algérie	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	800 »	800 »	790 »	740 »	766 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	709 50	700 »	709 »	705 »	702 »
50.000	500	500	Est-Algérien	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	625 »	630 »	625 »	630 »	615 »
584.000	500	500	Est	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	980 »	980 »	962 50	963 »	962 »
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr.	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1515 »	1523 75	1480 »	1475 »	1465 »
250.000	500	500	Midi	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1316 25	1325 »	1325 »	1318 75	1315 »
525.000	400	400	Nord	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1825 »	1827 50	1835 »	1830 »	1830 »
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1575 »	1582 »	1590 »	1577 50	1570 »
300.000	500	500	Ouest	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1098 »	1097 50	1095 »	1096 »	1094 50
40.000	500	500	Sud de la France	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	285 50	278 »	282 50	280 50	286 »
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	575 »	580 »	575 »	579 »	575 »
336.000	500	500	Cie Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1105 »	1102 50	1101 25	1091 25	1095 »
80.000	250	250	Cie Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	347 50	350 »	360 »	370 »	372 50
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	626 »	628 »	625 »	650 »	630 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1080 »	1077 50	1077 50	1075 50	1085 »
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	568 »	566 »	565 »	568 »	568 »
50.000	500	500	Cie française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	275 »	277 50	290 »	283 75	288 75
600.000	500	500	Canal de Panama	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	9 »	8 50	9 50	9 »	9 75
223.398	500	500	Canal de Suez	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3347 50	3390 »	3362 50	3340 »	3250 »
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	635 »	620 »	645 »	620 »	601 25
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	101 25	101 25	96 50	99 75	» »
50.000	500	500	Téléphones	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	303 75	290 »	288 75	290 »	290 »
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	200 fl	200 fl	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	593 75	591 25	587 50	588 75	585 »
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	727 50	723 75	728 75	727 50	726 »
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1460 »	1455 »	1450 »	1455 »	1150 »
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	460 »	461 »	460 »	458 75	460 »
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	66 25	65 »	72 50	66 25	66 25
48.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	154 »	155 »	» »	162 50	164 »
60.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	170 »	166 25	183 75	186 25	180 »
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	912 50	897 50	900 »	910 »	910 »
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	243 75	243 75	242 50	243 75	230 »
420.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 «	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	625 »	636 25	637 50	635 »	637 50
350.000	500	500	Nord de l'Espagne	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	102 50	100 »	103 75	101 25	96 25
70.000	500	500	Portugais	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	45 »	» »	45 »	43 50	» »
356.000	500	500	Saragosse (Madrid à)	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	148 »	143 75	150 »	152 50	150 »
Capital ou Nombre de titres	[illegible]		**FONDS D'ÉTATS ETRANGERS**														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	106 »	106 20	106 85	106 50	106 35
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	102 50	103 40	103 10	102 90	102 90
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	80 »	78 60	79 75	78 55	79 60
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	75 75	75 50	75 20	75 »	75 40
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	104 50	104 50	104 »	104 50	103 90
3.047.912	1941		— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	106 20	106 10	104 50	104 35	104 20
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	102 95	102 85	102 50	102 50	102 67
	1936		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	71 25	70 40	72 70	72 05	72 25
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	470 »	461 50	476 25	475 50	475 »
341.000	1921		— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	430 »	416 »	435 »	431 »	432 »
240.000	1962		Hellénique 5 0/0 1881	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	» »	168 »	170 »	170 »	170 »
270.000			— 4 0/0 1887	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	168 »	178 »	187 »	» »	» »
592.000.000 fl			Hongrie 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	103 55	103 20	103 20	104 »	104 30
442.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	87 40	87 97	88 75	89 55	89 65
	1926		Portugal 3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	25 30	25 20	25 15	25 35	25 70
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	456 25	455 »	456 25	457 50	458 75
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	102 »	103 »	103 »	103 »	103 »
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	99 80	99 50	100 »	99 90	99 90
150.000.000r	1960		Russie 4 0/0 1880	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	102 50	103 30	103 30	101 20	101 »
1941.992.000	1970		— 4 0/0 Consolidé	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	101 45	101 80	102 25	102 65	102 35
500.000.000	1974		— 3 0/0 1891 or	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	91 60	92 50	93 70	93 15	93 40
100.000.000r	1976		— 3 1/2 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	97 25	97 80	98 40	98 25	98 25
52.870	1949		Serbie 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	77 60	77 50	70 »	69 »	67 50
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	25 90	26 »	26 30	25 95	26 15
227.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	476 25	473 75	475 25	478 75	478 75
391.362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	490 »	490 »	492 50	491 75	491 25
295.454			Douanes Ottom. 5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	510 »	511 25	512 50	511 50	512 50
40.000.000	1958		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	475 50	476 »	477 50	468 75	484 »

COMPAGNIE DES

CHEMINS DE FER ANDALOUS

Messieurs les Actionnaires sont convoqués, conformément à l'article 31 des statuts, pour le samedi 8 juin 1895, à trois heures de relevée, au siège social à Madrid, 12, Paseo de Recoletos.

En Assemblée générale ordinaire, à l'effet d'entendre le compte rendu de l'exercice 1894 et de procéder à la nomination d'administrateurs.

Les Actionnaires porteurs de vingt actions au moins qui désireront faire partie de cette Assemblée, devront déposer leurs titres dix jours avant la date fixée pour la réunion, soit au plus tard jusqu'au 29 mai inclus :

A Madrid, à la Banque Hypothécaire d'Espagne, 12, Paseo de Recoletos :

A Paris, à la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin.

943

Avis aux Obligataires de la Banque de Crédit Foncier et Agricole

DE SANTA FÉ

Les Obligataires sont convoqués à une réunion qui aura lieu à Paris, 39, boulevard des Capucines, Salle des Conférences, à 3 heures de l'après-midi, le 4 juin 1895.

ORDRE DU JOUR

Conventions provisoires intervenues entre le Délégué du Comité des Obligataires, le Gouvernement de la Province de Santa Fé et la Banque de Crédit Foncier et Agricole de Santa Fé.

Le texte de ces conventions est tenu à la disposition des Obligataires dans les bureaux des Établissements ci-après indiqués et sera envoyé à tout Obligataire qui en fera la demande.

Seront seuls admis à la réunion les Obligataires munis de cartes d'admission qu'ils pourront retirer contre le dépôt de leurs titres ou remise du certificat de dépôt.

Les cartes d'admission seront délivrées :

A PARIS, à la Banque de Paris et des Pays-Bas.
A BORDEAUX, chez MM. Piganeau et Fils.
A LYON, chez MM. Combefort F. et C. Saint-Olive.
A MARSEILLE, à la Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts.
A NANCY, à la Société Nancienne de Crédit Industriel et de Dépôts.
A LONDRES, The London Joint Stock Bank, limited.
A BRUXELLES, chez MM. Frank, Model et Cº, et à la Succursale de la Banque de Paris et des Pays-Bas.
A ANVERS, à la Banque Commerciale Anversoise.
A BALE, chez les Fils Dreyfus et Cie.
A GENÈVE, à la Succursale de la Banque de Paris et des Pays-Bas.
A HAMBOURG, L. Behrens et Söhne.

Les Obligataires sont instamment priés d'assister à cette réunion ou de s'y faire représenter en remettant leurs pouvoirs, soit à d'autres obligataires, soit à l'une des Maisons ou Sociétés ci-dessus indiquées.

LE COMITÉ DES OBLIGATAIRES.

944

ROUMANIE

MINISTÈRE DES FINANCES

Direction de la Comptabilité générale

DETTE PUBLIQUE

Tableau des numéros des titres de la rente 5 0/0 amortissable de 1893, de l'emprunt de 50.000.000 sortis au tirage du 20 mars — 1er avril 1895.

Montant nominal : 173.000 francs

146 titres à 500 francs

6009	6091	6117	6164	6288	6322
6804	7008	7014	7016	7217	7219
7825	7973	8079	8325	8621	8915
9405	10890	11110	11325	11340	11672
11810	12082	12273	12330	12414	12691
12770	13502	13994	14646	14910	15318
16060	16072	16279	17551	17640	17781
17829	18095	18170	18900	19014	19076
19517	19583	19830	19857	19914	20080
20143	20174	20251	20278	20305	20947
21208	21735	21978	22421	22894	22982
22988	23543	23592	23748	24041	24187
24849	25640	25679	26159	26231	26232
26433	27077	27092	27095	27220	27353
27780	28147	28174	28347	28684	28796
28978	29179	29277	29321	29981	29992
30576	30651	30821	30910	31305	31414
31698	31779	32219	33180	33691	34241
34315	34456	34726	34805	36493	36654
37208	37722	37927	38002	38146	38178
39004	39055	39366	39508	39531	39679
40047	40205	40329	40421	40636	40867
41255	41269	41469	41494	41569	42188
42641	42898	42970	44453	44595	44803
44866	45444				

20 titres à 5.000 francs

105	547	665	803	1484	1826
1917	2050	2757	3404	4055	4329
4353	4584	5067	5398	5404	5464
5654	5996				

Le paiement de ces titres, portant le coupon nº 6 du 1er janvier 1896, ainsi que le paiement du coupon nº 5 du 1er juillet 1895, se fera à partir du 1er juillet 1895 :

En Roumanie, à la caisse centrale à Bucarest et aux caisses générales dans les districts ;

A Berlin, aux maisons de banque Disconto-Gesellschaft et S. Bleichroder ;

A Francfort-sur-le-Mein, à la maison de banque M. A. de Rothschild et fils ;

A Paris, à la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Tableau des numéros des titres de la rente 5 0/0 amortissable de 1893, l'emprunt de 50.000.000 de francs, sortis aux tirages qui ont eu lieu à partir du 20 mars — 1er avril 1894 jusqu'au 19 septembre — 1er octobre 1894 inclusivement, et non présentés au remboursement jusqu'au 20 mars — 1er avril 1895.

Titres à 500 francs

7587 a	10104 b	11584 b	11588 b	12643 b
14768 b	14779 b	15539 b	17880 b	18385 a
18633 b	18962 b	19225 a	19481 a	19697 b
22919 b	23365 b	25664 b	27934 b	28236 b
29649 b	29663 b	29699 b	32120 b	33251 b
33366 b	33379 b	33407 b	34104 b	34211 b
34246 b	34381 b	34417 b	34706 b	34768 b
35047 b	35107 b	35316 b	35336 b	35427 b
35466 b	36549 b	37095 b	38065 b	38417 b
39905 b	39996 b	40494 b	41470 b	43471 b

Titres à 5.000 francs

2820 b	3011 b	3069 b	5023 b	5101 b	5983 b

a *Tirage d'avril 1894.*
b *Tirage d'octobre 1894.*

ROUMANIE

MINISTÈRE DES FINANCES

Direction de la Comptabilité générale

DETTE PUBLIQUE

Tableau des numéros des titres de la rente 4 0/0 amortissable de 1894, de l'emprunt de 120.000.000 de francs, sortis au tirage du 20 mars — 1er avril 1895.

Montant nominal : 509.000 francs

152 Titres à 500 francs

43	451	523	550	585	723
981	1033	1121	1263	1399	1652
1864	1865	2076	2180	2318	2343
2354	2396	2600	3011	3290	3398
3536	3623	3757	4250	4312	4563
4687	5940	6168	6258	6495	7362
8023	8402	8484	8725	8751	9446
9598	9617	9622	9843	9863	9950
10455	10609	10828	10999	11151	11206
11806	12465	12564	12894	13919	13933
14026	14104	14721	14772	14787	15043
15205	15323	15798	15847	15955	16224
16267	16827	17261	17337	17452	17961
18606	18676	18968	19338	19351	19471
19485	19677	20230	20309	20503	20633
20736	20945	21119	21261	21334	21665
21751	21902	21933	21988	22450	22460
22466	22507	22555	22732	22935	22994
23238	23633	23733	23760	23836	23936
24496	24654	24838	25298	25387	25482
25513	25576	25955	26407	26513	26911
27171	27406	27431	27527	27769	27902
28154	28180	28205	29337	30004	30070
30526	31674	31730	32215	32418	32783
32852	32879	33496	33892	34031	34032
34741	35795				

153 Titres à 1.000 francs

36099	36276	36682	36837	36873	36948
37005	37125	37183	37408	37412	37514
37522	37666	37685	37717	37743	38091
38125	38170	38471	38504	38666	38750
39039	39190	39644	40560	40879	41257
41618	42172	42249	42708	43519	43524
43698	43971	44024	44485	45049	45184
45234	45329	45342	45508	46170	46268
46411	46537	47033	47038	47055	47113
47145	47209	47307	48247	48546	48605
48913	49057	49080	49088	49140	49468
49535	49586	50134	50786	50824	51107
51330	51834	52056	52134	52628	53093
53190	53522	53722	53741	55164	55249
55401	56385	56753	56869	57238	57483
57555	57739	57764	57855	58001	58479
58541	58608	58853	59056	59264	59451
59682	59734	59840	60496	60731	60836
60919	60951	61126	61138	61616	61912
61964	62379	62508	62715	62826	63146
63180	63687	63809	63838	63902	63998
64262	64433	64799	65467	66301	66314
66320	66709	66937	67768	68056	68725
68736	69715	69788	70069	70078	70365
70974	70975	71278	71469	71519	71589
71682	71700	71859			

62 Titres à 2.500 francs

72347	72568	72870	72939	73123	73399
73787	73843	74319	74463	74775	75007
75682	75708	75730	76378	77393	77445
77553	77580	77715	77741	77766	77825
77892	78066	78290	78384	78550	78721
79220	79287	80071	80547	80604	80831
81165	81462	81564	81592	82053	82184
82270	82321	82628	82649	82654	82681
82920	83587	84064	84162	84235	84591
84648	84655	85028	85042	85216	85239
85498	86110				

25 Titres à 5.000 francs

87029	87547	87751	88353	88401	88565
88612	89059	89557	89651	89808	89949
90025	90033	90573	90615	90967	90977
90985	91033	91185	91761	92121	92249
92348					

Le paiement de ces titres, portant le coupon nº 3 du 1 janvier 1896, ainsi que le paiement du coupon nº 2 du 1 juillet 1895, se fera à partir du 1 juillet 1895 :

En Roumanie, à la caisse centrale à Bucarest et aux caisses générales dans les districts ;

A Berlin, aux maisons de banque Disconto Gesellschaft et S. Bleichrœder ;

A Francfort-sur-le-Mein, à la maison de banque M. A. de Rothschild et fils ;

A Paris, à la Banque de Paris et des Pays-Bas.

ROUMANIE

MINISTÈRE DES FINANCES

Direction de la Comptabilité générale

DETTE PUBLIQUE

Tableau des numéros des titres de la rente 5 0/0 amortissable de 1892, de l'emprunt de 75.000.000 francs, sortis au tirage du 20 mars — 1 avril 1895.

Montant nominal : 273.000 francs

206 Titres à 500 francs

9381	9411	9924	10346	10703	11131
11331	11434	11490	11867	11954	12618
12841	12914	13969	15231	15465	15557
16241	16288	16477	16638	17568	17907
18316	18454	18888	19057	19174	19714
19764	20209	20316	20459	20973	21220
21469	22025	22444	22545	23070	23110
23484	24367	24536	24679	25238	26072
26248	27447	27640	27815	28268	28705
28803	29094	29135	29719	29873	29968
29991	29993	30064	30107	30728	31078
31511	31562	32163	32431	32613	32985
33094	33208	33315	33844	33905	33993
34242	34366	34462	34903	35698	36077
36787	37023	37089	37175	37210	38045
38353	38423	38650	39212	39519	39700
39784	40158	40174	40600	41418	41938
42007	42848	43007	43113	43532	43678
43926	43935	43979	44226	44416	44927
45616	46039	46115	46642	46844	46897
47199	48103	49013	49259	50020	50396
50757	50822	50988	50994	51084	51135
51161	51595	51629	51949	51951	52724
52767	52787	52890	53148	53250	53276
53321	54201	54459	54832	54913	55186
55426	55523	56085	56224	56308	56320
56360	56412	57338	57382	57856	57861
57875	57993	58074	59008	59067	60010
60291	60324	60537	60727	60887	61072
61245	61269	61339	61731	61978	62047
62337	62401	62814	62932	63080	63129
63296	63300	63460	63874	63907	64004
64183	64375	65032	65164	65167	65375
65738	65746	65867	66195	66396	66818
66850	67093				

34 Titres à 5.000 francs

145	155	188	221	816	1032
1268	1314	1438	1524	2038	2526
2693	2714	2859	3014	3624	3788
3871	4174	4542	4713	4914	5486
6742	6968	7178	7392	7603	7807
7857	8528	8595	8753		

Le paiement de ces titres, portant le coupon n° 7 du 1 janvier 1896, ainsi que le paiement du coupon n° 6 du 1 juillet 1895. se fera à partir du 1 juillet 1895 :

En Roumanie, à la caisse centrale à Bucarest et aux caisses générales dans les districts ;

A Berlin, aux maisons de banque Disconto-Gesellschaft et S. Bleichrœder ;

A Francfort-sur-le-Mein, à la maison de banque M. A. de Rothschild et fils ;

A Paris, à la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Tableau des numéros des titres de la rente 5 0/0 amortissable de 1892, de l'emprunt de 75.000.000 de francs, sortis aux tirages qui ont eu lieu à partir du 19 septembre—1 octobre 1892 jusqu'au 19 septembre—1 octobre 1894 inclusivement, et non présentés au remboursement jusqu'au 20 mars—1 avril 1895.

Titres à 500 fr.

9369 c	9455 c	11179 d	11673 d	12013 c
12316 d	13457 c	13652 b	13895 a	14135 b
14266 d	14573 a	15213 d	15432 d	15471 d
15638 d	15699 d	15999 d	16205 b	16983 d
17387 d	17580 d	17709 d	18039 d	19016 d
19151 c	19798 d	21995 d	21996 d	23156 c
23817 a	24588 c	24757 d	26166 c	27857 c
29607 d	29698 c	30360 a	30361 a	30365 b
31120 d	31719 b	32135 d	33856 b	35127 d
35263 b	37295 d	38429 b	39216 b	39222 c
43293 d	43460 d	44842 d	46001 b	47159 d
47183 c	47895 d	47900 c	49054 d	49470 c
51702 c	55275 d	55277 d	55871 d	55892 d
56198 d	56374 d	56786 d	57307 d	57827 d
57847 d	57976 d	58215 d	58336 d	58909 d
59022 d	61050 d	61658 d	61792 d	63054 d
63452 d	64111 d	64232 d	65585 d	65910 d
66925 d				

Titres à 5.000 fr.

747 d	3027 b	3663 d	6030 d	6629 b
	8372 d	8468 d		

a.... Date du tirage : Avril 1893
b.... — Octobre 1893
c.... — Avril 1894
d.... — Octobre 1894

945

GOUVERNEMENT IMPERIAL DE RUSSIE

Grande Société des Chemins de fer russes
Obligations 3 0/0

MM. E. Hoskier et Cie, banquiers à Paris, 39, boulevard Hausmann, sont chargés par Son Excellence M. le Ministre des finances de Russie de payer le coupon d'intérêt échéant le 13 **juin prochain** sur les obligations 3 0/0 de la **Grande Société des Chemins de fer russes.**

946

GOUVERNEMENT IMPERIAL DE RUSSIE

Obligations 4 0/0 du Chemin de fer du Donetz.

MM. E. Hoskier et Cie, banquiers à Paris, 39, boulevard Haussmann, sont chargés par Son Excellence le Ministre des finances de Russie de payer, sous déduction de l'impôt de 5 0/0 établi par la loi du 20 mai 1885, le coupon d'intérêt échéant le 13 juin courant sur les obligations 4 0/0 du **Chemin de fer du Donetz.**

936

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Société anonyme. Cap.: 75.000.000 fr., entièrement versés

Situation au 30 avril 1895

ACTIF

Caisse et Banque	30.668.330 01
Portefeuille « Effets de Commerce »	164.346.980 92
Reports	54.187.523 93
Banques des Colonies françaises	9.716.356 87
Correspondants « Effets à l'Encaissement »	18.846.525 11
Comptes courants débiteurs	24.408.899 23
Rentes, Obligations et Valeurs diverses, y compris l'emploi des Réserves	22.721.103 68
Agences hors d'Europe	23.254.066 34
Avances garanties	42.650.826 99
Participations financières	4.650.240 10
Tirages à éch. des Agences hors d'Europe	9.929.065 70
Débiteurs par Acceptations	33.392.812 18
Crédits par Acceptations garantis	40.705.805 01
Comptes d'Ordre et Divers	8.785.723 73
Immeubles	7.250.000 »
Fr.	495.517.259 80

PASSIF

Capital	75.000.000 »
Réserves	5.626.557 70
Comptes de chèques et compt. d'Escompte	197.345.405 38
Comptes courants créditeurs	77.146.906 71
Bons à échéance fixe	34.319 031 43
Coupons et Dividendes à payer	8.113.483 67
Banques des Colonies françaises	989.572 69
Effets remis à l'Encaissement	9.718.896 09
Acceptations pour compte des Agences hors d'Europe	8.235.948 55
Acceptations et Effets à payer pour compte de tiers	66.924.796 61
Comptes d'Ordre et Divers	6 233.223 37
Immeuble « Annuités à régler »	5.863.437 60
Fr.	495.517.259 80

CERTIFIÉ CONFORME :
Pour la Commission de Contrôle,
A. ALLAIN-LAUNAY.

Le Président du Conseil d'Administration,
DENORMANDIE.

952

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

Nº 177. — 7e volume. (22) ‖ BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS ‖ Samedi 1er Juin 1895.

BANQUE DE L'INDO-CHINE

Privilégiée par Décrets des 21 Janvier 1875 et 20 Février 1888

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DU 15 MAI 1895

Rapport du Conseil d'Administration

Messieurs,

Nous vous réunissons, aujourd'hui, en Assemblée générale ordinaire, conformément aux prescriptions des articles 42 et 43 des Statuts de notre Banque, pour vous soumettre les comptes de l'exercice 1894, et vous prier de fixer le dividende à distribuer.

Déduction faite de 14.646 fr. 28 représentant le montant de valeurs tombées en souffrance à Saïgon et à Nouméa, le premier semestre de l'année 1894 présentait un solde de 282.691 fr. 64.

Suivant les termes des articles 35 et 36 des Statuts, nous avons réparti cette somme comme suit :

Fr.	15.000 »	au Fonds de réserve statutaire, 1 2 0 0 du capital versé ;
	90.000 »	aux Actionnaires, première répartition de 3 0 0 pour le semestre ;
	17.769 16	au Fonds de Prévoyance statutaire, 10 0/0 de l'excédent ;
	17.769 16	au Conseil d'administration, 10 0/0 de l'excédent ;
	142.153 32	aux Actionnaires 80 0 0 de l'excédent ;
TOTAL. Fr.	282.691 64	somme égale.

Nous avions donc à vous distribuer, Messieurs, ... Fr.	232.153 32
auxquels s'ajoutaient	9.908 98
reliquat reporté du second semestre 1893.	
TOTAL. . . Fr.	242.062 30

Le paiement de 10 francs, par action, auquel nous avons procédé le 2 janvier dernier, a absorbé sur cette somme 240.000 francs, laissant un reliquat disponible de 2.062 fr. 30 reporté au deuxième semestre de l'exercice.

Pendant cette seconde période, le chiffre des bénéfices nets réalisés a atteint 491.058 fr. 55.

Nous en avons déduit :

1º Fr.	8.724 95	montant d'effets impayés ou d'un recouvrement douteux, dans les portefeuilles des succursales de Saïgon et Nouméa ;
2º	38.875 35	coût de la fabrication de nouvelles coupures de 20 et de 100 piastres ;
3º	39.056 66	représentant les frais de missions d'inspection auxquelles il a été procédé au cours de l'année écoulée, et les frais d'installation de notre nouvelle agence de Hong-Kong ;
4º	14.113 85	amortissement du mobilier de nos nouveaux immeubles à Haïphong et Hanoï, dans lesquels nos Services et nos Agents ont été installés dans le courant de l'année dernière ; enfin :
5º	83.183 80	que nous avons portés à notre *Réserve immobilière* pour élever cette réserve à 300.000 francs.
TOTAL. Fr.	188.954 61	

Ces déductions faites, le chiffre des bénéfices nets du second semestre se trouve ramené à 302.103 fr. 94 dont la répartition doit, conformément aux articles 35 et 36 des Statuts, être effectuée comme suit :

Fr.	15.000 »	au Fonds de réserve statutaire, 1/2 % du capital versé ;
	90.000 »	aux Actionnaires, première répartition de 3 % pour le semestre ;
	19.710 39	au Fonds de Prévoyance statutaire, 10 % de l'excédent ;
	19.710 39	au Conseil d'administration, 10 % de l'excédent ;
	157.683 16	aux Actionnaires, 80 % de l'excédent.
TOTAL. Fr.	302.103 94	somme égale.

Il vous revient donc encore, Messieurs,	247.683 16
auxquels viennent s'ajouter.	2.062 30
reliquat reporté du premier semestre.	
TOTAL. . . . Fr.	249.745 46

Nous vous proposons de fixer, comme pour le premier semestre, à 10 francs par action, le dividende de la deuxième partie de l'exercice, ce qui fait 240.000 francs pour les 24,000 actions composant le fonds social, en reportant le reliquat de 9.745 fr. 46 au premier semestre 1895.

Le paiement de ce dividende aurait lieu après l'approbation du Ministre des Colonies, exigée par l'article 36 des Statuts.

Si vous approuvez les comptes et les propositions que nous avons l'honneur de vous soumettre, le dividende total de l'exercice 1894 aura été, comme pour les cinq dernières années, de 20 francs par action libérée de 125 francs.

En raison de notre établissement à Hong-Kong et de la fabrication de nouvelles coupures, notre compte *Frais d'installation et de fabrication de billets au porteur* s'est élevé, dans le courant de l'année, de 349.674 fr. 64 à 396.707 fr. 57. Par suite du prélèvement dont il a été question plus haut, ce compte se trouve complètement amorti.

Il en est de même en ce qui concerne le compte *Mobiliers* qui s'est élevé de 139.171 fr. 33 à 155.453 fr. 90. Une réserve correspondant à ce chiffre est inscrite au passif, pour amortissement.

Enfin, le compte *Immeubles* qui figurait à nos derniers bilans pour 665.091 fr. 63 atteint aujourd'hui le chiffre de 885.049 fr. 20. Cette augmentation provient de la construction de nos immeubles et de magasins au Tonkin, ainsi que de la réfection de notre immeuble de Tourane. C'est en raison de cette élévation que nous croyons devoir vous proposer de porter à 300.000 francs notre *Réserve immobilière*.

Succursale de Saïgon
Agences de Pnom-Penh (Cambodge)
et de Hong-Kong

Le mouvement général des opérations de notre succursale de Saïgon et des agences qui y sont rattachées s'est élevé à 85.962.430 fr. 25.

Les affaires traitées par l'agence Pnom-Penh figurent dans ce chiffre pour 3.469.873 fr. 60 ; celle de l'agence de Hong-Kong, ouverte depuis juillet dernier, pour 14.349.910 fr. 30.

Le total atteint par la succursale de Saïgon seule est donc de 68.142.646 fr. 35. Il accuse sur l'année précédente une diminution d'environ 15 millions de francs. Nous nous empressons de vous dire que cette diminution est plus apparente que réelle, ou tout au moins qu'elle doit être considérée comme moindre, si l'on tient compte de la baisse du change qui s'est produite en 1894, et en raison de laquelle les montants en piastres ont dû être évalués à un taux inférieur d'environ 15 0/0 à celui de l'année 1893.

Ce sont surtout les escomptes locaux et les achats de remises sur Hong-Kong qui sont en décroissance.

La diminution des escomptes locaux est due principalement au malaise qu'a subi le commerce de la ville de Cholon pendant la première partie de l'année, et qui nous a amenés à réduire nos risques avec les négociants chinois — mesure prudente qui nous a permis de sortir indemnes de cette crise passagère.

La réduction de nos achats sur Hong-Kong provient de deux causes. L'une est l'épidémie de peste qui a ravagé une partie du sud de la Chine et qui, survenue pendant la saison active, a paralysé le commerce de Hong-Kong en faisant fuir la plupart des négociants indigènes.

L'autre cause, sur laquelle nous vous demandons la permission de nous étendre davantage, parce qu'elle pourrait considérablement entraver nos opérations futures, s'il n'y est apporté remède, a été la rareté et la cherté du numéraire pendant une grande partie de l'année.

La piastre mexicaine, comme vous le savez, Messieurs, est la monnaie qui circule presque exclusivement en Indo-Chine et dans les ports de la Chine ouverts au commerce européen. Or, les nouvelles conditions économiques dans lesquelles se trouvent le Mexique, dont les importations d'Europe ont considérablement diminué tandis que ses exportations ont augmenté, font que ce pays n'a plus à effectuer, pour solder la balance de son commerce, d'aussi importants envois de numéraire que par le passé. La piastre mexicaine s'est donc considérablement raréfiée sur tous les marchés, et les prix des quelques lots que l'on parvenait à se procurer ont, dans le cours de toute l'année, notablement dépassé la valeur de leur parité d'argent fin. C'est pour remédier à cet état de choses, si préjudiciable aux transactions, pour rendre son commerce indépendant de la situation économique du Mexique, que la colonie de Hong Kong, répugnant à adopter le yen japonais comme l'avaient fait antérieurement les établissements de Singapore et des détroits, et tout récemment le royaume de Siam, a demandé l'autorisation de faire frapper une nouvelle monnaie semblable, en titre et en poids, au yen japonais, et qui prendrait le nom de *British Dollar*. Le gouvernement anglais, comprenant qu'il affranchirait ainsi le commerce de ses nationaux en Chine des entraves apportées par la pénurie de la piastre mexicaine, a fait droit à cette réclamation ; de grandes quantités du nouveau dollar sont en ce moment en cours de frappe dans les Monnaies de Bombay et de Calcutta.

De notre côté, dans l'impossibilité où nous nous trouvions de ravitailler par les piastres mexicaines devenues introuvables nos encaisses métalliques qui diminuaient de jour en jour, nous avons demandé au Gouvernement l'autorisation, qui précédemment nous avait été donnée à plusieurs reprises, de fairetfrapper à la Monnaie de Paris des piastres françaises de commerce.

Le Ministre des Finances n'a pas cru devoir, en ce moment, nous accorder l'autorisation sollicitée ; elle constituait, cependant, le seul moyen d'approvisionner nos succursales du numéraire nécessaire à leurs opérations et aux besoins du commerce.

Nos tentatives pour acheter des piastres mexicaines en quantité suffisante continuant à rester infructueuses, nous avons été contraints d'augmenter nos taux d'escompte et de rachats de remises sur la Chine.

La Chambre de Commerce de Saïgon, émue de cette situation, a émis le vœu, appuyé par les autorités locales, que le yen japonais, que l'on pouvait facilement se procurer à Singapore et au Japon, pût librement circuler en Indo-Chine et y avoir cours légal à l'instar de la piastre mexicaine et de la piastre française de commerce.

Nous n'avons, en ce qui nous concerne, aucune objection à l'introduction en Indo-Chine, de cette monnaie, étant données les idées des Asiatiques pour lesquels toute monnaie n'est considérée que comme un lingot de métal dont l'effigie garantit simplement le titre et le poids. Mais nous comprenons la répugnance du Gouvernement français à laisser s'acclimater dans nos colonies une nouvelle monnaie étrangère, provenant d'un pays qui n'accorde pas la réciprocité de circulation à la piastre française de commerce. Aussi, tout en reconnaissant que l'introduction du yen japonais, demandée par la Chambre de Commerce de Saïgon à laquelle s'étaient jointes les Chambres de Commerce d'Haïphong et d'Hanoï, constituerait un palliatif à la crise monétaire devenue aiguë, avons-nous insisté de nouveau auprès du Gouvernement pour obtenir l'autorisation de faire frapper des piastres françaises, bien que ce mode de ravitaillement ait toujours été pour nous le plus onéreux, contrairement à ce qu'on a semblé croire dans certains milieux.

Se rendant compte que c'était là l'unique remède à une situation dont les conséquences pouvaient devenir funestes pour notre colonie, le Ministre des Finances a bien voulu nous autoriser, tout récemment, à faire frapper à la Monnaie de Paris, des piastres françaises en quantité suffisante pour ravitailler nos encaisses et satisfaire aux demandes du commerce. Nous nous sommes immédiatement mis en mesure d'acheter l'argent fin nécessaire, et, d'ici peu, l'approvisionnement en numéraire de l'Indo-Chine sera assuré. Mais il est indispensable qu'à l'avenir, l'autorisation de faire frapper, suivant les besoins de nos encaisses et du commerce, soit librement accordée, pour nous éviter de nous trouver

[illegible] d'infériorité vis-à-vis de nos concurrents.

L[illegible] de cette mesure aura pour résultat [illegible] en Indo-Chine la piastre française à [illegible] mexicaine. C'est là, du reste, pour la France, dans les pays d'Extrême-Orient, un moyen [illegible], dont le Gouvernement anglais s'est [illegible] compte, en décidant la création du British Dollar destiné à circuler à Hong-Kong et dans les Détroits, qui pénètrera peu à peu en Chine et y supplantera peu à peu la piastre mexicaine.

Les opérations de notre succursale de Saïgon avec l'Europe présentent une augmentation appréciable. Elle est due en partie aux expéditions en France des riz de Cochinchine. L'exportation totale des riz de notre colonie a été en 1894 de 567.426 tonnes, dont 78.474 tonnes à destination d'Europe. Nous aimons à espérer que les relations ainsi établies entre la Cochinchine et la Métropole, et qui tendent à se développer, ne se verront pas entravées dans leur essor par l'adoption du droit d'accise sur les amidons, dont il a été question. Les riz indo-chinois introduits en Europe sont en majeure partie convertis en glucoses et en amidines. L'établissement de ce nouveau droit aurait donc pour effet d'arrêter le courant commercial qui s'est créé entre la colonie et la mère patrie.

Nous avons pu profiter d'une hausse momentanée des changes, qui s'est produite dans la seconde partie de l'année, pour effectuer en Europe des remises à des conditions avantageuses. Mais cette hausse n'a été que de courte durée, et la baisse des changes, provoquée par la dépréciation continue du métal argent, s'est encore accentuée en 1894.

Elle a été de 15 0/0 de janvier à décembre. En 1893, nous avions déjà constaté entre le commencement et la fin de l'année un écart de 16 0/0.

Comme nous l'avons dit les années précédentes, nous avons pris nos dispositions pour atténuer, dans la mesure du possible, les effets de cette baisse qui n'en apporte pas moins de sérieuses entraves pour toutes les affaires dans les pays à base d'argent.

Nous constatons une notable diminution des opérations de notre agence de Pnom-Penh qui, de 7.287.981 fr. 45 en 1893, sont tombées en 1894 à 3.469.873 fr. 60. Cette diminution est importante, même en tenant compte de la dépréciation de la piastre.

La crise qui, au début de l'année, a sévi à Cholon, a eu sa répercussion à Pnom-Penh dont les commerçants ne sont, en quelque sorte, que les agents des principales maisons chinoises de Cholon. En outre, la récolte des riz au Cambodge et le rendement des pêcheries, qui sont les deux principales sources du commerce du pays, ont été particulièrement faibles. De là, diminution des affaires, que nous avons le regret de constater. Ce sont là des causes passagères, et nous espérons que les résultats de l'agence seront plus satisfaisants à l'avenir. Les plantations de coton tentées au Cambodge sont en bonne voie et apporteront sans doute un nouvel élément d'affaires à notre agence.

Le chiffre d'opérations réalisé par notre nouvelle agence de Hong Kong, ouverte le 1er juillet dernier, s'est élevé à 14.349.910 fr. 30. C'est un résultat fort appréciable pour un premier semestre, surtout si nous tenons compte des circonstances qui ont coïncidé avec les débuts de l'agence. D'une part, en effet, la peste a exercé de grands ravages et, à un moment, complètement paralysé le commerce, en provoquant la fuite des négociants chinois. D'autre part, la guerre sino-japonaise, dont la fin paraît heureusement prochaine, a également ralenti les transactions d'une façon considérable.

Quoi qu'il en soit, nous nous félicitons tous les jours davantage de notre établissement à Hong Kong, où notre agence apporte un concours précieux à nos succursales de Saïgon et d'Haïphong. En outre, nous avons déjà pu entamer avec nos correspondants de Singapore, la Nederlandsche Handel Maatschappij, et avec la Yokohama Specie Bank, au Japon, avec lesquelles nous entretenons de très agréables relations, des opérations qui nous paraissent appelées à un développement important, et qui ajouteront un élément fructueux aux résultats que nous sommes en droit d'attendre de notre nouvelle agence.

Succursale d'Haïphong

Agence d'Hanoï Agence de Tourane (Annam)

Nous sommes heureux de pouvoir constater une augmentation appréciable dans le total des opérations traitées par nos établissements du Tonkin et de l'Annam. Elles s'étaient élevées à 28.021.019 fr. 75 en 1893. Elles ont atteint le chiffre de 35.275.215 fr. 3[illegible] c. en 1894. L'agence d'Hanoï figure dans cette somme pour 9.466.023 fr. 65 ; celle de Tourane pour 4.091.327 fr. 65. Chacun de ces trois établissements est en progrès sur l'année antérieure ; en ce qui concerne la succursale d'Haïphong, l'augmentation porte principalement sur les affaires avec l'Europe. A Hanoï, au contraire, ce sont les opérations d'escompte locales et celles effectuées avec quelques maisons de Nam-Dinh, qui se sont développées.

La seconde récolte des riz, qui a été satisfaisante, a donné lieu à quelques exportations qui sont venues rendre un peu d'activité au commerce extérieur du pays.

Les affaires de notre agence d'Hanoï ont été satisfaisantes pendant l'exercice écoulé ; celles de notre agence de Tourane ont pris de l'extension. Les négociants chinois de Faïfoo s'accoutument peu à peu à utililiser notre intermédiaire pour leurs opérations avec la Chine. Quelques essais de culture de thé et de café, entrepris sur une grande échelle par des colons français, semblent promettre de bons résultats. Une tentative de plantation de jute s'effectue aussi en Annam. Nous en suivrons les progrès avec intérêt, car sa réussite fournirait au pays un élément d'exportation vers l'Europe, qui jusqu'ici lui a fait défaut.

Au mois de juillet dernier, nous avons, sur la demande de M. le Ministre des Colonies, participé pour une somme de deux millions de francs ou plutôt 8.750.000, à une avance faite au Protectorat de l'Annam et du Tonkin.

Nous n'avons pas hésité à prêter le concours de notre Banque à cette opération effectuée dans les conditions statutaires.

Succursale de Pondichéry

Les opérations de notre succursale de l'Inde accusent une diminution d'environ onze millions de francs. Elles ne s'élèvent pour 1894 qu'à 36 millions 336.000 fr. 75 contre 45.503.259 fr. 05 en 1893. Cette diminution porte sur toutes les branches d'opérations. De la récolte et de l'exportation des arachides dépend presque exclusivement l'importance des affaires de notre succursale. Bien que, en 1894, la production ait été supérieure à l'année précédente (1.100.000 balles contre 825.000 en 1893), elle n'a pas nécessité un mouvement de fonds plus important en raison des bas prix auxquels se sont vendues les arachides à Marseille. La moitié seulement de la récolte s'est exportée vers Pondichéry ; le reste a été expédié par Madras et Cuddabore. En 1893 déjà, la tendance du commerce d'exportation à se diriger vers le territoire anglais se manifestait avec une certaine importance. Mais cette tendance s'est encore accentuée en 1894, la quantité d'arachides exportée par les ports anglais s'est élevée de 32 0/0 en 1893 à 50 0/0 en 1894. Il est à craindre que cette proportion n'augmente encore si les Pouvoirs Publics n'interviennent pas pour sauver le commerce de Pondichéry, en fournissant à cette colonie, dont les ressources sont limitées et insuffisantes, les moyens de construire le tronçon de 27 kilomètres qui doit la raccorder directement aux lignes de chemins de fer du sud de l'Inde. C'est là pour Pondichéry une question vitale ; ce rattachement par voie ferrée lui conservera le commerce d'exportation des arachides à destination de Marseille, qui tend de plus en plus à lui échapper par suite des conditions d'infériorité de transport de la colonie vis-à-vis des villes concurrentes de Madras et de Cuddabore.

Succursale de Nouméa

Nous n'avons pas d'amélioration à vous signaler dans le chiffre des affaires de notre succursale de Nouvelle-Calédonie.

De 31.104.467 fr. 53 en 1892, le chiffre des affaires, déjà tombé en 1892 à 26.470.025 fr. 84, a encore décliné en 1894 où il n'a atteint que 23.447.416 fr. 99. La cause en est au ralentissement important des affaires de nickel et à la crise qui sévit actuellement sur l'élevage du bétail, qui constituent les deux principales sources de transactions en Nouvelle-Calédonie. Le chiffre des exportations a de ce chef diminué de plus de moitié. Dans la situation difficile que traverse la colonie, la prudence la plus extrême était plus que jamais nécessaire ; nous n'avons cessé de la recommander au directeur de notre succursale ; l'événement prouve que les instructions données étaient justifiées par les circonstances et que la réduction de notre portefeuille était, en effet, une mesure indispensable. Nous avons, néanmoins, essuyé un mécompte du fait de la faillite d'un négociant de Nouméa, auquel nous avions fait une avance sur hypothèque maritime.

La réalisation de notre gage, rendue plus difficile en l'état peu prospère de la colonie, n'atteindra vraisemblablement pas le montant de notre avance ; nous avons d'ores et déjà constitué une provision qui suffira dans tous les cas à couvrir le reliquat de notre créance.

Au cours du second semestre, nous avons consenti, sur l'approbation de M. le Ministre des Colonies, au Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, une avance de 575.000 francs, qui, au 31 décembre dernier, se trouvait déjà réduite à 162.974 fr. 65 et ne tardera pas à être intégralement remboursée.

Nous espérons que la Nouvelle-Calédonie parviendra bientôt à surmonter la crise qu'elle traverse. La culture du café, qui prend journellement de l'extension, grâce à la détaxe de 50 0/0 dont jouissent les produits coloniaux à leur entrée en France, fournira dans peu de temps à la colonie un nouvel élément d'exportation. Enfin, le projet, pendant en ce moment devant les Chambres, de réserver exclusivement à l'industrie métropolitaine ou coloniale la fabrication des conserves de viandes destinées à la Guerre et à la Marine, permettra bientôt à l'usine de Ouaco-Gomen de reprendre son travail interrompu au cours de l'année dernière.

La circulation de nos billets au porteur dans nos diverses succursales a atteint les chiffres de 20 millions 916.000 francs au 30 juin 1894 contre 18 millions 604.000 francs en 1893, et de 22.076.000 francs au 31 décembre 1894 contre 20.926.000 francs en 1893.

Le chiffre le plus élevé a été de 23.215.000 francs en novembre ; dans tout le cours de l'année, la circulation n'est pas descendue au-dessous de 20 millions de francs.

L'augmentation est encore plus importante qu'elle ne le paraît, en raison de la diminution de 15 0/0 d'une année à l'autre dans l'évaluation en francs du chiffre de notre circulation fiduciaire en Indo-Chine où nos coupures sont établies en piastres.

Depuis notre dernière réunion, nous avons eu la douleur de perdre M. de la Bouillerie qui faisait partie de notre Conseil d'Administration depuis 1889.

M. de la Bouillerie nous avait toujours donné le concours le plus dévoué et le plus éclairé. La sûreté de son jugement et sa haute courtoisie lui avaient acquis la profonde estime de ses collègues.

Vous vous associerez certainement, Messieurs, aux regrets que sa perte nous a causés.

Nous avons désigné pour le remplacer M. de Monplanet, Inspecteur Général honoraire des Finances et Président du Crédit Industriel et Commercial.

Usant également de la faculté que nous donne l'article 51 des statuts, nous avons fait choix, pour la place d'Administrateur laissée vacante depuis le décès de M. Ch. Sautter, en 1892, de M. le baron Hély d'Oissel, Vice-Président de la Société Générale.

MM. de Monplanet et Hély d'Oissel seraient, en conséquence, nommés Administrateurs pour deux ans.

Nous soumettons avec confiance ces choix à votre approbation, certains que vous apprécierez comme nous le précieux concours qui nous est apporté par ces nouveaux collègues, dont la haute situation financière et l'expérience des affaires sont si justement reconnues.

Le sort désigne cette année MM. Denormandie, Allard et Mercet, comme Administrateurs sortants. Leur réélection pour une période de cinq années, que nous vous proposons, forme une des questions sur lesquelles vous êtes appelés à délibérer.

RÉSOLUTIONS

1° L'Assemblée approuve les comptes des deux semestres de l'Exercice 1894, tels qu'ils sont présentés par le Conseil d'administration.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Elle fixe à 20 fr. par action (sur lesquels 10 fr. ont déjà été payés, à titre d'acompte, le 2 janvier dernier) le chiffre du dividende annuel, et décide de reporter à l'Exercice 1895 le reliquat disponible de 9.745 fr. 46.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

2° L'Assemblée ratifie la nomination de MM. de Monplanet et Hély d'Oissel comme administrateurs pour deux ans, en remplacement de MM. de la Bouillerie et Ch. Sautter, décédés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

3° L'Assemblée renouvelle pour une période de cinq années les pouvoirs de MM. Denormandie, Allard et Mercet, administrateurs sortants.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	Rentes à payer		Rentes françaises	Dividendes ou intérêt distribué en					Cours de comp. comm. juillet				Cours de clôture des 5 dernières sem.				
Millions	Francs			1890	1891	1892	1893	1894	1891	1892	1893	1894	3 mai	10 mai	17 mai	24 mai	31 mai
15201	456.126.943		**3 0/0 Perpétuel**	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	102 15	102 62	102 57	102 45	102 40
3986	119.589.600		**3 0/0 Amortissable**	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	100 90	101 65	101 02	101 17	101 10
6788	237.596.863		**3 1/2 0/0 1894.** ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	107 65	107 70	107 57	107 65	107 55
25978	813.313.406																
395.286 obl. de 500 f			**Tunis** 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	500 »	501 »	501 50	500 »	502 »
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	**SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES** (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	**Banque de France,** nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3730 »	3720 »	3700 »	3675 »	3630 »
125.000	500	500	**B. de Paris et Pays-Bas**	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	790 »	795 »	797 50	802 50	795 »
50.000	500	250	**Banq. Transatlantique.**	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	412 50	415 »	» »	412 50	415 »
30.000	500	500	**Compagnie Algérienne.**	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	560 »	557 50	559 »	559 »	560 »
150.000	500	500	**Compt. Nat. d'Esc.,** nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	595 »	583 75	582 50	590 »	588 75
341.000	500	500	**Cr. Fonc. de France,** —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	900 »	906 25	903 75	907 50	893 75
120.000	500	125	**Cr. Indust. et Comm.** —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	565 »	558 »	562 »	555 »	559 »
400.000	500	250	**Crédit Lyonnais**	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	816 25	818 75	816 25	817 50	815 »
240.000	500	250	**Société Générale,** nom.	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	497 »	497 »	497 50	497 50	495 25
30.000	500	500	**Banq. Comm. et Indust.**	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	297 50	297 50	»	» »	» »
50.000	500	500	**Banq. Intern. de Paris**	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	542 50	550 »	555 »	557 50	547 50
50.000	500	500	**B. Parisienne nouvelle**	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	413 »	415 »	432 50	415 »	422 »
40.000	500	500	**Banque de l'Algérie**	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	800 »	790 »	740 »	766 »	765 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	500	500	**Bône-Guelma**	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	700 »	709 »	705 »	702 »	705 »
50.000	500	500	**Est-Algérien**	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	630 »	625 »	630 »	615 »	610 »
584.000	500	500	**Est**	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	980 »	962 50	953 »	962 »	961 »
800.000	500	500	**Paris-Lyon-Méditerr.**	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1523 75	1480 »	1475 »	1465 »	1470 »
250.000	500	500	**Midi**	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1325 »	1325 »	1318 75	1315 »	1320 »
525.000	400	400	**Nord**	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1827 50	1835 »	1830 »	1830 »	1835 »
600.000	500	500	**Orléans**	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1582 »	1590 »	1577 50	1570 »	1575 »
300.000	500	500	**Ouest**	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1097 50	1095 »	1096 »	1094 50	1092 »
40.000	500	500	**Sud de la France**	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	278 »	282 50	280 50	286 »	271 »
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	**Mag. Gén. de Paris**	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	580 »	575 »	579 »	575 »	575 »
336.000	500	500	**Ce Par. du Gaz** (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1102 50	1101 25	1091 25	1095 »	1080 »
80.000	250	250	**Ce Gén. Transatlantique**	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	350 »	360 »	370 »	372 50	360 »
120.000	500	500	**Messageries Maritimes**	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	628 »	625 »	630 »	630 »	620 »
34.000	500	500	**Omn. de Paris** (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1077 50	1077 50	1075 50	1085 »	1070 »
85.000	500	500	**Voitures à Paris** (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	565 »	565 »	568 »	568 »	565 50
50.000	500	500	**Ce française des Métaux**	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	277 50	290 »	283 75	288 75	285 »
600.000	500	500	**Canal de Panama**	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	8 50	9 50	9 »	9 75	9 25
[illegible]	500	500	**Canal de Suez**	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3390 »	3362 50	3340 »	3250 »	3245 »
40.000	500	500	**Dynamite** (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	620 »	615 »	620 »	621 25	550 »
84.000	500	500	**Télég. Paris-New-York**	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	101 25	96 50	99 75	» »	95 »
50.000	500	500	**Téléphones**	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	290 »	288 75	290 »	290 »	290 »
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	200 fl	200 fl	**B.I.R.P. Pays-Autrich.**	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	591 25	587 50	588 75	585 »	595 »
500.000	500	250	**B. Impér. Ottomane**	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	723 75	728 75	727 50	726 »	726 25
120.000	500	200	**Cr. Fonc. d'Autriche**	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1455 »	1450 »	1455 »	1450 »	1457 50
60.000	500	125	**Cr. Fonc. Egyptien**	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	461 »	460 »	458 75	460 »	460 »
95.000	»	»	**Cr. Mob. Espagn.** (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	65 »	72 50	66 25	66 25	66 »
48.000	500	500	**Gaz de Madrid**	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	155 »	» »	162 50	164 »	160 »
60.000	500	500	**Chemins Andalous**	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	166 25	183 75	186 25	180 »	175 25
550.000	500	500	**Autrichiens-Hongrois**	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	897 50	900 »	910 »	910 »	906 25
750.000	500	500	**Sud de l'Autriche** (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	213 75	212 50	213 75	230 »	212 50
120.000	500	500	**Méridionaux** (Adriatique)	36 »	36 »	26 »	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	636 25	637 50	635 »	637 50	638 75
350.000	500	500	**Nord de l'Espagne**	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	100 »	103 75	101 25	95 25	95 »
70.000	500	500	**Portugais**	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	» »	45 »	43 50	» »	44 »
356.000	500	500	**Saragosse (Madrid à)**	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	143 75	150 »	152 50	150 »	146 25
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'amt		**FONDS D'ÉTATS ETRANGERS**														
529 477.984£			**Angleterre 2 3/4 0/0**	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	95 »	97 »	98 75	101 60	106 20	105 85	106 50	106 35	106 60
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	103 40	103 10	102 90	102 90	103 20
6.000.000			**Brésil 4 1/2 0/0 1888**	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	78 60	79 75	78 55	79 60	78 25
20.000.000			— **4 0/0 1889**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	75 50	75 20	75 »	75 40	74 75
364.968			**Egypte** (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	104 50	104 »	104 50	103 90	104 10
3.047.912	1941		— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	106 10	104 50	104 35	104 20	104 40
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	102 85	102 50	102 50	102 67	102 70
	1936		**Espagne 4 0/0** Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	70 40	72 70	72 05	72 25	72 20
1.240.000	1940		**Cuba 6 0/0 1886**	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	461 50	476 25	475 50	475 »	472 »
344.000	1921		— **5 0/0 1890**	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	416 »	435 »	431 »	432 »	430 »
240.000	1962		**Hellénique 5 0/0 1881**	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	168 »	170 »	170 »	170 »	175 »
270.000			— **4 0/0 1887**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	178 »	187 »	» »	» »	191 »
592.000.000fl			**Hongrie 4 0/0 or**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	103 20	103 20	101 »	104 30	104 40
442.250.000			**Italie 5 0/0 (4 fr. net)**	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	87 97	88 75	89 55	89 65	89 65
	1926		**Portugal 3 0/0**	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	25 20	25 15	25 35	25 70	25 50
285.000			— **4 1/2 1891 (Tabacs)**	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	455 »	456 25	457 50	458 75	460 »
2.230.000			**Roumanie 5 0/0 1875**	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	103 »	103 »	103 »	103 »	101 30
50.000.000	1937		**Roumanie 5** 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	99 50	100 »	99 90	99 90	99 90
150.000.000r	1960		**Russie 4 0/0 1880**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	103 30	103 30	101 20	101 »	101 20
1941.992.000	1970		— **4 0/0 Consolidé**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	101 80	102 25	102 65	102 35	102 75
500.000.000	1974		— **3 0/0 1891 or**	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	92 50	93 70	93 15	93 10	93 10
100.000.000r	1976		— **3 1/2 0/0 1894**	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	97 80	98 40	98 25	98 25	98 50
52.870	1949		**Serbie 5 0/0 1890**	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	77 50	70 »	69 »	67 50	68 50
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	26 »	26 30	25 95	26 15	25 77
227.250	1931		**Consolidat. Ottom. 4 0/0**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	473 75	475 25	478 75	478 75	477 50
391.362	1931		**Priorités Ottom. 4 0/0**	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	490 »	492 50	491 75	491 25	497 »
295.454			**Douanes Ottom. 5 0/0**	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	511 25	512 50	511 50	512 50	513 75
40.000.000	1958		**Emp. ottoman 4** 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	476 »	477 50	468 75	484 »	482 50

ÉTATS UNIS DU BRÉSIL

Cie du CHEMIN de FER de SAO PAULO à RIO GRANDE

50.000 Obligations 5 % de 500 fr.

Rapportant 25 fr. par an (1er Mai et 1er Novembre)

[illegible]

Intérêt payable à Paris, Bruxelles, etc.

Délégation de la Compagnie à Paris
et Comité technique d'Ingénieurs, 11, r. Louis-le-Grand

GARANTIES

Le Gouvernement Brésilien a concédé une garantie OR trentenaire à la Compagnie qui l'a affectée, par privilège, au service des Obligations.

Les capitaux sont déposés dans les caisses du Gouvernement Brésilien qui sert un intérêt de 6 % pendant la période de construction.

Le produit du présent emprunt est destiné à construire la partie de la concession faisant suite au réseau de la Cie Gle de Chemins de fer Brésiliens

Prix d'Émission : Fr. 405

Jouissance du 1er mai 1895

PAYABLE			
En souscrivant . . .	Fr. 20 »		L'Obligation libérée à la répartition sera délivrée à Fr. 403,50.
A la répartition du 12 au 15 juin.	85 »		
Le 8 juillet	150 »		
Le 8 août	150 »		

Le revenu dépasse 6 %, non compris la prime de remboursement.

On souscrit **le 8 Juin 1895**

Et dès à présent par correspondance : **Paris et Départements**

A la **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

A la **Sté Gle DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL**

Dans leurs bureaux de quartier et agences et chez leurs correspondants.

956

COMPAGNIE FRANÇAISE DE

MINES D'OR ET D'EXPLORATION

Siège social : 20, rue Taitbout

Extrait du Rapport présenté à l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 28 mai 1895

Messieurs,

L'Assemblée Générale que nous avons dû convoquer pour constater l'augmentation du Capital Social prévue par les statuts n'a qu'un objet spécial et d'ailleurs la Compagnie Française des Mines d'or et d'Exploration existe et fonctionne depuis trop peu de temps pour que nous puissions vous présenter un compte rendu de nos opérations, comme nous devrons le faire lors de nos assemblées générales annuelles Mais, nous pouvons, dès à présent, vous assurer que le marché français a parfaitement compris la pensée qui avait présidé à notre fondation et que le public semble apprécier de plus en plus les services que nous pouvons lui rendre.

Au moment où les capitaux français se portent avec ardeur sur les valeurs minières, nous avons voulu offrir au public un centre de renseignements créer un établissement qui pût faciliter les diverses opérations auxquelles ces valeurs peuvent donner lieu, devenir les intermédiaires naturels entre les porteurs français de valeurs minières et les sociétés dont le siège est souvent dans les contrées les plus éloignées, enfin, organiser dans les pays aurifères, des agences et des sources de renseignements nous permettant d'intéresser notre Société dans les entreprises donnant le plus de sécurité et en faire profiter nos clients.

957

COMPAGNIE GÉNÉRALE FRANÇAISE

DE TRAMWAYS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 10.200.000 FRANCS

MM. les Actionnaires sont informés que, par décision de la Chambre syndicale des Agents de Change de Paris, en date du 20 courant, les actions anciennes de la Société ne seront plus négociables à la Bourse à partir du 1er juillet prochain.

Ils sont en conséquence instamment priés d'effectuer l'échange de leurs titres anciens contre les nouveaux, à raison de 5 actions anciennes contre 2 nouvelles au Comptoir National d'Escompte de Paris, 14, rue Bergère, à Paris.

958

COMPAGNIE PARISIENNE

D'ÉCLAIRAGE et de CHAUFFAGE par le GAZ

MOIS	RECETTES DE GAZ 1895	RECETTES DE GAZ 1894	DIFFÉRENCE en 1895	DIFFÉRENCE Soit 0/0
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Avril.....	5.811.031 14	5.681.432 32	+ 129.598 82	2.28
4 pr. mois	29.257.249 61	28.716.611 84	+ 540.637 77	1.88

959

COMPAGNIE PARISIENNE

D'ÉCLAIRAGE et de CHAUFFAGE par le GAZ

Le conseil d'Administration a l'honneur d'informer MM. les Obligataires que les intérêts du premier semestre de 1895, soit 10 francs par obligation, seront payés, à partir du 1er juillet prochain, tous les jours non fériés, de dix heures à deux heures, au siège de la Compagnie, rue Condorcet, no 6.

La somme nette à recevoir, déduction faite des impôts établis par les lois de finance, est fixée ainsi qu'il suit :

1o Obligations nominatives...... 9 fr. 60
2o Obligations au porteur....... 9 fr. 085

Les porteurs de 20 obligations, au moins, pourront déposer leurs titres dès le 1er juin prochain, en échange d'un mandat de paiement à l'échéance du 1er juillet 1895.

Les intérêts ci-dessus indiqués pourront être également payés au siège de la Compagnie, à partir du 1er juin, sous une retenue calculée au taux d'escompte de la Banque de France. Cette mesure ne sera pas applicable aux titres grevés d'un usufruit, ou inscrits aux noms d'incapables.

Les titres qui auront usé de la faculté d'escompte ne pourront être présentés au transfert ou à la conversion avant le 1er juillet 1895.

960

COMPAGNIE GÉNÉRALE FRANÇAISE

DE TRAMWAYS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 10.200.000 FRANCS

AVIS AUX OBLIGATAIRES

Le samedi 15 juin 1895, à trois heures trente minutes de relevée, il sera procédé au Siège social, 60, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris, en séance publique, au tirage semestriel des obligations 5 0/0 de la Compagnie.

Les titres sortis au tirage seront remboursés à raison de 500 francs, sous déduction des droits dus à l'État, à partir du 1er juillet 1895 au Comptoir National d'Escompte de Paris, 14, rue Bergère, à Paris.

961

COMPAGNIE FRANÇAISE DES

MINES DU LAURIUM

Avis aux actionnaires

MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire pour le samedi 22 juin, à trois heures, à la salle de la Société des Ingénieurs civils, 10, cité Rougemont, à l'effet d'entendre les Rapports du Conseil d'administration et des commissaires sur les comptes de l'exercice 1894 ; les approuver, s'il y a lieu, fixer le dividende à distribuer et procéder à la nomination ou à la réélection de deux Administrateurs sortants et à celle du ou des commissaires chargés de vérifier les comptes du prochain exercice.

Pour assister ou se faire représenter à l'Assemblée, les actionnaires propriétaires de vingt actions au moins devront avoir justifié quinze jours avant la réunion, du dépôt de leurs titres dans l'un des établissements suivants :

A Paris : Compagnie Française des Mines du Laurium, 27, rue Laffitte ;
Comptoir National d'Escompte de Paris ;
Crédit Lyonnais ;
Crédit Industriel et Commercial :
Société générale ;
MM. A. Gay, J. Rostand et Cie, 66, Chaussée d'Antin.

A Lyon : Société Lyonnaise de Dépôts et de Comptes courants et de Crédit industriel.

A Marseille : Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts.

A Athènes : Chez M. J.-B. Serpieri.

(Ou dans l'une des agences des Etablissements indiqués ci-dessus).

N.-B. — Les certificats de dépôts d'actions émanant des sociétés de crédit, maisons de banque et officiers ministériels, seront assimilés aux titres déposés en vue de l'assemblée et en tiendront lieu.

962 963

MINES DE MALFIDANO

Société anonyme, Capital social : 12.500.000 francs

1o DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1894-1895

Par décision de l'assemblée générale du 27 mai 1895 le dividende de l'exercice 1894-1895 est fixé à 44 francs par action de capital et à 31 fr. 50 par action de jouissance.

Un acompte de 12 fr. 50 ayant été payé en Novembre 1894, le solde est payable comme suit :

A partir du 1er Juin 1895 au siège de la Société, 13, boulevard Haussmann, à Paris, de 10 heures à 3 heures :

Par action de capital nominative .... Fr.	30.24
Par action de capital au porteur sur remise du coupon no 2...............	29.10
Par action de jouissance nominative.	30,24
Par action de jouissance au porteur sur remise du coupon no 1............	28.50

Ces chiffres sont établis déduction faite des impôts.

2o TIRAGES D'ACTIONS A AMORTIR

Les 1.620 actions suivantes, sorties au tirage du 27 Mai 1895, seront remboursées à 250 francs l'une et échangées contre des actions de jouissance au siège social, 13, boulevard Haussmann, à partir du 1er Juillet 1895 :

341	à	360	20	481	à	500	20
2.081	à	2.100	20	2.141	à	2.160	20
2.221	à	2.240	20	2.341	à	2.360	20
2.381	à	2.400	20	2.501	à	2.520	20
2.561	à	2.580	20	2.661	à	2.680	20
3.521	à	3.540	20	4.481	à	4.500	20
5.361	à	5.380	20	5.421	à	5.440	20
5.501	à	5.520	20	5.701	à	5.720	20
5.721	à	5.740	20	5.941	à	5.960	20
6.381	à	6.400	20	6.441	à	6.460	20
6.901	à	6.920	20	7.161	à	7.180	20
7.541	à	7.560	20	7.701	à	7.720	20
8.781	à	8.800	20	8.961	à	8.980	20
9.261	à	9.280	20	9.341	à	9.360	20
9.361	à	9.380	20	9.601	à	9.620	20
10.521	à	10.540	20	11.281	à	11.300	20
11.441	à	11.460	20	11.981	à	12.000	20
12.001	à	12.020	20	12.021	à	12.040	20
12.061	à	12.080	20	12.421	à	12.440	20
12.601	à	12.620	20	13.821	à	13.840	20
14.081	à	14.100	20	14.221	à	14.240	20
14.721	à	14.740	20	15.281	à	15.300	20
15.381	à	15.400	20	15.621	à	15.640	20
15.681	à	15.700	20	16.101	à	16.120	20
16.321	à	16.340	20	16.401	à	16.420	20
16.541	à	16.560	20	16.681	à	16.700	20
17.121	à	17.140	20	17.661	à	17.680	20
17.741	à	17.760	20	18.081	à	18.100	20
18.461	à	18.480	20	18.701	à	18.720	20
18.881	à	18.900	20	19.081	à	19.100	20
19.301	à	19.320	20	19.441	à	19.460	20
20.501	à	20.520	20	20.861	à	20.880	20
21.121	à	21.140	20	21.301	à	21.320	20
21.341	à	21.360	20	21.661	à	21.680	20
22.481	à	22.500	20	22.861	à	22.880	20
22.941	à	22.960	20	23.141	à	23.160	20
23.721	à	23.740	20	23.741	à	23.760	20
23.861	à	23.880	20	24.341	à	24.360	20
25.781	à	25.800	20	26.021	à	26.040	20
26.481	à	26.500	20	26.821	à	26.840	20
27.401	à	27.420	20				

964

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 178. — 7e volume. (23) || BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS || Samedi 8 Juin 1895.

CANAL DE SUEZ

ASSEMBLÉE DU 5 JUIN 1895

Extrait
du Rapport du Conseil d'administration

Le rapport entier est envoyé à toute personne qui le demande à la Compagnie, rue Charras, 9, à Paris.

L'année 1894 a été marquée par une perte qui a douloureusement affecté notre Compagnie : Ferdinand de Lesseps s'est éteint doucement dans sa quatre-vingt-dixième année. Nous ne saurions rien ajouter aux hommages qui lui on été rendus de toutes parts. Nous garderons pieusement sa mémoire, qui se transmettra glorieuse aux générations futures.

Nous avons eu également à déplorer la mort de l'ingénieur en chef de la Compagnie, assassiné le 29 septembre au soir, M. C. Lemasson, qui comptait 28 années de service à la Compagnie, lui avait donné des preuves de son dévouement et de son mérite. Votre Conseil tient à renouveler devant vous l'expression des profonds regrets que lui a causés la fin tragique de cet ingénieur distingué, tombé victime du devoir.

La recette de l'exercice 1894 s'est élevée à 76.951,153 fr. 91. Le Conseil vous propose de distribuer 90 fr. nets aux actions et de porter au fonds de réserve 754.000 fr. destinés soit à parer aux dépenses imprévues, soit à augmenter, pour les exercices futurs, la masse distribuables des bénéfices.

Les frais d'administration et d'exploitation, pour 1894, représentent 10.45 0/0 des recettes.

La recette du transit a été de 74.127.055 fr. 79. La navigation de nuit à l'aide de la lumière électrique a été effectuée par 94.9 0/0 des 3.352 navires transités. La moyenne du séjour total des navires a été de 19 h. 55 m. ; c'est, relativement à 1893, une diminution de 49 minutes.

La ligne entière du Canal et ses gares, la rade et le chenal de Port-Saïd, ont été entretenus en bon état de navigabilité, à la profondeur normale, par les dragages ordinaires. Les travaux de la première phase d'amélioration ont suivi leur progression. L'approfondissement du canal à 8 m. 50 est terminé ; pour l'élargissement, il ne restait plus à draguer au 31 décembre 1894 que 38 kil. 400 m.; dont 18 kil. 500 m. déjà élargis à demi-profondeur.

Les échanges avec les pays de l'au-delà de Suez s'étant relevés, le canal a vu ses recettes du transit augmenter de 3,254,003 fr. 81 ou de 4.72 0/0 sur 1893. L'amélioration de la situation de l'Australie s'est accentuée. La clientèle régulière du canal continue à augmenter; 185 navires ont transité pour la première fois en 1894. Par suite d'une convention entre le gouvernement français et la Compagnie des *Messageries Maritimes*, le nombre des traversées du canal effectuées annuellement par les paquebots des Messageries doit être porté de 100 à 126.

La conclusion de la paix entre le Japon et la Chine et l'expédition française à Madagascar ne peuvent manquer d'avoir des conséquences importantes pour le développement des échanges.

Désireux d'apporter dans notre administration le plus sérieux esprit d'économie et de contrôle, nous comptons sur le dévouement éprouvé de notre personnel, en Egypte et en France, pour nous aider dans l'accomplissement de notre tâche : abaissement progressif des frais généraux ; augmentation de la réserve pour parer aux éventualités et pour assurer autant que possible la stabilité des dividendes à venir ; amélioration constante des moyens de transit dans le canal. Tel est le but où tendent nos efforts.

Nous avons à vous demander de ratifier la nomination de M. le vicomte de Bresson en qualité d'administrateur et à vous soumettre la réélection de quatre membres du conseil dont le mandat est expiré : MM. Austin Lee, J. Herbette, Armand Viellard et R. S. Donkin.

L'assemblée a approuvé toutes les résolutions présentées par le conseil d'administration.

965

COMPAGNIE FRANÇAISE
DES CHEMINS DE FER DE LA
PROVINCE DE SANTA-FÉ

Recettes brutes pendant le mois d'avril 1895 du réseau exploité par la Compagnie (1.311 km.) : 423.706 Fr. (ou $ m/n 302.000) contre 449 540 Fr. (ou $ m/n 338.000) en avril 1894 pour 1305 km.

966

SOCIETE DU GAZ GÉNÉRAL DE PARIS

Hugon et Cie — Gaz portatif et Gaz courant

MM. les actionnaires de la Société du Gaz général de Paris (Hugon et Cie) sont convoqués en Assemblée générale ordinaire, au siège de l'administration, 5, rue d'Hauteville, le 22 juin 1895, à une heure de l'après-midi.

Pour être admis à l'assemblée générale, il faut être propriétaire de dix actions au moins. Les actions doivent être déposées, au moins cinq jours à l'avance, au secrétariat de la Société, où il sera donné récépissé qui vaudra lettre d'admission.

967

BANQUE IMPERIALE OTTOMANE

MM. les actionnaires de la Banque Impériale Ottomane sont prévenus que, conformément à l'article 29 des statuts, la 32e Assemblée générale annuelle aura lieu le mercredi 26 juin, à Londres, Winchester House, Old Broad Street E. C., à une heure de l'après-midi, pour recevoir communication du rapport du Comité sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1894, fixer le dividende et remplacer les membres sortants du Comité.

Aux termes de l'article 27 des statuts, l'Assemblée générale se compose des actionnaires possédant au moins trente actions, lesquelles devront être déposées, au plus tard, dix jours avant le 26 juin :

A Paris, à l'Agence de la Banque, 7, rue Meyerbeer ;

A Londres, à l'Agence de la Banque, Throgmorton Street ;

A Constantinople, au siège de la Banque, ou dans les autres Succursales de la Banque.

968

COMPAGNIE FRANCO-ALGERIENNE

Société Anonyme
Capital social : 30.000.000 de francs
Siège social : 6, rue Pigalle

Le Conseil d'administration a l'honneur de prévenir MM. les actionnaires que l'Assemblée générale annuelle fixée au 31 mai 1895 n'ayant pu avoir lieu par suite du nombre insuffisant d'actions déposés, ils sont de nouveau convoqués en Assemblée générale ordinaire pour le jeudi 20 juin prochain, à trois heures de l'après-midi, à l'Hôtel Continental, rue Castiglione, à Paris (Entrée par la rue Rouget de l'Isle).

Cette nouvelle Assemblée délibèrera valablement quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents. (Art. 33 des statuts.)

Les actions doivent être déposées au Siège social, cinq jours avant l'époque fixée pour la réunion.

Les cartes délivrées pour l'Assemblée du 31 mai seront valables pour celle du 20 juin.

969

GOUVERNEMENT IMPERIAL DE RUSSIE

Emprunts or 3 0/0 1891 et 1894 (2e Emission)

MM. E. HOSKIER et Cie, banquiers à Paris, 39, boulevard Haussmann, sont chargés par Son Excellence M. le Ministre des Finances de Russie, de payer le coupon trimestriel d'intérêts échéant le 1er juillet prochain, sur les titres Emprunts or 3 0/0 1891 et 1894 (2e Emission).

970

COMPAGNIE FRANÇAISE DES
CABLES TÉLÉGRAPHIQUES

Ci-devant
SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES TÉLÉGRAPHES SOUS-MARINS

Société anonyme au capital de 24,000,000 de fr.
Siège social : 38, avenue de l'Opéra, Paris

MM. les Actionnaires de la Compagnie Française des Câbles Télégraphiques sont convoqués en Assemblée générale ordinaire pour le samedi 29 juin 1895, à 3 heures 1/2, au Siège social, à Paris, 38, avenue de l'Opéra.

Ordre du jour :

1° Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1894 ;
2° Nomination d'Administrateurs ;
3° Nomination des Commissaires pour l'exercice 1895.

Conformément à l'article 29 des statuts, ont droit de prendre part à l'Assemblée, tous les Actionnaires possédant vingt actions au moins.

Tous propriétaires d'un nombre d'actions inférieur à vingt peuvent se réunir pour former le nombre nécessaire et se faire représenter à l'Assemblée par l'un d'eux.

Les titres devront être déposés dix jours au moins avant l'Assemblée, c'est à dire le 18 juin au plus tard :

A la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, Paris ;
A la Banque Internationale de Paris, 3 et 5, rue Saint-Georges ;
A la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial, 66, rue de la Victoire ;
A la Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industre en France, 54, rue de Provence.

Le Conseil d'Administration.

971

FRANCE-ALBUM

Illustration de la France par arrondissements.— 0 fr. 50 l'Album broché, chez A. Karl, 51, cité des Fleurs, Paris.

L'Album de l'arrondissement de Clermont-Ferrand, qui vient de paraître, contient 65 dessins au crayon, pris d'après nature, une notice et une carte.

L'Album précédent : Bordeaux, donne les principales vues de l'Exposition.

Demander un de ces numéros, comme spécimen de la publication, contre 0 fr. 50 en timbres-poste.

972

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	RENTES A PAYER		RENTES FRANÇAISES	DIVIDENDE ou INTÉRÊT distribué en					Cours de comp. comm. juillet				Cours de clôture des 5 dernières sem.				
				1890	1891	1892	1893	1894	1891	1892	1893	1894	10 mai	17 mai	24 mai	31 mai	7 juin
Millions	Francs																
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	102 62	102 57	102 45	102 40	102 47
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	101 05	101 02	101 17	101 10	101 10
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	107 70	107 57	107 65	107 55	107 50
25978	813.313.406																
395.286 obl. de 500 f			Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	501 »	501 50	500 »	502 »	502 »
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3720 »	3700 »	3675 »	3630 »	3555 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	795 »	797 50	802 50	795 »	802 50
50.000	500	250	Banq. Transatlantique.	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	415 »	» »	412 50	415 »	415 »
30.000	500	500	Compagnie Algérienne.	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	557 50	559 »	559 »	560 »	565 »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	583 75	592 50	590 »	588 75	585 »
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	906 25	903 75	907 50	893 75	905 »
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	558 »	562 »	555 »	559 »	559 50
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	818 75	816 25	817 50	815 »	820 »
240.000	500	250	Société Générale, nom.	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	497 »	497 50	497 50	496 25	496 25
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	297 50	»	» »	» »	» »
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	550 »	555 »	557 50	547 50	548 75
30.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	415 »	432 50	415 »	422 »	424 »
40.000	500	500	Banque de l'Algérie	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	790 »	740 »	766 »	765 »	764 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	500	500	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	709 »	705 »	702 »	705 »	707 50
50.000	500	500	Est-Algérien	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	625 »	630 »	615 »	610 »	613 »
584.000	500	500	Est	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	962 50	963 »	962 »	961 »	960 »
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr.	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1480 »	1475 »	1465 »	1470 »	1470 »
250.000	500	500	Midi	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1325 »	1318 75	1315 »	1320 »	1329 »
525.000	400	400	Nord	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1835 »	1830 »	1830 »	1835 »	1845 »
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1590 »	1577 50	1570 »	1575 »	1575 »
300.000	500	500	Ouest	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1095 »	1096 »	1094 50	1092 »	1094 »
40.000	500	500	Sud de la France	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	282 50	280 50	286 »	271 »	276 50
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	575 »	579	575 »	575 »	580 »
336.000	500	500	Cie Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1101 25	1091 25	1095 »	1080 »	1077 50
80.000	250	250	Cie Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	360 »	370 »	372 50	360 »	361 25
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	625 »	630 »	630 »	620 »	605 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1077 50	1075 50	1085 »	1070 »	1080 »
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	565 »	568 »	568 »	566 50	566 »
50.000	500	500	Cie française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	290 »	283 75	288 75	285 »	275 »
600.000	500	500	Canal de Panama	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	9 50	9 »	9 75	9 25	9 25
223.398	500	500	Canal de Suez	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3362 50	3340 »	3250 »	3245 »	3235 »
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	645 »	620 »	641 25	550 »	575 »
44.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	96 50	99 75	» »	96 »	100 »
50.000	500	500	Téléphones	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	288 75	290 »	290 »	290 »	285 »
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	200 fl	200 fl	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	587 50	588 75	595 »	595 »	598 75
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	728 75	727 50	726 »	726 25	726 »
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1450 »	1455 »	1450 »	1467 50	1486 »
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	460 »	458 75	460 »	460 »	461 »
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	72 50	66 25	66 25	66 »	67 »
48.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	» »	162 50	164 »	160 »	» »
60.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	183 75	186 25	180 »	175 25	171 »
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	900 »	910 »	910 »	906 25	935 »
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	242 50	213 75	230 »	242 50	210 »
420.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 »	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	637 50	635 »	637 50	638 75	645 »
450.000	500	500	Nord de l'Espagne	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	103 75	101 25	96 25	95 »	83 75
70.000	500	500	Portugais	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	45 »	43 50	» »	44 »	» »
456.000	500	500	Saragosse (Madrid à)	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	150 »	152 50	150 »	146 25	142 50
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'amt		FONDS D'ÉTATS ÉTRANGERS														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	105 85	106 50	106 35	106 60	106 10
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	103 10	102 90	102 90	103 20	103 »
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	79 75	78 50	79 60	78 25	78 75
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	75 20	75 »	75 40	74 75	74 25
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	104 »	104 50	103 90	104 10	104 40
3.047.912	1941		— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	104 50	104 35	104 20	104 40	104 15
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	102 50	102 50	102 67	102 70	102 20
	1936		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	72 70	72 05	72 25	72 20	69 30
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	476 25	475 50	475 »	472 »	452 50
344.000	1921		— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	435 »	431 »	432 »	430 »	411 »
240.000	1962		Hellénique 5 0/0 1881	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	170 »	170 »	170 »	175 »	» »
270.000			— 4 0/0 1887	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	187 »	» »	» »	191 »	» »
592.000.000 fl			Hongrie 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	103 20	104 »	104 30	104 40	104 50
442.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	88 75	89 55	89 65	89 65	89 10
	1926		Portugal 3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	25 15	25 35	25 70	25 50	25 80
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	456 25	457 50	458 75	460 »	460 »
2.220.000			Roumanie 5 0/0 1875	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	103 »	103 »	103 »	101 30	102 50
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	100 »	99 90	99 90	99 90	100 05
150.000.000r	1960		Russie 4 0/0 1880	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	103 30	101 20	101 »	101 20	101 05
1241.992.000	1970		— 4 0/0 Consolidé	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	[illegible] »	95 60	98 »	101 15	102 25	102 65	102 35	102 75	102 50
[illegible]00.000.000	1974		— 3 0/0 1891 or	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	93 70	93 15	93 10	93 40	92 60
100.000.000r	1976		— 3 1/2 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	98 40	98 25	98 25	98 50	97 75
52.370	1959		Serbie 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	70 »	69 »	67 50	68 50	68 »
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	26 30	25 95	26 15	25 77	25 70
227.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	475 25	478 75	478 75	477 50	478 75
391.362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	492 50	494 75	491 25	497 »	497 50
295.454			Douanes Ottom. 5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	512 50	514 50	512 50	513 75	517 »
40.000.000	1958		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	477 50	468 75	484 »	482 50	485 »

ROUMANIE

MINISTÈRE DES FINANCES

Direction de la Comptabilité générale

DETTE PUBLIQUE

Tableau des numéros des titres de la rente 4 0/0 amortissable de 1891. Emprunt de 45.000.000 sortis au tirage du 20 mars 1er avril 1895.

Montant nominal : 224.000 francs

70 titres à 500 francs

41	137	639	662	719	945
1009	1211	1237	1302	1345	1390
1447	1513	1612	1628	1629	2157
2513	2560	2888	3381	3546	3801
3913	4037	4128	4627	5046	5200
5817	5976	6061	6073	6130	6384
6461	6540	7772	7780	8149	8203
8278	8550	8664	8812	9041	9075
9909	9215	9344	9634	10093	10142
10223	10326	10648	10678	10982	11188
11590	11634	11954	12172	12379	12872
13028	13142	13276	13468		

64 titres à 1.000 francs

14060	14271	14721	14925	15041	15051
15116	16029	16033	16056	16079	16105
16299	16356	16364	16408	16531	16892
17010	17185	17246	17575	17750	17986
17992	18260	18277	18342	19099	19296
19343	19794	19876	20127	20147	20277
20330	20411	20553	20620	21534	21792
21901	21983	21994	22543	22648	22761
22907	23010	23288	24443	24526	24579
24778	24849	24864	24973	26103	26479
26525	26548	26554	26733		

28 titres à 2.500 francs

27244	28257	28337	28418	28596	28797
28807	28926	28963	29184	29297	29356
29750	29858	30094	30520	30595	30611
30896	31013	31045	31054	31302	31396
31530	32048	32116	32382		

11 titres à 5.000 francs

32787	33451	33495	33605	33611	33638
33835	34142	34249	34261	34394	

Le paiement de ces titres, portant le coupon n° 10 du 1er janvier 1896, ainsi que le paiement du coupon n° 9 du 1er juillet 1895, se fera à partir du 1er juillet 1895 :

En Roumanie, à la caisse centrale à Bucarest et aux caisses générales dans les districts :

A Berlin, aux maisons de banque Disconto-Gesellschaft et S. Bleichrœder ;

A Francfort-sur-le-Mein, à la maison de banque M. A. de Rothschild et fils ;

A Paris, à la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Tableau des numéros des titres de la rente 4 0/0 amortissable de 1891. Emprunt de 45.000.000 de francs, sortis aux tirages qui ont eu lieu à partir du 20 mars / 1er avril 1891 jusqu'au 19 septembre / 1er octobre 1894 inclusivement, et non présentés au remboursement jusqu'au 20 mars / 1er avril 1895.

Titres à 500 francs

649 d	1714 d	3220 b	3263 d	3268 b
3272 c	3282 d	3376 b	3431 d	3947 d
4381 c	5497 d	6139 c	7810 a	7863 d
8207 d	8389 c	8616 d	8901 c	9019 d
9973 d	10042 d	10416 c	10814 c	11034 d
11355 d	11383 c	11411 d	11578 d	12017 c
12321 d				

Titres à 1.000 francs

3522 d	15342 a	15802 c	15898 d	16547 d
7354 d	18457 b	18478 d	18591 d	19420 d
9694 d	19909 d	21002 d	22276 b	22305 d
2431 d	23257 d	23440 d	24368 d	24386 d
4671 d	24771 d	25184 d	25472 d	25895 d

Titres à 2.500 francs

27275 d	27705 c	31284 d	32023 d

Titres à 5.000 francs

32944 d	33393 d	33740 c	33935 d

a *Tirage d'avril 1893.*
b *Tirage d'octobre 1893.*
c *Tirage d'avril 1894.*
d *Tirage d'octobre 1894.*

ROUMANIE

MINISTÈRE DES FINANCES

Direction de la Comptabilité générale

DETTE PUBLIQUE

Tableau des numéros des titres de la rente 4 0/0 amortissable de 1890, de l'emprunt de 274 millions 375.000 francs, sortis au tirage du 20 mars-1er avril 1895.

Montant nominal : 925.500 francs

278 Titres à 500 francs

111	394	470	1114	1264	1270
1519	1704	1874	1920	2094	2170
2828	3873	4467	4948	5089	5339
5363	5496	5536	5585	6220	6349
6460	6618	7403	8207	8380	8393
8496	8519	8528	8570	8610	9162
9179	9383	9610	9865	10238	10533
10811	10966	11210	11288	11484	12040
12418	12551	13091	13224	13802	13820
14202	14984	15329	15727	16268	16351
16473	16512	16536	16734	17026	17126
17141	17854	18230	18248	19242	19266
19340	20070	20473	20836	20838	21224
21695	21737	21837	22018	22465	22925
23096	23580	23790	24246	24326	24425
24496	24811	25096	25111	25236	26076
26179	26417	27343	28091	28373	29889
31043	31081	31333	31503	31621	32505
32994	33474	33853	33900	34408	34578
34652	35089	35774	35880	36399	36608
36721	37080	37319	38186	38722	39256
40049	40112	40485	40756	41607	41403
41495	41912	42584	42631	42984	43161
43254	43849	44313	44398	44479	44630
44659	45034	45684	46009	46188	46333
46558	46615	46918	47514	47859	48170
48443	48972	49339	49538	49709	50088
50091	50170	50553	50675	51090	51810
51872	51879	52062	52379	52747	53006
53020	53102	53194	53458	53485	53782
54304	54308	54779	55228	55563	55786
55884	56544	57022	57707	57709	58212
58478	58745	58971	59015	59161	59276
59283	59443	59568	59997	60048	60195
60403	60967	60976	61308	61309	61384
61957	62462	62490	62513	62955	63539
63557	63787	63930	65066	65968	65985
66268	66452	66701	66874	67077	67716
67784	68168	68403	68728	68912	69165
69415	69429	69874	70349	70735	70895
70962	71131	71337	71391	71511	71944
72095	72445	72453	72793	72990	73440
73999	75093	75198	75751	75895	76010
76325	76674	76970	77535	77593	78055
78552	78818	78824	79128	79941	80371
80633	80772	80897	80934	81190	81356
81670	81734				

279 Titres à 1.000 francs

82385	82662	83292	83398	83438	83674
83861	84098	84318	84561	84643	84797
84809	85522	85903	86409	86674	86745
86779	87389	87464	87933	89134	89333
89906	90616	90875	91329	91440	91547
91757	91812	92662	92733	92783	93068
93451	94180	94215	94494	94558	94840
95302	96435	96440	97622	97773	99076
99172	99229	99524	99605	100025	100049
100373	100378	100598	101010	101198	101740
102066	102305	102385	102581	102783	103817
103997	104268	104814	104918	105187	105344
105668	105677	106352	106847	107274	107471
107523	107621	107806	107937	108054	108088
108200	108391	109223	109491	109548	109672
109796	109892	109940	110279	110441	111201
111258	111282	111337	111440	111458	111793
111884	112329	112353	112405	112525	113306
113325	113468	113571	113577	113614	114072
114656	114695	114903	114909	115321	115738
116032	116212	117026	117173	117470	117690
117807	117960	117977	117991	118886	118919
119392	119399	119492	119979	120062	120181
120309	120394	120934	121431	121654	121969
122210	123037	123305	123526	123649	125336
125939	126939	127124	127587	128702	129021
129249	129375	129500	129522	129647	129818
130297	130490	130557	130609	130879	131281
131644	132076	132175	132484	132852	132894
133149	133655	134115	134237	134288	134634
135197	135654	135853	136354	136587	136769
137015	137064	137486	137882	138251	138558
138877	139098	139199	139722	140004	140504
140508	140705	140917	141955	142531	142548
142707	143061	143298	143609	144383	144612
144696	145062	145763	145806	145958	146012
146246	146381	147048	147399	147690	147912
148035	148210	148480	148668	148707	148976
149308	149526	150347	150359	151076	151675
151677	152464	152850	152984	153196	153377
154204	154259	155002	155169	155195	155221
155445	155534	155869	156176	156417	156866
157157	157278	157300	157629	157738	157763
157925	158174	158242	158243	159870	161129
161175	161559	161727	162023	162484	162688
162970	163180	163359	163601	163[illegible]32	163862
164438	164543	164622			

111 Titres à 2.500 francs

164631	164671	[illegible]	164858	164944	165235
165238	166213	[illegible]	166646	167647	167700
167736	167896	[illegible]	168031	168621	168622
169714	170341	170554	170779	170987	171108
171184	171336	[illegible]	171864	171892	[illegible]
173012	173101	[illegible]	173858	174178	174374
174452	174479	[illegible]	174650	175264	175277
175942	176871	[illegible]	177387	177530	177547
177700	177840	177967	178177	178360	178554
178789	180000	180583	180759	180854	181018
181082	181256	181844	182163	182328	182352
182375	182528	182693	182700	183092	183854
183903	184540	185453	186804	186996	187465
187555	187902	188118	188142	188247	188630
189096	189213	190020	190658	191055	191107
191853	191948	192117	192579	192644	192979
192997	193274	193498	193552	193844	194001
194185	194283	194771	195531	195722	196432
196515	196541	197127			

46 Titres à 5.000 francs

197582	197892	197959	198518	198610	198792
199548	199685	199750	200039	200051	200252
200515	201062	201380	201597	201788	202138
202575	203061	203803	204136	204213	204736
206059	206213	206401	206467	206873	207188
207191	207853	208296	208365	208653	208814
208923	209530	209787	209970	210098	210118
210247	210334	210413	210796		

Le paiement de ces titres, portant le coupon n° 10 du 1er janvier 1896, ainsi que le paiement du coupon n° 9 du 1er juillet 1895, se fera à partir du 1er juillet 1895 :

En Roumanie, à la caisse centrale à Bucarest et aux caisses générales dans les districts ;

A Berlin, aux maisons de banque Disconto-Gesellschaft et S. Bleichrœder ;

A Francfort-sur-le-Mein, à la maison de banque M. A. de Rothschild et fils ;

A Paris, à la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Tableau des numéros des titres de la rente 4 0/0 amortissable de 1890, de l'emprunt de 274.375.000 francs, sortis aux tirages qui ont eu lieu à partir du 20 mars-1er avril 1891 jusqu'au 19 septembre-1er octobre 1894 inclusivement, et non présentés au remboursement jusqu'au 20 mars-1er avril 1895.

Titres à 500 fr.

726 f	752 f	855 g	1325 e	1440 g
1443 g	2231 g	3338 f	3905 e	4242 g
4257 g	4712 d	5646 f	6309 f	6338 g
7672 g	8377 f	8752 g	8799 g	9580 e
10099 g	11035 e	11697 g	13197 g	13861 d
15667 g	16058 g	17843 g	19521 g	19764 f
20642 g	20777 a	20971 g	21816 f	22741 g
23324 g	23424 f	24224 g	25610 g	26843 g
27732 g	27738 g	28192 g	28651 f	28779 f
29259 g	29452 f	29984 e	30948 f	31812 d
32034 g	32711 e	33717 g	34008 g	36933 e
36998 e	40413 g	41303 g	42269 f	42574 g
42601 g	43784 g	44177 g	44186 g	44790 g
45171 g	45175 g	45511 g	46778 c	49514 f
50103 f	50234 f	50302 g	50643 e	55558 e
56341 c	56977 f	57512 f	58731 e	58792 g
59289 d	59693 g	59962 g	60175 g	61747 f
61757 f	62370 g	62760 f	65088 g	65397 g
66812 g	68347 g	68813 g	69347 g	69750 g
73086 f	73543 a	76199 g	77452 f	78386 g
79429 d	80426 e	81024 g		

Titres à 1.000 fr.

83984 g	84192 f	84247 g	84260 f	84594 f
84808 g	84829 f	84864 g	85890 g	86003 g
88006 g	88402 g	89254 g	91045 g	91827 g
92180 f	95664 g	95755 g	95952 g	96369 g
98226 g	101264 g	103249 d	103507 f	105979 g
107289 g	108873 e	109171 g	109654 g	109768 f
109770 g	110164 b	110537 g	113664 e	113789 d
114823 e	116083 f	116493 f	116558 g	118641 f
118698 f	119260 f	120647 f	123102 e	123564 f
123579 e	126373 e	126388 g	126518 g	127546 g
128889 d	129218 e	132216 c	132246 g	133634 a
133695 e	134150 f	134306 f	134565 d	134567 d
135402 g	135771 g	136749 g	141684 e	143303 g
145951 f	148218 f	153495 f	153719 f	154284 d
155423 g	156139 g	158103 g	159224 e	162009 d
162019 g	162277 g	164003 e	164110 g	164567 f

Titres à 2.500 fr.

164718 g	167751 g	167756 g	169151 d	170473 e
170600 f	174254 d	174925 g	175096 d	175184 f
177917 g	180451 g	182547 g	185120 f	185254 f
185331 e	187761 e	[illegible]7813 g	189907 g	191070 g
191289 g	192167 g	193611 g	193612 g	193766 g
195647 g	196679 g			

Titres à 5.000 fr.

198508 g	201300 e	202565 e	204297 g	205421 g
207773 g	207797 g	208461 g	209600 e	210503 g

a.... Date du tirage : Octobre 1891
b.... — Avril 1892
c.... — Octobre 1892
d.... — Avril 1893
e.... — Octobre 1893
f.... — Avril 1894
g.... — Octobre 1894

973

BANQUE IMPÉRIALE OTTOMANE

Bilan au 30 mars 1895

ACTIF

	Fr.	c.
Actions — Versements non appelés	125.000.000	»
Caisse :		
A Constantinople	33.906.658	69
Dans les succursales	11.713.025	90
Fonds d'États Anglais, Français, Allemands	37.860.830	20
Autres valeurs acquises	84.680.361	40
Effets en portefeuille	51.643.321	60
Comptes courants du Trésor Impérial	37.709.980	70
Comptes courants divers	133.393.306	40
Avances sur valeurs publiques et marchandises	122.510.092	70
Immeubles et mobilier	2.867.072	95
Divers	2.410.011	35
Fr.	643.734.661	80

PASSIF

Capital	250.000.000 »
Billets de Banque	25.238.909 10
Effets à payer	75.960.681 80
Comptes courants divers	183.971.513 65
Comptes courants spéciaux	44.727.122 70
Réserve statutaire	12.006.398 60
Dépôts à échéances fixes	34.166.216 40
Dividendes à payer	488.507 95
Divers	17.175.311 60
Fr.	643.734.661 80

Certifié conforme aux écritures :

Le Directeur-adjoint. Gust. WÜLFING. *Le Directeur général a. i.* L. LA FUENTE.

974

CRÉDIT LYONNAIS

SOCIÉTÉ ANONYME, CAPITAL : DEUX CENTS MILLIONS

	Bilans aux 31 janv. 1895	30 avril 1895
Actif		
Espèces en caisse et dans les banques	89.106.500 94	95.114.760 94
Portefeuille (Effets de commerce)	573.511.904 92	537.944.171 41
Reports	145.714.979 81	209.049.723 84
Comptes courants	312.902.105 21	309.526.482 96
Avances et Crédits sur nantissements	86.203.785 36	95.278.246 56
Actions, Bons, Obligations, Rentes	18.641.809 86	20.806.492 71
Immeubles	30.000.000 »	30.000.000 »
Comptes d'Ordre et Divers	21.283.847 68	15.151.011 49
Versements non appelés (déduction faite des libérations anticipéee)	66.407.000 »	49.256.350 »
Fr.	1.373.776.933 78	1.362.127.239 91
Passif		
Dépôts et Bons à vue	368.768.246 72	367.061.904 03
Comptes courants	469.059.892 31	475.543.035 94
Acceptations	140.165.359 02	137.493.542 92
Bons à échéance	120.365.450 68	112.212.081 33
Comptes d'Ordre et Divers	35.416.985 05	29.816.675 69
Réserves	40.000.000 »	40.000.000 »
Capital	200.000.000 »	200.000.000 »
Fr.	1.373.776.933 78	1.362.127.239 91

Certifié conforme aux écritures :

Le Président du Conseil d'administration, Henri GERMAIN.

Le Directeur général, A. MAZERAT.

975

BIBLIOGRAPHIE

Outre un savant article de MM. Hahn et Jobin sur les « Lépidodendrées » et une forte intéressante notice de M. A. Jobin sur les « Lépidoptères », la 527e livraison de la Grande Encyclopédie comprend une excellente biographie de « Le Play », par M. Léon Sagnet, et une attachante étude littéraire de M. Ph. Berthelot, sur la vie et les œuvres de « Lesage » où nos lecteurs trouveront le dernier état de la critique moderne sur la question si discutée des origines du « Gil Blas ».

Prix de chaque livraison : 1 fr. — Une feuille spécimen est envoyée gratuitement sur demande.

H. Lamirault et Cie, 61, rue de Rennes, Paris.

978

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 179. — 7e volume. (24) ‖ BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS ‖ Samedi 15 Juin 1895.

ALLEMAGNE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie de l'Empire	540.483 kil. carrés
Population (1er déc. 1885)	46.855.704 habitants
— (1er déc. 1890)	49.428.170 —
— par kil. c. (1885)	87 —
— — (1890)	91 —
Armée. Pied de paix	22.458 officiers
— —	557.093 soldats
— —	96.844 chevaux
— Pied de guerre : Environ	5.100.000 off. et sold.
Chemins de fer (Réseau total) 1er mai 1894	45.078 kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	83 —
— par million d'habitants	911 —
Télégraphes. Longueur des lignes	123.285 —
— — des fils	441.399 —
— Long. des fils par million d'hab.	8.990 —
Dépêches transmises en 1893	33.172.116 dépêches

BUDGET DE 1894-95 (*en francs*)

Dette publique de l'Empire	2.176 millions
— des Etats confédérés	12.404 —
Total de la dette allemande	14.580 —
Moyenne de la dette par habitant	294 francs
Dépenses militaires totales de l'Empire	764 millions
— pour la marine	92 —
Total pour la guerre et la marine	856 —
Moyenne par habitant	17 fr. 32
Dépenses totales de l'Empire et des Etats	4.760 millions
Moyenne par habitant	96 fr. 31

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1884..	4.075	4.004	1888..	4.088	4.004	1892	5.284	3.938
1885..	3.672	3.574	1889..	4.987	3.574	1893	5.167	4.056
1886..	3.597	3.731	1890..	5.181	4.158	1894	5.307	3.972
1887..	3.889	3.917	1891..	5.188	3.969	1895 3 1ers ms	1.180	945

ANGLETERRE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du Royaume-Uni	314.628 kil. carrés
Population — (5 avril 1891)	37.880.764 habitants
— — (éval. 1894)	38.779.031 —
— par kil. carré en 1891	120 —
— — en 1894	123 —
Armée. Pied de paix	10.101 officiers
— —	218.373 soldats
— —	26.736 chevaux
— Pied de guerre (environ)	734.180 off. et sold.
Chemins de fer (Réseau total)	33.280 kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	105 —
— par million d'habitants	858 —
Télégraphes. Long. des lignes	54.338 —
— — des fils	334.244 —
— — par million d'hab.	8.619 —
Dépêches transmises en 1893-94	70.899.498 dépêches

BUDGET DE 1893-94 (*en francs*)

Dette publique du Royaume-Uni	16.117 mill.
— Moyenne par habitant	415 francs
Dépenses militaires du Royaume-Uni	448 mill.
— pour la marine —	387 —
Total pour la guerre et la marine	835 —
Dépenses totales du Royaume-Uni	3.204 —
— Moyenne par habitant	82 fr. 63

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1884..	9.750	5.825	1888..	9.690	5.862	1892	10.595	5.601
1885..	8.775	5.327	1889..	10.690	6.222	1893	10.167	5.426
1886..	8.747	5.317	1890..	10.517	6.587	1894	10.212	5.404
1887..	9.055	5.517	1891..	10.885	6.180	1895 (5 mois).	4.246	2.208

AUTRICHE-HONGRIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie de la monarchie austro-hong.	625.557 kilom. car.
Population totale — (31 déc. 1880)	37.882.712 habitants
— — (31 déc. 1890)	41.384.956 —
— — par k. c. en 1880	61 —
— — — en 1890	66 —
Armée. Pied de paix en 1895	23.445 officiers
— —	330.807 soldats
— —	59.916 chevaux
— Pied de guerre (environ)	1.872.178 of. et sold.
Chemins de fer (Réseau total)	29.160 kilomètres
— par 1.000 kilom. carrés	46 —
— par million d'habitants	701 —
Télégraphes. Longueur des lignes	52.193 kilomètres
— Longueur des fils	174.269 —
— — par million d'hab.	1.210 —
— Dépêches transmises en 1893.	16.506.156 dépêches

BUDGET DE 1894 (*en francs*)
(Pour toute la monarchie austro-hongroise)

Dette publique de la monarchie	12.933.000 francs
— Moyenne par habitant	310
Dépenses militaires de la monarchie	342.865.973 —
— pour la marine	26.413.128 —
Total pour la guerre et la marine	369.279.101 —
— Moyenne par habitant	8.92 —
Dépenses totales de la monarchie	2.383.692.156 —
— Moyenne par habitant	57.59 —

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
						1891	1.532	2.013
1883..	1.562	1.874	1887..	1.421	1.682	1892	1.554	1.805
1884..	1.531	1.728	1888..	1.332	1.822	1893	1.434	1.688
1885..	1.394	1.680	1889..	1.473	1.915	1894	1.506	1.692
1886..	1.348	1.746	1890..	1.526	1.928	1895 (4 mois)	493.9	478.6

BELGIQUE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels:

Superficie du royaume	29.457 kil. carrés
Population totale (31 décembre 1890)	6.147.041 habitants
— (éval. 31 décembre 1893).	6.262.272 —
— par kil. carré en 1890	208 —
— — en 1893	213 —
Armée. Pied de paix	3.121 officiers
— —	47.642 soldats
— —	10.696 chevaux
— Pied de guerre (environ)	229.000 off. et sold.
Chemins de fer (Réseau total)	5.473 kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	185 —
— par million d'habitants	874 —
Télégraphes. Long. des lignes	8.303 —
— — des fils	53.616 —
— — — par mill. d'hab.	8.562 —
Dépêches transmises en 1893	8.326.486 dépêches

BUDGET DE 1894 (*En francs*)

Dette publique du royaume	2.169.730.204 francs
— Moyenne par habitant	346 —
Dépenses militaires	47.117.452 —
— Moyenne par habitant	7.52 —
Dépenses totales du budget	347.723.567 —
— Moyenne par habitant	55.52 —

COMMERCE EXTÉRIEUR (*En millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1884..	1.425	1.337	1888..	1.534	1.243	1892	1.355	1.239
1885..	1.347	1.200	1889..	1.556	1.458	1893	1.370	1.200
1886..	1.335	1.182	1890..	1.672	1.457	1894	1.367	1.138
1887..	1.431	1.240	1891 .	1.799	1.159	1895 (4 mois)	416	359

BULGARIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels:

Superficie de la Principauté	96.660 kilom. carrés
Population continentale en 1888	3.154.375 habitants
— — en 1893	3.309.816 —
— par kil. carré en 1888	33 —
— — en 1893	33 —
Armée. Pied de paix	2.319 officiers
— —	35.901 soldats
— Pied de guerre. **Total** général (env.)	70.000 hommes
Chemins de fer (En 1893). Réseau total	838 kilomètres
— par 1.000 kilom. carrés	8.66 —
— par million d'habitants	253 —
Télégraphes. Long. des lignes	4.756 —
— — des fils	8.836 —
— — par million d'habit.	2.670 —
Nombre total des dépêches en 1892	1.056.610 dépêches

BUDGET DE 1894

Dette publique en 1894	218.000.000 francs
Moyenne par habitant	65.86 —
Dépenses du Ministère de la guerre	22.412.787 —
Moyenne par habitant	6.76 —
Total des dépenses budgétaires	102.270.982 —
Moyenne par habitant	30.89 —

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883....	48.9	46.1	1887....	64.7	45.7	1891.....	81.3	70.0
1884....	46.3	48.8	1888....	66.3	64.1	1892.....	77.3	74.6
1885....	»	»	1889....	72.8	80.5	1893.....	90.8	91.4
1886....	61.2	50.4	1890....	84.5	71.0	1894.....	99.2	72.8

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	Rentes à payer		RENTES FRANÇAISES	Dividende ou intérêt distribué en 1890	1891	1892	1893	1894	Cours de comp. comm. juillet 1891	1892	1893	1894	Cours de clôture des 5 dernières sem. 17 mai	24 mai	31 mai	7 juin	14 juin
Millions	Francs																
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	102 57	102 45	102 40	102 47	102 70
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable.....	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	101 02	101 17	101 10	101 10	101 20
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	107 57	107 65	107 55	107 50	107 70
25978	813.313.406																
395.286 obl de 500 f			Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	501 50	500 »	502 »	502 »	501 50
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3700 »	3675 »	3630 »	3555 »	3590 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	10 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	797 50	802 50	795 »	802 50	815 »
50.000	500	250	Banq. Transatlantique.	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	» »	412 50	415 »	415 »	412 »
30.000	500	500	Compagnie Algérienne.	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	559 »	559 »	560 »	565 »	540 »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	592 50	590 »	588 75	585 »	587 50
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	903 75	907 50	893 75	905 »	905 »
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	517 50	562 »	555 »	559 »	559 50	560 »
100.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	816 25	817 50	815 »	820 »	818 75
240.000	500	250	Société Générale, nom..	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	497 50	497 50	496 25	495 25	496 »
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	»	» »	» »	» »	300 »
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	555 »	557 50	547 50	548 75	555 »
50.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	432 50	415 »	422 »	424 »	424 »
40.000	500	500	Banque de l'Algérie....	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	740 »	766 »	765 »	764 »	760 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	705 »	702 »	705 »	707 50	710 »
50.000	500	500	Est-Algérien............	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	630 »	615 »	610 »	613 »	615 »
584.000	500	500	Est.....................	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	953 »	962 »	961 »	960 »	960 »
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr...	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1475 »	1465 »	1470 »	1470 »	1475 »
250.000	500	500	Midi	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1318 75	1315 »	1320 »	1320 »	1326 25
525.000	400	400	Nord....................	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1830 »	1830 »	1845 »	1845 »	1845 »
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1577 50	1570 »	1575 »	1575 »	1580 »
300.000	500	500	Ouest...................	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1096 »	1094 50	1092 »	1094 »	1091 50
40.000	500	500	Sud de la France........	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	280 50	286 »	271 »	276 50	288 »
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris.....	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	579 »	575 »	575 »	580 »	582 50
336.000	500	500	Cie Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1091 25	1095 »	1080 »	1077 50	1070 »
80.000	250	250	Cie Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	370 »	372 50	360 »	361 25	358 75
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	630 »	630 »	620 »	605 »	615 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1075 50	1085 »	1070 »	1080 »	1084 »
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	568 »	568 »	566 50	565 »	573 »
50.000	500	500	Cie française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	342 50	283 75	288 75	285 »	275 »	272 »
600.000	500	500	Canal de Panama	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	9 »	9 75	9 25	9 25	9 »
223.398	500	500	Canal de Suez	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3310 »	3250 »	3245 »	3235 »	3295 »
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	15 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	620 »	611 25	550 »	575 »	562 50
84.000	500	500	Téleg. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	99 75	» »	96 »	100 »	96 25
50.000	500	500	Téléphones	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	290 »	290 »	290 »	285 »	298 75
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	2000	2000	B.I.R.P. Pays-Autrich.	11 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	588 75	585 »	595 »	598 75	600 »
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane....	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	727 50	725 »	726 25	726 »	728 75
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche...	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1455 »	1450 »	1467 50	1485 »	1483 »
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	458 75	460 »	460 »	461 »	461 25
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	66 25	66 25	66 »	67 »	65 »
48.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	162 50	164 »	160 »	» »	150 »
60.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	186 25	180 »	175 25	171 »	167 50
50.000	500	500	Autrichiens-Hongrois..	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	610 »	660 »	645 »	705 »	910 »	910 »	906 25	935 »	936 25
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	243 75	230 »	242 50	240 »	241 25
120.000	500	500	Meridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 »	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	635 »	637 50	638 75	645 »	643 75
350.000	500	500	Nord de l'Espagne......	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	101 25	96 25	95 »	83 75	86 25
70.000	500	500	Portugais...............	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	43 50	» »	41 »	» »	» »
[illegible]	500	500	Saragosse (Madrid à)...	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	152 50	150 »	146 25	142 50	136 25
Capital ou Nombre de titres		Fin de l'amort.	FONDS D'ÉTATS ÉTRANGERS														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0 ...	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	106 50	106 35	106 60	106 10	106 20
			Autriche 4 0/0 or.......	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	102 90	102 90	103 20	103 »	103 10
6.000 000			Bresil 4 1/2 0/0 1888...	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	78 50	79 60	78 25	78 75	77 55
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	75 »	75 40	71 75	74 25	74 05
364.968			Egypte (Daira-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	104 50	103 90	104 10	104 10	104 »
3.047.912		1941	— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	104 35	104 20	104 40	104 15	104 60
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2).	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	102 50	102 67	102 70	102 20	102 60
		1936	Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	72 05	72 25	72 20	69 30	67 2
1.240 000		1940	Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	475 50	475 »	472 »	452 50	427 50
344 000		1921	— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	431 »	432 »	430 »	411 »	380 »
240.000		[illegible]	Hellénique 5 0/0 1881..	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	170 »	170 »	175 »	» »	172 »
270 000			— 4 0/0 1887..	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	» »	» »	191 »	» »	» »
592.000.000fl			Hongrie 4 0/0 or........	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	101 »	101 30	101 40	104 50	101 75
112.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)...	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	89 55	89 65	89 65	89 10	89 12
		1926	Portugal 3 0/0...........	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	25 35	25 70	25 50	25 80	26 15
285 000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	457 50	458 75	460 »	460 »	461 25
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875...	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	103 »	103 »	101 30	102 50	102 »
50.000 000		[illegible]	Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	99 90	99 90	99 90	100 05	100 75
[illegible]		[illegible]	Russie 4 0/0 1880.........	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	101 20	101 »	101 20	101 05	100 75
1941.992.000		1970	— 4 0/0 Consolidé..	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	102 65	102 35	102 75	102 50	102 45
[illegible]		1974	— 3 0/0 1891 or....	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	93 15	93 40	93 10	92 60	93 20
100.000.000r		[illegible]	— 3 1/2 0/0 1894..	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	98 25	98 25	98 50	97 75	98 15
52 870		[illegible]	Serbie 5 0/0 1890........	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	69 »	67 50	68 50	68 »	66 »
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	[illegible] 15	21 80	24 50	25 95	26 15	25 77	25 70	25 95
227.250		1931	Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	478 75	478 75	477 50	478 75	477 »
391 362		1931	Priorités Ottom. 4 0/0.	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	[illegible] 50	446 25	476 25	491 75	491 25	497 »	497 50	495 »
295 454			Douanes Ottom. 5 0/0..	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	511 50	512 50	513 75	517 »	515 »
40.000.000		[illegible]	Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	468 75	484 »	482 50	485 »	486 25

COMP[ie] DES TABACS DE PORTUGAL

ENTES du 5e Exercice (1er Avril 1895)

	Kilogr.	Reis
entes de mai 1895 (y compris la recette provenant s droits d'importation directe)	163.944	648 : 320.683
Ventes du mois antérieur.	158.670	628.343.752
Total....	322.614	1.276 : 664.435

980

COMPAGNIE GÉNÉRALE FRANÇAISE DE

TRAMWAYS

Recettes de la 11e quinzaine de 1895.	319.172 83
ecettes des 11 1res quinzaines 1895..	2.793.274 68
ecettes des 11 1res quinzaines 1894..	2.664.500 90
Augmentation pour 1895.....	128.773 78

981

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES

EAUX POUR L'ETRANGER

Société Anonyme. — Capital : 40 millions
Siège social : 52, rue d'Anjou, Paris

ÉMISSION DE 60.570 OBLIGATIONS 4 0/0
estinées à la Conversion ou au remboursement des Obligations 5 0/0 de la Compagnie actuellement en circulation

En vertu de la décision prise par l'Assemblée énérale des Actionnaires de la Compagnie Générale des Eaux pour l'Etranger, dans sa réunion du juin 1895, le Conseil d'Administration a l'honneur informer le public que la Compagnie procédera :

1° Au remboursement, à partir du 21 juin 1895, es 59.359 titres 5 0/0 en circulation à ce jour ;

2° A l'émission d'un nombre correspondant 'obligations de 500 fr. 4 0/0, produisant un intérêt annuel de 20 fr., payable par semestre, sous déuction des impôts, les 1er juin et 1er décembre de haque année, avec jouissance du 1er juin 1895.

Ces nouvelles obligations 4 0/0 émises à 490 fr., eront remboursables à 500 fr., par voie d'amortissement, avant le 1er décembre 1958, avec faculté réservée à la Compagnie d'anticiper, à toute époque, e remboursement.

Le remboursement des obligations 5 0/0 actuellement en circulation aura lieu à partir du 21 juin 895 :

Soit en espèces à 500 fr., sous déduction de l'impôt 4 0/0 sur prime de remboursement, plus l'intérêt 5 0/0 couru au 20 juin ;

Soit au moyen d'obligations 4 0/0 à créer et réservées de préférence aux détenteurs des obligations 5 0/0.

Les demandes de remboursement devront être dressées, par écrit, du 10 au 20 juin 1895, au siège e la Compagnie, à Paris.

Passé la date du 20 juin, tout intérêt cessera sur es anciens titres et les porteurs d'obligations qui 'auront pas fait parvenir à la Compagnie leur demande de remboursement ou leur adhésion à la onversion, seront considérés comme ayant opté our la conversion et recevront, en échange des tres 5 0/0 qui seront présentés par eux, les titres 0/0 tenus à leur disposition.

Tout porteur qui, du 10 au 20 juin 1895, fera la emande de conversion des anciennes obligations n nouvelles recevra, à partir du 21 juin, en échange es obligations anciennes déposées :

1° Un récépissé provisoire pour un nombre égal 'obligations nouvelles ;

2° Une soulte de 10 fr. pour chaque obligation éposée, moins l'impôt sur la prime de remboursement, soit net 9 fr. 52 ;

3° La somme représentant l'intérêt à 5 0/0, impôt éduit, des obligations anciennes pour le mois de ai, soit net 2 fr. pour chaque obligation nominative et 1 fr. 92 pour chaque obligation au porteur.

SOUSCRIPTION NOUVELLE

Les souscriptions aux nouvelles obligations 4 0/0 vec jouissance du 1er juin 1895, seront également eçues au siège de la Compagnie du 10 au 20 juin t pourront être adressées par correspondance.

Le prix de 490 fr. sera payable intégralement près avis de répartition, s'il y a lieu, du 25 au 30 uin, sous peine d'intérêts moratoires à 5 0/0 l'an.

L'admission à la cote officielle des nouvelles bligations 4 0/0 sera demandée.

982

CREDIT FONCIER & AGRICOLE D'ALGERIE

Société Anonyme au capital de 30.000.000 de francs

L'Assemblée générale des Actionnaires a fixé à 12 fr. 50 (impôt à la charge des Actionnaires) le dividende de l'exercice 1894.

Un acompte de 5 fr. ayant été mis en distribution le 2 janvier dernier, le complément, soit 7 fr. nets, sera payé, à partir du 1er juillet :

A Paris, 8, place Vendôme ;
Au Crédit Foncier de France ;
A Alger, Bône, Constantine, Oran, Philippeville et Tunis.

983

SOCIETE DE CREDIT MOBILIER

Anonyme au Capital de 30 millions de francs

MM. les Actionnaires sont convoqués en Assemblée générale ordinaire, au siège social, 15, place Vendôme, à Paris, pour le jeudi 20 juin 1895, à 10 h. 1/2 du matin.

MM. les Actionnaires, propriétaires d'au moins vingt actions, qui désirent prendre part à cette Assemblée, doivent déposer leurs titres aux caisses de la Société de Crédit Mobilier, ou aux agences de la Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France, au plus tard le 15 juin courant.

Seront considérés comme dépôts faits en vue de l'Assemblée, les certificats délivrés par les Sociétés de Crédit et les officiers ministériels.

Le Conseil d'administration.

984

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER PORTUGAIS

DE LA BEIRA-ALTA

MM. les Obligataires de la Compagnie des Chemins de fer Portugais de la Beira-Alta sont prévenus qu'à partir du 30 juin 1895, il sera payé, sur le coupon n° 18, 1 fr. 50 comme deuxième acompte.

Le paiement s'effectuera sur présentation dudit coupon qui sera revêtu de l'estampille suivante : « Payé 1 fr. 50 ».

Suivant décision de la Chambre Syndicale des Agents de Change, à partir de la même date, 30 juin 1895, la mention inscrite actuellement sur la Cote officielle sera remplacée par la suivante :

« Ex-coupon n° 18 estampillé de 4 fr. »

L'estampillage et le paiement se feront :

A Paris, au Comptoir National d'Escompte, 14, rue Bergère ;

A Lisbonne, au siège de la Compagnie, 5, rua Capello ;

A Londres, chez MM. Morton Rose et Cie, Bartholomew Lane E. C.

Le Conseil d'administration.

985

BANQUE INTERNATIONALE DE PARIS

Société Anonyme. — Capital : 25.000.000 de francs

MM. les Actionnaires de la Banque Internationale de Paris sont informés qu'ils peuvent toucher, à partir du 1er juillet prochain, le solde du dividende de 30 fr. voté par l'Assemblée générale du 11 mai 1895 pour l'exercice 1894.

Ce solde, qui est de 17 fr. 50, sera payable contre remise du coupon n° 12 sous déduction des impôts résultant des lois de finances, soit à raison de :

Net 16,80 pour les actions nominatives ;
— 16,59 pour les actions au porteur, savoir :

A Paris, au siège social, 3 et 5, rue St-Georges.
Et au change du jour sur Paris :
A Londres, à The London Joint Stock Bank Limited, Lothbury Office ;
A Bruxelles et à Genève, aux succursales de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

986

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE

MADRID A SARAGOSSE & A ALICANTE

Le Conseil d'Administration a l'honneur d'informer :

1° MM. les porteurs d'obligations Saragosse, que le paiement du coupon n° 75, au 1er juillet 1895, aura lieu à partir dudit jour :

A Madrid (Pacifico 4) sous déduction de real 0.70 montant de l'impôt établi par la loi du 30 juin 1892 ;

A Paris, et aux endroits ci-après désignés, à raison de 7 fr. 50, sous déduction de 35 centimes pour droits perçus par le Trésor français ;

2° MM. les porteurs d'obligations Cordoue-Séville, que le paiement du coupon n° 74, au 1er juillet 1895, aura lieu à partir dudit jour :

A Madrid (Pacifico 4) sous déduction de real. 0.70 montant de l'impot établi par la loi du 30 juin 1892 ;

A Paris, et aux endroits ci-après désignés, à raison de 7 fr. 50, sous déduction de 20 centimes pour droits perçus par le Trésor français.

Ces paiements seront effectués :

A Paris, chez MM. de Rothschild frères, rue Laffitte, 23 ;
A Lyon, chez MM. Cambefort, F. et C. Saint-Olive ; chez MM. Ve Morin-Pons et Cie ;
A Bordeaux, chez MM. Piganeau et fils ;
A Londres, chez MM. N. M. Rothschild et fils ;
A Bruxelles, chez M. L. Lambert ;
A Genève, chez MM. Bonna et Cie.

987

SOCIÉTÉ DES ACIÉRIES
FORGES ET ATELIERS DE MACHINES

DE BRIANSK

La Banque Russe pour le Commerce Étranger, 31, rue du Quatre-Septembre, à Paris, est chargée par la Société des Aciéries, Forges et Ateliers de Machines de Briansk, de payer, à partir du 10 juin courant, le coupon de dividende de l'année 1894 : 22 roubles 50 cop. au cours du jour sans déduction d'impôt.

988

ROYAUME DE SERBIE

Emprunts Or 5 0/0 de 1890

MM. E. HOSKIER et Cie, banquiers à Paris, 39, boulevard Haussmann, ont l'honneur d'informer les porteurs d'obligations de l'Emprunt Serbe 5 0/0 de 1890 qu'ils paieront, à partir du 1er juillet prochain, le coupon trimestriel d'intérêt échéant à cette date sur ledit Emprunt.

989

UNION ET PHENIX ESPAGNOL

COMPAGNIE D'ASSURANCES RÉUNIES

Le Conseil d'Administration a l'honneur d'informer MM. les Actionnaires que, par décision de l'Assemblée générale du 5 juin 1895, le dividende de l'exercice 1894 a été fixé à 30 fr. par action, nets d'impôts, sur lesquels 15 fr. ont été payés le 1er janvier dernier.

En conséquence, il sera payé, à partir du 1er juillet prochain, 15 fr. par action contre remise du coupon n° 31 ;

A Paris, à la Société Générale de Crédit Mobilier Espagnol, 69, rue de la Victoire.

990

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

19, rue des Capucines, Paris

CAPITAL : **170.500.000** FRANCS

Comptes courants avec chèques ; Encaissement des coupons ; Dépôts de titres ; Ordres de Bourse ; Prêts sur dépôts de titres ; Prêts hypothécaires à long terme avec amortissement ; Prêts hypothécaires à court terme et sans amortissement ; Prêts communaux.

991

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

	Situation au 30 avril 1895	Situation au 31 mai 1895
Actif		
Espèces au siège social .	6.175.927 66	5.638.664 45
— à la Banq. de France	3 795.829 16	373.710 33
Fonds disponib. dans les banques France.	4.089.150 »	1.672.136 88
Fonds disponib. dans les banques Etrang.		3.579.526 32
Coupons à encaisser......	1 210.960 74	797.939 18
Agents de change........	»	» »
Effets à recevoir. France .	48.652.076 89	58.833.297 17
— Etranger	1.358.713 53	2.876.805 98
Reports..................	19.740.311 95	17.145.551 25
Rentes, Actions et Oblig.	3.169.627 18	3.291.057 88
Avances sur Titres.......	11.021.182 31	8.831.441 82
— Garanties...		2.192.960 52
Comptes Courants........	27.326.225 81	24.431.890 40
Crédits d'acceptations gar.	8.796.595 50	7.847.090 95
Frais génér. sem. écoulé.	»	» »
— — en cours	567 833 66	667.454 30
Immeuble social	3.213.543 96	3.213.543 96
Versement non appelé....	45.000.000 »	45.000.000 »
Total de l'actif...	184.120.978 05	186.393.071 39
Passif		
Capital..................	60.000.000 »	60.000.000 »
Fonds de réserve statutaire	6.000.000 »	6.000.000 »
Fonds de réserve extraordinaire.	1.000.000 »	1.000.000 »
Comptes de dépôts, à vue.	13.3 1.085 67	43.862.487 76
— à préavis	10.537.9 9 60	14.734.716 23
Comptes courants, France	46.830.620 44	47.383.842 52
— Etranger	4.420 347 41	3.315.960 95
Agents de change........	890.879 50	379 072 60
Acceptations à payer sur garant.	8.802.919 75	7.847.090 95
Acceptations à payer sur provis.		12.303 30
Divers..................	16 579 92	» »
Réescompte du portef....	162.858 25	162.858 25
Intérêts et dividendes :		
Antér. restant à payer..	416 47	32.357 »
Acomte de l'exercice 1894	840.000 »	96.383 »
Profits et pertes Solde du sem. écoulé.....	92.470 90	92.470 90
Profits et pertes Sem. en cours	1.183.599 61	1.473.527 93
Total du passif...	184.120.978 05	186.393.071 39
Effets à échoir en portefeuille.................	50.010.790 42	61.710.103 15
Effets en circulation avec l'endossement de la Société.................	11.142.400 »	6.899.000 »
	61 153.190 42	68.609.103 15

Certifié conforme aux écritures,

Le Directeur : DESVAUX.

932

BANQUE DE L'INDO-CHINE

Bilan au 31 janvier 1895

Actif	
Versements non appelés..................	9.000.000 »
Caisse (Paris et succursales)...............	10.693.511 26
Portefeuille (Paris et succ.)................	13.875.240 43
Avances sur nantissements................	9.344.971 45
Correspond divers (Paris et succursales).	3.016 931 63
Frais généraux (Paris et succursales)....	79.610 58
Frais d'installation et frais de fabrication de billets au porteur..................	396.707 57
Mobiliers................................	155.453 90
Immeubles...............................	885.049 20
Fr.	47.447.476 02

Passif	
Capital social............................	12.000.000 »
Fonds de réserve statutaire..............	430.000 »
Fonds de prévoyance statutaire..........	449.476 24
Fonds de secours	100.000 »
Fonds de réserve supplémentaire.........	600.000 »
Amortissement des frais d'installation et de fabrication des billets au porteur...	396.707 57
Amortissement du mobilier...............	155.453 90
Réserve immobilière	300.000 »
Billets au porteur en circulation.........	22.099.568 45
Comptes de dépôts........................	5.192.985 70
Effets à payer..........................	101.665 21
Correspondants divers (Paris et succurs.).	5.153.662 62
Intérêts et commissions du semestre.....	154.612 46
Dividendes à payer......................	9.177 60
Profits et Pertes	
Solde du 1er semestre 1894...............	2.062 30
— du 2e semestre 1894..................	302.103 94
Fr.	47.447.476 02

Le Directeur : S. SIMON.

993

COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE

SIÈGE SOCIAL :
6, Rue Auber, 6
PARIS

SERVICE POSTAL FRANÇAIS

BUREAU DES PASSAGES :
12, Bd des Capucines
(GRAND-HÔTEL)

Ligne Directe du Havre à New-York

TRAVERSÉE RAPIDE EN 7 JOURS ET DEMI
PAR LES PAQUEBOTS A GRANDE VITESSE

		Tonnes	et Chevaux
LA TOURAINE......	de	8.700	12.000
LA CHAMPAGNE....	de	7.200	8.000
LA BRETAGNE......	de	7.200	8.000
LA BOURGOGNE.....	de	7.200	8.000
LA GASCOGNE......	de	7.200	8.000
LA NORMANDIE	de	6.300	7.000

Départs du Havre et de New-York tous les samedis

Un train spécial est mis, chaque semaine, à la disposition des passagers allant de Paris à New-York et les conduit directement (avec un seul arrêt à Rouen), eux et leurs bagages, au bassin de l'Eure, à l'embarcadère des paquebots.

Le prix du transport de Paris aux paquebots sont ceux du tarif des chemins de fer de l'Ouest.

Les passagers allant de New-York à Paris, trouveront, à leur arrivée au Havre, des trains spéciaux qui les conduiront, eux et leurs bagages, du quai de débarquement à Paris, gare Saint-Lazare.

Adresser les demandes au **Service Commercial, 6, rue Auber, PARIS.**

SERVICES POSTAUX DE LA MÉDITERRANÉE

Traversées rapides de Marseille à Alger en 24 à 26 heures, par les paquebots **Eugène-Pereire, Duc-de-Bragance, Maréchal-Bugeaud, Ville-d'Alger** et **Général-Chanzy.**

Départs les lundis, mercredis et samedis de Marseille à midi 30, et d'Alger leo mardis, jeudis et samedis à midi.

De Marseille à Tunis, rapide, les lundis, mercredis et vendredis, à 4 heures du soir.

De Marseille à Oran, rapide, les samedis, à 4 heures du soir.

Départs quotidiens de Marseille pour l'Algérie, la Tunisie, l'Italie, la Corse, Malte, l'Espagne, le Maroc et Tripoli.

Billets circulaires au départ de France, Angleterre, Espagne, Maroc, Algérie, Tunisie, Malte, Sicile, Italie, etc.

Envoi *franco* des livrets, avec cartes et conditions des voyages, à toute personne qui en fait la demande au Service Commercial, 6, rue Auber, Paris.

998

CHEMIN DE FER D'ORLEANS

27, 28, 29, 30 Juin 1895, Excursion de Quatre jours de Paris (gare d'Orléans) en Touraine par trains rapides et à prix réduits. Visite des Châteaux des bords de la Loire : Blois, Chambord, Amboise, Tours, Loches, Chenonceaux, Valençay. Départ de Paris le Jeudi matin 27 Juin. Retour à Paris, le 30 Juin au soir. D'accord avec la Société des Voyages Economiques, la Compagnie fera émettre, jusqu'au 24 Juin inclus, des Billets d'excursion comprenant : 1° Le transport en chemin de fer ; 2° Les chambres, service et repas (vin compris) ; 3° Le transport en omnibus et en voitures ; 4° Les entrées et visites des monuments ; 5° Les soins des guides conducteurs de l'Excursion. (Par les soins et sous la responsabilité de la Société des Voyages Economiques.) Prix de l'Excursion complète : 1re cl., 110 fr.; 2e cl., 100 fr. Le nombre des places est limité. Les souscriptions seront reçues exclusivement dans les bureaux de l'Agence des Voyages Economiques, 17, rue du Faubourg-Montmartre et 10, rue Auber, à Paris. On peut se procurer des renseignements et des prospectus détaillés : A la gare d'Orléans (quai d'Austerlitz) ; 8, rue de Londres ; 7, rue Paul-Lelong ; 5, rue Gaillon ; 6, place St-Sulpice ; 7, place de la Madeleine ; 21 bis, rue de Paradis ; 34, boulevard de Sébastopol ; 63, rue des Archives ; 326, rue St-Martin ; 21, rue du Faubourg-St-Antoine ; 33, quai Valmy ; 21, rue du Bouloi.

995

CHEMIN DE FER D'ORLEANS

Voyage d'excursion aux plages de la Bretagne. — Jusqu'au 31 octobre, il sera délivré des billets de Voyage d'excursion aux Plages de Bretagne, à prix réduits, et comportant le parcours ci-après :

Le Croisic, Guérande, St Nazaire, Savenay, Questembert, Ploërmel, Vannes, Auray, Pontivy, Quiberon, Lorient, Quimperlé, Rosporden, Concarneau, Quimper, Douarnenez, Pont-l'Abbé, Châteaulin.

Durée : 30 jours. — Prix des billets (aller et retour) : 1re cl., 45 fr.; 2e cl., 36 fr.

AVIS. — Ces billets comportent la faculté d'arrêt à tous les points du parcours, tant à l'aller qu'au retour. Le voyage peut être commencé à l'un quelconque des points du parcours.

La durée de validité peut être prolongée d'une, deux ou trois périodes de dix jours, moyennant paiement, avant l'expiration de la durée primitive ou prolongée, d'un supplément de 10 0/0 du prix des billets.

Il est délivré des billets complémentaires du Voyage d'excursion aux plages de Bretage, réduits de 40 0/0 sous condition d'un parçours minimum de 150 kilomètres.

Ces billets sont délivrés de toute station du réseau d'Orléans et séparément : le premier pour aller rejoindre le voyage d'excursion ; le second, s'il y a lieu, pour quitter le voyage d'excursion et permettant de se rendre à un point quelconque du réseau d'Orléans.

996

BIBLIOGRAPHIE

Dans la 528e livraison de la Grande Encyclopédie parue cette semaine nous remarquons une fort intéressante biographie de Ferdinand de Lesseps, par M. Léon Sagnet, une étude littéraire très fouillée sur Lessing, par M. A. Bossert, une série de savantes monographies historiques, de M. A. Giry, relatives aux lettres royaux, lettres de cachet et autres actes de chancellerie souveraines, et un curieux article de physiologie sur les Leucomaïnes, par le Dr P. Langlois.

Prix de chaque livraison : 1 fr. — Une feuille-spécimen est envoyée gratuitement sur demande.

H. Lamirault et Cie, 61, rue de Rennes, Paris.

997

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

N° 180. — 7e volume. (25) || BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS || Samedi 22 Juin 1895.

DANEMARK

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels.

Superficie du royaume	38.340	kil. carrés
Population totale (1er février 1880)	1.996.039	habitants
— (1er février 1890)	2.172.380	—
— par kilomètre carré en 1880	51	—
— — en 1890	57	—
Armée. Pied de paix	800	officiers
— —	13.669	soldats
— Pied de guerre	1.159	officiers
— —	62.919	soldats
Chemins de fer (Réseau total)	2.231	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	58	—
— par million d'habitants	1.026	—
Télégraphes. Long. des lignes	4.683	—
— — des fils	13.201	—
— — par mill. d'hab.	6.076	—
Dépêches transmises en 1893	1.804.820	dépêches

BUDGET DE 1892-1893 (*en francs*)

Dette publique du royaume	255.121.538	francs
— Moyenne par habitant	117	—
Dépenses militaires	22.928.488	—
— de la marine	11.251.124	—
Total pour la guerre et la marine	34.179.912	—
— Moyenne par habitant	15 73	
Dépenses totales du budget	87.837.000	francs
— Moyenne par habitant	40 43	

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1882	351	261	1886	294	224	1890	426	324
1883	401	277	1887	348	254	1891	465	346
1884	38.	247	1888	381	259	1892	451	350
1885	346	221	1889	422	290	1893	451	350

ESPAGNE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie	504.517	kil. carrés
Population — (31 déc. 1884)	17.032.439	habitants
— — (31 déc. 1887)	17.560.352	—
— par kil. carré en 1884	33	—
— — en 1887	35	—
Armée. Pied de paix (environ)	80.000	off. et sold.
— Pied de guerre (environ)	176.000	—
Chemins de fer (Réseau total)	11.435	kilomètres
— par 1.000 kilom. carrés	22	—
— par million d'habitants	651	—
Télégraphes. Long. des lignes	39.362	—
— — des fils	95.811	—
— par million d'habitants	5.455	—
Dépêches transmises en 1892	4.896.735	dépêches

BUDGET DE 1893-94 (*En pesetas = 1 franc*)

Dette publique du royaume	5.962.043.090	Pesetas
— Moyenne par habitant	339	—
Dépenses militaires	133.372.215	—
— de la marine	22.503.410	—
Total pour la guerre et la marine	155.875.625	—
Moyenne par habitant	8.8	—
Dépenses totales du budget	736.561.837	—
— Moyenne par habitant	41.9	—

COMMERCE EXTÉRIEUR (*En millions de francs*) y compris les métaux précieux

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1884	779.6	619.2	1888	716.1	763.1	1892	751.7	663.0
1885	764.8	698.2	1889	866.3	896.9	1893	674.9	609.9
1886	855.2	727.4	1890	941.1	937.8	1894	743.6	600.5
1887	811.2	722.2	1891	1018.8	932.2	1895 (4 mois)	248.0	182.4

FRANCE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie de la République	528.876	kil. carrés
Population continentale en 1891	38.343.192	habitants
— — en 1886	38.218.903	—
— par kil. carré en 1891	72	—
— — en 1886	7?	—
Armée. Pied de paix	28.339	officiers
— — sous-offs et hommes	532.631	
Total de l'effectif de paix	560.970	
Chevaux	141.059	
Effectif probable de guerre	4.372.000	off. et sold.
Chemins de fer. Rés. total 1er janv. 1894	39.357	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	74	—
— par million d'habitants	1026	—
Télégraphes. Long. des lignes (1891)	103.781	—
— — des fils (1891)	329.158	—
— — par million d'habit.	8.662	—
Nombre total des dépêches en 1892	45.328.888	dépêches

BUDGET DE 1894 (*en francs*)

Dette publique : 3 % perpétuel	15.204.231.400	francs
— 3 % amortissable	3.986.320.000	—
— 3 ½ % 1894	6.788.481.800	—
Total de la dette consolidée	25.979.033.200	francs
Moyenne par habitant	677	—
Dépenses du ministère de la guerre	633.653.091	—
— — de la marine	266.861.528	—
Total de la guerre et de la marine	900.514.619	francs
Moyenne par habitant	23.4	—
Total des dépenses budgétaires	3.368.902.004	—
Moyenne par habitant	87.8	—

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1884	4.343	3.232	1888	4.107	3.247	1892	4.188	3.460
1885	4.088	3.088	1889	4.317	3.704	1893	3.853	3.236
1886	4.208	3.248	1890	4.437	3.753	1894	4.119	3.275
1887	4.026	3.246	1891	4.768	3.570	1895 (5 mois)	1.528	1.360

GRÈCE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume	65.119	kil. carrés
Population totale (en 1879)	1.979.561	—
— (en 1889)	2.187.208	habitants
— par kil. carré en 1879	30	—
— — en 1889	34	—
Armée. Pied de paix	1.880	officiers
— —	22.997	soldats
— —	2.490	chevaux
— Pied de guerre	66.250	hommes
Chemins de fer (Réseau total)	915	kilomètres
— par 1.000 kilom. carrés	14	—
— par million d'habitants	421	—
Télégraphes. Long. des lignes	7.651	—
— — des fils	9.062	—
— — — par mill. d'hab.	4.144	—
Dépêches transmises en 1892	1.175.891	dépêches

BUDGET DE 1894 (*en francs*)

Dette publ. du royaume payable en or	569.220.353	francs
— — — en papier	161.758.822	—
Total de la Dette publique	730.979.175	francs
Moyenne par habitant	334	—
Dépenses militaires	14.420.432	—
de la marine	5.292.209	—
Total pour la guerre et la marine	19.712.641	—
Moyenne par habitant	9 01	
Dépenses totales du budget	86.370.249	francs
Moyenne par habitant	39 48	

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883	136	92	1888	109	95	1892	119	82
1885 (1)	»	»	1889	132	107	1893	91	88
1886 (1)	49	44	1890	120	95	1894	109	74
1887	131	102	1891	140	107	1895 (3 mois)	18.6	14.8

(1) Les statistiques sont muettes au sujet du commerce de la Grèce en 1884 et 1885. Les chiffres donnés pour 1886 ne comprennent que la période du 1er septembre au 31 décembre.

HOLLANDE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume	33.000	kil. carrés
Population continentale (31 déc. 1889)	4.511.415	habitants
— (31 déc. 1893)	4.732.911	—
— par kil. carré en 1889	137	—
— — en 1893	143	—
Armée. Pied de paix	2.035	officiers
— —	19.370	s-off. et sold.
— Pied de guerre **Total** général	184.361	off. et sold.
Chemins de fer (en 1893). Rés. total	2.661	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	80	—
— par million d'hab.	569	—
Télégraphes. Long. des lignes	5.539	—
— — des fils	19.878	—
— — par million d'hab.	4.198	—
Nombre total des dépêches en 1893	4.429.771	dépêches

BUDGET DE 1894 (*en francs*)

Dette publique en 1894	2.292.637.515	francs
Moyenne par habitant	484	—
Dépenses du ministère de la guerre	46.785.316	—
— — de la marine	32.804.383	—
Total de la guerre et de la marine	79.589.699	—
Moyenne par habitant	16.81	—
Total des dépenses budgétaires	285.776.085	—
Moyenne par habitant	60.38	—

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*) y compris les métaux précieux

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1882	2.083	1.580	1886	2.315	1.993	1890	2.729	2.283
1883	2.252	1.437	1887	2.387	2.082	1891	2.847	2.395
1884	2.369	1.766	1888	2.671	2.341	1892	2.696	2.381
1885	2.292	1.871	1889	2.615	2.297	1893	2.958	2.344

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom.	RENTES A PAYER		RENTES FRANÇAISES	Dividende ou intérêt distribué en 1890	1891	1892	1893	1894	Cours de comp. comm. juillet 1891	1892	1893	1894	Cours de clôture des 5 dernières sem. 24 mai	31 mai	7 juin	14 juin	21 juin
Millions	Francs																
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	102 45	102 40	102 47	102 70	102 1[illegible]
3986	119.589.600		3 0/0 Amortissable	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	101 17	101 10	101 10	101 20	101 25
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894, ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	107 65	107 55	107 50	107 70	107 72
25978	813.313.406																
395 286	obl. de 500 f		Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	500 »	502 »	502 »	501 50	501 50
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3675 »	3630 »	3555 »	3590 »	3580 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	802 50	795 »	802 50	815 »	815 »
50.000	500	250	Banq. Transatlantique.	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	412 50	415 »	415 »	412 »	417 50
30.000	500	500	Compagnie Algérienne.	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	559 »	560 »	565 »	540 »	» »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	590 »	588 75	585 »	587 50	585 »
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	907 50	893 75	905 »	905 »	905 »
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	555 »	559 »	559 50	560 »	562 »
400.000	500	250	Crédit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	817 50	815 »	820 »	818 75	817 50
240.000	500	250	Société Générale, nom.	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	497 50	496 25	496 25	496 »	495 »
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	» »	» »	» »	300 »	»
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	557 50	547 50	548 75	555 »	567 50
50.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	415 »	422 »	424 »	424 »	426 »
40.000	500	500	Banque de l'Algérie	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	766 »	765 »	764 »	760 »	745 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	702 »	705 »	707 50	710 »	710 »
50.000	500	500	Est-Algérien	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	615 »	610 »	613 »	615 »	612 50
584.000	500	500	Est	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	962 »	961 »	960 »	960 »	955 »
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr.	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1465 »	1470 »	1470 »	1475 »	1478 75
250.000	500	500	Midi	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1315 »	1320 »	1329 »	1326 25	1328 75
525.000	400	400	Nord	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1830 »	1835 »	1845 »	1845 »	1840 »
600.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1570 »	1575 »	1575 »	1580 »	1580 »
300.000	500	500	Ouest	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1094 50	1092 »	1094 »	1091 50	1095 »
40.000	500	500	Sud de la France	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	286 »	271 »	276 50	288 »	267 50
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	575 »	575 »	580 »	582 50	584
336.000	500	500	Ce Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1095 »	1080 »	1077 50	1070 »	1077 50
80.000	250	250	Ce Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	372 50	360 »	361 25	358 75	345 »
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	630 »	620 »	605 »	615 »	613 »
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	65 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1085 »	1070 »	1080 »	1084 »	1081 »
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	568 »	566 50	566 »	573 »	577 50
50.000	500	500	Ce française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	312 50	288 75	285 »	275 »	272 »	265 »
600.000	500	500	Canal de Panama	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	9 75	9 25	9 25	9 »	9 »
222.398	500	500	Canal de Suez	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3250 »	3245 »	3235 »	3295 »	3265 »
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	[illegible]1 25	550 »	575 »	562 50	572 50
84.000	500	500	Télég. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	» »	96 »	100 »	96 25	98 75
50.000	500	500	Téléphones	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	290 »	290 »	285 »	298 75	298 75
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	200fl	200fl	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	585 »	595 »	598 75	600 »	601 25
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	726 »	726 25	726 »	728 75	730 »
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1150 »	1467 50	1485 »	1483 »	1487 »
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	460 »	460 »	461 »	461 25	463 75
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	66 25	66 »	67 »	65 »	66 »
48.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	164 »	160 »	» »	150 »	145 »
60.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	180 »	175 25	171 »	167 50	165 »
550.000	500	500	Autrichiens-Hongrois	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	910 »	906 25	935 »	936 25	936 25
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	230 »	242 50	240 »	241 25	240 »
420.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 »	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	637 50	638 75	645 »	643 75	647 50
350.000	500	500	Nord de l'Espagne	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	96 25	95 »	83 75	86 25	88 75
70.000	500	500	Portugais	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	» »	44 »	» »	» »	» »
356.000	500	500	Saragosse (Madrid à)	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	150 »	146 25	142 50	136 25	137 50
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'amt		FONDS D'ÉTATS ÉTRANGERS														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	106 35	105 60	106 10	106 20	106 30
			Autriche 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	102 90	103 20	103 »	103 10	102 75
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	79 60	78 25	78 75	77 55	79 »
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	75 40	71 75	74 25	74 05	75 65
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	103 90	104 10	104 40	104 »	104 20
3.047.912	1941		— (Unifiée)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	104 20	104 10	104 45	104 60	104 25
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2)	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	93 »	96 »	101 60	102 67	102 70	102 20	102 60	102 65
	1936		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	72 25	72 20	69 30	67 25	68 30
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	475 »	472 »	452 50	427 50	413 75
341.000	1921		— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	432 »	430 »	411 »	380 »	395 »
240.000	1962		Hellénique 5 0/0 1881	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	170 »	175 »	» »	172 »	176 »
270.000			— 4 0/0 1887	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	» »	191 »	» »	» »	188 »
592.000.000fl			Hongrie 4 0/0 or	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	104 30	104 40	104 50	104 75	104 60
442.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	89 65	89 65	89 10	89 12	90 »
	1926		Portugal 3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	25 70	25 50	25 80	26 15	25 82
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	397 50	458 75	460 »	460 »	461 25	465 »
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	103 »	101 30	102 50	102 »	103 »
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	99 90	99 90	100 05	100 75	101 70
150.000.000r	1966		Russie 4 0/0 1880	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	101 »	101 20	101 05	100 75	100 95
1941.992.[illegible]	1970		— 4 0/0 Consolidé	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	102 35	102 75	102 50	102 45	102 55
500.000.000	1974		— 3 0/0 1891 or	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	93 10	93 40	92 60	93 20	93 70
100.000.000r	1976		— 3 1/2 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	98 25	98 50	97 75	98 15	98 05
52.870	1919		Serbie 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	79 50	71 50	67 50	68 50	68 »	66 »	68 40
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	26 15	25 77	25 70	25 95	26 15
227.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	478 75	477 50	478 75	477 »	476 »
391.362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0.	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	491 25	497 »	497 50	495 »	495 »
295 454			Douanes Ottom. 5 0/0.	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	512 50	513 75	517 »	515 »	515 »
40 000.000	1958		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	484 »	482 50	485 »	486 25	487 »

GOUVERNEMENT IMPÉRIAL DE RUSSIE

Emprunt 4 0/0 or 1894 (6e émission)

Le coupon trimestriel au 1er juillet 1895 sera payé, à partir de cette date, à la caisse de la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, à Paris.

A partir de la même date et à la même caisse, les obligations sorties au tirage seront remboursées à raison de Fr. : 500, 2.500, 12.500, nets d'impôts, suivant les coupures.

999

GOUVERNEMENT IMPÉRIAL OTTOMAN

Emprunt 4 0/0 1894

L'intérêt semestriel au 1er juillet 1895 sera payé, à partir dudit jour, à raison de :

Fr. 10 », contre remise du coupon nº 3, aux caisses de la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, et de la Banque Internationale de Paris, 3 et 5, rue Saint-Georges, à Paris.

A partir de la même date et aux mêmes caisses, les 146 obligations sorties au tirage fait le 1er juin 1895 et dont les numéros ont été publiés dans le *Journal Officiel* du 8 juin, seront remboursés à raison de 500 francs.

1000

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS

Société Anonyme — Capital : 62 1/2 millions de fr.

L'Assemblée générale du 9 mai dernier a fixé le montant du dividende pour l'exercice 1894 à 35 fr. par action, sur lesquels un acompte de 20 fr. a été payé le 1er janvier dernier, et a décidé que le solde, soit 15 fr., serait payé à partir du 1er juillet 1895, en :

Fr. 14 40 par action nominative (impôt sur le revenu déduit).

» 13 90 par action au porteur, contre remise du coupon nº 46 (impôt sur le revenu et droits de transmission déduits) :

A Paris, au siège social, 3, rue d'Antin ;

Et au change du jour sur Paris :

A Bruxelles, à Amsterdam, à Genève : Aux succursales de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

1001

COMPAGNIE LYONNAISE DE TRAMWAYS

Société anonyme — Capital : 3 millions de fr.
Siège social :
232, Avenue des Ponts, Lyon (Monplaisir)
Siège administratif : 3, rue Lafayette, à Paris

Le Conseil d'administration a l'honneur d'informer les Actionnaires que le coupon nº 4, formant le solde du dividende de l'exercice 1894, sera payé à partir du 1er juillet 1895, à raison de 13 fr. 75, impôts déduits, pour les titres nominatifs ;

Au siège social, 232, avenue des Ponts, à Lyon (Monplaisir) ; au siège administratif, 3, rue Lafayette, à Paris, et aux caisses du Crédit Lyonnais.

1002

CHEMINS DE FER A VOIE ÉTROITE DE

ST-ÉTIENNE, FIRMINY, RIVE-DE-GIER ET EXTENSIONS

Société anonyme — Capital : 6 millions de francs
Siège social : 3, rue Lafayette, à Paris

Le Conseil d'administration a l'honneur d'informer les Actionnaires que le coupon nº 18, formant le solde du dividende de l'exercice 1894, sera payé à partir du 1er juillet 1895 à raison de 14 fr. 40, impôts déduits, pour les titres nominatifs, et de 13 fr. 70, impôts déduits, pour les titres au porteur :

A la caisse sociale, 3, rue Lafayette, à Paris ; à la caisse de l'Exploitation, à St-Etienne, place Bellevue, et au Crédit Lyonnais, à Paris et en province.

Le Conseil d'administration a décidé que, pour satisfaire aux réclamations d'un certain nombre d'Actionnaires et en vue d'éviter toute confusion avec une autre Compagnie actuellement en liquidation dont les titres portent une dénomination similaire, il sera délivré une nouvelle feuille de coupons en échange des coupons restant attachés aux actions, lesquels devront être présentés, en même temps que le coupon nº 18, à partir du 1er juillet prochain, aux caisses indiquées ci-dessus.

1003

SOCIÉTÉ DES

VOIES FERRÉES DU DAUPHINÉ

Société anonyme — Capital : 3 millions de francs
Siège social : 8, avenue de la Gare, à Grenoble
Siège administratif : 3, rue Lafayette, à Paris

Le Conseil d'administration a l'honneur d'informer les Actionnaires que le coupon nº 3, formant le solde du dividende de l'exercice 1894, sera mis en paiement à partir du 1er juillet 1895, à raison de 8 fr. 85, impôts déduits, pour les titres au porteur, et à raison de 9 fr. 60, impôts déduits, pour les titres nominatifs.

Le paiement sera effectué à Grenoble, Lyon et Paris, aux caisses du Crédit Lyonnais et dans toutes les Agences de cet Etablissement.

1004

GOUVERNEMENT IMPÉRIAL DE RUSSIE

La Banque Russe pour le Commerce Étranger, 31, rue du Quatre-Septembre, à Paris, est chargée, par Son Excellence M. le Ministre des Finances de Russie, de payer les coupons suivants :

Emprunt 4 0/0 Or 1894 (6e Émission)
coupon échéant le 1er juillet 1895, à raison de 5 fr.

Obligations 4 0/0 de la Grande Société des Chemins de fer Russes (Emission 1890) (Nicolas)
coupon échéant le 1/13 juillet 1895, à raison de £ 1 18/- (impôt déduit) au change du jour sur Londres, sans frais.

1005

ROYAUME DE SERBIE

Emprunts Or 5 0/0 de 1890

MM. E. HOSKIER et Cie, banquiers à Paris, 39, boulevard Haussmann, ont l'honneur d'informer les porteurs d'obligations de l'Emprunt Serbe 5 0/0 de 1890 qu'ils paieront, à partir du 1er juillet prochain, le coupon trimestriel d'intérêt échéant à cette date sur ledit Emprunt.

1006

COMPAGNIE FRANÇAISE DES

MINES D'AGUAS TEÑIDAS

L'Assemblée générale du 5 avril écoulé a fixé à 40 fr. par action le dividende de l'exercice 1894.

Un acompte de 25 fr. par action ayant été payé le 1er janvier dernier, le solde à recevoir pour l'exercice 1894 est de 15 fr., payable contre remise du coupon nº 9, à la Banque Internationale de Paris, 3, rue St-Georges, à dater du 1er juillet prochain.

Déduction faite des impôts établis par les lois de finance, qui sont de :

0 fr. 60 par action nominative ;
1 fr. 16 par action au porteur.
Le montant net du coupon s'élève à :
14 fr. 40 par action nominative ;
13 fr. 84 par action au porteur.

1007

CRÉDIT ALGÉRIEN

Société anonyme au capital de 8 millions de francs

MM. les Actionnaires sont convoqués en Assemblée générale ordinaire pour le jeudi 27 juin, à dix heures et demie du matin, 10, place Vendôme, Paris.

Ordre du jour :

Lecture du rapport du Conseil d'administration et de celui du Commissaire ;

Approbation des comptes de l'exercice 1894 ;

Nomination d'Administrateurs et du Commissaire annuel.

Pour faire partie de l'Assemblée, il faut être propriétaire de dix actions au moins et en avoir fait le dépôt le 21 juin au plus tard, 10, place Vendôme, à Paris, ou 6, rue Clauzel, à Alger.

Les récépissés de dépôt dans les Banques ou Sociétés de crédit sont admis comme représentant les titres.

1008

COMPAGNIE INTERNATIONALE DES

WAGONS-LITS

Et des Grands Express Européens
(Société Anonyme)

État comparatif des Recettes nettes des Voitures

	1894	1895
Du 1er janvier au 31 mai. Fr.	2.278.615	2.650.522
Du 1er au 10 juin..	136.450	176.054
Fr.	2.415.065	2.826.576
Différence en faveur de 1895.	411.511 fr.	

1009

GOUVERNEMENT IMPÉRIAL DE RUSSIE

Emprunts Or 3 0/0 1891 et 1894

Le coupon trimestriel au 1er juillet 1895 sera payé, à partir de cette date, à la caisse de la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, à Paris.

A partir de la même date et à la même caisse, les obligations sorties au tirage seront remboursées à raison de : Fr. 500, 2.500, 12.500 net d'impôts, suivant les coupures.

1011

COMPAGNIE FRANÇAISE DES MÉTAUX

Société anonyme au capital de 25 millions de fr.
Siège social : rue Volney, 10, Paris

Le coupon nº 7 des Obligations hypothécaires 4 0/0 sera payé, à partir du 1er juillet 1895, à raison de 9 fr. 60 pour les titres nominatifs et de 9 fr. 18 pour les titres au porteur, aux Caisses de la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial, 66, rue de la Victoire, et dans ses bureaux de quartier.

1011

GOUVERNEMENT ARGENTIN

Emprunt 5 0/0 1884

Conformément à la Loi Argentine promulguée le 22 décembre 1893, l'intérêt trimestriel au 1er juillet 1895 sera payé, à Paris, à partir dudit jour, à raison de :

Fr. 3 75, 18 75, 93 75, nets d'impôts, suivant les coupures, contre remise du coupon nº 45, à la caisse de la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin, à Paris.

1012

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES

OMNIBUS DE PARIS

A partir du 1er juillet 1895, il sera payé, au siège de la Compagnie, rue St-Honoré, 155, de dix heures à trois heures et demie, 15 fr. par action pour solde du dividende de l'exercice 1894, moins les impôts, soit net à recevoir :

13 fr. 36 par action au porteur ;
13 fr. 56 par action de jouissance au porteur ;
14 fr. 40 par action nominative et de jouissance nominative.

L'intérêt semestriel des obligations echéant le 1er juillet 1895, sera payé dans les mêmes bureaux, à raison de :

9 fr. 60 par obligation nominative ;
9 fr. 08 par obligation au porteur.

Les actions de jouissance au porteur n'ayant plus de coupons adhérents, MM. les porteurs de ces titres sont invités à les déposer, à partir du 2 juillet 1895, au siège de la Société, pour recevoir en échange de nouvelles actions munies de coupons.

1013

CHEMINS DE FER DE L'EST-ALGÉRIEN

Obligations. — Coupon nº 34
Obligations nominatives.....Fr. 7 20
Obligations au porteur......... 6 77
(Impots déduits)

Payables le 15 juillet 1895 :

A Paris, à la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial, 66, rue de la Victoire ;

En Algérie, chez les correspondants habituels de la Compagnie.

1014

COMPAGNIE FRANÇAISE DES

VOIES FERRÉES ÉCONOMIQUES

Société Anonyme — Capital : 5 millions de francs
Siège social : 3, rue Lafayette, Paris

MM. les Actionnaires sont informés que le solde du dividende de l'exercice 1894, soit 20 fr. par action, sera payé, conformément aux décisions de l'Assemblée générale, à partir du 1er juillet 1895, à raison de :

19 fr. 15 par action nominative,
18 fr. 40 par action au porteur,
(impôts déduits)

contre remise du coupon n° 8.

Le dividende de 50 fr. 60 revenant aux parts de fondateur pour le même exercice, sera payé à la même époque, à raison de 48 fr. 40, impôts déduits, contre remise du coupon n° 2.

Ces paiements seront effectués :

Au Crédit Lyonnais, à Paris, et dans ses succursales en province et à l'étranger.

1015

COMPAGNIE DE RIO-TINTO

SOCIÉTÉ ANGLAISE (LIMITED)

CONVERSION

Jusqu'au 27 juin 1895

En Obligations 4 0/0 1re hypothèque (suivant la loi anglaise)

ou REMBOURSEMENT

à partir du 19 juillet 1895, au pair, avec intérêts courus audit jour,

Des obligations 5 0/0 1re, 2e, 3e hypothèques

Les porteurs peuvent convertir leurs obligations 5 0/0 en obligations 4 0/0 1re hypothèque sur la totalité des propriétés de la Compagnie (quai de Huelva, mines et chemin de fer de Rio-Tinto). Ils recevront une soulte de **10** francs par titre ; l'obligation nouvelle ressortira ainsi à **490** fr.

La Compagnie s'engage à faire enregistrer l'acte hypothécaire en Espagne à la demande des représentants des obligataires 4 0/0 qui sont :

ALFRED-CHARLES DE ROTHSCHILD Esq.
de la Maison N.-M. ROTHSCHILD & SONS
et HUGH M. MATHESON Esq.

CONVERSION ET REMBOURSEMENT
à la ***SOCIÉTÉ GÉNÉRALE,***
ses Bureaux de Quartier, Agences de Province et Correspondants.

1016

BANQUE DE L'INDO-CHINE

Bilan au 28 février 1895

Actif

Versements non appelés	9.000.000 »
Caisse (Paris et succursales)	9.248.054 52
Portefeuille (Paris et succ.)	13.373.724 37
Avances sur nantissements	9.958.780 33
Correspond divers (Paris et succursales)	3.447 579 08
Frais généraux (Paris et succursales)	135.845 23
Frais d'installation et frais de fabrication de billets au porteur	396.707 57
Mobiliers	155.453 90
Immeubles	885.049 20
Fr.	46.611.204 20

Passif

Capital social	12.000.000 »
Fonds de réserve statutaire	139.000 »
Fonds de prévoyance statutaire	419.476 24
Fonds de secours	100.000 »
Fonds de réserve supplémentaire	600.000 »
Amortissement des frais d'installation et de fabrication des billets au porteur	396.707 57
Amortissement du mobilier	155.453 90
Réserve immobilière	300.000 »
Billets au porteur en circulation	21.23[illegible] 749 85
Comptes de dépôts	4.658.147 63
Effets à payer	19[illegible] 70
Correspondants divers (Paris et succurs.)	5.[illegible]13.[illegible]67 27
Intérêts et commissions du semestre	169.551 80
Dividendes à payer	6.489 60
Profits et Pertes :	
Solde du 1er semestre 1894	2.062 30
— du 2e semestre 1894	302.103 94
Fr.	46.611.204 20

Le Directeur : S. SIMON.

1017

BANQUE IMPÉRIALE OTTOMANE

Bilan au 30 avril 1895

ACTIF

	Fr. c.
Actions. — Versements non appelés	125.000.000 »
Caisse :	
A Constantinople	28.579.575 95
Dans les succursales	11.341.658 85
Fonds d'Etats Anglais, Français, Allemands	37.060.366 80
Autres valeurs acquises	80.528.992 75
Effets en portefeuille	41.970.490 90
Comptes courants du Trésor Impérial	37.670.174 80
Comptes courants divers	130.938.806 35
Avances sur valeurs publiques et marchandises	146.138.172 50
Immeubles et mobilier	2.875.723 40
Divers	2.922.822 50
Fr.	645.026.784 80

PASSIF

Capital	250.000.000 »
Billets de Banque	25.520.500 »
Effets à payer	76.791.146 35
Comptes courants divers	182.465.059 80
Comptes courants spéciaux	45.265.256 60
Réserve statutaire	12.006.398 60
Dépôts à échéances fixes	34.197.958 40
Dividendes à payer	316.708 90
Divers	18.463.756 15
Fr.	645.026.784 80

Certifié conforme aux écritures :

Le Directeur-adjoint, Gust. WÜLFING. *Le Directeur général a.i.* L. LA FUENTE.

1018

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Société anonyme. Cap. : 75.000.000 fr., entièrement versés

Situation au 31 mai 1895

ACTIF

Caisse et Banque	30.806.396 46
Portefeuille « Effets de Commerce »	197.019.072 82
Reports	44.358.326 06
Banques des Colonies françaises	7.975.756 05
Correspondants « Effets à l'Encaissement »	20.373.065 38
Comptes courants débiteurs	26.771.684 20
Rentes, Obligations et Valeurs diverses, y compris l'emploi des Réserves	20.321.157 96
Agences hors d'Europe	20.015.437 02
Avances garanties	48.713.168 23
Participations financières	2.885.170 75
Tirages à éch. des Agences hors d'Europe	12.521.188 06
Débiteurs par Acceptations	32.629.[illegible]72 31
Crédits par Acceptations garantis	40.400.058 02
Comptes d'Ordre et Divers	10.307.740 02
Immeubles	7.250.000 »
Fr.	522.337.293 34

PASSIF

Capital	75.000.000 »
Réserves	5.626.557 70
Comptes de chèques et compt. d'Escompte	204.330.321 06
Comptes courants créditeurs	79.375.048 59
Bons à échéance fixe	35.787 887 43
Coupons et Dividendes à payer	5.807.766 41
Banques des Colonies françaises	1.710.593 10
Effets remis à l'Encaissement	11.571.253 02
Acceptations pour compte des Agences hors d'Europe	8.351.748 35
Acceptations et Effets à payer pour compte de tiers	66.864.261 84
Comptes d'Ordre et Divers	5 561.699 46
Immeuble « Annuités à régler »	5.622.306 35
Augmentation du Capital « Versements effectués »	16.727.850 »
Fr.	522.337.293 34

CERTIFIÉ CONFORME :
Pour la Commission de Contrôle,
A. ALLAIN-LAUNAY.
Le Président du Conseil d'Administration,
DENORMANDIE. 1019

BANQUE DE L'ALGÉRIE

Actif	Bilans au 30 avril 1895	Bilans au 31 mai 1895
Numéraire en Caisse	35.080.035 73	34.421.306 20
Rentes sur l'Etat	11.866.010 »	11 866 010 »
Portefeuille	87.747.548 45	88.606.496 17
Effets du portefeuille en recette	1.861.303 10	1.012.326 86
Prêts sur titres	330.516 85	331.098 85
Correspondants	5.881.018 52	5.593 897 41
Liquidations (comptes amortis conformément à l'art. 35 des statuts)	6.420.792 56	6.420.098 14
Hôtels de la Banque	2.311.179 14	2.311.179 14
Domaine	8.410.318 99	8.410.318 99
Dépenses d'administrat.	» »	70.702 62
Succursales (leur compte avec la Banque)	97.837.822 53	96.095.718 72
Avances à l'Etat (chambres de commerce)	1.415 211 31	1.391.762 14
Divers	2.175.570 33	5.188.997 46
	261 637.327 51	261.719.913 »

Passif	30 avril 1895	31 mai 1895
Capital	20.000.000 »	20.000.000 »
Billets au porteur en circulation	74.742.055 »	76.984.965 »
Bordereaux à payer	22.119 »	67.347 15
Comptes courants	1.687.764 68	5.418.654 07
Trésoriers-payeurs, leur compte courant	2.770.000 »	2.080.000 »
Trésor public	38.923.751 72	38.078.751 72
Dividendes à payer	62.489 95	514.685 65
Agios et commissions	» »	429.694 11
Profits et pertes	751.179 44	24 193 98
Réescompte	418.101 16	418.101 16
Réserve statutaire	6.666.666 66	6.666.666 66
Réserve extraordinaire	1.129.013 18	1.229.013 18
Réserve immobilière	2.311.179 14	2.311.179 14
Banque de l'Algérie (son compte avec les succursales)	101.239.163 68	96.621.197 73
Banque de France	»	»
Divers	10.913 843 90	10.875.163 41
	261.637.327 51	261.719.913 »

Alger, le 31 mai 1895.

Le directeur de la Banque de l'Algérie,
Signé : F. NELSON-CHIÉRICO.

1021

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

SOCIÉTÉ ANONYME
Siège social : Paris, rue de la Victoire, 66
CAPITAL SOCIAL : **60** MILLIONS

Comptes de chèques	1 2 0 0
— à 7 jours de préavis	1 0 0
— à 6 mois	1 1/2 0 0

Ordres de Bourse. — Paiement de coupons. — Encaissement d'effets et de factures. — Escompte d'effets. — Envois de fonds province et étranger. — Avances sur titres.

1022

BIBLIOGRAPHIE

M. Ch. Vélain vient d'ajouter aux articles si appréciés qu'il publie dans la Grande Encyclopédie, une savante étude minéralogique sur la Lherzolite. On la trouvera dans la 529e livraison, publiée cette semaine, avec une importante contribution de M. Emile Haug sur le Lias, une étude juridique de M. Louis André sur la Libération conditionnelle et toute une série d'intéressantes notices sur les diverses conceptions du mot Liberté : en philosophie, par M. G. Fonsegrive ; en politique, par M. André Berthelot ; en mythologie, par M. Hild ; liberté de conscience et de culte, par M. E.-H. Vollet : liberté civile, par M. C. Cheuvreux ; liberté du commerce et de l'industrie, par M. Lyonnel Didierjean : liberté testamentaire, par M. Ch. Strauss ; liberté provisoire, par M. L. André ; libre-échange, par M. A.-M. Berthelot. Lire aussi la très curieuse biographie du fameux Libri-Carucci, par M. Léon Sagnet.

Prix de chaque livraison : 1 fr. — Une feuille-spécimen est envoyée gratuitement sur demande.

H. Lamirault et Cie, 61, rue de Rennes, Paris.

1023

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.

L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

Nº 181. — 7e volume. (26) || BUREAUX : 11, RUE MONSIGNY, PARIS || Samedi 29 Juin 1895.

ITALIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume	286.589	kil. carrés
Population (31 déc. 1890)	30.158.408	habitants
— (31 déc. 1893)	30.721.897	—
— — par kil. carré	107	—
Armée. Pied de paix	14.535	officiers
— —	267.847	soldats
— Pied de guerre	3.384.859	off. et sold.
Chemins de fer (Réseau total)	14.184	kilomètres.
— par 1.000 kil. carrés	49	—
— par million d'habitants	464	—
Télégraphes. Longueur des lignes	38.288	—
— — fils	148.348	—
Longueur des fils par million d'hab	4.828	—
Dépêches transmises en 1892-93	9.497.885	dépêches

BUDGET 1894-1895 (*en Lire = 1 fr.*)

Dette Consolidée au 31 décembre 1894	9.365	millions
Dettes diverses	3.535	—
Total de la Dette italienne	12.900	—
Moyenne de la dette par habitant	419	lire
Dépenses militaires totales	227	millions
— marine —	102	—
Total guerre et marine	339	—
Moyenne par habitant	10	lire 71
Dépenses totales du budget	1.784	millions
Moyenne par habitant	58	lire 08

COMMERCE EXTÉRIEUR (*En millions de francs*)
(y compris les métaux précieux)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1884..	1.324	1.096	1888..	1.241	967	1892.......	1 173	958
1885..	1.775	1 134	1889.	1.410	1.005	1893	1.190	964
1886..	1.509	1 076	1890..	1.372	963	1894.......	1.094	1.025
1887..	1.690	1.109	1891..	1 180	939	1895 (5 ms).	466	393

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du Grand-Duché	2.587	kil. carrés
Population au 1er décembre 1885	213.283	habitants
— au 1er — 1890	211.088	—
— par kilomètre carré en 1885	82	—
— — 1890	82	—
Chemins de fer. Réseau total au 31 déc. 1893.	435	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés	168	—
— par million d'habitants	2.060	—
Télégraphes. Longueur des lignes	600	—
— — fils	1.670	—
— — par million d'habit.	7.914	—
— Dépêches transmises en 1893	111.317	dépêches

BUDGET DE 1894 (*en francs*)

Dette publique du Grand-Duché	11.470.000	francs
Moyenne par habitant	54 fr. 33	
Dépenses budgétaires totales	8.436.812	francs
Moyenne par habitant	39 fr. 96	

COMMERCE EXTÉRIEUR

Le Grand-Duché fait partie de l'Union douanière Allemande

PORTUGAL

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume	92.575	kil. carrés
Population totale en 1878.	4.550.699	habitants
— en 1881	4 708 178	—
— par kil. carré en 1878..	49	—
— — en 1881....	51	—
Armée. Pied de paix	2.286	officiers
— —	31.886	soldats
— —	4.665	chevaux
— Pied de guerre	154.000	hommes
Chemins de fer. Réseau total en 1893..	2.340	kilomètres
— par 1.000 kilomètres carrés.	25	—
— par million d'habitants.	497	—
Télégraphes. Longueur des lignes..	6.418	—
— — des fils.	14.234	—
— — par million d'hab....	3 023	—
— Dépêches transmises	1.351 827	dépêches

BUDGET DE 1893-1894 (*en francs*)

Dette publique en 1894	3.741.950.626	francs
— Moyenne par habitant..	794	—
Dépenses militaires	28 692.473	—
Dépenses de la Marine	13.945.808	—
Total pour la Guerre et la Marine	42.638.281	—
Moyenne par habitant	9 fr. 05	
Dépenses totales du Budget	250.191.323	francs
Moyenne par habitant	53 fr. 13	

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883...	174.7	127.6	1887.....	209.4	118.7	1891.......	221.2	198.1
1884...	182.5	120.9	1888.....	215.6	131.0	1892.......	172.6	137.9
1885...	183.6	127.1	1889.....	235.2	13 .4	1893.......	215.6	165.2
1886...	208.8	146.1	1890.....	219.7	120.4	1894 (9 ms)..	154.2	98.9

ROUMANIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie du royaume	131.020	kil. carrés
Population. Evaluation actuelle	5.038.342	habitants
— par kilomètre carré	39	—
Armée. Pied de paix	2.960	officiers
— —	46.354	soldats
— —	10.000	chevaux
— Pied de guerre	152.000	hommes
Chemins de fer. Rés. total au 31 déc. 1893.	2.573	kilomètres
— par 1.000 kilomèt. carrés.	19	—
— par million d'habitants..	510	—
Télégraphes. Longueur des lignes	5.836	kilom.
— des fils	12.879	—
— par million d'habitants	2.556	—
Nombre de dépêches expédiées	1.653.451	dépêches

BUDGET DE 1894-1895 (*en francs*)

Dette publique du royaume au 1er avril 1895..	1.182.916.707	francs
— Moyenne par habitant...	234 fr. 58	
Dépenses militaires	41.354.072	—
Moyenne par habitant....	7 fr. 69	
Dépenses totales du budget	203.170.000	—
Moyenne par habitant...	37 fr. 79	

COMMERCE EXTÉRIEUR (*en millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1883...	359.9	220.6	1887.....	314.6	265.7	1891.......	436.6	274.6
1884...	294.9	184.1	1888.....	310.3	256.7	1892.......	380.7	285.3
1885...	268.5	247.9	1889.....	367.9	274.1	1893.......	430.4	370.6
1886...	296.4	255.5	1890.....	362.7	275.9	1894.......	»	»

RUSSIE

DOCUMENTS STATISTIQUES : Les chiffres ci-dessous sont rectifiés au fur et à mesure de la publication des documents officiels :

Superficie de la Russie d'Europe	4.889.062	kil. carrés
Population — — (1891)..	83.906.921	habitants
— moyenne par kil. carré	18	—
Superficie de la Pologne russe	127.319	kil. carrés
Population — — (1891)...	8.900.418	habitants
— moyenne par kil. carré	70	—
Armée. Pied de **paix**	30.574	officiers
— —	750.944	s.-of. et sold.
Total de l'effectif de **paix**	781.518	combattants
—	139.966	chevaux
Pied de **guerre** (non compris l'armée territoriale et les troupes cosaques de défense nationale comprenant plus de 5 millions d'hommes)	51.353	officiers
	2.359.720	s.-of. et sold.
Total de l'effectif de **guerre**	**2.411.073**	combattants
—	462.917	chevaux
Chemins de fer : Réseau total d'Europe.	31 364	kilomètres
— par 1.000 kil. carrés..	6.2	—
— par million d'habitants	320	—
Télégraphes : Longueur des lignes....	129.917	—
— Longueur des fils	301.240	—
— — par million d'hab.	3.018	—
Nombre total des dépêches en 1892	12.783.473	dépêches

BUDGET DE 1894 (*En francs*)

Dette publique de la Russie et de la Pologne Russe en 1895 :

Roubles-métal	1.882.872.438	r. métal
Roubles-crédit	2.711.627.539	r. papier
Total de la Dette publique en francs....	**14.318.058.599**	francs
Moyenne par habitant..	146	—
Dépenses du Ministère de la Guerre...	1.100.145.644	francs
— — Marine...	204.925.572	—
Total de la Guerre et Marine.	**1.305.07 .216**	—
Moyenne par habitant	13.34	
Dépenses totales du budget	4.334.406.104	francs
Moyenne par habitant	44 fr. 31	

COMMERCE EXTÉRIEUR (*En millions de francs*)

	Imp.	Exp.		Imp.	Exp.		Imp.	Exp.
1884..	2 147	2.359	1888..	1 404	3.113	1892.......	1.463	1.884
1885..	2 744	2.154	1889..	1.578	3 008	1893.	1 687	2.378
1886..	4.706	1.9 4	1890..	1.537	2.748	1894 (11 ms).	1.892	2 413
1887..	1.508	2.492	1891..	1.394	2.801	1895 (2 ms)..	202.9	284.8

TABLEAU DES PRINCIPALES VALEURS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES NÉGOCIÉES A LA BOURSE DE PARIS

Capital nom	Rentes à payer		RENTES FRANÇAISES	Dividende ou intérêt distribué en					Cours de comp. comm. juillet				Cours de clôture des 5 dernières sem.				
				1890	1891	1892	1893	1894	1891	1892	1893	1894	31 mai	7 juin	14 juin	21 juin	28 juin
Millions	France																
15204	456.126.943		3 0/0 Perpétuel	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 15	98 55	97 50	100 45	102 40	102 47	102 70	102 12	101 70
3986	119 589 600		3 0/0 Amortissable.....	3 »	3 »	3 »	3 »	3 »	95 30	98 80	97 30	99 70	101 10	101 10	101 2;	101 25	101 12
6788	237.596.863		3 1/2 0/0 1894. ancien 4 1/2	4 50	4 50	4 50	4 50	3 50	105 35	105 65	106 35	107 15	107 55	107 50	107 70	107 72	107 55
25978	813 313 406																
395.286 obl. de 500 f			Tunis 3 0/0 1892 gar. France	» »	» »	» »	15 »	15 »	» »	» »	481 15	492 50	502 »	502 »	501 50	501 50	503 »
Nombre des titres	Val. nom.	Somm. vers.	SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FRANÇAISES (ACTIONS)														
182.500	1000	1000	Banque de France, nom.	161 »	165 »	135 »	129 »	117 70	4410 »	4230 »	3900 »	3930 »	3630 »	3555 »	3590 »	3580 »	3575 »
125.000	500	500	B. de Paris et Pays-Bas	40 »	45 »	30 »	30 »	20 » (a)	805 »	655 »	630 »	650 »	795 »	802 50	815 »	815 »	8.5 »
50.000	500	250	Banq. Transatlantique.	15 »	15 »	12 50	12 50	6 25 (a)	425 »	417 50	391 25	380 »	415 »	415 »	412 »	417 50	420 »
30.000	500	500	Compagnie Algérienne.	27 50	27 50	27 50	27 50	12 50 (a)	440 »	492 50	471 25	475 »	560 »	565 »	540 »	» »	53» »
150.000	500	500	Compt. Nat. d'Esc., nom.	4 »	10 »	12 50	25 »	» »	577 50	507 50	483 75	506 25	588 75	585 »	587 50	585 »	585 »
341.000	500	500	Cr. Fonc. de France, —	63 »	60 »	50 »	45 »	25 » (a)	1270 »	1125 »	982 50	950 »	833 75	905 »	905 »	905 »	897 50
120.000	500	125	Cr. Indust. et Comm. —	14 43	15 57	15 62	14 58	5 20 (a)	597 50	545 »	585 »	547 50	559 »	559 50	560 »	562 »	560 »
100.000	500	250	Credit Lyonnais	27 50	30 »	30 »	30 »	» »	800 »	782 50	762 50	737 50	815 »	820 »	818 75	817 50	815 »
240.000	500	250	Société Générale, nom..	12 88	12 95	13 02	12 50	6 25 (a)	480 »	465 »	465 »	457 50	496 25	495 25	496 »	49» »	4 8 75
30.000	500	500	Banq. Comm. et Indust.	15 »	15 »	15 »	12 50	» »	204 51	180 »	302 50	290 »	» »	» »	300 »	»	» »
50.000	500	500	Banq. Intern. de Paris	17 50	30 »	20 »	25 »	12 50 (a)	497 50	405 »	430 »	472 50	547 50	548 75	555 »	567 50	565 »
50.000	500	500	B. Parisienne nouvelle	» »	15 »	20 »	25 »	» »	392 50	380 »	370 »	385 »	422 »	424 »	421 »	426 »	430 »
40.000	500	500	Banque de l'Algérie....	84 01	74 58	64 17	53 22	40 10	1555 »	1160 »	1075 »	710 »	765 »	764 »	760 »	745 »	725 »
			CH. DE FER FRANÇAIS (ACTIONS)														
60.000	600	600	Bône-Guelma	30 »	30 »	30 »	30 »	15 » (a)	720 »	700 »	700 »	670 »	705 »	707 50	710 »	710 »	705 »
50.000	500	500	Est-Algérien.............	30 »	30 »	25 »	27 50	15 » (a)	710 »	585 »	607 50	582 50	610 »	613 »	615 »	612 50	615 »
584.000	500	500	Est.....................	35 50	35 50	35 50	35 50	20 » (a)	890 »	920 »	950 »	933 75	961 »	960 »	960 »	955 »	951 50
800.000	500	500	Paris-Lyon-Méditerr...	55 »	55 »	55 »	55 »	20 » (a)	1480 »	1515 »	1505 »	1370 »	1470 »	1470 »	1475 »	1478 75	1478 75
250.000	500	500	Midi....................	50 »	50 »	50 »	50 »	40 » (a)	1320 »	1325 »	1345 »	1125 »	1320 »	1329 »	1326 25	1323 75	1.08 75
525.000	400	400	Nord....................	70 »	70 »	66 »	64 »	28 » (a)	1882 50	1890 »	1902 50	1837 50	1835 »	1845 »	1845 »	1845 »	1842 50
300.000	500	500	Orléans	58 50	58 50	58 50	58 50	20 » (a)	1517 50	1548 75	1591 25	1447 50	1575 »	1575 »	1580 »	1580 »	1 65 »
300.000	500	500	Ouest....................	38 50	38 50	38 50	38 50	17 50 (a)	1057 50	1070 »	1097 50	1082 50	1092 »	1094 »	1091 50	1095 »	1090 »
40.000	500	500	Sud de la France........	25 »	25 »	25 »	15 »	» »	550 »	517 50	355 »	290 »	271 »	276 50	288 »	267 50	260 »
			SOC. INDUSTRIELLES FRANÇAISES (ACTIONS)														
60.000	500	500	Mag. Gén. de Paris.....	27 50	25 »	26 »	27 50	» »	570 »	560 »	565 »	572 50	575 »	580 »	582 50	584	587 50
336.000	500	500	Cie Par. du Gaz (tir. Nov.)	78 »	75 »	74 50	64 »	12 » (a)	1400 »	1432 50	1380 »	1097 50	1080 »	1077 50	1070 »	1077 50	108» »
80.000	250	250	Cie Gén. Transatlantique	30 »	30 »	30 »	20 »	7 50 (a)	545 »	601 25	505 »	318 75	360 »	361 25	358 75	345 »	315 »
120.000	500	500	Messageries Maritimes	30 »	30 »	30 »	25 »	10 » (a)	640 »	660 »	630 »	560 »	620 »	605 »	61» »	6 3 »	617 50
34.000	500	500	Omn. de Paris (tir. Janv.)	55 »	55 »	45 »	40 »	25 » (a)	1035 »	1060 »	1030 »	1005 »	1070 »	1080 »	1084 »	1081 »	1075 50
85.000	500	500	Voitures à Paris (tir. Mai)	50 »	35 »	35 »	21 55	12 50 (a)	730 »	717 50	635 »	585 »	566 50	565 »	573 »	577 50	570 »
50.000	500	500	Cie française des Métaux	» »	» »	15 (a)	22 50	» »	» »	» »	476 25	312 50	285 »	2.5 »	272 »	26» »	257 50
600.000	500	500	Canal de Panama.......	» »	» »	» »	» »	» »	32 50	16 25	17 50	18 75	9 25	9 25	9 »	9 »	9 »
223.398	500	500	Canal de Suez	91 05	92 68	112 »	99 06	97 09	2760 »	2790 »	2690 »	2872 50	3245 »	3235 »	3295 »	3255 »	3227 50
40.000	500	500	Dynamite (Soc. Cent. de)	45 »	25 »	12 50	» »	25 »	475 »	387 50	455 »	490 »	550 »	575 »	562 50	572 50	56» »
84.000	500	500	Téleg. Paris-New-York	» »	» »	» »	» »	» »	137 50	105 »	110 »	118 75	96 »	100 »	96 25	98 75	96 »
50.000	500	500	Téléphones.............	25 »	18 »	20 »	17 »	» »	427 50	465 »	400 »	307 50	290 »	285 »	298 75	298 75	297 50
			SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DIVERSES (ACTIONS)														
200.000	200fl	200fl	B.I.R.P. Pays-Autrich.	14 fl.	12 fl.	11 fl.	14 fl.	» »	470 »	475 »	512 50	507 50	595 »	598 75	600 »	601 25	596 25
500.000	500	250	B. Impér. Ottomane....	12 50	17 50	17 50	17 50	7 50 (a)	587 50	580 »	585 »	635 »	726 25	726 »	728 75	730 »	720 »
120.000	500	200	Cr. Fonc. d'Autriche...	30 »	32 50	32 50	35 »	37 50	1130 »	1126 25	1190 »	1258 75	1467 50	1485 »	1483 »	1487 »	1485 »
60.000	500	125	Cr. Fonc. Egyptien	5 »	6 »	5 »	5 »	5 »	480 »	475 »	455 »	453 75	460 »	461 »	461 25	463 75	» »
95.000	»	»	Cr. Mob. Espagn. (jouis.)	5 »	5 »	» »	3 25	2 »	137 50	88 75	80 »	58 75	66 »	67 »	65 »	66 »	66 25
48.000	500	500	Gaz de Madrid	25 »	17 50	12 »	12 »	7 50	360 »	230 »	218 75	140 »	160 »	» »	150 »	145 »	145 »
60.000	500	500	Chemins Andalous	20 »	25 »	20 »	20 »	5 »	482 50	340 »	325 »	176 25	175 25	171 »	167 50	165 »	162 50
150.000	500	500	Autrichiens-Hongrois..	13 50	20 »	25 »	22 »	28 »	640 »	660 »	645 »	705 »	906 25	935 »	936 25	936 25	933 75
750.000	500	500	Sud de l'Autriche (Lombards)	8 »	4 »	4 »	4 »	4 »	240 »	221 25	222 50	222 50	242 50	240 »	241 25	240 »	240 50
120.000	500	500	Méridionaux (Adriatique)	36 »	36 »	36 »	36 »	33 »	685 »	655 »	640 »	545 »	638 75	645 »	643 75	647 50	647 50
350.000	500	500	Nord de l'Espagne......	15 »	12 »	5 »	» »	» »	310 »	176 25	145 »	100 »	95 »	83 75	86 25	83 75	85 »
70.000	500	500	Portugais................	30 »	15 »	» »	» »	» »	225 »	75 »	73 75	45 »	41 »	» »	» »	» »	44 »
156.000	500	500	Saragosse (Madrid à)...	12 »	13 »	9 »	4 25	» »	315 »	201 25	183 75	146 25	146 25	142 50	136 25	137 50	135 »
Capital ou Nombre de titres	Fin de l'am.		FONDS D'ÉTATS ÉTRANGERS														
529 477.984£			Angleterre 2 3/4 0/0 ...	2 75	2 75	2 75	2 75	2 75	96 »	97 »	98 75	101 60	105 60	106 10	105 20	106 30	107 80
			Autriche 4 0/0 or.......	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	96 »	96 15	97 10	98 80	103 20	103 »	103 10	102 75	103 45
6.000.000			Brésil 4 1/2 0/0 1888...	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	80 50	62 »	69 »	72 70	78 25	78 75	77 .5	79 »	» »
20.000.000			— 4 0/0 1889	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	75 »	59 50	64 50	65 80	71 .5	74 25	74 05	75 65	75 70
364.968			Egypte (Daïra-Sanieh)	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	98 75	102 25	104 35	104 10	104 10	104 »	104 20	104 25
3.047.912	1941		— (Unifiée)..........	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	490 »	97 70	101 »	102 80	104 10	104 45	104 60	104 25	104 40
1.497.350			— (Privilégiée 3 1/2).	3 50	3 50	3 50	3 50	3 50	467 50	98 »	96 »	101 60	102 70	102 20	102 60	102 55	102 65
	1936		Espagne 4 0/0 Extérieure	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	74 10	65 »	63 65	65 40	72 20	69 30	67 2	68 30	67 37
1.240.000	1940		Cuba 6 0/0 1886	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	6 0/0	500 »	460 »	460 »	460 »	472 »	452 50	427 50	433 75	439 »
344.000	1921		— 5 0/0 1890	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	470 »	420 75	413 75	405 »	430 »	411 »	380 »	395 »	392 5
240.000	1952		Hellénique 5 0/0 1881..	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	» »	432 50	392 50	232 50	175 »	175 »	» »	172 »	176 »	» »
270.000			— 4 0/0 1887..	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	» »	350 »	303 75	250 »	175 »	191 »	» »	» »	188 »	» »
592.000.000fl			Hongrie 4 0/0 or........	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	93 10	95 25	96 10	99 10	104 40	104 50	104 75	104 60	104 50
112.250.000			Italie 5 0/0 (4 fr. net)...	4 34	4 34	4 34	4 34	4 0/0	93 50	92 45	91 40	79 »	89 65	89 10	89 12	90 »	90 30
	1926		Portugal 3 0/0...........	3 0/0	3 0/0	3 0/0	1 0/0	1 0/0	44 50	23 75	22 55	23 10	25 50	25 80	26 15	25 82	26 1.
285.000			— 4 1/2 1891 (Tabacs)	» »	» »	» »	22 50	22 50	» »	355 »	350 »	347 50	460 »	460 »	461 25	465 »	468 75
2.230.000			Roumanie 5 0/0 1875...	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	99 75	100 »	101 40	99 50	101 30	102 50	102 »	103 »	102 »
50.000.000	1937		Roumanie 5 0/0 Am. 1893	» »	» »	» »	5 0/0	5 0/0	» »	» »	» »	98 80	99 90	100 45	100 75	101 70	101 50
150.000.000r	1960		Russie 4 0/0 1880........	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 20	94 30	97 90	99 85	101 20	101 05	100 75	100 95	101 20
1941 992.000	1970		— 4 0/0 Consolidé..	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	98 »	95 60	98 »	101 15	102 75	102 50	102 45	102 55	102 50
00 000.000	1974		— 3 0/0 1891 or....	» »	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	» »	78 70	78 80	88 95	93 40	92 60	93 20	93 79	93 3
100.000.000	1976		— 3 1/2 0/0 1894..	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	98 50	97 75	98 15	98 95	97 90
52 870	1919		Serbie 5 0/0 1890.	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	91 »	81 »	74 50	71 50	68 50	68 »	66 »	68 45	70 »
			Dette Ottom. 1 0/0, conv.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	18 65	20 15	21 80	24 50	25 .7	25 70	25 95	26 10	25 55
227.250	1931		Consolidat. Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	367 50	378 75	391 25	438 75	477 50	478 75	477 »	476 »	472 »
391.362	1931		Priorités Ottom. 4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	4 0/0	420 »	422 50	446 25	476 25	497 »	497 50	49» »	495 »	488 75
295 454			Douanes Ottom. 5 0/0..	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	5 0/0	465 »	461 25	495 37	511 25	513 75	517 »	515 »	515 »	512 50
40 000.000	1958		Emp. ottoman 4 0/0 1894	» »	» »	» »	» »	4 0/0	» »	» »	» »	438 75	482 50	485 »	486 25	487 »	487 »

COMPAGNIE PARISIENNE

D'ÉCLAIRAGE et de CHAUFFAGE par le GAZ

MOIS	RECETTES DE GAZ 1895	RECETTES DE GAZ 1894	DIFFÉRENCE en 1895	Soit 0/0
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
[illegible]s......	5.213 974 66	5.070.242 8[illegible]	+ 143.731 81	2 83
[illegible] pr mois	34 471 224 27	33.786.854 66	+ 684.369 61	2.02

1024

SOCIÉTÉ DE CRÉDIT MOBILIER

Anonyme, au capital de 50 millions de francs

Les Actionnaires du Crédit Mobilier se sont réunis en Assemblée générale ordinaire, le 20 juin 1895, au siège social, sous la présidence de M. Ch. Wallut, président du Conseil d'administration.

Le rapport du Conseil fait connaître les résultats acquis depuis la dernière Assemblée en vue de la reconstitution de la Compagnie de Porto-Rico.

Le *concordat* présenté le 8 janvier par cette Compagnie a été adopté dans le délai légal de trois mois par plus des 3/5 des créanciers et a reçu l'homologation du juge.

Les créances du Crédit Mobilier vont être réglées en Obligations 5 0/0 de 2e hypothèque, payables en or, et qui seront délivrées au prix de 400 fr. Avec le produit de ces titres, le Crédit Mobilier pourra acquitter le solde de ses emprunts, constituer un fonds de roulement et suivre les négociations que le Conseil a en vue pour la reconstitution de la Société.

Le rapport rend compte ensuite de la situation des principales affaires : le Sud de l'Espagne, dont 2 lignes vont être ouvertes le mois prochain à l'exploitation ; le chemin d'Arles à Saint-Louis, définitivement racheté par le P.-L.-M.; le développement constant de Port-Saint-Louis-du-Rhône ; la Banque Nationale de Saint-Domingue, qui distribuera, le 1er juillet, un dividende de 4 1/2 0/0, après des amortissements représentant près de 10 0/0, et qui ne seront plus à prévoir pour les exercices suivants.

Le rapport fait ressortir la diminution notable des frais généraux, qui ont été réduits de plus de 50 0/0 depuis 1891.

A la suite d'une discussion courtoise, l'Assemblée, par 1.050 voix contre 105, a approuvé les comptes de l'exercice 1894.

MM. de Sainte-Marie et de Sèze, commissaires sortants, ont été réélus.

1025

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE

BONE-GUELMA ET PROLONGEMENTS

Le coupon n° 36, des obligations, sera payé, le 1er août 1895, soit au siège social, 7, rue d'Astorg, à Paris, soit aux bureaux de l'Exploitation du chemin de fer, à Bône :

Par obligation nominative.... 7 fr. 20
Par obligation au porteur..... 6 fr. 748

Les coupons indiqués ci-dessus pourront être payés au siège de la Compagnie, à partir du 1er juillet 1895, sous une retenue de 4 0/0.

1026

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU

SUD DE LA FRANCE

Société anonyme — Capital : 25 millions
Siège social : 66, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

L'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 30 avril dernier n'ayant pu se réunir, par suite de l'insuffisance du nombre des titres déposés, une nouvelle assemblée ordinaire est convoquée pour le mardi 23 juillet 1895, à 3 heures 1/2 de l'après-midi, salle Kriegelstein, 4, rue Charras, à Paris.

Conformément à l'article 35 des statuts, cette assemblée délibérera valablement, quel que soit le nombre des actions représentées, sur les questions mises à l'ordre du jour de la première convocation.

Pour avoir le droit d'assister à cette réunion, MM. les actionnaires porteurs de 10 actions au moins devront avoir déposé leurs titres au plus tard le 6 juillet 1895 :

A Paris : au Crédit Industriel et Commercial, 66, rue de la Victoire ; à la Société Marseillaise, 50, Chaussée-d'Antin ; à la Société Générale, 54, rue de Provence ; au Comptoir National d'Escompte, 14, rue Bergère et au Crédit Lyonnais, 17, boulevard des Italiens.

A Marseille : à la Société Marseillaise, 63, rue Paradis.

1027

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER

DU NORD DE L'ESPAGNE

Le Conseil d'administration de la Compagnie a l'honneur d'informer MM. les porteurs d'obligations qu'il sera payé, à partir du 1er juillet prochain :

1° *Sur les Obligations Nord de l'Espagne :*

3e Série. Le coupon n° 24, à raison de Réaux 28 50, soit................. Pesetas. **7 125**

4e Série. Le coupon n° 20, à raison de Réaux 28 50, soit................. Pesetas. **7 125**

5 Série. Le coupon n° 14, à raison de................. Pesetas. **7 50**

2° *Sur les Obligations Priorité-Barcelone :*

Le coupon n° 30, à raison de Réaux 28 50, soit................. Pesetas. **7 125**

3° *Sur les Obligations Spéciales-Pampelune :*

Le coupon n° 35, à raison de Réaux 28 50, soit................. Pesetas. **7 125**

4° *Sur les Obligations Segovie à Medina del Campo :*

Le coupon n° 21, à raison de.. Pesetas. **7 50**

A Madrid.. A la gare du Nord et à la Société Générale de Crédit Mobilier Espagnol, 17, Paseo de Recoletos.

Les porteurs d'obligations qui préféreraient présenter leurs coupons à l'Etranger pourront les toucher par l'intermédiaire des banquiers de leur choix.

Les porteurs qui présenteront leurs coupons en Espagne seront assujettis au paiement des impôts fixés par les dispositions légales.

1028

Avis aux Obligataires
de la Compagnie des Chemins de fer du Nord de l'Espagne.

Les établissements financiers ci-après désignés ont l'honneur d'informer MM. les porteurs d'obligations, que pour leur faciliter le recouvrement de leurs coupons, ils les recevront à leurs guichets et en escompteront le produit à présentation, sans aucuns frais ni charge, au cours moyen du change de la veille à Paris.

Pour l'échéance du 1er juillet, les porteurs pourront donc présenter leurs coupons à partir de cette date :

A Paris...... Au Crédit Mobilier Espagnol, 69, rue de la Victoire, et au Crédit Lyonnais.

A Lyon...... Au Crédit Lyonnais et à la Société Lyonnaise (Palais Saint-Pierre).

A Bruxelles. A la [illegible] de la Banque de Pa[illegible]s-Bas.

La Société Générale [illegible]obilier Espagnol rappelle à MM. les Obl[illegible] elle a fait auprès de la Compagnie du N[illegible]spagne toutes réserves de droit relativement [illegible] recouvrement en pesetas de tous les coupons ou remboursements d'obligations.

MM. les porteurs d'obligations peuvent donc être assurés, en présentant leurs coupons ou obligations amorties aux guichets des Sociétés ci-dessus désignées, que leur perception en pesetas n'implique aucune déchéance de leurs droits éventuels, et qu'ils participeront à tout avantage, compensation ou arrangement qui pourraient être convenus au bénéfice des porteurs d'obligations de la Compagnie du Nord de l'Espagne, soit par voie amiable, soit autrement.

1029

Avis aux Porteurs d'Obligations
de l'Est de l'Espagne

MM. les porteurs d'obligations de l'Est de l'Espagne sont informés que le coupon n° 17 des obligations de : 1° Hypothèque de l'Est de l'Espagne, estampillées, leur sera payé à raison de Fr. **7 25** à partir du 1er juillet prochain :

A Paris... Au Crédit Mobilier Espagnol, 69, rue de la Victoire.

A Lyon.... A la Société Lyonnaise.

1030

GRANDS MOULINS DE CORBEIL

(Anciens Établissements Darblay et Beranger)
Société anonyme au capital de 12 millions de francs
Siège social à Paris, 6, rue du Louvre

MM. les porteurs d'obligations de la Société sont informés que le coupon n° 13 des obligations de la dite Société leur sera payé, à partir du 1er juillet 1895, à Paris, aux caisses de la Société de Crédit Mobilier, 15, place Vendôme, et en celles de MM. Périer, Mercet et Cie, 54, rue de Provence, sous déduction des impôts établis par les lois de finances, soit à raison de 10 fr. 285 pour les obligations au porteur, contre remise du coupon n° 13 et de 10 fr. 80 pour les obligations nominatives, sur présentation des certificats.

1031

BANQUE IMPERIALE OTTOMANE

MM. les Actionnaires de la Banque Impériale Ottomane sont informés que, par décision de l'Assemblée générale tenue à Londres, le 26 juin 1895, la somme de 10 shellings, soit 12 fr. 50 par action, formant le solde du dividende de 20 fr. de l'exercice 1894 sera payée, à partir du 2 juillet 1895, contre la remise du coupon n° 37.

Ce paiement aura lieu :

A la Banque Impériale Ottomane, 7, rue Meyerbeer ;
Au Crédit Lyonnais;
Au Comptoir Nationale d'Escompte de Paris, et dans leurs Agences et Bureaux de quartier.

1032

Avis aux Obligataires de la

BANQUE DE CREDIT FONCIER ET AGRICOLE DE SANTA-FE

Les Obligataires réunis le 4 juin 1895 en Assemblée, représentant 55.235 obligations, ont décidé d'approuver les arrangements proposés qui consistent en l'échange des obligations actuelles contre des actions d'une Société nouvelle à créer pour reprendre l'actif et le passif de la Banque de Crédit Foncier et Agricole de Santa-Fé.

Afin de mener cette combinaison à bonne fin, il est indispensable que les Obligataires déclarent sans retard leur adhésion en déposant leurs titres à l'une des adresses ci-dessous, où il leur sera remis des formules d'adhésion à signer par eux.

Il leur sera délivré, contre remise de leurs titres, des récépissés provisoires qui seront échangés ultérieurement contre des actions de la nouvelle Société.

Les accords intervenus et le compte rendu de l'Assemblée seront adressés à tous les Obligataires qui en feront la demande:

A Paris : à la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin ;
A Lyon : chez MM. Cambefort, F. et C. Saint-Olive ;
A Bordeaux ; chez MM. Piganeau et fils ;
A Marseille : à la Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts ;
A Nancy : à la Société Nancéienne de Crédit Industriel et de Dépôts ;
A Londres : à la London Joint Stock Bank, limited ;
A Bruxelles : chez MM. Frank, Model et Ce, et à la succursale de la Banque de Paris et des Pays-Bas ;
A Anvers : à la Banque Centrale Anversoise ;
A Bâle : chez MM. les Fils Dreyfus et Ce ;
A Hambourg : chez MM L. Behrens et Sœhne.
A Genève : à la succursale de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

1033

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

19, rue des Capucines, Paris

CAPITAL : **170.500.000** FRANCS

Comptes courants avec chèques ; Encaissement des coupons ; Dépôts de titres ; Ordres de Bourse ; Prêts sur dépôts de titres ; Prêts hypothécaires à long terme avec amortissement ; Prêts hypothécaires à court terme et sans amortissement ; Prêts communaux.

1034

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

Situation au 31 mai 1895

Actif

Espèces en caisse et à la Banque de France	3.608.682 68
Effets et valeurs diverses	190.248.184 09
Trésor public	22.392.973 60
Avances sur dépôts de titres	18.051.075 »
Correspondants	24.597.485 77
Emprunteurs :	
Prêts hypothécaires	1.780 657.098 02
— communaux	1.241.091.769 89
Prêts réalisés avec les fonds provenant des Bons à lots	26.233.698 70
Prêts réalisés avec les fonds du capital social et des réserves	73.914.687 05
Semestres d'annuités échus	31.348.492 »
Hôtels et mobilier :	
Prix d'estimation des hôtels	12.933.709 25
Frais d'appropriation et mobilier	782.146 94
Divers	39.642.529 51
Intérêts acquis, mais non échus	50 756.325 48
Dépenses d'administration	1.791.648 07
Total	3.515.081.507 05

Passif

Capital social		170.500.000 »
Réserve obligatoire		19.579.362 02
Provision pour l'amortissement des emprunts		112.656.120 41
Réserves diverses		8.899.065 25
Dépôts en compte courant et bons de Caisse		76.120.133 99
Correspondants		3.630.703 69
Sous-Comptoir des Entrepreneurs		3.788.669 70
Versements différés :		
Sur Prêts Hypothécaires		17.090.983 26
— Communaux		89.731.763 41
Obligations Foncières en circulation :		
Montant au pair	2.402.223.400 »	
A déduire :		
Versements à recevoir des obligataires	225.595.200 »	
Prime à amortir à recouvrer des emprunteurs	472.200.416 53	1.704.425.783 47
Obligations Communales en circulation :		
Montant au pair	1.332.124.500 »	
A déduire :		
Versements à recevoir des obligataires	22.896.322 50	
Prime à amortir à recouvrer des emprunteurs	132 865.950 33	1.176.362.227 17
Bons à lots en circulat.	» » » »	26.223.698 70
Obligations à rembourser et intérêts échus à payer		32.139.390 27
Semestres d'annuités payés par anticipation		2.963.006 83
Divers :		
Provision pour créances douteuses		8.019.681 81
Réserve commune avec le Crédit Foncier et Agricole d'Algérie		989.641 29
Comptes divers		23.491.535 28
Intérêts dus, mais non échus		30.815.170 43
Profits et pertes :		
Reliquat de l'exercice 1894	» » » »	117.403 23
A déduire : 1re répartition de 25 fr. par action	» » » »	» » » »
Exercice 1895		7.526.161 79
Total		3.515.081.507 05

Certifié conforme aux écritures :

Le gouverneur,

ALBERT CHRISTOPHLE.

1025

CHEMINS DE FER DE L'OUEST

Paris à Londres, par Rouen, Dieppe et Newhaven.

Voie la plus économique. Double service quotidien à heures fixes (dimanche compris)

Départs de Paris Saint-Lazare : 9 h. 10 matin, 9 h. soir.

Arrivées à Londres : London-Bridge, 7 h. soir, 7 h. 40 matin ; Victoria, 7 h. soir, 7 h. 50 matin.

Départs de Londres : London-Bridge, à 9 h. matin, 9 h. soir ; Victoria, 9 h. matin, 9 h. 50 soir.

Arrivées à Paris-Saint-Lazare : 6 h. 35 soir, 8 h. matin.

Prix des billets. — Billets simples, valables pendant 7 jours : 1re classe, 43 fr. 25 ; 2e classe, 32 fr. ; 3e classe, 23 fr. 25.

Billets d'aller et retour, valables pendant un mois : 1re classe, 72 fr. 75 ; 2e classe, 52 fr. 75 ; 3e classe, 41 fr. 50.

1036

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE EN FRANCE

	Bilans aux 30 avril 1895	Bilans aux 31 mai 1895
Actif	—	—
Caisse et Banque	35.795.477 86	35.599.974 19
Portefeuille	122.061.219 29	131.409.120 82
Effets à l'encaissement	18.015.292 01	18.726.681 41
Reports	29.995.353 70	33.117.278 69
Coupons à encaisser	2.128.116 85	1.897.275 82
Rentes et actions, bons et obligations	48.011.985 26	48.705.159 79
Avances sur garanties	70.079.642 98	74.143.546 01
Participations industrielles et commerciales	3.839.954 98	3.839.954 98
Participations financières	67.601.591 34	64.428.312 17
Immeubles de la Société	4.215.034 06	4.231.834 06
Comptes de banque à l'étranger et comptes courants divers	94.899.298 20	89.023.731 71
Appels différés sur actions	60.000.000 »	60.000.000 »
Intérêts sur actions (coupon au 1er octobre 1893)	» » »	» » »
	556.645.996 53	565.127.811 69
Passif		
Capital	120.000.000 »	120.000.000 »
Réserve statutaire	7.726.253 07	7.726.253 07
Réserve spéciale	6.000.000 »	6.000.000 »
Comptes de chèques	165.161.563 64	167.590.471 44
Dépôts à échéances fixes	95.397.500 »	96.[illegible] »
Comptes à disponibilité	1.899.352 58	1.432.590 67
Effets à payer	34.662.423 53	37 655.391 08
Comptes de Banque à l'étranger et comptes courants divers	126.091.876 26	126.771.212 66
Intérets et dividendes	374.1[illegible]	2[illegible].837 [illegible]
Solde du dernier exercice	104.238 81	104.238 81
Profits et pertes (frais généraux déduits) 1894	» » »	1.555.446 46
Exercice 1895	1.228.687 29	» » »
	556.645.996 53	565.127.811 69
Effets en circulation avec l'endos de la Société	» » »	» » »
Administration centrale	33.660.695 »	25.775.182 44
Agences de province	5.266.026 58	7.49[illegible].352 20
	38.926.721 58	33.26[illegible].534 64

Certifié conforme aux écritures :

Le directeur,

BURON.

1037

CHEMINS DE FER

DE L'OUEST ET D'ORLEANS

Voyage circulaire en Bretagne. — Billets d'excursions délivrés toute l'année.

Les Compagnies de l'Ouest et d'Orléans délivrent toute l'année, aux prix très réduits de 65 fr. en 1re classe et de 50 fr. en 2e classe, des billets circulaires, valables 30 jours, comprenant le tour de la presqu'île bretonne, savoir : Rennes, Saint-Malo, Dinard, Saint-Brieuc, Lannion, Morlaix, Roscoff, Brest, Quimper, Douarnenez, Pont-l'Abbé, Concarneau, Lorient, Auray, Quiberon, Vannes, Savenay, Le Croisic, Guérande, Saint-Nazaire, Pont-Château, Redon et Rennes.

Ces billets peuvent être prolongés trois fois d'une période de 10 jours, moyennant le paiement, pour chaque prolongation, d'un supplément de 10 0/0 du prix primitif.

Le voyageur, partant d'un point quelconque des réseaux de l'Ouest et d'Orléans pour aller rejoindre cet itinéraire, peut obtenir, sur demande faite à la gare de départ, 4 jours au moins à l'avance, en même temps que son billet d'excursion, un billet de parcours complémentaire comportant une réduction de 40 0/0 sous condition d'un parcours minimum de 150 kilomètres ou payant comme pour 150 kilomètres.

La même réduction lui est accordée après l'accomplissement du voyage circulaire, soit pour revenir à son point de départ initial, soit pour se rendre sur tel autre point des deux réseaux qu'il a choisi.

1038

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

SOCIÉTÉ ANONYME

Siège social : Paris, rue de la Victoire, 66

CAPITAL SOCIAL : **60** MILLIONS

Comptes de chèques	1/2 0/
— à 7 jours de préavis	1 0/
— à 6 mois	1 1/2 0/

Ordres de Bourse. — Paiement de coupons. — Encaissement d'effets et de factures. — Escompte d'effets. — Envois de fonds province et étranger. — Avances sur titres.

1039

BIBLIOGRAPHIE

DICTIONNAIRE ENCYCLOPÉDIQUE

UNIVERSEL

Publié sous la direction de Camille Flammarion contenant tous les mots de la langue française, et résumant l'ensemble des connaissances humaines à la fin du XIXe siècle, illustré de 20.000 figures gravées sur cuivre.

Nous avons constaté déjà le légitime et croissant succès de cet intéressant et populaire recueil, synthèse résumée qui soit au niveau de toutes les sciences à l'état actuel, que l'on puisse consulter facilement avec profit et même lire avec intérêt. Le prix est accessible à tous.

La 46e et la 47e série viennent de paraître.

A signaler dans ces deux séries de nombreux articles très intéressants, sur les mots : *Coup ; Coupe racines ; Cour*, espace découvert, et au point de vue législatif ; *Cour de cassation ; Cour d'assises ; Cour d'appel ; etc. — Couronne*, ornement de tête, historique des couronnes, cet article est illustré de nombreuses gravures. — *Cours*, article très étendu sur la législation des cours d'eau. — *Courses*, historique, législation et différentes sortes de courses. — *Crâne*, description (illustrée de figures). — *Création*.

Terminons en indiquant une monographie très étendue sur le mot *Crédit* : différentes sortes de crédit privé et public, hypothécaire, agricole, commercial. — Nature et définition du crédit. — Moyens du crédit, diverses espèces de crédit. — A signaler aussi, dans ce même article, une importante étude sur les banques étrangères, les émissions et le monopole des banques. Viennent ensuite les mots *Crémation ; Crépusculaire ; Cri ; Cris de guerre ; Criquet*.

Le **Dictionnaire encyclopédique universel** illustré, formera environ 800 livraisons. Il paraît deux livraisons à 10 centimes par semaine et une série à 50 centimes (cinq livraisons sous couverture) chaque quinzaine.

On peut souscrire à l'ouvrage complet, reçu *franco*, à l'apparition de chaque série, en adressant de suite cinq francs et en continuant d'adresser la même somme chaque semestre à l'éditeur E. Flammarion, 26, rue Racine.

D'autres modes de souscription sont indiqués dans la Première Série, qui est adressée *franco* contre l'envoi de 50 centimes en timbres-poste.

1040

Outre un remarquable article scientifique de M. Henri FOURNIER sur le *Lichen*, la **530e** livraison de la **Grande Encyclopédie**, publiée cette semaine, contient des biographies tout à fait intéressantes et originales de M. Th. CART sur plusieurs écrivains scandinaves : par exemple, celle de *Lie*, le romancier norvégien, et celle de *Lidner*, le poète suédois. A signaler aussi une curieuse étude de M. Alfred ERNST sur le *Lied*, en poésie et en musique.

Prix de chaque livraison : 1 franc. — Une feuille spécimen est envoyée gratuitement sur demande.

H. LAMIRAULT et Cie, 61, rue de Rennes, Paris.

1041

IMPRIMERIE DE LA PRESSE
16, rue du Croissant, Paris. — Simart.